

PARALLÈLE adj. et subst. m. ou f. (du préf. *para-*, à côté, et d'*allos*, l'un l'autre).

GÉOMÉTRIE : On appelle droites « parallèles » des droites situées dans un même plan et qui ne peuvent se rencontrer, à quelque distance qu'on les prolonge. De même, on nomme plans « parallèles » deux plans également distants l'un de l'autre dans toute leur étendue.

GÉOGRAPHIE : Il a été dit déjà (voir *Latitude*, *Longitude*) que pour indiquer la situation d'un point à la surface de la terre, on a imaginé différents cercles sur le globe. L'un d'eux, l'équateur, fait le tour de la terre à égale distance des deux pôles. D'autres, qui lui sont perpendiculaires coupent la sphère terrestre en deux parties, en passant par les pôles, ce sont les méridiens (voir ce mot). Nous appellerons cercles parallèles tout cercle qui sera déterminé par un plan parallèle à l'équateur et perpendiculaire à l'axe de la terre. Comme pour les méridiens, nous pouvons mener une infinité de parallèles à la terre ; par chaque point du globe, on peut mener un parallèle et un méridien déterminés. Seulement, pour obtenir plus de précision, on a imaginé de diviser un méridien à partir de l'équateur et de part et d'autre de celui-ci en 90 parties égales ou degrés, numérotés 0 à l'équateur et 90 aux pôles. Si, par chacun des points de division, nous faisons passer un cercle perpendiculaire à la ligne des pôles, ce cercle déterminera un parallèle affecté du même numéro que le point de division correspondant du méridien. Comme l'intervalle entre deux parallèles ainsi établis serait trop large pour fixer avec précision la position d'un point, on a à nouveau divisé ces intervalles en minutes et ces minutes en secondes. Les principaux parallèles sont les cercles polaires arctique et antarctique situés tous deux à $33^{\circ} 27'$ des pôles ; les deux tropiques, celui du Cancer au nord de l'Equateur et celui du Capricorne au sud ; tous deux sont distants de $23^{\circ} 27'$ de l'Equateur. Ces importants parallèles renferment et limitent les zones de température de la Terre. La zone torride est comprise entre les deux tropiques ; la zone tempérée nord entre le tropique du Cancer et le cercle polaire boréal, la zone tempérée Sud entre le tropique du Capricorne et le cercle polaire austral, enfin les zones glaciales sont situées entre les cercles polaires et les pôles.

COSMOGRAPHIE. — De même, pour obtenir la position précise d'un astre sur la voûte céleste, on a imaginé, en astronomie, des méridiens et des parallèles. Ces coordonnées célestes, qui portent le nom « d'ascension droite » et de « déclinaison », sont, comme les coordonnées terrestres, rapportées à la ligne des pôles et à l'équateur.

Nous appellerons « déclinaison » d'un astre quelconque, l'angle que fait le rayon visuel de l'observateur de l'étoile avec le plan de l'équateur. Et nous nommerons « ascension droite » l'angle que fait sur l'équateur le plan contenant l'étoile avec un point fixe, situé également sur l'équateur (point *gamma*). Ainsi, donc on a tracé idéalement sur la sphère céleste des cercles de latitude parallèles à l'équateur et des cercles de longitude passant par les pôles. Comme sur terre, les latitudes sont comptées à partir de l'équateur et nous obtenons alors la « déclinaison » d'un astre.

Ainsi que, sur terre, nous avons, pour déterminer la longitude d'un point, choisi un méridien initial considéré comme méridien origine, il a fallu choisir sur la voûte céleste un point unique bien déterminé pour tracer le méridien d'origine. La trajectoire apparente du soleil se confond dans l'espace avec la trace du plan suivant lequel la terre tourne autour de l'astre du jour. Comme par suite de l'inclinaison de notre globe, l'équateur céleste et le nôtre ne coïncident pas avec le plan de l'orbite, le soleil semble donc, dans sa marche

annuelle, se déplacer selon un cercle orienté obliquement par rapport à la rotation quotidienne du ciel qui s'effectue parallèlement à l'équateur. Aux équinoxes seulement, le soleil est juste à l'intersection des deux plans qui se coupent dans l'espace (point *gamma*). Par le point d'intersection où le soleil se trouve à l'équinoxe du printemps (point *gamma*), passe le méridien initial à partir duquel, dans le sens du mouvement diurne, sont comptés les autres méridiens en se servant non plus de degrés de longitude, mais d'heures d'ascension droite. L'écart entre le méridien se mesure en astronomie, non pas par degrés, mais par le temps qui le sépare et qu'on détermine à l'aide d'une horloge sidérale réglée de telle façon que les aiguilles effectuent le tour complet du cadran exactement dans le temps que la terre effectue une rotation complète. Ces heures sidérales ont chacune une valeur angulaire de 15 degrés, chaque minute vaut 15 minutes d'arc, et chaque seconde 15 secondes d'arc.

La position apparente d'une étoile est déterminée en ascension droite (longitude) par l'écart du temps qui la sépare du méridien initial et sa déclinaison ou latitude par sa distance angulaire au nord ou au sud de l'équateur. Ces mesures se prennent à l'aide de la lunette méridienne, lunette invariablement orientée suivant le plan vertical du méridien et ne pouvant pointer qu'en hauteur. On y enregistre les passages successifs des astres (détermination de l'ascension droite) ; des cercles gradués dont elle est munie, indiquent qu'une façon précise l'inclinaison du pointage (déclinaison). Ajoutons, pour être complet, que ces coordonnées célestes ne sont pas invariables, le mouvement de rotation de la terre ne conserve pas une direction immuable dans l'espace.

LITTÉRATURE : Parallèle, tout écrit ou discours mettant en évidence les dissemblances ou ressemblances existant entre deux personnes, deux êtres ou deux choses s'appelle aussi parallèle. — Ch. ALEXANDRE.

PARLEMENT, PARLEMENTARISME, PARLEMENTAIRE. Dans l'ancienne France, les parlements étaient des tribunaux. Ils jouèrent un rôle politique important, sans parvenir à mettre un frein à l'absolutisme royal. Ce qui les concerne regarde surtout la justice, aussi n'en parlerons-nous pas dans cet article. Au sens actuel, les parlements sont des assemblées politiques qui détiennent le pouvoir de faire les lois ; celui de France et d'Angleterre comprend deux Chambres ; il n'en comprend qu'une dans certains pays. Quant au parlementarisme, c'est un système de gouvernement qui implique la prépondérance du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif, et contraint les ministres à démissionner lorsqu'ils n'ont plus la confiance des sénateurs ou députés. De nombreuses monarchies sont parlementaires ; plusieurs républiques ne le sont pas. Aux Etats-Unis, par exemple, les ministres dépendent du seul président de la république ; députés et sénateurs ne peuvent rien contre eux. Le titre de parlementaire ou de membre du parlement, très respecté chez nous autrefois, n'en impose plus à personne : maints hôtes du Luxembourg et du Palais Bourbon sont trop manifestement de crapuleux malfaiteurs. Dès le moyen âge, l'Angleterre posséda un parlement politique ; c'est chez elle que prit naissance le régime parlementaire. Avant de donner un successeur à Jacques II, chassé par ses sujets, le parlement britannique rédigea, en février 1689, une Déclaration des Droits qui limitait le pouvoir royal et précisait ses propres prérogatives. Guillaume III et sa femme Marie ne furent proclamés roi et reine qu'après avoir promis de la respecter. Ils tinrent parole et, sans y être obligés, choisirent quelquefois leurs ministres dans la majorité du Parlement. La reine Anne, qui succéda à Guillaume III, suivit cet exemple. A sa mort, en 1714, un

hasard, l'avènement au trône de la dynastie de Hanovre, dont les deux premiers souverains, Georges I^{er} et Georges II furent presque des étrangers pour leurs sujets, acheva d'affermir le régime parlementaire. Georges I^{er} s'enivrait quotidiennement et vivait entre de vieilles favorites laides et rapaces. Comme il ne comprenait pas l'anglais et que ses ministres ne comprenaient pas l'allemand, il laissa bientôt ces derniers gouverner sous le seul contrôle des Chambres. Georges II, d'esprit presque aussi borné que son père, comprenait l'anglais mais ne le parlait pas ; il déserta lui aussi le conseil des ministres. Finalement, en vertu de la tradition, le roi ne dut appeler au pouvoir que des hommes appartenant au parti qui avait la majorité dans le parlement. Ils abandonnaient leurs fonctions lorsque cette majorité leur retirait sa confiance. Egaux en théorie, les ministres étaient dirigés en fait par l'un d'entre eux qu'on appela le *Premier* et qui fut souvent le leader du parti au pouvoir. Tous étaient solidaires, c'est-à-dire responsables des actes de chacun. A cette époque, le parlement britannique ne représentait d'ailleurs que l'aristocratie anglaise, surtout la classe des grands propriétaires terriens. Les réformes de 1832, puis de 1867 et de 1885 étendirent le droit de vote à un nombre de plus en plus considérable de citoyens, leur faisant croire qu'ils étaient quelque chose dans l'Etat, alors que politiciens et capitalistes les manœuvraient comme des pions. D'Angleterre, le parlementarisme devait, au cours des XIX^e et XX^e siècles, passer dans de nombreux pays. En France, il fut instauré par la monarchie de 1830 ; plus tard il disparut, mais pour revenir tout-puissant sous la troisième république. L'Assemblée nationale, élue en février 1871, pour conclure la paix avec la Prusse, comptait plus de 400 députés royalistes et seulement 250 députés républicains. Mais les monarchistes se divisaient en légitimistes et en orléanistes, les premiers voulant pour roi le comte de Chambord, petit-fils de Charles X, les seconds lui préférant le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe. N'ayant pu ramener les Bourbons, l'Assemblée finit par accepter la république, en janvier 1875, à une voix de majorité. On ne créa pas une Constitution formant un corps unique, mais trois lois en tinrent lieu ; elles portaient sur l'organisation des pouvoirs publics, sur l'organisation du Sénat, sur les rapports des pouvoirs publics. Discussion et vote de ces lois remplirent l'année 1875. Elles confiaient le pouvoir législatif à deux Chambres et le pouvoir exécutif à un président irresponsable, mais qui gouvernait par l'intermédiaire de ministres responsables devant le parlement.

« 1. — Le pouvoir législatif, déclare la loi du 25 février, s'exerce par deux assemblées : la Chambre des députés et le Sénat. La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans des conditions déterminées par la loi électorale. La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat seront réglés par une loi spéciale.

« 2. — Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible.

« 3. — ...Chacun des actes du Président de la République doit être contresigné par un ministre...

« 5. — Le Président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat. En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections dans le délai de trois mois.

« 6. — Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement et individuellement de leurs actes personnels. Le Président de la République n'est responsable que dans le cas de haute trahison. » Après le vote des lois organiques nécessaires au fonctionnement du nouveau régime, l'Assemblée nationale se sépara. Elle fit place

à deux Chambres, le Sénat élu le 30 janvier 1876 et la Chambre des députés élue le 20 février de la même année. Par la suite, des modifications furent apportées à la Constitution ; en particulier, on décida qu'il n'y aurait plus de sénateurs inamovibles : tous devaient être élus par les départements et les colonies. L'institution d'un Sénat, œuvre des députés monarchistes qui comptaient sur lui pour jouer un rôle conservateur, fut combattue par les républicains. Mais finalement ils s'accommodèrent très bien de l'existence d'une Chambre haute. Ils devaient, d'ailleurs, s'accommoder d'un si grand nombre d'institutions et de procédés royalistes que la France républicaine ressemble beaucoup, de nos jours, à un pays monarchiste. Actuellement, le Sénat est composé d'environ 300 membres, âgés d'au moins 40 ans et nommés pour 9 ans ; il est renouvelable par tiers, tous les 3 ans. Son mode de recrutement assure la prépondérance de la campagne sur la ville, de la classe riche sur la classe pauvre. L'élection des sénateurs est faite par un collège restreint composé des députés du département, des conseillers généraux et d'arrondissement, des délégués choisis par les conseillers municipaux, suivant une proportion qui favorise singulièrement les petites communes. La Chambre des députés est élue pour une durée de 4 ans, au suffrage universel. Des lois spéciales, non prévues par la Constitution, règlent son mode d'élection. Scrutin uninominal ou scrutin d'arrondissement, scrutin de liste avec prime à la majorité, scrutin de liste avec représentation proportionnelle ont des partisans qui se disputent et luttent pour faire triompher le mode de votation qu'ils préfèrent. Les électeurs oublient qu'il serait préférable de n'accorder à personne le droit de les opprimer. Députés et sénateurs se servent largement : à titre d'indemnité parlementaire, ils reçoivent de grosses sommes, sans parler des pots-de-vin qui payent leurs complaisances à l'égard des magnats de la banque, du commerce ou de l'industrie. Pendant la durée des sessions, il faut l'assentiment de l'Assemblée dont ils sont membres pour qu'on puisse les poursuivre devant les tribunaux ; en outre, ils jouissent de l'irresponsabilité judiciaire, pour tous les actes commis dans l'exercice de leur mandat. Pas de travail sérieux, mais de longs bavardages à la tribune, pour faire croire aux électeurs qu'on ne les oublie pas, voilà l'occupation essentielle des parlementaires. Les ministres, détenteurs du pouvoir exécutif, forment le cabinet sous la direction d'un président du conseil. Ils sont nommés par le président de la République, mais ce dernier doit désigner des hommes ayant la confiance du parlement. Députés et sénateurs peuvent leur poser des questions écrites ou orales et les interpellier : dans le cas d'interpellation, un vote suit, impliquant approbation ou désapprobation du gouvernement. La désapprobation oblige le cabinet à remettre sa démission collective au président de la République. Tous les ministres étant solidaires, un vote hostile contre l'un d'eux entraîne la chute des autres si la question de confiance a été posée au préalable. Qu'il s'agisse du pouvoir exécutif ou de la confection des lois, le peuple n'intervient donc jamais directement ; il se borne à expédier au Palais Bourbon des aigrefins qui le trompent et se gaussent de sa crédulité. Une poignée d'intrigants gouverne en régime parlementaire. « Le gouvernement parlementaire, écrit le professeur Hauriou, est d'origine aristocratique et bourgeoise et tend à la création d'une oligarchie parlementaire. Il semblerait que la République, forme d'Etat où la souveraineté nationale devrait être réalisée plus pleinement que dans les autres appellerait logiquement soit des institutions de démocratie directe, soit, tout au moins, le régime représentatif et présidentiel américain. De fait, il n'y a actuellement dans le monde aucune république aussi exclusivement parlementaire que la nôtre... Dans toutes les autres, ou bien le régime parlementaire est remplacé par un régime présidentiel comme aux Etats-Unis, ou un régime directorial comme

en Suisse, ou bien le régime parlementaire est combiné avec le referendum populaire (Tchécoslovaquie, Empire allemand, Prusse, Esthonie, Lettonie). La raison du caractère strictement parlementaire de la République française se trouve dans les traditions du parti républicain qui n'est pas démocrate, mais conventionnel au sens de la dictature d'une Assemblée représentative unique. » Haurion, dont l'autorité est grande en matière de droit constitutionnel, n'a pas nos idées, cela va sans dire ; mais il constate que le régime parlementaire est, par nature, fort peu démocratique. Il ajoute même : « C'est une question de savoir si la démocratie française, à mesure qu'elle fera son éducation politique, se contentera de ce parlementarisme *Conventionnel* qui n'en demeure pas moins un régime oligarchique, et si elle n'exigera pas une évolution vers des institutions de gouvernement direct qui puissent lui faire contre-poids. » Problème qui ne saurait nous retenir, le referendum populaire étant, comme le reste, à la merci des maquignons du journalisme et de la politique. Très en vogue au début du XX^e siècle, le parlementarisme a subi un recul sensible dans les années qui suivirent la guerre de 1914-1918. Mais ce fut pour des raisons que nous ne partageons pas : on voulait un pouvoir exécutif fort, débarrassé de tout contrôle gênant ; la mode était alors aux dictatures. A l'inverse, nous estimons l'autorité toujours trop forte, trop oppressive ; et si le régime parlementaire ne nous satisfait en aucune façon, c'est que lui aussi s'arroge le droit de tyranniser les individus. Jamais un gouvernement ne nous semble assez faible ; c'est à ruiner l'autorité, non à la fortifier, que nous travaillons. A la contrainte nous voulons substituer l'intérêt bien compris, mieux encore l'universelle fraternité. Contre l'impuissance et la corruption du régime parlementaire on a beaucoup écrit ; certains abus sont connus de tous. « Le député, animé des meilleures intentions, écrit Verlot, assiste impuissant à la confection de lois mal étudiées, mal préparées, sans souci de leur répercussion... Les affaires sérieuses se discutent souvent devant des banquettes vides. Quelques douzaines de députés votent pour 600 collègues... Au contraire, les séances où il peut être question d'un scandale regorgent d'auditeurs. Les manoeuvriers de couloirs cherchent les moyens de renverser le gouvernement ; on conspire, on combine dans une atmosphère plus ou moins viciée qui écœure les braves gens ». Verlot, ancien radical devenu sacristain, n'était d'ailleurs pas à compter parmi les braves gens. Et les critiques ne doivent pas s'adresser aux seuls députés de droite. Dans des souvenirs pleins de saveur, l'ancien député A. Jobert nous raconte l'histoire suivante, au sujet du vote par procuration : « J'assistai à la première réunion du groupe socialiste parlementaire, salle de la Quatrième Commission... A la disposition géographique même des places occupées, il était facile de voir que là, comme dans tous les autres organismes, les castes sociales existaient. Alors que les sénateurs occupaient la table sise au milieu, les autres, les indésirables, les déshérités se tenaient loin du soleil, le long des murs, dans les encoignures et dans les embrasures des fenêtres. Il y avait les députés de première zone et ceux de deuxième zone. De suite les manitous (Sembat, Renaudel, Varenne, Compère, Delory, etc.), prirent la direction du groupe et élaborèrent son règlement. La première bataille se livra au sujet des votes au Parlement. Renaudel préconisa l'unité de vote et, pour ce faire, demanda que fussent désignés trois délégués du groupe, chargés de la fonction de bolshéviks, c'est-à-dire ayant seuls le pouvoir de mettre dans l'urne, lors des scrutins, les 103 bulletins socialistes. En somme, c'était la consécration, par le groupe de l'abominable pratique du vote par procuration, du vote des absents avec tous ses tripotouillages... Candidat, j'avais promis à mes camarades de la Fédération d'abord, aux électeurs ensuite que, si j'étais élu,

je demanderais l'application du vote personnel... je réservai mon droit de garder par devers moi le soin de déposer mon bulletin dans l'urne et déclarai ne vouloir confier ce souci « pas même à Renaudel et à Compère-Morel ». On devine quel tollé ma déclaration souleva... » Nous pourrions multiplier les exemples démontrant que députés de droite, du centre et de gauche s'accordent pour duper les électeurs. Aussi, malgré les injures échangées en public, entretiennent-ils, loin des regards indiscrets, d'excellentes relations. C'est, assurément, le cas pour Tardieu, Herriot et Blum, qui sablent le champagne de compagnie après s'être copieusement disputés à la tribune du Palais Bourbon. Une adroite distinction entre la vie publique et la vie privée, admise par les socialistes comme par les royalistes, couvre et légitime ces odieuses comédies. Contre ce mur de la vie privée, lorsqu'il s'agit d'individus qui s'arrogent le droit de commander aux autres, je me suis élevé bien des fois. Mais vainement, tous les partis étant d'accord pour continuer cette sinistre farce. Ajoutons que le choix des parlementaires fait l'objet d'un véritable commerce. De longs mois avant l'élection, le marché aux candidatures s'ouvre ; politiciens rapaces, journalistes véreux font preuve d'une activité débordante. Paris devient le centre principal où acheteurs et vendeurs se rencontrent. De là seront expédiés, aux quatre coins du pays, des centaines d'avocats sans cause, d'écrivains sans talent, de riches oisifs que la province devra renvoyer, munis de l'estampille parlementaire. A l'acheteur on servira une abondante documentation, s'il ignore tout de sa circonscription ; des électeurs influents, des militants du pays se chargeront de le faire adopter par les indigènes. Officiellement sacré candidat par un comité local, il n'aura plus qu'à payer à boire, serrer des milliers de mains, flatter tout le monde. Et la farce sera sensiblement la même s'il s'agit d'un autochtone qui, à force de bassesse et de ruse, est parvenu à capter la confiance de ses concitoyens. A la règle générale qui veut que les gouvernants soient des êtres immondes, les parlementaires n'échappent en aucune façon. — L. BAHATZORIK.

PARTAGEUX. Comme le dit lui-même le « Dictionnaire Larousse », ce nom ou adjectif, peu usité, « se dit ironiquement d'une personne qui réclame le partage général des terres et la communauté de tous les biens ». *Partageux* est une corruption du mot *Partageur*.

On voulait, par ce terme, disqualifier les hommes imbus d'idées sociales et ceux qui s'en proclamaient les partisans et les propagandistes : les plus petits propriétaires, ceux qui vivaient péniblement de leur lopin de terre, disait-on, en seraient dépossédés par les *partageux*.

Il fut un temps où ce pauvre argument avait prise sur l'esprit lourd de certains paysans. On s'appliquait à transformer le sens des mots pour calomnier les plus ardents apôtres de Justice et d'Égalité sociales, les plus profonds penseurs dont on ne pouvait discuter ni contredire les systèmes clairement exposés.

Evidemment, l'ironie facile avait prise sur les ignorants, incapables de raisonner et craignant toujours qu'on leur ravisse le lendemain ce qu'ils avaient difficilement acquis la veille. Si stupide que soit la calomnie, il en reste toujours assez pour engendrer la haine ou augmenter le mépris. Ceux qui possédaient beaucoup craignaient fort l'expansion des idées de partage équitable des terres et ils avaient tout intérêt à mettre de leur côté les malheureux possesseurs d'une pauvre terre aride arrosée de la sueur du courageux paysan qui la cultivait. Le but à atteindre était, surtout en période électorale, de disqualifier un candidat au profit d'un autre. Nous avons dit que ce terme était peu usité ; il l'est de moins en moins et les socialistes, dans leurs discours de propagande électorale, ne sont plus traités

de partageur, parce qu'on sait bien que le socialisme et les écoles qui s'y rattachent, au point de vue propriété ou répartition des richesses, ne préconisent pas le partage, mais exactement le contraire, c'est-à-dire la mise en commun.

C'est par ce mot : *partageur* qu'on prétendit se moquer fort des utopistes du XIX^e siècle qui désiraient l'application d'une juste répartition des richesses sociales et de ceux qui voulaient la mise en commun des terres et de tous les biens.

Cette épithète n'a certainement pu porter grand préjudice aux idées des penseurs sociaux ni à leurs systèmes de rénovation ou de révolution. Les partisans de la propriété, les avocats d'une si mauvaise cause (consacrée par la Révolution française), défendaient comme ils pouvaient le *Propriétarisme*, régime économique fondé sur la *Propriété* et découlant de son principe.

On ne peut, certes, pas dire que le système capitaliste, le fameux régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne soit pas aussi celui du partage des richesses dues au travail. Mais c'est un partage qui se fait à l'encontre de tout bon sens et de toute équité, puisque ceux qui produisent tout ne possèdent rien, alors que ceux qui ne produisent rien possèdent tout. Ces derniers peuvent penser que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il nous appartient, ici, de démontrer que la logique et l'équité en sont absentes et que selon la juste, très juste expression de Proudhon : « La Propriété, c'est le vol ». On ne peut pas être partisan de la *Propriété* si l'on a le moindre respect du principe d'égalité et le moindre sentiment de justice. (Voir *Propriété*).

Le mot *Partageur* s'applique sans doute aussi, assez justement, — en terme de mépris mérité — à certains faux apôtres qui dénigraient la *Propriété* jusqu'au jour où ils en purent jouir à leur tour par une occasion, fût-elle malpropre et par conséquent digne de leurs convictions. — Georges Yverot.

PARTI (POLITIQUE). Les partis politiques sont des organisations qui se donnent comme but de faire triompher leur opinion dans le pays. Cette opinion est exposée dans un programme que le parti propose à ceux dont il demande l'adhésion. En France, de droite à gauche, nous avons : les royalistes (*Action Française*), le parti national, la gauche démocratique, le parti radical, le parti républicain socialiste, le parti socialiste français, le parti socialiste S.F.I.O., le parti d'unité prolétarienne, le parti communiste S.F.I.C., etc., etc.

D'ordinaire, le nom d'un objet sert à désigner l'objet, mais, en politique, la vérité est le moindre souci (Machiavel). Aussi les noms des partis servent autant à cacher ce qu'ils veulent qu'à le faire connaître. Ainsi, la gauche démocratique n'est ni à gauche, ni démocratique. Elle siège à la Chambre au centre droit, son but est la conservation sociale, même la réaction ; recrutée dans la grande bourgeoisie, elle n'a rien de démocratique. Le parti radical, à ses origines, voulait réaliser radicalement, c'est-à-dire jusqu'à la racine, le programme de la grande Révolution (Robespierre) : laïcisation intégrale, suppression de l'héritage, instruction gratuite à tous les degrés, liberté politique, assistance aux vieillards, invalides, enfants ; impôt progressif sur le revenu, etc.. Ce programme est en partie réalisé, mais dans une mesure très faible ; la laïcité est en train de faire faillite, la religion domine à nouveau partout ; l'instruction gratuite à tous les degrés n'est pas réalisée, la liberté politique est très relative. En réalité, le parti radical est le parti des petits bourgeois et des paysans aisés, c'est un parti de stagnation, il n'est nullement radical. Le parti socialiste n'est pas davantage socialiste. Son but est la suppression de la société capitaliste et l'établissement du collectivisme. En réalité, le collectivisme est sa dernière préoccupation.

C'est, en fait, un parti de réformes sociales qui n'a rien de subversif.

Les partis, d'ordinaire, sont sincères au moment de leur fondation ; mais ils s'usent en vieillissant, surtout lorsqu'ils pratiquent le parlementarisme et sont portés au pouvoir. Le parti socialiste anglais, porté au pouvoir, n'a pas transformé la société, et son chef, Mac Donald, à la fin, a préféré, pour tirer son pays des difficultés économiques, s'allier aux conservateurs. Le parti socialiste allemand, vieille et lourde machine, marche par sa vitesse acquise ; lui, non plus, ne transforme pas la société. Il a toutes les peines du monde à empêcher le jeune et actif parti hitlérien de prendre le pouvoir.

Le parti radical, à ses débuts (milieu du XIX^e siècle), renfermait des hommes dévoués. Ils allaient en prison pour leurs idées, beaucoup perdaient une situation brillante et préféraient végéter dans une profession de misère (professeurs libres), plutôt que de renoncer à leur idéal. C'est pour cela qu'on a dit que la république était belle sous l'Empire. Le socialisme a connu, lui aussi, une belle époque : Fourier, Victor Considérant, Karl Marx. Ces hommes vivaient pour leurs idées, leurs conditions matérielles étaient précaires ; la prison, l'exil, la misère étaient leur lot. Mais dès qu'un parti approche du pouvoir, il est corrompu. Le ministre socialiste qui apprend la révérence pour se présenter devant une Majesté a oublié les ouvriers qui l'ont porté là où il est.

Pas plus que les étiquettes, les programmes ne disent la vérité. Aussi sont-ils tous acceptables à la lecture. Le pire parti de réaction n'avouera jamais que son idéal est l'aristocratisation d'une petite minorité et l'exploitation de tout le reste. A l'entendre, il veut, au contraire, le bonheur du peuple, il prétend même être le seul à le vouloir sincèrement. La réaction ne s'avoue telle que dans la frénésie de la victoire : massacre du peuple en juin 1848 et en mai 1871. Dans l'ivresse du triomphe, l'aristocratie traite le peuple de vile canaille bonne à travailler et à crever. Mais dès que les choses sont redevenues normales, elle préfère cacher ses sentiments véritables et afficher une bienveillance fallacieuse.

Le fascisme, nouveau parti issu de la guerre, ne s'avoue pas non plus réactionnaire. On y trouve du syndicalisme, des idées à apparence démocratique, puisées aux ouvrages de Sorel ; il est pour les gens qui travaillent, contre les avocats bavards du parlement. En fait, il est pour l'hégémonie du grand patronat et l'écrasement de la classe ouvrière.

C'est un bon point pour le progrès social que personne ne veuille s'avouer réactionnaire et que la droite tienne à s'appeler gauche. Cela prouve la marche des sociétés vers la démocratie, marche définitive, du moins il faut l'espérer. — Doctoresse PELLETIER.

PARTICIPATION n. f. (du latin : *para*, partie, *capere*, prendre). Ce mot, qui implique l'idée de prendre part, d'avoir part, est d'un usage très fréquent. Entre ses multiples applications, nous en retiendrons trois : participation aux mouvements d'avant-garde, participation au gouvernement, participation aux bénéfices.

Certes, il ne peut escompter que malveillance et persécutions, celui qui lutte contre les autorités gouvernementales, religieuses, militaires, etc., celui qui se dresse contre la féodalité d'argent et les tout-puissants rois de l'or. Et, parmi ceux dont il voudrait briser les chaînes, beaucoup ne le comprendront pas. Ingratitude, calomnies, voilà le salaire dont on le payera fréquemment. Ne soyons pas surpris que les arrivistes s'éloignent rapidement vers les gras pâturages de la politique. Pourtant il en est d'autres, dont la vie tout entière est une magnifique leçon. Je songe à Sébastien Faure ; et certaines de ses phrases jamais ne sortiront

de ma mémoire : « En ai-je rencontré et semé sur ma route de ces gens qui ont marché sur leur conscience et leur cœur : les uns, pour satisfaire leur cupidité ; les autres pour assouvir leurs ambitions, leur vanité, leur arrivisme ! Je ne les envie pas. Et me voici l'homme le plus heureux du monde. Je ne souffre que de la douleur qui m'avoisine et des injustices et inégalités qui me révoltent. Mais je pactise avec cette souffrance, par la conscience que j'ai de faire tout ce que je puis faire pour supprimer injustices, inégalités, servitudes et misères ». Ce langage, mon cher Sébastien Faure, comme je le comprends ! Quand j'ai senti la mort me frôler de son aile glaciale, ce fut pour moi une joie intense de songer à ce que j'avais fait de ma vie, d'une vie que beaucoup repousseraient avec terreur pourtant. Si tous ceux qui ont entrevu la lumière, si tous ceux que la servitude révolte contribuaient à l'œuvre de rédemption humaine que nous poursuivons, notre terre deviendrait vite un éden bien supérieur à celui où, d'après la Bible, Dieu plaça nos premiers parents. Mais ils sont légions les cœurs lâches, les volontés sans énergie ; très peu osent manifester des opinions qui leur vaudraient la haine des puissants. Plusieurs ne méritent pas ces reproches ; ils témoignent, à l'occasion, d'un attachement sincère pour leurs idées ; s'ils se taisent, c'est qu'ils répugnent à faire œuvre de propagandistes. Ne les condamnons point ; faisons-leur remarquer, toutefois, qu'ils se doivent de soutenir, dans la mesure de leurs moyens, ceux qui répandent une doctrine dont la diffusion s'avère utile. Pour que nos conceptions ne restent pas ignorées du public, il faut que des orateurs, des journalistes, des écrivains acceptent de les exposer. La presse, qui ouvre largement ses colonnes aux politiciens de tout acabit, n'est pas accueillante pour nous ; les éditeurs nous éconduisent systématiquement. Des critiques et des journalistes m'ont avoué qu'ils avaient reçu des sermones en règle pour avoir parlé de mon œuvre avec bienveillance. Aucune école et aucune tribune ne nous acceptent sans arrière-pensée. C'est l'étouffement méthodique qui fait croire à beaucoup que le mouvement libertaire est mort ou du moins en voie de disparition. Quand nous déciderons-nous à leur prouver le contraire ? Chose facile, si chacun acceptait de faire quelque sacrifice en faveur de ses idées. Les socialistes sont très actifs, mais délaissant toute éducation populaire, ils versent dans le pire électoralisme et s'embourbent dans les marais nauséabonds de la politique.

Participation au gouvernement. — Le problème de la participation au gouvernement, qui agite si fort les S. F. I. O., démontre avec évidence que les temps héroïques du socialisme sont révolus, qu'il n'est plus qu'un parti bien sage, aux ordres de ces suprêmes représentants du capitalisme que sont les présidents de République ou les rois. S'il était fidèle à sa doctrine et à ses traditions, le socialisme ne devrait constituer, en régime capitaliste, que des équipes parlementaires d'opposition violente et continue. C'est sur un bouleversement social, sur une révolution que comptaient les anciens marxistes qui préconisaient la lutte des classes ; ils avaient horreur des améliorations partielles, des réformes de détail qui retardaient la victoire du prolétariat ; ils voulaient l'expropriation brutale des capitalistes, détenteurs des instruments de production. Puis, leurs successeurs se laissèrent hypnotiser par l'action électorale et crurent que la révolution sociale s'accomplirait d'elle-même, sans recours à la violence, dès qu'ils détiendraient les portefeuilles ministériels et la majorité dans les assemblées parlementaires. Et l'on aboutit aux louches combinaisons, aux intrigues personnelles qui rabaisent aujourd'hui le socialisme au niveau des partis bourgeois. Des socialistes sont devenus ministres, en Allemagne, en Angleterre, dans bien d'autres pays ; l'un d'eux fut même président de la République alle-

mande. Mais, nulle part, la prise du pouvoir par les socialistes ne fut suivie de la conquête de la propriété par le prolétariat. La défection de Mac Donald, en Angleterre, n'a été que la consécration en droit d'une situation de fait qui existait depuis longtemps. Jamais les ministres travaillistes ne songèrent à déposséder les gros propriétaires ; protéger le peuple contre certains excès des capitalistes, tel fut le maximum de leur action en faveur des ouvriers. En Allemagne, les social-démocrates pratiquent la politique de soutien ; ils se pendent aux basques d'Hindenburg et de Brüning, dont les décrets frappent durement la classe laborieuse. Cette politique de soutien fut de même pratiquée chez nous, en 1924, à l'époque du Cartel. Mais ceux qui, tel Paul-Boncour, se sentaient nés pour les grands rôles et voulaient devenir ministres, bon gré mal gré, ont réclamé davantage ; d'accord avec leurs alliés, les radicaux, ils voulaient la participation des socialistes au gouvernement, comme pendant la guerre, à l'époque bénié de l'union sacrée. Renaudel, Déat, Compère-Morel, Buisson, Marquet, Montagnon, Auriant, Bedouce, etc., sont les défenseurs attitrés de cette tendance. Jusqu'à présent les congrès socialistes ont refusé de les suivre ; mais on a laissé entendre que des circonstances exceptionnelles pourraient conduire à modifier cette décision. Circonstances que l'on s'est abstenu de préciser, comme de juste, afin que les portes restent grandes ouvertes aux fructueuses combinaisons. Les chefs savaient, bien avant son départ, que le patriote Paul-Boncour n'était plus socialiste ; il leur répugnait toutefois que la rupture devint publique et définitive ; aucune concession ne leur semblait excessive pour sauvegarder l'unité apparente du parti. D'ailleurs, les défenseurs d'un socialisme édulcoré, d'une politique d'entente avec les radicaux, sont très nombreux parmi les parlementaires S. F. I. O. « J'estime, écrivait Léon Blum, en 1930, quand les radicaux songaient à reprendre le pouvoir, que nous devons assurer dès à présent le futur gouvernement de concentration radicale, non pas, certes, du soutien quasi-contractuel de 1924, non pas même de cet appui discret que nous avions donné à Chautemps et qui avait suffi à le compromettre, mais de notre bonne volonté, de notre sympathie, de notre préjugé favorable, de notre désir de le voir vivre et durer ». Avec ou sans collaboration gouvernementale, le socialisme français suit l'exemple de la social-démocratie allemande et du travaillisme anglais.

Participation aux bénéfices. — A l'époque où le socialisme, non encore émasculé, faisait trembler le patronat, ce dernier préconisa des réformes qui donnaient un semblant de satisfaction à l'ouvrier, sans amoindrir la toute puissance du capitalisme. La participation aux bénéfices fut du nombre ; mais, pratiquement, elle fonctionna dans très peu d'entreprises. En théorie donc, on demandait qu'aucun salarié ne fût occupé dans une maison sans être assuré d'avoir part aux bénéfices. Dans ces conditions, l'ouvrier devenait un collaborateur intéressé à la bonne marche de l'établissement ; il était un associé, pour le patron, non plus un adversaire. Comme il s'agissait uniquement d'illusionner la classe laborieuse, on distribuait, en fait, des sommes dérisoires, et à ceux-là seulement dont on avait longuement éprouvé le servilisme foncier. Même ainsi comprise, la participation n'obtint pas l'assentiment de tous les défenseurs du capital. « Où y a-t-il des bénéfices ? écrivait l'académicien Faguet. La plupart des entreprises industrielles n'en font pas. Elles font vivre leurs ouvriers et leur patron, celui-ci un peu mieux que ceux-là ; et voilà tout. Elles joignent les deux bouts. Voilà l'état normal de la plupart des entreprises, je parle de celles qui ne font pas faillite. » Les bénéfices étant nuls, les malheureux patrons n'avaient rien à distribuer à leurs employés, cela va sans dire. La manière forte plaisait

beaucoup mieux à l'ensemble des capitalistes ; c'était un crime à leurs yeux de faire la moindre concession aux salariés. « Pactiser avec eux, dira ce charlatan de Gustave Le Bon, comme le font quelques riches bourgeois dans l'espoir d'attendrir ceux qu'ils considèrent comme leurs futurs vainqueurs, est d'une pauvre psychologie. Toutes ces lâches et très honteuses faiblesses ne font qu'accroître l'audace des assaillants. De telles luites ne comportent d'autre alternative que vaincre ou périr. Pactiser n'éviterait pas la défaite et engendrerait, outre la ruine, la honte dans le présent et le mépris de nos fils dans l'avenir. Rien ne servirait donc de continuer à masquer sa peur sous d'hypocrites discours philanthropiques auxquels ne croient plus, ni ceux qui les débitent, ni ceux qui les entendent ». On s'empresse d'oublier la comédie de la participation aux bénéfices, qui ne peut être qu'un trompe-l'œil en régime capitaliste. Le parasitisme, qui consiste à vivre du travail d'autrui, se rencontre déjà chez les animaux : le frelon pille le miel des abeilles, le coucou pond ses œufs dans le nid des autres oiseaux, etc. Mais, dans l'espèce humaine, il acquiert une puissance et un développement extraordinaires : une multitude d'individus vivent du labour des autres, sans rien leur donner en échange. C'est le cas de rentiers, de propriétaires d'usines ou de fermes, de commerçants innombrables : tous gens qui se classent fièrement dans l'élite de la société et que les autorités protègent. Dans le système coopératif seulement, la participation aux bénéfices cesse d'être un leurre pour devenir une réalité : elle requiert la disparition du parasitisme comme condition essentielle. — L. BARREDETTE.

PARVENU [E], adj. « Celui, celle qui a fait fortune, qui a passé de la pauvreté à l'aisance, à la richesse, à l'opulence. (Lachâtre) ». Nul époque n'est plus favorable à l'éclosion des parvenus que celle d'un grand bouleversement social : guerre ou révolution. Cependant il y a eu de tout temps des parvenus, hommes habiles, favorisés par leur audace, par leur manque total de scrupules et par les circonstances. M. Jourdain vendait du drap ; telle famille bourgeoise doit sa fortune à l'ancêtre trafiquant d'esclaves ; telle autre à l'acquéreur de biens nationaux, telle autre encore au fournisseur de matériel de guerre. Le parvenu a nécessairement tripoté avec la sueur ou le sang du peuple. Commerçant, industriel ou gros propriétaire foncier, il a exploité autrui autant qu'il a pu. Quand il est arrivé à la richesse, son insolence n'a plus connu de limites. Et cela s'explique : voilà un homme, né dans le prolétariat ou dans la petite bourgeoisie, auquel l'abondance et le luxe de la classe riche en ont toujours imposé. Intelligent, avide de posséder, d'être enfin lui aussi — pourquoi pas ? — un des « heureux » de la terre (il ne conçoit pas d'autre sorte de bonheur), un jour, sous une de ses multiples formes, le moyen d'acquérir la fortune se présente à lui. Sans doute, pour ce premier pas, il faut tremper dans une affaire louche, passer sur les camarades, sur un frère, ou sur des cadavres, mais qu'importe ! L'ultime but de l'agitation humaine n'est-il pas de parvenir ? Et le premier geste fait, le reste vient par surcroît. Voilà notre homme riche. Dissipées les craintes et les angoisses du début. Ce qu'il possède, il le doit — il en est persuadé — à sa valeur personnelle. Où quantité d'autres ont vainement essayé, lui a réussi. Un formidable orgueil s'empare de sa personne. Il a changé de classe. Et un de ses premiers besoins est de cacher ses origines. M. Jourdain veut être un parfait gentilhomme ; il devient mamamouchi ! Il achète au pape un titre de noblesse ; il a un château, une écurie de chevaux de courses, des ancêtres ! Il pousse à outrance les manières en usage dans « le grand monde », et se montre ainsi d'un parfait ridicule. « Un sot parvenu est comme sur une montagne, d'où tout le monde lui paraît petit, comme il paraît

petit à tout le monde » (Noël). Cependant tous les parvenus ne se laissent point sottement griser par leur fortune. Certains, — les plus redoutables — conscients de leur force (l'argent permet tout), se retournent avec morgue vers leurs compagnons de la veille et deviennent pour eux d'impitoyables ennemis. Il semble qu'un besoin les pousse à racheter leur origine dans l'écrasement des pauvres qu'ils ont reniés. C'est l'histoire de tous les renégats. L'infâme Mussolini est un modèle de ce genre. Le parvenu est donc un être sans conscience, toujours dangereux ; et le prolétaire restera fraternel, secourable, humain, prêt aux besognes émancipatrices de demain tant qu'il s'opposera aux désirs malsains des parvenus, et tant qu'il pratiquera pour lui-même cette vertu nécessaire, définie par Albert Thierry, et qui a nom : le refus de parvenir. — Ch. B.

PASSIF, PASSIVITÉ (du latin *passi*, souffrir, endurer). Supporter une action sans chercher à s'y soustraire, ne pas agir, c'est être passif. Et le terme passivité désigne ce mode de comportement. En pratique ils sont l'immense majorité ceux qui renoncent à juger par eux-mêmes, à vouloir par eux-mêmes. C'est à l'Académie, à l'Eglise, au journal qu'ils demandent ce qu'il faut croire ; et pour agir ils attendent un mot d'ordre des chefs de file ou des autorités. Cette mentalité servile permet aux politiciens et aux capitalistes de les exploiter sans danger ; elle fait souvent le désespoir de qui voudrait l'affranchissement des masses populaires. Mais pourquoi redire ce que d'autres ont déjà dit tant de fois ? Creusons plutôt en profondeur le problème philosophique et moral de la passivité. Faut-il agir ou rester inerte, satisfaire nos désirs ou bien les supprimer ? Ni les religions, ni les philosophies ne concordent dans leurs réponses. Les différentes sectes de l'Inde recommandent d'ordinaire l'inaction. Elle est représentée comme l'idéal de la sagesse humaine par le Sankhya de Patandjali ; et le Nyavara proclame que l'activité est fille de la faute. Le Bouddhisme, réforme religieuse du Brahmanisme, s'inspire des vieilles croyances hindoues. Pour lui, la vie n'est qu'illusion et souffrance ; de l'existence naît le désir et le désir engendre la douleur ; des existences futures nous attendent, qui seront pleines de tristesse également, si nous ne parvenons à tuer tout désir par un renoncement complet. Ceux qui auront épuisé toute volonté de vivre entreront dans le nirvâna ; ceux qui ne l'auront supprimée que partiellement renaîtront sous des formes moins matérielles qui les rapprocheront du but final. A l'inverse du Jainisme, sorti lui aussi du Brahmanisme et qui prêche la cruauté envers soi-même, le Bouddhisme réduit la part de l'ascétisme et recommande surtout le renoncement moral et la charité. Sur la vraie nature du nirvâna, on a beaucoup discuté ; pour certains il consiste dans l'anéantissement total et complet, mais d'autres contestent cette interprétation. Schopenhauer s'est inspiré des doctrines bouddhistes. Dans le monde, tout est effort, selon lui, car tout fait effort, désire vivre et agit. Une volonté inconsciente et aveugle, mais universelle, indestructible et nécessaire, se développe dans la matière inorganique, dans le règne végétal et animal, puis arrive à prendre clairement conscience d'elle-même dans le cerveau humain. Cette volonté impersonnelle donne ainsi naissance aux individus qui en sont des déterminations particulières. Elle ne saurait périr ; mais la volonté individuelle, c'est-à-dire l'effort qui constitue notre âme, peut disparaître puisqu'elle est soumise au temps et à l'espace. Chacun de nous doit donc s'appliquer à faire retour à l'inconscience, au nirvâna. Car vouloir « c'est désirer et faire effort ; c'est donc essentiellement souffrir, et comme vivre c'est vouloir, toute vie est par essence douleur. Plus l'être est élevé, plus il souffre. Voici le résumé de cette histoire naturelle de la douleur : vouloir sans motif, tou-

jours souffrir, toujours lutter, puis mourir, et ainsi de suite dans les siècles des siècles, jusqu'à ce que notre planète s'écaïlle en pièces et en morceaux ». Comme les bouddhistes, Schopenhauer recommande, non le suicide, mais la pitié pour autrui et la destruction de l'égoïsme. La volonté individuelle doit disparaître. « Alors se produit l'enthousiasme de la volonté (sa béatitude dans la mort) ; cet état de parfaite indifférence, où sujet pensant et objet pensé disparaissent, où il n'y a plus ni volonté, ni représentation, ni monde. » Parce qu'il est mieux adapté à la mentalité occidentale, le christianisme conseille l'effort et l'action. Néanmoins, c'est à procurer des moments de paix totale dans la passivité que tendent ses pratiques de dévotion. Grâce à la quiétude mystique, l'esprit, oublieux de ses instincts et de ses désirs, éprouve une détente momentanée. On connaît l'épisode de l'Evangile où Marthe, qui s'empressait aux soins du ménage, se plaint à Jésus que sa sœur Marie ne l'aide pas et la laisse servir seule. Elle s'attire cette sèche réponse : « Marie a choisi la meilleure part, elle ne lui sera pas ôtée ». Au dire de tous les commentateurs catholiques, cette phrase signifie que la vie spéculative est supérieure à la vie active. Doctrine consacrée par l'Eglise, du moins en théorie. Parce qu'il faisait prédominer les œuvres sur les vertus passives, l'américanisme, un mouvement propagé aux Etats-Unis par le Père Isaac Hecker et l'archevêque Ireland, fut condamné par Léon XIII, en 1899. Quand il oppose l'idéal chrétien à l'idéal de passivité des orientaux, Henri Massis montre son ignorance en matière de théologie. Mais il est indubitable qu'en pratique les dignitaires ecclésiastiques préfèrent l'homme riche en dollars à l'homme pourvu seulement de divines bénédictions. Les fructueuses intrigues les intéressent beaucoup plus que les dévoties méditations. Grâce à une merveilleuse collection de sophismes et de dogmes contradictoires, tous ensemble ils prêchent la résignation au peuple et attisent la cupidité des grands. Nous méprisons la duplicité des prêtres ; nous ne pouvons admettre l'idéal des orientaux. Sans doute il est indispensable à l'homme de connaître périodiquement le relâchement et la paix, surtout lorsque l'allure de l'existence est trop rapide, les problèmes à résoudre trop compliqués. Même après la besogne d'une journée ordinaire, un répit s'impose ; la nature y pourvoit par le sommeil de la nuit. L'homme a inventé d'autres réconforts, et qui sont parfois dangereux, contre les soucis et les tracas : jeux, excitants, narcotiques, etc. Mais, pour nous, les heures de repos ne sauraient être qu'une condition, un prélude de l'action positive ; elles constituent seulement une phase préparatoire, un moyen, non une fin en soi. C'est la plénitude de l'existence individuelle, le libre développement des virtualités du moi que nous voulons ; sans doute, chacun doit tenir compte de la présence d'autres hommes, ses frères, mais il n'a pas à s'absorber dans un tout impersonnel. Nous sommes pour l'action, contre la passivité, du moins tant qu'il est utile de réagir et de lutter. A notre avis, l'action est la suite naturelle du rêve. « Dans le concept qui ne s'extériorise pas, il y a quelque chose d'inachevé, d'incomplet. Nous aimons croire que nos rêves ne seront pas toujours utopiques ; et la suprême griserie pour une volonté forte, c'est d'assister à leur réalisation. » (*Vers l'Inaccessible*). On objecte que l'activité n'aboutit qu'au progrès mécanique, incapable de nous procurer le bonheur ; et l'on ajoute que nos pères étaient plus gais que nous, qu'ils ne vivaient ni moins bien, ni moins longtemps, que les injustices ne sont pas devenues moins nombreuses et les rapports sociaux plus faciles. De purs sophismes, mais que les partisans du *status quo* répètent avec une persévérance et une audace qui les font admettre comme d'incontestables vérités. L'homme a perfectionné ses machines au point de modifier complètement les conditions économiques ;

malheureusement le progrès moral n'a pas fait le bond requis pour se mettre à l'unisson du progrès scientifique. Nous l'admettons ; toutefois, nous avons l'espérance, la certitude même que des transformations s'opéreront dans l'ordre moral, si l'on ne décourage pas ceux qui s'efforcent de les provoquer. Le fruit du travail doit être réparti avec équité ; c'est à accroître le bien-être de tous, non à favoriser le luxe de quelques potentats, qu'il faut employer les procédés nouveaux de l'industrie. En dispensant d'actions pénibles, le machinisme pourrait permettre de réduire singulièrement la durée du travail quotidien. Au lieu de multiplier les engins de mort, la science parviendra à diminuer la somme des maux qui nous affligent, quand elle le voudra. Guerre, Capitalisme, Etat sont d'artificielles institutions humaines ; elles cesseront d'écraser les peuples, dès que ces derniers refuseront d'obéir servilement. Le triomphe des maîtres est fait de la passivité des esclaves. Tendre la joue gauche, si l'on vous frappe sur la joue droite, comme le conseille l'Evangile, c'est abdiquer au profit des violents, c'est confondre la justice avec la bonté. Gandhi a soupçonné les Indiens que recouvre parfois la non-violence. « Je crois, en vérité, a-t-il écrit, que s'il fallait absolument faire un choix entre la lâcheté et la violence, je conseillerais la violence... Mais je crois que la non-violence est infiniment supérieure à la violence : pardonner est plus viril que punir. Le pardon est la parure du soldat. Mais s'abstenir n'est pardonner que s'il y a possibilité de punir ; l'abstention n'a aucun sens si elle provient de l'impuissance. On ne peut guère dire que la souris pardonne au chat lorsqu'elle se laisse croquer par lui. » Nous admettons sans peine que, chez Gandhi et chez nombre de ses partisans, la non-violence n'est pas la lâcheté. Celui qui refuse d'obéir, au risque d'être condamné par les tribunaux, est un brave. Ce n'est pas un être passif et sans individualité, c'est un homme énergique et fort. En tant qu'elle implique désobéissance aux ordres des autorités britanniques, j'approuve donc la méthode de non-coopération. Mais, pour le reste, elle ne m'enthousiasme nullement. Peut-être Gandhi ne pouvait-il, en pratique, adopter une autre attitude, la mentalité des hindous étant corrompue par des croyances religieuses très néfastes, quoi qu'en disent les admirateurs de l'Orient. N'a-t-il pas déclaré qu'il préférerait la forme violente du *sinn-feinisme* à cette passivité résignée que présente, par exemple, la non-résistance au mal de Tolstoï. Il a raison de placer le droit au-dessus de la force ; et lui du moins prêche la résistance au mal. Mais pourquoi qualifier violence, et dans le mauvais sens du mot, le fait de résister par la force à un injuste agresseur ? Comment estimer coupable celui qui refuse de se laisser tuer bêtement par un policier ou un militaire ? Sa vie ne vaut-elle pas la vie de celui qui l'attaque, au nom d'autorités tyranniques ? Gandhi ne parvient pas à ébranler, par des arguments rationnels, le droit de légitime défense, qui permet à chacun de s'opposer, même par la force, aux entreprises d'un assassin. Pas plus que la nature, pas plus que la science, la force n'est, en elle-même, ni morale, ni immorale ; au service d'une mauvaise cause elle devient condamnable ; elle est bonne si on l'utilise, sans léser les droits de quiconque, pour réaliser un idéal généreux. Mais, parce qu'il n'a rien renié des croyances de ses pères, parce qu'il veut rester un « bon hindou » du point de vue religieux, le Mahatma ne parvient pas à formuler une doctrine applicable hors de sa région. Louons-le d'avoir puissamment contribué au réveil de l'Inde ; reconnaissons que sa tâche était dure et qu'il devait compter avec d'antiques et puissants préjugés ; ne prenons ses idées ni pour la dernière mot de la sagesse, ni pour l'expression définitive de l'idéal humanitaire. Avec ses intouchables, ses parias, son régime des castes, l'Inde ne saurait servir de modèle aux peu-

pies, comme voudraient le faire croire des écrivains pourtant bien intentionnés — L. BARRADETTE.

PASSION, n. f. (du latin *pati*, souffrir, endurer). Sur le sens du mot passion, les psychologues ont discuté longuement. Il désignerait la sensibilité en général, selon certains ; Descartes, en particulier, l'appliquait à des états que nous appelons aujourd'hui émotions, désirs, inclinations. D'autres le réservent aux émotions violentes qui troublent profondément le corps et l'esprit. Ribot déclare que la passion doit être distinguée « de l'émotion d'une part et de la folie d'autre part : car elle est située entre les deux, à mi-chemin ». La plupart rattachent maintenant la passion aux tendances; elle consisterait dans une inclination exaltée qui domine et unifie toute la vie psychologique. Ce n'est pas un penchant nouveau ; c'est un penchant antérieur développé outre mesure. Elle apparaît, quand une tendance prend le pas sur les autres, les absorbe à son profit et fait converger toutes les énergies vers sa fin particulière. Une affection unique, démesurément grossie, remplit la conscience du passionné ; sa puissance d'aimer est centralisée tout entière sur un seul objet ; son intelligence, en proie à une véritable obsession, ne pense qu'au but désiré ou aux moyens d'y parvenir ; inerte pour tout le reste, son activité devient fiévreuse dès que la passion est en jeu. Exclusive et jalouse, l'inclination, qui parvient à régner ainsi en souveraine maîtresse, ne permet plus aux autres de se développer. Ribot a raison de dire que la passion est dans l'ordre affectif ce que l'idée fixe est dans l'ordre intellectuel. Selon le milieu où il se trouve et l'objet qu'il poursuit, l'ambitieux, tourmenté par un continuel et violent besoin de s'élever au-dessus des autres, variera ses procédés. Son tempérament entrera aussi en ligne de compte ; le fourbe et le brutal useront de moyens différents. Mais qu'elle agisse un conquérant fameux ou un obscur contremaitre, l'ambition suppose une prodigieuse hypertrophie du moi. « J'ai couché dans le lit des rois et j'y ai gagné une terrible maladie », déclarait Napoléon, en songeant à la folie du pouvoir qui s'était emparé de lui. Déjà César, traversant un pauvre village des Alpes, disait à ses amis : « J'aimerais mieux être le premier dans ce village que le second à Rome ». Nos ministres et nos maréchaux n'avaient plus des désirs de cet ordre ; dans leur for intérieur, beaucoup estiment cependant que tout irait mieux s'ils étaient dictateurs. Chez les médiocres, chez ceux qui ne peuvent aspirer qu'à des situations moyennes, la passion s'attache à des objets de minime importance ; elle n'est ni moins tyrannique, ni moins envahissante. Le souci d'obtenir des promotions et des médailles occupe toute la vie de certains fonctionnaires : serviles devant leurs chefs, ils terrorisent avec délices leurs subordonnés ; dès qu'ils occupent un degré supérieur dans la hiérarchie, le copain d'hier n'est plus pour eux qu'un étranger. Dans les plus humbles milieux, on rencontre des individus qui, pour monter, acceptent les pires besognes, se font courtisans et délateurs, poignardent dans le dos leurs meilleurs amis. Et l'ambition n'est pas l'unique passion qui produise des effets de cet ordre. Poètes, dramaturges, romanciers nous ont amplement renseigné sur les mille aspects que l'amour revêt. L'avare s'oublie lui-même pour ne songer qu'à son argent. En face de l'or, il éprouve une joie extatique comparable à celle de l'ascète contemplant son dieu. Fursac a rencontré une femme qui couvrait d'or la surface de sa table, puis restait de longues heures à le considérer. Sur le point d'entrer en agonie, une autre déclarait : « Je voudrais faire fondre toute ma fortune et l'avaler avant de mourir ». Plutôt que d'entamer leur cher magot, des avares périssent de faim et de froid, se privent des remèdes qui leur permettraient de guérir. La passion du jeu était si grande dans l'Ancienne Chine qu'à défaut

d'autre chose, certains livraient les doigts de leurs mains comme enjeu, acceptant qu'on les coupe si la fortune ne les favorisait pas. Un détenu politique, rapporte Descuret, se laissa mourir d'inanition : il jouait quotidiennement, bien que malade, sa ration de bouillon ou de vin. Le nombre est grand de ceux qui se suicident, après s'être ruinés à Monte-Carlo. On sait jusqu'où va quelquefois la passion des collectionneurs. Mazarin, en mourant, regrettait ses tableaux autant que le pouvoir. Pétrarque, Bertin ont voulu rendre le dernier soupir dans leur bibliothèque. Un colonel, connu pour sa passion des médailles, fut pris de pneumonie et se trouvait depuis plusieurs heures dans un état comateux. « Je répétais devant lui à plusieurs fois et très haut, écrit Descuret, qu'il y aurait prochainement une vente de médailles magnifiques. Le colonel articula vaguement le mot médaille, puis recouvra peu à peu la conscience et guérit ». Mais, quelques années plus tard, le vol d'un tiroir de sa collection faillit lui être fatal : « Une seule consolation me reste, disait-il ; les imbéciles n'ont pris que les médailles en or ; un ponce plus bas, c'était les grands bronzes, les rares. Je n'aurais pas survécu à leur perte ». Même l'habitude de se mettre en colère peut dégénérer en besoin, en passion. « J'ai connu, affirme le naturaliste Virey, des hommes chez qui l'irascibilité était devenue un besoin. Ils cherchaient querelle à tout le monde, principalement à leurs amis, car ils exigeaient plus d'attentions de leur part que de tout autre. Ils étaient très désappointés lorsqu'on refusait de contester avec eux ; et leurs domestiques n'ignoraient pas qu'ils seraient brusqués d'avantage, s'ils ne prêtaient pas un léger élément pour faire dégorger la mauvaise humeur habituelle de leurs maîtres ». Chacun de nous a d'ailleurs rencontré de ces rombières insupportables, de ces vieillards toujours grincheux qui disputent constamment, et souvent sans motif, parce qu'ils éprouvent du plaisir à crier comme d'autres en éprouvent à rendre leur entourage heureux. Ces exemples suffisent à nous éclairer ; il serait facile d'en citer un plus grand nombre, car les passions s'avèrent multiples et diverses. N'étant que l'exagération des tendances, elles sont aussi nombreuses que ces dernières ; et l'on peut leur appliquer la classification utilisée pour les besoins physiques et mentaux. Les unes sont égoïstes et concernent soit le corps, soit l'esprit ; d'autres sont égo-altruistes ou purement altruistes ; d'autres enfin ont un objet impersonnel, celles qui se rapportent au vrai, au beau, au bien. D'un point de vue différent, et d'après la richesse de leur contenu psychologique, l'on distingue des passions inférieures, intermédiaires, supérieures. Dans les passions inférieures, la recherche du plaisir physique est le facteur essentiel ; intelligence et imagination jouent un rôle très réduit ; on se borne à répéter indéfiniment des gestes identiques. Ivrognerie et gourmandise rentrent dans cette catégorie ; le vin peut cependant être une source de consolation et l'art culinaire s'avère susceptible de raffinements délicats. Le besoin d'excitants, d'alcools, d'opium, de morphine, de cocaïne, etc., résulte parfois d'aspirations intellectuelles, je l'ai montré dans *Vers l'Inaccessible* ; et dès lors il est impossible de méconnaître l'élément esthétique qu'il contient. A l'origine des passions intermédiaires, l'amour par exemple, on trouve encore la sensation ; mais elles supposent, en outre un travail psychologique profond. Une transfiguration de l'objet s'opère, grâce à l'imagination qui ajoute, retranche, idéalise. Sans cesse l'amoureux découvre de nouveaux charmes dans la personne de sa bien-aimée ; parfois même il rêve d'héroïsme et de sacrifice, afin d'être plus digne de celle qu'il a choisie. Extrêmement riches au point de vue psychologique, les passions supérieures doivent peu à la sensation, beaucoup à l'intelligence. Elles ne comportent plus la répétition

machinale de gestes analogues, mais une prodigieuse variété d'émotions et d'efforts. Sans parler des génies qui produisent des œuvres belles aussi naturellement qu'un arbre se couvre de feuilles et de fleurs, le simple dilettante n'éprouvera de joie esthétique que s'il refait, au moins dans une certaine mesure, le travail du créateur. La passion du vrai, celle du bien éveillent aussi les puissances de l'âme : les grands réformateurs furent transformés par leurs rêves, les grands inventeurs firent preuve d'une ingéniosité et d'une patience admirables. Par contre, le fanatisme, soit politique soit religieux, engendre l'étroitesse d'esprit et le désir de persécuter ceux qui professent des opinions différentes. Elle est déplorable, la mentalité du dévot qui multiplie les signes de croix, en marmottant des oraisons. Si variés que soient leur nature et leur objet, les passions ont pour effet commun de transformer la vie psychologique. Le centre de la personnalité change et une orientation commune est imprimée à toutes les facultés. Incapable de se fixer ailleurs, l'attention est retenue sur la fin poursuivie par le passionné. Appliquée à un objet unique, l'énergie mentale acquiert plus de force ; les raisons surgissent nombreuses et persuasives ; sans peine on découvre la solution des plus difficiles problèmes. Malheureusement, l'esprit devient la dupe du sentiment, car, très différente de la logique ordinaire, la logique de la passion adapte ses jugements à une conclusion posée d'avance. Simple instrument de la sensibilité, l'intelligence se borne à trouver des arguments qui légitiment les prétentions de l'intérêt ou les espérances du cœur. D'avance le prêtre admet les dogmes imposés par son Eglise ; c'est après seulement qu'il cherche à se démontrer à lui-même ou à démontrer aux autres que ses croyances ne sont pas contredites par l'expérience et la raison. Au chevet de son enfant malade, la mère, pour se convaincre qu'il guérira, songe qu'il est jeune, qu'il est robuste, que d'autres atteints de troubles semblables se sont rétablis grâce aux soins d'un docteur habile. Le médecin, au contraire, ne se prononce sur la gravité du mal qu'après avoir observé tous les symptômes, les défavorables non moins que ceux qui laissent de l'espoir. On sait combien facilement les amoureux s'illusionnent sur l'objet de leur affection, l'ornent de qualités qui n'existent, hélas ! que dans leur imagination. La passion ne s'embarrasse guère du principe de contradiction, elle accumule les idées de détail, sans relations logiques entre elles, mais qui tendent toutes à la même conclusion. Elle procède aussi par gradation, comme ces orateurs qui, pour convaincre leur auditoire, apportent des arguments toujours plus forts, en égard, non à la raison, mais au tempérament et aux préjugés de ceux qui l'écoutent. De même que l'intelligence, l'activité se trouve orientée vers un but unique ; d'où la puissance extraordinaire qu'elle acquiert parfois. On connaît quelques cas célèbres, il en existe bien d'autres. « Quand on veut donner des exemples de grands passionnés, écrit Ribot, on les prend toujours dans l'histoire politique ou religieuse, dans les expéditions guerrières ou maritimes, on cite des artistes ou des inventeurs enivrés de leur vocation. Il le faut bien, parce que ceux-là seuls sont connus. Ils ont laissé un nom parce qu'ils ont agi sur leur milieu ; leur passion a eu une répercussion forte et durable sur leurs semblables. Mais des milliers d'hommes ont vécu, possédés de passions aussi intenses, qui ne sont connus que d'un mince entourage, parce qu'ils n'ont pu s'élever faute d'appui intellectuel ou parce que leur passion (comme celle des amoureux) est limitée à deux individus dont la destinée est indifférente au reste des hommes. Malgré tout, cette passion qui n'a défrayé que des conversations locales ou des gazettes ignorées, n'en a pas été moindre comme puissance d'effort et condensation de la vie affective. » Reconnaissons, toutefois, que l'humanité abonde, non en grandes passions, mais en passions médiocres qui manquent soit de force soit

de durée. Parfois elles apparaissent brusquement, parfois elles se développent lentement, d'une façon progressive. Le coup de foudre, fréquent dans les récits imaginaires, est rare dans la vie réelle. Et l'hypothèse d'une préexistence, au sens bouddhique ou spencérien du mot, n'est pas du tout nécessaire pour l'expliquer. Quand un esprit s'est donné un idéal et que cet idéal il le découvre, brusquement réalisé dans un être qui s'est trouvé sur son chemin, alors l'amour éclate dès la première rencontre. Un travail souterrain s'est produit dans l'inconscient ; sa mise au jour soudaine explique le caractère de brusquerie qui accompagne son irruption dans le champ de la conscience claire. Toute passion exige une période d'incubation préalable, un enfouissement de longueur variable ; elle n'est jamais une création *ex nihilo*. L'événement extérieur, dans le coup de foudre, joue le rôle de l'étincelle qui enflamme la poudre au préalable entassée. Constitution morale et physique, hérédité prédisposent, d'ailleurs, aux différentes passions ; une sensibilité vive, une imagination ardente ont une importance essentielle. Surtout l'imagination qui, se conformant au désir, embellit l'objet de notre amour, enlaidit l'objet de notre répulsion. « Ce qu'on aime ou ce qu'on hait passionnément, écrit Melinand, ce n'est pas l'être ou l'objet réel, mais une image de lui qu'on se forge soi-même. Le véritable objet de l'amour, ce n'est pas la personne vraie, mais la personne idéale créée par notre imagination. De même dans la haine, et dans toutes les passions. Il y a toujours création d'un fantôme, interposé entre la réalité et nous. » Parmi mes amis, plusieurs m'ont avoué qu'avant notre rencontre ils me voyaient hautain, tel un dieu de l'Olympe, ou brandissant une arme avec colère. Le ton de mes écrits en était cause ; et leur surprise fut grande lorsqu'ils me connurent pour de bon. Milieu social, éducation, climat, nourriture exercent aussi une influence indéniable. Dans le Nord, on est en général plus gourmand, dans le Midi moins travailleur. Les mœurs qui, selon Stendhal, « changent à peu près tous les cinquante ans », engendrent des passions spéciales. Chez certains, l'homosexualité est aujourd'hui une affaire de mode plus que de tempérament ; dans quelques milieux littéraires ou mondains, l'on se fait un point d'honneur d'oublier les femmes pour les éphèbes. Parfois, elle résulte de la monosexualité du milieu. « Dans les compagnies de discipline, qui étaient composées de condamnés militaires astreints à ne jamais sortir du quartier pendant toute la durée de leur service, écrit le Docteur G. Saint-Paul, l'homosexualité, ersatz de la sexualité normale, était extrêmement répandue. C'est là que l'on voyait l'union homosexuelle figurer en réplique fidèle de l'union sexuelle : l'un des conjoints étant l'homme, le mâle, le fort de l'association, prêt à peiner, à se dépenser, à risquer, à se faire punir pour l'autre, la femme, coquette, adulée, capricieuse souvent et passant à son partner corvées et charges trop lourdes. A l'occasion, scènes de jalousie, rixes, batailles, coups de couteau aggravaient ces mœurs et, dans la règle, le passif demeure ou devient la proie du vainqueur ». L'absence de femmes s'avère la raison d'être de ce comportement. Mais chez des hommes libres, l'homosexualité peut résulter soit d'un défaut de conformation dans les organes sexuels, soit d'anomalies dans les sécrétions, anomalies se rattachant à des dispositions anatomiques encore indécelables par le savant. Prodigeux est, d'autre part, l'influence de l'éducation sur la gentesse et le développement des passions ; beaucoup de criminels accusent, à bon droit, leurs parents, le milieu où ils ont grandi, la société, d'être responsables des actes répréhensibles qu'ils ont commis. Il arrive que la passion prenne fin par épuisement ou par satiété ; elle peut aussi se transformer ; malheureusement il n'est pas rare qu'elle ait pour terme la folie ou la mort. D'où l'idée, fréquemment soutenue, qu'elle est à l'énergie

morale ce que la maladie est au corps ; d'où l'anathème lancé contre elle par les Stoïciens et, depuis, par maints autres. Kant affirme que toute inclination sensible est pathologique et que l'on diminue son mérite en s'éprenant d'enthousiasme pour le bien. Plusieurs, en particulier Fourier, estiment, par contre, que toutes les passions sont également utiles et bonnes. « Elles nous guident comme la boussole le marin, et nous indiquent vers quel but doivent tendre nos efforts. » Dans le phalanstère, la nouvelle organisation sociale préconisée par Fourier, les passions les plus diverses avaient complète satisfaction. En réalité, il existe des passions nocives, tant pour l'individu que pour ceux qui l'entourent, et aussi des passions capables d'assurer à l'existence plus de noblesse et d'intensité. Ceux qui firent de grandes choses, pour le bonheur comme pour le malheur de leurs semblables, furent, en général, des passionnés. C'est d'après l'objet poursuivi et les conséquences observables qu'un juge impartial arrive à se prononcer. Reconnaissons, toutefois, que la passion même bonne, l'amour excessif du beau ou du vrai par exemple, suppose un certain déséquilibre mental. Quant aux passions néfastes, nous parvenons à les dominer en détournant l'attention des objets qui les attirent et en leur refusant les satisfactions qu'elles réclament. Plus tard, la morale, devenue expérimentale et physiologique, disposera d'ingrédients capables de modifier nos sentiments. Les découvertes récentes, concernant l'influence des produits sécrétés par les glandes endocrines sur le caractère et le comportement des individus, prouvent qu'il ne s'agit point là de vœux chimériques. — L. BARBETTE.

PASTEURISATION. La pasteurisation est un procédé qui vise à détruire champignons et microbes, grâce à un chauffage qui va de 65 à 75 degrés et qui est suivi d'un refroidissement brusque. La stérilisation ainsi obtenue est incomplète, car certains microbes résistent à cette température. Par contre, elle dénature moins les liquides qu'une stérilisation obtenue par une température de 100 ou 120 degrés. On emploie fréquemment ce procédé pour le lait. Ce dernier est alors chauffé à 70-75, puis on le refroidit brusquement, afin d'éviter les températures intermédiaires de 30 à 40, qui sont particulièrement favorables à la germination des spores ayant pu échapper à l'action de la chaleur. Les grandes sociétés laitières ont souvent recours à ce procédé, le lait pasteurisé pouvant se conserver pendant deux jours. Mais, bien qu'à un degré moindre que le lait stérilisé, le lait pasteurisé perd une partie de ses qualités naturelles. On sait que l'usage exclusif du lait stérilisé conduit au rachitisme et à la maladie de Barlow, lorsqu'on ne compense pas la destruction des vitamines par des aliments frais. On emploie aussi la pasteurisation pour les vins, afin de les conserver et de les vieillir. Certainement, Pasteur a rendu un grand service à l'humanité en attirant l'attention sur l'énorme rôle joué par les infiniments petits. Ils sont cause d'un nombre prodigieux de maladies (voir *Microbes*) et l'on doit prendre contre eux de sérieuses précautions. Néanmoins, la crainte des microbes ne doit pas conduire à d'autres excès dangereux. Depuis Pasteur, la médecine a fait de grands progrès ; elle a, en particulier, mis en évidence le rôle des vitamines absolument nécessaires au développement de l'organisme et qui sont détruites par les températures élevées. La cuisson enlève à certains aliments une notable partie de leur valeur ; et, sous prétexte de tuer les microbes, il ne faut pas s'abstenir, par principe, de tout ce qui est cru. On doit même reconnaître que, sur certains points de grande importance, les savants s'écartent de plus en plus des méthodes et des idées chères à Pasteur. Ce qui n'enlève rien au mérite du célèbre chimiste, mais démontre que nul n'est infaillible et que la science a pour condi-

tion primordiale, non l'idolâtrie à l'égard des grands hommes, mais la libre critique et des recherches toujours plus approfondies.

PATRIE n. f. (du latin *patria*, de *pater*, père). Le mot patrie, chez les anciens, signifiait la terre des pères : *terra patria*. Etymologiquement, il désigne le pays où l'on est né. Comment, de ce sens si restreint, le mot patrie est-il arrivé à désigner les vastes nations d'aujourd'hui ? Par quel processus, dépassant même ce stade, arrive-t-il à désigner la terre entière, la patrie humaine, rejoignant l'internationale ? En voici succinctement l'explication, donnée par A. Hamon :

« L'idée de patrie présuppose la solidarité, l'union, l'association entre individus. L'idée de patrie implique l'idée de collectivité ; en effet, nous ne pouvons concevoir et nous ne pensons pas que quelqu'un puisse concevoir la patrie réduite à un individu. La patrie est donc un ensemble d'êtres, une résultante dont les composantes sont des individus. Pour que ces individus se composent entre eux et donnent naissance à la résultante-patrie, il faut des caractères communs, une relation de nature quelconque unissant, associant ces individus entre eux. Nous ne pouvons concevoir des êtres sans communs caractères s'agrégeant entre eux, se composant pour engendrer une association, une collectivité, une résultante-patrie. Ces premiers caractères communs furent certainement le lieu de naissance ou plutôt le groupement au milieu duquel l'être naissait et se développait. La première patrie fut la horde, la tribu, le clan. La vie en commun développe une communauté — accrue encore par les liens du sang — de mœurs, de coutumes, de langue, de sensations, de sentiments, qui rend solidaires les hommes les uns des autres. Il sont les membres d'un même corps, agrégat d'individus. Aussi, dans la horde, la tribu, le clan, ils se sentent solidaires les uns des autres. Relativement aux tribus voisines, ils se sentent différents, presque de nature autre, vivant éloignés, n'ayant de contact que pour la dispute, la guerre. Mœurs, coutumes, langues, sentiments et sensations sont dissemblables. Elles sont l'étranger, l'ennemi. La patrie est la horde, la tribu, le clan seul.

« Peu à peu, avec le temps, l'homme passant de l'état de chasseur à l'état de pasteur et de celui-ci à l'état d'agriculteur, la cité se forma. Alors la patrie fut cette cité. L'étranger, l'ennemi, fut celui qui n'était pas la cité. Le nombre de gens participant de caractères communs s'est accru ; la solidarité s'étend sur une aire plus grande, mais son intensité a diminué, car des classes et des castes se sont séparées dans la cité. La patrie existe plus grande, plus ample, mais le sentiment patriotique est moins puissant, car on a moins besoin d'être solidaire. De la civilisation naissent sans cesse de nouveaux besoins ; aussi, le commerce se développe ; et, par suite, se multiplient les contacts entre cités voisines. On se connaît mieux, on se hait moins, même on s'aime. Les différenciations de mœurs s'atténuent ; les langues se pénètrent mutuellement ; les intérêts se solidarisent en quelques occasions ; l'alliance, puis l'union se fait.

« Le petit Etat est né ; une nouvelle patrie en résulte, plus grande de territoire, plus nombreuse d'hommes. Dans cet Etat, les mœurs, les coutumes, les langues, les sentiments tendent à s'unifier, à devenir semblables au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. La solidarité diminue d'intensité. De l'extension des connaissances humaines, du commerce, de l'industrie naissent de nouveaux besoins qui entraînent à des voyages, à des rapports fréquents avec l'étranger. Des guerres résultent des contacts entre peuples ennemis, des chevauchées en des régions étrangères. Les peuples se pénètrent mutuellement, tendent à se différencier

de moins en moins. Des alliances et des unions se font. Par elles, l'agrégation des petits Etats en de grands s'accomplit, et aussi par conquêtes.

« Une nouvelle patrie est née. Elle est plus grande superficiellement que toutes les précédentes : elle contient plus d'individus que toutes les précédentes. La solidarité embrasse un plus grand nombre d'êtres, mais elle est moins intense. Tous les hommes de cette patrie n'ayant pas de rapports quotidiens entre eux, ne vivant pas en la même lieu, ne se connaissent point, ne se sentent point exactement semblables entre eux, bien que les différenciations se soient considérablement atténuées. Le lien de solidarité existe, mais, embrassant plus d'êtres, il est plus lâche.

« Nous en sommes actuellement à ce stade de l'évolution, et déjà se dessine vigoureusement le processus qui conduira l'humanité à l'internationalité ou union des nations et ensuite vers un état tendant sans cesse à l'uniformité entre tous les humains. Actuellement, en nos grandes patries, tout tend à l'internationalité, c'est-à-dire à la solidarité entre les nations, à l'amour des hommes, quels que soient leur lieu de naissance, leurs mœurs. »

Un seul complément à ces lignes : à l'heure présente, le soi-disant lien de solidarité sociale n'existe pas entre tous les hommes d'une même « patrie ». Le prolétaire conscient nie les patries. Il ne se sent solidaire que de ses frères de misère, sur le plan international. Nous verrons cela plus loin.

LA PATRIE DANS L'ANTIQUITE. — Pour la société antique, la patrie était un tout sacré, une réalité vivante, hors de laquelle il n'y avait pas de bonheur possible. « On aimait la patrie parce qu'on en aimait les dieux protecteurs, parce que chez elle on trouvait un prytanée, un feu divin, des fêtes, des prières, des hymnes, et parce que, hors d'elle on n'avait plus de dieux ni de culte ». La famille constituait la base de cette société : la famille avec son autel pour les vivants, son tombeau pour les ancêtres, le champ qu'elle possédait et fécondait, ses dieux domestiques. La famille antique était « une association religieuse plus encore qu'une association de nature ».

Le mot patrie : *terra patria* résumait tout cela.

« La patrie de chaque homme était la part de sol que sa religion domestique ou nationale avait sanctifiée, la terre où étaient déposés les ossements de ses ancêtres et que leurs âmes occupaient. La petite patrie était l'enclos de la famille, avec son tombeau et son foyer. La grande patrie était la cité, avec son prytanée et ses héros, avec son enceinte sacrée et son territoire marqué par la religion. « Terre sacrée de la patrie », disaient les Grecs. Ce n'était pas un vain mot. Ce sol était véritablement sacré pour l'homme, car il était habité par ses dieux. Etat, Cité, Patrie, ces mots n'étaient pas une abstraction, comme chez les modernes ; ils représentaient réellement tout un ensemble de divinités locales avec un culte de chaque jour et des croyances puissantes sur l'âme. » (Fustel de Coulanges.)

L'homme, prisonnier de la famille, prisonnier de ses dieux, dans le droit antique, ne croyait pas la vie digne d'être vécue en dehors de la patrie. Citons encore le même auteur pour montrer comment l'individu était enchaîné : « Tout ce que l'homme pouvait avoir de plus cher se confondait avec la patrie. En elle, il trouvait son bien, sa sécurité, son droit, sa foi, son dieu. En la perdant, il perdait tout, il était presque impossible que l'intérêt privé fût en désaccord avec l'intérêt public. Platon dit : « C'est la Patrie qui nous enfante, qui nous nourrit, qui nous élève. » Et Sophocle : « C'est la patrie qui nous conserve ».

Une telle patrie n'est pas seulement pour l'homme un domicile. Qu'il quitte ces saintes murailles, qu'il franchisse les limites sacrées du territoire, il ne trouve plus pour lui ni religion, ni lien social d'aucune espèce.

Partout ailleurs que dans sa patrie, il est en dehors de la vie régulière et du droit, partout ailleurs il est sans dieu et en dehors de la vie morale. Là seulement il a sa dignité d'homme et ses devoirs. Il ne peut être homme que là.

La patrie tient l'homme attaché par un lien sacré. Il faut l'aimer comme on aime une religion, lui obéir comme on obéit à Dieu : « Il faut se donner à elle tout entier, mettre tout en elle, lui vouer tout ». Il faut l'aimer glorieuse ou obscure, prospère ou malheureuse. Il faut l'aimer dans ses bienfaits et l'aimer encore dans ses rigueurs. Socrate condamné par elle sans raison ne doit pas moins l'aimer. Il faut l'aimer comme Abraham aimait son dieu, jusqu'à lui sacrifier son fils. Il faut savoir mourir pour elle. Le Grec ou le Romain ne meurt guère par dévouement à un homme ou par point d'honneur, mais à la patrie il doit sa vie. Car, si la patrie est attaquée, c'est sa religion qu'on attaque. Il combat véritablement pour ses autels, pour ses foyers, *pro aris et focis* ; car, si l'ennemi s'empare de sa ville, ses autels seront renversés, ses foyers éteints, ses tombeaux profanés, ses dieux détruits, son culte effacé. L'amour de la patrie, c'est la piété des anciens. « Rien d'étonnant, après cela, que l'exil soit la plus terrible des punitions. Les anciens l'appelaient en effet une peine capitale. Ils n'imaginaient pas de châtiment plus cruel. » L'exilé, en laissant sa patrie derrière lui, laissait aussi ses dieux. Il ne voyait plus nulle part de religion qui pût le consoler et le protéger ; il ne sentait plus de providence qui veillât sur lui ; le bonheur de prier lui était ôté. Tout ce qui pouvait satisfaire les besoins de son âme était éloigné de lui. Or, la religion était la source d'où découlaient les droits civils et politiques. L'exilé perdait donc tout cela en perdant la religion de la patrie. Exclu du culte de la cité, il se voyait enlever du même coup son culte domestique et il devait éteindre son foyer. Il n'avait plus le droit de propriété ; sa terre et tous ses biens étaient confisqués au profit des dieux ou de l'Etat. N'ayant plus de culte, il n'avait plus de famille ; il cessait d'être époux et père. Ses fils n'étaient plus en sa puissance ; sa femme n'était plus sa femme, et elle pouvait immédiatement prendre un autre époux. » Il faut ajouter que les droits à l'héritage disparaissaient aussi. Par intérêt donc, au moins autant que par devoir, l'homme était obligé de placer la patrie au-dessus de sa vie même.

Et puis, la terre tourna... Il en fut alors ce qu'il en a toujours été : ce qui semblait immuablement fixé ne se trouvait être qu'un moment de l'évolution. Des changements sociaux et politiques amenèrent de nouvelles manières de penser. Les antiques croyances étaient périmées ; le patriotisme changea de nature. Les dieux passant au second plan, on aima la patrie « seulement pour ses lois, pour ses institutions, pour les droits et la sécurité qu'elle accordait à ses membres ». Cette cassure entre la religion et la patrie enleva à l'antique amour de la patrie ce qu'il avait de rigide et de dur. Une phraséologie semblable à certaine que nous sommes accoutumés de subir de nos jours est cours alors, et l'on entendit des paroles comme celles que Thucydide met dans la bouche de Périclès, exposant « qu'elles sont les raisons qui font aimer Athènes : c'est que cette ville « veut que tous soient égaux devant la loi » ; c'est « qu'elle donne aux hommes la liberté et ouvre à tous la voie des honneurs ; c'est qu'elle maintient l'ordre public, assure aux magistrats l'autorité, protège les faibles, donne à tous des spectacles et des fêtes qui sont l'éducation de l'âme ». Et l'orateur termine en disant : « Voilà pourquoi nos guerriers sont morts héroïquement plutôt que de se laisser ravir cette patrie ; voilà pourquoi ceux qui survivent sont tout prêts à souffrir et à se dévouer pour elle. »

Lois, institutions, liberté, honneur..., affaire d'appré-

ciation de chacun, lorsque la religion n'est plus assez puissante pour courber l'homme sous son joug. Aussi : « On n'aima sa patrie qu'autant qu'on aimait le régime politique qui y prévalait momentanément ; celui qui en trouvait les lois mauvaises n'avait plus rien qui l'attachât à elle. » Il arriva ce qui arrive aux époques de libre examen : on discuta la patrie. « L'opinion de chaque homme lui fut plus sacrée que sa patrie, et le triomphe de sa faction lui devint beaucoup plus cher que la grandeur ou la gloire de sa cité. Chacun en vint à préférer à sa ville natale, s'il n'y trouvait pas les institutions qu'il aimait, telle autre ville où il voyait ces institutions en vigueur. On commença alors à émigrer plus volontiers ; on redouta moins l'exil. Qu'importait-il d'être exclu du prytanée et d'être privé de l'eau lustrale ? On ne pensait plus guère aux dieux protecteurs, et l'on s'accoutumait facilement à se passer de la patrie. De là à s'armer contre elle, il n'y avait pas très loin. »

Dans la société, apparaissait la notion de classe, et cette notion, plus juste, se substituait peu à peu à celle de la patrie. Aristocratie et démocratie — possédants et plèbe — riches et pauvres — division naturelle des hommes tant que ne sera pas réalisée l'anarchie ! « On ne distinguait plus, pour toute l'Italie et pour toute la Grèce, que deux groupes d'hommes : d'une part, une classe aristocratique ; de l'autre, un parti populaire. » Sans doute, la question sociale ne se posait pas avec la même netteté que de nos jours, sans doute les prolétaires « allaient chaque matin saluer les riches et leur demander la nourriture du jour », sans doute ils s'estimaient trop souvent satisfaits avec « du pain et le cirque » ; mais la lutte des riches et des pauvres ne se vit pas moins dans toutes les cités et, les intérêts les plus immédiats étant nécessairement opposés, on oublia ce que fut la patrie à l'époque où la vieille religion enchaînait les individus.

Puis vint le christianisme. Mon « Royaume n'est pas de ce monde ». — « Allez et instruisez tous les peuples », disait Jésus. Le christianisme « présente à l'adoration de tous les hommes un Dieu unique, un Dieu qui était à tous, qui n'avait pas de peuple choisi, et qui ne distinguait ni les races, ni les familles, ni les Etats ». C'était l'unité de la race humaine présentée à tous, et c'était la négation même de la patrie terrestre. C'en était fini de l'antique notion de la patrie, de celle qui « effaçait quelquefois tous les sentiments naturels ». Elle avait accompli son entière révolution. Avec l'invasion des Barbares, elle disparut tout à fait.

LA RENAISSANCE DE L'IDÉE DE PATRIE. — Le monde vécut, durant tout le moyen âge, sans même connaître le mot de patrie. Il n'aurait correspondu alors à aucun besoin. La France romaine, féodale, royale, l'ignora. « L'Europe, dans le moment où elle commença de s'ébaucher, ne connut que des querelles de dynastie. » (Paul Reboux.) Brigandages seigneuriaux, brigandages royaux, conflits d'intérêts entre les puissants de l'heure, voilà toute l'histoire de ces temps-là. Règne de la force brutale, mœurs rudes, maîtres qui ne s'embarrassaient pas de sophismes pour voiler leurs desseins de rapine et de domination. « La guerre de Cent ans ? Conflit entre la maison des Valois et la maison des Plantagenets. Jeanne d'Arc ? Une amazone rustique dévouée à son seigneur, une protectrice des paysans, ses frères, dépouillés par les bandes ravageuses des Anglais et des Bourguignons. Aussitôt les Anglais boutés hors du patrimoine royal, la bataille reprend, en France même, entre Français. La Gascogne, anglaise durant trois cents ans, s'efforce de le rester, et Bordeaux accueille Talbot par des acclamations. » (Reboux.) Jeanne n'employa jamais le mot de patrie devant ses juges. Elle disait : pays. Ainsi, l'aventurière qui devait devenir cinq siècles plus tard « la Sainte de la Patrie » ne sut jamais pour quelle véritable raison elle s'était battue.

C'est après qu'on le lui fit dire. Mais que ne fait-on pas dire aux morts ? Leur docilité permet de les accommoder à toutes sauces. En fait, patrie passa dans la langue française par le canal des humanistes de la Renaissance. Et, ici, qu'il nous soit permis de faire remarquer de quel poids va peser désormais sur nos sociétés modernes toute l'antique société. Pendant quatre cents ans on va s'appliquer à copier les anciens, à penser comme eux en toutes choses, à partager leurs erreurs et leurs crimes. Et, comme le dit Fustel de Coulanges, « l'une des plus grandes difficultés qui s'opposent à la marche de la société moderne est l'habitude qu'elle a prise d'avoir toujours l'antiquité grecque et romaine devant les yeux ». En ce qui nous intéresse, la néfaste idée de patrie va s'appesantir sur les cerveaux à tel point que, de nos jours, on va retrouver dans nombre d'esprits tous les errements de l'époque où régnaient en maîtres, dans les foyers, les dieux domestiques.

Un cuistre quelconque, nourri de latin, trouva donc le mot de patrie à sa convenance et introduisit le néologisme par la porte dérobée. « C'est évidemment un mot de formation savante, c'est-à-dire non spontanée, ni populaire. On le chercherait vainement dans les monuments authentiques de notre langage au moyen âge, dans les chansons de gestes par exemple ». (Aulard.) A quel moment ce mot parut-il dans la langue ? On a prétendu qu'il fut prononcé aux Etats Généraux de 1483. L'examen attentif du journal de Masselin prouve qu'on ne le trouve nulle part dans ce document. « Ménage dit que patrie n'était pas usité du temps de Henri II, vu que Charles Fontaine le reproche comme un néologisme à Du Bellay : « Qui a païs, n'a que faire de patrie... » ; le nom de patrie est obliquement entré et venu en France nouvellement et les autres corruptions italiques. » *Quintil Horatius*, p. 185. « D'un autre côté, on a dit que patrie datait de François I^{er}. François I^{er} était un roi vraiment national ; c'est sous son règne, c'est au xvi^e siècle que le mot patrie fut transporté de la langue latine dans la nôtre. A. de Saint Priest, *Les Guises ; Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1850 (Litté). Le mot patrie ne parut donc que dans la première moitié du xvi^e siècle. On le trouve : « En 1539, dans le *Songe de Scipion*, traduit nouvellement du latin en français ; en 1554, dans la traduction des deux dialogues de Platon, par Etienne Dolet ; en 1545, dans Salel ; en 1546, dans Rabelais » (Aulard). Mais le mot ne dépassait pas un cercle restreint de lettrés. Il ne fit son chemin que peu à peu et, dans la seconde moitié du xvi^e siècle seulement, il devint d'un usage courant, concurremment à pays. Il ne représentait cependant rien de précis. On n'entendait par là ni la France « unifiée » — ce qui est un vain mot — ni l'acceptation tacite par tous les Français de vivre sous le même prince — ce qui n'a jamais été. — Les luttes intérieures n'avaient justement la « patrie » telle qu'on se plaît à la concevoir de nos jours. « Tantôt, c'est la noblesse catholique qui fait appel aux Espagnols. Richelieu détruit La Rochelle. Turenne marche sur Paris à la tête d'une armée d'aventuriers. Condé, vainqueur de Rocroy, dévaste les provinces du Nord » (Reboux). La patrie s'incarnait dans le roi. Lui seul était tout à la fois. C'était le sentiment de Bossuet qui disait que la patrie « est le prince, puisque tout l'Etat est en la personne du Prince ». Mais la multitude misérable ne s'occupait pas de ces subtilités. Elle avait le souci de ne pas mourir de faim. Il faut arriver à la Révolution pour que l'idée de patrie pénètre dans le peuple et pour que celui-ci, tout vibrant de naïf enthousiasme, la fasse briller au firmament des éternelles duperies. Avec la force d'une religion nouvelle, l'idée de patrie va, en effet, d'un vigoureux élan, conquérir le monde.

LA PATRIE, CRÉATION DE LA RÉVOLUTION. — La Révolution de 1789, comme toute véritable révolution, n'a été que

l'aboutissement d'une longue évolution. L'ancien état de choses ne correspondant plus aux besoins nouveaux de la société, une organisation nouvelle devait s'imposer, nécessairement. Quelle allait être cette organisation ? Sur quelles bases idéologiques allait-elle s'appuyer ? Pouvait-on innover réellement ? Lorsque l'homme, pris dans le tourbillon social, est désespéré, il se tourne vers le passé pour y chercher du réconfort et des exemples. Thucydide, faisant parler Périclès (voir plus haut), n'avait-il pas demandé que « tous soient égaux devant la loi ?... etc. ». La cité antique fut la vieille fée qui présida à la naissance de la société nouvelle. Déjà, dès le xviii^e siècle, les mots de liberté et d'égalité avaient, auprès des cœurs justes et sensibles, une saveur particulièrement agréable ; et ceux qui souffraient d'exactions et de misère les chérissent plus que tout. Et puisqu'on parlait de patrie, on assista à l'écllosion de cette idée qu'il « n'y a de patrie que là où il y a liberté ». C'est l'époque où La Bruyère se permet d'écrire — sans grand danger, car l'autorité semblait établie sur le roc — : « Il n'y a point de patrie dans le despotisme ; d'autres choses y suppléent : l'intérêt, la gloire, le service du prince ». Et encore : « Que me servirait, ...comme à tout le peuple, que le prince fût heureux et comblé de gloire, par lui-même et par les siens, que ma patrie fût puissante et formidable, si, triste et inquiet, j'y vivais dans l'oppression ou dans l'indigence. (Du Souverain ou de la République, chapitre X.) Puis vinrent les philosophes, les encyclopédistes, précurseurs des temps nouveaux. Témoins vibrants de l'injustice sociale, — nourris d'autre part des souvenirs de l'antiquité, — ils révalent un ordre social où, dans la liberté et dans l'égalité, régnerait la « vertu » parmi les hommes. Leur idée était que « l'existence d'une patrie digne de ce nom suppose des lois, la liberté, l'abolition du despotisme » (Aulard). Ils s'emparèrent donc du mot patrie, le hissèrent au pinacle, et il synthétisa toutes leurs généreuses aspirations ; après eux, le peuple l'adopta d'enthousiasme. Désormais la patrie vivait dans les cœurs comme Dieu vit dans celui des croyants. C'est Montesquieu qui écrit : « Ce que j'appelle la vertu dans la République est l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de l'égalité » (Esprit des Lois). C'est Voltaire qui dit : « On a une patrie sous un bon roi ; on n'en a point sous un méchant » (Dict. phil.). Et Rousseau : « La patrie ne peut subsister sans la liberté, ni la liberté sans la vertu, ni la vertu sans les citoyens ; vous aurez tout si vous formez des citoyens ; sans cela vous n'aurez que de méchants esclaves, à commencer par les chefs de l'Etat » (Article Economie politique dans l'Encyclopédie).

Au fur et à mesure que se déroulèrent les événements révolutionnaires, les « patriotes », comme on disait, — c'est-à-dire la majeure partie des Français qui avaient bénéficié du changement de régime — crurent réellement que s'élaborait l'âge d'or. Les trois ordres « ces trois nations, ont souvent exprimé et expriment souvent le sentiment qu'ils font partie d'une seule et même nation. La nation, la patrie, voilà leur mot de ralliement le plus fréquent » (Aulard). (Remarque en passant la synonymie des mots : patrie, nation. Voir ce dernier mot.) Presque tous étaient persuadés de la prochaine disparition des classes sociales. La Liberté, l'Egalité, voilà la patrie nouvelle ! Les nobles de Touraine, par exemple, fiers de leur « patriotisme », déclarent dans leurs cahiers — sincèrement ou non ; mais qu'est-ce que cela leur coûtait ? — qu'ils sont « citoyens avant d'être nobles ». Le clergé aussi, dans son cahier au bailliage de Sens, proteste de son « zèle patriotique ». Le Tiers est prodigue du mot patrie qu'il identifie avec Royaume, France, Empire, Empire français, — rarement pays. Le mot qui triomphe est Nation. (Aulard.) Des événements comme la nuit du 4 août contribuèrent à affermir cette idée que tous les Français, n'ayant

qu'un intérêt commun, allaient vivre en frères. Et ici apparaît, pour la première fois, la notion de l'intérêt général, le puissant sophisme qui va avoir tant de prise sur les âmes et qui va être la base la plus sérieuse — en apparence — du sentiment patriotique. La Bourgeoisie, dans son triomphe, va s'en servir avec maîtrise, et longtemps la classe ouvrière se laissera bernier par cette idée mensongère qu'au-dessus de son intérêt de classe il y a un intérêt suprême : celui de la patrie. A l'origine, il y avait certainement plus de naïve bonne foi que de duplicité à croire cela. On ne pouvait prévoir ni Napoléon, ni les sociétés anonymes, ni l'essor du capitalisme moderne. Aussi, un des premiers efforts de la Révolution fut-il d'« unifier » la patrie. Tous les obstacles qui s'opposèrent à cela furent brisés. « La patrie, après des vicissitudes et des contrariétés, se formera sans le roi, contre le roi, en République. » C'est l'époque des fêtes des Fédérations, des discours pompeux — à l'antique ! — des autels dressés à la Patrie déifiée. « Vivons comme frères, s'écrit M. de Jouglas, chevalier de Saint-Louis, à la fédération de l'Aube, le 9 mai 1790... Pensons sans cesse que nous sommes citoyens et frères, enfants et soldats de la patrie, Français en un mot. » Certes, c'était sans rire que Faujas de Saint-Fond disait à son tour : « La nouvelle division du royaume en départements fait disparaître ces limites féodales qui semblaient annoncer autant de peuples différents que de provinces ; elle a pour but de procurer à tous les mêmes lois, le même ordre de choses, les mêmes mœurs, et de nous réunir à jamais par le même amour de la patrie ». Et ce brave commandant de la garde nationale de Grenoble, à Lyon, le 30 mai 1790, — M. Dolle — croit fermement que « c'est arrivé » : « Amis et camarades, dit-il, c'est maintenant que nous sentons avec délices combien il est doux pour des citoyens qui savent aimer la patrie de se réunir de toutes les parties de l'Empire pour ne former qu'une seule et même famille. Par l'heureuse influence de cette égalité, dont nous ressentons déjà les bienfaits, tous les départements du royaume contractent l'union la plus tendre, tous les citoyens deviennent des frères, et tous les bons Français, pénétrés des mêmes sentiments de patriotisme, n'auront bientôt qu'un seul désir : celui de chérir à jamais leurs lois et leurs rois ». C'est l'embrassade générale ; c'est la paix perpétuelle entre les renards et les coqs, c'est le loup devenu mouton ; c'est la réalisation anticipée de la ronde de Paul Fort : « ...Si tous les gâs du monde voulaient se donner la main... »

A Philobstein (Alsace), on vit les ecclésiastiques catholiques et protestants s'embrasser en public ; à Clamecy, le 27 mai 1790 « l'accolade fraternelle est reçue et rendue dans tous les rangs ». Mais le bouquet fut, sans contredit, la Fête de la Fédération au Champ de Mars à Paris : Tous les députés s'embrassèrent à l'envie. On cria : Vive le Roi ! Vive l'Assemblée Nationale ! Vive la Nation ! « La Fayette fut embrassé : les uns lui baisèrent le visage, les autres les mains ; d'autres, l'habit. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'il parvint à remonter à cheval. Alors tout fut baigné : ses cuisses, ses bottes, les harnais du cheval et le cheval lui-même. » (Dans : *Les Révolutions de Paris*). La raison ? La Fayette venait de prêter serment sur l'autel de la Patrie !

L'illusion de la liberté et de l'égalité ; l'illusion de la démocratie par le suffrage universel ; l'illusion d'un intérêt commun unissant des hommes que le hasard a fait naître en un endroit délimité par ce qu'on appelle des « frontières », qu'on ose quelquefois qualifier de « naturelles » ; les carnages périodiques pour amalgamer le tout, et voilà la Patrie ! C'est l'héritage de la Révolution. Démocratie ? Citons encore Robespierre : « Qu'est-ce que la Patrie — Si ce n'est le pays où l'on est citoyen et membre du souverain ? Par une conséquence

du même principe, dans les Etats aristocratiques le mot patrie ne signifie quelque chose que pour les familles patriciennes qui ont envahi la souveraineté. Il n'est que la démocratie où l'Etat est véritablement la Patrie de tous les individus qui la composent, et peut compter autant de défenseurs intéressés à sa cause qu'il renferme de citoyens. » (Rapport du 18 pluviôse An II).

Défenseurs intéressés ? Aulard n'hésite pas à écrire : « On peut dire que cette guerre (1870) a achevé la fusion des Français, l'unité morale de la France, consacré la patrie nouvelle, la patrie telle que la Révolution l'a faite. On a le sentiment que la récente guerre mondiale a cimenté à jamais cette patrie. »

Eh bien ! non, le dogme de la patrie est mortellement atteint.

La raison toute puissante l'a condamné depuis longtemps ; et l'on peut affirmer, au contraire que la dernière guerre, par les souffrances qu'elle a semées, par les révolutions qu'elle a suscitées, par les conséquences économiques qu'elle a engendrées, a détruit l'idée de patrie en exacerbant les intérêts antagonistes qui opposent toujours les deux classes sociales : celle des possédants et celle des prolétaires.

II. — QU'EST-CE LA PATRIE ? — a) *Le point de vue officiel.* — En ces temps d'instruction laïque et obligatoire il n'est pas difficile de savoir ce qu'est la Patrie. Il suffit d'ouvrir un quelconque manuel « d'instruction civique et morale » à l'usage des perroquets de nos écoles primaires. Voici par exemple ce que dit un de ces catéchismes : « Notre patrie, c'est la terre où sont nés nos parents, c'est le village que nous habitons, c'est la France entière avec ses grandes villes et leurs monuments, chefs-d'œuvre du génie national. Notre patrie est encore autre chose ; c'est une grande famille formée de citoyens libres, ayant la volonté de vivre ensemble librement, sans subir le joug de l'étranger. C'est l'ensemble de tous ceux qui portent le nom de Français et qu'unit la communauté de langue, de mœurs, de lois et de sentiments ; c'est l'histoire du pays avec ses gloires et ses revers, ses institutions successives et le souvenir de ses grands hommes. » (Cité par C.-A. Laisant)

Procédons méthodiquement et voyons si la patrie est bien tout ce qu'en nous dit dans l'extrait ci-dessus et dans quantité d'autres du même genre. Nous essayerons de n'omettre aucune des définitions données.

C'est la terre où nous sommes nés. — S'il en est ainsi, notre patrie se limite à bien peu de chose : un village, une ville, quelques arpents de terrain. Elle ne peut pas être à la fois Paris et Marseille, les montagnes de la Haute-Savoie et la lande bretonne. Certes, l'homme reste fidèle au petit coin de terre qui a vu ses premiers pas, mais cet amour du village natal n'expliquera jamais l'amour d'un vaste pays aux aspects divers et qui lui resteront quelquefois toujours ignorés.

C'est la terre des ancêtres. — Les ancêtres, qui est-ce ? Venaient-ils tout droit de Vercingétorix ou des Romains, des Francs, des Arabes, des Espagnols, des Autrichiens, etc... ? Etaient-ils catholiques, protestants, jansénistes, Jacques, chouans, révolutionnaires ? Les ancêtres ? J. Richépin est sans doute dans le vrai, qui dit :

On n'est fils de personne, on est fils du destin
Qui mit un spermatozoïde aveugle dans l'ovaire.

C'est le pays des gens de notre race. — Il faut être un Bazin pour affirmer des niaiseries dans le genre de celles-ci : « ...Les origines du peuple alsacien sont celtiques... Les dernières recherches accusent 70 % d'Alsaciens bruns, c'est-à-dire Celtes, contre 30 % d'Alsaciens blonds, c'est-à-dire Germains. » La race ! Ce mot n'a pas de sens. En ce qui concerne la France, nous lisons ceci dans l'Encyclopédie : « Le groupe linguistique latin ou roman qui comprend les Français du Nord, les Languedociens-Catalans, les Espagnols, les Portu-

gais-Galego, les Italiens, les Romanches ou Latins et les Roumains, n'offre aucune unité de type physique, non seulement dans son ensemble, mais même dans chacun des sept groupes secondaires que nous venons d'énumérer. Ainsi, parmi les « Languedociens-Catalans » on constate la présence de trois races au moins : occidentale ou covenole, qui domine sur le Plateau Central en France ; littorale ou atlanto-méditerranéenne, prédominante en Provence et en Catalogne ; ibéro-insulaire que l'on trouve dans l'Angoumois comme en Catalogne, etc... »

C'est la terre où l'on parle la même langue. — Cela ne tient pas. Il y a des Français qui ne parlent pas français (Alsaciens, Bretons, Provençaux, Basques, Corses, etc...). Les Suisses ont trois langues. Les Américains des Etats-Unis parlent anglais et ne portent pas toujours l'Angleterre en leur cœur ; de même les Irlandais. Voir aussi la République Argentine et l'Espagne ; le Brésil et le Portugal, etc...)

C'est l'ensemble d'un territoire limité par des frontières. — Qu'est-ce qu'une frontière ? Une ligne de poteaux ne limite rien. Le Rhin unit les peuples plutôt qu'il ne les sépare. De même tout autre fleuve. De même la mer. De même une chaîne de montagnes. Paquebots, avions, tunnels, T. S. F., et l'on parle frontières ! Frontières variables avec la fortune des armées ou à la suite de marchandages diplomatiques, qui font un Alsacien Allemand ou Français ; un Polonais, Russe ou Allemand ; un Autrichien, Yougo-Slave, Tchéco-Slovaque, ou... sans-patrie ! Est-ce la frontière qui empêche que Guernesey ou Jersey soient françaises et la Corse italienne ?

C'est une sorte de communion d'idées, de sentiments, de goûts, de mœurs qui fait qu'on veut vivre ensemble. — Communion d'idées entre les catholiques et les protestants ? Mêmes sentiments les cléricaux et les libre-penseurs ? Les nationalistes et les communistes ? Mêmes goûts la cocotte de luxe et M^{me} Curie ? Mêmes mœurs, paysans et citadins, religieuses et prostituées, capitalistes et ouvriers ? Ah ! plutôt mêmes idées, mêmes sentiments, mêmes goûts, mêmes mœurs, catholiques du monde entier et protestants, et communistes, et généraux, et prostituées, etc... On n'aime vivre qu'avec gens de son milieu. Qui se ressemble s'assemble.

C'est une association d'hommes formés selon les mêmes règles d'éducation. — D'abord, il y a une règle différente pour les riches (lycées, collèges, enseignement supérieur) et pour les pauvres (enseignement primaire). Il y a ensuite absence de règles pour ceux qui sont restés illettrés. Enfin, quel que soit le mode d'éducation, il y aura toujours des délicats et des mufles.

C'est un groupe d'êtres du même type avec défauts et qualités qui les caractérisent. — Le Français idéaliste, n'est-ce pas ? L'Anglais commerçant ; l'Allemand pratique, l'Italien fourbe — à moins que ce ne soit le contraire. Tout cela est bien conventionnel. Voilà un mode de penser en série qui dispense de penser. Est-ce que Tartufe n'est pas de tous les pays ? Et Harpagon ? Et M. Jourdain, et Boubouroche ?

C'est l'héritage littéraire, scientifique, artistique légué par nos grands hommes. — Oui, la France de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, de Hugo, de Pasteur. Sur cent Français, quatre-vingt-dix ne se sont assignés dans la vie que le profit, et se moquent de tout cela. C'est un héritage qu'ils laissent à d'autres — à des « étrangers » souvent ; — et puis, le génie de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, de Hugo, etc..., de même que celui d'Homère, de Socrate, de Shakespeare, de Wagner, de Tolstoï, de Marconi, etc... n'appartient-il pas à tous les temps et à tous les pays ? « L'univers est la patrie d'un grand homme », disait l'abbé Raynal. D'autre part, il n'existe aucune similitude de pensée

entre un Bossuet et un Proudhon, un Joseph de Maistre et un Hugo, par exemple ; il en existe, au contraire, entre Bossuet (Français) et le pape (Italien) ; entre Proudhon (Français) et Kropotkine (Russe). L'héritage littéraire, artistique, scientifique, n'est ni Français, ni Allemand, ni Anglais ; il est universel, il est humain.

C'est l'histoire du pays, avec ses gloires et ses revers. — L'histoire officielle sans doute. La belle histoire aux pages sanglantes, l'histoire des crimes. Quoi, la solidarité dans le meurtre ! La fierté de communier avec des assassins disparus ! Ah ! quel est l'esprit sensé qui ne répudie ces « gloires » et ces « revers » ? Gloires les victoires de Bouvines, de Marignan, de Rocroy, d'Austerlitz, de la Marne ; et revers les défaites d'Alésia, de Waterloo, de Sedan ? Allons donc ! Est-ce que ces événements ont jamais influé sur le sort de l'individu qui n'a comme toute fortune que ses deux bras à louer au service d'autrui, autrement qu'en le privant parfois de l'usage de ces bras ? Gloire, le bien-être et la vie ; revers, la souffrance et la mort ; et c'est tout. Quant à l'histoire véritable, celle qui a opposé tout au long des siècles les riches et les pauvres ; celle qui se poursuit tous les jours dans la lutte des classes, elle est la négation même de la patrie.

C'est une association d'individus qui acceptent librement la même forme de gouvernement pour bénéficier de libertés égales. — Les faits sont en contradiction flagrante avec cette affirmation. On reconnaît là l'idée des philosophes et des révolutionnaires de 1790. On sent l'embrassade qui vient. Si tout le monde acceptait la même forme de gouvernement, la question sociale serait résolue. Quant aux libertés, on sait ce qu'il faut entendre par là : celles qui laissent le riche comme le pauvre libres « de coucher sous les ponts ou de voler du pain ». Il n'y a jamais eu d'acceptation unanime du régime. Il y a toujours eu imposition au plus grand nombre de lois faites par une minorité et au profit de cette minorité.

C'est partout où l'on est bien. — La patrie n'est même pas cela ; car en quel lieu est-on bien ? En quel lieu n'est-on pas spolié d'une partie de son travail ? Où donc existe la justice ? « *Ubi bene ibi patria* », Aphorisme hérité de l'antiquité — et sophisme. — La patrie des Espagnols habitant Bordeaux, par exemple, n'est pas l'Espagne puisque la misère les a chassés de leur pays ; elle n'est pas la France lorsqu'ils n'y peuvent plus vivre. Devient-elle la République Argentine ou les États-Unis lorsqu'ils y émigrent ? Autant vaudrait demander où est la patrie du Juif errant.

C'est une grande famille où tous les membres, ayant des intérêts communs, sont solidaires les uns des autres ; la patrie c'est notre mère. — Il n'y a pas d'intérêts communs dans la société actuelle. Il y a lutte, il y a bas egoïsme, il y a concurrence, il y a inégalité. Singulière famille — ou plutôt famille normale, en effet — où l'on se querelle, où l'on se jalousie, où l'on désire ardemment la disparition du prochain pour jouir de sa fortune ; où l'on active autant que possible la mort du concurrent dans une lutte au couteau. Singulière famille où les uns sont rassasiés et où les autres ont faim ; où les uns travaillent et n'ont rien, et où les autres ne font rien et ont tout. C. Bouglé dit cependant : « C'est de l'association que l'individu reçoit, non pas seulement le pain du corps, mais le pain de l'âme. En ce sens notre patrie est bien notre mère spirituelle ». (Encyc.). Pour le pain du corps, nous sommes fléchés. Quant au « pain de l'âme », combien peu y goûtent ! Et pour ceux-ci ce « pain » est le trésor universel légué par l'humanité tout entière. G. Hervé écrivait naguère : « Les patries, des mères ! Allons donc, des marâtres cruelles que tous leurs fils déshérités ont le droit et le devoir d'exécuter. » Nous ajouterons simplement ceci : Si toutes les vraies

mères étaient comme la patrie, il y aurait longtemps que le genre humain aurait disparu de la planète.

b) *Où donc est la patrie ?* — Puisque nous n'avons pu trouver une définition satisfaisante de la patrie, puisque — comme pour Dieu — nous savons plutôt ce qu'elle n'est pas que ce qu'elle est, essayons de chercher ce que cache ce mot pour la majeure partie des individus.

Voltaire dit : « Un juif a-t-il une patrie ?... Sa patrie est-elle Jérusalem ? il a oui dire vaguement qu'autrefois ses ancêtres, quels qu'ils fussent, ont habité ce terrain pierreux et stérile et bordé d'un désert abominable, et que les Turcs sont maîtres aujourd'hui de ce petit pays dont ils ne retirent presque rien. Jérusalem n'est pas sa patrie. Il n'en a point ; il n'a pas sur la terre un pied carré qui lui appartienne. »

Nous trouvons aussi dans le *Dictionnaire philosophique* : « Les moines oseraient-ils dire qu'ils ont une patrie ? Elle est, disent-ils, dans le ciel ; à la bonne heure ; mais dans ce monde, je ne leur en connais pas. »

Dans ce monde, la patrie des moines et des curés, c'est Lourdes, c'est Lisieux, c'est Rome, c'est le denier du culte, c'est le besoin de domination, c'est l'argent.

Où est la patrie du commerçant ? « Le Banian, l'Arménien qui passent leur vie à courir dans tout l'Orient, et à faire le métier de courtier, peuvent-ils dire, ma chère patrie, ma chère patrie ? Ils n'en ont d'autre que leur bourse et leur livre de compte. » (Voltaire.) « Le commerçant qui achète et vend des produits étrangers concurrençant ceux de sa patrie ne s'occupe point s'il nuit à des gens de même patrie que lui. Son intérêt seul le guide. Sa patrie, c'est son intérêt. » (Hamon.)

Où est la patrie du soldat ? Celle du mercenaire ? « Parmi nos nations d'Europe, tous ces meurtriers qui louent leurs services, et qui vendent leur sang au premier roi qui veut les payer, ont-ils une patrie ? Ils en ont moins qu'un oiseau de proie, qui revient tous les soirs dans le creux du rocher où sa mère fit son nid. » (Voltaire). Où est la patrie des soldats de la Légion Étrangère ? Celle des engagés et des rengagés ? Elle est dans la solde ; elle est dans les primes, elle est dans leur intérêt. « L'officier et le soldat qui dévasteront leur quartier d'hiver, si on les laisse faire, ont-ils un amour bien tendre pour les paysans qu'ils ruinent ? Où était la patrie du duc de Guise le balafre ? Était-ce à Nancy, à Paris, à Madrid, à Rome ? Quelle patrie aviez-vous, cardinaux de La Balue, Duprat, Lorrain, Mazarin ? Où fut la patrie d'Attila et de cent héros de ce genre, qui, en courant toujours, n'étaient jamais hors de leur chemin ? Je voudrais bien qu'on me dit quelle était la patrie d'Abraham ? » (Voltaire).

Où est la patrie de l'industriel ? « Il emploie des ouvriers étrangers parce qu'ils exigent un salaire moindre ; il agit conformément à son intérêt et nuit à des individus de même patrie. Sa patrie, c'est son intérêt. » (Hamon). Où est la patrie du Comité des Forges ? Ces hommes « forment une féodalité si puissante, si ramifiée, si étendue, que les flots féodaux de l'ancien temps ne lui sont en aucune façon comparables. Les États sont leur chose ; le monde entier leur proie. Magnats du Haut-Fourneau, Magnats des Charbonnages, Magnats des Grandes Compagnies de Transport, Magnats de la Banque : voilà les hommes qui règnent quelles que puissent être les formes gouvernementales que les peuples se donnent. » (Rhillon). N'allons pas parler patrie à ceux qui composent « l'internationale sanglante des armements ». Où est la patrie du financier « qui spéculé à toutes les Bourses, qui agiote sur tous les fonds, préjudicie ceux de sa patrie importunablement, car pour lui la patrie est son intérêt personnel. » (Hamon). Où est la patrie de ceux qui font voyager l'or de capitale en capitale, par avion, afin de mieux spéculer sur les monnaies nationales ? Leur patrie, c'est

leur intérêt. Où est la patrie de l'agriculteur « qui fait imposer les produits étrangers, nuit aux individus de sa patrie, car il les oblige ou à se priver de ses produits ou à en réduire l'usage. Pour lui, la patrie est son intérêt personnel. » (Hamon). C'est l'intérêt de l'agriculteur qui fait la politique de la vie chère, qui hérissé le pays de barrières douanières, qui sème la misère parmi les prolétaires. Où est la patrie de l'inventeur « qui vend à l'étranger son invention utile ou nécessaire à la défense nationale, lèse les individus de la même patrie que lui. Il a pour patrie son seul intérêt. » (Hamon). Où est la patrie du politicien ? « Celui qui brûle de l'ambition d'être édile, tribun, préteur, consul, dictateur, crie qu'il aime sa patrie, et il n'aime que lui-même. » (Voltaire). Il n'est pas de plus ardent patriote allemand que l'aventurier autrichien Hitler. Où est, d'une façon générale, la patrie du possédant de celui qui, « directeur, administrateur, actionnaire d'une société industrielle, commerciale ou financière, vend des canons, des cuirassés, des obus, des poudres, qui prête de l'argent à des patries étrangères, n'agit pas en patriote, mais en individu soucieux de son seul intérêt ? Sa patrie, c'est son intérêt. » (Hamon)

Et maintenant, où est la patrie de ceux qui n'ont rien de ceux que nul intérêt ne pousse à s'abriter derrière ce paravent ? Nous pouvons affirmer que cette patrie n'existe pas. Nous avons, là dessus, l'aveu du plus cynique des politiciens (Clémenceau) : « Après tout, les anarchistes ont raison ; les pauvres n'ont pas de patrie. *Aurore*, 17 janvier 1897 ». La Patrie, écrit G. Darien dans son livre : *La belle France*, aujourd'hui — et, hélas ! depuis si longtemps ! — la Patrie, c'est la somme des privilèges dont jouissent les richards d'un pays. Les heureux qui monopolisent la fortune ont le monopole de la patrie. Les malheureux n'ont pas de patrie. Quand on leur dit qu'il faut aimer la patrie, c'est comme si on leur disait qu'il faut aimer les prérogatives de leurs oppresseurs ; quand on leur dit qu'il faut défendre la patrie, c'est comme si on leur disait qu'il faut défendre les apanages de ceux qui les tiennent sous le joug. C'est une farce abjecte. C'est une comédie sinistre. »

Et La Mothe-le-Vayer disait déjà, en 1654, que la patrie était « une erreur utile et une tromperie nécessaire pour faire subsister les empires ou toute sorte d'autres dominations. » Pour les foules, cependant, le mot et la chose existent, dira-t-on. Eh oui ! La sottise aux mille têtes grimaçantes a créé cette déité : La Patrie ; et les foules se prosternent devant elle. Elles croient à la Patrie comme elles croyaient à Jupiter, à Jéhovah, à Moloch... Mais hors de là, la patrie est inexplicable. « Je dirai que la Patrie n'est point une division administrative et qu'il y a, dans ce qui la constitue, un élément divin, qui échappe à nos prises et déjoue nos calculs. » (René Bazin). Voilà l'aveu. C'est aussi le sentiment de C. Bouglé, qui écrit : « La supériorité de l'amour de la patrie c'est qu'il est « irraisonné » (Brunetière). Le patriotisme serait le meilleur exemple de ces « croyances » qui sont nécessaires au peuple sans qu'elles soient démontrables. Il rentrerait dans la catégorie des instincts sublimes, qui dépassent et dominent l'intelligence. De ce point de vue, chercher pourquoi nous devons aimer la patrie, soumettre ce sentiment au raisonnement, ce serait peut-être une œuvre vaine et sacrilège. » Après cela, il ne nous reste plus, à nous, anarchistes qui nions tous les dieux et nous gaussons des pirouettes de leurs thuriféraires, qu'à tirer l'échelle et à chanter avec Percheron :

...Patrie et Famille ! Des mots
Qu'ont inventés les égoïstes,
Que nous ont dorés les sophistes
Et dont se sont épris les sots.

(Les briseurs d'images)

III. — IL N'Y A PAS DE PATRIE. — Depuis qu'il y a des hommes qui pensent, la patrie est jugée. Aussi, nous nous excusons, pour terminer, de citer quelques écrits résumant, à ce sujet, le sentiment des esprits indépendants de tous les temps et de tous les pays.

La Mothe-le-Vayer écrivait : « Anaxagore montrait le ciel du bout du doigt, quand on lui demandait où était sa patrie. Diogène répondit qu'il était cosmopolite ou citoyen du monde. Cratès le Thébain, ou le Cynique, se moqua d'Alexandre qui lui parlait de rebâtir sa patrie, lui disant qu'un autre Alexandre que lui la pourrait venir détruire pour la seconde fois. Et la maxime d'Aristippe, aussi bien que de Théodore, était qu'un homme sage ne devait jamais hasarder sa vie pour des fous, sous ce mauvais prétexte de mourir pour son pays. » Nous lisons dans Montaigne (Essais liv. III, chap. IX) : « Non parce que Socrate l'a dit, mais parce que, en vérité, c'est mon humeur, et à l'aventure, non sans quelque tort, j'estime tous les hommes mes compatriotes et embrasse un Polonais comme un Français. » Fénelon lui-même n'hésitait pas à proclamer que « chacun doit infiniment plus au genre humain, qui est la grande patrie, qu'à la patrie particulière dans laquelle il est né. » (Socrate et Alcibiade). Et Diderot : « Vaut-il mieux avoir éclairé le genre humain qui durera toujours, que d'avoir ou sauvé ou bien ordonné une patrie qui doit finir ? » (Claude et Néron). Lamartine, mieux inspiré dans sa *Marsaillaise* de la paix que dans ses actes politiques, s'écriait :

L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La Fraternité n'en a pas.

Et Tolstoï : « Quand je songe à tous les maux que j'ai vus et que j'ai soufferts, provenant des haines nationales, je me dis que tout cela repose sur un grossier mensonge : l'amour de la Patrie ».

Ah ! détestons ce mot de patrie ! Même quand il semble partir d'un bon sentiment, méfions-nous ! Derrière lui, il y a toujours l'esprit religieux qui sommeille. « Patrie des Travailleurs » disent les communistes en parlant de l'U. R. S. S. Ne sentez-vous pas l'hydre renaître dans ces quelques mots ? « Patrie Humaine » ! proclament de bons camarades. Oui, certes, mais pas avant que soit à jamais abolie cette monstruosité sociale (au siècle où la machine est susceptible de libérer l'individu) : l'exploitation de l'homme par l'homme. Et en conclusion, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire la belle page de Charles Albert, toujours d'actualité : « Quand les bourgeois, nos maîtres actuels, s'emparèrent du pouvoir, il y a plus d'un siècle, ils savaient très bien que la religion, c'est-à-dire le fanatisme, est un excellent moyen de gouverner les hommes. Aussi s'empressèrent-ils de remplacer le fanatisme Dieu qu'ils avaient eux-mêmes à peu près ruiné par le fanatisme Patrie. Quand nous sommes encore tout petits on nous inculque avec beaucoup de soin l'amour de la patrie. Mais on a bien soin que ce mot ne corresponde à rien de précis, qu'il soit pour nous quelque chose d'indéterminé et de vague. C'est l'idole terrible et mystérieuse à laquelle on nous ordonne de tout sacrifier, sans que nous puissions comprendre pourquoi. A grand renfort de tirades enflammées, on nous rend esclaves d'un mot, d'un mot vide de sens. On pourra ensuite faire dire à ce mot tout ce que l'on voudra, abriter derrière lui tout ce qu'on aura besoin d'y abriter. On n'aura plus qu'à le prononcer pour nous conduire à toutes les aventures, pour nous faire absoudre tous les crimes. Et c'est ce qui est arrivé.

« Au moyen du mot patrie on nous berne et on nous gruge, on nous asservit et on nous abrutit, on nous malme et on nous affame, de père en fils, depuis plus d'un siècle. Il n'y a pas d'infamie ou de cruauté, d'affaire véreuse, de programme menteur, d'institution

oppressive qui n'ait eu ce mot pour devise. C'est pour la patrie qu'on nous enferme, pendant trois ans, dans une véritable prison : la caserne, quand on ne nous fait pas crever d'insolation sur un champ de manœuvre ou mitrailler sur un champ de bataille. C'est pour la patrie que tous les aigrefins avides de notre argent prétendent nous l'extorquer ; pour la patrie qu'on nous courbe, des douze et quatorze heures durant, sur un labeur de bêtes en échange d'un salaire de famine. Si des riches veulent nous prouver que nous devons éternellement rester pauvres, si des forts veulent nous démontrer qu'il faut nous résigner à demeurer faibles, c'est toujours l'intérêt de la patrie qu'ils invoquent. N'est-ce pas le mot en vedette sur les affiches où des candidats nous promettent les mêmes réformes que leurs pères promettaient déjà à nos pères, leurs grands-pères à nos grands-pères ? N'est-ce pas le mot qui ronfle dans tous les boniments où l'on a la politesse de nous expliquer comme quoi, nous autres prolétaires, sommes les éternels vaincus, les éternels sacrifiés ? Et, jusqu'ici, hélas ! ce mot eut toujours raison. Raison de notre bon sens, raison de notre honnêteté. Il triompha et triomphera comme par enchantement de nos répugnances et de nos scrupules. Quelqu'un vient-il à nous au nom de la liberté, de la justice, au nom de nos intérêts immédiats et de nos besoins les plus pressants, nous gardons contre lui un fonds de méfiance. Mais nous suivons sans explication, au bout du monde, le premier aventurier venu, s'il sait se servir du mot magique. Tant que cette religion imbécille de la patrie continuera à nous en imposer, c'est-à-dire tant que nous n'aurons pas vu clair dans le jeu de ses prêtres, nous serons encore des esclaves. Voilà assez de mensonges, d'absurdités et de quiproquos. Il est temps d'en finir avec cette comédie sinistre. Aux gens qui viennent nous dire à tout propos : « la patrie exige, le pays réclame », il est temps de fermer la bouche une fois pour toutes. La patrie c'est nous-mêmes, ou bien ce n'est rien du tout. Or, personne ne peut savoir mieux que nous-mêmes ce qu'il nous faut. »

— Charles Boussinot.

PATRIE. — L'idée de patrie est relativement jeune dans l'histoire de l'humanité. Les Chinois de l'époque ancienne ne l'avaient pas. Leur sentiment n'allait pas au-delà du clan familial qui pouvait comporter cent personnes et plus. On trouve l'idée de patrie dans l'antiquité gréco-romaine ; à Sparte, à Rome. Il faut remarquer que ces cités sont édifiées sur l'esclavage. Le citoyen, même pauvre, ne travaille pas, il est entretenu tant bien que mal par la cité ; seuls, les esclaves travaillent. Aussi le citoyen, même plébéien, tient-il à sa patrie, c'est d'elle qu'il tire son existence ; il est donc disposé à la défendre. Mais c'est surtout l'aristocrate qui est patriote. Horace est un patricien. Aussi le vieil Horace sacrifierait volontiers la vie de ses enfants pour que Rome ne soit pas sujette d'Albe. Si Rome perd sa puissance, lui-même n'est plus rien.

La Féodalité ne connaît pas la patrie au sens que nous lui donnons. Le seigneur gouverne son domaine et il ne se fait aucun scrupule de combattre le roi. Le vassal, le serf, sont les hommes du seigneur ; sans doute ils l'aiment en quelque manière, ils le suivent à la guerre ; en échange, ils en reçoivent ce qui est nécessaire à leur subsistance.

C'est la Révolution française qui démocratise l'idée de patrie. Elle sous-entend un ensemble d'institutions et de lois supérieures à celles du reste du monde et qui rendent la qualité de français enviable. La patrie s'oppose au roi, tout au moins au roi absolu. On veut défendre en elle les conquêtes récentes de la révolution que ne manquerait pas de détruire une nation monarchiste, victorieuse de la France républicaine dans une guerre. Mais en associant le peuple à l'idée de patrie, la bourgeoisie le trompe. C'est elle qui, en fin de compte, béné-

ficie des conquêtes de la Révolution ; liberté de pensée, égalité devant la loi, accession du non noble aux emplois dirigeants, le peuple ne profite guère du nouvel ordre de choses. Le souci quotidien de sa nourriture et de son logement, le travail long et fatigant ne lui permettent pas de profiter de la liberté de penser. Son ignorance, son ambiance, sa fatigue ne lui permettent pas de penser, il ne peut que répéter la pensée des autres. Quant à l'égalité devant la loi, cela non plus ne veut pas dire grand-chose. S'il vole, il est sûr d'aller en prison, et la loi ne lui sera pas paternelle. Cependant le peuple de la Révolution française s'embaile pour l'idée de patrie, c'est qu'il croit que le nouvel ordre de choses apportera une amélioration à son sort. Il sera vite déçu, voyant d'autres hommes remplacer les anciens dans les situations privilégiées et sa misère rester la même. Il ira à la guerre contraint par la conscription ou poussé par la faim, mais il laissera s'établir l'Empire premier et second, convaincu que ces changements de régime sont des affaires de Grands, qui ne le concernent pas.

L'école primaire, de nos jours, a réussi à implanter l'idée de patrie au cœur du peuple. Moins profondément qu'il ne paraît. S'il n'y avait pas la crainte du gendarme, du conseil de guerre et du poteau d'exécution, bien peu de Français obéiraient à l'ordre de mobilisation. Le patriotisme se manifeste surtout par son côté agressif. L'ouvrier français déteste l'ouvrier étranger qui vient le concurrencer sur le marché du travail. Sans réfléchir, il injurie aussi le bourgeois qui parle une langue qu'il ne comprend pas, mais qui, il l'oublie, apporte son argent. La patrie reste, au fond, la chose des classes dirigeantes. C'est à elles que l'on pense lorsqu'on dit que la France s'enrichit, qu'elle a des intérêts dans telle colonie, dans tel pays étranger. Les milliards qui, en ce moment, remplissent les caves de la Banque de France, n'empêchent pas l'ouvrier d'être jeté à la rue, faute d'avoir pu payer son propriétaire.

L'idée de patrie cependant connaît, en ce moment, sa période de déclin. La dernière guerre, les ravages qu'elle a faits, les trônes renversés ou ébranlés, le bolchevisme, ont fait réfléchir une partie des classes dirigeantes et celle-ci se demande si, au lieu d'opposer les patries les unes aux autres, il ne vaudrait pas mieux les fédérer, afin d'éviter la guerre qui est un crime, mais qui est surtout un crime qui ne paie pas.

Quel sera le rôle de la Société des Nations ? On ne saurait le prédire. Certes, il y a des volontés de paix parmi les classes dirigeantes d'Europe. Mais il y a aussi bien des causes de guerre. On a dit, avec raison, qu'on a supprimé une Alsace-Lorraine pour en faire vingt autres. L'épée des vainqueurs a tranché dans la carte d'Europe, exacerbant les peuples d'être rattachés là où il ne leur plaît pas. Grisés de leur victoire, ils ont voulu fouler le vaincu, l'humilier sans vouloir réfléchir qu'une grande nation ne reste pas indéfiniment sous la botte.

Les partis d'avant-garde ont combattu, avec raison, le patriotisme. Il n'y a pas de quoi être fier d'être Français plutôt qu'Allemand ou Turc, puisque c'est l'effet d'un hasard qui, nous faisant naître à Paris, aurait pu nous donner le jour à Berlin ou à Constantinople. Quant à aller risquer de se faire tuer et tuer les autres pour que Guillaume ou un quelconque président aient la victoire, c'est une stupidité.

L'élite du peuple comprend cela, mais dans son ignorance elle est facilement suggestible. On l'a bien vu en 1914. Les mêmes hommes qui avaient crié : « A bas la guerre ! » criaient, à six mois d'intervalle : « A Berlin ! »

Dans ce revirement, il n'y avait pas que de l'ignorance, il y avait de la peur. Parce que le prolétariat n'a pas compris qu'il est la force et que, s'il le voulait sérieusement, aucune guerre ne se ferait. — Doctoresse PELLETIER.

PATRIOTISME, PATRIOTE. I. LE PATRIOTISME. — Ce qu'il est. — La Châtre le définit : l'amour de la patrie mis en action. Le Larousse : Vertu du patriote, amour ardent de la patrie ; et il ajoute, citant M^{me} L. Collet : « Le patriotisme est comme la foi, il aide à mourir ». D'après ce que nous savons déjà de la patrie, nous disons : le patriotisme est la religion de la patrie — comme le christianisme est la religion du Christ. De même que chaque croyant nous présente sa religion comme la seule bonne, la seule naturelle, la seule nécessaire, la seule digne d'être embrassée, de même l'on nous montre le patriotisme comme un sentiment profond de l'être humain et comme le facteur indispensable à l'épanouissement total de l'individu. « L'amour de la patrie nous paraît à la fois naturel et nécessaire, dit G. Bouglé (*Encyclopédie*), si bien que l'antipatriotisme nous étonne encore plus qu'il nous indigne. » Naturel, le patriotisme ne le paraît qu'autant que la patrie paraît aussi « naturelle ». Naturel, le patriotisme étroit et exclusif des Grecs et des Romains, lorsque la patrie se réduisait à la « terre des pères ». Mais inexistant lorsque le dogme de la patrie n'existe pas dans l'imagination des hommes. Inexistant pendant tout le moyen âge ; inexistant aujourd'hui dans les pays non encore touchés par le virus ; mais naissant, mais se développant au fur et à mesure qu'on l'insinue dans les cœurs ; toujours artificiel. « Le patriotisme n'est pas un instinct, mais un sentiment factice, postiche, qu'on enseigne, qu'on crée dans les esprits qui en étaient dépourvus, que l'homme n'apporte nullement avec lui, comme on osait le dire, mais dont il est merveilleusement indemne en naissant. » (Pierre Scize, *Le Canard Enchaîné*, nov. 1931.) Il n'y a jamais eu de patriotisme spécifiquement algérien, congolais, sénégalais, soudanais, japonais, etc... Mais il existe cette monstruosité : un patriotisme français de la part d'Algériens, de Sénégalais, de Martiniquais, de Malgaches, pauvres diables qui se disent attachés à la « mère patrie ». Mais il y a, naissant, le patriotisme indochinois, par exemple, un patriotisme sucé aux sources pures et qui se retourne contre l'autre, celui de nos maîtres, le bon. Et voici l'aveu ingénu qu'a fait récemment M^{me} Andrée Viollis : « D'autre part, l'instruction que nous avons donnée aux jeunes Annamites a été beaucoup trop rapide et, pour tout dire, assez maladroite. Nous leur avons imprudemment inculqué la notion de la patrie — qu'ils ignoraient avant nous. Nous leur avons vanté la gloire de Jeanne d'Arc qui bout à l'Anglais hors de France. Ils ont immédiatement pensé qu'il serait héroïque et méritoire de chasser l'envahisseur — le Français — hors de l'Indochine ». (*Le Petit Parisien*.) Est-ce que l'instruction donnée aux jeunes Français ne serait pas aussi « maladroite » — ou plutôt trop adroite ? Est-ce que nos écoles, laïques et autres, n'inculqueraient pas « imprudemment la notion de la patrie » ? Est-ce que chaque nation ne procéderait pas au bourrage de crânes intensif pour dresser les jeunes esprits dans « l'amour ardent de la patrie » ?

Mais, si le patriotisme n'est pas naturel, peut-être est-il nécessaire ? Et ici nous demanderons : à qui peut-il être nécessaire ? Nous avons vu que la patrie n'est rien pour la masse des prolétaires. En conséquence, le patriotisme ne peut être nécessaire qu'à la classe possédante « qui y trouve un intérêt de premier ordre, un intérêt vital ». (G. Hervé.) Le grand mensonge de la patrie, abrité derrière l'axiome de l'intérêt général est d'une utilité impérieuse pour le capitalisme. « Le patriotisme masque, en chaque nation, l'antagonisme de classe, au profit de la classe dirigeante, par là il prolonge et facilite sa domination. » (G. Hervé.) Nécessaire pour créer l'illusion de la solidarité nationale, pour unir les pauvres aux riches, — dans l'intérêt exclusif de ceux-ci, — le patriotisme est la base de cette « union sacrée » qui s'établit au moment où il s'agit, pour le prolétaire, d'accepter les plus terribles sacrifices. Com-

prenez-vous toute l'immense duperie qui se cache derrière ces lignes de C. Bouglé : « L'amour de la patrie semble être aujourd'hui la seule chose capable de réduire au silence, quand il le faut, les passions les plus violentes, comme celles qui divisent les habitants d'un même pays en partis politiques. Nul autre sentiment n'est plus de taille à lui tenir tête. Lui seul est capable, quand la patrie est en danger, de séparer le fils de la mère, l'époux de l'épouse, et de mettre l'épée à la main de ceux même qui ont juré de ne pas tuer. Les devoirs les plus pressants, qu'ils aient pour but la conservation de l'unité familiale ou l'observation de préceptes religieux, le cèdent ainsi au devoir envers la patrie, suprématie garantie tant par l'opinion que par les institutions publiques. Au patriotisme on reconnaît le droit de nous demander le sacrifice absolu de notre personnalité ; et nous devons la sacrifier joyeusement. » Mourir pour la patrie est le sort le plus beau ».

Nécessaire, le patriotisme l'est encore en ce sens qu'il « sert de prétexte à l'entretien de formidables armées permanentes, qui sont le soutien matériel, le dernier rempart des classes privilégiées. Le prétexte, le seul but avouable et avoué de l'armée, c'est de défendre la patrie contre l'étranger ; mais une fois revêtu de la livrée de la patrie, quand le dressage de la caserne a tué en lui toute intelligence, toute conscience de ses intérêts, l'homme du peuple n'est plus qu'un gendarme au service de ses exploitateurs contre ses frères de misère ». (G. Hervé.)

Nécessaire, le patriotisme l'est toujours aux industriels, à la Haute Banque, aux rapaces internationaux. Par les conflits armés qu'il suscite (guerres continentales ou brigandages coloniaux), il fait vivre cet ogre avide de chair fraîche et de profits : le capitalisme. Ce sont les produits qui se vendent, les « affaires » qui marchent. Fer, pétrole, céréales, produits chimiques, canons et munitions, s'écoulent selon un rythme accéléré. Ce sont les prolétaires, ces éternels mécontents, qui succombent dans la mêlée, moutons égorgés sous le couteau du boucher. Double profit pour les bergers. « Pour les classes dirigeantes, quelle mine d'or que le patriotisme, mais aussi quel attrape-nigaud pour les peuples ! » (G. Hervé.)

Le patriotisme n'étant ni naturel, ni nécessaire à tout le monde, pour mieux le faire accepter, on nous le montre aussi sous son côté mystique. Nous ne citerons qu'à titre documentaire le point de vue de ces rhéteurs — valets du pouvoir, s'ils sont complices — toqués, s'ils sont sincères. « Les fins que nous pouvons nous proposer sont d'autant plus hautes qu'elles participent davantage de l'éternel », dit Boutroux, et Bouglé d'adapter cette formule au patriotisme et de parler de « dévouement accepté », de la « mission » des patries. « L'une se vantera d'être la terre classique des beaux-arts, l'autre du commerce, de la libre entreprise, du self-government ; celle-ci de la pensée claire ; celle-là de la pensée profonde. Et chacune déduira de la forme déterminée du bien ou du beau qu'elle est chargée de représenter, des raisons spéciales d'être aimée et préférée. »

Ainsi, des raisonnements, partant de ce principe que tel ou tel idéal est supérieur aux autres, justifieront non pas seulement le patriotisme en général, mais tel patriotisme en particulier.

Ces raisonnements varieront naturellement avec les nations ; et, suivant la nature de l'idéal qu'elles auront choisi, il leur sera plus ou moins facile de concilier les sentiments qu'elles veulent inspirer avec les prescriptions de la morale universelle des temps modernes ; avec les exigences de l'individualité et de l'humanité. Pour nous, Français, il semble bien que la conciliation soit aisée, si nous nous attachons aux traditions qui, de l'aveu de tous les peuples font notre gloire. La noblesse de notre Révolution nous oblige ; nous devons

être les représentants et comme les gardiens du rationalisme. « Notre patriotisme se confond avec la raison des temps modernes. » (Lavoisier.) Nous ne pouvons mettre notre gloire à subjuguer ou à exploiter les peuples, mais seulement à les libérer. « La France est la patrie du droit. » — « La France est la patrie de l'espérance. » — « Tout homme a deux patries, la sienne et la France. » — Ces formules que les peuples ont répétées doivent nous rappeler que l'originalité de notre mission historique est l'universalité même de nos idées. Parce que notre patrie a proclamé par le monde la liberté des individus et la fraternité des peuples, l'amour de notre patrie est sans doute celui qui s'accorde le mieux avec le respect de la personne et le culte de l'humanité. Les idées rationalistes, individualistes et humanitaires, voilà l'âme de la patrie française. Et c'est au culte de ces idées que nous devons veiller, avec un soin jaloux, si nous voulons conserver à notre nation sa tradition, sa gloire, sa raison d'être. »

Que de mots ! Que d'idées conventionnelles ! Quelle accumulation de mensonges et d'Améries ! Que de sophismes pour mieux duper les individus ! Quelle est « cette morale universelle des temps modernes », celle de Pie XI, ou celle des profiteurs de la dernière ? Où sont les « gardiens du rationalisme » ; les héritiers « des quarante rois qui, en mille ans, firent la France », ou bien les partisans de « la dictature du prolétariat », ou encore M. Poincaré ? Quant « à subjuguer ou à exploiter les peuples », il est évident que la France répudie ces honteuses pratiques ! Et Chauroux a justement été fait pour la plus grande « liberté des individus ». Comédiens qui dressent le décor derrière lequel s'abritent les Hauts-Fourneaux et le Coffre-Fort ! Et quelle tromperie pour que les foules acceptent, sans protestations ni murmures, les sanglants holocaustes ! « Le patriotisme, disait G. Darlen, n'est pas seulement le dernier refuge des coquins ; c'est aussi le premier piédestal des naïfs et le reposoir favori des imbéciles. »

L'ÉCLOSION DU PATRIOTISME FRANÇAIS. — A la suite de l'explosion révolutionnaire de 1789, alors que l'ordre nouveau se bâtissait sur les débris de l'ancien régime, on s'imagina qu'une ère de liberté et de bonheur universel allait s'ouvrir. C'est la « patrie » qui synthétise toutes les aspirations généreuses de l'époque ; et on assiste à l'éclosion du patriotisme français, à son rapide épanouissement, à sa floraison triomphale. C'est d'abord l'Assemblée Constituante qui donne la formule patriotique : la Nation, la Loi, le Roi. Puis les événements se précipitent ; l'absolutisme royal sombre avec la Bastille, les grandes propriétés nobiliaires et ecclésiastiques sont abolies, les cens, corvées, tailles, sont supprimés, les privilèges disparaissent.

Après la nuit du 4 août, « le patriotisme électrise toutes les âmes » (Barère, dans son journal *Le point du jour*). Les prolétaires n'avaient pas eu le temps de s'apercevoir que le plus clair des conquêtes de la révolution allait passer au bénéfice de la bourgeoisie.

Ils ne s'attachaient qu'aux apparences ; mais comme elles étaient belles ! Il semblait qu'on sortait d'une longue nuit de souffrances et d'horreur et que l'aurore se levait enfin, pleine de promesses et de vie ; l'aurore libératrice, telle qu'on l'avait entrevue en rêve... plus belle même, si possible, puisqu'elle apportait avec elle la liberté, l'égalité, la fraternité ! Jamais les hommes n'avaient vibré de tant d'espérance ; jamais l'avenir ne s'était montré si plein de magnifiques promesses ! Et voici que soudain, les forces du passé se redressent, menaçantes. Les rois se coalisent contre la révolution. Va-t-il falloir renoncer aux superbes moissons entrevues ? Va-t-il falloir reprendre les antiques chaînes du servage ? Jamais ! répond Jacques Bonhomme. Et c'est « la Patrie en Danger ».

En ces heures de vie intense, le patriotisme va se

manifeste sous mille formes diverses. Il faudrait se garder de croire cependant à sa spontanéité. On le cultiva jusque dans les couches les plus déshéritées de la paysannerie. On créa la psychose du patriotisme ; sans réussir partout pour cela (Vendée). Et il est piquant de constater comment l'ancienne religion (par la majeure partie de son clergé) aida la religion nouvelle à faire ses premiers pas : « Nombreux, dit Aulard, furent, dans les villages, les curés patriotes qui prêchèrent la patrie nouvelle, la patrie révolutionnaire. On se demande quelquefois par où l'esprit du siècle pénétra dans l'âme fermée et obscure des paysans ignorants : la prédication chrétienne propagea le grand mouvement philanthropique que les philosophes avaient formulé, prépara la démocratie. Ces curés éclairés rendirent les paysans patriotes. » Le patriotisme est né à l'ombre des sacristies. Il a grandi avec rapidité, il est devenu la foi nouvelle, la foi dévorante qui parfois chasse l'antique foi, comme le christianisme avait remplacé dans les cœurs patens les dieux démodés ; mais qui, parfois, la complète, la coudoie, l'étaye, dans une même complicité.

Religion, il a sa forme religieuse dès ses premières manifestations vitales. On dresse des autels de la patrie dans toutes les villes, dans tous les villages. Désormais, il y a deux cultes : le culte de la patrie et le culte catholique. Frères ennemis ? Il semblerait : « Ce n'est point à l'église que se dresse l'autel, c'est sur une place de ville ou dans une prairie ». Cependant, s'il pleut, on va à l'église. Et l'assistance est tout à fait édifiée ; « Il parut à toute l'Assemblée, poursuit Aulard, que la divinité l'avait obligée, par le mauvais temps, à se former dans son temple pour y réunir son autel à celui de la patrie, et y rendre encore plus sacré le serment qui allait se prononcer ». C'est bien l'union : Christianisme-Patriotisme qui s'opère. Mariage de raison. Comme au temps où Rome faisait une place d'honneur aux dieux étrangers qu'on lui présentait, le christianisme, pour ne pas succomber, accepte le partage des âmes. « Ces deux autels ne sont pas ennemis, et les deux religions, la nouvelle et l'ancienne, gardant chacune son existence distincte dans le cœur comme dans la réalité, s'offrent au public en une attitude de concorde. » (Aulard.) Et c'est vraiment touchant cette célébration du culte nouveau par toute la clique ensoutannée (sauf une partie du haut clergé) : A Paris, la messe est célébrée sur l'autel de la patrie. A Saint-Dié, l'évêque, M. de Chaumont, participe « à la cérémonie du serment » et chante lui-même un *Te Deum*. A Sainte-Foy (Gironde), un moine récollet s'écrie : « Aujourd'hui, d'un bout de l'Empire à l'autre, l'union, la paix, l'amour de la patrie, règnent parmi les Français », etc..

Mais voici la guerre. Guerre sainte que commande le dieu nouveau : Patrie. « La patrie est en danger », formule liturgique qui va envoyer à la mort « une Jeunesse Ardente et Vigoureuse », comme porte une estampe de l'époque. Et Hérault de Séchelles déclare à l'Assemblée : « Enfin, Messieurs, il faut se pénétrer d'une réflexion décisive. C'est que la guerre que nous avons entreprise ne ressemble en rien à ces guerres communes qui ont tant de fois désolé et déchiré le globe : c'est la guerre de la liberté, de l'égalité, de la Constitution, contre une coalition de puissances d'autant plus acharnées à modifier la Constitution française qu'elles redoutent chez elles l'établissement de notre philosophie et les lumières de nos principes. Cette guerre est donc la dernière de toutes entre elles et nous... » La dernière des guerres ! Déjà ! Et le Dieu a toujours soif...

S'il faut en croire Jaurès, de véritables accès de religiosité s'emparèrent des êtres, et surtout des adolescents et des femmes. On fit tout d'ailleurs pour obtenir ce résultat. Lors des enrôlements civiques, on ne négligea rien pour frapper les imaginations : coups de canon, rappels dans les quartiers, cortèges avec enseignes et

couronnes civiques avec inscriptions, mises en scène théâtrales, amphithéâtres avec banderoles tricolores et couronnes de chêne, pièces de canon, musique, etc... « La jeunesse était électrisée ». Un officier qui amenait 78 adolescents de la section des Quatre-Nations s'écriait : « Si je n'avais consulté que les apparences, la taille de quelques-uns se serait opposée à leur admission ; mais j'ai posé ma main sur leurs cœurs et non sur leurs têtes ; ils étaient tout brillants de patriotisme ». (Jaurès.) Ne sommes-nous pas tentés, malgré tout, de penser : pauvres gosses ! N'avons-nous pas entendu, pour notre malheur, d'autres patriotes professionnels proférer de semblables affirmations ? Il n'est pas difficile, certes, de faire s'entretenir les hommes lorsqu'on a réussi à leur persuader qu'une entité métaphysique quelconque l'exige, au nom d'un soi-disant intérêt supérieur. Alors, leur vie même ne compte plus. Et ce furent les offrandes à la divinité « des dons patriotiques qui affluaient, des lettres chargées d'assignats, des bijoux, des bracelets ». Ce furent aussi des réunions de femmes dans les églises pour « travailler aux effets d'équipement, aux tentes, aux habits, à la charpie ». Jaurès les trouve admirables ces femmes qui viennent « ennobler leurs mains au service de la patrie ». Sans doute, patrie signifiait liberté, mais on se payait de mots. Économiquement, on se forgeait d'autres chaînes ; politiquement, on frayait la route à Napoléon. Car le souffle révolutionnaire était un souffle imprégné d'esprit religieux, et cela se comprend : trop longtemps les prolétaires s'étaient agenouillés devant les autels, trop longtemps ils avaient adoré, trop longtemps ils s'étaient sacrifiés, en imitation de celui qui était mort sur la croix, pour que, d'un coup, leur seule raison jugeât sainement des choses, pour qu'ils vissent, de prime abord, où était leur véritable intérêt. Les femmes se donnaient tout entières à la patrie, comme elles s'étaient données naguère au Christ-Roi. Et quand la raison abdiqua, nous ne trouvons pas cela si admirable. La grandiloquence du verbe ne nous cachera jamais la réalité de la vie. « Parfois, écrit Jaurès, un homme entraînait, un révolutionnaire du bourg ou du village, et il haranguait ces femmes, il les conviait à la constance contre les périls prochains, à l'héroïque courage. Mères, c'est la patrie qui est la grande mère, la patrie de la liberté !

« Parfois celui qui leur avait parlé d'abord familièrement, presque du seuil de l'église où l'avait appelé une clarté, gravissait à la demande des femmes, les degrés de la chaire. Et, pour aucune de ces femmes, restées pourtant presque toutes chrétiennes, il n'y avait là ironie ou profanation. Une harmonie toute naturelle s'établissait dans leur âme entre les émotions religieuses de leur enfance et de leur jeunesse, douces encore au cœur endolori, et les hautes émotions sacrées de la liberté, de la patrie, de l'avenir. Mais celles-ci étaient plus vivantes. Si le prêtre s'insurge contre la liberté, que le prêtre soit frappé ; si la religion ancienne tente d'obscurcir la foi nouvelle, la foi à l'humanité libre, que la vieille religion s'éteigne, et que la lampe mystique soit remplacée dans l'église même par la lampe du travail sacré, celui qui vêt, abrite, protège les défenseurs de la liberté et du droit. » N'est-ce pas là cet état d'hystérie collective qui pousse aux grandes aberrations ? Ne sont-ce pas des croyants ceux qui sont décidés à briser tout ce qui s'oppose au triomphe de leur foi ; ceux qui sacrifient tout ce qui, d'ordinaire, fait le bonheur des individus ? En ce temps-là, les mères offraient leurs fils à la patrie ! Ainsi Abraham sacrifiait Isaac à son dieu. Mais peut-être n'y a-t-il que les sages pour concevoir toute la monstruosité de pareilles attitudes.

Cependant, le patriotisme s'étalait partout. On le trouvait jusque sur les objets les plus inattendus. Il y

eut des « falences patriotiques hivernales », aux curieuses images. Ici, c'est un coq perché sur un canon. « Je veille pour la nation » ; et là, ce sont des drapeaux, des arbres de la liberté, des bonnets phrygiens, « le bonnet de la liberté », des instruments aratoires, des balances, « la Loi et la Justice ». Partout des inscriptions où reviennent surtout les mots : *La Liberté, la Nation, l'Agriculture, la Montagne, la Convention, la République Française* ; mais aussi : *le Père Duchêne 1792, aimons-nous tous comme frères 1793, la reproduction d'un « assignat de dix sols », et un couplet de la Carmagnole* ! Il y eut des encriers patriotiques. Celui de Camille Desmoulins portait : *Guerre aux tyrans, paix aux chaumières, unité et indivisibilité de la République*. Il y eut même des cruchons faits pour glorifier la foi de l'heure. « Vive la Liberté ! » L'abstraction « patrie » se rendait palpable pour les âmes simples jusque dans les plus infimes détails de la vie journalière. Tout le monde, pourtant, ne sacrifiait pas jusqu'au délire au snobisme du jour. Si chacun protestait, en général, de son patriotisme, il y avait pour certains « des intérêts inquiets », qu'on ménageait. Les gens pratiques (Sancho Pança n'accompagnera-t-il pas toujours Don Quichotte ?) ne s'égarèrent pas dans de vagues nuées. Il y eut des patriotismes « éclairés ». Le Tiers de Marseille écrivait, par exemple : « Nous avons l'avantage d'être Français et Marseillais. Français, l'intérêt général de la Nation excite notre zèle. Marseillais, l'intérêt de la Patrie, qui ne peut être séparé de celui du commerce, réclame notre sollicitude ». (Fournier, *Cahiers de la Sénéchaussée de Marseille*, p. 362.) Les avocats disaient aussi qu'ils étaient « Français, Marseillais et avocats ». Les maîtres perruquiers : « Nous sommes Français, nous sommes Marseillais, nous sommes perruquiers : voilà les rapports qui nous lient à l'État ». Autrement dit : Le patriotisme, c'est la bourse !

Et il fut un moment même où la « Patrie en danger » ne disait plus grand chose aux foules, parce que l'ivresse ne peut durer toujours. C'était, après le détraquement des premiers temps, le retour au bon sens et à la raison. Nous lisons dans l'*Histoire de La Réole*, par Octave Gauban : « La ville avait déjà fourni des volontaires en 1791 et ouvert une souscription en leur faveur. Le corps municipal, plus préoccupé de plaire aux habitants que de remplir les devoirs que lui imposaient les dangers de la patrie, avait été effrayé du mécontentement que soulevait cette nouvelle demande de soldats et hésitait à exécuter la loi. Le passage incessant des troupes contribua aussi à refroidir l'enthousiasme des premiers temps la municipalité recevait chaque jour de nouvelles plaintes sur le surcroît de charges que les logements militaires faisaient subir aux habitants » (P. 314-315.) Puis : « La nouvelle administration essaya de donner une impulsion plus vive aux enrôlements » (P. 316.) Et enfin : « Des appels si fréquents fatiguaient la population. On eut recours à l'émulation ou, plutôt, à la vanité patriotique. On proclama que le service de la patrie était un honneur et que les plus dignes devaient être désignés par voie d'élection. Cet honneur était accepté comme tel par quelques-uns et rejeté par le plus grand nombre comme un fardeau » (P. 317.)

LE PATRIOTISME ACTUEL. — On ne devient un fervent du patriotisme qu'après avoir subi un long travail de préparation ; et la croyance s'ancre d'autant plus profondément dans le cerveau qu'on a sucé de meilleure heure les soi-disant vérités que dispensent les prêtres. Allez dire, vous, catholique, à un musulman que sa religion est fautive et que Mahomet est un imposteur, bienheureux si vous vous en tirez avec vos deux yeux ; mais que le musulman vienne vous démontrer péremptoirement — ce qui n'est pas difficile — que Marie,

après avoir accouché de sept enfants, ne peut plus être vierge, ou que Jésus ne se dissimule pas tout entier dans une rinqure de calice, ne sentez-vous pas aussitôt la moutarde qui vous monte au nez ? Mais serait-il musulman celui qui, au lieu d'être né aux confins du désert, aurait vu le jour dans les montagnes d'Ecosse, et seriez-vous catholique si vous aviez fait vos premiers pas dans les plaines du fleuve Amour ? De même ne serait jamais devenu patriote celui qui n'aurait de sa vie entendu parler de la patrie. L'enseignement patriotique commence dans la famille même : « Le bambin sait à peine marcher qu'on lui donne pour ses étrennes des soldats en plomb, des canons, des forts en carton, un tambour, un clairon, un fusil, un sabre plus grand que lui. Quand les moyens le permettent, on l'affuble d'un costume de hussard, de dragon, avec un beau casque, une belle crinière ». (G. Hervé.) Aujourd'hui, les grands magasins vendent des mitrailleuses, des tanks. Et bébé fait : poum ! A trois ans, il tue déjà des hommes par la pensée. Et papa, maman, grand-père sourient. Mais aussi, comme il écoute les récits du temps de guerre où l'on évoque — non point tant que cela la boue, les poux, la merde, la souffrance et la mort ; c'est triste et sale, ça — mais les beaux faits d'armes, la vie en « Bochie », les rigolades et l'aventure, ma foi, presque merveilleuse !... « L'enfant entend tout cela, souvent de travers. Mais son cerveau reçoit de cette éducation familiale une ineffaçable empreinte. Avant même d'être allé à l'école, le morveux a déjà dans le sang la haine de l'étranger, la vanité nationale, l'idolâtrie du sabre, l'adoration mystique de la patrie. » (Hervé.)

Bébé a six ans. Il va à l'école. Il sait lire (si l'on veut). Il a quatre, cinq livres, et, parmi ceux-ci, l'*Histoire de France*, la criminelle *Histoire de France*, aux images suggestives, aux récits enflammés. Ici, ce sont les « enfants Gaulois qui se battent comme de petits sauvages » ; et là, Henri IV, enfant, une trique à la main, « gai et batailleur ». Partout c'est la France qui rallie le légendaire panache « sur le chemin de l'honneur et de la victoire » ; partout aussi c'est la mauvaise foi des « ennemis ». La France risque n+1 fois de disparaître (!) mais toujours le patriotisme de ses enfants la sauve du désastre.

On va leur percer le flanc
Rataplan, rataplan, tire-lire...

Chante un soldat de Napoléon. Et bébé qui vient d'écouter — avec quelle ardeur ! — le récit passionné va, pendant la récréation, se battre lui aussi « comme un petit sauvage ». Il sera Vercingétorix, il sera Bayard — seul, hein, au Garigliano ! — et Bonaparte à Arcole, et le « poilu » ! Nous avons connu un gosse qui vivait si intensément le drame qu'il brandissait un couteau ! Autrefois ne se battait-on pas à la hache ? C'est si beau de s'entr'égorgier ! Et puis, ce n'est pas si répréhensible que cela de jouer à la guerre. Duguesclin n'est-il pas devenu un « as » parce qu'enfant il flanquait des racées à ses camarades et sortait du combat les habits déchirés et le nez saignant ? De quel droit le maître voudrait-il interdire en récréation ce qui est glorifié en classe ? D'ailleurs, l'étude reprend. L'austère « morale » est là pour maintenir dans le droit chemin le petit bout d'homme qui pourrait s'égarer. Devoir envers la Patrie ! « Celui qui n'aime pas la Patrie, absolument, aveuglément, ne sera jamais que la moitié d'un homme » : *Morale et enseignement civique*, par A. Salignette (livre du maître), p. 64. « On doit à sa patrie le sacrifice de sa vie. Il n'y a pas de gloire comparable à celle du citoyen qui meurt pour son pays. Le devoir du soldat est de défendre son drapeau jusqu'à la mort. » (*La morale mise à la portée des enfants*, par O. Pavette, p. 141, etc., etc.). Mais bébé chante aussi. Ne touche-t-on pas à tous les arts, à l'école dite « primaire » ? La seule chanson que nous apprit notre premier maître — la

seule qu'il sût, vraisemblablement — s'intitulait *Le Soldat Français* :

Où t'en vas-tu, soldat de France,
Tout équipé, prêt au combat,
Plein de courage et d'espérance
Où t'en vas-tu, petit soldat ?... etc.

On la braillait encore récemment dans une école d'une grande ville.

Qui ne connaît aussi *Le clairon*, de Déroulède ?

L'air est pur, la route est large
Le clairon sonne la charge...

Et la *Marseillaise* :

Amour sacré de la Patrie...

Et l'*Hymne*, de Hugo, accommodé à nombre d'airs martiaux :

Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie...

Et tant d'autres !

« Il est piquant, écrivait, naguère, G. Hervé, dans *Leur Patrie*, de constater qu'en tous pays la religion patriotique est introduite dans les cerveaux et dans les nerfs par les mêmes procédés que les religions proprement dites. L'une comme l'autre prend l'enfant dès le jeune âge, avant que son esprit critique n'ait commencé à se former ; les chansons patriotiques remplacent les cantiques ; les manuels d'histoire et d'instruction civique remplacent la bible et le catéchisme ; au lieu de chasubles éblouissantes d'or et de pierreries du prêtre, ce sont les costumes criards, tapageurs des soldats et des officiers, un mélange carnavalesque de bleu, de rouge, de vert, de doré, de plumes de coq, de plumes d'autruche ; les chapelets et les autres mômeries catholiques sont remplacés par les exercices de chiens savants de la caserne, destinés eux aussi à étouffer toute initiative et toute réflexion ; ce n'est plus la musique troublante de l'orgue, c'est le bruit énervant des tambours, des trompettes, des musiques guerrières ; en guise de processions, des revues, des parades, des alignements ; tirés au cordeau, des défilés à grand orchestre, où l'on voit 50.000 marionnettes humaines lever la patte en cadence au commandement. Pas une fête publique, ni en Allemagne, ni en France, qui ne soit accompagnée d'une exhibition solennelle de soldats sous les armes. Chaque 14 juillet, en l'honneur des grands ancêtres qui ont pris la Bastille, l'armée française est exhibée sur les places publiques de toutes les villes de garnison. Des centaines de milliers de citoyens se lèvent de bon matin, pour aller voir griller sous le soleil, en costume carnavalesque, le guignol national. Et là, tous, ils poussent des braves frénétiques quand ils voient défiler, au milieu de nuages de poussière, des lignes interminables d'hommes, de chevaux, de canons, une masse formidable de viande de boucherie et d'instruments d'abattoir. Et quand passe devant eux, au bout d'un bâton, le morceau d'étoffe qui est l'emblème sacré de la patrie, un frisson religieux court dans leurs nerfs et ils se découvrent dévotement devant l'icône, comme leurs pères se découvraient devant le Saint Sacrement. Arrivé à ce degré de déformation intellectuelle, le patriote est bête à tuer : il est à point pour l'abattoir. »

L'enfant a grandi. Après les « pratronages », les sociétés de boys-scout ou de préparation militaire qui se sont disputé son adolescence, la caserne le prend à vingt ans. Viens la guerre, il n'a qu'un cri : « A Berlin ! » (de l'autre côté du Rhin : « Nach Paris ! ») Ou bien, il s'en va sauver la France en crevant sur une terre lointaine. Il faut bien porter la civilisation aux noirs ou aux jaunes en les exterminant. Car l'heure des sacrifices sanglants a sonné. Le Patriotisme demande maintenant l'immolation de ses fidèles. Le pau-

vre croyant se tourne vers ses saints pour leur demander courage et réconfort. Il revoit Jeanne d'Arc « la bonne Lorraine », c'est-à-dire l'Allemande (car à cette époque la Lorraine était de vassalité allemande. (Paraf-Javal). C'est l'Ange, c'est Dieu qui lui téléphone, c'est sa mission... Toutes les fadaïses ! Parfois, pourtant, sous l'empire de la souffrance les yeux se dessillent, le voile tombe. Trop tard ! Il n'y a plus qu'une seule chose qui pousse encore cette loque à obéir : la peur. Mais le dieu farouche est là qui le guette, et, au moindre mouvement de rébellion, se jette sur sa proie. Mourir pour la patrie ! Ah ! comme Dorgelès en a dépeint toute l'horreur ! La page vaut la peine qu'on la reproduise ici :

« Non, c'est affreux, la musique ne devrait pas jouer ça... »

« L'homme s'est effondré en tas, retenu au poteau par ses poings liés. Le mouchoir, en bandeau, lui fait comme une couronne. Lâvide, l'aumônier dit une prière, les yeux fermés pour ne plus voir. Jamais, même aux pires heures, on n'a senti la Mort présente comme aujourd'hui. On la devine, on la flaire, comme un chien qui va hurler. C'est un soldat, ce tas bleu ? Il doit être encore chaud. »

« Oh ! Etre obligé de voir ça, et garder pour toujours, dans sa mémoire, son cri de bête, ce cri atroce où l'on sentait la peur, l'horreur, la prière, tout ce que peut hurler un homme qui brusquement voit la mort là, devant lui. La Mort : un pieu de bois et huit hommes blêmes, l'arme au pied. Ce long cri s'est enfoncé dans notre cœur à tous, comme un clou. Et soudain, dans ce rôle affreux, qu'écoutait tout un régiment horrifié, on a compris des mots, une supplication d'agonie : « Demandez pardon pour moi... Demandez pardon au colonel... ». Il s'est jeté par terre, pour mourir moins vite, et on l'a traîné au poteau par les bras, inerte, hurlant. Jusqu'au bout il a crié. On entendait : « Mes petits enfants... Mon colonel... ». Son sanglot déchirait ce silence d'épouvante et les soldats tremblants n'avaient plus qu'une idée : « Oh ! vite... vite... que ça finisse. Qu'on tire, qu'on ne l'entende plus... ».

« Le craquement tragique d'une salvo. Un autre coup de feu, tout seul, le coup de grâce. C'était fini... Il a fallu défilier devant son cadavre, après. La musique s'était mise à jouer *Mourir pour la patrie*, et les compagnies déboîtaient l'une après l'autre, le pas muet. Berthier serrait les dents pour qu'on ne voie pas sa mâchoire trembler. Quand il a commandé : « En avant ! », Vieublé, qui pleurait, à grands coups de poitrine, comme un gosse, a quitté les rangs en jetant son fusil, puis il est tombé, pris d'une crise de nerfs. En passant devant le poteau, on détournait la tête. Nous n'osions pas même nous regarder l'un l'autre, blafards, les yeux creux, comme si nous venions de faire un mauvais coup. Voilà la porcherie où il a passé sa dernière nuit, si basse qu'il ne pouvait s'y tenir qu'à genoux. Il a dû entendre sur la route le pas cadencé des compagnies descendant à la prise d'armes. Aura-t-il compris ? C'est devant la salle de bal du Café de la Poste qu'on l'a jugé hier soir. Il y avait encore les branches de sapin de notre dernier concert, les guirlandes tricolores en papier et, sur l'estrade, la grande pancarte peinte par les musicos : « Ne pas s'en faire et laisser dire ». Un petit caporal, nommé d'office, l'a défendu, gêné, piteux. Tout seul sur cette scène, les bras ballants, on aurait dit qu'il allait « en chanter une », et le commissaire du gouvernement a ri derrière sa main gantée.

« — Tu sais ce qu'il avait fait ? »

« — L'autre nuit, après l'attaque, on l'a désigné de patrouille. Comme il avait déjà marché la veille, il a refusé. Voilà... »

« — Tu le connaissais ? »

« — Oui, c'était un gars de Cotteville. Il avait deux gosses. »

« Deux gosses, grands comme son poteau... »

Mais rien n'y fait... Ou plutôt, l'évolution est tellement lente que le patriotisme a toujours la faveur des foules. Cela tient à deux causes principales : 1° La sottise ; 2° l'action des prêtres.

Que dire de la sottise, sinon qu'elle est immense. Sous le choc des rudes expériences on pourrait croire parfois que c'en est fait des errements du passé ; mais non, l'homme a une cervelle de mouton. Se souvient-il qu'on le tond périodiquement et sait-il que le boucher attend qu'il soit assez gras pour l'égorger ? « Eh ! les hommes font-ils des expériences ? Ils sont faits comme les oiseaux, qui se laissent toujours prendre dans les mêmes filets où l'on a déjà pris cent mille oiseaux de leur espèce. Il n'y a personne qui n'entre tout neuf dans la vie, et les sottises des pères sont perdues pour les enfants. » (Fontenelle, *Dialogue des morts*.) Est-ce que, comme avant la dernière guerre, nous ne trouvons pas des masses de jeunes gens enrôlés sous les drapeaux du nationalisme ? Est-ce que même d'anciens combattants ne sont pas groupés dans des associations bien pensantes, prêts à « remettre ça », s'il le faut ? Et parmi les ligues dites « pacifistes » combien en est-il qui n'envoieront pas leurs adhérents à la frontière, lorsque la patrie sera encore en danger ? En bas, il y a de vagues aspirations à la paix, mais il y a surtout la résignation du troupeau :

Ton fils, le soldat, est mort pour la France !

Ta pauvre âme en deuil clame sa souffrance,

Pourquoi donc là-bas, l'ont-ils abattu ?...

Mais, tu dis pourtant, toi malheureux père...

Qu'il faut des soldats, pour faire la guerre.

Alors ! dis, gros Jean, pourquoi te plains-tu ?

(F. Mouret, *Gros Jean pourquoi te plains-tu ?*)

Ah ! si l'on n'avait la certitude que, suivant la grande loi de l'évolution, le patriotisme est appelé à rejoindre dans la mort les vieilles religions disparues, si l'on se fiait seulement aux apparences, combien aurions-nous de raisons de désespérer !

Mais vous, les mamans, vous les femmes,

Ces morts, vos pauvres bien-aimés,

Vous les avez laissé mourir,

Vous les avez laissé partir,

Vous l'aimiez donc bien, la Patrie !

s'écrie Marcel Martinet avec son grand cœur de poète désabusé. Et cependant de ci, de là, il est des actes qui nous interdisent le découragement. Il y a eu les femmes italiennes, naguère, qui se sont couchées sur les rails pour empêcher le départ de leurs enfants ; il y a l'obstacle de conscience qui se refuse à tuer.

Quant aux prêtres, ils sont légion. Prostinués à l'argent, ils pontifient en temps de paix pour les générations nouvelles qui ignorent, et en temps de guerre pour les générations sacrifiées qui meurent. Certes, il est parmi eux des hommes sans foi — signe des temps — qui pèchent souvent par omission. Un instituteur nous déclarait récemment : « J'ai honte chaque fois que je parle de la patrie ». Et combien parmi ses collègues savent rester objectifs, suivant, d'ailleurs, en cela, le conseil de leur grand maître J. Ferry : « Vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacrée qui est la conscience de l'enfant ». Mais aussi combien de comédiens n'avons-nous pas connus, depuis le chansonnier populaire jusqu'au Président de la République ! Citons deux de ces miriflons, pour avoir une idée de leur genre. Nous allons donc nous abaisser jusqu'à Botrel ; il est le maître incontesté de la chanson célébrant la guerre fraîche et joyeuse. Pour qu'un peuple se soit avili jusqu'à admi-

rer ses productions (!) il faut qu'il soit descendu bien bas. Prenons dans le tas (avec des pincettes). C'est *Rosalie* « chanson à la gloire de la terrible petite bafonnette française » dit le sous-titre :

Sois sans peur et sans reproche,
Et du sang impur des boches
Verse à boire !
Abreuve encore nos sillons.
Buvons donc !

Et encore, dans *La petite Mimi* :

Quand ell' chante à sa manière :
Ta ta ta, ta ta ta... ta... ta... ta... tère
Ah ! que son refrain m'enchanté !
Je l'appell' la Glorieuse,
Ma p'tit' Mimi, ma p'tit' Mimi, ma mitrailleuse.
Rosalie me fait les doux yeux,
Mais c'est ell' que j'aim' le mieux !

REFRAINS

Quand les Boches,
Nous approchent,
Après un bon « démarrage »,
Nous commençons l'« fauchage »,
Comms' des mosches
Je vous couche
Tous les soldats du Kaiser,
Le nez dans vos fils de fer
Qu les quatre fers en l'air !

Pardon. Arrêtons-nous pour éviter la nausée, et passons au genre sublime avec l'ineffable feu Paul Deschanel. Celui-ci opérât à la Chambre. On a réuni ses discours dans un opuscule intitulé : *Les commandements de la Patrie*. Et voici quelques perles :

— « Jamais la France ne fut plus grande, jamais l'humanité ne monta plus haut ».

— « ...saintes femmes, versant aux blessures leur tendresse, mères stoïques ; enfants sublimes, martyrs de dévouement ; et tout ce peuple impassible sous la tempête, brûlant de la même foi : vit-on jamais en aucun temps, en aucun pays, plus magnifique éclosion de vertus ? »

— « Ah ! c'est que la France ne défend pas seulement sa terre, ses foyers, les tombeaux de ses aïeux, les souvenirs sacrés, les œuvres idéales de l'art et de la foi, et tout ce que son génie répand de grâce, de justice et de beauté, elle défend autre chose encore : le respect des traités. »

— « Et voici que l'Angleterre, visée au cœur, affronte les nécessités nouvelles de son destin et, avec le Canada, l'Australie et les Indes, poursuit à nos côtés, dans le plus vaste drame de l'histoire, sa glorieuse mission civilisatrice. » (Séance du 22 décembre 1914).

— « Chacun de ses soldats, devant les fils de fer sanglants, redit le mot de Jeanne : « Vous pouvez m'enchaîner, vous n'enchaînerez pas la fortune de la France ». Et du fond de la tranchée fangeuse, il touche le sommet de la grandeur humaine. »

— « Il serait scélérat d'ôter par une parole, par un geste, la moindre parcelle de foi à ceux qui se battent avec un invincible courage. » (Séance du 5 août 1915).

Dans un discours à l'Institut, il disait aussi, le 25 octobre 1916 :

— « Les héros qui affrontent la mort savent qu'avant de s'éteindre, leur vie, flamme brève, en allume une autre, immortelle. »

— « Oui, cette sublime jeunesse va à la mort comme à une vie plus haute. »

Et à côté de ces pitres de l'estrade ou de la tribune, que d'autres sous-produits chauffant l'opinion dans la

presse vénales, journellement, avec une constance d'autant plus rigoureuse qu'ils sont mieux rétribués ! Que n'en a-t-on lu des phrases dans le genre de celles-ci :

« La jeunesse sent obscurément qu'elle verra de grandes choses, que de grandes choses se feront par elle. Et son optimisme patriotique, sa confiance, elle l'a imposée à tous, avec une force invincible. Bien plus, elle a réagi sur ceux-là même qu'avait séduits, jadis, l'illusion humanitaire. Avoir redonné à ses aînés le sens des réalités françaises, c'est ce qu'on pourrait appeler le miracle de la jeunesse. » (H. Massis et A. de Tarde, *Le Matin*, 23 janvier 1913.)

Où encore :

« Nous ne pouvions passer sous les yeux immobiles de cette chère figure muette et voilée (la statue de Strasbourg, place de la Concorde), sans ressentir au fond de nous-mêmes une secrète humiliation de notre défaite et comme un remords persistant de notre inaction. » (Poincaré, 17 novembre 1918).

Mais ici, rien ne nous étonne de l'homme qui se complait « dans la jolie symétrie française de ces tombes dans le réveil de ce pays si longtemps opprimé. » (11 mai 1915).

Où le cynisme des prêtres s'étale dans ce qu'il a de plus abject, c'est lorsqu'ils utilisent les morts au service de leur religion. Et avec quel art ils opèrent ! D'ailleurs, pas de danger : ils sont si sages, les disparus ! « Ils ne réclament rien, pas même la gloire qu'on leur octroie si généreusement. Pas un seul ne se plaint. Ils approuvent et sanctionnent invariablement, par leur silence forcé, la cause même de leur destruction avec une unanimité aussi absolue que compréhensible. Aussi il faut voir comme on use et abuse de leur mutisme pour leur faire dire et redire ce qu'on veut. » (Lux).

Que ne feraient-ils pas, que ne diraient-ils pas, en effet, ces morts si heureux, si serviables, si intéressés au sort des vivants ! Ce serait à mourir de rire si ce n'était si bête. Voyez plutôt :

« J'imagine que des profondeurs de l'immortalité ceux qui, jadis, ont triomphé à Tolbiac, à Bouvines, à Rocroi, à Denain, à Valmy, de notre perpétuel ennemi, ceux mêmes qui, dans les temps plus anciens, à Marathon, aux Thermopyles, à Salamine, à Platées, ont lutté aussi pour la liberté et la civilisation contre la lourde et tyrannique barbarie, jettent à pleines mains des lauriers sur les héros qui ont combattu aux rives de la Marne comme sur ceux qui, avec une endurance et une abnégation sublimes, ont défendu Verdun. » (Discours à la Distribution des prix du collège de Vitry-le-François, 13 juillet 1916, Jovy).

Et Deschanel :

— « Mais non ! La France n'oubliera plus, elle ne peut plus oublier ; à l'appel héroïque, ses morts se sont levés, ils sont debout, ils la regardent. »

Et c'est le culte de la charogne : « Partout, dit Lux, les « morts glorieux » sont exposés et balladés triomphalement dans les rues sur un char militaire pavoisé de drapeaux, avec un goût dont la grossièreté n'exclut pas le ridicule. On inaugure en leur honneur des monuments hideux. Et les cérémonies macabres, ayant la douleur vaniteuse des familles comme complice, la curiosité des badauds comme cortège, sanctifient, sous la présidence des assassins officiels, le grand crime de la guerre et proclament, en même temps, la gloire de la victime avec celle des bourreaux. »

L'Arc de Triomphe est devenu le grand Temple du patriotisme, la Kasba des pèlerins. « Comme si ce n'était pas assez, on a corsé le spectacle : « La Flamme du Souvenir » s'est allumée pour remémorer éternellement le triomphe du crime uni à la sottise. « L'appel des

morts » a retenti ironiquement et vainement dans le grand silence du néant. Aucun n'a répondu : Présent ! » (Lux).

Mais ils ont parlé, ces morts, par la voix de leur poète, Marc de Larreguy de Civrieux, qui les a suivis « dans le doux nirvana de leur suprême pose ! » et voici ce qu'ils disent :

Taisez-vous... Prenez garde à eux... Laissez-les seuls,

Roulés dans leurs toiles de tente...

Ou bien craignez, craignez que les Morts ne vous hantent
D'hallucinants remords et de folle épouvante,

Si vous touchez à leurs lincoûls !

(*La muse de sang*).

Enfin, on peut considérer encore comme prêtres de la patrie tous ceux qui entretiennent cette mentalité collective qui pousse les individus vers le troupeau discipliné : chefs de partis ou de groupes, Moïses du Nationalisme ou du Socialisme. Nous avons vu avec quelle chaleur Jaurès parlait des femmes patriotes de 1793. Et nous sommes tout à fait de l'avis de Colomer qui écrivait, avant sa conversion au bolchevisme : « En apprenant aux jeunes hommes à se discipliner aux règles d'un Parti socialiste qui n'oubliait pas d'être français, Jean Jaurès faisait la même besogne que Ferdinand Brunetière en leur enseignant de suivre les dures leçons d'obéissance de la hiérarchique Eglise et que Maurice Barrès en les incitant à la gymnastique morale du bon patriote. A l'heure du danger, les apparentes raisons s'oublient, les fantômes d'idées s'évanouissent, mais ce qui reste chez tous identique, c'est l'habitude de la discipline, le mouvement mécanique du tassement et du rangement pour une action collective ; c'est l'oubli de la conscience individuelle, le souvenir des gestes qui font marcher en ordre pour obéir à la loi. » (*A nous deux, Patrie*).

Combien de prolétaires oublient qu' « Il n'est pas de sauveur suprême ». Drieu La Rochelle proclame : « Je ne répondrai à aucune mobilisation, ni celle des patries, ni celle des partis. » Voilà l'homme tel qu'il doit être. Que l'être s'appartienne d'abord. Qu'il soit lui-même en toute chose, il répudiera toutes les religions, et parmi celles-ci, la plus sanguinaire de toutes à l'heure présente ; le patriotisme.

II. — PATRIOTE. — *Evolution du mot.* — Patriote, du grec *patriotês*, qui voulait dire : compatriote ; au sens primitif il désignait donc : celui qui est du même pays. L'équivalent serait, aujourd'hui, dans le langage familier : pays, payse. « Le Breton (Hume), homme actif, hant, intrigant, au milieu de son pays, de ses amis, de ses parents, de ses patrons, de ses patriotes. » J.-J. Rousseau (Lettre à Guy, 2 août 1776). Puis le mot signifie : celui qui aime sa patrie, qui se dévoue à ses compatriotes. « Vauban..., ce véritable grand homme pour qui le duc de Saint-Simon, cet âpre censeur, inventa et à si juste titre, le mot de patriote. » Raudot, *Mes oisivetés*, p. 1, Paris 1863. « Patriote, comme il l'était (Vauban), il avait été toute sa vie touché de la misère du peuple et de toutes les vexations qu'il souffrait. » (Saint Simon). L'Académie ne donne ce mot pour la première fois que dans son édition de 1762. (Littré).

Avec la Révolution, un sens nouveau est donné à ce mot : Est patriote celui qui veut organiser la patrie par la liberté. Patriote devient synonyme de révolutionnaire ; il a pour antonyme : aristocrate. « Le titre de patriote s'applique à celui qui est l'ennemi des distinctions de castes et de privilèges. » (La Châtre). On comprend ainsi la phrase du Prince de Ligne : « Patriote, mot honorable qui commence à devenir odieux. » (Lettre à Joseph II). Le patriote avait pour ennemis, à cette époque, les nobles, le clergé, les chouans. Patriotes étaient les soldats de la République. « Les patriotes

des Sables-d'Olonne écrivent, en mars 1791, aux Jacobins de Paris qu'ils sont débordés, qu'ils ne peuvent tenir tête aux forces de contre-révolution et de fanatisme. » (Jaurès). Mus par les idées des encyclopédistes, ils « vont de village en village opposer la pensée de la Révolution à la propagande cléricale. » Cela ne se fait pas sans heurts et lorsqu'il y a massacre de patriote (à Montauban, le 10 mai 1790), le prêtre bénit le carnage, l'épée d'une main, la croix de l'autre. Estampe du musée Carnavalet. Les patriotes se vengent tantôt par les armes, tantôt par la caricature. Une autre estampe représente : le *dégraissage patriote*. Le patriote, debout devant un treuil, serre de plusieurs tours de vis un prêtre qui, de gras qu'il était, devient maigre à l'extrême. Deux autres prêtres qui viennent de subir le dégraissage, s'en vont, un tantinet ahuris. Et deux aides maintiennent devant la machine un ecclésiastique gras à lard, un peu effrayé du sort qui l'attend. La légende porte : « Patience, monseigneur, votre tour viendra. » Des patriotes de cette venue eussent, quelques années auparavant, senti le fagot. Patriotes aussi ceux qui se battaient aux frontières, contre les émigrés et leurs alliés. Patriotes ceux de l'intérieur qui organisaient la révolution et dont les plus ardents étaient Robespierre et Marat. Patriotes tous les « extrémistes » d'alors, genre Hébert, qui s'écriait aux Jacobins, le 21 juillet 1792 : « S'il faut un successeur à Marat, s'il faut une seconde victime, elle est toute prête et bien résignée : c'est moi ! Pourvu que j'emporte au tombeau la certitude d'avoir sauvé ma patrie, je suis trop heureux ! Mais plus de nobles ! plus de nobles ! les nobles nous assassinent. »

Et le mot continue son évolution. Sous Louis-Philippe, les républicains seuls se disent patriotes ; mais bientôt, au fur et à mesure que se développe et grandit la bourgeoisie, bonapartistes, légitimistes, descendants d'émigrés ou petit-fils de « sans-culottes », tout le monde devient « patriote ». On ne donne plus à ce mot le sens de compatriote, on oublie sa synonymie avec révolutionnaire ; on lui octroie sa nouvelle signification : dévôt de la Patrie. De sorte qu'on assiste au renversement des rôles : les défenseurs des principes de 1789 ne se disent plus que bien mollement « patriotes » ; les révolutionnaires sont devenus nettement antipatriotes (du moins en paroles), et les plus farouches patriotes se réclament justement des idées et des formes de gouvernement que la Révolution a combattues !

Pour nous, résumant tout ce que nous avons dit jusque-là, notre définition sera : la Patrie est la divinité ; le patriotisme est la religion de la Patrie ; le patriote est le fidèle du patriotisme.

Le monstre. — Comment doit se comporter le bon patriote ? Que doit-il penser ? Que doit-il faire ? Autant de questions insolubles si le patriote-type n'avait été établi depuis les origines, gabarit sur lequel chacun se modèlera ; de même qu'il existe — idéalement — le parfait chrétien, le parfait musulman, le parfait bouddhiste, etc., pour croyants des autres religions. Le vulgaire, ayant la perfection devant les yeux, fera comme le génie ; il tâchera d'égaler le paon.

En France, on peut considérer Corneille comme le créateur de génie de ce monstre-type qu'on nomme : le patriote. Corneille, nourri d'antiquité (l'Antiquité, toujours !), planant dans les sphères éthérées de l'Inaccessible, en matière de psychologie, a créé des personnages dominés par l'abstraction : *Dévoir*. Pour ceux de *Polyeucte*, Dieu seul compte ; pour ceux d'*Horace*, c'est la Patrie. Ces types sont dits « Cornéliens ». Le patriote sera donc cornélien, c'est-à-dire qu'il n'aura d'humain que sa forme extérieure. Un court examen d'*Horace* nous donnera les traits essentiels du bon patriote. On connaît le sujet de la tragédie : Albe et Rome sont en guerre. Rome confie son sort à Horace et

ses frères ; et Albe à Curiace et ses frères. Mais Sabine, sœur de Curiace est femme d'Horace ; et Camille, sœur d'Horace est la fiancée de Curiace. Le vieil Horace va démêler cet imbroglio, car il est le gardien de la flamme. Tous, sauf Camille, si humaine, si tendre, si femme, si « antipatriote » — malgré ses préjugés — sont des fanatiques de la patrie.

Et nous voyons que :

1° Il est glorieux de mourir pour son pays. Cela devient presque un plaisir.

Horace :

Quoi, vous me pleureriez, mourant pour mon pays !
Pour un cœur généreux ce trépas a des charmes,
La gloire qui le suit ne souffre point de larmes ;
Et je le recevrais en bénissant mon sort,
Si Rome et tout l'Etat perdaient moins à ma mort. (II-1.)

Quand on apprend à Curiace qu'il est désigné pour se battre, surpris, il dit :

Je m'estimais trop peu pour un honneur si grand. (II-2.)

Et Horace déclare à son tour :

Mourir pour le pays est un si digne sort,
Qu'on briguerait en foule une si belle mort.

2° Mourir pour la patrie, c'est l'immortalité.

Curiace :

A vos amis pourtant permettez de le craindre ;
Dans un si beau trépas, ils sont les seuls à plaindre ;
La gloire en est pour vous, et la perte pour eux ;
Il vous fait immortel, et les rend malheureux. (II-1.)

3° Le patriote doit obéir aveuglément.

Horace :

Contre qui que ce soit que mon pays m'emploie,
J'accepte aveuglément cette gloire avec joie. (II-3.)

4° Lorsque la défense de la patrie l'exige, il n'y a plus ni parenté, ni amour, ni amitié qui compte.

Curiace :

Dit-lui que l'amitié, l'alliance et l'amour
Ne pourront empêcher que les trois Curiaces
Ne servent leur pays contre les trois Horaces. (II-2.)

Cela frise la folie :

Horace :

Avec une allégresse aussi pleine et sincère
Que j'épouserai la sœur, je combattrai le frère ;
Et, pour trancher enfin ces discours superflus,
Albe vous a nommé, je ne vous connais plus. (II-3.)

Dans les recommandations à sa sœur Camille, Horace dit :

— S'il est tué par son futur beau-frère :

Ne le recevez point en meurtrier d'un frère.

— Et s'il tue :

Ne me reprochez point la mort de votre amant.

Comme consolation :

Querelles ciel et terre, et maudissez le sort. (II-4.)

Voilà, c'est simple.

Et Curiace ne prend pas de gants pour éloigner Camille :

Avant que d'être à vous, je suis à mon pays. (II-5.)

La patriote Sabine poussant son mari et son frère à s'entrefermer, envisageant un recul — impossible — dit :

Si ce malheur illustre ébranlait l'un de vous,
Je le désavouerais pour frère ou pour époux.

Et plus loin :

Enfin, je veux vous faire ennemis légitimes. (II-6.)

Ce qui est évidemment très gentil.

Au troisième acte, elle attend l'inévitable avec une tranquillité de future veuve joyeuse :

La mort qui les menace est une mort si belle,

Qu'il en faut sans frayeur attendre la nouvelle (III-1.)

Enfin, pour qu'on ne l'ignore pas, Horace, après avoir tué sa sœur, répète la formule du patriotisme triomphant :

Qui maudit son pays renonce à sa famille. (IV-6.)

L'amour au-dessus de la Patrie, quelle hérésie ! Horace, assassin de son beau-frère, reproche à sa sœur de penser encore à Curiace :

D'un ennemi public, dont je reviens vainqueur,

Le nom est dans ta bouche et l'amour dans ton cœur ! (IV-5.)

Et, pour la punir, il la tue. Les patriotes sont gens curieux qui ne parlent qu'amour, honneur, devoir, mais le crime est leur suprême ressource.

Le plus hideux personnage est certainement le vieil Horace. Il bénéficie d'ailleurs du privilège de tous ces vieillards — trop décrépits pour payer de leur personne — qui font bon marché de la peau des autres :

a) Il pousse ses fils au combat :

Ne pensez qu'aux devoirs que vos pays demandent. (II-8.)

b) Il menace :

Si par quelque faiblesse, ils l'avaient mendie (la pitié)
Si leur haute vertu ne l'eût répudiée,
Ma main bientôt sur eux m'eût vengé hautement
De l'affront que m'eût fait ce mol consentement. (III-5.)

Il eût trouvé alors assez de force pour tuer ses fils ; quant à se battre lui-même contre ses ennemis, vous ne le voudriez pas ?

c) Il est fier et heureux de la mort de ses deux fils et regrette seulement que le troisième ait échappé.

O d'un triste combat, effet vraiment funeste !
Rome est sujette d'Albe ! et, pour l'en garantir,
Il n'a pas employé jusqu'au dernier coup ! (III-6.)

Plus loin, il dit encore :

Deux jouissent d'un sort dont leur père est jaloux.

Il ne tenait qu'à lui, certes, de les suivre ; mais il préfère vivre. Ce n'est d'ailleurs pas le chagrin qui le tuera. Sans une larme, il se console en disant :

La gloire de leur mort m'a payé de leur perte. (III-6.)

d) Il souhaite la mort de ce troisième fils lorsqu'il se figure qu'il s'est enfui :

Et nos soldats trahis ne l'ont point achevé ! (III-6.)

Et c'est là qu'il dit le fameux :

Qu'il mourût !

« Ce trait du plus grand sublime. » (Voltaire.)

Sublime comme effet théâtral, sans doute, mais qui révèle une mentalité abjecte.

e) Il deviendra criminel :

Il est de tout son sang comptable à sa patrie ;
Chaque goutte épargnée à sa gloire fêtrée ;
Chaque instant de sa vie, après ce lâche tour,
Met d'autant plus sa honte avec la sienne au jour.
J'en romprai bien le cours... (III-6.)

Et encore :

.....ces mains, ces propres mains
Laveront dans son sang la honte des Romains.

f) Son plus grand bonheur est lorsqu'il apprend que son fils a tué son gendre :

Et je me tiens déjà trop payé...

Du service d'un fils, et du sang des deux autres. (IV-2.)

g) Il est mufle, goujat : A sa fille qui vient de perdre son fiancé, il ne trouve à dire, comme paroles de consolation, que ces mots :

En la mort d'un amant vous ne perdez qu'un homme

Dont la perte est aisée à réparer dans Rome. (IV-3.)

h) Il est dénaturé : Lorsque Camille, après avoir maudit Rome, succombe sous les coups de son frère, le vieux s'écrie :

Je ne plains point Camille, elle était criminelle. (V-1.)

5° Il est criminel d'aimer les ennemis.

Le vieil Horace :

Aimer nos ennemis avec idolâtre,

De rage en leur trépas maudire la patrie,

Souhaiter à l'État un malheur infini,

C'est ce qu'on nomme crime et ce qu'il a puni. (V-3.)

Et le jeune :

Ainsi reçoive un châtiment soudain

Quiconque ose pleurer un ennemi romain !

6° Il est bienséant de glorifier les morts.

Le vieil Horace :

Ils sont morts, mais pour Albe, et s'en tiennent heureux.

(V-3.)

Et on ne doit pas les pleurer :

Horace :

Rome n'en veut point voir (de pleurs), après de tels exploits

Et nos deux frères morts dans le malheur des armes

Sont trop payés de sang pour exiger des larmes.

Quand la perte est vengée, on n'a plus rien perdu (IV-5.)

7° Le rêve du patriote est l'impérialisme.

Le vieil Horace :

Un jour, un jour viendra que par toute la terre

Rome se fera craindre à l'égal du tonnerre (III-5.)

La voix de la raison, du bon sens et du cœur parle par le seul truchement de Camille. Ah ! comme nous souffrons avec elle, la douloureuse amante !

Pourquoi suis-je Romaine ? Ou que n'es-tu Romain ? (I-4.)

Elle est la révoltée qui maudit.

...ces cruels tyrans

Qu'un astre injurieux nous donne pour parents. (IV-4.)

Elle est la révoltée que la folie patriotique n'aveugle pas :

Se plaindre est une honte, et soupirer un crime :

Leur brutale vertu veut qu'on s'estime heureux,

Et, si l'on n'est barbare, on n'est point généreux. (IV-4.)

Elle est la révoltée qui souhaite la destruction de Rome, l'anéantissement de la patrie, la fin du dernier patriote :

Voir le dernier Romain à son dernier soupir,

Moi seule en être cause et mourir de plaisir. (IV-5.)

c) Conclusion.

Nous aussi, souhaitons l'anéantissement de cette école : la Patrie. Nous aussi renions le monstrueux patriotisme, goule assoiffée de sang. Nous aussi considérons le patriote comme un barbare, d'autant plus dangereux qu'il veut nous faire partager sa passion, nous imposer sa loi. « Il est triste que souvent, pour être bon patriote, on soit l'ennemi du genre humain »,

écrivait Voltaire. Pour être l'ami du genre humain, pour vouloir son émancipation totale, il faut, en effet, cesser d'être patriote ; il faut aller vers l'idéal libéral, vers la fin des États et des Patries, vers l'Internationale. — Charles Boussisior.

BIBLIOGRAPHIE. — Fustel de Coulanges : *La cité antique*. — A. Hamon : *Patrie et internationalisme*. — Paul Reboux : *Les drapeaux*. — A. Aulard : *Le patriotisme français de la Renaissance à la Révolution*. — C.-A. Laisant : *La barbarie moderne*. — G. Hervé : *Leur patrie*. — R. Bazin : *Questions littéraires et sociales*. — Voltaire : *Dictionnaire philosophique*. — Rhillon : *De Brécy à la Rhur*. — G. Darien : *La belle France*. — Ch. Albert : *Patrie, guerre et caserne*. — A. Naquet : *L'humanité et la Patrie*. — J. Jaurès : *Histoire socialiste de la Révolution Française*. — A. Colomer : *A nous deux, patrie*. — O. Gaubert : *Histoire de la Réole*. — Paraf-Javal : *La légende détruite*. — R. Dorgelès : *Les croix de bois*. — P. Deschanel : *Les commandements de la patrie*. — Ermenonville : *Pour voir clair*. — Jovy : *Quelques motifs de foi dans la patrie*. — Marc de Larreguy de Civioux : *La muse de sang*. — Lux : *Les morts glorieux*. — Drieu La Rochelle : *L'Europe contre les Patries*. — M. Martinet : *Les Temps maudits*. — Th. Botrel : *Chansons de batailles et de victoire*. — Corneille : *Horace*, etc., etc.

PATRONAGE, n. m. Protection exercée par un patron, dit le *Larousse*, sans autre commentaire sur cette signification.

Peut-être, cette façon de protéger existait-elle au temps du Compagnonnage lorsque le patron, le maître, s'engageait formellement à diriger un apprenti dans la meilleure voie pour bien apprendre son métier, en le surveillant, en le conseillant ou en le confiant à un bon compagnon. Ce genre de patronage s'exerce encore chez certains artisans, dans certaines corporations, chez un patron, travaillant lui-même avec quelques compagnons et pouvant ainsi former, près de lui, de bons ouvriers. Mais ce système tend à disparaître du fait de l'extension formidable de l'industrie qui, par l'extrême division du travail, conduit à une spécialisation de plus en plus exclusive. Le producteur qui travaille de nos jours dans une usine, atelier, manufacture ou chantier, appartenant à une société industrielle, ignore totalement le nombre, la qualité, la situation sociale et jusqu'au nom et à la résidence des actionnaires dont il est le salarié. Dès lors, quelle relation, entre ce travailleur et ses patrons anonymes ? Par la standardisation du travail, par l'application rigoureuse du système Taylor, par la mise en pratique du travail à la chaîne, on arrive à produire en quantité au détriment de la qualité. L'ouvrier, de plus en plus associé à l'appareil mécanique, dont il n'est plus qu'un rouage en chair et en os, se désintéresse totalement de la besogne qu'il accomplit.

C'est sous le patronage de ces criminels saboteurs de la production que sont les industriels, qu'est disparue la conscience de l'ouvrier qualifié, ayant l'amour de son métier. L'ouvrier a fait place au manœuvre, à l'homme-outil, à l'exploité dégoûté, travaillant, désormais, comme une brute et malheureusement pensant et agissant assez souvent de même, hors du Syndicalisme.

Voilà ce qu'on peut dire du Patronage dans le sens de protection de l'ouvrier par le patron.

Patronage a un autre sens encore. Il signifie le personnage influent sous la direction ou sous la protection de qui l'on est admis dans un Asile, ou dans un Refuge où au nom duquel un sans-travail, un besogneux se présente très humblement sur un chantier ou dans un atelier, sollicitant la grâce d'y être largement exploité.

Sous le couvert de la charité privée, presque toujours des établissements religieux prétendent porter secours

aux malheureux faisant appel à leur Patronage. A ce propos, le Larousse dit, « Patronage : Nom donné à des associations de bienfaisance qui ont pour objet de venir en aide à l'individu pauvre, abandonné ou frappé d'une condamnation, de lui donner un appui et de lui constituer comme une nouvelle famille ». Mais on ne dit pas quelles formalités doit remplir, quels certificats doit montrer, quelles preuves de soumission, de piété, le malheureux solliciteur doit produire avec son extrait de baptême, son livret de mariage, etc., pour être admis. Enfin, ces patronages, dont les institutions charitables seraient admirables si elles s'inspiraient du véritable amour du prochain, de l'esprit évangélique, ne sont trop souvent rien autre que des exploitations hypocrites du pauvre. On y abrite des professionnels de la mendicité, des habitués utiles et résignés, dociles et pieux prêts à toutes les besognes, aptes à toutes les courbettes pour mériter leur séjour en ces asiles et y tenir la place des malheureux sans ressources ni recommandations, sortant de prison ou d'hôpital, mal vêtus, sans le sou, fatigués. Pourtant, l'on héberge plus ou moins mal, durant un laps de temps plus ou moins court, des vagabonds, des trimardeurs quand, à vue d'œil, on les juge aptes à des corvées rudes et répugnantes, ordinairement sans autre salaire que la pitance insuffisante et médiocre, et si peu réconfortante, que ces passagers préférèrent à ce pieux hébergement, la misère et la liberté, sur la route, avec le risque du gendarme, dans les champs, et du mouchard dans les villes où sont toujours traqués les miséreux ayant encore assez d'audace et de fierté pour se suffire hors les lois de protection sociale et les patronages d'hypocrite charité. Les gueux préférèrent encore à ces patronages d'associations de bienfaisance les gestes de solidarité des gueux, l'entraide comme elle se pratique dans certaines corporations, où la sympathie pour les trimardeurs est de tradition. Le grand air fait aimer l'Indépendance et libère le gueux, amant de la Liberté, de bien des préjugés de respect pour l'Autorité et la Propriété.

On ne peut parler du mot *Patronage* sans arriver à la signification effective que lui ont donnée les cléricaux pour dominer, par la conquête de l'enfance et de l'adolescence, dans les classes pauvres, la Famille, la Cité, la Ville et le Village, puis, la Nation. C'est d'une tactique habile, exercée par des manœuvriers adroits, dans un but unique. Il y a très longtemps que les Patronages existent en France. Les lois de laïcité n'ont pu les atteindre ou leur porter préjudice que dans certains centres industriels, où les municipalités devinrent en majorité socialistes. Au point de vue laïc, c'est seulement depuis 1894, que furent créés, par des personnalités de la libre-pensée ou appartenant à des groupements politiques d'idées avancées, des patronages laïcs qui s'opposèrent aux patronages cléricaux. Quelques personnes de bonne volonté encouragèrent cet effort contre l'envahissement de l'éténoir par le Patronage scolaire. Des subventions municipales aidèrent ce mouvement. Mais l'ennemi cléricol avait, avec les secours qu'il demandait aux fidèles dans les églises paroissiales, quêtés dans les réunions mondaines, parmi les cossus de la Réaction, des ressources plus élevées et des influences plus fortes que n'en pouvaient espérer les adversaires des curés, des évêques et de toute la monstrueuse armée noire, plus forte que jamais depuis la Grande Guerre. Elle s'abat, victorieuse, sur la France chauvine, s'appropriant à toutes les horreurs sanglantes que provoqueront dans le monde, tant qu'elles existeront, ces deux néfastes entités : Dieu et Patrie.

Une congrégation, les frères de Saint-Vincent-de-Paul, s'est organisée spécialement en vue de ces œuvres nouvelles, associations religieuses qui, sous le nom de patronages scolaires furent des sociétés de prétendue pro-

tection pour les jeunes gens des deux sexes sortant des écoles primaires. Primitivement, avant de s'avouer, les cléricaux firent croire que leur but était simplement de « suivre les élèves après l'école, afin de perfectionner, dans des cours et des conférences, leurs études après leur sortie ou du moins d'entretenir le modeste savoir qu'ils ont acquis à l'école ; de les aider à trouver des situations et surtout leur procurer des amusements sains : réunions, promenades, représentations théâtrales, gymnastique, sports ». Sans aucunement vouloir les vanter, l'on peut dire qu'ils se sont attachés à cette tâche avec zèle et persévérance, à la grande satisfaction des parents eux-mêmes qui n'avaient plus d'inquiétude à voir l'enfant absent du foyer familial, le sachant à l'abri, joyeux, content de se remuer, de se distraire avec ses camarades et avec M. l'Abbé, si aimé de tous les gosses, jouant avec eux, tous les soirs, toute la journée du jeudi et du dimanche, entre les Offices religieux. Il y avait, en plus, des secours personnels aux familles intéressantes. Pourvu que les parents s'y prêtent, il y avait des relations possibles, avantageuses avec les gens d'Eglise. Le petit garçon et la petite fille, devenaient ce qu'on les faisait au Patronage, hypocrites et pieux. Les conférences étaient socialement religieuses et parfaitement combinées pour faire du Mensonge la Vérité et persuader que les plus infâmes ennemis de la Raison étaient les vrais Amis du Peuple, c'est-à-dire, du Vrai, du Bien, du Beau !

Grâce aux encouragements gouvernementaux, après le magnifique accord de la gent cléricale avec la tourbe politicienne pour l'ignoble massacre jusqu'au bout (1914-1918) et pour le prochain, les cléricaux ont la bride sur le cou et ne se gênent plus en rien. Les Patronages de jeunes gens sont des vestibules de la Sainte-Caserne, ils sont l'antichambre de l'Ecole du Crime. Sous l'uniforme des Boy Scouts, les enfants du Peuple, ceux qui doivent donner leur sang pour la Patrie, sont entraînés, physiquement comme moralement, à la Guerre Fraîche et Joyeuse, agréable à Sabaoth, au Dieu des Armées. Voilà ce que les Patronages au sens cléricol du mot, sont en train de faire : un travail acharné, incessant pour parvenir à l'abrutissement complet du Peuple. Ils savent commencer par le commencement : par l'enfant. Pendant ce temps, dans les Loges, dans les Groupes de Libre-Pensée, on parle d'élection et l'on discute sur : *Patriotisme et Religion*. Les petits abbés des Patronages, eux, ne discutent pas, . . . ils agissent ; ils recrutent ; ils forment des soldats de l'Ordre, des soldats de Dieu, des défenseurs de l'Eglise, des protecteurs du Capital, des électeurs et des lecteurs de tout ce qui est cagot, réactionnaire ; les profiteurs de guerre, les braves et les guerriers les plus stupides ont de beaux jours en perspective : les Patronages leur préparent des admirateurs et des victimes.

Que fait-on au Patronage ? Voici :

La vie au Patronage « Nazareth ». — Octobre ramène la vie au Patronage. Bien finies les vacances, les longues vacances attristées cette année de pluies et d'orages. Les oisillons de Nazareth accourent à tire d'aile des quatre coins de France et font retentir à nouveau la cour de leur bruyant ramage. Demandez-le plutôt, si vous êtes incrédules, aux locataires des immeubles voisins !

Le jeudi 8 octobre fut vraiment la première journée de patronage sérieuse. La matinée s'écoule vite : messe de 8 heures à l'Œuvre, puis départ des catéchismes pour la messe du Saint-Esprit à la paroisse. L'après-midi, les portes du patronage s'ouvrent à une heure.

Chapelet du soir. — Chaque soir, à 6 heures, rendez-vous aux pieds de la Sainte Vierge. Nous félicitons le groupe de fidèles. Que tous les enfants de Nazareth prennent au moins un rendez-vous par semaine. Que de grâces ils obtiendront pour eux, leurs familles et leur Œuvre par cette pratique !

Cotisation annuelle. — Elle est fixée à 10 francs. Beaucoup d'écoliers se sont déjà acquittés, au début de l'année, de ce modeste tribut. Avis aux retardataires !

Tableau d'honneur. — Ont amené des nouveaux au patronage dans le courant d'octobre : Jean Bardon, Paul Chevro, Maurice Dizin, Daniel Rigal, Maurice Michaut, Henri Carbonero, André Lavaud, Guy Maullian, Robert Dupré, René Saignelongo.

Petit catéchisme : de 6 ans 1/2 à 8 ans : chaque jeudi, de 9 h. 45 à 10 h. 30 au patronage.

Chaque jeudi, de 9 h. 45 à 10 h. 30 au patronage.

Messe obligatoire au patronage le jeudi et le dimanche à 8 heures moins 10. — 1^{re} année : *Répétitions* au patronage, 7, rue Blomet, le mercredi à 16 h. 30 et le jeudi à 10 heures. *Récitation* à la paroisse, 68, rue Falguière, le jeudi à 8 h. 20.

Messe obligatoire au patronage, 7, rue Blomet, le dimanche à 8 h. moins 10. — 2^e année : *Répétitions* au patronage, 7, rue Blomet, le lundi à 16 h. 30 et le jeudi à 8 h. 30. *Récitation* à la paroisse, 68, rue Falguière, le mardi à 16 h. 20 et le jeudi à 9 h. 45. Messe obligatoire au patronage, 7, rue Blomet, le jeudi et le dimanche à 8 h. moins 10.

Catéchisme de persévérance. — Réunion au patronage le jeudi, à 14 h. 45. Messe obligatoire au patronage le jeudi et le dimanche à 8 h. moins 10.

M. l'abbé Massiot, chargé des catéchismes, recevra les parents les lundi et mercredi de 16 heures à 18 heures...

Après cela, on se rend compte des résultats à espérer d'une telle semence. — G. YVROT.

PATRONAT n. m. Pour connaître l'origine et l'évolution du patronat dans le monde occidental, il faut remonter à la famille patriarcale. En principe : « Une famille était un groupe de personnes auxquelles la religion permettait d'invoquer le même foyer et d'offrir le repas funèbre aux mêmes ancêtres » (Fustel de Coulanges). A Rome : « La famille a pour objet essentiel la perpétuité du culte héréditaire. Dans la pensée des Anciens, l'homme, seul apte à transmettre la vie, est aussi seul apte à transmettre le culte. La famille se compose donc exclusivement des personnes ayant reçu du même ancêtre, de mâle en mâle, le même sang et le même culte. Ce sont les *agnats*... La famille est gouvernée par le père, le *pater familias*, maître absolu des gens et des biens... » (G. Bloch).

La famille est une unité économique pourvoyant à ses propres besoins, elle est aussi une unité politique. Elle prend alors la forme de *gens*. « Nous sommes conduits à reconnaître dans la *gens* la famille, non pas la famille se démembrant incessamment à la mort de son chef, mais la famille maintenant son unité de génération en génération » (G. Bloch). Communauté de sang réelle ou fictive ? « C'est un fait connu que, dans les plus vieilles civilisations, les liens sociaux sont toujours censés être des liens de parenté, de consanguinité. » (G. B.)

Cependant la famille s'annexe des éléments hétérogènes. La guerre de tribu (groupe de familles) à tribu, de cité à cité, procure des esclaves répartis entre les *gentes*. Il fallait, au cours d'une cérémonie devant le foyer, introduire le nouvel arrivant dans la famille. Celui-ci « étranger la veille, serait désormais un membre de la famille et en aurait la religion », cependant, sans pouvoir en accomplir les rites. « Mais, par cela même que le serviteur acquérait le culte et le droit de prier, il perdait sa liberté. La religion était une chaîne qui le retenait. Il était attaché à la famille pour toute sa vie et même pour le temps qui suivait la mort. »

Dans ces temps reculés, il était difficile à l'homme de vivre isolé au milieu de groupes organisés. Ceux que les vicissitudes de l'existence avaient réduits à l'isolement sans les faire tomber dans l'esclavage cherchaient

à se joindre à une famille organisée. Ils étaient admis à la suite de formalités analogues à celles que nous avons mentionnées pour les esclaves ; comme ceux-ci, ils devaient travailler pour la communauté sans avoir rien en propre. Avec les descendants d'esclaves affranchis, ils forment au sein de chaque famille ce que « l'on appelle des *clients*, d'un vieux mot qui signifie obéir ». Pour tous ces éléments annexés à la famille, le chef n'est pas un père, c'est un *patron*. Le client doit à la *gens* qui l'a accueilli, c'est-à-dire au patron qui la représente, toute sa force de travail, tout le produit de son labeur. En revanche, il a sa subsistance assurée et la protection. Il est membre de la communauté par l'adoption. « De là un lien étroit et une réciprocité de devoirs entre le patron et le client. Ecoutez la vieille loi romaine : « Si le patron a fait tort à son client, qu'il soit maudit, *sacer esto*, qu'il meure ». Considérés au point de vue économique, à l'aurore de la civilisation occidentale, esclaves, affranchis, clients, avaient une situation sensiblement équivalente : absence complète de liberté, obligation du travail, garantie de l'existence.

Avec le progrès de la civilisation, l'extension de la cité, la formation des empires, la famille patriarcale, groupement relativement secondaire, ne tarde pas à se désagréger. Les membres de la famille consanguine, tout en conservant des liens de solidarité, vivent d'une vie indépendante. Les clients, volontaires ou agrégés sous la contrainte de la misère, se transforment en parasites vivant, dans l'oisiveté, des aumônes du riche, l'appuyant de leurs suffrages aux jours d'élection. Les descendants d'affranchis sont dégagés de tous liens avec le patron à la troisième génération. Avec la masse flottante des émigrés, introduits grâce à la multiplication des relations commerciales, ils fournissent le contingent des artisans et travailleurs libres. Que vaut cette liberté pour le plus grand nombre, pour ceux qui exercent un métier manuel n'exigeant pas de talent particulier ?

Les guerres de conquête font affluer entre les mains du vainqueur une multitude d'esclaves. « On cite telle campagne militaire à la suite de laquelle 150.000 êtres humains tombèrent en servitude. De plus, une véritable traite sévissait dans la Méditerranée orientale... Le grand marché des esclaves était l'île de Délos, où, certains jours, d'après Strabon, plus de 10.000 malheureux étaient mis à l'encan. » (Toutain.)

Ces esclaves achetés comme marchandise, en grand nombre chez les riches propriétaires, n'étaient plus comme jadis incorporés à la famille. Les moins spécialisés cultivaient le domaine du patron ; les autres étaient loués comme ouvriers à des entrepreneurs ; ils percevaient des vivres ou touchaient un salaire minime. Il y avait ainsi des ateliers et des chantiers d'esclaves en Grèce, au V^e siècle av. J.-C. « Le père de Sophocle possédait un atelier d'esclaves forgerons ; le père de Cléon, un atelier d'esclaves tanneurs, le père d'Isocrate, un atelier d'esclaves luthiers ; les fabriques d'armes de Lysias et du père de Démosthène occupaient une main-d'œuvre servile. » A Rome : « Malgré les frais que pouvaient entraîner la nourriture et l'entretien des esclaves, la main-d'œuvre servile se recommandait par son bon marché. Elle ne fit pas disparaître complètement le travail libre ; il y eut encore, aux derniers siècles de la République, des journaliers agricoles et des fermiers à part des fruits ; mais sur la plupart des domaines de quelque étendue, l'exploitation du sol était confiée à des esclaves » (Toutain).

Quel était le sort du travailleur libre concurrencé par la main-d'œuvre servile et souvent commandé par un contremaître ou régisseur esclave ? La vie des ouvriers libres est très dure. « Les salaires baissent ; les chômages sont fréquents. Les querelles entre ouvriers et patrons se multiplient. Les uns font grève ; les autres essaient, sous des prétextes plus ou moins spécieux, de

ne pas verser les salaires promis » (Toutain). « On comprend que tant de travailleurs aient quitté leur patrie et changé leurs outils pour des armes, à la perspective des belles soldes offertes par les rois. Dans l'éclat de la civilisation hellénistique se dissimulent d'innombrables misères. » (G. Gloty.) Nous sommes toujours en face de la même opposition : servitude en échange de la pitance assurée ; liberté avec misère constamment menaçante.

Dans le haut moyen âge, l'économie est presque exclusivement rurale. Il y a « même à l'aurore de l'époque féodale... une classe de paysans libres et non nobles. Toutefois, dans la pratique, le vilain se rapproche du serf beaucoup plus que ne semblerait le permettre ce critérium, en apparence très tranché : la liberté... Le serf est lié irrévocablement à la terre, le vilain peut la quitter, car il a le droit de *déguerpir*, suivant le terme consacré... Seulement la différence est plus théorique que réelle, plus juridique que pratique, attendu que le vilain ne *déguerpit* pas. La situation du travailleur agricole est son seul gagne-pain. Il reste donc héréditairement sur la tenue et son existence ressemble étonnamment à celle du serf quasi-libre qui cultive le lot d'à-côté » (J. Calmette). La situation de l'artisan, domestique du châtelain, n'est guère différente. Les uns et les autres d'ailleurs ont droit à un minimum de moyens d'existence et à quelque protection.

Ce n'est que dans les villes qui ont subsisté, très déchuës d'ailleurs de leur prospérité de l'époque romaine, qu'il reste une certaine liberté. Dans la partie méridionale de notre pays, notamment : « il s'est maintenu dans les villes un peu d'industrie, un peu de commerce, un peu de liberté... » (Rimbaud). Les privilégiés qui en bénéficient donneront naissance à la bourgeoisie.

Cette bourgeoisie naissante fait preuve d'un véritable génie organisateur (au XII^e et XIII^e siècle surtout) dans un intérêt très égoïste d'ailleurs. Elle tire ses ressources alimentaires de la campagne environnante. L'échange est direct entre producteurs et consommateurs sur le marché local public. « Des deux parties en présence au marché, le producteur de la campagne et le consommateur de la ville, celui-ci seul est pris en considération. L'interdiction des monopoles et des accaparements, la publicité des transactions, la suppression des intermédiaires ne sont qu'autant de moyens de garantir son approvisionnement individuel dans les conditions les plus favorables. » (Pirenne). Le travailleur rural a deux maîtres : l'un lui impose des corvées sur son domaine, l'autre le dépouille le plus possible du fruit de son travail, libre en apparence. Il paie très cher sous cette double contrainte la garantie d'une existence familiale et la protection que lui assurent, en cas de danger, les murailles de la ville et du château.

A l'intérieur de la cité : « Le socialisme municipal a trouvé dans l'organisation des petits métiers sa forme la plus complète, et l'œuvre qu'il a réalisée dans ce domaine doit être considérée comme un chef-d'œuvre du Moyen Âge. » (Pirenne). « Le bien commun de la bourgeoisie est, ici, comme en matière d'alimentation urbaine, le but suprême à atteindre. Procurer à la population des produits de qualité irréprochable et au meilleur marché possible, tel est l'objectif essentiel. Mais les producteurs étant eux-mêmes des membres de la bourgeoisie, il faut, de plus, adopter des mesures qui leur permettent de vivre de leur travail de façon convenable. Ainsi, le consommateur ne peut être pris seul en considération, il importe aussi de s'occuper de l'artisan. Une double réglementation se développe. » (P.).

Nombre des ateliers, qualité et quantité des produits, tout cela est systématisé pour ajuster la production aux besoins. Dans tout atelier, il y a un maître d'œuvre, des subordonnés s'initiant peu à peu aux détails et à la pratique impeccable du métier : ce sont les compagnons, enfin des apprentis. Pendant la belle période de

l'institution, tous peuvent aspirer à la maîtrise. Mais les maîtres, en nombre restreint, fonctionnaires du corps municipal, peuvent facilement s'entendre pour s'assurer le monopole de la maîtrise. A l'égard de leur personnel ils deviennent des patrons. Ils pourvoient à leur subsistance, souvent à leur foyer même. Mais qu'ils les nourrissent et les logent ou qu'ils leur laissent un semblant de liberté, la servitude est sensiblement la même. Le compagnon ne doit se livrer à aucun travail personnel pour des particuliers ; il doit, à heure fixe, avoir regagné son domicile ; il doit assister avec sa corporation, aux offices religieux...

Des patrons bourgeois arrivent lentement à s'enrichir grâce à leur laderie et aux privations qu'ils imposent à leurs auxiliaires. Impossible de donner de l'extension à leur industrie pour dominer un marché intérieur étroitement réglementé. Mais, si la ville est sur un nœud de communication, on peut travailler en vue des marchés lointains. La création d'ateliers plus importants, exportant leurs produits, enrichit la cité sans préjudice pour l'artisanat local. D'autre part, les commerçants enrichis par le trafic des produits du dehors, ercent, pour échapper aux restrictions locales, des manufactures dans les campagnes. Des paysans abandonnant un sol ingrat, une population flottante de déracinés fournissent la main-d'œuvre. Celle-ci est libre, sans lien de dépendance avec le patron nouveau genre, mais sans la protection que lui assurait encore l'artisan bourgeois. On entre dans l'ère moderne ; le patronat prend la forme capitaliste ; il exploite le travailleur soit directement, soit par l'intermédiaire d'un artisan à façon, dans tous les cas, sans avoir à sa charge la moindre obligation humanitaire.

Le travail n'est plus une obligation. Il n'est plus imposé par contrainte directe, celui qui l'exerce peut changer de lieu, changer de métier. Mais ce qui est pire, le travail est devenu une marchandise, sans faire l'objet de la traite comme dans les temps antiques, il est obligé de s'offrir lui-même sur le marché. Avant Lassalle, Turgot avait énoncé la loi d'airain des salaires. « Le simple ouvrier qui n'a que ses bras et son industrie n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine... Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive, en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour assurer sa subsistance. » (Formation et distribution des richesses. Cité par H. Hauser). Il arrive même que l'exploitation commence dès l'enfance et que l'apprenti des patrons capitalistes soit capable de la pousser au point de compromettre l'existence et la reproduction du travailleur. Les Pouvoirs publics doivent intervenir comme il est arrivé au milieu du siècle dernier, après l'enquête Villerme ; ils recourent encore de nos jours à des mesures de protection, prenant à leur compte une partie des obligations que se reconnaissait le patron de jadis. Ils ont enfin concédé le droit de coalition que la bourgeoisie avait toujours refusé en fait et qu'elle avait légalement aboli aux jours de son triomphe.

L'effet de ces lois tutélaires devait être passager, car l'influence exercée par le capitalisme sur les gouvernants allait en compromettre l'application. Le droit de coalition lui-même est mis en échec par un patronat dont les membres ont plus de facilités pour conclure des accords que n'en ont les éléments innombrables et désunis de la masse ouvrière.

Néanmoins, les grèves apportent du trouble dans les entreprises, risquent de compromettre de fructueuses spéculations. Puis le capitalisme redoute toujours des revirements de l'opinion qui peuvent le dépouiller de son hégémonie dans l'Etat. Aussi a-t-il tendance aujourd'hui à revendiquer le rôle *paternaliste* qu'il a assumé si souvent.

Les potentats de la grande industrie multiplient les

œuvres sociales : allocations familiales et caisses de compensation, services d'infirmières-visiteuses, crèches et garderies d'enfants, retraites, allocations pour maladies, dispensaires, logements, sociétés d'éducation et de distraction. « Le temps est passé en effet, où, une fois le salaire payé, le patron était quitte envers son ouvrier. Actuellement, l'employeur a une idée plus large et plus haute de son devoir professionnel. Il offre à la personne qui travaille chez lui des avantages que, strictement, ce travailleur ne gagne pas par son labeur ; qui sont consentis à la position sociale du salarié, et non pas à son travail considéré en lui-même. » (*Réveil Economique*).

Le but réel ? Conquérir des âmes, d'abord : « Dans bien des cas, les œuvres d'éducation et de distraction ne sont pas étrangères à cette sorte de conquête de l'âme : elles constituent un lien véritable, fait de mutuelle estime, entre le travailleur et son patron. » Faire aussi échec à l'action de l'Etat. « Le patronat a donc intérêt, croyons-nous, à intensifier l'effort commencé : en étendant et en complétant le réseau d'œuvres sociales, il sera en droit de répondre aux promoteurs des doctrines étatistes : « Voyez ce que j'ai fait ! » Enfin, un but inavoué : dissocier la classe ouvrière, avoir à sa discrétion une poignée de privilégiés et, grâce à leur concours égoïste, dominer une masse dégradée de manœuvres, rejetés en marge de l'humanité.

Il faut souhaiter que la classe ouvrière ne tombe pas dans ce piège et que, rejetant et l'appui de l'Etat, et l'aumône du patronat, elle se donne elle-même les institutions qui, libérant le travailleur de toute tutelle despotique, lui assureront la dignité et la sécurité de l'existence. — G. GOURON.

PAUPÉRISME, n. m., (du latin *pauper*, pauvre). L'état d'indigence où se trouve, de façon permanente, une partie plus ou moins considérable de la population, voilà ce qu'on entend par paupérisme. On évalue à plus de deux milliards le nombre des hommes qui vivent actuellement sur la terre ; ce qui donne une densité moyenne d'environ 15 habitants par kilomètre carré. Population répartie de manière très inégale, en raison des ressources plus ou moins abondantes et des conditions d'existence plus ou moins favorables rencontrées sur les divers points du globe. Sur ce nombre, combien d'individus méritent d'être appelés indigents ? On est incapable de donner un chiffre même approximatif. En effet, tel sera pauvre à Paris qui ne le serait pas dans un village perdu de la Bretagne, qui serait presque riche dans un coin reculé d'Afrique ou d'Asie. Puis, nulle statistique n'est possible dans les pays non civilisés. Enfin, soit en Europe, soit en Amérique, l'on doit se contenter des chiffres donnés par les organisations charitables, officielles ou privées, chiffres que leur origine rend suspects et qui concernent seulement les pauvres *secourus*. Aussi n'a-t-on jamais fait d'enquête sérieuse et générale sur le paupérisme considéré dans l'ensemble de notre planète. Il existe seulement des enquêtes restreintes et d'une impartialité souvent douteuse, relatives à tel peuple ou à telle contrée. En Chine, dans l'Inde, le paupérisme fait, chaque année, des milliers de victimes ; en Angleterre, ses ravages furent grands pendant tout le XIX^e siècle, ils s'accrochèrent encore après la guerre de 1914-1918. « L'Angleterre est le pays le plus riche du monde, déclarait le ministre Chamberlain en 1885... Malheureusement à tout ce luxe il y a une contre-partie. Il y a parmi nous, perpétuellement, en dépit de cette richesse croissante, près d'un million de personnes qui cherchent dans la charité parcimonieuse de l'Etat un refuge contre la faim, et il y en a des millions d'autres qui sont sans espoir de pouvoir résister à quelque calamité imprévue, comme la maladie ou la vieillesse ; par exemple ». Ces aveux d'un officiel ne dévoilaient pas toute la pro-

fondeur du mal, cela va sans dire. En France, nos Démocrates prétendent que la République s'est montrée maternelle pour les déshérités. « La loi du 14 juillet 1905, affirmait le sénateur Delpech, sous le beau titre inscrit pour la première fois dans une loi française « service public de solidarité sociale », assure l'assistance à tout Français privé de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et : soit âgé de plus de 70 ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable. De facultative pour les municipalités et les conseils généraux, l'assistance devient légalement obligatoire et la dépense peut être imposée aux collectivités du domicile de secours... Non seulement les vieillards infirmes et incurables dénués de ressources et qui ont un domicile de secours, bénéficient de la loi, mais aussi ceux qui n'ont point de domicile de secours. Et l'assistance ne se traduit pas seulement par l'allocation de pensions de secours à domicile, mais encore par l'hospitalisation à l'égard des bénéficiaires dépourvus de tout domicile de secours ». En pratique, les résultats ne furent pas aussi brillants que Delpech l'avait supposé ; après la dépréciation du franc surtout, il ne resta aux vieillards qu'à mourir de faim, s'ils n'avaient d'autres ressources que le secours octroyé par les autorités. Il est vrai qu'aujourd'hui nos politiciens font mousser la loi sur les retraites ouvrières.

Pour des raisons indépendantes du bon vouloir des capitalistes, le paupérisme n'a pas sévi chez nous avec autant de rigueur qu'en Angleterre ; néanmoins les journaux fréquemment nous apprennent que des malheureux meurent de faim ou de froid.

Sur l'origine du paupérisme, aucun doute possible. Il provient d'une double cause : une injuste répartition des richesses et un excessif accroissement de la population. C'est à la première cause que l'on doit imputer la majorité des souffrances endurées actuellement par les déshérités. Mais, dans un avenir prochain, la seconde cause l'emportera en importance probable. Une choquante inégalité, habituel résultat de la chance ou de l'hérédité, que ni le travail ni le talent ne justifient, réduit le grand nombre à la pauvreté, réservant l'opulence à quelques-uns. Au banquet de la vie les convives sont rares, les serviteurs légion : aux premiers les bons morceaux, aux seconds les reliefs, maigre salaire d'un travail sans repos, au prix d'une chaîne, d'un collier. D'où la servitude économique du grand nombre, instaurée au profit des privilégiés. Le remède efficace consisterait à répartir les richesses au prorata du travail et des besoins. Si chacun participait d'égale façon à des biens suffisants pour tous, le paupérisme disparaîtrait. Mais point d'intermédiaires parasites, point de désoeuvrés qui prélèvent une large part sur le travail d'autrui ; à l'ouvrier, au paysan l'intégral résultat de son labeur. Dans le domaine économique, le dernier mot doit appartenir à un harmonieux équilibre, conciliateur des possibilités de la production avec le droit identique qu'à chacun de satisfaire ses désirs légitimes. Même réparties avec équité, les ressources du globe deviendraient insuffisantes si la population s'accroissait indéfiniment. La terre avait 680 millions d'habitants en 1810 ; elle en a plus de deux milliards aujourd'hui ; l'augmentation est donc rapide, malgré les fléaux qui font périr les hommes par centaine de mille et même par millions. C'est sur eux que de bonnes âmes comptent pour débarrasser notre planète de son excédent de population. Tel raz de marée, remarque-t-on, tel tremblement de terre ont tué, en une nuit, cent ou deux cent mille personnes ; en 1887, le Fleuve-Jaune déplaça son lit brusquement, ce qui coûta la vie à 2 millions de Chinois ; dans l'Inde, où sévissent de fréquentes famines, on a compté 19 millions de morts par la faim, de 1896 à 1900. Les bellicistes estiment, en outre, que des guerres assez

fréquentes et assez meurtrières permettront toujours d'empêcher la surpopulation. C'est pour les envoyer au carnage que les mères élèveraient avec tant de soins leurs garçons ! Nous espérons, pour notre part, que les guerres disparaîtront de la surface du globe. Tous les carnages passés n'ont d'ailleurs pu arrêter l'accroissement de la population ; malgré de fréquentes guerres civiles et internationales, cette dernière a plus que doublé au cours du XIX^e siècle ; et les horribles hécatombes de 1914 et des années suivantes n'ont retardé sa progression que pour très peu de temps. Sans doute de vastes espaces sont encore incultes et les progrès de la technique agricole permettront de tirer un meilleur parti du vieux sol européen. Le nombre des habitants que peut nourrir notre planète est pourtant limité ; des savants officiels estimaient, avant guerre, qu'il ne devait pas excéder trois ou quatre milliards. Qu'on le veuille ou non, le problème de la surpopulation s'imposera à l'attention de tous dans un avenir prochain. Pour nous, la question se pose d'une façon différente. Nous estimons la qualité préférable à la quantité. A notre avis, l'on doit apporter autant de soin à la procréation dans notre espèce que l'éleveur en apporte pour obtenir des poulains de bonne race, que l'horticulteur en dépense pour avoir des légumes succulents. L'eugénisme permettra de voir naître des générations moins cruelles, moins sottes et douées de qualités morales trop rares chez nos contemporains. Quant au paupérisme, il disparaîtra dès qu'à l'aveugle fécondité de l'instinct l'on substituera une prévoyance réfléchie tenant compte des ressources économiques existantes. Nous parlons d'un monde enfin libéré de la tyrannie des capitalistes et des états-majors ; car aujourd'hui il importe surtout de se débarrasser des parasites qui vivent grassement aux dépens des travailleurs. Mais n'hésitons pas à le dire, ceux qui propagent l'eugénisme sont des bienfaiteurs du genre humain. — L. BARREDETTE.

PAUVRETÉ n. f. On définit ordinairement la pauvreté : l'état de celui qui est dépourvu ou mal pourvu du nécessaire. Mais ce sens est loin d'être admis par tous unanimement. Dans un *Cours de Morale* qui eut son heure de célébrité, Jules Payot demande que l'on distingue soigneusement la misère de la pauvreté. D'après lui, la misère est une maladie de la volonté ; elle constitue un retour à l'état de saleté, de paresse, d'imprévoyance de l'homme primitif. « Découragé, le gueux refuse de continuer pour sa part la lutte humaine et il renonce aux grandes conquêtes de la coopération solidaire. Il vit dans la négligence des soins du corps ; il devient pour tous un danger, parce que livré aux seuls plaisirs grossiers ». Payot, haut fonctionnaire bien nourri, bien nippé, n'était pas tendre, on le voit, pour le malchanceux tombé au dernier degré du dénuement. Il en fait même un parasite sans scrupules, vivant aux dépens de la société, dans les asiles de nuit et les hôpitaux. Par contre, ce moraliste, grassement rétribué par l'Etat, ne tarissait pas d'éloges à l'égard de la pauvreté : « Cette condition, qui impose l'effort persévérant, la prévoyance, la résistance aux passions, laisse intacte la santé ; elle aiguise l'intelligence ; elle trempe la volonté. Elle unit la famille dans une solidarité consentie. Avec l'instruction primaire gratuite et obligatoire, la parole de Raynal cesse d'être exacte : « La pauvreté engendre la pauvreté, ne fut-ce que par l'impossibilité où se trouve le pauvre de donner aucune sorte d'éducation ou d'industrie à ses enfants ». L'ignorance, cette servitude sans espoir, imposée autrefois aux enfants sans ressources a été vaincue. » Payot se borne à dire, en langage laïc, ce que prêtres et moines expriment en jargon religieux. Le ciel disparaît pour faire place à l'école, c'est tout. Jamais les papes, ces riches entre les riches, dont les robes et les bijoux valent, à

eux seuls, des fortunes princières, jamais les fastueux prélats qui vivent dans le luxe et l'oisiveté, n'oublient de faire un dithyrambique éloge de la pauvreté. Aux outils ils rappellent que Jésus n'avait pas une pierre pour reposer sa tête, ajoutant que pour gagner le paradis l'on doit faire des largesses à ces messieurs du clergé. Pareille duplicité fut fréquente chez les moralistes officiels de toutes les époques : à Rome, le philosophe Sénèque écrivit, dit-on, l'éloge de la pauvreté sur un pupitre d'or. Nos idées sont bien différentes ; nous condamnons la pauvreté. Tout au plus admettons-nous qu'elle soit bonne, en certains cas et de façon transitoire, à titre de moyen pour aboutir à une vie plus haute ou à la réalisation d'une idée. Mais l'on ne saurait comprendre que le travail normal d'un homme ne garantisse pas largement sa subsistance. Si le monde est trop peuplé, qu'on limite les naissances ; si la répartition des biens s'accomplit sans équité, qu'on la change. Faire de la pauvreté des uns le corollaire de la richesse des autres est la pire solution ; l'extrême opulence s'avère contre nature autant que l'extrême misère. L'homme n'a droit qu'à ce dont il peut user ; accaparer d'inutiles moyens d'existence devient un attentat contre le bonheur d'autrui ; vouloir l'or pour lui-même, non pour ses avantages, est une criminelle perversion du désir. L'argent, simple instrument d'échange, n'a d'autre titre à demeurer roi des cités que l'avantage des fainéants rentés. En attendant que la justice prenne sa revanche, quels moyens s'offrent de se libérer ? Restreindre nos besoins, limiter nos charges, insoucieux des préjugés ; ou produire sans arrêt, sans relâche, se transformer en bête de somme. Accepte qui voudra la seconde solution, ce n'est pas celle du sage. Un travail, modéré, raisonnable, sera toujours nécessaire et sain ; dans une société moins chaotique, il deviendrait obligatoire pour tous ; l'âge ou la maladie seuls en dispenseraient. Mais fournir un labeur de forçat pour qu'un parasite repu daigne vous qualifier de bon citoyen, cela jamais. Aider ses frères dans la peine, oui ; entretenir des bœufs gras à l'étable, non. Faisons plutôt une large place au sentiment, à la pensée, au rêve, en éliminant les factices et ruineux plaisirs de l'alcool, du tabac, d'une cuisine raffinée ou d'une mise excentrique. Une table hygiénique et simple, pour la bourse comme pour l'estomac, ne vaudrait-elle pas mieux ? Et les vêtements ridicules, fabriqués par nos grands couturiers, sont-ils donc si beaux ? Élégance et confort n'ont rien à voir avec un luxe insolent ; dans les bazars d'antiquailles nos affûteux complèteront bientôt des collections grotesques ; un visage sans défaut n'a pas besoin de fard et, lorsqu'on est fatigué, un lit de bois vaut un lit d'or. Certes, il est des jours où l'on souffre de n'être pas riche, en voyant autour de soi tant de misères qu'il faudrait soulager, tant d'œuvres qu'il faudrait soutenir. Une enquête menée dans le *Semeur*, par Barbé, sur l'utilité que l'argent peut avoir pour un militant d'avant-garde, a très bien mis en lumière certains aspects du problème. Mais comme la richesse durcit le cœur et le corrompt, sauf chez quelques hommes d'élite, comme elle résulte habituellement d'une spoliation légale faite au préjudice d'autrui, elle ne fait point l'objet de nos convoitises. — L. BARREDETTE.

PÉDAGOGIE n. f. La pédagogie est, nous affirment la plupart des dictionnaires, l'art d'instruire et d'élever les enfants. D'après certains auteurs elle serait la science de l'éducation.

Pour bien comprendre cette opposition, déterminer laquelle de ces définitions est la vraie, ou si elles le sont l'une et l'autre dans une certaine mesure, il faut faire appel à l'histoire. Et l'histoire nous répondra que les arts ont toujours précédé les sciences, mais aussi que le progrès des sciences a été constant, que

de plus en plus les arts font appel aux sciences pour déterminer les buts qu'il faut atteindre et les moyens d'y parvenir. La pédagogie a donc été tout d'abord un art. Art bien empirique et bien imparfait, que nous retrouvons non seulement chez les sauvages, mais encore chez les animaux. Le faucon exerce ses petits à la chasse. Le canard apprend peu à peu à nager aux canotons. La mère ourse donne des leçons à son ourson, le punissant et le récompensant suivant qu'il fait preuve de bonne ou de mauvaise volonté à l'étude. Les fourmis ont leurs leçons de gymnastique et de construction. Cette éducation animale basée sur l'exemple et l'imitation est une préparation à la vie par un apprentissage gradué.

Nous ne savons pas comment nos ancêtres préhistoriques élevaient leurs enfants, mais nous pouvons en avoir quelque idée par la connaissance de la pédagogie des primitifs, c'est-à-dire des sauvages actuels. Chez les plus déshérités d'entre eux, l'éducation est pour ainsi dire inexistante, mais l'allaitement dure très longtemps : trois ans ou plus. Chez des peuples moins arriérés on peut observer trois degrés dans l'éducation. Au premier degré c'est l'éducation domestique, libre de l'enfant que le père ou la mère — suivant les peuplades — ont décidé de conserver, car il est des enfants que l'on tue, soit parce qu'on les juge trop faibles — et ce sont surtout les filles, moins utiles, qui sont supprimées — soit pour toute autre cause.

A cette première période (puériculture) succède celle de l'initiation sexuelle. La mère s'occupe de la fille et lui apprend les soins du ménage. Le père s'occupe du garçon. A l'initiation sexuelle succède l'initiation sociale, réglée soigneusement par la tradition et où la magie tient une large place. Les enfants sont alors soumis à des épreuves (tatouages, dents arrachées, mutilations, initiation à des secrets magiques, etc.) accompagnées des chants et des danses rituelles. On a essayé de civiliser ces primitifs, les expériences n'ont donné que de maigres résultats : les adultes ne sont pas modifiables ; les éducateurs ont été le plus souvent des missionnaires catholiques ou protestants qui ont plus songé à évangéliser qu'à éduquer véritablement. Une véritable éducation de ces peuplades doit être tout d'abord professionnelle et adaptée au milieu. Il faut tenir compte des tendances héréditaires. « Châteaubriand, dans le *Génie du Christianisme*, dit que l'amour de la patrie est un sentiment qui a été placé dans le cœur de l'homme par Dieu lui-même ; il cite des sauvages venus des endroits les plus éloignés et transplantés dans des pays civilisés, à Paris par exemple, où ils mouraient d'ennui ; il en conclut que l'amour de la patrie est un sentiment inné et divin. Il n'en est pas ainsi : il faut voir dans cet amour du milieu où le sauvage a été élevé, le fruit d'une longue adaptation de la race qui fait prendre à l'organisme des tendances telles qu'il ne peut bien vivre que dans ce seul milieu » (Sluys). Qui a bien compris ceci admettra sans peine que les patriotismes iront en s'affaiblissant au profit de l'internationalisme. « L'enquête sur l'éducation des primitifs, écrit encore Sluys, montre que pendant un nombre considérable de siècles, l'évolution de l'éducation suit l'évolution sociale elle-même ; le milieu modifie, l'hérédité fixe, les croyances cristallisées sont transmises par des initiations ; l'enfant imite les parents et s'adapte ainsi au milieu social. »

La Grèce antique a vu s'opposer deux systèmes d'éducation : l'éducation du guerrier à Sparte et du citoyen à Athènes. Sparte fut, pendant des siècles, un haras humain : ne pouvaient se marier les individus mal conformés ou qui avaient été lâches à la guerre ; les nouveaux-nés faibles, chétifs, tarés étaient jetés dans une fondrière. A partir de sept ans, les enfants enlevés à la famille étaient endurcis physiquement et moralement, habitués à la douleur, aux jeux violents, exer-

cés à la course, au saut, à la nage. Cette éducation produisit une race de guerriers grossiers, inhumains et perfides, dont le nombre alla d'ailleurs en diminuant et qui finirent par être gouvernés par des femmes. Lorsque l'on parle de l'éducation à Athènes, il ne faut pas oublier que cette éducation, qui avait pour but de former des citoyens, ne s'appliquait qu'aux enfants des citoyens et qu'il y avait, à Athènes plus de dix fois plus d'esclaves et de serfs que d'hommes libres.

Le but de l'éducation, à Athènes, était de former le citoyen cultivé, fort, sain, aimant le bon et le beau. La civilisation brilla alors à Athènes tout pendant que ses habitants ne se laissèrent pas amollir par la richesse, la puissance et le voisinage du luxe oriental. Rome imita alors le système d'éducation de la Grèce sans cependant l'égaliser. Parmi les caractères particuliers de l'éducation romaine, il faut en noter quelques-uns qui ont influé profondément et pendant longtemps sur l'éducation française. D'abord le droit du père de famille de noyer ou d'étouffer le nouveau-né difforme et d'user de sévères punitions corporelles ; ensuite l'invention de la grammaire, de la rhétorique ; l'étude des humanités, c'est-à-dire celle du grec, à l'aide de versions, de thèmes, etc.

Puis la civilisation romaine sombra sous les invasions barbares.

Pendant le moyen âge, l'éducation fut avant tout chrétienne. L'étude se faisait d'après les textes ; l'observation était négligée ; l'enseignement portait sur des mots, des définitions, des raisonnements appliqués à des principes que l'on considérait comme indiscutables parce qu'ils appartenaient au dogme où avaient été formulés par Aristote. Ce fut le règne de la scolastique et l'on vit des thèses de doctorat qui ne peuvent que nous faire sourire aujourd'hui, par exemple : « Adam et Eve avaient-ils un nombril ? ». « Quand un paysan va au marché, menant un cochon au bout d'une corde, est-ce le paysan qui conduit le cochon ou est-ce la corde ? » Notre pédagogie a évolué depuis, mais on y retrouve encore la trace des influences grecque et romaine comme aussi du verbalisme du moyen âge.

Il y a cependant entre la pédagogie du primitif et celle du croyant une différence, et la seconde marque un réel progrès. La première est empirique, elle se suffit à elle-même et est conduite au petit bonheur ; la seconde recherche des principes directeurs. Ces principes, elle les emprunte à une philosophie métaphysique et dogmatique. L'enfant, de par la faute d'Adam et d'Eve, est un être imparfait qu'il faut corriger à l'aide de punitions ou de récompenses ; ce petit d'homme est aussi un petit homme et on le traite comme tel ; on ne conçoit pas qu'il puisse exister chez l'enfant des tendances ayant seulement une valeur fonctionnelle, c'est-à-dire uniquement propres à assurer son développement.

Mais la philosophie a évolué, elle s'est efforcée et s'efforce encore de devenir une science positive ; elle s'appuie sur la psychologie qui, de dogmatique qu'elle était en ses débuts, tend à devenir scientifique et expérimentale, en prenant appui à son tour sur la biologie et la sociologie.

La science de l'éducation se constitue peu à peu, mais elle n'est encore qu'ébauchée. S'occupant d'un être vivant qui évolue dans un milieu social, la pédagogie scientifique ne peut exister que si la biologie et la sociologie forment des sciences positives. Actuellement, la pédagogie est encore un art qui s'efforce de devenir une science. Mais faut-il encore parler de pédagogie, alors que ce mot a un contenu tout autre que celui qu'il avait il y a moins d'un siècle ? Nous n'avons pas, dit A. Nyns, conservé le vieux mot de pédagogie parce que cette science est restée trop en dessous de nos conceptions modernes, parce qu'elle a des attaches trop fortes avec la métaphysique et la philosophie

spiritualiste, alors qu'elle devrait être une branche des sciences naturelles.

Nous avons lancé le mot de Pédotechnie parce qu'à une conception nouvelle de l'éducation, il faut un mot nouveau. D'autres mots également (Pédiatrie, etc.) ont été créés ; l'ancienne pédagogie s'est modifiée, divisée ; les auteurs de ces divisions ne sont pas, d'ailleurs, toujours d'accord ; en particulier ils ne s'entendent pas sur ce qu'est ou doit être la « pédagogie expérimentale ». Ce sont là des questions qui intéressent surtout les spécialistes.

Mais il n'est pas besoin d'être spécialiste pour s'intéresser à la pédagogie et des connaissances pédagogiques plus étendues seraient utiles à tous les éducateurs. C'est un tort, pour les parents, de croire que l'amour de leurs enfants est suffisant pour leur faire trouver intuitivement ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire ; ceci qui est évident pour tout ce qui a trait à la vie physique — combien d'enfants sont victimes des maladresses alimentaires ou hygiéniques de leurs parents ! — ne l'est pas moins en ce qui concerne la vie intellectuelle et morale. C'est un tort pour les éducateurs de profession de se fier à leur pratique, la pratique devient vite routine et d'ailleurs, pour être acquise, elle nécessite des tâtonnements que l'on eût abrégés et des erreurs que l'on eût évitées par l'étude de la pédagogie. Nous n'insistons pas sur ce sujet, il suffira à nos lecteurs de se reporter à quelques-unes des études pédagogiques que nous avons données en cet ouvrage, par exemple aux mots « éducation » et « morale », pour se rendre compte de l'utilité des études pédagogiques.

Non seulement les méthodes de la pédagogie, ces fondations, ont évolué, mais encore les buts qu'elle se propose d'atteindre ont subi quelques changements. Il semble que l'on a plus que jadis le souci de respecter la personnalité de chacun ; l'éducation tend à ne plus être un dressage, mais à favoriser l'épanouissement des tendances utiles de chaque individu ; l'instruction fait place aux exercices individuels, l'école tend à être sur mesure, c'est-à-dire à la mesure de chacun. En revanche, il est certain que la concurrence, l'émulation qui tenaient une si large place dans l'ancienne pédagogie cèdent peu à peu du terrain devant l'entraide et la coopération. En résumé, la pédagogie tend actuellement vers l'individualisme et l'entraide, c'est-à-dire vers l'anarchie, au sens que les meilleurs penseurs (Kropotkine, par exemple) ont donné à ce mot. — J. DELAUNAY.

PEDANT, PEDANTISME. La société est pleine de pédants qui déguisent leur impuissance sous de grands airs austères : représentants de l'autorité, administrateurs et fonctionnaires quelconques, délégués de sociétés reconnues ou non d'utilité publique, tous se composent un visage sévère, en rapport avec leurs missions plus ou moins secrètes et leurs fonctions plus ou moins grotesques. Ils pensent nous en imposer avec leur attitude compassée. Ils nous font suer avec leurs manières. Tout chez eux est étudié. Rien ne vient troubler leur sérénité. Leur visage est un masque sous lequel s'abrite la dissimulation. L'autorité est basée sur ces gestes mécaniques et ces physionomies rébarbatives. Il faut bien, pour justifier l'utilité du métier qu'ils exercent, qu'ils embêtent les gens. Ils sont tyranniques et orgueilleux, croient tout savoir et se croient tout permis, ne souffrent pas qu'on leur parle d'égal à égal, mais toujours d'inférieur à supérieur. Le mal que font ces imbéciles est irréparable. Ils ne conviennent jamais de leurs erreurs. Ces gens qui se croient quelque chose parce qu'ils portent sous le bras une serviette bourrée de papiers font pitié. Je les méprise. Ils sont mûrs pour le professorat, qui exige des diplô-

mes et une mine renfrognée. Décidément il y a des gens qui sont faits pour tenir certains emplois et remplir certaines fonctions : ils sont bien à leur place.

L'écueil de tout enseignement, c'est le pédantisme. A bas les pédants ! Les pédants sont une race insupportable. Quand on les rencontre, on a envie de fuir à 500 kilomètres. Ils ont une odeur spéciale. Leur ton autoritaire essaie d'en imposer. Derrière tout ce fatras d'érudition et de grands gestes, il n'y a rien. Avec eux, la vie est une chose morte. Ils en ont fait un mécanisme sans imprévu. Défense de les questionner. On doit accepter les yeux fermés la vérité qui tombe de leurs lèvres. « J'ai dit », supprime d'un seul coup toutes les objections. Pas de discussion possible avec ces tyrans. Ce sont les fascistes de l'enseignement. Avec ces pédants, on s'éloigne de la vérité. On s'éloigne de la vie. On ne pense pas, on ergote. On n'avance pas, on piétine. La science n'est plus qu'un monde décoloré et figé, qu'un fouillis inextricable de formules, où ne pénètre ni air, ni lumière ; qu'une construction aussi déplaisante qu'une prison ou une caserne. Leur science n'est qu'une pseudo-science, sans portée et sans intérêt.

Avec les pédants, tout est rétréci, amoindri, châté. L'obscurité leur tient lieu de profondeur. Ils ne voient que les détails, au détriment de l'ensemble. La synthèse leur échappe. Ils ne saisissent aucune unité. Ils pataugent au milieu de notes, de fiches, de documents dont ils ne savent pas tirer parti. Nulle lueur dans cet enseignement. Tout avec eux devient néant. Je ne puis souffrir les gens qui ont des serviettes sous le bras (larbins ou barbacoles). J'ai horreur du type professeur. Le professeur cela me fait l'effet d'un fossile. C'est un squelette ; rien de plus. Le professeur, c'est le contraire de l'artiste. Il hait par dessus tout l'originalité et la sincérité. Le professeur n'innove pas, n'invente pas. Il se borne à recueillir le fruit du travail des autres, mal digéré et qu'il déforme. Il n'a pas d'envergure, pas d'imagination. Pas de gestes larges. Tout est petit, rapetissé, mesquin. Placez-le devant une création originale, le professeur ne comprend plus : il n'a vu cela nulle part. L'élève qui a fait un bon devoir est puni : j'appelle bon devoir celui qui est personnel. Est bon devoir, pour le professeur, celui qui ne renferme aucune idée, mauvais celui qui atteste une personnalité et sort de l'ordinaire. Aucune idée subversive n'est tolérée par le professeur. Et il n'est pas difficile d'avoir une idée subversive : la moindre idée où il entre une lueur d'intelligence est subversive pour le professeur. Le professeur répète chaque jour ce qu'il a dit la veille, sur le même ton compassé et vieillot. Il épluche, il corrige. Tant de fautes contre la grammaire, contre le style, contre la tradition ! Or, le professeur ignore la grammaire, écrit mal et fausse la tradition. De quel droit apprend-il aux autres l'orthographe. Le professeur est le type du pédant. (Voir le mot *Professeur*). — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

PEINTURE n. f., (du latin *pictura*, même sens). —

INTRODUCTION. — On peut, d'une façon générale, désigner par le mot peinture tout emploi d'une matière colorante sur une surface ou sur un modelé, dans un but de figuration symbolique ou de simple ornementation. D'une façon plus étroite, ce terme est réservé à la représentation, par la couleur, des objets, des images de la vie, et, par cette représentation ou son simulacre, à l'expression des sentiments, des passions, des comportements individuels ou collectifs de l'homme, et d'abord de celui qui s'exprime, l'artiste. Les procédés mécaniques ne peuvent donc pas entrer dans cette définition. A la suite de préoccupations et de recherches nécessitées par des perfectionnements ou des reculs de la technique, la représentation expressive et symbolique des images a pu, dans certaines circonstances, faire place, plus ou moins complètement au simple jeu des

rapports de couleur et à leur prestige sur les sens ; le but a cédé devant le moyen.

Les phases de l'évolution de la peinture oscillent, très généralement, entre deux ordres de préoccupations ou de tendances : l'expression et la décoration, plus ou moins distinctes ou mêlées selon les tendances générales d'une race, d'une époque, ou les tendances particulières des artistes ; les unes et les autres étant en partie déterminées par les conditions générales de la vie économique et sociale et de la vie spirituelle et morale, mais tout autant par la nature, la possibilité d'adaptation et la connaissance d'usage des matériaux qui servent à l'élaboration de l'œuvre d'art, c'est-à-dire par les conditions de la technique. Et les grandes époques d'art, les grandes réalisations de l'art sont celles où les deux tendances se fondent sans qu'il soit possible de les distinguer, car, à vrai dire, le souci de l'expression n'est sensible qu'au prix d'une certaine défaillance de la technique et les recherches de la technique ne deviennent apparentes qu'au prix d'une certaine défaillance de l'inspiration.

Autour de ces préoccupations maîtresses se développent, plus ou moins, les préoccupations de ligne, de couleur, de modelé ou volume, de lumière et d'espace. Ce sont les variations de rapports de ces diverses préoccupations qui permettent de différencier les styles et les écoles. Un style n'est pas autre chose que l'utilisation d'une matière aux besoins, aux tendances, aux idées et au goût d'une région, d'une époque, d'une société, ou d'un artiste, compte tenu des lois particulières à la matière employée. Aux artistes de découvrir ces lois, de pousser la découverte au delà des sentiers battus. Il n'est pas un grand artiste qui n'ait, en quelque manière, par enrichissement ou par simplification, modifié la technique de son art et entraîné, dans un certain sens, l'évolution de cet art après lui. Nous pouvons même dire que l'influence d'un artiste se mesure bien plus par les modifications qu'il a apportées à la conception technique de son métier que par les conceptions idéologiques dont semblent témoigner ses interprétations de la vie. Mais pour qui sait aller plus loin que l'apparence, c'est dans ses interprétations techniques que peut se lire le mieux sa conception de la vie.

Cette position relative des éléments constitutifs de l'œuvre d'art et la prédominance accordée à la réalisation technique sur le « sujet » montre que l'on distingue à tort le fond et la forme, l'invention et l'expression. Ils se confondent, et il n'y a pas d'art qui se contente d'inventions. Comme l'ont dit les plus anciens sages, aucune chose n'existe tant qu'elle n'a pas été nommée. La réalisation artistique c'est ce qui donne un nom à l'invention, ce qui l'appelle à l'existence.

Cette position de vue permet de comprendre que, pendant tant de siècles, un art comme la peinture ait pu vivre autour d'un nombre très restreint et indéfiniment répété de motifs. Elle explique que nous puissions considérer cent interprétations, à peu près identiques dans le fond, d'une même apparence, mais qu'une entente particulière de la densité, de la résistance, de la statique ou des vibrations de la forme et de la couleur, un sens particulier de la lumière et de l'espace suffisent à différencier. La juxtaposition de deux taches, la justesse ou la nouveauté d'un rapport, nous sont des témoignages plus probants de l'authenticité d'un peintre que des recherches ou des intentions qui n'ont à figurer que pour mémoire dans l'histoire de la peinture.

Mais la qualité de la matière ne suffit pas davantage et seule à conditionner l'œuvre d'art. Les réalisations techniques n'impliquent pas nécessairement la richesse de la matière ou le développement des procédés industriels. Certaines époques, certaines sociétés, très riches très développées industriellement, n'ont produit que

peu d'œuvres d'art ou des œuvres inférieures. Par contre, aux mêmes époques d'autres peuples, ou les mêmes peuples à d'autres époques ont, dans des conditions économiques défavorables, avec des instruments défectueux, réalisé des œuvres d'art parfaites. La perfection de la peinture n'est donc relative ni au sujet seul, ni à la seule matière ; elle est l'adaptation relative des moyens d'expression à la chose exprimée.

De ce point de vue relatif, l'histoire de la peinture doit tenir compte : 1° de la nature et de l'emploi des surfaces ou des objets sur lesquels la peinture a été appliquée ; 2° de la nature et de l'emploi des couleurs et des produits employés pour les combiner ; 3° de la nature et de l'emploi de l'instrument et de l'adaptation de la main. Car la peinture est d'abord ouvrage d'ouvrier ; et l'histoire de la peinture ne peut être considérée indépendamment de l'histoire générale du travail humain.

Toutefois on ne peut l'envisager indépendamment des conditions de la vie spirituelle des civilisations, considérée sous le double aspect de l'évolution ou de la stagnation des institutions et de l'épanouissement ou de l'étouffement des individus. Les événements politiques, à moins qu'ils n'aient été accompagnés de vastes transformations sociales, n'ont que peu d'importance pour l'évolution de la peinture. Des événements d'ordre privé en ont souvent davantage. Dans les périodes de gouvernement personnel, une mort, un déplacement, le changement de goût, d'idées morales ou religieuses de la personnalité dirigeante peuvent avoir, dans une continuité politique parfaite, plus d'importance pour la vie de l'Art qu'une Révolution. Dans les périodes de gouvernement républicain, qui oscillent toujours entre l'oligarchie théocratique ou financière et l'oligarchie dite démocratique, à moins qu'elles ne les combinent profitablement, c'est aux conditions économiques qu'appartient l'influence déterminante.

Ceci posé, et toutes réserves faites sur l'interprétation de certaines formes de la peinture qui se présentent à nous en vestiges isolés, nous allons passer en revue les grandes manifestations de la peinture considérée comme moyen d'expression et d'ornement de la vie des hommes et de leur conception caractéristique d'une « formule » universelle, logique, harmonieuse, c'est-à-dire esthétique, d'arrangement des éléments qui les entourent. Nous ne cherchons pas à donner un exposé historique sans lacunes. Ce qu'il nous importe de dégager, ce n'est pas la série complète des écoles, mais seulement les phases de la continuité artistique susceptibles de contribuer à une connaissance positive de l'homme, comme elles ont contribué au développement de l'espèce par le perfectionnement des individus.

I. LA PRÉHISTOIRE. — A) Europe. — Il est impossible, dans l'état présent des connaissances, de dresser un tableau, même approximatif, des époques voisines de l'origine de l'art et de déterminer quel est celui des arts plastiques dont l'usage est le plus ancien. Les découvertes faites en ce domaine ne constituent encore qu'une très faible collection de documents, que nous devons nous contenter d'enregistrer, sans conclure. Documents relatifs : les uns aux matériaux employés, les autres aux conceptions générales des artistes primitifs, d'autres enfin à leur style. Les premiers en date de ces documents semblent être les restes de matières colorantes trouvées, aux Roches (Indre), à la grotte des Fées (Vienne) et aux Cottés (Vienne), dans des dépôts de l'industrie aurignacienne (1^{re} période archéologique), comprenant : sanguine, terres rouges et lie de vin, grès ferrugineux, ocres rouge et jaune, pyrolusite et oxyde de manganèse. On connaît, de la même industrie, des dessins en couleur représentant des animaux : bovidés, chèvres, bouquetins, chevaux, exécutés avec une sûreté de trait et une justesse d'observation déjà remarquable, ainsi que de nombreuses représentations de mains humaines, en blanc, sur fond noir ou rouge.

Les découvertes de cette période sont, jusqu'à ce jour, localisées en *Espagne* et dans le *Sud-Ouest de la France*.

Après une longue lacune pendant l'époque solutréenne, l'art de peindre renaît avec l'industrie magdalénienne, 3^e et dernier des Âges archéolithiques. Ce sont les mêmes régions : Espagne et Sud-Ouest de la France qui nous ont livré les documents les plus saisissants. Leurs peintures sont les plus belles de toute la Préhistoire et certaines d'entre elles comptent parmi les plus fortement expressives et les plus grandioses de tous les temps. Ce sont, en majorité, des représentations animales : Mammouths, bisons, lions, loups et renards, rhinocéros, ours, sangliers, chevaux, cerfs, élan, antilopes, bouquetins et chevreuils et le renne, surtout, dont cette période constitue l'ultime habitat dans nos régions, illustrent les parois des cavernes à Altamira, la Vieja, la Morella de la Vella (Espagne) ; à Lortet (Hautes-Pyrénées), au Mas-d'Azil (Ariège), aux Cabrerets (Lot), aux nombreux abris de la Dordogne : Laugerie, Combarelles, Font de Gaume, les Eyzies, la Madeleine, le Moustier, et à Bruniquet (Lot-et-Garonne). Nous y trouvons aussi des représentations de phoques et de poissons. Les motifs tirés des végétaux ou des thèmes géométriques sont rares, ce qui tend à prouver que l'invention décorative est postérieure à l'expression symbolique. Enfin il faut noter que les représentations humaines, d'ailleurs rares, sont maladroites, hésitantes, presque informes, alors que l'expression des types animaux, de leurs caractères et de leurs mouvements dénote un art depuis longtemps sorti des balbutiements primitifs, arrivé à un point élevé de son évolution. Le réalisme puissant et synthétique des artistes magdaléniens, qui élimine les détails inutiles, leur compréhension des détails maintenus dans l'harmonie de l'ensemble et la forte structure de leurs figurations ne peuvent être le fait d'une humanité cérébralement arriérée. Les artistes magdaléniens nous apparaissent, au contraire, comme les détenteurs d'une savante maîtrise. Certains préhistoriens, comme Jacques de Morgan, les estiment mieux doués que les peuples : égyptiens, chaldéens, peut-être même que les Hellènes dont nous avons reçu les principes de l'art, dans la période historique. Quel qu'il en soit, l'unité de style que nous constatons alors entre les œuvres des diverses stations, nous permet de conclure à une certaine communauté de civilisation entre des groupes géographiquement assez éloignés, et par conséquent à des échanges et à une pénétration réciproque, plus explicable par des relations pacifiques que par les guerres de clans auxquelles naguère on les attribuait. Quand nous considérons, au contraire, l'alternance entre des périodes d'activité artistique et des périodes de décadence, nous pouvons conclure que les premières ont été des périodes de paix relative entre des populations civilisées, tandis que les secondes ont été les témoins de guerres et d'invasions barbares. Et nous pourrions expliquer ainsi l'importante lacune qui s'ouvre, à la fin du quaternaire, avec la disparition des centres magdaléniens, pour ne se refermer qu'après de nombreux millénaires, avec l'apparition dans nos régions de l'industrie néolithique, apparition de beaucoup postérieure aux premières manifestations esthétiques proto-historiques, de l'Égypte, de l'Élam et de Sumer. C'est en Orient, désormais, et pour un très long temps que nous devons chercher des témoignages de l'activité artistique.

Mais nous devons, auparavant, nous demander comment et pour quelles raisons profondes l'homme, différencié peut-être par cela même des autres animaux, a trouvé les lois de figuration, d'expression, d'harmonie qui constituent, à proprement parler, l'art. Sans nous attarder à exposer toutes les théories énoncées à ce sujet, nous écarterons celles qui tendent à présenter

l'invention de l'art comme ayant eu pour but l'ornement des cavernes et l'agrément des populations qui y employaient les loisirs de leurs longs hivers polaires. Il faut remarquer en effet que la plupart des peintures, et les plus importantes, se trouvent dans les parties les plus reculées des cavernes, et qu'elles ne sont visibles et n'ont, par conséquent pu être exécutées qu'à la lumière artificielle. Et ce que nous connaissons du luminaire primitif ne laisse pas supposer qu'elles aient pu être éclairées dans leur ensemble, pour le plaisir des chasseurs. D'autre part, divers signes, comme les mains humaines, les points, les traits qui couvrent les représentations animales, et la simultanéité de figurations symboliques, vraisemblablement astrales, nous amènent à une conception de l'invention des arts qui n'est pas celle de l'agrément et de la récréation. Les observations qui ont été faites sur les peuples actuels restés aux stades primitifs et les documents écrits des premières civilisations primitives, nous permettent de formuler cette proposition : l'art est d'essence religieuse et son premier usage est une magie. Magie sympathique d'une part, qui, par la représentation d'un être, a pour but soit de s'en ménager les faveurs, soit de s'en assurer la possession ; totemisme d'autre part, c'est-à-dire, adoption par un clan d'une force, naturelle ou animale, qui serait son ancêtre et, à la fois, sa patronne, et dont les images se retrouvent sur les armes, dans les tatouages et dans les lieux consacrés. C'est ainsi que s'explique le fait de la figuration exclusive, dans certaines grottes, de certaines espèces animales, indépendamment des conditions réelles d'habitat des espèces. De ce totemisme primitif en vertu duquel l'homme s'assimile à la divinité animale de laquelle il se croit issu, dérivent toutes les assimilations animales des masques, des vêtements de sorciers et des parures ecclésiastiques. Les dieux animaux des Égyptiens, les monstres à tête humaine sur un corps animal ou à chef animal sur un corps humain, kheroubins, minotaures, centaures, etc., et les mythes de la métempsychose n'ont pas d'autre origine. Il a fallu la raison grecque pour que le culte des dieux anthropomorphes remplace celui des dieux zoomorphes et des forces naturelles. Ainsi l'art, avec la religion, est parvenu à l'humanisme auquel il est encore, généralement, fidèle.

Si nous nous sommes attardés un peu longuement à cette lointaine apparition de l'art dans l'humanité primitive, c'est que les problèmes qu'elle pose et les observations qu'elle suscite ont une portée telle qu'elle ne s'est pas encore épuisée. L'art vit toujours, comme l'humanité elle-même, sur les thèmes les plus anciens ; et les artistes les plus grands sont ceux qui, dans la représentation la plus humble, ont mis non seulement leur être, avec tout ce qu'il sait et tout ce qu'il peut, mais le trésor entier des expériences humaines, des plus obscures, des plus inconscientes, jusqu'à celles qui, peu à peu, et sans qu'il ait à renier aucun balbutiement des ancêtres, l'élèvent au-dessus des croyances et, par la raison qu'il en prend, le libèrent.

B) *Orient Primitif*. — Nous avons dit quelle lacune s'ouvre soudain dans nos pays, à la fin des temps quaternaires. Ni les âges mésolithiques, ni le néolithique ne nous ont laissé les traces d'une culture artistique. Et pourtant ces périodes témoignent d'un indéniable progrès industriel, la dernière même voit naître tous les perfectionnements de la vie sociale que connaît, depuis, l'humanité.

En Orient, au contraire, la décoration par le dessin et la couleur dénote un art raffiné. Mais il semble que celui-ci soit le fait d'une civilisation importée. L'industrie des métaux y apparaît contemporaine des témoignages proprement néolithiques, concurremment avec l'emploi des matières précieuses, des pâtes colorées et des émaux dont la présence atteste, à défaut

d'œuvres indépendantes, le sens de la couleur et du dessin qui sont à la base de l'art de peindre. C'est à la céramique que nous devons emprunter nos documents.

Les motifs de décoration proprement néolithiques : lignes brisées et figures géométriques (triangle, carré, cercle, spirale, etc.) sont appliqués au moyen d'une incision, remplie de blanc. Les Susiens primitifs y ajoutent une stylisation ingénieuse des formes animales et végétales, en rouge et en noir ; puis le style évolue vers le naturalisme. En Egypte, la technique est plus proprement picturale ; les motifs, mouchetures, spirales, rayures, fleurs, oiseaux, barque funéraire, sont, le plus souvent, posés à froid, au moyen de couleurs broyées, liées par un corps gras ou adhésif. Les îles méditerranéennes emploient les deux techniques, asiatique et égyptienne, mais introduisent dans la décoration un goût très personnel dans l'interprétation naturaliste. Dès qu'apparaît, en Europe occidentale, vers le début du premier millénaire, un art saisissable, nous le voyons marqué d'influences diverses, à la fois septentrionales (et sans doute dérivées par là de l'orient sibérien) et méditerranéennes.

II. PÉRIODES ARCHAÏQUES. — A) *Egypte*. — L'impression générale hiératique produite par l'art égyptien proprement dit est toute différente de celle que nous donnent les premières manifestations de cet art, aux temps prépharaoniques. Il semble qu'une nouvelle race soit ici intervenue. Quoi qu'il en soit, nous devons noter que l'art égyptien qui nous est parvenu est un art funéraire. Les Égyptiens, au dire de Diodore, considéraient leurs maisons comme des lieux de passage et leurs tombeaux seuls comme des demeures durables. Cela explique le luxe des apprêts des tombes et que nous y ayons trouvé, éternisés par l'art, ainsi que dans les temples, les aspects de la vie et les documents de l'histoire.

La peinture égyptienne funéraire est faite de tons plats, frais et vrais, sans nuances, sans artifices de lumière et d'ombre, cerués par un dessin rigoureux. Elle est, par là, éminemment décorative. Ses lois générales sont les mêmes que celles du bas-relief ; et nous ne devons pas oublier que les bas-reliefs égyptiens, et la sculpture en ronde-bosse elle-même, étaient enluminés de couleurs. La peinture ne joue donc qu'un rôle secondaire dans l'admirable unité de l'art égyptien. Elle n'en est pas moins importante pour nous, et par ses qualités décoratives et par l'abondance des documents qu'elle nous apporte sur la vie égyptienne.

Abstraction de l'illusion optique et de la perspective, souci de ce qui est et non de ce qui se voit, en même temps recherche de l'exactitude, précision scientifique du détail, choix de ce qui est essentiel, tels sont les caractères qui ont fait de l'art égyptien un modèle de vie, de vérité et de style. Au point de perfection où nous voyons, dès le troisième millénaire, le rendu de la forme et la souplesse de la main, nous ne pouvons admettre que des artistes pour qui nul obstacle de matière, nulle difficulté d'expression n'existait, aient ignoré la perspective, ou le raccourci, ou le jeu des couleurs (alors qu'ils ont créé de si chatoyants bijoux) mais plutôt qu'ils les ont jugés inutiles et par là-même les ont éliminés. Les artifices qu'ils ont admis et qui composent le corpus de leurs conventions esthétiques, se défendent pour des raisons de vérité permanente, de grandeur dans le style et de nécessité symbolique. L'art égyptien est le triomphe d'une volonté raisonnée, pure de sentimentalisme, sereinement impassible, mais, en même temps — et en particulier dans la peinture — enjouée par la spiritualité. Les conventions hiératiques et la conception architecturale qui président à la peinture égyptienne n'en ont pas exclu la variété et la vie. Nous n'en voulons pour témoins que les portraits, non seulement individuels, mais collectifs, portraits de races

qui accompagnent maintes scènes commémoratives ou familiales, les représentations animales et l'ornementation décorative.

L'art égyptien, qui a réalisé ses données essentielles dans la période comprise entre la quatrième et la douzième dynastie (2900 à 1800) n'a, par la suite, que peu évolué. Il convient cependant de signaler une véritable mais courte révolution, sous le règne d'Amenophis IV (1380-1362) et de son gendre et successeur Toutankhamon. Parallèlement à une tentative religieuse pour remplacer tous les dieux égyptiens par le culte immatériel du dieu solaire « Aten », une rénovation artistique introduisit, avec l'école d'El Amarna, la spontanéité, la fraîcheur, le charme, en même temps qu'elle atteignit une acuité inconnue dans l'expression psychologique. Mais la réforme religieuse échoua, et, avec le pouvoir des prêtres, l'art égyptien retomba dans les conventions rituelles.

Les sujets traités par la peinture égyptienne constituent le recueil le plus complet de documents sur la vie de cette longue civilisation et de celles qui l'ont entourée : les dieux, leur culte et leurs légendes, les croyances funéraires et la vie des vivants, la maison, les jardins, les champs, la chasse et la pêche, le commerce et le travail des métiers, les jeux et les plaisirs, la vie publique, les guerres et les défilés de peuples. Par leur large participation aux préoccupations de la vie populaire, les artistes égyptiens furent les premiers, et longtemps les seuls, à ajouter aux éléments religieux de l'époque primitive un élément social.

B) *Asie Occidentale*. — En dehors de la céramique décorée dont la production cesse très tôt, nous n'avons aucune œuvre peinte proprement dite des hautes époques de l'Asie Occidentale. Il est probable que la peinture, qui était utilisée, comme en Egypte, sur les stucs de revêtement des palais et des temples, suivit l'évolution des autres arts, que l'on peut résumer ainsi : Sur un fond commun asiatique, apparaissant dès le début du 3^e millénaire et dont la forme la plus haute se présente, en Sumér, entre le XXV^e et le XXI^e siècles, chaque région de l'Asie Occidentale a apporté ses variantes particulières ; les périodes de domination sémitique, à partir du XXIX^e siècle, sont marquées partout par un appauvrissement de l'invention et une tendance à la stylisation. Cet art, jusqu'à la pénétration hellénique, au III^e siècle, est exclusivement religieux. Les rares peintures murales assyriennes récemment découvertes ne démentent pas les caractères généraux de stylisation hiératique et de force, révélés par la sculpture et les bas-reliefs. On peut rattacher à cet art les grandes décorations en brique émaillées de la Perse Achéménide. La peinture, en Asie Occidentale, reste décorative à la fois par sa conception et par son emploi, voisine du linéament sculptural et tributaire de l'architecture.

C) *Pays Egéens : Crète, Chypre, Mycènes*. — La civilisation égéenne, qui, du début du troisième au début du premier millénaire, couvrit les îles et les littoraux européens et asiatiques de ce qu'on appela plus tard l'Ionie, apporte, dans les formules que nous connaissons par l'Egypte et l'Asie, une nouveauté singulière, ou peut-être un singulier renouvellement. Les découvertes de *Mycènes*, de *Tyriathe*, de *Cnosos*, ont mis à jour, non seulement des vases d'une ornementation toute particulière, mais de grandes peintures murales d'un très réel intérêt. Sur le sol où viendra, plus tard, s'installer la race hellénique, nous voyons se manifester un sentiment nouveau, issu du naturalisme, et qui semble ne plus rien devoir à l'inspiration religieuse. Les animaux, les végétaux, les figures humaines qui peuplent de leur mouvement les manifestations de cet art n'obéissent plus à aucune règle de grammaire sacrée ; leur ordonnance ne semble plus déterminée par le souci du totémisme ou de la magie, mais par l'agrément et la vérité.

Certes, il n'est pas niable que l'influence égyptienne ou celle de Sumer puissent se remarquer dans les peintures, la céramique ou la gravure, crétoise ou chypriote, de la période minoenne (2.000 à 1.500 av. J.-C.); mais c'est une influence transposée. L'art de la mer Egée n'en constitue pas moins un monde à part, magnifique et barbare, familier, expressif, moderne. Cet art ne semble pas avoir inspiré directement les premières manifestations du génie grec. Mais si l'on considère qu'avant les phéniciens, les navigateurs égéens ont colonisé le bassin oriental et central de la Méditerranée, on comprendra que, dès le VIII^e siècle, des formes d'art, apparentées entre elles par une discipline commune, d'un naturalisme épuré, aient pu marquer, de l'Italie du Sud à l'Ionie asiatique, la naissance de l'hellénisme.

III. ANTIQUITÉ CLASSIQUE. — A) La Grèce et l'hellénisme. — La grande révolution accomplie par le génie grec peut être définie d'un mot : l'humanisme. Ce mot servira, à toutes les époques, à caractériser les tendances à la liberté de la pensée et à l'épanouissement des individus, selon l'ordre de l'harmonie et le culte de la beauté. De fait, le Grec, inventeur des mathématiques, codificateur des connaissances antérieures à lui dans l'appareil classificateur qui constitue, à proprement parler, la Science, a trouvé aussi la raison de l'Art et lui a donné pour de longs siècles et sur toute la Terre, un certain visage que nous reconnaissons encore aujourd'hui.

La grande peinture grecque, qui fut très florissante et dont les auteurs de l'antiquité nous ont laissé des descriptions et des éloges enthousiastes, ne nous est point parvenue. *Polygnote, Socris, Parrhasios, Apelle*, ne sont pour nous que des noms. Nous ne pouvons juger de la conception générale, de la composition, du dessin, du sentiment de la couleur et de la technique des peintres grecs que d'après les copies ou les répliques alexandrines, phéniciennes, pompéiennes et romaines. Il est possible, d'après celles-ci, de retrouver les lois générales de cet art. Les peintures qui décoraient les murailles étaient exécutées soit à la fresque, soit à l'encaustique, c'est-à-dire au moyen de couleurs liées à la cire chaude. Dans la période archaïque, celle qui précéda l'hégémonie d'Athènes, la peinture grecque garda les caractères techniques de la peinture égyptienne. Si le dessin fut plus libre, la couleur demeura plate et sans effets, donc purement décorative. Ce ne fut qu'à partir du IV^e siècle que les jeux de lumière et d'ombre, le sens du modelé, du mouvement et de l'espace, introduisirent dans la peinture la vie et l'expression. La sobriété, cependant, resta la règle de cet art. La gamme des couleurs était très limitée. Polygnote, au milieu du IV^e siècle, n'en employait que quatre : le blanc, le noir, le rouge et le jaune.

Devant l'absence des monuments authentiques de la grande peinture, nous devons faire une place à part aux représentations des vases peints, qui, dès le début du VI^e siècle, abandonnant le style géométrique, nous apportent sur la vie hellénique la plus abondante documentation. Les vases à figures noires du VI^e siècle, ceux à figures rouges sur fond noir et à figures polychromes sur fond blanc des V^e et IV^e, égalent en finesse, en sensibilité, en noblesse et en charme les merveilles de la sculpture familière de Tanagra et de Myrina. Toute l'histoire légendaire, les mythes, les croyances, les occupations et les plaisirs de la vie revivent dans leurs figurations. Par elles nous sommes amplement renseignés sur les jeux de ce peuple sportif ; et c'est peut-être le culte des mouvements du corps libre, en plein air, qui libéra définitivement l'art grec de la contrainte des lois d'équilibre et de symétrie qu'il subit, à ses débuts, tout comme l'art des Égyptiens et des Asiatiques.

La diffusion de la culture hellénique, à la suite d'Alexandre, réforma l'art de tous les pays où pénétra

avec elle l'esprit de mesure et le culte de l'intelligence. L'Égypte, la Syrie, l'Asie Mineure, la Mésopotamie et la Perse, et les steppes de la Caspienne, aussi bien que les remparts montagneux de l'Afghanistan et Rome, reçurent, cultivèrent et transformèrent, selon leur génie propre, la semence hellénique. Il est vérifié aujourd'hui que l'art de l'Inde est né de cette influence. Les peintures bouddhiques que nous trouvons dans la péninsule même, puis sur tout le pourtour du Gobi et dont la diffusion, en ces régions, entre la période séléucide et les premiers siècles de notre moyen-âge (III^e-VII^e), coïncident avec celle du bouddhisme, sont vraisemblablement à l'origine de la peinture chinoise.

Mais l'art grec rayonna plus fortement encore dans le bassin de la Méditerranée, porté par les flottes d'Athènes jusqu'au sein des anciennes colonies phéniciennes ; et Rome, en imposant sa force militaire et son organisation administrative à la Grèce elle-même et aux pays hellénisés, apporta de ceux-ci et porta au monde occidental une formule d'art qui est une glorification pompeuse de l'hellénisme.

Ce que nous connaissons d'œuvres peintes, en Égypte, (portraits), en Phénicie (fresques tombales), en Italie du Sud, par exemple, nous montre l'art hellénique, adapté aux traditions régionales, évoluant peu à peu vers des formules dont la fortune historique sera diverse. Dès les derniers siècles de l'ère antique, nous pouvons saisir les éléments de formation des deux grands courants, qui détermineront un jour l'art des temps modernes, tel qu'il nous apparaît, un peu artificiellement, surgi de la Renaissance. Le courant italo-romain qui se prolonge dans l'art chrétien des premiers siècles est à l'origine du réalisme qu'intensifieront les barbares et qui marquera si fortement les écoles occidentales. Ce que nous voyons, au contraire, tant en Égypte qu'en Phénicie ou à Palmyre (vassale quelque temps des Perses Sassanides), c'est un retour aux tendances profondes de l'Orient : d'une part stylisation des figures, d'autre part, recherches de luxe décoratif. Sous le formulaire et l'apparat, l'humanisme grec se voile, sans toutefois disparaître ; et nous voyons dans les écoles orientales qu'il a un instant vivifiées et pour longtemps unifiées, poindre la pompe, l'artifice, et la grandeur aussi du style de Byzance. Ce style résistera longtemps, dans les écoles du Moyen-Âge, au réalisme occidental, conservant les fortes disciplines des traditions techniques, et les imposant, non sans bonheur, aux richesses d'invention des artistes d'Europe.

B) L'art chrétien du Moyen-Âge. — On peut ainsi distinguer trois courants issus du fond commun de civilisation unifié par le génie grec. Nous laisserons de côté les formes asiatiques qui demanderaient une étude spéciale, pour nous attacher particulièrement à celles qui intéressent l'Europe.

Le courant occidental, qui se confond à l'origine avec l'art de la Rome païenne se continue sans changement jusqu'après Charlemagne. À part certains motifs, tirés des mythes de la religion naissante, les premières peintures chrétiennes ne se distinguent ni par le style ni par les procédés de ce que nous voyons, par exemple, à Pompéi. La seule distinction de cet art réside dans les motifs qu'il évite : la représentation de la divinité jusqu'au X^e siècle, et celle de la nudité dont l'interdiction se prolongera jusqu'au XIII^e. Les motifs de décoration végétale et florale ne sont pas particuliers au christianisme. Le plus connu de tous, celui qui mêle le pampre, l'épi et la colombe se rencontre déjà dans l'iconographie des cultes dyonisiques de la région syro-phénicienne. Il n'est pas jusqu'aux figures symboliques, telles que les anges enfants ou l'âme, qui ne soient la réplique des amours ou des génies funéraires ailés, et de la mélancolique Psyché. La seule figure nouvelle apportée par l'iconographie chrétienne, celle du Bon Pasteur, ne révèle aucun sentiment nouveau.

En Orient, l'art Byzantin semble remonter aux traditions de rigueurs théoriques et de faste des Achéménides et de l'Assyrie. Même uniformité rituelle des figures et des attitudes, même tendance au colossal, même absence de vie physique et d'émotion. Cette tendance, commune à l'Égypte, à la Chersonese, pénétrant en Russie à la suite des missionnaires, maintenue dans les couvents de solitaires, s'y prolonge bien au-delà de la chute de Constantinople, dans les fresques du mont Athos (attribuées à Panselinos) dans les peintures du Sinaï, et dans les icônes des sanctuaires russes. Mais l'influence de Byzance rayonne aussi sur l'Occident. Elle y recouvre bientôt le courant italo-romain et se marie au goût barbare. Non seulement l'Italie, dominée par les Goths, reçoit les leçons d'art des mosaïstes byzantins, et les applique dans ses églises, jusqu'à la Renaissance du XIII^e siècle ; mais l'Europe occidentale elle-même subit l'influence de Byzance, en même temps qu'elle voit s'affermir les premières royautes barbares. Et plus tard, quand aux VIII^e et IX^e siècles, les empereurs iconoclastes forcent les artistes à s'expatrier, c'est sur l'Occident pacifié qu'ils refluent ; ils y déterminent ce qu'on a appelé la Renaissance carolingienne. Mais jamais le sens décoratif original des Barbares ne fut étouffé, et son esprit, à la fois réaliste et fantaisiste, où se retrouve le génie des ancêtres de l'âge du fer, mêlé, dans l'Europe méridionale, d'influences syriennes, anime, à travers un appareil technique peut-être appris de Byzance, les inventions ornementales si caractéristiques, le sens plastique et les ressources expressives des décorateurs romans.

IV. LES TEMPS MODERNES. — Ce qui caractérise les époques modernes de l'histoire de la peinture, comme toutes les autres manifestations de l'esprit humain, c'est la rapidité d'évolution des formules, les forts écarts dans la transformation des styles, la diversité des écoles locales, en même temps que les rapports d'analogue entre des maîtres éloignés, la profusion des aptitudes et des génies particuliers. A partir du XIV^e siècle, principalement, la vie artistique reçoit une diffusion telle qu'en six siècles à peine, elle nous apparaît plus riche d'inventions et de recherches que toute l'antiquité. Et cependant, durant cette période, aucune école ne présente ce caractère d'ensemble réussi, d'expression sociale durable que nous offrent l'époque égyptienne ou l'époque grecque. Le mouvement des cathédrales, du XII^e au XV^e siècle, est le seul auquel sa durée et sa dispersion territoriale confèrent une certaine universalité. Les autres mouvements sont d'oscillation courte ou d'aire localisée. Ce sont des mouvements particuliers ; et le génie des individus y a plus de part que les formules traditionnelles ou les disciplines rituelles. C'est dans la période dite « La Renaissance » (qui, en Italie, commence vers 1275) que la peinture se différencie nettement des autres arts et s'individualise ; elle échappe peu à peu au bâtiment, à l'architecture ; elle sort de son mur et vient au devant du spectateur. Toute enivrée de ce qu'elle gagne en vitalité et en émotion, elle ne sait pas ce qu'elle perd.

A) XIII^e et XIV^e siècle. — A l'aurore du XIII^e siècle, l'achèvement d'un grand nombre d'édifices dans le nouveau style occidental, appelé improprement gothique, amène une modification profonde de la décoration des églises. La nécessité de tamiser, en l'utilisant à des fins mystiques et décoratives, la trop grande lumière projetée par les baies immenses, donne naissance à un art nouveau dont, par la suite, l'influence sur la peinture sera considérable. Dans toute l'Europe occidentale, le vitrail sera, avec l'enluminure, toujours pratiquée et de plus en plus assouplie, la plus riche manifestation de la couleur. Ces deux procédés expriment fortement les types et les formules issus du fonds occidental. Entre 1200 et 1300, les enlumineurs parisiens, les verriers de Noyon, de Beauvais, de Saint-

Denis, de Notre-Dame et de la Sainte-Chapelle, de Reims, de Chartres et d'Amiens représentent le plus haut point de l'art de peindre. Ils complètent la réussite des sculpteurs. D'ailleurs, de même qu'à l'époque romane, l'influence de la sculpture, plus tôt et plus profondément évoluée, est visible dans l'œuvre des premiers peintres occidentaux. Les fresques de Montmorillon, de Cahors, de Clermont-Ferrand, perpétuent, dans le dernier quart du XIII^e siècle, la tradition romane. Elles rejoignent le mouvement qu'instaure dans le Sud-Est de la France, dans les premières années du XIV^e, le transfert de la cour papale à Avignon (1309). Les papes amènent avec eux des fresquistes siennois qui formeront la première école provençale.

C'est à l'Italie, en effet, qu'appartient, de la fin du XIII^e siècle jusqu'en 1430, la maîtrise incontestée de la peinture. Pour si incertaines que soient les dates, nous sommes en possession d'œuvres florentines et siennoises qui se dégagent alors de l'influence des mosaïstes et des émailleurs byzantins, qui n'ont pas cessé de former, en Italie, des élèves. La légende d'un de ceux-ci, Cimabue, qui aurait été le « premier peintre » est une jolie page d'anthologie. Il est certain que des artistes italiens s'individualisèrent dès le XIII^e siècle et c'est à Sienne que nous trouvons la première école. Duccio (1255-1319 ?) semble avoir, le premier, dégagé des formules byzantines et miniaturistes la conception du tableau, avec le sentiment de la composition. Dans cette première école de Sienne, nous citerons encore Simone Martini, qui vint à Avignon en 1310 et y mourut en 1344, après avoir fondé l'école à laquelle on doit les fresques du Palais des Papes (1320-1364) et celles de Villeneuve. Mais dès la génération suivante, l'école de Sienne se dessèche, et retombe pour longtemps dans l'illustration allégorique. Les Lorenzetti, cependant, la maintiennent quelque temps. Les procédés techniques des Siennois tiennent encore de la miniature ; fraîcheur de coloration, suavité, poésie, n'y excluent pas la pauvreté de matières et d'effets dont triompheront les florentins des lustres suivants.

A Florence, l'école semble être née de l'enseignement d'un fresquiste romain, Pietro Cavallini, l'auteur des fresques du Transtévère ; et le maître le plus illustre, à son aurore, fut Giotto di Bondone (1269 ?-1336). Ce fut un puissant ordonnateur d'ensembles. Son art, architectural et sculptural encore, est animé d'un souffle nouveau ; la vie s'introduit dans la peinture par la recherche du modèle expressif. A part Andrea Orcagna (1308-1368) et Taddeo Gaddi (1333-1390), les successeurs de Giotto furent en général des imitateurs ; et pour un quart de siècle l'Italie s'appauvrit.

C'est à ce moment qu'apparaissent, en Europe occidentale, les résultats de l'admirable poussée que la peinture y reçut de la sculpture et du vitrail. Il semble bien d'ailleurs que Siennois, ou Romains, et Giotto lui-même soient tributaires des imagiers français du XII^e siècle finissant et du XIII^e et que la voie de diffusion des recherches qui introduisent, dans la peinture, la vie, soit la route des pèlerinages. En France, comme en Italie, les sculpteurs précéderont les peintres. Les Gérard, d'Orléans, les Jean Baudouin, de Bruges (v. 1370), Beaumecru et Jacquemart, de Hesdin, les suivent assez tardivement. Le néerlandais Claus Sluter, sculpteur, en 1320 et 1326, le portail de Champmol, précédant les peintres flamands de Bourgogne : Jean Malouel (v. 1336), Broederlam, et les miniaturistes : Pol de Limbourg et ses frères.

Le mariage de Philippe de Bourgogne avec Jeanne de Flandres, en 1385, fixe à Dijon la cour de Bourgogne et y attire les artistes flamands. Une étape se crée entre la Flandre et l'Italie. Bourges en devient une autre. Vers ces deux villes, qui font figure de capitales, affluent aussi les apports rhénans. Dans les temps troublés de la Guerre de Cent ans, de vastes échanges

artistiques se nouent, sur une ligne qu'on peut tracer, entre Bruges et Florence, autour de Dijon, de Bourges et d'Avignon. Mais la Bourgogne est la charnière centrale de ces échanges.

B) XV^e siècle. — Dès lors la peinture se développe avec la plus grande rapidité et s'humanise de plus en plus. Les peintures d'autels elles-mêmes ne sont plus seulement l'illustration mystique et décorative des thèmes religieux, mais d'abord des tableaux où la technique, de plus en plus, se libère. Le perfectionnement des siccatifs et l'emploi plus adroit de la peinture à l'huile, procédé connu dès le XIV^e siècle, est l'œuvre des flamands et, en particulier des frères Van Eyck.

De 1400 à 1420, environ, l'art franco-flamand domine. L'œuvre de Malouel, celle de ses neveux de Limbourg, mêlent leur influence à celle beaucoup plus forte des Van Eyck Hubert (1370+1426) et Jean (1384+1437), maîtres de l'école des Flandres, et du Valenciennais Robert Campin (1375+1444 ?), maître de l'école de Tournai. Les « Très riches heures du Duc de Berry », point culminant de l'art de la miniature à cette période, auxquelles tous ces artistes peuvent avoir collaboré, sont de 1416. Après 1420, l'assassinat du duc de Bourgogne et le traité de Troyes amènent un nouveau déplacement des centres artistiques. Paris, ruiné ; Dijon, délaissé, ainsi que Bourges, c'est à Gand, à Tournai, à Bruges, à Bruxelles que travaillent d'actifs ateliers. Leurs artistes apportent au sud de la France, à Aix où vient de s'installer le roi René, des leçons qui fructifieront dès la génération suivante.

Les années 1420 à 1440 sont parmi les plus fécondes de l'histoire de la peinture. Le grand rétable de l'Adoration de l'Agneau, des Van Eyck, achevé en 1432, est, non seulement pour l'art des Flandres, mais pour toute l'Europe occidentale la borne éminente des nouvelles directions. Mais les deux frères sont aussi les premiers des grands portraitistes. Désormais aux compositions religieuses s'ajoutent les œuvres qui traitent la figure humaine. Enfin, et d'abord comme fond, le paysage naît. On doit associer au nom de Campin celui du plus grand de ses élèves : Roger Van der Weyden (1400+1464). Au réalisme bourgeois des Van Eyck, Roger ajoute une note lyrique, un expressionnisme pathétique. Roger est en outre un des plus grands coloristes de tous les temps. L'influence de ces maîtres, diversement combinée, se retrouve dans l'école d'Aix : Le maître de l'Annonciation (v. 1445). On la retrouve aussi dans l'œuvre du Suisse Conrad Witz (né vers 1400).

L'Italie, pendant ce temps, accomplit, dans un isolement relatif, sa deuxième Renaissance. L'école d'Ombrie, formée peut-être par les Siennois, se rattache encore à ceux-ci, dans l'œuvre charmante et fleurie de Gentile da Fabriano (1360+1428). Transporté à Venise, son enseignement combiné avec celui de Jacopo Bellini influence sans doute le grand peintre, graveur et sculpteur Pisanello (1397+1455 ?), élève d'Altichiero, détache les premiers maîtres de l'École vénitienne du byzantinisme des mosaïstes.

Mais c'est à Florence surtout que l'humanisation de la peinture se précise et s'intensifie. Fra Giovanni da Fiesole, l'Angelico (1387+1415), contemporain du piétisme franciscain en exprime la béatitude sentimentale, avec une émotion communicative. Par sa technique, il forme le passage entre Giotto et Masaccio. Celui-ci est un maître, analogue aux Van Eyck et à Giotto par l'orientation nouvelle qu'il a donnée à l'art de peindre. Il fut vraiment le premier italien qui exprima l'homme moderne dans son intense réalité, avec un sens du modelé vivant et du caractère profond qui ne le cède pas à Michel Ange lui-même. En même temps que dans les sculptures de Donatello, tout l'art florentin du XV^e siècle puise sa source dans les fresques de ce très jeune homme (1400+1428). Si

quelque trace de l'imagerie d'Angelico se retrouve encore longtemps dans l'œuvre ingénue et féérique de Benozzo Gozzoli (1420+1498), Angelico lui-même et ses contemporains Andréa del Castagno et Paolo Uccello, peintre génial, orientent l'école florentine vers la recherche des formes hautes et un certain héroïsme plastique. Domenico Veneziano Baldonetti et Filippo Lippi se partagent l'influence de Masaccio. Cependant les siennois Sassetta, Neroccio, Matteo di Giovanni, ressuscitent à l'écart les imageries décoratives des maîtres du XIV^e.

De 1440 à 1470, la génération née dans le premier quart du siècle arrive à la maturité ; et nous assistons, aussi bien en Italie qu'en Flandre, à une floraison magnifique. Piero della Francesca (1416+1462), même après Masaccio, est un précurseur. Un sentiment nouveau d'inquiétude tragique ajoute à l'intensité de son sentiment de l'espace. Mais nulle émotion ne perce cette noblesse. Les maîtres nés aux environs de 1430 à 1440, sont tourmentés visiblement, au contraire, par la passion de l'homme à laquelle ils prêtent une expression héroïque. Antonio Pollaiuolo (1429+1498) renchérit sur le culte de la force et les recherches du modelé expressif de Castagno et d'Uccello. Andrea Mantegna (1431+1506), inspiré par le culte de la grandeur antique qu'il ressuscite sans en être écrasé, sera l'initiateur d'un grand essor des écoles du nord de l'Italie et de celle de Venise. Verrocchio (1435+1488), puissant sculpteur et peintre, est le maître du premier des grands artistes universels, Léonard de Vinci ; Melozzo da Forlì (1435+1488) et Luca Signorelli (1441+1523) reprennent la grande leçon de leur maître Piero et l'intensifient en l'humanisant. Signorelli surtout est un grand créateur de formes libres et de mouvements. Antonello da Messina (1430+1479) introducteur vraisemblable à Venise de la technique perfectionnée de l'huile, est un portraitiste profond. Enfin Botticelli, Sandro Filipeppi (1444+1510) traduit dans la plus étonnante arabesque, avec le plus émouvant prestige, la même inquiétude humaine, la même tension intérieure et technique que ses contemporains. Mais c'est surtout vers la ligne expressive et le modelé tangible que ces maîtres portent leur effort. Ceux qui échappent à leur rigueur, qui semblent tout baignés de suavité, n'expriment pas plus qu'eux cependant la foi tranquille des Siennois ou des Florentins du XIV^e. C'est l'athéisme renaissant qui circule avec la douceur de l'atmosphère dans l'œuvre de Pietro Vannucci, dit le Perugin (1446+1523) et de Francesco Francia (1450+1518).

De Mantegna et des Bellini l'art des vénitiens prendra, avec la sérénité païenne, la science et le goût des belles matières. Peut-être aussi la grandeur de la cité et l'héritage de Byzance sensible chez les frères Vivarini, de Murano, sont-ils pour quelque chose dans les déterminations si particulières de cet art. Gentile Bellini (1427+1507) est l'illustrateur des fastes de Venise ; Giovanni Bellini (1430+1516), son frère, est un génial artiste, fort complexe, dont l'activité parcourt toutes les étapes, donne ou subit toutes les influences. Carlo Crivelli (1430+1494), artiste des plus originaux, peint dans une matière précieuse des formes magnifiques. Il faut rattacher à Mantegna et à l'art tendu des florentins les œuvres d'un grand artiste austère, Cosimo Tura, de Ferrare (1430+1495), maître de toute une école qui comptera des peintres représentatifs comme Ercole de Roberti (1456+1496).

Ces artistes, pour la plupart de très haut rang, ont tous marqué, de façon ou d'autre, l'évolution de l'art après eux, et plusieurs des vastes génies du XV^e siècle ne font, en somme, qu'épanouir, développer et achever en l'épuisant, le mouvement reçu de leurs prédécesseurs, après y avoir imprimé leur marque de grands ouvriers.

En Flandre, les grands élèves des Van Eyck et leurs

disciples, *Van Ousester*, *Thierry Bouts* (1410+1475), *Petrus Christus* ; ceux de Robert Campin, comme *Jacques Daret* et de Roger Van der Weyden, emplissent de leurs œuvres les églises et les demeures. Les premiers maîtres allemands restent jusqu'en 1460 à l'abri de la forte empreinte réaliste. Le *Maître de Sainte Véronique* (1410), *Stephan Lochner* (1390+1451), ou *Pleidenwurf* (1420+1472) sont encore des enlumineurs plus que des peintres. Mais, en France, une école nouvelle, issue des sources flamandes, revit vers 1450. *Simon Marmion* (1427+1489) y reste disciple de Van Eyck. Mais *Jean Fouquet* (1415+1485) et *Perréal* (le maître de Moulins), sont de grands artistes personnels et sûrs. *Fouquet*, à la fois le dernier et le plus grand des miniaturistes et l'un des portraitistes les plus vivants, est un novateur dans la composition. Les Flamands, en ce temps, s'italianisent : *Van der Goes* (1430+1482). On peut trouver une synthèse des deux tendances dans l'œuvre d'un rhénan, devenu le maître de Bruges, *Hans Memling* (1430+1492), qui allie les suavités d'un génie délicat aux savantes acquisitions de l'Ecole. Son disciple, *Gérard David* (1450+1523) est tout imprégné d'italianisme.

Vers le milieu du siècle, un peintre de Bourgogne, *Euguerre Charronton* (né vers 1410), s'installe à Avignon et y fonde un atelier. Il ouvre la voie aux chefs-d'œuvre d'un peintre régional, *Nicolas Froment* (1435-1500). Du double courant d'influences, bourguignonne et italienne, est animée l'œuvre la plus dramatique de toute la peinture française au xv^e siècle, la « *Pieta* » d'Avignon (1470).

C'est vers ce temps que l'enseignement de Van der Weyden pénètre en Allemagne. Il nourrit les probes élans de l'Ecole de Cologne et les œuvres pathétiques des maîtres de la « *Vie de Marie* » (vers 1450) de la « *Passion de Darmstadt* » (v. 1450) de la *Sainte Paracété* (v. 1480) et surtout l'auteur magnifique de « *L'Anel de Saint Barthélémy* » (v. 1490). Mais déjà s'interpose l'œuvre d'un grand peintre, possesseur d'un génie sensible, graveur d'une expression personnelle, *Martin Schongauer* (1450+1491). En Autriche, une école influencée par les maîtres de Padoue et de la première veine vénitienne éclairée par les Ombriniens, s'épanouit avec *Michael Pachier* (1430+1498) et *Reichlich*.

La fin du siècle, en Italie, nous montre les disciples des grands artistes de la génération de 1430, former la transition avec les grands artistes du xvi^e. A Florence, *Filippino Lippi* (1467+1504) procède de Botticelli ; Verrochio forme, avec Vinci, deux maîtres considérables, *Domenico Ghirlandajo* (1449+1494) et *Lorenzo di Credi* (1459+1537) ; Mantegna et Giovanni Bellini, influent, à Venise, sur *Carpaccio* (1460+1522) ; dans le nord de l'Italie, à Vicenza, sur *Montagna* (1450+1523), à Vérone sur *Morone, Libérale* ; Bellini sur *Cima da Conegliano* (1460+1517). De Mantegna, encore, la première école de Milan, formée par son condisciple *Vincenzo Foppa*, et illustrée par *Borgognone*, tire son éclat passager. L'étrugien, maître de l'espace, formé par les Ombriniens parmi lesquels se détache seul avant lui *Nicolo de Folligno*, enseigne à son tour *Pintoricchio*, et contribue à former l'idéal du jeune Raphaël. L'école bolonaise, fondée par *Lorenzo Costa*, issu de l'école de Ferrare, et enrichie par Francia, y contribue aussi, par le truchement d'un élève de celui-ci, *Timoteo Viti*, qui, émigré à Urbain en 1495, fut le premier maître du jeune Sanzio. Par ces maîtres intermédiaires nous sortons de l'ascétisme, de la tension linéaire, de l'héroïsme. Des formes rondes, des couleurs chaudes ou légères, une heureuse sensualité, voilà ce qu'ils apportent au xvi^e siècle.

Mais ils furent devancés et dépassés par un initiateur plus puissant qui, non seulement fond en lui toutes les acquisitions antérieures, mais qui projette de lui-même, sur toutes choses, une lumière intérieure :

Leonardo da Vinci (1452+1519), l'un des « hommes représentatifs » de la plus haute humanité. Génie universel, à la fois peintre et sculpteur, ingénieur et inventeur, savant et philosophe, Léonard, le premier, rompt avec la technique prudente et éprouvée des peintres du xv^e siècle. Afin d'éviter la sécheresse, d'obtenir l'atmosphère, la fluidité des tons, le fonde du modelé, le clair-obscur, de s'élever de la géométrie des contours à celle des plans, de renforcer l'expression plastique par la vibration de la vie intérieure, Vinci usa de moyens compliqués, et qu'il était le premier à essayer, qui ont fait la fragilité de son œuvre. Il n'en subsiste pas moins, dans celles qui nous sont parvenues à peu près intactes, un dessin sensible et fort, d'un équilibre serein et souple qui semble la solution des recherches de Verrochio, son maître, de Botticelli, et de Mantegna, un charme qui dépasse le laisser-aller de Pérugin ; et par-dessus cela qui est la conclusion d'un siècle, une sensibilité de l'espace, une alchimie de la couleur, une ambiance de vie secrète, qui posent la question personnelle que tout grand artiste apporte avec lui, et qui ouvrent le xvi^e siècle.

C) xvi^e siècle. — Libérée du cerne des lignes et de la tyrannie des murs, la peinture peut revendiquer, désormais, un rôle autonome d'incantation sensorielle. Vinci, Toscan, répandit hors de la région florentine, l'art dont il fut l'initiateur. C'est à Milan, où s'écoula une partie de sa vie, qu'une école tout entière suit sa manière. *Da Predis, Solario, Bellrafio, Luini* (1475-1532), artistes de talent secondaire, mais savants, amenuisent vers le joli, le charme du maître. Giovanni Bazzi, dit le *Sodoma* (1478-1549), fonde, à sa suite, la nouvelle école de Sienna. Mais l'influence de Vinci est encore sensible, jusqu'à l'imitation, chez de nombreux peintres du Nord, et les Flamands et Hollandais lui doivent en partie leurs recherches des effets et de la savoureuse matière. Enfin, Raphaël lui-même ajoute aux leçons indirectes de Francia, à la pratique apprise dans l'atelier de Pérugin, à la grandeur antique puisée chez Michel-Ange, quelque chose de plus secret qui vient de Léonard de Vinci.

Fra Bartolomeo (1475-1517) et, plus que lui, son disciple *Andrea del Sarto* (1486+1531) combinent cette influence avec celle naissante de Michel-Ange. Les derniers florentins sont emportés par le grand vent qui fond alors les écoles, à la fois vers le métier simple et libre de Venise, et vers l'emphase théâtrale qui achèvera lamentablement le siècle. Après eux, *Pontormo* et *Bronzino*, grand portraitiste, donnent parfois dans le maniérisme. Mais l'Ecole florentine, entre temps, a éclaté sous la poussée formidable du génie de Michel-Ange.

Michel-Ange Buonarroti, florentin (1475+1564), remplit tout le xvi^e siècle. Formé à la peinture par Ghirlandajo, à la sculpture par un disciple de Donatello, il n'a plus, à partir de 18 ans, d'autres maîtres que les antiques qu'il interprète à sa manière. Sculpteur avant tout, architecte et poète, il ne devient peintre que par force, quand le pape Jules II lui impose, en 1508, de décorer le plafond de la Sixtine. La gageure se répète, en 1535, et le *Ingénieur d'acier* complète le plafond. Michel-Ange organise la surface peinte en architecte. Il n'a souci d'aucun artifice : clair-obscur, transparence, jeu des couleurs. Avec des moyens pauvres et comme méprisants de la matière, il impose à la peinture une œuvre colossale qui violente la peinture et la dépasse. Il remonte, au-delà du xiv^e siècle, à la conception idéaliste de l'œuvre d'art, au point extrême où il n'y a plus rien entre l'artiste et sa création que la projection idéale de lui-même. Lui disparu, la peinture n'est plus, sur les épaules de ses suiveurs, qu'une irréelle détroque. Un seul de ses disciples, *Daniel de Volterra* (1510+1566) n'est pas toujours inférieur à ses efforts vers le sublime. Quand Michel-Ange meurt,

le dernier peut-on dire, il convient de noter que l'école même de Raphaël a, depuis vingt ans, disparu.

Nous avons vu de quelles influences s'est formé le grand éclectique dont le nom a longtemps passé pour le parangon de toute peinture. *Rafaële Santi*, ou *Sanzio* (1483-1520) est né à Urbino, en Ombrie. Il vient à Rome en 1508 et, jusqu'à sa mort, comblé d'honneur, de gloire et de plaisirs, il accumule une œuvre immense, dont il abandonna trop souvent l'exécution à des élèves. Cet illustrateur génial, cet adaptateur prodigieux est peut-être le plus grand « compositeur dans l'espace » qui ait existé. Mais les symptômes de décadence qui germent dans l'art italien, Raphaël les porte déjà à lui : la virtuosité, une certaine négligence, un amoindrissement de la forme et la monotonie de la couleur. La force du contour et du modelé, la maîtrise du mouvement, conquises durement par les artistes volontaires du xvr^e, tombent dans l'agrément de l'art facile, dans une formule de bon ton qui est la loi de l'académisme. Le meilleur élève de Raphaël, *Jules Romain* (1492-1546), acheva certaines de ses œuvres.

Avant d'aborder l'école de Venise, qui résistera et survivra seule à l'académisme, nous devons étudier un autre maître dont l'influence contrebalança celle de Michel-Ange et de Raphaël. *Allegri*, dit le *Corrège* (1494-1534) peintre de Parme, formé à l'école de Ferrare, introduit dans l'art italien un élément nouveau de sensualité directe et charnelle, fait d'un clair obscur caressé de lumières, de couleurs chaudes, de formes enveloppées. Dans une atmosphère de Vinci, des formes belles et puissantes, qui semblent d'un Michel-Ange heureux, exaltent la chair comme seuls purent le faire, par la suite, les Vénitiens et Rubens. Corrège fut exploité par les jésuites et la contre-réforme. On employa son œuvre et sa manière, attirantes par leur sensualité, à l'aide de l'Eglise de Rome mise en péril par les chrétiens rigides du Nord et qui revenait, avec son sens naturel de l'adaptation, dans une société paganisée, à sa source païenne. L'école issue de Corrège compte un peintre secondaire *Francesco Mazzola*, dit le *Parmesan* (1503-1540).

A Venise, *Giovanni Bellini* relie le xv^e au xvr^e. Mais *Giorgione* (1478-1510), son élève, à qui on a attribué longtemps trop d'œuvres et trop d'influence, induit pourtant la peinture vénitienne à des recherches d'incantation purement picturales : mythographie de la vie contemporaine, luministe et coloriste sensuel, *Giorgione* n'est pas sans action sur l'œuvre de ses successeurs. *Tiziano Vecelli*, le *Titian* (1488-1576), issu, comme *Giorgione*, de *Giovanni Bellini*, ne cessa, au cours de sa longue existence, d'approfondir et de libérer son génie propre. Son œuvre, immense et de la plus grande variété, donne parfois dans l'éloquence théâtrale ; mais la matière est une des plus belles qui soient. Ces qualités de matière et de couleur distinguent aussi bien les contemporains du Titien, que sa gloire ne doit pas éclipser : *Palma l'Ancien* (1480-1528) ; *Lorenzo Lotto* (1480-1547) ; *Sébastien del Piombo* (1485-1547), artistes personnels et diversement savoureux.

Mais deux très grands maîtres apparaissent, dans la génération des élèves : *Tintoret*, (1518-1594) et *Paolo Cagliari*, dit le *Véronèse* (1528-1588). *Tintoret* est de tous les peintres de Venise celui qui, par sa force, sa fécondité d'invention, sa hardiesse et sa nouveauté, rappelle le plus Michel-Ange. *Véronèse* s'assimile la plénitude vénitienne avec une solennité qui semble presque espagnole, mais qui n'est, à tout prendre, que la magnificence hautaine de ses prédécesseurs de l'Italie du Nord. Il n'est pas sans intérêt de rapprocher de lui le grand peintre de Brescia, *Moretto* (1498-1555) et son élève *G. Moroni* (1520-1578). Avec *Véronèse* et *Tintoret*, *Bonifazio* et son élève *Jacopo Bassano* (1510-1592), prolongent jusqu'à la fin du siècle le grand âge de la peinture vénitienne.

C'est aux maîtres de Venise et de l'Italie du Nord, que les Néerlandais et les Flamands du xvr^e siècle demandent leur inspiration. En *Quintia Metsys*, d'Anvers, (1466-1530) survit pourtant une pointe de réalisme mystique à la Van der Weyden. Mais *Jean Gossaert de Mabuse* (1470-1541), grand technicien, *Van Orley* (1482-1533) n'évitent que dans le portrait les déviations de l'italianisme. *Lucas de Leyde* (1494-1533) est plus personnel et, dans son œuvre de graveur, entièrement original et grandiose.

Jérôme Bosch (1465-1516) et ses grotesques, *Joachim de Patinir* (1475-1524) et plus encore *Pieter Brueghel* (1520-1569) gardent la tradition flamande. Les figures du dernier sont un étonnant mélange de rusticité fruste et de grandeur humaine. *Joos Van Cleve le Jeune* (1510-1554), *Isenbrant* (1510-1580) et *Willem Key* (1515-1568) suivent, au contraire, de près, l'exemple de Mabuse et de Van Orley. *Anthony Mor* (1512-1576) d'un des premiers maîtres hollandais, est, dans le portrait surtout, égal aux plus grands.

Par contre, le xvr^e siècle est, pour l'école allemande, la grande période d'activité. De nombreux maîtres y apparaissent : *Bernard Strigel* (1460-1528) encore près des enlumineurs, *Zeibblom*, inspiré des sculpteurs sur bois de la Souabe, *Hans Fries*, et ses vierges suisses (1465-1518), *Holbein le Vieux*, puissant et lourd.

Tous ces maîtres sont dépassés par un homme au génie universel, *Albrecht Dürer* (1471-1528), de Nuremberg. Dürer, comme les Flamands de son temps, fut imprégné d'influence italienne ; mais à travers les Italiens, c'est l'antiquité elle-même qu'il veut atteindre. En ce sens, il est le premier à poser et à résoudre le problème de l'humanisme allemand, comme le posera et le résoudra Goethe. En dehors de son œuvre de peintre, Dürer accumula toute sa vie, dans la gravure, des chefs-d'œuvre d'une invention, d'une beauté de forme et d'une exécution incomparables. L'influence de Dürer sur la peinture allemande fut immense, même sur ses contemporains dont plusieurs furent d'un réel mérite. *Hans Von Kulmbach* (1476-1522) reste près des tailleurs de bois franconiens ; *Schäuffelein* (1480-1540) annonce déjà le style baroque. *Martin Schaffner* (1480-1541) et *Beham* (1502-1540) sont plus italianisés. Mais bien plus significatifs sont l'alsacien *Hans Baldung Grien* (1480-1545), grand maître de la forme et graveur d'un haut et pur style, et le bavarois *Albrecht Altdorfer* (1480-1538), poète aux rêves grandioses, génial paysagiste, étonnant romantique. Coloriste aux effets neufs, qui parfois annonce Greco, Altdorfer est le plus puissant inventeur que l'art allemand ait connu entre Dürer et *Matthias Grünewald* (œuvre entre 1500 et 1520). Celui-ci est un grand peintre, le plus peintre des Allemands, d'un réalisme et d'un mysticisme également saisissants, et d'une personnalité intense dans le dessin, âpre et tragique. Le courant flamand n'est pas cependant, en Allemagne, entièrement épuisé. *Joos Van Cleve le Vieux* (mort vers 1540) détermine à la flamande toute l'école de Cologne. *Brugs* (1483-1555), son disciple direct, est le dernier artiste notable de ce milieu. En Westphalie, les frères *Heinrich* et *Victor Dünwegge* doivent aussi beaucoup à cet enseignement.

Mais en dehors de ces deux courants, flamand et Italien, si bien fondus dans le grand humanisme de Dürer, *Lucas Cranach* (1472-1553) inaugure un art qu'on peut dire propre à la Réforme allemande. Observateur précis, peintre sec et dessinateur sans ampleur, Cranach donne l'expression la plus typique de l'art populaire à tendances nationales. *Hans Holbein*, le jeune (1497-1543) est un génie tout différent. Sans aucune trace d'influence de Dürer, il est, lui aussi, et plus que Dürer même, un humaniste. Pour ce déraciné, mêlé à la société intellectuelle de France, de Hollande et d'Angleterre, la question de l'alliance de l'âme antique et du génie allemand ne se pose pas.

Portraitiste d'une acuité presque unique, Holbein dépasse son temps comme il dépasse son pays et atteint à l'humanité universelle. Dans l'art du portrait, son successeur Amberger (1500-1561) mêle à son influence celle visible des Vénitiens.

Après cette génération, dès le milieu du xvr^e siècle, l'art allemand s'éteint. Muelich (1516 + 1573) n'est plus qu'un reflet de Venise.

De même l'Ecole française, naguère si vivace, se raréfie et s'amenuise, mais elle donne, en même temps, son expression la plus française dans l'œuvre de quelques artistes, néerlandais ou italiens. L'Ecole du Midi est morte après la Grande Pieta. Simon de Châlons (1532 + 1562) y apporte la tradition néo-flamande, mais ne la ressuscite pas. Perréal prolonge jusqu'en 1516 l'école du Centre. Mais les artistes marquants du xvr^e siècle sont les trois Clouet. Jean I, le père venu des Flandres vers 1492, Jean II, le fils (1485 + 1540) et François (1522 + 1572). Le plus grand des trois est Jean II, dessinateur et peintre sobre et fin, d'une pureté classique, dont les portraits résistent aux plus hautes comparaisons. Ses contemporains, comme *Bellegambe*, ses successeurs : *Quenel* et *Dumoustiers* maintiennent la tradition du portrait habile où excellera bien plus qu'eux, dans ses petits tableaux si fouillés et si vivants, Corneille, de la Haye, dit *Corneille de Lyon* (1533 + 1576).

L'Ecole de Fontainebleau, fondée par les italiens *Rossi* et *Primatice*, ramenés par François I^{er}, fut supérieure en général à l'enseignement qu'elle reçut. Celui-ci, inspiré du poncif de Michel-Ange apporte en France l'enflure et le goût décoratif du style baroque. La Contre-Réforme qui, après l'Italie, va conquérir la France, insinue déjà dans son art la tendance théâtrale à l'éloquence et au creux. *Jean Cousin* (+ 1590) est, à ce point de vue, très représentatif.

Que reste-t-il, en effet, à prendre, à l'Italie ? Le mauvais goût, la fadeur, l'éclectisme composent la formule académique qui pèsera sur toute l'Europe du xvr^e siècle, aux deux seules exceptions, d'autant plus glorieuses, de l'Espagne et de la Hollande. Cette formule qui parut salutaire, après l'imitation désordonnée des maîtres, est due à *Louis Carrache* (1555 + 1600) et à ses deux neveux, *Augustin* (1557 + 1602) et *Annibal* (1560 + 1609). C'est de Bologne, leur ville natale que partit le mot d'ordre qui était d'allier « le dessin de l'école romaine, le mouvement et les ombres des Vénitiens, le beau coloris de la Lombardie, le style terrible de Michel-Ange, la vérité et le naturel de Titien, le goût pur et souverain de Corrège ». On voit à quelle confusion l'application de ces théories pouvait conduire des hommes sans génie.

Une réaction de réalisme bouleversa, vers la fin du siècle, ce formulaire des recettes de la médiocrité. Un gâcheur de plâtre, Amerighi, dit le *Caravage* (1569 + 1609) introduisit dans la peinture les figures de la rue. Son goût de la vie est rendu efficace par le sens profond des formes et du mouvement et l'intensité des effets. Sa manière, rude et sombre, eut sur toute la peinture, en Italie, en Espagne et en France, une influence durable jusqu'au xix^e siècle. Les éclectiques eux-mêmes l'ajoutèrent à leur recueil de recettes.

D) *XVII^e-XVIII^e siècles.* — La décadence de la peinture résultant, si l'on peut ainsi dire, du surmenage du xv^e siècle et du début du xvr^e, pèse également sur tous les pays dans les premières années du xvr^e. Plus encore qu'au xvr^e, les caractères généraux des écoles disparaissent devant les caractères individuels des peintres. Les exceptions elles-mêmes à la décadence générale sont individuelles et paraissent d'autant plus fortes.

Les successeurs italiens des Carrache qui ont rempli d'œuvres innombrables les musées et les collections particulières, ajoutent à l'impersonnalité de leurs maîtres la fausse grâce du style jésuite, son sentimentalisme mystico-érotique, le tarabiscotage qui a valu à

l'époque le qualificatif de baroque. *Albane* (1578 + 1660) ; le *Dominiquin* (1581 + 1641) ; *Guido Reni* (1575 + 1642) ; *Guercin* (1591 + 1660) sont des compositeurs habiles et des peintres vulgaires.

Les tendances des éclectiques mêlées à l'influence de Caravage sont manifestes dans l'œuvre des décorateurs de l'Ecole romaine : *Pierre de Cortone* et son fâcheux élève *Luca Giordano*. Le produit de ces confusions est un art grossier, tapageur, et sans conscience. *Salvator Rosa* (1615 + 1673), de l'école de Naples, a créé un genre de paysage théâtral, qui fut longtemps imité.

Les artistes les moins sensibles à l'influence bolonaise sont néanmoins des suiveurs ; le meilleur des romains de cette époque : *Sassoferrato* (1605 + 1685) emprunte à la première manière de Raphaël. Les deux florentins *Alexandre* et *Christophe Allori*, sont des académistes chez qui subsiste encore le goût et le style propres à leur région. Mais ce qui domine bientôt, à côté des airs de parade foraine des décorateurs, c'est un style dégénéré et doucereux dont le trop célèbre *Carlo Dolci* est la représentant.

Avec la survivance de l'école vénitienne nous touchons à la première exception dans la décadence générale, qui dépasse quelque peu les individualités honorables. Venise a échappé à l'éclectisme, parce que plus qu'ailleurs, l'esprit païen de la Renaissance s'est intégré à la vie de la cité. Ni la réforme, ni la contre-réforme n'ont eu prise sur elle. En outre et de même qu'en Hollande, le génie pictural, évolué de la représentation mythique vers le naturalisme plus vaste, trouve précisément dans la nature elle-même les qualités d'espace, de lumière, de couleur, qui vivifient la peinture. Le paysage, la vie en plein air, la vie civile sont les ressources de l'école vénitienne du xvr^e et xviii^e, comme de l'école hollandaise.

C'est à cette veine intime et populaire que les deux fils de Jacopo Bassano, et, après eux, *Pietro Longhi*, *Montanasco* (1667 + 1749), *Piassetta* (1682 + 1754) doivent ce rester de vrais peintres. *Canaletto* (1697 + 1767) et *Guardi* sont des paysagistes expressifs, des interprètes émus de la lumière et de l'espace, de charmants notateurs du détail pittoresque. Mais le plus grand artiste de Venise, au xviii^e, est *Jean-Baptiste Tiepolo* (1696-1770) qui, par la grandeur à la fois de son style et la liberté de sa couleur, relie la Renaissance au romantisme, si bien qu'on a pu le définir le dernier des grands peintres anciens et le premiers des grands modernes. A Rome, *Pavini*, et surtout le grand graveur *Piranesi*, fondent sur l'archéologie un art qui marquera sur la fin du xviii^e siècle.

En France, aux deux extrémités d'une époque pompeuse et pauvre, des réalistes, les *Le Nain*, d'une part : *Antoine* (1588 + 1649), *Louis* (1593 + 1648) et *Mathieu* (1607 + 1671) et *Callot* (1593 + 1631) ; d'autre part, *Chardin* (1699 + 1780) échappent à la grandiloquence et au creux par l'expression simple de la vie et de l'homme. Egalement, mais dans un autre sens, de grands maîtres de la forme et du mouvement, des passionnés du style et de l'équilibre s'opposent à la médiocrité des formules : le plus grand, *Nicolas Poussin* (1594-1665) et, à l'autre bout de l'époque, *Louis David*. Le premier, isolé dans sa noblesse intérieure, le second chef d'école, ramenant l'un et l'autre, avec des moyens différents, la peinture à des fins élevées, à la pureté ou à l'héroïsme ; celui-ci, par la rupture éclatante avec les mièvreries du xviii^e, permettant l'éclosion admirable du xix^e siècle français. Tirons encore hors de pair, un *Philippe de Champaigne* (1602 + 1674), scrutateur austère du visage humain ; et tout différents, mais non moindres, ces grands poètes de l'espace, ces magiciens de la lumière : *Claude Lorraine* (1600 + 1682), la plus haute expression, peut-être, avec Poussin, de l'art du paysage jusqu'à lui, et *Antoine Watteau* (1684 + 1721).

Les autres sont marqués par l'époque et secondaires, qu'ils suivent les Carrache comme *Simon*

Vouet (1590-1649), *Le Sueur* (1616-1655) ; qu'ils les dépassent même, sans les égaler comme peintres, par une ampleur de style et un sens indéniable de la décoration, comme *Le Brun* (1619-1690) ou *Jouvenet* (1644-1717) ; ou qu'ils transportent leur éclectisme dans le portrait, comme *Rigaud*, *Pierre Mignard*, ou *Largillière*, auxquels peut s'appliquer la critique de Poussin à l'un d'eux qu'il trouvait froids et fardés. A côté de ces maîtres ennuyeux, le *Valentin*, *Sébastien Bourdon* semblent vivants et savoureux. Le débridement des instincts, qui, à la mort de Louis XIV, succède à l'oppression religieuse, ne relève pas la peinture. Jamais avec des mains plus glacées n'ont été tentées de plus chaudes parties. Ni *Lancret*, ni *Pater*, salueurs sensuels de Watteau, ni *Boucher* (1704-1770), peintre d'un rococo si surfait, mais bon décorateur, ni les *Coyppel*, les *Van Loo*, les *Lagrenée*, aucun de ces peintres pour désœuvrés décadents ne s'élève, par sa conception, au-dessus de l'anecdote, par son faire, au-dessus d'un petit agrément. Ce sont les portraitistes *Nattier* (1685-1765), malgré sa sécheresse ; *Touquet* (1696-1772), qui n'est pas sans profondeur ; *Aved* (1702-1766) ; les pastellistes si subtils *La Tour* (1703-1788) et *Perronneau* ; ou encore les provinciaux : *Grignon*, *Subleyras*, *Duplessis*, qui font figure de peintres. *Greuze*, lui-même, aux compositions si naïvement fades, se sauve par des portraits tendres ou vigoureux. Mais, par dessus tous, *Chardin*, le plus authentique peintre du XVIII^e siècle, rappelle les hollandais par la beauté de la matière.

A la fin du siècle et avant David auquel tout l'oppose, *Honoré Fragonard* (1732-1806) est un vrai peintre, parfois un grand peintre, au métier souple, hérité de Rubens et annonciateur des romantiques. Les noms d'*Hubert Robert*, de *C.-J. Vernet*, élève, à travers *Manglard*, de *Lorrain*, marquent la charmante faiblesse de l'art du paysage. Les décorateurs et les tapissiers, *Oudry*, *Le Prince*, rejoignent, par *Desportes*, le XVIII^e siècle, et adaptent au luxe des intérieurs, les petites manières en vogue dans une société déliquescence.

Dans ces deux siècles, où seuls nous avons vu émerger des individus isolés, et mise à part la survivance de Venise, des écoles pourtant fortement caractérisées, naissent et s'établissent : au sud-ouest de l'Europe l'école espagnole ; au Nord-Ouest, l'école hollandaise et la nouvelle école flamande de qui naîtra l'école anglaise.

Inauguré par le génial isolé, par cet opposant, cet étranger que désigne son sobriquet d'El Greco, le mouvement de la peinture espagnole se dégage, dès les premières années du XVIII^e siècle, des influences napolitaine et vénitienne. *Le Greco* (Theotocopoulos) 1550-1614 est, en réalité, un homme du XVI^e siècle. Il transforme à des fins si neuves le grand enseignement de ses maîtres vénitiens, que nulle autre peinture ne peut être comparée à la sienne. La stylisation des formes humaines, l'expression, la force de la couleur y atteignent une acuité sans repos, mais inégalée. Plus directement inspiré des Italiens, et en particulier du Caravage, *Ribera* (1588-1652) qui vécut une partie de sa vie à Naples, reste pourtant foncièrement espagnol, par son réalisme et l'âpreté de son style. A Séville, succédant aux mystiques encore inspirés de Van des Weyden, tel que *Morales*, *Herrera le Vieux* introduit, vers 1620, l'influence italienne, mais il transpose avec une vigueur naturaliste saisissante. *Zurbaran* (1598-1664) est un maître aussi expressif et tragique, mais plus peintre. *Alonso Cano* (1601-1667) adoucit la manière et précède *Murillo* (1618-1682) dans un idéalisme sentimental, un peu inconsistant, mais d'une couleur séduisante. Le grand peintre de l'Espagne du XVIII^e siècle et l'un des plus grands artistes de tous les temps est *Velasquez* (1599-1660). Rénovateur de la technique, le premier qui ait employé les couleurs à l'huile directement, le plus savant sans

doute des techniciens et le plus habile, Velasquez est en même temps le plus simple, le plus dépouillé, le plus objectif des peintres. Avec une richesse de matière égale à celle des Hollandais, un sens de la couleur égal à celui des grands Vénitiens, il rejoint la sobriété, la grandeur de style et la vérité nue des grands Italiens du XV^e, la majesté d'un *Pieter Della Francesca*.

Après une éclipse assez longue, l'art espagnol revit, à la fin du XVIII^e siècle, avec une force renouvelée, dans l'œuvre de *Goya* (1746-1828). Cet homme prodigieux, dessinateur et graveur d'une passion ardente, peintre dont la largeur et la sûreté égalent presque celles de Velasquez, Goya eut une influence considérable, au XIX^e siècle, sur les peintres français et anglais. Par lui, comme par Velasquez, l'école espagnole dépasse les conditions d'une école nationale et atteint une expansion universelle.

Cependant, au nord de l'Europe Occidentale, l'école flamande surgit de la couvaison italienne en un bouquet prestigieux de flammes ardentes et charnelles. *Rubens* (1577-1640) qui allume ce beau feu sort de l'enseignement assez obscur de *Van Noort* et d'*Otto Venius*. Mais il puise à la source même, à Venise, et son génie est assez fort pour ressusciter, à travers le métier de ses inspirateurs, la grande verve naturaliste des premiers Flamands. Sa fécondité exceptionnelle de narrateur, son sens du modelé vivant et des couleurs expressives, sa fougue incomparable le rapprochent à la fois de Veronèse et de Michel Ange. Mais il a su, à un degré unique, rendre la vibration sensuelle de la chair et le délire sacré de la nature. Ses contemporains *Frans Pourbus* (1579-1622), *Snyders* (1579-1657), *Cornelis de Voer* (1585-1651), participent diversement à son entraînement. *Pieter Brueghel*, le jeune, collabore avec lui. Mais son émule le plus proche, *Jordaens* (1593-1678) qui pousse à l'extrême, semble-t-il, sa forte liesse de gas de Kermesse, a, parfois, avec une éclat égal, plus d'équilibre dans la densité et plus de solidité. *Van Dyck* (1599-1644) est tout autre. Disciple de Rubens dans son rôle mondain, ce peintre plein de distinction est un des maîtres les plus féconds, les plus agréables et les moins profonds. Il plut aux gentlemen de l'Angleterre raffinée et toute l'école anglaise s'est inspirée de lui. Après ces maîtres, *David Téniers* (1610-1690) le Jeune et plus encore *Adrian Brouwer* (1605-1639) doivent aux Hollandais le goût des intérieurs et de la vie quotidienne.

Les écoles de Hollande, (car elles furent aussi nombreuses que dans l'Italie du XV^e siècle), se différencient, dès le XVI^e, avec *Lucas de Leyde*, *Schoorel* et *Van Hemskerke*, dans le courant néerlandais. Mais c'est au XVII^e, alors qu'expire l'Italie artistique, qu'une grande poussée de sève fait de la Hollande le pays des peintres. La Réforme, qui partout ailleurs produit un appauvrissement artistique, aboutit, au contraire, par la séparation des provinces protestantes, à un épanouissement des vertus hollandaises. L'art naturaliste et bourgeois des Hollandais, tourné vers les satisfactions quotidiennes, diffère de tous les autres arts avant lui. L'abandon des grands sujets est compensé par la grandeur de style que confère à cette peinture la beauté de la matière et la dignité du grand métier. A ce point de vue, aucune époque ne peut être comparée au XVII^e siècle hollandais.

De *Frans Hals* à *Hobbema*, un siècle entier s'étend, aussi riche, aussi varié que les grands siècles de la Renaissance italienne, prodigieux par le nombre des habiles et, même si l'on excepte pour une gloire sans voisinage le solitaire *Rembrandt*, marqué par de très grands ouvriers et de singuliers génies. Des écoles naissent, à Utrecht et à Delft, avec *Mierveldt* et *Honthorst* à la Haye, avec *Esaias Van de Velde*, à Amsterdam, avec *Elkasz* et de *Keyser*.

Frans Hals (1580-1666), de Harlem, est un maître de la matière comparable à Velasquez et un portraitiste qui ne le cède qu'à Rembrandt. Dans cette longue vie,

le peintre évolue en simplifiant sa manière pour aboutir aux œuvres dépouillées et fortes des dernières années. Les élèves de Hals lui doivent leur prodigieuse technique : *Brouwer*, *Adrian Van Ostade* (1610-1685), *Isaac Van Ostade* (1621-1649), *Jan Steen* (1626-1679) sont plus que des conteurs pleins de verve et de mouvement. Mais les générations suivantes renoncèrent à cet élément d'intérêt. Déjà les intérieurs de Gérard Dow (1613-1675) et de Ter Borch (1617-1681) n'ont point d'autre sujet réel que le jeu des rapports de couleur dans la lumière. Deux grands maîtres, *Pieter de Hooch* (1636-1677) surtout et *Jean Vermeer*, de Delft (1632-1675) porteront à la hauteur des plus grandes réalisations de l'art, et par la seule magie de la peinture, le simple aspect d'un intérieur, d'un paysage urbain, de figures calmes et profondes. Le sens de l'espace, que les grands Ombriens ont cherché dans les perspectives lointaines, ils le trouvent et l'introduisent sous une fenêtre discrète, autour d'une table. La lumière est entre leurs mains l'élément d'incantation du tableau.

Mais il faut reconnaître là l'influence — qui, pour certains fut écrasante — du plus grand magicien de la peinture : *Rembrandt* (1606-1669). Nul peintre peut-être n'est plus complet. Il n'y a pour lui ni genres ni techniques particulières. Ce qu'il a peint, gravé ou dessiné, il l'a, pour ainsi dire, recréé. Il y a le Monde des apparences, et le Monde de Rembrandt. Qui est autre, comme il y a la lumière de Rembrandt et l'étrange vibration de sa peinture. Sa matière, au début brillante et ferme, évolue, comme celle de Frans Hals, vers une liberté, une simplicité, égales à celles de Velasquez. Mais il y introduit un élément que ses glorieux émules ont ignoré et qui est la marque particulière de son génie : Une lumière intérieure, une atmosphère d'ombre rayonnante baignent toutes ses œuvres et leur assurent une emprise que le mot seul de magie représente sans l'exprimer.

Comparés à lui, ses disciples de l'école d'Amsterdam et ses contemporains nous paraissent ou froids ou pauvres. Isolés de lui, ils reprennent leur rang qui est encore celui d'excellents peintres. *Ferdinand Bol* (1616-1680), *Govaert Flinck* (1616-1690), *Niklas Maes* (1632-1693) ; et plus encore *Van der Helst* (1612-1670) sont des maîtres de la figure humaine.

L'école de Harlem, illustrée en premier lieu, par Frans Hals, est encore l'école des grands paysagistes : *Salomon Ruysdaël* (1600-1670), *Everdingen* (1621-1675), *Wouwerman* (1619-1668) et *Jacob Ruysdaël* (1629-1682), le premier, en Hollande, des compositeurs de paysage, l'un des plus saisissants interprètes, avant Corot, des transparences de l'espace. Après eux, *Nicolas Berchem*, *Berckheyden*, vulgarisent le paysage et le rendent décoratif. Amsterdam eut aussi de bon paysagistes : *Aertlyn*, *Aest Van der Neer*, Philippe et Salomon de *Koninck*, *Karel Dujardin* et le grand animalier ingénu : *Paul Potter* (1625-1655). Mais le seul rival des Ruysdaël, en cette école, est *Mindert Hobbeema* (1638-1709) qui, avec *Albert Cuyp* (1620-1691), le plus grand des animaliers, prolongent aux abords et au début du XVIII^e siècle, la grande tradition du paysage hollandais.

Mais la Hollande a produit encore d'étonnants peintres de la mer, les plus vrais, les plus saisissants avant les modernes. Le premier et le plus grand sans doute : *Jan Van Goyen* (1596-1657), de La Haye, est le maître des ciels mouillés et des transparences marines. Après lui, les deux *Guillaume Van de Velde*, *Van de Capelle*, *Van der Meer*, *Backhuysen* enfin, illustrent diversement un genre spécifiquement hollandais.

On pourrait en dire autant des innombrables peintres de natures-mortes, dont l'habileté dégénère parfois en virtuosité, mais parmi lesquels de vrais maîtres : *Kalf*, *Van Beyerem*, *Van Huysum* ont laissé des œuvres fortes ou charmantes.

Mais cette immense et savoureuse école s'éteint d'un

coup dès la fin du XVIII^e siècle. Au XVIII^e, il n'y a plus rien que quelques disciples glacés et mièvres de *Gérard Dow* et de *Van Mieris*, plongés dans un académisme de petit genre, de conversations galantes et d'élégances de salon, qui ne se distingue en rien, sinon par sa faiblesse plus grande, de l'esprit des petits maîtres français.

C'est pourtant en partie à la Hollande, mais plus encore à la Flandre et particulièrement à Van Dyck que l'école anglaise du XVIII^e siècle doit sa naissance et son développement. Mais ce n'est qu'avec un retard de près d'un siècle que se produit cette éclosion. Et l'art anglais apparaît aussitôt fortement caractérisé dans ses éléments de terroir auxquels il doit peut-être de rayonner, à la fin du XVIII^e siècle, sur toutes les autres écoles.

Hogarth (1697-1764), le premier de ses peintres, ennuyeux dans ses sujets moralisateurs est pourtant un bon peintre, franc et expressif. Mais c'est surtout à la génération suivante que les influences mêlées des Flandres, de Venise et d'Espagne font surgir les grands portraitistes mondains, parmi lesquels *Reynolds* (1723-1792) et *Gainsborough* (1727-1788) tiennent une place particulière, celui-ci plus complet, plus génial et l'un des premiers maîtres du paysage où l'école anglaise se distinguera. Après eux, *Rnebourn*, *Romaney*, *Hoppner*, *Opie* ; et *Lawrence* (1769-1830) qui les égale presque en renom. En même temps le paysage, naturaliste à la manière hollandaise mais avec une originalité savoureuse, se développe à la suite de *Gainsborough* et de *John Crome* (1769-1831). Mais ses plus belles réalisations et ses directives magistrales, celles qui de *Constable* et de *Turner* viendront influencer le romantisme français, appartiennent déjà au XIX^e siècle.

XIX^e siècle. — La grande fermentation des esprits qui précède la Révolution française n'a pas son équivalent dans l'histoire de la peinture ; mais son pendant, s'y retrouve. Si l'on veut bien comprendre que l'œuvre de la Révolution fut moins l'explosion de passions populaires qu'une imitation de juristes épris d'héroïsme à l'antique, on ne manquera pas de noter la réaction archéologique qui se produisit en peinture, environ le milieu du XVIII^e siècle et dont *Vien*, *J.-B. Pierre*, *Reynaud*, *Peyron* et, plus que tous, *David* (1748-1825), furent les truchements ou les prophètes. C'est un nouvel académisme, non plus inspiré de la Renaissance, mais puisant directement à l'antique compris à la façon de Montesquieu, un paganisme sans volupté, cérébral, une conception de moralistes. Cette réaction contre les polissonneries et les manières de la peinture de boudoir, cette tendance au grandiose n'eût donné que des œuvres ennuyeuses si *David* n'avait été, à côté d'un théoricien pompeux, un grand peintre simple. Son exemple plus que ses leçons restituèrent à la peinture les nobles ambitions, la conscience et le respect du bon métier. On n'accepta plus le faire facile, ni la hâte. A cette rigueur l'école française dut de s'élever au grand art qu'elle avait entrevu et manqué au XVIII^e ; mais si, cette fois, elle y réussit, c'est que des éléments d'une technique forte et vivante lui vinrent, à la fois, des espagnols, des vénitiens, des flamands, des hollandais et des anglais et qu'elle sut les utiliser sans s'y asservir. C'est aussi qu'elle rencontra dès les premières années du XIX^e quelques puissants génies qui l'empêchèrent de dévier.

Les débuts de cet âge, le plus grand, le plus vivant de la peinture française, ne manquent pas de confusion. Il brillera d'ailleurs plus par la profusion des génies particuliers que par l'unité de tendances. Le classicisme à la romaine de *David* est dominé par ses fortes réalisations. En même temps un romantisme d'inspiration, une inquiétude sentimentale, pénètrent l'école, à la suite des littérateurs. En marge *P.-P. Prud'hon* (1758-1823), qui n'échappe pas toujours à l'allégorie, est un séduisant coloriste, influencé tardivement

par Léonard et par Corrège. Mais *Guerin*, *Gérard* et *Girodet* sont assez fades. Il semble que la sève appauvrie des petits maîtres du XVIII^e, s'essaye vainement, avec eux au grand art. *Gros* (1771-1835), au contraire, transpose dans l'exaltation des héros contemporains le fort enseignement davidien ; il y ajoute le culte de Michel-Ange et y apporte une fougue particulière et de singuliers dons de coloriste. C'est de lui que le génial *Géricault* (1791-1824) tient son modernisme réaliste et sa hardiesse. Mais les Anglais, qu'il connut chez eux, et Rubens renouvelèrent et libérèrent sa technique. On doit noter ici comme un élément important de l'enrichissement de la peinture au XIX^e siècle, le perfectionnement par les Anglais et la diffusion de l'aquarelle.

Delacroix (1798-1863), génie inquiet et magnifique, semble l'incarnation du romantisme. Mais ce serait insuffisamment le définir. Car si par l'expansion somptueuse qu'il lui a donnée, il impose, contre la tyrannie de l'antique, le goût du moyen âge, de l'exotisme ou du moderne déjà vivaces chez *Gros* et *Géricault*, il convient de noter que du point de vue de l'invention et des sujets, *Ingres*, son grand rival, n'est pas moins en opposition avec les antiques ; et que si *Delacroix*, délaissant l'archéologie, reprend la tradition aux Vénitiens, il la cherche plus haut, chez les Florentins du XV^e et chez Raphaël. Cette courte digression doit suffire à montrer la vanité des appellations et l'insuffisance du choix des sujets à distinguer entre eux les peintres. Peu importe le bric à brac d'accessoires historiques auquel *Delacroix* fit souvent appel. Où *Delacroix* a réussi quelques-unes des plus fortes pages de l'histoire de la peinture, *Delacroix*, avec les mêmes éléments, n'a rien produit que d'ennuyeuses images.

C'est de l'influence mêlée de *Delacroix* et des Anglais que procèdent maints petits maîtres du paysage et de l'exotisme : *Paul Huet*, *Isabey*, *Decamps*, et des individualistes comme *Tassaert*.

Ingres (1780-1867) hérite de David l'autorité sur l'école. Ce dessinateur prodigieux, interprète des « valeurs tactiles » aussi sûr que les Florentins du XV^e, est un peintre sec et sans vibration. Ses portraits, ses nus s'imposent pourtant, les uns par une certaine grandeur d'expression et de composition, les autres par le sentiment très aigu de la volupté des formes. Rien, au contraire, ne rattache à la vie l'école des Nazaréens allemands : *Cornelius*, *Schnorr*, *Oberbeck* ne sont que de tristes intentionnistes.

L'École d'*Ingres* est en grande partie responsable de l'académisme officiel qui pesa sur tout le milieu et le troisième quart du XIX^e siècle et d'où il ne fallut rien moins que le génie de *Courbet* d'une part et la révolution impressionniste d'autre part, pour sauver la peinture. *Flandrin* et *Motter*, plus peintre, se sauvent par leur dignité et leur conscience. En réalité, comme au XVIII^e, ce sont les éclectiques, *Gleyre*, *Cabanel*, *Delaunay* ou de faux romantiques *Ary Scheffer*, *Couture* et *Baudry* qui causent l'affaiblissement de la peinture.

Chasseriau (1818-1856), qu'on a voulu prendre comme un moyen terme entre *Ingres* et *Delacroix*, est en réalité, un maître personnel, non qu'il soit sans contacts, en particulier avec *Delacroix*, mais sa sensibilité et son charme le font distinct et reconnaissable.

Le début et la première moitié du siècle ont méconnu deux très grands maîtres qui, en dehors des écoles et de la mode, poursuivirent, diversement, une œuvre riche d'humanité et d'amour : *Corot* et *Daumier*, que le XX^e siècle a mis à leur place réelle. *J.-B. Corot* (1796-1875), longtemps considéré sous son seul aspect de paysagiste, est aussi un peintre de figures d'une simple et émouvante grandeur. Mais nul n'a mieux que lui exprimé la douceur charnelle et comme intime de la nature et de l'atmosphère. *Daumier* (1809-1879), peintre, graveur, aquarelliste et lithographe, est un puissant témoin des mœurs et des caractères. On l'a comparé à

Molière, mais s'il n'est pas moins profond, il est moins complaisant. Sa révolte a cinglé les puissants avec une grandeur tragique qui l'apparente à *Goya*. Celui-ci termine en 1828 une longue et puissante carrière. Après lui, l'école espagnole s'éteint dans ses initiateurs, dont le plus brillant est *Lucas*.

A la suite des salons où exposèrent les grands paysagistes anglais *Constable* (1776-1837) et *Bonington*, un amour puissant de la nature souleva l'enthousiasme de jeunes artistes. Retirés dans la forêt de Fontainebleau, en contact avec la nature, *Théodore Rousseau* (1812-1867), *Daubigny* (1817-1878), *Jules et Victor Dupré*, *Diaz*, *Troyon*, renoncèrent au paysage composé, cherchèrent la simple grandeur de l'expression directe où ils avaient été, sans le savoir, précédés par *Georges Michel*. *Millet* (1816-1875), leur voisin de forêt, les dépasse par la grandeur qu'il sait donner au travail humain. D'autres paysagistes, partis en Orient, à l'exemple de *Delacroix* et de *Decamps*, y cherchèrent moins le pittoresque qu'une vérité un peu courte. *Fromentin* et, mieux que lui, *Marillat*, expriment cette tendance. Il est étrange et inexplicable qu'au temps presque où la sève de *Constable* et de *Bonington* portait ses fruits, où *Turner* achevait son œuvre pour l'éblouissement des générations suivantes, toute une formation d'artistes anglais se soit délibérément refusée à une emprise que recevait l'Europe, ait laissé tarir cette veine. Les pré-raphaélites : *Millais*, *Burne Jones*, *Watts*, *Madox Brown*, *Rossetti* sont sortis de la vie par amour du XV^e siècle ; et si quelques-uns, comme *Millais* et *Watts* ont gardé le sens de la peinture, c'est quand ils ont oublié leurs théories. Après eux, *Walter Crane*, *Kate Greenway*, *Brangwyn* sont des illustrateurs.

La première moitié du siècle vit naître en France des écoles provinciales : celle de Provence, avec *Grauet*, élève de *Constantin* et de David, celle de Lyon avec *Berjon*, *Grobon* et les inspirés d'*Ingres*, comme *Orsel* et *Jeanmot*.

Mais en 1850, une affirmation puissante marque une nouvelle détermination de la peinture. *Courbet* (1819-1877) avec « l'Enterrement à Ornans » réagit à la fois contre l'académisme et contre l'éclectisme. On ne peut se contenter de voir en lui l'aboutissement de petits maîtres, *Cals* ou *Bonvin*. Aux dernières années de *Delacroix* il apporte sa forte prétention de successeur légitime. Ce génie robuste et limité, l'un des plus parfaits ouvriers de la peinture, a produit une œuvre où la sève populaire circule avec la sensualité la plus saine. La haine bourgeoise lui fit payer, de son vivant et après sa mort, sa participation à la Commune.

A la suite d'un voyage à Francfort et de son exil définitif en Suisse, *Courbet* peut être considéré comme l'initiateur en Europe Centrale sinon d'une école, du moins de quelques peintres, les plus vivaces et les plus vrais. *Leibl*, *Lieberman* sont des portraitistes un peu mous mais délicats. *Hans Von Marées*, malgré sa grandiloquence, est un peintre. L'école russe, assez tardive, produit vers le même temps, des œuvres secondaires.

En France, la libération des formules qu'inaugura *Courbet* ne fut pas perdue. Il convient de noter d'ailleurs l'influence bienfaisante qu'un maître de l'école : *Lecoq de Boisbaudran* eut alors sur toute une génération de jeunes gens : *Fantin Latour* (1836-1904), *Alphonse Legros*, le grand Américain *Whistler*. *Fantin* est un peintre des plus sensibles et des plus fins. Il semble qu'en ce moment de 1860, l'air circule plus à l'aise dans la peinture. Les peintres sont sortis, les uns de la tension romantique, les autres de la forêt. Le grand exemple de *Corot*, sensible chez *Lépine*, celui de *Delacroix*, inspirent respect et admiration. Mais aux Italiens, aux flamands, aux anglais, voici que, comme excitant étranger, succèdent les espagnols hautains. Cependant un *Ricard* (1823-1872), isolé volontairement dans son culte des maîtres, a donné quelques-unes des

effigies les plus aiguës et les plus modernes. Les écoles locales, à ce moment, brillent encore avant de disparaître. L'origine provençale rapproche ici de Ricard Guigou (1833-1871), maître incomplet, mais sensible et vrai.

Manet (1832-1883) est un peintre de grande race et de grand goût. Il réagit contre les couleurs sombres de Courbet, de Théodule Ribot, d'autres encore. S'il doit aux maîtres espagnols, c'est à Velasquez et à Goya, mais avec un sentiment si personnel, un accent si authentique que toute la peinture après lui en est marquée. Si ceux qu'on appelle les impressionnistes l'ont devancé dans leurs recherches du plein air, ils ne sont pas moins, pour leur conception générale de l'art, ses disciples. Mais, en même temps que lui, un autre maître qui, par sa possession du mouvement des lignes s'égale aux grands, marque également, bien que diversement, sur les peintres qui le suivirent : Edgar Degas (1834-1917). Dans une veine pessimiste, apparentée, Forain, maître dessinateur, ainsi que Steinlen ont laissé des pages émouvantes.

N'est-ce pas un peu à Manet, puis au-delà de lui à Courbet et aux peintres de Fontainebleau que l'école hollandaise du milieu du siècle, l'école de la Haye doit son puissant et bref renouvellement ? Mais la vieille sève hollandaise y est aussi pour beaucoup. Borboom (1817-1891) procède également de Bonington et de Jules Dupré. Josef Israëls (1827-1900 ?) ne semble rien devoir aux maîtres éclectiques français, avec qui il étudia, non plus qu'à Ary Scheffer. Son réalisme à la fois sombre et lyrique, son habileté manuelle et sa souplesse de matière remontent dans le temps, aux ancêtres du xviii^e, à l'émotion issue de Rembrandt. Autour de lui et après lui, les frères Maris Jacob et Wilhem, peintres de maître riche, évocateurs de paysages, puis Anton Mauve et Mesdag, portent dans le paysage la même sève et le même esprit.

L'école belge procède également des maîtres français : De Navez, élève talentueux de David, à Alfred Stevens, marqué par Courbet et Fantin, à Constantin Meunier. Vers la fin du siècle pourtant, des maîtres moindres : Laermans, Brackeleer réagissent ; mais c'est pour suivre de loin leurs ancêtres du xv^e siècle ou du xviii^e.

Tandis que Manet et Degas tirent de la veine réaliste et contemporaine la matière de leur élévation picturale, un génial isolé : Puvis de Chavannes (1824-1898) construit, avec des moyens aussi modernes, ses visions de l'humanité éternelle. Puvis restera le grand décorateur de la seconde partie du xix^e, comme Delacroix fut celui de la première. S'il est moins peintre, moins vibrant, moins inventif, il a davantage le sens de la surface à décorer. Alors que tant d'écoles, depuis Ingres jusqu'aux pré-raphaélites anglais, en passant par les Nazaréens allemands s'épuisèrent à rechercher l'esprit des Italiens des xiv^e et xv^e siècles, en voulant imiter leur manière et leurs sujets, Puvis y atteint par des moyens modernes avec des sujets qui ne doivent rien à aucune autre mythologie que celle de l'humanité nue.

Le mouvement impressionniste, qui est à proprement parler le réalisme appliqué à l'expression des rapports de la lumière en plein air, est moins isolé qu'il ne semble. Les paysagistes anglais, et le plus grand de tous, Turner (1775-1851), visionnaire génial des brumes et du soleil, le hollandais Jongkind (1819-1891), le havrais Boudin (1824-1898), le marseillais Monticelli (1824-1886), prestigieux visionnaires ; les lyonnais Ravier, Guichard, Carrand et Vernay, peuvent, diversement et à divers moments de leur carrière, être considérés comme des précurseurs. Cela ne doit rien retirer au mérite de ceux qui codifièrent, si l'on peut dire les recherches, et leur donnèrent leur plus forte expression : Camille Pissaro (1830-1903), l'anglais Alfred Sisley (1839-1899), Maximilien Luce (1858) et surtout Claude Monet (1840-1926), le plus sensible et le plus habile de ces maîtres de la lumière.

Alfred Renoir (1841-1920) et Cézanne (1839-1906) s'ils ont passé par l'impressionnisme, le dépassent. Renoir, par la puissance de sa vision, l'allégresse de ses nus, revient, avec des moyens renouvelés, à la grande tradition vénitienne. Cézanne est plus particulier encore. Le plus peintre des peintres, il semble qu'il réinvente la peinture. Nul plus que lui n'a su rendre la vibration tactile des volumes colorés. Tout pour lui est couleur et le modelé ne s'exprime par aucune ombre, mais par un ton opposé à un ton. Cézanne est l'initiateur de toutes les recherches de synthèse. Avec Van Gogh (1853-1890), hollandais génial et brûlé à son propre feu, avec Toulouse-Lautrec (1864-1901), évocateur d'une époque, avec Odilon Redon (1840-1916) pur et féérique, les moyens impressionnistes encore servent à la reconstruction du Monde. Seurat, qui suit Signac et Cross, inaugure les recherches d'un art plus exactement scientifique. Paul Gauguin (1848-1903) retrouve à Tahiti un nouvel exotisme et le sens de la synthèse. C'est de lui, de Cézanne et de Van Gogh que procèdent, à leurs débuts, les Fauves : Friesz, Manguin, Marquet, et le plus original, Henri Matisse, de plus en plus orienté vers les formules libres et les plus rares vérités de la couleur. Vuillard, dans des gammes fondues et sourdes, Bonnard, avec des tons nacrés et des rapports aigus ; Piot, Roussel, Puy, Dufrenoy expriment l'aboutissement précieux de cet âge. Cependant que Vlaminck, le Fauconnier et Segonzac remontent, par les Flamands, les Hollandais, ou leur tempérament propre, au réalisme de Courbet et que d'autres reviennent au classicisme par l'éclectisme.

D'ailleurs les ardentes divisions qui mirent en lutte les « partis » de la peinture, dans les premières années du xix^e siècle, disparaissent peu à peu, en même temps que disparaissent les résistances des tenants de la vieille académie. Des hommes du « centre » pourrait-on dire, Charles Cottet, Lucien Ménéard, Albert Besnard, Aman Jean participent aux mêmes expositions que les Fauves. Le Suisse Félix Valotton fut, avant la lettre, avec un souci serré de la forme et des valeurs tactiles, un rénovateur du classicisme. Les théories surtout de Maurice Denis aidèrent ce mouvement.

Le mouvement cubiste fut une réaction violente à la fois contre les tendances et contre l'esprit de l'impressionnisme et de toute la peinture antérieure. Jamais révolution plus complète d'un idéalisme plus absolu ne fut tentée contre la nature. En dépit des variétés d'aptitude de Picasso, du talent de Braque, le cubisme n'a réussi qu'à orienter, dans un sens expressif par sa simplicité même, la décoration moderne et l'art de la publicité.

Désormais, il n'y a plus, en peinture, d'écoles locales. Paris est le creuset où convergent et se fondent toutes les tendances. Seule l'école allemande, issue, à travers Coriath, des romantiques, a une vitalité propre, moins picturale que graphique, avec des artistes expressifs, Pechstein, Nolde, Grosz. Les tendances expressionnistes ne sont pas sans influence sur les Belges contemporains : Permeck ou Mesereel. Mais la Belgique, l'Angleterre centrale, la Hollande et le Japon même vivent du même foyer international et à leur tour l'alimentent.

Nous n'avons rien dit, au cours de cet exposé incomplet, des écoles extrême-orientales. Leur examen, fort différent de celle des artistes de mentalité européenne exigerait une préparation et des préambules qui excéderaient cette étude. Mais ce que nous avons dit, en débutant, des caractères généraux et du rôle de l'œuvre d'art comme expression d'une race ou d'un individu s'applique aussi bien à ces formes d'art qu'à celles qui nous sont plus habituelles, qui, d'ailleurs, ont subi en maintes époques, et en particulier à la fin du xviii^e, puis autour de 1880, l'influence des Asiatiques. Actuellement, il faut noter aussi l'attraction exercée sur les artistes par les styles nègres et polynésiens, attraction moins due à une pénétration profonde et

fraternelle de ces races qu'à un snobisme découvert et maniaque. — TISURCE.

PENSÉE (ex Actus). — Bien qu'elle soit rédigée en style lapidaire, la Déclaration des Droits de l'Homme est loin de définir d'une façon précise les conditions dans lesquelles pourra s'exercer la liberté de la pensée. A l'article 11, il est dit : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme, tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

Que doit-on entendre par abus ? Plus loin, au nombre des dispositions fondamentales garanties par la Constitution, il est répété : « la Constitution garantit pareillement comme droits naturels et civils : 5° la liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sans que ses écrits puissent être soumis à aucune censure ou inspection avant leur publication... » Et, peu après : « comme la liberté ne consiste qu'à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui, ni à la sûreté publique, la loi peut établir des peines contre les actes qui, attaquant la sécurité publique ou les droits d'autrui, seraient nuisibles à la société. » Les droits d'autrui, quand il est faible, ont toujours été fort mal préservés par la justice. Par contre, la vague des termes, sûreté publique, société, a laissé la porte ouverte à l'arbitraire, que l'on prétendait bannir de nos institutions.

Ce n'est pas seulement, de ce fait, la possibilité d'expression de la pensée qui est mise en péril, mais la pensée même. Les préjugés spiritualistes de l'époque empêchaient de s'en rendre compte, et cette vérité est encore trop méconnue à notre époque. Ainsi, dans un récent article de Revue, nous lisons : « Soit dit en passant, sans paradoxe, dans toutes les sociétés, sous tous les régimes politiques, la liberté de pensée a régné ; aucune société n'a véritablement violé la liberté de conscience, phénomène purement intérieur ; tous les régimes se sont montrés tolérants... parce qu'ils ne pouvaient faire autrement par la nature des choses. L'on n'a jamais violé que la liberté des manifestations extérieures : discours, cris, chansons, ports d'emblèmes, écrits, cortèges. Cette liberté-là, toutes les sociétés l'ont violée, tous les régimes la violeront. »

Ces phrases expriment une erreur que l'examen des conditions du fonctionnement de l'esprit doit dissiper. Liberté de pensée et liberté de manifester sa pensée sont inséparables. Proudhon l'avait bien aperçu, lorsqu'il écrivait : « L'idée, avec ses catégories, naît de l'action et doit revenir à l'action, à peine de déchéance pour l'agent... contrairement à ce qu'enseignent l'orgueil philosophique et le spiritualisme religieux, qui font de l'idée une révélation gratuite, arrivée on ne sait comment, et dont l'industrie n'est plus ensuite qu'une application. »

Tout être vivant est un faisceau de tendances. « Sans arrêt, depuis sa naissance, avant cela même, dans le développement du germe, la vie consiste en ces mouvements spontanés et dirigés, que le milieu extérieur ne fait que stimuler, qui aboutissent à le modifier aussi à quelque degré, mais toujours se suscitent l'un l'autre en vertu de nécessités intérieures ; on peut les nommer indifféremment, et selon les points de vue, fonctions, instincts ou tendances. » (D. Parodi.) En nous assimilant à l'être que nous voyons vivre sous nos yeux, nous pouvons dire que l'aspect intérieur qu'ont pour lui ces mouvements spontanés répondant aux stimulations extérieures qui libèrent son énergie propre, est l'élément primordial, la substance de sa pensée. Activité et pensée sont les deux faces complémentaires du comportement de l'être, les composantes de sa vie. « L'activité de l'esprit consiste dans la vie des idées ; les idées sont des êtres vivants, c'est-à-dire qu'elles ne s'épuisent ni dans leur apparition, ni même dans leurs

transformations intérieures ; elles agissent ; même elles sont elles-mêmes une action extérieure, un mouvement. Concevoir une lettre adressée à un ami, c'est déjà commencer à lui écrire, réaliser les actes nécessaires pour faire ce qui est imaginé. L'action extérieure est la prolongation de l'idée, l'idée elle-même vue du dehors. » (L. Brunschvicg.)

L'effet du stimulus extérieur est de provoquer l'attention corrélative à la sensation. Or, l'attention est la prise d'une attitude, la suspension de mouvements en cours, une nouvelle orientation de la tête et du regard, l'activation de certains muscles. A des mouvements presque imperceptibles, l'observateur exercé reconnaît l'éveil d'une pensée.

On a dit que les tendances de l'être vivant inclinaient toutes également, en dernière analyse, à conquérir l'univers, à multiplier sa formule individuelle, à imposer au milieu son propre rythme. C'est sans doute là l'aspect extérieur de la vie. Au dedans, l'activité se traduit par la recherche de l'équilibre avec le milieu, absorption et assimilation quand la chose est possible, harmonisation des rapports dans le cas le plus général, harmonie constamment compromise, constamment rétablie. Dans la vie psychique, cela se traduit par la persuasion d'autrui, la propagation de son idée ou l'assimilation de la pensée des autres, en un mot, par l'échange libre des pensées.

Toute idée, aussitôt conçue, se manifeste-t-elle par un acte ? Ce qui caractérise les êtres les plus élevés en organisation, c'est la faculté de différer l'action, de freiner les mouvements instinctifs non rationnels pour les corriger en tenant compte de l'expérience passée. L'énergie activée par l'impression venue du dehors est tenue en réserve, associée à d'autres pour n'être libérée qu'au moment le plus favorable ; le geste automatique ne s'accomplit pas. « Brusquement, l'idée de l'acte se sépare du mouvement organique et attire l'attention de l'esprit. Au lieu d'être une source d'impulsion vers le dehors, elle revient en quelque sorte sur elle-même, et devient le point de départ de la réflexion. L'action à laquelle conduit la tendance est alors une action intellectuelle ; elle consiste à coordonner par rapport à l'idée initiale d'autres idées secondaires qui sont en relation avec elle... L'intervention de la réflexion a ainsi transformé et élargi le caractère de la tendance. A l'idée initiale est suspendue maintenant une série de mouvements successifs... » (L. B. déjà cité.)

Ainsi, le freinage de l'acte impulsif, lorsqu'il a son point de départ dans l'individu impressionné lui-même, loin d'être un renoncement à l'activité, est, au contraire, la préparation à une activité extérieure plus intense et plus efficace. Que va-t-il advenir si l'arrêt vient de la rencontre d'une force extérieure prépondérante abolissant la tendance individuelle ?

Ce qui réalise le mieux la suppression de l'activité de l'homme, c'est son retranchement du milieu social où il vit normalement : la réclusion. Or « l'homme ne peut se suffire à lui-même en plein isolement. Son intelligence est incapable de se développer pleinement si, par les messages de la parole, de l'écriture, elle n'entretient correspondance avec les intelligences contemporaines et proches... ». En cas de réclusion, « l'expérience a montré que c'était là une insigne cruauté et que les condamnés mouraient bientôt ou sombraient dans la démence. » (D^r Desfosses.)

Plus l'individu est inculte, plus la séquestration le dégrade. Chez l'homme civilisé, le geste symbolique, le geste descriptif sont l'accompagnement ordinaire de la parole. Chez le primitif, ils sont l'essentiel du langage ; sans mimique pas de compréhension réciproque. Bien plus, le langage tout entier est une action dramatique évoquée par la voix et le geste, devant l'interlocuteur. Un Boschiman est bien accueilli et embauché en qualité de pâtre par un blanc qui ensuite le maltraite. Il

s'enfuit et est remplacé par un autre qui se sauve à son tour. Voici, d'après Wundt, comment il raconte le fait : « Boschiman-là-aller, ici-courir-vers-blanc, blanc-donner-tabac, Boschiman-aller-fumer, blanc-donner-viande, Boschiman-aller-manger-viande, se-lever-aller-maison, Boschiman-aller-faire-paitre mouton blanc, blanc-aller-frapper-Boschiman, Boschiman-crier-fort-douleur, Boschiman-aller-courir-loin-blanc, Boschiman-ici-autre, lui-faire-paitre-moutons, Boschiman-tout-à-fait-partir. » La phrase n'est qu'une suite de simulacres d'actions, une succession d'images concrètes, de faits vécus. Une foule se comporte comme un homme primitif ; pour qu'une pensée commune naisse chez elle aussi bien que pour qu'elle s'exprime, il faut les cris, les gesticulations, les manifestations d'ensemble. Faire obstacle à l'expression tumultueuse chez celle-là, c'est stériliser la pensée. Si, au contraire, chez l'homme cultivé, l'idée non productrice d'effets immédiats se réfléchit, se multiplie, le résultat, bien que différé, finit pourtant par être le même lorsqu'aucune voie ne s'ouvre à l'expansion du flot d'énergie mentale qui s'est accumulé. La déchéance intellectuelle est fatale.

La suppression totale de l'activité n'est pas la seule manière de réduire la sphère intellectuelle ; c'est même la moins usitée. La coutume, la loi, l'opinion publique atteignent au même résultat, en imposant à l'homme des actes monotones, des gestes rituels qui, même s'ils ne sont pas en opposition avec ses tendances naturelles, envahissent le champ de la conscience au détriment des autres aspirations. Religions, castes, Etats usent de ce procédé pour assurer leur empire.

Obligation d'avoir une attitude respectueuse en présence de cérémonies publiques multipliées à dessein — c'est ainsi que sous l'Ordre Moral, on courait quelque risque à ne pas se découvrir au passage d'une procession — ; application apportée dès l'enfance à la répétition fréquente des gestes et paroles rituels ; attention ramenée périodiquement sur des conceptions mystiques par des appels bruyants, telles sont les contraintes que les clergés ont toujours imposées à l'élargissement de l'horizon intellectuel. En milieu confiné, la pression d'un voisinage routinier achève de comprimer toute imagination novatrice.

Tous les groupements autoritaires ont eu recours à l'exécution de manœuvres standardisées, de gestes mécaniques pour conduire la pensée dans une voie unique. La recherche de cette fixation fut le véritable motif pour lequel, contre tout bon sens, les dirigeants ont toujours réclamé la prolongation du service militaire. C'est à cet assujettissement auquel ont été soumises deux générations qu'il faut attribuer pour une large part l'affaiblissement intellectuel et moral des civilisés européens. Dans d'autres castes : administration, magistrature, des cérémonies mondaines au déroulement stéréotypé, détournaient leurs membres de l'étude et d'un développement original, et atteignaient le même but, moins sûrement cependant.

Ce qui agit dans le même sens sur la population ouvrière, c'est la rationalisation irrationnelle en vogue aujourd'hui, mais inaugurée dès l'introduction du machinisme. Ici encore nous sommes en présence d'une répétition automatique d'actes monotones qui ne tardent pas à perdre tout intérêt pour qui les accomplit. Les défenseurs de la rationalisation prétendent que précisément cet automatisme libère l'esprit qui peut vaguer à son aise. Erreur ; une succession d'images n'est qu'un simulacre de pensée lorsqu'elle envahit un cerveau astreint à ne pas détourner son attention d'un mouvement ininterrompu.

L'idée n'est nullement indépendante du jeu de l'appareil musculaire. Notons, en effet, que bon nombre de physiologistes contemporains admettent que l'énergie nerveuse, aliment de tout psychisme, s'élabore autant dans le muscle que dans le système nerveux qui serait

avant tout un organe de concentration et de conduction. Même si ces vues ne représentaient pas encore toute la vérité, il reste que le fonctionnement du nerf et celui du muscle sont accordés quant à leur rythme.

A la contrainte de l'opinion, de la coutume, de la caste, de la pratique industrielle, vient s'ajouter celle de l'Etat et de sa législation répressive. Nous ne mentionnerons que les lois du 16 mars 1893, 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894, dites lois scélérates. Il suffit de préciser qu'elles punissent la manifestation la plus discrète, la plus intime de la pensée : une simple conversation, dénoncée par un seul interlocuteur sans autre appui à cette unique déclaration qu'un ensemble de charges dont la nature et le poids sont laissés à l'appréciation du juge. La loi frappe des conceptions intellectuelles, épologie de certains actes en général, sans viser quiconque, alors que les opinions exprimées ne sont traduites ni par des actes ni par des faits dommageables à autrui. Oppressives pour la pensée, ces lois ne sont pas moins dangereuses pour la société. Exprimée, discutée, contredite, l'idée, si elle est fautive, est abandonnée par son auteur qui, tout au moins, perd confiance dans la possibilité de sa réalisation. Ruminée, dans la solitude par quelqu'un qui a plus de caractère que de jugement, elle aboutit à des conséquences désastreuses pour tous. La propagande, à notre avis, ne s'est pas assez obstinément appliquée à poursuivre l'abolition de ces lois. Jusqu'ici, les gouvernants n'ont pas osé en faire une application intégrale ; mais le fascisme est là, guettant l'occasion.

Si l'action est le germe et l'accompagnement obligé de la pensée, il paraît tout aussi évident que l'action sans la pensée est inconcevable. Cependant, cela n'a pas été aperçu de tout temps : « Dès l'abord, l'action de l'homme s'est, pour l'essentiel, appliquée au réel. » C'était, nous l'avons vu, la condition préalable de la manifestation de la pensée réfléchie. Mais l'erreur, à certaines époques, fut de regarder comme étrangers l'un à l'autre le domaine de la Pensée et celui de l'Action.

Tout montre que, au contraire, la pensée s'est d'abord exercée de préférence sur le fictif et l'imaginaire... Les mots, les sens que l'homme leur a forgés... ont engendré bien des pseudo-problèmes, dont certains encombrèrent encore de leur poids inutile, non seulement la philosophie, mais jusqu'à la science... Seule, la parole a permis à l'activité technique de se transmettre et d'assurer son progrès ; seul, le progrès des techniques a contraint la parole à abandonner ses illusions et à limiter le monde verbal à ce rôle de substitut, d'équivalent maniable du monde réel, dans lequel il est indispensable au libre et plein exercice de la pensée. » (Dr Ch. Blondel, mars 1931.)

De nos jours, l'école pragmatiste a prôné encore le primat de l'action. Elle n'arrive qu'à justifier le succès obtenu par tous les moyens, l'odieux arrivisme. Contre elle maintenons notre conception, héritée de Proudhon, à la fois réaliste et idéaliste : pas de pensée qui n'ait son point d'appui dans l'action ; pas d'action qui ne puisse trouver sa justification dans la mise en œuvre d'une pensée logique et créatrice.

C'est, d'ailleurs, d'un processus semblable que découle toute notre connaissance. Elle part d'une *synthèse intuitive*, perception d'un ensemble que notre esprit analyse pour reconstituer finalement l'objet, grâce à une nouvelle *synthèse élaborée*.

Dans le champ de la perception, l'objet est saisi comme un ensemble, et d'autre part chez tout homme, et plus visiblement chez l'enfant, la perception est accompagnée d'un désir, d'une tendance, d'un mouvement de *préhension*. L'esprit décompose cet ensemble, découvre des similitudes entre les parties disjointes, aussi bien qu'avec les éléments analogues issus d'analyses précédentes. Il reconstitue enfin, par une ultime *synthèse*, l'objet primitif, en acquiert la *compréhension*,

c'est-à-dire l'incorpore à sa personne aux fins d'utilisation, d'instrument d'un acte ou immédiat ou différé.

La contemplation que l'activité n'accompagne pas aboutit à l'anéantissement de l'être. Toutes les démarches de notre esprit peuvent se représenter par la même formule, symbole d'expansion, de mouvement et non de contrainte, d'immobilité. — G. GOUROS.

PENSÉE (LA LIBRE). Il existe, chez beaucoup de militants d'extrême avant-garde, une sorte de prévention contre la Libre Pensée. Non pas, certes, contre son idéal ou ses conceptions, mais contre le groupement en lui-même. On commence pourtant à s'apercevoir que l'organisation est nécessaire — et presque indispensable — dans tous les domaines de l'action. Sans organisation, il est bien difficile de coordonner les efforts, de les intensifier, de travailler avec méthode et d'obtenir des résultats durables et féconds. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la Libre Pensée, c'est-à-dire pour l'action anticléricale et antireligieuse ? Si le groupement a fait la preuve de son utilité sur les terrains coopératif, syndical, politique, pourquoi ne serait-il pas appelé à rendre également des services aux adversaires des Eglises ? Leur besoin de s'associer devrait être, au contraire, d'autant plus vif, qu'ils ont à combattre un adversaire très puissant, très riche et surtout très discipliné.

L'Eglise romaine, en particulier, tire les trois quarts de sa force de son organisation autoritaire et de sa hiérarchie sévère. Ses dogmes puérils et ses légendes grossières se seraient écroulés depuis longtemps, si les croyants et les prêtres n'étaient aussi savamment embrigadés. Il est un peu enfantin d'imaginer que l'on pourra venir à bout d'un tel adversaire sans se grouper et sans s'organiser.

Certains diront : « Je n'ai pas besoin des prêtres ! J'ai perdu la Foi. Je n'éprouve nul besoin de fréquenter les églises. Cela me suffit. A quoi bon « faire de la Libre Pensée » ? Je laisse le croyant libre, puisque je suis moi-même libre de ne pas croire... ». Il faut se rappeler deux choses : 1° Nous ne prétendons nullement gêner ou amoindrir la liberté du croyant. Nous voulons le convaincre, l'éclairer et non le violenter ; 2° la liberté de l'incroyant (très relative au surplus !) restera précaire et menacée aussi longtemps que la société sera ce qu'elle est. Les incroyants ne doivent pas oublier que leur liberté est sans cesse limitée et combattue, que l'Eglise est intolérante par principe et par nécessité. Pendant des siècles, les athées et les penseurs libres n'ont-ils pas été contraints de se plier devant des dogmes et des coutumes que leur conscience avait rejetés ?

Et puis, lorsqu'on a compris que la religion est fautive, que le fanatisme est maléfaisant, comment ne pas éprouver le besoin de faire du prosélytisme et de répandre les vérités que l'on a découvertes, afin de les partager et d'en faire bénéficier son semblable ?

Ce sont ces considérations qui ont conduit les libres-penseurs à s'organiser. Les premières sociétés de Libre-Pensée ont été fondées, en France, il y a une soixantaine d'années (c'est à la fin du Second Empire que le mouvement libre-penseur et anticléricale se développa sérieusement, dans la presse indépendante et plus tard par les groupements), au moment où la liberté d'association commençait à ne plus être tout à fait un vain mot. A ce moment surtout, elles étaient nécessaires. L'un de leurs premiers soucis fut d'obtenir la liberté des funérailles (sanctionnée seulement par la loi de 1887) et d'organiser, dans des conditions parfois très difficiles, les premiers enterrements civils. Les sociétaires tenaient à honneur d'assister en nombre aux obsèques de leurs collègues décédés, résistant aux manœuvres de pression, d'intimidation et quelquefois même de violence et de persécution, que les cléricaux exerçaient sur les familles, particulièrement dans les campagnes.

Les groupes de Libre-Pensée ont rempli un rôle bien-faisant. Ils ont travaillé et préparé les esprits, très activement, pendant les trente années qui ont précédé la guerre. C'est, dans une large mesure, grâce à leur activité, que la superstition a perdu du terrain, que les lois laïques ont pu être votées, que la puissance de l'Eglise fut (trop légèrement, hélas !) battue en brèche.

Je ne veux pas insinuer, en parlant ainsi, que l'action des Sociétés libres-penseuses ait toujours été intégralement admirable, et irréprochable. Comme tous les autres groupements, même les plus révolutionnaires, la Libre Pensée a servi souvent de tremplin électoral. Nombre d'arrivistes l'ont utilisée comme un marchepied — et se sont empressés de l'oublier, voire de la trahir, dès qu'ils eurent décroché la timbale ! L'un des plus illustres exemples à invoquer est celui de M. Henry Bérenger, collaborateur de Victor Charbonnel aux temps héroïques de la *Raison* et de l'*Action*, vigoureux et talentueux militant anticléricale, devenu un des plus cyniques caméléons du Sénat, associé aux trafiquants de la Haute Banque et acquiné aux représentants de la pire réaction.

Ainsi que notre regretté ami Brocher l'a exposé dans une précédente et substantielle étude, les groupes de Libre Pensée n'ont consenti que lentement, difficilement, à se rassembler dans une même fédération nationale. On se contentait de s'unir dans une localité, ou dans un canton, et l'on ne regardait guère plus loin, ni plus haut. Les réunions étaient rares, la propagande nulle. Un banquet de temps à autre, et particulièrement le vendredi dit saint, en guise de légitime protestation contre un usage inepte, quelques conférences publiques... Très peu de bibliothèques, très peu de propagande éducative par la brochure, le livre ou le tract (à part quelques exceptions).

Il faut reconnaître que, depuis la guerre, la Libre Pensée a évolué d'une façon plutôt heureuse. Au lendemain de l'armistice, elle était complètement désorganisée, désagrégée. D'abord, parce que la plupart des militants avaient été mobilisés ou dispersés par les événements. Les Sociétés avaient cessé de se réunir et de fonctionner, et, quand la tuerie eut pris fin, il fut très difficile de regrouper les éléments épars. La difficulté fut d'autant plus grande que la Libre Pensée avait à lutter contre un préjugé tenace et dangereux. La guerre avait passé, avec son « Union Sacrée ». Les querelles religieuses paraissaient périmées. Le vent était à l'apaisement, à la concorde. Nul ne consentait à réveiller le combisme, en dépit des avertissement des rares libres-penseurs qui n'avaient pas oublié les leçons de l'histoire.

L'Eglise travaillait inlassablement à reconquérir ses privilèges. Elle noyautait l'enseignement avec ses infectes « Davidées ». Elle intriguait au Parlement pour la non-application des lois laïques, en attendant leur abrogation. Le rétablissement de l'ambassade au Vatican, le vote de la loi liberticide contre les néo-malthusiens, le retour des Congrégations (retour illégal, mais complaisamment toléré par les gouvernements complices), le maintien du régime concordataire et de l'enseignement confessionnel en Alsace, autant de succès pour la politique vaticane, laquelle s'évertuait, d'autre part, à leurrer les masses populaires et à désarmer les légitimes méfiances dont elle était l'objet, en jouant la comédie de la démocratie chrétienne, en condamnant l'*Action française*, en affirmant son amour de la Paix, de la Justice et de la Liberté et en créant la Jeunesse Ouvrière Chrétienne et les Syndicats Catholiques !

Malgré tout cela, la plupart des politiciens persistaient à nier l'évidence et se refusaient à reprendre le salutaire et indispensable combat contre les exploitants de la crédulité. Lisez les professions de foi et les programmes des candidats, cette année encore, et vous pourrez constater que l'anticléricisme (ou la « défense

laïque, comme on dit aujourd'hui, afin de moins effrayer les timorés, sans doute) y tient fort peu de place ! La plupart des hommes politiques qui furent, avant la guerre, des militants bruyants de la Libre Pensée n'en font à présent même plus partie. Et les jeunes débutants se garderaient bien d'y venir, craignant de compromettre leur carrière.

A quelque chose malheur est bon ! Le départ des habiles et des ambitieux a permis à la Libre Pensée de se consacrer à une œuvre plus profonde — et plus féconde. Au lendemain de la guerre, l'Union fédérative des Libres Penseurs de France et des Colonies (fondée en 1905) se réorganisait de son mieux, mais ne parvenait à grouper que de maigres effectifs.

En 1921, nous avions fondé, à Lyon, une Fédération Nationale de Libre Pensée et d'Action Sociale, qui devint rapidement assez forte. Sans être inféodée à aucun parti, chapelle ou système, cette Fédération estimait que la question religieuse est inséparable du problème social et que la Libre Pensée doit œuvrer à l'édification d'un monde meilleur, pour la disparition des privilèges et des exploitations. En 1925, la fusion se fit entre l'Union fédérative et notre fédération d'Action Sociale et le nouvel organisme prit le nom de « Fédération Nationale des Libres Penseurs de France et des Colonies », adhérent à l'Internationale de la Libre Pensée.

Grâce à la fusion, la Libre Pensée a pris un développement rapide. Elle possède aujourd'hui, en France, plus de 400 groupes en pleine activité et pénètre dans une soixantaine de départements. Elle publie un journal, dont je suis le rédacteur depuis la fondation, c'est-à-dire depuis douze ans (il fut intitulé d'abord, l'*Anti-religieux*, puis l'*Action Antireligieuse* et enfin *La Libre Pensée*).

Assurément, il reste encore en dehors de la Fédération Nationale, un certain nombre de groupes autonomes. Ce ne sont pas généralement les plus actifs, tant s'en faut. Il subsiste également une fédération dissidente, la Libre Pensée prolétarienne, d'inspiration nettement communiste, qui essaie de concurrencer la Fédération Nationale, en la qualifiant avec dédain de Libre Pensée bourgeoise (?).

En réalité, notre Fédération Nationale ne veut être asservie à aucun parti, quel qu'il soit. Elle ne demande à ses adhérents que d'être sincèrement et authentiquement libres penseurs, de ne participer à aucune cérémonie religieuse, sous peine de radiation immédiate et d'assurer le respect de la conscience de leurs enfants. Hors de la Libre Pensée, chaque adhérent peut librement participer à la propagande de son choix : communiste ou radicale, socialiste ou libertaire, etc., etc.

Pour montrer que notre Fédération Nationale est loin de posséder une mentalité bourgeoise, il me suffira de reproduire la déclaration de principes qui figure en tête de nos statuts nationaux :

Les membres déclarent accepter les principes suivants :

« Les libres penseurs de France proclament la nécessité de raffermir et de réorganiser leurs groupements afin de donner un nouvel élan à la propagande antireligieuse, trop délaissée depuis la guerre. Ils tiennent à rappeler que la libre pensée n'est pas un parti, qu'elle n'apporte aucun dogme et qu'elle vise au contraire à développer chez tous les hommes l'esprit critique et l'amour du libre examen. Les religions restent le pire obstacle à l'émancipation de la pensée. Elles propagent une conception fautive et étriquée de la vie : elles maintiennent l'humanité dans l'ignorance, dans la terreur abrutissante de l'au-delà, dans la résignation morale et la servitude.

« Les libres penseurs réagissent contre les tyrannies, quelles qu'elles soient, contre tout ce qui vise à subordonner ou à amoindrir l'individu. L'esprit de caste, l'appétit des oligarchies et les provocations nationalis-

tes leur semblent aussi néfastes que l'obscurantisme religieux. La libération humaine doit être réalisée dans tous les domaines pour être vraiment efficace. Privilèges politiques, ambitions capitalistes, abus et crimes du militarisme et de l'impérialisme, toutes les injustices et toutes les iniquités doivent être combattues par la Libre Pensée, pour que la liberté de conscience cesse d'être un vain mot et que le règne de la laïcité soit assuré.

« Indépendante de tous les partis et de toutes les tendances, la Libre Pensée fait appel à tous les hommes d'avant-garde sans exception. Fraternellement unis pour la lutte antireligieuse, associant leurs efforts contre les préjugés et les dogmes, contre l'alcoolisme qui dégrade et la superstition qui abêtit, ils auront surtout en vue de faire de l'éducation et de répandre une morale rationnelle, génératrice de bonheur, de dignité et de justice sociale.

« La Libre Pensée, basée sur le libre examen et sur l'esprit scientifique, est une des méthodes les plus efficaces de perfectionnement individuel et de rénovation sociale, par la recherche et l'étude, par la tolérance et la fraternité. Elle s'attache à déjouer les visées dominatrices des Eglises et fait appel à la conscience et à la raison des hommes pour réaliser un idéal élevé, nullement dogmatique, basé sur l'évolution et sur le progrès continu de l'humanité, pour l'instauration d'une société libre, sans exploitations ni tyrannies d'aucune sorte. »

Cette « déclaration » suffit à établir que le champ d'action de la Libre Pensée est illimité et que toutes les bonnes volontés peuvent y collaborer.

En terminant, je dirai deux mots de la situation internationale. Sur ce terrain, les difficultés ont été peut-être plus grandes encore que sur le terrain national. Dans beaucoup de pays, l'action de la Libre Pensée, comme en Italie, est impossible et même interdite par les Lois. Dans d'autres pays, la Libre Pensée est sacrifiée aux préoccupations politiques. Et puis, la division a fait son œuvre mauvaise, là comme ailleurs.

Il y a deux internationales. Celle de Bruxelles, à laquelle nous adhérons, et celle de Vienne (Libre Pensée prolétarienne). Mais, à Berlin, en 1931, une nouvelle organisation a été fondée, née de la fusion entre l'Internationale de Bruxelles et une très importante fraction de celle de Vienne, qui s'est détachée de la Libre Pensée prolétarienne pour se joindre à la nôtre. Notre internationale a ainsi gagné de gros effectifs, en particulier en Allemagne, où la Libre Pensée groupe plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Le président est toujours le docteur Terwagne, de Bruxelles, mais le siège du secrétariat est en Allemagne.

La vieille Eglise ne veut pas mourir. Possédant de formidables richesses, une organisation unique, avec des ramifications multiples dans tous les pays, triturant les cerveaux dans ses maisons d'enseignement, intrigant dans le monde politique et parlementaire, dominant la plupart des femmes par leur inconscience et un grand nombre d'hommes par leur veulerie, elle veut essayer, avec une audace inculte, de dominer le monde et de l'assujettir à sa loi. Ce sera la tâche admirable de la Libre Pensée, dans les années qui viendront, de réveiller l'action anticléricale pour déjouer ce funeste dessein (beaucoup plus politique que religieux !) et pour écraser, enfin, l'infâme... — André LORULOT.

PENSIONNAT n. f. « Maison d'éducation qui reçoit des internes », dit le Larousse. Plus exactement : établissement où l'on débite, à doses mesurées, de l'instruction, de l'éducation et du mauvais rata. But mercantile de la part du directeur de l'établissement. « Tant d'élèves à tant de bénéfice net par élève, égale : tant ». Conséquence : chercher à augmenter le nombre des

pensionnaires et, pour cela, vanter la pension, sa situation géographique, son exposition, la qualité de l'enseignement, la discipline « paternelle », l'absolue liberté de conscience ou l'observation rigoureuse des devoirs religieux (selon la clientèle fréquentée par l'établissement), etc... Réclame dans les journaux, envoi de prospectus ; et puis façade soignée : parloir aux murs décorés de « travaux d'élèves », de diplômes et médailles. Bureau directorial parfois luxueux. Rien n'est négligé de ce qui doit faire bonne impression sur les parents. (Ainsi, pour certains restaurants dont on doit bien se garder d'aller visiter les cuisines, si l'on veut conserver son appétit). Car trop souvent il y a un lamentable envers de décor : classes petites et mal aérées, réfectoires puants, cour minuscule, dortoirs où s'entassaient un trop grand nombre de lits. L'enfant est jeté là (caserne, vie collective, promiscuité, prison), au moment où sa nature réclame impérieusement l'air, la lumière, de l'affection et la liberté. Il en est pourtant qui s'adaptent presque aussitôt ; et bientôt, sous leur uniforme maquillé « à l'ancien », ils prennent l'allure de jeunes forçats résignés à subir leur temps. Pour d'autres : les tendres, les délicats, les sensibles, — une minorité, — la vie de pension est une atroce torture. Tout les choque profondément : le coudolement de camarades grossiers, l'autorité du « pion », parfois le parti-pris de professeurs qui les ont jugés paresseux un peu à la légère et qui ne savent pas revenir de leur erreur : « Chez les natures d'enfant ardentes, passionnées, curieuses, ce qu'on appelle la paresse n'est le plus souvent qu'un froissement de la sensibilité, une impossibilité mentale à s'assouplir à certains devoirs absurdes, le résultat naturel de l'éducation disproportionnée, inharmonique qu'on leur donne. Cette paresse qui se résout en dégoûts invincibles est, au contraire, quelquefois, la preuve d'une supériorité intellectuelle et la condamnation du maître. » (O. Mirbeau.) Ceux-ci subissent, le plus souvent, les mystifications et les brimades des grands. Et ce genre de vie aboutit à créer, selon les tempéraments, soit des résignés, soit des rêveurs à l'intense vie intérieure, soit aussi des révoltés, poussés à la vengeance et aux évasions.

Que dire de l'éducation et de l'instruction reçues dans les pensionnats, sinon qu'elles participent du plan général de dressage de la jeunesse en vue de perpétuer le régime ? Proudhon disait : « Ce que les bourgeois veulent pour le peuple, c'est tout simplement une première initiation aux éléments des connaissances humaines, l'intelligence des signes, une sorte de sacrement de baptême intellectuel ; consistant dans la communication de la parole, de l'écriture, des nombres, des figures, plus quelques formules de religion et de morale ; — cela pour que les natures délicates puissent constater, en ces travailleurs voués à la peine, le reflet de l'âme, la dignité de la conscience, pour n'avoir pas trop à rougir de l'humanité. » (*Capacité politique des classes ouvrières*.) « L'école est une garderie, l'école est un guignol, l'école est un atelier, l'école est un vestiaire intellectuel, l'école est un vestiaire politique... », écrivait Albert Thierry (*Nouvelles de Vorvez*). (Voir les mots *Education*, *Ecole*, *Internat*, *Orphelinat*, etc...)

Le pensionnat répond cependant à une nécessité... pour les parents, qui sont ainsi débarrassés de leur progéniture. Qu'y gagne l'enfant ? L'expérience précoce de la vie sociale avec toutes ses turpitudes. Dans les rapports quotidiens de maîtres à élèves et d'élèves à élèves, il apprend ce que peuvent être le travail ennuyeux et imposé, la patience, la rébellion, l'amitié, l'hypocrisie, etc., et surtout (d'élèves à élèves) les vices, inévitables à l'âge où la puberté le tourmente. L'onnanisme, la pédérastie, le saphisme sont monnaie courante dans les pensionnats. O. Mirbeau, dans *Sébastien Roch* nous a montré ce qui se passait à l'école des Pères Jésuites Saint-François Xavier, de Vanves. Nous trou-

vons dans *A nous deux, Patrie*, une scène édifiante, vue par Colomer, en 1909, dans un dortoir du Lycée Louis le Grand, et Sylvain Bonmariage, dans *La Femme Crucifiée*, nous décrit les mœurs lesbiennes au couvent des Oiseaux : « Le vice y existait et s'y prélassait comme dans son royaume ».

Est-ce à dire que l'enfant gagnerait davantage à la vie familiale ? Rarement. La solution de l'avenir est sans doute encore dans le pensionnat. Mais dans un pensionnat rénové. Et là, il faudra certainement s'inspirer des principes de F. Ferrer, de la *Ruche* de Sébastien Faure, sans doute aussi de l'expérience russe. Là-bas, les « maisons des enfants » recueillent les enfants dont les parents sont occupés à l'œuvre commune ; mais, parfois, l'enfant est la triste victime de cette expérience. Dacha, la militante, — nous conte Gladkov (*Le Ciment*) — voit sa petite Niourka fondre « comme une bougie à la flamme ». Et c'est une intolérable douleur. « L'enfant ne vit pas que de lait maternel, l'enfant se nourrit aussi de tendresse maternelle. L'enfant se fane et se dessèche si le souffle de la mère lui est refusé, si la mère ne le réchauffe pas de son sang, ne lui parfume pas le petit lit de son odeur et de son âme. L'enfant est une fleur printanière. Niourka était une fleur arrachée à la branche et jetée sur la route. »

L'important serait justement de ne pas arracher « les fleurs à la branche », et le pensionnat futur pourrait être la vaste abbaye de Thélème que nous rêvons, la Cité nouvelle, très grande, lumineuse, gaie, pleine d'arbres et d'oiseaux où, dans un maximum de liberté, l'enfant irait, ici, cueillir la tendresse maternelle et là, développer toutes ses facultés. La mère d'un côté — quand elle mériterait son titre de mère, — les grands amis éducateurs de l'autre ; l'enfant entre eux, dans cette famille agrandie, restant soi-même toujours, mais heureux, parce que vivant dans une atmosphère de confiance et d'amour. — Ch. BOUSSINOT.

PERSÉCUTION n. f. Action de persécuter. Importunité continuelle. Délire de la persécution (relève de la pathologie).

Au point de vue historique, on entend généralement par persécution les tourments, proscriptions, martyres subis par les novateurs. Lorsqu'une idée nouvelle, subversive, s'empare des foules, lorsqu'elle se propage et devient menaçante pour l'ordre établi, les vieilles forces du passé se coalisent contre elle ; la persécution naît automatiquement. « Quel est le persécuteur ? C'est celui dont l'orgueil blessé et le fanatisme en fureur irritent le prince ou les magistrats contre des hommes innocents, qui n'ont d'autre crime que de n'être pas de leur avis. » (Voltaire.) S'il y a eu persécution de Chrétiens par les Romains, il y a eu, par la suite, persécution des hérétiques par les chrétiens ; enfin, il y a toujours persécution des non-conformistes par les orthodoxes. Le croyant, le fanatique, voudrait arrêter l'évolution du monde au moment où il est arrivé lui-même. L'amant de la Liberté, au contraire, renversant toutes les barrières et tous les dogmes, va hardiment de l'avant. Mais rares sont les individus qui comprennent que l'univers est en perpétuelle évolution ; plus rares ceux qui aident à cette évolution ; innombrables sont les timorés qui, se figurant être « le sel de la terre », prétendent intégrer la vérité totale. Ces derniers deviennent dangereux lorsqu'ils se mettent dans l'idée de vouloir faire le bonheur de ceux qui ne le leur demandent pas. Alors ils emprisonnent, ils torturent, ils brûlent, ils accomplissent des « actes de foi ». « Celui qui a des extases, des visions, qui prend ses songes pour des réalités, et ses imaginations pour des prophéties, est un fanatique novice qui donne de grandes espérances ; il pourra bientôt tuer pour l'amour de Dieu ». (Voltaire.) « La religion — écrivait-il encore dans le dictionnaire philosophique au mot *fanatisme* — dans tous les temps

a servi à persécuter les grands hommes. » Et plus loin : « Il y a des fanatiques de sang-froid ; ce sont les juges... »

On pourrait résumer l'histoire de l'Humanité dans l'opposition des idées dominantes et des persécutions qu'elles ont suscitées.

La société antique croula devant la mystique chrétienne. L'Eglise sentit passer le vent de la mort avec la Réforme et la Révolution. Le Capitalisme voit venir sa fin sous la poussée irrésistible des idées socialistes, communistes et libertaires. Et toujours l'organisme condamné, emprisonné, torturé, persécuté, avant de disparaître à son tour.

L'Eglise dit avoir été persécutée pendant trois siècles. En réalité il y eut, pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne « de courtes et rares périodes de persécution effective » ; et nous lisons dans l'Encyclopédie que « les mesures de répression prises par l'Empire furent faibles et débonnaires, comparées aux persécutions infligées plus tard par l'Eglise aux hérétiques. » Les historiens catholiques exagèrent à dessein le nombre des persécutions. Il n'y eut pas, comme ils l'affirment, dix persécutions générales. Voici, en un résumé succinct, les événements de ce temps-là : Sous Néron (en 66-68) un seul chrétien fut persécuté à Rome : Paul (on ne peut admettre la persécution de Pierre, pure légende pontificale). Domitien (95) « jaloux de son pouvoir, prenait ombrage de tout ce qu'il ne comprenait pas. Il devint inquiet et cruel et se mit à persécuter les honnêtes gens, les citoyens qui regrettaient la liberté, les stoïciens qui prêchaient la vertu. (Tacite hist. I. 1.) Naturellement, les chrétiens étaient fort menacés par un pareil régime ; mais s'ils en souffrirent ce ne fut point spécialement à cause de leur religion. Il n'est point prouvé que Flavius Clemens et Domitilla qu'on a mis au rang des martyrs de ce règne fussent chrétiens. » Avec Trajan (107) il n'y eut aucune ordonnance spéciale contre les chrétiens. (Trajan et Antonin ne méritent pas le nom de persécuteurs (Voltaire). Le rescrit de Trajan, adressé à Plinie le jeune en 112, mentionne qu'il « ne faut pas faire de recherches contre les chrétiens » et que « dans nul genre d'accusation, il ne faut recevoir de dénonciation sans signature. » Et l'on voit sous ce règne, « les magistrats, lorsqu'ils sont indulgents, absoudre les chrétiens et les condamner lorsqu'ils sont cruels ou pressés par les excitations du peuple païen. » Adrien (118-138) et Antonin le Pieux ne prirent aucune mesure nouvelle contre les chrétiens. Sous Marc-Aurèle (161-180), le peuple, alarmé par des tremblements de terre et les inondations du Tibre et du Pô, exigea la punition des chrétiens, blasphémateurs des dieux tutélaires. La persécution sévit à Smyrne, Rome, Vienne et Lyon. Septime-Sévère (193-211), punit les conversions au christianisme, mais ceux qui étaient nés sous cette religion ne furent point inquiétés. Maximin le Thrace (235-238) ne persécuta pas les chrétiens spécialement à cause de leur foi ; et avec Philippe l'Arabe (244-248) l'Eglise jouit d'une paix complète. Jusqu'à ce moment-là, « le peuple seul provoquait les persécutions par ses plaintes et ses séditions ». Le nombre des martyrs fut peu élevé. Les écrivains chrétiens « Quadratus, Justin, Méthode, Athénagore, Apollinaire, Méltion, Tertullien, Origène, publièrent des Apologies et des exhortations aux martyrs, dont une seule page aurait fait condamner au feu livres et auteurs, s'ils avaient été composés par des hérétiques, au temps où l'Eglise catholique était toute puissante. » Avec Decius (249-251) on assista à une persécution générale. Cet empereur entreprit de détruire la religion chrétienne ; il fit rechercher les chrétiens et voulut les contraindre à abjurer leur foi, Gallus (251-253) continua ses méthodes. Valérien (253-260) d'abord indulgent, prit ensuite des mesures plus cruelles que

ses prédécesseurs. La persécution se ralentit avec Gallien (260-268) et Aurélien (270-280), mais sous Dioclétien (284-305) en 303, et sur les instances de Galérius, fut promulgué un édit, qui ordonnait de démolir les églises, de livrer et brûler les livres sacrés, d'exclure les chrétiens des offices publics. De plus, il était interdit d'affranchir les esclaves professant la religion chrétienne. Par un second édit, on eut pouvoir d'emprisonner les évêques et de les soumettre aux tourments. Par un troisième, on étendit ces mesures à tous les fidèles. La persécution fut atroce en Orient. Elle n'épargna que la Gaule, et l'on appela le règne de Dioclétien : l'ère des martyrs. Mais on ne résout rien par la force et la cruauté, quand l'idée s'impose aux esprits ; en 311, Galérius, par impuissance à soumettre les chrétiens, leur accorde un édit de tolérance. Avec Constantin (312), le pouvoir va composer avec cette force naissante : le catholicisme, et va essayer d'en tirer profit. Les chrétiens ne seront plus troublés. Par l'Edit de Milan (313), on leur accorde « entière et absolue liberté de professer la religion chrétienne. »

Dès ce moment, de persécutée, l'Eglise va se faire persécutrice. Force d'Etat au service de tous les maîtres, poursuivant son rêve de domination universelle, elle entassera, au cours des siècles, crimes sur crimes, horreurs sur horreurs.

« Dans le système catholique, l'hérésie, ou seulement l'indulgence envers elle est un crime énorme, un crime de lèse-majesté divine à la répression duquel tous les fidèles ont le devoir de concourir. » (Encyc.) Et bientôt va se dresser le formidable appareil de persécution permanente : *Le Saint Office de l'Inquisition* (voir ce dernier mot). L'homme n'est plus libre. L'Eglise est présente à tous les actes importants de sa vie ; elle en profite pour le modeler, le diriger à son gré. Baptême, communion, mariage, maladie, mort sont des étapes où le prêtre s'impose, jette à ses pieds la pauvre créature humaine faible ou désemparée. Par la confession, l'Eglise tiendra l'homme en perpétuel esclavage moral. « Le confessionnal vaut à l'Eglise une inquisition cent fois plus clairvoyante que tous les délateurs de la Rome païenne. Le prêtre, quand il le veut, peut tirer de la bouche de l'enfant ou du serviteur la dénonciation du père ou du maître. » (Encyc.) Il serait certainement fastidieux d'énumérer ici toutes les persécutions que fit subir l'Eglise à ceux qui s'opposaient (ou étaient soupçonnés s'opposer) à ses desseins. « Depuis le supplice de Priscillien (385) jusqu'à celui de François Riche (1762) ce fut une longue série funèbre de supplices, de guerres, de massacres et d'exterminations. » (Encyc.) Et tout cela commis au nom du Jésus de Paix et d'Amour. Marquons rapidement les grandes étapes de cette route sanglante : l'hérésie d'Arius (318) coûta la vie à environ 300.000 individus. La querelle des iconoclastes et des iconolâtres (du VII^e au IX^e siècle) en fit périr 60.000. L'impératrice Théodora fit égorger 100.000 manichéens (845). Les croisades coûtèrent la vie à 2 millions de chrétiens ; et le sang des Turcs coula pendant 8 jours lors de l'entrée des Croisés à Jérusalem (1099). Et voici la croisade des Albigeois (1209) ; les Vêpres Siciliennes (1282) ; le Supplice des Templiers (1300) ; les 4.000 Fratricelles, moines, mendiants brûlés par Clément V ; Jean Huss et les guerres des hussites contre les Impériaux (XV^e siècle) ; le massacre des Vaudois (1545) (22 bourgs anéantis) ; massacres approuvés par François I^{er} (18.000 victimes) ; le carnage de la Saint-Barthélemy (1572) ; les innombrables procès contre les sorciers (400 sorcières brûlées à Toulouse en 1577) ; les Dragonnades (1685). Faut-il citer aussi toutes les exactions commises dans le Nouveau Monde ? (L'évêque Las Casas, par exemple, qui prétendit avoir immolé douze millions d'hommes à la religion chrétienne.) Faut-il citer toutes les guerres et toutes les révoltes

excitées par les Jésuites dans les pays lointains : Japon (1616), Chine (1750-1815-1839), Cochinchine et Tonkin (1837-1839) ?

Ah ! malheur à ceux qui luttent pour la vérité, à ceux qui osent la clamer à la face du Monde ! Malheur au poète, à l'inventeur, au savant, au génie, si la chanson, la trouvaille, l'idée fulgurante jaillie de son cerveau heurtée par trop les préjugés établis : l'immense bêtise est là qui le guette, et l'hydre de la persécution se dresse et le broie ! C'est Socrate, c'est Phocion, buvant la ciguë ; c'est Zénon d'Elée pilé dans le mortier ; c'est Michel Servet brûlé vif à Genève, par ordre de Calvin ; c'est Galilée, torturé par l'Inquisition ; c'est Vanini, torturé et brûlé à Toulouse comme athée ; c'est notre grand Francisco Ferrer, fusillé par ordre des jésuites dans les fossés de Montjuich ; ce sont les douces figures de Sacco et de Vanzetti, ignominieusement persécutés par le capitalisme yankee. Et tous ceux-là ne sont que quelques unités parmi les plus marquantes de l'immense chaîne des martyrs de la pensée libre. A côté d'eux, combien d'obscurs sacrifiés, combien de suppliciés, d'emprisonnés par l'aveugle et impuissant et inutile Pouvoir établi ! Car la persécution va toujours à l'encontre du but qu'elle poursuit, en assurant automatiquement le triomphe de l'idée qu'elle combat. (Voir *Répression*.) — Ch. BOUSSINOT.

PERSONNALITÉ n. f. Délaissant les autres sens du mot *personnalité*, rappelons seulement qu'il est synonyme d'individualité consciente : ce qui nous conduit à parler d'un problème fondamental en philosophie. Chaque homme a conscience d'être une personnalité parce qu'il se sent distinct du monde extérieur et des autres individus, parce qu'il rattache à un centre unique la totalité de ses états mentaux. Il se perçoit lui-même et ses états, non comme deux portions d'existence indépendantes, mais comme une seule réalité vue sous un double aspect : d'un côté le sujet un et identique, de l'autre ses phénomènes multiples et changeants. On a soutenu que l'enfant n'avait aucun sentiment de sa personnalité. Vers la deuxième et la troisième année, les enfants, déclare Luyss, « parlent d'eux-mêmes à la troisième personne, comme s'il s'agissait d'une personne étrangère à eux, et manifestent leurs émotions et leurs désirs suivant cette formule simple : « Paul veut telle chose », « Paul a mal à la tête ». Ce n'est que peu à peu, et en quelque sorte par l'effet des efforts incessants d'une trituration continue, qu'on arrive à lui apprendre que l'ensemble de sa personnalité, constituée à l'état d'unité, peut revêtir une autre façon abstraite que celle d'un nom propre, et que sa formule équivalente est représentée par les mots je, moi. » Il est bien vrai que l'enfant parle de lui-même à la troisième personne ; mais ses exigences, ses réclamations énergiques témoignent de son égoïsme foncier, de l'invincible attachement qu'il porte à son moi. Tout animal, si inférieur soit-il, manifeste sa volonté d'être, et, selon la belle expression de Lotze, le ver qu'on foule aux pieds oppose son moi douloureux au reste de l'univers. L'égoïsme du tout jeune enfant n'est qu'une forme de l'instinct de conservation : il est biologiquement indispensable. Pour qu'il se précise et devienne le sentiment clair de la personnalité, une lente évolution sera nécessaire. L'enfant prendra d'abord conscience de son propre corps comme d'une réalité distincte des autres corps qui l'entourent. Alors que les sensations concernant les objets étrangers varient beaucoup, les sensations organiques sont durables et toujours actuelles. Transporté d'un appartement dans un autre, le bébé voit des meubles différents, mais il perçoit toujours ses membres, il éprouve des sensations internes et musculaires identiques. Dans la découverte de son corps, les sensations douloureuses et la double sensation tactile jouent un rôle très important : à chaque instant, des

obstacles s'opposent au libre déploiement de ses muscles et provoquent des souffrances ; s'il touche une partie quelconque de son corps, sa sensation est double, à la fois il touche et il est touché, s'il s'agit d'un objet extérieur, la sensation est simple. Ajoutons que les autres corps ne nous sont connus que par l'intermédiaire du nôtre : fermons les yeux, nous ne voyons plus rien ; bouchons nos oreilles, et les sons s'évanouissent. Pour l'enfant, les limites de sa personne ce sont d'abord les limites de son corps. Rien de plus curieux que de l'observer, au début : remuant ses mains, les fixant des yeux, les mettant dans sa bouche ; avec ses pieds il procédera de même ; parfois il se mord, tire violemment sa jambe ou ses doigts. Il s'aperçoit également que sa propre activité modifie les objets qui l'entourent. « Par exemple, écrit Preyer, au cinquième mois, l'enfant découvre, en déchirant un morceau de papier, le bruit qui en résulte. Il n'y a certes pas, à cette époque, de notion claire de causalité, mais l'enfant a vu par expérience qu'il peut être lui-même la cause d'une perception visuelle et auditive à la fois, puisque, quand il déchire le papier, il y a régulièrement amoindrissement des morceaux et bruit. La patience avec laquelle il continue à découper ainsi s'explique par la satisfaction qu'il éprouve à être une cause de modification, et à percevoir que la transformation si frappante d'un journal entier en de petits morceaux est due à sa propre activité. » Plus tard, avec le développement de la vie mentale, l'idée qu'il a de sa personnalité se modifie beaucoup chez l'enfant. Elle se modifie encore chez l'adolescent et même chez l'adulte, variant ainsi au cours de toute l'existence. Ce sont nos états psychologiques : joies, tristesses, désirs, idées, jugements, etc., que nous arrivons à considérer comme formant notre moi véritable. Parce qu'inévident, d'apparence indéterminés et perçus non du dehors, mais du dedans, ils semblent plus intimes, en effet, que les phénomènes organiques localisables dans l'espace et soumis à un déterminisme manifeste. Du point de vue physiologique, la personnalité s'avère pourtant le résultat de l'individualité organique ; elle en est la traduction consciente, la représentation mentale. Pour chaque animal, déclare Ribot, le sens vital devient « la base de son individualité psychique. Il est ce principe d'individuation tant recherché par les docteurs scolastiques parce que sur lui tout repose directement ou indirectement. On peut considérer comme très vraisemblable que, à mesure qu'on descend vers les animaux inférieurs, le sens du corps devient de plus en plus prépondérant jusqu'au moment où il devient l'individualité psychique tout entière. » Et, dans la mesure où l'individualité organique demeure imparfaite, la personnalité psychologique reste imprécise : « Si deux êtres humains, dès la période fœtale sont partiellement fusionnés, les deux têtes, organes essentiels de l'individualité humaine, restant parfaitement distinctes, alors, voilà ce qui arrive : chaque organisme n'est plus complètement limité dans l'espace et distinct de tout autre ; il y a une partie indivise commune aux deux ; et si, comme nous le soutenons, l'unité et la complexité du moi ne sont que l'expression subjective de l'unité et de la complexité de l'organisme, il doit y avoir dans ce cas d'un moi à l'autre une pénétration partielle, une portion de vie psychique commune qui n'est pas à un moi, mais à un nous. C'est ce que l'expérience confirme pleinement. » Dans la série animale, le progrès de l'individualité psychologique est parallèle au progrès de la coordination organique. L'apparition d'une conscience coloniale, favorisée par la division du travail et la vie errante, dans les colonies d'individualités inférieures, est déjà un premier pas vers une organisation plus parfaite. Le développement du système nerveux, coordinateur par excellence, est d'une importance capitale. Mais, dans les espèces inférieures, il n'opère qu'une centralisation imparfaite. « Chez les an-

nélides, les ganglions cérébroïdes qui envoient des nerfs aux organes des sens, paraissent remplir les mêmes fonctions que le cerveau des vertébrés. Il est loin toutefois de les avoir centralisés complètement. L'indépendance psychologique des divers anneaux est bien évidente. Certaines eunices, qui peuvent atteindre 1 m. 50 de longueur, mordent la partie postérieure de leur corps, sans paraître aucunement le ressentir. L'individualité est si peu précise qu'on voit chez certains anneaux asexués, composés d'une quarantaine d'anneaux, une tête d'individu sexué se former au niveau du troisième anneau, se munir de tentacules et d'antennes, puis se détacher de l'individu primitif pour vivre à sa guise... Pour les animaux supérieurs, il est inutile d'insister : l'individualité au sens courant du mot est constituée : le cerveau de plus en plus prépondérant la représente... A son plus haut degré, elle est nettement localisée ; elle a accaparé une partie de l'organisme qui, pour cette fonction et pour elle seule, devient le représentant de tout l'organisme. Par une longue suite de délégations successives, le cerveau des animaux supérieurs est parvenu à concentrer en lui la plus grande part de l'activité psychique de la colonie. » Chez l'homme lui-même, le cerveau apparaît comme un coordinateur de tous les centres secondaires, et le moi conscient comme un écho psychologique de l'unité organique. Aussi les troubles de la personnalité sont-ils liés à des altérations de la cénesthésie ou de la motricité, ainsi qu'à des anesthésies cutanées. L'hystérie, qui engendre des troubles profonds de la sensibilité, détermine fréquemment le dédoublement de la personnalité. Au point de vue psychologique, la mémoire joue un rôle essentiel. Si le moi a conscience de durer, c'est parce que le passé revit dans le présent grâce au souvenir. Chacun a une histoire, faite des événements de sa vie antérieure. Dès l'âge de quatre ans, l'enfant rappelle avec complaisance certains faits passés ; il dit volontiers : « quand j'étais petit ». Et le vieillard, malgré les transformations survenues dans sa propre personne et dans le milieu qui l'entoure, se reconnaît dans le jeune écolier que choyait une mère aimante, dans l'adolescent févreux et tourmenté qu'il fut voici bien longtemps. Des révolutions brusques et profondes ont pu modifier complètement sa vie intellectuelle ou sentimentale, il n'y a pas eu rupture de sa personnalité pour autant ; la mémoire a enregistré étapes et changements ; elle groupe autour du nom les multiples souvenirs de ce qu'il fut. Chez certains, en particulier chez l'enfant ou chez l'ambitieux, la représentation de ce qu'ils seront plus tard, ou mieux de ce qu'ils voudraient être, constitue un élément très important de la personnalité. Mille rêves passent dans le cerveau de l'enfant, tout ce qui brille l'attire ; mais les difficultés qu'offrent les réalisations pratiques l'obligeront par la suite à diriger tous ses efforts vers un but unique ; heureux s'il parvient à exceller dans la carrière qu'il aura finalement choisie. Le moi n'apparaît donc pas comme un simple polypier d'images, ainsi que l'affirmait Taine ; il suppose une pénétration de ses éléments constitutifs ; l'association des idées ne peut suffire à l'expliquer. Stuart Mill, dont la thèse ressemble beaucoup à celle de Taine, reconnaît la faiblesse de la doctrine phénoméniste : « Si, écrit-il, nous regardons l'esprit comme une série de sentiments, nous sommes obligés de compléter la proposition, en l'appelant une série de sentiments qui se connaît elle-même comme passée et à venir ; et nous sommes réduits à l'alternative de croire que l'esprit, ou moi, est autre chose que les séries de sentiments, ou de possibilité de sentiments, ou bien d'admettre le paradoxe que quelque chose qui, *ex hypothesi*, n'est qu'une série de sentiments, peut se connaître soi-même, en tant que série. »

Mais c'est une absurdité pire d'avoir recours à un principe spirituel : l'âme, pour expliquer la personna-

lité humaine. Pourtant Reid affirme que le moi substantiel se distingue nettement des phénomènes qu'il observe : « Nos plaisirs et nos peines, nos espérances et nos craintes, toutes nos sensations s'écoulent devant la conscience, comme les eaux d'un fleuve sous les yeux du spectateur immobile attaché au rivage. » Doctrine que nous n'avons plus besoin de réfuter, puisque les philosophes actuels sont unanimes à la condamner. De nombreux spiritualistes admettent, par contre, la thèse de Paul Janet : « Le tort de quelques défenseurs de la métaphysique substantialiste, déclare ce dernier, est de considérer l'être et la substance, partant le moi, comme des choses en soi qui vivraient dans une région séparée, mais n'auraient rien de commun avec les phénomènes. La vérité c'est que l'être est inséparable de ses manières d'être, la substance du phénomène ; la conscience les saisit ensemble dans leur intime unité, ou plutôt elle est simplement la connaissance que l'être a de lui-même à l'occasion de ses manifestations diverses ». Déjà Maine de Biran avait soutenu que le moi est perçu directement par la conscience dans le sentiment de l'effort. Jamais, quoi qu'en disent Paul Janet et Maine de Biran, nous ne saisissons une substance spirituelle quelconque, jamais nous ne saisissons autre chose que des états mentaux. Et le support des phénomènes psychologiques doit être cherché dans le cerveau, non dans une âme spirituelle et indivisible. Comment comprendre les altérations de la personnalité, si cette dernière a pour cause un principe simple et immatériel ? Des faits indubitables établissent pourtant que le moi est sujet à de nombreuses maladies ; la plus connue est le dédoublement de la personnalité. Félida, que le Docteur Azam, de Bordeaux, put observer pendant plus de trente ans, avait son existence partagée en deux sortes d'états alternatifs. Dans les uns, elle se souvenait de toute sa vie antérieure et son caractère était vif et joyeux ; dans les autres, elle était fort triste et ne se souvenait que des états semblables. Les changements d'états s'opéraient à la suite d'un sommeil de quelques minutes. Voici, exposé par Binet, le cas de la dame américaine de Mac-Nish : « Une jeune dame instruite, bien élevée et d'une bonne constitution, fut prise tout à coup, et sans avertissement préalable, d'un sommeil profond qui se prolongea plusieurs heures au delà du temps ordinaire. A son réveil, elle avait oublié tout ce qu'elle savait ; sa mémoire n'avait conservé aucune notion ni des mots, ni des choses ; il fallut tout lui enseigner de nouveau ; ainsi, elle dut apprendre à lire, à écrire et à compter ; peu à peu, elle se familiarisa avec les personnes et avec les objets de son entourage, qui étaient pour elle comme si elle les voyait pour la première fois ; ses progrès furent rapides. Après un temps assez long, plusieurs mois, elle fut, sans cause connue, atteinte d'un sommeil semblable à celui qui avait précédé sa vie nouvelle. A son réveil, elle se trouva exactement dans le même état où elle était avant son premier sommeil, mais elle n'avait aucun souvenir de ce qui s'était passé dans l'intervalle ; en un mot, pendant l'état ancien, elle ignorait l'état nouveau. C'est ainsi qu'elle ne connaît ses deux vies, lesquelles se continuaient isolément et alternativement par le souvenir. Pendant plus de quatre ans, cette jeune dame a présenté à peu près périodiquement ces phénomènes. Dans un état ou dans l'autre, elle n'a pas plus de souvenance de son double caractère que deux personnes distinctes n'en ont de leurs natures respectives ; par exemple dans les périodes d'état ancien, elle possède toutes les connaissances qu'elle a acquises dans son enfance et sa jeunesse ; dans son état nouveau, elle ne sait que ce qu'elle a appris depuis son premier sommeil. Si une personne lui est présentée dans un de ces états, elle est obligée de l'étudier et de la reconnaître dans les deux pour en avoir la notion complète. Il en est de même de toute chose. » Parfois des personna-

lités distinctes existent simultanément. Outre son moi primitif, Miss Beauchamp, qui fut observée par Morton Prince, avait trois personnalités aux aspirations et aux idées différentes. Deux d'entre elles ignoraient les autres ; la troisième les connaissait. De nombreux cas de dédoublement ont été recueillis par les psychiatres. Les altérations du moi peuvent d'ailleurs être plus ou moins profondes, plus ou moins durables ; on connaît de nombreuses formes intermédiaires entre l'état normal et le dédoublement complet. Le somnambulisme naturel, le sommeil hypnotique déterminent un dédoublement atténué ; la distraction intense en est une forme beaucoup plus élémentaire. Possessions démoniaques et médiumnité se ramènent à des maladies de la personnalité. A côté du dédoublement, il y a d'autres troubles fort nombreux : altération, substitution, etc. ; leur complexité est si grande que les psychiatres ne s'accordent pas lorsqu'il faut les classer. Ces troubles ont mis en évidence les rapports étroits qui relient l'individualité psychologique à l'individualité physiologique ; ils nous éclairent sur la nature synthétique du moi et nous contraignent à bannir définitivement la croyance en un principe spirituel et indivisible : l'âme des métaphysiciens. — L. BARBDETTE.

PEUPLE (POPULACE, POPULAIRE). Le grec *plêthos* (peuple) vient du radical *pléo* (remplir). Ce qui est *pléthorique* est ce qui ne peut être rempli davantage. De *pléo* sont sortis aussi les latins *plebs* et *plebis* qui ont fait *plèbe*, et *populus* qui a fait *peuple*.

Peuple et plèbe sont synonymes pour désigner la multitude, la foule, ce qui fait nombre dans tous les genres de la nature. On dit : un peuple d'étoiles, un peuple de fraisières, le peuple singe (La Fontaine), comme le peuple de France ou de Paris, c'est-à-dire toute une population. On a distingué en appelant *peuple* la réunion de tous les hommes formant une nation, vivant dans un même pays et sous les mêmes lois, et *plèbe* la populace, le bas peuple, par opposition aux classes supérieures. A Rome, les patriciens étaient l'aristocratie, les *plébéiens* étaient le peuple. Cette division, à base toute politique, ne correspondait pas à celle d'aujourd'hui, des propriétaires et des prolétaires arbitrairement réunis sous l'appellation de *peuple*. Les *plébéiens* ne se distinguaient des patriciens que par leur origine, mais ils étaient, comme eux, des hommes libres et parfois aussi riches. Les patriciens étaient les descendants des premiers Romains ; les plébéiens, ceux de toutes les populations latines transplantées à Rome dans ses premiers temps. Les deux classes furent en lutte durant toute l'existence de la Rome antique. Quand la plèbe l'emporta, il s'établit ce qu'on a appelé la « démocratie romaine », qui n'a été que l'adaptation de la plèbe à l'aristocratie, le « collaborationnisme » des deux classes unies par leurs intérêts communs. Au-dessous d'elles étaient les prolétaires (*proletarius*), la basse classe des plébéiens sans fortune, mais oisifs, réduits à l'esclavage par la misère, n'ayant d'autre utilité sociale que de faire des enfants pour défendre la patrie, et les esclaves proprement dits (*servus, servulus*), étrangers conquis à qui le travail manuel était réservé et imposé.

Après l'antiquité, le sens du mot *peuple* se restreignit de plus en plus devant la progression aristocratique, et surtout devant la mystique sociale que précisa et consacra le christianisme détaché de son esprit primitif d'égalité et de communisme. Larousse a pu dire fort justement que « l'histoire du peuple, c'est l'histoire de la misère ». Elle l'est et le sera tant que la misère n'aura pas complètement disparu, même des sociétés humaines où l'on a proclamé la mystification de la souveraineté du peuple, c'est-à-dire, de tous les citoyens de la nation une et indivisible. Il ne peut y avoir unité et indivisibilité là où persistent propriété et déposses-

sion, oisiveté et labeur forcé, richesse et paupérisme, là où se perpétuent, même sous le nom de « démocratie », les abus et les inégalités des régimes aristocratiques. « Le peuple, aujourd'hui, c'est tout le monde ! » disent les démagogues qui, ayant bien dîné, n'admettent pas que quelqu'un ait faim. Non. Le peuple n'est toujours que ceux qui peinent, qui produisent, qui paient, qui souffrent et qui meurent pour les parasites. Les parasistes de jadis, pour qui le peuple était « la canaille », qu'ils méprisaient et fouaillaient insolentement, avaient au moins le mérite de la franchise ; ils n'avaient pas l'hypocrisie d'appeler ce peuple « souverain », et la bassesse de le flagorner pour escroquer ses suffrages et se moquer de lui ensuite.

La mystique qui présida à l'organisation de la société chrétienne au moyen âge, a été formulée ainsi par La Chesnaye-Desbois, dans l'introduction de son *Dictionnaire de la Noblesse* : « Dans le droit naturel, les hommes sont égaux ; mais la force et la vertu ont fait les distinctions de la Liberté et de l'Esclavage, de la Noblesse et de la Roture ». Sauf la vertu qui n'a que faire dans cette histoire, la définition est exacte. Elle a été de plus en plus précisée dans les faits par l'organisation féodale de la société : en haut, la hiérarchie aristocratique de la noblesse laïque et ecclésiastique, depuis le plus petit baronnet et le simple moine mendiant jusqu'au roi et au pape ; en bas, le grouillement roturier du peuple composé des esclaves, des serfs, des croquants, des vilains, des valets, attachés à la glèbe, au métier, à la domesticité. En haut, les parasites que la force, et non la vertu, a pourvus de domaines et de revenus, la noblesse de sang, de distinction, d'origine, d'épée et de robe, dont le droit à ne rien faire était héréditaire et qui auraient dérogé, se seraient exposés à perdre les avantages de leur noblesse, s'ils avaient travaillé. En bas, toute la masse du peuple condamné à travailler pour eux, à leur obéir, à les servir. Il y avait ainsi, à la veille de la Révolution française, quatre cent mille nobles qui dévorait la substance du peuple réduit au sort de ces « animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée ; et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine et, en effet, ils sont des hommes. » (La Bruyère.)

La noblesse était d'autant plus méprisante pour le peuple qu'elle ne pouvait se faire d'illusion elle-même sur ses vertus. C'est toujours la peste qui se moque du choléra. Les termes de son mépris abondèrent contre les hommes qui portaient le poids de la malédiction divine du travail, alors qu'elle était érigée à l'honneur de ne rien faire. L'homme du peuple : « être puant sorti du pet d'un âne », disait-on au moyen âge, était : le *manant*, l'homme du terroir, de la cité, tenu pour grossier ; le *roturier*, qui fut d'abord le routier, l'homme des routes, et ensuite l'homme qui n'est pas noble, qui est sale, méchant, obtus ; le *vilain*, habitant de la campagne, roturier « sans honneur » qui a « moult de meschance » (E. Deschamps), et dont on disait :

« Oignez vilain, il vous poindra,
Poignez vilain, il vous oindra. »

le *croquant*, homme de rien, qualificatif appliqué particulièrement aux paysans, depuis la révolte de ceux de Guyenne, sous Henri IV :

« Passe un certain croquant qui marchait les pieds nus. »
(La Fontaine.)

le *butoir*, le *maraud*, le *maroufle*, le *rustre*, le *rustaud*, et cent autres soulignant la grossièreté du peuple. Tous se sont trouvés réunis dans ce terme : la *canaille*, venu de la *chiemaille* (de chien), resté en usage après

1789, dans le langage aristocratique. Les généraux, même sortis du peuple, disaient à leurs soldats : « Saluez-moi cette canaille ! » dans les insurrections de février 1830, de juin 1848, de décembre 1851, où :

« La grande populace et la sainte canaille
Se rivaient à l'immortalité ! »

(Aug. Barbier : « Les lances ».)

La Bruyère, parmi nombre d'autres, a exactement situé la position du peuple en face de la noblesse et de sa prétendue « vertu » en écrivant : « Qui dit le peuple dit plus d'une chose ; c'est une vaste expression et l'on s'étonnerait de voir ce qu'elle embrasse et jusqu'où elle s'étend. Il y a le peuple qui est opposé aux grands, c'est la populace et la multitude ; il y a le peuple qui est opposé aux sages, aux habiles et aux vertueux, ce sont les grands comme les petits. » La Bruyère a mieux précisé encore lorsqu'il a dit : « Si je compare ensemble les deux conditions des hommes les plus opposés, je veux dire les grands avec le peuple, ce dernier me paraît content du nécessaire, et les autres sont inquiets et pauvres avec le superflu. Un homme du peuple ne saurait faire aucun mal ; un grand ne veut faire aucun bien, et est capable de grands maux ; l'un ne se forme et ne s'exerce que dans les choses qui sont utiles, l'autre y joint les pernicieuses ; là se montrent ingénument la grossièreté et la franchise, ici se cache une sève maligne et corrompue sous l'écorce de la politesse. Le peuple n'a guère d'esprit et les grands n'ont point d'âme. Celui-là a un bon fonds et n'a point de dehors ; ceux-ci n'ont que des dehors et qu'une simple superficie. Faut-il opter ? Je ne balance pas, je veux être peuple. » Et il raillait de la façon suivante : « Un grand s'enivre de meilleur vin que l'homme du peuple : seule différence que la crapule laisse entre les conditions les plus disproportionnées, entre le seigneur et l'estafier. » La sagesse est en bas comme en haut ; la crapule est en haut comme en bas. Beaumarchais a dit, d'une autre façon que La Bruyère : « Aux vertus qu'on exige d'un domestique, votre Excellence connaît-elle beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être des valets ? »

En principe, le mot *peuple* correspond à l'idée de Nation, d'Etat, au groupement de tous les habitants d'un même pays vivant sous les mêmes lois. La voix du peuple est « la voix de Dieu », c'est-à-dire la vérité, et « la loi est la volonté du peuple ». Ce sont là les affirmations de la littérature démagogique, de tous les imposteurs qui, de tout temps, se sont moqués de la vérité autant que de la volonté du peuple. En fait, le peuple est « une réunion de sujets par opposition à souverain » (Bescherelle et Littré). Or, sous le souverain, qu'on appelle toujours « le père et le pasteur du peuple » si tyrannique soit-il, sous le maître : « en politique, le seul mot de droits du peuple est un blasphème, un crime », disait Bonaparte. Avant 1789, peuple se disait en France « de l'état général de la Nation, simplement opposé à celui des grands, des nobles, du clergé » (Bescherelle), et représenté par les paysans, ouvriers, artisans, négociants, financiers, gens de loi, gens de lettres qui figuraient le tiers-état aux états généraux. Mais le tiers-état devint de plus en plus le groupement des enrichis, des bourgeois qui se rapprochèrent des nobles et pénétrèrent dans leurs rangs en attendant de les supplanter pour former une nouvelle aristocratie, celle de l'argent, et de se tourner contre le peuple pour le mépriser à leur tour.

La Révolution a proclamé, le 15 décembre 1792, la « souveraineté du peuple », remplaçant celle de la noblesse et faisant résider l'origine des pouvoirs politiques dans la Nation qui délègue ces pouvoirs à des hommes qu'elle choisit et aux conditions qu'elle leur impose. Sous cette Révolution, les orateurs et les amis du peuple étaient ceux qui parlaient pour le peuple et

le défendaient devant les assemblées. On appelait *ennemis du peuple* ceux qu'on voulait perdre devant l'opinion et envoyer à l'échafaud. Mais lorsque la bourgeoisie eut consolidé définitivement sa puissance, la souveraineté du peuple ne fut plus que la souveraineté bourgeoise maintenue par la violence, tout comme avant 1789. Le mot *droits du peuple* continua à être un blasphème et un crime, tout comme les droits de l'homme et du citoyen qui ont été proclamés et ne sont pas appliqués, dans la république bourgeoise où l'on se moque de la « souveraineté du peuple » avec plus de cynisme que ne le firent jamais royauté, noblesse et clergé. *Pauvre peuple souverain* qui n'est capable, et n'a la possibilité, de « déléguer ses pouvoirs » qu'à des gens qui font de lui de la chair à travail, de la chair à plaisir, de la chair à canon de plus en plus « rationalisée » !...

Le vrai peuple, toujours sacrifié, est toujours la classe inférieure, la partie la moins distinguée de la population, la moins instruite, la plus portée à se laisser mener par des préjugés, à se soumettre à une abrutissante résignation, et dont on exploite toujours l'ignorance et la crédulité. L'homme du peuple reste l'homme du commun qui ne sort pas de la classe subjuguée pour parvenir à la classe souveraine. Il forme la masse de ces prolétaires qui semblaient à Balzac être « les mineurs d'une nation et devoir toujours rester en tutelle ». Lamennais, dont le *Livre du Peuple* demeure un des plus admirables cris de révolte de l'humanité sacrifiée, ne se laissa pas prendre à la confusion démagogique des classes répandue par les rhéteurs. Il écrivit : « La société se partage en deux classes distinctes, l'une investie de droits obstinément refusés à l'autre, l'une dominante et l'autre dominée, l'une généralement riche et l'autre généralement pauvre, et cette dernière reçoit particulièrement le nom de peuple ».

Il y a un *esprit-peuple* qui est né de la terre, des hommes, des animaux, du travail, de tout ce qui est de source naturelle, qui n'a pas été défigurée par des conventions plus ou moins arbitraires, et qui flambe sous le soleil, qui a la mélancolie des échos des bois à l'automne, qui souffre de l'engourdissement hivernal, qui s'émeut devant les détresses, se révolte contre l'injustice, s'avance qu'en trébuchant parmi les chaussetrapes, mais avance toujours. De cet esprit, celui appelé « populaire », inventé par les fabricants de littérature, n'est qu'une caricature. On nait peuple, on ne le devient pas comme on devient bourgeois et aristocrate par une formation intellectuelle conventionnelle. Pas plus que la rivière ne remonte à sa source, l'homme ne redevient peuple quand il a été déraciné, surtout intellectuellement, qu'il a perdu contact avec le travail de la terre, celui de l'outil, avec la simple culture humaine qui seule engendre la véritable culture de l'esprit. Un Léon Cladel portait en lui tout le lyrisme de l'esprit-peuple : il éclate magnifiquement dans son œuvre. Son *J. N. R. I.* est un *ecce homo* autrement humain et pathétique que la victime de Pilate ; il n'est pas descendu du ciel et ne doit pas y remonter. Personne, parmi les révoltés contemporains, n'a mieux traduit que Cladel l'âme du peuple unie à celle de la terre. Un seul, avant lui, l'avait dépassé, c'est Michelet.

Michelet n'a pas seulement senti et décrit, vécu dans ses nerfs et dans son sang, la douloureuse histoire du peuple, — l'histoire de la misère, — il a senti, décrit et vécu aussi l'éternité de son espérance, de sa patience, de sa ténacité à construire et à reconstruire la ruche humaine que les frelons dévastent, à relever l'œuvre de salut humain que ses ennemis s'obstinent à détruire. La véritable histoire du peuple est dans les vingt-sept volumes de l'*Histoire de France* de Michelet, monument de justice à la gloire de la foule anonyme, de la multi-

tude laborieuse, exploitée, saignée, écrasée, qui seule a fait la France, de sa sueur et de sa chair, à l'encontre des prétentions grotesques de ses rois et de leurs thuriféraires, mouches du coche et parasites malfaisants. Mais le plus pur de cette histoire, son âme, est dans le volume intitulé *Le Peuple*. Michelet y a pu dire dans sa préface : « Ce livre est plus qu'un livre, c'est moi-même. Je l'ai fait de moi-même, de ma vie et de mon cœur », car « pour connaître la vie du peuple, ses travaux, ses souffrances, il me suffisait d'interroger mes souvenirs... Moi aussi, j'ai travaillé de mes mains. Le vrai nom de l'homme moderne, celui de *travailleur*, je le mérite en plus d'un sens. »

Avant d'écrire des livres, Michelet en avait composé comme imprimeur ; avant d'être un maître-écrivain, il avait été un ouvrier manuel ; avant d'être censuré, suspendu, révoqué, chassé de ses emplois de savant et de professeur par les gouvernants au service des Jésuites, il avait vu les presses de son père brisées par les décrets contre l'expression de la pensée du premier Napoléon. Avant de voir la meute « bien pensante », et que sa mort n'a pas fait taire parce que son œuvre demeure plus que jamais vivante, hurler après lui, il s'était vu chômeur, il avait souffert avec les siens du froid, de la faim, de toutes les misères ouvrières. Il ne séparait pas les travailleurs les uns des autres, l'intellectuel du manuel, le savant du manœuvre, l'artiste de l'artisan : il ne divisait pas le peuple contre lui-même. Il ne craignait pas de dire qu'il voyait « parmi les ouvriers des hommes de grands mérites qui pour l'esprit valent bien les gens de lettres, et mieux pour le caractère. » Il avait dégagé la personnalité du peuple du fond des temps. Il l'avait découverte « parmi les désordres de l'abandon, les vices de la misère, dans une richesse de sentiment et une bonté de cœur, très rares dans les classes riches. » C'est dans « la faculté du dévouement, la puissance du sacrifice » qu'il avait trouvé sa « mesure pour classer les hommes » et juger du véritable héroïsme du peuple tant abusé par des maîtres égoïstes et criminels. Lorsqu'il se fut instruit par un labeur tenace, ce ne fut pas pour tirer un profit personnel d'une profession de pédant ; ce fut pour instruire les autres dans les voies de la vérité, de la liberté de l'esprit, où il s'était instruit lui-même. Il apprit ainsi que « la difficulté n'est pas de monter, mais, en montant, de rester soi ». Il resta avec les Barbares, « les voyageurs en marche vers la Rome de l'avenir » et qui, s'ils n'ont pas la culture des classes supérieures momifiées dans un conservatisme corrompu, ont bien plus de « chaleur vitale » et apportent à la terre, avec leur sueur, leur « vertu vivante ».

C'est de cette façon que Michelet travailla dans l'art à cette résurrection dont il donna une véritable formule « prolétarienne » que ne devraient pas oublier, aujourd'hui, les initiateurs d'un art prolétarien : « Ceux qui arrivent ainsi, avec la sève du peuple, apportent dans l'art un degré nouveau de vie et de rejuvenissement, tout au moins un grand effort. Ils posent ordinairement le but plus haut, plus loin, que les autres, consultent peu leurs forces, mais plutôt leur cœur. » Et il ne craignit jamais, pour cela, de perdre des amitiés, de sortir d'une position tranquille, d'ajourner son « grand livre, le monument de sa vie », parce qu'il avait à parler et à dire ce que personne ne disait et ne dirait à sa place, à revendiquer pour ce peuple qu'il avait vu marcher, avec qui il marchait à travers la longue obscurité des siècles, le peuple de la Révolution dont l'Europe portait toujours en elle la « chaleur latente ».

On pouvait encore parler de cette « chaleur latente », et des espoirs qu'elle entretenait, en 1846, avant qu'on eût vu, en France, la République des capucins de 1848, le Coup d'Etat de 1851, la Commune, la III^e République, et, dans toute l'Europe, la Révolution écrasée sous

les bottes des cosaques et des hulans, les peuples conduits par leurs empereurs, leurs kaisers et leurs tsars, aux entreprises impérialistes puis, avec le concours des dictateurs démocrates, à la Boucherie Mondiale de 1914. On pouvait encore posséder à cette époque, où toute l'Europe bouillonnait de l'effervescence qui ferait surgir des barricades dans tous ses pays, cette conception mystique du peuple qui est la gloire de Michelet dans la pureté de son élan vers la fraternité. C'est le malheur de notre temps qu'une réalité odieuse lui interdise si sauvagement cette mystique, car l'humanité devra infailliblement y revenir, si elle ne veut pas disparaître dans l'ignominie définitive. Comme l'a écrit M. Monglond, Michelet possédait « cette faculté, qui fut chez lui prodigieuse, d'amalgamer sa propre vie, ses émotions, son âme solitaire, à l'âme de la France ». Visionnaire génial qui retrouva dans le passé le véritable destin du peuple et le lui montra dans l'avenir, il a été trop attaqué et il est toujours trop détesté par les hommes qui abusent le peuple pour ne pas avoir vu et dit juste. Pourquoi faut-il qu'il fasse contre lui l'accord du nationalisme et de l'internationalisme, le premier lui reprochant d'appartenir au second, le second lui faisant grief d'être du premier ? Aveuglement de la lutte des classes vue à travers l'ignorance des partis et la fureur des appétits ; produit convergent de la double mystique bourgeoise et ouvrière (voir *Ouvrierisme*) aussi fausse d'un côté que de l'autre de la barricade, et qui ne tend qu'à mettre les uns à la place des autres dans la perpétuité de la haine et de l'exploitation de l'homme. La mystique de Michelet est au-dessus des deux autres, bourgeoise et ouvrière, parce qu'elle est celle de la vérité. Par une voie qu'on pourrait appeler celle du « spiritualisme historique », celle du cœur et des sentiments, Michelet aboutit au même but que le « matérialisme historique » qui suit la voie de la raison et de l'expérience. Tous deux se rejoignent au même point ; Michelet l'appelle : « Fraternité ! » Karl Marx et Bakounine l'appellent : « Solidarité ! »

Si Michelet a identifié les mots *Peuple* et *Patrie*, c'est en voyant dans la patrie la « grande amitié » de tous les travailleurs qui l'ont faite de leur intelligence et de leurs bras, et c'est en voyant cette « grande amitié » étendue au-delà des frontières, au-dessus des patries. La véritable *Internationale des Travailleurs* veut-elle réalité, et de plus en plus utopique depuis Michelet, comprendre dans cette « grande amitié » ceux qui avaient exploité et pressuré le peuple pour leur gloire malsaine et leurs appétits égoïstes, pas plus qu'il ne voulait y comprendre ceux qui avaient fait des idées de la Révolution un nouveau moyen de mystification du « peuple souverain ». La Patrie, et la « grande amitié » qui fait ricaner aujourd'hui tant de sots qui ne sont pas toujours des bourgeois, c'était la solidarité de tous ceux qu'unissait la volonté du bien commun opposée aux intérêts particuliers des rapaces. Solidarité admirable, si elle existait, mais utopique devant la réalité, et de plus en plus utopique depuis Michelet, la Révolution qui devait unir tous les travailleurs les ayant divisés davantage ! Car la Révolution, au lieu de supprimer les grandes classes parasites, leur a seulement fait faire peau neuve, et elle a créé au-dessous d'elles, mais « collaborationnant » avec elles, de nouvelles classes de moyens et petits privilégiés qui ont multiplié les divisions.

Aujourd'hui, malgré les théories démagogiques, le peuple ne forme plus qu'un mélange chaotique. D'une part ce sont, plus ou moins solidaires des parasites et des exploités, des travailleurs qui ont accédé à la propriété et dont les intérêts ne sont plus ceux de leur classe. D'autre part, c'est une masse prolétarienne réduite à l'esclavage économique et pour qui il n'est d'égalité sociale que dans la mesure où ses composants

peuvent en sortir individuellement pour devenir des travailleurs privilégiés. « Tout le monde travaille aujourd'hui ! » disent les démagogues. Mais voici : il y a les « travailleurs » milliardaires, et il y a ceux qui errent sans pain et sans abri ; il y a des « travailleurs » Citroën, Bata, Oustrie, tous les nouveaux féodaux, et il y a les serfs de leurs entreprises qui demeurent les perpétuels esclaves. La réalité renverse les théories d'une démocratie salivante et périmée, car ce ne sont pas les théories qui font la réalité. Ce ne sont pas des théories qui ont fait les classes actuelles de ceux qui possèdent et de ceux qui n'ont rien, de ceux qui peuvent faire eux-mêmes leur destinée dans une mesure plus ou moins large et de ceux qui sont réduits à subir celle qu'on veut bien leur faire. Prétendre qu'ils font tous partie du « peuple souverain » c'est se moquer du monde.

Le mot *peuple*, dont la terminologie est de plus en plus vide de sens précis, est ainsi devenu une entité. Le mot *patrie* n'est pas moins une entité parce qu'il ne correspond pas davantage à une réalité. Il y a eu, jadis, dans une certaine mesure, le sol sacré des ancêtres où la « grande amitié » des travailleurs pouvait trouver des racines plus ou moins profondes, s'alimenter de véritables motifs sentimentaux : le coin de terre où les morts reposaient sous la protection pieuse des vivants, la vieille demeure où les générations se succédaient dans la vie et le travail familiaux, le vieux clocher, la vieille tour, les vieux arbres du bord de l'eau, tout ce qui limitait l'horizon, faisait l'univers de gens qui ne sortaient généralement pas de leur « trou » ou y revenaient pour mourir. Aujourd'hui, les derniers vieux qui restaient au village sont morts. Les jeunes s'en vont et ne reviennent plus. La vieille demeure, le vieux clocher, la vieille tour, les vieux arbres, ont été démolis, abattus, les morts eux-mêmes ont été chassés de la terre bouleversée pour construire des usines, des banques, des cinémas où viennent travailler, tripoter, s'ébattre, faire fortune, des étrangers au village, à la ville et même au pays, gens de passage ou qui font souche d'Italiens, de Polonais, d'Arabes, de Chinois, mélangeant les races, les caractères, les mœurs du monde entier.

Il n'y a plus de patries, il n'y a plus de petites ou de grandes « amitiés » de clocher et de corporation ; il y a des classes qui sont en luttres et dont les intérêts sont tels que : l'ennemi, pour le prolétaire, n'est pas le prolétaire étranger, mais le patron compatriote et, vice-versa ; l'ennemi, pour le patron, n'est pas le patron étranger, mais le prolétaire compatriote. A l'encontre de toute la blagologie conservatrice, nationaliste et démocratique, il n'y a plus de nations, — ce qu'on appelle la « Société des Nations » n'est que l'assemblée du capitalisme international réunie pour discuter de l'exploitation du prolétariat international —, il y a deux *internationales* dressées l'une contre l'autre. Les aventuriers de la politique, les charlatans du patriotisme et de la religion, les rapaces de la finance et des affaires, les proxénètes de l'art et de la littérature, les cabotins du snobisme, les valets de plume de la presse, entretiennent à l'envi la confusion dans le cerveau brumeux du « peuple souverain », grâce aux degrés et aux aspects infinis que prennent la propriété et le travail, grâce aux ratiocinations sur l'élasticité des ventres et leur capacité. Quand des marchands de mitraille sont prêts, pour s'enrichir, à faire tuer des millions de leurs compatriotes ; quand des hommes prétendant parler au nom du peuple n'attendent que le moment de commander la boucherie ; quand des favorisés peuvent « gagner » vingt-cinq millions par semaine en exploitant le travail de misérables qui s'éteignent sans pouvoir vivre décemment ; quand la morale civique et religieuse reconnaît qu'il est « nécessaire » aux besoins de certains de gaspiller en un jour le prix de la vie de cent

familles, et quand la « charité » des philanthropes réduit des êtres humains à chercher leur subsistance dans les poubelles ; il n'y a pas de « peuple souverain », pas plus que de « grande amitié » dans la Patrie, « d'amour sacré de la Patrie » et « d'union sacrée » pour la défense de la Patrie !...

Le jour où tous les prolétaires sauront ne plus obéir à des entités favorables à leurs exploitateurs, mais toujours décevantes pour eux ; le jour où ils cesseront de se déchirer entre eux pour le profit de leurs ennemis ; le jour où ils sauront s'entendre contre ces ennemis ; ce jour-là il pourra y avoir de nouveau le *Peuple* des travailleurs unis dans une « grande amitié » rayonnante. Mais, qu'on ne s'y trompe pas. Si le cœur ne collabore pas avec la raison, si la Révolution qui jaillira de cette entente ne fait pas s'accorder ensemble le « spiritualisme historique » de Michelet et le « matérialisme historique » de Karl Marx pour le succès de l'œuvre entreprise : il n'y aura rien de fait. Le *Peuple*, quelle que soit la nouvelle défroque idéologique qu'on mettra sur son dos, demeurera le troupeau des vaincus, et l'histoire du peuple continuera à être « l'histoire de la misère ».

••

POPULAIRE. — Toutes les qualifications méprisantes données au peuple sont exprimées dans le terme collectif : *populace*. La *populace*, disent les dictionnaires, est le bas peuple, la racaille, rebut du peuple. Dans une société où certains jouissent aux dépens des autres de faveurs illégitimes, il y a inévitablement, par voie de conséquence, les disgraciés illégitimes. L'extrême puissance et l'extrême opulence sont faites de l'extrême servitude et de l'extrême misère de ceux sur qui elles règnent. La *populace* a été dans toutes les sociétés constituées suivant cet arbitraire. Tenue dans l'ignorance, condamnée au vice en même temps qu'à la servitude, cultivée comme l'engrais de la monstrueuse végétation parasitaire des privilégiés, elle a toujours été l'instrument des démagogues. A Rome, elle était la *foex populi*, la *sordida pars plebis*, et faisait escorte aux Nérons qui la payaient avec les spectacles ignominieux du cirque. Aujourd'hui, elle est la racaille des *nervis* du « milieu », souteneurs des proconsuls de bars de vigilance, des conquistadores de la filouterie politique, qui ont les poches ouvertes à tous les profits et la conscience fermée à tous les scrupules. (Voir *Politicien*). Elle est la farouche légion du vice et du crime qui entraîne à l'ochlocratie les démocraties banqueroutières incapables de l'arracher à ses hontes, de l'élever en l'instruisant, de lui rendre une dignité humaine, de l'empêcher d'étendre ses turpitudes à tout l'organisme social comme un immense loup. La *populace* est en haut comme en bas, plus corrompue, plus vile et plus pourrie en haut, dans l'opulence des palais, qu'en bas, dans la hideur des bouges. Toutes les essences de Coty, le parfumeur du régime, ne peuvent effacer la tache indélébile.

La *populace* a souvent joué un rôle dans l'histoire, parfois héroïque et noble, le plus souvent lâche et odieux. Si elle a plus d'une fois sauvé Rome, comme a dit V. Hugo, et ce n'est pas ce qu'elle a fait de mieux, car Rome ne méritait pas de vivre quand elle n'avait que ce soutien, elle l'a encore plus sûrement perdue. Elle a été le peuple soulevé contre lui-même plus que contre ses ennemis, le peuple se faisant son propre bourreau dans l'explosion aveugle de son inconscience et de sa cruauté. Si tant de révolutions ne produisaient pas ce qu'on en attendait, c'est qu'elles furent des déchainements de la *populace* exaspérée par la misère ou excitée par des perspectives de pillage, mais nullement éclairée sur des buts révolutionnaires précis et préparés.

De *populace* on a fait l'adjectif *populacier* — ce qui

est de la populace —, et un néologisme, *populacerie*, dont le besoin ne se faisait nullement sentir.

POPULAIRE. — Cet adjectif désigne ce qui est du peuple, ce qui vient de lui, ce qui lui appartient, et ce qui est usité, répandu parmi le peuple. Sa signification suit celle de *peuple* dans toutes ses acceptions ; il est tout autant employé à faux quand on veut lui faire qualifier quelque chose de vulgaire, de bas. On appelle ainsi « art populaire » et « littérature populaire » un art et une littérature spécialement composés pour le peuple, qui affectent la vulgarité et la grossièreté populacières, et dont la naissance, l'infériorité, ne sont dignes que de la bassesse bourgeoise qui les produit.

L'art et la littérature véritables, comme la pensée et le travail véritables, sont avant tout populaires, c'est-à-dire propres à tous les hommes. Ils n'existent et ne demeurent que parce qu'ils viennent du véritable peuple, qu'ils expriment ce qui est véritablement humain. L'art et la littérature populaires sont de tous les temps, alors que ceux de l'aristocratie sont particuliers à des époques et périssent avec elles. (Voir *Art et Littérature*). Tout ce qui est humain est populaire, quelles que soient les conventions appelées « nobles » par lesquelles on veut détacher du peuple une partie de l'humain. Tout ce qu'ont produit les écoles philosophiques, artistiques, littéraires, n'a été durable, n'a mérité de fixer l'attention des hommes, que dans la mesure de ses attaches avec leur multitude, avec le peuple.

On voit de nos jours se fonder des partis de « démocratie populaire » qui sont une sorte de contre-partie à d'autres dits d'« aristocratie républicaine » ! Cette abracadabrante terminologie politicienne, bien digne du maffisme qui y préside, ne fait que mettre en évidence les survivances des castes aristocratiques dans la prétendue démocratie où nous ne sommes pas fiers de vivre. (Voir *Politique*).

On emploie substantivement le mot *populaire* à la place de *peuple*. On donne ce titre : *Le Populaire* à des journaux et... à des apéritifs ! *Populaire* est plus familier que *peuple*. Plus familièrement encore on dit : le *populo*. Ce dernier mot ne vient pas de l'argot, comme on pourrait le croire. Le vieux langage français appelait *populo* un petit enfant gras et potelé. Dans la peinture et la sculpture allégoriques on voit fréquemment des *populos* portant des cornes d'abondance ou des guirlandes de fleurs.

Parmi les dérivés de *peuple* et de *populaire* on a vu *populicide*, néologisme que la Révolution de 1789 produisit contre les ennemis du peuple.

Popularisme — système de la popularité — est synonyme de *démagogie*.

Populariser — rendre populaire — est synonyme de répandre, de vulgariser. — Edouard Rodière.

PHALANSTÈRE, n. m. Dans le système de Fourier (1772-1837), la *phalange* représente le groupe élémentaire sur lequel repose la commune sociétaire et le *phalanstère* est le nom que, s'inspirant très probablement du mot « monastère », Fourier a donné à l'ensemble des constructions destinées à abriter la phalange. Ce grand penseur trace de la manière que voici le plan du phalanstère :

La *phalange* comprend une réunion de 1.500 à 1.800 personnes, exécutant les travaux de ménage, de culture, d'industrie, d'art, de science, d'éducation, d'administration, nécessaires à l'exploitation unitaire de 16 kilomètres carrés de terrain.

Quant au *phalanstère*, ce doit être un magnifique édifice, ayant une façade de plusieurs centaines de mètres, projetant, à droite et à gauche, de vastes ailes

en fer à cheval et repliées sur elles-mêmes, de manière à se doubler et à former des cours intérieures spacieuses et ombragées, séparées par des couloirs, sur colonnes jetées d'un corps de bâtiments sur l'autre et servant de terrasse et de serre. Les ateliers bruyants seront établis dans une des ailes et, dans une autre, ceux où règne le silence ; au centre, se trouveront la bourse, la bibliothèque, le musée, les réfectoires, la tour d'ordre avec beffroi, horloge et télégraphe, le théâtre, le bureau de la Régence et un Temple. Une rue-galerie, à hauteur du premier étage, chauffée l'hiver, ventilée l'été, où seront exposés les produits industriels et artistiques, servira autour de l'édifice, établissant entre toutes ces parties, une communication facile.

Chaque famille trouvera à se loger, selon ses convenances, dans des appartements somptueux ou simples, mais dont le moins riche offrira, par sa distribution bien entendue, un degré de confort et d'élégance qu'on trouve rarement dans les habitations de la classe aisée. Elle choisira de même parmi les mets, tous sains et nutritifs, mais plus ou moins recherchés, préparés au restaurant commun, ceux qui conviendront le mieux à ses goûts ou à sa fortune.

Les plus jeunes enfants seront réunis dans des salles vastes et bien aérées, où seront établies, à hauteur d'appui, des nattes élastiques, séparées par des cordons de soie, qui soutiendront l'enfant fatigué du berceau, sans le priver du mouvement et lui permettront de se livrer à ses instincts de sociabilité, qui sont, après les besoins purement moraux, les premiers à se développer. Cette partie de la théorie reçoit une ample confirmation des salles d'asile, où plusieurs centaines d'enfants s'ébattaient joyeusement, sous la garde de deux femmes qui, malgré leur aptitude spéciale, ne réussissent pas à faire taire les cris ou à réprimer la fatigante turbulence d'un enfant isolé.

Les bâtiments affectés à l'exploitation rurale se trouveront sur l'autre côté de la route, communiquant avec le phalanstère par des galeries couvertes et, dans la campagne, s'élèveront des pavillons où le travailleur se reposera pendant la chaleur du jour ou à l'heure du repas.

Frappé et douloureusement ému par le spectacle des misères à la campagne et des taudis en ville, dans lesquels étaient logées les classes laborieuses et pauvres de son temps (celles de nos jours sont aussi mal abritées, meublées, installées, éclairées, ventilées), le fameux sociologue voulait, grâce à la fondation et à la multiplication des phalanstères édifiés sur le plan ci-dessus indiqué, remplacer, par chaque groupement phalanstérien, quatre cents misères rurales environ, ou quatre cents de ces infects réduits où sont entassées quatre cents familles plus ou moins indigentes qui, privées d'air, de lumière, de propreté et d'hygiène, grouillent dans les agglomérations citadines.

Pour compléter les indications que comporte le mot *phalanstère*, ajoutons que les travaux devaient y être rétribués en raison composée du Capital, du Travail et du Talent. Quelques essais de phalanstère ont été tentés en France, notamment à Condé-sur-Vesgre (Seine-et-Oise) et en Amérique, par Victor Considérant, un des plus illustres apôtres du Fouriérisme. Ces essais n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait. Je suis porté à attribuer cet échec au mode de rétribution des travaux en honneur et en pratique au sein du phalanstère. Je ne prétends pas, tant s'en faut, que ce système de rétribution soit l'unique cause de l'échec en question ; mais j'estime qu'elle en est la principale. La théorie fouriériste a pour but la réalisation d'une harmonie sociale remplaçant l'état d'opposition, de méfiance, d'hostilité, de concurrence et de rivalité qui est le propre des sociétés modernes. Il est de certitude élémentaire que pour atteindre ce résultat, il est indispensable d'éliminer des rapports sociaux toutes les

sources de compétition qui jaillissent du système politique, économique et moral de pratique actuelle. On imagine aisément les contestations et désaccords que devait fatalement provoquer, au sein de l'association phalanstérienne, cette triple attribution fixant la part du Capital, du Travail et du Talent. Il n'est pas douteux que, dans le dosage à établir, chacun de ces bénéficiaires : Capital, Travail et Talent, devait faire effort pour que la meilleure part lui fût accordée et il est certain que, quelle que soit la part attribuée à chacun de ces trois associés — cette part, fût-elle la même — aucun ne devait se trouver satisfait et que, par conséquent, chacun devait : d'une part, concevoir de l'injustice dont il se prétendait victime, une certaine irritation sourde ou avouée ; d'autre part, travailler à la réparation de cette injustice. On pouvait, on devait, dans ces conditions, dire adieu à l'Harmonie rêvée. Celle-ci s'avérait rapidement impossible.

Au sein d'un groupement, d'une association, d'une collectivité, bref d'une société quelconque, l'harmonie (c'est-à-dire l'entente, l'accord) ne peut être réalisée que par un régime se rapportant le plus et le mieux possible, à un principe égalitaire. Égalité dans l'effort à accomplir et égalité dans la satisfaction des besoins ressentis.

Je ne dis pas identité, je dis *égalité*. Il serait injuste et déraisonnable de demander à une personne de seize ans un travail aussi soigné et fini que celui d'une personne de trente-cinq ans, familiarisée avec la technique et les moindres détails d'une besogne professionnelle ; il serait déraisonnable et injuste d'exiger qu'un être plutôt faible — quoique bien portant — dépensât la même somme d'énergie physique qu'un être exceptionnellement vigoureux et endurant. Il serait tout aussi injuste et déraisonnable d'assigner la même limite aux besoins — d'alimentation, par exemple — de deux individus d'âge très différent, de constitution opposée ou de goût dissemblables.

Par contre, il est raisonnable et juste de demander à chacun qu'il collabore, dans la mesure de ses connaissances et de ses forces à la production commune, de lui reconnaître, en échange, la faculté de puiser dans le grand tout alimenté par l'effort de tous — le sien et celui des autres — de quoi satisfaire ses besoins.

Cette égalité dans l'effort à accomplir et dans la faculté de satisfaire les besoins éprouvés, c'est l'application de cette formule : « de chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins ». Cette formule est spécifiquement et exclusivement libertaire. Sa mise en pratique est, seule, de nature à faire naître et à fortifier l'harmonie sociale. — Sébastien FAURE.

PHALLUS. La place que tient le phallus dans l'histoire de la civilisation est immense. Tout part de lui et y revient. Il est l'*alpha* et l'*oméga* de la vie humaine. Les religions, les morales et les politiques tournent autour de lui : il en est le pivot. Le phallus, qu'est-il besoin de le dire, c'est le membre viril. Celui-ci, et sa compagne, la *vulva* (organes génitaux féminins), ont joué dans l'histoire un rôle primordial.

Le mot phallus viendrait d'un mot phénicien : *phalou*, qui signifie *chose cachée*, et aussi *chose admirable* (le verbe *phala* signifie, en phénicien, *tenir secret*). On conçoit que les premiers hommes aient vénéré leur phallus d'où sortait la vie. Ils le comparaient au Soleil, qui fécondait la terre. Dans l'art préhistorique, on trouve des phallus, associés ou non à la vulve, sur des corps humains, ou isolés d'eux, gravés et sculptés dans la pierre. L'époque aurignacienne et l'époque magdalénienne nous ont laissé de ces dessins qu'on qualifierait de nos jours de *pornographiques* (déesses de la fécondité, scènes de coït, phallus sur bâtons de commandement, etc.) Pendant les temps néolithiques s'élevè-

rent un peu partout les menhirs, symboles agraires et symboles érotiques tout ensemble.

L'histoire emprunta à la préhistoire le culte du phallus : Assyrie, Phénicie, Égypte ont adoré le phallus sous différents noms. Les Hébreux en parlent à chaque instant : la Bible est un livre obscène sous tous les rapports. Les Indous ont vénéré le lingam. Ensuite, les Grecs et les Romains ont célébré Priape. Le christianisme emprunta au paganisme ses croyances : Saint Foutin était une réincarnation de Priape. Les cathédrales reproduisent sur leurs portails des scènes phalliques. L'ethnographie nous fournit de nombreuses représentations du membre viril : ce sont des « idoles », qui sont de véritables œuvres d'art (sculpture africaine et océanienne). De nos jours, le culte phallique est en pleine décadence : il n'est plus que l'ombre de lui-même. La religion lui fait la guerre. La politique envisage les organes sexuels comme un moyen de remédier à la crise de la dépopulation et de préparer les futures hécatombes : le lapinisme intégral est soutenu et encouragé par l'État. La morale traque le phallus, tandis que tout, dans la vie sociale, le met, pour ainsi dire, à toutes les sauces. L'érotisme est à la fois encouragé et combattu par les Pouvoirs publics. On en arrive à une incohérence sans précédent. La plupart des maladies nerveuses proviennent d'un refoulement de la sexualité qui, dans une société renouvelée, serait considérée comme une chose normale, et non comme un péché !

En somme, adorer le Phallus était, chez les peuples anciens, chose moins stupide que d'adorer le bon Dieu ou la Sainte Vierge. « Peut-être, écrit Voltaire, en respectant dans les temples ce qui donne la vie, était-on plus religieux que nous ne le sommes aujourd'hui en entrant dans nos églises, armés en pleine paix d'un fer qui n'est qu'un instrument d'homicide ».

Dans l'ouvrage que nous terminons sur *Le Culte Phallique à travers les âges, Evolution et Signification*, nous avons écrit l'histoire complète et détaillée des différents aspects sous lesquels on peut considérer le culte du phallus, et rappeler les coutumes auxquelles il a donné lieu dans l'antiquité, les temps modernes et l'époque contemporaine. — GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

PHARE n. m. (latin *pharus*, du mot grec *Pharos* : île située près d'Alexandrie). On donne le nom de phare aux tours surmontées d'un fanal, établies le long des côtes pour éclairer les navigateurs pendant la nuit. Les phares ont pour but de permettre à un navire passant la nuit en vue du littoral de déterminer sa position et de tracer la route qu'il doit suivre pour arriver au lieu de sa destination ; ils servent également à rendre visibles les dangers sous-marins : récifs ou hauts-fonds. Ils consistent en de puissants appareils d'éclairage, soit électriques, à pétrole ou à huile, placés à des hauteurs convenables dans des endroits judicieusement choisis, sur des tours ou des constructions élevées à cet effet.

L'humanité s'est efforcée, depuis que la navigation maritime existe, de venir en aide aux navigateurs. Déjà Pline l'Ancien, en l'année 77, mentionne les premiers phares : ceux d'Alexandrie, d'Ostie et de Ravenne. La tour de l'île de Pharos, près d'Alexandrie, a fourni, d'ailleurs, le nom générique aux langues romanes. Mais c'est seulement au premier siècle de l'ère chrétienne qu'a commencé l'éclairage régulier des côtes. Les romains dressèrent de nombreux phares un peu partout. Le moyen âge en vit s'élever d'autres, surtout sur les côtes de la mer du Nord et de la Baltique. A notre époque les phares sont nombreux, puissants et variés. Partout où la navigation est dangereuse ; à l'entrée de chaque port important, les phares lumineux, les cloches sous-marines et les phares hertziens se sont multipliés, rendant ainsi à peu près nuls les dangers

de la navigation et faisant de plus en plus, de la mer, une route sûre.

Avec les moyens d'éclairage, très imparfaits, d'autrefois, il fallait beaucoup de soins, de peines et de patience pour conserver en bon état les feux battus par la tempête et la pluie, dans le brouillard et la neige. Les côtes étaient souvent peuplées de pêcheurs avides et d'écumeurs de rivages qui n'hésitaient pas à allumer des signaux trompeurs pour attirer les navires circulant de nuit, à des endroits où ils venaient inmanquablement se briser sur des récifs ou sur la côte. C'est pourquoi les premiers gardiens de phares furent souvent des ermites ou des prêtres, gens sur qui l'on pouvait presque toujours compter.

Les installations destinées à donner de la lumière dans les phares furent d'un genre très simple depuis l'antiquité jusqu'au début du siècle dernier. On brûlait, dans des mannes de fer, du bois trempé dans du goudron. Les mannes étaient placées au milieu du sommet de la tour ou accrochées à de solides perches à quelque distance de la pointe extrême de la tour et en biais. Il existait aussi des bascules sur des échafauds en bois où l'on suspendait la manne de feu.

Vers le milieu du xiv^e siècle, on remplaça le bois par du charbon. On obtenait ainsi une lumière plus puissante et moins susceptible d'être éteinte par la tempête. Consumé d'abord dans les mannes de fer, le charbon fut brûlé plus tard sur la plateforme des tours, dans des foyers creux et la fumée fut emmenée par une cheminée quand on sut abriter le feu par une grande lanterne de verre. Au commencement du xix^e siècle, les deux phares importants du cap Lizard étaient encore alimentés par un feu de charbon et en Suède, il y eut quelques feux du même genre qui persistèrent plus longtemps encore.

Vers 1782 apparurent les premiers phares à huile, et en 1791, Toulères et Borda inventèrent les phares à réflecteurs paraboliques, dont la portée et la clarté furent supérieures à toutes celles obtenues jusqu'alors. Quelques temps après, le physicien Fresnel parvint, grâce à une disposition particulière de lentilles et de prismes, aujourd'hui encore usitée dans tous les appareils de phare, à renforcer puissamment les feux de ceux-ci. Durant le xix^e siècle, on employa comme combustible, l'huile de colza, plus tard le pétrole et enfin la lumière électrique. Les phares les plus récents emploient principalement la lumière électrique et aussi la lumière à pétrole incandescente ou la gazoline, aux endroits où la force électrique fait défaut.

Etant donné le grand nombre de feux qui éclairent aujourd'hui les côtes, il est nécessaire de les différencier pour qu'ils ne soient pas confondus par les marins qui, de nuit, s'approchent d'un port. On distingue, d'après leurs espèces : les feux fixes où la lumière brûle continuellement, avec une clarté égale ; les feux discontinus qui disparaissent à des intervalles déterminés ; les feux changeants où les rayons blancs alternent avec des rayons rouges ou verts ; les feux brillants qui apparaissent après une assez longue obscurité et les feux éclairs qui surgissent brusquement avec des éclats d'une durée de moins de deux secondes.

Tout navire qui arrive du large, tombe d'abord dans le rayon d'action des plus grands phares, dont l'emplacement et la puissance sont déterminés de façon que le navire faisant route vers un point indiqué, ne puisse passer sans les apercevoir ; il rencontre alors les phares de second ordre qui le conduiront jusqu'au port dont ils signalent les abords immédiats ; ensuite un éclairage spécial signale au navire les jetées et les travaux du port et lui permet d'arriver sans encombre au lieu de stationnement définitif. Outre les constructions fixes établies à terre, il existe également des bateaux-phares qui sont placés aux endroits où la construction d'un feu est impossible, comme dans les para-

ges de la mer du Nord, où les bancs de sable se déplacent continuellement. Après le bateau-phare, vient, dans l'échelle des feux flottants, la bouée lumineuse, indiquant, en général, un danger isolé à proximité d'un port. Enfin, signalons les cloches sous-marines et les phares hertziens. Les premiers sont des appareils sonores fonctionnant sous l'eau et émettant, au moyen d'un mécanisme approprié, des battements simples ou doubles, dont la combinaison permet au navire de résoudre le problème de la détermination d'un point le long des côtes. Les phares hertziens constituent la solution du même problème par la télégraphie sans fil.

C'est grâce à ces diverses combinaisons : phares lumineux, cloches sous-marine, bouée lumineuse, phares hertziens, que diminuent peu à peu les périls de la navigation nocturne aux abords des côtes. Ils assurent à une grande distance au large, la sécurité de la pêche et des transports par temps calme et réduisent considérablement les risques terribles que la tempête fait courir aux usagers de la mer. — Ch. ALEXANDRE.

BIBLIOGRAPHIE. — Clerc Rimpal : *La Mer*. — A. Neuburger : *Utilisation des forces naturelles*. — Thoulet : *L'Océan*. — Dr Richard : *L'Océanographie*.

PHILANTHROPIE (du grec *philos*, ami, et *anthrôpos*, homme). La Philanthropie est un masque trompeur sous lequel la bourgeoisie abrite ses méfaits. C'est le déguisement dont elle se sert pour faire croire aux individus qu'elle veut leur bonheur. Sous ce masque se dissimulent les pires appétits. Sous prétexte de faire le bonheur de l'humanité, les philanthropes font son malheur. Les riches, les puissants, les mercantis, les maîtres de l'heure, tous les dirigeants ont intérêt à ce que les individus ne se révoltent point, devant les crimes que leur morale, leur politique et leur administration perpétuent au sein de la société. Ils se servent d'un narcotique pour endormir les masses : ce narcotique, c'est l'altruisme. Entendez, par ce mot, une fausse bonté, une fausse pitié, qui constituent ni plus ni moins qu'une mystification. Ce palliatif, — la philanthropie —, est pire que le mal. Elle accumule misères sur misères. Elle entretient l'ignorance, et sa compagne la douleur, au sein des masses. Il faut aux philanthropes, — ces pseudo-amis des hommes, — une certaine dose de pitié, une certaine dose de charité, une certaine dose de dévouement, pour leur permettre de dominer, de diriger, de légiférer ; donc, par la même occasion, pour justifier leur semblant de dévouement, il leur faut de la douleur, de la souffrance et de la misère. Ces « amis du peuple » en dont les ennemis. Chaque jour nous les voyons à l'œuvre. Leur dévouement est un trompe l'œil. Il ne connaissent point le sacrifice vrai. Ce qu'ils servent, ce sont leurs intérêts.

De même que les pacifistes de banquet, tout en prétendant limiter les armements, ne font que les étendre, de même les philanthropes, en prétendant combattre le chômage et le paupérisme, ne font que les cultiver. Malheureusement, cette « culture de la souffrance humaine », qu'on appelle la philanthropie, s'exerce avec la complicité des sacrifiés, et leur assentiment. Les malchanceux profitent de la pitié, ils emploient mille ruses pour obtenir quelques miettes du festin philanthropique, et ils sont aussi coupables que leurs bienfaiteurs. Les individus se prêtent trop, par lucre, par calcul, par veulerie, aux « combinaisons » des bienfaiteurs, ce qui fait que les uns et les autres sont aussi peu intéressants, et qu'ils méritent autant les uns que les autres le titre de profiteurs de la bêtise humaine. Les uns exploitent ; les autres se laissent exploiter : on se trouve en présence de deux classes d'individus qui se prêtent main-forte, et font appel au sentiment pour servir leur intérêt.

Comme on prétend « humaniser » la guerre, lui donner des lois, — pour l'éterniser, — ainsi les dirigeants s'efforcent, par tous les moyens, de conserver l'état de paupérisme qui sévit, présentement, dans le monde. Leurs méfaits sont innombrables. O philanthropie, que de crimes on commet en ton nom ! Tous ces « charitateux » ne font la charité qu'à moitié. Ils la font d'ailleurs ostensiblement au vu et su de tout le monde. Combien plus « philanthrope » est celui qui, n'ayant pas le sou, aide un camarade, lui vient en aide, partage ses peines. Il y a des philanthropes ignorés, mais ce ne sont pas ceux dont nous parlons.

Les philanthropes sont de drôles de « types ». Dames patronesses, vieux messieurs décorés qui président des conseils d'administration dans les compagnies d'assurances ou dans les grandes banques, noceurs repentis, énergumènes de la politique, âmes sentimentales qui tiennent à gagner le ciel, tous ces pantins, tous ces fantômes sont à mettre dans le même sac. Moralistes, économistes, patrons d'usine, etc., tous se disent « philanthropes », de même qu'ils se disent « pacifistes », alors qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre.

La psychologie de « philanthrope », autant que sa physiologie (ici la déformation professionnelle est visible) est curieuse et décevante. Il a la manie de faire le bien. Pour satisfaire cette manie, il use de tous les moyens en son pouvoir, licites ou illicites : tracts, prospectus, cérémonies patriotardes, causeries, représentations au bénéfice de..., etc. « Visiteurs » et « visités » vont à domicile porter du bonheur ! Le philanthrope a toujours sous le bras une serviette bourrée de papiers. Il ne s'épargne aucune démarche auprès des particuliers ou des Pouvoirs publics. Où il n'y a point d'administration, il en crée une. Le philanthrope est bureaucrate. Il faut qu'il salisse beaucoup de papier pour pouvoir faire le bien. Sa mentalité est celle du vieux militaire abruti par l'alcool ou de la vieille dame qui se voile la face devant l'éphèbe qui exhibe dans le marbre ou le plâtre une académie impeccable !

La philanthropie sert de prétexte à décorer beaucoup de gens et à décrocher quelque sinécure. Palmes académiques ou Mérite agricole, parchemins, distinctions honorifiques, tableaux d'honneur, diplômes, médailles, ornent le vestibule des âmes bien pensantes. Ne nous étonnons pas qu'il y ait tant de philanthropes de par le monde. Si on ne mettait pas leurs noms dans les gazettes, il y en aurait beaucoup moins.

La philanthropie est un chancre qu'il faut à tout prix extirper. C'est un microbe, une lèpre, une peste... Il faut la combattre par tous les moyens. Elle est le fruit de l'incohérence et du bluff. C'est une des mille et une mystifications dont notre époque est remplie.

Que voit-on à l'heure où tant de gens prétendent faire le bonheur de leurs semblables ? La peine de mort (guillotine, électrocution, pendaison, etc.), le bûche, la justice des tribunaux (de classe), les erreurs policières, les expertises truquées, — la guerre qui menace, tandis qu'une conférence dite du désarmement se refuse à désarmer. Alors, que vient-on nous parler, avec des trémolos dans la voix, du bonheur des peuples ? Liberté, égalité, fraternité sont des mots vides de sens tant que la chose qu'ils signifient n'est point réalisée. Les politiciens nous bourrent le crâne, avec leurs promesses et leurs boniments. C'est ce que font aussi les philanthropes, cette espèce de politiciens dont nous mourons, comme des autres. Refusons de les écouter, et combattons leur action. Méfions-nous des « aventuriers » de la philanthropie. Ils sont extrêmement dangereux. La philanthropie est une affaire, comme la guerre, ou comme la paix (dans le monde des politiciens). Les petites « combinaisons » vont leur train, en philanthropie comme en politique. Tout bon politicien doit être au moins philanthrope (en paroles, non en actes), et tout bon philanthrope doit être doublé d'un

politicien avisé. Nous avons vu à l'œuvre les philanthropes, comme leurs amis les élus du suffrage universel. Il se valent. Ils soutiennent la même cause : celle de leur porte-monnaie !

Le philanthrope respecte la morale, croit en Dieu et vénère l'autorité. Bon père de famille, il est à cheval sur les principes, qu'il viole chaque fois que l'occasion s'en présente. Le philanthrope redoute l'opinion et craint la critique. Il fait partie de la Ligue contre la licence des rues et commandite les maisons de prostitution. Il est plein d'illogisme et nage dans l'incohérence. Ses conversations abondent en lieux communs, en phrases toutes faites, en bourdes colossales. Il passe son temps à exprimer des banalités. Il est à la fois pour et contre ceci ou cela. Il n'ose pas prendre parti, mais il est au fond du parti la réaction intégrale en toute chose.

Les « putains » de la Haute font la charité en dansant et en couchant avec des ministres. Les représentants de l'aristocratie frayent avec ceux de la démocratie. Le clan des philanthropes va de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par le centre. Tous ces gens-là s'entendent comme larrons en foire pour faire le bonheur du peuple, avec des discours et des pirouettes.

Faire l'aumône, c'est pour les gens qui sortent de la messe une agréable distraction. Avant d'aller s'empêtrer chez le pâtissier, ils jettent deux sous dans la sébile de l'aveugle ou du manchot. Ce geste leur vaut la considération de leurs pairs. Ils iront droit au ciel !

On verse aux foules l'opium de la philanthropie, comme celui de l'espérance. On fait miroiter à leurs yeux les paradis futurs, sur terre ou dans l'autre monde. C'est autant de gagné pour les bienfaiteurs. Pendant ce temps ils s'amusent, périssent dans les académies ou les salons. Ils font leurs affaires sur le dos des pauvres.

Combien de « fondations » qui n'ont eu que la vanité pour mobile ! Celle-ci est une animatrice dangereuse. Que de bêtises leur vanité fait commettre à certains individus !

À côté de la philanthropie humanitaire, il y a la philanthropie scientifique. Les « bienfaiteurs » agissent encore ici dans un but de réclame ou pour faire oublier leurs crimes. Cependant, quels que soient les mobiles auxquels ils obéissent, ils peuvent rendre des services. On préférera toujours le philanthrope qui permet à un savant de poursuivre ses expériences, en mettant à sa disposition des instruments de travail et un laboratoire, au philanthrope qui fait construire un couvent ou une chapelle. Les deux ne se comparent pas. Le premier est utile ; le second est nuisible. Qu'un milliardaire mette une partie de sa fortune à la disposition d'un biologiste ou d'un physicien, c'est chose autrement intéressante qu'un dévôt qui lègue à sa paroisse le contenu de son coffre-fort pour gagner le ciel.

Le véritable « philanthrope » fait le bien, non pour qu'on l'applaudisse et l'encense, non par devoir, snobisme, intérêt, égoïsme, ou toute autre considération inférieure, mais simplement parce qu'il considère que la solidarité bien comprise, l'entraide intelligente et l'union sont les meilleurs facteurs du progrès. Il se préserve du sentimentalisme à l'eau de rose, de la sensiblerie, de la fausse pitié, de la charité des mondains et de l'altruisme des impuissants. Il n'obéit qu'à sa raison. En se libérant de tous les préjugés, il libère ceux qui l'approchent. Il donne à tous l'exemple, non de la vertu, non de la résignation, non du sacrifice, ces mots dont usent et abusent les malfaiteurs déguisés en bienfaiteurs, mais de l'énergie, de la volonté, de la virilité, de la sincérité en toute chose. Le véritable philanthrope serait celui qui délivrerait l'humanité de tous ses tyrans. Il aurait fort à faire !

La philanthropie est destinée à disparaître avec notre société. Elle disparaîtra avec l'alcoolisme, le suffrage universel, la prostitution et autres tares sur lesquelles reposent tout notre édifice social. D'ici là, l'Etat — ce philanthrope des philanthropes — fera tout son possible pour maintenir dans la société la misère sous toutes ses formes, tout en encourageant les philanthropes à bien faire, et les individus à s'abandonner entre leurs mains.

Avec quelle sollicitude l'Etat — cette pieuvre — vient en aide à l'individu, de sa naissance à sa mort ! On n'a jamais bien su ce que c'était que l'Etat. L'Etat, c'est moi, disait Louis XIV. L'Etat, c'est nous, disent nos modernes roitelets. Bref, l'Etat c'est tout ce que l'on voudra. Il est insaisissable, on ne le voit pas plus que Dieu. Cependant il manifeste sa présence par des maux de toute sorte. Sa sollicitude s'étend de l'enfant au vieillard. Elle prend l'enfant dans le sein de sa mère, et guide ses premiers pas. L'Etat commence par combattre la limitation des naissances. Il encourage le lapinisme intégral. Il ignore l'eugénisme. Il préfère, à la qualité, la quantité, qui fera des soldats et des bulletins de vote ! C'est toujours ça de gagné. Faites des enfants ! ne cessent de dire les riches à leurs serviteurs les pauvres. Mais eux se gardent bien d'en faire. On accorde aux mères lapines et aux pères lapins des tas de passe-droits qu'on refuse aux pauvres bougres de célibataires. Il est certain que l'Etat fait beaucoup pour les déshérités de ce monde, avec l'appui des donateurs, bienfaiteurs et autres, ce qui permet à l'administration de l'Assistance publique de boucler son budget. La fille-mère, la mère qui ne peut nourrir son enfant touchent des allocations (oh ! bien minimes), de vagues secours. Il semble vraiment qu'il n'y en ait que pour elles : crèches, pouponnières, que sais-je ? Tout cela, évidemment, c'est de la poudre aux yeux. Ça fait très bien dans un salon, quand on en parle, ou en période électorale. Cela permet aux dames patronesses, déguisées en infirmières, de tripoter, de fricoter à qui mieux mieux. Ces « foyers », stigmatisés par Octave Mirbeau dans une pièce célèbre, voient éclore plus d'un scandale, aussitôt étouffés. Tous ces messieurs et dames, avec la complicité de l'Etat, protègent les tout-petits, et leurs pères et mères. Tel directeur de grand magasin lègue à l'Etat de fortes sommes pour que son nom soit vénéré à jamais de ses employés. Les « familles nombreuses » y trouvent leur compte. Les chers petits anges, dorlotés par les sœurs et par les curés, sont l'objet des attentions les plus délicates de la part des « bienfaiteurs » mâles et femelles (notons en passant que la pitié de ceux-ci s'étend aussi à nos frères inférieurs, chiens, chats et chevaux notamment, et que beaucoup de vieilles dames s'intéressent à leur sort. Il y a une Société dite Protectrice des Animaux, qui ne protège que ses membres. L'argent ne va pas aux bêtes, mais dans la poche de ses administrateurs. Nous sommes, là-dessus, particulièrement bien documentés).

L'Etat, — avec le concours des particuliers, — ou les particuliers avec le concours de l'Etat, s'occupent du sort des adolescents, de la « jeune fille », etc... Ouvroirs et orphelinats leur évitent les pires tentations. Les sociétés de scouts, sur lesquels il y aurait tant à dire, font le reste. Patronages, laïques ou non, sociétés de tir, de gymnastique, de préparation militaire, etc... sont, avec l'appui des « pères de famille », protecteurs de la veuve et de l'orphelin, parmi les moyens dont dispose la société pour faire l'éducation de la jeunesse.

L'âge mûr possède également ses protecteurs et ses protectrices : marraines de guerre, et de paix, tuteurs et tutrices de celui-ci ou celui-là, asiles d'aliénés nouveau modèle, prisons du dernier confort, etc..., s'harmonisent avec l'hygiène sociale, la salubrité publique et autres balivernes qui servent à corser les boniments électoraux. Les casernes sont bien aérées. Les classes

des écoles sont très attrayantes. Quant aux hôpitaux, on a envie d'y mourir (il y aurait beaucoup à dire sur les hôpitaux).

La vieillesse est également protégée et secourue. Secours, allocations, hospices, notre République égalitaire a bien fait les choses. La mort s'exploite au grand jour, le pauvre bougre ira pourrir dans la fosse commune si sa famille n'a pas les moyens d'engraisser les entrepreneurs de pompes funèbres !

Soupes populaires, — combien appétissantes ! — retraites ouvrières, assurances sociales, etc..., quelle salade, et quelle bouillabaisse ! La bourgeoisie fait présent à ses pauvres des plats les plus faisandés : moyens de communication grotesques, spectacles abrutissants, bistros, beuglants, lupanars, cinés... J'allais oublier les sports : boxe, tour de France, traversée de Paris à la nage, ou simples courses de midinettes... Avec cela le peuple est content, le peuple est heureux. Vraiment, la philanthropie, telle que l'entendent nos contemporains, est une belle chose. Elle fait « marcher » les gens, et ils marchent bien.

La démocratie redouble d'efforts pour rendre le palais du peuple habitable. Elle a réalisé de grands progrès, quand on pense à la façon dont on pratiquait l'hygiène sous l'ancien régime. Cependant bien peu de chose a été fait, tout n'est que façade et bluff. Des paroles. D'actes, point, ou si peu !

Les quelques réalisations tentées par la République dite démocratique pour remédier aux différents maux qu'elle entretient dans son sein sont stériles. Que n'ont pas inventé les maîtres de l'heure pour se faire pardonner leurs crimes et leurs méfaits ! Les manifestations de cette philanthropie « laïque et obligatoire » se répartissent, avons-nous dit, en plusieurs groupes. On peut les classer suivant qu'elles s'adressent à l'enfant, à la femme, au vieillard, au malade, à l'infirme, etc..., selon qu'elles visent telle ou telle catégorie de travailleurs, etc... Pour la jeunesse, nous avons des orphelinats ; pour la vieillesse, des asiles ; pour les nécessiteux, des soupes populaires et des asiles de nuit ; pour les malades, des hôpitaux avec ou sans curés. Pour les femmes en couches, nous avons des secours, ainsi que pour les familles nombreuses (encouragement au lapinisme intégral). Nous avons un vieux stock de lois concernant les accidents du travail, les retraites ouvrières et les assurances sociales, etc., etc. Nous avons vraiment trop de « secours », pour qu'ils soient équitablement distribués.

Ne vaudrait-il pas mieux, pour l'individu, qu'il se débarrassât de cette charité légale et administrative, pire que le mal qu'elle prétend guérir, et qu'en réalité elle s'efforce d'entretenir par tous les moyens ? Les classes dirigeantes, devant la misère créée par elles, se trouvent acculées dans une impasse, et s'efforcent de l'atténuer jusqu'à un certain point (il est nécessaire, en effet, de conserver une certaine dose de misère, pour que fonctionne normalement toute la machinerie sociale). Les accapareurs de la richesse ne savent qu'inventer pour endormir les consciences et maltraiter les estomacs de ceux qui souffrent et peinent pour eux. Mais ils ne parviennent pas à enrayer la vague de paupérisme dont ils sont les auteurs, et qui les emportera, un jour, comme fétu de paille !

On prend vraiment en pitié ces pauvres philanthropes qui suent sang et eau pour nous prouver qu'ils font le bien, — leur bien. Ils dansent, mangent et forniquent en musique, pour le bonheur de leurs semblables. Ils sauvegardent la vertu... des autres. Bals de charité, des Petits Lisés Blancs (ma chère !), banquets monstres, soirées de galas, mascarades, travestis, divertissements variés, orgies, soulographies, « partouzes », versent dans les caisses des philanthropes des billets de banque et des pièces d'argent pour leurs « bonnes œuvres ». Les mendiants de profession, envoyés par les confrères

ries aux portes des églises ou sur le passage des processions, opèrent aussi pour la communauté. Il y a des troncs dans les églises, cagnottes toutes trouvées dans lesquelles les sacristains bien pensants puisent de quoi se saouler les jours de fêtes ! Avec cet argent, les curés entretiennent des danseuses et font des repas pantagruéliques.

Il y aurait une histoire de la philanthropie à écrire depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. On y verrait que les riches, sous tous les régimes et dans tous les pays, sont partout les mêmes. On verrait, sous toutes les latitudes, de « généreux philanthropes » qui ont voulu le bonheur de leurs semblables. Pour ne parler que de l'époque contemporaine, combien de patrons d'usine, de grands industriels, de milliardaires, de partisans des trusts à outrance et du système Taylor, essaient de faire oublier leurs... humbles débuts, l'eschavage et la sueur du peuple dont ils vivent, en fondant des cantines, des lieux d'amusements et autres façades pour entretenir dans la bonne voie le peuple des travailleurs (ceux-ci leur sont reconnaissants, si l'on en juge par les « fanfares » qu'ils exhibent dans les rues, pour la fête du « patron »).

Les philanthropes sont optimistes. Du moment que leur petit commerce prospère, ils sont contents. Tout leur sourit : les femmes, la fortune, la gloire... Leur portrait orne les taudis. Leur nom vole de bouche en bouche !

Point d'argent, point de philanthropes ! Quand ils « font la charité », c'est le ventre plein et le gousset bien garni. En somme, c'est surtout aux philanthropes que profite la philanthropie. C'est le plus clair de l'histoire !

La philanthropie, ce sont les pilules Pink de la misère ! Absorbées à petite dose, elles produisent des effets excellents, de l'avis même de ceux qui les avalent. De quoi les pauvres se plaignent-ils ? Ils ont tout pour être heureux. On les dorlote, on les nourrit, on les chauffe, on les loge, on les habille, on les entretient. On leur procure du travail. Tout est bien dans le meilleur des mondes. Nous avons, à Fresnes, une prison moderne. Nos casernes sont d'une propreté exemplaire. Les infirmes et les malades sont bien soignés, les épidémies sont enravées. On trouve des docteurs à chaque coin de rue. Les chirurgiens ne chôment pas. La vie est belle ! — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

PHILOSOPHIE (du grec : *philos*, ami, et *sophia*, sagesse). Il y a une certaine philosophie, qui n'a que de lointains rapports avec ce que l'on désigne d'habitude sous ce nom. Si la philosophie a ses détracteurs, la faute en est aux philosophes. Ils ont fait de la philosophie quelque chose de si compliqué, de si impénétrable et de si abstrus, qu'ils ont découragé les meilleures volontés. Ils se sont enfermés dans leur tour d'ivoire, échafaudant des théories dans le vide, fabriquant des systèmes incohérents, avec cette singulière prétention, bien qu'isolés du reste du monde, d'imposer au monde leurs conceptions. Je ne puis croire à la philosophie telle que l'enseignent les philosophes. Les philosophes sont pour moi des abstraites de quintessence, des coupeurs de cheveux en quatre. Ils déraisonnent et sont terriblement ennuyeux. Ils croient se distinguer du vulgaire, avec lequel ils se confondent, en parlant le langage des apothicaires et des huissiers. La philosophie est une variété de « bourrage de crâne ». Comme la Science, comme la Morale, comme l'Art, comme tout ce qui s'enseigne en médiocratie, les classes dirigeantes l'ont confisquée à leur profit : la philosophie est devenue leur prisonnière. Il faut l'arracher à ses bourreaux et lui rendre sa liberté. Il sied de restituer au vocable philosophie son sens positif. C'est la tâche réservée aux véritables philosophes.

La philosophie « officielle », d'une prudence extrême, se tient constamment dans le juste milieu. Sa timidité

lui interdit toute investigation hardie. Elle ne hasarde rien de contraire aux bonnes mœurs. Elle n'ose s'aventurer sur un terrain scabreux. Elle se contente de tourner éternellement dans le même cercle vicieux et de contempler les mêmes paysages ; le monde serait perdu si elle s'écartait tant soit peu de la route suivie : ce serait la fin de tout. Tout ce qui est nouveau, original, indépendant, lui fait peur. La pensée l'effraye. C'est une vieille radoteuse, qui ne veut pas qu'on la déränge de ses habitudes. Elle est affreusement laide, et porte un vêtement singulier, qui la fait ressembler à une folle. Elle parle un langage mesuré, pondéré, lourd et prétentieux comme sa personne. Elle marche à petits pas, en s'appuyant sur un bâton, sans rien voir autour d'elle. Jamais elle ne consentira à faire connaissance avec la vie. Si, par hasard, elle exprime un semblant d'idée, c'est sans le faire exprès et en s'excusant bien vite de son audace. Elle invoque l'autorité des philosophes antérieurs qui eux-mêmes invoquent celle de leurs prédécesseurs qui tiennent leur autorité des « anciens ». Cette pseudo-philosophie a pour mission de faire respecter la tradition et d'éterniser, sous des noms différents, les vieilles idoles. Elle entretient une atmosphère de banalité dans les cerveaux. Elle veille à ce que l'esprit humain soit bien sage, et ne s'éloigne jamais du chemin qui lui a été assigné de toute éternité. Elle interdit toute originalité aux individus. Elle exige que tous les êtres se ressemblent. Elle est chargée de maintenir l'ordre dans la cité des idées et de s'opposer à ce que les gens aillent trop vite. Il faut piétiner sur place pour faire plaisir à cette vieille coquette qui ne sait qu'inventer pour abrutir les individus. Quel que soit le déguisement sous lequel elle cache son impuissance, suivant les lieux et les époques, elle sert le même idéal : celui de la médiocrité.

Ce vocable « philosophie », synonyme de néant, il sied de lui donner un sens positif qu'il n'a eu que bien rarement. A la philosophie traditionnelle, étatiste et légale, négative par excellence, opposons une philosophie d'hommes libérés, a-légale et a-sociale, jugeant les choses en toute indépendance, sans se soucier de l'opinion et de la tradition. A la pseudo-philosophie ou non-philosophie « archiste », opposons une philosophie « an-archiste », éclairée par la raison et magnifiée par l'amour. Nous ne chercherons ni à plaire, ni à déplaire ; nous ne nous préoccupons que d'être nous-mêmes. Ce qui nous guidera dans nos jugements, ce ne sera pas ce que d'autres ont pu dire avant nous, mais notre conscience. Nous ne mépriserons pas pour cela la pensée des autres, chaque fois qu'ils auront été eux-mêmes. Nous en dégagerons l'essentiel. Ce n'est qu'à la condition de ne pas imiter le passé qu'on le continue. C'est en le dépassant, c'est en s'opposant à lui qu'on le prolonge dans l'avenir. Imiter quelqu'un c'est le méconnaître. C'est faire œuvre d'incompréhension. Admirez vraiment, c'est comprendre. C'est conserver sa liberté au lieu de l'aliéner. La sympathie exige la différenciation. Il faut nous efforcer de saisir, dans une pensée qui n'est pas nôtre, un atome de vérité. Ne soyons ni intransigeants ni exclusifs, sans pour cela abdiquer notre personnalité. Il faut admettre certaines pensées que nous n'approuvons pas. Le monde serait affreusement monotone si nous pensions tous la même chose et agissions semblablement. Quel enfer ce serait ! Ce qu'il faut, c'est qu'ayant devant les yeux un idéal de beauté, nous nous efforcions d'y tendre tous par toutes les routes, que ce soit le même idéal, mais que nous le réalisions par des voies différentes. La tolérance n'est pas l'indulgence. Ne confondons pas. Elle ne nous dispense pas de dire ce que nous pensons de l'action d'autrui. L'indulgence approuve, la tolérance à l'adversaire la liberté de patauger, de se mouiller, de se détruire lui-même. En face de l'intolérance, elle fait preuve d'une patience à toute

épreuve, se gardant bien d'imiter le sectarisme et le fanatisme qui, eux, ne tolèrent rien.

Nous dégager de l'emprise des milieux, nous « res-saisir » sous les mailles du social qui nous enserrant, telle sera notre méthode. Notre philosophie sera anarchiste en ce sens qu'elle reposera sur l'esprit critique qui n'accepte rien les yeux fermés, mais tient compte de tout ce qui peut aider à la manifestation de la vérité. Par vérité, je n'entends point un dogme intangible devant lequel nous n'avons qu'à nous incliner. J'entends par « vérité » le besoin qui est en nous de vivre une vie autre que la vie que nous impose la société. C'est là notre vérité.

L'an-archiste est le véritable philosophe, parce que la sagesse guide ses actes, dans lesquels l'esprit intervient autant que le cœur pour réaliser par son accord avec lui un équilibre harmonieux.

Il y a philosophes et philosophes. C'est encore un de ces mots qui expriment tout ce que l'on veut. La langue française fourmille de vocables auxquels on prête les sens les plus fantaisistes. Le même mot a trente-six significations pour trente-six individus. Le langage philosophique lui-même aide à cette confusion, donnent aux mots un sens qu'ils n'ont point. Il est juste que les philosophes soient victimes de l'exemple qu'ils donnent. Que sont les philosophes pour le vulgaire ? Des abstra-cteurs de quintessence. C'est bien, au fond, ce qu'ils sont en réalité. Mais la véritable philosophie est autre chose que le langage tarabiscoté et les formules hermétiques des philosophes professionnels. Ce n'est point chez les philosophes qu'il faut chercher la véritable philosophie. Le malheur est qu'en la confondant avec sa contrefaçon on en méconnaît la réalité. La foule ne fait aucune différence entre la vraie et la fausse philosophie : elle est incapable de voir où sont les véritables philosophes. Elle a les philosophes qu'elle mérite. Au fond, si elle déteste les philosophes, ayant le vague instinct de quelque chose qui la dépasse, elle a néanmoins une secrète admiration pour tous ceux qui parlent pour ne rien dire. Elle ne comprend pas : donc, ce doit être génial ! Les pseudo-philosophes déshonoreront la philosophie, si elle pouvait être déshonorée. Ils ont pris la place des vrais, en sorte que la philosophie n'est plus qu'une mystification et ne peut plus être prise au sérieux. Où l'on cherche des philosophes, on trouve des charlatans.

Certes, les philosophes ont de nombreux représentants à notre époque, mais quel que soit le bruit fait autour de leur nom, ils ne nous ont rien apporté de bien nouveau. Comme hommes, ils sont poltrons et timorés, suivent la foule et manquent de courage. Ce n'est pas du côté de nos soi-disant philosophes qu'on trouve des esprits libres. Ce sont des hommes sociaux, et cela veut tout dire. Arrivistes est l'épithète qui convient à ce genre d'intellectuels.

Parce que j'aime la philosophie, je n'aime guère les philosophes. Ils sont si peu philosophes ! Ils ont exactement les mêmes appétits et les mêmes besoins que les autres hommes. Ils ont mêmes vices, mêmes défauts. Ils en ont même davantage. Ils sont pourris de préjugés. Leur philosophie est un non-sens. Elle reflète leur mentalité. C'est la philosophie qui convient parfaitement à une médiocratie sans idéal. Elle est l'expression d'une élite qui, elle-même, est l'expression d'un troupeau. Suiveurs et suivis se valent. Il y a une autre philosophie, qui exige chez l'individu l'harmonie des gestes et des paroles et qui est la victoire de la vie intérieure sur la vie extérieure. Son harmonie n'est pas en surface, mais en profondeur. Elle n'est pas un semblant d'harmonie, masquant tous les désordres. Cette philosophie réelle et vivante, peu d'hommes l'enseignent et la pratiquent, ceux qui s'intitulent philosophes moins que les autres, car ils cachent leur vide de pensée sous des formules creuses et des banalités. Ils sont

insincères. On les trouve toujours du côté du plus fort. Ce qui caractérise ces eunuques, c'est la crainte. La crainte d'émettre la moindre idée qui ne figure pas dans le dictionnaire des idées reçues. Ils ont peur de l'autorité. Ils flûtent le pouvoir. Ils se mettent à la remorque des dirigeants. Tristes individus ! Ils sont bien de leur époque.

Tout autre est le vrai philosophe. Il ne mange pas à tous les râteliers. Il ne fréquente pas le monde et les académies. Il se tient en dehors du « mouvement ». Il n'est à la remorque d'aucun régime. Le philosophe est l'homme d'avant-garde, — écrivain, poète, artiste ou autre, — qui sème des idées sur sa route. La prison le guette, les dictateurs le pourchassent : il est libre.

Il est certain que ceux qui ont usurpé le titre de philosophes, comme d'autres celui d'artistes ou d'écrivains, ne sont pas autre chose que de vulgaires arrivistes. Comment empêcher des gens qui n'ont aucune idée dans le cerveau de nous donner le change en débitant, sous le nom d'idées, toutes sortes de lieux communs ? Ne pas penser est dans les habitudes des pseudo-philosophes. A cette ombre de pensée, on donne le nom de philosophie. Cet abus d'un vocable qu'on ne devrait employer qu'à bon escient est un scandale parmi d'autres scandales dont notre époque foisonne.

On ne peut contempler sans rire les acrobaties des philosophes suspendus dans le vide par un pied. Ils sont amusants. Leurs tours de force n'arrivent pas à prouver leur force. Leur adresse et leur habileté ne servent à rien. On essaie de suivre leurs prouesses déclamatoires : au bout du chemin, on aboutit à une impasse. C'est le vide qu'on rencontre.

Il y a une « philosophie officielle », comme il y a une esthétique et une morale officielles. Elle résout tous les problèmes dans un sens autoritaire. Cette philosophie est facilement reconnaissable sous son masque de libéralisme et les différents déguisements qu'elle revêt. La véritable philosophie n'est pas là, mais dans la vie intérieure de l'individu aux prises avec la vie sociale.

Ce qui caractérise la plupart des professeurs de philosophie, c'est qu'ils ne sont point philosophes. Ils le sont « officiellement », c'est tout. S'ils l'étaient réellement, enseigneraient-ils aussi placement la philosophie ? Des professeurs non-artistes et non-écrivains enseignent sans conviction l'art et la littérature. Est-ce enseigner vraiment qu'enseigner sans originalité les « matières du programme » ? Enseigner la philosophie et la pratique sont deux choses différentes. Il n'y a de véritables professeurs de philosophie que celui qui vit sa philosophie. Il y a des « professeurs d'énergie » sans énergie. Pareillement, il y a des professeurs de philosophie sans philosophie. Ils font eux-mêmes partie des professeurs dits d'énergie. J'entends, ici, par professeur sans philosophie autant l'écrivain qui pontifie dans une revue ou un journal, que le bavard qui ergote dans une chaire. Et quelle philosophie que celle qu'ils enseignent ! Une philosophie morte, une philosophie sans âme, et quand par hasard, ils côtoient la vraie philosophie, c'est pour l'étouffer.

De toutes les manies qui tyrannisent l'âme humaine, la philosophomanie est peut-être la moins curable. Nos philosophomanes ne perdent aucune occasion de montrer leurs talents. Ils font des discours à tout propos. Aussi réussissent-ils en politique et dans l'administration.

Des gens tiennent commerce de philosophie, comme ils vendraient du sucre ou des épices. La philosophie est un métier qui n'exige ni beaucoup de savoir, ni beaucoup de talent. Cette philosophie alimentaire, en harmonie, si je puis m'exprimer ainsi, avec ce qui ne comporte aucune espèce d'harmonie, — avec la critique et l'esthétique alimentaires, qui nourrissent pas mal de gens, — philosophie qui flaire d'où vient le vent et flatte les passions, — comment la prendre au sérieux ?

Inexistante, elle n'en existe pas moins par les ravages qu'elle exerce. C'est le contraire de toute philosophie, car sous ce nom on ne peut désigner que ce qui est libre et vivant. Ces « philosophes » sans philosophie, dépourvus d'héroïsme à tous les points de vue, n'appartiennent pas, quels que soient leurs titres et leurs chamarrures, à l'histoire de la philosophie. Rompre avec leur enseignement, ce devoir s'impose à qui ne cherche pas dans le jargon philosophique un moyen de se distinguer du vulgaire. Sous les apparences dont se revêtent les pontifes, leur vraie nature apparaît : un geste maladroit révèle leur basse mentalité. Tôt ou tard, l'insincérité des penseurs de la médiocratie se manifeste, ils se montrent tels qu'ils sont. Que les impuissants cherchent dans « la philosophie », comme d'autres dans l'art et la littérature, un moyen de faire parler d'eux, rien de plus logique. Le contraire nous étonnerait. On ne peut cependant se résoudre à contempler ce spectacle sans protester. Philosophie sans philosophie, ôte ton masque ! Que le vide de la pensée soit enfin révélé !

En marge des philosophies « officielles », les philosophies indépendantes font leur chemin. Elles apportent à l'humanité des directives nouvelles. Par elles, l'individu s'augmente et s'embellit. Il approcherait de la perfection, l'être qui joindrait l'harmonisme de Louis Prati au subjectivisme de Han Ryner.

Toute philosophie vraiment digne de ce nom doit commencer par une critique de l'autoritarisme sous toutes ses formes, y compris l'autoritarisme philosophique. Elle ne peut rester indifférente au triomphe du mensonge, mais dans cette lutte de chaque instant contre le mensonge, qui est sa raison d'être, elle ne se compromet point. Elle ne doit pas perdre de vue les hauteurs, si elle veut agir efficacement. Elle contribue au progrès des esprits par sa sérénité même. Sa polémique est supérieure. Ce n'est pas la petite polémique des mécontents et des aigris. Elle renonce à tout sectarisme. C'est ainsi que la philosophie, en s'élevant sur les sommets, devient cette « existence volontaire au milieu des lacs et des hautes montagnes », dont parle Nietzsche.

Le philosophe ne s'abaisse pas à la polémique vulgaire qui ne sort pas de l'insulte et de la calomnie. Il polémique à sa manière. Sa polémique est désintéressée. Il n'a en vue que l'intérêt de la vérité. Il dit tout ce qu'il pense. L'indulgence du philosophe n'est pas faiblesse. Il n'épargne personne, et ne s'épargne pas lui-même.

Avec le sage Han Ryner, je dirai : « L'équilibre philosophique consiste à éviter également de tyranniser et d'être tyrannisé. Le désir du philosophe, c'est de se sentir libre parmi des mouvements libres ». C'est également le désir de l'artiste, du créateur de beauté sous toutes ses formes, — de quiconque n'est pas un cunuque, mais un vivant.

La véritable philosophie a nom sagesse. La sagesse d'autrui s'éveille au contact de la nôtre, comme la nôtre à son contact. Il y a entre les êtres un échange de sentiments qui peut aider à libérer les êtres. Découvrir, au contact d'autrui, notre philosophie, de même qu'autrui découvre sa philosophie au contact de la nôtre, c'est recevoir autant qu'il peut se donner, mais il y a, dans l'humanité, des êtres qui, n'ayant rien à donner, ne s'enrichiront jamais spirituellement.

La philosophie doit quitter son visage sévère pour revêtir le visage souriant de la sagesse. Elle doit se laisser facilement aborder. Quand la philosophie est sagesse, elle existe vraiment. La véritable philosophie n'est ni triste, ni follement gaie. Elle ignore les joies factices comme les pleurs hypocrites. Elle se meut dans la joie sereine comme dans la profonde douleur. Elle est une compagne qui nous soutient dans l'affliction et partage nos espérances.

La philosophie rend jeune. Elle a le privilège de conserver à l'homme la fraîcheur de ses sentiments, tout en accroissant la vigueur de son esprit. Elle en fait un être capable de vibrer et d'aimer, autant que de penser et d'agir. Le véritable philosophe est une harmonie qui se déploie librement au sein de la vie.

L'existence du philosophe a son unité. Elle est pareille à une architecture bien équilibrée, à une statue aux lignes pures, à un poème vivant et libre. On la contemple comme on contemple un beau vase aux contours harmonieux.

Que notre philosophie soit notre vie même. Faisons passer nos idées dans nos actes. Qu'est-ce qu'une philosophie qui se contente de belles paroles ? Une mystification. Ce qui caractérise le pseudo-philosophe, c'est l'écart qui existe entre sa pensée et ses actes. C'est son insincérité.

La philosophie, c'est la vie même. La vie se charge de réduire à néant toutes les pseudos-philosophies.

« Ah ! ces philosophes ! » disent, avec un petit air entendu, des gens qui ne savent même pas ce que c'est que la philosophie. Ils veulent évidemment dire par là : « Ces fous, qui n'ont pas des idées comme tout le monde, qui ne font rien comme les autres, ces utopistes, ces rêveurs, qui vivent dans les nuages ». Et ils les prennent en pitié, parce qu'ils méprisent l'argent et les honneurs. Sans s'en douter, ils assignent à la philosophie son véritable but : combattre, en restant sur les hauteurs, le mensonge sous toutes ses formes.

Les imbéciles ont pour les philosophes un souverain mépris. Ils affectent de ne pas les prendre au sérieux. Ils ne prennent au sérieux que les pseudo-philosophes sortis de leurs rangs, qui se chargent de les guider et de les éclairer. Mais pour l'homme qui pense par lui-même, ils n'ont que de la commisération. Le philosophe est, comme l'artiste, relégué parmi les bouches inutiles. Du moment qu'il ne fait pas de politique, c'est un être nuisible. C'est un fou dangereux, qu'il faut mettre hors d'état de nuire.

Si les philosophes sont des « fous », au dire des esprits pratiques, ils le sont à leur manière, de même que ces derniers le sont en leur genre. Ce n'est pas le même genre de « folie ». La folie du philosophe ne quitte pas les sommets ; celle des gens pratiques stagne dans les bas-fonds. La folie du premier est utile à l'humanité, celle des seconds lui est nuisible. L'idée fixe de l'artiste n'est pas celle du non-artiste. Le premier aspire à réaliser la beauté, le second se complait dans la laideur. En quoi le philosophe qui médite sur le ciel constellé d'étoiles est-il plus insensé que l'homme d'affaires courbé sur des chiffres, dont le cerveau s'affole à la pensée qu'il a fait une mauvaise spéculation, que le politicien qui se maintient au pouvoir à force d'acrobaties, que le mercanti qui cherche à voler le plus possible sa clientèle, etc. ? Tous ces gens-là sont fous, terriblement fous. Le philosophe est moins fou, assurément, que ces déchets d'humanité.

Débarbariser l'âme humaine, la philosophie n'a pas d'autre but.

Comme tout art, la philosophie suppose la science. Ses racines plongent dans la science pour en extraire la sève qui s'épanouira en fleurs et en fruits. Philosophie et science sont inséparables. Les isoler, c'est les mutiler. S'appuyant sur la science, la philosophie rejoint l'art. Elle devient esthétique. Elle affirme la nécessité de l'art dans la vie humaine, à la place de la politique et de la morale, qui sont des négations de la vie. La philosophie esthétique exige, de la part de l'individu, une vie libre, une vie vivante dégagée de toute laideur. Elle s'appuie sur la réalité pour dépasser la réalité.

Ce n'est pas toujours, chez les professeurs de philosophie, que nous trouvons la vraie philosophie. Nous trouvons, chez eux, des bavardages sur la philosophie

des autres, qu'ils approuvent, si elle est amorphe, qu'ils combattent, si elle est sincère. La philosophie doit être cherchée beaucoup plus dans les ouvrages des critiques, essayistes, romanciers, poètes et dramaturges, qui ont quelque chose à nous dire, que du côté des philosophes qui ont usurpé ce titre par leur savoir-faire et leur habileté. Même dans une chaire « officielle », un penseur original peut renouveler la philosophie et se montrer sincère. Rares sont ces esprits d'avant-garde que leur métier n'a pas corrompu. Ils n'en ont que plus de mérite. Mais vraiment on les compte.

La philosophie est la recherche de l'harmonie sous toutes ses formes. Être philosophe, c'est tenter de concilier dans sa personne l'amour et la raison, le conscient et l'inconscient. La philosophie est une esthétique et le philosophe un artiste. La vie humaine peut être une œuvre d'art, au même titre qu'un poème. Elle exige, comme l'art, indépendance et sincérité.

Des gens s'intitulent « philosophes » comme ils s'intituleraient n'importe quoi. Ils vendent de pseudo-idées et vivent de mystifications. Ces mercantis de la pensée ont des prétentions sans bornes. Le tort qu'on a, c'est de les prendre au sérieux. De même qu'il existe une « critique alimentaire », une esthétique et une morale « alimentaires », etc., qui empêchent certains individus de mourir de faim, il existe une philosophie « alimentaire » destinée à engraisser les pseudo-penseurs. Ils exploitent un « filon » et vivent aux dépens de la bêtise humaine. Ce sont des malins qui se croient très forts. Ils le sont, en effet, en un certain sens. On les prend pour de grands esprits. La philosophie alimentaire suppose toutes sortes de compromissions. Le pseudo-philosophe se voit contraint de trahir ses amis et de flatter ses ennemis. Il fait de la politique. Il mange à tout les râteliers. C'est un espèce de « déclassé » qui arrive à ses fins. Il possède l'intelligence des affaires, plus que celle de la philosophie. Ces philosophes politiques restent toute leur vie des « ratés » malgré leurs titres et les grades.

La philosophie est l'expression d'un cerveau affranchi qui pense par lui-même. Ne demandons pas de penser par eux-mêmes aux pseudo-philosophes. Leur pensée ne leur appartient pas. Moins ils ont d'originalité, plus ils ont de prétentions. Leur cerveau est compliqué comme leur existence. Vide, comme elle. Ils ne font rien, naturellement. Le philosophe véritable est un être simple. S'il se tient à l'écart de la foule, ce n'est point par vanité. Loin de chercher à leur en imposer par ses grands airs, il passe inaperçu au milieu des hommes. Il n'essaie pas d'attirer l'attention sur lui par des grimaces. Sa sérénité est celle du sage. Les pontifes affectent une sérénité qui ne trompe que les imbéciles. La sérénité du philosophe n'est point cette attitude équivoque qui nous fait considérer avec la même indifférence la beauté et la laideur, la vérité et le mensonge. On appelle cela planer ! Appelons cela ramper. La sérénité du philosophe n'en fait point un eunuque ; il y a dans sa sérénité une vie profonde et intense que ne connaissent point les agités. Sérénité qui n'ignore ni la souffrance, ni la joie, ni la lutte, ni le danger, et qui est faite de la volonté de rester soi-même dans tous les milieux.

Philosophie, que de bêtises on a dites en ton nom ! Je renonce à les énumérer. Par elles, on ne peut se faire une bien belle idée de l'esprit humain. Je n'appelle pas « bêtises » des erreurs inévitables d'où peuvent naître des « vérités ». Je n'appelle pas « bêtises » des recherches non couronnées de succès, des utopies plus créatrices que de plates réalités. Qui ne cherche pas, ne s'expose pas à errer. Il y a des erreurs qui ont rendu plus de services à l'humanité que de petites vérités superficielles et transitoires. J'appelle de ce nom

des divagations qui n'ont rien à voir avec la philosophie et que l'on s'obstine à confondre avec elle.

Le langage amphigourique des philosophes ne prouve point leur profondeur. Si des grands philosophes ont dit des « bêtises », de petits en ont dit bien davantage, et n'ont dit que cela. Dans leur théories, on ne peut rien prendre. Aucune vérité ne luit dans leurs erreurs. Les autres ne se sont jamais trompés pour rien. Leur philosophie existe. La philosophie n'est pas quelque chose que l'on place au-dessus de la vie, mais qui a sa source dans la vie même. La philosophie c'est tout ce qui, dans l'art et la littérature, augmente la pensée de l'homme. Ainsi, elle est souvent hors de la philosophie.

Certaine philosophie est la négation de la philosophie. Nous arrivons à ceci, qui semble un paradoxe, que pour connaître la philosophie nous devons nous adresser à d'autres hommes qu'à des philosophes. Un philosophe devrait être un homme universel, connaissant tous les arts et pratiquant tous les métiers. Un tel homme n'existe pas. Chaque philosophe est un spécialiste : autant de sciences, autant de philosophes. Mais celui qui tente de dégager l'éternel de l'éphémère, l'unité de la variété, celui-là seul est un philosophe. Le véritable philosophe serait l'homme qui dégagerait l'harmonie des contraires. Or, je ne vois qu'une sorte de philosophes assez vivant pour réussir dans cette entreprise : l'Artiste. Et par artiste j'entends tout créateur de beauté, quel qu'il soit, le poète dans ses multiples manifestations.

Il y aurait beaucoup à dire sur la philosophie, sur ce qu'elle est et sur ce qu'elle devrait être : la philosophie devrait avoir pour but de nous apprendre à devenir meilleurs. Elle devrait consister, avant tout, dans la réforme de notre « moi ». Elle devrait avoir pour objet de nous aider à échapper à l'emprise du social, pour que nous vivions enfin notre vie. Elle devrait s'efforcer de nous faire passer de l'état de sous-hommes à celui d'hommes vivants et pensants. Nous apprendre à vivre en beauté, telle devrait être l'unique philosophie. La philosophie est un art : c'est l'art de vivre par excellence. Penser, rêver, aimer, agir, créer, il n'y a point d'autre philosophie. Appelez cela d'un autre nom, peu importe. Cela suppose une autre vie que la vie que nous vivons, cela suppose une conception de la sagesse autre que celle que l'on nous enseigne, cela suppose une humanité régénérée et embellie, autre que l'humanité que nous avons sous les yeux. Cela suppose l'affranchissement total des individus.

Il y a la philosophie morte et la philosophie vivante. La première a entretenu l'humanité dans sa laideur, elle est cette laideur même. La philosophie vivante est celle qui, dans chaque système philosophique, dans chaque œuvre d'art ou de littérature, ancienne ou moderne, représente l'idée en marche, le mouvement et l'action. La philosophie n'est point donnée une fois pour toutes : elle se fait chaque jour, mais dans ses transformations successives les mêmes éléments demeurent, dont chaque individu fait son profit pour sa libération spirituelle. A travers la philosophie qui passe s'exprime la philosophie qui demeure, et qui est faite de tous les nobles gestes, de toutes les belles pensées, de toutes les aspirations sincères, sans lesquelles l'humanité ne serait qu'un troupeau de brutes. C'est ce côté positif de la philosophie qui seul compte : le côté négatif ne nous intéresse que comme curiosité : c'est une manifestation du néant, rien de plus. On ne peut vraiment donner le nom de philosophie qu'à ce qui enrichit l'esprit, l'oblige à penser, lui fait concevoir la vie d'une façon vivante, l'arrache à la servitude et à la mort sous toutes ses formes.

La philosophie devrait être une œuvre d'art et le philosophe un artiste. Au lieu de cela, la philosophie est quelque chose d'amorphe, d'où la vie est absente. C'est la plupart du temps un docte bafouillage. Ceux qui

s'intitulent pompeusement philosophes, pour se distinguer du reste de l'humanité, ne sont que des farceurs ou des impuissants. La philosophie est devenue, entre les mains de la bourgeoisie, quelque chose qui n'a de nom dans aucune langue. La vraie philosophie doit être cherchée dans l'œuvre des grands artistes, et, parmi les philosophes, seuls méritent ce titre ceux qui sont des artistes. Art et philosophie, loin de s'exclure, se confondent.

Qu'est-ce que la philosophie ? Question qui reste sans réponse, ou provoque les réponses les plus saugrenues de la part des gens. Il n'est pas facile de savoir, au juste, ce que c'est que la philosophie, quand les philosophes ne le savent pas eux-mêmes.

On dit, de certaines personnes : « C'est un philosophe », ce qui signifie : « C'est un être qui ne s'émue de rien, supporte tous les maux, accepte toutes les souffrances, se rit de la bêtise, et finalement renonce à l'action ». Cependant, le véritable philosophe ne se résignera jamais à subir toutes les humiliations, toutes les privations, sous prétexte que son âme reste libre. Non, l'âme n'est pas libre qui accepte aveuglément son sort. C'est faire le jeu de la laideur que de renoncer à vivre. Cette façon d'envisager la philosophie est néfaste : celle-ci ne saurait être faite de passivité et de résignation. Le stoïcisme du philosophe n'est pas cela. La philosophie doit être la révolte la plus élevée de l'esprit humain contre toutes les iniquités.

Certes, le philosophe ne se fait aucune illusion sur la bonté de la nature et la justice des hommes. Mais il agit quand même, sans espérer quoi que ce soit, sachant que toute action n'est pas perdue, même si elle n'est pas couronnée de succès immédiat. L'action du philosophe, c'est sa pensée, et sa pensée porte toujours ses fruits.

Qu'est-ce que la philosophie ? Est-ce l'amour de la sagesse, comme l'étymologie l'indique (du grec *philos*, ami, et *sophia*, sagesse) ? C'est là son sens le plus large. Et c'est au fond son vrai sens. Mais qu'est-ce que la sagesse ? Est-ce le bon sens étroit du bourgeois, qui a peur de se compromettre s'il émet une idée ? Ce n'est point cette caricature de sagesse que la sagesse du philosophe. Dans la sagesse viennent s'épanouir les plus beaux dons de l'homme : beauté, sincérité. Être sage n'a jamais voulu dire : reculer, avoir peur de l'inconnu, stagner. Cette conception de la sagesse est fautive. La sagesse des éunuques parodie la sagesse.

Le vocable philosophie est un vocable extrêmement complexe, qui désigne les choses les plus différentes. Elle embrasse l'univers et, dans l'univers, cet autre univers qu'est l'homme. Elle constitue une discipline supérieure, servant de trait-d'union entre toutes les disciplines, différenciant de celles-ci tout en entretenant avec elles des rapports étroits. Elle analyse et synthétise : elle observe et elle imagine : elle est à la fois rêve et réalité. Œuvre de science, elle est en même temps œuvre d'art : elle dégage l'harmonie de toute chose, et propose à l'homme un autre idéal que celui de manger et de boire. Sous ses multiples significations, elle est bien la science de la sagesse : tout ce que l'homme connaît n'étant pour lui qu'un moyen de s'augmenter et de s'enrichir intérieurement. Le philosophe est l'homme qui sculpte sa propre statue, la perfectionnant sans cesse, l'ennoblissant par de perpétuelles retouches, en faisant une œuvre d'art, dont la note dominante est l'harmonie.

Il y a, en dehors et au-dessus de la philosophie traditionnelle, une philosophie humaine, qui n'est enseignée nulle part, et qui est la seule qui ait un sens. Elle incarne la liberté de l'esprit dans sa plus haute expression. Elle est la forme la plus élevée du progrès.

Toute philosophie réside dans la science de la conscience et la conscience de la science. Dans le premier

cas, la philosophie consiste à se connaître soi-même, afin de se diriger sans secours étranger, à perfectionner sans cesse la technique de sa vie, pour agir harmonieusement ; dans le second, elle consiste à avoir conscience du pouvoir que nous avons sur ces choses en les faisant servir à notre perfectionnement au lieu d'utiliser pour nous dominer une science sans conscience, mise au service de la mort. Ces deux formules se complètent, ne sont que deux aspects de l'homme envisagé au double point de vue intérieur et extérieur.

A la philosophie de « classe » il ne sied point d'opposer une autre philosophie de classe, mais la philosophie tout court. La philosophie ne sert aucun parti, si chaque parti s'en sert. Elle est quelque chose d'actuel et d'actuel à la fois, qui plane au-dessus de notre existence quotidienne et cependant se mêle constamment à elle. Ce vocable peut signifier, pour nous, autre chose que ce qu'il signifie pour la plupart des individus. Le mot « philosophie » veut dire « amour de la sagesse ». Pour ceux qui n'en comprennent pas le sens il signifie : « amour de la folie ». C'est bien, en effet, ce qu'elle est chez certains philosophes. On peut ne pas employer de formules bizarres et se garder de phrases contournées, et cependant n'être qu'un fou. La folie n'est pas qu'extravagance : elle est aussi timidité, pauvreté de fond et de forme. C'est la sagesse, et la sagesse seule, que nous recherchons, à l'aide de toutes les méthodes et sur toutes les routes. La sagesse seule nous intéresse, car en elle seule habitent la justice et la vérité. La sagesse est la forme suprême de la beauté. Hors de la sagesse, point de salut. Être sage ne signifie pas : être timide, obéir et se résigner. Être sage signifie vivre, mais vivre normalement, non à la façon anormale des brutes qui se prétendent normales parce qu'elles ont légalisé leurs sales instincts. Aimer la sagesse, c'est aimer la vie. Ont seuls droit au beau nom de sages ceux qui, dans l'humanité, ne piétinent pas sur place, refusent de regarder en arrière, ne s'attardent pas à répéter des lieux communs, en un mot qui ne pratiquent pas cette pseudo-sagesse en honneur dans notre société.

Il y a deux philosophies : celle du passé et celle de l'avenir. N'hésitons pas entre les deux. Cette dernière est la nôtre. A nous de la créer sur les ruines de l'ancienne. La vraie philosophie cependant ne peut être située ni en arrière, ni en avant : elle est en nous, elle réside dans notre pensée, elle est la manifestation de notre héroïsme intérieur. Elle ne connaît pas de bornes : le temps ni l'espace ne peuvent la limiter. Elle est, — ou elle n'est pas.

Notre « philosophie » n'est point une philosophie d'esclaves. Que voulons-nous ? Examiner toute chose avec nos yeux, rejeter l'esprit d'autorité, nous délivrer des chaînes qui enlèvent la pensée. Quelques philosophes ont tenté ce suprême effort, mais c'était pour retomber, comme Descartes, sous le joug de l'autorité. Les uns et les autres ne semblaient rejeter les chaînes traditionnelles que pour s'en forger de nouvelles, aussi lourdes à porter. Et l'autorité était rétablie sous un autre nom, un dogme en remplaçant un autre : tout était à refaire. N'importe, même dans ces équivoques, ces compromis, il y a quelque chose à prendre. Ce qu'il y a de particulier aux systèmes philosophiques, c'est qu'on peut en tirer tout ce qu'on veut : c'est là leur point faible. C'est peut-être aussi ce qui fait leur force. Si l'on fait dire à un philosophe le contraire de ce qu'il a voulu dire, c'est quelquefois un bien. Il dit alors des paroles sensées. Il faut, d'autre part, rétablir la vérité en ce qui concerne les théories que l'on interprète à tort et à travers : combien de philosophes ont été exploités par l'ignorance ou la politique : ne les rendons pas responsables de cette exploitation. C'est une aventure qui arrive aux plus grands : on n'exploite que les forts.

Certains philosophes sont obscurs, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient profonds. Mais, déjà obscurs par eux-mêmes, ils le sont bien davantage quand leurs disciples essaient de mettre à la portée de tous leur philosophie. Les professeurs de philosophie les rendent plus incompréhensibles encore, et finalement personne n'y comprend plus rien. Evitons de leur ressembler, et ne faisons dire à tout philosophe, vrai ou faux, que ce qu'il a voulu dire. Pour discuter une doctrine, il faut la connaître. Comment la discuterons-nous si nous n'avons d'elle qu'une image tronquée ? N'obscurcissions pas à plaisir des théories suffisamment obscures par elles-mêmes, clarifions les plutôt, tâchons de les rendre compréhensibles. Sans rien abdiquer de notre liberté de pensée, faisons l'effort de nous « objectiver », en nous mettant dans la peau du personnage dont nous exposons les théories. Nous devons prendre, pour ainsi dire, à la gorge, chaque philosophe et le forcer à dire toute sa pensée, ce qu'il n'a pas dit ou ce qu'il n'a fait que balbutier. Même s'il est en désaccord avec nous, afin de mieux le combattre, nous devons nous efforcer de mieux le connaître. Un philosophe est un homme comme les autres, qui affecte de ne pas leur ressembler : montrons le tel qu'il est, et surtout rendons-nous compte s'il n'y a point, entre sa vie et son œuvre, de contradictions, s'il a bien été sincère, et demandons-nous ce que, pour son temps, il a vraiment apporté d'utile à l'humanité. Plaçons-nous dans son milieu : alors tel philosophe qui nous apparaît en retard pour notre époque se révélera en avance sur la sienne. Il n'a pas toujours été facile aux penseurs de dire toute leur pensée : en exprimant des demi-vérités, ils sont parvenus à dominer leur siècle et à s'imposer même aux tyrans. Voilà ce que nous ne comprenons pas toujours quand nous condamnons les philosophes du passé. Placés, comme les hommes d'aujourd'hui, entre la vie et la mort, ils ont préféré conserver leur existence, non pas au prix de reniements, mais de ruses qui leur ont permis de conserver, sinon toute leur liberté, du moins une partie de leur liberté. Chaque régime a combattu les philosophes quand ceux-ci ont fait preuve d'esprit critique en pensant par eux-mêmes. Quelques-uns ont payé de leur mort leur indépendance. Mais leur pensée leur a survécu.

Quelque ardue que soit certaine philosophie, il faut avoir le courage de s'aventurer dans ce labyrinthe : on risque d'être récompensé de sa persévérance par quelque trouvaille. La véritable philosophie ne consiste-t-elle pas à découvrir, même dans ce qui n'est pas vivant, même dans l'incohérence et la folie, des parcelles de vérité ? Une erreur peut être créatrice si nous la comprenons, si nous l'interprétons. Tel philosophe, qui semble loin de nous, devient ainsi pour nous un précieux collaborateur. Faisons servir la pseudo-philosophie à l'édification de la vraie, — cette philosophie profonde et humaine, où l'esprit critique domine, opposé à l'esprit de résignation et de soumission.

Même chez les philosophes les plus bourgeois, il y a quelque chose à glaner. Ils ont souvent dit des « vérités » sans le faire exprès. Ils ont été des destructeurs malgré eux. Certains ont combattu les préjugés de leur classe, la raison n'étant pas chez eux tout à fait morte. Et par là ils ont cessé d'être bourgeois. Mais quelle ironie de constater que des bourgeois élèvent des statues à des penseurs, à des écrivains dont l'œuvre est la condamnation de leur vie entière. Les bourgeois n'en sont pas à une incohérence près. Cependant ni Rabelais, ni Voltaire, ni Rousseau, dans la partie vivante de leur œuvre, ne leur appartiennent : ce sont des « rescapés » qui, sortis de leurs rangs, appartiennent à une humanité qui n'offre aucune ressemblance avec celle qu'ils représentent.

Les philosophes, ce sont tous les hommes qui, dans

tous les temps et dans tous les pays, ont osé penser par eux-mêmes.

Quand je dis : les philosophes, je songe surtout aux artistes. Ce sont eux surtout qui ont le privilège de penser et d'exprimer harmonieusement leur pensée.

Tous les créateurs de beauté, quels qu'ils soient, sont des philosophes. Il y a toujours, dans l'art véritable, de la pensée. Un art sans pensée est un art sans beauté. C'est un art sans vérité. C'est le faux-art. L'art est une forme de la philosophie et la philosophie est une forme de l'art. On peut remplacer ces mots l'un par l'autre, ils signifient la même réalité.

Ce qui rend les études philosophiques si ardues pour les non-initiés, ce n'est pas seulement le mystère dont elles ont été enveloppées, comme si cela pouvait leur communiquer un prestige quelconque ; c'est que, même dépouillées de cet attirail sans élégance, elles sont encore dures à digérer pour des cerveaux habitués à ne pas réfléchir. La philosophie exige un effort de pensée dont bien peu sont capables. Habitués à lire des romans d'une stupidité dont rien n'approche, à voir jouer des pièces sans idée, à ne connaître, des manifestations de l'art, que son affreuse parodie, comment les esprits pourraient-ils goûter les réflexions profondes sur la vie, les recherches désintéressées, les travaux les plus sérieux sur tel ou tel problème, que constitue la philosophie ? Il faut, pour suivre celle-ci, un effort constant, une attention soutenue. Alors que la dispersion fait son œuvre, détournant les cerveaux de la recherche de la vérité, il est difficile, même en s'y prêtant, de concentrer sa pensée, de la ramener sur un sujet qui exige de la patience, du travail et une perpétuelle tension d'esprit. Tant que les brutes seront en majorité dans le monde, seule une élite cultivera la philosophie, puisera dans son étude les plus pures joies intellectuelles.

Toute étude à laquelle on n'est pas habitué constitue, quand on l'aborde, un malaise pour l'esprit. Il y a comme une sorte de désarroi et d'hésitation dans la pensée. Ce qui est nouveau réclame de l'attention. Le cerveau doit faire un effort pour entrer en contact avec ce qu'il ne connaît pas. De là vient sans doute que tant de gens repoussent toute innovation comme dangereuse, car elle bouleverse leurs habitudes et trouble leur repos. Se contenter de ce qu'ils ont plus ou moins bien appris, et ne pas savoir autre chose, telle est l'ambition suprême de la plupart des individus. Avec la philosophie on quitte les sentiers battus et l'on s'engage sur une route peu fréquentée, aux prises avec des difficultés qui surgissent de toutes parts. On est pareil à ces explorateurs qui pénètrent pour la première fois dans un pays habité par les bêtes féroces et qui doivent défendre leur existence pied à pied. C'est pourquoi peu de gens s'intéressent à la philosophie, et par philosophie qu'il me soit permis de répéter que j'entends par là non seulement la philosophie proprement dite, mais toute réflexion profonde sur la vie, la pensée sous toutes ses formes, et en particulier, et surtout les œuvres d'art et de littérature sincères. Qui n'a pas le cerveau conformé de façon à s'intéresser à la beauté, qu'il s'en détourne, qu'il aille grossir le nombre des imbéciles et des médiocres.

Quand on aborde certaines études, il ne faut pas se laisser décourager par les difficultés du début. L'entrée du temple de la science est obscure, mais une fois qu'on en a franchi le seuil, quels merveilleux horizons se découvrent au voyageur assoiffé d'infini. Mille merveilles surgissent, et cela compense les fatigues éprouvées. Chez certains penseurs, ce qui semblait d'abord obscur devient lumière, les détails se précisent peu à peu. *Ad augusta per angusta*, c'est le cas de répéter à propos de la philosophie le mot que Victor Hugo prête, dans *Hernani* aux conjurés, mot que je traduis par ceux-ci :

« On n'arrive sur les sommets qu'à force de patience, d'obstination et d'amour ».

Les arcanes de la philosophie finissent par livrer tous leurs secrets à celui qui ne se décourage pas dès les premières pages du livre qu'il vient d'ouvrir pour la première fois. Si une élite seule est capable de s'intéresser à la philosophie, cela ne signifie pas que la philosophie ne s'adresse qu'à une élite. Elle s'adresse à tous : tout homme peut être un philosophe si, dans le métier qu'il exerce, il agit librement ; si, dans son travail même gît sa libération ; s'il est artiste dans tout ce qu'il fait. Or, la société actuelle empêche les hommes d'être eux-mêmes en les contraignant aux gestes mécaniques et en bannissant l'art de leur vie. Elle leur impose des tâches absurdes et déprimantes qui en font des esclaves, des non-artistes, des semblants d'hommes. En les empêchant d'exercer un métier intelligent, elle en fait des ratés et des mécontents qui subissent leur sort sans même avoir le courage de se révolter.

Qu'on ne nous objecte point l'adage : *primo vivere, deinde philosophari*. « Vivre d'abord, philosopher ensuite », c'est-à-dire : discuter, spéculer, imaginer et rêver. Oui, sans doute, il faut vivre matériellement avant de songer à l'idéal. Mais ne vaudrait-il pas mieux mêler l'idéal à notre vie entière, en sorte que vivre et philosopher soit une seule et même fonction ? Dans la société capitaliste, certes, *primo vivere, deinde philosophari*, il faut d'abord songer à la nourriture du corps avant de songer au pain de l'esprit. Dans une société vivante, ce fossé n'existerait plus. Il n'y aurait plus, entre philosopher et vivre, de barrière. C'est qu'en effet l'idéal existerait en chacun de nos gestes, et toute besogne cesserait, par là même, d'être inférieure. On ne vivrait plus pour manger, on mangerait pour vivre de la vie de l'esprit, sans que la vie matérielle soit un obstacle au développement de cette dernière, au lieu qu'aujourd'hui il y a antagonisme entre la pensée et l'action.

Toute philosophie n'est au fond que l'esprit critique analysant chaque chose, destructeur et constructeur à la fois. En même temps qu'il manie la pioche du démolisseur, l'esprit critique pose les fondements d'un nouvel édifice à la place de l'édifice vermoulu qu'il vient d'abattre. On ne conçoit pas que la critique se contente de détruire, ce n'est là qu'une partie de sa tâche ; à côté de cette besogne négative, une besogne positive s'impose à elle. C'est celle d'introduire de l'ordre dans les idées, de libérer les sentiments du mensonge, de dépouiller le vieil homme qui sévit sous le masque de l'homme civilisé. Le philosophe a deux fonctions : montrer que les « valeurs » anciennes ne correspondent plus aux besoins profonds de la conscience humaine, et leur substituer des valeurs nouvelles. Toute philosophie comporte une part de négation et une part d'affirmation. Négative, elle voit dans chaque problème son côté fragile, factice et transitoire ; affirmative, elle en considère le côté positif, durable et vivant qui constitue le meilleur de la pensée humaine. Il s'agit d'édifier, en utilisant les matériaux les plus purs, les plus solides parmi ceux que nous a légués le passé, un édifice sain, aéré et propre. Cet édifice s'élève un peu plus chaque jour, mieux équilibré et plus harmonieux, auprès duquel l'agitation des hommes vient mourir comme les flots de la mer viennent se briser sur les rochers du phare qui les domine.

À côté de l'enseignement de la philosophie, se place l'histoire de la philosophie, qui en est inséparable. On ne peut rien comprendre à la philosophie si on ne sait rien de son histoire. On est constamment obligé de faire appel à celle-ci quand on étudie les problèmes les plus variés. Sur telle ou telle question, on cite l'opinion d'un ou de plusieurs philosophes, ayant eu un système original et personnel. A chaque instant, on se trouve en

présence d'une école, qu'il faut connaître, discuter, quand on examine un problème d'une façon sérieuse. C'est pourquoi il est indispensable de commencer un cours de philosophie par l'histoire de la philosophie, surtout si l'on s'adresse à des profanes qui n'ont qu'une vague idée de la philosophie. Loin de rebuter l'auditeur, elle l'intéresse. C'est une sorte d'initiation sans fatigue pour l'esprit. Pour des débutants, qui sont censés tout ignorer de la philosophie, les mettre en contact avec son histoire, les familiariser avec certains noms, c'est leur faciliter leur tâche, c'est leur rendre moins aride une étude qui exige un effort intellectuel continu : quand ils aborderont la philosophie proprement dite, ils auront une idée de celle-ci, ils seront moins dépayés, et en mesure de réfléchir et de discuter. L'histoire de la philosophie doit servir d'introduction à l'enseignement philosophique. Avec elle, on s'initie peu à peu à l'étude des grands problèmes que l'homme intelligent ne peut pas ne pas se poser. Il s'en dégage une leçon qui constitue pour ainsi dire la philosophie de l'histoire de la philosophie.

Histoire intéressante et vivante entre toutes, que celle de la philosophie. En étudiant les philosophes, on se rend compte de la marche de l'humanité, de ses tâtonnements, de ses illusions, de ses désillusions, de l'éternel va et vient de l'esprit humain à la recherche de l'absolu ; on voit les erreurs succédant aux erreurs, et quelquefois on découvre dans cet arsenal de systèmes un pur diamant qui resplendit, car il contient une parcelle de vérité. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

PHILOSOPHIE. Ami de la sagesse. Pour l'antiquité, le terme de sagesse doit être entendu dans le sens de connaissance. Le philosophe, celui qui connaît, qui pense, alors que les autres se contentent de vivre. De nos jours encore, le peuple appelle volontiers philosophe l'homme qui réfléchit, qui a des idées.

La philosophie antique comprend toute la connaissance, aussi bien les sciences dans leurs détails que les problèmes derniers de l'univers. Aristote, philosophe, est aussi physicien et naturaliste. Plus près de nous, Descartes, l'auteur du « Discours de la méthode », est mathématicien et physiologiste (théorie des esprits animaux). Mais les sciences se dégagent l'une après l'autre de la philosophie et il ne lui reste plus que quatre départements de la connaissance : la psychologie, la logique, la morale et la métaphysique. La psychologie demeure dans les manuels classiques de philosophie, mais c'est seulement par l'effet de la routine. Elle est une science, la science de l'esprit humain, comme telle, elle a droit à l'indépendance au même titre, par exemple, que l'anatomie, science du corps humain.

La logique, art de bien raisonner, constitue aussi un objet autonome de connaissance.

La morale, à son tour, doit être affranchie de la philosophie. Jusqu'à l'époque contemporaine, on croyait que la connaissance du bien et du mal nous venait soit de Dieu, soit d'un ne sait où (impératif catégorique de Kant). Aujourd'hui, on sait que la morale est humaine, qu'elle est un ensemble de conventions ; des bonnes et des mauvaises qui se sont développées au cours de l'évolution sociale des peuples. C'est donc à la sociologie et non à la philosophie que la morale doit être rattachée. Ainsi, il ne reste à la philosophie que la métaphysique, connaissance des problèmes les plus généraux de l'univers.

On a dénié à la métaphysique le droit à l'existence. Voltaire en faisait une manière de folie et Auguste Comte voulait qu'on la rayât de la connaissance.

La métaphysique est cependant un progrès, un progrès sur la religion. Les fondateurs de religions : Moïse, Jésus, Mahomet, etc., se prétendaient les détenteurs d'une révélation divine. Le métaphysicien, s'il croit en Dieu, ne dit pas avoir eu avec lui soit une entrevue

directe, soit une inspiration quelconque. C'est avec sa raison seule qu'il veut étudier l'univers. Que vaut son étude ? Evidemment, elle est relative. Le savant, lui aussi, se sert de sa raison, mais, à la base de son étude, il y a toujours les faits d'observation qu'il a constatés avec ses sens et que chacun peut constater comme lui, s'il se met dans les mêmes conditions. Le métaphysicien, enfermé dans son cabinet, n'a devant lui que son papier pour écrire. S'il étudie, c'est seulement dans les livres, les pensées que les autres métaphysiciens se formaient de l'univers. Il les répète, les critique ou les combine entre elles, pour en former de nouvelles.

Est-ce là un travail inutile ? Pas complètement. La connaissance des faits ne suffit pas ; il est bon de faire des synthèses, de se demander de quoi l'univers est fait ; s'il a ou n'a pas de but, etc...

Les résultats de ces études ne sont pas, il est vrai, encourageants. Si la science est fertile, si, grâce à elle, on peut voler dans les airs, communiquer en quelques minutes avec toute la terre, la métaphysique est stérile. Bacon l'a comparée à une vierge consacrée à Dieu, et a dit qu'elle n'enfantait rien. La raison du métaphysicien se heurte à un mur. Il découvre que, tout étant fonction de notre esprit, nous ne pouvons rien savoir de la réalité des choses. La raison même en arrive à douter d'elle-même et l'esprit humain, en dernière analyse, se réduit à l'état de conscience présent, point psychologique, comparable au point mathématique qui n'a ni longueur, ni largeur, ni hauteur ; c'est-à-dire qui n'est rien.

Malgré ces négations, l'étude de la métaphysique n'est pas complètement inutile. Il est bon de savoir qu'en étudiant les faits, nous n'atteignons pas l'absolu, mais restons à jamais enfermés dans le relatif. La métaphysique comporte plusieurs écoles.

Le spiritualisme, comme son nom l'indique, admet qu'au-dessus de la matière il y a l'esprit qui, tout en ayant besoin d'elle, en est indépendant. En général, le spiritualisme admet Dieu. Parfois, il le nie d'une manière honteuse. Par exemple lorsqu'il dit que Dieu est un « devoir être », qu'il n'est pas, mais qu'il sera. Autant dire que Dieu c'est le progrès et se déclarer athée.

Le matérialisme n'admet que la matière. Les religions de toute espèce se sont acharnées sur lui. On a dit qu'il était grossier, générateur de crime (les pour-cœurs du troupeau d'Epicure). Les charlatans religieux ne lui pardonnent pas de vouloir lui enlever leur pain et leur puissance, en portant l'humanité à se passer de leur prétendue médiation avec le divin.

Les savants officiels d'aujourd'hui, valets de la bourgeoisie, déclarent que le matérialisme est infirmé par la science, parce que la physique a découvert les ions et les électrons.

La découverte des atomes d'électricité n'infirmé en rien le matérialisme. La matière, c'est ce qui est, ce que l'on peut observer, ce n'est pas nécessairement l'atome solide et insécable d'Epicure.

Le septicisme, systèmes de Berkeley, de Hume, d'Hamilton, etc., déclare que nous ne pouvons rien savoir de la nature des choses, parce que tout est fonction de races. C'est une doctrine irréfutable mais dangereuse. Nous avons besoin de faire, à la base, un acte de foi. « Je crois au monde extérieur », mais cet acte de foi suffit ; après lui, la porte est fermée aux autres. — Doctoresse PELLETIER.

PHILOSOPHIE. Le dictionnaire désigne par le mot philosophie la science générale des êtres, des principes et des causes. Au figuré, l'art de s'élever au-dessus des incidents de la vie courante. Sous ce vocable, on désigne aussi la classe, le cours où l'on enseigne la morale, la psychologie, la logique et la métaphysique.

La philosophie ancienne était l'amour de la sagesse, même chez ceux qui n'aspiraient pas à la connaissance de la vérité qui pourrait les orienter vers la connaissance de la vraie sagesse. Au XVIII^e siècle, la philosophie est devenue la négation de l'erreur, ou plus exactement de tout ce dont la vérité ne pouvait pas être démontrée.

L'objet de la philosophie est de répondre, par de bonnes raisons, claires et péremptoires, à la question fort simple que voici : pourquoi doit-on, quoi qu'il puisse en coûter, ne *jamais nuire aux autres*, soit par la violence, soit par tromperie, en leur faisant du mal, ou encore en ne leur faisant pas tout le bien qu'on pourrait leur faire. Cette question résolue, la vraie science est fondée. Alors la société s'organise rationnellement, la morale existe et devient la clé de voûte de l'édifice social.

Mais pour arriver à cet état d'esprit individuel et collectif, il faut que la philosophie enseigne par des connaissances positives établies incontestablement, qu'il n'est pas *indifférent*, comme résultat social, de se conduire honnêtement, de pratiquer la justice dans les actes de la vie courante.

L'amour rationnel de soi, et non l'amour passionnel, rend obligatoire le dévouement à son prochain comme condition de son propre bonheur. Il n'y a pas deux études, a dit Origène ; l'une de la philosophie, l'autre de la religion. La vraie philosophie est la vraie religion et la vraie religion est la vraie philosophie. Faut-il conclure que la philosophie de l'avenir continuera la philosophie actuelle ou l'ancienne philosophie ?

La Philosophie de l'Avenir, sous peine de rester dans la même impuissance sociale, ne doit même pas continuer les philosophies précédentes ; elle leur succédera de la même manière que le jour succède à la nuit sans la continuer.

Aux ténèbres de la nuit succédera la lumière de vérité et de justice qui démontrera à chacun et à tous les multiples avantages de l'équité dans les rapports sociaux. La philosophie doit démontrer scientifiquement que l'Humanité récolte selon qu'elle a semé. — Elie SOUBEYRAN.

PHYSICISME n. m. Pour expliquer les phénomènes qu'ils étudient, les biologistes et les médecins tendent de plus en plus à abandonner le terrain purement chimique. Ils font appel à la physico-chimie, à la physique, à la mécanique. Ainsi se développe progressivement la conception que, depuis des années, j'ai systématisée sous le nom de *physicisme biologique*.

J'insiste sur ce point. Le physicisme n'est pas une hypothèse, en vue de l'esprit. C'est une *méthode* de recherche positive, dont les résultats acquis conduisent à une sorte d'identification du « vivant » et du « non-vivant », des « êtres » et des « choses ». Devant ses conquêtes, disparaît l'idée d'inertie. Inversement, nulle loi d'exception ne s'applique à l'organisation. Les structures, les fonctions, les mouvements sont justiciables des mêmes procès et des mêmes énergies dans le règne biologique et dans le règne minéral. Je ne reviendrai pas ici sur ces aperçus et les faits sur lesquels ils s'appuient, les ayant largement exposés dans de nombreux articles et mémoires, et surtout dans le *Dictionnaire de biologie physicienne* et dans *Les Horizons du Physicisme* (Maloine, éditeur). Il suffira d'ajouter que chaque jour apporte à ma conception, d'ailleurs entrevue parallèlement par d'autres investigateurs, un nouvel appoint de travaux confirmatifs, dont l'ensemble permet déjà d'entrevoir l'étonnante fécondité d'une telle orientation.

C'est ainsi que le docteur Jules Regnault, dont le nom, — popularisé par l'opération qu'il pratiqua sur lui-même en 1912, — est attaché à de nombreuses recherches scientifiques poursuivies depuis près d'un tiers de siècle, vient de publier un ouvrage remarquable sur les

Méthodes d'Abrams (Maloine, éditeur, 1927), qu'il a contrôlées, étendues, mises au point.

Albert Abrams, médecin américain d'origine israélite, mort à San-Francisco en janvier 1924, a consacré toute sa carrière à l'étude des réflexes viscéraux, c'est-à-dire des réactions organiques inconscientes provoquées par des excitations nerveuses. Il en a tiré une première méthode thérapeutique, la *spondylothérapie*, qui emploie dans un but curatif les réflexes déterminés par des actions physiques variées, — froid, pression, courant de haute fréquence, percussion, — portant sur des points convenablement choisis au voisinage de la colonne vertébrale. Puis, il est arrivé à la médecine dite *électronique*, en constatant que les diverses maladies présentent une polarité caractéristique de leur énergie, dont certains réflexes, peuvent être utilisés comme « détecteurs ».

Abrams et Regnault considèrent l'économie comme un système vibrant formé d'une juxtaposition de champs électro-magnétiques. A chaque maladie répond une fréquence vibratoire déterminée, et l'expérience montre qu'en faisant traverser l'organisme par un courant de haute fréquence à période oscillatoire variable, certains rythmes provoquent des phénomènes de résonance dont on peut tirer parti pour agir sur les tissus et détruire l'état morbide. « Chaque objet, dit Abrams, a une certaine période naturelle de vibration. Si nous approchons d'un objet une source de vibration de même rythme vibratoire que lui, la vibration forcée de l'objet atteint une amplitude telle, qu'elle peut le briser ou le détruire entièrement. » C'est pour cette raison, ajoute J. Regnault, qu'un chanteur puissant, après s'être rendu compte de la note donnée par un verre de cristal, le brise facilement en poussant cette note au-dessus du verre. Par les méthodes d'Abrams, on obtient le même effet destructeur sur les cellules morbides. Il y a là, sans doute, l'une des plus notables indications curatives sur les maladies néoformantes, tuberculeuses et cancers. Mais c'est également une curieuse démonstration, sur le « vivant », du physicisme biologique. Et cette démonstration prend un intérêt sans précédent de l'ingéniosité des dispositifs expérimentaux que le docteur Abrams, puis le docteur J. Regnault, — plus physicien que le « physician » américain, — ont dû successivement imaginer et perfectionner.

J'ai dit ailleurs (*Horizons du Physicisme*) que les lois physiques sont strictement valables pour les êtres organisés, et j'en ai cité plusieurs exemples typiques. D'après Jules Regnault, la théorie des *quanta* serait aussi applicable aux organes. On sait que Max Planck appelle « quanta » les quantités d'énergie minima nécessaires pour produire un effet. N'importe quelle quantité faible ne suffit pas forcément à déclencher un phénomène ; et d'autre part, une quantité plus forte que le *quantum* n'agit pas davantage que lui. Aussi, la Nature procède-t-elle par bonds, ce qui expliquerait les mutations brusques étudiées par Hugo de Vries. Cette loi du « tout ou rien » s'applique à la posologie des extraits organiques. Si, à une poule chaponne, on greffe quelques centigrammes de testicule, elle reste chaponne. Rien n'apparaît jusqu'à ce que la dose atteigne 0 gr. 45. Alors, explosent subitement les attributs du mâle. Une dose plus forte ne donne pas plus : la dose minima est en même temps la dose optima, c'est-à-dire la plus favorable à l'accomplissement du phénomène. Pezard a obtenu les mêmes résultats quand il a injecté du suc testiculaire frais (*Les méthodes d'Abrams*, p. 177).

Si l'on ajoute à ces données, toutes plus ou moins nouvelles, les travaux de J. Vallot, G. Sardou et Maurice Faure relatifs à l'influence des tâches solaires sur les accidents aigus des maladies chroniques ; ceux de Faure sur les recrudescences de morts subites provoquées par la même cause ; ceux de Jules Regnault, de

Maurice Roblot, de Franck-Duprat, de Al. Bécédéf, sur les influences cosmiques (*Côte-d'Azur médicale*, avril 1927), les miens, sur l'action du tourbillon terrestre et des vibrations telluriques sur l'organisation et la morphologie des animaux et des plantes (*Côte-d'Azur médicale*, 1924-1927), on se rend compte de l'importance croissante des considérations physiques dans l'élucidation des déterminismes biologiques. On s'aperçoit en outre que les êtres, les choses et les mondes, apparaissent aux yeux du physicien comme des juxtapositions de champs de force, — probablement de champs électro-magnétiques. L'activité mécanique dérivée de ces champs de force constitue la *Vie*, et celle-ci est universelle, puisqu'inhérente à la nature même du Tout et de ses parties ; *éternelle* comme l'univers auquel nous ne pouvons assigner ni premier commencement, ni fin ultime ; et *solidaire* en vertu des inévitables influences mutuelles des champs de force.

Cette « grande vérité » du Physicisme peut seule servir de substruction, pour les esprits éclairés de notre époque, à un *credo* philosophique et à une morale objective. Sa mise à jour aura été, en dehors de toutes les vaines agitations de la fourmière, la formidable révolution humaine du *xx^e* siècle de notre ère. Elle a déjà sa phalange d'apôtres et de disciples groupés autour de notre ami F. Monier, le penseur des *Lettres sur la Vie*. Ce groupe d'esprits généreux et avertis, — j'ai nommé l'*Association internationale biocosmique*, — n'est encore qu'un jeune arbrisseau, mais gonflé de sève, en pleine croissance ; et demain, peut-être, ses rameaux élargis abriteront l'humanité d'un tuteur ombreux. — Albert MARY.

PHYSICO-CHIMIE, PHYSICISME BIOLOGIQUE.

Longtemps, physique et chimie restèrent séparées. La première, disait-on, étudie les propriétés générales des corps, les phénomènes superficiels et passagers qui n'altèrent pas leur structure intime ; la seconde étudie les phénomènes profonds qui modifient leurs qualités constitutives et permanentes. Ainsi, la chaleur, phénomène physique, n'enlève pas aux corps leur individualité propre : leurs caractères primitifs reviennent dès qu'elle a disparu. Quand l'oxygène et l'hydrogène se combinent pour donner de l'eau, le fait s'avère d'ordre chimique, au contraire, car il suppose une durable métamorphose. Présentement, la physique est définie la science des transformations de l'énergie, la chimie celle des transformations de la matière. Mais les barrières établies entre elles disparaissent graduellement ; dans certaines branches particulières, leur fusion est un fait accompli. Une science jeune, qui déjà compte à son actif d'importantes et nombreuses découvertes : la physico-chimie, étudie les phénomènes que peuvent également revendiquer le chimiste et le physicien. Toutes les recherches chimiques effectuées par des procédés physiques, celles d'un Curie, d'un Perrin, d'un Millikan par exemple, rentrent dans son domaine. Théorie électronique de la matière, structure intime de l'atome, mouvement brownien et, d'une façon générale, ce qui concerne la dynamique intra-atomique, voilà les sujets qui, à l'heure actuelle, retiennent de préférence son attention. Et, si elle doit nous arrêter, c'est à cause de ses résultats théoriques, plus remarquables encore que les applications pratiques, pourtant prodigieuses, dont elle est la source. Dès aujourd'hui, la physico-chimie permet de répondre à ces questions, considérées par les philosophes comme essentiellement matérialistes : qu'est-ce que la matière, d'où vient notre univers et quelle sera sa destinée, comment naissent et meurent les mondes ? En un mot, au problème longtemps énigmatique de l'origine première, elle fournit une solution. Preuves, entre bien d'autres, que l'inconnaissable des positivistes n'est tel que provisoirement et, qu'avec un peu de patience, la raison appuyée sur l'expérience

déchirera les voiles dont s'entourent métaphysique et religion. Mais la presse, qui parle complaisamment des effets pratiques de la radioactivité, ne dit pas que les récentes découvertes physico-chimiques rendent absolument inutile l'hypothèse d'un dieu créateur. De plus les esprits ne sont pas habitués à concevoir les phénomènes cosmiques comme se déroulant, non en ligne droite, mais sur le modèle d'un cercle fermé. Ils ne comprennent pas que la mort de mondes vieillissants provoque infailliblement la naissance de mondes nouveaux ; sans qu'on puisse parler d'origine première ou de fin ultime, car il s'agit des phases successives d'un processus circulaire qui se répète indéfiniment. Dans *Face à l'Éternité*, puis dans la préface du livre de G. Kharitonov, *Synthanalyse*, j'ai insisté sur ces idées, sachant d'ailleurs qu'elles étaient trop neuves, trop contraires aux conceptions traditionnelles, pour être comprises immédiatement.

Si, dans un tube de verre, où passe un courant électrique, on pousse le vide jusqu'à une pression comprise entre 1/100.000^e et 1/1.000.000^e d'atmosphère, toute colonne lumineuse disparaît ; par contre, la paroi opposée à la cathode s'échauffe et s'illumine d'une lueur verdâtre ou violette. Crookes, le premier, observa ces phénomènes en 1896. Des rayons sont émis par la cathode, qui semblent constitués par des particules de matière transportant de l'électricité négative et animées d'une extrême vitesse. Au voisinage de la cathode, les molécules de gaz restées dans le tube seraient décomposées en ions positifs, absorbés par la cathode, et en ions négatifs qui, projetés en ligne droite, constituent les rayons cathodiques. La vitesse des particules ainsi projetées est de 40.000 à 60.000 kilomètres par seconde ; elle varie d'après la différence de potentiel qui, dans le tube de Crookes, existe entre les deux électrodes. Ainsi le rayonnement cathodique apparaît constitué d'éléments infimes, arrachés aux atomes des corps. Ces constatations devaient conduire à la théorie électronique de la matière et au problème de la structure de l'atome. Les découvertes d'Henri Becquerel, un peu plus tard, puis de M. et M^{me} Curie aboutirent à des conclusions de même ordre. Après de minutieuses recherches, Henri Becquerel résumait ainsi ses observations, en 1896 : « L'uranium et tous les sels d'uranium émettent un rayonnement invisible et pénétrant qui produit des actions chimiques, photographiques et décharge à distance les corps électrisés. Ce rayonnement paraît avoir une intensité constante, indépendante du temps et n'être influencée par aucune cause excitatrice extérieure connue. Il paraît donc spontané. Il traverse les métaux, le papier noir et les corps opaques pour la lumière. La plaque photographique et l'électroscope forment les bases des deux méthodes d'investigation pour étudier le nouveau rayonnement. La propriété radiante est liée à la présence de l'élément uranium : c'est une propriété atomique, indépendante de l'état moléculaire des composés. Les corps frappés par le rayonnement nouveau émettent eux-mêmes un rayonnement secondaire qui impressionne une plaque photographique. » On découvrit ensuite que le thorium et ses composés provoquaient des phénomènes identiques. Puis M. et M^{me} Curie remarquèrent que certaines chalcrites et certaines pechblendes étaient deux et quatre fois plus actives que l'uranium. « Il devenait dès lors très probable, déclarait M^{me} Curie, que si la pechblende, la chalcrite, l'antinite ont une activité si forte, c'est que ces substances renferment, en petite quantité, une matière fortement radioactive, différente de l'uranium, du thorium et des corps simples actuellement connus. J'ai pensé que s'il en était effectivement ainsi, je pouvais espérer extraire cette substance du minéral par les procédés ordinaires de l'analyse chimique. » En juillet 1898, Curie et sa femme annonçaient qu'ils avaient trouvé un corps quatre cents fois plus actif que l'ura-

nium ; ils l'appellèrent polonium. En décembre de la même année, on apprenait qu'ils avaient extrait de la pechblende un corps neuf cents fois plus actif que l'uranium, et célèbre aujourd'hui sous le nom de radium. Depuis, on a isolé d'autres éléments radioactifs. Le radium dégage spontanément de la chaleur, de l'électricité, une lumière visible dans l'obscurité ; il produit des effets chimiques, provoque la luminescence de certaines substances, émet un triple rayonnement invisible. Tous les sels de radium dégagent une substance inconnue, qui se comporte comme un véritable gaz et produit, en se détruisant, de l'hélium, le plus léger des gaz après l'hydrogène. Dès lors, il apparut extrêmement probable que toute matière pondérable était d'origine électrique. (Voir article *Matière*.) Et l'on put concevoir comment naissent, meurent et renaissent les substances tangibles qui constituent l'univers observable. Bien des retouches seront apportées, sans doute, aux conceptions de G. Kharitonov. Il est même possible que l'origine et la fin des mondes soient expliquées par un processus différent. Il aura eu le mérite de démontrer, à l'aide d'arguments purement scientifiques, que les univers se succèdent sans fin, éternellement. Et je me félicite d'avoir contribué de toutes mes forces à la publication de sa *Synthanalyse*. Les travaux de Millikan et d'autres chercheurs célèbres conduisent, d'ailleurs, à des conclusions pareilles. « Que faut-il considérer comme commencement et comme fin ? Le cycle est fermé et pour cette raison comporte autant de commencements que de fins ; on peut dire que le commencement est une fin et la fin un commencement. » En vertu de lois inflexibles, la matière se désagrège et retourne aux éléments impondérables d'où elle était sortie, mais c'est pour renaître de ses cendres, tel le phénix dont parlaient les anciens. A l'angoissante question du premier et du dernier jour du Cosmos, nous pouvons apporter une réponse claire : « Si l'homme, écrit Kharitonov, pose une telle question, il est évident qu'elle est la suite de la contemplation des phénomènes qui l'entourent : il voit que chaque phénomène sur la terre a son commencement et sa fin. Ce n'est pas tout, l'astronomie lui montre que les étoiles sont aussi soumises à cette loi. Enfin, nous voyons, par tout ce qui nous entoure, qu'un corps organisé et limité dans l'espace est aussi limité dans le temps de son existence organisée. En examinant le genre humain, nous découvrons : qu'il fut un temps où il apparut sur la terre et qu'un temps viendra où il disparaîtra ; que la longévité du genre humain est déterminée par le remplacement d'une génération par l'autre. Il est évident que les hommes parurent sur notre planète lorsque les conditions correspondantes y naquirent. Quand les conditions changeront, le genre humain disparaîtra. Mais si les conditions dans lesquelles nous vivons sur la terre étaient constantes, l'existence du genre humain n'aurait pas de fin. Cela veut dire que la variété des conditions est la cause principale de l'apparition et de la disparition de la vie organique. C'est ce qui a lieu relativement au Cosmos. On peut comparer les univers séparés aux races humaines et l'univers des univers au genre humain. Les mondes se forment, naissent et meurent ; les races apparaissent et disparaissent. Mais l'univers des univers n'a ni commencement ni fin, car les conditions dans lesquelles il existe sont invariables. L'éternité des conditions engendre la constance des formes. Voilà pourquoi l'univers des univers n'a jamais connu de naissance et ne connaîtra jamais la mort. » Un retour éternel, qui n'a rien de commun avec celui des spirites et des théosophes, tel serait l'inflexible destin des soleils et des mondes. A mon avis, l'homme pourra le rompre, s'il arrive, grâce à la science, à dominer les forces cosmiques dont notre terre est le produit. Au jeu aveugle des énergies naturelles, se substituerait alors la finalité éclosée dans son cerveau. Et notre

espèce, ou une autre plus intelligente, remplacerait les dieux morts à la tête de l'univers. Le physicisme biologique se propose de répondre, lui aussi, à un problème considéré, jusqu'à présent, comme foncièrement métaphysique, celui de la vie. Nous n'insisterons pas, le lecteur devant trouver, à l'article *Plasmogénie* d'amples renseignements sur ce sujet. Stéphane Mac Say s'occupe, avec beaucoup de dévouement, de l'Association Biocosmique qui s'intéresse aux plus mystérieuses recherches biologiques. Ajoutons que deux savants ont cru, ces dernières années, avoir résolu le problème des origines de la vie. Le silence s'étant fait, depuis, sur leurs découvertes, nous ignorons absolument ce qu'elles valent et n'en parlons qu'à titre documentaire. Le docteur G.-W. Crile, pouvait-on lire dans le *Daily Mail* du 10 décembre 1930, « un savant renommé de l'Association Clinique de Cleveland, a réalisé une créature vivante dans un tube à essais, « sans aucun parent » !... Des tissus cérébraux provenant d'un animal fraîchement tué furent réduits électriquement en cendres. De ce résidu, certains sels et d'autres éléments furent obtenus. A cette substance furent ajoutés de la protéine et divers principes chimiques. Le tout fut traité électriquement et aux yeux des savants apparut une chose douée des caractères d'une cellule vivante de protozoaire. Cette « chose » possédait le pouvoir de procréation par fusion ou divisions cellulaires. » On a de même annoncé qu'avec du protoplasma extrait de divers minéraux, tels que la craie, les roches calcaires, la poussière d'éponges, l'huile de foie de morue, W. Morley Martin, un Anglais, parvenait à produire des animaux vivants. Au dire de ce savant, la substance protoplasmique serait chose éternelle, indestructible, dont ni le temps ni le feu ne peuvent avoir raison. Nous manquons de renseignements pour nous prononcer sur les recherches du docteur Crile et de W. Morley Martin. Sont-elles sérieuses, ne le sont-elles pas ? Nous l'ignorons ; et, en pareil cas, la prudence s'impose. Nous savons, toutefois, que la raison et l'expérience arriveront, un jour, à nous éclairer pleinement. — L. BARRETTTE.

PHYSIQUE n. f. (du grec *phusis*, nature). Alors que la mathématique a pour objet des créations abstraites de l'esprit, la physique, dont la chimie est aujourd'hui inséparable, étudie des réalités extérieures et sensibles, les phénomènes du monde inorganique. Et, comme ces réalités s'imposent à nous, il est indispensable de recourir à l'expérience pour les connaître scientifiquement. C'est Bacon qui, répudiant les conceptions finalistes chères à la physique de son temps, eut le mérite de proclamer avec force qu'il fallait renoncer à imaginer un monde conforme à nos désirs, pour observer les phénomènes avec précision et impartialité. La nature ne livre ses secrets qu'à ceux qui l'interrogent ; elle reste indéchiffrable pour quiconque s'en détourne et ne l'écoute pas. Descartes demandait, au contraire, que la méthode de la physique soit calquée sur celle des mathématiques. Persuadé que l'univers, en son fond, est quantité pure, que les données qualitatives dépendent du corps et des organes des sens, il accordait au raisonnement déductif une place de premier ordre. Toutefois l'expérience conserve un double rôle : c'est elle qui posait les problèmes et c'est elle qui permettait de choisir entre les différentes solutions offertes par le calcul mathématique. Longtemps, la tendance expérimentale l'emporta. Si les mathématiques sont commodes pour formuler avec précision les lois découvertes, remarquait Newton, la découverte elle-même est le résultat de l'observation. Au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, beaucoup de physiciens s'attachèrent à l'étude des faits, à la découverte de phénomènes encore ignorés, se bornant à transformer, dans la mesure du possible, les lois qualitatives en lois quan-

titatives d'un usage plus facile pour les applications pratiques. Puis l'on s'aperçut qu'il s'apaisait, en bien des cas, de mouvements et d'ondes ; à l'origine du son, comme de la lumière, comme de certains phénomènes électriques, on trouve les vibrations d'un milieu approprié. Ainsi nous arrivent du soleil, sous forme ondulatoire, lumière, chaleur, électricité et peut-être cette force mystérieuse qu'on nomme l'attraction. Tout se ment ; rien n'est inerte, au sens où l'on employait autrefois ce mot. Dès lors la mesure intervient pour déterminer les fréquences, les amplitudes, etc. ; la mécanique acquiert une importance primordiale et les formules algébriques se multiplient. Certaines parties de la physique ont aujourd'hui un caractère mathématique très accentué. Mais, comme le faisait déjà remarquer Leibniz, les mathématiques comportent une multitude de combinaisons possibles, seule l'expérience permet de distinguer celle qui est réelle de celles qui ne le sont pas. « Les limites mêmes, écrit Meyerson, entre ce à quoi nous devons attribuer une existence dans le sens physique, et les concepts qui ne sont que d'essence mathématique, nous sont inconnues ; parmi ceux que nous classons, à l'heure actuelle, dans cette dernière catégorie, il peut certainement y en avoir qui demain serviront à des explications en matière de physique. Par le fait, MM. Weyl et Eddington, dans leur tentative d'élargir les cadres de la théorie formulée par M. Einstein en y englobant les phénomènes électriques, ont manifestement recouru à une telle transformation du mathématique en physique. Ces tentatives, ou des tentatives plus hardies peut-être encore dans l'avenir, sont-elles destinées à réussir, c'est-à-dire à prévaloir dans l'esprit des hommes compétents et à s'installer à demeure dans la science ? Cela dépendra de la force explicative de ces déductions et, plus encore sans doute, de la manière, dont pourra s'établir l'accord entre leur aboutissement et les résultats d'expériences nouvelles. Donc, en définitive, tout dans cet ordre d'idées dépend de la marche du savoir expérimental, rien n'étant prévisible *a priori*. » Ainsi l'expérience gardera toujours une place nécessaire en physique : nous avons précisé son rôle à propos de l'observation (voir ce mot). Il nous reste à montrer comment de la constatation des faits l'esprit s'élève à l'affirmation des lois. Déterminer la cause des phénomènes, c'est-à-dire leur antécédent nécessaire et suffisant, telle est la principale préoccupation des sciences physiques ; cette détermination accomplie, l'on peut exprimer les rapports qui relient antécédents et conséquents, formuler des lois. On suppose alors que chaque événement requiert des conditions précises, que, dans des circonstances identiques, les mêmes antécédents seront toujours suivis des mêmes conséquents. Le principe du déterminisme soutient l'édifice des lois physiques. Mais la découverte des causes est difficile. Nos sens ne perçoivent pas le lien causal ; ils nous présentent des successions de faits, sans nous renseigner sur la nature des rapports qui les unissent. L'attribue à la chaleur l'ébullition de l'eau, la dilatation du fer ; l'expérience ne montre seulement des phénomènes qui se succèdent, en aucune façon je ne saisis l'action de la chaleur, soit sur l'eau, soit sur le fer. De plus, chaque conséquent est précédé d'une multitude de faits qui s'enchevêtrent et s'amalgament ; rien ne distingue la cause véritable noyée au sein des autres antécédents. Et nous sommes incapables de réaliser un vide complet où chaque phénomène, introduit séparément, produirait les effets qui lui sont propres. L'isolement total d'un antécédent est, pour nous, chose irréalisable en pratique ; mais grâce au raisonnement, des expériences successives permettent d'aboutir, par élimination, à la coïncidence solitaire entre le *phénomène-cause* et le *phénomène-effet*. « Or, si une coïncidence, même répétée, constante et variée, ne suffit pas dit Rabier, à prouver rigoureusement la causalité, quand

cette coïncidence se produit au milieu de coïncidences multiples, c'est-à-dire quand l'antécédent et le conséquent sont mêlés et confondus dans une pluralité d'autres phénomènes, au contraire, un seul cas de coïncidence solitaire suffit à prouver un lien de causalité. Là, en effet, où un seul antécédent est donné, on ne saurait douter que cet antécédent ne soit la condition déterminante du phénomène. L'exclusion de tous les autres antécédents a exclu la possibilité de toute autre hypothèse. » C'est à réaliser la coïncidence solitaire que visent et les tables de Bacon et les méthodes de Stuart-Mill. L'on aboutit à des rapports que l'esprit généralise, en vertu du principe d'universel déterminisme. Mais alors que, dans les sciences peu avancées, les lois restent, en général, d'ordre qualitatif, en physique et en chimie, elles dépassent, habituellement, ce stade pour devenir quantitatives. On ne se borne plus à décrire les phénomènes et à énoncer l'influence qu'ils exercent les uns sur les autres : à dire, par exemple, que l'aiguille aimantée dévie sous l'action d'un courant électrique ou d'un autre aimant. Grâce à une analyse quantitative minutieuse, à un dosage rigoureux des éléments en présence, le rapport causal peut s'exprimer en langage mathématique. Nous sommes alors renseignés sur ce que deviennent les facteurs mis en jeu dans les séries de faits successifs ; et les prévisions indispensables au technicien s'obtiennent avec une grande facilité. Ainsi, grâce aux formules algébriques, l'ingénieur calculera avec toute la précision désirable les résultats que l'on peut attendre d'une machine électrique ou thermique donnée. La méthode des variations concomitantes est d'un grand secours pour lier les intensités qualitatives à des rapports numériques. Repérées selon une échelle métrique, les qualités sont, à chaque instant, traduites en chiffres. Le lien causal se réduit au rapport qui unit les éléments quantitatifs de la cause aux éléments quantitatifs de l'effet. Et l'on n'a plus qu'à trouver la fonction appropriée, le mot fonction étant pris au sens mathématique, dans le nombre prodigieux de celles que renferment l'analyse et l'algèbre. Pour établir la formule de la loi, fréquemment l'on fait, d'ailleurs, abstraction d'irrégularités minimes, mais systématiques, qui croissent ou décroissent d'une façon méthodique. C'est la preuve que la loi est inexacte ; elle peut, néanmoins, être d'un grand secours dans la pratique et demeurer à titre de loi approchée. D'un emploi continu dans l'industrie, les lois approchées se trouvent à l'origine de presque toutes les découvertes importantes. Lorsque les erreurs systématiques décroissent progressivement, en fonction de certaines circonstances, on a une loi limite. La loi de Mariotte, par exemple, devient d'autant plus exacte que l'on s'éloigne davantage de la pression et de la température critiques, c'est-à-dire de la pression et de la température requises pour la liquéfaction des gaz. Quant aux erreurs qui se distribuent sans ordre, dans des limites assez étroites et toujours les mêmes, elles ne prouvent rien contre l'expression mathématique de la loi. Elles proviennent seulement de l'imperfection de nos procédés, du manque de précision de nos expériences. Et, grâce aux formules mathématiques, surtout aux équations différentielles et aux représentations graphiques, nous saisissons mieux le passage de l'état initial à l'état final dans les transformations diverses de la causalité. Etude de toutes les formes possibles de relations, les mathématiques apparaissent à la dernière étape de la méthode des sciences physiques ; elles ne rendent pas l'expérience inutile, elles la précisent et la clarifient seulement. Aussi la déduction joue-t-elle un rôle sans cesse accru. Sans doute les principes, qui lui servent de base, ne sont pas l'expression pure et simple des données expérimentales, mais ils ne sont, en aucune façon, arbitraires ; Duhem a tort de prétendre qu'on ne saurait les dire vrais ou faux. Ils reposent sur un fond

expérimental évident ; ce qui reste hypothétique, c'est l'extension universelle qu'on leur donne. Mais, considérés à leur juste valeur comme des règles que l'esprit peut transformer, les principes sont d'un grand secours en physique. « Bacon, écrit le professeur Bouasse, nous dit qu'il ne faut point attacher des ailes à l'entendement, mais, au contraire, du plomb qui le retienne et l'empêche de s'élancer de prime saut aux principes les plus élevés. C'est qu'en effet la tentation est forte, après quelques expériences, de chercher un système *a priori*, duquel on pourrait ensuite déduire tous les faits par simple raisonnement... ; c'est ainsi qu'ont procédé tous les anciens, c'est la cause de l'échec piteux de théories audacieuses comme celle des tourbillons de Descartes, et de tant d'autres que nous voyons apparaître triomphalement pour s'effondrer, après quelques mois ou quelques années. Leurs auteurs ont anticipé à l'excès sur l'expérience ; ils n'ont pas su choisir, parmi l'infinité des propositions générales contenant tous les faits connus, le vrai principe, celui qui interprète exactement la nature. Mais, pour nombreuses que soient les erreurs, l'audace est parfois couronnée de succès. Après avoir étudié le levier, la poulie, les machines simples peu nombreuses alors connues, et avoir exactement énoncé les lois particulières auxquelles elles obéissent, l'on a remarqué, vers 1620, que toutes ces lois étaient des cas particuliers d'une règle plus générale, à savoir : *ce qu'on perd en force, on le gagne en déplacement*. Toutes les machines inventées depuis, et le plus souvent même en se laissant guider par ce principe, machines dont le nombre se chiffre par milliers, y satisfont exactement. Assurément pas plus du temps de Galilée que du nôtre, on ne saurait donner une démonstration générale et *a priori* du principe du travail. C'est évident, puisque la démonstration *a priori* de sa vérité exigerait que l'on connût ce qu'il renferme, et tous les jours nous lui trouvons des applications nouvelles. L'énoncé de ce principe a donc été une heureuse divination ; il s'applique à tant de faits, il éclaire tant de problèmes que douter actuellement de sa certitude serait folie. A la vérité, les découvertes du siècle dernier ont prouvé qu'il n'était pas assez général ; on l'a complété par une nouvelle et heureuse divination, on en a fait le principe de la conservation de l'énergie, qui, jusqu'à présent, domine la science. » Rendue possible par l'existence de principes généraux, la déduction, qui est la forme explicative par excellence, permet de donner à la physique un caractère plus rationnel, plus cohérent. Les acquisitions inductives particulières sont rattachées les unes aux autres ; les lois sont groupées et hiérarchisées en système ; l'ensemble devient un tout organique qui se rapproche de l'unité. Excellente pour l'exposition didactique et utilisée dans l'enseignement pour ce motif, la déduction nous laisse tout ignorer, par contre, des tâtonnements et des efforts qu'exige chaque découverte. Aussi se surajoute-t-elle à l'expérience et à l'induction sans les supprimer ni les reléguer au second plan.

Si l'on considère maintenant les résultats auxquels ont abouti les recherches des physiciens, ils apparaissent merveilleux. Jamais le génie inventif ne s'est montré plus fécond qu'au XIX^e et XX^e siècles. Ampère découvrit les lois de l'électro-magnétisme ; Fresnel soutint la théorie des ondulations en optique ; Arago fit progresser l'étude des phénomènes lumineux et des phénomènes électriques ; Faraday attachait son nom à des travaux de premier ordre en électricité ; Niepce inventa la photographie ; avant Edison, Charles Cros, qu'on refusa de prendre au sérieux, imagina le phonographe ; Fulton appliqua la vapeur à la navigation ; Gramme, un simple ouvrier, a rendu pratique et facile l'utilisation, aujourd'hui considérable, des forces électromotrices ; Morse réalisa le télégraphe électro-magnétique inscripteur de dépêches ; Graham Bell trouva le télé-

phone magnétique. Nous ne saurions donner la longue liste des inventeurs qui se sont illustrés depuis 130 ans. Néanmoins, rappelons encore qu'en 1896 Röntgen dotait l'humanité des rayons X ; qu'en 1896 Henri Becquerel découvrait le rayonnement spontané de la matière et les faits de radio-activité ; qu'en 1898 M. et M^{me} Curie parvenaient, après de patientes recherches, à extraire le radium. Par ailleurs, l'Allemand Hertz démontra, en 1890, qu'il existait des ondes électriques analogues aux ondes lumineuses, et Branly, quelques années après, trouva un détecteur capable de les rendre perceptibles. De cette double découverte sortit la télégraphie sans fil. Au point de vue théorique, Maxwell, conduit par l'analogie des formules mathématiques qui les représentent, a ramené à l'unité les lois de l'optique et celles de l'électro-magnétisme ; Louis de Broglie a supposé que le rayonnement de l'énergie éclairante se produisait quand l'atome libère des électrons, peut-être des électrons spéciaux, les photons, animés de mouvements vibratoires ; Einstein, qui occupe une chaire à l'université de Berlin, édifica, pendant la guerre, sa « théorie de la relativité », l'une des plus belles constructions de la pensée humaine, malgré les critiques qu'on peut lui adresser. L'histoire de la physique témoigne d'un effort continu pour simplifier l'extrême complexité des phénomènes. Actuellement, si les chercheurs continuent à cultiver la science pour elle-même et si les découvertes s'avèrent importantes et nombreuses, le public s'arrête surtout à l'aspect pratique de la physique et de la chimie. « La période actuelle est arrivée, écrit Millikan, période extraordinaire de développement et de fécondité, période qui voit de nouveaux points de vue et même des phénomènes entièrement nouveaux se succéder si rapidement sur la scène de la physique, que les acteurs eux-mêmes savent à peine ce qui s'y passe, période pendant laquelle aussi le monde du commerce et de l'industrie adopte et adapte à ses propres besoins, avec une rapidité sans précédent, les plus récentes productions des laboratoires du physicien et du chimiste. Ainsi, le monde pratique des affaires s'empare des résultats de ces recherches d'hier qui ne se proposaient pas d'autre but que d'accroître un peu notre connaissance de la structure intime de la matière, et qui servent aujourd'hui à décupler la portée du téléphone ou à produire six fois plus de lumière qu'autrefois pour la même dépense d'énergie électrique. » Hélas, les découvertes scientifiques peuvent faire le malheur de notre espèce autant que son bonheur ! Grâce aux progrès de la physique et de la chimie, c'est par millions qu'on a tué les hommes pendant la guerre de 1914-1918 ! Aujourd'hui, c'est à la fabrication des gaz asphyxiants que s'intéressent de préférence les savants officiels. Comment ne pas maudire une science qui décuple sans arrêt la puissance des engins de mort ! Mais à qui la faute ? En elle-même la science n'est qu'un instrument ; elle ne devient bonne ou mauvaise qu'en vue des fins pour lesquelles on l'utilise. La faute incombe aux professionnels de la haine, aux prêtres, aux moralistes grassement payés par l'Etat, à tous ceux qui, de façon sournoise ou brutale, retardent l'avènement d'une ère de fraternité. — L. RANKE-SEITE.

PHYSIQUE (CULTURE PHYSIQUE). Méthode consistant, grâce à un ensemble d'exercices physiques appropriés, à développer harmonieusement l'être humain, tout en lui assurant un meilleur équilibre physiologique. Si un doute subsistait sur l'utilité et l'opportunité de la culture physique, il suffirait, pour être édifié, de comparer l'ensemble de nos contemporains aux magnifiques spécimens que les statues antiques nous ont légués. Nombreux sont ceux qu'une grotesque adiposité caractérise, cependant qu'un aussi grand nombre s'efforce de dissimuler par des artifices vestimentaires, vaine-

ment correctifs, une disgrâce anatomique où la cachexie a imprimé son sceau. Quant aux rares privilégiés arborant une esthétique de bon aloi, le dénombrement en est facile...

Ces déviations morphologiques sont regrettables et ce que, d'abord, elles accusent un écart déplorable entre la monstrueuse anomalie qu'elles réalisent et ce type de beauté idéale qui, autrefois, constituait la règle générale ; ensuite, parce qu'elles sont corrélatives d'une réduction très sensible de vitalité organique. Or, le vieil adage qui enseigne qu'un corps sain abrite un esprit parfaitement équilibré atteste que la décadence physique atteignant l'humanité dans la plupart de ses membres risque fort de se vérifier par une insuffisance mentale consécutive. Il y a donc urgence, pour le sociologue soucieux et avisé, à réagir énergiquement contre les causes, nombreuses, hélas ! de cet effondrement physico-mental, s'il tient à ménager les possibilités futures d'une organisation sociale qui exige de l'ensemble de ses composants un épanouissement général de toutes leurs facultés.

Il n'est pas téméraire d'affirmer, d'après les données scientifiques actuelles, que, trônant au sommet de la hiérarchie causale, un concept erroné de l'hygiène générale, malheureusement triomphant, intervient pour une part très importante dans cette décadence. Alimentation fantaisiste et vicieuse, toxicomanie polymorphe ; hydrophobie et aérophobie associent leurs funestes interventions et concourent à poursuivre l'œuvre désagrégeante. Renforçant cette ligue malfaisante, le sédentarisme entre en scène à son tour, parachevant supérieurement ce tragique dénouement.

C'est un fait que l'homme répudie de plus en plus l'effort. L'incessant perfectionnement des moyens de locomotion mécanique le soustrait au sport si salutaire de la marche. Le développement permanent et progressif du machinisme, le réduisant ou à une passivité totale ou à une spécialisation professionnelle anormale ; l'activité exclusivement intellectuelle qu'exigent d'innombrables professions ; l'oisiveté quasi-absolue d'un nombre important de privilégiés ; le confort ennemi de l'émulation et de l'effort musculaire, etc. ; bref, de multiples facteurs conduisent à cette carence de l'activité physique générale, si utile en soi, par l'effervescence vitale qu'elle alimente.

De ce qui précède, allons-nous récuser le progrès matériel et ses contingences et aboutirons-nous à cette conclusion qu'il n'y a de salut que dans un retour à la vie ancestrale, comme seule capable de nous rendre la vigueur perdue et le bien-être physiologique si gravement compromis ? Ce serait une absurdité !

Les moyens de transport rapide, outre qu'ils permettent une liaison plus étroite entre les différents groupements humains épars sur le globe, peuvent contribuer à réduire les causes de mésintelligence qui ont suscité, au cours des siècles, tant d'antagonismes. Ils coopèrent à cette édification mutuelle sur les innombrables phénomènes d'ordres divers qui se déroulent sur chaque point de la planète et accroissent sans cesse le bagage encyclopédique. Enfin ils assurent, avec la réalisation de mille autres bienfaits, une plus intelligente répartition des richesses terrestres. Le machinisme (voir ce mot), odieux parfois, en ce qu'il est aujourd'hui un instrument d'asservissement aux mains de castes insatiables, peut et doit devenir le véritable organe de libération de l'humanité entière en réduisant pour chacun au minimum l'indispensable somme de travail fastidieux. Non, la civilisation, dans ce qu'elle a de meilleur et de plus élevé, nous apporte trop de joies pour que nous désirions remonter à la nuit primitive. Le problème de régénération corporelle comporte, heureusement, d'autres solutions, et des remèdes actuels que nous allons étudier.

La fonction étant créatrice de l'organe et son rythme commandant en définitive ses possibilités, l'intégralité de cet organe, la plénitude de ses moyens sont sous la dépendance du mouvement fonctionnel. Un parallélisme étroit contrôle et régit cette solidarité, un pendule commun règle l'amplitude de leurs oscillations. Il convient donc de restituer aux organes humains, sous peine de voir s'accroître leur décrépitude, l'activité appropriée à leur destination première, à leur raison spécifique.

Les anciens l'avaient fort bien compris : Chinois, Indous, Perses, Grecs et Romains, ces derniers et avant-derniers surtout, moins éloignés que nous cependant d'une existence naturelle, mais prévoyant le danger d'une expectative portée à la hauteur d'un principe, instituèrent des méthodes d'éducation physique, dont la valeur, si nous en jugeons par les œuvres splendides enfantées par le génie des Praxitèle, des Polyclète, des Lysippe, ne le cédait en rien aux méthodes actuelles les plus éclairées. Palestres, thermes, gymnases étaient assidûment fréquentés par une foule avide de maintenir en bonne harmonie l'élégance des formes et le bien-être physique. L'invasion des barbares pulvérisant les civilisations grecques et romaines, puis le moyen âge obscurantiste vinrent étouffer ces élans vers l'utile et le beau. Après plus de mille ans d'interruption, le XIX^e siècle s'illustra par une rénovation des principes culturistes. Avec Iahn en Prusse, Ling en Suède, puis Amoros en France, réapparurent les exercices corporels. En deçà et au delà du Rhin, la gymnastique d'agrès prévalut. Mieux avisé, le Docteur Ling s'inspira des exigences anatomiques pour rationaliser l'exercice.

Puis ce furent les sports athlétiques qui, avec leur brutal esprit de compétition et leur hantise des performances, dépassèrent le but érigé par l'éducateur éclairé. Pratiqués avec modération et une intelligente progression, expurgés de leur pratique de violence, les sports sont d'excellents moyens de développement et d'entretien physique. Mais ils ne sont guère accessibles qu'à la jeunesse, parce qu'ils nécessitent généralement des endroits spécialement aménagés et fort éloignés de l'habitat de chacun. Et parce que, surtout, ils exigent une préparation physique préalable, si l'on ne veut pas qu'ils risquent d'être plus dangereux qu'utiles. Mais il est facile de pallier à ces inconvénients de l'âge et du lieu, en s'imposant quotidiennement et méthodiquement, chez soi, un nombre déterminé d'exercices variés. Le résultat tangible est une régénération partielle ou totale, selon les cas, pour ceux atteints d'insuffisances fonctionnelles. Pour les rares privilégiés pourvus d'une impeccable santé, c'est la garantie d'un rassurant *status quo*.

La physiologie nous enseigne qu'une masse musculaire en action est le siège de phénomènes congestifs (afflux sanguins) consécutifs à l'effort suscit. Les parties intra-musculaires témoignent d'échanges intensifs inaccoutumés. L'oxydation profuse active les combustions, et l'élimination résiduelle s'organise avec une ampleur inconnue de la masse assoupie. L'activité, lorsqu'elle est méthodiquement dosée en fréquence et en tonalité, en intensifiant le phénomène de la nutrition, accroît la section musculaire et sa puissance dynamique, laquelle se traduit par une aptitude croissante à l'effort. La graisse parasitaire qui enrobe les fibres musculaires ne résiste pas au traitement. C'est donc en soumettant alternativement ou simultanément, d'après les nécessités anatomiques et physiologiques, les différents organes à des exercices spécifiques qu'il est possible de régénérer les anormaux et de cuirasser les autres contre la déchéance.

Evidemment — nous ne saurions trop le répéter — la culture physique n'est pas une panacée. Dans bien

des cas, elle serait inopérante sans le concours des autres modalités hygiéniques. Mais leur combinaison énergiquement appliquée garantit le succès de cures inspirées.

La ptose gastro-intestinale, par exemple, si fréquente aujourd'hui, résulte d'un relâchement de la paroi musculaire abdominale, agent normal de contention des viscères stomaco-intestinaux ; elle est facilement réductible par l'application d'exercices abdominaux conjugués avec un régime alimentaire rationnel. La constipation la plus rebelle est justiciable du même traitement.

L'exercice respiratoire provoque les plus heureux effets. Il soumet le diaphragme à une gymnastique très active et exerce une véritable suroxygénation du sang. Mais il faut veiller à ce que les inspirations profondes soient suivies d'expirations totales assurant une contractilité fréquente et régulière des alvéoles pulmonaires. L'alternance non respectée expose aux dangers de l'emphysème (Docteur Lewy).

D'après le Docteur Pauchet (*Restez Jeunes*), l'exercice respiratoire stimule vigoureusement la thyroïde qui régit le métabolisme. Elle accroît la capacité thoraco-pulmonaire considérablement. Chez le sédentaire, dont les poumons fonctionnent au ralenti, les inspirations réduites n'insufflent de l'air pur que dans les régions intermédiaires. Les alvéoles de la base et des sommets ne connaissent ainsi le contact généreux du gaz vital. Étonnons-nous de la fréquence des lésions tuberculeuses observées dans ces régions déshéritées, qu'une abondante aération préserverait.

Les flexions et rotations du tronc assouplissent le corps et renforcent les muscles thoraciques et abdominaux. Ils exercent un véritable massage de l'estomac et du foie qui remédie à bien des défaillances de ces organes. La moëlle épinière, ainsi que toutes les ramifications nerveuses qui s'irradient de l'axe central, bénéficient de ces divers mouvements.

Toute une gymnastique savante s'ingénie à corriger maintes déviations du squelette, des atrophies musculaires congénitales ou acquises, qu'une thérapeutique officinale n'avait fait qu'aggraver.

L'être humain n'a donc pas de meilleur serviteur que la gymnastique. Pour l'enfant et l'adolescent, elle est génératrice de vigueur, de souplesse, de santé, de joie, de beauté. Elle est, pour l'adulte, rectificatrice de malformations imputables au professionnalisme déformant, comme aussi de mille autres tares. Elle assure au vieillard une jeunesse prolongée et recule à l'extrême les limites de la vieillesse. Elle prépare un déclin sans décrépitude, la fin normale d'une lampe qui s'éteint.

La culture physique doit être pratiquée au grand air ou dans une pièce copieusement aérée et, si possible, ensoleillée. Qu'importe la saison ! Le nudisme — que l'accoutumance rend si aisé et si agréable — est de rigueur ou, à défaut, l'appareil vestimentaire le plus restreint (caleçon, culotte courte, ample et légère). Ceci pour permettre aux pores de la peau et aux glandes sudoripares d'accomplir leur tâche respiratoire et éliminatrice. Le corps entraîné s'adapte volontiers aux basses températures, surtout lorsqu'il est animé de mouvements rapides et ininterrompus. Ablutions totales, lotions circonstanciées, douches, bains, etc., s'intercaleront ou succéderont à chaque séance pour débarrasser l'épiderme de ses sécrétions toxiques. Dans leurs intervalles, les exercices seront accompagnés, puis suivis, de vigoureuses frictions concentriques à la main nue, puis au gant de crin. Leur action stimulante procurera les plus heureux effets.

L'heure du lever est préférable pour l'accomplissement de ce programme. Il précèdera le petit déjeuner pour ne pas gêner la digestion. Mais, à défaut, n'im-

porte quel moment de la journée peut être adopté dès l'instant qu'il sera antérieur aux repas.

Un nombre respectable d'ouvrages traitant de l'éducation physique constituent, par les enseignements qu'ils renferment, une véritable encyclopédie culturiste. Ils guideront le profane vers une initiation profitable et quintessenciée. Nous citerons, au hasard parmi d'autres non moins intéressants, ceux du Professeur Demeny, de Muller, du Commandant Hebert, du Professeur Desbonnet, du Docteur Ruffier, de Sandow, du Docteur Pagès, du Docteur Chauvois, du Docteur Pescher, etc., etc.

Nous accorderons cependant une mention spéciale à « Mon Système », de Muller, dont la formule inspirée de la gymnastique de Ling, résume les enseignements gymniques tout en les émaillant de judicieux principes d'hygiène. « Mon Système » sera le *vade-mecum* des non initiés.

Comme tout ce qui concerne la culture du moi, la pratique de la culture physique exige du postulant une volonté constante et tendue (mais elle a, en vertu de lois déjà citées, de bienfaisantes répercussions sur cette même volonté). Elle n'offre pas l'attrait des jeux de plein air, l'agrément des sports d'équipes par exemple. Le reproche le plus sérieux qu'on puisse lui faire est de manquer de gaieté. Mais si l'on met en balance le petit inconvénient que cela comporte et les immenses avantages qu'elle procure, le grief s'évanouit. D'ailleurs quiconque s'accorde régulièrement sa séance matinale d'assouplissement finit par en ressentir l'impérieux besoin et trouve, à l'accomplir, une réelle satisfaction. Et puis « Paris vaut bien une messe », disait Henri IV, exprimant par là qu'il serait malséant de reculer devant une chose relativement désagréable si elle est une source de profits.

Il serait souhaitable que l'enseignement pédagogique, qui n'aborde qu'avec une extrême timidité les importantes questions d'hygiène, assimilât à ses programmes l'initiation gymnique. Elle s'inspirerait profitablement des préceptes de la « Méthode Müller » et surtout de la « Méthode Hébert » qui joint l'utile à l'agréable.

Lorsque l'humanité entière sera conquise aux principes culturistes et ralliée aux autres formules d'hygiène, les innombrables fléaux pathogéniques qui l'accablent ne seront plus que souvenirs historiques, errements des époques où fleurissait une civilisation encore enlisée dans la barbarie. — J. MÉLIER.

OUVRAGES RECOMMANDÉS. — *Mon Système* (Müller). — *Le Code de la force ; Guide pratique d'éducation physique* ; *Les sports contre l'éducation physique* (G. Hébert). — *L'entraînement respiratoire par la méthode spirosopique* (Dr J. Pescher). — *Soyons forts* (Dr Ruffier). — *Les dessanglés du ventre ; La machine humaine, anatomie* (Dr Chauvois). — *Ma méthode ; Manuel de culture physique* (Dr Pagès). — *Gymnastique suédoise* (André et Kimlin). — *La rééducation respiratoire et les sports respiratoires* (Sandow). — *Restez jeunes ; L'éducation physique de l'enfant* (Dr Pauchet). — *Pour rendre nos enfants souples et gracieux* (Lehigot et Coquerelle), etc., etc.

PLAGIAT n. m. On appelle communément *plagiat* le fait de « s'approprier la pensée d'autrui » (Larousse). « Quand un auteur vend les pensées d'un autre pour les siennes, ce larcin s'appelle *plagiat*. » (Voltaire.) Le *plagiat* est une des supercheries de « l'industrie littéraire », et l'une des plus graves, mais il n'est pas la plus grave. Celui qui s'approprie le bien d'autrui et qu'on appelle un « voleur » est souvent excusable, par exemple lorsqu'il n'a pas d'autre moyen d'assurer sa subsistance. Il est moins excusable lorsqu'il recherche un superflu ou obéit à des nécessités qui ne sont que conventionnelles. Il ne l'est plus du tout lorsque, ne se

contentant pas de s'approprier le bien d'autrui sans nécessité véritable, il cherche, en outre, à discréditer et à ridiculiser sa victime, tel Tartufe voulant mettre le bonhomme Orgon hors de chez lui.

Les *plagiaires* ne sont pas des voleurs ordinaires ; ils n'ont pas l'excuse de la faim, même s'ils vivent de leur plume, car ils pourraient et ils devraient vivre d'autre chose, s'ils voulaient tenir leur plume avec toute la dignité désirable. (Voir *Gens de Lettres*.) Les nécessités de l'homme de lettres, ou de celui qui se prétend tel, sont toutes conventionnelles et de l'ordre de la vanité ou de la cupidité. C'est par vanité ou pour s'enrichir, le plus souvent pour les deux, et non parce qu'ils ont faim, que tant de geais déshonorent la profession des lettres en se parant des plumes du paon.

« Il est assez de geais à deux pieds comme lui,
Qui se parent souvent des dépouilles d'autrui,
Et que l'on nomme *plagiaires* ».

a dit La Fontaine. Dans la plupart des cas, ils sont simplement indéliçats et leur faute est d'autant plus vénielle qu'elle ne tarde pas à être découverte et à leur rapporter plus de ridicule qu'ils n'en ont tiré de considération. Comme le geai de la fable, le *plagiaire* de cette sorte se voit :

« bafoué,
Berné, sifflé, moqué, joué,
Et par messieurs les paons plumé d'étrange sorte. »

Ceux-là sont les simples *plagiaires*, trop simples pour être très malfaisants, qui se bornent à « coudre dans leurs rapsodies de longs passages d'un bon livre avec quelques petits changements » (Voltaire.) Mais il y a ceux qui ne se contentent pas de se parer des plumes du paon et se permettent de les tailler, de les arranger, de les adapter à leur façon, défigurant ainsi malignement les auteurs qu'ils ont dévalisés. Ceux-là ajoutent à l'indéliçatesse la mufferie ; ils pratiquent un véritable banditisme artistique. Ce sont des *tripatouilleurs* et des *vandales*. (Voir *Tripatouillage* et *Vandalisme*.) Ils sont d'autant plus méprisables que leurs supercheries les font réussir auprès du public ignorant ou indifférent. Ils trônent parfois à l'Académie, sont des « chers maîtres » dans les revues et les journaux, pontifient dans les assemblées littéraires et artistiques. Or, il y a au bague quantité de gens qui n'ont pas fait pire qu'eux et sont certainement plus excusables.

Le *plagiat* était, dans le droit romain, le crime de « celui qui débauchait ou recélait des esclaves, achetait sciemment une personne libre, ou enlevait des enfants » (Bescherelle). Le *plagiaire* (*plagiarius*, de *plaga*, plaie, coup) était condamné au fouet pour avoir commis le crime de *plagiat*. Martial, satirique romain, ayant fait un rapprochement entre le *plagiaire* et celui qui méritait le fouet de l'opinion publique pour s'être approprié les pensées d'autrui, il semble qu'il y ait eu là l'origine de l'application des mots *plagiat* et *plagiaire* à la friponnerie littéraire et, par extension, à celle de l'art. Car cette sorte d'industrie s'exerce aussi dans les beaux arts et les arts appliqués. Les Pierre Grassou, dont Balzac a conté la fortune, abondent dans le monde de la peinture, et il est plus facile de gagner des millions en pillant chez un musicien que quelconque *Ramona* qu'en s'appropriant une œuvre littéraire. Le *plagiat* est plus difficile à déceler en art qu'en littérature.

Michelet a fait un des derniers emplois du mot *plagiaire*, suivant la définition antique, en appelant ainsi les *Jésuites* qui enlevaient les enfants à leurs mères. (Du *prêtre et de la femme*.) Le crime de *plagiat*, dans le sens du droit romain, a disparu de la loi moderne depuis la suppression légale de l'esclavage. Il ne sub-

siste que le crime d'enlèvement d'enfants, puni par les articles 354 et suivants du Code pénal français actuel. Le plagiat, dans son acception moderne, est considéré par le Code comme une atteinte à la propriété, sous le titre de « contrefaçon littéraire et artistique », et assimilé à la contrefaçon industrielle. C'est un délit qui relève des articles 425 et suivants du Code pénal. En fait, pour que le juge sévise, il faut qu'il y ait justification d'un préjudice matériel résultant de la contrefaçon. Un plagiaire peut très bien être acquitté, bien qu'ayant commis le plagiat le plus manifeste, s'il est établi qu'il n'est pas résulté un préjudice de son larcin ; il peut même faire condamner celui qui, publiquement, lui a appliqué l'épithète de « plagiaire » bien qu'il la méritait, le mot étant un outrage, suivant la décision de la Cour de Montpellier du mois de mai 1929.

On était plus sévère, jadis, pour les voleurs littéraires. Au moyen âge, un nommé Fabre d'Uzès, qui s'était approprié les œuvres d'Albertet de Sisleron, après la mort de celui-ci, et les avait publiées sous son nom, fut pris et fustigé suivant la « loi des empereurs ». Depuis, la loi s'est faite plus indulgente. On a vu tant de personnages faire leur fortune académique par des larcins de cette espèce, qu'on est devenu beaucoup plus complaisant. Il y a à peine quelques années, on a décoré de la Légion d'honneur M. Ferdinand d'Orléans, duc de Montpensier, qui avait publié sous son nom et sous le titre : *Notre France d'Extrême-Orient*, avec une belle préface de M. le Myre de Vilers, député de la Cochinchine, un ouvrage pillé dans celui de deux fonctionnaires, MM. Russier et Brenier, intitulé : *L'Indo-Chine française*. Sous Louis-Philippe, Eugène Barette avait été décoré et chargé par le gouvernement d'aller « rechercher les choses homériques », à la suite de la publication qu'il avait faite d'une traduction allemande de l'*Illiade* et l'*Odyssée* qu'il s'était appropriée. M. Arsène Houssaye fut honoré des faveurs ministérielles quand il publia une *Histoire de la peinture flamande et hollandaise* dont le texte et les planches étaient empruntés à d'autres. Le gouvernement de Louis-Philippe avait une excuse, il ignorait les plagiat révéls plus tard ; mais ceux qui ont décoré le duc de Montpensier n'ignoraient pas qu'il n'était qu'un plagiaire de la plus laide catégorie. Un autre plagiaire royal fut Joseph Bonaparte, ex-roi des Deux-Siciles et d'Espagne, qui fit rééditer sous son nom un poème historique d'un nommé Lorquet sur Napoléon. L'histoire fut racontée sous le titre : *Le roi convert des dépouilles du poète*.

Au XVIII^e siècle, l'académicien Ripault Désormeaux devait ses travaux historiques à Dingé. Petit Radef avait fait paraître, avec sa signature, des notices de Teillac. Dupré de Saint-Maur, voulant avoir des droits à l'Académie Française, publia une traduction du *Paradis Perdu*, qui était de l'abbé de Boisjorand. Au XIX^e siècle, un prétendu orientaliste, Langlès, a fait sa réputation en plagiant de nombreux ouvrages, ceux entre autres de Galland. L'académicien Etienne a plagié une pièce de collège, *Conara*, dans la comédie *Les Deux Gendres*. Louis de Bacher, membre de l'Institut, prit intégralement un de ses ouvrages dans un de ceux du comte de Neny. Certaines œuvres de Victor Cousin sont d'autres auteurs que lui. La traduction de Thomas Reid, signée de Th. Jouffroy, fut le travail de Garnier. Les éloges académiques prononcés par Dacler furent écrits par des secrétaires. Buour Lormian a publié, sous son nom, des ouvrages de Buchon et de Lamothe-Langon, celui-ci fabricant d'apocryphes et mystificateur professionnel. La vanité et le lucre, dans lesquels Quérard voyait les mobiles de ces usurpations de réputation, se sont ainsi manifestés trop souvent parmi l'engance académique. Et la tradition persiste. De nos jours, le maréchal Foch, avec ses mots historiques, et M. Pierre Benoît, dans ses romans, l'ont brillamment continuée.

Il y a relativement peu de plagiat au sens littéral du mot, c'est-à-dire d'appropriation textuelle de la production d'autrui. Il faut être un prince, pour qui « tout ce qui est national est nôtre », pour la pratiquer avec la désinvolture d'un Bonaparte ou d'un Montpensier. Mais le plagiat qui va du simple emprunt plus ou moins déguisé jusqu'au tripatoillage le plus éhonté est innombrable.

S'il n'y a pas une unique origine à la pensée comme à l'espèce humaine, il y a une unité de la pensée des hommes. Il n'est pas douteux que son expression est limitée et que depuis longtemps elle a presque tout dit de ce qu'elle avait à dire. Elle a même tout dit, si l'on en croit La Bruyère, depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes, et ils sont tous des plagiaires. Malgré ce, cette pensée, ou du moins ce qui est présenté comme tel et n'en est pas une infâme caricature, n'a pas arrêté sa production et prétend toujours apporter du nouveau. De plus en plus, l'humanité parle et écrit. Elle n'a jamais fait tant de discours, imprimé tant de livres et de journaux qu'aujourd'hui. Aussi, chaque jour découvre-t-on que l'idée, le récit, la mélodie, le tableau, la statue, le monument qu'on croyait de l'invention de tel ou tel auteur, a existé avant lui, qu'il n'a fait que recommencer mieux ou plus mal l'œuvre d'un prédécesseur, et on découvre aussi que toujours plus en arrière, ce prédécesseur en avait eu d'autres. On a ainsi établi des chaînes, des filiations d'œuvres dont les sources sont toujours plus reculées vers une origine qui semble avoir été celle d'un système de pensée commun à tous les hommes, quels qu'aient été le lieu et l'époque de leur apparition sur le globe. Comment contester cette origine quand on retrouve sur les plateaux du Thibet, parmi des populations qui n'ont jamais eu aucune relation avec le monde occidental, les fables des *Contes de Perrault* ? (Voir *Littérature*.) Est-il une seule pensée de la philosophie la plus moderne qui ne se retrouve pas dans les lointaines *Védas* composées il y a plus de cinq mille ans ? Les migrations ne suffisent pas à expliquer cette origine puisque, dans le monde entier, les mêmes légendes, à peine déformées par les différences de milieux et de mœurs, se répètent chez les peuples de races les plus diverses.

Mais il y a à distinguer entre ce que Corneille appelait des « concurrences », qui sont les rencontres d'idées communes à l'espèce et font qu'un La Rochefoucauld dira, cinq mille ans après un ancien brahmane : « Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder fixement », et le plagiat que La Rochefoucauld a très probablement commis en prenant cette idée dans Cervantès, après que Cervantès lui-même l'eût prise à un de ses devanciers. Il y a entre les deux choses tout ce qui constitue ce que S. Zweig, dans son ouvrage sur Freud, a appelé : la création, « ce don de voir des choses archi-vieilles et immuables comme si jamais ne les avait illuminées l'étoile d'un œil humain, d'exprimer ce qui fut dit mille fois avec autant de fraîcheur virginale que si jamais la bouche d'un mortel ne l'avait prononcé ».

Il y a aussi à distinguer entre le plagiat consistant à prendre les idées des autres pour en faire une œuvre nouvelle, leur donner des développements plus complets, une forme plus parfaite, pour les mettre en lumière et les répandre alors qu'elles étaient perdues, cachées dans une gangue obscure, et le plagiat appropriation vulgaire de celui qui se croit très habile en déposant son nom, comme une croûte, sur le livre, le tableau ou la symphonie d'un autre. Les hommes qui disparaissent laissent à ceux qui les suivent un héritage de pensée et d'art comme ils leur laissent tous les produits, toutes les richesses de leur travail, de leur invention, de leur habileté, pour qu'à leur tour ils les fassent valoir et les perfectionnent avant de les transmettre à leurs successeurs. C'est la marche du progrès. C'est par elle que nous ne vivons et que nous ne pen-

sous plus dans les formes de notre lointain ancêtre des cavernes. Mais Descartes n'a pas plus inventé le « je pense, donc je suis », que Cicéron disant, avant lui : « *Vivere est cogitare* », et que les constructeurs des palais actuels n'ont inventé le ciment et le verre dont ils se servent. Piron a dit spirituellement :

« Nos aïeux ont pensé presque tout ce qu'on pense :
Leurs écrits sont des vols qu'ils nous ont fait d'avance.
Mais le remède est simple, il faut faire comme eux :
Ils nous ont dérobés, dérobons nos neveux. »

C'est la bonne formule pour prouver que nos aïeux ne nous ont pas laissé un héritage inutile parce que nous le gaspillerons.

Il y a, dans la marche des idées, une infinité d'états, comme entre le grain d'où sortira la fleur et la fleur qui tombera en pourriture. Il y a, parmi ceux qui les utilisent, le prestidigitateur qui en tire un brillant feu d'artifices, l'artiste qui en fait jaillir une source de profonde émotion humaine, ou le lourdaud entrant dans leur domaine à la façon d'un éléphant qui s'ébattrait dans un dépôt de porcelaines et s'oublierait dans tous les coins. A. France a dit fort justement : « Une situation appartient non pas à qui l'a trouvée le premier, mais bien à qui l'a fixée fortement dans la mémoire des hommes ». Il y a là la justification du plagiaire prestidigitateur et artiste, et la condamnation du plagiaire lourdaud. On a prouvé que sur six mille vers attribués à Shakespeare, quatre mille ne seraient pas de lui. Qu'importe si l'emploi que Shakespeare a fait de ces quatre mille vers, empruntés un peu partout, leur vaut une mise en valeur que leurs véritables auteurs, en les noyant dans un galimatias plus ou moins informe, ne leur ont pas donnée ! Est-il un plagiaire celui qui fait un collier royal de cent pierres précieuses ramassées dans cent ruisseaux du monde ? Ce qui fait l'importance et la valeur d'une œuvre, c'est souvent moins la nouveauté de la pensée qu'elle apporte que l'expression qu'elle donne à une pensée qui est celle d'un certain nombre. Le véritable plagiat n'est pas dans la rencontre inconsciente d'idées semblables, pas plus que dans la ressemblance de gens ayant la même couleur de peau, la même taille, la même forme de nez ; il est dans l'appropriation préméditée de la production d'un autre, dans le fait de prendre le visage d'un autre, et encore comporte-t-il des nuances suivant les cas.

De tout temps il y a eu des plagiaires. Dès qu'un homme a eu émis une idée, un voisin s'en est emparé et l'a répandue parmi d'autres qui ont prétendu en être les auteurs, et cette idée s'est rencontrée un jour avec celle semblable qu'un autre avait eue dans une autre région. L'antiquité a abondé en plagiaires de toutes sortes. Ils sont pour la plupart inconnus pour toujours parce que disparus de la mémoire des hommes avec ceux qu'ils ont plagiés. Mais il reste des exemples nombreux. Le « *fumier d'Ennius* », dont Virgile a fait sortir de si belles fleurs, a produit d'autres floraisons. Si certaines sont allées à l'oubli, d'autres sont demeurées avec toutes leurs couleurs. La Bible, ouvrage le plus ancien du monde judéo-chrétien, n'est faite que de plagats et a alimenté d'autres plagats. Ses premiers livres ont été formés de toutes les légendes universelles. Les *Proverbes* de Salomon ne sont que la transcription des préceptes égyptiens d'Amen-em-opé. Les *Psaumes* et le *Cantique des Cantiques* sont la transposition presque littérale des hymnes religieux et des chants d'amour égyptiens. (Couchoud : *Théophile*.) Une des plus belles images de l'Evangile, celle du Fils de l'homme qui n'as pas une pierre pour reposer sa tête, vient directement d'un discours de Tiberius Gracchus disant : « Les bêtes sauvages de l'Italie ont un gîte, une tanière,

une caverne. Les hommes qui combattent pour l'Italie ont en partage l'air et la lumière, rien de plus. Ils n'ont ni toit ni demeure ; ils errent de tous côtés avec leurs femmes et leurs enfants... On les appelle les maîtres du monde, et ils ne possèdent pas une motte de terre ». Les textes des auteurs primitifs de l'Eglise ont été pillés dans les œuvres du paganisme, avant que l'Eglise cherchât à anéantir ce paganisme. De même que les basiliques, les allégories et les hymnes païennes sont devenues les premiers temples, la première peinture, la première musique chrétiens ; tous les dogmes, tous les symboles, toute la liturgie du christianisme sont plagés de l'antiquité et dans des formes souvent bien inférieures.

Il n'est pas d'auteur antique qui ait échappé à l'accusation de plagiat. L'ignorance générale l'a favorisé au moyen âge, en même temps que le rôle des propagandistes religieux multipliait les « pieuses jongleries » de leurs tripatouillages. Dans les temps modernes, « bien des écrivains ne se sont pas bornés à glaner, ils ont moissonné dans les champs d'autrui », a dit Mayeul Chaudon. Montaigne a pris énormément à l'antiquité, à Sénèque et à Plutarque en particulier, et il l'a déclaré bonnement. Dante, Rabelais, Shakespeare, Corneille, Pascal, Milton, Racine, Molière, La Fontaine, Bossuet, Voltaire, Rousseau, pour ne citer que les plus illustres, ont été les plus effrontés plagiaires du monde, si l'on appelle plagiat le fait de prendre une idée ou une situation déjà connue et d'en faire un chef-d'œuvre. On attribue à Shakespeare, qui n'a peut-être jamais existé que par l'œuvre portant son nom, cette réponse au reproche d'avoir pris une scène dans une pièce d'un autre auteur : « C'est une fille que j'ai tirée de la mauvaise société pour la faire entrer dans la bonne ». Molière disait : « Je prends mon bien où je le trouve ». A. Dumas voyait dans le plagiat, avec un certain cynisme, une « conquête » de l'homme de génie faisant « de la province qu'il prend une annexe de son empire ; il lui impose ses lois, il la peuple de ses sujets, il étend son sceptre d'or sur elle, et nul n'ose lui dire en voyant son beau royaume : « Cette parcelle de terre ne fait point partie de ton patrimoine ». A. Dumas, lui, étendait son propre patrimoine à toute l'histoire de la France qu'une centaine de « nègres » tripatouillaient pour son compte et dont il signalait les élucubrations. Combien d'autres ont fait encore plus mal que lui ! Car le malheur est que le plagiat n'est pas toujours le fait de l'homme de génie faisant un joyau de ce qui était informe, mais qu'il est le plus souvent le fait de pillards sans talent autant que sans vergogne. Un certain Ramsay, qui avait copié mot pour mot des passages de Bossuet et avait été pris la main dans le sac par Voltaire, répondait insolemment « qu'on pouvait se rencontrer, qu'il n'était pas étonnant qu'il pensât comme Fénelon et s'exprimât comme Bossuet » !

Les pillards sont même sans politesse, poussant la mafferie jusqu'à injurier leurs victimes. Ils ne leur suffit pas de boire dans le verre des autres, ils crachent dedans. C'est ainsi que Castil Blaze, un des plus sots critiques musicaux qui aient existé, traitait Rousseau d'ignorant après avoir copié dans son *Dictionnaire de la musique* trois cent quarante deux articles et se les être attribués ! Le philologue Lefebvre de Villebrune, qui avait pillé 6.200 notes dans l'œuvre de Casaubon, injuria celui-ci dans sa traduction d'*Athènes*. Comme il faut de tout pour faire un monde, surtout celui des pillards littéraires, il y a aussi parmi eux des humoristes. Un Dominique de Hottinga a parlé des « longues veilles » que son travail lui a coûtées, dans une traduction de la *Polygraphie* de Trithème qu'il a volée à Collange. Un Lajarry ayant pillé, dans Andrieux, une pièce qu'il publia sous le titre : *Saint Thomas*, la pré-senta comme « une rêverie émanée de ses loisirs » ! Il y a enfin chez ces pillards, comme dans toutes les mau-

vaises compagnies, des moralistes, hypocrites raffinés, anormaux et pervers, qui sont les plus nombreux et travaillent dans la vertu et la pornographie combinées ; les Louis de Bans et les Bacon-Tacon qui plagient la *Fausseté des vertus humaines* et des *Discours sur les mœurs* ! Le fin du fin de cette tartuferie est dans le cas de ceux qui, jugeant « infâmes » des *Vénus au couvent*, les écrivent et les éditent sous des noms supposés. Ainsi, sous le pseudonyme *Le Cosmopolite*, le duc d'Aiguillon fit imprimer un *Recueil de pièces choisies* parmi les plus licencieuses, entre-autres le *Bordel céleste* d'un pauvre diable, Pierre le Petit, qui avait été pendu puis brûlé vers 1670 pour avoir commis cette impiété. Grands seigneurs et abbés de cour en faisaient leurs délices.

Le plagiat fut de mode à partir du XVIII^e siècle. C'était une façon de se distinguer que de s'attribuer l'esprit des autres. Les gens du monde se faisaient passer volontiers pour les auteurs des écrits de plumitifs besogneux et anonymes qui couraient les ruelles et la Cour. Un nommé Richesource, qui avait pris le titre de « Directeur de l'Académie des orateurs philosophes », enseignait comment on pouvait devenir distingué en pratiquant le *plagiarisme* dont il définissait ainsi l'art : « celui de changer ou déguiser toutes sortes de discours, composés par les orateurs ou sortis d'une plume étrangère, de telle sorte qu'il devienne impossible à l'auteur lui-même de reconnaître son propre ouvrage, son propre style, et le fond de son œuvre, tant le tout aura été adroitement déguisé. » Un quatrain paru dans l'*Almanach des Muses*, en 1791, a jugé ainsi cette méthode :

« Quoi qu'en disent certains railleurs,
L'imité et jamais je ne pille.
— Vous avez raison, monsieur Drille,
Oui, vous imitez... les voleurs. »

Le XIX^e siècle a eu, comme les précédents, ses plagiaires plus ou moins coupables, plus ou moins cyniques, parmi ses grands hommes et surtout ses moyens et petits auteurs : Chateaubriand, Lamartine, Hugo, Balzac, Alfred de Musset qui prétendait pourtant ne boire que dans son verre et avait dit sévèrement : « Voler une pensée, un mot, doit être regardé comme un crime en littérature », Stendhal, Baudelaire, A. Dumas père et fils, Scrive, Sardou qui fit une enquête sur le plagiat « considéré comme un des beaux arts », E. About, Renan, A. France, Zola, Coppée, J. Lorrain, E. Rostand, etc... Parmi les plagiatés ou rencontres d'idées et de situations que nous n'avons pas vus signalés, indiquons la parenté curieuse du sujet du *Bal de Sceaux*, écrit par Balzac, en 1829, et de celui de *Horatio Sparkins*, de Dickens, paru après. Par contre le *David Copperfield*, de Dickens, fut publié bien avant *Jack*, d'A. Daudet, qui paraît en avoir été directement inspiré. Il y a aussi une parenté frappante entre l'*Aiglon*, d'E. Rostand et certains épisodes des *Mohicans de Paris*, d'A. Dumas. M. Barrès semble avoir pensé au frère Calotus d'A. Rimbaud quand il a vitupéré les « accroupis de Vendôme », et M. P. Bourget paraît s'être un peu trop souvenu d'*Hamlet* quand il a écrit *André Cornélis*. M. Maurice Rostand, insupportable cabotin qui avait pillé Dickens, se plaignit quand il fut lui-même pillé ; double profit publicitaire, M. Louis Dumur a inventé un type, *Un Coco de génie*, qui pratique le plagiat quand il est en état de somnambulisme. C'est un aspect littéraire de la psychopathie.

Depuis 1670 que parut le premier ouvrage dévoilant les anonymes et les pseudonymes, celui de Fréd. Geisler, et depuis l'ouvrage d'Adrien Baillet, les *Auteurs déguisés*, le plagiat a été souvent dénoncé, ainsi que toutes les formes de supercheries littéraires. On a eu le *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, par Barbier, en 1806-1808, puis les *Questions de littérature légale*, de Ch. Nodier, le *Bulletin du bibliophile belge*, de F. de Reiffenberg, et les *Curiosités littéraires*, de Lalanne.

L'ouvrage le plus complet sur ces questions est : *Les Supercheries littéraires dévoilées*, de J. M. Quérard, paru en 1847 et réédité avec de nombreux compléments en 1869. Il demeure un précieux document pour les recherches bibliographiques. Depuis Quérard, d'autres ont dénoncé des plagiatés plus modernes. M. G. Maurevert, entre-autres, a composé le *Livre des plagiatés* où il en a fait connaître de nombreux d'auteurs contemporains. Car l'industrie des plagiaires ne chôme guère, pas plus que celle de toutes les autres supercheries. Nous verrons, au mot *tripatouillage*, que ces supercheries se sont multipliées et ont pris un caractère inouï de banditisme littéraire, grâce à la fabrication cinématographique qui a supprimé tout respect de la pensée et tout scrupule d'art, faisant du milieu spécial où cette fabrication s'exerce une véritable foire d'empoigne et un laboratoire d'horreurs.

De plus en plus, les auteurs se pillent entre-eux. C'est le plus clair de leur génie puffiste et publicitaire. Ça fait du bruit dans les journaux, il y a même des procès. Tous les morts-nés de la littérature et de l'art, devenus des « chers maîtres » avant d'avoir rien produit, les fournisseurs du snobisme actuel, les directeurs de conscience et d'esthétique du mufisme, vivent et prospèrent de l'industrie du *plagiarisme*. Rapetasseurs de vieilles savates, rongeurs de rogatons, collecteurs d'épluchures, ils ont le nez dans toutes les poubelles de l'histoire, les yeux et les mains dans toutes les œuvres des voisins. Ils sont les chiens à qui Edgar Poe voulait interdire l'entrée des cimetières parce qu'ils grattent et fouillent partout, profanent tout, pissent sur tout. Ils le sont cyniquement, pratiquant le plagiat comme moyen de réclame. D'ailleurs, on ne les prend jamais sans vert. Stendhal, qui, sous le pseudonyme de Bombet, avait pillé l'Italien Carpinì pour faire sa *Vie de Haydn*, s'efforça de ridiculiser sa victime quand elle eut le mauvais goût de se plaindre. Aujourd'hui, M. Pierre Benoît a déclaré, en faisant une pirouette qui lui a gagné l'Académie Française, qu'il avait voulu « appâter les imbéciles ». Les imbéciles sont ceux qui ont dénoncé ses supercheries en faisant connaître les auteurs et les textes où il avait puisé, notamment dans V. Hugo. Aussi, le plagiat, plus ou moins aggravé de tripatouillage, est-il de plus en plus dans les mœurs, et on peut s'attendre à voir l'Académie Française décerner un jour prochain un *Grand prix du plagiat*. Il ne sera, d'ailleurs, pas plus immoral que ses *Prix de Vertu* !

..

Au plagiat, on peut rattacher le *pastiche*, imitation de la manière d'un auteur, quand il n'est pas d'intention satirique dans le but évident de faire ressortir, en les grossissant, les défauts de celui qu'il imite et qu'il n'est pas alors de la parodie. En musique, le pastiche fut nettement du plagiat et du tripatouillage lorsque des entrepreneurs prirent des morceaux de compositeurs divers et les « arrangèrent » pour en faire des œuvres nouvelles. Les plus cyniques de ces entrepreneurs furent deux musicastres, Lachnith et Kalbreuner qui firent, en 1803 et 1805, deux oratorios, *Saül* et la *Prise de Jéricho*, dont la musique fut pillée dans une douzaine d'auteurs. Lachnith poussait le cynisme jusqu'à s'écrier, pendant qu'on jouait des airs de Mozart qu'il s'était attribués : « Non, je ne ferai jamais rien de plus beau ! » Chargé d'adapter la *Flûte Enchantée*, de Mozart, pour l'Opéra de Paris, il en fit un salmigondis, sous le titre : *Les Mystères d'Isis*. Son compère Kalbreuner se chargea du tripatouillage de *Don Juan*, dans lequel il introduisit de la musique de sa façon. Le pastiche musical est pratiqué aujourd'hui d'une façon moins grossière, plus savante ; l'emploi de la pensée et de la manière d'autrui, habilement dissimulé, n'a plus que l'aspect de réminiscences. M. Saint-Saëns a été,

sans l'avouer, le plus adroit pasticheur musical. Il a fait de l'Handel, du Mozart, du Gluck, du Berlioz, du Liszt, du Wagner, et aussi du Meyerbeer, mieux que tous ces musiciens, comme les Pierre Grassou font du Raphaël, du Rembrandt, du Watteau, du Corot, du Daumier et même du Bonnat, mieux que tous ces peintres.

En littérature, on tient le pastiche en haute estime comme étant, dit-on, le signe d'une culture étendue, d'un esprit critique aigu, d'une souplesse de pensée remarquable. Et il convient admirablement à notre époque, dit-on aussi, parce qu'il est « la forme la plus rapide et la plus portative de la critique. » (M. F. Grégh). Il n'est plus la peine de perdre son temps à lire les grands ouvrages pour se faire une opinion sur eux ; le pastiche les sert concentrés avec leurs qualités et leurs défauts comme un Liebig littéraire. Il y a, nous semble-t-il, contradiction entre les qualités nécessaires aux faiseurs du pastiche, entre les connaissances étendues qu'il réclame, la préparation studieuse qu'il demande, le travail de lecture et de réflexion qu'il impose, et cette critique rapide et portative qui correspond plutôt aux formes trépidantes, bruyantes et vides de la littérature actuelle aussi pressée de n'arriver nulle part que la justice de Méphistophélès : avion, paquebot, auto, cinéma, reportage, machine à écrire, télégraphe, téléphone, tous moyens qui ne s'accordent guère avec le travail de bibliothèque et de pensée tranquille que cette littérature laisse aux « poussahs » littéraires. Le pastiche est, au contraire, de notre temps, un anachronisme. Il est de vieille formation scolastique. On dut l'enseigner au moyen âge, et même avant dans l'antiquité, pour imiter autrui. Il a été l'apocryphe qui, sous le couvert de cette imitation, a servi à répandre tant de falsifications de la pensée, comme nous allons le voir. Aujourd'hui encore, on enseigne le pastiche dans les collèges, ce qui explique sans doute que tant de professeurs excellent dans ce genre. Mais ce n'est pas une des moindres incohérences de notre époque « rationalisée » que d'apprendre à des jeunes gens dont on fera des officiers, des ingénieurs, des banquiers, des commis voyageurs, à imiter Boileau écrivant à Racine au sujet de sa lettre sur les *Héroïdes imaginaires*, ou Maucroix conseillant La Fontaine de continuer sa tragédie d'Achille !... Quel qu'on en puisse dire, le pastiche n'a pas de vie originale ; il est un signe des temps de décadence littéraire, des époques où la pensée, apeurée devant les réalités, se réfugie dans les superfluités rhétoriques. Notre temps s'attache au pastiche comme le XVIII^e siècle s'attachait au gongorisme. Comment les littérateurs auraient-ils une pensée originale, alors qu'ils ne comprennent pas le fait social, redoutent ses conséquences, et s'efforcent d'être hostiles à la marée montante, irrésistible, d'un monde nouveau qui les emportera avec toute la vieille scolastique usée, vidée, finie, pour ouvrir devant les hommes les voies de la vie ?

Le pastiche est inoffensif tant qu'il ne se présente que comme un amusement littéraire d'une intention avouée par son auteur. Mais beaucoup de pastiches sont des apocryphes dont les auteurs ne se sont pas fait connaître, dont le but, a dit Quérard, a été de tout temps « soit le charlatanisme, soit la mystification », et qui multiplient la confusion dans l'histoire. C'est ainsi qu'on a imputé à des poètes célèbres des poèmes qu'ils n'ont jamais écrits. La *Batrachomyomachie*, attribuée faussement à Homère, le *Du Culex* et le *Du Ciris*, qu'on a mis au compte de Virgile, sont des apocryphes. Des *Letres* de Théophraste, de Phalaris, d'Apollonius de Tyane, des *Fables* d'Esopé, ont été composées par le moine Planudes. L'Eglise a fait un usage exagéré de l'apocryphe pour les besoins de son opportunisme, pour appuyer de prétendues autorités ses décisions contradictoires. Il y a ainsi de faux ouvrages des Pères de l'Eglise, de fausses décrétales des papes, de faux traités

des saints Ambroise, Athanase, Augustin, Bernard, une *Histoire apostolique* d'Abdias, un des soixante disciples de J. C. et premier évêque de Babylone, qui ont été fabriqués aux XV^e et XVI^e siècles. Erasme se plaignait, au XVI^e siècle, de ne posséder aucun texte des Pères de l'Eglise qui n'eût été falsifié. Les fraudes les plus grossières ont été inventées par des prélats et de simples moines. Rusèbe tenait pour authentique une lettre de J. C. à Abgar, roi d'Edesse ; en plein XIX^e siècle on répandait encore, dans les campagnes françaises, de prétendues lettres de J. C. !... D'autre part, les récits mythologiques sont pleins de soi-disant écrits d'Hermès, Horus, Orphée, Daphné, Linus et autres personnages légendaires n'ayant probablement jamais existé. L'écosse Mac Pherson inventa, au XVIII^e siècle, le barde Ossian qui fut un des héros du snobisme romantique. Sigonius publia, en 1583, un faux Cicéron, le *Consolatio*, que certains veulent encore tenir pour authentique. Il y eut de faux Pétrone, de faux Athénagore, de faux Catulle. On a vu depuis du faux La Fontaine, Sévigné, Corneille, Molière, Fénelon, Fléchier, Diderot, Condorcet, Walter Scott, Byron, etc., qui n'étaient que des pastiches, mais non avoués par leurs auteurs. Combien de ces choses fausses sont toujours tenues pour véridiques et continuent à faire autorité dans l'histoire littéraire et dans l'histoire tout court ! Si, de temps en temps, on découvre la mystification des lettres de Cléopâtre, de Marie-Madeleine, de Vercingétorix, de Clovis, fabriquées par un Lucas Vrin, ou d'une tiare de Staïapharnés, ou de la peinture de Boronali, combien le *plutarquisme* (voir ce mot) ne se nourrit-il pas toujours d'« apocryphes » dont personne ne conteste l'authenticité, et combien de fausses œuvres représentent l'histoire de l'art dans les musées !

Le pastiche, même quand il n'a pas les conséquences dangereuses de la mystification apocryphe et n'est que la forme élégante du plagiat, ne mérite pas plus d'estime. Il est le produit d'une société qui a peur de la pensée et s'efforce de se survivre dans la pérennité d'un passé momifié et périmé. — Edouard Rotin.

PLAISIR [ET PEINE]. Eléments simples et fondamentaux de la vie affective, plaisir et peine sont impossibles à définir. Il serait d'ailleurs inutile de le faire, chacun sachant par expérience à quels états mentaux ces termes répondent. Perpétuellement, ils se mêlent et se succèdent dans la conscience ; entre ces deux pôles, la vie psychologique oscille sans arrêt. Trop diverses sont nos tendances pour que toutes puissent être satisfaites ou contrariées en même temps. C'est à une proportion entre les éléments agréables et douloureux, à une prédominance des uns sur les autres que se ramènent joies et souffrances. La blessure qui permettait au soldat d'échapper à l'existence du front, sans que sa vie soit en danger, sans qu'il soit privé d'un membre, lui occasionnait des douleurs physiques quelquefois vives ; elle remplissait, par contre, son esprit d'espoir consolateur. C'est une douce peine qu'éprouvent les amants, lorsqu'ils se font de tendres reproches ou qu'ils se séparent pour peu de temps. Poussé à l'extrême ou trop prolongé, le plaisir se transforme en souffrance : si belle que soit une mélodie, il est difficile de la tolérer pendant plus de deux heures ; des saveurs même agréables provoquent la nausée lorsqu'elles reviennent trop fréquemment ; et c'est à une vraie torture qu'aboutit le chatouillement. En sens inverse, de pénible un état peut devenir agréable : saveur et odeur des narcotiques, de l'alcool, du tabac répugnent d'abord à certains qui, par l'effet de l'habitude, les jugeront délectables plus tard ; des exercices musculaires, douloureux à l'origine, seront générateurs de joies par la suite. « Il y a une espèce de douleur, écrivait M^{re} de Lespinasse, qui a un tel charme qu'on est tout prêt à préférer ce mal à ce qu'on appelle

plaisir. Je goûte ce bonheur ou ce poison ». On rencontre des malades qui éprouvent du plaisir à gratter leurs plaies ; l'euphorie des phthisiques, et des mourants est chose connue ; sadisme et masochisme impliquent, associé à l'impulsion sexuelle, le besoin de frapper ou d'être frappé. Certains savourent le spleen, la mélancolie ; nul événement heureux ne parvient à les déridier. De pareilles voluptés sont de nature morbide ; elles montrent du moins combien il est difficile de tracer des limites précises entre la douleur et le plaisir. Aussi plusieurs psychologues ont-ils admis que ces deux états ne sont point deux manifestations contraires, mais deux moments d'un même processus ; ils seraient la traduction, dans l'ordre affectif, du rythme fondamental de la vie, constitué par l'assimilation et la désassimilation (deux processus réciproquement dépendants et dont l'un implique l'autre). C'est la conception de Th. Ribot. D'autres affirment, au contraire, que plaisir et douleur sont aussi nettement distincts que la sensation visuelle l'est de la sensation auditive. Selon Goldscheider et von Frey, il y aurait dans la peau des points sensibles à la douleur et la pression ; Strong et Nichols parlent de nerfs douloureux ; à la suite de minutieuses expériences, M^{me} Loteyko et Stefanowska ont admis, elles aussi, l'existence d'un sens spécial de la douleur ; elles croient même à l'existence d'un centre cérébral douloureux différent des centres percepteurs. Ce qui les conduit à préciser que des états désagréables peuvent n'être pas douloureux : « L'élément désagréable est un élément qu'on doit exclure de toute théorie objective de la douleur ». Bourdon et Georges Dumas font aussi cette dernière distinction, que n'acceptent point la majorité des psychologues. Ces doctrines ont du moins le mérite de ne pas s'écarter du domaine expérimental. Autrefois les métaphysiciens s'en tenaient à des considérations imprécises et vagues qui encombraient encore les manuels de philosophie. « C'est dans l'action, déclarait Aristote, que semble consister le bonheur, le plaisir n'est pas l'acte même, mais c'est un sacro-saint qui n'y manque jamais, c'est une perfection dernière qui s'y ajoute, comme à la jeunesse sa fleur ». Toutes les fois que l'activité se déploie librement et se trouve en possession de son objet, la jouissance apparaît. Reprenant la même pensée, Hamilton ajoute que le plaisir naît d'une activité moyenne et la douleur d'une activité trop faible ou surmenée. Pour Descartes, notre bonheur réside dans le sentiment de quelque perfection. D'après Spinoza, la joie résulte du passage d'une moindre à une plus grande perfection, la tristesse du passage inverse. Adoptant une conception que l'on trouve déjà chez Epicure, Kant et d'autres penseurs, Schopenhauer soutient que le fait primitif est non le plaisir, mais la douleur ; seule la seconde est positive, le premier n'est qu'un état négatif, une absence de douleur. La vie s'avère une continue souffrance, car elle est essentiellement volonté, et l'on ne veut que pour satisfaire des besoins pénibles et toujours renaissants, pour obtenir ce dont le manque fait souffrir. Mais une telle conception paraît inadmissible. Tous les besoins ne sont pas douloureux ; et certains plaisirs, la vue d'un beau spectacle ou l'audition d'une belle musique, par exemple, n'impliquent nullement l'existence d'une privation antérieure. Pour Wolf, un disciple de Leibniz, les états affectifs se ramènent à la contemplation d'une perfection ou d'une imperfection ; la sensibilité n'est qu'une connaissance confuse. Sans être aussi catégorique, Leibniz affirmait cependant : « Je crois que dans le fond le plaisir est un sentiment de perfection, et la douleur un sentiment d'imperfection, pourvu qu'il soit assez notable pour qu'on s'en puisse apercevoir ». Les stoïciens pensaient de même, lorsqu'ils faisaient dépendre bonheur et malheur de l'idée que s'en font les humains. « Ce qui trouble les hommes, déclare Epictète, ce ne sont pas les choses mais l'opinion qu'ils se font

des choses. Ce n'est pas la mort qui est terrible, mais l'opinion que nous nous faisons de la mort. Lorsque nous sommes troublés ou affligés n'accusons donc jamais que nous-mêmes, c'est-à-dire nos jugements. » Une telle maxime, il est vrai, s'applique surtout au plaisir et à la souffrance d'ordre psychologique. Mais Ribot soutient que les états affectifs les plus éthérés ne diffèrent des états affectifs d'ordre physique que par leur point de départ : les premiers sont liés à une image ou à une idée, les seconds à une sensation. « Au premier abord, écrit-il, il semblera paradoxal et même révoltant à plus d'un de soutenir que la douleur que cause un cor au pied ou un furoncle, celle que Michel-Ange a exprimée dans ses *Sonnets* de ne pouvoir atteindre son idéal ou celle que ressent une conscience délicate à la vue du crime, sont identiques et de même nature. Je rapproche à dessein des cas extrêmes. Il n'y a pourtant pas lieu de s'indigner si l'on remarque qu'il s'agit de la douleur seule, non des événements qui la provoquent, qui sont, eux, des phénomènes extra-affectifs. » De même, la distinction entre les joies spirituelles et les joies sensorielles n'a qu'une valeur pratique. « Le plaisir, comme état affectif, reste toujours identique à lui-même ; ses nombreuses variétés ne sont déterminées que par l'état intellectuel qui le suscite ». Herbert n'explique pas les états affectifs, ainsi que le faisait Wolf, par un jugement de valeur, mais par l'accord ou le désaccord qui existe entre nos représentations. Dissonances et harmonies musicales n'apparaissent qu'avec les notes de la gamme ; souffrances et voluptés d'ordre psychologique (Herbert s'occupait seulement de celles-là) résultent, à son avis, de la coexistence dans l'esprit d'idées qui se contredisent ou se renforcent. Loin d'être inertes, nos représentations intellectuelles sont des forces capables de se combattre ou de s'unir. C'est dans l'activité que Spencer, après bien d'autres, place la cause du plaisir. « S'il y a, dit-il, comme on ne peut le nier, des douleurs négatives qui naissent de l'inaction, et des douleurs positives qui ont leur origine dans l'excès d'activité, il en résulte que le plaisir accompagne les actions moyennes, c'est-à-dire situées entre les deux extrêmes. » S'appuyant sur la doctrine évolutionniste, il a montré, en outre, que les douleurs sont les corrélatifs d'actions qui nuisent à l'organisme, les plaisirs les corrélatifs d'actions qui le favorisent. L'adaptation de l'être au milieu constitue une indispensable nécessité biologique ; un vivant ne peut survivre que si les états agréables s'associent, chez lui, aux actes utiles, la souffrance aux actes nuisibles : « Si nous substituons au mot plaisir la phrase équivalente : un état que nous cherchons à produire dans la conscience et à y retenir ; et au mot douleur, la phrase équivalente : un état que nous cherchons à ne pas produire dans la conscience ou à en exclure, nous verrons que, si les états de conscience qu'un être s'efforce de conserver sont les corrélatifs d'actions nuisibles, et que si les états de conscience qu'il s'efforce de chasser sont les corrélatifs d'actions profitables, l'être doit rapidement disparaître, s'il persiste dans ce qui est nuisible et fuit ce qui est profitable. En d'autres termes, ces races d'êtres seules ont survécu chez lesquelles, en moyenne, les états de conscience agréables ou qu'on désire accompagner les activités utiles au maintien de la vie, tandis que les états de conscience désagréables ou qu'on fuit accompagnent les activités directement ou indirectement destructives de la vie ; par suite, toutes choses égales, parmi les diverses races, celles-là ont dû se multiplier et survivre qui possédaient les meilleurs ajustements entre leurs états de conscience et leurs actions, et tendaient toujours vers un ajustement parfait ». Mais cette adaptation du plaisir à l'activité utile n'est jamais complète ; milieu et conditions de vie changent très rapidement ; d'où, les exceptions à la règle générale que l'on constate parfois

« Comme chaque espèce, sous la pression croissante du nombre, doit être refoulée dans les milieux voisins, chaque membre doit, de temps en temps, rencontrer des plantes, des proies, des ennemis, des actions physiques que ni eux ni leurs ancêtres n'ont encore expérimentés, et auxquels leurs états de conscience ne sont pas adaptés ». Ces désaccords entre les inclinations héréditaires et les nécessités actuelles sont particulièrement nombreux lorsqu'il s'agit de l'homme, car les sociétés dont il est membre subissent une évolution rapide. « D'une part, il survit encore de ces sentiments tout à fait propres à nos ancêtres éloignés, qui trouvent leur satisfaction dans l'activité destructive de la chasse et de la guerre : sentiments qui, par leur direction antisociale causent indirectement de nombreuses misères. D'autre part, la pression de la population a rendu nécessaire le travail persistant et monotone ; et quoique le travail ne répugne nullement à l'homme civilisé autant qu'au sauvage, et qu'il soit même pour quelques-uns une source de plaisirs, cependant, pour le présent, la réadaptation est loin d'avoir été assez loin pour qu'on trouve du plaisir habituellement dans la quantité de travail requise habituellement. » Nul ne peut nier que la souffrance soit le signe ordinaire du danger, le plaisir, celui de l'utilité ; la thèse de Spencer ne manque ni de logique ni de profondeur. Néanmoins, le progrès scientifique a démontré que ces signes étaient souvent trompeurs. De pénibles opérations chirurgicales sont parfois singulièrement fécondes en conséquences heureuses ; certains poisons flattent le goût et l'odorat. Plaisir et douleur n'expriment que les effets immédiats, l'influence partielle et momentanée d'une action. Des troubles d'importance minime, tels que la carie dentaire, engendrent des souffrances hors de proportion avec les dangers courus par l'organisme ; de très graves maladies, comme le cancer du foie et la tuberculose pulmonaire, se développent sans que le sujet soupçonne le péril. D'une façon générale, les manifestations affectives deviennent d'autant moins vives que l'organisme est plus parfait ; à l'état normal, cœur et foie ne donnent naissance qu'à des sensations très vagues. Et non seulement la douleur, cette « sentinelle vigilante », ne nous informe parfois que quand le mal est irrémédiable, mais elle nous trompe très fréquemment sur le siège et la cause de la maladie : certains troubles de l'estomac se traduisent par des céphalalgies, certains désordres du foie par une douleur à l'épaule droite ; une démangeaison du nez peut être due à des vers de l'intestin. L'existence de plaisirs morbides est attestée par de nombreux faits. « J'ai connu, déclare Mantegazza, un vieillard, qui m'avouait trouver un plaisir extraordinaire et qui ne lui paraissait inférieur à nul autre, à égratigner les contours enflammés d'une plaie sénile qu'il avait depuis plusieurs années à une jambe. » Dans son autobiographie, Cardan affirme « qu'il ne pouvait se passer de souffrir et quand cela lui arrivait, il sentait s'élever en lui une telle impétuosité que toute autre douleur lui semblait un soulagement ». En conséquence, il s'infligeait à lui-même de véritables tortures. Spencer, qui constate la réalité de ce qu'on appelle le plaisir de la douleur, ne parvient pas à fournir une explication satisfaisante : « J'avoue, écrit-il, qu'une émotion particulière est telle que ni l'analyse ni la synthèse ne me mettent en état de la comprendre complètement ». Ribot, qui a donné de fortes pages sur ce sujet et résumé ce que d'autres avaient dit, ne réussit pas davantage à trouver la cause de ces anomalies. Considérées en tant que guides, joie et souffrance n'ont donc qu'une valeur relative ; souvent, elles ont besoin d'être corrigées par la connaissance réfléchie. Une recherche imprudente du plaisir qui répudie l'indispensable contrôle de la raison, aboutit à des effets désastreux. Il est certain que l'exercice normal des fonctions organiques est lié à une

sensation fondamentale de bonheur ; l'état normal n'est pas la douleur, comme le prétendent les pessimistes, mais le plaisir. Vivre, c'est essayer d'éviter la première et de se procurer le second ; toutefois, pour y mieux parvenir, il faut s'accorder qu'une confiance limitée aux impressions du moment et chercher une règle de conduite plus sûre : celle que la science nous propose. L'affectivité, qu'elle soit agréable ou pénible, semble un appel à l'action ; son rôle est celui d'un indicateur, mais d'un indicateur qui sacrifie volontiers l'individu à l'espèce. Témoin ces insectes chez qui le geste procréateur du mâle est suivi d'une mort immédiate.

Tout état affectif requiert-il la présence d'un élément représentatif ? La majorité des psychologues l'affirment. « Le plaisir et la douleur, déclare Lehmann, sont toujours liés à des états intellectuels ». Si vague, si confuse que soit la connaissance, pense Höfding, elle existe même dans des impressions agréables ou pénibles qui, de prime abord, semblent l'exclure. Ribot admet, par contre, que l'élément affectif n'est pas assujéti au rôle perpétuel d'acolyte ou de parasite et qu'il a une existence propre, indépendante, au moins quelquefois. « L'enfant ne peut avoir, au début, qu'une vie purement affective. Durant la période intra-utérine, il ne voit, ni n'entend, ni ne touche ; même après la naissance il lui faut plusieurs semaines pour apprendre à localiser ses sensations. Sa vie psychique si rudimentaire qu'elle soit, ne peut évidemment consister qu'en une vague état de plaisir et de peine, analogues aux nôtres. Il ne peut les lier à des perceptions, puisqu'il est encore incapable de percevoir... Règle générale : tout changement profond dans les sensations internes se traduit d'une façon équivalente dans la cénesthésie et modifie le ton affectif ; or, les sensations internes n'ont rien de représentatif et ce facteur, d'une importance capitale, les intellectualistes l'ont oublié... Mais la source la plus abondante où l'on pourrait puiser à volonté est certainement la période d'incubation qui précède l'éclosion des maladies mentales. Dans la plupart des cas, c'est un état de tristesse vague. Tristesse sans cause, dit-on vulgairement ; avec raison, si l'on entend qu'elle n'est suscitée ni par un accident, ni par une mauvaise nouvelle, ni par les causes ordinaires ; mais non pas sans cause, si l'on prend garde aux sensations internes dont le rôle, en pareil cas inaperçu, n'en est pas moins efficace. » On a reproché à Ribot de s'adresser de préférence à la psychologie pathologique ; en outre, on estime contestables la plupart des exemples qu'il cite. Ces critiques comportent une part de vérité. Néanmoins tous reconnaissent que l'élément affectif et l'élément représentatif, loin de suivre une marche parallèle, varient plutôt en raison inverse l'un de l'autre. Dès lors il n'apparaît pas impossible qu'ils se dissocient complètement, dans certains cas. Enfin, il est incontestable que, chronologiquement, la vie affective se développe avant la vie représentative. Concernant les rapports du plaisir et de la douleur avec l'activité, les philosophes ont affirmé de bonne heure que les premiers avaient leur source dans la seconde ; mais ils restaient dans le vague. Grâce aux progrès de la physiologie moderne, nous sommes mieux renseignés sur ce sujet. Là encore il faut bannir les préoccupations métaphysiques, pour s'en tenir aux données de la science expérimentale. Nous avons déjà signalé les recherches de ceux qui admettent des nerfs douloureux spéciaux. Beaucoup supposent que le bulbe joue un rôle essentiel en matière d'affectivité ; la couche corticale des hémisphères cérébraux, siège des facultés supérieures, n'aurait qu'une importance minime. Agréable lorsqu'elle est modérée, l'excitation des nerfs sensitifs devient douloureuse quand elle est excessive ; suppression ou diminution de l'excitation modérée provoque une impression désagréable. Dans l'anal-

gésie, soit spontanée soit artificielle, la sensation persiste alors que la douleur disparaît. Hystériques, aliénés, thaumaturges des différentes religions échappent ainsi, quelquefois, à des souffrances qu'un homme normal ressentirait cruellement. Le froid intense, le chloroforme et bien d'autres substances déterminent une analgésie totale ou partielle. Dans l'hyperalgésie, au contraire, la souffrance s'amplifie outre mesure ; le moindre contact, le plus léger bruit peuvent devenir intolérables. La douleur diminue la fréquence des battements du cœur, parfois au point de provoquer une syncope ; elle rend la respiration irrégulière et réduit notablement la quantité d'acide carbonique exhalé ; elle trouble les fonctions digestives et ralentit les sécrétions ; dans des cas extrêmes, elle détermine une décoloration rapide des cheveux, phénomène qui résulte d'une insuffisance de nutrition. Tantôt elle provoque un arrêt des mouvements ; tantôt elle engendre une agitation convulsive qui laisse finalement l'individu très appauvri. Quant à la nature du processus intime qui produit la douleur, les uns le ramènent à une forme particulière du mouvement, d'autres l'attribuent à des modifications chimiques des tissus. D'après cette seconde hypothèse, la douleur chronique serait une véritable intoxication. Elle verserait, dans le sang, des produits d'une digestion défectueuse qui en altèrent la composition et favorisent l'éclosion, proche ou lointaine, d'une maladie. La formation de toxines dans l'organisme, telle serait sa cause ultime. A l'inverse, le plaisir est favorable à la santé. Il active la circulation du sang, accélère la respiration, élève la température du corps, favorise la digestion et se traduit par une exubérance de mouvements ; en un mot, il est, selon la remarque de Ribot, essentiellement dynamogène. Mais à quelles modifications intimes de l'organisme répond le plaisir ? Quelles dispositions de l'axe cérébro-spinal, des nerfs, des terminaisons périphériques le font apparaître ? Nous l'ignorons ; la physiologie en sait moins sur ce sujet que sur les conditions de la douleur. Ajoutons que si l'absence de plaisir et l'absence de douleur vont généralement de pair, il existe néanmoins des cas où l'insensibilité au plaisir se manifeste seule. « Brown-Séquard a vu deux cas d'anesthésie spéciale de la volupté, écrit Richet, toutes les autres espèces de sensibilité, de la muqueuse urébrale et de la peau, persistant. Althaus en rapporte un autre cas. On en trouverait peut-être un plus grand nombre, sans la fausse honte qui empêche les malades d'en parler. Fonsagrives en cite un exemple très remarquable observé sur une femme. » Esquirol rapporte le cas d'un magistrat chez qui « toute affection paraissait être morte... S'il allait au théâtre (ce qu'il faisait par habitude), il ne pouvait y trouver aucun plaisir. » Les cas d'insensibilité au plaisir sont fréquents chez ceux dont l'existence est assombrie par une mélancolie profonde. Ces faits sont d'ordre pathologique, comme aussi ceux que nous avons cités à propos de l'analgésie. Parmi les phénomènes psychologiques normaux, en existe-t-il qui soient neutres, c'est-à-dire dépourvus de toute tonalité affective ? Bain, Wundt, Sergi répondent affirmativement. « Le plaisir et la douleur, écrit ce dernier, étant les deux pôles de la vie affective, il doit exister entre eux une zone neutre qui réponde à un tel état de parfaite adaptation. L'indifférence est précisément l'état de conscience neutre qui manifeste une adaptation parfaite de l'organe, alors qu'il n'y a ni augmentation, ni diminution d'activité vitale. » L'eau d'un bain tiède me procure une sensation agréable ; je passerai par un état neutre, avant de souffrir de la température trop élevée, si l'on continue à chauffer l'eau de plus en plus. Ces raisonnements n'ont pu convaincre la majorité des psychologues qui nient que l'on parvienne à réaliser, en pratique, ces prétendus états indifférents. Sur les effets de l'habitude, en matière d'affectivité, il y

aurait beaucoup à dire : nous renvoyons à l'article *Habitude*, où le lecteur trouvera des détails du plus haut intérêt. Quant au rôle moral de la douleur et du plaisir, il est de primordiale importance, puisque l'homme passe son existence à fuir la première, à rechercher le second. Et cette règle s'impose à tous, même à ceux qui prétendent s'y soustraire. Mais pour atteindre au bonheur durable, après lequel nous soupirons, pour éviter les embûches secrètes que ni l'instinct ni le sentiment ne parviennent à découvrir, il est indispensable de faire appel à la raison, et à la science le plus précieux de ses instruments. — L. BARNETTE.

PLANÈTE n. f. Parler des planètes, c'est parler, pour les terriens que nous sommes, de notre système solaire qui est profondément plongé dans la Voie Lactée dont le nombre de soleils analogues au notre est évalué à quelques milliards et qui, d'après les données dernières, formerait, avec près d'un million d'autres voies lactées d'égale dimension moyenne, notre univers, une *unité sphérique de voies lactées associées*, dont le diamètre serait d'environ 300 millions et la périphérie un milliard d'années de lumière.

Cette sphère incommensurable, composée de trillions de systèmes solaires ou d'étoiles, ce qui est la même chose, n'est qu'une grande unité dans l'Univers, *c'est-à-dire dans l'infini de l'espace et de l'éternité du temps*, deux conceptions aussi inséparables que le sont la Matière et l'Energie qui lui est inhérente.

L'homme, étant un être conscient de son moi, ne saurait comprendre le néant. Il constate qu'il y a, avec tout ce qui l'entoure, depuis le brin d'herbe jusqu'aux mondes qui roulent dans l'espace, un commencement, qu'il traverse une période de croissance, d'apogée — de 20 à 50 ans, — de déclin, de désagrégation pour aboutir à la fin personnelle. Mais cette mort n'est qu'individuelle et la conception du substratum incréé, cause et effet, origine et fin de toute chose s'impose à notre entendement, sous peine de nous renier nous-mêmes, de ne plus nous saisir, nous comprendre et expliquer notre existence.

Ce n'est pas Dieu qui a créé les mondes, c'est la peur et l'ignorance qui ont été les fées malfaisantes qui ont présidé à la naissance des dieux et du surnaturel, cause première, après la misère physiologique, de la plupart de nos contradictions, de nos souffrances, de nos douleurs.

C'est pour cette raison aussi que nous n'acceptons pas aveuglement toute innovation et que sans rejeter les conquêtes chimiques concernant les atomes — il y en aurait des trillions dans un millimètre cube — qui sont à l'homme comme volume ce que l'homme est au Soleil, nous préférons tout de même appuyer nos raisonnements sur l'astre du jour qui est en quelque sorte palpable que sur les mondes invisibles qui nous révéleraient le monde visible.

A l'origine, y avait-il l'atome migrateur, « wanda-ring », disent les Anglais, ou les mondes, les étoiles qui brillent au-dessus de nos têtes se sont-ils formés par des condensations d'éther, c'est-à-dire de cette matière dite impondérable qui remplit l'Univers et permet à notre vue armée du télescope et du spectroscopie d'arracher au grand Tout, dont nous faisons partie, ses secrets les plus troublants et en même temps les plus réconfortants ?

Voici ce que nous répond, à ce sujet, l'astronomie, la science la plus ancienne et la plus moderne en même temps :

Les grands corps célestes, notre soleil, ainsi que ses compagnons, qu'il nous a été possible d'étudier par le télescope et l'analyse spectrale dans les insondables abîmes de l'espace, passent tous par cinq périodes caractéristiques d'évolution ascendante. La sixième période

marque le commencement de leur déclin, précédant leur dissolution dans le substratum incréé de l'Univers, d'où, phénix éternels, ils ressuscitent de la poussière cosmique sous des formes analogues mais rajouées, pour parcourir un nouveau cycle de vie stellaire.

De ces six phases ou périodes d'évolution, les cinq premières, qui constituent la vie stellaire ascendante, peuvent être subdivisées.

Premièrement, en période de l'état gazeux incandescent.

Cet état est caractérisé par une nébulosité diffuse ne présentant aucun indice apparent de condensation et brillant d'une lueur uniforme bleuâtre qui va en s'éclaircissant légèrement vers les bords. Henchel désignait ces nébuleuses, qui donnent un spectre formé de raies brillantes et qui ne peuvent pas être résolues en étoiles, du nom de *brouillard planétaire* et voyait en elles des condensations de l'éther qui servent de matière première à la formation des mondes.

Deuxièmement, la période de la formation d'un noyau lumineux au milieu de la nébuleuse de plus en plus incandescente et de forme à peu près sphérique. Cette phase peut aussi être désignée par l'expression : *nébuleuse stellaire*.

Après une évolution qui compte des milliers de siècles et pendant laquelle la nébuleuse stellaire, devenue étoile, a brillé, tel Sirius ou Vega, d'un très vif éclat, elle a donné naissance à la troisième période, qui est celle de la formation de « taches », c'est-à-dire d'un premier commencement de refroidissement de la surface de l'astre.

La quatrième période est celle des éruptions. Elle correspond à l'état d'un astre couvert d'une écorce obscure et refroidie, mais encore trop ténue pour opposer un obstacle aux éruptions qui déterminent la partie centrale du globe demeurée à l'état de fusion, éruptions d'une telle violence que le soleil, déjà prêt à s'éteindre, se transforme, de temps en temps, en brasier ardent.

La cinquième période marque enfin le refroidissement complet de l'écorce extérieure de l'astre, la transformation d'une étoile en planète.

Au début de cette cinquième période, au milieu de laquelle se trouve aujourd'hui notre Terre, la mer la recouvrait probablement tout entière, et ce n'est que peu à peu que l'Himalaya, les Andes et les Alpes ont dû émerger des flots tièdes de l'Océan primordial.

Nous trouvons ACTUELLEMENT, dans le ciel, des astres qui représentent les cinq phases que nous venons de mentionner.

Ainsi, nous constatons la présence, dans la constellation de l'Orion, des Chiens de chasse et de la Lyre, des mondes en formation, à l'état purement gazeux.

Les représentants de la seconde phase d'évolution se voient dans toutes les régions du ciel.

Notre Soleil, Capella, Arcturus, Procyon, etc., etc., appartiennent à la troisième. La plupart des étoiles de cette période se font remarquer par l'altération que subit l'intensité de leur lumière.

Les représentants de la quatrième période, de la période des éruptions violentes qui brisent la surface déjà refroidie et sombre de l'astre, se rencontrent parmi les étoiles dites nouvelles. Depuis 2.000 ans, on a enregistré plus d'une trentaine d'apparitions de ce genre parmi lesquelles celle de 1572 était si brillante qu'elle était visible en plein jour.

Notre Terre certainement et toutes les planètes habitées, ses sœurs, appartiennent à la cinquième phase de leur évolution, phase qui est incontestablement à l'apogée d'une vie stellaire.

Notre nébuleuse solaire a donc dû aussi présenter à ses origines l'aspect d'un noyau lumineux enveloppé à une grande distance d'une sorte d'atmosphère gazeuse, de forme à peu près sphérique, et dont le diamètre a dû dépasser 30 milliards de kilomètres.

Les planètes, en commençant par les plus éloignées et en finissant par Mercure, se sont dégagées sous forme d'anneaux incandescents des entrailles équatoriales du Soleil, car le mouvement de rotation étant plus fort à l'équateur, la force centrifuge était naturellement prépondérante. Les anneaux se divisèrent et les débris les plus considérables, attirant et s'agrégeant les autres, formèrent de nouveaux centres ou noyaux nébuleux.

Chacun de ces noyaux a dû être animé de deux mouvements simultanés, l'un de rotation autour de son propre centre, l'autre de translation autour du centre commun, le noyau solaire. De plus, comme ces deux mouvements n'étaient que la continuation du mouvement antérieur général, le sens resta le même que celui de la rotation de tout le système ou du noyau solaire.

De la même façon, les planètes, encore à l'état d'incandescence, donnèrent naissance à de nouveaux corps, — les satellites ou lunes, — gravitant et tournant autour d'elles.

Il y a, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi dans l'intérêt de la clarté, entre Soleil, planète et lune, en quelque sorte les mêmes rapports qu'entre mère, fille et petite-fille. Comme le Soleil, leur commun ancêtre, chaque planète et chaque lune ont commencé leur existence autonome à l'état de noyau nébuleux et, comme ces dernières également, le soleil et les étoiles, qui sont des soleils lointains, sont tous appelés, à leur tour, à devenir des corps solides, des terres analogues à la planète que nous habitons ou à la lune qui éclaire nos nuits de la lumière réfléchie de l'astre du jour.

LE SOLEIL. — Actuellement, notre Soleil, l'astre du jour auquel nous devons la vie, occupe presque le centre de notre République planétaire. Son diamètre égale environ 109 fois, sa superficie 12.000, son volume 1.300.000 et son poids 324.439 fois celui de la Terre.

La définition usuelle du Soleil, corps gazeux incandescent à forme sphérique, est loin d'être rigoureusement exacte.

Le Soleil, dont la surface est à la température d'environ 6.000 degrés, n'est en réalité ni solide, ni liquide, ni gazeux dans le sens que nous attribuons généralement à ces mots, car les gaz qui composent son globe sont condensés dans une condition de physique absolument inconnue pour nous, leur poids n'est, en moyenne, à volume égal, que quatre fois moins lourd que les substances terrestres et la pesanteur est à la surface solaire 27 1/2 fois plus forte qu'à la surface de notre planète.

L'astre du jour tourne, de l'Ouest à l'Est, autour de son axe, en 25 jours 4 heures (la rotation des taches s'effectue entre le 45° et 50° parallèle boréal et austral en 28 jours) en entraînant avec lui, à raison d'une vitesse de 20 kilomètres par seconde tout notre système planétaire, composé de quatre planètes de moyenne grandeur, Mercure, Vénus, la Terre, Mars, un millier de petites planètes situées entre les orbites de Mars et Jupiter, quatre grandes planètes, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune et Pluton, dont les proportions ne sont pas encore suffisamment déterminées, ainsi qu'une quantité de comètes dans la direction de l'amas stellaire qui est situé dans la constellation d'Hercule.

Si nous quittons, par la pensée, l'astre du jour, qui se trouve presque au centre de notre système solaire, pour aller à la périphérie, la première planète, Vulcain, n'ayant jamais été découverte, est Mercure.

MERCURE. — La planète Mercure marche avec une vitesse de 46 kilomètres 811 mètres par seconde et met 87 jours, 23 heures, 15 minutes et 46 secondes pour parcourir son orbite de 356 millions de kilomètres, qui se trouve à une distance de 58 millions de kilomètres du Soleil. L'année mercurienne est par conséquent d'environ 88 jours terrestres et comme cette planète, pareille à la Lune relativement à la Terre, tourne toujours le même côté contre l'astre radieux, elle ne compte qu'un jour dans son année. Le diamètre de Mercure est de

4.800 kilomètres, son volume est 19 fois plus petit que celui de la Terre, et son poids 16 fois moindre. La pesanteur à sa surface est moitié plus faible que chez nous et la densité des matériaux environ $1/5^e$ plus forte. L'atmosphère de Mercure est plus dense et plus élevée que la nôtre et sa topographie nous est encore entièrement inconnue.

Ces données sont incontestablement insuffisantes pour affirmer la présence actuelle d'habitants sur Mercure. Mais la question est oiseuse depuis que les sciences exactes ont démontré qu'il n'y a aucune ligne de démarcation absolue entre la nature organique et inorganique et que l'analyse spectrale a révélé, non seulement l'origine commune de toutes les planètes de notre système, mais aussi l'unité constitutive de l'Univers, qui nous donne la certitude que toutes les étoiles qui scintillent dans le ciel sont des laboratoires où se préparent les éléments de la vie organique et que chaque planète est, a été ou peut devenir un foyer de vie.

Vénus. — La seconde planète que nous rencontrons en venant du Soleil pour nous diriger vers la périphérie de son système est Vénus.

L'étoile du berger ou du matin et du soir gravite autour de l'astre du jour à une distance moyenne de 108 millions de kilomètres avec une vitesse de 34 kilomètres 600 mètres par seconde et met 224,70 jours pour parcourir son orbite presque circulaire et longue de 672 millions de kilomètres. L'année de Vénus est par conséquent de 224 $7/10^e$ de jours terrestres.

Les proportions de Vénus sont presque les mêmes que celles de notre Terre ; son atmosphère est plus dense, on y voit rarement sa surface et jusqu'ici on n'a pu déterminer la longueur de son jour qui semble être, comme le nôtre, de 24 heures à peu près.

La Terre. — A 149.500.000 kilomètres en moyenne du Soleil, nous nous retrouvons chez nous, dans notre « home » sublunaire. Agé de 2 milliards d'années environ et dont l'humanité remonte bien à 300 mille années au moins.

La Terre tourne autour d'elle-même en 23 heures, 56 minutes, 4 secondes, et son mouvement de translation est de 365 jours, 6 heures, 9 minutes, 10 secondes, ce qui donne pour sa marche une allure moyenne de 29 kilomètres et demi par seconde pour accomplir sa révolution annuelle de 930 millions de kilomètres.

Le diamètre de notre Terre est de 12.742 kilomètres ; mais ce diamètre, qui va d'un pôle à l'autre, est plus court de 43 kilomètres que celui qu'on mènerait d'un point de l'équateur au point diamétralement opposé. Cet aplatissement — $1/292$ du globe terrestre dans le sens de son axe de rotation et le renflement des parties équatoriales constituent la preuve mécanique de son état fluide primitif, la démonstration scientifique que la Terre a été un soleil.

La surface de notre planète est de 510 millions de kilomètres carrés, dont 384 millions sont recouverts par les mers et 26 millions — le quart seulement — composés de terres habitables.

Le volume de notre globe est d'un trillion 83 milliards 360 millions de kilogrammes cubes ; son poids de 5 septillions 957 sextillions, cinq cents quintillions de kilogrammes et sa densité supérieure $5\ 1/2$ fois à celle de l'eau.

Avant de décrire sommairement la lune, notre compagne fidèle, voici quelles sont, grâce à l'inclinaison de la Terre sur son axe de rotation, les durées des jours et des nuits, selon les latitudes sur lesquelles on se trouve. Le tableau suivant donne la longueur des jours pour les solstices d'été, 21 juin et 22 décembre, de l'hémisphère nord et sud. La longueur des jours pour les solstices d'hiver, 22 décembre et 21 juin, de l'hémisphère boréal et austral est égale à la longueur des nuits de leur solstice d'été respectif :

Longueur du jour au solstice d'été :

Equateur	12 heures	64° 50	21 heures
16° 44	13 —	65° 48	22 —
30° 48	14 —	66° 21	23 —
41° 24	15 —	66° 34	24 —
49° 02	16 —	67° 23	1 mois
54° 31	17 —	69° 51	2 —
58° 27	18 —	73° 40	3 —
61° 19	19 —	78° 11	4 —
63° 25	20 —	85° 05	5 —
64° 50	21 —	Aux pôles....	6 —

La température moyenne de la surface du globe terrestre est de 15° C., sensiblement la même que celle de Toulon. La température annuelle moyenne des régions équatoriales varie entre 26 et 30°, les maxima enregistrés sont de 52° à 56° à l'ombre. La température moyenne hivernale de Jakontsk et de Werchnojansk, latitude 62 et 67, en Sibérie Orientale, est de — 40° à — 45° avec température minima de — 63° pour Jakontsk et — 67° pour Werchnojansk. Température maxima dans l'eau : Mer Rouge, 32° ; Golf Persique, 35°.

La Lune. — La Lune, la muette compagne de nos nuits, qui fait avec nous le voyage autour du Soleil, n'est qu'à 384.436 kilomètres de nous, distance que la lumière franchit en une seconde un quart.

La Lune, qui réfléchit la 618.000^e partie de la lumière solaire, autrement dit qui est 618.000 fois moins brillante que l'astre du jour, marche à raison de 1 kilomètre 17 mètres par seconde sur son orbite autour de notre planète en 27 jours, 7 heures, 43 minutes, 11 secondes, en lui montrant toujours la même face. Mais comme, pendant l'accomplissement de sa révolution sidérale, la Terre a continué son mouvement de translation autour du Soleil, la lunaison (révolution synodique), qui est l'intervalle entre deux nouvelles lunes, se trouve être de 29 jours 12 heures, 44 minutes, 3 secondes (pour rattrapper la Terre dans sa marche autour du Soleil).

Il résulte de l'ensemble des 60 mouvements de la Lune qu'il n'y a environ que douze jours dans son année de 29 $1/2$ jours terrestres et que, pendant la durée du jour lunaire, la surface de notre satellite est alternativement exposée à plus de 300 heures de lumière et d'obscurité.

Les phases de la Lune sont déterminées par sa position relativement au Soleil. Lorsqu'elle passe entre lui et nous, nous ne la voyons pas, parce que son hémisphère non éclairée est tournée vers la Terre, c'est la nouvelle Lune. Lorsqu'elle forme un angle droit avec le Soleil, nous voyons la moitié de son hémisphère éclairé : c'est le premier ou dernier quartier, et lorsqu'elle est à l'opposition du Soleil, c'est la pleine Lune et nous voyons toute sa surface éclairée.

Le diamètre de la Lune est de 3.480 kilomètres, sa surface de 38 millions de kilomètres carrés, soit un peu moins que la 14^e partie de celle de la Terre, mais comme elle nous montre constamment le même côté, nous ne connaissons que 21.833.000 kilomètres carrés de sa surface totale.

Le volume de la Lune est 49 fois plus petit et son poids, égal à 74 sextillions de kilogrammes, 81 fois plus léger que celui de la Terre.

Mais ce qui caractérise le plus la Lune, c'est son absence d'atmosphère, de son, d'eau, ses volcans éteints. C'est le règne du silence éternel.

Selon toute les probabilités, la Lune est une terre morte, Mars une terre qui décline, notre planète en pleine activité a encore des millions d'années devant elle et le monde géant de Jupiter l'avenir. Dans ces conditions, paix aux trépassés et encore un mot, pour prendre congé, sur les éclipses de la Lune qui intéressent les vivants que nous sommes.

La Lune offre à notre curiosité deux genres d'éclipses :

sa propre éclipse, qui a toujours lieu au moment de la pleine Lune, quand elle entre dans la zone d'ombre de la Terre, et est visible au même instant physique dans tous les pays où elle se trouve au-dessus de l'horizon, et l'éclipse du Soleil qui se produit toujours à la nouvelle Lune, quand notre satellite s'interpose entre la Terre et l'astre du jour. L'éclipse totale de la Lune peut durer deux heures, l'éclipse totale du soleil ne dépasse guère 5 à 6 minutes.

Mars. — Nous voici à la planète Mars, célèbre, pour nous autres humains, par les flots d'encre que nous avons versés sur les habitants présents ou absents et sur la surface de laquelle nous avons absolument voulu voir, suggestionnés par Schiaparelli, des « canaux », sorte de travaux d'irrigation pour faire profiter les plaines de cette planète, où l'eau se ferait rare, de la fonte des neiges, constatées au printemps, de ses régions polaires.

A ce désir et rêve des chercheurs scientifiques qui, depuis Galilée jusqu'à Flammarion, ont fouillé le sol de chars dans toutes les directions par le télescope et l'analyse spectrale, afin de trouver des traces palpables de vie, l'uranographie de chars, notre sosie en miniature, répond :

Mars, la planète rouge-jaunâtre, vogue sur son orbite elliptique, longue de 1.400.000.000 de kilomètres avec une vitesse de 23 kilomètres 850 mètres par seconde, et met un an 327 jours pour accomplir sa révolution en tournant autour de son axe en 24 heures, 37 minutes, 23 secondes.

L'année de Mars est conséquemment égale à un an 322 jours, soit 687 jours terrestres = 668 $\frac{2}{3}$ jours martiens et son jour a 24 heures, 37 minutes, 23 secondes.

A sa distance moyenne, Mars est à 225.400.000 kilomètres du Soleil. De la Terre, la distance de Mars varie dans le rapport de 1 à 7, de sorte que son diamètre apparent peut aller de 4" à 30" quand l'opposition arrive vers l'aphélie de la Terre et le périhélie de Mars. Lorsque l'opposition arrive au moment du périhélie de Mars, cette planète passe à sa plus grande proximité possible de la Terre, soit à 56 millions de kilomètres. La Terre et Mars tournent dans le même sens, ne se rencontrent d'un même côté du Soleil qu'après 2 ans et 2 mois et se trouvent à leur plus grande proximité tous les 15 ans un quart. Leur prochaine distance minima aura lieu en 1938.

Le diamètre et la périphérie de Mars ne dépassent guère la moitié de ceux de la Terre et leur longueur respective est de 6.753 et 21.200 kilomètres. La superficie de l'astre est de 143.163.600 kilomètres carrés, ce qui fait un peu plus que la quatrième partie de celle du globe terrestre. Le volume de notre voisine est 6 fois et demie plus petit et son poids 9 fois et demie plus léger que le nôtre. Etant 6 fois et demie plus petit que la Terre, en volume, Mars se trouve être 7 fois et demie plus gros que la Lune et 3 fois plus gros que Mercure.

La densité des matériaux constitutifs de cette planète est égale aux 71/100 de la densité moyenne de notre Terre et la pesanteur à sa surface est presque 3 fois, 0,374, plus faible qu'ici, ce qui veut dire que 100 kilos transportés sur Mars n'y pèseraient que 37 kilos.

Nos connaissances à l'égard de Mars ne se bornent pas à son uranographie. Le télescope et l'analyse spectrale, découvert par Kirchhof et Fraunhofer, en 1860, nous ont permis d'acquérir des notions positives sur son atmosphère, ses climats, ses saisons, sa géographie.

La présence de nuages, très rares il est vrai, et de glace et de neige, qui recouvrent ses pôles, en augmentant ou en diminuant d'extension, selon qu'il fait hiver ou été sur la région circumpolaire que nous observons, attestent suffisamment l'existence d'une atmosphère.

Huggins a prouvé, à l'aide du spectroscopie, la pré-

sence de vapeurs d'eau. Il a constaté que le spectre de Mars est coupé dans sa zone orangé par un groupe de raies noires qui coïncident avec les lignes qui appartiennent, dans le spectre solaire, au coucher du Soleil, quand la lumière de cet astre traverse les couches les plus denses de notre atmosphère. Si ces raies étaient causées par l'atmosphère terrestre, elles auraient dû également se montrer dans le spectre lunaire comme dans celui de Mars. Or, elles n'y sont pas perceptibles, ce qui prouve que celle du spectre martien appartient à l'atmosphère de Mars et que cette dernière est comme la nôtre, quoique un peu moins, chargée de vapeurs d'eau.

La surface de Mars est presque aux 3/4 composée de terres et à 1/4 de mers, contrairement à notre Terre, où cette proportion est renversée. Les montagnes sur notre voisine sont bien moins hautes qu'ici et les mers bien moins profondes que nos océans, ce que paraît indiquer leur couleur claire.

Enfin, l'obliquité de l'elliptique étant sur Mars de 24° 52' — ici 23° 27' — il en résulte que les saisons martiennes sont de même nature que les nôtres, quoique presque deux fois plus longues, comme le montre, pour l'hémisphère nord des deux planètes, le tableau suivant :

Sur La Terre

Printemps	93	jours terrestres
Été	93	— —
Automne	90	— —
Hiver	89	— —

Sur Mars

Printemps	191	jours martiens
Été	181	— —
Automne	149	— —
Hiver	147	— —

Il y a, sur Mars, comme sur notre Terre, trois zones : la torride, la tempérée et la glaciale, qui s'étendent respectivement de l'équateur à 24° 52' et de cette latitude jusqu'à 65.8 et de là aux pôles.

Ainsi, la longueur des jours et des nuits, leurs variations, selon le cours de l'année, leurs différences, selon les latitudes, sont autant de phénomènes semblables sur les deux planètes. La différence entre elles n'est notable qu'en ce qui concerne la lumière et la chaleur solaire, qui sont deux fois moins intenses sur Mars qu'ici, le diamètre apparent du Soleil étant, vu de Mars, 21", de la Terre, 32' 3".

Ajoutons encore qu'au lieu d'un satellite, comme la Terre, Mars en a deux : Deimos qui effectue sa révolution en 30 heures 17' 54" et Phobos en 7 heures 39' 15", à des distances respectives de 20.325 et 6.055 kilomètres de la surface martienne.

Voilà à peu près l'essentiel de ce que nous savons de Mars. Naturellement, nous ne pouvons pas non plus affirmer que Mars soit actuellement habité par des êtres conscients et intelligents. Mais, pour nous, la question ne se pose pas ainsi : « La pluralité des mondes habités étant depuis longtemps mathématiquement tranchée par l'affirmative ». La seule question qui se pose encore pour nous est de savoir si les planètes d'un même système peuvent être simultanément habitées par des « humanités » évoluées », étant donné les millions d'années qui séparent probablement leurs naissances.

LES PETITES PLANÈTES. — La formation d'une grosse planète entre Mars et Jupiter a dû être empêchée par le voisinage du monde jovien dont l'attraction puissante, après avoir brisé l'anneau primitif en voie de devenir un globe, a mis ensuite obstacle à la réunion de toutes ces parcelles par les perturbations constantes qu'il exerce sur elles.

Dans cette zone du ciel, les mille petites planètes réu-

nies en une seule ne dépasseraient guère le tiers de la masse de la Terre.

Etant donné l'excentricité extrême des orbites de ces planètes minuscules, quelques-unes, comme Acthra et Eros, peuvent s'approcher du Soleil plus que Mars dont elles coupent l'orbite.

Eros, qui n'est pas plus grande qu'un département français, peut s'approcher de la Terre jusqu'à 46 millions de kilomètres environ et s'éloigner jusqu'à 265 millions. Par contre, l'orbite de Hilda se rapproche de celle de Jupiter jusqu'à 184 millions de kilomètres.

Les orbites de quelques-uns de ces petits mondes s'entrelacent souvent à tel point que l'hypothèse d'une association comme planète double ou une collision éventuelle paraît admissible. La plus grande de ces petites planètes est Cérés, dont le diamètre est de 767 kilomètres, tandis que celui des petites n'atteint même pas 50 kilomètres. Néanmoins, rien ne s'oppose à admettre que ces terres lilliputiennes ne soient ou aient été le siège d'une vie intense et d'une civilisation, qui, comparée à la notre, l'éclipserait dans son rayonnement.

C'est notre anthropomorphisme, legs de longs siècles de religion qui ont enténébré la mentalité humaine, qui seul nous rend si difficile la compréhension de cette vérité évidente : qu'il n'y a dans la nature ni cause finale, ni grand ni petit.

LE MONDE GÉANT DE JUPITER. — En continuant par la pensée notre voyage vers la circonférence de notre République Solaire, nous voici en face du monde géant de Jupiter qui constituait, encore hier, astronomiquement parlant, avec le Soleil, une étoile double et nous offre, avec le cortège triomphal de ses belles lunes, l'image en raccourci de notre système planétaire.

Jupiter, qui est à peu près, comme taille et poids, au Soleil, ce que notre Terre est à lui, à un diamètre 11 fois plus long et un volume 1.300 fois plus grand que les nôtres et vogue sur son orbite longue de 4.830.180.000 kilomètres avec la rapidité de 12 kilomètres 900 mètres par seconde, en tournant autour de son axe en 9 h. 55 et autour du Soleil en 11 ans 10 mois et 17 jours terrestres.

L'année de Jupiter égale conséquemment presque 12 de nos années, pendant que la durée de son jour n'est que de 9 heures 55'.

Tous les 399 jours, la grande planète revient en opposition relativement au Soleil, et le Soleil, la Terre et Jupiter se trouvent alors sur une même ligne. Cette date est, avec les trois mois qui la suivent, la plus favorable à l'observation.

L'orbite de Jupiter est, en moyenne, à 775 millions de kilomètres du Soleil, mais comme elle est elliptique avec une excentricité de 0,048, il y a plus de 80 millions de kilomètres de différence entre sa distance au Soleil ou à la Terre à son périhélie qu'à son aphélie.

Selon que la grande planète est à son périhélie ou à son aphélie, son diamètre apparent varie de 30" à 47". C'est cette différence de distance qui constitue seule les saisons de Jupiter, car l'inclinaison de son axe de rotation n'est que de 3°, c'est-à-dire presque perpendiculaire à son orbite.

Le tour du globe de Jupiter et son diamètre équatorial dépassent onze fois, en longueur, ceux de la Terre. Le diamètre polaire, par contre, n'a que 132.800 kilomètres, car la rapidité du mouvement de rotation de la planète sur elle-même est si grande, qu'un point situé sur l'équateur court en raison de 12 kilomètres 450 mètres par seconde. De là, le renflement de son équateur et l'aplatissement de ses pôles qui est de 1/17°, tandis que celui des pôles terrestres n'est que de 1/292°. La surface de Jupiter est égale à celle de 114 terres.

La densité moyenne des matériaux qui composent ce grand monde, est de 0,242, c'est-à-dire d'environ 1/4 de ce qu'elle est ici, et l'intensité de la pesanteur de 2 1/4 fois plus forte que sur la Terre.

Ces chiffres prouvent que les conditions de vie sont bien différentes sur Jupiter de ce qu'elles sont sur Mars, la Terre, Vénus et Mercure.

Non seulement Jupiter offre à ses habitants présents ou futurs, des années d'une longueur de 12 ans terrestres avec 10.455 jours de 10 heures chaque, une égalité quasi absolue de climat sous toutes ses latitudes, grâce à l'inclinaison de l'équateur sur l'orbite de 3° seulement, mais ce monde, qui gravite 5,2 fois plus loin de l'astre du jour que la Terre ne reçoit qu'environ 27 fois moins de lumière et de chaleur du Soleil que nous.

Recevoir 27 fois moins de lumière que la Terre, c'est encore loin d'être plongé dans une obscurité opaque. La pleine lune répand une clarté 618.000 fois plus faible que celle du Soleil et puis le nerf optique des êtres d'une planète quelconque est forcément adapté au milieu où ils sont appelés à vivre et évoluer.

Pour ce qui est de la chaleur, qui existe sur la surface de Jupiter, elle dépasse certainement et de beaucoup celle qui résulterait de la seule action solaire et il est probable que ce globe, quoique né avant la Terre, a conservé, en raison de son volume et de sa masse, une partie de sa chaleur originelle.

L'atmosphère, dense, haute, tourmentée et saturée de vapeurs qui entoure la planète géante, indique que le climat de Jupiter est plus chaud que celui de la Terre et qu'il règne sur ce monde lointain, un déchaînement des éléments comme notre Terre n'en a plus connu depuis la période primordiale des époques géologiques. Sur sa zone équatoriale, le vent souffle constamment en ouragan et la rotation des nuages de cette région s'effectue en 9 heures 50' pendant que celle des nuages du 25° parallèle met 9 heures 55.

Nous ne voyons que très rarement la surface de la planète. Les bandes blanches et grises, souvent nuancées d'une coloration jaune et orangée, qui sillonnent ce globe principalement vers la région équatoriale, font partie de sa couche aérienne. Sur ces bandes, on remarque parfois des taches plus claires ou foncées que le bord sur lequel elles sont placées, ou encore des déchirures qui se déplacent les unes et les autres de la gauche à la droite (de l'Ouest à l'Est), si l'on observe la planète dans un télescope qui ne renverse pas les objets. Ces taches appartiennent également à l'atmosphère jovienne et font partie des nuages qui enveloppent ce monde colossal.

En général, l'équateur est marqué d'une zone blanche, il y a une bande plus sombre, nuancée d'une teinte rougeâtre foncée. Au-delà de ces deux bandes sombres, australe et boréale, on voit, ordinairement, des bandes parallèles alternativement blanches et grises. La nuance générale devient plus grise et homogène au fur et à mesure qu'on s'approche des pôles et les régions polaires elles-mêmes sont grises-bleuâtres.

Mais il n'y a aucune fixité dans ces bandes, dont l'aspect typique varie fréquemment et profondément.

Entre la 20° et la 30° latitude australe de la planète, MM. Corder et Terby ont aperçu, en 1872, pour la première fois, une grande tache rougeâtre, de forme ovale, longue de 42.000 et large de 15.000 kilomètres. Cette tache pourrait bien être un continent en formation qui serait, relativement à Jupiter, dans la même proportion que l'Australie l'est relativement à la Terre.

L'analyse spectrale montre que l'atmosphère de Jupiter, si dense dans ses couches inférieures, grâce à l'intensité de la pesanteur, est composée, sauf quelques substances qui paraissent spéciales à ce monde, de la même vapeur d'eau que celle de la Terre. Cette atmosphère est, comme nous l'avons dit, très agitée et soumise à des variations continuelles, qui, chose étrange, paraissent elles-mêmes être en relation avec les taches du Soleil et avoir aussi leur maximum tous les onze ans.

Jupiter ne vogue pas seul dans l'espace. Il marche sur son orbite accompagné de 4 grands et plusieurs petits satellites qui ne sont que des astéroïdes captivés par lui.

Io, Europe, Ganymède et Callisto, les quatre grands satellites, découverts en 1610, par Galilée, sont une des curiosités les plus attirantes du ciel, et font du monde jovien une miniature de notre système solaire.

Ces quatre lunes offrent, avec leur monde central, les principaux éléments astronomiques suivants :

	Distance de Jupiter	(Durée du révol) en jours joviens	Diamètre
Io.....	430.000 km.	4,27	3.800 km.
Europe... ..	682.000 km.	8,58	3.300 km.
Ganymède ..	1.088.000 km.	17,29	5.800 km.
Callisto... ..	1.914.000 km.	40,43	4.400 km.

Ganymède, comme importance, vaut une véritable planète. Son diamètre égale au 47/100^e de celui de la Terre, surpasse de près du double le volume de Mercure, égale les deux tiers de celui de Mars et est cinq fois plus gros que notre Lune.

Comme la Lune le fait pour la Terre, tous ces satellites tournent autour de Jupiter en lui montrant constamment la même face et les différences d'éclat observées sur leurs disques prouvent que leur sol est accidenté comme le nôtre et qu'ils sont environnés d'une couche atmosphérique. Le spectroscopie fait voir dans cette atmosphère la même vapeur d'eau qu'ici et quelques gaz qui n'existent pas sur la Terre, mais qui sont évidemment les mêmes que ceux constatés sur Jupiter.

Le globe jovien observé de Io présente un disque de 20° de diamètre, c'est-à-dire 1.400 fois plus vaste que celui du Soleil, vu de la Terre et le satellite Io reçoit de la planète, dont le pouvoir réflecteur égale trois fois celui de la Lune, plus de 155 fois et le dernier 8 fois plus de lumière que nous de la compagne de nos nuits.

Mais le monde colossal de Jupiter n'offre pas seulement aux habitants futurs de la planète géante un séjour incomparable à ceux présents ou passés de ses lunes, des effets grandioses de lumière et des perspectives célestes enchantées, il est encore pour nous un révélation permanente de la vie universelle et un enseignement hors ligne de vérités astronomiques.

C'est à l'observation des éclipses quotidiennes que les lunes de Jupiter produisent que nous devons la connaissance de la rapidité de la lumière. L'astronome danois Olaf Roemer remarqua le premier, en 1675, que ces éclipses retardaient ou avançaient d'environ 16 minutes et demie, selon que Jupiter se trouvait en conjonction ou en opposition avec le Soleil.

Le diamètre de l'orbite terrestre étant d'environ 298 millions de kilomètres, il était, désormais, prouvé que la lumière parcourt 300.000 kilomètres par seconde, ou plus exactement 299.796 kilomètres.

C'est à l'étude télescopique et spectroscopique du disque jovien que nous puisons, à l'heure qu'il est, les renseignements les plus précieux de géologie stellaire et que la philosophie astronomique trouve le mieux à se documenter.

Monde en voie de formation, Jupiter, nous fait assister, d'ici, aux périodes les plus mouvementées de la pré-histoire de notre propre planète. Ce qui se passe là-haut est ce qui s'est passé ici-bas, il y a une centaine de millions d'années, et c'est notre propre passé que nous étudions en observant le déchaînement de tous les éléments qui se produisent actuellement à plus de 600 millions de kilomètres d'ici, sur le géant de notre système.

S'il est exact que le vaste Jupiter soit, aujourd'hui, — et c'est certain — au même stade de son évolution où en était la Terre, il y a cent millions d'années, il faudra à la planète géante, qui est mille fois plus grosse

et trois cents fois plus lourde que notre globe, des millions de siècles pour qu'elle puisse arriver, dans son évolution ascendante, au point qui correspond à celui auquel nous sommes parvenus dès maintenant. Mais si, par hypothèse, d'ici là, le foyer d'action vitale de notre système planétaire qu'est le Soleil s'était éteint — et il y a des savants, et pas des moindres, qui n'accorderaient, hier encore, qu'une quarantaine de millions d'années à sa lumière et à sa chaleur — les germes de vie, qui se trouvent actuellement à l'état embryonnaire sur notre grande planète sœur, n'arriveraient jamais à leur entière éclosion, à leur plein développement, Jupiter serait mort avant d'atteindre son apogée.

Qu'on puisse compter sur des millions de siècles et toutes les îles de notre archipel solaire auront le temps de parcourir le cycle entier de leur évolution. Par contre, l'astre du jour s'étant éteint dans quarante millions d'années, Jupiter, mort avant son heure, serait condamné à faire, à son détriment, l'expérience de manque de finalité dans l'Univers, la nature, alternativement marâtre et bienfaisante, ne faisant aucune différence, qu'il s'agisse de ces atomes du ciel, que sont les soleils et les planètes, ou de nous autres, habitants fugitifs de ce monde sublunaire.

Quoiqu'il en soit, la vie vaut la recherche de la vérité désormais acquise, que la vie est partout illimitée dans le temps et l'espace.

SATURNE. — Saturne, où nous arrivons maintenant est la plus grande merveille de notre système planétaire, dans lequel il reste, avec son anneau lumineux, comme le principal témoignage de la formation des mondes. Dieu du Temps et du Destin des anciens, son orbite était considérée, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, comme la frontière de notre République solaire.

Cette belle planète, dont l'inclinaison de l'équateur sur l'orbite est de 26° 49', gravite à une distance moyenne de 1.400.000.000 kilomètres du Soleil, en faisant 9 kilomètres et demi par seconde sur son parcours de 8.860.000.000 kilomètres et met, en tournant autour de son axe en 10 h. 14', 29 ans et demi pour accomplir sa révolution autour du Soleil.

Le diamètre équatorial de Saturne est de 122.000 kilomètres, mais son volume n'est que 719 fois aussi gros que celui de la Terre, car l'aplatissement de ses pôles est de 1/10^e, tandis qu'il n'est que de 1/17^e sur Jupiter, et 1/292^e ici.

Quoique 719 fois plus gros que la Terre en volume, le poids de Saturne ne dépasse guère 92 fois celui de notre planète.

Le spectre de Saturne présente la plus grande similitude avec celui de Jupiter, mais il n'en est pas de même de son anneau, où la bande caractéristique dans le rouge ne se retrouve, ce qui nous fait penser qu'il ne doit pas y avoir plus d'atmosphère dans l'anneau de Saturne que dans notre Lune.

La couronne de Saturne est un système d'anneaux concentrique, composés d'un grand nombre d'astéroïdes ou lunes minuscules se présentant dans le télescope comme un immense anneau nettement partagé en deux anneaux distinctes séparés l'un de l'autre par un espace noir, large de 2.800 kilomètres, dit ligne de Cassini. La distance du bord intérieur de l'anneau à la surface de Saturne n'est que de 11.600 kilomètres.

Au-dessus de ce système d'anneaux, une dizaine de lunes, dont plusieurs ne sont que des astéroïdes gravitant autour du monde saturnien et desquelles nous ne voulons retenir que les plus grandes : Rhé et Titan, dont les diamètres semblent atteindre 1.200 et 3.000 kilomètres et qui mettent 4 et 15 jours pour contourner Saturne.

De l'ensemble de l'uranographie des satellites et de leur planète nous concluons que la vie, comme sur notre Lune, s'est depuis longtemps éteinte sur les premières

et qu'elle a dû coïncider chez eux avec l'époque où Saturne était encore un soleil en pleine activité. Du reste, les avis sont partagés. Quant au globe de Saturne lui-même, dont le faible soleil n'a qu'un diamètre apparent de $3' 22''$, l'activité actuelle, à sa surface, l'atmosphère dense, chargée de vapeurs d'eau nous incite encore à penser qu'il doit encore produire de la chaleur par lui-même, grâce à son volume énorme pas encore entièrement refroidi ou parce que la constitution physique et chimique de son atmosphère et les influences cosmiques de ses anneaux s'unissent pour créer des effluves électriques et transforment certains mouvements en chaleur.

URANUS. — Avec Uranus, découvert par William Herschel, en 1781, nous arrivons aux confins de notre monde solaire, où des perturbations encore inexplicables ont occasionné les mouvements rétrogrades des quatre satellites d'Uranus et de celui de Neptune. Au lieu de tourner de l'ouest à l'est, comme la Lune, des satellites de Mars, de Jupiter et Saturne, dans le plan de leurs équateurs respectifs de façon à ce que ce plan ne fasse pas un angle considérable avec celui de leurs orbites autour de l'astre du jour, les compagnons d'Uranus tournent, au contraire, de l'est à l'ouest et dans un plan presque perpendiculaire à celui dans lequel la planète se meut. Il résulte de cela que l'axe de rotation d'Uranus est presque couchée sur le plan de son orbite et que dans le ciel uranien le Soleil tourne d'apparence d'ouest en est au lieu de l'est en ouest. L'équateur d'Uranus étant incliné sur l'orbite, le Soleil uranien doit s'éloigner pendant le cours de son année de 84 ans terrestres jusqu'à cette même latitude et les latitudes qui correspondent sur cette planète à celle de l'Europe septentrionale pour nous, ont, pendant leurs longs hivers et leurs longs étés de 21 ans, le Soleil sans interruption alternativement au-dessous et au-dessus de l'horizon.

La planète Uranus se meut lentement, à l'énorme distance de 2 milliards 864 millions de kilomètres du Soleil, en faisant 6 kilomètres 700 mètres par seconde sur sa longue orbite de 17 milliards 830 kilomètres et met, en tournant sur elle-même en 11 heures environ, 84 ans et 8 jours pour accomplir sa révolution entière.

L'année d'Uranus est donc de 84 ans 8 jours et son jour de 11 heures à peu près.

Le diamètre d'Uranus est 4 fois celui de la Terre, soit exactement 53.000 kilomètres, ce qui fait que ce monde est encore, à lui seul, plus gros que les quatre planètes intérieures, Mercure, Vénus, la Terre et Mars réunies. Sa masse, par contre, est à peine 14 fois celle de la Terre, car les matériaux qui la constituent sont très légers et ne valent, à quantité égale, qu'un cinquième, 0,195 des nôtres.

Par l'analyse spectrale nous savons que l'atmosphère d'Uranus ressemble plus à celle de Saturne et Jupiter qu'à la nôtre, qu'elle forme, comme la leur, des bandes parallèles à l'équateur et qu'elle renferme aussi des gaz inconnus ici, mais identiques ou analogues à ceux que nous avons trouvés dans les deux grandes planètes. En outre, fait à noter, l'atmosphère d'Uranus se distingue surtout par la faculté d'absorption, faculté que nous n'avons jusqu'ici rencontrée dans aucune autre planète de notre système.

Uranus a quatre lunes : Ariel, à 196.000 ; Umbriel, à 276.000 ; Titania, à 450.000 et Oberon à 600.000 kilomètre de distance et elles tournent respectivement en 2 jours 12 heures, 4 jours 3 heures et demie, 8 jours 16 heures et 13 jours et demi autour de lui.

NEPTUNE. — Depuis que le prodigieux mathématicien Le Verrier a presque doublé le rayon précédemment connu de notre République solaire en heurtant de sa plume la terre lointaine du ciel, qu'est Neptune, il nous semble qu'il doit y avoir encore, dans le domaine

de notre Soleil, plusieurs planètes au-delà de cette dernière.

Cette probabilité de l'existence de planètes transneptuniennes ressort surtout de ce que la troisième comète de 1862 a son aphélie à la distance 48 (48 fois celle qui sépare le Soleil de notre Terre) et que les orbites de quatre autres comètes aussi paraissent avoir leur point d'intersection à une distance de 70. Si ce calcul est exact, et il doit l'être, l'hypothèse de deux planètes voguant à environ 7 et 10 milliards et demi de kilomètres du Soleil se vérifiera réalité à condition, bien entendu, qu'elles soient assez volumineuses pour être visibles.

À défaut de ces deux planètes attendues, un visiteur inattendu, la planète Pluton, de la taille de notre Terre, vient de se présenter, mais nous ne sommes pas encore en état de l'apprécier parce qu'elle est encore sur le « chantier ».

Retournons donc à Neptune, encore gardien provisoire de la frontière de notre système.

L'orbite de Neptune, longue de presque 28 milliards de kilomètres, est tracée autour du Soleil, à la distance moyenne de 4 milliards 487 millions de kilomètres. Cette planète, qui ne fait que 5 kilomètres 370 mètres par seconde, en tournant probablement en 11 heures autour de son axe, met 164 ans 281 jours pour accomplir sa révolution autour du Soleil. L'année de Neptune est donc de presque 165 ans et son jour d'environ 11 heures.

Le diamètre de ce monde, le nôtre multiplié par 3,8, est de 48.420 kilomètres. La densité de ses matériaux n'est que le tiers des nôtres, mais la pesanteur à sa surface est à peu près égale à ce qu'elle est ici. Malgré la faiblesse de sa lumière, l'analyse spectrale a permis d'apprécier son atmosphère et nous savons qu'elle offre presque une identité complète avec celle d'Uranus et qu'elle a les mêmes facultés d'absorption que la sienne.

Nous ne connaissons qu'une lune à Neptune. Elle fut découverte par Lassell, également en 1846, et elle tourne à 400.000 kilomètres autour de Neptune en 5 jours, 21 heures. Son mouvement est rétrograde, de l'est à l'ouest, et c'est surtout par la rapidité de sa rotation que nous avons pu établir approximativement celle de Neptune, dont le disque, légèrement bleuâtre et diffus, n'offre pas de points de repère suffisant pour permettre avec précision un tel calcul.

Vu d'Uranus, qui est 19,18 et de Neptune qui est 30 fois plus éloigné de l'astre du jour que nous, la première de ces deux planètes ne reçoit plus que la 368^e partie et la seconde la 900^e partie de chaleur et de lumière dont il nous gratifie. La pleine Lune réfléchissant la 618.000^e partie de la lumière solaire, Uranus reçoit donc tout de même du Soleil encore 1.500 fois, et Neptune 687 fois plus de lumière que nous de la pleine Lune...

Nous voici, avec un peu d'efforts, arrivés au terme de notre voyage idéologique. Uranus et Saturne exceptés, toutes les planètes de notre monde ont disparu de notre vue ; mais les quatre milliards et demi de kilomètres qui nous séparent du Soleil n'ont en rien modifié les figures des constellations qui brillent au-dessus de nos têtes. Pour changer les perspectives stellaires que nous offrent les constellations de la Grande Ourse ou de l'Orion, il nous faudrait, sur les ailes de la pensée, plus rapides que la lumière, franchir neuf mille fois la distance qui nous sépare de Neptune, pour aborder, après avoir assisté à un défilé de comètes — les trépassés du Ciel — *Proxima* ou *Alpha* du Centaure, la belle étoile double, dont le volume égale environ deux fois et demi celui de notre Soleil... Je gage que nous ne serions pas bien dépaysés, parce que partout nous retrouvons même loi fondamentale, même égalité constitutive avec des variétés infinies, mais semblables dans

les formes ou manifestations de la vie éternelle. — **Frédéric STACKELBERG.**

P. S. — Une poule aveugle, prétend un dicton allemand, trouve parfois un grain d'or. C'était mon cas, quant à la Hégude, près de Marseille, j'ai troqué une étoile dite nouvelle, en glanant, sans l'aide d'un télescope, dans le ciel pendant une belle nuit d'été, en 1918, comme en fait foi le télégramme que j'ai envoyé alors à notre inoubliable Camille Flammarion et qu'il inséra dans sa *Revue Astronomique*.

Je n'ai pas plus de mérite aujourd'hui qu'alors, en affirmant, dans l'intérêt de la précision et de la clarté, que toutes les étoiles sont alternativement diffuses et géantes dans leur jeunesse, condensées et naines pendant leur vieillesse et qu'elles semblent varier comme poids, en moyenne, dans la même proportion que les hommes entre eux de 1 à 5 et que la longévité maxima d'un être humain qui ne dépasse guère 120 ans, trouve son pendant équivalent dans une étoile dont l'âge de la naissance à la mort (sortie et retour à l'éther interstellaire) ne doit pas dépasser 15 trillions d'années. — **F. S.**

PLASMOGENIE n. f. Mot nouveau s'appliquant à une science nouvelle, celle qui s'occupe spécialement de la *génération des formes modelées* (Plasma-Généa) ou *biologie synthétique*.

Ce mot, proposé dès 1903, par le Professeur Alfonso L. Herrera, rassemble dans les mêmes études les travaux divers se rapportant à la biologie constructive, les essais de reconstitution, en laboratoire, des phénomènes de la vie organique.

La plasmogénie *pure*, qui comprend l'étude des phénomènes de morphogénèse, de physiogénèse et de chimogénèse, se complète par la plasmogénie *appliquée* qui s'étend sur l'hygiène, la médecine, les sciences naturelles, la cosmologie, l'agriculture, l'industrie, etc. Dans sa partie abstraite, la plasmogénie appliquée touche la philosophie et la sociologie, on voit donc quel champ immense s'ouvre devant les pionniers de cette science, puisque c'est la *vie universelle* qui est leur terrain d'expérience.

Ceci explique également la *valeur personnelle* des hommes qui se sont donnés à ces délicats problèmes, car avant de devenir des reconstituteurs de formes animées, ils ont dû préalablement parcourir les sciences qui s'y rattachent : physique, chimie, astronomie, histoire naturelle, biologie, océanographie, etc...

Je ne dirai rien de la biologie purement analytique, qui précéda les premières expériences de plasmogénie (cherchant à combler l'énorme fossé qui séparait à nos yeux les éléments vivants de ceux dits : « non vivants »), qui eurent lieu il y a environ cent ans. Dicrochet et G. Rose cherchaient déjà, par divers moyens, à reproduire des cellules animées, ainsi que Linck. Vers 1855, Runge trouva la « force vitale » dans l'osmose et la capillarité, et obtint des précipités périodiques.

Ch. Brame perfectionna les expériences, obtint des cellules de soufre utriculaire, ébauche d'organisation présentant des phénomènes osmotiques et, en 1865, Böttger prépara les premières végétations inorganiques, qui furent le point de départ des recherches postérieures sur les croissances osmotiques à base de silicates.

Jusqu'en 1880, on a remarqué les essais de Traube de Breslau, de Pfeffer et de Reincke. En 1871, Harting avait réussi son essai de production synthétique de formations calcaires, pendant que Rainey reproduisait des cristaux imparfaits en milieu colloïdal.

Ce fut en 1882 que C. Robin présenta à l'Académie des Sciences un mémoire de Vogt et D. Moudier, sur l'imitation des formes organiques obtenues par osmose et, en 1885, Garcia Diaz, de Madrid, présenta des formes de morphogénèse expérimentale, pendant que Th.

Graham, en Angleterre, travaillait sur l'état colloïdal d'où allait naître la biologie micellaire des *frères Mary*. Vers 1890, deux noms retenaient déjà l'attention ; ce sont ceux de Bütschli, le micrographe, et de Alfonso L. Herrera, qui publièrent de remarquables études sur des expériences morphogéniques.

Dix ans après, le courageux Stéphane Leduc, de Nantes, préparait sa « Biologie synthétique » qui, malgré son éloignement, reste pour nous un monument de clarté et de probité documentaire ; il publiait ensuite sa « Théorie physico-chimique de la Vie », suivie, en 1921, de l'« Energétique de la Vie », qui est son dernier livre sur la biophysique et la plasmogénie. Les travaux de Stéphane Leduc, rouvrant la controverse sur les générations spontanées, donnèrent lieu à de chaudes discussions. Quoi qu'on ait dit, les expériences de Pasteur n'ont pas solutionné le problème, son triomphe ne fut que momentané, mais il eut pour lui une presse puissante et l'appui tacite ou avoué de tous les officiels et du clergé. Les mêmes voulurent étouffer la voix de cet ancien tourneur sur métaux, qui se permettait de chercher à fabriquer des êtres artificiels et de surprendre les secrets de la Vie, jusqu'ici réservés à Dieu. Stéphane Leduc aura sa revanche, les esprits libres lui redonneront une place d'honneur parmi les précurseurs ; toutes les études de l'avenir touchant l'osmose, la biologie micellaire, etc., devront forcément se référer à ses travaux impérissables. Ah ! si Stéphane Leduc s'était soumis aux puissants du jour, et qu'il eût adapté ses résultats avec les conceptions religieuses du moment, il serait plein de gloire et fêté, au lieu de connaître le mépris non déguisé des officiels, à cause de ses ouvrages libérateurs. Non seulement ce fut un savant averti, mais il tira de ses travaux toute une philosophie, qui ne plaît point aux pontifes, et ceci explique sa retraite silencieuse. Ses conceptions évolutionnistes furent trop osées pour ses contemporains, mais les critiques malveillantes s'éteindront avant que son œuvre admirable ne subisse les assauts du Temps.

Je regrette de ne pouvoir donner, ici, de longs aperçus de la philosophie de Stéphane Leduc ; beaucoup de lecteurs de l'E. A. le connaissent déjà. Que les autres s'y réfèrent, ils verront que, sous l'écorce d'un savant positif, se cachait un cœur d'or, d'un désintéressement total, qui fait penser à Elisée Reclus.

Vers 1910, et de tous côtés, de nouvelles recherches sur la cristallisation, sur la phagocytose, sur l'osmose, sur la biologie des infiniments petits, se firent jour et constituèrent des bases solides pour la plasmogénie.

Dès 1909, les frères Mary éditaient leur ouvrage sur les « cellules artificielles » ; ils étudiaient la cristallisation imparfaite, fondaient la *biologie micellaire*, multipliaient les expériences, conjuguant leurs travaux avec ceux de Lehmann, de Kuckuck, de Benedikt, de Raphaël Dubois, de Gaubert, de Butler, de Quinke, de Rumbler, de Victor Delfino, etc... En 1914, les frères Mary fondaient l'Institut de Biophysique, qui devint un foyer des idées physiciennes et, en 1915, ils publiaient les « Principes de Plasmogénie ».

Une pléiade d'autres chercheurs, parmi lesquels Lecha Marzo et Rodriguez Mendez, en Espagne ; Castellanos, à Cuba ; Jules Félix, à Bruxelles ; Foveau de Courmelles, à Paris, donnaient un essor nouveau à la plasmogénie, puissamment aidés en cela par d'autres savants et penseurs, comme E. Hureau, Alfred Naquet, Rocasolano, Albert Jacquemin, Tarrida del Marmol, S. Lillie, Otto von Schroën, Renaudet, Malvezin, Guinet, G. Abbott, H. Fischer, Razetti, Mirmande, Ruiz Maya, etc...

Déjà, en 1911, A.-L. Herrera avait publié, à Mexico, « Una nueva ciencia. Plasmogénia ». En 1915, les frères Mary publiaient, en Espagne, « La síntesis de la Organización » ; en 1919, les mêmes écrivaient le résumé de l'histoire de la Plasmogénie, et ce fut seulement en

1921 que, par souscription, put paraître, à Paris, le « Dictionnaire de Biologie Physiciste », qui restera pour tous nos amis une mine inépuisable de recherches touchant les grands problèmes de la Vie (l'hydrogéologie occupe 80 pages de cet ouvrage), puis vinrent les « Horizons du Physicisme », qui parurent en 1923.

En 1926, parut, à Barcelone cette fois, et richement illustrée, une nouvelle édition de « Una nueva ciencia : la Plasmogénia », par A.-L. Herrera.

Depuis, dans bien des journaux, revues médicales, scientifiques ou philosophiques, nous avons lu des articles sur la plasmogénie, signés : Albert Mary, Victor Delfino, A.-L. Herrera, R. Dubois, Foveau de Courmelles, Jules Regnault, etc... Une revue allemande, « Protoplasma », s'occupe spécialement de cette science. Espérons que de nouvelles revues s'intéresseront à ce problème fondamental de la Vie universelle, en dehors des dogmes des religions révélées et donneront à la plasmogénie, la place qu'elle mérite, parmi les sciences positives. Le petit « Bulletin de l'Association Internationale Biocosmique » (*La Vie Universelle*) donne toujours les compte rendus et résultats d'expériences de plasmogénie, à côté d'autres études astronomiques ou philosophiques.

En 1928, courant février, Albert Mary, qui avait perdu son frère depuis 1915, mourut à son tour, sans avoir jamais reçu la récompense de son travail acharné. Comme Stéphane Leduc et comme A.-L. Herrera, il avait subi les critiques acerbes de ceux qui veulent modeler leurs conclusions scientifiques sur des métaphysiques périmées. Albert Mary, qui fut des nôtres aux Universités Populaires, et donna des chroniques aux « Temps nouveaux », fut un biologiste non officiel, un en-dehors, un chercheur indépendant, un philosophe, et un poète, et son œuvre doit être classée au tout premier rang, parmi celles des plasmogénistes.

Je visitai également, en 1928, le vieux pacifiste Raphaël Dubois : il mourut peu de temps après, en 1929, laissant, en plus d'un long professorat, de belles études sur la lumière physiologique, le sommeil hivernal, etc. ; il fut le grand ami de Kuckuck, de Pétrograd. La mort faucha dans les rangs des chercheurs, mais rien ne se perdit de leurs enseignements, et les jeunes, continuant les investigations commencées, donneront peut-être demain un essor insoupçonné aux découvertes de la biologie synthétique. Puisse notre vaillant ami A.-L. Herrera qui, depuis plus de 40 années, a donné le plus grand essor à cette science, continuer encore longtemps ses expériences, pour que les jeunes générations s'orientent un peu vers la synthèse scientifique, après avoir été si longtemps portées vers les sciences analytiques. Ainsi conduits vers de nouvelles et pacifiques conquêtes, les hommes sauront mieux se situer dans l'Univers incréé, et comprendront facilement le *solidarisme biocosmique* qui les lie avec tout ce qui existe (avec les éléments vivants et avec les matières dites inertes, avec le passé et avec l'avenir) et deviendront plus fraternels, plus solidaires, en supprimant totalement les barrières de race, de couleur, de frontière et de langage, qui les empêchaient de collaborer pour de meilleurs devenirs. — J. ESTOUD.

P.-S. — Pour compléter ce court exposé, je ne saurais mieux faire que de citer quelques phrases glanées un peu au hasard, mais qui situeront quand même les plasmogénistes dans l'esprit du lecteur, et de donner une petite bibliographie pour ceux qui voudraient approfondir cette question si importante. — J. E.

a) *Extraits (Stéphane Leduc) :*

— La vie est indestructible, incréable, éternelle (page 22, « Biologie Synthétique »).

— La condensation des nébuleuses, la séparation des planètes et de leurs satellites est, au point de vue mécanique, analogue aux phénomènes de cohésion et de segmentation que nous avons étudiés dans les liquides, et

suggère que si, au lieu d'un champ de forces rayonnantes, nous produisons dans les liquides un champ tourbillonnaire, les analogies deviendraient plus grandes encore... (page 171, « Biologie Synthétique »).

— Puisque on ne peut marquer la séparation entre la Vie et les autres phénomènes de la nature, on devrait conclure que cette séparation n'existe pas, ce qui est conforme à la loi de continuité entre tous les phénomènes (page 13, « Théor. Phys. chim. ; de la Vie et Générations spontanées »).

— L'acte élémentaire de la Vie, c'est la diffusion et l'Osmose (page 179, « Th. P. C. ; de la Vie et Gén. sp. »).

— Ce n'est qu'en conservant intacte sa personnalité, en toute liberté, en toute indépendance que l'on peut avancer vers des horizons nouveaux... Il existe, pour les pionniers, des satisfactions inconnues des autres hommes : la conscience de l'œuvre accomplie, la volupté de l'action qui crée ce qui n'a jamais existé, de l'esprit qui contemple ce qui n'a jamais été vu, de l'intelligence qui comprend ce qui n'a jamais été compris (page 205, « Bol. Synt. »).

b) *Extraits (Albert Mary) :*

— La Nature n'est grande et intelligible que vue de haut. On comprend alors combien il est impossible de scinder les phénomènes en compartiments nettement délimités et foncièrement différents les uns des autres, et combien l'*Univers*, selon le mot de d'Alembert, n'est vraiment « qu'un fait unique et une grande vérité » (« Dict. de Biologie Phys. »).

— La seule loi idéale de l'éthique est extensive et tolérante : c'est une loi de respect égalitaire et mutuel qui se double accessoirement d'un corollaire d'entraide. Contre les fléaux et contre les difficultés naturelles d'existence, l'humanité ne sera vraiment forte que lorsque les êtres humains auront répudié définitivement toute concurrence matérielle qui infériorise et toute haine désavantageuse à l'individu et à l'espèce. Moins de codes, de castes et de frontières ; plus d'intelligence, de droiture et de bonté : voilà ce qu'il faut à l'Humanité pour devenir digne d'elle-même, pour durer et pour être plus heureuse (p. 263, « Dict. Biol. Phys. »).

— Il n'y a pas d'« essence individuelle », tous les éléments dynamico-matériels de l'être humain sont puisés dans un fonds alimentant au même titre tous les êtres et toutes les choses et auxquels ils retournent après la dissociation des architectures éphémères, minérales, végétales, animales où ils se sont trouvés engagés. (Déclaration de l'Ass. Int. Biocosmique, sept. 1927.)

c) *Extraits (A.-L. Herrera) :*

— En réalité, tout est vie, et on ne saurait concevoir aucune limite entre ses diverses formes, les mêmes atomes passant des corps organisés aux inorganiques, à travers des combinaisons infinies ; et si nous envisageons la vie comme le mouvement dans l'Univers, rien n'est mort et, sous divers degrés, tout a une vie, manifeste et organique, *en petit*, ou comme un ensemble manifeste ou non, inorganique, *en grand*, enfermant toutefois les éléments des flots d'être vivants, semés dans l'infini d'eaux profondes et agitées. (Ab Aeterno : « La Vie universelle », n° 7, page 126.)

— L'Association Biocosmique répond à un besoin profond de nos temps. Morts et oubliés les dogmes religieux dans le cerveau des hommes libres ; détruit pour toujours l'idéal mystique, spiritualiste, chrétien ; il faut rentrer bon gré mal gré dans la nature, nous résigner à mourir pour toujours, dans le sens absolu et vulgaire du mot, mais tout à fait sûrs de notre pénétration dans l'ensemble, ou plutôt de notre vie cosmique. Par là, nous ne mourrons jamais. Notre dépouille fétide, cadavérique, si détestée des spiritualistes est, en réalité, un laboratoire merveilleux, où des réactions chimiques actives se poursuivent dans les mêmes atomes, molécules, milieux physico-chimiques de l'être vivant. Une humanité et une philosophie nouvelles se dresseront

sur les ruines du Vatican. (« La Vie universelle », n° 1, page 15.)

— L'ensemble de la Nature est vivant, et non mort, comme le disaient les partisans de saint Augustin (l'Aigle de l'Eglise), auteur de 252 volumes. Haeckel a combattu l'erreur géocentrique, mais il faut aussi combattre l'erreur biocentrique, qui consiste à limiter la vie des organismes terrestres. Kuckuck a publié, à cet égard, un livre volumineux et peu connu (« L'Univers, être vivant », 1911, Kündig, Genève). L'activité des astres est gigantesques, les éléments sont synthétisés dans les étoiles et les rayons cosmiques de Millikan constituent l'annonce de la naissance des éléments à la faveur des électrons positifs ou négatifs, produisant de la sorte les atomes. Ces cadavres bâtissent la nature. Le Ciel étoilé, envisagé comme un autel sépulcral par le fanatisme, est une vie universelle. (« La Vie universelle », n° 9, page 163.)

— La différence classique entre la matière morte et la matière vivante a été écrasée par la plasmogénie. Tout vit. Je suis heureux de donner la Vie à tout, associé à Dastre, Fouillée, Jules Félix, A. Mary, F. Monier-Zucca, Andrenko, etc... J'ai l'honneur d'octroyer le ciel étoilé aux hommes et ceux-ci à l'Infini. En effet, nous avons cette suprême consolation ; nous sommes immortels, nous faisons partie de l'Univers et irons toujours d'une forme à l'autre, en menus fragments ou comme des géants, comme des poussières d'étoiles ou comme des cellules solaires. Rien ne meurt ; dans l'indifférence universelle tout se tient et tout se pénètre. Le vivant est un soupir de l'Infini. Le cadavre est un fantôme. (« La Vie universelle », n° 10, page 191.)

d) Extraits (Raphaël Dubois) :

— En analysant attentivement les arguments invoqués par les philosophes spiritualistes d'une part et par les matérialistes d'autre part, je fus conduit à reconnaître qu'en réalité, on passe sans transition appréciable de la Force à la Matière et réciproquement, et que ces deux principes ne sont, en somme, que deux aspects d'une seule et même chose, d'un principe unique, à la fois Force et Matière. Pour le distinguer des conceptions dualistes, je proposai alors de baptiser le nouveau-né « Protéon », pensant que c'était aussi le meilleur moyen de faire disparaître de la Science le mot force et le mot matière qui, dans mon esprit, exprimaient des erreurs susceptibles de conduire à une impasse, comme cela arrive aux religions butées à des dogmes immuables. (« La Vie universelle », n° 2, p. 7.)

BIBLIOGRAPHIE. — A.-L. Herrera : *Una nueva ciencia, « La Plasmogénia »* (Maucci, éditeurs, à Barcelone, 1926). — A. et A. Mary : *Dictionnaire de Biologie physicienne* (Maloine, 1921, Paris). — A. Mary : *Les Horizons du Physicisme* (Maloine, 1923, Paris). — A.-L. Herrera : *Biología y Plasmogénia* (Herrero Hermanos, 1924, Mexico). — Stéphane Leduc : *Théorie physico-chimique de la Vie* (Poinat, éditeur, Paris, 1910). — *Biologie Synthétique* (Poinat, éditeur, Paris, 1912). — *L'Energétique de la Vie* (A. Poinat, éditeur, Paris, 1921). — Raphaël Dubois : *Naissance et évolution du Protéonisme* (« Vie Universelle », n° 2 à 7). — A.-L. Herrera : *La Vie latente dans l'Univers* (« Vie Universelle », n° 1 à 10). — Foveau de Courmelles : *La Vie et la Lumière* (« Vie Universelle », n° 5). — Félix Monier : *Lettres sur la Vie* (Vallée du Mont Arl, 1921 (à Chatenay-Malabry, Seine). — Georges Lachovsky : *L'Origine de la Vie* (Nilsson, Paris, 1925). — Carl Störmer : *De l'Espace à l'Atome* (Alcan, Paris, 1929). — Barbedette : *Face à l'Eternité* (Luxueil-les-Bains, Haute-Saône). — Jules Regnault : *Les Méthodes d'Abrams* (Maloine, Paris, 1927). — Kuckuck : *L'Univers, être vivant* (Kündig, éditeur, Genève, 1911). — Victor Delfino : *La vida y la muerte, los orígenes de la vida, los progresos de la plasmogénia, producción de amibas artificiales, biología universal, el error*

biocéntrico ; El Cosmos y la vida. Nuevos horizontes de la biología, etc., et cent traductions diverses. — Aristide Pradelle : *L'Atome fluide moteur du monde* (Deslailly, éditeur, Paris, 1912). — Albert Dastre : *La Vie et la Mort* (Paris, 1902). — Paul Kammerer : *Allgemeine Biologie* (Stuttgart 1920). — Israël Castellanos : *Plasmogénia* (Hyygia Madrid, 1918). — J. Nageotte : *Organisation de la matière* (Alcan, Paris). — H.-F. Osborn : *The origin, and evolution of Life* (New-York, 1921). — H. Bechhold : *Colloids in Biology and Medicine* (New-York, 1919). — Martin Fisher : *Oedema and Nephritis* (New-York, Willis, éditeur, 1921). — J. Alexander : *Colloid Chemistry* (1922, vol. 26, New-York). — Kunstler et Prévost : *La matière vivante* (Masson, Paris, 1924). — Aug. Lumière : *Nouvelles hypothèses* (Masson, 1921). — A.-L. Herrera : *La Silice et la Vie* (en préparation, 1930). — A. Zucca : *L'uomo e l'infinito* (Voghera, 1906, Rome). — *Rôle de l'Homme dans l'Univers* (Paris, Schleicher).

Parmi les revues qui ont publié des articles sur la Plasmogénie, on peut citer : *Protoplasma, Homo, Semana medica, La Revista Blanca, Medicina Argentina, Côte d'Azur Médicale, Intuicion, L'Idée Libre, Le Courrier Médical, Estudios, Le Semeur, L'En-dehors, La Vie Universelle* (organe de l'Ass. Intern. Biocosmique), etc...

PLATINE n. m. (espagnol : platina, de plata, argent). Métal malléable, dont la couleur, à l'état pur, varie entre le blanc d'argent et le gris de plomb. C'est le plus lourd des corps connus, son poids spécifique allant jusqu'à 22,069 quand il a été travaillé. Mais c'est aussi le plus inaltérable ; il ne s'oxyde à aucune température, résiste à la plupart des agents chimiques et n'est fortement attaqué que par l'eau régale et plus lentement par l'acide sulfurique nitreux, la potasse, l'azote de potassium et le cyanure de potassium. Son point de fusion est de 1.800 degrés.

Ce métal, qui se trouve toujours mélangé dans la nature avec d'autres métaux ayant des propriétés analogues, comme le palladium, l'irridium, l'osmium, etc., a été découvert en Amérique méridionale, au Brésil, en Colombie. Il existe aussi dans les dépôts aurifères et diamantifères de Bornéo, et sur la pente orientale des monts Ourals. L'infusibilité et l'inaltérabilité du platine donne lieu à un procédé d'extraction spécial. On attaque la mine de platine par l'eau régale et on précipite par le chlorhydrate d'ammoniaque ; le précipité calciné produit ce qu'on nomme le platine en éponge ; cette matière est réduite en poudre fine qui puisse former une boue avec de l'eau ; cette boue placée dans un moule est comprimée le plus possible. Le gâteau obtenu est alors chauffé, puis martelé sur une enclume pour en rapprocher de nouveau les parties. Après cette opération, le platine peut être forgé, comme le fer, puis laminé, étiré en fil, etc. On emploie le platine dans beaucoup de circonstances ; on en fait des chaudières, des alambics pour les usines de produits chimiques ; des creusets, des tubes, des capsules pour les laboratoires. On a essayé aussi de l'employer en bijouterie. On munit de pointes de platine les paratonnerres. On l'applique également sur la porcelaine, surtout en couverture totale, qui donne l'apparence de l'argenterie. Associé avec 10 p. 100 d'irridium, il a servi à la construction de l'étalon type du mètre international. — Ch. ALEXANDRE.

PLOUTOCRATIE n. f. (du grec *Ploutos*, richesse et *Kratos*, pouvoir). Influence des riches dans un Etat. Gouvernement des riches. Carthage fut une ploutocratie (Larousse). En fait, il n'y a jamais eu que des ploutocraties. Tout Etat dit policé est l'expression de la classe dominante, et cette classe est celle qui détient la richesse (capitaux et instruments de production). Ploutocratie au moyen âge, dans le système féodal,

lorsque le seigneur, propriétaire du sol, dicte sa loi aux manants. Ploutocratie dans les nations modernes, lorsque le capitaliste impose sa volonté aux travailleurs : « Le capital est un seigneur qui engloutit tous les bénéfices et le travail un esclave qu'on force à soulever des montagnes » (Pecqueur). Ploutocratie partout, car la concentration capitaliste a abouti à remettre entre les mains de quelques corsaires de haut vol toute la richesse accumulée. Et, cependant, combien de naïfs s'imaginent vivre en démocratie ! Combien ont cru à la « nuit du 4 août », à la « souveraineté du peuple », à la libre « expression de la volonté nationale » ! « Plus de privilèges, la loi égale pour tous ». Quelle duperie ! Il faut dire pourtant que ces naïfs-là sont de moins en moins nombreux : la multiplicité des scandales financiers, l'application de plus en plus fréquente de l'adage :

« Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »

ont ouvert les yeux des plus crédules de nos contemporains. Partout, il faut subir « la loi du riche ». Et, nous référant à S. Faure (*La Douleur Universelle*), nous citons Necker qui disait : « Toutes les institutions civiles ont été faites par les propriétaires ». Et Turgot : « Partout les plus forts ont fait les lois et ont accablé les faibles ». Lamennais écrivait aussi : « Ce qu'il a plu aux maîtres d'ordonner, on l'a nommé Loi et les lois n'ont été, pour la plupart, que des mesures d'intérêt privé, des moyens d'augmenter et de perpétuer la domination et les abus de la domination du petit nombre sur le plus grand » (*Le Livre du Peuple*), etc... Dans le même livre, S. Faure a lumineusement démontré comment la soi-disant démocratie aboutit en réalité à une ploutocratie occulte. Et chacun sait que, derrière le « peuple souverain », derrière les quelques centaines de pantins qui disent le représenter, il y a le « mur d'argent » : une poignée de magnats de la Banque et de l'Industrie qui sont les maîtres réels des peuples. Que le gouvernement soit une royauté ou une république ; qu'un Alphonse XIII soit remplacé par une démocratie ; qu'un bloc, dit « des gauches » s'installe au pouvoir, à la place d'un autre bloc dit « des droites » ; que X... se mette là où était Z..., ou vice-versa, qu'y a-t-il de changé pour le prolétaire ? Demain, il lui faudra offrir ses bras pour vivre tout comme avant, et les politiciens rouges ou blancs qui se succèdent sur le tréteau sont là pour le bernier par leurs pirouettes. Sur la vie misérable du travailleur se projette l'ombre écrasante du coffre-fort. Et, dans la coulisse, sont les ploutocrates, vrais rois de l'heure, dictateurs puissants entre les mains desquels se trouvent les vies de millions d'humains. — C. B.

PLURALISME n. m. (de *plures*, *pluralis* : plusieurs). En face de la métaphysique, il y a deux positions classiques. Sceptiques, positivistes, agnostiques repoussent toute métaphysique. Mais le dogmatisme adopte une doctrine et combat pour elle comme pour la vérité absolue. Aucune de ces deux positions ne me convient.

N'y a-t-il aucun moyen de subir la victoire légitime du positivisme, critique de mes pouvoirs, sans sacrifier des désirs qui me tourmentent et me réjouissent, richesses instables ? La métaphysique ne saurait devenir science. Pourquoi n'aimerais-je pas en elle le plus séduisant et le plus décevant des poèmes ?

Mais, si la métaphysique me paraît poésie, je n'ai aucune raison d'adopter un système jusqu'à condamner les autres. Je veux continuer à jouer, alternatif, de tous les poèmes métaphysiques. Un plaisir à quoi je ne renonce pas en créant mon poème, c'est celui d'aimer les poèmes différents...

Le positivisme m'a enseigné que nulle métaphysique n'a de prise sur le monde extérieur, sur le monde

objectif ; mon expérience m'a appris qu'aucune ne satisfait non plus à tous mes besoins intérieurs, à tous mes besoins subjectifs... Parmi les besoins poétiques qui dominent en moi, les plus considérables appartiennent peut-être à l'ordre logique et à l'ordre sentimental. Vais-je établir entre eux une hiérarchie ?...

Ma petite logique, tu es, si j'ose dire, une grande maîtresse d'erreur. En métaphysique, je m'appuie sur toi pendant une longue marche, où chaque pas a neuf chances sur dix de m'égarer. Les raisons que la raison ne connaît pas, ces raisons du cœur que vante Pascal, sont aussi trompeuses que la logique. De n'importe quel point de départ commun, la logique et le cœur nous peuvent entraîner vers des régions singulièrement diverses...

Une métaphysique est œuvre personnelle comme un poème. L'imposer est folie sacerdotale ; la proposer, naïveté paternelle. Il faut se contenter de l'exposer... Quel genre de poésie est la métaphysique ? Dans ma jeunesse, je déclarais déjà qu'il n'y avait pas de métaphysique vraie, mais j'ajoutais que toute vraie métaphysique tendait vers un monisme. J'appelais la métaphysique « la poésie de l'unité ». Je suis moins exclusif aujourd'hui et moins injuste. À côté de la blonde poésie de l'unité, j'aime la brune poésie de la dualité et du combat ; je ne méprise pas la châtainne poésie de la conciliation. Et pourquoi repousserais-je toujours la poésie de l'infini ? Mais la métaphysique que j'embrasse le plus souvent et d'un amour plus étroit, il me semble qu'elle est sens et poésie de la diversité... Au pluriel, c'est au pluriel qu'il faut parler des monismes, des dualismes, des ternarismes, des infinitismes, des pluralismes.

..

Dans les doctrines historiques, on pourrait considérer en souriant comme un monisme relativement absolu, le système des Éléates. Le monisme des Éléates se résume dans la fameuse formule : « L'Être est ; le Non-Être n'est pas ». Si l'être est d'une façon absolue et si, d'une façon absolue, le non-être n'est pas, voici niées toutes les épousailles du non et du oui, toutes les limites et les choses limitées, toutes les apparences, c'est-à-dire, je le crains, toutes les réalités. Voici nié le changement et les choses changeantes, le mouvement et les moteurs et les mobiles. Admettre un tel monisme, c'est supprimer l'expérience et ses objets, c'est ne voir dans les phénomènes et dans ce que nous appelons d'ordinaire êtres ou choses que tromperies ou illusions. C'est déclarer que rien de ce qui nous est apporté par nos sens n'a aucun rapport avec la vérité profonde et l'être unique...

Ce puissant monisme d'éternité et d'immobilité est remplacé aujourd'hui par deux pauvres monismes évolutifs dont je dirais volontiers que l'un est futuriste et l'autre passéiste. Au XIX^e et au XX^e siècle, nul philosophe connu n'ose nier la multiplicité actuelle. Mais on sauve l'unité en la plaçant soit à l'origine, soit à la fin des choses.

Le monisme passéiste, l'unité placée à l'origine des choses, est la métaphysique à quoi aboutit la doctrine spencérienne. Spencer voit la vie et l'univers même comme un progrès fatal. Ce progrès il le définit une différenciation de plus en plus grande, une hétérogénéisation croissante des phénomènes et des êtres. Avec lui nous remontons, dans le temps, à une époque où l'homogénéité était absolue. Pour la réfutation du monisme passéiste, qu'on me permette de renvoyer au livre capital sur la question, *Le Pluralisme* de J.-H. Rosny aîné.

Qu'on cherche aussi dans ce livre la réfutation du monisme contraire, le monisme futuriste qui admet la multiplicité dans tout le passé comme dans le présent,

mais veut que nous marchions vers l'unité et la paralysie, vers l'équilibre des énergies et de la matière.

Comme les monismes, poésies de l'unité, les dualismes, poèmes du combat, m'enivrent parfois, ne me satisfont jamais.

Il est visible que nous vivons dans un monde de guerre. Mais le combat a-t-il la précision que lui veut Zarathoustra ? N'y a-t-il que le bien et le mal ? N'y a-t-il pas, partout ou presque, du mélange ? Si je classe les phénomènes et tous les êtres selon le critérium de mon intérêt, tout ce qui ne m'est pas hostile m'est-il nécessairement favorable ?

Beaucoup de choses me sont indifférentes, neutres, sans saveur de plaisir ou de douleur. Parmi les phénomènes qui me blessent, quelques-uns m'apportent un bien réel... Même si, sur un certain plan, il y a du bien et du mal absolus, ou à peu près, je me transporte parfois dans des régions de lumière sans douce chaleur ni brûlure, par-delà le bien et le mal...

Après la poésie de l'Unité et celle du Combat, les poèmes de la Conciliation. N'y a-t-il pas un lieu où les adversaires s'apaisent et où les contradictoires s'identifient ? Les métaphysiques qui essaient ainsi de concilier, dans un troisième terme, les deux armées du dualisme, je les appelle parfois *ternarismes*.

Les variétés en sont nombreuses. Le plus connu des ternarismes est le système de Hegel. Toujours Hegel dresse l'antithèse en face de la thèse ; il ne prend parti ni pour l'une ni pour l'autre, mais les fait s'épouser, à ce qu'il croit du moins, dans ce qu'il appelle la synthèse. Comme sa métaphysique est un panlogisme ; comme, pour lui, le mouvement des choses et le développement des idées se correspondent : dès qu'il a réussi la synthèse de la thèse et de l'antithèse, il croit avoir expliqué le devenir créé par la coexistence de l'être et du non-être ou par ce qu'il nomme volontiers, avec des mots moins concrets, l'identité des contradictoires. Mais, à regarder de près, on s'aperçoit que la synthèse, le plus souvent, renouvelle la thèse avec des mots en apparence plus larges et escamote, dans ce vague élargi, l'antithèse...

Il n'y a pas moins de poésie dans cette doctrine que dans la plupart des autres... Et il y a des métaphysiques infinitistes qui ont, comme toutes les autres, leur poésie et leurs impossibilités logiques. Et il y a encore le pluralisme, poésie et sens de la diversité.

..

Dans ce *Pluralisme* qui sera, demain, notre « Discours de la méthode », Rosny aîné se défend à peu près victorieusement contre toute métaphysique. Il se tient fortement sur le plan scientifique, logique, méthodologique... Ce *Pluralisme*, néanmoins, produira de nouvelles métaphysiques. Rosny lui-même accomplira l'évolution complète des grands génies philosophiques. Nul n'échappe à la métaphysique. Auguste Comte lui-même — et cependant c'est du nom de sa doctrine que nous appelons le refus à toute métaphysique — après un effort en apparence victorieux, a été plus vaincu que tout autre ; il a construit plus qu'une métaphysique : une religion. Mais il n'y a pas défaite à satisfaire un des besoins essentiels de l'homme ; il n'y a pas défaite à être poète. La défaite, c'est de s'embrouiller et se perdre parmi nos besoins divers ou de se refuser à quelques-uns d'entre eux. J'ai besoin de nourriture et j'ai besoin d'air. L'un ne remplace pas l'autre. Voilà ce qu'ignorent ceux qui condamnent métaphysique ou science, ceux qui embrouillent science et métaphysique. Impossible de formuler une loi sans fausser en quelque mesure les phénomènes. Dans la forêt de l'univers, il n'y a probablement pas deux feuilles ou deux phénomènes qui se recouvrent exactement. Pour leur donner un nom commun, les soumettre à une loi com-

mune, il faut oublier leurs différences ; il faut traiter comme identique ce qui n'est pas identique. Pour construire la science, nous consentons à quelque chose qui n'est pas de la science, qui est de la métaphysique. Il n'y a de science que du général. Mais le général n'a pas d'existence objective. Le général est un mensonge : pauvreté logique ou richesse métaphysique.

Sachons-le. Ayons toujours en quelque méfiance ce qui est scientifique, à cause de la quantité de métaphysique que cela contient nécessairement. Ayons en admiration, si nous sommes poètes, tout ce qui est scientifique, à cause de la quantité de métaphysique et de rêve que cela contient nécessairement.

J'appelle métaphysique : l'art d'apaiser les antinomies, l'art de calmer nos contradictions internes. Les antinomies sont-elles purement internes ? Ne résident-elles pas aussi dans la nature des choses. Si je ne donne pas aux mots un sens équivoque, est-ce que je ne trouve pas toujours la nature en contradiction avec elle-même ?... Peut-être est-il absurde de dire : La nature. Peut-être n'y a-t-il que des natures ? S'il n'y avait ni l'Etre et son travail contradictoire, ni la lutte éternelle de l'Etre et du Non-Etre ? S'il n'y avait que les êtres et l'innombrable Chacun-pour-Soi ?...

En moi aussi les natures se contredisent, se querellent. Que la bataille cesse d'être méchanceté et déchirement pour devenir spectacle, et qui m'émerveille... Je porte en moi des antinomies parce que j'ai des besoins intérieurs multiples. Ces besoins divers et souvent divergents, la métaphysique de chacun les doit satisfaire en chacun de nous.

Les antinomies ? L'Un et le multiple, l'infini et le fini, l'origine et la non-origine... Autant de terrains de heurts et de malestendus qui ont aussi leurs compromis comme l'absolu et le relatif... Les êtres sont. Réalité et non-existence à la fois dans la multiplicité fantastique des êtres en lutte et en pénétration. Les êtres sont. Contradiction de l'être libre en proie aux libertés contraires, problème d'une âpre « liberté » intérieure en face d'un déterminisme extérieur irrésistible, instabilité de l'être unique envahi par les êtres innombrables. Les êtres sont. Mais forment-ils vraiment un nombre, et fini ? Où sont-ils en dehors du nombre et en quantité infinie ? Je rêve, j'imagine que « tout » est éternel. Et cependant je crois que « rien » n'est éternel... Les antinomies ? Il m'arrive de les résoudre par un parti-pris qui prend un faux aspect de conciliation. Mais la conciliation véritable m'échappe et elle n'est au pouvoir de personne...

Je suis — si j'ose dire — pluralément pluraliste. Non seulement j'admets (ou je rêve) la multiplicité des êtres et leur durée éternelle. Mais à chacun de ces êtres j'accorde, comme Spinoza à sa substance, un nombre indéfini (Spinoza dit : une infinité d'attributs...) Certes, chaque attribut de chacune de mes Eternités — et chacune de mes Eternités elles-mêmes — est impuissant à créer à lui seul aucun mode, aucune réalité sensible, mais chacune collabore de toute son essence, de tous ses attributs, à produire des êtres innombrables. Dans mon rêve, aucune de ces Eternités, aucune de ces essences qu'Herbart appelle les *Réalités* n'a jamais existé à l'état séparé. Elle a toujours été prise dans quelque agrégat. Et elle passe d'un complexe à un autre complexe. C'est pourquoi si, en un certain sens, seuls ces Eternels existent ; en un autre sens, il est juste de remarquer que, pensé isolément, chacun d'eux, incapable de subsister isolé, équivalant au néant et que seuls les phénomènes et les choses possèdent la véritable existence. Et la véritable existence est chose qui passe.

Le pluralisme de Rosny est phénoméniste. Mon pluralisme s'avoue substantialiste. Mais mon substantialisme monadiste se complète d'un pluralisme phénoméniste. Je reconnais que les phénomènes sont hétérogènes et discontinus. L'éternité de la nomade ne trou-

ble en rien, si j'ose dire, ce trouble et cette discontinuité. La monade éternelle ne passe dans une réalité complexe qu'en se libérant d'une autre. Chaque changement détruit et crée ; chaque changement est bond et révolution.

Me voici donc pluraliste comme Rosny aîné, et à la fois comme Leibnitz, et encore comme le plus avisé et le plus complexe des monistes, Spinoza. Car son monisme équilibré s'associe à un dualisme subjectif, puisque nous connaissons deux attributs de la substance et à un pluralisme subjectif, puisque les attributs inconnus sont en nombre infini. En nombre infini aussi les modes naturés par chaque attribut de l'unique, double et infiniment multiplié Naturante.

..

Je n'essaie de rien démontrer en métaphysique. Je ne m'attarde pas non plus à rien réfuter. Je n'impose ni ne m'impose ma métaphysique. Celle que j'ai dite ici, pour toujours peut-être mais peut-être seulement pour un an ou un mois, me satisfait à peu près. Je serais désolé qu'elle me satisfît complètement... Je ne dis à personne : Adoptez ma métaphysique. Je dirais plutôt à chacun : Essayez donc si vous ne goûterez pas un grand plaisir en bâtissant une métaphysique à votre mesure. — HAN RYNER.

BIBLIOGRAPHIE. — *Le Pluralisme ; Les Sciences et le Pluralisme* (J.-H. Rosny aîné). — *Les Synthèses suprêmes ; Songes Perdus ; Crépuscules* (Han Ryner). — *Les philosophies pluralistes en Angleterre et en Amérique* (J. Wahl). — *L'Harmonisme* (Louis Prat), etc.

PLUTARQUISME. Ce mot est un des plus heureux néologismes produits par l'après-guerre. M. Jean de Pierrefeu paraît en être l'auteur. Il en a, en tout cas, justifié l'emploi et la destination mieux que personne dans ses ouvrages : *G. Q. G. Secteur*, et *Plutarque a menti*, où il a décrit l'œuvre de mensonge, de falsification des faits de la guerre de 1914, par les rédacteurs de ce qu'on a appelé le « communiqué ». Le plutarquisme a été la forme intellectuelle, élégante, aristocratique, du « bourrage de crâne », de ce mensonge ignoble, à l'usage des foules chloroformées patriotiquement, sans lequel « la guerre n'aurait pas duré trois mois », a écrit M. P. Allard qui fut préposé à la censure, autre organisme du Grand Quartier Général, chargé, avec les Conseils de guerre, d'entretenir un « moral » haineux et belliqueux.

Dépassant cette sinistre et honteuse époque de 1914-1918, le plutarquisme est l'histoire fabriquée, maquillée, vue en beauté, à la façon de Plutarque, auteur des *Vies des Hommes illustres* de l'antiquité. C'est la déformation des événements, l'exagération tendancieuse de ce qu'ils ont eu, très rarement, de grand, le silence, non moins tendancieux, sur ce qu'ils ont eu presque toujours de honteux ; c'est la fable, la légende, créées et imposées contre la vérité, l'embellissement systématique de l'insanité, et c'est l'apologie des pires bandits qui ont sévi sur l'humanité, l'idéalisation des pires crimes dont elle a souffert. C'est « le héros couvert de lauriers, acclamé par la foule, l'empereur romain sur son char de triomphe », et qui ne fut pas « autre chose que le digne fils de ces brigands dégouttant de crimes, vivant du pillage et du vol, qui foudrèrent la ville sur le mont Palatin. » (J. de Pierrefeu). C'est, après Plutarque, la glorification durant vingt siècles, par les annalistes, les chroniqueurs, les mémorialistes, les historiens, de tous ceux qui ont succédé à ces « héros » et ont abouti aujourd'hui au Président de la République, « incarnation vivante, rejeton orgueilleux des grands bandits légaux qui ont détroussé nos ancêtres par l'usure, par le monopole, par la savante mise en œuvre

de tous les procédés que la loi, faite par eux, et pour eux, leur mit en main. » (M. Millerand).

Le plutarquisme accommode l'histoire, la pare à la façon des bouchers préparant leur étal. Il pique des fleurs sur le faisandage. Sur l'ignoble ordure de la guerre, il dresse le *labarum* de Constantin, le panache Blanc d'Henri IV. Il dit à Fontenoy : « Tirez les premiers, messieurs les Anglais ! » et il crie dans les tranchées : « Debout les morts ! » Il montre les gestes héroïques des grands personnages sur des champs de bataille où ils ne furent jamais. Tel, sur les tableaux d'histoire de Versailles, Louis XIV préside à tous les combats de son règne ; il ne risqua jamais sa vie dans aucun. C'est le cas d'à peu près tous les rois et conquérants à qui on attribue de hauts faits. Suivant des clichés adoptés, on dit : « César conquiert la Gaule », comme on dit : « Sainte Geneviève sauva Paris » et « le général Joffre a gagné la bataille de la Marne » !

M. Julien Benda, parlant de la *Crise de la vérité*, a cité ce mot d'un de ses contradicteurs : « Qu'est-ce que le truquage d'un texte, près du salut de la France ! » C'est ce que disaient les faussaires du temps de l'affaire Dreyfus, pour qui il y avait une vérité française qui n'était pas la vérité de tout le monde. C'est ce que le plutarquisme a dit partout, depuis toujours, dans tous les pays. Qu'était le truquage d'un texte pour l'Eglise, auprès de la domination qu'elle voulait exercer ? Qu'est ce truquage aujourd'hui, auprès de l'impérialisme qui veut dominer à tout prix ? Ce sont vingt siècles de ces truquages qui ont fait de l'histoire l'enseignement de l'immoralité. Déjà, lorsqu'elle est écrite avec une recherche honnête de la vérité, l'histoire n'est qu'une « pauvre petite science conjecturale », comme disait Renan. Mais lorsqu'elle est cyniquement adultérée, elle est l'œuvre la plus criminelle qui soit contre l'esprit humain. Or, toute la vie sociale est bâtie sur l'infailibilité dogmatique de l'imposture traduite par le plutarquisme. Il est d'autant plus dangereux que la lettre de ses textes est exploitée par des coquins. Couchoud a remarqué que quelques mots de la Bible : « Tu ne laisseras pas vivre la sorcière », ont provoqué sans fin des massacres de femmes. Combien ont fait encore plus de morts les mots : *Dieu le veut ! et Allons, enfants de la Patrie !*...

Diderot disait : « Quand il s'agit d'accuser les dieux ou les hommes, c'est aux dieux que je donne la préférence. » Le plutarquisme, lui, la donne aux hommes. Toutes les révoltes de l'humanité sacrifiée ont été, à ses yeux, des crimes, depuis celle de Prométhée jusqu'à celle des communards. Les *Jacques* étaient des bandits aux yeux du plutarquisme Froissard ; les peuples coloniaux qui se défendent contre les pillards « civilisateurs » sont des brigands, de l'avis de la valetaille plutarquiste des journaux. Le grand principe du plutarquisme a toujours été la justification de l'Ordre établi par les maîtres, si opposé qu'il eût été au véritable développement social et au progrès humain. La puissance romaine a été plus néfaste à la marche de l'humanité qu'elle ne l'a favorisée, et aujourd'hui encore le droit romain enserrme l'homme comme dans un étoupe ; mais le plutarquisme a présenté cette puissance comme le rempart de la civilisation, même lorsqu'elle tuit la civilisation grecque, parce qu'elle représentait l'Ordre. Il a pris position pour les dieux contre les hommes, pour le Sénat contre Catilina et Spartacus et, à la façon de Mascariile, il a mis en madrigaux toute l'histoire romaine. Suivant le même principe, il a célébré et il continue à célébrer comme glorieuses les époques les plus calamiteuses de l'histoire de la France, celle de Louis XIV en particulier. Quelles que soient les preuves accumulées du malheur de cette époque, il y a toujours des Louis Bertrand pour plutarquiser sur « Louis le Grand » et écrire des insanités comme celles-ci : « Il a façonné nos âmes, notre sensibilité, notre

intelligence. Nos âmes sont restées héroïques et douces, comme celles de son temps, comme la sienne... » et des journalistes pour apprécier ainsi : « Le culte de Louis Bertrand pour Louis XIV qui a déconcerté les préjugés démocratiques de notre époque d'anarchie, n'est, chez l'écrivain, que le culte de l'ordre français, incarné dans le roi le plus soucieux de l'honneur national qui fut jamais. » (*Figaro*, 10 mars 1928). Gobineau a montré comment le souci « d'honneur national » de Louis XIV ne fut que la manifestation de sa mégalomanie, et comment celle-ci a engendré, en France, cette vanité nationale, mère de l'impérialisme dont Napoléon a semé le virus dans l'Europe entière contre les idées de Fraternité humaine apportées par la Révolution. Quant à « l'ordre français » incarné par le même Louis XIV, il fut la plus odieuse et la plus insolente exploitation de la misère du peuple que jamais autocratie eût pratiquée dans aucun royaume. C'est cela qu'on appelle l'Ordre devant lequel il n'y a qu'à s'incliner, à bér d'admiration et à se dire : « Ah ! qu'on est fier d'être Français quand on contemple la colonne ! » Les autres peuples ne sont pas moins fiers, car ils ont tous, pour la plus grande gloire de l'Ordre, leurs Napoléon à jucher sur des colonnes, et leurs Poincaré qui ont « bien mérité de la patrie » en contribuant à faire les dix millions de morts de la Grande Guerre. L'empereur Auguste, après avoir révolutionné le monde pour établir sa puissance, disait « augustement » aux aventuriers devenus ses courtisans : « S'opposer à tout changement dans l'Etat est toujours le fait d'un honnête homme et d'un bon citoyen. » Depuis vingt siècles, en passant par Louis XIV pour aboutir à M. Tardieu, la formule de l'ordre n'a pas changé pour tous ceux dont :

« Le crime heureux fut juste et cessa d'être crime. »
(Boileau).

Elle a son fondement dans ce sentiment, l'impuissance que M. Barrès réclamait des pauvres et qui est, disait-il : « une condition première de la paix sociale », c'est-à-dire de l'ordre selon le plutarquisme.

Le plutarquisme qui produit des excités, des illuminés, des fous nationalistes, des divagateurs cornéliens, des mégalomanes dictateurs et des légions de pauvres abrutis intoxiqués d'héroïsme patriotique, a été souvent dénoncé, au point qu'on en est arrivé à envisager la suppression de l'enseignement de l'histoire pour mettre fin à son perfide empoisonnement des esprits. Ce remède est impossible, car il faudrait, en même temps, supprimer dans les esprits la curiosité du passé indispensable à leur progrès autant que celle de l'avenir. Mais ce qui est possible, c'est de se défendre contre la malfaisance du plutarquisme et de le combattre énergiquement dans l'actuel, en attendant que les recherches sincèrement objectives, sans préoccupations de partis, permettent de l'éliminer peu à peu de l'histoire passée. Il faut mettre à nu et fustiger sa malfaisance d'hier ; il faut l'empêcher de faire son œuvre de demain en dénonçant par tous les moyens l'imposture qui tombe des tribunes gouvernantes, s'étale dans les journaux, falsifie la notion de toute chose, répand la confusion et rend impossible le discernement de la vérité, même pour les faits les plus récents. Involontairement, parce qu'il voit mal les événements, mais plus souvent volontairement, parce qu'il est payé pour cela et que sa conscience y est entraînée sans trouble, celui qui écrit au jour le jour le document de l'histoire future ment dans tout ce qu'il écrit ; il ment comme il respire, il plutarquise avec cynisme, sinon avec talent.

Dans sa *Manière d'écrire l'histoire*, Mably a dit : « Ce n'est pas la peine d'écrire l'histoire pour n'en faire qu'un poison... Il me semble que c'est à l'ignorance du droit naturel ou à la lâcheté avec laquelle la plupart des historiens modernes trahissent par flatterie leur conscience, qu'on doit l'insipidité dégoûtante

de leurs ouvrages. » Mably ne mâchait pas ses mots ; ils étaient justes et il ne pouvait en avoir d'assez flétrissants pour des ouvrages aussi néfastes. Leur plutarquisme a complètement travesti l'histoire en faussant les figures et les époques, en se taisant sur des faits essentiels, sur leurs véritables origines et caractères, en dissimulant ou en dépréchant l'action populaire venue des masses humaines, cela pour encenser jusque dans leurs pires turpitudes les sinistres et sanglants cabotins qui régnerent et ne furent, à de très rares exceptions, que de calamiteux imbéciles. N'allait-on pas, au temps de Mably, jusqu'à trouver « charmantes » leurs « évacuations », (*Journal de Barbier*), et à se disputer l'honneur de leur torcher le derrière ! Or, on ne peut dire que le plutarquisme est spécial à une époque. Il sévit encore plus en démocratie qu'en autocratie, en raison de ce principe bien simple que la démocratie doit convaincre, tandis que l'autocratie n'a qu'à s'imposer. Quand elle ne veut pas convaincre par la vérité, la démocratie est amenée à user du mensonge plus que l'autocratie. On voit ainsi, par exemple, M. Herriot renchérir, au nom des principes des droits de l'homme, sur les louanges du plutarquisme à l'égard de Bossuet en célébrant la tolérance, le sens humain, la fraternité et l'amitié humaines de ce prélat qui fut le plus pontifiant des inquisiteurs, le plus implacable des esclavagistes, le plus pompeux des flagorneurs de la royauté et le plus étroit des casuistes. Le catholique Borda Demoulin déclarait que « Voltaire prêchant la tolérance, la liberté et la fraternité, était plus chrétien que Bossuet défendant l'intolérance et la théocratie ». Le laïque et démocrate Herriot met Bossuet sur le même plan que Voltaire, et peut-être le trouve-t-il meilleur librepenseur !

Voltaire pratiquait le pyrrhonisme, c'est-à-dire : « l'esprit de doute qu'il faut porter dans l'étude de l'histoire ». Car, si « l'histoire est le récit des faits donnés pour vrais, au contraire de la fable qui est le récit des faits donnés pour faux », il n'est nullement établi que les faits donnés pour vrais soient indiscutablement vrais et que, très souvent, leur récit n'ait pas été remplacé par celui des faits donnés pour faux. L'histoire a été inévitablement, comme toutes les autres formes de la littérature, de transmission orale tant que l'homme n'a pas su en fixer la mémoire par les signes de l'écriture. Or, comme l'a fort bien dit Voltaire : « Avec le temps, la fable grossit et la vérité se perd ». La transmission orale du père aux enfants a pris un caractère de plus en plus fabuleux et, lorsque l'homme a commencé à écrire l'histoire, il a écrit les fables qu'il avait apprises et non la vérité. Aussi, le pyrrhonisme est-il une attitude indispensable pour quiconque ne veut pas être dupe du plutarquisme. Il n'a pas mis Voltaire lui-même à l'abri des erreurs, personne ne pouvant y échapper complètement, mais il lui a permis d'en corriger beaucoup que les ignorants tenaient pour des vérités définitives. Voltaire a mis ainsi à leur vraie place la prétendue *Histoire Universelle*, de Bossuet, qui n'est que l'histoire imaginée de quatre à cinq peuples, et l'*Histoire Ecclésiastique*, de Fleury, « statue de boue dans laquelle l'artiste avait mêlé quelques feuilles d'or ».

Alors que Plutarque reprochait à Hérodote de n'avoir pas assez vanté la gloire de quelques villes grecques et d'avoir omis plusieurs faits dignes de mémoire, Voltaire a montré combien Hérodote, s'il « ne ment pas toujours », a abondamment plutarquisé. D'autres preuves ont été apportées depuis du plutarquisme d'Hérodote, notamment dans une communication récente, faite à l'Académie, et prouvant que le pharaon Moeris, et le lac artificiel qu'il aurait fait creuser, n'ont jamais existé. De même, Tite Live a « embelli ou gâté son histoire » par des prodiges. Des quantités de mauvaises actions ont été, non seulement excusées, mais encore données en exemples à suivre par l'histoire, et leurs

responsables, proposés à l'admiration éternelle des foules, ont été mis au rang des dieux. Comment n'aurait-on pas chanté la gloire des rois souillés de crimes, des massacreurs dégoûtant de sang, lorsqu'on faisait du Jéhovah biblique le Dieu de l'Univers ?

A l'historien occupé, avec plus ou moins d'indépendance, d'esprit et de volonté de vérité, à la recherche des événements, s'est ajouté l'historiographe, celui-ci « appointé pour écrire l'histoire » par de grands personnages dont il était le commensal et dont il ne pouvait être que le flageolet, aux dépens de la vérité historique qu'il avait pour profession de déguiser en faveur de ses maîtres. Alain Chartier se donna le ridicule d'écrire qu'Agnès Sorel ne fut jamais la maîtresse de Charles VII, alors qu'au su de l'histoire quatre enfants étaient nés de leurs amours. Il n'est pas de monarque de qui on n'ait fait la légende dorée. Les Salomon, Cyrus, Alexandre, César, Constantin, Clovis, Charlemagne, Barberousse, François I^{er}, Charles Quint, Louis XIV, Pierre-le-Grand, Napoléon, ont été d'autant plus célébrés qu'ils portent la responsabilité de plus de crimes ou que les circonstances particulières à leurs temps ont permis de leur attribuer un mérite plus ou moins fabuleux. L'époque de Salomon fut la plus brillante de l'histoire du peuple juif; on en a profité pour attribuer à ce monarque, d'ailleurs plus ou moins mythique, comme son temple qui n'aurait jamais existé, une sagesse que le Plutarque biblique est allé chercher en Egypte. La renommée la plus certaine de Salomon serait d'avoir fait à la reine de Saba des enfants dont les Ménélick éthiopiens se déclarent aujourd'hui les descendants. Le kalife Haroun-al-Rachid a, personnellement, bénéficié de l'exceptionnelle prospérité économique et de la véritable grandeur artistique de son époque; mais il n'y fut pour rien. Son histoire politique, à laquelle il fut plus directement mêlé, est bien moins brillante. Un Henri IV, dont le plutarquisme a fait un « père du peuple », n'a laissé dans le peuple que le souvenir d'un gaillard inconstant et luxurieux, qui sentait le gousset, n'aurait pas été fâché que ses sujets puissent comme lui bien manger, mais qui n'en fut pas moins impitoyable aux braconniers et ouvrit la voie au pouvoir absolu de ses successeurs, par ses incessantes restrictions aux dernières libertés communales et nationales. Il fut le premier roi de France qui ne convoqua jamais les Etats Généraux.

Deux des mystifications du plutarquisme sont particulièrement intéressantes pour nous en ce qu'elles constituent l'armature de la société européenne et chrétienne dans laquelle nous vivons. Ce sont celles du « Siècle d'Auguste » et du « Siècle de Louis XIV ». Le siècle d'Auguste : apogée et déclin de la puissance romaine et naissance de Jésus; liaison de l'ordre antique à son crépuscule et de l'ordre chrétien à son aurore. Le Siècle de Louis XIV : constitution de l'ordre moderne sur les bases étatistes et impérialistes que la Révolution Française renforcerait, après les avoir ébranlées et avoir menacé de les démolir. Le plutarquisme a fait des deux hommes, Auguste et Louis XIV, l'incarnation des deux époques, les protagonistes inspirés, surnaturels, les *deus ex machina* de toute la mécanique sociale de vingt siècles d'histoire.

L'histoire romaine tout entière, le tableau et l'exaltation des vertus romaines qu'on n'a jamais cessé de présenter, ont été une mystification continue dont les plus grands poètes et les plus grands artistes se sont faits les complices avec les historiens. Il y a toujours des politiciens verbeux pour célébrer l'amour de la liberté et de la justice chez les Romains qui le possédèrent et le pratiquèrent si peu, et la prétendue démocratie romaine qui ne fut que tyrannie impérialiste et débauche ochlocratique. L'histoire romaine, telle que nous la connaissons, n'a été écrite qu'à partir du II^e siècle avant J.-C., sous l'influence d'annalistes n'ayant eu

aucune connaissance certaine des faits antérieurs, toutes les archives de Rome ayant été détruites par les Gaulois lorsqu'ils avaient fait le sac de la ville en 390. On peut dire que cette histoire fut imaginée par les Grecs Polybe, Plutarque, Appien, ses premiers écrivains, puis par les latins Salluste, Tite Live, Tacite. Tout leur souci, même celui des Grecs, fut d'exalter la puissance romaine jusque dans ses pires fautes, de justifier le fait accompli si néfaste qu'eussent été ses conséquences. Le plutarquisme n'a pas changé de voie depuis ce brave homme de Plutarque qui, plein de bonnes intentions, ne se doutait pas du mal qu'il ferait au monde. Il n'a pas cessé depuis de tresser des couronnes à l'insanité, d'élever des temples à la sottise et des arcs de triomphe aux assassins.

Le plutarquisme veut que le génie des rois ait produit les grands hommes. La vérité est plutôt que la sottise des rois a étouffé le génie des grands hommes. N'importe quel imbécile couronné — et on sait s'il y en a eu dans tous les pays, même parmi les quarante rois qui, dit-on, « ont fait la France » — peut faire à son gré des princes, des ministres, des maréchaux. Lui-même, ses frères et ses cousins, sont tout cela en venant au monde. Mais il lui est impossible de faire un seul homme de pensée. Napoléon aurait voulu avoir un Corneille sous son règne; il n'eut qu'un Luce de Lancival. Auguste tua Cicéron, mais, quoiqu'en ait dit Boileau, il ne fit pas plus Virgile que Louis XIV ne fit Racine. Auguste et Louis XIV, tous deux mouches du coche, bénéficièrent de la gloire de leurs siècles pour voiler des turpitudes qui furent, elles, bien à eux. N'est-on pas allé jusqu'à dire que Napoléon débarquant à l'île d'Aix fit pousser des immortelles sous ses pas ? Le plutarquisme a planté des bégonias dans toute l'histoire.

Auguste, qu'on s'est efforcé de montrer vertueux, vivait dans l'inceste. Le « simple et magnanime Auguste » est un cliché fabriqué pour faire oublier le sanglant Octave qu'il fut avant de ceindre sa couronne d'empereur-démocrate. Chateaubriand a dit : « Il avait à la fois l'habileté et la médiocrité nécessaires au maniement des affaires qui se détruisent également par l'entière sottise ou par la complète supériorité ». (*Etudes historiques*.) L'empire romain, en supprimant les libertés républicaines, supprima aussi la liberté des gens de lettres. Jusque-là, le théâtre leur avait permis de vivre de leur plume; lorsque l'empire remplaça le théâtre par le cirque, les poètes furent réduits aux libéralités dégradantes des Mécènes. Le plutarquisme a chanté les prétendues largesses d'Auguste pour Horace et Virgile, et Sainte Beuve a laissé entendre que l'*Enéide* avait été un ouvrage « commandé » à Virgile par l'empereur. En fait, Virgile avait été dépouillé par la victoire d'Octave-Auguste, comme l'avaient été Tibulle et Propertius, et Horace, ancien esclave, soldat de Brutus, avait tremblé pour sa vie. Tous deux durent se tenir pour très heureux de n'avoir pas été égorgés comme Cicéron et Cassius de Parme, ou proscrits comme Varron. Auguste ayant bien voulu rendre à Virgile la terre qu'il lui avait volée, fut sacré grand bienfaiteur du poète par la postérité; mais les rapports du poète et de l'empereur demeurèrent lointains, de même que ceux d'Horace. Si tous deux eurent la faiblesse de comparer l'empereur à Apollon, ce fut pour les besoins de leur sécurité.

Avec Louis XIV, le plutarquisme a été encore plus farci d'imposture. Chose curieuse, c'est au sceptique, au pyrrhonien Voltaire qu'on doit la mystification du *Siècle de Louis XIV*. Or, comme l'a observé E. Despois, si l'on appelle ainsi le XVII^e siècle, on ne peut ne pas remarquer que ce qu'il a eu de plus glorieux s'était déjà produit lorsque Louis XIV commença à régner par lui-même, en 1661. Le philosophe Descartes était mort en Suède en 1650; le peintre Lesueur n'était plus depuis

1655. Balzac, Voiture, Vaugelas, étaient également morts. Pascal allait disparaître en 1662. Poussin, exilé à Rome par les cabales, finirait sa carrière en 1665. Corneille avait achevé son œuvre depuis longtemps, mais le plutarquisme n'en ressasse pas moins le cliché venu de Racine : « La France se souviendra avec plaisir que, sous le règne du plus grand de ses rois, a fleuri le plus grand de ses poètes ». Molière, La Fontaine, Boileau, Racine, Bossuet, étaient en pleine maturité ; leur formation ne pouvait rien devoir au monarque qui n'arrivait que pour placer sur sa tête la couronne de leur gloire. Il semble qu'au contraire l'avènement de ce roi médiocre ait fait tarir la source du génie si abondante avant lui. Les Colbert, Louvois, Condé, Turenne, formés aussi avant son règne, ne furent pas choisis par lui ; ils furent imposés par les événements. Lorsqu'il dut faire choix des ministres et des hommes de guerre qui les remplaceraient, il ne sut distinguer que des Chamillart et des Villeroi. Il sacrifia Vauban, le plus grand des ingénieurs et l'un des meilleurs hommes de l'époque, à ce Chamillart dont on dit quand il mourut :

*« Ci gît le fameux Chamillart,
De son roi le protonotaire,
Qui fut un héros au billard,
Un zéro dans le ministère. »*

A Molière, Louis XIV préféra le bouffon Scaramouche. La troupe de Molière ne recevait que 7.000 livres de subvention ; celle de Scaramouche jouissait de 15.000 livres de pension. Ce fut Boileau qui apprit à Louis XIV que Molière « était le plus rare écrivain de son temps ». Le Grand Roi ne s'en était pas aperçu et ne le crut qu'à moitié ; il continua à préférer Scaramouche. Sur son ordre, l'Eglise fit de pompeuses funérailles à ce pitre, tandis que Molière fut enterré de nuit, presque furtivement, et faillit ne pas avoir de sépulture. Auprès de ce roi, qui ne voulait dans son entourage que des courtisans et des flagorneurs, Molière ne pouvait être à son aise, pas plus que La Fontaine, Puget, Colbert, Vauban, La Bruyère, Fénelon. Seuls Racine, La Bruyère et Fénelon sont véritablement du règne de Louis XIV, et seul Racine subit son ascendant ; il n'eut pas à s'en louer, car ce ne fut que pour voir diminuer son génie et pour arriver à une disgrâce qui le tua. La Bruyère ne connut son temps que pour en faire une profonde satire. Fénelon ne dut rien à son époque ; méprisant les conquêtes et la cour, protestant contre la misère publique, il fit figure d'hérétique. Le roi ne l'aima pas, lui préférant Bossuet qui avait salué en lui un nouveau Constantin, un nouveau Charlemagne, quand il avait commis le crime de révoquer l'Edit de Nantes, et qui avait abaissé son génie oratoire au niveau du pharisaïsme de la cour. Chez presque tous ceux qui se formèrent sous le règne et eussent pu réellement être influencés par lui, ce fut la stérilité ou la médiocrité des Fontenelle et des J.-B. Rousseau, allant jusqu'à la « platitude absolue » de Campistron. Le seul lustre de la fin du règne fut dans la comédie des Regnard, Dancourt, Lesage, non pour célébrer l'ordre d'une royauté décrépite qui s'effondrait dans l'hypocrisie dévote, mais pour railler ses fausandages, « valets escrocs, financiers ridicules, coquettes effrontées, gentilshommes aux gages de quelque vieille débauchée », (E. Despois), et prôner ainsi à l'œuvre de critique des philosophes encyclopédistes. Le Frontin, de Turgot, en 1709, annonçait Figaro. En même temps, le fameux « Grand Siècle », débordant sur les quinze premières années du XVIII^e, aggravait la désolation d'une France pillée, dévastée, ruinée par la guerre, l'invasion, la banqueroute, la famine, réduite à l'épouvantable misère sur laquelle les Saint Simon, Vauban, Fénelon, La Bruyère, une foule de rapports d'intendants et de gouverneurs des provinces, de pamphlets et de libelles, avaient inutilement appelé l'attention du stupide Roi Soleil.

La gloire de Louis XIV fut toute théâtrale. Gloire d'apparat d'un cabotin royal dont l'esprit était aussi noir que les pieds, des pieds qu'il ne lavait jamais !... Magnificence criminelle qui faisait construire le palais de Versailles et ruinait la France. Louis XIV ne justifia que trop la haine justicière qui se manifesta contre lui et se traduisit à sa mort par des imprécations dont des centaines de vers, parmi lesquels les suivants ne furent pas les plus féroces, donnèrent le ton :

*« Ci gît le roi des mallotiers,
Le partisan des usuriers,
L'esclave d'une indigne femme,
L'ennemi juré de la paix.
Ne priez point Dieu pour son âme,
Un tel monstre n'en eut jamais. »*

Sa mort fut « une joie universelle », a dit Voltaire. Massillon, prononçant l'oraison funèbre du personnage, ne put s'empêcher de dire, devant toute la cour rassemblée : «... Triste souvenir de nos victoires, que nous rappelez-vous ? Monuments superbes, élevés au milieu de nos places publiques pour en immortaliser la mémoire, que rappellerez-vous à nos neveux ?... Vous leur rappellerez un siècle entier d'horreur et de carnage... Nos campagnes désertes, et au lieu des trésors qu'elles renferment dans leur sein, n'offrant plus que des ronces au petit nombre des laboureurs forcés de les négliger ; nos villes désolées ; nos peuples épuisés ; les arts à la fin sans émulation ; le commerce languissant ». Non seulement Louis XIV n'avait jamais rien fait pour le peuple, mais il avait tout fait pour aggraver la servitude et la misère où il vivait depuis toujours. Les avertissements n'avaient pourtant pas manqué. En 1661, première année du règne, le médecin Guy Patin avait déjà écrit : « On parle fort, au Louvre, de bals, de ballets et de réjouissances, mais on ne dit rien de soulager le peuple qui meurt de misère ». Dès la même année, Bossuet qui serait le plus empressé des thuriféraires royaux, avait dit les devoirs des rois et des nobles devant la détresse populaire. De toutes les provinces les cris de cette détresse n'avaient cessé d'arriver à la cour durant cinquante ans, mais seule la brutalité de la soldatesque chargée de la police y avait répondu. La Bretagne avait eu, en 1675, la primeur des horreurs que le Palatinat devait connaître douze ans plus tard. M^{re} de Sévigné avait dépeint les exploits des soldats voleurs et pillards et écrit particulièrement ceci : « Ils mirent, l'autre jour, un petit enfant à la broche ! » (Lettre du 30 octobre 1675). Les Commissaires du Roi avaient dit dans leurs rapports, en 1687 : « Il n'y a presque plus de laboureurs aisés... il n'y a plus que de pauvres métayers qui n'ont rien... Il y a beaucoup moins d'écoliers dans les collèges qu'il n'y en avait autrefois, parce qu'il y a beaucoup moins de gens qui aient de quoi faire étudier leurs enfants. » Les soldats eux-mêmes, malgré le pillage, allaient « presque tout nus, sans bas, sans souliers, n'ayant qu'un mauvais jupon et haut de chausses de toile », écrivait l'Intendant de Montauban en 1693. Soldatesque digne de Callot on la chercherait vainement sur les champs de bataille peints par Vander Meulen, où le Roi Soleil et ses satellites font de l'équitation. Boisguillebert constatait, dans son *Détail de la France*, en 1907 : « C'est un fait qui ne peut être contesté que plus de la moitié de la France est en friche ou mal cultivée, c'est-à-dire beaucoup moins qu'elle ne pourrait être et même qu'elle n'était autrefois... » Après 1709, année d'un terrible hiver, la famine avait été permanente. Il n'y avait plus eu d'argent, même pour payer les appointements des officiers et ravitailler l'armée ; mais, malgré ce, Louis XIV n'avait pas cessé de faire la guerre. Il la fit jusqu'en 1713. De 1685 à 1715, la population de la France a diminué d'un million d'habitants.

Telle est l'histoire, très rapidement esquissée, de ce

fameux « Grand Siècle » qui trouve toujours, pour plutarquiser à son sujet, des courtisans d'académie, de vieux croûtons universitaires et le pauvre troupeau des « imbéciles », comme dit M^{me} Gyp, de doctrine maurrasienne. Ils n'ont toutefois plus guère d'arguments, en faveur de leur Roi Soleil, que la protection « éclairée et généreuse » qu'il aurait accordée à l'industrie, aux arts et aux lettres. Or, là encore le plutarquisme a trop fait des siennes. Que pouvait faire pour l'industrie ce roi qui chassait du pays ses meilleurs artisans par la révocation de l'Edit de Nantes ? Lavisson a écrit : « Les sommes données en assistance aux manufactures sont médiocres en comparaison de celles que dévorèrent les bâtiments ; et elles deviennent insignifiantes les années de guerre. » Pour les arts et les lettres, nous avons vu de quelles lundères personnelles Louis XIV avait été capable de les « éclairer ». Sa générosité fut au niveau de ses lundères. Il fit encore moins que ses prédécesseurs, si l'on tient compte que beaucoup plus qu'eux il eut besoin de flagorneurs pour célébrer sa gloire. Il les paya, comme les avaient payés les autres, non selon leur talent, mais selon leur servilité. Dès qu'ils avaient formé une cour autour d'eux, les rois avaient été obligés d'entretenir des parasites thuriféraires. Les Valois les avaient rémunérés surtout avec des abbayes. Sous Louis XIII fut établi l'usage régulier des pensions par Richelieu, ministre convaincu de son génie poétique, qui créa l'Académie Française pour s'honorer lui-même en honorant ceux qu'il prétendait égaler. Mazarin continua l'usage pour des fins moins remarquables ; il avait besoin de plumitifs pour riposter aux *Mazarinades*. Colbert, sous Louis XIV, voulut encourager les Lettres sans y entendre plus que lui. Il s'en remit d'abord à un grotesque M. Costar qui déclara Chapelain « premier poète du monde pour l'héroïque », titre dont Chapelain se garda bien de se découronner lorsqu'il fit lui-même la liste des pensions pour l'année 1663 et s'inscrivit pour 3.000 livres. C'était le tarif des Godefrois, Dauvriers, Bourzeis, Mézeray, aussi plats écrivains que Chapelain, alors que Corneille n'avait que 2.000 livres, Molière 1.000 et Racine 800. Louis XIV estimait moins Corneille, Molière et Racine que son « capitaine des levrettes de la chambre » qui touchait 2.400 livres. En 1673, Corneille se vit supprimer toute pension. Agé alors de soixante sept ans et chargé de famille, il vivrait jusqu'en 1684 complètement oublié du roi « protecteur des lettres ». En 1680, les pensions furent complètement supprimées. En 1669, année où elles avaient été les plus élevées, elle n'avaient pas dépassé 112.000 livres. La Convention devait, en l'an III, voter 600.000 livres pour secourir les gens de mérite abandonnés par la royauté et, parmi eux, une parente de Corneille, fille de celle que Voltaire avait dotée. Qu'on mette en balance les 100.000 livres de pensions littéraires annuelles, descendues à 57.000 en 1675, et qui ne furent distribuées que pendant seize ans, avec les centaines de millions que les sangsues de la royauté, ses favoris et ses catins, surent lui soutirer pour l'avilir et le déshonorer pendant cinquante ans.

Le plutarquisme a créé la légende du « bon tyran », ou plutôt, il n'a eu qu'à l'exploiter, l'ayant trouvée toute faite. Les peuples crédules et convaincus que les rois leur étaient envoyés par Dieu pour faire leur bonheur, étaient toujours pleins d'espérance et d'allégresse à chaque nouvel avènement. « Que de fois se renouvella l'illusion du bon tyran réalisant l'idéal de la liberté et de l'égalité des citoyens », le bon peuple ignorant que « ces trésors seront conquis, ils ne seront pas donnés » (E. Reclus). C'est ainsi qu'à la mort de Louis XIV moqué de la cour et maudit du peuple, son successeur, Louis XV, fut appelé le « Bien Aimé », jusqu'au jour où l'on s'aperçut qu'il n'était qu'un monstre d'égoïsme et de perversité. Les hommes de lettres du temps, et particulièrement Voltaire, contribuèrent au XVIII^e siècle à répandre la légende du « bon tyran »,

grisés qu'il furent trop souvent par le protectorat qu'étendaient sur eux de prétendus rois-philosophes. Voltaire se décida pourtant à écrire à Frédéric II qu'il se « moquait du monde » quand il faisait étalage de son respect de la justice, dans le même temps où il s'empara de la Silésie et la livrait au pillage. C'est ce Frédéric, « ami du genre humain », qui ne voyait dans le peuple « qu'une masse imbécile faite pour être menée par ceux qui se donnent la peine de la tromper ». Le landgrave Frédéric de Hesse-Cassel, non moins « philosophe » que Frédéric II, était un marchand d'hommes qui avait plus de soldats que de sujets et les vendait aux Etats étrangers. Il fournit ainsi 12.000 hommes à l'Angleterre pour faire la guerre d'Amérique, en 1781. Diderot, si peu courtisan qu'il fut, se laissa circonvenir par la Grande Catherine de Russie qui fut la putain royale la plus dévergondée et la plus criminelle que le monde connut jamais.

Pour les besoins de sa puissance immorale et malfaisante, le « bon tyran », si bien animé qu'il puisse être, par une intelligence et une générosité personnelles, ne peut que voir ses efforts « réduits à néant par les appétits et les caprices des parasites de la cour et des privilégiés de toute espèce qui pullulent autour des églises et des palais ! » (E. Reclus). Ce fut le cas, dans l'antiquité, pour les Marc Aurèle, les Julien, les Majorien, qui auraient pu être de « bons tyrans » sans leur entourage. Le plutarquisme d'église a fait un saint de Constantin qui fut le plus astucieux et l'un des plus criminels parmi les empereurs romains ; il l'a appelé « le Grand ». Il a, par contre, appelé « l'Apostat » ce Julien qui fut le plus digne de tous. Ce fut aussi le cas de certains papes qui étaient de vrais chrétiens, mais durent céder aux influences et aux intrigues de leur clergé sous peine d'être assassinés comme il arriva à tant d'entre-eux. Suivant les intérêts en jeu pour la défense de l'ordre, le plutarquisme a auréolé les uns, méprisé les autres, à l'encontre de toute vérité. Il a fait ainsi un Charles le Mauvais d'un prince qui n'était pas plus mauvais qu'un Jean le Bon. Titus qui détruisit Jérusalem et fit massacrer onze cent mille Juifs, fut appelé : « les délices du genre humain » ! Tacite trouva moyen d'idéaliser Tibère et Néron ! Le chef-d'œuvre du plutarquisme a été de faire magnifier par les descendants des Gaulois les Césars qui firent de la Gaule une province romaine, y tuèrent l'esprit de liberté comme ils l'avaient tué à Rome, réduisirent cette Gaule à l'impuissance devant les invasions barbares et y préparèrent l'asservissement des esprits à l'ordre chrétien succédant à l'ordre romain. Le plutarquisme peut faire sienne la formule des gladiateurs antiques : « *Ave Cæsar, morituri te salutant !* » — Cæsar, ceux qui vont mourir te saluent ! — En 1914-1918, ils ont été dix millions qui sont allés se faire tuer en saluant les Césars de l'impérialisme moderne maquillés en idoles du Droit et de la Civilisation.

Le plutarquisme dit, avec V. Hugo :

« *Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie...* »

et il fait de cette litanie l'inscription lapidaire de cent mille monuments aux morts de la guerre. Mais l'hitoire vraie dit, avec A. France : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ». On le sait ; on ne se laisse pas moins toujours plutarquiser, tant est puissant le prestige de l'ordre que soutient le plutarquisme. L'histoire officielle refuse de découvrir les véritables responsabilités de la dernière guerre. Il faut que, même contre toute évidence, ces responsabilités appartiennent aux vaincus. « *Vae Victis !* » a-t-on dit, au nom du Droit et de la Civilisation, comme le disait Brennus, il y a deux mille ans, au nom de la Force. Vainqueurs et vaincus continuent à décréter que les pourvoyeurs de charniers ont « bien mérité de la patrie ! » On se laisse préparer pour la « prochaine ».

celle qu'il faudra faire une nouvelle « dernière » fois « pour que nos enfants ne connaissent plus ce crime : la guerre ». On repartira « frais et joyeux » et ceux qui en reviendront diront encore : « C'était le bon temps !... » (M. Dorgelès) en exhibant leurs « gueules cassées », leurs moignons et leurs misères, pour faire de la publicité à leurs « camarades » politiciens et académiciens. On plutarquise partout, à jet continu, nationalement et internationalement, sous les dictatures et dans les caricatures de démocraties. Bellicisme et pacifisme se confondent dans le bellipacisme et le paci-bellisme. Les mêmes journaux qui chantaient la renommée de M. Briand « pèlerin de la paix », font une large place aux manifestations contre la guerre, publient des appels des femmes contre l'éducation militaire de leurs enfants, chantent en même temps la gloire du général Mangin « broyeur de noirs », gémissent avec tous les aboyeurs de la publicité des plaques blindées et des munitions sur « l'insuffisance de notre préparation militaire », et offrent aux enfants, pour faire leur éducation pacifiste, l'histoire du petit Turenne qui, à huit ans, avait appris, dans Plutarque, l'histoire des héros grecs et romains, et à neuf ans, touchait « par un temps de neige sur l'affût d'un canon » !... Des prêtres, des savants, des poètes, exaltent les vertus, l'utilité, la beauté de la guerre ; des guerriers font des tableaux idylliques de la paix. Tous ces compères passent à la caisse des marchands de canson, de godillots et de conserves que leurs victimes, méduées par le respect de l'ordre, ne se décident toujours pas à accrocher à de justicières potences.

Le plutarquisme, qui possédait déjà dans les moyens de l'industrie publicitaire des ressources infinies, en a trouvé d'autres, plus intellectuelles et plus littéraires, si l'on peut dire, dans l'histoire romancée dont le goût s'accorde si bien avec les pétarades, le bluff, la grossièreté, la fausse distinction et l'héroïsme canaille de notre époque de maffisme. Il y a eu de tout temps de faux mémoires, des apocryphes, qui ont fait figure de documents historiques et dont l'importance correspondait à celle de leurs prétendus auteurs. On a vu ainsi de faux écrits de rois, de ministres, d'une foule de personnalités plus ou moins illustres, bourrés des faits les plus imaginaires, des mystifications les plus audacieuses, qui sont devenus des vérités de l'histoire suivant les intérêts des partis. L'histoire romancée a ajouté à ces falsifications la note littéraire imaginative, sentimentale du roman pour entraîner l'esprit public à une soumission de plus en plus abrutissante aux disciplines de l'ordre militariste, religieux et policier. La lâcheté publique, qui n'a aucune réaction contre le plutarquisme de la tribune, de la chaire, du journal, n'en a pas davantage contre les « lois scélérates » et la matraque policière. On l'oblige, aujourd'hui, à saluer le drapeau ; on l'obligera demain à saluer des processions.

À la suite de la Révolution, les premiers temps du XIX^e siècle avaient vu l'engouement public pour l'histoire. Walter Scott l'avait mise dans le roman avec un vif succès. Il se créa une industrie qui mit le roman dans l'histoire et qui fabriqua à tour de bras, pour toutes les classes et tous les partis, l'histoire romancée. On eut le choix entre des mémoires de personnages de la vieille cour échappés à la guillotine, de marchandes de modes, d'anciennes calins tombées dans la dévotion, de conventionnelles, etc. Les mêmes officines où se signalaient par leur activité les Max de Villeminet et les Lainoche-Langon, fabriquaient, avec un égal entrain, une *Correspondance* du pape Clément XIV, des *Mémoires* de la duchesse de Berry, de M^{lle} Bertin, modiste de Marie-Antoinette, de Léonard, son coiffeur, de Sophie Arnould, et de Pauline, la « veuve de la Grande Armée », ou de Bourrienne et de Brissot. L'histoire de Cagliostro avait épuisé les forces de plusieurs feuilletonnistes quand A. Dumas s'en empara et y attela une

vingtaine de ses « nègres » habituels. Il prétendit alors, non sans esprit, apprendre l'histoire aux historiens et au peuple, et il déclara, non sans raison : « Les historiens passent si souvent, sans les relever, près des infamies des princes, que c'est à nous autres romanciers à faire, dans ce cas-là, leur office, au risque de voir, pendant un chapitre, le roman devenir aussi ennuyeux que l'histoire ». Le républicanisme d'A. Dumas était alors émoussé par la loi du timbre qui menaçait son industrie feuilletonnesque.

L'histoire romancée d'aujourd'hui, pas toujours moins ennuyeuse que l'histoire, est nettement du plutarquisme en ce qu'elle a un but bien déterminé de prosélytisme suivant les fins de l'ordre. Grâce au confusionnisme qui a supprimé toute distinction des valeurs, on annexe des révolutionnaires, ou tout au moins des esprits indépendants, à la réaction et au néo-catholicisme. Plus souvent on fait de conquérants, d'inquisiteurs, de dictateurs, de débauchés, des exemples d'hommes de paix, de tolérance, de liberté, de sainteté. C'est un galimatias qui fait de notre temps « une époque bénie par les farceurs, les visionnaires, les confusionnaires, illusionnistes, faiseurs de boniments, marchands d'orviétans, inventeurs de spécificques à la graisse de chevaux de bois. » (J.-R. Bloch). Des foules de Loriquet, clercs et laïques, de toutes les religions et de tous les partis, continuent à maquiller, fausser, plutarquiser l'histoire et la vie tout entière. Ils plutarqueront tant qu'ils rencontreront des hommes pour croire à leur imposture et pour obéir à l'ordre criminel dont ils sont les soutiens. — Edouard ROTHES.

POÉSIE. Rien d'aussi vaste que ce mot qui est sujet aux interprétations les plus diverses et revêt bien des sens. D'Homère à MM. Paul Claudel et Paul Valéry, pour prendre deux pôles, il y a de la marge. L'application qu'on a pu faire de la poésie (le mot et la chose) varie à l'infini et l'on éprouve quelque embarras à rechercher une signification à peu près exacte.

Il est évident qu'au berceau des civilisations, la poésie se confond avec le chant. Le poète chante. Il chante les guerriers victorieux, l'amour, les champs, le ciel et la terre. Orphée chantait et les bêtes les plus féroces se couchaient à ses pieds. Amphion chantait et, aux accents de sa lyre, les pierres de Thèbes se rangeaient les unes sur les autres. De même, Tyrtée chantait et les guerriers se précipitaient dans la mêlée. Les premières manifestations de la poésie sont du genre lyrique et du genre héroïque. Il faut y joindre le genre bachique ou dithyrambe, ou l'honneur du dieu du vin, et le genre érotique.

Ainsi, au début, on rencontre les chants de guerre, l'ode héroïque ou pindarique (du nom de Pindare), les chœurs lyriques qu'on trouve dans les tragédies, les cantates, les chansons... Au Moyen Âge, ce seront les mêmes essais, les mêmes tâtonnements avec les chansons de geste. La guerre, l'amour, les rivalités des dieux et des grands de ce monde font les frais de la poésie.

Plus tard, avec l'évolution des langues, la poésie se sépare du chant, est soumise à des règles fixes que certaines révolutions d'écoles tenteront d'enfreindre et que les époques dites de décadence s'enorgueilleront de mépriser. Mais, en résumé, la poésie doit tenir compte d'un certain rythme. Chantée au commencement, elle est, par la suite, scandée, soit, comme chez les anciens, par le jeu des syllabes longues ou brèves ; soit, comme chez les classiques français, par le jeu des hémistiches, de la césure et de la rime. Chez les contemporains, le vers est torturé, disloqué, ne relève plus que de vagues assonances et d'une musique approximative. La poésie se réfugie volontiers dans l'abscons, échappe à toutes règles et rejoint la prose tant

par son absence de clarté que par ses accrocs à la plus élémentaire syntaxe.

Outre les lois qui ont toujours déterminé la poésie à travers les Âges, il faut considérer l'emploi de termes dits nobles, et d'images plus ou moins justifiées. Le poète se doit de prononcer *coursier* pour cheval, et de désigner la lune comme l'astre d'argent, pour prendre un exemple. Ou encore de prêter un char et des doigts roses à l'aurore. A la longue, l'abus de telles images a été vivement ressenti. On s'est efforcé de renouveler les vieux stocks, ce qui a conduit nos rimeurs à des fantaisies dangereuses autant que nébuleuses.

Au fond, la poésie vient du besoin qu'avaient les hommes de magnifier les choses et eux-mêmes. Non seulement ils chantaient, mais encore ils avaient recours à l'image : métaphore, allégorie, fable. On dit souvent qu'il est possible de goûter de la poésie dans une prose harmonieuse et colorée et il est certain que la poésie ne s'exprime pas fatalement sous forme de vers (si l'on prend le mot : poésie, dans son sens général). Mais, étroitement définie, la poésie a ses lois. Et il est tout aussi vrai qu'il ne suffit pas de rimer avec excellence pour s'avérer poète.

En réalité, la poésie est née du désir irrésistible qui a toujours poussé l'homme à élever son esprit, à échapper à sa basse animalité, à s'ennobler en quelque sorte. Il est tout naturel qu'au début il ait traduit les sentiments qui l'agitaient en face du spectacle de l'univers et de l'énigme de la création. Il a chanté les dieux et les héros et, en les chantant, il les a créés. Il a chanté l'amour, qui pouvait n'être que le contact de deux épidermes et la satisfaction fugace d'un instinct brutal et il en a fait une passion redoutable, dominante, bouleversante. Il a chanté les batailles, éveillé dans les âmes l'amour du clan, de la cité, de la patrie. Durant les siècles, le poète fut un charmeur, un enchanteur, versant dans les cerveaux un redoutable opium, travestissant la vérité des choses. Tour à tour lyrique, épique, bachique, érotique, héroïque, bucolique, il a permis l'épanouissement du « divin mensonge », s'opposant à ce que le bipède humain vit clairement, nettement, la froide réalité. Mais il a aidé des millions de réprouvés à supporter la dure et fade existence, parmi des chimères et des rêves impuissants. J'oserai écrire que, toujours, le poète fut un malfaiteur social, généralement domestiqué par les maîtres, et qui, malgré lui, par la vertu de ses chants, a puissamment aidé l'homme à grandir, à sortir de lui-même. Il a pris la bête rampant dans la fange et l'a projetée vers le ciel. Un ciel vide, soit. Mais, par delà ce néant, il y a des horizons à atteindre. Le poète peut devenir, demain, le guide.

Les peuples ont toujours eu, d'ailleurs, les poètes qu'ils méritaient. Sans essayer de remonter aux origines de la civilisation, il est indispensable de noter le grand poème de l'Inde : le Ramayana. « Un immense poème, dit Michelet, vaste comme la mer des Indes, béni, doué du soleil, livre d'harmonie divine où rien ne fait dissonnance. Une aimable paix y règne... la Bible de la Bonté... la mer de lait... ». Le Ramayana, c'est la sublime histoire de Rama combattant le mal et la nuit. Et c'est l'âme de toute une race de grande douceur et de longue patience pour laquelle l'esprit est tout, circule partout, dans l'animal et dans l'arbre géant, et dans les brins d'herbe. Cela sans la moindre superstition. L'intelligence ne perd pas ses droits. Dieu n'est qu'un symbole. S'il prétendait tyranniser l'homme, ce dernier lui rappellerait que c'est lui qui l'a fait et qu'il peut le faire s'évanouir en soufflant dessus. Poème d'amour, et de paix fraternelle, et de liberté. Ici le poète est vraiment le sage, et le prophète.

L'Égypte a sa poésie, qui est celle de la Mort. Rien ne dure. La vie circule d'un être à l'autre et le néant est au bout. Mais l'Amour est plus fort que tout. Isis retrouve, à Byblos, son amant, Osiris, transformé en

pin, l'arbre vivant, l'arbre qui pleure. Car l'arbre a une âme, un cœur. Et aussi toute la Nature que symbolise Isis, la femme, la mère, la vie, l'amour. N'oublions pas qu'Isis-Osiris, étant deux, ne font qu'un et qu'Isis fut fécondée dans le ventre maternel, mettant au monde un fils, Horus, qui se trouve être son père. Symboles naïfs sous lesquels il est facile de découvrir les réalités. Mais nous sommes plutôt dans le mythe que dans la poésie, telle qu'on l'entend, dans l'Occident.

Si nous passons au Juif, nous découvrons la poésie de l'esclave. Un dieu cruel, implacable, règne sur un peuple avide, cupide et essentiellement religieux. Mais le Juif n'a rien imaginé. Il a emprunté aux autres, et il prêter, plus tard, au chrétien, à la petite semaine. Poésie terriblement pratique. Moïse est dictateur. Joseph est financier. Tous les grands Juifs sont plus ou moins devins, chiromanciens, faiseurs de tours. Et Jehovah, qui connaît son peuple, agit en tyran, n'apparaissant que pour sévir. Mais le Veau d'Or est plus puissant que lui et déjà, en exil, en Chaldée ou en Égypte, les Juifs pratiquent le commerce d'argent et font fortune. Poésie de sécheresse et de stérilité.

La Perse, avec son combat éternel du Bien et du Mal — Ormuz contre Ahrimane — et sa légende de l'Al-gle, son culte de la Femme et de la Mère, nous a légué le *Shah Namah* de Firdousi, qui fut, par sa vie, ses infortunes, son influence, quelque chose comme son Homère. La Syrie nous a donné la poésie de l'inceste, de la prostitution, de la mutilation, avec Astarté et Moloch, la femme poisson-colombe, Belphegor le priapique, les orgnes, les bacchanales... Mais, pour discerner l'origine véritable de la poésie, il faut atteindre les Grecs, héritiers et dépositaires des vieilles légendes d'Orient.

Avec la Grèce, c'est le culte de la Beauté. Les Dieux n'ont pas d'autre signification. Nous nous évadons du mythe cadencé et le poète ne se confond plus avec le prophète ou le prêtre. Les Grecs imaginent des Dieux à profusion, chacun d'eux correspondant à une nécessité de leur vie sociale. Jupiter n'a guère plus d'importance, pour les Grecs, qui savent à quel s'en tenir, que Marienne pour les républicains français. Les dieux incarnent des besoins, des aspirations. Ils sont à l'image et à la mesure de ceux qui les inventent et ils n'interviennent dans les affaires des mortels que de façon humaine. Le roi, le chef de la troupe olympienne ne conquiert ses nombreuses maîtresses que par subterfuge, en se transformant en taureau, en pluie d'or ou en prenant l'apparence d'Amphytrion. Les dieux sont pleins de défauts, de vices, qui appartiennent à l'homme. Ils sont vaniteux, vindicatifs. Junon est jalouse. Apollon se venge sauvagement de son rival. Mars est un adjudant grotesque. Mercure est un voleur. Diane est une pimbèche. Les Grecs s'amuse. Ils plantent des dieux à tous les carrefours. Les hommes qui se sont imposés dans la guerre ou dans les arts, Hercule, Thésée, Esculape, Prométhée, prennent du galon et deviennent, pour le moins, demi-dieux.

Les Grecs ont trop de dieux qu'ils font, défont, accommodent aux goûts du jour et qui ne sont, au fond, que des créations fictives et représentatives. D'une bourgade à l'autre, les dieux changent, n'ont pas les mêmes attributs. C'est un jeu. Les fables les plus diverses se succèdent, se multiplient, empruntées à l'Orient, dénaturées, arrangées. En dernière analyse, les dieux sont installés chez les hommes, vivant de leurs passions, dans une familiarité constante. Les Grecs sont comme les enfants parmi les fées de leurs contes qui peuplent leurs rêves sans les absorber, pratiquement.

Dès lors, la poésie se transforme. On ne peut, ici, que résumer et il n'est pas dans notre cadre de tenter l'histoire de l'esprit humain. Considérons seulement que l'Inde, avec son culte du feu : Agni, le vrai dieu ; que l'Égypte, avec son culte de la vache nourricière et

maternelle ; que la Perse, avec sa dualité du Bien et du Mal, de la Lumière et des Ténèbres ; que le Chaldéen, le Phénicien, le Juif, et tous les peuples enfants sont demeurés en arrêt devant le Mystère qu'ils ont interprété, les uns avec joie, avec l'amour, les autres dans la haine et l'épouvante. Les Grecs ne sacrifient qu'à la Beauté. Ils sont amoureux du Soleil et de la Forme. Mais leurs balbutiements poétiques, comme ceux de tous les peuples (on le verra avec nos propres chansons de gestes) vont aux héros des batailles. Les rhapsodes errant de cité en cité comme, plus tard, nos jongleurs moyen-âgeux et nos trouvères, ne jouent de la lyre que pour chanter les exploits des rois, roitelets, guerriers, leurs faits d'armes, leurs victoires, leurs amours.

L'origine de la poésie doit être cherchée dans l'énigme que la nature offre à l'homme et dans le goût du merveilleux. La poésie est, d'abord, essentiellement panthéiste chez les peuples orientaux dotés, déjà, d'une métaphysique, astrologues, navigateurs ou pasteurs, voués à la contemplation. Chez les nomades épris de batailles, elle revêt un caractère de nihilisme féroce. Mais, avec les uns et les autres, elle est sœur de la musique. Les clans, les tribus, les peuples se montrent firoids d'harmonie dans les sons et dans les mots.

L'aède grec, lui, chante pour le plaisir. Il se soucie peu du Mystère qui l'environne. Les symboles dont il fait choix sont clairs et, même, quand il puise dans les vieilles légendes rapportées par les voyageurs, il les accommode à son goût, sous un ciel qui demeure pur et calme. Dès lors, la poésie perd son caractère primitif d'unanimité, pour employer un mot moderne. Elle est conforme à l'âme de ce petit peuple bavard, discuteur, frivole. J'ose m'étonner de constater l'influence (les arts plastiques mis à part) que quelques bourgades échelonnées sur les bords de la Méditerranée ont pu exercer, au cours des siècles, sur le monde européen qui persiste à s'alimenter à la source gréco-latine, alors qu'il pourrait puiser dans la richesse de ses folklores (notamment en France, où le Moyen Âge est prodigieux).

Il n'est pas dans mes intentions de dresser, ici, un tableau complet de la poésie et de son évolution. Un tel tableau nécessiterait des volumes. Nous noterons que la poésie grecque a vu le jour, très probablement, sur les côtes de l'Asie-Mineure, vers le 3^e siècle avant Jésus-Christ, avec les Orphées, les Amphions, les Linos. Puis apparut la poésie épique, consacrée aux combats. Ce sont les aèdes qui la propagent par leurs chants, lesquels ont trait aux prouesses des guerriers, particulièrement des ancêtres entrés dans la légende. Les dieux se mêlent aux hommes, interviennent entre les combattants. De là, Homère, l'immortel Homère, qui n'a fait que donner son nom à une œuvre collective et lui a fourni, peut-être, l'unité de composition. On ne sait rien d'Homère, représenté généralement sous les traits d'un vieillard aveugle, sinon que sept villes prétendent lui avoir donné naissance. Il faut observer que l'*Iliade* et l'*Odyssée* furent recueillies par les soins de Pisistrate, tyran d'Athènes, au 6^e siècle et que, plus tard, au 1^{er} siècle, Aristarque revit très scrupuleusement ces deux poèmes dont il supprima nombre de vers inutiles ou fâcheux.

L'*Iliade*, c'est l'histoire de la guerre que les Grecs livrèrent aux Troyens. C'est une succession de chants qui finissent par devenir fatigants. L'*Odyssée* a plus d'intérêt. Ce poème relate les aventures du subtil Ulysse (Odysseus) et cotoie le roman ou le conte de fées. L'influence de ces deux œuvres fut formidable en Grèce. La poésie lyrique et tragique ne cessa de s'en inspirer. Cependant, il y eut, avec Hésiode, comme une sorte de réaction. Ce poète s'efforça, dans *Les Travaux et les Jours*, de condenser les connaissances de son temps et d'enseigner (en grec : *didasko*), d'éduquer, d'instruire

ses contemporains. Il créa ainsi la poésie didactique. Toute la poésie grecque sort d'Homère et Hésiode.

La poésie lyrique s'affirma avec Tyrtée (le Dérouté de Sparte), qui entraînait les guerriers à la mort ou à la victoire ; avec Sapho, prêtresse de l'amour ; avec Anacréon, poète érotique et charmant qui chantait « le divin Eros, maître des dieux, dompteur des hommes » ; avec Pindare qui composait des Odes pour les jeux olympiques, pythiques, isthmiques (c'était une manière de poète officiel). Puis, la poésie tragique, avec Eschyle, Sophocle, Euripide, triompha. Ces trois grands tragiques qui influencèrent les Latins et notre 17^e siècle, n'eurent que de pâles imitateurs. Par contre, le génial, l'immense Aristophane, ennemi de la guerre, ennemi de la démocratie ridicule de son temps, ennemi du sacratisme créateur de Dieu et marchand de morale, connu, à travers les siècles, un succès qui ne se démentit jamais. Il demeure le premier poète comique à la verve cinglante et vengeresse, père de tous les satiristes et de tous les pamphlétaires.

Après lui, on ne voit guère que Ménandre, dont on n'a conservé que quelques fragments, et qui s'attache surtout à la peinture des mœurs de son temps.

Il ne faudrait pourtant point oublier Archiloque, qu'on connaît imparfaitement et qui, dans ses iambes, donna naissance à la satire.

Les Romains surgissent ensuite. Ils se nourrissent des Grecs. L'*Odyssée* est traduite en latin, Négus adapte, à la scène, les comédies d'Aristophane. Ennius (un Grec) donne des tragédies. Mais c'est la comédie, surtout, qui se développe avec Plaute et Térence, le premier s'apparentant à Aristophane, le second à Ménandre qu'il imite. Mais Plaute est le plus grand auteur romain. Il a décrit, quelquefois avec grossièreté, usant d'une liberté extrême, les mœurs de son temps, flagellant les esclaves, les femmes impudiques, les soldats, les voleurs et tripoteurs de l'époque, s'attaquant courageusement aux maîtres et aux institutions, dénonçant les vices et les lâchetés. L'influence de Plaute, comme celle d'Aristophane, s'est fait sentir sur le 17^e siècle. Racine et Molière ne l'ont pas oublié et les poètes comiques contemporains pas davantage (Laurent Tailhade a adapté la *Farce de la Marmite* et Tristan Bernard, dans les *Jeuneaux de Brighton*, s'est souvenu des *Me-nachmes*).

Le grand poète de Rome, c'est Lucrèce, l'auteur de « *De Natura rerum* ». S'inspirant de la philosophie à tendance matérialiste d'Epicure, il s'efforce d'expliquer l'univers sans dieux — ni Dieu. Il combat la religion et prévoit la théorie des atomes. Le premier, il professe que la terre n'est pas le centre de l'univers et que d'innombrables mondes vivent, naissent, meurent. Les Dieux n'y peuvent rien, s'ils existent. L'évolution des êtres se poursuit (Lucrèce laisse prévoir Darwin), dans la lutte pour la vie, par la force ou par la ruse. Aucun poète n'a fourni une vision aussi claire de la réalité des choses et la Science, depuis, n'a fait que confirmer, dans son ensemble, les théories — qui tiennent de la divination — du poète de *De Natura rerum* qui est le sommet de la poésie didactique.

Avec Catulle, d'abord ; puis Virgile, la poésie bucolique prend son essor. Mais Virgile n'est pas seulement l'auteur des *Eglogues*, des *Georgiques*. Son œuvre la plus importante est l'*Enéide*, poème épique, imité d'Homère, où il chante, à son tour, les exploits et les infortunes d'Enée, guerrier rescapé de la ruine d'Ilium.

Horace fait triompher la poésie satirique. On sait ce que lui doivent nos auteurs les plus renommés, dont l'illustre Boileau-Despréaux qui prétendit fixer, à la prosodie et à la métrique, des règles éternelles. Tibulle continue Catulle et il est continué par Propertius. Ovide met la mythologie grecque en vers latins. Puis, plus tard, Lucain tête de l'épopée avec la *Pharsale*. Perse

reprend le fouet de la satire qui appartiendra, sans contestation, à Juvénal, plus brutal, plus mordant, plus audacieux qu'Horace. Quant à la poésie tragique, elle a son représentant dans le médiocre Sénèque. Et c'est la fin. Les Barbares envahissent l'Empire. La Décadence s'impose. Le Monde occidental est bouleversé.

Nous entrons dans la fameuse nuit du Moyen Age. Tout est à recommencer. Nous voici, de nouveau, en présence d'un peuple enfant, qui balbutiera sa poésie, tâtonnera, créera, jusqu'au jour où, après les guerres d'Italie, et ce qu'on a appelé la Renaissance, les Grecs et les Latins s'installeront despotiquement chez nous.

Le Moyen Age, c'est un recommencement. Les guerriers du Nord se sont abattus sur la Gaule, dont les indigènes — les Celtes — ne sont, eux-mêmes, que les descendants d'autres envahisseurs. On ignore la Grèce. On ne sait pas Rome. Tout est à refaire, parmi les combats. La poésie fleurit, instinctivement. Elle débute, comme autrefois, par le chant. On va chanter les gestes (du latin : *gesta*, actions, prouesses), des héros. C'est le siècle de l'épopée. Ici, deux théories : 1° les peuples jeunes s'adonnent à la *cantilène* (ou chanson) que les soldats répètent à l'envie (voyez, à notre époque, la *Madelon*, cantilène). Puis, avec les jongleurs, successeurs des *adès*, les cantilènes se développent, touchent au lyrisme et à l'épopée ; 2° d'après Joseph Bédier, les chansons de geste sont composées par des clercs et récitées, ensuite, par les jongleurs. Cette querelle n'a pas grande importance. Ce qu'il faut voir, c'est qu'à l'origine de la poésie française, on *chante*. Et l'on chante les gestes, les exploits des héros. L'assonance suffit. La rime n'interviendra que par la suite. Les vers sont *déca-syllabiques* et groupés en *laissez* ou *couplets*. Le jongleur s'en va, de château en château, avec sa *vielle* et ses *petits manuscrits*. Et les féodaux écoutent. Le jongleur chante pour eux.

Aucun emprunt aux Grecs ou aux Latins. Les premiers poètes puisent dans leur propre fond. Ils disent l'héroïsme des paladias, puis des croisades. C'est ainsi que voient le jour toute une série de poèmes épiques : *Berthe aux grands pieds*, *Huon de Bordeaux*, *la Chanson de Roland*, *Opus le Danois*, les *Quatre fils Aymon*, etc., etc. En même temps se développe le *fabliau*, qui est une manière de satire et dont un recueil, rédigé au XI^e siècle, le *Romulus de Marie de France*, nous a été légué. Mais pour bien suivre le développement de la poésie au Moyen Age, il faut tenir compte des conditions sociales, des invasions, des luttes entre féodaux, etc... C'est ainsi que la poésie épique comprend trois cycles : celui de Charlemagne, celui de Guillaume d'Orange, celui de Don de Mayence. Il ne s'agit que de gestes des chevaliers chrétiens en lutte contre le Sarrasin. Une des plus populaires de ces chansons de gestes, c'est celle qui nous est parvenue sous le titre : *Les Quatre fils Aymon*. D'autre part, la poésie *allégorique* donne naissance au fameux *Roman de la Rose* (de Guillaume de Lorris et Jean de Meung), et les *fabliaux* ou *ysopets* (d'Esopé) aboutissent au *Roman de Renart* et à *Rutebeuf*, un des premiers poètes satiriques et l'ancêtre de Villon.

Deux langues, d'ailleurs, s'affrontent. Les troubadours triomphent dans le Midi ; les trouvères dans le Nord. Mais la poésie provençale, avec ses « saluts d'amour », ses ballades, ses « chansons courtoises » exerce une grande influence sur l'évolution du lyrisme en France.

Nous voici au XIV^e siècle, avec *Eustache Deschamps* qui compose sa ballade sur le *Trépas de Bertrand Du Guesclin* et un certain nombre de poèmes satiriques...

Nous ne ferons que mentionner Villon, dont nous étudions l'œuvre et la vie (voir Villon, dans une autre partie de cet ouvrage). Et c'est la Renaissance avec Ronsard, la *pléiade*, tout un immense effort de renouvellement (voir article : *Renaissance*).

Cela nous mène jusqu'à Malherbe, parmi bien des résistances. *Mathurin Regnier*, notamment, attaque le premier des classiques avec vigueur. Mais c'est Malherbe qui a raison de réagir contre l'imitation des anciens et d'imposer la langue de son temps. Il commande la clarté, la logique, l'harmonie des vers. Mais il aboutit à une certaine sécheresse qui contraste avec la verve du satirique Mathurin Regnier, son adversaire, héritier de Villon et de Clément Marot. Son autorité devient telle qu'il écrase d'excellents poètes : le lyrique *Théophile de Viau*, *Saint-Amant*, *Cyrano de Bergerac*... Il sera suivi par les maîtres du XVII^e siècle et Boileau s'écriera : Enfin, Malherbe vint !...

Ce XVII^e siècle, on le dit ici, sans la moindre velléité de polémique littéraire, fut plutôt odieux. Si on excepte Corneille (qui fut un romantique jeté dans le carcan classique et qui, deux siècles plus tard, aurait peut-être écrit *Ruy-Blas*), les copieurs qui ont nom Racine, La Fontaine, Boileau, Molière n'ont rien apporté que ce qu'ils ont pris aux autres. Ils utilisaient les Grecs et les Latins, mais ils n'ignoraient pas le Moyen Age et la Renaissance. Ils ont bénéficié de ce fait que la langue s'est à peu près fixée sous Louis XIV (Malherbe ayant mis la poésie en cage). Ils travaillaient sur du vieux, rapetassaient ; ils puisaient partout. Le grand siècle est le siècle de la stérilité et du plagiat. La poésie est morte ; tout lyrisme est éteint, toute fantaisie absente. L'ennui règne. Molière pille ses devanciers et ses voisins. La Fontaine transpose et son inspiration manque de poumons. Boileau, pion accablant, prend son bien où il le trouve, même chez ceux qu'il fustige. Seul, Racine, par la peinture des passions (mais des passions frigorisées dans le moule de l'alexandrin) peut prétendre à l'invention. Ce qui manque le plus au XVII^e, c'est l'*originalité*. Le Moyen Age est confus, barbare, énorme, ridicule et puéril. La Renaissance innove. Malherbe régleme comme un préposé aux douanes poétiques. Les « grands génies » qui tournent autour du Roi Soleil, cette image de la solennité morne et pesante, écrivent, riment, *officiellement*, sur de vieux canevas (à quelques exceptions près) et des thèmes rabachés.

On le verra avec les successeurs, quand tous les sujets seront épuisés et qu'un Voltaire, en dépit de son génie, devra ramasser les miettes des grands maîtres, passer de *Brutus* à *Zaïre* et à *Mérope*. Au fond, nul poète véritable au XVIII^e siècle si ce n'est l'abbé Delille, ancêtre du symbolisme et quelques lyriques un peu pompeux genre Millevoye et Le Franc de Pompignan. Au théâtre, parmi les comiques, brillent encore les Regnard, les Destouches, les Piron, les Gresset. Parmi les tragiques, Crébillon s'étend et Ducis cherche sa voie, maladroitement, du côté de Shakespeare. On sent que tout est dit. Le ratelier gréco-latin est vide. Il va falloir passer à un autre genre d'exercices.

Aussi le lyrisme tant méprisé va-t-il connaître, avec un J.-B. Rousseau, un renouveau inespéré. Paray apparaît presque comme un précurseur. On cherche. Il faudra que surgisse André Chénier pour que la poésie retrouve ses ailes, encore que l'auteur des *Idylles* et des *Jambes*, mort trop jeune, sans avoir donné sa mesure, se soit complu un peu servilement à l'imitation des anciens. Mais André Chénier marque, malgré tout, un point de départ. Le romantisme s'annonce.

Le romantisme, c'est une réaction violente, une bourrasque qui s'élève contre le classicisme. On veut s'exprimer librement et tout exprimer. On secoue les règles caduques. On bouleverse le vocabulaire. Par dessus les maîtres à perruques, on saute sur le Moyen Age. On ressuscite Villon, Ronsard. La tragédie est condamnée. On s'accroche au drame, formule nouvelle, qui se réclame de Shakespeare, de Goethe, permet de fouler aux pieds les lois de l'unité de temps et de lieu. De même le vers, ligoté, emmailloté, voué à la crapaudine de la

césure, privé de la gymnastique de l'enjambement, se retrouve plus aérien, bondit vers les espaces libres. Le passé moyen-âgeux ne suffit plus. On vole vers l'Orient, un Orient conventionnel, mais plein de couleurs, rutilant et chaud, où la fantaisie ne connaît aucun bâillon. La formule du romantisme tient dans un mot : Liberté. Mais, liberté dans le cadre d'une prosodie consentie, régulatrice, permettant les bonds de l'imagination et ne présentant que des obstacles aisés à franchir ou à tourner. Ceci pour la technique. Pour l'expression, la liberté sans rivages, selon le mot que Vallès reprendra plus tard. Tout le XIX^e siècle qualifié de « stupide » par un polémiste délirant, aussi bien dans l'ordre politique et social que dans l'ordre scientifique ou littéraire, s'explique par ce mot : Liberté. La Révolution a profondément agi sur les esprits et le pédantisme des siècles précédents rebute toute une jeunesse ardente, avide de mouvement, brûlée de curiosité. Il y a bien encore quelques retardataires qui s'efforcent de défendre le temple classique. Mais les jeunes iconoclastes sont trop nombreux et leurs assauts s'avèrent impétueux. Les Lemercler, les Baour-Lormian reculent. Le romantisme va s'affirmer dans un ouragan.

Ses sources sont l'Orient et le Moyen Âge. Ses maîtres, il va les chercher ailleurs qu'à Rome et à Athènes. Et il se dresse impétueusement contre les derniers champions de la tragédie ou de la poésie didactique représentées par un Castel qui chante la forêt et les plantes, un Boissolin qui rime une Botanique, un Campenon, un Gudin, un Laya, un Lemerclier, un Arnault, un Raynouard, un Briffaut. Tout cela sent la fin. C'est la queue sans prestige du grand siècle, sans la légèreté libertine et l'ironie aimable du XVIII^e. Il est même curieux que Jean-Jacques, Diderot, Voltaire, les Encyclopédistes aient pu bénéficier de successeurs aussi indignes. Mais il est vrai, d'autre part, qu'en dépit des apparences, la révolte romantique est provoquée par eux. L'influence d'André Chénier reste mince et, seules, des femmes élégiaques comme M^{me} Desbordes-Valmore, Aimable Tastu, Sophie Gay, Delphine Gay (M^{me} de Girardin) se réclament de lui.

Cependant, outre l'influence des philosophes du XVIII^e, particulièrement de Rousseau, il faut noter celles de Bernardin de Saint-Pierre et de Chateaubriand, les vrais parrains du romantisme. En même temps, le théâtre anglais (Shakespeare) et le théâtre allemand (importé par M^{me} de Staël), influencent les jeunes écrivains. Ossian et Byron ne contribuent pas peu au renouveau du lyrisme. Goethe exerce une attraction formidable sur tous. Bientôt la guerre est déclarée aux « vieilles perruques » et M^{me} de Staël baptise la nouvelle école. Hugo, qui débute, repousse le mot : romantisme ; puis, devant les railleries des héritiers de Boileau, il le reprend comme un drapeau.

C'est au théâtre surtout que les plus formidables bagarres vont se poursuivre. Hugo va lancer *Cromwell* et son inoubliable préface. Il plétine les règles de la tragédie avec son unité de temps et de lieu, son abus du confident — qu'il remplace d'ailleurs par le monologue — sa monotonie, son absence d'action ! Le drame du XVIII^e siècle, si timide, si pondéré, s'élargit, prétend à exprimer toute la vie humaine, à en extraire à la fois tout le sublime et tout le grotesque. Shakespeare est passé par là, grâce à Frédéric Soulié qui donne *Roméo et Juliette*. Les classiques protestent. Mais Alexandre Dumas donne *Henri III et sa cour*, et Victor Hugo livre l'inoubliable bataille d'*Hernani*. Le public répond à l'appel. E. Casimir Delavigne, lui-même, le dernier des classiques, se laisse gagner.

Dans la poésie pure, Lamartine triomphe, tout en demeurant à l'écart du mouvement avec ses *Harmonies*, ses *Méditations*, son *Jocelyn*. Et Victor Hugo va dominer son siècle, depuis les *Odes* et *Balkades*, en passant par les *Orientales*, les *Feuilles d'Automne*, les *Volx*

intérieures, les *Rayons* et les *Ombres*, les *Châtiments*, les *Contemplations*, la *Légende des siècles*, jusqu'à l'*Art d'être grand-père*. A côté de ce géant, Alfred de Vigny, avec ses *Poèmes antiques et modernes* ; Alfred de Musset, considéré comme l'enfant terrible du romantisme, alors qu'il demeure sensiblement classique ; Derrière, le chansonnier Béranger, l'auteur des *Jambes* ; Auguste Barbier ; le chantre de *Marie* : Auguste Brizeux ; le lamartinien Victor de Laprade, etc., et les fantaisistes Théophile Gautier, Théodore de Banville.

Le mouvement romantique qui provoque une véritable révolution dans la poésie et au théâtre ne tarde point cependant, à tomber dans l'excès. Une réaction se dessine avec Ponsard, l'auteur de *Lucrèce* et de *Charlotte Corday* et Emile Augier. Puis les querelles s'apaisent. D'autres écoles vont voir le jour. Charles Baudelaire, dont Hugo dit qu'il a créé un frisson nouveau, compose ses *Fleurs du Mal* qui sont à l'origine du symbolisme et du parnassisme. A la vérité, toute la poésie moderne est contenue dans Hugo le Père, qui a tout dit et dans Baudelaire, le maître de la forme. De ces deux sources, vont partir tous les courants.

Contre le romantisme, c'est la croisade naturaliste, d'abord avec Zola qui, malgré lui, reste imprégné de ce qu'il appelle la « sauce romantique ». Le romantisme, au fond, n'est fait que de couleurs et d'images. La réalité lui échappe. Telle est la nouvelle thèse. Mais le naturalisme lui-même, va subir de rudes assauts. Voici le symbolisme qui triomphera avec Paul Verlaine, petit musicien sans idées, et Stéphane Mallarmé, le théoricien du groupe, qui verse dans l'abscons et, pourtant, apparaît aujourd'hui comme un modèle d'éblouissante clarté. Soyons juste. Tous deux sont des poètes. Verlaine a des accents auxquels il est difficile de résister. Mallarmé, pur et noble, est aussi harmonieux qu'inventif. Mais l'engouement les a situés à une place d'où la postérité les délogera. D'autres symbolistes ont exercé une influence profonde sur les générations d'aujourd'hui : l'amer, le féroce Tristan Corbière, le néantiste Jules Laforgue, le vibrant et coloré Arthur Rimbaud, l'immense et marécageux Verhaeren ; le petit-fils de l'abbé Delille, Albert Samain... Citons encore Henri de Régnier, Gustave Kahn, Maurice Maeterlinck, Stuart Meril, Francis de Viellé-Griffin, Adolphe Retté, Rodenbach, Paul Valéry... Nous sommes loin du romantisme. Le vers classique, disloqué par la bourrasque de 1830, aboutit au vers libre. On ne jure plus que par l'assonance et le rythme. Les derniers romantiques sont représentés par François Coppée, un excellent poète quoi qu'on puisse dire et qui se tient à mi-chemin entre les romantiques et les naturalistes ; Jean Richepin, truculent, argotique, baudelairien et hugolesque, et Edmond Rostand, le dernier, verveux et d'une aimable fantaisie.

Parallèlement au symbolisme, se développent le Parnasse et l'école romane. A la tête des parnassiens qui veulent imposer le culte de la beauté plastique (Verlaine, d'abord parnassien, s'écriait : Est-elle en marbre ou non, la Vénus de Milo ?), c'est d'abord Lecomte de Lisle, très grand, au-dessus des chapelles ; De Hérédia ; Sully-Prudhomme (qui prend une place à part dans la poésie « philosophique »). L'école romane a pour chefs, le Grec Jean Moréas, qui se réclame de Ronsard, et Raymond de la Tailhède. Poésie froide, semée d'archaïsmes. A côté de ces chefs de groupements, Laurent Tailhade, poète aristophanesque, d'une verve cruelle et vengeresse, mais pauvre en sensibilité lyrique.

On comprendra aisément que nous nous voyons dans l'obligation de résumer. Les chapelles se multiplient. Les groupes « poétiques » se succèdent. Saint-Georges de Bouheller découvre le « naturisme » qui a fait long feu. Jules Romain lance l'unanisme. De bons poètes encore : Fernand Gregh, issu de Verlaine ; Maurice Magre, René Arcos, Georges Duhamel, Jean-Paul Toullet, André Salmon, etc. Mais il semble que les recher-

ches de ces derniers temps ont épuisé la poésie. Les manifestes, les tendances, les théories se heurtent dans un pêle-mêle déconcertant. Le symbolisme aboutit à Francis James (candide, mais poète), à l'imbuvable Paul Claudel, à l'abondant, trop abondant Paul Fort. Le romantisme est mort. Les parnassiens sont exsangues. Les « romans » sont exténués. Et, pour couronner le tout, les excentricités du jour, dont le surréalisme, déjà caduc, à base de freudisme et de communisme naïfs.

Est-ce la fin ? La poésie n'est pas forcément le vers dont la formule varie à travers les siècles. Le vers n'est qu'un exercice. La poésie, pour triompher, doit exprimer les aspirations d'une époque et ouvrir une large fenêtre sur demain. Tout ce qu'il y a de trouble, de vague, de « contenu » dans un siècle, le poète en aspire le suc dont il fera le miel qu'il nous offrira. A travers les bouleversements d'aujourd'hui, quel est le rôle du poète ? Au cours des âges, il a chanté l'amour, les lauriers, les dieux. Il s'est efforcé de violer le mystère. Le poète doit être de son temps et de tous les temps. Il lui faut traduire les aspirations profondes des hommes en proie à la douleur, à l'incertitude, à l'espérance.

Notre siècle est celui du Machinisme, du Progrès Scientifique, de l'Exploitation cynique, de la Sottise et de la Guerre. Mais il est gros de possibilités féériques. Il contient toutes les clartés et tous les apaisements du futur. Que nous veulent tous ces bardes bardés d'incompréhension qui éjaculent péniblement leurs métaphores éculées, leurs bouts rimés et leurs proses rythmées ? Toujours le thème sempiternel : la gloire l'amour, la nature et ses feuilles desséchées et ses petits oiseaux ! Et il y a un Monde qui meurt, un Monde qui naît, un immense effort vers l'avenir. On attend le Poète, le Vrai, qui scrutera les horizons, saura dire la peine des hommes et indiquer du doigt le chemin sur lequel l'humanité passera si elle ne veut pas mourir stupidement et ignominieusement. Point besoin d'écoles. Foin des chapelles ! La forme, pour impeccablement pure qu'elle soit, passe. Il n'en reste que l'aspect documentaire, l'expression fugitive d'un instant de la vie multiple et mouvante. Le poète est en face de l'éternité. Il lui faut s'installer sur une chaise et plonger dans les perspectives. Prophète et guide, Victor Hugo était cela. C'est pourquoi il est grand parmi les grands. C'est pourquoi on lui doit tout. Poètes de demain, qui de vous va devenir un Dieu ?

Pour reprendre une formule célèbre, le poète sera anarchiste ou il ne sera pas.

Ceci ne veut pas dire que le poète doit adopter un credo politique ou social. Il est en dehors et au-dessus de nos luttes. Mais il ne peut point ne pas communier avec les vœux d'une humanité douloureuse qui cherche sa voie, à tâtons, parmi les égarements déchaînés, les ambitions infécondes, les rivalités criminelles. Pour lui, pas de frontières. Il plane sur nos mîlées stériles. Il s'érige sur nos compartiments nationaux, décorés du nom de Patrie. Il est l'Homme qui se fait Verbe et vers quoi convergent tous les espoirs. A travers la confusion des idiomes, dans les malentendus immenses qu'entretennent les préjugés, il apparaît la « claire Tour qui sur les flots domine ».

Le poète appartient à la Terre entière. Il emprunte les mots de sa tribu, veille soigneusement à la pureté de sa langue. Mais les mots ne font que vêtir l'idée.

Le poète est Lumière, Vérité, Bonté. Qu'il use du sarcasme, du blasphème, de l'ironie, de l'amertume, il n'est que cela ou il n'est pas poète.

Le poète sait le néant de tout, et que le ciel est vide, et que les êtres sont en bataille contre les êtres. Mais il sait aussi que la vie, ce bouillonnement précaire et fugace dans le mouvement universel, a un sens — un sens unique vers la Compréhension totale et l'Harmonie — et que rien ne compte, rien ne vaut de toutes nos

agitations ridicules, si l'on n'a pressenti la grande, l'éternelle Loi de la Solidarité et de la Liberté.

La légende veut qu'Amphion, la lyre en mains, fit se dresser les pierres qui venaient, à son appel, se placer les unes sur les autres. Ainsi se bâtit la cité. La légende veut aussi qu'Orphée chantant, les bêtes féroces vinssent se coucher à ses pieds. Le poète saura charmer d'autres bêtes féroces qui pullulent dans la jungle sociale et constituera la grande Cité Humaine. Mais il faut, pour cela, qu'il renonce à cette sorte de masturbation funeste où il se complaît et s'abîme. Il faut qu'il se fasse entendre. Il associera ses souffrances à la grande souffrance universelle. Il mêlera ses doutes, ses négations, ses espérances à celles de ses frères. Il dira la laideur de ce monde, magnifiera la Révolte qui, seule, crée et bâtit. Il entraînera les foules rampantes, non plus vers les boucheries immondes ou vers l'esclavage, mais vers les sommets où resplendit l'Amour, et leur montrera, du doigt, le Chanaan, toujours promis, jamais atteint ; un Chanaan non pas offert par un Dieu dérisoire, mais pressenti, rêvé, voulu par l'Homme. — Victor Méroc.

P. S. — A cet exposé rapide, mais qui devait être bref, attendu que le sujet traité est immense et que des volumes compacts ne l'épuiseront point, il faut ajouter quelques aperçus concernant la poésie chez les peuples voisins.

♦♦

Poésie allemande. — L'Allemagne a débuté par l'épopée avec son *Nibelungenlied* qui est l'œuvre d'un grand nombre de poètes demeurés anonymes. Elle a eu, comme la Grèce, ses aèdes. Les *Nibelungen* s'inspirent de la mythologie scandinave, chantent les Dieux et les Héros, et les batailles. La poésie des peuples enfants est toujours la même, à quelques variantes près. Epopées, chansons de gestes. Le rapprochement, avec la Grèce, peut se poursuivre. L'Allemagne a aussi son odyssée, *Gudruna*, poème anonyme qui conte la vie périlleuse des aventuriers normands. Puis, dans les siècles qui viennent, l'Allemagne a ses trouvères, ses troubadours qui parcourent le pays en chantant des *lieder*. C'est l'ère des *Minnesänger*.

Au XV^e siècle, une réaction se dessine. Les *Meister-sänger* (maîtres chanteurs) traduisent les douleurs, les joies, les espoirs du monde populaire. Le plus célèbre de tous ces poètes est *Brandt* qui écrit la *Nef des Fous*, en dialecte alsacien. C'est une satire violente et puissante des mœurs de l'époque.

Le Renouveau touche l'Allemagne, mais elle s'exerce, grâce à Luther, dans le monde religieux. *Hans Sachs* compose ses *Chants du Carnaval* qui inspirèrent, plus tard, Richard Wagner. En même temps, la légende de *Faust* prend son essor. Et l'on voit apparaître les chansons dites de société qui vont se développer (XVII^e siècle).

Au XVIII^e siècle, Klopstock compose sa *Messiasse*, un poème épique sur le Christ. Wieland s'inspire de nos chansons de gestes. *Burger* triomphe dans la ballade. Mais il faut arriver à Goethe, le poète le plus puissant de l'Allemagne, un des pères du romantisme, pour voir s'épanouir le génie allemand. *Faust*, *Werther*, *Herman et Dorothea*, sont immortels. Son *Roi des Aurores* est inoubliable. Ajoutons que Goethe était un esprit transcendant et que son influence sur le monde entier subsiste. Il se plaçait au-dessus des différences de race et de langue et se penchait sur notre Révolution. La pensée humaine doit beaucoup à ce poète grand parmi les plus grands.

Schiller, ami de Goethe, a laissé des drames, des ballades, des romances. C'est également un grand poète lyrique. Toute son œuvre respire l'amour de la justice et de la liberté. Citons : *Guillaume Tell*, *Les Brigands*

(que l'on connaît imparfaitement en France) *Marie Stuart*, le *Fiancé de Messine*, etc...

Après ces deux immenses poètes, les frères Schlegel et Tieck fondent une école nouvelle. Puis, les poètes romantiques surgissent qui prêchent la haine de Napoléon : *Körner*, *Ardt*, *Rückert*, *Uhland*, *Körner*, *Hebel*. C'est la période patriotique, mais il faut reconnaître que ce genre de poésie a trouvé une autre expression que la nôtre, incarnée par un Déroulède. Notons, à côté de ces bardes héroïques, *Chamisso* et *Platen*, et l'école autrichienne, avec *Zedlitz*, *Lenau*, *Grun*, etc...

Le dernier grand poète de l'Allemagne, c'est le juif *Henri Heine*, qui écrit aussi en français, très spirituellement. On lui doit des *lièdes*, des satires comme *Atta Troll* où il fustige cruellement ses compatriotes. Son influence fut profonde sur la jeune poésie française, notamment sur Jules Laforgue. Depuis, l'Allemagne a vu naître bien des poètes, mais aucun d'eux n'a marqué profondément. La musique et la métaphysique demeurèrent les traits dominants de la culture allemande.

Poésie anglaise. — Un des plus vieux poèmes connus de langue anglaise est intitulé *Beowulf*. Un des premiers poètes est *Chaucer* qui écrit de nombreuses pièces de théâtre et traduisit le *Roman de la Rose*. Il faut dire que jusqu'au XIV^e siècle, la langue anglaise n'exista point. Les conquérants normands parlaient un dialecte français ; les Anglo-Saxons parlaient leur dialecte à eux. La fusion de ces deux dialectes a donné l'anglais moderne, sans compter bien des apports étrangers. Il n'y a donc, dans les premiers siècles, que légendes brumeuses, venues des pays nordiques, comme la légende d'Hamlet qui, chose curieuse, se retrouve en Gascogne (voir à ce sujet la traduction et l'étude de Marcel Schwob). La véritable poésie anglaise apparaît un peu tard.

La Renaissance connaît son plein épanouissement sous le règne d'Elisabeth avec *Spenser*, l'auteur de la *Reine des Fées* (voir Taine), *Christophe Marlowe*, dont le *Faust* inspira Goethe. Et, enfin, voici l'immense Shakespeare, le dramaturge sans rival, dont on ne sait pas très bien s'il a existé en un seul individu, qui il était, qui il représentait. Mais ce problème déborde notre cadre. De même nous ne consacrerons pas une étude approfondie à ce poète qui veut une analyse à part. Qu'il suffise de noter la variété touffue de son œuvre, faite de comédies, de tragédies, de drames empruntés tantôt à des légendes : *Roméo et Juliette*, *Hamlet*, *Othello*, le *Roi Lear*, *Macbeth* ; tantôt à l'histoire et aux anciens : *Jules César*, *Antoine et Cléopâtre*, *Richard III*, etc... Parmi ses meilleures comédies, il faut citer : *Le Marchand de Venise*, *Beaucoup de bruit pour rien*, les *Joyeux Compères de Windsor*, etc... L'influence qu'a exercée Shakespeare sur toutes les littératures, et particulièrement au XIX^e siècle, est énorme. Les Anglais lui opposent *Otway* génial poète dramatique, mais très inégné.

Un autre grand poète anglais, *Milton*, est universellement connu. Son *Paradis Perdu* a été traduit dans toutes les langues. C'est un poète épique et plein de lyrisme, mais d'une philosophie confuse. A la même époque, *Dryden* triomphe dans la satire et au théâtre.

Le XVIII^e siècle voit *Pope*, sorte de Boileau anglais ; *Macpherson*, qui imagine les poèmes d'*Ossian*, lesquels sont à l'origine du romantisme ; *Chatterton*, qui devait servir de sujet à Alfred de Vigny.

Au théâtre, *Sheridan* brille dans la comédie. Parmi les poètes secondaires, il faut citer : *Cooper*, *Robert Burns*, *Wordsworth*, *Shelley* et, surtout, *Byron*. Mais, déjà, nous touchons au XIX^e siècle et au romantisme. *Wordsworth* écrit des sonnets et des ballades lyriques ; *Shelley*, mort très jeune, atteint aux cimes du lyrisme et dans la *Reine Mab*, la *Magicienne de l'Atlas*, *Prométhée*, s'efforce d'élever les âmes et de guider l'Humani-

té vers des destinées de Bonté. Quant à *Byron*, grand lyrique lui aussi, qui agira profondément sur Lamartine, c'est le premier héros du romantisme. Mais sa personnalité encombre son œuvre. On le retrouve sans cesse, lui, toujours lui, dans *Childe Harold*, *Manfred* et même dans *Don Juan*.

Parmi les modernes, *Tennyson*, poète très pur et abondant, presque un classique ; *Swinburne*, lyrique violent, exaspéré, et dramaturge génial. Plus près de nous, *Rudyard Kipling*, l'immortel auteur du *Libre de la Jungle*, qui est aussi un poète héroïque et fougueusement nationaliste.

Poésie italienne. — Dans l'Italie diverse, morcelée, en proie aux révoltes, les poètes sont nombreux. Presque tous sont de culture française. Le premier qu'on rencontre, *Brunetti Latini*, que Dante considérait comme son maître, nous a laissé un recueil de tous les poèmes épars du moyen âge, qu'il a intitulé : *Treisor*.

Mais, dès la fin du XIII^e siècle, la *Divine Comédie* fait connaître partout le nom de *Dante Alighieri*. Ce poème se compose de trois parties : *L'Enfer*, le *Purgatoire*, le *Paradis*. C'est une œuvre un peu complexe, mais d'une rare puissance. Dante est accepté comme le plus grand poète d'Italie. Il a, cependant, dans un genre différent, un rival avec *Pétrarque*, l'immortel auteur du *Canzonière*, consacré à Laure. La langue de Pétrarque est extraordinairement musicale, quoiqu'un peu précieuse. *Boccace*, qui écrit beaucoup en latin, compte plus comme l'auteur licencieux du *Décameron* que comme poète.

La Renaissance italienne se manifeste par deux poètes, l'un héroï-comique, *Arioste*, auteur du *Roland furieux* ; l'autre, épique, le *Tasse*, auteur de la *Jérusalem Délivrée*. Ce dernier, classé parmi les grands poètes, abuse cependant de ce qu'on appelait alors les *conceits*, c'est-à-dire les pointes et son style est tout d'affectation. Au siècle suivant, *Maffei* compose des tragédies. De même, *Metastase*, dont les chœurs chantés sont inoubliables. De même encore *Alfieri* qui vient après. Enfin *Goldoni* est le créateur de la comédie de caractères et mérite d'être surnommé le « Molière italien ».

Le XIX^e siècle débute avec *Monti*, auteur tragique, et *Leopardi*, poète amer, néantiste, pessimiste. Puis, c'est *Carducci*, le grand poète national italien qui s'impose. Il fait songer, par l'abondance de ses images, par sa richesse et sa couleur, à Victor Hugo, alors que *Leopardi* rappelle plutôt Vigny. *Antonio Fogazzaro* est un poète idéaliste. Et voici *Gabriele d'Annunzio* qui, en dépit de ses aventures politiques, reste le poète le plus brillant et le plus pur, parmi les contemporains. Après lui, c'est une mêlée confuse. Le futurisme fait son apparition avec *Marinetti*, qui opère aussi en France, lance des manifestes retentissants à travers tous les pays, proclame qu'il faut mettre le feu aux bibliothèques et aux musées, renouveler l'art et la poésie, ouvrir les portes aux Barbares... Aujourd'hui, *Marinetti* est de l'Académie de Mussolini. Le futurisme n'est plus que du passé.

AUTRES PAYS. — L'Espagne a ses poèmes de combat, ses chansons, ses romances, avec tous ses *Cid Campésador*. Les poètes ne font que chanter la gloire de l'Espagne, notamment *Herrera*. Par contre *Gongora* imagine une langue qui a fait fureur en France, à certaines époques et a donné naissance au gongorisme. Dans le drame et la comédie, *Lope de Vega* est au premier plan. *Guilhem de Castro* lui succède. Mais le maître incontestable est *Calderon*, auteur de mille cinq cents pièces environ.

A noter encore le fabuliste *Yriarte*, le poète comique *Moreto*, qui inspira Molière et Scarron, *Tyrso de Molina* auquel on a emprunté *Don Juan*. L'époque contemporaine s'enorgueillit de *Zorrilla*, grand poète et auteur dramatique.

Le Portugal a surtout un grand poète épique, l'auteur des *Lusiades*, Camoëns.

L'Amérique a produit Emerson, Longfellow, Wall Whitman, tous trois grands poètes et, surtout, Edgar Poe qui devait agir si fortement sur l'esprit de notre Beaudelaire.

La Belgique a connu un nombre infini de trouvères qui, pour la plupart, chantaient en français. Mais, en réalité, la poésie belge date de 1830; elle subit l'autorité de Hugo. Plus tard, Max Waller groupe, autour de lui, une pléiade. Cependant la poésie belge se confond avec la poésie française. Les Rodenbach, les Maeterlinck, Verhaeren sont plutôt considérés comme poètes de langue française. Les Flamands ont des maîtres, tels que Guido Gezelle, poète élégiaque qui rappelle notre André Chénier.

Les Scandinaves ont fourni les premières légendes avec l'Edda, d'où sont partis les *Nibelungen*. La poésie scandinave est une source d'inspiration. Toutes les littératures y ont puisé. Mais les poètes sont très nombreux, très divers. Il nous est impossible de les énumérer tous. Citons, parmi les Suédois, et sans tenir compte de la période latine, les poètes religieux : *Elisabeth Bremer*, *Peter Lagerloef*, *Columbas*, etc. Puis au XVIII^e siècle, *Gyllenberg*, lyrique et fabuliste; *Kelgren*, *Oxenstjerna*, *Anna Maria*, *Lenngren*, *Bellman*, chansonnier, le plus populaire de tous. Au XIX^e siècle, *Erik-Gustaf Geijer* et son groupe, se réclament de Shakespeare. *Frans Mikael Franzén* se prétend individualiste. Puis viennent *Johan Ludvig Runeberg*, *Elis Malms-tröm* et, enfin, vers 1880, le génial *August Strindberg*. Parmi les derniers : *Gustaf Fröding*, *Per Hallström*, etc.

La poésie norvégienne s'impose à l'admiration avec deux grands poètes dramatiques : *Ibsen* et *Bjoernstjerne Bjoernson*. A côté de ces maîtres : *Caspari*, *Randers*, *Diétrichson*, poètes lyriques.

La poésie danoise nous offre *Andersen* qui est également un conteur; *Grundtvig*, barde guerrier; *Johannes Hansen*, autre barde guerrier; *Aaarestrup* (l'Henri Heine danois), *Paludan Meiller*, *Parmø Carl Ploug*, auteur des chants populaires, etc...

La Russie peut être divisée en trois périodes littéraires : dans la première, les Russes écrivent le slave ou slave de l'Eglise; dans la deuxième, avec Pierre le Grand, le russe apparaît. *Lomonossow* renouvelle la poésie et donne la première grammaire nationale. *Soumarokov* crée le théâtre. Dans la troisième période, *Pouchkine* représente le romantisme et, en même temps, les débuts de la véritable poésie russe : c'est un des plus grands poètes russes, auquel on doit, entr'autres poèmes, *Le Prisonnier du Caucasse* et le célèbre roman en vers *Eugène Onéguine*. Mais ce sont surtout les romanciers qui dominent. Les poètes qui succèdent à Pouchkine ne le valent pas, sauf peut-être *Lermontov*. Ce sont *Nekrassow*, *Nadson*, *Maïkov*, *Tioutchev*, etc... — Victor Mémic.

POGROME n. m. Mot russe adopté tel quel, dans un sens précis, même spécial, par d'autres langues et, en particulier, par la langue française.

Philologiquement, le mot *pogrome* se compose de la racine *grom* et du préfixe *po*. (Notons à ce propos que le mot *progrome*, employé fréquemment par la presse française au lieu et au sens de *pogrome*, n'est qu'une erreur, une mutilation du vrai terme. Le mot *progrome* n'a pas de sens, le préfixe *pro* ayant, en russe, une signification qui ne peut s'adapter à la racine *grom*. Le mot *progrome* est donc, tout simplement, inexistant.) Avec la racine *grom*, la langue russe forme le verbe *gromit* qui signifie *dévasier*, *saccager*, *massacrer*. Prenant la même racine *grom* et y ajoutant le préfixe *po*, on obtient le substantif *pogrome* qui signifie l'action de *dévasier*, de *saccager*, de *massacrer*. (En ajoutant

à la même racine *grom* un autre préfixe russe *raz*, on obtient un autre substantif — *razgrome* — qui veut dire aussi *dévastation*, *ruine*. Mais, tandis que le mot *razgrome*, à part son sens spécial de débâcle militaire, signifie une dévastation ou un désordre purement matériel, provoqué plutôt par des forces naturelles ou fatales, le terme *pogrome* désigne nettement un acte de saccagement et de massacre conscient, volontaire, prémédité plutôt que spontané, accompli par plusieurs personnes dans le but même de dévaster, de saccager, de détruire, de piller, de violenter, d'assassiner, de massacrer.)

On entend donc par *pogrome*, au sens général du terme, tout acte volontaire de dévastation, de destruction, plus ou moins importante, de valeurs matérielles et aussi de vies humaines, acte insensé, sauvage, accompli par plusieurs personnes ou, plutôt, par une foule déchaînée, poussée à ce crime par un aveuglement de haine ou de colère, par une soit presque pathologique de vengeance, de violence, de sang...

Mais, si l'on n'employait ce terme que dans ce sens général, il n'y aurait pas de raison pour qu'il soit emprunté, par les langues étrangères, à la langue russe. Le mot *massacre*, par exemple, suffirait largement à la langue française. Et, en effet, tous les « pogromes » qui ont eu lieu, au cours de l'histoire humaine, en France et dans d'autres pays du monde — « pogromes » religieux, politiques ou autres — sont qualifiés en français *massacres*.

En empruntant à la langue russe le mot *pogrome*, on a voulu désigner par là quelque chose de tout à fait spécial, de spécifiquement russe. En effet, le mot *pogrome* signifie, en russe, — à part son sens général — spécialement et surtout un *massacre de Juifs en masses*. Des massacres de ce genre — des *pogromes* — ont eu lieu en Russie, périodiquement, depuis la fin du XIX^e siècle, jusqu'à la chute du tsarisme, et même au-delà. Et c'est bien dans ce sens spécifique que le mot *pogrome* fut adopté par les langues étrangères. Frappés par la monstruosité de tels procédés en plein XX^e siècle, emportés souvent par un élan de vive protestation contre de telles abominations, les peuples des autres pays prirent l'habitude de désigner ces horreurs par le terme originel.

Le lecteur trouvera certains détails sur les pogromes, en Russie, au mot *Antisémitisme* (voir pages 101-102). Nous les compléterons ici.

Vers la fin du XIX^e siècle, l'absolutisme tsariste commença à être de plus en plus sérieusement menacé par toutes sortes de mouvements révolutionnaires et populaires — conséquence naturelle d'une oppression politique écœurante et d'une situation misérable, tant matérielle que morale, des masses laborieuses.

Pour faire face à ces mouvements, le gouvernement ne trouva rien de mieux que de recourir à de vieilles recettes éprouvées, notamment : d'une part, à des répressions de plus en plus sévères, et, d'autre part, aux moyens de canalisation du mécontentement populaire vers des manifestations moins dangereuses pour le régime. Dans cet ordre d'idées, le gouvernement n'hésita pas à exploiter la crédulité, l'ignorance et les préjugés religieux des masses, à faire appel aussi aux instincts les plus bas de la « bête humaine », pour rejeter sur les Juifs la responsabilité de tous les maux et aiguiller dans ce sens la colère du peuple. Les journaux gouvernementaux et « bien pensants » menaient une propagande systématique contre les Juifs. On les accusait de trahison, de menées antinationales, de tous les crimes et de tous les vices. Et, de temps à autre, on lançait contre eux des bandes déchaînées recrutées parmi les bas-fonds de la police et les éléments désœuvrés des villes. Hâtons-nous de dire que la vraie population laborieuse restait toujours plus ou moins étrangère à ces actes de sauvagerie et que, par la suite, le proléta-

riat des villes organisait même, assez souvent, la défense de la population juive contre les massacreurs. Car, quant à la police, même lorsqu'elle ne dirigeait pas directement ces massacres, elle les préparait toujours dans les coulisses, elle fermait toujours les yeux sur ce qui se passait, elle n'intervenait efficacement que lorsque les événements menaçaient de dépasser les cadres prévus et de prendre des dimensions « exagérées ».

Ce qui se passait au cours des pogromes « non exagérés », dépasse en horreur toute imagination : des appartements — souvent même des maisons entières — saccagées; des biens enlevés et emportés en tas, avec des cris sauvages de triomphe bestial; des hommes tués en masse avec une cruauté inouïe; des femmes violentées et ensuite éventrées au milieu des ruines; des enfants saisis à pleins bras et embrochés sur des sabres ou écrasés contre les murs... Et l'on faisait peu de distinction entre les Juifs aisés et la malheureuse population juive ouvrière... Les descriptions détaillées de certains pogromes juifs de grande envergure — descriptions faites par des témoins oculaires — produisent une impression terrifiante, à un tel point qu'il est impossible de les lire jusqu'au bout d'un seul trait. Et quant à ceux qui ont eu le malheur d'être victimes d'un pogrome ou même seulement d'y assister, ils finissent assez souvent par en avoir la raison ébranlée. Ajoutons que la documentation certifiée exacte sur les pogromes est abondante, aussi bien en Russie qu'à l'étranger.

C'est surtout dans les premières années du XX^e siècle, au fur et à mesure de la croissance du mécontentement populaire contre le système absolutiste, que les pogromes prirent une allure de périodicité et apparurent en véritables séries. En voici les principaux : à Odessa, en octobre 1905; à Kiew, octobre 1905; à Tomsk, octobre 1905; à Gomel, en janvier 1906; à Biélostok, en juin 1906; à Kitchinew, plusieurs pogromes en 1905 et 1906. Les victimes de ces pogromes se comptent par centaines, parfois même par milliers. Et, à part ces pogromes d'envergure, il y en a eu des dizaines de moindre importance. Après 1906, la vague des pogromes est tombée comme par enchantement, le gouvernement se sentant plus en sécurité après avoir brisé la révolution de 1905.

La révolution de 1917 et la chute du tzarisme ne mirent pas complètement fin à la pratique des pogromes. Partout où les éléments contre-révolutionnaires reprenaient momentanément le dessus (les mouvements de Petlioura, de Dénikine, de Wrangel, de Grigorieff et autres), les pogromes juifs reprenaient de plus belle, sur l'ordre ou, en tout cas, sous l'œil bienveillant des chefs, qui cherchaient à acquérir ainsi une popularité et à flatter les instincts malsains des masses sur lesquelles ils s'appuyaient.

Peut-on dire au moins qu'actuellement les pogromes en Russie ne sont plus que des cauchemars du sombre passé, et qu'ils ne pourront plus jamais ressusciter ? Hélas, non ! On ne peut pas l'affirmer. Au risque d'étonner certains lecteurs, nous devons avouer, en toute franchise, que l'antisémitisme existe toujours en Russie, et que des pogromes sont encore fort à craindre dans l'avenir.

L'antisémitisme russe moderne n'a plus, il est vrai, les mêmes bases ni le même sens qu'autrefois. Ses bases et son sens sont devenus *plus vastes, plus profonds et plus nets*. Ses effets n'en pourraient être que plus désastreux. Ce ne sont plus des suggestions d'en haut qui le nourrissent, mais des appréciations qui naissent et se répandent dans les couches populaires elles-mêmes. A l'heure actuelle, il couve sous la cendre. Mais il peut éclater, un jour, en une explosion terrible.

Quel est donc l'aspect de ce nouvel antisémitisme en U. R. S. S. ?

Malgré l'opinion inverse de beaucoup de gens à l'étranger qui, dupés momentanément par la propagande intense et par la mise en scène très habile des bolcheviks, ignorent totalement la réalité russe actuelle, le régime bolcheviste n'est pas stable. Nous l'affirmons catégoriquement. On attribue à Trotski une fameuse parole qu'il n'a, peut-être, jamais prononcée, mais qui, indépendamment de son auteur, dépeint bien la vraie situation en U. R. S. S. Trotski aurait dit, un jour, au début du régime bolcheviste, répondant à quelqu'un qui doutait de la solidité de ce nouveau système étatique : « Trois cent mille nobles ont pu gouverner ce peuple durant trois siècles. Pourquoi donc trois cent mille bolcheviks ne pourraient-ils en faire autant ? » L'analogie entre les deux « possibilités », l'ancienne et la nouvelle, dépassa, peut-être, la pensée de l'homme : elle est complète. La réalité russe actuelle y est bien exprimée : un peuple opprimé par une couche privilégiée, laquelle se maintient au pouvoir par tous les moyens. On avait pourtant bien raison d'appeler la Russie tzariste « géant aux pieds d'argile ». Car, tout l'édifice d'alors avait pour base l'oppression et l'esclavage des masses. L'histoire a bien prouvé la vérité de la formule : le géant s'est effondré. Mais, le nouveau « géant » l'U. R. S. S., a, lui aussi, des pieds d'argile, car il se maintient, exactement comme l'autre, au moyen de l'oppression et de l'esclavage des masses. Il finira donc aussi, inévitablement, par s'effondrer. Et, dans les conditions actuelles, il ne pourra jamais se maintenir, même le long d'un quart de siècle.

Eh bien ! Le jour où les événements en U. R. S. S. prendront une tournure défavorable pour les maîtres de l'heure, la colère du peuple tombera fatalement sur les têtes de ces maîtres qu'il tiendra pour responsables de toutes ses misères et de l'échec de la Révolution. Or, il y a beaucoup de Juifs dans les rangs du parti communiste russe, surtout parmi les dirigeants et les chefs. « Nous sommes opprimés par des étrangers et par des Juifs » — cette appréciation est courante en U. R. S. S. Il est possible, dès lors, que dans l'ouragan de la lutte et sous l'accès de la haine, toute la population juive devienne l'objet des violences de la foule déchaînée. Il nous reste à espérer que la masse laborieuse trouvera en elle-même, une fois de plus, assez de bon sens, de volonté et de force, pour ne pas permettre à un mouvement salubre contre les véritables oppresseurs de dégénérer en un nouveau massacre des Innocents. — VOIRSK.

POISON n. m. Au sens figuré, le terme poison s'applique à tout ce qui trouble l'existence et nuit au bonheur de la vie. Au sens strict, il convient aux substances capables de provoquer, à faible dose, la mort ou la maladie. Ces substances peuvent être introduites dans l'organisme par voie respiratoire, par voie digestive, à l'aide de piqûres, etc.; elles provoquent un empoisonnement aigu ou chronique, dont les symptômes varient suivant la nature du corps absorbé. Les poisons furent connus des anciens, non seulement par les accidents fortuits qu'ils provoquaient, mais par les recherches intentionnelles d'individus ou de sectes qui les utilisaient contre leurs ennemis. En Egypte, les prêtres de Toth étaient parvenus à en préparer un grand nombre; c'est d'eux, selon Homère, que les Grecs reçurent leurs premières notions de toxicologie. La liste des empoisonneurs fameux est longue, et les femmes y tiennent une place importante. A Rome la sinistre Locuste mit son art au service de Néron et d'Agrippine; au XVII^e siècle, les crimes de la marquise de Brinvilliers et de la Voisin, sa complice, émeurent vivement l'opinion; quant à M^{me} Lafarge, condamnée en 1840 pour avoir empoisonné son mari, plusieurs inclinent à croire, même à notre époque, qu'elle fut victime d'une erreur judiciaire. Bien d'autres cas célèbres mériteraient qu'on les citât; sans parler de la multitude des empoisonne-

ments qui permirent de se débarrasser d'un adversaire ou d'un oncle à héritage et qui restèrent toujours ignorés. Longtemps, il fut nécessaire de constater la présence d'un toxique dans l'estomac ou les intestins, pour affirmer avec certitude que la mort était survenue par empoisonnement. Depuis Orfila, on le recherche dans les organes où il pénètre après l'absorption ; et les méthodes employées pour y parvenir se perfectionnent constamment. Aujourd'hui, dépassant la constatation des effets immédiats, habituellement d'importance secondaire, les toxicologues étudient l'action intime des substances vénéneuses sur les humeurs et les tissus. Ils savent que les poisons ne se portent pas indifféremment vers toutes les parties du corps et qu'ils manifestent d'ordinaire une préférence pour un organe déterminé : foie, poumons, système nerveux, par exemple. Les poisons furent divisés autrefois, d'après leur origine, en poisons minéraux, végétaux et animaux. Tenant compte de leur action sur l'organisme, on les a partagés, depuis, en quatre classes : 1° les poisons irritants qui corrodent les parties qu'ils touchent et provoquent leur inflammation : acides et alcalis concentrés, préparations arsenicales, mercurielles, de cuivre, d'antimoine, de plomb, d'argent, cantharides, ellébore, coloquinte, euphorbe, etc. ; 2° les stupéfiants, qui agissent sur le système nerveux sans enflammer les organes qu'ils touchent : acide prussique, eaux de laurier-cerise et d'aman-de amères, opium, morphine, etc. ; 3° les poisons narcotico-dres qui paralysent le cerveau et enflamment les parties sur lesquelles on les applique : ciguë, digitale, produits des strychnées, belladone, alcool, éther, tabac, oxyde de carbone, champignons, etc. ; 4° les ptreifiants qui altèrent les liquides de l'organisme : venins provenant de la piqure d'animaux. Les virus, autrefois rangés dans cette dernière catégorie, sont maintenant du domaine de la bactériologie. Depuis que des savants, vrais criminels dignes du mépris public, s'adonnent à l'étude des gaz asphyxiants, en prévision des guerres futures, cette branche de la toxicologie prend un développement de plus en plus considérable. Parmi les poisons qui servent à donner la mort, quelques-uns méritent de retenir particulièrement notre attention. Les composés de l'arsenic, l'acide arsénieux surtout, furent très fréquemment employés autrefois, mais les empoisonneurs contemporains leur préfèrent des substances plus actives. Ces toxiques provoquent de violentes coliques, des vomissements qui s'accompagnent d'un ensemble de symptômes rappelant ceux du choléra. Parfois l'empoisonnement revêt une forme lente. Depuis que les allumettes sont universellement répandues, l'intoxication par les matières phosphorées n'est pas rare. Généralement la mort survient après 4, 6, 8, 10 jours et plus de souffrances. Presque toujours, l'empoisonnement par les composés cyanés résulte d'une méprise ou d'un suicide. La terminaison fatale survient en moins d'une minute si l'acide cyanhydrique est absorbé sous forme de gaz ; après quelques minutes s'il est ingéré par voie digestive ; plus tardivement si le cyanure est en solution diluée. De tous les poisons, l'oxyde de carbone est probablement celui qui fait le plus de victimes ; le gaz d'éclairage en contient de 10 à 14 pour 100. Or, il suffit d'un millièrme d'oxyde de carbone dans l'air pour provoquer l'asphyxie. Contrairement à ce que l'on croit, l'intoxication est habituellement douloureuse au début. Nombre d'empoisonnements criminels ou de suicides sont dus actuellement à la strychnine, que le public se procure sans trop de peine pour la destruction des animaux nuisibles. Elle provoque des phénomènes de tétanisation musculaire et entraîne la mort dans un laps de temps qui, après l'apparition des premiers symptômes, peut aller d'une demi-heure à 4 heures. L'intoxication par les champignons est presque toujours involontaire, mais sa fréquence démontre que la récolte de ces cryptogames doit se faire avec une extrême prudence.

Morphine, héroïne, cocaïne peuvent servir à obtenir une mort rapide, mais d'ordinaire l'on s'arrête à des doses qui provoquent seulement une passagère euphorie. L'usage quotidien de ces drogues conduit aux pires déchéances et physiques et morales. Stupéfiant préféré de la race jaune, l'opium cause de grands ravages en Extrême-Orient. C'est par des sentiers fleuris qu'il conduit aux suprêmes dégradations. Le plus souvent on le fume ; à quelques-uns, dix à vingt pipes suffisent, chaque jour ; il en faut de cinquante à cent aux amateurs passionnés de la drogue. Immatérielle légèreté, bêtitude, clairvoyance, telles sont les impressions premières de l'intoxiqué ; les idées affluent lumineuses et dociles, l'imagination s'exalte, l'ouïe et la vue acquièrent une finesse extrême. Des scènes magnifiques se déroulent qui répondent à la mentalité de l'individu et traduisent ses désirs secrets ; il plane dans des sphères inaccessibles aux mortels ordinaires. Mais l'opiomane, victime d'une longue habitude, quitte plus tard les régions célestes pour un monde de cauchemars infernaux. La volonté sombre, le caractère se modifie ; miné par la cachexie, le corps est d'une prodigieuse maigreur, les yeux sont hagards, le teint pâle ; des illusions sensorielles surviennent, parfois éclate un véritable *delirium tremens* opiacé. Ce qui est vrai de l'opium l'est aussi de la morphine, un alcaloïde que le premier contient dans une proportion moyenne de 10 pour 100. Utile lorsqu'il s'agit de souffrances intolérables ou de maladies impossibles à guérir, ce stupéfiant, qu'on emploie en injections sous-cutanées, provoque une ivresse à laquelle prennent goût très vite même les bien-portants. Les morphinomanes sont actuellement nombreux en Occident ; mais ils payent chèrement les jouissances qu'ils se procurent. Fétidité de l'haleine, constipation opiniâtre, perte de l'appétit, maigreur extrême surviennent chez l'intoxiqué ; et, comme il se pique finalement à toute heure et n'importe où, sans précautions aseptiques, il est couvert de flegmons et d'abcès. Vouloir et moralité s'en vont ; l'intelligence s'obscurcit ; puis ce sont d'horribles et fréquentes hallucinations. L'héroïne possède les mêmes propriétés que la morphine, mais une force double : d'où un danger accru pour qui l'utilise. Dionine, narcéine, codéine ont une nocuité réduite au contraire. A l'inverse de l'opium qui rend passif, la cocaïne exalte l'activité. On l'extrait des feuilles du coca, un arbuste dont les qualités ne furent point ignorées dans l'antique royaume des Incas. Précieuse en chirurgie pour ses vertus anesthésiantes, elle est encore l'un des excitants les plus recherchés. La cocaïne, la coco des habitués de Montmartre, est la drogue préférée des intellectuels, des aviateurs, de tous ceux qui ont besoin de décupler leur énergie à de certains moments. Au début de faibles doses suffisent ; il faut les élever très vite ; dans des cas exceptionnels, elles atteignent, dit-on, 20 grammes par jour. Sous l'influence du poison, une euphorie spéciale s'empare de l'individu ; il bavarde, remue, estime clairs les problèmes les plus ardues ; il improvise sans effort et s'exprime avec une étonnante précision ; la résistance physiologique augmente, la fatigue musculaire s'évanouit. Plus tard, le cocaïnisme engendrera l'irritabilité, le dégoût du travail, le besoin de contredire, la manie des longues courses en voiture ; une perforation intérieure de la cloison nasale se produit, stigmata souvent ignorés du priseur. Avec l'accroissement des doses, la déchéance s'accroît. Prédisposé aux maladies qui frappent les débilisés, le patient devient sujet, en outre, à de fréquentes hallucinations. Des insectes, croit-il, grouillent sous son épiderme, ses yeux les lui montrent en certains cas et il se sert d'épingles ou de canifs pour les extraire ; des mouvements rapides animent les objets qui l'entourent, parfois les personnages des tableaux qu'il regarde ; il entend des bruits, des craquements et d'imaginaires injures provoquent chez lui de folles colères. C'est à l'asile d'aliénés que conduit l'abus de la

cocaïne. Une cure méthodique permet de se déshabituer des différentes drogues dont nous venons de parler ; après guérison beaucoup reviennent à leur ancien vice. Le hachich, tiré du chanvre indien, n'a jamais eu que fort peu d'amateurs chez nous. On l'ingère sous forme de boulettes, de pastilles, de confiture surtout ; on fume aussi le chanvre indien. L'effet n'est pas instantané ; il commence par le besoin de gesticuler sans raison, suivi de crises d'hilarité interminables, irrésistibles. Puis les sens, doués d'une acuité incroyable, perçoivent mille choses qui leur échappent à l'état normal, et les extases hallucinatoires commencent. Elles varient selon le tempérament, les préoccupations, les désirs, le degré de culture des individus ; elles sont dirigeables, ce qui est plus extraordinaire. On dit du hachich qu'il est un prodigieux révélateur de l'inconscient. Mais si désastreux sont ses effets, qu'il fut interdit dès le moyen âge par certains gouvernements orientaux.

Rangeons aussi parmi les poisons des substances qui, sans introduire l'individu dans le monde des paradis artificiels, provoquent chez lui les excitations factices et l'intoxiquent plus ou moins rapidement. Le tabac et l'alcool rentrent dans cette catégorie. On dit peu de mal du tabac ; il provoque néanmoins, chez qui en abuse, des phénomènes toxiques bien caractérisés. La nicotine, qu'il contient à dose variable, est un poison violent : huit gouttes tuent un cheval en quatre minutes, dix centigrammes provoquent la mort d'un chien de taille moyenne. Les ouvriers des manufactures de tabac éprouvent, au début, des vertiges, des coliques, des nausées ; après quelques semaines ils s'habituent, mais la sécrétion urinaire devient plus abondante et le teint demeure terne. Chez les grands fumeurs, l'affaiblissement de la mémoire est fréquent, de même que les troubles de la vision appelés « mouches volantes » ; il faut y voir le résultat des légères congestions cérébrales, qui se répètent trop souvent chez l'amateur passionné de la pipe ou de la cigarette. Palpitations de cœur, carie dentaire, faux asthme, pharyngite granuleuse, perte de l'appétit, certains cancers, certaines névralgies peuvent aussi résulter du tabagisme. L'alcool produit une excitation factice qui le fait rechercher par les travailleurs ; et si trop d'artistes ou d'écrivains furent aussi ses victimes, c'est qu'il rend au début les idées plus abondantes, l'intelligence plus vive. Mais l'on pourrait difficilement exagérer la gravité de ses méfaits. Le terme « alcool » convient, d'ailleurs, à une nombreuse famille de produits distillés, dont le plus commun est l'alcool éthylique, base essentielle de l'eau de vie ordinaire. Il en existe d'autres : alcool propylique, butyrique, amylique, métylique, etc., dont la nocuité s'avère encore plus grande et qui se retrouvent parfois, en faible quantité, dans les alcools et les liqueurs de consommation. C'est aux acides prussique, acétique, formique, etc. au furfurole, à l'aldéhyde benzoïque et à d'autres impuretés dangereuses que les eaux-de-vie de marque doivent la saveur et le parfum qui les font rechercher des gourmets. On s'est demandé si l'alcool était un véritable aliment, ou s'il traversait seulement le corps et s'éliminait sans profit pour l'organisme. Même s'il constitue un aliment, on admet aujourd'hui que c'est à dose très minime ; trop concentré, il irrite les muqueuses, trouble la sécrétion des sucs gastriques et rend plus ou moins insolubles les albuminoïdes et les féculents. Peau, reins, poumons n'échappent pas à son action désastreuse ; parfois il congestionne le foie, parfois il le resserre et le durcit ; il détermine une hypertrophie puis une dégénérescence du cœur, occasionne la rigidité des vaisseaux sanguins et favorise anévrysmes ou hémorragies. Parce qu'il attire l'alcool en forte proportion, le système nerveux est particulièrement atteint ; l'intoxication du cerveau, aiguë ou chronique, aboutit à de graves désordres de l'intelligence et de la motricité. Hallucinations des sens, *delirium tremens* sont les ultimes conséquences de l'abus

du poison. Et ce n'est pas l'individu uniquement qui souffrira, sa descendance aussi sera frappée, tant l'influence de l'alcool est profonde sur les glandes séminales et sur leurs produits. Pour satisfaire son besoin d'évasion, pour fuir les vulgarités de la vie courante ce n'est pas aux toxiques qui ruinent le corps et troublent l'esprit, que l'homme doit recourir. Comme nous l'avons montré dans « Vers l'Inaccessible », des ondes généreuses et limpides s'offrent pour apaiser les cœurs assoiffés d'idéal. Malheureusement, il existe aussi des poisons intellectuels et qui ne sont pas les moins redoutables, Religion, chauvinisme patriotard, culte de l'Autorité et de l'Argent ont fait incomparablement plus de victimes que l'arsenic ou l'oxyde de carbone. Mais nos contemporains, dans l'ensemble, ne parviennent pas encore à le comprendre. — L. BARNETTE.

POLES n. pl. (du grec *poiein* : tourner). La sphère céleste semble tourner tout entière, il est en ouest, autour d'un point du ciel voisin de l'étoile Alpha de la Petite Ourse (étoile polaire). Si nous faisons partir dans la direction du fil à plomb, une ligne imaginaire qui traverse le centre de la terre et qui va aboutir de l'autre côté de la sphère, nous obtiendrons l'axe de la terre, c'est-à-dire la ligne autour de laquelle elle semble tourner. Chacun des points ou l'extrémité de l'axe terrestre perce le globe est un pôle. Celui tourné du côté de l'étoile polaire est le pôle nord, boréal ou arctique. Le pôle opposé est le pôle sud, austral ou antarctique. S'appellent zones glaciales ou régions polaires, les pays ou océans compris autour des pôles dans l'intérieur des cercles polaires, lesquels sont respectivement situés à 66° 33' de l'équateur. Elles occupent les 8/10^e de la surface totale du sphéroïde terrestre.

Les rayons solaires ne font que glisser à la surface de ces régions désolées et froides. La sphéricité du globe amène les rayons du soleil, de verticaux qu'ils sont à l'équateur à devenir de plus en plus obliques vers les pôles. Et comme la température d'un lieu dépend de l'échauffement de ce lieu par le soleil, elle décroît donc de l'équateur aux pôles ; d'autre part comme le soleil chauffe la terre, non pas par la distance à laquelle les divers points du globe se trouvent par rapport à l'astre du jour, mais proportionnellement à la perpendicularité des rayons, on conçoit que la vie végétale et animale, à plus forte raison la vie humaine, n'existe pour ainsi dire pas dans les régions polaires. Au nord, seules les côtes les plus méridionales et surtout celles de l'ouest dans la direction du détroit de Davis et de la mer de Baffin, sont habitées par une population de nomades atteignant à peine 10.000 habitants. Au cours des longs hivers, la température s'abaisse parfois jusqu'à 50 à 60 degrés sous zéro et elle ne s'élève guère pendant les courts étés à plus de 6 à 7 degrés au-dessus de zéro. De plus, l'inclinaison de la terre sur son axe, produit une différence dans la durée du jour et de la nuit, suivant la latitude du pays que l'on considère. Aux cercles polaires le soleil ne se couche pas pendant le jour du solstice d'été et ne se montre pas le jour du solstice d'hiver. Depuis ce cercle jusqu'au pôle, le soleil ne se lève pas ou ne se couche pas pendant un nombre de jours qui va toujours en augmentant jusqu'au pôle même où l'on trouve six mois de jours et six mois de nuit.

On conçoit aisément que, dans ces régions qui connaissent un été très court (3 mois) et où le sol est presque toujours gelé, où l'océan est recouvert d'une presque épaisse, la faune et la flore soient très restreintes. La faune terrestre est à peu près nulle dans les régions polaires australes, elle est plus riche dans les régions boréales. Nous y trouvons des carnassiers de petite taille : blaireaux, renards, martes ; des rongeurs : lièvres blancs, lemmings et des carnassiers de grande taille : ours blancs ; des ruminants : bœufs musqués, rennes, élans, etc... La faune aérienne et marine est

assez abondante dans les deux hémisphères : palmipèdes migrateurs, échassiers, passereaux, pingouins, guillemots, goélands, plongeurs, mouettes, cormorans, fous, eîdus pour l'hémisphère nord ; au sud, notons : manchots, pétrels, albatros, puffins, etc. Dans les eaux vivent les cétacés et les pinnipèdes, les phoques et les morses dans les régions arctiques et, dans les régions australes, les otaries. La flore comprend dans les deux hémisphères des mousses et des lichens et dans celui du nord existent quelques espèces naines de saules et de bouleaux qui profitent des trois mois d'été pour achever en une ou deux saisons, leur complet développement. Au-delà du 70° parallèle, la faune et la flore disparaissent pour ainsi dire. Les morses, les phoques et les pingouins sont les derniers animaux qui persistent dans les solitudes, la terre s'achève au Nord et au Sud dans le froid et la nuit...

Les régions polaires n'ont pas toujours présenté le caractère qu'elles nous montrent aujourd'hui ; elles n'ont pas connu de tout temps le climat rigoureux qui les caractérise actuellement. A l'âge tertiaire, à la période néogène, le climat des pôles était voisin de celui des régions méditerranéennes actuelles. La faune et la flore y étaient alors considérables. Notons aussi qu'aux époques géologiques antérieures, la chaleur reçue aux pôles était égale à celle que recevait l'équateur et que les formes de vie animales et végétales étaient, à peu de choses près, semblables sur toute l'étendue du globe.

On s'imagine aisément que les régions polaires n'ont que peu tenté les explorateurs. Et, de fait, les explorations entreprises dans ces pays n'ont été inspirées que par une pensée scientifique et économique : la recherche des pôles, l'espoir de trouver une route maritime plus directe pour passer de l'Europe en Asie et en Amérique. Nous devons diviser les explorations polaires en quatre groupes : 1° celles tentées pour rechercher le passage du N O ; 2° celles tentées pour découvrir le passage du N E ; 3° les expéditions tentées pour atteindre le pôle nord, et 4° les expéditions antarctiques.

1° Passage du Nord-Ouest, qui a pour but de reconnaître la route maritime la plus directe pour passer du Nord de l'Amérique septentrionale au détroit de Behring. En 1497, Sébastien Cabot aperçoit le détroit de Davis. Un peu plus tard, les frères Cortéreal, aperçoivent le détroit d'Hudson. Notons les ouvrages de Martin Irobisher qui découvre la côte méridionale de la terre de Baffin. Ensuite, John Davis entreprit de 1585 à 1587, trois voyages au cours desquels il explore le détroit qui porte son nom et la terre de Baffin jusqu'au 72° latitude nord. En 1610, Hudson étudia la baie qui porte son nom. Citons les expéditions de Button et Ingram (1612), de Luke Fox et de Th. James (1631). Aucune de ces expéditions, sauf celle de Baffin et Byllot qui atteignirent le 78° de latitude nord et découvrirent, sans en reconnaître le véritable caractère, le détroit de Lancaster, ne furent fructueuses. Il était réservé aux explorateurs du XIX^e siècle de coordonner les découvertes de leurs devanciers et de trouver le passage tant cherché. En 1819, Edward Parry s'avança jusqu'à la terre de Melville et parvint à la terre de Banks. En 1847, après un double hivernage, Franklin mourut à la terre du roi Guillaume. Pendant ce temps, James Clark Ross et Parry reconnurent le groupe d'archipels existant à l'ouest du bassin de Melville. En 1858, Mac Clure découvrit le passage en entier, passage constitué par un ensemble de canaux conduisant d'un océan à l'autre, mais dont la navigabilité est rendue impossible par les obstacles climatiques.

2° Passage du Nord-Est, qui, à travers l'ensemble de détroits existants entre le seuil de Behring et la Nouvelle Zemble, fait communiquer, le long du littoral sibérien, le Pacifique septentrional et l'Atlantique nord. Notons d'abord, en 1554, la tentative de Willoughby qui atteignit la Nouvelle Zemble et vint mourir, au retour, à l'île Nokonief, sur la côte de Laponie. Citons le voyage

de Bourrough qui atteignit l'extrémité méridionale de la Nouvelle Zemble et celui de A. Pet et Ch. Jackmin en 1586, jusqu'à la mer de Kara. En 1596, Willem Barentz découvrit le Spitzberg et atteignit la côte occidentale de la Nouvelle Zemble où il mourut après un dur hivernage. Hudson, en 1607, parvint jusqu'au 80° de latitude nord. A retenir ensuite un certain nombre de petites expéditions faites au cours des 66 années suivantes, par des Danois, des Hollandais, des Anglais. Mais ce ne fut qu'au XIX^e siècle que se firent les expéditions décisives. L'expédition autrichienne de Weyprecht et Payer découvrit, en 1873, la terre François-Joseph. L'archipel de la Nouvelle Sibérie, l'île Wrangel, à l'est du cap Tchélouskine, furent reconnus par divers explorateurs russes. En 1878-79, le Suédois Nordenskjöld coordonna les découvertes antérieures en réussissant la traversée du passage du N.-E. Comme celui du N.-O., ce passage est inutilisable à cause des glaces qui l'encombrent ou l'interceptent continuellement.

3° Découverte du pôle nord. — Pendant que certains cherchaient la solution aux problèmes des passages du N.-O. et du N.-E., de hardis explorateurs s'avancèrent de plus en plus loin dans les régions polaires et tentèrent d'approcher le pôle nord. En 1861, Hayes atteignit, dans la direction du détroit de Smith, le 81° 35' de latitude ; Hall le 82° 16' ; en 1876, Markham parvint jusqu'au 83° 20', tandis que des membres de l'expédition Greely s'avançaient au nord du Groenland jusqu'au 83°. En 1898, Peary dépassa ce dernier point de 26'. Notons l'expédition de Nansen vers le Groenland en 1888. En 1895, le même atteignit au nord de la terre François-Joseph, la latitude de 86° 4' et, en 1900, l'Italien Cogni, membre de l'expédition du duc des Abruzzes, s'avança dans les mêmes parages jusqu'à la latitude de 86° 34'. Signalons l'expédition d'Andrée en ballon, en 1897, de Siscoedrupt (1901), de Peary qui découvrit le pôle nord le 6 avril 1909. Plus près de nous, se situe l'expédition du général italien Nobile en zeppelin, et la tentative faite actuellement pour atteindre le pôle en sous-marin.

4° Régions antarctiques. — Les régions polaires antarctiques n'ont que peu sollicité les explorateurs. Seules des considérations d'ordre scientifique et l'ambition de savoir si cette immense calotte de glace recouvre un continent autonome ou un archipel, conduisirent les audacieux vers les régions australes qui s'avèrent d'une pénétration difficile et qui sont plus éloignées que les régions arctiques de tout pays civilisé.

Théodore de Gherik et Kerguelin découvrirent l'île de Kerguelin. Cook découvrit les Sandwich du Sud. En 1819, Smith reconnaît le groupe important des Shetland. En 1823, le baleinier Wedel s'approche du 80° parallèle. En 1839, Dumont d'Urville découvre la terre Louis-Philippe et Bellingshausen l'archipel Pierre I^{er} (1821). De Wilkes et James Clark Ross découvrent, en 1844, les volcans Erebus et Tenon, sous le 78° latitude sud, et la terre de Victoria. En 1892, Scott parvint jusqu'au 82° 17' de latitude sud. De Gerlache pousse, en 1897, jusqu'au 71° latitude et découvre de nombreuses terres australes.

Shackleton atteignit le 88° 23 de latitude sud en 1909 et le 16 décembre 1911, Amundsen toucha le pôle sud. Récemment, l'expédition américaine Byrd séjourna — voyage d'études — étudia les régions australes. — Ch. ALEXANDRE.

BIBLIOGRAPHIE. — *La surface terrestre* (Ch. Weule) (L'Univers et l'Humanité, tome IV).

POLICE s. f. (du latin : *Politia*, administration d'une ville). Organisme qui a pour but de faire exécuter les lois, décrets, ordonnances édictés par le pouvoir législatif et tendant à sauvegarder la sûreté : des biens, des personnes ou de l'Etat.

Toute loi, toute règle, suppose, évidemment, une

sanction. Toute sanction nécessite un mécanisme de contrainte. Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de l'évolution des sociétés, on constate cette préoccupation du législateur : assurer, par un ensemble de mesures, de défenses et de prescriptions, la tranquillité de l'Etat et la sécurité des citoyens : l'ordre. Tant que l'Ordre peut être basé sur la Foi, sur la croyance à un magistrat suprême, chaque croyant, c'est-à-dire chaque citoyen, participe à la police de l'Etat, et le législateur, qui est en même temps le Prince, peut facilement veiller à l'exécution de la loi, sans cet organisme spécial, distinct, qu'est la police du *XX^e* siècle.

Encore au temps de la Grèce, « la police se confondait avec l'ensemble des institutions qui constituaient la cité, et les écrivains anciens entendaient, par un Etat bien policé, celui dans lequel les lois en général assuraient la prospérité intérieure ». Sous les Romains, ce ne fut que du temps d'Auguste que la police devint une institution spéciale ; encore fut-elle nécessitée par l'étendue du vaste Etat qui renfermait dans son sein des peuples à la foi désarmonique en un ou plusieurs « Dieux ». Elle devint d'ailleurs, tout aussitôt, une véritable police politique, épouvantablement tyrannique. Le « *praefectus urbis* », ayant sous ses ordres les « *curatores urbis* », parsema Rome et les Provinces d'agents inférieurs, chargés de « rapporter » sur tout ce qui était susceptible de porter quelque ombrage au pouvoir d'Auguste. Cette police disparut avec les invasions des « barbares », pour ne renaître que plusieurs siècles plus tard, avec le grand mouvement de libération des Communes. En achetant le droit d'administrer les villes qu'ils habitaient, les bourgeois prirent en même temps toutes les mesures de sécurité et pour eux et pour leurs biens. Ils firent construire les « beffrois », d'où la cloche sonnait le tocsin à l'approche des indésirables, bandits de grands chemins ou hommes d'armes.

Toute la nuit, un corps de police, « le guet », armé, parcourait les rues pour prévenir les vols, les assassinats et, nous disent les chanteurs du temps, « faire peur aux amoureux ». Un service de garde veillait aux portes de la ville, fermées dès le soleil couché. Chaque ville avait sa police, ses règlements et son organisation. Souvent cette police s'opposait à celle que, peu confiants, s'étaient constituée certains corps de métier. Tantôt, donc, faisaient la police : corps de métier, maires, capitouls, consuls, jurats ; tantôt, en d'autres villes, des officiers royaux, et dans les fiefs seigneuriaux, des juges délégués par le seigneur.

A Paris, un prévôt nommé par le roi, fut chargé, vers la fin du *XIII^e* siècle, de la police intérieure de la ville, faite d'abord, depuis des temps fort reculés par le chef de la corporation des marchands d'eau. Le Prévôt de Paris, armé et du pouvoir judiciaire et d'une grande autorité, disposa pour faire la police, d'une Compagnie de sergents, d'une Compagnie d'ordonnance et de guet. Mais l'ordre ne put jamais régner totalement, la survivance des autres polices provoquant fréquemment des heurts entre le pouvoir et les corporations des marchands. En outre, il y avait quelque danger pour le Pouvoir à laisser dans la même main l'exercice de la police et celle de la justice.

Un Edit de 1669, institua à Paris un magistrat spécial qui, sous le nom de lieutenant de prévôt pour la police, puis de lieutenant général de police, eût dans ses attributions toutes les branches de la sûreté générale et sous ses ordres : 48 commissaires de police et 20 inspecteurs. Pour la première fois, la justice et la police furent deux organismes distincts. On trouve (Larousse) dans le préambule de cet edit, une définition fort aimable des attributions de la police : « La police consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à purger la ville de ce qui peut causer des désordres, à procurer l'abondance et à faire vivre chacun selon sa condition. » Dans ce but furent créés des lieutenants de

police dans les principales villes du royaume et plus tard partout où existait un siège royal.

Et voici, d'après le Larousse, comme les lieutenances de police répondirent aux espérances fondées sur elles. « Si la création de lieutenants de police dont le premier fut M. de la Reynie, eut de bons côtés, elle ne fut pas sans inconvénients graves. La police changea de caractère. Le lieutenant de police ne se borna pas à surveiller les halles et marchés, les rues et les places publiques, les réunions illicites ou tumultueuses, la librairie, l'imprimerie, le colportage des livres et des gravures, le vagabondage, la mendicité, etc., il devint surtout et avant tout un agent politique du Pouvoir dont il émanait. On le vit se prêter à tous ses intérêts, à tous ses caprices et prendre, conformément à ses ordres, les mesures les plus tyranniques. Dès lors, la liberté des citoyens put être foulée aux pieds sans rencontrer d'obstacles dans le pouvoir judiciaire. L'espionnage fut organisé sur une vaste échelle ; on accrut considérablement le nombre des agents, on en créa qui eurent pour mission de dérober les secrets des familles et de prendre tout ce qui portait ombrage à l'autorité. Aussi, malgré quelques règlements utiles, relatifs à l'éclairage de la ville, etc., la police devint extrêmement impopulaire. Dès le début de la Révolution de 1789, le lieutenant de police Thiroux de Crosne donna sa démission et l'institution disparut avec lui. »

Totalement réorganisée par la Révolution, qui nous la laissa à peu près dans l'état où elle est aujourd'hui, la police fut saluée ainsi, par les articles 16 et 17 du Code des Délits et des Peines du 3 brumaire, an IV : « La Police est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété, la sûreté individuelle. Son caractère principal est la vigilance. La société considérée en masse est l'objet de sa sollicitude ». Mais les révolutionnaires de 1789 ont eu d'autres illusions. En réalité, la police continua la bonne tradition des lieutenances de l'ancien régime. Faite pour exercer directement l'autorité au nom du Pouvoir établi, elle se spécialisa dans l'exercice de l'oppression, si bien que, seule, l'oppression fut sa raison d'être. Chargée de surveiller l'exécution des lois, de poursuivre toutes les insoumissions, elle est devenue l'expression même de la tyrannie. Echappant nécessairement à tout contrôle réel, elle est, au-dessus des lois, un organisme de mouchardage, de provocation, de sanie.

Les agents de la police sont recrutés dans les milieux les moins éduqués, les moins conscients, les moins susceptibles de compréhension. La misère, l'ignorance et la faiméantise sont les agents de recrutement de la police. Aussi, lorsque ces individus sont nantis d'un peu d'autorité — celle que confère le collier à pointes au chien de propriétaire — ils oublient leur classe d'origine, l'ignominie sociale et deviennent les plus fermes soutiens du régime du jour. Asexués, déclassés, décerbrés, ils sont, aux jours calmes : « Les braves gens qui s'baladent tout le temps ». Vêtus du costume spécial à la valetaille : majordomes, cochers, suisses, évêques, juges, soldats, ils chassent dans les rues les camelots et les petits marchands qui trichent avec la loi qui garantit le commerce patenté, renté, doré sur glaces et de vantures ; ils poursuivent les chiens errants et mal peignés ; battent la semelle devant les préfectures ; assomment les poivrots dans leurs postes sales et puants. Aux « premiers mai », aux jours noirs de la grève où la plèbe hurle sa faim aux accents d'une « Internationale » indisciplinée, armés de matraques et de coupe-coupes, ils cognent sur les femmes et les enfants, bossèlent le crâne aux vieillards. Quand la nuit étend son manteau sur les ruelles, deux par deux, ils sont l'Ordre saint et majestueux. Et lorsque des méchants attardent le passant attardé, pour n'être pas troublé l'Ordre-Flic « se tire des pattes » et vient sur le champ de bataille, quand il n'y a plus que les morts et les

blessés, dresser contravention. Ils sont parfois bêtes, souvent méchants, mais tout le monde les connaît.

Il est une catégorie de policiers qui prétendent épouser la forme bourgeoise de vêture. Le naïf seul les croit « de la secrète ». Il y a dans leur démarche, leur regard, un indéfinissable ton de vilénie qui les classe immédiatement « animal dangereux » ou « piège à loups ». Ceux-là tendent les lacets, si non avec science du moins avec assez d'impudeur, pour que s'y prennent les pauvres lièvres du vol et du crime ou les buses étourdies. Les rongeurs et les grands rapaces, non plus que les fauves, ne craignent leurs rets. Vivant du vol, de l'assassin, de la putain et du souteneur, pour nécessiter leur état, s'ils n'existaient pas, ils inventeraient : le vol, le crime, la prostitution et le maquereautage.

C'est dans la catégorie des agents « en bourgeois » que se recrutent les agents politiques, de beaucoup les plus bas, les plus vils, ceux dont les moyens sont le mouchardage et la provocation. Leur but, leur unique but, c'est de garantir le Pouvoir de la critique parlée ou écrite et de l'action individuelle ou sociale ; sûrs d'être couverts en toutes circonstances par les maîtres du jour, il n'est pas d'ignominies qu'ils se refusent. Se glisser auprès de l'ennemi possible, gagner sa confiance, s'en faire un ami, afin de surprendre ses pensées et ses actes, puis le dénoncer, le vendre salement. Afficher dans un groupement où l'on a pénétré, les idées des « copains », les pousser à agir, leur en procurer les moyens, puis, quand ils sont irrémédiablement compromis, les vendre, pour gagner quelque argent ou mériter quelque galon. Qu'importent les douleurs, les désespoirs, la mort même, de ceux qui l'avaient reçu comme un frère ! Le policier fait son métier. Triste métier !

Mais a-t-il du moins quelque utilité ? Le mal qu'il fait, la laideur qu'il répand, sont-ils compensés par du bien, de la joie, de la beauté ? Sous l'œil tutélaire de la police, les beaux sentiments, les joies fécondes, peuvent-ils s'épanouir ?

Indépendamment des déformations professionnelles nécessaires, la police prétend : a) Préserver les biens ; b) Préserver les personnes ; c) Assurer l'ordre. Voyons ce qu'il en est.

Préserver les biens : Dans nos sociétés policées, toutes les richesses : sol, sous-sol, instruments de travail, produits du travail, tout est la chose, le bien, la Propriété (voir ce mot) de quelques-uns ; les autres, de beaucoup la plus grande quantité, ne possèdent rien. Or, ceux qui possèdent toute la richesse sociale, ce sont ceux qui précisément n'ont jamais participé à sa production et ceux qui ne possèdent rien, ce sont ceux qui ont produit toute cette richesse. La police n'a donc pas défendu les producteurs contre les accapareurs, les profiteurs — Non pas. La loi sanctionne le fait, de cette dépossession du grand nombre des producteurs par le petit nombre des profiteurs. Et la Police veille à l'exécution de la loi. C'est-à-dire que le rôle de la Police, sous prétexte de défendre les biens, est de défendre les voleurs contre les protestations et les révoltes des volés.

Utile la Police ? Socialement utile ? Qui l'oserait soutenir ?

Préserver les personnes : et d'abord, qui préserve les personnes du bon plaisir de la Police ?

Pour conserver les biens qu'ils ont dérobés aux producteurs, quelques exploiters tuent à petit feu, par manque d'hygiène, de repos, de saine nourriture, de logements spacieux, d'air pur, les neuf dixièmes de l'humanité. Pour leurs profits, ces exploiters déclenchent des guerres où l'on fait souffrir, puis périr des millions de producteurs. La Police empêche-t-elle que l'on tue par privations ou par la guerre ? Défend-elle ces millions de producteurs, de personnes, contre les exploiters qui les tuent ? Que non pas ! Lorsque les victimes veulent se révolter contre leurs bourreaux, la police

frappe les victimes, les emprisonne, les tue. La police défend la personne des quelques exploiters de la juste révolte des millions de producteurs spoliés.

Peut-on dire que la Police est socialement utile à la préservation des personnes ? Non pas !

Garantir l'ordre ! Quel ordre ? Est-ce l'harmonie sociale que nous rêvons, où tous les humains, fraternellement unis, s'aideraient à se faire une vie toujours plus belle et joyeuse ? Non, non. L'ordre (voir ce mot) que garantit la police, est l'état social actuel. Cette richesse de quelques-uns, faite de la misère de tous les autres, cette constance dans l'insécurité et dans la douleur, tel est l'ordre que la police garantit. Toute amélioration, toute modification apportée à cet ordre épouvantable, lui paraît désordre et elle sévit durement contre les « fauteurs de désordre ».

Inséparable de l'Ordre actuel, la Police est une institution qui doit disparaître avec cet ordre. Le vol disparaît avec la Propriété individuelle ; le crime avec l'intérêt ; le désordre avec l'Etat. — A. LAFAYE.

POLITESSE (de l'italien : *politezza*). Manière d'agir et de s'exprimer conforme aux usages reçus dans une société. Ces usages varient suivant les régions et selon les époques. Ils sont ainsi parfois contradictoires. Cependant ils sont inspirés toujours par deux sentiments très estimables : le souci de la dignité personnelle et le désir de plaire à autrui. Il ne s'agit donc nullement d'un préjugé, encore moins de coutumes condamnables, bien qu'elles puissent être, en certains cas, avantageusement modifiées et remises en discussion. La politesse est une forme de la sociabilité. Certains démagogues en ont pris ombrage, sous prétexte qu'elle est en honneur dans les milieux aristocratiques. Comme si l'esprit révolutionnaire devait consister, non à se conduire selon la raison, mais à faire, en chaque circonstance, exactement le contraire de ce que font les bourgeois !

La véritable courtoisie est faite de simplicité cordiale à l'égard de tout le monde, surtout envers les plus humbles ; et elle vise à la bonne tenue, à la grâce dans le geste, par respect pour soi-même et pour les autres. Elle n'a pas lieu d'être confondue avec l'attitude guindée, et le ton impertinent, les courbettes excessives, les propos ennuyeux à force d'être mesurés, qui furent de bon ton naguère, et qu'affectionnent encore de ridicules parvenus. Il serait injuste de la taxer d'hypocrisie. Les règles élémentaires de la solidarité, et de la déférence réciproque, dans les relations de chaque jour, n'ont rien à voir avec la duplicité. La flatterie excessive, l'obséquiosité intéressée pourraient seules mériter une telle accusation. Mais on peut être poli sans jamais recourir à d'aussi vils procédés. D'ailleurs, la franchise n'est pas plus à confondre avec la brutalité, que la modestie avec le sans-gêne ou la grossièreté.

Lorsqu'une personne est disgraciée par la nature, faut-il pousser l'amour de la vérité jusqu'à lui rappeler qu'elle est laide, ce que son miroir ne lui révèle que trop ? N'est-il pas plus charitable de prêter attention à quelque détail avantageux de son physique, tout en paraissant ne s'apercevoir point du peu d'harmonie de l'ensemble ? La sincérité ne consiste pas à dire tout ce que l'on pense, mais à penser tout ce que l'on dit. Et lorsque l'on pense des choses qui pourraient être attristantes pour autrui, sans aucune nécessité, le mieux est de se taire, de réserver son courage civique pour des occasions plus profitables.

Il n'est pas de règle de politesse puérile et honnête qui ne puisse se justifier par des raisons valables, ce qui ne signifie point qu'il faille, à l'instar des snobs, se plier aveuglément à tous les caprices de la mode. S'il est convenable qu'un homme, qui n'est ni infirme ni accablé de fatigue, cède sa place, s'il est assis, à une femme demeurée debout, ce n'est point en vertu d'une sorte de religiosité à l'égard du sexe féminin, mais

parce que la femme étant, en moyenne, plus faible que l'homme et, par surcroît, sujette à des troubles physiologiques, que le sexe mâle ne connaît point, il est juste qu'elle soit l'objet d'attentions particulières. Eventuellement, d'ailleurs, il serait bien qu'une femme jeune et robuste se privât de son siège en faveur d'un mutilé ou d'un vieillard.

Se laver les mains avant de se mettre à table, manger en évitant de toucher les aliments avec ses doigts, n'est pas une question d'afféterie, mais d'hygiène et de propreté. Ne discuter qu'avec tact lorsque nous avons affaire à des personnes ayant des idées opposées aux nôtres, éviter de les froisser, tâcher plutôt d'éveiller leur curiosité, n'est ni une faiblesse ni de la dissimulation. Les invectives, l'ironie blessante, ne sont pas des arguments, et ils éloignent de nous plutôt qu'ils ne plaident en faveur de nos doctrines.

Il n'est pas indispensable de compulsor de gros ouvrages spéciaux pour être de bonne éducation. Il suffit, à tout moment, d'avoir envers les personnes qui nous entourent, la conduite correcte et les prévenances dont nous serions heureux de bénéficier si nous étions à leur place. — Jean MARESTAN.

POLYTHEISME n. m. (du grec : *polus*, nombreux ; *theos*, dieu). Le polythéisme, ou culte de plusieurs dieux, est antérieur au monothéisme, ou culte d'un dieu unique, mais lui-même n'est pas apparu dès les tout premiers temps de l'humanité, ainsi qu'on le prétend d'ordinaire. Armand de Quatrefages professait que la religiosité constitue, avec la moralité, la caractéristique essentielle de la race humaine, du *règne humain*, comme il disait, voulant marquer par là que « l'homme est distinct des animaux au même titre que ceux-ci sont distincts des végétaux ». Pourtant notre espèce n'a pas échappé à la loi d'évolution ; et de longs siècles furent nécessaires avant qu'elle puisse se poser les problèmes qui donnent naissance aux religions. A l'époque moustérienne, on inhumait les cadavres ; de plus, leur attitude repliée indiquerait, dit-on, l'existence d'un rite, la croyance à la vie future. Admettons-le ; mais bien des milliers d'années s'écoulèrent avant d'en arriver là. Aux époques chelléenne et acheuléenne, on ne trouve rien de pareil. Certains animaux enterrent leurs compagnons défunts ou les couvrent de branchages ; beaucoup tremblent devant la mort ; aucun indice ne permet d'affirmer que l'idée de survie hante leur cerveau. La religion apparut lorsque l'homme s'interrogea sur son origine et sa destinée, lorsqu'il chercha une explication aux phénomènes de la nature. Ce qui exigeait une évolution cérébrale déjà très avancée. Ne pouvant rien comprendre aux forces cosmiques et à l'inflexible déterminisme de leurs lois, il peupla l'univers d'esprits semblables au sien, mais plus puissants. Alors naquit le polythéisme qui, malgré les prodigieux succès du monothéisme (voir ce mot), continue de régner aujourd'hui sur une notable partie du globe. Le fétichisme des sauvages actuels témoigne d'un état d'esprit voisin de celui des hommes primitifs. Dans l'ancienne Egypte, corps célestes, plantes, animaux, etc., prenaient forme de dieux, tant l'animisme demeurait un penchant essentiel de l'âme populaire. Chats, ibis, chacals, éperviers, crocodiles, scarabées étaient sacrés ; le culte du taureau Apis, à Memphis, et celui du bouc de Mendès sont restés fameux. Le taureau Apis devait être noir, avec un triangle blanc sur le front, une marque ressemblant à un vautour les ailes étendues sur le dos et, sur la langue, un signe en forme de scarabée. Des prêtres le nourrissaient soigneusement et l'honoraient comme un dieu. Sa mort était un deuil national. Parmi les divinités à forme humaine, plusieurs avaient une tête d'animal, souvenir certain de leur nature primitive. Même des arbres, même d'humbles végétaux furent considérés comme sacrés. L'anthropomorphisme triompha plus

tard ; mais les Egyptiens juxtaposèrent les divers cultes adoptés successivement par eux, sans chercher à les fondre ensemble ou à les relier par un lien logique. D'où l'inextricable chaos de leurs croyances théologiques. Une hiérarchie finit par s'établir entre les dieux ; Horus, Râ, Osiris passèrent au premier plan ; Ammon-Râ jouit d'une grande vogue sous le règne d'Aménophis IV ; Sérapis devint le dieu principal à l'époque des Ptolémées. Nos pudeurs actuelles étaient inconnues de ces religions anciennes ; et le phallus, symbole de l'éternelle fécondité de la nature, faisait l'objet d'un culte qui s'étalait au grand jour. Des figures, dont l'organe viril n'était guère moins important que le reste du corps, étaient portées triomphalement dans certaines cérémonies. On faisait saillir les femmes stériles par le bouc sacré de Mendès. « Cet animal étant fort enclin aux actes de Vénus, écrit Diodore de Sicile, on jugea que son organe, qui était l'instrument de la génération, méritait d'être adoré, parce que c'est par lui que la nature donne naissance à tous les êtres. » Assemblage de cultes locaux disparates, la religion du peuple égyptien manifesta des tendances vers le monothéisme, mais n'y aboutit jamais.

Les Assyriens ont connu des dieux animaux, mais c'est dans les astres qu'ils plaçaient leurs divinités essentielles. Samas régnait dans le soleil, Sin dans la lune, Adar dans Saturne ; dans Jupiter habitait Marduk, dans Mars Nergal, dans Vénus la déesse Istar, dans Mercure Nébo ; Bin commandait aux tempêtes et aux orages. Aux environs de 860 avant notre ère, un roi assyrien comptait plus de 7.000 dieux petits ou grands. Ils étaient groupés par trois, chaque dieu ayant pour épouse une déesse qu'il fécondait. Le premier souverain de la Babylonie unifiée, Hammurabi, plaça Marduk à la tête des autres dieux. Il prétendait en avoir reçu un code de lois, que l'on a retrouvé à Suse et qui ressemble beaucoup au code mosaïque. Mais comme Hammurabi a vécu six siècles avant Moïse, c'est ce dernier qui l'a plagié. Sur bien des points, la Bible s'est d'ailleurs inspirée des traditions assyriennes ; ainsi, concernant le déluge. Furieux contre les hommes, les dieux décidèrent qu'ils périraient par l'eau, sauf Utnapishtin et les siens qui construisent une arche et s'y enferment. L'eau tombe d'une façon effrayante ; et l'arche s'arrête sur une montagne au bout de sept jours. Une colombe, puis une hirondelle lâchées par Utnapishtin, ne trouvant de terre ferme nulle part, reviennent ; un peu plus tard, un corbeau part et ne reparait point. Le Noé assyrien quitte l'arche et offre un sacrifice aux dieux. Antérieure au récit biblique, cette fable fut admise par les Juifs, qui se bornèrent à la modifier en l'adaptant au monothéisme. Au dire des prêtres babyloniens, les astres exerçaient une profonde influence sur la destinée des hommes ; leur inspection permettait en conséquence de prévoir l'avenir. D'où l'astrologie qui, de nos jours encore, compte des partisans.

Le culte phénicien, qui s'adressait à une multitude de dieux locaux, fut particulièrement cruel. On immolait des enfants les jours de fête ou pendant les épidémies, les disettes et les autres calamités publiques. Engraisés au préalable, ils étaient suppliciés sous les yeux de leur mère qui devait s'abstenir de pleurer. Afin d'accroître les douleurs des victimes, on les traînait entre deux feux à l'aide de cordes mouillées ; plus tard on les brûla dans des statues métalliques. Pour s'assurer la bienveillance divine, des parents n'hésitaient pas à faire mourir leur unique enfant ou leur premier-né dans des souffrances atroces ; les époux sans postérité achetaient les enfants de parents pauvres pour les offrir au moloch odieux. A Carthage, qui fut fondée par des phéniciens comme on le sait, un chef de révoltés fit crucifier son fils afin de se rendre la divinité favorable. Deux cents enfants, désignés par le sort et appartenant aux principales familles, furent brûlés, quand

Agatocle assiégea la ville ; de plus, trois cents personnes s'offrirent en holocauste. Le Moloch carthaginois était une statue d'airain ; grâce à un mécanisme spécial, ses bras se relevaient, précipitant la victime dans une fournaise intérieure. En d'autres régions, on enfermait l'adulte ou l'enfant dans une statue d'airain chauffée au rouge. Des danses et des chants avaient lieu, avec accompagnement d'instruments de musique, pour couvrir les cris du malheureux qui agonisait. A côté des baals et des molochs, il y avait d'autres dieux moins féroces : citons Astarté, l'Aphrodite des Grecs, et Adonis, jeune et beau chasseur, que les femmes pleuraient, chaque année, le jour anniversaire de sa mort. Parmi les modernes, plusieurs refusent d'ajouter foi aux récits de Diodore et pensent que le sacrifice des enfants ne consistait, de bonne heure, qu'en un simulacre, en une comédie rituelle. Espérons qu'ils disent vrai ; mais les religions ont provoqué tant de crimes que le contraire, hélas ! est loin d'être impossible.

Le panthéon brahmanique, à l'époque des Védas, était composé de dieux personnifiant les forces naturelles. Au nombre de 33, et ignorant toute hiérarchie, ils régnaient les uns au ciel, d'autres sur la terre, d'autres dans la région intermédiaire. Les grands dieux de l'Inde actuelle ne jouaient pas un rôle important. Aujourd'hui, dieux et déesses pullulent au pays de Gandhi, Vishnou et Siva sont honorés sous mille formes ; mais Brahma, la première personne de la trinité hindoue, n'est pas populaire, c'est un dieu trop métaphysique. D'incroyables superstitions, un culte désordonné, des extravagances de toutes sortes rendent l'hindouisme aussi ridicule et aussi odieux que n'importe quelle autre religion. Il faut, chez les théosophes, une forte dose d'ignorance ou d'aveuglement pour prendre au sérieux ces folies orientales. Et l'on peut douter de la bonne foi de ceux qui, ayant étudié sérieusement l'Inde brahmanique, osent nous l'offrir en modèle. De Dieu, le Bouddha Sakya-mouni ne se préoccupa jamais ; peut-être n'y croyait-il point. Mais ses fidèles ont donné, de bonne heure, dans les pires extravagances du polythéisme. Relativement raisonnable en Chine, le bouddhisme a multiplié au Tibet les incarnations divines. Avec son pape, ses moines, son clergé, ses nombreuses pratiques de dévotion, le lamaïsme ressemble fort au catholicisme romain. Ces analogies ont fait croire à plusieurs que le christianisme devait beaucoup à la religion de Bouddha ; on a même parlé d'un séjour de Jésus dans l'Inde et exhumé de prétendus documents relatifs à son voyage et à son retour en Judée. Un manuscrit en langue pali aurait été découvert qui porte cette phrase sur le premier feuillet : « Ici ont été confiés à l'écriture les rapports faits par des marchands venus d'Israël et les résultats d'une vaste enquête faite par nous, disciples de Bouddha Gauthama, sur le Saint Issa crucifié en Judée, il y a quatre ans, par le Gouverneur Pilate du pays des Romèles ». La crédulité des théosophes étant inépuisable, les mystificateurs se permettent les plus bizarres fantaisies. Ces pieux mensonges rappellent ceux des premiers chrétiens ; mais nul homme réfléchi ne s'y laisse prendre. Les ressemblances constatées entre la vie de Bouddha et celle de Jésus portent seulement sur des légendes tardives ; l'on n'a pu, jusqu'à présent, en tirer des conclusions sûres.

En Gaule, le mystère qui entourait la religion et la défense faite aux druides de rien écrire sur leur doctrine et leurs cérémonies cultuelles, empêchèrent longtemps d'approfondir les croyances sacerdotales. A l'origine, les Gaulois adoraient les grandes forces naturelles : Belen, le soleil, Belisana, la lune, les montagnes, les grands arbres, les fleuves, etc. Ensuite ils peuplèrent le globe d'esprits ou de génies et imaginèrent tout un monde de nains, de fées, de korrigans. Alors apparurent les principaux dieux gaulois : Teutatès qui conduit les âmes des morts, Esus qui remplit d'horreur la profon-

deur des forêts, Epona, la protectrice des chevaux, Borvo, Sirona qui président aux eaux thermales, etc. Au-dessus des divinités locales, les druides plaçaient un être suprême, dont la connaissance était réservée à un petit nombre d'initiés. On ne trouvait ni temples, ni statues ; mais l'on offrait à ces dieux irrascibles les dépouilles des vaincus ou des victimes humaines. Recrutés parmi l'élite de la jeunesse, les druides faisaient, au préalable, un apprentissage d'une vingtaine d'années. Isolés du monde, ils apprenaient des milliers de vers qu'ils devaient retenir de mémoire. Le chef des druides, nommé à vie, était choisi par voie d'élection. Parmi les fêtes, celle de la cueillette du gui, qui avait lieu le sixième jour de la lune d'hiver, était particulièrement solennelle. Au-dessous des druides proprement dits venaient les eubages, sorciers qui fabriquaient des amulettes et guérissaient les maladies, puis les bardes, assez peu considérés, qui chantaient des poèmes sacrés. Les druidesses disaient la bonne aventure et entretenaient les superstitions populaires.

Comme César parlant des Gaulois, Tacite, parlant des Germains, identifie leurs dieux avec ceux de Rome. Il en cite trois : Mercure, Hercule et Mars. Mercure n'était autre que Vodan ou Odin, le plus fameux des dieux de Germanie. Les légendes lui prêtaient des mœurs guerrières et de nombreuses aventures ; chasseur féroce, c'est lui qui entraînait au Walhalla ou paradis les âmes des guerriers tués sur le champ de bataille. Là encore ils continuaient à se battre et à boire la cervoise ou l'hydromel dans le crâne de leurs victimes. Hercule se confondait avec Thor, le dieu du tonnerre, qui faisait entendre sa voix puissante au milieu des orages. Pour ce motif, Thor sera parfois confondu avec Jupiter. Le Mars germain était Tyr, fils d'Odin, qui avait pour symbole une épée plantée en terre. Parmi les déesses, citons Fraya, la Vénus du Nord, Hertha, la terre nourricière, Holda, la vigoureuse chasseuse. Le panthéon des germains était abondamment peuplé ; en outre ils supposaient la nature pleine d'esprits, elfes et trolls. Dans les montagnes habitaient des géants et des nains, dans les eaux des nixes, dans la mer un démon femelle Ran. Tout arbre avait son génie ; le culte des rivières et des fontaines était très populaire. On ne trouvait ni temples, ni caste sacerdotale ; les sacrifices étaient offerts par le chef de la famille et par le chef de la cité. Sorciers, devins, prophétesses ne manquaient pas : les femmes surtout passaient pour jouir de dons magiques. En 70, la prophétesse Velléda parvint à soulever les Bataves contre les Romains.

Les mythologies grecques et romaines sont trop connues pour que nous insistions. Très nombreuses, les divinités grecques avaient un visage et un corps humains ; elles étaient douées des vertus et des passions habituelles aux hommes. Grâce aux poètes et aux artistes, la religion primitive s'était modifiée de bonne heure, pour faire place à l'anthropomorphisme. Pourtant le totémisme laissa de nombreux vestiges, et les dieux ou déesses habitaient l'Olympe, une haute montagne du nord de la Grèce. C'étaient Zeus, le roi des hommes et des dieux, Héra, son épouse et sa sœur, Apollon, le maître du soleil, Poséidon qui commandait aux eaux et à la mer, Arès, le dieu des combats, Héphaïstos, le forgeron, Hermès, le messager céleste, Athéna, la déesse de la sagesse, Aphrodite, la reine de l'amour, Vesta, la gardienne du foyer, Déméter, la protectrice des moissons, Artémis, la déesse de la lune. Les Grecs honoraient beaucoup d'autres dieux, Hadès, le roi des enfers, Dionysos, le protecteur de la vigne, etc., ainsi que des divinités de moindre importance : muses, nymphes, faunes, néréides et tritons. Des héros ou demi-dieux, fils d'une mortelle et d'un dieu, étaient en outre admis dans l'Olympe : par exemple Hercule, Persée, Bellérophon, les deux frères jumeaux Castor et Pollux. Les Grecs possédaient des sanctuaires ; et quelques-uns,

en particulier ceux de Delphes, d'Olympie, de Délos, jouissaient d'un renom prodigieux. Fort tolérants en matière théologique, dans l'ensemble, les hellènes persécuteront, néanmoins, Anaxagore parce qu'il doutait des dieux ; ils tuèrent Socrate qui les raillait. Nous avons parlé ailleurs de la religion romaine (voir Paganisme) et nous avons montré comment elle se transforma sous l'influence de la mythologie grecque.

Trois religions monothéistes, le Judaïsme, le Christianisme, le Mahométisme, triompheront plus tard des cultes polythéistes, dans maintes régions du globe. Elles n'ont pu les faire disparaître complètement ; c'est par centaines de millions que se comptent encore les partisans du Bouddhisme, du Brahmanisme, du Fétichisme. Et, si l'on examine attentivement les dogmes chrétiens, ceux du catholicisme en particulier, on y découvre de nombreux vestiges du polythéisme. Dieu est unique, mais on le suppose composé de trois personnes ; l'adoration du pain eucharistique rappelle le culte des anciennes idoles ; la communion, qui consisterait, d'après les fidèles, à manger la chair de Jésus, fut comparée, avec raison, par Saint Cyrille, à un banquet de cannibales. De son côté, Saint Augustin déclare « que dévorer cette chair paraît plus affreux que de tuer un homme ». Comme la pâque juive, qu'elle a continuée en la transformant, la pâque chrétienne découle en droite ligne des vieilles croyances totémiques. Pour leur avoir dit ce que je pensais de l'eucharistie, un jour de première communion, les prêtres espagnols, saisis de colère, ordonnèrent des prières expiatoires et me dénoncèrent aux tribunaux. Ils ne purent m'accuser d'avoir falsifié les textes des Pères de l'Eglise qui démontraient l'exactitude de ma conception. — L. BARRÉDETTE.

POLITICIEN. — Voir *Politique*.

POLITIQUE. La politique est la science ou l'art de gouverner un Etat. M. A. Lichtenberger a fait la distinction suivante : la science politique est « l'étude des phénomènes politiques en vue de la recherche des lois qui les régissent » ; l'art politique est « leur étude en vue de la recherche et de la découverte des moyens de les modifier et de les accommoder au mieux aux intérêts des citoyens ou de l'Etat ». Mais, « cette distinction est pratiquement inutile ». (*Grande Encyclopédie*). Nous ne nous en occuperons donc pas, d'autant plus que ce n'est pas de la façon académique qui fait de la politique, soit une science, soit un art, que nous l'envisagerons. Il y a, pour les travailleurs, des nécessités qui les invitent impérieusement à ne pas aller se perdre dans les régions stratosphériques où la politique sort de la pratique ; ils risqueraient de retomber un peu trop brutalement dans les réalités si souvent bourbeuses où ils sont contraints de vivre. Tenons-nous donc dans le domaine de ces réalités, celui de l'observation et de l'expérience des faits ; il est suffisamment démonstratif pour nous.

Des gens qui ont fait un usage plus ou moins cynique de la politique en ont dit les choses suivantes : « Qui dit politique dit presque coquinerie », (Frédéric II) ; « Tout le secret de la politique consiste à mentir à propos », (M^{me} de Pompadour) ; « Entre la politique et la justice, toute intelligence est corruptrice, tout contact est pestilentiel », (Guizot). Cela n'a pas empêché ces auteurs, et bien d'autres qui n'ont pas dit moins de mal de la politique, d'en faire leur métier. D'autres, qui l'ont simplement observée, n'en ont pas mieux parlé. Ibsen disait : « Je ne crois pas que la politique soit capable d'affranchir les esprits et je n'ai guère confiance dans le désintéressement de ceux qui ont le pouvoir entre leurs mains. » Et M. Suarès : « Tout système politique est un mensonge que les habiles préparent à l'usage des sots. Et la mauvaise foi ne corrige pas la sottise, loin de là, elle l'accomplit. » Arrêtons là nos

citations ; nous pourrions en reproduire un volume d'aussi caractéristiques.

La politique est, à nos yeux, la plus grave et la plus malfaisante des créations artificielles de la métaphysique sociale présidant à l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle est la justification mensongère, le mécanisme arbitraire de l'incorporation et de l'asservissement de l'individu dans un état social qu'il n'a pas eu la liberté de choisir, et dont il n'a pas la liberté de s'abstraire. Elle est le système qui tient l'homme en tutelle permanente, soit qu'elle lui impose l'obligation d'obéir sans discussion à la volonté d'autrui — *autocratie*, — soit qu'elle lui fasse croire qu'en obéissant à autrui il n'obéit qu'à lui-même — *démocratie*. Elle est, de toutes les façons, le moyen qui enlève à l'individu le gouvernement de lui-même pour le remettre à une autorité ayant reçu, soi-disant, d'une puissance supérieure, ou des hommes eux-mêmes, la délégation du gouvernement de tous.

Gouverner, c'est user plus ou moins abusivement de l'autorité. La politique, quelle que soit sa formule, n'est jamais que « le principe de l'autorité de l'Etat » (A. Lichtenberger), c'est-à-dire la science, ou l'art, d'exercer l'autorité, d'imposer à l'individu une volonté étrangère à la sienne. Elle ne pourra être autre chose tant que les hommes ne sauront pas former une société où il n'y aura plus ni gouvernants ni gouvernés, et dans laquelle ils vivront librement en n'admettant dans leurs rapports sociaux que les seules associations d'affinités et d'intérêts — *anarchie*.

Nous ne décrivons pas tous les aspects qu'a eus la politique ; ce serait écrire l'histoire sociale de l'humanité, depuis le jour où l'autorité s'est manifestée sous sa première forme. Nous examinerons seulement, et très rapidement, ses divers systèmes, en insistant cependant sur la formation de la politique actuelle, pour montrer que, s'ils sont souvent très différents et en opposition complète de principes, ils ne sont que des pis-aller plus ou moins supportables suivant leur degré d'autorité. Comme toutes les religions, toutes les morales, toutes les philosophies, qui sont d'ailleurs de la politique quand elles passent du domaine de la spéculation individuelle dans la vie publique, tous les systèmes politiques, quand ils arrivent à dominer, aboutissent au même résultat : « Tous, quels qu'ils soient, se transforment si complètement dans la lutte, qu'après la victoire il ne leur reste d'eux-mêmes que leur nom et quelques symboles de leur pensée perdue ». (A. France). Plus simplement, A. Karr a constaté : « En politique, plus ça change, plus c'est la même chose ». Après chaque changement, on peut chanter, comme la *Fille de Madame Angot* :

« C' n'était pas la peine, assurément,
De changer de gouvernement ! »

Les formes de la politique varient avec celles de l'Etat, sa représentation et sa puissance ; mais monarchie ne comporte pas indubitablement tyrannie, pas plus que république ne comporte liberté. Il y a des monarchies libérales et des républiques dictatoriales. Il y a l'exaltation de l'idée de « l'Etat au-dessus de tout », sa prédominance exclusive sur l'individu, dans la dictature du prolétariat comme dans celle d'un Louis XIV, d'un Napoléon ou d'un Mussolini disant : « L'Etat, c'est moi ! » Il peut y avoir minimum de sujétion à l'Etat, maximum de liberté individuelle, dans des monarchies comme dans des républiques. Etatistes, fédéralistes, individualistes, se manifestent également dans toutes les formes de la politique, et leurs théories arrivent très souvent à se mêler au point de se confondre pour la plus grande satisfaction des fabricants de cette logomachie qui fait la rhétorique politicienne.

On a attribué à Voltaire ce mot : « Quand le premier coquin rencontra le premier imbécile, la religion fut

fondée. » On pourrait dire cela encore plus exactement pour la politique, car si la religion est l'art d'asservir les âmes, la politique est celui de soumettre l'individu tout entier. Les deux se complètent ; elles ont d'ailleurs la même origine dans la sorcellerie née de la crainte de l'inconnu et du désir de domination. Le principe de la politique est que les hommes ont délégué leurs pouvoirs à ceux qui les gouvernent. Les hommes n'ont rien délégué du tout ; la délégation est originelle comme ce péché dont ils portent le poids sans l'avoir commis. En fait, le coquin s'est imposé à l'imbécille et l'a séduit en lui faisant croire qu'il avait reçu son pouvoir de lui. Aristote a constaté que « le moyen d'arriver à la tyrannie est de gagner la confiance de la foule. Le tyran commence toujours par être un démagogue. » L'antiquité appelée classique a été la grande école des tyrans-démagogues ; Athènes d'abord et surtout Rome. Mais le phénomène est constant ; il est de tous les gouvernements appelés démocratiques, et aujourd'hui comme dans l'antiquité. Un gouvernement quel qu'il soit ne peut pas ne pas passer de la liberté à la dictature sans attenter à sa propre autorité, c'est-à-dire se détruire lui-même. Tout gouvernement cherche à s'incruster dans le système qui l'a produit, à le conserver, et, pour cela, à renforcer l'autorité qui le défend contre le progrès social.

Aussi, toute politique, si avancée et si hardie qu'elle se présente, n'a de véritable caractère que dans l'opposition d'avant-garde. Le jour où elle parvient au pouvoir, elle devient conservatrice, sinon tyrannique et odieuse.

La politique s'imposa à l'individu, d'abord dans les rapports de famille et de classe. Le sorcier, devenu le prêtre, fut longtemps le chef, précédant dans la communauté réduite le conquérant qui forma les Etats. Le communisme, forme primitive des sociétés, fut remplacé par le régime de la propriété qui engendra la politique autoritaire, arbitraire et immorale du plus fort, du plus avantagé, dans la double forme de la théocratie et de l'autocratie. Celles-ci furent plus ou moins corrigées par l'aristocratie et la démocratie, établies sur la prédominance de ceux appelés les « meilleurs », mais dont les choix furent arbitraires. La monarchie, produit du choix aristocratique, s'imposa par la violence, sans admettre de discussion. La république, produit du choix démocratique, se constitua par la fourberie insinuante, se glissant dans la confiance de ses victimes en les flattant et les appelant « citoyens », jusqu'au jour où, solidement établie, elle put devenir dictature. Aristocratie et démocratie, civiles ou religieuses, ont été de tout temps les deux pôles de toute politique. Toutes deux sont basées sur l'exploitation de l'homme, aucune sur sa liberté. La première est plus brutale ; la seconde est plus hypocrite.

La vie communiste n'appartient qu'aux sociétés primitives. La multiplication de la population, la diversité et la concurrence des intérêts individuels, la suppriment plus ou moins vite. Aucune politique ne lui a permis jusqu'ici de se maintenir ou de se rétablir. Le gouvernement des sociétés antiques a été presque entièrement religieux et monarchique. Le brahmanisme a fait dominer dans l'Inde une théocratie abjecte par son mépris des castes inférieures et la condition à laquelle elle les a condamnées. Les empires assyriens et babyloniens, l'Egypte, puis la Palestine, eurent des gouvernements théocratiques et monarchiques plus ou moins atténués par des notions morales variables. Il faut excepter la Chine qui, dès les temps les plus anciens, donna l'exemple d'une démocratie dirigée par les « meilleurs », les plus instruits, choisis en principe par le peuple. La morale de Confucius avait inspiré en Chine la première forme d'un gouvernement venant des hommes et non d'un dieu ou de ses délégués.

En Grèce, le caractère religieux de la politique se

mêlanta d'une philosophie de plus en plus humaine, au point que ce pays fut le berceau de la pensée libérale la plus hardie qui fut jamais. La philosophie grecque a fourni, depuis 2.000 ans, à la politique, toutes les théories qu'elle a pu échafauder. Les plus conservateurs et les plus révolutionnaires, les plus utopistes et les plus réalistes des penseurs n'ont fait que renouveler la philosophie antique et la politique qui en est sortie. « La politique est une science incertaine qui n'a pas fait de progrès depuis Aristote », a écrit A. France. Elle n'en avait fait guère plus avant, depuis Confucius chez qui on trouve tant de notions du respect humain qui sont encore à mettre en pratique aujourd'hui. Opposés aux sophistes partisans du droit du plus fort, Socrate et son disciple Platon, puis Aristote, élève infidèle de Platon, établirent les fondements de la politique, science et art du gouvernement. Communisme des citoyens et soumission absolue aux lois de l'Etat souverain, furent la théorie de Platon. Respect de la propriété individuelle et de la personne humaine, dans l'Etat « association d'êtres égaux recherchant une commune existence heureuse et facile », fut celle d'Aristote. Mais Platon et Aristote ne considéraient que les droits du citoyen dans la cité ; ils faisaient de celle-ci une organisation aristocratique où dominaient les guerriers et les juges sur les travailleurs esclaves. Diogène et Epicure mirent l'homme au-dessus du citoyen, l'humanité au-dessus de l'Etat. Les stoïciens, rejoignant Confucius défenseur des droits de l'homme contre les dieux, revendiquèrent la liberté et l'égalité pour tous les hommes et mirent les droits et les institutions naturels au-dessus de ceux de l'Etat.

La République Romaine s'inspira des stoïciens en commandant de servir la vertu plutôt que l'Etat. Les Gracques voulurent mettre en pratique ces prescriptions ; Cicéron et Sénèque les enseignèrent. Mais le peuple fit périr les Gracques en maudissant leur nom, et les tyrans-démagogues assassinèrent Cicéron et Sénèque comme ils avaient, à Athènes, fait mourir Socrate et poussé au suicide Démosthènes ne voulant pas survivre à la liberté. Les quelques principes généraux qui éclairaient d'un peu d'humanité le *Digeste*, recueil de doctrine du droit romain, ont été puisés par Ulpien chez les stoïciens.

Le Christianisme fut d'abord un agent d'émancipation de l'individu contre la tutelle de l'Etat. Il le mit en état d'insurrection morale, mais en même temps de soumission temporelle plus complète. « Rends à César ce qui appartient à César », lui dit-il. Il ajouta : « Je ne suis pas venu abolir la loi, mais l'accomplir », et il compléta en disant : « Bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice, parce que le royaume des cieux est à eux ». Il remettait ainsi la justice à la discrétion des cieux. Il établissait un deuxième pouvoir à côté de celui de l'Etat, pouvoir encore plus orgueilleux et plus despotique que l'Eglise exercerait, au nom de Dieu, en l'érigant d'abord en égal, puis en supérieur, toujours en rival de l'Etat, pour absorber ou tout au moins dominer son gouvernement. Dès le III^e siècle, l'Eglise exerçait ses violences contre le peuple. Au V^e, elle réussissait à tenir en échec les empereurs et réclamait leur soumission, ses impositeurs déclarant, pour en faire un dogme, que Dieu les avait établis au-dessus de tous les princes et de tous les hommes. Elle n'a pas cessé d'être un agent de division de l'Etat, mais en même temps elle a été, par ses doctrines de résignation et d'obéissance *perinde ac cadaver*, la puissance d'asservissement la plus implacable qui ait jamais existé et la plus sûre collaboratrice de l'Etat dominateur quand celui-ci a été d'accord avec elle. C'est pourquoi, chassée par la porte, l'armée noire revient toujours par la fenêtre. En 1763, un abbé Labbat, prêchant à Saint-Eustache, disait : « Tôt ou tard, la Révolution éclatera dans un royaume où le sceptre et l'encensoir s'entra-

choquant sans cesse ». Il espérait bien que la Révolution se ferait au profit de l'encensoir.

Toute la politique du moyen âge fut dans la lutte entre l'Eglise et la royauté pour l'hégémonie, et dans celle des Communes pour l'émancipation. Politique essentiellement réaliste, qui n'avait aucune doctrine véritable. Le gouvernement était uniquement une question de force, malgré le prétendu adoucissement des mœurs apporté par le christianisme. Dol, spoliation, assassinat, étaient les plus clairs arguments royaux et ecclésiastiques et les pires turpitudes n'étaient pas toujours celles des rois. Eglise et royauté vivaient, en principe, sur le droit romain adopté par les Barbares. La conception d'un droit nouveau ne s'éveillait que confusément dans la lente montée de la pensée empêtrée de théologie et terrorisée par l'inquisition. Le conflit permanent entre l'Eglise et la royauté faisait toutefois réfléchir, et les premières aspirations d'esprit laïque et libertaire se formulaient, favorisées par le développement économique des communes, centres de l'esprit populaire. La découverte d'Aristote avait ouvert le champ aux querelles scolastiques, chacun faisant dire au philosophe antique ce qui lui plaisait. Il fut particulièrement cuisiné par Thomas d'Aquin, et l'œuvre de ce dernier est devenue si définitive pour la politique de l'Eglise qu'elle la ressuscite aujourd'hui dans le néo-thomisme. Entre tant d'élucubrations forgées pendant dix siècles pour servir la politique ecclésiastique, Aristote, tripoté par Thomas d'Aquin, est demeuré la plus sûre béquille de son imposture. On trouve tout ce que la politique peut rêver dans le thomisme ; tous les partis, même laïques, peuvent s'y rencontrer dans le plus touchant opportunisme et s'embrasser *Ad maiorem Dei gloriam*.

A côté des ratiocinations angéliques n'aboutissant, en fin de compte, qu'à la soumission ou au bâcher, l'esprit populaire, aidé de la raison et de la science, jetait les premiers fondements de la politique démocratique bourgeoise, réaliste et nationale, dans les groupements d'intérêts économiques et de défense contre la guerre étrangère. Des théoriciens, pas toujours assez débarbouillés de mystique religieuse, mais pleins d'ardeur pour la liberté, répandaient l'esprit de révolte. (Voir *Révoltes*.) Dès le XIV^e siècle, la bourgeoisie appuyait sa politique sur les Etats Généraux du pays. A ceux de 1357, elle contraignait la royauté à signer cette grande ordonnance qui, a dit Michelet, « était bien plus qu'une réforme. Elle changeait d'un coup le gouvernement. Elle mettait l'administration entre les mains des états, substituait la république à la monarchie. Elle donnait le gouvernement au peuple ». L'ordonnance de 1357 avait été, dit encore Michelet, « la charte législative et politique de la France ». Un demi-siècle après, une autre ordonnance, celle de 1413, fut son « code administratif ». La bourgeoisie ne se borna pas à apporter aux Etats Généraux un esprit révolutionnaire ; elle appuya ses revendications des deux premières révolutions parisiennes, celle dirigée par Etienne Marcel, en 1357, et celle des Cabochiens, en 1413. Malheureusement, elle n'eut pas, par la suite, la puissance de faire respecter ces ordonnances par la royauté ; mais sa politique ne serait pas plus audacieuse en 1789, quand, enrichie de plus d'expérience et de méthode, elle réussirait là où elle avait échoué quatre siècles avant. C'est au cours du XIV^e siècle que fut sculptée, au fronton de la cathédrale de Chartres, la première figure de la Liberté : « liberté morale, sans doute, mais l'idée de la liberté politique s'y mêle et s'y ajoute peu à peu » (Michelet).

La politique bourgeoise n'avait échoué qu'en partie dans ses premiers buts trop populaires. La bourgeoisie n'était pas alors aussi séparée du peuple qu'aujourd'hui. Favorisée dans sa sécurité et ses avantages de classe par l'appui de la royauté, elle tourna insensiblement au conservatisme en attendant des temps meil-

leurs où elle serait plus forte. Encore agitée durant les guerres de religion, sa dernière manifestation bruyante fut à l'occasion de la Fronde où elle soutint le Parlement contre le roi. Ensuite, elle s'effaça humblement devant la royauté absolue qui ne convoqua plus les Etats Généraux dès le règne d'Henri IV et supprima les dernières libertés communales sous celui de Louis XIV. Ayant définitivement réduit la féodalité, dominant l'Eglise et s'appuyant sur la bourgeoisie, la royauté tendit de plus en plus à l'unification et à la centralisation étatiques où se satisfait la mégalomane orgueilleuse et guerrière des Rois-Soleil. A côté, dans son état de sécurité, la politique bourgeoise s'échappa de plus en plus de la spéculation scolastique du moyen âge et de la pensée humaniste de la Renaissance pour s'établir sur le terrain des réalités économiques où elle triompherait. Elle avait vu favorablement l'avortement révolutionnaire de la Réforme, les tendances démocratiques populaires réduites à néant, les révoltes d'esprit communiste noyées dans le sang, et les conceptions des « utopistes » bornées à de la littérature. Elle tira sa méthode du « Grand Livre » de ses comptoirs et de ses boutiques, de ses « comptes-courants » chez ses banquiers, en attendant de puiser ses théories chez les Encyclopédistes.

Pendant que la bourgeoisie marquait le pas, en France, derrière le roi disant : « L'Etat, c'est moi ! » elle faisait sa première révolution victorieuse en Angleterre. Cent cinquante ans avant la Révolution Française, les Anglais tranchaient le col à la monarchie absolue, malgré les doctrines de Hobbes sur sa légitimité. Ils établissaient le parlementarisme et votaient le bill d'*habeas corpus*, dont on attend encore l'équivalent en France pour la défense de la liberté individuelle toujours livrée à un arbitraire quasi-féodal quoique démocratique. Durant tout le XVIII^e siècle, la bourgeoisie française s'instruisit à l'école des politiques anglais orientés vers le libéralisme et la démocratie. Locke fut le principal représentant de cette école. Son influence détermina en France la politique encyclopédiste qui le dépassa pour aboutir à la Révolution de 1789. La bourgeoisie victorieuse de la monarchie de droit divin se serait alors fort bien accommodée, comme les Encyclopédistes, d'un « despotisme éclairé », sous un « bon tyran ». Il fallut la résistance royale attachée aveuglément au despotisme absolu pour que, les idées républicaines l'emportant, la République fût proclamée en 1792 et que Louis XVI fût décapité. Mais la République, repoussant le fédéralisme pour faire la France « Une et indivisible », ne fit que transporter la Raison d'Etat de la royauté à la Nation. La bourgeoisie vit de plus en plus sa force dans l'étatisme. C'est pour le maintenir qu'elle favorisa la dictature napoléonienne. C'est pour le consolider que, disant avec Gambetta, en 1873 : « La France n'est que trop décentralisée », elle a fait la République opportuniste. C'est pour le sauver en se sauvant elle-même qu'elle est de plus en plus fasciste, mais qu'elle sera, demain, collectiviste, voire bolcheviste, s'il le faut, contre la liberté et l'anarchisme.

Après Napoléon, la politique bourgeoise concentra ses efforts pour l'établissement de la nouvelle féodalité de l'argent, et contre la montée de l'idéologie socialiste dont les buts tendraient de plus en plus vers un étatisme appelé « prolétarien ». Ce fut la lutte du capitalisme et du prolétariat. Toute la politique n'a pas eu, depuis, d'autre base ; mais le prolétariat, après cent ans d'efforts et après avoir fait l'expérience des théories les plus diverses, en est toujours à peu près au même point. Le fait économique est arrivé à s'imposer avec un réalisme si brutal et si angoissant, qu'il est devenu une menace même pour la bourgeoisie, bien qu'elle continue à le dominer. Ce n'est pas pour rien que la démocratie créée par elle a toujours, comme fondement, les principes juridiques du droit romain qui

n'admettaient pas la coexistence de la liberté politique et de la liberté civile. Les mystificateurs du « peuple souverain » lui affirment qu'il possède ces deux libertés. Le fait social répond tous les jours, avec une brutalité sans cesse accrue : « Non ! » (voir *Propriété et Liberté*). « Les droits de l'homme sont-ils proclamés ? Oui. Sont-ils appliqués ? Non », constate la *Ligue des Droits de l'Homme*.

La royauté de droit divin fut liquidée définitivement par la chute de la Restauration, amenée surtout par haine de l'Eglise encore plus intéressée et acharnée que la royauté à retourner au passé. Depuis, les « légitimistes » ont été réduits à l'opposition de quelques vieilles momies enroulées dans le drapeau blanc. Ralliés aux « orléanistes » depuis la mort de leur dernier « prétendant », ils ont formé, — avec les épaves de toutes les oppositions conservatrices déçues, celles, entre autres, du « bonapartisme » et de tous les cléricaux, jésuites de robe longue ou courte maquillés en libéraux, en démocrates, voire en socialistes, — le parti nationaliste, dont les manifestations ne prennent une consistance et ne présentent un danger à certains moments que grâce à la lâcheté et à la corruption des prétendus républicains. On a ainsi le spectacle particulièrement édifiant de ministres, de parlementaires, de financiers, de magistrats et de guerriers, tremblant devant des aboyeurs nationalistes qui exercent impunément sur eux un véritable chantage, celui de « l'homme à la chemise sale », et les mettent dans les plus ridicules postures.

La Révolution Française avait orienté les esprits vers une politique de plus en plus audacieuse dans les voies de la liberté ; mais la bourgeoisie sut arrêter, ou plutôt faire dévier ce mouvement pour neutraliser ses effets sociaux. Ce fut le règne de la duplicité démocratique, imitée de celle de l'Eglise, qui succéda au règne du droit divin. De même que dans les temples l'on disait : « Aimez-vous les uns les autres », en célébrant les égorgements, la bourgeoisie écrivit les grands mots : Liberté, Egalité, Fraternité, sur les bastilles conservées ou reconstruites : prisons, casernes, bagnes du travail et de la misère, où elle fit enfermer ceux qui eurent foi dans ces belles formules et revendiquèrent en leur nom. Avec une absence de plus en plus complète de morale et de scrupules, la politique bourgeoise entreprit d'exploiter à la fois la misère et la bassesse humaines, de corrompre quand elle ne put pas vaincre, de calomnier et d'affamer quand elle ne parvint pas à acheter. Elle sut prendre tous les masques, s'affubler de toutes les déformations, avoir ses hommes dans tous les partis. Quand les procès, la prison, la déportation, la proscription, la fusillade ne lui suffirent plus contre les « bandits rouges », elle se fit rouge elle-même, libérale, républicaine, radicale, socialiste. Après avoir chanté le *Ça ira !* et la *Marseillaise*, pendant la Révolution, elle est revenue à *O Richard, ô mon roi !* sous la Restauration. Elle a chanté ensuite la *Parisienne* pour saluer le retour des « trois couleurs ». Elle chanta la *Reine Hortense*, sous Napoléon III. Elle chante aujourd'hui, avec l'éclectisme d'un temps qui est à la fois oiseau et souris, l'*Hymne au Sacré Cœur*, conjugué avec l'*Internationale*. Demain, elle sera bolcheviste et tiendra entre ses dents le couteau de l'homme de Moscou. Ce ne sont pas les complices qui lui ont manqué et lui manquent encore parmi les girouettes politiciennes, les proscrits défaillants, les bavards ambitieux, les chambardeurs rêvant d'un ordre où ils seront les maîtres, toute la vermine des aventuriers et des renégats. Depuis le petit Thiers jusqu'à M. Tardieu, elle en a fait, pendant cent ans, ses avocats, ses hommes d'affaires, ses magistrats, ses policiers, ses techniciens, ses spécialistes, ses gouvernants, c'est-à-dire ses valets.

La bourgeoisie avait sauvé la propriété de la révolution. Elle établit sur elle un étatisme de l'Argent qui serait, par ses coffres-forts, plus inexpugnable que celui

de la Royauté derrière les vieilles tours féodales où 1789 avait porté la torche. Elle commença par liquider le sentimentalisme et tout ce qui, dans la phraséologie révolutionnaire, représentait pratiquement trop de libéralisme. De Locke, des Encyclopédistes, des Physiocrates, tous partisans du « despotisme éclairé », de Rousseau réclamant un « contrat social » basé sur le respect de la liberté individuelle et l'égalité de tous dans un Etat fort et juste appuyé sur la souveraineté populaire, de Montesquieu préconisant une constitution anglaise, de Morelly, favorable à une société communiste, d'Adam Smith, individualiste bourgeois, de Kant et de Fichte, individualistes à tendances libertaires, de tous, elle prit ce qui pouvait servir ses desseins, établir sa prépondérance, et elle rejeta, combattit, tout ce qui la contraria. Entichés d'aristocratismes pour eux, ses plus hauts représentants avaient pris la place, dans l'échelle sociale, des « ci-devant » royalistes. Il furent pleins de respect pour les théories des Joseph de Maistre et de Ronald défendant les droits de Dieu contre les droits de l'Homme, de Haller, champion de la légitimité, des Bentham et Burke, en Angleterre, des Savigny et Hegel, en Allemagne, qui renforçaient la souveraineté de l'Etat. Mais les acquéreurs de biens nationaux, les financiers et fournisseurs des armées, les nouveaux nobles, tous les pirates des guerres napoléoniennes qui craignaient de devoir rendre gorge, furent avec la moyenne et petite bourgeoisie et par haine de l'Eglise, libéraux et « voltairiens ».

La bourgeoisie se servit de Voltaire et de la pensée encyclopédiste comme l'Eglise s'était servie d'Aristote, en les dénaturant. Elle exagéra ce qu'ils avaient de superficiel, de sec, d'égoïste et de sceptique, pour dissimuler leur sérieux et leur profondeur révolutionnaire. Déjà, sous l'Empire, dans la presse officielle menée par Geoffroy, et à l'Institut, on avait affecté de ne connaître du XVIII^e siècle que sa littérature. A partir de la Restauration, le *Constitutionnel* et les « idéologues » de son entourage, plus ou moins servants de l'Eglise et jésuites honteux, poursuivirent l'incompréhension et le discrédit de Voltaire par le « voltairianisme », application prudhommesque, c'est-à-dire grotesque, des idées du XVIII^e siècle aux intérêts bourgeois.

Durant la Restauration, la bourgeoisie, pour contrebalancer la réaction politique, s'était servie du libéralisme. Il avait eu alors une certaine grandeur avec B. Constant, quand il demandait à l'Etat d'assurer « la garantie des droits de l'individu indépendants de toute autorité sociale ou politique ». Mais la bourgeoisie liquida ce libéralisme idéaliste à l'occasion de la Révolution de 1830, et il mourut avec B. Constant, l'année même où la ruée des appétits installa Louis Philippe au pouvoir. Le libéralisme se fit cyniquement réaliste avec Guizot disant à ses compères : « Enrichissez-vous ! », et surtout avec Thiers qui donna la formule du plus bas égoïsme bourgeois : « Chacun pour soi et chacun chez soi » à une société de parvenus déjà trop enrichis et trop disposés à l'écouter. Aux droits de l'individu défendus par le libéralisme généreux de B. Constant, Guizot et les doctrinaires du libéralisme bourgeois opposèrent la différence des intérêts, née de l'inégalité des individus et surtout des fortunes. On ne naissait et on ne demeurait plus roturier ou noble, mais on naissait et on demeurait riche ou pauvre. La bourgeoisie organisa le gouvernement des riches et supprima les droits des pauvres. Elle n'en prétendit pas moins rester fidèle aux « grands principes » de la « Révolution immortelle », pour lesquels « nos pères ont versé leur sang », etc. On connaît la chanson. Les « arrière petits-fils », les « héritiers des Jacobins », la chantent encore, et les prolétaires, qui continuent à crever de faim, sont toujours heureux de l'entendre. Ce salmigondis d'idéalisme verbal et de réalisme sordide produisit le libéralisme « prétexte et justification de la classe industrielle à

l'aube de son règne ». (Dumont-Wilden : *Benjamin Constant*.) On ne reparlerait plus du libéralisme de B. Constant qu'en 1875, lorsqu'on fabriquerait ce qu'on appellerait la Constitution de la III^e République. Dans l'intervalle, la bourgeoisie aurait eu le temps de s'immuniser contre toutes les entreprises révolutionnaires. Les Constituants de 1875, les mains encore rouges du sang des Communards et préparés aux palinodies « opportunistes », pourraient, sans courir grand risque, se donner des airs libéraux. « Les temps héroïques sont passés », dirait Gambetta lançant le coup de pied de l'âne aux morts de la Commune.

L'histoire du libéralisme, premier parti politique issu de la Révolution, devait être celle de tous les partis qui lui succéderaient. Elle a marqué la fin de l'idéologie directrice de la politique. Depuis, le fait social a dominé la théorie. Celle-ci n'a plus été viable que dans la mesure où elle a été la déduction vérifiée, contrôlée, du fait et a opposé à la métaphysique politique ce qui a été appelé le « matérialisme historique ». La science économique s'est substituée à la politique ; elle a rétabli le droit divin dans le droit capitaliste, l'esclavage populaire dans la servitude prolétarienne. Les Droits de l'Homme que la Ligue formée pour leur défense est devenue, aujourd'hui, incapable de défendre, la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, ne sont plus que de la blagologie bourgeoise, comme le « Sermon sur la Montagne » et l'amour du prochain sont, depuis 1900 ans, de la blagologie religieuse. L'équivoque sentimentale de l'entente des classes, produite par les premières théories socialistes et que cherche à entretenir plus que jamais, aujourd'hui, la fourberie politicienne, a été balayée par la réalité toujours plus impitoyable et cruelle de la lutte des classes ; mais il a fallu toute l'évolution du socialisme pour arriver à cette constatation du fait, qui s'impose aujourd'hui contre le socialisme lui-même, passé au service de la bourgeoisie capitaliste, afin d'en atténuer les inévitables effets révolutionnaires. Malgré le bulletin de vote et le « collaborationnisme » socialo-syndicaliste, il est de plus en plus impossible que le loup et l'agneau paissent ensemble.

Le socialisme (voir ce mot), avait été de tout temps en instance dans les aspirations communistes-libertaires et confondu avec elles. La Révolution leur donna l'occasion de leurs premières manifestations politiques, notamment lors de l'élaboration de la Constitution de 1793. Tenue en échec par les Jacobins, cette Constitution ne fut jamais appliquée. Dès ce moment, ceux qui représentaient socialisme, communisme et anarchisme, depuis Marat jusqu'à Babœuf, furent les indésirables de la Révolution, les « enragés » plus détestés des Jacobins défenseurs de la propriété, que les royalistes. Après l'échec de la conspiration des « Égaux » et la mort de Babœuf, socialisme et communisme furent réduits, pour un demi-siècle, aux aspirations et aux manifestations vagues et contradictoires du *fouriérisme* et du *saint-simonisme* qui fournirent au romantisme les éléments d'un snobisme engoncé de la littérature d'Eugène Sue et de George Sand. Mais le socialisme se précisa. Au début du siècle, dans ses *Effets de la civilisation*, l'anglais Charles Hall avait commencé à expliquer scientifiquement l'antagonisme du capital et du travail ; il avait pressenti ses conséquences : révolte inévitable, militarisation de l'Etat et dictature, guerres pour enrichir davantage les riches et faire s'entretuer les pauvres, etc. D'autre part, à la faveur de l'agitation créée dans toute l'Europe par la Révolution Française, les idées d'Owen et de ses disciples amenèrent les manifestations ouvrières anglaises, véritable révolution sociale qui fit dire à Karl Marx : « Pour la première fois, dans l'histoire, l'économie politique de la bourgeoisie avait été vaincue par l'économie politique de la classe ouvrière ». Mais cette victoire n'eut pas les conséquences sociales qu'on en pouvait espérer.

Du babouvisme, du fouriérisme, du saint-simonisme et des idées anglaises sortit le socialisme français. Pécqueur formula la théorie de la « socialisation » collectiviste. Cabet fit de son *Icarie* un Etat-Providence de tous les citoyens devenus fonctionnaires. Louis Blanc souligna la division existante entre la bourgeoisie et le véritable peuple qui était le prolétariat (voir *Peuple*), en disant : « J'entends par bourgeoisie l'ensemble des citoyens qui possèdent les instruments de production, ou capital, qui travaillent avec leurs propres outils et ne dépendent pas d'autrui. Le peuple est l'ensemble des citoyens qui ne possèdent aucun capital et dont l'existence dépend entièrement d'autrui. » En conséquence, Louis Blanc réclama de l'Etat l'organisation du travail. Toutes ces théories opposaient un étatisme générateur de bonheur général, faisant participer, selon la formule de Sismondi, tous les citoyens « aux jouissances de la vie physique que la richesse représente », à l'étatisme bourgeois réservant ces jouissances pour une classe privilégiée et dominatrice. Mais leurs auteurs ne paraissaient pas apercevoir l'antinomie absolue qui existe entre le régime de la propriété et la liberté de tous les hommes. C'est ainsi qu'un socialisme, plein d'aspirations généreuses mais insuffisamment basé sur des données positives, et trop incertain sur ses moyens d'action, préparait, en collaboration plus ou moins cordiale et confiante avec le libéralisme républicain, les événements de 1848. La lutte s'organisait dans des sociétés secrètes. Des émeutes étaient provoquées. La « Société des Salons », formée sous l'inspiration de Buonarroti, suscitait en 1839 une insurrection à la suite de laquelle Blanqui et Barbès étaient condamnés à mort. En marge du socialisme étatiste français, Proudhon formulait contre le régime de la propriété la théorie d'une société anarchiste basée sur l'entente des individus dans la liberté et l'égalité complètes. De cette dissidence sortirait la séparation du communisme libertaire du communisme étatiste, séparation que rendrait complète le *marxisme*, quand il aurait exprimé ses théories définitives sur la lutte des classes, aboutissant à la dictature du prolétariat.

Les progrès du socialisme apparurent à la bourgeoisie comme le « Mané, Thécél, Pharés » de son horizon politique. Tant que le socialisme ne se manifesta que dans des formes littéraires, sollicitant sa philanthropie mais laissant le prolétariat sur son fumier, elle se donna des airs généreux et flirta avec cette idéologie sentimentale. Mais l'idylle tournant à l'orage, les affamés commençant à gronder, le socialisme les poussant à la révolte et annonçant une *Internationale* qui leur dirait : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », le « spectre rouge » vint troubler le sommeil du bourgeois. Celui-ci se fit alors plus féroce. (Voir *Révoltes ouvrières*.) Les journées de juin 1848 inaugurèrent les grandes représailles ; elles creusèrent le fossé entre les classes et commencèrent véritablement leur lutte.

La bourgeoisie comprenait que les massacres, dans lesquels, malgré tout, elle se couvrait d'infamie et se faisait honte à elle-même, suffiraient de moins en moins à arrêter la vague populaire, même lorsqu'elle recourrait aux « guerres mondiales » faisant dix millions de morts. Il serait plus sûr pour elle de s'annexer le socialisme comme elle s'annexerait successivement tous les partis républicains. C'est ainsi qu'elle put durer et qu'elle dure encore. Certes, les antagonismes théoriques entre les différentes écoles politiques ont favorisé les desseins bourgeois. De plus, le sentimentalisme vague dont se leurrèrent jadis les partis populaires ne leur permettait guère de soutenir énergiquement des droits qu'ils ne voyaient qu'en rêve, et qu'ils attendaient plus d'une Providence que de la volonté des hommes. Mais depuis que la politique est devenue « l'application de

la physique sociale » (A. Lichtenberger), la démonstration historique et scientifique s'est faite irréfutablement de l'impossibilité absolue de co-existence de la propriété et de la liberté, de l'entente du capitalisme et du prolétariat, de la réalisation de la justice sociale dans la société bourgeoise. Il semble, dès lors, que si proudhoniens, bakouninistes et marxistes ne purent s'entendre, il y a soixante ans, socialistes et anarchistes, collectivistes, communistes, fédéralistes et individualistes, pourraient se mettre aujourd'hui d'accord, au moins pour une action minimum sur les principes fondamentaux qui leur sont communs. Mais il faudrait pour cela que les hommes fussent à la hauteur des principes, que les partis politiques ne fussent pas menés par des politiciens prêts à toutes les palinodies et que tant de vaniteux ne mettent pas leurs petites personnes au-dessus des idées.

C'est par la corruption parlementaire que la bourgeoisie a pu faire servir à ses intérêts toutes les idéologies depuis cent ans passés, et maintenir ainsi sa puissance. Le parlementarisme (voir ce mot) est l'ossature des démocraties modernes. Qui domine au parlement domine la démocratie. Il s'agit donc d'y dominer coûte que coûte, par tous les moyens. Avec des hommes habilement dressés, circonvenus, corrompus, on fait faire au Parlement tout ce qu'on veut, quelle que soit l'indication donnée par le « suffrage universel ». La bourgeoisie a trouvé ces hommes dans tous les partis d'opposition, même les plus révolutionnaires. Il a suffi qu'ils se laissent prendre dans l'engrenage parlementaire pour que leurs partis y passent tout entiers.

Le parlementarisme fut inauguré en France par la Charte de 1814, établie pour régler les rapports de la monarchie restaurée et du peuple devenu « souverain ». Chateaubriand l'a décrit dans sa *Monarchie selon la Charte* qui lui valut la disgrâce royale. A la Chambre des pairs, désignés par le roi, s'opposait une Chambre des députés élus, en principe, par le peuple. Mais le jeu du régime censitaire réduisait ce peuple aux électeurs payant au moins 300 francs d'impôts, c'est-à-dire aux grands propriétaires. Ainsi, dès sa première application, le parlementarisme se révéla comme une institution fallacieuse. Ce fut une aristocratie de l'argent qui repré- senta le « peuple souverain » sous la Restauration.

Quand la bourgeoisie moyenne eut fait la Révolution de 1830, le cens fut abaissé. A côté des élus de la grande propriété, prirent place ceux des boutiquiers et des fonctionnaires. Jérôme Paturot, marchand de bonnets de coton, fournisseur de Louis Philippe et de la garde nationale, devint député. Au libéralisme aristocratique de la droite, celui des Say, Cousin, Royer-Collard, Guizot, fut alors opposé le libéralisme démocratique de la gauche, celui des Manuel, P.-L. Courier, Carrel, Delessert. Tout en établissant sur des bases de plus en plus solides la féodalité financière qui lui assurerait les monopoles des grandes entreprises nationales, la bourgeoisie faisait de la démagogie. Elle se dressait furieusement contre Lamartine quand il dénonçait la trahison de l'intérêt général au profit de cette féodalité, mais elle chantait sa *Marseillaise de la Paix*, inaugurant ainsi dans sa double fourberie ce « bellipacisme » qui livrerait le monde aux marchands de canons. En même temps, par esprit « voltairien », elle soutenait le catholicisme libéral contre l'ultramontanisme et, influencée de plus en plus par ses petits bourgeois, les futurs radicaux qui font aujourd'hui le parti des « petites gens », elle préparait la liquidation définitive de la royauté dont elle n'avait plus besoin et qui commençait à lui coûter trop cher. Mais la peur du socialisme la retenait. Le 25 février 1848, elle fit le saut malgré elle. La République fut proclamée ; en même temps, le suffrage appelé « universel » fut accordé au peuple après une journée de barricades. L'expérience de la « souveraineté » du

peuple allait être de plus en plus déconcertante et tragique.

Le 23 avril 1848, le « peuple souverain » envoya, ou crut envoyer, à la Chambre des députés, 800 « républicains » sur les 900 élus qui la composaient. L'Assemblée Constituante formée le 5 mai par ces prétendus « républicains » commença par faire massacrer ses électeurs cinquante jours après, quand ils se permirent de réclamer une République effective. Elle vota ensuite, le 4 novembre, une Constitution conservant toute l'organisation despotique établie par Bonaparte après le 18 brumaire, et notamment l'autorité absolue du Président de la République sur les fonctionnaires et sur l'armée. Elle prépara ainsi ce que Karl Marx a appelé : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Ce Bonaparte ne perdit pas son temps. Bien qu'il fût soutenu par un pacte occulte des bourgeois royalistes-catholiques et des aventuriers bonapartistes, le pauvre « peuple souverain » crut voir en lui l'homme qui le vengerait des journées de juin et il le nomma, au plébiscite, président de la République par cinq millions et demi de voix ! L'ancien « carbonaro » se hâta de faire envoyer en Italie une armée française pour soutenir le pape contre les républicains, et de créer le « parti de l'ordre » pour préparer, dans l'ombre maléfique des massacres populaires, les élections de mai 1849. Elle furent nettement anti-républicaines. On vota alors la loi Falloux, en faveur de l'enseignement congréganiste (16 mars-31 mai 1850), et les lois sur la presse (27 juillet 1849-10 juillet 1850) qui tuèrent les petits journaux démocratiques et arrachèrent à Lamennais, dont le *Peuple Constituant* fut supprimé, ce cri douloureux : « Silence aux pauvres ! ». Suivirent des destitutions de fonctionnaires, des saisies de journaux, des procès de presse, des accusations de complots ou de sociétés secrètes, des arrestations et de longues détentions préventives arbitraires, l'état de siège dans plusieurs départements, des attentats à toutes les libertés, une campagne de mensonge et de haine inouïe contre les « rouges », tout cela soutenu par les prétendus libéraux qui s'appelaient Thiers, Molé, Barrot, Montalembert, Falloux, etc., et la majorité parlementaire des prétendus républicains.

Car ceux-ci étaient aussi corrompus que leurs prédécesseurs, les libéraux que Guizot et Thiers avaient fait abreuver de « pots de vin » par les « loups cerviers » de la finance, et que, avant ces derniers, les Ventrus des ministères de Villèle que Béranger avait montrés, revenant « gras et fleuris » dans leurs circonscriptions, en chantant :

« Quels dinés, quel dinés,
Les ministres m'ont donnés !
Ah ! que j'ai fait de bons dinés ! »

Le parlementarisme avait immédiatement adopté la moralité et les méthodes de participation au pouvoir des anciens sans-culottes et conventionnels passés au service de l'Empire, puis de la Restauration. Ce n'était pas pour rien qu'un Guizot — comme un Tardieu aujourd'hui — « ne comprenait pas qu'on ne fût pas servilement ministériel quand il était ministre » (Dumont-Wilden). Il savait payer la servilité, et les premiers parlementaires n'avaient pas attendu d'être les élus du « suffrage universel » pour vendre au pouvoir ce qui leur servait de conscience. Ils étaient cependant des propriétaires. Ils n'avaient pas pitié, dès leur naissance, comme les anciens claque-patins sortis, disaient-ils avec ostentation, des « plus basses assises du prolétariat », qui, quoique solidement engraisés depuis, gardent toute leur vie un « boyau de vide » à faire remplir par le plus offrant.

Malgré la décevante expérience parlementaire, les idées républicaines et particulièrement socialistes se développant, des élections partielles furent favorables à la République en 1849 et 1850. La bourgeoisie voulut

alors éviter à tout prix des élections populaires en 1852. Elle fit voter la loi du 31 mai 1850 portant à trois ans la résidence qui n'était que de six mois pour l'électeur. Trois millions de ceux que M. Thiers appelait « la vile multitude » furent ainsi exclus du « peuple souverain ». Cela ne suffit pas. Il fallait un « sauveur » pour en finir avec les « hordes de barbares prêts à se ruer sur les familles et sur les propriétés ». Pour cette tâche, le président qui avait juré sur son « honneur » de respecter la Constitution mit son « honneur » à la violer. C'est ainsi qu'après divers événements : manifestation impérialiste de l'armée à la revue de Satory (10 octobre 1850), destitution des généraux Neumayer et Changarnier, trop républicains, appel de Bonaparte au Coup d'Etat (discours de Dijon, mai 1851), manifestations de la *Société du Dix Décembre* dont les malabars inculquaient à coups de matraque le goût du bonapartisme aux citoyens, brochures du royaliste Romieu réclamant l'écrasement par le « soldat », par le « sabre », par la « force » de « la foule, cette bête cruelle et stupide », on arriva au 2 décembre 1851, à ses massacres et à ses déportations. Si le député Baudin mourut sur une barricade, si quelques autres parlementaires furent emprisonnés et proscrits, le plus grand nombre s'inclina devant le Coup d'Etat et, malgré les 100.000 arrestations et les 15.000 déportations qui suivirent, le « peuple souverain » à qui le Bonaparte avait rendu le « suffrage universel » pour la circonstance, eut la lâcheté de se prononcer pour l'Empire par 7.500.000 oui contre 640.000 non et environ 1.500.000 abstentions. Les « pauvres » ne sortirent de leur silence que pour river à leur cou le boulet impérial qu'ils traîneraient pendant dix-huit ans.

Si nous nous sommes étendus sur ces faits historiques, c'est qu'ils montrent, dès le commencement du parlementarisme, son impuissance contre les dictatures de « l'Ordre », sournoises ou avouées. Et cela n'a pas changé depuis, malgré l'expérience qui aurait dû, semble-t-il, servir au « peuple souverain ». Quand l'Empire fut emporté dans la boue de la défaite et que les fusiliers des Communards s'occupèrent de fonder une nouvelle République, ils faillirent rétablir une royauté, ce qui n'avait aucune importance aux yeux des dirigeants. Ce qui en avait une, c'était de raffermir la puissance bourgeoise par la soumission ouvrière au capitalisme. Les sévères censeurs de l'Empire, les radicaux de 1869, donnèrent tous les apaisements (voir *Opportunisme*), et tous les partis leur ont donné depuis. La politique opportuniste, qui demeurera la formule de la III^e République, a poussé les rouges vers les blancs et les blancs vers les rouges, pour se confondre de plus en plus dans le marais conservateur où se font les « bons dinés » ministériels. « Ni réaction, ni révolution », a été le principe républicain auquel les socialistes eux-mêmes se sont ralliés.

Avant qu'il devint un « grand parlementaire », Jules Ferry disait : « le régime parlementaire, soit dans une république, soit dans une monarchie, n'a que le choix entre deux genres de mort, la putréfaction comme sous Louis-Philippe, ou l'embuscade comme sous Napoléon III ». Avant qu'il devint ministre et président de la République, M. Millerand déclarait : « Quelle humiliation ! Quelle honte ! La France est une démocratie, elle le croit du moins. Elle a l'illusion de diriger elle-même ses propres affaires. Pur décor ! Les ministres ne sont que les commis chargés d'exécuter les ordres des grands financiers. Pantins dont la Haute Banque tire les ficelles ». Le comédien Got, type du « français moyen », qui avait déploré, après le 2 décembre 1851, « la plate impudence et le mépris d'elle-même avec lesquels ce qu'on appelle l'opinion publique accepte les coups de force bien menés », disait du parlementarisme : « Je reste convaincu que le parlementarisme, comme le suffrage universel, malgré toutes les apparences de la justice et de la raison, est constamment

détourné de son but par l'intrigue et les dessous de la politique, et demeure une duperie et un escamotage perpétuel ». Le parlementarisme s'est de plus en plus corrompu, avec la politique appelée républicaine, dans les aventures du Panama, du boulangisme, du mélinisme, de l'affaire Dreyfus, pour aboutir, après la guerre de 1914, à la main-mise absolue de la finance représentée par tous les politiciens véreux qui agissent pour elle et qui dominent la situation. La Ligue des Droits de l'Homme, dont les intentions nous paraissent certainement pures, malgré l'impuissance où la réduisent trop d'éléments politiques qui vicent et paralysent son action, voudrait lutter contre la corruption politique et « sauver le parlement républicain » (H. Germet, *Cahiers des Droits de l'Homme*, 30 septembre 1931). Il faudrait pour cela que le peuple possédât et sût exercer une autre souveraineté que celle de son esclavage. Le parlementarisme a signé le procès-verbal de sa définitive carence le 2 août 1914, lorsqu'on a décrété sans le consulter, et qu'il a approuvé après, « la mobilisation qui n'était pas la guerre » !

Le socialisme, parti de lutte de classe et d'émancipation prolétarienne, dont Karl Marx avait déjà dénoncé la déviation « social-démocrate », a passé à son tour le Rubicon, lorsque ses parlementaires et les fonctionnaires syndicaux ont livré l'Internationale Ouvrière à l'ordre bourgeois, capitaliste, militariste et policier en 1914. A la suite du Panama, Guesde et Lafargue écrivaient le 22 janvier 1893, au nom du parti ouvrier français : « Pour en finir avec les filouteries financières, il faut en finir avec l'exploitation patronale. C'est une transformation sociale qui s'impose. Et cette transformation appelée à faire disparaître, avec la féodalité industrielle, terrienne et bancaire, le parasitisme dont le panamisme n'est qu'une des formes, qui donc pourrait l'accomplir, sinon la classe victime, depuis les travailleurs des villes et des champs, déjà dépossédés et réduits à l'état de salariés, jusqu'à la petite bourgeoisie encore industrielle, qui voit son lendemain de plus en plus compromis dans les krachs, laissant derrière eux l'égalité de la misère pour chacun et l'insécurité pour tous ? ». Or, durant la Grande Guerre, le parti socialiste et le syndicalisme avaient l'occasion de mettre fin, au nom de tous les prolétaires qui se battaient, à la féodalité industrielle, terrienne et bancaire, en faisant réaliser la « socialisation des moyens de production et d'échange » qui était à la base des aspirations socialistes et syndicalistes. Mais ils ont consommé la pire des trahisons à leurs principes en s'opposant à trois reprises différentes, comme l'a rappelé l'ancien député Jolibert, à cette socialisation. Cette trahison majeure a entraîné toutes les autres. Aujourd'hui, le socialisme est impuissant, sinon complice, devant les filouteries financières, et le syndicalisme, loin de travailler à la disparition du salariat qui est à la base de la charte ouvrière, « collaborationne » avec ceux qui exploitent les salariés. Le suffrage universel étant dans l'impossibilité d'apporter au socialisme, non seulement une unanimité, mais simplement une majorité assez forte pour imposer une réforme de l'état social, les socialistes avaient à choisir entre l'œuvre d'éducation qui donnerait au prolétariat la capacité qui lui manquait, et l'action révolutionnaire immédiate. Ils ont préféré s'engager dans l'impasse du parlementarisme qui ne laissait à leurs représentants que le choix entre l'enlèvement fangeux où étaient tombés tous les autres partis, et une opposition stérile, toujours menacée des violences dictatoriales de la majorité. Les événements ont alors suivi leur cours ordinaire. Le parti socialiste est devenu un parti comme les autres, c'est-à-dire une coterie d'intérêts particuliers, le plus souvent dressée contre l'intérêt général et dont les formules blagologiques sont de plus en plus incapables de masquer la corruption.

Nous ne ferons pas l'histoire de la politique socialiste

parlementaire. Soulignons seulement la contradiction où elle s'est mise avec ses propres théories à propos de la « participation » au gouvernement. Elle n'a pas cessé de tourner autour de ce pot depuis qu'elle s'est faite parlementaire. Au début, elle s'est montrée nettement hostile ; le socialisme devait prendre le pouvoir et non y participer. Faut-il croire que, comme pour le renard de la fable, les raisins étaient trop verts ? Il le semble car, peu à peu, les socialistes sont venus à composition à mesure que les possibilités de collaboration se sont levées à l'horizon. « Avoir des élus dans des assemblées où ils apportent l'opposition socialiste n'est pas de la collaboration », dit-on d'abord. Mais il s'agissait de savoir à quel moment cette opposition deviendrait de la participation. On était sur la pente savonnée où les malins prétendent qu'ils sont toujours à temps pour arrêter la glissade, et où les naïfs acceptent de glisser avec eux. Or, on peut dire à ce sujet que si la casuistique ecclésiastique est tortueuse, celle de l'opportunisme politique adaptée à la politique socialiste ne l'est pas moins. L'élu : conseiller municipal, conseiller général, député, ne devait pas, dans la rigueur de son opposition, occuper des fonctions officielles. Il ne put même, pendant longtemps, devenir sénateur, en raison des tractations et des compromissions avec les autres partis, inévitables pour l'élection d'un si important personnage. C'était toujours l'histoire des raisins !... Peu à peu, le conseiller municipal put devenir adjoint et même maire ; le conseiller général put faire un président de Conseil général ; le député put entrer dans des commissions parlementaires et devenir président de la Chambre des députés. Enfin, l'homme pur, qui ne devait pas compromettre son parti, put être sénateur. Il est resté interdit, sous peine d'excommunication majeure, de devenir ministre, et chaque fois que, depuis M. Millerand, un de ces messieurs a voulu l'imiter, il a dû commencer par démissionner du parti, ce qui, entre parenthèse, ne le gênait guère, puisqu'il n'avait plus besoin de son parti. Comprenez qui pourra, parmi ceux pour qui les mots ont encore un sens. Être le maire d'une commune, ou son adjoint, n'est-ce pas participer à l'administration communale ? Être membre d'une commission parlementaire, n'est-ce pas participer au travail du parlement ? Être président de la Chambre des députés, n'est-ce pas participer au gouvernement en planant au-dessus des partis pour faire l'accord entre eux dans leurs débats ? Tout cela, quoi qu'on en dise, n'est-ce pas se mêler aux affaires, contribuer à la fabrication des lois bourgeoises, exercer l'autorité qui les fait appliquer, enfin, participer au gouvernement ? Quelle différence y a-t-il entre l'acte d'autorité du ministre interdisant une manifestation dans toute la France, et celui du maire qui l'interdit dans une commune ? Seule, une casuistique filandreuse peut faire une distinction. « L'opposition ainsi comprise devient une sinécure qui n'exclut pas les prébendes », a dit fort justement M. B. de Jouvenel. Elle ne sert qu'à dissimuler aux yeux des masses, aussi aveugles dans le parti socialiste que dans les autres partis, les turpitudes par lesquelles les politiciens adaptent les principes du parti à leurs intérêts particuliers et persuadent les sots qu'ils travaillent pour le socialisme quand ils dînent chez les ministres, qu'ils font avancer le collectivisme quand ils s'enrichissent, et qu'ils honorent leur parti quand ils portent à leur boutonnière un ruban rouge !... Aussi, les Caillaux ont-ils beau jeu pour railler le socialisme et dire des idées de Karl Marx qu'elles sont devenues « ces formules desséchées que les partis socialistes, quand ils sont parvenus au pouvoir dans nombre de pays, ont été hors d'état d'incorporer dans les réalités ». En faisant du socialisme révolutionnaire un système gouvernemental, aussi menteur et aussi malaisant que tous les autres systèmes politiques, les partis socialistes ont réduit le socialisme à ces « formules desséchées ».

On discute, depuis deux ou trois ans, de la « crise doctrinale du socialisme ». Il y a toute une jeunesse ardente, sincère, que les pratiques de l'arrivisme politique n'ont pas corrompue, et qui cherche la voie d'un redressement du socialisme dans sa véritable raison, sa véritable action, son véritable but. Dans son inquiétude de ne pas trouver cette voie et dans son désir d'action, cette jeunesse dit : « Il ne suffit pas, pour être révolutionnaire, de fêter jour par jour les forces d'oppression et ceux qui faiblissent devant elles... Il est possible que l'orage vienne ; bien des récoltes périront peut-être. Qu'aurez-vous fait pour les sauver ? » L'observation est certainement fondée à l'égard de certains dilettanti. Mais, est-ce ne rien faire pour sauver les récoltes que de dénoncer ceux qui les exposent systématiquement à l'orage, et n'est-ce pas mieux faire que « les plumitifs des différents partis dits avancés que vous voyez suspecter, et insulter, et déchirer tout indépendamment qui ne paie pas cotisation dans leurs boutiques » ? (J. R. Bloch). La première chose à faire pour un redressement du socialisme serait de le faire rompre avec le parlementarisme. Mais il est déjà bien tard pour cette opération. Comme tous les autres partis, le socialisme est aujourd'hui dominé, gangrené par ses politiciens : ses états-majors de gens plus ou moins arrivés au maréchalat, ne voulant lâcher leur bâton à aucun prix, dût le parti en périr ; sa hiérarchie de chefs et de chefs-filons aux dents d'autant plus aiguës qu'ils ont déjà mordu peu ou prou à la galette du pouvoir ; son armée de tous les affamés d'autorité, fût-elle celle d'un « flic », qui seraient, comme le héron de la fable, tout heureux et tout aise de rencontrer, grâce au socialisme, un limaçon en attendant un plus abondante chère. Tout ce monde se gave, ou aspire à se gaver, de la détresse de l'immense foule des véritables affamés, à exploiter la colère des véritables prolétaires pour qui le « grand soleil rouge », toujours annoncé, ne brille jamais.

L'Eglise romaine a prétendu être une puissance populaire et démocratique parce qu'il lui est arrivé de faire papes des gardeurs de porcs. Napoléon, qui escamota la République dans le but de lui substituer une nouvelle dictature dynastique, déclarait que chacun de ses grenadiers portait dans sa giberne un bâton de maréchal. Voici ce que produit aujourd'hui la démagogie socialiste mise au service de la démagogie bourgeoise : « De nos jours, le plus modeste des enfants de nos écoles peut devenir chef du gouvernement ou président de la République... Gloire donc à la Révolution qui a mis dans chaque berceau ce rayon d'espérance ! Gloire à la République qui peut se permettre d'élever au plus haut degré de la hiérarchie sociale le plus humble de ses enfants !... Oui, c'est une grande chose que les enfants du peuple puissent désormais s'élever dans l'Etat jusqu'au faite des charges et des honneurs. » (Alexandre Varenne). Le socialisme n'est plus, d'après Varenne, d'apprendre à tous les enfants du peuple à vouloir la justice sociale dans l'égalité de tous les hommes et dans la solidarité commune. Non. Il consiste à leur apprendre à arriver, à dominer par les compétitions et les intrigues, les men songes et les violences qui permettent à un soliveau national de s'ériger, tous les sept ans, « au faite des charges et des honneurs » !... Il y a, entre ce laïus de M. Varenne et certaine opinion formulée jadis par M. Millerand sur les présidents de République, tout le chemin parcouru par le socialisme parlementaire dans la voie honteuse de son adaptation au mufisme démocratique. (voir *Mufisme*).

En décembre 1927, M. Poincaré, chef du gouvernement, donnait ce satisfecit aux socialistes du Sénat : « Je suis en face d'une opposition des plus courtoises ; vous me laissez accomplir mon œuvre. » En février 1928, il disait à ceux de la Chambre des députés : « Vous conduisez votre opposition sans aucune hostilité, avec

modération. Le parti socialiste n'a pas cherché à entraîner l'action essentielle du gouvernement. » Et dans le *Populaire*, journal du parti socialiste, ce parti montrait lui-même, par la plume de M. Emile Kahn, dans quelle impasse le parlementarisme l'avait engagé : « L'opposition de combat, c'est un magnifique article de journal. Cela ne répond pas à la réalité. Depuis que le ministère Tardieu est au pouvoir, notre groupe parlementaire est contraint de mener une opposition de résignation que j'appellerai une opposition de collaboration... A part cela, on ne « participe » pas !

En temps d'élections, la chose est pire. La politique socialiste en arrive à renier totalement la lutte de classe. L'union prolétarienne n'a plus de sens pour elle ; c'est sous cette chose vague, et qui n'a plus aucun sens depuis longtemps, appelée « alliance républicaine », qu'elle cherche à recueillir le plus de suffrages par des pactes formés, le plus souvent contre ceux qui sont plus à gauche qu'elle, avec ceux qui sont plus à droite. Comme tous les partis se réclament aujourd'hui de la République, on sait ce qu'on risque de rencontrer au coin du bois de cette alliance. Le socialisme dit qu'il défend en la circonstance les « idées démocratiques » ; mais il n'est aucun de la douzaine de « partis républicains » existant aujourd'hui qui ne prétende les défendre avec le même zèle. En 1910, les socialistes écrivaient des choses comme celles-ci : « Le public ouvrier et paysan ne voit pas très bien ce que les réactionnaires pour de bon pourraient bien faire de pire que les radicaux... En dénonçant l'impuissance et la banqueroute du parti radical, en flétrissant son cynisme et les écœurants procédés du même parti politique, le parti socialiste ne fait le jeu d'aucune réaction... » (Paul Faure, *Le Travailleur du Centre*, 20 mars 1910). Aujourd'hui, ils font alliance avec les dits radicaux et ceux qui disent, et ne cessent pas de dire que tous se valent, plongés qu'ils sont dans la « pourriture parlementaire », passent pour des hargneux, des algrés, des jaloux, quand ce n'est pas pour des vendus à qui on demande aimablement combien la réaction les a payés !... Les adversaires du parlementarisme ne comprennent rien, dit-on, aux réalités. Ceux qui en vivent, les socialistes parlementaires entre autres, les comprennent, eux, les réalités. Comme le Ventru de Béranger, ils savent comment on revient « gras et fleuri » sans avoir couru les risques d'une révolution que seuls les « primaires » de leur parti réclament encore.

Pourquoi le parti socialiste jette-t-il ainsi par dessus bord, avec tant de désinvolture, la doctrine marxiste ? On pourrait croire qu'il lui a gardé la vieille dent de ces « social-démocrates » que Marx dénonça et flétrit plus et mieux que personne. Mais la raison est autre. Le rapporteur de la question électorale au dernier congrès socialiste a pu l'exprimer ainsi sans soulever des huées générales : « Afin d'obtenir le plus d'électeurs et le plus d'élus, j'ai dressé notre programme électoral comme font les grands magasiniers qui, pour attirer et allécher les clients, confectionnent des séries d'articles réclames ! » L'aveu est ici complètement dépouillé d'artifices. Ce n'est pas avec « l'article » marxiste qu'on « attire et alléche les clients » de la boutique électorale. Aussi, le résultat est-il, et il sera tant que durera le régime parlementaire, celui-ci : « République, dictature, royauté, empire, que signifient ces titres dont les régimes se parent, que comptent, dans les démocraties, les voix des électeurs, quand les lendeurs des gouvernements et des peuples se décident dans une région où les ministres et les dictateurs n'ont pas accès et où quelques douzaines de personnages sans mandat maintiennent l'épargne, distribuent le crédit au gré de leurs esprits faillibles, manœuvrent les cabinets travaillistes aussi aisément que les conservateurs, et n'avertissent les nations des opérations qu'ils ont faites en leur nom

que par le bruit soudain de leurs faillites. » (H. de Jouvenel).

Ce qu'on appelle la « souveraineté » du peuple n'est donc que l'abandon de sa volonté et de ses droits, par le moyen du parlementarisme, au bon plaisir de ses maîtres. Proudhon a dénoncé la « confusion de la volonté sociale avec le suffrage universel et la substitution de celui-ci à celle-là » dans des termes qui devraient faire réfléchir les électeurs qui en sont capables. Il a écrit ceci : « Que le suffrage universel, c'est-à-dire une idée individualiste adoptée par la majorité du peuple, s'exerce d'une manière tacite ou formelle, peu importe. Dès lors qu'il devient la loi de la nation, il doit arriver infailliblement que la volonté sociale soit viciée dans ses manifestations légitimes et peu à peu anéantie. C'est ce qui arrive lorsque le peuple, prenant l'action par masse pour l'action sociale, l'uniformité disciplinaire pour l'unité organique, le prestige monarchique, dictatorial, triomphal, pour la richesse, la grandeur et la gloire, finit en se donnant un dépositaire de sa pensée et de son pouvoir, par détruire son propre organisme et se réduire, suivant l'expression de Napoléon, à l'état de poussière !... » On ne peut mieux démontrer que la théorie du « peuple souverain » est une mystification. Elle l'est encore plus dans les faits.

Il ne peut pas y avoir souveraineté du peuple quand le peuple a, au-dessus de lui, des maîtres. Il n'y a de souveraineté que celle de ces maîtres qui exploitent le peuple à leur gré. Ses maîtres commencent d'abord par le faire voter suivant leurs intérêts. Tout un système de pression et de terreur est en main des patrons, des curés, de tous les dirigeants temporels et spirituels contre les électeurs soumis à leur autorité. On prive de travail ou de la communion l'ouvrier mal votant. S'il s'en moque pour lui, ce sont sa femme et ses enfants qui sont atteints. Toute une organisation de battage, de trompe l'œil, d'intimidation, de « pots de vin » et de « pots au feu », accompagne le candidat riche envahissant une circonscription avec des « nervis » solides qui lui font une garde du corps et sont pourvus de triques à l'usage des contradicteurs, d'argent pour les ivrognes dont la conscience politique a besoin d'alcools variés pour se révéler. On ne peut pas être candidat d'un parti, même socialiste, si l'on n'a pas les moyens de payer son élection. E. de Goncourt constatait : « Dans les sociétés corrompues, on vante la probité, mais elle se morfond dans la misère. » Elle se morfond encore plus dans l'impossibilité de l'action. Dans les partis politiques corrompus, et ils le sont tous, on ne vante même pas la probité ; on la méprise et on la combat. N'est-elle pas un reproche — pour ne pas dire un remords — pour tous les aventuriers, les « resquilleurs » et les « monte-en-l'air » de la politique enrichis par toutes sortes de rapines ? Et le silence au candidat pauvre est imposé comme à l'électeur pauvre, qui sont probes tous deux, surtout par cette presse qui se prétend « libre », mais qui ne parle que pour celui qui la paie, pour le malfaiteur qui peut payer contre l'honnête homme qui n'en a pas les moyens. Le « peuple souverain » est dominé, « mis en boîte », dans les réunions électorales où les candidats se présentent comme des Rédempteurs du monde, par une foule de braillards aussi corrompus que ceux qui les emploient, qui attendent de leur candidat dont ils ont souvent financé l'élection, des décorations, des adjudications, des bureaux de tabacs, des autorisations aussi illégales que productives, des emplois de budgétivores et cent autres choses où ils étaleront, dans le plus doux et le plus rémunéré des « farniente », la récompense de leur zèle d'émocratique et l'insolence de coquins qui se savent protégés auprès des tribunaux. C'est ainsi que se fait le choix des « meilleurs » dans la démocratie.

Et il y a la candidature officielle du gouvernement,

soutenue par les préfets et les maires, par les fonds secrets distribués à la presse dont l'indépendance démocratique est à plat ventre devant les distributeurs de sportule. Il y a cent ans, les gouvernants envoyaient aux préfets, à l'usage des fonctionnaires, des circulaires comme celle-ci du 17 décembre 1828 :

- « Sa Majesté désire que la plupart des membres de la Chambre qui a terminé ses travaux soient réélus.
- « Les présidents de collèges sont les candidats.
- « Tous les fonctionnaires doivent au roi le concours de leurs démarches et de leurs efforts.
- « S'ils sont électeurs, ils doivent voter selon la pensée de Sa Majesté, indiquée par le choix des présidents, et faire voter de même tous les électeurs sur lesquels ils peuvent avoir de l'influence.
- « S'ils ne sont pas électeurs, ils doivent, par des démarches faites avec discrétion et persévérance, chercher à déterminer les électeurs qu'ils peuvent connaître à donner leurs suffrages au président. Agir autrement ou même rester inactif, c'est refuser au gouvernement la coopération qu'on lui doit ; c'est se séparer de lui et renoncer à ses fonctions.
- « Présentez ces réflexions à vos subordonnés, etc. etc. »

Aujourd'hui, les circulaires sont plus discrètes, les menaces et les sanctions plus déguisés contre les insoumis ; mais les gouvernants perdent toute discrétion, soutenant ouvertement de leurs discours, et des journaux, les candidats de leur majorité. Avec une impudence déconcertante ils battent la grosse caisse électorale comme des charlatans et poursuivent les gens jusque dans leur lit avec la T. S. F. C'est dans ces conditions que s'exerce la « souveraineté du peuple » souverainement mystifiée.

Le « suffrage universel » n'est pas une moindre mystification, corollaire de la précédente en ce qui concerne le nombre, la qualité des électeurs et le compte que l'on tient de leur volonté. Qui dit « universel » dit « général, qui s'étend à tout ». Le suffrage dit « universel » devrait être celui de tous. Il commence par exclure tous ceux qui, ayant moins de vingt-et-un ans et n'étant pas encore passés par la caserne, ne sont pas suffisamment abrutis socialement pour faire de « bons électeurs ». Il exclut aussi les femmes, du moins en France. Il est de vérité élémentaire que si les femmes ne doivent pas faire de meilleurs électeurs que les hommes, elles ne peuvent en faire de pires. Au pays « le plus spirituel du monde », la femme est reine de tout ce qu'elle veut, tout autant qu'elle se prostitue ; mais une Séverine ou une M^{me} Curie est inférieure au premier ivrogne venu devant le « suffrage universel ». Il a fallu soixante ans à la République pour qu'elle se décidât à accorder le droit de vote aux « gens de maison » ! Il reste encore toutes sortes de « mineurs » d'autres espèces : étrangers, militaires, prisonniers, etc., ce qui exclut du « peuple souverain » environ les trois-quarts de la population. Il y a de plus à tenir compte des « abstentionnistes » qui refusent de voter pour une raison quelconque, et enfin, de ce que la majorité dont les suffrages l'emportent n'est pas l'unanimité des votants. Ainsi, sauf quelques écarts de chiffres qui ne changent rien à cette constatation générale, la statistique est à chaque élection ce qu'elle a été en 1928 :

Electeurs inscrits : 11.395.000. Votants : 9.350.000.

Suffrages représentés par les candidats élus : 4.800.000.

Il en résulte que, dans un pays de 40 millions d'habitants, la majorité de ce qu'on appelle le « suffrage universel » est représentée par 4.800.000 électeurs, pas même le huitième de la population ! Nous ne tenons pas compte des élections aux colonies où il arrive, sans doute sous l'effet du soleil, que 10.000 votants donnent 15.000 voix à un élu !...

Tout au moins, le nombre des députés de chaque parti

est-il proportionnel au nombre de voix recueillies par chacun ? Qu'on en juge par ces chiffres qui sont encore de 1928 :

Conservateurs et Républicains quelconques	2.700.000 voix	265 élus
Radicaux et Socialistes divers	3.500.000 —	220 —
Socialistes S.F.I.O.	1.700.000 —	99 —
Communistes	1.200.000 —	14 —

Si la proportion obtenue par les conservateurs et républicains quelconques avait été observée pour les autres partis, les radicaux auraient dû avoir 343 élus, les socialistes S. F. I. O. 166 et les communistes 114. La « droite » a eu 350 députés pour moins de quatre millions de suffrages ; la « gauche » n'en a eu que 250 pour plus de cinq millions. Voilà le fonctionnement de cette double mystification : « souveraineté du peuple » et « suffrage universel ». Le peuple peut voter à « gauche », tant qu'il lui plaira ; le gouvernement est toujours à « droite », sous peine de se supprimer lui-même.

Au moment où nous écrivons, les élections législatives de mai 1932 viennent d'avoir lieu. Il n'est aucun parti pour qui les 1^{er} et 8 mai n'aient été de « belles journées », même pour les « conservateurs » qui auraient eu, paraît-il, zéro élu ! Car cela ne prouve rien, pas plus que la « majorité républicaine » qui s'est, dit-on, affirmée... une fois de plus ! C'est toujours la majorité républicaine qui s'affirme à chaque élection. En 1928, elle s'était tellement affirmée que *L'Œuvre* avait demandé ironiquement que quelques-uns de ses membres voulussent bien se dévouer pour former une opposition. On a vu comment cette demande a été satisfaite, grâce à la « bonne humeur » de M. Tardieu succédant à la « pénitence » poincarésque. Comment croire qu'il en sera différemment cette fois-ci ? Comment ne pas être certain qu'il en sera de même ? Avec un zèle suspect, des journaux qui célébrèrent le régime de la « bonne humeur » écrivent aujourd'hui sur M. Tardieu : « On frémit à la pensée qu'un homme si léger a tenu en ses mains le destin du pays et qu'il sévit encore pour quelques jours ». Mais qu'il arrive, d'ici quelque temps, à gagner à sa cause la majorité qu'on lui oppose aujourd'hui, et cet homme « si léger » redeviendra le seul ayant assez de prestige pour sauver le pays. Les *Argus* de la Bourse ne s'y trompent pas qui disent à leurs lecteurs financiers : « Pas d'aveugles présomptions... Pas de craintes injustifiées ». Et ils ne conseillent nullement, comme dans les véritables crises politiques, l'exportation patriotique des capitaux à l'étranger. Ils savent bien que ce n'est pas encore cette fois qu'on « prendra l'argent là où il est », malgré la « victoire des rouges » !... Au lendemain des élections, on a vu ceci : l'Eglise catholique faisant de pompeuses funérailles religieuses à M. Doumer, président de la République laïque, qui était né protestant et avait été librepenseur toute sa vie ! Un tel exemple du confusionnisme du temps, établi sur la corruption politique et l'avarie des consciences politiciennes, n'est-il pas fait pour donner confiance à tous les partis et à toutes leurs girouettes, si habiles à tourner de l'un à l'autre, à ne courir jamais qu'au secours de la victoire, à « braver les tyrans abattus et à se mettre aux gages des autres » ?...

Seul, le « peuple souverain » ne trouve jamais son compte à cette politique. Comment le trouverait-il dans l'ignorance absolue où il est tenu de ses véritables besoins individuels et collectifs ? Comment ferait-il pour voir clair et se guider dans le labyrinthe des intrigues et des tripotages internationaux et nationaux où la confusion est semée à plaisir par tous les pêcheurs en eau trouble de la politique ? Comment peut-il savoir pourquoi le Bélouchistan, par exemple, est aujourd'hui

la « nation amie » et sera demain « l'ennemi héréditaire », pourquoi il doit prêter son argent au royaume du Soleil et le refuser à celui de la Lune, pourquoi la rente monte ou descend, pourquoi il doit dépenser ou économiser, pourquoi on passe de la « pénitence » à la « bonne humeur » et vice-versa, pourquoi il y a sous-consommation quand il y a surproduction, pourquoi les œufs, la morue, les bananes, sont tour à tour des nourritures excellentes ou nocives, pourquoi on met la guerre « hors la loi » et on la prépare plus que jamais, et pourquoi, demain, pour des raisons de diplomatie secrète dans lesquelles il n'a pas plus le droit, lui, le « souverain », de mettre le nez, que ne l'avaient les sujets de Nabuchodonosor ou de Louis XIV, il devra marcher de nouveau pour une « mobilisation qui ne sera pas la guerre », mais qui fera tuer, cette fois, la moitié du genre humain !...

Le peuple, si « souverain » que le déclarent ses gouvernants en se moquant de lui, demeurera « le serf taillable et corvéable à merci », la « vile multitude » que méprisent les Thiers en la faisant massacrer, le troupeau lamentable du prolétariat des usines et des casernes, des profits capitalistes et des guerres impérialistes, tant qu'il ne possèdera pas une VOLONTÉ SOCIALE, seule génératrice de la *liberté sociale* et de la *liberté politique*. Mais, pour posséder cette volonté, il lui faut acquérir un savoir, une conscience, une énergie qui ne se trouvent pas dans les bars de vigilance, en levant le coude à la santé de malfaisants politiciens.

..

Après ce qui précède sur la politique, avons-nous besoin d'expliquer longuement ce qu'est le *politicien* ? Non, mais il n'est pas inutile de montrer que si la politique ne peut pas en faire un personnage bien reluisant, malgré tout son « prestige », lui est encore moins capable de la faire reluire. Le politicien est à la fois le producteur et le produit de la politique, la cause et l'effet ; ils s'avilissent mutuellement.

L'étiquette est récente. C'est un néologisme. Littré l'a ignoré. Le Nouveau Larousse l'a défini : « Personne qui s'occupe de politique. Ne se dit guère qu'en mauvaise part ». Le politicien ne s'occupe pas seulement de politique ; il en vit et il en fait le plus méprisable des métiers. Dans un temps où l'on croyait encore à un parlementarisme honnête, fonctionnant avec un personnel qui mettrait ses actes en rapport avec ses discours en remplissant les fins promises au peuple, ce néologisme fut formé pour désigner et flétrir les aventuriers politiques, les trafiquants de mandats, les brebis galeuses égarées dans le bon troupeau. Les galeux sont devenus si nombreux que la qualification s'est de plus en plus répandue et généralisée dans le langage. Elle a perdu en même temps son sens exclusivement péjoratif pour prendre ce caractère de bon garçonisme dont on s'accommode à l'égard des maux dont on ne sait se débarrasser. On en est arrivé ainsi à commettre ces pléonasmes : un « politicien sans scrupules », un « politicien louche », ou ces antithèses : un « politicien scrupuleux », un « politicien vertueux » !

Le politicien se signale et se peint suffisamment lui-même par son importance et ses turpitudes sans que des esprits malveillants aient besoin d'aller le chercher dans la solitude et de mettre à la lumière son indignité. Ses palinodies sont sans voile, sauf pour les aveugles ; les fluctuations de ses opinions et les contradictions de ses actes, si habiles qu'il les croie, le démontrent, car elles coïncident toujours avec un changement avantageux dans sa situation personnelle. Etant en évidence dans toutes les manifestations de la vie publique, il alimente toute une littérature très souvent bouffonne et encore plus ridicule et odieuse. Il remplit l'histoire et le roman. Flaubert, dans son *Candidat*, et

plusieurs autres auteurs qui l'ont présenté au théâtre, ont échoué en le montrant trop crûment, en ne l'enveloppant pas assez de la rhétorique, du « galoubet », de la « galéjade » qui ont fait le succès de *Numa Roumestan* et de *Pégomas* dans *Cabottas* de Pailleron. Le public aime, au théâtre comme à la ville, les séduisantes fripouilles, surtout celles qu'il a couvées électoralement, qui lui font les poches en l'amusant. Il les préfère à l'honnête homme froid et distant qui ne sait pas rire, même dans les cimetières. Ce qui fait faiblir l'attaque, c'est que chaque nouveau qui se présente dit : « Oui, c'est entendu, mes prédécesseurs ont pu être des fripouilles, mais moi, *Moi* ! je suis d'une autre trempe ; je ne suis pas de ceux qui trahissent ! » Et cela dure jusqu'au premier pot de vin qui se présente, puis on passe à un autre. Il y a plus de cent ans que cela dure.

Le politicien a son ancêtre, son prototype, dans le *Ventru*, chansonné par Béranger en 1818, qui chantait ses « bons dinés » chez les ministres avec une jovialité cynique dont voici quelques traits :

- « ...L'État n'a point dé péri :
Je reviens gras et fleuri...
- « ...Comme il faut au ministère
Des gens qui parlent toujours,
Et hurlent pour faire taire
Ceux qui font de bons discours,
J'ai parlé, parlé, parlé,
J'ai hurlé, hurlé, hurlé...
- « ...Si la presse a des entraves,
C'est que je l'avais promis.
Si j'ai bien parlé des braves,
C'est qu'on me l'avait permis.
J'aurais voté dans un jour
Dix fois contre et dix fois pour...
- « Au nom du roi, par mes cris,
J'ai rebanni les proscrits...
- « ...Des dépenses de police
J'ai prouvé l'utilité... »

Et voici les deux derniers couplets, sommet du *crac-cendo* de turpitude :

- « Malgré des calculs sinistres,
Vous paierez, sans y songer,
L'étranger et les ministres,
Les ventrus et l'étranger,
Il faut que, dans nos besoins,
Le peuple dine un peu moins.
Quels dinés,
Quels dinés,
Les ministres m'ont donnés !
Ah ! que j'ai fait de bons dinés !
- Enfin, j'ai fait mes affaires :
Je suis procureur du roi ;
J'ai placé deux de mes frères,
Mes trois fils ont de l'emploi.
Pour les autres sessions
J'ai cent autres invitations,
Quels dinés ! etc. »

Daumier a peint le *Ventru* en troupeau délibérant, dans son *Ventre législatif* (1834). « Jeu de massacre d'un aspect horrible, qui prédispose plus au cauchemar qu'à une gaieté reconfortante ! Ce ne sont que mufles et groins, nez pulpeux, bouches sphincters, yeux caves ou bigles, etc. », en a dit Louis Nazzi. Plus amusant dans sa bonhomie prudhommesque, avec ses apophtegmes arrivistes, est le *Jérôme Paturot*, de L. Raybaud. L.-Ch. Blenvu (Touchatout), dans son *Trombinoscope*, a fouaillé la vulgaire insanité politicienne. La caricature et la satire contemporaines l'ont vigoureusement fouettée dans nombre d'œuvres, notamment dans les numéros de *l'Assiette au Beurre* intitulés : *Monis*,

marchand de cognac (n° 7 bis), *Les Bandin de nos jours* (n° 38), *L'assiette au beurre municipal* (n° 55), *Pour être député* (n° 56), *Têtes de Turcs* (n° 61), *Les bonnes paroles du camarade Briand* (n° 410). De même dans la première série des *Hommes du Jour*, par Méric et Delannoy.

Mais le politicien se peint lui-même encore mieux que n'importe quelle critique, grâce à l'ingéniosité que lui donne son besoin de paraître, de faire croire à son génie, à sa sincérité, à son dévouement, à tout ce qu'il ne possède pas. On a composé des recueils de ses discours et écrits choisis, ceux de Clemenceau et de Briand entre autres. Il manque ceux de M. Millerand, un des plus complets spécimens du genre, et c'est dommage. Il serait particulièrement édifiant de voir réuni ce que ce verbeux personnage a dit de plus caractéristique, depuis qu'il déclara la guerre au « vieux monde qui trébuche dans la boue et dans le sang », jusqu'au jour où il s'est gavé de cette boue et de ce sang comme président de la République. Comme tout ce qui bourdonne, tout ce qui piaffe, tout ce qui se faufille pour être au premier rang devant le photographe, le politicien gesticule, grimace, hurle ; il est partout et l'odieux ne l'arrête pas plus que le ridicule. Il est l'arriviste, le bluffeur, le puffiste de la politique. Il préférerait être mort que de ne pas attirer l'attention sur lui, même pour recevoir des pommes cuites. Il avale toutes les couleuvres, donne dans tous les panneaux, même pour célébrer la gloire du grand poète Négéssippe Simon, ou pour délivrer de la tyrannie le noble peuple des Poldèves, qui n'ont jamais existé ! Il fait fi de tous scrupules, de toute fierté, de tous sentiments qui ne sont pas que verbaux, sauf peut-être dans l'intimité. Quant il a semé la ruine et la misère autour de lui, d'un « cœur léger », il pleure peut-être sur lui-même, comme M. Lechat.

Le politicien n'a pas d'opinion ; il a des appétits et il les promène d'un parti à l'autre dans l'espoir de mieux les satisfaire. Mais il ne sait pas sortir d'un parti « à l'anglaise », discrètement ; il faut qu'il s'en aille avec bruit et explique ce qu'il appelle « reprendre sa liberté d'action et de vote ». Il pratique ainsi l'ostentation du reniement. On n'est pas fier, généralement, d'être un renégat ; mais pour un politicien, c'est un sujet d'orgueil qui lui permet de se montrer dans les journaux sous ses aspects photogéniques les plus avantageux. La Fouchardière a raconté que la collection de M. P. Boncour comprend à cet usage 6.327 clichés aussi rares que curieux !

Le politicien prend les attitudes de dignité bouffonne du Matamore pour dire : « Jamais nous n'accepterions un mandat impératif. Nous plaçons au-dessus de tout notre conscience et ce que nous considérons être notre devoir ». Malheureusement, on ne sait jamais où est sa « conscience » et ce qu'est son « devoir », pas plus qu'on ne sait jusqu'où va son « dévouement » à la chose publique. Il a une si sainte horreur des responsabilités qu'il n'a pas même le courage de ses votes ! Il a inventé le « scrutin secret » pour pouvoir soutenir qu'il a voté blanc quand il a voté rouge, et tous les jours la peur de l'électeur lui fait rectifier ce que lui ont fait faire les bonnes combinaisons parlementaires. C'est ainsi que les politiciens manifestent ce que M. Jean Piot a appelé « la rigidité dans l'abandon des principes ». On comprend qu'ils ne veuillent pas de mandat impératif de leurs électeurs !... « Vieilles phrases, vieux mensonges, vieux galons », disait A. Karr, des boniments politiciens. Ils pensent tous comme certain ministre : « Il y a trente ans, je me serais fait couper en quatre pour mes principes. Aujourd'hui, je coupe mes principes en quatre ». A-t-on besoin d'avoir des scrupules quand on a tant d'esprit ?

Ces hommes, qui ont une si haute conscience et un si grand sentiment de leur devoir, sont surtout cramponnés au mandat qui les fait bien vivre. Aussi, comme dit La Fouchardière, « avant de voter une loi, ils ne se

demandent pas : « Est-ce que c'est utile au pays ? ». Ils se demandent : « Est-ce que c'est avantageux pour la coterie ? ». La coterie, c'est le parti qui les soutient, ce sont les camarades sans lesquels ils ne seraient rien. L'ex-prolétaire, l'ex-travailleur qui, dans quatre ans de haute solde municipale, départementale ou législative, à laquelle s'ajoutent tant de profits affairistes, amasse une fortune que ne lui aurait jamais rapportée son métier quel qu'il fût, se révèle un parfait bourgeois. Il n'est pas un Cincinnatus et, lorsqu'il a été blackboulé, il use de tous les moyens pour ne pas retourner à sa « mistouffe » originelle. On ne veut plus voyager et payer sa place en 3^e classes dans la vie quand on a « resquillé » en 1^{re}, et on s'accroche à ses prébendes, même si on n'y a plus de titres. Le « peuple souverain » peut avoir signifié à l'ex-député qu'il l'a assez vu. Le parti est là : c'est un syndicat de défense politicienne. Il le fait installer dans une sinécure avantageuse en attendant l'occasion de le faire réélire quelque part. C'est ainsi que d'anciens chambardeurs deviennent chefs dans l'administration, préfets, trésoriers payeurs généraux, ambassadeurs, gouverneurs de colonies, etc. en attendant de se « dévouer » de nouveau pour un mandat électoral. Si l'homme est devenu impossible auprès de ses premiers électeurs, on le patronne dans d'autres circonscriptions. Il ne connaît rien des intérêts locaux qu'il aura à représenter, mais il n'en a pas plus besoin qu'un ministre dans les choses de son ministère. Il y en a qui font ainsi le tour du pays sans trouver à se caser. On en fait alors des sénateurs par les combinaisons du suffrage restreint. Elevés à cette dignité (*Senatorum ordinem adipisci*, Cicéron), ils sont définitivement garés de la bagarre électorale, au-dessus du forum et du caprice de la foule qui ne les méprisera jamais autant qu'ils la méprisent. Ils planent au rang des dieux ! Il y a ainsi des familles entières pour qui le parasitisme politique est héréditaire, qui se le transmettent de père en fils comme une sorte de droit dynastique. Henry Becque n'entendait rien à la politique lorsqu'il disait :

« Et j'attendais la République
Sans en attendre rien pour moi. »

Chaque parti politique est la pureté même. C'est toujours chez le voisin que se produisent les collusions immorales. On crie d'autant plus fort contre celles de l'adversaire qu'on fait le silence sur les siennes. « Le propre des hommes de parti est de se soutenir, même sans s'estimer, parce qu'il est moins utile de s'estimer que de se soutenir », dit la morale politicienne. Quand les intérêts des partis différents ne sont pas trop opposés, il y a alors la solidarité politicienne qui joue. « J'aurais pu désavouer mon prédécesseur. Je ne l'ai pas voulu ; ce sont des choses que l'on ne fait pas », disait M. Caillaux devant la Commission d'enquête informant sur l'affaire Oustric. M. Caillaux appellerait un agent de police pour arrêter un pickpocket opérant sous ses yeux la substitution d'un portefeuille particulier, mais il ne dit rien quand le pickpocket s'attaque au portefeuille public. C'est de la morale politicienne. Toute notion d'équité est ainsi complètement faussée au profit des intérêts politiciens ; ils font de la justice une chose absolument circonstancielle. Non seulement il y a une justice de classe, instrument de la lutte de classe, qui multiplie l'illégalité et l'arbitraire contre ses ennemis de classe et pratique une perpétuelle violation de la liberté individuelle, mais il y a une justice de parti, de boutique, de caverne électorale, et elle sévit de plus en plus grâce aux mœurs politiciennes. M. E. Jaloux a écrit, un jour, ceci : « Un convoi de forçats est parti pour la Guyane. Est-on sûr qu'aucun innocent ne s'y trouvait ? Je déplore seulement que les choses ne deviennent crucifiantes dans ce pays que lorsque la politique et les intérêts de caste s'en mêlent. »

Aux temps de l'affaire Dreyfus, on avait eu l'illusion de l'existence d'un « parti de la justice », de la justice pour tous, où se rencontraient tous ceux qui plaçaient la justice au-dessus de la politique et des intérêts de toutes les castes. La Ligue des Droits de l'Homme avait été formée pour cette défense supérieure de la justice... Elle est aujourd'hui débordée par le flot de l'iniquité toujours triomphante, qui vient de gauche comme de droite, et de tous les partis, hostiles ou indifférents, qui font la « conspiration du silence » autour de ses appels. La politique de toutes les nuances entasse ainsi scandales sur scandales. Pendant qu'un Rousseng expie au bagne, depuis vingt-cinq ans, le « crime » d'avoir brûlé un jour un pantalon militaire, des individus que la chronique judiciaire classe parmi les « malfaiteurs dangereux », échappent aux tribunaux ou ne subissent pas leurs peines parce qu'ils sont des parents, des amis, des courtiers électoraux, des gardes du corps, « nerveux » et matraqueurs de réunions publiques, de politiciens influents. Ceux-ci, suivant les circonstances, exhalent le « dégoût de leur conscience » à propos de certaines affaires comme celle du professeur Moulin ; ils gardent allègrement ce dégoût en eux, et pendant des années, à propos d'autres affaires, celles du docteur Boulrois, du capitaine Moirand, du professeur Platon, et de cent autres. Dans l'affaire du professeur Platon, les plus « hautes consciences » de son propre parti se taisent systématiquement depuis huit ans, alors qu'elles savent que ce professeur a été condamné par ordre !... Derrière toutes les iniquités sociales, il y a des partis et des politiciens qui en profitent. Les partis réactionnaires ne voulaient pas, il y a trente ans, que le capitaine Dreyfus fût reconnu innocent ; les partis démocratiques ne veulent pas, aujourd'hui, que le professeur Platon soit innocent. Et tous les politiciens de gauche ou de droite ne veulent pas qu'il existe une justice sociale à laquelle, les premiers, ils auraient à rendre des comptes !

Mais tout cela ne compte pas pour le sot électeur, tout cela est emporté dans le flot boueux du battage électoral, de la parade des tréteaux qui enlèveront ses suffrages à l'esbroufe. On voit alors « l'honnête » Bertrand dénonçant le « malhonnête » Robert Macaire et tous les « Requins » qui sont à la direction des affaires publiques, « dans la tourbe des politiciens d'affaires » — y en aurait-il qui seraient hors des affaires ? — « qui spéculent sur l'ignorance publique... dans l'armée des aventuriers au service de la classe dirigeante » ; et il fait le geste de se boucher le nez en parlant de « la bourgeoisie heureuse et payeuse qui ne regarde pas la propreté du linge de ses laquais. » La foule, d'abord effrayée, applaudit bientôt à tout rompre, d'autant plus que ça se termine par l'Internationale. « Quel brave homme ! » dit-elle, « quel candidat honnête ! Celui-là n'a certainement pas la chemise sale. Il sera mon député. » Et dans la coulisse Bertrand et Robert Macaire se congratulent, échangeant leurs chemises, puis ils vont retrouver un autre « honnête homme », le baron de Wormspire qui leur fait manger la bouillabaisse avec des princesses de théâtre. La suite, ce sera une bonne loi que présentera Robert Macaire, que Bertrand laissera voter sans rien dire, et qui permettra à Wormspire de retenir comme amendes le quart du salaire des serfs de ses usines et de ses bureaux. (Loi votée en février 1932 et contre laquelle la Confédération Générale du Travail a protesté).

*« Il faut que dans nos besoins
Le peuple dine un peu moins ».*

chantent les « ventrus » de 1932 comme ceux de 1818 ; et si le brave électeur crie qu'il est volé par tous ces « honnêtes gens », Robert Macaire déchaîne ses « flics » contre lui pendant que Bertrand chante à la cantonade :

*« Des dépenses de police
J'ai prouvé l'utilité. »*

Léon Werth a constaté que, chez les politiciens, « rien ne s'est incarné... la politique en eux n'est pas chair et sang ». En effet, elle n'est que digestion. Werth a ajouté : « Ils se réunissent en des déjeuners corporatifs. Il y a une règle du jeu. Pas même au dessert — et pas plus qu'à la Chambre — on n'évoque la Hous Bagdad et la N'Goko Sangha. » C'est ce qui permet d'écrire, à l'usage des bonnes poires militantes du parti, des brochures furibondes contre les « Requins », pendant que les chefs déjeunent avec ces requins ! La brochure, c'est « l'indéfectible affirmation marxiste » — sans rire ; — les déjeuners, c'est « l'alliance républicaine ». La veille des élections, on se souvient qu'il y a des révoqués de 1920 qu'il faudrait faire réintégrer par les Compagnies de chemins de fer. Tous les partis jurent d'exiger cette réintégration. Le lendemain des élections, tous l'oublient. On en reparlera aux prochaines élections, et on en reparlera encore quand les derniers révoqués seront morts. C'est ainsi que les politiciens donnent la lune à leurs électeurs, comme disait le père Peinard.

Terminons en constatant que c'est à la Guerre — « régénératrice », selon M. Bourget — de 1914, que l'on doit, avec le naufrage définitif de la démocratie dans l'ochlocratie, le débordement de boue politicienne de l'heure. C'est elle qui a amené l'avènement à la politique de la bande à Thénardier échappée à ses bouges, ses ghettos, ses maquis, pour la curée des centaines de Waterloo de la « Victoire » dans le monde entier. Thénardier disait, aux temps calamiteux de la rue Blomet : « Oh ! je mangerais le monde ! » Il est en train de le manger et, avec lui, sortis comme des rats des égouts électoraux, toute la troupe des Babet, Gueulemer, Claquessou, Montparnasse, Demilliard, Mardisoir, Barrecarrosse, Poussagrive, Carnagnolet, Poussedentelle, et tous les autres dont V. Hugo a conté la vermineuse épopée. Ils s'épanouissent aujourd'hui dans des emplois de « faisans », de « gangsters », de « rufians », de « topazes », de « nerveux », de « resquilleurs » politiciens, dans les assemblées politiques, dans les Conseils d'administration des sociétés industrielles et financières, dans la presse, dans tous les lieux où l'on a des invitations pour les « bons diners » des ministres. Dans la domesticité opulente des Zaharof, des Deterling, des Rotschild, des Kreuger, des Ford, des Batn et autres « Maîtres du Monde », Gueulemer est devenu Gueule-en-Or, et Demilliard s'est métamorphosé en Deux-Milliards. Thénardier, promu président du Conseil, renouvelle l'His-toire des Treize avec son état major. Il y a bien, de temps en temps, quelque accrochage. Un copain fait le plongeon pour avoir signé trop de chèques sans provision ; d'autres s'effondrent dans des aventures de *Gazette du Franc* ; la prison de la Santé devient trop petite pour hospitaliser tous les compères, plus truffés les uns que les autres de « Légion d'honneur », qui ont « protégé » l'épargne publique en la faisant passer dans leurs poches. Mais ces choses arrivent même aux grands patrons, aux Kreuger par exemple, qui finissent par le suicide. On a l'habitude ; ce sont les risques du métier et ils sont moins graves depuis que les caresses de la « Veuve » ne sont plus que pour les pauvres « cavés », les anormaux primaires et les vagabonds. Dieu merci ! Il n'y a plus de rois pour faire accrocher les Semblançay à la potence, et de sans-culottes pour reprendre aux antiquailles les piques de Foulon et de Berthier.

La Ligue des Droits de l'Homme perdra son temps si elle veut guérir le parlementarisme de la lèpre politicienne qui le ronge aujourd'hui jusqu'à l'os. Ils finiront ensemble, avec le régime d'imposture démocratique qui les a engendrés. — Edouard Romax.

POPULATION Ensemble des habitants d'une agglomération, d'une contrée, de la terre. Même si l'on ne

considère que le nombre des humains, que leur répartition, leurs migrations et, en général, que les faits statistiques de l'anthropogéographie, la question de population est une des plus vastes qu'on puisse examiner.

C'est une des plus graves, et peut-être la plus grave, si on l'envisage du point de vue physiologique, psychologique, économique et social. Il s'agit alors des deux grands actes de l'existence, vivre et se reproduire. C'est alors une question biologique, la suprême question du développement de la vie humaine à la surface du globe.

À la vérité, jamais les potentats ne se sont intéressés autrement à la population que pour l'accroître d'une façon hasardeuse, sans se soucier de savoir si cet accroissement pouvait provoquer et entretenir le malheur des sujets.

Sauf chez les Grecs, on ne rencontre nulle part, à aucune époque, ni dans la littérature, ni dans l'histoire, ni chez les philosophes, encore moins, si possible, dans les codes, la moindre indication d'une règle limitant le nombre des membres d'un groupement, ni le moindre doute quant à cette idée que, pour la prospérité d'un pays, il est indispensable que s'accroisse sans arrêt le nombre de ses habitants.

Platon opine cependant que l'on doit « arrêter ou encourager la propagation » selon le besoin, « par les honneurs, la honte et les avertissements des vieillards ». Il veut même, dit Montesquieu, « que l'on règle le nombre des mariages de manière que le peuple se repare sans que la république soit surchargée. » (*Lois*, liv. V). Il prescrit expressément que le « nombre des maisons et des lots de terre ne dépasse jamais cinq mille quarante, comme celui des guerriers » ! Quand au nombre des enfants il dit qu'en cas de surabondance, on peut « interdire la génération ou favoriser l'émigration ».

Aristote, selon Montesquieu, exprime que « si la loi du pays défend d'exposer les enfants, il faudra borner le nombre de ceux que chacun doit engendrer », que « si l'on a des enfants au-delà du nombre défini par la loi il faut faire avorter la femme avant que le fœtus ait vie. » (*Politique* Liv. V).

« C'est un grand tort, dit encore Aristote, quand on va jusqu'à partager les biens en parties égales de ne rien statuer sur le nombre des citoyens, et de les laisser procréer sans limite, s'en remettant au hasard pour que le nombre des unions stériles compense celui des naissances, quel qu'il soit, sous prétexte que, dans l'état actuel des choses, cette balance semble s'établir tout naturellement. Il s'en faut que le rapprochement soit le moins du monde exact... Le parti le plus sage serait de limiter la population et non la propriété, et d'assigner un maximum qu'on ne dépasserait pas, en ayant à la fois égard, pour le fixer, et à la proportion éventuelle des enfants qui meurent, et à la stérilité des mariages... S'en rapporter au hasard, comme dans la plupart des états serait une cause inévitable de misère dans la république de Socrate ; et la misère engendre les discordes civiles et les crimes... » Aristote va jusqu'à permettre l'abandon et l'avortement.

Mais ce ne sont là que des vues théoriques. Toutes les lois anciennes et modernes cherchent à multiplier les mariages pour accroître la population. On connaît l'effort d'Auguste, par les lois Julia et Papia Poppen, en vue de combattre le célibat et la diminution du nombre des citoyens romains.

Le christianisme, un moment, réagit, en dehors de toute préoccupation économique, contre les encouragements au mariage. Partant d'un principe religieux, moral, saint Paul recommanda le célibat. Il ne resta guère des conseils d'abstinence de l'église catholique primitive que la pratique du célibat chez les prêtres, que les anathèmes dont elle frappa, notamment au concile de Trente, l'opinion que l'état conjugal doit être préféré à l'état de virginité ou de célibat. En fait l'Eglise impose le célibat aux prêtres parce qu'il est une force pour sa défense et sa domination, pour la

propagation de la foi. Mais elle a toujours provoqué la multitude au mariage, à la procréation et a fait une loi aux fidèles du *crescite et multiplicamini*. Les prêtres, les écrivains catholiques, casuistes ou non, par tous les moyens, y compris la confession ont poussé à la reproduction irréflectie, à l'accroissement humain désordonné.

La littérature du moyen âge, la littérature moderne ne semblent pas avoir émis de profondes remarques sur la population. Les documents précis sur le nombre des hommes font défaut dans les ouvrages courants d'histoire ancienne, d'histoire du moyen âge et des temps modernes. Peut-être les érudits pourraient-ils éclairer sur ce point les chercheurs ? Sans doute trouverait-on qu'au cours des siècles les famines, les guerres, la misère permanente ont eu pour grande cause occulte et originelle un surcroît continu de population par rapport aux produits. Si j'en crois Rambaud, par exemple, un des rares historiens qui aient eu quelque intuition de l'importance de cette question, les politiques ecclésiastiques du moyen âge semblent avoir préconisé l'idée de déverser sur d'autre pays le trop plein des populations de l'ouest européen. Les Croisades n'auraient été que la mise à exécution d'un plan d'émigration en masse. C'est au moins ce que laisse supposer un passage de la prédication du pape Urbain II au concile de Clermont où fut prêchée la première Croisade. Le pape exprime cette idée presque dans les mêmes termes que les économistes et les politiques actuels invitant les déshérités d'Europe à chercher fortune dans le nouveau monde ou aux colonies australiennes et africaines : « La terre que vous habitez, disait Urbain II, cette terre fermée de tous côtés par des mers et des montagnes, tient à l'étroit votre trop nombreuse population ; elle est dénuée de richesses et fournit à peine la nourriture de ceux qui la cultivent. C'est pour cela que vous vous déchirez et dévorez à l'envi, que vous vous combattez, que vous vous massacrez les uns les autres. Apaisez donc vos haines et prenez la route du Saint-Sépulchre... »

Quoi qu'il en soit il semble que la question de population n'a pris, dans les préoccupations des hommes d'état et des philosophes, une place assez importante que vers le XVIII^e siècle.

Sauf des aperçus superficiels et ingénieux chez Vauban, par exemple, au XVIII^e siècle, et toujours dans le sens de l'accroissement, il faut arriver à Mirabeau le père, à Quesnay, Adam Smith, Arthur Young, Dugald Stewart, au moine vénitien Ortes, à l'anglican Townshead, à bien d'autres, pour trouver des vues fugitives, des intuitions incomplètes sur la question.

Ce fut Malthus qui étudia le plus profondément le sujet et émit, le premier, des principes dont l'importance est telle qu'aujourd'hui encore ne sont pas closes les discussions qu'ils ont suscitées. Les recherches et les conclusions de cet économiste tendaient à démontrer, et, à mon sens, démontraient, que tout accroissement dans le chiffre de la population, que ne précède pas ou n'accompagne pas un accroissement correspondant des moyens de subsistance, ne peut engendrer que la misère, la guerre, un accroissement de la mortalité. Selon lui la difficulté ne consiste jamais à mettre au monde des êtres humains, mais à les nourrir, à les vêtir, à les loger comme il faut, à les élever lorsqu'ils sont nés. Réagissant contre le fameux aphorisme de J.-J. Rousseau, adopté, prôné par de nombreux disciples : il n'est pire disette pour un état que d'hommes, Malthus démontra qu'en tout lieu l'espèce humaine s'accroît tant que la multiplication n'est pas arrêtée par la difficulté de pourvoir à sa subsistance et par la pauvreté d'une portion de la société, et que, en conséquence, au lieu de favoriser l'accroissement on doit plutôt s'efforcer de le limiter, de le régler.

Nous n'analyserons pas ici son ouvrage, pas plus que

les déductions qu'en ont tirées les purs malthusiens et les néo-malthusiens. On aura des vues sur ce point aux articles *Malthusisme* et *Néo-Malthusisme*, *Naissances*, *Natalité*, *Eugénisme*, etc., de cette encyclopédie. Nous nous bornerons à considérer la population au point de vue statistique laissant à chacun le soin de rechercher les causes dont les faits chiffrés découlent, sans envisager davantage les conséquences. Tout au plus ferons-nous quelques remarques à la fin de cet article, et suggérerons-nous une étude méthodique, arithmétique, sur la population et les subsistances.

Ceci dit, quel est le nombre des hommes qui ont peuplé aux différentes époques, et qui peuplent aujourd'hui, notre planète ?

Dans les pays à recensements périodiques, comme la plupart des contrées européennes, quels que soient les erreurs, les omissions, les doubles emplois, le chiffre de la population est assez exactement connu. Mais partout ailleurs les évaluations remplacent les recensements et les chiffres, alors, varient quelquefois dans de fortes proportions. C'est ainsi, par exemple, qu'avant le premier recensement qui fixa la population de Madagascar à 2.500.000 habitants on l'évaluait diversement de 1 million à 6 millions d'habitants.

Pour la terre entière aux diverses époques les évaluations ont été fort différentes. En 1660, Riccioli, évaluait la population de la terre à 1 milliard d'habitants. Süssmich, en 1742, indique le même chiffre. Voltaire donne 1 milliard 600 millions en 1753, et Volney cinquante ans plus tard, seulement 435 millions. C'est vers 1830-40 que l'on commence à avoir des chiffres moins fantaisistes. Bernoulli et Omalius d'Halloy évaluent à cette époque à 800 millions d'habitants la population de la terre. Kolb, en 1868, indique 1.250 millions, Rehn et Wagner, en 1882, 1.450 millions environ.

Voici les chiffres des évaluations, de 1880 à 1930, en millions d'habitants, chiffres fournis par les publications officielles, de la population de la terre (nombres ronds) :

	1880	1900	1910	1930
Europe	328	420	450	530
Asie	800	850	800	1.000
Afrique	110	130	140	145
Amérique	100	160	175	250
Océanie	5	5	6	10
Monde	1.343	1.565	1.571	1.935

On remarquera l'incertitude des chiffres pour l'Asie, notamment. C'est que, l'Inde et le Japon exceptés, les contrées de cette partie du monde sont sans recensements. Les chiffres de 1930 sont ceux, arrondis, de la Société des Nations (*Annuaire Statistique 1930-31*).

Le tableau suivant complète le précédent :

	HABITANTS				
	Superficie en milliers de kil.	1900		1930	
		Nombres		Nombres	
		en millions	par M.	en millions	par kil.
Afrique	28.800	130	4,4	145	4,9
Amérique ..	40.945	160	3,9	250	6
Asie	41.970	850	20,0	1.000	25
Europe	11.425	420	36,6	530	46,5
Océanie	8.900	5	0,5	10	1,1
Monde	131.820	1.565	11,8	1.935	15,2

On voit que la population du globe s'accroît, que les lamentations sur la dépopulation sont vaines et ne peuvent en tout cas être prises en considération que par ceux qui regardent comme nécessaire la concurrence,

la lutte, la guerre et toutes les misères qui s'en suivent.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette encyclopédie, de donner les chiffres des mouvements de la population de tous les pays sur de longues périodes, ce qui serait utile pourtant si l'on veut établir des comparaisons. Nous devons nous borner aux quelques tableaux suivants qui concernent seulement les principales régions du monde en faisant remarquer que les événements politiques, les guerres, changent la physionomie géographique des divers pays et rendent leurs statistiques difficilement comparables :

1. — Superficie et population des principales parties du monde

Date et régions	1911-1914			1929		
	Superficie en millions de km.²	Population en millions d'habitants	Densité par km.²	Superficie en millions de km.²	Population en millions d'habitants	Densité par km.²
Afrique :						
Egypte ...	930	11.300	12,1	1.000	14.200	14,2
Ethiopie ..	518	8.000	15,4	900	10.000	11,1
Libéria ...	95	1.500	15	120	2.500	20,8
Possessions :						
Allemandes	2.700	15.000	5,6			
Belges ...	2.400	10.000	0,5	2.400	10.000	0,5
Britanniq.	7.100	37.150	5,2	9.200	41.700	4,5
Espagnoles	220	700	3,2	335	930	3
Françaises.	9.200	30.900	3,3	10.500	35.600	3,5
Italiennes.	1.550	1.700	1	2.100	2.100	1
Portugais ^{es}	2.050	6.400	3	2.050	6.400	3
Amériques :						
Canada ...	11.400	7.400	0,7	9.500	9.000	1
Etats-Unis.	7.800	92.000	11,7	7.800	122.300	15,6
Mexique ..	2.000	15.000	7,5	2.000	16.350	8,1
Argentine.	2.750	7.200	2,5	2.750	11.200	4,1
Bolivie ...	1.300	1.900	1,5	1.300	3.000	2,3
Brésil	8.500	20.500	2,4	8.500	40.300	4,7
Chili	750	3.250	4,3	750	4.200	5,6
Colombie .	1.200	4.200	3,5	1.200	8.000	6,6
Equateur .	310	1.300	4	310	2.000	6,4
Paraguay .	250	630	2,5	450	900	2
Pérou	1.380	4.500	3,2	1.380	6.300	4,5
Uruguay ..	180	1.050	5,7	190	1.850	9,5
Vénézuëla .	1.000	2.050	2,7	1.000	3.157	3
Asie :						
Asie russe (U.R.S.S.)	17.300	27.000	1,7	15.000	33.200	2,2
Afghanist.	560	5.000	8,9	650	7.000	10,7
Arab. aut ^{es}	2.300	1.000	0,5	2.600	7.000	2,7
Chine	11.200	320.000	28,5	11.200	450.000	40,1
Japon	380	50.000	131,3	380	63.000	165,7
Perse	1.600	9.500	5,6	1.600	9.500	5,6
Empire ottoman ..	1.700	17.000	9,5	740	13.100	17,7
Possessions :						
britanniq ^{es}	5.000	323.000	64	5.100	300.000	70,6
français ^{es}	750	17.300	21,5	750	25.000	33,3
japonais ^{es}	300	17.000	56,6	300	25.600	85,6
néerland ^{ais}	1.500	37.700	19,7	1.300	60.000	31,5
améric ^{ains}	300	7.842	24,9	300	12.200	40,6
Europe :						
Allemagne.	540	65.000	120,3	469	64.100	137,1
Autriche ..	300	28.500	95	84	6.700	79,4
Belgique ..	29	7.400	253,1	30	8.000	266,6
Bulgarie ..	96	4.300	44,7	103	5.800	56,3
Danemark.	39	2.700	69	43	3.500	81,3
Espagne ..	495	19.000	38,3	503	22.700	45,1
Estonie ...				48	1.100	22,9
Finlande ..				388	3.400	8,7
France	536	39.000	73,8	551	41.200	74,7
Grèce	65	2.600	40	130	6.300	48,4
Hongrie ..	325	20.800	64	93	8.600	38,7
Irlande ...	84	4.400	52,3	69	2.900	42
Italie	287	34.600	120,5	310	41.500	133,8

Lettonie ..				66	1.900	28,8
Lithuanie ..				56	2.300	41
Luxemb... 3	260	86,6		3	295	98,3
Norvège ..	321	2.400	7,4	324	2.800	8,6
Pays-Bas ..	33	5.800	175,8	34	7.800	229,4
Pologne...				388	30.700	79,1
Portugal ..	91	5.200	59,1	90	5.800	64,4
Roumanie..	131	6.900	59,6	295	17.600	59,3
Roy.-Uni ..	231	41.200	178,3	243	45.800	188,4
Serbie	48	3.000	62,5			
Suède	448	5.500	12,2	448	6.120	13,6
Suisse	41	3.700	90,2	41	4.000	97,5
Tchécoslov.				140	14.600	104,3
Turquie d'Europe	170	6.200	36,4	24	1.000	41,7
U. R. S. S.	5.100	133.000	26	5.900	124.000	21
Yougoslav.				250	13.700	54,8
Océanie :						
Australie ..	7.700	4.800	0,6	7.700	6.400	0,8
Nouv ^é . Zé- lande ...	270	1.000	3,7	270	1.500	5,5

Quelques-uns de ces tableaux appellent des remarques très générales. Partout la population s'accroît, partout sa densité kilométrique s'accroît. La France elle-même « le pays qui se dépeuple » voit sa population passer en 25 ans de 39 millions à 40 millions (en ne tenant pas compte de l'Alsace-Lorraine) et sa densité s'accroître de 1 habitant par 2 kilomètres carrés.

II. — Population par groupes d'âge (Pourcentage de chaque groupe par rapport au total)

PAYS	Années de recensement	20 à 59 ans				TOTAL	
		Sexe masculin		Sexe Féminin		Sexe Masculin	
		1920 1921 1925	1920 1921 1925	1920 1921 1925	1920 1921 1925	1920 1921 1925	1920 1921 1925
Allemagne	1925	36,3	25,9	28,7	9,1	48,4	51,6
Angleterre	1921	37,1	24,9	28,6	9,4	47,7	52,3
Autriche	1920	35,8	25,4	28,8	10,0	48,8	51,2
Belgique	1920	34,7	27,1	28,0	10,2	49,2	50,8
Espagne	1920	41,9	23,0	25,3	9,8	48,5	51,5
France	1921	31,6	25,5	29,0	13,7	47,5	52,5
Hongrie	1920	41,2	23,5	26,3	9,0	48,5	51,5
Italie	1921	40,9	23,3	25,0	10,8	49,4	50,6
Norvège	1920	42,2	22,3	24,7	11,0	48,7	51,3
Pays-Bas	1920	42,4	23,9	24,9	8,8	49,7	50,3
Pologne	1921	47,5	21,1	23,8	7,6	48,3	51,7
Portugal	1920	43,0	21,4	25,7	9,4	47,3	52,7
Roumanie	1912	46,9	22,3	23,3	7,5	49,8	50,2
Suède	1920	38,6	24,0	25,2	12,2	49,1	50,9
U. R. S. S.	1926	48,7	21,1	21,5	6,7	48,3	51,7
Canada	1921	43,4	25,7	23,2	7,5	51,6	48,5
Etats-Unis	1920	40,7	26,7	25,1	7,5	51,0	49,0
Inde	1921	47,7	24,3	23,5	5,3	51,4	48,6
Japon	1925	46,6	23,3	22,4	7,7	50,2	49,8
Australie	1921	40,1	26,5	25,8	7,5	50,8	49,2
Nouvelle-Zélande.	1926	39,1	26,9	25,9	8,1	51	49

III. — Population par professions — Pourcentage de chaque groupe

PAYS	Année	Agriculture	Industrie	Commerce	Services	Autres	Total
Allemagne	1909	35,2	4,3	35,8	8,7	16,0	100
—	1925	30,5	3,2	38,1	11,7	16,5	100
Royaume-Uni	1911	7,7	6,9	38,7	13,4	33,3	100
—	1921	6,8	7,5	39,7	13,9	31,9	100
Belgique	1910	22,5	5,7	40,4	11,9	19,5	100
—	1920	19,1	6,6	39,9	10,7	23,7	100
Espagne	1920	56,1	1,6	19,3	5,0	18,0	100
France	1911	41,0	1,2	31,9	9,8	15,9	100
—	1926	38,3	2	31,2	11,4	17,1	100
Italie	1911	55,4	0,7	25,9	5,6	18,4	100
—	1921	56,1	0,6	24	6,4	16,9	100
U. R. S. S.	1926	86,7	6,1	1,4	—	6,8	100
Canada	1911	37,1	2,3	27,1	10,4	23,1	100
—	1925	35,0	1,6	26,9	13,0	23,5	100
Etats-Unis	1910	33,2	2,5	27,9	9,5	26,9	100
—	1920	26,3	2,6	30,8	10,2	30,1	100
Inde	1911	71,7	0,1	12,2	5,9	10,1	100
—	1921	72,3	0,3	11,2	5,9	9,3	100
Australie	1911	24,2	5,3	28,4	14,5	27,6	100
—	1921	22,9	2,9	31,2	15,3	27,7	100

Le tableau II montre que c'est, de tous les pays du monde, la France qui a le moins de jeunes de 0 à 20 ans : 32 p. 100 contre 36 en Allemagne, 49 en U. R. S. S., etc. En revanche, de toutes les grandes nations européennes, c'est elle qui a le plus d'adultes producteurs de 20 à 60 ans et surtout le plus de femmes de 20 à 60 ans. C'est aussi la France qui a le plus de vieillards de plus de 60 ans. Cela est considéré par les surpeupleurs, comme une faiblesse. J'estime que c'est une preuve que la vie est moins difficile, moins dure, en France que partout ailleurs.

Il est assez curieux que le nombre des femmes soit, en Europe, supérieur à celui des hommes et que ce soit

le contraire au Canada, aux Etats-Unis, en Inde et au Japon.

Le tableau IV indique que le taux de la natalité baisse dans toutes les nations, que la nuptialité « légale » est en baisse presque partout et que l'excédent des naissances, partout constaté, ne s'accroît que dans quelques pays à forte natalité, Espagne, Italie, U. R. S. S., Japon. La baisse de la natalité, il convient de le rappeler, n'implique pas la diminution de la population, mais seulement la diminution de son accroissement. La mortalité diminue également partout. Il est remarquable qu'elle soit relativement élevée en France. C'est peut-être l'abondance des vieillards qui accentue la mortalité.

IV. — *Natalité, Mortalité, Augmentation de la population, Nuptialité*

Taux annuel par 1.000 habitants

PAYS	Année	Natalité	Mortalité	Excédent des naiss.	Nuptialité
Allemagne	1921-25	22,1	13,3	8,8	9,4
—	1930	17,5	11,1	6,4	8,7
Royaume-Uni	1921-25	20,3	12,4	7,9	7,7
—	1929	16,8	11,7	5,1	7,7
Belgique	1921-25	20,4	13,4	7	10,6
—	1929	18,2	15	3,2	8,9
Espagne	1921-25	30,1	20,3	9,8	7,4
—	1930	28,8	17,3	10,8	8,4
France	1921-25	19,3	17,2	2,1	9,5
—	1930	18,1	15,7	2,4	8,3
Italie	1921-25	28,9	17,0	11,9	8,3
—	1930	26,0	13,7	12,3	7,1
U. R. S. S.	1921-25	44,1	24,1	20,0	9,7
—	1928	42,7	18,8	23,9	10,7
Inde	1921-25	32,6	25,9	6,7	—
—	1928	34,3	23,9	10,4	—
Japon	1921-25	34,5	21,8	12,7	8,8
—	1929	32,7	19,8	12,9	7,8
Australie	1921-25	23,9	9,5	14,4	8,0
—	1929	20,3	9,5	10,8	7,5
Canada	1921-25	27,4	11,2	16,2	7,3
—	1929	24	11,6	12,4	7,9
Etats-Unis	1921-25	22,6	11,9	10,7	10,6
—	1929	18,9	11,9	7	9,9

V. — *Mortalité infantile*

Décès au-dessous d'un an pour 1.000 naissances

	1921	1926	1929
Allemagne	134	102	96
Autriche	—	123	113
Belgique	115	97	104
Bulgarie	183	127	133
Danemark	77	84	83
Espagne	147	125	123
Finlande	95	86	98
France	115	97	95
Grèce	68	75	—
Hongrie	193	167	179
Irlande	73	74	70
Italie	129	127	—
Lettonie	93	88	101
Lithuanie	—	146	176
Luxembourg	111	126	121
Norvège	54	48	49
Pays-Bas	85	61	59
Roumanie	—	194	197
Royaume-Uni	80	72	76
Suède	64	56	60
Suisse	74	57	52
Tchécoslavie	173	154	143
U. R. S. S.	—	193	165
Canada	102	102	92
Etats-Unis	76	73	68
Inde	198	180	170
Japon	168	138	142
Australie	65	54	51
Nouvelle-Zélande	48	40	34

VI. — *Migrations en milliers*

DES NATIONAUX

DES ÉTRANGERS

	Emigration		Immigration		Immigration		Emigration	
	1925	1929	1925	1929	1925	1929	1925	1929
Allemagne	62,7	48,7	32,5	38,4	47,9	95,0	0,9	1,0
Autriche	4,6	4,8	—	—	4,4	7,4	—	—
Belgique	20,8	13,4	10,5	8,8	35,4	46,6	14,1	15,5
Espagne	55,5	49,4	37,8	39,8	—	—	1,6	—
France	1,8	3,5	—	—	176,2	179,3	54,4	38,8
Grèce	3,5	9,7	—	4,4	—	—	—	—
Hongrie	3,5	7,4	0,3	0,5	—	—	—	—
Italie	279,0	149,7	189,0	100,3	—	—	—	—
Norvège	7,0	8,0	—	—	0,3	0,6	—	—
Pays-Bas	3,0	3,0	—	—	—	—	—	—
Pologne	81,0	243,4	21,2	104,5	—	—	—	—
Portugal	19,2	40,3	16,8	14,2	—	—	—	—
Royaume-Uni	140,6	143,7	56,3	56,2	4,8	11,3	—	—
Suède	11,9	10,9	4,0	6,2	—	—	—	—
Suisse	3,5	3,7	—	—	44,8	61,8	0,8	0,8
Tchécoslovaquie	36,1	28,1	5,0	6,2	2,5	1,2	—	—
Yougoslavie	15,0	15,7	5,7	6,0	—	—	2,6	2,4
Canada	—	—	40,0	30,5	85,0	164,9	—	—
Etats-Unis	25,3	23,4	—	—	290,0	208,9	81,6	53,1
Inde	155,0	138,0	—	—	—	—	—	—
Japon	10,6	20,0	13,6	—	—	—	—	—

Le tableau V marque une baisse générale de la mortalité infantile (sauf en Roumanie, en Hongrie, Lettonie, Lituanie, Japon). Pour un pays peu chargé de naissances, la France garde une mortalité infantile relativement élevée. Sans doute l'éducation y est-elle moins développée en ce qui concerne la puériculture, l'hygiène de la première enfance.

Le tableau VI indique que d'une façon générale les pays à forte natalité ont une forte émigration et les pays à basse natalité une faible émigration et une forte immigration. Il faut noter que des mesures draconiennes sont prises par certains pays, comme l'Amérique, pour limiter l'immigration.

Ces tableaux pourraient être utilement complétés par

d'autres sur la vie moyenne dans chaque pays. Sans doute seront-ils donnés au mot vie de ce dictionnaire.

A la question de population se rattache celle des subsistances. Y a-t-il assez de subsistances pour tous ? La presque unanimité des militants révolutionnaires répond affirmativement avec la plus grande assurance. Je ne suis point de cet avis. Je pense, au contraire, que les progrès agricoles, les progrès industriels, ceux des transports, etc., n'ont pas apporté à une humanité, sans cesse croissante, le bien être qu'elle attendait d'un développement prodigieux de la technique et j'avance que, dans l'hypothèse d'un partage équitable, la part individuelle serait insuffisante. Mais cette question, comme la précédente, sera sans doute traitée au mot *subsistances*. — Gabriel HANTY.

POSITIVISME, n. m. Le terme « positivisme » désigne deux choses bien différentes. Il s'applique au système particulier d'Auguste Comte, mais il convient également à une disposition d'esprit, à une méthode de recherche bien antérieures au comtisme. En ce dernier sens, le positivisme se confond avec l'esprit scientifique ; il implique le rejet des creuses spéculations, qui ne s'appuient point sur l'expérience, et un goût prononcé pour les faits observables. Ainsi compris, il s'inspire d'une tradition scientifique déjà longue, sans qu'aucun philosophe puisse se targuer d'en être l'inventeur. Nous lui devons les merveilles découvertes qui ont transformé le monde contemporain. Rénovateur de la mentalité humaine, trop longtemps prisonnière des mythes religieux, ce positivisme-là mérite qu'on le développe et qu'on l'encourage. Lui seul permettra à la morale et à la métaphysique de quitter l'ornière traditionnelle, où elles pataugent, pour réaliser des progrès sérieux. Depuis des années, je le répète, sans avoir pu convaincre les pontifes officiels, cela va sans dire. Le positivisme que ces derniers acceptent, c'est celui d'Auguste Comte voulant instaurer une morale et une religion qui n'ont rien de positif, quoique l'auteur assure le contraire. Ils trouvent également fort commode la distinction établie par le philosophe et ses disciples entre les réalités connaissables et celles qui ne le sont pas : l'inconnaissable servant de refuge aux plus sottes croyances de nos pères. Ce positivisme n'est pas le nôtre ; néanmoins nous saurons reconnaître ses mérites, car il marque une étape, sans doute indispensable, vers une philosophie devenue scientifique, non plus dans sa terminologie seulement, mais pour de bon.

Dans la loi des trois états, Auguste Comte a indiqué, de façon heureuse, la marche générale de l'esprit humain. L'homme primitif et l'enfant expliquent les phénomènes naturels par des volontés analogues à la nôtre. Ils peuplent le monde de divinités capricieuses, dont l'action engendre et les événements qui nous favorisent et ceux qui nous affligent. C'est l'époque théologique, où triomphent l'animisme et l'anthropomorphisme. Aux divinités l'on substitue plus tard des entités occultes, des forces cachées qui résident dans les choses elles-mêmes et provoquent des effets que l'on peut prévoir d'avance. La physique du moyen âge fournit un bon exemple de ce genre d'explication. C'est à sa vertu calorifique que le feu doit de réchauffer, à sa vertu dormitive que l'opium doit de faire dormir ; et si l'eau monte dans un corps de pompe, c'est que la nature a horreur du vide. Dans cette période métaphysique, l'action des forces occultes est du moins conçue comme uniforme ; l'univers paraît soumis à des lois fixes. Enfin la cause d'un phénomène n'est plus, pour le savant, ni une volonté divine, ni une vertu cachée, mais un autre fait : elle consiste dans l'antécédent nécessaire et suffisant de ce phénomène. La loi naturelle, dont le degré de précision varie d'ailleurs singulièrement, sera l'expression du rapport qui relie la cause à l'effet. C'est la période positive, celle où sont parvenues nos sciences les plus avancées. Jusque là, Comte peut nous servir de guide ; l'éloignement pour les entités métaphysiques, l'attrait pour les faits et les lois expérimentalement vérifiés caractérisent, de façon indubitable, la science contemporaine. Mais à cette conception de l'esprit positif, le philosophe en substitua une autre qui ne concorde plus avec les données de la tradition scientifique. Proscrivant toute recherche, même basée sur l'observation, qui n'apparaissait pas susceptible d'application pratique, il considéra comme positives les seules connaissances utiles. Par contre, il admit des fictions, des utopies, invérifiables expérimentalement, mais qui contribuaient à soutenir les sentiments nécessaires à la vie sociale. Dans son *Système de Politique*, l'esprit scientifique disparaît pour faire place aux préoc-

cupations utilitaires. Arrivé là, il n'hésite plus à déclarer positives toute méthode, toute idée qui lui plaisent, faisant ainsi de sa fantaisie le suprême critérium du savoir légitime. Le *Cours de Philosophie Positive*, qui, dans la pensée de Comte, n'était qu'une introduction à son œuvre politique et morale, reste heureusement plus fidèle, dans l'ensemble, au véritable esprit scientifique. Il a valu à son auteur une gloire justifiée. Groupant les sciences d'après leur ordre de complexité croissante et de généralité décroissante, le philosophe en distingue six que l'on peut qualifier de fondamentales : la mathématique, l'astronomie, la physique, la chimie, la biologie, la sociologie. L'ordre où il les énumère est celui de leur dépendance et de leur développement historique ; c'est aussi l'ordre qu'il conviendrait d'observer du point de vue pédagogique. Parce qu'elle est la plus simple et la plus générale, la mathématique s'est développée la première, parce qu'elle est la plus complexe et qu'elle dépend de toutes les autres, la sociologie s'est constituée en dernier lieu. Les faits mentaux relèvent soit de la physiologie cérébrale, soit de la sociologie ; il n'y a pas place pour une psychologie séparée. A cette classification des sciences on a fait des reproches : elle comporte de regrettables omissions ; elle a tort de ranger l'astronomie parmi les sciences fondamentales et de séparer la physique de la chimie. Pourtant c'est d'elle que s'inspirent les classifications adoptées aujourd'hui ; son principe est encore le meilleur de ceux qu'on a proposés. Nous repoussons toutefois les conséquences pédagogiques que Comte en a tirées. Sur chacune des six sciences fondamentales, il s'étendra longuement ; mais sur la science en général il sera fort succinct. Œuvre de l'esprit positif, la science exclut la recherche des causes transcendantes et ne s'attache qu'à l'étude des faits et de leurs rapports constants. Très éloignée de l'empirisme, c'est-à-dire de la simple compilation des faits, elle vise à rendre possible la prévision rationnelle qui découle de la connaissance des lois reliant les phénomènes. Elle s'efforce aussi de hiérarchiser les lois particulières et d'en réduire le nombre, en les ramenant à des lois plus générales. Il faut tendre « à agrandir autant que possible le domaine rationnel aux dépens du domaine expérimental, en substituant de plus en plus la prévision des phénomènes à leur exploration immédiate : le progrès scientifique consiste principalement à diminuer graduellement le nombre des lois distinctes et indépendantes, en étendant sans cesse leurs liaisons. » Aussi le rôle de l'observation diminue-t-il, dans la science, au profit du rôle de la déduction. Observation et induction permettent d'énoncer les premières lois ; grâce à la déduction, l'esprit en développe les conséquences et peut indéfiniment descendre du général au particulier. Mais les sciences particulières ont l'inconvénient de morceler le réel et de n'offrir que des fragments de vérité. Notre esprit désire plus d'unité : il veut connaître les liens qui les rattachent entre elles, avoir une vue d'ensemble sur leurs suprêmes conclusions. Ainsi se crée une science des sciences qui constitue la philosophie. Le besoin s'en faisait sentir depuis que les chercheurs, renouant à une culture encyclopédique, se sont spécialisés dans une branche particulière du savoir. Systématiser les apparences pour les ramener à l'unité d'un seul principe, tel sera, selon une formule donnée plus tard par Spencer, l'objet propre de la philosophie positive. Il est vrai que Comte conteste la possibilité d'une synthèse objective. Nos connaissances sont fragmentaires et les diverses catégories de phénomènes sont irréductibles ; ne demandons pas à la chimie d'expliquer la vie, ni à la pesanteur de rendre compte des propriétés chimiques des corps. Néanmoins, on trouve chez lui un indéniable essai de systématisation philosophique. Nous ne pouvons tout connaître, une partie du réel nous échappe ; d'où la doctrine de l'inconnaiss-

sable qui, pour beaucoup, caractérise le positivisme. Délaissant le plan métaphysique, Comte ne veut pas que l'on donne une signification transcendante à la notion de causalité et que l'on ramène les unes aux autres toutes les catégories de phénomènes. Pourtant, dans ses derniers écrits surtout, il penche vers un spiritualisme et une finalité qui ont leur source dans la vie sociale. Sachons-lui gré d'avoir cherché à faire de la sociologie une science positive. Aux explications théologiques il substitua dans l'étude de l'évolution humaine, des vues, erronées parfois, mais qui du moins ne s'écartaient pas des données expérimentales. D'autres ont poussé plus loin depuis ; il a le mérite d'avoir ouvert la voie. Par contre, en étudiant son œuvre morale, religieuse, politique, on est pris de pitié, en voyant jusqu'où un grand esprit peut déchoir. C'est tardivement qu'Auguste Comte fit de la morale une science spéciale ; encore ses idées sur ce sujet restèrent-elles confuses et vagues. Sa manière de déterminer et de justifier les règles de la vie pratique ne saurait, en aucune façon, nous satisfaire. A l'en croire, l'homme, sans la société, ne serait qu'un animal ; à cette dernière il doit pensées, sentiments, vouloir, bien-être, en un mot tout ce qui fait de lui un homme. Seule existe l'Humanité « *Le Grand Être* » ; l'homme pris isolément n'est qu'un mythe. En conséquence nous devons subordonner à la société tous nos sentiments et toutes nos pensées, nous sommes moralement contraints de lui consacrer toutes nos forces. Nous n'avons pas de droits, mais seulement des devoirs. N'étant pas libre, l'individu n'a pas à décider de l'emploi de sa vie d'après ses goûts personnels ; la société dispose souverainement de toutes ses facultés, de tout son être. On ne saurait imaginer tyrannie plus complète, bien que Comte répugne à l'emploi de la force. Si nous arrivons à posséder des droits, nous les tenons exclusivement de la fonction remplie par nous dans la société. Et Comte ose confondre cet esclavage honteux avec le véritable amour d'autrui, avec le dévouement à l'humanité ! Il ramène l'altruisme au respect de l'ordre établi, à l'obéissance aux chefs ! On ne saurait pousser plus loin l'inconscience ou le cynisme. L'admiration, professée par le créateur du positivisme à l'égard du catholicisme, du moyen âge, des jésuites, n'a rien qui puisse surprendre. Poussant plus loin, il voulut instaurer une religion avec un clergé, des temples et un culte qui n'est pas sans analogie avec celui que pratiquent les partisans de Rome. L'Humanité y remplace Dieu. Elle n'est pas conçue comme la cause efficiente du monde, mais comme la souveraine puissance dont nous dépendons, comme la Providence qui, par ses bienfaisantes inventions, nous protège contre l'action brutale des forces naturelles. Ce nouveau Dieu a quelque chose de la grandeur et de la bonté du Dieu des théologiens ; il enveloppe tout ce que les ancêtres ont laissé de meilleur. L'esprit des morts nous hante ; c'est eux qui continuent de gouverner les vivants. Un triple culte, personnel, domestique, public, fut institué par Comte en l'honneur de l'Humanité. Le culte personnel comportait de nombreuses prières et s'adressait aux femmes, « nos anges gardiens », qui représentent pour nous la Providence. Destiné à sanctifier les événements essentiels de la vie, le culte domestique comportait neuf sacrements. Au culte public se rattachait l'institution d'un calendrier positiviste rappelant les principales époques de l'histoire et le souvenir des grands hommes. On prévoyait l'existence d'un sacerdoce hiérarchisé, de temples, de fêtes. Les idées sociales et politiques de Comte découlent du même besoin de systématiser à l'excès, d'établir un ordre rigide. Entre le capital et le travail ne doivent pas survenir de conflits d'intérêts. L'ouvrier est un fonctionnaire, au même titre que le capitaliste ; il a droit à une large indemnité pour son entretien. C'est aux hommes compétents qu'il appartient de prendre les mesures exigées par

les circonstances. Mieux instruites, les masses renonceraient à la souveraineté populaire qui n'est ni juste, ni efficace. Un double pouvoir, l'un temporel, l'autre spirituel, assureront la prospérité générale. Chaque république, d'étendue médiocre, aura pour chefs temporels des banquiers ; au-dessous d'eux viendront, par ordre d'aptitude à exercer l'autorité, les commerçants, les manufacturiers, les directeurs d'exploitations agricoles. Dans le domaine spirituel, c'est à des philosophes qu'appartiendra le souverain pontificat ; savants, artistes, poètes, prendront place dans la hiérarchie sacerdotale. Ce nouveau clergé, composé d'aspirants, de vicaires, de prêtres, de grands prêtres aura pour fonction d'enseigner, d'administrer les sacrements, de surveiller la moralité publique, d'admonester les coupables et même de les excommunier. Tous ces chefs, comme aussi les capitalistes seront désignés non par élection, ni héréditairement, mais par cooptation ; autant que possible chaque chef choisira son successeur. Comte, qui se réservait le souverain pontificat, se chargeait de désigner les premiers directeurs spirituels de la cité. Nous pourrions multiplier les détails grotesques ; ce qu'en vient de dire suffira pour édifier le lecteur. On ne s'étonnera pas qu'un grand nombre de positivistes, les plus sensés, les plus clairvoyants, aient repoussé cette organisation sociale et cette religion. L'Action Française, d'un côté, les socialistes, à l'autre, ont invoqué Auguste Comte en faveur de leur doctrine ; on y trouve maintes affirmations contradictoires, en effet ; mais un partisan de la liberté sympathisera difficilement avec ce défenseur de l'Etat omnipotent. Quelques-uns de ses disciples se donnèrent le ridicule d'accepter l'œuvre du philosophe dans sa totalité et de pratiquer le culte positiviste. « Comme saint Paul, écrira le brésilien Miguel Lemos, nous préférons être tenus pour insensés, en suivant les leçons de notre Maître, qu'être reconnus pour sages par la frivolité contemporaine ». Pendant plus de trente ans, Pierre Laffitte fut le chef des comtistes orthodoxes français ; en Angleterre, les grands pontifes furent successivement Richard Congreve et Fr. Harrison. La Suède, le Brésil, le Chili eurent des groupes remuants qui se bornaient à mettre servilement en pratique les préceptes du fondateur. Plus féconde fut l'action de disciples dissidents, Littré, Stuart Mill, Lewes, qui n'admettaient qu'une minime partie du comtisme et repoussaient absolument le *Système de Politique positive*. Quant à l'action diffuse de la nouvelle philosophie, on l'a exagérée singulièrement ; nous ne lui devons ni Spencer, ni Renan, comme on l'a prétendu : le premier s'est toujours défendu d'avoir subi l'influence de Comte, le second ne pouvait supporter la lecture du *Cours de Philosophie Positive*. Mais certains professeurs de Sorbonne estimèrent qu'elle leur serait d'un grand secours pour instaurer une religion nouvelle, celle de l'Etat ; par ailleurs des catholiques, comme Brunetière, André Godard, etc. la jugèrent capable de rajeunir l'apologétique chrétienne. Ce fut la vraie raison de son tardif succès. Durkheim doit beaucoup à Comte, et l'on sait qu'il exerça, de son vivant, une sorte de dictature philosophique dans l'Université. Faussement, on a confondu positivisme et comtisme ; les deux ne sauraient fusionner et le second reste un épisode d'importance secondaire dans l'histoire du progrès de l'esprit scientifique. Si Comte s'inspire de tendances positivistes dans ses premiers écrits, il retourne plus tard, inconsciemment ou non, aux vomissements de la théologie. — L. BARBETTE.

POSSESSION, n. f. Il est à remarquer que la possession n'est pas toujours synonyme d'appropriation. La possession représente l'occupation d'une richesse, le fait d'avoir présentement à sa disposition tel objet, produit, etc. C'est ainsi que, bien souvent, la possession représente la jouissance actuelle d'un bien non fondée

sur un titre de propriété. Par ce fait, la possession nous apparaît comme n'impliquant pas forcément la propriété. Il est à remarquer cependant que la possession prolongée assez longtemps peut faire acquérir, à celui qui la détient, la propriété. Il y a prescription en faveur du détenteur.

Par ailleurs, il arrive que la propriété et l'usage sont confondus dans la possession. La possession *légitime* et *définitive* constitue la propriété. Toute possession légitime est un droit. La possession du sol par les individus est nécessaire tant que la société générale ignore la mais cette propriété individuelle disparaîtra quand la cause de la puissance économique de quelques-uns, société *saura* et *voudra* le bien public généralisé. L'ordre, vie des sociétés, l'exige et la nécessité sociale l'imposera. Au figuré, être en possession signifie avoir la liberté de dire, le droit de faire, etc... Au pluriel, possessions signifie des fonds de terre, de colonies possédés par les Etats, les collectivités et même par des particuliers. — E. S.

POTENTIEL (adjectif et nom). Au point de vue grammatical, l'adjectif potentiel désigne seulement la possibilité de l'action ; au point de vue philosophique, il convient à ce qui n'est qu'en puissance ; au point de vue médical, il s'applique à ce qui exige un certain temps avant de manifester son action. Mais c'est à sa signification physique que l'on s'arrête le plus souvent. Et d'abord, on oppose l'énergie potentielle à l'énergie cinétique ou actuelle. Cette énergie potentielle correspond au travail qu'accompliraient les forces intérieures d'un corps, si elles engendraient une action effectivement réalisée. Seules ses variations sont bien déterminées ; et, comme toutes les formes d'énergie, elle ne saurait augmenter spontanément, elle ne peut que diminuer. Si elle augmente, cet accroissement est compensé par la diminution d'une autre forme d'énergie. Le contrepoids d'une horloge possède, quand il est remonté, une énergie potentielle qu'il perdra pendant sa descente. Un ressort enroulé pourra de même produire un travail grâce à l'énergie que sa déformation lui confère. Un réservoir d'essence que l'on fera exploser avec de l'air, au moment voulu, constitue aussi une provision d'énergie potentielle. On pourrait multiplier les exemples. Mais c'est en matière d'électricité que le terme potentiel acquiert une importance particulièrement considérable : il cesse alors d'être employé comme adjectif pour devenir un nom. Si l'on compare un courant électrique à une chute d'eau, son intensité répondra au débit de la chute, son potentiel à la hauteur de cette même chute. D'une façon plus précise, on peut dire que la différence de potentiel entre deux conducteurs est l'équivalent de la différence de niveau entre deux réservoirs d'eau. Quand on met en rapport deux conducteurs chargés d'électricité de même nom, ils sont dits de potentiel semblable, lorsqu'aucune quantité d'électricité ne passe de l'un sur l'autre ; dans le cas contraire, ils sont dits de potentiel différent. C'est en volts que se comptent les différences de potentiel, et l'on appelle voltmètres les appareils qui permettent d'en effectuer la mesure. Mais ce qu'on mesure et calcule c'est seulement une différence de potentiel. Dans un conducteur traversé par un courant, le potentiel prend d'ailleurs une valeur invariable et diminue d'un point à un autre, dans le sens du courant, depuis la valeur la plus élevée qui règne à l'une des extrémités du conducteur jusqu'à la valeur la plus basse qui règne à l'autre. Conformément à la fameuse loi d'Ohm, la chute de potentiel le long d'un conducteur, dans lequel le courant ne produit pas autre chose qu'un dégagement de chaleur, est proportionnelle à l'intensité du courant et à la résistance ; l'unité de différence de potentiel ou volt est la différence de potentiel existant entre les extrémités d'un conducteur,

dont la résistance est de un ohm, traversé par un courant invariable de un ampère. Par son aspect extérieur, le voltmètre rappelle l'ampèremètre, mais alors que le second est un galvanomètre de très faible résistance qui mesure l'intensité du courant passant dans un circuit, le premier est un galvanomètre de très grande résistance qui sert à la mesure des forces électromotrices. Remarquons que nos sens restent presque totalement insensibles et muets lorsqu'il s'agit d'électricité ou de magnétisme. Un courant électrique provoque des secousses parfois très douloureuses et même mortelles ; au moment des orages, nous éprouvons des malaises, par suite de la variation brusque de notre potentiel. D'une façon générale, nous ne ressentons que des impressions très vagues quand nous pénétrons dans un champ électrique ; nous n'en ressentons aucune s'il s'agit d'un champ magnétique. Sans doute tous les faits sont, en définitive, réductibles à des phénomènes électriques si la matière est composée d'électrons ; il reste que nos sens sont singulièrement inaptés à percevoir électricité et magnétisme dans leurs manifestations ordinaires. Aussi, la science de ces phénomènes fut-elle de longs siècles avant de faire de sérieux progrès. C'est par le raisonnement, la mesure de quelques faits soigneusement observés, le calcul mathématique, que les physiciens sont parvenus à découvrir les lois de l'électricité. Nous ignorons encore sa vraie nature. A quelles modifications de la substance du conducteur correspond le transport de l'énergie électrique, de quelles transformations intimes résulte l'aimantation du fer ? Nous n'en savons rien, pas plus que nous ne savons comment se propage la chaleur ou comment elle résulte de la disparition d'autres formes d'énergie. Pour imaginer, d'une façon concrète, les phénomènes électriques, il faut user de comparaisons, de métaphores, plus ou moins adéquates, qui risquent de donner des idées fausses si on les pousse trop loin. Il convient de les éviter dans la mesure du possible pour leur substituer des formules mathématiques ; ce qui est particulièrement facile en électricité, nos connaissances étant parvenues, dans ce domaine, à un haut degré de perfection. Ainsi, le potentiel peut se définir d'une façon rigoureuse ; et les formules qui le concernent rendent aisés tous les calculs. Il semble même que certaines branches de la science électrique ne soient plus capables de progrès essentiels mais seulement d'améliorations de détail. « Notre génération, écrit Leblanc, a vécu de l'induction et je crois que ce thème est usé. Nous avons passé notre temps à faire tourner des champs à gauche ou à droite et à combiner leurs mouvements avec ceux de collecteurs ou de balais. Ces questions ont été tellement travaillées de tout côté qu'on peut les considérer comme épuisées ; si l'on veut trouver quelque nouveauté il faut la chercher dans les tubes à vide ». Ondes hertziennes, rayons cathodiques, etc., ouvrent, aujourd'hui, de nouveaux champs d'étude à l'électricien émerveillé. Pour les générations qui montent, de vastes étendues restent à explorer, si, délaissant les préoccupations chauvines et les inventions d'ordre militaire, elles s'adonnent à des recherches vraiment utiles. — L. Barbedette.

POUVOIR s. m. Ensemble des personnes qui exercent l'autorité politique. Droit ou puissance de commander. Autorité d'une personne sur d'autres personnes.

Théoriquement, le Pouvoir procède d'un contrat passé entre les citoyens et les gouvernants, ceux-ci ayant délégué à ceux-ci tout « pouvoir » d'agir en leur lieu et place, de légiférer et de faire exécuter les lois au profit de tous. Toutefois, ce « pouvoir » a eu, à son origine, une autre expression que la volonté de tous. Il fut d'abord : la raison du plus fort. Le guerrier le mieux armé, le plus fort et le plus heureux, soumis à sa volonté les autres membres de la tribu. Législateur et exécuteur

de la loi, qui était sa loi, le prince était : le Pouvoir.

Ce pouvoir était nécessairement instable et passait souvent d'un chef à l'autre, car la force est incessante modification ; par accident ou vieillesse, le chef cesse d'être le plus fort, et doit passer le pouvoir. Or, le prince tient à conserver son autorité. Le sorcier, ou le prêtre devient son allié et, profitant de l'ignorance du peuple, il affirme l'existence d'un être supra-terrestre, un sur-homme, nécessairement invisible, de qui tout procède et qui dans un colloque a « révélé » au prêtre une règle des actions, une morale, dont naturellement, le premier enseignement est : « Toute autorité vient de Dieu, désobéir à l'autorité, c'est désobéir à Dieu ». La sanction de la Loi, est dans l'au-delà du tombeau : le ciel ou l'enfer. Le prince règne au nom de Dieu : *Pouvoir de Droit Divin*.

Tant qu'il est possible de faire accepter par le peuple la réalité de la « Règle » et de sa sanction, le Pouvoir est indiscuté, absolu, réel. L'Eglise et l'Etat, mettent en œuvre tous les moyens propres à empêcher l'examen de la règle : misère, inquisition, patries, ignorance, etc... Mais les développements économiques et intellectuels, les guerres, le commerce, la découverte de l'imprimerie, ne tardent pas à rendre cet examen de la règle incompressible. Le protestantisme religieux est inséparable du protestantisme politique. Petit à petit, l'esclave devenu serf et bourgeois a pris conscience de ses droits. Il se révolte contre le pouvoir du « Droit Divin » et lui substitue le pouvoir du plus grand nombre, ou « Démocratie ». Le serf est devenu : citoyen. En principe il se dirige lui-même, tire de lui-même sa loi, sa règle des actions. Il est libre. Mais ses aspirations ne sont pas assez précises, sa conscience assez profonde ; le peuple de citoyens croit qu'un Gouvernement est indispensable, composé de quelques hommes qui régieront la vie sociale au nom de tous. Chaque citoyen leur délègue « son pouvoir ». « La loi est l'expression de la volonté générale », formulée par voie de suffrage restreint ou universel. En apparence, la majorité des citoyens exprime cette « volonté générale » en faisant élire son « délégué », mais la réalité est tout autre. Grâce au suffrage universel (voir *Parlement*), une poignée de « politiciens » (voir ce mot) accapare le « Pouvoir » et impose sa volonté au peuple.

Le Pouvoir ou Etat (voir ce mot) est toujours l'instrument de domination d'une catégorie d'individus (voir *classe*) sur une autre. L'exercice du pouvoir est essentiellement corrupteur et ce sont nécessairement les êtres les plus féroces, orgueilleux et vils qui en sont les bénéficiaires. Mais même en supposant — ce qui est profondément absurde — que ce soient les plus doux, les plus humbles, les meilleurs, que le peuple choisisse pour exercer le Pouvoir à sa place, le pouvoir n'en serait pas moins l'oppression, le privilège, la servitude, le dol et le vol. Le « Pouvoir » n'est qu'une des formes de l'Autorité, il doit disparaître pour faire place à une humanité libre. Le Pouvoir d'un seul sur tous est révolu à jamais, le pouvoir des majorités sur les minorités est sérieusement battu en brèche ; encore un pas, ou un saut, et l'Évolution ou la Révolution amèneront le pouvoir de chacun sur soi, pour soi et que nul ne reçoit en délégation. — A. LAPEYRE.

PRAGMATISME n. m. (du grec *pragma*, action, affaire). De prime abord, l'esprit humain est dogmatique : à ses idées, à ses perceptions il accorde une valeur absolue, persuadé qu'il parvient à saisir les choses telles qu'elles sont. Plus tard, contradictions et erreurs l'amènent à s'interroger sur les motifs de sa confiance. Un doute pénètre en lui qui n'est souvent que passager, qui parfois aboutit, dans l'ordre spéculatif, au scepticisme complet. Bien qu'ils estiment l'homme incapable de connaître la vérité et, s'il la connaissait, incapable d'en posséder la certitude, les sceptiques se

rencontrent avec les partisans du dogmatisme pour définir la vérité : l'accord de la pensée avec son objet.

Cette définition, les pragmatistes la repoussent, au contraire. Comme le Faust de Goethe, ils placent à l'origine des choses, non la pensée, mais l'action. Une idée est vraie dans la mesure où elle se traduit en conséquences pratiques heureuses ; l'utilité n'est pas fonction de la vérité, c'est la vérité qui devient fonction de l'utilité. Charles Pierce employa le premier, en 1878, le terme pragmatisme et lui donna son sens actuel. Pour lui, nos croyances ne sont que des règles d'action, et le contenu d'une idée se ramène à la conduite qu'elle est propre à susciter. Une pensée, même la plus élaborée, même la plus délicate, doit se juger d'après les impressions qu'elle provoque, les réactions qu'elle suscite, les conséquences qu'elle entraîne dans l'ordre pratique. La conception de Pierce passa inaperçue. Mais reprise vingt ans plus tard par William James, qui fut son principal défenseur, elle connut un éclatant succès. Ce philosophe nous demande de détourner nos regards de tout ce qui est réalité première, premier principe, pour les tourner vers les résultats, les faits, les conséquences. Au lieu d'être la réponse à une énigme et la cessation de toute recherche, une théorie n'est plus qu'un instrument de travail. Nos idées, qui ne seraient rien en dehors de l'expérience, deviennent vraies en proportion des services qu'elles nous rendent, en nous permettant de couper au plus court, au lieu de suivre l'interminable succession des phénomènes particuliers. « Dès lors, écrit William James, qu'une idée pourra, pour ainsi dire, nous servir de monture ; dès lors que, dans l'étendue de notre expérience, elle nous transportera de n'importe quel point à n'importe quel autre ; dès lors que, par elle, seront établies entre les choses des liaisons de nature à nous contenter ; dès lors, enfin, qu'elle fonctionnera de façon à nous donner une parfaite sécurité, tout en simplifiant notre travail, tout en économisant notre effort, cette idée sera vraie dans ces limites, et seulement dans ces limites-là ; vraie à ce point de vue, et non pas à un autre ; vraie d'une vérité « instrumentale », vraie à titre d'instrument et seulement à ce titre. Telle est la théorie de la vérité « instrumentale » ou de la vérité consistant, pour nos idées, dans leur aptitude à fournir un certain travail ». Nos sciences ne sont qu'un ensemble de conventions qui ont le mérite de réussir. En physique et en biologie, les lois sont de simples approximations ; elles se ramènent à un système de signes qui, en résumant les faits déjà connus, permettent d'en prévoir d'autres. En mathématiques, définitions, axiomes, postulats sont des créations de l'esprit fort commodes sans doute, mais conventionnelles et arbitraires dans une large mesure. Aussi, la science et les lois qu'elle formule valent-elles seulement en raison de leur utilité. Comme il n'y a pas de principes *a priori*, de propositions nécessaires, elles pourraient être différentes et rester aussi vraies ; c'est-à-dire aussi fécondes en tant que moyens d'action. On les a comparées à des langues, « or, les langues, tout le monde le sait, admettent une grande liberté d'expression et comportent de nombreux dialectes ». D'ailleurs la vérité n'a rien de statique ; elle dépend des événements qui la vérifient et change comme eux. Une idée, utile à une époque, pourra cesser de l'être à l'époque suivante ; des croyances qui stimulent un individu paralyseront quelquefois son voisin. Tout change, tout devient, l'univers se résout en un flux de phénomènes, et nous déclarons vraie l'affirmation qui nous donne prise sur la réalité mouvante. Malgré les réserves de Bergson et de son disciple Leroy concernant le pragmatisme, ce dernier peut être cité avec fruit sur ce sujet. « Toute vérité, écrit-il, ressemble à ce qu'on appelle parfois la vérité morale, on la reconnaît à ses œuvres, à ses effets... La vérité n'a rien de statique. Ce n'est pas une chose, mais une vie. C'est

moins le caractère de certains résultats que celui de certains progrès. C'est moins un terme qu'une croissance... la vérité, comme la vie est suite, évolution, continuité traditionnelle ». En conséquence, déclarent les pragmatistes, nous ne devons pas craindre de dépasser, par la croyance, les faits établis et les théories démontrées. La logique ne saurait avoir le dernier mot, puisque nous jugeons la vérité d'après l'expérience vivante, non d'après des concepts abstraits. Au cœur, aux sentiments, aux désirs, il faut faire la part très grande dans notre système de connaissance, et l'on peut tenir pour vraie toute idée qui console et fortifie. D'où la vérité des croyances religieuses et des doctrines métaphysiques qui entretiennent l'espoir en une justice posthume, en une bienheureuse survie. C'est pour aboutir là que William James avait rabaisé la pensée au profit de l'action, remplacé le vrai par l'utile, multiplié les sophismes. Mais, ce faisant, il assurait une large diffusion à ses livres et gagnait à sa cause la sotte multitude des croyants. Sous prétexte que nous baignons dans une atmosphère que traversent de grands courants spirituels, le philosophe américain affectait de prendre au sérieux les divagations mentales qui revêtent un aspect religieux. « James, écrit Bergson (cet israélite qui fait les délices du monde chrétien), se penchait sur l'âme mystique comme nous nous penchons dehors, un jour de printemps, pour sentir la caresse de la brise, ou comme, au bord de la mer, nous surveillons les allées et venues des barques et le gonflement de leurs voiles, pour savoir d'où souffle le vent. Les âmes que remplit l'enthousiasme religieux sont véritablement soulevées et transportées : comment ne nous feraient-elles pas prendre sur le vif, ainsi que dans une expérience scientifique, la force qui transporte et qui soulève ? Là est sans doute l'origine, là est l'idée inspiratrice du « pragmatisme » de William James. Celles des vérités qu'il nous importe le plus de connaître sont, pour lui, des vérités qui ont été senties et vécues avant d'être pensées ». Nous sommes, en définitive, les artisans de la vérité : elle dépend de notre sentiment et de notre volonté, autant que de notre raison. D'accord avec Bergson et Leroy lorsqu'il s'agit de critiquer la science, les pragmatistes répugnent, par contre, à construire une métaphysique systématique. Ils n'invoquent pas l'intuition, mais à côté du plan de l'action technique, ils donnent place à d'autres plans qui comportent des expériences d'un autre ordre, non moins réelles bien qu'elles restent étrangères à l'intelligence. Chez l'anglais Schiller et l'américain Devey, deux partisans notoires du pragmatisme, on trouve des nuances très personnelles de pensée ; William James, chez qui les préoccupations religieuses deviendront prédominantes, ne saurait non plus se confondre avec aucun autre. Ce dernier déclare, il est vrai, que le pragmatisme est une méthode et qu'il n'exclut aucune doctrine. Il le compare au corridor d'un hôtel sur lequel donneraient d'innombrables chambres. « Dans l'une on peut trouver un homme travaillant à un traité en faveur de l'athéisme ; dans celle d'à côté, une personne priant à genoux pour obtenir la foi et le courage ; dans la troisième, un chimiste ; dans la suivante, un philosophe élaborant un système de métaphysique idéaliste ; tandis que, dans la cinquième, quelqu'un est en train de démontrer l'impossibilité de la métaphysique. Tous ces gens utilisent quand même le corridor : tous doivent le prendre pour rentrer chacun chez soi, puis pour sortir. » En fait, ce corridor n'a servi qu'aux défenseurs des préjugés sociaux et religieux. Au nom de l'intérêt collectif, on a légitimé les plus criantes injustices ; un Maurras, un Barrès, un Le Bon prêchèrent ouvertement le respect du mensonge utile. Nombreux sont les bourgeois incroyants qui jugent bon d'assister à la messe parce qu'ils voient dans l'Eglise le plus ferme soutien de l'ordre établi. Et parmi les journalistes ou les écrivains, thuriféraires attirés de l'autel, les athées

ne manquent pas. L'idée vraie étant « l'idée qui paie », ils jugent mauvaise toute cause dont les défenseurs ne sont pas rétribués grassement. Quant à William James, il édifia sa fortune philosophique en mettant le pragmatisme au service de la religion. Il semble même ne s'être intéressé à cette doctrine que dans l'unique dessein de restaurer les croyances traditionnelles. « La méthode pragmatique, a-t-il affirmé, est avant tout une méthode permettant de résoudre des controverses métaphysiques qui pourraient autrement rester interminables. Le monde est-il un ou multiple ? N'admet-il que la fatalité, ou admet-il la liberté ? Est-il matériel ou spirituel ? Voilà des conceptions dont il peut se trouver que l'une ou l'autre n'est pas vraie ; et là-dessus les débats restent toujours ouverts. En pareil cas, la méthode pragmatique consiste à entreprendre d'interpréter chaque conception d'après ses conséquences pratiques. » De cette interprétation il résulte, au dire de James, que l'ascétisme et la charité des âmes religieuses prouvent la réalité du surnaturel ; qu'il est bon d'avoir le sentiment de l'existence de Dieu, ce compagnon fidèle qui ne nous abandonne jamais ; que les extravagances des spirites et des mystiques sont elles-mêmes souverainement respectables. Toutes les âmes humaines plongeraient leurs racines, au delà du conscient, dans une réalité divine, pressentie plutôt que connue, d'où leur viendraient force et chaleur. On ne s'étonnera pas que les théologiens, aux abois devant les progrès destructeurs de la science, aient fait bon accueil à ce défenseur si pénétré de l'esprit pratique cher aux Américains. Mais le charme du pragmatisme est rompu, même dans son pays d'origine. Du moins près des chercheurs sérieux, car aux demi-savants et au peuple l'on continue de servir cette bien-pensante doctrine comme une curieuse nouveauté. Dans la connaissance scientifique, l'esprit se heurte à une réalité qui ne se plie nullement à ses désirs. Bien que reconstruites par l'entendement, les définitions mathématiques n'en sont pas moins, à l'origine, suggérées par l'expérience ; et les axiomes s'imposent à nous avec une autorité absolue. C'est de leur correspondance avec les lois essentielles de la pensée, non du hasard, que découle l'utilité des vérités mathématiques. Dans les sciences expérimentales, lois et faits ne sont pas d'arbitraires créations de notre pensée ; ils s'imposent à nous, au contraire. Si cette proposition : « La terre tourne autour du soleil », est commode, n'est-ce pas parce qu'elle est vraie ? Loïn d'être vrai en raison de son utilité, le concept n'est habituellement utile qu'en raison de sa vérité. Mettre sentiment et intelligence sur le même plan, prétendre qu'une idée est aussi bien vérifiée si elle satisfait nos désirs et se révèle pratiquement utile, que si elle est susceptible d'être démontrée rationnellement, c'est ouvrir toute grande la porte à la fantaisie. « Qu'un désir, écrit Parodi, soit assez intense pour vaincre toutes les résistances et dominer l'âme entière et il sera par là même en état de faire une vérité de tout ce qui lui agréé ; de vaincre, dans les cas où ils lui sont contradictoires, les intérêts de la logique et de la cohérence rationnelle ; et pourquoi, par autorité, contagion ou suggestion, ne s'imposerait-il pas encore à tout un groupe, et ayant obtenu le consentement collectif, comment ne créerait-il pas à son gré la vérité et l'erreur ? » Il importe de distinguer nettement les vérités scientifiques, qui s'imposent à tous, des croyances d'ordre sentimental qui varient d'une conscience à l'autre. Ces dernières, incapables d'aboutir à l'accord unanime des esprits, gardent un caractère subjectif et personnel qui doit éveiller la défiance de l'homme réfléchi. Les défenseurs attirés du catholicisme ont parfaitement compris les faiblesses irrémédiables du pragmatisme. D'où l'attitude équivoque qu'ils adoptent à son égard, comme à l'égard de la philosophie bergsonienne. Apte, croient-ils, à débarrasser certai-

nes âmes des chaînes du scientisme et à les rendre libres pour une nouvelle vie religieuse », ils lui adressent volontiers « les superstitieux de positivisme, les esprits qui croient que le dernier mot de la vie et de la vérité est dans le plateau d'une balance ». Mais ils le déconseillent aux bons chrétiens, déjà tombés sous leurs griffes. La constatation des méfaits et des crimes, actuellement imputables aux religions, suffirait, en effet, à détourner les consciences probes de toutes les églises et de tous les temples. Peut-être furent-elles utiles à une époque de l'évolution humaine ; depuis longtemps elles entravent les progrès de l'espèce et abâtissent les individus. Au nom même du pragmatisme, William James aurait dû condamner les décalogues et les credo qui se partagent l'empire des âmes. Mais sa voix n'eut alors trouvé qu'un faible écho ; sa philosophie serait demeurée obscure ; très peu l'auraient pris au sérieux. Lui-même a signalé l'influence tyrannique que les croyances traditionnelles exercent dans les groupements humains : « Le premier des principes est de leur rester fidèle ; et, dans la plupart des cas, c'est le seul principe qu'on observe. Comment s'y prend-on, en effet, presque toujours, avec les phénomènes tellement nouveaux qu'ils entraîneraient, pour nos croyances, toute une réorganisation ? On les tient pour non avenus, tout simplement, ou bien l'on insulte les gens qui témoignent en leur faveur... Une opinion nouvelle entre en ligne de compte parmi les opinions « vraies » dans la mesure exactement où elle satisfait chez l'individu le besoin d'assimiler aux croyances dont il est comme approvisionné, ce que son expérience lui présente de nouveau. En même temps qu'elle s'empare d'un fait nouveau, la nouvelle opinion doit s'appuyer sur d'anciennes vérités ». En américain pratique, William James plaça donc le pragmatisme sous l'égide de la religion, associant ainsi les préjugés traditionnels à un mode de penser nouveau. Consciemment ou non, beaucoup l'ont imité depuis, dans les domaines les plus variés, préférant leur succès personnel à celui de la vérité. — L. BARRIETTE.

PRÉCURSEURS (LES) DE L'ANARCHIE. Nous ne savons pas exactement quand commença l'autorité gouvernementale ou étatique. On a donné de nombreuses raisons de l'établissement de l'autorité. Les hommes formant des groupements toujours plus nombreux, s'avéra-t-il nécessaire de confier la gestion des affaires et la solution des différends aux plus intelligents ou aux plus redoutés : les sorciers ou les prêtres ? Les groupements primitifs se montrant, en général, hostiles les uns aux autres, la nécessité s'imposait-elle de centraliser la défense du milieu aux mains de plusieurs ou d'un seul choisi parmi les guerriers (les guerrières) les plus courageux ou les plus vaillants ? Toujours est-il qu'il semble que l'autorité ait pré-existé à la propriété individuelle. L'autorité évidemment a régné alors que les biens, les choses et dans certains cas, les enfants et les femmes étaient la propriété de l'organisation sociale. Le régime de la propriété individuelle, c'est-à-dire la possibilité pour un membre de la collectivité : 1° d'accaparer plus de sol qu'il ne lui en fallait pour subsister, lui et sa famille ; 2° de faire exploiter le surplus par autrui, n'a fait que raffiner, compliquer et rendre plus tyrannique l'autorité, qu'elle fût théocratique ou d'essence militaire.

Des primitifs se rebellèrent-ils contre l'autorité, même rudimentaire, qui sévissait dans les groupements primitifs ? Y eut-il des objecteurs, des désobéisseurs dans ces temps où les phénomènes météorologiques étaient attribués à des puissances supérieures, tantôt bonnes, tantôt défavorables, où l'on relativait à une entité surnaturelle la création de l'homme. Certains mythes montrent que l'homme n'a pas toujours accepté bénévolement

d'être un jouet dans la main de la divinité et l'esclave de ses représentants, par exemple les mythes de Satan et de Prométhée, des anges rebelles et des titans. Plus tard même, lorsque l'autorité gouvernementale ou ecclésiastique fut bien assise, il y eut des manifestations qui, tout en restant dans un cadre pacifique, témoignaient cependant d'un esprit de révolte. On peut classer sous ce chef les scènes et comédies satiriques, les saturnales romaines, le carnaval chrétien, etc. De nombreux contes circulaient parmi le peuple qui les entendait toujours avec une joie parfois puérile où le thème était le même : la victoire du faible, de l'opprimé, sur le tyran ou le riche.

L'antiquité grecque, produisit, avec Gorgias, niant tous les dogmatismes ; avec Protagoras, faisant de l'individu la mesure de toutes choses ; avec Aristippe, le fondateur de l'école hédoniste, pour lequel il n'est d'autre bien que le plaisir et le plaisir immédiat, actuel, le plaisir quel que soit son origine ; avec les cyniques (Antisthène, Diogène et Cratès) ; avec les stoïques (Zénon, Chrysippe et leurs successeurs), l'antiquité grecque produisit des hommes critiquant, puis niant les valeurs reçues.

De la négation des valeurs de la culture hellénique, les cyniques en vinrent à la négation de ses institutions : mariage, patrie, propriété, Etat. Derrière le tonneau et la lanterne de Diogène, il y avait autre chose que de la raillerie et des mots d'esprit. Sans doute, Diogène transperçait de ses sarcasmes mordants les plus puissants et les plus redoutés parmi ceux qui s'attachaient les dépouilles d'Athènes expirante. Sans doute Platon, que scandalisait la forme ultra-populaire de ses prédications, l'appela-t-il « un Socrate en délire » ; mais en faisant du travail manuel l'égal du travail intellectuel, en dénonçant les travaux inutiles, en se proclamant citoyens du monde, en considérant les généraux comme des « conducteurs d'ânes », en tournant en ridicule les superstitions populaires, et jusqu'au démon de Socrate, en réduisant l'objet de la vie à l'exercice et au développement de la personne morale, les cyniques pouvaient bien se prétendre comme leur maître, médecins de l'âme, hérauts de la liberté et de la vérité. Au point de vue social, les cyniques étaient communautaires et étendaient ce principe, non seulement aux choses, mais aux personnes, conception chère à maints philosophes de l'antiquité.

On a reproché aux cyniques et à Diogène en particulier, l'orgueil qu'ils tiraient de leur isolement et de se poser en modèles, leur exagération d'un genre de vie qui était comme la négation de toute société organisée. Diogène a répondu d'avance : « Je suis comme les maîtres de chœurs, qui forcent le ton pour y amener leurs élèves ».

Le premier enseignement de Zénon, celui de la Stoa, se rapprochait beaucoup de celui des Cyniques. Zénon, dans son *Traité de la République* repoussait les mœurs, les lois, les sciences, les arts, tout en demandant comme Platon la communauté de biens. Le fond du système stoïque est que le bien de l'homme est la liberté et que la liberté ne se conquiert que par la liberté. Le sage est synonyme de l'homme libre : il ne doit son bien qu'à soi-même et ne relève que de soi. A l'abri des coups du sort, insensible à toutes choses, maître de soi, n'ayant besoin que de soi, il trouve en soi une sérénité, une liberté, une félicité sans limites. Ce n'est plus un homme. C'est un dieu et plus qu'un dieu, car le bonheur des dieux est le privilège de leur nature tandis que la félicité du sage est la conquête de sa liberté ! Zénon, logiquement, niait l'omnipotence, la tutelle, le contrôle de l'Etat : l'homme devait se servir de loi à soi-même et c'est de l'harmonie individuelle que devait sortir l'harmonie collective. L'hédonisme, le cynisme et le stoïcisme opposaient le droit naturel pour l'individu de disposer de soi au droit artificiel qui en

fait un instrument dans les mains de l'Etat. Zénon se servait de cette théorie pour combattre, comme l'avaient déjà fait les cyniques, le nationalisme exagéré des Grecs et admettre un instinct de société, un instinct naturel poussant l'homme à s'associer à d'autres hommes. On peut considérer cyniques et stoïciens comme les premiers internationalistes.

..

Cette idée du droit naturel, de la loi de nature, de la religion naturelle, sera reprise par maints philosophes. D'ailleurs le triomphe du christianisme n'est pas aussi complet que l'affirment ses thuriféraires. De nombreux hérétiques s'élèvent alors et se couvrent même du masque de la religion par prudence et dissimulent leur propagande sous une écorce religieuse.

Voici, par exemple, le gnostique Carpocrate d'Alexandrie, fondateur de la secte des Carpocratéens, dont le fils Epiphane a réuni toute la doctrine dans son ouvrage *Péri Dikaïos Inés* (de la justice). La justice divine, pour lui, existe en la communauté dans l'égalité (*Koinonia mef' Isotetos*). De même que le soleil n'est mesuré à personne, il doit en être de même pour toutes les choses, toutes les jouissances. Si Dieu nous a donné le désir c'est pour que nous le satisfassions, non pour nous restreindre, de même que les autres êtres vivants ne mettent pas de frein à leur appétit.

Les Carpocratéens furent parmi les premiers qui reconnurent le droit de tous sur toutes choses, jusqu'en ses extrêmes conséquences, et cherchèrent à le mettre en pratique. Ils furent apparemment exterminés. Des inscriptions indiquent pourtant qu'au VI^e siècle encore, les tendances carpocratéennes subsistaient en Cyrénaïque, dans l'Afrique du Nord.

Anéantis ou non, les Carpocratéens eurent des successeurs. Nous ignorons si les initiés des sectes épousant leurs conceptions ou des idées analogues avaient rejeté à l'intérieur de leurs groupes toute autorité, s'ils n'étaient pas organisés, comme on dit aujourd'hui. Toujours est-il que le système au pouvoir avait en eux d'irréconciliables adversaires. Il y eut des internationales de sociétés secrètes en relations entre elles et dont les membres, en voyage, étaient accueillis fraternellement, par les associations correspondantes. On enseignait clandestinement et les nombreux procès de ceux qui furent découverts et tombèrent victimes de leur propagande, nous le démontrent suffisamment. Le malheur est que trop souvent leurs véritables opinions nous sont inconnues. On ne nous parle que de leurs crimes (?) ou de leurs écarts (?)

Au synode d'Orléans (1022), onze cathares (Albigéois) sont brûlés parce qu'accusés de pratiquer l'amour libre. En 1030, à Montfort, près de Turin, des hérétiques sont accusés de s'être prononcés contre les cérémonies et les rites religieux, ainsi que contre le mariage, la mise à mort des animaux et en faveur de la communauté des biens. En 1062, à Goslar, un certain nombre d'hérétiques sont brûlés pour s'être prononcés contre la mise à mort de tout être vivant, c'est-à-dire contre la guerre, le meurtre, et la mise à mort des animaux. En 1213, des Vaudois sont brûlés à Strasbourg pour avoir prêché l'amour libre et la communauté des biens. Il ne s'agit pas là de « clercs », mais de pauvres artisans : tisserands, cordonniers, maçons, menuisiers, etc.

Se basant sur un passage de l'épître de Saint-Paul aux Galates : « Si vous êtes conduits par l'esprit, vous n'êtes plus sous la loi », nombreux furent les sectaires qui placèrent l'être humain, la personnalité au-dessus de la loi. Hommes et femmes partageaient un point de vue assez semblable à celui des Carpocratéens et aboussaient, dans la pratique, à une sorte de communisme libertaire qu'ils vivaient comme ils le pouvaient, dans des espèces de colonies plus ou moins occultes et

sous la menace d'une répression impitoyable. Amaury ou Amalric de Bène, près Chartres, professait ces idées en Sorbonne au XII^e siècle. Il eut des disciples plus énergiques que lui, parmi lesquels Crlieb de Strasbourg, qui firent connaître sa doctrine anarchico-panthéiste en Allemagne, où ils trouvèrent d'enthousiastes et convaincus partisans sous le nom de *Brüder und Schwestern des freien Geistes* (Frères et Sœurs du libre esprit), que Max Beer, dans son *Histoire du Socialisme*, considère comme des anarchistes-individualistes, qui se situèrent en dehors de la société, de ses lois, de ses mœurs, de ses habitudes et qu'en revanche la société organisée combattait sans merci.

Pensez donc ! Pour Amalric de Bène et ses continuateurs, Dieu se trouvait en Jésus, comme dans les penseurs et les poètes païens ; il a parlé par la bouche d'Ovide comme par celle de Saint Augustin. De tels hommes n'étaient pas dignes de vivre !

Dans les hérésies, il faut distinguer entre le panthéisme-anarchiste amalricien, dont les adhérents se considéraient comme des parcelles du Saint Esprit, rejetant tout ascétisme, toute contrainte morale, se situant pour ainsi dire au-delà du bien et du mal et les héritiers du gnosticisme manichéen, tels les Albigeois, ascètes dont l'aspiration vise à vaincre la matière. Encore n'est-il pas toujours facile de faire une démarcation exacte. L'historien catholique Doellinger, qui a étudié l'histoire de toutes ces sectes, n'a pas hésité à dire que si elles l'avaient emporté (et il s'agissait surtout des Vaudois et des Albigeois), « il en serait résulté un bouleversement général, un retour complet à la barbarie et à l'indiscipline païennes ».

Au premier groupe panthéiste-anarchiste, nous rattachons l'hérésie anversoise de *Tanchelin*, celle des *Kloeffers* de Flandre, des *Hommes de l'Intelligence*, des *Turlapins*, des Picards ou Adamites (rayonnant jusqu'en Bohême), des loïstes, également anversois ; partout s'élèvent des hommes ou des associations qui veulent réagir contre le système dominant, représenté surtout par le catholicisme, dont les hauts dignitaires menaient une existence scandaleuse, maintenaient la prostitution, tenaient des bordels et des maisons de jeux, portaient les armes et se battaient comme des guerriers de profession.

Je partage absolument l'avis de Max Nettlau, que, dans les dernières années du moyen âge, le Midi de la France, le pays des Albigeois, une partie de l'Allemagne s'étendant jusqu'à la Bohême, les contrées arrosées par le Rhin inférieur, jusqu'en Hollande et dans les Flandres, certaines portions de l'Angleterre, de l'Italie, la Catalogne enfin, constituaient un terrain d'élection pour les sectes qui attaquaient le mariage, la famille, la propriété et s'attiraient une répression impitoyable.

Ce n'était pas seulement en Europe que se développaient des mouvements anti-autoritaires. Dans l'histoire d'Arménie, de Tschamtschiang (Venise 1795), il est question d'un certain hérétique persan du nom de Mduzik qui niait « toute loi et toute autorité ». Le Supplément Littéraire des Temps Nouveaux (Paris, vol II, p. 556-57), contient un article intitulé « Un précurseur anarchiste », où le Dr. turc Abdullah Djerdet présente un poète syrien du XV^e siècle : Ebr-Ala-el Muarri.

..

Nous voici à la Renaissance, il n'y a pas à le nier, les catholiques, aidés par l'état séculier, ont anéanti et réduit à l'impuissance les hérétiques panthéistes-anarchistes. Les protestants ne se sont pas montrés tendres à l'égard des anabaptistes, sorte de communistes autoritaires se fondant sur l'ancien Testament ; le vieux monde dut courber la tête sous l'omnipotence de l'Etat, plus fortement servi et centralisé qu'il ne l'était au

Moyen Âge. La découverte de l'Amérique enflamma cependant l'esprit des penseurs et des originaux, dont la mentalité n'avait pas été écrasée sous le laminoir de l'organisation politique. On parla d'îles heureuses, d'Eldorados, d'Arcadies. Dans sa *Kosmographie* (1544), Sébastien Münster a décrit les habitants des îles nouvelles, « où l'on vit libre de toute autorité, où l'on ne connaît ni le juste, ni l'injuste, où l'on ne punit pas les malfaiteurs, où les parents ne dominent pas leurs enfants. Pas de loi, liberté des relations sexuelles. Aucune trace d'un Dieu, ni d'un baptême, ni d'un culte ». A ses aspirations vers la liberté, il faut relire sans doute l'apparition de la Franc-Maçonnerie et des différents ordres d'illuminés. L'un des génies les plus brillants de la Renaissance, François Rabelais, peut également, par son abbaye de Thélème (Gargantua I, 52/57), être considéré comme un des précurseurs de l'anarchisme. Elisée Reclus l'a proclamé notre grand ancêtre. Sans doute, dans la description de ce milieu de liberté, il a négligé le côté économique et il tenait davantage à son siècle qu'il ne l'imaginait lui-même. Sans doute, son manoir raffiné, il l'a dépeint dans le même esprit que Thomas More son Angleterre idéalisée et Campanella, dans sa *Cité du Soleil*, sa république italienne et théocratique. N'empêche qu'en l'abbaye de Thélème, Rabelais s'est plu à dépeindre une vie sans autorité. On se souvient que Gargantua ne voulut bâtir « murailles au circuit ». « Voyre et non sans cause, approuva le moine, où mûr y a et devant et derrière, y a force murmure, envie et conspiration muette... Les deux sexes ne se regardaient pas en chiens de faïence... » telle sympathie était entre les hommes et les femmes que par chacun jour, ils étaient vêtus de semblable parure... »

« Toute leur vie était employée non par lois, statuts ou règles, mais selon leur vouloir ou franc arbitre ; se levaient du lit quand bon leur semblait ; buvaient, mangèrent, travaillaient, dormaient quand le désir leur venait. Nul ne les éveillait, nul ne les parforçait ni à boire, ni à manger, ni à faire chose autre quelconque. Ainsi l'avait établi Gargantua. Et leur règle n'était que cette clause, *faiz ce que tu voudras*, parce que gens libres, bien nés, bien instruits, conversant en compagnies honnêtes, ont par nature un instinct et un aiguillon qui toujours les pousse à faits vertueux et retire du vice, lequel ils nommaient honneur. Iceux, quand par vile sujétion et contrainte sont déprimés et asservis, détournent la noble affection par laquelle à vertus franchement tendaient à déposer et enfreindre ce joug de servitude : car nous entreprenons toujours choses défendues, et convoitons ce qui nous est dénié... Par cette liberté, entrèrent en loisible émulation de faire tout ce que à un seul voyaient plaire. Si quelqu'une ou quelqu'un disait : « Buvois », tous buvaient. Si disait : « Jouons », tous jouaient. Si disait : « Allons à l'ébat les champs », tous y allaient... »

Rabelais est plu... un utopiste. Nous ne parlerons pas, ici, d'ailleurs, des Utopies et des Utopistes, que nous reverrons dans l'article consacré à ce sujet. Un autre précurseur de l'anarchie est sans contredit La Boétie, dans son *Contr'un* ou *De la servitude volontaire* (1577), dont l'idée maîtresse est le refus à opposer au service du tyran, dont la puissance a sa source dans la servitude volontaire des hommes. « Le feu d'une petite étincelle s'étend et toujours se renforce, brûlant du bois et d'autant plus qu'il en trouve ; sans qu'on y mette de l'eau pour l'éteindre, seulement en n'y mettant plus de bois, n'ayant plus rien à consumer, il se consume lui-même, devient sans forme et n'est plus feu. De même en est-il des tyrans : plus ils pillent, plus ils exigent, plus ils ruinent et détruisent, et plus on leur donne, plus on les sert ; plus ils se fortifient, mieux ils sont en situation de tout détruire ou anéantir ; et si on ne leur donne rien, si on ne leur obéit point, sans combattre, sans frapper, ils demeurent nus et défaits et ne sont plus rien : ainsi, la racine qui n'ayant plus

de sève ni d'aliments, devient une branche sèche et morte... Soyez résolu de ne servir plus et vous serez libres... »

La Boétie ne préconise pas une organisation sociale définie. Cependant il parle de la nature qui a fait tous les hommes de même forme et semble-t-il au même moule... « elle n'a pas envoyé les plus forts et les plus avisés comme des brigands... » pour maltraiter « les plus faibles ; plutôt faut-il croire que faisant aux uns les parts plus grandes et aux autres plus petites, elle voulait faire une place à l'affection fraternelle, lui donnant occasion de s'employer, les uns ayant plus de puissance de donner aide et les autres besoin d'en recevoir... » « Si donc cette bonne mère nous a donné à tous figure de même pâte... ; si elle nous a accordé à tous, sans distinction, ce grand présent de la voix et de la parole pour nous mettre en rapport et fraterniser davantage, pour faire, par l'habitude et le mutuel échange de nos pensées, une communion de nos volontés ; si elle a tâché par tous les moyens de serrer, d'étreindre plus fort le nœud de notre alliance en société ; si elle a montré en toutes choses qu'elle voulait à la fois nous faire unis et tous unis ; s'il en est ainsi, il ne faut pas douter que nous soyons tous compagnons ; et il ne peut tomber dans l'entendement de personne que la nature en ait mis aucun en servitude, nous ayant tous mis en compagnie ». De cela on pourrait déduire tout un système social.

La monarchie devient de plus en plus absolue. Louis XIV réduit la moitié de l'intelligentsia à l'état de domestiques et force l'autre moitié à recourir aux presses hollandaises. Dans *Les soupirs de la France esclave qui aspire à la liberté* (1689-1690) et d'autres ouvrages du même genre parus à Amsterdam, on ne trouve guère d'anarchisme. Il faut aller jusqu'à Diderot pour entendre énoncer cette phrase qui contient, en elle seule, tout l'anarchisme : « Je ne veux donner ni recevoir de lois ». Dans son entretien d'un père avec ses enfants (*Œuvres complètes*, vol. V, p. 301), il avait donné l'antériorité à l'homme de la nature sur l'homme de la loi, à la raison humaine sur celle du législateur. Tout le monde se souvient de la phrase de la Maréchale, dans l'*Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale* : « Le mal, ce sera ce qui a plus d'inconvénients que d'avantages ; et le bien, au contraire, ce qui a plus d'avantages que d'inconvénients ». Et de celle des adieux du vieillard dans le *Supplément du voyage de Bougainville* : « Vous êtes deux enfants de la nature : quel droit as-tu sur lui qu'il n'ait pas sur toi ? » Stirner, plus tard, ne dira pas mieux.

Dans la *Revue Socialiste* de septembre 1888, Benoit Malon consacre une dizaine de pages à Don Deschamps, bénédictin du XVIII^e siècle, précurseur de l'Hégélianisme, du Transformisme et du Communisme anarchiste.

Voici, enfin, Sylvain Maréchal, poète, écrivain, bibliothécaire (1750-1803) qui, le premier, proclama joyeusement des idées anarchistes, entachées cependant d'arcadisme. Sylvain Maréchal est un polygraphe qui a touché à toutes sortes de sujets : il débute par des *Bergeries* (1770) et des *Chansons anacréontiques*, en 1779 ; il trouve à faire paraître ses fragments d'un *Poème moral sur Dieu, le Pibrac moderne*, en 1781 ; en 1782, *L'âge d'or*, recueil de contes pastoraux ; en 1784 son *Livre échappé au déluge* ou *Psaumes nouvellement découverts*. En 1788, sous-bibliothécaire à la bibliothèque Mazariue, il publie son *Almanach des honnêtes gens*, où il substituait aux noms des saints ceux des hommes et des femmes célèbres : il y plaçait Jésus-Christ entre Epicure et Nicon de Lenclos. Aussi cet almanach fut-il condamné à être brûlé de la main du bourreau, et son auteur envoyé à Saint-Lazare, où il demeura quatre mois. En 1788, ses *Apologues modernes à l'usage du dauphin*. C'est là que se trouve l'histoire du roi qui, à la suite d'un cataclysme, renvoie chacun

de ses sujets chez lui, en prescrivant que, désormais, chaque père de famille sera roi dans son foyer. C'est là que se trouve énoncé le principe de la *Grèce générale*, comme moyen d'instaurer une société où la Terre est propriété commune de tous ses habitants, où règnent « la liberté et l'égalité, la paix et l'innocence ». Dans le *Tyran triomphateur*, il imagine un peuple abandonnant les villes à la soldatesque et se réfugiant dans les montagnes, où, partagé en familles, il vivra sans autre maître que la nature, sans autre roi que leurs patriarches, abandonnant pour toujours le séjour dans les cités, bâties par eux à grands frais, dont chaque pierre a été arrosée par leurs larmes, teinte de leur sang. Les soldats envoyés pour ramener ces hommes dans leurs agglomérations se convertissent à la liberté, demeurant avec ceux qu'ils devaient ramener en servitude, renvoyant leurs uniformes au tyran, qui meurt de rage et de faim en se dévorant lui-même. C'est sans contredit une réminiscence de la *Servitude volontaire*.

En 1790, il édite l'*Almanach des honnêtes femmes*, orné d'une gravure satyrique sur la duchesse de Polignac. Renchérissant sur l'*Almanach des honnêtes gens*, chaque saint est remplacé par une femme connue. Ces femmes célèbres sont divisées en 12 classes, selon leur « genre » (1 classe par mois) : Janvier, Fricatrices ; Février, Tractatrices, etc... Nous avons ainsi à la suite les Fellatrices, les Lesbiennes, les Corinthiennes, les Samiennes, les Phéniciennes, les Siphnassiennes, les Phéaciennes, les Chalcidiennes, les Tribades et les Hircinnes. Très rare, cette brochure ne se trouve plus guère qu'à l'enfer de la Bibliothèque Nationale.

Sylvain Maréchal n'accepta qu'avec réserve la révolution de 1789. Le premier journal anarchiste français, *L'Humanitaire*, (1841) affirme qu'il disait qu'aussi longtemps qu'il y aurait des maîtres et des esclaves, des pauvres et des riches, il n'y aurait ni liberté, ni égalité.

Sylvain Maréchal continue ses publications : en 1791, *Dame Nature à la barre de l'Assemblée Nationale* ; en l'an II, le *Jugement dernier des rois* ; en 1794, *la fête de la raison*. Il collabore aux *Révolutions de Paris*, à *l'Ami de la Révolution*, au *Bulletin des Amis de la Vérité*. L'hébertiste Chaumette, son ami, tombe victime de la Terreur, mais Sylvain Maréchal échappe à Robespierre comme il échappera à la réaction thermidorienne et aux persécutions du Directoire, bien qu'il eût collaboré à la rédaction du *Manifeste des Égaux*, du moins on l'assure.

La tourmente passée, Maréchal reprend la plume. En 1798, paraît son *Culte et lois d'une société d'hommes sans Dieu*. En 1799, *Les voyages de Pythagore*, en 6 volumes. En 1800, son grand ouvrage, *Dictionnaire des athées anciens et modernes*, dont l'astronome Jérôme Lalande écrivit le supplément. En 1807, enfin, *De la Vestu...*, ouvrage posthume, qui fut peut-être imprimé, mais qui ne parut pas, et dont Lalande se servit pour son second supplément au « Dictionnaire des Athées ». Napoléon interdit d'ailleurs à l'illustre astronome de continuer plus longtemps à écrire sur l'athéisme.

..

En Angleterre, on peut considérer jusqu'à un certain point Winstanley et ses niveleurs comme des précurseurs de l'anarchisme, comme on a pu le voir par l'article que nous leur avons consacré. John Lilburne, un autre niveleur, dénonçait l'autorité « sous toutes ses formes et ses aspects » ; ses condamnations à l'amende, ses années de prison, ne se comptaient plus. On l'exila en Hollande. A trois reprises différentes, le jury l'acquitta, la dernière fois en 1613 (il avait enfreint son arrêté d'expulsion), Cromwel le maintint en captivité « pour le bien de pays » ; en 1656, devenu quaker, on le libéra, ce qui ne l'empêcha pas, en 1657, à 39 ans, de mourir de phthisie galopante.

Vers 1650, il est question de Roger Williams, qui débuta comme gouverneur du territoire qui forma plus tard l'Etat de Rhode Island (aux Etats-Unis) et surtout d'un de ses partisans, William Harris, qui tonnait contre l'immoralité de tous les pouvoirs terrestres et le crime de tous les châtiments. S'agit-il d'un visionnaire mystique ou d'un anarchiste isolé ? Les premiers quakers sont également des antiétatistes décidés.

Le Hollandais Peter Cornelius Hockboy (1658), l'Anglais John Bellers (1695), l'Ecossois Robert Wallace (1761) se prononcent pour un socialisme volontaire et coopérateur. Dans ses *Prospects*, Robert Wallace concevait une humanité composée de nombreux districts autonomes. La protestation contre les abus gouvernementaux, contre les excès de l'autorité se fait jour dans des pamphlets, des satires de toute nature, écrits avec une virulence et une franchise dont il n'y a guère d'exemple aujourd'hui. Citer les noms de Thomas Hobbes, John Toland, John Wilkes, Swift, De Foe, suffira.

Nous arrivons à l'Irlandais Edmond Burke et à sa *Vindication of Natural Society* (1756) — justification de la société naturelle — dont l'idée fondamentale est celle-ci : quelle que soit la forme de gouvernement, il n'en est aucun qui soit meilleur qu'un autre : « Les différentes espèces de gouvernement rivalisent mutuellement concernant l'absurdité de leurs constitutions et l'oppression qu'ils font endurer à leurs sujets... Même les gouvernements libres, relativement à l'étendue de leur territoire et à leur durée, ont connu plus de confusion et commis plus d'actes flagrants de tyrannie que les gouvernements les plus despotiques de l'histoire ». Edmond Burke revint sur ses dires. Dans ses *Reflections*, il s'éleva contre la Révolution française. Un Américain, Paine, député à la Convention, lui répondit par *The Rights of Man* (1791-92) — les droits de l'homme. S'étant opposé à l'exécution de Louis XVI, il fut jeté en prison. Il échappa de peu à la guillotine. Il profita de son emprisonnement pour écrire *l'Age de Raison* — *The Age of Reason* — (1795). « A tous ses degrés, la société est un bienfait, mais, même sous son aspect le meilleur, le gouvernement n'est qu'un mal nécessaire ; sous son pire aspect, c'est un mal intolérable... Le métier de gouverner a toujours été monopolisé par les individus les plus ignorants et les plus fripons que compte l'humanité. » En 1796, paraît une brochure à Oxford, intitulée : « *The inherent Evils of all State Government demonstrated* » — « Démonstration des maux inhérents à tout gouvernement étatiste », — attribuée à A.-C. Cuddon, fortement teintée d'anarchisme individualiste, et que Benj. R. Tucker a rééditée en 1885, à Boston.

Sous l'influence de la Révolution, il s'était créé à Londres un groupe appelé *Pantisocracy*, sous l'impulsion du jeune poète Southey, qui devait, plus tard, à l'exemple de Burke, renier ses rêves de jeunesse. D'après Sylvain Maréchal — confirmé en partie par Lord Byron — ce groupe épicurien voulait réaliser l'abbaye de Thélème, et entendait rendre toutes choses communes entre ses membres, les jouissances sexuelles y comprises. Toujours d'après Maréchal, les plus grands artistes, les plus grands savants, les hommes les plus célèbres de l'Angleterre auraient fait partie de ce milieu qui finit par être dissous par un Bill du Parlement (« Dict. des Athées », au mot : *Thélème*).

Dans ses *Figures d'Angleterre*, Manuel Devaldès, présente *La Pantisocratie* comme un projet de colonie à établir en Amérique parmi les Illinois, colonie basée sur l'égalité économique. Deux heures de travail quotidien devaient suffire à la nourriture et à l'entretien des colons. A la suite de la défection de Southey et de la mort de deux des principaux initiateurs, la Pantisocratie serait morte sans avoir vu le jour.

En Allemagne, Schiller écrivait les *Brigands*, dont le principal personnage, Karl Moor, s'élevait contre les

conventions, la loi, qui n'a jamais créé un grand homme alors que la liberté a engendré des colosses et des horreurs. Fichte disait que, si l'humanité était moralement accomplie, elle n'aurait pas besoin d'Etat; Wilhelm de Humboldt, en 1792, défendait la thèse de la réduction de l'Etat à sa fonction minimum; Alfieri, en Italie, écrivait *De la Tyrannie*.

De tous côtés, l'autorité, sous une forme ou sous une autre était battue en brèche. Spinoza, Comenius, Vico, Voltaire, Lessing, Herder, Condorcet ont été des libéraux par certains points, certaines formes de leur activité littéraire. En luttant contre les supplices infligés aux sorcières, contre la sévérité des châtimens des délits, contre l'esclavage — pour la libération de la femme — pour une autre éducation de l'enfant — contre la superstition religieuse et pour le matérialisme : Spee, Thomasius, Beccaria, Sonnenfelds, John Howard, Clarkson, Mary Wollstonecraft, Rousseau, Pestalozzi, La Mettrie, d'Holbach, ont sapé les piliers de l'autorité. Il faudrait un volume pour rappeler les noms de ceux qui ont, à un point de vue ou à un autre, contribué à ébranler la foi en l'Etat et en l'Eglise.

Aussi nous arrêterons-nous à William Godwin, dont nous considérons *l'Enquête sur la justice politique et son influence sur la vertu et le bonheur en général* (1793) comme le premier doctrinaire de l'anarchisme digne de ce nom. Il est bien vrai que Godwin est un communiste-anarchiste, mais sa négation de la loi et de l'Etat convient à toutes les nuances de l'anarchisme. — E. ARMAND.

PRÉHISTOIRE (du latin *præ*, avant et *historia*).

DÉFINITION. — La préhistoire suppose une définition de l'histoire. Elle est elle-même une histoire. — L'histoire de l'humanité en l'absence de l'écriture. L'histoire serait le récit des faits et gestes de l'humanité transmis par l'écriture. Peyrony donne de la préhistoire cette définition : « La préhistoire est la science qui, se basant sur des faits positifs, recherche ce qui s'est passé avant que les hommes, aient relaté par écrit les faits dont ils étaient témoins ». Capitan définit ainsi la science préhistorique : « La préhistoire cherche à reconstituer la vie des premiers hommes, alors que, sauvages tout à fait primitifs, ils vivaient comme ceux-ci, n'ayant qu'une seule préoccupation : lutter contre la mort qui de toutes parts les menaçait et parvenir à continuer de vivre ». Nous croyons inutile de reproduire ici les nombreuses définitions qui ont été données de la Préhistoire par les savants. Toutes se ramènent à la précédente. Est-il juste cependant de définir la préhistoire comme étant l'histoire de l'humanité en l'absence de l'écriture ? L'écriture ne suffit pas à établir une démarcation entre la préhistoire et l'histoire. En effet, l'écriture ne date pas des temps historiques : nos ancêtres des cavernes avaient découvert des signes linéaires susceptibles de fixer leurs pensées sur une matière dure bien avant les phéniciens, auxquels on attribue l'invention de l'alphabet. Ne disons pas que la préhistoire est l'histoire de l'humanité en l'absence de l'écriture, mais l'histoire de l'humanité alors qu'il existait une écriture dont nous ne connaissons pas la clé. Une écriture a bien existé pendant la préhistoire, mais nous ne l'avons pas encore déchiffrée. On interprète certains signes comme étant des marques de chasse ou de propriété. Il en est qui sont de véritables lettres, parmi lesquelles on en retrouve quelques-unes dont nous nous servons pour écrire ces lignes. Si nous ne sommes pas parvenus à déchiffrer l'écriture linéaire préhistorique, dont on constate l'existence 25.000 ans environ avant notre ère, pendant l'époque dite de la Madeleine, nous avons à notre disposition, pour reconstituer la vie de nos lointains ancêtres, une écriture particulière, qui est celle de l'art. Cette écriture peut être comprise de tous. Certes, on peut encore l'interpréter. Cependant le langage

de l'art finit par livrer tous ses secrets à celui qui fait un effort pour les découvrir.

Plutôt que l'écriture, ce sont des conditions morales qui séparent la préhistoire de l'histoire. On peut dire qu'avec l'histoire commence une ère d'esclavage et de bluff, et que l'homme a cessé de vivre librement pour s'assujettir à des gouvernements et à des lois. Les monuments de l'histoire prouvent surabondamment cet état d'esprit que les monuments de la préhistoire sont loin de nous révéler. Déjà l'époque néolithique, avec les menhirs et les dolmens, nous fait pressentir ce que sera un monde en proie à l'autoritarisme, ayant succédé à l'anarchie, — ici le mot anarchie n'est point synonyme de désordre, mais d'harmonie —, à l'anarchie qui fut le premier état social de l'humanité.

MÉTHODE. — Pour reconstituer l'homme primitif, la science préhistorique a recours à toutes les sciences. Elle s'appuie sur toutes les connaissances humaines. Elle n'a que l'embarras du choix. Elle utilise toutes les méthodes. Ces méthodes, maniées avec prudence, nous permettent d'approcher d'une vérité approximative, relative, qui peut nous suffire. On combinera la méthode objective avec la méthode subjective. L'imagination et l'observation se prêteront main-forte. Comment se passerait-on de l'observation en préhistoire ? D'autre part, l'observation toute seule ne suffit pas. Parfois, l'imagination nous met sur son chemin, ce qui nous entraîne à dire que le préhistorien idéal doit être doué d'autant de sensibilité que d'intelligence, et être savant et artiste à la fois.

En préhistoire, il faut commencer par le commencement. On partira donc du système solaire. La méthode astronomique précèdera toutes les autres. Ensuite la géologie nous livrera la clé de bien des énigmes. La méthode géologique, qui en englobe elle-même d'autres, nous permettra de pousser plus avant nos investigations. Méthode astronomique, méthode géologique, ce sera là notre point de départ. La méthode stratigraphique permettra d'étudier couche par couche les débris abandonnés par les différents peuples qui se sont succédé. Le préhistorien sera tour à tour anthropologiste, archéologue, ethnographe, botaniste, zoologiste, minéralogiste, etc. L'archéologie combinée avec la paléontologie animale et la paléontologie humaine associées à la méthode esthétique et à la science de l'art permettront au préhistorien de « ressusciter » la vie des générations disparues. Nous pensons que l'étude de l'art préhistorique peut achever de recréer l'état d'âme et la mentalité des primitifs préhistoriques. On se gardera bien d'assimiler ceux-ci à des enfants, ou même à des sauvages (la méthode ethnographique a du bon, à condition de ne pas en abuser).

Nous n'avons indiqué ici que très succinctement la méthode suivie par la science préhistorique. Répétons que toutes les sciences sont pour elle de précieux auxiliaires. D'autre part, le préhistorien doit être un esprit libéré de tous les préjugés, un ennemi des coteries et des formules toutes faites, et ne pas s'enfermer dans une théorie et s'y complaire, lorsque de nouvelles découvertes viennent les infirmer. C'est dire que la passion du vrai passera chez lui avant la passion tout court. Les préhistoriens n'ont pas toujours donné l'exemple de la sagesse : on assiste à de véritables pugilats oratoires qui ne nous les montrent guère sous un jour favorable. L'envie, la jalousie, l'incompréhension en font des êtres aussi laids que les moralistes et les politiciens. Le préhistorien devra donc s'affranchir des petitesse et des égoïsmes engendrés par la déformation professionnelle, l'esprit de corps, etc. Qu'il médite ces paroles d'un des siens : « Notre préhistoire est aujourd'hui si compliquée, elle nous révèle, à chaque instant, des particularités si singulières de l'ethnographie de nos ancêtres, qu'il ne faut jamais rien nier a priori ». Qui dit cela ? Le docteur Capitan, qui n'a pas toujours lui-

même donné l'exemple du tact et de la sagesse. Et il ajoute : « Rien n'est plus déplorable qu'une critique théorique... et à distance ». Il condamne ainsi les procédés de ses amis. Il ne faut pas qu'une affaire comme celle de Glozel se renouvelle, dans laquelle on a vu les « officiels » essayer d'établir une sorte de trust de la préhistoire et la confisquer à leur profit. Ils refusent de voir ce qui n'entre pas dans leurs classifications, et ils en arrivent à nuire à la science qu'ils prétendent représenter.

HISTOIRE DE LA PRÉHISTOIRE. — La préhistoire a son histoire. C'est une science jeune, née d'hier, et qui possède déjà ses lettres de noblesse. Science neuve, révolutionnaire pourrait-on dire, elle a subi dès sa naissance de rudes assauts. Ne venait-elle pas démontrer que l'homme avait d'humbles origines, qu'il n'était pas sorti parfait des mains du créateur, et qu'il ne datait pas de 4.000 ans avant notre ère, comme le prétendaient les partisans du créationnisme, fanatiques de la genèse biblique, en tête desquels Bossuet qui résumait l'opinion des savants et des historiens sous le règne de Louis Le Grand ? Les hommes ne se sont aperçus que très tard qu'ils n'étaient pas nés ex nihilo, et qu'ils avaient pour ancêtres tous les animaux qui vivaient à la surface de la terre, bien avant l'apparition de la bête verticale.

Laissons de côté les cosmogonies, les théogonies les plus anciennes qui ont pressenti la vérité. Disons que Lucrèce peut-être considéré comme le précurseur des savants modernes, car le disciple d'Épicure, ennemi comme lui de tous les dieux, voyait dans l'espèce humaine une espèce qui n'échappait pas aux lois qui régissent tous les êtres. Dans son admirable poème : *De la Nature*, il a montré l'homme luttant pour vivre, grattaient la terre avec ses ongles, se nourrissant de racines, tableau bien différent de celui qui représente le premier homme jouissant de tous les privilèges, au sein du paradis terrestre, avant la faute d'Adam.

On a cru longtemps que les instruments de silex étaient tombés du ciel, les pierres de foudre étaient considérées pour cette raison comme des talismans. Bernard Palissy, Mercati, Léonard de Vinci, ont d'abord fait justice de ces superstitions. Peu à peu la vérité s'est fait jour, avec De Jussieu, Mahudel, Goguet, Eckard, etc. Beaucoup d'autres savants, de philosophes, mériteraient d'être cités ici. Bornons-nous à rappeler que Jacques-François de Borda, né à Dax (1718-1803), naturaliste, dont personne n'a parlé, s'était intéressé particulièrement, pendant le XVIII^e siècle, aux silex taillés, que certains considéraient encore comme tombés du ciel, alors qu'ils étaient l'œuvre d'une main humaine. Dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du règne animal des environs de Dax, en Gascogne*, De Borda écrit : « Les anciens habitants du pays, et vraisemblablement ceux qui les premiers y fixèrent leurs demeures ont employé le silex pour en faire divers instruments... On trouve quelquefois dans les Landes des pointes de flèches faites de silex, mais grossièrement travaillées ; il paraît qu'on leur donnait la forme triangulaire en frappant la pierre ».

Le véritable fondateur de la préhistoire, le premier préhistorien, fut Boucher de Perthes (1788-1868), qui démontra que les silex taillés étaient l'œuvre de l'homme préhistorique. Naturellement on le traita de fou. Il lutta pendant un demi-siècle pour ses idées (nous avons conté, année par année, son long martyrologe, dans notre *Philosophie de la Préhistoire* (tome premier). Boucher de Perthes avait contre lui les savants officiels et les réactionnaires de tous clans. Depuis ses découvertes, la préhistoire a fait du chemin : on pourrait citer une centaine de préhistoriens qui ont marché sur ses traces. Lartet, Piette, Capitan, Breuil, combien d'autres ont contribué à enrichir la science préhistorique. Il y eut malheureusement des « officiels », parmi

les continuateurs de Boucher de Perthes, qui n'eurent ni sa sincérité ni son indépendance. Une équipe de chercheurs exempts de préjugés scientifiques ou autres a heureusement continué l'œuvre de l'homme libre — sous tous les rapports — qu'était le fondateur de la préhistoire (tous ses écrits, science, essais, philosophie, littérature, etc., sont ceux d'un an-archiste). On peut dire qu'entre leurs mains la science préhistorique s'est ressaisie : on attend de ces « amateurs » un renouvellement de ses méthodes et de son esprit qui permettra de résoudre le problème des origines humaines.

L'ANTI-PRÉHISTOIRE, LES ÈRES GÉOLOGiques. — Pour comprendre la préhistoire et saisir le problème des origines humaines, il importe, avons-nous dit, d'interroger la géologie. Celle-ci en est la meilleure introduction.

La Terre n'a pas toujours existé. Elle est relativement jeune, par rapport aux astres qui peuplent l'immensité. Un jour, dans cette immensité, un grain de poussière apparut. Ce grain de poussière a vu naître l'espèce humaine. Peut-être, dans d'autres mondes, existe-t-il d'autres espèces, plus ou moins voisines de la nôtre. Rien ne s'oppose à cette hypothèse. La terre a son histoire, comme tous les êtres qui ont vécu et vivent à sa surface. Elle n'est qu'un point dans l'infini, et n'échappe pas aux lois qui régissent l'univers. Elle a eu son enfance et son adolescence. Elle entre à peine dans son âge mûr. Elle connaîtra la décrépitude. Un temps viendra où elle ne sera plus qu'un astre mort, errant à travers l'espace.

Détachée de la nébuleuse solaire, la terre est devenue, en se refroidissant, une sphère liquide, à la surface de laquelle s'est condensée la croûte terrestre. Globe de feu, puis atome de boue, ainsi débuta la planète qui devait donner naissance au genre humain.

La Terre a d'abord connu une ère primitive. Pendant cette ère, elle est restée stérile. Cependant, s'élabore lentement dans ses flancs le monde futur. Quand les conditions atmosphériques le permirent, la vie se manifesta, sous les formes les plus humbles. Puis elle se modifia, au cours de périodes d'une durée fort longue. La voir grandir et se développer, c'est assister au plus émouvant des spectacles, c'est suivre les péripéties du plus tragique des romans.

Dans les couches terrestres étudiées par les géologues, on peut suivre aussi facilement qu'en tournant les feuillets d'un livre, cette longue ascension de plantes et d'animaux vers des formes de plus en plus perfectionnées. On n'a trouvé aucune trace d'êtres vivants dans les roches cristallines fondues sous l'action de la chaleur et devenues solides par suite du refroidissement. Au contraire, dans les rochers sédimentaires, formées par la dissociation des précédentes, sous l'influence de différents agents, ces traces sont visibles : on peut les suivre sans interruption des infusoires jusqu'à l'homme.

On a donné le nom de fossiles aux restes d'espèces disparues trouvés dans les entrailles de la terre. On peut considérer les fossiles comme de véritables médailles de la création. Quelquefois des empreintes les remplacent, moules indélébiles qui ont conservé la forme des espèces.

L'histoire de la Terre a été divisée en plusieurs périodes plus ou moins longues. C'est ainsi qu'on distingue une ère archéenne (de *arkhé*, commencement). Pendant cette ère, le globe terrestre est vierge de toute trace d'être vivant, le milieu n'étant guère favorable à l'éclosion de la vie, ou les organismes qui ont vécu à cette époque ayant été détruits. Cette période, la plus longue des ères géologiques, a duré des millions d'années. L'Océan recouvrait alors tout le globe.

Aux temps archéens succéda l'ère primaire. En cet âge primordial, vierge de tout visage humain, la plante et l'animal se confondaient. D'une cellule, formée d'éléments inorganiques, étaient sortis tous les êtres. La vie

avait d'abord pris l'apparence de corpuscules gélatineux ou protoplasma. Dans cet immense laboratoire qu'était la nature, s'ébauchait un monde nouveau, dont elle n'avait pas conscience.

Au fond des mers tièdes, à des profondeurs insoupçonnées, les premiers êtres vivants, moitié plantes, moitié bêtes, en grande partie minéraux, soumis aux mêmes lois physico-chimiques, solidaires les uns des autres, inauguraient cette longue histoire qui devait aboutir à l'homme.

Tels furent les premiers habitants du globe. Ces êtres étaient muets et sans sexe. Ils se reproduisaient par fractionnement ou fissiparité. Autant de morceaux, autant d'individus différents.

L'ère primaire, d'une durée immense, comprend plusieurs terrains, auxquels on a donné les noms des localités où ils ont été étudiés, mais qui se rencontrent aussi en d'autres contrées. C'est ainsi que les géologues ont distingué le précambrien, dans lequel on trouve des traces de restes organiques, précédant, comme son nom l'indique, le cambrien ou silurien inférieur (silurien vient de Silures, anciens habitants du Pays de Galles). On trouve dans le silurien des crustacés aux formes bizarres, tels que les trilobites. Dans le dévonien (comté de Devon, Angleterre), on trouve comme fossiles des spirifers (sortes de brachiopodes) et des poissons cuirassés. Dans le terrain suivant (houiller ou carbonifère), apparaissent les insectes et les plantes cryptogames. Le Permien (de Perm, Russie), qui vient ensuite, contient des batraciens et les premiers reptiles.

Il y avait, à cette époque, des animaux intermédiaires entre les reptiles et les batraciens. C'étaient d'énormes crapauds appelés *labyrinthodontes*, recouverts de plaques osseuses, dont on a retrouvé les traces sur les rivages qu'ils ont parcourus.

Parmi le monde végétal dominaient les lycopodes, les prêles, les fougères, les uns et les autres de taille géante. Lépidodendrons, sigillaires, calamites, se développaient sous un climat chaud et humide, analogue à celui des tropiques. Il n'y avait à cette époque ni été ni hiver, mais une température uniforme.

L'ère primaire fut très mouvementée. Il y eut d'importantes éruptions volcaniques. Les plissements de l'écorce terrestre formèrent trois grandes chaînes de montagnes (huronienne, calédonienne et hercynienne, aujourd'hui disparues. Il y avait alors trois continents (le continent nord atlantique, le continent sino-sibérien et la terre de Gondwana (comprenant le Brésil, l'Afrique et l'Australie).

Pendant l'ère secondaire, la vie progresse et continue. L'atmosphère se nettoie, les espèces animales et végétales se multiplient. La terre entre dans son adolescence...

Le monde animal, sorti des eaux, avait pris possession du globe. La vie avait fait un nouveau pas en avant, et allait s'enrichir, sans cesse.

L'ère secondaire comprend le *triasique* (trois formations distinctes), dans lequel on rencontre des encrines, des céralites, et aussi des *labyrinthodontes*; le *jurassique*, inférieur, moyen et supérieur, qui renferme des ammonites, des bélemnites, des reptiles nageurs et volants, et les premiers oiseaux; le *crétacé* (craie), pendant lequel les ammonites se déroulent, les oiseaux à dents se multiplient, et les reptiles terrestres ou dinosauriens (du grec *deinos*, terrible, et *sauros*, lézard), sont les trois de la création.

Ces derniers étaient les bêtes les plus étranges que la nature ait enfantées. Ils tenaient de tous les animaux à la fois. C'étaient de véritables monstres, de dimensions colossales, de 15 à 60 mètres de long, herbivores ou carnivores, marchant les uns à quatre pattes, les autres sur leurs pattes de derrière comme des bipèdes. Ils se distinguaient par un corps énorme, surmonté d'une petite tête. Ils incarnaient la force et la stupidité.

Parmi les représentants de cette faune géante, bornons-nous à citer l'*Atlantosaure*, le *Gigantosaure*, le *Brontosaurus*, le *Mégalosaurus*, le *Stégosaure*, le *Cératosaure*, l'*Allosaurus*, l'*Apatosaurus*, le *Titanosaure*, l'*Hadrosaurus*, le *Mosasaure* et cent autres, sans oublier le *Diplodocus*, le *Zanglodon*, le *Triceratops*, l'*Agathomas*, l'*Iguanodon*, le *Trachodon*, le *Brontozoum*, le *Dimétrodon*, auquel il convient d'ajouter *Cœlurus*, *Lœlaps*, *Thespesius*, *Cheirotherium* et *Compsognathus*. Ces êtres paradoxaux étaient dignes de leurs émules, les reptiles nageurs (*Ichtyosaures*, *Plésiosaures*, *Télosaures*, *Mosasaures*, *Hylosaures*, etc.) ou des reptiles volants, tels que le *Pterodactyle* qui partageaient le royaume des airs avec l'*Archéoptéryx*, le premier oiseau (ce dernier était de petite taille).

L'ère secondaire vit apparaître, vers sa fin, des animaux de la taille d'un rat, le corps couvert de poils et allaitant leurs petits au moyen de mamelles; c'étaient les mammifères, qui allaient remplacer, pendant l'ère tertiaire, les grands sauriens de l'âge précédent.

La flore était représentée par des cycadées, des conifères et des palmiers auxquels étaient venus se joindre de rares hêtres et des chênes.

La température, qui avait été chaude dès le début, s'abaissa vers la fin. Les saisons firent alors leur apparition, comme en témoignent les cercles concentriques dans le bois, et la présence d'arbres à feuilles caduques. Cette ère fut relativement calme. Aucune montagne ne se forma et il n'y eut point d'éruptions volcaniques.

Comme les ères précédentes, l'ère tertiaire a été divisée par les géologues en plusieurs périodes, caractérisées par la nature des différents terrains contenant des fossiles. En commençant par les plus anciens, nous trouvons d'abord l'*Éocène* (de *eos*, aurore, et *kainos*, récent), l'*Oligocène* (de *oligos*, peu récent), le *Miocène* (de *medion*, moins récent), et le *Pliocène* (*pleion*, plus récent).

Avec l'ère tertiaire, nous nous rapprochons des temps actuels. Le développement pris par les mammifères parmi les vertébrés a transformé l'aspect de la planète.

L'ère tertiaire marque une nouvelle étape dans l'évolution de la vie. Les invertébrés sont représentés par les nummulites, semblables à des pièces de monnaie, et les *Cérithes*, sortes de gastéropodes en forme de cônes. Parmi les vertébrés, ce sont les mammifères qui l'emportent: leur règne commence. Depuis la fin de l'ère secondaire, ils ont fait du chemin: ils sont devenus les rois de la création. Depuis longtemps les grands reptiles secondaires sont ensevelis dans la boue des marécages, leur organisme ayant atteint un degré de perfectionnement qui ne pouvait être dépassé.

Au tertiaire moyen, apparut un pré-éléphant, le *Mastodonte*, possédant quatre incisives, presque droites, et des molaires énormes, faisant l'office de broyeurs. Au tertiaire supérieur, les précurseurs de l'homme, et l'homme lui-même connurent l'*Éléphas méridionalis*, de 4 mètres 22 de hauteur, de 5 mètres 36 de longueur, et le *Dinotherium*, qui avait deux défenses inférieures recourbées vers le bas, et qui était le plus grand des mammifères terrestres: il avait 6 mètres 50 de long et 5 mètres de haut.

On a trouvé dans les terrains tertiaires les précurseurs du cheval, parmi lesquels le *Phœnacodus*, de la taille d'un loup, possesseur de cinq doigts.

Les ruminants comprenaient l'antilope, le bœuf, le mouton, le chevreuil, la girafe et le chameau.

Le xiphodon, aux dents en forme d'épée, se rapprochait de la gazelle. D'autres mammifères à sabots possédaient un nombre pair de doigts, l'*Anthracotheirus*, rappelant le sanglier, l'*Anaplotheirus*, de la grosseur d'un âne, dont on a trouvé le squelette dans le gypse de Montmartre.

Les carnassiers et les singes apparurent vers la fin du

tertiaire. Parmi les premiers figuraient le terrible *machairodus*, fauve redoutable aux dents tranchantes en forme de poignards, plus redoutable encore que les chiens, les chats, les loups, les ours, les tigres et les lions parmi lesquels il vivait.

Les animaux de l'ère tertiaire ont, avec les nôtres, de grandes ressemblances. Poissons, reptiles, batraciens et oiseaux se rapprochent de plus en plus de ces derniers. Les oiseaux sont dépourvus de dents, alors que ceux des temps secondaires en avaient. Tortues, lézards, crocodiles, serpents, ont pris la place des grands sauriens. De vrais singes succèdent aux lémuriens du début de l'ère tertiaire. Bientôt surgira un être que la nature est en train de tisser dans ses flancs : l'homme.

La flore des temps tertiaires ressemblait beaucoup à celle d'aujourd'hui. Ce furent d'abord des plantes tropicales, telles que palmiers, lauriers, bananiers, camphriers, mais la température s'abaissant apparurent des arbres à feuilles caduques, tels que les chênes et les érables. Les plantes à fleurs se sont développées. Les graminées nourrissent de nombreux troupeaux d'herbivores. Les saisons commencent à se dessiner, le froid s'accroît, la glace recouvre les pôles et le sommet des hautes montagnes.

L'ère tertiaire a duré trois millions d'années. Elle a vu la naissance des grandes montagnes actuelles. A cette époque se sont formés les plissements alpins qui ont produit les Alpes, le Jura et les Pyrénées. L'Atlantique, la Méditerranée et la Manche se sont ouverts, tandis que s'effondraient d'immenses continents tels que l'Atlantide.

Voici maintenant l'époque quaternaire, qui est celle dans laquelle nous vivons. Elle a été divisée en pléistocène (pleïstos, beaucoup plus récent) et en holocène (olos, tout à fait récent, temps actuels). Quels progrès réalisés depuis les temps primitifs ! Quel plus beau roman que celui des espèces se succédant en se perfectionnant, pour aboutir à la forme humaine.

Le quaternaire a donné naissance à plusieurs sortes d'animaux contemporains de l'homme et de son précurseur. Parmi ces animaux, il en est dont les espèces sont éteintes : le mammouth, l'ours des cavernes, le rhinocéros à narines cloisonnées qui appartenait à la faune froide. Le glyptodon était un tatou gigantesque, sorte d'édenté mesurant trois mètres de long. Sa carapace a pu servir d'abri aux premiers hommes. Des oiseaux géants, tels que le *Dinornis* ou Moa, de trois mètres de haut, et l'*Æpyornis*, de la même taille, qui pondait des œufs d'une capacité de dix litres, ont également disparu. D'autres animaux de la faune chaude émigrèrent vers d'autres lieux : l'hippopotame, la panthère, l'éléphant et, plus tard, le renne et l'élan. Enfin, d'autres animaux de l'époque quaternaire vivent encore dans nos pays : le cheval, le bœuf, le cerf, le sanglier, le chien et le loup. La flore était celle d'aujourd'hui.

Le climat consistait en périodes froides séparées par des périodes chaudes, ces périodes coïncidant avec l'avance et le recul des glaciers. Inutile d'ajouter que la géographie pléistocène correspondait, dans ses grandes lignes, à celle d'aujourd'hui.

Avec le quaternaire, nous entrons dans la Préhistoire. Fin du tertiaire ou commencement du quaternaire, offrant les mêmes caractères, ont assisté à la naissance de l'homme. Celui-ci ne date pas de 4.000 ans, comme le prétendait Bossuet, prenant à la lettre les Saintes Ecritures. S'il est, d'après ce qui précède, le benjamin de la nature, ce benjamin date de plusieurs milliers d'années. Il a pu apparaître au pliocène, et même au miocène. La nature, d'où il est issu, a sans doute recommencé plus d'une fois son œuvre. Il y a eu des ébauches d'êtres humains. Combien d'humanités ont disparu, avant qu'une humanité plus perfectionnée ait supplanté les autres ! Et peut-être l'être humain actuel n'est-il, au point de vue physique, et ajoutons moral, qu'une

caricature qui disparaîtra, remplacée par un être plus parfait à tous les points de vue. Mais cela, c'est le secret de l'avenir, de ce que nous appellerons la Post-histoire.

C'est à la fin du tertiaire ou au début du quaternaire, — ce qui est au fond la même chose, — qu'on rencontre des êtres intermédiaires entre les espèces de singes aujourd'hui éteintes, et l'homme actuel.

Le Pithécanthrope (de *pithécos*, singe, et *anthropos*, homme), découvert à Java en 1914, que Marcellin Boule croit être un gibbon géant plutôt qu'un hominien, tient des singes anthropomorphes par la forme de son crâne et ses arcades sourcilières proéminentes, mais par la capacité de sa boîte crânienne et son attitude verticale, prouvée par la forme de son fémur, il tient de l'homme.

Dans la région de Pékin, on a été récemment mis au jour les restes d'un être intermédiaire entre le Pithécanthrope de l'île de Java et l'homme de la race de Néanderthal (voir plus loin). On lui a donné le nom de *Sinanthropus pékinensis*, découvert en Chine en 1929, dans les montagnes du Houei occidental, dans une fente fossilifère de Tchéou-kéou-tien. La visière sourcilière de cet être est très développée.

Cet hominien connaissait le feu et vivait dans les cavernes. Il a laissé des outils de pierre et d'os. Ces objets, dont les retouches sont certaines, ressemblent aux objets pré-chelléens et chelléens (voir plus loin), sauf qu'au lieu d'être en silex, ils étaient de quartz et de quartzite. L'homme de Pékin est sûrement de l'âge du pithécanthrope ou de l'éoanthrope (*eos*, aurore, et *anthropos*, homme). Il était doué d'intelligence, c'était ce qu'on appelle un *homo sapiens* (l'*homo sapiens* a été reculé à tort, selon nous, à une époque ultérieure).

Notre ancêtre est une forme éteinte de singes anthropoïdes fossiles, et non d'un singe anthropoïde de races existant encore : chimpanzé, gorille ou gibbon. Les primates comprenaient les anthropoïdes, divisés en Platyrrhinés et Catarrhinés (de ces derniers font partie les Cynomorphes, Anthropomorphes et Hommes). Vers quelle époque se produisit la séparation des hominidés d'avec les primates ? Sans doute au tertiaire le plus ancien, ou pendant le miocène moyen. Dans l'Asie Centrale, les hominidés, croit-on, auraient évolué de l'état de quadrupèdes anthropomorphes aux formes bipèdes.

Nous pouvons maintenant aborder la Préhistoire proprement dite, caractérisée par la présence de l'homme au milieu des autres espèces animales.

DIVISIONS DE LA PRÉHISTOIRE. — La Préhistoire comprend plusieurs époques, chacune étant superposée sur une époque antérieure, et recouverte elle-même par une époque postérieure. Chaque époque comprend des industries caractéristiques, une faune et une flore associées à ces industries, ainsi qu'aux ossements des différentes races humaines. Au début, ce fut l'époque éolithique (*eos*, aurore, et *lithos*, pierre, en grec), ou le début de l'industrie de la pierre (celle-ci simplement utilisée, puis retouchée). Viennent ensuite les deux grandes divisions dues à Gabriel de Mortillet : le paléolithique (époque de la pierre taillée, du grec *palaios*, ancien, et *lithos*, pierre), et le néolithique (époque de la pierre polie, du grec *neos*, nouveau, et *lithos*, pierre), entre lesquels on a intercalé depuis le mésolithique, ou moyenne industrie de la pierre (du grec *mésos*, moyen, et *lithos*, pierre).

Nous ne croyons pas devoir faire entrer dans la préhistoire l'époque des métaux qui rentre plutôt dans la protohistoire (du grec *protos*, premier). Le paléolithique, correspondant au pléistocène (du grec *pleistos*, beaucoup plus, et *kaios*, récent ou quaternaire ancien, a été divisé en paléolithique inférieur, moyen et supérieur. Font partie du paléolithique inférieur et moyen le préchelléen, le chelléen (industrie de Chelles, Seine-et-Marne), l'acheuléen (industrie de Saint-Acheul, Somme), le Moustérien (industrie du Moustier, Dordogne). Le

paléolithique supérieur débute avec l'aurignacien (industrie d'Aurignac, Haute-Garonne), se continue par le solutréen (industrie de Solutré, Saône-et-Loire), et s'achève par le Magdalénien (industrie de la Madeleine, Dordogne).

Chacune de ces époques a été d'une durée plus ou moins longue et a eu une ère d'extension plus ou moins considérable. On peut faire remonter le chelléen à 125.000 ans environ avant notre ère, mais il est certain que l'apparition de l'homme date d'au moins 500.000 ans (certains préhistoriens disent même d'un million d'années). Ces dates sont approximatives : en préhistoire, 100.000 ans de plus ou de moins, c'est peu de chose.

Le glozélien, industrie de Glozel, près de Vichy, (Allier), de 5.000 à 10.000 ans environ avant notre ère, constitue le magdalénien terminal ou néolithique I.

Les principales industries mésolithiques sont l'azilien (Mas d'Azil, Ariège), le tardenoisien (La Fère-en-Tardenois, Aisne), et le campignien (Campigny, Seine-Inférieure). Le néolithique prend le nom de Robenhausien (Robenhausen, Suisse). Entre le chelléen et l'acheuléen, on a intercalé récemment le clactonien (industrie de Clacton-en-Sea, Angleterre), et, entre l'acheuléen et le moustérien, le levalloisien (industrie de Levallois, Seine), et le micoquien (La Micoque, Les Eyzies, Dordogne). Ajoutons que les hommes auxquels nous devons les industries du paléolithique étaient dolicoéphales (du grec *dolikhos*, long, et *kephalé*, tête), et les autres, brachycéphales (du grec *brachios*, court, et *kephalé*, tête) et mésaticéphales (de *mesos*, milieu), mélange des deux races.

On a nié l'existence de l'homme à l'époque tertiaire pour la raison qu'on n'a point trouvé d'ossements humains à cette époque, et que les outils de silex découverts dans les terrains tertiaires pourraient bien n'avoir été que des « jeux de la nature ». Ce qui est absurde, car l'humanité n'a pu en un seul jour découvrir le feu, inventer le langage et tailler le silex (on admet tout de même que le silex d'Ipswich (Angleterre) décèlent un travail intentionnel). Ils sont sans doute l'œuvre d'un pithécantrophe.

On doit à l'homme qui vécut pendant l'époque chelléenne, et dont l'existence est attestée par la mâchoire trouvée à Mauër, village de Rhénanie, par le crâne de Piltdown (Angleterre), les restes de la Denise et la calotte crânienne, plus trois molaires et le fémur gauche du pithécantrophe de Trinil (Java), l'instrument dénommé « coup de poing » par G. de Mortillet, instrument amygdaloïde (en forme d'amande), à bords peu tranchants, et à talon épais, permettant qu'on le tienne bien en mains. Cet instrument serait à plusieurs fins : percuteurs, racloirs, grattoirs, perçoirs suffisaient grandement aux besoins de l'homme chelléen. Avec l'acheuléen (mâchoire de Weimar), le coup de poing s'affine ; il est plus mince et plus allongé, taillé plus soigneusement sur les deux faces. Avec l'industrie moustérienne (l'homme de Néanderthol et de Spy), le coup de poing se raréfie et devient de petite dimension. Pointes, couteaux, racloirs, scies, bolus, complètent l'outillage. Avec l'aurignacien (race de Grimaldi), le coup de poing a disparu. De nouveaux instruments apparaissent, pics, rabots, grattoirs, palette de schiste pour la peinture, burins pour la gravure. Le travail de l'os en est à ses débuts (aiguilles sans chas, épingles, hameçons, etc.). Avec le Solutréen (race de Cro-Magnon), l'industrie lithique atteint son apogée : les solutréens furent d'admirables ciseleurs de pierre (pointes à feuille de laurier, pointes à cran, véritables bijoux). L'industrie de l'os s'enrichit des aiguilles à chas. Avec le magdalénien (race de Chancelade), c'est l'apogée de l'industrie de l'os : le harpon simple ou à barbelure domine. Propulseurs, sagales, hameçons, bâtons de commandement, poignards, etc. sont les instruments les plus fréquents. L'industrie de la pierre est en régression, et cependant

il y a toute une industrie microlithique nécessitée par les arts plastiques, qui ont atteint à cette époque leur plus grand développement.

Au magdalénien terminal correspond le glozélien (néolithique I). Le glozélien est comme un pont jeté entre l'âge de la pierre taillée et l'âge de la pierre polie. Il est situé à la fois sur le versant paléolithique et sur le versant néolithique. Les autochtones de Glozel, descendant des magdaléniens, nous ont prouvé, par leurs industries et leurs arts, qu'entre les deux âges de la pierre n'existait point d'hiatus, comme l'avaient prétendu jusque-là les préhistoriens officiels. D'après ces préhistoriens, la renne aurait fui vers le Nord à la fin de l'époque magdalénienne et l'art aurait complètement disparu. Erreur que les découvertes qui ont été faites dans le cimetière néolithique par le Docteur Morlet ont réduite à néant. Glozel peut être appelé l'âge de l'argile : cette matière, en effet, a été utilisée par les tribus glozéliennes pour graver sur des tablettes des signes alphabétiques et fabriquer des figurines phalliques. A cette époque, la sculpture et la gravure produisent des chefs-d'œuvre, dignes de ceux des cavernes périgourdines.

L'azilien, qui inaugure les industries mésolithiques, dérive également du magdalénien. L'outillage lithique est minuscule. Cette époque a laissé des galets colorés sur lesquels figuraient des signes (on ne croit pas qu'ils soient alphabétiques). L'azilien a sans doute commencé après et fini avant le glozélien qui a inauguré le polissage de la pierre (les troglodytes de la Madeleine l'avaient seulement appliqué à l'os et à l'ivoire).

Autre industrie de transition : le tardenoisien, qui comprend des outils affectant des formes géométriques. Le campignien constitue la dernière des industries mésolithiques. Cette industrie comprend des pics, des tranchets en silex et des objets en os et en bois de cerf. Avec le néolithique, la pierre polie se substitue à la pierre taillée. On rencontre, à côté de l'ancien outillage lithique, de nombreuses haches polies.

Nous avons à peine effleuré les industries des deux âges de la pierre. Le néolithique inaugure une ère nouvelle. On trouve alors toutes sortes d'instruments. L'art du blé, l'art du tissu, l'art de la navigation, et malheureusement aussi l'art de la guerre se développent d'une façon surprenante. L'habitation se transforme : à côté de l'architecture dolménique (constructions à demi-enfoncées dans le sol) s'édifient des cités lacustres (palafittes). L'âge des métaux qui, selon nous, appartient à l'histoire, comprend l'industrie du cuivre, suivie de celle du bronze, à laquelle succéda celle du fer (ces époques ont été elles-mêmes subdivisées). Notons qu'avec les néolithiques les races brachycéphales (têtes rondes) prennent de plus en plus le dessus.

Parallèlement aux industries avaient évolué l'art, la morale, et ce qu'on peut appeler la religion des hommes préhistoriques. En même temps que le climat (humide et chaud pendant l'époque chelléenne, froid pendant l'époque moustérienne, plus froid encore pendant l'époque magdalénienne, pour devenir tempéré pendant le néolithique, comme il l'est de nos jours), la faune s'était modifiée : le mastodonte, l'éléphant méridional, le rhinocéros, l'hippotame préchelléens et chelléens avaient été remplacés à l'époque acheuléenne par le mammoth à narines cloisonnées, et les premiers rennes avaient pris possession du moustérien. On a pu grouper sous le nom d'âge du renne les civilisations du paléolithique supérieur, cet animal étant alors le plus répandu (il y avait aussi des cerfs, bouquetins, antilopes saigas, etc.). Les animaux des époques suivantes sont les animaux actuels.

L'alimentation s'était modifiée. Frugivore pendant le chelléen, l'homme était devenu carnivore avec le moustérien. Il avait abandonné sa demeure aérienne

pour s'abriter au pied des falaises et loger dans des cavernes. D'arboricole, il était devenu terrestre.

Les premiers hommes inventèrent le langage et découvrirent le feu. La position verticale avait libéré la main en même temps que le cerveau. La mâchoire avait cessé de fonctionner comme instrument de préhension. La place laissée à la langue avait permis à l'homme de substituer, au langage inarticulé, un langage vraiment humain.

À quelle époque remonte la découverte du feu ? Peut-être au préchelléen, mais sûrement au chelléen. L'homme connut le feu par les volcans, et aussi par la foudre : il s'ingénia à le conserver. Puis il le produisit lui-même, sans doute en frottant l'un contre l'autre des bâtons (Lucrèce pense que l'exemple lui en fut donné par les branches des arbres se frottant entre elles sous la poussée du vent), ou en choquant un silex — la pierre providentielle et salvatrice — contre un autre silex. L'homme préhistorique a inventé le briquet. Pendant longtemps il n'eut pas besoin de feu pour se chauffer ni cuire ses aliments (il pratiquait alors le nudisme et le crudorisme), le froid l'obligea à allumer du feu aux abords de ses cavernes, ce qui éloigna les bêtes féroces. Pour s'éclairer dans les cavernes, il inventa la lampe !

L'invention de l'écriture remonte à l'époque magdalénienne. Sur maints objets de cette époque on rencontre des signes alphabétiques ; on y trouve de véritables lettres, des A, des E, des I, et différents signes linéaires ou idéographiques. Les gloséliens ont ajouté une centaine de signes alphabétiques à l'écriture magdalénienne.

La religion des premiers hommes fut seulement une sorte d'entraide qui leur permit de faire face aux difficultés de l'existence. Ils vénéraient les forces naturelles et adoraient leur phallus. Les chelléens abandonnaient leurs morts sur les arbres les plus hauts. Les moustériens les inhumaient. On a trouvé, dans les époques qui ont suivi, des fosses dans lesquelles les cadavres reposaient selon certaine orientation. Nos ancêtres croyaient-ils à l'au-delà ? Nous pensons qu'entourés de mystères il ne se laissèrent pas pour cela gagner par la superstition. Ce n'est qu'avec l'histoire que la religion devint « une affaire ».

ART PRÉHISTORIQUE. — C'est à l'art qu'il faut demander ce que pensèrent les hommes préhistoriques, et comment ils vécurent. L'art complète sur ce point les renseignements fournis par l'archéologie et l'anthropologie. L'art est né avec l'humanité même. Du jour où la bête verticale s'est sentie saisie d'admiration devant un beau paysage, elle est devenue artiste. Quand elle a pris un silex, l'a taillé, même grossièrement, inventant ainsi les techniques, elle eut droit au titre d'être humain. La première œuvre d'art a été le premier silex taillé. C'est par la sculpture que les arts plastiques ont débuté. L'homme chelléen a trouvé dans ses courses vagabondes des silex anthropomorphes et zoomorphes. Il en a accentué la forme et en a fait des pierres-figures. Longtemps on a cru que l'art datait de l'époque magdalénienne. D'importantes découvertes, d'abord contestées, ont prouvé qu'il existait dès l'aurignacien. Les préhistoriens officiels ne remontent pas plus haut : ils nient obstinément l'existence de pierres-figures dès l'époque chelléenne (il nous a été donné d'examiner un certain nombre dans la collection de M. Dharvent, à Béthune. Elles ont été découvertes dans les alluvions caillouteuses du quaternaire ancien. Naturellement les « officiels » ont nié leur authenticité, mais M. Dharvent, savant indépendant, ne s'est pas laissé intimider par leurs aboiements. Sa collection est unique, et constitue un des documents les plus précieux sur les débuts de l'art préhistorique). La sculpture s'est manifestée d'abord sous la forme de la ronde bosse, puis la gravure et la peinture se développèrent à l'époque aurignacienne (grossiers dessins schématiques d'hommes

et d'animaux, puis œuvres plus parfaites : Vénus de Laussel et autres). La technique s'enrichit par la suite. On a nié l'existence de l'art pendant le solutréen : or, les frises du Roc, pour ne citer que cette sculpture, ont contredit cette assertion fautive. Le magdalénien marque l'apogée de l'art quaternaire. Les troglodytes des cavernes périgourdines ont laissé des chefs-d'œuvre inimitables : ce furent d'incomparables animaliers, non surpassés depuis. Médiocres dans les figurations humaines, et cela pour des raisons qu'il ne nous appartient pas d'approfondir ici, ils sont inégalables quand ils gravent ou sculptent des rennes, des bisons, des mammoth, etc., qu'ils voient vivre sous leurs yeux. Les Combarelles, Font de Gaume, Altamira, etc., sont de véritables musées d'art préhistoriques. Art mobilier ou rupestre, les documents abondent, nous prouvant qu'à cette époque l'art et la vie se confondaient. On a essayé d'expliquer l'origine de l'art par la magie ou pouvoir que possède l'homme d'agir sur les choses d'une façon surnaturelle. Les chasseurs de rennes se seraient proposés, en dessinant des animaux, un but utilitaire, alimentaire et prophylactique : multiplication des animaux comestibles, éloignement des animaux nuisibles. On a tenté d'expliquer par la magie le réalisme de la technique quaternaire. Les cavernes seraient les sanctuaires dans lesquels opéraient les sorciers préhistoriques, sanctuaires au fond desquels peintures et dessins avaient été placés. Or, il n'est pas vrai que les figurations animales soient toujours placées au fond des cavernes. Il en est qui se trouvent à l'entrée. N'est-il pas plus raisonnable de penser qu'à côté d'œuvres pouvant avoir eu pour point de départ la magie, l'artiste préhistorique a simplement voulu occuper ses loisirs et exécuter pour son seul plaisir des œuvres d'art parétales et mobilières destinées à orner sa demeure et les objets dont ils se servait. L'homme primitif a connu la parure et les bijoux. Il a aimé s'entourer d'harmonie et de beauté. Cette tradition se retrouve chez l'homo gloséliensis, sculpteur et graveur dont les créations égalent les meilleurs dessins magdaléniens. Alors, la poterie naquit, puis les arts mineurs prirent un nouvel aspect avec les robenhausiens. La stylisation et le schématisme l'ont ensuite emporté sur l'inspiration et le lyrisme.

La découverte des œuvres d'art préhistoriques, trop nombreuses pour être énumérées ici, constitue un des chapitres récents, et des plus importants, de l'archéologie préhistorique. Ce chapitre a apporté à la science de l'esthétique un fondement réel et solide.

PHILOSOPHIE DE LA PRÉHISTOIRE. — Lamarck a dit fort justement : « Toute science doit avoir sa philosophie : ce n'est que par cette voie qu'elle fait des progrès réels ». Pour que la préhistoire joue un rôle dans l'évolution des idées, il faut qu'elle soit autre chose qu'un ensemble de faits sans liens entre eux, ou qu'une collection de vieilles pierres sans intérêt, d'où ne se dégage aucune vue d'ensemble.

« La Préhistoire est le véritable humanisme moderne », a écrit le préhistorien allemand Frobenius. Parole juste et profonde ! C'est, en effet, pour nos contemporains, une école de sagesse et d'humanité. Nous avons essayé de dégager de l'étude de l'anthropologie et de l'archéologie préhistoriques une philosophie : C'est ce que nous avons appelé la « philosophie de la préhistoire ». Cette philosophie est pleine d'enseignements. Elle nous rappelle nos humbles origines et nous montre l'évolution en marche vers le mieux. Elle exige que chacun de nous se dépouille de ses préjugés et de ses erreurs pour vivre une vie saine et naturelle, dégagée de tout l'artificiel qu'une pseudo-civilisation y a mêlé. Le retour à l'âge des cavernes ne serait point, comme on ne cesse de le répéter, un retour à la sauvagerie ancestrale, à la barbarie. L'âge des cavernes, si

on entend par là un âge de crime et d'esclavage, serait plutôt le nôtre, véritable âge de fer en comparaison de l'âge d'or que vécurent les premiers hommes, malgré la lutte qu'ils durent livrer à la nature entière pour en devenir les maîtres. Les premiers hommes furent vraiment des créateurs, c'est-à-dire qu'ils découvrirent ce que personne n'avait découvert avant eux. Certes, ils se sont inspirés, dans leurs découvertes, de leurs frères inférieurs les animaux, mais en les dépassant. Ce furent des hommes de génie. Volonté, intelligence, sensibilité se développèrent en même temps chez ces hommes. Les savants officiels prétendent que l'homme n'a mérité le titre d'*homo sapiens* (homme pensant et raisonnable) qu'à partir d'une certaine période de la Préhistoire. Les hommes du paléolithique supérieur, seuls, mériteraient ce titre, ceux du paléolithique inférieur n'étant que des sous-hommes. C'est encore un préjugé, qu'il s'agit de dissiper. Dès que l'homme a inventé la technique, il n'a pas été qu'un homme faber, il a été également un *homo sapiens*. Cette épithète convient à l'homme de Chelles aussi bien qu'à celui de la Madeleine. Dès qu'il a tiré de la nature l'industrie et l'art, l'homme a mérité le titre d'*homo sapiens*. L'être qui était le plus faible de tous les êtres est devenu le plus fort et le plus habile. Il a ajouté à ses bras des outils qui ont suppléé à sa faiblesse. Il a inventé le feu et découvert le langage. Avant lui, nul être n'avait taillé le silex. Les grands anthropoïdes avaient pu ramasser des pierres et se servir de bâtons, former des familles, mais l'être vertical, lui, avait fait davantage. Mains et cerveau avaient travaillé ensemble à la même œuvre. Le redressement de la colonne vertébrale avait libéré la mâchoire qui, en cessant de fonctionner comme instrument de préhension, avait permis au cerveau de mieux penser et à la main de mieux agir. Le passage de l'animal à l'homme s'opéra par le redressement de la colonne vertébrale, allégeant l'être tout entier, et aérant son cerveau. Détaché du tronc commun des primates, qui avait donné naissance aux grands anthropoïdes, d'une part, dont l'espèce est aujourd'hui éteinte, et à l'homme, d'autre part, ce dernier évolua vers une forme toujours plus parfaite, ainsi que le prouvent les intermédiaires qui ont été découverts (pithécantrophe, sinanthropes, etc.), entre l'humanité actuelle et le précurseur hominien.

Quelles perspectives ouvre à la pensée la philosophie de la préhistoire qui nous oblige à méditer sur les origines, et à nous demander ce que nous avons fait, hommes de l'histoire, de la civilisation qui nous a été léguée par les hommes préhistoriques. L'art, les industries, les métiers, ils nous ont tout transmis. C'est pour-quoi, en nous rapprochant de leur existence saine et harmonieuse, parfaitement équilibrée, pour retrouver la santé et la force dont nous avons tant besoin, nous ne devons pas rejeter tout ce que la science et l'art nous offrent d'avantages et de bien-être (seuls une fausse science et un faux art, science de mort et art de mensonge, doivent être rejetés). Limitons nos besoins, et nous cesserons d'être des sous-hommes, c'est-à-dire des dégénérés. Renonçons à l'agitation qui caractérise notre ère d'affairisme et de trépidation. Telle est la leçon — il y en aurait encore bien d'autres à tirer — qui se dégage d'une philosophie de la Préhistoire. On peut dire que nos ancêtres des forêts vierges ou des cavernes, troglodytes ou non, nomades ou sédentaires, ont été les premiers penseurs, les premiers artistes, les premiers philosophes de l'humanité. Ici les mots « philosophie de la Préhistoire » revêtent un second sens, qui complète le premier. Ils signifient qu'avant la philosophie des Grecs, la seule enseignée par les historiens officiels, il y a eu une pré-philosophie : il y a eu des écoles, des systèmes philosophiques pendant les temps préhistoriques, et cela aussi bien en ce qui concerne l'esthétique que la sociologie, la morale, etc. Il y a eu,

dans les forêts vierges du tertiaire ou les cavernes quaternaires des philosophes aussi grands, plus grands même que ceux de l'histoire.

Nous avons dressé un tableau des philosophies de la Préhistoire aux différentes époques de la pierre. Ces philosophies ou pensée de l'homme sur la vie (l'action et la pensée se confondaient alors), nous sont connues par les œuvres d'art et les industries des hommes préhistoriques, associés à leurs restes. On peut reconstituer leurs philosophies mieux peut-être qu'on ne reconstitue les philosophies de l'histoire, qui nous arrivent le plus souvent à travers des documents falsifiés. Les quelques documents que nous possédons en préhistoire, sérieusement contrôlés, sont plus sûrs que tout ce fatras qui encombre l'histoire. La pénurie même de ces documents constitue un gage de leur authenticité. Il ne reste que des faits sélectionnés, ce qui écarte toute chance d'erreurs.

Nous reproduisons ici, sommairement, notre tableau des philosophies préhistoriques, dont les divisions correspondent aux arts et aux industries des différentes époques de l'âge de la pierre. Arts et industries nous révèlent la « philosophie », c'est-à-dire la vie même de nos ancêtres. Nous avons divisé les philosophies préhistoriques en trois grandes sections : la philosophie éolithique ou encore préchelléenne, datant de la fin du tertiaire, attestée par l'existence d'éolithes dus à l'homme ou à son précurseur (utilisation de la pierre, brute d'abord, ensuite avec des retouches intentionnelles). La philosophie quaternaire ou paléolithique comprend elle-même deux grandes sections : les philosophies du paléolithique inférieur ou philosophie chelléo-moustérienne subdivisée en philosophies chelléenne, acheuléenne et moustérienne (ou néanderthalienne), et les philosophies du paléolithique supérieur (aurignacienne, solutréenne, magdalénienne et glazéenne). Viennent ensuite les philosophies mésolithiques, comprenant les philosophies azilienne, tardenoisienne et campagnienne. La philosophie néolithique ou robenhausienne qui leur succède comprend la philosophie lacustre ou palafitique, et la philosophie dolménique ou mégalithique. Si nous faisons entrer l'âge des métaux dans la préhistoire, nous aurions une philosophie du bronze, du fer et du cuivre. Tel est le tableau, extrêmement sommaire, réduit à sa plus simple expression, des différentes philosophies de la préhistoire correspondant aux différentes « écoles » d'art et aux industries des âges de la pierre. L'homme du Moustier, de même que celui de la race de Chancelade ou de tout autre, ont eu des philosophies différentes, malgré des points de contact qu'on ne peut nier. On suit d'époque en époque la marche du progrès. Certes, il ne s'agit pas de philosophie au sens habituel. Les documents dont nous nous inspirons pour retracer ce tableau de l'évolution des idées, sont les différents types d'industries, ainsi que les œuvres d'art mobilières ou pariétales. Une même idée directrice inspire toutes les philosophies du paléolithique : l'homme vit au grand air, au sein de la nature, parmi les forces naturelles qu'il maîtrise ; sa religion, sa morale, son esthétique, toute sa vie enfin ne peuvent ressembler à la religion, à la morale, à l'esthétique, en un mot à la conception de la vie des peuples néolithiques. Avec ces derniers, une nouvelle philosophie s'élabore, l'autorité exerce ses méfaits, la religion devient une religion d'Etat (ce dernier étant représenté par une théocratie toute puissante). Les monuments mégalithiques n'ont pu, en effet, s'élever tout seuls. Nous supposons qu'un peuple d'esclaves, sous le commandement de maîtres dont le pouvoir était illimité, a semé un peu partout les menhirs et les dolmens. Nous sommes toujours des néolithiques, nous éloignant de la nature et vivant une existence absurde, à la merci des dirigeants. Aussi la conclusion d'une philosophie de la Préhistoire ne peut être que celle-ci : le retour aux origines, à la nature, à la

vie vivante, et cela sans abandonner les conquêtes de la science. Savoir nous en servir pour notre bonheur, au sein d'un milieu renouvelé, tout est là. Dans un ouvrage récent : *L'Homme, Races et Coutumes*, du Dr Verneau, nous lisons : « Un jour viendra où nos successeurs considéreront avec une sorte de pitié la civilisation d'aujourd'hui, dont nous sommes si orgueilleux ».

Cette réflexion, sous la plume d'un savant officiel, n'est pas pour nous déplaire. N'est-ce pas là ce que nous ne cessons de dire et redire depuis des années ? C'est pourquoi nous ne voyons pas d'autre remède pour conjurer le suicide de l'humanité (qui, d'ailleurs, est si peu intéressante, qu'elle mériterait d'être abandonnée à son sort), qu'un retour intelligent à la nature, nous voulons dire à la vie libre et vivante que vécurent nos ancêtres, retour entendu, répétons-le, non à la façon dont le comprenait Rousseau, en renonçant aux sciences et aux arts, mais en les utilisant pour notre perfectionnement intellectuel et moral : emprunter à l'histoire ce qu'elle a conservé des civilisations préhistoriques, ce qu'elle n'a pu anéantir de celles-ci, et sur ce legs du passé, construire la cité de l'avenir au sein même de la cité présente, par notre effort à devenir meilleurs, la réaliser dès aujourd'hui en agissant sur notre moi, sur celui des autres ensuite, par la persuasion, l'éducation et l'exemple, afin de hâter le retour de l'âge d'or sur la terre. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE (ouvrages récents portant sur des généralités). — S. Blanc, *Initiation à la Préhistoire*. — Marcellin Boule, *Les Hommes fossiles* (2^e édition). — Dr Capitan, *La Préhistoire*, édition revue et augmentée par Michel Faguet. — F. Déchelette, *Manuel d'Archéologie préhistorique*. — Furon, *La Préhistoire*. — René Gérin, *Les hommes avant l'histoire*. — Goury, *Origine et évolution de l'homme*. — Gérard de Lacaze-Duthiers, *Philosophie de la Préhistoire* (tome I). — G.-H. Luquet, *L'art et la religion des hommes fossiles*. — Léon Mand, *La Préhistoire*. — F. de Morgan, *L'humanité préhistorique*. — Peyrony, *Éléments de Préhistoire*. — E. Pittard, *Les races et l'histoire*. — G. Renard, *Le travail dans la Préhistoire*. — A. Rio, *La Préhistoire* (Encyclopédie par l'image). — J. H. Rosny aîné, *Les origines, Les conquérants du feu*. — Dr Verneau, *Les Origines de l'humanité*.

PRÉJUGÉ n. m. La définition du préjugé paraît assez aisée lorsqu'on l'applique aux menues opinions erronées que partagent les gens simples et peu doués d'esprit critique ; mais en examinant soigneusement toutes les connaissances de l'esprit humain, on s'aperçoit que les préjugés s'étendent beaucoup plus loin que chez les gens ignorants et qu'on les rencontre également chez des êtres très cultivés et dans tous les domaines du savoir. Le préjugé n'est plus alors une simple opinion personnelle admise sans examen, c'est une manière de penser collective, imposée par la tradition et que les casuistes essaient de justifier par de mauvais raisonnements.

C'est ainsi que les croyances sont toutes des préjugés, puisque toute croyance a précisément pour but de détruire l'esprit critique et de s'établir sur des actes de foi, étant ainsi au croyant toute possibilité de juger sainement. Toute opinion basée sur la foi est donc un préjugé. Pour en saisir plus nettement le côté absurde et imaginaire, étudions quelque peu le mécanisme d'un jugement et l'origine des préjugés.

Tout jugement est une utilisation présente d'une série d'expériences antérieures établissant une certaine identité entre une série de faits actuels et une série de faits passés. Les travaux du grand physiologiste russe Pavlov ont permis de comprendre que toute connaissance est le résultat d'une réaction du système nerveux à une influence du milieu, ou à un fonctionnement organique

inné, déterminant un certain nombre de réflexes, s'enchevêtrant les uns dans les autres, selon des lois biologiques qui commencent à être mieux observées et mieux classées qu'autrefois. Les jugements s'effectuent donc à l'aide de réflexes. Les réflexes conditionnels, étudiés par Pavlov, sont des réflexes associés à d'autres réflexes primitifs, et se substituant à eux, pour déterminer les mêmes actes, alors que, normalement, ces réflexes secondaires ne pourraient y parvenir seuls. Si, par exemple, on gratte un chien, et qu'on lui donne ensuite à manger, le seul fait de le gratter le prédisposera, ultérieurement, à manger. Mais, ce fait ne met en action qu'un réflexe conditionnel, qui ne saurait, en aucun cas, s'il n'est suivi d'alimentation, le prédisposer à un quelconque repas. Il y a pourtant, ici, jugement puisque, habituellement, le grattage est suivi du repas. Il y a donc une association légitime de sensations, succession de faits sensoriels, apparence de causalité ; mais c'est un rapport faux, puisque, en réalité, ces deux faits : le grattage et l'alimentation ne sont point liés par un phénomène de causalité naturelle, mais rapprochés, au contraire, par l'imagination de l'expérimentateur. Jugement ne signifie donc aucunement vérité, mais fonctionnement de réflexes compliqués, déterminant une adaptation de l'organisme aux circonstances.

Le commencement de la pensée est donc, invariablement, une réaction nerveuse déterminant un mouvement musculaire ou une fonction organique interne. Il n'y a pas de pensée sans dépense d'énergie, sans travail intérieur. Il est donc probable que les premières pensées, ou plutôt les premiers éléments de la pensée (sensation, puis perception) sont des vérités premières, subies par le jeune humain dès ses premiers contacts avec le milieu. L'abstraction, l'idée générale, est l'insurgent des sensations répétées, créé aux carrefours des influx nerveux, empiétant les uns sur les autres, sous l'abondance des impressions sensorielles. Le jugement, qui n'est qu'un acte secondaire, n'est que l'utilisation de réflexes antérieurs, la mise en jeu d'un complexe de réflexes, sous l'influence d'une action du milieu, ou d'un fonctionnement organique. Le jugement n'est donc jamais un acte indépendant. Il dépend de deux facteurs : tout d'abord de la faculté innée de grouper des réflexes en de nombreux complexes de réflexes (diffusion de l'influx nerveux à travers les cellules cérébrales), faculté dépendant inévitablement du tempérament personnel qui atténue ou augmente, déforme ou rectifie les complexes de réflexes sensoriels et les réflexes conditionnels dans leurs rapports entre eux ; ensuite de la nature et de l'abondance des documents sensoriels accumulés depuis la naissance (éducation, tradition, circonstance).

L'esprit critique est formé de la double faculté d'accumuler et de conserver les documents sensoriels ; et de les grouper et les coordonner, ensuite, logiquement. Tout être humain, même héréditairement doué d'un esprit critique et d'un tempérament équilibré, se trouve, dans la vie sociale, devant ces deux sortes de faits : les faits traditionnels ; les faits circonstanciels. Les faits traditionnels sont constitués par l'ensemble de toutes les connaissances transmises d'une génération à l'autre ; connaissances formées de savoir véritable et de nombreuses erreurs plus ou moins dangereuses. Les faits circonstanciels sont déterminés par la lutte de l'homme contre le milieu naturel, ou contre le milieu social, en fonction des connaissances : traditionnelles ou acquises personnellement.

Or, nous avons vu que la connaissance réelle n'est qu'un réflexe, une réponse exacte du système nerveux à une excitation, externe ou interne, se traduisant par un adaptation avantageuse de l'organisme entier aux circonstances nouvelles. Il peut se faire que la tradition enseigne une réponse utile ; il peut également se faire qu'elle l'ignore, ou qu'elle en donne une

erronée et nuisible. Ce renseignement erroné : c'est le préjugé.

La tradition est donc à la fois la source du vrai et du faux. Parmi ces renseignements il en est de vérifiables et d'expérimentaux, découverts par l'esprit d'observation de l'homme : c'est la connaissance objective, origine des jugements corrects et du bon sens. Il en est d'absurdes et d'incontrôlables, basés uniquement sur la terreur, la foi, l'ignorance, la stupidité et qu'imposent la partie la plus rétrograde de l'humanité, les exploiters laïques et religieux : ce sont les préjugés.

Le préjugé n'est donc pas une pensée primitive, un réflexe direct ; ni un complexe de réflexes sensoriels se contrôlant les uns les autres. C'est un complexe de réflexes conditionnels erronés, aussi peu utiles au bon fonctionnement de l'homme, que n'est utile à l'appétit du chien le grattage de son épiderme.

Nous avons donc une démarcation précise entre une opinion exacte et un préjugé ; la première relève de l'expérience (réflexe conditionnel contrôlé) ; le second de l'imagination (réflexes conditionnel invérifiable). Et comme conséquence l'absence de préjugé est essentiellement le fait d'un esprit indépendant, adaptant ses faits et gestes au mieux de ses intérêts vitaux, selon un critère éthique et synthétique purement objectif.

Nous pouvons maintenant passer brièvement en revue quelques-uns des plus malfaisants préjugés.

RELIGIOS. — Toutes les religions, toutes les croyances mystiques sont des préjugés, puisque leur admission ne peut s'effectuer que par la destruction de l'esprit critique et du bon sens. Ce sont des préjugés collectifs, admis sans examen. La foi ne raisonne pas. Imposés aux jeunes êtres, ces réflexes conditionnels invérifiables et désastreux prennent, chez certains humains, une telle importance qu'ils en restent irrémédiablement déformés. Les associations de réflexes ne s'effectuent plus désormais selon un ordre logique, et selon le processus des causalités sensorielles, mais selon un processus entièrement subjectif, embrouillant certains réflexes normaux et faussant, inévitablement, tous les jugements ultérieurs. Les conséquences malfaisantes de ces préjugés se traduisent par des haines farouches, une intolérance et un sectarisme abrutissant, un fanatisme criminel semant la discorde, la guerre et la mort.

PATRIOTISME. — Même remarque pour la religion patriotique que pour la religion déiste. Basée sur l'ignorance des ascendances et la haine des clans voisins, elle engendre cette chose cocasse : des hommes, fils de toutes les races mêlées, se réclament d'une race pure, autochtone, inexistante, et d'un patrimoine géographique ancestral, encore plus inexistant. Tout territoire fut habité et peuplé tour à tour, au cours des siècles, par de si nombreuses populations, fondues les unes dans les autres, qu'il est grotesque de vouloir lui trouver un premier occupant. Nul ne se trouve sur sa terre ancestrale ; nul ne peut se réclamer d'une race pure, car rien de cela n'existe et n'a existé. Ce préjugé entretenu et développé par les exploiters est un des meilleurs moyens pour diviser les peuples, créer des haines féroces, aboutissant à des massacres monstrueux, justifiant le rôle soi-disant défensif des dirigeants.

AUTORITÉ. — Le principe d'autorité, c'est-à-dire l'imposition d'un fait par la force est un des préjugés les plus répandus. Il commence dans la famille, se continue à l'école et s'épanouit dans la vie sociale, en passant par la caserne, sa plus belle manifestation. Nulle part le culte de la raison, du bon sens, de la recherche expérimentale, de la persuasion, n'est développé pour résoudre les difficultés sociales. La force, c'est-à-dire, presque toujours la violence inique, impose à l'homme la volonté d'un autre homme. Or l'homme est un imitateur et tout geste qui, imité, nuit à l'homme, est nuisible à tous les hommes. D'où la malfaisance de l'esprit

d'autorité plus ou moins répandu chez les humains et leur nuisant par réciproque usage. Ce préjugé, qui ne repose que sur le romantisme des traditions, s'oppose à l'épanouissement de l'intelligence, appauvrit et avilit l'humanité et en retarde indéfiniment son harmonieuse évolution. L'autorité est l'antinomie de la raison et rien ne démontre, objectivement, qu'elle est nécessaire au bon fonctionnement social. Développer l'autorité ; éduquer, enseigner, coordonner autoritairement, c'est retourner à la brute, c'est reculer indéfiniment l'avènement de l'Age de la Raison.

JUSTICE ET CRIMINALITÉ. — Parce que les nécessités de coordination des humains les ont déterminé, selon leurs connaissances traditionnelles, à formuler des bases d'entente à formes autoritaires appelées lois, la tradition a déformé le sens provisoire, incertain et faillible de ces lois, pour en faire une sorte de chose inviolable et sacrée ; préjugé issu de l'origine soi-disant divine et magique des dites lois, car le chef et surtout le sorcier, puis le prêtre ou magicien, furent certainement les premiers législateurs des hommes terrorisés et ignorants. Ce pouvoir surnaturel, attribué à la loi, fausse actuellement le sens des réalités sociales chez de nombreux individus, qui ne qualifient de bien ou de mal que ce qui est en accord avec la loi, sans songer que celle-ci n'est qu'une invention humaine, par conséquent susceptible d'être juste ou criminelle, absurde ou sensée. La justice, d'après cette loi hasardeuse, est la personification même du bien luttant contre le mal. Pourtant l'étude de toutes les sociétés, passées et présentes, nous montre que toujours la misère et la souffrance furent le sort du plus grand nombre des hommes et que la justice n'a jamais supprimé le mal social, précisément parce que ce mal est l'effet du même état d'esprit qui invente l'abstraction justice, sorte de puissance indépendante de l'homme, confusément divinisée par lui.

De là ce respect absurde, sacré de tout l'appareil de justice, investi par les préjugés ancestraux de l'infailibilité des concepts absolus.

Ce préjugé déforme le jugement envers ce que l'on dénomme le criminel, c'est-à-dire celui qui désobéit aux lois, celles-ci fussent-elles criminelles ou stupides. Le criminel n'est pourtant jamais responsable puisque : criminel par manque de sensibilité, ou insuffisance de maîtrise de ses réflexes, il est tel que l'ont fait ses progéniteurs et la tradition ; il n'est qu'un effet et non cause initiale du mal ; et, s'il est criminel lucidement, il ne l'est que par la faute du milieu criminel qui l'y oblige, par nécessité défensive et vitale. Le préjugé de la responsabilité se renforce et s'aggrave ici de la féroce de l'esprit de vengeance, qui rend le mal pour le mal. Ce qui démontre bien le caractère primitif et sauvage de toute justice humaine.

Le bon sens indique que le meilleur moyen de réparer et de prévenir un mal, c'est de détruire les causes qui le créent, et non de punir ceux qui n'en sont que l'instrument.

SEXUALITÉ. — Tout est préjugé en matière de sexualité, et cela se comprend puisque le sens de la vie est faussé par les sorciers modernes, alliés aux exploiters internationaux. Aussi, dès le jeune âge on développe dans la mentalité des jeunes humains ces quelques absurdités : Il y a quelque chose de criminel à pratiquer l'union charnelle en dehors des formes légales des sorciers laïques et religieux ; dès que les rites magiques sont prononcés par les sorciers, l'homme et la femme mariés n'ont plus ni sentiments, ni affections, ni désirs pour d'autres qu'eux deux ; en échange de quoi ils cessent d'être propriétaires de leur propre personne pour devenir la propriété de leur conjoint, sur lequel ils ont, néanmoins, droit de vie et de mort ; il y a des choses honnêtes en amour et des choses honteuses, tout comme il y a des organes honteux ; les procréations nom-

breuses sont sources de joies et de prospérité ; enfin, la femme n'étant point propriétaire de son corps ne peut se refuser à la maternité, ni la prévenir ou l'arrêter à son gré.

Il est flagrant que tout cela est absurde, nuisible et contraire à la beauté de la vie. Tout ce qui donne de la joie, sans amoindrir notre vitalité, notre intégrité individuelle, est sain, bon, désirable et utile. Et chacun est seul juge de ce qui embellit sa vie.

Tous ces préjugés, que partagent stupidement les gens ignorants, ne sont nullement répandus chez les exploités, qui ont peu d'enfants et se livrent à tous les jeux de l'amour, au mépris des rites de leurs sorciers.

C'est donc une morale pour le peuple, destinée à perpétuer sa misère, à le priver de joie, à le maintenir abruti dans le cercle familial, rétrécissant son point de vue, limitant son action à son foyer, détruisant sa solidarité avec le reste de l'humanité. Les préjugés sexuels sont donc de merveilleux auxiliaires de l'universelle exploitation.

EDUCATION. — Il est difficile de ne point reconnaître l'influence considérable des préjugés dans l'éducation. Les enfants sont tout d'abord séparés par sexes, comme si la peste jaillissait de leurs contacts. Ensuite la matière éducative tend à développer chez eux la même mentalité que celle de leurs progéniteurs ; c'est-à-dire tous les défauts caractérisant la présente société. Tout ce que l'enfant perçoit autour de lui concourt à détruire sa personnalité, son esprit critique, sa spontanéité, sa solidarité, ses affections, ses sympathies, son esprit inventif et créateur, pour le figer dans une attitude hypocrite, respectueuse et soumise vis-à-vis de la force, des puissants et des maîtres ; garantie certaine d'une perpétuation de tous les maux sociaux, déterminés par la bêtise et la brutalité.

L'éducation ne peut avoir qu'un seul but : créer des intelligences lucides, dans des corps sains, en dehors de toutes idées personnelles de classes, de sexes, de croyances, etc. L'éducation doit être strictement objective, développer le sens des rapports exacts et l'harmonie des sensibilités.

Un autre préjugé consiste à croire que l'enfant appartient à ses parents, et que ceux-ci sont ses meilleurs éducateurs naturels. Il n'y a aucun rapport entre le fait d'engendrer un enfant et le fait d'être doué de toutes les rares qualités que doivent posséder les vrais éducateurs. Ensuite l'enfant s'appartient à lui-même, puisqu'il n'est ni un objet inerte, ni un animal. D'autre part, la famille est le plus mauvais lieu pour l'éducation des enfants, car l'exemple pernicieux des parents et l'insuffisance des moyens éducatifs nuisent au développement rationnel de l'enfant. Tous ces préjugés sont donc à combattre énergiquement pour l'amélioration des méthodes éducatives.

HYGIÈNE. — Ici encore les préjugés règlent les coutumes, les modes, la forme des vêtements selon les sexes, les professions, les hiérarchies sociales, etc. Les femmes vont demi-nues, même en hiver ; les hommes s'en tortillent dans d'épais et sombres vêtements, même en été ; tandis que la nudité totale paraît un attentat aux mœurs. Cela permet aux humains de baigner dans leur sueur, plus ou moins parfumée, de ne point observer l'hygiène conservatrice des formes et d'ignorer la belle santé qui ne doit rien aux recettes des apothécaires.

Il y a également beaucoup de préjugés à l'égard de l'alimentation. Nombreux sont ceux qui s'imaginent que la viande, le vin et autres boissons alcooliques, sont nécessaires à la santé et que seule la nourriture imposée par la tradition familiale est la meilleure. La diversité de ces traditions, à la surface de la terre, prouve l'incohérence de leur exclusivité. Ici, comme ailleurs, l'expérience est seule concluante et nul ne s'en soucie pour établir, objectivement, des bases certaines et générales.

Enfin l'hygiène des habitations est chose nulle dans une grande partie de la population. La peur des courants d'air, et de l'air pur, tient les gens enfermés et entassés étroitement dans une atmosphère puante, privés de soleil et de ses rayons bienfaisants, tandis que leur peau ignore les bienfaits de la lumière et des douches stimulantes.

ECONOMIE. — Rien ne démontre le réalisme de la société capitaliste. Contrairement à l'opinion courante, elle n'est qu'une mystique, imposée par la tradition comme une réalité objective. Or toutes les formes de sociétés sont possibles en dehors d'elle, et la disparition totale d'anciennes sociétés, fortement constituées, entraînant en même temps la ruine de leurs traditions, et par conséquent toute cause subjective de durée, prouve la fragilité de toute société.

La mystique capitaliste n'est rien en dehors de sa tradition et ne repose sur aucune base biologique naturelle et indestructible. C'est donc un grossier préjugé de croire que les groupements humains ne peuvent se coordonner que selon un type unique et définitif.

CONCLUSION. — Il est impossible d'examiner tous les préjugés car ce serait faire tout le procès de la société. Le respect et le culte grotesque des morts ; le respect des dettes de jeu, dites dettes d'honneur ; l'approbation des gains aux jeux de hasard, courses de chevaux, loteries, etc., justifiant le mysticisme de la chance et le légitimant ; le culte de la supériorité économique, artistique ou scientifique, basée sur une hiérarchie arbitraire et mystique ; la peur du changement, des transformations sociales ; les cristallisations autour des formes archaïques du passé ; en résumé tout ce qui n'est pas le fruit d'une série d'expériences biologiques, d'une synthèse de faits étudiés en dehors des formules cristallisantes de la tradition ; tout ce qui est imposé comme ne se discutant pas, est préjugé.

La disparition des préjugés se réalisera par une meilleure éducation, et par la connaissance de notre propre fonctionnement cérébral, démontrant l'origine de la connaissance réelle et celle des préjugés, ou réflexes conditionnels séparés du contrôle sensoriel et objectif. — IXIGREX.

PREJUGÉ. En termes de jurisprudence, se dit de tout document, ou observation, qui précède le jugement et permet de l'établir. Le plus souvent le mot préjugé sert à désigner une opinion acceptée sans contrôle ou, tout au moins, sans examen suffisant. C'est à tort que l'on emploie parfois ce mot comme synonyme d'erreur. En effet, on peut adopter sans examen des idées exprimées par autrui, et qui sont parfaitement justes. Par contre, si nous ne faisons pas état, dans notre jugement, de toutes les données du problème, ou si notre raisonnement est defectueux, il pourra nous advenir, même après mûre réflexion, de faire nôtres certaines idées fausses. Réfléchir est une bonne précaution contre l'erreur, mais ne donne pas la certitude que l'on ne se trompera jamais.

Cette encyclopédie est, en très grande partie, consacrée à la lutte contre quantité de superstitions qui, dans les domaines de l'amour et de la sexualité, des croyances religieuses et de la morale, du nationalisme et de l'économie politique, demeurent dans la mentalité populaire. Il n'est donc aucune nécessité de revenir sur maints sujets ayant donné lieu, par ailleurs, à d'abondantes démonstrations. Par contre, il ne sera pas sans utilité de soumettre à la méditation du lecteur, certains préjugés qui ont cours dans les milieux révolutionnaires, et sont, le plus souvent, les vestiges de formules ou de doctrines anciennes, qui n'ont pas été confirmées par l'expérience, ou qui, justifiées à une certaine époque, ne le sont plus aujourd'hui, les circonstances de la vie

sociale étant sensiblement différentes de celles de guerre.

Par exemple, pour ce qui concerne l'organisation d'un mouvement : insurrectionnel, maint révolutionnaire s'exprime encore comme si, au lieu d'être au siècle des avions, des tanks, de l'artillerie lourde, et de la guerre des gaz, nous vivions encore au temps où un paysan, avec sa faux, ou son vieux fusil à pierre, pouvait tenir tête à un fantassin régulier. De nos jours, dans une guerre civile, les armes à la portée du peuple : fusils de chasse, couteaux, revolvers et bâtons, seraient de pauvres choses. Seule, la révolte de l'armée, passant au peuple, est susceptible de lui donner la victoire et de le préserver du massacre.

Préjugé encore que l'étrange association, dans les mêmes milieux, de thèses insurrectionnelles très violentes, avec, d'autre part, les déclarations d'un pacifisme sentimental allant jusqu'à proclamer l'horreur des armes, et condamner tout entraînement physique ayant un caractère militariste. Pour ne pas être, d'ordinaire, dictée par les mêmes motifs que les hostilités internationales, la guerre civile n'en est pas moins une guerre. Elle aussi fait pleurer des mères, et couler le sang des hommes. Comme les autres, elle exige une préparation, des connaissances techniques, l'usage d'engins meurtriers. Durant la Commune de Paris, les bataillons fédérés luttaient pour un noble idéal, qui n'avait rien de commun avec les objectifs contre-révolutionnaires de l'armée de Versailles. Cependant, de part et d'autre, on utilisait, pour se battre, les moyens militaires de l'époque, et l'on n'aurait pu faire autrement. Tout en étant partisan de la paix entre les peuples, un révolutionnaire, qui admet le recours à l'insurrection armée, ne peut donc, sans inconséquence, répudier le militarisme sous toutes ses formes, ni se déclarer, sans aucune réserve, pacifiste. Seuls ont qualité pour se réclamer du pacifisme intégral, et condamner l'usage des armes, ceux qui, à l'exemple des Doukhobors, et des disciples de Tolstoï, ou de Gandhi, sont partisans de la résistance passive et se refusent à employer, à l'égard d'autrui, la violence, en quelque circonstance et sous quelque prétexte que ce soit.

Sont encore de graves préjugés : la conception de la Nature considérée à l'égal d'une divinité tutélaire, infiniment bonne, aimable, et prévoyante envers les êtres ; la croyance en la vie éternelle des peuplades primitives ; la foi en la vertu suprême de certaines collectivités d'hommes, jugées incapables absolument — parce qu'elles sont composées de travailleurs manuels, par exemple — de se comporter comme le reste de l'humanité, en des circonstances identiques.

Il en est d'autres, qui mériteraient examen. Je crois m'être assez étendu pour disposer les hommes de bonne volonté à ne jamais s'endormir sur le mol oreiller des opinions définitives, mais à passer honnêtement en revue, de temps à autre, celles qu'ils ont choisies comme étant l'expression de la vérité sans défaut. — Jean MARESTAN.

PREJUGÉ. Le préjugé est une opinion préconçue, adoptée sans examen et sans recherche de sa valeur propre. L'analogie prédispose au préjugé.

Le préjugé représente une opinion contestable, mais qu'on ne conteste pas. Avec la multitude de préjugés qui ont acquis droit de cité, on peut se demander s'il faut travailler à détruire les préjugés, comme on peut se poser la question de savoir si on leur doit le respect qui aide à les conserver.

Cette double question trouve sa solution pratique selon les cas et les époques. Aussi longtemps que la Société exerce, sans obstacle, le monopole du développement de l'intelligence, il faut, socialement parlant, ne pas chercher à ébranler les préjugés utiles au maintien de l'ordre établi.

Il n'en est pas de même, quand les moyens de comprimer l'activité des intelligences ont échappé à la société. Alors, la guerre ouverte aux préjugés est un devoir, et il s'agit de faire tous les efforts possibles pour y substituer la vérité.

A ceux qui prétendent qu'on doit dissiper peu à peu les ténèbres qui obscurcissent la raison et n'élaguer que branche à branche l'arbre des préjugés, Collins répond : « On ne réforme pas le fanatisme, on le remplace par le réel ou on reste dans la fantasmagorie ». Que l'on admette que, pour le passé, la foi permettait de prendre le préjugé pour la vérité et se trouvait en harmonie avec l'ordre de l'époque, rien à redire, puisque l'état général d'ignorance ne permettait pas mieux. Du reste, pour toute époque possible, tout est bien, puisque l'humanité obéit à l'ordre de nécessité.

Quand la discussion est libre, les épais nanges dont l'esprit était enveloppé sont facilement percés à jour, et alors ce n'est pas peu à peu qu'il faut répandre la lumière, mais d'un seul jet, d'une seule poussée.

Il ne faut pas qu'il existe d'erreur grave ou légère, car le préjugé — erreur — tant qu'il subsiste, empêche la vérité de se faire jour. Sous cet aspect, le préjugé est toujours dangereux.

Du reste, dit L. de Potter, il est d'essence de la vérité de ne pouvoir être saisie que tout entière ou pas du tout.

Les préjugés peuvent être classés en préjugés d'éducation et en préjugés d'instruction. L'un comme l'autre n'ont pas donné lieu à la connaissance, mais à la croyance. De la participation de l'instruction à l'œuvre d'éducation naît un renforcement du préjugé, de l'erreur.

L'ignorance, mère du préjugé, peut et doit être détruite ; mais, pour cette fin, il faut connaître la vérité et l'enseigner en substituant le savoir à la foi. A notre époque encore, l'erreur, revêtue des dehors de la science, reste tenace et les préjugés persistent. L'œuvre de régénération sociale est retardée d'autant. Avant de pouvoir remplacer le préjugé par la vérité, il faut débayer le terrain des obstacles dont le faux l'avait embarrassé. N'oublions pas que le préjugé religieux est celui qui possède, au plus haut point, la ténacité qu'aucun autre ne partage avec lui au même degré.

La politique des catholiques est, indubitablement, le moyen le plus efficace pour maintenir, pour ainsi dire indéfiniment, le préjugé religieux qu'il exprime. Pour l'abattre, la lutte ne peut s'entreprendre que sous le sceptre de la vérité. — Elie SOUBRYAN.

PRESSE. Le substantif *presse* vient, comme le verbe *presser*, du latin *pressus*, qui signifie serrer plus ou moins fortement, étreindre, comprimer.

Le mot *presse* est à plusieurs usages. Les plus importants sont en mécanique, pour désigner des machines servant à exercer une pression sur un objet quelconque pour en réduire le volume, en modifier la forme, en extraire une partie liquide ou lui imprimer une marque. Parmi ces dernières sont les presses d'imprimerie qui servent à l'impression de l'écriture. L'importance prise par cette industrie lui a fait donner le nom de *presse* en la considérant particulièrement dans la fabrication des publications qui ont une régularité périodique et quotidienne : revues, gazettes, journaux. L'industrie de la presse se confond ainsi avec le journalisme (voir ce mot). C'est d'elle dont nous nous occuperons ici dans sa formation, son développement, dans ses rapports avec la pensée et dans son rôle social.

L'industrie de la presse, moyen de répandre les nouvelles relatives à la vie sociale, a existé bien avant l'invention des presses d'imprimerie. Elle répondait à la curiosité publique ; elle était indispensable. Sans remonter, dans l'antiquité, plus haut que les Romains, on peut dire que la première forme de la presse fut dans leurs *Acta diurna*, petites affiches qu'on exposait

dans les endroits publics et que lisaient les amateurs de nouvelles. Suivant Juvénal, les dames romaines passaient leurs matinées à lire cette sorte de journal dont elles recevaient des copies.

Au moyen âge, les nouvelles s'échangeaient de vive voix, apportées sur les lieux d'assemblées populaires, particulièrement sur les marchés. Là, des hommes faisaient métier de les recueillir pour en écrire des copies qu'ils adressaient à des abonnés. Leurs feuilles furent l'origine du journal. Elles publièrent par la suite des nouvelles politiques. L'une d'elles, conservée à la Bibliothèque Nationale, porte ce titre : « C'est la très noble et très excellente victoire du roi Louis XII de ce nom, qu'il a eue, moyennant l'aide de Dieu, sur les Vénitiens ». La portée de ces feuilles manuscrites ne pouvait être que très réduite ; elle s'étendit lorsque l'imprimerie permit d'en multiplier le tirage. En Allemagne, au *xv*^e siècle, elles s'appelaient *Zeitung*, qui signifie gazette. Le même siècle vit, encore en Allemagne, la naissance de l'*almanach*. A Venise, au *xvi*^e siècle, les feuillets des gazetiers étaient les *Fogli avvisi* ou les *Notizie Scritte*. On les appela gazettes, du mot *gazetta*, pièce de monnaie qui servait à les payer, et le mot passa en France. Avec l'imprimerie, les gazettes et les almanachs se répandirent rapidement, surtout en Allemagne où le peuple apprenait à lire plus qu'en tout autre pays. D'autres publications étaient appelées *courriers*. A partir de 1590 furent publiées, à Francfort les *Relationes Semestrales*, rédigées en latin et en allemand et paraissant deux fois par an, à l'époque des grandes foires. Diverses autres publications, sans être des journaux proprement dits, parurent périodiquement de façon suivie. 1615 vit naître le *Journal de Francfort*, premier journal européen. Parurent ensuite celui de Berlin, en 1617 et celui de Nuremberg, en 1620. La presse allemande a été de tout temps, depuis les premières gazettes, la plus importante dans tous les genres, politique, littéraire, scientifique, et celle des autres pays n'a pas cessé de suivre ses initiatives jusqu'à la création de la presse contemporaine où la publicité est arrivée à dominer toutes les autres préoccupations. Le premier journal anglais fut l'hebdomadaire *Weekly News*, fondé en 1622. Dès 1702, Londres eut son journal quotidien, le *Daily Courant*. La Révolution d'Angleterre fit prendre à la presse de ce pays un développement que les journaux français ne connurent que cent cinquante ans après, à partir de 1789. Le premier journal italien parut en 1630. Une censure religieuse rigoureuse empêcha le développement de la presse italienne comme elle retarda celui de la presse française.

Nous ne suivrons pas le mouvement de la presse dans les pays étrangers. Nous indiquerons seulement, et rapidement, ce qu'il a été en France. On cite, comme le plus ancien document, le prospectus d'une « gazette rimée », paru en 1609, et qui disait entre autres :

« La Gazette en ces vers
Contente les cervelles,
Car de tout l'univers
Elle reçoit nouvelles. »

Ces nouvelles mettaient alors des mois et même des années à arriver. Le monde n'en était pas plus malheureux qu'aujourd'hui où, en trois heures, la téléphotographie lui transmet, en texte et en images, ce qu'il y a de plus nouveau aux antipodes. Au contraire. En voyant les résultats, cette espèce de mabouffisme trépidant qui n'est capable de se fixer sur rien et oublie immédiatement, pour quelque chose de plus nouveau, ce qu'il vient à peine d'apprendre, on se demande ce que ce sera lorsque, par des moyens aussi rapides, on recevra des nouvelles du Soleil et de la Lune.

Une gazette dont l'existence n'est pas plus certaine que celle de la « gazette rimée » de 1609, est celle de

Troyes qui aurait paru en 1626, mais dont il ne reste aucune trace.

Ce fut le 30 mai 1631 que vit le jour la *Gazette* de Théophraste Renaudot, le « père du journalisme français ». Elle parut chaque semaine et Renaudot la rédigea durant vingt-deux ans. Il y apporta la ténacité qu'il mit dans toutes ses entreprises et qui fit soulever contre lui les haines de tous les pontifiquants bénéficiaires de la routine. Le premier, il connut dès la création de la presse le sort de tous ceux qui voudraient en faire un instrument de vérité et tenteraient de s'en servir autrement que pour mentir, bluffer, soutenir la puissance d'un puffisme de plus en plus impudent. « En une seule chose ne céderai-je à personne, en la recherche de la vérité », disait Renaudot. S'il revenait aujourd'hui, combien de ceux qui « honorent » en lui le premier de leur profession, réclameraient ou approuveraient contre lui l'application des « lois scélérates » ! Une allégorie naïve, mais caractéristique, représentait sur la couverture de la *Gazette* Renaudot refusant l'argent offert par les « cadets de la faveur ». C'est un geste que ne connaissent guère les stipendiés des Rafalovitch, les nourrissons de la Tour pointue et les cadets des fonds secrets, bien qu'ils prétendent tous qu'ils font des « journaux honnêtes pour les honnêtes gens » ! En fait, la *Gazette* de Renaudot ne pouvait vivre qu'avec l'appui du pouvoir, de Richelieu d'abord, de Mazarin ensuite et, profondément convaincu des services qu'il pouvait rendre à tous ses contemporains par le moyen de son journal comme de ses autres entreprises, Renaudot ne fut pas absolument rigoureux quant aux appuis qu'il accepta. Sa gloire la plus authentique, alors qu'il participa à tant de choses, fut de demeurer personnellement honnête et pauvre. « Le vieux Théophraste Renaudot est mort gueux comme un peintre », a dit son plus acharné ennemi, le riche Gui Patin.

Les haines contre Renaudot, gazetier, s'allongèrent des haines contre Renaudot, médecin. Sa querelle avec Gui Patin, qui opposa la science nouvelle de la Faculté de Montpellier à l'empirisme de la Faculté de Paris, fut digne d'inspirer Molière. Toute l'Université fut contre Renaudot et le Parlement le condamna. Mais c'était le novateur, l'entrepreneur, l'audacieux Renaudot qui avait raison, malgré la Faculté puisqu'il guérissait les gens, et le peuple chantait en l'honneur du quinquina dont il s'était fait le propagateur :

« En dépit de la Faculté
Notre Duc est ressuscité
Par la vertu du quinquina :
Alléluia ! »

On doit à Renaudot, indépendamment de la *Gazette*, la création du *Bureau d'adresse* et de ses *Feuilles*, devenues ce qu'on a appelé par la suite les *Petites Affiches*, qui inaugurèrent les annonces et la publicité. Du *Bureau d'adresse* sortit encore une autre création, celle des offices de secours aux pauvres qui devinrent les *monts de piété*. Il n'était pas besoin de tant d'activité créatrice pour attirer sur la tête de Renaudot les vieilles haines médiévales toujours vigilantes : *invidia scolastica* et *invidia medica*.

La *Gazette* se doubla bientôt des *Nouvelles*. Les deux réunies se vendaient un sou ; on avait l'une ou l'autre pour deux liards. Renaudot les rédigea jusqu'au 23 octobre 1653, avant-veille de sa mort à la suite d'une attaque de paralysie. Loret, le plus connu des auteurs des *Mazarinades* et qui composait une *Muse historique*, chronique en vers faisant concurrence à la *Gazette*, lui consacra un adieu assez ému et, le 1^{er} novembre, la *Gazette* fit son éloge. Un dernier mot sur Renaudot. « La presse, disait-il, tient cela de la nature des torrents, qu'elle grossit par la résistance ! » Il n'avait pas encore fait l'expérience qu'elle s'avilit par la soumission. Trois siècles plus tard il aurait fait écho à la ques-

tion indignée de Séverine à ses « confrères » : « Sommes-nous des larbins ? » Et résigné il n'aurait pu que répondre : « Hélas !... »

La *Gazette* fut continuée par les fils de Renaudot jusqu'au jour où, prenant le titre de *Gazette de France*, en 1762, elle devint le journal officiel de la royauté, dirigé par des fonctionnaires de la Cour. Elle déclina alors au point que Grimm en dit en 1772 : « Je ne crois pas qu'il soit possible de lire rien de plus bête ». Peut-être est-ce pour cela qu'elle demeura, malgré vents et marées, pour soutenir jusqu'en 1915, année où elle mourut, lèse « droits » d'une légitimité inconsolable et obstinée qui dut renoncer à se rétablir, même à la faveur de la guerre.

La *Gazette* était de caractère politique. En 1665, Denis Sallo fonda le *Journal des Savants*, d'information littéraire, scientifique et de « critique équitable et impartiale », dit Sallo qui signalait du nom plus distingué de d'Hédouville. Les jésuites firent supprimer le *Journal des Savants*. Il ressuscita en 1666, sous la direction de l'abbé Gallois, et il n'a plus cessé, depuis, de paraître, sous le patronage de l'État.

En 1762, on vit la première publication de caractère « parisien » et « boulevardier », comme on a dit plus tard. Ce fut le *Mercurie Galant*, créé par Donneau de Vizé qui s'inspira de l'esprit gai et vivant de la *Muse Historique* de Loret. A la fois politique, littéraire et mondain, sa formule était : « Parler de tout, ouvrir le *Mercurie* à tous, faire qu'il convienne à tous ». Il eut un vif succès et devint en 1714 le *Mercurie de France*. Après plusieurs éclipses, il disparut définitivement en 1925. Le titre fut repris en 1890 par Alfred Vallette et un groupe d'écrivains symbolistes qui le donnèrent à une revue littéraire. (Voir *Symbolisme*.)

D'autres gazettes eurent un sort moins heureux que celle de Renaudot. Les *Lettres en vers et en prose*, de Lagrèze de Mayolas (1672), commencèrent à publier des romans avec « la suite au prochain numéro ». Le *Journal de la Ville de Paris*, de Colletet fils, inaugura en 1676 ce qu'on a appelé plus tard « l'annonce anglaise ». Elle y tint jusqu'à six pages ; mais Colletet n'y fit pas fortune, si l'on en croit Boileau dépeignant :

« Le pauvre Colletet croûté jusqu'à l'échine,
Allant chercher son pain de cuisine en cuisine. »

Dans une autre circonstance, Boileau célébrant Horace le voit qui :

« ...libre du souci qui trouble Colletet
N'attend pas pour dîner le succès d'un sonnet. »

En 1684, Bayle fonda ses *Nouvelles de la République des Lettres* que continuèrent Leclerc, La Roque et Bernardet.

Le XVIII^e siècle vit se développer la presse et la polémique dans tous les genres. On lui doit la propagation des idées philosophiques qui formèrent l'esprit politique de la Révolution française. La vieille société de droit divin y était sapée par les droits de l'homme. Le *Pour et le Contre*, de l'abbé Prévost (1723-1740), l'*Année littéraire*, de Desfontaines, puis de Fréron, l'*Ane littéraire*, opposé au précédent par Le Brun, le *Journal Encyclopédique*, de Pierre Rousseau (1759), et d'autres encore, entretenaient un courant d'idées de plus en plus impétueux. La *Gazette des deuil*, de Palissot, inaugura la chronique des décès. Durozoy y ajouta celle des naissances et des mariages. Campigneule fit le premier *Journal des dames* en 1759 ; il y publia des comptes rendus de livres, spectacles et « de tout ce qui, en littérature, est fait par et pour les dames ». Le *Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacie* fut fondé en 1754 ; celui du *Commerce* en 1759 ; la *Gazette des Tribunaux* en 1774, etc. Enfin, en 1777, parut le *Journal de Paris*, premier quotidien français. Des journaux se fondèrent en province, parmi lesquels existent encore le *Journal du Havre* qui a 175 ans, et celui de

Rouen qui en est à sa 163^e année. Voilà, en résumé, le tableau de la presse avant 1789.

La Révolution française fit prendre aux journaux une importance extraordinaire. La politique y occupa alors la première place, et avec une liberté qu'elle n'a plus connue (voir plus loin). Il paraissait en France, en 1779, quarante-un journaux dont quatorze étrangers. De 1789 à 1793, on en compta 1.400, hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, pour ou contre la Révolution, dont le prix moyen fut de deux sous. Le centre du monde de la presse parisienne était alors, sur la rive gauche de la Seine, dans les rues Hurepoix et des Poitevins où s'imprimaient et se distribuaient aux vendeurs la plupart des journaux. Quand le centre des affaires s'établit, après la Révolution, sur la rive droite, autour de la Bourse dont la construction commença en 1808, la presse se transporta dans le voisinage, au quartier du Croissant.

On n'en finirait pas d'énumérer les titres et les auteurs de toutes les feuilles plus ou moins éphémères, appartenant à tous les partis, qui parurent pendant la Révolution et qui furent presque toutes tuées lorsque le Directoire rétablit la censure. On trouvera, dans le *Grand Larousse Universel*, une longue liste, commentée, d'un grand nombre de journaux de la Révolution, à l'article : *journal*. De l'ancienne presse, il ne demeura guère que le *Journal des Débats* dont les propriétaires, les frères Bertin, pas assez soumis à l'arbitraire napoléonien, se virent dépossédés, et qui devint le *Journal de l'Empire*. Sous la Restauration, les frères Bertin rentrèrent en possession de leur journal qui a été, depuis, le *Journal des Débats politiques et littéraires*.

A partir de la Restauration, l'histoire de la presse a suivi les vicissitudes de la liberté d'opinion, jusqu'au jour où les journaux, cessant de représenter des opinions, ne furent plus que des prospectus de charlatans au service de l'argent. La liberté devint une chose inutile dans une profession où l'on ne cherchait plus qu'à vendre sa liberté. Au contraire ; plus la liberté fut étranglée, plus la valetaille journalistique prospéra. N'est-ce pas la suprême honte de la presse d'aujourd'hui de laisser appliquer, contre la liberté de la pensée, des « lois scélérates » contre lesquelles les journalistes d'il y a cent ans firent une révolution ? Aujourd'hui, les journalistes n'ont que des « rapports d'amitié » — sportule, fonds secrets, décorations, bons diners — avec les fabricants et les bénéficiaires des « lois scélérates » ! Tous les régimes libéraux avaient voulu que les délits de presse ne fussent passibles que de la seule cour d'assises. A différentes reprises, les rois Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe, et le plus sinistre étrangleur de liberté depuis Napoléon I^{er}, son neveu Napoléon III, avaient dû céder devant l'opinion indignée de leurs « lois d'exception » ; mais l'on a vu la République radicale-socialiste rétablir ces lois et les maintenir depuis trente-cinq ans ! Grâce à elles, de plus en plus, on condamne automatiquement en correctionnelle orateurs, écrivains, dessinateurs, etc., sans aucune possibilité de défense effective et avec une sévérité haineuse qu'on épargne aux pires malfaiteurs de droit commun. C'est en cour d'assises qu'un Daumier était traduit en 1832 et 1834 pour ses dessins de la *Caricature*. C'est en correctionnelle que le dessinateur Des Champs a été poursuivi cent ans après. Non seulement la presse qui se dit « républicaine » ne proteste pas, mais elle s'amuse des « records » de condamnations que détiennent certains, et elle perd toute pudeur au point de leur reprocher de recommencer après qu'on a bien voulu les « gracier » !... C'est cette presse qui a osé célébrer, en 1930, le centenaire des « Trois Glorieuses », et qui ose commémorer aujourd'hui Jules Vallès, emprisonné, persécuté, insulté par les valets de plume, parce qu'il réclamait pour l'expression de la pensée une « liberté sans rivages !... ».

Cette liberté sans rivages, cette liberté de l'immense Océan, est de moins en moins celle qu'il faut aux barbillons nageant dans l'aquarium journalistique ; elle leur fait peur. De plus en plus ils sont soumis au conformisme hypocrite des malfaiteurs régnants et résignent toute pensée qui résiste aux tripatoillages sportulaires. Ils se dressent contre elle, non pour la discuter et la combattre ouvertement — ils sont trop lâches pour cela — mais pour la discréditer, pour l'étouffer sous la calomnie policière ou sous la conspiration du silence. « Silence aux pauvres ! », disait douloureusement Lamennais, il y a cent ans ; il le répéterait aujourd'hui. Depuis cent ans, les journaux ont de plus en plus établi leur sécurité sur leur domestication au pouvoir. Non seulement ils se sont corrompus avec lui, mais la corruption du pouvoir n'a été possible que par la corruption de la presse, parce qu'elle a failli complètement à sa tâche qui était d'éclairer l'opinion, parce qu'elle s'est faite, a dit Albert Bayet, « la première vassale de la féodalité industrielle ». Dernièrement, le Temps, le plus important, le plus représentatif et le plus hypocrite des journaux bourgeois, celui où les Tardieu des N'Goko-Sangha et des Homs-Bagdad donnent des leçons de moralité politique avant de la pratiquer comme chefs du gouvernement, a été vendu au Comité des Forges. « Les hommes du fer ou de la houille achètent aujourd'hui l'opinion comme Oustric achète un garde des Sceaux. » (A. Bayet, *Cahiers de la Ligue des D. de l'H.*, 20 novembre 1931.)

Entre tant d'exemples de domestication de la presse, celui du Figaro est typique. On ne parle guère de l'ancien Figaro, celui de la Restauration. Il serait aujourd'hui un homme de mauvaise compagnie pour les Bartholo et les Bazile, les filibustiers et les cafards, qui opèrent à son enseigne. Entre tous les journaux dits de « la petite presse », le Corsaire, le Pandore, la Silhouette, le Lutin et nombre d'autres feuilles d'opposition, le Figaro fut, de 1826 à 1830, celui qui porta les plus rudes coups au gouvernement de Charles X, à ses Villèle et à ses Polignac. Il écrivit entre autres, en 1827 : « Dorénavant, tout écrivain qui n'aura pas 50.000 francs de rentes, sera un homme sans considération et sans talent. D'après cette nouvelle découverte, M. de Rothchild va se trouver le gros génie de l'époque ». Le spirituel barbier annonçait ainsi le « gros génie » qui, cent ans après, se dirait Figaro ; nous voulons nommer M. Coty.

« De la peau du lion l'âne s'étant vêtu
Était craint partout à la ronde ;
Et bien qu'un animal sans vertu,
Il faisait trembler tout le monde. »

a raconté La Fontaine qui flairait, lui aussi, les « gros génies » à la Coty. Emile Gaboriau a composé tout un volume, sous le titre : *L'Ancien Figaro*, des « bigarures », « coups de lancette », « nouvelles à la main », etc. dont Figaro cribla alors les puissances souveraines. En voici quelques-uns qui seraient encore d'actualité aujourd'hui :

— « On parle d'établir de Paris à Bruxelles des relais en permanence à l'usage de MM. les agents de change, les financiers, les libraires, etc., qui désireraient faire banqueroute. »

— « Un missionnaire observait très pertinemment que l'infâme Voltaire avait assez écrit pour perdre deux millions d'âmes, et pas assez pour allumer dix bâchers. »

— « Depuis que l'abbé G... a fait brûler Voltaire et Rousseau, on sait de quel bois les jésuites se chauffent. »

— « Il y a un proverbe florentin conçu ainsi : Qui fait ses affaires ne se salit pas les mains. M. le comte de... doit avoir les siennes furieusement propres. »

— « Un auteur célèbre a dit que l'existence entière des jésuites fut un grand dévouement à la religion et à l'humanité. Ajoutez : et aux petits garçons. »

— « Il y a des gens bien élevés, en Russie : les potences ont quinze pieds de haut. »

— « La statue de Louis XIV qui a été érigée à Lyon à côté, tous frais faits, 537.950 francs. Que l'on dise ensuite dans vingt biographies que Louis XIV ne vaut rien. »

— « Un juge présidant les dernières assises
A certain vagabond reprochait son larcin.

— Ah ! parbleu ! répond-il, dites donc des sottises,
Sans les voleurs, bientôt vous créveriez de faim. »

— « Les valets détestent la liberté parce qu'elle ne leur permet pas de se montrer plus insolents que leurs maîtres. »

— « La garde meurt et ne se rend pas. » M. de Villèle a retourné ce proverbe ; il ne meurt pas et ne rend rien. »

— « — Comment pense-t-on dans votre régiment ?

— On ne pense pas.

— A la bonne heure. »

— « De quoi vous plaignez-vous, vous a-t-on défendu de penser ? »

— « Panem et circenses. Des truffes et des cordons. »

— « Thémis a maintenant pour attributs un bâillon et un timbre. »

— « La liberté est trop lourde, a dit M. de Cur... Il se rappelle peut-être le temps où il traînait le char de la déesse. »

ÉPITAPHE

« J'ai vécu des produits de ma plume vénale ;
J'ai vécu d'un journal par moi mis à l'encau ;
De honte j'ai vécu ; j'ai vécu de scandale ;
J'ai vécu de la croix ; j'ai vécu du turban ;
J'ai vécu, j'ai vécu, gazetier famélique,
Quatre-vingts ans passés... Mais je voulais, enfin,
Vivre un matin de l'estime publique,
Et le soir j'étais mort de faim. »

— « — Le mensonge déshonore.

— C'est possible, répondit M. de V..., mais ça n'ôte pas un portefeuille. »

— « Il y a plus de honte à être debout dans certains salons qu'à tomber dans le ruisseau. »

— « La meilleure rime à ministre est sinistre. »

— « La garde meurt et... les ministres restent. »

— « On vient de publier un biographie de tous les bons ministres de France. Cet ouvrage n'est pas long. »

— « Ces messieurs conviendront au moins qu'ils ne nous gouvernent pas gratis. »

— « M. de Cumulando est devenu très riche en visitant les pauvres. »

— « On a beau agrandir la Chambre, elle sera toujours moins large que leur conscience. »

— « Ils brisent les cachets des lettres pour revenir aux lettres de cachet. »

— « Au lieu de décorer les gendarmes et de casser les boutiques, on ferait mieux de décorer les boutiques et de casser les gendarmes. »

— « Qu'on dise que les jésuites ne se jourent pas partout, il y en a même aux galères. »

— « Si l'on chasse les mendiants, à quoi serviront les aumônières ? »

— « Séminaire vient de semen ; cela signifie mauvaise graine. »

— « Les ministres ne sont pas comme les jours, ils se suivent et se ressemblent. »

— « Dites-nous donc, chevaliers d'industrie,
Qui marchez le front haut, plus fiers que le sultan,
Combien fait-on d'honneur, de talent, de génie,
Avec une aune de ruban ? »

— « Nos faiseurs de budgets ont toujours trouvé des
dépenses pour augmenter la recette ; mais ils n'ont pas
encore cherché la recette pour diminuer la dépense. »

— « On cherche la liste des gens qui avaient le bud-
get : l'Almanach royal paraîtra demain. »

— « Tous les députés parlent contre le budget, mais
le ministère ne s'en émeut pas ; il compte sur le scrutin
secret, où la plupart de ces messieurs n'ont plus alors
de secret pour les ministres. »

Arrêtons-nous sur ce dernier trait ; il est encore plus
actuel que tous les autres après cent ans de parlementarisme.

La politique étant devenue, au XIX^e siècle, la préoc-
cupation de toutes les classes, il se créa des journaux
pour toutes les classes et toutes les opinions. Mais les
« affaires » dominant de plus en plus les opinions, les
journaux devinrent d'affaires plus que d'opinion. Une
transformation qu'on peut appeler radicale fut conçue
et réalisée dans ce sens par Girardin et Dutacq qui
firent le journal à bon marché en réduisant de cin-
quante pour cent le prix de l'abonnement, et recouru-
rent pour compenser aux profits de la publicité. Le but
était de rendre la publicité le plus productive possible
par un tirage de plus en plus important pour atteindre
des lecteurs de plus en plus nombreux. Il fut obtenu
quand le *Petit Journal* inaugura, en 1863, le journal à
cinq centimes. L'opinion du journal ne comptait plus ;
on la fit de plus en plus amorphe pour atteindre le plus
de gens possible. Des agences d'informations et d'au-
nonces, telle l'*Havas*, fondée en 1835, facilitèrent la
besogne en concentrant les nouvelles apportées du
monde entier par le télégraphe et en en faisant une
mixture interchangeable à l'usage de tous les journaux.
Ainsi fut organisé ce baratage quotidien de millions de
cervelles suivant les desseins des « Maîtres du Monde »
maîtres du télégraphe, des journaux et des gouverne-
ments. Ainsi fut réalisée la plus vaste et la plus auda-
cieuse entreprise de brigandage qui se fût jamais vue.
La presse, complice de toutes les turpitudes, gagnerait
à tous les coups, retirerait les bénéfices sans jamais
assumer aucun risque, quelles que seraient les cata-
strophes. A l'enseigne du civisme, du patriotisme, de
l'honneur, de la vertu, elle tiendrait boutique de fri-
ponnerie, favoriserait toutes les trahisons, toutes les
prostitutions. Elle aurait toujours des leçons à donner,
jamais à en recevoir ; le silence organisé confraternel-
lement lui permettrait d'étouffer tous les scandales
pouvant l'atteindre, et les plus noires fripouilles, les
plus salement engraisées de rapine, tiendraient, grâce
à elle, le haut du pavé. Voilà ce qu'un Armand Carrel,
journaliste ardent et sincère, pressentait, avec quelques
autres, devant l'entreprise de Girardin et de Dutacq.
La polémique qui résulta de leurs protestations eut pour
conséquence le duel dans lequel Girardin tua A. Carrel,
le 22 juillet 1836. Duel symbolique : la publicité tuint la
pensée et supprimait l'opinion publique !

La *Presse*, de Girardin, et le *Siècle*, de Dutacq, étaient
parus le même jour, le 1^{er} juillet 1836. Ils eurent rapide-
ment vingt mille abonnés chacun. Le roman-feuille-
ton, alors à son aurore et dont le succès était extraor-
dinaire (voir romans) facilita beaucoup cette réussite
auprès du « populaire ». On dut trouver ensuite d'au-
tres moyens de tenir le public en haleine. « De plus fort
en plus fort », dirent les banquistes de la presse s'ingé-
niant à tirer parti d'un bluff grandissant. Après 1850,
le système des « primes » parut. Divers journaux se
mirent à rembourser les abonnements avec des mar-
chandises à prendre chez des commerçants désignés

par eux. On en vit qui offrirent des soins médicaux et
des médicaments gratuits ; d'autres, une pension de
retraite après trente ans d'abonnement... « Le charla-
tanisme de la presse quotidienne était largement inau-
guré », comme l'a constaté Larousse. Ce furent ensuite
les concours de toutes sortes, escroqueries plus ou moins
déguisées qui prirent la plus grande extension quand
le journal fut à cinq centimes et qui révélèrent des pro-
fondeurs désespérantes de sottise publique. Les centai-
nes de mille citoyens qui comptèrent les grains de blé
du « litre d'or » ou qui accomplirent les « marches du
Matin », font comprendre combien on était mûr pour
la guerre de 1914... En 1866, la *Presse illustrée* pré-
senta le premier journal quotidien avec images, et en
1869, l'*Histoire* fut le premier qui parut sur huit pages.
Enfin, le *Matin* apporta dans le journalisme français,
en 1884, les procédés américains. On atteignit alors les
grands tirages. Ceux du *Petit Parisien*, du *Journal*, en
concurrence avec le *Petit Journal* et le *Matin*, sont cha-
que jour de millions d'exemplaires.

Les entreprises publicitaires ont dépouillé de plus en
plus les journaux de toute pensée originale et indépen-
dante. Il y a un gabarit d'abrutissement national
auquel ils sont astreints de se tenir, s'ils ne veulent
pas compromettre leur prospérité. Aussi les plus grands
écrivains, plus ou moins domestiqués, n'y sont-ils que
des figurants pour leur donner des apparences litté-
raires, artistiques, scientifiques, mais moins considérés
certainement que les « démarcheurs » qui apportent de
bons contrats de publicité. La critique n'est plus que
de la réclame déguisée pour le marchand de tableaux.
L'éditeur, le directeur de théâtre dont les produits sont
vanités ni plus ni moins que les camelotes vestimenta-
ires, comestibles ou purgatives du couturier, de l'épi-
cier, du pharmacien. De lamentables académiciens,
membres de l'Institut, professeurs de grandes écoles,
sont censurés, tripotouillés, comme les derniers rédac-
teurs des « chiens crevés ». De « vieux héliénisants »
vendent leur conscience en même temps que leur
science pour découvrir sur un bouclier antique que
Pâris portait des bretelles X... et que la belle Hélène
fumait des cigarettes Z... Les rédacteurs en chef ont
plus de mépris pour les « païes de mouche » de ces
pitoiables mercenaires que pour les prospectus écrits
à la machine à écrire, nets et clairs, envoyés par l'usine
A..., le laboratoire B..., ou la distillerie C... C'est com-
me on le dit aujourd'hui, et certainement pas sans
rire, dans la presse de M. Coty : « Les correspondants
télégraphistes et les photographes ont remplacé l'écri-
vain consciencieux qui peinait sur une idée ». Aux
télégraphistes et aux photographes, la modestie si
connue de M. Coty l'empêche d'ajouter les parfumeurs
milliardaires qui font peiner des « nègres » sur des
idées (?) qu'ils signent mais qu'ils sont incapables
d'exprimer.

Cette presse publicitaire qu'aucun scrupule ne retient
plus, est tombée à toutes les formes de la vénalité. Nous
n'insisterons pas sur les preuves de cette vénalité ; elles
ont été souvent fournies à l'opinion publique incapable
dans sa veulerie de se défendre. Les révélations appor-
tées par les documents Rafalovitch, publiés en volume
sous le titre : *L'abominable vénalité de la presse*, ont
marqué au fer rouge le monde d'aventuriers du jour-
nalisme. Voici le plus récent témoignage, celui d'un
ministre, ancien Président du Conseil, « qui le sera de
nouveau », rapporté par J.-R. Bloch dans *Europe* du
15 juin 1932 : « J'ai le chagrin de déclarer, après trente
années de vie politique, que la presse française est tout
entière vénale. Les journaux qui ne sont pas stipendiés
par une ambassade, par un pays étranger, — c'est,
hélas ! le cas d'un très grand nombre, et parmi les
plus importants, — sont à la solde des groupements
financiers, des banques, des partis. Un homme d'Etat
qui n'est pas capable de déchiffrer la presse étrangère,

cet homme-là est prisonnier des forces de corruption, des congrégations financières et de la propagande étrangère, dont nos journaux sont les agents serviles. »

Autant l'histoire de cette presse de bluff et de puffisme et de ses industriels proxénètes de l'opinion est honteuse et ne mérite que le mépris, autant l'histoire de la presse d'opinion, d'idée et de lutte sociales, est instructive et intéressante à connaître. Elle a toujours été, on peut dire, le véritable baromètre de la pensée publique et, s'il n'y a plus aujourd'hui de presse d'opinion en dehors de quelques journaux sans influence déterminante, c'est qu'il n'y a plus d'opinion publique.

L'effervescence de l'opinion a toujours fait se multiplier les journaux dans les périodes pré-révolutionnaires et révolutionnaires et soutenir ceux de l'opposition. En 1824, six journaux dévoués au gouvernement avaient 14.344 abonnés contre 41.330 à six autres journaux d'opposition. Ces nombres, qui devaient grossir dans la même proportion, expliquent les barricades de 1830, quand Charles X voulut supprimer les libertés de la Charte.

Sous Louis Philippe, la presse d'opposition démocratique fut représentée par la *Tribune*, avec Marrast, le *National*, avec Armand Carrel, le *Globe*, de Pierre Leroux, le *Bou-Sens*, de Cauchois-Lemaire, continué par Louis Blanc, le *Monde*, de Lamennais, etc. Les oppositions légitimiste et bonapartiste avaient la *Révolution* de 1830, la *Quotidienne*, la *Gazette de France*, etc.

La Révolution de 1848 fit éclore une foule de journaux. La *République*, de Barest, parue le 24 février, fut suivie de la *République Française*, la *République Universelle*, la *République démocratique et sociale*, la *Vraie République*, de Thoré, Leroux et Barbès, la *République rouge*, et même la *République bonapartiste*, pour préparer le bonapartisme anti-républicain. Il n'y eut pas moins de *Révolutions* et de *Tribunes*. Les femmes entrèrent dans la lice avec la *Voix des Femmes*, la *Politique des Femmes*, l'*Opinion des Femmes*, et des farceurs firent la *République des Femmes* où on leur faisait chanter :

« En avant ! Délivrons la terre
De tyrans trop longtemps debout !
A la barbe faisons la guerre,
Coupons la barbe, coupons tout ! »

Une opposition sociale plus sérieuse fut représentée par le *Peuple Constituant*, de Lamennais, l'*Ami du Peuple*, de Raspail, le *Représentant du Peuple*, de Proudhon, qui devint le *Peuple*. Près de cinq cents « canards » plus ou moins fantaisistes naquirent dans la période de février à décembre 1848. Ils eurent les ailes coupées par le régime Cavaignac qui les passa « au fil du sabre africain ». (Hatin.)

Malgré l'hostilité du II^e Empire à toute presse indépendante, mais grâce aux affaires qui remplaçaient l'opinion dans les papiers imprimés, il y avait en France près de deux mille journaux en 1869. L'Empire avait vu naître, à côté du *Petit Journal*, le *Temps*, de Nefftzer, l'*Événement*, qui devint bientôt le *Figaro*, de Villemessant, puis le *Gaulois* et d'autres qui se sont continués sous la III^e République. La presse de province se formait seulement à l'évolution publicitaire. Les derniers temps de l'Empire près de s'écrouler dans la honte et que Sedan achèverait, virent se lever contre lui, sans qu'il pût les empêcher, le *Courrier Français*, où Vermorel fit courageusement le procès des républicains de 1848 et de « leur politique bornée, anti-socialiste, qui rendit le 2 décembre inévitable » (Lissagaray : *Histoire de la Commune*), la *Libre pensée*, d'Eudes, la *Rive Gauche*, de Longuet et Rogeard, la *Lanterne*, de Rochefort, le *Rappel* qui recevait ses inspirations de V. Hugo, le *Réveil*, de Delescluze, et nombre d'autres menant en province une lutte ardente contre l'Empire, après vingt ans d'étouffement bonapartiste.

Sous la III^e République, les journaux se sont multipliés, surtout en province. Les deux mille de la fin 1869 sont devenus aujourd'hui de huit à dix mille. De plus en plus, ces journaux, « d'opinion » à leur début, se sont tournés vers les affaires, emportés par les séductions de la sportule politique et publicitaire. Aucun journal quotidien ne peut y échapper. Un million ne permet plus de vivre longtemps ; même si on l'a trouvé dans les poches des « honnêtes gens » croyant naïvement qu'un journal peut être « honnête » ; il faut, à bref délai, le renouveler, et seules les puissances de corruption financière sont à même de le fournir. Une nuée de périodiques plus ou moins vaguement définis vivent de moyens semblables dans des conditions encore plus ténébreuses. Ce sont les « chevaliers de l'escopette » qui font la « guérilla » dans le maquis pendant que l'armée régulière de la « grande presse » livre les batailles rangées avec son artillerie lourde et ses mitrailleuses.

Il est inutile de parler de tous les grands journaux qui se sont créés depuis cinquante ans au service des intérêts de la bourgeoisie capitaliste. Ils ont été aussi vides de substance, sauf celle de quelques héroïques rédacteurs — une Séverine, un Tailhade — acharnés à leur en donner malgré eux, qu'ils ont été malfaisants. Plus intéressante serait à suivre l'évolution de la presse « d'avant-garde » si on ne devait faire trop souvent la triste constatation qu'elle n'a pu prendre un développement qu'au détriment des idées qu'elle devait défendre, des luttes qu'elle devait mener. Une foule de journaux socialistes, plus ardents les uns que les autres, se sont succédés depuis 1873. M. Zévans leur a consacré une étude intéressante dans *Monde* (21 mai 1932 et suivants). Ces journaux, et ceux qui les ont créés, quand ils ne sont pas disparus plus ou moins tôt, ont suivi l'évolution politique du socialisme vers l'opportunisme. (Voir *Politique*.) Quant à la véritable presse d'opposition politique, de pensée sociale, intellectuelle, artistique, elle végète de plus en plus, semblant ne plus répondre à un besoin, alors qu'en aurait plus que jamais besoin d'une presse hardie, vaillante, combattive, qui ne limiterait pas l'action sociale à des questions de boutiques. A l'atelier, au bureau, dans la rue, au restaurant, en tramway, les travailleurs en « bleu » ou en veston lisent des journaux d'information, de sport, de cinéma, des revues policières. Socialistes ou communistes, orthodoxes ou hérétiques, syndicalistes réformistes ou révolutionnaires, anarchistes communistes ou individualistes, ne lisent même pas, pour la plupart, les journaux et autres publications de leurs idées, de leurs organisations. Le « peuple souverain » fait le pied de grue pendant des heures, transpire, s'écrase, se laisse bousculer et matraquer par des policiers sans aménité, pour voir enterrer un maréchal, passer un roi nègre, couper une tête ; il se passionne à la lecture des crimes rocambolesques sans lesquels son travail serait sans entrain et son déjeuner sans saveur. Il reste indifférent à la tragique affaire du « Chaco » et de ses cent cinquante « indésirables » livrés aux gouvernements fascistes comme aux millions d'êtres humains qui meurent en Mandchourie et ailleurs, victimes des entreprises impérialistes. Ce peuple s'arrache les journaux pour savoir quel est le gagnant du Derby, le vainqueur d'un combat de boxe, pour voir la photographie de la dernière reine promue à une prostitution souveraine par les proxénètes des concours de beauté, du monsieur qui a dansé cent heures consécutives, de la dame qui a vendu le plus cher son « sex-appeal ». Ce peuple, qui connaît tous les « as » du sport, toutes les « stars » du cinéma, tous les chevaux de course, ignore les noms de Marx, de Bakounine, de Pelloutier, de Varlin, de Vallès, de Louise Michel, de Séverine, de Jaurès, comme ceux d'Hugo, de Michelet, de Darwin, de Wagner, de Pasteur, d'Edison, d'Einstein, de Freud, grâce aux jour-

naux dont il fait sa pâture. Ils l'ont fait descendre à l'étiage de la pensée bourgeoise dont l'aliment est dans une stupidité égoïste de plus en plus aveugle et féroce, dans une haine si monstrueuse de tout ce qui est humain qu'elle est arrivée à se haïr elle-même par un juste retour de ses turpitudes.

..

LIBERTÉ DE LA PRESSE. — Dès l'invention de l'imprimerie, la presse, moyen d'expression et de vulgarisation des idées, vit se dresser contre elle l'hostilité des pouvoirs. Elle fut suspecte comme la pensée, dangereuse comme la vérité qu'elle était susceptible d'opposer au « mensonge immanent » des sociétés. La royauté et l'Eglise lui firent la guerre ; elles ne la tolérèrent que lorsqu'elle les servit. Elle fut immédiatement sous le contrôle de l'Université, gardienne de la pensée orthodoxe. Dès 1543, la congrégation de l'Index avait été organisée spécialement contre l'imprimerie. François I^{er} et Henri II rendirent les premiers édits contre elle. Ils furent terribles. La Faculté de théologie eut le privilège de juger seule, sans appel, des autorisations à donner. Ce fut la peine de mort pour les auteurs, la destruction des écrits quand il n'y avait pas eu autorisation. Dès le règne de François I^{er}, que des flagorneurs ont appelé « le protecteur des Lettres », plusieurs libraires furent pendus, d'autres brûlés, tel Etienne Dolet en 1546. Les Estienne furent persécutés à la fois par les catholiques et les calvinistes. Michel de l'Hôpital fit amender la féroce inquisitoriale par l'ordonnance de Moulins qui enleva à la Faculté de théologie, pour le réserver au roi, le droit d'autoriser les ouvrages, et qui supprima la peine de mort contre les écrivains et les éditeurs des « mauvais livres » disant des vérités subversives. En 1586, on n'en pendit pas moins François Le Breton pour avoir écrit trois pamphlets sur la misère du peuple. D'autres furent envoyés au gibet ou rompus vifs en grève, pour des libelles et autres productions jugées indécentes ou hérétiques. Richelieu, un autre « protecteur des Lettres » qui n'admettait que des écrits dont sa vanité n'avait pas à souffrir, fit rendre en 1625 un édit rétablissant la peine de mort contre tout auteur de publication non autorisée. On ne cessa pas de pendre, de brûler, de rompre vifs ou d'envoyer aux galères, auteurs, éditeurs et colporteurs jusqu'en 1728 qui vit l'abolition de la peine de mort en matière de librairie. Les galères et les prisons d'Etat n'en reçurent que plus de rameurs et de pensionnaires suivant les caprices des puissants car, si les mœurs plus accommodantes sinon plus douces que la loi s'étaient accoutumées à une pensée plus libre, elles n'en étaient pas moins abusives dans leurs haines particulières. Des milliers d'écrits subversifs, imprimés à l'étranger, étaient répandus par les personnages les plus considérables de l'Etat. On ne cessait pas pour cela de brûler des ouvrages et d'emprisonner des auteurs, mais il n'y avait plus guère que des gens d'Eglise pour requérir des jugements contre eux. Un Voltaire, un Diderot, un J.-J. Rousseau auraient été brûlés vifs au xvi^e siècle. Au xviii^e, on brûlait encore un chevalier de La Barre, mais on ne pouvait plus envoyer au bûcher des hommes d'une telle notoriété. L'Eglise ne put que se couvrir de honte et de ridicule par ses autodafés des *Lettres philosophiques*, de l'*Emile* et de cent autres écrits dont la condamnation revient comme un leit-motiv dans les gazettes du temps. Même lorsqu'elle l'emportait, son autorité en était atteinte. On le vit lorsqu'elle voulut, par exemple, faire condamner pour hérésie Marmontel, à propos d'un passage sur la tolérance dans son roman *Bélisaire*. L'affaire dura près de trois ans. Tous les ricurs furent avec Marmontel contre l'archevêque de Paris et la Sorbonne, et des vers comme ceux-ci coururent dans le public :

*« N'a-t-il pas dû savoir qu'il causait du scandale
Quand, malgré la Sorbonne, il faisait aimer Dieu ? »*

Marmontel se vengea de son censeur, l'abbé Riballier, qui prétendait avoir perdu la vue en travaillant à cette censure, par l'épigramme suivante à graver sur le collier du chien de l'abbé :

*« Passant, lisez sur ce collier
Ma décadence et ma misère ;
J'étais le chien de Bélisaire,
Je suis le chien de Riballier. »*

Deux siècles plus tôt, Marmontel eût subi le sort d'Etienne Dolet. Les abus de la censure ecclésiastique étaient devenus d'un autre âge comme aujourd'hui ceux de la censure républicaine. La première s'est écroulée avec l'insanité aristocratique, la seconde s'écroulera avec l'insanité démocratique.

La Révolution Française proclama avec les Droits de l'homme que : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (article 11 de la Constitution de 1791). Chacun imprima ce qu'il voulut durant la Révolution ; ce fut la « liberté sans rivages », mais cela ne dura pas. Dès que la classe bourgeoise put le faire, elle découvrit des rivages à la liberté de la presse et, le 27 germinal an IV, elle y planta la guillotine contre quiconque parlerait de changer le gouvernement. Le 19 fructidor an V, les journaux furent placés sous la surveillance de la police. Le 9 vendémiaire an VI, la loi du timbre fut établie pour les journaux politiques. Au nom des « droits de l'homme », on rétablissait ce qui avait été de « droit divin ». Napoléon I^{er} alla plus loin ; il supprima radicalement toute liberté pour les discours et les écrits qui ne furent pas officiels. C'est ainsi que, sous son règne « libéral », on ne vit aucune condamnation de presse : elle n'existait plus ! Sous le Consulat, il avait fait réduire à treize le nombre des journaux, sous prétexte qu'ils étaient « des instruments dans les mains des ennemis de la République ». Le 28 septembre 1811, le *Journal de l'Empire* — l'*Officiel* de l'époque — publiait cet avis : « A compter du 1^{er} octobre prochain, il ne paraîtra plus à Paris que quatre journaux quotidiens s'occupant de nouvelles politiques, savoir : le *Moniteur*, le *Journal de l'Empire*, la *Gazette de France* et le *Journal de Paris* ».

La Charte de 1814 dut reconnaître la liberté de la presse, mais le gouvernement de la Restauration chercha toujours à la restreindre jusqu'au jour où la presse eut raison du gouvernement en le renversant (juillet 1830). Les lois des 17 et 26 mai 1819 réalisèrent pour la première fois ce qu'on peut appeler une « législation de la presse » en ce que celle-ci ne fut pas soumise uniquement au « bon plaisir » du gouvernement. On s'efforça de définir et de classer ce qu'on appela les « délits de presse » en établissant, suivant leur gravité, une échelle de peines. On innova en matière de « diffamation » en prohibant la preuve des faits dits diffamatoires admise jusque là. La seule publicité des faits, qu'ils fussent vrais ou faux, suffit pour la condamnation du « diffamateur ». On dressa ainsi le fameux « mur de la vie privée » derrière lequel on peut être un coquin tout en faisant publiquement figure d'homme exemplaire. On admit cependant la preuve des faits quand il s'agissait d'un personnage investi d'une fonction publique. La loi du 26 mai 1819 rétablit la compétence du jury pour connaître des crimes et délits de presse, sauf de la diffamation. Une troisième loi, celle du 9 juin 1819, fixa les conditions de la publication. Il n'y eut plus d'autorisation à solliciter, mais seulement une déclaration à déposer en fournissant un cautionnement, en indiquant l'éditeur responsable et en payant le timbre. Ces lois ne tardèrent pas à paraître trop libérales au gouverne-

ment. L'assassinat du duc de Berry, le 13 février 1820, fut le prétexte de la loi du 31 mars qui put faire suspendre tout journal pendant six mois. On revint ensuite à la demande d'autorisation pour les nouveaux journaux et tous furent soumis à la censure avant toute publication. La loi du 17 mars 1822 créa le délit de fauconnerie qui livra la presse au pouvoir discrétionnaire des magistrats. P.-L. Courier, entre autres, fut victime de ce pouvoir. Ce régime dura jusqu'au 18 juillet 1828 où l'autorisation préalable fut supprimée et le cautionnement fut réduit. Mais Charles X voulut retourner au régime napoléonien. Son ordonnance du 25 juillet 1830 amena la Révolution trois jours après.

Établi par une révolution faite au nom de la liberté de la presse, le gouvernement de Louis Philippe devait au moins se donner l'air de respecter cette liberté. La Charte de 1830 la reconnut ; elle confirma la compétence du jury et supprima la censure. Mais diverses lois secondaires servirent à grignoter sournoisement ce régime trop libéral. Les insurrections de Lyon et de Paris furent le prétexte de la loi du 9 septembre 1835, véritable « loi scélérates » qui demeura jusqu'à la fin du règne.

La Révolution de 1848 ramena, mais pas pour longtemps, la « liberté sans rivages ». Dès le 9 août 1848, le cautionnement et le timbre furent rétablis et la loi du 27 juillet 1849 remit presque entièrement en vigueur celle de 1835. Une autre, du 16 juillet 1850, vint compléter et imposa entre autres, aux écrivains de la presse périodique, l'obligation de signer leurs articles. Ces deux dernières lois tuèrent nombre de petits journaux, dont le *Peuple Constituant*, de Lamennais.

On comprend que le 2 décembre 1851 fut fatal à la liberté de la presse comme aux autres libertés. Un premier décret, du 31 décembre 1851, enleva au jury la connaissance des délits de presse. Un autre, du 17 février 1852, mit les journaux à la merci du pouvoir par le rétablissement de l'autorisation préalable ; les taux du cautionnement et du timbre furent encore élevés et les écrits périodiques y furent astreints à leur tour. Après trois avertissements, sous des prétextes quelconques, un journal pouvait être supprimé. Les comptes rendus des débats parlementaires devaient être publiés intégralement, ce qui était impossible dans les journaux, ou réduits à l'impression du procès-verbal des séances. Les commentaires étaient interdits. Pour les débats judiciaires, interdiction absolue de rendre compte des procès de presse et faculté donnée aux présidents des tribunaux d'interdire les comptes rendus des procès ordinaires. C'était l'étranglement pur et simple de l'opinion. La loi du 2 juillet 1861 améliora à peine ce régime quant à la suspension et à la suppression des journaux. Les protestations devenant plus nombreuses et plus énergiques, on fit alors la loi du 11 mai 1868 supprimant l'autorisation préalable et remplaçant les avertissements, suspensions et suppressions par des jugements de tribunaux correctionnels auxquels les délits furent déferés. Les partis de gauche réclamèrent inutilement pour rendre la presse au jugement du jury. C'est la caractéristique des gouvernements de dictature ; ils veulent rester maîtres de l'opinion et, pour cela, il faut qu'ils soient soutenus par des magistrats serviles. Dans tous les procès de presse jugés alors par les tribunaux correctionnels « il fut impossible de découvrir un seul exemple d'acquiescement. » (Larousse). Les législateurs républicains n'auraient qu'à reprendre cette loi de 1868 pour faire leurs « lois scélérates » de 1893 et 1894. Larousse a dit encore : « Telle fut, alors, l'ardeur des parquets à poursuivre la presse de l'opposition, que l'application de la loi de 1868 se traduisait dans les six premiers mois de sa promulgation par 121.919 francs d'amende et sept ans, six mois et vingt-un jours de prison. » Les parquets et les tribunaux républicains font mieux depuis 1893 ; il est vrai qu'en

quarante ans ils ont eu plus de temps que ceux de l'Empire. C'est par des centaines d'années de prison et des millions de francs d'amendes que leur « ardeur » s'est manifestée contre tous les délits d'opinion et de presse. Dans la seule période du 1^{er} janvier 1928 au 31 décembre 1931, 944 années de prison et 2 millions de francs d'amendes, qui représentent 15 millions et demi avec les frais, ont été appliqués en vertu des « lois scélérates ». (*Humanité*, 24 juin 1932).

Au 4 septembre 1870, la liberté de la presse fut rétablie, limitée par l'état de siège. La loi du 15 avril 1871 remplaça la presse sous le régime de celle du 27 juillet 1849, sauf quelques détails. Enfin, la loi du 29 juillet 1881 constitua la charte la plus libérale que la presse eût connue en France, hors les périodes de « liberté sans rivages ». Mais, sans avoir été abrogée depuis, cette loi a été tellement corrigée par une vingtaine d'autres, notamment par les « lois scélérates » de 1893, 1894 et 1920, que la liberté de la presse est placée aujourd'hui sous un régime aussi hypocrite et aussi arbitraire que sous l'Empire. Et comme si la loi n'y suffisait pas, les « caprices » de la censure, le « bon plaisir » des préfets, le « pouvoir discrétionnaire » des magistrats ajoutent encore à cette hypocrisie et à cet arbitraire par des interdictions, des saisies et des arrestations préventives. On interdit, sans jugement, une scène de théâtre parce qu'elle est désagréable à une dame bien en cour. On fait saisir, sans jugement non plus, des livres, revues, journaux, parce qu'ils ne sont pas assez respectueux des ventres solaires du régime. On boycotte même officieusement dans les organisations de la librairie et de la presse où opèrent de répugnants cafards et des gens de basse police, les publications indépendantes qui osent attaquer les mal-fauteurs publics. Un Ilya Ehrenbourg, condamné à Berlin pour propos irrespectueux sur M. Bata, empereur de la « godasse universelle », voit faire le silence en France sur ses livres par toute la « grande presse » et tous les « grands critiques ». Rabelais constatait de son temps qu'il « ne fallait pas toucher aux oiseaux sacrés ». Il ne faut pas davantage toucher aujourd'hui à la basse-cour souveraine, à ses dindons et à ses oies. La censure officielle, dont nous reparlerons au mot *vandalisme* est exercée avec une inconscience stupéfiante, dénotant une véritable absence de sens moral, par des « écrivains » qui se sentent très « honorés » de tenir un tel emploi !...

L'histoire des procès sous les différents régimes qui ont réglementé la liberté de la presse serait longue à raconter. Bornons-nous à en citer quelques-uns parmi les principaux ; ils ont été le plus souvent reliés à des procès politiques. C'est ainsi que celui de la « Conspiration des Égaux », en 1797, fut en même temps celui du *Tribun du Peuple*, le journal de Babeuf.

La grande époque des procès de presse, des plus retentissants, fut dans les premières années du règne de Louis Philippe. La *Tribune*, dirigée par Armand Marrast, mena contre lui une lutte très dure, aussi, en quatre ans, fut-elle poursuivie cent onze fois et vingt fois condamnée, accumulant 49 années de prison et 157.000 francs d'amendes. La *Révolution*, la *Quotidienne*, la *Gazette de France* furent aussi plusieurs fois poursuivies. Marrast fut personnellement condamné à six mois de prison et trois mille francs d'amende pour avoir dénoncé le scandale d'une fourniture de fusils auquel furent mêlés, avec un sieur Gisquet, M. Casimir Périer et le maréchal Soult. Cette condamnation de Marrast établissait le principe de l'impunité assurée aux « potdevinières » et aux fonctionnaires pratiquant le pécuniaire et la concussion, en assimilant à la diffamation les dénonciations publiques contre eux.

En 1832, en même temps que le procès contre la « Société des Amis du Peuple » dans lequel Raspail, Bonnier, Gervais, Thouret et Blanqui furent condam-

nés, on vit d'autres procès contre la Tribune, puis celui de la *Caricature*, de Philippon, qui valut à Daumier ses six premiers mois de prison pour son *Gargantua*, et celui de la *Némésis*, de Barthélemy. Ce fut à l'occasion de ces procès que Armand Carrel écrivit dans le *National* ce que Louis Blanc a appelé « une intrépide déclaration ». Il s'y déclarait prêt à résister par la force aux « sbires » de M. Périer qui viendraient l'arrêter pour délit de presse et il terminait ainsi : « Que le ministère ose risquer cet enjeu, et peut-être il ne gagnera pas la partie. Le mandat de dépôt, sous le prétexte de flagrant délit, ne peut être décerné légalement contre les écrivains de la presse périodique ; et tout écrivain, pénétré de sa dignité de citoyen, opposera la loi à l'illégalité, et la force à la force. C'est un devoir : adviennent que pourra. » Le *National* fut saisi, mais on n'osa pas arrêter A. Carrel.

En 1833, la Tribune ayant accusé les députés dont les relations avec le caissier des fonds secrets étaient plus profitables qu'honorables, ce journal fut cité à la barre de la Chambre. Cavaignac et Marrast y firent le procès de la corruption parlementaire telle que le régime constitutionnel l'avait produite et qui avait fait, de toutes les Chambres qui s'étaient succédées, des « prostituées », dit Marrast. Bien entendu, il y eut condamnation. MM. les députés défendaient leur « honneur » bien qu'ils l'eussent si souvent compromis. Par 204 voix sur 304, le gérant de la Tribune fut condamné à trois ans de prison et dix mille francs d'amende. Or, sur les 204 « honnêtes » députés qui condamnèrent, il y avait 122 fonctionnaires qui recevaient des traitements pour des fonctions qu'ils ne remplissaient pas ; 26 autres tripotaient avec deux ministres associés de M. Decazes dans l'exploitation des forges de l'Aveyron !

La même année 1833 vit les procès du journal lyonnais *La Glaneuse*. Sa condamnation ne fut pas étrangère à l'agitation qui produisit l'insurrection de 1834. Les événements de Lyon eurent leurs échos à Paris où M. Thiers, ivre de sang, préparait le massacre de la rue Transnonain. La veille, il supprima brutalement la Tribune et Marrast dut s'enfuir pour échapper à un mandat d'arrêt.

Le procès des républicains, en avril 1835, devant la Chambre des pairs, fut précédé de celui du *National* dans lequel A. Carrel avait publié, le 10 décembre 1834, un article violent pour nier la compétence des pairs dans ce procès. Il avait écrit entre autres : « Non, aux yeux de l'éternelle justice, aux yeux de la postérité, au témoignage de leur propre conscience, les vieux sénateurs de Bonaparte, ses maréchaux tarés, les procureurs-généraux, les nobles de la Restauration, ses trois ou quatre générations de ministres tombés sous la haine ou le mépris public et couverts de notre sang, tout cela rajeuni de quelques notabilités jetées là par la royauté du 7 août, à la condition de n'y jamais parler que pour approuver, tout cet ensemble de servilités d'origines si diverses n'est pas compétent à prononcer sur la culpabilité d'hommes accusés d'avoir voulu forcer les conséquences de la révolution de juillet... Contre le réquisitoire, Carrel avait écrit : « On pense bien que nous ne pouvons pas laisser ce ramas d'hérésies constitutionnelles, de violations de tous les principes de droit criminel admis chez les peuples civilisés, ces sophismes niais, ces vieilleries de Justice prévôtale, ces Aneries de Bridouin, conseiller de chambre étoilé, sans les accabler de l'inexprimable dégoût que tous les cœurs honnêtes, que tous les esprits éclairés, éprouveront à une telle lecture. Il n'est pas besoin d'indiquer l'objection de sens commun, de vérité, de pudeur, qui naît à chaque phrase de cette indigne rapsodie. » M. de Ségur requit des poursuites. La pairie, « jugeant dans sa propre cause », condamna le gérant du journal, M. Rouen, à deux ans de prison et 10.000 francs d'amende. Il y a lieu de souligner à cette

occasion l'animosité particulière de M. Thiers contre A. Carrel. Il alla jusqu'à chercher à le compromettre dans une affaire d'assassinat. Le renégat se vengeait ainsi de sa honte contre son ancien compagnon de lutte républicaine resté fidèle à son passé.

La *Caricature*, qui avait publié le dessin vengeur de Daumier, la rue Transnonain, et son épique autant que monstrueux *Ventre législatif*, fut tuée avec nombre d'autres par la « loi scélérate » de septembre 1835. Daumier marqua cette fin par un dessin caractéristique représentant trois morts de juillet 1830 soulevant la pierre de leur tombeau et disant : « C'était vraiment pas la peine de nous faire tuer ! »

Cette période héroïque de la presse, suite des combats de 1830, finit à la mort d'A. Carrel, en 1836. La presse qui avait lutté énergiquement jusque-là parut écrasée par la loi de septembre. En fait, elle évoluait vers les délices publicitaires moins aventureuses que Girardin et Dutacq lui présentaient et qui allaient « changer en un trafic vulgaire ce qui était une magistrature, et presque un sacerdoce. » (Louis Blanc). La République de 1848 et le 2^e Empire n'eurent pas ainsi de procès de presse marquants. Ils avaient d'ailleurs supprimé l'opposition républicaine. Les condamnations et les déportations de 1852 y avaient mis fin en personnifiant la démocratie dans l'homme qui la menait avec le sabre et la proscription. Quand l'opposition reprit des forces vers la fin de l'Empire, on vit le procès de la souscription Baudin en novembre 1868. Les journaux qui avaient ouvert la souscription, l'*Avenir national*, la *Revue politique*, le *Réveil* et l'*Avenir* furent poursuivis avec leurs rédacteurs Peyrat, Charles Quentin, Challemel-Lacour et Delescluze. C'est dans ce procès que Gambetta, défendant Delescluze prononça son virulent réquisitoire contre les hommes du 2 décembre « chargés de hontes et de crimes ».

Il y aurait à parler des procès de presse de la III^e République. Ils se sont multipliés contre les journaux socialistes, syndicalistes, anarchistes et aujourd'hui communistes. Ils sont connus de nos contemporains qui n'oublient pas l'histoire. On vit encore s'exercer, jusqu'en 1914, le « libéralisme » de la loi de 1881 dans les procès de la *Voix du Peuple*, des *Hommes du Jour*, de la *Guerre Sociale*, du *Libéraire* et d'autres qui se déroulèrent en cour d'assises. Quand cette loi ne suffit plus à l'arbitraire gouvernemental, il usa, avec une violence toujours accrue, des « lois scélérates » dans les procès de presse. Les journaux socialistes et syndicalistes furent de plus en plus épargnés grâce à leur « collaborationnisme » succédant à leur opposition. Aujourd'hui, anarchistes et communistes, quoique se combattant âprement, sont égaux devant une répression qui feint hypocritement de les confondre et les frappe plus que jamais.

La liberté de la presse n'est toujours que la liberté d'écrire selon les vœux du gouvernement, soit pour l'approuver, soit pour manifester une opposition courtoise qui ne le menace pas dans ses fondements. On est encore loin de la « liberté sans rivages » d'un régime vraiment républicain. On ne la connaîtra que lorsqu'on aura conquis toutes les libertés, car elles sont inséparables les unes des autres. — Edouard ROMAN.

PRÊTRE n. m. (du grec : *presbuteros*, plus âgé). En bref, s'appelle prêtre, tout ministre d'un culte religieux.

A part quelques groupes humains, à l'intellect trop rudimentaire, il n'est guère de peuple qui n'ait été la dupe du voyant, du faiseur de pluie, du sorcier, c'est-à-dire du prêtre. Au cours de l'évolution du sentiment religieux, le prêtre est apparu juste à point pour capter à son profit les croyances fétichistes du moment, en s'imposant comme le médium obligé entre

l'homme et les puissances surnaturelles dont il est le jouet passif.

Partout, il s'est trouvé des hommes qui, par leur finesse, ont su en imposer à leurs semblables en mettant le pouvoir soi-disant supérieur de leurs fétiches au service de leurs amis, moyennant une rétribution déterminée. Habiles à interpréter les songes et les présages, les signes du temps et les oracles de tout genre, ils surent gagner la confiance de leurs compagnons en leur inspirant, même par leur état morbide, réel ou simulé, une crainte superstitieuse. Le pouvoir sacerdotal fut d'abord représenté par l'homme médecin. Le sorcier, c'est déjà le prêtre, car c'est parmi les sorciers que, demain, se recruteront les clergés. Le plus souvent c'est un fou que sa folie même sacre sorcier aux yeux de la tribu entière, car chez les sauvages, la condition principale pour devenir sorcier, c'est d'avoir reçu de la nature ou acquis par l'exercice, une santé suffisamment mauvaise pour être aux confins de la folie. L'épilepsie et la chorée suffisaient chez nombre de peuples pour accéder à la dignité de sorcier. Les pratiques imposées chez les non-civilisés, pour être initié au métier transformant d'ailleurs très vite un homme normal en un demi-fou, victime d'hallucinations répétées, qui sont considérées comme la preuve du caractère sacré de l'individu atteint. L'ivresse provoquée, les jeûnes prolongés, l'absorption renouvelée de substances excitantes, de narcotics divers, les bains de vapeur, les cris, les hurlements et les contorsions précédant les actes du ministère, amènent rapidement chez les sorciers et les apprentis-sorciers, de graves désordres cérébraux qui se traduisent par des crises d'épilepsie qui, pour les populations ignorantes, sont la preuve du pouvoir mystérieux de l'homme-médecin. C'est pourquoi dès le commencement, ce sont surtout les fous et les idiots qui, au nom de la religion et en vertu de ses enseignements, exercèrent sur la partie de l'humanité saine et intelligente, la prépondérance empruntée à leur caractère sacré. Etat de chose qui resterait incompréhensible si la religion n'était elle-même tout à fait en dehors du domaine de l'intelligence sereine et entière.

Ce serait se tromper que de supposer que les premiers prêtres étaient des imposteurs. Le plus souvent, ils furent les premières dupes de leurs propres jongleries, car l'esprit humain possède des ressources inépuisables de crédulité. La sorcellerie et son corollaire la magie n'ont pas eu leurs origines dans la fraude et ont été rarement pratiquées comme pures impostures. Le sorcier apprend de bonne foi une profession qu'il croit digne de vénération, en ajoutant plus ou moins de foi à ce qu'elle enseigne ; dupe et fourbe en même temps, il associe l'énergie d'un croyant à la ruse d'un hypocrite. Nous pouvons en dire autant d'une bonne partie des prêtres modernes.

Cependant le prestige du sorcier ne s'imposa pas tout d'un coup à l'imagination des hommes. Il fallut un long temps avant de transformer les fétiches individuels en fétiches collectifs. Les hommes ne perdirent que peu à peu l'habitude d'avoir leur gris-gris et ne s'accoutumèrent que progressivement à recourir uniquement à celui du sorcier, dans toutes les occasions, pour lui demander aide et conseils.

Mais quand ils eurent pris l'habitude de s'adresser au sorcier et à ses fétiches, la puissance de celui-ci grandit de plus en plus, jusqu'au jour où il put prendre en mains la direction du culte et devenir le gardien et l'instructeur des croyances religieuses. Alors, le sorcier sera non seulement l'être qui inflige et guérit les maladies, qui prédit les événements futurs, provoque à son gré la pluie, la grêle et la tempête, qui évoque les ombres des morts, se met en communication avec les esprits et les divinités, mais surtout l'être supérieur doté de facultés spéciales qui lui permettent de communiquer

avec les dieux. Il sera l'intermédiaire obligé entre ce monde et l'autre ; la crainte et la vénération que les dieux inspirent rejailliront sur leurs ministres et se traduiront par des bénéfices et des immunités de toutes sortes. Investi d'un caractère sacré, participant quelque peu de la divinité, le sorcier a finalement, en apparaissant comme le seul détenteur de la vérité et comme ministre de la justice divine, conquis le pouvoir et avec lui la richesse. Ces avantages ont souvent excité la jalousie des puissants et dans beaucoup de sociétés, l'autorité civile ou militaire s'est arrogée le sacerdoce (voir ce mot).

Ce que nous venons de dire du sorcier est vrai du prêtre d'aujourd'hui. A quelque religion qu'il appartienne, le prêtre moderne, tout comme ses devanciers, interprète la volonté des êtres surnaturels, parle et commande au nom des dieux. Tout comme le sorcier péruvien, le prêtre chrétien — causons de lui principalement puisque nous le subissons plus particulièrement — consacre des pâtes et des liqueurs ; comme le mage Perse, il fait descendre la divinité sur l'autel et de plus l'offre à manger à ses fidèles ; tout comme le sorcier africain, il chasse les démons qui ont pris possession du corps humain : l'exorcisme a été d'une pratique courante dans le clergé catholique. Le prêtre, c'est l'homme qui croit et fait croire aux talismans, aux amulettes (scapulaires, chapelets, etc.), aux genuflexions, aux gestes sacrés. C'est l'être qui parle, enseigne, agit, condamne, absout, promet et surtout reçoit au nom de Dieu. Mais c'est principalement le conservateur et le parasite par excellence.

Conservateur, gardien farouche des erreurs du passé, des mensonges et des fausses notions morales si novices à l'humanité, le prêtre est l'homme qui a codifié et imposé les multiples « tabous » (voir ce mot), qui depuis toujours ont pesé sur l'activité de l'homme et l'ont paralysée si souvent. C'est lui qui jalousement maintient ce réseau d'interdictions nuisibles qui restreignent la liberté et la dignité de l'homme moderne et qui portent sur la nourriture, les jours ouvrables, l'activité sexuelle, le mariage, la maternité libre, l'éducation de la masse, la liberté d'aller et de venir, de faire et de ne pas faire, etc., etc. C'est lui qui, en sanctionnant de son autorité les « tabous » hérités d'une mentalité barbare, se fait le conservateur attitré des préjugés et des erreurs morales emasculatrices d'énergie. Il les enseigne à l'homme, en même temps que ces croyances archaïques dont la moindre est en contradiction flagrante avec la vérité scientifique. Fidèle à son rôle de conservateur à outrance, il attaque violemment les tendances, les découvertes, les opinions qui menacent à un degré quelconque l'intangibilité des dogmes et la perduration d'une autorité aussi exorbitante qu'elle est artificielle. Que l'on se rappelle, à ce sujet, l'Inquisition et les persécutions subies au cours des siècles par les penseurs indépendants.

Le prêtre est celui qui ne peut vivre que d'autrui et par autrui, c'est-à-dire en parasite. Il donne des paroles, des gestes, c'est-à-dire rien, et transforme ce rien en valeurs réelles : victuailles variées, vêtements somptueux, habitations confortables, honneurs, privilèges, revenus de tous genres, capitaux importants. Aussi rien ne lui coûte pour acquérir et conserver ces avantages. Il sait habilement en agitant juste à point le fantôme de son dieu et en imposant le tabou propice, exploiter les sentiments les plus bas des puissants comme les défaillances les plus tristes des faibles. A ceux-ci il sait persuader que l'ignorance, la crainte, la douleur sont autant de vertus qui assurent à ceux qui les possèdent la meilleure part des irréfutables récompenses extra-terrestres. Il apporte à l'œuvre de domination des autres un concours assuré. En stimulant adroitement l'égoïsme, la rapacité des grands, il partagera avec eux les dépouilles prélevées sur la misère humaine, quand il

n'aura su se les approprier tout entières. Il connaît l'art de se rendre, en toutes circonstances, indispensable aux uns et aux autres. Il impose aux faibles son appui et aux puissants son alliance, en réprimant, par son enseignement, tout sentiment de dignité et de révolte chez les prolétaires. Pour nous en convaincre, rappelons-nous les férociétés de l'inquisition, les ambitions théocratiques de la papauté (voir ce mot), les désordres amenés, tant au moyen âge qu'à l'époque moderne, par la rivalité et la rapacité des ordres religieux. Souvenons-nous de l'enseignement de l'obéissance passive, des subtilités morales qu'enseignent et pratiquent les Jésuites, de l'immoralité et de la nocivité de la confession, moyen efficace d'espionnage universel. Evoquons un instant l'ingérence constante du prêtre dans tous les actes de l'existence de l'homme qu'il prend au berceau pour mieux le dominer. Quand l'enfant naît, il est là pour l'incorporer de force dans son église, en lui imposant sa foi ; il dirige ensuite son éducation qu'il a soin de rendre aussi antiscientifique que possible ; à son mariage, il est présent aussi pour codifier et réglementer la vie conjugale et, à sa mort, on le retrouve encore veillant jalousement à ce que le moribond meure chrétiennement et prêt à recueillir, quand il y en a, pour lui et ses pareils, la majeure partie, sinon la totalité, de l'héritage. Dominé par l'instinct de conservation, voulant durer toujours, envers et contre tous, il enseigne partout que l'homme doit se résigner à la vie au lieu d'en jouir ; il prêche constamment qu'il vaut mieux se contenter de l'injustice que de lutter pour plus d'équité, s'agenouiller devant les idoles que de se révolter, échanger le présent et ses joies pour un mythique au-delà ; comprimer ses plus nobles aspirations, ses élans les plus productifs de bonheur, pour une résignation passive, une mortification perpétuelle. Si la science et les vertus incontestables de quelques-uns des ministres d'un culte, ancien ou moderne ont pu faire, çà et là, illusion sur l'utilité du prêtre, la nocivité d'une action générale et d'un enseignement anémiant et démoralisant demeure avérée. Quoique prétendant certains, le prêtre, de par ses dires et ses actes, n'a pas cessé d'être un véritable malfaiteur social. Parasite par excellence, son activité consiste avant tout à drainer à son profit personnel et à celui des œuvres d'obscurantisme dont il est l'agent actif et stylé, le meilleur des efforts du peuple. Et détruire son prestige et ruiner son influence, arracher à son emprise les esprits qu'il subjuguait nous apparaît comme une des tâches primordiales de toute campagne de libération humaine. — Ch. ALEXANDRE.

PRIERE n. f. La prière est une supplication adressée aux puissances extra-naturelles afin d'en obtenir une grâce ou pour les honorer.

Par son apparition dans le culte, la prière marque une évolution du sentiment religieux. Dans la période du fétichisme primitif, il n'existe ni temples, ni rites, ni prières. Le fétiche étant considéré comme un dieu portatif, un porte-bonheur, il suffit donc de l'avoir constamment avec soi pour être préservé des accidents et des contrariétés.

La divinité, quelque forme qu'elle prenne, est toujours la réalisation inconsciente des sentiments mêmes de l'homme, une projection spontanée de ses conceptions et de sa propre mentalité. On conçoit que la nature brutale du primitif, à peine accessible aux sentiments altruistes (compassion, reconnaissance, bienveillance, etc.), ne le porte guère à prêter aux dieux des sentiments qu'il ne possède pas lui-même. L'idée de prier les esprits, afin de les émouvoir et de les disposer favorablement, ne saurait donc, dans le principe, se présenter à lui. Il communique naturellement aux dieux l'égoïsme féroce que lui impose la lutte pour la vie et les terribles difficultés qu'il trouve à satisfaire ses

besoins. Ce n'est que plus tard, beaucoup plus tard, quand il commence à s'humaniser, qu'il devient capable de comprendre que la prière, les offrandes, les génuflexions sont susceptibles d'avoir d'heureuses répercussions sur l'esprit du fétiche protecteur. Cette extension anthropomorphique de la conception religieuse coïncide avec l'apparition de l'idolâtrie. Le même enchaînement d'idées qui donne au fétiche l'apparence humaine conduit tout naturellement à lui prêter des sentiments humains. Du jour que les hommes ont cru pouvoir, par des prières, déterminer, chez leurs semblables, une modification avantageuse pour leurs désirs, il eût été étrange qu'ils n'eussent point usé de cette ressource à l'égard d'êtres qui leur apparaissaient comme plus ou moins semblables à eux-mêmes, sauf cette différence qu'ils les croyaient plus puissants et que, par conséquent, ils avaient d'autant plus intérêt à s'assurer leur bienveillance.

Aussi la prière, comme le sacrifice religieux (voir ce mot), a-t-elle toujours présenté deux caractères significatifs, caractères dont elle n'a jamais pu, quel que soit le degré d'évolution du sentiment religieux, se débarrasser.

D'abord, elle n'a jamais d'autre but que l'obtention d'un avantage matériel déterminé ; ensuite elle suppose que l'entité à laquelle elle s'adresse ne peut être sensible qu'à un intérêt du même genre. En conséquence elle s'accompagne généralement d'une offrande qui lui donne l'apparence d'un marché. Donnant, donnant ! C'est toujours le paiement anticipé d'une grâce ou d'une protection. C'est avant tout un échange proposé par l'homme à des puissances qu'il a douées d'appétit et de volonté, de sens et de raisonnement humain. L'homme ne traite pas d'égal à égal avec les dieux qu'il s'est donnés. En les créant, il s'est acquis des maîtres redoutables, le plus souvent malveillants et susceptibles, et qu'il est aisé d'offenser. Devant eux, il est comme le serf devant le baron féodal, comme le sujet devant le maître capricieux. Il ne doit pas seulement négocier les bienfaits qu'il implore, mais alléger le joug que la divinité fait peser sur lui. Il doit éloigner de lui et des siens les catastrophes suspendues sur sa tête : famines, maladies, fléaux divers, calamités, désastres publics et privés. De plus, il doit encore implorer la remise plus ou moins coûteuse des péchés commis. C'est pourquoi la prière restera toujours, même aux époques où la conception de la divinité se sera affinée, « spiritualisée », un marché, un contrat express ou sous-entendu. La prière implique la conviction que les dieux sont obligés par l'offrande des mortels. Humble « transaction » entre l'homme et la divinité, elle s'est élevée peu à peu au rang suprême, parce qu'elle engage les dieux. Prononcée à l'heure favorable ; formulée selon les rites prescrits, elle évoque et maîtrise les dieux qui ne seraient pas sans elle. Le prêtre qui les dicte, s'est fait de sa puissance un monopole ; connaissant les formules sacrées et l'art de les appliquer, il s'empare ainsi de la direction du ciel et de la terre, il domine les dieux eux-mêmes, et parvient même, miracle inespéré ! à les incarner à son gré dans un fétiche solide ou liquide, en bois, en pierre, en métal ou en farine ! ! Il les gouverne donc à sa guise et peut parler sans crainte du moindre démenti, en leur nom ! A l'influence sacerdotale, à l'ignorance soigneusement entretenue et prolongée, l'expérience semble, hélas, apporter son vivant témoignage. La prière est presque toujours exaucée des dieux, car l'homme ne leur demande que ce qu'il veut et peut se procurer lui-même !

Quand l'événement espéré ne se produit pas, de deux choses l'une : ou bien le dieu est irrité ou mécontent, ou bien il manque quelque chose au mérite, à la pitié du croyant. Un échec répété ne nuit aucunement à l'efficacité de la prière, ce n'est qu'une invitation nouvelle à plus de ferveur, de piété agissante ! La prière s'avère

donc tribut et rachat, hommage forcé autant que volontaire, moyen d'expiation et de rédemption... Ajoutons que la prière répond, pour les faibles, à un besoin de s'appuyer sur autrui (à plus forte raison si on lui accorde des pouvoirs étendus, miraculeux) de faire appel à des interventions extérieures dans les heures de désarroi et d'angoisse d'abord, puis en face de menues difficultés et de mésaventures puériles.

Tous les peuples ont prié. De l'Orient à l'Occident, en Amérique comme en Océanie ; dans les solitudes glacées du Nord comme dans les plaines torrides de l'Equateur, les hommes ont adressé des hymnes, des supplications aux puissances extra-naturelles. En des termes sinon identiques du moins similaires, en de courtes oraisons ou de longs palabres, les peuples ont demandé ce dont ils ont besoin : beau temps, bonne chasse, santé, victoires sur les ennemis, longue vie et prospérité pour eux et leurs alliés. Mieux même, certains ont porté, cousues dans leurs vêtements ou dissimulées dans de petits sacs de cuir, des formules regardées comme les plus efficaces : versets de la Bible, citations du Coran, etc. Rappelons les « moulins à prières » des bouddhistes, les gestes accompagnés de paroles machinales ou saugrenues ; les litanies murmurées par des milliers d'humains égrenant des chapelets, petites boules assemblées en colliers ; les incantations des sorciers, les oraisons toujours récitées au xx^e siècle, grimoires qui guérissent les brûlures, le charbon, les chancre, arrêtent l'incendie et le mal de dents ! et nous aurons alors une idée plus nette de l'universalité de la prière.

Mais, à côté de ces suggestions mesquines de l'égoïsme, se situent des inspirations plus élevées et plus larges. A mesure que se formaient les conceptions de vertu, de probité, de justice, l'illusion religieuse s'en emparait pour en faire l'attribut des dieux. Ceux-ci devinrent les dispensateurs et les juges des instincts et des actes moraux, les arbitres des infractions aux lois qui règlent les heurts résultant de l'antagonisme des intérêts. C'est pourquoi l'homme finit par demander aux dieux des qualités morales autant que des biens physiques. Et le prêtre, affermissant encore sa puissance, suggéra aux foules que les dieux s'offensaient des crimes, des fautes commises sur la terre et qu'ils pouvaient, à leur gré, les absoudre ou les punir. Ainsi les dévôts s'habituèrent à demander aux dieux et à leurs interprètes des absolutions complètes qui leur permirent de recommencer indéfiniment les mêmes actes répréhensibles, ceux-ci étant assurés d'une rémission plus ou moins onéreuse. L'introduction dans la prière, des scrupules moraux et du repentir a plus contribué à l'asservissement des foules, à la puissance sacerdotale, qu'au perfectionnement des croyants.

La prière conserve toujours la faveur des masses, parce qu'elle est avant tout la résultante d'une croyance invétérée à la puissance du hasard. La généralité des hommes est convaincue qu'il existe dans l'enchaînement rigoureux des phénomènes de la nature, un certain flottement, un je ne sais quoi qui permet d'échapper, dans une certaine mesure, à l'ordre des choses. Et pourtant la conception de la divinité s'oppose à la puissance de la prière. Toute oraison échoue devant un dieu omniscient, infailible et immuable. Dès le principe, Dieu a tout ordonné, tout prévu. L'induire à changer, c'est l'outrager, car que penser d'un infailible qui se dément ? Comment accorder sa suprême justice, son infinie bonté avec une partialité passagère ? Et que penser d'un être qui, vivant sur une des plus infimes planètes d'un univers gigantesque, peuplé de milliards de mondes, implore une divinité définie comme un cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part ? Comment se reconnaît ce dieu, parmi la clameur sans fin, les désirs contradictoires et opposés des 1.800 millions d'hommes parlant plusieurs milliers de langues ou idiomes différents ?

La prière, tard venue dans l'arsenal des conceptions mythiques, est une arme d'une efficacité surprenante entre les mains des clergés. C'est un appel renouvelé à la résignation passive, une bastille de l'initiative et de l'activité. Puisqu'il suffit de marmonner quelques paroles pour changer du destin les décrets imminents, pourquoi s'évertuer à faire preuve d'énergie et de volonté ? De plus, puisque la prière du simple croyant a déjà tant de vertu, car elle suffit souvent à déterminer chez les dieux un changement favorable à l'intéressé, quelle ne doit pas en être sa puissance quand elle passe par la bouche du prêtre ! De là, à remettre la direction de tous les actes de la vie entre les mains du prêtre, il n'y a qu'un pas qui est vite franchi (voir *prêtre*).

Ei si la raison humaine ne s'était révoltée à temps, faisant crouler les théologies, en se rangeant du côté de la science, nous risquerions beaucoup de n'être plus que des caricatures d'hommes ne sachant plus que réciter des *orems* et balbutier des *pâtenôtres* du lever au coucher du soleil, pour le plus grand profit des « majordomes du ciel ! ». — CH. ALEXANDRE.

BIBLIOGRAPHIE. — Lefebvre : *La religion*. — Le Clément de Saint-Marq : *Histoire générale des religions*. — Véron : *Histoire naturelle des religions*. — Salomon Reinach : *Orphéus*. — Tylor : *Civilisations primitives*, etc..

PRIMAIRE. Adjectif qui vient de *primus* et de *primarius* (le premier dans le temps, dans le lieu). Il indique ce qui est au commencement, au premier degré. (*Terrain primaire, enseignement primaire*, etc.)

Nous ne nous occuperons de ce mot qu'au sens figuré qui en a fait un substantif pour dire d'un individu : « C'est un « primaire ». Son usage est récent ; il est ignoré des dictionnaires. Il s'est établi dans les mêmes circonstances et le même milieu de sottise nationaliste que celui du mot « intellectuel », employé comme terme de mépris ironique contre les professeurs et écrivains « dreyfusards ». Si « intellectuel » est périmé, dans ce sens péjoratif, depuis « l'affaire », « primaire » est devenu d'emploi courant, entretenu par le snobisme de « gendeletrés » pour la plupart illettrés, mais dont la vanité primaire s'exerce dans un pédantisme de façade, en admiration devant les porteurs de reliques universitaires qui « pensent bien » et dont la situation est plus souvent le résultat de l'intrigue et de l'esbroufe que du savoir.

Car le savant, celui qui sait véritablement, est modeste. Il n'étale pas sa science à la foire aux vanités. Il sait surtout qu'il a encore plus à apprendre qu'il n'a appris et, devant la qualité et les moyens de ceux qui parviennent, devant leur bourdonnante affectation, il se dit, autant pour ne pas être ridicule que pour conserver sa propre estime, le mot d'Elisée Reclus : « Gardons-nous de réussir ! ». Mais le pédant s'estime trop pour ne pas se croire au-dessus du ridicule, car il sait tout, il connaît tout. Volontiers, il déclarerait que le monde a tout appris par lui et n'aura plus rien à apprendre après lui. Il est l'*alpha* et l'*omega*, le commencement et la fin, comme Dieu le Père ; mais pas plus que lui il ne compte ses sottises qu'il défile en multipliant son besoin de paraître. Il regarde du haut de ses échasses quiconque n'est pas trois fois docteur, grand-maître ès-sciences et ès-arts ; il méprise le « primaire » qui n'est rien, ou si peu de chose, « pas même académicien », et dont les médiocres diplômés, quand il en a, ne font jamais qu'un parent pauvre dans l'illustre famille des dindons savantissimes et doctorisimes.

Le « primaire » c'est l'aliboron dont se gaussait feu M. Barrès, et dont s'égalent toujours les héritiers de son narcissisme d'esthète poseur et de politicien roublard. C'est l'autodidacte instruit à l'abri de la férule

universitaire, ignoré de ses palmarès, dont l'indépendance indigne la confrérie des bonnets carrés ou pointus, s'il ne s'abaisse pas à solliciter leur sympathie par des platitudes. Car, s'il n'y va plus de sa vie, comme pour un Gallée obligé, afin d'échapper au bûcher, de déclarer que la Terre était immobile, il y va toujours de sa tranquillité et de sa réputation. Ce « primaire » pourra posséder à lui seul plus de science et de talent que tous les Trissotins académiques réunis ; il pourra être un de ces génies qui, en vingt ans, font parcourir au savoir humain plus de chemin que les milliers de ses professionnels diplômés ne lui en ont fait faire en vingt siècles ; il sera toujours un suspect, un indésirable dans la République des roussins d'Arcadie qui remâchent le chardon sacré. Quand il sera mort, les roussins se vêtiront de sa peau pour se donner l'air du lion et mépriser les « primaires » avec plus de superbe.

Est-il nécessaire de dire que le mépris du « primaire » est d'origine essentiellement aristocratique et réactionnaire ? Il est, transporté sur le plan intellectuel, ce qu'est le mépris du roturier sur le plan social. Mais il n'y a pas toujours concordance entre les deux ; il y a souvent contradiction, l'aristocratie n'ayant pas plus l'exclusivité de l'intelligence que la roture n'a celle de la sottise, et la distinction entre aristocratie et roture étant une des pires sottises de ceux qui prétendent à l'aristocratie. Ce n'est pas la contradiction la moins bouffonne de la prétendue élite aristocratique que d'appeler « primaire » le novateur scientifique, le pionnier social qui cherche à faire avancer le monde hors des voies de la tradition routinière où elle veut le maintenir, car, sans ce novateur, ce pionnier, la civilisation serait depuis longtemps enfouie, comme les ruines des Babylone et des Ninive, sous les sables de l'oubli. Il y a une forme de gâtisme totalement opposée à toute manifestation supérieure de l'esprit dans la prétention de ramener l'humanité à des temps comme ceux de Charlemagne, voire des Pharaons, et une ironie dont les anthropopathiques attelés à cette besogne ne se rendent certainement pas compte lorsqu'ils appellent « primaires » ceux qui s'y opposent. Or, ces fossiles ont le mépris du « primaire » social comme ils ont celui du « primaire » universitaire et du « primaire » politique.

Le mépris du « primaire » est d'autant plus absolu pour l'aristocrate que, politiquement, ce « primaire » ne peut être à ses yeux qu'un homme de « gauche ». On voudra bien reconnaître en lui, le cas échéant, une neutralité politique qui n'en fera plus qu'un « demi-primaire ». Tels furent, pour les Doumic de leur temps, les Balzac, Stendhal, Flaubert, Baudelaire, et nombre d'autres indépendants de l'académisme. Mais les Vallès, Zola, Mirbeau, portèrent le double anathème comme « primaires » académiques et politiques ; des badernes, tel M. F. Masson, des rinceurs de bidets armoriés, tel M. P. Bourget, des bedeaux, tel M. Bazin, des fumistes, tel M. Barrès, donnèrent contre eux le grotesque spectacle de leur mépris au nom de l'intelligence souveraine. Actuellement, M. F. Brunot, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres et professeur d'Histoire de la Langue française, ayant présenté des *Observations* irrévérencieuses sur une *Grammaire* que l'Académie Française a mis trois cents ans à enfanter, les « pets de loup » de la compagnie n'ont pas osé le traiter de « primaire » ; mais l'élégant M. Abel Hermant, qui joue les Pétrone sous le manteau quelque peu rongé des mites de Lancelot, l'a délibérément taxé de « cuistrerie » pour lui apprendre qu'un professeur n'a pas de leçons à donner aux « gens de qualité », quand ils daignent, pour un moment, s'occuper de la langue française. Car les « gens de qualité », même à l'Académie française, savent tout, sans avoir rien appris, par cette faveur héréditaire qui les faisait, jadis, rois, barons, colonels, quand ils venaient au monde, avant d'avoir mouillé leur première braguette. Ils sont ainsi

à l'inverse des « primaires » qui ne savent rien, même en ayant beaucoup appris. Cet avantage, essentiellement aristocratique, crée pour les « gens de qualité », c'est-à-dire les gens de « droite », un privilège d'intelligence qui rend adorable chez eux tout ce qui est méprisable chez les autres. C'est ainsi qu'il ne peut pas y avoir de « primaires » de « droite ». Par contre, un roturier, un homme de « gauche », fût-il un Pasteur, un Curie, un Edison, est incontestablement un « primaire » malgré son savoir, sa naissance n'ayant pas été marquée par le miracle aristocratique. Il demeurera un « primaire » tant qu'il n'aura pas reçu le signe de la grâce qui en fera un homme de « droite ». Sottise, ignorance, malhonnêteté, mensonge, grossièreté, ne peuvent être que de « gauche », comme barbarie ne peut être qu'allemande. Intelligence, savoir, honnêteté, vérité, délicatesse, ne peuvent être que de « droite », comme gentillesse ne peut être que française.

Si un malheureux Bourneville s'avise de commettre un jour ce tripatouillage ridicule :

« Petit poisson deviendra grand
Pourvu que l'œuf lui prête vie... »

immédiatement, tous les cuistres d'académie, tous les bedeaux de sacristie, tous les jésuites de presse, tous les politiciens de la « droite » parlementaire, jettent feu et flamme contre ce « primaire », ce « vandale », ce « dépéceur de chefs-d'œuvre », ce « salisseur de la beauté », etc. Mais qu'un nommé Hervé se permette d'« adapter spécialement », à l'usage des séminaires, les *Plaideurs*, de Racine, et en fasse une tartuffante mélasse, les mêmes cuistres, bedeaux, jésuites et politiciens de cette « droite » qui fit marcher les naïfs « primaires », en 1914, pour « la défense de Racine » (*sic*), lui donnent leur patronage, leur publicité et leurs encouragements, tenant Racine lui-même pour un « primaire », puisqu'il s'est mis dans le cas de se faire tripatouiller pour ne pas troubler les chastes méditations des puceaux de séminaire. Les disciples de M. Barrès, à qui on doit toujours revenir quand on requiert des exemples d'imbécillité supérieure et de tartuferie souveraine, sont dans un état de gaieté délirante lorsqu'ils réussissent à faire marcher un « primaire » parlementaire, de « gauche » bien entendu, pour la libération du noble peuple des Poldèves, habitants de la Lune ; mais ils rentrent dans les profondeurs les plus hermétiques de leur confusion lorsqu'on rappelle que leur « Maître », affamé de publicité comme le plus « primaire » des politiciens, se laissa prendre à célébrer « l'illustre » Hégésippe Simon que de joyeux lurons révélèrent à la poésie française pour mystifier le niguedouille académique et national. Un homme de « droite » peut-il être mystifié, étant un « couillon » supérieur, ou un « cölon », comme écrivent ces Messieurs de l'Académie Française qui s'y connaissent particulièrement ?

Mais voici que M. Pierre Lasserre, peu suspect, croyons-nous, de ce que nous appellerons le « primarint », aux yeux des « gens de qualité » et de « droite », a bouleversé sans aucun égard la conception aristocratique, mais trop primaire du « primaire », en situant sa véritable position universitaire et politique, dans deux articles des *Nouvelles Littéraires* (30 novembre 1929 et 4 janvier 1930). Il l'a d'abord défini ainsi : « Un « primaire », c'est un livresque et un dogmatique. C'est un esprit qui a vieilli, sans dépasser, en son développement, le stade scolaire. C'est un adulte resté écolier, mais sans la fraîcheur, qui ne fait pas la différence entre les questions réelles que la vie nous donne à résoudre et les questions conventionnelles, artificiellement simplifiées, qui font l'objet des travaux de collège. » M. Lasserre a ensuite démontré que ce « primaire » est aussi bien de « droite » que de « gauche », chez ceux dont l'esprit de parti l'emporte sur une

science mal digérée ou dont la malhonnêteté intellectuelle et morale est incompatible avec le respect de la vérité. Le « primaire », a déclaré M. Lasserre, « peu pourvu de cet esprit de finesse qui fait pressentir la complexité des choses, assimile naïvement les cas concrets aux cas abstraits ». Il arrive à voir la solution de toute chose dans certains principes absolus. C'est ainsi qu'il forme, à « gauche », le troupeau des Homais « qui, comme on dit, font « dater la France de 1789 » et saluent dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen l'avènement de la vérité politique absolue. » Mais le « primaire » est aussi à « droite », dit M. Lasserre, chez celui qui voit dans les maximes des Homais « l'erreur politique absolue », les considère « comme un poison que la France s'est mis, voici déjà cent quarante ans, dans les veines », et veut « détruire méthodiquement et pièce à pièce l'œuvre de 1789. » La haine et le mépris aristocratiques du présent sont autant des sentiments de « primaire » que la haine et le mépris démocratique du passé. Le « primaire » est « l'homme pressé qui court aux formules »; il est celui qui a gardé l'habitude de penser que « la vie se laisse régler, bien ou mal, mais docilement, par des dogmes », et comme il y a les formules et les dogmes de « droite » et de « gauche », il y a les « primaires » de « droite » et de « gauche ». Si évidentes que soient ces choses pour tout esprit clair et indépendant, il était nécessaire qu'elles fussent précisées, et il est nécessaire qu'elles soient répétées, tant les notions les plus simples de l'intelligence et du savoir ont été bouleversées et faussées par les abstruseurs de quintessence et les alchimistes sociaux.

Non moins utilement, M. Lasserre, passant de la politique à la philosophie, a encore montré les « primaires » du néo-thomisme actuel, essentiellement de « droite », à l'origine tout au moins. Car ce néo-thomisme fait de plus en plus, parmi les « primaires » de « gauche », de singuliers progrès, grâce au ramollissement de leur « tripe laïque » par l'eau bénite où ils la trempent. Si les « primaires » de « gauche » ne virent, jadis, dans le thomisme, que la manifestation d'une époque de mort où ils englobèrent tout le moyen âge avec ses grandeurs comme avec ses hontes, ils voient de plus en plus, aujourd'hui, dans le néo-thomisme auquel ils s'adaptent opportunément, la planche de salut de leur mufisme menacé par la justice sociale. La conclusion de M. Lasserre est que « l'esprit primaire, qu'il soit de gauche ou de droite, est le fils dégénéré, pauvre et plat, de l'esprit apocalyptique ».

La question du « primariat » est ainsi honnêtement fixée, mais elle ne l'est pas complètement. Il reste à juger, en dehors de la politique et de la philosophie, l'attitude de l'individu échappé au « primariat » scolaire devant « les questions réelles que la vie nous donne à résoudre », à l'opposé des « questions conventionnelles » de collège. Le « primaire » est alors intéressé à observer comme type social. Il se dresse au-dessus de toutes les haines de partis, des braiements des porteurs de reliques, des fureurs des carnassiers dévorateurs de la substance humaine. Il est l'homme anti-conformiste dévoué à la liberté de l'esprit et à la révolte consciente, l'homme de la guerre à l'oppression, de la protestation contre le mensonge et l'iniquité, contre l'imposture et le crime, contre toutes les falsifications, si souveraines et si sacrées qu'elles soient devenues par les traditions et les usages de la vie sociale. Et, bien loin de s'affliger de la qualification de « primaire », quand on la lui donne, cet homme la revendique, au contraire, comme un honneur de la part de ceux qui ne reconnaissent d'autre supériorité que la sottise d'un monde où tout ce qui pourrait faire la vie utile et belle pour tous les hommes est transformé en turpitudes accablantes.

Cette qualité de « primaire », il l'accepte avec l'orgueil de se voir écarté et méprisé par « l'élite » de sac

et de corde, de brutes et de queues-rouges, de catins et de valets, de malfaiteurs et de proxénètes qui font l'ornement civique, intellectuel et moral de ce monde. Ce « primaire », tenu socialement comme « espèce inférieure », est fier de porter la tête haute et d'avoir les mains nettes parmi tant d'espèces supérieures aplaties et rampantes, souillées de sportule, de boue et de sang. Le « primariat » est la légion d'honneur de ceux dont la conscience n'est pas à vendre. Si le « primaire » a la tristesse de voir se manifester contre lui la haine des imbéciles — ils ne savent ce qu'ils font ! — il est heureux de soulever celle des coquins; elle le soulage, l'encourage, l'exalte. Elle lui donne ses diplômes, ses titres, ses décorations. Les crachats de cette haine sont des étoiles sur sa poitrine comme sur la face du Christ aux outrages, et ses compassions sont, sur son front, l'eau lustrale du plus merveilleux baptême.

Aussi, en dehors de toutes les distinctions universitaires et politiques, le « primaire » est-il, avant tout, par dessus tout, indiscutablement et intégralement, le PAUVRE. C'est le « névrosé » de Lombroso, qui porte dans son organisme l'incapacité morbide de s'enrichir. C'est le loup affamé à qui les chiens de l'Ordre donnent la chasse. C'est le « vagabond », comme disent la loi et les gendarmes, le « bandit », comme éructe farouchement le bourgeois ému pourtant quand :

« ... le printemps en fleurs brille sur ses pantoufles »,
(VERLAINE.)

C'est celui qui « trouble la fête » rien que par la vue de sa silhouette miteuse à travers une glace de restaurant, et qui sème la terreur dans une société dont il atteste, par sa seule présence, l'indiscutable infamie. C'est celui qui ne sait pas, ou ne veut pas, s'adapter au mufisme, faire un « babbitt » ou un « gangster », collaborer avec la triple pègre aristocratique, démocratique et ochlocratique dans le « resquillage » social. C'est celui qui, par impuissance ou volontairement, demeure le « cochon de payant », la « poire », le « gogo », le « cavé », devant la flibusterie érigée en système universel. C'est celui qui conserve quelque politesse, quelque aménité dans les rapports humains, qui voit chez les hommes autre chose que des concurrents qu'il « faut avoir », chez les femmes autre chose que des « poules », dans la nature autre chose que des animaux et des objets à abattre, à exploiter, à vendre et à acheter.

« Primaire » est celui qui ne sait pas, ou ne veut pas convenir que « sans argent l'on n'est rien, avec de l'argent on est tout », et que « c'est l'argent qui fait l'homme », comme déjà le proclamait la démocratie athénienne qui tuait Socrate, poussait Démosthènes au suicide et voyait dans les Coty de son temps des « amis du peuple » ! Le banquier Paul Lafitte, disciple de Guizot, qui disait à ses amis : « Enrichissez-vous ! » avait observé qu'« un idiot pauvre est un idiot; un idiot riche est un riche ». Il avait vérifié que si l'argent ne rendait pas l'idiot intelligent, il ne lui fournissait pas moins le moyen d'imposer son idiotie au pauvre. Celui-ci reste un « primaire » qui ne veut pas s'enrichir, par scrupule, parce que la fortune ne vient jamais sans quelque chose de pas très propre fait à propos. Il est un malfaiteur dangereux, plus subversif de l'ordre social que tous les iconoclastes, les hérétiques, les révolutionnaires, car il insulte la plus souveraine des puissances, celle qui est au-dessus des dieux, puisqu'elle les fabrique à son gré : la phynance, sans laquelle Dieu lui-même, l'Unique avec une majuscule, n'existerait pas, sauf pour le « primaire » qui porte son Dieu dans son âme et non dans son portefeuille.

Aucun « primaire » ne fut plus voué aux gémonies que Proudhon quand il dit, et démontra d'ailleurs irréfutablement, que « la propriété c'est le vol ». On le lui fit bien voir, et il le voit toujours, bien qu'il soit

mort et qu'une certaine « élite », non « primaire », prétende lui rendre hommage.

Il écrivait : « Eh bien ! oui, je suis pauvre, fils de pauvre, j'ai passé ma vie avec des pauvres et selon toute apparence je mourrai pauvre. Que voulez-vous ! je ne demanderais pas mieux que de m'enrichir ; je crois que la richesse est bonne de sa nature et qu'elle sied à tout le monde, même au philosophe. Mais je suis difficile sur les moyens, et ceux dont j'aimerais à me servir ne sont pas à ma portée. Puis, ce n'est rien pour moi de faire fortune tant qu'il existe des pauvres... Quiconque est pauvre est de ma famille... De toute cette misère, je n'eusse dit jamais rien, si l'on ne m'eût fait une espèce de crime d'avoir rompu mon ban d'indigence et de m'être permis de raisonner sur les principes de la richesse et les lois de sa distribution. » Il disait aussi : « Pour se tirer d'affaires dans le monde actuel, il faut certains talents et certaines complaisances que je n'ai pas. »

Paul de Koch raisonnait en « primaire » quand il disait : « Il n'y a que les imbéciles que la fortune peut changer. » Il ne savait pas qu'en régime de mullisme la fortune rend intelligents les imbéciles alors que la pauvreté rend imbéciles les intelligents.

« Primaire » était Boileau disant aux poètes :

*« Travaillez pour la gloire, et qu'un sordide gain
Ne soit jamais l'objet d'un illustre écrivain. »*

« Primaire » était Stendhal quand il disait : « L'homme d'esprit doit s'appliquer à acquérir ce qui lui est strictement nécessaire pour ne dépendre de personne — (ce nécessaire, pour Stendhal, était 6.000 francs de revenu annuel) — mais si, cette sécurité obtenue, il perd son temps à augmenter sa fortune, c'est un misérable. » Baudelaire n'était pas moins « primaire » en commentant ainsi l'opinion de Stendhal : « Recherche du nécessaire, et mépris du superflu, c'est une conduite d'homme sage et de stoïcien. » M. A. Suarès a été un « primaire » doublé d'un blasphémateur quand il a écrit : « Un des mensonges les plus corrupteurs, entre ceux qui font loup sur l'âme moderne, consiste à donner pour de grands esprits ces faiseurs d'argent qui pullulent partout, qui fondent d'énormes fortunes dans tous les désordres publics, qui finissent en prison quand ils n'ont pas eu assez de bonheur, et au pytanée de l'admiration générale, quand ils réussissent. Il n'y a que le succès entre Rochette et Rockefeller... Il faut une merveilleuse bassesse pour qu'on les appelle « grands capitaines d'industrie » et qu'on les admire (les hommes d'argent). Leur habileté tient par toutes sortes de moyens et de pratiques à celle des voleurs. Il y a de l'ignoble dans tout ce qu'ils font, dans tout ce qu'ils sont, et dans tout ce qu'ils disent comme dans leur figure. Ces museaux vous ont un air respectable et cynique, où se composent les forces inégales du bagnard, du clergymen et du prêteur romain. »

« Primaire » est celui qui se fie aux apparences, aux paroles, aux promesses. Il est comme l'animal confiant à qui des coups sont nécessaires pour apprendre à se méfier.

« Primaire » est celui qui s'étonne que le commandement : « Tu ne tueras point ! » veuille dire : « Tu tueras patriotiquement ! », que le crime heureux soit juste et que la friponnerie devienne une vertu quand elle est pratiquée dans le grand.

« Primaire » est celui qui ne comprend pas que les bonnes œuvres ne comptent point sans la grâce, et qu'il y a plus de place au ciel pour un Cartouche dévot que pour un Socrate. (Voltaire.)

« Primaire » est celui qui croit que « les hommes sont égaux par l'âme (Renan), qui « veut organiser la conscience dans la démocratie » (Pressensé), et pense qu'il peut être un gouvernement incitant les hommes à autre

chose qu'à monter de la pègre d'en bas à celle d'en haut.

« Primaire » est celui qui recherche dans l'art la nature et l'humanité et ne sait pas, comme les « intelligents critiques », trouver du génie dans l'insanité.

« Primaire » était Rabelais disant que « science sans conscience est la perte de l'âme », et « primaires » sont les savants qui représentent le savoir et le travail intellectuel parmi le peuple et non parmi le snobisme académique.

« Primaires » sont les peuples primitifs qui n'ont pas inventé le canon, les gaz asphyxiants, la conscription, le suffrage universel, le sex-appeal, et pour qui M^{me} Baker est une vulgaire négresse.

On n'en finirait pas d'énumérer les exemples du « primariat ». Il est innombrable, comme le mullisme dont il est la contre-partie, car, socialement, sont des « primaires » tous ceux qui ne sont pas des mufles, ne cherchent pas à arriver, à paraître par de vilains moyens. Il peut se faire qu'un « primaire », universitaire ou politique, soit un mufle; il est aussi impossible à un « mufle » d'être un « primaire » social qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux. Maxime Gorki, un « primaire » lui aussi, a posé aux « maîtres de la culture » cette question : « Avec qui êtes-vous ? Avec la force laborieuse de la culture pour créer de nouvelles formes de vie, ou contre cette force pour maintenir la caste de rapaces irresponsables, caste à la tête pourrie, qui ne continue plus à agir que poussée par la force d'inertie ? » Les « maîtres de la culture » risquent de se laisser mourir, comme l'âne de Buridan, parce qu'ils ne voudront pas choisir par affectation aristocratique. Pour nous, « primaires », notre choix est tout fait; nous sommes avec la force laborieuse de la culture créatrice de nouvelles formes de vie, contre la caste des rapaces, contre la caste à la tête pourrie. — EDOUARD ROTHEN.

PRIMITIF adj. Qui est à l'origine. *Mot primitif* : qui a donné naissance à des mots dérivés. *Langue primitive* : qui aurait été formée la première (mais y a-t-il eu une langue primitive ?) *Ignorance toute primitive* : qui a la simplicité des premiers âges. (Larousse.) *Couleurs primitives* (en peinture) : qui, par leurs combinaisons peuvent produire les autres couleurs (rouge, jaune, bleu, blanc et noir); (en physique) couleurs du spectre solaire : violet, indigo, bleu, vert, jaune, orangé, rouge. *Terrains primitifs* (géologie) : les plus anciens qui soient accessibles à notre investigation. « Le terrain primitif est privé de fossiles, mais il est « très difficile de le distinguer de certaines formations sédimentaires que le métamorphisme a rendues cristallines et chez lesquelles il a détruit les fossiles. Le terrain primitif paraît devoir être représenté par le gneiss et le micaschiste et par quelques autres roches cristallophylliennes. » (Ency.)

Nom m. *Les primitifs*, artistes, peintres et sculpteurs, qui ont précédé les grands maîtres. *La primitive Eglise* : celle des premiers siècles du christianisme (voir ces mots). Nom ancien des Quakers qui prétendaient faire revivre cette Eglise primitive. *Les primitifs* (ethnolog.) : peuples qui sont encore au degré le plus bas de la civilisation. *Homme primitif* : ancêtre qui est à l'origine de l'Humanité.

Les recherches sur l'homme primitif ont porté un coup mortel au dogme de la création. L'origine de l'homme (voir ce mot), remonte, non à 6.000 ans environ, comme l'indiqueraient les évaluations fantaisistes de la Bible, mais à plusieurs centaines de mille, sinon à des millions d'années. L'homme fossile a vécu à l'époque quaternaire. Il a été prouvé, par de multiples découvertes, que l'homme a été le contemporain, en notre pays, du Mammouth et du Renne. La science

officielle a longtemps raillé Boucher de Perthes avant de s'incliner devant les preuves indiscutables qu'il apportait. Selon l'opinion de certains auteurs il ne serait pas impossible même que l'homme ait vécu à l'époque tertiaire (périodes pliocène). La découverte de silex ouvragés et d'ossements d'animaux entaillés rencontrés dans des gisements très anciens en seraient une preuve (mais non décisive). D'après l'examen des squelettes et surtout des crânes (race de Néanderthal) l'homme primitif était d'une extraordinaire bestialité et d'une robusticité très grande. Crâne très aplati, front fuyant, arcades sourcillières volumineuses, région occipitale projetée et en arrière, marche légèrement fléchie sur les jambes, etc..., tous caractères qui placent l'Ancêtre entre le Singe et l'Homme actuel. (Pithécantrophe). Puis, les races se sont mélangées, de nouvelles ont surgi et l'homme, peu à peu, par son intelligence, est sorti de l'animalité primitive. A l'âge de la pierre (période quaternaire et début de la période actuelle) « nos ancêtres en sont arrivés à un degré de civilisation qui ne permet plus de les considérer comme des primitifs ». (*Histoire des Peuples*, Maxime Petit-Larousse, édit.).

L'Homme subit autant l'influence du passé que celle du milieu dans lequel il vit. C'est pour cela que dans la mentalité des hommes d'aujourd'hui on constate, en maintes occasions, la survivance de la mentalité primitive. Le vernis de la « civilisation » — très superficiel — laisse apparaître les rudes instincts de l'Anthropoïde, et tel acte qui peut sembler grossier, « immoral », hors-nature, n'est que la répétition de milliards d'actes semblables commis dans les temps reculés. — Ch. B.

PRINCIPE (n. m. du latin *principium*, origine, commencement). Les sens de ce mot sont nombreux. Il est parfois synonyme de source première, de raison d'être. On l'applique aux éléments constitutifs des corps. Il convient aux règles de la morale, de la science, de l'art. Une sèche énumération des principes secondaires qui dirigent l'activité humaine, dans les multiples domaines où elle s'exerce, serait fastidieuse. Elle serait, en outre, bien difficile à établir, les principes ne cessant de varier avec l'état de nos connaissances. Nous parlerons seulement des suprêmes règles auxquelles toute pensée logique obéit et dont l'ensemble constitue la raison.

Nos opérations intellectuelles ne s'accomplissent pas au hasard, elles sont régies par certaines lois très générales et d'une évidence immédiate qu'on appelle les principes directeurs de la connaissance. Ossature profonde et intime de l'esprit, c'est eux qui nous permettent d'organiser l'expérience, d'établir des rapports nécessaires entre les choses et les idées. Mais la conscience, interrogée à leur sujet, reste muette; nous les découvrons grâce seulement à l'analyse des opérations psychologiques, en particulier du raisonnement. « Les principes généraux, constatait déjà Leibniz, entrent dans nos pensées dont ils font l'âme et la liaison. Ils y sont nécessaires comme les muscles et les tendons le sont pour marcher, quoiqu'on n'y pense point. L'esprit s'appuie sur ces principes à tous moments, mais il ne vient pas si aisément à les démêler et à se les représenter distinctement et séparément, parce que cela demande une grande attention à ce qu'il fait, et la plupart des gens peu accoutumés à méditer n'en ont guère. » Ajoutons que ces principes ne sont pas immuables. C'est l'opinion de Levy-Bruhl, qui attribue aux primitifs une mentalité prélogique et mystique, dominée, non par le besoin de rester d'accord avec elle-même, d'éviter la contradiction, mais par la loi de participation. « Dans les représentations collectives de la mentalité primitive, écrit Levy-Bruhl, les objets, les êtres, les phénomènes peuvent être, d'une façon incom-

préhensible pour nous, à la fois eux-mêmes et autre chose qu'eux-mêmes. D'une façon non moins incompréhensible, ils émettent et ils reçoivent des forces, des vertus, des qualités, des actions mystiques, qui se font sentir hors d'eux, sans cesser d'être où elles sont. » Les représentations collectives exercent une profonde action sur le primitif; il éprouve un attachement mystique pour son groupe et pour son totem. C'est par des causes surnaturelles qu'il explique tous les phénomènes; aux données immédiates de la perception, il ajoute des pouvoirs occultes, des forces invisibles, des réalités impalpables; entre l'au-delà et le monde sensible, il ne distingue pas. Un homme meurt-il, fut-ce de vieillesse ou par accident, il suppose que l'événement est dû à un sorcier ou à l'esprit d'un mort; le maléfice lui semble évident, même si la mort est provoquée par la chute d'un arbre ou d'un objet inanimé. « Des prélinéons, qui n'ont pas moins de force que notre besoin de relier tout phénomène à ses causes, établissent, pour la mentalité primitive, sans hésitation possible, le passage immédiat de telle perception sensible à telle force invisible. Pour mieux dire, ce n'est pas même un passage. Ce terme convient pour nos opérations discursives; il n'exprime pas exactement le mode d'activité de la mentalité primitive, qui ressemblerait plutôt à une appréhension directe ou à une intuition. Au moment même où il perçoit ce qui est donné à ses sens, le primitif se représente la force mystique qui se manifeste ainsi. Cette sorte d'intuition donne une foi entière en la présence et en l'action des forces invisibles et inaccessibles aux sens, et cette certitude égale, si elle ne la dépasse pas, celle des sens eux-mêmes. » S'ils admettent des rapports de cause à effet, les primitifs se les représentent donc autrement que nous. Mais, grâce à une épurative progressive, les deux grands principes qui dominent la pensée scientifique actuelle, le principe d'identité et le principe de causalité, furent mis finalement en pleine lumière. Chez les anciens et même chez quelques modernes, la notion d'identité garde un sens réaliste et substantiel. Pour eux l'essence des choses correspond à l'idée qu'en possède l'esprit : raisonnements, démonstrations portent, non sur des connaissances relatives, mais sur les choses elles-mêmes, identifiées avec leurs représentations. Immuables comme leurs concepts, les choses restent éternellement conformes à ce qu'elles sont. Changement, devenir s'avèrent simple apparence sensible, vaine illusion. Si un liquide se solidifie, c'est qu'une essence nouvelle a pris la place de l'ancienne. D'où les innombrables entités que l'on retrouve encore dans la physique du moyen âge : elle réduit la nature à une collection de substances. A l'inverse, la science moderne a vidé de tout sens réaliste le principe d'identité ; elle n'accorde aucune place à la notion de substance ; ses démonstrations reposent sur un principe purement logique, privé de tout contenu imaginaire. Les relations d'identité, établies entre les divers phénomènes, portent sur les connaissances de notre esprit, non sur les choses elles-mêmes. Par ailleurs le concept de causalité s'est transformé profondément ; peu à peu, il a perdu son caractère subjectif et anthropomorphique pour aboutir à l'idée d'un rapport constant. Loin d'être le résultat d'une vue intuitive, un don gratuit de la nature, la croyance en une loi d'universelle causalité fut une acquisition tardive, le fruit d'une laborieuse conquête de l'esprit. Elle reste encore ignorée de la grande majorité des hommes : à preuve l'importance que gardent, même chez les peuples civilisés, les notions de miracle et de hasard. « Le miracle, écrit Th. Ribot, en prenant ce mot non au sens restreint, religieux, mais dans son acception étymologique (*mirari*), est un événement rare, imprévu, qui se produit en dehors ou à l'encontre du cours ordinaire des choses. Le miracle ne nie pas la cause, au sens populaire, puisqu'il suppose un antécédent : la divinité, une puis-

sance inconnue. Il la nie au sens scientifique, puisqu'il admet une dérogation au déterminisme des phénomènes. Le miracle, c'est la cause sans loi. Or, pendant bien longtemps, nulle croyance n'a semblé plus naturelle. Dans le monde physique, l'apparition d'une comète, les éclipses et bien d'autres choses étaient considérées comme des prodiges et des présages ; beaucoup de peuples sont encore imbus d'imaginaires bizarres à ce sujet (c'est un monstre qui veut avaler le soleil ou la lune, etc.) et même, parmi les civilisés, il y a des gens que ces phénomènes ne laissent pas sans inquiétude. Dans le monde de la vie, cette croyance a été bien plus tenace : des esprits éclairés au XVIII^e siècle admettaient encore les *errores* ou *lusus naturæ*, considéraient la naissance des monstres comme d'un mauvais augure, etc. Dans le monde de la psychologie, c'est bien pis. Sans parler des préjugés si répandus dans l'antiquité (et qui n'ont pas disparu) sur les rêves prophétiques, présages de l'avenir, du mystère dont on a entouré si longtemps le somnambulisme naturel ou provoqué et les états analogues, des spéculations contemporaines sur l'occultisme, de ceux qui considèrent la liberté comme un commencement absolu, etc. ; il y a, même dans le cercle restreint de la psychologie scientifique, si peu de rapports de cause à effet bien déterminés, que les partisans de la contingence s'y trouvent à l'aise pour tout supposer. « Le hasard n'est pas invoqué moins souvent que le miracle et, pour ceux qui ne réfléchissent pas, il suppose une entité mystérieuse, impénétrable, ou se ramène à un événement sans cause ni loi. De cette notion du hasard, je crois avoir donné une analyse plus complète et plus poussée que celle de Cournot et de ceux qui l'ont suivi, dans *Vouloir et Destin*. Aucun des faits attribués à cette occulte et redoutable puissance n'échappe à la loi d'universelle causalité. Notre ignorance des antécédents, leur complexité, la tangence de phénomènes qui, primitivement, ne semblaient point destinés à se rencontrer, voilà la triple source d'où ils proviennent. Si étranges que paraissent certaines coïncidences, le passage d'un homme par exemple au moment précis où un mur s'écroule, elles seraient prévisibles pour qui connaîtrait avec exactitude les forces en présence, leur valeur et leur direction. La collision d'autos, que les conducteurs ne soupçonnent pas prochaine, un observateur la prévoit d'un lieu suffisamment élevé. Les idées de miracle et de hasard écartées, il importe d'éliminer aussi du rapport causal toute notion de fin, de direction intentionnelle. Pour les philosophes grecs, la nature possède des aspirations, des désirs aveugles qu'elle veut réaliser ; d'où la notion de cause finale, reste indéniable de l'anthropomorphisme primitif. A l'univers ils prêtent des intentions, un but comme à un vivant. Mais les découvertes scientifiques des XVI^e et XVII^e siècles conduisirent à ne plus tenir compte de la finalité, « cette vierge stérile », selon le mot de Bacon ; la matière inorganique fut conçue comme déterminée et de nature strictement mécanique. Beaucoup, néanmoins, continuèrent de croire que si la matière est inerte en elle-même et dépourvue d'intentions, elle est mue, du dehors, par une intelligence supérieure : Dieu, qui lui impose un but et des lois. Avec des variantes, cette doctrine resta celle des philosophes spiritualistes du XIX^e siècle. Lachelier a même voulu faire du principe de finalité le vrai fondement de l'induction scientifique. D'après lui, les rapports de causalité, dont les savants se contentent, s'arrêteraient à la surface des choses, sans rendre compte de l'extrême complexité des lois naturelles. Actions et réactions des forces cachées sont trop nombreuses et trop profondes pour être saisies même par la plus subtile des intelligences. En vertu du principe du déterminisme, nous ne pourrions formuler que des lois hypothétiques, ne sachant pas si se réaliseront de nouveau les conditions requises pour que les phénomènes observés se reproduisent. Or nous

énonçons des lois catégoriques ; ce qui démontrerait notre croyance en un principe d'ordre au sein des choses, en un but grâce auquel les phénomènes naturels se groupent et présentent constamment des successions identiques : « L'accord réciproque (éléments constants et uniformes) de toutes les parties de la nature ne peut, affirme Lachelier, résulter que de leur dépendance respective à l'égard du tout ; il faut donc que, dans la nature, l'idée du tout ait précédé et déterminé l'existence des parties ; il faut, en un mot, que la nature soit soumise à la loi des causes finales ». Mais les efforts des spiritualistes n'ont pu empêcher la ruine du principe de finalité ; aucun penseur impartial n'admet aujourd'hui qu'il s'applique au monde de la matière inanimée, et, même dans le domaine restreint de la vie, il appert qu'il est inutile et dangereux. Selon l'expression d'Hamelin, la finalité serait une « détermination par l'avenir » ; or, l'avenir, qui n'est pas encore, ne saurait manifestement agir. On a été jusqu'à prétendre que, si le monde avait des côtes, c'était par un providentiel dessein de Dieu, afin qu'on puisse le manger en famille. Et certains continuent d'affirmer que tout, dans la nature, même les astres les plus lointains, furent créés pour l'homme. Vaniteuses prétentions que la science infirme depuis longtemps ! La finalité n'a d'existence que chez les êtres doués d'un rudiment au moins de vie psychologique. Chez l'homme, elle devient la causalité de l'idée ; chez l'animal, elle n'est d'ordinaire que la causalité du besoin. D'après Goblot, elle serait mise en évidence « quand il est établi que le besoin d'un avantage détermine une série d'effets tendant à réaliser cet avantage ». Le même auteur admet l'existence d'une finalité sans intelligence, conciliable avec une nature rigoureusement dominée par des lois inflexibles, et complètement aveugle. Quoi qu'il en soit, la finalité des anciens, définitivement éliminée par la science, a cessé d'être un principe pour les penseurs contemporains.

Après rejet des vieilles notions de substance et de finalité, nous restons en présence de deux principes très généraux et vraiment constitutifs de la raison : le principe d'identité et le principe du déterminisme, magnifique et suprême formule de la loi de causalité. Au premier se rattachent le principe de contradiction, simple expression négative de la loi d'identité, et le principe du tiers exclu, conséquence directe de la même loi. Base fondamentale de la logique formelle et des mathématiques, le principe d'identité légitime le raisonnement déductif. Le principe du déterminisme représente le terme ultime de l'évolution subie par l'idée de cause : il affirme la stabilité, la permanence du rapport qui unit l'antécédent au conséquent. Sur lui s'appuie l'induction scientifique ; il est la clef de voûte de nos connaissances expérimentales ; sa disparition entraînerait la ruine de toutes les lois naturelles, découvertes dans le monde de la vie aussi bien que dans celui de la matière inerte. Ces principes apparaissent, du point de vue psychologique, comme des instincts très profonds ou des habitudes mentales indéfectibles, contractées grâce aux millénaires expériences de l'humanité et sans cesse fortifiées par les progrès de la science. « Nos adaptations les plus nouvelles et les plus hardies elles-mêmes, écrit Ruyssen, ne réussissent qu'autant qu'elles répètent pour une large part des adaptations antérieures, des habitudes... Et l'on pourrait définir le principe d'identité, l'habitude de fonder toute pensée sur une habitude, l'habitude même de l'habitude... C'est encore en vertu d'une habitude que, dans la succession des phénomènes, notre attention se porte, de préférence, sur certains phénomènes et prépare la voie à la perception claire des suivantes, ou même à des adaptations prévoyantes, utiles entre toutes... En d'autres termes, les affirmations que l'on ramène communément au principe de raison suffisante (ou de causalité) n'énon-

cent rien de plus que des dispositions acquises qui nous portent à accueillir, autant que possible les expériences futures avec les mêmes modes d'attention et les mêmes gestes que les expériences passées ». Durkheim et ses disciples veulent expliquer ces habitudes par des facteurs d'ordre sociologique. Ils prétendent que la raison est un simple produit de la vie sociale et religieuse, et que les principes qui la constituent se ramènent à des règles collectives dépassant la mentalité des individus. Exagérations manifestes, nées du désir d'accroître démesurément l'importance de la société. C'est de la structure de notre cerveau, de notre organisation nerveuse et mentale que les grands principes de la connaissance dépendent en dernier ressort. La vie sociale présume des dispositions individuelles qu'elle développe seulement. Quant à la valeur de ces lois rationnelles, certes elle est relative ; mais en sa faveur plaident tout le passé de l'univers et tous les faits que l'expérience nous offre actuellement. C'est une preuve d'importance capitale, on en conviendra ; surtout si l'on songe que les doctrines, qui dévient à ces lois toute vraie valeur, apparaissent comme absolument arbitraires et sans appui dans le réel. — L. BARSEDETTE.

PRINCIPE n. m. Le principe est une proposition qui sert de fondement à d'autres. Le principe tient, à l'origine, au début d'un acte, d'un fait ; il est la première cause, la raison, la base, la source. Par extension, on donne quelquefois le nom de principe à l'opinion, ce qui revient à dire que ces principes ne sont pas immuables ni guère scientifiques. Comme le principe signifie, au propre, la source, l'origine, il s'ensuit que, lorsqu'il ne s'agit pas d'une cause, il n'y a principe qu'au figuré.

Selon le sens d'une proposition, le principe signifie le commencement, représente le point de départ d'un raisonnement, d'une règle de conduite, comme il peut signifier ce qui n'a pas de source, de commencement.

Une expression qui a des valeurs si différentes, si opposées même, ne peut qu'embrouiller les questions qu'elle devrait aider à faire résoudre. A cet effet, Cicéron dit que : le principe est ce qui n'a pas d'origine, car c'est du principe que tout vient, et le principe, lui, ne saurait venir de nulle autre chose...

Si on donne au mot principe le sens figuré, on ne trouve de concevables, comme tels, que la force et la sensibilité ; le principe de mouvement et le principe de la connaissance. M. L. De Potter dira : les deux seuls ordres de faits, dont nous nous rendons compte, ne peuvent dériver d'ailleurs.

La première connaissance qu'acquiert la sensibilité est celle de la force qui la modifie, celle du mouvement, de la matière. Il lui reste à déterminer si elle est, elle-même, un résultat de ce que cette connaissance lui a servi à constater, ou si, indispensable à cette constatation, elle est antérieure à son objet. Au premier cas, la force existe seule ; au second, il y a de plus la sensibilité qui parvient à la conscience d'elle-même et établit, par la perception de modifications diverses, sa réalité immuable qui représente le principe.

A un moment où il n'y a plus de foi, encore pas de certitude du fait, que la vérité d'aucun principe ne peut être démontrée et pratiquée socialement, rien de plus incohérent que la question de principe. Aussi, malgré ou avec les prétendues lumières de l'époque, toutes les questions morales et sociales se réduisent à des questions d'ordre public, de nécessité temporaire, et les questions de principe ne comptent guère. — ELIE SOUYRAN.

A PRIORI (locution latine signifiant de ce qui précède). Cette expression est d'un usage courant dans le langage philosophique et scientifique ; elle s'applique aux pures créations de l'intelligence qui ne s'appuient sur aucun fait positif. Inversement, on déclare *a poste-*

riori (d'après les conséquences), raisonnements et systèmes basés sur la réalité observable. En effet, deux méthodes opposées s'offrent à l'esprit. Ou bien l'on part d'un principe posé d'avance, pour en tirer les conséquences et en prévoir les répercussions dans le monde expérimental ; ou bien des phénomènes particuliers l'on s'élève aux causes qui les engendrent, aux lois qui les gouvernent. La première méthode est *a priori*, la seconde *a posteriori*. Séduisante et facile d'aspect, la méthode *a priori* n'est pas soumise aux lenteurs de l'observation et de l'expérimentation ; elle assure plus d'unité et d'harmonie aux systèmes qu'elle élabore. Mais, réduite à elle-même, elle ne donne que des résultats hypothétiques, des constructions sans solidité. Avant de s'élever aux vues générales, aux formules d'ensemble, il importe d'examiner avec attention les faits particuliers. Dans sa recherche des causes et des lois, l'esprit doit s'appuyer, pour prendre son essor, sur le terrain solide de l'expérience. La méthode *a priori* trouvera sa place légitime, quand les principes seront bien établis. Alors seulement elle permettra d'aboutir à des conséquences d'une certitude absolue. En mathématique, la méthode *a priori* ou déductive est devenue essentielle de bonne heure, parce que cette science ne requiert qu'un nombre très limité de principes fort simples, et qu'elle entreprend de construire un monde abstrait, non d'expliquer le monde réel. Dans les sciences expérimentales, physique, biologie, psychologie, sociologie, histoire, qui se proposent de nous faire connaître l'univers tel qu'il est, la méthode *a posteriori* ou inductive s'avère d'une importance primordiale au contraire ; la déduction intervient seulement lorsque ces sciences, déjà très évoluées, peuvent exprimer leurs lois en langage mathématique. (Voir les articles *Mathématiques* et *Physique*.) Nombre de philosophes ont utilisé la méthode *a priori* pour édifier leur système. Ce fut le cas de Spinoza, de Fichte, de Hegel et de bien d'autres. Le premier procéda même à la façon des mathématiciens par axiomes, définitions, corollaires, etc. ; sa doctrine reste le type par excellence des métaphysiques deductives. La connaissance expérimentale n'a d'autre raison de nous intéresser, d'après Spinoza, que son utilité pratique ; c'est grâce à la déduction seulement que nous trouvons une vérité indépendante des hasards qui déterminent l'existence des objets. Erreur et vérité résultent d'un certain rapport entre les idées, nullement de la non constatation ou de la constatation d'un fait. Le concept de sphère, obtenu en faisant tourner un demi-cercle autour de son diamètre, est vrai ; pourtant, dans la nature, aucune sphère n'a été formée de la sorte et aucune n'est parfaitement conforme à la figure conçue par notre esprit. Une déduction, plus ou moins correcte, voilà ce qui sépare l'idée vraie de l'idée fausse. Si je déclare qu'un homme est brusquement transformé en rocher, je suis en présence d'une idée fausse, d'une fiction, non parce qu'expérimentalement je n'ai jamais rien constaté de pareil, mais parce que je n'arrive pas à me représenter réellement qu'un homme soit transformé en rocher. Je pense à un homme, puis à un rocher ; je ne vois pas comment l'événement s'accomplit. C'est de la manière dont on le pense que résulte la vérité d'un concept. Pour avancer sans crainte d'erreur dans la connaissance des choses un peu compliquées, il faut procéder comme le géomètre. La déduction correcte nous montrera comment telle chose est engendrée par une autre, qui l'est elle-même par une troisième et ainsi de suite. Mais comme il n'est pas possible de remonter indéfiniment de cause en cause, l'on aboutit à une vérité première, qui rend possible la déduction. Une connaissance intuitive et immédiate de chaque essence déterminée, voilà ce qui intervient constamment. L'erreur résulte de ce que nous avons des idées incomplètes ; le faux n'implique en soi rien de positif ; il n'est tel que pour nous et discursivement. En fait,

Spinoza nous a donné une métaphysique, admirable de force déductive et de rigueur logique, mais dont la base fragile ne résiste pas à un sérieux examen.

C'est *a priori* que procèdent aussi, dans l'ensemble, les théoriciens de la politique. Ils posent d'abord une fin suprême, très variable selon les idées de l'auteur : intérêt national, triomphe de l'élite ou du prolétariat, égalité, justice, etc. Puis de l'idéal admis, ils tirent déductivement les règles concernant le travail, la propriété, le commerce, etc. Platon situe la fin de la société dans la vertu ; et, comme il n'y a de vertu solide que dans et par la philosophie, il importe, pour juger une collectivité, de savoir si la philosophie y règne ou non. Et, puisque la vertu consiste essentiellement dans l'unité, la cité idéale dont il rêve devra être une. En conséquence il condamne la propriété individuelle et l'esprit de famille ; il réclame la communauté des femmes et des enfants. Mais Platon ignore complètement la tolérance et ne prend aucun souci de la liberté individuelle. Il livre les citoyens pieds et poings liés à l'Etat, dont il fait une personne, un organisme ayant une tête, un cœur, un estomac. Thomas Morus, à l'époque de la Renaissance, rappelle Platon et se montre même plus hardi sur quelques points. Bien que de tendance sensualiste et matérialiste en philosophie, Hobbes utilise la méthode *a priori* en politique. Il part de l'idée que l'état de nature est l'état de guerre de chacun contre tous, que l'homme est un loup pour l'homme et conclut à la nécessité d'un gouvernement très fort, d'un monarque absolu qui dispose souverainement de la pensée et de la vie de ses sujets. Rousseau estime, au contraire, que les hommes naissent bons. Il veut « trouver une forme d'association, affirme-t-il, qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant ». De déductions en déductions, le philosophe de Genève arrive à préconiser la république comme le seul gouvernement légitime et naturel. Le système des petits Etats confédérés lui semble particulièrement favorable à la liberté. De Maistre raisonne déductivement ; et A. Comte opère de même en politique, bien qu'il s' imagine faussement faire œuvre positive. A notre époque, des penseurs d'opinions très opposées : un Maurras à droite, de nombreux socialistes à gauche, restent dans le domaine de l'*a priori*. Ils s'indignent, pourtant, lorsqu'on les qualifie d'idéologues, et se proclament hautement des réalistes, soucieux avant tout des leçons de l'histoire et des possibilités sociales. C'est en partant des aspirations de l'individu pour la richesse, et de la concurrence qui s'établit entre les égoïsmes individuels, que les économistes libéraux ont construit leurs systèmes. Karl Marx, reconnaissons-le, a eu le souci d'analyser les faits sociaux et de donner une base expérimentale à sa doctrine ; mais ses conclusions se perdent dans les nuages d'une idéologie qui n'a plus rien de scientifique.

Dans l'antiquité, Aristote voulait déjà procéder inductivement et faire œuvre de naturaliste en politique ; chez les modernes, beaucoup sont animés des mêmes intentions. Mais ceux qui ont le culte de l'Etat, qui respectent par principe l'autorité, ne garderont jamais, dans les recherches sociologiques, l'impartialité requise par le véritable esprit positif. Ils seront toujours victimes de leurs idées préconçues, comme on le constate chez Durkheim et ses élèves. Parce qu'il écarte toute considération d'opportunisme, rejette toute autorité autre que celle de la raison appuyée sur l'expérience et se déclare pour une critique intégrale ne respectant aucun tabou, l'anarchisme permettra de dégager inductivement des principes que la déduction utilisera ensuite pratiquement. Mais il faut qu'il adopte des méthodes vraiment scientifiques. — L. BARBIERTE.

PRISE (AU TAS). Cette expression : « La prise au tas » appartient au vocabulaire révolutionnaire et, plus particulièrement anarchiste. Il faut entendre par là l'action de puiser librement, en dehors de toute réglementation, dans l'ensemble des produits obtenus par le travail de tous. C'est la faculté laissée à chacun de se procurer tout ce dont il a besoin, sans qu'il en soit matériellement empêché par autre chose que par l'absence ou l'insuffisance des ressources et produits qu'il désire. C'est, pour tout dire, la consommation libre.

Ainsi conçue et appliquée, la prise au tas présuppose nécessairement l'abolition du régime capitaliste et autoritaire et l'instauration effective du communisme libertaire. Elle ne peut trouver place que dans un milieu social débarrassé de l'Etat, de ses institutions et de ses survivances. S'il est vrai que, dans un tel milieu social, les exigences de la consommation seront appelées à déterminer et orienter l'effort de la production, il est également vrai que les exigences de la consommation auront pour limite les possibilités de la production ; et c'est, en fin de compte — la production étant portée au maximum — la somme des produits obtenus qui fixera le caractère de la consommation.

La consommation, sous régime libertaire, ne peut être que limitée ou libre, et c'est la somme des produits obtenus, par rapport au chiffre de la population consommatrice, qui servira à déterminer le caractère de la consommation : rationnement ou prise au tas.

Exemples : les produits alimentaires sont-ils tous en quantité insuffisante ? Comparée aux besoins de la population, la somme de chacune de ces denrées alimentaires est-elle déficitaire ? Dans ce cas, le rationnement s'impose sur l'ensemble de ces denrées et sur chacune d'elles.

Y a-t-il insuffisance sur quelques-unes seulement de ces denrées, par exemple : le lait, la volaille, le poisson, les œufs, tandis qu'il y a surabondance sur les autres produits : pain, vin, viande de boucherie, légumes, fruits, etc... ? Dans ce cas, le rationnement joue sur les denrées en insuffisance et les autres : celles qui sont en excédent, bénéficient du régime dit de « la prise au tas ».

Il est à prévoir que, au début du régime communiste libertaire, le rationnement existera sur la totalité ou la presque totalité des produits : alimentation, logement, vêtement, mobilier, outils, machines, etc. ; mais il sera facile d'accroître la production et de la régulariser. Allant au plus pressé, c'est-à-dire compte tenu des besoins les plus essentiels et de l'urgence à les satisfaire, les efforts de la production se porteront tout d'abord sur les produits de première nécessité. Quand l'équilibre sera réalisé entre les exigences de la consommation et les possibilités de production sur ces produits de toute urgence et de nécessité primordiale, les efforts de la production se porteront sur les produits d'une nature moins indispensable ou moins urgente, jusqu'à ce que, de progrès en progrès, la production générale déficitaire d'abord, suffisante ensuite, finisse par devenir surabondante.

Chaque pas en avant dans ce sens diminuera le nombre des produits à consommation limitée et il n'est pas chimérique de prévoir qu'un moment viendra où le régime de la consommation libre dit de « la prise au tas » s'appliquera : 1° au nécessaire ; 2° à l'utile ; 3° au confortable.

Ce système de « la prise au tas » laissant à chacun la faculté de prendre librement et sans restriction ce qu'il veut, tout ce qu'il veut et autant qu'il veut, choque si fortement les idées et les habitudes ayant cours à notre époque ; il est tellement en contradiction avec la mentalité actuelle et les règles présentement établies, que je crois devoir entrer dans le détail et fournir aux lecteurs de cet ouvrage des explications de nature à les

renseigner et des précisions capables de les convaincre.

Nous allons supposer une ville d'environ cent mille habitants. Ce n'est pas une de ces cités qui comptent une population considérable ; ce n'est pas non plus une localité dont la population se chiffre par quelques milliers de personnes. Je prends un centre moyen, une commune tenant le milieu entre la grande et la petite ville. Mes précisions s'appliqueront ensuite avec plus de simplicité à une agglomération plus importante ou à une population moins élevée.

Cette ville de cent mille habitants est divisée en dix secteurs, chacun d'eux comprenant, en moyenne, une dizaine de milliers de personnes. Dans chacun de ces dix secteurs, se trouvent divers entrepôts dans lesquels sont centralisées les fournitures nécessaires à la satisfaction des besoins de ces dix mille personnes ; chacun de ces entrepôts a une destination spéciale : dans celui-ci, l'alimentation ; dans celui-là, le vêtement ; dans ce troisième, le mobilier et les articles de ménage, et ainsi de suite.

Nous voilà dans le pavillon de l'alimentation. Très spacieux, très clair, excessivement propre, ce pavillon est séparé en deux parties : dans l'une, tout ce que chacun peut prendre et emporter librement : c'est « la prise au tas ». Dans l'autre, les diverses denrées dont la répartition ne se fait que limitée et contrôlée : c'est le rationnement. Des affiches bien en vue indiquent la quantité de chaque produit attribuée, ce jour-là, à chaque habitant et des personnes de l'un et l'autre sexe, placées derrière un comptoir qui court le long de chaque étalage procèdent à la répartition, et prennent note des quantités distribuées.

Auprès de moi, se trouve un jeune homme pour qui ce spectacle est tout nouveau. Il me questionne et je lui réponds :

Moi. — Ce qui t'étonne, c'est que de ce côté-ci, les comptoirs soient à l'abandon et que chacun s'y serve soi-même et sans aucun contrôle ; tandis que, de ce côté-là, on soit servi et rationné.

Lui. — Oui ; explique-moi ça.

Moi. — C'est bien simple : il y a des denrées qui sont en abondance ; celles-là, on laisse à chacun le soin d'en prendre autant qu'il lui plaît. Mais il y a des denrées qui sont en insuffisance et celles-ci, il faut que chacun en ait la part qui lui revient.

Lui. — Mais comment sait-on d'avance que tel produit est en excédent et tel autre en déficit ?

Moi. — Tu vas comprendre : ce pavillon d'alimentation dessert les habitants d'un secteur qui comprend environ dix mille personnes. C'est ici, pas ailleurs, que sont déposés les produits destinés à l'alimentation de ces dix mille personnes et que celles-ci viennent s'approvisionner. Il n'est pas difficile d'évaluer à peu de chose près ce que cette population, composée de tant de vieillards, tant d'adultes et tant d'enfants, peut consommer en pain, viande, légumes, beurre, lait, vin, bière, huile, sucre, café, fromages, salade, fruits, épicerie, pâtisserie, etc., etc. Il n'est pas plus difficile de savoir de quelle quantité on peut disposer de pain, de viande, de légumes, etc., etc.

Y a-t-il du pain plus qu'il n'en faut ? C'est la prise au tas. Y a-t-il du café moins qu'il n'en faut ? C'est le rationnement.

Lui. — Je comprends.

Moi. — Et ne vas pas croire que ce sont toujours les mêmes denrées qui sont en trop et toujours les mêmes qui sont en pas assez. Ici, il y a des produits qui ne manquent jamais ; ce sont ceux que la région fournit et qu'on a pour ainsi dire sous la main et à volonté. Mais il y a des produits moins abondants et moins réguliers, d'autres qui viennent de loin et ce sont ces produits-là, — je citerai le sucre, le café, les pâtes alimentaires, les conserves, — qui sont, parfois en déficit.

Lui. — Eh bien ! Sur quelle base établissez-vous la répartition de ces produits déficitaires ?

Moi. — Sur la base de la population de ce secteur : dix mille bouches à nourrir. Il suffit, par conséquent, de diviser par dix mille le produit à répartir et le quotient de cette division fixe la quantité qui revient à chacun. A chaque famille, à chaque groupe de consommateurs il est attribué un nombre d'unités à répartir correspondant au nombre des membres de chaque famille ou groupe. Voici que, aujourd'hui, le sucre manque. Eh bien ! Lis cette affiche placée au-dessus du rayon : sucre. Qu'y lis-tu ? Quarante grammes, n'est-ce pas ? Cela veut dire que, pour aujourd'hui, chacun doit se contenter de 40 grammes de sucre. Chez moi, nous sommes cinq ; on me donnera deux cents grammes de sucre et cela fera mon compte. Est-ce clair ?

Lui. — Très clair et très simple. Mais, dis-moi : pour ces produits qu'on prend à volonté, sans contrôle, n'arrive-t-il pas que certaines personnes, peu consciencieuses, s'en attribuent plus que de raison et n'est-ce pas la source d'un gaspillage qu'il conviendrait d'empêcher, dans l'intérêt commun ?

Moi. — Au commencement du régime communiste-libertaire, la production étant, dans son ensemble, déficitaire, les moyens de transport insuffisants ou défectueusement organisés et le mode de répartition mal défini, le système du rationnement fut appliqué à tous les objets de consommation. Mais ce ne fut qu'une période assez courte de transition. Réglée sur les besoins de la consommation, la production s'éleva graduellement et assez vite au niveau de ces besoins, le service des transports s'améliora et la répartition se fit de mieux en mieux. Puis, certaines denrées — ce furent, tout naturellement, celles qu'on obtient sur place et le plus facilement — dépassèrent peu à peu les besoins de la population. On eut aussitôt l'idée de substituer, pour ces denrées là, le système de la prise au tas à celui du rationnement. L'essai — c'était prévu et fatal — donna, les premiers jours, quelques mécomptes. Il n'y eut pas, à proprement parler, gaspillage ; seulement, par crainte de manquer, un certain nombre de personnes crurent prudent de se constituer des réserves ; mais ces réserves furent consommées les jours suivants et, lorsque la crainte de manquer disparut, personne ne s'avisait plus de prendre au tas abusivement. Tu parais surpris ? Et, pourtant, réfléchis. Nous sommes cinq chez nous ; il nous faut, en moyenne, trois kilos de pain par jour ; cela fait six cents grammes par personne ; c'est largement suffisant. Pour quelle raison et dans quel but emporterais-je d'ici, où je viens m'approvisionner tous les jours, plus de trois kilos ? Demain, je prendrai encore mes trois kilos et j'aurai ainsi du pain frais. Si j'en emportais aujourd'hui cinq kilos, il m'en resterait deux demain. Je n'en prendrais demain qu'un kilo et demain nous aurions à manger un kilo de pain tendre et deux kilos de pain rassis. Chacun s'arrange comme il l'entend. Mais, encore une fois, il ne vient aujourd'hui, à l'esprit de personne de gaspiller. J'ai cité le pain ; j'aurais pu citer toutes les autres denrées et mes explications eussent été les mêmes. On peut affirmer que, d'une façon générale, le gaspillage provient soit de la privation, soit de l'insécurité du lendemain. On est tenté de se précipiter gloutonnement sur un produit dont, d'ordinaire, on est privé, lorsque par hasard et exceptionnellement, on a l'occasion de s'en gaver. On est porté à en mettre de côté lorsqu'on appréhende d'en manquer. Mais quand on a la possibilité et la certitude de s'en procurer régulièrement, demain comme aujourd'hui, et après-demain comme demain, on ne songe ni à gaspiller ni à se constituer des réserves. N'es-tu pas de cet avis ?

Lui. — Tu as raison. Encore une question. N'y a-t-il pas certains produits sur lesquels la consommation se porte de préférence, par exemple la volaille ? Il me sem-

ble que, pour permettre à qui le désire, de venir chercher ici la quantité de volailles qu'il lui plaît d'emporter, il faut qu'on en apporte une quantité prodigieuse. Il est vrai qu'il y a le rationnement et, la volaille étant un produit très recherché, il est probable que ce doit être un de ceux qui sont rationnés fréquemment, pour ne pas dire toujours ?

Moi. — C'est ce qui te trompe. Il en a été de la volaille comme d'une foule d'autres produits qui, sous le régime capitaliste, étaient l'apanage des privilégiés du Pouvoir et de l'Argent. Autrefois, un poulet sur la table d'un prolétaire, c'était une rareté ; un poulet coûtait cher et pour une famille tant soit peu nombreuse, la portion de chacun n'était pas bien grosse. Aussi, la volaille était-elle considérée comme un régal, un luxe, un extra. Quand débuta le régime du communisme-libertaire, il fallut bien rationner ; sans quoi, pour satisfaire tout le monde, on eût été dans la nécessité d'abattre presque toute la gent volatile. Or, il fallait, tout au contraire, la multiplier. En conséquence, que fit-on ? Il fut convenu qu'on ne trouverait de la volaille au pavillon de l'alimentation qu'une fois par semaine. Ce régime dura au moins un an. L'année suivante, on put s'en procurer deux fois par semaine. Les amis de la campagne furent invités à pousser aussi activement que possible l'élevage des poulets ; de mois en mois, on améliora les conditions de cet élevage, en fournissant aux éleveurs tout ce qui facilitait leur tâche. Tandis que les hommes cultivaient les champs, les femmes donnaient leurs soins à la basse-cour. Si bien que, rapidement, le nombre des volailles augmenta à tel point que, depuis longtemps, on en trouve ici tous les jours.

Bien mieux : on a dû, depuis quelque temps déjà, restreindre l'effort de la production sur ce point, afin de le reporter sur d'autres points ; car, maintenant que tout le monde peut manger de la volaille à discrétion, personne n'en mange plus d'une ou deux fois par semaine. La consommation de la volaille a peu à peu diminué ; elle s'est stabilisée comme le reste et, si on ne réservait pas une partie de cette production aux vieillards, aux enfants et aux malades qui digèrent plus facilement du poulet que du bœuf ou du cochon, il y en aurait trop.

Lui. — C'est parfait. J'ai bien saisi tes explications. J'ai, maintenant, deux questions à te poser, si ce n'est pas abuser de ton temps et de ta complaisance.

Moi. — Vas-y, mon jeune camarade. Interroge tout à ton aise.

Lui. — Je voudrais d'abord savoir comment se trouvent toutes les denrées que nous voyons. Car, enfin, elles n'y sont pas venues toutes seules.

Moi. — Très intéressante, la question et j'y réponds avec plaisir. Il y a, dans ce pavillon, deux sortes de produits : les produits rapidement périssables et les autres. Les premiers exigent la plus grande fraîcheur ; il est désirable qu'ils soient consommés sans délai ; s'ils attendent, ils se flétrissent, deviennent trop durs ou trop mous, ils pourrissent, ils sentent mauvais, etc. Il faut donc qu'ils arrivent et partent chaque jour. Les autres produits peuvent attendre. Les denrées périssables sont apportées ici tous les matins, vers cinq heures ; les autres, tous les vendredis, vers quinze heures. Ce pavillon reste ouvert au public tous les jours de sept heures à seize heures, sauf le vendredi où la fermeture a lieu à midi. Tu me suis bien ?

Lui. — Parfaitement. Continue, je te prie.

Moi. — Toutes les denrées périssables arrivent aux Halles Centrales. Ces Halles sont immenses ; elles sont reliées directement aux trois gares de chemin de fer, aux quatre gares de voitures et camions automobiles et au cours d'eau qui traverse la ville. De minuit à quatre heures du matin, elles présentent une animation extraordinaire. C'est une file ininterrompue de wagons, de camions, de véhicules de toutes sortes qui aboutissent

au centre des Halles. De ce centre, par des voies qui rayonnent en tous sens, chaque denrée est dirigée ensuite sur le pavillon destiné à la centraliser. Vers quatre heures du matin, la réception de ces denrées prend fin. Au fur et à mesure que wagons, camions, automobiles, charrettes et véhicules divers ont déversé leur contenu, comme note a été prise des quantités reçues, il ne reste qu'à totaliser pour savoir de quelles quantités on dispose globalement. C'est à ce moment que s'établit la distinction entre denrées à répartir sans contrôle (prise au tas) et denrées soumises au rationnement. C'est à ce moment aussi que, par un calcul que ferait un enfant de douze ans, est fixée, en cas de consommation limitée et contrôlée, la ration par tête d'habitant. Cela fait, il ne reste plus qu'à répartir les produits ainsi groupés entre les dix entrepôts d'alimentation installés dans les dix secteurs de la ville.

Ce n'est pas tout : ces entrées et sorties de denrées alimentaires, enregistrées chaque jour, établissent une sorte de comptabilité journalière. Mais, à la fin de chaque mois, on détermine, par l'addition, la consommation absorbée, denrée par denrée, par la population entière de la ville. Ce calcul s'établit, ensuite, par trimestre, par semestre et par annuité, ce qui permet de fixer, par l'expérience, la quantité de produits consommés, et de voir quels sont ceux qui sont en surabondance et quels sont ceux qui sont en insuffisance. On règle ensuite, sur ces données mathématiques, la production à obtenir, dans l'ensemble et dans le détail.

Lui. — Voici ma seconde question : parties des Halles Centrales, les denrées destinées au pavillon dans lequel nous nous trouvons y parviennent. Il faut, dès leur arrivée, les décharger, les classer, les grouper, les emballer, les étaler, les détailler si c'est de la viande. Qui s'occupe de ce travail ? A quelle heure et comment se fait cette besogne ?

Moi. — Vers quatre heures du matin, je te l'ai déjà dit, l'arrivée des produits alimentaires aux Halles Centrales prend fin. Le travail d'enregistrement et de comptabilité dont je viens de te parler est promptement expédié ; c'est l'affaire d'une petite demi-heure. Aussitôt, les camions-automobiles sont chargés et, par les voies les plus rapides, arrivent à destination. Dès leur arrivée, c'est-à-dire vers cinq heures du matin, le travail dont tu parles est exécuté, dans chaque pavillon, par des camarades accoutumés à cette opération : bouchers, charcutiers, épiciers, boulangers, etc. De la sorte, lorsque, à huit heures du matin, ce pavillon est ouvert au public, tout est prêt, fait et en ordre.

Je t'ai dit que ce pavillon est ouvert chaque jour de huit heures à seize heures et que le vendredi il est fermé à midi. Voici pourquoi : on estime que, à seize heures, tout le monde a eu le loisir de s'approvisionner. On ferme donc et on nettoie de fond en comble, tandis qu'on transporte dans les sous-sols et dans les glacières les denrées périssables qui restent et qui partiront le lendemain. On arrose à grande eau ; les pompes balayaient détritiques, déchets, toutes les malpropretés. Et, vers dix-sept heures, tout est bouclé jusqu'au lendemain.

Le vendredi, la fermeture se fait à midi, parce que c'est ce jour-là qu'a lieu la réception des denrées qui ne sont pas, ou sont moins périssables, denrées qu'il n'est pas nécessaire de renouveler chaque jour : le sucre, le café, les légumes secs, etc., les produits arrivent des Halles centrales vers treize heures ; on les classe, on les groupe, on les range, on les empile bien en ordre dans les comptoirs qui leur sont réservés et, quand ce travail est achevé, on s'en va. Tu vois comme c'est simple et, ce système de répartition des produits donnant satisfaction à tous et s'effectuant dans la joie commune et le bien-être général, tu ne saurais croire avec quel empressement la population se conforme aux indications qui lui sont données. Pas de vol (pourquoi volerait-on, puisqu'on a la faculté de prendre librement

ce dont on a besoin ?) ; pas de marchandage, dispute ou contestation, puisque chacun choisit lui-même ce qui lui plaît et puisque, lorsque la consommation est limitée, on sait qu'elle l'est pour tous et que c'est une nécessité passagère.

LUI. — Comme c'est beau et pratique !...

MOI. — Nous savons que, naguère, au temps du capitalisme exploiteur, voleur et affameur, quand toute l'économie sociale reposait sur le profit et la valeur marchande des produits, lorsque, entre le producteur et le consommateur, pullulait la bande peu intéressante mais sordidement intéressée des détraqueurs du trafic commercial, lorsque constitués en classe possédante et gouvernante, les accapareurs du Pouvoir et de la Fortune écrasaient de leur domination la classe gouvernée et dépouillée de tout, nous savons que, dans ce temps-là, plutôt que de renoncer au profit escompté ou de se résigner à la réduction de ses gains, les forbans du capital, sous la protection des bandits de l'Etat, leurs associés et leurs complices, n'hésitaient pas à précipiter dans la mer, à incendier, à jeter dans les égouts ou à laisser pourrir sur place les montagnes de produits qui ne s'écoulaient pas, tandis que des millions de femmes et d'hommes, de vieillards et d'enfants dépérissaient de privations et succombaient à la misère.

Et nous nous demandons aujourd'hui s'ils n'étaient pas frappés de démence ou de monstrueux criminels, ceux qui avaient accaparé ces produits et systématiquement les anéantissaient ; et s'ils n'étaient pas atteints d'inconscience ou pétris de lâcheté, ceux qui, après avoir, par leur travail, créé tous ces trésors de vie, se laissaient stupidement mourir de faim, au lieu de se révolter et de s'emparer, de haute lutte, des biens qui, en toute équité, leur appartenaient.

Ah ! Si c'était aujourd'hui, de telles atrocités seraient absolument impossibles. Si des affamés, des sans-abri, des loqueteux, d'où qu'ils vinssent, et quelles que pussent être leur langue et la couleur de leur peau, se présentaient à nous, avec quelle joie nous leur dirions de prendre, à nos côtés, place au banquet de la vie et de se rassasier ! Avec quelle satisfaction, dussions-nous nous serrer un peu, nous leur offririons l'abri de nos demeures ! Avec quel bonheur nous les inviterions à prendre, dans notre pavillon du vêtement, de quoi se vêtir !... — Sébastien FAURE.

PRISON n. f. Vient du bas latin *prehensio*, de *prehensio* : saisir, prise. Lieu où l'on enferme les accusés et les condamnés. On dit aussi : MAISON D'ARRÊT ET DE CORRECTION. Fig. : Demeure sombre et triste. Ce qui enveloppe fortement : la gangue est la prison du diamant. Loc. : Triste comme la porte d'une prison.

Dans le système pénitentiaire français, les prisons sont divisées en deux grandes classes : les *prisons civiles* et les *prisons militaires*. Les prisons civiles sont, à leur tour, divisées en deux catégories : les *prisons d'hommes* et les *prisons de femmes*. Les prisons militaires sont aussi divisées en deux catégories, la première ne comprenant que les condamnés pour des délits strictement militaires ; la deuxième étant spécialement affectée aux condamnés de droit commun ou ayant été condamnés antérieurement pour un délit de droit commun.

Les prisons civiles sont classées en six catégories principales : 1° *Maison de police* ou *Chambre municipale* ; dans chaque canton, reçoit les individus condamnés par les tribunaux de simple police à quelques jours d'emprisonnement ; 2° *Maison d'arrêt* ; dans chaque chef-lieu d'arrondissement, reçoit les condamnés à moins d'un an et un jour d'emprisonnement ; 3° *Maison de justice* ; établie au chef-lieu judiciaire de chaque département. On y enferme les accusés, les jeunes détenus, les condamnés qui se pourvoient par appel devant les tribunaux du chef-lieu ou devant les cours d'appel,

ainsi que les condamnés jugés par la cour d'assises en attendant leur transfèrement ; 4° *Maison de correction* ou *Prison départementale*, reçoit les enfants détenus en vertu de la puissance paternelle et les enfants mineurs condamnés ; 5° *Maison de détention* ou *de force*, appelée communément *Maison centrale*, où sont enfermés les condamnés à plus d'un an et un jour, les condamnés aux travaux forcés, mais ayant passé 60 ans. Les femmes, ne subissant pas la transportation, y sont, retenues à tout âge ; 6° *Pénitencier agricole*, sorte de maison centrale dont les détenus sont occupés à des travaux de plein air.

La peine des travaux forcés est subie par les hommes dans les colonies pénales. La peine spéciale de la détention prévue dans le cas de crime intéressant la sûreté extérieure de l'Etat est subie dans un quartier distinct de la Maison centrale de Clairvaux (Aube).

Avant la Révolution de 1789, il y avait des prisons d'Etat où l'on enfermait les coupables de délits ou de crimes politiques et ceux qui déplaisaient aux tenants du pouvoir. Ces prisons ont été supprimées par la Révolution. A présent, toutes les prisons sont des *Prisons d'Etat*.

La justice militaire possède, en plus de ses prisons ordinaires, pour l'exercice de sa répression, les *Pénitenciers militaires* et les *Travaux publics*. Des campagnes ardues et répétées, notamment lors de la célèbre *Affaire Dreyfus*, ont été menées pour obtenir la suppression de ces « Biribis » et pour l'abolition des tortures qui étaient infligées par les chouchous aux malheureux soldats emprisonnés : poteau, fers, poucettes, crapaudine, etc... Mais il semble bien que le résultat atteint ne soit guère en rapport avec les efforts fournis.

Avant la guerre de 1914-1918, l'administration des prisons civiles relevait du Ministère de l'Intérieur ; on l'a, de nos jours, rattachée au Ministère de la Justice.

Le travail est obligatoire dans toutes les prisons françaises, sauf pour les prévenus, les condamnés en appel ou en pourvoi de cassation. Le travail est rémunéré, mais le condamné ne touche qu'une faible partie de son maigre salaire, la plus grosse part allant à l'administration pénitentiaire. De la somme qui revient au condamné, de 3 à 5 dixièmes, selon qu'il est primaire ou récidiviste, une partie est réservée au pécule qu'il touchera à sa sortie, une autre partie pouvant être affectée à l'achat d'aliments ou d'objets utiles et permis, à la cantine de la maison.

Le régime politique autorise le condamné à faire venir sa nourriture du dehors ; lui permet les visites d'amis qu'il voit librement et non à travers les grilles du parloir ordinaire des condamnés de droit commun ; lui laisse la faculté de correspondre chaque jour, de recevoir et de lire les journaux et ne le contraint ni au travail, ni au silence, ni au port du costume pénitentiaire. Le régime politique n'est pas un droit, mais une tolérance, une faveur soumise aux caprices des juges, des gouvernants et même du directeur de la prison, qui peut élargir ou resserrer le régime à sa convenance. Aussi n'y a-t-il rien de plus arbitraire que l'application du régime politique en France. On a vu souvent des condamnés, pour un même délit, accomplir leur peine : les uns au droit commun, les autres au régime politique.

La durée de la condamnation prononcée par les tribunaux peut subir certaines diminutions. Accompli en cellule, le condamné bénéficie de la remise du quart. C'est, selon le législateur, la portion équivalente du temps à l'aggravation de la peine par l'encellulement. On aimerait connaître par suite de quels calculs et à l'aide de quel instrument de mesure les législateurs sont arrivés à chiffrer cette équivalence. Lorsqu'un condamné primaire a fait la moitié de sa peine, il peut demander sa libération conditionnelle. Celle-ci est accordée ou refusée, selon les cas : bonne conduite pen-

dant l'incarcération, renseignements favorables d'après enquête, etc... Elle peut aussi lui être retirée si, dans le laps de temps qui lui reste à faire, il commet une infraction aux conditions de libération qui lui sont imposées et qui sont consignées dans un carnet qui lui est confié.

La « livrée du châtimement » — tant pour les hommes que pour les femmes — est de couleur morne et de coupe grotesque. Les condamnés ainsi vêtus forment une race à part, une race maudite. La société les a marqués d'infamie. Dans les prisons cellulaires, le costume s'agrémenté d'un accessoire nommé *cagoule*, que les prisonniers doivent mettre sur leur tête et rabattre sur leur visage, de façon à le masquer à tous les yeux. Fabriquée dans la plus grossière des toiles à sacs, la cagoule obstrue presque complètement la vue. Pour y voir suffisamment pour se diriger, il faut avoir soin d'écarter quelques fils à l'emplacement des yeux.

Le silence est de rigueur dans toutes les prisons. Sur le « Règlement » affiché dans les cellules où sont énumérées les multiples interdictions faites aux détenus, l'obligation du silence est plusieurs fois stipulée. Aussi, dès qu'on a franchi le seuil d'une prison, que sa lourde porte s'est refermée, tout bruit cesse, l'agitation de la vie s'arrête, l'idée de la mort paralyse le cœur et le conseil du Dante angoisse le cerveau : *Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate !*

Tout le système pénitentiaire, établi sur les bases de la vieille et très sainte Inquisition, avec ses crasses, ses tortures et ses abjectes coutumes d'avilissement humain, est à jeter à bas. La prison n'est ni moralisatrice, ni réformatrice et il est assez prouvé que le système actuel de répression a fait faillite. « La prison telle qu'elle est organisée est un véritable cloaque épanchant dans la société un flot continu de purulences et de germes, de contagion physiologique et morale ; elle empoisonne, abrutit et corrompt. » (Emile Gautier, 1889.)

« Puisque, depuis des siècles et jusqu'à nos jours, la société n'a rien trouvé de mieux pour s'en défendre que d'enfermer les individus déclarés nuisibles, je pense qu'il serait humain de les faire vivre dans des locaux salubres ; je pense qu'il serait légal de leur donner un juste salaire pour leur labeur ; je pense qu'il serait juste de ne pas aggraver leurs condamnations par les humiliations, les vexations et les « passages à tabac » qui sont de règle, hélas, dans toutes les prisons.

« Ma voix grandit pour réclamer plus de justice dans notre humanité, pour demander une meilleure répartition des biens communs, c'est-à-dire le droit égal pour tous aux jouissances que procurent les richesses qui sont le fruit du travail de tous les hommes.

« Ma voix s'élève pour exiger la sélection de la race humaine, telle au moins que l'on a jugé bon de l'adopter pour la race animale ; car il est certain que l'élimination des tarés, des incurables et des dégénérés, établirait l'équilibre nécessaire au maintien de l'ordre social, faciliterait l'entente fraternelle et la solidarité et diminuerait considérablement le nombre des malfaiteurs. Il est honteux, il est indécemment, il est intolérable que notre société permette aux uns, qu'elle encense et soutient, tant de richesse insolente et laisse aux autres, qu'elle utilise et punit, tant de misère effroyable !

« Abolissez la pauvreté et vous pourrez démolir les prisons. » (*Le Pourrissoir*.)

La question des criminels-nés : dégénérés mentaux, anormaux ; des délinquants anti-sociaux par accidents : traumatismes ou maladies ; des fous lucides, paranoïaques, obsédés et asthéniques de toute nature ; des incendiaires, des sadiques et des violeurs pourrait être parfaitement résolue par l'internement dans des asiles où ils seraient traités humainement et soignés en vue de leur relèvement, de leur guérison et de leur réintégration dans la vie en société. — Eugène et Jeanne HUMBERT.

PRIVILEGE n. m. Le privilège constitue un avantage exclusif qui dépend, au propre, de l'organisation sociale ; au figuré, de l'organisation individuelle. Ainsi le privilège est l'expression de la *force*, comme la *justice* est l'expression de la *raison*.

Au point de vue économique, le privilège par excellence est celui de la propriété privée du sol qui fait naître un autre monopole se rapportant au développement général de l'intelligence. L'incompressibilité de l'examen fit tomber, en 1789, quelques privilèges attachés à la propriété individuelle foncière, tout en assurant aux bénéficiaires du nouveau régime les avantages primordiaux qui suivent et s'attachent à la possession de la propriété foncière. Elle remplaça la féodalité terrienne par la féodalité financière qui nous domine et nous régit. L'expérience de plus d'un siècle prouve que : tant que le monopole foncier existera au profit de la finance, c'est-à-dire de quelques-uns, tous les privilèges que ce monopole entraîne se manifesteront à l'avantage exclusif des classes possédantes, qui sont, en dernier ressort, les classes dirigeantes. Quelles que soient les apparences d'un bien-être généralisé, il n'y aura d'autre progrès que vers le mal.

Quoique les chantages du régime actuel entonnent des cantiques de triomphe en faveur de la rationalisation et autres combinaisons bourgeoises comme génératrices de bien-être généralisé, la misère des masses croît en raison du développement général des intelligences et en proportion de ce que l'Economie Politique appelle la Richesse Publique qui n'est, en réalité, que la richesse d'une minorité d'exploiteurs du travail. En soutenant que la Révolution de 1789 a aboli le privilège de naissance, on commet une erreur. Cela ne serait vrai que si, naissant de n'importe qui et n'importe où, l'enfant arrivait au monde avec des droits égaux à son semblable, pour être l'artisan de sa fortune et de sa destinée. Or, à peine arrivé au monde — sauf exception — l'enfant est en quelque sorte prédestiné à être riche ou pauvre, éclairé, instruit, ignorant ou abruti.

Pour qu'il n'y ait plus de privilèges, l'inégalité de position doit dépendre exclusivement de l'inégalité organique et de la volonté de chacun. La société de l'avenir devra remplir le devoir d'éviter qu'il puisse y avoir des malheureux, des déshérités comme le cas se produit de nos jours. Le plus ou moins de bonheur et de bien-être sera la récompense du mérite. Il y aura justice. — Elie SOUCHEYRAN.

PROCÉDURE n. f. La procédure est l'ensemble des règles destinées à fixer la marche des procès.

Levasseur dit qu'elle suppose un état de civilisation où l'on a dépassé la phase dite de la Justice privée. Il ajoute que ce régime archaïque où l'individu lésé peut réaliser lui-même son droit, sans recourir à l'autorité publique, n'est pas compatible avec le besoin d'ordre et de stabilité d'une société en progrès. Il faut d'abord qu'une autorité préside à la dispute judiciaire, la surveillance, la contienne dans des limites pour l'éviter de dégénérer en violences. Mais qu'il s'agisse de procès entre particuliers à l'occasion d'intérêts privés (procès civils) ou de procès à l'occasion de délits où l'intérêt public entre en jeu (procès criminels), il est nécessaire de réglementer l'action destinée à avoir raison de la violation du droit. Il est indispensable que celui qui se plaint d'être lésé dans son droit puisse faire triompher librement sa prétention comme il est indispensable que l'adversaire puisse librement se défendre.

Il est également indispensable que l'autorité elle-même, chargée de rechercher le droit et de mettre fin au conflit, soit enfermée dans des règles ou prescriptions destinées à l'empêcher de sortir de la loi pour tomber dans l'arbitraire. C'est là le but des lois de procédure. Elles protègent le plaideur inexpérimenté contre un adversaire plus adroit et moins scrupuleux ; elles

le mettent à l'abri des caprices ou des passions du juge : elles sont la condition essentielle de la justice attendu qu'elles favorisent la manifestation libre de la liberté.

L'emprunte également à Levasseur la partie historique de la procédure qui découle presque entièrement du Droit Romain. Les Romains avaient trop souci de la légalité pour ne pas avoir compris l'importance de la Procédure. Dans le procès civil, « *judicium privatum* », comme dans le procès criminel, « *judicium publicum* », ils l'organisèrent avec un soin méticuleux, le soumettent à un ensemble de principes directeurs identiques, admirablement combinés pour concilier les droits de la société et ceux de l'individu. Non seulement les bases essentielles ont été les mêmes pour les deux variétés de la procédure, mais l'évolution historique s'est poursuivie avec un parallélisme constant. Partis d'un système encore rudimentaire, très proche surtout en matière civile du régime de la justice privée, les Romains en ont, peu à peu, admis un second, plus souple et mieux adapté aux nécessités changeantes des faits. Puis, sous l'influence des révolutions politiques, ils l'ont insensiblement abandonné pour un troisième, tout à fait en harmonie avec les tendances centralisatrices de l'époque impériale, avec l'idée grandissante des droits souverains de l'Etat. Ces principes identiques et ces variations historiques similaires ne peuvent être qu'exposées sommairement. On va le faire séparément pour chacune des deux variétés de procédure.

Le principe fondamental qui domine la *Procédure Civile* est une règle fort ancienne, probablement contemporaine des débuts de Rome, maintenue en tous cas jusque sous Dioclétien. C'est la séparation nécessairement imposée à tout procès civil, sa décomposition en deux phases : le *jus* et le *judicium*. A Rome, la fonction judiciaire n'est pas comme dans nos législations modernes, confiée à une personne unique, chargée, sous le nom de magistrat ou juge, de suivre l'évolution du débat du commencement à la fin et de trancher le différend par un jugement ; elle est répartie entre deux personnes, le magistrat et le juge. Le premier *juridicundo* est un agent du pouvoir. Il interpose son autorité dès le début, met fin immédiatement au litige s'il est possible, sinon le dirige vers son but final en faisant préciser par les parties ou en précisant lui-même les questions à résoudre. Là s'arrête sa mission. Il n'a pas à juger lui-même. Il renvoie l'affaire devant un juge, *judex*. Celui-ci, simple particulier, *judex privatus*, est un juré qui statue seul ou en collège avec d'autres. Il donne son avis, *sententia*, sur le bien-fondé de la prétention. Il met fin ainsi au débat judiciaire. Il y a donc deux phases dans le procès : le *jus* devant le magistrat, le *judicium* devant le juge. On retrouve ces deux stades dans le système primitif de procédure, système des *legis actiones* et dans le second système, système formulaire. Ils n'existent plus dans le troisième, système extraordinaire. Le trait caractéristique du premier système de procédure est l'allure solennelle et symbolique de la phase du débat qui se passe *in jure*. Ce sont, en effet, les parties elles-mêmes qui, par des paroles et des gestes réglés à l'avance, affirment solennellement leurs droits opposés. C'est en cela que consiste le *legis actio*. Le magistrat assiste à cette dispute contradictoire, mais il ne la dirige pas. Sa présence lui donne seulement un caractère officiel et licite. Elle l'empêche de dégénérer en conflit violent. Les parties, après avoir choisi leur juge, étaient renvoyées devant lui. Là, *in judicio*, avaient lieu les plaidoiries avec production des preuves, enfin était rendue la *sententia*. Ce système avait d'incontestables mérites. Il n'admettait aucune juridiction d'exception. Il confiait la sentence à des juges librement choisis par les plaideurs. Le débat *in jure* et *in judicio* était public.

Toutefois, de graves inconvénients amenèrent sa décadence et finalement, sa disparition. Les parties, en

effet, paralysées par un formalisme étroit et infécond, ne pouvant faire valoir une prétention si juste qu'elle fût, quand elle n'avait pas été autorisée par la loi et munie d'une formule solennelle orale destinée à la mettre en mouvement. Le magistrat, impuissant, réduit à un rôle secondaire, ne pouvait, même s'il l'eût voulu, accueillir une pareille prétention. C'était là un double obstacle au développement du droit. Le second système restituait au magistrat le rôle prépondérant dans la phase *in jure*. Il en fit le véritable directeur du débat qui s'engageait devant lui, libre d'entraves, sans paroles solennelles, sans gestes symboliques, sans cérémonie d'aucune sorte. Ce que les parties lui demandent, c'est, ou bien de mettre fin au débat, s'il le peut, sinon de leur délivrer une formule écrite, dans laquelle il institue le juge choisi par les parties et lui indique en termes précis le point en litige avec mission de condamner le défendeur si la prétention du demandeur est juste, de l'absoudre, dans le cas contraire. L'obtention de la formule, tel est le but auquel tend essentiellement la première phase du procès. L'affaire est dès lors en état d'être jugée. Les parties n'ont plus qu'à aller devant le ou les juges privés. Elles y exposent librement l'affaire et administrent la preuve de leurs prétentions. Le débat est oral et public. La sentence se termine d'une façon définitive. Ce système date déjà des derniers siècles de la République. Une loi *arbutia* (vi^e ou vii^e siècle de Rome) l'implantèrent à côté de l'ancien système qui disparut peu à peu de la pratique sans abrogation formelle. Le système formulaire ne fut pas seulement une heureuse transformation de la procédure qu'il avait simplifiée et allégée. Il eut la plus grande influence sur le fond du Droit. Ainsi la procédure par formules servait à la fois à confirmer le droit civil et à le corriger. En même temps que la formule était l'organe d'application normale du droit d'autrefois, elle servait de véhicule aux idées nouvelles, elle faisait passer dans le droit étroit et rigoureux des *quirites* un large souffle d'humaine équité.

Plus tard, la distinction du *jus* et du *judicium* devait disparaître.

Les fonctions du magistrat et du juge se confondirent. Du début à la fin, l'instance civile se déroula devant la même personne, le *judex* qui entend les parties, dirige le débat, rend la sentence. Sous le système formulaire, le magistrat, au lieu de renvoyer l'affaire à un juge, statue lui-même. Ces cas devinrent de plus en plus nombreux à la fin de l'empire romain. L'empereur, à son tribunal, usa de ce procédé, et tout naturellement, son exemple fut suivi par les magistrats. La procédure *extra ordinem* tendait à devenir le droit commun. En même temps, les magistrats perdaient le pouvoir de modifier les principes proclamés par l'édit perpétuel, désormais codifié. Asservis aux règles immuables d'un droit définitivement fixé, ils devenaient, comme le juge, des instruments d'application de la loi. La suppression des deux phases successives du débat rendirent les formules inutiles. Elles disparurent. Tout ce que la procédure retenait encore de l'antique formalisme disparut avec elles. Le juge, simple fonctionnaire, délégué de l'empereur, statue en son nom. De là le droit de contrôle sur ses décisions attribué à d'autres juges, plus élevés que lui dans la hiérarchie, et enfin à l'empereur qui les domine tous. Liberté dans la forme, souplesse dans la mise en mouvement, garanties de tout genre contre l'erreur du juge, publicité du débat et voies de recours à l'autorité supérieure, tels sont les principes derniers. La plupart des législations modernes n'ont rien trouvé de mieux que de s'en inspirer.

Les mêmes idées se retrouvent à peu près dans la *Procédure Criminelle*. On retrouve un premier système où c'était le représentant de l'autorité qui était le seul juge. Sous la République le besoin de garanties efficaces contre l'arbitraire des magistrats suprêmes sug-

géra une série de lois *leges de provocacione* qui investirent les comices centuriates de la juridiction criminelle. C'est là qu'il faut chercher la première ébauche d'une procédure criminelle. En investissant l'assemblée populaire du droit exclusif de juger les procès, entraînant la perte du caput (causes capitales) on n'enlevait pas aux magistrats leur droit d'enquête préliminaire. Ils y procédaient, sur l'accusation portée par n'importe quel citoyen, puis convoquaient l'assemblée, *contio*, où la plainte *inquisitio* était exposée et où pouvait se défendre l'accusé. Après trois *contiones* successives avait lieu le vote des comices. En réalité, et sous ces complications, apparaît le principe fondamental, la division de l'instance en deux phases, l'une préparatoire, conduite par le magistrat, l'autre définitive, où le jugement appartient exclusivement aux citoyens.

Puis, la procédure criminelle se raffine, elle se simplifie sans qu'on abandonne pourtant les garanties jugées essentielles. On crée les *questiones perpetuae* pour chaque nature d'infractions graves. En somme, une loi intégrale est faite, réglant la forme et le fond, la procédure et la peine.

La loi *Julia* (*judiciorum publicorum*) régleme la marche générale du procès criminel quand il a lieu par voie de *questio*. Elle conserve le débat préliminaire contradictoire devant le magistrat, *in-jure*. Celui-ci autorise l'action, choisit entre les accusateurs (*divinatio*), ordonne, s'il y a lieu, une instruction et forme le *questio*. Cette phase achevée, la phase *in-judicio* commençait devant la *questio* rassemblée par le magistrat et présidée par lui. Elle comprenait l'accusatio et la *defensio* avec la production des preuves. Les jurés prononçaient la *condemnatio* ou l'absolutio.

L'empire romain fait disparaître peu à peu les *questiones perpetuae*. C'est de plus en plus le magistrat qui statue à lui seul, après avoir lui-même procédé à l'instruction. Le procédé de la *cognitio extra ordinem* est devenu normal. Il a pris autant d'importance qu'en matière civile. Un des actes qui marquèrent le début la transformation fut la décision de Septime Sévère transportant au *Præfectus urbi* et au *Præfectus vigiliæ* la connaissance de tous les délits commis à Rome ou dans les 100 milles autour de la ville.

Dans les provinces, les gouverneurs reçoivent par délégation de l'empereur, le droit de statuer au criminel et la procédure cesse d'être accusatoire pour devenir inquisitoriale. La poursuite n'est pas intentée par un particulier quelconque, mais par le magistrat, représentant l'Etat, intéressé à la répression des infractions. Le magistrat est à la fois accusateur, instructeur, juge. Ainsi, après tant de siècles écoulés on en revenait aux idées des temps des rois et la procédure peu soucieuse des droits des individus, plus préoccupée de ceux de la société, n'a pas été sans influence sur la formation du droit criminel européen. Il a fallu attendre les temps modernes pour qu'on en revint, dans les cas les plus graves, à une procédure qui ressemble singulièrement à celle des *questiones*, au jugement par jurés.

Cette partie historique de la procédure était indispensable pour la compréhension parfaite de la partie sèche qui va suivre les exposés si intéressants de Levasseur et de Gaston May et la forme qui préside actuellement à la marche de tout procès découle totalement, avec de bien faibles modifications, de celle qui existait il y a environ 2.000 ans. Les progrès sont lents en cette matière.

Les législateurs de l'époque qui précède notre génération qui ont mis sur pied le monument de lois qualifié de « Code Napoléon » se sont inspiré du droit qui régissait la civilisation romaine. Notre III^e République, a, en somme, peu modifié l'attirail perfectionné qui réglait la marche des procès et les années qui ont

suivi la guerre de 1914-1918 n'ont rien ajouté ni retranché au système de procédure existant. Comme le flot de la mer qui foule et refoule, comme le flot des marées qui monte et qui descend, nos législateurs et l'administration qui les couvre, tour à tour, usent de la procédure au profit des moments, des individus ou des intérêts antagonistes qui fourmillent dans la société capitaliste.

La procédure civile et commerciale est l'ensemble des règles qui déterminent la compétence des divers tribunaux civils, les formes dans lesquelles les affaires sont instruites et jugées, la manière de faire exécuter et réformer les jugements. La procédure courante comprend une assignation par laquelle le demandeur cite son adversaire devant le tribunal, la constitution d'un avoué par ledit demandeur; par l'avoué, des conclusions dans lesquelles chaque partie expose ses prétentions, des plaidoiries qui développent oralement ces conclusions, enfin le jugement qui est exécuté soit volontairement, soit même contre le gré de la partie condamnée. En matière commerciale, pour des raisons de rapidité et d'économie, les formes de la procédure sont simplifiées; l'instruction se fait sans ministère d'avoués, les parties comparaisant soit en personne, soit par un fondé de pouvoir, mandataire, etc., devant un tribunal d'exception, créé spécialement, le Tribunal de Commerce. Les appels de ce tribunal viennent devant le Tribunal Civil avec la procédure civile.

La procédure du droit criminel varie suivant que les faits incriminés sont de la compétence, soit du Tribunal de simple police qui juge les contraventions, soit le Tribunal correctionnel qui connaît les délits, soit de la Cour d'assises à qui sont déferés les crimes. Ces différentes juridictions sont saisies soit par l'action publique ou par l'action privée. L'action publique est mise en mouvement par le ministère public informé des faits à poursuivre, soit par des procès-verbaux et rapports de ses agents ou auxiliaires, soit par des plaintes, soit par des dénonciations. Il saisit toujours directement le Tribunal de simple police et le Tribunal civil lorsqu'il y a flagrant délit ou dans les cas peu compliqués, par voie de citation directe. Ce droit de poursuite appartient aussi, à titre exceptionnel, à certaines administrations telles que les contributions, douanes, forêts.

La procédure devant le Tribunal est la même qu'il y ait flagrant délit, citation directe ou renvoi du juge d'instruction. Le président du tribunal interroge le prévenu, entend les témoins cités à la requête du ministère public et du prévenu, puis la partie civile, s'il y a, en ses explications, le ministère public en ses réquisitions, la défense. Le greffier note les déclarations des témoins et les réponses du prévenu; ces notes doivent être visées par le président dans les trois jours du prononcé du jugement d'incompétence, de renvoi ou de condamnation.

Il existe entre les jugements correctionnels les mêmes voies de recours qu'en matière de simple police, l'opposition et l'appel. L'opposition ne peut être faite que par le condamné; l'appel peut émaner soit du condamné, soit du ministère public. En cas d'opposition, le prévenu est cité dans le plus bref délai devant le tribunal qui juge l'affaire comme s'il n'en avait pas encore connu. L'appel doit être fait par une déclaration au greffe dans un délai de 10 jours à compter de la signification du jugement, sauf exception pour l'appel fait par le procureur général. Le procureur de la République doit alors réunir les pièces de la procédure qu'il transmet au procureur général avec un rapport confidentiel sur l'affaire où une requête d'appel s'il est lui-même appelant. Le procureur général fait citer à sa requête le prévenu pour l'audience indiquée. L'instruction a lieu publiquement à l'audience qui dé-

bute par un rapport fait par un des conseillers. C'est le procureur général qui est chargé de l'exécution de l'arrêt.

Dans les affaires contentieuses ou autres qui sont du ressort des tribunaux administratifs, c'est la procédure administrative qui règle les formes suivant lesquelles l'instance est engagée, le procès instruit et le jugement rendu. Ces formes sont relativement simples et les frais peu élevés. En outre, il est de l'essence de la procédure administrative d'être écrite, c'est-à-dire que les affaires s'y instruisent sur mémoires. Cette règle ne souffre que quelques exceptions, particulièrement devant les conseils de préfecture.

Les lecteurs de l'*Encyclopédie Anarchiste* ont pu apprécier par l'historique et l'exposé de la Procédure ce que, à toutes époques et sous quelque régime qu'une société puisse exister, les intérêts en antagonisme créent de difficultés entre les individus, les procès étant la forme la moins brutale dont les différends peuvent être réglés.

Combien simplifiée et combien assouplie sera la procédure qui, dans un avenir plus ou moins lointain, mais dans un avenir certain, règlera, non pas les différends, mais les accords entre les individus d'une société où chacun comprendra que l'intérêt individuel sera la sauvegarde de l'intérêt collectif et où, l'antagonisme disparu fera place à l'harmonie universelle que nous entrevoyons. Ce jour là, la procédure survivra aux procès des temps antiques, aux procès des temps barbares que nous vivons et règlera les rapports existant entre les différentes races réconciliées de la grande et parfaite humanité. — Pierre COMONT.

PRODUCTEUR n. m. (du latin *productor*). Personne, dit le dictionnaire, qui crée quelque chose ou met en œuvre une chose qui existe déjà. Cette définition est certainement exacte, si on ne considère que le sens général du mot producteur. Elle est, cependant insuffisante et imprécise, si on examine ce mot sous l'angle social, le seul, en vérité, qui nous intéresse ici.

En effet, le producteur n'est pas seulement celui qui crée ou qui transforme, il est surtout la personne qui crée de la richesse ou transforme la matière dans certaines conditions, variables suivant les régimes. Il est aussi celui qui aspire à exercer son activité créatrice et transformatrice dans des conditions différentes, opposées en général à celles que l'ordre actuel lui impose.

En un mot, le producteur n'est pas seulement un rouage de la machine sociale, le plus infime en ce moment ; il n'est pas, non plus, exclusivement un instrument nécessaire, il a des aspirations, des désirs, un idéal, un but. Pour tout dire, c'est un Homme dans toute la force de ce terme : un homme qui constate, depuis la naissance du monde — ou presque — que son effort n'a jamais été rétribué à sa valeur exacte ; qui se rend compte, depuis des siècles et des siècles, que d'autres hommes, favorisés par la naissance ou dénués de scrupules, retiennent par devers eux la plus grande partie (60 p. 100 en moyenne) du produit de son travail, sans produire eux-mêmes.

Cette constatation répétée, faite par des centaines de générations et dans tous les pays, l'a, tout naturellement conduit à formuler des *désiderata*, à exposer sa conception d'une égalité sociale toute différente du traitement matériel et moral qu'il subit mais n'accepte pas. Et c'est ainsi qu'il fut appelé à exprimer ses aspirations à la fois individuelles et collectives.

La première, c'est la rétribution intégrale de son effort ; la seconde, c'est la possession des instruments de production qu'il est seul à faire mouvoir.

Ce sont les deux grandes revendications que la logique lui imposa tout d'abord. A vrai dire, à l'origine,

ces revendications étaient confuses dans son esprit ; elles étaient plutôt instinctives que raisonnées.

Elles ne tardèrent pas, cependant, à se préciser, à prendre une forme chaque jour plus concrète, à donner naissance à un idéal, à devenir un but constamment poursuivi, que chaque génération s'efforça d'approcher toujours d'un peu plus près, avec la certitude que l'une d'elles, plus éclairée, mieux armée, l'atteindra enfin.

Pour donner corps à ces revendications et force à leur action, les producteurs, sachant que leur faiblesse résidait dans leur isolement, s'associèrent, se groupèrent sous des formes diverses, pour arriver, en définitive, à se réunir dans des syndicats qui se fédérèrent et se confédérèrent, nationalement et internationalement. Là, ils prirent conscience de leurs véritables intérêts de tous ordres ; là encore, ils s'éveillèrent ; des sentiments nouveaux : la solidarité, l'entraide, la responsabilité individuelle et collective prirent naissance en eux. Une mentalité nouvelle, chaque jour plus élevée, une dignité toujours plus grande, un respect sans cesse accentué d'eux-mêmes et de leurs semblables, se manifestèrent. Et parallèlement à l'éclosion et au développement de tous ces sentiments, un idéal fraternel et égalitaire prit corps, se développa, lui aussi.

C'est ainsi que, pour entrer en possession du produit intégral de leur effort, les producteurs déclarèrent qu'ils voulaient abolir le salariat et faire disparaître le patronat sous toutes leurs formes ; qu'ils affirmèrent leur droit à la possession des instruments de production, d'échange et de répartition ; qu'ils précisèrent que cette possession, au lieu d'être individuelle et profitable à quelques-uns seulement, serait collective et profiterait à tous également ; qu'ils proclamèrent enfin que l'égalité devait être à la base des relations des individus entre eux et de ceux-ci avec la société ; que l'individu et la société sont deux réalités indéniables, qui réagissent l'une sur l'autre et sont inséparables l'une de l'autre ; qu'ils balbutièrent d'abord, pour l'affirmer catégoriquement bientôt, ce grand principe si éminemment humain : *de chacun selon ses forces, à chacun suivant ses besoins*, qui constitue la base essentielle et fondamentale du communisme libertaire.

De là à déclarer que le travailleur — sens élargi du mot producteur — est à la fois la cellule initiale : matérielle et morale, le moteur réel, le support logique et naturel des sociétés humaines, il n'y avait qu'un pas. Il fut assez vite franchi par le syndicalisme moderne, mouvement général des producteurs, qui s'est donné pour but de réaliser leurs aspirations de créateurs et d'hommes, tout à la fois.

Je ne crois pas utile de revenir sur ce que j'ai déjà écrit à maintes reprises à ce sujet dans mes études antérieures, j'aurai d'ailleurs l'occasion de serrer la question de plus près, lorsque je traiterai, plus loin, le mot *syndicalisme*, qui englobe toutes les aspirations des producteurs et précise leur doctrine en face de tous les problèmes humains. — Pierre BASSAND.

PRODUCTION n. f. Appropriation par l'homme, pour son usage, de la matière, sous toutes ses formes, et des forces naturelles ; utilisation de ces dernières, par divers procédés, pour transformer la matière et subvenir, en principe, aux besoins de la consommation humaine.

On distingue trois grandes sortes de production :

- a) La production agricole, par la culture du sol ;
- b) la production des matières premières, par voie d'extraction ;
- c) La production industrielle, par les moyens divers de transformation.

En régime capitaliste, quel que soit le caractère de la production, trois agents interviennent :

1° L'ensemble des forces et moyens naturels ;

2° Le travail ;

3° Le capital. C'est ce dernier, en raison du rôle qui lui est assigné, qui domine les deux autres agents.

Contrairement à ce qu'enseigne l'économie politique, le capital n'est pas seulement l'ensemble des réserves constituées par les « économies » en argent, en machines, en outils, etc., il est surtout, entre les mains d'un petit nombre d'hommes, l'ordonnateur, l'agent dirigeant de toute la production. C'est de lui, de son abondance ou de sa pénurie, de sa circulation intense ou lente, de son afflux ou de son reflux, de sa fixation ou de ses migrations, des tendances, des désirs et des buts poursuivis par ceux qui le possèdent, que le sort de toute la production dépend. Les deux autres facteurs, qui devraient être seuls déterminants, sont, en fait, actuellement, tout à fait secondaires et, en tout cas, sont absolument subordonnés au capital. Il en est ainsi pour plusieurs raisons :

1° Parce que l'appropriation est le privilège d'un nombre très restreint d'individus ;

2° Parce que le capital représenté par les « économies » en argent, en machines, en outils, placé entre les mains d'un nombre limité de possédants, constitue fatalement une force hégémonique qui donne naissance, à la fois, à la dictature économique et au pouvoir politique, conséquence directe et corollaire forcé de la possession des richesses de toutes sortes ;

3° Parce que, ainsi dirigée, la production n'a plus pour but exclusif de satisfaire les besoins réels de la consommation ; qu'elle ne vise qu'à augmenter le capital et à le concentrer entre les mains d'un nombre toujours décroissant d'individus, groupés, en général par affinités d'intérêts, dans des organismes de formes diverses, mais n'ayant qu'un seul but : consolider, développer et renforcer la puissance du capital et des privilèges qui découlent de sa possession ;

4° Parce que cette « réserve » d'argent, de machines, d'outils, qui permet, non seulement de diriger, de contrôler, de continger la production, mais encore « d'acquiescer » la matière sous toutes ses formes, n'est constituée, en réalité, que par des prélèvements opérés par la force sur le travail, facteur essentiel de toute production ; que cette réserve accumulée, qui prend, en régime capitaliste, le nom de *plus-value*, n'est que le résultat d'exploitations successives de l'effort humain, non rétribué à sa valeur, et de l'accaparement des sources et moyens vitaux de la production ;

5° Parce que la circulation des produits n'est pas libre, que leur valeur marchande ne correspond pas à leur valeur réelle, en raison des méthodes industrielles, commerciales et surtout bancaires de l'ordre social capitaliste ;

6° Parce que, enfin, l'argent n'est plus, spécifiquement et exclusivement un instrument d'échange et qu'il est devenu, au contraire, le seul moyen de possession et de rétention de la richesse ; que, par lui, celui qui le possède est, en réalité, le maître des gens et des choses.

Le développement de toutes ces considérations dépasserait singulièrement le cadre de cette étude. Aussi, dois-je me limiter et me borner à les énoncer. Elles suffisent d'ailleurs amplement à caractériser la production en régime capitaliste ; à démontrer que le troisième agent — qui ne serait rien sans l'existence des deux autres — est vraiment l'élément-force, déterminant, qui commande les deux facteurs essentiels de la production : la matière et le travail. C'est à ce paradoxe — auquel le capitalisme doit sa vie et sa perpétuation — que le système de production actuel a abouti. Il suffit d'en constater les résultats, pour être convaincu de la nécessité d'abolir un tel système, qui

ne favorise qu'une infime minorité au détriment d'une immense majorité d'individus. Ce qui étonne le plus, c'est que tous les intéressés n'aient pas encore rétabli l'ordre naturel des facteurs qui concourent — et concourront de tout temps — à la production.

Quelle évolution la production a-t-elle suivie ? Selon quel processus s'est-elle développée et transformée ? Tels sont les deux points qu'il est possible d'examiner succinctement ici.

Constatons d'abord qu'il y a eu, à toutes les époques de l'histoire, un rapport très étroit entre la production et la vie des peuples. C'est ce qui donne au fait économique toute sa valeur, c'est ce qui en fait également, pour l'avenir, la base fondamentale de l'ordre social. Le bien-être matériel, tout relatif qu'il soit, a suivi, jusqu'à ces temps derniers — où le désordre capitaliste a atteint, au plus mauvais sens du mot, son maximum d'intensité — l'évolution de la production. Et il est tout à fait certain que si, demain, les moyens de production et d'échange, les richesses naturelles et le travail étaient libérés ; si la production était organisée rationnellement, suivant les besoins, et non en vue du plus grand profit, le bien-être matériel serait accru dans d'énormes proportions. De même, si cela était enfin réalisé, et si chacun produisait selon ses forces et consommait suivant ses besoins, ce bien-être matériel engendrerait spontanément un bien-être moral, intellectuel et culturel équivalent. Rien ne prouve mieux que la vie, dans l'ensemble de ses manifestations, dépend étroitement de la production : de son organisation, de sa répartition et de son échange. Qu'il s'agisse de la production agricole, de l'extraction des matières premières, de la production industrielle, l'évolution s'est poursuivie de façon identique, suivant le même processus, avec des alternatives diverses d'accélération ou de stagnation, selon que les découvertes scientifiques et leurs applications pratiques marchaient, elles-mêmes, à tel ou tel rythme et que le capital les permettait ou les interdisait, par intérêt.

C'est ainsi qu'au début, à l'âge de pierre, par exemple, la production agricole était nulle ou à peu près ; que l'extraction des richesses du sol était infime et la production industrielle inexistante. Avec le fer, toutes les productions se sont accrues et la population s'est augmentée, à peu près parallèlement. Lors de la découverte de la vapeur, l'industrie, toute artisanale qu'elle était à l'époque, a fait un pas énorme en avant. L'emploi des combustibles minéraux, la découverte du gaz, celle de l'électricité surtout, l'utilisation du pétrole, de l'essence, du mazout, l'application de procédés techniques sans cesse perfectionnés, ont précipité, à pas de géant, l'évolution de la production industrielle.

Naturellement, l'industrie extractive, la production des matières premières a suivi ce rythme d'évolution.

Bien que la production agricole ait été très longtemps stagnante, que les procédés et instruments de culture ne se soient modifiés que lentement, que la mécanique et l'électricité ne commencent qu'à peine à pénétrer dans les campagnes, dans de nombreux pays déjà fortement industrialisés, il n'en est pas moins certain que depuis un quart de siècle, la production agricole a subi, elle aussi, de profondes transformations et évolue à une vitesse toujours plus grande.

Cette évolution générale de la production s'est d'ailleurs opérée sans plan, en dehors de toutes règles, sans souci des nécessités. Seul, l'égoïsme de chacun des possédants, le désir d'accroître sa propre « réserve » ont présidé à cette évolution désordonnée.

Après guerre, une certaine tendance à l'économie dirigée, de caractère international et d'origine bancaire s'est manifestée. Des grands cartels ont été constitués. La production, bien que fortement contingente circulait cependant avec une très grande rapidité, à peine gênée par des barrières douanières relativement peu

élevées. Ce fut, pendant quelques années, l'âge d'or. Puis, tout à coup, les difficultés se firent jour. Les conséquences de la guerre produisirent leurs effets, que le capitalisme développa encore, d'une façon désastreuse, par son incompétence et son égoïsme sans intelligence.

La production industrielle, absolument dérégulée : pléthorique ici, insuffisante là, cessa brusquement de circuler, en raison de la disparité des méthodes commerciales et bancaires. Un formidable conflit éclata entre l'industrie et la finance, la première voulant secouer le joug de la seconde. Elle y parvint dans nombre de pays et tout spécialement en Angleterre et en Allemagne et son système s'opposa bientôt à celui de la finance. C'est ainsi que, dans chaque pays, s'affirma bientôt une tendance à l'économie fermée, dirigée par les grands industriels.

L'Angleterre instaura une politique d'Empire, l'Allemagne et les pays danubiens s'engagèrent dans la voie d'une économie limitée aux pays centraux de l'Europe, la Russie, isolée, constitua un Centre à part ; le Japon voulut instituer une économie purement asiatique, dirigée par lui et l'Amérique se vit fermer tous les marchés.

Parallèlement à cette situation, aggravée par une série de mesures douanières outrancièrement protectionnistes, le grand patronat industriel adopta une politique de rationalisation des méthodes et moyens de production, faisant de l'homme l'esclave de la machine, alors qu'il aurait dû être libéré par elle.

Toutes ces mesures : économie fermée, élévation des droits de douane, rationalisation irrationnelle, eurent pour conséquence de déclencher la grande crise mondiale, qui dure depuis tantôt dix ans et va constamment en s'aggravant, dont le terme et la solution n'apparaissent pas. Et, une fois de plus, le fait économique prouva sa valeur. En effet, la crise dont il s'agit a pris, très rapidement et partout, le caractère d'une crise de régime qui atteint le capitalisme jusque dans ses fondements.

Ces méfaits sont l'œuvre du troisième agent de la production : le *capital*, sous toutes ses formes et, principalement, sous sa forme *argent*.

Soit qu'il se cache, soit qu'il agisse, les résultats de son activité sont toujours néfastes. Pléthorique, il engendre la surproduction, le chômage, la misère, la ruine ; insuffisant, il limite, paralyse et conduit à la famine.

Ceci prouve qu'il y a le plus grand intérêt à libérer de son emprise les deux autres agents : l'ensemble des forces et moyens de production et le travail. Ces deux agents suffisent d'ailleurs à assurer la production : ils sont *naturels*, le troisième est *artificiel* ; l'humanité n'en a pas besoin, pour cultiver, extraire, transformer, constituer des réserves de machines et d'outils, échanger et répartir les produits de son effort, assurer la vie matérielle des individus et celle de la collectivité tout entière. Il faut donc se débarrasser au plus tôt de ce gêneur redoutable, du ce despote. Avec lui, disparaîtront : la propriété, le pouvoir et la contrainte qui assurent bien, eux, le perpétuel malheur des hommes.

Ce sera l'œuvre d'une révolution sociale gigantesque, déjà virtuellement commencée, dont le syndrome est trop évident pour laisser le moindre doute. De son caractère, de son orientation dépendra l'organisation future de la production et, partant, la vie des générations de l'avenir.

Plus que jamais, il appartient aux producteurs manuels et intellectuels, aux prolétaires des champs et de l'usine, aux travailleurs du bureau et de la mine, à tous ceux qui exercent une activité productrice de s'unir, de travailler sur leur plan de classe à la réalisation de ce destin.

Si tous les travailleurs : *manuels, techniciens et savants*, tous exploités, quoique diversement, par le capital parasitaire, unissent leurs efforts au sein d'un

mouvement synthétique de classe, s'ils savent, au préalable, préparer les cadres indispensables à la production ; s'ils sont capables, par un effort puissant et bien coordonné, de la libérer de la pieuvre qui la paralyse, la production assurera son rôle naturel, trouvera son équilibre dans tous les domaines, donnera naissance à la prospérité et au bonheur, permettra à l'homme de jouir pleinement de la vie, dans une société vraiment humaine, dont toute exploitation sera bannie. C'est aux syndicats ouvriers qu'il appartient de préparer et de réaliser cette tâche. De son succès dépend le salut de notre espèce. — Pierre BERNARD.

PRODUCTION (Coopératives de). La production revêt divers aspects. Elle est individuelle ou collective. Nous envisagerons ici un des aspects de la production collective : celle qui, en matière de production industrielle ou de main-d'œuvre ou agricole, est coopérative.

Les coopératives de production industrielle. — Ces coopératives sont des organisations dans lesquelles les producteurs-travailleurs sont eux-mêmes leurs propres entrepreneurs.

La production a, de tout temps, été plus ou moins coopérative. C'est même dans la production, et spécifiquement la production ménagère ou semi-industrielle, qu'on a le plus pratiqué l'entraide : soit pour construire mutuellement des huttes ou des maisons, soit pour s'aider mutuellement dans les travaux de la terre, de la ferme, ou dans la pêche, etc.

Mais pour trouver des coopératives industrielles de production systématiquement et juridiquement créées, il faut arriver au commencement du XIX^e siècle. Fourier a été un des pères de la coopération, en ce qu'il a prédit la constitution des diverses formes coopératives, depuis les plus simples jusqu'aux plus compliquées, et parmi ces dernières les Phalanstères, qui étaient un amalgame des diverses modalités coopératives. Le type le plus parfait de cette dernière vision fouriériste existe au *Familistère* de Guise (Aisne) où elle a été créée par un disciple de Fourier : J.-B. Godin.

Mais Fourier n'a été qu'un simple théoricien de la coopération. La première coopérative industrielle de production a été fondée en 1831 par Buchez qui, en vertu de ses idées saint-simoniennes, voulut prêcher le mouvement en marchant. A cet effet, il constitua d'abord une coopérative d'ébénisterie, qui échoua rapidement. Mais, celle-ci morte, Buchez en créa une autre, en 1834, ouvriers bijoutiers en doré, qui ne disparut qu'en 1873, à la suite de la guerre. Buchez voulait faire accéder tous les travailleurs à la propriété « sans toucher au bien des propriétaires actuels et sans avoir recours à aucune des institutions qu'a fondées la charité bâtarde de la philanthropie moderne ». Ce moyen était pour lui l'association dans le travail, un salaire convenable moyen étant réservé aux coopérateurs, l'accumulation des bénéfices des coopératives de production jusqu'à ce que, peu à peu, ces coopératives parviennent à s'emparer de toute la production. Les coopératives à tendances communistes de Buchez ne connurent pas le succès.

Néanmoins, l'avènement de la II^e République détermina un mouvement favorable à ces organisations. Louis Blanc, en haine de la concurrence, fit de la propagande pour elles, et, après l'expérience des ateliers nationaux de 1848 (qui ne fut en rien coopérative), on en revint aux véritables idées de Louis Blanc. Malgré l'opposition de Thiers, qui se manifesta toujours hostile à toute nouveauté, une avance de trois millions fut votée pour permettre des prêts à ces associations. Ces avances furent si bien attribuées, et les travailleurs unis furent si consciencieux que, lorsqu'on fit le bilan de ces associations, on constata qu'elles avaient remboursé à l'Etat 2.500.000 francs, soit presque tout ce qu'on leur avait avancé ; contrairement à ce que disent les détracteurs de toute émancipation ouvrière, 150 asso-

ciations avaient été fondées. Malheureusement, elles disparurent emportées par la réaction qui fut la conséquence du Coup d'Etat de 1851 ; car les coopérateurs étaient, dans l'immense majorité des cas, des hommes d'avant-garde. Si donc ces coopératives ont disparu, ce n'est point parce qu'elles avaient été mal gérées, c'est uniquement parce que le pouvoir central les a tuées.

Elles étaient si peu décidées à disparaître, qu'en 1849 elles avaient constitué une Fédération nationale qui, 34 ans plus tard, devait s'appeler la Chambre consultative des associations (aujourd'hui : sociétés) ouvrières de production.

Quand l'Empire devint « libéral » (1867), il se constitua un certain nombre d'associations coopératives de production. Mais la guerre de 1870 et la Commune emportèrent la plupart d'entre elles. Lorsque les proscrits de la Commune rentrèrent, en 1881, ils créèrent d'autres sociétés qui, unies à celles qui existaient encore, se réunirent en 1883 en un congrès national au nombre d'une trentaine et décidèrent la création de la Chambre consultative. En 1885, ces coopératives participèrent à l'Exposition du Travail, en y édifiant et y meublant un pavillon tout entier, qui impressionna vivement l'opinion publique et les Pouvoirs constitués. Le décret du 4 juin 1888, établi par Léon Bourgeois, avec la collaboration de Paul Doumer et Charles Floquet, dota les associations ouvrières de leur premier statut légal. Ce statut a été amélioré en 1920 et il est en instance devant le Conseil d'Etat pour des améliorations nouvelles.

En pleine guerre, le 18 décembre 1915, vote de la loi organique de la coopération de production et des fonds de dotation pour ces associations. Elle a été incorporée en 1927 dans le Code du Travail. Les adversaires des sociétés coopératives de production les représentent comme des gouffres dans lesquels disparaîtraient les richesses du pays. En vérité, depuis l'arrêté ministériel du 15 novembre 1908 jusqu'au 31 décembre 1930, les coopératives de production ont bénéficié de 1.017 prêts ou avances s'élevant à 33.254.000 francs, sur lesquels 18.641.005 francs ont été remboursés. Les pertes ? — 510.724 francs, soit à peine 2.60 p. 100 de l'argent prêté.

Actuellement, il existe en France 340 coopératives de production, d'industries diverses, adhérant à la Chambre consultative. Elles ont fait, en 1930, environ 210 millions de francs d'affaires. A côté, non adhérentes, 263. Ces 603 coopératives ouvrières groupaient, en 1930, environ 23.000 associés, ayant fait environ 400 millions de francs d'affaires. (D'après les statistiques du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, il existerait 689 coopératives ouvrières de production, dont 564 ont répondu à l'enquête préfectorale permanente. D'après ces statistiques, ces coopératives se répartiraient de la manière suivante : pêcheurs et jardiniers, 11 ; mines et carrières, 9 ; alimentation, 8 ; bois, liège, vannerie, tabletterie, 55 ; industries chimiques, 3 ; industries textiles, vêtements et toilette, 31 ; métaux, 49 ; travaux publics et bâtiment, 250 ; travail des pierres, verrerie, 31 ; industries du livre et du papier, 69 ; cuirs et peaux, 10 ; transports et manutention, 26 ; divers, 12.)

A côté de la Chambre consultative, et avec des Conseils d'administration distincts : 1° la Banque coopérative des Sociétés ouvrières de production, qui fait des avances aux sociétés et escompte leur papier ; 2° l'Orphelinat de la Coopération de production, qui aide les orphelins des sociétaires et possède une maison de vacances à Chalo-Saint-Mars, dans la grande banlieue parisienne ; 3° la Maison de retraite de Chalo-Saint-Mars, pour les vieux coopérateurs sans famille ; 4° la Caisse de compensation qui attribue des allocations familiales. En outre, la Chambre consultative possède un service de contentieux et d'assurances et un journal bi-mensuel, *l'Association ouvrière*, qui défend les thèses du mouvement.

La Chambre consultative s'attache à appliquer la formule fouriériste, grâce à quoi on établirait l'harmonie entre le Capital, le Travail et le Talent. Pour le surplus, les coopératives de production s'attachent à réaliser la formule proudhonienne de responsabilité et de liberté dans l'association : « Que le salaire soit proportionné à la nature de la fonction, à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité. Que tout associé participe aux bénéfices comme aux charges de la compagnie, dans la proportion de ses services. Que chacun soit libre de quitter à volonté l'association, conséquemment de faire régler son compte et liquider ses droits, et réciproquement la compagnie est maîtresse de s'adjoindre toujours de nouveaux membres ». D'autre part, les associations ouvrières travaillent à l'abolition du salariat en réalisant la formule de Charles Gide : « L'abolition du salariat sera simplement la substitution de la démocratie industrielle au patronat et l'abolition du profit par la suppression de tout prélèvement parasitaire sur le produit du travail ».

Programme ambitieux, objectera-t-on, mais pour quelles réalisations ! Il est vrai que les associations ouvrières de production n'ont pas encore pris dans l'Economie nationale, et dans l'Economie mondiale, la place éminente que ses protagonistes aspirent à lui voir s'attribuer. (Néanmoins, les coopératives industrielles de production, adhérentes à l'Alliance coopérative internationale, sont actuellement au nombre de 1.071 groupant 133.000 sociétaires, disposant d'un capital de 225.000.000 francs et ayant fait, en 1931, pour 950.000.000 francs d'affaires.) Mais il serait injuste de juger une méthode d'action aux simples résultats matériels du début. Et, en effet, si les coopératives de production n'ont pas encore, et il s'en faut, englobé dans leur activité toutes les entreprises, malgré tout, elles ont libéré un nombre respectable de salariés des inconvénients du salariat et, *à ce titre*, elles sont des facteurs éminents au point de vue social.

Le lecteur curieux de l'histoire et de l'évolution de ces coopératives lira avec plaisir et profit, notamment : *La Société coopérative de production*, d'Ago Rabbona et les *Cours sur les Associations coopératives de production*, au Collège de France, par Charles Gide (1922-1923). Dans leurs ouvrages, ces auteurs étudient ces coopératives sous leurs aspects les plus variés, leurs statuts, les formes diverses (depuis celles à forme autonome jusqu'à celles à forme semi-capitaliste, en passant par celles à forme socialiste et syndicaliste). Parmi les premières, une qui a mal tourné, celle des Lunetiers ; deux dans lesquelles le directeur a autant d'autorité sur les associés qu'un véritable patron : celles des Ferblantiers réunis et celle des Charpentiers de Paris. D'ailleurs, cela n'a pas empêché ces dernières de réussir superbement.

Parmi les coopératives du type syndical, l'Association des Tapisiers de Paris ; celle des Fabricants de voitures et la vieille Verrerie ouvrière d'Albi qui, depuis 1930, est devenue une véritable association ouvrière, et non plus une Verrerie ouvrière, ainsi que l'avaient voulu Pelloutier, Hamelin et Yvetot. Parmi les sociétés à type socialiste (d'un socialisme économique), celles qui reçoivent des avances des coopératives de consommation, des communes, de l'Etat, pour fournir un travail déterminé. Mais nous en parlerons à propos des coopératives de main-d'œuvre. Parmi les coopératives ouvrières à caractère semi-capitaliste, la vieille maison Leclaire, fondée par Leclaire, en 1826. Cette société est très hiérarchisée, afin de sélectionner les associés qui parviendront au sociétariat et à la Direction dans la mesure où ils auront donné des gages de dévouement à l'œuvre commune. Leclaire était un patron fouriériste qui commença, en 1842, à instituer dans son entreprise, la participation du personnel aux bénéfices. Pour cela, il fut l'objet de la méfiance de ce personnel et

faillit même être jeté en prison pour application d'idées « subversives ». Il s'en tira en affectant de donner à cette répartition des bénéfices un caractère philanthropique, et non point social, comme il le voulait. En 1839, la Société de secours mutuels de la maison Leclaire (aujourd'hui Laurent, Fournier et Cie) devint la propriétaire de tout l'avoir social et, de ce chef, aujourd'hui, tous frais payés, les bénéficiaires de l'entreprise sont les retraités de la maison. Leur retraite est fonction de l'âge et des années de présence dans la société.

Le Familistère de Guise est devenu, de par la volonté de son fondateur, J.-B. Godin, une entreprise coopérative du même genre. Elle est très importante, puisqu'elle produit, bon an, mal an, pour 200 millions d'appareils de chauffage.

Les obstacles au développement des coopératives de production résident dans la direction, dans les difficultés à trouver de la clientèle et du capital. Voilà pourquoi, barrées du côté du public qui ne les voit pas toujours avec sympathie, les coopératives ouvrières se sont retournées vers l'Etat pour lui demander des commandes, des prêts à faible intérêt. Ce n'est qu'au prix de grands efforts qu'elles ont pu obtenir tout cela. Un régime satisfaisant d'attribution de contrats gouvernementaux ne fonctionne en leur faveur que depuis octobre 1931.

En Angleterre, les socialistes chrétiens, avec Hingsley, Maurice, Ludlow, Hughes et Vansittart-Neale se mirent à la tête du mouvement coopératif de production industrielle, à la suite d'un voyage de Ludlow en France, à Paris en 1848. Ils eurent à lutter énergiquement contre toutes les puissances établies pour faire adopter leurs idées, presque autant que Robert Owen pour ses entreprises communistes du commencement de ce même siècle. La caractéristique des coopératives ouvrières anglaises était de ne pas faire appel à l'Etat. En fait, ce mouvement n'a pas plus réussi (économiquement) en Angleterre qu'en France ; mais, moralement, il a aussi donné des avantages intéressants.

Toutefois, il faut signaler une curieuse évolution que suit la coopération de production industrielle en Grande-Bretagne, et même en France. Il arrive assez souvent que ces coopératives disparaissent ; mais non point sans laisser de traces. Elles sont absorbées par les magasins de gros des coopératives de consommation, dont elles deviennent, dans ce cas, des rouages internes, sans que, d'ailleurs, la condition des anciens associés soit diminuée matériellement. Leur liberté n'est pas davantage altérée ; tandis que leur sécurité est augmentée.

A ce point de vue, le lecteur curieux des avantages comparés de la production autonome (par les coopératives ouvrières) et de la production fédéraliste (par les magasins de gros des coopératives de consommation) lira avec profit la thèse que notre regretté ami Claude Gignoux, mort directeur de la « Laborieuse », de Nîmes et président de l'« Union des coopérateurs du Gard », a soutenue dans l'*Almanach de la Coopération française* pour 1909. Elle peut se résumer en ceci : Ces deux modalités de la production coopérative présentent, l'une et l'autre, des avantages incontestables. Mais la production autonome ne peut être utilement tentée que dans la petite industrie ou dans les professions où la main-d'œuvre reste la partie essentielle de l'exploitation (maçons, serruriers, charpentiers, peintres, imprimeurs, etc.). La production fédérale est surtout du ressort de la grande industrie, elle doit essentiellement viser la production des denrées de grosse consommation : minoteries, biscuiteries, savonneries, chaussures, vêtements, etc.

Les services de production des magasins de gros anglais occupaient, en 1930, 34.466 personnes dans les usines de tissage, de chocolaterie, de boucherie, de charcuterie, de margarinerie, de savonnerie, de meu-

nerie, de brasserie, de cycles, motos et autos, de poteries, de verreries, d'ameublement, dans la mine de charbon, sur les navires, etc., etc. La même année, tout le personnel administratif et productif comptait 41.205 employés ayant touché 690.385.320 francs de salaires. Le chiffre total du magasin de gros anglais avait été de plus de 10 milliards et demi et la plupart des marchandises vendues par le dit magasin de gros à ses sociétés provenait de ses usines de production. Ce sont là des chiffres impressionnants.

Coopératives spéciales de production. — Il existe un certain nombre de coopératives spéciales, qui relèvent, certes, de la production, mais dont certaines n'ont rien d'ouvrier. La plus célèbre, sinon la plus âgée, la Comédie Française, date de 1643. Charles Gide cite des coopératives d'acteurs de café-concert, à Marseille ; d'auteurs de feuilletons pour journaux ; de coopératives artistiques. Ces années dernières, il s'est créé à Paris la coopérative des *Comédiens associés*.

De ces coopératives artistiques, il convient de rapprocher celles de travail ou de main-d'œuvre. L'origine de ces sociétés paraît être en Italie, où elles sont appelées coopératives de « braccianti ». Les braccianti sont des ouvriers ne possédant que leurs bras et qui comprennent la nécessité de devenir leurs propres entrepreneurs. Elles remontent à près d'un demi-siècle. La première fut fondée à Ravenne, la patrie de Dante. Lorsque des Communes, des Provinces, ou même l'Etat, ou des particuliers veulent faire exécuter des travaux de dessèchement de marais, d'irrigation, de drainage, construire des canaux, des voies ferrées, des routes, ou produire diverses marchandises, ces coopératives de main-d'œuvre ou de travail interviennent et se substituent à l'entrepreneur qui, auparavant, faisait suer la main-d'œuvre ouvrière à son profit. Le roi d'Italie souscrivit, à titre d'exemple, la plus grande partie du capital de la première coopérative de main-d'œuvre. Son succès a été complet, puisque, actuellement, il y a, en Italie, plus de 3.000 coopératives de braccianti, groupées en 65 fédérations régionales, groupées elles-mêmes en une fédération nationale. Avant la guerre, le ministre Luzzatti inaugura une ligne de chemin de fer d'une trentaine de kilomètres, de Ciano à Reggio-Emilia, entièrement équipée et exploitée par des coopératives de braccianti et sur laquelle les trains partaient et arrivaient à l'heure. En France, il existe aussi quelques coopératives de travail pour le chargement et le déchargement des navires, notamment dans les ports de La Pallice, de Saint-Nazaire, du Havre, et pour la manutention des colis dans les gares de Paris-Etat et à la gare maritime de Calais. De tout temps, ces coopératives ont été fort bien vues par les économistes orthodoxes, notamment par Yves Guyot (qui pourtant n'aimait guère les coopératives). Et certains gros magnats de l'industrie envisagent, comme Ford par exemple, de traiter avec elles pour des fournitures de pièces détachées qui seraient assemblées dans l'usine centrale. Il y aurait, grâce à la distribution à bas prix (coopérative) du courant électrique, la possibilité de décongestionner les grandes entreprises industrielles en les transportant partiellement vers les campagnes, qui seraient à nouveau animées.

Au surplus, les regrettés Frédéric Brunet et Charles Gide ont soutenu qu'un jour viendrait où tous les rouages des communes, des départements et de l'Etat pourraient être confiés à des coopératives de travail, qui les gèreraient sous leur propre responsabilité. Si ce système se généralisait — et il devrait l'être, ne serait-ce que pour rendre les fonctionnaires responsables — la coopération de travail prendrait en France (et ailleurs) une importance que peu de personnes ont soupçonnée jusqu'ici. D'ailleurs, le *Journal Officiel* est entré dans cette voie par le système de la commandite d'atelier, particulièrement étudiée par Yvetot.

Parmi les populations ouvrières, il est une catégorie de travailleurs tout particulièrement exploités : celle des marins-pêcheurs, en raison de leur inorganisation. Les marins-pêcheurs sont inorganisés, parce que trop souvent ignorants et alcooliques. Depuis plusieurs années, le Crédit maritime a été organisé pour permettre à ces travailleurs de s'émanciper en s'outillant rationnellement pour la pêche. Malheureusement, une fois le poisson pêché, il reste à vendre. Les marayeurs interviennent alors et le payent bon marché aux pêcheurs, qu'ils à le revendre cher aux consommateurs. C'est alors que des hommes dévoués sont intervenus et, grâce à la Direction des pêches maritimes, du Service scientifique des pêches, du Crédit maritime mutuel et des fonds de l'Outillage national, ils sont en train d'édifier dans les ports des Sables d'Olonne, de La Rochelle, d'Arcachon et de Saint-Jean-de-Luz, des chambres froides et des magasins d'expédition dans lesquels les sardines fraîches, congelées à 14° au-dessous de zéro, seront conservées en attendant d'être expédiées dans les centres de consommation, et notamment dans les coopératives de consommateurs.

Dans ses cours au Collège de France, Charles Gide a exposé les résultats remarquables obtenus dans ce sens par les 50 « positos maritimes » espagnoles pour la pêche et la vente coopérative du poisson et par les 275 coopératives maritimes de pêcheurs italiens. Ces dernières collaborent avec les municipalités pour l'écoulement du produit de leur pêche.

N'oublions pas, en terminant, les coopératives de travail qui, sous le nom d'artèles, existent en Russie, depuis un temps immémorial, pour la production coopérative des objets de la petite industrie familiale et dont le rôle n'est pas encore terminé, malgré les promesses du fameux Plan quinquennal, renforcé lui-même par un deuxième Plan quinquennal...

Les coopératives agricoles de production. — Le paysan est, instinctivement, rebelle à l'association, parce qu'il considère que lorsqu'il s'associe avec d'autres, il n'est plus libre et, dès lors, sa liberté étant diminuée, il se sent amoindri. Il est fidèle au vieux proverbe : « Qui a un associé a un maître ». Néanmoins, dans une société compliquée comme l'est la société moderne, le paysan ne pouvait guère échapper à la pratique inéluctable de la solidarité. Car un autre proverbe : « Malheur à l'isolé » est toujours d'actualité.

L'association, chez les agriculteurs, se manifeste sous trois formes essentielles : le syndicat, la mutuelle, la coopérative. (Voir notamment le cours de Charles Gide au Collège de France, sur les *Associations coopératives agricoles*, décembre 1924-mars 1925.)

Le syndicat agricole, comme le syndicat ouvrier, a été, à l'origine, un groupement de défense professionnelle des agriculteurs. Les syndicats agricoles étaient déjà en puissance dans la loi des associations syndicales entre propriétaires voisins et chargées d'exécuter des travaux d'intérêt commun, et même d'intérêt général, tels que dessèchements, irrigations, drainages, digues contre les inondations. Mais le véritable statut légal des syndicats agricoles professionnels fut établi par la loi du 21 mars 1884, qui légalise les syndicats chargés de la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux. Les agriculteurs allaient être oubliés lorsqu'un sénateur droitier du Doubs, M. Ondet, demanda qu'on ajoutât « et agricoles », et les agriculteurs purent bénéficier, eux aussi, des avantages de l'association syndicale professionnelle.

Généralement, et notamment à l'origine, ces syndicats agricoles ont borné leur activité à des buts strictement professionnels, de défense et de propagande corporative. Ils ont publié des journaux à cet effet. Mais, peu à peu, ils ont compris que leur activité devait être organique. A cette époque, les agriculteurs étaient odieusement exploités par des mercantis qui, profitant des conseils

que donnait la presse agricole d'utiliser les engrais pour améliorer le rendement des terres, abusaient de leur candeur pour leur vendre des engrais de mauvaise qualité à des prix excessifs. Mêmes procédés blâmables en ce qui concerne les semences et, en général, tous produits, matériaux et cheptels nécessaires à l'exercice de la production agricole. On peut affirmer, sans crainte de se tromper, que les excès du commerce privé ont été, pour une large part, les responsables du succès des syndicats agricoles. Depuis 1884 à nos jours, ce succès n'a fait que s'affirmer ; et, maintenant, la plupart des agriculteurs sont groupés dans leurs organisations syndicales, qui deviennent de plus en plus complexes. En effet, à côté des services syndicaux proprement dits, il s'est greffé le plus souvent sur eux des organisations diverses, tendant à renforcer la position des syndiqués. Ce sont les Caisses agricoles mutuelles de crédit, qui avancent à bon compte des fonds aux agriculteurs désireux d'emprunter : soit pour acheter de la terre, soit pour faire bâtir, soit pour perfectionner l'outillage ou le cheptel de la ferme, soit pour acheter des engrais, soit même pour attendre le moment favorable de vendre les récoltes engrangées. D'autre part, le paysan est tenu, s'il est tant soit peu prévoyant, de s'assurer contre l'incendie de sa ferme, de ses récoltes, contre la mortalité du bétail, contre la grêle, contre les accidents à son personnel et à son cheptel, contre la maladie, la vieillesse (assurances sociales).

Or, au début, les grandes compagnies capitalistes d'assurances et de crédit affectaient de mépriser cette clientèle « peu intéressante » qui, se voyant dédaignée par ces grandes puissances capitalistes, a dû faire ses affaires elle-même en créant des institutions *ad hoc*. (Voir l'article de M. Patier, dans la *Correspondance coopérative* de septembre 1931, sur les rouages de la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles et leur fonctionnement.) Actuellement, cette Fédération groupe près de 600 organisations pour la plupart à cadre départemental ou régional, représentant elles-mêmes près de 20.000 associations locales, dépassant plus d'un million d'agriculteurs adhérents. Chose curieuse ! les grandes puissances d'assurances et de crédit qui, à l'origine, se moquaient des agriculteurs assez audacieux pour vouloir participer à une vie solidariste, recherchent, maintenant que ces organisations agricoles mutuelles ont fait leurs preuves, la clientèle de ces organisations, ou en combattent sournoisement certaines, jusqu'au jour où, la preuve étant faite de leur vitalité, elles rechercheront — trop tard — leur clientèle...

Au début, lorsque les agriculteurs achetèrent des produits en gros (pour bénéficier d'avantages à l'achat et au transport), ils se répartirent ces produits en gare, « à la bonne arrivée », de manière à réduire les frais généraux au strict minimum. Mais, peu à peu, lorsque le nombre des acheteurs augmenta, et surtout des petits agriculteurs ne disposant parfois pas de la place nécessaire à l'entreposage de ces produits, les syndicats agricoles durent stocker les excédents des produits répartis « sur wagon », qu'ils à les majorer quelque peu, pour couvrir les frais de manutention et de stockage. Ils pensaient ne point mal faire en agissant ainsi. Les adversaires de l'émancipation paysanne les firent poursuivre devant les tribunaux pour « abus de fonction ». Effectivement, l'entreposage et la manipulation des produits pour la ferme dépassait le cadre de la loi du 21 mars 1884. Les agriculteurs contournèrent ces difficultés en constituant des coopératives agricoles qui, pour commencer, s'attachèrent le plus souvent à répartir les produits nécessaires à l'exercice de la profession agricole. Mais, logiquement, ayant acheté à leur coopérative agricole de la graisse pour les sabots des animaux, de la paille mélassée, des tourteaux pour les animaux de la ferme, ils en vinrent, par assimilation, à

demander à cette coopérative du saindoux et de la margarine, du sucre, des légumes, du café, de l'épicerie pour le personnel de la ferme et ces coopératives, strictement agricoles au début, devinrent, par la force des circonstances, des coopératives générales de consommation, au grand dam des commerçants qui voyaient leur activité s'étendre.

Mais ce n'est pas tout de s'approvisionner à bon compte, d'obtenir du crédit à bon compte, et de produire des denrées dans de meilleures conditions. De tout temps, entre le producteur paysan et le consommateur, des intermédiaires se sont glissés, dont la mission a été de payer les denrées agricoles le meilleur marché possible au producteur pour les transformer et pour les vendre le plus cher possible au consommateur, une fois transformées. Et, parmi les consommateurs, des mêmes producteurs de denrées agricoles qui, par là-même, sont exploités au double titre de producteur et de consommateur. L'idée devait donc venir aux agriculteurs de vendre et de transformer eux-mêmes les denrées produites sur leurs fermes.

Les coopératives de vente ont obtenu des résultats remarquables, là où les associés sont capables de se discipliner. Le principal obstacle qui se dresse devant eux est la déplorable habitude qu'ont certains agriculteurs de « farder » les colis de légumes et de fruits ; c'est-à-dire de placer à la surface des colis des légumes et des fruits irréprochables, tandis que ceux du dessous sont de mauvaise ou de deuxième ou de troisième qualité. Heureusement, bien des syndicats ou coopératives agricoles luttent délibérément contre ces tristes pratiques qui ruinent la confiance des acheteurs dans les expéditions non contrôlées de primeurs. Les primeurs en provenance notamment des coopératives agricoles de l'Afrique du Sud, de Californie, du Canada, d'Italie, etc., se font remarquer par la correction avec laquelle les qualités expédiées correspondent aux qualités promises. Ces organisations sont arrivées à ce louable résultat en pénalisant sévèrement et impitoyablement les producteurs qui se permettent de farder les colis. En Italie, tout colis fardé est culbuté ; son contenu livré aux gamins et le fraudeur puni. Dans la plupart de ces pays, l'expédition des primeurs appelle à son aide les entrepôts, les wagons et les navires frigorifiques. En outre, les colis sont munis d'étiquettes représentant exactement les primeurs qu'ils contiennent et portent, à côté du nom de la coopérative expéditrice, le nom de l'expéditeur-producteur.

En plus des primeurs (fruits et légumes), les coopératives de vente expédient des fleurs, des œufs, du lait, des lapins, de la volaille, de la laine, du coton, du tabac, des céréales, du bétail, des poissons (des Dombes ou des Mers). Les coopératives céréalières des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie ont rendu de précieux services aux producteurs de blé de ces pays, malgré la crise grave qui, ces années dernières, a sévi, et sévit encore chez les céréaliers de tous pays.

Les coopératives agricoles de production proprement dites ne datent pas d'hier. Elles sont, elles aussi, les filles de la nécessité. De temps immémorial, elles existent dans les montagnes du Jura et de la Savoie où, pour fabriquer les fromages de ces régions, il fallait, il faut mettre en œuvre de grandes quantités de lait. D'où nécessité de réunir, au même lieu et au même moment beaucoup de lait. Dans ces conditions, les vaches sont, certes, stabulées chez leurs propriétaires ; mais, durant les journées d'hiver et durant la bonne saison, elles sont confiées à des gardiens qui les rassemblent et qui travaillent leur lait pour la production du fameux fromage de gruyère et des tomes de Savoie, lesquels sont fabriqués dans des fromageries coopératives. Il est vrai que, dans certains cas, des fromagers capitalistes achètent le lait des vaches et les paysans qui se débarrassent du souci de le traiter éprouvent cruellement leur manque

d'initiative, en ne touchant de leur lait que des prix de famine.

C'est par dizaines de milliers qu'on trouve dans le monde des beurrier-laiteries coopératives, généralement appelées laiteries, du nom sans doute du produit qui y est traité. Les premières de ces laiteries datent du commencement du XIX^e siècle, dans le canton de Vaud (Suisse). Puis, elles se développèrent en Italie et, de là, elles passèrent en 1880 au Danemark, où elles ont pris un essor vraiment remarquable. Mais, de 1870 à 1880, les vignobles des Charentes et du Poitou furent ravagés par le phylloxéra. Les paysans de cette région étaient ruinés. Ils remplacèrent leurs vignes par des prairies sur lesquelles les vaches vivaient, mais le lait de ces vaches était malheureusement payé par les industriels qui daignaient acheter le lait des paysans pour le transformer en beurre.

C'est alors qu'un modeste instituteur nommé Biraud eut l'idée générale d'inviter ses compatriotes à constituer une laiterie coopérative qui a été un exemple fécond pour les agriculteurs non seulement de la région, mais encore pour ceux de la France entière. Ces laiteries coopératives se sont fédérées et, de nos jours, elles groupent environ 130 sociétés, comptant 75.000 membres, propriétaires de 200.000 vaches produisant environ 15 millions de kilos de beurre par an. L'exemple des agriculteurs des Charentes et du Poitou a été imité ailleurs, au point qu'aujourd'hui, il existe en France 300 laiteries coopératives qui rémunèrent convenablement l'effort de leurs sociétaires. Au point de vue technique, ces laiteries coopératives ont réalisé de grands progrès. D'abord, le lait est écrémé et travaillé tous les jours. De cette façon, la crème du lait fournit un beurre jamais rance, mais qui, au contraire, a un très agréable goût de noisette. Pour obtenir cet appréciable résultat, les laiteries coopératives ont discipliné leurs adhérents. Ces derniers payent une cotisation grâce à quoi ils assurent le salaire d'un agent qui se promène dans les champs des sociétaires et qui les met à l'amende s'il trouve dans ces champs des herbes qui, mangées par les vaches, pourraient communiquer un mauvais goût au lait fourni à la laiterie coopérative. L'ail est l'herbe la plus redoutable et la plus redoutée. Les laiteries coopératives possèdent des installations scientifiques remarquables. Le beurre fait, elles l'évacuent rapidement, en des wagons frigorifiques (appartenant à la Fédération) qui l'apportent sur le marché de Paris ou anglais. Les laiteries coopératives sélectionnent le bétail qui produira le lait. Elles le font en agissant sur les taureaux d'une part et sur les vaches laitières d'autre part.

Un autre avantage des laiteries coopératives consiste dans l'utilisation des sous-produits. Lorsqu'on a extrait la crème du lait pour en faire du beurre, il reste encore le petit-lait dans lequel il y a encore des matières grasses et azotées. Souvent, en Danemark notamment, ce petit-lait est rendu aux agriculteurs au prorata de leurs apports laitiers. Il sert à engraisser des porcs, mélangé notamment avec de la farine de soja, légume d'Extrême-Orient. Ces porcs sélectionnés, adaptés à la production du bacon, lard malgré très apprécié des Anglais, sont expédiés surtout en Grande-Bretagne qui fournit d'énormes débouchés à la production des abattoirs coopératifs danois. D'autres fois, le petit-lait dont l'écumage n'a point été trop « poussé » sert à fabriquer du fromage plus ou moins maigre. D'autres fois encore, par des procédés spéciaux, il sert à produire de la caséine, qui fournit des produits alimentaires « reconstituants » ou qui sert à fabriquer des objets divers pour lesquels on se servait auparavant d'ivoire, d'écaille, de celluloïd.

Les caves coopératives ont pris une importance vraiment inattendue, étant donné l'esprit féroce-ment indi-

vidualiste des producteurs de vin, et surtout des viticulteurs français. La première cave coopérative a été constituée en 1869, en Rhénanie et, en France, au commencement de ce siècle, à la suite de la mévente des vins, dans l'Hérault. Parce que le raisin des propriétaires est mis en commun et travaillé dans de bonnes conditions, il rend davantage de vin, qui est meilleur que celui produit par des procédés primitifs. D'autre part, les acheteurs étant certains de trouver dans les caves coopératives des vins de qualités constantes, « typisés », ces dernières le vendent mieux que ne le feraient de petits vigneron isolés, sans défense. Les caves coopératives se sont tellement développées dans les régions viticoles de France, notamment des cinq départements gros producteurs de vin que, dans quelques années, le vin produit dans cette région ne le sera que coopérativement. Un jour viendra même où les caves coopératives, à la recherche de nouveaux débouchés pour les produits de la vigne, s'occuperont d'abord d'écouler les raisins de table de leurs adhérents, puis de fabriquer des jus de raisins pasteurisés, des sirops, des confitures, des gelées, des marmelades, des concentrés, des miels, des « saucissons », des « nougats » de raisins (simples et composés). Même, avec les marcs frais du pressurage des raisins, ils pourront fabriquer de délicieuses confitures stabilisées de raisins (procédé Montil) qui reviendront bon marché. En attendant, le marc du raisin des caves coopératives est « lavé » pour en extraire les dernières traces de vin qui, distillées, fournissent de l'alcool ; il est ensuite desséché et comprimé pour devenir tourteau pour la nourriture du bétail, ou encore engrais pour la vigne. Mais les caves coopératives ont réussi à séparer les pépins des raisins restant dans le marc et ces pépins, broyés et traités par le sulfure de carbone, fournissent 3 à 4 p. 100 du poids du raisin d'une huile excellente pour graisser les machines et les moteurs d'aviation. Mais comme le graissage des machines et moteurs n'absorberait point toute cette huile, une bonne partie est transformée en savon.

Si bien qu'on peut dire de mes compatriotes à peu près ce qu'on dit des Napolitains qui, avec une pastèque, mangent, boivent et se débarbouillent : « les viticulteurs, avec leur raisin, mangent, boivent et se débarbouillent ».

Mais ce n'est pas tout, pour des agriculteurs, de produire ; il faut écouler leurs denrées. Les intermédiaires les guettent pour les exploiter. Voilà pourquoi un certain nombre ont créé des meuneries coopératives pour transformer eux-mêmes leur blé en farine et la vendre. D'autres ont créé des sociétés d'élevage du bétail qui louent en bloc des montagnes entières, des « alpages », où ils mèneront paître leur bétail qui, ensuite sera abattu dans des abattoirs industriels.

Il existe encore des formes très nombreuses de coopératives agricoles de production : des huileries coopératives, des coopératives pour la collecte, la préparation et la vente du tabac (tabacoops) d'Algérie, de Bulgarie, de Roumanie, etc. ; des tomacoops (d'Algérie) pour la fabrication de conserves de tomates, de confitures, de sirop de raisin ; des distilleries coopératives de betteraves, de pommes de terre, de fleurs ; des confiseries et des conserveries coopératives. Lorsque les fruits et les légumes sont vendus à vil prix, les producteurs transforment les excédents en conserves ou en confitures, notamment à Perpignan (Pyrénées-Orientales) et à Echevannes-Saint-Marcel (S.-et-L.). Dans le Var et les Alpes-Maritimes, il existe plusieurs coopératives pour la fabrication des essences de fleurs de la région.

D'autres coopératives se créent un peu partout, sur le type des sociétés d'intérêt collectif agricoles, préconisées par M. Alfred Nasti, l'auteur du *Code de la Coopération*, pour produire et utiliser l'électricité à la

campagne. Quelquefois, elles se bornent à l'acheter en gros et à la répartir. Elles sont alors des coopératives de consommation. D'autres la répartissent entre les sociétaires des coopératives d'outillage agricole, qui défoncent et labourent les terres de leurs associés.

Dans son *Cours d'Economie politique*, Charles Gide évaluait, en 1929, à 5.000 environ le nombre des coopératives agricoles recensées en France. Parmi elles, 2.072 laiteries, beurrieres, caséineries et fromageries ; 628 caves et distilleries ; 559 meuneries et boulangeries ; 47 huileries ; 1.069 coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole ; 293 d'achat en commun et diverses.

Dans la *Correspondance coopérative* de février 1932, M. Pierre Morcan, délégué technique de la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles, estimait que, depuis, le nombre de ces coopératives n'a cessé d'augmenter et que lorsque la Caisse nationale de Crédit agricole aura mis à jour sa statistique détaillée des coopératives agricoles, ces dernières atteindront sans doute le nombre de 6.000.

Et il en est des coopératives agricoles comme des assurances agricoles. Au début, le grand capitalisme des Intérêts économiques a affecté de les mépriser ; mais maintenant que ces coopératives tendent, par leur simple et rationnel développement, à se substituer aux transformateurs de denrées agricoles, ces mêmes grands Intérêts économiques s'attachent à leur mener la vie dure. Ils réussissent assez souvent à paralyser leur activité, sous divers prétextes ; ainsi, tandis que la Coopération agricole s'efforçait d'entrer en relations directes et organiques avec la Coopération de consommation, grâce à un statut de coopératives mixtes (proposition de loi Chanaï), les adversaires de ces institutions ont réussi à « mettre en carafe » à la Chambre, cette proposition de loi votée par le Sénat.

De même, ils ont réussi à « mettre en carafe » devant la Chambre le Statut légal des coopératives agricoles de production.

L'Alliance coopérative internationale ne groupe malheureusement pas toutes les coopératives agricoles du monde. Néanmoins, elle réunissait dans son sein, au commencement de cette année, plus de 24.000 de ces sociétés, groupant 1.380.000 membres, avec un capital de 325 millions de francs et ayant fait, en 1931, 9.400 millions de francs d'affaires.

À côté des coopératives agricoles de production proprement dites, il existe en Italie, nous l'avons vu, déjà, des coopératives de *braccianti*. Elles ont supérieurement aidé l'Italie à détruire et à exploiter les fameux latifundia (grosses propriétés non cultivées et qui ont, dès la Rome ancienne, « perdu l'Italie »). Mais si ces coopératives de travail s'occupent surtout d'équiper des terres et même d'édifier des fermes, lorsque ces dernières sont en état de produire, des coopératives d'affermage se substituent à elles, qui exploitent les terres équipées, et payent une redevance aux propriétaires individuels ou aux collectivités propriétaires. Il semble qu'il existe actuellement environ 100.000 hectares équipés et travaillés coopérativement en Italie. De grands espaces sont cultivés par des coopératives d'affermage d'anciens combattants qui, notamment, en Toscane, près de Pise, ont fait des travaux remarquables de dessèchement et d'équipement. Mais si M. Mussolini a sérieusement encouragé ces coopératives, n'oublions pas que, pour asseoir son régime, il a détruit de nombreuses maisons du peuple, qui donnaient asile à beaucoup de ces sociétés. Les éléments les plus vivants parmi elles se sont réfugiés en France, à l'avènement du fascisme. Ces coopératives de *braccianti* se sont reconstituées et ont entrepris des travaux sur les voies ferrées et ont donné toute satisfaction aux compagnies et sociétés qui ont utilisé leurs services.

Par ailleurs, en Europe centrale et orientale, de très

nombreuses coopératives agricoles se sont créées pour permettre aux paysans à qui la terre a été donnée de l'exploiter : d'intensifier leur production (par l'adoption de procédés de culture perfectionnés), de mieux transformer, de mieux vendre et de mieux utiliser le produit de leurs récoltes. C'est là-bas, dans le désarroi total d'après-guerre, que les paysans ont pu apprécier les mérites de la coopération en agriculture.

Les Coopératives mixtes de producteurs et de consommateurs. — Depuis qu'il existe des coopératives agricoles de production et des coopératives de consommation (avec leurs magasins de gros), il ne manque pas de militants pour déclarer que les premières doivent vendre directement les denrées qu'elles produisent aux organisations coopératives de consommateurs. Le champion principal de cette tactique a été, à travers le monde, le Docteur V. Totomiantz, ancien professeur à l'Université de Moscou, organisateur éminent des coopératives russes avant la guerre. Il a même parcouru le monde pour prêcher cet accord indispensable. Malheureusement, si des relations de cette sorte se sont établies entre les coopératives agricoles irlandaises, danoises et les anglaises, et en Allemagne aussi, malheureusement, en bien d'autres pays, il n'en a pas été de même. C'est alors que nous avons préconisé, dès après la guerre, la création de coopératives mixtes de producteurs et de consommateurs. Ces hommes groupés dans les mêmes coopératives, sentiraient, dès lors, qu'ils ont les mêmes intérêts et pourraient aisément mieux s'entendre. Malheureusement les juristes ont estimé que l'entente serait plus facile si une loi intervenait pour régler ces accords organiques. Nous avons vu que sous la pression des grands Intérêts économiques, la Chambre n'a même pas discuté la proposition de loi Chanal, votée par le Sénat, à la demande notamment de deux anciens ministres de l'Agriculture, MM. le Docteur Chauveau et Fernand David, et qui avait été préconisée comme base d'action pratique par la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles et par la Fédération nationale des Coopératives de consommation.

Cette proposition a été reprise par les grandes organisations coopératives internationales, notamment aux congrès de l'Alliance coopérative internationale de Bâle, de Stockholm, de Gand et de Vienne. Grâce à feu Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail, une commission consultative mixte composée de représentants de ce même Bureau et de l'Institut international d'Agriculture a été nommée, qui a préconisé la collaboration étroite des producteurs et des consommateurs en des coopératives mixtes, de manière à réduire les différences scandaleuses qui existent entre les prix à la production et ceux à la consommation, beaucoup sous l'influence d'intermédiaires onéreux et superflus. En septembre 1925, M. C. Chaumet, ministre de l'Agriculture, a cité le cas typique du blé « acheté à Bordeaux et vendu dans un département du centre, et qui est passé entre les mains de dix courtiers dont aucun n'a pris livraison, mais dont tous ont pris bénéfice ! » — Dans son cours au Collège de France, Charles Gide a rappelé la parole du président Coolidge déclarant que « le prix payé par le consommateur est hors de proportion avec celui reçu par le producteur ». Pourquoi ? — Parce que, des statistiques officielles, aux Etats-Unis, il ressort que les denrées agricoles vendues par les producteurs 7 milliards et demi de dollars étaient payées par les consommateurs 22 milliards de dollars : soit environ 3 fois plus à la consommation qu'à la production. Or, aux Etats-Unis, il y a un détaillant pour 80 consommateurs. Et les Américains trouvent ce nombre excessif. Que diraient-ils si, comme en France, il y avait un détaillant pour 33 clients ?...

Les coopératives allemandes de consommation ont, depuis longtemps, essayé d'entrer en relations direc-

tes avec les agriculteurs. Mais elles ont souvent éprouvé, de ce côté, de sérieux mécomptes. Toutefois, elles ont eu de réelles satisfactions de leurs relations avec les coopératives d'utilisation et de vente de bétail qui sont au nombre d'un millier en Allemagne. En 1931, elles ont vendu 2.314.000 têtes de bétail pour une somme totale de 254 millions de marks. En 1930, le magasin de gros des coopératives allemandes de consommation leur a acheté pour près de 12 millions de marks.

Le magasin de gros des coopératives autrichiennes de consommation est devenu l'agent direct des relations entre ses sociétés et celles de production de haricots et de semences.

Le magasin de gros des coopératives françaises de consommation est l'agent des coopératives grecques et bulgares, pour l'écoulement en France de raisins de Corinthe et de tabacs produits et préparés par les coopératives de production de ces produits.

Lorsque, il y a de cela quelques années, l'Union coopérative suédoise, « Kooperativa Förbundet », voulut relia sa fameuse minoterie des « Trois couronnes » au chemin de fer, elle dut acheter une usine de superphosphates. L'opération se légitimait en outre par le fait que 60.000 membres des coopératives suédoises de consommation sont des paysans. Mais, d'autre part, les coopératives agricoles suédoises comptent beaucoup de membres et ne possèdent pas d'usine de superphosphates et elles voulaient résister au cartel des phosphatiers suédois. Cette usine vient de devenir la co-propriété de deux organisations coopératives, qui peuvent désormais contrôler les prix des phosphatiers suédois.

Depuis plusieurs années, les pools coopératifs canadiens du blé vendent d'importantes quantités de leur production aux Wholesales (magasins coopératifs de gros) de la Grande-Bretagne et, en échange, ils leur achètent bon nombre de produits fabriqués dans les usines des dits magasins de gros. En outre, les coopérateurs canadiens font une forte propagande coopérative auprès de leur population agricole, afin de réaliser le programme coopératif qui tend à mettre en relations directes les producteurs et les consommateurs. Charles Gide a écrit, en effet :

« L'association coopérative supprime tous les rouages inutiles ; elle fera parvenir, par les voies les plus directes, la richesse des mains du producteur dans celles du consommateur, et l'argent, en retour, des mains du consommateur dans celles du producteur. »

On comprend aisément que si toute l'activité économique était coopératisée, de très nombreux intermédiaires seraient fatalement éliminés, depuis les plus faibles jusqu'aux plus grands. Cela explique les oppositions, ouvertes ou sournoises que la Coopération sous toutes ses formes trouve devant elle, de la part des grands Intérêts économiques, appuyés par ses « utilités », les petits commerçants, et la lutte qui se poursuit entre la Coopération (sous toutes ses formes) et les dits grands Intérêts économiques, et leurs sportulaires (voir notamment la *Correspondance coopérative* de novembre, décembre 1931 et janvier et juin-juillet 1932).

Les coopératives de la Nouvelle-Zélande ont créé, en 1921, une agence mixte chargée de faciliter l'écoulement des beurres et des fromages d'abord, et des viandes ensuite, des coopératives agricoles de production auprès des coopératives de consommation de Grande-Bretagne. La proportion des produits livrés par les sociétés agricoles à celles de consommation a été, en 1929, de 50 à 65 p. 100 des expéditions totales des premières. En 1929, cette agence a atteint près de 2 millions de livres sterling : 940.000 pour le fromage, 585.000 pour le beurre, 500.000 pour la viande.

D'autre part, les Wholesales de la Grande-Bretagne font des avances, à faible intérêt, aux coopératives céréalières d'Australie qui, à la récolte, ont besoin de

fonds pour faire elles-mêmes, à la livraison, des avances aux producteurs associés, apporteurs de blé.

En 1931, le Comité économique de la Société des Nations a consacré un rapport très documenté sur la crise agricole. Il a déclaré notamment qu'il ne faut pas « chercher par des mesures protectionnistes un remède au manque d'équilibre économique ». En revanche, devant le nombre excessif d'intermédiaires, il a souhaité « l'établissement de relations commerciales entre producteurs associés, unis par des organisations coopératives liées organiquement les unes aux autres et possédant même des institutions communes ».

Comme on le voit, la Coopération, si elle tend à fortifier, c'est incontestable, la position des petits propriétaires, des ouvriers ou des artisans associés, tend, par contre, à éliminer les parasites, grands et petits, qui exploitent à la fois les producteurs et les consommateurs. A ce titre — et ses adversaires se chargent de le déclarer et de le faire publier par leurs plumitifs — elle est une puissance économique très révolutionnaire. Elle a le mérite, essentiel, à mes yeux, de créer de l'entraide, de la compétence intellectuelle et professionnelle et de la responsabilité dans un monde qui ne brille point précisément à ces points de vue. Et c'est là un motif qui me fait et doit faire apprécier les organisations coopératives sous toutes leurs formes, dans la mesure où elles tendent à émanciper, même pour leur propre succès, le Tiers-Oublié, le Consommateur, sans lequel la vie économique ne peut se concevoir. — A. DAUDET-RANCEL.

PRODUIRE. Produire ne se rapporte qu'à l'homme ; et celui-ci produit en raison de ses besoins, de ses aptitudes et de sa volonté : c'est-à-dire suivant son travail. On dit, assez souvent, et surtout chez les économistes bourgeois et matérialistes : « La terre produit, le capital produit, les machines produisent ». Rien n'est plus dangereux, socialement, qu'un pareil langage qui a, jusqu'ici, justifié l'exploitation des masses. C'est sur ce triste abus des mots qu'est fondée la science économique contemporaine. C'est en mettant sur un pied d'égalité le fonctionnement et le travail que les classes dirigeantes et possédantes acculent, par des stratagèmes spécieux, les prolétaires au paupérisme et à la mort par la misère, le suicide ou le crime.

On ne produit que moralement, et non automatiquement, car la production, pour être telle, nécessite de l'intelligence et de l'instruction. Détruire est l'opposé de produire ou plus exactement, par rapport à l'homme, c'est produire dans un sens opposé, étant donné qu'il faut, dans certains cas, préalablement détruire pour produire réellement.

Résumons-nous. Produire c'est être homme ; c'est faire usage de l'intelligence pour modifier soit le sol lui-même, soit des produits du travail, de l'intelligence, sur le sol. Mais l'organisation actuelle de la société, de la propriété générale, donne une production désordonnée qui ne profite qu'à une minorité, aux maîtres de l'heure. Une organisation rationnelle serait le contraire de celle de nos jours ; elle donnerait à chacun le fruit de son travail, le résultat de ses efforts. La production se ferait en accord avec la justice. — ELIE SOUBEYRAN.

PROFESSEUR n. m. (du latin *professor*, même signification). La plupart des professeurs enseignent ce dont ils ne connaissent pas un traitre mot. Plus ils sont ignorants, plus ils se croient savants. Cela porte à être modeste. En voyant ces faiseurs d'embarras, on se refuse à parler pour ne rien dire. Il faut vraiment être sûr de soi, ne pas avoir de sa personne une petite opinion, pour se croire capable d'enseigner quelque chose à quelqu'un. Et en serait-on capable, de par un labeur acharné, des études spéciales, des recherches

inlassablement poursuivies, un acquis scientifique véritable (je ne parle pas de ce vernis scientifique dont se parent certains évergumènes de réunion publique) que ce serait faire acte d'autorité que d'affirmer : « Ceci est vrai, ceci est faux ». Celui qui enseigne fait acte d'autorité la plupart du temps. Ne pourrait-il pas plutôt faire acte d'amour, exposer une idée au lieu de l'imposer ? Dans ce cas, oui, nous pouvons écrire, parler en public, conférer et enseigner. Nous pouvons « professer ». Cela n'a plus rien de ridicule. Cela est utile et contribue à annihiler l'œuvre nuisible du pseudo-enseignement.

Il y a des gens qui savent beaucoup de choses, mais sont incapables de les enseigner. C'est qu'ils manquent de cet enthousiasme, de cette sincérité, de cette foi qui communiquent de la vie aux études les plus arides et les font aimer des profanes. Celui qui enseigne doit créer : il ne saurait se contenter de répéter ce qui a été dit avant lui. Et il crée, s'il pense par lui-même et si ses auditeurs apprennent, à son contact, à penser par eux-mêmes. Son enseignement n'est pas stérile. Sans suivre la méthode traditionnelle, sans s'astreindre à des règles factices, il fait entrer dans les cerveaux plus de vérités que les pédagogues avec leurs plans et leurs fiches. A quoi sert-il de prendre des notes si vous n'êtes pas capable d'en tirer parti ?

Le professeur répète pendant vingt, trente ans la même leçon apprise par cœur, sans rien changer à sa manière, les mots se succédant dans le même ordre, accompagnés des mêmes gestes mécaniques. Le professeur ne vit pas et tue ceux qui l'écoutent. Son enseignement peut être très savant, mais mortel. Pendant des années, de vieux professeurs rabâchent les mêmes banalités sur le même ton insipide, et sans une erreur de mémoire. Ce sont d'excellents professeurs pour ceux qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

Ces gens-là ne savent pas lire : comment apprendraient-ils à lire aux autres ? Dans un auteur, il ne voient que ses défauts. Ce qu'il y a d'original chez un écrivain, ils le passent sous silence. Ils expurgent les œuvres des penseurs et les mettent à la portée des esprits faibles. Ils en font des enfants bien sages, sans une idée, peu subversifs, ressemblant à tout le monde. Alors, « les familles » sont rassurées : Molière, Racine, Victor Hugo ne risquent point de corrompre la jeunesse.

Le professeur « idéal » est un camarade dont la tâche consiste, en plus de la tâche quotidienne qu'il remplit pour vivre, à mettre à la portée de son auditoire les richesses de l'esprit humain, à faciliter aux intelligences, l'accès de ses merveilles, sans rien leur demander en échange que leur attention. Le professeur qui agit uniquement pour instruire ses élèves est pareil au médecin qui soigne ses malades sans se faire payer et à l'avocat qui donne ses conseils sans recevoir d'honoraires. Le professeur ne voit pas dans ce qu'il enseigne un moyen de vivre. Il n'y voit qu'un moyen d'enrichir notre pensée. Le professeur ne cherche point à se faire applaudir, mais à former des caractères. Laissons aux bourgeois leur conception de l'enseignement : qu'ils instruisent les gens en recevant d'eux un salaire, ou qu'ils mendient des applaudissements, cela les regarde.

Si le professeur idéal est un être rare, par contre on trouve une infinité de « professeurs » qui ne se rendent pas compte de ce que c'est qu'enseigner. Instruire la jeunesse, pour eux, c'est former des âmes bourgeoises, prêtes à toutes les servitudes.

Les professeurs forment au sein de la société une caste peu intéressante. Ils peuvent être très calés, mais ils n'ont pas d'idées personnelles. Tout ce qu'ils disent, ils l'ont emprunté aux autres. Leur science est purement livresque. Ils compilent, ils compilent... Compiler est l'unique tâche du professeur. Avouez qu'elle est absurde. Ils accumulent fiches sur fiches, écrivent de gros bouquins, accouchent de lourdes thèses, mais une fois qu'on

a ôté les dates, les menus faits, les racontars et les potins, rien ne reste des recherches de ces savantissimes docteurs. C'est du travail inutile. Tout cela est évidemment très fort, mais qu'est-ce que cela prouve ? C'est du délayage. Certains acquièrent leurs grades en se donnant beaucoup de mal : ils y arrivent à force d'étouffer le peu d'originalité qu'ils possèdent. Ils passent parfois des examens brillants. Et après ? Combien d'autodidactes leur sont supérieurs, qui n'ont ni titres, ni diplômes ! On peut être agrégé et n'être qu'un idiot. De cet enseignement amorphe, et combien neutre, il ne résulte aucun profit pour les individus. Tout lyrisme en est banni. Les coups d'aile sont proscrits. Être terne, plat et monotone pour parler à des élèves, tel est le mot d'ordre. Quand je vois certaines têtes de « professeurs », je m'enfuis. Certaines institutrices m'horripilent. Et dire que ces pauvres gens ont pour mission de faire l'éducation du peuple !

Le professeur idéal est celui qui n'a pas l'air d'un professeur. Il n'a rien du pédant ni du cuistre. Il est tolérant, conciliant. Et il ne croit pas qu'on est savant parce qu'on est ennuyeux.

L'esprit d'un enseignement sincère est a-dogmatique. Il cherche dans tous les sens la vérité. Il utilise toutes les méthodes. Il n'est pas exclusif. La liberté de pensée est à la base de toute éducation vivante.

L'éducateur doit être un initiateur. Il doit nous initier à ce qui rend la vie digne d'être vécue : l'art, la beauté, l'amour. Toute éducation vraiment digne de ce nom s'adresse à la fois à l'intelligence et à la sensibilité, qu'elle se charge d'éveiller.

Il existe une différence entre l'initiateur et l'être conventionnel connu sous le nom de professeur. L'initiateur ne cherche pas à faire des élèves dociles, incapables de penser et d'agir par eux-mêmes, mais des hommes qui, en toute circonstance, affirment leur personnalité.

Le pédagogue dit : « Mes élèves », comme il dirait : « Mes poules, mes cochons ». C'est un mercanti, qui possède l'âme d'un vieux propriétaire endurci. Il ne faut pas qu'on touche à son bien. Il considère ses élèves comme sa chose, dont il fait ce qu'il veut et dont il tire ce qu'il peut.

L'« autorité » du maître sur ses élèves, — ici le mot autorité a un sens — ne peut résulter que de la confiance qu'il leur inspire, précisément parce qu'il ne fait pas sur eux acte d'autorité. Le véritable éducateur peut avoir des amis, non des disciples. Il peut avoir des continuateurs, non des imitateurs.

Le professeur suit un programme tracé d'avance, dont il ne s'écarte pas d'une semelle. Il le suit du commencement à la fin. L'initiateur n'a pas de programme tracé d'avance ; son enseignement est souple, vivant, comme le vol de l'oiseau. A mesure qu'il avance dans ses recherches, il découvre de nouveaux horizons !

L'art des transitions est un art qu'il faut laisser aux pédagogues. Ils sont très forts dans l'art de ménager les transitions. Ils partagent ce genre d'originalité avec certains journalistes. Des faits qui n'ont entre eux aucun lien sont rattachés artificiellement. L'essentiel est de passer d'un paragraphe à l'autre sans qu'on s'en aperçoive. Les lecteurs ou auditeurs veulent être conduits par la main, comme des enfants. Ils sont incapables de marcher seuls. Le pédagogue leur tend la perche, si j'ose m'exprimer ainsi. Ce procédé est pratique, quand on n'a rien à dire. Il donne l'illusion qu'on a beaucoup d'idées et qu'une idée centrale les relie. Ce subterfuge est inutile quand on parle pour dire quelque chose. Les idées s'enchaînent. Un lien invisible les rattache. Nous n'avons pas besoin de jeter un pont entre elles. Le fil des idées n'est pas

perdu. En passant de l'une à l'autre, nous suivons la même idée, présentée sous mille faces.

Tout enseignement comporte des redites. Ce n'est qu'à force de répéter les mêmes choses qu'on a des chances d'être compris. Ceux qui ne se répètent pas n'ont souvent rien à nous apprendre. On a vite fait le tour de leur pensée. Jamais ils n'insistent sur tel ou tel fait : la question une fois traitée, on n'y revient plus. Ils évitent les sujets scabreux. Ils les escamotent. Ils ont trop peur de se compromettre. Ne craignons pas de nous répéter, dussions-nous passer pour des « radoteurs ». La pensée est un va-et-vient incessant, une sorte de flux et de reflux, s'enrichissant à mesure qu'elle se dépense : quiconque creuse une idée ne fait que se répéter. Il emploie toujours les mêmes termes ; s'il les modifiait, sa pensée serait moins claire. Il sait qu'en procédant ainsi, il risque de mécontenter les pédagogues qui examinent chaque question à part, suivant un plan tracé d'avance, qu'ils suivent jusqu'au bout. Ils savent où ils vont et ne font jamais fausse route. En sont-ils plus clairs pour cela ? Nullement. Qu'ils se répètent ou non, ce qu'ils disent est sans intérêt.

Il y a des gens qui n'hésitent pas à proclamer d'un ton tranchant et autoritaire que ce qu'ils disent est la vérité même. Ce sont de mauvais professeurs.

Je suis bien que des camarades ont besoin d'être guidés, dirigés dans leurs études. Mais que cet appui n'allène ni la liberté de l'enseignant ni celle de l'enseigné. Le professeur est un ami qui ne cherche qu'à faciliter votre tâche et auquel vous devez faciliter la sienne. Point de tyrans de part et d'autre. Le véritable « professeur », mot qu'il me déplaît d'employer, mais qu'à défaut d'un autre je suis bien forcé d'utiliser, n'impose aucune doctrine, il ne doit même pas en proposer une : qu'il se contente de l'exposer, c'est bien suffisant. Cependant son impartialité ne va pas jusqu'à faire abstraction complète de sa personnalité. Il a le droit d'émettre un avis concernant telle ou telle question, mais cet avis n'engage que lui. L'autoritarisme n'a pas plus de raison d'être dans l'enseignement que partout ailleurs. Et si un enseignement ne doit pas être autoritaire, c'est bien celui de la philosophie qui laisse à chacun, professeur ou élève, le droit de penser ce qu'il veut. — « Vous détruisez tout enseignement, dira-t-on. Si l'élève n'ajoute pas foi aux paroles du maître, quel bénéfice retirera-t-il de son enseignement ? Il importe de contraindre des ignorants à croire tout ce que vous leur dites ? Nul n'a le droit de formuler une objection. Toute interruption doit être punie. Défense de poser des questions. L'enseignement sera accepté sans discussion, ou il ne sera pas ». On va loin avec cette théorie ! Cette méthode peut être employée pour l'enseignement du catéchisme, mais non pour celui qui incite l'élève à solliciter une explication, à exprimer une idée, une opinion. Or, l'enseignement traditionnel ne vise qu'à étouffer l'esprit critique. Si l'esprit critique faisait son apparition dans la société, c'en serait fait de l'Autorité. Il me semble qu'entre l'obligation de croire tout ce qu'enseigne le professeur et le fait de n'y ajouter aucun crédit, il y a un moyen terme. Mais ce moyen terme, qui est la sagesse même, et non un compromis, exige que le professeur et ceux que nous désignons du nom d'élèves, ne soient ni le professeur, ni les « étudiants » ordinaires que l'on rencontre partout, dans écoles et universités.

Le « maître » a autant à apprendre de ses élèves que ceux-ci ont à apprendre de lui. Tout enseignement digne de ce nom est une collaboration. C'est aussi une création. Enseigner, c'est créer ; apprendre, ce n'est point répéter machinalement les paroles du maître.

Le professeur doit s'appartenir, afin de mieux se donner. Maître de lui, il peut aider ses élèves à devenir

maîtres d'eux-mêmes. La vraie éducation, ne craignons pas de le répéter, c'est l'induction, qui « n'essaie pas de diriger les êtres, mais de leur faire trouver en eux cette direction ». Le professeur ne nous enrichit que dans la mesure où il s'est enrichi lui-même intérieurement, où il a médité, pensé, où il a renoncé à imiter ou à copier quelqu'un. L'induction permet à l'individu de se « ressaisir » sous les influences qui l'arrachent à lui-même. L'induction est une conquête : elle s'accomplit du dedans au dehors ; l'éducation est une défaite, qui suit une marche inverse. Inducteur et éducateur ne poursuivent pas le même but.

Plus je donne, plus je m'enrichis. C'est ce que ne comprendront jamais les impuissants qui, n'ayant rien à donner, s'enrichissent extérieurement. Leur « enseignement » n'augmente personne. S'ils en tirent profit, personne n'en tire profit. Un cerveau vide ne peut former que des cerveaux vides. Certains professeurs ont les élèves qu'ils méritent, comme certains élèves sont dignes de leurs professeurs. Ces gens-là tournent dans le même cercle vicieux.

De même qu'en présence de l'œuvre d'art les individus qui ne sont pas totalement dépourvus d'intelligence et de sensibilité apprennent à mieux reconnaître et parviennent à découvrir leur véritable personnalité, toute œuvre d'art sincère leur révélant le sens de la vie, de même d'un enseignement rationnel chaque élève doit retirer un profit intérieur. C'est sa propre révélation qui lui est faite par un tel enseignement. Au fond, le seul enseignement, c'est l'enseignement esthétique, celui qui résulte de la contemplation des tableaux et des statues, de la lecture des poèmes, du contact avec toutes les manifestations de l'art. Toute autre éducation semble pâle à côté de l'éducation des esprits par l'art. C'est pourquoi tout enseignement doit s'efforcer d'être lui-même en art, afin de gagner les cœurs, et de féconder les esprits. Si le maître doit avoir de l'autorité sur ses élèves, que celle-ci soit toute morale. Elle le sera, si son enseignement constitue pour eux un refuge contre la laideur et leur permet d'avancer avec plus d'assurance au sein des embûches tendues sur leur route par la société.

Tout enseignement sera objectif et subjectif à la fois, c'est-à-dire que le lyrisme et l'imagination y auront leur place, autant que la science et l'observation. Tout enseignement qui n'est pas l'un et l'autre, n'est qu'une caricature d'enseignement ou un demi-enseignement. Un enseignement qui ne consisterait qu'en hypothèses ne reposant sur rien, qu'en belles phrases et tirades, ne serait même pas lyrique, car le lyrisme suppose l'observation. Un enseignement qui se contenterait d'accumuler fiches sur fiches, d'aligner froidement ces chiffres, ne serait même pas scientifique, car la science seule ne peut rien. Il faut que dans le professeur cohabitent l'artiste et le savant dans une étroite union. Vous ne pouvez demander au professeur plus qu'il ne peut donner : demandez-lui seulement tout ce qu'il peut donner.

Il est évident que le professeur ne peut tout tirer de son propre fonds, qu'il est obligé de consulter de nombreux documents et de lire une quantité d'ouvrages traitant des questions les plus diverses. La science infuse n'existe pour personne. Le professeur travaille sans cesse pour se mettre au courant des progrès de la science. Le peuple considère à tort les travailleurs intellectuels comme des paresseux. Celui qui pense est pour lui un être inutile. C'est que son travail ne se voit pas. Cependant, il n'en existe pas moins. Et il est plus pénible qu'on le croit. Il suppose une hygiène rigoureuse et toutes sortes de privations. Le professeur travaille pendant que les autres se saoulent ou vont au cinéma. Mais comme il ne travaille pas toujours aux mêmes heures que les autres, on le jalouse et on le méprise. L'art du professeur

consiste à extraire, comme l'abeille, le miel des fleurs les plus rares comme des plus humbles, à préparer, pour les cerveaux, la nourriture substantielle dont ils ont besoin et qu'ils absorberont sans trop de fatigue. Le professeur leur mâche la besogne, si je puis m'exprimer ainsi. Il les dispense de recherches fatigantes et souvent fastidieuses. Il leur apporte tout préparé le plat qu'il a composé avec toute sa science et tout son art. Ils n'ont plus qu'à se mettre à table. Cependant, ce travail de mise au point et de synthétisation ne les dispense pas de réfléchir et d'associer des idées ; autrement, si l'élève demeurerait passif sans rien ajouter à ce qu'il a reçu, s'il ne donnait rien de son côté, l'enseignement le plus vivant serait mort-né. Il faut que l'élève fasse un effort pour porter à sa bouche les aliments qu'on lui sert et les transformer en sa propre substance.

Quelle liberté que conserve l'élève de rejeter ou non l'enseignement du professeur, il est certain que son attitude vis-à-vis du maître comme celle du maître vis-à-vis des penseurs et des savants qui ont travaillé toute leur vie sur le même sujet, doit cesser d'être le scepticisme, mais commande qu'on fasse confiance à autrui, qu'on accepte, sinon comme un dogme, du moins comme la meilleure des solutions, celle qu'il propose « dans l'état actuel des connaissances humaines ».

Les « digressions » ou « hors-d'œuvre » dont le professeur parsème ses leçons sont pour lui des moyens d'obliger les cerveaux à penser et à réfléchir. Elles constituent, en même temps qu'une gymnastique pour l'esprit, une halte qui lui permet de méditer sur le chemin parcouru avant de reprendre sa route. Il s'élève sur les sommets d'où il contemple les réalités qui l'entourent pour en dégager une réalité plus haute. Ces digressions et hors-d'œuvre, loin d'être en dehors du sujet, sont au cœur même du sujet, elles en sont l'âme ; sans elles tout enseignement ressemble à un squelette, la chair et le sang qui seuls constituent la vie faisant défaut.

Dans tout enseignement la théorie et la pratique doivent s'accompagner. Ne nous contentons pas d'écouter de belles théories ou de les exposer, mais mettons en pratique l'enseignement que nous recevons ou que nous donnons. Le philosophe, qui est l'ami de la sagesse, doit donner l'exemple de celle-ci dans toutes les circonstances de sa vie et partout où il se trouve en contact avec les hommes. Il doit prendre comme ligne de conduite de ne jamais participer aux erreurs de la foule et se tenir constamment au-dessus de la mêlée. Cependant, avant d'être un surhomme, le philosophe doit être un homme différent par ses goûts, ses aspirations, sa conception de la vie, des âmes grégaires qui évoluent autour de lui. Au philosophe de remonter le courant des passions ; de se réaliser « en beauté » au-dessus de la laideur, de manifester sa pensée en toute circonstance, d'agir contre la bêtise et l'ignorance chaque fois que l'occasion s'en présente. Il faut mettre ses actes en harmonie avec ses théories. Autrement, la philosophie n'est qu'un bluff.

Nous devons nous libérer d'une foule de mauvaises habitudes : habitudes de penser, habitudes de sentir, défectueuses à tous les points de vue. L'éducation de notre cœur, comme celle de notre esprit, commence à peine. L'essentiel est surtout d'agir conformément à nos pensées, de façon à ce que notre exemple puisse être suivi. De quel droit parlerons-nous aux autres de justice et de fraternité, si nous sommes injustes et méchants ?

Deux méthodes s'opposent dans l'enseignement : la compilation et la création. Seule la seconde a un sens. Seule la seconde constitue un véritable enseignement. A quoi sert-il de se documenter si l'on n'a pas le souffle

qui fait vivre le document ? L'enseignement ne se conçoit que vivant ; autrement, c'est un pseudo-enseignement. La création suppose l'innovation, l'invention, la découverte, seules intéressantes, quelque chose qui s'ajoute à ce qui est, en le transformant et le dépassant. La compilation n'offre rien qu'une science indigeste. La création suppose la documentation, mais avec quelque chose en plus. Le document tout seul ne rend aucun service. Il ne nous apprend rien. Ce sont des matériaux épars, qui attendent qu'on les utilise pour une construction durable. La compilation sans ordre avec une apparence d'ordre ne produit que du désordre dans l'esprit, ne laisse qu'un souvenir vague et confus. Le compilateur, qui n'a rien appris lui-même, n'apprend rien aux autres.

Tout autre est le créateur. Il vit. Il n'a pas besoin de faire étalage de sa science. Sans en avoir l'air, il nous apprend mille choses. Il ne suit pas un plan rigoureux, et cependant, s'il semble s'écarter de son sujet, toute sa personne instruit. Nous suivons les méandres de sa pensée, nous créons avec lui. Nous cherchons, nous trouvons avec lui. Le créateur ne s'attarde pas à ce qui est insignifiant : il passe outre et ne voit que l'essentiel. Sa vision est synthétique. D'un coup d'œil il embrasse le détail et l'ensemble. Écoutons-le. Avec lui nous apprendrons vraiment quelque chose. Nous n'aurons pas perdu notre temps. N'est pas créateur qui veut : si la compilation s'acquiert, la création est un don. Vous aurez beau faire, vous resterez un compilateur, un non-créateur, si vous n'avez dans le cœur et l'esprit ce je ne sais quoi qui communique la vie.

Ce qu'on ne tolère pas dans l'enseignement, c'est le lyrisme. La poésie est chassée de là comme de partout. Arrière la spontanéité et l'enthousiasme, arrière l'originalité et la vie ! La science doit être froide. Elle doit se préserver de toute émotion. L'émotion est une tare. Un professeur sérieux, ne doit pas avoir d'idées personnelles. Ce serait un mauvais professeur. Ressembler à tout le monde, voilà la règle. Penser ce que tout le monde pense, ce qui équivaut à ne rien penser du tout. Dans le fond comme dans la forme, un professeur qui se respecte doit être banal et terne. On peut être une personnalité et ne pas avoir de personnalité : c'est même ce qui arrive la plupart du temps. Certains professeurs sont cotés, pontifient et attirent du monde à leurs cours, qui cependant n'ont rien de bien transcendant. C'est une vogue qui passera comme tout le reste. Un professeur n'est bien vu que s'il est incolore, amorphe et quelconque. A lui tous les honneurs, et un bon traitement. Il est vissé à sa chaire jusqu'à sa mort.

Parler pour ne rien dire, ou pour dire des banalités, ce qui revient au même, à cela se borne le rôle du professeur traditionnel, qui rabâche sempiternellement ce qu'il a appris dans les livres. Ce genre d'éducation convient parfaitement aux peuples abâtardis, chez lesquels les imitateurs l'emportent sur les créateurs, et dont la mission consiste non à faire des hommes, mais des mannequins. Cela dégoûte d'enseigner, quand on voit un peu partout tant de pédants qui enseignent mal, ou qui n'enseignent rien. Et puis, il y a pour le penseur-libre quelque répugnance à affirmer du haut d'une chaire des vérités passagères. C'est faire acte d'autorité que d'enseigner quoi que ce soit. Dans tout enseignement il y a pression sur des élèves. L'enseignement est un apostolat, qui exige des disciples. Comment résoudre cette délicate question d'enseignement, toute résolue pour des cuistres ? Ils ne s'embarrassent pas de tant de scrupules. Enseigner, pour eux est une forme de mégalomanie. C'est leur folie des grandeurs. Il entre dans tout enseignement une part de cabotinage qui répugnera toujours aux consciences droites. Le penseur-libre, promu au grade

de professeur, s'efforcera de faire oublier qu'il « professe » *ex-cathedra*. Le meilleur enseignement, c'est celui qui groupe des hommes libres autour d'un homme libre, dans un local quelconque, n'ayant rien d'officiel, ce professeur n'enseignant au nom d'aucun gouvernement et pour le compte d'aucune administration. Que celui qui enseigne dans ces conditions exerce ailleurs un métier de professeur, ou un autre métier, il sera toujours heureux d'avoir devant lui un public intelligent, que les préjugés n'aveuglent pas.

L'éducateur se dégagera de la mentalité professorale, étroite et bornée, qui ne souffre aucune objection et veut être crue sur parole. En somme, que l'on s'exprime en public, devant une nombreuse assemblée ou un cercle restreint, dans un livre, un article ou une simple conversation entre camarades, on n'impose pas une idée : on l'expose. L'orateur n'exerce d'influence heureuse sur ses auditeurs que s'il leur expose des idées, au lieu de leur imposer ses idées. En restant lui-même, allégé de tout autoritarisme, mais ferme dans ses convictions, il donne aux autres un exemple qui n'est pas sans beauté. Il conserve son harmonie, afin que les autres découvrent leur harmonie.

Il faut éviter dans tout enseignement ces verrues que sont : l'autoritarisme, le pédantisme, la lourdeur, l'incohérence et autres défauts insupportables. La science est œuvre d'amour : pour attirer à elle les ignorants et les simples, il faut soi-même aimer la science. Et on ne l'aime profondément que si on l'aborde avec sagesse, sans aucun parti-pris, ni idée préconçue.

AI-je le droit d'enseigner ? se demande l'homme libre. Est-ce que je ne fais point acte d'autorité en assumant ce rôle ? Non, pensera-t-il, s'il envisage son enseignement comme utile à tous, et s'il répond au vœu des camarades qui sollicitent de lui cet enseignement. Là encore, il faut se donner, et se donner sans arrière-pensée.

Tout homme instruit a le devoir de communiquer son savoir à autrui, et cela sans faire de concession, sans émasculer sa pensée, sans la déformer ni la mutiler. Il faut donner toute la science, ou ne rien donner du tout. Il y a une façon de la mettre à la portée de ses auditeurs, sans les diminuer ni se diminuer. Vulgariser, démocratiser la science, comme on dit, cela ne consiste pas à la châtrer, à la caricaturer, à en faire la parodie : c'est la clarifier, la simplifier, l'humaniser, sans l'appauvrir. C'est en extraire le parfum d'idéal que tous ont le droit de respirer. Propager la science ne consiste pas à faire de tous les hommes des savants, mais à faire d'eux des esprits libres, curieux, avides de connaître le monde qui les entoure. Cela consiste à éveiller dans les cerveaux l'esprit critique sans lequel l'individu n'est qu'une brute, étant incapable de socialiser l'art et la science, de les mettre à la portée de toutes les intelligences. On a vu comment notre pseudo-démocratie a réalisé son programme : en faisant payer au peuple l'entrée dans les musées. L'art et la science sont devenus des entreprises commerciales, aux mains des mercantis. Notre époque divinise la Science, la met au-dessus de tout et, quand il s'agit d'initier la foule à la science, il n'y a plus rien : plus d'argent pour les collections, pour tout ce qui concerne un enseignement pratique et rationnel ; la guerre absorbe tout, livre bataille à la science en utilisant ses découvertes pour le malheur des hommes. Le temple de la science est fermé aux individus. Quand, par hasard, il ouvre ses portes, c'est pour exhiber des charlatans et des pontifes qui débitent aux foules ahuries des boniments auxquels elles ne comprennent rien. Si le mouvement des Universités Populaires a lamentablement échoué, la faute en est aux « professeurs » qui n'ont pas su se mettre

à la portée de leur auditoire, en leur parlant un langage hermétique et en accablant leur mémoire de termes scientifiques et de formules indigestes dont il n'avait que faire.

Avant toute chose, le professeur doit s'efforcer de rendre la science compréhensible, attrayante même. Point n'est besoin pour cela de « saboter » son enseignement. L'art et la science peuvent s'enseigner au peuple, mais certain doigté est nécessaire pour cela. Il y a la manière, que n'ont ni les pédagogues ni les cuistres. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

PROGRÈS D. M. (ET INDIVIDUALITÉ). 1. Nulle notion ne nous semble plus familière que celle qu'exprime le mot *Progrès*. Pourtant il n'en est guère qui soit plus confuse, plus trompeuse et dont on fasse plus dangereux abus. C'est au désir de progrès que nous attribuons légitimement la plupart des facilités d'existence dont bénéficient les hommes de notre temps par comparaison avec ceux de jadis. Mais c'est aussi sous prétexte de servir le progrès que l'on prétend perpétuer entre les hommes une inégalité qui serait, dit-on, aiguillon de leur activité ou bien que l'on revendique le droit d'user de la force pour soumettre, déposséder, civiliser assure-t-on les peuples arriérés.

De quelque parti politique qu'il se réclame, nul n'osait, il y a peu d'années, abjurer le culte du Progrès. Toutefois, un revirement se produit aujourd'hui. Sous la leçon des événements dont nous venons d'être témoins, notre optimisme a été ébranlé.

Avant d'aborder la question du progrès, il semble indispensable de définir rigoureusement ce que nous devons entendre par ce mot ambigu.

Le mot progrès évoque d'abord la continuation d'un mouvement en conformité avec une direction suivie précédemment, mouvement ayant sa source dans une impulsion volontaire ; il implique par surcroît l'acheminement vers un état meilleur ou plus désiré. Si l'on parle du progrès d'un objet ou d'un phénomène, c'est qu'on lui attribue un dessein ; on imagine une force dans ce qui se meut. S'il est question du progrès d'une maladie, c'est que l'on se place au point de vue de l'agent qui cause cette maladie et que l'on enregistre le déploiement et le succès de son activité. Notre point de départ est donc une appréciation subjective. La connaissance que nous acquerrons du concept qui fait l'objet de notre examen ne s'épurera de cette tare, ne s'objectivera, si elle en est susceptible, que quand nous l'aurons confrontée avec les réalités.

Constatons-nous dans le monde de la matière inorganique quelque transformation qui réponde à notre définition élémentaire du progrès ? Evidemment non.

Dans son état présent, la science nous enseigne que le monde où nous vivons tend vers un état de moindre activité, que, si on le considère comme un système isolé, l'énergie qu'il renferme, de quantité invariable, se nivelle ou, comme on dit, se dégrade.

Pourtant, tout phénomène naturel ne se réduit pas à une consommation d'énergie immédiate et sans frein. Déjà, dans le domaine matériel, on constate des rehaussements ou, comme on dit, des réhabilitations d'énergie. L'eau qui est descendue des hauteurs à la mer revient à la montagne sous forme de nuages après s'être incorporée le calorique déversé par les rayons solaires. Mais ce cycle indéfiniment parcouru ne nous offre pas l'image d'un progrès ; il s'accompagne de dépense d'énergie n'aboutissant qu'à l'érosion du sol.

Tout change d'aspect avec l'apparition de la vie sur la terre. La plante emmagasine de la chaleur que sa combustion vive ou lente restituera, mais elle le fait en empruntant à l'atmosphère un déchet de l'évolution antérieure, une cendre fluide dont elle récupère le charbon. Les animaux herbivores, les carnivores qui en font

leur proie captent à leur tour l'énergie des végétaux qu'ils consomment, énergie qui, en général, se fût perdue, car les possibilités de végétation et de reproduction des plantes sont limitées par la place disponible, ils la transforment en mouvements plus apparents.

Avec la vie, nous voyons donc apparaître des changements traduisant une tendance à réagir contre la dégradation et l'uniformisation, à maintenir et à édifier. Cette tendance est irrésistible. Des germes de matière vivante, dès qu'ils rencontrent des conditions favorables, tendent à envahir le monde.

Cette tendance spontanée, persistante à capter, retenir et incorporer à la matière l'énergie vouée à la déperdition, ouvre dans le monde la voie au progrès. Elle oppose la création à l'anéantissement. Toute destruction non compensée est négation du progrès ; affirmation, au contraire, tout ce qui contribue à intensifier la vie.

Cependant si la vie en elle-même est un principe de progrès, la succession des espèces vivantes est-elle la manifestation d'un progrès de la vie ? Evolution et progrès concourent-ils au même but, malgré des discordances accidentelles ?

Lorsque, visitant la galerie de paléontologie au Muséum, nous voyons des organismes qui nous paraissent d'une extrême simplicité, se diversifier peu à peu, acquérir de nouveaux organes, se ranger en séries dont la structure, les facultés, le mode de vie se rapprochent, dans certains embranchements, des attributs caractéristiques de l'espèce humaine, s'efforcent à l'équivalence dans les autres, il nous semble impossible de nous refuser à la constatation d'un progrès général. Mais à quel critérium nous référer pour confirmer cette première impression ?

Un ancien doyen de la Faculté des sciences a examiné ce qu'il fallait penser d'un classement hiérarchique des espèces fondé sur leur adaptation au milieu, en choisissant, par exemple, le cas des vertébrés. Les poissons sont apparus les premiers ; ils devraient être les plus inférieurs. Mais, en quoi ? Dans leur milieu ils sont supérieurs à tous ceux qui sont apparus après eux.

Pourquoi d'ailleurs les espèces seraient-elles en progrès les unes sur les autres ? On est enclin à admettre aujourd'hui qu'elles se différencient par l'effet de forces internes, mises en action sous l'influence du milieu, mais dont la résultante n'est pas en relation obligée avec les variations de ce milieu. L'être transformé va-t-il être mieux ou plus mal adapté ? Disons plutôt qu'il est dérouter en prenant le terme dans son sens étymologique. Comme ses ascendants, l'être nouveau conserve sa tendance à la vie. Si les circonstances mettent à sa portée une ambiance au sein de laquelle il ne soit pas trop défavorisé, l'habitant de ses ennemis, il vivra. Un animal qui naît aveugle pourra, sans être inférieur, poursuivre son existence dans une caverne ou sous terre. Le cas est fréquent.

« La sélection, loin de conserver le meilleur, supprime simplement le pire. » (E. Rabaud).

Nous pouvons admettre qu'au lieu de nous attendre à rencontrer dans la nature le Progrès considéré comme un *absolu*, nous devons nous tenir pour satisfaits d'y constater des *progrès relatifs*, simples ralentissements à la dégradation générale de toutes les sources d'énergie. Et si nous voulons classer les espèces vivantes, puis les structures sociales, il faudra mettre en tête, celles qui contribuent le plus efficacement à ménager les forces naturelles, à faire prospérer la vie.

Cependant nous allons voir se manifester dans le monde vivant une qualité apparue tardivement et lentement développée, l'individualisation, qui deviendra chez l'homme le plus puissant instrument de domination sur la nature.

II. Autant que la notion de progrès, celle d'individualité a donné lieu à bien des malentendus.

« L'individualisme est l'affirmation de ce qu'on est, par opposition à ce que l'on n'est pas, du moi par rapport au non-moi. Voilà le cœur de l'idée. C'est la tendance vers ce qui distingue les êtres les uns des autres, l'opposition à ce qui les confond ou les combine dans une action solidaire ». Opposition à l'esprit grégaire, à la solidarité imposée, au conformisme servile. Comme toute notion, celle d'individualité repose sur la perception de ressemblances et de différences. L'individualité ne se comprend que dans le groupe, dans la société. Tandis que l'égoïsme ramène tout à un terme unique, le moi posé comme absolu, elle exprime un rapport, une relation, et ce point de vue seul peut se justifier, car rien de ce qui a vie ne peut être conçu indépendamment du milieu vital, pour l'homme milieu social avant tout.

Suivre pas à pas le développement de l'individualité au cours de l'évolution sortirait de notre cadre. Nous nous bornerons à en mentionner les étapes les plus essentielles.

Aux échelons inférieurs du monde vivant, si l'espèce dure, c'est parce que la destruction aveugle de l'immense majorité de ses membres est simplement compensée par la prolifération. Le hasard seul préside au choix des survivants qu'aucune particularité ne signale. Dans la masse, ni les similitudes, ni les différences toujours minimes, résultant des circonstances occasionnelles ou d'un retard de développement, ne peuvent être perçues, car elles ne donnent lieu à aucun rapport spécial entre ceux qui en sont affectés. Chacun vit pour soi.

Plus tard, un fait nouveau se produit, les rejetons gardent le contact de leurs procréateurs, auprès desquels ils trouvent appui pendant la période la plus périlleuse de leur existence. Leur survie est sujette à moins d'aléas. Durant la période de vie commune, les relations sont celles d'hôte à parasite et il se trouve que les procédés par lesquels réagit le premier ne sont pas des réactions hostiles, mais acceptées, recherchées même et concourent à la protection, à l'alimentation du second. Cette réaction, aussi nécessaire au bien-être du parent qu'elle est avantageuse au descendant se consolide sous forme d'instinct. Dans l'ensemble, il y a progression de l'individualité dans le monde animal, à en juger par la multitude et la diversité des actes.

Devant l'animal adulte s'ouvre trois voies différentes. Ou bien il rompt tous les liens de sujétion et poursuit dans l'isolement la satisfaction de ses tendances particulières, que la dureté de la lutte limite promptement au seul souci de la conservation. Ou bien, incorporé à la masse de ses semblables, modelé sur eux, il bénéficie, comme compensation à l'inhibition de ses possibilités de variation, d'une entr'aide rudimentaire. Ou enfin, recherchant alternativement les avantages des deux situations, il partage son existence en périodes d'isolement et périodes de rapprochement, lorsqu'il s'agit de pourvoir à des besoins périodiques communs à l'espèce, tels que les migrations.

Pour les espèces, le fait de s'engager dans l'une ou l'autre de ces voies n'est nullement arbitraire, il dérive du mode de nutrition. Ceux qui poursuivent une proie mobile, s'ils sont assez puissamment armés pour arriver à leurs fins sans le secours d'auxiliaires, tels les grands fauves, tendront à vivre dans l'isolement dès l'âge adulte; chez eux la distinction des fonctions, l'individuation dont elle est la condition, seront étroitement limitées. L'isolement, supprimant les relations, abolit le sentiment de l'individualité.

Chez les végétariens vivant de matières inertes, l'agglomération promiscuite des êtres de tout âge n'a aucune raison de se dissoudre. Au contraire, moins

habitués à la lutte, puisque leur subsistance n'en est pas le prix, ils ne pourront opposer à l'ennemi que leur masse. L'effectif de la horde dépendra de l'abondance des subsistances. Cependant dans le troupeau on pourra voir un rudiment d'organisation, des fonctions spécialisées, signaleurs, combattants, simple ébauche d'individuation.

Les carnassiers médiocrement armés forment la troisième catégorie. Ils peuvent vivre dans l'isolement, mais, dans des circonstances pressantes, s'unir pour la chasse, varier et combiner leurs efforts et, de ce fait, prendre conscience de leur personnalité. C'est d'ailleurs dans cette catégorie que l'homme a trouvé le plus indispensable et le mieux doué de ses compagnons, le chien, sans lequel la domestication du bétail eût été sans doute impossible ou, tout au moins, peu avantageuse, car il eût fallu presque autant de gardiens que d'animaux captifs.

Dans toute l'animalité, le niveau de l'individualité ne saurait s'élever très haut. Isolés ou groupés, sauf au temps de la procréation, l'égoïsme est le trait dominant de la mentalité des animaux; la satisfaction des besoins que son espèce a de tout temps ressentis absorbe toute l'énergie nerveuse de chacun de ses représentants. Loin de tendre vers le mieux, l'instinct spécifique se satisfait de l'équilibre.

Pour qu'il y ait progrès continu, il faut qu'il y ait déséquilibre permanent. En principe c'est une tare. Mais cette tare qui ne se rencontre que dans le genre humain, l'homme a pu la faire tourner à son profit, en faire le ressort de progrès dont nous n'apercevons pas encore le terme.

L'individualisme qui est la conséquence de ce déséquilibre est, dans le genre humain, un caractère si indéniable qu'elle a résisté à toutes les tentatives faites pour la stabiliser ou même pour restreindre l'innombrable variété de ses manifestations. Quel qu'ait pu être le désir de ceux qui ont détenu la puissance, conquérants ou gouvernants, jamais des formes de culture, des modes de comportement réservés à des collectivités privilégiées érigées en caste n'ont pu s'établir d'une façon durable. L'homme a toujours cherché, non seulement à sauvegarder son individualité, mais à la majorer.

Quelle est l'origine de cette variabilité dans le comportement qu'on ne rencontre chez nulle autre espèce animale ? Devant, à ce qu'il semble, compliquer les conditions de la vie et la rendre plus précaire, comment se fait-il qu'elle ait été le plus sûr agent du progrès, c'est-à-dire qu'elle ait acheminé l'humanité vers une vie plus large et plus intense ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner maintenant.

III. On attribue aujourd'hui, ainsi que nous l'avons dit, la différenciation des espèces, à des mutations brusques qui font apparaître des êtres nouveaux que nous sommes tentés de qualifier de monstres, si nous les comparons à l'ancien type.

Sous l'influence de circonstances locales, certaines fractions de l'espèce peuvent évoluer d'une façon différente. Une même souche peut donner naissance, vers la même époque, à des branches dissemblables bien qu'apparentées.

C'est ce qui semble s'être produit dans le genre humain.

M. Guyénot, au cours d'une séance de la Semaine internationale de synthèse, en 1929, écrivait : « L'homme ne paraît pas le produit d'une seule mutation, mais d'une série de mutations indépendantes, ayant porté sur le crâne, le cerveau, la mâchoire, les dents, etc... Une mutation sur le crâne peut ne pas avoir été accompagnée d'une mutation sur la mâchoire, ce qui permet de comprendre la coexistence, chez l'homme de Pilt-down, d'un crâne humain et d'une mâchoire simienne.

Une mutation peut avoir donné aux dents un caractère humain sans que la mandibule se soit trouvée modifiée, ce qui expliquerait la dentition humaine de la mâchoire pithécôide de Mauër. »

Sur quoi ont porté la mutation principale et les mutations secondaires qui la caractérisent ? Sur le cerveau et sur l'ensemble de la tête; celles du corps ne sont qu'accessoirées.

Au prix de quels sacrifices l'accroissement de l'appareil cérébral s'est-il réalisé ? Comparé aux grands anthropoïdes, l'homme paraît un être dégénéré. On peut le considérer comme une machine plus délicate que les êtres auxquels il est apparenté, mais son rendement n'est pas moindre.

N'oublions pas qu'au point de vue physique, le primitif était plus solidement constitué que l'homme moderne. De plus petite taille, mais très massif, il avait des muscles puissants, une mâchoire robuste, une dentition très forte. En somme, après la mutation le débit énergétique était resté équivalent, tandis que les possibilités d'utilisation étaient démesurément accrues. Ainsi, tandis que chez toutes les autres espèces, production d'énergie nerveuse, besoins et moyens d'emploi s'équilibraient sensiblement, il s'est manifesté dans l'espèce nouvelle une énorme disproportion entre ces facteurs. Ce remaniement est bien plus important qu'il ne semble résulter d'un examen superficiel des organes. Il ne porte pas seulement sur l'accroissement de l'étendue de la couche corticale grise, mais sur la multiplication des fibres de relation et d'association qui relient les cellules de la première, soit avec les organes sensitifs et musculaires, soit entre les fibres dont l'ensemble forme la substance blanche, dont le volume est proportionnel au cube des dimensions. Les neuf milliards de cellules grises, reliées par leurs cylindres-axes et plusieurs autres prolongements donnent la possibilité de combinaisons qui se chiffrent par milliards de milliards, alors que la vie humaine est loin d'atteindre trois milliards de secondes. Quelle latitude laissée aux différences de pensée et aux écarts de comportement, chez un individu ou entre divers individus !

Ces considérations sont appuyées par le fait que lorsqu'il s'agit de l'exercice de la pensée, beaucoup de biologistes modernes sont portés à attribuer un rôle prépondérant dans l'élaboration de la pensée aux fibres d'association et de transmission et non plus aux cellules elles-mêmes.

On peut avoir une idée de la constitution psychique de l'homme en se représentant un ouvrier dont la force musculaire est étroitement limitée et qui a à sa disposition un magasin approvisionné d'une multitude d'outils, susceptibles de combinaisons variées, appropriées à tous les genres de travaux qui pourront se présenter; abondance telle, qu'au cours de la plus longue existence, il ne trouvera l'occasion que d'en utiliser une infime partie. C'est un semblable excès des ressources mentales sur les moyens et les besoins physiologiques qui assigne à l'homme un rôle privilégié dans le monde vivant ou, du moins, qui le lui assurerait s'il avait la sagesse de le mettre à profit.

La mutation essentielle dont nous venons d'exposer la nature a été accompagnée d'une série de mutations indépendantes. On ne saurait mieux qualifier la plupart de celles-ci qu'en les appelant un remodelage de la face. Les masses osseuses et musculaires se réduisent, les arcades sourcillières s'effacent, le prognathisme s'atténue, la mâchoire s'amenuise, les dents sont moins volumineuses. Ce qui attire encore l'attention, c'est l'apparition et le dégagement du menton. Or, cette particularité nouvelle, jointe à celles qui sont relatives à l'articulation plus libre des branches de la mâchoire, à la souplesse des joues, à l'amincissement et à la mobilité des lèvres, donne plus de jeu aux mouvements de la langue, à la modulation des sons. Le langage

articulé existait-il chez les précurseurs de Néanderthal ou d'avant ? Peut-être, mais à l'état réduit (Boule). Le remaniement facial ultérieur a considérablement accru, non seulement les facilités d'expression, mais le champ même de la pensée.

« La sensation et le mouvement constituent la première et la dernière étape de la pensée, même de la pensée abstraite, spéculative, dans laquelle la région des images est dépassée et la parole semble paralysée. Le mot, si je ne parle pas, je ne pense pas, mis satiriquement dans la bouche de l'orateur Gambetta, synthétise cette intime articulation du langage, qui en accompagne l'extériorisation et qui est nécessaire commune à tout homme, quelle que soit sa valeur mentale. » (Bruglia).

La faculté d'employer une quantité réduite d'énergie nerveuse à mettre en œuvre des comportements infiniment variés selon les circonstances, donnait à l'homme une supériorité prodigieuse sur les représentants les plus voisins de l'ordre des primates dont il fait partie. Cet avantage s'alliait pourtant à quelques dangers. L'avantage est qu'un ajustement moins étroitement standardisé de la puissance nerveuse motrice et des rouages qu'elle peut mobiliser, a rendu possible à chaque individu de faire face, par ses propres moyens, aux incidents dont le milieu ambiant est le théâtre; multipliant ses points de contact avec le monde, elle lui en facilitait la pénétration, lui fournissait des armes personnelles pour sa conquête. Dans l'animalité, l'accommodation est globale; dans l'humanité elle peut à la rigueur être individuelle et la possibilité d'isolement s'y accompagne d'une différenciation du comportement.

Ce penchant à l'individualité est une cause de dissolution des groupements humains. Le péril est grave tant que l'homme est insuffisamment armé pour la lutte. L'animal végétarien ou carnivore médiocrement puissant, concentre sur un seul objectif, pour la défense ou pour l'attaque, tous les moyens restreints mais routiniers des membres de la horde. Le clan humain uni par l'instinct grégaire reçu en héritage agit de même. L'intelligence, rivale de l'instinct, va compromettre sa cohésion.

A la tendance dissociative de l'esprit, le langage, puis l'écriture, sont venus apporter un tempérament. Multipliant les moyens d'expression des idées et par là les occasions de relations entre les hommes, rendant aisée la communication de l'expérience personnelle, des connaissances acquises sur le monde, le langage restituait toute sa valeur à la cohésion sociale et tendait à la consolider. Aidé de l'écriture, il donnait naissance à la tradition qui, reliant les générations successives, leur permettait de constituer et de conserver intact le capital intellectuel de l'humanité.

Sous l'influence contraire de l'intelligence dissolvante et du langage serviteur des tendances à la sympathie, le groupe humain, au lieu de se disperser, allait se maintenir, mais sur une nouvelle base. Il n'allait plus reposer sur la contrainte inconsciente de l'instinct grégaire, mais s'orienter vers l'association consentie régie par la raison.

Si, comme on le fait communément, on appelle sociétés aussi bien les groupements animaux que les groupements humains, il faudrait dire non pas que l'homme est un animal sociable, mais que son état de civilisation est la conséquence de son naturel insociable.

En réalité, ce paradoxe est simplement l'effet d'une confusion due à l'application d'un vocable à deux types d'agréats. En cessant peu à peu d'obéir à l'instinct, passion, sentiment, tendances se socialisent. Mais il ne faut pas confondre avec les sociétés animales instinctives, les sociétés humaines de plus en plus artificielles. D'une part, il y a absence de personnalité, grégarisme, conformisme spécifique, autorité (dictature ou

sociocratie). D'autre part, individualisation dans le cadre social, prévalence de la raison, initiative, liberté (socialisme libertaire).

Toute l'histoire de la civilisation est celle du passage, si loin encore d'être achevé, d'une structure sociale à l'autre.

IV. Des deux tendances, l'une purement animale poussant au grégarisme instinctif, restrictif, l'autre plus spécialement humaine inspirant le socialisme rationnel, libertaire, comment se fait-il que la plus ancienne et la plus vile n'ait pas été supplantée par sa rivale vigoureuse et expansive.

Nous avons vu que c'est grâce au maintien du contact entre parents et descendants, rapprochement qui, en provoquant entre eux des comparaisons, éveille les idées de ressemblance spécifique et de différences particulières, que l'être est amené à prendre conscience de son individualité. Nous avons vu aussi que les relations qui s'établissent entre générations successives sont celles d'hôte à parasite.

Dans l'espèce humaine, en raison de la longue durée que nécessite la formation de l'adulte, formation progressive qui l'associe graduellement aux travaux de la famille, lui assigne une fonction à la mesure du développement de ses facultés, si le sentiment d'individualité croît avec l'importance du rôle assumé, par contre l'habitude de bénéficier de soins et d'une protection longtemps indispensables consolide le goût de la vie parasitaire.

Autre particularité : dans les familles, les naissances de rejetons successifs devançant l'époque à laquelle l'élevage des premiers nés est terminé. Circonstance éminemment favorable au développement de l'individualité, mais qui entraîne aussi une réciprocité de dépendance.

Le parasitisme, au lieu de demeurer unilatéral, est devenu commutatif ; il rend solidaires les générations, il est le fondement de la famille.

La tendance parasitaire, née dans la famille, devait naturellement s'étendre au clan.

La tendance individualiste n'était certes pas étouffée, mais, au lieu de se manifester dans chaque homme comme volonté particulière d'action, elle était transférée au groupe, à la puissance et à l'expansion duquel la personne devait se sacrifier.

Le fait de se dépouiller, en faveur du groupe social auquel on est incorporé, de la tendance naturelle à l'expansion de sa personnalité a donné naissance à l'esprit de caste, à l'esprit de corps, à l'orgueil racial ou national. Moins il y a de liberté individuelle, plus se développe la passion guerrière d'un peuple. Les régimes de dictature ont pour conséquence d'exalter chez ceux qui les supportent le nationalisme, de les entretenir dans des sentiments d'hostilité permanente à l'égard des peuples étrangers.

Les facteurs essentiels qui ont influé sur l'évolution des sociétés humaines peuvent donc se ramener à trois : instinct grégaire et instinct parasitaire, d'une part, et, d'autre part, aspiration consciente à développer l'individualité. Il était impossible que la première tendance pût l'emporter ; il eût fallu pour cela que l'organe si richement doté que l'intelligence humaine avait à sa disposition pour utiliser l'énergie nerveuse, fût, dès son apparition, frappé de paralysie. Toutefois, sans être un obstacle infranchissable, l'instinct grégaire, vestige d'animalité rattachant l'homme au passé, allait persister en tant que frein au progrès.

La seconde tendance a joué un bien plus grand rôle. Elle a provoqué la formation de sociétés oligarchiques. (Voir le mot *Oligarchie*).

Un régime d'inégalité, dans la mesure même où il laisse place au progrès, ne peut être stable. Or, l'instabilité, pour n'être pas une cause de ruine pour une société, doit elle-même obéir à des règles et ces règles

seront celles d'un régime contractuel visant à rétablir à chaque moment l'équilibre entre les tendances de chaque membre du groupe et celles de tous ses associés.

V. De l'analyse que nous venons de faire de la nature humaine, quelles déductions pourrions-nous tirer relativement à la structure sociale propice à la mise en valeur de virtualités psychiques qui excèdent si démesurément le débit de l'énergie nerveuse individuelle nécessaire à leur utilisation ?

Comparons les êtres humains à des mécaniques comportant générateurs de force et machines opératrices — comparaison certes, très grossière, puisque, dans notre cas, ce qui est le plus caractéristique c'est l'extrême abondance des transmissions qui permettent d'associer une grande variété d'outils, mais comparaison suffisante pour orienter nos recherches. En présence de l'énorme disproportion qu'il y a entre l'outillage et la force motrice, deux solutions extrêmes s'offrent à nous : ou bien, nous allons dans chaque atelier-individu appliquer toute la puissance disponible à la mise en marche d'un nombre limité de mécanismes, toujours les mêmes, d'autant mieux adaptés à leur usage que le mécanisme vivant à la propriété de s'entretenir et même de se perfectionner par son fonctionnement, ce qui est la promesse d'un rendement particulièrement avantageux ; ou bien, nous accouplerons le moteur alternativement avec tous les appareils, de telle façon que nul ne se dégrade ou se paralyse et qu'en conséquence chaque atelier-individu se maintienne interchangeable avec les autres et soit constamment prêt à satisfaire à la variété des besoins. On y gagnera en sécurité, mais le rendement sera moindre, ne fût-ce qu'en raison du temps perdu pour la mise en train des machines.

Ces deux solutions conduiront à des structures sociales très différentes. Avant de nous prononcer en faveur de l'une ou l'autre, nous nous permettons une digression. L'homme psychique aussi bien que physique est un être composite. « En fait l'unité du moi semble bien n'être qu'illusion ; c'est celle que donne la succession de clichés cinématographiques... La personnalité se compose donc de moi successifs. » (Dr A. Marie, 1928.)

L'activité vitale, en effet, est une activité synthétique. La perception est la synthèse des données transmises par les analyseurs sensoriels touchés par les excitations reçues de l'extérieur. La réaction qui la suit est la synthèse qui met fin à la lutte des tendances qui viennent d'être éveillées. Toutes deux doivent être en accord suffisant avec la réalité extérieure ; tout obstacle à cette harmonie, qu'il soit imputable à un arrêt de développement ou à un défaut d'usage d'un faisceau de fibres nerveuses d'association, compromet l'équilibre mental et aboutit à ce que M. P. Janet a appelé la *perte du sentiment réel*.

Cette perte a des degrés. Si l'homme ne fait rien de plus qu'accorder quelque *préférence* à certaines des voies d'association dont son cerveau est doté, il se peut que la concentration de sa puissance psychique sur des sujets que le vulgaire ne fait qu'effleurer, l'amène à des découvertes admirables. « Certains esprits avec les données intellectuelles et morales qui sont le domaine commun, créent des synthèses nouvelles, artistiques, scientifiques, morales, et sans doute nous sommes particulièrement frappés, alors, de l'activité synthétique de l'esprit. » (P. Janet.) Nous parlons alors de génie. Mais du fait de cette spécialisation, le génie est toujours quelque peu détaché du réel. Et lorsque la spécialisation devient trop exclusive, le détachement trop prononcé, nous voyons poindre les conceptions chimériques, les idées délirantes, l'aliénation.

Nous verrons que la nature porte d'elle-même aux spécialisations utiles à la société. Ce qui ne saurait être admis, c'est la prétention de confiner artificiellement l'intelligence dans le domaine épuisé acquis à l'auto-

matisme, de créer une classe de dégénérés inférieurs.

Dans une direction opposée, au lieu de chercher à canaliser l'énergie nerveuse dans certaines voies préférées, on peut se proposer de la répartir, au moins périodiquement, entre toutes celles qui sillonnent le cerveau. Du coup l'individu va être exposé à tomber dans la banalité. Le progrès sera compromis, du jour où les résultats accumulés dans chaque catégorie de sciences ou d'arts, dont l'assimilation préalable est indispensable à toute nouvelle avance, exigeront, pour être acquis, toute une existence. L'homme sera voué à la médiocrité en tout.

Les deux conceptions dont nous venons de résumer l'essence et de montrer les dangers ne sont pas demeurées théoriques. Elles ont été mises en pratique et se disputent encore la prééminence.

C'est à la première que l'on peut rattacher la division en castes spécialisées : prêtres, guerriers, artisans et commerçants, agriculteurs et manœuvres, en général les régimes aristocratiques de l'antiquité et du moyen âge. C'est cette opposition que consacrerait la rationalisation.

Le deuxième courant d'idées n'a pas, cependant, perdu tout pouvoir d'attraction. La généralisation et l'uniformisation de la culture ont le plus souvent été préconisées au sein de chaque classe particulière, surtout parmi celles qui tenaient le premier rang. Aux *xviii^e* et *xviii^e* siècles, les plus grands esprits se gardent de se spécialiser. Dans le moment présent, ce sont les classes opprimées qui, pour sauvegarder leur dignité et l'intégrité de leurs facultés intellectuelles, réclament une instruction identique à la base et veulent, lorsque les exigences modernes auront diversifié les activités, qu'au moins les éléments d'une culture commune soient dispensés à tous.

Entre ces deux aspirations contraires, dont l'une nous incline à la spécialisation qui donne la primauté à l'intérêt de la société considérée en quelque sorte comme une entité métaphysique, tandis que l'autre nous fait désirer la culture générale qui rétablit dans l'intégrité de ses droits l'individu, réalité tangible, la conciliation pourra-t-elle s'effectuer ? Le sentiment nous porte à le croire ; la physiologie nous le confirmera en nous éclairant sur les conditions de l'accord.

Le comportement des vertébrés supérieurs, de l'homme même, n'est pas seulement sous la dépendance des hémisphères cérébraux. Tout un système relativement indépendant, qui a son aboutissement dans le crâne même, préside à la vie animale, peut même, à la rigueur, suffire à l'existence s'il s'agit des échelons inférieurs, l'entretenir du moins quelque temps dans le cas des plus élevés. Dans les conditions normales, influençant plus particulièrement les organes de la vie végétative : nutrition, circulation, respiration, reproduction, il en reçoit aussi les excitations, il est affecté par les sécrétions que ces organes élaborent et rejettent dans les vaisseaux sanguins. « L'importance du système autonome dans la vie psychique, c'est qu'il commande aux réactions élémentaires, fondamentales et les plus puissantes de l'être vivant. Il fait participer l'organisme, ses viscères, ses sensibilités les plus primitives, les plus obscures, les plus impérieuses à tous les niveaux de l'activité psychique où lui-même se trouve intégré, c'est-à-dire éventuellement à des intérêts dont les motifs peuvent être d'ordre purement intellectuel ou idéal. » (Dr H. Wallon.)

Cet appareil organo-végétatif détermine les tempéraments individuels innés, à peu près héréditaires et qualitativement variables, seulement dans de faibles limites, d'après les vicissitudes de l'existence.

C'est, jointe aux dissemblances corporelles, la diversité de ces tempéraments, que, pour la commodité du langage, on a ramené à quelques catégories tranchées ; qui oriente l'activité particulière de chacun de nous et

nous porte à mettre en œuvre, de préférence, tel ou tel ensemble de nos virtualités cérébrales. C'est de là que dérive normalement cette spécialisation naturelle, au surplus très large, qui se traduit par le contraste des aptitudes. Spécialisation que l'on peut qualifier de *préférentielle*, car elle ne saurait être absolue, vu que la vie est phénomène d'ensemble auquel nulle partie ne peut être étrangère sans péril pour l'intégrité de l'être. Spécialisation qui incline l'individu à consacrer volontairement la majeure partie de son énergie psychique aux tâches que ses dispositions naturelles lui rendent le plus aisément abordables et qui correspondrait à sa bonne orientation professionnelle, si la Société comprenait que son rôle est d'aide plutôt que de contrainte.

D'où vient que l'espèce humaine seule nous offre le spectacle d'une telle variété de caractères physiques, de tempéraments, de dispositions intellectuelles ?

Dans une espèce animale les conditions de vie sont les mêmes pour tous ; elles se modifient fort peu avec le temps et les écarts affectent également chacun des spécimens du groupe. Tout jeune animal mal conformé physiquement ou psychiquement est voué à la disparition dès qu'il est livré à ses propres forces, ce qui arrive de bonne heure.

Dans l'humanité, au contraire, la protection familiale, dont l'enfant bénéficie si longtemps, donne d'abord à celui qui est anormal la possibilité de vivre pendant le premier tiers d'une existence moyenne. Les sentiments réciproques cultivés pendant cette longue période de vie en commun entre parents et descendants déterminent encore la prolongation de cette assistance aux faibles, devenue une obligation sociale. D'autre part, le développement de la civilisation, les migrations amenées non plus par le besoin de conserver les conditions de vie habituelles, mais bien plutôt par le désir d'en expérimenter de nouvelles, sont des sources intarissables de différenciation physique ou mentale. Variations que la nature n'élimine plus, car la multiplication des industries, des fonctions, donne la possibilité d'utiliser les anomalies, les vocations particulières, d'en rendre l'exploitation profitable à tous. L'originalité qui eût été néfaste à l'animal devient, dans notre cas, utile à l'individu, avantageuse au groupe, agent de progrès. L'anormal peut jouer dans l'organisme social un rôle utile, puisque l'acuité des sensations, la vivacité des réactions, l'esprit d'initiative peuvent triompher de la routine et provoquer l'invention. Il faut que les particularités ne s'éloignent pas dans l'isolement, qu'elles aient à leur disposition un champ d'action où elles puissent s'exercer librement.

L'homme est un composé d'une multitude de tendances, communes ou personnelles, desservies par une fédération de fonctions ; la Société doit être une fédération de groupes fonctionnels rapprochant pour l'action les aptitudes analogues, coordonnant enfin l'ensemble des tendances, substituant leur harmonie à la lutte.

VI. Bien des hommes, avant Fourier, ont regardé l'homme comme un faisceau de tendances différentes de l'un à l'autre comme qualité et comme intensité, déterminant, selon leur prédominance, le caractère et le comportement de chacun. Mais Fourier est, sans doute, le premier qui ait conçu et décrit en détail une structure sociale, basée sur cette considération.

Inclure toute l'activité d'un homme dans les limites étroites d'un phalanstère est aujourd'hui une impossibilité (les échecs des colonies communautaires en témoignent). Les produits s'échappent des mains de ceux qui les ont faits, ils passent à d'autres ateliers dont le fonctionnement leur demeure étranger, s'échangent et se consomment au loin ; celui qui les a créés ne saurait porter intérêt à son œuvre.

On entrevoit, certes, la direction dans laquelle on

devra s'engager pour surmonter ces obstacles : orientation professionnelle d'après les aptitudes physiques et intellectuelles, d'après les goûts manifestés pour le travail de telle ou telle matière, d'après l'intérêt que l'on porte à l'usage de l'objet à la création duquel on collabore ; choix de l'atelier d'après la sympathie éprouvée pour ses associés ; multiplication des emplois accessibles dans le cadre de la profession et enfin compréhension du rôle joué par chacun dans l'appareil de la production et conviction de grandir sa propre personnalité dans une société dont on aura accru la puissance.

La société est donc appelée à prendre la forme d'une fédération de groupes fonctionnels pourvoyant aux besoins de la vie civique et économique.

Participant à la conception de l'œuvre, participant à ses bienfaits, l'homme atteindra enfin à la satisfaction de ses aspirations, de celles même que ses forces limitées ne lui permettaient pas de contenter et dont le concours de ses coassociés lui assurera la réalisation.

L'idéal du monde actuel c'est le citoyen, résidu que l'on obtient en dépouillant l'être réel de toute originalité, en évaluant ses facultés au taux le plus bas.

L'idéal du monde nouveau sera l'Homme, création sociale douée au plus haut degré de tous les attributs psychiques dont la nature a pourvu chacun des membres de la société ; chacun recevant, en compensation de son propre apport, avec la certitude de pouvoir extérioriser toutes ses tendances, le droit d'accéder aux domaines explorés par l'intelligence de ses semblables.

Un tel idéal n'est pas un absolu. Issu du cerveau de l'homme, il se précise et s'enrichit à la mesure du développement des facultés humaines. C'est à lui que nous devons nous référer lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur la valeur des transformations que nous nous plaçons à qualifier de Progrès.

VII. *Evolution de l'idée de Progrès.* — Si l'idée de perfection a toujours hanté le cerveau humain, il n'en est pas de même de la croyance au Progrès : « On n'a pas cru partout et de tout temps au progrès naturel ou nécessaire, et même il est permis de se demander si l'homme n'est pas enclin à admettre plutôt l'idée opposée. Le désenchantement régulier de l'âge donne aux vieilles gens le sentiment que tout était mieux au temps de leur jeunesse... » et d'autre part, « chacun de nous garde toute sa vie quelque trace de l'impression d'infériorité que nous avons justement éprouvée, étant enfants, à l'égard de nos parents, de nos maîtres et de nos aînés ». (Dupréel.)

Nous avons, au début de cette étude, défini provisoirement le progrès comme la continuité dans une direction constante d'un mouvement ayant sa source dans une impulsion de l'individu qui tend à s'acheminer vers un état meilleur ou plus désiré.

L'état meilleur auquel aspire l'homme nécessite la réalisation d'un double équilibre : « équilibre entre les tendances et les besoins de la nature humaine d'abord, et aussi un certain équilibre entre les hommes ». (Le Fur.) Le perfectionnement auquel nous aspirons ne peut pas être limité à la personne, il doit être collectif. Pour être qualifié de progrès et n'en pas être seulement un élément, il faut encore qu'il soit illimité.

Or, nous allons voir que ce n'est qu'à de rares époques et chez peu de peuples que la continuité, le développement illimité, l'individualisation et la socialisation des perfectionnements, considérés comme éléments inséparables, ont été acceptés comme un idéal à poursuivre, comme un but accessible. De nos jours même, cette conception du progrès est loin d'être universellement admise.

« Les Anciens n'avaient nulle idée du progrès ; ils

n'avaient même pas besoin d'en repousser l'idée, car ils ne l'avaient jamais conçue. Les nations orientales, maintenant encore, sont exactement dans le même cas. »

Les premières légendes de l'Antiquité, reportent loin dans le passé la période heureuse de l'Humanité : c'est l'âge d'or d'Hésiode, chez les Grecs ; c'est l'Eden de la Genèse, chez les Hébreux. A l'aurore de la civilisation, il était difficile de concevoir une harmonisation entre les exigences du clan ou de la tribu et les tendances de leurs membres. Le souci de la sécurité commandait la cohésion du groupe et refrénait l'essor de la personnalité.

Les lois de la cité doivent tendre à sa conservation, plutôt qu'à son enrichissement et à son extension. Peu ou point de relations extérieures, pas de critiques, pas d'irreligion, sous peine de prison ou de mort. C'est la négation du progrès sous toutes ses formes.

Cependant, au V^e siècle avant notre ère, se manifestait aussi une réaction contre la tyrannie de la cité, une revendication des droits de l'individu. Mais ce qui s'exprime ainsi, c'est un individualisme égoïste : l'homme doit chercher le bonheur en soi et non dans les choses qui ne dépendent pas de lui. « Le progrès moral est donc purement individuel et personnel. Ne dépendant pas des choses extérieures, il ne dépend pas du milieu où le sort nous a fait naître. L'idée qu'une transformation de la société, par une transformation préalable ou simultanée du milieu matériel, puisse rendre les hommes meilleurs, plus justes ou plus heureux parce qu'elle harmonise les individus avec la collectivité, est étrangère à la morale des anciens philosophes. » (L. Weber.)

Rome introduit dans le monde l'ordre et, jusqu'à un certain point, la paix ; par contre, elle fait bon marché de l'individualité. « Le Romain » n'était pas un barbare vulgaire. Organisateur et administrateur hors ligne, il pesait de toute la force de son pouvoir méthodique sur ses administrés et, leur faisant goûter les fruits de l'ordre et apprécier les beautés du droit, dirigeait les énergies subsistantes dans l'élite vers les réalités politiques et sociales, c'est-à-dire dans une voie bien différente de celle qui avait conduit à l'étude désintéressée de la nature... La nullité scientifique des Romains n'a pas eu d'égale, si ce n'est celle des Chinois. » (L. Weber.) Progrès matériel, peut-être, mais ni progrès moral, ni progrès scientifique.

Cependant, à mesure que Rome étendait son hégémonie, abolissant l'autonomie des cités, et déracinant le citoyen dépouillé de son statut légal, prenait naissance l'idée de la valeur propre de l'individu. Le sentiment de la dignité de l'être humain et de la solidarité qui le lie à ses semblables, se manifeste au II^e siècle avant notre ère, chez Tércence, par exemple.

La propagation des religions de salut, du Christianisme surtout qui triompha de ses rivaux, parvint à dévier cette tendance, à dégrader l'homme en prétendant le spiritualiser, le détacher du monde, au lieu de l'harmoniser avec lui.

« Selon le Christianisme, le progrès moral se ramène à la recherche du salut personnel, et le progrès social consiste dans la réalisation graduelle de l'Eglise universelle et de la communion des saints... »

« La préoccupation moderne du progrès est donc l'antipode des pensées qui élevaient l'âme chrétienne aux époques de foi. » (L. Weber.)

« C'est avec la Renaissance que la théorie moderne du Progrès devait naître pour se développer sans interruption jusqu'à nos jours. » (E. Dupréel.)

Sans interruptions, peut-être, mais pas sans difficultés, ni sans fourvoiements.

Au milieu du XV^e siècle, on acquiert une connaissance plus directe et plus exacte de la pensée des philosophes

grecs ; on invente l'imprimerie, on découvre de nouveaux mondes. De ce fait, l'esprit critique s'éveille.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, le scepticisme intuitif et subtil de Montaigne, prépare le doute méthodique de Descartes. Chez ce dernier, chez Galilée, la science, au lieu de chercher son point d'appui dans l'autorité, dans la tradition, devient à la fois expérimentale et déductive. En résulte-t-il que l'on conçoit le progrès comme illimité ? Non. « L'idée mère de Descartes, qui sera encore la chimère de Leibniz, c'est réellement l'idée d'une machine logique qui ouvre toutes les portes du savoir et qui périmé les tâtonnements séculaires avec leur résidu : les livres. »

Ce qui prévaut, au XVIII^e siècle, c'est moins l'idée de Progrès que celle d'un état de perfection qui, une fois atteint, ne laissera à l'homme rien d'autre à faire que vivre heureux et tranquille dans l'attente de la béatitude qui lui est promise.

Au XVIII^e siècle encore, la foi au progrès est loin d'être générale. Rousseau voit toujours dans l'état de nature la condition de la vie heureuse.

Turgot, Helvétius, Diderot, se font une autre idée du progrès ; ils ne séparent pas le progrès individuel du progrès social. Mais, pour que le principe du progrès soit accompagné de la conception des moyens de réalisation, il faut arriver à Condorcet qui, dans l'*Esquisse du tableau historique des progrès de l'esprit humain*, donne à l'idée son expression la plus complète. « Condorcet prévoit une marche générale des sociétés vers l'égalité : égalisation des nations et des races humaines ; égalisation des individus dans chaque société, le morcellement des héritages nivellera les fortunes ; l'art d'instruire s'améliorera... La vie humaine durera plus longtemps grâce à une meilleure hygiène. On peut même espérer un développement supérieur des facultés intellectuelles de l'homme et de ses facultés morales ». Telle devait être l'œuvre de la Révolution. « Mais celle-ci n'amènera pas le repos dans la perfection : au contraire, elle fait la voie libre au progrès désormais irrésistible et ininterrompu ». (Dupréel).

Au XIX^e siècle, par crainte de nouvelles révolutions, chez de Bonald et de Maistre, par déception, chez les libéraux, on constate d'abord une régression de l'optimisme. Puis Comte reprend la tradition des philosophes, en mettant l'accent sur l'aspect intellectuel de la civilisation. A l'exemple de Condorcet, d'ailleurs, mais, à l'encontre de celui-ci, il fixe un terme au progrès : le jour où la société aura été organisée conformément au schéma positiviste qu'il propose, dont la réalisation n'exigerait pas plus de 25 années, après quoi l'ère des révolutions serait close dans tout l'univers.

Le transformisme, les doctrines évolutionnistes qui prennent consistance dans la deuxième moitié du siècle dernier redonnent enfin une nouvelle vigueur à la notion de progrès indéfini en l'étendant même à toute la nature. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit de la part d'illusion que comporte cette conception anthropocentrique.

L'opinion qui a régné au sujet du progrès à tous les âges obéit à un certain rythme, suivant que les inventions techniques, la prospérité, la paix facilitent l'existence et incitent à l'optimisme, ou que la stagnation de l'industrie, la misère, la guerre, la rendent plus dure et provoquent le pessimisme.

Aujourd'hui, pour la première fois peut-être dans l'histoire, nous voyons le développement de la science, l'abondance des ressources naturelles, l'accroissement de la production devenir causes de détresse et nous faire douter de l'avenir.

L'habileté technique — tours de mains et de métiers — a, dès les premiers âges, porté l'homme à se singulariser et la monopolisation des découvertes en limitait l'essor. La science, au contraire, qui ne peut pro-

gresser que grâce à l'échange des idées, tendait à leur généralisation et aboutissait à doter l'humanité d'un fonds commun, à la socialiser.

Ce qui caractérise l'époque moderne, après François Bacon, empiriste, et Descartes, rationaliste, c'est la conjonction de la science et de la technique. Au milieu du XVIII^e siècle, la plupart des philosophes et les savants sont expérimentateurs, souvent même constructeurs de mécanismes.

Le but des deux fonctions, l'une pratique, l'autre théorique, jadis distinct, est le même aujourd'hui : fortifier la personnalité de l'homme, en lui donnant la maîtrise des forces naturelles, mettre de l'ordre dans le milieu et systématiser l'activité individuelle dans la mesure nécessaire à l'harmonie de l'ensemble de la société, libérer les tendances particulières en ménageant les initiatives, en cultivant l'esprit d'invention ; au total, élever le niveau, assurer la sécurité de l'existence.

De l'accord entre les deux disciplines si longtemps rivales, on était en droit d'attendre les plus grands bienfaits : d'abord une suppression des classes sociales, l'effacement de la distinction entre intellectuels et manuels.

D'où vient que l'époque à laquelle l'essor des sciences appliquées offrait à l'humanité de telles possibilités de bonheur soit précisément celle des plus insupportables inégalités, de la plus alarmante insécurité ?

C'est qu'il s'est produit, par l'effet même de la survivance des inégalités anciennes, une confusion entre les moyens et la fin, qui devait accroître les différences au lieu de les niveler. Plutôt que de s'appliquer à perfectionner la nature humaine, on a recherché la multiplication des richesses susceptibles d'être appropriées.

Accroissement incohérent et démesuré du rythme de la production et de sa masse, confiscation capitaliste des sources d'énergie naturelles et gaspillage de celles qui ne sont que des réserves limitées léguées par les temps révolus, rationalisation dont la dégnérescence est le terme, tout cela constitue notre civilisation quantitative qui n'a du progrès que l'apparence.

Le Progrès humain, qui n'implique nullement le renoncement aux conquêtes de la science, exige avant tout le retour à une civilisation qualitative ayant pour but le développement de la personnalité humaine, lié à l'enrichissement d'une société qui dominera son œuvre, au lieu de se laisser écraser par elle. — G. Goupou.

PROGRÈS. Etant donné l'article qui précède, je me bornerai à quelques réflexions personnelles. Notons avant tout que le mot *progrès* se classe parmi les très nombreux termes qui, tout en étant employés à tort et à travers, tout en ayant l'allure d'un désignant clair et précis, sont, en réalité, désespérément vagues, ce qui donne lieu à des interprétations non seulement différentes, mais chaotiques et même contradictoires.

Malgré le nombre considérable d'auteurs qui ont cherché, et qui cherchent toujours à établir la notion du progrès, à construire une *théorie du progrès* dans la Nature et dans la Société humaine, cette notion, cette théorie n'existent encore *ni scientifiquement, ni philosophiquement*. Chaque auteur traite et résout la question à sa façon, d'une manière plus ou moins fantaisiste. Le problème reste ouvert. La *formule scientifique du progrès fait défaut*. Toutes les hypothèses, plus ou moins fondées, sont admises, tant que les faits acquis ne les contredisent pas. Quant à ceux qui ne sont pas initiés aux œuvres de la science ou de la philosophie, ils se servent du mot « progrès » dans des cas et en des sens très variés. On ne pourrait rien déduire de l'emploi courant de ce terme. Dans le langage habituel, le mot « progrès » est lancé, à tout instant, d'une façon insouciance, sans précision aucune,

par simple habitude. On l'applique toujours dans un sens très restreint, tout à faire conventionnel, purement empirique. Aussitôt sortis de ce terrain — immédiat, concret, mais très relatif, étroit et stérile — nous tombons dans le vide.

D'ailleurs, *l'existence même du progrès*, aussi bien dans la Nature que dans la vie humaine, est fortement contestée de toutes parts. « Le soi-disant progrès dans l'activité de la Nature est un non-sens. Certaines séries de phénomènes biologiques nous donnent cette illusion; mais ce n'est qu'une illusion humaine due à l'évolution et à l'adaptation naturelles des organismes. Le « progrès » suppose un mouvement général, en ligne plus ou moins droite et continue, dans une direction donnée, vers un certain résultat à atteindre. Plus précisément, « progrès » — dans le sens du mot qui nous intéresse ici — signifie *marche en avant, vers le mieux*. Or, quelle « direction », quel « résultat à atteindre », quel « mal », quel « bien » ou quel « mieux » pourrait-on voir dans le mouvement perpétuel et circulaire de la Nature ? De toute évidence, il ne s'agit là que des transformations cycliques continues, sans aucune orientation, ni direction, ni tendance... » Telle est l'opinion très répandue sur le « progrès » dans la Nature. Et, quant à la vie humaine (individu, société, « culture », « civilisation »), les avis négatifs sur le « progrès » dans ce domaine sont également très fréquents. Si, parfois, on est obligé d'admettre une sorte de « progrès » technique ou scientifique dans l'existence humaine — conquête croissante des forces de la nature par l'homme, par exemple, — nombreux sont ceux qui, d'une part, nient tout progrès moral ou social de l'humanité. Et puisque, d'autre part, les « conquêtes techniques et scientifiques » n'aboutissent, du moins jusqu'à présent, qu'à une dégénérescence physique (et peut-être aussi psychique) de l'humanité ; puisque, de plus, ces conquêtes sont mises surtout au service des instincts *destructifs* et *dominateurs* de l'homme, sans arriver à améliorer le sort des vastes masses humaines, — nombreux sont ceux qui refusent de reconnaître même *à ces conquêtes*, un caractère vraiment progressif.

Donc, toutes les questions se rapportant à l'idée du progrès — qu'est-ce que le progrès ? Existe-t-il dans la Nature en général ? Existe-t-il dans l'évolution de l'homme ? Et ainsi de suite — restent, en somme, sans réponse nette. Et, cependant, assez multiples sont les faits qui, malgré tout, nous suggèrent cette idée et la maintiennent. Ces faits appartiennent surtout au domaine biologique et, spécialement, à celui de l'évolution humaine. L'idée et le terme existent. Intuitivement, on admet assez souvent la réalité d'un progrès, au moins relatif. Volontiers, on reconnaît à l'évolution de la vie (évolution des organismes, évolution de l'homme) un caractère « progressif », sans arriver, toutefois, à le préciser, sans réussir à rallier à cette opinion la totalité des suffrages.

Le progrès existe-t-il ? Si oui, en quoi consiste-t-il ? Peut-il être considéré comme une sorte de loi ou de tendance générale dans la Nature ? Est-il, au contraire, tout à fait relatif, inhérent à l'évolution des organismes seulement ? Ou, peut-être, seule la vie humaine en est bénéficiaire. Quel serait le véritable sens du progrès dans l'un ou l'autre de ces cas ? Comment pourrait-on démontrer son existence ? Comment pourrait-on le définir ?

Tel est le problème. Pour l'aborder utilement, il faut se demander : 1° Quelle est la raison pour laquelle il n'a pu encore être résolu ? 2° Quels sont les éléments indispensables à sa solution ? 3° Sommes-nous actuellement en possession de ces éléments ? Si oui, il faut les utiliser pour tâcher de résoudre le problème. Si non, il faut s'appliquer à les rechercher.

A ces questions, nous sommes obligés de répondre

comme suit : 1° La raison primordiale de notre insuffisance quant au problème du progrès, est *l'ignorance totale des principes généraux qui régissent l'activité de la Nature*. Nous ne connaissons pas les forces mouvantes principales de l'Évolution (voir ce mot). Les ressorts fondamentaux de l'évolution en général, de l'évolution de la vie, de l'évolution de l'homme, nous restent toujours inconnus. Tant que nous ne connaissons pas à fond tout le mécanisme du processus évolutionniste — ses bases, son fonctionnement, ses effets, — nous ne pourrions pas établir la notion du progrès. 2° L'élément le plus indispensable à la solution du problème du progrès est la connaissance du principe fondamental et des forces mouvantes de l'Évolution. 3° Cet élément nous fait toujours défaut. Il faut donc commencer par le rechercher.

Ainsi, les premières questions posées nous mènent au cœur même du problème du progrès. On voit que ce dernier est étroitement lié à celui de l'Évolution. Il nous y conduit directement. Car, tant que nous ignorons le facteur initial, les principes fondamentaux, les véritables forces motrices du processus du transformisme évolutionniste, il nous sera impossible d'établir scientifiquement la notion du progrès. La clef de l'énigme gît au fond du grand problème de l'Évolution de la Nature, de la Vie et de l'Homme. Jusqu'à présent, ce furent — hélas ! — la religion et la métaphysique qui prétendaient posséder le monopole de tout cet immense domaine. Il est grand temps que la science s'en saisisse d'une façon définitive.

Si le lecteur veut bien se donner la peine de parcourir, dans cette même Encyclopédie, quelques-uns de mes rapides aperçus (voir *Création, Biologie, Faïm, Matérialisme historique*), il entrera déjà dans le cercle de certaines idées dont il trouvera ci-dessous un bref résumé. (Il va de soi que je ne pourrai développer ici un sujet aussi vaste, exigeant un ouvrage spécial. Quelques indications, nécessaires pour arriver à certaines conclusions sur le progrès, suffiront.)

J'estime : *primo*, que le facteur primordial, la véritable force motrice de l'évolution dans la Nature, est une *énergie spécifique* que j'appelle « *énergie créatrice* ». Je dis que c'est une *énergie spécifique* en ce sens qu'elle représente une forme d'énergie *sui generis*, de même que d'autres formes d'énergie connues jusqu'à présent (énergie mécanique, thermique, électrique, chimique, atomique, psychique, etc...), avec lesquelles elle ne coïncide pas. Et, de même que ces autres formes d'énergie, je la suppose transformable (en d'autres formes), inhérente à la matière, inconsciente. C'est à cette énergie que l'univers, tel que nous le connaissons, doit son existence. C'est elle qui détermine l'évolution de la matière, c'est-à-dire un mouvement qui, loin d'être un simple déplacement chaotique uniforme, éternellement pareil, des parcelles de la matière, est un mouvement de transformations consécutives : mouvement varié, compliqué, accusant une certaine direction ou tendance suivie.

J'estime : *secundo*, que cette énergie créatrice, — de même que les autres formes d'énergie, — n'est pas répandue, dans l'univers, d'une façon égale et uniforme. Ses aspects, ses effets et, surtout, son intensité, sont variables. Pour des raisons encore inconnues, cette intensité commence à augmenter, et l'activité de l'énergie créatrice commence à s'accroître, dans certains points de l'univers. C'est là que se produit alors ce phénomène — l'évolution — qui nous intéresse ici particulièrement. Un « monde » naît et se développe.

J'estime : en troisième lieu, qu'une fois commencé, dans tel ou tel autre point de l'univers, ce processus d'accroissement de l'intensité de l'énergie créatrice y continue. C'est cette tension continuelle et continuellement

croissante de l'énergie créatrice que je considère comme le « principe fondamental » la véritable force motrice, l'essence même de l'évolution. Autrement dit, ce que nous appelons *évolution*, est l'effet naturel de la tension continue et progressive (croissante) de l'énergie créatrice dans un point donné de l'univers. C'est, au fond, grâce à cet accroissement continu de la tension de l'énergie créatrice que la nature, commençant — dans un point donné de l'univers — par une simple transformation de la *matière brute* (dite « inorganique »), arrive progressivement à la création de la *cellule vivante* et, ensuite, à l'évolution de la *vie*, jusqu'à ses formes supérieures.

L'estime, enfin, que toute cette évolution ou — ce qui revient au même — cet accroissement progressif de l'intensité de l'énergie créatrice, a une « tendance », une certaine « direction » (bien entendu, inconsciente). Au fur et à mesure de cette augmentation de tension, l'énergie créatrice se modifie qualitativement. Plus son intensité augmente, plus elle devient active, puissante, riche en combinaisons, « généreuse », variée, inventive, organisatrice... Dans la matière brute, « inorganique » (minéraux, métaux, etc...), l'énergie créatrice se trouve en état primitif, état de tension très faible, état latent, passif, uniforme. L'évolution de la matière inorganique a pour cause plutôt le jeu d'autres sortes d'énergies (énergie mécanique, thermique, atomique, électrique, etc...) que l'activité de l'énergie créatrice. Mais, la tension de celle-ci augmente progressivement. A un certain degré de son intensité, un nouveau pas est accompli par le processus évolutionniste : les premiers éléments organiques, vitaux apparaissent. L'énergie créatrice y est incomparablement plus active, plus apparente, plus puissante. Cependant, ce degré de son activité, de sa puissance, reste encore très bas dans les organismes primitifs et aussi dans le monde végétal. La tension de l'énergie créatrice continuant d'augmenter, l'évolution arrive aux formes animales. Ici, l'énergie créatrice est plus prononcée que chez les plantes. Toutefois, tant qu'il s'agit des espèces animales, sauf l'homme, elle est encore loin d'y atteindre son plein épanouissement, de donner toute sa mesure. Dans le règne animal — sauf l'homme — l'énergie créatrice reste limitée, « dosée », comme enfermée dans un vase clos. Elle est encore impuissante à s'y révéler, à « s'y réaliser » entièrement. Son activité, ses effets, y sont très restreints, invariables chez chaque espèce donnée. Il ne s'agit pas encore là de la véritable *faculté créatrice*, pouvant varier infiniment, capable d'une *auto-évolution* illimitée, susceptible de se mettre au-dessus des autres forces et énergies de la Nature, de les dominer, de les maîtriser, de s'en emparer, de les faire servir... Mais, l'évolution continue. Elle « tend » vers un être créateur par excellence ; un être qui, — son organisation physique correspondant, par suite de cette évolution, à un niveau supérieur de la puissance créatrice, — serait créateur avant tout, et dont la faculté créatrice serait complète, définitive, dominante, illimitée. Cet être, sur la Terre, est l'homme. En lui, la Nature atteint l'effet vers lequel elle « tendait » au cours des millions d'années : apparition — au bout de cette longue évolution (mue, au fond, par l'intensité continuellement croissante de l'énergie créatrice) — d'un organisme qui possède cette énergie créatrice au plus haut point ; qui est, pour ainsi dire, lui-même « générateur » de cette énergie ; qui est bâti, en même temps, de façon à pouvoir, justement, la produire, la développer, la varier, la mettre à l'œuvre avec une diversité, avec une profusion magnifiques, sans qu'une limite quelconque vienne s'opposer à cette activité.

Oui, l'homme est surtout un créateur. Il possède l'énergie créatrice au suprême degré et un corps approprié, souple, se prêtant à une auto-évolution totale et fondamentale. Une activité créatrice infiniment riche

et variée, tel est le véritable destin vers lequel l'humanité s'avance par le long et pénible chemin de l'évolution. La *faculté créatrice* — multiforme et quasi illimitée — fusionnée avec le besoin inné, irrésistible, de créer (besoin qui évolue également), tel est le trait le plus remarquable, le trait dominant, essentiel, fondamental, de la nature de l'homme. C'est même son unique trait nettement distinctif. A l'encontre du corps des autres animaux, celui de l'homme n'offre pas d'obstacle insurmontable à la pleine activité, à l'évolution illimitée de la faculté créatrice.

Et quant à certaines entraves que ce corps présenterait, en raison de sa parenté naturelle avec le corps animal en général ; quant, aussi, à certaines régressions physiques ou autres qui résulteraient parfois de toute cette évolution spécifique — très compliquée et tortueuse — les unes et les autres pourront être surmontées et vaincues par l'avancement continu de la même évolution, par l'activité incessante de cette même faculté créatrice de l'homme.

Ainsi, ce sont la faculté créatrice et l'organisme approprié qui déterminent l'évolution de l'homme. Il est poussé, au fond, par le triple ressort que voici : la présence de la faculté créatrice, le besoin impérieux de l'appliquer, et la possibilité physique de le faire.

L'homme est, sur la Terre, le combinateur, l'organisateur, l'inventeur, le créateur le plus riche, le plus parfait, le plus puissant qui puisse exister. C'est pourquoi il réussit à dominer, à maîtriser les autres forces et énergies de la Nature, ainsi que les autres formes de la vie végétale et animale.

La différence entre l'évolution de l'animal et de l'homme est frappante. L'animal — même le plus intelligent ou le plus social — s'adapte au milieu : il subit l'emprise de l'ambiance et il « s'y fait » au moyen d'un mécanisme de sélection et de variations anatomiques ou autres. L'homme évolue dans un tout autre sens : au lieu de s'adapter au milieu, il tend, dès ses débuts, à se soustraire à cette nécessité, à dominer le milieu. Il cherche, de plus en plus, à adapter le milieu à ses besoins. La différence est plus que frappante : elle est un indice. Car elle nous impose un « pourquoi » et nous mène ainsi vers la clef de l'énigme de l'évolution et du progrès.

Arrivée à l'Homme, la Nature a créé un être qui continue, lui-même, l'évolution par l'activité incessante et illimitée de son génie créateur. Arrivée à l'Homme, la Nature a créé, sur la Terre, la forme vitale supérieure, capable d'une auto-évolution illimitée, en sorte que, après l'Homme, la Nature ne créera pas de formes plus parfaites encore que lui. Elle abandonnera, pour ainsi dire, entre ses mains le sort de l'évolution ultérieure. Avec l'homme, l'intensité de l'énergie créatrice atteindra le point culminant. Désormais, c'est l'homme qui se chargera de la suite de la progression créatrice. Grâce à sa puissance de création, l'homme pourra : d'une part, se perfectionner lui-même ; et, d'autre part, il pourra façonner, modifier, maîtriser, adapter, organiser, mettre à profit, améliorer ou perfectionner tout ce qui l'entoure sur la Terre. (Il se peut même qu'il réussisse, un jour, à dépasser les limites de sa planète.)

Ce qui est le plus remarquable chez l'homme, ce qui le distingue effectivement des autres animaux et le met définitivement et à jamais au-dessus d'eux, ce n'est pas encore son *intelligence* (il existe des animaux très intelligents, et il est prouvé que leur intelligence peut évoluer) ; ce n'est pas, non plus, sa *sociabilité* (il existe des animaux très sociables, autant et même plus sociables que l'homme) ; ce ne sont pas sa « conscience », son « sens moral », etc., etc. : c'est sa *faculté créatrice*, infiniment variée et infiniment évolutive. La célèbre définition de Pascal — l'homme est un *roseau pensant* — devrait, il me semble, être remplacée par celle-ci,

plus significative : « l'homme est un roseau créant ».

Les perspectives de l'évolution créatrice de l'homme sont illimitées. (Il va de soi que j'emploie cette expression — « évolution créatrice » — dans un sens tout autre que celui qui inspira à H. Bergson le titre de son ouvrage connu.) L'humanité n'est encore qu'au début de son chemin. Sa véritable ascension créatrice ne commencera pour elle qu'après qu'elle aura surmonté, sur le chemin de l'évolution, tout ce qui l'attache encore au monde purement animal, tout ce qui l'empêche de déployer rapidement et sans entraves son activité créatrice. Une bonne partie du chemin consiste, précisément, à se débarrasser entièrement du lourd fardeau que l'homme hérita de ses ancêtres, fardeau qui, certes, s'allège progressivement, mais qu'il aura à traîner encore longtemps, et qui retarde terriblement son ascension vers les splendides sommets d'une existence créatrice, vraiment humaine. C'est en raison de ce fardeau, et des effets de sa pression, que tant d'hommes, aujourd'hui, sont contraints à rester à l'écart de toute création.

Après tout ce qui précède, le lecteur comprendra aisément la façon dont il me semble juste de concevoir le progrès. Un bref résumé et quelques explications complémentaires suffiront. Naturellement, la notion du Progrès, — comme d'ailleurs, toutes nos notions, — est purement humaine. « Progrès » signifie « marche en avant vers le mieux ». Or, la Nature, prise dans son ensemble, ne connaît ni le « bien », ni le « mal », ni le « mieux ». Elle ne connaît donc pas de progrès. C'est exact.

Mais la Nature connaît l'évolution. Et l'évolution — telle que je la conçois et que j'ai tâché de la dépeindre — s'accomplit dans un sens qui même (sur la Terre) à l'homme, et qui le touche profondément. Or, l'homme connaît parfaitement le « mal », le « bien » et le « mieux ». En maintes occasions, l'homme connaît aussi la « marche en avant vers le mieux ». Il connaît donc le progrès. S'il ne s'agissait que de ces différentes occasions, le problème serait facile à résoudre. Au fond, il n'existerait même pas, car l'existence, dans la vie humaine, de certains progrès, est un fait indéniable. D'autre part, l'homme connaît aussi la régression, une « marche en arrière vers le pire ». De sorte qu'aucune déduction définitive ne pourrait être tirée de ces faits épars ou de ces fluctuations en elles-mêmes. A quelqu'un qui citerait des exemples pour démontrer l'existence du progrès dans la vie humaine, un autre pourrait répliquer en citant des exemples contraires, et la discussion n'avancerait pas d'un pouce, tant qu'on resterait sur ce terrain de faits décousus. Ce genre de discussion, très répandu malheureusement, est même l'une des raisons pour lesquelles le problème du progrès plétime. Or, il ne s'agit pas de ces faits épars. Il s'agit d'autre chose. Le problème qui nous importe est général, à savoir : l'évolution (de l'homme) dans son ensemble est-elle, oui ou non, une « marche en avant vers le mieux » ? Autrement dit : l'humanité, dans sa marche historique, va-t-elle, oui ou non, vers un progrès (un « mieux ») général et définitif, aussi bien individuel que social ? La « balance » de l'évolution humaine, est-elle positive ou négative ? (Quant aux régressions, — au cas d'une réponse affirmative, — il faudrait, tout simplement, chercher les raisons qui les expliqueraient.)

Si, par un moyen quelconque, nous apprenions aujourd'hui que, d'ici à des milliers d'années, l'humanité, en dépit de l'intelligence de l'homme, de ses succès techniques et de sa conquête des forces de la Nature, continuera de se mouvoir toujours, et sans autre issue possible, dans les cadres de la société absurde et horrible de nos jours, — société basée sur l'autorité, l'exploita-

tion de l'homme par l'homme, l'injustice, le profit des uns, la misère des autres, l'iniquité, la guerre et surtout, comme résultat, l'écrasement de l'individu créateur, — nous dirions sans hésiter : « Non ! Au fond, le vrai progrès n'existe pas dans la vie humaine ». Car, naturellement, l'intelligence et le « progrès technique » en eux-mêmes, — s'ils n'aboutissent pas à une vraie société, c'est-à-dire à un vaste ensemble de toutes sortes d'associations d'hommes sains, créateurs libres, à la place d'une « société » de profiteurs et d'esclaves dégénérés et malheureux, — ne signifient nullement un vrai progrès général et définitif de l'humanité.

Si, d'autre part, nous apprenions que l'évolution de l'humanité aboutira finalement à une société semblable, par exemple, à celle des fourmis ou des abeilles, — société rigide, à cloisons étanches entre des individus à fonctions fixes (même innées), société dont l'harmonie purement « mécanique » aura pour base le sacrifice total de l'individu au profit de ce « mécanisme social » dont cet individu deviendra une « vis » quelconque (au lieu d'une société où tout individu puisse développer et appliquer librement et infiniment ses facultés créatrices), — nous dirions encore : « Non ! Il n'y a pas de véritable progrès dans la société humaine ».

Ce n'est que si nous apprenions que la longue et pénible évolution de l'humanité aboutira à une société dont la solidarité et l'harmonie, pleines de vie, de mouvement réel, de création palpitante, se feront non pas à l'aide d'un « ajustage » de « vis mécaniques », mais par le libre exercice, le libre jeu, la libre combinaison de l'activité créatrice de tous les humains ; société qui sera, par conséquent, une libre association d'individus créateurs ; société où tout homme, totalement émancipé, pourra développer et appliquer, sans entraves ni limites, toutes ses capacités de créateur (en art, science, métiers, technique, matière sociale, etc., etc.), de sorte que l'harmonie collective, la vie et l'évolution ultérieure de cette société, basées sur la liberté totale, l'égalité sociale et la fraternité des hommes, seront assurées non pas par un mécanisme sans âme, mais, précisément, par cette création libre et pleinement épanouie de ses membres, auxquels, inversement, cette société assurera la pleine liberté et dont elle favorisera l'activité créatrice, — ce n'est qu'alors que nous dirons sans hésitation : « Oui ! Cela, c'est du vrai progrès humain, général et définitif. Et si telle est la perspective de l'évolution humaine, — alors, oui, cette évolution est franchement progressive ». Car, le point essentiel de notre notion du Progrès est, sans aucun doute, la libre activité créatrice de tous les humains, au sein d'une société favorisant cette activité, basée sur elle, et évoluant par elle.

Ainsi, ce qui, pour l'homme, caractérise et détermine généralement et définitivement le progrès, c'est la perspective d'une évolution créatrice de l'humanité. Or, en admettant ce qui a été dit précédemment, nous constatons : 1° Que l'évolution de l'homme se fait, au fond, précisément, dans ce sens ; et 2° Que la Nature, évoluant (sur la Terre) vers l'homme, évolue, au fond, dans le même sens. Nous constatons donc que, au point de vue humain — le seul possible et le seul qui nous intéresse : — A) Le progrès est inhérent à l'homme, à la société humaine, à l'évolution de l'humanité ; et B) L'évolution générale de la Nature (du moins sur la Terre) — de la matière « inorganique » à la vie et, ensuite, à l'homme — est progressive.

Nous pouvons même essayer de définir le Progrès, au point de vue humain, comme une tendance générale de la Nature, dans son évolution, vers le maximum d'activité de l'énergie créatrice, vers la réalisation, la « matérialisation » la plus complète possible de cette énergie ; tendance qui se manifeste par la croissance continue de l'intensité de cette énergie (là où l'évolution a

lieu : tendance qui, sur la Terre, mène à l'homme-créateur, lequel, conséquemment, en développant et en appliquant ses facultés créatrices, évolue vers le plus grand bien que l'homme puisse concevoir : une activité créatrice libre, complète, illimitée, de tous les hommes, au sein d'une société parfaite, basée sur cette activité, l'assurant et la favorisant.

Soulignons ici-même (afin de faire mieux comprendre l'essence du progrès et de ses facteurs principaux : la faculté et l'activité créatrices) que cette activité créatrice forme non seulement le « but » vers lequel « tend » l'évolution humaine, mais aussi, en même temps, le seul moyen d'atteindre ce but. En effet, ce n'est que par la voie de la création croissante que l'humanité parviendra à son splendide avenir. Cet avenir, c'est la vie créatrice. Et le moyen, c'est encore l'action créatrice. Sans cette dernière, l'humanité, vu les conditions spéciales de son existence, et malgré son intelligence ou sa sociabilité, serait infailliblement condamnée, soit à la dégénérescence complète et à la disparition, soit à la formation d'une société « mécanique » semblable à celle des fourmis ou des abeilles. Seules sa faculté et son action créatrices parent à ces menaces et guident l'humanité vers le triomphe définitif, affirmant sa progression au milieu et à travers des dangers, des difficultés et des obstacles de toutes espèces. Donc, le progrès en marche est formé par l'ensemble du moyen et du but, l'un étant inséparablement « soudé » à l'autre. Cette constatation est très importante pour comprendre le vrai caractère de l'évolution créatrice de l'humanité et pour arriver à des appréciations, à des déductions justes.

Précisément, nous avons dit plus haut qu'au cas où nous aurions admis le Progrès, nous devrions chercher les raisons pour lesquelles la voie du progrès n'est pas absolument droite, nette, continue. En effet, l'humanité connaît, au cours de son évolution, des déviations, des interruptions, des arrêts, des égarements, voire des reculs et des régressions. D'autre part, elle est constamment contrariée et menacée dans sa marche par toutes sortes d'imperfections, de contradictions, de dégradations, de déchirements, etc..., ce qui paraît justifier la mise en doute de l'existence même d'un Progrès définitif. D'ailleurs, s'il en était autrement, le problème du Progrès ne se discuterait pas, car le Progrès serait alors évident. Si le problème se pose, c'est justement parce que le progrès n'est pas encore bien prononcé. On ne peut pas encore le concevoir autrement que d'une façon générale, cherchant à deviner, à dévoiler les ressorts profonds et cachés de l'activité de la Nature. Et quant aux raisons de cette marche entrecoupée, inconséquente du Progrès, elles sont multiples, variées et compliquées. Il nous est impossible de les analyser, comme il conviendrait, dans ces colonnes. Bornons-nous à constater deux choses. 1° L'homme, s'étant détaché du reste des animaux (par suite d'un surcroît, physiquement à peine perceptible et, cependant, décisif, de la faculté créatrice), resta au début très près de ses ancêtres. Pour plusieurs raisons, son éloignement progressif des animaux se fit — et se fait encore — très lentement et très péniblement, sans harmonie ni concordance. Tandis que, dans certains sens, l'homme se trouva bientôt très en avance, dans d'autres il reste encore aujourd'hui presque au niveau de l'animal. La grande tragédie de l'humanité consiste justement dans ce déchirement, dans ce tiraillement entre sa situation primitive tout près des animaux, d'une part, et, d'autre part, son éloignement par une évolution, spécifique, singulière et, par conséquent, disproportionnée, accidentée, difficile, vers de nouveaux horizons d'une vie humaine, créatrice. C'est cette disproportion, ce tiraillement, ce contraste entre l'avancement très prononcé dans certaines matières, et le piétinement dans d'autres, qui fait surgir sur la route du progrès humain des obstacles, des diffi-

cultés, des dangers sans nombre, et qui explique, tout au fond, les défaillances, les trébuchements, les culbutes et les reculs de l'humanité. 2° Hâtons-nous de le préciser, — c'est encore et toujours la faculté et l'action créatrices de l'homme, et elles seules, qui lui permettront, en fin de compte, d'écarter toutes les entraves, de triompher de tous les dangers, de parer à de graves menaces de dégénérescence, de vaincre ses faiblesses et ses imperfections, en les aplanissant ou même en les transformant en forces et avantages, de résoudre la tragédie et d'arriver au port. Et, d'ailleurs, la marche du progrès devient de plus en plus rapide et prononcée (en dépit des tiraillements qui, en raison même de cette accélération, se font sentir, eux aussi, d'une façon plus intense, soulignant davantage les contrastes tragiques de la progression humaine). Je pourrais citer, à l'appui de mes paroles, des exemples et des preuves à volonté, puisés dans la vie quotidienne. Le manque de place me le défend. Mais j'aime à croire que le lecteur les trouvera aisément lui-même, s'il veut se donner la peine de regarder attentivement autour de lui et de réfléchir. Il n'est pas si éloigné, le jour où la marche progressive de l'humanité vers les horizons créateurs, — quelques gros obstacles étant franchis, — deviendra moins pénible, moins accidentée, plus nette, plus ferme et plus alerte.

Soulignons, ensuite, que le progrès est illimité dans ce sens et pour cette raison que ses sources — la faculté et l'activité créatrices de l'homme ainsi que les possibilités de les exercer — n'ont pas de limite, n'ont pas de « fin » (à moins de la disparition de notre monde). La création est infinie. Donc, infini est le Progrès.

Précisons enfin, brièvement, encore un point important. C'est aussi uniquement par le chemin de la création, par l'effort créateur, que l'humanité arrivera à liquider la fameuse contradiction entre le progrès individuel et le progrès social, le conflit « éternel » entre l'individu et la société, ce gros tiraillement sur le chemin du Progrès. C'est par son action créatrice que l'homme réalisera la grande synthèse qui conciliera l'intérêt, la liberté, le bien-être de l'individu avec le bien-être de la collectivité. Cette conciliation est, naturellement, un des éléments les plus indispensables du vrai progrès. Or, aucune force, en dehors de l'activité créatrice de l'homme, ne pourrait y aboutir. En l'absence de cette force, l'un ou l'autre — individu ou société — aurait été finalement, et fatalement, sacrifié. (Bien entendu, plutôt l'individu que la société. Voir, encore, la société des fourmis, des abeilles, etc...). Ce n'est que par ses capacités, ses aspirations et ses réalisations créatrices que l'homme parviendra à une solution où les intérêts, la liberté, le progrès de l'individu et le bien de la société coïncideront en une harmonie parfaite. C'est en cela que la société humaine diffère de celle des animaux, lesquels, faute de l'élan créateur, sont impuissants à arriver à une solution pareille. Et cela nous dit encore que la véritable base, le vrai levier du progrès humain est la force créatrice de l'homme.

Passons à quelques déductions, et aussi à certaines réserves.

I. D'après notre conception, la véritable base, la vraie force motrice de l'évolution dans la Nature est l'énergie créatrice qui, par la croissance continue de son intensité, et sans intervention d'un autre principe spécial, pousse l'évolution, progressivement, à travers le développement de la matière « inorganique », au phénomène de la « vie » et à l'évolution de celle-ci (là où l'évolution a lieu). Cette conception nous mène à la liquidation de la fameuse controverse entre les « mécanistes » (ceux qui réduisent le processus évolutionniste à des phénomènes purement mécaniques) et les « vitalistes » (ceux qui supposent l'existence d'un « prin-

cipe vital » distinct des autres forces de l'évolution). En effet, notre conception tend à réconcilier les deux doctrines opposées, car elle offre une synthèse unique où tous les phénomènes de l'évolution — qu'ils soient « mécaniques » ou « vitaux » — trouvent leur explication naturelle, sans qu'on ait recours à l'intervention d'un « principe vital » spécial.

2. D'après notre conception, la base, la force motrice du progrès humain est la *puissance créatrice* de l'homme (c'est-à-dire la *faculté créatrice*, le *besoin* de créer, et la *possibilité* matérielle de le faire). C'est cette force qui a poussé — et qui pousse toujours — son évolution en avant, depuis les premiers pas, la découverte et l'application du feu, jusqu'aux réalisations modernes sur tous les champs de l'activité humaine.

Cette conception nous oblige à rejeter comme inexactes les théories qui voient la base et la force motrice de l'évolution humaine dans la particularité des besoins matériels de l'homme, dans la croissance de ces besoins et des forces productrices de l'humanité, — c'est-à-dire les théories qui reconnaissent, comme étant le facteur *primordial* du progrès humain, les nécessités matérielles de l'homme et, ensuite, le facteur socio-économique. Pour nous, la nature particulière des nécessités humaines, la croissance des besoins et des forces productrices de l'homme sont des éléments « de second plan », des « dérivés » qui proviennent justement de sa substance créatrice, qui ne forment nullement le *ressort fondamental* du progrès (de même que l'intelligence de l'homme, sa sociabilité, etc.), et qui, par eux-mêmes, n'assurent pas forcément le progrès. Ce qui l'entraîne et l'assure au fond, et fatalement, c'est l'*élément créateur* de l'homme. Il faut creuser plus profondément pour arriver à la véritable base du progrès humain. La particularité des nécessités de l'homme, leur croissance, etc..., nous laissent entrevoir déjà, justement, l'existence d'un élément spécial et plus profond, propre à l'homme : sa substance créatrice. C'est donc l'*économisme marxiste* (appelé inexactement « matérialisme historique ») que nous sommes obligés de rejeter définitivement. (Je regrette de ne pouvoir traiter ici ces questions importantes que très sommairement. J'espère, toutefois, que le lecteur lui-même vaudra bien et pourra les approfondir).

3. D'après notre conception, le vrai *critérium fondamental* du progrès est le niveau — l'intensité, l'extension, les réalisations — de l'activité créatrice des hommes. Le progrès consiste en une évolution vers la plus grande « somme » possible de cette activité créatrice. (Puisqu'il n'existe aucune limite dans le domaine de la création, puisque le « plein » ne peut jamais y avoir lieu, le progrès est infini).

Le dit *critérium de base* du progrès peut être appliqué aussi bien à l'ensemble de l'évolution humaine (ou d'une époque historique entière) qu'à des faits séparés, tant individuels que sociaux. D'une façon *générale*, est progressif tout ce qui facilite, favorise et stimule l'éclosion, l'élan, l'épanouissement, l'extension de l'activité créatrice des hommes, tout ce qui augmente les possibilités de créer pour le plus grand nombre d'individus. Au contraire, tout ce qui diminue, empêche, entrave, restreint ou arrête ces possibilités, est régressif.

Toutefois, il faut *savoir manier* ce critérium (comme tout autre, d'ailleurs). Il faut s'en servir avec beaucoup de prudence et de savoir-faire, ce manquement étant délicat et présentant certains dangers pour le jugement de celui qui s'y prendrait maladroitement. En appliquant le critérium du progrès à des faits concrets, il faut savoir regarder en profondeur et en largeur, savoir analyser, peser, calculer, comparer, établir la « balance », etc..., sinon on pourrait commettre de graves erreurs, les éléments et la marche du vrai progrès

n'étant pas encore suffisamment simples, précis et visibles en eux-mêmes.

D'ailleurs, en affirmant que la puissance créatrice de l'homme est l'*élément fondamental* de son progrès, et que le niveau de l'activité créatrice en est le *critérium de base*, je ne veux pas dire par là qu'ils sont le *seul élément en général* et l'*unique critérium*. Ainsi, par exemple, la puissance créatrice de l'homme ne pouvant donner son véritable effet autrement que dans l'ambiance d'une *entière liberté*, cette dernière constitue un élément indispensable du vrai progrès. En appliquant notre critérium de base, nous devons donc toujours tenir rigoureusement compte de cet élément essentiel du progrès : la liberté. Et généralement, nous faciliterons notre tâche, nous obtiendrons des résultats plus exacts en tenant compte de beaucoup d'éléments complémentaires qui viennent s'ajouter à l'élément fondamental, et qui sont souvent d'une grande portée pour notre jugement.

4. Je me rends parfaitement compte qu'il existe une multitude de questions, étroitement liées à notre problème et à ma thèse, qui se dressent devant nous et demandent impérieusement une solution claire. Malheureusement, il m'est impossible de les traiter dans ces colonnes. Je me bornerai à en citer quelques-unes et à donner à certaines d'entre elles une très brève réponse.

La première de ces questions — et certainement la plus importante — est celle-ci : Qu'est-ce, *concrètement*, que l'*énergie créatrice* dans la Nature, en général, et la *puissance (faculté) créatrice* de l'homme, en particulier ? Cette question devrait faire l'objet d'un ouvrage spécial. Je me bornerai à dire que la faculté créatrice de l'homme pourrait être, dès à présent, précisée biologiquement (anatomiquement, physiologiquement) et psychologiquement. Et quant à l'*énergie créatrice dans la Nature*, je me permets de rappeler au lecteur que la nature *concrète* des autres formes d'énergie reste aussi inconnue, jusqu'à présent.

Autre question. La faculté créatrice est-elle propre à tous les hommes ou, seulement, à certains parmi les millions d'humains ? Je réponds brièvement : la faculté créatrice est une qualité dont *chaque homme* est doué, dans des domaines différents et aussi dans des proportions variées. *Tous les hommes*, par le fait même de leur naissance, possèdent la faculté créatrice. Mais, cette faculté varie à l'infini, aussi bien qualitativement que quantitativement. J'ajoute que les conditions horribles de notre existence actuelle défendent à des millions d'hommes d'avoir conscience de leur faculté créatrice, de l'apprécier, de la développer, de l'appliquer. Ce fait est, d'ailleurs, connu. J'ajouterais qu'au fur et à mesure de l'avancement du progrès humain, la *puissance* créatrice des hommes se développera, elle aussi.

Encore une question : la conception de l'énergie créatrice dans la Nature, et de la faculté créatrice chez l'homme, s'oppose-t-elle à la théorie de Darwin sur l'origine des espèces et de l'homme ? Je réponds : nullement. Cette conception ne s'oppose qu'aux deux théories suivantes : 1° celle de l'origine « *accidentelle* » de l'homme; et 2° celle d'après laquelle l'homme serait un primate « *dégénéré* ». Quant à la théorie de Darwin, ma conception n'y apporterait que certains correctifs, compléments et développements. Elle tâcherait, ensuite, de répondre à certaines questions dont Darwin ne s'occupait pas, et qui se rapportent précisément au problème du *progrès*. J'ajouterais que, pour moi, la *faculté même* des espèces de varier, de s'adapter au milieu, etc..., suggère l'idée d'une *énergie créatrice* — *très primitive, très limitée* — chez les animaux, ce qui, évidemment, n'exclue pas le rôle des facteurs immédiats constatés par Darwin. L'homme, soumis d'abord à

l'action des mêmes facteurs immédiats, *mais possédant l'énergie* — ou, plutôt, la *faculté* — *créatrice complète, illimitée*, finit par dominer cette action, par se soustraire à ces facteurs, et même par les maîtriser. Il continue, ensuite, son évolution sur un tout autre plan. L'animal s'adapte, et s'arrête là. Il ne peut pas faire davantage. L'homme finit par ne plus s'adapter, mais par dominer. Quelles en sont les causes ? Est-ce du progrès ? Et si oui, pourquoi et dans quel sens ? Tel est, en partie le problème auquel nous tâchons de répondre. Comme le lecteur s'en rend certainement compte, mes recherches s'orientent donc dans un autre sens — plus en profondeur — que celui des études darwinistes, sans contredire en quoi que ce soit les conclusions de ces dernières. Il m'est impossible de développer ici ce sujet, pourtant très intéressant.

On pourrait me demander encore ceci : La faculté créatrice de l'homme, et le progrès dont je parle, ne se confondraient-ils pas, en somme, avec le progrès de la science ? N'est-ce pas par la science que l'homme progresse ? Je réponds : Non. La création humaine, le progrès humain sont pour moi des notions très vastes. L'opinion que « seule la science assure le véritable progrès de l'humanité » est — je le sais — fort répandue. Je ne la partage pas. Dans le domaine extrêmement vaste et compliqué de l'évolution, de la création, du progrès, la science et sa marche en avant ne forment qu'un élément (important, sans doute, mais pas unique ni *fondamental*) parmi d'autres. En elle-même, la marche en avant de la science n'assure pas le véritable progrès. Et puis, la science et son progrès sont eux-mêmes les conséquences de la faculté créatrice de l'homme.

On pourrait aussi me poser la question en quelque sorte inverse, notamment : Si le « retour à la nature » (à la vie naturelle et primitive) ne constituerait pas le vrai progrès de l'humanité ? Je réponds : Non. La doctrine du « retour à la nature » est, à mon avis, un égarement, *explicable* par le dégoût, sain dans le fond, des revers du chemin du progrès, mais qui n'en reste pas moins un égarement. On progresse en continuant la route et non pas en rebrousant chemin. Le progrès est à l'avant. Et c'est en avançant, et non pas en reculant, que nous aurons raison des « maladies du progrès ».

D'ailleurs, le besoin de créer est irrésistible chez l'homme. On ne peut pas l'arrêter. On ne peut que le fausser, en attendant son vrai triomphe définitif. C'est par ce besoin inné chez l'homme que je m'explique cette multitude de « succédanés » de la véritable création que nous observons de nos jours à chaque pas. Ne pouvant pas goûter à la vraie activité créatrice, les millions d'hommes se divertissent et se bercent par des *illusions* de cette dernière : la nature actuelle des « sports », le « cinéma » de nos jours, le « théâtre » moderne, la « littérature » contemporaine — bref, tout ce que l'homme de notre époque trouve à sa disposition en qualité de satisfaction intellectuelle, spirituelle ou morale (en dehors de son travail professionnel, presque toujours accablant et absurde), n'est qu'une diversion instinctive qui trompe, qui fausse et qui assoupit son instinct de créateur, son besoin de créer.

Il existe, sans aucun doute, beaucoup d'autres questions liées à notre sujet principal et formulées par le lecteur au cours de mon exposé. Ne pouvant les traiter ici-même, je m'arrête aux indications données.



Loin de moi la prétention d'avoir trouvé une solution définitive, incontestable du problème.

Je soumetts au lecteur une *hypothèse* sur laquelle j'étais tombé presque accidentellement, il y a plus de

vingt ans, et laquelle, ensuite, m'a été confirmée par un grand nombre de faits et aussi par mes études personnelles. Je dis *presque* accidentellement, car, depuis longtemps déjà, je cherchais une réponse *satisfaisante* à cette question : « Pourquoi l'homme diffère-t-il tant des autres animaux ? »

J'ai scruté, d'une part, les théories qui cherchaient à réduire cette différence à peu de choses. J'ai examiné, d'autre part, les doctrines qui tâchaient de répondre à ce « pourquoi ». J'ai trouvé les unes et les autres tout à fait insuffisantes et très superficielles quant au fond du problème. Et c'est ainsi que j'étais arrivé à mon hypothèse. Je l'ai approfondie, éprouvée, travaillée, par la suite. J'ai trouvé des faits à son appui. Elle n'en reste pas moins une *hypothèse*, et restera telle jusqu'à sa confirmation ou son infirmation expérimentale et scientifique définitive. Mais il s'agit là d'un travail de longue haleine aboutissant à des ouvrages d'une allure spéciale.

Le lecteur serait en droit de me demander s'il existe déjà, dans la littérature scientifique ou philosophique, un exposé du problème du progrès se rapprochant de ma conception. Ce sujet n'a pas encore été, que je sache, traité sous cet aspect. Certains auteurs — des biologistes et des philosophes — ont prêté leur attention à la situation exceptionnelle de l'homme dans le règne animal. Ils en cherchèrent l'explication surtout dans l'évolution de l'*intelligence*. D'autre part, on parle bien, par ci par là, de l'action *créatrice* de l'homme, mais sans aucune tentative de précision ou de généralisation. Il existe des auteurs qui, non satisfaits des explications courantes, restent simplement déçus, profondément intrigués, devant certains phénomènes frappants, inexplicables, de l'évolution. Quant à moi, je traite le problème dans la presse pour la première fois. Je le fais : d'une part, parce que ma conception est actuellement achevée dans son ensemble ; et, d'autre part, parce que j'espère pouvoir publier, sous peu, un ouvrage plus complet auquel l'exposé ci-dessus servirait d'une sorte d'introduction. — VOLINE.

PROGRÈS. Un accroissement quelconque, en bien ou en mal, constitue un progrès. Le développement d'un être ou d'une activité constitue un progrès. Le progrès est représenté spécialement par le développement de la civilisation et de la justice. En résumé, le progrès est le mouvement, la marche vers un but. Dès lors, il y a autant de progrès, c'est-à-dire de marches que d'hommes et de mouvements. De là bien des difficultés qui entravent la marche du progrès.

Quand deux ou plusieurs personnes se réunissent pour causer progrès, chacune en est partisan, mais pour peu que l'on s'explique sur ce mot, on ne tardera pas à constater qu'il n'y a pas deux personnes qui aient sur le mot « progrès » une communauté de vues identiques. Cela s'explique, surtout à notre époque qui se plaît à faire dire au même mot des choses différentes. Aussi, un jour l'homme penche à droite, le lendemain à gauche ; et, en agitant le même mot, un tel fait machine en avant, quitte, le lendemain, à faire machine arrière. De ces interprétations multiples, le progrès réel est la victime. Dans son *sens propre*, le progrès ne convient qu'à l'ordre physique. Dans l'ordre moral, rien n'avance ni ne recule ; rien ne varie. Cet ordre, disent Colins, De Potter, etc..., *est ou n'est pas*.

Depuis que l'humanité a une histoire, elle n'a pas fait un pas vers la vérité qui lui importe le plus, c'est-à-dire vers la *vérité vraie*. On raisonne sur l'ordre moral comme sur l'ordre physique. On oublie que les *variétés* sont essentielles aux sciences naturelles et exactes et constituent toujours des progrès. Elles ont pour cause la découverte de *faits nouveaux* ou de nouveaux

rapports entre les faits déjà constatés et, de la sorte, constituent une découverte que la science s'assimile par une coordination rationnelle en un système plus large et d'une portée plus étendue. Ces variations constituent un changement de forme, un progrès... Il en est de même de la civilisation qui varie avec les circonstances ; de même aussi pour l'organisation sociale, qui se modifie avec le besoin d'ordre. L'on peut en dire autant des religions révélées, qui dépendent du plus ou moins d'appui que les sociétés ou gouvernements leur demandent pour se conserver. L'exemple récent du pape-roi est la caractéristique de notre époque où l'odieux le dispute au ridicule. L'ignorance sociale du peuple et des... élites peut, seule, expliquer ce que certains considèrent comme un progrès, lorsque bien d'autres n'y voient qu'un recul de la civilisation. Ces variations sont le résultat d'une marche quelconque et représente en bien ou en mal un progrès.

La raison, la morale, la justice, c'est-à-dire la vraie religion ne peuvent varier sans cesser d'être vérité. Pour elles, le mieux est l'ennemi du bien et il n'y a pas de progrès possible ; aussi un protestantisme, si bien ordonné qu'il paraisse, ne représente qu'une succession non interrompue de variations.

Une agitation aussi confuse, dans un ordre social quelconque, même nécessairement à reconnaître la nécessité de mettre un terme à ce progrès déréglé que la raison condamne et l'expérience confirme.

L'on a l'habitude de dire : *il faut toujours marcher*. A cette proposition, nous dirons oui et non. En effet, marcher est bien si l'on sait que la route qu'on suit nous mènera au but recherché, mais marcher est indifférent et même mauvais si, en suivant le chemin à parcourir, on dépasse le but et si l'on aborde le port de l'Indifférence ou de l'Abîme. On marche pour arriver à un but et le but atteint, on s'arrête ; marcher encore serait montrer qu'on ne savait pas ce qu'on voulait et, dépasser le but c'est le manquer.

Quand les hommes veulent avancer réellement, se sentant mal là où ils sont, il faut qu'ils soient convaincus de la possibilité d'être bien dans certains cas déterminés ; sans cela, ajouter à leurs maux le mal inutile de s'agiter sans résultats rationnels serait une folie.

Lorsque l'Humanité sera bien, quand les hommes arrivés au terme du progrès moral sauront qu'ils ont, qu'ils possèdent tout le bonheur qu'ils méritent, vaudrait-on supposer qu'ils s'agiteront encore pour retomber au mal ? De ce qu'ils ont mal raisonné jusqu'à ce jour, faut-il conclure qu'ils raisonneront toujours mal ? Nous ne le pensons pas. S'ils le faisaient, ce serait pour être mal de nouveau et alors ils ne seraient effectivement que des toupies ou des écureuils qui tournent sans savoir pourquoi, et le mot progrès n'aurait même plus aucune signification.

A notre époque d'ignorance sociale, le progrès dans le mal est certain et sert à titre d'indication nécessaire. N'oublions pas qu'il n'y a de mal que celui qu'on sent. Inévitablement, ils ne sentent le mal qu'au physique.

Aussi longtemps qu'on peut faire croire aux malheureux qu'ils sont dans cette situation providentielle, inévitablement, ils ne sentent le mal qu'au physique, ce qui, pour les exploités des masses laborieuses, est peu de chose. Ce n'est que quand ces malheureux examinent, que la société ne peut plus les empêcher de comparer et de discuter, que les prolétaires sentent moralement leur malheur et cherchent à s'y soustraire. Pendant que les prolétaires s'agitent au lieu d'agir, et espèrent, par des moyens de fortune, faire cesser leurs souffrances, le mal contre lequel ils s'insurgent, plus ou moins chaotiquement, continue à être, en attendant une éducation rationnelle, une condition d'ordre relatif dans la société capitaliste.

A mesure que les prolétaires laisseront tomber les œillères qui les empêchent de voir clair, ils prendront

conscience de la valeur de leur personnalité, aussi bien que des conditions sociales qui leur sont faites par leurs seigneurs modernes et s'appliqueront à anéantir le paupérisme moral et matériel qui sert de refuge aux maux qui les accablent.

Les apôtres du progrès continu sont, par cela même, des partisans de réformes partielles et successives qui ne portent que sur les effets en laissant subsister la cause ; elles sont empiriques et ne peuvent que prolonger l'agonie d'une société qui se meurt d'hypocrisie et d'exploitation économique et sociale.

Ces prétendues réformes, plus ou moins empreintes d'éclectisme, ne font qu'entretenir le mal au lieu de le supprimer et ne constituent un progrès qu'en apparence. C'est ainsi que le bien n'étant pas déterminé, tout progrès est un pas de plus vers le mal. Par là, nous voyons que le malheur est essentiellement progressif, s'il n'en était pas ainsi, il serait tolérable et n'aurait pas de fin. C'est le progrès excessif du mal qui imposera à l'Humanité la nécessité de s'y soustraire et la mettra sur la voie de la Vérité, de la Justice qui est son unique remède.

A ce moment, le progrès, dans tous les domaines, donnera toute la mesure de ses possibilités. — ELIE SOU-REYMAN.

PROGRESSION n. f. (du latin *progredi*, *progressus*, avancer). Une progression mathématique est constituée par une suite de rapports égaux ; elle peut être ascendante ou décroissante. Toutes les sciences adoptent cette signification dès qu'il s'agit de mesure et de calcul. En psychologie, Fechner, formulant la fameuse loi psychophysique qui porte son nom, déclare que, quand les excitations croissent en progression géométrique, les sensations croissent en progression arithmétique. Ce qu'on peut résumer, d'une façon plus simple, en disant que les sensations croissent comme les logarithmes des excitations. Dans la progression géométrique, l'on passe d'un terme à un autre en le multipliant par une quantité fixe : on aura 1, 2, 4, 8 par exemple, ce qui représente $1, 1 \times 2, 2 \times 2, 2 \times 2 \times 2$. Dans la progression arithmétique, l'on passe d'un terme à un autre en ajoutant toujours une même quantité ; ainsi la progression 1, 2, 3, 4 équivaut à $1, 1+1, 1+1+1, 1+1+1+1$. On a d'ailleurs fortement critiqué la formule de Fechner : ceux qui en admettent le principe déclarent que le rapport exact d'une excitation à la sensation provoquée est beaucoup plus compliqué qu'elle ne le suppose. — La progression mathématique croissante aboutit rapidement à des chiffres invraisemblables. C'est ainsi que la reproduction des êtres unicellulaires par simple division (chaque cellule donnant naissance à deux cellules nouvelles), conduit parfois à des résultats stupéfiants. Placées dans des conditions favorables, certaines bactéries donnent journellement 70 générations. Il en résulte, d'après les calculs, qu'en vingt-quatre heures, une seule bactérie pourrait produire une quantité de microbes si énorme qu'il est difficile de l'exprimer numériquement. Le poids de cette masse égalerait 4.720 tonnes. Un infusoire qui, en sept ans environ, donnerait 4.473 générations, constituerait, d'après les calculs de Woodruff, une masse protoplasmique dont le volume surpasserait plus de 10.000 fois celui de la terre. Pour atteindre un volume égal à celui de notre globe, quatre mois suffiraient. Et, si les conditions favorables de développement lui étaient maintenues durant quelque cent ans, elle pourrait combler l'univers visible par sa seule multiplication. Heureusement pour nous, les microbes rencontrent des conditions qui retardent ou empêchent cette pullulation ; et nous n'avons pas à craindre qu'un pareil événement survienne jamais.

Sans s'arrêter à des considérations numériques, on emploie aussi le terme progression pour désigner une

suite ininterrompue et graduée ; en particulier concernant les faits biologiques et psychologiques. Ainsi, le développement des animaux et des plantes, qui part d'une simple cellule et finit par donner un organisme perfectionné, apparaît comme une progression. L'étude de l'embryon chez les animaux s'avère particulièrement instructive à ce point de vue. De la fusion d'un gamète mâle et d'un gamète femelle naît l'œuf qui, par bipartition successive, donne d'abord une sphère pleine, une morule, puis une blastule ou sphère creuse, enfin une gastrule où l'on distingue un feuillet externe, l'ectoderme, un feuillet interne, l'endoderme, et plus tard un feuillet intermédiaire, le mésoderme. La suite du développement sera différente selon les animaux observés ; mais, chez les vertébrés, elle reste analogue dans toutes les espèces, assez longtemps. L'embryon s'allonge et se recourbe ; quatre bourrelets latéraux ébauchent les deux paires de membres ; sur les côtés se dessine un commencement d'œil et d'oreille ; des fentes branchiales (les futures branchies des poissons) se voient plus en arrière. Par développement progressif, l'ectoderme formera ensuite l'épiderme de la peau et le tube nerveux ; l'endoderme donnera la muqueuse digestive, de nombreuses glandes, les poumons ; le mésoderme produira la corde dorsale, la musculature et les séreuses. Après la naissance, la progression continuera, provoquant la croissance et le développement complet de l'organisme. Comme la vie, la pensée suppose un enfantement préalable et une marche ascendante vers la perfection. Indéfiniment, la science humaine s'enrichit de vérités nouvelles, augmente le trésor de nos certitudes. Au point que plusieurs prévoient l'impossibilité, pour nos descendants, d'emmagasiner la multitude d'expériences et de lois que l'on découvre sans arrêt. Ils se trompent. « C'est à remplacer les lois fausses par des lois vraies, non à entasser des documents inutiles que consiste le progrès. L'antique alchimie ne le cédait à la chimie actuelle, ni par le nombre des formules, ni par la complication des théories ; pour retenir l'histoire des Hébreux, l'effort mental sera sensiblement le même, qu'elle soit l'œuvre d'un prêtre sans scrupule ou d'un érudit consciencieux. Puis, dans les sciences très avancées, découvrir reste possible grâce à la multiplicité des subdivisions ; physique, chimie, biologie se développent rapidement par suite d'une spécialisation poussée fort loin. D'ailleurs l'exemple des mathématiques, sciences presque achevées en quelques-unes de leurs branches, démontre que, parfois, l'ultime progrès ramène à plus de simplicité. » (*Vouloir et Destin*.) Même dans l'ordre biologique, on arrive à concevoir la possibilité d'une existence indéfinie, l'apparition de conditions défavorables étant la vraie raison de la décrépitude et de la mort. Le célèbre naturaliste Weissmann prétend que, chez les êtres multicellulaires, la mort résulte d'une adaptation progressive, utile à l'espèce. Elle « a paru, affirme-t-il, non comme une nécessité intrinsèque absolue, inhérente à l'essence même de la matière vivante, mais en conformité avec le but, c'est-à-dire comme une nécessité découlant, non des conditions générales de la vie, mais des conditions spéciales dans lesquelles se trouvent précisément les organismes multicellulaires... Mal effroyable pour l'individu, la mort, pour l'espèce, apparaît comme un bien puisque, grâce à elle, l'espèce peut sans cesse se rénover, se raviver par des individus plus jeunes et plus robustes renouvelant les organismes vieux et usés. » Alors que les choses inertes se désagrègent et tombent en ruine après un temps plus ou moins long, la matière vivante organise et construit sans cesse, au contraire. Ne nous étonnons point que de nombreux naturalistes lui donnent pour caractéristique l'immortalité, non la mort. Les expériences de Woodruff et de Metchnikov sur la pérennité des êtres unicellulaires sont connues. Les premiers, G. Haberland et Harrison ont montré que des tissus pouvaient

continuer à vivre hors des organismes supérieurs qui les ont produits ; les méthodes adoptées par Carrel ont donné, depuis, une grande extension aux recherches concernant la multiplication des cellules à l'extérieur de l'organisme. Ainsi, la vie apparaît susceptible d'une progression sans fin. On peut en dire autant de la pensée, toujours en mouvement, jamais satisfaite de ce qu'elle connaît déjà. Et c'est vers un monde harmonieux qu'elle nous conduit, un monde débarrassé des « credo » inventés par les prêtres, des lois fabriquées par les gouvernants. — L. BARREDETTE.

PROLÉTAIRE, PROLÉTARIAT. Le dictionnaire Larousse nous donne du mot *prolétaire* une définition historique qui ne manque pas d'une certaine saveur. Reproduisons-la intégralement... *Prolétaire* — lat. *proletarius* — de *proles* (lignée). *Homme pauvre qui n'était considéré comme utile, à Rome, que par les enfants qu'il engendrait et qui était exempt de la milice, sauf en cas de tumulte.* Et voici pour une définition moderne... *Celui qui n'a, pour faire vivre les siens et lui-même, que son travail.* Quant au *prolétariat*, c'est l'ensemble de ceux qui jouissent de la liberté civique, mais qui n'ont que leur travail comme unique moyen de subsistance.

Il nous paraît inutile de relever ici ce qu'il peut y avoir d'ironie involontaire dans cette triple définition du prolétaire, dont toute la valeur sociale consiste à produire des enfants, et qui, ne possédant rien, dispose néanmoins de la liberté, c'est-à-dire d'un droit abstrait dont il n'a que faire, véritable leurre, par conséquent, dans l'état de misère physique ou intellectuelle où le régime le plonge. Il y a là, en quelques mots, un aperçu fort juste et suggestif de la destinée passée et présente du prolétaire. Tel quel, cependant, il ne répond pas à toutes les questions que pose l'existence du prolétariat, questions intéressant l'historien, le sociologue, l'économiste ; questions complexes au plus haut point, car les données manquent souvent pour retracer la vie du prolétaire. L'Histoire, si proluxe, quand elle retrace les faits et gestes des tyrans, des guerriers, des maîtres du monde, est à peu près muette sur le sort des travailleurs. Dans la plupart des cas, nous ne sommes informés que de leur existence collective, comme classe soumise et vouée au travail servile ; nous ignorons souvent leur vie matérielle et morale, leurs préoccupations, leurs misères, leurs espoirs, leurs révoltes. De temps en temps, seulement, nous apprenons qu'ils ont forcé la consigne qui les maintenait dans l'ombre et le silence et que, pour un temps très court, ils sont passés au premier plan de l'Histoire. Révoltes d'esclaves, jacqueries, grèves..., autant d'efforts des parias pour conquérir leur droit à une existence libre et humaine. Révoltes vite réprimées. Après ces courtes rumeurs, à nouveau, le silence règne et le vaincu, courbé sous la dure loi d'obéissance, travaille et se tait.

Pourtant, quelle que soit l'insuffisance de notre documentation, il n'est pas impossible de tenter une histoire du Prolétariat. De nombreux historiens de l'école matérialiste se sont attachés à écrire la vie du travailleur dans l'Antiquité et au Moyen Âge. Ils nous ont apporté des détails touchant leur travail professionnel, leur organisation, leur vie publique et privée, leurs rapports avec les maîtres et avec l'Etat. Grâce à tous ces travaux, l'ombre qui enveloppait l'existence des travailleurs s'est, en partie, dissipée. Nous avons vu peu à peu se dessiner, à côté de la brillante image du noble, du patricien, du chevalier et du bourgeois, l'humble silhouette de l'ouvrier et du paysan.

Il ne saurait être question de reprendre ici tout ou partie de ces travaux. A peine pourrions-nous les utiliser afin de préciser et d'éclairer notre travail par un recours à l'histoire lointaine du *Prolétariat* ou tout au moins de ce qu'on est tenté d'appeler ainsi. C'est, en

effet, une question de savoir si, dans l'Antiquité et au Moyen Age, il y a eu un *Proletariat*, c'est-à-dire une classe d'hommes dont le statut social, réel ou juridique, puisse en quelque manière se comparer à celui du *Proletariat* contemporain. Certains l'ont nié. Ils ont prétendu que le *Proletariat* était d'origine récente ; qu'il n'était apparu qu'avec le capitalisme moderne, c'est-à-dire avec l'essor prodigieux de la technique industrielle. Pour préciser une date, ils font remonter la naissance, en France, du *Proletariat* vers le milieu du XIX^e siècle, époque de la révolution industrielle, de l'emploi généralisé de la machine à vapeur, époque de la première concentration capitaliste se traduisant par le rassemblement de la main-d'œuvre dans les villes ou autour des usines, époque aussi des premières aspirations socialistes, des premières tentatives d'organisation d'une classe ouvrière et des premières formulations — avec Saint-Simon, Fourier... etc. — d'une doctrine d'émancipation des travailleurs.

Nous ne contesterons pas ce qu'il y a de fondé dans cette opinion. Il est bien certain que le *Proletariat*, tel que nous le définissons aujourd'hui, possède un ensemble de caractères originaux qui lui donnent une figure totalement nouvelle. Entre le travailleur libre de Rome et l'ouvrier d'usine de notre époque, on n'aperçoit d'abord aucun trait commun qui permette d'établir une filiation sociale de celui-ci à celui-là. Le temps, en modifiant complètement les modes de production, a modifié dans la même mesure les rapports sociaux entre les hommes. Il a créé des formes nouvelles de conscience, des types nouveaux d'individus. Marx l'a dit et nous ne faisons ici aucune difficulté pour le reconnaître. Pourtant, il nous semble possible et légitime de rechercher dans l'histoire s'il ne se trouve pas des formes d'existence, de groupement ou de pensée communes au monde des travailleurs présent et passé. Les formes sociales nouvelles ne naissent pas *ex-nihilo*. Elles s'appellent en quelque sorte l'une l'autre. Même lorsqu'elles se contredisent, c'est toujours la même matière humaine, la même chair à travail, qui sert à leur métamorphose. Pour nous en tenir à l'exemple de tout à l'heure, ne peut-on pas établir une certaine parenté entre le *Proletaire* contemporain et le travailleur romain, ne serait-ce que par leur commune appartenance à ce qu'on pourrait appeler la *basse-classe*, celle qui travaille de ses mains et ne possède rien, celle des *Humiliores*, ainsi qu'on la nommait à Rome, par opposition à la classe des *Honestiores* comprenant l'aristocratie, les sénateurs, les chevaliers, les membres des *Curies Municipales*, etc... ? Ouvrons le cours d'Histoire de Guignebert. Nous y lisons que les *Humiliores* étaient tous les hommes libres pauvres et les affranchis. *Ils vivaient dans les villes de leur métier ou comme clients des riches*. Mais au moins, dirait-on, leur genre de vie, leurs aspirations étaient-ils entièrement différents de ceux du *Proletariat* contemporain... ils n'avaient pas le sens de l'organisation, le désir de lutte, ils ne cherchaient pas à se constituer en face du patronat et de l'Etat qui, de leur côté, n'ayant rien à craindre de leur soumission, n'exerçaient pas contre eux sa force contraignante et répressive. Pour tout dire, les *Humiliores* acceptaient leur situation et n'avaient aucune conscience de classe... Or, continuons à lire Guignebert... *Pour être moins isolés, écrit-il, ils se groupaient en associations, en collèges. Les plus importants étaient ceux des artisans de même métier. Le gouvernement les autorisait, d'abord difficilement, par crainte des agitations politiques. Mais, peu à peu, il se relâcha de sa rigueur et ces associations devinrent nombreuses et puissantes ; riches des cotisations de leurs membres et des dons de leurs protecteurs, elles avaient leurs bannières, leurs chapelles, leurs fêtes.*

Sans doute, devons-nous nous garder de conclure à l'existence, à Rome, d'un *Proletariat*, au sens où nous

entendons aujourd'hui ce mot. Les associations dont il est ici question ne rappellent en aucune manière les groupements de classe du *Proletariat* moderne et particulièrement, les syndicats. Elles s'apparentent plutôt, par leur caractère religieux et strictement corporatif, aux corporations du Moyen Age. Cependant, et quoique elles ne se proposent aucun but de réforme et de révolution sociale, elles introduisent dans l'ordre existant un élément de résistance, un commencement d'opposition, très faible assurément, mais assez fort pour inquiéter une oligarchie peu sûre de son droit et inquiète pour ses prérogatives. Le groupement même qu'elles réalisent n'est-il pas et n'a-t-il pas toujours été par lui-même et en dehors de toute fin théorique ou pratique, une menace intolérable contre une minorité profitante et la lutte que le gouvernement impérial engagea contre les associations n'est-elle pas la même que celle que mènent tous les gouvernements contre les groupements ouvriers ?

Mais la question que nous posons ici, si elle mérite notre attention, ne doit pas néanmoins nous faire oublier qu'à Rome et généralement dans tout le monde antique, l'état de travailleur libre, politiquement et socialement soumis, n'était pas la seule forme d'exploitation humaine. Au-dessous du travailleur libre se trouvait l'esclave sur le travail duquel reposait toute la société antique. Privé de tout droit, propriété de son maître, traité féroce, il n'a aucun espoir de voir son sort s'adoucir. Il fait partie de l'immense armée des *servis* qui sont moins des hommes que des choses. *C'est un des caractères essentiels de l'économie antique*, écrit Henri Berr, *qu'il y ait eu des êtres humains traités comme des choses... réduits au rôle de capital de chair, d'outillage de muscles*. Le monde antique acceptait un tel état comme une nécessité indiscutable. On connaît le mot d'Aristote... *l'esclavage sera indispensable tant que la navette du volant ne se mettra pas à voler toute seule*. Il fallut les révoltes de Cinadon à Sparte et de Spartacus qui, à la tête de 70.000 esclaves révoltés, tint tête pendant quelque temps aux armées romaines (70 av. J. C.) pour que la question de l'esclavage se trouvât posée devant le monde ancien.

Elle fut résolue par la disparition progressive du système qui ne répondait qu'imparfaitement aux besoins d'une économie transformée. Esclaves des villes et des champs furent peu à peu affranchis. Au reste on aurait tort de rechercher dans l'esclavage antique l'origine du *proletariat*. L'esclavage ne saurait passer pour une forme particulièrement aggravée de l'exploitation d'une classe sur une autre. En réalité, comme le dit Henri Berr, les esclaves ne constituaient pas une classe d'hommes, mais uniquement un *outillage de muscles*. Outillage précaire, d'ailleurs, et d'un rendement médiocre. Il pouvait fournir aux problèmes techniques du temps une solution paresseuse et provisoire. Mais l'évolution de la technique devait infailliblement en amener l'élimination. La disparition de l'esclavage n'a pas été, en effet, le résultat d'un mouvement d'émancipation des esclaves, l'aboutissant d'un long effort de libération d'une classe asservie. La disparition de l'esclavage s'explique uniquement par l'intérêt bien compris des classes privilégiées en possession d'une technique nouvelle où la force musculaire n'était plus le facteur unique de la production.

La société du Moyen Age est donc une société sans esclaves. Le serf n'est plus la chose de son maître, du seigneur féodal, il est attaché à la glèbe, c'est-à-dire acheté et vendu avec elle. Il est toujours un capital de chair, mais dont la disposition est soumise à un certain nombre de restrictions juridiques. Quelquefois il achète sa liberté, moyennant le paiement d'une rançon variable. Dès lors, son assujettissement personnel vis-à-vis du seigneur se borne à l'obligation de

certaines corvées. Au XIV^e siècle apparaissent, en France et en Angleterre, les journaliers agricoles. Quant aux ouvriers, il en était — surtout dans les campagnes — qui demeuraient soumis au joug féodal. Mais la plupart travaillaient librement, dans de petits ateliers, au contact direct de leurs patrons. Les corporations se reconstituaient avec des règlements très sévères. Elles groupaient indistinctement patrons et ouvriers.

Tels sont les éléments divers de ce qu'on pourrait appeler le Proletariat du Moyen Age. C'est essentiellement une classe d'hommes qui travaillaient de leurs mains, par opposition avec la classe qui prie (le clergé) et la classe qui combat (la noblesse). On y chercherait encore vainement la trace ou la manifestation d'un esprit collectif d'organisation et de lutte, ce que nous appellerions aujourd'hui un esprit de classe. Pendant des siècles, les paysans souffrirent sans se plaindre des exactions des barons. Pendant des siècles, les ouvriers des villes seront brimés par leurs maîtres, soumis aux règlements tyranniques qui leur interdisent, par la production du chef-d'œuvre, de devenir patrons.

Cependant, dès le XVI^e siècle, se produisent ici et là, des vellétés de résistance. Des grèves éclatent en divers endroits et elles durent malgré l'effort conjugué des patrons et des autorités civiles. M. Hauser, dans son *Histoire des Classes Ouvrières*, nous raconte la grève qui éclata, en 1539, parmi les typographes de Lyon. D'autres « trucs » se produisirent au XVII^e et au XVIII^e siècles, afin d'obtenir un adoucissement dans la situation des ouvriers. Certaines atteignirent une grande violence et durent être réprimées par la force.

Le prolétariat contemporain. — Les origines historiques lointaines du Proletariat — telles qu'on vient de les déterminer — ne doivent pas faire oublier que la notion moderne du Proletariat est une donnée originale, ayant ses caractères propres et irréductibles. Le prolétariat moderne se présente à nous comme un complexe social essentiellement et organiquement différent de toutes les espèces sociales que nous venons de dénombrer au cours de ce bref historique. Quels sont ces signes distinctifs ? Comment définir le prolétariat contemporain ? C'est à cette question que nous allons tenter de répondre en nous servant de deux séries de critères : les premiers, d'ordre économique ; les seconds d'ordre psychologique.

Le prolétariat moderne est-il né, comme on l'a dit, de la Révolution industrielle du XIX^e siècle ? Le fait paraît assez contestable. Certains historiens ont fait observer, à cet égard, que la concentration industrielle, ayant pour conséquence la concentration de la main-d'œuvre, a précédé l'emploi des machines. M^r Henri Sée, dans son livre sur *les Origines du capitalisme moderne*, a montré clairement comment le capital commercial, après avoir pénétré dans les campagnes et mis la main sur le petit atelier rural et domestique, a pu développer son offensive contre les artisans des villes et réussir à les faire tomber progressivement du rang de producteurs indépendants à celui de salariés.

Ce sont donc avant tout les besoins constants d'acaparement et d'expropriation ; c'est, plus simplement, la loi d'airain du profit capitaliste qui est à l'origine de la prolétarianisation des masses jusqu'alors insoumises au capitalisme. Cette loi du profit sans cesse accru a donc amené le capitaliste à contrôler des secteurs de plus en plus vastes de la production et, par conséquent, à s'assurer une main-d'œuvre bien à lui et, pour ainsi dire, dans sa main. D'autre part, les besoins de la technique aboutissaient aux mêmes résultats. De bonne heure, et antérieurement à tout emploi de machines, de par les nécessités mêmes de la division du travail, on assiste à la concentration dans de

vastes ateliers et usines de tout le processus, jusque-là épars, de la fabrication. Dès le XVIII^e siècle, surtout dans l'industrie textile, on assiste à d'importantes concentrations de main-d'œuvre. A Louviers, quinze entrepreneurs groupent des milliers d'ouvriers. Il en est de même à Reims, à Troyes et à Paris.

Cependant, il est bien certain que l'introduction du machinisme va hâter une transformation déjà en voie de s'accomplir. Cette transformation est particulièrement visible en Angleterre où elle coïncide avec une concentration de la propriété foncière, amenant l'éviction brutale d'une masse de paysans hors des terres transformées en pâturages, fournissant ainsi à l'industrie naissante une main-d'œuvre nombreuse et à bon marché. Pour être plus lente en France, cette prolétarianisation de masses paysannes de plus en plus larges est un phénomène frappant dans la seconde moitié du XIX^e siècle, époque de la création des premières grandes usines, des chemins de fer, des bateaux à vapeur, de la grande industrie et du grand commerce. C'est l'époque où se crée un type nouveau de prolétaire, d'homme lié à la machine, d'esclave moderne d'un patron capitaliste. On a tout dit sur la misère physique et morale du prolétariat d'alors. Des enquêtes nombreuses, poursuivies en France et en Angleterre, ont mis en lumière l'épouvantable condition des ouvriers soumis à d'interminables journées de travail et ne recevant pour tout salaire qu'autant qu'il leur fallait pour ne pas mourir de faim.

Telle est bien l'origine du prolétariat moderne. Sans doute, et par sa misère même, est-il le descendant en ligne directe du prolétariat antique et moyen-âgeux. Les historiens du temps peuvent insister sur cette filiation. C'est ainsi que Bazard, dans sa *Doctrine Saint-Simonienne* peut écrire : *la condition respective où se trouvaient dans le passé les maîtres et les esclaves, les patriciens et les plébéiens, les seigneurs et les serfs... se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs.* Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat moderne réalise un type nouveau d'exploités : les esclaves de la machine, déçus non seulement socialement, mais encore professionnellement. Le prolétaire d'aujourd'hui est, en effet, un travailleur dégradé. Proudhon a longuement insisté sur ce point... « *La machine, écrit-il dans ses Contradictions Economiques, achève d'avilir le travailleur en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre... car il en est d'une machine comme d'une pièce d'artillerie : hors le capitaine, ceux qu'elle occupe sont des servants, des esclaves.* »

Il est inutile d'insister sur ce dernier caractère que, depuis lors, tous les historiens du travail ont mis en lumière, jusqu'en ces temps derniers où une réaction s'est produite en faveur de la machine. Il nous paraît plus important d'examiner quelle a été la portée sociale et politique du machinisme à travers l'évolution du prolétariat. Un premier point à noter est la force agglomérante du machinisme qui tend à constituer les immenses armées du prolétariat contemporain. C'est qu'en effet, pour que l'emploi des machines soit avantageux, il faut que celles-ci opèrent sur de grandes quantités de matière ou de produits. La machine pousse à la concentration industrielle en même temps qu'à la concentration capitaliste. D'autre part, en tuant toute concurrence de la part des petits producteurs, elle pousse à la disparition de ces derniers, accélérant ainsi le processus de prolétarianisation que nous avons noté plus haut. Déjà, Pecqueur, dans son ouvrage *Des Intérêts du Commerce*, avait signalé le phénomène... Ainsi, écrivait-il, grâce à l'emploi des machines, *tout ce qui ne sera point capitaliste ira se ranger petit à petit parmi les travailleurs prolétaires.*

Cependant Karl Marx devait jeter sur toute cette histoire une lumière décisive. On peut dire, en effet, que

sout le Manifeste Communiste gravite autour d'une définition moderne du Prolétariat. Après avoir affirmé dans une phrase justement célèbre que l'histoire de la société humaine se résumait dans une lutte de classes, il montrait comment cette lutte se simplifiait jusqu'à n'être plus qu'un duel implacable entre la bourgeoisie et le prolétariat... « De plus en plus, écrit-il, la société tout entière se partage en deux classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. Or, ce prolétariat, c'est la bourgeoisie elle-même qui l'a engendré et qui le développe chaque jour davantage pour faire face aux exigences de la technique moderne et particulièrement du machinisme... A mesure, en effet, que grandit la Bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, à mesure aussi grandit le prolétariat, je veux dire cette classe des ouvriers modernes, qui n'ont de moyens d'existence qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital. »

Telle est la définition marxiste du Prolétaire. Au reste, nous la retrouvons dans *Le Capital*, presque mot pour mot. Le prolétaire, c'est essentiellement un homme qui n'apporte, pour toute marchandise, que sa force de travail. Cette force, le capitaliste l'achète comme toute autre marchandise, en rémunérant son propriétaire sous la forme d'un salaire représentant le coût de la subsistance de l'ouvrier. Ce qui caractérise l'époque capitaliste, écrit Marx, c'est que la force de travail acquiert la forme d'une marchandise... Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur. Comment la détermine-t-on ? Par le temps nécessaire à sa production. Le temps nécessaire à la production de la force de travail se résout dans le temps nécessaire à la production des moyens de subsistance de celui qui la met en jeu (*Le Capital*).

Nous n'entrerons pas dans le débat qu'une telle définition peut ouvrir. Il est bien évident qu'elle soulève de graves objections. Cependant on peut dire qu'elle rend un compte suffisant de la réalité générale. Elle a, en tout cas, résisté au temps et aux tentatives des révisionnistes de toute école qui s'attachaient à nier l'existence d'une bourgeoisie et d'un prolétariat en tant que classes et, par voie de conséquence, la lutte de ces classes elles-mêmes. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point. Qu'il nous suffise, pour le moment, de compléter notre définition du Prolétariat par d'autres considérations, non plus strictement économiques, mais morales et politiques.

Une question, immédiatement se pose. S'il est possible de définir le prolétaire-économique, peut-on en faire autant du prolétaire-moral ? En d'autres termes : existe-t-il un type moral, psychologique ou politique de prolétaire, comme il existe un type moral de bourgeois ? Grave question, à l'examen de laquelle on ne saurait trop s'attacher, car la réponse que nous apporterons sera — on le sent — grosse de conséquences dans l'ordre de la propagande révolutionnaire et anarchiste. Si, en effet, il n'existe pas et ne peut exister de type moral de prolétaire, on est en droit de penser que toutes les affirmations des révolutionnaires, touchant la lutte des classes, sont sans fondement. Le monde partagé en deux classes économiques, strictement hiérarchisées dans le domaine de la production et de la propriété, peut, dès lors, continuer son train sans incident et sans heurt. Il n'est pas à craindre que le Prolétariat, prenant conscience de son existence de classe, ne demande un jour des comptes à la Bourgeoisie, en face de laquelle il ne se distingue pas en tant que groupe fondamentalement antagoniste, pas plus qu'on ne peut supposer une révolte organisée des sociétés animales, par exemple, soumises par l'homme.

Examinons les faits. Il existe une morale bourgeoise, une esthétique bourgeoise, une pensée bourgeoise. Une innombrable littérature s'est efforcée de les préciser de telle sorte qu'on peut dessiner les contours, assez fuyants

sans doute, mais suffisamment généraux d'une conscience bourgeoise. Qu'on relise, à ce sujet, les pamphlets étincelants où M. Em. Berl s'est essayé à en fixer l'image... On y verra, peint au vif, le caractère de tant de bourgeois contemporains, qu'il est impossible de ne pas conclure à la ressemblance du portrait et du modèle. Et lorsque M. Goblot, dans un petit livre intitulé *La Barrière et le Niveau*, étudie les modes de penser, de vivre, de sentir, de préjuger bourgeois, il réussit pareillement à évoquer, au travers des individus, toute une classe sociale.

Peut-on, de la même manière, parler d'une morale et d'une pensée prolétariennes ? Evidemment non. Tous les critères éducatifs, vestimentaires, esthétiques qui servent à M. Goblot ou à M. Berl ne peuvent, ici, être utilisés. Dira-t-on qu'il suffit de les retourner et que, définissant le bourgeois, on définit par là-même, négativement, le prolétaire ? Rien ne serait plus faux. Il suffit, pour le prouver, de prendre un exemple. Le bourgeois, dit Goblot et dit Berl, est un homme qui a besoin de la considération de ses semblables. Il veut paraître. Il étale les signes qui le distinguent, qui le classent. Il veut que ses fils étudient le latin, non pas pour le savoir, mais pour affirmer qu'ils l'ont appris. Le latin est un signe de classe. Peut-on dire qu'inversement, le prolétaire se soucie fort peu de l'opinion des autres, qu'il vit pour soi, sans se préoccuper du qu'en-dira-t-on ? qu'il pense que le latin est une discipline superfétatoire, un enseignement de luxe, auquel il voudrait substituer une discipline moins formelle et plus scientifique ?... Assurément non. Nous savons, pour l'avoir trop souvent observé, que le prolétaire tient autant que le bourgeois à l'estime de son entourage, qu'il affecte peu de tendances individualistes en art ou en morale, qu'il nourrit, le plus souvent, un conformisme au moins égal à celui du bourgeois, qu'il pense, par exemple, dans le fond de soi-même et sans plus de raisons que le bourgeois, que le latin des collèges et des séminaires, le latin des curés, doit être un savoir éminent qui ouvre les portes secrètes du langage et de l'intelligence... De la même manière, il croira, à quelques nuances près, en tous les dieux et en tous les mythes bourgeois ; il croira à l'honneur bourgeois, à la patrie bourgeoise, à la propriété, au suffrage universel, à la démocratie. Il y croira même plus fermement que le bourgeois qui, dans le fond de soi, cultive quelque scepticisme. Il enchéra souvent sur ses maîtres et, s'il affirme son incrédulité, s'il rompt avec les pratiques religieuses de ses frères, il se jettera souvent dans d'autres croyances terrestres non moins décevantes.

En un mot, dans son comportement habituel, le prolétaire n'a pas d'idéologie ni de sentiments qui lui sont propres. Dans la plupart des cas, il emprunte au monde bourgeois tout un système de valeurs qu'il accommode tant bien que mal à son existence de travailleur salarié, voué à la misère et à l'ignorance. Il utilise, pour son propre jugement, les éléments d'appréciation que lui transmettent l'école laïque, la presse vénale, le roman populaire et la tradition familiale. Il ne critique pas et ne cherche pas à ériger en système ses quelques velléités de pensée indépendante. Il adopte sans discernement, approuve ou réprouve, selon une règle qu'il ne formule pas, mais qu'il sent impérieuse et éternelle.

Ainsi, ne peut-on pas dire, avec Marx, que le prolétaire vit avec sa femme et ses enfants dans des rapports qui n'ont rien de commun avec le lien de famille bourgeois (*Manifeste Communiste*). Il faut dire au contraire que, dans sa famille surtout, le prolétaire s'essaye à vivre et à penser en bourgeois. C'est qu'ici, en effet, il ne faut pas trop se hâter de conclure du matériel au spirituel, sans tenir compte de la force contraignante de l'éducation, des impératifs moraux collectifs, des habitudes héréditaires de soumission physique et mentale. Le lien de famille, par exemple,

a pour le prolétaire le même caractère inviolable et sacré qu'aux yeux du bourgeois. Mieux encore, alors que, pour le bourgeois, ce lien de famille n'unit et ne maintient qu'en apparence et qu'il est permis de le rompre, pourvu que les apparences soient sauvées, pour le prolétaire, au contraire, le lien de famille oblige à de scrupuleuses solidarités. C'est un fait qu'aujourd'hui, les familles vraiment unies et dont les membres soient prêts à s'entre-dévouer sans réserves, sont des familles prolétariennes. C'est un fait aussi que, dans la pratique morale courante, le prolétaire moyen enchérit sur le bourgeois ; qu'il se montre plus scrupuleux, plus patriote, plus sincèrement religieux, plus pudique, plus près, en un mot, du modèle de l'honnête homme du *xx^e* siècle édifié par la morale laïque et républicaine.

De là vient qu'il est d'une quasi-impossibilité de donner une définition morale du prolétariat. De là vient, aussi, qu'il est impossible, littérairement, de peindre un type de prolétaire. La plupart des auteurs qui s'y sont essayés sont tombés dans l'exceptionnel ou dans le poncif. Alors que le roman et le théâtre abondent en portraits authentiques de bourgeois, la littérature, dite prolétarienne, est encore, faute de vocation, à la recherche de sa formule. Elle a pu donner des œuvres curieuses et émouvantes, elle n'a pas atteint le vrai. Dans la plupart des cas, elle s'est réfugiée dans un pittoresque de commande ; elle n'a saisi, dans la vie prolétarienne, qu'un élément de bizarrerie ; un fumet de canaillerie qui, au sortir de la pompe, du confort ou du gourmé de la vie bourgeoise, ont pu obtenir un succès de surprise ou de scandale. On s'est intéressé aux habitants de l'Hôtel du Nord, un des romans les plus caractéristiques de cette littérature, comme à une faune curieuse qui changerait heureusement des jeunes premiers comestiqués et des belles passagères de transatlantiques. Le marlou, la même, le débardeur, la ménagère tonitruante, les petits pouilleux ont revendiqué leur place au soleil. Les bistrots aux tables poisseuses, les hôtels borgnes, les rues des quartiers populaires ont pris la place des dancings select, des palaces et de la Côte d'Azur... Peut-on dire, pour autant, que le roman ait atteint l'âme (si l'on veut bien nous permettre de nous servir de ce vocable) prolétarienne ? Évidemment non.

C'est, qu'en effet, les mœurs prolétariennes, dont le roman se proposait de tenter la peinture, ne sont souvent qu'une copie des mœurs bourgeoises, mais plus pâle et plus morne qu'elles. Un livre qui se fût astreint à les évoquer dans leur désespérante monotonie, se serait condamné à faire l'histoire d'une vie sans joie, sans beauté, sans coups de théâtre, partagée entre l'usine ou le bureau rationalisés et le foyer sans lumière et sans chaleur. Le travail abrutissant, les promenades dominicales, les enfants mal élevés, la femme lasse, les mille soucis qui assaillent la vie du travailleur ne sont pas matière romanesque. Zola, lui-même, le peintre de la classe ouvrière sous le second Empire, avait réduit la vie des prolétaires aux fastes crapuleuses de l'ivrognerie et de la débauche.

Il n'est point, disons-nous, de mœurs prolétariennes. Il n'est point d'éthique ni d'esthétique prolétarienne. La vie morale du travailleur est une vie d'emprunt. Tous les gestes de son existence le rattachent à sa misérable condition de salarié et ce n'est qu'obscurément qu'il prend conscience d'une vie supérieure, qui pourrait être la sienne. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il rompt la lourde chaîne d'habitudes, de préjugés, de conformisme intellectuel et moral, qui font du prolétaire un petit-bourgeois à portion congrue, révéralant l'ordre social, citoyen soumis, soldat obéissant, subissant, sans se plaindre, la dure exploitation du capital.

Exceptionnellement, disons-nous. Encore ne faut-il pas ignorer qu'à côté du prolétaire-moyen que nous venons de décrire, existe un prolétaire conscient et

organisé, vivant en marge du monde capitaliste, ennemi du régime, refusant d'adhérer aux évangiles officiels, ayant définitivement rompu avec les modes de penser et de sentir bourgeois. C'est, en général, un autodidacte chez qui la culture ne se sépare pas de l'expérience des luttes de chaque jour contre l'état social. Animé par une haute conscience de classe, possédant un sens aigu des besoins du prolétariat, se refusant à parvenir malgré toutes les tentations, rebelle à la corruption, insensible aux persécutions, il réalise le type achevé du prolétaire révolutionnaire. Il est le levain de la pâte ouvrière.

Sur l'autre bord, chemine le prolétaire pourri, celui dont le sens de classe est inexistant ou s'est effrité, prolétaire vendu ou prêt à se vendre ; n'attendant qu'une occasion pour s'évader de sa classe ou pour la trahir, prolétaire honteux ou dévoyé, gagné par la pourriture sociale, n'ayant pu résister à l'appât d'une vie plus facile ou bien encore ayant glissé dans ce *lumpen-prolétariat*, dans cette canaille stigmatisée par Marx et Engels dans le Manifeste, dans cette *pourriture inculte qui forme les couches les plus basses de la société ancienne...*, triste épave que son genre de vie disposera à se laisser acheter pour des manœuvres réactionnaires. Intellectuels besogneux, politiciens de sac et de corde, venus du peuple et aspirant à le piétiner ; soldats de métier, policiers, gardiens de prison ; maquereaux, nervis de toute obéissance, toute une faune ignoble entre ainsi pleinement dans l'alliance avec la Bourgeoisie. Ils forment les rameaux desséchés du tronc prolétarien.

Ce qui différencie, en effet, en tant que classes, le Prolétariat de la Bourgeoisie, c'est leur cohésion inégale, celle-ci, d'ailleurs, n'étant qu'un reflet de leur structure sociale différente. Tandis que la Bourgeoisie tout entière, depuis le petit rentier propriétaire jusqu'au milliardaire américain, travaille constamment à raffermir l'ordre social bourgeois ; tandis qu'il est exceptionnel qu'un bourgeois trahisse sa propre classe pour se mettre au service du Prolétariat, celui-ci, au contraire, trouve en lui-même ses ennemis les plus redoutables. Situation tragique, mais non nouvelle. Fait singulièrement grave et qui complique le problème de la lutte des classes et de la Révolution.

C'est précisément à ce problème intéressant le « devenir » du prolétariat qu'il faut, maintenant et pour finir, nous attacher.

De tout ce qui précède, il ressort que l'idée de prolétariat repose essentiellement sur une base économique. Un prolétaire est un homme qui a besoin, pour vivre, de se vendre à un patron. Encore convient-il d'insister sur les conditions de cette vente. L'ingénieur, sorti d'une grande école, pourvu d'un diplôme d'État, qui, pour vivre, se vend à un usinier, moyennant un traitement lui assurant une large aisance, n'est pas un prolétaire. L'idée de prolétaire est, en effet, inséparable de celle d'un certain *niveau de vie*. Passé un certain niveau, on n'est plus un prolétaire, quel que soit, par ailleurs, son statut professionnel et même si celui-ci vous classe parmi les salariés. De nombreuses catégories d'intellectuels ou de techniciens, des fonctionnaires, des ingénieurs, des titulaires d'emplois supérieurs appartenant au commerce et à l'industrie se trouvent ainsi exclus des rangs du prolétariat. Inversement, on tombe au rang de prolétaire dès que son travail ne permet plus de vivre décemment, quel que soit ce travail et même s'il ne vous place pas directement dans la catégorie des exploités du capital. Cela est si vrai qu'on a pu parler d'un *prolétariat rural*, composé de petits propriétaires-exploitants, de paysans pauvres travaillant eux-mêmes un bout de terrain qui leur permet tout juste de vivre. C'est ainsi également qu'on admet l'existence d'un *prolétariat artisanal*, formé de travailleur

indépendants mais qui, subissant durement la concurrence de la grande industrie, se trouvent parfois dans des conditions économiques plus précaires encore que celles que connaît le prolétariat des usines.

Ainsi, parfois, la notion d'exploitation sociale se substitue à celle d'exploitation patronale pour la détermination de la condition de prolétaire. On est ou on n'est pas un prolétaire selon qu'on est plus ou moins misérable, plus ou moins exploité, quelle que soit, d'ailleurs, la forme de cette exploitation. Mais du même coup se trouve posé un grave problème de limitation, d'espèce, de mesure, d'appréciation. Jusqu'à quel point un paysan, un fonctionnaire, un ingénieur peuvent-ils se dire des prolétaires ? Question délicate au plus haut point et à laquelle se subordonne, par certains côtés, le problème général de la Révolution à notre époque.

Qui ne voit que l'intérêt de la Bourgeoisie est, ici, de brouiller les cartes ? Elle s'y attache en essayant de détacher du Prolétariat des couches aussi nombreuses que possible et en les intégrant dans son propre système comme autant d'éléments alliés ou complices. Grâce à un système scolaire compliqué, elle réussit, sans modifier aucunement le statut social qui fixe les rapports généraux entre les classes, à puiser dans le Prolétariat des hommes dont elle a besoin et dont elle fait ses contremaîtres, ses ingénieurs, ses savants, ses techniciens de toute espèce. Par une rémunération préférentielle, elle les attache à sa cause, elle en fait ses chiens de garde qu'elle dresse à mordre aux chausses du Prolétariat. Elle les constitue en une classe particulière, mi-bourgeoise, par son genre de vie, mi-prolétarienne par son origine et ses attaches.

Ainsi se trouve posé le problème des classes moyennes. Problème capital. De la force, du nombre, de la fidélité de cette classe moyenne dépend, en effet, le sort de la Bourgeoisie. Qu'elle s'affaiblisse, qu'elle pactise avec la classe ouvrière, et voilà la Bourgeoisie non seulement privée de techniciens, mais encore la voilà seule en face du Prolétariat, sans cet état-tampon qui amortit les antagonismes entre les deux classes fondamentales. Situation critique qu'elle doit à tout prix éviter. On peut dire qu'à cet égard, une des grandes préoccupations de la Bourgeoisie est d'assurer le recrutement le meilleur de cette classe moyenne. Certains bourgeois pensent que le vieux système scolaire, avec son grossier empirisme peut y suffire. D'autres cherchent à perfectionner la machine à écrémer le Prolétariat et se tournent volontiers vers les solutions préconisées par les radicaux partisans de l'Ecole Unique.

L'Ecole Unique, en effet, lorsqu'on en examine le principe et l'économie sans préjugé démocratique, mais à la lumière de la lutte des classes, apparaît bien comme une institution destinée à demander au prolétariat un tribut spécial et onéreux : celui de l'intelligence. Elle vise à arracher à leur classe d'origine les enfants aptes à devenir de bons techniciens et, grâce à l'éducation réactionnaire qu'elle leur dispensera, à les pourvoir d'une mentalité de petits bourgeois cupides et égoïstes. Elle vise à en faire les ennemis du prolétariat en développant en eux le goût de parvenir, de s'évader de leur classe, à les séparer économiquement et moralement de leurs frères de misère : les ouvriers et les paysans.

Qui ne voit le danger d'une telle entreprise qui, en rationalisant et en assurant le recrutement de la classe moyenne, prive en même temps le prolétariat de ses meilleurs éléments ? Certains pédagogues révolutionnaires ont déjà dénoncé cette nouvelle offensive de la Bourgeoisie contre la classe ouvrière et, en dissipant les illusions mortelles que créait le vocable d'école unique, ont montré que seule la Révolution pourrait créer l'école vraiment rationnelle et humaine, l'école unique de la science et du travail.

Revenant, à présent, sur la question de la classe moyenne, nous nous proposons de définir d'une façon

plus précise, son rôle social et sa destinée. A vrai dire, son existence même complique si profondément les rapports entre le Prolétariat et la Bourgeoisie qu'il a pu sembler à certains observateurs des conditions sociales actuelles que l'existence même d'une lutte des classes était assez problématique. D'aucuns n'ont voulu y voir qu'une invention simpliste de Marx reprise par les politiciens socialistes. Leur thèse peut se résumer ainsi : il n'y a pas deux, mais une infinité de classes sociales. Il n'y a pas une Bourgeoisie et un Prolétariat, mais une masse d'hommes oscillant entre la condition d'un bourgeois et celle d'un prolétaire. Il n'y a pas une lutte des classes, mais des conflits innombrables d'intérêts dont on peut bien dire qu'ils n'ont aucune portée révolutionnaire.

— Voyez, disent-ils, les statistiques... Elles prouvent qu'on ne peut compter en France plus de sept ou huit millions d'authentiques prolétaires... Or, c'est un fait que les statistiques donnent une allure scientifique aux plus mauvaises démonstrations et qu'elles arrivent à rendre acceptables les plus mauvaises causes. C'est un autre fait que, faute d'une critique suffisante, elles conduisent aux conclusions les plus erronées. Pour être bref, nous dirons que le nombre supposé de prolétaires est, de toute évidence, absolument faux et insuffisant. Nous allons en donner la raison. La plupart des statistiques reposent, en ces matières, sur une confusion. Elles assimilent, en effet, deux catégories sociales très distinctes : le prolétaire et le salarié. C'est ainsi, par exemple, que certains auteurs opposent aux huit millions (nous arrondissons à dessein) de salariés divers, les six millions de non-salariés comprenant, outre les deux millions de rentiers oisifs, des chefs d'établissements, des exploitants de toutes catégories et des isolés (artisans, petits commerçants, agriculteurs) n'employant aucune main-d'œuvre. On feint d'oublier qu'un grand nombre de non-salariés, en particulier les petits propriétaires terriens, employant ou non une main-d'œuvre régulière, sont effectivement des prolétaires, aux termes que nous avons définis plus haut, apparentés étroitement, par leur niveau de vie souvent médiocre, aux ouvriers des villes. La terre qu'ils possèdent — et à laquelle, bien souvent ils tiennent — ne saurait, en effet, apparaître comme un instrument d'exploitation, mais constitue seulement un instrument de travail, un outil comparable, à quelques nuances près, à l'outil de l'ouvrier.

Tous les raisonnements que proposent nos négateurs de la lutte des classes sont donc faussés par cette erreur initiale. Toutes les conclusions auxquelles ils arrivent sont inacceptables. Ils voulaient nous prouver qu'il n'y avait pas de Prolétariat et, partant, pas de lutte des classes. Ils oublient qu'il est d'autres prolétaires que ceux de l'usine et qu'il faut tenir compte de tout le prolétariat rural. Qu'on en juge à la lumière d'autres constatations. Si nous examinons les statistiques d'ordre fiscal, nous trouvons plus de quatre millions de personnes non salariées dont le revenu n'atteint pas 20.000 fr. Or, à quelle catégorie sociale appartiennent ces non salariés sinon, pour la plupart, à la classe des petits propriétaires terriens ? Et n'est-il pas légitime, dès lors, de penser que ces quatre millions de personnes doivent entrer, pour la plupart, en déduction des six millions de non salariés qu'on oppose triomphalement aux huit millions de salariés divers ? Du même coup, la situation des classes sociales, réduite en chiffres, se trouve singulièrement différente de celle qu'on nous présentait. Elle pourrait s'exprimer en mettant en regard des deux millions d'exploiteurs de toute espèce, bénéficiant d'un revenu de plus de 20.000 fr., les douze millions de prolétaires.

Mais ces nombres eux-mêmes ne rendent pas compte de la structure sociale beaucoup trop complexe pour se

plier à une représentation chiffrée. Certes, nous ne le nions pas, le phénomène de la lutte des classes ne peut se réduire à un simple schéma de bataille où l'on verrait ici des millions de misérables privés de tout, et là une poignée de profiteurs possédant le monde. Nous croyons seulement que ce n'est pas à l'aide de statistiques, forcément contradictoires et incomplètes (c'est ainsi que les chiffres que nous avons cités ignorent les ouvriers étrangers et coloniaux travaillant en France et dont le rôle économique et social est considérable) qu'on parviendra jamais à résoudre le problème que nous avons posé.

Il nous paraît plus efficace d'observer la réalité sociale et, munis des quelques données générales que nous connaissons, d'examiner s'il y a en France, aujourd'hui, un prolétariat et une lutte des classes. Dès lors, nous sommes frappés par un fait capital : celui de l'existence et du développement d'une classe moyenne. Il n'existe pas, en effet, un Prolétariat et une Bourgeoisie, constitués comme classes antagonistes et dont l'une doit forcément abattre l'autre; mais il y a une infinité de conditions formant autant de catégories sociales dont les intérêts parfois divergent et parfois convergent. Il y a surtout de nombreuses catégories moyennes, constituées par des éléments petits-bourgeois et ouvriers aisés, plus ou moins bénéficiaires de l'ordre social actuel et, par conséquent, conservateurs.

Est-ce là un phénomène vraiment nouveau ? Le développement d'une classe moyenne est-il vraiment caractéristique de notre époque ? D'aucuns l'affirment. Mais l'histoire est d'un autre avis. A toutes les époques, en effet, on trouve la même variété de catégories sociales que nous constatons aujourd'hui. C'est ainsi qu'à la fin du XVIII^e siècle, à la veille de la Révolution, on aperçoit en France, entre le roi, possesseur théorique de toutes les richesses de son royaume, et le paysan misérable, serf encore sur certaines terres d'Eglise, une quantité innombrable de degrés d'élévation : petits métayers, fermiers ou propriétaires, petits officiers fiscaux ou justiciers, bourgeois aisés, commerçants ou armateurs, grands bourgeois parlementaires, fermiers généraux, etc. Ne pourrait-on pas, en y regardant attentivement, retrouver ici toute la variété de nuances du monde moderne ? Et cette structure sociale éparpillée a-t-elle, puisque c'est la question qui nous intéresse, empêché la Révolution, c'est-à-dire le groupement et l'offensive de toutes les forces bourgeoises, appuyées sur le prolétariat, contre le régime monarchico-féodal ?

Pourtant, nous reconnaissons bien volontiers que, si une telle analyse ne révèle pas d'importantes variations sociales qualitatives, elle nous oblige à enregistrer un très grand désaccord dans la disposition quantitative des éléments constitutifs des deux sociétés envisagées. En bref, on peut dire que les classes moyennes ont crû en nombre et en richesse. Une partie plus ou moins importante de la plus-value, résultant d'une meilleure exploitation des richesses du globe, s'en est allée à certaines couches sociales jusqu'alors très voisines du prolétariat. On a assisté à un enrichissement des titulaires de professions dites libérales et des techniciens supérieurs indispensables pour mettre en valeur les domaines nouveaux du capitalisme. Le médecin, le juge, l'ingénieur ont vu leur condition matérielle s'améliorer progressivement. Sont-ils devenus, du même coup, les indéfectibles alliés de la Bourgeoisie contre le Prolétariat ? Par leur existence même, les classes moyennes jouent-elles et sont-elles appelées à jouer un rôle contre-révolutionnaire ? Nous ne le croyons pas. Le résultat de la bataille des classes ne dépend pas d'elles. L'influence sociale de ce qu'on peut appeler la petite-bourgeoisie est, en effet, pratiquement nulle. Entre la Bourgeoisie et le Prolétariat, il n'y a de place que pour des éléments hétérogènes, aimantés sentimentalement, en apparence, économiquement en réalité, par l'une ou

l'autre des deux classes fondamentales. Dans l'hypothèse d'une Révolution, le rôle de ces classes moyennes serait de servir le vainqueur quel qu'il fût. Si elles peuvent, présentement, compliquer la formulation du problème social, elles ne sauraient en aucune manière en modifier la solution. Leur influence est donc plus apparente que réelle ; elles n'atténuent en rien l'antagonisme entre prolétaires et bourgeois. Si nous voulions user d'une comparaison nous dirions que, de la même manière, l'adjonction dans un convoi de plusieurs wagons de seconde classe, laisse intact le rapport d'inégalité entre les voyageurs de troisième et de première classes.

Que cet antagonisme soit conscient ou inconscient, il n'importe. Il nous suffira d'avoir montré que l'objection fondée sur l'existence des classes moyennes est sans valeur. Ceux qui la formulaient pensaient du même coup ruiner la théorie marxiste de la lutte des classes en affirmant qu'il n'y avait pas de classes. Et voilà que l'idée marxiste sort victorieuse du débat. Mais, au surplus, Marx est-il le premier et le seul à avoir énoncé en termes clairs une théorie du Prolétariat ? Non pas. Proudhon, à maintes reprises, avait posé l'existence des classes. Répondant aux petits-bourgeois républicains qui, après le Manifeste des Soixante, première opposition consciente au régime napoléonien, prétendaient qu'il n'y avait pas de classes en France, il montrait dans sa *Capacité Politique des Classes Ouvrières* qu'il existait une classe ouvrière, depuis 1789, depuis que l'ouvrier avait séparé son sort de celui de son patron avec lequel il était jusqu'alors uni dans la corporation. Qu'on le veuille ou non, écrivait-il, *la société française est divisée en deux classes*. Il y a d'un côté ceux qui travaillent pour un salaire bas et qui vivent exclusivement de leur travail et ceux qui vivent d'autre chose que de leur travail, quand ils travaillent. Observation féconde, en effet, et qui le conduisait à cette conclusion : *la division de la société moderne en deux classes, l'une de travailleurs salariés, l'autre de propriétaires-capitalistes-entrepreneurs, est donc flagrante*.

Proudhon essayait ensuite de fixer le destin des deux classes ennemies. Il voyait le Prolétariat chercher à comprendre son état, parler de son émancipation, monter, et la Bourgeoisie hésiter, louvoyer, accepter tous les régimes et les rejeter l'un après l'autre. Tandis que le Prolétariat prenait une conscience de classe, la Bourgeoisie perdait conscience de la sienne. Déjà elle n'était plus une classe puissante par le nombre, le travail et le génie, qui veut et qui pense, qui produit et qui raisonne, qui commande et qui gouverne; elle n'était plus qu'une minorité qui trafique, qui spéculé, qui agiote..., une cohue. Le rôle du Prolétariat serait de réaliser la fusion des deux classes dans un monde égalitaire où, à la différence des fonctions ne correspondrait pas une hiérarchie des conditions morales et matérielles.

Ici, Proudhon rejoignait Marx dans l'affirmation vigoureuse de l'existence des classes. Et, plus nettement encore que l'auteur du *Manifeste*, il indiquait au prolétariat sa voie : creuser toujours davantage le fossé qui le séparait de la Bourgeoisie, se refuser à toute collaboration, à tout partage illusoire du gouvernement, s'abstenir de voter, de constituer à l'intérieur des assemblées représentatives une opposition qui serait vouée à l'impuissance et qui constituerait un trompe-l'œil démocratique. Mais, au contraire, constituer ses propres forces, ses propres institutions, dégager l'idée ouvrière par la lutte contre toute autorité et particulièrement contre l'Etat et par la recherche d'une formule sociétaire où l'échange des services devra se faire sur un pied d'égalité... la société devant être considérée, non comme une hiérarchie de fonctions et de facultés, mais comme un système d'équilibration entre forces libres, dans lequel chacun est assuré de jouir des mé-

mes droits, à la condition de remplir les mêmes devoirs, d'obtenir les mêmes avantages en échange des mêmes services, système, par conséquent, essentiellement égalitaire et libéral, qui exclut toute acception de fortune, de rang et de classe.

Ainsi, la pensée de Proudhon fixait à la fois le présent et l'avenir. Pour le présent : lutte de classes. Pour l'avenir : approfondissement de cette lutte devant se terminer par le triomphe révolutionnaire du Proletariat. Les deux affirmations sont, en effet, corrélatives. La négation de l'existence et de la lutte des classes entraîne la négation de la Révolution en faveur d'on ne sait trop quel *progrès indéfini dans tous les domaines*. Elle conduit droit au réformisme par la pratique d'une propagande purement idéaliste et subjective. Elle livre, sans défense, le Proletariat à la Bourgeoisie.

A une telle doctrine à l'usage des démocrates de la *Ligue des Droits de l'Homme*, s'opposera toujours victorieusement la théorie inattaquable de la lutte des classes. On ne la confondra pas avec un absurde fatalisme révolutionnaire, véritable caricature du Marxisme, qui prétendrait assurer sans efforts le triomphe du Proletariat. Si l'on peut croire qu'il est des conditions objectives, indépendantes, dans une certaine mesure, de la volonté humaine, et hors desquelles la Révolution ne sera pas, en revanche on peut dire qu'il est des conditions subjectives nécessaires pour le triomphe de cette Révolution. Il ne suffit pas qu'une conjoncture économique et politique soit révolutionnaire, il faut encore que le Proletariat le soit.

Ce doit être une des préoccupations essentielles des anarchistes que de développer cette conscience révolutionnaire du proletariat. En préconisant, selon les enseignements de Proudhon, une organisation politique autonome de la classe ouvrière, en acceptant toujours et dans tous les domaines la rupture de celle-ci avec la Bourgeoisie, en travaillant à la formation d'une culture syndicale de classe s'opposant à la culture bourgeoise, en favorisant les courants contemporains en faveur d'une éthique et d'une esthétique prolétariennes, ils dresseront, en face de la vieille et branlante société capitaliste, la société de demain, la société des travailleurs libres et égaux, sans dieux ni maîtres. — LASHONTES.

PROLETAIRE n. m. Le travailleur, l'homme que l'on désigne sous le nom de prolétaire, est celui qui ne possède pas de fortune, n'occupe pas une situation suffisamment lucrative pour le rendre indépendant. Dans l'Antiquité, à Rome surtout, le prolétaire était, comme de nos jours, un homme pauvre, pour qui la Société n'avait guère de considération que pour les enfants qu'il engendrait pour servir de chair à plaisir ou à travail aux classes dirigeantes de l'époque. Il y a plus de différence dans la forme que dans le fonds entre le prolétaire de la Rome antique et celui de notre époque. Le prolétaire a été et est encore plus ou moins ouvertement un esclave collectif et politique.

Afin de définir plus nettement notre pensée sur le prolétaire nous disons : tout membre de la Société qui est complètement privé de la propriété d'une partie du sol, ou de ce qui en procède, et qui dépend, pour vivre, des propriétaires fonciers ou des capitalistes est un prolétaire.

La propriété d'une richesse est une des conditions indispensables du travail, c'est-à-dire à la possibilité de pourvoir aux nécessités de la vie; l'autre condition c'est l'intelligence développée par la participation aux connaissances acquises à la société générale.

Quand la domination du sol, et de ce qui en provient, pèse sur la classe moyenne et sur lui, le prolétaire est moins malheureux que lorsque le capital dans son ensemble, — c'est-à-dire richesse foncière et richesse mobilière — appartient à la noblesse et l'écrase. Si le

travailleur déshérité s'est insurgé pour la bourgeoisie contre la noblesse, c'est qu'il avait été fort longtemps horriblement exploité par celle-ci. De ce fait, il a quelque peu amélioré son sort quant à l'alimentation et à l'existence proprement dite ; mais, par contre, il a appris à sentir davantage, c'est-à-dire à souffrir moralement et aujourd'hui, comme par le passé, il reconnaît avec le fabuliste que : son ennemi c'est son maître. Cette situation de demi-esclavage ne peut cesser que par une nouvelle organisation de la propriété en général et de la propriété foncière tout particulièrement. C'est de cette organisation sociale nouvelle qui, sans désorganisation et dans l'harmonie sociale, donnera à tous et à chacun les moyens d'être les artisans de leur fortune et de leur destinée, que le prolétariat disparaîtra. La propriété du sol entrée au domaine commun ou social et la participation de tous aux connaissances acquises sont les deux principales réformes à réaliser si l'on veut voir disparaître le prolétaire, le prolétariat et, par suite, le paupérisme.

Comme les propriétaires individuels formant des sociétés se combattent entre eux, malgré une apparente solidarité et, à l'occasion, invoquent le secours des prolétaires pour renforcer leurs avantages, les travailleurs feront bien de se rappeler qu'ils sont encore les esclaves du capital et que leur intérêt véritable, sous toutes les latitudes, consiste à s'émanciper eux-mêmes. — R. S.

PROPHYLAXIE n. f. (du grec : pro, avant, et phylaxis, action de garantir). Nous entendons par prophylaxie l'ensemble des moyens que l'on peut mettre en œuvre pour se préserver de tel danger qui surviendrait presque fatalement sans ces précautions.

La prophylaxie ne sera pas seulement hygiénique ou thérapeutique, comme on l'a volontiers considérée jusqu'ici, mais elle intéressera également le plan intellectuel et moral de l'individu. Bien plus, nous pouvons l'étudier jusque dans ses ressources salutaires pour se garantir contre les fléaux économiques et sociaux.

En résumé, la prophylaxie est l'action de neutraliser, par des moyens appropriés, tous les éléments nocifs pouvant attaquer l'individu ou la collectivité dans sa santé physique, morale et sociale.

Il faut remonter à la plus haute Antiquité pour trouver les premières règles de prophylaxie hygiénique. Moïse, Mahomet n'hésitèrent pas à proscrire de l'alimentation de leurs peuples, certaines viandes, le porc entre autres (à cause de la trichinose), et certaines boissons alcoolisées. Le Ramadan chez les Musulmans, le Carême chez les Chrétiens, n'ont pas d'autre cause que de forcer les individus à une carence alimentaire très utile, surtout à l'époque du printemps.

Au cours des siècles, les grands fléaux épidémiques qui s'abattirent sur les peuples forcèrent ceux-ci à se soumettre à une prophylaxie rigoureuse et souvent brutale. Lors de l'invasion de la lèpre, qui se propagea d'une façon redoutable en Europe, à l'époque des Croisades, on employa le seul préservatif efficace, qui fut l'isolement. C'est dans ce but que furent créées les léproseries. Il existe une déclaration royale du 24 octobre 1613 réorganisant l'assistance due aux lépreux et faisant défense à ceux-ci de se marier avec des gens indemnes.

Pour la peste, on employa des moyens plus radicaux encore. Le 26 août 1531, le Parlement ordonna que toutes les maisons infestées par la peste eussent aux portes et aux fenêtres une croix de bois. Et, comme rien n'est nouveau sous le soleil, le bâton blanc que nous voyons aujourd'hui aux mains de nos aveugles, fut donné aux pesteux.

On cite aussi ce cas d'une prophylaxie par trop expéditive : le 27 septembre 1720, à Aix-en-Provence, un homme étant mort de la peste, on mura sa maison.

Celle-ci était dans le faubourg de la ville. Trois hommes de cette maison voulurent, le soir, rentrer en ville : on les mit à mort.

Et, quand on songe que l'épidémie de choléra de 1832, débutant à Calais et atteignant Paris fit plus de cent mille victimes; celle de 1848, à Dunkerque, cent dix mille; enfin, que celle de Marseille, en 1865, détermina dans cette seule ville 14.600 décès en quelques mois, on trouve bien naturel que la société emploie tous les moyens possibles pour se défendre, et cherche de plus en plus à les améliorer.

En 1798, le médecin anglais Jenner publia son premier ouvrage sur la vaccine et, en juin 1800, eurent lieu les premiers essais de l'inoculation vaccinale contre la variole : elle est pratiquée avec succès sur une trentaine d'enfants. C'est, on peut dire, la première grande victoire prophylactique, car il faut arriver ensuite aux belles expériences de Pasteur, pour que la porte soit ouverte toute grande à la lutte contre les éléments nocifs des principales maladies humaines. Nous passerons en revue ces différents procédés de préservation quand nous nous occuperons de la prophylaxie thérapeutique.

Pour l'instant, disons quelques mots de la prophylaxie hygiénique.

L'hygiène est la clef de toute bonne santé. Il faut qu'elle existe, au point de vue général, dans tous les endroits où doivent vivre en commun des agglomérations d'individus. Tout le monde ne peut pas habiter un appartement luxueux, où règne tout le confort moderne. Il faut donc remplacer, dans les logements plus modestes, ce luxe par des choses pratiques, et d'une propreté méticuleuse.

Il est indéniable qu'un grand progrès est actuellement réalisé. La destruction de la « zone parisienne », son remplacement par la construction de grands immeubles à loyers modérés, et, dans beaucoup de quartiers des grandes villes, la suppression d'îlots insalubres, nids à tuberculose, à fièvre typhoïde, à cancer, permettent au travailleur d'améliorer sa façon de vivre.

La facilité de plus en plus grande des communications avec la banlieue lui permet également de se désintoxiquer des miasmes accumulés dans les villes, et dont ses poumons sont imprégnés. L'effort n'a pas été moindre en ce qui concerne l'hygiène générale dans les grosses agglomérations d'individus : villes, usines, casernes, écoles, grands magasins, hôpitaux, etc... Partout l'air circule mieux ; la vue se repose sur des jardins, des squares, des arbres. La nourriture, pour ceux qui sont nourris par la communauté, est très sensiblement améliorée. Enfin, l'aération, la désinfection des locaux, les vaccinations préventives, l'hydrothérapie, l'assistance médicale, les secours aux femmes en état de grossesse, tous ces facteurs entrent en ligne de compte pour réaliser une amélioration très sérieuse de la vie de l'ouvrier.

Est-ce à dire que la perfection est obtenue ? Hélas ! il y a encore beaucoup à faire ! On publie des décrets défendant ceci ou cela, pour le bien des gens. Mais combien s'y conforment ? On défend de battre les tapis aux fenêtres, vous passez et recevez tous les microbes possibles échappés de chiffons poussiéreux ; on défend de laisser aux étalages extérieurs les produits de l'alimentation : passez devant les crémeries ou magasins de fruiteries : tout est par terre, pêle-mêle, et j'ai vu des chiens ne pas hésiter à se soulager sur ces paniers où vous irez ensuite puiser vos provisions. J'ai vu souvent le soir, dans les pâtisseries, des employés balayer très consciencieusement la boutique, n'ayant cure des gâteaux restant à découvert sur les tablettes, ils seront resservis le lendemain pleins de combien de microbes ?... Et combien d'autres faits je pourrais citer dans cet ordre d'idées !

Il y a, certes, beaucoup à faire, et nous verrons, surtout quand nous parlerons de la prophylaxie sociale, que l'homme n'est pas prêt d'atteindre au bonheur auquel il semble normalement avoir droit.

Une des bases de la prophylaxie hygiénique individuelle est la *propreté corporelle*. Notre époque est une époque de propreté et la pratique des sports y a pour beaucoup contribué. Evidemment, l'envisage ici l'homme de condition moyenne, ne m'attardant pas aux riches qui ont tout, et plus encore, pour se donner tout le confort hygiénique possible, — ni, non plus, à l'homme déchu, vivant au bas de l'échelle sociale, abêti par les passions et l'alcool. Donc, pour cet homme de condition moyenne, les soins de son corps, et la culture du dynamisme de ses muscles lui permettent d'échapper à nombre de maladies, et d'arriver à une vieillesse saine et heureuse sans s'en apercevoir.

Les soins à apporter à certains organes particuliers sont des plus importants. Je parlerai en tout premier lieu des dents.

L'hygiène dentaire est, actuellement, entrée dans les masses, et le temps n'est plus où les soldats se servaient de leur brosse à dents pour astiquer les boutons de leur capote. Dès le jeune âge, dans les écoles comme dans les familles, on habitude les enfants à se brosser les dents, et à ne pas avoir peur du dentiste. Les malformations dentaires sont corrigées par des appareils spéciaux, dont le principal est le *Mouchoir* du Docteur Pierre Robin. C'est qu'on ne se figure pas, dans le public, l'importance qu'ont les dents mal placées dans les mâchoires, ce qu'on appelle scientifiquement *dysmorphoses*, pour le développement physique et intellectuel de l'enfant. Vous les connaissez tous, ces sujets, qu'on appelle couramment adénoïdiens, aux dents irrégulières, à la voûte palatine ogivale, au menton en retrait ou en « galoche » ; chétifs, malingres, se développant mal, ils restent asthéniques, déprimés, en retard sur tout. La tête en avant, les épaules en dedans, ils sont des candidats à la tuberculose, préparée par des rhumes constants. La mastication qu'ils effectuent la bouche ouverte leur occasionne de l'aérophagie ; aussi sont-ils plus ou moins atteints d'entérite et d'infection gastro-intestinale, où l'appendicite prend une place importante. Leurs études sont retardées, leur caractère nonchalant et souvent coléreux ; dans l'ensemble, ce sont des enfants difficiles à élever et donnant beaucoup de mal aux parents. (Dr P. Robin.)

Que voulez-vous que de tels sujets deviennent dans la vie ? Ne seront-ils pas toujours des *impedimenta* sociaux, traînant avec eux leurs tares et les vices inhérents à leur déchéance physiologique ?

Grâce au traitement et à l'appareil du Dr Pierre Robin, grâce à cette méthode qu'il a appelée l'*Eumorphie*, il arrive à faire de ces pauvres êtres tarés, disgraciés, condamnés à traîner une vie sur laquelle auront prise toutes les maladies et diathèses possibles, de ces malheureux, dis-je, il fera des sujets sains, normaux, armés pour la lutte physique et morale, sentant leur intelligence autrefois atrophiée, s'éveiller de jour en jour aux idées saines et grandes, et parvenant ainsi à être des hommes dans le sens le plus noble du mot.

A ces corrections thérapeutiques des anormaux, on peut joindre les exercices physiques qui ont pris une très large place dans l'éducation infantile moderne. Les institutions scoutistes, réunissant des milliers d'enfants et de jeunes gens des deux sexes, apportent, par l'entraînement physique bien réglé, une contribution immense à la prophylaxie de tous nos maux.

Dans le même ordre d'idée, les danses eurythmiques, très en honneur dans toutes les classes de la société, apportent au corps une liberté, une souplesse, une élégance dans les gestes et la démarche, qu'on ne

retrouve réellement que dans les manifestations artistiques grecques ou latines.

Plus près de nous, nous voyons évoluer deux écoles sportives que l'on commence à envisager avec une curiosité sympathique : c'est le *Naturalisme* des frères Durville, et le *Nudisme*, de Kienné de Mougeot. Et ceci rentre bien dans notre étude, car la thalassothérapie et l'héliothérapie, c'est-à-dire les bains de mer et les bains de soleil, réclament, pour obtenir un maximum bienfaisant, une nudité absolue. Les nudistes affirment, d'ailleurs, que le nu est plus chaste que le demi-nu, et que si, dès le jeune âge, on habitue les enfants des deux sexes à vivre ensemble à l'état de nature, ils n'auraient pas, plus tard, les curiosités malsaines de la puberté. L'éducation sexuelle en serait d'autant facilitée.

Voilà donc, envisagé dans ses grandes lignes, ce qui touche à la prophylaxie hygiénique.

Voyons rapidement, maintenant, les chapitres de la prophylaxie thérapeutique.

Ils embrassent toutes les grandes diathèses, toutes les grandes maladies ; c'est-à-dire qu'il faudrait un livre entier, que dis-je, plusieurs ouvrages, pour développer tous les traitements nouveaux, tous les moyens de défense contre les maladies, qui sont la gloire de notre nouveau siècle, avec les sérums, les vaccins, les bactériophages, l'hémothérapie et la transfusion du sang, la radiothérapie et les rayons X, enfin, la dernière venue, l'opothérapie ou prophylaxie et traitement par les produits des glandes endocrines.

Quatre grandes diathèses déciment l'humanité : syphilis, tuberculose, alcoolisme, cancer. Voyons les données modernes qui peuvent protéger la société contre ces maladies, dans son individualité comme dans son hérédité.

Syphilis. — La syphilis n'étant plus, heureusement, considérée comme maladie honteuse, l'individu peut être mieux guidé et conseillé, d'abord pour éviter la maladie, ensuite, l'ayant contractée, pour préserver son entourage de tout contagion. On peut mieux lui apprendre à bien se soigner et surtout à considérer comme un crime de donner la vie à un enfant dans de telles conditions. Des livres, des pièces de théâtre, des tracts et des articles dans de nombreux journaux, le mettent en garde contre la gravité de sa maladie, si les soins ne lui sont pas donnés à temps, et surtout s'il se figurent être guéri parce que les premiers accidents auront rapidement disparu. Un syphilitique a, toute sa vie, une épée de Damoclès suspendue sur sa tête : qu'il ne l'oublie jamais.

Des centres vénériens existent aujourd'hui un peu partout et donnent une marche à suivre rigoureuse pour éviter ces accidents à retardement. La vraie prophylaxie de cette maladie est un peu illusoire : c'est un peu, comme dans la pièce de Brieux, le bon ou mauvais billet tiré à la loterie de l'amour. Cependant, je crois rendre service au lecteur en lui donnant ce conseil pratique : « Le plus tôt possible, après un rapport sexuel suspect, faire un savonnage prolongé des organes génitaux et des régions voisines (savon blanc de Marseille et eau chaude). Frictionner ensuite légèrement ces mêmes surfaces avec la pommade suivante, qui sera laissée en place deux à trois heures :

- Cyanure de Hg. : dix centigrammes ;
- Thymol : 1 gr. 75 ;
- Huile de Vaseline : 4 gr. ;
- Calomel : 25 gr. ;
- Lanoline : 50 gr. ;
- Vaseline : q. s. pour 100 gr. » (Gauducheau.)

Tuberculose. — Nous avons dit plus haut que l'hygiène est la clef de toute bonne santé. Jamais aphorisme n'a été aussi vrai qu'en ce qui concerne la prophylaxie de la tuberculose.

L'air confiné, les séjours dans les locaux obscurs, sales, mal entretenus, où grouillent des nichées d'enfants, voilà les facteurs de la tuberculose. Et ceux-là ne pardonnent jamais. Prenez les mêmes nichées d'enfants, faites-les évoluer en plein air, qu'ils appartiennent à des bohémiens ou à des fermes campagnardes, dans lesquelles on les verra disputer le fumier aux porcs : jamais vous ne trouverez chez ceux-ci le bacille de la tuberculose. Ah ! des croûtes d'impetigo ou autres teignes, tant que vous voudrez ! Mais les parents vous diront que « ça n'a pas d'importance, que c'est la santé de l'enfant... », et vous n'aurez rien à répondre. La vie au grand air, les exercices physiques, les bains de soleil et de mer, voilà la vraie prophylaxie de cette terrible maladie. Quant à son hérédité, on affirme aujourd'hui qu'elle est rare : l'enfant ne naît pas tuberculeux, il naît tuberculisable.

La lutte que la société livre à cette maladie est grande et donne de bons résultats. Des dispensaires existent dans chaque arrondissement, à Paris, et le timbre anti-tuberculeux, lancé, chaque année, à Paris, leur apporte une source intéressante de revenus. On a fait un peu partout des préventoriaux et des sanatoriaux. Des affiches, dans tous les lieux publics, défendent de cracher, car les poussières remplies de bacilles sont absorbées rapidement. Malgré tout, le pourcentage de mortalité par tuberculose est trop élevé. « Là encore, les résultats obtenus partout où la lutte est menée méthodiquement, montrent ce que leur généralisation pourrait nous conserver de vies humaines. » (Le *Matin*, 27 mai 1932.)

Les Italiens sont en progrès sur nous à ce sujet. Une loi va, en effet, instituer la fiche radiologique obligatoire dans les écoles, afin que soient dépistées les lésions initiales de la tuberculose chez les enfants, « les radiologistes italiens désirant collaborer d'une façon désintéressée à la grande bataille de rénovation de la race. » (10^e Congrès radiologiste italien, juin 1932.)

Alcoolisme. — Il n'y a pas de prophylaxie de l'alcoolisme : il est ou il n'est pas. Il en est de l'alcool comme de tous les poisons, c'est par sa suppression catégorique que l'on peut arriver à un résultat positif. Deux grands exemples sont là : au moment de la guerre, on a supprimé les alcools et l'absinthe ; résultat : on ne voit plus dans les rues de ces clochardsivre-morts. Ceci pour la France. En Amérique, on a institué le régime sec : on en discute encore le bien ou le mal que cela a occasionné. Il est certain qu'en ce qui concerne notre pays, on peut affirmer que l'ouvrier ne s'alcoolise plus. Regardez-le au bar : il prendra un « café arrosé », un « blanc », un « rouge bord », quelquefois un « calva ». Mais l'« anis » le dégoûte : ce n'est plus le bon « Pernod » d'autrefois, et les alcools coûtent trop cher.

Mais le vice s'est décalé et c'est maintenant dans la classe riche qu'il sévit. L'alcoolisme règne en maître chez les buveurs de cocktails, de liqueurs à plein « verres-dégustation » répétés je ne sais combien de fois dans une journée ou une soirée, et ce sont souvent les femmes dites « du monde » qui en détiennent le record. On peut dire que le cocktail est le poison actuel de la haute société, néfaste doublement comme alcool, et comme mélange.

Cancer. — Le cancer est la grande maladie moderne, surnoise, tapant à coup sûr, sans qu'on puisse en deviner l'invasion. Certains, comme le cancer de la bouche, des lèvres, de la langue, peuvent être décelés par des spécialistes comme les dentistes avertis. Une prophylaxie bien dirigée, surtout par la suppression du tabac chez les fumeurs ou le meulage de certaines dents ou racines à arêtes coupantes, peut enrayer le mal. (Voir *Tumeur*.)

Dans l'état actuel de la science, on ne peut dire encore si le cancer est contagieux ou non. Il semblerait héréditaire.

ditaire. On parle aussi de régions, de maisons même, où le cancer se développerait avec plus d'intensité que partout ailleurs. On lance, actuellement, dans la pharmacopée, des produits à base de sels de magnésium et de manganèse qui agiraient efficacement et d'une manière prophylactique sur la neutralisation des terrains cancéreux. Quoi qu'il en soit, le traitement classique, en dehors de cette médication, ressort entièrement de la chirurgie ou de la radiumthérapie.

Notre étude serait incomplète, si nous passions sous silence quelques grandes maladies, pour lesquelles la prophylaxie offre cent fois plus de ressources que le traitement lui-même.

Fièvre typhoïde. — Due, comme on sait, à la contamination des eaux par le bacille d'Eberth, elle n'existe pour ainsi dire plus dans les grands centres, où l'eau est stérilisée par différents moyens. Le plus moderne est la verdunisation, obtenue par l'action des rayons ultra-violet.

Il est si peu permis, aujourd'hui, aux compagnies des eaux de ne pas prendre toutes les précautions voulues pour donner une eau exempte de tous germes pathogènes, que la responsabilité de ces compagnies est parfaitement établie par les tribunaux, et que, dans une épidémie de fièvre typhoïde, les personnes atteintes sont en droit de réclamer des indemnités. Un habitant d'Oullins, près de Lyon, réclama 30.000 francs d'indemnité, son fils ayant eu ses études interrompues du fait de la typhoïde, et sa demande fut recevable.

Dans les grandes agglomérations d'individus, dans l'armée par exemple, la vaccination anti-typhoïdique a fait merveille, et les épidémies vraies n'existent pour ainsi dire plus. Pour renseigner encore mieux le lecteur, nous ajouterons cette nouvelle de la toute dernière heure (juillet 1932) : M. André Kling vient d'étudier le mécanisme suivant lequel l'argent métallique mis en contact avec une eau quelconque souillée, non seulement la stérilise, mais encore lui confère des propriétés bactéricides vis-à-vis du Bacille typhique et du Colibacille. Cette action serait due à une solubilisation de l'argent dans l'eau.

Diphtérie. — La prophylaxie de la diphtérie est intéressante, parce qu'elle est toute nouvelle et a donné, d'emblée, des résultats positifs. On sait l'angoisse des parents quand le croup venait tuer leur enfant étouffant dans ses griffes mortelles. En disant « toute nouvelle », je veux parler de la sérothérapie préventive par le vaccin ou anatoxine de Ramon, parce que le sérum antitoxique de Roux est le traitement le plus ancien du croup, et celui qui a préservé des milliers de petits êtres, voués sans lui à une mort certaine.

Le sérum de Roux guérit, le vaccin de Ramon immunise ; et cette vaccination se fait aujourd'hui à tous les enfants entre quatre et sept ans. Trois injections seulement sont pratiquées. Jusqu'à sept ans, on ne constate aucune réaction. A partir de cet âge, le shock est sensible. L'on doit d'ailleurs s'abstenir chez les adultes.

Rage, Tétanos. — Dans ces deux cas, la vaccination doit être prophylactique, et n'agit qu'autant que le virus n'a pas encore fait son attaque. Tout individu mordu par un animal suspect de rage doit être vacciné le plus tôt possible. Tout individu mordu par un serpent venimeux doit recevoir le sérum de Calmette. Cette sérothérapie constitue un traitement d'urgence. L'injection devant être précoce pour être curative.

De même, toute personne ayant fait une chute et ayant une blessure ou écorchure souillée de terre ou de poussière est susceptible de contracter le tétanos. Là aussi, le vaccin n'agira qu'à titre préventif. On ne saurait trop répéter ces conseils pratiques, car de la rapidité du traitement dépend toujours la vie du malade.

Quant aux autres maladies infectieuses ou parasitaires, la prophylaxie générale se résumera en quelques principes : isolement du malade ; port d'un masque de gaze et d'une blouse, par toute personne l'approchant (surtout pour la grippe) ; lavage des mains avec une solution antiseptique (permanganate de potasse, hypochlorite de soude, etc...) ; désinfection du malade (nez, bouche, frictions d'eau de Cologne) ; vaccination et sérothérapie ; régime alimentaire.

La prophylaxie sanitaire est moins rigide à notre époque qu'autrefois. Les « quarantaines » des navires se bornent à quelques jours de lazaret. La destruction des bêtes de toutes sortes et surtout des rats à bord des navires, entre pour beaucoup dans la sécurité où se trouvent les voyageurs, en débarquant à terre, de n'être cause d'aucune contamination.

Quant aux moustiques, mouches, puces, tous vecteurs de germes, on sait la campagne qu'on mène activement pour leur destruction. Les journaux du 11 juillet 1932 faisaient passer un avis du Comité National de l'Enfance, soulignant les dangers que font courir aux nourrissons les chaux et les mouches, celles-ci se posant volontiers sur le lait, d'où s'ensuivent des diarrhées infantiles mortelles.

Maintenant, pour terminer cette étude de la prophylaxie thérapeutique, voulez-vous que je vous donne un bon conseil ? En cas d'épidémie, soignez encore mieux votre moral que votre organisme ; faites agir votre subconscient et répétez-vous — auto-suggestionnez-vous — que le bacille n'aura aucune prise sur vous. *La peur du microbe est le commencement de la maladie.* Et rappelez-vous la grande parole de Claude Bernard : « Le microbe n'est rien, c'est le terrain qui est tout ».

Cultivez donc votre terrain organique soit par une bonne hérédité, soit par un fonctionnement normal de vos glandes endocrines.

Toute la prophylaxie est là.

Prophylaxie mentale. — La prophylaxie n'est pas seulement hygiénique et thérapeutique, elle est aussi mentale. Cela veut dire que chaque être, dès son jeune âge, doit être guidé, prémuni contre les embûches de la vie. On obtiendra cela par une instruction, par une éducation bien adaptées à son intelligence et au milieu dans lequel il évoluera. Ce sera le rôle des instituteurs et des éducateurs de développer sa personnalité, de façon à lui donner une idée plus juste de ce qui est vrai, de ce qui est bien. Quelle responsabilité pour un maître ! Car si, dans les premières années de l'enfance, il y a le lien naturel, instinctif qui force le père et la mère à développer, chez le tout petit, son être surtout physique, à la septième année, des besoins nouveaux apparaissent, et son être intellectuel va recevoir les forces qui agiront durant sa vie. Et le maître devra avoir la compréhension de ce bloc inerte et vierge dont il lui faudra façonner une œuvre forte, intelligente, harmonieuse. Le moindre germe jeté dans ce terrain inculte aura des répercussions insoupçonnées. Car il faut bien se dire que toutes choses, dans la vie, dépendent les unes des autres, et que les plus petites causes peuvent déclencher les plus formidables effets.

La meilleure prophylaxie mentale du petit enfant, c'est de le laisser libre dans toutes ses activités, dont la principale, la plus vivante est le jeu.

L'enfant grandit, arrive à la puberté et, ici, se place la grave question de l'école mixte et de l'éducation sexuelle. L'école mixte est rationnelle : il n'y a pas plus de raison d'empêcher des enfants de sexe différent de suivre ensemble les leçons d'un maître que d'empêcher des jeunes garçons et des jeunes filles de s'asseoir sur les bancs d'un amphithéâtre, soit à la Sorbonne, soit à l'école de médecine ou à l'école de droit, pour les besoins de leur instruction professionnelle.

L'éducation sexuelle doit être enseignée par des personnes ayant toute la confiance de l'enfant, par le

médecin de la famille, ou à leur défaut par les parents; mais ceux-ci sont, presque toujours, de très mauvais éducateurs.

Alors, du fait que les enfants seront libérés de toutes ces idioties dont on embue leur petite intelligence, et comprendront le mystère de la vie humaine par comparaison avec les métamorphoses de plantes ou d'insectes, il naîtra dans leur conscience toute une prophylaxie mentale qui les mettra à l'abri des curiosités malsaines de la puberté, et en feront des êtres normaux, psychologiquement et physiologiquement parlant. Il n'y aurait pas tant d'adeptes de Sodome et de Lesbos, si la franchise sexuelle existait chez l'enfant dès son tout jeune âge, à commencer par le nudisme intégral.

Nous ne nous écarterons pas de notre sujet en parlant de la tendance actuelle à niveler les classes de la société; et le résultat s'en fera nettement sentir d'ici peu, car 1932 voit la suppression du Ministère de l'Instruction publique et son remplacement par le *Ministère de l'Education nationale*. Cette année voit aussi la gratuité de l'Instruction dans les lycées. Et, pour bien montrer l'état d'esprit de la jeunesse actuelle, je veux citer la fin d'un discours prononcé cette année, au banquet des anciens élèves du Lycée Pierre Loti, à Rochefort, par un élève de philosophie, invité: « Depuis plusieurs années, les élèves de l'Ecole primaire supérieure et les élèves du Lycée ont appris que la diversité des programmes n'élevait pas d'irréductibles obstacles à une réciproque compréhension. Les règles de la vie commune, le zèle simultané aux exercices du corps comme aux travaux de l'esprit, les conversations et les débats à cœur ouvert, les hasards irraisonnés de la sympathie, tout concourt à effacer les barrières factices, les préjugés sans fondement, les égoïsmes nés d'une mutuelle ignorance. La jeunesse reconnaît la jeunesse, et sait lui tendre une main fraternelle par dessus les institutions et les doctrines. Le travail a toujours la même valeur humaine, parce qu'il a toujours la même dignité... Aux paroles merveilleuses que chantent Homère et Virgile, voici que s'unissent le bruit des machines et la rumeur studieuse des ateliers. Puisse cette symphonie, d'abord étrange, vous sembler le symbole du Présent et du Futur. »

Voici donc un pas de fait vers cette éducation « mondiale », chère à beaucoup, qui mènerait à la Fraternité universelle.

J'ai dit, plus haut, que chaque être, dès son jeune âge, devra être guidé pour obtenir de la vie le maximum de ses bienfaits. Cependant, donnez les mêmes conseils à deux individus et suivez-les dans leur réalisation: l'un réussira, l'autre échouera; l'un aura de la chance, l'autre, jamais.

C'est qu'il y a des quantités d'éléments impondérables qui viendront se greffer pour faire la chance de celui-là, la malchance de celui-ci. Ne peut-on donc devenir maître de sa destinée? — On peut tout au moins mettre beaucoup d'atouts dans son jeu, quand on joue le bonheur de sa vie, en s'appuyant sur ces trois facteurs indispensables: l'ordre, la méthode et la confiance en soi.

Malheureusement, il y a des contingences qui peuvent venir contrarier cette harmonie que devrait être la vie: l'hérédité bonne, qui fera de ce jeune homme un individu sain, intelligent, bien armé pour la lutte, donnera à cet autre, si elle est lourde, un handicap néfaste: victime de diathèses multiples, tuberculeuses, syphilitiques, alcooliques, bref, dégénéré au moral comme au physique, il paiera à la société cette dette accumulée sur sa tête par les tares pathologiques de ses parents.

En résumé, la prophylaxie mentale devra guider l'individu pour obtenir le plus de réussite possible dans la vie. Pour cela, il lui faudra un peu de psychologie, beaucoup d'intuition, une propreté morale et physique.

Ce qu'on appelle la « cote d'amour », due à un physique agréable, à une facilité d'élocution, ne peut qu'aider à cette réussite. En tout cas, celle-ci donnera la confiance en soi, et permettra d'obtenir mille petits avantages que n'auront jamais les timides et les endormis.

Prophylaxie sociale. — Nous parlerons en dernier lieu de la Prophylaxie sociale, et pourtant nous aurions dû la mettre en première ligne, car c'est bien d'elle que dépendent toutes les autres. Lorsqu'on veut qu'une graine germe bien, qu'un plant d'arbre fruitier se développe et donne son rendement maximum, que fait-on? On soigne le terrain, on y ajoute les éléments déficients.

De même pour les animaux: quand on veut un produit parfait, on sélectionne les pères et mères et l'on entoure la procréation de tous les soins possibles. Et que fait-on pour l'animal doué de raison qu'on appelle l'homme? Rien. On ne l'éduque même pas sur ses devoirs de procréateur. On le jette dans la vie « au petit bonheur la chance », fabriquant des enfants sans se rendre compte de l'acte formidable qu'on va faire: *créer de la vie!*

Ah! vous croyez avoir le droit de la créer, cette vie, et vous, mère, vous croyez avoir le droit de mettre cet enfant au monde? Ce droit, vous l'avez; mais à une condition: c'est que vous serez sûre que l'être qui naîtra aura en lui toutes les forces, toutes les possibilités d'une nature saine, exempte d'une hérédité lourde ou même douteuse. Voulez-vous me croire, et c'est un médecin qui vous parle: tout le problème de la rénovation sociale et de la procréation est inclus dans une seule formule:

Soyez sains. Restez sains. Redevenez sains.

Je l'explique en deux mots:

Faites des enfants si vous êtes sains, père et mère, c'est-à-dire si vous n'avez pas une hérédité scrofuleuse, tuberculeuse, syphilitique; si vous n'avez pas acquis vous-mêmes la tuberculose ou la syphilis; ou bien si, l'ayant, vous êtes guéris de ces diathèses avant de vous marier. Et encore, je ne parle pas des alcooliques, des épileptiques, de tous les tarés du système nerveux.

Je pose donc en principe que c'est un crime de mettre un enfant au monde, si vous n'êtes pas sûrs, parents, de lui léguer un terrain *sain* dans lequel travailleront ses organes dans une parfaite intégralité physiologique et euphorique.

Posé cet axiome, tout ce qu'on nous raconte sur la natalité n'est que littérature, utopie, et même danger, car le danger sera aussi grand, pour une nation, de mettre au monde des enfants tarés que de n'en pas mettre du tout. Donc, soignez d'abord vos diathèses héréditaires ou acquises, et procréez ensuite.

Voyez-vous maintenant l'utilité du certificat prénuptial qui va son petit bonhomme de chemin? Nous le verrons bien éclore un de ces jours. Il ne s'agit point, ici, des thèses qui intéressent le Malthusianisme (voir ce mot); il n'est question que de la mise en pratique de l'Eugénisme. Il était en honneur chez les Grecs et les Romains qui enfermaient les femmes enceintes dans le gynécée, entourées de belles statues, d'œuvres d'art splendides, pour qu'une imprégnation subconsciente vint former un être beau et fort. Ils le pratiquaient aussi, ces mêmes peuples, qui sacrifiaient impitoyablement les nouveaux nés tarés ou malingres. Que la société prenne donc l'enfant sain d'où qu'il vienne, et ne jette pas son injuste réprobation sur la fille mère. On se plaint de dépopulation. Protégez la fille-mère et son rejeton. Vous ne verrez plus les avortements pulluler à tous les étages de la société, et ouvrant la porte à la prostitution, à la criminalité.

La prophylaxie criminelle n'existe pas encore. Mais son organisation est à l'étude sur l'initiative du Dr Toulouse. Partant de ce principe que les criminels sont le plus souvent des anormaux, ils attirent d'habitude, avant leurs attentats, l'attention de leurs proches ou des tiers par leurs façons d'agir : injures, violences, menaces, etc. Or, ces actes, qui ne tombent pas sous le coup de la loi sont suffisants pour qu'ils soient signalés aux centres de prophylaxie mentale, aux fins de traitements spéciaux. Ainsi seraient évités grand nombre de crimes. (*Le Siècle Médical*, 1^{er} juillet 1932.)

Si toutes ces prophylaxies dont nous venons de parler étaient mises en œuvre, nous aurions certainement une sélection d'individus qui amènerait fatalement une sélection de races. Et les conséquences en seraient merveilleuses : aux pensées et sentiments destructifs (laisser-aller, haine, égoïsme, cupidité, cruauté, laidure, mensonge), succéderaient des pensées et des sentiments constructifs de bonté, d'altruisme, de liberté, de travail, de tolérance, de vérité, etc.... Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes, et nous verrions, alors, les peuples vivre dans la paix et le bonheur : finis les conflits, finis les armements, finies les guerres ! Quel idéal plus pur peut-on désirer ?

Conclusion. — On a vu, d'après tout ce que je viens de dire sur la Prophylaxie que, de siècle en siècle, d'année en année, de jour en jour, l'humanité essaie, par un mieux-être éternel de lutter contre toutes les forces maléfiques qui s'agrippent à l'être individuel et social comme pour lui dire : « Tu as beau faire pour améliorer ton existence, il y aura toujours, au bout, la fin devant laquelle nous sommes tous égaux : la mort ».

Mais, avant la mort, il y a la vie, que nous devons essayer de faire la meilleure possible. Des intelligences de tous ordres s'attellent à cela — nous l'avons montré — et réussissent après mille détours. La boutade de *Spencer* est toujours vraie :

« L'humanité ne finit par marcher droit qu'après avoir essayé de toutes les manières d'aller de travers. »
— Louis IZAMARD.

PROPRIÉTÉ n. f. (du latin : *proprietas*, même signification). Toujours et partout, les objets d'usage courant, nécessaires à l'entretien de la vie : nourriture, vêtements par exemple, ont fait l'objet d'une appropriation personnelle qui rend possible leur consommation. Mais, en tant que fait social, la propriété implique l'existence d'un droit reconnu et protégé par les chefs ; elle serait une détention légitime que consacre la coutume ou la loi. Loin d'être une institution fixe et toujours identique à elle-même, comme beaucoup de contemporains le supposent, la propriété a revêtu, au cours des âges, des formes différentes.

Aujourd'hui, elle a pour caractéristique principale d'être individuelle ; mais, à l'origine, elle fut essentiellement collective. Conquise par le clan, la terre demeurait sa propriété indivise ; tous la cultivaient en commun et bénéficiaient des produits du sol. Le communisme, voilà le régime primitif. Très proches des hommes préhistoriques, les Fuégiens sont restés hostiles à la propriété telle qu'elle existe chez nous. « Si l'on donne une pièce d'étoffe à l'un d'eux, écrit Darwin, il la déchire en morceaux et chacun en a sa part : aucun individu ne peut devenir plus riche que son voisin. » Chaque horde revendique la propriété d'un vaste territoire de chasse et de pêche ; des espaces neutres séparent, d'ailleurs, les hordes les unes des autres.

La propriété individuelle porta d'abord sur les femmes et les esclaves, ainsi que sur les objets qui, comme les bijoux et les armes, servaient directement à la personne. Puis, elle s'étendit à l'habitation, aux tombeaux des ancêtres et à de faibles portions du sol. Mais, de

l'avis de tous ceux qui ont étudié ce problème, la propriété de la terre fut lente à s'établir. La langue hébraïque, remarque Meyer, n'a pas de mots pour exprimer la propriété foncière ; et Mommsen a noté que, chez les Romains, l'idée de propriété n'était pas associée primitivement aux possessions immobilières, mais seulement aux possessions en esclaves et en bétail. Ce qui n'a rien d'étonnant : une peuplade nomade ou qui vit de chasse ne pouvait guère s'intéresser à la possession du sol. Cette dernière n'apparut qu'avec les progrès de l'agriculture : née du désir d'obtenir des récoltes plus abondantes, plus suivies et qui ne réclamaient pas le défrichement de terres incultes. Mais le droit de propriété fut d'abord réservé à quelques individus privilégiés : les chefs de famille, les seigneurs ou les rois. En Afrique, maints roitelets sont encore propriétaires du pays tout entier : hommes, sol et choses. En principe, le souverain est propriétaire du sol dans les monarchies absolues ; il l'est aussi en Angleterre, du moins à titre de fiction juridique. Dès cette époque, la religion intervient pour protéger l'appropriation ; interdits et cérémonies rituelles sont toujours en usage chez certaines peuplades arriérées. Lorsqu'ils établissent des bornes, les Indiens du Brésil appellent les *pajés* qui exécutent des cérémonies magiques en battant du tambour et en fumant de longs cigares. Afin de délimiter les frontières, ils pendent quelquefois aux arbres des morceaux d'étoffe ou des paniers. En Nouvelle-Zélande, si un Maoris voulait protéger sa moisson, sa demeure, ses vêtements ou quoi que ce fût, « il n'avait, dit Frazer, qu'à les *tabouer*, et ces biens se trouvaient en sûreté. Pour indiquer que l'objet était *tabou*, il y faisait une marque : ainsi, s'il voulait se servir d'un arbre de la forêt pour s'y creuser une pirogue, il attachait au tronc un bouchon de paille ; s'il désirait se réserver un massif de roseaux dans un marais, il y fichait une perche couronnée d'une poignée d'herbes ; s'il quittait sa maison en y laissant toutes ses valeurs, il en assumait la porte avec un ligament de lin et l'endroit devenait aussitôt inviolable. »

Longtemps, les chefs de famille ne jouirent que d'une propriété temporaire et périodique. A l'époque de Tacite, les Germains partageaient la terre pour une année seulement, durée du cycle des opérations agricoles ordinaires. Avec le perfectionnement des méthodes de labour et le besoin d'un plus long laps de temps, on espéra davantage l'époque du partage. Le *mir* de l'ancienne Russie, l'*allmend* pratiqué dans divers cantons suisses peuvent être considérés comme des survivances de cet état de choses. Plus ou moins tôt, des individus ambitieux obtinrent la propriété définitive de leur lot, ouvrant ainsi la porte à des injustices innombrables. « Toutefois, observe Gide, ce n'est point encore la propriété individuelle, le droit de disposer n'existant pas : le chef de famille ne peut ni vendre la terre, ni la donner, ni en disposer après sa mort, précisément parce qu'elle est considérée comme un patrimoine collectif et non comme une propriété individuelle. Ce régime se retrouve encore aujourd'hui dans les *Zadrugas* de la Bulgarie et de la Croatie, qui comptent jusqu'à cinquante et soixante personnes ; mais elles tendent à disparaître assez rapidement par suite de l'esprit d'indépendance des jeunes membres de la famille. »

De familiale, la propriété est devenue individuelle, et la Révolution française la rangea parmi « les droits de l'homme ». On a même cherché à rendre la propriété foncière aussi souple, aussi facilement utilisable que la propriété mobilière. En Australie, le système *Torrens* permet « au propriétaire d'un immeuble de mettre en quelque sorte la terre en portefeuille, sous la forme d'une feuille de papier, et de la transmettre d'une personne à une autre avec la même facilité qu'un billet de banque ou tout au moins qu'une lettre de change. »

Aujourd'hui, l'accaparement est complet dans les

pays civilisés. « Ce champ est à moi, ce coin de forêt m'appartient ; ne touchez pas ces fruits, car je les revendique ; ne cueillez pas ces fleurs, elles poussent dans mon pré ; écartez-vous de cette fontaine aux eaux limpides, elle est mon bien. » Voilà ce qu'entendra partout le déshérité. Pas une motte de terre pour poser librement son pied ; pas un endroit pour dormir sans l'assentiment du propriétaire ; la grande route elle-même est aux mains de l'Etat, qui s'adjuge, en outre, tout ce que les particuliers ne revendiquent point. Et le même fait se reproduit dès que les Européens introduisent leur civilisation quelque part. Avec des documents irréfutables à l'appui, V. Spielman a dénoncé ce qui se passe dans nos colonies nord-africaines. De grands rapaces s'abattent sur les contrées soumises à notre administration ; terres productives, richesses minières leur sont livrées par l'Etat. Malheur à celui qui, pour toute fortune, ne dispose que de ses bras ! La même méthode, les mêmes abus s'observent d'un bout à l'autre du globe.

Alors qu'à l'origine, le droit de propriété n'était guère que le droit d'exploiter soi-même son bien ou de le faire exploiter par les personnes de sa famille, il a subi, depuis, une prodigieuse extension. D'autres travaillent et peinent pour le plus grand profit du propriétaire : dans l'Antiquité, ce furent les esclaves ; au Moyen Age, les serfs ; à notre époque, ce sont les salariés de l'usine et des champs. La possibilité de vendre et de louer ne fut pas reconnue tout d'abord : il semble qu'à l'époque d'Aristote, elle n'était pas encore admise d'une façon générale. L'aliénation ne fut, à l'origine, qu'un acte anormal, entouré de cérémonies extraordinaires ; chez les Romains, la *mancipatio* ne pouvait se faire qu'en présence de cinq témoins représentant les cinq classes de la nation. Parce qu'il s'oppose au droit d'héritage collectif ou familial, le droit de léguer, qui prolonge la propriété même après la mort, n'est apparu que tardivement : à Rome, la loi des douze tables le mentionne pour la première fois.

De bonne heure, une distinction s'établit d'ailleurs entre les tâches serviles et certaines fonctions considérées comme nobles, et entourées d'un respect religieux. Une véritable réprobation, et qui subsistera jusqu'à notre époque, pèse sur le travail manuel. On sait en quel mépris furent tenus les esclaves, et combien peu enviable le sort des serfs ; nombre d'anciens philosophes considéraient le travail manuel et le commerce comme dégradants pour un homme libre ; la loi de Manou range parmi les péchés graves le fait d'exécuter de grands travaux mécaniques ou de surveiller une manufacture ; en France, un noble *dérégail*, avant 1789, lorsqu'il se livrait à une occupation lucrative.

En brisant le régime corporatif, si important au Moyen Age, et en instaurant un régime de liberté plus grande, la Révolution française aurait pu conduire à des transformations économiques heureuses et corriger bien des abus. Mais, comme l'a montré Mathiez, les grands ancêtres, que nos politiciens invoquent si volontiers, furent de jolies fripouilles dans l'ensemble. Leur corruption, leur vénalité firent échouer les tentatives d'affranchissement populaire ; elles assurèrent le triomphe de la bourgeoisie. Plus que toute autre, la législation issue de la Révolution française aura permis la royauté de l'or. En principe, elle reconnaissait à tous les individus le droit de propriété ; en fait, elle rendait possible la concentration des capitaux et l'accaparement des instruments de production par une féodalité d'argent. Théoriquement, le salarié était proclamé libre ; mais, en pratique, il était contraint, pour vivre, de louer ses services à un patron qui conservait, pour lui-même, une notable partie du fruit du travail de ses ouvriers.

Le Code Civil napoléonien multipliait les garanties en faveur de la propriété ; il était presque muet concer-

nant le travail, stipulant à l'article 1781, qui fut abrogé en 1868, que « le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, le paiement du salaire de l'année courante, etc. » Et le Code Pénal faisait preuve d'une partialité non moins révoltante. Si des modifications furent apportées ensuite au texte primitif, elles n'ont en rien modifié la situation faite dans l'ensemble au salarié. « C'est un fait bien digne de remarque, quoique rarement signalé, déclare Gide, que ni les textes du droit romain, ni même les articles du Code Civil français, n'ont fait figurer le travail au nombre des divers modes d'acquisition de la propriété qu'ils énumèrent. On le comprend, à la rigueur, pour le passé, parce que, dans l'Antiquité, le travail était presque toujours servile... Mais, aujourd'hui, le travail à lui seul ne constitue jamais un titre juridique d'acquisition de la propriété : la caractéristique du « contrat de travail », c'est que le travailleur salarié n'a aucun droit à exercer sur le produit de son travail. » Comme l'esclave antique, l'ouvrier moderne n'est qu'un exécutant qui se borne à recevoir des ordres et des instructions.

La propriété, que le droit romain définissait *jus utendi et abutendi* « le droit d'user et d'abuser », n'a pas perdu son caractère de droit illimité, n'ayant besoin d'aucune justification. D'après notre Code Civil, elle demeure « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue ». Et le professeur Baudry-Lacantinerie, résumant l'opinion générale des juristes-consultes, donne ce commentaire du texte légal : « D'une manière absolue. Cela signifie que, pour déterminer l'étendue des pouvoirs que le propriétaire a sur sa chose, la loi ne procède pas par voie d'énumération, comme elle le fait pour les autres droits réels. Le propriétaire a, de droit, plein pouvoir sur sa chose. De celle-ci il peut retirer, par des actes quelconques, matériels ou juridiques, tous les avantages qu'elle est susceptible de lui procurer, sans que personne, en principe, puisse lui demander compte de ses actes. Il jouit de sa chose comme il veut, même si cela lui plaît, d'une manière abusive. »

Ainsi conçue, la propriété devient, très normalement, la base du patronat de droit divin que reconnaissent et protègent nos lois. Parce qu'ils possèdent une certaine quantité de richesses, des parasites peuvent accroître indéfiniment la somme des biens qu'ils détiennent, sans effort personnel. Mais celui qui ne possède rien arrive très difficilement à posséder quelque chose, malgré une vie de labeur continu et de privations.

La libre concurrence n'est qu'un leurre. Pour s'exercer normalement, elle requiert, en effet, l'égalité dans les conditions extérieures de la lutte, de même que l'absence d'obstacles capables d'empêcher les individus d'occuper une fonction en rapport avec leurs facultés. Or la situation sociale des parents et la transmission héréditaire des richesses suffisent déjà à rendre extrêmement inégales les conditions dans lesquelles s'engage le combat. Par les avantages qu'il assure, avant tout travail personnel, à des gens qui en sont fréquemment indignes, l'héritage fausse le libre jeu de la concurrence. En pratique, cette dernière a fait place à des monopoles ; une élimination progressive des petits s'est réalisée au profit des gros ; des entreprises géantes absorbent de plus en plus les moyennes entreprises. Et les grands producteurs, si hostiles aux syndicats ouvriers, s'unissent, et dans le plan national, et dans le plan international. Trusts, cartels, ententes de toutes sortes permettent une exploitation plus fructueuse, et de l'ouvrier, et du consommateur.

En France, nul n'ignore la monstrueuse puissance du Comité des Forges et les bénéfices scandaleux qu'il réalise aux dépens de la collectivité ; allié à d'autres trusts importants, il commande aux ministres et aux parlementaires. Les sociétés qui ont accaparé le pétrole inspirent la politique internationale, dictent les répon-

ses des divers gouvernements. Nous pourrions multiplier les exemples et montrer que les magnats de la finance et de l'industrie sont au-dessus des lois que les autorités imposent, sans douceur, aux mortels ordinaires.

« Lorsque le groupe *Standard Oil* et le groupe *Shell Dutch*, écrit F. Delaisi, se disputaient les gisements de pétrole du Mexique, si le gouvernement de ce pays prenait des mesures favorables à l'un des deux rivaux, une « révolution » éclatait aussitôt et les deux armées marchaient régulièrement sur Tampico, région des puits de naphte. Invariablement, l'une était toujours fournie de canons, de mitrailleuses, voire d'avions de marque américaine, l'autre d'armes de fabrication anglaise. C'est ainsi que le Mexique fut, pendant vingt ans, en proie à la guerre civile. Il n'a retrouvé la tranquillité que depuis que les deux groupes ont constaté qu'on produisait trop de pétrole brut, et se sont entendus pour empêcher l'exploitation de nouveaux gisements désormais inutiles. La Chine nous offre, en plus grand, un spectacle analogue. Depuis vingt ans, cet immense pays est la proie d'une douzaine de tontous, véritables entrepreneurs de guerre qui lèvent des armées de mercenaires. Ces armées sont équipées à l'européenne ; et si l'on veut connaître la provenance de leurs armements, il suffit de suivre dans les journaux les visites de leurs officiers au Creusot, à Saint-Etienne, chez Krupp ou chez Vickers. Les grandes firmes d'armement leur procurent en abondance canons, mitrailleuses et munitions, et sont payées sur le produit du pillage des provinces. Chaque général a ainsi ses commanditaires dont on pourrait trouver les noms dans les banques de Hong-Kong, de Paris, de Londres, de New-York, de Yokohama, ou même de Moscou. De simples déplacements de capitaux déterminent la fusion ou la scission des armées, selon que les commanditaires changent de généraux, ou les généraux de commanditaires. » Schneider, la société Hotchkiss et beaucoup d'autres ont vu croître leurs bénéfices grâce à la guerre sino-japonaise. Et l'on sait que, pour les industriels et les banquiers, les années qui vont de 1914 à 1918 furent une époque bénie entre toutes.

Traités, pactes internationaux, engagements solennels, rien ne compte, lorsque l'intérêt des groupements capitalistes est en jeu. Chez nous, le Comité des Forges finançait, avant guerre, les associations patriotiques et les journaux bellicistes ; Krupp, en Allemagne, faisait de même. Or ils s'entendaient parfaitement, afin de mieux rançonner les deux pays et, en cas de guerre, de prolonger le plus possible les hostilités. « J'ai, ici, a déclaré Barthe à la tribune du Palais-Bourbon, le contrat qui a été signé avec Krupp, quelques années avant la guerre et qui fait bénéficier le grand constructeur de canons d'une réduction de 40 marks par tonne. Ce qu'il y a de grave, c'est que lorsque l'industrie française a traité avec le constructeur de canons allemands, elle savait qu'elle traitait pour la production de guerre. Je dirai plus : elle savait qu'elle fournissait à Krupp un stock pour la guerre qui allait venir. Mieux encore : elle savait que la guerre éclaterait vers 1914. » Le ferro-silicium étant nécessaire à l'industrie de guerre allemande qui en manquait, le Comité des Forges en mettait un stock à la porte de l'usine Krupp, pour qu'elle l'ait immédiatement à sa disposition, en cas de mobilisation. De plus, le même Barthe a déclaré, sans qu'on le démente : « J'affirme que certains adhérents des comités des forges ont fourni, pendant la guerre, des matières premières à l'Allemagne et que, pour étouffer cette affaire, le Comité des Forges a gêné les investigations de la Justice. » Les industriels allemands n'hésitaient pas davantage à fournir aux Alliés les produits dont ces derniers manquaient et qu'ils avaient en abondance. Le sang coulait à flots ; cela n'importait pas, puisque,

des deux côtés de la frontière, les magnats du Capitalisme étaient satisfaits.

Aucun crime n'arrête l'oligarchie financière qui, présentement, gouverne notre globe. Pour mieux tromper l'opinion, elle sait d'ailleurs revêtir des formes diverses. Voyez les Assurances ; en observant combien sont nombreuses les compagnies, il semblerait que, là du moins, règne la libre concurrence. Pourtant, dans ce domaine aussi, comme dans bien d'autres, un monopole de fait existe pour le plus grand profit d'une bande d'aigrefins. Sans doute, aucune pénétration ne se constate entre les compagnies, lorsqu'on les examine chacune séparément, à l'exception, bien entendu, de celles qui arborent une raison sociale unique pour chaque branche d'assurance. En apparence, les conseils des différentes raisons sociales sont distincts et sans lien ; la diversité des administrateurs persuade que chaque groupe reste isolé. Mais ces administrateurs émanent d'un même centre ; ils se retrouvent dans les bureaux de la haute finance, et font adopter partout ordres et directives de cette dernière. Pour la façade, les groupes ont l'air de se concurrencer ; en réalité, une poignée d'hommes, qui s'entendent au préalable, loin des regards indiscrets, exerce sur l'ensemble un pouvoir absolu. Et les bénéfices qu'ils réalisent annuellement atteignent des milliards. Ajoutons que les mêmes noms se retrouvent dans les conseils d'administration des compagnies de chemin de fer, des grandes banques, des grandes sociétés industrielles. Toutes les branches importantes de l'activité économique ont ainsi à leur tête les représentants d'une oligarchie financière, qui organise à son profit des monopoles de fait dont l'existence reste inconnue du populaire. Détenant à la fois les services publics, les organes de distribution de crédit et les grandes entreprises de production, en outre maîtresse des journaux les plus répandus et accordant les pots de vin, avec largesse, tant aux députés qu'aux sénateurs, la haute banque dispose des pouvoirs publics et des administrations. L'Etat, si tyrannique, si implacable pour les pauvres et les ouvriers, n'est que le premier de ses serviteurs. Par lui, elle impose à l'ensemble ses volontés, qu'il s'agisse de contrats, de tarifs ou de procédure ; et, lorsque ses affaires périclitent, le trésor public se charge de remplir ses caisses vidées par une mauvaise gestion. Chemins de fer, compagnies de navigation, banques en déconfiture, etc., reçoivent ainsi, périodiquement, des sommes qui se chiffrent par milliards.

Débordant le cadre national, trusts et cartels s'organisent pour l'exploitation du marché international. L'après-guerre surtout a vu se multiplier les ententes de ce genre. « En présence d'un marché national saturé et d'un trésor à sec, face à des marchés extérieurs envahis par la concurrence, déclare Rhillon dans sa forte étude *Le Travail-Argent*, l'extension du système des trusts et cartels s'imposa. C'est alors qu'on voit se créer, après de laborieux pourparlers, le *Cartel européen de l'Acier*, suivi bientôt du *Cartel des Produits chimiques*, du *Cartel de l'Aluminium*, etc., etc. Ces ententes internationales strictement limitées à un objectif défini : le maintien des prix, et dont le joug s'appesantit sur les Etats satellites et vassaux, n'impliquent pas une idée d'équilibre et de stabilité, comme on a essayé de le faire croire. Non seulement elles sont susceptibles de s'effriter sous la poussée des circonstances, mais elles laissent le champ libre à toutes les intrigues, à tous les désirs séparés d'expansion, à toutes les manifestations d'impérialisme... Les cartels internationaux ont en vue d'assurer à leurs adhérents un *profit normal* sur les marchés du dehors. Ce profit normal relève du monopole de fait. Il est fixé sans débat et sans contestation possible du preneur par les maîtres de l'offre. Les organismes producteurs, membres du cartel, sont taxés pour un tonnage déterminé. S'ils le dépassent,

ils opèrent une ristourne à la banque du cartel ; s'ils ne l'atteignent point, ils sont susceptibles de bénéficier d'une répartition des fonds constitués par les versements et ristournes selon des modalités convenues et acceptées. Rappelons ici que le Cartel de l'Acier faillit se dissoudre, après quelques mois de fonctionnement, du fait que les adhérents allemands, ayant dépassé leur quantum d'exportation, prétendirent ne pas verser les sommes énormes qui leur étaient réclamées statutairement. Il fallut bien leur accorder une majoration de tonnage et une très forte diminution de leur redevance. »

Dans le domaine financier, les ententes internationales sont beaucoup plus fortes, beaucoup mieux organisées. Maitresse du globe, la haute banque contrôle la majeure partie de la production industrielle mondiale ; un président de république, un roi paraissent peu de chose à côté d'un Morgan, d'un Finlay ; et la mort d'un Löwenstein ou d'un Kreuger a des répercussions beaucoup plus graves que la disparition d'un souverain. Ce n'est pas, comme on le croit, dans les parlements ou les présidences du conseil que sont les potentats modernes, ils sont à Wall Street, dans la Cité de Londres, à la Bourse de Paris, de New-York, de Rome et des autres grandes capitales. Mais cette royauté est instable ; elle peut s'écrouler soudainement, alors que l'Etat dure et ne perd jamais ses griffes, même lorsqu'il les rentre et fait patte de velours. L'humble fonctionnaire, souple et mielleux devant le banquier tout-puissant, change brusquement d'attitude quand la débâcle arrive. Dégrisés, beaucoup s'aperçoivent alors que s'ils commandèrent en maîtres, c'est parce que l'Etat, cette puissance plus formidable que le Capital, les protégea et les soutint. Gualino, qui finança les entreprises de Mussolini avant de sombrer avec Oustrie, a décrit ses impressions quand on l'emprisonna : « Bien que je fisse tous mes efforts pour réagir contre le désarroi où me jetait cet incroyable événement, j'en éprouvais une impression et une émotion indicibles. Quelques heures auparavant, je m'occupais encore de mes employés ; j'étais à cent lieues de penser que, soudain, dans la nuit, on me conduirait en prison. Ah ! Ces verrous continuellement ouverts et refermés, ce cliquetis de clefs, ces longs corridors silencieux et noirs ! On me laissa dans une pièce obscure, partagée en deux par une voûte basse et profonde ; la page blanche d'un gros registre, ouvert sous la lumière électrique, répandait dans l'ombre des reflets clairs. Deux personnes : un scribe et son aide — un détenu — occupaient la pièce ; c'est à peine si, dans l'ombre, je pouvais les entrevoir. J'attendais ; le silence de tombe, qui régnait depuis un bon moment, fut interrompu tout à coup par le détenu : « La dernière personne que je me serais attendu à voir ici, dit-il, c'est bien vous, Monsieur le Commandeur. » On me fit répéter mes noms et prénoms comme si on les ignorait. Quand les autres formalités usuelles eurent été faites et le registre signé, je dus subir l'acte le plus humiliant de mon existence : la fouille. Pourtant, je ne manifestai pas ma révolte avec autant de vivacité qu'on aurait pu le supposer ; je fus pris d'un découragement inexprimable. Je dus me déshabiller dans l'humidité de la nuit, devant un inconnu ; il fouilla minutieusement chacune de mes poches, toutes mes doublures ; il m'enleva les lacets de mes chaussures, mon faux-col, mes jarretelles, mes bretelles, mes crayons, mon papier ; il me priva de tout... Devant un geôlier qui vous tâte et vous déshabille, assisté d'un autre qui attend avec son trousseau de clefs brillantes, accroché à sa ceinture, tous deux indifférents et étrangers, vous n'êtes plus un homme, mais un simple numéro, vous avez la sensation d'être une pauvre chose : une feuille à la merci du vent, une molécule humaine écrasée par le destin. » Gualino, dont le nom rayonnait dans le monde de la finance, qui faisait faire antichambre aux

plus grands personnages, s'aperçoit brusquement qu'il n'est rien devant un policier muni d'un mandat d'arrêt.

Pareil au père qui mange ses enfants, l'Etat, protecteur et soutien du Capitalisme, sacrifie les banquiers trop impopulaires ou trop compromis, afin de sauver l'institution. Ce qu'il veut, c'est maintenir à tout prix une propriété qui n'est qu'une expropriation forcée des véritables producteurs, c'est conserver, grâce à la loi, un régime qui dépouille la masse des travailleurs au profit d'une poignée de parasites. Ne nous étonnons pas que la haute finance se montre, en période électorale, d'une largesse royale à l'égard des candidats députés ou sénateurs qui, secrètement, promettent de soutenir ses intérêts. Et elle accepte que ses larbins parlementaires se badigeonnent en rouge vermillon, qu'ils affirment des programmes révolutionnaires et crient haro sur les bourgeois, afin de mieux piper les voix des électeurs. Elle sait que, souvent, ses meilleurs chiens de garde se recrutent parmi les partisans de la II^e ou de la III^e Internationale. En France, nul n'ignore que la caisse de l'*Union des Intérêts Economiques*, alimentée par les versements des grands consortiums industriels, commerciaux et financiers, dépense des sommes fabuleuses, à chaque renouvellement de la Chambre des députés. Après le triomphe des cartellistes, en 1924, on fit mine de vouloir poursuivre Billiet, qui s'était chargé de distribuer une part du gâteau à chacun ; mais les députés compromis n'étaient pas tous de droite ; tant de radicaux et de socialistes avaient profité de l'*arrosage*, qu'on renonça, bien vite, à percer le mystère dont s'entourait le corrupteur, chargé de l'achat des consciences par les seigneurs de la haute banque. Aussi est-il dans la logique des choses que les lois fabriquées par les parlementaires favorisent les vols quotidiens des possédants capitalistes, mais frappent sans pitié le pauvre qui dérobe au riche de quoi ne pas mourir de faim.

Dans son admirable livre *La Douleur Universelle*, où il analyse avec pénétration les causes de l'injuste souffrance des pauvres, Sébastien Faure l'a dit : « Etrange filiation de toutes choses en ce monde : le vol d'en haut enfante le vol d'en bas ; la richesse des uns fatalise la mendicité des autres. Ne faut-il pas qu'il y ait des mains pleines de louis pour qu'il y en ait d'autres implorant un sou ? Les premières s'ouvrent pour donner, les autres se tendent pour recevoir. Pourra-t-il au moins voler et mendier en paix, ce paria ? Non ! La loi qui, consacrant et sanctionnant l'organisation sociale, fait infailliblement des vagabonds, des mendiants et des voleurs, la loi dispose de gendarmes et de policiers pour arrêter ces hommes dangereux, de magistrats qui les condamnent, de prisons qui les enferment. Et quand, une fois, une seule, la dure main des premiers s'est abattue sur le collet du délinquant, quand une seule fois, la voix blanche du président a prononcé l'arrêt de condamnation ; quand une seule fois, les portes de la prison se sont fermées sur ce criminel, tout retour en arrière lui est interdit, tout relèvement rendu impossible. Les Jésus modernes ne ressuscitent pas les Lazare de la pauvreté, pas plus qu'ils ne réhabilitent les *Magdeleine* de la prostitution. »

On a tenté, il est vrai, de légitimer le régime actuel en considérant la propriété comme une extension normale de la personnalité humaine, en la ramenant au droit qu'a chacun de disposer du fruit de son travail. Mais, nous l'avons déjà dit, le travail n'est même pas énuméré parmi les moyens d'acquisition de la propriété, soit par les lois anciennes, soit par les codes modernes ; et un examen des rapports actuels entre la propriété et le travail démontre, sans contestation possible, que la formation du capital s'opère non en vertu de l'épargne, mais grâce à la plus-value que l'entrepreneur perçoit sur le labeur de ses ouvriers ou à l'intérêt que le rentier prélève sans faire œuvre de

ses dix doigts. Un accroissement accidentel des valeurs détenues aboutit à l'enrichissement de qui les possède; le mythe de l'épargne productive doit être chassé définitivement. Gide l'a reconnu : « Qu'y a-t-il de commun, écrit-il, entre ces deux actes : travailler qui est agir, épargner qui est s'abstenir ? On ne conçoit pas comment un acte purement négatif, une simple abstention, pourrait produire n'importe quoi. Le raisonnement qui fait de l'épargne la cause originariaire de la formation des capitaux revient à dire en somme que la non-destruction doit être classée parmi les causes de la production, ce qui paraît une logique bizarre... Celui qui met des pièces de monnaie dans un tiroir ne crée assurément ni richesse ni capitaux; il retire, au contraire, une certaine richesse de la circulation. »

Le travail joue, seul, un rôle actif dans la production des divers biens; la nature se borne à obéir aux sollicitations de l'homme, à se laisser faire, après de longues résistances parfois. Simple instrument de production, et résultat lui-même d'une production antérieure, le capital ne vaut que par le travail de celui qui l'utilise. Dans un régime équitable, chaque individu devrait donc garder pour lui l'intégral produit de son labeur, déduction faite de ce qu'il abandonnerait pour le maintien en bon état ou le remplacement des instruments de production, s'il s'agit d'une entreprise collective. Mais, dans l'usine contemporaine, il faut servir un intérêt au capitaliste, un loyer au propriétaire foncier, des profits à l'entrepreneur; cette triple redevance pouvant être due à un même personnage, ou à des personnages distincts, selon les cas.

Le salarié — employé ou ouvrier — qui peine pour enrichir les privilégiés, doit se contenter d'une maigre rétribution, prix de son travail considéré comme une marchandise soumise à la dure loi de l'offre et de la demande. Et, comme le chef d'industrie songe à diminuer autant que possible le prix de la main-d'œuvre, afin d'accroître ses profits et, quand la concurrence existe, de vendre moins cher, le salaire de l'ouvrier tend vers un stricte minimum lui permettant tout juste de vivre, lui et sa famille. C'est la loi d'airain, dont Ricardo et Lassalle ont parlé avant Marx. On l'oublie maintenant parce qu'elle comporte d'assez nombreuses exceptions, parce qu'on s'est rendu compte que le minimum requis pour vivre dépendait des conditions générales d'existence du temps et du pays, parce que les travailleurs, ayant pris une conscience plus claire de leurs droits, ont réclamé davantage. Elle reste néanmoins exacte partout où la population est dense et où le nombre des bras qui s'offrent est supérieur ou seulement égal à la demande. Comme il est difficile à de pauvres gens très nombreux de se concerter et d'attendre, beaucoup acceptent de travailler à un taux réduit, lorsque les estomacs sont affamés. Dès que le chômage reparait, la loi d'airain joue à nouveau, au moins sous une autre forme. Elle s'atténue quand les ouvriers sont peu nombreux et deviennent valeur demandée au lieu d'être valeur offerte. Si l'ouvrier fin, l'ouvrier habile échappe partiellement à la loi de misère, c'est qu'il est toujours marchandise rare. L'extrême division du travail et la rationalisation, chère aux Américains, tendent d'ailleurs à faire disparaître ce qu'on appelle l'ouvrier qualifié, car elles ramènent à des gestes purement mécaniques et indéfiniment répétés le labeur de tout ouvrier. Justement, parce qu'elles permettent de produire davantage avec un personnel moins nombreux, et parce qu'elles réduisent le travailleur au rôle de manœuvre, les puissantes machines de l'industrie moderne aggraveront la condition des prolétaires; les inventions scientifiques, qui devraient contribuer au bonheur de tous, ne servent qu'à multiplier les profits de quelques-uns. Comme l'écrit Sébastien Faure : « Toute machine nouvelle ou tout perfectionnement apporté à un outillage existant déjà peut contribuer à accroître la force d'enri-

chissement du possédant, mais ne diminue pas la pauvreté du non-possédant. Que dis-je ? toute amélioration mécanique ajoute à celle-ci parce que, d'une part, elle intensifie la puissance de production de la classe ouvrière et que, d'autre part, elle diminue sa puissance de consommation. » Ajoutons que les producteurs autonomes deviennent de plus en plus rares : petits artisans, petits boutiquiers se muent en ouvriers, commis, etc., travaillant pour le compte de sociétés anonymes ou de capitalistes milliardaires. Dans le commerce et l'industrie, les moins favorisés ont disparu, alors que d'autres ont vu leurs richesses croître démesurément. L'objet livré sur le marché par l'entrepreneur vaut plus que le salaire payé à celui qui l'a fait ; or, la différence, souvent très grande entre le prix de vente et le prix de revient, constitue le bénéfice du patron. Bénéfice d'autant plus considérable que l'entreprise sera plus importante. De plus, le capital exige une part de la production, l'intérêt, sans aucun travail de son possesseur ; la rente deviendra énorme si le capital est très élevé.

Selon la parole de l'Evangile, à celui qui a peu on ôte encore le peu qu'il a ; mais la richesse attire la richesse.

Ceux qui, par la rente foncière, s'étaient déjà rendus maîtres de la plupart des matières premières, ont pu devenir possesseurs de tous les instruments de travail et de tous les moyens d'exploitation. L'économie capitaliste n'a pas encore fait disparaître la petite bourgeoisie, comme le croyait Karl Marx ; par contre, elle a conduit à une concentration toujours plus accentuée des entreprises industrielles, commerciales, financières. Elle a divisé les hommes en deux catégories, ceux qui vivent, totalement ou partiellement, du produit du travail des autres et ceux qui vivent exclusivement du produit de leur propre travail. Sans doute il y a de grandes inégalités dans chacune de ces classes ; pourtant, comme le remarque Pierre Besnard dans son beau livre *Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale*, cette distinction n'est nullement arbitraire. « Pour moi, écrit-il, il n'y a pas l'ombre d'un doute : l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs — qu'il travaille ou non avec sa famille — l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail, appartiennent à la même classe : le prolétariat. La rétribution inégale de leur effort, le caractère différent de leurs occupations ; la considération qui leur est accordée par leurs employeurs dans certains cas, celle qui découle parfois de leurs fonctions mêmes ; l'autorité qui leur est quelquefois déléguée et qu'ils exercent sans contrôle, l'abus qu'ils peuvent faire de cette dernière ; l'incompréhension totale de leur rôle exact, leur prétention de se situer hors des cadres de leur classe et de s'agréger à la classe adverse ne peuvent rien changer à leur situation sociale. Salariés ou non, ils vivent du produit de leur travail. Ils reçoivent d'un patron, d'un tiers, de l'Etat, la rémunération de leur effort. Ils sont, restent et demeurent des prolétaires. Toutes les subtilités, tous les artifices de langage seront impuissants à changer quoi que ce soit à cet état de choses et, qu'ils le veuillent ou non, tous ces travailleurs sont appelés à s'unir, parce qu'ils ont des intérêts identiques. Leur association formera la synthèse de classe prolétarienne dans une avenir très prochain. De même qu'un industriel emploie dix ouvriers ou dix mille, qu'un commerçant utilise quatre employés ou quatre cents ; qu'un financier brasse et fasse fructifier dix millions ou dix milliards ; qu'un propriétaire possède deux maisons ou vingt, tous ces individus appartiennent à la classe capitaliste. Les uns et les autres ne vivent pas exclusivement du produit de leur travail ; ils prélèvent, sur le produit du travail d'autrui, une part de la rétribution de celui-ci ; ils frustreront quel-

qu'un d'une partie de son effort pour s'enrichir ou pour vivre. Il y a opposition complète entre le frustré et le frustré. »

Volé par son patron en tant que producteur, le prolétaire est victime, en tant que consommateur, des commerçants, petits, moyens et gros. Certes, le détaillant, lui aussi, est souvent victime d'une concurrence impitoyable ; pour tenir malgré ses rivaux, il doit observer avec soin, prévoir, calculer. Mais cette concurrence, qui occasionne un gaspillage énorme d'énergie, il conviendrait de la faire disparaître ; il ne faudrait pas non plus que quatre ou cinq intermédiaires inutiles séparent le producteur du consommateur, provoquant par leur multiplicité une élévation considérable des prix. Aussi quel révoltant spectacle nous offre le monde capitaliste contemporain ! En haut, des oisifs, gavés de tous les biens, vivent dans des palais splendides, entourés d'un luxe insolent ; sur leur table ne paraissent que les mets les plus recherchés, les boissons les plus exquises ; le salaire annuel de plusieurs familles ouvrières ne suffirait pas à payer leurs habits (sans parler des bijoux de madame qui pourraient assurer le bien-être à des centaines de déshérités). Un nombreux personnel épée les desirs de ces demi-dieux ; leurs autos somptueuses disent à tous qu'il ne s'agit point de mortels ordinaires ; les autorités s'inclinent très bas devant ces personnages à qui leurs bank-notes procurent, sans effort, titres, décorations, mandats parlementaires ; même au cimetière, ils entendent se distinguer du vulgum pecus par la majesté de leurs tombeaux. Ils peuvent encore affecter des allures charitables, pour qu'une presse asservie vante partout leur générosité. Ainsi, M^{me} Schneider, la femme de l'usiner de Creusot, distribue aux œuvres cléricales quelques-uns des innombrables billets que valent à son mari les guerres qui désolent le globe. Une telle bienfaitrice et son digne époux auront une place de choix, au paradis, pour avoir gratifié moines et curés de largesses royales. En bas, des prolétaires qu'un labeur de forçat nourrit maigrement, qui logent dans des taudis et que le chômage, la vieillesse et la maladie suffisent à plonger dans un extrême dénuement. Pour prix de la croûte quotidienne qu'il leur jette avec dédain, le patron s'efforcera d'asservir leur esprit, tout en épuisant leur corps ! Et le prêtre, son sinistre auxiliaire, ne parlera aux ouvriers que de résignation !

A ces parias, la société réserve menaces et punitions ; leurs habits usagés les désignent à la malveillance des gendarmes et des policiers ; pour d'insignifiantes vétilles on les conduit en prison. Ceux dont ils entretiennent le luxe, dont ils remplissent les coffres-forts, n'hésitent pas, quand ils le peuvent, à les priver du nécessaire. N'ont-ils pas récemment détruit d'immenses stocks de blé, de café, etc., plutôt que de consentir une baisse de prix favorable aux indigents ? Au sens littéral, ces derniers sont des damnés pour qui n'existent ni répit, ni miséricorde. Comme le dit si éloquemment Sébastien Faure, ils « naissent, grandissent, vivent et meurent sans autre horizon que la pauvreté, sans autre perspective qu'une mort prématurée ou une vieillesse indigente. Ils ne connaissent rien des contentements de l'esprit, des satisfactions du cerveau ; leur passé s'appelle déception, leur présent douleur, leur avenir désespérance. » Un régime qui aboutit à de pareilles conséquences, qui dépouille le travailleur au profit des fainéants, qui gaspille inutilement l'énergie humaine, qui assure la domination des grands bandits de la finance, est condamnable manifestement.

Le *Libéralisme Économique*, qui compta de nombreux partisans au cours du XIX^e siècle, et dont les doctrines inspirèrent les législateurs en pays capitalistes, prétend qu'il est impossible et dangereux de vouloir modifier la situation actuelle. Il faut se résigner à voir éternellement des pauvres et des riches, des exploi-

teurs et des exploités ; c'est une erreur de tenir compte des aspirations de la conscience humaine vers plus de justice. Malgré son nom, un tel système s'avère hostile à la liberté véritable ; il vise uniquement à maintenir les privilèges des détenteurs de la richesse. Oubliant que le régime de la propriété a déjà subi de multiples transformations et qu'il est soumis à un devenir inéluctable, de même que les autres institutions sociales, il érige en principes universels et immuables les règles admises pendant une période limitée de l'évolution. Sa doctrine peut se réduire à trois points : 1^o Des lois fatales régissent les groupements humains ; ne les ayant pas faites, nous ne pouvons les modifier ; et si nous le pouvions, nous aurions tort d'y toucher, car elles sont bonnes ; 2^o Expression des rapports qui s'établissent spontanément entre les hommes, elles apparaissent dès que ceux-ci, abandonnés à eux-mêmes, n'agissent plus que par intérêt ; 3^o Production et distribution des richesses sont gouvernées par ces lois, que le législateur respecte lorsqu'il se borne à favoriser les initiatives individuelles.

Ajoutons que les partisans du libéralisme économique sont habituellement des patriotes acharnés ; dans l'usine, à la ferme, ils veulent un patron tout-puissant, dont l'autorité sera soutenue par l'État contre les revendications de ses employés. A leur avis, entrepreneurs et capitalistes ont raison de frustrer l'ouvrier d'une notable partie du fruit de son labeur. Malgré ce qu'affirment les professeurs d'économie politique et les manuels à l'usage des étudiants, la doctrine anarchiste, qui repousse énergiquement l'exploitation de l'homme par l'homme et condamne le régime de propriété consacré par le Code, n'est pas du tout de même ordre que le libéralisme économique. La formule : « Laissez faire, laissez passer », que ce dernier adopte, n'implique nullement la disparition d'un État que l'on charge, au contraire, de maintenir les injustifiables privilèges du propriétaire ; elle réclame seulement pleine liberté pour l'entrepreneur qui veut rançonner cyniquement ses employés ou ses clients ; et, de plus, elle affirme que, dans la lutte économique, le faible n'a qu'à disparaître, le fort ayant pour lui tous les droits. Ce culte du succès, cette apologie des forces malfaisantes se placent à l'opposé de l'idéal libertaire qui réclame pour chaque individu, même le plus faible, toute la somme de bonheur que sollicitent ses desirs. Et c'est dans l'accord de tous, non dans une lutte universelle et implacable, qu'il place le ressort du progrès.

Si j'insiste, c'est que cent fois j'ai entendu confondre libéralisme et anarchie, que nulle part je n'ai trouvé une réfutation méthodique de cette fausse assimilation et que des penseurs, qui ne sont pas sans mérite, condamnent la doctrine anarchiste en raison des effets déploraux engendrés par le libéralisme économique. Ils identifient incohérence et désaccord général avec anarchie ! Cette dernière n'existe actuellement que dans le domaine scientifique et artistique ; encore la science officielle, l'art officiel s'efforcent-ils d'instaurer des dogmes, d'imposer le joug de pontifes qui secondent les desseins des puissants du jour. La concurrence économique, les luttes féroces qu'engendre le capitalisme résultent des privilèges que l'État garantit au propriétaire, au rentier, à l'entrepreneur, des vols que la loi autorise et sanctionne en les baptisant *bénéfice* ou *intérêt*. Doctrine insoutenable, le libéralisme économique part de faux principes et d'une analyse incomplète des faits. « L'idée, écrit Gide, que l'ordre économique existant est le produit spontané de la liberté — et qu'il ne pourrait être remplacé que par un ordre fondé sur la contrainte et par conséquent pire — ne paraît pas exacte. Cet ordre est, pour une part au moins, le résultat soit de faits de guerre et de conquête brutale (par exemple l'expropriation du sol de l'Angleterre et de l'Irlande par un petit nombre de landlords

a pour origine historique la conquête, l'usurpation ou la confiscation), soit de lois positives édictées par certaines classes de la société, à leur profit (lois successorales, lois fiscales, etc.). » Loin de constituer des exceptions, comme Gide semble le croire, rapines violentes ou confiscations légales sont les sources premières de toute richesse un peu considérable. Et la concurrence économique n'est pas de même ordre que la lutte pour la vie, dans le domaine biologique. La seconde assure le triomphe de l'individu le plus fort, le mieux adapté, la première favorise surtout celui qui triche et fraude. Elle « n'a nullement pour effet de rétribuer les fonctions et les travaux les plus utiles, tels que ceux de l'agriculture, qui tendent à être délaissés, alors que les plus improductifs, par exemple ceux des boutiquiers des villes ou des employés de bureau, sont disputés avec acharnement et ridiculement multipliés. » Elle néglige l'association qui constitue pourtant une force, et si grande qu'elle parvient d'ordinaire à vaincre l'individu isolé, même s'il est énergique et intelligent. Ne soyons pas surpris qu'une telle concurrence se détruise finalement elle-même en engendrant le monopole : comme elle ne réalise pas l'équilibre entre la production et la consommation, des crises fréquentes éclatent qui favorisent l'accaparement du profit total par quelques privilégiés.

Les vices du régime actuel étant incurables, de nombreux réformateurs ont proposé de le modifier. Dans un passage de sa *République*, Platon déclarait déjà que, dans une société idéale, tout serait commun entre les citoyens. Au XVI^e siècle, Thomas Morus demandait que chacun ne désire rien pour lui-même qu'il ne désire, en même temps, pour tous ses semblables ; et Campanella exposait le système communautaire dans la *Cité du Soleil*. Les Esséniens, les Vaudois, les Anabaptistes et d'autres sectes religieuses ont prêché la communauté des biens. Rousseau, Mably, Morelly furent des pré-socialistes ; Babeuf est le premier des communistes modernes. Avec Saint-Simon, Fourier et leurs disciples, on arrive à ce que l'on appelle, d'une façon ironique mais injuste, le socialisme utopique ou encore le socialisme sentimental.

Si Karl Marx les a fait oublier, c'est qu'il prétendit rompre avec les abstractions métaphysiques pour constituer une science historique. Avant lui, Ricardo et Lassalle avaient formulé la loi d'*airain* ; avant lui, Proudhon, qui a malheureusement trop dispersé ses idées, avait donné la théorie de la plus-value et signalé l'antinomie qui existe actuellement entre le mode de production et le mode d'appropriation. Mais, parce qu'on le crut, non un rêveur, mais un savant, Karl Marx exerça une action immense. Néanmoins, constatation troublante pour celui qu'anime le véritable esprit scientifique, son système tout entier repose sur le matérialisme historique, hypothèse séduisante et qui possède une apparence de rigueur logique, mais indéfendable, car elle néglige des facteurs de premier ordre, dont l'importance fut maintes fois prédominante. Déjà Blanqui estimait qu'entre l'histoire et l'économie politique il existe des rapports si étroits qu'on ne peut les étudier l'une sans l'autre. Pour Proudhon, les sociétés se meuvent sous l'action des lois économiques et le progrès social se mesure au développement de l'industrie et à la perfection des instruments. Karl Marx va plus loin et déclare que l'ordre politique et social dépend entièrement de l'ordre industriel, que la condition juridique de l'individu se définit par la place qu'il occupe dans le trafic, que la conscience est un simple reflet provoqué par l'action préalable du milieu tant matériel que social. En conséquence, les luttes économiques, la lutte des classes, expliquent l'histoire aussi haut que l'on remonte dans l'antiquité. « Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour, déclare Marx, est l'histoire de la lutte des classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître-artisan et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, dressés les uns contre les autres dans un conflit incessant, ont mené une lutte sans répit, une lutte tantôt masquée, tantôt ouverte ; une lutte qui, chaque fois, s'est activée soit par un bouleversement révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en conflit. » Marx oublie que les croyances, les sentiments, les besoins moraux, d'autres facteurs encore d'ordre intellectuel ou individuel, sont de puissants moteurs de l'activité humaine.

L'auteur du *Capital* a beaucoup insisté, par ailleurs, sur le phénomène si curieux de la concentration capitaliste. Successivement les petites, puis les moyennes entreprises doivent disparaître pour ne laisser place qu'à la grande industrie ; et, par une fatalité inéluctable, les classes moyennes iront rejoindre le prolétariat. Une infime minorité de possédants finira par détenir entre ses mains l'ensemble du capital et des instruments de production, tandis que les masses ouvrières, par une baisse progressive du salaire réel, subiront des conditions économiques de plus en plus dures. Mais cette réduction du nombre des possédants aboutira à la ruine du régime actuel, car les travailleurs, ayant acquis une conscience de classe, s'emparent, pour le compte de la collectivité, des richesses détenues par une poignée de potentats. Si Marx écrit, ce n'est point pour « abolir par des décrets les phases du développement naturel de la société moderne ; mais, pour abrégier la période de la gestation et pour adoucir les maux de l'enfantement ». En indiquant le processus nécessaire qui, parti du travail infiniment morcelé et parcellaire, doit aboutir au travail de plus en plus collectif, finalement concentré entre les mains de l'Etat, il se borne à « lire l'avenir prochain dans le présent bien compris ». Ce n'est pas parce qu'il est conforme à la justice et répond aux meilleures aspirations humaines que le communisme se réalisera, c'est « parce qu'il est dans l'enchaînement des faits historiques qu'il se fasse ». Il serait inutile de vouloir s'opposer à son avènement, car l'homme subit l'histoire ; mais en la comprenant et en y acquiesçant, il la rend moins pénible et la hâte un peu.

Beaucoup estiment que les faits n'ont pas confirmé les prévisions de Karl Marx. « Il est inexact, déclare Ernestan, dans une étude très instructive, *Le Socialisme contre l'Autorité*, qu'en se développant, le capitalisme se soit centralisé. Sans doute, par l'entremise de cartels, groupes financiers, etc., le capitalisme tend à une organisation plus rationnelle, mais le capital se décentralise et devient de plus en plus anonyme par la constitution en sociétés par actions des moyennes et grandes entreprises. A ce propos, remarquons que, dans ses théories sur les mouvements du capital, Marx n'a pas suffisamment tenu compte (cela était peu développé à son époque) de la spéculation et du jeu effréné que permettent le système boursier et les pratiques modernes du crédit, procédés qui entrent pour une part immense dans le mouvement des fortunes d'aujourd'hui, et dont les règles déroutent les économistes les plus savants. Il est inexact que les classes dites moyennes aient disparu ou soient en voie de disparition par le développement de l'économie capitaliste. Les petits commerçants, boutiquiers, artisans, paysans (propriétaires, fermiers, métayers), employés, fonctionnaires, représentants de professions libérales, artistes, techniciens, etc., etc. constituent, dans nombre de pays, une masse numériquement supérieure au prolétariat compris dans le sens « ouvrier ». Ce dernier terme lui-même devient singulièrement élastique et la conception simpliste de la « lutte de classe » peut amener à des anomalies bizarres. C'est ainsi que l'ouvrier chinois est le frère de classe de l'ouvrier américain qui gagne huit ou dix fois davantage. Par contre, le petit paysan ou bouti-

qu岸, se débattant contre la ruine, serait « l'ennemi de classe » du maître d'école ou du chef de gare, dont la situation matérielle est bien souvent meilleure. Le propre du capitalisme fut précisément de multiplier, plus qu'aucun autre régime, les catégories économiques et sociales. Il est inexact que le capitalisme doive nécessairement abaisser le salaire. Il peut aussi faire le contraire, et il le fit. Les rigides prédictions marxistes s'appliquent le plus souvent à faux sur le capitalisme, parce que ce dernier est doué de la plus grande souplesse. C'est précisément cette qualité qui rend ce régime le plus résistant et le plus difficile à abattre. » Si Karl Marx indique le processus qui doit aboutir à la disparition du régime actuel, il reste muet sur la période constructive qui suivra cette disparition. Quand cessera l'exploitation économique, l'Etat, soutien de la bourgeoisie capitaliste, aura perdu sa raison d'être. D'où cette déclaration du manifeste communiste : « Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre ». Et Engels écrira qu'un jour « toute la machinerie de l'Etat sera reléguée près de la hache de bronze et du rouet dans les musées d'antiquailles ». Mais Marx admettra qu'à titre de force destructive, l'Etat peut passer au service du prolétariat, avant de s'évanouir de lui-même, lorsque la puissance du capitalisme sera définitivement abattue. Simple résultat de la domination de classe, il doit fatalement disparaître avec elle.

Dans l'Etat, les communistes voient, théoriquement, un mal indispensable mais transitoire, destiné à prendre fin avec le Capitalisme d'Etat. En pratique, hélas ! il semble que, dans la Russie Soviétique, comme ailleurs, les détenteurs de l'autorité n'abandonneront leur place que si on les y contraint. Les marxistes décrétaient, en 1871, au congrès de Londres, que « l'organisation du prolétariat en parti politique était nécessaire pour assurer le triomphe de la révolution sociale » ; et, l'année suivante, ils affirmaient que « la conquête du pouvoir politique est le grand devoir du prolétariat ». Dès lors, leur principale préoccupation fut de s'emparer de l'Etat : sa disparition étant reportée dans un avenir dont on ne s'inquiétait pas. Engagé dans cette voie, de plus en plus oublieux de ses origines, le socialisme a sombré finalement dans l'électoratisme : il ne songe aujourd'hui qu'à obtenir de nombreux sièges dans les Parlements des divers pays européens. Un réformisme doucereux lui fait complètement oublier ses anciens buts révolutionnaires ; et des compromissions de toutes sortes le déshonorent quotidiennement. Un Millerand, un Viviani, un Paul Boncour, un Vandervelde, un Mac Donald, etc., — nous ne pouvons les citer tous : ils sont trop ! — ont montré jusqu'où les politiciens de la II^e Internationale savent aller en matière de reniements.

Les partisans de la III^e Internationale rejettent le parlementarisme et mettent leur confiance dans la dictature du prolétariat ou plus exactement dans la dictature du parti communiste. Lénine, fervent marxiste, se donne, en théorie, comme un adversaire de l'Etat. « La lutte des masses laborieuses pour s'arracher à l'influence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, a-t-il écrit, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'Etat. » Et, rappelant le passage où Engels déclare que, le communisme instauré, l'Etat s'endort de lui-même et meurt, il ajoute : « L'expression l'Etat se meurt est très heureuse, car elle exprime à la fois la lenteur du processus et sa fatalité matérielle. C'est l'habitude seule qui peut produire ce phénomène et qui le produira sans aucun doute. »

D'une façon plus catégorique, il dira même : « Sur la suppression de l'Etat comme but, nous sommes complètement d'accord avec les anarchistes ». Mais ce sera

pour ajouter plus loin : « Nous sommes d'accord sur les buts, pas sur les moyens. Et nous considérons l'Etat prolétarien, la dictature comme une nécessité ». Cette dictature, qu'il indentifie avec les ouvriers armés, est « un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi ». Sur les ruines de l'Etat capitaliste, Lénine veut établir un Etat prolétarien, à titre transitoire assure-t-il. Ces vues théoriques furent expérimentées par lui, lors de la Révolution russe. Prévoir le résultat final des transformations accomplies dans la République fédérative des Soviets de Russie est encore malaisé. Nous ne nous sommes point mêlé à ses adversaires, lorsqu'on l'attaquait de toutes parts ; et pourtant des faits personnels nous ont révélé l'étroitesse d'esprit de ses dirigeants. C'est vers elle qu'allait notre sympathie, quand tous les réactionnaires du monde se liguèrent pour l'étrangler. Et nous lui sommes reconnaissant des coups qu'elle a portés au pouvoir capitaliste. Mais, chez elle, l'Etat omnipotent réduit l'individu à n'être qu'un numéro dépourvu d'idées propres ; elle fabrique les mentalités en série ; sur son sol, la liberté ne fleurit nulle part.

« L'Etat prolétarien, écrit Ernestan, ne semble pas avoir suivi les prescriptions du prophète Engels. Il ne paraît pas considérer ses interventions dans les affaires sociales comme devenant « de plus en plus superflues ». Quant à s'endormir ? il ne déclare aucune fatigue et, à moins que le prolétariat russe ne se décide à le tuer, il vivra plus longtemps que le prestige d'Engels lui-même. Tout au contraire, le pouvoir d'Etat bolchévique enlaca dans ses tentacules, les uns après les autres, tous les éléments de la vie économique et sociale, paralysant du même coup les facultés créatrices et les forces potentielles du prolétariat et empêchant ainsi l'éclosion des véritables élites. L'Etat, maître de tout, doit par le fait pouvoir à tout ; l'abus engendre l'abus : chaque décret-loi, accentuant la dictature, écarte de plus en plus de la méthode socialiste. Comme ils se rendent compte des résultats, et pour combattre les déceptions, les théoriciens patentés du gouvernement russe se retranchent derrière le régime transitoire qui doit constituer les bases d'un socialisme futur. Ils tiennent le prolétariat en haleine et se dupent peut-être eux-mêmes avec l'électrification, la collectivisation des terres, le plan quinquennal et autres mots d'ordre présentés comme des mythes. Ils oublient ou n'ont jamais su que le socialisme ne se mesure pas à la capacité industrielle, au rythme de la production ou à la puissance économique, mais, avant tout, aux rapports économiques et sociaux des individus ; au fonctionnement de la justice sociale suivant le socialisme. »

Dans *Vérités et Mensonges du Bolchévisme*, G. Michaud note, avec beaucoup de finesse, les multiples contradictions auxquelles aboutit le régime soviétique. De plus en plus, le travailleur russe se voit frustré de ses droits au profit de l'Etat : l'inégalité des salaires subsiste, elle est même beaucoup plus accentuée maintenant qu'au début de la Révolution ; les cerveaux des jeunes, savamment malaxés, ne savent plus que croire en Lénine et obéir à la dictature. « L'Etat, comme l'individu, écrit G. Michaud, n'échappe pas à l'instinct de conservation : il le subit et se défend par la répression et le renforcement de ses prérogatives. Alors, apparaît l'importance de cette mystification qui poursuit le dépérissement de l'Etat en le fortifiant, qui prétend faire périr l'Etat tout en ignorant la voie qui mène à son extinction. »

Dans certains domaines, en matière de famille, de mariage, d'avortement par exemple, les communistes russes sont parvenus à d'heureux résultats en s'inspirant des idées libertaires. Leur campagne systématique de déchristianisation provoque les protestations intéressées du clergé catholique et protestant : parce qu'ils ne font point appel à la violence, comme on l'a prétendu,

nous l'approuvons pour notre part. Applaudissons de même à leurs efforts contre l'analphabétisme, à leur désir de diffuser l'instruction ; mais en regrettant qu'ils asservissent les cerveaux aux dogmes marxistes. Point de progrès possible dans l'ordre intellectuel, si abdiquant l'esprit critique, on érige en règle de foi ce qu'affirment les autorités. Comme la Révolution française, la Révolution russe marque une étape dans l'histoire des transformations sociales. En persécutant les anarchistes, les russes commettent une faute comparable à celle des révolutionnaires français exécutant Babeuf, le précurseur du communisme.

Babeuf voulait instaurer un régime préférable à celui que la bourgeoisie fit adopter en 1789, et dans les années suivantes ; l'anarchie est si manifestement supérieure au communisme étatiste, qu'un Marx et un Lénine le reconnaissent théoriquement. Mais ils affirment que l'heure de l'anarchie n'est pas venue, comme les jacobins de 1797 estimaient beaucoup trop hâtives les conclusions pratiques auxquelles aboutissait Babeuf. Pourtant, le communisme s'est imposé ; l'anarchie triomphera de même, retardée seulement par le culte de l'Etat que les bolchévistes érigent à la hauteur d'une religion. Et c'est alors qu'une cité fraternelle sera possible, que l'ère de l'universel amour naîtra. En science, nous concevons la possibilité de recherches et de progrès indéfinis ; dans les rapports entre humains, rien n'autorise à tracer des limites infranchissables aux améliorations qui surviendront.

Le succès des doctrines marxistes provoqua l'éclosion de multiples systèmes pseudo-socialistes qui, pour rendre le régime actuel plus supportable, voulaient réformer quelques-uns de ses abus. Destinés à barrer la route aux conceptions collectivistes ou libertaires, qui font trembler la bourgeoisie, ce sont, aux heures difficiles, les auxiliaires du capital. En de nombreuses circonscriptions, il est bon de se dire socialiste pour plaire aux électeurs. Et de vagues considérations sur les souffrances du peuple, sur la nécessité d'atténuer des inégalités trop choquantes, introduites dans le programme d'un candidat, suffisent pour qu'il se proclame socialiste. Ainsi naquirent les socialistes patriotes, les socialistes chrétiens, les radicaux-socialistes ; Hitler suivit cet exemple, imité dans tous les pays par les pires réactionnaires. Le démocratisme vague et mensonger d'un grand nombre de partis politiques a de même, pour but, de capter la confiance des travailleurs naïfs. On parle de sécurité économique, d'entraide et de collaboration des classes, de disparition progressive du prolétariat ; les promesses ne coûtent rien, on les multiplie, mais en reportant toujours leur réalisation à plus tard. Pratiquement, l'on se borne à des palliatifs insuffisants, tels que l'intervention de l'Etat dans les conflits entre patrons et ouvriers, ou la participation des seconds aux bénéfices de l'entreprise pour laquelle ils travaillent.

L'Etat peut fixer un minimum de salaire pour atténuer l'effet de la loi d'airain ; il peut limiter le nombre des heures de travail, servir d'arbitre quand des contestations surviennent entre employeurs et employés. Mais nous savons par expérience, et la plus élémentaire logique nous oblige à estimer que l'Etat, n'oubliant jamais ses origines capitalistes, favorise toujours le patron. S'il affecte parfois de défendre l'ouvrier, s'il accorde des améliorations partielles, la loi de huit heures par exemple, c'est que, redoutant une insurrection, il veut calmer le mécontentement des masses, par des concessions qui ne portent pas atteinte aux privilèges essentiels du capital. Il accepte de donner des satisfactions secondaires, afin de maintenir l'injustice fondamentale qui permet à la bourgeoisie de s'enrichir sans travailler.

Dans le but de persuader à l'ouvrier qu'il est un collaborateur du patron et nullement son adversaire natu-

rel, on parla beaucoup autrefois de le faire participer aux bénéfices réalisés par son employeur. On en parla, mais très peu de maisons mirent la chose en pratique. Comme elles exigèrent au préalable un asservissement complet de leurs salariés et prétendirent ne faire que des bénéfices insignifiants, cette invention capitaliste ne fut jamais prise au sérieux par la classe populaire.

Le coopératisme a le rare privilège, écrit Gide, de rallier des adhérents venus des camps les plus opposés, du vieux socialisme idéaliste français de Fourier et de Leroux, du positivisme d'Auguste Comte, du socialisme évangélique de Carlyle et de Ruskin et des laboratoires de biologie. « Il a d'ailleurs revêtu, par suite de la variété des milieux où il s'est développé, des formes très différentes. » Dès le commencement de ce siècle, Owen, en Angleterre, et Fourier, en France, avaient pensé que l'on pourrait transformer complètement l'homme et le monde par le moyen de l'association libre, et ils avaient imaginé à cet effet des mécanismes plus ou moins ingénieux, que nous ne pouvons exposer ici. Mais la seule force des choses a fait surgir spontanément dans différents pays des formes très diverses d'association ; en Angleterre des associations de consommation, en France des associations de production, en Allemagne des associations de crédit, d'autres encore qui, quoique dans des proportions plus modestes, ont déjà commencé à réaliser d'assez sérieuses transformations dans les conditions économiques actuelles et à ouvrir le champ à de plus grandes expériences. »

Charles Gide, qui se fit le théoricien et l'animateur du coopératisme, le proclame le meilleur moyen de libération pour la classe ouvrière et de rénovation, tant économique que morale, pour la société. Sans méconnaître son efficacité réelle, ni les résultats heureux auxquels il parvient souvent, nous le croyons incapable de mettre sérieusement en danger le régime capitaliste actuel. Tel est l'avis du patronat qui, d'une façon générale, ne témoigne pas à son égard d'une grande hostilité. Il réserve sa haine aux syndicats ouvriers, redoutables adversaires qui détruiront finalement son règne, s'ils échappent à la tutelle des politiciens et reprennent une mentalité révolutionnaire. Dans les pays capitalistes, le coopératisme subit des influences regrettables et s'accommode de déviations qui diminuent singulièrement sa valeur éducative. Stephen Mac Say a très bien mis en lumière les difficultés que rencontre, présentement, l'association libre, dans sa belle étude *De Fourier à Godin*, où il retrace l'histoire du familistère de Guise (Voir *Familistère*.) Et, constatant que, si l'œuvre fondée par Godin perdure en tant qu'affaire, elle ne compte plus dans les espérances des travailleurs, il conclut : « Le problème social ne se résout pas par agrégations successives. C'est un problème d'ensemble qui appelle des solutions générales. Les mieux intentionnées des tentatives particulières — pareilles à ces défenseurs du prolétariat enlisés lentement dans le marnais parlementaire et légaliste — s'étiolent en compromissions, voient se pervertir leurs directives dans une réincorporation progressive aux formes ambiantes qui les enserrant de toute la puissance de l'âge et du nombre et de ce faisceau d'acceptations commodes qui lie l'individu aux choses établies. »

Pour que les associations libres de producteurs donnent tous les résultats qu'on est en droit d'attendre, pour qu'elles puissent régénérer le globe, il faut que disparaissent non seulement le régime capitaliste, mais l'Etat, son père et son soutien. Bakounine (qui se dressa contre Karl Marx au nom de l'opposition libertaire) le dénonçait comme la cause première de l'ensemble des iniquités sociales. Pour lui, la liberté restait inséparable de l'égalité ; et, loin de n'être qu'une résultante, un reflet de la domination de classe, l'Etat était le grand adversaire qu'il fallait terrasser. Ce résultat serait obtenu, moins d'une façon en quelque sorte mécanique

par suite des contradictions internes du système capitaliste, que grâce à la volonté révolutionnaire du prolétariat. Alors que Karl Marx compte sur le fatalisme des événements historiques, Bakounine attribue une importance essentielle à l'action de l'homme. Et, parce qu'il répugne à établir des dogmes en matière économique, son œuvre est beaucoup plus scientifique que celle de son adversaire. On ne le crut pas.

Aujourd'hui encore, beaucoup ne s'aperçoivent point que l'attitude anarchiste n'est autre chose que l'attitude scientifique appliquée, non plus seulement à un cercle restreint de spéculations théoriques, mais à tous les domaines indistinctement de la connaissance et de l'action. Bakounine fut exclu, en 1872, de la 1^{re} Internationale, qui disparut d'ailleurs comme on le sait. Par la suite, les idées libertaires exercèrent, assez longtemps, une réelle influence sur l'extrême-gauche du parti socialiste. Mais le point de vue autoritaire et le point de vue anarchiste étant diamétralement opposés, aucune conciliation n'était possible. Sébastien Faure l'a magistralement montré dans le dernier chapitre de *La Douleur Universelle* : « Quand des hommes, écrit-il, se proposent le même but et que les divergences de vue n'éclatent entre eux que sur la question des voies et moyens, l'accord est parfois long et difficile à se faire, mais il reste toujours possible et, à la faveur de certaines circonstances imprévues ou cherchées, il se réalise fréquemment. Mais lorsque cette divergence de tactique provient de la différence du point de départ et du but à atteindre, l'union ne peut se produire ; car sur quelle base s'associerait-elle ? Imaginez une troupe d'individus devant effectuer le même voyage, c'est-à-dire partant du même lieu et se proposant d'arriver au même endroit : il pourra surgir des discussions sur l'heure du départ, l'itinéraire à suivre, le moyen de transport à employer, mais il est à espérer qu'ils finiront par se mettre d'accord sur ces diverses questions et à faire route ensemble. Tandis que si vous supposez des personnes ayant à effectuer non seulement des voyages différents, c'est-à-dire n'ayant ni le même point de départ, ni le même point d'arrivée, mais encore des voyages en sens inverse — les uns se dirigeant vers le nord et les autres vers le sud, — il est de toute évidence qu'elles n'arriveront jamais à suivre la même voie. »

Or, lorsqu'il s'agit de déterminer la cause première, l'origine de tous les maux qui dérivent des institutions sociales, un désaccord brutal survient parmi ceux qui estiment qu'une transformation complète du régime actuel s'impose. « L'élément autoritaire voit cette origine dans le principe de « propriété individuelle » ; l'élément libertaire la découvre dans le principe d'« autorité ». » Pour les uns, c'est de l'organisation économique, de l'existence d'une classe pauvre et d'une classe riche que proviennent les troubles douloureux constatés dans tous les domaines. Pour les autres, l'Autorité s'avère génératrice de toutes les servitudes, parce qu'elle s'oppose à la libre satisfaction de nos besoins tant physiques qu'intellectuels et moraux. Prétendre que la disparition de la propriété individuelle transformerait en paradis l'enfer social actuel dénote, d'ailleurs, une étonnante naïveté. « Si la suppression du travail excessif, de l'excessive privation et de l'insécurité du lendemain, déclare Sébastien Faure, suffit à la joie de vivre, ainsi que semblent le croire les anti-propriétaires, comment se fait-il qu'ils ne soient pas parfaitement heureux, ceux qui, vivant dans l'opulence et à l'abri des coups de la fortune, peuvent ne rien refuser à leur tube digestif, à leurs sens, à leur amour du bien-être, du confortable, du luxe ? Pourtant ces privilégiés connaissent, eux aussi, la douleur. Ils ignorent les angoisses des estomacs affamés, des membres grelottant de froid, des bras tombant de harcèlement, c'est vrai ; mais ils sont en proie aux affres de la

jalousie, aux déceptions de l'ambition, aux inquiétudes de la conscience, aux morsures de la vanité, aux tyrannies du « qu'en dira-t-on », aux sujétions du convenu, aux obligations familiales, aux exigences mondaines ; ils se débattent au sein des écœurements, des dégoûts, des indignations, des révoltes. »

Tant que subsisteront le formidable appareil répressif de la justice et l'écrasante hiérarchie du fonctionnarisme, l'individu connaîtra les souffrances d'une contrainte dont la nature ne s'accommode point. Prisons et tribunaux socialistes ne vaudraient pas mieux que ceux d'aujourd'hui. « Seraient-ils heureux, ceux qui comparaitraient devant ces tribunaux et seraient plus ou moins longtemps détenus dans les nouvelles bastilles ; ou encore condamnés par la magistrature socialiste aux plus durs travaux ? Les rivalités s'exerceraient-elles moins violemment qu'aujourd'hui, entraînant à leur suite leur hideux cortège de haine, de rancune, d'envie, de calomnie, de bassesse, de flatterie, lorsque le champ commercial, industriel et financier leur étant fermé, elles se livreraient bataille pour les premières places dans la hiérarchie administrative ? Aurait-il plus que de nos jours, la possibilité de satisfaire tous ses besoins, c'est-à-dire de goûter le bonheur, l'individu dont tous les appétits seraient, comme aujourd'hui, plus qu'aujourd'hui peut-être, incessamment prévus, réglementés et mesurés ? »

Ce qui se passe, à l'heure actuelle, en Russie, ne confirme que trop les prévisions de Sébastien Faure. Encore doit-on remarquer que l'effrayante et séculaire misère du peuple, en ce pays, prédisposait l'immense majorité des habitants à faire passer les besoins matériels avant les satisfactions intellectuelles et morales. Dans les contrées où les hommes sont plus instruits, les mentalités plus ouvertes, le goût de l'indépendance plus développé, un triomphe durable du bolchévisme apparaît improbable. L'échec de la propagande communiste, dans un grand nombre de pays, trouve là sa véritable explication.

L'anarchie aura l'avenir pour elle, quand les peuples feront passer au premier plan les aspirations du cœur et du cerveau. Mais c'est une illusion de croire qu'elle réclame, pour devenir possible, une perfection dont les hommes ordinaires sont incapables. Parfois ses partisans eux-mêmes ne paraissent pas avoir une idée nette de la situation. Ils oublient qu'une association libertaire disposant des droits de sélection et de légitime défense ne serait point désarmée, comme on le laisse croire. Certes, elle ne contraindrait personne soit à entrer dans son sein, soit à y rester, mais elle n'aurait pas à faire vivre des parasites, qui voudraient prendre sans rien donner. Voyez l'animal, il doit chercher sa nourriture, s'il reste à l'état isolé ; et, s'il fait partie d'un groupe (l'abeille ou la fourmi par exemple), il doit fournir sa part de travail à l'œuvre collective. Pas davantage, l'anarchie n'implique absence de plan, manque de prévoyance ; c'est le contraire qui est vrai, puisqu'elle requiert le triomphe complet de la raison. Si la population devient trop dense, il faudra bien qu'une entente intervienne concernant la procréation ; et des accords entre producteurs seront toujours indispensables, pour éviter un vain gaspillage d'énergie. Grâce aux belles recherches d'E. Armand, nous connaissons de nombreux milieux de vie en commun ; très peu ont prospéré ; très peu ont fait œuvre durable. N'en soyons pas surpris : sans parler des difficultés qui résultent de l'ambiance, du manque de ressources, de l'incompatibilité des caractères, une association libertaire a contre elle de ne pouvoir utiliser son droit de légitime défense.

Depuis longtemps, la société se réserve de protéger choses et personnes, interdit de recourir à des mesures compensatrices sans intervention des juges, empêche par mille entraves légales le libre jeu de la réciprocité.

Or, les règles d'action des groupements anarchistes s'accordent mal avec les articles du code ; de plus, tribunaux et police traitent avec une dureté insigne les adversaires de l'autorité. L'Etat les prive de tout moyen de défense, sans leur fournir aucun avantage compensateur ; il livre les associations libertaires à la merci de leurs adversaires, et du dehors et du dedans. Sa disparition, en rendant de nouveau possible l'exercice, par les groupes et les individus, des droits naturels de légitime défense et de réciprocité, modifierait complètement la situation. Une rigoureuse sélection évite bien des ennuis ; elle s'impose, lorsqu'on redoute une immixtion occulte d'individus malveillants ou d'agents secrets de l'Etat. Mais elle n'est praticable que dans les associations fermées, et n'apporte pas de solution au problème de la réorganisation de la société prise dans son ensemble.

Les syndicats peuvent devenir de précieux instruments d'action, sous l'influence et l'impulsion de l'esprit libertaire. Ils se fondent sur l'intérêt et jouissent d'une certaine tolérance légale, en raison de leur caractère professionnel. « Le syndicat, remarque Pierre Besnard, est la forme-type et réellement concrète de l'association libre. On peut dire, en vérité, qu'il a toujours existé. En effet, à toutes les époques de l'histoire, les hommes — comme les animaux, les végétaux et les minéraux — se sont réunis par « famille », par espèce, puis par affinité, pour se défendre collectivement contre les périls naturels d'abord ; contre les animaux qui leur disputaient le droit à la vie ; contre d'autres hommes, plus tard, lorsque la force, puis la ruse, créant la propriété, le pouvoir, l'autorité, l'Etat, firent des hommes, des esclaves et des maîtres, des seigneurs et des serfs, des pauvres et des riches, des capitalistes et des ouvriers, des gouvernants et des gouvernés ». Devenu pleinement conscient de sa raison d'être, doté de programmes méthodiques et précis, le syndicalisme, qui contraignait les pouvoirs publics à reconnaître son existence, au moins dans une certaine limite, connu chez nous de rapides succès à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Il fit trembler les défenseurs du Capital et de l'Etat. Mais l'intrusion de politiciens, dans les postes de direction, provoqua des déviations qui l'affaiblirent et arrêterent ses progrès. Partisans de la deuxième ou de la troisième Internationale ou même simples radicaux-socialistes prétendent annexer, à leur profit, les organisations syndicales. Trop souvent ils réussissent, pour le malheur de la classe ouvrière. Néanmoins les succès du début sont, pour nous, riches de promesses futures : ils démontrent la possibilité pratique de vastes associations libres et révèlent l'existence d'aspirations anarchistes dans les masses populaires.

Ajoutons que les divergences de vue, qui séparent anarchistes communistes et anarchistes individualistes, nous semblent conciliables dans le domaine pratique. Les seconds acceptent généralement l'association en matière de production, mais n'admettent point le communisme en matière de répartition. Or, l'Etat disparu, rien ne s'opposerait à l'existence d'associations construites d'après des types très différents : communistes et individualistes pourraient coexister, s'accordant sur cette base : que nul n'a le droit de priver autrui du fruit de son labeur, mais que chacun est libre d'adopter le mode de travail et de répartition qu'il préfère.

— L. BARBEDETTE.

PROPRIÉTÉ ET LIBERTÉ. La Révolution de 1789 a proclamé le droit de tous les hommes à la liberté et à la propriété. Or, ce que nous voulons expliquer ici, c'est :

- 1° que liberté et propriété sont choses absolument opposées, incompatibles, exclusives l'une de l'autre ;
- 2° que depuis la Révolution Française, c'est-à-dire

depuis cent quarante ans, les événements ont de plus en plus démontré cette opposition, cette incompatibilité, cette exclusion, malgré tous les sophismes dont on a cherché à déguiser leur décevante réalité.

Sur la *liberté*, la Révolution a dit : « Les hommes naissent et demeurent libres... La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; l'exercice des droits naturels de chacun n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi... Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas. » (*Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, et Constitution de 1791.*)

Sur la *propriété*, la Révolution a dit : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul n'y peut être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. » (*Article XVII de la Déclaration de 1789, et Constitution de 1791.*) Dans la Déclaration et la Constitution de 1795, il est dit : « La propriété est le droit de jouir et de disposer de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie ».

Le Code Napoléon, devenu le Code Civil d'aujourd'hui, a défini ainsi la propriété dans son article 544 : « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

La Révolution de 1848, dans sa Déclaration des Droits de l'Homme précédant la Constitution des 4-12 novembre, se donna pour principes : la liberté, l'égalité, la fraternité, et pour bases : la famille, le travail, la propriété, l'ordre public.

Lorsque fut élaborée la Constitution appelée « républicaine » de 1875, il ne fut plus question des droits de l'homme, et la liberté ne figura plus que dans cette vague devise : « Liberté, Egalité, Fraternité », qu'on imprima sur les papiers officiels comme on imprimait sur les pièces de cent sous cette autre vague devise : « Dieu protège la France ». Les droits de l'homme planaient dans les nuages de l'empyrée politique, avec le souvenir de plus en plus brumeux des « grands ancêtres de 89 », avec le libéralisme idéaliste que les réalistes à la Guizot et à la Thiers avaient proprement transformé en banditisme politique (voir *Politique*), et les Constituants, embourgeoisés d'opportunisme, n'avaient aucun souci de les rappeler et de les confirmer dans un texte précis. La Constitution de 1875 fut muette sur les garanties de la liberté ; elle ne le fut pas, par contre, sur celles de la propriété, comme nous le verrons. Elle homologua ainsi les violations anti-républicaines de la liberté, commises depuis trois quarts de siècle, faisant siens certains abus et ouvrant la porte à tous ceux que des gouvernants sans scrupules ne se privèrent pas de commettre tout en se donnant l'air de respecter la Constitution. C'est ainsi que la III^e République a conservé la loi du 30 juin 1838 permettant les scandaleux « internements administratifs » et qui, avec l'article 10 du Code d'instruction criminelle, a marqué le rétablissement du « bon plaisir » des gouvernants et des « lettres de cachet ». C'est ainsi qu'en faisant les « lois scélérates » de 1893, 1894, 1920, elle a encore aggravé le système antérieur d'attentats à la liberté individuelle qui violent manifestement les principes de la Déclaration des Droits de l'homme, et contre lesquels l'insurrection, a dit cette Déclaration, serait « le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Par contre, la III^e République a renforcé la puissance de la propriété, de ce qu'on appelle ses « droits », au point que ceux-ci ont été de plus en plus la négation de la liberté de tous les citoyens, même du plus grand

nombre des propriétaires, par l'organisation d'un état de sujétion de plus en plus ploutocratiquement favorisé. Par la faculté d'interprétation laissée à ses commentateurs et à ses applicateurs, le Code Civil a été l'instrument de cette organisation et de l'étranglement progressif de la liberté sous la domination de plus en plus absolue de la propriété. Ses 515 premiers articles ont été employés à sceller la soumission de la personne humaine aux convenances propriétaires de la famille et de la société. Les 1.800 autres ont consacré les droits et les usurpations de la propriété, « inviolable et sacrée », contre tous les autres droits de l'homme. Dans ce château-fort de la légalité, plus imprenable que les anciennes demeures féodales, le nouveau seigneur, le nouveau roi, le capitaliste, nargue l'immense foule du salariat asservie à ses profits et dont la seule liberté est de crever de faim si elle ne veut pas se soumettre aux caprices du despote. Le Code Pénal et le Code du Travail, sentinelles vigilantes, montent la garde pour que digèrent et dorment en paix les heureux bénéficiaires du Code Civil. Si les codes ne suffisent pas, il y a les fusils, comme en 1831, à Lyon. C'est contre les ouvriers défendant leur illusoire liberté du travail que l'armée française fit le premier essai, *in anima vili*, des balles Lebel, à Fourmies, en 1891. Aujourd'hui on emploie les mitrailleuses et les bombes dans les républiques de plus en plus « démocratisées » contre ceux qui demandent du travail !... « La société a assassiné civilement l'individu à qui elle a refusé du travail », disait Fourier, il y a plus de cent ans ; elle y a ajouté l'assassinat effectif que le code appelle « homicide pré-médité ».

On a fait le 89 politique — et encore ! — contre les privilèges politiques. Il reste à faire ce que M. Albert Bayet appelle le « 89 économique » (*Cahiers de la Ligue des D. de F.H.*, 20 novembre 1931), sans lequel le premier n'est qu'une balançoire. Ce nouveau 89 ne sera possible qu'en attaquant et en supprimant la propriété. Un des présidents de la Ligue des Droits de l'Homme, Ferdinand Buisson, a dit fort justement : « L'homme n'a pas de liberté s'il n'a que la liberté politique ; il n'y a pas de liberté là où il n'est pas réalisé la première de toutes les libertés, la liberté de vivre, la liberté d'être homme... Vous avez protesté pour la liberté de l'individu. Ne protesterez-vous pas en faveur de ces individus, et ils sont légions, qu'on appelle libres et qui meurent de faim ? » La liberté de vivre est impossible sous le régime de la propriété pour quiconque ne vit pas du travail d'autrui. Or, c'est le cas de la majorité des hommes.

Nous avons déjà vu (*Liberté individuelle*) la contradiction de la Déclaration des Droits de l'Homme au sujet de la liberté lorsqu'elle dit, d'une part : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », et, d'autre part : « Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché ». Nous avons vu comment la deuxième proposition détruit la première en favorisant l'exploitation des travailleurs par les détenteurs des entreprises du travail et de ses instruments. Cette exploitation, organisée sous le titre fallacieux de la *liberté du travail*, n'est-elle pas la négation de toute liberté pour le travailleur ?

La Révolution Française promettait à tous les hommes quatre choses qui sont incluses dans la Déclaration des Droits : la *liberté*, l'*égalité*, la *propriété*, la *sécurité*. Elles étaient, disait-elle, des droits naturels, imprescriptibles, inviolables, sacrés, que la Nation devait faire respecter au bénéfice de tous les hommes. Qu'était-ce à dire, sinon que la propriété individuelle devrait être transformée en propriété de tous ? Comment, sans cela, établirait-on l'égalité des hommes, et comment leur garantirait-on la liberté et la sécurité ?... On n'établit et on ne garantit rien. La suite de la Révolution fut un habile escamotage ; ses principes firent

cette blagologie dont devrait se satisfaire le « peuple souverain ». Les anciens propriétaires des biens féodaux furent remplacés par les nouveaux propriétaires des biens nationaux. Il était d'autant plus nécessaire pour eux de garantir l'inviolabilité de la propriété qu'ils n'avaient à peine payé le quart, et qu'ils devraient en faire retour à la Nation si on s'avisaient de réaliser l'égalité promise à tous les citoyens. Mais c'eût été tomber dans le communisme, dans le collectivisme ; c'eût été aboutir à cette vaste conception de l'Etat dont s'étaient inspirés tant de penseurs de la Révolution ; c'eût été empêcher l'établissement de ce troisième Etat qui, pour être « Tout », comme le voulait Stélys, devait assurer sa prédominance par la possession des biens et du pouvoir. Et c'est ce que comprirent les premiers Constituants qui refusèrent de discuter le principe de la propriété pour « ne pas la compromettre » (*sic*). On avait les gendarmes et la guillotine pour faire respecter la propriété, comme l'ancien régime avait eu les sergents et le gibet ; cela devait suffire. La Révolution, qui prétendait s'établir sur le droit, ne s'établit ainsi que sur l'arbitraire et la force. Ce fut sa faute, ce fut son crime, et c'est pourquoi elle est aujourd'hui à refaire.

La blagologie politicienne triomphait déjà dans les formules qui ne disent rien, produisent encore moins, mais suffisent à bercer les vagues espoirs des volontés incertaines. Un Danton pouvait dire : « L'homme a le droit de se gouverner lui-même et de conserver le fruit de sa libre activité ». Double sophisme, en présence de la Terreur et de la misère du temps. Les Girondins affirmaient, *ex-cathedra*, que la propriété était antérieure à toute loi ; mais ils étaient, malgré ce, si peu sûrs de sa légitimité qu'ils refusaient de la prouver, disant : « Quiconque essaie de consacrer la propriété la compromet ; y toucher, même pour l'affermir, c'est l'ébranler » !... En fait, il s'agissait surtout d'établir et de consolider les privilèges de la nouvelle féodalité de l'argent, plus avide encore que l'ancienne, et qui se constituait avec cette propriété industrielle que Barnave saluait, mais dont l'ouvrier était exclu comme possesseur, puisqu'il était dépossédé du fruit de son travail.

Rivarol disait avec juste raison que la Révolution avait été faite par les rentiers. Il faut ajouter : et la haute bourgeoisie capitaliste, maîtresse des banques. A la veille de la Révolution, rentiers et hauts bourgeois étaient déjà les maîtres de l'Etat, possédant les titres d'une dette publique de quatre milliards et demi. Or, ils craignaient la banqueroute de la royauté qui ne se gênait pas, à l'occasion, pour puiser dans les caisses des banques et avait fait rendre gorge plus d'une fois, à son profit propre bien entendu, aux gens d'affaires enrichis des dépouilles du peuple. Il fallait aux oiseaux de proie un régime qui, non seulement ne les dépouillerait pas, mais qui, encore, ferait payer au peuple, comme on le voit pratiquer aujourd'hui sur une si grande échelle, les déficits de leur gabegie. Devant une puissance économique déjà si fortement organisée, si résolue et si ferme dans ses desseins, que pouvait le verbalisme d'une Déclaration des Droits de l'Homme qui se combattait elle-même par ses contradictions et semait la division chez ses propres défenseurs ? Elle fut d'ailleurs rédigée par la seule bourgeoisie cette Déclaration dont Malouet disait, dès le 3 août 1789 : « Pourquoi transporter les hommes sur le haut d'une montagne et, de là, leur montrer tout le domaine de leurs droits, puisque nous sommes obligés ensuite de les en faire redescendre, d'assigner des limites et de les rejeter dans le monde réel où ils trouveront des bornes à chaque pas ? »

Mais ne fallait-il pas que la nouvelle parole descendit d'un nouveau Sinaï pour consacrer l'imposture ? En bas, dans la réalité où patnaquaient les pauvres dupes,

la dictature de la propriété, la déchéance de la liberté et de l'égalité, étaient marquées par l'établissement du *cens électoral* que Cazalès accompagnait de cette déclaration cynique : « Le propriétaire est le seul citoyen ! » La petite bourgeoisie elle-même protestait. L'abbé Grégoire constatait que le cens était le retour à « l'aristocratie des riches ». Loustalot disait que cette aristocratie était « établie sans pudeur ». Camille Desmoulins écrivait : « Pour faire sentir toute l'absurdité de ce régime, il suffit de dire que J.-J. Rousseau, Corneille, Mably, n'auraient pas été éligibles ». On lisait dans la *Commune de Paris* : « La classe malheureuse, courbée sous la loi qu'elle n'aura ni faite ni consentie, privée des droits de la Nation dont elle fait partie, retracera la servitude féodale et immémorable ». Et Marat constatait ceci : « Qu'aurons-nous à gagner à détruire l'aristocratie des nobles, si elle est remplacée par l'aristocratie des riches ? Si nous devons gémir sous le joug de ses nouveaux parvenus, mieux valait conserver les ordres privilégiés ».

On n'en finirait pas de citer les protestations plus ou moins violentes que publièrent les journaux du temps ou qui retentirent aux tribunes. Protestations fort inutiles d'ailleurs. Pour les paysans, non seulement la Révolution ne fit pas la loi agraire du partage des terres, mais la Convention décida que seraient punis de mort ceux qui parleraient de cette loi !... Pour les ouvriers, leur exploitation fut organisée dès le 13 juin 1791 par la loi Le Chapelier, leur interdisant de se coaliser pour cesser le travail ou faire augmenter leurs salaires. Les grèves furent assimilées au brigandage ! Ce fut la Commune de Paris à qui, depuis Ponsard, on a tant reproché son « anarchisme », qui fit voter cette loi et la fit exécuter en en exagérant encore les dispositions déjà excessives. La loi Le Chapelier fut de plus aggravée en 1803 par la sévérité de ses peines. C'est ainsi que l'homme eut « le droit de se gouverner lui-même et de conserver le fruit de sa libre activité », comme l'avait demandé Danton !...

Le Code Napoléon renouela la vieille loi civile de tous les siècles qui donnait au propriétaire la faculté de vivre sans travailler en dépouillant le travailleur du produit de son travail. Bien plus. Par le développement incessant de la concentration capitaliste dans des sociétés anonymes, les parasites, appelés « actionnaires », sans faire autrement œuvre de leurs dix doigts que pour découper leurs coupons, quand un agent de change ne le ferait pas pour eux, retireraient les moyens de leur oisiveté d'une propriété qu'ils n'auraient jamais vue que représentée par un papier appelé « action », et qui serait quelque part, on ne sait où, au Creusot, à Bataville, au Zoulouland !... En même temps, ce Code Napoléon confirma l'état de vasselage des travailleurs devant la propriété détentrice des instruments du travail. S'il adoucit certaines pénalités, il maintint l'interdiction des coalitions ouvrières jusqu'en 1884, quand fut votée la loi sur les syndicats. L'article 1781 du Code Civil consacra, jusqu'en 1898, la supériorité légale du maître sur le serviteur, du patron sur l'ouvrier. Jusqu'en 1902, les « gens de maison » ne seraient ni électeurs ni éligibles ! Jusqu'à la loi de 1884, les ouvriers ne faisaient pas partie des Conseils de prud'hommes institués en 1806, et qui furent un recul sur le système corporatif de l'ancien régime qui faisait juger l'ouvrier par ses pairs. Le *livret ouvrier*, véritable brevet d'esclavage, scella le tout et dura jusqu'en 1890. Voilà comment la Révolution organisa la *liberté* et l'*égalité* pour ceux qui n'étaient pas propriétaires et étaient réduits à subir les conditions du salariat.

La Révolution leur garantissait-elle, tout au moins, la *sûreté* qu'elle leur avait également promise, en leur assurant du travail et des conditions de vie normale ?... On peut en juger par des faits comme ceux-ci, répandus dans toute la France. La durée du travail dépassait

quatorze heures pour beaucoup d'ouvriers. Quand les reilleurs demandèrent de ne plus faire que quatorze heures, ils furent traités de « fainéants » ! Les salaires dérisoires étaient encore diminués par leur paiement en assignats dont la valeur baissait chaque jour ; ils ne suffisaient pas toujours à acheter du pain moisi ! La Convention avait livré au filateur Rutel cinq cents fillettes de moins de dix ans, prises dans les hospices. Leur patron les nourrissait à peine, sans leur payer aucun salaire ! L'industriel Rumfort réconfortait ses cent quinze ouvriers d'une soupe à l'eau qui est restée légendaire sous le nom de « soupe à la Rumfort ». Une assiette de « potage à la ci-devant Condé » coûtait plus cher dans les restaurants où dînaient les « Incroyables » que les cent quinze assiettes de soupe à la Rumfort réunies ! (Ilya Ehrenbourg : *La vie de Babaruf*.) Dans la seule région de Saint-Quentin, 60.000 ouvriers étaient réduits à la mendicité. Comme il se produisit dans la « crise » actuelle, seules les industries de guerre prospéraient ! La loi du « maximum », que la Convention avait été obligée de voter contre les mercantis rapaces, était inopérante avec la dégringolade des assignats. On trouva dans les *Histoires du Travail*, notamment dans celle de Pierre Brissot, d'autres exemples de cet état incroyable de sujétion et de misère ouvrières. La situation des travailleurs était si lamentable, tant aux champs qu'à la ville, qu'ils n'avaient le plus souvent d'autre ressource que de se faire soldats, ce qu'on voit encore aujourd'hui. C'est ainsi que se formèrent les armées de la Révolution et de l'Empire, ces armées de « volontaires » que le plutarquisme représente levés par l'enthousiasme patriotique pour la défense de « la Patrie en danger ! » Comme toujours, les prolétaires dépouillés et affamés allaient défendre la propriété des riches, se battre pour les fournisseurs de l'armée, les trafiquants de la guerre, les nouveaux engraisés qui regorgent de leurs dépouilles et formeraient la nouvelle aristocratie, la nouvelle féodalité, contre la Patrie elle-même qu'en 1815 ils livrèrent à des « altesses », pendant que les défenseurs de cette Patrie mourraient sur les champs de batailles.

On comprend que l'égalité avait été éliminée des notions de droit. Troullier, le jurisconsulte de l'Empire, n'en reconnut plus que trois dans son *Droit civil français* : la *liberté*, la *propriété* et la *sûreté*. Or, la propriété avait rendu la liberté et la sûreté tout aussi inopérantes que l'égalité pour le plus grand nombre des hommes appelés ironiquement « citoyens ».

Il fallut cependant justifier la main-mise de la propriété sur la liberté, expliquer leur prétendu accord, démontrer que la première n'était que le produit de la seconde. Ce fut l'œuvre fallacieuse des théoriciens bourgeois du régime de la propriété, surtout depuis que Proudhon, répétant Platon à 2.500 ans de distance, eut prouvé que « la propriété, c'est le vol ! » Proudhon fit très justement remarquer à ce sujet combien il fut, de tout temps, nécessaire de justifier le droit de propriété et comment, malgré toutes les justifications qu'on a prétendu lui apporter, sa légitimité est toujours contestée. La liberté, l'égalité, la sûreté n'ont pas besoin de ces justifications ; personne ne peut s'aviser de les discuter ; elles sont des droits naturels universellement reconnus. Mais on a toujours perdu son temps, et on le perd toujours, quand on prétend faire de la propriété un droit naturel. La rhétorique la plus subtile ne peut arriver à donner le change sur ce qu'elle est : violence et usurpation.

L'équivoque la plus habile et l'affirmation la plus effrontée sont de soutenir que la *propriété est fondée sur la liberté naturelle de l'individu*, d'en faire l'expression même de la liberté et de la dire antérieure et supérieure à la loi faite pour la garantir. On nie ainsi qu'elle soit le produit du mensonge et de l'arbitraire. On dit : « L'homme ne peut être libre que si son exis-

tence est assurée. Pour cela, la propriété des objets assurant son existence lui est nécessaire. Le sauvage à ainsi, tout naturellement et légitimement, la propriété de son arc ; le nomade à, non moins naturellement et légitimement, la propriété temporaire de la terre qu'il a semée ». Cela était, ou paraissait juste ; mais, de déduction en déduction, on arrivait à démontrer que, tout aussi naturellement et légitimement, un homme pouvait avoir la propriété de toute une province avec celle de ses habitants, et qu'un autre pouvait accaparer à son profit le travail de milliers d'ouvriers. M. Thiers, entre autres cyniques, adopta ce beau raisonnement pour en faire découler l'organisation du pacte social, et dit : « Je protège votre propriété pour que vous protégiez la mienne ». Autrement dit, je vous assure la possession de votre arc pour que vous défendiez ma province et mes capitaux !... C'est ce que disaient déjà les barons à leurs serfs en l'an 800 !

Proudhon a ainsi remarqué combien, perfidement, on confondait le *pétitoire*, qui est le droit, la liberté de posséder, avec le *possessoire*, qui est la possession effective, réelle. Les prolétaires expropriés, pillés, volés, réduits au salariat, ont pour eux le *pétitoire*, le droit « inviolable » et « sacré » reconnu pompeusement par la Déclaration des Droits de l'Homme à tous les citoyens ; mais le *possessoire* est pour les propriétaires, ceux qui possèdent en fait, et là, ce ne sont plus les déclarations grandiloquentes du verbiage démagogique qui valent, ce sont les lois, les tribunaux, les gendarmes qui font respecter effectivement une propriété solide, nettement déterminée et décrite sur du papier résistant aux vers. Le *pétitoire*, c'est l'ombre pour laquelle le naïf lâche la proie ; c'est la carotte pendue devant son nez et qu'il ne peut jamais mordre. Le *possessoire*, c'est la proie que le malin ne lâche pas, et c'est la faculté de se faire porter sur le dos du naïf en le faisant courir après la carotte. Il est très académique de dire aux travailleurs : « Grâce à la Révolution, vous avez la liberté et le droit de posséder le produit légitime de votre travail, le morceau de terre, la maison, le mobilier, la rente que, péniblement, vous avez pu acquérir en économisant sur votre salaire » ; mais encore faudrait-il que cette acquisition ne fût pas rendue impossible par la liberté et le droit du patronat de s'approprier la meilleure part du travail, et de le payer d'un salaire qui ne permettra que tout juste, à l'ouvrier, de ne pas mourir de faim, cela, sous le prétexte monstrueux que le patronat est propriétaire des instruments du travail ! Autant dire que ce patronat est aussi propriétaire de l'homme appelé « libre » qu'il fait travailler, comme il est propriétaire de la machine à laquelle il l'attèle à la façon d'un bœuf ou d'un cheval. L'ouvrier n'est-il pas son « capital humain », comme il est, pour les états-majors qui mènent les guerres le « matériel humain » !... Mais, même si le travailleur parvient à avoir son terrain, sa maison, son mobilier, sa rente, quelle garantie a-t-il qu'ils ne lui seront pas pris, saisis par le flac ou par l'usurier à qui il se sera livré dans un moment de détresse ? « Inviolable et sacrée », la propriété. — Oui, pour ceux à qui le brigandage social permet de piller la propriété des autres et assure le *possessoire* ; mais non pour ceux à qui l'état social ne garantit que le *pétitoire*.

Le *pétitoire*, c'est la propriété des sots intoxiqués d'un civisme imposteur qui, parlant emphatiquement de « notre pays », « notre industrie », « nos finances », se grisent de cette fumée en mangeant leur pain sec ou qui, n'ayant même pas de pain, sont envoyés en prison s'ils osent en prendre dans une boulangerie. Le *possessoire*, c'est la propriété qui a un nom au cadastre et au Grand Livre de la dette publique, c'est celle du blé qui se dore au soleil de Messidor et qu'on peut impunément détruire pendant que des millions d'êtres meurent de faim.

Voilà ce que la loi, protectrice de la propriété, rend possible contre le droit des gens.

Voilà les rapports de la liberté et de la propriété. Sont-ils différents, depuis 1789, de ce qu'ils étaient dans la Rome antique ou sous Louis XIV ? Il y avait alors, comme aujourd'hui, des miteux, des clochards, des traîne-savates qui pouvaient rêver au *pétitoire* pour calmer leur faim ; et il y avait aussi des esclaves qui pouvaient s'affranchir, des vilains qui devenaient princes, en acquérant un solide *possessoire* par d'habiles et heureuses friponneries. Et qu'on ne vienne pas nous dire, pour vanter la supériorité du nouveau régime, que les hommes vivent mieux aujourd'hui qu'ils vivaient il y a cinq mille ans, ou seulement il y a cinquante ans ! Apprenons à ne pas toujours tout mélanger dans la question sociale et à ne plus faire ainsi le jeu d'un opportunisme sans cesse à l'affût d'une nouvelle place dans le royaume de la peste capitaliste et du choléra politicien. Apprenons à sérier les sujets, à ne pas confondre l'insanité politique avec le progrès humain, la métaphysique sociale, qui demeure aussi bourbeuse qu'au temps d'Aristote, avec les inventions de la vapeur et de l'électricité, qui ont transformé la vie économique dans le monde entier. Sans la Déclaration des Droits de l'Homme, et fussions-nous encore sous un Pharaon, un Néron, un Louis XIV qui, entre parenthèse, n'étaient pas de plus dangereux et de plus mal-faisants mégalomanes que les Napoléon, les Guillaume, les Poincaré — nous n'en aurions pas moins, aujourd'hui, le télégraphe, le téléphone, l'aviation, les sous-marins. On prétend qu'en Amérique chaque ouvrier possède son automobile. Il n'y en a pas moins six millions de chômeurs qui ont faim et contre qui marchent les mitrailleuses quand ils réclament du pain. Apprenons à ne plus bâiller aux cornelles du *pétitoire* pendant que les filous du *possessoire* nous font les poches !

Le premier des sophistes modernes qui prétendirent prouver les rapports de la liberté et de la propriété, parait être Mercier de la Rivière. Il disait que la liberté de l'homme est le résultat de la propriété qu'il a de lui-même, de ses facultés et des instruments par lesquels il les exerce. Propriétaire de ses facultés, il est en conséquence propriétaire de ce qu'elles produisent. La liberté, qui est dans la propriété de la personne, passe ainsi dans celle des choses, dans la propriété mobilière, dans la propriété foncière, et il ne peut être porté atteinte à l'une d'elles sans toucher aux autres. On voit ainsi l'habileté du processus ; il ne faut plus qu'un peu d'audace, mais abritée toutefois derrière le gendarme, pour démontrer, au nom de la liberté, que les vingt-cinq millions de francs de bénéfices hebdomadaires tirés par certains du travail de « leurs » ouvriers sont le *produit légitime de leur travail* !...

On feignit de ne pas s'apercevoir que la personne et les objets de la propriété sont choses différentes, qu'on ne dit pas « ma main », « mon cerveau », comme on dit « ma maison », « mon champ », et qu'on ne dit pas non plus « ma femme », « mes enfants », comme on disait jadis « mes esclaves » et comme on dit aujourd'hui « mes ouvriers ». On ne dit pas davantage « ma maison », « ma charrue » comme on dit « mes usines », « mes machines ». La liberté de l'individu et la propriété de son corps, de ses facultés, de ses sentiments, sont exclusivement personnels, essentiellement inaliénables. Et on ne peut aliéner, pas plus que sa personne, celle des autres, de sa femme, de ses enfants ; tout au plus peut-on mutiler ou détruire la personne, transformer les sentiments qu'on a pour autrui, se soumettre au sort de l'esclave ou de l'ouvrier. Mais la propriété de la personne reste intacte si violée et si peu sacrée qu'elle soit. La liberté de la personne est absolument incompatible avec l'aliénation. Par contre, la propriété est essentiellement aliénable ; elle n'existe que parce

qu'elle peut être donnée, achetée, vendue, morcelée, transformée, qu'elle est un objet de transaction. Il est incongru d'assimiler la propriété de la personne à celle d'un objet extérieur, et il est perfide d'assimiler la propriété modeste d'une maison, d'un champ, d'une char-rue, produit réel du travail de l'homme laborieux, à celle orgueilleuse d'usines, de territoires, de machines, produit du travail accumulé d'une foule de travailleurs dépossédés par le parasitisme capitaliste.

Destutt de Tracy, Cousin, Bastiat, et bien entendu M. Thiers, ont été les théoriciens de plus en plus insolents de ces sophistications. Benjamin Constant avait une conception plus saine, mais qui était utopique. Il constatait que la propriété a été créée par l'état social, prétendant que cette origine civile n'affaiblissait nullement la juste idée qu'on devait avoir de sa légitimité et de son inviolabilité, mais il ajoutait que cette origine « conduit à ne pas exagérer cette idée, à ne pas accorder un caractère particulièrement sacré au droit de propriété, à ne pas faire passer ce droit avant la liberté, avant le droit des citoyens... » Le respect de la propriété devait être fondé sur le respect de la liberté et non le respect de la liberté sur celui de la propriété. B. Constant recherchait ainsi un compromis entre deux choses que le fait social rendait absolument inconciliables. Que pouvaient devenir de tels principes dans une société où le fait de ne rien posséder entraînait le délit de vagabondage, et où le propriétaire pouvait tuer froidement, avec l'absolution de la loi, l'homme altéré qui venait boire à son puits ? La propriété civile ne peut coexister avec le respect de la liberté. Elle est une violation constante de la propriété primitive attachée à la liberté naturelle.

Les bons apôtres qui soutiennent le système ploutocratique et sont favorables, aujourd'hui, à ce qu'on appelle une « réaction néo-capitaliste » ramenant le travail aux formes les plus dures du passé, y compris le fouet sous lequel l'esclave tournait la roue et le galérien manœuvrait la rame, se basent sur la différence de qualité et de valeur de la production pour justifier l'inégalité des salaires, c'est-à-dire l'exagération des prélèvements sur le travail d'autrui. Ils disent, avec ces façons cafardes, que tant d'ouvriers connaissent, des « bons patrons » qui daignent discuter avec eux et ne pas les congédier brutalement : « le travail d'un Newton, qui a servi et sert encore aux générations qui l'ont suivi, est incomparablement supérieur à celui de l'ouvrier qui ne sert que des besoins immédiats, passagers et qui peut être remplacé par tout autre ouvrier ». C'est possible, mais la question n'est pas là ; elle est dans l'usage dolosif qui est fait des inventions d'un Newton. Nous admettons fort bien qu'un Newton puisse avoir droit à un salaire supérieur à celui de l'ouvrier ; mais est-il admissible que des individus, accaparant le travail de Newton et ne faisant rien par eux-mêmes, frustrant ceux qui font valoir ce travail ? Or, on ne donne même pas aux Newton ce salaire supérieur qui devrait leur revenir ; ils sont les premiers frustrés ! Un Bernard Palissy, un Sauvage, un Tellier, des centaines d'autres dans tous les siècles, n'ont-ils pas été dépossédés des fruits de leurs inventions ? Et ne voit-on pas, aujourd'hui même, les cas de Branly et de Forest ? Un Branly est, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, réduit à une quasi-misère, alors que des industriels ont gagné des milliards en exploitant ses découvertes ! La veuve de Forest est, à l'âge de soixante-seize ans, abandonnée à un sort misérable, alors que les perfectionnements mécaniques trouvés par son mari ont enrichi scandaleusement des fabricants d'automobiles ! Quels droits avaient ces industriels et ces fabricants, de plus que les ouvriers qu'ils employaient, au bénéfice des inventions de Branly et de Forest, sinon ceux de l'immorale propriété de leur argent qui leur avait permis de s'emparer de ces inventions, appuyée de la non

moins immorale complicité de la loi et du gendarme, c'est-à-dire de l'arbitraire et de la violence organisés ?

Mais voici la plus cynique explication de la propriété capitaliste, négation de la liberté de tous. Il fallait un M. Thiers pour oser la formuler : c'est ce qu'il a fait dans son ouvrage : *De la propriété*. Il y a dit en substance : « La propriété est un fait et un droit pris dans celle qu'a l'homme de ses facultés naturelles. La propriété est le produit du travail, de l'emploi des facultés. C'est le travail qui crée le droit de propriété ». Cela *transmission légitime et bien ordonnée. La propriété a été le plus souvent, à l'origine, l'appropriation violente, sans travail, mais la propriété s'épure par la transmission légitime et bien ordonnée. La propriété de chacun est la mesure de la personne et partant conforme à la justice. Le riche, par le capital qu'il distribue, fait vivre le pauvre en travaillant. Il lui fournit ses instruments de travail et ses moyens d'existence à condition qu'il travaille pour lui. Le superflu du riche n'est pas un vol fait au pauvre ; c'est au contraire un fonds de réserve et d'épargne pour lui, où il puise sans cesse. C'est une propriété qui n'appartient qu'au riche, mais dont tous deux ont la jouissance en quelque sorte... »* C'est de cette façon qu'on démontre aux pharisiens qui ne demandent qu'à se laisser convaincre, et aux pauvres d'esprit pour qui le royaume des cieux a été créé, que « le riche est le protecteur du pauvre », que « sans le riche, le pauvre ne pourrait ni travailler, ni vivre », etc. ! On connaît tout ce que peuvent tirer de ces insanités les « défenseurs de l'ordre » et les cafards de la philanthropie. Mais c'est aussi de cette façon qu'on donne aux gens sensés la plus irréfutable démonstration de la proposition de Proudhon : « la propriété, c'est le vol ! » et de l'incompatibilité existant entre la liberté et la propriété. « La propriété s'épure par la transmission légitime et bien ordonnée », disait M. Thiers qui avait tant besoin « d'épurer » la sienne. C'est ainsi qu'on justifie le mot de Boileau :

« *Le crime heureux fut juste et cessa d'être crime.* »

C'est ainsi qu'on peut friponner sans danger en pratiquant dans le grand. Heureux le pauvre à qui il n'en coûte que sa liberté pour recevoir les miettes de ces turpitudes !..

Il est donc impossible que liberté et propriété coexistent. L'enthousiasme idéologique avait fait proclamer la liberté par la Révolution ; le froid égoïsme et la basse cupidité lui ont fait consacrer l'inviolabilité de la propriété. La seconde a dévoré la première. L'homme n'a été libre, et combien basement, immoralement ! qu'en étant propriétaire, et parce que le simple citoyen ne possédant rien est demeuré esclave. C'est ainsi que « toutes les constitutions qui ont été données à la France garantissaient également la liberté individuelle, et sous l'empire de ces constitutions, la liberté individuelle a été violée sans cesse. » (B. Constant.)

Même sous la forme légitime de la petite propriété, produit réel du travail, cette propriété porte en elle un vice fondamental en ce qu'elle fait naître et excite chez l'individu la cupidité et l'ambition d'une appropriation toujours plus grande et, partant, plus injuste et plus malfaisante. A l'encontre de tous ceux qui craignent de « compromettre » auprès des timorés l'idée de la révolution — comme d'autres craignent de « compromettre » l'idée de propriété — ou qui ne pensent qu'à remplacer les « propriétaires » du troisième Etat par ceux d'un quatrième, Gorki a eu le courage de dire, et nous devons l'avoir avec lui : « Dans tous les pays, la classe paysanne, — les millions de petits propriétaires, — est un terrain propice à la croissance des rapaces et des parasites ; le capitalisme dans toute son horreur a grandi sur ce terrain ». Il a grandi sur tous les terrains prolétaires, ouvriers comme paysans, sur lesquels a pu s'ériger la propriété même la plus modeste.

L'homme doué de bon sens et de réflexion doit se rendre compte du piège et de l'immoralité de cette liberté illusoire que la société bourgeoise offre au prolétariat en lui proposant la propriété individuelle. Là encore, Gorki a vu et a parlé clair en disant : « En attirant vers elle les paysans et les ouvriers les plus doués, en les obligeant à servir ses intérêts, la bourgeoisie exalte la « liberté » avec laquelle un homme peut parvenir à un certain bien-être personnel, à un habitat commode, à une situation confortable. Mais vous ne nirez certes pas que dans votre société, des milliers d'hommes de talent meurent sur le chemin de ce vil bien-être, incapables de surmonter les obstacles que dressent devant eux les conditions morales de l'existence bourgeoise. »

N'oublions pas ce jugement de J.-J. Rousseau, dont la confirmation est de plus en plus sanglante : « Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisa de dire : Ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres ; que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant la fosse, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tout le monde et que la terre n'est à personne ! » J.-J. Rousseau a dit encore : « Le démon de la propriété infecte tout ce qu'il touche ». La propriété a besoin, pour s'enrichir, du sang et de la misère des hommes sur qui elle règne comme une puissance de proie. Toutes les insurrections avortées, noyées dans le sang prolétarien, toutes les lois sociales qui rivent plus étroitement les travailleurs à leurs chaînes et apportent de nouvelles privations dans leurs taudis, sont rassurantes pour la propriété. Elles font monter les cours de la Bourse, grossir les fortunes, s'étaler avec plus de cynisme et de cruauté le muffisme des privilégiés.

Il ne pourra pas y avoir de vie harmonieuse entre les hommes tant qu'il n'y aura pas le bien-être et la liberté pour tous. Il ne pourra pas y avoir de bien-être et de liberté pour tous tant que tout ne sera pas à tous pour la satisfaction des besoins de tous. Il n'y aura de véritable révolution que celle qui arrachera les pieux, comblera la fosse, effacera les limites des terres, les frontières des patries, et fera un immense incendie de tous les grimoires où sont écrits les droits fallacieux et odieux de la propriété. — Edouard Romm.

PROPRIÉTÉ. Dans la société capitaliste actuelle, la propriété n'est le privilège que d'une petite minorité par rapport à la multitude des prolétaires.

Quelle que soit la nature de l'objet possédé : champ, maison, matériel de production, espèces, etc., son propriétaire l'a acquis, soit par l'exploitation d'autrui, soit par héritage, et dans ce cas la source du bien est la même que dans le précédent.

De plus, que font de ces biens ceux qui les détiennent ? Les uns s'en servent pour se procurer, en échange, une vie de bien-être et de jouissance, pour mener une existence pleine de loisirs, pour goûter à toutes sortes de plaisirs auxquels l'argent donne seul accès. Ceux-là sont les oisifs, les parasites, qui se dispensent de tout effort personnel et ne comptent que sur celui des autres. Pour mettre en valeur leurs terres, par exemple, ou leurs fermes, ils emploient une main-d'œuvre qu'ils rétribuent insuffisamment et qui, elle, en fournissant toute la peine, ne retire aucun gain véritable, ne touche pas le salaire intégral de son travail. S'il s'agit de biens mobiliers, le capital est employé à des fins étatiques, ou à des entreprises d'exploitation capitaliste. Quiconque possède plus qu'il n'a besoin pour sa consommation, ou plus qu'il ne peut mettre en valeur lui-même, soit directement en faisant valoir ses propriétés ou en montant des entreprises industrielles, soit indirectement en confiant ses capitaux aux indus-

triels ou à l'Etat, est un exploitateur du travail d'autrui.

D'autre part, il est arrivé, au cours de l'histoire, que l'étendue de certains domaines en empêchait la mise en valeur totale et rationnelle, et que, tandis qu'il se trouvait des travailleurs sans ouvrage et des familles sans logement, de vastes terrains restaient en friche, faute de bonne organisation.

C'est contre cette propriété bourgeoise reconnue par l'Etat, jalousement défendue par lui, que s'élèvent tous les révolutionnaires, tous ceux qui professent des idées libératrices, qui aspirent à améliorer les conditions de vie de la masse ; c'est elle qu'attaquent et veulent détruire socialistes, communistes et anti-étatiques de toute nuance ; c'est elle qui, en revanche, engendre l'illégalisme, le vol instinctif et brutal chez les uns, le vol conscient et raisonné chez les autres.

Le communisme a solutionné le problème en soustrayant à l'Etat le capital et les moyens de production pour les remettre à la collectivité devenue à son tour souveraine et qui répartit les produits entre chacun, selon son effort.

Mais que la propriété soit aux mains de l'Etat, de la collectivité ou du milieu communiste ou de quelques capitalistes, comme à l'heure actuelle, elle rend l'individu dépendant de la communauté, elle engendre le maître et l'esclave, le meneur et le mené. Maintenu dans la soumission économique, le travailleur conserve une mentalité en rapport avec les conditions de dépendance qui sont siennes. Il est, à proprement parler, l'outil, l'instrument, la machine à production de son exploitateur — individu ou milieu — il peut difficilement, dans de telles conditions, être un individu pleinement développé dans toutes ses facultés et conscient.

Venons-en au point de vue de l'individualisme-anarchiste soucieux, avant tout, de l'entière libération individuelle, de l'épanouissement de chacun, sans entrave, de la libre expansion de l'unité humaine. L'individualisme-anarchiste envisage la question sous un autre jour et apporte une solution qui n'entend pas que l'individu soit ainsi sacrifié et assimilé à un rouage. Il revendique, avant tout, pour tout travailleur, la possession inaliénable de son moyen de production, de quelque nature qu'il soit, outil ou terre arable, ou instruments de labour, ou livres, ou moyens d'expression de la pensée.

Ce moyen de production peut appartenir à l'association aussi bien qu'à l'isolé, cela dépend des conventions faites.

L'essentiel est que l'outil, de quelque genre qu'il soit, soit la propriété du ou des producteurs et non de l'Etat ou des grandes firmes, ou du milieu où les circonstances ont fait naître l'individu.

De plus, il importe que le travailleur dispose librement, selon son gré et ses nécessités, du produit de son travail, de son œuvre. Qu'il n'ait à subir aucune intervention étrangère dans l'usage qu'il entend faire de celui-ci. L'individu ou l'association doit pouvoir, sans avoir à tenir compte de qui que ce soit d'autre, consommer lui-même sa production, ou l'échanger à titre gratuit ou réciprocaire. Il doit lui être encore loisible de choisir ceux avec qui il échangera ses produits et ce qu'il recevra à la place.

L'individu, une fois possesseur de son outil et de son produit, le capitalisme cesse d'être.

Et de cette transformation des conditions du travail, l'individu tirera autre chose qu'une amélioration économique : il en retirera un bienfait au point de vue éthique. Au lieu d'être le salarié, exploité, victime du patronat, doué en conséquence d'une mentalité je m'en fichiste quant à la confection du produit puisqu'il n'en jouit pas, désireux d'épargner son effort, puisqu'un autre en profitera, le producteur individualiste-anarchiste s'intéressera à sa besogne, cherchera à la parfaire sans cesse, à y apporter de la nouveauté, y dé-

pièrera de l'initiative. Il acquerra une fierté de l'œuvre accomplie, une saine satisfaction personnelle, un intérêt si vif à son travail qu'il lui sera une source de joie de vivre et non plus un collier de misère. Le même goût au travail, le même souci d'une exécution irréprochable, la même lutte contre la routine et le toujours pareil se retrouvera dans tous les métiers, dans toutes les activités possibles — ce qui à l'heure actuelle n'est le privilège que d'une minorité, le plus souvent de travailleurs intellectuels, artistes, savants, écrivains, tous ceux qui trouvent sous l'impulsion d'une vocation ou d'un choix déterminé.

La propriété ainsi comprise et mise en pratique n'a plus rien de commun avec « la propriété c'est le vol » : elle marque un degré d'évolution et semble devoir être à la base de l'émancipation totale, de l'affranchissement de toutes les autorités. Ce sera la puissance créatrice restituée à chaque individu, selon ses capacités, bien entendu.

Il est évident que des accords peuvent survenir entre les consommateurs-producteurs pour que soit évitée la surproduction, qui ne s'entendrait, la spéculation ayant disparu, que du surplus de la production, une fois que celle-ci aurait couvert les nécessités du producteur, isolé ou associé, ou que, par le jeu des échanges, ces nécessités auraient été satisfaites. Spéculation et exploitation ayant disparu, on ne voit pas que l'accumulation présente plus de dangers que dans le communisme. A vrai dire, qu'il s'agisse de communisme ou d'individualisme, leur réalisation économique au point de vue pratique ne peut être séparée d'une mentalité nouvelle, d'une auto-conscience rendant inutile le contrôle, sous quelque nom qu'on le désigne.

L'anarchisme, dans quelque domaine qu'on le conçoive, est fonction de l'entière absence de contrôle ou de surveillance, l'un et l'autre ramenant toujours à la pratique de l'autorité. — E. ANAXA.

PROPRIÉTÉ. La propriété représente la chose possédée en propre ; mais il n'y a de chose possédée, de propriété, que par rapport à l'homme.

La propriété, ou appartenance, comprend tout corps qu'un être capable de raisonner, se rend propre, s'approprie pour son usage exclusif.

Il y a plusieurs espèces de propriétés que l'on désigne sous les noms de : propriété foncière et mobilière ; propriété individuelle et collective ; propriété de droit absolu et de nécessité relative ; la propriété corporelle et enfin la propriété intellectuelle.

Au cours des âges et des situations sociales, l'homme, stimulé par le besoin, approprie à son usage ce qu'il estime pouvoir lui être utile, soit en le produisant lui-même, soit en le recevant du producteur en don, en prêt à loyer ou à titre véral.

En légalisant la possession exclusive qu'elle garantit comme propriété, la Société sanctionne le travail qui est sensé n'avoir de rapport qu'avec un besoin rationnel et non d'abus. Il va sans dire que partout où il y a société, il y a propriété.

Pour vivre, la Société qui est la collection des individualités sentantes, légitime la propriété en l'organisant relativement aux circonstances et à l'avantage exclusif des classes dirigeantes.

Sans entrer dans des développements qui auront leur place ailleurs, nous allons brièvement nous occuper des propriétés annoncées et tout particulièrement de la propriété foncière.

Selon la période à laquelle on l'analyse, la propriété foncière s'annonce sous un aspect plus ou moins différent quant à son organisation. A l'origine des sociétés, étant donné l'étendue de l'Univers et la faible population qui l'habitait, la propriété foncière prenait certains aspects selon les circonstances et les besoins de ceux qui s'appropriaient. L'ordre était plus facile à obte-

nir que de nos jours. De modifications en modifications la propriété foncière, à travers les âges, aboutira à la propriété individuelle de notre époque. Ces diverses modifications, apportées au droit de propriété, n'ont été possibles que par l'ignorance des peuples tenus à dessein en dehors des connaissances de l'époque. Ce qui a été relativement bien à un moment donné ne l'a pas été à un autre et ne l'est plus à notre époque. Aliénée à un ou à plusieurs, la propriété foncière a été base d'ordre despotique comme elle sera base d'ordre rationnel lorsqu'elle sera aliénée à tous, ce qui mettra le sol à la disposition de qui voudra l'utiliser.

Ainsi le sol, ou propriété foncière générale, se présente à l'homme sous le caractère de l'indispensabilité. Il n'en est pas de même de la propriété mobilière, qui est le résultat du travail sur ou dans le sol, et qui représente le capital, c'est-à-dire une chose utile qui aidera à la production de richesses nouvelles. Mais l'Economie politique, qui est la science de la production organisée pour l'intérêt des classes possédantes et dirigeantes, confond adroitement l'utile avec le nécessaire et ce petit tour de passe-passe légitime l'exploitation des masses au profit des minorités régnantes et possédantes. C'est de l'escamotage social fait au nom de la légalité.

Quand la liberté est suffisante pour examiner la justice de l'opération, l'appropriation individuelle du sol est un des principaux mobiles de l'anarchie en progrès accéléré. Tenues dans l'ignorance, les masses, à qui on apprend mille choses, et qu'on évite d'instruire sur les causes de leur misère et de leur servitude, s'agitent sur des buts plus ou moins puérils, socialement parlant, et n'agissent pas pour leur véritable intérêt. Elles sont le jouet d'illusions habilement entretenues pour le profit personnel des élites et de leur état-major.

Réfléchissons que la propriété mobilière — ou capital — est toujours fonction du régime d'appropriation du sol et que, rien ne peut changer — socialement — tant que la source passive de toute richesse reste appropriée individuellement.

Pour arriver à l'ordre social idéal, une partie de la propriété mobilière, et provenant des générations passées, doit entrer, avec la propriété foncière, au fonds commun de prévoyance sociale. Quant à la richesse intellectuelle dans une société organisée dans l'intérêt de tous, elle doit être socialement distribuée et rendue accessible à chacun suivant ses aptitudes.

Partout où la propriété s'annonce comme étant la prolongation de la personnalité humaine, cette propriété représente le fondement et le respect de la liberté individuelle qui permet une égalité relative dans une atmosphère de fraternité sociale. — Elle SOURVYAK.

PROSCRIPTEUR n. m. Celui qui proscriit. « Tous les temps et tous les régimes ont eu des proscriptionnaires » indique le Dictionnaire Larousse, sans autre commentaire sur ce mot.

Nous pouvons ajouter que le proscriptionnaire est, en effet, celui qui proscriit, mais celui-ci, s'il n'est le tyran lui-même, en est l'instrument, le valet, l'exécuteur officiel des hautes et basses œuvres.

En régime d'autorité, c'est ainsi que s'administre la volonté de l'empereur ou du roi contre les sujets récalcitrants ou simplement mécontents. Le « bon plaisir » du souverain fait loi. On ne peut s'opposer qu'il y ait des proscriptionnaires quand on ne s'étonne pas qu'il y ait des monarques de droit divin ou des usurpateurs audacieux, se faisant proclamer, par la ruse ou par la force, les maîtres d'un peuple ou d'une nation.

D'ailleurs, ne sont-ce pas souvent les peuples qui réclament des tyrans comme les grenouilles de la Fable demandaient un roi ? Mais il arrive aussi que les peuples se débarrassent de leurs monarques. Il est évidemment plus rare de voir un peuple supprimer son tyran

que de voir celui-ci se passer des moyens de tyrannie à sa disposition. *Proscripteurs et bourreaux* sont des hommes indispensables à tout gouvernement énergiquement arbitraire. Et les gouvernements ne le sont-ils pas tous, plus ou moins ? Peut-être le règne d'un usurpateur ou d'un aventurier parvenu, d'un militaire audacieux à l'ambition duquel la Fortune a souri, sont-ils portés à l'exagération de la tyrannie : César, Cromwell, Napoléon n'ont, certes, pas ignoré ce moyen de régner. Le *proscripteur* est le vil serviteur du Maître qui ploie l'échine pour aplanir le chemin et éviter les cahots dangereux au char du tyran.

La Dictature du Proletariat elle-même ne se dispense pas, sans doute, de se servir du *proscripteur* aussi nécessaire qu'odieux, pour assurer sa sécurité. Le régime autoritaire, quel qu'il soit, conduit à l'arbitraire, à l'injustice, à la violence !

Donc, en tous pays, sous régime autoritaire, ceux qui ne pensent pas conformément aux volontés des chefs d'Etat risquent de tomber sous les coups du *proscripteur*. Bien entendu le *proscripteur* comme le *policié* s'acharne tout particulièrement après les hommes d'idées avancées ; sur les apôtres de la liberté ou de l'émancipation des individus et des peuples, le *proscripteur* est toujours prêt à sévir.

PROSCRIPTION n. f. Au temps de l'antiquité romaine, c'était la mise hors la loi. C'était aussi la condamnation à mort sans forme judiciaire. Ce genre de *proscription* n'est pas à confondre avec la *proscription des biens*, consistant dans le partage ou la vente des biens d'un débiteur en fuite, au profit de ses créanciers. Mais l'on peut croire qu'une mesure de *proscription* contre une personne entraînait aussi la *proscription* de ce qu'elle possédait, si non chaque fois du moins très souvent, surtout quand ces mesures de violence prises contre les personnes, consistaient en un bannissement illégal émanant d'un gouvernement de ses adversaires politiques, en période de troubles civils, ou par des autorités militaires en temps de guerre. Ce qui a fait dire à Emile de Girardin que « toutes les lois de tyrans sont des lois essentiellement révolutionnaires ».

C'est du Dictionnaire Larousse que j'extrais ce qui précède ainsi que ce qui suit.

« **EXCEL.** — Depuis l'antiquité, on trouve bien des exemples de sanglantes *proscriptions*, ayant pour objet de frapper non des coupables, mais des adversaires politiques. A Athènes, la *proscription* frappa, vers l'an 600 avant notre ère, la puissante famille des Alcéméonides. En 510, Clisthène, chef de cette famille, força Hippias à abdiquer la tyrannie, et se rendit maître d'Athènes ; mais trois ans plus tard, les Alcéméonides furent de nouveau proscrits avec sept cents familles athéniennes. Vers la fin de la guerre du Péloponèse, les trente tyrans que Lacédémone imposa à Athènes frappèrent de *proscription* un grand nombre de personnes. La *proscription* frappait les individus dans leurs biens et dans leur vie, s'ils ne se hâtaient de s'exiler ; et il n'était guère de cité hellénique qui n'eût chez elle les proscrits d'une autre ville. A Rome, on comptait deux sortes de *proscription* : l'une qui interdisait au proscrit le feu et l'eau jusqu'à une certaine distance de la ville, avec défense à tous de l'accueillir ; l'autre qui autorisait tout individu à tuer le proscrit partout où il le rencontrerait. Des *proscriptions* en masse suivirent la mort de C. Gracchus. Marius ne prenait pas la peine d'inscrire les noms des proscrits. Il se promenait par les rues après avoir ordonné à ses soldats de tuer ceux à qui il ne rendrait pas le salut. Sylla fit afficher ces fameuses *Tables de proscription*, où parurent jusqu'à deux mille noms à la fois. Il comprit dans ces listes ceux qui avaient reçu et sauvé un proscrit, fût-ce un père ou un fils, et promit deux talents par meurtre. Plus tard, les triumvirs Antoine,

Lépide et Octave, imitèrent cet exemple. L'habitude de proscrire se conserva sous les empereurs, qui s'en servirent souvent comme d'un moyen de s'enrichir par la confiscation des dépouilles de leurs victimes. »

Les mêmes mœurs tyranniques se retrouvent au cours des siècles jusqu'à nos jours.

« L'histoire du moyen-âge offre une interminable série de *proscriptions* politiques et religieuses. Les hérétiques, les juifs furent souvent proscrits. La lutte des Guelfes et des Gibelins, l'ambition des petits potentats provoquèrent en Italie d'innombrables *proscriptions*. Plus tard, ce furent les *proscriptions* des Armagnacs sous Charles VI, celle de Guillaume de Nassau et de ses adhérents sous Philippe II, la journée de la Saint-Barthélémy, les dragonnades sous Louis XIV, les lois portées sous la Convention contre les émigrés, les mesures prises par le Directoire après le coup d'Etat du 18 fructidor, celles prises par Bonaparte après le 18 brumaire. La Restauration *proscrit* les régicides et la famille Bonaparte. Les transportations qui suivirent les journées de juin 1848 furent de véritables *proscriptions*, ainsi que les déportations prononcées après le 2 décembre 1851 et après la Commune de 1871. »

PROSCRIT. Victime de la *proscription*. Nous y comptons bien des héros.

« Le *proscrit* à son tour peut remplacer l'idole. »

V. HUGO.

Nous avons vu que le tyran, parfois devient un *proscrit* et qu'un *proscrit* peut devenir tyran.

La *proscription* étant une arme odieuse de politique autoritaire, on ne peut s'étonner que tous les régimes et tous les gouvernements, en tous pays, en aient usé et abusé. La tyrannie n'a pas de limite, et la Révolution française elle-même a démontré, à sa façon, qu'elle aussi savait proscrire aussi bien que le régime déchu. Dans un livre récent, *Les Derniers terroristes*, l'auteur, M. G. Lenôtre, nous fait assister à l'extraordinaire, à l'in vraisemblable odyssee des jacobins arrêtés après l'attentat de la rue Nicaise et déportés à Mahé, la plus grande des Iles Seychelles, à 280 lieues de Madagascar, à 416 lieues de la Réunion, à 3.800 lieues de la France. On sait que leur aventure ne prit pas fin à Mahé, mais se prolongea et se divisa en nombreuses et interminables péripéties, toutes plus dramatiques les unes que les autres.

Il est facile de se renseigner sur ce que furent les *proscriptions* ou déportations à travers les siècles jusqu'à nos jours. Il serait trop long d'en faire ici l'énumération, mais celles de 1851 et de 1871 ne sont pas au-dessous des plus féroces *proscriptions* de l'antiquité.

En outre des massacres répressifs de la Commune, les tribunaux de l'Ordre rétabli prononcèrent 13.700 condamnations qui ne laissent rien à désirer comparativement aux condamnations des régimes antérieurs à cette République française que tant de braves gens du peuple avaient rêvée si belle avant son avènement...

D'ailleurs, n'en est-il pas de même aujourd'hui pour la Russie et pour l'Espagne ? Au lendemain d'une Révolution — et parfois même durant son accomplissement — des iniquités par trop flagrantes font naître des protestations si véhémentes, que les protestataires par la parole, par l'écrit ou par l'action sont aussitôt victimes de *proscriptions* dignes d'un tsar de Russie ou d'un roi d'Espagne ! Eternelle malfeasance de l'Autorité, de l'Etat !

En 1871, la Commune de Paris vaincue, la répression s'acharna sous le masque de la légalité : ce n'était pas assez des massacres ignobles du peuple dans les rues de la capitale envahie par l'armée de Versailles ; ce n'était pas assez de 30.000 fusillés, de 42.000 arrestations, il y eut 13.700 personnes condamnées à la dépor-

tation, dont la plupart à vie. Leur crime était d'avoir cru à un avenir meilleur, à un régime de Justice sociale. Cette vengeance bourgeoise contre le peuple de Paris qui avait osé poser les jalons d'une société égalitaire assurant le bien-être à tous par le travail affranchi de l'exploitation, n'est-elle pas équivalente aux plus atroces proscriptions des régimes les plus tyranniques et les plus cruels ? Mais les proscriptions n'arrêtent pas l'évolution : elles contribuent à susciter les secousses efficaces que sont les révolutions. — Georges YVERT.

PROSE. La prose était, chez les latins, l'*oratio prosa*, le langage direct, libre, qui n'était pas entravé par des règles comme l'*oratio vincita*, langage de la poésie. De là le nom de prose donné au langage ordinaire, celui de la vie courante, et une abusive confusion de la prose avec le langage vulgaire. On a vu ainsi dans la prose la forme roturière du langage, alors que la poésie en était la forme noble, et on a fait du mot : prose l'adjectif : *prosaïque* pour qualifier ce qui est sans âme, sans distinction, froid, terre à terre et même blâmable et méprisable.

Or, la prose n'est pas plus à confondre avec le langage ordinaire que la poésie. Elles sont toutes deux des formes du langage littéraire inventé par l'homme pour donner une expression spéciale à sa pensée et, si la prose n'a pas été à l'origine de ce langage littéraire, comme y a été la poésie, c'est que précisément le langage ordinaire ne lui offrait pas les moyens de cette expression spéciale de la pensée qu'elle a trouvés plus tard. La prose ne le cède en rien comme noblesse à la poésie ; elles peuvent être aussi parfaites ou aussi médiocres l'une que l'autre. D'ailleurs, la véritable poésie peut être autant dans la prose que dans les vers, et elle peut être aussi absente des vers que de la prose. Ce qui est prosaïque n'est pas nécessairement de la prose, et ce qui est noble n'est pas nécessairement en vers. Beaucoup de gens qui croient faire de la prose lorsqu'ils parlent ou écrivent, seraient étonnés d'apprendre qu'il est aussi difficile de s'exprimer en prose qu'en vers, d'écrire de belle prose que de beaux vers. Le maître de philosophie disant à M. Jourdain qu'il faisait de la prose quand il commandait : « Nicole, apportez-moi mes pantoufles et me donnez mon bonnet de nuit », était un flatteur, et M. Jourdain était moins sot que ceux riant de lui quand il répondait : « Par ma foi, il y a plus de quarante ans que je dis de la prose, sans que j'en susse rien ». Victor Hugo ne faisait pas plus de la prose que de la poésie quand il donnait ses ordres à sa cuisinière ; mais il faisait de la poésie autant lorsqu'il écrivait *Notre-Dame de Paris* en prose que lorsqu'il composait la *Légende des Siècles* en vers.

Si les règles de la prose sont plus libres que celles de la poésie, elle n'en a pas moins son mouvement, son rythme, qu'il ne faut pas confondre avec la rime, et qui, plus qu'elle, est la musique du langage. Ils ne sont pas les mêmes, mais ils sont aussi indispensables à la prose qu'à la poésie pour l'expression harmonieuse de la pensée. Si la poésie emploie des moyens plus conventionnels que la prose, elle n'exige pas plus d'art pour cela. Si les règles du langage poétique sont moins libres, ou d'apparences moins libres, suivant le système auquel elles se rattachent, elles ne suffisent pas plus à faire de la poésie que la liberté du langage ne suffit à faire de la prose.

Le langage littéraire fut inventé par les hommes pour exprimer tout particulièrement ce dont ils voulurent conserver le souvenir dans leur mémoire. Tant qu'ils ne disposèrent que des moyens de transmission orale, ils usèrent du langage poétique. La prose n'apparut qu'avec l'écriture, lorsque celle-ci permit aux hommes une fixation de leur pensée plus certaine que celle de la mémoire et que les écrivains furent assurés que leurs œuvres demeureraient avec plus d'exactitude et de durée.

Voici ce qu'a écrit P.-L. Courier sur les origines de la prose, dans sa préface d'une traduction nouvelle d'Hérodote : « Hécateé de Milet, le premier, écrivit en prose, ou, selon quelques-uns, Phérécyde, peu antérieur aussi bien l'un que l'autre à Hérodote... Jusque là, on n'avait su faire encore que des vers ; car avant l'usage de l'écriture, pour arranger quelque discours qui se pût retenir et transmettre, il fallut bien s'aider d'un rythme, et clore le sens dans des mesures à peu près réglées, sans quoi il n'y eût eu moyen de répéter fidèlement, même le moindre récit. Tout fut au commencement matière de poésie ; les fables religieuses, les vérités morales, les généalogies des dieux et des héros ; les préceptes de l'agriculture et de l'économie domestique, oracles, sentences, proverbes, contes, se débitaient en vers que chacun citait, ou, pour mieux dire, chantait dans l'occasion aux fêtes, aux assemblées ; par là, on se faisait honneur et on passait pour homme instruit. C'était toute la littérature qu'enseignaient les rhapsodes, savants de profession, mais savants sans livres longtemps. Quand l'écriture fut trouvée, plusieurs blâmaient cette invention, non justifiée encore aux yeux de bien des gens ; on la disait propre à ôter l'exercice de la mémoire, et rendre l'esprit paresseux... » Voit-on où on en serait aujourd'hui si les hommes n'avaient eu que leur mémoire pour fixer le souvenir des connaissances qu'ils ont acquises !...

P.-L. Courier a remarqué aussi que « la poésie est l'enfance de l'esprit humain, et les vers l'enfance du style, n'en déplaît à Voltaire et autres contempteurs de ce qu'ils ont osé appeler vile prose ». La remarque est d'autant plus juste concernant Voltaire que celui-ci ne fut jamais un poète. Il mettait une sorte d'affectation aristocratique à écrire en vers et à protester contre les poèmes en prose dans lesquels il voyait des monstres, des « concerts sans instruments » ; mais il serait bien oublié aujourd'hui s'il n'avait eu que les vers de ses pauvres tragédies pour le défendre et si sa prose, celle de ses *Contes* en particulier, ne lui assurait pas toujours une merveilleuse jeunesse. La prose ne dut pas son développement et son importance à la seule écriture. Les connaissances humaines s'étendant hors du champ des légendes à celui de l'observation et de l'expérimentation, il fallait un langage plus technique, plus scientifique, plus précis que celui de la poésie. « Le monde commençait à raisonner, voulait avec moins d'harmonie un peu plus de sens et de vrai. La poésie épique, c'est-à-dire historique, se tut, et pour toujours, quand la prose se fit entendre, venue en quelque perfection », a dit encore P.-L. Courier, remarquant que les temps mythologiques de la Guerre de Troie étaient passés quand vinrent ceux plus historiques de Salamine et des Thermopyles. Personne n'aurait alors écouté Hérodote si son récit avait été en vers d'Homère.

Ce qui montre que la prose littéraire ne pouvait se confondre avec le langage ordinaire, c'est sa longue formation, les difficultés pour les écrivains de se créer un style, une prosodie différents de ceux du vers, en même temps qu'un vocabulaire répondant à tous les besoins nouveaux de l'expression de la pensée. Car tout cela était sous la dépendance directe du progrès de la langue. La poésie se desséchait faute d'un perfectionnement suffisant. La prose grecque, puis la latine, n'arrivèrent à leur perfection oratoire, celle d'un Démosthène et d'un Cicéron, que lorsque leurs langues furent parfaites. La belle prose ne peut être produite que par une langue parfaitement adaptée à l'expression claire des idées ; elle ne s'accommode pas, comme la poésie, d'une approximation hésitante et abstraite, mais suffisante dans la plupart des cas quand elle est sonore. Aussi n'y eut-il pas véritablement de prose française durant le Moyen Âge. Toute la littérature de ce temps est en vers, traduisant une pensée tumultueuse, incertaine, comblant par les artifices de la versification l'insuffi-

sance d'un langage qui ne trouvait pas tous les mots nécessaires à la pensée. Les plus prosaïques des contes bourgeois, des fabliaux et des farces sont en langage poétique. C'est ainsi qu'après la mort de l'épopée antique, l'histoire redevint épique et fut chantée à la façon d'Homère. Les Chansons de Roland, de Charlemagne, de la chevalerie de la Table Ronde, tous les cycles légendaires produits des mythologies celtiques, franques, anglo-saxonnes, germaniques, scandinaves, sont les *Iliades* et les *Odyssées* des peuples nouveaux dans l'Europe en formation. Quand il fallut une relation historique plus exacte, plus proche de la vérité des faits, Villehardouin, puis Joinville, Froissard, Commines, firent ce qu'avait fait Hérodote ; ils commencèrent à écrire l'histoire en prose. Mais il fallut arriver à la Renaissance, au temps où la langue fut définitivement formée, pour que la prose atteignit sa maturité, sa sûreté d'expression et prit une véritable beauté plastique et spirituelle ne lui venant pas des formes de la poésie.

Le xvi^e siècle fut le premier grand siècle de la prose française. Si elle a été dépassée depuis par la perfection de la forme, elle ne l'a pas été par la richesse de l'expression, l'exubérance de la vie, la vivacité des sentiments et de l'esprit et l'audace de la pensée. Si elle est devenue moins rude, moins touffue, plus élégante, plus concise, elle n'est pas plus vivante et plus expressive. Les mêmes constatations valent pour la poésie et pour toute la littérature, tant la perfection littéraire est tributaire de la langue et de la grammaire. Philarrète Chasles a fait dater la prose française de Calvin. Son siècle, le xvi^e, fut en même temps celui de Rabelais, La Boétie, Amyot, Montaigne, Estienne, Charron, Montuc, La Noue, Brantôme, Du Thou, tous grands prosateurs d'une époque que clôtura dignement la *Satire Ménippée* et qui fut la plus vivante, la plus ardemment curieuse, passionnée, bruyante, batailleuse, enthousiaste, sensée et insensée, sinon la plus édifiante. Elle laissa l'édification aux théologiens et aux moralistes du xviii^e siècle qui infestèrent à la fois la vie et la littérature, joueraient du mouchoir de Tartufe, mais regarderaient par les trous des serrures pour fournir la police de rapports inquiétants pour la liberté des gens. Dans ce siècle, la prose serait toutefois défendue et bien servie contre les préciosités, puis contre la rhétorique académique pompeuse, artificielle et vide de saine substance, par la précision scientifique de Descartes, la pureté de conscience de d'Aubigné et celle de Pascal, dont les *Provinciales* seraient tenues par Voltaire pour « le premier livre de génie qu'on vit en prose », la recherche du naturel et de la vérité de Balzac, de Retz, de M^{me} de Sévigné, de Molière, de La Rochefoucauld et de Saint Simon, l'humanité jointe à la netteté d'expression de La Bruyère et de Fénelon, la poétique fantaisie de La Fontaine, restaurateur de la vieille « galeté gauloise », et de Perrault, dont les *Contes* faisaient écrire à Flaubert : « Et dire que tant que les Français vivront, Boileau passera pour un plus grand poète que cet homme-là. »

Rémy de Gourmont tenait le xviii^e siècle pour la grande époque de la prose. Ce siècle a embrassé l'universalité des connaissances humaines avec les Encyclopédistes et tous ceux ayant rompu, plus ou moins, dans les sciences naturelles et morales, avec les formes classiques encombrées de rhétorique et dépourvues d'humanité. La philosophie y donna ses chefs-d'œuvre. La littérature y commença l'évolution qui la conduirait au romantisme mieux par la prose que par la poésie restée attachée, jusqu'à Chénier, à des poncifs surannés. La prose poétique y prit, chez J.-J. Rousseau, Buffon, Bernardin de Saint-Pierre, les qualités qu'elle aurait chez Chateaubriand, et aussi les défauts qu'exagéreraient leurs disciples ou continuateurs, notamment Lamartine. La prose de Rousseau fut directement ins-

pirée de la musique. Celle-ci eut une influence moindre, pour ne pas dire nulle, sur les romantiques, et on peut certainement attribuer à leur insensibilité musicale le dessèchement de leur prose marqué déjà dans *Les Martyrs*, de Chateaubriand.

Flaubert était peu enthousiaste de la prose du xviii^e siècle. Il disait à propos de *Grandeur et Décadence des Romains*, de Montesquieu : « Joli langage ! joli langage, il y a par ci par là des phrases qui sont tendues comme des biceps d'athlète et quelle profondeur de critique ! Mais je répète encore que jusqu'à nous, jusqu'aux très modernes, on n'avait pas l'idée de l'harmonie soutenue du style, les qui, les que enchevêtrés les uns dans les autres reviennent incessamment dans ces grands écrivains-là ! Ils ne faisaient nulle attention aux assonances, leur style très souvent manque de mouvement et ceux qui ont du mouvement (comme Voltaire) sont secs comme du bois. » Flaubert ne faisait pas moins de réserves sur la prose de la première moitié du xix^e siècle. Après la lecture de *Grandella*, il écrivait que Lamartine n'avait pas « ce coup d'œil de la vie, cette vue du vrai qui est le seul moyen d'arriver à de grands effets d'émotion » ; et il ajoutait : « Jamais de ces vieilles phrases à muscles savants, cambrés, et dont le talon sonne. J'en conçois pourtant un, moi, un style qui serait beau, que quelqu'un fera quelque jour, dans dix ans ou dans dix siècles et qui serait rythmé comme le vers, précis comme le langage des sciences, et avec des ondulations, des renflements de violoncelle, des aigrettes de feu. Un style qui nous entrerait dans l'idée comme un coup de stylet, et où notre pensée enfin voyagerait sur des surfaces lisses comme lorsqu'on file dans un canot avec bon vent derrière. La prose est née d'hier, voilà ce qu'il faut se dire. Le vers est la forme par excellence des littératures anciennes. Toutes les combinaisons prosodiques ont été faites, mais celles de la prose tant s'en faut. » Pour Flaubert, Balzac ne savait pas écrire.

La belle prose a cependant abondé en France, au xix^e siècle, depuis Chateaubriand jusqu'à Anatole France, et sous les aspects les plus variés. Sébastien Mercier annonçait toute l'importance de cette prose quand il écrivait, au début du siècle : « La prose est à nous, sa marche est libre ; il n'appartient qu'à nous de lui imprimer un caractère plus vivant. Les prosateurs sont nos vrais poètes ; qu'ils osent, et la langue prendra des accents tout nouveaux ; les mots, les syllabes mêmes ne peuvent-ils se placer de manière que leur concours puisse produire l'effet le plus inattendu ? » C'était là une sorte de définition de la prose poétique qui prenait alors la place de la poésie classique desséchée, en attendant le vers romantique, définition que Flaubert corrigerait et compléterait sous l'influence du naturalisme scientifique. Les principaux prosateurs de la première moitié du siècle furent généralement fidèles à la prose poétique : B. Constant, P.-L. Courier, Lamennais, Michelet, Quinet, etc., Proudhon lui-même lui resta attaché malgré la nature de ses écrits. Il disait : « Quiconque s'est mêlé d'écrire en une langue a dû remarquer que, toutes les fois que le style s'élève, s'épure ou s'harmonise, il tourne tout naturellement au vers. » Avec Stendhal, Flaubert, Taine, la prose se dégagea de la poésie pour atteindre plus de précision technique et tomber souvent, chez leurs continuateurs, dans cette sécheresse que Flaubert reprochait au xviii^e siècle.

La prose, encore plus que la poésie, a apporté dans la langue française la clarté, la précision, la concision et l'élégance. Plus que les poètes, les prosateurs l'ont défendue contre les conventions arbitraires où, dès la fin du moyen âge, la poésie épuisée était tombée avec les « rhétoriciens » et que continuerait la Pléiade puis l'académisme, pour faire régner les règles du « bon goût » ! On eut ainsi la prose académique que la

pompeuse emphase, la fausseté sentimentale, l'absence de véritable humanité rendent boursoufflée, maquillée, vide de toute substance. Après Voiture et autres précieux, l'Académie Française, dont la solennité macabre épouvante même les croquemorts, a donné le ton de cette rhétorique aussi hypocrite qu'ennuyeuse où, depuis Fléchier, ont excellé tant de raseurs aussi inconnus qu'« immortels » qui se sont succédés dans cet hypogée de la littérature, du bon goût et de la distinction. M. Cousin, qui tint une place avantageuse dans ce monde fossilisé, voyait en Bossuet le plus grand prosateur français. Jugement bien académique et qui montre toute la distinction à faire entre la prose, expression de la pensée, et la rhétorique qui en est le vent. (Voir *Rhétorique*.) — Edouard Romm.

PROSTITUTION (La) n. f. Qu'est-ce que la prostitution ? La loi romaine appelait prostitution : le métier des femmes qui ont choisi de se livrer contre de l'argent à tout venant (le verbe *prostituo* a le sens d'abandonner à tout venant). Le Dictionnaire de l'Académie l'explique ainsi : « abandonnement à l'impudicité », ce qui n'est ni clair ni complet. Le Dictionnaire encyclopédique Larousse explique : « Métier qui consiste à livrer son corps au plaisir du public pour de l'argent ». Dans son *Histoire universelle de la Prostitution chez tous les peuples du Monde* (1851), Pierre Dufour écrit qu'on doit entendre par prostitution tout trafic obscène du corps humain (à cause du terme *prostitutum*).

Dans la *Prostitution clandestine* (1885), le Dr Martineau : « La prostitution est le commerce du plaisir; est prostituée publique celle qui ne choisit pas son acheteur; est prostituée encore, assurément, celle qui le choisit, mais ne l'est pas de la même façon ». Dans la *Prostitution au point de vue de l'hygiène et de l'administration* (1889), le Dr Reuss : « C'est le commerce habituel qu'une femme fait de son corps. — Une prostituée est une femme qui, se tenant à la disposition de tout homme qui la paie, se livre à la première réquisition. » Emile Richard, ancien président du Conseil Municipal de Paris, dans *La Prostitution à Paris* (1890) : « doit seulement être réputée prostituée toute femme qui, publiquement, se livre au premier venu, moyennant rémunération pécuniaire et n'a d'autres moyens d'existence que les relations passagères qu'elle entretient avec un plus ou moins grand nombre d'individus ». Le Dr Commenge, dans la *Prostitution clandestine à Paris* (1904), donne cette définition qui demeure l'une des meilleures : « La prostitution est l'acte par lequel une femme, faisant commerce de son corps, se livre au premier venu, moyennant rémunération et n'a d'autres moyens d'existence que ceux que lui procurent les relations passagères qu'elle entretient avec un plus ou moins grand nombre d'individus ».

De ces définitions, il résulte que ce qui caractérise la prostitution, c'est d'abord la vénalité ; c'est ensuite contre argent, de livrer son corps au premier venu ou à tout venant. La racine de tous les mots de la famille « prostituer » est le verbe latin *prosto*, qui signifie « saillir, avoir de la saillie, s'avancer en dehors » — être rendu public, d'usage commun — « être vénal, être à vendre, être exposé en vente ».

Quelle fut la première prostituée ? L'espèce humaine apparue, avec ses défauts et ses sublimes, le sexe fort se rendit compte de sa force, et le sexe faible eut compréhension — ou prit conscience de sa faiblesse. L'homme réduisit en captivité la femme, soit de gré, soit de force, pour la satisfaction de ses appétits charnels ; mais, inopinément, survenait un second mâle auquel plaisait la captive. Les deux hommes se battaient et la femme restait le butin du vainqueur.

A mesure que les hommes « s'humanisaient », c'est-à-dire à mesure qu'ils acquéraient plus de développe-

ment cérébral — aux dépens de leur force physique — leur tactique se modifiait et ils commencèrent à solliciter les êtres de l'autre sexe. La femme, moins fouguse en règle générale que l'homme, accepta ou refusa d'abord ingénument ses sollicitations; mais l'homme conçut la ruse de mettre la convoitise de son côté. Le beau fruit qui pendait d'un rameau trop élevé pour que la femme pût le cueillir avec facilité... telle belle pièce, produit de la chasse ou de la pêche... autant de démons tentateurs pour le faible être féminin qui finit par céder, livrer son corps à l'homme en échange de ces aliments appétissants. En cédant, elle le reçut dans ses bras et lui ouvrit le lit de son corps, et tous deux formèrent « la bête à deux dos » chère au poète. Telle fut la première prostituée, la première qui se vendit pour un prix. Or, ceci se produisit certainement parmi les hommes primitifs : la prostitution est donc aussi ancienne que le monde, que l'humanité.

Certains auteurs voient dans l'hospitalité l'origine de la prostitution. Chez les primitifs, la notion de l'hospitalité due au voyageur était si profondément ancrée dans la mentalité humaine, qu'elle était devenue un dogme sacré, une loi inviolable. C'est l'une des premières manifestations de la sociabilité humaine, qui devint par la suite une sorte de coutume ressortissant du droit des gens. L'hospitalité voulait que là où il frappait, l'étranger trouvât place au feu et à la table. A l'origine il dut être considéré comme un parent inespéré. On l'adoptait, tant qu'il demeurait sous le toit de la maison où il était entré, comme l'un des membres de la communauté familiale. Et comme son séjour était censé attirer le bonheur, on voulait que l'hospitalité fût complète, voilà pourquoi il ne restait pas solidaire sur la couche où il se reposait : la femme ou la fille de l'hôte, l'une ou plusieurs des femmes résidant sous le toit qui l'abritait, venaient coucher auprès de lui. Les humains de ce temps-là n'auraient pas compris que l'amour fût exclu des bonnes choses que la coutume prescrivait de présenter au passant. Il n'y avait donc pas besoin de l'ordre du maître de la maison pour que l'hôtesse se prêtât de bonne grâce à l'usage consacré. Il est possible que plus tard, au départ de l'hôte, celui-ci ait remis à sa ou ses compagnes de passage un cadeau qui a pu être un objet provenant du pays d'où il venait et dont le semblable n'existait pas dans le leur. Ce ne doit être que par la suite que ce présent a pu être considéré comme une rémunération. La prostitution hospitalière qui se pratique actuellement, à titre de coutume, chez certaines tribus classées comme primitives ou demi-civilisées, accuse un calcul qu'ignorait l'hospitalité primitive.

Plus tard, les hommes ayant divinisé les instincts, diviniserent l'amour. L'amour physique, plus ou moins romantique, mais toujours instinctif, eut sa déesse spéciale : Vénus, qui reçut divers surnoms ou appellations, suivant les peuples qui l'adoraient et les motifs qui lui faisaient rendre un culte... on la donnait comme fille de Jupiter, née de l'écume et de la mer, sur les côtes de Chypre. L'amour physique eut aussi pour dieu Adonis, l'Adonis des Israélites, l'un des nombreux amants qu'on attribua à Vénus. On les adorait tous deux en Phénicie sous le nom d'Astarté, divinité hermaphrodite, dont les statues réunissaient les deux sexes. Les peuples naissants se prévalurent de l'adoration qu'ils portaient à la fille de Jupiter pour augmenter leur population et leurs richesses. A cet effet, ils élevaient des temples à la déesse, lui assignaient de très belles prêtresses qui étaient dans l'obligation de se sacrifier à Vénus, c'est-à-dire de se livrer aux étrangers qui visitaient les bois sacrés et faisaient des dons pour l'entretien du culte de la déesse, c'est ce qu'on appelait la « prostitution sacrée ». De cette manière, les navigateurs, marchands ou tout simplement libertins, trouvaient le plaisir qu'ils cherchaient dans ces

bois sacrés, sans avoir besoin d'aller mendier ailleurs les faveurs féminines.

Nous ne mentionnerons qu'en passant les jardins suspendus de Babylone et le culte qu'on y rendait à Melitta — autre nom de Vénus — où il était de notoriété que, selon une loi du roi chasseur Nemrod, fondateur de cette reine de l'Euphrate, toutes les femmes étaient obligées de se prostituer au moins une fois dans leur vie sur les autels de la déesse; ce qui fut cause de l'agrandissement de la ville — l'Arménie avec son culte d'Anahitis, dans les bois sacrés de laquelle seuls les étrangers pouvaient pénétrer, et où ils rencontraient de belles prêtresses, de jeunes et séduisants prêtres, les uns et les autres tous prêts à sacrifier avec leurs visiteurs sur les autels de la déesse. De même que les hommes créèrent le culte de Vénus, les femmes imaginèrent celui d'Adonis, qui se transforma plus tard en celui de Priape — ou culte de l'organe sexuel mâle. En Phénicie, donc, ces deux cultes se réunirent en un seul, dont les pratiquants et les pratiquantes se livraient aux délices charnelles sous toutes les formes concevables, — en l'honneur duquel on sacrifiait à toute heure, dans les bois comme dans les maisons particulières, où les pères et les maris prélevaient le prix des sacrifices. Chypre, où on adorait Vénus, — la « fille de l'île » — sous autant de noms qu'en des points différents il lui était élevé de temples, une vingtaine, dont les deux principaux étaient érigés à Paphos et à Améthonte, où la prostitution sacrée atteignait une ampleur inconnue ailleurs; Chypre, où les femmes consacrées au service de la déesse se promenaient sur les rives de la mer, attirant, telle une nuée de sirènes, par leurs chants, leur beauté, leur luxure, les marins, qui finissaient par laisser leur sang et leur or au profit de l'île. Les femmes de la Lydie (Asie Mineure) se livraient à une prostitution qui ne connaissait point d'entraves pour se procurer une dot qu'elles apportaient à leurs maris. Par contre, dans le pays des Amazones, sur les frontières de la Perse, les femmes qui se consacraient à Artémis (autre appellation de Vénus) le faisaient avec désintéressement, par pur mysticisme, pour se consoler de leur continence habituelle.

De l'Asie Mineure, la prostitution se répandit rapidement chez les Perses, les Mèdes, les Parthes. En même temps que la musique et la danse, accompagnement obligé des « Fêtes de Vénus » que Macrobe et le rhéteur Athenaeus nous dépeignent comme des orgies où sans souci de leurs parents, maris ou progéniture, les femmes se livraient à leurs appétits sexuels. Tout cela se faisait au son de la lyre, du tambourin, de la flûte, de la harpe. Faisant grand, les rois de Perse entretenaient jusqu'à mille concubines danseuses. Après la victoire d'Arbelles, Alexandre le Grand en trouva 329 dans la suite de Darius.

En Egypte, la prostitution et le libertinage trouvèrent à se déployer amplement. Outre la prostitution sacrée et la prostitution hospitalière, voici qu'apparaît officiellement la prostitution légale ou réglementée : en effet, à l'époque de Ramsès I^{er}, sa fille se prostitue dans les lupanars publics pour découvrir le voleur des biens dérobés à son père; cette même fille de Chéops se prostitua afin de trouver les ressources nécessaires pour que s'achevât la grande pyramide (?). La tradition raconte que, comme cadeau, elle exigeait de ses amants une pierre ou la somme la représentant : c'est de la masse de ces pierres que se compose la pyramide du milieu. Comme le nombre en est « incalculable » (?) cela donne une idée de la quantité de fois que la fille du Pharaon dut vendre son corps. La tradition attribuée à une autre prostituée fameuse l'érection de la troisième pyramide, — celle de Mycerinos. Mais la chronologie paraît démentir cette attribution (?).

Non loin de l'Egypte, dans la partie de l'Afrique où l'on bâtit Carthage, on trouvait également un grand

nombre de prostituées; témoin ce lieu appelé « Sicca Veneria », où on avait élevé un temple somptueux à Vénus, dans lequel les jeunes Carthagoises des environs allaient se livrer religieusement aux étrangers; elles réservaient au temple une partie des libéralités qu'elles recevaient, et le reste servait à les marier avantageusement. Là aussi, on rendait un culte à Adonis, cet amant passionné de Vénus que dévora un « sanglier furieux », allusion à l'épuisement qui suit chez le mâle l'accomplissement du coït. Dans les fêtes célébrées, pour commémorer ce mystère — ou symbole — les prêtresses se flagellaient les unes les autres pour venger les Adonis victimes de la défaillance qui succède à l'acte d'amour.

En Grèce, et spécialement à Athènes, on distinguait toutes sortes de prostituées : au plus bas de l'échelle, les dictériades qui représentaient le prolétariat de la prostitution. Solon, le législateur de la Grèce et l'un des Sept Sages, avait acheté des femmes en dehors de son pays et en avait peuplé des maisons de prostitution appelées dictériens (sans doute en souvenir de Pasiphaë, la femme de Minos, qui habitait Dictæ, en Crète). D'abord établies au Pirée, le port d'Athènes, puis répandues ensuite au port de Phalère, au bourg de Sciron et dans les alentours d'Athènes. Le dictérien était inviolable et on ne pouvait s'y rendre sous aucun prétexte que celui pour lequel il avait été institué. C'était un lieu d'asile absolu : le père n'y pouvait aller relancer son fils, la femme son mari, le créancier son débiteur. La loi autorisait le maître du lieu — le Pornobosceion — à s'opposer par tous les moyens aux intrusions étrangères. Bien que payant redevance à l'Etat (le 4^e jour de chaque mois, les prostituées de profession exerçaient leur industrie exclusivement au profit du culte de Vénus) — ce qui permit à Solon d'ériger un temple à la « Vénus publique » — elles étaient tenues à peu près hors du droit commun. Elles ne pouvaient entrer dans les temples, sauf ceux consacrés à Vénus, dont il leur était même permis de devenir les prêtresses. Elles ne pouvaient pas non plus figurer dans les solennités publiques, prendre place à côté des matrones, qui acceptaient cependant la présence des hétaires. Les enfants des dictériades ne pouvaient être citoyens.

Les *eulétrides* étaient mieux considérées, vivaient libres et se déplaçaient comme bon leur semblait. Ces « joueuses de flûte » se louaient pour jouer de leur instrument favori, chanter et danser. On les employait parfois à la « prostitution politique », fort utilisée également dans les temps modernes. Pour considérées que furent les hétaires, la loi leur défendait d'avoir des esclaves, et même des servantes à gages. Cette loi très sévère privait la femme libre qui se plaçait chez une courtisane de sa qualité de citoyenne; non seulement elle était confisquée comme esclave au profit de la République, mais par le fait de son service chez une courtisane, elle était classée comme prostituée, et déclarée propre à être employée dans les « dictériens ». A vrai dire, ces prescriptions ne furent jamais suivies. Jamais les « hétaires » ne manquèrent d'esclaves ou de servantes; pas même les dictériades. Cette loi servait surtout aux avocats qui plaidaient contre les courtisanes. C'est parmi les hétaires que se trouvèrent les grandes courtisanes qui ont laissé un nom dans l'histoire : les Aspasia, les Sapho, les Phryné, les « philosophes »... A Corinthe, chaque maison était un véritable lupanar. Strabon raconte que les dames honorables de la ville se rendaient sur la plage, y prenaient place, et attendaient patiemment l'arrivée des marins étrangers. Cela n'empêchait pas que les professionnelles fussent très nombreuses et il y avait même des écoles à leur usage.

Les courtisanes romaines ne furent pas aussi nombreuses que celles de la Grèce. Cela tient à la psychologie différente des deux peuples. On compte peut-être à Rome un plus grand nombre de prostituées histori-

ques ou connues qu'en Grèce, mais cela provient du nombre élevé d'artistes et de poètes qui voulaient les immortaliser ; non pas du mérite intrinsèque des privilégiées. Les Grecs étaient plus artistes, plus imaginatifs, doués d'un goût plus décent que les Romains. Ils ne jouissaient pas uniquement par les sens ; la « cérébralité » jouait un grand rôle dans leurs plaisirs. Ils ne demandaient pas uniquement à la femme de satisfaire leurs passions ; ils attendaient d'elle qu'elle ornât, qu'elle agrémentât d'esthétique le don qu'elle faisait de sa personne. C'était dans la mesure où elles étaient intelligentes, artistes, etc... que les courtisanes prenaient de l'importance. Sapho, Aspasia, Phryné, etc..., étaient sans contredit des femmes belles et lascives ; elles eurent des rivales aussi belles, aussi lascives qu'elles pouvaient l'être ; mais, faute de talent, de dons intellectuels, ces dernières ne purent jamais leur porter ombrage.

Une courtisane célèbre par la beauté de sa taille est enceinte : voilà un beau modèle perdu ; le peuple est dans la désolation : on appelle Hippocrate pour la faire avorter : il la fait tomber, elle avorte ; Athènes est dans la joie, le modèle de Vénus est sauvé. Voilà l'esprit grec ! Les Romains étaient plus grossiers, plus sensuels, mais aussi plus positifs. Le rôle de la femme était de se montrer talentueuse et passionnée « au lit ». Son influence ne dépassait pas le *cubiculum* : la chambre à coucher, ou le *triclinium* ; la salle à manger. Aspasia exerça une influence décisive sur la politique athénienne. Quelle que fût son intelligence, jamais une matrone romaine n'exerça une influence réelle sur les affaires de l'Etat.

Rome comptait un très grand nombre de prostituées. On divisait les courtisanes en deux grandes classes qui répondent à nos catégories actuelles : femmes publiques et femmes entretenues ; prolétariat et aristocratie de la prostitution. Chacune de ces classes se subdivisait en une multitude de sous-classes selon le rang social, leurs prétentions, le quartier où elles habitaient. La description de ces sous-classes serait fastidieuse. Il suffira de dire que de l'épouse et mère de l'empereur à la pierreuse de dernier rang, chacune recevait une dénomination spéciale. On voit combien était dépassé en réalité le chiffre des prostituées immatriculées, des 35.000 courtisanes de haut et de bas étage qui payaient aux édiles la *sectigal* ou *licentia stupri*, portaient la *togata*, la tunique courte, et coiffaient la *mitra*, la mitre, sorte de bonnet phrygien avec des mentonnières.

L'avènement du christianisme ne supprima pas la prostitution. Loin de là. Au *xv^e* siècle, Paris comptait cinq ou six mille femmes vouées à la prostitution. Dans une lettre datée de la capitale, le poète italien Antoine Artésani écrivait : « J'y ai vu avec admiration une quantité innombrable de filles extrêmement belles ! Leurs manières étaient si gracieuses, si lascives, qu'elles auraient enflammé le sage Nestor et le vieux Priam ».

D'une façon générale, on peut dire qu'au Moyen Age, les régions du Nord montraient plus d'indulgence pour la prostitution que celles du Midi. Somme toute, dans le Nord, elle ne connaissait guère comme limites que des règlements bénins et sans cesse tournés. Dans le Languedoc, il existait une organisation de la débauche publique plus régulière que celle de Paris. Les foires de Beaucaire attirant beaucoup de monde, la ville possédait une « ribauderie » dont la durée était celle de la foire. Cet endroit était placé sous l'autorité d'une gouvernante appelée Abbessse. Elle ne pouvait accorder l'hospitalité pour plus d'une nuit aux passants qui voulaient loger dans son auberge. Avignon avait un statut spécial qu'avait élaboré la reine Jeanne de Naples. Dans les provinces centrales, on laissait aussi le champ libre à la prostitution : elle devait seulement, dans chaque endroit, payer des redevances féodales et se conformer aux usages.

A son retour de Palestine, Louis IX avait voulu détruire la prostitution par sa célèbre ordonnance de décembre 1254, où l'on trouve un article prononçant la suppression des lieux de débauche et le bannissement des professionnelles. Non seulement cette ordonnance ne fut jamais exécutée à la lettre, mais deux ans plus tard, le « saint » roi était obligé de revenir sur son ordonnance et de se montrer tolérant pour la prostitution.

Les armées du Moyen Age étaient toujours suivies d'une multitude de femmes. Le chroniqueur Geoffroy, moine de Vigéois, estime à 1.500 le nombre des concubines qui suivaient le roi de France en 1180. Le nombre des filles folles de leurs corps enrôlées sous les drapeaux des capitaines de ce temps-là augmentait ou diminuait en raison des succès ou des revers subis au cours de l'expédition. Mieux les armées étaient campées, approvisionnées, payées, plus elles comptaient de femmes à leur suite. Charles le Téméraire emmena en Suisse deux armées, l'une d'hommes, l'autre de femmes ; après la défaite que subit à Granson l'orgueilleux duc de Bourgogne, les Suisses laissèrent courir les malheureuses qui suivaient. Louis IX avait eu fort à faire contre les croisés qui s'étaient mis à imiter les musulmans et entretenaient de véritables harems remplis d'esclaves achetées dans les bazars de l'Orient. Ses efforts pour rétablir de « bonnes mœurs » dans les camps n'eurent pas plus de succès que ses ordonnances contre la prostitution.

Les écrivains hostiles à la papauté ont toujours affirmé que la Rome papale était le centre de la démoralisation moyenâgeuse. Deux ou trois extraits tirés des écrits des écrivains catholiques eux-mêmes montrent qu'ils n'ont pas exagéré : « De capitale du royaume du Christ — écrit le jésuite Madoe — ses mœurs l'avaient transformée en royaume de la concupiscence, en siège des plaisirs immondes, en patrie des prostituées, où les ministres du sanctuaire bondissaient de l'autel dans les lits du déshonneur, où l'on faussait les balances de la justice sur les injonctions de l'empire de la fornication, où les clés de ses trésors et de ses grâces se trouvaient aux mains des adultères, où les proxénètes les plus infâmes étaient les confidentes de ses prélats et de ses princes ecclésiastiques ». « Ville où les prostituées sont comme des matrones — rapportaient au pape Paul III ceux qu'il avait chargés d'une enquête — qui suivent en plein jour les nobles, familiers des cardinaux et du clergé. » « Pourrais-je passer sous silence la multitude des prostituées et le troupeau de jeunes garçons... et le sacerdoce alternativement acheté et vendu ? Le peuple ignorant et scandalisé des mauvais exemples que sans cesse et de tous côtés il a sous les yeux, abandonne toute espèce de culte et redoute même jusqu'à la piété. » (Pic de la Mirandole devant le concile oecuménique de Latran.) (Nous citons d'après une version espagnole.)

« D'où vient le libertinage des jeunes filles et des jeunes gens, sinon que celles-là sont séduites par les procureuses, par leurs amies, par les ecclésiastiques qui fréquentent la maison. » (Olivier Maillard, *sermon dominical*, dom. 3, serm. 6, fol. 14.) « Les gens d'Eglise qui vivent dans le désordre et le sacrilège, la simonie et le concubinage, mangent avec les courtisanes la rente de l'Eglise destinée au soulagement des pauvres et livrent à des femmes publiques les biens du Crucifié. » (*Sermon* de S. S. Felipe y Santiago, fol. 577, y de S. Trinidad, fol. 74.) « Une des plus grandes injures de ces temps-ci, c'est de jeter à la face de quelqu'un la faute de son père ou de sa mère, en le traitant de fils de curé. » (Dom. 4, *Cuadrag.*, fol. 105.)

Tant que dura le pouvoir temporel des Papes, la prostitution paya une redevance au Saint-Siège. Si, dans certains diocèses, les grands vicaires recevaient la permission de commettre l'adultère pendant l'espace

d'une année ; si, dans d'autres, on pouvait acheter le droit de forniquer impunément pendant tout le cours de sa vie ; si l'acheteur en était quitte en payant chaque année à l'officiel une quarte de vin (*Dulcare*) — c'est parce que l'officialité trouvait dans les Décrétales des Papes, le pouvoir qu'elle s'arrogeait sur le « péché d'impureté ». « Tout est commun entre nous — disait le canon — même les femmes. » Le pape Sixte IV revêtit de sa signature une requête où on lui demandait la permission de commettre le péché de luxure pendant les mois caniculaires. Lorsque de Rome le Saint-Siège fut transféré à Avignon, il y amena un dérèglement de mœurs inouï, ce qui fera dire à Pétrarque (qui résidait à Avignon vers 1336) : « Dans Rome la Grande, il n'y avait que deux courtiers de débauche, il y en a onze dans la petite ville d'Avignon. »

En général, l'idée courante du Moyen Age était de se résigner à la prostitution, mais de la parquer dans un quartier, une rue dont les « ribaudes » ne pouvaient sortir sous peine d'un châtimement plus ou moins grave. On eut donc recours au port d'un costume spécial ou à la défense d'user de certains atours réservés aux « honnêtes dames ». Du temps de Saint Louis, où les prostituées ne pouvaient porter de « ceintures dorées », elles ne pouvaient pas se montrer en public sans porter une aiguillette sur l'épaule. Sous Charles VI, en 1415, une ordonnance du Prévôt leur défendit de porter de l'or ou de l'argent sur leurs robes et leurs chapeaux, de les décorer de boutons dorés, de se vêtir d'habits fourrés de gris, d'or ou d'écureuil ou autres « fourrures honnêtes », d'orner leurs souliers de boucles d'argent. En 1420, le Prévôt revient à la charge : point de robes à collets renversés, à queue traînante. Tout cela à Paris. A Marseille, les femmes publiques ne pouvaient porter de robes écarlates.

Ces prescriptions vestimentaires et autres, les ribaudes finissaient toujours par les enfreindre, par les tourner. C'est alors qu'intervenaient les sanctions. On les « flambait », c'est-à-dire qu'au moyen d'une torche ardente on leur brûlait tout ce qu'elles avaient de poils sur le corps. On les fustigeait, on les « exposait » au grand plaisir des passants. A Bordeaux, on leur baillait la cale, c'est-à-dire qu'on renfermait la patiente dans une cage de fer que l'on plongeait dans le fleuve et qu'on ne retirait pas toujours avant que l'asphyxie fût complète. A Toulouse, on leur infligeait l'accabussade : on menait la délinquante à l'Hôtel de Ville, l'exécuteur lui liait les mains, la coiffait d'un bonnet en forme de pain de sucre, orné de plumes, lui accrochait sur le dos un écriteau où était décrite l'infraction dont elle était coupable : on la conduisait sur un rocher situé au milieu de la Garonne ; là on l'enfermait dans une cage de fer qu'on plongeait par trois fois dans le fleuve ; on la transportait, demi-mourante, au « quartier de force » de l'hôpital où elle finissait le reste de ses jours !

Mais c'est surtout sur les entremetteuses, sur les maquerelles, que s'appesantissait la rigueur de la justice. Fustigation, pilori, promenade à dos d'âne ou de cheval à travers la ville, prison, exil, rien ne leur était épargné. Dans certains lieux (à Rennes, par exemple), on les marquait au fer rouge d'un M ou d'un P au front, aux bras ou aux fesses.

A l'époque de la Renaissance, les mœurs sont aussi relâchées qu'au Moyen Age ; mais, comme aux beaux temps du Paganisme, davantage parmi les classes dirigeantes que parmi les classes dirigées. La « galanterie » est raffinement de gentilshommes où n'ont que voir les taillables et corvéables à merci, qui restent sous le joug moral du prêtre. Le Tiers-Etat fera montre de vertus qui lui sont particulières et les mœurs seront parmi ses membres beaucoup moins libres que dans

la noblesse et même, selon les époques, que dans une certaine partie du clergé. Rome, la seconde Rome, est alors dans tout son éclat de capitale esthétique et spirituelle du monde. Dans ses murs brillent les courtoisies à la mode athénienne, telle la belle Impéria, dans les salons desquelles se réunissent artistes, littérateurs, savants, tous les hommes d'esprit ou de génie du temps. On se dirait à Corinthe ou à l'ombre du Parthénon. Une certaine Galiana ayant été enlevée par quelques-uns de ses admirateurs de Rome à Viterbe, les Romains ne se résignèrent pas à la perte d'un tel trésor, ils mirent le siège devant la « ville aux belles femmes et aux belles fontaines » et ramenèrent Galiana.

La Réforme restreignit la prostitution en Allemagne, à titre de réaction contre le laisser-aller des mœurs « papistes ». La plupart des maisons de prostitution allemandes étaient gérées par le bourreau de la ville, dont elles constituaient le revenu le plus important. La tâche lui incombait de tenir en bride, de protéger, de régenter les femmes publiques. Il remplissait le rôle que jouait en France le roi des Ribauds, office supprimé sous François I^{er}. Il devait veiller à ce qu'aucune fille ne fût retenue dans une maison close contre son gré, à ce que des femmes mariées ou des filles natives de la ville n'y fussent pas admises. Les mœurs acceptaient pourtant que, pour payer les dettes du mari ou des parents, une femme ou une fille fût louée ou engagée dans une maison de prostitution pour un temps donné. Tout ce qui était exigé alors, c'était le consentement de la personne ainsi mise en gages. Mais que d'ordonnances, de restrictions variant selon les municipalités ! On cite l'ordonnance du conseil d'Ulm qui, trouvant que dans les maisons de prostitution il y avait assez de vice toléré, ne voulait pas laisser les pensionnaires dans l'oisiveté. Quotidiennement, elles devaient filer, chacune, deux écheveaux de filasse, sous peine de payer trois heillers d'amende pour tout écheveau non filé. Toutes ces restrictions n'empêchaient pas la prostitution de prendre plus d'essor. En 1490, Strasbourg comptait cinquante-sept maisons publiques. A Lucerne, pour une population masculine de 4.000 personnes, on comptait, en 1520, 300 filles de joie.

Couronnements, mariages princiers, diètes, conciles, tournois, foires, toute fête, toute solennité était occasion à prostitution. Le Reichstag de Francfort, en 1394, avait attiré huit cents femmes publiques, sinon davantage, en plus des prostituées habituelles. Et tous ceux qui exerçaient autorité tiraient profit de la prostitution : dignitaires ecclésiastiques, cloutiers, princes, seigneurs et municipalités.

La Réforme, avons-nous dit, réagit contre la prostitution autorisée. A Regensburg, Ulm, Breslau, Nuremberg, Augsburg, Landshut, les bordels furent fermés. La syphilis, d'ailleurs, faisait désertir ceux qui restaient ouverts... Tout cela n'empêchait pas Luther et Melancthon d'autoriser le landgrave de Hesse à être bigame « vu son tempérament particulier ».

Comme la Renaissance battait son plein, un fléau apparut, déjà nommé : la syphilis, qui changea en hurlements de désespoir les chants de triomphe qu'avait fait éclater l'avènement de l'humanisme. Prétendre que ce furent les marins de Christophe Colomb qui, à leur retour d'Amérique, en même temps que la découverte d'un nouveau monde, ramenèrent la syphilis est une absurdité. On a retrouvé des traces d'ulcérations syphilitiques sur des squelettes préhistoriques et il est avéré que, de tous temps, la syphilis sévissait en Orient : l'état endémique. Il semble que les médecins aient commencé à l'examiner avec soin à la fin du XV^e siècle. Peut-être est-ce parce qu'elle ne s'était pas manifestée jusqu'alors sous une forme aiguë, que la Faculté ne l'avait pas isolée, ou l'avait confondue avec la lèpre ?

Les lupanars étaient des foyers d'infection. Sous le

règne de Charles IX, les autorités décrétèrent d'exécuter l'ordonnance de Saint Louis, dont nous avons parlé en son temps, qui abolissait la prostitution légale et qu'on n'avait jamais osé appliquer. En général, on jugea l'ordonnance inapplicable à Paris. Plusieurs prescriptions furent cependant rigoureusement observées. Par exemple, les locataires d'une maison avaient le droit de forcer leur propriétaire à résilier le bail qu'il avait passé avec une « femme dissolue ». Plus encore, un locataire de « bonne vie et mœurs » qui demeurait dans une maison appartenant à une femme de « mauvaise vie » n'avait qu'à la dénoncer comme telle. Si une simple information judiciaire prouvait que sa dénonciation était exacte, la propriétaire était obligée de déloger. On ne put cependant fermer toutes les maisons de prostitution ; quelques-unes prouvèrent qu'elles avaient été en quelque sorte autorisées par Saint-Louis. Celles que le prévôt de Paris laissa subsister perdirent tous les droits qu'elles tenaient de l'ordonnance de Saint-Louis. Leur existence devint provisoire. C'est depuis cette époque qu'on appliqua aux lieux de débauche vénale le surnom qui est resté en vigueur : *maisons de tolérance*.

En perdant le droit d'exercer légalement son métier selon tarif fixe et redevances déterminées, la femme « commune » avait acquis en revanche, la liberté de régler par elle-même les conditions de son industrie, qu'elle exerçait désormais en cachette. L'édit de Charles IX émancipa donc, économiquement parlant, la prostituée de métier.

Charles IX et Michel de l'Hôpital, son chancelier, avaient été si contents des applaudissements qui avaient accueilli leur édit, qu'ils voulurent réformer les mœurs à coups d'ordonnances. Les lieux de débauche relégués hors de l'enceinte de la capitale, il restait à expulser les prostituées de la cour et des armées. Un nouvel édit, en date du 6 août 1570, prescrivit à toutes les filles de joie et femmes publiques de déloger dans les vingt-quatre heures de « nostre diste cour, dans le dist temps, sous peine de fouet de marque ». La prostitution, naturellement, ne tarda pas à reparaitre. A partir d'Henri III, sont à la mode les courtisanes qui se modèlent sur leurs ancêtres du temps de Périclès : les Louise Labé, les Marion de Lorme, les Ninon de Lenclos, autour de laquelle se presseront les plus illustres hommes du siècle. Sous Louis XIV, les favorites seront des reines officieuses. Sous Louis XV, tout se fera par elles. Le reste de l'Europe imitera la France.

La Révolution met un frein à la prostitution (les prostituées passant pour favorables à l'ancien régime). Après Thermidor, elle reparut et fut plus en vogue que jamais. Alors que, sur une population de 600.000 habitants, on comptait à Paris, en 1770, 20.000 prostituées ; vers 1800, il y en avait 30.000. En juin 1799, le commissaire Dupin se plaint au Ministre de l'Intérieur : « La dépravation des mœurs — écrit-il en son style administratif — est extrême et la génération actuelle est dans un grand désordre, dont les suites malheureuses sont incalculables pour la génération future : l'amour sodomite et l'amour saphique sont aussi effrontés que la prostitution et font des progrès déplorables ».

Depuis, la prostitution n'a fait que croître et si la maison close — le bordel — tend à disparaître de nos grandes cités, la maison de rendez-vous, par contre, pullule, et la prostitution clandestine s'affirme de plus en plus. En 1870, il y avait quelque 3.700 filles publiques inscrites sur les registres de la police de Paris. En 1925, il s'en trouvait 7.000 et on comptait 200 maisons de tolérance. On évalue au décuple le nombre des prostituées clandestines, non compris bien entendu les entretenues et les demi-entretenu.

Depuis 1875, pour fixer une date, une bataille s'est engagée sur la question de la prostitution considérée

comme un délit. Si la prostitution est considérée comme un délit, c'est-à-dire si on ne reconnaît pas à la personne humaine le droit de se prostituer, si on n'admet pas que la location des organes sexuels relève uniquement de la conscience, la police des mœurs se comprend. On accepte du même coup la réglementation de la prostitution, privilège de l'Etat, gardien de la morale publique.

Mais ce privilège, l'Etat ne peut l'exercer que grâce à des délégués, à une police spéciale, que sa spécialité même mène à des abus. D'abord celui de l'arbitraire. La prostitution est plus ou moins tolérée selon les gouvernements, selon les chefs de ces gouvernements, selon les fonctionnaires qu'ils délèguent à l'administration de la police, selon les agents et sous-agents que nomment les fonctionnaires.

Cette tolérance est accompagnée de toutes sortes de tracasseries qui placent en vérité les femmes qui y sont soumises « hors du droit commun ». C'est ainsi qu'elles sont obligées de se faire inscrire à la police, de se faire visiter par un médecin (la visite date du 1^{er} Empire), appointé par celle-ci. Immatriculées, elles ne peuvent que très difficilement sortir de la situation sociale où elles ont été parquées. Il leur suffit de s'être prostituées quelque temps, pour être pratiquement considérées comme exerçant cette profession pendant tout le reste de leur vie. En France, une femme, surprise à se prostituer pour la troisième fois, est immatriculée de force, contrainte à la visite médicale régulière et à toutes les autres obligations dont le commerce de la prostitution est susceptible.

Nous avons fait, ci-dessus, allusion aux tracasseries dont la prostituée est l'objet ; la mesquinerie de ces tracasseries est absurde et la décrire nous entraînerait trop loin. Dans telle ville, les prostituées peuvent racoler dans la rue ; dans telle autre, elles ne le peuvent pas. Dans certaines, elles peuvent exercer n'importe où leur commerce ; dans telle autre localité, des rues spéciales leur sont assignées. Dans les agglomérations où elles peuvent racoler dans les rues, on concède à chacune d'elle une rue et parfois même une portion de rue. Malheur à celle qu'on rencontre sur le trottoir ou il est interdit de faire de la réclame pour leur commerce. Une condamnation lui est infligée par un fonctionnaire devant lequel elle comparait sans pouvoir même être assistée d'un défenseur... Il a fallu la croix et la bannière pour obtenir que les délits relatifs au métier de prostituée fussent soumis au Tribunal de simple police où l'on peut se faire assister d'un défenseur. « L'autorité délivre patente aux filles, mais grevée de tant d'obligations restrictives qu'elle en devient caduque. Songez que ces demoiselles ne peuvent se montrer ni dans les rues obscures, ni dans les rues éclairées, ni dans les endroits déserts, ni dans les endroits passagers, et qu'il leur est fait défense d'exercer leur métier à domicile, tandis qu'il est interdit aux logeurs de les recevoir. C'est les tenir en perpétuel état de contravention, autrement dit de servitude. » (E. Reynaud, ancien commissaire de police, *Mercur de France*, 15 mai 1928.)

A certains jours, des rafles ont lieu, où sous l'inculpation de racolage sur la voie publique, toutes ces femmes sont arrêtées et emprisonnées. On ne sait pas pourquoi on immatricule des commerçantes si ce n'est pas pour les laisser exercer leur métier, ni pourquoi ce qui était permis la nuit dernière ne l'est pas cette nuit-ci. Tout ce qu'on sait — dans une grande ville comme Paris, par exemple, — c'est qu'un peu avant telle grande exposition de blanc d'un grand magasin, on a vu la prison de Saint-Lazare se remplir à la suite de rafles de prostituées, munies ou non de cartes. Par une coïncidence curieuse, ce grand magasin faisait exécuter, en prison, juste à ce moment, des travaux de lingerie à des prix que des femmes du métier n'auraient jamais acceptés.

Et nous n'effleurons que pour mémoire, le chapitre des arrestations « erronées ». N'importe quel agent des mœurs peut appréhender une femme qui s'arrête à causer dans la rue à quelqu'un de l'autre sexe. Il peut affirmer qu'il l'a vue « racoler sur la voie publique », et on a vu des ouvrières et des employées, obligatoirement inscrites sur les registres de la Préfecture de police, sans s'être jamais prostituées. Mais tout cela n'est que le hors-d'œuvre. L'examen des différents systèmes de réglementation de la prostitution montre que c'est aux dépens uniquement du sexe féminin que la répression s'exerce. Et non seulement cela, mais que c'est la femme seule qui est rendue responsable de la contamination vénérienne. Au client qui cherche la commerçante, on ne demande rien. Il peut l'infecter, il n'encourt aucune poursuite. La réglementation de la police des mœurs consacre, de la façon la plus cynique, le système de la double morale, ou plutôt de la double moralité. La vente du plaisir sexuel est considérée comme un délit, quant à la vendeuse, mais non quant à l'acheteur. On arrêtera la femme qui racole dans la rue, mais on ne dira rien à l'homme qui se sera adressé à elle le premier. Il est évident que cette paradoxale mise hors du droit commun a choqué des esprits généreux, dont la mentalité n'offre cependant rien de révolutionnaire.

Et, d'abord, la prostitution est-elle un délit ? Dans son rapport au Président de la République française, en juillet 1903, M. Emile Combes, ministre de l'Intérieur, a reconnu « que la prostitution ne rentre pas dans le cadre des actes délictueux et qu'elle n'est justifiable que de la conscience individuelle... qu'on ne pouvait contester « le droit pour l'être pleinement conscient de disposer de sa personne », mais il avait été précédé dans cette voie par les initiateurs du mouvement abolitionniste international, né en pays protestants.

Que veulent les abolitionnistes ? Ramener l'exercice de la prostitution dans le droit commun, abolir le régime d'exception qui procure à l'homme — et uniquement à l'homme — sécurité et irresponsabilité ! Les abolitionnistes maintiennent que l'Etat n'a pas le droit d'imposer à une femme quelconque la visite obligatoire, sous prétexte de ses mœurs. Leurs voix ont trouvé écho dans certaines contrées protestantes et en Russie depuis la révolution. Dans ces pays, la réglementation de la police des mœurs a été abolie. Dans les pays catholiques, il n'en est pas ainsi. Mais, en examinant de près le programme abolitionniste, on aperçoit tout de suite l'hypocrisie puritaine qui a présidé à sa rédaction. Sur un point, ils ont raison. Partout où la visite obligatoire a été supprimée, le nombre des malades vénériens n'a pas augmenté, il le semble du moins — un essai fait en Italie n'ayant pas été concluant. Il est vrai que, dans certains pays, au Danemark, par exemple, la déclaration de ces maladies est obligatoire.

Mais ces abolitionnistes sont de farouches partisans de ce qu'ils appellent « la propreté de la rue », des adversaires non moins farouches du racolage, de l'outrage public à la pudeur, etc. Il faut s'entendre. Si la prostitution personnelle et privée ne relève que de la conscience, comme de s'adonner au métier de charcutier ou de modiste, il faut laisser à la prostituée la possibilité de faire son commerce. Ou alors l'abolition de la police des mœurs n'est qu'une hypocrisie, qu'une façon dissimulée d'aboutir à la suppression de la prostitution elle-même. En effet, si vous admettez que le charcutier ou la modiste déploie une enseigne, expose un étalage, annonce sa marchandise dans les journaux, il faut admettre aussi que la prostituée puisse faire de même. Sinon elle est rejetée hors du droit commun. Supprimer la réglementation de la prostitution pour la remplacer par le délit de racolage, substituer à la police masculine des mœurs une police féminine de sur-

veillance des voies publiques, c'est ne rien changer. C'est pourquoi il y a eu et il y a encore des arrestations arbitraires, même là où la police des mœurs et la réglementation de la prostitution ont été abolies.

L'abolition de la prostitution est conséquente à une transformation de la mentalité générale qui n'accordera pas à la femme « mariée » ou de « bonnes mœurs » une situation morale privilégiée par rapport à la femme « sexuellement émancipée » et « de mœurs faciles ». La disparition des maladies vénériennes est consécutive également à un état d'esprit courant qui n'établira pas de différence entre les affections des organes génito-urinaires et les lésions des autres parties du corps. Dans un sens plus moral, la prostitution féminine disparaîtra quand les rapports amoureux étant considérés comme des relations cimentant la bonne camaraderie entre humains des deux sexes, il ne viendra plus à personne l'idée qu'ils puissent s'acheter ou se vendre.

L'espace dont nous disposons ne nous a permis — on le concevra sans peine — que de parcourir très imparfaitement l'histoire de la prostitution. C'est à peine si nous l'avons envisagée ailleurs que chez les gréco-latins et en France. Il eût fallu décrire ce qu'elle fut, ce qu'elle est encore dans le reste de l'Europe (en Allemagne notamment), en Orient, chez les demi-civilisés. Nous ne voulons pas cependant terminer ce rapide et trop succinct exposé sans quelques remarques :

1° Dans tous les pays civilisés, la prostitution apparaît comme une institution destinée à sauvegarder la chasteté de la femme honnête, que nos mœurs veulent voir arriver « vierge » au mariage. Pour préserver les futures épouses des assauts masculins, la société sacrifie toute une portion de l'humanité féminine. Les femmes chastes naturellement ne savent aucun gré aux sacrifiées de protéger leur chasteté, et oublient que c'est parce que la profession de prostituée est tenue en un si grand discrédit, que le mariage acquiert une valeur exceptionnelle. Ce n'est pas ici le lieu de démontrer qu'il n'y a pas grande différence entre le mariage et la prostitution et que, pour attirer un mari, la jeune fille bourgeoise a recours aux mêmes artifices de séduction — toilette, etc. — que la courtisane ;

2° Certaines personnes appartenant à des milieux d'avant-garde et qui tiennent pour une entrave à l'émancipation de l'individualité ce qu'ils appellent la morale des petits bourgeois et des petits rentiers, ont cru voir dans l'exercice du métier de prostituée une émancipation du capitalisme. Nul n'a droit, en société capitaliste, de condamner une prostituée, mais prétendre que cette industrie émancipe, c'est se tromper grossièrement. « N'avoir point de caractère à soi, se revêtir du caractère de son entreteneur » (comme le conseillait une maîtresse de maison au temps du Directoire), parce que s'il rencontrait de la contradiction, il irait porter ailleurs son argent ; le salarié qui travaille pour un patron, le bandit qui attaque à main armée un fourgon de banque d'Etat, ne sont pas obligés de descendre jusque-là. L'ouvrier et le bandit peuvent conserver leur caractère propre, là où ils opèrent, à l'atelier ou sur la grande route. Ce n'est pas le cas pour la prostituée, à l'exception de quelques courtisanes de haut parage, et encore !

3° Malgré cela, ne semblent pas supérieurs aux prostituées tous ceux qui, pour gagner de quoi vivre, agissent contrairement à leurs convictions ou à leurs opinions. Du salarié obligé de travailler pour un patron, alors que lui répugne l'exploitation de l'homme par l'homme, au littérateur ou à l'artiste écrivant, peignant, sculptant, jouant la comédie sans but autre que de vendre leur production et relativant celle-ci au goût de ceux qui peuvent payer, tous sont à un degré ou à

un autre des prostituées. Et, comme la prostitution sexuelle, cette prostitution économique entraîne une déformation mentale qui vicie toutes les relations humaines. A qui se prostitue davantage : les honneurs, les situations les meilleures, l'avenir assuré. Tant qu'on regardera comme normal de vendre son effort musculaire ou cérébral, la prostitution des organes sexuels existera. C'est folie de vouloir que celle-ci disparaisse alors que fleurit l'autre. Et c'est ce qui explique l'inutilité de toutes les campagnes contre la prostitution sexuelle publique : elles n'aboutissent qu'à développer la prostitution clandestine : la plus démoralisante de toutes. — E. ARMAND.

PROSTITUTION. Dans l'antiquité, la prostitution n'est pas méprisée. Elle est en quelque manière une condition supérieure de la femme. Les prostituées ont une certaine culture intellectuelle, elles savent la musique, la danse, alors que les femmes mariées sont bornées aux travaux du ménage. Leur maison est une sorte de salon où les philosophes ne dédaignent pas de fréquenter. Chez elles, on mange, on boit et on s'amuse ; mais on disserte aussi philosophie, littérature et politique. Il en est encore ainsi dans les pays musulmans. La maison des prostituées est ouverte, tout le monde y va. La bourgeoisie d'Europe s'y rend avec son mari et ses filles ; on boit du café, on joue de la musique, on chante et on danse. Des jeunes filles des villages africains s'y engagent pour quelques années, afin d'amasser une dot, après quoi elles se marieront.

Dans les pays civilisés et notamment dans les villes, la prostitution constitue un métier plus ou moins toléré. Ce sont, en général, des filles du peuple qui deviennent prostituées. Souvent, elles y sont poussées par un amant qui veut vivre en parasite à leurs dépens. Parfois, c'est la paresse ou la débilité intellectuelle qui porte la femme à faire commerce de son corps. Il est dur de se lever tous les matins de bonne heure pour aller à l'atelier ou à l'usine ; il est dur aussi de travailler du matin au soir comme bonne, de subir les brimades d'une patronne énervée. Et, quand on a goûté à cet argent gagné si facilement, en une nuit, à faire le trottoir, on y revient et on se laisse aller à en vivre. Mais le plus souvent, c'est la misère qui pousse la femme au trottoir. La société n'est pas encore arrivée à comprendre que la femme doit pouvoir, tout comme l'homme, gagner sa vie en travaillant. On lui offre des salaires insuffisants. Elle doit, pour vivre, compter sur l'aide de ses parents, d'un mari ou d'un amant. Quand elle n'a ni les uns, ni l'autre, il ne lui reste de choix qu'entre la prostitution et la mort.

Ce n'est pas exagéré. J'ai eu à examiner le cas d'une jeune fille qui s'était suicidée par misère et sa concierge m'a dit, inconsciente, ces mots révoltants : « Elle était sage, Madame, bien trop sage !... » Trop sage ! C'est-à-dire qu'avant le suicide, il lui restait, comme elle était jeune, le trottoir et qu'elle n'avait pas su en profiter.

La prostitution n'est pas toute sur les trottoirs et dans les maisons de tolérance ; elle a hôtel et automobile. Qui l'alimente ? Des bourgeoises parfois, qui ont perdu leur fortune, des divorcées dont le divorce a amené la ruine, des femmes de petits bourgeois qui vont chercher à la maison de rendez-vous de quoi boucler le budget du ménage. « Pourquoi ne porterais-je pas les robes que je couds pour les autres ? » se dit la madinette de la rue de la Paix. Désir légitime en somme : il faut avoir, pour les blâmer, un mauvais naturel. Malheureusement pour les pauvres filles, la prostitution, comme tous les métiers, a beaucoup d'appelées et peu d'élues ; on croit avoir le palace et on a la chambre d'hôtel des boulevards extérieurs.

La guerre, qui a modifié bien des choses, a transformé la prostitution. Les maisons de tolérance n'attirent plus

la clientèle et diminuent en nombre. Le nombre des femmes en carte qui font le trottoir tend également à diminuer. La femme a une plus grande liberté sexuelle et il en résulte que beaucoup se font demi-prostituées. Dans le jour, elles ont une profession, parfois une profession libérale : avocate, journaliste, etc., et le soir, dans les dancings ou les réunions mondaines, elles se livrent pour de l'argent. Ces nouvelles mœurs sont considérées par certains comme les effets de la démoralisation. Au fond de leur réprobation, il y a l'attachement aux anciennes coutumes ; ils ne comprennent la femme qu'en puissance d'homme : mari, père ou frère. La femme disposant librement de son corps leur apparaît comme une aberration.

Certes, l'argent intervenant dans les relations sexuelles n'a pas pour effet de les idéaliser. Mais il faut se dire que toute l'éducation de la femme est sous le signe de la prostitution. Dès qu'elle se tient sur ses jambes, elle comprend qu'elle doit plaire. On lui apprend la coquetterie ; on soigne ses cheveux, sa mise, on éduque son geste. La spontanéité, le naturel sont bannis ; tout est recherché en vue de l'effet à produire. Recevoir des cadeaux est considéré par la femme comme chose naturelle. Le moindre amoureux est tenu d'offrir un bijou ; dans les milieux les plus modestes, un vêtement, un objet d'utilité. La jeune fille accepte-t-elle une promenade ? Le devoir strict de l'homme est de payer partout. Dans le ménage, la prostitution continue ; l'épouse déploie tout un art de se donner ou de se refuser, pour obtenir ce qu'elle désire ; si le mari se montre récalcitrant, elle est tout à coup malade et, lorsqu'elle accepte, elle ne manque pas de faire promettre : « Oui, mais tu seras gentil... »

Il faudra bien du temps pour que la femme comprenne que, s'il est indifférent d'accepter des fleurs, il l'est moins de se faire offrir une automobile. Le comprendra-t-elle jamais ? Ce n'est pas sûr, tout au moins à l'heure actuelle, nous tournons le dos à cet ère de scrupule ; notre époque considère que l'honneur n'est qu'un mot, alors que l'automobile est une réalité tangible.

M. X..., médecin de Saint-Lazare, a rencontré dans une maison de rendez-vous une jeune fille qui venait y perdre sa virginité. Elle devait se faire entretenir richement par un parent éloigné, mais le dit parent ne voulait pas prendre la responsabilité de la dévirginiser. Que faire ? Se donner à n'importe qui, pour rien, aurait été, pensait-elle, stupide. A la maison de rendez-vous, un client lui offrait cinq mille francs pour l'opération, comment ne pas accepter ?

Il ne faut pas oublier, en outre, que la vie de la femme seule est très difficile. La féminisation de certaines carrières ne doit pas faire illusion. Les professions accessibles aux femmes ne sont que de petits gagne-pain, permettant de vivre à la condition de ne se jamais départir de la plus stricte économie. S'il est plus vertueux de se contenter d'un manteau de drap avec un col de lapin, les manteaux de vison et de petit-gris sont bien beaux ! Comment avoir ces richesses autrement qu'en s'adressant à celui qui a l'argent, à l'homme ? Tant que l'homme seul disposera de l'argent et des carrières qui le procurent largement et qu'il sera disposé à acheter la femme, il y aura des femmes qui se vendront. L'argent a toujours été honoré, mais il semble l'être plus que jamais à notre époque. Si la pierreuse est méprisée, tout le monde fait bon accueil à la poule de luxe qui cote à haut prix ses faveurs.

Depuis la guerre, il semble néanmoins que la grande prostituée en titre, celle dont tout le monde connaît le nom soit disparue. Les Otero, les Liane de Pougy n'ont pas fait d'élèves. Il est sans doute des femmes qui gagnent des fortunes avec leur corps, mais elles font en même temps autre chose. Ce n'est pas leur qualité de prostituée qui est en relief ; il faut voir là un pas

en avant dans la voie de l'affranchissement de la femme.

On soutient volontiers, aujourd'hui, que la prostitution est un métier comme un autre et qu'il n'a rien de déshonorant. L'accorde ; l'honneur est évidemment une chose dont le territoire est difficile à délimiter. En réalité, on peut dire que l'honneur, aujourd'hui, se confond avec l'argent ; honorable avenue des Champs-Élysées, la prostitution est déshonorante boulevard de Belleville.

Ce qu'on peut dire de la prostitution, c'est que c'est un vilain métier. Il faut se livrer à n'importe qui, souvent à des ivrognes, subir des... caresses répugnantes. On attrape obligatoirement la syphilis qu'il faut soigner toute sa vie et dont on meurt ; on gagne, en outre, toutes espèces de maladies sexuelles ou non. On est conduit forcément à une vie désordonnée, dans un milieu crapuleux et on meurt prématurément, presque toujours.

*« Ça prouve que, quand on est catin,
Faut s'établir Chaussée d'Antin »,*

chantaient Aristide Bruant, il y a quelque trente ans. Exercée dans les milieux pauvres, la prostitution est un métier affreux. Carco, dans sa « Rue Pigalle », nous montre la vie lamentable des malheureuses filles de trottoir : vie de misère, de violences, de coups et que vient trancher dans sa fleur le couteau du mariou se jugeant lésé dans ses droits de seigneur et maître.

Que penser de la réglementation ?... Que c'est une législation barbare. Les hommes, pour se préserver des maladies vénériennes, ont imaginé de traiter comme un bétail, une catégorie de femmes. Ces femmes ne commettent aucun délit, car enfin personne n'oblige l'homme à suivre la prostituée ; on l'arrête, on la traite abominablement et elle passe en prison un temps variable. C'est un état de choses indigne d'un pays civilisé ; et notez que l'arbitraire ne frappe que la prostituée pauvre ; celle qui demeure avenue de l'Opéra ne va jamais en prison.

La prostitution est-elle utile ?... Oui, dans l'état actuel de nos mœurs. La femme a moins de besoins sexuels que l'homme et le peu qu'elle en a, la société l'oblige à le réfréner. L'homme a l'habitude de trouver très aisément la satisfaction de sa sexualité, pourvu qu'il ait un peu d'argent. Si on supprimait la prostitution, il n'aurait plus que la ressource du viol ; et les femmes condamnées à la réclusion vivraient l'ancien esclavage.

Malgré l'exutoire que fournit la prostitution, les crimes sexuels, viols, viols suivis de meurtres, sont assez communs. Ils sont souvent le fait, soit d'anormaux sadiques qui cherchent dans le sang la satisfaction sexuelle, soit de paysans brutaux vivant d'ailleurs loin de toute maison de prostitution. Si on supprimait l'exutoire, les crimes sexuels seraient journaliers ; non seulement le pervers, mais l'homme normal sera tenté de satisfaire par la violence le besoin sexuel qu'il ne pourra plus satisfaire avec de l'argent.

La société future rendra inutile la prostitution : d'abord, parce que la femme, admise dans la production, pourra vivre de son travail ; ensuite, parce que les préjugés sur la vertu féminine, qui consiste à refouler la sexualité quand on n'a pas de mari, auront disparu. La Russie Soviétique s'est engagée dans cette voie de la liberté sexuelle ; jusqu'ici cependant, il semble que les femmes n'y aient pas gagné, bien au contraire. Les hommes, n'étant plus retenus par les lois et la crainte de l'opinion, en usent avec les femmes avec une grande brutalité. L'amour-sentiment aurait disparu, l'union sexuelle ne serait plus qu'un contact éphémère ; l'amant n'est plus un ami. Il faut penser que c'est là un état transitoire. Les couches prolétaires qui s'élèvent en Russie sont de mentalité grossière ; la marche du progrès affînera leurs mœurs.

La cause de la prostitution ne doit pas être cherchée

ailleurs que dans l'esclavage moral et social de la femme : l'affranchissement total du sexe féminin la fera disparaître. — Doctoresse PELLETIER.

PROSTITUTION. La prostitution est un commerce très ancien. Mais il n'était pas autrefois un commerce libre ; son profit allait exclusivement au propriétaire mâle de la femme ou des femmes dont les charmes étaient mis en location. C'est une des formes de l'esclavage. Quand des hommes réduisaient d'autres hommes en servitude, ils tiraient le meilleur parti de leurs esclaves en utilisant leurs services suivant leur spécialisation (forgerons, bergers, charrons, etc.). Quant aux femmes, en plus du travail de leur spécialisation comme fileuses, tisseuses, etc., elles avaient aussi, quand elles étaient jeunes et jolies, à réjouir le cœur du maître, en partageant sa couche au gré de ses caprices.

Je n'ai pas l'intention de faire un historique complet, ni de revenir sur la prostitution sacrée, ni sur cette sorte de prostitution hospitalière qui existait dans certaines tribus primitives. Je commence par remarquer que l'indépendance de la femme n'existait pas autrefois, pas plus qu'elle n'existe en Orient aujourd'hui ; donc il n'y avait pas de liberté sexuelle. La femme était obligée d'accepter passivement son sort, et il semble d'ailleurs que, sauf exception, l'orientation amoureuse, la différenciation sexuelle aient été assez vagues autrefois — et encore aujourd'hui — ce qui explique l'indifférence pour la virginité d'être mariée à celui-ci ou à celui-là, et réciproquement. Autrefois, les parents vendaient leur fille en mariage, sans que celle-ci eût un mot à dire, et elle était si jeune qu'elle ne pouvait guère se rendre compte. Encore de nos jours, les filles en Orient et en Extrême-Orient sont dans cet état d'infériorité et de soumission complète au chef de famille, et ne font que passer ensuite sous l'autorité d'un mari qu'elles ne connaissent pas avant. Les hommes non plus, chez les Musulmans, ne connaissent pas leur fiancée ; mais les mœurs évoluent depuis quelques décades. Enfin, les bourgeois de notre civilisation moderne, arrangeant un mariage avantageux, ont coutume de dire : l'amour viendra après. Et il arrive, en effet, que chez ces êtres, pour qui l'argent passe avant toute sentimentalité, le mariage crée la reconnaissance sensuelle, le sentiment de protection chez le mari, celui de sécurité chez la femme et y ajoute les liens qu'apporte la naissance des enfants.

Quoi qu'il en soit, et je le répète, sauf exception, ce qui caractérise l'antiquité, c'est la passivité de la femme en matière d'amour et le peu de tendance au choix chez le mâle, sauf au point de vue des formes physiques. Le chef, le noble, le patricien, et plus tard l'homme riche, ont un harem de captives de guerre ou d'esclaves achetées, disons un lupanar individuel. La femme, de condition libre, ne s'appartient pas, sa vertu est sauvegardée par la coutume de la tribu. Même quand la tribu a évolué, que la cité est née, que les familles sont plus indépendantes, la femme est surveillée et protégée étroitement. Elle est toujours sous la domination du chef de famille. Des peines féroces frappent le moindre écart sexuel. A plus forte raison, il est impossible que la femme de condition libre, serait-elle plébéienne, glisse à la prostitution. C'est là une chose inconcevable.

Cependant les cités ont grandi. En dehors des citoyens, elles contiennent une population hétérogène, des étrangers de passage venus pour un trafic quelconque, d'autres qui s'installent pour plus longtemps ou à demeure, commerçants ou artisans. Impossible pour eux d'avoir des relations sexuelles avec les femmes de la cité, ni avec les esclaves qui sont propriété privée et gardée. Les plus riches s'achètent eux-mêmes des esclaves. Le plus grand nombre n'a rien, ni même la possibilité du mariage. Des liaisons sans doute avec des femmes faciles du bas peuple, moins surveillées que les

patriciennes, et qui ont besoin d'argent. Encore la dignité de la famille, de tous les citoyens, même les plus infâmes, rend ces aventures scandaleuses et dangereuses, tout au moins dans les premiers temps de la république.

Il y avait déjà des marchands d'esclaves, allant au loin en quête de marchandise, subornant les filles crédules, enlevant les femmes, ou bien, ce qui fut la règle plus tard, achetant régulièrement filles ou garçons de condition servile contre des produits manufacturés ou de l'argent. Ils fournissaient ainsi les lupanars individuels des aristocrates. Sans doute eurent-ils l'idée d'offrir aux besoins sexuels des étrangers déracinés leurs laissées pour compte ; de créer, avec celles des femmes esclaves qui ne trouvaient pas preneur, des lupanars collectifs à l'usage, non seulement des étrangers, mais aussi de tous les mâles de l'endroit. Si bien que Solon, au moment de la première extension d'Athènes, créa lui-même des lupanars municipaux avec des esclaves achetées à l'étranger (venues d'Asie). Il ne fit que réglementer un état de choses existant, en enfermant la prostitution dans un quartier de la ville sous surveillance officielle et en la taxant au profit de la cité.

La morale sexuelle de ces sociétés, en apparence policées, est sauve devant l'histoire, mais le sort des femmes de la plus basse classe, esclaves et même affranchies, est un martyre. Comment pourraient-elles se soustraire à la lubricité des mâles ? Les guerres incessantes renouvellent le troupeau des captives. A l'époque romaine, les légions ramènent d'un peu partout un butin de fillettes et de jeunes femmes ; les plus belles sont choisies par les chefs pour eux-mêmes ou vendues ensuite pour le harem des gens riches, tandis que les centurions et les soldats vendent leur part aux marchands pour le stupre ou pour le travail forcé. Devant l'extension de la cité et l'afflux d'une population, venue du dehors, sans cesse grandissante, les patriciens romains n'hésitent pas, par amour du gain, à organiser eux-mêmes des lupanars, où ils livrent à la prostitution leurs propres esclaves, quelquefois ouvertement, le plus souvent par personne interposée. Cela se passe à l'époque de la République romaine, qui jouit, au point de vue historique, d'une réputation de haute moralité. Les esclaves femelles ne pouvaient ni protester, ni faire de scandale.

Ce qui devient un scandale pour les moralistes et les partisans de la réglementation, c'est quand la prostitution devient libre, quand s'étale au grand jour une débauche qui existait tout aussi bien auparavant, mais dont seules étaient victimes des esclaves silencieuses. Ils imaginent que l'avènement de la prostitution libre est dû à la fermeture des lupanars ; or ceux-ci continuent d'exister avec leur population d'esclaves. C'est l'inégalité des richesses qui a rompu les cadres de la cité. Il s'est créé toute une catégorie de femmes, intermédiaire entre celle des femmes libres et celle des esclaves : affranchies, filles d'affranchis, parfois éduquées dès le jeune âge en vue de la prostitution, étrangères venues de Grèce, d'Égypte et d'ailleurs, et qui ont lâché leur famille pour vivre leur vie et tenter fortune, filles de petits propriétaires dépossédés, orphelines, jeunes veuves sans appui, plébéiennes désireuses d'une vie de plaisir, etc. La plupart ont été subornées par quelque richard ou quelque fils de famille. Lorsqu'elles ont cessé de plaire, il faut bien qu'elles fassent commerce de leur corps. Celles qui font florès, sont celles qui ont quelque instruction et des talents de danseuse ou de musicienne. L'argent arrive à corrompre les mœurs d'une bonne partie des classes libres. Les hommes et les femmes de la classe riche ne connaissent aucun frein à leurs caprices. Les Pouvoirs publics interviennent de temps en temps pour essayer de masquer l'étalage de la galanterie et de refouler la prostitution dans les maisons closes. Mais les mesures qui régle-

mentent la prostitution de lupanar ne peuvent s'attaquer aux causes de la corruption des mœurs, qui sont des causes sociales et qui sont les conséquences d'une inégalité excessive.

Le christianisme ne change rien aux mœurs, puisqu'il ne touche pas à l'édifice social. On n'a qu'à étudier les mœurs de Byzance, après la disparition de l'empire d'Occident, pour constater que tout s'y passe comme dans la Rome impériale.

Au Moyen Âge, et au fur et à mesure que les villes se repeuplent, la prostitution se développe de nouveau. Les mœurs assez rudes et la claustration de la femme, mise à l'abri des violences, adonnée aux travaux pénibles et incessants du ménage (boulangerie, cuisine, filage, tissage, couture, blanchissage, etc.) et placée dans une situation d'infériorité, ne permettent pas de liberté sexuelle. La religion et l'éducation morale s'y opposent. Il n'y a de prostitution libre que dans quelques très grandes villes, grâce à l'afflux des étrangers riches. Encore les prostituées libres sont-elles souvent pourchassées par la police, et elles sont obligées, pour se protéger de la brutalité des mâles, d'être sous la domination d'un « maquereau ». Les lupanars, qui ont le monopole presque exclusif de la prostitution, sont des bouges où les femmes sont vraiment les esclaves des tenanciers et dans l'impossibilité absolue de jamais recouvrer leur liberté. Malgré tout, pour la malheureuse qui a fauté et est excommuniée par la famille et par l'opinion publique, c'est tout de même un refuge. Méprisée par les épouses légitimes, pourchassée par les mâles, dont la goujaterie n'a d'égale que l'insolence, elle préfère encore cette vie d'esclavage aux aléas, aux avanies et aux vexations qui sont le lot de toutes celles qui essayent de vivre isolées. Sauf quelques exemples rares de courtisanes riches et indépendantes, dans des milieux de luxe et protégées par le milieu, et dans des moments fugaces de civilisation plus libre.

La femme n'a pas d'indépendance. Elle est sous la domination familiale et économique de l'homme. Il faut arriver jusqu'aux temps modernes, c'est-à-dire jusqu'à ce que la femme commence à avoir un peu d'autonomie économique, pour voir la liberté sexuelle apparaître et la prostitution se transformer.

Jusqu'à là, les bordels sont en pleine prospérité. Rien ne s'oppose au trafic des femmes. Les maisons de Paris fournissent la province et une partie de l'étranger. A cause des conditions tout à fait misérables du travail féminin, le recrutement se fait facilement, surtout parmi les filles qui arrivent désorientées de la province. On ne peut guère se représenter aujourd'hui quel pouvait être le sort d'une femme, souvent illettrée, arrivant dans une grande ville, à une époque où il n'y avait ni poste rapide, ni chemin de fer, ni télégraphe, etc. Elle était presque aussi isolée des siens que si elle était allée dans un pays étranger. Une fillette, livrée à elle-même, courait les plus grands risques de tomber dans les pattes d'un proxénète. Même plus tard, vers 1885, les révélations de la *Pall Mall Gazette* montrèrent qu'il existait à Londres un commerce courant de vierges et de fillettes impubères pour la consommation des riches amateurs. Le scandale fut tel que sous la pression de l'opinion publique et spécialement de l'opinion féminine anglaise, déjà plus éduquée que celle du continent, le gouvernement prit l'initiative de réprimer la traite des blanches et parvint à la supprimer en Angleterre.

••

Voilà pour le passé, quand les jeunes filles esclaves ne pouvaient pas échapper à la prostitution imposée par le maître, ou, plus tard, quand les filles isolées ne pouvaient guère se soustraire à la concupiscence des mâles.

Aux temps modernes l'indépendance de la femme commence à apparaître, mais une indépendance relative, avec les risques que comporte la liberté, surtout dans une société où l'argent est maître. Si la femme n'est plus sans défense devant la brutalité masculine, on ne peut aller jusqu'à dire que la prostitution soit volontaire. Aucune fille dans ses rêves n'a l'ambition de se prostituer. Elle peut avoir plus ou moins consciemment l'ambition de trouver un mâle à son goût (époux ou amant) qui lui donnera avec l'aisance ou le luxe des satisfactions de vanité. Mais aucune n'aura jamais *a priori* l'idée de se prostituer, c'est-à-dire de vendre son corps sans amour ou sans goût. Pour glisser à la galanterie il faudra qu'elle y soit amenée ou forcée par les influences et les circonstances du milieu.

Certes il y a un petit nombre de femmes qui tomberont à la prostitution avec la plus grande facilité et pour ainsi dire sans résistance. De même qu'il y en a un petit nombre d'autres qui, en toute circonstance, feront une résistance invincible et préféreront le suicide à la capitulation. Entre ces deux pôles et allant de l'un à l'autre avec des nuances infiniment variées, oscille la grande masse, l'immense majorité des femmes, plus ou moins influençables dans un sens ou dans l'autre, suivant leur éducation, le milieu, les circonstances, les conditions économiques.

Suivant justement ces conditions économiques, suivant qu'on observe un milieu social dans une période de misère ou dans une période de prospérité, les résultats de l'observation sont différents. Dans la cohue misérable des fugitifs en temps de guerre ou en temps de révolution, dans les périodes de famine, des jeunes filles se vendent pour pouvoir manger. En période de prospérité, et surtout lorsque la femme accède à une certaine indépendance économique, la prostitution n'a davantage pour mobile le goût des hommages et de la toilette, elle n'est plus imposée, elle dépend plutôt du caractère. Dans le premier cas elle est essentiellement un phénomène d'économie sociale, dans le deuxième cas l'influence morale intervient davantage, bien que le recrutement de la galanterie professionnelle se fasse surtout dans les classes déshéritées.

N'y a-t-il pas prostitution à un seul mâle comme il y a prostitution à plusieurs ? C'est cette seconde forme qui est considérée comme la véritable. Mais combien de jeunes filles se marient ou sont mariées ou se donnent en dehors du mariage à un mâle qu'elles n'aiment pas, afin d'avoir la sécurité et de s'assurer une situation de supériorité comme richesse et comme rang social. Combien de parents, pour ces mêmes raisons, poussent leur fille à entrer dans le lit légal d'un mari qui lui répugne. Pourtant faut-il condamner ces autres parents qui, plus expérimentés que leur enfant, cherchent à sauvegarder son avenir, en la détournant d'une amourette, d'un emballement irréfléchi, et lui conseillent un mari qui sera pour elle un compagnon sûr ? Et d'ailleurs comment sonder les cœurs ? Comment établir les véritables mobiles, parfois inconscients, qui déterminent une femme à s'amouracher d'un homme riche, prometteur d'une vie facile ? Ne soyons pas absolu dans notre jugement. Mais nous pouvons nous étonner que tant de femmes mariées, qui ne sont à vrai dire que des femmes entretenues, mais légalement, osent juger avec mépris les femmes entretenues sans être passées par le mariage officiel, et englobent dans leur dédain même celles qui se donnent librement par amour.

Si une femme s'éprend d'un homme qui lui paraît supérieur par son prestige physique (force), par son prestige moral (courage), par le prestige de son intelligence ou de sa culture, par le prestige de ses dons artistiques, elle peut tout aussi bien être séduite par le prestige du chef, que ce soit un patron ou un roi. Tant de choses peuvent entrer dans la genèse de l'amour.

Et l'amour excuse tout. Mais ce qu'on appelle prostitution, c'est de se donner sans amour ou sans goût à un mâle, afin de participer à ses richesses ou à sa puissance de domination.

Beaucoup de filles ou de jeunes femmes ont au fond du cœur un désir de domination sexuelle. Les romans, les flatteries des hommes déversent leur imagination. Elles se placent sur un piédestal, sur le piédestal de l'idole sexuelle. Du point de vue d'un moraliste chrétien, on pourrait dire que cet idéal inconscient de beaucoup de femmes est la cause profonde de leur perdition. Elles croient avoir été créées pour recevoir des hommages. Elles font la grâce de dispenser au mari, ou à l'amant, ou à d'autres encore, leur beauté et leur élégance (et quelquefois leur mauvaise humeur). Elles entendent ne pas partager les soucis du mâle et ne pas travailler. L'idéal des idoles sexuelles est d'être entretenues richement. Elles ont du rôle social de la femme une conception tout à fait erronée. A travers les âges, les femmes, même celles de la classe moyenne, ont toujours peiné à la tâche, quelquefois très durement, en tout cas plus longtemps que les hommes. N'ont jamais vécu dans l'oisiveté que les femmes de la classe opulente et quelques jolies filles de la classe pauvre servant au plaisir de quelques mâles riches. On peut admirer une idole sexuelle comme un objet d'art, on peut s'en servir avec joie pour des fins sexuelles. Elle ne sera jamais une associée, une compagne, ou bien il lui faudra abdiquer son esprit de domination.

Devant l'inégalité des conditions et des fortunes, l'appât des richesses est irrésistible pour certaines personnes. Dans toute autre société d'ailleurs il y aura toujours des dames désireuses de s'élever au premier rang dans l'adoration des hommes et qui n'hésiteront pas à se servir de leurs avantages physiques pour y parvenir, tout au moins pour s'assurer les bonnes grâces et la protection des supérieurs dans une administration, même socialiste, et dans toute organisation hiérarchisée.

Il y a d'autres dames qui préfèrent conserver la considération publique, ou du moins qui ne séparent pas leur ambition de la prospérité familiale. A l'insu ou avec le consentement de leur mari, elles travaillent elles-mêmes à son avancement ou lui conquièrent des honneurs, des avantages, des bénéfices ou des richesses. Que ce soit un patron, un supérieur hiérarchique, un ministre ou un roi que ces épouses vont solliciter, c'est le même mobile qui les pousse. La femme d'un fonctionnaire, qui a des bontés pour le chef de son mari, est comparable en quelque sorte à Mme de Seignise, qui enrichit sa famille des libéralités de Louis XIV, ou à Sarah, femme d'Abraham, qui se prostitua au Pharaon (*Genèse*, chap. XII).

En général ces femmes sont libres de se prostituer ou non, et c'est même ce qui leur permet de tenir aux mâles la dragée haute et de faire leur chemin dans le monde. Toutes les femmes n'ont pas la possibilité de devenir idoles sexuelles, même à égalité de beauté. Chacune est plus ou moins fixée dans son milieu et par les relations qu'elle peut s'y faire. Il est rare qu'elle puisse s'en évader. Les femmes qui forment le troupeau des esclaves sexuelles, sous la surveillance avilissante de la police, ne peuvent pas sortir de leur catégorie, elles sont véritablement « des femmes perdues ». Si donc une jeune prostituée a débuté dans un milieu pauvre, il faut qu'elle se dépêche d'en sortir, sinon elle croupira dans l'abjection. Et comment, par quelles relations pénétrera-t-elle dans les milieux de luxe ? Les proxénètes sont eux-mêmes différents. Et elle est encore trop jeune pour comprendre ce qu'il faut faire, si elle n'est pas sous une protection éclairée. Un engagement dans la moindre revue de music-hall est un moyen de se faire valoir auprès des mâles de la classe

riche, et c'est le rêve de quelques jeunes filles qui veulent se faire une place dans le monde. Mais il n'est pas donné à toutes de réaliser leur rêve. Le changement de milieu est donc affaire de chance. Tout dépend du hasard d'une aventure. Le rôle de la chance se fait bien voir dans le cas de ces courtisanes de luxe qui tombent après une fortune éphémère dans les rangs de la basse classe ; c'est qu'elles n'ont pas eu assez d'intelligence, ni assez de sécheresse de cœur pour se maintenir là où le caprice du sort les avait placées.

Donc l'intelligence a, elle aussi, un rôle effectif dans l'arrivisme d'une prostituée. Non seulement pour se maintenir dans les rangs de la haute galanterie, mais tout aussi bien pour y parvenir. A ce point de vue, on pourrait presque dire que les prostituées de luxe sont des prostituées volontaires, tandis que celles de la basse prostitution se contentent de vivre ; elles subissent leur sort avec passivité, sans rien y pouvoir. Celles qui, intelligentes et ambitieuses, ont commencé dans les bas-fonds, se démenent pour capter la chance ; elles multiplient les tentatives, acquièrent de l'expérience, choisissent avec plus de discernement les lieux de plaisir où elles fréquentent, choisissent aussi leur amant de cœur au lieu d'en rester l'esclave et s'en servent pour agrandir le cercle de leurs relations dans des milieux plus raffinés. (Voir les *Mémoires d'Eugénie Buffet*.)

Il est à peu près inutile de dire que les cas de réussite sont assez rares. Les malheureuses filles qui végètent dans la basse prostitution, restent là où elles sont tombées. Elles ont l'esprit de mollesse, le plus souvent à une certaine stupidité (ce qui n'exclut pas la ruse, la ruse des arriérés) ; elles arrivent facilement à la résignation d'abord, à l'indifférence ensuite ; elles se laissent souvent exploiter par un souteneur ou un amant de cœur.

Entre les prostituées intelligentes et énergiques et celles qui sont apathiques ou débiles mentales, il y a toutes les nuances possibles, suivant le degré d'intelligence et suivant la chance. Pourtant les unes et les autres présentent presque toutes le même caractère commun, c'est qu'elles n'ont pas beaucoup de sentiments affectifs.

Dans le domaine de la morale générale l'affectivité joue déjà un très grand rôle ; elle sert de lien aux relations humaines et s'oppose aux réactions d'égoïsme anti-social. Dans le domaine particulier de la morale sexuelle l'affectivité joue un rôle prépondérant. Ce qui donne la suprême joie dans les rapports sexuels, c'est l'association de la jouissance charnelle et de la communion sentimentale de deux êtres. Quand il y a dissociation entre l'acte et les sentiments affectifs, cet acte devient une corvée. Chez un certain nombre de personnes, surtout chez les mâles, l'attrait physique peut compenser l'absence de sentiments ; mais la satisfaction physiologique obtenue, les plus délicats éprouvent le dégoût d'eux-mêmes et de leur partenaire.

Ces remarques s'appliquent aux gens chez qui les besoins sentimentaux ont pris un certain développement. Une femme, pourvue d'affectivité, se donnera corps et âme à son amant, mais répugnera à se donner à plusieurs. Elle fera donc plus d'efforts pour échapper à la prostitution, sauf si elle y est poussée par l'amant, que celles qui sont indifférentes. « Ça nous coûte si peu, disait Ninon de Lenclos, et ça leur fait tant de plaisir. » Devise d'une femme intelligente, sceptique et volage. Une certaine sécheresse de cœur et l'ambition de devenir une idole sexuelle, allées à quelque intelligence, voilà les qualités de celles qui, avec beaucoup de chance, savent arriver à une situation enviable dans la prostitution de haut vol, en tout cas qui vivent en indépendance avec le souci des apparences.

Il ne faut pas confondre avec ces femmes, préoccupées du désir de paraître, la jeune fille qui a des relations sexuelles par amour, en dehors du conformisme légal. Par amour, ou même simplement par goût ou par plaisir, mais sans calcul. Tel est le cas de celle qu'on appelait la grisette, il y a cent ans, et qui existe toujours. Elle recherche la vie sentimentale, la tendresse de l'homme ; elle est sensible aux doux propos, aux gentilles attentions. La jeune fille se mettra en ménage avec un camarade de son âge, et, si cet essai ne réussit pas, elle prendra un nouvel amant, et arrivera assez souvent à se fixer, lorsqu'elle aura trouvé une affection sérieuse et un partenaire de son goût, ou lorsque le temps aura atténué le caractère un peu volage de ses propres sentiments. Ou bien la jeune fille, rebutée par la grossièreté de son milieu, prêter une oreille complaisante aux compliments bien tournés d'un jeune bourgeois, étudiant ou autre, qui lui offrira des distractions et une vie plus gaie que celle qu'elle menait auparavant.

Qui osera jeter la pierre à celles qui préfèrent, comme beaucoup de jeunes garçons, une jeunesse de plaisirs à une vie morne et morose ? Pourquoi faire une distinction entre la morale masculine et la morale féminine ? La plupart des uns et des autres s'assagissent avec le temps et se fixent aux environs de 25 ans. On voit de ces jeunes filles épouser leur amant, dénouement si redouté par les familles bourgeoises. Chez presque toutes, les préoccupations de la vie matérielle l'emportent peu à peu sur le plaisir. Ou bien le désir d'avoir des enfants à choyer et à élever. Elles se mettent en ménage, et font d'aussi bonnes mères de famille que celles qu'on épouse avec leur virginité. Quelques-unes mènent une vie indépendante, tout en ayant des relations avec un ami de leur choix.

Il n'en est pas moins vrai qu'à fréquenter les milieux de plaisirs, les jeunes filles risquent de se laisser peu à peu imprégner par la moralité de l'endroit, d'autant que si elles sont d'esprit volage, elles sont amenées à changer de partenaire, soit par suite d'un mauvais choix, soit à cause du caprice de leur goût. Il n'y a que le premier pas qui coûte. Elles peuvent s'habituer aux mœurs que pratiquent les mâles et à ne pas attribuer d'importance au changement sexuel. Leur mentalité se modifie sous l'influence des flatteries et des sollicitations dont elles sont l'objet de la part des hommes, surtout si elles sont très jolies, et quelques-unes prennent celle des femmes entretenues, pour qui seuls les cadeaux comptent et sont un tribut obligé à leur beauté. Elles peuvent ainsi glisser à la galanterie, si elles sont nonchalantes ou si elles y sont acculées par le chômage.

Nous laisserons de côté la haute prostitution. Les dames qui sont assez intelligentes, assez dépourvues de sentimentalité et qui ont assez de chance pour conquérir une vie de luxe, n'ont pas besoin de protection. Elles sont maîtresses de leur corps et elles savent mener les mâles par le bout du nez. Il y aura toujours sans doute des idoles sexuelles.

Toutes les femmes, comme les hommes, sont ou devraient être maîtresses de leur corps, c'est-à-dire de s'accoupler comme il leur plaît, et même d'en tirer profit. L'Etat considère la prostitution comme un délit toléré, mais ce n'est un délit que pour les pauvresses. Nous ne pouvons nous placer à ce point de vue, d'autant qu'on laisse aux mâles toute la liberté sexuelle.

Entendons-nous sur cette liberté. Seules les grues de haut vol peuvent choisir. Les femmes de la basse prostitution n'ont pas, en réalité, de liberté. Elles ont glissé à leur condition, beaucoup par suite de leur déficience mentale, et toutes par suite de leur infériorité sociale et des circonstances du milieu où elles étaient placées. Le rôle de la société devrait être de protéger les adoles-

centes et de les empêcher de tomber à la situation lamentable d'esclave sexuelle.

Intervenir après le glissement, c'est trop tard. Une fois tombée à la prostitution, la femme finit par n'en plus éprouver ni dégoût, ni honte. Si quelques-unes se tirent hors de l'esclavage sexuel, ce n'est pas pour aller ou pour retourner à la servitude et à l'insécurité du salariat, puisqu'elles estiment que leur métier leur donne plus de profit et plus d'agrément. Il faut bien comprendre que l'habitude a changé leur façon de voir. L'habitude, pour elles encore, est une seconde nature.

Quelles sont les causes qui favorisent l'acheminement à la prostitution ? La puberté produit un certain déséquilibre dans le caractère et peut inciter la fillette non surveillée à des coups de tête dont elle sera la victime, dans les conditions sociales actuelles. Non pas que les sens soient éveillés, sauf chez quelques anormales qui présentent d'ordinaire, en même temps, de l'arriération mentale. On a remarqué, en effet, que ces arriérées ont souvent un développement sexuel précoce. Le sensualisme, plus précoce et plus accentué chez elles que chez les jeunes filles normales, n'étant pas contrôlé et freiné par l'intelligence, par une intelligence suffisamment développée, en fait de très bonne heure les victimes du premier malotru venu et quelquefois les proies des trafiquants de chair humaine. Prostituées et souvent délinquantes, ces malheureuses sont envoyées en maison de correction, quelques-unes plus tard en prison ; et elles achèvent de se corrompre dans ces établissements officiels. De toute façon, même si elles ont échappé aux mésaventures judiciaires, la paresse, l'insouciance, l'apathie les maintiennent dans la pratique habituelle de la prostitution ; elles peuplent les maisons de tolérance ; elles n'ont pas d'autre métier. Et leur ignorance, leur inintelligence, leur irresponsabilité en font les meilleures propagatrices des maladies vénériennes.

Mais toutes les autres adolescentes sont, elles aussi, exposées, si elles ne sont pas protégées. A la puberté, la fillette devient coquette, elle cherche à attirer l'attention masculine, elle est déjà une demoiselle, alors que le garçon n'est encore qu'un gamin, qui n'a que rarement l'occasion et l'audace de passer à l'offensive de l'acte sexuel. La fillette, elle, n'a pas besoin d'être préparée à l'acte, elle n'a qu'à le subir. Elle est étonnée et flattée qu'un adulte, qui lui paraît bien supérieur par son âge, par sa situation, lui fasse la cour, qu'un monsieur lui présente ses hommages. Elle s'imaginerait connaître la vie, et cette prétention péremptoire la rend sourde aux avertissements. A cet âge tendre, beaucoup de fillettes ont besoin d'être protégées contre leurs imprudences et contre les tentatives de mâles lubriques. A vrai dire, il n'y a que le premier pas qui coûte, et l'habitude peut être vite prise par des fillettes irresponsables qui ne savent où elles s'engagent. La vie paraît si simple, elles sont courtisées et reçoivent des cadeaux. Mais encore, si elles sont capables de faire le saut toutes seules, faut-il, pour glisser à la prostitution, que le milieu, que l'entourage soient pour elles un encouragement, ou qu'elles soient entraînées par l'amant.

Les enquêtes faites à ce sujet montrent que, dans l'ensemble, les prostituées ont été déflorées entre 13 et 16 ans, c'est-à-dire au début de la puberté, quand la fillette n'est capable de faire aucun choix et qu'elle est proie facile pour un mâle sans scrupules. Ce sont ces jeunes personnes qui fournissent d'ordinaire le troupeau des prostituées. Elle n'ont pas encore eu le temps de se créer une personnalité. Elles sont souvent peu intelligentes, ou en tout cas sans éducation, ou avec l'éducation d'un milieu spécial. Que feraient-elles en dehors du commerce de leurs charmes ? Elles n'y songent même pas, elles s'adaptent étroitement à ce genre de vie qu'elles continueront jusqu'à leur mort ou à la dé-

chéance complète, à moins que des circonstances exceptionnelles ne les tirent du milieu.

Plus avancées en âge, de quelques années seulement, elles seront mieux averties et ne succomberont pas si facilement, ou bien ce sera quelquefois, brutalement, sous le coup de causes extraordinaires, comme un bouleversement social, une crise économique violente, des chutes individuelles dans la misère. La plupart des femmes, qui ont été ainsi amenées à se prostituer après 20 et surtout après 25 ans, n'en prennent pas toujours irrémédiablement l'habitude. Elles en tirent ressource provisoire et accessoire, ou bien ce sera le moyen pour elles de satisfaire leurs ambitions.

Donc, pour éviter la chute dans la galanterie, la protection de l'adolescente est nécessaire, une protection affectueuse, c'est-à-dire surtout la protection maternelle. Or dans un milieu tout à fait misérable, si, en outre, les parents sont alcooliques, s'ils sont très prolifiques — ce qui va ordinairement ensemble — qu'est-ce qui prendra le temps et la peine de s'intéresser à la conduite d'une fillette ? L'enfance a besoin d'être protégée. Or, dans ce milieu, la question de nourriture passe au premier plan : il faut vivre, et les aventures sexuelles n'ont pas beaucoup d'importance. La déformation est souvent précoce ; elle est la conséquence d'amusements risqués avec des garçons du même âge. Sans compter les cas où la mère, la sœur aînée sont débauchées, la promiscuité fait disparaître toute pudeur, la pudeur qui est la première réaction de défense de la virginité. La fillette a hâte de s'évader d'une famille où les liens affectifs n'existent pour ainsi dire pas, où la vie est pénible. L'ignorance de tout métier la met dans un état complet d'infériorité sociale. L'influence de camarades vicieuses, de quelques voisines dévergondées n'est pas contrariée ou empêchée par l'affection familiale. Le manque de scrupules des mâles fera le reste.

Ajoutez à cela l'envoi en apprentissage beaucoup trop tôt, l'initiation perverse de l'atelier, etc... La démoralisation se fait par l'affrontement de deux morales, celle de l'adolescence, naïve, imaginative et généreuse, et celle des adultes, réaliste, ironique et cynique. Et puis il y a l'exemple et l'encouragement de camarades plus âgées, qui, ayant des mœurs mercantiles et se sentant plus ou moins consciemment dans un état d'infériorité morale, cherchent à faire du prosélytisme parmi les jeunes. Sans compter parfois le maquereillage de quelques patronnes ou contremaitresses.

Certaines professions exposent, plus que d'autres, les adolescentes. Dans quelques-unes (métier de mannequin, etc...), où les jeunes filles sont obligées d'avoir quelque élégance, interviennent l'insuffisance des salaires féminins et les tentations. Dans d'autres, les femmes sont soumises directement aux sollicitations des mâles (filles de salle, domestiques, etc...). Et, ici, la cause principale est l'immoralité des patrons. Ce sont eux qui sont responsables de la tenue de leur maison. Il y a des maisons bien tenues, et d'autres où le patron, afin d'attirer la clientèle, favorise les entreprises des galants. Il faut aussi faire entrer en ligne de compte la lubricité des patrons eux-mêmes, qui cherchent à abuser de leur autorité pour assouvir leurs désirs. Et, enfin, dans le glissement à la galanterie, il faut considérer le rôle du suborneur, des prostituants de toute espèce, y compris le jeune homme « du meilleur monde » qui entraîne la jeune fille dans les lieux de plaisir, dans les dancings, où la prostitution est considérée comme un moyen normal de gagner sa vie ; car l'opinion publique, l'opinion d'un milieu donné est le fondement de la morale de ce milieu.

Dans ces milieux de plaisir, l'alcoolisme joue un certain rôle, enlevant aux hommes et aux femmes le contrôle de leurs actes, les mettant à la merci de leurs impulsions, tout au moins faisant disparaître leurs

hésitations. L'alcoolisme a encore un rôle plus général dans la genèse de la prostitution, car il est souvent la cause des familles nombreuses, il jette les fillettes hors du foyer familial intenable, il est responsable aussi de l'arriération mentale chez un certain nombre d'enfants.

L'excessive inégalité sociale place les jeunes filles de la classe pauvre dans une situation d'infériorité vis-à-vis de la concupiscence des hommes riches, et quelques-unes d'entre elles se laissent séduire par le désir d'une vie facile. Mais s'ajoutant à toutes les conditions qui influent pour entraîner les adolescentes à la prostitution, le facteur le plus efficace de démoralisation, c'est le manque de protection et l'isolement, agissant d'autant plus que les filles sont plus jeunes. Les grandes agglomérations urbaines réalisent le mieux cet isolement et y ajoutent les tentations. N'oublions pas, parmi les isolées, les jeunes filles qui viennent du fond de la province chercher du travail dans une grande ville, surtout celles qui sont sans métier, par conséquent mal armées pour l'existence.

Aujourd'hui, la femme peut pourtant mieux se défendre contre les entreprises brutales du mâle. Si elle tombe à la prostitution, c'est d'ordinaire sans y être contrainte directement. Celles qui aiment les aventures se contentent de passades espacées, si elles ont un métier. Et celles qui glissent à la pratique courante de la galanterie, préfèrent la maison de rendez-vous à la maison close, où pourtant l'esclavage à vie n'existe plus. Cela se comprend bien ; ce sont seulement les aléas et la dureté des temps et des mœurs qui peuvent obliger un être humain à aliéner sa liberté. Ainsi la forme même de la prostitution se modifie.

De leur côté, les hommes préfèrent de beaucoup conquérir une femme ou avoir l'illusion de la conquête. Les mœurs ont changé. Les brasseries de femmes ont disparu depuis longtemps, les maisons de tolérance ont diminué dans une proportion considérable. Le racolage n'existe plus à Paris qu'aux alentours des Halles et dans quelques rues mal famées. Les rencontres se font dans les dancings, les maisons de rendez-vous. La prostitution tend à devenir libre, elle n'est souvent qu'un moyen accessoire de se procurer des ressources complémentaires, destinées principalement à la toilette.

Dans une société encore plus évoluée, où ne sévirait plus l'inégalité économique avec son cortège de privations et de servitudes, les fillettes seraient sans doute mieux protégées, en ce sens que le besoin de gagner la vie ne forcerait plus les parents à les envoyer beaucoup trop tôt en apprentissage, où elles affrontent, non sans danger, la moralité des adultes. La plus grande réforme contre la prostitution serait de continuer l'instruction et l'éducation des adolescents jusqu'à la possession complète de leur profession, en même temps que d'une culture générale, et qu'on ne traitât pas autrement les étudiants techniques et professionnels (qu'on appelle les apprentis) que ceux ayant choisi la carrière des lettres ou des sciences. Si parfois quelque fillette faisait une escapade, elle ne risquerait plus d'en subir, comme aujourd'hui, des conséquences extrêmes et imméritées, et de tomber sous la surveillance de la police. Les essais amoureux comportent toujours un risque, mais ils ne sont tout à fait dangereux que dans les cas d'infériorité sociale, surtout dans une société mercantile. Les femmes adultes seront sans doute plus libres que maintenant de se comporter à leur gré, elles ne seront plus obligées de se prostituer. Le mercantilisme ayant disparu, l'attrait sexuel où intervient souvent la supériorité de l'amant (supériorité physique, ou intellectuelle, ou sociale) pourra s'exercer librement. Les femmes qui sont folles de leurs corps auront le pouvoir, comme aujourd'hui certaines dames de la classe riche, de choisir leur partenaire.

Mais la liberté sexuelle, déjà de plus en plus grande,

comporte le risque de la diffusion des maladies vénériennes. C'est pourquoi beaucoup de moralistes, abandonnant la vieille pudibonderie religiosâtre, d'ailleurs souvent hypocrite, mettent en avant la santé publique, et, croyant la sauvegarder, réclament le maintien des règlements de police et celui des maisons de tolérance. Le procès de la police des mœurs — organisation de contrôle de la prostitution — n'est plus à faire ; elle est une ignominie. Ce n'est pas sortir du cadre de cette étude — car les prostituées d'abord sont ses victimes — que de rappeler ici les vices de l'institution, l'aberration de ses agents, leur fréquente abjection, leurs procédés souvent crapuleux.

La police des mœurs a été instituée, non pour combattre la prostitution, considérée comme un mal inévitable et même comme une profession utile, mais pour protéger les honnêtes gens, c'est-à-dire en majorité les fétards, contre les insolences et les chantages des prostituées. C'est pourquoi, si elle protège les maisons de tolérance comme une institution sociale, elle entend tenir aussi les autres prostituées sous sa coupe, grâce à des règlements qui lui donnent un pouvoir absolu (pouvoir d'arrestation sans mandat et droit d'incarcération sans jugement). Pratiquement, les filles galantes sont ainsi soumises au bon plaisir des policiers qui surveillent leurs allées et venues, leur interdisent l'entrée des promenades et des établissements de bon ton (la courtisane de luxe peut passer partout), les arrêtent et les emprisonnent à la moindre incartade, ou supposée telle, laissant les unes racoler ouvertement et empoignant celles qui n'ont pas l'heur de leur plaire, sous le prétexte d'un délit imaginaire. Les agents des mœurs, qui certes n'ont pas postulé leur emploi pour des raisons de haute moralité et qui n'ont pas été choisis non plus pour leur intelligence, se trouvent chargés d'un service d'autorité sur des êtres privés de défense et ne pouvant leur opposer que la ruse ou le cynisme. Ils exercent leur fonction d'une façon arbitraire. La plupart le font sous la forme d'un système de terreur, soit par excès de zèle à l'encontre d'un troupeau méprisable, soit par sadisme, soit pour profiter gratuitement des faveurs des persécutées. Plus d'un va jusqu'à monnayer le commerce des filles qui, subjuguées, se vendent à son profit. Dans certains pays où la prostitution est interdite, celle-ci se pratique très bien, mais la prostituée doit payer une redevance aux agents des mœurs pour qu'on la laisse tranquille. Aucune protestation possible. Qui irait ajouter foi aux accusations d'une telle femme ?

Ce qui explique la psychologie et la conduite des gens en général, et des policiers en particulier, vis-à-vis des prostituées, c'est le mépris. On se croit tout permis à l'égard d'êtres méprisables et peu intéressants. Paul Valéry a marqué quelque part qu'il faut nécessairement mépriser les gens pour s'employer à les réduire. Il parlait des indigènes coloniaux, et tel est en effet l'état d'esprit de nos sous-officiers conquérants, traitant les Riffains de salopards et tout autre indigène de cochon et de saligaud. Le docteur Rousseau a noté le même état d'esprit chez les surveillants et administrateurs du bagne ; le mépris que ces gens-là ont des condamnés les amène à légitimer à leurs propres yeux tous les abus de pouvoir qu'ils commettent journellement, les mensonges, les vols et les concussions, la cruauté et le sadisme. Exploiter une prostituée apparaît donc comme tout à fait légitime. L'argent qu'elle gagne est de l'argent mal acquis, qu'elle jette ensuite par les fenêtres ; et elle le gagne si facilement. L'exploitation de ces malheureuses femmes paraît presque être considérée comme une revanche, au jugement de la plupart des mâles et surtout des mâles qui constituent la brigade des mœurs. La pitié n'entre pas plus dans l'âme d'un proxénète que dans l'âme d'un policier, et à ce point de vue leur mentalité est la même.

Chair à plaisir, chair à subir. Comment pourrait-elle se défendre contre les vexations ? Dans toutes les institutions humaines une autorité qui n'est jugée que par elle-même, sans que les assujettis aient aucun moyen de faire entendre une réclamation, fût-ce indirectement, et quand il n'y a qu'une seule garantie, théorique et illusoire, le contrôle des supérieurs sur les agents, cette autorité aboutit toujours à la pratique normale des abus. Les chefs se contentent de veiller à ce qu'il n'y ait pas de scandale, et ils ne s'aperçoivent pas que le véritable scandale est l'existence même de leur autorité et de leur fonction.

Et le pouvoir discrétionnaire de la police ne s'arrête pas encore là. Il fait, lui aussi, le recrutement de la prostitution sous prétexte de moralité publique. Il opère l'arrestation des jeunes filles, peut-être légères, amoureuses du plaisir et des tendres propos, désireuses de passer leur jeunesse en joie, comme le font les jeunes garçons. Une fois arrêtées, c'est leur mise en carte, tout au moins à bref délai, et leur incorporation forcée dans l'armée des prostituées. Sans compter les erreurs et les abus de pouvoir. Bien des scandales ont été dénoncés par la *Ligue des Droits de l'Homme*. Le scandale véritable est la mise en carte. C'est l'effroi des débutantes, des irrégulières, de celles qui cèdent de temps en temps au plaisir et au profit de l'aventure, mais qui n'en ont pas l'habitude. Elles savent qu'immatriculées elles font définitivement partie d'une caste à part, surveillée et méprisée. Il faut qu'elles-mêmes acceptent un nouvel état d'esprit, rejettent toute espérance et prennent leur déchéance comme une condition normale. Et c'est peut-être cette acceptation qui scelle le caractère définitif de leur situation.

Ainsi la police, au lieu de combattre la prostitution, ne fait qu'étendre son domaine. Son idéal bureaucratique serait certainement de tenir sur ses registres et à la merci de son arbitraire toutes les femmes en situation irrégulière. Danger pour la sécurité publique. Conflit entre le régime soi-disant de protection et le régime de liberté. Il est vrai que la moderne police des mœurs prétexte le souci de la santé publique. Illusoire prétention...

En effet, la prostitution dite clandestine (où elle englobe d'ailleurs la liberté sexuelle) échappe de plus en plus à sa répression. Les mœurs ont changé. Si les statistiques, souvent tendancieuses, semblent montrer que les bordels fournissent peu de maladies vénériennes, c'est que ceux-ci sont de moins en moins nombreux : 32 à Paris, 7 à Marseille. Leur persistance tient en grande partie à l'existence des garnisons militaires. Et l'observation médicale montre qu'on peut tout aussi bien qu'ailleurs y contracter syphilis et blennorragie, dans les moments d'affluence, quand les clients se succèdent sans interruption. La visite de santé hebdomadaire n'est nullement une garantie.

En réalité, la prophylaxie des maladies vénériennes dépose amplement le débat sur les lupanars et sur la police des mœurs. Tandis que les maisons closes tendent à disparaître, la liberté sexuelle, de plus en plus grande, pose le problème pour toute la population. D'où la nécessité de l'éducation médico-hygiénique du public.

Le danger est que cette éducation ne porte pas sur les arrières mentales, indifférentes et irresponsables. Les profanes ne savent distinguer, et pas toujours, que la grande aliénation mentale. Les juges et les policiers considèrent comme des paresseuses invétérées et comme des vicieuses, de pauvres femmes qui sont des déséquilibrées, des instables ou des apathiques. Une enquête, faite par des médecins psychiatres, a montré que les neuf dixièmes des jeunes prostituées emprisonnées à la Petite Roquette, sont des enfants arriérées. Il faudrait dépister les arriérées de bonne heure, avant l'âge de 7 ans, les placer en internat dans des écoles spécia-

les, et plus tard les protéger, spécialement les adolescentes, contre les aléas de la vie sociale. Toutes les adolescentes doivent être protégées, mais la protection doit être plus stricte, quand il s'agit de fillettes anormales, et cette protection n'est actuellement réalisée que dans les familles aisées. Ainsi, de quelque façon qu'on envisage le problème, l'argent et l'inégalité apparaissent comme les causes sociales qui favorisent la prostitution. — M. PIERNOT.

PROTECTORAT (ET COLONISATION). « Les colonies étaient considérées, à l'origine, comme destinées exclusivement à l'utilité et à l'enrichissement de la métropole. » (Larousse.)

Lorsque les Phéniciens fondèrent Carthage et les autres comptoirs de la Méditerranée, c'était dans une unique pensée de lucre ; commerçants avant tout, ils cherchaient le profit. Lorsque les marins espagnols et portugais du xv^e siècle allaient à la découverte de la route des Indes, ils n'avaient pas d'autre but que de s'enrichir. Lorsque l'Angleterre et la France (lire : la bourgeoisie mercantile des deux pays) se disputaient l'Inde et l'Amérique du Nord, c'était le riche marché de ces pays qui était l'enjeu de la lutte. Et lorsque, au cours du xix^e siècle, toutes les nations dites civilisées se partagèrent le monde, c'était avant tout le besoin de débouchés qui poussait le capitalisme à se jeter avidement sur ces pays dits « neufs », riches de matières premières, de main-d'œuvre à vil prix et prometteurs de consommateurs innombrables.

Actuellement, les $2/5$ de la population terrestre sont « colonisés ». Les colonies occupent la moitié des terres qui couvrent la surface du globe.

Des trafiquants de Tyr aux modernes nations colonisatrices, en passant par les conquistadors et les négriers des siècles derniers, il n'y a qu'une différence de degrés. Le but poursuivi n'a jamais varié : le profit. Seulement, aux époques dites barbares, l'occupation de la colonie se faisait sans fard, en vertu de la raison du plus fort. Au fur et à mesure du progrès des idées humanitaires, le besoin de voiler désormais de sophismes ce droit du plus fort devient de plus en plus impérieux (car, lorsqu'on va au fond des choses, le « droit » n'apparaît pas ; il n'y a que crime et vol). De ce besoin découlaient les idées de « peuples arriérés », de « missions civilisatrices », de « races inférieures » et de « races supérieures ». Et l'on aboutit à ce paradoxe, par exemple : l'Inde et la Chine, berceaux de la civilisation véritable, colonisées et civilisées (?) par la barbarie occidentale.

Jusqu'au xix^e siècle, il est communément admis qu'un peuple qui se sent fort peut conquérir un pays plus faible. Première phase ; on dit : Conquête de la Gaule, Conquête du Canada, Conquête de l'Algérie. Non seulement la force prime le droit, mais elle le légitime. Puis vient la période des tiraillements. La « Conscience universelle », nouvellement créée (lire : la lassitude des prolétaires à servir continuellement de chair à canon pour des buts qui ne sont pas les leurs, puis le désir des conquérants de camoufler adroitement aux peuples colonisés l'occupation étrangère) a besoin d'apaisements. C'est alors qu'on s'arroge le droit de « protéger » un pays qui ne demande pas à l'être.

Deuxième phase ; on dit : Protectorat (Tunisie, Annam, Cambodge, Maroc). Enfin, après l'effroyable boucherie de 1914-1918, s'inscrit la troisième phase. Wilson a passé là. On a lancé « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Cependant les colonies des vaincus, et même certaines parties de leur propre territoire sont bien tentantes. Heureusement qu'il est, avec la « conscience universelle », comme avec le ciel, des accommodements. On crée les « pays de mandat » (Syrie, Grand Liban, Cameroun, Togo).

Que ce soit en pays conquis, protégé, ou de mandat, la colonisation est partout la même : c'est l'exploitation féroce des indigènes et du sol et c'est l'enrichissement de quelques requins omnipotents. Pour avoir une idée nette, prenons, par exemple, comme protectorat type, le protectorat français sur la Tunisie. Pénétrons au cœur du pays. Après cinquante ans d'occupation, que voyons-nous ?

I. *Le fellah*. — Sous un ciel admirable, dans le cadre grandiose des hauteurs tourmentées de l'Atlas, ou dans les vastes plaines des contrées de céréales, le fellah a dressé son gourbi : hutte primitive à peine plus confortable que la caverne des hommes préhistoriques. Il y vit avec sa femme, ses enfants, son chien, quelques poules. Il est là, misérable « Khammès » (métayer) attaché à la glèbe pour la vie. Voici ce que dit de lui Elisée Reclus (*Tunisie* p. 282), et son sort n'a pas varié depuis :

« L'esclavage est aboli depuis 1842, même avant qu'il l'eût été officiellement dans l'Algérie voisine ; mais nombre de journaliers indigènes, les khammès ou colons « au cinquième » qui labourent les domaines des grands propriétaires, sont de véritables serfs tenus, comme ils le sont, par les avances que leur font les maîtres et qu'ils paient à intérêts usuraires, sur la part de récolte qui leur est attribuée. La famine a souvent sévi sur les populations de la Tunisie, si grande que soit la fertilité naturelle de la contrée ; pendant l'hiver 1867 à 1868, les mosquées et les zaouïa étaient emplies de faméliques et chaque matin on allait y ramasser les cadavres par charretées. »

La misère ! Le mot ne pourra jamais évoquer la chose dans sa brutale réalité. P. Vigné d'Octon, dans son livre si courageux : *La Sueur du burnous*, dit, p. 112 :

« En réalité, si l'on considère que les fellahs réduits par nous à la famine représentent les trois cinquièmes au moins de la population tunisienne, il y a plutôt lieu de s'étonner que les actes de brigandage soient aussi peu nombreux dans la régence, depuis Bizerte et Tunis jusqu'à Gabès et Nefta. Et pourtant, je le répète, à côté de la misère des meskines, celle qui poussa les « Jacques » à l'assaut des châteaux et des couvents, n'était rien. »

Parfois le meskine n'a pas même un gourbi, mais une simple tente. Voici par exemple ce que vit Vigné d'Octon dans une de ces tentes (p. 127) : « Dans le fond, un fantôme dont la nudité osseuse se montrait sous des haillons, et dont le regard phosphorescent avait cette expression d'angoisse qu'ont les yeux des bêtes mourant de faim : c'était sa femme. Accroupie sur une natte crasseuse, le seul meuble de la tente avec une cruche de grès et deux écuelles de bois, elle plongeait un bout de son sein cadavéreux et ridé dans la bouche d'un enfant pareil aux fœtus livides qui nagent dans les bocaux. »

« Comme elle n'avait pas une seule goutte de lait, l'enfant crispait ses lèvres verdâtres et laissait retomber sa tête, sans avoir assez de force pour pleurer. Une légion innombrable de mouches volaient autour de ces deux squelettes, allant des commissures du petit aux orbites caves du grand. »

On va dire : c'est l'exception. On va crier à l'exagération ; mais il n'en peut être autrement. Le khammès devrait percevoir le cinquième de la récolte, en fait c'est à peine le vingtième qu'on lui donne. En outre, il doit payer l'impôt dont le plus inique est la *medjba* ou impôt de capitation, baptisé « taxe personnelle » depuis quelques années, le même pour tous, riches ou pauvres. A cet impôt viennent s'ajouter les nombreuses taxes ou amendes plus ou moins occultes prélevées par tous ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de sa perception. Le fellah, par le seul fait qu'il vit, est pris dans un engrenage sans fin de dettes, qui le rive au sol jusqu'à sa mort.

On trouve, dans les naïves cantilènes — le meskine a parfois le cœur à chanter, tant il est vrai qu'on s'attache à la vie, si dure qu'elle soit — l'écho de son sort douloureux :

« Dors ! dors ! mon petit !
Tu seras le khammès d'un maître
Dont le cœur sera noir, noir,
Comme la terre que tu remueras.
Et toi aussi pour manger tu le voleras.
Dors ! dors ! mon petit !
Car lorsqu'on dort on n'a pas faim. »

(Noté par Vigné d'Octon).

A la misère s'ajoute la maladie. Et on peut imaginer aisément les hécatombes d'êtres humains qui se produisent périodiquement parmi ces populations sous-alimentées. Le meskine est la proie toute désignée du paludisme, du typhus et du choléra, qui sont à l'état endémique dans le pays.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, pour compléter le malheur des meskines, la conscription vient enlever tous les ans les plus beaux gars du pays. Quand on les leur prend, ils pleurent, ces misérables ; ils pleurent comme des enfants eux-mêmes. Ils voudraient retenir de toutes leurs forces celui qu'ils aiment. Et leur souffrance est immense, car rien ne vient l'adoucir. Qui a vu une seule fois l'explosion de leur désespoir ne peut jamais l'oublier. Et qui connaît l'exploitation, la misère et la mort — œuvre des maîtres — qui désolent ce pays, par ailleurs si beau, s'il n'a pas le cœur endurci, se sent envahi par un sentiment profond de révolte et de pitié.

II. *L'appareil administratif : Cheicks et khalifas, Caïds et Contrôleurs civils, Résident et Bey*. — Pour maintenir la masse des indigènes dans l'esclavage le plus complet, pour pouvoir pressurer le meskine jusqu'à l'ultime limite de ses forces, il existe un appareil administratif féroce, prêt à tout.

Il comprend : (administration indigène)

1° Les Caïds ;

2° Les Khalifas et les Cheicks.

Le régime du protectorat a ajouté :

1° Les contrôleurs civils (qui « contrôlent » — théoriquement — les actes des caïds et de leurs subordonnés).

2° Le Résident Général, représentant de la France auprès du Bey.

Le cheick est le fonctionnaire de base, modeste en apparence, mais au rôle essentiel. Il est en rapport constant avec ses administrés qu'il connaît intimement. Il sait la composition de chaque tribu, de chaque douar. Il suit les nomades dans leurs déplacements et peut dire d'une façon sûre combien telle tribu peut « suer » en impôts, en réquisitions de bétail, en hommes pour l'armée. C'est lui, d'ailleurs, qui se charge de taxer chacun et de recouvrer les sommes demandées. Jusqu'à quelles limites ? C'est simple : le meskine doit donner, à peu de chose près, tout ce qu'il produit : donc le cheick lui prendra tout. Oh ! légalement, le fellah ne doit que la *medjba* (taxe de capitation), l'*achour* (impôt sur les céréales), le *kanoun* (impôt sur les oliviers et palmiers) et le *zekkat* (impôt sur le bétail) ; quatre petits impôts sans importance qui suffiraient à le maintenir dans son éternelle misère. Mais le cheick, s'il ne se contentait que de percevoir ces taxes légales, ne ferait pas son beurre ; le métier ne vaudrait rien. Profitant de ce que l'arabe est illettré, il remet des reçus du tiers, du quart ou de la moitié de la somme versée et fait ainsi régulièrement payer les impôts deux fois au moins. Et l'arabe paie... jusqu'à la saisie.

C'est alors que le cheick s'efface et laisse agir son supérieur : le khalifa. Celui-ci, impitoyable, avec l'aide de spahis, cerne le douar, se saisit des meskines, leur

pas de lourdes chaînes aux mains et rassemble le bétail. Après des exactions sans nombre (injuries, coups de crosses, viols parfois) on pousse sur la route le lamentable troupeau humain et les bêtes affolées, et on conduit le tout au caïdat. Ni les cris, ni les pleurs des femmes, ni les appels à la clémence et à la raison des vieillards, ni la détresse des petits enfants ne touchent le terrible khalifa. Puisqu'on n'avait plus d'argent à lui donner c'est le pillage légal des meskines ; tant pis pour eux !

Du produit de leurs infamies, cheicks et khalifas vivent grassement. Aussi leur emploi est-il très disputé, malgré qu'au-dessus d'eux se trouve un supérieur insatiable aussi : le caïd — lequel est à son tour « contrôlé » par le contrôleur civil, représentant la France des Droits de l'Homme et la République. Alors le mécanisme est simple quand on sait que l'argent domine tout : le candidat cheick arrose copieusement le jardin du caïd et celui du contrôleur en s'efforçant de faire mieux que son concurrent (qui arrose aussi). Le plus fort l'emporte. Celui-ci ne manque pas, par la suite, d'entretenir la grande bienveillance que lui portent ses chefs ; et cela se passe le plus aimablement du monde dans une avalanche de dons et de cadeaux, dont les meskines font tous les frais.

Le caïd, dans son caïdat, est maître quasi-absolu de la liberté et de la vie même de ses administrés. Il dispose d'une force armée (spahis) et de prisons, souvent infectes, dans lesquelles il tient enfermé sans jugement et pour un temps indéterminé tout fellah qui a déplu. Malheur au meskine qui s'est laissé prendre à commettre un larcin, à paître ses brebis dans le domaine d'autrui ; malheur à lui s'il ne s'est pas soumis assez rapidement au caprice d'un colon ! Qu'il paie ! sinon c'est la prison, accompagnée de châtiments corporels ; et c'est parfois la mort par la sous-alimentation et les maladies (typhus). S'il paie, il peut recouvrer sa liberté. Tout se vend et tout s'achète là-bas. Tel caïd qui a brassé des millions dans ce fructueux commerce finit un jour décoré de la Légion d'Honneur. Les contrôleurs, complices de ses crimes, l'ont « contrôlé » en partageant avec lui les profits. Et il en est partout ainsi — à de rares exceptions près.

Au sommet de l'échelle se trouve ce souverain gâté : le Bey, « contrôlé » lui-même par le Résident Général. Mais on sait maintenant ce que veut dire « contrôler ». Et les dépenses énormes faites par l'un et par l'autre dans la ville d'été de La Marsa sont une insulte permanente à la misère immense des meskines du bled.

Et rien ne vient mettre un frein à toutes ces vilénies. Le Parlement-croupion, appelé Grand Conseil (représentant des colons et des fonctionnaires) n'est institué que pour décorer la façade. Le régime du « Protectorat » reste, pour le peuple qui en crève, la plus sinistre des farces.

III. *Colons et Compagnies minières. Les juifs.* — Les juifs et les grands colons achèvent l'œuvre néfaste de l'appareil administratif, en portant à son comble la misère des fellahs. Et les bédouins disent, quand on les interroge sur leur sort :

« La sauterelle est un démon, le siroco en est un autre, ça ne fait jamais que deux ; mais les caïds, les contrôleurs, les grands colons et les juifs représentent tout l'enfer déchaîné par la colère d'Allah sur le bled. »

Quand on se reporte à la période de l'occupation de la Tunisie un nom vient aussitôt à l'esprit, et c'est celui d'un « grand » homme d'Etat de notre III^e République : Jules Ferry. Certes, la bourgeoisie eut raison de dresser sa statue à Tunis sur la belle avenue qui porte son nom. Elle lui devait bien cela. Dès 1881, il donna le signal de la curée. Financiers et directeurs de journaux (il fallait faire l'opinion), après le refoulement des tribus, achetèrent d'immenses domaines.

Pour des prix variant entre 0 fr. 25 et 10 francs l'hectare la Société Marseillaise eut le domaine de l'Enfida (120.000 hectares). De la même façon se constituèrent le domaine de Crétévill (1.600 hectares), de Rhédir-Soltane (3.000 ha), de Bow-Rebia (1.000 ha), etc... L'indigène fut dépouillé au profit de Mougeot, ancien ministre des P. T. T. et sénateur (scandale des terres Sialines, etc..., total : 12.000 ha) ; au profit de la famille de l'historien Taine (4.000 ha) ; au profit du directeur du Temps, A. Hébrard, et de son associé Paul Bourde (10.000 ha) ; au profit enfin de politiciens, sénateurs ou députés et anciens ministres comme Boucher (3.000 ha), Cocheret (10.000 ha), Hanotaux (2.000 ha), Chaumié (3.000 ha), Krantz (5.000 ha), Pedebidon (10.000), Chailley-Bert (30.000 ha), Chautemps (4.000 ha). — Vigné d'Octon : « La Sœur du burnous », p. 269.

Un autre homme auquel le ventre des requins aurait dû être reconnaissant (on lui dressa un buste il y a quelques années, à Tunis, mais il mourut pauvre), c'est Thomas, « l'inventeur » des phosphates tunisiens. Ce vétérinaire principal des armées découvrit, en effet, les riches gisements de Gafsa. Une fortune incalculable qui se trouvait dans les terres stériles du Sud se dressa ainsi tout à coup devant les yeux éblouis des pirates. Y mettre la main dessus fut l'affaire d'un instant. Par trois petits décrets on dépouilla les tribus, et ces terres, classées comme *terres mortes* ou *terres collectives*, devinrent propriété d'Etat. Le jugement du Tribunal Mixte disait :

« Les indigènes tunisiens (qui se prétendent lésés par les décrets), n'auraient jamais pu tirer parti des richesses minières de leur sous-sol, par conséquent leurs titres de propriété n'ont jamais pu s'appliquer à cela. En leur faisant dire aujourd'hui le contraire, le Tribunal Mixte, auquel incombe la tâche de les appliquer et de les interpréter, leur donnerait à tort une portée qu'ils n'ont jamais pu avoir et substituerait des conceptions imaginaires et fantaisistes au véritable état de choses. En faisant cela, non seulement il manquerait à son devoir, mais encore il créerait un obstacle à la colonisation de la Tunisie, en reconnaissant sur son sol à la population indigène des droits qui ne lui ont jamais appartenu. »

Ainsi donc, l'indigène est spolié. A peu près tout ce qui a une valeur est passé entre les mains des grands colons et des compagnies anonymes. Il reste à exploiter ces richesses.

MM. les Ministres et Sénateurs plus haut nommés n'ont pas, comme bien l'on pense, tenu la charrue. La grande culture s'est installée et l'arabe, pour vivre, a été obligé de suer pour le plus grand profit de ses nouveaux maîtres. Et puis on a songé (car nous sommes en *Res-Publica* !) à installer de petits colons dans le pays. Trop tard ! Plus de terres. Pourtant si ; en regardant bien, ici et là, chez ces messieurs, il y a quelques hectares de terres salées, quelques carrés insalubres ou rocailleux. L'hectare acheté par eux au prix que l'on sait est racheté par le gouvernement de 100 à 500 francs. Et l'Etat le revend une deuxième fois, avec bénéfice, au petit agriculteur qui, venu de France, apporte avec lui quelques capitaux dans l'espoir de faire fortune. Hélas ! combien y en a-t-il de ces malheureux qui ont englouti leurs économies dans l'achat de terres, de matériel, dans des constructions dans le bled désolé ! Combien y en a-t-il qui ont défriché, défoncé, peiné sous les siroccos ! Puis sont venues les années de sécheresse, les maladies, la misère... Enfin est venu le juif qui a prêté à 20, à 30 pour cent, et il est resté maître de tout !... Il a mis des khammès sur cette terre et c'est lui qui, exploitant l'indigène, a récolté en définitive le fruit des premiers efforts du petit colon. Protectorat !... Colonisation !... Le mirage est trompeur. Ah ! qu'il se garde bien, le petit agriculteur français, de partir pour les « colonies » ; les pires décep-

tions seraient, bien souvent, la rançon de son imprudence.

Qui douterait maintenant que MM. les actionnaires des grandes Sociétés minières (Saint-Gobain, Mokta-el-Hadid, etc...) n'aient su tirer profit de leurs immenses richesses ? Les tribus dépossédées et refoulées ont fourni une main-d'œuvre à vil prix. Des Kabyles, des Tripolitains, des Marocains, des Russes, tous ces familles que le bled ne peut nourrir forment un troupeau corvéable à merci. Ils triment de longues journées pour un morceau de pain. L'exploitation est féroce. Les moindres essais de résistance sont brisés sans pitié. Pas de syndicats. Des haines soigneusement entretenues dressent entre eux tous ces déchets du prolétariat. En certaines mines, on emploie les condamnés aux travaux publics, forcés qui fournissent un rendement assez élevé pour des frais insignifiants ; en d'autres mines travaillent aussi des enfants, venus des douars voisins, à des besognes exténuantes. La vie dans les mines est une atroce géhenne.

Quant au Juif, il est partout, innombrable comme la sauterelle. Aux années de disette, il s'en va, doucereux, placer ses billets. Vous lui faites vraiment trop d'honneur d'accepter son argent. Il prête... il prête. Le lui rendre ? Allons donc, rien ne presse. D'ailleurs, n'est-il pas votre ami ? Enfin, voici une récolte magnifique (ce qui arrive tous les trois ou quatre ans). Pardon, le Juif l'emporte, vous la lui devez. Des fellahs sont ainsi dépouillés, de riches familles indigènes aux chefs insouciantes sont même ruinées, sucées par cette pieuvre jusqu'à la dernière goutte de sang.

De quelque côté qu'on se tourne, il n'y a place honorable, dans ce pays de protectorat, que pour les grands flibustiers et les shylocks. Ceux qui produisent, pressurés, volés, meurtris, forment la partie la plus lamentable de la grande cohorte de la douleur humaine.

IV. *Le mouvement social. La religion. L'école.* — Dans les pays coloniaux et en Tunisie en particulier, les colons sont partisans de la politique du talon de fer. Leur raisonnement est simple : l'Arabe ne respecte que la force, donc soyons les plus forts et nous resterons les maîtres. Un chamelier encombre-t-il la route ? Un journaliste de Stax a écrit à ce sujet :

« Le premier chaouch venu devrait l'amener au Khalfa qui lui ferait administrer cinquante coups de bâton. Ce serait fait en dix minutes et le bicot ne reviendrait pas de longtemps à encombrer la route. » (Vigné d'Ooton, p. 243.)

Un indigène cueille-t-il un raisin dans la vigne du colon ? Deux coups de fusil dans la poitrine ! (Cas : Abdallah ben Mohamed Nadji, à Oued-el-Katif.) Et le journaliste d'écrire :

« Vouloir enlever au propriétaire déjà éprouvé par les intempéries, les sauterelles et maints fléaux, le droit de garder ses récoltes, le fusil en main, c'est vouer la colonisation à un échec certain. L'Arabe des campagnes, brute fanatique et sauvage, ne connaît que la peur. La justice française, avec ses bénévoles condamnations, sa loi de sursis, sa douce prétention pénale, il s'en rit. Ce qu'il craint, c'est la *self-protection* pratiquée par l'individu.

« C'est l'application de cette loi de *self-protection* qui, seule, a permis aux nations civilisées de s'implanter dans les pays primitifs. Quelle colonisation eût été possible dans les pays de l'ouest américain si la loi de Lynch n'avait été pour les honnêtes gens une sauvegarde contre les entreprises des coquins ? » (pp. 243 et 244.)

A la veille du cinquantième de l'occupation (25 septembre 1930), *La Tunisie Nouvelle* pouvait signaler encore le fait divers suivant :

« Mardi dernier, le jeune Ahmed ben Mohamed ben Romdam a reçu une décharge de plusieurs coups de feu tirés par un colon, à Henchir M'riziga, près de la

Mohammedia, parce que des bêtes appartenant au jeune indigène auraient mis le pied sur un terrain appartenant au dit colon.

« Quand il tira ces coups de feu qui atteignirent le jeune homme aux cuisses et aux jambes, le pionnier de la civilisation était confortablement assis à l'intérieur de sa voiture automobile.

« Le blessé, dont l'état est grave, a été admis à l'Hôpital Sadiki, tandis que son protecteur et civilisateur jouit toujours de sa liberté d'attenter à la vie d'autrui, car les journaux d'information qui nous ont relaté cet « incident » n'ont pas dit qu'il a été arrêté.

« Au fait, vous ne le voudriez pas ! »

Tout ceci peint bien la mentalité des grands colons. Et ce sont ces magnats qui sont écoutés en haut lieu. C'est, en effet, la politique de la force qui prédomine. Quand il arrive parfois qu'un administrateur se montre libéral envers les indigènes, il faut entendre le chœur des rapaces le maudire. Etre arabophile, c'est avoir le pire des défauts.

Parallèlement aux mouvements sociaux de Turquie et d'Egypte, s'est constitué parmi la bourgeoisie riche et instruite le parti Jeune-Tunisien, qui a végété pendant un assez long temps, mais qui semble avoir pris un peu de vigueur depuis la guerre. Intellectuels en général bouffis d'orgueil, nationalistes forcés, ces « Jeunes-Tunisiens » n'ont, au fond, qu'une ambition : remplacer l'administration française par la leur et continuer de faire suer le burnous à leur profit. Politique éternelle de tous les partis, pépinières d'arrivistes. Est-il besoin de dire que le fellah ne gagnerait rien au triomphe de leur cause ? Préoccupés surtout de leurs petites affaires, ils boudent ou flagornent les maîtres selon les contingences du moment. Ils ont réclamé le *Destour* (la Constitution) au passage de Millerand dans les souks de Tunis ; ils ont fait le vide devant lui quand il visita La Marsa, la ville résidentielle ; mais ils restent indifférents devant la navrante misère des meskines. Et ceci les condamne, irrémédiablement.

Les partis politiques français, transplantés en pays de protectorat, ressemblent à ces palmiers rabougris et tristes que nous gardons en pots sous notre ciel brumeux de France. Le parti radical possède, en Tunisie, une ou deux douzaines de membres. Le parti socialiste est plus florissant. Sa clientèle se recrute surtout chez les fonctionnaires ; mais son influence sur la masse indigène est infime. Les chefs, d'ailleurs, n'ont pas le courage — ou le désir — de se rapprocher des meskines, inéduqués et jugés dangereux par leur fanatisme. Ils se méfient des indigènes comme ils se méfient du Pouvoir. Gens prudents. Leur activité se consume en parlotes, banquets et désirs béants de réformes démocratiques.

Le parti communiste est, en fait, hors la loi. Pas de presse. A la suite de divers « complots contre la sûreté de l'Etat », les militants ont été chassés du sol tunisien. Ce parti n'a jamais eu grande influence sur les masses ; mais il est certain qu'en raison des idées qu'il véhicule, en un milieu surtout où la propriété collective des terres a existé depuis des siècles, il aurait pu agir, à plus ou moins brève échéance, comme un ferment susceptible de soulever la majeure partie des indigènes exploités.

Le mouvement syndicaliste se développe parallèlement à celui de France : sections tunisiennes de la C. G. T. (la colonisation transposée dans le plan syndical) ; quelques éléments de la C. G. T. U. Il y a eu, en 1925, un essai de groupement des forces prolétariennes indigènes dans une C. G. T. tunisienne. Les meskines des ports, des usines et des mines affluaient dans la jeune C. G. T. Le gouvernement du Protectorat a écarté ce danger sérieux en envoyant Jouhaux

combattre ce mouvement et en emprisonnant le secrétaire et animateur : Mohamed Ali.

L'arbitraire règne d'ailleurs en souverain sur la Tunisie. Les généraux sont proprement embarqués sur le prochain bateau dès que le Résident général le juge bon. Ceci en vertu d'un édit du roi Louis XVI de juin 1778 ! Par cet édit, le roi autorisait les consuls de France, dans les Echelles de Barbarie et du Levant « à faire arrêter et renvoyer en France, par le premier navire de la Nation, tout sujet français qui, par sa mauvaise conduite et ses intrigues, pourrait être nuisible au bien général ».

L'édit a été appliqué en 1922 et 1924.

Pour renforcer cet arbitraire, deux décrets du 29 janvier 1926 sont venus encore supprimer toute liberté de pensée.

1° Un décret sur la presse :

« Tout journal ou écrit périodique qui aura encouru pour délit de presse, en la personne de ses propriétaires, directeur, gérant, rédacteur, ou dans celle de l'auteur d'un article inséré, une condamnation correctionnelle, même non définitive, soit à l'emprisonnement, soit à une amende de 100 francs au moins, soit à des réparations civiles supérieures à cette somme, sera tenu, dans un délai de trois jours, à partir de la condamnation, et nonobstant opposition, appel ou recours en cassation, de consigner à la Caisse du Receveur général des Finances, une somme égale au montant des frais, amendes et réparations civiles s'il en a été prononcé. En cas de condamnation à l'emprisonnement, cette consignation ne pourra être inférieure à 500 francs par jugement de condamnation intervenu. A défaut de consignation, la publication cessera. »

2° Un décret sur les crimes et délits politiques :

« Article 4. — « Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans, et d'une amende de 100 à 3.000 francs quiconque, par des écrits, des actes ou des paroles, publics ou non : 1° provoque à la haine, au mépris ou à la déconsidération du souverain, du gouvernement et de l'administration du Protectorat, des fonctionnaires français ou tunisiens chargés du contrôle ou de la direction du gouvernement ou de l'administration du Protectorat, ainsi que des ministres français ou tunisiens investis des mêmes attributions ; 2° Cherche à faire naître dans la population un mécontentement susceptible de troubler l'ordre public. »

« Article 5. — Le concert arrêté par deux ou plusieurs fonctionnaires publics en vue de faire obstacle par voie de démission collective ou autrement à l'exécution d'un service public est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans. »

Inutile de souligner le caractère odieux de tels décrets.

Et les meskines, que pensent-ils ? Quelles sont les aspirations des bédouins de la tente ou du gourbi ? Illettrés, sursaturés de pratiques religieuses, ils ont l'âme des vilains des époques médiévales. Ils se résignent, car le paradis d'Allah les attend. Cependant, parfois, la vie est la plus forte, et de l'excès de leur misère sourdent de naïves révoltes. On les leur fait chèrement payer. Et la religion est, là-bas comme ailleurs, à la base de leur asservissement. « Il faut au peuple un dieu par les prêtres fourbi. » Fortuné pays qui en possède au moins trois : le dieu du Coran, Jéhovah d'Israël et l'ineffable Eternel, dont la succursale de Rome essaie de placer la camelote. Les affaires ne vont pas mal, chaque membre de ce consortium ayant sa clientèle propre. Notre sainte mère l'Eglise se distingue même particulièrement dans l'accaparement d'immenses richesses (Carthage, domaines, subventions d'Etat, etc...), et elle se moque et de la misère des meskines et des autorités du Protectorat, comme elle l'a bien fait voir lors du Congrès eucharistique de Carthage (1930).

Arrivé au terme de notre étude, une réflexion que nous avons souvent entendue nous revient en mémoire. On dit : « Nul ne peut nier que l'occupation française ait apporté d'énormes progrès dans nos colonies. Economiquement, le pays a été totalement transformé ; il y a davantage de bien-être matériel. Malgré les excès qui ont pu être commis, notre civilisation a pénétré chez ces peuples moins avancés, et ceci est un résultat qui justifie la colonisation. »

D'abord, comme nous le savons, il est faux qu'on colonise pour « civiliser ». On colonise pour s'enrichir.

Et puis qu'est-ce que civiliser ? Est-ce industrialiser un pays et y transporter des méthodes d'exploitation de plus en plus américaines ? Le dernier mot est-il de rationaliser la production dans des bagnes infernaux ?

Certes, il y a des routes, des chemins de fer, des mines en pleine exploitation, des usines, des avions, des casernes, des arsenaux, des bistrotts, des lupanars. Il y a... répétons les paroles de M. Violette, ex-gouverneur de l'Algérie : « une admirable façade de richesses, mais les indigènes sont dans un état piteux ». Et ce n'est pas pour nous étonner ; n'est-ce pas « notre » civilisation que nous avons importée là-bas ? Notre civilisation que nous connaissons si bien dans la métropole, et dont les travailleurs sont les victimes ?

Quant au « progrès », il ne peut s'agir que du progrès intellectuel et moral, c'est-à-dire de l'évolution vers plus de liberté, vers une émancipation de plus en plus large des esprits. Or, ce progrès est si lent à constater qu'on ne peut pas l'évaluer dans une si courte période qu'est un siècle, ou même moins, d'occupation. D'ailleurs, il est des périodes de régression dans cette marche vers le progrès. Admettons pourtant qu'il y ait progrès, pourrions-nous affirmer qu'il résulte du fait de la colonisation ? Ne serait-il pas dû simplement au mouvement des idées qui emporte les peuples dans un formidable tourbillon, passant par dessus toutes les frontières, par dessus toutes les formes de gouvernement ?

Et constatons que, malgré la volonté des maîtres de l'heure, ce travail d'émancipation se prépare, et cela au sein même des organismes que les maîtres ont créés pour assurer leur sauvegarde. Phénomène bien connu : toute société oppressive portant en elle-même ses propres fossoyeurs. Nous dirons donc, pour finir, un mot sur l'école qui est, à notre avis, l'instrument le plus puissant — malgré tous les défauts que nous lui connaissons — de cette ascension vers le vrai.

« Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on [gagne.

Tout homme ouvrant un livre y trouve une aile, et peut Planer là-haut où l'âme en liberté se meut.

V. Hugo.

Nous n'ignorons point pour quelles fins on multiplie (oh ! à une cadence très honnête) les écoles en Tunisie et dans les autres pays de protectorat, mais il est certain que, dès que l'indigène sait lire, il arrive parfois qu'il pousse son éducation bien au-delà de l'étude des textes officiels dans lesquels on voudrait qu'il se confînât. Les indigènes envoient volontiers leurs enfants, garçons et filles, à l'école française. Ces élèves sont souvent de bons petits écoliers très studieux. Quand ils savent lire, les parents — avec juste raison — en sont fiers. Lire, cela permet de connaître la substance plus ou moins aride des décrets et des lois et de mieux se défendre contre les abus de pouvoir ; mais cela permet aussi de s'assimiler les textes autrement féconds des grands penseurs de l'Humanité.

Voilà pourquoi, malgré l'enseignement officiel du Koran dans les écoles d'Etat, malgré la parcimonie avec laquelle on distribue cette instruction, malgré la forme même qu'on lui imprime, la « civilisation » capi-

taliste sème les germes de la société plus libre, plus harmonieuse, plus fraternelle, qui, un jour, la remplacera. — Ch. BOUSSINOT.

PROTEONISME. En 1887, le Professeur Raphaël Dubois (élève de Paul Bert), titulaire de la chaire de physiologie générale et comparée à l'Université de Lyon, fut amené à définir sa conception scientifique nouvelle de la vie et choisit le néologisme « protéon » pour désigner le principe unique, à la fois force et matière, grâce auquel tout, dans l'Univers, apparaît, se transforme, évolue, disparaît.

A cette époque, toute la Science était encore imbue des idées dualistes, et c'est pour éviter la confusion avec le Monisme limité de Haeckel, avec le Matérialisme, avec le Spiritualisme, que R. Dubois nomma sa philosophie nouvelle « protéonisme ».

C'était la renaissance, sous une forme scientifique, des conceptions unicitaires anciennes de la Grèce, de l'Égypte, de l'Inde, relativement à l'*Althér*, et aussi la concrétisation du panthéisme de Spinoza, de la théorie de l'Identité de Schelling, du devenir de Hegel.

Pendant plus de vingt ans, le protéonisme sommeilla, défendu cependant par les plasmogénistes comme Herrera, Kuckuck, Victor Delfino, etc... Mais les travaux retentissants de Becquerel, de Curie, de G. Lebon démolissent toutes les vieilles conceptions sur la matière et donnent à cette philosophie un regain d'actualité. Le protéonisme oublié renaît sous le vocable d'*énergétisme* et devient à la mode. Tous les travaux modernes sur les atomes, la chaleur, la lumière, l'énergie, la radiation, confirment les thèses du grand pacifiste scientifique.

R. Dubois fut un vrai révolutionnaire et un penseur libre en un temps où l'enseignement public sortait à peine des mains des Églises, où le Créationnisme dominait, où la préparation de la guerre était à l'honneur ; ce fut un précurseur hautain, cinglant, incompris, auquel la bourgeoisie ne pardonna pas. Par-delà les frontières d'un monde étroit et divisé, il devinait dans l'Avenir la Terre unie et les peuples réconciliés, travaillant scientifiquement au bonheur universel.

Voici ce qu'il écrivait à propos du protéonisme, dans ses *Lettres sur le Pacifisme scientifique et l'Anticléisme*, peu de temps avant de mourir, bien oublié des officiels, mais aimé de ses amis et élèves pacifistes du monde entier, auxquels il a ouvert de larges horizons sur la physiologie, la vie universelle et les conceptions biocosmiques dont il fut un des premiers défenseurs :

« Je ne suis pas matérialiste, pas plus que je ne fais profession d'être spiritualiste. J'ai introduit le monisme nouveau ou néo-monisme dans l'enseignement officiel bien avant qu'Haeckel ait généralisé son monisme primitif, lequel faisait dériver l'homme de la Monère et n'allait pas au-delà. Pour moi, force et matière ne sont que deux aspects d'un principe unique, le *protéon*, qui, par ses innombrables et incessantes métamorphoses, donne à la Nature son infinie et merveilleuse variété. Rien ne se perd, rien ne se crée, mais tout évolue sans cesse, partout, en nous comme en dehors de nous, selon des lois dont la connaissance nous est permise par la Science et dont l'insubordination, consciente ou inconsciente, bien souvent fruit amer de l'ignorance, n'en comporte pas moins de terribles sanctions, dont la Guerre n'est pas la moindre. Voilà ce que j'enseignais à mes étudiants, bien avant la découverte du radium et les démonstrations des savants qui ont établi définitivement que la matière n'est que de l'énergie compacte. Mais ils ont eu le tort de donner le nom d'*énergétique* qui prête à confusion, à ce que j'avais appelé *protéonisme*, pour bien marquer qu'il s'agissait d'une doctrine philosophique nouvelle. »

Ainsi, dans le domaine biologique et philosophique universel, R. Dubois fit, il y a 45 ans, l'union entre

matérialistes et spiritualistes à peu près comme, de nos jours, notre ami Georges Kharitonov qui démontre dans la Synthanalyse que l'émission, la radiation, l'ondulation, la mutation, etc., sont des aspects divers du même phénomène tourbillonnaire de la Vie générale, en réconciliant ainsi les défenseurs divers de Newton, de Fresnel, de Maxwell, de Planck, dans une nouvelle synthèse universelle qui servira de base à des conquêtes humaines scientifiques et pacifiques en éternelle évolution. — J. ESTOUD.

BIBLIOGRAPHIE. — R. Dubois : *Leçons de Physiol. génér. comp.*, Masson, 1898, Paris ; *Naissance et Evolution du Protéonisme* ; *La Vie Universelle*, vol. 1, pp. 21, 41, 62, 107, 128, 198 (*Bulletin de l'Association Internationale Biocosmique*) ; *Lettres sur le Pacifisme scientifique et l'Anticléisme*, Delpeuch, 1927 ; *Qu'est-ce que la Vie ?* conférence radiophonique 14 septembre 1924 (*La Science et la Vie*) — J. Thibaud : *Spectroscopie de haute fréquence et nature de l'atome*, avril 1926 (*La Science et la Vie*).

PROTOPLASMA, n. m. (du grec *protos*, premier, *plasma*, matière façonnée). Les progrès réalisés dans la construction des microscopes, au XIX^e siècle, ont permis d'observer les tissus vivants à des grossissements de plus en plus considérables. Le perfectionnement des fixateurs et des colorants, ainsi que la division en coupes très minces ont encore grandement facilité la tâche des histologistes. Et, comme on modifiait la substance vivante en la tuant, on est même parvenu à l'examiner sans altérer ses éléments, grâce à des dissections d'une délicatesse extrême. Quand Schwann déclarait, en 1832, que tous les tissus étaient des assemblages de cellules, ce n'était qu'une hypothèse ; de patientes recherches, poursuivies depuis, ont montré qu'il s'agissait d'une vérité générale, que l'on devait étendre à la totalité du règne végétal comme du règne animal. En outre, il existe une multitude d'êtres unicellulaires que les microbiologistes étudient avec soin. Poussant plus loin, on a prouvé que les cellules des tissus les plus différents présentaient entre elles et avec les cellules microbiennes une remarquable unité de composition. D'une façon générale, chacune d'elles est limitée par une fine membrane qui renferme une matière visqueuse, le protoplasma contenant lui-même un corps plus réfringent, le noyau. L'anatomie détaillée de la cellule fait aujourd'hui l'objet d'une science spéciale, la cytologie. Formée de protoplasma plus consistant, la membrane a quelquefois l'aspect d'une pellicule colloïdale très nette ; dans d'autres cas, elle manque de limites bien distinctes. Quant au noyau, son apparence est très variable, selon les cellules et les moments. Limité par une membrane, il est constitué par une matière colloïdale assez fluide, le suc nucléaire, où se trouvent des granulations de formes différentes et avides de couleurs basiques, les grains de chromatine, ainsi qu'une autre granulation, le nucléole, très sensible, au contraire, à l'action des colorants acides. Le protoplasma a l'aspect d'une masse transparente et homogène qui renferme diverses particules en suspension. Mais sa complexité est si grande et la gamme de ses variétés si étendue que Rabaud déclare qu'il y a « non pas un protoplasme, mais des protoplasmes, d'innombrables protoplasmes ». Au point de vue chimique, il renferme du carbone, de l'hydrogène, de l'oxygène, de l'azote, du soufre, du phosphore. En dernière analyse, il apparaît comme une combinaison de matières albuminoïdes et d'acide nucléique : les premières sont des composés complexes de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote et de soufre ; la seconde, un composé complexe de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote et de phosphore. Le protoplasma, la membrane, ainsi qu'une partie du noyau sont des combinaisons basiques ou neutres d'albumi-

noides, à l'état de saturation ou en excès, avec de l'acide nucléique. Par contre, la chromatine renferme de l'acide nucléique en excès. Comme les nucléo-albuminoides, constitutives de l'ensemble, sont à l'état colloïdal, l'eau joue un rôle de premier ordre dans les continues transformations du protoplasma. « La vie, affirmait Le Dantec, est un phénomène aquatique ». Lorsqu'elle se putréfie, la matière organique donne finalement de l'eau, de l'ammoniaque, du gaz carbonique, du phosphore d'hydrogène qui produit les feux follets des cimetières, du gaz sulfhydrique dont on connaît la mauvaise odeur.

On trouve différentes sortes de filaments et de grains dans le protoplasma colloïdal. Certains sont des éléments inertes, c'est le cas des vacuoles à contours plus ou moins nets et des grains de sécrétion ; d'autres, les mitochondries, sont des éléments très actifs. C'est par l'étude des colloïdes, base essentielle de la substance protoplasmique, que l'on pénètre le plus profondément dans le secret de la vie. L'état colloïdal (c'est-à-dire pareil à de la colle) apparaît comme intermédiaire entre la suspension dans un liquide et la solution normale, qui suppose les molécules du corps dissous uniformément distribuées et petites. En effet, il exige que ces dernières soient très grosses ou qu'elles forment des agrégats, les micelles, dont les propriétés annoncent déjà celles de la matière vivante. Parmi les micelles jouissant d'une activité particulièrement considérable, signalons les granulations zymasiques ou ferments solubles qui, à des doses infiniment petites, provoquent les divers genres de réaction chimique vitale. Ainsi, la présure fait coaguler, sans se détruire, deux cent cinquante mille fois son poids de caséine du lait. Ce sont des agents physico-chimiques catalytiques. L'instabilité des colloïdes est en rapport avec la mobilité incessante de leurs granulations. « D'où, écrit Raphaël Dubois, (l'un des plus grands biologistes de notre époque qui voulut bien me témoigner de l'amitié), un brassage interne très complexe, car la forme et l'intensité des mouvements granulaires n'est pas la même pour toutes les granulations. Ils varient surtout avec les charges électriques que possèdent toujours ces dernières. Si ces charges électriques sont égales et de même signe, les granulations se repoussent comme les boules de bureau d'un électromètre et se tiendraient en équilibre stable si, à chaque instant, ces charges ne se modifiaient sous l'influence des agents extérieurs, d'où rupture d'équilibre et translation, agitation incessante. Bien plus, les charges peuvent changer de signe, les granulations de signe contraire se précipitent alors les unes vers les autres, produisant une sorte de coagulation qui porte le nom de « floculation », comme lorsque le lait vient à tourner. Si cette floculation se forme dans les capillaires du cœur ou du cerveau, c'est la mort subite. Mais elle peut être lente, passagère ou progressive, et c'est la maladie ou bien la vieillesse. Ce phénomène ne peut s'effectuer que par la déshydratation, c'est-à-dire par la séparation plus ou moins complète de l'eau et des granulations ». Pour Raphaël Dubois, comme pour d'autres savants connus, la vieillesse est un dessèchement, un raccornissement progressif et continu qui finalement entraîne le ralentissement oscillatoire des granulations et de toutes les fonctions qui en dépendent. Plusieurs, il est vrai, attribuent à des causes différentes le dépérissement progressif et la mort naturelle de l'organisme qui a pu échapper à toutes les causes accidentelles de destruction. Mais les recherches sur l'état électrique du protoplasma offrent, sans aucun doute, un puissant intérêt. Par ailleurs, si la richesse en eau d'un tissu n'est pas une preuve certaine de vitalité, il est manifeste cependant que les tissus jeunes et actifs sont plus hydratés que les tissus vieux ou dont la vie est paresseuse. Les zymases n'agissent, en effet, qu'avec le concours de l'eau qui leur assure l'état col-

loïdal, et c'est en hydratant les aliments apportés du dehors qu'elles les incorporent à la vie organique. « La ptyaline de la salive, la pepsine du suc gastrique, la lipase du pancréas hydratent les féculents, les viandes, les graisses et les rendent absorbables, assimilables et propices au fonctionnement vital : après quoi, tout cela est finalement déshydraté et les aliments colloïdes arides sont rejetés à l'état de cristalloïdes et d'eau libre par l'urine, par la sueur, etc. Les granulations zymasiques paraissent être le dernier refuge des propriétés vitales, car on peut dire qu'elles président à toutes nos fonctions : digestion, respiration, etc., et, chose bien frappante, elles subissent isolées les mêmes influences qu'exercent sur la substance vivante tous les agents mécaniques, physiques ou chimiques. Bien plus, les zymases que l'on peut isoler et faire fonctionner dans un verre, aussi bien que dans la cellule, comme la luciférase qui, agissant sur la luciférine, produit la lumière vivante, peuvent être remplacées par des agents artificiels colloïdaux et même cristalloïdaux, comme le permanganate de potasse qui peut donner de la lumière avec la luciférine ». Aussi n'apparaît-il nullement impossible que l'on puisse un jour créer du protoplasma et opérer la synthèse de la vie. La majorité des biologistes actuels estiment d'ailleurs que cette dernière ne résulte pas de propriétés irréductibles à des éléments connus, mais de processus physico-chimiques dont les complexes colloïdaux sont le siège. Elle ne cesse pas d'appartenir au milieu d'où elle émane, un échange continu s'établissant entre les deux : dans les substances qui l'entourent, le vivant puise des matériaux, puis il rejette au dehors les résidus de ses destructions. Disloquer en éléments plus simples les corps absorbés, pour redonner ensuite des substances du même groupe, voilà le cycle éternellement répété des transformations vitales. Albumines, graisses, hydrates de carbone contenus dans les aliments redeviennent, dans l'organisme, des albumines, des graisses, des hydrates de carbone. Ainsi le terme des dislocations subies par les albumines sera la formation d'acides aminés, qui se combineront entre eux pour former des polypeptides ; lesquels polypeptides redonneront des matières albuminoïdes vivantes. Ces acides aminés sont au nombre d'une vingtaine ; et, comme le calcul démontre que le nombre des combinaisons possibles de vingt corps dépasse deux quintillions, le problème de la constitution des organismes apparaît singulièrement complexe, du point de vue chimique. « Si nous parvenions, comme nous en avons constaté la possibilité, écrit Rabaud, à créer de toute pièce une substance vivante, reproduirions-nous spécialement l'une ou l'autre de celles qui existent actuellement ? Et si nous n'obtenions pas ce résultat, l'échec prouverait-il que les substances actuelles ont des propriétés distinctes, des propriétés physico-chimiques ? La question est souvent posée sous forme d'objection ; en fait elle est oiseuse et n'a véritablement aucun sens. Il suffit que nous entrevoyions la possibilité de combiner un sarcode, pour nous sentir autorisés à affirmer l'unité fondamentale des corps vivants et des corps inertes. A coup sûr reconstituer un organisme connu rencontrerait des difficultés presque insurmontables. Non pas, comme le prétend O. Hertwig, parce que les sarcodes actuels résultent d'un long développement historique que nous ne sommes pas en mesure de suivre une seconde fois. L'argument est proprement absurde, car il exprime une confusion entre la succession des conditions diverses qui ont déterminé la constitution actuelle et les constitutions successives corrélatives de ces conditions. Aboutir à une constitution donnée n'implique ni une durée, ni un ordre définis : les conditions pourraient se succéder rapidement et aboutir au même résultat ; tous les termes du processus ne sont pas forcément nécessaires : nous pouvons, *in vitro*, en quelques jours et par d'autres moyens, combiner ce qui

s'est spontanément constitué au cours de nombreuses années. La vraie raison pour laquelle nous aurons de grandes difficultés à reconstituer l'un quelconque des organismes actuels réside dans l'infinité des combinaisons possibles. Si nous songeons qu'avec 20 acides aminés par molécule nous pouvons faire une quantité d'arrangements exprimée par un nombre de 19 chiffres, nous comprenons combien sont faibles pour nous les chances de retomber précisément sur une combinaison déterminée. Et cette multitude des combinaisons s'accroît encore du fait que les substances vivantes renferment, outre les protéiques, une série d'autres éléments ». Un fait, découvert d'un autre côté, facilitera peut-être la solution de difficultés qui semblaient insurmontables : nous voulons parler de l'incompatibilité entre substances vivantes d'espèces différentes. Mis en présence, les colloïdes restent stables, s'ils sont de même espèce ; ils se précipitent et flocculent, s'ils sont d'espèces éloignées. Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire, par exemple sur l'énergétique biologique et l'application des lois de la thermodynamique aux corps vivants ; sur le rôle considérable de la lumière, de la pesanteur, etc. « La différence superficielle (a écrit le célèbre docteur Herrera, dont on connaît les expériences caractéristiques), entre le vivant et le non-vivant, entre le protoplasma irritable et le protoplasma non irritable vient tout simplement du contenu en énergie de leurs molécules et de leurs atomes. La matière vivante contient des molécules ayant un haut degré d'énergie ; morte, elle contient moins d'énergie. Si nous arrivons un jour à donner au cadavre l'énergie perdue, il sera ressuscité. » Rappelons que, selon Arrhénius, la vie peut se transmettre, dans ses formes élémentaires et microscopiques, d'une planète à l'autre et d'un système solaire à l'autre. La lumière exerce, en effet, une action répulsive, sur tous les corps qu'elle frappe ; et lorsqu'il s'agit de corps très ténus, elle peut triompher des forces de gravitation. Arrhénius a même calculé qu'un germe microscopique, parti de la terre, atteindrait Mars au bout de vingt jours, Jupiter au bout de dix-huit mois, Neptune après vingt-quatre mois de voyage. C'est d'une planète lointaine que serait parvenue sur notre globe la première cellule protoplasmique, source par la suite d'innombrables vivants. Constatons en terminant que, malgré de nombreuses lacunes, tous les progrès de la biologie s'accomplissent dans le sens d'une explication physico-chimique. — L. BARBIETTE.

OUVRAGES À CONSULTER. — Prof. A. Herrera : *Biología y Plasmogénia*. — Raph. Dubois : *Qu'est-ce que la Vie ?* — Rabaud : *Éléments de biologie générale*. — Jennings : *Vie et mort. Héritéité et évolution chez les organismes unicellulaires*. — Loeb : 1. *La théorie des phénomènes colloïdaux* ; 2. *La conception mécanique de la vie*. — Rignano : *Qu'est-ce que la vie ?* — Dastre : *La Vie et la Mort*. — Lodge : *La matière et la vie*. Etc...

Citons encore la revue des frères Horntraeger : *Protoplasma* (Berlin), et la *Medicina Argentina* (Buenos-Ayres). À consulter également le *Dict. de biologie physique* des frères Mary, et *Ciencia nueva* d'Herrera. Voir d'ailleurs les ouvrages mentionnés à la bibliog. de *plasmogénie*.

L'étude du protoplasma ne peut d'ailleurs s'isoler de celle des colloïdes, des cristaux, des micelles, des gels, des monères et autres formes plasmiques. (Il faut y rattacher aujourd'hui tout ce qui est « radiant », puisque les formes primitives de la vie organisée sont comparées à des radiations, à des émetteurs-récepteurs, selon Lackowsky.)

Pour les colloïdes, voir les travaux de Selmi et Graham, tout au début de la chimie-physique ; puis ceux de Mayer, Schoeffer et Terroine, pour le phénomène de Tyndall. En ce qui concerne l'Ultra-filtration, consulter exp. de Bechler ; pour la double réfraction accidentelle, Albert Mary cite Schewendener, von Ebner, et

G. de Metz. Dans les sols, les particules en suspension furent étudiées surtout par Naëgeli et Albert Mary, Pfeffer, Stéphan Ledue, von Weimarn, Burton F., W. Ostwald. Pour les émulsioïdes, on cite Martin Fischer et Marion Hooker ; pour les suspensioïdes : Gallardo, W.-B. Hardy ; pour l'absorption : Bredig, Armisen, Van Bemmelen, Pauli, Biltz, Szirgmondy, Zacharias, Galleotti, Rocasolano, Iscovesco, etc... Herrera et Delino se rattachent, par leurs travaux, à ceux qui se sont occupés directement des colloïdes, comme A. Lumière.

Pour les gels, Albert Mary cite surtout Stéphan Ledue, Malfitano et Moschkoff, Rocasolano, Lambing, Herrera, A. et A. Mary, Jean Massart de Vriès, Bütschli.

Pour les monères : Haeckel, Cienkowski, Huxley, de Lapparent, de Lanessan, Sinel, Jaonnes Chatin.

En biologie micellaire, le dictionnaire de Mary est riche de citations des travaux similaires aux siens, on y trouve les noms de Galippe, Royo Villanova, Altmann, Zimmermann, R. Mair, Kohli, M^{re} Loyez, Dangeard, Matruchot, A. Meyer, Fauré Frémiet, Goldsmith, Alex. Guilhaumon, Regaud, M^{re} F. Moreau, F. Moreau, Rudolph, Sapehin, Levi, Löwschin, Le Touzé, Dubreuil, Beauverie, A. et A. Mary, Duclaux, Raphaël Dubois, Grynfeltt, Antoine Béchamp, S. Ramon y Cajal, Alex Braun.

En microbiologie, on cite souvent les travaux de Grasset Hector, de Martin Kuckuck, Antoine et Jacques Béchamp, Estor, V. Galippe, Jagadis Chunder Bose, Ducceschi, Ralph Lillie, Albert Jacquemin.

Pour la question osmotique dans les phénomènes protoplasmiques, Albert Mary prie de consulter les ouvrages et travaux de Stéphan Ledue, Herrera, Laloy, F.-M. Raoult, Grasset, Lhermite, H. de Vriès, Rosemann, Galeotti, Foveau de Courmelles, Nicolai, Emile Gautier, J.-H. Van't Hoff, Condamin et Nogier, A. et A. Mary, Loeb...

Pour les radiations (chapitre annexe moderne de protoplasme), citons les travaux de Niels Bohr, Lord Kelvin, Rutherford, Cheffer, Planck, Eddington, Curie, Chredinger, Lackowsky, Kharitonov, Carl Störmer, Dr Jules Regnault, Foveau de Courmelles, J. Perrin, etc., etc.

PROVIDENCE n. f. (du latin : *providentia* ; de *pro*, avant et *videre*, voir). Ce nom désigne un attribut de Dieu, par lequel on lui reconnaît le gouvernement de toutes choses.

C'est la croyance qui veut que le créateur surveille sans cesse son œuvre, qu'il la dirige et la conduise dans son évolution de telle façon que rien de ce qui se produit dans l'Univers n'ait lieu sans son consentement. De plus, on a voulu voir dans cette sollicitude de tous les instants, la preuve de l'infinie sagesse et de la bonté suprême de Dieu.

Cet attribut de Dieu (voir ce mot), la prévoyance est non seulement inapplicable et inutile à une entité sans yeux, sans oreilles, sans cerveau, mais son acceptation se heurte à des objections multiples et capitales que les arguties des métaphysiciens de tous poils n'ont su jusqu'à présent réfuter.

Les deux principales sont : l'acte créateur et l'existence du mal.

La question du gouvernement du monde suppose celle de la création. Elle nous conduit à poser ce dilemme : ou bien le monde tel qu'il est est le résultat d'un acte créateur et par conséquent n'a pas besoin d'être gouverné, ou bien il est éternel et se conserve par sa virtualité propre. Il est impossible de concilier l'omnipotence et l'omniscience divines avec les actes d'un dieu gouverneur. Les dieux n'ont jamais rien possédé qui ne leur ait été donné par les hommes. Ceux-ci ont toujours logé dans leurs divinités les qualités et les défauts qu'ils possédaient, mais en les amplifiant au-delà du possible. C'est pourquoi le dieu adoré, sous des aspects variés, par les dévots du monde entier est considéré comme un

pur esprit, éternel, infiniment bon, juste, parfait, miséricordieux, omnipotent et omniscient, qui a créé le monde et les êtres qui le composent et l'habitent. L'Univers, dans son ensemble comme dans ses moindres détails, doit être nécessairement sans défaut ; jamais il ne peut y avoir une seule avarie dans l'agencement parfait des multiples rouages composant le mécanisme du Cosmos ; car, émanant d'un être parfait, le monde doit être parfait. Une fois créé, il doit continuer à évoluer sans heurts, ni accidents, puisqu'il réalise la perfection.

Comment admettre alors un dieu gouverneur, une providence qui surveille, dirige, répare même, l'œuvre parfaite du créateur ? La nécessité d'un gouverneur, d'un technicien surveillant la gigantesque machine qu'est l'Univers est incompatible avec la perfection du geste créateur, car l'intervention de ce technicien prouve sans conteste la maladresse et l'incapacité du créateur. Que penser alors d'un dieu maladroit, d'un ouvrier qui rectifie sans cesse son œuvre ? Comment concilier cette notion avec celle de la toute-puissance et de l'omniscience d'une entité infiniment parfaite ? Supprimer un attribut de Dieu, c'est nous mettre en présence d'un dieu incomplet et nous forcer à nier son existence. La providence nie donc le créateur, et le monde, loin d'être le résultat d'une création absurde et impossible, se conserve éternellement par sa virtualité propre, et ses lois sont, aujourd'hui, ce qu'elles étaient hier.

En second lieu, la croyance à un dieu gouverneur est la négation absolue de l'activité intellectuelle et matérielle de l'humanité. Elle nous force à admettre et à pratiquer un fatalisme absolu, plus rigoureux dans son application que la doctrine du déterminisme biologique que les croyants rejettent avec horreur. Si Dieu gouverne l'Univers, depuis le plus petit phénomène jusqu'au plus complexe ; s'il dirige aussi bien l'apparition d'une comète, l'évolution d'une nébuleuse que l'éclosion d'une humble fleur ou la chute d'un grain de sable, il ne se passe rien dans le monde qui ne soit l'expression de sa volonté. Contre elle l'homme ne peut rien, jamais il ne pourra en arrêter l'action bienfaisante ou maligne ; on ne lutte pas contre la volonté divine. Si elle dirige les mondes dans l'espace et maintient l'harmonie dans l'univers, quel besoin d'imaginer une mécanique céleste et d'en rechercher les lois ? Si elle régit le moindre phénomène, la science devient inutile, nuisible même puisqu'elle s'oppose à la volonté divine. Toute recherche est vaine, puisque Dieu ne nous permettra de connaître des secrets de la nature que ce qu'il voudra bien nous montrer et qu'il peut, à tout instant, bouleverser toute son œuvre. Ce thème n'est-il pas la consécration absolue de la passivité humaine ; ne conduit-il pas aux renoncements les plus complets ? N'est-il pas la négation de tout effort, de toute lutte, de toute recherche. L'homme est réduit à jouer, dans ce monde, un rôle de pantin, de marionnette grotesque dont la divinité tire les ficelles à sa fantaisie.

La notion de providence se détruit immédiatement lorsqu'on réfléchit à l'existence du mal. Le mal existe ; mal moral et mal physique. Partout nous constatons l'existence perpétuelle et universelle de la douleur, la lutte et l'inégalité entre les êtres. La loi de la vie, notamment, est d'une indicible cruauté et, à tout instant, des catastrophes dévastent le monde : inondations, séismes, typhons, éruptions volcaniques, etc... Les souffrances morales sont tout aussi nombreuses, aussi destructives que les manifestations brutales de la nature.

Puisqu'une providence gouverne la nature, il faut bien croire que tous ces cataclysmes, que toute cette souffrance est son œuvre. Comment l'idée d'un dieu infiniment bon peut-elle se concilier avec toutes ces horreurs ? Si la providence existe, elle est l'auteur responsable de la souffrance, puisque rien n'arrive sans

sa volonté. Dieu fait alors figure d'un despote implacable, d'un tortionnaire cruel qui se réjouit du mal de ses créatures. Reprenons à notre compte le raisonnement d'Épicure et posons avec lui les questions suivantes : Ou dieu veut supprimer le mal du monde et ne le peut pas, ou bien il le peut et ne le veut pas. S'il le veut sans le pouvoir, il n'est pas tout-puissant ; s'il le peut sans le vouloir, il n'est pas infiniment bon. Dans les deux cas, il cesse d'être dieu, parce que ses attributs se contredisent et s'excluent mutuellement. La Providence nie donc l'infinie bonté et la toute-puissance du Créateur !

Comme les autres attributs de dieu, la notion de Providence s'avère non seulement impossible, mais nuisible.

Les preuves tirées de l'ordre du monde et de l'harmonie universelle, preuves sur lesquelles elle s'appuie, ne sont convaincantes que pour ceux qui ne veulent juger les notions qu'on leur inculque qu'en faisant usage de la logique du sentiment ; elles permettent de faciles développements poétiques et déclamatoires qui dispensent de chercher l'essence des choses et de conduire les raisonnements selon les règles de la logique pure. Faisant avant tout appel aux sentiments, elles sont consolantes et, comme l'a dit le poète :

*Le malheur inventa le nom de Providence,
L'infortuné qui pleure a besoin d'espérance.*

Elles empêchent de voir les choses telles qu'elles sont et conduisent sûrement à des aberrations sociales : soumission, résignation, en éliminant l'homme, entité réelle, au profit de la divinité, entité fantôme. — Ch. ALEXANDRE.

PRUD'HOMIE n. f. **PRUD'HOMME** n. m. *Prud'homie* a le sens de probité, sagesse dans la conduite, grande expérience des affaires. Le mot *Prud'homme* signifie homme sage, probe et avisé. Nous ne nous occuperons ici de *Prud'homie* que considérée comme une institution juridique ayant une mission déterminée et de *Prud'homme* que comme membre de ce qu'on appelle les Conseils de Prud'hommes. Le dictionnaire Larousse définit ainsi ces Conseils : « Les Conseils de Prud'hommes ont pour mission de concilier ou de juger rapidement les contestations s'élevant entre patrons et ouvriers, relativement à l'exercice de leur industrie. Ils ont été institués par la loi du 18 mars 1806, modifiée et complétée par les lois du 14 juin 1853, 7 février 1880 et 11 décembre 1884. Ils sont établis sur la demande motivée des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures. Il n'en existe que dans les villes constituant des centres industriels. Ils sont recrutés parmi les patrons et les ouvriers en nombre égal et se composent d'au moins six membres, non compris le président, le vice-président et le secrétaire. Ils sont élus pour six ans et se renouvellent par moitié tous les trois ans. La liste des électeurs est arrêtée par le préfet ; elle comprend les patrons, les chefs d'ateliers, les contremaîtres et les ouvriers. Pour être éligible, il faut être électeur, être âgé de trente ans accomplis, savoir lire et écrire. Tout conseil de prud'hommes se divise en deux bureaux, qu'il constitue lui-même : l'un appelé *bureau particulier* ou *de conciliation* ; l'autre, *bureau général* ou *de jugement*. Le bureau particulier est composé de deux membres : l'un est patron, l'autre ouvrier ; il a pour mission de régler à l'amiable les contestations. Au cas de non-conciliation, l'affaire est renvoyée devant le bureau général, qui statue en dernier ressort, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 200 francs en capital ; s'il excède cette somme, il y a appel possible devant le tribunal de commerce ».

Le Dictionnaire Larousse n'en dit pas plus, mais ce qu'il dit est exact, sauf à tenir compte des modifications apportées depuis la guerre de 1914-1918, en ce qui con-

cerne la somme de 200 francs qui est, aujourd'hui, plus élevée (300 francs), pour les demandes à faire devant la juridiction des prud'hommes. Ainsi, doivent avoir également varié les indemnités des conseillers. Ce ne sont là que questions de détails sur lesquelles il est facile de se renseigner avec exactitude, selon l'opportunité.

Les conseillers prud'hommes ont, pour se faire reconnaître, la *médaille des prud'hommes*, instituée en 1823 (12 novembre). Les conseillers sont autorisés à porter cette médaille, à l'audience et en dehors, dans l'exercice de leurs fonctions. Cette médaille est en argent et suspendue à un ruban noir passé en sautoir. Elle porte sur un côté la devise : *Servat et conciliat* et, au milieu : *Conseil des Prud'hommes* ; au-dessous, un sujet qui paraît être le même que l'attribut des francs-maçons : le triangle et le fil à plomb. Sur l'autre côté, un oiseau dans un nuage sous lequel deux mains entrelacées au-dessus d'un sujet peu explicite, mais au-dessous duquel se voit très lisible, le mot *équité*. Ce n'est, en somme, qu'un insigne de prud'homme, mais il arrive que certains bons bougres, ouvriers ou patrons, en font un hochet de vanité équivalant au sabre de M. Joseph Prudhomme d'immortelle mémoire. Enfin, si cela ne les empêche pas d'être équitables !...

L'institution des Conseils de Prud'hommes mérite qu'on s'étende davantage ici sur ce que doit en savoir le monde ouvrier. Nous n'attachons pas plus d'importance qu'il ne faut à ce palliatif, qui remédie bien peu à l'iniquité sociale ; mais nous pensons qu'il est possible d'en tirer quelques minces avantages contre les véritables ennemis du travailleur : ceux qui l'exploitent. C'est toujours ça de pris et c'est beaucoup trop peu pour être susceptible de satisfaire à son juste esprit de revendication, à sa soif de justice et d'égalité, à son instinct de révolte !

Trop souvent, par timidité, par ignorance, les salariés renoncent à défendre avec les armes qui sont à leur portée les plus légitimes de leur droits ouvriers. Il ne faut pas qu'ils s'effraient de la fréquentation du prétoire et des notions de procédure. Que de fois l'on a conduit devant la Justice bourgeoise des travailleurs coupables de légers larcins faits à la propriété ou aux intérêts de leurs patrons ! Pourquoi ne profiteraient-ils pas d'une loi qui leur permet de revendiquer contre l'injustice flagrante ou l'exploitation sans bornes dont ils sont victimes ? Mais encore faut-il qu'ils sachent qu'ils ont certains droits — dus à la ténacité de ceux qui les ont conquis pour eux — et qu'il leur soit possible d'en user.

Voici, résumés, quelques renseignements :

Le Conseil des Prud'hommes, composé de patrons et d'ouvriers, est spécialement destiné à concilier d'abord et à juger ensuite les conflits survenus entre patrons et ouvriers. Souvent, ils donnent une solution équitable à des différends entre salariés et salariantes et donnent satisfaction à de justes réclamations d'exploités contre leurs exploiters. Il faut bien convenir que modestes sont ces revendications et que minces sont ces satisfactions. Ces conseils de prud'hommes n'ont à apprécier — (à connaître, comme on dit en jargon juridique) que des litiges bénins, des contestations d'engagements, de louage, d'apprentissage, de conditions de travail.

Le Conseil de Prud'hommes est une sorte de Justice de Paix et tout dépend du bon sens, de la mentalité, de l'équité du juge... Or, le juge est, à tour de rôle, un patron ou un ouvrier, assisté d'autres patrons et ouvriers.

Ce n'est pas toujours une garantie ; cependant, la mentalité syndicaliste réside assez souvent dans les jugements des Prud'hommes, quand ceux-ci sont des militants sincères et des ouvriers conscients. Il arrive même qu'ils influent fortement sur les sentiments équi-

tables des patrons, quand ceux-ci n'en sont pas complètement dépourvus.

Tous les patrons, ou ceux qui les représentent, ainsi que les ouvriers, employés ou apprentis, sont justiciables des prud'hommes. Selon la loi, est patron celui qui exerce habituellement un commerce ou une industrie.

Celui qui emploie occasionnellement ne dépend pas des Prud'hommes. L'Etat n'est pas considéré comme patron. Aussi, les Arsenaux, les Etablissements de la Guerre ou de la Marine, et les Manufactures nationales, les Départements, les Communes, les Ministères, les Etablissements publics ne relèvent pas des Prud'hommes. Ouvriers et Employés des Administrations publiques et de l'Etat n'ont aucun recours à la Juridiction des Prud'hommes. Mais, au contraire, tous les salariés qui exécutent un travail, sous les ordres ou la surveillance d'un patron ou de ses représentants, en atelier ou chez lui, sont justiciables des Conseils de Prud'hommes. Ne l'est pas celui qui exécute un travail pour lui-même et par lui-même, quand il veut et comme il lui plaît.

Les sous-entrepreneurs, sous-traitants, tâcherons, contremaîtres, ne sont pas justiciables des Prud'hommes pour les contestations possibles avec leurs patrons, mais ils le sont pour les litiges qui surviennent entre eux et leurs ouvriers, apprentis ou employés, quel que soit le mode de rémunération : à la journée, aux pièces ou de toute autre manière.

Sont encore justiciables des Prud'hommes les ouvriers, employés ou apprentis des manufactures, usines, entreprises de terrassement, de bâtiment, de travaux publics, manutentions, transports (chemins de fer, tramways, bateaux, autobus, voitures, etc.), de chargement et déchargement, des mines, des spectacles, employés de commerce, de banque, garçons de magasin, hommes de peine, livreurs, conducteurs, garçons de laboratoire, préparateurs en pharmacie, garçons de café, représentants et voyageurs de commerce, etc., etc.

Ne sont pas justiciables des Prud'hommes les domestiques et gens de service salariés par un commerçant ou un industriel, s'ils sont, non pas occupés à l'exploitation de leur patron, mais attachés à sa personne ou à sa famille. Il en est de même des navigateurs et marins du commerce, des salariés de l'Etat dans l'Enseignement, Postes, Télégraphes, Téléphones, enfin de tous les fonctionnaires du Département, de la Commune et des Administrations publiques, fussent-ils qualifiés ouvriers de métiers.

Les mineurs, les femmes mariées et les étrangers sont, comme demandeurs ou comme défendeurs, justiciables du Conseil des Prud'hommes, si le contrat de louage a été conclu en France.

Le Conseil des Prud'hommes ne peut juger que les affaires relatives au travail ou au contrat de louage d'ouvrage, ainsi que celles qui concernent les contrats d'apprentissage ou les conditions de travail. Les accidents du travail ne relèvent pas de la juridiction des Prud'hommes.

Donc, les Conseils de Prud'hommes sont compétents pour statuer sur toutes affaires naissant à l'occasion d'un contrat de louage d'ouvrage et de son exécution par les parties. L'embauchage ou un contrat de louage d'ouvrage. Le Conseil des Prud'hommes est compétent quel que soit le chiffre de la réclamation, s'il s'agit d'une demande entre ouvriers et patrons, mais sa compétence cesse, s'il s'agit d'employés, au-dessus d'une somme de 1.000 francs. C'est alors le tribunal civil ou le tribunal de commerce qui est compétent. Le Conseil des Prud'hommes ne peut juger définitivement que si la somme litigieuse n'excède pas 300 francs. Au-delà de cette somme, le jugement est susceptible d'appel devant le tribunal civil. Les patrons savent cela et leur cause mauvaise ou douteuse devant les Pru-

d'hommes devient évidemment toujours meilleure devant le tribunal civil, tribunal de classe.

Le salarié qui veut assigner devant le Conseil des Prud'hommes se rend au secrétariat du Conseil des Prud'hommes situé dans le rayon de territoire du lieu de son travail. S'il travaille en dehors d'un établissement, il s'adressera au Conseil ressortissant du lieu où s'est fait l'embauchage. Il exposera son cas très sommairement et versera la somme du coût de la lettre de convocation qui sera adressée au patron, rendez-vous pour la conciliation. La loi autorise les parties à se présenter sans convocation préalable devant le bureau de conciliation, s'il y a accord. Les parties peuvent se faire représenter par une personne exerçant la même profession que la leur, par un avocat, ou par un avoué. Sauf avocat ou avoué, la personne représentant l'intéressé doit être munie d'un pouvoir sur papier libre et non enregistré. Une simple lettre peut suffire. Au bas de la convocation ou de l'original ou de la copie de l'assignation, les mots : « Bon pour pouvoir » suivis de la signature, sont indispensables.

Les audiences du bureau de conciliation ne sont pas publiques. Les hommes d'affaires ne peuvent assister les parties. Si l'affaire est importante, délicate ou compliquée, le salarié fera bien de se faire assister d'un avocat. En exposant brièvement son cas, il en fera la demande au Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près le tribunal qui en désignera un d'office. En cas de non comparution au jour et heure fixés, l'affaire est renvoyée à une prochaine audience. Le demandeur explique sa demande, expose son cas, et, s'il y a arrangement ou conciliation, il en est dressé procès-verbal. S'il y a serment d'une des parties sur la demande de l'autre, la contestation prend fin ; si le serment est refusé, il en est fait mention au procès-verbal et l'affaire est renvoyée à la prochaine audience du bureau de jugement, la conciliation étant impossible.

Le mineur doit être représenté par son père ou son tuteur ; le Conseil peut l'autoriser à soutenir lui-même ses droits. La même autorisation peut être donnée à la femme mariée.

L'article 6 de la loi du 13 juillet 1907 fonde la femme mariée à ester en justice dans toutes les contestations relatives au produit de son travail personnel, dont elle a la libre disposition sans l'assistance, le secours ou l'autorisation de son mari.

S'il n'y a pas eu conciliation ou si le défendeur ne s'est pas présenté, c'est le bureau de jugement qui devra statuer. Pour cette seconde comparution, il faut préalablement se rendre au secrétariat en vue d'une seconde convocation. Celle-ci se fera par lettre recommandée ou par assignation délivrée par huissier. Il y a à payer le coût de l'assignation, plus les frais de convocation. Il y a lieu, pour le salarié, de bien définir ce qu'il demande et de bien expliquer son cas au secrétaire chargé de convoquer ou à l'huissier qui assignera ; si, n'ayant pu se concilier, les parties sont d'accord pour éviter des délais et des frais, elles peuvent comparaître en portant elles-mêmes leur affaire devant le bureau de jugement qui statuera sur le champ. Elles pourront se faire représenter, comme pour la conciliation, et par les mêmes personnes. Elles seront entendues contradictoirement et le tribunal rendra son jugement ou l'ajournera à une prochaine audience. Le Conseil pourra exiger des parties qu'elles prêtent le serment pour affirmer leurs déclarations. Le demandeur pourra obtenir du Conseil un jugement ordonnant certaines mesures urgentes et conservatoires. Le Conseil pourra ordonner la vérification d'écriture, de pièces, de lieux, l'expertise et la comparution de témoins. Ouvriers et employés de la maison du patron peuvent être cités et entendus comme témoins.

Les jugements des Conseils de Prud'hommes sont susceptibles d'appel seulement en cas d'incompétence,

de connexité, ou de litispendance, ou quand la somme en litige dépasse le maximum (300 francs). Délai d'appel : dix jours à compter du jour de la signification du jugement. Le Conseil peut ordonner l'exécution provisoire du jugement pour le quart de la somme en litige, sans qu'elle puisse dépasser 100 fr. Il peut ordonner l'exécution pour la totalité, à condition d'avoir au préalable fourni caution.

Au cas où un jugement aura été rendu par défaut, c'est-à-dire en l'absence du défendeur, il pourra être frappé d'opposition dans un délai de trois jours francs, à compter du lendemain de la signification du jugement. L'opposition arrête l'exécution du jugement, mais n'empêche pas l'exécution provisoire par provision, ni les mesures conservatoires qui auraient pu être ordonnées. Un délai de six mois est accordé pour l'exécution des jugements des Conseils de Prud'hommes.

La partie qui reçoit de son adversaire un acte d'opposition doit comparaître devant le Conseil au jour et heure fixés dans cet acte. L'affaire est alors jugée comme si elle venait pour la première fois. Le jugement de défaut ne compte pas. En cas d'un second défaut, une seconde opposition ne sera plus recevable. L'appel et l'opposition se forment par voie d'huissier.

La Cour de Cassation ne peut connaître des recours contre les jugements des Conseils de Prud'hommes qu'en cas d'excès de pouvoir ou violation de la loi. Ces pourvois en Cassation seront déclarés au secrétariat du Conseil des Prud'hommes et inscrits sur un registre spécial. Le pourvoi en Cassation ne suspend jamais l'exécution du jugement.

Pour agir avec prudence et sécurité, dans son intérêt matériel et moral, l'assuré doit ne pas craindre de se renseigner aux militants expérimentés de son syndicat ou, mieux encore, au conseiller prud'homme de sa catégorie qui lui donnera la marche à suivre pour l'assignation, pour l'assistance judiciaire et pour tout ce qui peut lui garantir l'avantage et la réussite de sa demande.

Les syndicats ont compris la nécessité de désigner des camarades éclairés, dévoués et de conviction sincère pour soutenir, défendre et faire triompher les intérêts des salariés devant la Juridiction des Prud'hommes. Ce n'est plus un tribunal de classe, mais un tribunal paritaire où il y a chance d'impartialité et de justice. C'est sans doute pour cela que, souvent, les patrons préfèrent se réfugier dans le maquis de la procédure plutôt que d'affronter la contradiction loyale des tribunaux composés en partie égale de patrons et d'ouvriers pour toutes les catégories de travailleurs salariés. Au point de vue syndical, le Conseil des Prud'hommes a l'utilité d'initier les travailleurs à la défense de leurs droits. Ils se défendent ainsi avec les seules armes que la bourgeoisie leur tolère avec tant de parcimonie et souvent malgré elle.

Le militant syndicaliste, devenu Conseiller Prud'homme par le suffrage de ses camarades, ne doit jamais oublier qu'il est, par devoir et par conscience, le serviteur fidèle des intérêts qui lui sont confiés par ses frères exploités comme lui sous le régime du salariat. Certes, ce n'est pas la juridiction des Prud'hommes qui peut porter d'efficaces coups de pioche contre ce régime, mais il n'y a rien qui puisse, dans ce palliatif judiciaire d'intérêt individuel, détourner le travailleur des moyens plus énergiques de l'action directe et collective du prolétariat en œuvre d'émancipation.

Il faudrait un fort volume — que dis-je ? Il en faudrait plusieurs — pour faire l'histoire des Prud'hommes. Pour connaître de façon complète tout ce qui concerne la théorie et la pratique des Conseils de Prud'hommes, des ouvrages existent utiles à consulter, impossibles à résumer. La Librairie Dalloz — pour ne citer que cette librairie spéciale — a publié, en 1905,

un ouvrage de René-Moëch et Henry Chaumel, tous deux docteurs en Droit, qui comporte 550 pages. On y trouve, en trois parties, l'origine, le développement, le fonctionnement et tous les renseignements concernant cette juridiction spéciale, sa compétence, sa procédure et un formulaire de soixante pages donnant modèles de contrats d'apprentissage, certificats de travail, procès-verbaux, etc., etc.

Au point de vue historique, nous apprenons que : sous l'ancien régime, on donnait le nom de prud'hommes (*homo prudens*), suivant les localités, tantôt aux officiers municipaux, tantôt aux juges composant les tribunaux ordinaires, mais le plus souvent, aux experts, commis par la justice pour avoir les lumières et les garanties de leur compétence spéciale sur toutes les contestations.

« C'est sous le règne de Philippe-le-Bel que furent constitués les premiers conseils de prud'hommes. En l'an 1296, le conseil de la ville de Paris créa vingt-quatre prud'hommes et les chargea d'assister le prévôt des marchands et les échevins, afin de juger en dernier ressort, les contestations qui pourraient s'élever entre les marchands et les fabricants qui fréquentaient les foires et les marchés établis à cette époque ; ils allaient, de plus, faire la visite chez les maîtres et peuvent être regardés, par là, comme l'origine des gardes et jurés établis postérieurement dans chaque communauté d'arts et métiers. Pendant près de deux siècles, la ville de Paris posséda seule des prud'hommes.

« Un édit du 29 avril 1464, rendu par Louis XI, à Nogent-le-Roi, permit aux bourgeois de Lyon de choisir de prud'hommes remonterait, croit-on, à l'époque du prud'homme nommé à Paris.

« Dans plusieurs villes maritimes, notamment à Marseille, existe une espèce de conseil de prud'hommes dont l'origine paraît fort ancienne. Ce sont des prud'hommes pêcheurs qui jugent les contraventions en matière de pêche maritime et les différends entre marins à l'occasion de leur profession de pêcheurs. Cette catégorie de prud'hommes remonterait, croit-on, à l'époque du roi René, comte de Provence (1462). Des arrêts différents de mai 1758, novembre 1776, octobre 1778 et mars 1786 ont réglementé sans beaucoup la modifier cette institution qui traversa sans à-coup la Révolution de 1789, pour arriver telle quelle jusqu'à nos jours.

« Telle était l'organisation des prud'hommes vers le quinzième siècle. Lyon posséda, par la suite, un tribunal composé de juges appartenant à la fabrique lyonnaise, et dont le rôle consistait à vider les différends s'élevant entre les fabricants de soieries et leurs ouvriers. La loi de 1791 fit disparaître provisoirement ces tribunaux à la suite de l'abolition des maîtrises et des jurandes si fatales à l'industrie.

« La liberté, proclamée par la loi du 2 mars 1791, ne fut pas sans produire un certain désarroi dans les mœurs ouvrières et patronales. Les litiges subsistaient, les juges n'avaient pas la compétence nécessaire pour apprécier, ils ignoraient les habitudes, les usages, les coutumes particulières à chaque corporation aussi bien au point de vue technique qu'à celui des relations établies entre patrons et ouvriers pour se comprendre et se supporter. Les procès se multipliaient ; ils étaient fort coûteux et les parties adverses regrettaient l'ancienne juridiction.

« La loi du 21 germinal an XI (avril 1803) intervint pour remédier à ce mauvais état de choses. Cette loi, respectant le principe acquis par la Révolution, reconnaissait, néanmoins, la nécessité de régulariser le travail dans les manufactures et de maintenir l'ordre et la justice dans les relations entre fabricants et ouvriers. Elle créa une juridiction spéciale et particulière. Les affaires de simple police furent portées devant le préfet de police à Paris, devant les commissaires généraux

de police dans les villes où il y en avait d'établis, et, dans tous autres lieux, devant le maire ou un de ses adjoints. Selon le code municipal, les magistrats ou fonctionnaires prononçaient, sans appel, les peines applicables aux divers cas. C'était, ainsi, l'application de l'article 19 du Titre V. L'article 20 prescrivait que les autres contestations fussent portées devant les tribunaux auxquels la connaissance en était attribuée par les lois.

« Cette juridiction, contestable, était suspecte de partialité aux ouvriers. Elle était confiée à des hommes généralement dépourvus de connaissances usuelles indispensables pour apprécier et décider entre maîtres et ouvriers. Les résultats en furent détestables et fort différents de ce qu'on en attendait. Lors du passage de Napoléon 1^{er} à Lyon, les fabricants de soieries et leurs chefs d'ateliers lui représentèrent les inconvénients et les insuffisances de la loi de l'an XI et demandèrent à l'empereur de leur donner une institution analogue à celle prescrite par la loi de 1791. Le 18 mars 1806 fut votée une loi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon, et, par son article 34, ménageant au gouvernement le droit d'étendre le bienfait de cette institution à toutes les autres villes de fabriques et de manufactures. Un décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février 1810, et un autre décret du 3 août 1810 vinrent compléter l'institution des prud'hommes pour toutes les villes de fabrique. D'autres décrets encore s'ajoutèrent à ceux-là. Ils intéressaient particulièrement les ouvriers patentés, c'est-à-dire, ceux qui, travaillant chez eux, pour des fabricants, payaient patente. Certains décrets de 1811 et 1812 réglaient surtout les conseils de prud'hommes relativement aux marques de fabrique, à l'inspection des marques de savons, aux contestations que soulevaient les contrefaçons et, notamment, celle des lisères de drap. C'était plutôt commercial.

« Charles X ne s'occupa des conseil de prud'hommes que pour ordonner aux membres de ces conseils de porter, dans l'exercice de leurs fonctions, soit à l'audience, soit au dehors, la médaille d'argent suspendue à un ruban noir porté en sautoir. Aujourd'hui la médaille en question n'éblouit plus personne, même pas ceux qui la portent. On apprécie plutôt un conseiller prud'homme à la conscience qu'il met à remplir son rôle qu'au soin qu'il apporte à s'orner d'un ruban avec une médaille suspendue. Le souci de Charles X égalait sa mentalité : on ne tire pas de farine d'un sac à charbon. Louis-Philippe voulut modifier les lois existantes sur les conseils de prud'hommes. Il afficha même l'intention de remanier ces lois dans un sens libéral — ce qui prouve qu'elles ne l'étaient guère — mais ses conseillers, tous représentants de la plus haute bourgeoisie, firent de leur mieux pour empêcher l'exécution de ces projets. Huit commissions successives furent nommées, sans parvenir à établir un nouveau texte. La loi ne fut donc point remaniée et fut appliquée avec rigueur aux villes qui tentaient d'installer des conseils de prud'hommes.

« Cependant, partout où l'institution des prud'hommes avait été introduite, elle donnait des résultats. De 1830 à 1842, les affaires soumises à la juridiction de tous les conseils de prud'hommes institués en France s'élevaient élevées à 184.514 ; sur ce nombre 174.487 avaient été conciliées. Des 10.027 qui restaient à juger, 1.904 le furent en premier ressort, 3.274 en dernier ressort, et, sur les 1.904 jugements en premier ressort, 190 seulement avaient été déferés à la juridiction d'appel.

« Les principales villes manufacturières de France possédaient déjà depuis longtemps, des conseils de prud'hommes, alors que Paris en était privé. On craignait cette institution dans l'ardente population de l'industrie parisienne. Cependant, les considérations politiques et la frayeur bourgeoise devaient céder à l'utilité de l'institution des prud'hommes dans la capi-

lale. L'autorité ne voulut d'abord donner satisfaction aux vœux exprimés par la Chambre de Commerce de Paris et par le conseil municipal que partiellement et pour ainsi dire, à l'essai.

« Ce fut le 29 décembre 1844 que Paris obtint du gouvernement de juillet un conseil de prud'hommes, ou, plus exactement, qu'il obtint qu'une expérience soit faite pour certains métiers. La loi de 1844 n'établit donc à Paris qu'un simple conseil des métaux et des industries qui s'y rattachent. Ce conseil était composé de 15 membres, dont 8 fabricants et 7 ouvriers, et, en outre, 2 suppléants. Cet essai calma les appréhensions par sa réussite. Une ordonnance du 9 juin 1847 créait 3 nouveaux conseils de prud'hommes à Paris, un pour les tissus, un pour les produits chimiques, et un pour les diverses industries qui comprenaient les imprimeurs, les sculpteurs, les menuisiers, les entrepreneurs de charpente et de maçonnerie, les fabricants de chaux, de plâtre, etc... Une autre ordonnance du même jour, 9 juin 1847, étendait le ressort du conseil de prud'hommes pour l'industrie des métaux à tout le ressort du tribunal de commerce du département de la Seine.

« La législation impériale subsista sans modifications, jusqu'en 1848, malgré les nombreuses réclamations qui s'élevaient contre elle. On lui reprochait l'exclusion presque totale des ouvriers pour la formation des conseils et la trop grande prépondérance donnée aux fabricants par cette législation des prud'hommes. A cette date, 75 villes possédaient des conseils de prud'hommes.

« La révolution de 1848, trouva les choses en cet état. Aussi, la République remania-t-elle de fond en comble cette législation des prud'hommes par une loi du 27 mai 1848, dont voici les dispositions, tendant à mettre cette institution plus en rapport avec les principes démocratiques :

« Elle déclarait électeurs pour les conseils de prud'hommes tous les patrons, chefs d'ateliers, contre-maitres, ouvriers et compagnons âgés de 21 ans et résidant depuis 6 mois au moins dans la circonscription du conseil de prud'hommes. Elle déclarait les mêmes éligibles, s'ils savaient lire et écrire et s'ils étaient domiciliés depuis un an au moins dans la circonscription du conseil. Elle rattachait dans la classe des patrons les contre-maitres, les chefs d'atelier et tous ceux qui payaient patente depuis plus d'un an et occupaient un ou plusieurs ouvriers. La présidence donnait voix prépondérante : mais elle durait 3 mois et était attribuée alternativement à un patron et à un ouvrier, élus chacun par leurs collègues respectifs. Les audiences de conciliation devaient être tenues par deux membres : l'un patron, l'autre ouvrier ; quatre prud'hommes patrons et quatre prud'hommes ouvriers devaient composer le bureau général ou de jugement. La loi spécifiait que le nombre des prud'hommes ouvriers serait toujours égal à celui des prud'hommes patrons et disposait que chaque conseil aurait au moins 6 membres et 26 au plus. Il était procédé à deux élections : dans la première, ouvriers et patrons nommaient un nombre de candidats triple de celui auquel ils avaient droit ; dans la seconde, qui était définitive, les ouvriers choisissaient, parmi les candidats patrons, les prud'hommes patrons et les patrons choisissaient à leur tour les prud'hommes ouvriers sur la liste des candidats ouvriers.

« Cette législation, dictée des sentiments démocratiques animant le gouvernement d'alors, perdait peut-être un peu de vue l'idée que les prud'hommes sont surtout des arbitres et des défenseurs choisis par des intérêts en lutte ; incontestablement, la manière semble très libérale, mais le mode d'élection pouvait être justement critiqué.

« La loi du 7 août 1850 dispensa l'ouvrier, qui voulait se faire rendre justice devant les conseils de prud'hommes, de toute avance d'argent pour le timbre et

l'enregistrement en débet, — c'est-à-dire, en quelque sorte, à crédit, — de toutes les pièces de procédure concernant la juridiction prud'homme : les frais n'étaient payés qu'après jugement définitif et par la partie qui perdait le procès.

« Le Second Empire ne pouvait laisser subsister une législation aussi libérale. Sous prétexte que cette loi consacrait l'oppression du fabricant par l'ouvrier, sans les garanties qu'offrent l'éducation et l'expérience des affaires et, à propos de certains incidents peu importants, le gouvernement fit dissoudre quelques conseils qu'on accusa de démagogie et susceptibles de se servir des conseils de prud'hommes comme d'une arme dangereuse. Alors fut promulguée la loi du 1^{er} juin 1853 qui, plus d'un demi-siècle, resta en vigueur dans ses plus importantes parties. Elle restreignait l'électorat en déclarant électeurs :

« 1^{re} Les patrons âgés de 21 ans accomplis, patentés depuis 5 années au moins et domiciliés depuis 3 ans dans la circonscription du conseil ;

« 2^o Les chefs d'atelier, contre-maitres et ouvriers âgés de 21 ans accomplis, exerçant leur industrie depuis 5 ans au moins et domiciliés depuis 3 ans dans la circonscription du conseil (art. 4).

« Cette loi de 1853 restreignait également l'éligibilité, car n'étaient éligibles que les électeurs âgés de 30 ans accomplis et sachant lire et écrire (art. 5). Les contre-maitres et chefs d'ateliers étaient rangés avec les ouvriers et votaient avec eux (art. 9). Les patrons nommaient directement les prud'hommes patrons, et les ouvriers les prud'hommes ouvriers.

« Mais l'innovation la plus grave était celle édictée par l'art. 3, ainsi conçu : « Les présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes sont nommés par l'empereur. Ils peuvent être pris en dehors des éligibles. Leurs fonctions durent trois ans. Ils peuvent être nommés de nouveau. Les secrétaires des mêmes conseils sont nommés par le préfet et révoqués par lui, sur la proposition du président ». Le bureau général ou de jugement était composé, indépendamment du président et du vice-président, d'un nombre égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers (art. 11). Or, d'une façon générale, le préfet avait la haute main sur tout ce qui se passait au conseil des prud'hommes. Le principe de cette législation était ainsi devenu absolument contraire à l'esprit de son institution, qui veut que les prud'hommes soient nommés par leurs justiciables. N'est-ce pas ainsi, une fois de plus, la démonstration incontestable qu'un régime démocratique peut établir, presque toujours, par une mentalité plus ou moins révolutionnaire, de la justice et de l'égalité dans une loi, alors qu'un régime tyrannique ne manque jamais d'y substituer la provocation et l'arbitraire ?

« Une loi éphémère du 14 juin 1854, abrogée en 1867, força les ouvriers soumis à l'obligation du *liet* de s'en munir, s'ils voulaient être inscrits sur les listes électorales. La loi de 1853 fut complétée par celle du 4 juin 1864, laquelle institua la discipline des conseils des prud'hommes. Cette loi de 1853 donna lieu à de vives critiques. Ce n'est que celle du 7 février 1880 qui restitua aux conseils des prud'hommes le droit d'élire deux de leurs membres comme président et vice-président et de nommer et de révoquer leur secrétaire. Préoccupée de l'équilibre entre les deux éléments rivaux, par cette loi, on voulut que les deux fonctions de président et de vice-président fussent partagées entre eux et que, dans le bureau de conciliation, la présidence roulât entre le conseiller patron et le conseiller ouvrier. Ce qui n'empêchait pas, d'ailleurs, l'un des éléments d'être toujours en prépondérance dans le bureau du jugement présidé et départagé par le président ou le vice-président, patron ou ouvrier, en sorte qu'un soupçon pouvait toujours s'élever sur l'impartialité de ses déci-

sions. Cette part assurée aux ouvriers dans la présidence, cette perspective pour un prud'homme patron de se trouver, quelquefois, sous l'autorité de son propre ouvrier devaient soulever des protestations et des résistances. Il s'en produisit de très vives, à Lille, à Angers, à Armentières, sous la forme de démissions collectives et réitérées de prud'hommes patrons, qui rendirent impossible le fonctionnement des conseils, faute de l'un de ses deux éléments constitutifs. Une loi du 11 décembre 1884, vint alors déclarer légal, en pareil cas, le fonctionnement des conseils composés uniquement de l'élément acceptant.

« A ces sujets d'antagonisme dans la juridiction des prud'hommes d'autres s'ajoutèrent, tirés des mandats impératifs acceptés par les candidats ouvriers, réprimés par le Conseil d'Etat, chargé du contentieux des élections à cette époque. Il fallut bien refondre ou réformer la législation sur les conseils de prud'hommes.

« Depuis 1888, de nombreux projets ou propositions de lois furent déposés au Parlement sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de prud'hommes.

« Sur un rapport de M. Lagrange (6 août 1890), la Chambre des Députés adoptait (17 mars 1892), un projet d'ensemble abrogeant expressément la législation antérieure et réglementant à nouveau la matière. Sur le rapport de M. Demôle (16 août 1893), suivi d'un rapport supplémentaire, le sénat (11 juin 1894) votait un projet qui consacrait certaines innovations adoptées par la Chambre : élévation du taux de la compétence des conseils de prud'hommes, appel de leurs décisions devant le tribunal civil, réduction des frais de la procédure. Mais sur d'autres points ce rapport du Sénat différait de celui de la Chambre, spécialement en ce qu'il refusait d'étendre la juridiction prudhomme aux employés de commerce, et modifiait la composition du bureau de jugement par l'introduction du juge de paix pour vider les partages. Ce projet ne fut point soumis à la Chambre par la commission. Une proposition de loi du député Dutrex, déposée le 14 novembre 1898, a peu près semblable à celle votée en 1892 par la Chambre, était adoptée sur le rapport de son auteur dans la séance de la Chambre du 14 février 1901. Sur le rapport de M. Savary, en date du 4 décembre 1902, après une longue et vive discussion, le Sénat maintenait presque intégralement le texte qu'il avait voté en 1894 et la Chambre se livra à de nouvelles études.

Il fallait pourtant aboutir, car le Comité de Vigilance des conseillers prud'hommes ouvriers du département de la Seine prit l'initiative d'une intense agitation. Contre le maintien de la législation prudhomme en vigueur s'organisait une vigoureuse campagne qui se traduisait par des manifestations consistant en campagne de presse, menaces de démission, démarches auprès du gouvernement. C'est alors que M. Chaumié, garde des Sceaux, déposa au nom du gouvernement (6 avril 1905), un projet de loi qui, limité à l'organisation de la juridiction d'appel, reproduisait les articles 26, 32 à 34 du projet de loi sur lesquels les deux Chambres s'étaient mises d'accord. Après d'autres difficultés et tergiversations entre les deux Chambres, fut enfin votée et promulguée la loi provisoire du 15 juillet 1905.

« Elle apportait d'importantes réformes qui consistaient principalement : 1° A changer la composition du bureau de jugement des conseils de prud'hommes, en disposant que, désormais, celui-ci se composerait d'un nombre égal de prud'hommes patrons et ouvriers, y compris le président et le vice-président, et à décider qu'en cas de partage des voix, l'affaire serait jugée par le bureau, sous la présidence du juge de paix (art. 1^{er}) ; 2° A élever la compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes à 300 francs (art. 2 § 1) ; 3° A appliquer le principe que la demande reconventionnelle fondée exclusivement sur la demande principale ne

pourrait rendre l'affaire susceptible d'appel, lorsque la demande principale elle-même appartiendrait au dernier ressort (art. 2 § 5) ; 4° A déclarer les jugements susceptibles d'appel exécutoires par provision, avec dispense de caution jusqu'à concurrence du quart de la somme, sans que ce quart puisse dépasser 100 francs, l'exécution provisoire ne pouvant être ordonnée pour le surplus qu'à charge par le demandeur de fournir caution (art. 2 § 5) ; 5° A constituer le tribunal civil juge d'appel des jugements de conseils de prud'hommes (art. 3 § 1) ; 6° A organiser la procédure d'appel, en édictant les prescriptions spéciales relatives au délai de l'appel, à la représentation des parties devant le tribunal civil, et à l'obligation, pour ce tribunal, de statuer dans un délai déterminé (art. 3 § 2 à 9) ; 7° A réglementer le pourvoi en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par les conseils de prud'hommes et contre les jugements des tribunaux civils statuant en appel (art. 4) ; 8° A rattacher enfin les conseils de prud'hommes au ministère de la Justice, et les soumettre aux règles de discipline applicables à toutes les juridictions (art. 5).

« Cette loi n'avait qu'un caractère provisoire ; elle était destinée à donner satisfaction aux réclamations des salariés, en mettant de suite en application les dispositions sur lesquelles Chambre et Sénat étaient enfin d'accord. Toutefois celles-ci savaient trop que l'opinion publique attendait d'elles une refonte et une codification générale et unique de la juridiction des conseils de prud'hommes. Elles se mirent à l'étude des anciens projets de 1894, 1903 et 1904, pour aboutir deux ans après à un accord sur le texte qui était devenu la loi fondamentale du 27 mars 1907 « concernant les « conseils de prud'hommes », jusqu'à son incorporation dans le livre IV du Code du Travail. Son article 73 a abrogé expressément toutes les lois et décrets antérieurs relatifs à la compétence des conseils de prud'hommes. C'est donc la loi d'aujourd'hui comme nous l'avons exposée au début avec les modifications qui y ont été apportées, dont les plus importantes sont celles apportées par la loi du 3 juillet 1919, encore complétée par les lois du 30 mars 1920, 20 juillet 1921, 21 juin 1924. »

Nous avons dit ce que sont les conseils de prud'hommes de la façon la plus brève possible. Il y aurait bien d'autres choses encore à dire sur cette intéressante juridiction imposée par la lutte incessante des militants ouvriers et la force menaçante des syndicats corporatifs d'avant-guerre. Mais il sera facile aux gens que la question intéresse tout particulièrement de se documenter dans des ouvrages spéciaux.

En ce qui concerne cette étude spécialement écrite pour notre *Encyclopédie Anarchiste*, c'est dans l'introduction du vaste ouvrage de René-Bloch et Henry Chomel, intitulé *Traité théorique et pratique des Conseils de Prud'hommes*, édité par la librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, à Paris, que j'ai puisé ce modeste exposé.

On se rend compte de la lenteur des travaux législatifs quand on passe en revue, comme je viens de le faire, l'histoire de la mise en vigueur d'une loi qui semble devoir avantager le travailleur en diminuant tant soit peu sa peine et son esclavage de salarié. Quelle navette de la Chambre au Sénat avant que soit promulguée une telle loi ! Que de protestations, de menaces pour obtenir, au cours du siècle dernier, que cette loi soit modifiée et rendue acceptable ! Il est très utile de savoir ces choses, pour comprendre l'âpreté des luttes ouvrières et la nécessité de cohésion des travailleurs dans leurs syndicats.

Et que de critiques encore on pourrait faire contre cette loi, aujourd'hui même ! Mais il y aurait surtout à critiquer les travailleurs devenus conseillers prud'hommes et ayant oublié le principe de la lutte acharnée,

que rien ne doit et ne peut atténuer, entre l'exploité et son exploitateur.

« Notre ennemi c'est notre maître. »

Les conseillers prud'hommes ouvriers doivent se pénétrer de cette vérité, s'en souvenir en toute occasion, et ne se servir de l'arme mise en leurs mains que pour la défense de leurs frères, les exploités ! — G. Yverot.

PSYCHANALYSE (du grec : *psukhé*, âme, et analyse). La psychanalyse ou psycho-analyse (système du Docteur Freud), que de récentes traductions ont fait connaître en France, compte ici autant de partisans que de détracteurs, parmi lesquels les patriotes, pour qui tout ce qui vient de l'étranger est suspect, et les moralistes, qui n'admettent pas qu'il y ait dans l'homme des instincts anormaux, sans compter les chroniqueurs et les vaudevillistes qui, cultivant la blague boulevardière, ont vu dans le pansexualisme freudien matière à faire de l'esprit. Ce système, évidemment, exige une mise au point. Débarrassé de ses exagérations et de ses interprétations fantaisistes, la psychanalyse constitue un excellent instrument d'investigation auquel le psychologue ne saurait renoncer.

On ne peut supprimer le « freudisme » de l'histoire de la philosophie. Il est venu à son heure, après les recherches de Pierre Janet sur l'automatisme psychologique. On n'a pas compris Freud, on n'a pas voulu le comprendre. Parce que Freud a mis en lumière la part qui revient à la sexualité dans notre existence, les gens honnêtes et bien pensants se sont émus. Ils ont délégué à leurs philosophes le soin de réhabiliter la nature humaine outragée. Freud a touché le point sensible en les démasquant. Les « parties honteuses » de l'âme ont été exposées au grand jour avec une sincérité qui ne pouvait que déplaire aux hypocrites. Que dit-il, ce Docteur Freud, honni des gens du monde qui ne l'ont même pas lu ? Il dit — et se fait fort de le prouver — que tous nos actes ont leur source dans l'instinct sexuel. Ce dernier est le réservoir dans lequel viennent s'alimenter toutes nos passions. Une bataille se livre, au fond de chacun de nous, entre le conscient et l'inconscient. Le conscient tente de refouler dans les profondeurs de l'inconscient les vices — ou soi-disant vices — que la société réproche et punit, mais, dans l'inconscient où ils se sont réfugiés, ils continuent d'agir sournoisement. L'inconscient reprend le dessus sur le conscient qui l'a refoulé et le dirige à son insu. Il le torture et lui joue des tours pendables. Il en résulte un conflit perpétuel entre l'homme individuel et l'homme social. Ce dernier s'oppose de toutes ses forces à l'apparition des instincts qu'il a refoulés. Il dispose, dans ce but, d'un arsenal de lois, de principes et de commandements. Il fait office de censeur ! « Censure » combien illusoire et toujours débordée. Les désirs refoulés prennent un détour et se manifestent de façon anormale : ils engendrent différentes « névroses », l'idée fixe et la folie. Mais ils peuvent prendre une autre direction, susceptible d'être avantageuse pour l'individu et pour le social dont il fait partie : ils peuvent se transformer en « sublimations ». En deux mots, voici ce dont il s'agit : l'instinct sexuel ou « libido », refoulé dans l'inconscient et continuant à vivre, cherche des « dérivatifs ». Il y en a de nuisibles, il y en a d'utiles. Ces derniers constituent des sublimations. Au nombre des sublimations engendrées par le refoulement de la libido appartiennent le sentiment esthétique, le sentiment religieux et le sentiment moral. Dans la psychologie freudienne, la névrose apparaît comme une œuvre d'art manquée, l'œuvre d'art comme une névrose réassie. L'art est une névrose, mais une névrose bienfaisante, et Freud est conduit à en dire autant de la morale et de la religion envisagées sous certains rapports. Ainsi, le refoulement de la libido engendre tantôt la folie, tan-

tôt le génie. Elle est la source impure de multiples psychoses, ainsi que des sentiments les plus élevés.

Ce « refoulement » a pour complément le « transfert ». Nous transportons un sentiment sur une personne analogue à la personne à laquelle ce sentiment s'adressait tout d'abord.

Le freudisme a tenté de pousser aussi loin que possible l'analyse en psychologie. La psychanalyse repose sur les données fournies par l'examen de la partie inconsciente de notre vie psychique. L'inconscient joue dans la psychologie freudienne le rôle essentiel, il constitue la réalité interne de l'individu, la vie psychique produisant des actes dont le sujet n'a pas conscience. La psychanalyse part de ce principe que l'on retrouve dans nos gestes et nos paroles, en apparence quelconques et insignifiants, notre personnalité la plus profonde et la plus intime. Les menus faits de l'existence quotidienne passent au premier plan. Des oublis de noms, des défaillances de mémoire, des distractions, des maladresses, et, ajouterai-je, jusqu'à des fautes d'orthographe, ont une importance capitale pour le psychanalyste. Freud cite les reproches obsédants que s'adressent certaines personnes après la mort d'un être aimé, qu'elles ont cependant soigné avec dévouement, prolongeant le plus possible leur existence. Bien que ces personnes n'aient pas causé la mort de l'être aimé, les reproches qu'elles s'adressent sont justifiés du fait que cette mort a procuré une satisfaction à un désir inconscient qui l'aurait provoquée s'il avait été assez puissant. Le reproche réagit contre ce désir inconscient. Il est certain qu'en interprétant de cette façon tous les faits de la vie humaine on va loin, et l'on aboutit même à des absurdités. La psychanalyse peut rendre de grands services, à condition qu'on en use au lieu d'en abuser, et qu'on l'applique à des faits particuliers au lieu de généraliser.

Pour le Docteur Freud, l'homme civilisé ne l'est qu'extérieurement, ses instincts n'ayant pas varié depuis les temps lointains de la préhistoire. L'analyse de l'inconscient retrouve chez lui ses origines ancestrales. La « censure » qui n'est pas autre chose que la culture morale dominant l'atavisme opère le refoulement de ses désirs dans l'inconscient, et l'empêche de donner libre cours dans la société à ces instincts primitifs : ces tendances cependant ne disparaissent pas tout à fait, mais prennent un détour pour se manifester. L'homme civilisé les satisfait, les orientant dans une autre direction. Cet inconscient, survivance dans l'individu de ses origines préhistoriques, constitue l'objet même de la psychanalyse. Ce « refoulement » de tendances ataviques, que l'on contente comme on peut, moi je l'appelle « hypocrisie » : l'homme social prend un masque, et justifie ses instincts en leur donnant des noms glorieux, en les légalisant, ce qui engendre un état social pire que celui de l'humanité primitive.

Freud fait de l'instinct sexuel ou libido le ressort essentiel de la psychologie. Celle-ci domine toute la vie de l'homme, inspire tous ses actes. Toutes nos aspirations sont de nature sexuelle. Les forces sexuelles refoulées dans l'inconscient par la censure, qui occupe le préconscient, constituent des « complexes ». Freud appelle *ambivalence* l'attitude de l'individu consistant dans le fait pour lui de vouloir accomplir un acte et d'être en même temps retenu par le dégoût que cet acte lui inspire. Freud explique par le psychisme inconscient ce qu'il appelle les instincts sexuels narcissiques, les défenses et prohibitions qui consistent dans le fait pour certains individus de ne pas transgresser les tabous qu'ils se sont donnés, la *paranoïa* ou délire chronique des persécutions, les phobies, les névroses obsessionnelles, etc... Freud a fait sur la « lubricité infantile polymorphe » des remarques intéressantes. La psychanalyse a donné de bons résultats dans l'étude des rêves. Le rêve est une réalisation détournée de certains désirs

refoulée. L'être humain se détourne de la réalité pour se réfugier dans le rêve (religion, art, philosophie) ou la névrose. La névrose pour Freud résulte du refoulement en nous d'émotions auxquelles nous ne pouvons donner cours. Les « actes manqués » résultent de tendances réprimées.

Le freudisme a éclairé la psychologie de l'enfant, du primitif et du névrosé et donné des résultats psychasthéniques pratiques.

Ne reprochons pas à la méthode psychanalytique son « pansexualisme ». N'ayons pas l'hypocrisie de la condamner. Bornons-nous à dire qu'elle gagnerait à tenir compte dans ce « refoulement » de certains facteurs physiques. La psychanalyse ne peut se passer du concours de la bio-chimie.

La psychanalyse a permis d'expliquer un certain nombre de phénomènes et fourni d'excellents résultats en thérapeutique. Elle est parvenue à guérir certaines névroses. Le « dogme pansexualiste », corrigé par Adler, Jung et son disciple Maeder nous a ouvert de nouveaux horizons, notamment dans la psychanalyse de l'art.

Freud, « le Christophe Colomb de l'Inconscient », a découvert un monde. Sans le comparer, comme il l'a fait lui-même, à Darwin et à Copernic, on peut lui accorder une place à côté de ceux qui, dans une voie différente, William James, Bergson ou Einstein, ont eu le mérite de systématiser des vues éparées, auxquelles ils ont imprimé le sceau de leur personnalité. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

PSYCHIATRIE ou « Médecine de l'Âme ». Ce mot désigne l'ensemble des désordres mentaux issus d'un cerveau et d'un système nerveux central malades. Le mot d'âme ne signifie pas autre chose, en effet, pour les esprits positifs, que les fonctions du cerveau. Nous n'employons ce vocable de la vieille philosophie spiritualiste que pour la commodité du langage. Mais il demeure entendu qu'il n'y a pas la moindre différence de substance entre l'âme et le corps. Tout trouble de l'esprit ou du sentiment a un support organique dont il exprime la souffrance. Le symptôme lui-même si impressionnant, si immatériel qu'il puisse paraître, n'est rien s'il n'est point relié à un organe qui a cessé de fonctionner normalement.

J'ai dit *normalement*, une fois encore par commodité de langage, car je dois rappeler que personne ne connaît intégralement le fonctionnement du cerveau et ne peut déterminer absolument si tel ou tel phénomène analysé est ou n'est point normal. Tout ce que l'on peut déclarer est qu'il n'est pas usuel et cette déclaration entraîne fatalement des réserves. Sur le terrain de la folie, de celle surtout qui ne s'est pas encore révélée à l'observateur par une lésion déterminée de la substance organique de pareilles réserves sont indispensables ; car les réactions psychiques qui sont souvent cataloguées folie ne le sont point aux yeux de tous les observateurs. Le terrain social et moral, en effet, où évoluent les phénomènes auxquels je fais allusion, est un facteur d'une particulière gravité et c'est en raison de cette gravité même, qui n'apparaît pas aussi sévère dès qu'il s'agit d'une autre fonction, comme celle du foie ou de l'estomac, que nous nous sentons constamment en plein domaine de la *relativité*.

Bref, socialement parlant, il faudra parfois chercher le critérium d'un trouble mental dans une autre voie que la lésion organique, et cela tant que l'anatomie et la physiologie (psychologie) du système nerveux central ne pourront être rapportées à une sorte d'étalon.

Ce que je définis ainsi n'est du reste pas exclusif au cerveau. Qui donc, en effet, pourrait se targuer de connaître le prototype du squelette, de la chevelure ou des reins, tel que le Créateur aurait pu nous le décrire,

s'il y avait songé ? Nous sommes loin aujourd'hui de cette étrange définition de la dégénérescence donnée pourtant par un clinicien de premier ordre, le Docteur Morel : la dégénérescence est la *déviatio*n du type normal de l'humanité. L'honorable médecin a eu pour excuse d'être un croyant, mais sa foi ne lui permit point de préciser les lignes du type normal. Et nous sommes aussi dépourvus qu'avant lui d'éléments de comparaison.

••

Ces préliminaires indispensables étant tracés, ma tâche reste simple, car elle consiste à délimiter le cadre des affections dites mentales et à en fournir une sorte de classification très provisoire, car, ici encore, il est fort difficile de trouver des classificateurs unanimes.

Nous suivrons pour la commodité la vieille division scholastique qui se prête assez bien à une description objective, à savoir les trois compartiments où l'on case les manifestations du psychisme : *intelligence*, *sentiment*, *volonté*.

Disons, en premier lieu que les troubles qui prédominent dans la folie, soit qu'ils existent à l'exclusion de tous autres, soit qu'ils compliquent d'autres états, ressortissent aux *sentiments*. Notre maître, Magna, les désignait justement du nom d'*éléments simples*. Ils constituent bien, aujourd'hui, un groupe d'affections déterminées et reliées selon toute vraisemblance à des anomalies du système endocrinien, savoir à des troubles des grandes à sécrétion interne (corps thyroïde, glande surrénale, etc.) agissant sur le système nerveux par l'intermédiaire du sympathique.

Telles sont les deux antinomies *manie* et *mélancolie*, objectivement caractérisées par un excès morbide d'*expansion* ou de *tristesse*, la première allant jusqu'à la fureur, au désordre absolu de toutes les facultés (le tableau de la manie réalise bien la folie telle que les gens du monde se la représentent : agitation, incohérence, volubilité, excentricités, etc.). Quant à l'autre, la *mélancolie*, elle a des degrés aussi, depuis la simple *dépression* mentale avec dégoût insurmontable de l'existence jusqu'à la *stupeur* la plus complète, avec arrêt apparent de la pensée, en passant par une phase de délire, parfois hallucinatoire où la tristesse, compliquée d'un sentiment de diminution de la personnalité avec accusations imaginaires, conduit au *suicide*.

Mêlons à volonté ces deux éléments ; concevons une succession *alternante* entre eux et nous réalisons un tableau clinique des plus fréquents dans les asiles, lequel n'est lui-même que l'excès de dispositions normales (la joie et la peine alternent chez tous) et nous connaissons une forme de folie très commune : la folie dite à *double forme*, folie *alterne*, mieux encore : folie *intermittente*, que l'aliéniste allemand Kraepelin a dénommée *psychose maniaco-dépressive* où l'on tend à voir un état grave conduisant à la *démence précoce* et définitive. Ici, il s'agit de ces accès de mélancolie et d'agitation, dont l'intensité enlève au sujet tout moyen de diriger son comportement et qui, la plupart du temps, exigent l'internement. De tels accès durent parfois pendant des mois et même des années, les deux phases se succèdent avec brusquerie, sans trêve. Ce retour alternatif d'accès a fait appeler cette psychose *folie circulaire*.

Nous en aurions fini avec les états simples, purement affectifs, s'il ne fallait mentionner un autre élément simple que l'on rencontrera dans la plupart des psychoses, c'est l'*hallucination*. Ce symptôme fort curieux connu depuis toujours, même dans l'Antiquité, mais interprété de façon très diverse, est vraiment la marque de fabrique de la folie.

Il s'agit d'un fonctionnement en apparence automatique des centres où s'emmagent les images senso-

rielles. Il affecte les divers sens : la vue (visions d'êtres animés, animaux, personnages, scènes variées au gré de l'imagination du sujet) ; l'ouïe (audition de bruits vagues ou précis, voix, propos aimables ou pénibles, injurieux, obscènes, provocateurs, bruits de foule, explosions, monologues ou dialogues, etc.) ; l'odorat (perception d'odeurs inexistantes, fétides ou parfumées, produits chimiques, sensation de suffocation, etc.) ; le goût (sucre, sel, amertume, poisons de toutes sortes) ; le toucher (sensations de frôlement, de pincement, magnétiques, électriques, brûlures, actions sur les organes génitaux, action sur le cerveau lui-même ; suspension de la pensée, hallucination psychique, automatisme verbal, etc.).

Faire l'histoire de l'hallucination serait faire celle de la folie à travers les âges, à travers l'histoire ; elle mettrait en jeu les grands inspirés, depuis la Pythie de Delphes jusqu'aux mystiques célèbres plus modernes, y compris les névropathes béatifiés, sanctifiés, les miraculés de tous ordres.

L'intérêt pratique de ce phénomène est de savoir qu'il n'est possible qu'à la faveur d'un trouble de la conscience ou de la vision intérieure.

Les sujets hallucinés, à de rares exceptions près, ne savent point qu'ils sont hallucinés et reçoivent les données de leurs sens comme autant de réalités et l'on aperçoit d'ici quelles en peuvent être les conséquences.

Car, réelles ou fictives, les données de nos sens déterminent nos actions ou les successions d'états de conscience qui aboutissent à l'action. Si un citoyen s'entend injurier de façon persévérante et qu'il ne se rende pas compte que ce trouble auditif n'est né que de lui-même, il peut être conduit à des réactions dangereuses, tout comme s'il avait été réellement injurié. La plupart des crimes et délits, commis par les malheureux qui tombent entre les griffes de la justice, sont le fruit d'hallucinations. Ces désordres des sens jouent un rôle énorme dans les relations entre citoyens.

Elles forment, du reste, la base essentielle et suffisante d'une forme de psychose aujourd'hui cliniquement isolée et que l'on appelle l'*Hallucinoze* ; elle est essentiellement constituée par des hallucinations primitives, diversement appréciées par les sujets qui finissent par se constituer une nouvelle existence, une nouvelle personnalité. Car les aliénés de cette catégorie ne perdent point l'usage des rouages normaux du raisonnement. On peut raisonner très juste sur des données fausses. Ce qui fait le fond de cette grave folie, c'est la perte même du jugement, du contrôle primordial. Substituez une suggestion réelle à une suggestion fautive, le sujet reste dans la voie commune des associations d'idées ; il ne déraile en fait que parce que le jeu de ses pensées ne s'articule à l'origine qu'avec des erreurs.

L'intervention des sens est d'une extrême gravité, car le travail syllogistique de la réforme du raisonnement tombe constamment à faux dès que l'intéressé est prêt à vous rétorquer : J'entends, donc cela est ; je vois, donc cela est. D'où il suit que les psychoses de cet ordre sont chroniques d'emblée et incurables. Il est notoire du reste qu'après une durée plus ou moins longue d'un tel état, les facultés intellectuelles perdent encore de leur acuité et que tout espoir de remonter le courant est perdu. Les malades tombent dans un état qualifié de *démence résanique*, précurseur de la mort mentale.

L'intérêt de l'étude de l'hallucination que j'ai faite, même très brève, nous a permis de passer des troubles du sentiment vers les troubles de l'intelligence. On a vu l'affaiblissement et parfois la disparition du jugement, la substitution de l'automatisme à la vie mentale raisonnée, avec la conservation pourtant du jeu régulier des rouages de l'organe cérébral. Telle une

montre dont le mécanisme est intact, mais dont les battements seraient irréguliers et fantaisistes.

..

Les troubles, à proprement parler, de l'intelligence constituent un énorme département de la folie. Ce que j'en ai dit est fondamental et suffisant. C'est dire que le contenu de la psychose n'a rien à faire avec le fond : sur ce dernier, greffez toutes les fantaisies possibles et vous aurez objectivement les délires de persécution (les plus fréquents), les délires de grandeur, les mystiques, les hypochondriaques, les érotiques, etc. Le mélange, l'enchevêtrement des éléments simples fournissent le tableau final. Tel un peintre qui, en vertu de son même talent, et se servant des mêmes couleurs, saura représenter les scènes les plus différentes, tel un aliéné saura, selon la nature de son tempérament, de son expansivité, de ses refoulements et surtout de ses hallucinations, jouer le rôle d'un persécuté, d'un mégalomane, d'un libidineux, d'un mystique, etc.

Sur le terrain purement intellectuel, il me faut mentionner maintenant ces états raisonnants, dépourvus d'hallucinations qui, socialement parlant, sont beaucoup plus graves et dangereux que les précédents. Il s'agit, en effet, de sujets dits *Paranoïaques* qui offrent toutes les allures de sujets normaux, mais qui excellent dans les raisonnements faux, absurdes, compliqués où il est difficile de les suivre sans s'y perdre soi-même, mais qui offrent toujours les caractères de la vraisemblance. C'est dans cette catégorie d'aliénés que se recrutent la plupart des persécutés persécuteurs, beaucoup plus actifs dans leur délire que passifs. Nombre de persécutés supportent avec résignation les hallucinations les plus pénibles ; ce persécuté passif n'est pas celui qui tue. Mais ce raisonneur dont je parle ici n'est jamais un passif. Souvent même à l'origine de son épopée délirante qui se traduit par ce qu'on appelle le *délire des actes*, il y a un noyau de faits réels, ordinairement insignifiants : la vie en est pavée. Mais à partir de ce noyau s'échafaudent mille raisonnements, mille interprétations stupides, illogiques et ridicules qui font nombre de complices pendant quelque temps, jusqu'au jour où ces confidents se dérobent par la tangente. Alors nos persécuteurs tombent dans l'erreur de la justice, en laquelle ils croient ; on les voit s'engager à perte de vue dans les procédures les plus échevelées ; ils constituent l'armée des processifs, des querelleurs ; ils rencontrent sur leur route maints parasites de la justice qui ne demandent qu'à les entretenir dans leur marotte dont ils vivent. Inmanquablement ils aboutissent à une impasse où ils ne connaissent plus que le scandale et la violence auxquels ils recourent pour appeler l'attention publique sur leur cas. C'est le moment où ils commettent quelque crime si, à la traverse, quelque autorité de bon sens ne les a colloqués à temps. La plupart des séquestrations dites arbitraires sont le fait de persécuteurs raisonnants, dont le cas émeut le populaire, si facile à tromper sur ce terrain. Autour de ces cas on voit germer de véritables accès de psychose collective, contagieuse. La folie des foules ayant à sa base une suggestibilité, dont l'importance est en raison de la masse, est une psychose des plus curieuses. Elle se produit d'ailleurs dans tous les sens possibles : exaltation, emballements, enthousiasmes politiques, religieux, patriotiques ou autres, accès au cours desquels les meneurs intéressés, pour peu qu'ils aient quelque habileté, récoltent maints avantages. Elle se produit surtout dans le sens de la revendication. La folie des persécutés interpréteurs est féconde en complications médico-sociales qui requièrent une dose de sang-froid énorme pour que les intéressés formant la galerie échappent à la contagion.

Traisons maintenant des troubles mentaux où la volonté est principalement en cause. Souvent on les range sous la simple rubrique *folie lucide*. En effet, ils coïncident le plus généralement, non seulement avec une conscience très claire, mais aussi avec une parfaite lucidité. C'est une série de phénomènes qui ont le don de stupéfier les observateurs non prévenus et qui sont bien propres à faire douter de l'unité de la personne humaine. Ils conduisent, en tous cas, vers la conception théorique, objective, et sans doute provisoire d'un dédoublement possible de la personnalité, une partie observant l'autre, totalement impuissante à régler ou à modifier son comportement. La conscience du sujet domine la situation comme un véritable spectateur. Mais ce qui caractérise la situation c'est que ce détraquement profond de la machine cérébrale coïncide avec une lucidité parfaite. Lucidité et conscience sont deux choses. Un persécuté aliéné peut être parfaitement conscient du mal qu'il éprouve, mais il n'a point de lucidité attendu qu'il ne sait point discerner que ses souffrances sont sans cause objective. Jamais un aliéné ne rapporte à lui-même la cause de son aliénation.

Les folies lucides sont symptomatiquement une anarchie de la volonté. Elles ressortissent comme éléments premiers à deux phénomènes psychologiques bien connus : l'obsession et l'impulsion. Un sujet sera hanté malgré lui par l'idée du suicide, alors qu'il n'a aucune raison d'accomplir cet acte. Il le reconnaît, l'avoue, se défend avec la dernière énergie contre cette idée stupide, implore du secours, mais sa résistance est vaine : la souffrance morale que lui procure son aboulie est le mal suprême dont il est victime.

L'obsession et l'impulsion sont liées comme la pensée l'est à l'acte. Toutes deux sont aussi irrésistibles. Nombreuses sont les formes de folies lucides qui rentrent dans le cadre de ce que le grand public, que le mot de folie effraie, dénomme neurasthénie. J'énumère au hasard la folie du doute, la dipsomanie, l'impulsion homicide, la kleptomanie, la manie incendiaire, etc., etc.

Examinons maintenant les états psychiques où les éléments simples, dont il a été question jusqu'ici, se trouvent mélangés par parties inégales. Tout de suite ces états mixtes nous amènent sur l'immense terrain de la *folie héréditaire* ou *folie des dégénérés*.

Il y a sans doute des usures organiques auxquelles participent les divers systèmes de notre économie, usures qui sont l'aboutissant d'influences morbides accumulées au cours des générations. La disparition de familles, d'espèces, de races par une sorte d'épuisement progressif est connue, mais nulle part cet état de dégénérescence n'a été aussi frappant que du côté du système nerveux.

Si nous ne pouvons accepter la définition un peu ingénue de la dégénérescence que nous avons citée plus haut, nous pouvons, en restant sur le terrain des relativités, et en comparant des couches successives d'êtres humains, constater très simplement que la résistance aux causes de déchéance et de mort peut diminuer de génération en génération, jusqu'à aboutir au néant et qu'une génération qui résiste moins que la précédente est dans un état de dégénérescence. Cette définition laisse entier le problème de la régénération qui a priori apparaît possible, si de meilleures conditions sociales la permettent.

Psychiatriquement parlant, les dégénérés sont classés en quatre catégories. Tout à fait en haut de l'échelle les sujets dont l'intelligence reste intacte, dans chacun de ses éléments constitutifs, mais dont le déséquilibre

est permanent. Même déséquilibre dans la sphère des sentiments et de la volonté.

A un second degré apparaît l'immense cohorte des simples d'esprit, dont l'intelligence est frappée en qualité comme en quantité.

Au-dessous, viennent les sujets frappés d'imbécillité et tout de suite après les idiots. Chez eux l'intelligence disparaît, laissant la place à une pure instinctivité animale et à la stérilité complète. C'est l'extinction de la lignée.

Sur ces divers états fonciers, on peut greffer à volonté, selon la valeur de l'intervention des causes secondaires de la folie, empruntées aux différents milieux, des troubles délirants de toutes sortes, dont la rapidité et la spontanéité d'écllosion sont les marques caractéristiques. Un dégénéré sera reconnu à ce fait que, plongé parmi les causes communes d'ébranlement cérébral, il se déséquilibre plus vite que son voisin et tombe dans un accès de folie là où beaucoup d'autres sujets résisteront indéfiniment.

Suivant la qualité de l'organe cérébral, la destinée de ces délires, de ces édifices surgissant comme des éruptions, est variable. Souvent éphémères et guérissant comme ils sont venus, ils sont d'autres fois incurables et entraînent plus ou moins vite une démence trahissant un anéantissement définitif de la vie mentale.

La notion de dégénérescence est pratiquement fort intéressante, car elle constitue un terrain qui compliquera d'autres états psychiques et les aggravera. Tel un accidenté du travail qui, au lieu de guérir dans un temps très court d'une commotion cérébrale, verra éclater à cette occasion un accès de folie. La prédisposition est un facteur de complications qui intervient à tout instant dans la liquidation de procès où sont en cause des accidents au cours desquels le cerveau a été intéressé.

Sans entrer ici dans le détail des causes de la dégénérescence qui sortirait de notre cadre, il faut pourtant signaler que des troubles survenant dans l'évolution sexuelle, lors de la puberté, amènent des cas graves de folie dont le nombre est très élevé et qui, sous les noms de *Hébéphrénie* et de *démence précoce* sont caractérisés d'emblée par une compromission de la vie psychique dont tôt ou tard, ordinairement très vite, la conclusion sera la mort cérébrale.

Il nous reste à énumérer les maladies mentales à causes nettement déterminées, accidentelles, reposant sur une base nettement organique.

Deux grandes causes engendrent la folie : la syphilis et les intoxications, auxquelles il faut joindre, très logiquement, les infections graves.

La syphilis conduit à la paralysie générale qui n'est autre qu'une *méningo-encéphalite* à marche inévitable, mortelle dans l'espace de deux à trois ans. La syphilis est également justiciable d'un nombre énorme d'états héréditaires. L'hérédosyphilis portera les noms d'idiotie, d'hydrocéphalie, même d'épileptie. Elle est une des causes principales de la décadence psychique de l'espèce.

On en peut dire autant des grandes intoxications dont les deux principales : l'alcoolisme et l'opiumisme exercent une influence désastreuse sur l'espèce. Les folies alcooliques, opiumiques ont des caractères cliniques sensiblement superposables. Ce sont des folies essentiellement aiguës, transitoires, fécondes en hallucinations, principalement de la vue.

Toutes les folies toxiques se ressemblent, quelle que soit l'origine du poison : les maladies microbiennes telles que la fièvre typhoïde, la diphtérie, l'encéphalite léthargique, procurent des délires transitoires, mais dont la terminaison peut aussi se faire par un affaiblissement plus ou moins rapide des facultés.

Pour terminer, je mentionnerai les complications cé-

rébrales de l'épileptie et de l'hystérie, d'une extrême fréquence, et les états psychiques qui ressortissent à des troubles de sécrétion des glandes endocrines qui commencent à être bien connus. Exemple : les troubles cérébraux symptomatiques d'un thyroïdisme anormal. On sait qu'un nombre énorme de cas d'arriération mentale sont dus exclusivement à l'insuffisance de la glande thyroïde, à preuve qu'ils cèdent à des traitements basés sur l'emploi d'extraits thyroïdiens rectifiant cette insuffisance.

Cet article psychiatrie ne saurait constituer un traité d'aliénation mentale. Il est tout juste bon pour orienter les esprits observateurs vers les manifestations anormales de l'intelligence, pour leur apprendre à les observer et à les cataloguer sommairement, et aussi à rectifier bien des erreurs et bien des préjugés qui s'infiltrèrent forcément dans nos conceptions.

Mettre la psychiatrie dans son cadre n'est point faire l'histoire de la folie dans ses aspects cliniques ni en déduire tous les enseignements qu'elle comporte sur le terrain de la sociologie, de l'hygiène mentale et de la médecine légale. Chacun de ces points fournirait la matière de longs chapitres spécialisés. — D^r LEGRAND.

PSYCHOLOGIE n. f. La psychologie (du grec *psyché*, âme, et *logos*, discours), est l'étude de l'âme, entendez par là non ce principe abstrait dont parlent les théologiens, mais l'ensemble des phénomènes qui se passent dans chaque individu. C'est toute la personne humaine, avec ses émotions, ses passions, son intelligence, sa volonté, etc..., qui est du ressort de la psychologie. « La psychologie est l'étude scientifique des faits de conscience » disait Th. Ribot. On entend par « fait de conscience » des groupes de phénomènes que nous avons soin de distinguer les uns des autres, tels que les sensations, les sentiments, etc... Une question se pose dès qu'on aborde l'étude des phénomènes psychologiques : c'est celle de la méthode. Emploierons-nous, pour les étudier, la méthode subjective, ou la méthode objective, la première constituant une méthode d'introspection (regarder au-dedans) ou d'observation interne, la seconde une méthode d'observation externe, le sujet cessant de se confondre avec l'objet, examinant du dehors, faisant appel à toutes les sciences pour se connaître et connaître les êtres qui l'entourent ? Chacune de ces méthodes offre des avantages et des inconvénients, mais en les associant, les combinant, les complétant l'une par l'autre, le psychologue diminue les chances d'erreur qui peuvent se glisser dans son observation.

La psychologie est devenue une partie si importante de la philosophie qu'elle a fini par se substituer à celle-ci : certains philosophes ont réduit la philosophie tout entière à la psychologie. En même temps qu'ils faisaient de la psychologie une science indépendante de la philosophie, dont le rôle se bornait à l'étude de problèmes généraux, d'ordre métaphysique, ils l'annexaient à la physiologie. Sans doute, on ne peut expliquer certains « faits de conscience » sans avoir recours à la physiologie, mais il s'en faut de beaucoup que cette dernière soit l'unique explication de ces faits. Il y a là une exagération qui exige une mise au point. Cette conception d'une psychologie physiologique ou d'une physiologie psychologique a donné naissance à de nombreuses « monographies » présentant un certain intérêt. Qu'il me soit permis de dire que l'analyse, si légitime qu'elle soit, dans les recherches scientifiques ou littéraires, n'est rien par elle-même : elle ne vaut que par la synthèse. C'est la synthèse seule qui donne la vie au document, vivifie l'observation et l'expérimentation, communique de l'intérêt aux travaux les plus terre-à-terre. Sans la synthèse, la science s'arrête à mi-chemin. Par la synthèse, elle rejoint la vie.

Les problèmes que soulève la psychologie sont extrêmement variés. On les range en trois groupes se rap-

portant à la vie intellectuelle, affective et active. Tour à tour on examinera, en employant la méthode génétique, qui explique le supérieur par l'inférieur, les rapports du physique et du moral, les sensations, les perceptions, la mémoire, l'association des idées, l'imagination reproductrice et l'imagination créatrice, l'attention, la réflexion, le jugement, le raisonnement, l'abstraction, les signes et le langage, les principes rationnels de finalité, de substance, de causalité, de raison suffisante, d'identité, les concepts, les idées de la raison (l'espace et le temps), l'effort intellectuel, le plaisir et la douleur, les émotions, les affections, les passions, la sympathie, l'imitation, les inclinations, les sentiments, l'instinct, l'habitude, la volonté, la personnalité, l'idée du moi, etc... La psychologie anormale et pathologique apportera son concours à la psychologie normale, complétant celle-ci par l'étude des fous, des dégénérés, des malades. Nous y joindrons la psychologie de l'enfant, celle du sauvage, et jusqu'à celle des animaux, nos « frères inférieurs ». L'animal est plus intelligent que certains hommes. Mais les hommes qualifient d'instinct l'intelligence des animaux, et donnent à leur instinct le nom d'intelligence. Bien peu de chose sépare l'homme de l'animal. Celui-ci a son langage, sa philosophie, son art. L'homme est un animal plus compliqué, voilà tout. Nous examinerons un chapitre nouveau de la psychologie désigné par Pierre Janet, sous le nom d'automatisme psychologique. Il y a un grand nombre de gestes inconscients et subconscients, que nous accomplissons sans nous en rendre compte. Ils ont cependant leurs lois, comme les phénomènes conscients. Les anciens philosophes se préoccupaient exclusivement des formes les plus élevées de l'activité humaine, méprisant ou plutôt ne soupçonnant pas ses formes inférieures : les nouveaux philosophes étudient la conscience et la sensibilité dans leurs formes élémentaires les plus simples, les plus rudimentaires (les lois de la maladie étant les mêmes que celles de la santé). Il faudra, désormais, compter avec l'inconscient, dont beaucoup de gens parlent inconsciemment. On sait quelle place a pris l'inconscient depuis quelques années dans la philosophie. On a cherché dans l'inconscient l'explication d'un grand nombre de phénomènes. En même temps que l'inconscient, dont le rôle avait été seulement pressenti par quelques philosophes, le sentiment était réhabilité, avec l'instinct. On opposait à la raison l'inconscient. Le pragmatisme trouvait dans l'inconscient sa justification ; au nom de l'inconscient on mettait en doute la valeur de la science. Il est certain que le rôle joué par l'inconscient dans la conscience humaine est considérable et ne peut être nié. Qu'est-ce au juste que l'inconscient ? Est-ce une conscience confuse, comme le croient les panpsychistes ? ou s'explique-t-il par la psychologie ou la physiologie ? Les philosophes sont loin d'être d'accord. Quoi qu'il en soit, l'inconscient est un fait. Il y aurait dans l'individu un moi conscient et un moi que Myers a appelé subliminal (au-dessous du seuil) : ce dernier, analogue au moi ancestral, à celui des animaux supérieurs et des primitifs, constituerait une sorte de vie végétative. L'inconscient et le conscient réagissent l'un sur l'autre. L'acte automatique joue un rôle dans la vie humaine, comme l'acte conscient. On constate chez l'être le plus intelligent des actes demi-conscients. Psychologues, psychiatres, occultistes, métaphysiciens, sociologues, etc..., ont dû tenir compte de l'inconscient dont ils ont étudié les effets dans la vie morale, intellectuelle et sociale de l'humanité.

Nous venons de parler de psychologie anormale. Elle a été le point de départ de recherches intéressantes. De nouvelles méthodes lui ont apporté leur concours. La psychothérapie a l'ambition de guérir les maladies de l'âme. Elle les traite comme des maladies du corps et s'efforce d'en prévenir le retour. La psychiatrie les

constate et met en lumière différentes psychopathies. Les psychiatres font souvent fausse route. Ils ont les défauts de tous les spécialistes : ils ne voient qu'un aspect de la réalité. Les psychiatres mettent les artistes au nombre des « paranoïaques ». Tout ce qui sort de l'ordinaire est, par eux, traité de folie.

Ainsi, la psychologie envisage l'homme dans toutes ses attitudes. Elle le dissèque, le pèse, l'analyse, le triture en tous sens. Ce qui est dangereux, c'est l'abus qu'on fait de la psychologie. La psychologie des écrivains et celle des philosophes ne se ressemblent guère ; cependant à ne faire que de la psychologie, objective ou subjective, expérimentale ou non, on risque d'être obsédé par l'idée fixe, qui est elle-même un cas fort curieux de psychologie anormale et pathologique. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

PSYCHOLOGIE. La psychologie a été incorporée à la philosophie en compagnie de la logique, de la morale et de la métaphysique.

C'est là un reste de la confusion primitive, où les connaissances scientifiques, la religion, la morale et la politique formaient un tout indivis.

On a même nié la psychologie ; Auguste Comte voulait en faire une partie de la sociologie, partant du fait que l'homme est un être social.

C'est une erreur. On pourrait plutôt rattacher la morale à la sociologie. Parce que la morale, science de ce qui doit être et non de ce qui est, gouverne le rapport des hommes entre eux.

On a voulu aussi faire de la psychologie une annexe de la physiologie, sous prétexte que le cerveau, organe de l'esprit, est une partie du corps.

Là aussi on s'est trompé, conduit par un matérialisme mal compris.

Le sphymographe peut nous enseigner que le pouls précipite ses battements sous l'influence d'une émotion, mais il ne nous dit rien de l'émotion elle-même.

Le vrai est que la psychologie comporte une méthode spéciale, l'introspection qui la rend très difficile, parce que le sujet de l'expérience en est en même temps l'objet. De là le peu de progrès fait par la psychologie depuis Aristote qui, déjà, avait découvert l'association des idées, dont l'étude fut complétée de nos jours par Stuart Mill.

La vieille théorie des facultés de l'âme : sensibilité, intelligence, volonté, n'a pas pu être remplacée.

L'introspection est complétée par l'extrospection, c'est-à-dire par l'observation des autres : enfants, vieillards, aliénés, idiots, hommes d'intelligence diverse. Mais nous ne pouvons connaître de l'âme des autres que ce qu'ils veulent bien nous en livrer ; en outre, il est peu de personnes vraiment capables de s'observer elles-mêmes ; le *connais-toi toi-même* socratique est rare.

Les faits psychologiques ont été étudiés aussi par leurs contours, si on peut s'exprimer ainsi. On a pu mesurer le temps qu'ils mettaient à se produire. C'est quelque chose ; mais cela ne dévoile pas le mécanisme intime de la pensée qui peut-être échappera toujours à la connaissance humaine. On a étudié avec plus de fruit ce qu'on pourrait appeler la psycho-sociologie, étude de l'influence du milieu social sur l'individu.

La psychanalyse de Freud est venue donner une vigueur nouvelle à la psychologie endormie dans les vieilles formules. On s'est livré à des interrogatoires très minutieux pour découvrir l'origine d'une obsession, d'une phobie ou d'une idée fixe. Freud, comme tous les auteurs de systèmes, a eu le tort de pousser à l'exagération l'influence de la sexualité dans la constitution de l'âme humaine.

Certes, le besoin sexuel, venant après les besoins de

nourriture et de sommeil, ne peut pas ne pas avoir un rôle important dans l'esprit humain. Néanmoins, il n'y a pas que le sexe dans la vie mentale.

Freud, néanmoins, a rendu et rendra de grands services en portant à faire attention aux paroles, notamment en matière d'éducation. Il est des paroles qui ont la nocivité de poisons. Un enfant sera à jamais incapable, parce qu'on lui aura répété qu'il est incapable. En l'humiliant de manière constante, on provoque en lui des complexes d'infériorité qui pourront le diminuer sa vie entière.

Nos pères et nos grands-pères se conduisaient à cet égard comme des barbares. Ils croyaient avoir fait tout leur devoir en donnant à leurs enfants le vivre et le couvert. Ils passaient sur eux leur mauvaise humeur, leur volonté de puissance, s'ingéniant à les humilier.

La psychologie a été aussi appliquée à l'orientation professionnelle. Par des tests, on évalue les aptitudes des enfants et on leur conseille d'entreprendre une profession en rapport avec leurs dons naturels. Mais ces études sont encore bien loin d'être au point, d'autant mieux que dans la société présente, c'est la situation et la fortune des parents et non les aptitudes de l'enfant qui déterminent son avenir. — Doctoresse PELLIER.

PSYCHOLOGIE. I. COMPANIX. Socrate donnait à l'homme un excellent conseil, en lui disant : « Connais-toi toi-même ». Le difficile est de l'appliquer. Faut-il faire porter exclusivement l'examen sur sa propre personnalité ? Est-il opportun d'étendre ces investigations à d'autres êtres, et, de l'analyse de leurs réactions élémentaires, déduire quelques notions sur le fonctionnement si complexe de notre esprit ?

La première méthode pratiquée depuis la plus haute antiquité, est celle de la psychologie classique, à laquelle des savants réputés demeurent fidèles. Ainsi, M. R. Anthony, professeur au Museum, écrivait, il y a cinq ans : « Du moment où l'on distingue une psychologie, on ne peut l'entendre que comme la science des faits de conscience envisagés en tant que faits de conscience, et rien de plus, rigoureusement ; il est impossible de vouloir étendre au-delà les limites de son champ. De cela résultent : directement, que la psychologie objective n'est pas de la psychologie et, indirectement, que la psychologie zoologique n'est pas une science, mais un fantôme de science seulement... » Ce ne seraient que des parties de la physiologie non dépourvues d'intérêt, certes, mais ne nous renseignant guère sur la nature et le jeu de notre esprit.

Cette psychologie classique nous a rendu le service d'analyser les plus fines nuances qui colorent l'expression de notre psychisme. Mais, depuis longtemps, elle ne fait plus que piétiner sur place. Elle s'en tient à la forme, elle n'atteint pas les fondements de notre activité mentale.

La plupart des philosophes et des savants de notre époque s'engagent dans une autre voie. M. J. Lhermitte, de la Faculté de Médecine, nous dit : « Sans diminuer la valeur de l'introspection, il est permis, croyons-nous, de soutenir que la meilleure manière de se connaître soi-même, c'est d'abord de connaître son cerveau. » L'introspection peut même nous égarer. MM. Delmas et Boll font observer que : « La connaissance de la personnalité d'un de nos semblables — et en particulier de notre propre personnalité — présente des difficultés considérables, qui sont imputables à plusieurs raisons : nous n'assistons jamais qu'à des faits, à des manifestations dynamiques ; seule une abstraction bien conduite permet de remonter du dynamisme au statisme, et on concevra les possibilités d'erreur qui peuvent se glisser dans de telles interprétations ; la personnalité innée est inconsciente, et chacun de nous se forge des idées erronées à ce sujet, idées qui provien-

nent de tout un système de raisonnements justificatifs et dont il convient, avant tout, de faire table rase. »

Il faudrait pouvoir expérimenter, dissocier les manifestations dynamiques de l'esprit, les actes ; en isoler et en fixer les parties. Opération à peu près impossible à réaliser sur nous-mêmes, presque aussi impossible à réaliser sur nos semblables, dont la conscience s'harmonise à la nôtre, obéit trop volontiers aux suggestions de celui qui l'interroge.

En somme, pour arriver à connaître l'homme, il faudrait observer et interpréter ses actes comme s'il s'agissait d'un animal ; et non sans prudence encore. Pourquoi ne pas nous adresser directement à l'animal ?

Autre motif. Pour bien connaître la psychologie de l'adulte, n'est-il pas indispensable d'être éclairé sur son évolution ? « Aucun fait n'est plus certain que le développement naturel et graduel de l'esprit à partir d'un début extrêmement simple ; aucun fait n'a de signification pratique et philosophique plus élevée, et aucun, cependant, n'est plus généralement méconnu. Nous savons fort bien que les plus grands hommes furent un jour des enfants, des embryons, des cellules sexuelles, et que les plus grands esprits furent un jour des esprits d'enfants, d'embryons, de cellules sexuelles ; et pourtant ce fait extraordinaire n'a exercé que fort peu d'influence sur notre façon de concevoir la nature de l'homme et de l'esprit... Plus encore que pour le développement du corps, nous serons obligés de nous fier à la comparaison entre l'ontogénèse de l'homme et celle des Animaux. » (Ed. Grant. Conklin, Université de Princeton.)

« Le sens et la courbe évolutive d'une fonction ne peuvent être obtenus que par son étude dans les différentes espèces. Plus elle devient complexe et plus cette nécessité s'impose. La psychologie ne saurait se limiter à l'homme. Elle doit même s'adresser d'abord à des séries animales, où le soudain éveil d'acquisitions héréditaires ne risque pas de trop submerger les termes régulièrement progressifs d'une fonction qui se développe. » (Henri Wallon, maître de conférences à la Sorbonne, 1930.)

Mais il ne faut pas confondre la psychologie comparée avec ce que l'on nous a souvent présenté comme la psychologie animale, sujet d'extase en présence de bêtes auxquelles il ne manque que la parole, auxquelles même parfois on donne la parole pour notre propre édification !

« Le principe de la psychologie comparée est directement opposé à l'objection d'anthropomorphisme que s'est attirée parfois la psychologie animale. Sans doute, faire de l'histoire naturelle une sorte de miroir, sur lequel chaque espèce refléterait quelque'un des traits dont l'homme a coutume de composer son propre visage, ce serait refaire en langage abstrait et pédantesque les caricatures, déjà bien oubliées, de Grandville. Le but est, au contraire, d'échapper aux interprétations de la conscience qui affuble nécessairement toute réaction des modalités et dénominations dont elle est en quelque sorte la somme : intention, délibération, choix et leurs motifs subjectifs, sentiments, désirs, répugnances... C'est choisir les conditions d'individu et de milieu où cette affabulation est le moins probable, pour ne connaître des réactions observées que leurs concomitants et leur raison nécessaire. » (H. Wallon.)

Un des points qui nous intéressent le plus, c'est la corrélation entre la pensée et ses organes, système nerveux et cerveau. Or, sur l'homme l'expérimentation est impossible ; seules les monstruosité, les malformations, les blessures nous fournissent quelques données. Si nous nous adressons aux animaux, abstraction même faite de l'expérimentation proprement dite, nous pouvons suivre, à travers toute la série des espèces, le développement progressif de tout le système, depuis l'arc réflexe le plus élémentaire jusqu'aux couches supé-

rieures de l'encéphale, aux lobes frontaux dont le volume caractérise l'espèce humaine. Nous pouvons en tirer de précieuses données relativement au progrès psychique.

Les méthodes à suivre pour l'étude de la mentalité animale sont l'observation et l'expérimentation.

Elles se distinguent peu tant que l'on n'envisage que les animaux les plus inférieurs, infusoires par exemple, auxquels on peut difficilement faire subir des modifications individuelles et dont on se borne à observer le comportement dans un milieu qui ne subit que des variations d'ensemble semblables à celles que provoquent les agents naturels, changements d'éclairage, de température, de concentration saline ou gazeuse. Les deux théories principales issues de ces observations sont : celles de Loeb, des *tropismes* ; les mouvements de l'animal sont des mouvements forcés, indépendants de sa volonté, conséquences des réactions physico-chimiques de sa substance. A un degré supérieur, les forces internes sont mises en action par des changements brusques ou des dissymétries du milieu ; l'animal est orienté par sa *sensibilité différentielle* ; 2° Jennings explique le comportement par la théorie des *essais et des erreurs*, imaginée d'après l'effet que le spectacle produit sur nous. « L'animal exécute des mouvements au hasard, dans toutes les directions, jusqu'à ce que le résultat soit atteint, après quoi le mouvement cesse. » C'est d'ailleurs à peine s'il y a quelque chose de moins mécanique, de moins déterminé que dans la théorie de Loeb.

C'est lorsque l'on s'élève à des êtres moins simples que l'observation et l'expérience se caractérisent véritablement. La première vise surtout à être descriptive. Elle étudie l'animal à l'état libre, dans son milieu, dans des conditions normales. Elle a été pratiquée par Fabre — peut-être avec un peu trop d'imagination sympathique et une idée trop classique de l'instinct, nous dit M. A. Lalande.

La seconde est explicative. Partant de la considération des actes les plus élémentaires, dont nous venons de faire mention, elle provoque et étudie leur complication progressive ; elle pose en quelque sorte des problèmes aux patients. L'expérimentation met en œuvre des stimulus de plus en plus compliqués, pour voir de quelle façon les animaux y répondent, il s'efforce de faire s'établir des réactions acquises adaptées à des événements devenus coutumiers, à mesurer le temps, le nombre d'épreuves nécessaires pour réaliser cette éducation, la durée de persistance de la mémoire, le secours que les expériences passées apportent à la réacquisition des gestes appropriés au cours d'expériences ultérieures.

La pratique de ce dressage, la comparaison des résultats numériques qu'il fournit, permettent de distinguer les aptitudes et le degré d'intelligence des espèces animales, et même des individus d'une même espèce. Il s'agit de parcourir, à la recherche de la nourriture, des circuits, les uns conduisant au but, les autres en impasse, de discerner la forme ou la couleur des réceptifs qui la contiennent, de portes à ouvrir, de mécanismes à faire jouer, d'outils à inventer. Des singes, par exemple, non seulement savent faire usage de bâtons, mais aussi emmancher deux bambous l'un dans l'autre pour atteindre un objet désiré.

On a proposé de dresser des animaux bien doués à des opérations de triage fastidieuses pour l'homme. « Il n'est pas interdit de penser qu'un jour, des équipes d'animaux se substitueront à l'homme pour les travaux industriels inférieurs. On utilise encore l'homme pour un certain nombre de ces travaux, faute de pouvoir lui substituer des appareils automatiques économiquement utilisables : par exemple, pour la séparation d'objets ne présentant que des différences de couleur ou de dessin, le classement des fruits selon leur

maturité, d'œufs suivant leur fraîcheur, le classement des déchets métalliques d'après leur couleur, le triage de certaines semences, le triage des laines et cotons bruts, etc... Pour quelques-unes de ces opérations, le cerveau animal serait d'un emploi beaucoup plus économique que le cerveau humain. » (C. Bussard, *Revue Scientifique*, 13 juin 1931.) Les capitalistes, américains surtout, veulent, par la rationalisation, faire de l'homme, moins qu'un animal, un automate, il s'agit maintenant d'éduquer l'animal pour lui faire concurrencer l'homme.

On veut aussi tirer de l'animal des éclaircissements sur la sociologie ; comprendre comment un chef peut se dégager de la masse des sujets, comment peut s'établir une hiérarchie. « Jusqu'à présent, les lois sociales les plus simples nous ont échappé ou, du moins, nous n'avons pu les connaître avec certitude, faute pour le sociologue de disposer de la faculté d'expérimenter, comme on le fait dans toutes les sciences qui ne touchent pas à l'homme. Lorsqu'on sera en mesure de créer et de modifier à sa guise de petites sociétés animales, on pourra, peut-être, dégager des expériences faites les lois fondamentales qui régissent la grande Société, la nôtre. » (Id.) L'auteur paraît perdre de vue que ce qu'il faudrait observer, puisque les hommes ont créé eux-mêmes leur grande Société, ce sont les gouvernements que se donnaient spontanément les animaux ; mais ils ne sont pas si bêtes.

Ce rêve d'une « Zoo-Sociologie Expérimentale » n'est sans doute pas près de se réaliser. Faut-il le regretter ? Des législateurs à quatre pattes seraient peut-être plus sages et moins dangereux surtout que des législateurs aux mains avides, aux doigts trop crochus.

Cette digression était pour faire sentir le danger que peut présenter l'école analogiste qui « s'efforce de comprendre les réactions animales par leur ressemblance avec celles de l'homme et de les traduire en termes de conscience. Elle a le grand intérêt de faire de l'observation zoologique un instrument de psychologie comparative et de toucher par suite aux problèmes concernant la place de l'homme dans la nature et la genèse de ses facultés mentales. Mais c'est une méthode très glissante, où l'on est facilement tenté de prendre pour une explication la simple analogie avec les faits auxquels nous sommes accoutumés ou de prêter aux animaux des phénomènes de conscience qui en font de petits hommes. » (A. Lalande, 1930.) Il faut : « Ne jamais interpréter une action comme l'effet d'une faculté mentale supérieure, quand elle peut être considérée comme produite par une faculté occupant un degré inférieur de l'échelle psychologique. » (Morgan, cité par A. L.)

Dans un livre consacré à la Psychologie comparée (A. Costes, édit.), M^{me} M. Goldsmith nous montre quelles sont les données que nous fournit aujourd'hui, cette partie de la science, encore peu approfondie et aussi les promesses qu'elle nous apporte. Après avoir indiqué que ni la théorie des essais et des erreurs, ni celle des tropismes ne nous donnent l'explication des premiers actes impliquant le psychisme, elle montre que les réflexes, actes conscients ou inconscients, se distinguent des tropismes surtout en ce que les voies qu'ils empruntent pour se manifester — système nerveux — sont visibles pour nous. Elle en vient aux instincts, réflexes héréditaires, moins parfaits et plus perfectibles qu'on ne croit. Je considère, pour ma part, l'instinct comme l'emploi rationalisé d'une force nerveuse parcimonieusement mesurée. Elle traite en dernier lieu des actes relevant de l'intelligence proprement dite, caractérisés par ce fait qu'au lieu d'obéir à l'excitation du moment, ils se combinent avec les excitations antérieures par le moyen de la mémoire et de processus associatifs. Suivi à travers toute la série animale, le développement intellectuel n'est pas régulièrement graduel ; mais dans chacun des grands groupements zoologiques,

il s'accroît des formes inférieures aux supérieures, puis, dans le groupe suivant, redescend pour remonter plus haut. En fin de compte, M^{me} Goldsmith conclut : « Les méthodes, encore toutes nouvelles, de la psychologie animale se perfectionneront et s'unifieront. Et, alors, de vastes possibilités s'ouvriront à des séries de travaux systématiques... ; enfin, on pourra étudier la dépendance des aptitudes psychologiques d'un animal vis-à-vis de son milieu et de ses conditions de vie ». L'animal humain fera son profit des renseignements fournis par ses frères inférieurs.

H. COLLECTIVE. — On n'est pas encore parvenu à tracer une ligne de démarcation incontestée entre le domaine de la psychologie et celui de la sociologie, ou encore à déterminer la part qui revient à l'individuel et au collectif dans la naissance et le développement des idées de l'homme et dans l'évolution des sociétés. Que ces deux sciences tendent à empiéter l'une sur l'autre, cela, nous le verrons, est assez naturel ; mais, ce qui est plus grave, c'est que chacune émet la prétention d'absorber l'autre.

Tout rapporter à l'individu, considéré comme un absolu, unique promoteur et légitime bénéficiaire de toute activité intellectuelle, amène inévitablement à professer l'individualisme égoïste. Toutefois, si cette inclination est fâcheuse, elle ne saurait, lorsqu'elle reste strictement personnelle, porter grand préjudice à la société. Celui qui ne compte que sur ses propres forces pour imposer sa loi se heurte bientôt à des résistances qui réfrènt son ambition. La suprématie d'un seul sur tous a peu de chances de durée. Pour se satisfaire, les égoïsmes ont toujours dû former des coalitions, se constituer en castes ou classes poursuivant la conquête du pouvoir, détenant la gestion de la chose publique. Mais, du fait même que l'égoïste s'incorpore à un groupement d'intérêts, il abdique une partie de ses prétentions, hypocritement sans doute, mais pratiquement, il est devenu sociable.

La prééminence de la collectivité sur l'individu est un principe d'une portée infiniment plus redoutable. Certes, tant que l'agrégat reste sans organisation, n'est qu'une foule capricieuse, la contrainte qu'il exerce sur des dissidents, violente parfois, n'est guère durable. Par contre, dès que des groupements d'intérêts se sont dégagés du chaos, celui d'entre eux qui s'est assuré la supériorité veut qu'elle soit reconnue comme fondée en droit. Il prétend être l'âme du corps social. Il invoque l'existence d'une conscience collective dont il serait l'organe.

Cette notion de conscience collective demeurée longtemps imprécise, on a cherché à la justifier en s'appuyant sur la biologie.

Un sociologue contemporain, Espinas, considérait l'individu comme une synthèse d'organes ; il serait plus exact de dire synthèse de fonctions. La société serait une synthèse d'individus. « La même concentration qui, en produisant l'individualité organique, fait surgir une conscience, la conscience individuelle, ne peut pas, lorsque, en se poursuivant, elle produit la société, ne pas de même faire surgir en elle une conscience, la conscience collective. La participation de plusieurs éléments vitaux à une même fonction essentielle, c'est le concours biologique..., la conscience qui résulte de ce concours est la même en nature chez la société et chez l'individu. » (Espinas, d'après Davy.)

Le concept de conscience individuelle est une survivance animiste, la croyance « à un animal invisible habitant à l'intérieur de l'animal visible. » En fait, il y a la pensée de l'homme, pensée qui comporte des degrés, une hiérarchie si l'on veut, mais reposant seulement sur la précision de son objet et l'étendue de sa compréhension. « Nous pensons avec tout le corps sans doute, et non avec le cerveau seul ; mais cela ne sau-

rait signifier que le cerveau n'est pas l'organe le plus élaboré, celui qui marque le mieux le niveau de notre évolution. » (Léon Brunschvicg.) Cela est incontestable lorsqu'il s'agit de motiver la place occupée par l'homme dans la série animale. Dans l'être humain, la fonction du cerveau est une fonction de coordination intégrée dans l'ensemble des autres. A mesure que le flux nerveux ou psychique s'élève d'un échelon, intéresse des régions supérieures, il s'associe à d'autres courants, se coordonne avec eux, d'obscur devient clair, s'achève en pensée réfléchie accompagnée de jugement. On peut alors le qualifier de pensée consciente, sans prétendre que sa nature ait changé.

Y a-t-il dans une société quelque chose d'analogue qui mérite d'être qualifié de conscience collective ou sociale ? On peut assurément relever certaines analogies. Il y a dans le corps social des courants d'idées qui restent confinés dans un domaine restreint, associations civiques ou économiques à buts limités ou temporaires. D'autres englobent des intérêts plus généraux, mais localisés, sans grand retentissement extérieur. D'autres animent les grands appareils fonctionnels de l'Etat, inspirent leurs statuts et règlements professionnels, entretiennent leurs coutumes, vivifient leur esprit de corps. Enfin, des institutions communes consacrent la cohésion d'une nation.

Mais, de cet ensemble, plus ou moins judicieusement systématisé, voyons-nous surgir quelque chose de comparable à une entité de caractère transcendant, à laquelle nous devrions rendre hommage en la reconnaissant comme conscience sociale à caractère impératif, conscience nationale, dans l'état présent du monde ?

La personnification de la société comme qualitativement différente des personnes composantes est une pure hypothèse métaphysique. La réalité de la conscience sociale exigerait « que la France fût une personne, que l'Autriche fût une personne, que l'Humanité pût devenir un jour une personne, que la conscience collective eût une existence et une sorte de moi distinct de nos consciences propres » (Alfred Fouillée). Durkheim l'admettait parce que, disait-il, la société est « la source et le lieu de tous les biens intellectuels qui constituent la civilisation ». Il n'y a là qu'une part de vérité. « La source et le lieu ne constituent pas une conscience. La vraie source, d'ailleurs, le vrai lieu de la civilisation est dans les consciences individuelles qui, réunies en société, réagissent les unes sur les autres. C'est sans doute la société qui nous affranchit de la nature ; mais en résulte-t-il que nous devons nous la représenter comme un être psychique supérieur à celui que nous sommes et d'où ce dernier émane ? Cette théorie métaphysique de l'émanation sociale ne nous paraît guère plus soutenable que celle de l'émanation divine. » (A. Fouillée.)

Mais, une fois écartée cette notion de conscience collective et désavouées les redoutables entités dans lesquelles on prétend l'incarner, il reste l'interaction des pensées individuelles et des idées qui règnent dans le milieu social. « Il n'est rien dans l'individu qui ne soit marqué de l'empreinte sociale, il n'est rien en lui qui ne réagisse sur la société, qui ne tende à la transformer plus ou moins et, par là, à transformer tous les autres esprits, et à le transformer, indirectement, lui-même. » (Fr. Paulhan.)

Quelle influence l'esprit individuel exerce-t-il sur les courants d'idées qui règnent dans le milieu social ? Quels germes de progrès y introduit-il ? Comment les innovations dues à son initiative, se font-elles admettre et arrivent-elles à influer sur le comportement et l'orientation du groupe ? Cela constitue un chapitre de la sociologie.

De quels éléments empruntés au milieu social se forme et s'alimente la pensée personnelle ? Quel cadre

ce milieu impose-t-il à l'activité intellectuelle ? Quelle aide lui apporte-t-il ? Quel frein lui impose-t-il ? C'est là une partie essentielle de la psychologie que l'on tend aujourd'hui à étudier et à systématiser sous le nom de psychologie collective.

L'objet de cette science est extrêmement complexe, « l'étude en est à peine abordée » (Ch. Blondel). Non pas que cet objet ait été méconnu. Mais on a apporté trop de passion dans l'interprétation des faits sur lesquels on pouvait s'appuyer pour la recherche. Socio-crates et individualistes égoïstes les dénaturaient au bénéfice de leur doctrine.

Dès la naissance, le milieu intervient dans la formation intellectuelle de l'enfant. « Alors que la plupart des animaux peuvent être abandonnés à eux-mêmes peu de temps après leur naissance, l'enfant a besoin pendant de longues années d'une protection attentive. Lorsqu'il est devenu un tant soit peu viable, il est déjà socialisé. » (G. Bouthone.) Auguste Comte admettait que, par sa nature même, la pensée de l'enfant évoluait conformément à la première phase de sa loi des trois états, qu'elle commençait par avoir un caractère animiste, religieux et même fétichiste. C'était attribuer à une innéité, dans le secret de laquelle nul ne peut pénétrer, pas même le sujet qui ne conserve aucun souvenir de sa toute première enfance, ce qui provient de l'ambivalence. « Il ne faudrait pas confondre avec une interprétation spontanée les personifications d'objets inanimés dont parents et nourrices croient devoir se servir pour entrer en communication d'idées avec l'enfant et pour se mettre à sa portée. Pour étudier avec fruit le développement de l'âme enfantine, il importerait d'éliminer rigoureusement les influences étrangères ; ce qui n'est pas possible. » (Weber.) Plus tard, c'est le langage qui impose son cadre à la pensée, et le langage est apport social. Il n'est sans doute pas de pensée qui ne soit accompagnée de parole intérieure. L'être lui-même ne prend pleinement conscience de son existence que par ses relations avec la société. La durée, hors de celle-ci, ne serait pour lui qu'une sensation imprécise. La mémoire ne permet de classer les incidents personnels qu'avec l'aide des repères empruntés aux groupes auxquels on est incorporé : famille, milieu professionnel ou politique, dont les éphémérides ou la tradition précisent la date.

Les tendances physiologiques et psychiques, les sentiments affectifs font partie de notre innéité, mais la société leur impose leur forme et leur fournit les moyens d'expression qu'elle maintient dans des limites étroites et dont elle refrène les écarts. Cette inhibition, à son tour, est source de progrès individuel.

Toute la formation technique et scientifique de l'homme, est l'œuvre de la société ; l'homme n'apporte que ses tendances et ses aptitudes ; la matière et les instruments, grâce auxquels ces dons innés seront mis en valeur, sont un apport social.

Le champ d'action de la psychologie collective est donc fort étendu. De l'étude de cette partie de la science dépend la solution de nombreux problèmes sociaux, au nombre desquels il faut compter ceux qui sont relatifs à l'éducation. — G. Goux.

PUBERTÉ n. f. (du latin : *pubis*, poil). L'époque de la puberté est celle où les organes sexuels des jeunes gens arrivent à un état de développement notable, où des spermatozoïdes se forment dans les testicules du garçon, où les menstrues surviennent chez la fille, provoquées périodiquement par l'expulsion d'un ovule mûr. Des poils naissent, chez le mâle, à la racine de la verge, plus tard au creux des aisselles, sur les joues et le menton. Testicules et verge augmentent de volume, alors que le scrotum prend une couleur brunâtre, se couvre de poils et se plisse. Les organes génitaux se gonflent et se durcissent sous l'effet d'impressions volup-

tueuses ou d'attouchements même minimes. La voix s'abaisse d'un octave environ ; parfois cette mue résulte d'une transformation progressive et insensible, parfois elle s'accompagne d'enrouement et de troubles divers dans la tonalité. C'est à la castration prépubérale que les chantes de la chapelle Sixtine, à Rome, devaient leur voix de femme, à diapason élevé. Chez la jeune fille, la puberté se manifeste par le développement des mamelles, une tendance à l'adiposité, l'apparition des menstrues. Des poils naissent sur le pubis, quelques semaines avant la venue de ces dernières, d'autres poussent aux aisselles, quelques semaines après. Le bassin s'élargit ; hanches et poitrine s'arrondissent ; les ovaires augmentent de volume et la longueur de l'utérus s'accroît considérablement ; à noter encore l'agrandissement des petites lèvres du vagin, la formation des bulbes valvaires, le développement du clitoris. Des troubles spéciaux annoncent les premières règles ; parfois le cœur devient le siège de désordres passagers ; la voix s'abaisse de deux tons seulement, en moyenne.

Dans les pays chauds, garçons et filles sont précoces ; chez les hindous, il n'est pas rare de trouver un mari de quinze ans accouplé à une femme de douze ans. Mais les excès sexuels, à un âge trop tendre, ont des effets désastreux et pour l'espèce et pour les individus. La menstruation est plus rapide dans les races méridionales, à la ville, chez les filles riches ; plus tardive dans les races du nord, à la campagne, chez les filles pauvres. A Paris, l'âge moyen est de 14 ans et demi.

En règle générale, le garçon est moins précoce ; puis son évolution sexuelle est plus lente. C'est vers 14 ans que ses poils pubiens se développent ; c'est vers 17 ans que ses organes génitaux acquièrent un volume assez considérable. Les modifications physiologiques qui caractérisent la puberté s'accompagnent de troubles psychologiques, souvent décrits par les poètes et les romanciers. Des aspirations vagues, des désirs mal définis, une inquiétude dont il ne connaît pas la raison tourbillonnent dans l'esprit de l'adolescent. Des bouffées de chaleur lui montent au visage ; il rougit facilement ; aisément ses yeux se remplissent de larmes. Caresses et baisers maternels, joies simples de l'amitié, pratiques d'une dévotion outrancière et morbide sont désormais incapables d'éteindre le feu dont il brûle intérieurement. C'est l'époque des rêves héroïques, des productions enchanteresses et sublimes de l'imaginaire ; c'est aussi celle où l'obscénité fleurit, car ils sont rares les jouvenceaux modernes qui ne soupçonnent point où la nature les conduit. Tout devient pour eux matière de plaisanteries sexuelles ; torturés par les impulsions énergiques de l'instinct procréateur, ils cherchent un dérivatif dans les lectures et les conversations grivoises. Presque tous recourent à l'onanisme solitaire ou collectif.

Sujette à de rapides variations d'humeur, à la fois vive et timide, la jeune fille ressent, elle aussi, une ardeur qu'elle ne s'explique pas. Des crises de larmes succèdent à de bruyantes explosions de joie ; c'est l'époque par excellence des amitiés tendres et de l'exaltation religieuse. Une extrême susceptibilité s'allie au désir secret d'être l'objet de soins empressés. La présence d'un compagnon masculin jeune et beau provoque chez la jeune fille un trouble délicieux. De cet éveil de la sexualité dans une âme candide, l'auteur de *Daphnis et Chloé* nous a laissé une description d'une étonnante fidélité. Un jour que Chloé lavait le corps de Daphnis, elle s'avisa qu'il était beau, ce qu'elle n'avait point jusque-là remarqué ; sa peau lui parut douce et fine ; elle rêva de revoir son compagnon se baigner. Bientôt son esprit fut obsédé par l'image de Daphnis. « Ce qu'elle éprouvait, elle n'eût su dire ce que c'était, simple fille nourrie aux champs, et n'ayant ouï en sa vie le nom seulement d'amour. Son âme était oppressée ; malgré elle, bien souvent ses yeux se remplissaient de

larmes. Elle passait les jours sans prendre de nourriture, les nuits sans trouver de sommeil ; elle riait et puis pleurait ; elle s'endormait et aussitôt se réveillait en sursaut ; elle pâlisait et, au même instant, son visage se colorait de feu. La genisse piquée du taon n'est point si follement agitée. » Plus discrètes que les garçons, concernant les choses sexuelles, les jeunes filles s'éprennent souvent entre elles d'amitié amoureuse ; peu vont jusqu'à la masturbation mutuelle. Cette pratique, fort répandue parmi les femmes d'âge mûr, sévit à un degré moindre dans les pensionnats féminins que dans les internats de garçons. Instinct procréateur, caractères physiques et moraux, dont l'apparition détermine la puberté, résultent moins de la présence d'éléments séminaux arrivés à maturité que de l'action de substances excitantes, secrétées dans les parties génitales et répandues dans tout l'organisme.

La découverte de ces substances, les hormones, et de leur rôle, écrit le Docteur Vachet dans son beau livre *L'Inquiétude sexuelle* « repose sur certaines expériences décisives, dont les principales sont l'ablation des glandes génitales chez le mâle et chez la femelle, la transplantation de tissu glandulaire chez les animaux préalablement castrés, l'injection aux castrats du suc glandulaire dont ils sont privés. Nombreux sont les savants qui, dans ces vingt dernières années, ont fondé sur de telles expériences les connaissances solides que nous possédons aujourd'hui ». Or la sécrétion des hormones commence à la fin de la première enfance ; d'où il résulte que l'inquiétude sexuelle existe dès la période prépubérale, quoi qu'en disent les auteurs traditionalistes, respectueux des préjugés chrétiens. Freud a raison de placer avant la puberté les premières manifestations de l'instinct de reproduction. Mais nous ne saurions le suivre, lorsqu'il étudie la sexualité chez le bambin. C'est un plaisir voluptueux, selon Freud, qu'éprouve l'enfant qui tette sa mère ou se réchauffe contre son sein : « L'acte qui consiste à sucer le sein maternel devient le point de départ de toute la vie sexuelle, l'idéal jamais atteint de toute satisfaction sexuelle ultérieure ». Frottement et chatouillement de certaines parties du corps, les zones érogènes, défécation et miction, après retenue intentionnelle, des excréments et de l'urine seraient des manifestations de l'érotisme infantin. Amour de la mère, jalousie haineuse du père ou des frères, curiosité sexuelle, cruauté voluptueuse découleraient, plus tard, du même sentiment. L'enfant, toujours d'après Freud, fixe d'abord sa libido sur un objet d'élection, la mère par exemple, puis se met en imagination à la place du père, adoptant son caractère et se conformant à ses interdictions. Lorsqu'il comprend que son père est un obstacle à son amour, il le hait. D'où le complexe d'Édipe, fait de haine et d'amour, qui se dissoudra plus tard, lorsque s'accroîtra la séparation entre la mère et le fils. A la puberté, complexes parentaux et tendances génitales erratiques se fusionnent harmonieusement, chez les individus normaux. Le primat des organes génitaux s'affirme sur les autres zones érogènes ; l'objet du désir devient la personne du sexe opposé ; plaisir physique et tendresse amoureuse arrivent à se fusionner.

Ces doctrines ingénieuses ont le tort d'être des constructions hypothétiques, que les faits sont loin de toujours confirmer. Par contre, l'existence de plaisirs sexuels dans la période prépubère est certaine. Jean-Jacques Rousseau raconte qu'à onze ans, une M^{lle} de Valson fit de lui son galant ; il prit la chose au sérieux et assure que, s'il l'aimait en frère, il en était jaloux en amant. Sacher Masoch avait dix ans, quand eut lieu la scène qui détermina sa perversion. Le Docteur Vachet a reçu cette confession d'un jeune homme : « Je devais avoir environ quatre ans et j'étais en parfaite santé, lorsque, un jour, grimant à un prunier, j'éprouvai une sensation étrange, à la fois amolissante et agréable,

que je pris pour une envie d'uriner. Je m'efforçai à plusieurs reprises de la renouveler et j'y parvins presque régulièrement. Vers le même temps, un camarade de jeu, plus âgé que moi d'une année, me raconta que sa mère l'embrassait sur les fesses et que cela lui plaisait beaucoup. A nous deux, nous essayâmes de renouveler cette satisfaction qui, autant qu'il m'en souvenne, était beaucoup plus psychologique que physique. Peu de temps après, nous nous séparâmes et je ne pensai plus à ces choses. J'avais dix ans lorsque, à la campagne, une voisine, jeune fermière, qui me témoignait de l'affection et me gâtait, m'emmena dans un grenier où il faisait très chaud. Elle m'étendit à côté d'elle sur du foin et prit jeu à me chatouiller. Je devais être en état d'excitation et elle s'en aperçut. Toujours sous prétexte de jeu elle défit mon vêtement et se mit à me caresser. Puis, feignant d'avoir trop chaud, elle se dévêtit aux trois quarts et commença à me donner une leçon d'anatomie. Je me sentais très excité et ce fut sans difficulté que je me prêtai à un exercice qui me fit éprouver une sensation violente, alors elle me serra contre elle en m'embrassant. Comme personne ne pouvait la soupçonner et qu'avec un garçon de mon âge, elle ne craignait point d'être fécondée, elle continua ce manège, durant tout le temps de mon séjour à la campagne. Je me sentais dans un état de trouble et de fatigue extrême. Je n'ai plus eu de ces relations avec cette femme, mais toute ma jeunesse a été hantée de ce souvenir qui me procurait un mélange de plaisir et de honte. Je me suis souvent demandé si cela ne me rendrait pas fou quelque jour. »

Des sensations érotiques si prononcées, pendant la période prépubère, sont exceptionnelles sans doute ; néanmoins, si une fausse honte n'empêchait bien des aveux, nous saurions que le nombre est grand de ceux qui, durant leur enfance, ressentirent des impressions sexuelles plus ou moins vagues. Inspirés par le christianisme, les moralistes occidentaux ont jeté l'anathème sur les plaisirs de la chair. Un opprobre accablant pèse sur tout ce qui concerne la procréation ; les organes sexuels sont réputés honteux ; l'union de l'homme et de la femme est entourée d'innombrables restrictions. Dans *L'Éducation Sexuelle*, un ouvrage qui lui fait honneur, Jean Marestan s'élève contre cette sottise pudibonderie. « Il est, déclare-t-il, un instinct charmant qui porte les femmes, en âge d'aimer, à mettre une certaine réserve dans le don d'elles-mêmes, à dissimuler leurs formes sous des étoffes, dont l'assemblage harmonieux et les couleurs seyantes sont un attrait de plus pour leur beauté. Et cet instinct, qui fait plus désirable encore ce qui semble se refuser aux regards, rend plus savoureux l'accomplissement de la grande loi d'amour. Il est, en outre, chez les hommes et les femmes d'essence supérieure, une sorte de goût raffiné d'isolement et de discrétion, pour ce qui concerne les actes de leur existence intime. Et ils contribuent ainsi, dans les liaisons passionnelles, à relever d'un caractère de troublante séduction ce qui, sans le secours d'un peu de poésie et d'un décor approprié, ne serait plus en soi que l'assez banal assouvissement d'un besoin physiologique. Mais il n'y a pas lieu de confondre ces tendances si compréhensibles de notre être, et qui ne sont point contraires aux exigences d'une vie normale, avec le préjugé grossier, pourtant aujourd'hui si répandu, qui consiste à montrer l'amour sexuel comme une faute, à faire systématiquement des organes de la génération un objet de honte et de mystère ». De ce préjugé, les jeunes gens sont fréquemment victimes à l'époque de la puberté.

Trop de parents oublient que les besoins sexuels sont précoces, qu'ils sont impérieux et obsédants, qu'ils rongent et corrodent, à un âge où l'union des sexes n'est tolérée ni par la coutume, ni par la religion. L'être jeune subit des appels lancinants, douloureux, que

l'organisation sociale ne lui permet point de satisfaire et dont, par timidité ou par honte, il n'ose même pas parler. Au prix du martyre de nombre d'individus, la civilisation occidentale tente de dominer l'instinct sexuel ; elle multiplie les interdictions et les défenses qui s'opposent à son développement normal. D'où la fréquence de l'onanisme chez les garçons ; plus de quatre-vingts pour cent s'y livrent ; et dans certains pensionnats religieux, où toute sortie libre est rigoureusement prohibée, c'est à de véritables matches de masturbation que s'adonnent les grands élèves. Ils se soulagent de la sorte ; non sans une angoisse inavouée, parce qu'on flétrit violemment ces pratiques devant eux et qu'on assure qu'elles conduisent à de terribles maladies. Menaces imaginaires, les médecins en conviennent aujourd'hui ; seul l'excès est à craindre, comme d'ailleurs il est pareillement à redouter en matière de coït.

Chez le grand nombre, l'accouplement normal fera oublier, plus tard, la masturbation collective ou solitaire ; pourtant l'onanisme restera familier à quelques-uns et quelques autres y gagneront des tendances durables à l'homosexualité. Tant que la nature ne réclame rien et que les organes génitaux de l'enfant n'ont pas atteint le développement requis, il serait criminel de l'initier à des pratiques qui compromettraient dangereusement son avenir. Mais il est absurde de vouloir contraindre à la chasteté des jeunes gens dont la virilité vigoureuse, exubérante, pleinement épanouie, réclame impérieusement d'être satisfaite. Voivinel a raison de constater qu'en amour, on a la morale de sa chimie et la chimie de ses glandes à sécrétion interne.

C'est bien vainement que les moralistes officiels prétendent ignorer la nature ; toujours elle se venge de l'imprudent qui reste sourd à ses appels. Les jeunes filles ont des besoins sexuels moins violents et plus difficiles à éveiller que ceux des garçons. Celles qui se masturbent ne constituent pas une exception rarissime ; la plupart s'arrêtent néanmoins aux paroles tendres, aux caresses et aux baisers mutuels. Beaucoup sont effrayées par le coït et ses conséquences ; elles arrivent moins vite que l'homme à l'orgasme ; la brutalité des premiers contacts, les conséquences douloureuses de l'enfantement leur répugnent. Faute d'une éducation sexuelle suffisante, plusieurs s'adonnent à l'homosexualité d'une façon définitive. Quelques-unes cherchent un refuge dans la dévotion et deviennent la proie d'un mysticisme délirant. Une sensualité qui n'avait rien de céleste se mêlait aux pamoisons béatifiques d'une Sainte Thérèse, d'une Marie Alacoque, etc. Chez Sainte Thérèse, déclare Leuba, qui a longuement étudié la question, on peut attester la participation des organes sexuels aux jouissances extraordinaires que lui procurait son union avec son fiancé Jésus. « Sainte Marguerite-Marie nous a laissé la peinture la plus sinistre qui se puisse imaginer d'une vierge sexuellement vurexcitée depuis l'enfance par des vœux perpétuellement réitérés de chasteté offerte au Christ, son fiancé, et par le sentiment presque ininterrompu de sa présence amoureuse. Son cas est de l'érotomanie nettement caractérisée. Dieu la récompense d'un acte répugnant de maîtrise de soi, en tenant, la nuit suivante, deux ou trois heures « sa bouche collée contre son Sacré-Cœur ». A aucun moment, ni de jour ni de nuit, il n'y avait de trêve à l'ardeur de son amour divin. » On voit à quelles déviations peut aboutir l'instinct sexuel mal dirigé. Avec prudence, mais sans réticences dangereuses et déplacées, il convient d'éclairer garçons et filles, lorsque se fait entendre à eux l'appel de la tendance à procréer. — L. BARREBTE.

PUDEUR (du latin *pudor* : sentiment de honte, de crainte, procédant lui-même de *pudet* : avoir honte).
« Sans l'organisation sociale de l'amour, écrit M. Ch.

Lalo, dans *Beauté et Instinct sexuel*, on peut dire que la pudeur n'aurait pas beaucoup plus raison d'exister chez les hommes que chez les animaux. L'enfant, en effet, ignore la pudeur.

Dans la Genèse, la pudeur et la crainte sont représentées comme introduites dans le monde en même temps. Adam craignait Dieu parce qu'il était nu. (Gen. II, II). C'est pourquoi les fils de Noé considérèrent comme un acte de piété filiale de jeter un manteau sur la nudité de leur père.

Le 20^e chapitre du Lévitique contient une foule de prescriptions relatives à l'abondation :

« Tu ne découvriras pas la nudité de ton père, de ta mère, de la femme de ton père (autre que ta mère) de ta sœur, de la fille de ton fils, de la sœur de ton père, de la sœur de ta mère, du frère de ton père, de ta belle-fille, de la femme de ton frère ». Et comme cela n'est pas suffisant : « Tu ne découvriras pas la nudité d'une femme et de sa fille en même temps, ni celle de la fille de son fils, ni celle de la fille de sa fille, ni celle de la sœur de ta femme en présence de celle-ci », etc.

Tout cela est en abomination à l'Eternel et parfois puni de mort.

Dans son manuel des Confesseurs, les *Diaconates*, Mgr Bouvier, évêque du Mans, renchérit sur le texte du Lévitique, d'accord avec la morale chrétienne qui a horreur du nu :

« Sauf le cas de nécessité grave ou d'utilité grave, c'est pécher mortellement que de regarder avec intention, même sans arrière-pensée lubrique, les parties sexuelles d'une personne plus grande et d'un autre sexe.

« C'est péché mortel que de regarder complaisamment les seins nus d'une belle femme.

« La femme qui n'a pas de mari péche mortellement lorsqu'elle s'arrange avec l'intention de se faire aimer des hommes.

« A fortiori, péche mortellement toute femme mariée qui s'arrange avec l'intention de plaire à tout autre homme qu'à son mari.

« C'est un péché mortel pour une femme de se découvrir les seins ou de les laisser voir sous une étoffe trop transparente.

« Ce serait évidemment un péché mortel que de tenir des propos trop obscènes, de prononcer le nom qu'on donne aux parties sexuelles, de parler du coït ou des différentes manières de coïter »...

La moralité laïque courante — et ce n'est pas une de ses moindres hypocrisies — n'est qu'un écho de celle pratiquée par une petite peuplade sémitique il y a cinq mille ans ou davantage, lorsqu'elle considère comme honteux et impur de dévoiler son corps, de se montrer sans vêtements devant autrui. C'est la morale judéo-chrétienne qu'il faut rendre responsable de toutes les campagnes menées contre le nudisme ou les images ou les représentations prétendues licencieuses. Dieu condamne le nu et c'est se rendre agréable à lui que de le proscrire.

Les abbés Bethléem, les ligueurs contre la licence des rues, qui mettent en pièces ou signalent aux parquets des périodiques qui publient des images qui leur déplaisent, ne disent rien quand il s'agit de représentations de scènes de meurtres, de défilés militaires, de portraits d'officiers supérieurs en uniforme, d'images invitant les conscrits à s'engager. *Cela n'offense pas Dieu*, l'Eternel des Armées. Cela engendre tout simplement le goût du meurtre ou évoque l'idée de haine internationale.

Qu'on s'imagine sur les murs de Paris une affiche représentant deux êtres se procurant du plaisir sexuel ! Quelle levée de cafards et de tartufes dont tous ne seraient pas des bondieusards, hélas ! Ce seraient des lacerations vengeresses, des appels désespérés à l'intervention de la police, à la répression pénale. Mais

que ces murs soient couverts d'affiches représentant une escadrille d'avions de bombardement en activité : silence dans les rangs de ces hypocrites ! Et pourtant, la première de ces affiches pourrait tout au plus inciter ceux qui la contempleraient à se procurer du plaisir de la même façon, c'est-à-dire à passer quelques moments de plaisir, alors que la seconde ne ferait qu'éveiller des sentiments de férocité, en appeler aux passions destructrices, ou aux émotions terrifiantes qui sommeillent dans le tréfonds du subconscient humain.

Nous en avons assez dit sur ce chapitre dans l'article *Obscénité* pour ne pas insister sur le sujet. — E. ARMAND.

PUÉRICULTURE n. f. (du latin *puer*, *pueri*, enfant et *cultura*, culture).

I. DÉFINITION. — Le but de la puériculture a été ainsi défini par le Dr Weill-Hallé :

« Protéger l'enfant dès avant sa conception, assurer son développement intégral dans le sein maternel, éviter tous les accidents fâcheux lors de sa naissance, contrôler et favoriser sa croissance lorsqu'il aura vu le jour, éloigner les dangers inhérents aux dangers extérieurs et à la vie sociale, participer à son orientation au seuil de l'adolescence. »

Cette définition donne à la puériculture un programme extrêmement vaste et bon nombre d'auteurs lui attribuent un rôle beaucoup plus restreint qui, ne commençant qu'à la naissance, se termine assez tôt, lorsque les enfants ont vingt dents. Pour ces auteurs, pendant cette période, la puériculture a un double but : 1^o consacrer les enfants, c'est-à-dire les empêcher de mourir ; 2^o leur assurer le meilleur développement possible.

Cette deuxième conception de la puériculture a le grave tort de ne pas attirer l'attention sur les phénomènes d'hérédité (voir ce mot) et de pousser à la négligence de l'éducation sexuelle (voir : éducation).

II. LA PUÉRICULTURE PRÉ-NATALE. — « Lorsque l'enfant vient au monde, il est déjà un peu tard pour se préoccuper de sa destinée. Il n'est pas un jeune homme, il n'est pas une jeune fille qui, songeant à l'avenir, ne dise : « Si j'ai des enfants, ils seront ceci, ils feront cela ; j'aurai pour eux telles ou telles aspirations »... Mais bien rares sont les jeunes gens qui pensent : « Je veux faire de la gymnastique pour avoir un jour des enfants forts ; je me priverai de tabac et d'alcool, parce que je ne veux pas empoisonner ma race et moi-même ». Ou encore : « J'épouserai un être sain moralement et physiquement, parce que je veux qu'il me donne une descendance saine ». Nombreux sont les couples qui disent : « Nous n'aurons qu'un ou deux enfants, parce que nos ressources ne nous permettent pas d'en élever davantage et de les rendre heureux. » Mais bien rares sont ceux qui ajoutent : « Nous choisissons pour les mettre au monde le moment propice, c'est-à-dire celui où l'un et l'autre nous nous sentirons dans les meilleures dispositions physiques et morales, parce que nous savons que cette minute de la procréation sera décisive pour l'avenir tout entier de notre enfant. » — MARGUERITE MARTIN.

Il est déjà un peu tard de dire cela aux parents ou même aux jeunes époux. C'est aux jeunes gens et même aux enfants qu'il faut s'adresser. « Nous ne pouvons tromper l'enfant, il est de notre devoir de lui exposer les faits sous une forme telle qu'elle n'offense pas la pudeur. Nous devons lui indiquer qui il est, d'où il vient et où il va ; nous devons lui faire comprendre que la sincérité et l'honneur sont dans la relation des sexes et que bien des accidents de jeunesse, comme on disait autrefois, peuvent détériorer toute une descendance. L'éducation, telle que nous devons la concevoir, doit être large, parce qu'elle doit préparer au mariage ; elle réclame l'éducation morale du cœur aussi bien que

elle de l'esprit ; elle accorde une grande place à l'hygiène, aux notions d'hérédité...

Il faut qu'au moment de se marier, chaque personne s'assure de sa santé et de celle de son conjoint et sache que, si elle est affligée d'une intoxication ou infection, elle risque de mettre au monde un petit être anormal ; il faut qu'elle connaisse le danger de s'unir au porteur de la même tare que celle dont elle est affligée. Pourquoi cet examen médical prématrimonial semblerait-il offensant au seuil d'un des plus importants actes de la vie, alors que cet examen est réclamé par une simple compagnie d'assurances - (D^r Govaerts). (Voir le mot *Hérédité*).

Supposons l'enfant conçu dans les meilleures conditions possibles, par des parents sains, conscients et éclairés. Cela ne suffit pas ; il y a une hygiène spéciale aux futures mamans. Hygiène de l'esprit d'abord. Pendant tout le temps de la grossesse il faut éviter à la femme enceinte les émotions trop vives, les idées obsédantes et les chagrins. Ce n'est pas souvent possible dans les milieux pauvres et là où le souci du lendemain troublait déjà l'esprit, l'attente d'une nouvelle bouche à nourrir, d'un enfant qu'il faudra vêtir et soigner ne peut qu'amener des soucis nouveaux : « Toutes les impressions morales et physiques de la mère ont leur retentissement sur l'enfant, et contribuent à modifier sa constitution comme son caractère. Les Grecs qui avaient connaissance de ce fait, avaient pris coutume d'isoler les femmes enceintes dans des jardins et des appartements spéciaux, ornés d'œuvres d'art, et il était interdit de leur donner le spectacle de laideurs ou de difformités ». (Mareslan).

Les ouvrières sont, de nos jours, placées dans un milieu moins favorable, mais cependant elles ne doivent point oublier qu'elles mêmes peuvent influencer favorablement ou défavorablement sur l'enfant qui s'agit en leur sein. On ne peut, certes, pas être très gai quand il y a de la misère à la maison et plus de misère encore en perspective. Cependant on peut combattre sa tristesse, s'imaginer un avenir meilleur, faire des lectures gaies, comme on peut aussi faire l'inverse et c'est si vrai qu'il est des personnes riches, bien portantes, n'ayant nulle raison d'être tristes et qui se complaisent dans une tristesse morbide, se plaisent à évoquer des scènes pénibles, etc. Pour être gaie, douce, affable, patiente, la future maman doit d'abord le vouloir.

« D'autre part elle devra veiller plus que jamais sur sa santé. Dès le début de la gestation, elle portera des vêtements amples, afin de ne gêner en aucune façon le développement de l'utérus ; elle supprimera les jarretières et remplacera le corset par une ceinture de grossesse. Son alimentation sera substantielle ; certains médecins conseillent d'y ajouter du phosphate de chaux, l'enfant prenant à la mère les sels minéraux dont il a besoin pour son développement. Elle veillera à la régularité de ses fonctions digestives, la constipation pouvant provoquer des hémorragies ou des fausses couches. Pour éviter les crises d'éclampsie, si dangereuses, elle fera examiner ses urines tous les mois pendant le premier semestre, tous les quinze jours environ pendant les deux mois suivants et tous les huit jours le dernier mois. Si l'examen décèle la présence d'albumine, elle se mettra au régime lacté. Vers le septième mois, elle demandera au médecin ou à la sage-femme de vérifier la position du fœtus et de la rectifier au besoin. Elle ne changera rien à ses habitudes de propreté corporelle, c'est-à-dire qu'elle prendra comme de coutume bains de pieds, grands bains, douches et injections vaginales.

Elle devra surtout, et pendant toute la durée de la grossesse, éviter le surmenage. Les trois derniers mois, le dernier tout au moins, devraient être pour elle un temps de repos presque absolu. » (Josette Cornec).

A vrai dire, les femmes d'ouvriers peuvent, en Fran-

ce, bénéficier de la loi d'assistance aux femmes en couches, mais l'allocation donnée demeure insuffisante pour suffire à permettre le repos prévu pour le dernier mois. La société capitaliste ne protège pas suffisamment les mères contre les privations et la misère et, d'autre part, celles-ci sont déjà désavantagées par l'inégalité de l'homme et de la femme sur le terrain économique : plus bas salaires, etc.

III. LA PUÉRICULTURE APRÈS LA NAISSANCE. — Si nous nous reportons à la définition du D^r Weil-Hallé, nous voyons qu'il convient d'abord d'éviter tous les accidents fâcheux lors de la naissance. De ceci nous ne dirons rien : nos lecteurs savent bien que, malgré les « maternités » et quelques autres œuvres, les enfants des prolétaires se trouvent, ici encore, dans une situation plus défavorable que les petits riches. Notre seconde définition nous indique que le premier but de la puériculture, après la naissance, est d'empêcher les enfants de mourir.

La mortalité infantile est, en France, d'environ dix pour cent. Ceci constitue déjà un progrès. En 1886, à Paris, la mortalité infantile était de 16 pour 100 ; en 1901 elle était tombée à 12 pour 100 et, depuis, comme nous venons de l'indiquer, elle a diminué encore. Pas encore autant qu'elle le pourrait, puisqu'actuellement elle est, en France, approximativement le double de ce qu'elle est en Angleterre, en Norvège, en Hollande, aux Etats-Unis et le triple de ce qu'elle est en Nouvelle-Zélande où le taux est de 3 p. 100, le plus bas du monde entier.

Ce problème de l'abaissement de la mortalité est intéressant à considérer, non seulement pour diminuer le nombre excessif des décès « mais pour rechercher et éviter les causes de maladies qui laissent un très grand nombre d'enfants avec une santé débile. »

« On peut diviser les causes des décès des enfants en bas âges en deux grandes classes : les causes immédiates, c'est-à-dire les lésions organiques qui entraînent directement la mort, et les causes médiatees les plus utiles à connaître pour éviter les premières et qui en déterminent l'apparition. Souvent, en effet, quand la maladie existe, il est difficile d'y remédier, alors qu'il eût été relativement facile de l'éviter.

« *Causes immédiates.* La plus importante est la Gastro-entérite qui compte pour 62 pour cent des décès. Elle est l'aboutissant d'un régime défectueux (surcharger alimentaire — lait frolé — administration des aliments farineux avant le 7^e mois). Les convulsions comptent 10 pour cent dans les décès, mais beaucoup de ces convulsions sont l'épisode terminal de la gastro-entérite ; les affections des organes respiratoires comptent environ 14 pour cent, les maladies contagieuses 2 pour cent, la faiblesse congénitale environ 6 pour cent.

Causes médiatees. Dans l'immense majorité des cas, les affections précédemment citées et qui entraînent un si grand nombre de décès sont sous la dépendance de trois facteurs de première importance qui sont : l'ignorance, la misère et le défaut d'hygiène générale.

a) *Ignorance.* En pratique, la puériculture n'existe pour ainsi dire pas, l'élevage des enfants est livré aux préjugés et au hasard dans toutes les classes de la société. Les mères ne reçoivent aucune préparation dans ce but. C'est surtout dans l'alimentation que se commettent des erreurs capitales, qui déterminent l'apparition de la gastro-entérite et les convulsions, qui amènent 70 pour cent des décès.

b) *Misère.* — La misère des parents est une des grandes causes du manque d'allaitement de l'enfant par la mère. Cette dernière est obligée, par le manque de ressources, d'aller travailler à l'usine ou à l'atelier...

Ce manque d'allaitement maternel aboutit à l'allaitement au biberon qui compte 16 pour cent de décès, alors que le premier mode d'allaitement ne compte que

2 pour cent. En Suisse, de 1896 à 1904, on a constaté une augmentation du nombre des décès en parallèle avec la diminution de l'allaitement au sein. En France, alors que la mortalité moyenne est de 20 pour cent, elle n'est que de 7,6 pour cent chez les riches. A Bruxelles, sur 306 décès par gastro-entérite, 295 se constatent dans la classe pauvre, 10 dans la classe aisée, 1 dans la classe riche. »

Nous empruntons cette étude des causes de décès à une conférence déjà ancienne du Dr Henrotin. Depuis, les pourcentages ont quelque peu diminué ; mais les causes restent les mêmes et ce sont surtout les enfants des prolétaires qui meurent par ignorance des parents — qui reculent devant les frais médicaux —, misère et défaut d'hygiène générale.

c) *Défaut d'hygiène générale.* Résumons-les rapidement : maladies dues à l'hérédité (syphilis, alcoolisme, etc.) ; locaux mal éclairés, mal chauffés ; défaut de propreté ; mauvaise alimentation, etc.

« Avant tout, écrit le Dr Pinard, il faut remarquer une chose : c'est que le tout petit, le nouveau-né humain est, au moment de la naissance, le plus mal partagé des animaux. Au sortir de l'œuf, le petit poulet a du duvet, il a un vêtement, on n'a pas besoin de l'habiller. De plus, il peut, il sait marcher et courir de suite, il sait même prendre et choisir sa nourriture tout seul. Le petit canard qui doit vivre sur l'eau, sait nager et même plonger.

Le petit être humain, le petit bébé, n'a aucun vêtement, il est tout nu ; il ne peut ni ne sait marcher. La seule chose qu'il sache faire, c'est *téter*, c'est-à-dire prendre sa nourriture ; mais il ne sait pas choisir entre ce qui est bon et ce qui est dangereux. Il faut donc tout connaître de ce qui lui est nécessaire, il faut tout savoir pour lui. »

Mais, comme l'écrit M^{me} Bétime-Laugier, l'inspiration ne suffit pas pour indiquer à la maman ce qu'elle doit faire. Pour n'en citer qu'un exemple, les cas de diarrhée ne deviennent si souvent mortels que parce que des mamans, ayant peur de faire mourir leur enfant de faim, ne se résolvent pas ou se résolvent trop tard à le mettre à la diète.

Après avoir prouvé par des chiffres et des arguments d'origine bourgeoise, que le taux élevé de la mortalité infantile est dû à notre mauvaise organisation sociale, au capitalisme pour tout dire et montré la nécessité, pour les mamans, d'apprendre leur métier de mères, il nous resterait à leur donner des leçons de puériculture, mais ce serait trop long et nous devons nous borner à quelques conseils que nous engageons nos lecteurs à compléter par la lecture de quelque ouvrage spécial.

Il faut suivre et satisfaire les besoins de l'enfant.

1^{er} *Besoin : oxygène (air pur).* Il faut que la chambre du bébé soit bien aérée : fenêtres grandes ouvertes, le plus possible, ou tout au moins vasistas ouverts, au besoin, par temps froids, protéger le bébé avec un paravent en lui mettant des moufles et un bonnet et en fixant sa couverture de façon à ce qu'il ne puisse se découvrir. Il faut que l'air circule librement autour du berceau : pas de garniture en cretonne, ni de capote. S'il faut que l'air frais circule autour de la tête il faut aussi éviter de le placer dans un courant d'air froid assés par terre entre la porte et la cheminée, par exemple.

2^e *Besoin : propreté.* Pendant les premiers mois, bains chauds, de 36 à 38 degrés (eau chaude à la main). Se placer dans un coin chaud, habiller et déshabiller rapidement ; laver sans savon ; éviter d'introduire de l'eau dans les oreilles ; sécher avec soin, en particulier dans les plis de la peau, avec des serviettes chaudes, si ce séchage est bien fait, on peut se dispenser de poudrer l'enfant (talc, poudre de riz non parfumée, etc.).

Si les enfants sont bien portants et forts, on peut employer des bains froids dès deux ans.

Veiller aussi à la propreté des seins, des biberons et de leurs tétines que l'on nettoie avec les doigts et une pincée de sel.

3^e *Besoin : alimentation et évacuation.* Il est, dit le docteur Jeudon, indispensable, pour établir et contrôler l'alimentation du nourrisson, de suivre très régulièrement l'évolution de son poids à l'aide d'un pese-bébé ou d'une simple balance. On peut dire qu'en moyenne, en France, un enfant à terme qui pèse moins de 2 kil. 500 ou plus de 4 kil. 300 est anormal et mérite une enquête médicale.

Pendant les trois ou quatre premiers jours de sa vie, l'enfant diminue de poids ; ensuite, il doit augmenter régulièrement, atteindre son poids primitif vers le 10^e jour ; ensuite, jusqu'à 4 mois, il augmente en moyenne de 25 grammes par jour ; de 4 à 8 mois, de 16 à 17 grammes par jour ; de 8 à 24 mois de 8 grammes environ par jour. Ces chiffres sont des moyennes qui varient suivant les individus, mais tout enfant dont l'accroissement de poids paraît insuffisant doit être surveillé et il est bon de consulter le médecin.

« Chez le nourrisson, dépourvu de dents, dont la salive est peu abondante et peu active, dont l'estomac n'acquiert son développement complet que vers le 13^e mois, alors que son intestin a, dès les premiers mois, une structure assez complète, dont la sécrétion pancréatique est insignifiante, alors que la sécrétion biliaire est riche, il est évident que l'alimentation doit être liquide et dépourvue de toute substance amylacée qu'il serait incapable de digérer. C'est pourquoi le choix des aliments est très limité ; un seul, en réalité, est physiologiquement indiqué : LE LAIT... De toutes les formes sous lesquelles on peut présenter le lait, la meilleure est de beaucoup le lait maternel... » (Dr Jeudon.) Le lait de femme « présente avec les autres laits — avec le lait de vache par exemple — des différences notables, qui font précisément sa supériorité, et dont les principales sont sa richesse plus grande en sucre (lactose) et sa teneur relativement faible en matières albuminoïdes et extractives (reste azoté) et en sels. C'est ce qui explique sa parfaite adaptation au pouvoir digestif si fragile et encore incomplet du petit de l'homme au cours des premiers mois de sa vie » (Dr Jeudon).

Si nous tirons les conséquences de ce qui précède, nous voyons : 1^{er} que le lait maternel — lorsque la lactation est riche et assez abondante — doit être préféré ; 2^e qu'au cas où l'on emploie du lait de vache « il faudra le couper d'eau et l'additionner de sucre avant de le livrer au nourrisson, au cours des premiers mois, pour le rapprocher, dans la mesure du possible, de la composition du lait de femme. Les coupages habituellement admis... consistent dans le mélange de deux parties de lait et d'une partie d'eau sucrée à 10 %, et ceci jusqu'à l'âge de quatre mois. Ensuite on augmentera progressivement la proportion de lait pour le donner pur et sucré à partir de l'âge de six mois » (Dr Jeudon).

Malheureusement, le lait de vache que l'on vend en France est souvent sale, très sale et, pour cette raison, de nombreux médecins recommandent les laits condensés sucrés où, mieux encore, le lait sec.

« Le lait sec ou lait en poudre, est le résidu sec du lait privé de son eau... On l'emploie au cours des deux premiers mois dans la proportion d'une partie de poudre de lait pour huit parties d'eau, en augmentant le taux de la dilution avec l'âge. Il donne de bons résultats dans les diarrhées cholériformes. » (Dr Jeudon.) Ce lait est le plus employé dans le cas d'intolérance du lait de vache.

En tenant compte du besoin de calories de l'enfant et de la composition du lait maternel, « on a adopté, en général, la règle suivante qui consiste à donner une quantité quotidienne de lait correspondant, pendant le premier trimestre de la vie, au 1/5 du poids du nour-

risson, pendant le deuxième trimestre à 1/7, pendant le troisième trimestre à 1/8... ».

Encore une fois, ces chiffres sont des moyennes dominant un plan général et, pour chaque nourrisson, il y a lieu d'adapter la ration à son poids, aux modalités de croissance et à l'état du tube digestif.

Nous ne parlons pas ici des premiers jours de la vie, où la mise au sein et l'établissement progressif des premières tétées sont parfois fort délicats, sujets à de nombreuses variations individuelles dont l'accoucheur doit prendre lui-même la direction et la responsabilité.

Cette quantité totale de lait quotidien doit être répartie en un certain nombre de tétées. Ici, un guide assez logique s'offre encore à nous : la capacité de l'estomac (qui est, à la naissance, de 30 à 50 cm³ ; à un mois, de 60 à 70 cm³ ; à trois mois, 100 cm³ ; à cinq mois, 150 à 200 cm³ ; à un an, 250 cm³ environ) et la durée de la digestion gastrique, qui varie de 1 h. 1/2 à 2 heures.

D'où la règle suivante de répartition des tétées : De 0 à 3 mois : 8 tétées espacées de 2 h. 30 (6 heures de repos la nuit) ; de 3 à 6 mois : 7 tétées espacées de 3 heures (6 heures de repos la nuit) ; de 6 à 9 mois : 6 tétées espacées de 3 heures (9 heures de repos la nuit) (D^r Jeudon).

« Dans aucun cas ne nourrir la nuit. L'enfant et la mère doivent dormir toute la nuit en paix. Mais, dans la journée, l'enfant doit téter à ses heures ; il faut le prendre, même s'il dort, et l'éveiller pour que toutes les fonctions se fassent régulièrement. » (D^r King.) Il faut tenir le bébé dans une position convenable pendant la tétée : en général, on a le tort de le coucher contre le sein, ce qui est trop souvent la cause de déformation du menton et de troubles du nez et des oreilles, il est préférable de le mettre presque debout.

Après chaque tétée, il faut mettre le bébé sur son pot pour régulariser ses fonctions et le faire devenir propre.

Il faut que l'enfant soit changé souvent pour éviter les irritations et les excoriations. Il faut se défier surtout de la gastro-entérite, qui, comme nous l'avons indiqué au début, est la cause la plus fréquente de la mort des jeunes enfants : si vous voyez une teinte verte apparaître sur les couches, si les déjections sont vert épinard, fréquentes et liquides, n'hésitez pas à recourir à la diète hydrique, supprimez-lui le lait pendant douze heures ou plus, en le remplaçant par des petits biberons d'eau bouillie ou d'eau de riz et appelez le médecin.

Traitez la constipation comme une maladie : donnez d'abord des lavements de décoction de guimauve et modifiez l'alimentation (les mères nourrices devront prendre plus de légumes, manger moins de viande, éviter le chocolat, les mets épicés, les boissons excitantes : vin, café, etc.) ; pour les enfants élevés au biberon, on coupera ses biberons d'eau de Vals ou de décoctions d'orge.

Dès le 6^e mois, donnez un bâton de guimauve aux enfants pour exercer leurs mâchoires et quelques aliments croquants aux enfants dès qu'ils ont des dents. La mastication est un exercice indispensable. La nourriture molle cause la perte des dents et des végétations adénoïdes. Évitez les bonbons et les farines chocolatées.

4^e Besoin : mouvement et repos. Le nouveau-né a surtout besoin de repos ; il doit dormir les 9/10 de son temps ; à 6 mois, les 2/3 du temps. Lorsque le bébé dort mal, cela provient, le plus souvent, d'une mauvaise alimentation, parfois aussi de vêtements trop lourds ou d'un air vicié. Si l'enfant crie et dort mal sans qu'on puisse en déterminer la cause, il est prudent d'appeler le médecin.

Au début, les petits ne remuent que par réaction : si on les touche, s'ils sont malades. Au bout de quelques mois, les mouvements deviennent plus fréquents et volontaires. Il importe qu'ils soient vêtus convenablement, de façon à avoir la liberté de leurs mouvements. Il faut fournir à l'enfant la possibilité et les occasions

de ses mouvoir, en écartant tous les dangers qui pourraient en résulter ; ne rien laisser à sa portée qui puisse le blesser ; pas d'objets sales qu'il puisse sucer — il ne faut pas lui laisser prendre la mauvaise habitude de sucer son pouce ; — pas d'objets qu'il puisse avaler ; ne pas essayer de le faire marcher trop tôt : un enfant normal doit marcher entre un an et dix-huit mois.

5^e Besoin : chaleur. Les vêtements. Le froid est l'ennemi du bébé. Il est bon que la température de l'air qu'il doit respirer ne soit pas au-dessous de 15° et ne soit guère au-dessus de 20°. L'air humide aussi est dangereux : n'étendez pas et ne faites pas sécher de linge dans la chambre où il dort. Abritez votre bébé du vent, de l'humidité, du soleil. Préférez la laine fine et chaude au coton peu chaud et lourd. Évitez les amas de vêtements qui gênent les mouvements et ne sont ni légers ni poreux. Supprimez la bande ombilicale, dès que la cicatrice est bien fermée. Employez des couches peu épaisses qui ne déforment pas les jambes. Ne gênez pas la respiration. Tenez chauds le ventre et les pieds de l'enfant, au besoin, pour cela employez des bouillottes d'eau chaude. Sous prétexte d'endurcir les enfants, évitez de leur laisser les bras et le cou nus en hiver. Si vous les transportez à bras, par mauvais temps, un grand châle est indispensable.

6^e Besoin : des habitudes régulières. N'oubliez pas que l'enfant doit manger, dormir et évacuer à des heures absolument régulières.

Quelques conseils. Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de dire l'essentiel. Nous conseillons aux parents de s'éclairer plus encore par la lecture de quelque ouvrage spécial.

Il existe des œuvres sociales auxquelles les parents peuvent faire appel : maternités, consultations de nourrissons, etc... Malheureusement, ces œuvres, inexistantes à la campagne, sont insuffisantes dans les villes. Informez-vous cependant à ce sujet.

Des lois sociales, insuffisantes aussi, peuvent cependant apporter quelque aide aux parents pauvres ou ayant une nombreuse famille. Renseignez-vous sur les droits que vous accordent les lois bourgeoises. Et surtout, aimez bien les tout petits, ce n'est pas toujours suffisant — ne l'oubliez pas — pour écarter d'eux la maladie, la mort et la misère, mais c'est cependant l'essentiel.

Sachez enfin vouloir, pour l'avenir, une société meilleure qui aura davantage le souci de l'enfance. — E. DELAUNAY.

PUNIR (PUNIT DE). Sur l'origine historique du droit de punir, les idées communément admises au XIX^e siècle sont rejetées par beaucoup à l'heure actuelle. Le droit pénal, disait-on, ne fut d'abord que le droit de vengeance, droit privé, héritage de toute une famille, qui valait non seulement contre la personne de l'offenseur, mais contre celle de ses enfants, de ses petits-enfants, de tous ses proches. A la vengeance privée aurait succédé, tantôt le wergeld ou rachat par l'argent, réglé d'après la coutume ou la loi, comme en Germanie, tantôt le principe de l'expiation religieuse, comme chez la plupart des orientaux. Suivant un grand nombre d'auteurs contemporains, la peine serait, au contraire, d'origine sociale ; elle caractériserait la contrainte de la collectivité par rapport à l'individu, et n'aurait rien à voir avec la vengeance privée. A l'origine, déclarent-ils, alors que la notion de responsabilité personnelle n'existe pas encore, c'est le dommage subi que l'on prend en considération. Les fautes ne sont pas appréciées comme des défaillances morales, elles ne provoquent aucune idée de répulsion contre le coupable ; on les estime seulement par rapport à la perte qu'éprouve le clan. Aussi le wergeld est-il proportionnel à l'importance sociale de la victime et à celle

de l'offense. C'est de la sanction, appliquée à l'intérieur du clan, que serait née l'idée de responsabilité individuelle. « En même temps que ces *wergeld*, peines privées si l'on veut, écrit Saleilles, il y avait, parallèlement, de véritables expiations publiques pour les faits qui portaient atteinte à la sécurité de la tribu, faits de trahison par exemple... Partout où il y a un petit groupe organisé, nous trouvons ces deux formes de la peine, la peine protection, du côté de l'extérieur (*wergeld*), et la peine expiation, du côté de l'intérieur ; et le jour où les groupes arrivèrent à se fédéraliser sans se confondre, ces deux côtés de la peine se trouvèrent également réunis, tout en gardant leurs fonctions distinctes. » A l'intérieur du clan, on ne frappe pas brutalement comme à la guerre ; l'application de la peine devient un fait d'ordre religieux, que l'on entoure de formalités solennelles, consacrées par la loi ou par les rites traditionnels. Pour satisfaire un besoin instinctif et sauvage, l'on s'abrite derrière la divinité. « Mélange de rites religieux et de formes juridiques, la peine n'est pas un simple moyen de défense, c'est une sanction du mal réalisé, une équivalence entre le mal commis et le mal infligé. » La notion chrétienne du péché développa l'idée de responsabilité personnelle ; pour connaître les intentions cachées du coupable, on multiplia les tortures. Mais il est faux, à mon avis, de prétendre que, dès cette époque, « la conception qui prévaut est l'idée d'exemplarité par la peine, et de défense sociale, non pas par l'amendement individuel, mais par l'intimidation universelle ». Pour les penseurs chrétiens, le droit de punir est un droit mystique, émané directement du ciel et délégué aux souverains par le tout-puissant. C'est plus tard, quand s'accroît le déclin des idées religieuses, que l'on insista sur la nécessité de défendre la société. Plusieurs, aujourd'hui, prétendent que l'on ne punit le coupable que pour l'amender. « A l'idée que la peine était un mal pour un mal, déclare Saleilles, on substitue l'idée que la peine est un moyen pour un bien, ou un instrument soit de relèvement individuel, soit de préservation sociale. » Ainsi les autorités gardent jalousement le droit de punir ; elles se bornent à lui donner, selon les époques, une base théorique différente qui concorde avec les idées du moment. Car nous ne pouvons croire, comme Saleilles, que la société soit si pleine de sollicitude à l'égard du délinquant, lorsqu'il n'est point de noble extraction ! Les chefs ne réalisent que des amendements de détails, des améliorations partielles qui satisfont le public, sans amoindrir le pouvoir qu'ils s'arrogent sur les individus. Dans tous les pays, la législation pénale se propose d'assurer la domination d'une secte, d'un parti, d'une classe plus ou moins nombreuse, d'une forme de gouvernement. Liberté, bien-être, vie des particuliers, elle sacrifie tout à l'orgueilleux intérêt de ceux qui la fabriquent. La loi n'est qu'un instrument d'oppression ; le juge ne se distingue pas du bourreau. En Amérique, un Sacco, un Vanzetti sont condamnés à mort à cause de leurs idées ; en Espagne, en Italie, de nombreuses victimes ont payé de leur vie le crime de penser librement. En France, la répression est moins sanglante ; pourtant, sans que l'opinion s'émue, des ministres s'acharnent contre les chercheurs indépendants. Combien nous en avons subi de ces persécutions, moi et ceux qui commirent le crime de se déclarer mes amis ! Cela remplace les anciens procès d'hérésie et de sorcellerie, les édits qui défendaient, sous peine du bûcher, de faire tourner la terre autour du soleil ou, sous peine de la hart, d'enseigner une logique autre que celle d'Aristote. La justice a d'ailleurs deux poids et deux mesures : elle est autre pour les grands que pour les petits, autre pour le patron que pour l'ouvrier. Quand, par une exception rare, elle frappe le riche, c'est dans une minime partie de sa fortune ; quand elle frappe le pauvre, c'est avec une rigueur inflexible, sans souci de la détresse où se

trouve le malheureux. Un Péret trône au Sénat, un Oustric vit en liberté ; les forbans de la banque et de la politique dictent leurs arrêts aux juges et reçoivent des brevets d'innocence qui leur confèrent, également, une blancheur immaculée. Mais aucune indulgence pour le chômeur qui dérobe quelques navets, pour le manifestant qui conspuie un ministre prévaricateur. Une monstrueuse et méthodique organisation de l'injustice, voilà où conduit, en pratique, l'application du droit de punir. Et jamais les penseurs officiels n'ont pu lui découvrir de bases solides du point de vue de la raison. (Voir l'article sur la *Peine de Mort*.) Afin de persuader aux peuples qu'ils devaient se laisser conduire comme de vils troupeaux et bénir la main qui les frappait, on soutint longtemps que lois et institutions répressives avaient Dieu pour auteur. Parce que dépositaires de la puissance céleste, les souverains avaient pour obligation première de se montrer impitoyables. D'après Joseph de Maistre, c'est tout exprès pour eux que le créateur, dans son infinie bonté, fabriqua le bourreau. « La raison, écrit-il, ne découvre dans la nature de l'homme aucun motif capable de déterminer le choix de cette profession... Qu'est-ce donc que cet être inexplicable qui a préféré à tous les métiers agréables, lucratifs, honnêtes, et même honorables, qui se présentent en foule à la force ou à la dextérité humaine, celui de tourmenter et de mettre à mort ses semblables ? Cette tête, ce cœur sont-ils faits comme les nôtres ? Ne contiennent-ils rien de particulier et d'étrange à notre nature ? Pour moi, je n'en sais pas douter ; il est fait comme nous extérieurement, et naît comme nous ; mais c'est un être extraordinaire, et pour qu'il existe dans la famille humaine, il faut un décret particulier, un fiat de la puissance créatrice. » Pour rendre l'expiation plus complète et mieux satisfaire la vengeance divine, il conviendrait que la loi soit cruelle, les supplices raffinés, pensait le même auteur. Et il prétendait que jamais la justice ne condamna un innocent. Si des hommes ont péri sur l'échafaud pour des crimes dont ils n'étaient pas coupables, c'est qu'ils avaient mérité cette peine par des forfaits restés inconnus. Les atrocités de l'Inquisition se réduisent à « quelques gouttes d'un sang coupable versé de loin en loin par la loi ». Quant à la guerre, elle est d'essence divine, c'est un fait surnaturel qui permet au Père Céleste d'assouvir sa vengeance et de frapper, tout ensemble, le coupable pour ses fautes, l'innocent en qualité de victime expiatoire. De pareilles folies ne trouvent créance nulle part, maintenant, sauf dans les séminaires. En 1914, quelques prêtres s'avisèrent de rappeler la théorie de la guerre-expiation ; on leur fit comprendre qu'elle n'était plus de mode et qu'il était préférable d'exalter le courage de ceux qu'on envoyait à la mort. C'est à peine si l'on prend davantage au sérieux les déclamations d'un Cousin ou les réflexions d'un Guizot, pour qui le droit de punir se fonde sur l'ordre moral et consiste dans la rétribution du mal pour le mal. « Il n'est pas vrai, déclare Guizot, que les crimes soient punis surtout comme nuisibles, ni que dans les peines la considération dominante soit l'utilité. Essayez d'interdire et de punir comme nuisible un acte innocent dans la pensée de tous, vous verrez quelle révolte saisira soudain les esprits. Il est souvent arrivé aux hommes de croire coupables et de frapper comme telles des actions qui ne l'étaient pas. Ils n'ont jamais pu supporter de voir le châtement tomber d'une main humaine sur une action qu'ils jugeaient innocente. La providence seule a le droit de traiter sévèrement l'innocence sans rendre compte de ses motifs. L'esprit humain s'en étonne, s'en inquiète même ; mais il peut se dire qu'il y a là un mystère dont il ne sait pas le secret, et il s'écarte hors de notre monde pour en chercher l'explication. Sur la terre et de la part des hommes, le châtement n'a droit que sur le crime. Nul intérêt public ou

particulier ne persuaderait à une société tant soit peu assise que là où la loi n'a rien à punir, elle peut porter la peine, uniquement pour prévenir un danger. » Jamais les gouvernants, Guizot le premier, lorsqu'il fut ministre, n'ont hésité à prendre des mesures injustes, mais utiles à leurs partisans.

Les plus adroits, nous en convenons, n'oublient pas d'égayer l'opinion publique en couvrant leurs forfaits du manteau de la morale, de la religion, de l'honneur, etc... Cette conception qu'on peut appeler classique, fut celle d'un grand nombre de spiritualistes au XIX^e siècle. Les sanctions prenaient à leurs yeux l'aspect de véritables expiations, de châtements qui devaient être proportionnés à la gravité du manquement moral. Circonstances atténuantes et aggravantes permettaient seulement au juge d'adapter la peine à la responsabilité. On présumait l'existence de la liberté morale dans tout acte répréhensible, et cette liberté on la supposait identique chez tous. Plus voisine de la théorie de de Maistre et des théologiens catholiques qu'il ne semblerait au premier abord, cette doctrine témoigne cependant d'un effort vers la laïcisation de la justice. Comme elle ne répond point aux idées modernes, on l'abandonne de plus en plus. En grande majorité, constate Tarde, les juristes « malgré leurs convictions religieuses, commencent à rompre l'antique association d'idées entre la liberté et la responsabilité — je pourrais citer Cuche, Morlaud et d'autres — et sont bien près de regarder le libre arbitre, à leur exemple, comme n'ayant rien à voir avec la responsabilité morale et pénale. A vrai dire, ce qu'on retient du libre arbitre, pour complaire, pense-t-on, à la conscience populaire, n'est-ce pas le nom plus que la chose ? Tout en disant qu'aux yeux du peuple la responsabilité implique la liberté, on ajoute que la liberté, telle que le peuple la conçoit, c'est tout simplement la normalité physiologique. Ce qui fait la mesure de son indignation, ce n'est pas le degré de liberté que l'acte implique, c'est le degré d'intérêt ou de répulsion que l'agent lui inspire d'après la nature de son caractère, révélé par ses actes et ses paroles. Autant vaut dire que la conscience populaire, en prononçant son verdict, se préoccupe de savoir non si l'acte incriminé a été libre... mais s'il a été conforme au caractère permanent et fondamental de l'accusé ». Obligation, responsabilité, sanction ne sont, pour la plupart des juristes actuels que des institutions sociales, sans rapport avec le libre arbitre des métaphysiciens et le devoir des moralistes. En bonne logique, ils devraient conclure qu'il n'existe en soi ni bien ni mal et que les lois pénales reposent uniquement sur l'intérêt du groupe ou plus exactement de ceux qui le commandent. D'ordinaire, ils cherchent une solution mieux adaptée à l'hypocrisie des bien-pensants. Fidèles à l'exemple que leur donnait l'école utilitaire, quelques penseurs l'ont osé néanmoins. Dans la peine, ils ne voient « qu'une mesure de défense et de sécurité publique analogue aux mesures préventives prises à l'encontre d'un animal dangereux ou d'un fou ». Et si plusieurs déclarent qu'il faut soigner le délinquant, le guérir, non le punir, car il est victime de son milieu, des conditions économiques, de son tempérament, beaucoup d'autres se montrent impitoyables à son égard. Gustave Le Bon ne croit ni à la liberté, ni aux entités morales fabriquées par les métaphysiciens, il ramène tout à l'intérêt. Il déclare, dans un livre écrit avant guerre : « Pour arriver aux répressions nécessaires, il faudra guérir le public de son humanitarisme maladif et la magistrature de ses craintes. Quelques indices, bien insuffisants encore, permettent cependant d'espérer un peu cette guérison... Les humanitaires sont, indirectement mais sûrement, beaucoup plus dangereux que les bandits... Lorsque le danger sera devenu trop aigu, et qu'un nombre suffisant de philanthropes aura été éventré, notre sentimentalité s'évanouira rapidement.

Alors, comme les Anglais, nous emploierons des moyens efficaces, les peines corporelles surtout. Quand les 30.000 apaches qui infestent Paris auront acquis la solide conviction qu'au lieu d'une villégiature en Nouvelle-Calédonie ou dans une prison bien chauffée, ils risquent le fouet, un labeur forcé et la guillotine, le travail leur semblera préférable au vol et à l'assassinat. En quelques semaines, Paris sera purgé de son armée de bandits. Nos législateurs découvriront alors que de toutes les formes d'imbécillité connues, l'humanitarisme est la plus funeste, aussi bien pour les individus que pour les sociétés. Il a toujours constitué un énergique facteur de décadence. » Gustave Le Bon, qui n'aimait que l'assassinat légal, aura eu la joie de voir l'humanitarisme s'évanouir tout à fait de 1914 à 1918. Avec une telle doctrine, la discussion devient inutile ; elle n'invoque pas hypocritement la morale et la vertu ; elle ramène le droit de punir à une question de force et d'intérêt sordide. Entre le délinquant et la société, il y a lutte ; cette dernière n'a rien à dire si le premier est le plus fort. Mais, comble de l'impudence ! maints auteurs modernes osent prétendre que la peine a pour but, non de châtier le coupable au sens traditionnel du mot, mais de l'avertir et de l'amender. « La peine, écrit Saleilles, a un but social, qui est dans l'avenir : jusqu'alors on ne voyait en elle qu'une conséquence et comme une suite nécessaire d'un fait passé, sans référence à ce qu'elle pouvait produire dans l'avenir. Aussi ne produisait-elle que des récidivistes ! On veut voir aujourd'hui le résultat à obtenir... Et par suite, la peine pour chacun en particulier doit être appropriée à son but, de façon à produire le maximum de rendement possible. On ne peut ni la fixer d'avance d'une façon stricte et rigide, ni la régler légalement d'une façon invariable, puisque le but de la peine est un but individuel qui doit être atteint par l'emploi d'une politique spéciale appropriée aux circonstances ». Mais est-ce pour amender le coupable qu'on le condamne à mort ? Et depuis quand la prison et le bain sont-ils des écoles de vertu ? Juges, policiers, gardes-chiourme voudraient seulement convertir le condamné ! Laissez-moi rire ; les faits sont là pour contredire ceux qui prétendent de si belles intentions, tant aux enjuponnés des tribunaux qu'aux argousins des prisons. De plus, en ramenant la répression judiciaire à un art de guérir et d'améliorer moralement l'individu, n'est-ce pas reconnaître que l'on est incapable de légitimer le droit de punir, que la société s'attribue ? Cet aveu nous suffit ; et nous arrêterons là l'examen de théories que l'on a multipliées sans profit. Nous repoussons le droit de punir. Nous admettons, par contre, le droit de légitime défense. C'est grâce à lui qu'en régime libertaire l'individu sauvegardera sa personne contre les attaques d'adversaires malveillants. Nous n'avons pas à sacrifier notre vie aux caprices d'un injuste agresseur, ni à souffrir qu'il nous viole ou nous exploite. Respectueux de la liberté des autres, nous pouvons exiger qu'ils respectent la nôtre. Un second droit, qui nous paraît incontestable, c'est le droit à réparation pour les dommages injustement subis. On m'a dérobé mes instruments de travail ; je découvre le ravisseur et l'oblige à me les rendre. Bien entendu, il ne saurait être question de pénalité et un libertaire ne voudra pas recourir à l'oppressive action des tribunaux ; mais il sera dans son droit en exigeant la restitution. Il ne faut violenter personne ; pas davantage il n'est bon de se laisser violenter par autrui. Repousser la force par la force, c'est se défendre, ce n'est pas punir. Quant au droit à réparation, l'ouvrier qu'on exploite est fondé à en user contre son patron. — L. BAUMEDETTE.

PURGATOIRE n. m. (du latin : *purgatorius*, de *purgare* : purger). Le purgatoire est un lieu intermédiaire entre le ciel et l'enfer, où les âmes qui n'ont pas entiè-

rement satisfait, en ce monde, à la justice divine sont purifiées des peines contractées par le péché, avant d'être admises en la présence de Dieu.

Les anciens n'avaient qu'une idée très vague du purgatoire ; nombre de peuples même l'ont totalement ignoré. Les Grecs avaient imaginé des limbes, séjour des enfants morts jeunes et un purgatoire où des traitements peu rigoureux purifiaient les âmes, mais ils n'en avaient tiré aucun corps de doctrine. Le Lamaisme, dérivé du Bouddhisme, admet, ainsi que certains peuples Tartares, l'existence d'un purgatoire.

Cette doctrine est particulière à la religion catholique. D'après celle-ci, les âmes des hommes qui meurent avec de petits péchés, des imperfections vénielles sur la conscience, ne peuvent entrer, ainsi souillées, au royaume des cieux. Elles ne méritent pas, pour ces légers manquements, la damnation éternelle. Il doit y avoir un lieu de purification possible. C'est au purgatoire qu'elles iront. Là, les âmes souffriront des peines proportionnées à leurs fautes et demeureront un temps déterminé selon la gravité de leurs péchés. De plus, les vivants ont la précieuse faculté — précieuse surtout pour les finances de l'Eglise — de soulager les âmes du purgatoire et abréger la durée de l'expiation, par des messes, des bonnes œuvres, des prières, faites à leur intention. L'Eglise s'est bien gardé de définir ni le lieu exact où se trouve le purgatoire, ni la nature des peines endurées par les âmes. Elle laisse cependant supposer que ces peines consistent en supplice du feu.

L'Eglise a professé, au cours des âges, les opinions les plus vagues, les plus variées, les plus contradictoires au sujet du purgatoire. Elle n'a d'ailleurs érigé cette croyance en dogme qu'après le concile de Florence, en 1439. Les Hébreux n'en avaient aucune idée. Leur livre religieux, l'Ancien Testament, n'en parle pas. Dans le Nouveau, il n'y a que d'imprécises allusions. encore faut-il beaucoup de bonne volonté pour considérer les versets 32 et suivants de l'Evangile selon saint Mathieu (XII) comme une indication. Sur ce point, les pères de l'Eglise ont eu, à propos du purgatoire, des opinions divergentes, allant jusqu'à s'annuler l'une l'autre.

D'abord ils crurent que les âmes ne sont pas jugées après la mort, mais qu'elles doivent attendre la résurrection des corps, au jugement dernier, pour être punies ou récompensées. Ensuite, certains estimèrent le contraire et imaginèrent le purgatoire. Saint Augustin nie, dans plusieurs de ses œuvres, l'existence du purgatoire. Saint Fulgence n'y croit pas, mais Origène l'admet fermement.

Cette doctrine s'imposa surtout après l'institution de la fête des morts (XI^e siècle) qui fut créée sur la foi apportée au récit suivant : « Un pèlerin, revenant de Jérusalem, fut jeté dans une île où il trouva un ermite qui lui apprit que l'île était habitée par des diables qui plongeant les âmes des trépassés dans des bains de flammes. Ces mêmes diables ne cessaient de maudire saint Odillon, abbé de Cluny, lequel, par ses prières,

leur enlevait des âmes. Rapport de cela ayant été fait à Odillon, celui-ci institua, dans son couvent, la fête des morts. » (Légende rapportée et certifiée digne de foi par le cardinal Pierre Damien, — d'après Voltaire —) L'Eglise adopta bientôt cette solennité.

Comme l'usage de racheter, par des aumônes et les prières des vivants, les peines des morts et des âmes du purgatoire, commençait à se généraliser et que, d'un autre côté, le pape délivrait pour cela des indulgences qui avaient une capacité de rachat supérieure aux simples prières, la fête dégénéra vite en abus. Les prêtres et les moines mendians surtout, se firent payer pour tirer les âmes du purgatoire. Ils ne parlèrent plus que d'apparitions de trépassés, d'âmes errantes qui venaient implorer du secours, des châtimens éternels et des calamités qui punissaient les vivants assez hardis pour refuser du secours. Ce trafic éhonté des indulgences augmenta encore après l'institution des « jubilés » par Boniface VIII (1300). Pour permettre à tous les croyants de participer aux grâces que l'Eglise promettait en retour d'un pèlerinage à Rome, on institua des jubilés tous les 25 ans. Ces jubilés étaient l'occasion d'une vente massive d'indulgences plénières ou partielles.

Le commerce non dissimulé des indulgences, la rapacité des prêtres et des moines qui profitaient de la constance pour accroître leurs revenus déjà plantureux, les multiples excès résultant de cette coutume firent énormément pour le progrès des hérésies précédant la Réforme. (Voir ce mot). Afin de réprimer ces abus et pour lutter contre les ravages du protestantisme naissant, l'Eglise, soucieuse avant tout de ses intérêts spirituels et matériels, codifia la doctrine du Purgatoire et l'érigea définitivement en dogme au cours des conciles de Florence, en 1439, et de Trente, en 1545.

En admettant cette croyance chère aux classes pauvres, en faisant siennes cette superstition, l'Eglise se montra logique avec elle-même, car sans ce royaume intermédiaire, elle ne saurait se tirer des contradictions et des absurdités qui découlent de la croyance au paradis et à l'enfer et du péché originel.

Pour ce dogme, comme pour tous les autres, l'Eglise, obligée par ses prétentions théocratiques, d'imposer au monde un certain nombre de croyances indémonstrables, contrainte de répondre sans cesse aux hérésies renaissantes, en évitant de heurter trop directement le sens commun et les croyances générales, a dû imaginer une théologie qui répondait à toutes les objections. Elle a dû, pour sauvegarder l'essentiel de son patrimoine : ses intérêts financiers, progresser sans cesse dans l'absurde, et par des atténuations, des détours, des subtilités, donner au dogme un caractère et des formes en accord avec les besoins et les opinions du moment. Jusqu'au jour où, lassée des objections et des arguments dont l'intelligence humaine, sans cesse en progrès, commençait à l'accabler, elle eut l'idée (qui clôturait toute discussion !) de faire un « mystère » du dogme incriminé. — Ch. ALEXANDRE.





QUADRATURE n. f. Au point de vue géométrique, évaluer l'aire d'une surface, c'est en faire la quadrature. En astronomie, lorsque les longitudes de deux corps célestes diffèrent de 90°, on déclare qu'ils sont en quadrature. Fréquemment, dans le langage ordinaire, on parle de la quadrature du cercle, c'est-à-dire de la réduction du cercle en un carré équivalent. Et, comme il s'agit là d'un problème insoluble, l'expression « encher la quadrature du cercle » s'emploie surtout concernant des travaux ne pouvant jamais aboutir, des efforts dépensés en pure perte. Or, les hommes ont vite fait de déclarer une chose impossible, lorsqu'elle réclame un labeur trop pénible ou trop long, surtout lorsqu'elle contredit des préjugés traditionnels et d'innouvables intérêts. Les anciens philosophes et les Pères de l'Eglise assuraient que l'abolition de l'esclavage était impossible ; de nos jours, les partisans du régime capitaliste prétendent qu'on ne saurait trouver un système meilleur. Dans le passé, tous les progrès accomplis furent d'abord combattus comme utopiques ; à l'heure actuelle, on condamne des réformes qui se réaliseront dans un avenir prochain. « Matérialisation des désirs humains successifs, écrit L. Barbedette dans *Vers l'Inaccessible*, application dans le domaine pratique des perfectionnements conçus par la pensée, voilà les causes du progrès. Elles sont réalisées et au delà, à notre époque, les merveilleuses féeries dont rêvaient nos ancêtres du xiii^e siècle ; nos souhaits en apparence les plus impossibles seraient probablement satisfaits, si nous ressuscitions en l'an cinq mille. Alors d'autres aspirations auront surgi qui, pour rendre effectives les transformations espérées, demanderont des siècles de travail à leur tour. Lentement notre espèce s'élève des bas-fonds où elle naquit et gagne les sommets, toujours plus élevés que l'imagination d'avance avait décrits. Cette marche à l'infini deviendrait rapide sans les obstacles que suscite sottise ou malignité. Durant des millénaires, négligeant de dompter la nature par un effort persévérant, les hommes eurent confiance en de vaines prières ; trompés par les mensonges théologiques, ils comptaient sur les dieux non sur eux-mêmes. Si notre espèce échoue dans sa mission rédemptrice, si elle est vaincue finalement par les forces cosmiques, elle le devra aux religions. Quand l'heure viendra des cataclysmes ultimes, la science de nos descendants sera-t-elle assez grande pour qu'ils ne succombent pas ? Espérons-le ; mais repoussons les joies mystiques qui nous détourneraient de la bonne voie. Et ne comptons ni sur des gouvernants, pour qui le nec plus ultra de la grandeur souveraine consiste à gaspiller milliards et vies humaines, afin de reculer les bornes d'une frontière, ni sur de fausses aristocraties qu'intéressent exclusivement les jeux surannés de la politique ou les spéculations financières. Au regard de l'immense tragédie cosmique, dont nous sommes pour de courtes années et les acteurs et les témoins, combien mesquines de pareilles préoccupations ! » Quand on reproche aux anarchistes de chercher la quadrature du cercle, de vouloir l'impossible, ils auraient donc tort de se laisser ébranler. Ce reproche fut adressé successivement à tous ceux qui, dans un domaine quelconque, apportèrent des vues neuves et des suggestions originales. Disparition de

l'autorité, du capitalisme, de la religion, du militarisme, suppression des multiples injustices présentes sont parfaitement réalisables, et même pour un avenir prochain, si nous savons le vouloir avec énergie et tenacité.

QUAKER n. m. (de l'anglais *quake*, trembler). Voltaire a dit que, si l'on avait souvent tourné les quakers en ridicule, on avait été contraint de respecter leurs mœurs. Pour notre part, nous reconnaissons volontiers à la Société des Amis des qualités qui nous rendent ses membres particulièrement sympathiques. Les doctrines enseignées par George Fox, son fondateur, se trouvent déjà exprimées, d'une façon plus ou moins claire, chez les mystiques allemands Eckhardt et Tauler, ainsi que chez d'autres écrivains antérieurs. Citons encore, parmi les précurseurs des quakers, le pasteur puritain Roger William's qui s'en alla, en 1638, fonder l'Etat de Rhode Island, en Amérique. Il proclamait l'inviolabilité de la conscience humaine et ne reconnaissait aux autorités aucun droit de contrôle sur la voix intérieure qui parle en nous. Il interdisait de prêter serment et condamnait le paiement des taxes réclamées par les ministres des cultes. Mais c'est grâce à George Fox que l'appel à l'inspiration personnelle et directe du Saint-Esprit devint la base d'un système théologique célèbre et d'une association religieuse puissante. Ce réformateur naquit à Drayton (Leicester) en 1624 ; il mourut à Londres au début de 1691. Fils d'un pauvre tisserand presbytérien, il fut lui-même berger, mais se sentit de bonne heure appelé à prêcher une doctrine nouvelle. Il rejetait les observances rituelles et la hiérarchie ecclésiastique, déclarait que dieu n'habite pas les temples construits par les hommes et que chacun trouve un guide infaillible dans sa propre conscience inspirée par le Saint-Esprit. Comme il s'élevait contre la tyrannie sacerdotale et défendait de verser le sang humain, Fox fut longtemps et durement persécuté. C'est à l'occasion des poursuites intentées contre lui, en 1650, à Derby, qu'il fut appelé *quaker* (trembleur) par le juge Bennet qu'il exhortait à « honorer dieu et à trembler devant sa parole » ; ce surnom resta à ses disciples. Ses prédications dans les diverses régions de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Ecosse, sa douceur et sa charité lui gagnèrent de nombreux partisans. A l'époque de la restauration des Stuarts, George Fox fut mis en prison et y resta, presque sans interruption, jusqu'en 1666. Inquiété de nouveau en 1672, il se rendit en Amérique, puis, à son retour, visita diverses contrées d'Europe, spécialement la Hollande. Il jouissait de la paix dans son propre pays, quand il mourut ; la Société des Amis s'imposait alors à l'attention de tous. Parmi ceux qui contribuèrent le plus à répandre le quakerisme, il faut citer Robert Barclay et William Penn. Très versé dans la connaissance du grec et de l'hébreu, Robert Barclay écrivit l'apologie de la nouvelle religion à une époque où la chose était dangereuse ; il fut emprisonné, mais ne renonça pas à ses idées. William Penn, fils d'un amiral, s'était converti au quakerisme en 1667, alors qu'il étudiait à Oxford. Son père crut qu'un voyage en France et dans les Pays-Bas modifierait ses idées ; il n'en fut rien. Emprisonné quelque temps en Irlande, chassé par sa famille, il commença,

en 1668, à prêcher et à écrire. C'est pendant son incarcération à la Tour de Londres qu'il composa *England's present interest* où il réclamait pour tous l'absolue liberté de conscience. Il accompagna Fox dans son voyage de propagande en Allemagne et en Hollande. Après la mort de son père, il échangea une créance de 16.000 livres, que ce dernier possédait sur la couronne, contre la cession en Amérique d'un territoire plus vaste que l'Angleterre, à l'Ouest du Delaware, et qui prit le nom de Pennsylvanie. Il y appela ses coreligionnaires, ainsi que les persécutés des autres sectes. Comme les nouveaux venus n'occupèrent que des territoires achetés aux Peaux-Rouges, ils vécurent en bonne intelligence avec ces derniers et n'eurent jamais recours à la force. De plus, exemple bien méritoire à cette époque, ils pratiquèrent la tolérance même à l'égard de leurs adversaires. Penn mourut en 1718, après avoir connu des succès entremêlés de dures peines. La Pennsylvanie fut le premier Etat d'Amérique qui libéra les esclaves. Maintes fois les quakers ont été accusés par les autorités politiques et religieuses de favoriser l'esprit d'insubordination et de révolte. Ils n'ont aucun respect, en effet, pour la hiérarchie sacerdotale, pour les rites et les cérémonies cultuelles ; ils déniaient aux gouvernants le droit de violenter la conscience individuelle. Devant les tribunaux, ils refusent de prêter serment et se bornent à une déclaration affirmative ou négative ; leur véracité est d'ailleurs proverbiale. Fidèles au précepte biblique : *Tu ne tueras point*, ils refusent de porter les armes et de s'associer aux fêtes militaires. Ces *conscientious objectors*, n'ont pas craint de supporter la prison et même la mort pour la cause de la paix. Ils ont montré l'exemple à nos objecteurs de conscience actuels ; et cela suffirait pour que nous leur accordions une estime méritée. Longtemps, on se moqua des quakers à cause de leurs vêtements : les hommes portaient des chapeaux à larges bords, des habits très simples et de couleur sombre ; les femmes avaient un tablier vert et une mantille noire. Ils ne saluaient personne et tutoyaient tout le monde, par souci d'égalité. Adversaires de la traite des noirs, ils ont puissamment contribué à l'affranchissement des nègres aux Etats-Unis. Dès 1751, ils décidèrent que ceux qui ne banniraient pas complètement l'esclavage de leurs maisons ne seraient plus reçus parmi eux. A l'égard des déshérités de toutes les races et de tous les pays, ils font preuve d'un amour fraternel qui impose le respect même à leurs adversaires. Maintes fois on a fait remarquer, et à juste titre, que selon l'expression de Madeleine Madel, la *Société des Amis* qui ne se donne pas l'étiquette libertaire en possède effectivement l'esprit. Dans ses groupes, ce n'est ni un individu, ni une coterie, ni la majorité qui commande : les décisions concernant la collectivité doivent être prises à l'unanimité. Parmi les sectes nées du quakérisme, il en est une que signalent avec intérêt les historiens des colonies communistes : celle des Shakers. Fondée par une jeune femme illettrée, cette société pratiquait d'une façon absolue le communisme de la production et de la consommation. Mais si l'individu devait rester pauvre, la communauté pouvait être riche ; et cette richesse collective devenue considérable fut néfaste aux Shakers, car elle poussa certains adhérents cupides à s'en emparer personnellement. Ajoutons que les membres de la secte étaient soumis à une discipline rigoureuse, qu'ils s'astreignaient à une chasteté absolue et ne toléraient, en matière d'art, que la musique et la danse. D'autre part, signalons qu'on a surnommé les Frères Moraves, les quakers de l'Allemagne. Créée en 1457 avec les débris des Hussites qui n'avaient pas voulu se soumettre aux décisions du concile de Bâle, leur association fut persécutée à plusieurs reprises. Reconstituée en 1722, elle fonda une colonie à Hernhut dans la Haute-Lusace. Les Frères Moraves vénèrent la Bible, mais pensent que l'on peut

entrer en communication avec dieu par la lumière intérieure. Ils s'assemblent souvent pour des repas en commun, portent un costume uniforme et se font remarquer par un grand amour de la paix. Malgré le surnom qu'on leur donne, il est impossible de les confondre avec les disciples de George Fox. A l'heure actuelle, ces derniers, les Amis se rencontrent surtout aux Etats-Unis, où ils exercent une influence appréciable, et en Angleterre. Ils ont aussi quelques communautés en Hollande, en Allemagne, en France (où un périodique, *l'Echo des Amis* est publié par leurs soins) et dans d'autres pays. L. BAUMDETTE.

QUALITÉ — QUANTITÉ n. f. Les qualités sont les différences sensorielles par lesquelles nous distinguons les diverses modalités du monde objectif. Nous ne connaissons, nous le savons, que nos sensations, mais la sensation faisant partie intégrale de la connaissance, celle-ci n'étant en fait que la coordination de toutes nos sensations assurant notre conservation, nous ne vivons et ne durons qu'en réagissant perpétuellement contre le monde objectif et nous voyons que la sensation est nécessairement un effet de l'objectif sur notre sensibilité. Il est donc vain de rechercher si les qualités sont en nous ou hors de nous : elles sont le produit du monde extérieur sur nous-même.

Pourtant ce monde nous apparaît totalement dissimilable dans ses éléments et sans identité réelle. Toute chose, à l'analyse, se révèle différente d'une autre et nos différentes sensations ne nous paraissent point absolument identiques entre elles. D'autre part, il est probable qu'une suite de sensations totalement identiques aboutirait très rapidement à un état d'inconscience supprimant automatiquement la connaissance même de cette sensation.

Comment alors se forment les notions d'identité, de différence, de qualité, de quantité ? Remarquons tout d'abord que les milliards de cellules qui composent notre individu sont formées d'une même substance objective que la cellule mère a conquise et transformée en substance subjective semblable à la sienne, et que substances objective et subjective ne diffèrent point essentiellement dans leur nature, puisque l'une procède entièrement de l'autre.

Les éléments sont analytiquement les mêmes, mais leurs groupements sont différents. Ce sont ces groupements, ces synthèses qui constituent les différences, les qualités mêmes de la substance. Une question se pose alors : notre organisme formé de matière connaît-il la matière ? ; ou si l'on préfère : la matière se connaît-elle elle-même ? Evidemment non ! car la conscience ne se connaît pas elle-même ; et nous savons que l'enfant, bien que possesseur d'instruments presque parfaits pour la sensation et la perception des choses, ne les connaît point d'emblée, et sans une très longue éducation.

Connaitre ne veut donc point dire : saisir en soi la nature du monde objectif ou subjectif. Connaitre se ramène à situer exactement entre eux les rapports de nos différentes sensations et réactions contre le milieu. La connaissance se décompose alors ainsi : 1° modification de notre substance nerveuse par une excitation venue du dedans ou du dehors (éléments primordiaux de la qualité) ; 2° transmission de cette modification aux centres nerveux : réflexes, reconnaissance, classement de la sensation, pensée.

Remarquons que la sensation pure n'est pas de la pensée, et qu'elle ne devient réellement qualité que par une opération psychique de perception, de reconnaissance, de classement et de comparaison.

Nos cellules sensorielles sont modifiées physiquement et chimiquement par les excitants objectifs et même subjectifs, et ces modifications, libérant suivant leur nature une certaine quantité d'influx nerveux, peuvent soit déclencher des réflexes moteurs, soit ébranler des cen-

tres émotifs plus ou moins puissants, soit encore disperser l'influx nerveux dans les centres intellectuels.

Comme l'être humain s'objective lui-même et que la sensation qu'il a de son existence propre se trouve plus ou moins avantageusement modifiée par ces excitations, il en résulte que toute sensation est perçue sous le double aspect de sa qualité réellement objective : froid, aigu, rouge, etc., et de sa qualité subjective ou morale : bon, agréable, mauvais, amusant, etc. Il est aisé de voir que les qualités objectives, par leurs étroites liaisons avec les phénomènes physico-chimiques, peuvent se prêter à une certaine évaluation objective ; il n'en est pas de même des qualités morales qui, créées par le psychisme variable des êtres et par leurs différences organiques, ni peuvent être l'objet d'une évaluation objective aussi précise que la précédente. On peut, par exemple, reconnaître dans un orchestre la qualité des divers instruments le composant, et tous les connaisseurs normalement constitués tomberont d'accord sur ce point ; mais ils différeront, à coup sûr, au sujet de la qualité des symphonies jouées : chaque mélomane ayant sa prédilection, son choix, son goût particulier pour les qualités de tel ou tel compositeur.

La qualité est donc essentiellement la classification consciente d'une sensation parmi une infinité d'autres sensations ; et cette classification ne peut s'effectuer qu'en comparant la sensation actuelle avec d'autres sensations antérieures ; lesquelles sont elles-mêmes associées, liées à de multiples autres sensations classées dans l'espace et dans le temps, constituant tout le savoir humain.

La reconnaissance d'une qualité suppose donc l'identité des sensations dans le temps. Si, en effet, chaque sensation était absolument différente d'une autre il n'y aurait aucune connaissance possible : l'individu se trouvant perpétuellement devant des sensations nouvelles et ne pouvant les comparer à rien d'antérieurement perçu. Aucune expérience ne serait donc utile, ni possible, aucun souvenir, aucune succession de faits compréhensible. Ce serait l'incohérence et le chaos ; l'absence de toute logique, de toute pensée et certainement de toute vie.

Rien que nos sensations nous semblent apparemment irréductibles les unes aux autres, il y a pourtant de nombreux points communs entre elles. Tout d'abord nos organes des sens ont une même origine embryogénique, étant formés de l'ectoderme, ou enveloppe externe, de l'embryon. Ensuite ces organes subissent les excitations du milieu qui se ramènent elles-mêmes à quelque chose de commun : le mouvement.

Ce mouvement varie, pour les sons perçus, de 20.000 à 40.000 vibrations à la seconde ; il s'élève de 450 à 785 billions pour les couleurs, tandis que les sensations thermiques se placent entre ces deux perceptions extrêmes.

La sensation pourrait donc se ramener à une sorte d'unité qui serait le tact ou irritation de nos cellules sensorielles par les vibrations objectives mais nos moyens expérimentaux ne nous permettent point, jusqu'à présent, de préciser cette unité ; d'autant plus que les modifications de nos cellules ne sont point identiques : le tact et l'audition s'effectuant par une sorte de travail mécanique nécessitant un temps de réaction d'un septième à un huitième de seconde, tandis que les sensations thermiques, gustatives, olfactives et visuelles sont l'effet d'une modification chimique de nos cellules sensorielles déterminant des réactions plus longues variant de un cinquième à une demi-seconde.

Ces mesures et les possibilités de classement certain de nos sensations nous indiquent qu'il y a réellement des excitations identiques vis-à-vis desquelles nous réagissons toujours pareillement, puisque jamais, lorsque la connaissance est réellement acquise, nous ne nous trompons dans notre jugement et ne confondons l'odeur

de la rose avec celle de l'ammoniaque, ou un son avec une odeur.

D'où viennent alors ces concepts contradictoires d'identité et de différenciation, d'homogénéité et d'hétérogénéité qui s'excluent mutuellement ? Qu'est-ce qui fait, par exemple, la qualité du chêne ? Si tous les chênes sont différents entre eux ; s'ils n'ont même pas deux feuilles égales ; si aucune branche, aucun tronc, aucune écorce ne ressemblent exactement à une autre branche, un autre tronc, une autre écorce, d'où provient cette connaissance qui nous permet infailliblement de reconnaître un chêne ?

Cette connaissance ne peut provenir que de quelque chose de permanent qui subsiste dans toutes les images différentes que nous percevons d'un objet, ou d'un groupe d'objets. Pour les chênes ce sera le feuillage et principalement la forme festonnée des feuilles ne ressemblant à aucune autre feuille de figuier, de platane ou de marronnier. Chacune des feuilles de ces arbres possède sa particularité qui consiste en un arrangement de ses diverses parties, ordonnées selon des rapports invariables, quelles que soient les dimensions et les variations de certaines parties secondaires. La qualité est ici le produit des rapports entre eux de certains points spaciaux invariables.

Admettons par exemple que des objets nous donnent différentes sensations et créent d'abord en nous les reflexes A, C, E, D, X ; puis ensuite les reflexes A, N, E, V, X ; puis encore A, L, E, R, X et ainsi de suite sans changer l'ordre des reflexes A, E, X. Il est évident que les reflexes C et D, N et V, L et R, et tous ceux de même qualité exceptionnelle qui se succéderont sans jamais se ressembler ne constitueront point une connaissance, tandis que les reflexes A, E, X constitueront par leur répétition qualitative et ordonnée les qualités générales des objets créateurs de nos sensations. Si l'on prend alors la totalité des reflexes A, C, E, D, X, ou A, L, E, R, X on peut affirmer qu'il n'y a pas identité entre ces deux totaux et par conséquent entre les objets observés. Si l'on prend A, E, X on peut, au contraire, affirmer l'absolue identité des qualités générales des divers objets étudiés.

Ainsi donc ni les réalistes, ni les nominalistes n'ont saisi la véritable nature du concept général. Celui-ci ne se trouve pas tout pur dans les objets comme le veulent les réalistes ; il n'est pas non plus une invention, une convention commode, comme se l'imaginent les nominalistes : il est constitué par les qualités réelles des objets, sélectionnés par notre psychisme, ne conservant que l'invariant des sensations, nous permettant de nous situer infailliblement vis-à-vis des dits objets dans notre lutte pour vivre et durer.

Il faut donc admettre que notre substance nerveuse garde les traces des impressions identiques qui se répètent successivement un grand nombre de fois, tandis que celles ne présentant point cette identité et cette répétition s'effacent peu ou prou, ne laissant dans notre mémoire qu'un souvenir confus.

On objectera qu'il est des sensations perçues une seule fois, des événements subis qui ne se renouvellent jamais et qui pourtant restent nets et précis dans notre souvenir. Ceci est exact, mais concerne une autre particularité de notre psychologie, c'est-à-dire la réceptivité et l'émotivité dans les cas exceptionnels. Ici c'est la rareté même et l'intensité de l'émotion qui créent une voie nouvelle dans nos centres nerveux ; voie qui persistera d'autant plus longtemps qu'aucune autre émotion analogue ne viendra se confondre avec elle.

On cite, par exemple, des sujets capables de se remémorer, et de les citer dans l'ordre exact, tous les magasins entrevus une seule fois dans une longue rue. On connaît également quelques cas de mémoire visuelle extraordinaire de peintres pouvant revoir et peindre à volonté, comme s'ils étaient présents, leurs différents et

successifs modèles entrevus à peine une demi-heure. Nous nous trouvons ici en présence de mémoires excessivement rares, capables peut-être de sentir toutes les qualités, toutes les différences des objets et, par conséquent, de créer des voies nouvelles dans leurs centres nerveux pour chaque objet différemment perçu, mais peu capables peut-être, à cause de cela, de généralisation. Il aurait été intéressant de soumettre ces mémoires extraordinaires à des expériences de répétitions nombreuses d'impressions analogues pour mesurer le degré d'effacement des qualités absolument particulières au bénéfice des qualités générales. Remarquons, malgré cela, que ces êtres ne travaillent que sur du déjà vu, du déjà connu, sur des généralités déjà classées et qu'il aurait été très instructif de ne leur montrer que des objets totalement inconnus d'eux pour apprécier leur mémoire réelle. Ces expériences auraient permis de préciser si leurs souvenirs se fixent plus facilement avec des perceptions antérieures, ou avec des perceptions neuves.

La psychologie de l'enfant nous fait comprendre qu'il ne s'agit là que d'une seule et même faculté cérébrale, prise en plusieurs points de son évolution ou de son fonctionnement. On sait que l'enfant ne connaît que des généralités avant de bien connaître les qualités particulières des objets. Même lorsqu'il met un nom particulier sur ses dessins mal formés, il est évident que son intention est différente de son exécution. Celle-ci procède par automatisme et ne traduit que du général : un chien, une table, un homme, une maison, etc. ; toutes choses perçues des millions de fois si l'on songe qu'aucune sensation n'est statique ; que chacune d'elle est une suite ininterrompue de chocs intra-atômiques, se succédant vertigineusement dans un temps prodigieusement court. Lors donc que la qualité chaise se précise à l'enfant il y a longtemps que ses centres nerveux ont été impressionnés par des millions d'influx nerveux déterminant chez lui la perception de cette qualité.

Pourquoi, dira-t-on alors, ne perçoit-il pas plus rapidement le particulier que le général puisque celui-ci précède celui-là ? Parce que, dirons-nous, le particulier réel, l'accident ne laisse que très peu de traces dans la substance nerveuse et que seule la répétition des impressions détermine des souvenirs durables. Or, dans ces répétitions, il y a des identités déterminant des renforcements d'impressions sensorielles, créateurs de connaissances générales, et d'innombrables différenciers qui ne coïncident jamais entre elles. Avec l'âge, le champ des impressions s'étend énormément, le besoin de conquête s'intensifie, l'attention se développe, l'observation s'accroît, les expériences s'accumulent et, comme conséquence, la connaissance des qualités générales augmente considérablement. Pour distinguer alors les qualités des objets, il faut que l'attention, tout en groupant les documents généraux antérieurement perçus, permettant le classement immédiat des objets, se porte sur leurs aspects accidentels, en groupe les éléments et, les liant à leurs qualités générales, les agglutine au fonctionnement psychologique de l'observateur. Et cette distinction sera d'autant plus persistante que l'émotion sera plus vive, la quantité d'influx nerveux plus grande, la plasticité des centres nerveux plus souple, l'attention plus soutenue.

La distinction des qualités particulières et leur liaison avec les qualités générales ne paraît donc possible qu'avec la formation progressive de l'esprit critique tandis que les qualités générales seules, essentiellement formées par les identités sensorielles subies depuis notre naissance, font partie de nos réactions les plus inconscientes. A cela on opposera que la science qui paraît être la plus parfaite expression de l'esprit critique n'est fondée que sur la connaissance du général. En réalité, ce n'est pas tout à fait exact. Le but de la science est d'expliquer, c'est-à-dire de nous faire connaître la suc-

cession des faits, l'enchaînement des causes et des effets de tous les phénomènes impressionnant nos sens dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace, nous classons les objets d'après leurs qualités générales et particulières et selon leurs rapports respectifs ; dans le temps, nous les classons selon les variations de ces qualités et de ces rapports. Or, un classement n'est possible qu'avec des choses identiques ou analogues. Une explication n'est donc scientifique que lorsqu'elle identifie un fait ou une succession de faits inconnus à d'autres faits connus. Le rôle de la science est de réduire l'inconnu, de découvrir dans les effets particuliers, jusque-là inexplicables, des causes générales plus ou moins déjà connues (induction) ; d'établir expérimentalement l'invariabilité (identité) des processus évolutifs de tous les phénomènes vraiment connus, de telle manière que l'être humain puisse à coup sûr adapter avantageusement son organisme à ce dynamisme éternel.

Puisque connaître signifie se représenter une succession de sensations antérieurement perçues, nous voyons que la science ne peut pas s'arrêter sur l'accident, collectionner des faits strictement particuliers, approfondir des qualités exceptionnelles sans essayer de classer ces anomalies dans un processus quelconque de causalité. Le rôle de la connaissance est donc de nous préparer à l'avenir ; d'ordonner les documents sensoriels passés selon toutes les possibilités de variations futures du milieu ; de jouer psychiquement l'avenir, de manière à ne jamais rencontrer de l'inconnu total mais seulement des variations partielles, réduites à leur tour, par réflexion, à du connu. La science n'est donc pas que la connaissance du général ; elle est surtout l'application du connu à l'inconnu ; la compréhension du présent par le passé ; la prévision du futur ou du succédant par l'antécédent.

Enfin, une dernière question se pose au sujet de l'appréciation même des qualités : à savoir, par exemple, si toutes les qualités objectives (ou impressions sensorielles : couleurs, sons, odeurs, formes, saveurs) sont évaluées identiquement chez tous les humains ; si chacune d'elles peut se mesurer exactement et si ces mesures s'imposent nécessairement à tous les observateurs.

Remarquons que l'idée de mesure implique logiquement une opération s'effectuant dans l'espace et dans le temps, c'est-à-dire à l'aide de mouvements répétés un certain nombre de fois. Ces mouvements, nous les appelons des quantités. Or ces mouvements ne sont eux-mêmes possibles qu'à l'aide de nos perceptions sensorielles qualitatives. Ce qui revient alors à poser le problème suivant : la quantité est-elle une fonction de la qualité, ou la qualité une fonction de la quantité ? En d'autres termes, l'étendue et la durée sont-elles une qualité ou une quantité ? Et comment classer le mouvement ?

Si bizarre que puisse paraître notre réponse, elle ne peut que se formuler ainsi : le mouvement, créateur de l'étendue et de la durée (car que seraient ces deux concepts dans l'immobilité absolue de l'univers ?) est à la fois qualité et quantité. Qualité puisqu'il n'est perceptible que par nos sens ; quantité puisque la coïncidence des sensations qu'il détermine crée le nombre, ou souvenir de ces coïncidences. Ainsi, l'espace pur, l'espace Kantien et la durée pure, chère à Bergson, ne sont que des phrases vides de sens, puisque aucun concept n'est possible sans données sensibles.

Apparemment, le nombre paraît étranger à la qualité et douze pommes ne sont pas plus qualitativement pomme qu'une seule, ni une très grosse pomme plus pomme qu'une toute petite. Pourtant une forêt n'est qualitativement une forêt que par le groupement d'un très grand nombre d'arbres, et nous savons que les qualités générales, la qualité pomme par exemple, ne

sont que le produit d'une quantité de sensations identiquement perçues. Ces sensations peuvent, il est vrai, être simultanément différentes les unes des autres, alors que les notions de quantité et de nombre supposent l'identité absolue des qualités additionnées. Comme ce sont nos sensations qui mesurent ces identités et ces coïncidences, on peut se demander d'où provient notre certitude absolue relativement à l'exactitude des nombres. Y a-t-il réellement égalité des sensations additionnées, ou si l'on préfère, y a-t-il véritablement addition de sensations égales? Pouvons-nous affirmer l'égalité de deux sensations successives et comment nous assurer de cette égalité puisqu'en fin de compte c'est toujours une sensation qui sert de moyen de vérification?

D'autre part, comment distinguerions-nous les unes des autres des sensations absolument identiques, et comment pouvons-nous, sans nous contredire, égaliser des mesures que nous prétendons différencier qualitativement? Est-il possible d'imaginer comment des choses égales peuvent être distinctes les unes des autres et comment ces égalités peuvent soudainement se transformer en propriétés qualitatives de grandeur? Le nombre est-il de la même nature que les qualités générales, les quantités ne seraient-elles que des qualités différentes et dix, cent, mille ne représenteraient-ils que ces qualités différentes et non une grandeur continue formée d'égalités réelles?

En d'autres termes, le nombre est-il réellement le souvenir d'une répétition de sensations identiques, ou est-il le souvenir d'un changement qualitatif?

La recherche est assez difficile et de nombreux mathématiciens et psychologues, négligeant le fond même du problème, donnent une origine logique et rationnelle à la quantité.

La difficulté consiste surtout à saisir les premiers éléments de l'évaluation du nombre. Il est certain que les qualités générales d'un objet se représentent toujours chez l'enfant, lors de la formation de la pensée, avec les possibilités d'usage de cet objet, ou tout au moins avec la connaissance des influences de cet objet sur lui-même.

La discrimination s'effectue donc assez rapidement, d'une part entre les différences d'intensité d'une même excitation et, d'autre part, entre les différences qualitatives dues à la présence simultanée ou successive de plusieurs excitations, ou groupes d'excitations. Deux abricots calment mieux l'appétit ou la gourmandise qu'un seul. Ainsi donc, la qualité générale du fruit, bien que s'étendant au seul abricot, diffère tout de même comme satisfaction physiologique, selon qu'il y a un ou deux fruits. La quantité apparaît alors, primitivement, plutôt comme une adaptation progressive (et, par conséquent, qualitative) de notre esprit conquérant aux possibilités de conquête de notre individu, que comme une opération mentale tirée du raisonnement pur.

Ce qui prouve qu'il en est bien ainsi, c'est que le primitif ne procède pas autrement que l'enfant dans ses représentations quantitatives. Dans ses jugements quantitatifs il n'effectue aucune opération abstraite, mais apprécie les différentes quantités qu'il sait distinguer, comme des ensembles doués de propriétés différentes.

On conçoit que, pour passer de cette manière de penser à la mesure précise d'une quantité, il faut évidemment une modification considérable du jugement. Pourtant nous saisissons chez les primitifs le mécanisme qui nous indique le processus de cette modification. Pour parvenir à un nombre plus grand que deux ou trois, ils progressent en se servant de leurs doigts, mains, pieds, etc., et toujours dans le même sens. Il suffit que le nombre cherché coïncide avec une des parties du corps dénommées pour que la quantité obtenue jusque là soit celle qui convient à l'usage du ou des calculateurs. Cette simple opération de succession de quantité contient

tous les éléments des calculs abstraits, car chaque partie du corps humain, bien que perçue qualitativement différente, ne compte pourtant que comme une répétition d'égalités : ce qui réunit toutes les conditions du calcul normal. En effet, lorsque nous comptons vingt-et-un, vingt-deux, etc., chaque nombre est phonétiquement différent des autres nombres, bien que nous supposions qu'ils s'appliquent à une même qualité mesurée.

Ainsi se trouve résolue la première difficulté signalée plus haut ; difficulté identique à celle que nous surmontons lorsque classant un objet par ses qualités générales nous le distinguons tout de même des autres par ses qualités particulières. Ici nous remplaçons la qualité particulière par un signe différent que nous donnons aux nombres pour les distinguer les uns des autres. D'ailleurs, par le fait même que les choses sont extérieures les unes aux autres et n'occupent point le même espace, elles se différencient nécessairement relativement à leurs positions respectives et le signe n'est qu'un symbole commode équivalent à cette différenciation de fait.

Ainsi, sans confondre aucunement les nombres, nous leur donnons à la fois la même valeur, en tant que possesseurs de la qualité générale qui nous permet de les grouper dans une même catégorie, et nous les distinguons particulièrement en tant que précisant notre possibilité d'action sur les qualités générales considérées (classement).

Nous voyons déjà que la notion de quantité n'implique pas nécessairement l'identité absolue des objets collectionnés, mais l'identité absolue de leur qualité. Ce n'est donc pas l'égalité de deux sensations qui crée l'idée de nombre, puisque jamais deux objets ne se ressemblent absolument et ne peuvent créer des sensations absolument égales ; c'est l'identité des relations entre ces objets et nous, c'est l'identité de notre action sur eux qui le créent.

Nous avons vu que cette action se distingue qualitativement pour les premiers nombres, mais la formation des grands nombres n'échappe point à cette qualification. En effet, les qualités des nombres se modifient au fur et à mesure de leur élévation et leur numération progressive n'est qu'un système mnémonique de repérage commode permettant de trouver facilement la qualité correspondante. Le nombre mille éveille immédiatement en nous toutes les qualités de ce nombre, qu'il s'applique à de l'argent, à des kilomètres, ou à des bouteilles de cru.

Si subtiles, si abstraites que paraissent les opérations des mathématiciens, elles procèdent toujours d'égalité, d'augmentation, de diminution et l'esprit du calculateur ne perd jamais de vue que toutes ces opérations se rapportent à quelque chose qu'il poursuit à travers elles.

Une distinction s'impose tout de même dans l'évaluation des quantités selon qu'on envisage la connaissance d'une collection d'objets ou la connaissance des parties d'un tout (évaluation d'une grandeur). L'étude des collections d'objets finis est en somme relativement facile, puisque nous pouvons supposer qu'à chaque augmentation de la collection correspond une différence qualitative suffisamment sensible pour être retenue mnémoniquement. Pour les collections élevées, il suffit non pas de se représenter toute la série des nombres intermédiaires, mais de suivre et d'observer l'ordre du classement des différents objets pour connaître l'importance de la collection. On peut, par exemple, grouper cinq objets, puis grouper ensemble cinq groupes de cinq objets et ainsi de suite, de telle sorte qu'à chaque forme de groupement corresponde toujours un rapport invariable entre la position de ce groupement dans le classement de la collection et son importance (table d'additions et de multiplications).

L'évaluation d'une grandeur est un peu différente,

car il ne s'agit point ici de classer des objets dans un ordre donné, mais de distinguer des parties dans un tout qui paraît ne pas en avoir. Or l'opération est très différente de la précédente en ce sens que, plus haut, chaque objet collectionné satisfait à la notion d'unité, si l'on distingue en lui un ensemble de qualités générales ne se confondant point avec un autre ensemble des mêmes qualités générales. Plus ou moins grosses, juteuses ou sucrées, les prunes conservent toujours leurs qualités générales de prunes et on peut les vendre par 10, par 12, par 100, par panier, etc. ; mais on peut aussi les vendre au kilo et alors nous essayerons de mesurer la grandeur appelée kilo à l'aide de nos prunes. Opération excessivement délicate si nous voulons obtenir exactement un kilo sans couper les fruits. Toute grandeur se présente donc comme un tout que nous considérons comme une collection de parties, parce que ces parties sont plus accessibles à notre action que le tout. Mais, ici, le choix de ces parties est totalement arbitraire, alors que pour les collections d'objets finis, chaque partie est donnée par l'objet même. Le choix étant arbitraire, ce n'est qu'un rapport de convenance ou de commodité physiologique de notre pouvoir d'action sur cette grandeur qui fixera le caractère et la qualité de cette partie.

Or, chaque partie de la grandeur à mesurer doit posséder la qualité particulière à toute unité, c'est-à-dire être distincte des autres parties sous peine de confusion, mais elle doit en même temps posséder cette identité des qualités générales, par quoi nous classons des objets dans une même catégorie. Comme nous ne collectionnons pas ici des objets distincts, mais des parties d'un tout continu, nous voyons qu'il est inévitable que la partie ait comme minimum de qualité générale : l'identité de l'étendue. Autrement dit, au lieu d'une collection d'objets à n qualités générales, nous avons une collection de parties à 1 qualité générale : l'étendue.

Ici l'identité, en tant que s'appliquant à l'étendue, prend une forme plus objective que celle s'appliquant aux qualités générales ; et cela parce qu'elle est plus facilement vérifiable. Cette identité spéciale nous ramène à la question posée plus haut : y a-t-il égalité des sensations ?

Oui, dirons-nous, mais avec certitude expérimentale pour les seules sensations coïncidant dans l'espace, car ici les identités sont simultanées, tandis que les sensations se succédant dans le temps n'ont pour principal élément de comparaison que le souvenir, source possible d'erreurs. Si, par exemple, tous les points de la droite AB coïncident avec tous les points de la droite EV , nous aurons deux sensations égales d'étendue. Les autres sensations, bien que susceptibles de mesures assez précises sont tributaires du sens visuel pour l'évaluation exacte de leurs qualités. Il n'y a de mesure réelle que l'étendue.

Notre étude sur la conception de la quantité et de la formation des nombres nous a donc montré qu'il est inutile de supposer l'addition de sensations égales et successives pour y parvenir, puisque les premiers nombres s'imposent à nous comme des qualités différentes et que nous obtenons les autres par des classements successifs. Il y a bien souvenir d'identités qualitatives, mais nullement addition de sensations égales. Seule l'évaluation des grandeurs exige la répétition d'égalités parfaites et nous avons vu que les sensations spéciales y parvenaient correctement, sans addition indéfinie d'excitations.

Cette étude un peu rapide nous montre que toute sensation est qualitative lorsqu'elle se différencie de la précédente, et qu'elle n'est pas quantitative, mais continue, lorsqu'elle ne se différencie pas des autres. Le plus ou le moins constitue déjà une différence, une qualité. La quantité est la propriété de tout ce qui crée en nous

l'idée de nombre, ou de grandeur, et nous avons vu que les nombres nous sont donnés par les objets distincts, pouvant se classer dans une catégorie, et que les grandeurs sont des tous que nous considérons comme formés de parties également classées dans une catégorie : l'étendue.

Les nombres eux-mêmes peuvent d'ailleurs être considérés comme une suite de qualités, mais les qualités ayant précisément pour origine un certain nombre de sensations, ou groupes de sensations différentes, le problème paraît tourner dans un cercle vicieux, puisque qualité et quantité semblent tour à tour se déterminer causativement.

Mais la difficulté n'est pas insoluble. Si toutes les qualités sont réellement le produit des différences quantitatives des éléments impressionnant nos sens, l'immense variété de ces groupements n'est possible que par l'infinie variation des mouvements qui les groupent si diversement. C'est donc la variété des mouvements qui crée la variété des groupements. Comme il n'y a pas un, ni du mouvement, mais des mouvements se déterminant les uns les autres, nous voyons que la qualité de chaque mouvement est modifiée par la qualité des autres.

C'est donc l'existence simultanée de tous les mouvements qui forme la quantité. Or, comme aucun élément ne peut être considéré en dehors des autres, chaque élément de l'univers est à la fois qualité et quantité. Qualité parce qu'il est mouvement ; quantité parce qu'il existe simultanément avec les autres. Il n'y a donc aucune opposition, ou antériorité, entre la qualité et la quantité : elles sont les deux seuls aspects sous lesquels nous connaissons l'univers. — IXIENEC.

QU'EN DIRA-T-ON (IX), n. m. Le souci du qu'en dira-t-on exprime la mesure dans laquelle on s'inquiète des propos que le public tiendra ou pourra tenir. Assez nombreuses sont les personnes qui déclarent se placer au-dessus du « qu'en dira-t-on », braver, mépriser le « qu'en dira-t-on ». Mais, dans la pratique, rares, très rares sont celles qui, sans se préoccuper de ce fameux « qu'en dira-t-on » parlent et agissent selon leurs propres sentiments et leurs convictions personnelles.

Et il n'est pas étrange qu'il en soit ainsi : le désir de plaire implique naturellement la crainte de déplaire ; le souci d'être approuvé implique logiquement l'appréhension d'être désapprouvé. C'est ce désir et cette crainte, c'est ce souci et cette appréhension qui confèrent au « qu'en dira-t-on » la puissance dont il jouit. Puissance aussi néfaste que considérable. Car, pour plaire, il faut flatter ceux et celles avec lesquels on est en relation ; pour être approuvé, il faut se conformer aux exigences, fussent-elles injustes, aux us et coutumes, fussent-ils ridicules, aux modes de penser, de s'exprimer et de se conduire qui, sages ou ineptes, sont en faveur auprès du public en général et plus particulièrement auprès des gens de son entourage.

Qui veut être bien vu doit, sous peine de déconsidération, faire usage des formules et des idées acquises, des règles établies, des conventions acceptées, des manières de voir, de penser, de sentir, de parler et d'agir qui ont l'agrément du plus grand nombre. Il s'expose à perdre l'estime de ses contemporains, celui qui, par ses discours ou ses gestes, choque la mentalité générale ! Malheur à qui affirme une personnalité (voir ce mot) originale, en désaccord avec le type courant de la banalité ! Quiconque veut rompre avec la routine, combattre les préjugés, se dresser contre la tradition, marcher de l'avant, innover, précéder son époque, sortir des sentiers battus, se soustraire à l'hypocrisie générale, ne pas faire chorus avec les « majorités compactes » s'expose, je devrais dire se condamne, à être incompris par les uns, critiqué par les autres, blâmé, vilipendé, calomnié par tous.

On a peine à imaginer le nombre surprenant de duplicités légères ou graves, de lâchetés petites ou grandes, de coquinerie vénielles et d'infamies mortelles dont, directement ou indirectement, le « qu'en dira-t-on » est la source. Rien que pour en faire la simple énumération, il faudrait noircir — noircir est bien le mot — plusieurs colonnes de cet ouvrage.

Il serait fastidieux et, je pense, superflu de retracer, même sommairement, les innombrables méfaits dont le « qu'en dira-t-on » a été, est et restera la cause, aussi longtemps que le régime social, dont ce « qu'en dira-t-on » est un des plus laids ornements, continuera à exercer sa malveillance.

A toute époque et en tous lieux, le « qu'en dira-t-on » fut un des obstacles les plus longs et les plus difficiles à renverser, sur la route douloureuse que parcourt l'humanité en marche vers sa libération et sa félicité.

Commérages, méchancetés, vilainies, insinuations perfides, enfantés par le « qu'en dira-t-on » n'ont cessé d'appuyer les injures et les persécutions dont les novateurs, pionniers et précurseurs ont été les victimes. Le « qu'en dira-t-on » s'est fait, ainsi, et persiste à se faire le complice de l'impitoyable répression pratiquée, toujours et partout, par les gouvernants et enrichis, contre les êtres de haute conscience, de ferme volonté, de pensée clairvoyante et hardie, d'aspirations indépendantes et subversives, qui ne s'assoupissent ni ne s'adaptent à la basse mentalité des multitudes ignorantes, crédules et lâches, rendues encore plus serviles, plus veules et plus abêties par le respect et la peur du misérable « qu'en dira-t-on ». — Sébastien FAURE.

QUESTION (TORTURE) n. f. C'est à la législation romaine que nos juges empruntèrent l'usage de la torture, de la question si l'on préfère ; et ce moyen de procédure avait pour but, assurait-on, de connaître la vérité, en arrachant à l'accusé l'aveu de son crime ou des révélations sur ses complices. On sait à quels raffinements de cruauté les Orientaux en général, et les Chinois en particulier, descendent en matière de supplices. A Athènes, la torture était réservée aux esclaves ; à Rome, le témoignage de ces derniers ne devenait valable que s'il était obtenu au milieu des tourments. La nomenclature des divers modes de torture serait immense ; après avoir servi contre les premiers chrétiens, les pires supplices furent employés contre les hérétiques. En France, la question remplaça les épreuves judiciaires ou ordalies couramment utilisées au moyen âge. Comme dieu, disait-on, ne pouvait abandonner l'innocent, l'accusé devait prouver, au moyen de l'ordalie, qu'il avait pour lui l'amitié du ciel. Parmi ces épreuves, certaines sont restées célèbres. Celle de l'eau se faisait soit par l'eau bouillante, soit par l'eau froide. Dans le premier cas, il fallait plonger le bras dans une cuve d'eau bouillante, à une profondeur plus ou moins grande, selon la nature de l'accusation, pour en extraire une pierre ou un anneau bénit par le prêtre. On entourait ensuite le bras d'une enveloppe que scellait le juge. Si, au bout de trois jours, le patient n'avait pas de brûlure, il était proclamé innocent. Dans l'épreuve par l'eau froide, on jetait l'accusé dans un lac, une rivière ou une cuve, après avoir lié sa main gauche avec son pied droit et sa main droite avec son pied gauche. S'il enfonçait, il était déclaré innocent ; s'il surnageait, il était reconnu coupable, car l'eau, bénite au préalable, le repoussait à cause de ses crimes. Pourtant, dans certaines localités, on admettait la règle contraire : c'était le coupable qui enfonçait, l'innocent qui surnageait. L'épreuve du fer ardent se pratiquait de différentes façons. Tantôt il fallait marcher, pieds nus, sur des socs de charrue rougis au feu, tantôt c'était une barre de fer chaude qu'on devait empoigner et soulever à plusieurs reprises ; dans d'autres cas, on engageait main et bras dans un gantelet de fer. Au bout de

trois jours, le juge proclamait la non-culpabilité du patient, s'il n'y avait pas trace de brûlure. Pour l'épreuve de la croix, accusateur et accusé se tenaient debout, les bras en croix ; celui qui restait le plus longtemps dans cette position inconfortable gagnait son procès. Dans le combat judiciaire, les deux parties en présence luttaient l'une contre l'autre ; parfois même témoins et juge avaient à répondre aux provocations. Des avoués ou champions pouvaient se substituer aux parties ; c'était la règle, lorsqu'il s'agissait de femmes ou de clercs. Les vilains étaient munis de bâtons, les nobles avaient une armure complète avec bouclier, lance et épée. En permettant la victoire de l'un des hommes en présence, dieu, assurait-on, se portait garant de son innocence. Avant ces diverses épreuves, on avait coutume de célébrer une messe, dont on a retrouvé le texte dans de vieux missels. Pourtant ces pratiques étaient si absurdes et conduisaient à des injustices si manifestes qu'on finit par les interdire. Mais elles disparurent très lentement : l'épreuve par l'eau froide était encore employée au début du XVIII^e siècle ; et le duel, dont l'usage subsiste à titre privé même de nos jours, dérive en droite ligne des anciens combats judiciaires.

Mélas ! les enquêtes criminelles s'appuyèrent sur la question, lorsque les ordalies furent passées de mode. Sous prétexte d'améliorer la législation, on la rendit plus atroce : les épreuves judiciaires étaient iniques, mais on ne les renouvelait point ; il n'en fut pas ainsi pour la question qui devint parfois un interminable supplice. Etablie, affirmait-on, pour défendre l'innocence, elle n'était propre qu'à la perdre. « Les gehennas, remarquait Montaigne, sont d'une dangereuse invention ; c'est un essai de patience plus que de vérité ; car, pourquoi la douleur fera-t-elle plutôt confesser à un malheureux ce qui est qu'elle ne le forcera de dire ce qui n'est pas ! Et, au rebours, si celui qui n'a pas fait ce dont on l'accuse est assez patient pour supporter tourments, pourquoi ne le sera celui qui a fait un crime : un si beau guerdon que celui de la vie lui étant assuré. En un mot, c'est un moyen plein d'incertitude et de danger. Que ne dirait-on, que ne ferait-on pour fuir de si grièves douleurs ? D'où il advient que celui que le juge a gehenné, pour ne le faire mourir innocent, il le fasse mourir en coupable. » De la question, La Bruyère dira de son côté : « C'est une invention sûre pour sauver un coupable robuste ». Et Beccaria fera remarquer que l'aveu arraché par la torture manque de valeur probante : « L'impression de la douleur peut croître au point qu'absorbant toutes les facultés de l'accusé, elle ne lui laisse d'autre sentiment que le désir de se soustraire, par le moyen le plus rapide, au mal qui l'accable ». Malgré les protestations de tous les esprits généreux, la question subsista jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. L'ordonnance criminelle rendue en 1670, par Louis XIV, fut draconienne. Elle obligeait les accusés à « répondre par leur bouche, sans le ministère de conseil ». A condition que « le crime ne soit pas capital », les juges « pourront permettre aux accusés de conférer avec qui bon leur semblera », après l'interrogatoire seulement. Pour empêcher les témoins à charge de revenir sur leur déclaration, « ceux qui rétracteront leurs dépositions, disait la loi, seront poursuivis et punis comme de faux témoins ». On invitait le juge à ne pas pousser la question jusqu'à la mort, se bornant sur ce sujet à rappeler d'anciennes ordonnances. Mais la façon de l'appliquer fut laissée à l'arbitraire des magistrats, l'ignoble et cruel Pussort ayant estimé qu'une description de la torture serait « indécente ». L'ordonnance restait fort ambiguë concernant ceux que l'on ne devait pas soumettre à la question. Aussi, en pratique, les tribunaux n'avaient-ils d'autre règle que leur fantaisie. On distinguait la question préliminaire, destinée à arracher l'aveu de son crime à

l'accusé, et la question préalable, qu'on faisait subir au condamné pour obtenir des renseignements sur ses complices. Quand la première était ordonnée sans réserve de preuves, le patient qui n'avouait pas était absous; par contre, lorsqu'il y avait eu réserve, l'absence d'aveu ne l'arrachait à la peine de mort que si l'on manquait, par ailleurs, de témoignages probants. Un chirurgien ou un barbier, présent aux séances de torture, indiquait les limites que l'on ne pouvait dépasser sans ôter la vie.

En plein XVIII^e siècle, on avait encore recours à des tourments effroyables. Pour avoir fait une écorchure au flanc de Louis XV, Damiens subit de longs supplices préalables, puis, dans une dernière séance, on brûla sa main droite, on le tenailla, on versa du plomb fondu dans ses plaies, enfin on l'écartela. Il est vrai qu'à la même époque, le roi d'une paire de draps, par un domestique, était puni de la pendaison et qu'un délit de chasse valait au coupable les galères à perpétuité. Pilori, roue, mutilations barbares n'avaient pas disparu. Dans le supplice de la roue, on brisait bras, jambes et côtes du patient, attaché sur deux morceaux de bois disposés en forme de croix de Saint-André; puis on le plaçait, bras et jambes ramenés derrière le dos, sur une petite roue soutenue par un poteau. La question par le feu, que des brigands fameux pratiquèrent eux aussi, consistait à soumettre la plante des pieds à un feu de plus en plus vif. On écrasait les pouces avec une machine, dans la question par le fer. Mais, à partir du XVI^e siècle, l'extension, l'eau, les brodequins furent les formes de torture les plus habituelles. Au premier degré de l'extension, on attachait un poids de 180 livres au pied droit de l'accusé, puis on le suspendait à l'aide d'une corde; au second degré, on tirait pieds et mains avec des cordes fixées, d'un côté à un anneau du pavé, de l'autre à des anneaux placés dans le mur à une hauteur de trois pieds: pour disloquer les membres, on passait sous lui des tréteaux de plus en plus élevés. Une corne, faisant office d'entonnoir, était introduite dans la bouche du sujet, lorsqu'avait lieu la question par l'eau. S'il n'avouait pas, on ne s'arrêtait qu'après l'avoir contraint d'avaler six litres environ de liquide dans la question ordinaire, douze dans la question extraordinaire. Pour le supplice des brodequins, les jambes étaient rapprochées à l'aide de cordes, après avoir été assujetties au préalable chacune entre deux planchettes de chêne; ensuite le tourmenteur introduisait à coups de maillet, entre les ais du milieu, des coins de fer ou de bois dont le nombre dépassait huit dans certains cas. Les jambes devenaient informes et les os brisés laissaient échapper la moëlle. En matière de torture, nos pères avaient donc peu de chose à envier aux Chinois!

Les philosophes du XVIII^e siècle protestèrent avec ardeur contre ces pratiques inhumaines. Montesquieu dénonça la barbarie de nos lois pénales; la traduction française du *Traité des délits et des peines* de l'Italien Beccaria obtint un prodigieux succès; Voltaire flétrit la procédure secrète, l'injustice des tribunaux, les châtements atroces. En 1780, le roi supprima la question préparatoire; mais la question préalable subsista jusqu'à la Révolution.

Hélas! la torture fut remplacée au XIX^e siècle par le secret. Maintenu dans l'isolement le plus absolu, l'accusé ne voyait que son geôlier; toute distraction lui était interdite; il ne devait ni lire, ni écrire. Et cette épreuve abrutissante se prolongeait parfois des mois entiers! On sait que, de nos jours, policiers et commissaires continuent de soumettre les prévenus à d'horribles brimades. Dépouillé de ses vêtements, roué de coups de matraque, quand il ne subit pas de tortures plus raffinées, le malheureux, tombé aux mains des agents, n'a même pas le droit de se plaindre. Juges et autorités ferment volontiers les yeux, puis proclament, sans

barguigner, que de telles pratiques n'existent pas. Et si un patient expire sous les coups des policiers, sa famille ne peut le dire sans s'exposer à de ruineuses condamnations pécuniaires et même à des peines encore pires. C'est à faire souffrir ceux qu'ils tiennent entre leurs griffes que s'appliquent, par ailleurs, maints gardiens de prison. Les anciens abus se transforment, mais ils perdurent grâce à la complicité des chefs. — L. BANDETTE.

QUIÉTISME n. m. (du latin *quies*, repos, silence). S'unir à dieu par l'anéantissement de la volonté personnelle, se perdre amoureusement en lui par une contemplation qui laisse l'âme dans un complet repos, dans une inaction totale, voilà ce qu'ont désiré nombre d'ascètes orientaux et, après eux, les philosophes néoplatoniciens de l'Ecole d'Alexandrie. Avec des variantes, nous retrouvons les mêmes aspirations foncières chez les albigéois, chez les vaudou et chez les moines chrétiens du Moyen Age qui s'adonnaient à la contemplation dans l'intérieur de leurs couvents. On découvre le germe de cette doctrine dans les écrits de mystiques orthodoxes restés célèbres, ainsi que chez beaucoup d'hérétiques. Mais c'est au XVII^e siècle, avec Molinos, M^{me} Guyon et Fénelon, que le quêtisme devint l'objet de controverses fameuses. Le théologien Molinos, né près de Saragosse, en 1627, s'était fixé à Rome où il fut grandement apprécié comme directeur de conscience. Dans un livre paru en 1671, sous le titre de *La Guide Spirituelle*, il préconisait un amour de dieu pur de tout désir du salut, vide de tout motif d'intérêt. Parvenue à l'état de contemplation parfaite, déclarait-il, l'âme ne raisonne plus et reçoit passivement l'impression de dieu; oubliant les manifestations de la piété extérieure, elle devient « indifférente, même à sa condamnation éternelle ». Molinos fut arrêté par l'Inquisition romaine, en 1685, et le pape condamna son livre en 1687. Il fit amende honorable, mais resta néanmoins en prison jusqu'à sa mort, survenue en 1696. Bien d'autres ecclésiastiques avaient publié, vers la même époque, des ouvrages qui s'inspiraient d'idées semblables. L'un d'eux, le barnabite La Combe, auteur d'une *Analyse de l'Oraison Mentale*, les fit connaître à une jeune veuve, née à Montargis, en 1648, M^{me} Guyon, qui s'était fait remarquer de bonne heure par son mysticisme ardent. Elle écrivit plusieurs ouvrages: *Moyen court et facile pour l'Oraison*, *Le Cantique des cantiques*, les *Torrents spirituels*, fut accusée de renouveler la doctrine de Molinos et enfermée au couvent de la Visitation. Mais, fort séduisante, elle fit des adeptes parmi les dames de la cour; les duchesses de Chevreuse et de Beauvilliers, M^{me} de Maintenon devinrent ses amies. Fénelon, alors précepteur des enfants de France, se déclara son protecteur. Après avoir joui d'une certaine faveur à Versailles, elle tomba en disgrâce et fut invitée à quitter Saint-Cyr où elle s'était fixée. M^{me} de Maintenon, conseillée par l'évêque de Chartres, avait redouté les conséquences d'une doctrine qui aboutissait au mépris des dogmes et des autorités ecclésiastiques. Plus tard, on enferma M^{me} Guyon dans un couvent, puis en prison. Remise en liberté, elle se retira chez son fils, près de Blois, en 1703; le silence s'était fait autour d'elle, lorsqu'elle mourut, quinze ans plus tard.

Dans l'histoire du quêtisme, ce qui scandalisa particulièrement les contemporains ce fut la lutte sans bienveillance qui mit aux prises deux prélats intriguants, l'orgueilleux évêque de Meaux, Bossuet, et l'hypocrite archevêque de Cambrai, Fénelon. Les pamphlets se succédèrent: soutenu par Louis XIV, le premier se montra cassant, autoritaire, d'une arrogance qui donne une piètre idée de son caractère; le second, insidieux et perfide, gardait une humilité doucereuse, même lorsqu'il tâchait de frapper à mort son ennemi exécré. Et ce furent des intrigues de tous genres: Bossuet menaçait

le pape de la colère du roi, tandis que les partisans de Fénelon, nombreux à la cour de Rome, s'agitaient en sa faveur. Comme il est de mode, dans l'Université, d'attribuer un génie transcendant à l'évêque de Meaux, qui fut pourtant un penseur d'une médiocrité insigne, on lui donne généralement raison. Malgré ses préférences personnelles pour Fénelon, Innocent XII condamna finalement (sur les instances de Louis XIV qui parlait haut et sec) le livre de l'archevêque de Cambrai intitulé *Explication des Maximes des Saints*. Dans cet ouvrage était soutenue la doctrine du pur amour, désapprouvée, lors des conférences d'Issy, par Bossuet, de Noailles alors évêque de Châlons et Tronson, directeur du séminaire de Saint-Sulpice, les trois juges officiellement chargés d'examiner les écrits de M^{me} Guyon. Loin de s'associer à ceux qui blâmaient le quietisme, Fénelon en faisait l'apologie. Toutefois, il n'allait pas aussi loin que Molinos, ni même que M^{me} Guyon. Alors que cette dernière préconisait une méthode permettant d'arriver à un état de contemplation immuable et d'amour pur qui dispensait des autres pratiques religieuses, son défenseur parlait seulement de la possibilité d'un état habituel d'amour divin qui excluait le désir du ciel et la crainte de l'enfer.

Certes, nous n'avons pas plus de sympathie pour cette conception que pour celle de Bossuet. Comme Voltaire, nous trouvons étrange que l'archevêque de Cambrai se soit laissé séduire « par une femme à révélations, à prophéties et à galimatias, qui suffoquait de la grâce intérieure, qu'on était obligé de délayer et qui se vidait (à ce qu'elle disait) de la surabondance de la grâce pour en faire enfler le corps de l'élu assis auprès d'elle. » Ainsi que d'autres saintes canonisées par l'Eglise, elle avait épousé Jésus-Christ durant une de ses extases. Rendue frénétique par excès d'amour ou plus exactement par manque de satisfaction complète, elle donnait à Dieu l'assurance qu'elle l'aimait « plus que l'amant le plus passionné n'aimait sa maîtresse ». Elle s'écriait parfois : « Je veux l'amour qui transite l'âme de frissons ineffables, l'amour qui met en palpaison ». Puis, quand son divin galant l'avait exaucée, elle lui déclarait, toute frémissante : « Si vous faisiez sentir aux personnes les plus sensuelles ce que je sens, elles quitteraient bientôt leurs faux plaisirs pour jouir d'un bien si véritable ». Ainsi, M^{me} Guyon apparaissait digne d'être placée parmi les saintes hystériques, à côté de Catherine de Sienne, de Thérèse d'Avila, de Marie Alacoque. Ce fut la jalousie de Bossuet qui rendit la chose impossible ; ce prélat était vexé de n'avoir jamais pu atteindre aux extases des grands mystiques ; il enrageait surtout de voir Fénelon plus apte que lui à éprouver ce genre d'émotions. Il faut un parti pris évident pour ne pas reconnaître que, dans cette querelle, comme dans celles qu'il eut avec le Père Caffaro, avec Richard Simon et avec d'autres, l'évêque de Meaux fit preuve d'un sectarisme très mesquin. En acteur consommé, Fénelon termina cette affaire par des scènes de haute comédie. Quand il apprit sa condamnation par le pape et les marques d'hostilité que ne lui ménageait pas Louis XIV, il monta en chaire, rétracta publiquement les idées qu'il avait soutenues et publia un mandement où il déclarait se soumettre sans réserve. Puis, ayant rassemblé les évêques de sa province, il souscrivit avec eux le bref pontifical qui le condamnait ; et il fit don à sa cathédrale d'un magnifique ostensorio, en souvenir de sa rétractation. En réalité, plusieurs saints, plusieurs chefs d'ordre, approuvés par l'Eglise, avaient déjà prétendu, comme M^{me} Guyon, qu'il était possible à tous d'arriver à un état d'oraison extraordinaire. Parmi ses précurseurs, le quietisme pouvait ranger, à bon droit, les Pères et les écrivains mystiques les mieux accrédités ; il trouvait même dans l'Evangile des textes en sa faveur. Dans les premiers siècles de notre ère, les esprits contemplatifs rattachèrent leur doctrine à

saint Jean, dont l'exaltation amoureuse contrastait avec le tempérament positif et la vie militante des autres apôtres. A toutes les époques, certains ascètes admirent que l'âme absorbée en Dieu s'oubliait elle-même pour ne plus songer qu'au céleste objet de son affection. Le quietisme se rattachait à une tradition qui remontait à l'origine du christianisme et qui lui était même antérieure, car elle avait sa source première dans les élans d'un mysticisme érotique, familier aux peuples de l'antiquité. Si son nom a disparu, il subsiste, néanmoins, en fait, dans l'Eglise ; aujourd'hui encore les grandes hystériques des couvents rêvent d'union amoureuse avec Jésus, ce mâle superbe dont elles sentent les caresses pendant leurs contemplations nocturnes ou au moment de la communion. — L. BARBETTE.

QUINTESSENCE n. f. Certains philosophes anciens, dans leurs essais d'explication de l'univers, admettaient quatre éléments primordiaux, et Aristote, reprenant une partie des conceptions d'Empédocle, enseignait que la matière provenait de la *Terre*, ou sec + froid ; de l'*eau*, ou humide + froid ; du *feu* ou sec + chaud et de l'*air*, ou humide + chaud. A ces quatre éléments les anciens en ajoutaient un cinquième (quintessence ou cinquième essence) de nature encore plus subtile, animant probablement les quatre autres éléments.

De tous temps les penseurs profonds ont cherché, au delà du connu immédiat, les causes profondes de l'univers. Bien que leurs moyens d'expérimentation aient été infiniment plus grossiers et réduits que les nôtres, leurs observations et leurs raisonnements, poussés à des degrés surprenants, leur firent réellement trouver les points difficiles de la compréhension de l'univers ; et si quelques-uns de leurs essais d'explications nous paraissent naïfs, c'est probablement parce que nous ignorons tous les détails techniques de leurs conceptions. Mieux connues, elles nous paraîtraient peut-être moins simplistes et plus ingénieuses.

Il est d'un usage courant, par exemple, de nier toute valeur scientifique, à la conception atomistique de Démocrite, parce qu'il ne nous a point laissé les raisons de sa philosophie et parce que son époque ignorait le microscope ou le calcul infinitésimal. On oublie que ses observations constituaient des données aussi certaines que les observations scientifiques actuelles, mais que, faites sur de plus grandes échelles, elles ne pouvaient engendrer que des concepts plus généraux. C'est ainsi que le spectacle de l'évolution et de la transformation de toutes choses, l'accroissement des êtres vivants, leur disparition progressive et totale, suggérèrent l'idée de particules extrêmement ténues, puisqu'elles échappaient à toute observation directe, s'agrégeant les unes aux autres en nombre prodigieux, vu leur petitesse infinie. Mais l'absence d'évaluation exacte et d'observations plus précises ne permit, à ces penseurs géniaux, que des conceptions forcément plus vagues et plus générales que celles plus récentes sur la constitution élémentaire de l'univers.

Ceci nous montre que la connaissance philosophique s'effectue dans deux voies parallèles : l'une strictement expérimentale et analytique, qui nous donne le monde tel qu'il est, au temps présent, dans les limites étroites des expériences sensorielles ; l'autre synthétique, groupant toutes les données sensorielles pour en extraire les rapports, les causalités, les identités, les variations, etc., en vue de découvrir des processus applicables à tous les problèmes posés par la curiosité humaine et les expliquant.

Il est donc évident que toujours la synthèse dépendra de l'analyse, et qu'une analyse grossière, imparfaite et superficielle ne saurait aboutir à une synthèse profonde et définitive. C'est pourquoi nous assistons à des modifications successives et incessantes des conceptions de la matière et de l'énergie, conceptions dépas-

sant inévitablement le cadre strictement expérimental du présent, puisque le but de la connaissance est de nous préparer à l'inconnu de tout devenir et de tout avenir.

Parmi ces inconnus, la quintessence des anciens, malgré tous nos progrès, reste toujours d'actualité et les mêmes difficultés que rencontrèrent ces penseurs profonds se dressent toujours devant nous. Nous ignorons encore l'essence réelle des phénomènes et si nous connaissons assez bien la constitution de l'atome nous ignorons la constitution des électrons, la cause de leur rotation et de leur organisation et surtout la cause de leur vagabondage d'un atome à l'autre. Nous mesurons admirablement les effets divers de l'énergie, mais nous ne savons point qu'elle est sa structure définitive.

Ce n'est pas là une question oiseuse de métaphysique. Certes, la science moderne, en ramenant tous les aspects de l'univers à des manifestations de l'énergie, a chassé les dieux terrifiants et malfaisants, mais le mystère de la quintessence reste toujours d'actualité, à peine rajeuni et modernisé, sous cette forme plus précise : *d'où vient la variation du mouvement ?*

L'univers nous apparaît, dans ses changements perpétuels et ses simultanités d'équilibres, comme une suite ininterrompue de stabilités et d'instabilités. La science actuelle étudie le stable et même le variable, mais elle n'en tire une source de connaissances que lorsque cette variation est régulière, continue et peut devenir une loi. Il n'en est pas de même de l'instable. La météorologie, par exemple, par son irrégularité et son imprévision des temps à venir, ne saurait être une science réelle.

Ainsi, l'essence des variations phénoménales nous échappe et cela est si vrai que la connaissance réelle des phénomènes nous permet de les adapter à nos besoins, de nous adapter à eux, tandis qu'ignorant actuellement la cause de pertes ou de gains des électrons par

les atomes nous ne pouvons ni enlever un électron à l'atome de mercure, ni en enlever trois à l'atome de plomb, ce qui les transformerait tous deux en atomes d'or ; ni ajouter un électron à l'atome d'azote pour en faire un atome d'oxygène. Cela prouve qu'au delà de nos moyens actuels d'analyse expérimentale, il y a d'autres faits déterminant tous les effets que nous appelons énergie, pesanteur, lumière, électricité, etc. Ces faits sont doués de propriétés telles que tous les processus universels : variation, évolution, équilibre, énergie, matière, vie, pensée, etc., doivent pouvoir être expliqués par eux.

Déjà nous pouvons penser que, par le changement de direction du mouvement de la substance, l'énergie et la masse peuvent s'expliquer en grande partie : l'énergie étant du mouvement rectiligne à grande vitesse linéaire, et la masse du mouvement circulaire à grande vitesse rotatoire. L'énergie peut donc se transformer en masse (inertie apparente d'une toupie due à sa grande vitesse rotatoire) et inversement la masse peut se transformer en énergie (vitesse linéaire de la toupie après heurt d'un obstacle).

Il est probable qu'au-delà de la vitesse de la lumière, existent d'autres vitesses beaucoup plus rapides, pré-existant et participant à toutes les combinaisons, les engendrant et les détruisant par cette propriété de stabilité et d'instabilité qui est le secret même de l'univers, la quintessence des anciens.

Le mouvement a bien sa cause en lui-même, c'est entendu, et l'on ne pourra jamais aller plus avant dans cette voie ; mais il reste à trouver pour quelles causes ce mouvement varie et présente une infinité d'équilibres et d'instabilités. Les lois scientifiques ont jusqu'à présent précisé l'évolution équilibrée de notre univers présent ; elles doivent se compléter par la découverte de lois plus synthétiques s'appliquant à toutes les durées de l'univers. — IXIGUUX.



R

RACES n. c. f. pl. Le mot race paraît tirer son étymologie de l'allemand réga-ligne ; pour d'autres, c'est à l'italien razza qu'il se rapporte. En français il représente la lignée d'une même famille, d'un peuple ou d'une région plus ou moins étendue. Pour faciliter les recherches d'ordre physique, on applique le mot race aux animaux aussi bien qu'aux hommes. Tout particulièrement nous nous intéresserons au mot race relativement aux diverses variétés de l'espèce humaine, telles que races blanche, jaune, rouge et noire, sans oublier qu'il existe une infinité de races de couleurs intermédiaires. Au figuré, l'on parle quelquefois de race quand il s'agit de désigner certaines catégories d'hommes ayant une profession ou une inclination commune. Ces définitions ont pour but de simplifier le sens à accorder au mot race dans les divers emplois que l'on en fait. Le mot race nous intéresse sérieusement au point de vue socialiste et c'est la raison qui nous incite à entrer dans un développement de notre pensée sur ce sujet. S'il ne s'agit, par le mot race, que d'exprimer le caractère distinctif d'un peuple, caractère dérivant de ses dispositions organiques et dû au climat où ce peuple vit, aussi bien qu'à des habitudes que les siècles ont consacrées et qui le portent à concevoir les choses et à raisonner sur elles dans un sens particulier, le terme race a une valeur admissible. En présentant la valeur du mot race d'après ce qui précède, nous verrons qu'il y a des peuples et des races plus ou moins lents ou vifs d'allure, d'autres graves ou badins, constants ou légers, économes ou prodigues, guerriers ou pacifiques, d'autres conquérants, d'autres pacificateurs, organisateurs ; enfin d'autres chasseurs, bergers, nomades, cultivateurs, industriels, etc., etc. Le même raisonnement nous montrera qu'il y a des races d'hommes de toute nuance, à cheveux plus ou moins foncés, plats, crépus ou frisés et des parties de l'organisme plus ou moins améliorées dans le sens de la civilisation. Si, quittant ces considérations qui se rapportent davantage à l'ordre social, nous voulons donner au mot race la signification de peuple essentiellement différent des autres peuples physiquement, organiquement destiné à être trompeur ou trompé, méchant ou bon, maître ou esclave, nous verrons que ce mot n'offre à l'esprit qu'une absurdité.

Nous ne rechercherons pas, ici, si l'homme a paru sur le globe par un seul couple ou par plusieurs à la fois et en différents lieux ; cela nous mènerait trop loin et ce n'est pas nécessaire pour le bien-fondé de notre thèse. Nous ne voulons voir dans l'homme que l'être raisonnable qui se manifeste à son prochain par le sentiment qu'il a de son existence, qui préside à son intelligence et en permet la manifestation pour son usage exclusif. Il en est ainsi parce qu'il n'y a, pour l'homme, qu'un raisonnement, comme il n'y a qu'une raison pour l'orienter vers le progrès, le bien et la pratique de la justice vis-à-vis de tous et de chacun. Sans doute, selon les races, certains organismes diffèrent, mais cette circonstance et celles qui, du dehors, facilitent ou contrarient son action font que l'homme raisonne plus ou moins facilement sur un certain nombre de questions. Ainsi, il peut conserver, plus ou moins longtemps, à travers les générations et les événements, l'impression

et le souvenir des idées qu'il a acquises. L'empirisme, comme développement intellectuel, aboutit à ce résultat. S'il en était autrement, si l'homme caractérisé par les races n'était qu'une machine agencée par la nature, représentant l'unique matière combinée, fatalement, pour le mouvement particulier qui s'appelle vie et pour le fonctionnement spécial qu'on nomme raisonnement, tout serait déterminé, par avance, et l'action individuelle ne serait qu'un résultat mécanique inévitable, même non modifiable. C'est pour cette raison que la morale n'est pas une sottise seule profitable aux puissants, aux déterminés supérieurs. L'homme moral ne dépend plus de l'influence de sa race, que l'on pourrait prétendre son essence supérieure et différente de celle des autres races. En nous reportant toujours au mot race, et par suite à celui d'homme, nous verrons qu'il ne peut y avoir de conscience, au sens exact du mot, sans idées, point d'idées sans travail intellectuel de comparaison et de déduction rationnelle. En définitive, pour les hommes, rien n'existerait socialement parlant sans le raisonnement, comme c'est le cas pour les autres êtres. Or, l'expérience qu'on aime à mettre à contribution dans les milieux avancés nous prouve que l'homme ne naît pas avec des raisonnements tout faits ni avec le mécanisme d'où jailliront des raisonnements déterminés. Ainsi l'expérience, le raisonnement et l'intelligence s'accordent pour nous prouver qu'on naît simplement avec son organisme et la faculté de sentir et de raisonner. Les races, et par voie de conséquence tous les hommes qui les composent, sont susceptibles de bien raisonner et de s'élever aux connaissances que l'harmonie sociale nécessite pour fonder une société rationnelle. — ELIE SOUCYRAUX.

RACES. Les hommes appartiennent-ils à une ou à plusieurs espèces originelles ? On discute beaucoup sur ce sujet : pour les polygénistes, les hommes descendraient de plusieurs espèces apparues sur divers points du globe ; pour les monogénistes, au contraire, ils proviendraient tous d'un type unique. Couleur de la peau, aspect des cheveux, forme du crâne, des yeux, du nez permettent de distinguer aisément les grandes races humaines ; mais il a fallu de longues et pénibles recherches pour établir scientifiquement les principaux groupes et sous-groupes qu'elles comportent. L'antagonisme des races, dont parlent si souvent les écrivains patriotes, n'a d'autre raison d'être que la volonté des chefs et l'intérêt des marchands de canons. Parce qu'ils diffèrent par leurs aptitudes, leurs goûts et maintes particularités physiques, les hommes n'ont pas besoin de se quereller et de se battre. « Vigne et blé noir ne poussent pas dans les mêmes terres : un laboureur habile diversifie les cultures selon le sol et le climat. Mais c'est l'accord harmonieux des peuples, non la lutte de chacun contre tous, qui s'impose au degré d'évolution où nous sommes » *Pour l'Ere du Cœur*. Dans l'explication de l'histoire, certains penseurs attribuent une importance capitale à la question des races. Selon Talus, race, milieu, moment suffisent à rendre compte des œuvres d'art, de la littérature, de l'histoire. Gobineau, au XIX^e siècle, a émis des idées sur les races qui furent plutôt mal accueillies en France, mais qui lui ont valu

une réputation durable. Il croit à la supériorité des races nordiques et à la décadence des races latines. Très aristocrate, adversaire des théories démocratiques, ayant une haute idée des peuples germaniques, Gobineau, qui était diplomate de carrière, trouva de bonne heure des partisans en Allemagne. Chez nous, ses ouvrages obtinrent un succès d'estime dans un cercle très restreint. Durant la guerre de 1914-1918, on a parfois rappelé sa mémoire, mais en condamnant ses conceptions. Quelques penseurs continuent néanmoins d'avoir pour lui une estime profonde.

RADICAL, RADICALISME ad. et n. m. (du latin *radix*, racine). Si l'on se fiait à l'étymologie du mot, il faudrait admettre que le radicalisme politique demande une complète refonte de l'ancien système de gouvernement. Rien n'est plus faux. Qu'il s'agisse de l'Angleterre, où ce terme fut appliqué pour la première fois, semble-t-il, à un parti politique, ou de la France qui devait être longtemps en terre d'élection, le radicalisme ne réclama jamais que des réformes partielles, ne pouvant porter une sérieuse atteinte à l'omnipotence du Capital et de l'Etat. En Angleterre, il a eu un chef célèbre en la personne de Lloyd George, méthodiste ardent qui flagella les riches dans ses discours, mais ne prit contre eux que des mesures anodines quand il fut au pouvoir. Chez nous, l'histoire du radicalisme comporte une suite ininterrompue de renoncements et de trahisons. Sous l'Empire, Gambetta, qui se rangeait parmi les démocrates avancés, aurait mérité d'en faire parti. Candidat dans le quartier de Belleville, à Paris, en 1869, il développa un programme qui, plus tard, fut repris par les radicaux. Il réclamait la sauvegarde de la liberté individuelle, une application « radicale » du suffrage universel, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire, une complète liberté d'écriture, de se réunir et de s'associer, l'élection des fonctionnaires publics, la suppression des armées permanentes. Sous le gouvernement de Thiers, le même Gambetta s'efforcera de présenter le nouveau parti radical comme un parti d'ordre. « Oui, s'écriait-il à Grenoble, le 26 septembre 1872, je pressens, je sens, j'annonce la venue d'une couche sociale nouvelle... qui est loin, à coup sûr, d'être inférieure à ses devancières... Les partis coalisés de la monarchie ont crié que le radicalisme était aux portes avec le cortège de spectres, de malheurs et de catastrophes. Car la peur est la maladie chronique de la France... Il faut que le parti radical se donne la mission de guérir la France de cette maladie de la peur. Le remède ? Toujours le même... c'est la sagesse. » Pour sa part, Gambetta, alléché par l'appât du pouvoir, s'assagissait beaucoup ; en fait de réformes positives, il se bornait désormais à réclamer « l'instruction primaire universelle et laïque », que le clergé combattait avec acharnement. Devenu chef des opportunistes, il déclarera en 1878 : « Que nous faut-il ? Ah ! il nous faut toucher à bien des choses. Mais je ne suis pas pour y toucher comme des enfants ou comme des violents ou comme des utopistes. Je suis l'ennemi de la table rase, mais aussi des abus ; mais je veux qu'on tienne compte du temps, de la tradition et même des préjugés ». Les radicaux se dressèrent alors contre Gambetta et les opportunistes. Ils réclamaient une révision de la Constitution, en particulier la suppression de la Présidence et du Sénat ; ils proposaient la séparation des Eglises et de l'Etat, un impôt progressif sur les revenus et héritages, la réduction du service militaire rendu obligatoire pour tous. A leur tête, ils avaient Clémenceau. Ce politicien déclarait alors : « Nous nous réclamons de la liberté... Nous voulons maintenir au-dessus de tout la liberté de l'initiative individuelle... Mais, en même temps que la liberté, nous proclamons l'égalité, la solidarité humaine. Et c'est la justice que nous appelons à concilier le droit de l'un

avec le droit de l'autre... Nous prétendons que la société a par-dessus tout le devoir, c'est même sa seule raison d'être, de soutenir, de fortifier le faible. » Ces beaux discours n'empêchèrent pas Clémenceau d'envoyer de nombreux innocents au bagne ou au poteau d'exécution, lorsqu'il détiendra le pouvoir en 1917 et dans les années suivantes. Nul n'a montré un plus complet mépris de la justice, de la liberté individuelle, de la vie humaine ; nul n'a abusé davantage de l'autorité remise entre ses mains par des politiciens apeurés. Bien avant la guerre, cet homme agressif et hargneux avait montré que ses discours de jeunesse n'étaient désormais, pour lui, que vaine littérature. Nommé ministre de l'Intérieur en mars 1906, puis président du Conseil en octobre de la même année, il envoya des troupes contre les grévistes du Nord, puis contre les viticulteurs du Languedoc, révoqua les fonctionnaires récalcitrants et, sous prétexte de maintenir l'ordre, « montra impitoyable pour les déshérités du sort. Ce fut l'abandon complet du programme radical ! Et les traitres de ce genre (certains encore plus écœurants et plus ignobles) ont toujours été nombreux parmi les radicaux ; de ce point de vue, ils n'ont rien à envier, on le voit, aux socialistes, leurs anciens adversaires devenus, depuis, leurs alliés. Sans approuver toutes ses idées, sans applaudir aux procédés dont il usa, je tiens cependant à rendre justice au radical Emile Combes. Cet honnête homme, qui avait vécu loin des salons et des compromis, resta fidèle à ses convictions lorsqu'il devint ministre, puis président du Conseil. Aussi les historiens officiels ou soi-disant neutres couvrent-ils d'outrages ce libre-penseur sincère, alors qu'ils encensent à tour de bras les fripons qui, parvenus au pouvoir, déchirèrent cyniquement le programme qui leur avait servi de tremplin électoral.

Bien avant 1914, les radicaux avaient oublié les revendications qu'ils déclaraient autrefois essentielles. Manœuvrés par le sinistre Poincaré, ils n'hésitèrent pas à envoyer des millions d'hommes à la mort ; pour complaire à Barrès, à Clémenceau, à toute la clique des patriotes de l'arrière, ils applaudirent à la condamnation de ceux qui commettaient l'impardonnable crime de garder un peu de bon sens, au milieu de la folie générale, et de vouloir la paix. Aujourd'hui, c'est le triomphe complet d'un honteux opportunisme parmi les partisans de la rue de Valois. Fen Lucien-Victor Meunier le constatait avec franchise en 1927 : « J'étais encore, certes, un tout jeune homme, écrivait-il, lorsque commença à prendre corps ce parti radical fondé expressément pour réagir contre les funestes tendances préconisées par Gambetta ; l'expérience politique me manquait totalement, c'est entendu, mais je comprenais déjà les dangers que faisaient courir à la République les théories soutenues par l'homme qui avait si superbement incarné les espérances républicaines. Se contenter d'à-peu-près, renoncer momentanément aux grandes velléités pour obtenir peut-être des succès partiels, attendre le moment propice, patienter, guetter les occasions, c'était le fond de la politique opportuniste, et cela équivalait à émettre le programme républicain, à l'ajourner indéfiniment, disons le mot juste : à le renier... A ce moment, le programme radical rédigé par les Auguste Vacquerie, les Camille Pelletan, les Henry Maret, les Sigismond Lacroix, et surtout — ne retranchons rien, sous aucun prétexte, de la vérité — par Clémenceau, portait en tête comme première revendication, la plus urgente : révision de la Constitution, suppression du Sénat, souveraineté absolue du suffrage universel. Cherchez cette révision de la Constitution dans l'actuel programme radical et radical-socialiste ; elle en a disparu ; elle a été effacée, petit à petit. Voilà encore quelques années, ce programme « prévoyait » la révision de la Constitution monarchique de 1875. Il ne la réclamait plus ; il se contentait peureuse-

ment de la prévoir ; à présent, il la passe sous silence. Alors, je ne vois plus la différence avec l'opportunisme... Ah ! ceux d'autrefois qui marchaient intrépidement, le front levé vers l'idéal, sans se préoccuper des contingences ! Et ne me dites pas que c'étaient des utopistes, que ceux de maintenant sont — le mot est souvent employé — des réalisateurs. Je voudrais bien savoir ce qu'ils ont réalisé nos opportunistes ». Cette condamnation du parti radical, portée par un de ses membres resté fidèle à son premier idéal, semble plus vraie encore aujourd'hui qu'en 1927.

L'anticléricalisme lui-même n'est qu'un vieux souvenir ; et les ministres radicaux s'efforcent de le faire oublier en protestant de leur respect pour les croyances religieuses, de leur désir d'être agréables au clergé. Rien n'est plus drôle que de voir Herriot faisant des courbettes aux prélats qui peuvent favoriser son élection à l'Académie Française. Protecteurs des mercantis, des banquiers, de tous ceux qui grugent le peuple et organisent la vie chère, les parlementaires valaisiens passent, comme ceux de droite et du centre, aux guichets des grandes entreprises financières, commerciales, industrielles, pour toucher la sportule due aux bons serviteurs du Veau d'Or. Simple boutique électorale, le parti radical offre, en abondance, à la veille de chaque scrutin, des formules creuses, des proses hypocrites, des discours sans sincérité. Mais, quand il a voté, le citoyen peut attendre la réalisation des promesses faites par ses élus. Orateurs et journalistes lui expliqueront, avec force détails, que les réformes attendues, les transformations souhaitées ne s'accompliront que plus tard, dans un avenir encore lointain. Dans le présent, il faut patienter, se taire ou même trouver la situation excellente, puisqu'un quarteron de ministres républicains dispose de l'assiette au beurre. Sans surprise, j'ai constaté, en 1932, que l'événement au pouvoir d'un ministère radical coïncidait, en ce qui me concerne, avec un redoublement de persécutions. Mon attitude, lors des fêtes militaires franco-américaines de Luxeuil, en fut sans doute partiellement cause ; mais surtout on ne me pardonnait pas de dire tout haut ce que beaucoup de membres de l'enseignement pensaient tout bas, à savoir que des ministres qui se proclamaient amis de la laïcité, en parole, se comportaient, en fait, comme les pires réactionnaires. — L. BARBDETTE.

RADIOGRAPHIE, RADIOSCOPIE n. f. En 1895, Röntgen observa que les rayons émanés d'un tube de Crookes, relié aux deux pôles d'une bobine d'induction, illuminaient un cristal de platinocyanure de baryum, même quand ce tube était enfermé dans une boîte de carton enveloppée de feuilles d'étain ou de minces feuilles d'aluminium. Et l'illumination ne disparaissait point, lorsqu'il plaçait sur le trajet des rayons une planche de sapin, une plaque d'aluminium épaisse de 15 millimètres ou un livre de mille pages. Ce fait conduisit Röntgen à fabriquer un écran avec une lame de verre enduite d'une pâte de platinocyanure de baryum. Placée entre le tube de Crookes et l'écran, sa main fut projetée sur ce dernier sous l'aspect d'un main squelettique. La radioscopie était née ; la radiographie suivit de près, le savant bavarois ayant, de bonne heure, substitué une plaque sensible à l'écran. Il donna à ce nouvel agent, qui se propagait en ligne droite, le nom de rayons X, pour indiquer qu'il en ignorait la nature. Bien qu'ils partent de la région du tube de Crookes, où les rayons cathodiques frappent le verre, les rayons X ne peuvent se confondre avec eux. Ils se propagent d'une façon rigoureusement rectiligne et traversent des corps non transparents pour la lumière ; par contre, ils sont arrêtés par des substances que traversent les rayons ordinaires. Bois, papier, cire, charbon, etc., se laissent

pénétrer ainsi que, d'une façon générale, les matières d'origine organique ; eau, os, spath, fer, cuivre, mercure, plomb et beaucoup d'autres corps, surtout d'origine minérale, opposent un obstacle plus ou moins infranchissable. On sait maintenant que, dans le spectre solaire, les rayons X font suite aux radiations ultraviolettes. Ce sont des rayons dont la longueur d'onde, très courte, est comprise entre 500 unités Angström et 0 unité, 06. L'unité Angström est égale à un dix millionième de millimètre. Ils constituent d'ailleurs toute une gamme qui va des rayons mous, les moins pénétrants, aux rayons durs, les plus pénétrants, et diffèrent entre eux autant que les couleurs qui, par leur réunion, donnent la lumière blanche. Sans avoir encore la place qu'elles mériteraient d'occuper en médecine pour le diagnostic de nombreuses maladies, radioscopie et radiographie sont devenues d'un emploi courant : du moins dans les hôpitaux, car elles exigent la présence d'appareils coûteux, compliqués et d'un maniement délicat. On apporte sans cesse de nouveaux perfectionnements au matériel radiologique. Ce sont les ombres, les silhouettes données par les rayons X que l'on utilise. La propriété qu'ont ces derniers d'être complètement ou partiellement absorbés par certains corps, ainsi que celle de provoquer la luminescence de diverses substances sont mises à profit. Comme leur propagation est rectiligne, les ombres sont produites de la même façon qu'avec la lumière ordinaire. Dans la radioscopie, on observe celles qui résultent du corps ou de l'organe placé sur le trajet d'un faisceau de rayons X et qui se détachent sur un écran, rendu luminescent grâce au platinocyanure de baryum. L'adaptation visuelle joue alors un grand rôle, car l'œil de l'observateur ne doit pas recevoir d'autre lumière que celle de l'écran ; l'examen demande l'obscurité la plus complète. Dans la radiographie, on remplace l'écran par une plaque photographique entourée de papier noir. Si on la développe et la fixe, après une durée d'exposition suffisante, on possède une reproduction de l'ombre radioscopique.

C'est l'énorme avantage de la radiographie de permettre un examen plus minutieux et plus détaillé des ombres ; seule, elle rend possible la découverte de certaines lésions, celles des os par exemple ; elle fournit des éléments de comparaison fort instructifs. Mais, quand il s'agit d'organes animés de mouvements rythmiques ou qui participent à l'élévation et à l'abaissement du diaphragme, la radioscopie se révèle préférable. Habituellement, la radiographie est d'ailleurs précédée d'un examen radioscopique, afin d'obtenir des indications sur la meilleure manière de photographier la région du corps malade. Suffisante lorsqu'il s'agit d'apprécier une fracture nette des os ou la place exacte d'un corps étranger opaque, d'une balle par exemple, la radiologie a généralement besoin, pour fournir des renseignements sûrs, d'être associée aux autres procédés cliniques et aux procédés de laboratoire. N'oublions pas, en effet, qu'elle dispose seulement d'ombres, agrandies dans un faible rapport d'ordinaire, mais le plus souvent déformées ; et la superposition des silhouettes, l'inégalité des agrandissements et des déformations, qui résultent de la diversité des plans traversés par les rayons, rendent particulièrement difficile l'interprétation des images radioscopiques. Un long apprentissage est nécessaire au médecin, avant qu'il parvienne à établir de bons radiodiagnoses. Lorsqu'il s'agit des rayons X, transparence et opacité dépendent du poids atomique des éléments constitutifs des corps et aussi du nombre d'atomes contenus par unité de volume. C'est parce qu'elles ne renferment guère que des éléments de poids atomiques faibles : hydrogène (1), carbone (12), azote (14), oxygène (16), que les chairs se laissent facilement pénétrer. Dans les os, on trouve, en outre, du phosphore (31) et du calcium (40) ; le poids atomique élevé de ces corps explique l'opacité du système

osseux. En raison du petit nombre d'atomes qu'il renferme, l'air contenu dans les poumons rend plus facile l'examen radioscopique des organes intrathoraciques. A cause de sa composition chimiquement identique, la région intra-abdominale offre une teinte grise presque uniforme, sauf dans les parties osseuses. Mais on peut accroître ou diminuer la transparence des organes creux ; c'est ainsi qu'en injectant du carbonate de bismuth ou du sulfate de baryum dans certains segments du tube digestif, on augmente leur opacité. Foie et vésicule biliaire, reins et vessie peuvent aussi faire l'objet d'un examen fort délicat mais parfois très utile. Ce n'est pas seulement à nous révéler la vraie cause des maladies que servent les radiations, on leur reconnaît encore une action curative contre certains troubles organiques. D'où la radiothérapie, une branche intéressante de la médecine moderne.

« Ce qui a fait la solidité des premiers hommes, déclare le Dr Nogier, c'est assurément le contact perpétuel de leur corps avec les rayons du soleil ; ils étaient imprégnés de lumière. Combien nous leur ressemblons peu, nous dont la préoccupation constante semble être de soustraire à la lumière tout notre être, jusqu'au visage, n'en déplaise au sexe aussi aimable que gracieux. Dès que l'enfant est né, c'est le maillot, c'est l'obscurité pour ses membres qui auraient tant besoin de lumière, qui réclament à toutes les énergies extérieures le moyen de grandir et de se développer. Et l'on s'étonnera après cela qu'il y ait tant de morts parmi les nourrissons, tant de rachitiques et de scrofuleux parmi ceux qui arrivent à la vie malgré toutes les précautions qu'on prend pour paralyser leur croissance ! » Si l'on admet que la lumière exerce sur l'organisme humain une bienfaisante influence, ajoutons que l'on ne sait presque rien sur le mécanisme de son action. Au point de vue thérapeutique, les rayons X, qui, ne l'oublions pas, prennent place dans le spectre après l'ultra-violet, sont employés pour détruire les néoformations cellulaires anormales, pour modérer le fonctionnement des glandes en état d'hyperactivité pathologique ou même normalement actives, pour lutter contre les infections locales soit en supprimant le lieu d'élection du mal, soit en excitant la sclérose de défense. Toutes les affections de la peau sont améliorées par les rayons X, beaucoup sont même guéries ; ils rendent de grands services dans les troubles caractérisés par une multiplication excessive du nombre des globules blancs ; on les emploie avec succès contre les diverses formes de la tuberculose de la peau ou des muqueuses, contre les tumeurs, dans les affections des glandes à sécrétion interne, contre certains cancers. Malheureusement, les rayons X, manipulés sans précaution, provoquent aussi des accidents, parfois très graves. Nombreux au début, parce qu'on négligeait de se protéger, ils deviennent de plus en plus rares. Les radiodermites, c'est le nom donné à ces accidents n'ont pas de conséquences pernicieuses, lorsqu'on supprime l'action des rayons X dès l'apparition des premiers symptômes. Mais le radiologiste qui néglige ces avertissements s'expose à une radiodermite très grave, capable même d'entraîner la mort après d'atroces souffrances. Chez les anciens opérateurs, c'était surtout au mains, plus exposées à l'action du rayonnement, que le mal se déclarait de préférence. Successivement, il fallait amputer les doigts, la main, le bras, rongés par la gangrène et le cancer ; quelquefois sans parvenir à conserver la vie à la malheureuse victime. Aujourd'hui, les radiologues, instruits par les douloureuses expériences de leurs prédécesseurs, parviennent à éviter ces troubles redoutables. — L. BARBDETTE.

RADIUM, n. m. Les physiciens modernes considèrent la matière comme formée d'atomes, et les atomes eux-mêmes comme constitués par un noyau autour duquel

gravitent les électrons. On a calculé la grandeur de ces éléments nucléaires et planétaires ; ainsi le noyau de l'atome d'hydrogène aurait 15 trillièmes de millimètre de diamètre. On sait de plus que le nombre des électrons varie avec la complexité des atomes. A l'état normal, la charge positive du noyau est contre-balançée par la charge négative des électrons : l'atome est alors neutre, au point de vue électrique ; mais il suffira pour le rendre négatif de fixer sur lui un électron, pour le rendre positif d'en ôter un. Le frottement provoque des mouvements électroniques à l'intérieur des atomes, de même les réactions chimiques des piles. Certains corps, appelés radioactifs, voient leurs atomes exploser spontanément et fournir des rayons dits « alpha », formés de particules positives, des rayons dits « bêta », formés d'électrons négatifs, et un rayonnement ondulatoire analogue à celui des rayons X. Toutes les substances sont un peu radioactives, néanmoins ce qualificatif est réservé de préférence aux corps lourds (c'est-à-dire dont le poids atomique est élevé) qui possèdent cette propriété à un degré éminent. Parmi les corps radioactifs, il convient de citer le thorium, l'actinium, le radium, dont l'atome possède 88 électrons planétaires et qui est présentement le plus connu de tous.

C'est de la découverte des rayons X qu'est issue celle du radium. Henri Becquerel, mis en présence des premières radiographies de Röntgen, se demanda quel était le lieu d'émission des rayons X, dans l'ampoule productrice. Il apprit que le point d'émission était la tache lumineuse visible à l'endroit de la paroi qui recevait les rayons cathodiques. Mais, ayant supposé que tous les corps phosphorescents émettaient peut-être un rayonnement semblable, son hypothèse fut reconnue fautive après de nombreux essais de vérification. A son tour, Henri Poincaré se demanda si tous les corps dont la fluorescence est assez intense ne produisaient pas des rayons de Röntgen. Cette hypothèse suscita de nombreuses et intéressantes recherches. Finalement, l'étude des substances fluorescentes conduisit Becquerel à une découverte des plus importantes. Un heureux hasard, comme il arrive souvent pour des inventions que l'on attribue ensuite au génie de l'auteur, lui fit remarquer que les sels d'uranium émettaient des radiations capables d'impressionner une plaque sensible, sans avoir été au préalable soumis à l'excitation de la lumière. Des sels maintenus pendant sept ans dans l'obscurité, et qui continuaient de produire des effets aussi nets, lui permirent de démontrer qu'il s'agissait d'une propriété quasi permanente de ces corps ; il observa de plus que les mêmes radiations déchargeaient les substances électrisées. En 1898, M. Schmidt et M^{me} Curie, travaillant chacun de son côté, prouvèrent que le thorium et ses composés étaient doués de qualités identiques à celles de l'uranium et de ses composés. Ce fut M^{me} Curie qui proposa d'appeler radioactifs les corps qui émettaient le rayonnement Becquerel. On sait que de la pechblende, Curie et sa femme purent extraire, en 1898, le polonium d'abord, puis le radium ; un troisième corps, l'actinium, en fut tiré par Debierne. Seul, le radium a été présenté à l'état de sel pur, le bromure de radium. On obtient ce corps en traitant une tonne de minerai par cinq tonnes de produits chimiques et cinquante tonnes d'eau. De pareilles manipulations exigent plusieurs mois.

La chaleur dégagée par une parcelle de radium est suffisante pour fondre un morceau de glace, de poids égal, en l'espace d'une heure. Elle donne une lumière semblable à celle d'un ver luisant et qui peut être réfléchie, réfractée, polarisée. Chaleur et lumière se continuent ainsi durant des milliers d'années, sans faire appel à une énergie extérieure. Sous son influence, l'air devient bon conducteur de l'électricité, et certaines substances, par exemple le platino-cyanure de baryum, se révèlent lumineuses. Au point de vue chimique, son

action transforme le phosphore blanc en phosphore rouge, colore les sels alcalins en jaune, bleu ou vert, jaunit puis détruit le papier. Le radium émet un triple rayonnement invisible, mais très intense, formé de trois parties, auxquelles Rutherford a donné les noms respectifs de rayons alpha, rayons bêta, rayons gamma. Les premiers sont formés par des atomes chargés d'électricité positive ; ils ont une vitesse de 15.000 à 30.000 kilomètres à la seconde et constituent 90 p. 100 du rayonnement total. Une couche d'air de 7 centimètres ou une épaisseur de 5/100 d'aluminium suffit pour les arrêter, car leur pénétration est faible. Les rayons bêta, chargés d'électricité négative, paraissent analogues aux rayons cathodiques mais sont 500 fois plus pénétrants. Ils constituent 9 p. 100 du rayonnement global et se divisent en rayons mous, dont la vitesse de propagation est de 30.000 kilomètres à la seconde, et en rayons durs qui atteignent une vitesse variant de 200.000 à 300.000 kilomètres à la seconde ; les premiers sont arrêtés sans peine, les seconds difficilement. Les rayons gamma se propagent en ligne droite et ne sont pas électrisés ; ils entrent pour un centième seulement dans l'ensemble du rayonnement. Comparables aux rayons X, ils ont toutefois un pouvoir de pénétration très supérieur ; ils traversent plus de 100 millimètres de plomb, alors que 1 ou 2 millimètres du même corps suffisent presque pour absorber les rayons X.

Ajoutons qu'une substance mystérieuse se dégage, d'une façon permanente et continue, des divers sels de radium. Répandue dans l'air, cette émanation provoque la luminescence du sulfure de zinc, du verre et de plusieurs autres corps ; elle se condense d'une manière très brusque à la température de 150° au-dessous de zéro, ainsi que l'ont montré Rutherford et Soddy. Elle se place chimiquement dans la même catégorie que l'argon, l'hélium et les divers gaz qu'aucun réactif n'absorbe et qui n'entrent dans aucune combinaison ; on la place au 4^e rang parmi les corps ayant les plus hauts poids atomiques. Lorsqu'elle se détruit, cette émanation engendre un peu d'hélium, le gaz le plus léger après l'hydrogène. Sur l'organisme humain, le radium provoque des lésions soit aiguës, soit chroniques ; il possède une action bactéricide, mais encore trop mal connue pour qu'on puisse en tirer parti pratiquement ; sur les formes élémentaires de la vie, il exerce une influence profondément perturbatrice. Au point de vue médical, on l'utilise contre le cancer. « La plupart des cancers de la peau, écrit le Dr Niewenglowski, sont guéris ; sur les cancers des muqueuses, les résultats sont variables : bons pour le cancer de la lèvre, mauvais pour le cancer de la langue. Les cancers du sein inopérables peuvent parfois devenir opérables à la suite d'irradiations en sens divers ; dans les cas rebelles, le radium peut diminuer les douleurs et prolonger l'existence des malades. La guérison est rare, mais l'amélioration est la règle dans le cancer de l'œsophage, du pylore, du rectum, de la prostate et parfois une tumeur inopérable devient opérable après les irradiations. Pour nombre d'affections de la peau, le radium a une réelle valeur curative ». Les applications thérapeutiques du radium sont pour beaucoup dans la curiosité universelle dont il est l'objet présentement.

— L. BARETTE.

RAISON n. f. Les sens du mot raison sont nombreux. On l'oppose à instinct, quand on déclare que la raison sépare l'homme de l'animal : il signifie, dans ce cas, que nous pouvons saisir l'enchaînement des faits, comprendre leurs raisons d'être, prévoir leurs conséquences. On l'oppose à folie, quand il désigne un comportement logique, réfléchi, bien adapté au milieu et à la situation. Beaucoup confondent la raison avec l'intelligence, ce terme étant pris dans son acception la plus générale ; ou avec le *sens commun*, qui se ramène à un ensemble d'idées banales et souvent fausses, admises à

une époque et dans une région données ; ou avec le *bon sens* qui consisterait dans une façon de juger qualifiée saine et droite par ceux qui prétendent maintenir l'entendement humain dans les bornes étroites d'une rigide orthodoxie. En réalité, la raison c'est le pouvoir de mettre de l'ordre dans les faits que nous présente l'expérience, c'est la faculté de relier les divers phénomènes observés, de les comprendre. Elle implique donc un ensemble de principes et de notions qui rendent possible une organisation systématique de nos connaissances. De ces principes, on a dressé des listes plus ou moins longues ; mais il est facile de les ramener à deux, celui d'identité et celui d'universelle causalité, qui constituent les lois générales de notre esprit. Nous avons, dans un précédent article, parlé longuement des principes (voir ce mot). La raison comprendrait, de plus, certaines idées primitives, universelles, irréductibles, d'après la théorie classique. Mais leur nombre varie beaucoup selon les auteurs, une analyse un peu profonde ayant tôt fait de montrer qu'elles résultent, non d'une intuition originale, mais d'un travail de réflexion, d'une interprétation des données sensibles par l'entendement humain.

Trois de ces idées nous intéressent particulièrement, à cause des conséquences métaphysiques et religieuses qu'on a voulu en tirer : celles d'infini, de parfait, d'absolu. L'infini serait ce qui n'a aucune limite dans aucun sens ; il s'opposerait au fini qui a des limites et à l'indéfini capable de croître ou de diminuer sans limites assignables. Et les croyants ajoutent que l'infini est le terme nécessaire des aspirations de l'âme humaine, que nous tendons vers lui par toutes les puissances de notre être et qu'une telle aspiration, de nature essentiellement religieuse, démontre l'existence de dieu. L'idée de parfait, c'est l'idée de ce qui est complet, achevé ; elle s'applique aux qualités qui ne laissent rien à désirer, auxquelles rien ne manque. On a également prétendu qu'elle réclamait l'existence, hors de nous, d'un être parfait. Quant à l'absolu, il se conçoit par opposition au relatif ; c'est l'inconditionnel, ce qui possède en soi sa raison d'être. Hamilton estimant que toute pensée établit des relations, qu'elle conditionne, déclarait en conséquence que, si nous devons croire à l'absolu, nous ne pouvons le penser ; cette idée ne serait qu'une pseudo-idée.

Quoi qu'il en soit, les idées d'infini, de parfait, d'absolu sont de simples constructions de l'esprit, d'une valeur purement subjective et qui résultent d'un travail de l'entendement sur les données expérimentales. Pour les obtenir, nous n'avons qu'à penser par contraste, à concevoir des êtres dont les caractères sont directement opposés à ceux des objets qu'offre l'univers observable. Ainsi, nous ne percevons que des étendues et des durées finies, mais notre imagination, dont l'activité est inépuisable, peut ajouter constamment des étendues ou des durées finies à d'autres étendues ou à d'autres durées finies ; d'où l'idée d'infini. Par ailleurs, notre intelligence, notre puissance, nos qualités, nos joies, etc., sont loin d'être telles que nous voudrions qu'elles soient ; et cette imperfection, nous la constatons pareillement chez les êtres et les choses qui nous entourent. Enlevons les bornes, supprimons les limites et nous aboutissons à l'idée de parfait. Enfin, concevons un être qui, à l'inverse de ce que nous présente l'expérience ordinaire, ne dépende ni de nous, ni d'aucune autre chose, qui existe en lui-même et par lui-même, nous arrivons à l'idée d'absolu. Il est donc inutile de faire intervenir une intuition spéciale pour expliquer les concepts de la raison qui, de prime abord, semblent les plus mystérieux. Pas davantage il n'est besoin de recourir à l'innéité ; l'activité mentale ordinaire, guidée par les principes d'identité et d'universelle causalité, suffit. Mais, le problème du contenu de la raison ainsi résolu, reste celui de son origine, de sa nature, de sa valeur.

D'une façon générale, l'*innéisme*, appelé aussi *apriorisme*, oppose la raison à l'expérience et soutient que les principes directeurs de la connaissance ne proviennent pas des données sensibles. L'*empirisme*, au contraire, affirme que rien n'est dans l'entendement qui ne vienne de l'expérience, et que les lois de la pensée se ramènent à des habitudes acquises par l'individu ou par l'espèce. Chacune de ces grandes doctrines a donné naissance à de nombreux systèmes. Déjà l'*innéisme* est en germe chez les sophistes et chez Socrate ; Platon, qui sépare radicalement la raison de l'expérience, explique l'existence des idées par l'hypothèse de la réminiscence. Pour lui, le monde sensible et le monde intelligible diffèrent essentiellement : dans le premier tout est individuel et changeant, c'est le monde des apparences ; dans le second subsistent les *Idées*, types éternels, modèles permanents d'après lesquels toutes choses ont été conçues et réalisées, c'est le monde intelligible, celui des concepts et des principes généraux. Entre ces deux mondes, il y a une participation continue : les objets sensibles sont le reflet, la copie des idées. Ces dernières, hiérarchisées entre elles, ont à leur tête l'idée du Bien. Or, avant de vivre ici-bas, notre âme a existé dans un monde supérieur où elle contemplait les archétypes de toutes choses. Précipitée dans le corps, sa prison terrestre, elle se souvient de ce qu'elle a vu autrefois, en observant les réalités sensibles, pâles ombres des idées du monde intelligible.

L'*innéisme* d'Aristote, adversaire déclaré de la réminiscence platonicienne, reste beaucoup plus proche de l'expérience. Celui de Descartes le sera encore davantage. Ce philosophe distingue des idées *adventices* qui nous viennent du dehors par les sens, des idées *faciles* résultant d'un travail mental, des idées *innées* qui ne découlent ni de l'expérience, ni d'une opération de l'entendement. Mais, par innéité, il entend la puissance de produire, non une connaissance actuelle. « Quand je dis que quelque idée est née avec nous, affirme-t-il, j'entends seulement que nous avons en nous-mêmes la faculté de les produire. »

Pour Leibniz, toutes nos idées supposent des perceptions sensibles, néanmoins l'activité de l'esprit ne s'explique point par l'expérience puisqu'elle en est la condition essentielle. Il n'y a rien dans l'intelligence qui n'ait d'abord été dans les sens, si ce n'est l'intelligence même. Nos principes sont préformés, comme une statue d'Hercule serait préformée dans un bloc de marbre, si des veines convenablement disposées la dessinaient intérieurement. Pour la mettre au jour, il suffirait ensuite de dégrossir le marbre, comme il suffit de recourir à l'expérience pour dégager les principes rationnels. Selon Kant, notre esprit renferme trois sortes de principes *a priori*, capables d'organiser les données expérimentales et de relier les phénomènes entre eux. 1° L'espace et le temps, sortes de cadres où se rangent nos perceptions, sont les formes *a priori* de notre sensibilité tant externe qu'interne. 2° Les catégories de l'entendement, au nombre de douze, permettent d'associer les phénomènes dans des jugements ; en elles se moule la matière de la connaissance sensible ; mais nous n'avons nullement le droit d'affirmer qu'elles répondent à la réalité objective, pas plus d'ailleurs que l'espace et le temps. 3° La raison conçoit trois idées transcendantes, celles de l'Âme, du monde et de dieu, autour desquelles se groupent toutes nos connaissances et qui élèvent la pensée à la plus haute unité possible. Comme ces idées sont des formes purement subjectives, nous ne saurions néanmoins affirmer qu'elles répondent à des réalités effectives, sans nous exposer à des antinomies insolubles ou sans faire des paralogismes. Kant s'est, d'ailleurs, borné à mettre en plein relief les éléments subjectifs et *a priori* que la science requiert ; il ne s'est pas préoccupé de chercher leur origine. Dérivent-ils en définitive de l'expérience, le philosophe de Königsberg

ne l'affirme ni ne le nie, ouvrant ainsi la porte à une conciliation avec l'empirisme.

Sous sa forme la plus ancienne, l'empirisme se ramène au sensualisme, que professaient déjà l'école atomistique d'Aldère et les épicuriens. Condillac et les matérialistes du XVIII^e siècle ont adopté la même doctrine, sans lui faire subir de modifications essentielles. Mais avec Locke, Stuart Mill, puis Spencer, l'empirisme donnera naissance à trois systèmes d'un très haut intérêt. Locke, s'opposant à la conception cartésienne des idées innées, affirme que tout ce qui est dans l'entendement a d'abord passé par les sens. L'âme, au début, est comparable à une tablette de cire ne portant aucun caractère ; elle reçoit ensuite les sensations, et c'est de leur accumulation passive que sortent les principes de la raison. D'après Stuart Mill, les sensations ne restent pas isolées dans la conscience, elles s'unissent par des liens qui peuvent finalement devenir indissolubles. Et les principes directeurs de la connaissance se ramènent, justement, à des associations d'idées contractées par l'individu : associations qui acquièrent une force irrésistible par la répétition. Ainsi la loi d'universelle causalité dérive de l'habitude d'associer les phénomènes que l'expérience nous présente toujours l'un après l'autre ; la prétendue nécessité qui fait suivre la cause de son effet n'a rien d'objectif, elle est de nature purement subjective. Le principe de contradiction découle de la constatation répétée du fait qu'affirmation et négation sont deux actes de l'esprit qui s'excluent. Spencer admet que la raison est aujourd'hui innée dans l'individu ; mais c'est une acquisition de l'espèce qui résulte d'expériences ancestrales, d'associations transmises héréditairement. Comme tout ce qui est vivant, l'intelligence doit s'adapter à son milieu ; et des associations stables, répondant à des relations fixes de la nature, se forment dans l'esprit ; grâce à l'hérédité, elles s'incrusteront dans le cerveau humain. De la sorte, Spencer reconçoit partiellement l'empirisme et l'innéisme.

Sans nier l'ingéniosité de ces diverses théories, sans méconnaître que plusieurs, surtout parmi les doctrines empiristes, mettent en lumière d'incontestables vérités, nous donnons au problème de l'origine et de la valeur de la raison une solution différente. Et, d'abord, nous constatons que les animaux supérieurs, sans avoir une notion claire des principes directeurs de la connaissance, agissent néanmoins en conformité avec les directives qu'ils imposent. C'est par l'absence de langage conventionnel et par la faible puissance de son imagination créatrice que l'animal supérieur diffère de l'homme, beaucoup plus que par l'absence de raison. « Aux animaux les plus évolués, ai-je écrit dans *L'Incomparable guide*, nous ne refusons ni une intelligence élémentaire, ni une aptitude quelquefois remarquable à parer le danger actuel. Dès qu'il s'agit, non plus du présent immédiat, mais d'un avenir un peu lointain, ils cessent de prévoir. Et leurs réactions, bien adaptées au but, tant qu'elles se réduisent à des mouvements habituels et simples, manquent d'équilibre et de coordination, lorsqu'elles réclament un ensemble de gestes combinés par la réflexion. Sans peine, le chien esquive un coup, le cheval se gare d'une auto ; dans un incendie, lors d'une inondation, l'affolement des animaux domestiques est une cause ordinaire de dégâts. Par contre, l'homme se tire d'affaire dans des conditions très compliquées et, pour lui, entièrement nouvelles. En vue de la fin souhaitée, son esprit conçoit des moyens adéquats, invente des procédés qui concordent avec les exigences du moment. Fixé d'avance sur les conséquences futures de ses actes, grâce aux suprêmes principes dont le faisceau constitue la raison, il s'oriente aisément dans le dédale des faits expérimentaux. Si les données des sens, base première de toute élaboration intellectuelle, gardent le caractère de notations personnelles et passagères, valables seulement pour un indi-

vidu et pour un instant, la connaissance vulgaire, transmissible par le langage, suppose déjà un effort d'analyse et de généralisation qui permet à chacun de profiter des remarques d'autrui. Pour communiquer, il faut des signes compris par l'ensemble des membres d'une collectivité ; et ces signes supposent l'existence d'idées abstraites, résultat d'un travail effectué sur les impressions sensibles. Comme nous, l'animal attend les mêmes effets dans les mêmes conditions, il reconnaît les objets et agit en conséquence ; mais sa pensée conceptuelle reste à l'état d'ébauche et ne parvient pas à s'exprimer au moyen de signes intentionnellement fabriqués ; il s'arrête au stade des manifestations émotionnelles et spontanées du langage purement naturel. D'où la faible portée de ses prévisions et son impuissance à comprendre les situations un peu embrouillées. » Empirisme et rationalisme ont un tort commun, celui de ne pas descendre jusqu'à la réalité vécue. Avant d'être clairement conçus par la conscience, les principes existent sous forme de besoins vitaux. Ce sont des règles pratiques que l'on utilise même sans en avoir une connaissance réfléchie, comme l'animal et l'enfant utilisent les muscles de leur corps, malgré une complète ignorance des données les plus élémentaires de l'anatomie. Ils ont une base organique et répondent à des dispositions durables du système nerveux. Et, parce que notre cerveau résulte d'une longue adaptation au milieu extérieur, parce qu'il a été modelé par la nature ambiante au cours de nombreux millénaires, ces lois de l'esprit n'ont rien d'arbitraire ; elles concordent avec les lois des choses. Mais, chez l'animal et même chez certains sauvages, ces principes ne s'intellectualisent pas : ils ne passent point du domaine de l'action dans celui de la théorie. Avant de parvenir à les formuler d'une façon précise, nos ancêtres les concurent d'abord sous un angle théologique, puis métaphysique.

En définitive, la raison, telle que la conçoivent les penseurs actuels, n'est que la conscience des suprêmes règles et de la vie et du milieu où elle puise ses éléments primordiaux. Si elle se révèle pratiquement d'une efficacité merveilleuse, c'est parce que ses lois répondent à celles du monde et des choses. Ainsi apparaît clairement la fausseté des doctrines bergsoniennes qui 'ni déniaient toute valeur représentative, toute valeur de connaissance. Cette conception d'une raison ayant de profondes bases physiologiques peut surprendre. Lorsqu'on rejette délibérément les chimères métaphysiques, elle s'impose pourtant.

Mais les biologistes contemporains connaissent encore si mal les fonctions du cerveau que l'on ne saurait donner de précisions anatomiques ou physiologiques sur ce sujet. Attendons, sans impatience, les futures découvertes des savants. Et soyons assurés que suivre la raison, c'est demeurer fidèle aux exigences de la vie et de la nature, que la répudier c'est oublier les primordiales nécessités que l'existence impose. Elle est devenue, pour nous, la grande faculté d'adaptation. « Dans les faits successifs, le cerveau humain s'arrête de préférence à ce qui se répète ; de l'enchevêtrement d'expériences multiples, il dégage, par une série de comparaisons, les traits communs et permanents ; puis il généralise et applique aux événements semblables les relations découvertes dans les cas déjà observés. Sous les diversités trompeuses recherchant toujours l'identique, il trouve dans ce qui fut les lois de ce qui sera, il devine le futur à l'aide du présent. Ses prévisions acquièrent une valeur prodigieuse et son pouvoir d'adaptation s'avère capable d'un développement illimité. » Malheureusement, nos contemporains, dans l'ensemble, se détournent volontairement de la raison pour demander aux mythes religieux, ou aux vaines promesses de charlatans prétentieux, d'illusioires et dangereuses espérances, qui les fascinent mais ne les sauvent pas. — L. ROUSSETTE.

RAISON (du latin : *Ratio*). Faculté supérieure de l'esprit par laquelle nous percevons les rapports des choses, ou plutôt de ce que nous pouvons savoir d'elles. On oppose, d'ordinaire, la raison au sentiment, à la passion et aussi aux préjugés.

La Révolution française rendait un culte à la raison. C'était évidemment puéril ; la raison n'est pas une personne, mais une abstraction qui, n'existant pas hors de l'esprit humain, ne saurait être sensible à une manifestation quelconque. Ce que voulaient les hommes de '93, c'était, avant tout, frapper les masses encore barbares, leur apprendre à rejeter la religion et à n'admettre que ce qui est rationnel.

La raison est loin de gouverner les hommes. Depuis la guerre, tous les mysticismes ont pris un nouvel essor. Le vieux catholicisme trône aux cérémonies publiques, les églises se remplissent. Toutes les superstitions : spirisme, occultisme, nécromancie, astrologie, envoûtement ont leurs clients. Des intellectuels même officiels croient, aujourd'hui, qu'il existe des relations entre les astres et la destinée de chacun. Les guérisseurs qui chassent les maladies par l'imposition des mains ouvrent publiquement boutique et les clients affluent ; on peut se croire revenu au Moyen Age.

C'est que la raison est décevante. « Ce qu'il y a de plus malheureux dans la recherche de la vérité, c'est qu'on la trouve », a dit Remy de Gourmont. Découverte triste : on découvre qu'il n'y a rien ; que notre vie, comme celle des animaux, a son temps, plus ou moins long et qu'après c'est fini. Le vice comme la vertu, le travail comme la paresse auront le même sort : le fossé où tout disparaît. L'humanité ne veut pas admettre cette destinée misérable, et elle va aux aigreurs ou aux demi-fous qui lui parlent de survie, de récompenses dans l'au-delà aux efforts de cette vie ; les malades, déçus par la médecine scientifique, vont aux charlatans qui les encouragent, leur assurent la guérison par un fluide spécial dont ils ont reçu le privilège. La réalité n'est pas modifiée. Le malade, s'il est vraiment tel, mourra en dépit des marchands d'illusions ; le mort ne se réveillera pas.

On peut soutenir que l'illusion, calmant moral, si elle n'a pas le pouvoir de modifier la réalité, n'en console pas moins pour quelque temps ceux qui vont vers elle. Mais, dans l'ensemble, la superstition fait infiniment plus de mal que de bien. Elle abêtit les hommes, elle les rend réfractaires au progrès et elle confère une autorité morale à des gens malhonnêtes prêts à tous les mensonges pour gagner de l'argent. L'humanité ne peut fonder d'espairs qu'en la raison. C'est par la science que les conditions de la vie s'améliorent, que l'univers se révèle à nous, que les forces de la nature sont disciplinées pour le service des hommes. La science prolonge la vie ; elle arrivera — qui sait — à vaincre la mort, tout au moins à l'éloigner de plus en plus. La science sert aussi à tuer et des esprits superficiels le lui reprochent. Ils ne réfléchissent pas que la coupable n'est pas la science qui n'est qu'une abstraction, mais les hommes qui sont criminels en se servant d'elle pour s'entre-détruire. — Doctoresse PELLETIER.

RAISON, RAISONNEMENT, RAISONNABLE. L'étude de la raison présente la curieuse particularité du spectacle d'une faculté humaine sur laquelle l'accord des hommes cultivés paraît s'être réalisé, quant aux méthodes conditionnant son usage, et le spectacle d'un désaccord profond quant à l'origine de cette faculté et l'attribution du qualificatif de raisonnable aux œuvres humaines.

Autrement dit, depuis la plus lointaine antiquité jusqu'à nos jours, les hommes ont pratiqué et perfectionné l'art de raisonner juste sans avoir jamais su exactement ce qu'était la raison, et sans avoir pu reconnaître unanimement les actes raisonnables.

Rien de plus démonstratif, en effet, que le spectacle lamentable des fonctionnements individuels et sociaux incohérents, illogiques et stupides, tandis que quelques *clercs* insolites enseignent, à des cerveaux depuis longtemps irrationnels, l'art des raisonnements parfaits.

Partout l'erreur, la croyance, la superstition, le préjugé, l'illogisme, la contradiction, la mauvaise foi, la chicane, l'ergotage, le sophisme. Partout des heurts, des luttes, des oppositions, des batailles sans que jamais les bellicistes songent à trancher leurs différends par l'expérience et par la raison.

Une question se pose alors : la raison existe-t-elle ? Si oui, qu'est-elle, quel est son pouvoir et que peut-on en attendre réellement ?

L'introspection ne nous donne aucune connaissance profonde de nous-même. Nos pensées, nos jugements nous apparaissent formés d'éléments indivisibles que notre conscience groupe, compare, élimine ou choisit sans connaître davantage la nature de ces éléments, ni le pourquoi des divergences profondes entre les diverses conclusions des raisonnements. Chacun veut avoir raison, dit-on couramment. Et c'est tout.

L'échec de la méthode introspective vient de son impuissance à analyser les origines même de la pensée, conséquence inévitable de ce fait évident que la pensée ne peut s'analyser lorsqu'elle n'existe pas encore et que le processus psychique ne peut s'exercer sur lui-même qu'à la condition d'être déjà de la pensée.

La méthode objective, au contraire, présente tous les avantages de l'application de la pensée à ce qui n'en est pas encore, mais en conditionne la formation et le développement. Cette méthode constate une relation entre la physiologie du système nerveux et les aptitudes psychiques. Dans l'échelle animale, les animaux à cerveau volumineux et à circonvolutions très développées sont relativement plus intelligents que ceux moins doués sous ce rapport. Ceux chez qui les localisations visuelles cérébrales se sont développées aux dépens des localisations olfactives ont également acquis une plus grande activité psychique. D'autre part, de multiples expériences anatomiques sur le système nerveux des animaux et de nombreuses observations pathologiques chez l'homme même démontrent que l'intelligence n'est qu'un fonctionnement d'un système nerveux, comme la chaleur animale est le produit d'une oxydation des éléments ingérés.

Le système nerveux se compose, dans sa combinaison la plus simple, d'une cellule sensorielle recevant les excitations extérieures, et d'une cellule motrice transmettant l'influx nerveux, créé par cette excitation, à une cellule musculaire. Les cellules nerveuses, ou neurones, sont formées d'une masse protoplasmique, entourée d'une sorte d'arborescence très compliquée, et d'un prolongement : le cylindraxe, atteignant jusqu'à un mètre de longueur, terminé également par de multiples ramifications. Dans un organisme compliqué, l'influx nerveux ne passe pas directement de la cellule sensorielle à la cellule motrice. L'ensemble du système est formé de plusieurs neurones, dont les arborescences s'enchevêtrent les unes les autres, formant autant de relais plus ou moins importants. Les cellules sensorielles aboutissent à la moëlle épinière (premier relais) ; d'autres cellules nerveuses relient les divers étages de la moëlle épinière entre eux, ainsi que ces divers centres nerveux avec les cellules motrices partant de la moëlle. La voie ascendante sensorielle se prolonge jusqu'au bulbe rachidien, situé à la base même du cerveau, et qui constitue une sorte de centrale élémentaire du réseau nerveux. De ce centre important d'autres neurones ayant leurs terminaisons dans divers centres du cerveau moyen, forment également une deuxième centrale très importante d'où l'influx nerveux s'écoule plus ou moins violemment soit dans la voie ascendante (raisonnement), soit dans la voie descendante (action).

Enfin, par l'intermédiaire de plusieurs neurones, la voie ascendante aboutit aux circonvolutions cérébrales, lesquelles forment un enchevêtrement prodigieux de cellules permettant les liaisons les plus compliquées, tandis que les cellules motrices forment un réseau se terminant aux cellules musculaires réalisant l'action et le mouvement.

Les expériences nombreuses effectuées sur les animaux permettent, actuellement, d'affirmer que tous les organes des sens ont leur projection sur des surfaces déterminées du cerveau, y compris le sens interne, mais que ces surfaces ne sont point strictement limitées et qu'elles s'interpénètrent les unes les autres de telle sorte qu'un influx nerveux ne reste point limité à une zone particulière, mais se propage dans d'autres zones sensorielles.

Dans le fonctionnement de ce système nerveux excessivement compliqué, il faut distinguer les réflexes absolus ou innés (vie organique, instinctive, inconsciente et habituelle) qui s'établissent dès la formation du fœtus, bien avant la naissance de l'enfant, coordonnant entre eux les divers fonctionnements organiques formant la base même de toute l'existence animale de l'individu, ainsi que le mécanisme des habitudes et des lies ; et les réflexes conditionnels formés ultérieurement sous l'influence d'excitations étrangères au fonctionnement strictement animal de l'être humain.

Sous l'influence des excitations extérieures, l'influx du réflexe absolu se prolonge dans la moëlle et le bulbe et se transforme très rapidement en acte moteur. C'est là le réseau inférieur du système nerveux. Le réseau supérieur part des cellules sensorielles et formant la voie ascendante amène les excitations sensorielles en des régions particulières à chaque organe des sens. Ces régions sont qualifiées par Pavlov d'*appareils analyseurs*. Chaque excitation s'y diffuse, selon sa nature, et se propage par des voies créées antérieurement, ou dans des voies nouvelles, jusqu'au moment où cet influx se diffuse totalement (pensée pure, acte avorté) ou se concentre en un point quelconque du réseau central. Cette deuxième étape s'établit dans l'*appareil déclencheur*. Enfin, dernière phase du parcours de l'influx, celui-ci s'écoule par la voie formée dans l'appareil déclencheur et l'*appareil exécuteur* (voie nerveuse descendante) transmet cet influx aux cellules motrices.

On conçoit qu'un tel parcours, une telle diffusion de l'influx nerveux à travers cette quantité prodigieuse de neurones ne s'effectue point instantanément et que l'acte ultime, déterminé par ce travail, diffère qualitativement de l'acte déterminé par les réflexes absolus. Deux faits sont à retenir des expériences de Pavlov : la diffusion de l'influx nerveux et sa concentration. La diffusion est l'acte analyseur et discriminatoire ; la concentration se traduit par l'acte moteur.

Ce qui démontre bien qu'il ne s'agit pas là d'une invention fantaisiste de physiologiste, mais bien de réalités expérimentales, c'est que, selon l'importance des ablations effectuées sur le cerveau d'un chien, son appareil analyseur ne peut plus discriminer les excitations, et l'animal, sensible au toucher, ne reconnaît plus une caresse d'une piqûre, ni un objet d'un autre, bien que percevant la masse de ces objets qu'il sait très bien éviter. De même il différencie encore un son d'un autre son, mais pas un ensemble de sons, d'un autre ensemble et ne répond plus à son nom. Ceci nous montre que les automatismes, les réflexes inférieurs existent encore dans les centres inférieurs du système nerveux, mais que les réflexes supérieurs, créés dans les appareils analyseurs n'existent plus.

Nous pouvons, maintenant, aborder l'étude de la formation de la pensée et, conséquemment, de la raison.

Dès la naissance, les réflexes absolus organiques s'adjoignent, progressivement, les réflexes sensoriels du réseau inférieur : réflexes cutanés gustatifs, olfactifs,

auditifs, visuels et kinesthésiques (sens des mouvements internes). Le système nerveux de l'enfant est alors constitué par des complexes de réflexes peu nombreux mais solidement organisés, tels que réflexes alimentaires, réflexes musculaires, réflexes sensuels, etc., etc. (tendances primitives).

On peut considérer toutes les excitations extérieures, non pas comme des excitations continues, mais comme une suite innombrable d'excitations se répétant incessamment dans le temps. Chaque sensation est ainsi formée d'un nombre considérable d'excitations déterminant autant d'influx nerveux parcourant tout d'abord les voies inférieures du réseau nerveux et se liant par conséquent aux réflexes organiques absolus. Mais ces influx gagnent également les voies supérieures et se diffusant dans les neurones encore vierges de toute impression, commencent à créer des liaisons d'autant plus solides que les mêmes excitations se répéteront plus fréquemment. Ces réflexes, particulièrement étudiés par Pavlov, se forment par coïncidence avec des réflexes absolus. Par exemple, un chien excité par un aliment (réflexe absolu) émet des gouttes de salive ; si l'on accompagne son repas d'un son, ce son suffira à lui seul, après quelques expériences, pour déterminer l'apparition des gouttes de salive. C'est là un réflexe conditionnel.

Comme l'enfant subit simultanément des myriades d'excitations par toutes ses cellules sensorielles, on conçoit que le monde extérieur, malgré ses aspects infiniment variés, fixe en lui, par le double phénomène de la diffusion des influx nerveux et des liaisons temporaires, des représentations permanentes de tous les objets. Désormais l'activité nerveuse se décomposera en trois phases : réflexes absolus organiques, reconnaissance du monde extérieur, adaptation aux variations de ce milieu. Ce qui correspond physiologiquement aux divers étages du réseau nerveux parcouru par l'excitation ; réflexe absolu dans la moëlle et le bulbe, reconnaissance dans les appareils analyseurs, adaptations dans les centres d'associations et les appareils déclencheurs de mouvement.

On comprend mieux ainsi les erreurs de la vieille psychologie associationniste et la justification des reproches qu'on lui adressait. Cette psychologie supposait, en effet, que chaque sensation se groupait avec d'autres sensations telle une collection d'images statiques et l'on s'étonnait que d'une association de morceaux ainsi agglutinés put sortir une pensée neuve et originale. Les choses se passent en réalité tout autrement.

Chaque influx nerveux se diffuse primitivement dans l'enchevêtrement des neurones, créant des voies multiples et préparant des voies nouvelles à d'autres influx ultérieurs. On conçoit que chaque sensation contient ainsi du connu, que l'analyseur diffuse dans les voies déjà tracées antérieurement ; mais qu'il contient aussi de l'inconnu qui trace un chemin particulier.

Or, dans ces cheminements d'influx différents, partis de zones sensorielles différentes, il se crée nécessairement des fusionnements, des liaisons, des créations incessantes, variant à tout instant sous l'influence des variations extérieures. La connaissance ainsi comprise est avant tout action. Connaître, c'est agir. C'est répondre utilement à une excitation du milieu.

La connaissance est donc essentiellement formée des modifications cérébrales créées dans le temps par des millions d'influx nerveux (réflexes conditionnels) et par des liaisons momentanées jaillies de ces modifications.

Tandis que les généralités (arbre, maison, chien, nombre, etc.) deviennent ainsi des éléments permanents de la connaissance, certains complexes de réflexes se forment, constituant autant de centres affectifs puissants, d'où l'énergie nerveuse rayonne, se diffuse plus ou moins longuement dans différentes directions, sous l'in-

fluence des excitations extérieures. Ces complexes de réflexes ou centres affectifs, probablement formés dans le cerveau moyen, comprennent la plupart des activités humaines groupés sous les noms de sexualité, ambition, orgueil, grégarisme, misanthropie, jalousie, curiosité, sportivité, esthétique, amoralisme, éthique, etc. (développement des tendances primitives).

Les excitations extérieures atteignant ces centres affectifs peuvent y libérer très lentement ou très brusquement leur énergie nerveuse. Dans le premier cas, cette libération est d'autant plus efficace que le centre est plus puissant, l'énergie nerveuse plus abondante, le réseau des réflexes mieux établi. Alors l'influx nerveux gagne les centres d'associations, chemine dans diverses voies, se disperse en d'innombrables ramifications et peut, soit se résorber par une diffusion très étendue (acte manqué) ; soit se joindre finalement à d'autres influx voisins et, créant une voie nouvelle, déterminer un acte, ou une longue série d'actes adaptatifs.

Dans le deuxième cas, la brusque libération de l'influx ne permet pas à celui-ci de gagner les centres d'associations ; il passe par les voies réflexes les plus courtes, emprunte les chemins les plus ouverts et se traduit très rapidement par un acte plus ou moins approprié aux faits. Ainsi agissent la peur, la colère, l'indignation, la jalousie, la haine, l'envie, les grands désirs, les fortes joies et toutes les passions.

Un exemple fera mieux comprendre la formation d'une pensée.

Supposons un enfant de quelques années laissé seul dans sa maison et ayant faim. Un centre affectif puissant existe en lui : celui de la nutrition. Ce centre, excité par la sensation de la faim, libère plus ou moins violemment de l'énergie nerveuse. Suivant le tempérament de l'enfant, cette énergie débordera les voies normales conduisant aux réseaux des réflexes conditionnels et des liaisons momentanées ; elle s'écoulera par les voies les plus anciennes et les plus faciles, utilisant les complexes de réflexes les plus primitifs : appels, cris, pleurs, accès de colère, trépignement, etc...

Si le tempérament de l'enfant est plus réfléchi, après quelques appels infructueux, il agira autrement. Il faut, en ce cas, considérer l'acquis de cet enfant à ce moment-là. Depuis sa naissance, le centre affectif de la nutrition s'est construit par additions d'innombrables réflexes conditionnels. Tout ce qui excitait ses sens, pendant le fonctionnement de ce besoin primordial, s'est lié à ce besoin : vision des locaux, meubles et ustensiles servant aux repas (tables, chaises, buffet, étagères, assiettes, pots, casseroles, verres, etc.) ; fails et gestes des personnes s'en occupant (ouverture, dépîcement, utilisation des meubles, préhension des objets, etc...) ; et bruits particuliers ou odeurs précédant ou accompagnant les repas.

Chez cet enfant moins emporté, l'influx nerveux se diffuse d'abord dans plusieurs directions sans issue. Je dis sans issue parce que le fait d'attendre encore un peu, d'appeler à nouveau ou de continuer à jouer, ne libère nullement l'énergie sans cesse stimulée par la faim. L'influx nerveux déclenché par ce besoin vital est beaucoup plus en relation avec le complexe des réflexes conditionnels formés par les repas qu'avec ceux du jeu.

L'énergie se diffusant plus longuement dans ce réseau complexe, plusieurs potentiels se forment, des voies nouvelles et voisines s'ouvrent, la liaison aliment-cuisine s'établit et l'influx nerveux s'écoulant vers les centres moteurs l'enfant se dirige vers la cuisine. Si tout y est fermé à clef et hors d'atteinte, la vue des portes et des serrures (excitations visuelles) déclenchera d'autres réflexes conditionnels liés à l'usage de ces meubles. Il peut se faire qu'aucun de ces réflexes n'aboutisse. Aucune liaison nouvelle ne s'effectuera. L'influx nerveux se dispersera sans effet moteur. Ce sera un acte

avorté. Il peut se faire, au contraire, que cet influx s'écoule dans une voie favorable ; de nouveaux potentiels se formeront, les liaisons : *déplacement de chaise, buffet, escalade, étagère, pot de lait* s'effectueront et les réflexes moteurs étant excités, l'enfant grimpera sur le buffet, apercevra son pot au lait sur l'étagère mais ne pourra l'atteindre. Nouvel arrêt. Nouvelle diffusion infructueuse de l'énergie nerveuse dans différentes voies, mais une excitation nouvelle créée par la vision d'un bâton engendre une liaison immédiate entre plusieurs réflexes et détermine aussitôt l'action motrice. L'enfant descend, s'empare du bâton, remonte, pousse le pot et peut, soit parvenir à le saisir, soit le faire tomber, se privant ainsi du bénéfice de ses efforts. L'expérience, en ce cas, ne sera pas stérile ; elle l'enrichira. Une autre fois, les liaisons nerveuses seront plus complexes, l'enfant réfléchira davantage, il prolongera, mentalement, l'expérience plus loin ; prévoira les conséquences finales et agira probablement autrement. L'acte sera plus raisonné.

Ces faits successifs nous montrent toutes les transformations de l'énergie nerveuse que la psychologie courante dénomme : désir, volonté, réflexion, action.

Toute pensée, dite raisonnable, est donc fonction de l'existence d'une énergie nerveuse, de la création des centres affectifs, de la formation des réflexes conditionnels, de l'abondance et de la qualité des liaisons momentanées. Comme l'influx nerveux met un certain temps à parcourir tous ces réseaux mutuellement enchevêtrés, nous appelons *volonté* l'écoulement plus ou moins long et régulier de cette énergie dans toutes les voies liées à un centre effectif très important ; et nous appelons *attention* l'écoulement partiel de cette énergie sur une partie très limitée de ce réseau.

Nous voyons maintenant que la raison est conditionnée par quatre choses assez variables d'un homme à un autre : 1° la nature et l'importance du centre affectif ; 2° la qualité et la quantité des réflexes conditionnels ; 3° la quantité d'influx nerveux ; 4° la qualité et la quantité des liaisons momentanées.

L'énergie nerveuse n'est pas la même chez tous les humains ; libérée trop brusquement, elle s'écoule vers la motricité sans réflexions ; trop longue à se former ou insuffisante, elle n'aboutit qu'à des actes manqués, à l'hésitation, à l'indécision, à l'aboulie. Dans le premier cas, l'énergie nerveuse ne parcourt qu'une petite fraction des multiples réseaux liés à l'excitation et l'homme n'utilise qu'une faible partie de ses expériences antérieures. Dans le deuxième cas, l'influx nerveux se diffusant sans parvenir à se concentrer sur un point, aucune liaison décisive ne se crée.

Ni l'un ni l'autre ne peuvent engendrer des actes raisonnables.

Il en est de même des liaisons momentanées ou raisonnements. Chez certains humains, ces liaisons s'effectuent de travers, ou bizarrement, peut-être lors même de la création des réflexes conditionnels. Les faits s'emmêlent, des rapprochements absurdes se réalisent. Ce sont des esprits faux.

Mais c'est surtout la création du centre affectif (besoins organiques et psychiques) et la formation des réflexes conditionnels (sensations, expériences, souvenirs, images, etc.) qui différencient les raisonnements des individus. Les passions ou même les besoins physiologiques, bien que communs aux humains ne se manifestent point d'identique façon chez eux. La sexualité, par exemple, variera selon les tempéraments, les influences subies et les nombreuses circonstances particulières modelant la personnalité : entourage, lectures, paroles, gestes, spectacles, etc., autant de documents sensoriels différents excitant des tempéraments dissemblables.

Il en est de même des souvenirs, des expériences, de la connaissance que les hommes ont des faits et des

êtres. L'hétérogénéité du milieu crée inévitablement l'hétérogénéité des documents sensoriels et conséquemment des réflexes conditionnels ou acquis intellectuels.

Tant d'éléments dissemblables ne peuvent déterminer des conclusions identiques. En fait, le spectacle des hommes raisonnants démontre qu'ils sont rarement d'accord et se contredisent mutuellement avec abondance d'arguments plus logiques et plus infaillibles les uns que les autres. Les philosophes, les hommes de raison par excellence, se sont disputés tout au long des siècles sans démontrer la souveraineté de la raison dans leurs propres conflits d'idées. Le célèbre ouvrage : *La logique ou l'art de Penser*, de ces messieurs de Port-Royal, ne les a pas empêchés, tout comme Kant, de mal raisonner et d'embrouiller des fait infiniment plus compréhensibles que leurs théistes subtilités.

De nos jours, les savants ne font pas mieux. L'unanimité est loin de régner dans cette austère région où l'expérience seule devrait trancher les différents humains. En fait, la passion les égare tout autant que les autres mortels. La constatation de leurs divisions, sur des faits positifs, démontre l'hétérogénéité de leurs documents sensoriels, la divergence des éléments de leurs jugements et l'impossibilité d'une unique solution. Inutile de s'arrêter sur la lutte entre les vitalistes et les mécanistes, les monistes et les pluralistes, les atomistes et les énergétistes, etc... Pas plus qu'il ne faut s'émouvoir des désaccords entre partisans de l'émission et partisans de l'ondulation ; ni s'étonner des oppositions nombreuses au relativisme einsteinien. Quel que soit le sujet scientifique abordé, on peut être sûr d'y trouver des interprétations scientifiques différentes des mêmes phénomènes observés.

Quant aux humains sans culture philosophique ou scientifique, le spectacle de leurs dissentiments, de leurs chicanes, de leurs mésententes, disputes, procès et autres méfaits, démontre la fragilité des jugements, la divergence des raisonnements et l'impossibilité d'existence d'une unique raison pure.

Pourtant, dira-t-on, la logique est inviolable et les mathématiques ne peuvent conduire à des contradictions. Donc il y a des raisonnements justes, la vérité peut se démontrer, la raison n'est pas un vain mot.

Evidemment, il y a quelque chose d'invariable dans tous les raisonnements et c'est cet invariant qui, même habilement à des propos erronés, trompe et induit les gens en erreur par son apparente évidence. Ce quelque chose c'est le rapport immuable des choses entre elles ; ce sont les évidences sensorielles tellement fixées en nous par leur incessante répétition, qu'elles font partie de notre structure cérébrale et que nos complexes de réflexes doivent se construire selon ces rapports mêmes. Tout le monde, sauf les détraqués, conviendra de l'emplacement d'un objet situé à droite ou à gauche d'un autre. Tout comme nul ne contestera les généralités permettant la connaissance du monde extérieur. Mais ce n'est là que le principe d'identité, duquel l'homme tire tout son savoir. C'est toujours le fameux : si $A = B$ et si $C = B$, $A = C$. On peut varier cela de toutes les façons ce sera toujours la recherche de l'identité. Ce sont là des éléments, des morceaux de raisonnements avec lesquels on construit toutes les démonstrations. C'est avec cela que l'on construit les mathématiques, et la logique n'est qu'une savante utilisation du principe d'identité. C'est dans ces tout petits morceaux de vérité que git la magie du verbe conquérant, la flamboyante clarté de la logique, l'enchantement des démonstrations. Savoir faire jaillir ces petits bouts de vérité, les prodiguer dans une suite ininterrompue de propos, c'est là tout l'art des trompeurs qui visent beaucoup plus à stupéfier leurs adversaires et à les dérouter, qu'à rechercher une vérité de vaste envergure.

Pourtant il est évident que c'est uniquement dans le

fameux $A=B$ que réside toute la force, ou la faiblesse, d'une argumentation. Il faut donc, avant toute chose, démontrer l'égalité de A et de B ; il faut que cette identité s'impose comme une évidence indiscutable. Or, l'étude que nous venons de faire sur le fonctionnement cérébral nous montre qu'à part les généralités et les rapports des choses entre elles (connaissances impersonnelles) chaque humain s'est construit une conception particulière du monde et cette conception, ce centre affectif libéré de l'énergie dans des voies déjà créées, négligeant d'autres voies, d'autres faits, d'autres connaissances, existant pourtant comme documentation dans l'individu, mais inutilisées lors d'un raisonnement ou d'une action trop intéressée.

De là ces entêtements extraordinaires, ces préférences, cette partialité qui surprennent chez certains êtres même très cultivés.

A ce moment si $A=B$ pour Jean, B n'égale pas A pour Pierre et aucune règle de logique ne les fera changer d'opinion. Chacun d'eux s'étonnera de l'aveuglement et de la mauvaise foi de l'autre, alors que l'un et l'autre ne sont que des mécanismes construits différemment et fonctionnant par conséquent différemment.

Examinons par exemple les deux célèbres maximes : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'il te fasse » et « Traite autrui comme tu veux être traité ». Il est clair que dans les deux cas le sujet est supposé identique à autrui. Ce qui est erroné. Si le sujet aime la solitude il fuira la compagnie d'autrui, qui, au contraire, peut se trouver très malheureux de cette solitude. Ici, la logique négative de la première maxime est en défaut. Par contre le sujet aimant la société peut importuner autrui qui, d'une nature méditative, souffrira de ce traitement. Ici encore la logique positive de la seconde maxime est nuisible et non conforme à l'intérêt réciproque des humains.

Tout cela nous montre le danger du principe d'identité, du fameux $A=B$, appliqué à tort et à travers, formé lui-même, au hasard des formations des réflexes conditionnels. Nous voyons également le danger du rationalisme pur, car la connaissance formée en chacun de nous par ses réflexes particuliers ne peut jamais coïncider totalement avec celle des autres.

De là les méfaits de toutes les croyances, religions, morales, traditions, métaphysiques et philosophies qui, surgies des réflexes embrouillés des mécanismes cérébraux personnelles, ne peuvent en aucune façon, malgré leur rôle unificateur, s'harmoniser entre elles.

Nous pouvons même aller plus loin, non seulement il n'y a pas de raison pure, mais nous pouvons même affirmer que la logique et le raisonnement sont nettement déterminés par les centres affectifs, lesquels, loin d'être maîtrisés par une raison souveraine, utilisent au contraire cette raison pour leur fonctionnement. Ceci explique les différences considérables de raisonnement sur des mêmes sujets selon les personnages et leurs différentes situations.

Ces divergences s'expliquent très bien après notre étude. Lorsqu'un complexe de réflexes se forme, nous savons qu'il est lié à un très grand nombre d'autres réflexes conditionnels et à d'autres complexes de réflexes, lesquels se sont construits avec un minimum d'ordre et de logique imposés par les circonstances elles-mêmes. Il est donc tout naturel qu'une excitation ayant libéré de l'énergie dans un centre affectif, celle-ci se diffuse dans tous les réseaux liés à ce centre ou complexe de réflexes. Cette diffusion s'effectuera par les voies construites antérieurement avec une certaine logique. De là cette apparence de bon sens, même dans les raisonnements vicieux. Mais cela nous montre en même temps qu'il est absurde de faire de la raison un motif déterminant primordial et absolu, un impératif catégorique. Physiologiquement cela est totalement impossible. Il ne faut pas oublier que la vie est action et que l'action

est essentiellement liée à la diffusion de l'énergie nerveuse dans les centres moteurs. Or, cette énergie n'est nullement produite par les centres associationnistes où se forment les liaisons momentanées, les hautes abstractions et les profondes spéculations intellectuelles ; elle se forme certainement dans les puissants centres affectifs, ces fameux complexes de réflexes (ambition, sexualité, haine, art, propagande, mysticisme, etc.) qui sont comme des réservoirs ou des fabriques d'énergies nerveuses. Cela explique qu'une excitation, parfois minuscule, puisse produire des effets extraordinairement violents, tel le cas d'un jaloux voyant sa femme embrasser un autre homme (excitation visuelle minuscule) et se sentant violemment ému.

C'est donc de ces centres, très liés aux réflexes moteurs, que part l'énergie nerveuse. Ce sont donc eux qui, avant toute chose, sont les propulseurs de la machine humaine. L'énergie nerveuse se diffuse ensuite, à travers le réseau des réflexes conditionnels secondaires et parvient enfin (s'il en reste et si l'acte moteur n'a pas déjà été accompli) dans les ultimes régions où, probablement, se ramifient tous les réflexes conditionnels constituant le vrai savoir, la véritable connaissance.

Il est absurde, par conséquent, de faire de la raison un motif d'action. La raison n'est et ne peut être qu'une opération de convenance d'une chose à une autre. Elle établit des rapports. Elle joue subjectivement le monde objectif. Elle est spectatrice, mais une spectatrice rarement désintéressée, car l'influx nerveux qui se diffuse d'un centre affectif, parcourt des réseaux qui se sont construits progressivement, en relation étroite avec tout ce qui intéresse ce centre et les régions du vrai savoir se sont également construites en liaison avec lui. D'où l'aspect intéressé de tout raisonnement et sa dépendance des centres affectifs.

Que faire alors ? dira-t-on. Si la raison n'est qu'une fonction hasardeuse déterminée par l'intérêt vital ; si le raisonnement n'est qu'un outil incertain, faut-il abandonner l'espoir de voir triompher la sagesse et faut-il se laisser guider par les passions et par les instincts ?

Que pouvons-nous, en définitive, attendre de la raison ?

Voici quel peut être le rôle de cette ultime fonction du système nerveux :

Nous avons étudié jusqu'ici la formation des réflexes conditionnels. En fait nous ne devons appeler raison que les liaisons momentanées créées par la diffusion de l'influx nerveux dans le réseau où se fusionnent tous les réflexes conditionnels.

Autrement dit la raison est l'utilisation d'une grande documentation générale avec création de voies nouvelles prolongeant la réalité au-delà du présent, construisant mentalement du vécu pour en connaître le terme final et modifier ainsi l'action présente en vue d'obtenir ou de modifier cette fin.

Nous savons que la connaissance réelle est formée de généralités (qui sont déjà des rapports de qualités entre-elles), des rapports réciproques de ces généralités (disposition, ordre, succession, temps, espace, etc.) et des liaisons momentanées (logique, raisonnement, induction, déduction, etc.) s'appliquant à toutes les variations du milieu. C'est la connaissance expérimentale.

D'autre part ces trois éléments de la connaissance sont communs à tous les hommes et ne se forment en nous, précisément, que par l'identité répétée des faits qui s'imposent à notre sensibilité. Nous avons donc là une possibilité d'établir le fameux $A=B$, seule base possible d'entente entre les hommes. Nous voyons alors que le savoir humain se divise nettement en deux parties : d'une part les connaissances objectives, satisfaisant aux trois conditions précédentes, susceptibles de démonstrations sensibles et pouvant déterminer une compréhension mutuelle des humains devant l'évidence des faits ; de l'autre les connaissances subjectives, strictement limitées au savoir individuel.

Les divergences proviennent, invariablement, du mélange, ou de la substitution, consciente ou non, d'une des deux connaissances à l'autre. Les mauvais raisonneurs et les gens de mauvaise foi opèrent cette substitution et croyant, ou affectant de croire, qu'ils sont toujours sur le terrain objectif et impersonnel, argumentent au contraire en satisfaisant largement leur logique personnelle, source de chicanes sans fin. Il ne peut y avoir rapprochement entre les hommes que sur des points communs les intéressant tous, et la raison ne peut s'exercer que sur ces points-là.

Pourtant, dira-t-on, puisqu'il a été démontré qu'il n'y avait pas de raison pure, et que seuls les centres affectifs (besoins vitaux, passions, sentiments, désirs, etc.) déterminaient la raison, celle-ci ne peut avoir aucune influence sur le comportement sensé des humains. Il est donc inutile de s'occuper d'elle. Il n'y a qu'à laisser l'énergie nerveuse se disperser selon ses propriétés physico-chimiques.

Il est évident, en effet, que si la raison était toujours entièrement déterminée par les passions violentes, il serait inutile d'en espérer un secours quel qu'il soit contre l'inharmonie des êtres et des choses. Mais la psychologie humaine est rarement déterminée par un seul centre affectif important assujettissant tous les autres. Ces cas-là se rencontrent pourtant quelques fois. Des hommes se passionnent pour le jeu auquel ils sacrifient tout. D'autres se livrent à la boisson ou aux stupéfiants qui les abrutissent progressivement. Il est des avides orientant toute leur existence pour agrandir une ferme ou une industrie, ou pour parvenir au sommet de la hiérarchie bureaucratique ou politique. La religion, l'art, le sport et même la science ont leurs fanatiques sortes de monstres psychologiques, dont l'unique passion absorbe tout. Ce sont des gens dangereux, comme tous les fanatiques et les déséquilibrés, et dont les actions, aucunement équilibrées par d'autres centres affectifs régulateurs, peuvent se transformer soudainement en actes malfaisants. Comme tous les complexes de réflexes se construisent selon un certain processus logique et que l'énergie diffusée par ces complexes les lie aux centres de la connaissance réelle, il s'ensuit que ces déséquilibrés accomplissent leurs méfaits, soit envers eux, soit envers les autres, avec une sorte de lucidité raisonnée qui surprend, mais qui nous montre l'aspect particulièrement adaptatif de la raison, c'est-à-dire la coordination des actes en vue d'atteindre une fin, quels que soient ces actes et cette fin.

On objectera que ces anormaux produisent des génies. Cette opinion courante est erronée. Le génie n'a rien à faire avec la folie. Si par génie on entend cet esprit créateur qui formule des concepts en avance sur son époque, et trouve ou invente des formes nouvelles d'activités humaines, il est bien évident que cette nouveauté ne sera un bienfait réel que si elle correspond à une faculté humaine spécifique, saine et vitale et non morbide. Et cette faculté, loin d'exister exceptionnellement chez le génie, doit exister chez tous les humains. Ce qui, chez lui, la différencie des autres c'est son intensité. Il y a chez le génie une forte et puissante construction de ses réflexes conditionnels ; une relation précise, poussée à un extrême degré entre tous ses complexes de réflexes ; enfin une meilleure liaison des réflexes entre eux, peut-être parce que l'énergie nerveuse se diffusant plus longuement, dans un réseau nerveux mieux construit, peut ainsi multiplier les rapprochements des voies se construisant incessamment.

Dans la folie c'est l'inverse qui se produit. Il y a diminution plus ou moins importante des liaisons entre les différents réseaux. Les relations entre ces réseaux et l'apport incessant des sensations présentes ne s'effectuent plus normalement. Enfin, les liaisons momentanées ne se créent plus selon l'ordre logique des faits,

mais d'une manière irrationnelle et incohérente. Autrement dit le fou ne s'adapte pas à la réalité, tandis que le génie prévoit et devine une réalité que les autres n'ont pas encore perçue.

L'homme normal est donc celui chez qui tous les centres affectifs s'équilibrent à peu près selon leur importance vitale respective. Quelques psychiatres classent ces centres ou tendances affectives innées en cinq groupes principaux : l'avidité, la bonté, la sociabilité, l'activité et l'émotivité, issus eux-mêmes des fonctions vitales primordiales qui sont : la nutrition, la génération et la motilité. Enfin une quatrième fonction : la réceptivité, se divise en mémoire, jugement, imagination. Ces trois dernières facultés correspondent aux trois éléments de la connaissance antérieurement étudiés.

Remarquons que ces tendances affectives présentent cette particularité de s'opposer presque entre elles et de s'équilibrer mutuellement. C'est ainsi que le besoin de conquête (avidité) et la combativité (émotivité) sont contrebalancés par l'amour et le désintéressement (bonté, sociabilité), tandis que l'activité en rend possible leur réalisation. Nous avons déjà là une indication précieuse pour la compréhension de l'homme raisonnable, et nous voyons que n'est pas raisonnable qui veut, mais qui peut, car l'équilibre de ces tendances innées est aussi peu dépendant de notre volonté, que l'est la nature de notre sexe ou la couleur de nos cheveux.

A cette personnalité héréditaire, ou innée, s'ajoute la personnalité acquise essentiellement formée par l'éducation (ensemble des réflexes conditionnels). C'est ici qu'il convient de faire intervenir un autre aspect du fonctionnement nerveux : l'inhibition. Cette inhibition, également bien étudiée par Pavlov dans ses effets, consiste en un arrêt, une disparition plus ou moins durable du réflexe conditionnel étudié. Elle paraît agir toutes les fois que l'excitant conditionnel agit seul, et faiblement, un certain temps (production d'un son, gratage, etc.) sans être accompagné de l'excitant absolu (repas, action de l'acide dans la gueule du chien, etc.). Voici une de ces expériences : l'excitant conditionnel étant le métronome on lui associe l'odeur du camphre, sans faire suivre ces deux excitants d'un réflexe absolu au repas. Tout d'abord le métronome agit et la salivation apparaît mais après répétition de ces excitants associés, le métronome n'agit plus, le camphre a créé l'inhibition et il faut attendre une demi-heure pour que le métronome puisse encore provoquer, seul, la salivation. L'inhibition se propage à peu près de la même façon que l'excitation. Elle se diffuse, s'irradie autour du point excité et revient se concentrer à ce point. Le réflexe conditionnel inhibé peut disparaître momentanément ou d'une façon définitive. L'inhibition joue un rôle très important dans le déterminisme psychobiologique. Elle nous explique les arrêts, les changements d'idées plus ou moins soudains, la variation des décisions, la disparition des concepts, en un mot toutes les modifications subies par les réflexes conditionnels sous l'influence des excitations extérieures.

Ainsi, l'éducation subie par l'homme depuis sa naissance, bien que ne faisant qu'imprimer des directives dans les tendances affectives, lesquelles restent toujours les sources initiales de l'activité humaine, peut tout de même modifier, non pas sa nature affective difficilement évoluable, mais son comportement actif. Autrement dit parmi les influences éducatives (car par éducation il faut comprendre tout ce qui a influencé l'être vivant : température, climat, aliments, vêtements, habitations, jeux, entourage vivant, etc., etc.) celles qui intéressent plus particulièrement la connaissance ont une grande importance et peuvent faire agir les individus dans des directions très différentes. Ce rôle des idées est donc de première importance dans le com-

portement extérieur des humains. L'éducation sociale ayant discipliné les tendances primitives, sans les amoindrir le moins du monde, ces tendances se satisfont plus ou moins bien, selon la nocivité ou l'excellence des idées. Ces idées, ou réflexes conditionnels supérieurs, sont probablement excités, ou inhibés, par les excitations extérieures toutes les fois que l'énergie nerveuse, divisée par la complexité de ces excitants (faits multiples, situation critique ou embrouillée, événements imprévus ou inexplicables, etc.), n'engendre pas l'action immédiate, unique et rapide, mais des ébauches multiples d'actions. Alors l'énergie nerveuse parvient jusqu'aux centres intellectuels et le processus habituel de la réflexion se réalise, suivi ou non d'action. Comme il est assez rare que l'homme soit sous l'empire d'une unique excitation, ou d'un unique centre affectif (ventre affamé n'a pas d'oreille, nécessité n'a pas de lois, etc.), nous voyons qu'à l'état normal les centres intellectuels sont perpétuellement excités pour adapter l'être aux réalités du moment.

Il se produit même autre chose, c'est que l'énergie nerveuse, issue de certains centres affectifs, n'est pas toujours nécessitée par une action motrice immédiate. Le système nerveux peut se comparer à une sorte de fabrique incessante d'énergie nerveuse qui, inutilisée par l'adaptation immédiate ou prochaine, aux faits objectifs, parcourt les divers réseaux nerveux des centres intellectuels, soit au hasard des excitations extérieures, soit sous l'influence d'un centre affectif excité subjectivement (influence des organes, humeurs, conesthésie, etc.), soit enfin sous l'excitation d'un complexe de réflexes très important formé par l'éducation (problèmes éthiques et esthétiques), mais en réalité dépendant d'une tendance primitive innée.

Ce vagabondage de l'énergie nerveuse, à travers des réseaux prodigieusement enchevêtrés, réalise ce que nous appelons communément imagination, rêverie, méditations, réflexions, abstractions intellectuelles, raisonnement.

Le rôle de ces méditations n'est pas nul, bien au contraire. Les voies nouvelles créées par elles ne le sont pas toujours en vain. Si certaines rêveries sont stériles, il en est autres qui, ayant construit des possibilités d'action, ou résolu des difficultés éthiques ou esthétiques, forment des voies toutes prêtes à des excitations futures et modifieront, conséquemment, le comportement ultérieur de l'individu.

Pouvons-nous, maintenant, définir le rôle de la raison et l'attitude de l'homme raisonnable ? Je crois que oui.

Nous avons, d'un côté, les tendances affectives qui nous font ce que nous sommes : c'est notre personnalité innée ou héréditaire. De l'autre, nous avons la personnalité acquise formée par l'éducation ou réflexes conditionnels. Nous avons vu que ces réflexes ont un rôle directeur et coordonnateur, tandis que les tendances affectives ont un rôle propulseur. Nous pouvons alors saisir le mécanisme des modifications volontaires de l'homme raisonnable.

Prenons l'exemple de ce gentilhomme ayant maltraité sa femme après boire, et lui faisant serment, après un dernier verre de vin, de ne plus jamais toucher à ce breuvage. Ce qu'il fit scrupuleusement, paraît-il. Il faut, pour comprendre mécaniquement ce fait, situer la psychologie du héros. En lui existent des centres affectifs très accusés : nutrition, génération, réceptivité, etc., lesquels se divisent en de multiples sous-états affectifs : gourmandise, amour, imagination, goûts esthétiques et éthiques ; et enfin connaissances personnelles et générales. Jusqu'à cet événement, c'est le centre important de la nutrition qui, par la gourmandise, a triomphé des autres, les inhibant par son excès d'énergie nerveuse. Mais, après ce fait excessivement important c'est le centre affectif de la génération, joint aux centres de l'éthique et de l'esthétique, qui réagissent sous

l'impression de la douleur féminine et, à leur tour, inhibent définitivement l'état affectif de la gourmandise. L'influx nerveux se diffusant alors (devant la complexité des faits) dans les centres de la connaissance y détermine cette résolution énergique et définitive.

Voilà le processus volontaire d'un acte dit raisonnable.

Bien entendu, cela ne satisfera point les adorateurs de la raison pure, lesquels feront ici intervenir un impératif catégorique inconditionnel, qui, sans cause, fera soudainement agir notre gentilhomme différemment. Cela ne fera pas non plus l'affaire d'un autre sorte de ratiocineur, qui voudrait que le héros se contentât de boire raisonnablement, sans passer ainsi d'un excès dans l'autre. C'est oublier qu'un homme ardent, à l'énergie nerveuse abondante ne peut être un modéré et que le côté éthique et éducatif, ayant été violemment excité, a réagi par le réflexe le plus efficace et le plus sûr : l'abstention définitive.

Si cette explication déterministe ne convient point aux mystiques qui rêvent d'une parfaite indépendance de leur raison, quant aux phénomènes physico-chimiques qui la créent, elle explique, par contre, très bien le mécanisme des déterminations, raisonnables ou non.

Nous comprenons alors que l'homme raisonnable, ou l'homme de raison, est celui chez qui existe déjà un certain équilibre des tendances affectives et qui possède une personnalité acquise fortement et diversement développée.

Ne peuvent pas être raisonnables le gastronome excessif, le sexuel pur, l'acteur à tout prix et le raisonneur exclusif ; car, concevant le monde conformément à leur nature trop spécialisée, ils s'adaptent mal aux réalités diverses du monde objectif, qu'ils déforment selon leurs spécialisations. Chez eux les centres esthétique et éthique déterminent cette connaissance personnelle que nous supposons inconciliable avec la connaissance réelle et objective, nécessaire à toute harmonie.

L'homme de raison a donc ses centres esthétiques et éthiques équilibrés par la diversité de ses tendances affectives, et sa connaissance réelle lui permet d'orienter son activité vers des réalisations harmonieuses avec les autres êtres. C'est là une des caractéristiques de l'universalité. La grande connaissance des faits permet des synthèses de plus en plus vastes, dans lesquelles les contradictions tendent à s'éliminer par le jeu même des constructions nerveuses, s'effectuant, nous l'avons vu, selon le processus des causalités.

La volonté n'est donc que l'effet durable du fonctionnement nerveux s'effectuant sous l'influence d'une tendance effective dans le domaine de la connaissance.

Comment, dira-t-on alors, peut-on devenir raisonnable, si on ne l'est pas naturellement ?

Cette modification volontaire, intéressante au plus haut degré, comprend deux activités différentes, soit qu'il s'agisse de soi-même, soit qu'il s'agisse d'autrui. Dans ce dernier cas, notre action porte inévitablement sur un défaut que nous constatons chez ceux que nous voulons rendre raisonnables. S'il s'agit d'un enfant, nous devons étudier soigneusement sa nature et ses tendances affectives et utiliser celles qui nous paraissent avantageuses, et bien établies, pour inhiber les tendances malfaisantes, et canaliser judicieusement les autres à l'aide de solides réflexes conditionnels, créateurs de centres esthétiques et éthiques, coordonnés à leur tour par de grandes connaissances réelles et synthétiques. Le centre affectif défaillant sera ainsi équilibré par une éducation tendant à universaliser tout de même l'activité future de l'enfant. Peut-être une certaine modification de l'activité des glandes internes permettrait-elle une amélioration du caractère, puisque certaines glandes agissent comme régulateurs de croissance, d'activité musculaire ou intellectuelle, etc. C'est un problème excessivement délicat et qui exige déjà un éducateur très objectif, très bien équilibré lui-même et

non déterminé par une des tendances exclusives examinées précédemment.

Ceci nous enseigne que n'est pas éducateur qui veut, et qu'engendrer un enfant est une toute autre chose que l'élever avec sagesse.

S'il s'agit d'adultes, nous pouvons encore, ici, nous trouver en présence de plusieurs cas, soit qu'il s'agisse de personnes sympathiques et de fréquentation continue ou très espacée ; soit qu'il s'agisse de personnes plus ou moins indifférentes avec contact prolongé ou intermittent. Toutes ces distinctions nous indiquent nos possibilités d'action sur elles, car le temps, la sympathie et la connaissance sont des facteurs efficaces de toutes modifications individuelles. Si nous avons pu déceler le point défaillant (qu'il ne faut point confondre avec un caractère original et hautement personnel, pouvant même receler du génie) se traduisant presque toujours par une déficience personnelle du sujet, nous pouvons agir, sur telle ou telle tendance affective très développée, pour inhiber les mauvais réflexes et créer d'autres complexes de réflexes éthiques ou esthétiques. Il est compréhensible que chez ceux que nous aimons, nous agissons sur le centre génératif et émotif, et peut-être réceptif ; tandis que, pour les indifférents, nous agissons plus spécialement sur la nutrition et la motilité, autrement dit sur l'intérêt et l'activité vitale.

Mais il est bien évident que, comme pour l'enfant, notre action sur autrui sera d'autant plus efficace que nous serons plus équilibrés nous-mêmes, et non aussi déséquilibrés que lui. Un excité ou un lymphatique ne seront jamais de bons éducateurs, car leur nature, bien qu'acceptable pour des tempéraments s'harmonisant avec le leur, leur interdit sinon des jugements justes — car nous savons que la connaissance réelle est accessible à tous les êtres sensés — mais certainement d'agir judicieusement. On peut penser correctement et agir très sottement.

Reste enfin le dernier cas, celui de l'amélioration de notre propre personnalité. Il peut paraître contradictoire d'établir à la fois et l'impuissance de la raison et son pouvoir créateur.

Pourtant la difficulté se résout le plus simplement du monde, par le fait, bien évident, que celui qui veut réellement se modifier est déjà déterminé par un centre affectif énergique. Ne se modifie pas comme cela, tout d'un coup, qui veut, mais qui est antérieurement déterminé, par une cause extérieure, à se transformer. Ces causes extérieures sont nombreuses, mais toujours elles se traduisent nettement en nous, dans le domaine de la connaissance, par une déficience, une infériorité de notre organisme vis-à-vis d'une représentation précise que nous avons d'un meilleur fonctionnement de nous-même. Que ce soit dans un combat physique, une lutte d'idées, une extériorisation affective ou intellectuelle, une tentative de conquête ou de satisfaction organique, toujours la réalité se différencie de notre action subjective.

Nos réflexes sont toujours plus ou moins adaptés aux faits, et cela détermine en nous une réaction plus ou moins vive. L'énergie nerveuse incomplètement libérée, ou entravée dans son cheminement, ne trouve point d'issue normale et crée un état, parfois pathologique, si une voie nouvelle ne vient utiliser cette énergie. La justification est souvent une de ces voies et l'inadapté, réagissant, rejette sur l'objectif les causes de son insuccès. Il y a peu de chance d'amélioration avec des réflexes pareils. D'autres vont à l'autre extrémité et, d'une pusillanimité excessive, s'accusent de tous les torts et finiraient par mourir de peur de vivre, si leurs réflexes organiques ne les propulsaient en avant.

L'homme de raison se différencie en ceci que sa connaissance du monde et de lui-même s'universalise équilibrablement. L'idée qu'il se fait de son moi, n'inhibe pas l'idée qu'il se fait de celui des autres. Ses méditations

nombreuses ont créé des voies synthétiques, harmonisant ses concepts. Qu'une inadaptation survienne, qu'une déception surgisse, qu'une contrariété le surprenne, qu'une inhibition l'indispose et comme tous les mortels il en ressentira très vivement, peut-être même très violemment, les effets. Mais, par les voies nombreuses de la méditation, une bonne partie de l'énergie nerveuse se dispersera et son action objective, visible, sera très différente de celle d'un homme irréflecti.

Par contre, l'échec de sa vitalité ne s'effacera point aisément de son organisme. La complexité de ses réseaux nerveux, leur extrême sensibilité, l'abondance de l'énergie nerveuse, sans cesse sollicitée et produite par cette difficulté fonctionnelle non résolue, finiront par créer des rapprochements, des liaisons dans les centres intéressés et de nouveaux réflexes s'organiseront, des inhibitions se créeront et son action future sera désormais autrement orientée vis-à-vis de l'événement excitateur.

Ainsi c'est sous l'influence des excitations extérieures que nous nous modifions ; influence qui libère en nous l'énergie d'un centre affectif, inhibant un autre centre affectif, par l'intermédiaire des centres intellectuels.

La voie de l'homme qui dit : je veux, ressemble donc aux hérauts annonçant des actes décidés sans leur consentement. C'est la trompette proclamant l'issue du tournoi. Quand la voix dit : je veux, les réflexes conditionnels ont déjà fonctionné, l'acte est en puissance, les réflexes moteurs en action.

Vouloir se modifier, c'est déjà sentir en soi un besoin d'agir autrement. C'est se déterminer selon des réflexes nouveaux, créés par le dehors. Agir raisonnablement, être un humain raisonnable, c'est avoir la chance de posséder en soi, et autour de soi, tous les éléments qui concourent à notre équilibre et à notre harmonie. Cette chance se traduit par un excédent d'énergie nerveuse, non produite par un échec, mais par un bon fonctionnement nerveux n'utilisant pas totalement cette énergie. C'est de l'épargne nerveuse, source de plaisir — lequel ne peut donc jamais être une cause d'action, mais est bien plutôt la conséquence, l'effet de l'action nerveuse — et la durée de ce plaisir forme le bonheur, ou joie de vivre.

N'est donc pas davantage heureux qui veut, mais bien qui peut.

Cette étude ne transformera pas un anxieux en excité, ni un exclusif en équilibré. D'un pessimiste elle ne fera pas un optimiste, ni d'un esprit faux un esprit judicieux. Elle permettra simplement à ceux qui sont des équilibrés qui s'ignorent, ou des équilibrés possibles, de devenir des équilibrés vrais, s'ils ne sont pas satisfaits de leur état actuel.

La psychologie objective permettrait, peut-être, à la grande majorité des hommes de ne plus se quereller dans des domaines où tous ont tort, ou raison, suivant qu'ils se placent au point de vue personnel et subjectif, ou impersonnel et expérimental.

Employons notre connaissance à cette discrimination nécessaire. Ne molestons plus autrui pour nos divergences. Cherchons un terrain expérimental pour trancher les différends si cela est possible ; faisons appel à ses tendances affectives, si les centres intellectuels coordonnent, ou universalisent mal sa documentation sensorielle ; et laissons-le en paix s'il n'y a aucune action positive possible avec lui. A charge de réciprocité, bien entendu.

Ma conclusion sera donc simple. La voici :

Nous sommes formés d'un mélange de personnalité innée et de personnalité acquise. De cet ensemble, hasardeux, il résulte que notre concept de la vie ne peut coïncider totalement avec celui des autres hommes, puisque les causes déterminantes n'ont pas été les mêmes pour tous les hommes. Seules, la spécificité de la nature humaine et l'objectivité des connaissances

peuvent créer des contacts avantageux et harmonieux entre les individus. Hors ces contacts, plus ou moins durables, il ne peut y avoir unanimité d'action.

La raison est l'ultime opération mentale permettant, sous l'influence des centres affectifs, particulièrement ceux de l'éthique et de l'esthétique, de synthétiser et d'universaliser les divers conflits subjectifs ou objectifs, par réduction ou élimination des contradictions s'opposant aux fins que l'être conçoit, en vue d'une meilleure adaptation de ces actes aux nécessités du milieu.

Etre raisonnable, c'est donc agir convenablement vis-à-vis de ses fins personnelles et vis-à-vis des fins collectives. C'est aussi séparer nettement ce qui nous est strictement personnel de ce qui peut être indentifié communément.

Enfin, se déterminer selon sa raison, c'est sous l'influence d'une tendance affective, inhiber une autre tendance affective nuisible. C'est créer d'autres réflexes mieux adaptés à la réalité, ou exempts de contradiction. C'est avoir la chance d'être possesseur d'un système nerveux suffisamment bien construit et équilibré pour que l'influx nerveux atteignant les centres intellectuels y crée des liaisons avantageuses, ou y emprunte les voies méditatives antérieurement créées conduisant aux actes sensés.

Et, c'est la vie, l'expérience qui seule démontre, en dernier ressort, par l'évidence des faits, de quel côté se trouve la raison. — IXCHUC.

RAISONNEMENT. Le raisonnement consiste dans un enchaînement de jugements, organisés de telle façon que le dernier dépende des premiers avec plus ou moins de rigueur. Instrument de démonstration et de vérification, il assure la cohérence de la vie mentale, rend la science possible et permet de prévoir. Il engendre, écrit L. Barbedette, « une représentation impersonnelle du monde qui, sur des points de plus en plus nombreux, provoque un accord unanime. Ses vérités ne sont pas celles d'une race, d'une époque ou d'un individu, ce sont celles de l'humanité entière, consciente de son milieu ; d'où son évidente supériorité sur les croyances religieuses, sur les opinions commandées par l'intérêt ou le sentiment ». Perceptions des sens, données de la conscience font l'objet d'une intuition immédiate ; mais bien des vérités ne peuvent être connues que d'une façon indirecte, grâce à la force démonstrative du raisonnement. Ce dernier, inexplicable par la seule association des idées, se ramène en définitive à une substitution de termes ; et sa rigueur sera d'autant plus grande que la similitude des termes substitués sera plus complète. En mathématique, où la similitude atteint son plus haut degré, le raisonnement obtient une rigueur absolue. Longtemps, on considéra le syllogisme comme la forme idéale du raisonnement ; d'où l'abus qu'en firent les scolastiques au Moyen Age. Oubliant de consulter l'expérience, ils raisonnaient à vide et n'aboutissaient qu'à de creuses abstractions, sans lien avec le réel. Dans le raisonnement inductif, l'esprit conclut du particulier au général ; il s'élève de la connaissance des faits aux lois qui les régissent. Dans le raisonnement déductif, l'esprit conclut du général au particulier ; il tire une vérité particulière d'une vérité générale. Le raisonnement par analogie, si conforme à la mentalité primitive, part de la constatation de certaines ressemblances pour en supposer d'autres.

RAISONNEMENT n. m. Le raisonnement est l'expression de la raison individuelle, de l'individualité, enfin de l'homme. C'est l'action de raisonner. Du reste, raisonner c'est observer, réfléchir, parler en dehors ou en dedans ; enfin, c'est calculer dans son propre intérêt, en rapportant tout à soi avec l'intention de rechercher ce que l'on croit le bien, de fuir ce que

l'on croit le mal, toujours et exclusivement pour soi-même. Un raisonnement sérieux comporte l'enchaînement de diverses raisons déduites les unes des autres et aboutissant à une démonstration logique. S'il en est ainsi, c'est que la caractéristique de l'homme dans ses multiples réflexions, dans ses calculs intéressés, le porte vers l'égoïsme dont il ne se séparera jamais entièrement, lors même qu'il fasse les plus sérieux efforts dans ce sens. Est-ce à dire que, si le raisonnement nous porte vers un égoïsme rationnel, qui est la source et la condition du progrès, qui assure l'existence générale, il ne doit pas, par le pouvoir que confèrent la force et les richesses dont certains hommes disposent au détriment des masses laborieuses, dégénérer en cupide exploitation comme la société actuelle nous en fournit l'exemple ? A cet effet, le raisonnement, de particulier à l'origine doit devenir social, c'est-à-dire être le même pour tous devant l'évidence des faits, ce qui revient à dire qu'il doit avoir pour tous un point de départ identique, un principe commun. Tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit dure, il est impossible, pratiquement, d'espérer la démonstration du principe d'équité. En époque de libre-examen, qui est la nôtre, non seulement la démonstration devient possible théoriquement, mais elle peut être fortifiée par les événements qui la justifient. L'on voit alors que le doute ne peut être combattu victorieusement par l'incontestabilité socialisant acquise et les conservateurs de toutes nuances continuent à évoquer l'ancienne foi, devenue impossible à restaurer. A ce moment, qui est celui de notre époque, nous remarquons que les progressistes, les matérialistes, plus ou moins déterministes, s'en remettent aux événements qui sont sans but et sans direction, et qu'à continuer ce mécanisme de la pensée et de l'action, c'est vers sa perte que l'humanité s'oriente. Les exemples d'immoralité diverse qui se multiplient à l'infini ne peuvent laisser de doute à cet égard. Cependant les matérialistes aiment s'appesantir sur les faits qui frappent leur imagination, leur intelligence ; ils oublient que les faits, par eux-mêmes, sont sans signification sociale. Les faits sont ce qu'ils sont et c'est au raisonnement à les déterminer. Tous les objets du raisonnement sont des faits ; et, parmi les faits, le raisonnement nous montre que les faits physiques ne sont relatifs qu'aux phénomènes, alors que les faits moraux le sont à la matière aussi bien qu'à l'intelligence, à la liberté, à la raison qui, elle-même, est un fait.

Dans le monde, il n'y a que des faits réels, éternels, et des faits apparents, physiques, temporaires. Les faits moraux, quels qu'ils soient, doivent être conformes au raisonnement sain. Ils sont une preuve surabondante, de la bonté du raisonnement qui les établit. Il en est ainsi parce que ces faits sont, eux-mêmes, le résultat du raisonnement, ils ne font rien autre que manifester la modification éprouvée par celui qui, en raisonnant, les accepte ou les repousse. Certains nous disent : inutile de raisonner avec les faits, les faits sont entêtés, ils s'imposent en dépit de tout ce que le raisonnement pourrait leur opposer. Un pareil raisonnement, qui a quelque apparence de logique, est cependant absurde. En effet, quel est le fait qui ferait admettre que deux et deux font cinq ou sept, que un n'est pas un, que deux plus deux ne font pas quatre ? Il en est de même du fait qui serait invoqué contre l'immatérialité de la sensibilité, contre la faculté du choix, du jugement exclusive à l'homme, contre la liberté de l'homme qui n'agirait que par la volonté d'un dieu ou sous l'empire de la fatalité du mouvement et de la matière. De même, la nécessité du contact de deux ou plusieurs organismes sensibles pour développer l'intelligence et le langage, pour faire enfin qu'il y ait conscience de soi et distinction entre les idées, les faits dont la conscience se compose et imprime aux organes la connaissance de la faculté qui détermine l'homme et l'action. Pour réfuter

ce raisonnement logique, certains matérialistes opposent la mobilité des tables qui parleraient et répondraient aux questions posées. Nous ne nous attarderons pas à expliquer que les tables qui semblent (à la suite de certains mouvements qui ne leur sont exclusifs qu'en apparence) formuler une réponse favorable à la conscience de l'acte, ces tables sont sensées participer à cet acte. Dans les mouvements de la table, il y a un *comment* et un *pourquoi*, mais dans les actes humains il n'y a ni *comment* ni *pourquoi*, parce que c'est superflu, inutile et qu'il est impossible de connaître le *comment* et le *pourquoi* d'un fait primitif, d'une vérité-principe. Si, dans le fait ou le principe il y avait un *pourquoi* et un *comment* à découvrir, il y aurait par cela même, dit De Potter, un fait antérieur, un principe encore plus primitif. Le cercle est vicieux. Cherche-t-on à savoir pourquoi la violette a le parfum que nous lui connaissons, et non celui du jasmin ou de la pensée ? L'homme est curieux et voudrait même savoir ce qui reste dans l'inconnaissable, quoique sans résultat pour son action individuelle et sociale. Ce qu'il y a à faire, logiquement, c'est de constater la réalité du principe ou du fait par un bon raisonnement. Nous avons le sentiment de nous-même et le raisonnement doit partir de là ; ce qui nous permettra de constater que l'ordre physique est ce qui est. Nous verrons alors que ce que nos sens perçoivent est le *comment* des choses, des phénomènes démontrés nécessaires dans leur enchaînement de causes et d'effets. Ce qui *doit être* est déterminé par leur *pourquoi*, et l'enchaînement de tous les *pourquoi*, déduits par identité d'une vérité qui n'a pas, elle-même, de *pourquoi*. C'est cette détermination logique qui constitue l'ordre moral.

Ainsi le raisonnement se présente sous deux aspects et constitue : soit un raisonnement simple, soit un raisonnement complexe. Le premier est la modification du soi qui n'est liée à aucune autre modification qu'elle-même ; le second est un enchaînement de deux ou plusieurs propositions qu'on peut ramener à soi et qui en sont des modifications. Ainsi le raisonnement simple ne peut donner lieu à aucune contestation. C'est la constatation d'un fait affirmé, d'une part, et que personne ne peut contredire. Le raisonnement complexe, seul, peut être bon ou mauvais. Il est d'une manière ou d'une autre, selon que l'enchaînement des propositions se rapportant à la modification du soi est ou n'est pas conforme à la raison. Pour mieux préciser, supposons que je dise : j'entends le son d'une cloche. Si je persiste à affirmer que réellement j'entends le son d'une cloche, il est absolument impossible de me prouver et même de prouver aux autres, que je ne l'entends pas. Cependant on peut conclure et démontrer qu'il n'existe pas de cloche à la distance où on peut l'entendre régulièrement, ce qui ne prouve pas que je n'en entends pas une ou plus exactement le son. Nous ne nous étendrons pas davantage sur des faits physiques constatés par le raisonnement simple et se rapportant à un raisonnement complexe. Nous aborderons le raisonnement métaphysique — ou plus que physique — qui, de l'ensemble des faits physiques et du fait de la conscience que le raisonnement a de son existence au moyen des modifications que ces faits lui font subir successivement, déduit la conséquence qu'il y a, hors et au-dessus de ces faits, une *vérité*, d'un tout autre ordre que celui dont ils font partie. De cet ordre de faits le raisonnement en compose la nature physique, qui n'a pas d'autre valeur réelle que celle des faits mêmes dont la succession constitue la réalité de l'être qui les perçoit ; et il appartient au seul raisonnement métaphysique de déterminer la réalité qui domine le fait primordial du sentiment de soi.

Ce que nous venons de dire prouve que le raisonnement est une propriété exclusive à l'homme de comparer, de juger, de faire un choix. Dès lors, le raisonnement devient l'animateur de la conscience pour appré-

cier les faits, aussi bien que le guide de la volonté dans son action déterminante. Le raisonnement est personnel, mais la raison qu'il doit déterminer peut devenir raison impersonnelle en n'enchaînant entre elles que des propositions identiques et en partant du fait perçu du sentiment de l'existence. En résumé, dit Colins, c'est parce que les hommes ont mal raisonné, jusqu'à ce jour, qu'ils sont malheureux en général. — Si la nécessité sociale les pousse à bien raisonner, comme nous le désirons, le chaos de nos jours fera place à l'harmonie et la société, dans son ensemble, sera heureuse. Puissons-nous le comprendre et en hâter l'heure ! — ELIE SOUBEYRAN.

RAPACITÉ n. f. On appelle rapaces certains oiseaux à bec fort et recourbé, à griffes puissantes qui se repaissent avec voracité de la chair de leurs victimes. Aussi la rapacité est-elle devenue synonyme d'avidité à se jeter sur une proie. Malgré des dehors avantageux et des manières polies, beaucoup d'hommes sont de vrais rapaces et vivent de la chair et du sang de leurs contemporains. « Ces graves messieurs, vultueux de la finance, de la politique ou de l'académie, crâne chauve et l'œil cerclé d'un monocle d'or, éplent sans douceur les faiblesses de leurs partenaires : celui-ci n'est qu'une outre gonflée de vent, celui-là sert de caniche à une maîtresse acariâtre, ce troisième d'intelligence redoutable est à vendre au plus offrant. Et, tandis que les bouches n'ont que miel à répandre, quand de partout s'élèvent des congratulations mutuelles et générales, chacun songe au meilleur moyen de frapper celui qu'il encense. » La guerre a montré jusqu'où pouvait descendre la rapacité des fabricants d'armes, des grands banquiers, de tous ceux qui vivent de la misère des peuples. Dans les colonies, rapines et brigandages se parent du beau nom d'action colonisatrice. Les jeunes peuvent tomber dru ; les mères peuvent pleurer. Qu'importe ! « Ce sang, ces larmes, écrit L. Barbedette, des hommes de proie en ont besoin : à l'abri des balles, ils guettent l'heure de la curée. Honneur ou progrès sont pour eux des prétextes, armée et diplomatie des instruments ; ils veulent des concessions fructueuses et sans bourse délier, des dividendes inouïs, de l'or, toujours plus d'or. » Au moyen âge, les rapaces ce furent les nobles, aujourd'hui, ce sont les capitalistes. Autour des gros oiseaux de proie vole, d'ailleurs, toute une armée d'éperviers de petite taille et de noirs corbeaux qui se nourrissent des débris laissés sur les champs de carnage. Du nombre sont les prêtres aux doigts crochus et aux dents longues, les argousins de tous grades, les juges, les politiciens au plumage passant du blanc de lys au rouge écarlate. Et loin de se liquer contre ces mangeurs de cadavres, les hommes les admirent et se résignent à devenir leurs victimes quand ils jugent utile de décimer les masses montonnrières. C'est afin qu'ils ne manquent ni de viande fraîche, ni de sang vermeil que les femmes procréent sans cesse et que les pères triment pour nourrir leurs rejetons. Souhaitons qu'un jour les travailleurs finissent par comprendre que les rapaces disparaîtront quand on leur donnera la chasse et que les peuples se refuseront à leur servir de proie plus longtemps.

RATIONALISATION n. f. On désigne, sous le nom de « rationalisation », l'ensemble des méthodes ayant pour but d'obtenir une triple réglementation : 1° des ateliers, par la standardisation et la taylorisation ; 2° des approvisionnements, par la standardisation et la normalisation ; 3° de la production, par le « fayolisme » et la formation des cartels d'écoulement. C'est, on le voit, toute une politique économique qui s'exprime à l'aide de ce seul mot : « Rationalisation ». Au fond, la « rationalisation » n'est qu'un mot nouveau employé pour désigner une très vieille chose. La rationalisation

n'est pas seulement économique ; elle a aussi un caractère politique et social très net, très précis qui ne peut surprendre aucun de ceux qui savent à quel point l'économie dirige la politique et détermine le social. On peut donc dire que la « rationalisation » se développe parallèlement sur ces trois terrains et affirmer qu'elle est la doctrine économique des puissances d'argent, dont le but final est le fascisme.

Il m'est matériellement impossible de tenter ici l'exposé chronologique et analytique de la rationalisation. Des gros volumes n'y suffiraient pas.

Je dois donc me borner, après avoir indiqué ce que sont, suivant des auteurs divers, la « standardisation » et la « normalisation » qui sont les bases de la « rationalisation », à examiner ce qu'elle est réellement et où elle risque de conduire le prolétariat, s'il ne réagit pas contre elle. J'en aurai fini, lorsque j'aurai rappelé la position prise par l'Association Internationale des Travailleurs sur cette importante question.

La « Standardisation » n'est pas américaine, comme on pourrait le croire. Elle est d'origine britannique. Elle consiste à unifier le travail des ateliers, de façon à ne faire créer que quelques modèles spéciaux et à réduire ainsi le nombre des éléments-types de fabrication. Les modèles « normaux » deviennent, si possible, des modèles adoptés internationalement. Il en résulte une extension immédiate et considérable du champ d'expansion des produits ainsi « normalisés ». La « Standardisation » indique surtout la création de calibres ou de formes mécaniques destinés à unifier, par exemple, le pas des vis ou des boulons, qui deviennent, de ce fait, utilisables par toutes les industries de tous les pays.

La « normalisation » a des objectifs beaucoup plus larges. Elle vise, en somme, à « l'organisation » moderne et scientifique de la production et des échanges, en vue de l'augmentation du rendement et de la vente.

C'est ainsi que s'exprime M. Charles d'Avron, dans un article paru dans « *Excelsior* » du 6 juin 1927. Et il ajoute : « On veut s'efforcer, en rationalisant, de mettre fin au gaspillage des énergies et des capitaux résultant de l'empirisme de l'industrie.

« On conçoit, par conséquent, que la rationalisation n'implique pas seulement des améliorations de l'outillage mécanique et la substitution de la machine automatique à la main-d'œuvre humaine, mais qu'elle suppose — et voilà tout le système — surtout « le remaniement général des cadres de la production, une refonte organique et totale de l'économie nationale... et, bien entendu, internationale. »

La « Standardisation » s'applique donc à l'exécution du travail dans l'atelier et dans l'usine ; elle donne naissance à la « normalisation » et celle-ci conduit à la « rationalisation ». Voilà le processus.

L'organisation scientifique du travail, avec ses deux branches différentes et complémentaires : le *taylorisme*, qui a trait à l'exécution du travail — auquel une étude spéciale sera consacrée — et le *fayolisme*, c'est-à-dire l'organisation rationnelle, scientifique de l'administration des entreprises, concourt également, et en premier lieu, à réaliser ce qu'on appelle la « rationalisation ». Selon ses protagonistes, pour que la rationalisation puisse donner son plein effet, il faut non seulement que le produit manufacturé soit fabriqué le mieux et le plus vite possible, qu'il réponde à un type « normal », susceptible d'intéresser une vaste clientèle, mais il faut encore que, par des ententes particulières et générales, les industriels qui le fabriquent s'assurent la collaboration d'industries voisines capables de les aider à se procurer à moins cher leurs matières premières, ou à écouler leurs sous-produits.

Il faut encore que par la formation de cartels, réglés par des accords commerciaux, l'industriel et le commerçant aient la certitude de trouver, le moment venu, des débouchés capables d'absorber leur production. On

voit, en effet, qu'il s'agit bien là d'une nouvelle doctrine économique, d'une *refonte organique et totale de l'économie nationale et internationale*.

Parlant de la « rationalisation » industrielle devant une assemblée composée de financiers, de parlementaires, d'industriels et de diplomates, le 6 décembre 1926, sous l'égide du « *Redressement français* », à la tête duquel on trouvait, à l'époque, MM. Mercier et Romier, M. Julius Hirsch, professeur à l'Université de Berlin, ancien ministre socialiste allemand de l'Economie Nationale, faisait appel à la collaboration du travail, du capital, de l'intelligence et de la main-d'œuvre et assignait comme but à la rationalisation : *Produire davantage, pour diminuer le prix de revient, pour assurer à la consommation des produits meilleurs et en plus grand nombre, pour appliquer le progrès, pour augmenter les salaires, pour rendre joyeux les foyers ouvriers, pour doter ceux-ci de l'hygiène, pour donner de sains loisirs aux travailleurs*. Le 1^{er} mai 1927, le « *Redressement français* » affichait ce « magnifique » programme sur les murs de Paris et, le 2 mai, M. Pierre Bertrand, rédacteur en chef du « *Quotidien* », lui donnait une adhésion retentissante qui décidait, par la suite, la C. G. T. à « *laisser se dérouler l'expérience de la rationalisation* ».

On connaît, aujourd'hui, les résultats de cette expérience. Il n'est pas exagéré d'affirmer que ces résultats — voulus — ne ressemblent en rien à ceux qu'indiquait M. Julius Hirsch, les mêmes d'ailleurs que M. Dabreuil, délégué de la C. G. T. et du Bureau International du Travail de Genève formulait, avec une clairvoyance (?) rare dans son fameux livre « *Standards* ». A l'heure actuelle, on peut dire que la rationalisation a eu pour conséquences : de produire davantage pour un salaire moindre, d'augmenter les prix, sans se préoccuper du caractère des produits ; d'appliquer le progrès mécanique, sans se soucier des conséquences de son application ; d'imposer des conditions de travail abrutissantes ; d'exténuer l'ouvrier jusqu'au point de l'empêcher de se recréer et, surtout, de créer un état de chômage permanent à caractère massif. Cela suffit à la juger.

Pour bien fixer l'attention du lecteur, pour l'édifier surtout, il n'est pas mauvais de lui faire remarquer que le chômage, qui est la conséquence directe de la rationalisation, a atteint, en premier lieu et le plus durement les pays les plus industrialisés, ceux qui ont appliqué le plus largement la rationalisation, c'est-à-dire, dans l'ordre : l'Amérique du Nord, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, etc., etc... Si, aujourd'hui, plus de cent millions d'êtres humains souffrent de la faim dans tous les pays du monde, ils le doivent d'abord et avant tout à la « rationalisation » barbare du capitalisme ; si les hommes de 40 ans restent sans emploi ; si les « cadres » sont imbus d'un esprit féroce, de caractère nettement fasciste ; si les ouvriers subissent les vexations de l'anthropométrie, du bernillonnage, etc., c'est parce que le capitalisme a « *remanié les cadres de sa production* », parce qu'il a insufflé à ses techniciens et à ses chiens de garde un état d'esprit nouveau, caractérisé par un *Mépris total de la personnalité humaine*.

On conçoit aisément que pareille situation ait incité l'A. I. T. à dire son mot sur la question. Voici comment : appelé à examiner la rationalisation, le IV^e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, qui s'est tenu à Madrid, du 16 au 21 juin 1931, déclare ce qui suit : « Considérant : que, dans le développement moderne des forces industrielles, la classe ouvrière organisée doit avoir exclusivement en vue d'exploiter ce développement en faveur des travailleurs ; que l'idée du perfectionnement de la technique est en soi-même une idée à laquelle nous devons faire bon accueil ; que ce perfectionnement concerne la technique musculaire et cérébrale tout aussi bien que la technique mécanique ;

« Que, néanmoins, ce qu'on continue à appeler pré-

seulement « rationalisation » ne prévoit ces perfectionnements qu'au profit du capitalisme et, par conséquent, au détriment de la classe ouvrière ; que cette rationalisation capitaliste, tout en augmentant sensiblement les profits industriels, abaisse sensiblement le niveau vital de la classe ouvrière, tant au point de vue matériel que moral et physique ; que le but fondamental d'un perfectionnement rationnel des méthodes de travail et de la technique industrielle devrait consister à réaliser, par une production plus intensive, un abaissement sensible du coût des produits fabriqués et, par conséquent, aboutir à une distribution accrue de ces produits, tout en apportant une diminution correspondante de la dépense d'énergie musculaire et nerveuse imposée aux travailleurs ; qu'une distribution plus large des richesses ainsi produites nécessiterait, par ricochet, une production plus intense et apporterait, par conséquent, une solution efficace à la crise mondiale du chômage ;

« Qu'en même temps la course aux profits exagérés et criminels de la classe capitaliste doit être sérieusement freinée par l'organisation, plus méthodique et plus resserrée, de la classe ouvrière contre les appétits du patronat ;

« Que le prolétariat doit étudier tous les projets concernant le perfectionnement technique de la production, de la distribution et des méthodes de travail, dans le seul but de défendre les intérêts et les droits des travailleurs ; le IV^e Congrès Mondial de l'Association Internationale des travailleurs place devant la classe ouvrière, en général, et devant les sections nationales de l'A. I. T., en particulier, l'urgente nécessité des mesures ci-jointes :

« 1^{re} En premier lieu, le perfectionnement des méthodes de travail du syndicalisme révolutionnaire, et la réorganisation de ses rouages, du Comité d'Atelier à l'Internationale elle-même, en passant par les syndicats et fédérations d'industrie.

« 2^{re} L'institution des Comités d'Ateliers qui auront pour mission, en liaison avec les Comités d'Usines, de renseigner le Bureau d'Etudes Techniques du Syndicat d'Industrie sur les perfectionnements et les modifications que le patronat se propose de réaliser, en vue d'en apprécier les répercussions probables et de déterminer, en toute connaissance de cause, l'action des travailleurs intéressés pour la sauvegarde de leurs conditions de salaires, de travail et de vie.

« 3^{re} L'envoi par les Bureaux d'Etudes fédéraux d'industrie des renseignements recueillis au Comité Economique National du Travail et à la Fédération internationale d'industrie intéressés. Ces derniers, à leur tour, auront charge de documenter le Conseil Economique International du Travail, organisme de documentation économique et de préparation révolutionnaire que l'A. I. T. se doit de créer. »

Ainsi se trouve précisée, en face de la rationalisation, la position du Syndicalisme révolutionnaire international, représenté dans le monde par l'Association Internationale des Travailleurs. S'il tient pour nécessaire le perfectionnement constant de l'outillage, des procédés de fabrication et de construction, s'il fait bon accueil à toute technique nouvelle de nature à augmenter l'importance et la qualité de la production, il entend que l'ensemble des méthodes et systèmes connus sous le nom de « rationalisation » profite, en premier lieu, aux travailleurs considérés à la fois comme producteurs et consommateurs ; par contre, il est irréductiblement opposé à toutes les mesures, quels qu'en soient le caractère et l'application, qui ne profiteraient qu'à la classe capitaliste et, par là-même, menaceraient les conditions de travail et de vie du prolétariat.

Pour sauvegarder les intérêts dont il a la charge et préparer les tâches de l'avenir, le syndicalisme révolutionnaire, représentant qualifié des travailleurs dans la Société actuelle, se rend parfaitement compte qu'il

doit constituer et faire fonctionner sans aucun délai les organismes techniques qui lui font encore défaut ou n'existent, çà et là, qu'à l'état embryonnaire, en même temps qu'il doit s'efforcer de développer les facultés de compréhension et la capacité d'action de la classe ouvrière, en vue de faire échec à cette « rationalisation ». — Pierre BEXARA.

RATIONALISME n. f. De même que nous opposons la méthode scientifique à la croyance dogmatique, nous opposons le rationalisme à la religion. Le rationaliste est partisan de la primauté de la Raison, dans tous les domaines. Le croyant n'admet cette primauté que dans les domaines étrangers à la foi religieuse. (Il serait plus exact de préciser ainsi : à sa foi religieuse personnelle. Car il admet très bien que les dogmes des autres religions soient analysés et discutés impitoyablement, passés au crible du libre examen et réfutés. Ce travail de critique lui paraît même nécessaire et bienfaisant, dans la mesure, tout au moins, où il est de nature à diminuer l'adversaire et à fortifier ses propres conceptions — auxquelles il est interdit de toucher sous aucun prétexte, bien entendu.)

Le motif de cette attitude est facile à apercevoir. En effet, les croyances ne reposent pas sur des faits démontrés, sur des connaissances acquises et toujours contrôlables. Elles sont faites de spéculations et de rêves et ne tirent leur force, quand elles sont sincères, que du seul mysticisme. En dernière analyse, c'est entre le mysticisme et le rationalisme que réside tout le conflit. Il y a une conception mystique du monde, visant à expliquer les phénomènes (ou du moins les principaux) par des interventions surnaturelles, par des pouvoirs invisibles et cachés, par des forces occultes.

En face de cette conception mystique (ou magique), la mentalité rationaliste se dresse. Le rationaliste ne veut connaître que des faits, avec leur déterminisme. Cette étude le conduit à formuler des lois, dont la connaissance lui est précieuse, puisqu'elle lui permet de régler sur elles sa conduite personnelle. Tous les progrès humains — tout ce qu'on appelle « Civilisation », est le fruit de la méthode rationaliste. C'est par cette méthode que l'homme est parvenu à surprendre quelques-uns des secrets de la nature. Dès que l'individu est parvenu à acquérir une connaissance rationnelle concernant une question quelconque, le mysticisme bat en retraite. On ne peut nier que le champ du surnaturel soit allé en se rétrécissant sans cesse, dans la mesure exacte où le domaine de la Raison s'était préalablement développé. La célèbre parole demeure toujours vraie : « Chaque pas de la Raison en avant marque un recul du Mysticisme et de la Foi. »

Tous les efforts tentés, parfois avec une grande habileté, pour concilier la Raison et la Religion, sont restés et resteront infructueux. Pourquoi ? Parce qu'aucune religion dogmatique ne résiste à l'examen. Chaque Eglise apporte sa « Révélation » plus ou moins enfantine, souvent même grotesque. La méthode rationaliste anéantit sans peine ces collections de légendes merveilleuses, ces fables insipides, ces affirmations sensationnelles et ces prodiges... La théologie ne peut vaincre et gouverner que par l'autorité. La raison ne peut, au contraire, se développer qu'en dehors de toute contrainte, par la Lumière et la Liberté.

Les adversaires du Rationalisme nous objectent : « vos arguments sont excellents aussi longtemps que vous demeurez sur le terrain scientifique, mais ils ne valent rien lorsque vous vous aventurez dans le domaine de la métaphysique. Il y a des vérités qui échapperont toujours à votre Raison et auxquelles il n'est possible d'arriver que par le canal de la Foi ».

Certes, il nous reste beaucoup à apprendre. La Science est bien loin d'avoir élucidé toutes les énigmes. Mais la religion est bien plus impuissante encore à répo-

dre les problèmes humains. S'il en est ainsi, les Religions sont irrémédiablement condamnées. En ayant leur impuissance formelle à les fonder sur la Raison, les défenseurs des croyances et des mystères religieux confirment notre thèse. Ils n'ont plus d'autre ressource que de barrer la route à l'examen, à la critique. — Ne touchez pas aux « vérités surnaturelles » ! Ce sont des choses éminemment respectables et sacrées... Ne troublez pas la candide quiétude des âmes que la religion aide à vivre !

Ainsi, c'est au nom de la Tolérance (?) que l'on demande au Rationalisme de mettre la Lumière sous le boisseau, de ne pas combattre le Dogme et de laisser le champ libre à l'Obscurantisme. Pendant ce temps, les gens d'Eglise enseignent leurs calembredaines à des enfants de six ou sept ans. N'ignorant pas que l'adulte serait réfractaire à leurs fausses conceptions, ils tiennent à prendre d'abord l'enfant. La Religion lui sera inculquée tyranniquement. Le prêtre usera de tout son ascendant pour dominer et faire plier la jeune conscience. Il fera même appel à la peur et n'hésitera pas à faire intervenir le terrorisme de son Dieu impitoyable, les lugubres (et cocasses à la fois) images de l'Enfer, du Purgatoire et du Diable.

C'est au nom de la Liberté Humaine que le Rationalisme intervient en faveur de l'Enfant. Le cerveau de celui-ci doit être préservé de toute déformation autoritaire. L'éducateur se bornera, sans faire pression sur lui, à mettre à sa disposition les éléments indispensables à sa formation harmonieuse et à son évolution normale. Le Rationalisme constitue la seule méthode véritablement émancipatrice, non seulement dans le domaine religieux, mais dans tous les autres domaines politiques ou sociaux. L'homme n'aboutira à rien de grand aussi longtemps que la Raison sera méconnue et sacrifiée au nom des intérêts de classe ou de caste. Comment la Paix, comment la Justice et la Fraternité, pourraient-elles être réalisées en dehors de la Raison ? Travaillons donc sans répit à éduquer les hommes, à fortifier les consciences, à développer en l'individu un idéal logique, élevé, puissant. C'est seulement ainsi que l'humanité pourra se libérer et grandir. — André LORULOT.

RATIONNEMENT n. m. Le rationnement s'impose dans deux cas : soit par suite de sous-production, soit pour éviter les conséquences des excès de consommation (au point de vue alimentaire surtout). Le rationnement est artificiel quand il résulte de la mauvaise répartition des produits du travail. Etant donné un groupement humain dont les besoins vitaux sont connus, en société égalitaire, le rationnement ne peut s'imposer que lorsqu'il y a impossibilité de satisfaire entièrement à tous ces besoins. Il faut dire que, dans ce cas, le rationnement ne sera jamais qu'une mesure transitoire, valable pour la période de passage de la société capitaliste à la société libertaire. En très peu de temps, en effet, le travail de tous les membres de cette société suffira à donner « à chacun selon ses besoins ». L'humanité est arrivée à une époque où, par l'emploi du machinisme, l'individu peut être totalement libéré des soucis qui le hantent depuis l'âge des cavernes (nourriture, vêtement, logement, sécurité). Encore faut-il que, par la révolution (ou par des révolutions), il se débarrasse des parasites qui le dominent et l'exploitent.

En période actuelle, il y a toujours rationnement forcé pour la classe prolétarienne, qui ne peut consommer selon ses besoins par suite de la répartition déféctueuse des richesses. Il n'y a jamais rationnement pour les riches. Même aux périodes de sous-production vitale (guerre), les puissants ont pu échapper aisément aux effets du rationnement (constitution de stocks, complaisances et complicités avec les maîtres de l'heure). Le chômage a pour conséquence un rationnement inten-

sif de la classe ouvrière, mais, par le jeu des contradictions économiques que le régime porte en lui, il est facteur de la décomposition même de ce régime et il aggrave la crise sociale. Et, lorsqu'un trop grand nombre d'individus souffre de misère tandis qu'une minorité de gervés détient les moyens de production, il y a déséquilibre total et, par suite, les conditions de rupture sont remplies ; l'explosion devient inévitable. L'aveulement d'une grande partie de la masse inconsciente ne fait que retarder l'heure de cette rupture, mais bientôt cette masse est entraînée par les éléments sains et elle apporte sa pierre à la construction sociale nouvelle.

Autre chose est le rationnement volontaire de l'individu qui a pour but de prévenir les conséquences des excès de consommation alimentaire, et le rationnement forcé qui doit réparer ces conséquences une fois l'imprudence commise. Ce rationnement sera certainement la règle générale à observer lorsque l'individu pourra consommer à satiété. Il est dès maintenant la règle de santé pour tous ceux qui consomment trop. Et ceux-ci sont relativement nombreux. Viandes, alcool, tabac, sont nocifs et trop souvent consommés avec exagération. Il a été constaté, en Allemagne en particulier, pendant la période de blocus, au cours de la guerre de 1914-18, la quasi-disparition du diabète, de la goutte et de nombre d'affections ayant pour origine un excès d'alimentation. Ces mêmes maladies ont réapparu dès que le ravitaillement a pu redevenir normal, c'est-à-dire dès qu'il n'y a plus eu rationnement. Que l'individu soit donc bien pénétré de cette idée que si, par la révolution, il peut un jour satisfaire à tous ses besoins, il sera de son intérêt même de se limiter. Dépasser la ration indispensable au maintien du corps en bon état de santé, sacrifier à des vices — tous artificiels — qui usent prématurément la machine humaine, cela serait se forger de nouvelles chaînes, cela serait s'avilir. Le rationnement — du latin *ratio*, raison — procédera alors de la raison, maîtresse souveraine des instincts et seule conductrice des hommes. — C. B.

REACTION n. f. Employé dans le langage, soit scientifique, soit ordinaire, le mot réaction possède de nombreux sens ; nous en retiendrons un, celui d'opposition au progrès. Doivent être qualifiés réactionnaires tout mouvement, toute doctrine, toute institution qui arrêtent le genre humain dans sa marche en avant. Parce que ce terme possède un sens péjoratif, les politiciens l'emploient volontiers quand il s'agit de leurs adversaires ; et nous assistons à ce spectacle comique de conservateurs forcenés, de notoires soutiens du capital et de l'armée qui, en parole, s'affichent hommes de progrès. Des prêtres poussent l'audace jusqu'à prétendre que l'incroyant retarde. Bien que réactionnaires dans le domaine social, politique, religieux, les riches s'estiment à l'avant-garde de leur époque, quand ils suivent les caprices de la mode en matière de vêtement ou d'auto. Pourtant la perfection ne s'identifie ni avec la nouveauté, ni avec la fantaisie, comme le supposent trop de civilisés. Ajoutons qu'un mouvement même révolutionnaire à l'origine, et préconisant des réformes utiles, se stabilise fréquemment, par la suite, dans une attitude régressive ; le politicien avancé d'aujourd'hui peut se réveiller réactionnaire demain. Mais tout devient clair, lorsqu'on accepte pour critérium du progrès le perfectionnement de l'espèce humaine. Ce dernier, n'ayant pas de limite, comporte une marche en avant ininterrompue ; et l'on conçoit qu'il se mue en réactionnaire, l'individu qui, s'étant avancé même très loin, prétend s'arrêter de façon définitive, alors que d'autres le dépassent considérablement. Toute nouveauté, toute invention, si ingénieuses soient-elles, qui s'opposent au perfectionnement physique ou mental de l'homme, s'avèrent des régressions. Lorsqu'ils doi-

vent aboutir à des conséquences désastreuses, plaisir et bien-être passagers ne sont plus que des appâts dangereux. Ce n'est point en raison de leur grand âge qu'une doctrine, qu'une institution, qu'un mouvement nous semblent réactionnaires ; l'harmonieux développement d'individualités libres et fraternelles, voilà le sûr indice nous permettant d'apprécier le progrès. Et nous n'hésitons pas à déclarer réactionnaires les nouveautés les plus en vogue, quand elles ajoutent d'autres chaînes à celles dont les peuples sont déjà surchargés.

Résolument tournés vers l'avenir, désireux de voir s'épanouir sans entrave toutes les virtualités de perfection que contient la nature humaine, nous ne pouvons admettre l'attitude réactionnaire, même lorsqu'il s'agit d'opérer le retour à une vie plus simple et plus saine : retour bien désirable assurément. C'est d'une autre façon, à notre avis, que l'on doit remédier au déséquilibre du monde contemporain. Dans l'*Incomparable Guide*, j'ai traité ce problème : « Devant les dangers de la situation actuelle, des penseurs tournent un regard plein d'envie vers le temps où nos pères, ignorants des complications de l'existence moderne, s'enivraient d'air librement, étanchaient leur soif à l'eau claire des fontaines, demandaient exclusivement aux fruits, aux racines, au produits non frelautés de la nature de quoi satisfaire leur faim. Dans tous les domaines, ils constatent les déplorables effets des habitudes introduites par la civilisation. Que de morts dues aux excès de l'automobilisme ou de l'aviation, à l'infamie activité des monstres d'acier qu'abritent les usines, aux progrès variés d'un machinisme sans cesse plus envahissant ! Combien de fraudes alimentaires imputables à la chimie ! Et les drogues synthétiques, les médicaments artificiellement fabriqués ne donnent-ils pas des résultats décevants ! Exempts de la majorité des maladies qui nous affligent, doués d'une musculature puissante, endurcis contre les intempéries, nos sauvages et lointains ancêtres connaissaient un bonheur dont nous avons le droit de regretter la disparition. La civilisation fait œuvre régressive ; sous les guirlandes de fleurs, elle dissimule des chaînes ; ses prétendus bienfaits ont engendré d'indiscibles douleurs. Élégant et policé au dehors, le moderne rejeton de l'homme préhistorique manque de vigueur physique et de ressort moral. C'est un dégénéré, dont l'ambition outrepassée serait risible si elle n'avait pour effet de le maintenir dans son égarement ; tourné vers l'avenir, il rêve de transformations plus profondes, alors que le salut consisterait dans un retour vers le passé. Débarassés des entraves d'une vie où l'artificiel tient une place excessive, revenons à la nature qui façonna le corps humain au cours d'innombrables siècles et qui, si nous le voulons, le régènera merveilleusement.

« Cette doctrine fondamentale a d'ailleurs revêtu des formes différentes ; sur la meilleure façon d'opérer pratiquement le retour à la nature, comme aussi sur l'aspect théorique du problème, les auteurs ne s'entendent pas. Plusieurs témoignent de préoccupations confessionnelles inadmissibles : ils n'ont pas compris que la religion, malsaine création de cerveaux ignorants, est encore plus nuisible que la mauvaie cuisine, que les appartements humides et sombres, que le manque d'exercice musculaire. Sourions des anathèmes contre la science que certains multiplient à profusion : indice fréquent de connaissances très superficielles ou de médiocres aptitudes pour la réflexion philosophique. Beaucoup, heureusement, ne songent point à nous ramener à l'époque où nos ancêtres habitaient des cavernes obscures, ne disposaient que d'instruments rudimentaires et disputaient aux grands fauves la pitance indispensable. Nous estimons, pour notre part, que le retour à la nature est conciliable avec les acquisitions heureuses de la civilisation. Bien plus, nous soutenons que

la science est seule capable de mettre un terme au déséquilibre signalé, avec raison, par tous les hommes un peu clairvoyants.

« Le passé ne connut point une vie idéale digne de nos efforts ; demandons-lui seulement des leçons qui nous fassent éviter chutes et faux pas. Pourquoi souhaiter le maintien de l'espèce humaine, si elle devait rester éternellement stationnaire ! Arrière les traditions déshéritées qui compriment les virtualités de perfection que notre nature contient. Inférieurs à nos ancêtres au point de vue physique, nous l'emportons sur eux, c'est indubitable, sous le rapport intellectuel. Remédions au dépérissement de notre organisme, sans renoncer aux conquêtes utiles d'une civilisation, coupable d'erreurs grossières, mais détentrice des trésors que la science et l'art ont accumulés. C'est vers un futur meilleur qu'il faut tendre ; ne regrettons point un passé sinistre dans l'ensemble. Puis, combien vaines nos malédictions contre un devenir conditionné, dans une mesure importante, par des faits cosmiques inévitables. Notre globe est le théâtre de perpétuelles modifications : température, humidité, distribution des terres et des océans, flore, faune ont changé à maintes reprises. Mais souvent la nature procède avec une lenteur extrême ; nous croyons immuable et définitif l'état sous lequel nous la voyons, parce que notre expérience individuelle n'a qu'une trop brève durée ». Les conditions extérieures n'étant plus celles d'autrefois, il serait dangereux de vouloir imiter servilement nos ancêtres préhistoriques ; la réforme de notre manière de vivre doit être œuvre de science et de réflexion. Pour qu'il soit utile, le retour à la nature doit s'inspirer d'un désir de perfection plus haute, non de tendances réactionnaires.

Historiquement, nous constatons d'ailleurs que les partis ou les hommes, en qui s'incarna successivement l'esprit conservateur, ont exercé une déplorable influence. Tardigrades, manquant de cœur ou d'intelligence, ils ne firent preuve d'énergie que pour barrer la route au progrès. Les privilégiés, ceux à qui l'organisation sociale assure d'abondantes ressources et de continuel loisir, rentrent habituellement dans cette catégorie. Satisfaits du présent, ils veulent que s'éternise un état de choses qui leur assure des avantages injustifiés. Aussi favorisent-ils toutes les forces oppressives, toutes les institutions réactionnaires qui s'opposent à l'émancipation des masses asservies. Prêtres, éducateurs, soldats, juges, gendarmes sont pour eux des auxiliaires indispensables. Depuis les temps les plus reculés, l'histoire est remplie par la lutte entre les partisans du statu quo et les pionniers d'un avenir moins douloureux pour la multitude des opprimés. Une sottise méchanceté, voilà, chez nous, la caractéristique la plus frappante des partis réactionnaires. Malgré la diversité des formules adoptées par eux successivement, le but constant de leurs efforts fut de retarder l'émancipation de la classe ouvrière et de maintenir au pouvoir les hommes de confiance de l'aristocratie. Royalistes à l'époque de la Restauration et sous Louis-Philippe, bonapartistes sous l'Empire, conservateurs ou opportunistes au début de la troisième République, ils sont maintenant démocrates, républicains de gauche, radicaux, voire socialistes. Entre les démocrates populaires, dont le cléricisme se colore en rouge pour mieux tromper les travailleurs, et les membres de l'*Action Française*, leurs adversaires du moment, la différence est minime ; les uns et les autres sont des soldats de la cause réactionnaire. A l'égard de tous les défenseurs des négriers du genre humain, nous ne saurions nourrir que des sentiments de mépris et de dégoût. — L. BARREDETTE.

RÉALISTES, RÉALISATEURS. On appelle réaliste l'individu qui a le sens des réalités actuelles, celui qui,

doué d'esprit pratique et de la faculté d'adaptation et d'assimilation, poursuit le dessein de tirer le meilleur parti des circonstances du moment, de se créer une bonne situation, d'être quelqu'un au point de vue de la société ou du milieu auquel il appartient. Ne s'embarrassant ni de théories, ni de principes, ni de scrupules, sa seule ambition est de remplir une fonction, d'occuper un poste qui lui assure des avantages immédiats, le mette à l'abri des événements malheureux qui risquent de survenir, qu'il a provoqués peut-être : crise économique, guerre, etc. Le réaliste ne fait pas de sentiment, ou plutôt, si le vent est au sentiment, il se déclarera plus sentimental que n'importe qui. C'est chez lui question d'opportunité. Tout est, en effet, pour lui affaire et réalisation. Le réaliste use de la religion, de la politique, de la vertu, de l'aspiration vers plus d'équité ou vers un devenir meilleur pour parvenir à la position enviée qui lui permettra d'assouvir ses appétits ou ses ambitions. Tout cela, en considérant comme des fumisteries et des opiums pour le peuple : et le civisme, et la foi, et la moralité et la société harmonique de l'avenir.

Pour citer quelques exemples : réalistes les détacheurs de coupons et encaisseurs de dividendes, détenteurs-accapareurs des moyens de production, manœuvres d'argent et brasseurs d'affaires, joueurs et spéculateurs en bourse et en banque. Ah ! certes, réalistes, ceux-là et comment ! Réalistes les monopoleurs et les privilégiés qui se disputent sur le dos de millions de victimes insensées les marchés commerciaux du monde exploitable. Réalistes, bien sûr, les capteurs de sources de pétroles et les Comités des Forges d'en deçà comme d'au delà du Rhin, réalistes les chemises noires du pseudo-César transalpin ou les rouges galonnards de la Moscovie soviétique. Réalistes aussi les copains roublards à la recherche d'une combine impérisseuse — n'importe laquelle — pourvu que ça rapporte — l'argent n'a pas d'odeur — fût-ce celle de solliciter leur inscription sur la liste des émargeurs aux guichets de publicité des emprunts de l'Etat qui prépare et fomenta la guerre, ou de la Haute Banque qui profite de la Barbarie universelle !

Nous appelons par contre *réaliste* celui qui veut faire passer dans la pratique une théorie ou une thèse qu'il ne lui suffit pas ou plus d'énoncer ou de diffuser par le verbe ou l'écrit. Pour celui-là il n'y a aucune jouissance dont il voudrait se priver, aucun raffinement auquel il voudrait renoncer, aucun appétit qu'il voudrait laisser inassouvi, mais ces réalisations, il les veut obtenir sans se prévaloir de l'archisme : domination de la société ou de l'homme sur l'unité sociale, exploitation de l'unité sociale par l'homme ou la société.

Le réalisateur, selon notre cœur, dit : « Tous les êtres sont à moi, comme je suis à eux ; ils sont faits pour ma consommation comme je le suis pour la leur ; mais étant bien entendu que pour réaliser cette proposition je n'aurai pas recours au système dont usent et ont toujours usé les gouvernements : coercition, contrainte, obligation, etc. » De sorte que ce n'est pas en adapté au milieu sociétaire et à ses conditions de fonctionnement que l'individualiste à notre façon veut réaliser, s'approprier et incite autrui à s'approprier le maximum de volupté possible, compatible avec son pouvoir de jouissance.

Bien au contraire, c'est en révolté, en réfractaire, en négateur, en contempteur des valeurs économiques, intellectuelles, éthiques, consacrées par l'archisme que l'individualiste à notre façon réalise, c'est-à-dire foule aux pieds croyances, conventions, idées préconçues, restrictions et constructions de tout acabit, qu'il fera litière des *impedimenta* que l'autorité religieuse et la domination laïque cultivent au sein des masses. Dans le domaine de la pratique — et il n'est pas question

ici d'optimisme ou de pessimisme — tout programme qui ne se réalise pas est chiffon de papier et rien de plus. Philosophes, ratiociner, couper des cheveux en quatre, discuter à perte de vue pour savoir si l'on est déterminé absolument ou partiellement est excellent quand il y a eu réalisation d'une sorte ou d'une autre — auparavant, c'est du temps gaspillé. Se tâter pour se rendre compte si l'environnement est une illusion ou un fait qui existe tel que nous le voyons, est compréhensible quand il y a eu réalisation — auparavant, c'est du temps perdu. On imagine difficilement le nombre d'heures de la vie que nous dissipons à métaphysiquer entre nous — tout en faisant la moue quand on nous parle du monde moral ou de l'état spirituel.

Notre anarchisme n'est pas une religion, une promesse de vie future, un rêve de vie meilleure ; il est vie et activité. Il est dynamisme et non hypothèse. Notre individualisme est égoïsme actuel, égoïsme de jouissance palpable, égoïsme de joie de vivre — un égoïsme capable de s'associer à d'autres égoïsmes, à un très grand nombre d'égoïsmes. La société anarchiste, le milieu individualiste anarchiste existe aujourd'hui : il est composé de tous ceux qui ne veulent ni dieu ni loi pour régler leurs affaires, passer contrat ensemble, s'associer dans un but quelconque.

Toutes les objections qu'on peut opposer à cette constatation, à ce fait, dénotent tout simplement chez les objecteurs de la paresse de compréhension ou de la déloyauté. Les premiers chrétiens avaient réalisé des associations où ils vivaient plus ou moins parfaitement leur conception de la vie, les Carpocratians, les Frères du Libre esprit, je ne sais combien de milieux analogues ont vécu et se sont développés sans se soucier si l'ambiance leur était favorable ; les communautés religieuses vivent et se développent. Ce qu'ils ont pu faire, les individualistes anarchistes le peuvent aussi, s'ils le veulent. Toute la question est là : c'est une affaire de volonté individuelle ou collective. L'on se plaint que notre propagande ne porte pas de fruits. D'accord. Qu'il se forme des milieux fraternels, tellement différents des groupes ambiants que les nouveaux venus y seront conquis par l'atmosphère de camaraderie franche, d'intimité sincère, qui y régnera. Mais si l'on retrouve dans ces milieux les mêmes façons de juger, les mêmes préjugés, les mêmes timidités, les mêmes réticences que dans les milieux bourgeois, mieux vaut s'abstenir.

Et qu'on ne prenne pas pour une réalisation individualiste le fait de se trouver possesseur d'une petite maison, à la campagne avec un champ alentour, où finir ses vieux jours, associé à une compagne jalouse et qui s'insoucie de la propagande des idées qui vous sont chères. Et qu'on ne qualifie pas réalisation individualiste non plus le fait d'être un petit commerçant ou un négociant moyen, dont les affaires prospèrent. C'est un moyen de débrouillage, où l'honnêteté ne joue qu'un rôle secondaire et rien de plus. Je le maintiens. Dès qu'on possède, ou qu'on se décide à acquérir la volonté de réalisation, la mise en pratique de l'Une tout au moins de nos revendications devient facile. L'irréalisation est une preuve d'impuissance ou de mauvaise volonté. — E. ARMAND.

RÉBELLION « (du lat. *rebellio*), n. f. Révolte, résistance ouverte aux ordres de l'autorité légitime ». Voilà donc, d'après le *Dictionnaire Larousse*, la définition du mot. Il semble clair que la rébellion soit l'acte de désobéissance, d'un ou de plusieurs individus, à l'autorité — tout simplement, sans ajouter le qualificatif : légitime. — Car ce qui paraît légitime aux éducateurs plus ou moins officiels des enfants du peuple ne l'est pas pour nous, qui ne sommes ni des écoliers naïfs, ni des étudiants prétentieux, ni des électeurs ignorants,

mais des individus conscients à la recherche de toutes les vérités.

Le mot *Rébellion* a pour synonymes : *Émeute*, *Insurrection*, *Mutinerie*. Mais comme tous les synonymes sont imparfaits, il nous paraît nécessaire d'analyser, ici, chacun de ces mots et d'autres encore comme : *Résistance*, *Révolte* pris dans leur vrai sens et selon les actes, les faits, les théories, les raisonnements qui se rapportent à ces différents mots (voir ces mots). Nous devons les examiner avec notre raison et notre mentalité qui ne sont certes pas la raison et la mentalité bourgeoises soumises à l'autorité légitime. Par le fait même, nous sommes en rébellion, en résistance ouverte contre la façon de comprendre ces mots selon l'enseignement officiel. Selon le Droit bourgeois : « Pour que la rébellion constitue une infraction punissable, il faut : 1° Qu'il y ait « attaque ou résistance avec violence et voies de fait » ; que cette attaque ou résistance soit dirigée contre « les officiers ministériels, les gardes-champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire » ; 3° que les personnes ainsi déterminées agissent « pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements ».

La rébellion constitue un crime : a) lorsqu'elle a été commise par plus de vingt personnes, soit armées, soit non armées (dans le premier cas, elle est punie des travaux forcés à temps ; dans le deuxième, de la réclusion) ; b) lorsqu'elle a été commise par une réunion armée de trois personnes et plus, jusqu'à vingt (elle est alors punie de la réclusion). En toutes autres circonstances, la rébellion est un simple délit, puni correctionnellement.

L'article 219 du Code pénal assimile aux réunions de rebelles les émeutes qui peuvent éclater dans les ateliers publics, les hospices ou les prisons. Celui qui fait acte de rébellion est un rebelle : Il refuse d'obéir à l'autorité légitime, il se révolte.

Mais la rébellion ne peut être considérée comme un forfait que si elle est vaincue. Les rebelles victorieux sont des héros, des justiciers, des sauveurs de toutes sortes de belles entités, selon les circonstances, les lieux, les motifs et les buts de la rébellion. Selon le point de vue où l'on se place, la Rébellion est sainte, héroïque, sacrée ou elle est horrible et criminelle. Dans toutes les Révolutions ou politiques, ou religieuses, ou sociales, sont ordinairement considérés comme rebelles ceux qui se révoltent contre un joug, une tyrannie, un régime. Que ces rebelles aient conquis le Pouvoir, ou renversé le tyran, ou transformé le régime, ce sont, alors, les vaincus, s'insurgeant à leur tour, qui deviennent les rebelles.

En principe, le Rebelle a toujours tort, selon les soutiens ou les partisans de l'ordre établi. S'il réussit dans son acte de rébellion, s'il est vainqueur, alors, il n'a plus aucun tort. Il est le héros de la Justice, de l'Indépendance, du Droit, de la Liberté. Si les combattants de la Commune n'avaient pas été vaincus par l'armée de Versailles, en mai 1871, ils eussent été les fondateurs immortels du Régime Républicain pour lequel ils sont morts.

La rébellion c'est, pour l'agent des mœurs, l'honnête femme qui résiste à l'infâme maladresse, à l'ignoble erreur de ce voyou légal qui arrête souvent, à tort et à travers, des malheureuses coupables de se trouver seules sur la voie publique. Cet individu est assermenté et quand il prétend avoir vu cette femme, non accompagnée, proposer par ses allures le commerce de son corps, il est cru sur parole, car il est assermenté. Le magistrat donne rarement tort à l'auteur d'une arrestation opérée par l'un de ces handits des Mœurs et,

s'il soutient qu'il y eut rébellion, la malheureuse n'est pas seulement flétrie de la mise en carte, c'est-à-dire inscrite et assujettie aux règlements ignominieux des filles soumises et ainsi matriculée dans le troupeau des prostituées, elle doit répondre de l'accusation d'injures et coups à agent de la force publique et se voit condamnée sans délai à plusieurs mois de prison. A la prison de Saint-Lazare, elle fait connaissance d'autres rebelles, victimes de la Police presque toujours, en tout cas, victimes de la société qui prétend que la réglementation policière de la prostitution est une institution magnifique, digne de la société bourgeoise qui réglemente ce dont elle a besoin. En effet, la Prostitution est nécessaire à la pourriture bourgeoise, au nom de sa morale hypocrite, comme le Militarisme et la Caserne lui sont indispensables au nom de son Patriotisme. Pour l'un et pour l'autre, ce sont les enfants du Peuple qui sont enrôlés et sacrifiés. S'ils osent se révolter, au moment de l'enrôlement ou après, ils sont d'inqualifiables rebelles, de monstrueux mutins et, pour ceux-là, le Code n'est pas tendre. Ne faut-il pas, au gré des profiteurs du Régime bourgeois, de la chair à plaisir et de la chair à canon ?

Il y a également rébellion dans les masses exploitées. On ne vénère pas les enrichis du travail des autres. La classe ouvrière, par moment, semble prendre conscience de sa force et de sa valeur. On a pu le constater, surtout avant la terrible guerre de 1914-1918, au temps où le Proletariat savait s'organiser en dehors des politiciens et des intellectuels et, confiant en lui-même, croyait à son émancipation sociale par sa propre action, directement exercée contre tous ceux qui exploient, commandent, trompent, asservissent. Il était sur la bonne voie du syndicalisme révolutionnaire, se suffisant pour affranchir les producteurs du Patronat, du Salarial et de l'Autorité sous toutes ses formes. Les travailleurs reviendront à ces efficaces méthodes. Ils répareront les dégâts de la désunion causée par la question politique et ils rattraperont le temps perdu. Il y a déjà,

Il nous faut parler ici d'un genre de rébellion particulièrement intéressant. Cela se passa pendant la guerre de 1914-1918 et l'on en a parlé depuis. Des volumes, des articles de journaux ont donné des éclaircissements sur ces faits, connus maintenant et classés sous le titre de *Mutineries dans l'Armée française*.

en ce sens, de significatives rébellions contagieuses.

C'est ainsi que, dans le journal *l'Œuvre*, Paul Allard a publié sous ce titre une série d'articles, d'après les *Comités secrets* qui se sont tenus à la Chambre des députés, sur les Mutineries de 1917.

Ces articles ont fait sensation et nous pensons que le volume qui paraîtra aura le succès de curiosité qu'il mérite. Il faut savoir ce que furent ces mutineries d'après les *Comités secrets*. Voici donc ce qu'annonçait Paul Allard, dans le journal *l'Œuvre*, du 26 août 1932 :

« C'est le 29 juin 1917 que s'ouvrit — dans quelle atmosphère de fièvre et de passion ! — la deuxième série des *Comités secrets* : celle où furent longuement évoquées les fautes commises par le Haut Commandement dans la conception et l'exécution de la meurtrière et criminelle offensive du 16 avril 1917 et ses conséquences les plus directes et les plus douloureuses : les mutineries.

« Et c'est une des premières révélations historiques aujourd'hui incontestées des *Comités secrets* de juin et juillet 1917 : la révolte des « poilus » — qui s'étendit d'une manière insoupçonnée du peuple français et des combattants eux-mêmes — sur tous les fronts, même les plus lointains (Salonique, Palestine, etc.), résulte de l'inutile massacre de plus de 100.000 soldats français, victimes de l'impéritie et d'on ne sait quel délire d'orgueil et de vertige de triomphe facile du Haut Commandement, représenté par les généraux Nivelle, Mangin, Micheler et Mazer. »

Et Paul Allard continuait en promettant des révélations sensationnelles sur les rebellions militaires.

Le samedi 27 août, paraissait le second article. Parmi d'autres choses, on y lisait :

« Ce n'est pas de la gauche ni de l'extrême-gauche que partirent les réquisitoires les plus passionnés contre le haut commandement : c'est un député de la droite, le lieutenant Ybarnegaray, qui exerça sur l'assemblée un « effet foudroyant », par le récit pathétique et indigné qu'il fit, d'une voix tremblante d'émotion et les yeux encore pleins d'horreur :

« Je vois et je verrai toute ma vie, sur l'immense plateau de l'Aisne, un quart d'heure après le départ des « vagues d'assaut, ces groupes errants de noirs courant au hasard, cherchant leurs chefs, se faisant massacrer par les mitrailleuses et aussi par nos propres « 75 !... A six heures du matin, la bataille était commencée : à sept heures, elle était perdue !... Nous « étions loin du rêve du matin ! Le rêve, c'était la marche en avant, l'offensive joyeuse, hardie, rapide !...

« ...Et alors, de tout ce désordre, de toute cette douleur, de toute cette terre sanglante, c'est une immense « se désillusion qui monte !... Et aussi le reproche, la « colère, les mots violents vers ceux qui, dans un geste « imprudent, ont ainsi sacrifié le meilleur de nos soldats !... »

« Albert Favre, Abel Ferry, de nouveau Ybarnegaray, et enfin, le capitaine d'artillerie Albert Lebrun, apportent, ensuite, un ensemble de faits écrasants.

« M. Albert Lebrun résuma, avec son éloquence sobre précise et dépouillée de polytechnicien, les fautes commises par les grands chefs militaires.

« Pour sortir de la situation où nous sommes — conclut le futur chef de l'Etat — il faut trouver autre « chose ! Le gouvernement n'a pas su contraindre le « haut commandement à abandonner cette sorte d'omniscience qu'il affecte (applaudissements) ni l'obliger à s'adapter aux faits, et à ne pas se laisser surprendre par eux comme nous l'avons été depuis le « début de la guerre ! Ce sont ces faits que nous ne « voulons plus voir se reproduire ! » (Vifs applaudissements sur tous les bancs.)

« M. Diagne, défenseur-né des troupes noires, fit, à son tour, un récit émouvant, appuyé de menaces précises, du « massacre des noirs » de l'armée Mangin.

« Il révéla qu'avant son interpellation, un officier d'ordonnance du général Mangin était venu lui demander, au nom de son chef, de retirer son interpellation. Faisant allusion aux événements du 16 avril, il lui en a donné cette explication :

« Nous avons été desservis par le temps : le marron « nier du 21 mars n'a pas fleuri ! C'est là notre seule « faute ! » (Bruit sur tous les bancs.)

« Quant aux malheureux noirs, « fondus par le feu, en débâdade par suite de l'absence des chefs tués, obligés par le froid de mettre leur fusil sous le bras, en parapluie, incapables de se servir de leurs grenades, de mettre balonnette au canon, voués à un véritable massacre sans utilité par l'imaginable légèreté des généraux », M. Diagne conclut :

« Et c'est à ces hommes-là que vous demandez de « finir la guerre pour vous ? Non, messieurs ! Je n'accepte pas cette idée. Je ne veux pas vous humilier : « ce n'est pas digne de la France ! »

Le dimanche 28 août 1932, sous la signature de Paul Allard, paraissait dans l'Œuvre, un troisième article, intitulé : *La parole est à M. Laval*. Le député d'Aubervilliers avait signalé à la Chambre combien était mauvais l'état moral du pays en général et, plus particulièrement, celui des soldats du front.

C'était bien une révolte militaire, cette rébellion, cette mutinerie si grave, si contagieuse que ceux de l'arrière qui en avaient eu connaissance en tremblaient

de frayeur ou en tressaillaient d'espoir en la Révolution possible et en la paix immédiate.

Le lundi 29 août, l'Œuvre insérait, sous le titre : *Le Rapport du général Pétain*, un quatrième article. Voici des extraits de ce rapport :

« Des actes d'indiscipline collectifs — écrit le général Pétain — se multiplient de façon inquiétante depuis quelques jours. Une compagnie qui doit participer aux nouvelles attaques sur le moulin de Laffaux, refuse de monter en ligne. Dans les cantonnements, partout sont posés des papillons : « A bas la guerre ! Mort aux responsables ! » Les hommes déclarent hautement qu'ils ne veulent plus se battre tandis que dans les usines, leurs camarades gagnent 15 à 20 francs par jour. »

« ...19 mai : un bataillon qui devait faire la relève se disperse dans les bois. »

« 20 mai : un dépôt divisionnaire désigné pour renforcer un régiment parcourt les rues au chant de l'Internationale, fouille la maison du commandant de dépôt, envoie trois délégués chargés de porter les réclamations. »

« 26 mai : Les hommes de quatre bataillons qui doivent remonter dans le secteur se rassemblent dans le cantonnement du quartier général de la division. Les efforts du major et des officiers sont vains pour obtenir la dispersion du rassemblement. »

« 27 mai : Dans la région de La Fère-en-Tardenois, un bataillon doit être embarqué en auto pour entrer en ligne. Les meneurs, excités par la boisson, parcourent le cantonnement en poussant des cris. Ils tirent des coups de fusil et empêchent l'embarquement. Au lever du jour, les mutins courent à la gare pour prendre des trains d'assaut. Un fort détachement de gendarmerie les en empêche. »

« 29 mai : Les régiments qui doivent se mettre en marche manifestent, se forment en cortège et chantent l'Internationale en criant : « On ne montera pas ! On ne montera pas ! »

Le mardi 30 août 1932, un cinquième article sur les *Mutineries dans l'Armée française, d'après les documents secrets*. Cet article, dans l'Œuvre a pour titre : *M. Diagne à la Tribune*. L'auteur montre M. Diagne plaidant avec ardeur la cause des troupes nègres particulièrement éprouvées. Il ajoute : « Les nôtres sont venus ici pour accomplir un devoir patriotique. Mais, à aucun moment, il ne saurait être question, — et si le gouvernement ne m'en donne pas l'assurance, je suis décidé à le répéter en séance publique, — en aucune circonstance, ni aujourd'hui ni demain, il ne saurait être question de demander aux nôtres d'accomplir une besogne qui n'est pas celle de soldats. »

Et le mercredi 31 août 1932, le journal l'Œuvre publie son sixième article sous le titre : *Au tour de M. Dalbiez* :

« Le 29 juin, lit-on, c'est M. Victor Dalbiez qui, à 3 h. 35, la séance publique étant close et les tribunes évacuées, prit la parole :

— Il est indispensable que la Chambre soit mise au courant des renseignements que la Commission de l'armée a reçus du ministre de la guerre. Le pays souffre de ce régime du silence qui lui a été imposé depuis si longtemps. Le résultat de ce silence c'est que la légende — la légende qui se crée et se propage — dévalorise beaucoup plus sûrement le pays que la vérité ! Si nous n'avions pas eu peur de la vérité depuis le début de la guerre, et surtout si nous n'avions pas eu peur de la dire au pays, nous ne serions pas, aujourd'hui, en proie à de vives inquiétudes au sujet de l'état moral de nos combattants !

« Non, messieurs, nous ne pouvons pas continuer la guerre les yeux fermés ! Vous savez que cela nous a conduits à deux doigts de l'abîme, car les gouvernements se laissent prendre eux-mêmes aux formules qu'ils servent au pays !

« Et nos chefs militaires s'hypnotisent, eux aussi, sur des formules ! Quand ils disent aux combattants qu'il faut passer, coûte que coûte, la formule leur suffit ! Ils ne savent pas que, lorsque les mitrailleuses sont en action, il n'y a aucune volonté humaine, aucun héroïsme qui puisse venir à bout de ces instruments-là !... »

« Or l'attaque du 16 avril, cause essentielle des mutineries, a été ordonnée alors que les états-majors savaient que les ennemis étaient au courant de nos intentions. L'ennemi savait parfaitement comment elle se déclencherait, à quelle heure elle se déclencherait et comment elle serait conduite !... »

« M. Victor Dalbier montra, à l'aide de documents, que les chefs d'unités savaient — et certains pleuraient en donnant aux poilus l'ordre de sortir de la tranchée — qu'ils conduisaient leurs troupes à une mort inutile. En vingt minutes, des unités entières ont été fauchées. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que quinze jours après, lors des attaques du 5 mai, les mêmes erreurs, les mêmes fautes, les mêmes crimes ont été commis. »

Enfin, le jeudi 1^{er} septembre 1932, paraît le septième article sous ce titre : *Et M. Abel Ferry lui-même :*

« — Pourrons-nous passer un quatrième hiver de guerre ? demanda ensuite d'emblée M. Abel Ferry. Le pourrons-nous dans les circonstances présentes ? Chacun de vous connaît maintenant, messieurs, la crise morale, douloureuse, par laquelle passe l'armée française. Le poilu n'est pas tel que le représentent les journaux. C'est une pauvre chose héroïque qui souffre, qui souffre beaucoup et qui, actuellement, est arrivé à un degré d'usure physiologique dont, ici, vous n'avez pas idée. »

Voilà ce que disait, en pleine guerre, un député français qui devait, plus tard, être tué à l'ennemi, M. Abel Ferry. Il n'hésitait pas à demander au gouvernement, pour calmer la révolte des héros, des sanctions contre les chefs responsables des plus grandes fautes...

Après avoir ainsi exposé les causes — strictement militaires — des mutineries de l'armée, la Chambre entendit les rapports de délégués au front.

Et, d'abord, M. Aristide Jobert.

M. Jobert n'hésita pas à opposer ceux qu'elles avait chargés, au front, de missions d'enquête.

Il fit une antithèse liminaire, l'impunité des coupables haut placés et l'impitoyable sévérité pour les véritables victimes : ceux qui se sont mutinés à la suite de ces effroyables aventures. C'est immédiatement après que, sur tout le front, se produisirent, dans l'armée, des révoltes.

Quant aux causes de la révolte, il y a, d'abord, le retard systématique des permissions ; les cantonnements défectueux ; le repos dérisoire donné à certaines unités combattantes ; les brimades... »

Mais, ô surprise... après ce septième article... silence et déception. Sans prévenir, l'*Œuvre* avait cessé cette publication d'articles sur les Mutineries militaires de 1917. Que s'était-il donc passé ? Comment expliquer cette suspension soudaine ?

C'est le 10 septembre 1932 que parut une explication sous le titre : « *La Fin des Mutineries* ».

« Nous continuons, disait Paul Allard, de recevoir, à l'*Œuvre*, une très abondante correspondance dont le thème essentiel est celui-ci : « Pourquoi ne poursuivez-vous pas la publication de vos passionnantes révélations sur les mutineries dans l'armée française en 1917 ? »

Pourquoi ?

Pour une très simple raison. C'est que l'*Œuvre* est un journal qui se pique de suivre l'actualité quotidienne et ne se considère pas comme un dépôt d'archives historiques, que le sujet des mutineries est immense et qu'il fallait bien arrêter ce récit à un certain moment, sous peine d'encombrer, indiscrètement, les colonnes d'un journal auquel je suis très sincèrement recon-

naissant d'avoir bien voulu présenter à sa clientèle avertie les bonnes feuilles du livre que les *Éditions de France* vont lancer, dès octobre prochain, sur les « *Desous de la guerre* » révélés par les comités secrets. »

Au surplus, mon éditeur a eu la gracieuseté de m'autoriser à faire bénéficier les lecteurs de l'*Œuvre* des extraits les plus importants relatifs aux mutineries. Je lui en suis gré ; mais je ne puis lui demander de pousser l'abnégation jusqu'à me permettre de publier le texte intégral de mon livre dans les colonnes de l'*Œuvre*... »

Nous voici maintenant fixés sur ce que furent les rébellions pendant la guerre.

Cela nous dispense d'y ajouter d'autres arguments. Aussi bien, les mots *résistance*, *révolte* restant des synonymes de *rébellion* nous pouvons nous y reporter. Nous y trouverons sans doute un sens particulier qui dissipera toute confusion entre ces divers mots d'une ressemblance toute relative. Le mot *Rébellion* n'a de réelle parenté qu'avec le mot *Mutineries* : Au point de vue militaire, il en est le frère jumeau. Au mot *Mutineries* nous avons donné une documentation sur ce qui se passa particulièrement dans la marine. Pour le mot *Rébellion*, l'occasion s'est heureusement présentée d'utiliser les précieux documents fournis par les articles de Paul Allard sur les Comités Secrets. — G. YVERT.

RÉCIPROCITÉ n. f. Sur quelle base asseoir les accords entre les humains dès lors qu'en sont exclues l'obligation et la sanction ? De quelle méthode se servir pour réaliser les rapports et les accords entre les constituants d'un quelconque milieu humain — rapports et accords qui croissent en complexité à mesure que l'intelligence s'affine et que devient plus considérable l'acquis des connaissances humaines, que s'amplifie le rayon de leurs applications ? Quel principe poser comme fondement, comme norme des ententes et contrats de toute espèce que les êtres humains peuvent être amenés à envisager et à conclure entre eux pour leur permettre de se comporter les uns à l'égard des autres, selon leurs besoins, leurs désirs, leurs aspirations — qu'il s'agisse d'unités isolées ou associées ?

Première considération. Puisqu'on entend ignorer la coercition sous tous ses aspects — autrement dit la réglementation légale et les sanctions pénales ou disciplinaires — il est de toute nécessité que la méthode dont on se servira pour fonder les rapports et les accords entre les hommes implique en soi « l'équité » et l'absence totale de duperie, de tromperie, de dol.

Tout le monde sait que l'objet présumé de la loi, c'est de rendre efficaces les conditions qui déterminent ou sont censées déterminer les rapports entre les habitants d'un territoire donné. Cette efficacité s'obtient par l'application de certains châtiments à ceux qui contreviennent à la loi. On comprend que s'impose la loi, puisque les conditions qui, dans les sociétés humaines, président aux rapports et aux accords entre leurs membres sont établis sans leur consentement unanime, souvent même malgré la protestation de minorités importantes, en tous cas, sans qu'il ait jamais été tenu compte de l'avis ou de l'opinion des transgresseurs ou des contrevenants. C'est la crainte de subir ces sanctions qui empêche un grand nombre de personnes de transgresser la loi — tout au moins ouvertement — d'ailleurs, il y a des individus qui préfèrent courir le risque d'un châtiment, quelquefois très dur, plutôt que d'observer les termes d'un contrat qui leur est imposé, ou d'accords qui les gênent ou leur répugnent, pour une raison quelconque.

Il existe une méthode dont l'application absolue garantirait à ceux qui la choisiraient comme base de leurs rapports ou de leurs accords qu'ils ne seront lésés, dupés, ni trompés — matériellement parlant, — qu'ils ne seront diminués ni même atteints au point de vue

de leur dignité : c'est la *réciprocité*. Loyalement pratiquée, quel que soit le domaine ou la branche de l'activité humaine où elle s'appliquerait, la méthode de réciprocité implique en soi l'équité, aussi bien dans la sphère économique que dans celle des mœurs, aussi bien dans le domaine intellectuel que dans celui du sentiment. En fait, il n'y a rien qui puisse échapper à l'atteinte de la réciprocité. C'est une méthode de se comporter à l'égard d'autrui d'un rayonnement véritablement universel. Elle est très simple à exposer : puisqu'elle se résume et consiste à recevoir autant qu'on a donné, aussi bien en ce qui concerne l'isolé que l'associé.

En échange du produit de ton effort, je t'offre le mien. Tu le reçois et nous sommes quittes. Au contraire, il ne te satisfait point, tu ne le penses pas équivalent à ce que tu livres. En ce cas, gardons chacun nos produits respectifs et cherchons ailleurs si nous ne trouverons pas à mieux nous accorder. De cette façon nul d'entre nous ne sera redevable à autrui.

On objectera qu'il est un aspect de cette conception de la réciprocité qui aboutit à dresser l'humain en face de son semblable à la façon d'un fauve. Par exemple, tu me juges, c'est entendu, mais moi aussi, je te juge de la même façon que toi : tu n'y échapperas pas. Tu ne m'épargnes pas ta critique, je n'aurai garde de t'épargner la mienne ! tu m'as causé un tort, un dommage, je te causerai un tort, un dommage égal, sinon pire ; tu t'es montré cruel, impitoyable, inexorable à mon égard, j'agirai de même te concernant : c'est de cette manière que nous sommes ou serons quittes. Même pratiquée dans toute sa sécheresse, la méthode de la réciprocité aboutit pour ainsi dire automatiquement à relever, à rétablir la dignité humaine, à l'affirmer, à la sceller sur un piédestal indéfectible.

Sans doute, basés sur la réciprocité, les rapports et les accords entre les humains excluent la duperie et la tromperie. Sans doute, la méthode de la réciprocité implique, si l'on veut, l'application du talion. Mais elle n'est opérante qu'à la condition que, dans mes tractations avec autrui, nous nous situions, lui et moi, sur un plan d'équivalence par rapport à notre dignité personnelle. C'est tels que nous sommes que nous discuterons et traiterons ensemble. Mon déterminisme n'est pas le tien, c'est entendu : les mobiles qui m'incitent à agir ne sont pas ceux qui te poussent à l'action ; très souvent, là où le raisonnement te fait mouvoir, c'est le sentiment qui m'indique comment me conduire. Mais tel que je suis, sur mon propre terrain, j'estime que je te vaudrais ; je ne me prétends pas ton égal ; je suis peut-être moins bien musclé que toi, les capacités de ton cerveau sont peut-être plus étendues que les miennes, peut-être même es-tu plus sensible que moi à des émotions qui ne m'agitent ni ne me troublent. Mais tel que je suis — tout recours à la violence étant exclu de nos rapports — tu ne peux m'arracher ou me saisir mon produit, si je ne trouve pas ce que tu m'offres équivalent à ce que je te demande. Donc nous restons quittes, que nous nous accordions ou non, que nous échangeions ou non le produit de notre effort. Je reste moi-même et tu demeures toi-même, aussi bien dans l'offre que dans la demande, dans le donner que dans le recevoir.

Mais ce que les individualistes anarchistes entendent par réciprocité est tout autre chose que l'aride fonctionnement d'un système d'échange consistant à recevoir en poids, en mesure, en valeur l'équivalent exact de ce qu'on a donné. Ou vice-versa. Ce n'est pas non plus au point de vue éthique, l'application inexorable de la loi du talion. Je la considère, pour ma part, à un point de vue tellement individuel, tellement plastique et sujet aux variations de l'appréciation personnelle, qu'il m'est absolument nécessaire, pour en exposer les aboutissants pratiques, de me situer bien au-delà de l'idée d'une évaluation mathématique ou d'un étalon irré-

trécissable. Je pose donc en première ligne que chacun a de la réciprocité la conception que lui fournit son déterminisme, tempérament ou nature, raisonnement ou sentiment. C'est donc entendu, dans mes rapports avec autrui, dans les accords que je puis conclure avec lui, je ne veux pas être lésé ; et je me sens et me suis lésé dès que je reçois moins que je donne. Et je lèse autrui dès que je donne moins que je reçois. Mais donner et recevoir sont deux rapports, deux valeurs, deux termes dont la signification et l'acceptation sont uniquement relatives à celui qui donne et à celui qui reçoit.

Par exemple, j'ai passé des années à me consacrer à l'éducation d'un enfant, à faire tout ce qui était en mon pouvoir, afin qu'il se forme, qu'il se sculpe, qu'il devienne « soi », qu'il se dégage de la gangue des préjugés et des traditions attentatoires à l'évolution et à la constitution d'une personnalité originale. Ce fut mon don. Je me considère comme amplement payé en retour, en assistant au spectacle du développement graduel de ce jeune être, s'affirmant peu à peu ; empruntant, à mesure qu'il grandit, toujours moins à la routine et aux conventions de l'ambiance sociale. Je m'étais aperçu qu'il avait certaines dispositions pour les lettres ou pour les sciences — pour la musique — pour les voyages. Et le voilà, parvenu à stature d'homme, un prosateur achevé, un chimiste éminent, un musicien accompli, un intrépide explorateur. Non pas un imitateur servile de ceux qui l'ont précédé dans la voie où il s'est engagé, mais en s'assimilant les efforts de ses devanciers, de manière à porter les siens au plus haut degré d'originalité possible. Peut-être est-ce dans un sens tout autre que je l'aurais souhaité que les dispositions que j'avais distinguées se sont développées ou que son originalité possible s'est démontrée. J'ai cependant atteint mon but puisque, devenu adulte, l'enfant à la culture duquel je m'étais adonné n'est ni le reflet d'un homme ni le produit d'une formule.

Il se peut qu'un autre que moi eût compris autrement, dans ce cas particulier, l'application de la méthode de réciprocité. Il se pourrait qu'il se fût cru payé de retour par un peu plus de manifestations affectueuses et un peu moins d'accomplissements. Conséquence de tempérament, affaire de caractère. Mais si c'est l'affection qui semblait la plus exacte récupération des peines prises pour l'éducation de l'enfant, il eût été dès l'abord nécessaire d'insister davantage sur l'éclosion des qualités sentimentales, de développer dans ce jeune être les propensions à la sensibilité.

J'ai passé maintes nuits au chevet d'un des miens, dangereusement malade, et qui m'était cher. Pendant longtemps, sa vie n'a tenu qu'à un fil. J'osais à peine quitter la chambre où il gisait alité, tant ma crainte était grande de ne pas le retrouver vivant à mon retour. Mes soins ne sont-ils pas remboursés aujourd'hui que j'aperçois le malade guéri arpenter la rue à grands pas, frais et dispos, prêt aux expériences et aux aventures d'une vie intense ?

Je suis payé de retour lorsque prospère une œuvre ou que réussit un de mes semblables auquel j'ai témoigné un intérêt de quelque ordre que ce soit. Je suis payé de retour lorsque, sous condition bien entendu de le couvrir de ses frais de déplacement, j'obtiens qu'un causeur, qu'un propagandiste qui m'intéresse vienne et passe quelque temps chez moi : la jouissance que je retire de sa conversation compense amplement mon effort pécuniaire.

Je suis payé de retour lorsque je provoque ou accomplis les démarches nécessaires pour arracher quelqu'un qui m'intéresse à une souffrance, ou à une épreuve qui l'accable, et que j'y réussis. Je suis payé de retour lorsque je parviens à soulager un de mes amis, un de mes compagnons d'idées, et à alléger le fardeau matériel ou moral qui le fait ployer. Je suis payé de retour lorsque j'ai conscience que des consommateurs appré-

cient la confection ou l'utilité du produit que je leur livre. Je suis payé de retour chaque fois qu'ayant accompli un effort spécial à l'intention de tel ou tel de mes semblables — effort bien défini — je suis certain que celui-ci en profite.

Voilà sous quels aspects — et je n'en ai esquissé que quelques-uns — il est nécessaire de considérer, dans sa pratique, la méthode de réciprocité, si l'on veut qu'elle soit autre chose que le conformisme à un barème accepté de part et d'autre, et qui voudrait par exemple, lorsque j'ai échangé une paire de chaussures contre 40 ou 50 kilos de farine, que j'ai reçu autant que j'ai donné. C'est le point de vue littéral, cela, et depuis longtemps l'on sait que la lettre tue. Si je suis un artiste en cordonnerie, il se peut que 35 ou 40 kilos de pain me contentent et que la joie que j'éprouve en sachant mon travail apprécié comme j'aime qu'il le soit par mon consommateur, compense amplement les 5 ou 10 kilos de déficit. Recevoir autant qu'on a donné, ce n'est donc pas uniquement, je le réitère, toucher l'équivalent en poids, en mesure, en qualité, en valeur, de ce qu'on a remis ou livré, c'est aussi, c'est surtout être satisfait du marché qu'on a passé, c'est avoir pleine conscience que dans « l'affaire » traitée — intellectuellement, affectivement, récréativement, économiquement parlant — il n'y a eu, de part et d'autre, ni trompeur, ni trompé, ni dupeur, ni dupé ; autrement dit que chacun, au cours du contrat, a agi selon son déterminisme et s'est montré sous ses véritables couleurs.

La réciprocité est là et non ailleurs.

Je connais l'objection. Si la méthode de la réciprocité n'est pas appliquée comme il est indispensable qu'elle le soit pour remplir son but, qui en surveillera, qui en déterminera, qui en garantira l'exercice loyal ? C'est l'éternelle question qui se pose dès qu'on parle d'un système de conduite dont le fonctionnement n'exige aucune espèce de coercition ou de sanction. Et l'éternelle réponse est que les aspirations et que les revendications individualistes ne sont réalisables qu'à la condition que soit courante dans le genre humain une certaine mentalité — sans qu'une conception de la vie autre que celle qui domine actuellement ne soit devenue une habitude, un acquis, une caractéristique de l'humanité.

On m'objectera encore que l'humanité ne parviendra à ce niveau général de mentalité que lentement, très lentement ; qu'on ne sait même pas si elle s'y laissera jamais ; qu'elle n'y atteindra peut-être que la veille du jour de la disparition de la vie organisée. Je répliquerai que la mentalité, aussi bien générale que particulière — et celle-là dépend de celle-ci — a été faussée par ceux qui ont continuellement sur les lèvres l'amour du prochain, le dévouement aux intérêts d'autrui ou de la collectivité et qui, en pratique, visent à l'asservir et à l'exploiter par tous les moyens et de toutes les façons.

Les individualistes — on s'en est rendu compte — ne font pas des rapports et des accords entre les humains une matière, une « affaire » de pur sentiment. Baser les rapports entre les hommes sur un amour du prochain égal à celui dont on use à l'égard de soi-même ne correspond pas à une réalité. Une fois l'être humain dépouillé de son vernis, de ses habits, de ses discours, on découvre, au contraire, qu'il s'aime d'abord. Et c'est l'équité même. Car c'est là l'objet, le commencement et la fin de l'instinct ou du sentiment de conservation. On aime le plus souvent son prochain moins qu'on s'aime soi-même. On peut l'aimer — et cela arrive fréquemment — autant et même plus que soi-même. Mais c'est parce qu'on y trouve son intérêt ou son plaisir — une joie, une satisfaction, un contentement d'un genre ou d'un autre — sentimental ou éthique si l'on veut. Quand on aime son prochain, c'est pour soi-même et la majorité des hommes s'insoûle de l'amour

du prochain. Voilà la vérité. D'ailleurs, une satisfaction d'ordre sentimental ou intellectuel est toujours une satisfaction, il n'y a pas à ergoter. Le sentiment est un facteur aussi intéressé que le raisonnement, sinon davantage, car il porte à des extrémités qu'ignore le raisonnement.

Le genre humain pratiquera la méthode de la réciprocité pour établir ou conclure les rapports ou les accords entre les unités qui le constituent lorsque dans sa majorité — ou une minorité très nombreuse ou très influente — il aura reconnu qu'il en retire intérêt. Si, au contraire, le genre humain, en général, estime que son intérêt est que la duperie ou la tromperie mutuelle soit à la base des rapports entre ses composants, s'il l'excuse, s'il le tolère, qu'on ne se fasse aucune illusion : on continuera dans les journaux, dans les livres, ou dans les chaires à parler d'amour du prochain et, dans la vie courante, à n'en tenir aucun compte.

Mais tout cela entendu, en quoi les individualistes anarchistes se trouvent-ils empêchés de se comporter à l'égard les uns des autres selon la méthode de la réciprocité ? Nous savons à quoi nous en tenir : les hommes, en général, se lèsent, se dupent, se trompent à qui mieux mieux, jamais ils ne donnent ou ne rendent, toutes choses étant égales, l'équivalent de ce qu'ils ont reçu ou emprunté. Dans les contrats qu'ils passent les uns avec les autres, il y a toujours quelque chose de « roulé » ou de « refait » ou, du moins, c'est sous-entendu dans les sous-entendus des termes des accords discutés ou en discussion. Peut-être, au point de vue de l'absolue réalité, n'est-ce pas tout à fait exact et, pour ma part, là où cela se produit, je suis disposé à en placer la responsabilité sur la manie ou la tendance qui, jusqu'ici, a possédé les hommes de s'imposer leurs rapports et leurs contrats, d'en appeler à la contrainte, à la réglementation forcée, aux châtiments, pour les rendre viables et valables, pour trancher leurs différends. J'en rends également responsable le système de dissimulation qui régit toutes les transactions qui ont cours entre les hommes, système qui consiste dans tous les domaines et dans toutes les sphères à se montrer autrement que l'on est en réalité.

Mais, même alors que ce serait la règle universellement en vigueur parmi les hommes de se montrer des loups les uns à l'égard des autres ; quand bien même, pour lui rendre ce qui lui est dû, ils se situeraient à l'égard de l'ambiance humaine en état de légitime suspicion, qu'est-ce qui empêche les individualistes de se servir les uns vis-à-vis des autres de la méthode de réciprocité ? Qui est-ce qui les en empêche, puisqu'ils proclament que c'est l'utilité ou l'agrément qui les guide, puisqu'ils affirment s'afficher, se montrer tels qu'ils sont les uns aux autres ?

Qui peut dire si leur exemple — puisque leur tactique est, en général, de ne dissimuler rien du résultat de leurs expériences — qui sait si leur exemple ne parviendra pas à déterminer sinon l'évolution de la mentalité générale, en tous cas la mentalité de milieux particuliers dans le sens de l'adoption de la réciprocité volontaire comme base des rapports entre les unités humaines ?

La réciprocité n'est pas ignorée dans la nature, bien loin de là. Mais elle y est appliquée d'une façon qu'on a coutume de qualifier d'inconsciente, c'est-à-dire selon un degré de conscience qui échappe à notre compréhension. Tout le monde sait qu'une culture rapporte dans la mesure où on lui consacre davantage de soins ; dans la mesure où l'on débarrassera un champ de plantes parasites, ou qu'on l'épierre, le fumera, le grain qu'on y a semé croîtra et fructifiera. Dans la nature, qui veut la fin veut les moyens. Plus un organisme développe certains organes, plus les fonctions

que commandent ces organes s'accomplissent avec régularité et dans leur plénitude. Sans doute, tous les organismes ne reçoivent pas autant qu'ils donnent — mille circonstances imprévues s'interposent entre l'effort et son résultat — mais, d'une façon générale, on peut poser comme produit acquis de l'observation que là où il n'y a aucun effort de fait, il n'y a point de résultat ; que là où il n'y a rien de donné, il n'y a rien non plus de reçu. A moins que quelqu'un de ses congénères le remplace, l'oiseau qui ne couve pas ses œufs, ne les voit pas éclore — l'être vivant qui ne s'en va pas à la recherche d'une proie végétale ou animale risque de rester l'estomac vide.

Il va sans dire que la réciprocité, telle que nous avons essayé de la définir, avec les détails et les nuances que nous avons esquissés, ne saurait être conçue que volontaire. Là comme ailleurs, nous nous tenons sur le terrain foncièrement individualiste. Solidarité volontaire, garantisme volontaire, sociabilité volontaire, réciprocité volontaire. Il ne s'agit point de *forcer* qui que ce soit à agir de réciprocité à l'égard d'autrui, de *contraindre* quiconque à se demander en toute occasion s'il a bien reçu ou non l'équivalent de ce qu'il a donné ; il ne s'agit point d'imposer à la pensée, comme un dogme, qu'il est plus digne d'abord, plus profitable ensuite, d'user de réciprocité plutôt que de s'employer à léser, duper ou tromper son prochain. Nullement, il est question ici de l'application intégrale, loyale, de la méthode de la réciprocité dans tous les rapports et dans tous les accords entre les humains — tout au moins entre individualistes — mais volontairement. A titre d'expérience, non comme une loi, ni comme un commandement moral. Par le libre consentement des individus isolés ou des associés qui décident de s'en servir. Comme un mode de se comporter l'un envers l'autre, les uns envers les autres.

D'ailleurs, l'individualiste véritable aura à cœur de ne point se sentir redevable à qui lui a rendu service — le sentiment qu'il possède de sa dignité personnelle ne lui permettrait pas de rester sur cette constatation qu'il a davantage reçu que donné. Ne point se sentir diminué à ses propres yeux est un facteur qui sera toujours appelé à jouer un grand rôle dans les accords à souscrire entre individualistes.

Pour qu'un individualiste soit satisfait des résultats de l'accord qu'il a conclu avec autrui, il est nécessaire qu'il ait pleine conscience qu'il a donné tout ce qui était en son pouvoir, tout ce que lui permettait son déterminisme, autrement dit qu'il n'a pas reçu *d'avantage* que ce qu'il pouvait donner. Sa dignité le demande, sa fierté le réclame. Le cas peut se présenter que l'on rende service à quelqu'un, mais que les efforts accomplis n'aboutissent pas aux fins auxquelles tendent ce service. Il est évident, cependant, qu'à moins de manquer à la plus élémentaire dignité, celui auquel il a été rendu service ne saurait se dérober quand la personne qui s'est intéressée ainsi à lui, fait, à son tour, appel à son effort. La réciprocité, somme toute, c'est la tendance à compensation parfaite dans les rapports entre humains — compensation entre tout ce qui est donné, prêté, reçu, rendu, dans tous les domaines et dans toutes les sphères de la pensée et de l'activité humaines, selon les aptitudes de chacun.

Enfin, il faut tenir compte que cette compensation ne puisse être réalisée par suite d'un cas fortuit ou de force majeure : la maladie, un état d'impuissance momentanée ou prolongé, etc. Il y a des circonstances où un être humain ne peut, ne pourra jamais donner autant qu'il reçoit, mais son cas peut provoquer un tel intérêt qu'il ne viendra jamais à la pensée d'aucun de ceux qui lui donnent de s'attendre à une compensation quelconque.

En résumé, la seule base équitable sur laquelle puissent se fonder les rapports entre les hommes nous semble être la réciprocité. Car là où il y a exactement réciprocité, réciprocité dans les produits et dans les actions, il n'y a pas de place pour la méfiance, le doute ou la rancœur. Où la difficulté commence, c'est quand il s'agit de déterminer exactement l'équivalence des actions ou des produits, étant entendu qu'on est mu par le désir de ne pas léser autrui ni d'être lésé par lui, et non par celui de faire triompher, même par la force, un étalon d'équivalences. La notion de réciprocité n'apparaît plus alors comme une notion purement utilitaire, au sens grégaire et vulgaire du terme. Le troupeau social admet, en effet, qu'une action est compensée ou qu'un produit est rétribué lorsqu'on a « rendu la pareille » ou versé telles espèces.

L'idée de réciprocité au point de vue individualiste tend à instaurer une « valeur » toute différente : étant donné, dans certaines circonstances, le degré d'aptitudes et la possibilité d'efforts d'une unité humaine, quelle action pratique, quelle attitude affective, quelle production positive compensera équitablement la somme d'efforts et la mise en jeu d'aptitudes que cette unité a dû employer pour accomplir ce geste-ci ou ce labeur-là, sans qu'il puisse y avoir place pour le moindre soupçon d'exploitation ? — E. ARMAND.

RÉCLAME. Voir l'article *paraître*, de E. Rothen.

RÉDEMPTEUR, RÉDEMPTION (du latin : *redimere*, racheter). D'innombrables souffrances, voilà le lot de l'homme ! Un état social contraire à la nature s'avère créateur de douleurs continuelles, surtout pour le pauvre, soumis aux incessantes vexations de chefs rapaces. Le salariat, moderne forme de l'esclavage, place le travailleur sous la dépendance des privilégiés de la fortune. Extravagante et inepte, la justice n'est, aux mains de l'Etat, qu'un moyen d'écraser le faible, de légitimer les rapines du fort, de permettre à l'usurpation triomphante d'asseoir sa domination de façon durable. Des législateurs, qui décorent de noms magnifiques leurs intérêts de classe ou leurs ambitions personnelles, attisent les haines, déchaînent les convoitises afin de commander plus facilement aux masses divisées. Et la guerre, suprême ressource, remédie à la surpopulation, en permettant l'extermination méthodique du jeune bétail humain. Ceux qui épargnent en vue d'un bien-être futur, se voient dépossédés le lendemain de ce qu'ils amassèrent la veille ; grâce aux savantes combinaisons de financiers que protège le code, leur économie est empochée par les tripoteurs des banques. Si haut que l'on remonte pendant la période historique, le spectacle s'avère aussi sombre, l'organisation sociale aussi cruelle pour les déshérités ; à certains moments, leur sort fut plus terrible encore qu'aujourd'hui. Dispensés de nombreuses souffrances, les privilégiés de la fortune eux-mêmes ne se déclarent presque jamais satisfaits. Constatation troublante, les statistiques démontrent que le suicide est plus fréquent parmi les riches que parmi les pauvres. Ainsi, ceux qu'on appelle les « heureux d'ici-bas » éprouvent parfois un tel dégoût de l'existence qu'ils cherchent un refuge dans la mort ; et la plupart estiment que la vie leur apporte plus d'amertume que de joie. Des ténèbres et des énigmes, voilà ce que rencontre leur intelligence ; l'incompréhension, les mesquines barrières des conventions sociales, voilà les obstacles contre lesquels se butent leurs affections ; et l'envie, la haine, l'ambition déçue habitent en permanence les plus luxueux châteaux. Puis le bacille de Koch creuse aussi allègrement les poumons d'un multimillionnaire que ceux d'un paysan ; et le cancer se loge dans le ventre des duchesses comme dans celui des simples ouvrières. A tous, la nature réserve des douleurs physiques et une mort qu'accompagnent

souvent des tortures effroyables. Il n'est donc point surprenant que, depuis qu'elle a pris conscience de sa situation, l'humanité rêve de rédempteur et de rédemption. Mais, comme l'a remarqué Sébastien Faure, il existe de fausses rédemptions, très dangereuses par les illusions qu'elles font naître et les directives qu'elles impriment à notre activité.

La religion, qui, pour faire oublier le présent, se montre prodigue en matière d'espérances réalisables après la mort seulement, parvient à détourner des millions d'hommes de la voie qui conduit à l'ultime libération. Constatant qu'à côté du bien le mal occupe une large place dans le monde, que les satisfactions de l'esprit et du cœur ont l'ignorance et la haine pour contreparties, qu'un rythme universel fait succéder les heures sombres aux heures ensoleillées, le mazdéisme supposa qu'il y avait un dieu bon et un dieu mauvais, toujours en lutte l'un contre l'autre. Et, pour encourager ses fidèles, il leur annonçait le triomphe final de la lumière sur les ténèbres, de la vertu sur le vice, des forces secourables sur les forces destructives. Cette mythologie symbolique ne manquait pas de grandeur. Mais le judaïsme, puis le christianisme réduisirent à de mesquines proportions ce combat du bien contre le mal. Pour eux, Satan, le principe mauvais, n'est plus qu'un ange rebelle, une simple créature, dont la chute, attribuée tantôt à la jalousie, tantôt à l'orgueil, reste en fin de compte inexplicable. Et, néanmoins, ce révolté, au prestige bien compromis, s'avère le plus précieux des auxiliaires pour les théologiens, soit protestants, soit catholiques. Véritable bouc émissaire, c'est à lui qu'ils attribuent tous les maux qui nous affligent. Nos premiers parents furent ses victimes. Placés par dieu dans un jardin de délices, ils vivaient parfaitement heureux, ignorant le travail, la souffrance, la maladie, la mort. Cet éden était abondamment planté, et ses habitants pouvaient manger des fruits de tous les arbres, à l'exception des fruits de l'arbre de la science du bien et du mal. Ils devaient s'abstenir de toucher à ceux-ci sous peine de mort. Or, conseillé par le serpent, Eve transgressa l'ordre divin et entraîna Adam dans sa chute. L'Eternel, indigné, chassa les coupables du paradis terrestre et les condamna, ainsi que leurs descendants, au travail, à la souffrance, à la mort. « Tout cela paraît insensé », déclare Bossuet lui-même. Aussi les Pères de l'Eglise, interprétant ce récit (qu'explique très bien la mentalité primitive), ont-ils cru reconnaître le diable sous la peau du serpent. Plus tard, Satan s'attaquera au Christ ; il le tentera d'abord, puis entrant « dans Juda, nommé Iscariot, qui était du nombre des Douze », il poussera ce dernier à livrer Jésus aux chefs des prêtres. Mais, par sa mort, le Christ a provoqué l'effondrement de la puissance diabolique, il a satisfait à la justice divine, irritée contre la descendance d'Adam, et racheté le genre humain. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette folle doctrine qui, sous sa forme actuelle, ne s'est d'ailleurs constituée qu'assez tardivement. Notons cependant que, malgré la prétendue rédemption opérée par le Christ, fatigue, souffrance, maladie, mort continuèrent de régner en souveraines sur notre globe. Il y a mieux, Satan nuit toujours aux hommes, même à ceux qui ont reçu le baptême. Le pape saint Grégoire le constate avec une tristesse désabusée dans les lignes suivantes : « Que Béhémoth (c'est ainsi qu'il appelle le diable) ait, avant l'eau du baptême, avant les sacrements célestes, avant l'incarnation du Rédempteur, englouti le fleuve du genre humain dans le gouffre de l'erreur, à cela rien d'étonnant. Ce qui surprend, ce qui est effrayant, c'est qu'il fait beaucoup de victimes même depuis que le Rédempteur est connu, c'est que l'eau du baptême ne préserve pas de sa souillure, c'est que les sacrements célestes ne l'empêchent pas d'alimenter l'enfer ». Pas plus que les autres fondateurs de religion, Jésus n'a rien

sauvé. Finalement, la fausse rédemption chrétienne devait aboutir à consolider tous les abus dans l'ordre social, à légitimer toutes les usurpations dans l'ordre politique. Puissance des ténèbres, désireuse d'égaler les esprits, non de les éclairer, l'Eglise s'avère la servante des tyrans. « L'usurpateur, s'il réussit, trouve en elle une alliée : contre la dynastie mérovingienne elle appuya Pépin, et sacra Bonaparte après avoir sacré les Bourbons. » Puis, en retardant le progrès scientifique, elle a empêché l'homme d'améliorer ses conditions naturelles d'existence. Médecine, chimie, physique durent rejeter le joug pesant de la théologie avant de découvrir les principales lois du monde tant organique qu'inorganique. Des dogmes insensés, des préceptes irrationnels, des rites grotesques, voilà ce que l'humanité doit aux religions de salut comme aux autres. Il faut proclamer hautement la faillite complète des tentatives effectuées par quelques-unes d'entre elles pour apporter une aide efficace à l'humanité. Anesthésiants du cœur et du cerveau, elles détournent l'esprit des réalisations heureuses et l'orientent vers des rêves malsains. Lentement, les peuples civilisés sont, d'ailleurs, parvenus à comprendre qu'ils n'avaient rien à espérer, ni à craindre de dieux inexistantes. Aussi leurs regards se détachent d'un ciel manifestement vide pour se reporter sur les réalités moins brillantes, mais tangibles que perçoivent les sens. C'est ici-bas, non dans un au-delà chimérique, que doit s'opérer la rédemption qu'ils désirent.

Nous ne méconnaissons pas la supériorité de cette conception laïque sur la croyance à l'efficacité magique des rites et des prières. Toute tentative d'émancipation sociale, tout effort individuel ou collectif pour échapper à la tyrannie des privilèges sont assurés de notre sympathie. Nous pardonnons même des erreurs et des défaillances ; car, seul, il ne se trompe jamais celui qui n'agit pas, et nous savons combien il est difficile de réaliser en pratique l'idéal que l'on a le plus caressé. D'où notre indulgence pour la Révolution française, pour la Révolution russe et pour quiconque travaille à l'affranchissement du prolétariat. Un examen impartial et sincère de l'œuvre soit de Robespierre, soit de Lénine, nous contraindrait de penser néanmoins qu'ils ne furent pas les prophètes de la grande libération que le monde attend. Ils amorcèrent des réformes utiles ; ils ne furent point des rédempteurs infailibles comme le crurent leurs partisans. La Révolution française aboutit, après bien des avatars, au triomphe d'une hideuse ploutocratie et à l'abominable vénalité du régime parlementaire. Lorsqu'on voit les jacobins d'aujourd'hui, les prétendus successeurs des révolutionnaires de 1789, ériger en sauveur le candidat académicien Herriot, protecteur caché des moines et des généraux réactionnaires, il est permis de conclure à la banqueroute totale des partis de gauche qui se disent démocratiques et républicains. A côté d'innovations heureuses, la *Déclaration des Droits de l'Homme* contenait des principes qui maintenaient les salariés sous le joug des patrons, et l'ensemble des citoyens sous celui de l'Etat. Elle conduisit au règne d'une bourgeoisie patriotarde, toujours apeurée, dont l'égoïsme mesquin s'associait à une sottise incurable ; puis à l'occulte domination des grands féodaux du capitalisme et des financiers internationaux.

Après avoir suscité de prodigieuses espérances chez les prolétaires du monde entier, le bolchevisme russe s'est égaré, lui aussi, sur une voie qui n'est point celle de l'ultime libération. A l'ancien empire des tsars, il aura donné sans doute un grand essor industriel et agricole ; il aura amélioré d'une façon sensible le sort matériel des ouvriers ; dans les domaines sexuel et religieux, souhaitons même que l'œuvre déjà accomplie se parachève et soit durable. Mais en assujettissant les esprits à des dogmes nouveaux, en faisant des améliorations économiques le *nec plus ultra* des préoccupations

lions humaines, les dirigeants russes se bornent à américaniser et la vie des individus et les procédés de production, dans les immenses territoires dont ils disposent. Vue sous l'angle de l'utilité matérielle immédiate, et comparée à l'incurie des tzars, l'œuvre du gouvernement actuel peut sembler admirable ; beaucoup sont sincères, parmi les voyageurs qui reviennent de Russie émerveillés. Incapables de réfléchir en profondeur, ils ne comprennent pas que le bolchevisme a renoncé à faire besogne rédemptrice, du jour où son idéal fut limité à la transformation des conditions matérielles d'existence, du jour où il proposa comme modèle à l'ouvrier le chien bien gras mais muni d'un collier et d'une chaîne solides, du jour où il se figea dans l'imitation des procédés industriels américains, insoucieux de pousser plus loin dans la voie des conquêtes morales. Ce n'est pas en raison de l'accroissement de sa production en pétrole, en machines, etc., que j'apprécie le progrès accompli chez un peuple. Ils font bien de crier au miracle, ceux qui continuent d'admirer la civilisation des Etats-Unis, même après les désillusions de ces dernières années ! Pour moi, je regrette que, pour satisfaire les ventres, le bolchevisme russe ait fausement jugé indispensable de sacrifier les cœurs et les cerveaux.

Sans méconnaître le mérite de tous ceux qui, à un titre quelconque, contribuèrent à l'amélioration du sort des pauvres et firent faire un pas en avant à leurs contemporains, nous estimons que l'humanité doit encore fournir une longue marche pour atteindre à la libération définitive. De puissants obstacles, dont la lâcheté et la sottise sont peut-être les pires, retardent indéfiniment l'œuvre salvatrice de ces suprêmes rédempteurs que sont l'Amour et le Savoir. Aussi l'ère de fraternité universelle, que nous appelons de nos vœux, apparaît-elle fort lointaine à beaucoup ; ils affirment que le règne de la violence ne touche pas à sa fin. Par nos actes et par nos paroles, jetons du moins, entre les hommes, des semences de concorde qui fructifieront pour le plus grand profit de nos successeurs. Et consolons-nous des maux actuels en songeant que le bonheur est, avant tout, chose individuelle et que, s'il est impossible de sauver l'ensemble de nos contemporains, nous parviendrons à nous sauver nous-même en contribuant au salut de ceux qui peuvent comprendre et qui savent vouloir. — L. BARBDETTE.

REELIGIBILITE n. f. A l'expiration de leur mandat, parlementaires, conseillers d'arrondissement, conseillers municipaux, etc., doivent se représenter devant leurs électeurs s'ils veulent continuer à exercer leurs fonctions. La réélection est obligatoire en France, d'une façon normale, au bout de 9 ans pour les sénateurs, de 4 ans pour les députés, de 6 ans pour les conseillers généraux, d'arrondissement et municipaux. Le président de la République est rééligible au bout de 7 ans ; en 1885, Grévy fut réélu, mais à la suite des tripotages de son gendre, il dut donner sa démission. Aux Etats-Unis, la constitution est muette touchant la rééligibilité du Président de la République ; toutefois, depuis Washington, il est d'usage de ne jamais investir trois fois le même candidat de cette fonction. D'une façon générale, les conditions de la rééligibilité sont les mêmes que celles de l'éligibilité. Plus la durée du mandat est longue, plus ceux qui l'exercent ont de facilité pour opérer leurs rapines et s'engraisser au dépens des naïfs qui les désignent. Aussi l'idéal des chefs est-il d'obtenir un mandat perpétuel qui les dispense d'avoir à se représenter devant leurs électeurs. D'où les tentatives faites ces dernières années pour permettre aux députés de siéger plus longtemps au Palais-Bourbon. Tous les tripotages, toutes les infamies, dénoncées à propos du mode de recrutement des parlementaires, s'appliquent à la réélection. Les peuples sont d'ailleurs si sots qu'ils n'hésitent habituellement pas à réélire ceux qui les

trompent et les grugent avec le plus de désinvolture. Un Poincaré, le sinistre coupable de si effroyables tueries, siège toujours au Sénat, et, s'il n'était devenu manifestement gâteux, il aurait pu se faire désigner à nouveau comme Président de la République. Voilà qui suffit à juger un régime et une époque.

REFERENDUM n. m. Théoriquement, le referendum apparaît comme une atténuation du système représentatif et comme un moyen d'obtenir un gouvernement populaire mixte, semi-direct ou semi-représentatif. Il suppose une assemblée élue, chargée d'élaborer les lois ; mais ces dernières ne deviennent définitives que si elles sont ratifiées par l'approbation du peuple. Le referendum peut, d'ailleurs, être appliqué dans des circonstances et avec des modalités bien différentes. En Suisse, le referendum est obligatoire pour les lois constitutionnelles fédérales et cantonales. Il est facultatif pour les lois fédérales ordinaires, votées par les deux Chambres (le Conseil National et le Conseil d'Etat). Dans ce dernier cas, la demande de referendum doit être faite, dans le délai de 90 jours après leur adoption, par 30.000 citoyens votants ou par huit cantons. Les signatures des pétitionnaires doivent être légalisées par les autorités communales et sont examinées par le conseil fédéral qui se prononce sur leur caractère régulier ou irrégulier. Les électeurs répondent par « oui » ou par « non ». Pour les lois cantonales ordinaires, le referendum est obligatoire dans certains cantons, facultatif dans d'autres. En France, on tenta vainement d'introduire cette institution au moment de la Révolution. Certains ont considéré les plébiscites, en usage sous Napoléon I^{er} et Napoléon III, comme une sorte de referendum. La troisième République, qui marque chez nous le triomphe complet du parlementarisme, n'a pas admis cette institution d'allure trop populaire. Appliqué selon des modalités variables, le referendum existe ailleurs qu'en Suisse, ainsi en Allemagne et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays, son fonctionnement est assez complexe et diffère selon les Etats. Autrefois il était préconisé par les socialistes des divers pays et prenait place parmi leurs principales revendications. Ses apologistes voient en lui un obstacle au despotisme des assemblées législatives et aux abus du parlementarisme ; il donnerait une autorité plus grande à la loi en la faisant ratifier par le peuple lui-même. Mais lorsqu'on n'admet pas que la majorité fasse la loi à la minorité, lorsqu'on refuse à quiconque le droit d'imposer sa volonté à autrui, le referendum apparaît aussi injuste dans son principe que les autres procédés servant à la confection des textes législatifs. Et le peuple n'est pas plus désintéressé que les assemblées parlementaires ; la corruption électorale a pris des proportions trop grandes à notre époque pour que quelqu'un ose le nier. Avec le referendum l'iniquité triomphe sans peine lorsque l'opinion publique est façonnée d'une façon méthodique et prolongée. Ce qui se passe dans les pays où cette institution existe démontre que les partisans du progrès ne doivent pas tourner leurs espoirs de ce côté-là.

REFLECHIR v. n., du latin *reflectere*, replier. Ce verbe exprime l'action de se replier sur soi-même, de se recueillir, de faire appel à ses facultés de compréhension, de consulter la logique et la raison, d'interroger ses connaissances et l'expérience acquise, de méditer dans le but de se faire, sur un sujet déterminé, une opinion personnelle, approfondie et judicieuse. Laisant de côté les autres sens que comporte ce mot, nous ne nous arrêterons qu'à celui-ci. Au surplus, il n'a sa place dans cet ouvrage que dans la mesure où l'action de réfléchir intéresse la vie du propagandiste, du militant.

Le militant mène une vie tellement active qu'il trouve

rarement le temps de se recueillir. Son Parti, son Syndicat, son Groupement, la propagande générale l'absorbent à tel point, qu'il ne lui reste plus le loisir nécessaire au travail de la méditation.

Et pourtant, il est indispensable que, le plus souvent possible, le militant s'isole, se recueille, réfléchisse mûrement. Il faut que les événements importants soient soumis par lui à l'étude, à la méditation. Sinon, il est à craindre que, d'une part, emporté dans le tourbillon et la fièvre de l'actualité, il ne se laisse égarer par certains entraînements ou certaines apparences et que, d'autre part, il ne perde la précieuse habitude de se faire, par un examen approfondi, une opinion personnelle sur les faits dont l'ensemble et le détail sollicitent et méritent de retenir son attention.

Ne peut pas, ne sait pas réfléchir qui le veut. Le sens méditatif est assez rare et l'habitude du recueillement plus rare encore. Et pourtant ce labeur intérieur est de ceux que nul travail ne remplace. La lecture et la discussion sont d'une grande et incontestable utilité ; mais elles sont totalement insuffisantes. Par la conversation et la lecture, chacun consulte la pensée d'autrui, la confronte avec la sienne. Association ou éloignement, confusion ou opposition, accord ou conflit de deux pensées qui s'échangent, tel est le résultat de la lecture et de la discussion. Encore faut-il que celui qui lit ou qui controverse ait, au préalable, une pensée, pour que celle-ci soit fortifiée ou affaiblie, corroborée ou détruite par l'entretien et la lecture. Or, pour posséder cette pensée préalable, il est nécessaire de se replier sur soi-même, de réfléchir longuement, de discuter avec soi-même, d'envisager le pour et le contre ; c'est ce qu'on appelle réfléchir « méditer ».

Pour propager une idée, pour défendre une thèse, pour faire prévaloir une doctrine, il est indispensable de les posséder à fond. Seule la méditation (réflexion profonde et prolongée) est de nature à assurer au militant la conviction claire et solide dont il a besoin, s'il a le désir d'être un propagandiste.

Le propagandiste a le devoir de s'isoler parfois, de se recueillir souvent, de réfléchir toujours.

S'abstient-il de méditer ? Il s'accoutume, dans ce cas, à chercher hors de lui les idées et les sentiments qu'il se borne à introduire ensuite en lui ; il se condamne à puiser chez les autres les ressources intellectuelles qu'il a la paresse de ne pas cultiver en lui ; il s'expose à importer en lui, sans une vérification suffisante, ce qu'y ont introduit la lecture et la conversation. Et lorsque, à son tour, il écrira ou parlera, il ne sera qu'un perroquet ou un phonographe. Il se laissera, ainsi, graduellement entraîner sur la pente dangereuse de l'adoption sans contrôle des thèses développées par les animateurs et il ne pourra que grossir d'une unité le troupeau trop considérable déjà des suiveurs. S'il veut devenir et rester lui, le militant doit réfléchir chaque fois que surgit un événement de quelque importance, qu'éclate un conflit sérieux d'opinion, qu'il a à prendre position et à se situer dans une circonstance grave.

Je ne dis pas qu'il doive s'interdire la lecture et la discussion. Je dis seulement qu'il doit tout d'abord réfléchir et, par le seul effort de sa pensée se livrant à une profonde méditation, parvenir à se former un sentiment personnel. Qu'il ait recours, ensuite, à la discussion et à la lecture ; qu'il soumette son sentiment à l'épreuve de l'étude et de la controverse, rien de mieux ; il n'est pas infailible ; et, si profondément qu'il ait réfléchi et médité, il se peut qu'il n'ait pas examiné la question dans sa totalité, qu'il ne l'ait pas observée sous son angle exact, qu'il l'ait à tort séparée des questions avec lesquelles elle s'apparente, qu'il en ait négligé certains aspects, bref qu'il ait fait erreur. La lecture et la discussion éclaireront les points obscurs, mettront en valeur les considérations qui lui auront échappé ; à ses lumières propres viendront s'ajouter

celles des autres et de cette association de divers centres lumineux naîtra l'éblouissante clarté. Il n'aura fait qu'apporter à ce tout sa part contributive ; mais, du moins, aura-t-il fait cet apport.

Donc, le travail de la méditation est, pour le militant, un exercice indispensable.

En quoi consiste-t-il ?

Le meilleur moyen de préciser ce côté pratique du problème, c'est de prendre un exemple.

Voici quelques citations ; une douzaine :

L'homme le plus puissant est celui qui est le plus seul. (Ibsen.)

Déshonorons la guerre ! Non, la gloire sanglante n'existe pas. (Victor-Hugo.)

L'Etat ne poursuit jamais qu'un but : limiter, enchaîner, assujettir l'individu, le subordonner à une « généralité » quelconque. (Max Stirner.) — *En tout temps et en tous lieux, quel que soit le nom que prenne le gouvernement, quelles que soient son origine et son organisation, sa fonction essentielle est toujours celle d'opprimer et d'exploiter les masses.* (Malatesta.) — *Les prolétaires se sont sentis, au delà des frontières, des frères de misère qui ont comme eux le capital pour ennemi.* (Le Dantec.) — *Le patron n'est jamais seul ; il a toujours avec lui, pour lui, tous les moyens de pression dont dispose sa classe : l'ensemble des forces sociales organisées, magistrature, fonctionnaires, soldats, gendarmes, policiers.* (A. Briand.) — *Où, une société qui admet la misère ; où, une humanité qui admet la guerre me semblent une société, une humanité inférieures ; c'est vers la société d'en haut, vers l'humanité d'en haut que je tends, société sans rois, humanité sans frontières.* (Victor Hugo.) — *Il est aussi difficile aux riches d'acquiescer la sagesse qu'aux sages d'acquiescer les richesses.* (Epictète.) — *Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui ; il en fera de même aux nouveaux tartufes politiques assis à la place des anciens.* (Condorcet.) — *La guerre est le fruit de la faiblesse des peuples et de leur stupidité.* (Romain Rolland.) — *En France, il meurt de misère cent quatre-vingt-quinze mille personnes chaque année.* (Bertillon.) — *Ne juge pas ! Moque-toi de l'opinion des autres.* (Tolstoï.)

Appliquons-nous à réfléchir sur la dernière de ces citations : « Ne juge pas ! Moque-toi de l'opinion des autres. »

Nous trouvons, ici, deux pensées. La première contient une défense : *ne juge pas*. La seconde exprime une prescription : *moque-toi de l'opinion des autres*. A première vue, l'homme qui réfléchit saisit sans effort le lien qui, de ces deux propositions, n'en forme en réalité qu'une seule, la seconde étant la conséquence de la première.

Toutefois, pour associer les deux parties de cette idée, il est nécessaire de les examiner successivement, puisque la seconde fait suite logiquement à la première.

« Ne juge pas ! » — Qu'est-ce à dire ? Tâchons, avant tout, de pénétrer exactement le sens de ces trois mots. Est-ce à dire que, lorsque je me trouve en présence d'un écrit, d'une parole, d'une action — formes diverses sous lesquelles s'extériorise et s'affirme un de mes semblables — je dois m'interdire d'estimer, de peser, de comparer, d'apprécier cette action, cette parole ou cet écrit ? — Nullement. Le droit de critiquer, la faculté d'approuver ou de blâmer restent entiers et il ne peut être dans la pensée de l'auteur de supprimer ce droit, de restreindre l'exercice de cette faculté. Ici, le mot *juger* est certainement pris pour le mot *condamner* et il sied de modifier la formule : *ne juge pas* et de la remplacer par celle-ci : « ne condamne pas. »

Est-il bien certain que je sois parvenu maintenant à comprendre la pensée de l'auteur ? — C'est probable. Pourtant, il se peut que non. En tous cas, ne ferai-je pas bien de la compléter ?

Réfléchissons.

Il n'est pas déraisonnable de désapprouver un écrit, une parole, une action, ce qui équivaut à les condamner, ce qui, au surplus, entraîne le droit de combattre la parole ou l'écrit et, si on le peut, de s'opposer à l'action. Si, par ces trois mots : « ne juge pas », Tolstoï a prétendu limiter ou abolir ma faculté d'appréciation, s'il a voulu m'interdire le droit de combattre ou de m'opposer, je cesse d'être d'accord avec lui. Mais, peut-être, a-t-il voulu me mettre seulement en garde contre la propension — hélas trop générale, parce qu'elle emprunte le plus clair de sa force à une coutume archaïque — de m'ériger en magistrat, en juge, et de prononcer une sentence, de rendre un arrêt et d'infliger un châtement. S'il en est ainsi, je suis tout à fait d'accord.

Ici, je dois mûrement réfléchir, afin d'appuyer cette prohibition : « Ne juge pas ! » dont le sens exact, profond, total est celui-ci : « Ne condamne pas ! Ne punis pas ! », même sur des motifs probants, décisifs. Ici, c'est tout le mécanisme gouvernemental, judiciaire, social que j'ai à étudier.

Commençons : *Mécanisme gouvernemental* qui, élaborant et édictant la loi, statue souverainement sur ce qu'il est permis ou défendu de dire, d'écrire ou de faire. Je me recueille, à ce moment, avec un soin d'autant plus marqué, je donne à mes facultés méditatives une puissance d'autant plus efficiente, que ce point particulier est plus délicat, plus redoutable et plus important. J'examine successivement les multiples parties du problème : d'où procède le droit du Gouvernement, quels en sont les origines et les fondements ; par quels moyens s'est-il arrogé ce droit de réglementer les discours, les écrits et les actions des individus ; dans quelles conditions et par qui cette réglementation acquiert-elle force de Loi ; dans quel but cette législation ; au bénéfice de quoi et au profit de qui fonctionne-t-elle ; est-ce au bénéfice de l'équité ou des mœurs ; est-ce au profit d'une classe de citoyens ou de tous ?... etc., etc., etc. Le militant aperçoit tout de suite les vastes et nombreux horizons que ce premier point du problème ouvre devant sa pensée.

Continuons : *mécanisme judiciaire*. La législation est établie. Suffit-il qu'elle le soit ? — Evidemment non ; les cas sont innombrables, les « espèces » abondent, il importe que chaque cas, chaque espèce fasse l'objet d'une procédure spéciale, d'une appréciation, d'un arrêt. Donc, il faut toute une Institution dont ce sera la fonction d'interpréter la Loi, d'apprécier les cas, de prononcer le jugement et, le cas échéant, de fixer la peine.

Cette institution, c'est ce qu'on appelle la Justice : institution qui, dans son ensemble, embrasse : magistrats, policiers, agents de la force publique, gardiens de prison, bourreau. Ces hommes revêtus de l'écrasant pouvoir et de la redoutable responsabilité de se prononcer sur la liberté, les biens matériels, les intérêts moraux et la vie de tous, quels sont-ils ? Comment sont-ils recrutés ? Quelles garanties offrent-ils, de lucidité, d'intégrité ? Quel usage font-ils et peuvent-ils faire de l'autorité qui leur est impartie ? De quels moyens disposent-ils pour se glisser au fond des consciences, voir clair dans les arcanes obscurs de ces intimités aussi variables que les cas et les individus ? Sur quel étalon mesurent-ils les responsabilités ? Leur est-il possible de discerner nettement, sans crainte d'erreur ou d'abus, ce qui se passe dans les régions mystérieuses de l'être humain ? L'investiture qu'ils ont reçue leur confère-t-elle de miraculeuses lumières et met-elle à leur service des moyens d'investigation infaillibles ?... etc., etc., etc.

Terminons : *Mécanisme social*. Le jugement est rendu. L'écrit, le discours, l'acte soumis à l'appréciation des magistrats ont été condamnés ; les juges ont déclaré qu'ils tombent sous le coup de la Loi ; la peine a été prononcée ; le châtement suit. L'opinion publi-

que en est informée ; elle est, à son tour, saisie de l'affaire ; elle apprécie et, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, elle homologue, sans examen, automatiquement, l'arrêt rendu. Elle ajoute à la peine prononcée le mépris et la haine qui escortent le condamné sa vie durant.

Pourquoi, comment acquiesce-t-elle aussi facilement à la sentence judiciaire ? Que sait-elle de l'affaire ? Que connaît-elle du condamné, de son ascendance, de son tempérament, de son enfance, des milieux dans lesquels il a grandi, des exemples qu'il a eus sous les yeux, des entraînements qu'il a subis, des mille circonstances qui ont fait peser sur lui leurs influences, de ce rien et de ce tout qui ont, au dernier moment et en dernière analyse, déterminé son action ?... etc., etc.

Concluons :

Arrivé à ce point de sa méditation, le militant concevra la haute sagesse, l'équité profonde et l'indiscutable exactitude de cette défense : « Ne juge pas ! » c'est-à-dire : « ne condamne pas ; ne punis pas ! »

Le propagandiste puisera, dans les considérations et aperçus, qui l'auront peu à peu conduit à une conclusion irréfutable, une foule d'idées et de sentiments sur lesquels il campera solidement une opinion qu'il sera capable de développer et de faire triompher. Il sera bon qu'il en cause avec ses amis, qu'il en discute avec les adversaires, qu'il cherche dans la lecture ce qui est de nature à combattre ou à confirmer son propre sentiment. Et, soumise à l'épreuve de la lecture et de la discussion, loyalement confrontée avec le sentiment des autres, sa conviction reposera finalement sur des données abondantes et précises qui le mettront en mesure de la propager avec succès.

Pour la seconde partie de la citation : « Moque-toi de l'opinion des autres », il n'y aura qu'à procéder de la même manière. Ici, le travail de méditation sera rendu facile par l'examen approfondi de la première proposition, puisque la seconde vient en conséquence de la première. (Voir *Qu'en dira-t-on*.)

J'ai constaté fréquemment, chez un grand nombre de militants, du flottement, de l'hésitation, chaque fois qu'une situation troublante se produit et qu'un événement grave éclate. Je comprends cette perplexité ; elle a du bon : l'attitude d'un militant doit constamment rester libre de toute chaîne et son opinion doit demeurer, en toutes circonstances, subordonnée à une révision réfléchie et éventuelle. Dans ces conjonctures, qu'il s'empresse de s'isoler. Qu'il ait recours, avant de prendre position, à la réflexion, au recueillement, à la méditation. Cette gymnastique de la pensée est nécessaire ; il importe qu'il s'y entraîne. Pratiqué chaque jour et méthodiquement, ce sport — car c'en est un, le plus noble et le plus salutaire de tous — développera et embellira sa vie intellectuelle.

Ce sera le bain salutaire d'où il sortira purifié et fortifié. Il y puisera les forces dont il a besoin s'il veut résolument faire face à la dépense d'énergie que nécessite la lutte implacable entreprise par tous les hommes de cœur, de raison et de volonté contre le monde d'ignominie qu'il faut abattre à tout prix et le plus tôt possible. — Sébastien FAURE.

RÉFORME n. f. Le changement de méthodes et de lois, considérées comme socialement mauvaises, en vue de nouvelles, que l'on considère comme meilleures, constituant une réforme. Les administrations, les Etats sous l'emprise de besoins nouveaux, subissent des transformations et suppriment certains abus. Ces modifications constituent des réformes temporaires. Dans la vie militaire il est parfois question de réforme. Le passage de l'activité à l'inactivité, dans l'armée, constitue pour les hommes, les bêtes et les choses, un état de réforme. L'on donne aussi le nom de réforme à la révolution qui sépara de l'Eglise romaine une grande partie de l'Europe au xvi^e siècle. C'est en

1517 que Luther proclama la Réforme. Cette réforme est la plus importante que l'Humanité ait enregistrée ; elle constitue la transformation du christianisme par la libre discussion. Une pareille réformation se perçoit comme premier cri de l'intelligence plus ou moins éclairée, qui, de réforme en réforme, passe successivement de la foi religieuse au doute pour ceux qui raisonnent et à la foi matérialiste pour ceux qui croient au mécanisme général. Cette protestation religieuse amène, dit Collins, la protestation politique et crée le libéralisme, comme celui-ci amènera la protestation sociale et créera le socialisme.

Arrivée à ce point, qui est celui de notre époque, toute société est ballottée par le despotisme et l'incohérence. Elle fait appel aux réformes pour végéter entre ces deux systèmes de domination sociale. La Société attend bien une réforme sérieuse et durable, mais elle ne sait de qui elle peut l'espérer ni de qui elle doit l'obtenir. Elle oublie que, tant que les abus sont possibles, socialement, c'est sur eux que son existence repose et les réformes ne font qu'entretenir ce qu'elles paraissent combattre. Les abus et le mal qu'ils occasionnent à la Société finiront, peut-être, par convaincre les bénéficiaires de l'injustice sociale des dangers qu'ils courent à persister dans le maintien de privilèges qui orientent les victimes de cet ordre social à s'instruire des moyens propres à leur libération économique et morale. Du reste, le temps et la nécessité sociale forceront les hommes à laisser tomber les cataractes qu'un faux égoïsme place devant les yeux de l'humanité. Ils verront, expérimentalement, aussi bien que par un raisonnement sain, que l'application de la justice pour tous dans les rapports sociaux est le seul moyen de rompre avec le despotisme aussi bien qu'avec l'incohérence et d'éviter les catastrophes sociales par l'harmonie des intérêts. Mais, en attendant que les besoins généraux obligent l'Humanité à se réformer, à se débarrasser des abus et des préjugés, il est du devoir de tous ceux qui voudraient voir disparaître la période de souffrances dans laquelle vit la société générale, d'essayer de bien raisonner. Cela nous amène, tout au moins théoriquement, à essayer de réformer la société, en procédant pour ce qu'il est possible d'organiser dans la société, par le retranchement successif d'abus qui, sous un couvert réformateur, trop souvent se succèdent sous des formes différentes. Cependant nous ne pouvons organiser, réellement, qu'après avoir assis positivement la société rationnelle sur les mines d'un protestantisme social négatif de nature à accélérer la chute de l'incohérence aussi bien que du despotisme. S'il est nécessaire qu'un ordre nouveau succède à l'ancien, il n'est pas indispensable qu'il le continue par de prétendues réformes. L'ordre nouveau doit succéder à l'ancien comme le jour succède à la nuit. Il est logique de constater que tant que la société générale ne sait pas pourquoi elle est mal, elle ne peut savoir comment elle serait bien.

Pour le bien, pour la vérité, pour la justice, il n'y a pas de degrés. Une quasi-vérité est une erreur qui ne fait que prolonger l'agonie où se débat la société. Au point de vue social, il ne saurait être question de réforme véritable en maintenant les bases de l'ancienne société. Toucher à l'édifice social en maintenant certains monopoles et abus, c'est s'illusionner en illusionnant les autres et contribuer, le sachant ou l'ignorant, à l'exploitation des masses. Tant que la réalité du droit, de la justice sera ignorée socialement, il n'y aura ni réforme, ni révolution au sens social et les prétendues améliorations qui déplacent le mal sans le supprimer ne font qu'augmenter l'incohérence dans une agitation superficielle et stérile. A notre époque, les réformistes de toutes tendances sont, en quelque sorte, des aveugles qui croient y voir clair en poussant le char de l'Etat dans le chemin de l'empirisme. Aussi comment nos sociétés sont-elles guidées ? Nous vivons au

jour le jour, refaisant le lendemain ce qui a été supprimé la veille. Les abus, les scandales se multiplient à mesure que se développe l'intelligence générale. Il n'y a progrès qu'en apparence puisque la moralité générale baisse avec l'accroissement continu des richesses. La presse bien pensante, qui ne dit qu'une faible partie de ce qui est, ne manque pas, chaque jour, d'apporter un contingent révélateur de délits et de crimes.

Pendant que les Produits du Travail s'accumulent chez quelques-uns, la consommation générale, quant aux besoins ressentis, diminue chez les déshérités. Les lésardes qui fendillent le domaine social de nos jours ne sauraient être supprimées graduellement ; elles tiennent à un vice fondamental qui doit disparaître. Les réformistes politiques pensent arriver à ce résultat tantôt sous le badigeon d'une loi de circonstance, tantôt sous l'enduit d'une constitution, aujourd'hui au moyen d'une mesure du pouvoir, demain par un acte de puissance d'une majorité où l'on ne trouve ni justice, ni solidarité. Aucune de ces combinaisons ne repose sur la science sociale, mais sur les besoins accidentels d'une politique de parti. Aussi, ce juste milieu que les éclectiques encensent ne peut mener à rien de positif dans l'ordre social.

En résumé, dans l'ordre social, pour qu'une réforme soit bienfaisante à tous, elle doit viser le côté moral aussi bien que le côté économique du problème social. Par cela même, la réforme constitue une révolution scientifique, c'est-à-dire durable. — ELIE SOUBEYRAN.

REFORME ou RÉFORMATION (HISTOIRE RELIGIEUSE).

Nous exposerons au mot *Religion* les particularités doctrinales et culturelles qui distinguent le protestantisme du catholicisme, ainsi que le mode d'organisation intérieur adopté par les principales Eglises issues de la Réforme. Ici, nous étudierons les débuts du protestantisme d'un point de vue exclusivement historique.

Le grand schisme, les prédications de Wicliffe et de Jean Huss, l'engouement pour les auteurs païens de Rome et de la Grèce ; la renaissance de l'esprit critique, étouffé pendant la longue nuit du moyen âge, sont à ranger parmi les causes lointaines de la Réforme. Mais c'est à la corruption du clergé qu'il convient d'accorder un rôle prépondérant. Evêques et abbés vivaient en grands seigneurs, préférant aux pratiques de dévotion la chasse, les bons repas et les rendez-vous galants. Dans la mesure des richesses mises à leur disposition, moines et curés imitaient leurs chefs. Quant aux papes, ils s'entouraient ouvertement de courtisanes et de mignons, se vautreant dans des orgies crapuleuses comme Alexandre VI, ou s'adonnaient, comme Léon X, à des plaisirs raffinés. Afin de se procurer des ressources abondantes, ils vendaient, aux fidèles, indulgences et sacrements. Aussi la protestation de Luther vint-elle à point et fut-elle écoutée.

Né en 1483, à Eisleben, d'une pauvre famille de mineurs, Martin Luther fut durement traité par ses parents et par ses premiers maîtres. Devenu étudiant, il connut la faim et dut, plus d'une fois, chanter dans les rues pour obtenir un morceau de pain. L'assassinat d'un de ses amis et la chute de la foudre tout près de lui, dans un bois, surexcitèrent sa ferveur religieuse et lui firent prendre l'habit des moines augustins. Sa science théologique, son éloquence fougueuse, sa foi ardente lui valurent une notoriété précoce ; dès 1508, il était nommé professeur à l'Université de Wittenberg. Envoyé à Rome vers 1510, pour défendre les intérêts de son ordre, Martin Luther fut scandalisé par les mœurs des prélats romains. De la lecture assidue de l'Ecriture et des Pères, il tira d'ailleurs une théorie personnelle sur les conditions du salut qui devait le conduire à rompre avec le catholicisme traditionnel. Sa controverse avec Tetzel, un dominicain qui, d'accord avec la banque Fugger d'Augsbourg, avait organisé la

vente des indulgences pour le compte du Pape, fut le point de départ de la Réforme.

Entouré d'une brillante escorte, Tetzel parcourait l'Allemagne, affirmant qu'à « l'instant même où la pièce de monnaie retentit au fond du coffre-fort, l'âme s'envole, délivrée, dans le ciel ». Luther attaqua l'abus, puis le principe même des indulgences. Vivement applaudi par ceux qu'indignait le honteux trafic du dominicain et de sa bande, il fut rapidement suspect, par contre, aux défenseurs de l'orthodoxie. Le pape s'émut ; mais son légat Cafetano ne put décider le moine augustin à se rétracter. Ce dernier en appela du pape mal informé au pape mieux informé ; puis, en 1520, il brûla solennellement, sur la grande place de Wittenberg, la bulle de Léon X qui le menaçait d'excommunication, s'il ne se soumettait dans un délai de soixante jours. Vainement, la papauté tenta de sévir. Déjà beaucoup de gens adoptaient les idées nouvelles ; les prêtres se mariaient ; moines et nonnes quittaient leurs couvents ; les étudiants se rangeaient avec enthousiasme du côté du réformateur. Cité devant la Diète de Worms en 1521, pour y répondre de sa conduite, Luther s'y rendit, mais refusa catégoriquement de se rétracter et fut mis au ban de l'Empire. Enlevé par des cavaliers masqués de l'électeur de Saxe, Frédéric le Sage, il se tint caché quelque temps au château-fort de la Wartburg, d'où il lança de nombreux pamphlets sous le nom du chevalier Georges ; c'est pendant cette retraite forcée qu'il traduisit la Bible en langue allemande. Quand il quitta la Wartburg, ses partisans étaient trop nombreux pour qu'on osât désormais s'attaquer à sa personne.

En levant le drapeau de la révolte contre Rome, Luther avait fait preuve d'un courage méritoire. Malheureusement, sa vie comporta aussi des pages qui ne lui font pas honneur. Sacramentaires et anabaptistes furent combattus sans ménagement par l'ancien professeur de Wittenberg. Les anabaptistes dédaignaient la Bible et les cérémonies cultuelles ; ils conservaient le baptême, mais exigeaient que chaque fidèle arrivé à l'âge de raison se fasse rebaptiser, étant persuadés que le baptême donné dans l'enfance ne pouvait suffire. Au point de vue social, ils prêchaient l'égalité et demandaient même la communauté des biens. Une pareille doctrine suscita de vives inquiétudes chez les possédants. Luther, désireux de conserver la protection des grands seigneurs, pourchassa ces « suppôts de Satan », assez audacieux pour critiquer l'ordre social établi. Contre les paysans insurgés, il se montra également impitoyable. Écrasés par les dîmes et les redevances féodales, réduits à une misère atroce, ces malheureux avaient cru voir l'annonce d'une ère meilleure dans les prêches de l'ancien moine augustin. Ils se soulevèrent en masse et présentèrent à leurs maîtres des réclamations d'une modération extrême. Dans une déclaration dite des *douze articles*, ceux de la Forêt Noire revendiquaient la liberté de choisir leurs pasteurs, le partage des biens communaux, l'abolition des droits de chasse et de pêche, de la petite dîme, du servage héréditaire. Mais ils eurent beau appuyer leurs demandes de textes de l'Écriture, on ne les écouta pas. Et, comme ils se révoltaient, exaspérés par les résistances seigneuriales et par la faim, Luther invita l'aristocratie à les écraser sans pitié. « Si vous ne mettez à mort un chien enragé, disait-il, vous périrez et tout le pays avec vous. Celui qui sera tué, en combattant pour les magistrats, sera un véritable martyr, s'il a combattu avec une bonne conscience. C'est pourquoi, chers seigneurs, aidez, sauvez, délivrez ; ayez pitié de ce pauvre peuple ; frappez, transpercez et tuez qui veut. » Aux applaudissements du réformateur, la répression fut épouvantable ; on noya dans le sang cette rébellion tentée au nom de la doctrine évangélique.

Charles-Quint désirait vivement ramener l'Allemagne au catholicisme, néanmoins il fut contraint, en 1525,

d'accorder la liberté du nouveau culte jusqu'au prochain concile. En 1529, comme il prétendait interdire toute innovation religieuse dans les États où le luthéranisme n'avait pas encore pénétré, princes et villes favorables à la Réforme rédigèrent une protestation contre la décision impériale. D'où le nom de *protestants*, donné d'abord aux luthériens, puis bientôt aux membres de toutes les sectes indistinctement. Tentée au colloque de Marbourg, l'union des diverses communions protestantes fut impossible, Luther et Zwingli n'ayant pu s'entendre au sujet de l'eucharistie.

C'est en 1530, que Mélanchton présenta à la Diète d'Augsbourg une profession de foi célèbre, connue sous le nom de *Confession d'Augsbourg*, et qui est restée la règle doctrinale de l'Eglise luthérienne. Parce qu'il redoutait les violences de langage et l'emportement naturel de Luther, l'électeur de Saxe avait confié la défense de la cause protestante à Mélanchton, humaniste délicat, très modéré, très accommodant, qui était devenu le meilleur soutien de la nouvelle religion. Mais la conciliation avec les catholiques fut impossible ; et comme Charles-Quint voulait sévir durement contre les réformés, les chefs protestants se préparèrent à la lutte.

Retardée pour diverses causes, en particulier par suite des menaces turques contre l'Autriche, la guerre religieuse dura entre partisans et adversaires du catholicisme jusqu'à la Paix d'Augsbourg. Dégoûté par de nombreux échecs successifs, incapable d'assurer le triomphe de l'orthodoxie romaine, l'empereur voulut, avant d'abdiquer, ramener le calme dans ses États de l'Europe centrale. Signée en 1555, la paix consacrait la victoire du protestantisme. Les princes luthériens pouvaient adopter librement la religion de leur choix ; ils conservaient la presque totalité des domaines ecclésiastiques qu'ils avaient confisqués. Luther était mort dans sa ville natale en 1546. Jusqu'à la fin, il continua de se croire providentiellement suscité par dieu. « Le monde, disait-il, est un vaste et magnifique jeu de cartes, composé d'empereurs, de rois, de princes. Le pape, pendant plusieurs siècles, a vaincu les empereurs, les princes et les rois. Ils ont plié et sont tombés sous lui. Alors notre seigneur Dieu est venu. Il a donné les cartes ; il a pris pour lui la plus petite (Luther), et, avec elle, il a battu ce vainqueur des rois de la terre. C'est l'as de Dieu. Il a renversé de dessus leurs trônes les puissants et il a élevé les petits. » Avant de mourir, il avait pu voir sa Réforme franchir les limites de son pays natal et s'installer d'une façon durable en Prusse, où le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, Albert de Hohenzollern, s'était déclaré pour lui dès 1525 ; en Suède, où Gustave Vasa adopta la nouvelle religion en 1527 et parvint à l'imposer très rapidement à son peuple ; en Danemark et en Norvège, où l'autorité royale favorisa d'abord la diffusion du protestantisme, puis finit par interdire l'exercice du culte catholique.

Dès 1516, un curé de Zurich, Zwingli, avait entamé la lutte contre ses supérieurs ecclésiastiques, condamné les indulgences, le culte des reliques, etc. Il appelait sa religion *évangélique*, parce qu'elle n'admettait d'autre règle que l'Evangile. Montrant les blanches cimes des Alpes, dorées par les reflets du soleil couchant : « Voilà, disait-il au peuple, le trône de l'Eternel : contemplez ses œuvres, adorez-le dans ses magnificences ; cela vaut mieux que les offrandes aux moines et les pèlerinages aux ossements des morts. » L'intransigeance de Luther ne lui permit pas de s'entendre avec lui. Lors de la bataille de Cappel, Zwingli, frappé d'une pierre à la tête au moment où il assistait un blessé, expira sous les coups d'un soldat d'Unterwald, indigné par son refus d'invoquer la Vierge et les saints. Un peu plus tard, son œuvre allait être complétée par un réformateur célèbre, Jean Calvin.

Guillaume Farel, un français originaire du Dauphiné, s'était fixé à Genève, en 1534, et sa prédication avait

gagné de nombreux partisans à la Réforme ; il fit même briser les images des saints et abolir le culte catholique. Toutefois, c'est Calvin, retenu par lui à Genève, qui devait organiser définitivement la nouvelle Eglise. Fils du procureur fiscal de l'évêque de Noyon, ce dernier était né en 1509. Tonsuré à neuf ans, chapelain à douze, curé de Marteville à dix-huit, il fut élève au collège de Montaigu à Paris, poursuivit des études de droit aux Universités d'Orléans et de Bourges, puis revint à Paris suivre les cours du Collège de France. Gagné aux idées religieuses venues d'Allemagne, il rédigea en 1533, pour son ami Nicolas Cop, recteur de l'Université, une harangue d'inspiration nettement luthérienne. Obligé de s'enfuir, il se réfugia à Nérac, près de la reine Marguerite de Navarre, puis mena une vie errante. La publication de son livre *l'Institution de la religion chrétienne*, paru à Bâle en 1536, le rendit célèbre. C'est à contre-cœur que Calvin, cédant aux objurgations de Farel, se fixa à Genève.

Chassé en 1538, il se refira à Strasbourg. Mais rappelé en 1541, il s'installa en maître dans la ville, où il régna despotiquement jusqu'à sa mort. Les magistrats locaux ne furent plus que ses humbles serviteurs ; un Consistoire, composé de douze anciens et de cinq ministres, fut chargé de diriger les consciences et de surveiller la conduite de chacun. Une première faute entraînait une réprimande ; une récidive la privation de la cène ; une nouvelle rechute était punie d'une amende, de la prison, parfois de la mort. Composition des repas, luxe des habits étaient réglés d'une façon minutieuse. Pour lui-même, Calvin ne touchait que 200 écus d'appointements ; il menait une vie austère et très occupée ; il ne prit d'autres titres que ceux de président du consistoire et de professeur de théologie. Toutefois son orgueil était incommensurable. « Dieu, affirmait-il, m'a fait la grâce de me déclarer ce qui est bon ou mauvais. » Un Genevois ayant mal parlé de Calvin, « ce méchant homme, ce Picard », dut venir implorer son pardon à genoux, après avoir fait le tour de la ville, tête nue, en chemise, une torche à la main. Quiconque ne le saluait pas était condamné au moins à une amende. Violent et d'humeur colérique, il ne souffrait aucune opposition. Un bourgeois fut décapité parce qu'on avait trouvé dans sa maison un livre du réformateur avec, en marge d'un passage, les mots : « Toute folie ». Boïsec fut arrêté, puis banni pour avoir nié la prédestination. Michel Servet, un médecin réputé, fut condamné au feu et brûlé, en 1553, parce qu'il soutenait des idées théologiques contraires à celles de Calvin.

A Genève, la vie fut extraordinairement morose. Les nouveaux mariés ne devaient ni chanter, ni danser le jour de leurs noces ; interdiction leur était faite de porter des souliers à la mode de Berne. Même dans les plus grands festins, il était défendu d'avoir plus de trois services, comportant chacun quatre plats au maximum. Représentations théâtrales, danse, jeu de boules ou de cartes étaient proscrits. On attachait au poteau infamant l'homme surpris des cartes dans les mains. Des censeurs à qui nulle porte n'était fermée, ni de jour, ni de nuit, inspectaient les familles pour apprécier leur genre de vie et leur degré d'instruction. Calvin disposait en outre d'une armée d'espions qui le renseignaient sur les faits et gestes des habitants. De 1542 à 1546, 76 personnes furent bannies ; 58 furent brûlées, pendues ou écartelées, dont 26 sorciers, hommes ou femmes, que l'on accusait d'avoir introduit la peste dans la ville.

Avec son Collège, dont la direction fut confiée à l'humaniste Théodore de Bèze, Genève devint la citadelle du protestantisme. Des réfugiés accourus de partout, et qui s'instruisaient pour faire une propagande plus efficace dans leurs pays d'origine, donnaient à cette cité une allure cosmopolite. Malgré sa faible santé, Calvin déploya, jusqu'à ses derniers jours, un grand

zèle pour la diffusion de sa doctrine. Quand il mourut, en 1564, il eut d'humbles funérailles, comme il l'avait demandé, mais la foule se pressait innombrable. Son successeur, de Bèze, fut toutefois moins inhumain ; et l'on disait couramment à Genève : « Il vaudrait mieux être en enfer avec de Bèze qu'en paradis avec Calvin ». Le calvinisme se répandit rapidement en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Ecosse. En France, il y avait plus de deux mille églises obéissant à ses directives, quand mourut le réformateur. Comme la Paix d'Augsbourg n'accordait la liberté qu'aux luthériens, la situation des partisans de Genève fut longtemps précaire en Allemagne, malgré l'appui de l'électeur palatin et plus tard de l'électeur de Brandebourg. A cause de son caractère démocratique, le calvinisme fut bien accueilli dans le nord des Pays-Bas, où il devint très vite la religion dominante. En Ecosse, John Knox, qui s'était réfugié pendant quelque temps à Genève, organisa l'Eglise presbytérienne, toute inspirée des idées calvinistes. Elle n'admettait que des ministres égaux entre eux et nommés par le peuple ; l'autorité appartenait à des assemblées élues, composées d'anciens et de ministres. Officiellement reconnu en 1560 par le Parlement écossais, le presbytérianisme parvint à se répandre même en Angleterre.

Dans ce dernier pays, la Réforme fut l'œuvre d'Henri VIII. Ce roi manifesta d'abord un vif attachement pour le catholicisme ; il fit brûler les premiers livres de Luther qui parvinrent en Angleterre, et composa contre le protestantisme un pamphlet qui déterminait le pape Léon X à lui décerner le titre de défenseur de la foi. Il entendait cinq messes les jours ordinaires, trois les jours de chasse. Mais c'est en vain qu'il sollicita de Clément VII la rupture de son mariage avec Catherine d'Aragon, tante de Charles-Quint ; craignant de se brouiller soit avec l'empereur, soit avec le roi d'Angleterre, le pape chercha à gagner du temps. Or Henri VIII, talonné par son amour pour Anne de Boleyn et irrité par les atermoiements et les réponses évasives de Clément VII, se décida finalement à faire casser son mariage par l'archevêque de Cantorbéry. Cranmer, après consultation des principales Universités d'Europe qui lui donnèrent raison sur le fond du litige. Excommunié par le pape, il rompit complètement avec Rome, se fit reconnaître chef de l'Eglise anglicane par le Parlement et s'attribua les prérogatives du pouvoir spirituel. L'Acte de suprématie (1534) proclamait qu'il avait « tout pouvoir d'examiner, réprimer, redresser, réformer et amender tels erreurs, hérésies, abus, offenses et irrégularités qui doivent ou peuvent être réformés par autorité ou juridiction spirituelle ». Dans le *Bill des six articles*, paru en 1539, Henri VIII décrétait, en conséquence, que les catholiques qui refuseraient de reconnaître sa suprématie religieuse étaient coupables, mais il maintenait, sous peine du feu, la confession, la présence réelle, la communion sous une seule espèce, la messe.

Catholiques et protestants furent persécutés avec une égale féroce, les premiers comme traîtres, les seconds comme hérétiques. On compta les victimes par milliers ; les gens riches surtout, dont les dépouilles étaient acquises aux proscripteurs, furent condamnés sans miséricorde. Le roi confisqua pour plus de sept millions de biens appartenant à des monastères dont les abbés ne siégeaient pas au Parlement ; il traduisit la Bible et sa traduction fut la seule admise ; tous les évêques durent lui demander l'investiture. Après avoir disputé pendant cinq heures avec un maître d'école nommé Lambert, il le somma de choisir entre la rétractation ou la mort ; et comme son contradicteur préférait la mort, le monarque le fit brûler à petit feu. Sa cruauté fut inouïe, même à l'égard de sa famille. Anne de Boleyn monta sur l'échafaud en 1536 ; le lendemain de l'exécution, il se mariait avec Jeanne Seymour qui expira

en mettant Edouard VI au monde. Sur la foi d'un portrait trop flatté, il épousa alors Anne de Clèves par procuration ; mais il la renvoya bientôt à son père, estimant qu'elle était laide et qu'on l'avait trompée. Catherine Howard, sa cinquième femme, fut décapitée en 1542. La sixième, Catherine Parr, faillit avoir le même sort parce que suspectée d'hérésie ; elle survécut pourtant à son mari. Ce barbe bleue sanguinaire et grotesque mourut en 1547. Sous son successeur, Edouard VI, on autorisa le mariage des prêtres et une liturgie nouvelle fut instituée. Mais Marie Tudor usa des moyens les plus sanglants pour contraindre ses sujets à redevenir catholiques. C'est Elisabeth qui assura le triomphe définitif de la Réforme en Angleterre.

Nous n'entreprendrons pas de retracer, même brièvement, l'histoire du protestantisme. Notons cependant que la formation de sectes nouvelles, dont plusieurs très importantes, a continué après la disparition des principaux fondateurs de la religion réformée. Parmi beaucoup d'autres, citons les baptistes qui administrent le baptême aux adultes seulement par immersion totale. Ils n'ont pas d'évêques, mais seulement des anciens, des docteurs et des diacres ; leur esprit rappelle celui des premiers chrétiens. Les méthodistes, qui comptent plus de cinquante millions d'adhérents, reconnaissent pour fondateur le puritain anglais John Wesley qui mourut en 1791. Cette confession protestante, qui n'était pas sans analogie avec le plétisme allemand, se proposait de réveiller la foi atténuée des fidèles ; mais elle s'adressait de préférence aux masses populaires. Divisé en plusieurs sectes, le méthodisme entretient des missions dans le monde entier. Les darbystes ou frères de Plymouth, dont l'animateur fut John Darby, un pasteur anglican qui prêchait avec succès vers 1831, et les Irvingiens, qui se rattachent au pasteur écossais Irving, mort en 1834, cultivent le prophétisme et attendent une nouvelle venue du Christ.

Dans les pays protestants, en particulier chez les anglo-saxons, les *revivals* ou *réveils* sont d'ailleurs fréquents ; ils tiennent parfois du délire et s'expliquent par la psychologie des foules. Le pentecôtisme, qui sévit à l'heure actuelle, doit être rangé parmi ces épidémies mentales. Voilà ce qu'écrit, à ce sujet, une protestante de mes amies, qui habite l'Ardèche : « De jeunes ambitieux mégalomanes, afin de s'affirmer eux-mêmes et d'être mis en vedette comme telle étoile de cinéma, se sont donnés pour tâche d'asservir les consciences en semant en elles le trouble, la déraison, le désir exalté du sacrifice (de tous les sacrifices et d'abord : les péccataires). Ces jeunes gens — soit dit en passant pour signaler l'incongruité de la chose — sont nantis d'une mission ecclésiastique, c'est-à-dire d'une mission d'humilité et de désintéressement, mais, débrouillards comme on l'est en mil neuf cent trente-deux, ils ont trouvé le moyen commode et rémunérateur d'incarner la finance dans le Sacerdoce jusqu'à confondre presque l'un et l'autre : « Le don d'argent fait partie de la sanctification de la vie. L'argent doit être demandé aux chrétiens pour obéir à la Parole de Dieu. La dîme doit être le minimum de l'offrande. Il faut donner sans cesse pour l'avancement de l'œuvre du Seigneur. » L'Argent et le Réveil (celui-ci en fonction de celui-là), etc... ». Voilà leur code.

« Je n'insiste pas sur ces pieuses opérations d'une mathématique mystique et j'en arrive à l'un des procédés, en vogue dans ma contrée, d'asservissement des âmes. Ce procédé, c'est le Pentecôtisme, c'est-à-dire l'annonce faite à tous les chrétiens de la révélation authentique, effective, matérialisée du Saint-Esprit, sous condition implicite, bien entendu, de la soumission préalable et complète du chrétien à celui qui lui a annoncé cette bonne nouvelle... A moins que le ridicule ne les tue très vite, ils ont souvent des séances au cours desquelles certains assistants crient, d'autres chantent,

d'autres éclatent de rire, d'autres « parlent en langues », ce qui produit une cacophonie que le pasteur couvre en indiquant un cantique d'action de grâces... Moi qui, élevée par des esprits sages, n'avais jamais entendu le mot de glossolalie et qui ne croyais pas aux miracles de Lourdes, j'apprends avec stupeur que le don « de parler en langues » a été dévolu à plusieurs de mes semblables, que je tenais jusqu'ici pour des gens aussi bien équilibrés que vous et moi. J'apprends que ces mêmes personnes ont reçu l'imposition des mains d'un guérisseur et que leurs coliques ou leurs maux de dents ont cessé à ce contact (qu'ils disent). Mais comme j'ai le droit de penser que ces gens-là sont des imaginatifs, des hystériques ou des fibustiers, je ne me gêne pas pour le dire. »

Par ailleurs, des enquêtes discrètes sur les établissements charitables de l'Armée du Salut, cette institution protestante dont la presse bourgeoise dit tant de bien, montrent que, là aussi, comme dans les œuvres similaires catholiques, une hypocrite duplicité règne parmi les haut gradés. Les employés des cadres inférieurs sont habituellement sincères ; chez ces personnes, souvent désireuses d'expier d'anciennes peccadilles, le mysticisme a étouffé la raison. Les chefs, par contre, ne méritent pas les éloges dont on les couvre. Après avoir entendu les apologistes de l'Armée du Salut vanter sa charité inépuisable, Adr. Verdière Le Peletier fit une petite expérience. « Je me suis présentée, écrit-elle, dans un des refuges de l'Armée du Salut, mes vêtements sont misérables, je tiens un petit paquet à la main, ma voix est craintive ; l'officier qui me reçoit me toise et, sans bienveillance, me demande ce que je veux. — Je sors de l'hôpital, j'ai été malade pendant deux mois, je n'ai pas de logis, pas de famille, pas d'argent, cependant j'ai trouvé du travail, mais ne recevrai mes appointements qu'à la fin du mois. Si je ne trouve un gîte, je ne pourrai pas travailler. — Vous n'avez pas d'argent ! Impossible de vous recevoir. Au Palais de la Femme, la chambrette coûte trente à trente-cinq francs par semaine, un lit en dortoir vingt et un francs la semaine. On doit payer d'avance. — La nourriture est-elle comprise ? — Oh ! non, se récrie la salutariste, il y a le réfectoire, vous pouvez avoir un repas à 3 fr. 55. — Mais comment faire alors, puisque je n'ai pas d'argent ? — Ah ! cela... elle lève les mains dans un geste qui paraît dire « débrouillez-vous ! » — N'avez-vous pas des asiles qui reçoivent gratuitement ? Ne consentez-vous pas des prêts d'honneur aux personnes qui sont dans mon cas ? — Des prêts d'honneur... mais il nous faudrait en faire tous les jours. Dans tous nos refuges il faut payer. — Même sur la péniche ? — Certainement, d'ailleurs la péniche n'est réservée qu'aux hommes. — Ne pourriez-vous me faire une faveur, je vous paierai à la fin du mois ? — Impossible, je vous dis ; d'ailleurs, il n'y a pas de place. »

Et Adr. Verdière Le Peletier ajoute : « Avant de m'éloigner de cet asile inhospitalier, je lance un coup d'œil dans le vaste hall, des inscriptions bibliques ornent les murs ; sur un tableau noir l'annonce de causeries faites par une « adjudante » ou une « capitaine » prouve que la propagande religieuse n'est pas totalement négligée. Des jeunes filles élégantes, fardées, traversent le hall et se dirigent rapidement vers la sortie. Je les suis, l'une d'elles saute légèrement dans une élégante torpédo et, sans façon, embrasse le jeune homme qui est au volant. D'autres s'éloignent, en causant galement. Je m'arrête un instant pour consulter le menu affiché à la porte, tout comme il le pourrait être à celle d'un restaurant. Pas de prix de faveur, puisque le pain coûte trente centimes, mais l'alcool, le vin et la bière sont proscrits. »

Sans méconnaître les bons côtés de l'Armée du Salut, l'on aurait tort de fermer les yeux sur les défauts de cette puissante institution. Mais les directeurs de jour-

naux imposent toujours silence aux reporters assez hardis pour élever quelques critiques à son sujet. De plus en plus, catholicisme et protestantisme se rejoignent et s'entendent pour exploiter la sottise humaine. La lutte contre l'incroyant, leur adversaire commun, les conduit à oublier leurs anciennes querelles et à s'associer pour maintenir sur le globe le joug abrutissant de la Foi. Je reconnais cependant volontiers le mérite de certaines sectes, celles des sociniens et des unitaires par exemple, qui accordent une large place à la raison ; et j'ai dit ailleurs combien j'avais d'estime pour les quakers, qui remontent à George Fox et restent dans l'ensemble fidèles à l'enseignement si humain de leur fondateur. — L. BARRAULT.

REFORME FONCIERE. La Réforme foncière est l'étude des différents régimes possibles de la propriété foncière. Comme son nom l'indique, elle se propose de dégager les réformes à apporter aux diverses modalités de possession ou de propriété du sol en vue d'harmoniser la production et la distribution des richesses. Elle part du postulat que la richesse des nations dépend du bien-être et de la liberté des individus qui les composent. Elle tend vers la libération des individus par la libre disposition des richesses naturelles, après avoir constaté, par l'histoire des peuples, que les régimes de dictature ou de domination d'une classe ont finalement et partout amené la misère des masses. Elle se propose, en outre, l'étude des rapports entre la Société et les individus, et plus particulièrement le problème de l'impôt qui marque, dans le domaine économique, le tribut prélevé par la Société sur le travail individuel.

L'enseignement officiel de l'économie politique laisse singulièrement dans l'ombre le problème de l'impôt et, si, dans la partie traitant de la « Distribution », l'impôt est cité et décrit, la théorie de l'impôt est souvent totalement négligée ; il en est de même pour la question du sol. Les traités nous montrent bien les trois éléments : Terre (richesses naturelles), Capital et Travail. Mais ce triptyque n'est, en réalité, qu'un diptyque. On ne peut, en effet, mettre sur le même plan que la Terre et le Travail, le Capital qui n'est que le produit des deux premiers.

Les législateurs de l'antiquité, et, à leur suite, les physiocrates et les économistes anglais, aux Etats-Unis, Henry George, ont mis en évidence le parallélisme entre la valeur du sol et l'accroissement de la population et des progrès humains. Il s'agit d'en tirer les déductions que des économistes timorés et effrayés par les progrès de la démocratie n'ont pas osé mettre en pleine lumière. La Réforme foncière se propose donc de remettre à sa place légitime l'étude du sol et des richesses naturelles, leur valeur et de montrer que la rente du sol résulte du travail de la collectivité, et non des individus. Cette rente foncière peut et doit être reprise par la collectivité, car elle est la seule base de l'impôt légitime, à l'exclusion de tous autres.

EVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIERE. — Contrairement à une opinion assez couramment répandue, la propriété individuelle généralisée du sol est de date relativement récente. A l'origine, en effet, quand les peuples étaient chasseurs ou pasteurs, il ne pouvait être question de propriété privée. Et même, dans les premières périodes de la vie agricole, il n'y avait pas lieu à appropriation individuelle du sol ; puisque, quand une terre était épuisée, l'agriculteur l'abandonnait et en travaillait une autre ; mais, au fur et à mesure que la population devient plus sédentaire et plus dense, et surtout que la sécurité augmente, la terre est possédée collectivement, avec des partages périodiques entre les occupants. Elle est alors, le plus souvent, attribuée aux familles, ainsi que c'était encore, peu avant la Révolution agraire d'après-guerre en Europe centrale et orientale, le cas

de la Russie (avec le mir) et de la Bulgarie et de la Serbie (avec la Zadruga). Mais, par suite de la collectivisation forcée en Russie, le mir y est remplacé par les fermes collectives et, dans les pays balkaniques, par suite de l'individualisme grandissant, les zadrugas sont de plus en plus remplacées par les fermes individuelles, complétées d'ailleurs par des coopératives agricoles d'achats en commun, de transformation, de crédit et de vente, destinées à faciliter l'exploitation de ces fermes.

Dans la plupart des pays, la propriété foncière a passé par la phase de la conquête. Elle appartenait aux plus forts qui, une fois la terre conquise, la louaient le plus souvent à des fermiers qui payaient un loyer. C'était le régime foncier le plus courant sous la féodalité. Il était tempéré par des révoltes, dont les plus célèbres ont été celles de la Guerre des Paysans, des Hussites, etc... Là où la propriété a subi l'influence du développement de l'individualisme et de l'égalité civile, le régime féodal a été remplacé par la propriété quiritaire, semblable à celle prévue par le droit romain, et qui donnait le droit d'user et d'abuser (*uti et abutendi*) qui a été sanctionné par le Code Napoléon. Exceptionnellement, en Europe Occidentale, il se constitue des propriétés coopératives agricoles pour l'exploitation de terres. On trouve aussi, et plutôt aux colonies, des propriétés sous la forme de sociétés anonymes. Mais des propriétaires reprochent à la propriété individuelle du sol de ne pas être facilement mobilisable. Voilà pourquoi, notamment en Australie, il a été généralisé un système qui a eu son heure de célébrité, institué par l'Act Torrens. Le titre de propriété sur la terre est inscrit sur des registres *ad hoc* et il peut être transmis facilement d'un individu à un autre avec autant de facilité qu'une lettre de change.

LA RENTE FONCIERE. — Les premiers économistes, les Physiocrates, avec Adam Smith, J.-B. Say, prétendaient que la terre produisait une rente par une vertu naturelle, comme l'arbre produit des fruits. Mais, s'il en est ainsi, certains se sont dès lors demandés pourquoi la rente n'est pas commune à tous les hommes et pourquoi, tandis que les propriétaires ont reçu la terre gratuitement de la nature, ils la font payer — et cher — à leurs semblables. D'après J.-B. Say, si la chaleur du soleil ou l'influence de l'air pouvaient être appropriées comme la terre, elles pourraient, elles aussi, donner une rente. Et il se félicite qu'il n'en soit pas ainsi. A ce sujet, la revue sociale *The Communist*, a publié les « Louanges au Seigneur » ci-dessous :

« Nous te remercions, ô Dieu, d'avoir placé le soleil au firmament, hors d'atteinte des hommes. Car, si tu l'avais placé en leur pouvoir, nous devrions payer pour chaque rayon de lumière, pour chaque atome de chaleur, comme nous devons payer pour chaque parcelle de cette terre qui pourtant appartient à tous. »

Au fond, quand on pousse les propriétaires actuels dans leurs derniers retranchements, au cours de discussions sur la légitimité de la propriété du sol, ils sont dans l'ensemble obligés de dire que, si, depuis des siècles, son appropriation est légitimée par l'achat dont elle a été successivement l'objet, à l'origine, elle a été attribuée souvent par astuce, par favoritisme, et davantage encore par la force. Le quirite, le citoyen romain, était désigné d'après son arme ordinaire : la pique.

Or, quelle que soit l'activité des propriétaires du sol, il y a un profit qui est légitime : celui qu'ils retirent de leur travail ; mais il en est un qui n'est pas légitime : celui qu'ils retirent de l'activité des autres êtres humains. Et cette vérité a été mise en lumière avec une très grande force, notamment par un économiste et sociologue américain nommé Henry George, dans son fameux livre *Progrès et Pauvreté* (1 vol. de plus de 500 pages, 12 fr., chez Sam Meyer, 18, avenue de la

Criolla, Suresnes (Seine). Contrairement aux Physiocrates, Ricardo en tête, qui présentaient la Rente foncière comme découlant de la parcimonie de la nature, de la difficulté croissante de la culture (les terres les meilleures étant cultivées les premières), Henry George a démontré, par des exemples actuellement classiques, que la rente du sol est due à toutes les causes du progrès social, et d'abord et avant tout à l'accroissement de la population, de la richesse, de la sécurité, des moyens de transports, etc... en dehors de tout travail du propriétaire du sol qui n'a qu'à s'asseoir et à se tourner les pouces en attendant une inévitable plus-value du sol qu'il a acheté bon marché.

Voici quelques exemples typiques du prix exorbitant que peuvent atteindre des terrains à population très dense : 4 hectares de terrains, situés entre la Chaussée d'Antin et la Madeleine, à Paris, valaient 2.400 francs sous François I^{er} ; 5.700 francs en 1552 ; 63.500 francs en 1646 ; 150.000 francs en 1767 ; 606.000 francs en 1775 ; plus de 80 millions en 1930. Des terrains qui ont été concédés à la Canadian Pacific (C^{ie} de Chemins de fer et Compagnie foncière) ont été vendus, en 1900, à 3 dollars l'acre et, en 1910, à 15 dollars. En Egypte, aux environs du Caire, et au Maroc, aux environs de Rasat et de Casablanca, des terrains achetés à 10.000 francs l'hectare, ont été revendus, peu après, 2.000 francs le mètre carré, soit 20 millions l'hectare. Lord Snowden a cité le cas de sols agricoles qui, lorsqu'ils passaient à l'état de terrains à bâtir, du fait de l'établissement d'une voie ferrée, virent leur rente passer de 2 liv. st. à 100 liv. st. et leur valeur de 300 liv. st. à 8.000 liv. st. L'île de Manhattan, qui est le cœur de New-York, fut achetée, en 1626, par Pedro Minuit, pour 24 dollars payables en perles de verre. Or, elle est estimée, aujourd'hui, sans parler des immeubles et des améliorations, environ 5 milliards de dollars. Les quelques centaines de kilomètres carrés de la ville de New-York, en dehors des constructions et des améliorations, valent environ 7 milliards de dollars, soit la vingt-cinquième partie du prix du sol nu des Etats-Unis, d'une superficie égale à celle de l'Europe entière. M. Pierre Bourdeix (voir *Terre et Liberté*, n° 5, 1932), évalue les prix du terrain dans les proportions suivantes : campagne, 0,5 ; banlieue, 33 ; ville, 650 ; Manhattan, 2.500.

On a donné plusieurs définitions de la rente foncière, mais on est d'accord, dans l'ensemble, pour appeler ainsi le loyer du sol. On enregistre c'est cette partie du revenu du sol qui ne peut être considérée comme étant le résultat du travail, mais comme le produit de la terre en tant que terre, ou comme l'avantage que recueille de son monopole celui qui a le droit d'en user et d'en abuser. En ce qui concerne l'agriculture, la rente est la partie du fermage ou du loyer déterminée notamment par l'excès du produit sur ce que la même culture produirait dans la moins productive des terres cultivées.

M. Henri Sellier a distingué, dans *La Terre* (n° 3, 1928), les deux formes essentielles de la rente foncière : l'agricole et l'urbaine. La terre, en effet, ne sert pas qu'à la culture. Sous le nom générique de « terrain », elle sert d'emplacement. Et il y a, entre les différents emplacements, les mêmes différences qu'entre les terres cultivées. Leur différence commerciale est variable suivant les circonstances. Elle est en voie de perpétuelle évolution. Dans les grandes agglomérations modernes, la rente foncière urbaine est en constant accroissement. Le propriétaire y perçoit une véritable rente, du même genre que celle de la rente foncière proprement dite. Elle constitue, elle aussi, un « unearned increment » (un revenu non gagné). « Le loyer du terrain d'emplacement d'une maison dans un petit village, a dit Stuart Mill, ne dépasse guère celui d'un terrain de même grandeur dans les champs ; mais celui d'une maison à

Cheapside le dépassera de tout le montant auquel on évalue les facilités plus grandes de gagner de l'argent dans l'endroit le plus fréquenté. » La rente foncière urbaine est due essentiellement à la concentration urbaine et est accélérée par les sacrifices budgétaires que s'imposent les collectivités, et l'accroissement démographique et économique des agglomérations. Par conséquent, l'appropriation individuelle de la rente foncière non gagnée est une atteinte au droit incontestable de la collectivité qui la crée.

L'IMPÔT UNIQUE. — M. Pavlos Giannella, un des meilleurs collaborateurs de *Terre et Liberté*, et fervent disciple de Henry George, insiste sur le fait que la rente foncière devrait être perçue par un impôt unique sur le sol, non point dans l'intention de brimer les propriétaires actuels, mais plutôt dans l'intention de substituer l'impôt unique sur le sol à tous les autres impôts qui briment, eux, le Capital, le Travail, l'Initiative : l'activité. Il constate, en effet, qu'en Grande-Bretagne, par exemple, où le sol productif devrait avoir une superficie de 123.000 kilomètres carrés, les terrains cultivés ont diminué, de 1870 à 1928, de 73.000 kilomètres carrés à 49.000 kilomètres carrés par suite des impôts (directs et indirects) que l'agriculture subit. Et, en revanche, il constate que les 303 kilomètres carrés du Comté de Londres, sur lesquels se concentrent la vie politique, économique, financière et intellectuelle du vaste Empire britannique, même en dehors des bâtiments qui y sont construits, ont une valeur égale, sinon supérieure, à celle de l'étendue, mille fois plus grande, du reste de la Grande-Bretagne.

Certains défenseurs de la propriété foncière estiment qu'elle n'augmente pas constamment de valeur. Il est vrai que, dans certains pays, comme la Grande-Bretagne et la France, la valeur de la terre a baissé, notamment sous l'influence de la concurrence de la colonisation et des moyens de transports ; mais, ainsi que l'a fait remarquer Charles Gide, dans son *Cours d'Economie politique*, en se basant sur les observations de M. Heckenrath, si la valeur de la terre a baissé momentanément dans les pays vieux, les mêmes causes l'ont fait monter dans les pays neufs. Et Gide a montré l'importance de l'accroissement de la population comme facteur de la hausse progressive, indéfinie et « inéluctable » de la valeur de la terre. C'est la confirmation de la thèse d'Henry George.

La rente foncière suit l'homme comme son ombre. Tout nouveau venu dans un pays lui apporte une richesse nouvelle : ne serait-ce que de consommation. Mais, par ailleurs, dans son excellent livre sur *Les Origines de la Révolution russe*, le professeur Lescure a démontré que l'excès de la population en Russie y a provoqué, à toutes les époques, la « faim de la terre » qui y a toujours été constatée. Les Etats-Unis illustrent la thèse de Henry George. En 1850, la propriété agricole y était évaluée à 4 milliards de dollars ; en 1900, à 20 milliards et, après-guerre, à 40 milliards de dollars. C'est la confirmation éclatante des prédictions que faisait à ce sujet Charles Gide, en mai 1883, dans l'article du *Journal des Economistes* qui a déterminé sa rupture avec les économistes orthodoxes.

APPLICATIONS. — Cela étant, la rente foncière augmentant sans cesse, dans une Société *progressive*, que faut-il faire ? Il faut attribuer à la collectivité la rente provenant du monopole du sol, disent Henry George et ses disciples. Comment ? En appliquant au sol nu, c'est-à-dire non compris les constructions et les améliorations, un impôt sur la valeur de ce sol, qui sera, non pas un impôt *additionnel*, mais, au contraire, un impôt *de substitution* qui, faible au début, remplacera peu à peu, au fur et à mesure que les contribuables s'y seront habitués, tous les autres impôts qui frappent injustement et maladroitement l'activité économique.

Les thèses georgistes pénètrent de plus en plus dans les masses populaires, malgré le boycottage qu'elles ont subi en même temps de la part du Pape Léon XIII et des socialistes de l'époque. Elles ont reçu un commencement d'application en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis (à Pittsburg, à New-York notamment, où l'impôt sur la valeur du sol nu est progressivement substitué à l'impôt sur les constructions) ; au Canada (notamment dans la ville de New-Westminster (voir *Terre et Liberté* d'oct., nov., déc. 1931). Le pays qui s'est le mieux engagé dans cette voie est le Danemark. En 1902, sous l'énergique impulsion de Sophus Bertelsen, les petits agriculteurs danois demandèrent que fussent remplacés les impôts indirects par un impôt sur la valeur du sol nu (améliorations non comprises). Depuis, sous l'influence des idées georgistes, le Parlement danois est entré partiellement dans cette voie. Il en résulte qu'actuellement (voir *Terre et Liberté* de janv., fév. 1933), les contribuables danois payent, certes, sensiblement les mêmes impôts qu'avant la réforme foncière, mais que les immeubles et améliorations sont sensiblement détaxés ; tandis que, par contre, le sol nu est plus fortement taxé. Ainsi, un immeuble d'une valeur marchande de 10.000 couronnes, et un terrain à bâtir de 10.000 couronnes à Copenhague auraient, avant la réforme, payé, l'un et l'autre, 100 couronnes d'impôts par an. Or, après la réforme, le premier ne paye que 8,1 couronnes et le deuxième (le sol paresseux), 81 couronnes. Le propriétaire de ce dernier est, par là, incité à mettre son terrain en vente ou à le bâtir : nouvelle confirmation de la thèse de Henry George. De même si les terres incultes étaient taxées, leurs propriétaires seraient par là même, incités à les mettre en vente ou en culture.

A Paris, par exemple (voir article de M. Jean Montigny, dans *l'Information* du 31 décembre 1926), le propriétaire d'un terrain nu de 1.000 mètres carrés paye, au titre de l'impôt foncier des terrains non bâtis, 400 francs par an et, avec les taxes communales, 600 francs en tout. S'il y construit un immeuble qui lui rapportera 75.000 francs de revenus nets, il payera, au titre de l'impôt foncier des propriétés bâties, environ 16.500 francs et, avec les taxes municipales, 25.000 francs environ. Dès lors, en n'acquittant que des taxes insignifiantes sur son terrain inutilisé, le propriétaire a intérêt à ce que, par suite de l'activité des autres habitants, son sol paresseux prenne de la valeur et à ce que la collectivité soit privée d'un immeuble qui lui serait utile.

IMPÔT DE REMPLACEMENT. — Nous insistons sur le fait que l'impôt sur le sol nu doit être un *impôt de remplacement*. Si bien que la réforme georgiste ne doit pas être uniquement la création d'un impôt sur la valeur foncière, mais plutôt l'abolition des impôts actuels et leur remplacement par un impôt sur la valeur foncière (voir article de Giannella : *Aperçu historique des impôts fonciers du Danemark*, dans *Terre et Liberté*, janv.-fév. 1932).

Remarquez que l'impôt que Snowden avait fait voter quand il était Chancelier de l'Echiquier, n'avait pas ce caractère, puisqu'il s'ajoutait aux autres. Ajoutons que la nouvelle taxe municipale sur les valeurs vénales des propriétés non bâties, prévue par M. Piétri, dans son projet de réforme des finances locales, s'inspirant de cette pensée, mais avec la différence qu'elle ne s'appliquait qu'au terrain urbain, qu'elle était facultative et qu'elle s'ajoutait aussi aux autres (voir *Terre et Liberté* de juillet, août, sept. 1931). Au moment où la Ligue de la République et la Ligue de la Démocratie ont organisé leurs congrès pour la réforme de l'octroi, nous avons suggéré que les octrois (ces barrières douanières intérieures) fussent supprimées et leur rendement remplacé par un impôt sur le sol nu (voir *Terre et Liberté* de janv., fév. 1932).

Toubeau, dans sa *Répartition métrique des impôts*, a montré la nécessité de frapper d'un impôt les terres cultivables non cultivées (voir dans le n° 2 de la *Terre*, 1928, notre proposition d'adapter ce système aux terres non cultivées au Maroc) et (dans la *Terre*, n° 4, 1927) les projets de Sun Yat Sen qui avait connu les idées georgistes et qui voulait frapper la terre nue d'une taxe de 1 % : la valeur de la terre étant déclarée par le propriétaire. Mais, si cette déclaration était estimée trop faible par le fisc, l'Etat pourrait la racheter au propriétaire au prix fixé par lui. Bien entendu, cet impôt devait couvrir toutes les dépenses de l'Etat chinois.

Rapprochons les projets de Sun Yat Sen, à ce dernier point de vue, de celui de M. Henri Mazel qui, en cas d'expropriation de terrains et de terres pour cause d'utilité publique, a demandé que les jurys d'expropriation ne soient point autorisés à estimer le sol plus haut que ne l'ont fait les propriétaires des parcelles expropriées dans leur déclaration pour le calcul de l'impôt.

RÉFORME FISCIALE ET RÉFORME DOUANIÈRE. — Le remplacement des autres impôts par une taxe sur le sol nu aurait de grandes conséquences générales. Actuellement, pour ne pas imposer le sol nu, et donc pour épargner les propriétaires à la fois monopoleurs et paresseux, l'Etat frappe la production et les revenus au point de décourager les travailleurs. Mais, comme il a des besoins budgétaires impérieux, il doit recourir, en plus des impôts directs, aux impôts indirects que le contribuable paye sans s'en douter. Mais tous ces impôts élèvent le coût de la vie, donc le coût du travail, donc le prix des productions nationales qui sont concurrencées par les marchandises étrangères sur le marché international et même national. Pour protéger ses producteurs sur le terrain national, l'Etat dresse alors à ses frontières des barrières douanières, établit des tarifs différentiels de transport, et des règlements « hygiéniques » entravant les importations de l'étranger. Sur le marché international, il substitue et facilite le dumping de ses producteurs, fait jouer les primes à l'exportation. En un mot, il organise la guerre douanière qui prélude à la guerre diplomatique et à la guerre tout court.

NATIONALISATION DU SOL. — Le georgisme tend donc à socialiser la rente foncière. Il veut rendre à la collectivité ce qui appartient à la collectivité ; à l'individu ce qui appartient à l'individu. Mais l'application du georgisme soulève de telles résistances, par suite même de l'incompréhension de ceux qui en seraient les bénéficiaires, que plusieurs se sont demandés s'il ne serait pas plus sage de préconiser la nationalisation du sol, grâce à quoi la réforme foncière pourrait être réalisée à pied d'œuvre, sur un terrain neuf, c'est le cas de le dire. Mais, dans ce cas, il faut adopter une méthode d'expropriation du sol qui serait nationalisée. Et c'est ici que se présentent des solutions divergentes.

S'il est vrai que la propriété du sol résulte le plus souvent de la violence, à l'origine, la propriété n'est pas respectable et, dans ce cas, il importe de la nationaliser sans indemnité. C'est ce qui a été fait par exemple en Russie et dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale.

George, qui ne se donnait pas comme révolutionnaire, encore que le Pape Léon XIII l'ait considéré comme tel, était hostile à toute indemnité aux propriétaires « actuels ». Par contre, des socialistes comme Karl Marx, Engels, Vandervelde, etc... ont envisagé l'expropriation avec indemnité.

Le champion le plus célèbre de la nationalisation du sol a été Rivadavia qui, au commencement du XIX^e siècle (1826), esquissa une ébauche de nationalisation du sol. Mais, comme tous les habitants de l'Argentine pouvaient dès lors se procurer facilement de la terre, louée par des baux emphytéotiques, de longue durée, la ré-

forme souleva contre elle l'opposition d'une importante minorité de gros propriétaires. Ils renversèrent Rivadavia du pouvoir. Il fut remplacé par le tyran Rosas qui, lui, aliéna la terre et en donna de grandes surfaces à ses partisans. Ainsi, par suite de l'échec de Rivadavia, la nationalisation du sol a échoué en Argentine qui subit encore, à l'heure actuelle, les effets de la défaite de Rivadavia.

Le belge Collins, le baron Collins, écrivit, en 1835, un livre, le *Pacte Social*, dans lequel il exposait la nécessité de la propriété collective du sol (voir dans *Terre et Liberté*, n. 5, 1926, l'article de Elie Soubeyran sur Collins). D'après lui, le sol nationalisé serait loué à tout individu qui voudrait le cultiver soit individuellement, soit en société par actions, soit en société coopérative. Tout jeune ménage devrait être pourvu, par les soins de la collectivité, d'une propriété équipée et des fonds voulus pour la gérer, dont il serait comptable vis-à-vis de la collectivité.

La thèse de la nationalisation du sol a été reprise par Gossen, né à Düren, près de Cologne. Il estimait que la Société doit assurer à chaque individu le moyen de produire sur de la terre libre, non écrasée d'impôts. A cet effet, il était partisan de la nationalisation du sol et de la création d'une Caisse de prêts, gérée par l'Etat. Mais l'intervention de l'Etat n'était pour lui qu'un pis-aller ; car, au fond, il était avant tout partisan de la libre initiative. Il estimait que l'Etat peut acheter la terre des particuliers assez bon marché pour trouver dans la hausse de la rente foncière le moyen d'amortir le prix d'achat. Dans sa *Théorie mathématique du prix des terres et de leur rachat par l'Etat*, et dans sa *Théorie de la propriété* (contenues dans ses *Etudes d'Economie Sociale*), Walras a exposé les lignes essentielles de son « socialisme synthétique ». Les facultés personnelles et le travail devant être l'objet de la propriété individuelle, et les salaires devant former le revenu des individus, les terres et la rente doivent être l'objet de la propriété collective, et les fermages doivent former le revenu de l'Etat. Comme son contemporain Gossen, Walras admet l'intervention de l'Etat dans une Société progressive ; mais il aspirait, en somme, à ce que, dans une Société rationnelle, la vie fût organisée coopérativement. Les coopératives qui seraient créées payant une redevance : soit par une somme définitivement versée, soit annuelle. Ce système de rachat du sol pourrait être étendu au rachat des mines, des chemins de fer et autres monopoles économiques naturels et nécessaires.

Loria s'est prononcé en faveur de la nationalisation du sol, en collaboration avec les travailleurs de la terre.

Considérez le programme des socialistes allemands, des socialistes fabiens en Grande-Bretagne, celui de Wallace, en Angleterre, et vous constaterez la même tendance à délivrer les agriculteurs de la dépendance où ils se trouvent vis-à-vis des propriétaires monopoleurs de la terre. En France, quelques socialistes, en tête desquels Henri Sellier, maire et conseiller général de Surmesnes, tendent à taxer le sol nu, notamment dans les villes, et à affecter le revenu provenant de cette taxation à décharger la propriété bâtie et l'activité ; mais, dans l'ensemble, les socialistes subordonnent la Réforme foncière à la conquête des pouvoirs publics. Et, en attendant la conquête de la majorité, la plupart semblent ignorer ladite réforme, qui a pourtant au moins autant d'importance (voir Daudé-Bancel : la *Reconstruction des cités détruites*) que les activités économiques et sociales sur lesquelles le parti socialiste a porté son effort.

Un polémiste, qui était aussi un économiste, Auguste Chirac, a exposé dans sa *Prochaine Révolution* un plan grâce auquel il prévoyait l'échange des anciens titres de propriété contre des baux emphytéotiques de 25 ans, délivrés par la nation prise, conventionnellement, com-

me souveraine collective du sol du pays. Les dits baux, renouvelables de plein droit, seraient cessibles et transmissibles, sans qu'une valeur capitale puisse être attribuée au sol, « déclaré immeuble ». L'usufruitier devrait payer chaque année un impôt, après révision du cadastre. Dans sa célèbre étude sur la Réforme foncière parue dans le *Journal des Economistes* de Mai 1883, Charles Gide a suggéré une très originale formule pour le rachat des terres par l'Etat. L'Etat, décidé à procéder à la nationalisation du sol, l'achèterait, payable comptant, et livrable dans 99 ans. L'avantage de l'opération serait que la terre ne coûterait point cher à l'Etat ; car les propriétaires actuels ne seraient déposés de leur titre de propriété que dans 99 ans ; mais, par contre, ils toucheraient une prime d'expropriation qui, au taux de 3 %, serait de 50 francs pour une terre estimée 10.000 francs. Mais on pourrait, en accordant une prime d'expropriation plus élevée, raccourcir la prise de possession du sol par l'Etat : à la mort, par exemple, du dernier enfant conçu au jour de la promulgation de la loi, c'est-à-dire en limitant la durée de l'appropriation individuelle du sol à deux ou trois générations... Dans le même ordre d'idées, Eugenio Rignano a, dans *Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale*, soutenu une thèse d'après laquelle le sol, le sous-sol, les maisons et les usines seraient rachetés par le produit d'impôts prélevés sur les héritages. Ce serait l'adaptation à la limitation de la propriété du système des brevets d'invention, dont l'inventeur ne jouit que pendant quinze ou vingt ans. Mais les économistes libéraux ne se sont pas déclarés satisfaits de telles suggestions. Ils en sont restés au système de la vieille propriété quiritaire quoique, dans la Société actuelle, bien des propriétés soient collectives : les routes, les fleuves, les rivières, les océans, les canaux, et de nombreuses superficies du sol.

SYNTHÈSE INDISPENSABLE. — Il faut pourtant trouver pour l'action, une méthode qui s'impose de plus en plus, la synthèse indispensable. A cet effet, il importe d'envisager le problème du sol aussi objectivement que possible. Actuellement, le nombre des propriétaires augmente sans cesse, notamment depuis le partage des terres en Europe centrale et orientale. Certes, en Russie, la nationalisation a été théoriquement opérée ; mais, en fait, le moujik aspire actuellement, comme sous les tzars, à posséder le « papier bleu » signe de l'appropriation individuelle de la terre. Et il a subi, il subit, la coopération des terres qui lui a été imposée sous la forme de sovkhoses ou de kolkhoses. Dans ces conditions, cette coopération n'est pas recommandable ; car elle ne devrait reposer que sur la bonne volonté des individus libres, et librement associés (voir Daudé-Bancel : *La Réforme agraire en Russie*).

En Europe centrale, comme partout dans le monde entier, les efforts des gouvernements tendent généralement à créer et à renforcer là où elle existe, la petite et la moyenne propriété. C'est un fait. Or, il est impossible de nationaliser effectivement et utilement là où, à tort ou à raison, la majorité des producteurs est indissolublement attachée à son lopin de terre, quels que soient les inconvénients de ce genre de tenures. Par conséquent, en présence de cet état d'esprit, il est impossible, sous peine d'aboutir, comme en Russie, à un fâcheux mais réel malthusianisme de la production, de songer à la nationalisation du sol. Mais, d'autre part, sous quelque régime que ce soit, les dépenses publiques de l'Etat, du Département et des Communes doivent être couvertes par l'impôt qui existe et existera sous n'importe quel régime d'appropriation terrienne. (Le gouvernement bolchéviste lui-même a préconisé un impôt unique (comme les Georgistes) sur la terre. En fait (voir Daudé-Bancel : *La Réforme agraire en Russie*) cet impôt « unique » est multiple. Il faut tendre — que le

sol soit étatisé, nationalisé ou individuellement ou collectivement approprié — à remplacer les impôts, tous les impôts, par un impôt sur le sol nu, que Toubeau et Simon (voir la *Répartition métrique des impôts* et la *Cité chinoise*), ainsi que le Congrès international pour la Réforme agraire (10-11 juin 1889), auquel participèrent Basly, Antide Boyer, Camélinat, Cipriani, Dumas, Hovelacque, Longuet, Benoit Malon, Millerand, Navarre, Elie Reclus, Henry George et Toubeau) ont appelé l'impôt-loyer.

Cette thèse a été soutenue aussi par Fels et Georges Darien dans la *Revue de l'impôt unique*. Toubeau estimait alors que, moyennant la modique cotisation (sous forme d'impôt) de 25 francs par hectare, la France pouvait abolir les octrois, les droits sur les boissons, et sur le sucre, la contribution personnelle et mobilière, celle des portes et fenêtres, l'impôt foncier. Il ajoutait, contre l'immense majorité des législateurs : « Les grands domaines improductifs sont exempts d'impôts sous le vain prétexte qu'ils n'ont pas de valeur, et ils ne restent improductifs que parce qu'ils ne payent pas d'impôts ».

Sa thèse de l'impôt métrique était quelque peu simpliste. Elle a été, par certains côtés, améliorée par l'impôt sur la valeur du sol nu, à laquelle Toubeau s'est rallié.

Dès lors, si le principe de l'impôt-loyer est admis (et de l'impôt-loyer sur le sol nu se substituant à tous les autres impôts), la voie est ouverte pour une action féconde et synthétique. Les partisans de la réforme foncière peuvent collaborer utilement, quelles que soient leurs tendances concernant l'appropriation du sol. Dans son livre excellent « *Le Grand Malaise* » (5 francs chez Sam Meyer, 18, avenue de la Criolla, à Suresnes), Paul Lafitte a, certes, préconisé la transformation de la propriété perpétuelle en concession viagère avec prolongation de 50 ans après la mort du propriétaire ; mais il n'est point adversaire de l'impôt-loyer. Etudiant le programme de Colins (dans la *Terre*, n° 5, 1927) tout en conservant ses idées de nationalisation du sol, Soubeyran affirmait, surtout dans les pays neufs, les avantages de l'impôt-loyer, cher, d'ailleurs, à Rivadavia. Les Georgistes ont reproché à l'impôt-loyer de Colins et de Rivadavia de reposer sur les baux emphytéotiques (de 18 à 99 ans). Avec ces baux de très longue durée, la collectivité était privée d'une bonne partie de la rente foncière, notamment dans une société progressive ; mais ce ne sont là que d'insignifiantes nuances. La thèse georgiste est certainement la bonne.

Les Georgistes reprochent aussi à Gossen et Walras d'avoir prévu une intervention abusive de l'Etat que, dans leur pensée, ces réformateurs subissaient. Mais, à l'époque où ils vivaient, on ne connaissait pas encore les Instituts ou Offices autonomes dans lesquels l'Etat, les Départements et les Communes collaborent, ou peuvent collaborer, avec les collectivités et les individus (les usagers). Et ce ne sont pas des collaborations théoriques. La responsabilité des usagers est effective, monnayée. L'action de ces Instituts, ou Offices, ou Caisses (voir Caisse Nationale de Crédit Agricole) repose sur un louable régime fédéraliste et décentralisateur, qui n'a pas les fâcheux inconvénients de l'Administration étatique — laquelle est le plus souvent centralisée effectivement — et le fait de fonctionnaires irresponsables.

Mais, en supposant la nationalisation du sol réalisée par la volonté des électeurs, ne peut-on concevoir que les fonds *ad hoc* soient attribués à l'Office (ou à l'Institut national ou à la Caisse nationale) du sol et de ses améliorations qui, à son tour, louerait le sol et ses améliorations à des Offices départementaux, lesquels loueraient les superficies et les richesses à eux attribuées à des particuliers ou à des collectivités constituant des Offices communaux ? Et, si nous n'allons pas jusqu'à la nationalisation du sol, ce régime ne serait-il pas appli-

qué utilement aux grandes superficies du sol actuellement national ou communal qui, à aucun prix, ne devraient être aliénées ? En tout cas, il existe encore dans les colonies ou pays de protectorat d'énormes espaces qui sont encore propriété collective à ne pas aliéner aussi.

Terre et Liberté (Mars-Avril 1932) a cité le cas d'un terrain de 700 hectares de terrains duniers que Napoléon I^{er} avait donné à un de ses généraux. Ce dernier le vendit pour 12.000 francs (17 francs l'hectare) à un certain M. Bortier. Aujourd'hui ce terrain est évalué à une trentaine de millions. Arthur Wauters a rappelé, dans sa *Réforme agraire en Europe*, le cas d'un terrain qui, acheté en 1921, 7.500 francs à Elisabethville par un fonctionnaire, a été revendu par lui 750.000 francs.

Walras a insisté légitimement sur la plus-value énorme qu'une administration progressive (Instituts autonomes et responsables) pourrait apporter aux terres et terrains dont elle aurait la gestion, et qui enrichirait la collectivité, au lieu de profiter à des propriétaires absents ou paresseux, ou absentéistes et paresseux. Nous avons fait (dans la *Terre* d'Avril-Mai-Juin 1928) une suggestion d'Office autonome à propos des terres libres du Maroc et M. Pacquier-Bronde, adjoint au maire d'Alger, a exposé dans la même revue (n° de Juillet-Août-Septembre 1928) un plan de colonisation nouvelle s'inspirant d'une adaptation de la production coopérative à la terre louée aux producteurs. D'autre part (dans *Terre et Liberté*, octobre-novembre-décembre 1932), à propos du plan Delaisi tendant à doter l'Europe agraire de moyens de transports et de fonds de roulement, Sam Meyer a proposé que les Etats bénéficiaires (de la Finlande à la Grèce) établissent un impôt de substitution sur la valeur du sol, semblable à celui du Danemark (voir plus haut). Quant aux larges zones qu'il y aura lieu d'exproprier pour la construction des canaux, des chemins de fer et des routes, il a suggéré que ces terrains ne soient pas vendus, mais plutôt concédés aux exploitants, à la suite d'une mise aux enchères périodiques, selon les modalités en usage en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Ces terrains restant la propriété de l'Etat seraient gérés par des Offices autonomes. De ce chef, les pays qui auraient institué chez eux cette Réforme foncière bénéficieraient de ses avantages, au lieu d'une seule classe de propriétaires fonciers privilégiés.

UTOPIE OU RÉALITÉ ? — Et si certains nous reprochaient de bâtir de nouvelles Sociétés « utopiques », rappelons que le district de Canberra, la nouvelle capitale de l'Australie (voir la *Terre*, mars 1925), de la superficie de la Belgique, vit et prospère sous le régime de l'appropriation collective du sol et de l'impôt-loyer, et qu'il existe plusieurs enclaves agricoles pourvues du même régime (voir *Terre et Liberté*, article Paul Passy, janv., fév., mars 1928). La Colonie de Réforme foncière Eden, à Oranienburg-Berlin (voir la *Terre* de sept., oct., nov. 1926 et *Terre et Liberté* de janv., fév. 1932, article de Glensier) ; les colonies sionistes de Palestine (*Terre et Liberté* d'avril, mai, juin 1932) ; le territoire de Kiao-Tchéou (colonie d'abord allemande puis japonaise) ; la terre des colonies hollandaises reposent sur le régime de l'impôt-loyer et s'en trouvent fort bien. Appliquant à l'agglomération algéroise son programme de réforme foncière, M. Pasquier-Bronde a démontré qu'il est capable de résoudre, bien plus élégamment que dans la métropole où la plupart des villes aliènent leur terrain, le douloureux problème des taudis (voir Daudé-Bancel : *Taudis et Réforme foncière* dans la *Dépêche de Toulouse* du 25 novembre 1932).

Nous pensons avoir prouvé que la crise agraire qui sévit dans les Etats-Unis provient, pour une large part, de ce que la terre y a été aliénée (n° 1 de la *Terre* 1928), et d'un article de Paul Blanchard (dans *The New Freeman*) il résulte que, si la colonisation avait été faite sur

le principe du sol propriété publique, loué à bail à ceux qui voulaient l'exploiter, cet affermage rapporterait aujourd'hui à l'Etat « un revenu annuel de 11 milliards de dollars au bas mot, c'est-à-dire plusieurs fois supérieur au budget du pays tout entier ». Dans la Terre (juil., août, sept. 1927), P. Giannella a démontré que, par un simple impôt sur la valeur du sol nu en Grèce, on pourrait facilement, et avec avantage, remplacer tous les impôts qui, actuellement, entravent l'essor du pays. Les Danois progressifs poursuivent leur campagne en faveur de cette louable substitution.

En France, il faudra bien qu'on s'attelle enfin à cette indispensable besogne. Etant donné le conservatisme étroit des propriétaires et des partis de droite, aggravé par la timidité des socialistes (qui sont, pour la plupart, affligés de révolutionnarisme purement verbal), il faudra aborder la réforme foncière, sous des aspects arbaîns de préférence.

POUR L'ACTION. — En tout cas, les partisans de la Réforme foncière ont deux excellents plans d'action pratique. Ils ont été exposés : l'un, celui de V. Précy dans un petit livre, *La Rente foncière* (3 francs, chez Sam Meyer, avenue de la Criolla, à Suresnes) et l'autre, celui de M. H. Aronstein, Président de la Ligue belge pour la Réforme foncière (dans *Terre et Liberté* de janv. fév., mars 1929). Précy suggère que les terres actuellement libres soient, non point aliénées ou laissées en jachères, mais louées aux enchères, renouvelées tous les trois ou cinq ans, de façon que le pays touche la rente foncière qui lui revient de droit. En ce qui concerne les terres occupées, il tient compte de la timidité ambiante. Il prévoit un impôt-loyer, d'abord de 0,1 % du prix du sol nu, d'où est déduit l'impôt perçu auparavant sur les constructions et améliorations. Chaque année, l'impôt-loyer est augmenté de 0,1 % du prix du sol nu. Au bout de 10 ans, il atteint donc 1 %. Au bout de 28 ans, il est porté à 3 %. A ce moment, les enchères sont ouvertes de deux ans en deux ans. La trente et unième année, les améliorations sont entièrement dégrevées et, au fur et à mesure que le budget s'équilibre, on détruit les impôts indirects les plus perniciose pour la production, le commerce, l'activité, conformément à la doctrine georgiste.

Le plan de M. Aronstein, établi à la suite d'une étude de la loi du 16 septembre 1897 sur la plus-value foncière (mais qui n'est pas appliquée), s'inspire du plan de 1883 établi par Gide pour l'entrée du sol dans la propriété collective. Les terres seraient divisées en deux groupes :

1° — Les agricoles et forestières (et qui semblent destinées à le rester longtemps encore) seraient expropriées dans 99 ans. Sur la base d'un intérêt de 6 % la somme à payer au comptant serait de 320 francs pour chaque tranche de 100.000 francs.

2° — Le terrain urbain et toutes les terres qui paraissent destinées à acquérir une plus-value rapide (terrains avoisinant les villes, la mer, les cours d'eau, les chemins de fer ou les routes de grande communication) seraient expropriés dans 50 ans.

Sur la même base, la somme à payer au comptant serait de 5.600 francs, pour chaque tranche de 100.000 fr. Il faudrait en outre prévoir la faculté pour la collectivité de racheter le droit d'occupation chaque fois qu'une mutation de ce droit viendrait à se produire par suite de vente ou de décès. Bien entendu, MM. Aronstein et Précy prévoient aussi, et conjointement, en bon Georgistes, un impôt-loyer sur le sol nu.

Rappelons que si, dès 1883, quand Charles Gide a exposé son plan de nationalisation de la rente et du sol, on l'avait écouté, aujourd'hui, 50 ans après, on aurait obtenu d'intéressants résultats dans le sens de la Réforme foncière. Ce n'est pas pour rien qu'un vieux

et sage proverbe méridional dit très judicieusement : « Qui gagne temps, gagne tout ». — A. DUCHÉ-BASCH, et SAM MEYER.

RÉFORMISME, RÉFORMISTE. Le « réformisme » est la doctrine de ceux qui, tout en s'affirmant en faveur d'une transformation sociale ayant pour objet d'asseoir l'organisation de la Société sur des principes et fondements opposés à ceux qui existent, se proposent d'aboutir à ce résultat par une série plus ou moins considérable de réformes partielles plus ou moins importantes, réalisées dans le cadre de la légalité.

« Réformiste » est le qualificatif qui sert à désigner la personne, le groupement, l'organisation ou le parti qui considère l'ensemble de ces réformes successives et légales, comme le meilleur, voire l'unique moyen de transformer le milieu social; disons, pour être plus précis, de substituer au Monde capitaliste le Monde collectiviste ou communiste.

Les partis politiques qui se disent « d'avant-garde » et se proclament révolutionnaires sont tous plus ou moins réformistes. Plus ils sont réformistes, moins ils sont révolutionnaires et — ceci est la conséquence logique de cela — moins ils sont révolutionnaires, plus ils sont réformistes.

Il est, en effet, de toute évidence :

1° Que plus ils accordent de confiance à la réalisation de leur plan de réformes, moins ils en attribuent à leur plan de bouleversement révolutionnaire ;

2° Que plus ils consacrent au Réformisme de leur activité idéologique et tactique, moins ils réservent aux fins révolutionnaires qu'ils prétendent s'assigner, de leurs efforts théoriques et pratiques. D'où il est permis d'inférer, par le moyen du raisonnement ainsi que par la voie de l'observation, qu'on ne peut être sérieusement : et réformiste et révolutionnaire, puisque ces deux méthodes de propagande et d'action s'opposent et nécessitent l'option.

Il n'est pas malaisé de saisir pour quel motif les partis et organisations socialistes ou socialisants ménaient, avec une attention jalouse, le chon réformiste et la chèvre révolutionnaire. Ces groupements possèdent une aile droite, un centre et une aile gauche. L'aile droite se compose des éléments peu ou prou ralliés au mouvement réformiste : les uns, parce que, désabusés de l'action strictement politique que mènent les fractions bourgeoises, dites « de gauche » se sont peu à peu rapprochés du Socialisme; les autres, parce que, adeptes tout d'abord du Socialisme révolutionnaire, ils se sont insensiblement lassés des vaines attentes, des espoirs déçus, des échecs subis qui sont le lot de tout parti qui en est encore à ses premiers essais de réalisation.

L'aile gauche comprend des éléments non moins disparates : d'une part, ceux que la tiédeur des organes de direction, tiédeur s'exprimant, en chaque circonstance tant soit peu grave, par l'incertitude et le flottement, a fini par éloigner des solutions équivoques et des décisions ambiguës ; d'autre part, ceux qui, par tempérament, par conviction ou par intérêt, s'orientent vers les conclusions extrémistes des conceptions dont ils ont admis le point de départ et le point d'arrivée.

Enfin, il y a le centre, dont le sort et la fonction consistent à osciller sans cesse de droite à gauche et qui, penchant, selon les événements, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, immobilisent le mouvement d'ensemble du groupement (organisation ou parti) tiraillé tantôt vers la gauche et tantôt vers la droite.

Quand on parvient, cette constatation faite, à discerner de quelles fractions hétérogènes se compose un parti politique, on comprend aisément qu'il soit graduellement entamé, rongé et finalement dominé par le Réformisme : s'il ne veut pas se priver de ses adhérents de droite, il faut qu'il sacrifie à l'action quoti-

dienne du réformisme tout ou partie du Révolutionnarisme qui guide et actionne ses composants de gauche. Par contre, s'il entend conserver son aile gauche, il est acculé à la nécessité de sacrifier à l'action révolutionnaire tout ou partie du Réformisme qui absorbe l'activité de ses adhérents de droite. Enfin, s'il ne veut pas s'exposer à perdre ce qu'on peut appeler son centre de gravité, il est dans l'obligation de s'affubler du double visage de Janus : l'un souriant à droite et l'autre à gauche. Singulière attitude !...

Toutefois, étant donné que la bataille de parti à parti et de classe à classe se poursuit sur le terrain de manœuvre des engagements quotidiens, il est fatal que, petit à petit, la poussée réformiste qui s'exerce tous les jours, prenne le pas sur la poussée révolutionnaire qui ne se produit que de temps à autre, et que les préoccupations de l'ordre réformiste l'emportent à la fin sur celles de l'ordre révolutionnaire. C'est la pente, c'est l'engrenage qui amène, tôt ou tard — et, dans la pratique, assez rapidement — toute organisation politique ou économique ayant ouvert sa porte au Réformisme, à appliquer de moins en moins l'action directe qui conduit à la Révolution expropriatrice et à concentrer la totalité — ou presque — de ses ressources, de ses énergies et de ses talents dans la voie des améliorations de détail, des revendications partielles et des conquêtes fragmentaires qui constituent ce que j'appelle, ici, le *Réformisme*.

Conclure, des considérations qui précèdent, que je suis, par principe et en toutes circonstances, l'adversaire des réformes plus ou moins appréciables que, par une pression constante, il est possible d'arracher aux résistances des pouvoirs établis, ce serait faire erreur. Non, je ne suis pas l'ennemi systématique des améliorations — si peu opérantes qu'elles soient — qu'il est possible d'obtenir.

La limitation et la réduction de la durée de la journée de travail, la réglementation du travail des femmes et des enfants, l'augmentation progressive des salaires en fonction de la cherté de la vie, l'application de la formule : « A travail égal, salaire égal », la reconnaissance juridique de l'égalité des droits des deux sexes ; et, d'une façon générale, toutes les réformes, améliorations et mesures qui tendent à préserver l'enfance de l'abandon, la vieillesse du dénuement, les malchanceux et les déshérités de la misère qui est leur lot, pour tout dire : tous les efforts, même les plus modestes, qui sont de nature à diminuer la somme des incertitudes, des souffrances, des tribulations qui accablent la classe pauvre, toutes ces mesures et tous ces efforts ont mon approbation et doivent être accueillis avec faveur. Il en est de même, dans un autre domaine, de tout ce qui peut être tenté et réalisé dans le but de restreindre ou d'abroger les abus administratifs, les oppressions qui pèsent sur la multitude, les obligations et charges dont pâtit la masse populaire, les lois et règlements qui jugulent la liberté individuelle. Il en est encore de même des dispositions qui peuvent être prises en faveur de l'instruction des travailleurs, de l'élévation du niveau intellectuel et moral de la classe ouvrière, de la lutte à engager contre les diverses formes de l'ignorance et de la crédulité qui prédisposent, je dirai même condamnent l'immense foule à subir sans protester, souvent même à approuver les servitudes dont elle est victime.

Je suis prêt à applaudir à tout ce qui a été fait dans le passé, à tout ce qui se fait dans le présent, à tout ce qui peut être fait dans l'avenir, dans le sens d'un mieux-être quelconque : matériel, intellectuel et mental. Je ne suis donc pas l'adversaire de ce qu'on appelle couramment les réformes, modifications et changements susceptibles d'affaiblir la somme des inégalités et des injustices inscrites dans le Contrat social qui nous régit ; mais je suis l'ennemi déclaré du *Réformisme* que j'ai, au dé-

but de cet article, défini en ces termes : « *Le Réformisme, c'est la doctrine de ceux qui, tout en s'affirmant en faveur d'une transformation sociale ayant pour objet d'asseoir l'organisation de la Société sur des principes et fondements opposés à ceux qui existent, se proposent d'aboutir à ce résultat par une série plus ou moins considérable de réformes partielles, plus ou moins importantes, réalisées dans le cadre de la législation.* »

Et je n'ai rien de commun avec l'espèce « réformiste », qualificatif qui sert à désigner « la personne, le groupement, l'organisation ou le parti qui considère l'ensemble de ces réformes successives et légales comme le meilleur, voire le seul moyen de transformer le milieu social, disons, pour être plus précis, de substituer au Monde capitaliste, le Monde collectiviste ou communiste. »

Les améliorations légales et superposées que le Réformisme et ses partisans parviennent à obtenir n'ont de valeur, à mes yeux, que dans la mesure où : a) elles allègent ou suppriment quelques souffrances et il serait déraisonnable que, d'une part, je veuille abolir toute la part de douleurs évitables que comporte la vie humaine, au sein de la Nature et de la Société ; et que, d'autre part, je me refuse à tenir pour désirables et à accueillir avec satisfaction les mesures qui ont ou peuvent avoir pour résultat de soulager — si peu que ce soit — quelques-unes de ces souffrances ; b) elles sont une protestation, une attaque et une réalisation dirigées contre l'état de choses qu'il s'agit de renverser ; c) elles ébranlent la solidité du Régime social que j'ambitionne de démolir ; d) elles préparent plus ou moins efficacement, par voie d'acheminement, la transformation sociale qui, seule, est à même de mettre fin aux institutions qui consacrent, sanctionnent et perpétuent les multiples iniquités dont le poids écrase, depuis des millénaires, l'immense majorité des humains, au profit exclusif d'une infime minorité.

On accuse fréquemment les anarchistes de professer la doctrine du « Tout ou rien ». Il y a dans cette accusation une part de vérité, mais une part seulement. Car il est exact que les Libertaires ne se déclareront satisfaits et ne le seront, que lorsqu'ils auront à jamais brisé tous les obstacles d'ordre social qui s'opposent à l'application de leur devise : « Bien-Être pour tous et pour chacun ; et Liberté pour chacun et pour tous ! » De ce point de vue, il est tout à fait exact que jusqu'à ce qu'il ne reste plus pierre sur pierre de la forteresse autoritaire qu'il faut ruiner de fond en comble, ils persisteront à batailler pour qu'il n'en demeure aucun vestige. Si c'est ainsi qu'on conçoit la doctrine du « Tout ou rien » il est vrai, je ne le conteste pas, que telle est la doctrine libertaire. Mais il ne s'en suit pas le moins du monde que les anarchistes ne tiennent aucun compte des coups qui peuvent être portés, des efforts qui peuvent être accomplis dans le but d'attaquer la forteresse qu'ils entendent abattre ; encore moins s'en suit-il qu'ils n'apprécient pas la valeur de ces efforts et de ces coups qui ont pour but et peuvent avoir pour résultat d'affaiblir la solidité et de diminuer la force de résistance de cette forteresse. Les anarchistes sont gens raisonnables et de sens pratique. Ils veulent 100, c'est le tout. Mais s'ils ne peuvent avoir que 10, ils empochent cet à-compte et réclament le reste. Ils constatent que les améliorations auxquelles tendent les réformes ne sont consenties par la bourgeoisie gouvernante et capitaliste qu'à la condition qu'elles n'entament pas fondamentalement le régime social sur lequel reposent l'autorité des gouvernants et les profits des capitalistes. Ils savent, par expérience, qu'après s'être plus ou moins longtemps fait tirer l'oreille — gagner du temps est une manœuvre dans laquelle les dirigeants excellent — la classe privilégiée finit par accorder ce qu'elle n'est plus

en état de refuser. Ils n'ignorent pas que lorsque une réforme touche aux fondements mêmes du mécanisme autoritaire : Etat et Capitalisme, elle se heurte à la résistance désespérée des pouvoirs établis et que cette résistance ne peut être brisée que par l'élan révolutionnaire. Ils n'attachent de prix qu'aux moyens employés directement par le prolétariat en travail d'émancipation et ils ont la certitude que, en aucun cas, en aucune conjoncture, celui-ci ne s'affranchira véritablement sans recourir à l'unique instrument de sa libération : la Révolution Sociale triomphante.

L'erreur du Réformisme, c'est de s'imaginer que, par étapes successives, de petits profits en conquêtes secondaires, il est de force à faire l'économie d'une Révolution et que ces victoires totalisées aboutiront à la transformation sociale.

Que les groupements, organisations et partis bourgeois, même les plus avancés, placent leur confiance dans cette méthode de propagande et de combat qui se meut dans le cadre de la légalité en cours et des institutions qui agissent à l'intérieur et dans les limites de ce cadre, cela se comprend et s'explique. Ces partis croient ou feignent de croire à la pérennité de l'Etat et de la Propriété individuelle. Ils ne conçoivent pas que celle-ci et celui-là puissent disparaître et que la vie sociale puisse être organisée sans le maintien de la Propriété privée et en l'absence de l'Etat. Il est donc naturel qu'ils élargissent et multiplient les réformes et ne leur assignent comme limites extrêmes que les frontières tracées par les nécessités de la domination politique : l'Etat et de l'exploitation économique : le Capitalisme. Ils sont dans leur rôle, lorsqu'ils consentent, par les réformes, à faire la part du feu. Elle est rationnelle, elle est adroite et astucieuse, la manœuvre par laquelle, grâce à de minuscules concessions, ils parviennent à endiguer le flot qui menace de les submerger, à apaiser ou détourner les colères que suscite l'accumulation de leurs fautes et de leurs crimes. De leur part, cette tactique a sa raison d'être : elle est ruse de guerre et savante stratégie.

La sauvegarde de l'organisation sociale dont ils sont les bénéficiaires pousse les profiteurs du Régime actuel dans la voie des réformes. Cette voie est pour eux, provisoirement du moins, celle du Salut. Il est donc juste de reconnaître que, la mise en pratique de la méthode réformiste étant éminemment favorable à la défense de leurs intérêts de classe, les privilégiés ont cent fois raison de s'en servir. Par contre, il est évident que, nécessaire à la défense des intérêts de la bourgeoisie, le Réformisme ne peut être que contraire et nuisible aux intérêts de la classe prolétarienne et il convient de condamner sévèrement le Réformisme pratiqué par les partis politiques et les organisations syndicales qui inscrivent en tête de leur programme d'action la lutte à mener, jusqu'à la victoire, contre les institutions qui servent de rempart à la classe qui gouverne et exploite.

Car le Réformisme est lourd de conséquences mortelles à l'affranchissement du Travail et des Travailleurs. Il mène à l'abandon de toute action s'inspirant de l'esprit de classe et conduit insensiblement au collaborationnisme, c'est-à-dire à la conjugaison de plus en plus étroite des intérêts — essentiellement contradictoires pourtant — de la classe riche et de la classe pauvre, de la classe qui gouverne et de celle qui est gouvernée. Il jette dans la position respective des organisations et des partis une confusion qui obscurcit les problèmes les plus clairs et complique les questions les plus simples. Il dérive le cours des énergies fécondes et l'enlise dans les méandres inextricables des tractations sans fin, des pourparlers sans issue et des conciliations sans résultat. Il endort le cran révolutionnaire des masses opprimées et exploitées ; il affaiblit, déconcerte et démoralise les éléments les plus ardents et les plus actifs du courant qui emporte la conscience populaire

vers la conquête des points névralgiques et les réalisations ayant un sens social précis et une portée indiscutable. Il absorbe petit à petit, au service des améliorations douteuses et des modifications à double tranchant, des efforts qui seraient autrement efficaces s'ils s'employaient à des tâches sérieuses et à des buts plus élevés et plus amples.

Le Réformisme détourne le regard du firmament où brille l'Etoile qui indique la direction à prendre et la route à parcourir, en inclinant les petits esprits et les volontés fragiles — hélas ! c'est le très-plus grand nombre ! — à perdre de vue l'Etoile libératrice qu'ils accusent d'être trop haute et trop loin et à remplacer celle-ci par les vers luisants, humbles lucioles, qui parsèment l'ornière. — Sébastien FAURE.

RÉGÉNÉRATION, n. f., du latin *regeneratio*. Reproduction d'un tissu, d'une partie qui a été détruite : la *régénération des chairs* ; la *régénération du tissu osseux par le périoste*. Au figuré : réformation, renouvellement : la *régénération des mœurs* ; la *régénération d'un peuple*. En termes de religion et en parlant du baptême signifie Renaissance : la *régénération en Jésus-Christ*.

En biologie on appelle *régénération* la formation nouvelle d'une partie enlevée à un organisme. Elle se fait normalement, physiologiquement. Chez tous les insectes à la suite de la mue des poils, des plumes, des écailles ou des épithéliums ; c'est à peu près la seule que l'on constate chez les Mammifères, les Oiseaux, les Reptiles, les Poissons, les Mollusques et les Arthropodes aériens. Mais on peut observer chez les autres animaux une *régénération anormale*, accidentelle ou pathologique, dans laquelle les organes entiers ou même des portions d'individu peuvent se reformer après avoir été enlevés. Chez les Batraciens Urodèles par exemple, la queue, les pattes, l'œil et les branchies régénèrent. Les Crabes reforment leurs pattes, les Vers leur queue, les Etoiles de mer leurs bras. Cette faculté surprenante de reformer un organe enlevé ou détruit expliquerait, dans bien des cas, le phénomène d'auto-amputation que l'on observe chez certains animaux.

Régénération de l'espèce humaine. — On entend par là une méthode de sélection volontaire, raisonnée, comprenant deux parties, l'une négative : l'abstention procréatrice des tarés, des dégénérés, des déficients de toute nature par l'emploi des moyens anticonceptionnels, ou par la stérilisation, consentie ou imposée selon les cas, par l'opération chirurgicale dite *Vasectomie* (voir ce mot) ; l'autre par l'application des méthodes eugéniques, ou science de la bonne naissance.

Dans les sociétés modernes, la sélection naturelle qui consacre généralement la survivance des plus forts, des plus beaux et des mieux doués, est plutôt renversée. Par les guerres, les jeunes, les forts, les sains, ceux qui ont les plus grandes chances de devenir les meilleurs reproducteurs, sont sacrifiés. Par le privilège de la richesse, les individus les plus propres à la procréation de beaux enfants sont presque toujours supplantés à l'avantage des vieux, des tarés, des dégénérés : il est plus facile à un homme âgé, usé, laid et même infirme, mais riche, de fonder une famille qu'à un homme jeune, beau, d'intelligence droite, mais pauvre. Il s'en suit, alors, une sélection à rebours, une véritable dégénérescence de l'espèce.

Ligue de la Régénération Humaine. — Hist. Fondée en 1896 par Paul Robin, section française de la *Ligue Universelle de la régénération humaine*, dont le secrétaire général était Eugène Humbert ; elle fut dissoute en 1908, son organe mensuel avait pour titre : *Régénération* (voir au mot : *Malthusianisme*).

Après la promulgation de la loi scélérate du 31 juillet 1929 qui punit de prison — jusqu'à trois années — et d'amende — jusqu'à trois mille francs — la propa-

de néo-malthusienne et la divulgation des procédés anticonceptionnels, les buts préconisés par Paul Robin ne pouvant plus, sans danger, être exposés ni poursuivis, Eugène Humbert reforma la Ligue de la Régénération Humaine en 1929, sous la présidence d'honneur de Victor Margueritte, mais avec les principes et les buts de la *Ligue Mondiale pour la Réforme Sexuelle sur une base scientifique*. Il fonda ensuite *La Grande Réforme* pour servir de lien et de moniteur aux adhérents régénérateurs. Les principes et les buts de la *Ligue Mondiale pour la Réforme Sexuelle*, fondée en 1928, sous la présidence d'honneur des célèbres sexologues Auguste Forel, Havelock Ellis et Magnus Hirschfeld, se rapprochent sensiblement de ceux de Paul Robin et des néo-malthusiens d'avant 1914 ; ils comportent trois points essentiels de la régénération humaine : *Le contrôle des naissances, l'application des méthodes de l'eugénique et la prévention de la prostitution et des maladies vénériennes*.

Voici ses dix principes directeurs :

1° Egalité politique, économique et sexuelle des hommes et des femmes ; 2° Libération du mariage, et spécialement du divorce, des règles tyranniques de l'Eglise et de l'Etat ; 3° Contrôle de la conception de telle sorte que la procréation soit consentie délibérément et avec un sens exact des responsabilités ; 4° Amélioration de la race par l'application des méthodes de l'Eugénique et de la Puériculture ; 5° Protection des filles-mères et des enfants illégitimes ; 6° Conduite humaine et rationnelle envers les anormaux sexuels comme par exemple les homosexuels, hommes et femmes, les fétichistes, les exhibitionnistes, etc... ; 7° Prévention de la prostitution et des maladies vénériennes ; 8° Incorporation des troubles dus à l'impulsion sexuelle dans la classe des phénomènes d'ordre pathologique et non plus envisagés, ainsi qu'on l'a fait jusqu'aujourd'hui, comme des crimes, des vices ou des péchés ; 9° Seuls peuvent être considérés comme criminels les actes sexuels qui transgressent la liberté ou portent atteinte aux droits d'une autre personne. Les relations sexuelles entre adultes responsables, consenties mutuellement, doivent être respectées comme étant des actes privés et qui n'engagent que leurs personnes ; 10° Education sexuelle systématique dans le sens de la plus grande liberté, et dans le respect de soi et d'autrui.

Si l'on ajoute à ce programme l'éducation intégrale, le développement général des principes d'hygiène individuelle et sociale devant remplacer la médecine, la transformation de la société bourgeoise ou capitaliste en un milieu social qui assurerait à tous le bien-être, c'est-à-dire les possibilités pour tous les êtres humains de se développer sainement, intégralement, on voit que le titre pris par les réformateurs sexualistes de nos jours n'est point usurpé. — Jeanne et Eugène HUMBERT.

RÉGICIDE. Etymologiquement du latin fictif *regicida*, *regicedium*, de *rex*, roi et *caedere*, tuer ; le régicide est l'« assassin » d'un roi. Il semblerait que ce nom ait été donné lors de la restauration des Stuarts et de celle des Bourbons, aux hommes qui avaient condamné à mort Charles I^{er} et Louis XVI. « Les peuples, écrit Maurice Lachâtre, dans son Dictionnaire, sous une inspiration différente, ont conclu également à la légitimité du régicide, lorsque le souverain violait le pacte fondamental de la nation et, en Angleterre, comme en France, les têtes de Charles I^{er} et de Louis XVI tombèrent en vertu de ce principe. Enfin, quelques esprits ardents, sous la République, ont avancé que tout citoyen avait le droit de tuer un tyran, et ont exalté comme des héros, Aristogiton et Brutus, dans l'Antiquité, Alibaud à une époque plus rapprochée de nous ».

Il n'est pas, à ma connaissance, de page d'une tenue littéraire plus noble que celle écrite par le maître écrivain Laurent Tailhade, clamant l'apologie du régicide :

« Si la voix enflammée des poètes et des philosophes, si les accents que nous dicte une brûlante indignation tombent dans un vide sans écho ; si nous ne pouvons, désormais, tremper en un verbe de lumière le poignard de Chéréas ou le couteau des panathénées ; si la conscience magnanime de Louvel est, pour toujours, éteinte dans les hommes d'à présent, que le soleil se voile et que, devant l'indéfectible turpitude, les jeunes étoiles ferment à jamais leurs chastes yeux... Cher Harmodios, Heureux Aristogiton, Vous, du moins alors que vous frappiez à l'autel de Pallas, et parmi les apprêts du sacrifice, un tyran plus beau que Diomède ou que le divin Achilléus, vous couronniez de myrthe le fer libérateur. Mais, dans notre siècle de honte et de fange, pour conduire au néant la bourgeoisie implacable et stupide, la bombe même de Vaillant ou d'Orsini est une arme trop pure, un trop noble moyen. C'est dans l'excrément seul qu'elle devra périr, cette bourgeoisie odieuse, dans l'excrément dont elle ne diffère que par l'énorme puanteur. Et quand elle sera morte, râlant dans la fosse innommable, avec ses généraux, ses ministres, ses banquiers et ses magistrats, il restera pour étouffer ses prêtres, une sentine plus vénéneuse encore ; on les plongera, ces prêtres escrocs et malfaiteurs, on les plongera, pour les détruire, dans leur crasse, dans le bain, dans le premier bain de Flaminien ».

Rappelons succinctement quelques faits : Aristogiton était cet Athénien qui, de concert avec Harmodios, conspira contre Hipparque, tyran d'Athènes. Il le tua l'an 513 avant J.-C. Les Pisistratides furent chassés d'Athènes vers cette époque, la même année que les Tarquins furent chassés de Rome, l'an 509 avant J.-C. Les Athéniens dressèrent des statues à Harmodios et à Aristogiton, qui les avaient délivrés de la tyrannie. En 96 avant J.-C. naquit Brutus Lucius-Junius, le Fondateur de la République Romaine, l'un des plus grands caractères de l'antiquité. C'est l'époque des Tarquins, Servius-Tullius, et des Lucrèce et l'on sait que Brutus joua un rôle considérable à Rome, lorsque le peuple se retira sur les Monts Sacrés. Dans sa jeunesse Brutus cultiva les lettres et la philosophie stoïcienne ; il était connu par sa grande austérité dans les mœurs et son désintéressement sans limites, il était doué d'une éloquence mâle et concise. Plus tard, il suivit son pacte contre César, qui cependant l'aimait comme un fils. On conte que César fut l'amant de sa mère. L'on connaît cette phrase restée célèbre et passée dans la conversation courante : « Tu dors, Brutus, et Rome est dans les fers ». A quelque temps de là, César tombait, frappé à mort, en plein Sénat et Brutus ne fut pas le dernier à frapper. Brutus, après avoir combattu en héros, se tua comme Cassius, sur un monceau de cadavres, et si Antoine le pleura, Octave lui fit couper la tête pour l'envoyer à Rome et la faire déposer aux pieds de la statue de César. Brutus fut appelé le dernier des Romains et son nom a été conservé par les générations qui suivirent, si bien que de nos jours on dit d'un homme à principes républicains inflexibles : « C'est un Brutus, un vrai Brutus ». Il ne fait aucune concession de principes à ses adversaires politiques.

Mais, si le régicide, tel qu'il se manifesta dans l'antiquité, peut, sinon s'accepter dans son entièreté, se comprendre aisément, lorsqu'il fut revendiqué ensuite par les jésuites qui l'accaparèrent pour en faire une doctrine qui les aidait puissamment à assouvir leurs haines et leurs vengeances, en vue de leur soif insatiable de domination, il devient répugnant, car ces allumés de crimes n'avaient « ni le cœur assez droit, ni les mains assez pures ». Ce furent des assassins, non des justiciers, et selon une expression poétique, ils fournirent des « Brutus de collège ». Dans ses lettres d'Argental, Voltaire écrivait, le 15/11/... : « J'ai le plaisir de vérifier dans Saint-Thomas, le docteur angélique, toute la doctrine du régicide ». Les jésuites admirent

donc le régicide comme principe, et si il fut controversé souvent, il n'en reste pas moins vrai que, pour l'ordre d'Ignace de Loyola, les rois étant sous la juridiction du Pape, et de ce fait celui-ci a le droit de les condamner ou de charger tout individu d'exécuter la sentence, le régicide s'affirmait non seulement comme autorisé, mais était exalté comme une action glorieuse et méritoire. Dans le code des Jésuites, où le régicide est prêché, érigé en doctrine, l'on trouve de quoi « condamner » ces jésuites qui se disent calomniés. (Voir au mot *Jésuite* : *Textes régicides*).

Voici ce qu'on lit dans les opuscules théologiques de Martin Bécarré, jésuite célèbre : « Tout sujet peut tuer son prince, lorsque ce dernier s'est emparé du trône comme usurpateur ; il ajoute que son assertion est si juste, que, dans toutes les nations, il est à remarquer qu'on a rendu de grands honneurs à ceux qui ont tué de semblables tyrans ». Le jésuite italien Paul Comitolo, écrit, p. 458, livre IV de ses « Décisions Morales » : « Il est permis de tuer un injuste agresseur, quand même il serait général, prince, roi ; que l'innocence est toujours plus utile que l'injustice ; et qu'un prince qui maltraite des citoyens est une bête féroce, cruelle et pernicieuse, qu'il faut détruire ». Adam Tanner, jésuite allemand, dit : « Il est permis à tout homme de tuer un tyran, qui est tel « quant à la substance, (tyrannus quoad substantiam) il est glorieux de l'exterminer. (exterminare gloriosum est) ». Alp Sa, jésuite portugais, proclame que « Le Pape peut tuer d'une seule parole (potest verbo corporalem vitam auferre) ; car en recevant le droit de faire paître les brebis, n'a-t-il pas aussi reçu celui de faire massacrer les loups ? (potestatem lupos interficiendi) ». Le jésuite Marionna dans « De Rege », lib. I, p. 54, écrit : « C'est une pensée salutaire à inspirer aux princes, que de leur persuader que s'ils oppriment les peuples en se rendant insupportables, par l'excès de leurs vices et l'infamie de leur conduite, ils vivent à telles conditions qu'on peut, non seulement à bon droit, les mettre à mort, mais qu'il y a de la gloire et de l'héroïsme à le faire ». Dans Suarez, « Defensio Fidei », lib. VI, ch. IV, n° 13 et 14, on trouve ces pensées : « Si la chose publique ne peut trouver sa défense que dans la mort du tyran, il est permis au premier venu de le tuer. (cuilibet de populo licet illum interficere). Qu'un Clément et un Ravaillac soient les praticiens de ces doctrines, personne ne le conteste, et si les Pazzi assassinèrent les Médicis, pour complaire au Pape, Sixte IV, si Jean Châtel tenta d'assassiner Henri IV, tous ne furent que les instruments des jésuites. Jean Guignaud, jésuite et complice de J. Clément, déclara : « C'est une action méritoire devant Dieu que de tuer un roi hérétique ».

Mais les jésuites n'eurent cependant pas le monopole du régicide. Le conventionnel Grégoire jugea les souverains, par cette pensée laconique : « Les rois sont dans l'ordre politique ce que sont les monstres dans l'ordre naturel ; nous avons non seulement le droit, mais le devoir de les écraser. » Plus tard, Mussolini reprendra ce thème dans la « Lutte de Classe », 9 juillet 1910 : « J'admets sans discussion que les bombes ne peuvent constituer en temps normal un moyen d'action socialiste. Mais lorsqu'un gouvernement républicain ou monarchique vous baillonne et vous jette en dehors de l'humanité, oh ! alors il ne faut pas maudire la violence qui répond à la violence, même si elle fait quelques victimes innocentes ».

C'était là justifier le régicide.

La doctrine libertaire inscrivit à son actif le régicide, et alla jusqu'à le préconiser comme un geste héroïque. Laurent Tailhade dans le « Triomphe de la Domestécité », stigmatisa en une page virulente l'alliance Franco-Russe. Son article, d'une beauté littéraire remarquable, vibrant et plein d'images, émut le parquet qui lui fit les honneurs de la correctionnelle pour pro-

vocation au meurtre. Voici le passage incriminé : « Quoi, parmi ces soldats illégalement retenus pour veiller sur la route où piaffe la couardise impériale, parmi ces gardes-barrières qui gagnent 9 francs tous les mois, parmi les chemineaux, les mendiants, les trimardeurs, les outlaws, ceux qui meurent de froid sous les ponts en hiver, d'insolation en été, de faim toute leur vie, il ne s'en trouvera pas un pour prendre un fusil, son tireur, pour arracher aux frênes des bois le gourdin préhistorique pour frapper jusqu'à la mort, pour frapper au visage et pour frapper au cœur la canaille triomphante, tsar, président, ministre, officiers et les clergés infâmes, tous les exploiters du misérable, tous ceux qui rient de sa détresse, vivent de sa modeste, courbent son échine et payent de vains mots sa tenace crédulité ! La rue de la Ferronnerie est-elle à jamais barrée ? La semence du héros est-elle inféconde pour toujours ? » Mais si l'Eglise justifie un Ravaillac ou un Clément ; si les conservateurs applaudissent à la fusillade des fédérés de 1871 par les Versaillais, si les républicains crient hurra pour la bombe d'Orsini, cela semble marquer leur accord pour encenser la violence et célébrer la sainteté de l'attentat. Leurs mobiles cachent cependant des vengeances particulières, des ambitions personnelles, de domination, où l'attentat n'est que l'exécution docile et souvent inconsciente instiguée par des partis et des sectes qui convoient le pouvoir. L'on ne peut porter sur les anarchistes, les mêmes accusations. S'ils jettent la mort, c'est qu'ils espèrent par des actes de violence hâter la destruction d'une société qui écrase les masses. Encore qu'il y aurait beaucoup à rétorquer sur cette façon d'envisager la propagande, il est certain cependant qu'à la lueur des bombes les idées anarchistes qui étaient ignorées de la grande masse, apparurent sous un aspect nouveau, peut-être tragique.

Cette propagande a laissé des traces profondes, des souvenirs vivaces, bons et mauvais, car chacun la jugeait différemment. Il ne s'agit pas, ici, de repenser de cette époque héroïque des attentats multiples et nombreux qui eurent lieu durant le dernier quart du XIX^e siècle (je renvoie le lecteur au mot attentat). A côté de Luchini qui tua l'Impératrice d'Autriche, de Bresci qui supprima le roi d'Italie, de Czolgosz qui attenta à la vie du Président Mac Kinley, de Ryssakoff et de Jeja-boff qui tuèrent le Tsar Alexandre II, de Caserio qui poignarda le Président Carnot, viennent se joindre les diverses tentatives de meurtre sur les rois, princes et empereurs. Orsini contre Napoléon III, Hoedel-Nobilung contre Guillaume I^{er}, Moncasi et Gonzales contre Alphonse XII, Passanante contre le roi d'Italie, Solovieff-Hartmann contre le Tsar, De Rosa contre le Prince Humberto, etc., etc. L'attentat ne fut point toujours compris, surtout lorsqu'il était commis un peu au hasard, mais s'il visait un responsable ou un puissant, le geste s'expliquait mieux, trouvait alors parfois, sinon une justification, tout au moins un certain acquiescement, et certains gestes mêmes furent légitimés. S'il paraît utile de s'élever parfois contre de tels gestes, au point de vue de l'intérêt de la propagande, comme l'écrivait A. Lorulot, dans les « Théories Anarchistes » : « Il est impossible de blâmer et de juger qui que ce soit, car la lutte est souvent une nécessité douloureuse, qu'elle soit cela, puisque l'heure n'est pas encore venue où les choses vont se modifier. Frappez, mais n'en faites pas un système, ni un principe. Frappez, quand c'est utile, et quand vous ne pouvez pas l'éviter. Partisans de la vie libre et de la révolution humaine, regrettons toujours d'en venir à cette nécessité, et n'oublions pas que la haine injustifiée ne peut que contrarier l'œuvre des pionniers de l'harmonie sociale. » — HEN DAY.

RÉGICIDE. Mot à mot meurtre d'un roi. Terme qui s'applique non seulement au meurtre d'un roi, mais à toute suppression ou tentative de suppression crimi-

nelle d'un potentat ou d'un personnage en vedette. Mot qui peut être remplacé par celui de *magnicide* ou meurtre d'un grand de la terre.

Le régicide est un acte fort commun dans l'histoire. On l'a noté dans tous les temps. Dans l'antiquité il est d'une fréquence extrême. Dirigé contre les sujets qui s'imposèrent à la foule en qualité de tyrans, il a été souvent considéré comme un acte, sinon de vengeance, du moins de justice. C'est un sentiment de simple logique, en effet, qui pousse à détruire ce qui est nuisible, plus encore celui qui use de la force ou de l'intrigue pour imposer un véritable régime de persécution. On peut dire que nombre de régicides qui ont supporté le poids de la vindicte légale et qui furent par suite des vedettes au même titre que leur victime, ont assumé une tâche dont l'inspiration ne sortait point que d'eux-mêmes, mais qu'ils n'ont été que les instruments plus courageux d'une foule de concitoyens animés par les mêmes rancœurs.

Il est connu dans l'histoire de l'anarchie russe par exemple que certains tsaricides ont été littéralement députés ou désignés par le sort pour accomplir un geste libérateur désiré par la masse. En général ces exécuteurs ont fait preuve d'une abnégation et d'un courage qui, dans son stoïcisme même, peut être traité de fanatisme, diagnostic du reste inexact et injuste.

Marianna, dans son ouvrage *De Rege et Regis Institutione* (Du Roi et de la Royauté), autorise le meurtre d'un Roi, usurpateur ou hérétique. Il est bon de rappeler qu'après le meurtre d'Henri IV par Ravailiac, ce livre fut condamné par le Parlement et brûlé en Place de Grève. Il y eut toujours des flatteurs, même parmi les gens de robe et des fanatiques à rebours. Le fétichisme de ce que j'appellerai volontiers les *Régicoles* vaut celui des régicides. Cet antagonisme de pensée et de pratique qui oppose les fervents de la liberté aux Tyrans explique suffisamment l'existence du Régicide. Suffirait-il à l'excuser ? C'est un point de philosophie sociale et historique que je n'ai point à traiter.

Ce que je viens de dire n'a qu'un but : établir une nuance profonde entre les vrais régicides et ceux que certains auteurs (D^r Régis en particulier), appellent les *faux régicides*, que sont les précédents. Ils opèrent en vertu d'une raison politique ou religieuse, pour le triomphe d'un principe ou d'une Idée, communs à plusieurs, légitimés à tort ou à raison par la logique des faits, c'est-à-dire par un grand quel, très inégal du reste, où succombe le meurtrier. On a pu penser que le meurtrier, conscient a priori de sa faiblesse, aurait dû arrêter sa main, puisqu'il était vaincu d'avance. D'autres auront pensé à l'inverse que, malgré la prévision d'un échec, la manifestation pouvait servir l'idée qui l'a fait naître et que pour ce motif le meurtrier doit figurer beaucoup plutôt dans les rangs des martyrs que des fanatiques.

On verra, du reste, que parmi ces martyrs figurent souvent aussi des fanatiques. Témoins de la Foi, comme furent tant de chrétiens voués au Cirque chez qui une nuance d'exaltation circonstancielle, puisée dans l'influence du milieu, développait un singulier appétit de la mort.

Les vrais Régicides sont différents. Si le résultat objectif de leur geste meurtrier ne varie point, les mobiles qui l'inspirent obligent à ranger les auteurs dans une catégorie morbide, d'un intérêt captivant, parce qu'elle va mettre aux prises des illuminés, autrement dit des déséquilibrés, avec cette autre folle criminelle, fanatisée, qu'est la foule, aveuglée par un état passionnel, aberrée par une justice distributive ignorante et à la dévotion servile trop souvent de la Loi, autrement dit de la Force.

Pendant que le faux régicide est le représentant moral, spontané ou élu, d'une Idée ou d'un Groupe, le

vrai Régicide est un isolé. Le déchaînement des passions induit en général le public et la presse en de fausses directions. La méconnaissance de ce genre d'aliénés qu'est le fou raisonnant fait que la foule répugne à concevoir qu'un régicide soit autre chose que l'exécuteur des Hautes Œuvres d'un parti, naturellement qualifié d'extrémiste, puisque par définition la vertu siège au juste milieu.

Le cas récent de Gorguloff en fut une triste illustration. L'histoire montrera sans peine que l'opinion, fortement et habilement déviée dans les voies politiques, fut vraiment responsable du supplice de ce fou.

Le Régicide (le vrai, il ne sera plus question que de lui), opère pour son propre compte. Sans doute il s'inspirera pour colorer sa décision criminelle des événements du temps présent, mais il ne faut pas s'y tromper : son acte est une violence prévue par principe et par définition, quel que soit le mobile, raisonné ou délirant, qui le dirige. Ce régicide tue pour tuer; son acte est l'aboutissant fatal d'une chaîne d'opérations mentales qui l'entraîne plus ou moins vite à une distance souvent fort éloignée de l'idée première qui a déclenché toute la série des associations mentales consécutives. C'est un bel exemple de ce qu'on appelle le *dérèglement des actes*, mode habituel chez les fous raisonnants, persécuteurs, processifs, batailleurs parce que paranoïaques, actes toujours disproportionnés d'avec les mobiles allégués par l'opérateur.

Le régicide commence par être un paranoïaque. Qu'est-ce à dire ? C'est un déséquilibré congénital enclin à des jugements faux sur les personnes comme sur les choses, toujours à côté de la vérité. Ses vues constamment unilatérales s'inspirent d'une vanité, d'un orgueil primordial qui l'entraîne à croire qu'il est doué de facultés supra-humaines, à se croire incapable de se tromper. Par suite il est exposé à souffrir des moindres obstacles qui heurtent sa marche en avant, je dis marche, car aller de l'avant est tout pour lui. Il agit d'abord et réfléchit ensuite, toujours trop tard. Comme tel, il souffre perpétuellement. C'est un persécuté par l'ambiance. Il est forcément porté à la haine, à la misanthropie et enclin aux réactions. Ses réactions, puisqu'il est un super-actif par principe, empruntent la forme du réflexe, du talion, de la violence. C'est pour ce motif qu'il est un persécuté. Il s'insurgera de plano contre toute autorité, même légitime ; en matière de vie banale, nous le trouverons processif, chicanier, revendicateur. Sur le terrain des idées il ne sera pas moins combatif, autoritaire, tyran.

C'est parce qu'il est né pour l'action que ce déséquilibré armera sa main en vue du triomphe de sa cause, si grande ou si minuscule qu'elle soit. S'il lui advient d'être aussi un rêveur, un créateur de chimère où il s'incruste comme dans son cocon naturel, tout seul, sans complice ni amis, car il n'a point d'amis et ne songe guère à en réunir, il tentera de réaliser sa chimère par un coup d'éclat. L'acte régicide est au bout. lequel régicide aurait pu être un homicide d'une autre nature : affaire d'orientation des idées. Tout paranoïaque est candidat aux actes éclatants, scandaleux ou criminels. Ses actes sont en tension perpétuelle. Les circonstances seules les font aboutir.

Si l'on a compris cette base paranoïaque du régicide, il sera facile de concevoir que le paranoïaque, orgueilleux par définition, est un mégalomane à l'occasion. L'explosion d'une folie ambitieuse sur une telle base constitue la période finale. L'apothéose du paranoïaque est souvent un épanouissement de sa personne et, chose curieuse, elle ne sera pas indépendante de l'acte catalogué criminel, à l'inverse d'autres mégalomanes qui s'exhibent tout naturellement comme des êtres généreux, philanthropes et bienfaiteurs.

C'est que le paranoïaque, mégalomane, va continuer à bousculer les obstacles s'ils sont de nature à com-

promettre l'idée, la grande et sublime idée qui le grise au point qu'il en exige la réalisation.

J'ai connu, à Ville-Evrard, un fou qui faillit m'occire parce que j'étais, à ses yeux, l'obstacle vivant à la récupération du trône d'Allemagne qui lui appartenait, pensait-il, de par sa naissance. S'il m'eût tué, ce n'eût été qu'un homicide, mais si, en liberté, il eût tué Guillaume II qui usurpait ses droits, il eût été un régicide. Ce souvenir clinique me dispense de raisonnements théoriques plus amples.

Le dernier des Régicides fut l'assassin de P. Doumer. Il fut un prototype du genre. Trois phases dans sa vie : paranoïaque persécuté par les circonstances politiques auxquelles il a été mêlé comme tant d'autres et par une foule d'événements qu'il a déclenchés par son comportement maladroit et mal éclairé. Puis développement morbide d'une personnalité mégalo-maniaque où il s'est représenté comme un prophète, un messie, un *néo-Christ* chargé d'une mission divine pour sauver le monde. Finalement, acte désordonné et absurde de tuer une vedette symbolique pour laquelle il n'avait que du respect, mais parce que la politique générale et particulière de la France était un obstacle à l'expansion de sa généreuse idée, inspirée par Dieu.

Comme tel, il devait être un martyr et féconder son idée sublime avec son sang. Ce croyant, ce mystique était hanté par le souvenir classique de Jésus, mort sur la croix pour féconder sa doctrine. Gorguloff fut un isolé, cristallisé dans sa marotte ; la guillotine a entendu ses dernières prophéties : la fin d'un monde qui n'a point voulu épouser ses idées.

Dans cette forme de régicide intervient, à côté du délire, l'obsession, la discussion consciente entre l'acteur qui ne veut point tuer et l'autre partie de son Moi qui lui crie : il faut tuer ! Un rien déclenchera le meurtre comme le grain de sable qui fera sauter toute une mécanique.

Le régicide est donc un mystique. Il peut aussi être halluciné quand il est capable de vivifier sa pensée et de la réaliser en la forme d'une voix conseillère. Gorguloff était écrivain, poète, un imaginaire. Comme son sosie Ravallac, il entendait ses voix familières qui devaient substituer peu à peu leur autorité à la sienne. Et le meurtre est au bout, conclusion logique, stupéfiante pour le profane seul, qui n'est pas initié à un mécanisme psychique particulièrement délicat.

Que l'on évoque le souvenir des grands et petits régicides de l'Histoire ; s'ils ne prennent pas rang parmi les pseudo-régicides que j'ai dessinés à grands traits au début, ils sont des paranoïaques dans le genre de Gorguloff, l'exemple le plus systématisé que j'ai choisi parce qu'il est encore dans toutes les mémoires.

Mais il y a des sujets qui tiennent des deux groupes. Certains régicides, animés par une idée, une thèse, un moteur qui n'a en soi rien de délirant et qui, dans une large mesure même, est soutenable, finissent, quand ils se sont bien incorporés à cette bête-venue, par en être intoxiqués. Ils perdent de vue toute mesure. Et, dans leur exaltation mystique de réalisateurs, il s'assimilent aux délirants de tout à l'heure.

Ils se persuadent aisément qu'ils peuvent jouer un rôle de libérateurs. Ils sont pris de la folie du sacrifice, et dans cette folie accidentelle, il y a bien quelque chose de l'orgueil morbide du paranoïaque : il y a une énorme vanité à se mettre en vedette et à se tenir *in petto* pour un personnage que l'histoire inscrira au nombre des martyrs. De là leur attitude transfigurée au sein même des pires supplices. De là l'erreur où ils succombent et qu'ils éviteraient en concevant l'inutilité de leur sacrifice.

..

Que devait faire la société en face des régicides ?

Rien d'autre sans doute que de prononcer des sanc-

tions aussi cruelles qu'injustifiées. Sous l'ancien régime, tuer un Roi était commettre un crime de lèse-majesté. Le Roi n'est pas un homme. Sa super-fonction, acceptée servilement par les peuples, lui attirait un traitement de faveur qui, dans l'histoire, porte le nom de raison d'Etat. Raison peu raisonnable que la République a conservé pieusement.

Le coupable subissait les horreurs d'un supplice raffiné, celui que l'on réservait aux Parricides. Le Roi n'était-il pas le père du peuple, comme le colonel Ramollet est le père du régiment ?

Le coupable était tenu vif avec des pinces portées au rouge ; ses plaies étaient abreuvées de plomb fondu, puis il était écartelé à quatre chevaux en place de grève, non sans avoir fait amende honorable en costume de parricide. Le roi héritait des biens de la victime, petit bénéfice qui sent un peu trop le filibustier ; la famille du coupable était aussi châtée et chassée du pays. Puis le peuple était admis à se partager les morceaux du supplicié. La foule bestiale découpa Ravallac en petits cubes que les bons et honnêtes citoyens emportèrent à domicile et firent griller.

Ainsi furent traités Pierre Barrère, en 1593 ; J. Châtel, en 1594 ; Ravallac, en 1610 ; Damiens, en 1757, etc...

Le dernier siècle n'a point démenti des précédents, car la loi du 10 janvier 1853 a encore qualifié le régicide de crime contre la sûreté intérieure de l'Etat et le coupable est puni de la peine des parricides.

Les gens qui raisonnent opinent que le XX^e siècle s'honorait en détruisant les traces de telles horreurs humaines et en traitant les régicides en malades qu'ils sont. Un homme s'est rencontré à l'époque révolutionnaire, il s'appela Pinel. Il eut la gloire d'élever le fou à la dignité de malade. Il en est cependant encore que l'on décapite. Pinel ne serait pas content. — D^r LÉGRAS.

RÉGIE n. f. (du radical *régir*). Ce terme sert à désigner l'administration chargée de la perception des impôts indirects, administration fréquemment impopulaire car ses exigences pèsent lourdement sur la classe pauvre. Mais, pris dans un sens plus général, ce mot s'applique à un procédé d'organisation des services publics de caractère économique. La régie consiste dans l'exploitation sous la responsabilité de l'administration et par ses fonctionnaires ; mais, tantôt la direction de l'entreprise est assurée par un office autonome, tantôt elle dépend des organes mêmes de l'administration dont elle relève. Dans le premier type se rangent les régies municipales de distribution électrique qui possèdent un conseil d'administration et un directeur choisis en dehors du conseil municipal. Au second type appartiennent les régies municipales, à caractère industriel ou commercial, placées sous l'autorité du maire et du conseil municipal. On pourrait également trouver des exemples de ces deux types parmi les entreprises économiques qui dépendent de l'Etat ; et c'est aux fonctionnaires qui travaillent pour le compte de ces entreprises que l'on applique le plus communément l'épithète d'ouvriers ou d'employés de la régie. Dans un autre ordre d'idées, on déclare que l'exécution des travaux publics a lieu en régie lorsqu'elle se fait sous la direction de l'administration. Cette régie est simple lorsque le travail est exécuté sous la direction d'un fonctionnaire rétribué par un traitement fixe et qui ne spéculé pas sur le travail des ouvriers qu'il embauche. Elle est intéressée quand le directeur des travaux n'est pas un agent de l'administration, et qu'il touche une indemnité proportionnelle à la dépense ou participe aux bénéfices, tout en n'assumant que des risques limités. Lorsqu'elle est intéressée, la régie ne s'arrête généralement pas à l'installation d'une entreprise, mais elle s'étend encore à son exploitation. Il arrive qu'un entrepreneur de travaux publics n'exécute pas ses engagements ; l'administration peut alors résilier purement et simplement le

marché ; elle peut aussi organiser la mise en régie. Dans ce cas, un régisseur est substitué à l'entrepreneur et, aux risques et périls de ce dernier, il continue le travail commencé avec l'ancien personnel ouvrier et les matériaux précédemment réunis. La question de la régie pose le problème de l'Etat patron et du fonctionnarisme. Est-il bon que l'Etat devienne l'entrepreneur universel et que tous les ouvriers soient des fonctionnaires ? Cette solution plaît beaucoup aux socialistes et aux communistes autoritaires. Pour notre part, nous n'admettons pas plus l'exploitation par l'Etat que l'exploitation par la classe capitaliste. Nous voulons supprimer le patronat ; tyrannie individuelle ou tyrannie collective nous répugne pareillement. Les luttes soutenues par les fonctionnaires ces derniers temps, pour le maintien de leurs salaires, prouvent d'ailleurs que l'Etat use des mêmes procédés que les autres patrons.

RÉGIME n. m. (du latin *regimen* : conduite, gouvernement). Les sens du mot régime sont extrêmement nombreux. D'une façon générale, il désigne la manière de se comporter, de vivre, d'agir. On parle fréquemment de régime gouvernemental, économique, monastique, de régime alimentaire et thérapeutique, de régime légal, administratif, sanitaire, des prisons, etc. En botanique, un régime est un assemblage de fruits à l'extrémité d'un rameau. Les grammairiens font de ce mot le synonyme de complément. Par Ancien Régime, on entend le gouvernement qui existait avant 1789 ; le régime dotal se ramène à une convention matrimoniale. Sans nous attarder à tous ces sens particuliers et sans entrer dans des explications données dans d'autres articles, nous devons dire que les anarchistes repoussent tout régime social qui ne repose pas sur la liberté. Ils ont en abomination le régime capitaliste qui encourage l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais ils se dressent aussi contre toute oppression d'où qu'elle vienne ; et s'ils critiquent le régime soviétique de la Russie, c'est qu'il sacrifie complètement l'individu à l'omnipotence de l'Etat, c'est qu'il exige une obéissance aveugle et remplace les dogmes anciens par des dogmes nouveaux. A plus forte raison méprisent-ils les régimes pseudo-démocratiques et républicains où le pouvoir appartient en fait à une oligarchie financière. Toujours plus de bien-être pour les corps, toujours plus de lumière pour les intelligences, toujours plus d'indépendance pour les volontés, voilà ce que désirent les libertaires. Qu'on les écoute et l'on s'acheminera vers une cité d'amour dont tous les habitants seront frères. C'est vers cet idéal que doivent tendre leurs efforts. Dressés contre l'injustice, ils la dénoncent quel que soit le régime en vigueur, quel que soit le parti au pouvoir ; voilà pourquoi, considérés comme des gêneurs indésirables par la gauche de même que par la droite, ils sont mal vus sous tous les gouvernements.

RÉGIONALISME n. m. (du mot Région). Le régionalisme ne se confond ni avec l'autonomisme, ni avec le fédéralisme, mais il implique quelque chose de plus que la simple décentralisation administrative. Il demande la création de nouvelles divisions territoriales et un développement accru de la vie régionale dans tous les domaines. Les régionalistes se défendent de vouloir ressusciter les anciennes provinces ; et beaucoup protestent de leur affection pour la Nation, de leur culte pour l'Etat. « Nous ne voulons pas, a déclaré Jean Hennessy, et nous n'avons jamais voulu restreindre la souveraineté nationale et attribuer aux habitants d'une seule parcelle du territoire français l'autonomie. La souveraineté française appartient à la nation tout entière. Nous ne voulons pas et nous n'avons jamais voulu porter la moindre atteinte à l'unité et à l'indivisibilité de la nation. Elles sont essentielles à la prospérité, à la sécurité et à la grandeur de la France. Nous

ne comprenons même pas que certains Français puissent avoir des lois différentes de celles des autres et nous voulons les lois égales pour tous. Mais nous ne voyons pas comment des circonscriptions administratives agrandies, substituées aux départements, ayant pour centres des villes qui s'imposent par leur situation géographique, circonscriptions rationnellement et légalement délimitées, porteraient atteinte à l'unité nationale. Nous ne voyons pas non plus comment une organisation meilleure du suffrage universel, mieux adaptée aux besoins économiques de la région, aurait pour effet de diminuer les droits du citoyen au vote. Nous croyons que l'Etat, qui est l'expression même de la souveraineté française, doit toujours détenir les pouvoirs de décision, mais que son autorité sur toutes les questions nationales sera d'autant mieux maintenue qu'il se sera déchargé sur des collectivités restreintes du souci d'affaires trop nombreuses ou trop pressantes, auxquelles, aujourd'hui, il a peine à faire face. »

Nous sommes loin, on le voit, de l'autonomisme et du fédéralisme. Certes, tous les régionalistes ne témoignent pas d'une platitude égale à celle d'Hennessy ; beaucoup néanmoins sont notoirement réactionnaires. Danser la bourrée ou le rigodon, se déguiser en bergers et en bergères, allumer des feux à la Saint-Jean, voilà en quoi consiste le régionalisme de certains. D'autres ont des idées plus ouvertes. Néanmoins, après avoir passé en revue toute la gamme des régionalismes en vogue, j'ai dû en imaginer un qui donne satisfaction aux tendances fondamentales de ma pensée. Depuis, j'ai constaté qu'il avait recruté de nombreux partisans.

Admirer ce qui est ancien, sans discernement, parce qu'ancien, faire fi du moderne, tel est le *credo* essentiel des régionalistes que nous combattons. Avec fracas, ils prêchent le retour aux mœurs antiques, aux habitudes et traditions d'autrefois. Vivre dans le passé, sans souci du présent, se contenter de souvenirs, à tout propos parler d'histoire locale, leur semble l'idéal. Ils oublient qu'il existe un devenir inéductable, et que le changement est la suprême loi de tout ce qui est humain. Convient-il au jeune homme de s'habiller comme un baby ou au vieillard chenu de se costumer en page ? De même l'époque moderne ne saurait être à l'aise dans la défroque des âges enfus. Ne transformons pas la province en nécropole, ni en musée pour antiquailles. M^{me} de Sévigné affectionnait son lent carrosse ; avec raison, nos contemporains préfèrent l'automobile. Gardons le souvenir de ceux qui ne sont plus ; demandons des leçons à l'histoire. Mais ne sacrifions ni l'esprit d'initiative, ni les aspirations vers le mieux matériel et moral. Que l'artiste et l'écrivain de la province comme de la capitale produisent du neuf, de l'original, sans se soucier de refaire sans fin ce qu'on faisait avant, ni d'imiter les vieux modèles éternellement. L'Ancienne Chine n'a tiré que déboires de son culte exclusif du passé ; que les régionalistes, instruits par l'expérience, se délient de la routine et de la tradition ! Leur but ne doit être ni de refaire un chemin déjà parcouru, ni de piétiner sur place, mais d'avancer. Complexité et changement caractérisent tout ce qui vit ; n'érigions point en idéal le froid silence du tombeau !

Autre question et nouveau différend. Chaque régionaliste doit-il borner ses préoccupations aux limites de sa province ? Par leur façon d'agir beaucoup le laissent croire, même s'ils ne l'affirment point. Quel tolle, lorsqu'un Auvergnat s'avise de donner des conseils aux Flamands ! Vraie muraille de Chine, un particularisme aveugle isole chaque province, bien mieux, découpe en étroits lopins jusqu'au sol d'un même département. Malgré leur voisinage, quelle distance sépare Poligny d'Arbois ! D'incroyables jalousies mettent fréquemment aux prises villes et villages limitrophes. Et malheur au profane qui, d'aventure, chasse sur ces terres gardées ! Comme au pays de Lilliput, des nains l'entourent et le

garottent. S'en tenir à des querelles de clocher, s'imposer des œillères, réduire son horizon à l'étendue d'un arrondissement sans s'inquiéter des grands problèmes humains, voilà l'aboutissant d'un régionalisme trop rétréci. Pourtant si Paris rayonne d'une vie sans cesse rajeunie, c'est parce qu'ouvert aux courants universels de la pensée. Son cosmopolitisme reste, avec l'amour de la nouveauté, l'un des éléments qui assurent son règne. Mais s'il est vrai qu'il faut lutter contre un défaut en cultivant la vertu contraire, c'est son particularisme outrancier que ferait bien de vaincre la province, en devenant accueillante à tout progrès. Eveiller bourgs et campagnes à la vie de l'esprit, élever progressivement leur niveau intellectuel vaudrait mieux qu'accabler la Ville Lumière d'impuissantes malédictions.

Reconnaissons toutefois que les régionalistes voient se dresser contre eux le formidable appareil d'un gouvernement follement centralisateur. Dans les administrations, passer d'une ville plus petite dans une plus grande, pour aboutir à la capitale, voilà l'unique mode d'avancement. Aux Parisiens sont réservés les grasses prébendes et les suprêmes honneurs. Périodiquement, l'on écrème le reste du pays de ses éléments les meilleurs ou les plus remuants ; et, du même coup, l'on jette la défiance sur les hommes de talent qui se refusent à émigrer sur les bords de la Seine. Moyen commode de rendre les échines souples et de semer la division. Dans ce piège, le provincial donne tête basse, car, malgré son dépit fréquent, il vénère le parisien à l'égal d'un dieu. Persuadez ce naïf qu'on peut être un sot et habiter la Capitale ! A son avis, vos beaux discours prouveront que vous êtes un jaloux ou bien une tête sans cervelle. Et il admettra malaisément qu'on puisse avoir de l'esprit loin de Montmartre ou du quartier Latin. L'habitat, chez nous, en impose non moins que le diplôme ; on juge l'homme simplement d'après son plumage. Il est des Vosges ! redit l'écho des boutiques à papier de la Saintonge comme de la Seine, lorsqu'y parvient ma prose. Et l'on ne se gêne pas avec ce rustre des montagnes. Peut-être même la presse régionale est-elle pire, pour l'écrivain provincial, que celle de Paris. Et, s'il émerge malgré tout, quelle jalousie chez les muses départementales, quel dédain chez les notables, quels savants coups d'épingle de la part d'autorités qui toisent de haut cet administré gênant ! Et qu'il ne se rabatte pas sur les académies locales, vénérables ossuaires où des réactionnaires chenus se passionnent pour les morts, mais se désintéressent des vivants ! On s'y fige dans l'admiration du site ou des traditions provinciales ; arrière tout ce qui ne possède point la patine du temps !

La province fut toujours une pépinière d'écrivains célèbres. Elle les forma souvent, mais ne les garda presque jamais. A l'âge adulte, et sentant croître leurs ailes, ses fils ingrats la quittèrent pour le doux climat de Paris. Quoi d'étonnant ! diront certains. Pour un auteur quel silence s'il s'édite à Paimpol, quel tintamarre s'il se vend à Paris ! La Capitale s'est réservée, chez nous, le monopole du bruit comme du pouvoir. Qui dira les tribulations du malheureux écrivain fidèle à son pays ! Et quel scandale, quelles clameurs s'il s'avise d'être audacieux ou véridique ! Ce que l'on approuve chez un Parisien devient inadmissible chez un Provincial. Et l'on s'étonne que les écrivains quittent la province ! Rendons-là habitable pour qu'y puissent demeurer les artisans de la pensée. D'abord, il conviendrait d'assainir une atmosphère empoisonnée par la sottise, l'envie, la rancune et la médisance. De plus, que gagnerons-nous à substituer la toute-puissance de quelques grandes villes à celle de Paris ? Nous perdrons au change, s'il est vrai qu'un tyran éloigné vaut mieux qu'un tyran proche. Une fraternelle collaboration de tous les centres, étrangère à nos mesquines hiérarchies, et qui favorise l'ascension de tous

vers plus de bien-être matériel et de dignité morale, voilà le seul régionalisme que nous approuvons.

Depuis que les autonomistes alsaciens et bretons ont encouru les foudres de nos grands patriotes, le régionalisme, autrefois fort à la mode, est devenu suspect à beaucoup. Pour moi, si je me suis intéressé à la vie provinciale, c'est dans l'espoir d'ébranler un peu la tyrannie étatiste et de contribuer à la libération intellectuelle des pauvres gens qui m'entouraient. Ayant vécu longtemps à Paris, je ne me range point parmi ses détracteurs. Partout il est en but à la malveillance des autorités, celui qui veut rester indépendant ; et partout il rencontre des frères qui ont besoin d'être aidés. — L. BARREDETTE.

RÉGRESSION n. f. (du radical *regredior*, rétrograder). En langage biologique et pathologique, la régression désigne le retour partiel ou total de l'organisme à une phase de son existence antérieure. En sciences naturelles, les observateurs s'attachent même particulièrement à l'étude des faits de ce genre qui s'avèrent d'une grande importance pour la bonne compréhension des doctrines évolutionnistes. Lamarck, qui lui attribue un rôle capital, l'explique, d'une façon générale, par le non-usage des organes. « Le défaut d'emploi d'un organe, écrit-il, devenu constant par les habitudes qu'on a prises, appauvrit graduellement cet organe et finit par le faire disparaître et même l'anéantir. » A l'inverse « l'emploi fréquent d'un organe augmente les facultés de cet organe, le développe lui-même et lui fait acquérir des dimensions et une force d'action qu'il n'a point dans les animaux qui l'exercent moins. » Dans l'ordre psychologique, le phénomène de régression s'observe aussi couramment. Alors que la répétition rend les habitudes mentales de plus en plus fortes, l'absence prolongée de satisfaction, le manque d'activité peuvent déterminer une régression très marquée des habitudes et même provoquer leur disparition totale. Celui qui n'exerce jamais son jugement, sa mémoire, son attention est finalement victime d'une obnubilation intellectuelle qui peut le conduire à un complet abrutissement. Celui qui ne s'habitue pas à rester ferme dans ses décisions, devient, à la longue, incapable de vouloir d'une façon sérieuse et durable. Quand il s'agit des maladies mentales, les phénomènes de régression acquièrent une signification particulièrement importante ; ce sont, pour l'aliéniste, des indices capables de l'éclairer sur la marche des troubles qui suivront.

En elle-même, la régression n'est ni bonne ni mauvaise ; elle le devient seulement en fonction des conséquences qu'elle provoque, du terme où elle aboutit. La disparition d'une mauvaise habitude est excellente ; l'affaiblissement de l'attention ou de la mémoire est, par contre, indésirable. Lorsqu'on parle de régression dans l'ordre biologique ou mental, il importe donc de préciser. Même dans l'ordre social, il existe des régressions heureuses ; la disparition progressive de l'alcoolisme serait à ranger dans cette catégorie. Néanmoins, le mot régression possède généralement un sens péjoratif dans le domaine politique ou économique ; il désigne un retour à des formes d'existence inférieures et pénibles ; il est synonyme de déchéance. De ces retours vers un passé néfaste, l'histoire nous offre de nombreux exemples ; les périodes régressives arrivent même fréquemment à la suite des mouvements révolutionnaires. « Rarement ceux qui profitent des révolutions sont ceux qui les font. En 1793, le peuple tira les marrons du feu et la bourgeoisie les croqua ; les barricades de 1830 favorisèrent surtout Louis-Philippe ; celles de 1848, Napoléon III. Des troubles suscités par des besoins profonds n'aboutirent qu'au changement de l'équipe gouvernementale ; l'argent prima l'hérédité, désormais la fortune, plus que la noblesse, permit l'accès du pouvoir. Mais le travailleur fut grugé par

ses nouveaux comme par ses anciens maîtres ; son sort resta misérable que l'empire succédât à la monarchie ou la république à l'empire. Toujours les aristocraties se montrent expertes dans l'art de canaliser à leur profit les mouvements révolutionnaires ; les traditions paternelles des nobles romains corrompirent, jusqu'à la moelle, le christianisme vainqueur, et nos modernes démocraties sont déjà confisquées par une nouvelle féodalité financière. Stratèges de l'intrigue et magiciens du verbe adaptent leur phraseologie au goût de l'heure ; avant la lutte, ils flattaient les pires instincts populaires et leur main s'ouvre prodigue de promesses insensées. Le triomphe assuré, les chefs pourvus, personne n'accepte de solder le troupière meurtri. « *Le Règne de l'Enfer*. On peut assurer qu'à l'heure actuelle, en France, nous sommes en pleine régression. Prêtres, généraux, capitalistes manœuvrent à leur guise parlementaires et ministres, qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre. De plus, journaux, revues, hebdomadaires, toute notre grande presse n'est qu'un vaste étouffoir, une vaste entreprise de mensonge. Il est presque impossible d'atteindre le peuple et de lui dire la vérité.

Dans l'ensemble du monde contemporain, l'idéal libéraliste subit, d'ailleurs, une éclipse fâcheuse. Partout on prône les dictatures et les gouvernements forts ; communistes et socialistes autoritaires sont d'accord sur ce point avec les hitlériens et les fascistes. On fait de l'obéissance aux ordres des chefs, le premier devoir du citoyen. Et l'on affecte de croire que l'anarchie c'est l'incohérence et le chaos ; même dans les milieux les plus avancés, ces idées sont courantes. Aussi nos contemporains se détournent-ils de doctrines qu'ils supposent purement négatives et incapables de fournir une base constructive sérieuse. Pourtant L. Barbedette a montré que la liberté la plus complète n'implique nullement l'incohérence et l'absence d'organisation, et que la raison vaut mieux que la contrainte pour engendrer l'harmonie. La science véritable exclut rigoureusement toute intrusion du principe d'autorité ; elle ne se soumet qu'à l'expérience et à la raison. Néanmoins, elle s'avère féconde en résultats pratiques et en conséquences heureuses lorsqu'elle est bien dirigée. Des œuvres merveilleuses seront possibles quand l'amour se surajoutera à la liberté. Notre idéal peut subir une régression passagère ; finalement il s'imposera parce qu'il répond à d'indestructibles besoins du cœur et de l'esprit.

RELATIVITÉ, RELATIF subst. et adj. Chasser l'idée d'absolu, si chère à la pensée théologique et métaphysique, pour lui substituer celle de relativité, voilà un travail urgent pour le philosophe et le savant contemporain. L'absolu désigne ce qui est en soi et par soi, ce qui se suffit pleinement. Le relatif, au contraire, ne peut se suffire à lui-même, qu'il s'agisse d'existence ou d'intelligibilité ; il a besoin de réalités étrangères à lui, distinctes de lui, mais avec lesquelles il supporte des rapports. Centrale dans les systèmes de Platon et d'Aristote, la notion d'absolu était déjà combattue, chez les Grecs, par Protagoras : « L'homme, déclarait-il, est la mesure des choses, de ce qu'elles sont, dans la mesure où elles sont, de ce qu'elles ne sont pas, dans la limite où elles ne sont pas ». Les pyrrhoniens s'inspirèrent également de cette idée. Au XIX^e siècle, Hamilton devait adresser des critiques fumeuses au concept d'absolu. Penser, déclarait-il, c'est conditionner, puisque toute pensée établit une relation ; la loi de relativité constitue l'ossature de l'intelligence. Penser l'absolu s'avère donc impossible, car ce serait conditionner l'inconditionnel et rendre relatif ce prétendu absolu. Mais c'est Kant qui, précédemment, avait donné des bases solides et durables à l'idée de relativité. Pour lui, toute connaissance est relative parce qu'elle dépend des lois de

l'esprit qui l'organise. « On avait admis jusqu'ici, dit-il, que toutes nos connaissances devaient se régler sur les objets ; que l'on cherche une fois si nous ne serions pas plus heureux, en supposant que les objets se règlent sur nos connaissances. » A l'inverse des dogmatiques qui cherchent dans des réalités extérieures la raison des lois de la pensée, il trouve dans la pensée l'explication des lois qui régissent le réel. Nous ne reviendrons pas sur ce système exposé précédemment. (Voir article Kant.)

Disons néanmoins que, transposant le subjectivisme du plan psychologique dans le plan physiologique, biologistes et physiciens ont démontré que les sensations en quoi se résout notre perception du monde extérieur, comme aussi les sensations internes, sont relatives à la constitution de notre organisme. Si nos yeux, nos oreilles étaient constitués différemment, les données visuelles et auditives perçues par nous seraient autres que celles que nous percevons. Lentement, la notion de relativité a pénétré dans toutes les branches du savoir humain ; et partout elle s'est révélée féconde en résultats heureux. En mathématique, en physique, elle a servi de point de départ à des travaux du plus haut intérêt. Einstein s'est appliqué à étendre à la physique le principe de relativité déjà admis en mécanique. De ce qu'aucune expérience ne saurait déceler le mouvement de translation uniforme d'un système, il a conclu, dans la doctrine de relativité restreinte, que les lois des phénomènes physiques demeurent les mêmes pour différents groupes d'observateurs en mouvement de translation uniforme les uns par rapport aux autres ; dans sa doctrine de relativité généralisée, il a étendu ce principe aux mouvements accélérés et à la gravitation. (Pour l'exposé des idées d'Einstein, voir l'article Mouvement.)

Et la notion de relativité, si féconde dans l'ordre scientifique, suffit encore, pense L. Barbedette, à expliquer une foule de phénomènes moraux, sans cela incompréhensibles. En éthique, elle doit nous guider constamment et rend parfaitement intelligibles des concepts aussi obscurs que ceux de la liberté et du bonheur. « Toujours la causalité intellectuelle provoque le sentiment de liberté, comme, dans le monde extérieur, les ondes sonores engendrent des sensations auditives, les vibrations lumineuses des impressions colorées... Pas plus que ne sont mensongères les sensations provoquées par les objets extérieurs, le sentiment de liberté n'est illusoire ; il a, comme elles, une valeur symbolique et relative. Pour le mieux comprendre, il faut pousser plus loin, jusqu'à sa cause productrice, l'activité volontaire. Ce n'est point en dissertant sur les nuances qualitatives du rouge ou du bleu que le physicien arrive à les expliquer ; il les rattache à des vibrations quantitatives qui les engendrent sans leur ressembler. Comme les couleurs dépendent et du nerf optique et de l'excitant lumineux, la liberté, subjective apparence, s'avère un compromis entre le conscient et l'inconscient. » *Vouloir et Destin*. La liberté n'implique donc pas commencement absolu, pouvoir créateur de la volonté, comme le supposent les partisans du libre-arbitre, mais elle répond à ce fait qu'en pratique l'homme parvient à modifier la trame des causes et des effets, dont le déroulement constitue et sa propre vie et le devenir de l'univers qui l'environne.

Le bonheur n'a rien d'absolu lui non plus, il dépend de conditions multiples et variables. « Source d'erreurs innombrables, prêtant, à tout, une nuance ou des formes illusoire, le prisme métaphysique et social fige, en un bonheur abstrait, nos joies fugitives et changeantes, il schématise et appauvrit nos plaisirs hétérogènes et multiformes. Pour un chimérique espoir, fruit de rêveries collectives, nous dédaignons les bonheurs passagers qui s'offrent ; pour une déesse inexistante, nous effeuillons les pétales des plus divines fleurs. Pourtant

ce Bonheur solidifié, d'une immutabilité choquante, si on l'offrait aux vivants qui d'entre eux ne s'en détournerait ? Il semble tellement fait pour les morts ; du sommeil éternel, il est une si manifeste image ! Dans l'ordre moral, comme en politique, c'est une trompeuse erreur de vouloir tout réduire à l'unité... Avec le désir et l'idéal s'individualisent, en se diversifiant, les joies suprêmes de chacun ; ne croyons pas à un bonheur unique, stéréotypé, il en existe de multiples et d'irréductibles aux formules toutes faites léguées par nos ancêtres. » Rien d'absolu dans le bonheur humain, il est tout relatif et ne peut être que relatif. « La nature est sans cesse en travail, et nos besoins renaissent toujours nouveaux ; un devenir éternel préside à l'écoulement des pensées comme des choses. Ce qui charmait hier déplaît aujourd'hui ; l'adolescent ne comprend plus les passe-temps du bambin, et l'action de l'homme mûr s'accorde mal avec le calme tant chéri des vieillards. Des nuages épais suffisent à assombrir l'âme du poète, de lumineux rayons à l'ensoleiller. Et combien rare la consonnance entre aptitudes et situations ; le forgeron voudrait être boulanger, le boulanger forgeron, le citadin adore la campagne et le campagnard la ville. » *A la Recherche du Bonheur*. Or, puisque l'éthique n'est que l'art de vivre heureux, il en résulte qu'elle doit s'insérer au plus haut degré de la notion de relativité. L'erreur commise par les moralistes chrétiens, qui offraient leur céleste béatitude pour le lendemain de la mort, ne doit pas être renouvelée par les penseurs rationalistes. Dédaignant l'absolu chimérique des théologiens, ils ont à se préoccuper de la vie présente seulement.

Même en ce qui concerne les besoins physiques, il convient de bannir les affirmations trop absolues qui ne tiennent pas compte de la prodigieuse complexité du réel. « Des théoriciens, bien intentionnés je n'en doute pas, se montrent trop absolus dans leurs conclusions. Partis d'un principe bon en lui-même, ils en tirent des conséquences extrêmes qui ne cadrent aucunement avec les nécessités pratiques. Alors que la réalité s'avère d'une complication extrême et qu'il faut, dans les sciences de la nature, demander à l'expérience de prononcer en dernier ressort, ces constructeurs de systèmes légifèrent dans l'abstrait et multiplient les déductions avec une logique dont l'apparente rigidité cache d'irréductibles faiblesses. Trop nombreux sont les facteurs qui interviennent, trop divers les tempéraments, pour qu'il ne soit pas indispensable d'individualiser le régime alimentaire par exemple. Ce qui convient dans tel cas pathologique est contre-indiqué dans tel autre ; l'homme vigoureux et solide n'a pas les mêmes précautions à prendre que l'homme mal portant ; à celui qui fournit un gros effort physique, il faut une nourriture plus abondante qu'à celui qui travaille seulement du cerveau ; l'enfant a des besoins différents de ceux de l'adulte. Défendu, quand on souffre de certains troubles, le café, dans d'autres cas, est un adjuvant utile ; selon les circonstances et les tempéraments, une totale privation de viande produira des effets opposés. Chaleur et froid excessifs ont aussi une grande influence ; impossible de se comporter d'une façon identique au Sénégal et au Groenland. Dans une contrée où l'on trouve, en toutes saisons, fruits et légumes frais, où le maintien de l'organisme à la température normale requiert peu de combustible, par suite du climat, le menu habituel ne saurait être le même que dans les régions éternellement glacées, dont la végétation n'offre que des ressources très précaires. Lorsqu'ils se querellent, les réformateurs peuvent avoir également raison, mais dans une mesure limitée : ils supposent, indûment, valable pour tous, ce qui ne convient qu'à certaines personnes. Partis d'observations exactes, ils aboutissent à des conclusions trop générales. » *L'Incomparable Guide*. Dans les divers domaines où les

faits dépendent du vouloir humain, le concept de relativité, pense L. Barbedette, suffit à éliminer bien des discussions accessoires et parvient même à concilier certaines doctrines en apparence opposées. Il introduit aussi dans les discussions, et dans le comportement quotidien, plus de bienveillance à l'égard de ceux qui, sans avoir nos idées, s'efforcent néanmoins de bien agir et de voir clair.

RELIGION n. f. Il y a seulement un quinzaine d'années, écrire un article pour prouver l'inutilité de la religion, eût semblé vouloir enfoncer une porte ouverte. Certes, il y avait encore bien des gens qui croyaient et fréquentaient les églises ; mais les gens qui lisent ne croyaient plus. La guerre qui a été pour toute l'Europe, au point de vue intellectuel, un élément de recul, a marqué un retour à la religion dans les classes cultivées. Alors qu'un savant eût rougi d'avouer qu'il pratiquait une religion, aujourd'hui nombre de professeurs de facultés se déclarent ouvertement catholiques. Les littérateurs trouvent original de mettre la religion dans leurs romans.

Dans tout cela, il y a beaucoup d'affectation. La religion, surtout la religion catholique, est, avant toute chose, un parti réactionnaire, et les intellectuels tiennent à se mettre du côté des riches, c'est-à-dire de ceux qui achètent les livres, qui peuvent créer les célébrités.

Mais, outre ce mouvement intéressé, il y a, à n'en pas douter, un religiosisme sincère. Je n'en veux pour preuve que cette floraison de sectes mystiques que nous subissons, théosophie, spiritisme, occultisme, antoinisme, christscientisme, etc., etc. Toutes ces religions sont aussi des partis réactionnaires ; mais cela n'apparaît pas d'emblée comme dans le catholicisme romain. Beaucoup de gens y adhèrent sans aucun souci politique, par simple besoin religieux.

L'esprit religieux est l'apanage de l'humanité. Nous ne savons pas, évidemment, ce qui se passe dans la tête des chiens, des chats, des singes et autres animaux. Peut-être croient-ils en un être supérieur et lui adressent-ils des prières ? Néanmoins, nous ne les voyons pas se grouper pour prier.

L'homme sauvage lui-même n'a pour religion qu'un rudimentaire spiritisme. La mort, c'est-à-dire la disparition de la personnalité lui semble impossible ; il pense que les esprits des trépassés continuent à s'occuper des vivants pour leur bien ou pour leur mal. Plus tard, on adore un *totém*, c'est-à-dire un animal ou une plante que l'on donne comme ancêtre à un clan.

La religion grandit avec l'humanité, ce qui prouve bien que, essentiellement humaine, elle n'a rien de divin.

Les grandes religions sont, avant tout, des morales. Les dix commandements, en dehors des deux premiers qui régissent les rapports avec la divinité, sont des restrictions morales : « Tu ne tueras point », « Tu ne voleras point », « Tu ne commettras point d'adultère », etc. L'humanité primitive éprouve le besoin de tirer du ciel sa morale, afin de lui donner plus d'autorité. Ce qui vient de l'homme peut être transgressé par l'homme. La puissance humaine est limitée ; les hommes peuvent vous torturer et vous tuer si vous allez contre leur volonté ; mais on s'imagine que le pouvoir divin, plus mystérieux, doit être infiniment plus terrible. Dostolevsky, alors qu'il était au bagne, vit un jour ses compagnons se moquer de l'un d'entre eux parce qu'il était à l'agonie. « Vous n'avez donc pas peur de Dieu ! » leur dit l'écrivain russe. Et ces hommes, blasés sur les châtimens humains, cessèrent de narguer le moribond : l'évocation des peines de l'au-delà les trouvait encore sensibles.

L'humanité ne serait pas ce qu'elle est, si son Dieu était un Dieu de justice et ne donnait des ordres que pour le bien de tous les hommes. Chacun veut prendre

Dieu pour complice de son égoïsme et ce sont naturellement les puissants qui réussissent à l'avoir avec eux. Dieu ordonne d'obéir au roi et aux grands, Dieu ordonne à la femme d'obéir à l'homme. Revenant sur sa défense de l'homicide, Dieu ordonne de faire la guerre et de tuer, pour accroître la puissance d'un monarque.

Les religions reflètent les mœurs du temps et du lieu où elles se développent. Il n'en saurait être autrement, car leurs fondateurs, alors même qu'ils innovaient en quelque matière, restent pour l'ensemble de leur personnalité le produit de la société où il vivent. L'islamisme, religion sensuelle, avec son paradis plein de hauris dont la virginité renaît éternellement pour le plaisir du sexe mâle, convient bien à l'oriental. Le catholicisme avec ses statues, ses images, ses saints nombreux spécialisés dans leurs interventions, avec ses cérémonies pompeuses, convient aux peuples latins. Le protestantisme plus froid, plus philosophique, convient aux peuples du Nord.

La religion console de la mort dans une certaine mesure. L'inquiétude humaine, au nom de laquelle le père Samson voudrait nous ramener au catholicisme, est une réalité. Tout ce que les hommes ont pu faire contre la mort, c'est de n'y pas penser, a dit Pascal. C'est ce que font, heureusement pour eux, la généralité des hommes ; seuls les malades et les vieillards pensent à la mort.

Pour que la religion réussisse à vaincre la crainte de la mort, il faut que la foi soit très grande. Sainte Thérèse désirait la mort : « Je me meurs de ne point mourir ». Mais rares sont les personnes susceptibles d'une telle foi ; il faut une mentalité spéciale qui est très rare et même anormale. Celui qui croit avec une telle force n'a pas autre chose à faire qu'à s'enfermer dans un cloître et à y attendre dans la prière et les macérations que la mort vienne enfin le délivrer de la prison terrestre.

Si une telle conception devenait générale, c'est la civilisation entière qui sombrerait. A quoi bon le progrès si la vie n'a aucune importance ; à quoi bon la science ; tout ce qui est terrestre n'est-il pas entaché d'erreur, et ainsi pensait le Moyen Age ; ses érudits, au lieu d'observer la Nature se plongeaient, leur vie entière, dans la lecture des livres saints et la civilisation progressa très peu. Le progrès ne se déclencha subitement qu'au dix-huitième siècle, lorsque les esprits commencèrent à s'affranchir de la religion.

Si la religion ne détruit pas complètement la vie, c'est parce que la majorité n'y croit pas sérieusement. La vie est la plus forte et la religion est reléguée à ses heures et à sa place ; elle ne réussit qu'à la condition de ne demander qu'une petite partie de l'existence. Le pénitent, après l'absolution, recommence son péché et la confession n'est qu'une manière de blanchissage périodique. S'il croyait vraiment, il ne pécherait plus ; de même qu'il se garde de sauter dans un fleuve, de se laisser choir d'un lieu élevé, de même il se garderait du péché mortel, bien autrement dangereux que l'accident terrestre.

Le Moyen Age croyait cependant. Jeanne d'Arc entendait des voix ; nombre de gens voyaient le diable dont ils avaient peur. Mais la religion n'était guère plus qu'une doctrine dont on prend et on laisse suivant les nécessités de l'existence.

Réduite à ces proportions modestes, la religion réussit à atténuer un peu la crainte de la mort. La mort est loin pour la plupart des hommes ; du moins ils la croient telle et n'y pensent pas. La croyance en une vie future vient encore à atténuer le souci ; le croyant se dit que la mort n'est qu'un passage à une autre vie et que Dieu, qui est très bon, ne manquera pas de lui pardonner ses fautes.

Si la mort est proche, la religion perd de son pou-

voir. La réalité, c'est-à-dire la vie qui nous quitte, s'impose avec toute sa force ; le croyant tremble comme l'incrédule et les consolations religieuses, tout à fait hors de proportions avec le danger, sont comme un cataplasme sur un cancer.

On vante volontiers l'influence de la religion sur la morale. Des gens vous assurent que, s'ils venaient à perdre la foi, ils se feraient immédiatement voleurs et assassins pour pouvoir jouir le plus possible de cette vie éphémère. Ce sont là paroles en l'air. N'est pas voleur et assassin qui veut, il y a les circonstances. Celui qui est dans la société à une place stable, qui se crée une vie aisée, même en travaillant, n'a nulle envie de se mettre hors la loi en vue de l'acquisition plus que problématique de la grande fortune. C'est la société et non la morale, même basée sur la religion, qui organise la sécurité.

Au Moyen Age où la foi était reine, la religion n'empêchait pas la criminalité ; elle ne réussissait que dans une mesure très limitée à atténuer la violence des mœurs. Les criminels eux-mêmes croyaient ; ils allaient se confesser et cela ne les empêchait pas de recommencer. En Italie, le bandit priait Dieu de lui faire réussir ses coups ; la prostituée suppliait la Vierge de lui envoyer beaucoup de clients.

Toutes les religions prêchent la bonté et cependant les gens religieux, loin d'être meilleurs, sont souvent pires que les athées. Le haut clergé est agité d'ambitions au même titre que les hommes politiques qui n'ont aucune croyance. Les gens dévots, loin d'appliquer les préceptes de douceur enseignés par le Christ, sont, en général, très méchants. Les habitués des églises ne se gênent pas pour médire, calomnier, nuire de toute manière au prochain, même croyant.

« Tant de fiel peut-il entrer dans l'âme des dévots. »

Nombre de dévots sont avares, affreusement égoïstes ; tous sont hypocrites et on peut dire que les religions ont pour principal effet, non de rendre les gens meilleurs, mais d'en faire des hypocrites. L'incroyant est franchement égoïste ; le croyant se croit obligé, pour masquer son égoïsme, de ruser avec sa foi.

La religion a fait peu de bien et, en revanche, elle a fait, et fait encore, beaucoup de mal. On ne peut pas dire que le christianisme a apporté la civilisation. La civilisation gréco-romaine était beaucoup plus avancée que le féodalisme du Moyen Age. La preuve en est que c'est dans les écrits des Grecs et des Latins que les savants du Moyen Age puisaient leurs connaissances. En Russie, la religion orthodoxe a dominé exclusivement pendant deux mille ans et le moujik est resté à demi-sauvage, illettré, effroyablement ivrogne.

Lorsqu'une religion est puissante, son clergé, non content de rester dans son domaine spirituel, prétend au rôle de chef des peuples. Il veut imposer sa conception de la vie et au besoin l'imposer par la force. Le pape, au Moyen Age, disputait à l'empereur la toute puissance temporelle. Le bras séculier, c'est-à-dire les forces coercitives de l'Etat, servait à l'Eglise pour punir de prison et de mort les non conformistes.

La philosophie était considérée comme la servante de la théologie (ancilla theologiae) disait orgueilleusement une père de l'Eglise. L'esprit humain avait une entrave ; lorsque l'on émettait une théorie il fallait se demander, non pas si elle pouvait être vraie, mais si elle ne contredisait pas le dogme. L'auteur, assez audacieux pour contredire le dogme, voyait ses ouvrages brûlés solennellement en place publique par la main du bourreau ; on confisquait ses biens ; on le mettait en prison ; parfois on le brûlait lui-même avec ses livres.

Les demi-folles coupables de sorcellerie qui allaient, en rêve sans doute, au sabbat, à cheval sur un balai pour embrasser le diable au derrière étaient emprison-

nées et torturées. Dans les affres de la torture on leur faisait avouer tout ce qu'on voulait ; on leur imputait la mort de gens décédés naturellement de maladies. Parfaitement innocentes, ces femmes et des hommes aussi, car il y avait des sorciers, étaient voués à une mort violente et cruelle.

Lorsque l'on reproche aux catholiques les crimes de l'Inquisition, ils s'en défendent en alléguant les mœurs violentes du temps. Le rôle de la religion avec ses préceptes de bonté et de douceur n'était-il pas de s'élever contre toute violence. Loin de le faire, elle exerçait elle-même la terreur, contredisant ainsi formellement sa doctrine.

De même que le pape se considère comme le maître du monde chrétien, le curé de campagne se considère comme le chef du village. Non content de dire ses offices, de confesser et de prier, il veut diriger la vie des habitants. Il entre dans les maisons, s'informe, donne des conseils qui sont parfois des ordres. Si une personne a mal agi à ses yeux, il expose le fait dans son prône du dimanche ; l'inculpé est voué au scandale public et pour ne pas être boycotté il doit se soumettre à la volonté du prêtre. Encore aujourd'hui, la religion, reléguée dans son domaine à la ville, est toute puissante au village. Aux grandes fêtes la procession parcourt les rues, malheur à qui ne la suit pas ; celui qui oserait ne pas se découvrir ou s'incliner devant elle encourrait les sévices des processionnaires.

Le curé est plus instruit que ses paroissiens et cela semblerait justifier son pouvoir. Mais sa culture toute spéciale et en dehors des exigences de la vie moderne fait que, loin de servir le progrès, il lui est, au contraire, un obstacle. Le curé ne donne aucun conseil d'hygiène ; là où il domine depuis des siècles on croupit dans le purin et l'ordure. Loin de combattre la malpropreté il la favorise, parce qu'elle est conforme à la tradition. Laver les rues, c'est déjà s'affranchir et le prêtre ne veut pas que le villageois s'affranchisse.

Là où l'on parle patois, le curé s'oppose à la diffusion du français. « Parle la langue de ta mère ! » disait un curé de Bretagne à une paysanne qui se confessait en français.

En face du curé, la République a placé l'instituteur laïque ; c'est quelque chose, mais c'est peu. Le curé dirige ses paroissiens durant toute leur vie ; le pouvoir de l'instituteur est borné à l'enfance. Il n'ose pas entrer en conflit avec le curé ; pauvre petit fonctionnaire, il sait que l'administration le soutiendra mal et qu'en fin de compte, c'est lui qui devra céder.

L'école n'est pas une force suffisante de progrès. Dans chaque bourg il faudrait créer un établissement qui serait à la fois université populaire, salle de fêtes et petit hôpital. Là, deux ou trois fonctionnaires, pourvus de culture intellectuelle supérieure, seraient chargés d'aiguiller la vie locale dans les voies du progrès. Un service d'hygiène publique entretiendrait la propreté des rues. Un massif de fleurs ornerait la place des villages avec quelques bancs autour pour permettre de se reposer en les regardant ; les fleurs affinent l'esprit. Des fêtes, des concerts fréquents attireraient la population ; des conférences théoriques et pratiques, le cinéma élèveraient son niveau intellectuel.

La religion est une entrave ; elle empêche le développement de la vie ; il faut la supprimer.

Les juifs pratiquants ont tous les instants de leur vie jugulés par la religion. Ils ne peuvent manger de viande que si l'animal a été tué de façon rituelle (kacker) ; le samedi, défense de toucher à rien, on ne peut même pas allumer une lampe, prendre un omnibus. Le baptême juif est une opération chirurgicale barbare, qui n'a aucune raison d'être. Parmi toutes les pratiques du judaïsme, certaines sont des mesures d'hygiène qui avaient leur utilité autrefois, mais aujourd'hui l'hygiène se fait autrement et beaucoup mieux.

Les juifs cependant tiennent à leur religion ; des hommes cultivés, savants, écrivains, etc., ne manqueraient pas de faire circonscire leur fils sous prétexte que leurs ancêtres ont été persécutés jadis ; qu'ils le sont encore dans certains pays et qu'on ne doit pas trahir les siens.

Tout cela est dénué de sens ; ce n'est pas parce qu'on se coupe un morceau de peau qu'on est solidaire avec certaines gens ; on peut parfaitement pratiquer la solidarité sans se rien couper. La circoncision pouvait avoir sa raison au temps où on ne se lavait pas, aujourd'hui elle n'en a aucune et ce n'est, au fond, qu'un sacrifice humain atténué ; on se mutilé pour plaire à Dieu.

Les services que rend la religion peuvent être rendus sans elle. Elle n'est qu'un ensemble de cérémonies qui marquent les époques de l'année et les dates de la vie. Noël fête l'hiver ; Pâques n'est que la résurrection du printemps. L'Eglise fête la naissance par le baptême ; la nubilité par la première communion ; le mariage, la mort.

L'Humanité peut vivre sans fêtes ; mais les fêtes embellissent la vie. Tous les jours ne doivent pas se ressembler ; il faut créer, de temps à autre, des diversions qui stimulent l'esprit.

Mais les fêtes peuvent se libérer des pratiques religieuses et être très belles. On peut fêter les saisons, les âges de la vie, commémorer les grands hommes.

Pourquoi ne pas faire des cortèges d'enfants vêtus de blanc pour fêter la douzième année. Au lieu de leur raconter une histoire baroque d'union avec le Christ par l'ingestion d'une rondelle de pain. On leur ferait une conférence sur la douzième année ; l'enfance qui finit ; les devoirs de la jeunesse qui va s'ouvrir. Une telle fête frapperait l'imagination des adolescents ; au lieu que de la première communion, ils ne retiennent guère que l'habit neuf ; surtout la robe blanche pour les petites filles et ils s'empressent d'oublier toutes les calembredaines dont on les a saturés à cette occasion.

La commémoration des grands hommes serait d'un grand effet moral. Pourquoi des cortèges avec des fleurs, des enfants parés d'habits de fête ne parcourraient-ils pas les rues à cette occasion. On porterait en procession le buste du savant, de l'homme d'Etat, etc., héros de la cérémonie ; cela vaudrait mieux que de promener la statue d'une vierge qui n'a peut-être jamais existé. Dans une allocution on retracerait la vie du grand homme ; les efforts qu'il a fait pour acquérir la valeur qui l'a élevé au-dessus des hommes de sa génération. Son exemple montre jusqu'où l'esprit humain peut atteindre ; et à l'occasion de sa fête nombre de jeunes gens se promettent de lui ressembler.

Si les catholiques décrient les fêtes laïques c'est par esprit de rivalité jalouse. Une fête laïque n'est pas plus grossière qu'une fête religieuse ; on n'a pas besoin d'y mettre de beuveries.

Les pardons bretons d'ailleurs, pour leurs ivrogneries, surpassent de beaucoup nos quatorze juillet.

La grande révolution a établi des fêtes laïques, dont la réaction a naturellement dit beaucoup de mal. Beaucoup de ces fêtes étaient, en réalité, très belles et très dignes ; le seul tort de Robespierre a été d'y conserver l'Etre Suprême : vestige du passé.

L'innovation n'a pas duré parce que la Révolution elle-même a été vaincue et la réaction triomphante n'a rien en de plus pressé que de rétablir les vieilles croyances, afin de replonger, au profit d'une minorité de privilégiés, les masses dans l'ignorance et la servitude.

Beaucoup de personnes qui ont rejeté les religions officielles en embrassent de nouvelles. Parmi les nouvelles religions, celle qui réunit le plus d'adeptes est la théosophie. C'est une religion supérieure. Ses temples, débarrassés de tout ornement, ne sont que de simples salles de conférences. En outre, la théosophie, contrairement aux religions officielles, admet les sciences et le progrès. Mais elle admet l'existence du corps astral qui

peut se voir prétend-elle ; elle croit aux apparitions de l'au-delà ; c'est la porte largement ouverte aux demi-fous et aux charlatans.

Le spiritisme a, lui aussi, un grand nombre de sectateurs ; un congrès spirite réuni récemment en a amené de tous les coins du monde. Il manque complètement d'intérêt ; tables tournantes, coups frappés ; apport de fleurs artificielles soi-disant tombées du ciel ; spectres en carton ; membres humains en gomme. Tous les médiums, après un moment de célébrité, finissent dans le discrédit après qu'on a découvert leur truc. Ces gens ne sont, en réalité, que des artistes de prestidigitation plus ou moins habiles ; connaissant la sottise humaine, ils trompent pour gagner de l'argent. Les tables tournantes ne tournent pas ou du moins pas toutes seules ; essayez d'appuyer vos mains sur une table sans faire aucun mouvement ; vous pourrez le faire patiemment pendant une heure, rien ne se produira. Pour obtenir des mouvements, il faut plusieurs personnes et l'obscurité. Quelqu'un triche, ou bien une impulsion involontaire est donnée à la table ; le mouvement déclenché, les assistants l'aident, plus ou moins consciemment. Il est à noter que la table ne dit que des choses incohérentes ou des futilités. Nombre de personnes d'ailleurs ne font du spiritisme que pour s'amuser ; c'est un passe-temps de salon.

Ce serait une erreur de nier le besoin religieux. Il a sa source dans la crainte de la mort. On a dit avec raison que l'homme est le plus malheureux des animaux parce qu'il sait qu'il mourra. Mais il est à noter que la pensée de la mort ne hante que rarement notre esprit, et aussi avec une éducation bien faite, l'homme se passerait très bien de religion, ce que font déjà nombre de personnes.

On entend dire souvent qu'on ne croit pas à la religion, mais qu'on la respecte. C'est une conception fautive. La religion n'est pas plus respectable que la cartomancie, la chiromancie ou le marc de café. Respecter une idée n'a pas de sens ; ou l'idée est vraie ou elle est fautive. Si l'idée est vraie, il faut, non pas la respecter, mais l'adopter ; si elle est fautive, il faut la rejeter ; pas de milieu. La position de celui qui respecte tout en ne croyant pas est une timidité tout à fait indigne d'un esprit libre. Est-ce l'antiquité de la doctrine qui inspire le respect. Elle devrait inspirer un sentiment tout contraire ; plus une fautive doctrine est vieille, plus elle a fait de mal.

Quelle attitude devrait adopter vis-à-vis des religions un gouvernement révolutionnaire. Les supprimer comme nuisibles et inhibitrices du progrès. L'attitude de la liberté serait plus clémente. On pourrait admettre que restant dans son domaine la religion n'est pas nuisible et que les gens qui ont besoin de cette consolation sont après tout libres d'y recourir. Mais l'expérience montre que la religion ne reste jamais dans son domaine. Le prêtre, surtout le prêtre catholique, est convaincu de n'être pas seulement un guide spirituel des croyants, mais un chef temporel dont le pouvoir doit s'exercer sur les athées comme sur les religieux. Si on laisse la liberté à la religion, elle en profite pour empiéter le plus qu'elle peut sur le domaine temporel. Pour amener les gens à la soumission extérieure, si ce n'est à la croyance sincère, elle emploie tous les moyens, elle prive les pauvres du travail qui les fait vivre, elle boycotte les commerçants, elle discrédite les intellectuels. Tant que le catholique ne domine pas il se déclare persécuté. Les autres religions sont moins dangereuses que le catholicisme, mais elles ne sont pas inoffensives. Elles endorment les esprits ; elles sont toujours les alliées des partis de régression.

La révolution russe n'a pas osé supprimer d'un coup la religion ; elle a craint de déclencher contre elle le fanatisme des masses paysannes.

En France, l'esprit religieux est moins fort. Je ne pré-

tends pas, cependant, qu'il faille supprimer les religions par un simple décret. On peut y mettre le temps ; mais ce temps doit être relativement court, sous peine d'échec.

Supprimer les religions ne veut pas dire tuer les religieux. Une révolution moderne doit épargner le sang. La guillotine est barbare ; la marque de la civilisation, c'est le respect de la vie humaine. Mais il faudra interdire tout culte et expulser du pays les prêtres, religieux et religieuses. Pour adoucir les rudesses d'un arrachement brusque à un pays, on pourrait leur donner une indemnité correspondant à six mois de travail ouvrier, on pourrait même, en outre, leur accorder la libre jouissance d'une colonie lointaine.

Bien entendu, une pareille mesure ne supprimerait pas d'emblée les religions. Les cultes deviendraient clandestins, mais continueraient ; nombre de prêtres se cacheraient pour échapper à l'expulsion. Néanmoins, l'interdiction porterait un grand coup aux églises. Les croyants tièdes, c'est-à-dire la majorité, s'habitueraient vite à se passer de religion ; surtout si on les remplace par des fêtes somptueuses ; les croyants ardents trouveront le moyen d'entendre la messe dans une chambre ; il faudra les poursuivre et les mettre hors du pays. Il n'est pas tout à fait vrai que la persécution renforce une idée. L'humanité dans sa masse est fort peu idéaliste et le principal effet obtenu par la persécution, c'est de faire peur ; on déserte l'idée devenue dangereuse.

On pourra m'objecter que ces mesures draconiennes sont en opposition avec la liberté et la justice. Mais la liberté et la justice n'ont rien à voir ici ; entre la religion et l'irreligion, il ne peut y avoir que la guerre ; si on ne détruit pas la religion, c'est la religion qui détruira la civilisation. Si les catholiques reprenaient demain le pouvoir qu'ils avaient au Moyen Age, ils relèveraient les bûchers.

D'ailleurs le traitement doux du bannissement enlèverait aux religieux l'aurole du martyr ; la masse se dirait, avec juste raison, que ces gens ne sont pas tellement malheureux puisqu'on leur donne un coin de terre où ils ont la liberté d'être ce qu'ils sont.

Naturellement la déchristianisation brusque doit être complétée par l'éducation irreligieuse des enfants. Durant les premiers temps il ne faudra pas se contenter de passer la religion sous silence ; il faudra la combattre ouvertement. Les bolcheviks font très bien de faire chanter à leurs écoliers :

« Je ne crois pas en Dieu ».

Cela ne peut choquer que les esprits timorés qui ne peuvent s'empêcher de se raccrocher au passé. En outre, une active propagande anti-religieuse devra être faite aux adultes. Il faudra montrer l'absurdité logique de la religion, renouveler l'œuvre de Voltaire où les pratiques religieuses sont tournées en dérision. Certains esprits areligieux à d'autres égards trouvent inférieurs les ouvrages où Voltaire se moque du trajet de l'hostie, soi-disant incarnation divine, à travers le tube digestif du communiant. Ils pensent que pour ne pas croire en Dieu ils ont des raisons philosophiques beaucoup supérieures à celle-là. C'est fort possible, mais les arguments philosophiques, beaucoup trop difficiles à comprendre, ne disent rien au peuple. En revanche, le peuple comprend très bien l'absurdité qu'il y a à croire que l'on mange Dieu et qu'on le digère. En réalité, on ne se tromperait pas beaucoup en accusant les adversaires de la critique voltairienne d'avoir conservé un reste de croyance. On se moque devant eux sans qu'ils protestent d'un tas de choses et d'un tas de gens ; eux-mêmes ne se privent pas de railler. Mais si l'on raille l'eucharistie, ils sont choqués ; donc ils y croient.

Il y a une habitude psychologique qui nous porte à respecter inconsciemment ce que, autour de nous, nous

avons toujours vu respecter et adorer. C'est une habitude néfaste ; elle fait le lit de toutes les erreurs ; ce n'est ni l'instinct ni l'habitude qui doit nous guider, mais la raison.

On peut se passer de religion. Nombre de philosophes l'ont pensé et le pensent. Certains, tout en n'ayant pour leur usage personnel aucune religion, croient qu'il en faut une pour le peuple.

Cette conception essentiellement égoïste est celle du riche qui, pour profiter en paix de sa situation privilégiée, entend qu'on abâtisse les masses déshéritées. Au fond il n'y a pas autre chose dans le renouveau religieux d'après guerre. La bourgeoisie terrorisée par la révolution russe se raccroche à tout ce qui lui semble être un frein social. Elle-même ne croit pas ; les jouissances terrestres la préoccupent beaucoup plus que la vie future. Mais elle voudrait amener, au besoin par la force, les masses à retourner sous la domination du clergé. Si on pouvait remplacer les syndicats par des confréries, on n'aurait plus de grèves à redouter.

Dans une société où il n'y aura plus de classe, point ne sera besoin de frein religieux.

La morale rationnelle enseignée à l'école et qui n'est autre chose que le moyen d'assurer à chacun le bien-être dans la sécurité sera bien autrement opérante que le fratras hétéroclite légué à travers de nombreuses générations par une humanité primitive.

Les illusions sont comme la morphine, bienfaitantes dans le moment, elles sont en réalité néfastes. Une vie future problématique ne doit pas troubler la vie présente notre seule certitude.

C'est elle qu'il s'agit d'améliorer, de prolonger si on le peut et, pour ce faire, ce n'est pas dans les divagations du passé qu'il faut chercher, mais dans le cerveau de l'homme présent guidé par la raison et la science. — Doctoresse PELLETIER.

RELIGION, n. f. Sur l'étymologie du mot religion, l'on discute depuis longtemps ; mais nous délaissions volontairement ces controverses d'importance secondaire. De même, nous ne chercherons point à définir la religion (chose si complexe et si variable) dès le début de cette étude ; c'est de l'examen méthodique de ses manifestations essentielles que se dégagera, progressivement, l'idée qu'on doit s'en faire. D'ailleurs, un manque complet de sincérité, une incroyable bassesse d'esprit sort, aujourd'hui, la règle commune dans ce domaine particulièrement dangereux. On finasse, on blaise, on évite de prendre une position qui puisse entraver une carrière qui s'annonce brillante, on indispose les critiques en renom. Vidés de leur contenu primitif, les mots finissent par ne rien garder de leur sens original. Quiconque reconnaît la petitesse de l'homme et son impuissance devant les grandes forces cosmiques, reste catalogué parmi les penseurs religieux, fût-il athée. Même si l'on réduit dieu à n'être qu'une abstraction falote, une ombre sans consistante, il est encore possible de se ranger parmi les croyants : on se borne à prétendre que l'on a du divin une conception plus élevée.

Des auteurs habiles, soucieux de ménager tous les camps, parviennent à se dire simultanément défenseurs et adversaires des religions. C'est Léon Brunschvicg déclarant que « là où finissent les religions commence la religion ». C'est un groupe d'éducateurs laïcs affirmant que « pour détruire le cléricanisme, ce « césarisme spirituel » qui tue les âmes afin de régner plus facilement sur des cadavres, on a commis l'erreur absurde de le confondre avec ce qui en est tout l'opposé, avec la pure religion, qui est bien pourtant la chose du monde la plus respectable, puisqu'elle est essentiellement le culte, au fond de la conscience et du cœur, de tout ce qu'il y a de plus élevé et de meilleur dans la nature humaine ». Comme s'il pouvait exister, en pra-

tique, une religion distincte des religions ! Comme si le concept de religion pure n'était pas une abstraite création du cerveau, dépourvue de base historique !

Et réduire la religion à une haute culture morale, c'est méconnaître complètement la vraie nature des phénomènes religieux, c'est oublier volontairement que cultes et Eglises ont approuvé des injustices notoires, et que les autorités ecclésiastiques s'opposèrent tant qu'elles purent, dans l'ensemble, au progrès moral et social. A force d'épurer le concept de religion, on le réduit finalement à n'être qu'un mot dépourvu de sens ou qui répond à des sentiments, à des idées, à un comportement qui n'ont rien de spécifiquement religieux. Mais il devient alors facile de transformer en croyants même les adversaires déclarés de la religion. « Toute négation contient une affirmation, déclare Paul Tisonnière. Quand Laurent Tailhade parle d'écraser le Christianisme comme on ferait d'une vipère, de quel christianisme parle-t-il, de celui de l'Eglise ou de celui du Nazaréen, victime des prêtres et des chefs du peuple ? Quand Guy de Maupassant, au moment de sombrer dans la folie, fait éclater la véhémence de ses imprécations contre un Dieu fabricant de la peste, du choléra et du typhus, qu'il le représente comme affamé de la souffrance et de la mort des créatures, comme embusqué dans l'espace, pour les mutiler et les détruire dans un terrible jeu de massacre, est-ce qu'il nie absolument ? Non, il injurie. Et contre qui en a-t-il ? Contre une conception qui, mélangeant en Dieu le principe du bien et le principe du mal, fait de l'Etre suprême une puissance monstrueuse, capricieuse, contradictoire et immorale, dont la conscience se scandalise, et dont l'intelligence demeure stupéfiée. Il fait le raisonnement de ce petit garçon à qui on avait annoncé la mort de son père, en lui disant : « Dieu l'a pris à lui », et qui n'avait rien trouvé de mieux, dans sa juvénile indignation, que de décrocher son fusil de bois et de grimper à la mansarde, dans l'espoir d'escalader le ciel et d'aller là-haut réclamer son père. La plupart de ceux qui font ainsi figure d'athées sont ceux-là, simplement, qui ne pardonnent pas aux Eglises d'avoir confisqué Dieu, d'en avoir matérialisé, puérilisé la notion, de l'avoir rendu suspect en l'associant, soit au pire des conversationalismes politiques, soit aux pires sottises confessionnelles. Dans l'Eglise, ils ne voient plus que l'organisation d'un fétichisme qu'il faut extirper, ou l'audacieuse piperie d'une crédulité populaire dont l'exploitation n'est que trop facile. » Retenons ces aveux, qui ont leur prix dans la bouche d'un croyant convaincu, mais ne donnons pas dans le panneau qu'il nous tend.

Entité chimérique et inexistante, la religion pure est, certes, beaucoup plus facile à défendre que les religions qui, elles, existent bien et sont souillées de crimes innombrables ; quant à dieu, ne parvenant pas à concilier son infinie bonté avec les tragédies horribles dont notre globe est quotidiennement le théâtre, on espère le justifier en déclarant que les théologiens, s'en font une idée fausse ou que ses qualités échappent, dans leur profondeur, à la faible portée de l'esprit humain. Lorsqu'on déclare l'Eglise belle et sainte, même quand ses chefs et son clergé la déshonorent, on néglige pareillement la réalité indéfendable pour ne considérer qu'une fictive abstraction. Que Brunschvicg affirme le contraire, certes, je n'en suis pas surpris ; mais, en fait, la religion ne se sépare pas des religions. De profondes transformations sont survenues, au cours des âges, dans la mentalité religieuse ; néanmoins, entre le catholique d'Europe qui adore le pain eucharistique et le sauvage d'Afrique qui se prosterne devant un morceau de bois ou un caillou, la différence est minime ; nos prêtres sont à rapprocher des féticheurs du Gabon ; la grossière amulette du nègre est l'équivalent de l'artistique crucifix du civilisé. Les plus évoluées des religions ne sont qu'un reliquat, parfois bien maquillé, de pratiques irra-

tionnelles, de dogmes enfantins, de sentiments mal dirigés.

Dans toute religion, l'on peut distinguer un culte, des croyances, une attitude affective. Et, malgré l'extrême variété des rites, on trouve des éléments communs dans les cultes les plus divers. C'est à commémorer certains faits du passé, à en donner une sorte de représentation dramatique, que servent maintes cérémonies. Le cycle annuel des fêtes, originellement de caractère naturaliste et saisonnier, s'est chargé de souvenirs religieux ; dans le catholicisme, il reproduit mystiquement l'histoire du Christ. Ajoutons que ce symbolisme échappe à la majorité des assistants et même parfois aux prêtres. Mais l'action rituelle apparaît comme un geste magique encore plus que comme une commémoration. Dans toutes les religions élémentaires, se rencontre la croyance à l'efficacité des cérémonies sacrées. « Les rites des cultes primitifs, écrit Loisy, sont des figurations qui sont supposées produire l'effet qu'elles représentent. Rites totémiques, rites de chasse et de pêche, rites de guerre, rites d'initiation, rites agraires, symbolisant leur objet, le mettent en scène et par cela même sont censés le réaliser. » Le symbolisme, plus ou moins quintessencié, qu'on y ajoute, n'est souvent qu'une invention postérieure ; et l'on voit quelle étroite parenté relie la religion à la magie.

Cette dernière implique la croyance à la réalisation de ce qu'on désire, grâce à la mise en œuvre de moyens mystérieux. D'heureuses coïncidences, des succès apparents entretiennent la confiance. Succès d'ailleurs presque inévitables, constate H. Delacroix, « lorsqu'on s'adresse par exemple à des rythmes naturels déjà prêts à se déclencher ; comme lorsqu'on cherche à amener la pluie vers la fin d'une période de sécheresse, ou ce qui est encore plus aisé, lorsqu'on cherche à déclencher la venue normale des saisons ; ou bien encore, lorsque l'opération magique est effectuée sur des hommes et qu'elle a grande force de suggestion ; tel le rite de l'envoûtement ». Or, les cérémonies religieuses, comme les incantations magiques, procèdent du désir d'exercer une action efficace et de la croyance à la vertu de certains gestes ou de certaines paroles. Mais, parce qu'il reconnaît l'existence d'un dieu personnel et libre, le prêtre suppose entre le rite et son effet une liaison moins forte que celle qu'admet le sorcier.

Le caractère magique reste très net dans les sacrements qui font bénéficier les fidèles de l'efficacité assurée par les rites contraignants. D'où un matérialisme parfois très grossier, surtout en ce qui concerne l'Eucharistie. H. Delacroix se voit contraint de le reconnaître : « Le mot d'idolâtrie a été souvent prononcé et pas toujours par des incroyants. Enfin, les sacrements ont souvent ouvert la porte à l'irruption abusive des objets sacrés. Les reliques, les jugements de Dieu, les miracles, les images ont toujours témoigné du désir toujours latent, et parfois aigu dans la chrétienté, de vivre dans un monde de prodiges, de goûter le sacré par tous les sens, de recevoir de la divinité des secours magiques, d'avoir des gages tangibles du salut. Le divin et le saint, descendus dans le monde par l'incarnation, se sont ainsi créés dans l'Eglise un système d'objets matériels transcendents, offerts au culte des fidèles ». Loin de réfréner ces tendances à l'idolâtrie, le clergé catholique les encourage au contraire. On observe, à l'heure actuelle, un mouvement pour la divinisation du pape, qui semble un défi au bon sens. « Oui, écrit Mgr Durand, nous croyons fermement à la présence de Dieu sous les espèces eucharistiques, en vertu du corps transubstantié hypostatiquement uni à la divinité, et nous croyons aussi fermement à la présence de Dieu sous les espèces pontificales. » Le dalaï-lama du Tibet aura peut-être, bientôt, un collègue en divinité siégeant à Rome.

Convenons que les réformateurs protestants se sont montrés moins déraisonnables, dans l'ensemble, en matière de culte. Néanmoins, s'ils ont spiritualisé davantage la notion de sacrifice, ils continuent de lui accorder une importance considérable. Le sacrifice est le moyen par excellence d'établir une communication entre le sacré et le profane, entre les hommes et les dieux. Il implique don de soi ou de quelque chose qui nous est cher ; il prétend, d'autre part, exercer une sorte d'action coercitive sur les êtres surnaturels. Ce second élément s'évanouit, dans certains cas, au point de ne laisser place qu'à la prière : pratique qui dérive de la croyance primitive à la force magique du mot. L'incantation véritable fut en honneur à l'origine ; celui-là disposait des esprits qui connaissait leur nom secret. Puis, quand se développa la notion de liberté divine, l'invocation impérative fut remplacée par la supplication et même, plus tard, par l'effusion mystique.

Afin d'accroître son prestige, la caste sacerdotale se donna comme la gardienne des pratiques rituelles et s'attribua un rôle de premier ordre dans la manipulation du sacré. Fréquemment, d'ailleurs, le culte collectif dégénère en scènes de délire extatique, lorsque les assistants sont des convaincus et qu'ils prennent tous une part effective à l'action liturgique. Les révéls religieux, si connus en pays protestants, aboutissent à des manifestations de ce genre. « La prière confuse et simultanée devient toujours plus monotone, note Pfister en décrivant l'une de ces séances ; on répète incessamment avec une emphase croissante : ô Jésus, viens ! C'est enfin un seul gémissement et un seul soupir à travers la salle. L'impression est atroce et au plus haut point contagieuse. La scène est interrompue de temps à autre par le chant de quelques versets. Les convulsions commencent. Quand la confusion et l'excitation sont au plus haut point, commence la glossolalie. La réunion exulte et plus encore les baptisés en esprit. »

Parmi les premiers chrétiens, ces phénomènes convulsifs et glossolaliques étaient habituels ; l'on appela « don des langues » la faculté d'émettre ainsi des cris inarticulés, des balbutiements émotifs ou nerveux, accompagnés souvent de sanglots, de hoquets, de spasmes. On pourrait emprunter de nombreux exemples de manifestations pareilles aux cultes orgastiques, à l'histoire des camisards ou à celle des jansénistes, aux récits concernant les moines bouddhistes ou musulmans. A Lourdes, j'ai pu observer des scènes d'agitation mystique qui supposaient un déséquilibre psychique chez les participants. Aussi ne doit-on pas s'étonner que les fous, pour cause de religion, soient si nombreux. Bois a remarqué que, simplement pour les derniers mois de 1906, 25 % des aliénés conduits dans les asiles du pays de Galles étaient atteints de psychose mystique.

Quand le culte traditionnel ne parvient plus à satisfaire les esprits, des rites nouveaux apparaissent, mieux adaptés à la mentalité du temps. A Rome, culte de Dionysos, de Cybèle, d'Adonis, d'Attis, orphisme, mystères d'Isis et de Mithra eurent une vogue extraordinaire, lorsque le caractère légaliste et prosaïque de la vieille religion nationale rebuta la multitude de ceux qui avaient soit d'ivresse divine, de fraternité, de bonheur. Aujourd'hui que le christianisme ne répond plus aux aspirations de l'âme contemporaine, nous voyons naître de nombreuses sectes spirites, occultistes, théosophiques ; initiations et mystères reviennent à la mode. Le protestantisme arrive à s'adapter, tant bien que mal, aux nécessités de l'époque. Mais, figé dans des rites désuets, le catholicisme se borne à honorer Jésus et Marie sous des vocables inédits, à créer de nouveaux saints ou de nouveaux centres de pèlerinage. La pompe toute italienne de ses cérémonies est une vieilleries archaïque, n'ayant plus rien d'actuel, ni de vivant.

A côté du culte, et quelquefois dérivant de lui, il faut faire une place à des croyances, à des affirmations, souvent indémontrées ou même indémontrables, qui en raison de leur simplicité se font néanmoins accepter des masses. Pour se dire chrétien, il est nécessaire d'admettre l'existence de dieu et de voir en Jésus un personnage surnaturel. Les juifs doivent avoir confiance en Moïse ; les bouddhistes en Bouddha ; les musulmans sont obligés de croire à Allah et à la parole de Mahomet. Disputes transcendantes, complications de la théologie n'intéressent guère que le clergé et les savants. Ajoutons que le besoin de dogmatiser varie beaucoup selon les peuples. « Les uns, écrit Guignebert, se contentent parfaitement d'affirmations de foi, vigoureuses, mais métaphysiquement élémentaires et qu'ils ne sentent pas la nécessité d'organiser en un système théologique cohérent ; ils raffinent sur les pratiques et les rites. D'autres sont des théologiens nés ; ils creusent les postulats premiers, les compliquent, les combinent et ne sont satisfaits que lorsqu'ils ont pu se donner l'illusion de les penser. Il y a longtemps que le rhéteur chrétien Lactance reprochait au vieux paganisme romain de tenir tout entier dans des rites et dans des gestes qui, disait-il, n'intéressaient que les doigts ; et, en effet, la religion romaine véritable, celle de l'antique cité latine, posait comme un fait l'existence de ses dieux ; elle les armait d'une grande puissance matérielle ; mais, outre qu'elle ne savait, pour ainsi dire, rien sur eux, elle ne leur prêtait presque aucune préoccupation morale et n'éprouvait aucun besoin de méditer sur leur nature, leur essence, leurs attributs, leur rôle. En un mot, elle ne philosophait pas sur eux, ni à leur propos ; elle se contentait de les honorer par des sacrifices bien réglés et les enchaînait par des prières minutieusement fixées. Dans le même temps, l'imagination des Grecs enfantait des histoires merveilleuses ou charmantes, pour en entourer des dieux dont l'origine mythique était la même que celle des divinités principales des Latins, et leurs réflexions organisaient, à côté et au-dessus des rites et de la mythologie, toute une théodicée. »

Habitudes intellectuelles, et culture du milieu où la foi se développe, influent également sur la plus ou moins grande complexité des dogmes. Les premiers chrétiens étaient des juifs simples et ignorants ; parmi les païens, ceux qui se convertirent à la nouvelle religion furent d'abord des esclaves, des hommes du peuple, incultes et peu enclins aux disputes métaphysiques. Ces petites gens avaient besoin d'espérance ; ils ne se souciaient aucunement des longues discussions alambiquées. Il leur suffisait de savoir que le fils d'un charpentier de Nazareth avait prêché dans les bourgs de Galilée, annonçant la prochaine venue du royaume de dieu, qu'il était mort sur une croix, victime de la rancune des prêtres et de l'impitoyable rigueur des lois romaines, mais que l'Eternel l'avait arraché à la tombe et qu'il le renverrait bientôt sur terre pour sauver ceux qui croyaient en sa mission. Des récits d'allure souvent enfantine, où le merveilleux jouait un rôle considérable et qui reflétaient desirs et préoccupations des fidèles, tenaient lieu de théologie. Comme au début des autres cultes, on assistait à l'éclosion de mythes qui, plus tard seulement, devaient donner naissance à des commentaires exégétiques raffinés.

Lorsque la foi chrétienne fut acceptée par des hommes instruits, ayant parcourus le cycle des études grecques, elle se transforma rapidement. Examinée sous un angle métaphysique, à travers le prisme de la philosophie platonicienne, elle servit de point de départ à des spéculations théologiques. A la doctrine très simple des apôtres, fort amplifiée déjà par saint Paul, furent substituées des conceptions inspirées par l'intellectualisme hellénique. Les théories sur le Logos furent appliquées au Christ ; et la nouvelle religion dut fournir des

réponses à tous les problèmes qu'agitaient les écoles. D'où une floraison de dogmes, résultat de l'adaptation à l'esprit grec, mais qui auraient singulièrement scandalisé les premiers fidèles.

Malgré les dénégations de l'Eglise catholique, qui assure que son credo n'a jamais varié, l'évolution des croyances s'est continuée jusqu'à nos jours : la chose est évidente, pour qui examine les faits avec impartialité. Illogique et majorante, la foi cherche à grandir son objet, même si elle le dénature pour y parvenir. C'est ainsi que Jésus, considéré d'abord comme un très grand prophète, comme le messie attendu par Israël, obtint finalement une dignité encore plus haute et fut placé au rang des dieux. Marie, dont les Evangélistes parlent d'une façon très brève et peu avantageuse, a vu ses prérogatives croître sans cesse au cours des siècles. Elle est devenue mère de dieu, tout en restant vierge ; son culte a pris des proportions extraordinaires ; on l'a proclamée la première des créatures, la reine du ciel ; les anges auraient emporté au paradis son corps préservé de la corruption ; enfin Pie IX déclara qu'elle fut conçue sans péché. On n'ose pas en faire une déesse, mais on lui attribue une puissance et des prérogatives supérieures à celles que les anciens concédaient habituellement aux divinités féminelles.

Dans le catholicisme romain, les dogmes sont si nombreux que peu de prêtres les connaissent tous. Après avoir joui d'une vogue plus ou moins considérable, ils finissent par s'anémier, par perdre leur prestige, par ne tenir aucune place dans les préoccupations des fidèles ; ils sont morts désormais pour la foi vivante. L'autorité ecclésiastique les relègue alors au magasin des vieilleries ou les élève au-dessus de toute discussion, en proclamant qu'il s'agit de mystères inaccessibles à l'entendement humain. De la sorte, théologiens et apologistes sont dispensés de défendre des formules qu'eux-mêmes ne parviennent pas à trouver intelligibles. Pour en garantir la vérité, ils se bornent à invoquer l'infaillible autorité des papes ou des conciles. Si le prêtre n'hésite pas à recourir à des arguments rationnels, quand il espère convaincre les esprits incapables de réflexion profonde, il déclare la foi supérieure à notre entendement, lorsqu'il redoute la perspicacité de ses auditeurs.

A notre époque, la recherche scientifique conduit à l'incrédulité d'une façon presque fatale, si l'on pousse cette recherche assez loin. La pensée se détache des dogmes, même quand le cœur continue par habitude de les chérir. Loisy, qui devait quitter l'Eglise en pleine maturité d'esprit, l'a noté à propos de ses études de jeunesse. Autant certaines croyances, écrit-il, « m'avaient touché comme principes d'émotions religieuses, autant leur exposé scolastique jetait mon esprit dans un indéfinissable malaise. Parce qu'il fallait maintenant penser toutes ces choses et non plus seulement les sentir, j'étais dans un état de perpétuelle angoisse. Car mon intelligence n'y mordait pas, et de toute ma conscience d'enfant timide, je tremblais devant la question qui se posait devant moi, malgré moi, à chaque instant du jour : est-ce qu'à ces théorèmes, correspond une réalité ? »

Cette impression de vide, ces craintes devant un mensonge que je présentais monstrueux, moi aussi, je les ai vues surgir dès mon premier contact avec les ouvrages des philosophes scolastiques et des théologiens. Les crises de doute qui secouent tant d'intellectuels, dans les pays les plus divers, prouvent d'ailleurs que toutes les religions ont à craindre l'action dissolvante de la science et de la raison. Des chimistes ou des botanistes, qui n'examinèrent jamais sérieusement les bases de leur foi, peuvent continuer à croire ; celui qui procède à l'étude impartiale et approfondie des dogmes ne saurait garder la tranquillité d'âme du vrai fidèle. Mais, chez beaucoup, le sentiment triomphe de l'intel-

ligence ; en public, ils continuent d'approuver un culte, d'admettre un credo, que leur esprit repudie secrètement.

L'élément affectif mérite d'arrêter particulièrement notre attention, car maints chercheurs estiment qu'en ses formes primitives, la religion ne consista ni en mythes, ni en cérémonies, mais en émotions vagues et puissantes. Même aujourd'hui, pratiques et dogmes ne seraient que les symboles dont se revêt le sentiment. Déjà nous trouvons le germe de cette doctrine chez Luther, et plus encore chez les piétistes, qui plaçaient la foi vivante et personnelle bien au-dessus des querelles théologiques ; des tendances de même ordre se sont fait jour, également, chez de nombreux mystiques. Mais c'est l'Allemand Schleiermacher qui, s'élevant contre l'intellectualisme, proclama avec le plus de force la royauté du sentiment, en matière religieuse. Et sa façon de voir s'est trouvée conforme à celle des psychologues qui accordent à la vie affective une primauté d'origine et de droit. Schleiermacher insistait sur le sentiment de dépendance ; d'autres parlent d'angoisse devant les forces naturelles déchaînées ou devant l'énigme de la mort ; les partisans de la thèse sociologique invoquent l'exaltation collective, née de l'existence en commun. Chez les protestants, Ménégoz et Sabatier ont abouti, en s'inspirant de ces idées, à un système aujourd'hui très en vogue ; pour une notable part, le modernisme catholique découle aussi de la croyance au rôle primordial du sentiment.

En éloignant la religion de la sphère des vérités intellectuelles, on espérait la soustraire aux critiques de la raison ; devenue une affaire de cœur, elle échappait au contrôle de la science qui s'est montré désastreux en matière dogmatique. Le calcul était habile : le protestantisme s'en est trouvé rajeuni ; et, malgré les anathèmes du pape contre le modernisme, les apologistes catholiques s'efforcent maintenant de rendre la foi désirable et attrayante, plutôt que d'approfondir ses bases historiques ou rationnelles. En philosophie, les doctrines bergsoniennes et pragmatistes vinrent au secours du clergé, dans sa tentative pour discréditer la science et faire reculer l'intellectualisme. Eugène Ménégoz, étudiant le vieux dogme luthérien de la justification par la foi, déclarait que la foi « consécration de l'âme à Dieu » reste indépendante des croyances. Elle garde sa valeur, même si les idées concernant Dieu et Jésus-Christ sont erronées : « La nécessité de la foi, nous la maintenons en face du libéralisme. Quant à la nécessité de l'adhésion aux dogmes orthodoxes, nous la nions en face de l'orthodoxisme. Ce qui nous sauve, c'est la foi et non l'acceptation de tel ou tel dogme, quelque vrai qu'il soit ».

De son côté, Sabatier ne voit dans les dogmes que des symboles déterminés par le milieu historique où ils sont nés : « Toute foi religieuse et morale s'enveloppe d'une forme intellectuelle pour se manifester et se propager. Mais cette forme intellectuelle est toujours fatalement inadéquate à son objet et partant symbolique : elle souffre avec le temps des interprétations ou des modifications profondes ». Les thèses de Ménégoz et celles de Sabatier s'adaptaient si bien qu'on les désigna toutes deux par un même terme : le *symbolo-fidélisme*. Libre de toute limitation intellectuelle, débarrassé de l'action restrictive et paralysante des dogmes, l'acte qui sauve est de l'ordre des sentiments. Cet acte n'aboutit d'ailleurs pas toujours à des réalisations pratiques, et il n'implique point obligatoirement la croyance précise et consciente à l'existence d'un dieu.

Volontiers, nous accordons que, ramenée à ce minimum, la religion perd une partie de sa malice. Mais s'agit-il encore de religion ? Nous ne le pensons pas ; il s'agit d'affectivité seulement. De telles spéculations ont pour but de se persuader à soi-même, et

aux autres, qu'on reste religieux alors qu'on ne l'est plus. « Les objets de croyance, remarque H. Delacroix, ne sont pas de pures figurations du sentiment, même si la croyance vient jusqu'à un certain point du sentiment. Il y a à la base de la religion, comme à la base du langage, ou de l'art, par exemple, un acte intellectuel. Le langage est d'abord, si l'on veut, l'expression naturelle d'émotions qui se dépensent en cris ou en gestes ; mais il ne devient vraiment langage que par l'imitation volontaire de soi-même et quand on a traité ces cris et ces gestes comme l'équivalent de ces émotions, comme leurs symboles, et quand on imagine un système qui commande ces symboles. De même l'émotion ne devient religieuse que par l'acte de l'esprit qui lui confère sa valeur, qui l'oriente et qui la situe, dût cet acte être enfermé dans cette émotion, et ne point paraître à part d'elle. La raison et la passion collaborent dans la fabrication de l'absolu. »

Si le modernisme catholique fut d'abord une école de critique des Livres Saints et de la doctrine scolastique, il s'efforça aussi de dégager la foi du dogmatisme théologique. Symboles passagers d'une vérité qui les déborde et qu'ils ne sauraient exprimer d'une façon adéquate, les dogmes sont modifiables ; ils doivent être pensés d'une façon différente selon les époques. « Les Pères et les Conciles, écrit Leroy, ont assurément dogmatisé en fonction de la philosophie alors régnante : le dogme n'est point lié pour cela à telles ou telles formes de la représentation théorique. » D'une manière plus explicite encore, il déclare : « La foi se pense en fonction de toutes les philosophies avec lesquelles elle se trouve en contact, soit pour s'harmoniser avec elles, soit pour s'en dégager, et elle cherche ainsi à entrer en contact avec toutes les philosophies qu'elle développe successivement l'esprit humain. » Objet d'expérience morale et non matière de science ou même d'histoire, au sens propre du mot, la foi oblige la théologie à reviser ses formules, lorsqu'elles ne répondent plus aux nécessités du temps.

Mais, contrairement aux protestants, les modernistes catholiques reconnaissent l'autorité de l'Eglise romaine et voyaient dans les pratiques cultuelles et les dogmes le développement régulier de la vie chrétienne. Avec une franchise méritoire, Loisy a déclaré, depuis, qu'il était bien difficile de donner aux croyances traditionnelles un sens acceptable par les penseurs modernes : « A vrai dire, j'aurais été moi-même fort embarrassé si l'Eglise, au lieu de me condamner, m'avait laissé développer mes spéculations sur les dogmes et la foi, et qu'elle m'eût mis en demeure de préciser ce que décidément j'enseignerais à sa place. Tout en voyant la caducité des vieilles croyances, je me faisais l'illusion de penser que l'on pourrait continuer à se servir des antiques formulaires en les interprétant plus ou moins en symboles. Mais c'était là une complication assez superflue, et même dangereuse, quand les symboles suggèrent des idées fausses. Il m'aurait donc fallu prier l'Eglise de n'enseigner plus son Dieu créateur du monde, etc... »

C'est d'ailleurs une illusion commune à tous les modernistes, qu'ils soient chrétiens, bouddhistes, musulmans ou juifs, de croire que la société dont ils sont membres est assoupie seulement, et qu'elle peut sortir de sa léthargie. La condamnation par le pape de Loisy, de Tyrrell et des chercheurs qui suivaient leurs directives, mit fin à tout essai de réforme dans le catholicisme. Pourtant l'histoire constate que la religion n'a jamais eu de meilleur auxiliaire que le sentiment, lorsqu'elle fut menacée par la philosophie rationaliste, la science ou les transformations survenues dans la vie sociale. Rappelons l'influence de François d'Assise, en Occident ; celle d'Honem, qui s'exerça parmi les bouddhistes japonais presque à la même époque ; celle de Gazali chez les musulmans. Et l'on voit, durant les

périodes de crise religieuse, se multiplier les manifestations d'une mysticité qui s'apparente souvent à l'érotisme.

Ni le sentiment, ni la raison n'interviennent, d'ailleurs, chez de nombreux croyants, disons même chez la plupart ; fille de la contrainte ou du conformisme, leur foi reste implicite et collective. Durkheim a bien mis en lumière cet aspect social de la religion. « Les phénomènes dits religieux, affirme-t-il, consistent en croyances obligatoires, connexes de pratiques définies qui se rapportent à des objets donnés dans ces croyances. Subsidièrement, on appelle également phénomènes religieux les croyances et les pratiques facultatives qui concernent des objets similaires ou assimilés aux précédents. » Résultat d'une contrainte exercée sur ses membres par la collectivité, la foi serait une « philosophie obligatoire », associée à des pratiques obligatoires elles aussi. Sentiments de respect, de dépendance, de crainte, d'amour qui surgissent dans les consciences individuelles proviendraient de cette suggestion sociale. Si la foi personnelle et volontairement acceptée existe à l'époque où les religions se forment, elle devient très rare par la suite. Croyances et pratiques sont imposées du dehors, par le groupe, grâce à une contrainte tantôt insinuante, tantôt impérieuse.

Il n'est aucunement nécessaire d'accepter les idées de Durkheim pour constater que la pression sociale, les habitudes traditionnelles, les mœurs, les institutions constituent les meilleurs soutiens des cultes établis. Dans les pays chrétiens, les autorités ecclésiastiques pourchassèrent avec une incroyable férocité, aussi longtemps qu'elles disposèrent des bourreaux et des juges, ceux qui s'écartaient de la foi commune. Prison, tortures, galères, mort furent les sanctions ordinaires de manquements même minimes aux prescriptions du code religieux. Aujourd'hui, les prêtres continuent, dans la mesure du possible, à susciter mille embarras, à rendre la vie pénible à celui qui refuse de se soumettre à leurs injonctions. Le conformisme routinier, outre qu'il procure à l'individu la bienveillance des croyants, convient à la paresse intellectuelle, à l'inertie mentale du grand nombre. Etudier, réfléchir pour se faire des conceptions raisonnées, la plupart ne l'essayeront pas ; imiter servilement, penser et agir sur le modèle des autres, leur semble moins dangereux et moins fatigant. Absorbé par le groupe dont il n'est plus qu'un rouage, soumis d'avance à tout ce que décrète l'autorité, l'individu se borne à croire sans chercher à comprendre, à obéir aveuglément.

En Russie, la religion disparaît assez vite, depuis que les popes ne sont plus soutenus par les pouvoirs publics ; preuve que le sentiment religieux n'a ni la profondeur, ni l'étendue que les thuriféraires de l'Eglise lui attribuent. Et nous pouvons sourire, lorsqu'on objecte les conversions survenues, au cours des quarante dernières années, parmi les poètes et romanciers bourgeois. N'ayant pas besoin de travailler pour vivre, et ne trouvant pas en leur âme un amour de l'idéal assez vif pour se consacrer à la réalisation d'une belle œuvre, ces désenchantés se tournent vers le passé et prônent la tradition. Ils ferment volontairement les yeux sur les bons côtés de notre époque, se prétendent dégoûtés de la raison. Lorsqu'on s'avise d'examiner la conduite privée de ces nouveaux catholiques, on s'aperçoit qu'elle est aussi vicieuse après leur conversion qu'avant, qu'ils restent coutumiers des mêmes débauches, des mêmes orgies ; si le nom du Christ est sur leurs lèvres, ses enseignements ne sont point descendus dans leur cœur. Signalés par la presse, ouvertement ou secrètement favorable au clergé dans son ensemble, loués par les revues bien-pensantes et les critiques en renom, ils ont vu croître leur notoriété littéraire ; les grands éditeurs ont accepté leurs plus médiocres productions ; cercles

mondains et salons de l'aristocratie les ont reçus à bras ouverts, même si leur nom manque de particule. Voilà l'unique résultat tangible de leur conversion !

Mais, devant celui qui a l'audace de rompre avec l'Eglise, toutes les portes se ferment hermétiquement. Un silence glacial, discipliné, accueille ses meilleurs ouvrages. J'en ai fait personnellement l'expérience ; beaucoup d'autres l'ont faite aussi qui ont préféré la vérité à la gloire, la pauvreté libre à la servitude dorée. Perte du sens critique, complaisance marquée pour l'erreur utile, besoin de consolantes illusions, telles sont les causes profondes des conversions religieuses chez les intellectuels ; quand elles ne découlent pas des oscillations cyclothymiques, des alternatives de dépression et d'excitation si fréquentes chez beaucoup de personnes. Avec raison, Janet observe que les convertis cités par W. James sont souvent « des déprimés méconnus, qui, au cours de cérémonies religieuses, sous des influences quelconques, présentent des phénomènes d'excitation plus ou moins durables et des sentiments de joie ineffable. »

••

Abordons maintenant le problème si difficile de l'origine première des religions. La solution donnée par les théologiens fait sourire le chercheur impartial, tant elle s'avère naïvement enfantine. Dieu serait entré en communication avec des hommes privilégiés, pour leur enseigner les vérités qu'ils devaient croire et les préceptes qui serviraient de règle à leur conduite. Selon la Bible, Jahveh révéla à nos premiers parents qu'il était leur créateur et leur maître suprême. Plus tard, Moïse eut des rencontres avec l'Eternel sur le Sinaï, où il reçut de lui les tables de la loi. C'est de la nymphe Egérie que le roi de Rome, Numa Pompilius, apprit le secret des rites qui permettraient d'honorer dignement les dieux. Le prince babylonien Hammurabi recevait du dieu Schamach de longues recommandations. Mahomet fut investi de sa mission par l'ange Gabriel ; et cet esprit continua de l'inspirer dans la composition des maximes et des discours qui, depuis, ont constitué le Coran. Bien qu'il soit un homme et ne possède pas les attributs réservés aux dieux, le Bouddha est une incarnation passagère et renouvelable de la Sagesse souveraine qui vient instruire les habitants de la terre. Pour les chrétiens, Jésus est un dieu qui a pris la forme humaine, afin que nous le comprenions mieux. Plus près de nous, Swedenborg, Allan Kardec, Hélène Blavatsky, le Père Antoine et beaucoup d'autres ont fondé des sectes religieuses, à la suite de communications avec des entités spirituelles ou des esprits désincarnés.

A côté de la révélation proprement dite, les théologiens font une place à l'inspiration. Cette dernière consiste dans une intervention divine qui fait éviter toute erreur à l'écrivain sacré et lui indique ce qu'il doit dire. « Les conditions dans lesquelles elle se présente, remarque Guignebert, la rendent bien plus facile à accepter que la fée d'une apparition divine et elle vaut encore quand, décidément, il est devenu trop malaisé d'accepter l'intervention personnelle et en quelque sorte matérielle de Dieu. D'autre part, elle se justifie sans peine : une idée nouvelle et féconde, qui donne une forme nette à un désir ou à une aspiration de l'ambiance religieuse où elle se produit, un bon conseil, que les événements ratifient, une prévision heureuse, ou facile à accommoder avec ce qui arrive, un trait exceptionnel de sagesse ou de génie, sont toujours revêtus, au jugement des hommes de foi, des caractères de l'inspiration divine ». Si les Grecs venaient à Delphes consulter la pythie, c'est qu'ils la croyaient inspirée par Apollon durant son délire sacré. Sibylles, devins parlaient ou écrivaient au nom des dieux chez les anciens. Les premiers chrétiens attribuaient à l'action du Saint-

Esprit les phénomènes de glossolalie qui survenaient dans leurs assemblées ; dans les sectes protestantes où ils se renouvellent, on les suppose, même aujourd'hui, d'origine surnaturelle.

Fréquent à toutes les époques, le prophétisme est une forme bien étudiée de l'inspiration. Alors que le prêtre est surtout un administrateur, traditionaliste et conservateur par fonction, le prophète se fie aux certitudes intuitives et se découvre fréquemment une mission réformatrice. Le premier redoute les impulsions nouvelles ; il reste fidèle à la lettre du dogme et des textes sacrés, mais finalement il sombre dans une routine insipide et un formalisme mort. Animateur enthousiaste, ne craignant pas quelquefois les attitudes révolutionnaires, le second est victime d'une excitation malade et de troubles psychosensoriels. Nous parlons de ceux qui furent sincères, négligeant ici les fourbes plus nombreux qu'on ne le suppose. Du sorcier vulgaire, du passionné délirant au prophète qui arrive à personifier un moment de l'évolution religieuse, il y a d'ailleurs des degrés nombreux ; mais toujours l'inspiré prend pour des suggestions divines les idées qui germent dans son cerveau ; et des crises périodiques ou des excentricités, qu'on ne pardonnerait pas à un autre, témoignent de l'état anormal de son système nerveux. Mahomet, saint Paul étaient sujets à des crises d'épilepsie ; on raconte qu'Isaïe se promenait nu dans les rues de Jérusalem, pour montrer à ses compatriotes qu'ils subiraient le même sort, s'ils résistaient au roi d'Assur.

Héritière du légalisme et du pouvoir solidement hiérarchisé de l'empire romain, l'Eglise catholique étouffa de bonne heure le prophétisme au profit de l'omnipotence sacerdotale. Néanmoins, il faudra la prodigieuse adresse des papes pour empêcher que le doux illuminé François d'Assise ne rouvrit l'ère de l'inspiration personnelle. « L'esprit de la papauté, écrit Guignebert, n'avait alors rien d'idyllique ; organisée pour conduire les hommes, qu'ils le voulussent ou non, dans les voies du salut, forte de leur consentement ou de leur habitude, elle n'était disposée à tolérer aucune concurrence. On ne pouvait accuser François de mauvaise intention ; son humilité merveilleuse le gardait, non seulement de l'hérésie, mais encore du plus petit mouvement d'orgueil et d'indépendance ; il ne voyait pas lui-même le danger qu'il était ; si bien qu'il semblait impossible de l'arrêter brutalement, ou seulement d'opposer à son touchant effort un obstacle trop visible. La politique ecclésiastique, avec la complicité inconsciente de l'esprit public, fit mieux que de combattre le doux rêveur ; elle l'accabla de ses grâces et l'en paralysa ; puis, au propre, elle escamota son œuvre et la fit sienne, en la transformant jusqu'au bout. » François d'Assise fut réduit au rôle de supérieur de couvents ! D'une façon générale, le succès d'un prophète tient aux circonstances de temps et de milieu, beaucoup plus qu'à ses qualités individuelles.

L'étude impartiale des livres sacrés de tous les peuples démontre que les fondateurs des grandes religions commirent les erreurs scientifiques familières à leurs contemporains et conservèrent maints de leurs préjugés les plus absurdes. Il suffit de lire la Bible, l'Evangile, le Coran, le Zendavesta, les Védas, avec les yeux de la raison, et non avec ceux de la foi, pour être certain que les inspirés d'en haut furent de pauvres hommes, faillibles et bornés, dont l'ignorance en matière d'astronomie, de physique, de médecine et même d'histoire était prodigieuse. Vu la période où ils vécurent, nous pourrions excuser bien des erreurs, s'il s'agissait de mortels ordinaires. Mais, lorsqu'il s'agit de dieu ou de ses messagers, nous sommes à bon droit choqués par les affirmations saugrenues qu'ils multiplient dans leurs discours.

En outre, l'histoire enseigne que, si l'on excepte Ma-

homet, pourtant déjà environné de bien des légendes, nous ne savons presque rien sur les fondateurs des grandes religions. A peine pouvons-nous connaître quelques traits exacts de la vie de Bouddha ; de Zoroastre l'existence apparaît problématique ; et beaucoup font remarquer, non sans raison, que les récits fabuleux concernant Moïse et Jésus présentent un caractère mythique très prononcé. « Quand j'ai entendu parler, pour la première fois, écrit le professeur Alfarié, de gens qui soutenaient que Jésus n'a peut-être vécu que dans l'imagination des croyants, je n'ai vu là qu'une de ces extravagances auxquelles l'abus de la critique peut quelquefois conduire. L'idée me semblait folle. Quand je l'ai étudiée de plus près, je ne l'ai plus trouvée tellement absurde. J'ai dû convenir qu'elle offrait quelque apparence de vérité. J'en suis bientôt venu à reconnaître qu'elle pouvait se défendre. Puis il m'a semblé qu'elle offrait bien plus de vraisemblance que la thèse contraire. » Lorsqu'il descend sur la terre ou suscite un prophète, dieu devrait laisser assez de preuves contrôlables d'un événement si merveilleux, pour que les chercheurs de bonne foi ne soient pas réduits, plus tard, à douter de la réalité de ce fait extraordinaire.

Et, dans la vie des inspirés modernes, mieux connus malgré les allures mystérieuses qu'ils affectent volontiers, on ne trouve rien qui légitime la confiance que des esprits faibles mirent en eux. Hélène Blavatsky, la fondatrice de la Société Théosophique, et Mary Eddy, la fondatrice de la Christian Science, furent d'effrontées menteuses, qui ne manquèrent ni d'audace ni de persévérance, mais ne s'élevèrent pas au-dessus du niveau moral des simples charlatans. M^{me} de Krudener témoigna d'une sincérité plus grande ; le caractère enfantin des phénomènes qu'elle ressentait éclata, par contre, dès qu'on les examine sérieusement. C'est ainsi que les sensations pénibles qu'elle éprouvait, en s'éloignant d'une personne, étaient considérées par elle comme un ordre céleste d'aller la trouver.

Sous ses multiples formes : artistique, littéraire, scientifique, pratique, etc., l'inspiration est, d'ailleurs, un fait psychologique dont on précise bien le mécanisme. Lorsqu'elle s'exerce dans le domaine religieux, le sujet surajoute, sans aucun motif valable, la croyance à une intervention divine. Son caractère de brusquerie, de spontanéité, de force contraignante, que les créateurs de belles œuvres et les inventeurs ont noté, explique cette illusion. « Pour peu qu'on ait gardé en soi la moindre parcelle de superstition, écrit Nietzsche, on ne saurait en vérité se défendre de l'idée qu'on n'est que l'incarnation, le porte-voix, le médium de puissances supérieures. Le mot de révélation — entendu dans ce sens que tout à coup « quelque chose » se révèle à notre vue ou à notre ouïe avec une indicible précision, une ineffable délicatesse, « quelque chose » qui nous ébranle, nous bouleverse jusqu'au plus intime de notre être — est l'expression de l'exacte réalité... Telle est mon expérience de l'inspiration ». Histoire et psychologie ont ruiné définitivement la doctrine théologique de la révélation.

Dans l'ensemble, nos contemporains n'admettent pas davantage l'explication que Voltaire a donnée de l'origine des religions. Inventions de prêtres imposteurs, croyances et pratiques culturelles leur permirent de dominer les peuples ignorants. « Qui fut celui qui inventa l'art de la divination ? Ce fut le premier fripon qui rencontra un imbécile. » Et l'on rappelle souvent, pour les désapprouver, ces vers placés par Voltaire dans la bouche de Mahomet :

Je viens mettre à profit les erreurs de la terre...
Il faut un nouveau culte, il faut de nouveaux fers,
Il faut un nouveau Dieu pour l'aveugle univers.

Sans parler des croyants, qui prétendent que la reli-

gion est apparue dès le tout premier âge de l'humanité, de nombreux libres penseurs répudient cette manière de voir. « Au fond de cette doctrine, écrit Salomon Reinach, il y a un anachronisme ridicule, que le XVIII^e siècle a commis d'autant plus volontiers que l'état du christianisme dans l'Europe occidentale semblait quelque peu l'y autoriser. Parce qu'on voyait alors des cardinaux athées, comme Dubois, Tencin et tant d'autres, et des prêtres galants qui, suivant une formule connue, « dînaient de l'autel et soupaient du théâtre », on se figurait qu'il en avait été ainsi dès l'origine. »

Certes, l'existence de la religion est antérieure à celle du sacerdoce organisé méthodiquement ; le culte des dieux ne doit pas son origine à la seule fraude de prêtres astucieux. Mais, fautive de ce point de vue, la thèse de Voltaire est vraie considérée sous un autre aspect. D'une part, c'est à l'époque moustérienne seulement qu'apparaît le culte des morts : ce qui dénote, assurément, un rudiment de religion et l'idée de survie. Or l'espèce humaine existait depuis bien des milliers d'années déjà ; et rien ne laisse supposer que l'on ait cru, avant cette période, à l'existence d'entités surnaturelles. Il s'avère donc indéniable que nos premiers pères n'avaient aucune religion. De plus, l'intérêt sacerdotal a joué, dans l'évolution des croyances et des pratiques cultuelles, un rôle énorme que les historiens modernes n'ont pas suffisamment mis en lumière, soit parce qu'ils ont craint d'encourir la colère d'un clergé puissant, soit parce que la défaveur dont jouissent les philosophes du XVIII^e siècle leur a fait négliger les remarques justifiées qui abondent sous la plume du patriarche de Ferney.

Si les mensonges de prêtres ambitieux n'ont pas fait naître le sentiment religieux, ils ont puissamment contribué à l'orienter dans un sens favorable aux prétentions des castes guerrières et sacerdotales, unies pour l'exploitation des masses stupides. De très bonne heure, la religion négligea les préoccupations spirituelles pour devenir un formidable instrument d'oppression, entre les mains de politiques habiles ; chez nombre de peuples anciens, elle resta même éternellement asservie au pouvoir civil. A Rome, constate Gaston Boissier, elle a été « soumise à l'Etat, ou plutôt elle s'est confondue avec lui ». Et il ajoute : « Les dignités religieuses n'étaient pas séparées des fonctions politiques, et il n'y avait rien d'incompatible entre elles. On devenait augure ou pontife en même temps que préteur ou consul, et pour les mêmes motifs. Personne ne demandait à ceux qui voulaient l'être des connaissances spéciales ou des dispositions particulières ; il suffisait pour arriver à ces charges, comme aux autres, d'avoir servi son pays dans les assemblées délibérantes ou sur les champs de bataille. »

Soutien des chefs qui la favorisent, l'Eglise catholique est depuis très longtemps une organisation politique beaucoup plus qu'une école de spiritualité. Aussi est-ce une grave erreur de vouloir étudier l'origine et l'histoire des religions d'un point de vue transcendant, abstraction faite des intérêts inavouables qui se cachèrent, à toutes les époques, sous le manteau sacré des dieux. Mais cette erreur était trop favorable à la cause sacerdotale pour n'être pas acceptée d'enthousiasme par les partisans des vieilles traditions. Et, comme ils détenaient les postes de direction, ils ont finalement imposé leurs préjugés même à des esprits indépendants.

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les hypothèses émises dans le but d'expliquer l'origine première des religions. Rappelons cependant les idées de quelques auteurs. C'est dans une terreur secrète et irrédoublée qu'il faut placer cette origine, d'après Lucrèce. Devant le spectacle des merveilles célestes, quand la foudre nous fait trembler ou que la tempête devient menaçante, nous soupçonnons l'existence d'une puissance surnatu-

relle et redoutable. Nous admettons, pour notre part, que cette conception n'est pas sans mérite et que la peur contribua largement à l'éclosion du sentiment religieux. Evhémère, au IV^e siècle avant notre ère, assurait que les habitants de l'Olympe étaient des personnages divinisés par l'admiration des peuples ; il ramenait la mythologie à l'histoire. Beaucoup d'autres ont prétendu que la religion avait débuté par le culte des morts. Dupuis a soutenu que les dieux de la mythologie n'étaient que des constellations et qu'il fallait chercher dans leur histoire une expression allégorique du cours des astres et de leurs rapports mutuels. Nous sommes certains, affirmait Dupuis, « que l'univers et ses parties, c'est-à-dire la nature et ses agents principaux, ont non seulement dû être adorés comme dieux, mais qu'ils l'ont été effectivement, d'où il résulte une conséquence nécessaire, savoir : que c'est par la nature et ses parties, et par le jeu des causes physiques, que l'on doit expliquer le système théologique de tous les anciens peuples ; que c'est sur le ciel, sur le soleil, sur la lune, sur les astres, sur la terre et sur les éléments, que nous devons porter nos yeux, si nous voulons retrouver les dieux de tous les peuples et les découvrir sous la voile que l'allégorie et la mysticité ont souvent jeté sur eux, soit pour piquer notre curiosité, soit pour inspirer plus de respect ».

Remarquant les liens étroits qui relient l'érotisme à la mysticité, ainsi que le caractère phallique de bien des cultes anciens, plusieurs ont pensé que la sexualité n'était pas étrangère à la naissance des phénomènes religieux. Selon son habitude, Bergson s'est efforcé de sauver d'une débâcle totale les préjugés traditionnels, en usant d'une terminologie poétique et quintessenciée. Réaction défensive de la nature contre le pouvoir dissolvant de l'intelligence, la religion exerce, d'après lui, une action compensatrice à l'égard des maux que la connaissance rationnelle provoque. Sous sa forme statique, elle aboutit à la création de mythes qui comblient le déficit de confiance dans la vie que la réflexion engendre ; son caractère social reste alors très marqué. Sous sa forme dynamique, elle ne se laisse point arrêter par la fonction fabulatrice et se pénètre de mysticisme : « Elle soutient l'homme par le mouvement même qu'elle lui donne en le remplaçant dans l'élan créateur, et non plus par des représentations imaginaires auxquelles elle adresse son activité dans l'immobilité. » Bergson, qui s'imagina que la pensée scientifique n'a pas progressé depuis l'époque où ses romans métaphysiques connaissaient la grande vogue, accouche de perles de ce genre : « Le grand mystique serait une individualité qui franchirait les limites assignées à l'espèce par sa matérialité, qui continuerait et prolongerait ainsi l'action divine ».

Incontestablement, la thèse sociologique s'avère plus proche du réel que les fantaisies élucubrations bergsoniennes. Très à la mode, elle constitue presque un article de foi pour maints universitaires. C'est dans ses formes les moins évoluées, les plus simples, celles qu'elles revêtent chez les primitifs australiens, que Durkheim et ses élèves étudient de préférence les manifestations religieuses. On leur doit d'avoir vulgarisé, chez nous, le sens des mots *tabou*, *totem*, *mana*. La défense d'employer ou de toucher un être ou une chose, défense non motivée mais sanctionnée par une peine d'origine surnaturelle, confère à cet être ou à cette chose la qualité de tabou. Le terme est polynésien, toutefois il désigne un fait que l'on retrouve chez l'ensemble des peuples de l'antiquité, chez les sauvages actuels, et qui a même laissé des traces dans les pays civilisés.

Le « Tu ne tueras point » de la Bible, ne serait qu'un tabou, valable pour les seuls membres de la nation israélite ; et les effroyables tueries fréquemment ordonnées par l'Eternel, lorsque les Hébreux furent vainqueurs, semblent confirmer cette interprétation. Certes, j'approuve les croyants qui, prenant ce précepte à la lettre, refusent d'une façon complète de répandre le

sang humain ; ils ont pour eux la raison à défaut de la Bible. Mais l'interprétation qu'ils donnent de ce précepte du décalogue ne répond pas aux véritables intentions de celui qui le rédigea. Rempart dressé contre les tendances destructives, le tabou ne serait pas inconnu des animaux supérieurs, puisque les plus carnassiers ne mangent habituellement ni leurs petits, ni leurs semblables. Par la suite, les interdictions religieuses s'inspireront de considérations raisonnées, néanmoins, le souvenir des anciennes défenses ne disparaîtra pas totalement.

Le *totémisme* (du mot *totem* ou mieux *otam*, employé par les Indiens peaux-rouges) désigne, en gros, le culte rendu à des animaux, à des végétaux et, dans quelques cas, à des minéraux ou à des corps célestes considérés comme des protecteurs ou des ancêtres de l'homme. Il résulte d'un élargissement de l'instinct social qui, finalement, assigne une place à certains animaux ou à certains végétaux parmi les membres d'un groupe, que la communauté d'origine conduit à s'épargner les uns les autres. Universellement répandu à une époque très reculée, le culte des animaux et des végétaux, plus ou moins mêlé d'anthropomorphisme, se retrouve chez tous les anciens peuples. En Egypte, maintes espèces animales et végétales étaient sacrées : chats, ibis, crocodiles, etc. furent du nombre. Le taureau Apis et le bouc de Mendès recevaient les adorations d'innombrables fidèles. Avant de prendre une forme humaine, Horus fut un épervier ou un faucon, Osiris un taureau et Isis une génisse ; l'on pourrait allonger indéfiniment la liste des dieux animaux ou végétaux.

Chez les Grecs, la mythologie était pleine d'histoires de métamorphoses ; et les animaux sacrés furent maintenus à titre de symboles ou de compagnons des puissances célestes. Dans la Bible, le serpent de la Genèse, l'ânesse de Balaam, le monstre marin de Jonas, la colombe de Noé apparaissent comme les survivances de récits où les animaux jouaient un rôle divin. En Syrie, *Hinterland* était un dieu taureau, *Atergatis* une déesse à la fois colombe et poisson ; le célèbre dieu phénicien Adonis fut d'abord un sanglier, avant de devenir un jeune chasseur, cher au cœur d'Astarté.

C'est en observant les mœurs de certaines peuplades, restées à l'état primitif, que l'on a pu se faire une idée claire et précise du totémisme. Parce qu'il est le protecteur du clan, le totem ne doit être ni tué ni c'est un animal (ou détruit si c'est une plante), ni mangé. Néanmoins, comme il s'avère un réservoir de force secrète et possède de merveilleuses vertus, on peut l'absorber dans des repas rituels, certains jours de fête ou à l'occasion d'événements d'une gravité exceptionnelle. Nombre de pratiques religieuses encore en usage découlent de là : l'agneau pascal des Juifs est d'origine totémique, ainsi que l'eucharistie des catholiques. La seconde se complique, il est vrai, d'une anthropophagie qui, par bonheur, reste d'ordre purement symbolique. Beaucoup d'interdictions alimentaires, le *maigre* imposé par l'Eglise romaine, la défense de manger du porc faite aux Juifs et aux Musulmans, etc. s'expliquent, non par des considérations hygiéniques comme les écrivains modernes voudraient les faire croire, mais par le culte rendu autrefois à certains animaux et à certains végétaux.

Touchant l'idée de *mana*, remarquons que la magie conduit à la croyance en une force indéterminée, mi-spirituelle, mi-mécanique, riche de virtualités qui prendront une forme précise par la suite. Cette sorte de dieu, immanent au monde et diffus dans une multitude d'objets, mais privé d'histoire et manquant de nom, aurait donné naissance aux divers êtres sacrés. Déjà présent dans le totem qu'il remplit et déborde, il circule plus ou moins secrètement sous toutes les formules et tous les mythes religieux, il est supposé par toutes les céré-

monies culturelles ; les dieux bien individualisés sont ses descendants.

Félicitons l'école sociologique d'avoir rapproché les grossières croyances primitives des spéculations transcendantes de nos théologiens sur la divinité. Avec raison, elle a montré l'étroite parenté de doctrines que l'on supposait radicalement différentes. Mais nous ne pouvons suivre Durkheim dans sa tentative pour tout expliquer par la Société, devenue à ses yeux une entité supérieure, un Grand Être. Manifestement, il quitte la zone des recherches scientifiques pour celle des rêveries métaphysiques, quand il soutient que la religion n'est que la société sublimée et hypostasiée, et donc qu'elle est profondément nécessaire et vraie puisque la société s'avère la primordiale condition de la vie humaine. L'existence de symboles, capables de matérialiser en quelque sorte et de rendre accessible aux sens le véritable objet des religions, lui semble fort utile. Loin de combattre ces dernières, il prétend les aider, car il estime qu'en assurant la communion des membres d'un même groupe, elles remplissent un rôle important. Si les Eglises repoussèrent les offres de service que leur faisait Durkheim, c'est que son dieu n'était guère séduisant.

Le reproche essentiel qu'il faut adresser aux grandes théories sur l'origine des religions, c'est de prendre une tendance unique ou quelques faits soigneusement choisis, pour montrer que leur seule complication rend compte de tous les phénomènes enregistrés par l'histoire ou observés de nos jours. A notre avis, chacun des systèmes en présence contient une part de vérité. Dans la naissance des concepts et du sentiment religieux, il faut faire une place au besoin de comprendre, à la terreur et à l'admiration que les forces cosmiques suscitaient chez l'homme primitif, ainsi qu'à son désir de contraindre la nature à l'obéissance ; l'on ne doit pas davantage oublier l'action profonde que la société exerce sur l'individu et l'intervention intéressée des chefs ou des prêtres.

Sur l'importance d'un élément que nous n'avons pas encore signalé, l'*animisme*, l'accord entre chercheurs semble déjà réalisé. Inconsciemment, sans y prendre garde, le sauvage, l'enfant, l'animal prêtent aux autres vivants et aux choses inanimées les états d'âme par eux-mêmes ressentis. L'adepte de fétiches loge des esprits dans les pierres, coquilles et objets divers qu'il honore d'un culte particulier. Dans sa colère, le bambin insulte, mord et frappe le morceau de bois ou l'instrument qui le blesse. Chez l'animal, le comportement dénote une tendance à supposer des intentions bonnes ou mauvaises, même aux objets privés de mouvement. L'homme adulte lit encore avec plaisir des fables où nos sentiments et nos idées sont attribués aux animaux ; à la nature qui l'environne, à l'air, à l'eau, le poète prête volontiers ses propres craintes et ses propres désirs. De bonne heure, nos lointains ancêtres durent peupler l'univers d'esprits pareils ou presque à ceux des humains. Aussi le polythéisme précéda-t-il chez tous les peuples, même chez les Hébreux, la croyance en un seul dieu. Concevant le monde spirituel sur le type de nos sociétés terrestres, on imagina une hiérarchie de divinités plus ou moins puissantes ; on mit, plus tard, un monarque à leur tête. Le monothéisme fut le terme final d'une centralisation céleste qui se modelait, fidèlement, sur les grandes royautés d'ici-bas. Pour expliquer la naissance des religions et leurs transformations postérieures, les lois psychologiques ordinaires suffisent.

..

Sans nous attarder à la description des cultes disparus, nous étudierons les religions encore existantes et particulièrement le Judaïsme et le Christianisme, dont l'influence est prépondérante dans les pays d'Occident.

Israélites et chrétiens attribuent une importance particulière aux cinq livres : Genèse, Exode, Lévitique, Nombres, Deutéronome, dont l'ensemble constitue le Pentateuque. L'auteur en serait Moïse, qui rapporte avec fidélité les événements de son époque et qui, pour le reste, n'a pu se tromper, puisqu'il fut inspiré et conseillé par dieu même. Or, l'examen critique du Pentateuque, commencé au XVIII^e siècle par Richard Simon (pour ce motif violemment dénoncé par Bossuet), aboutit à des conclusions très différentes. Et les exégètes du XIX^e siècle, complétant l'œuvre entreprise deux siècles auparavant, ont démontré que les cinq livres, directement inspirés par Jahveh, n'étaient qu'un mélange de plusieurs textes, dont le contenu et la langue dénotent des dates de composition très différentes. De cette combinaison souvent maladroite, certains textes ont pu être isolés par les critiques : ces documents sont appelés l'*Elohiste*, le *Jahviste*, le *Deutéronome*, le *Code Sacerdotal*. Moïse n'est même pas l'auteur du mélange qui fut accompli à une période bien postérieure à celle où il est supposé avoir vécu.

Si la partie historique du Pentateuque contient des passages fort anciens et qui indiquent un état de civilisation rudimentaire, on peut affirmer néanmoins que, non seulement ce livre ne remonte pas au législateur hébreu, mais que les principaux documents qui le composent ne remontent pas davantage à son époque. Salomon Reinach, enfin pourtant à considérer les éléments constitutifs du Pentateuque comme très archaïques, reconnaît que les prétentions traditionnelles sont indéfendables. « Pour la publication du Deutéronome, écrit-il, nous avons un texte important. Sous le règne de Josias, on prétendit avoir découvert dans le Temple un document très ancien, qui avait été perdu et qui fut promulgué solennellement. Ces histoires de « découvertes » de vieux manuscrits sont toujours suspectes ; il est probable que ce texte (le Deutéronome) fut non pas exhumé, mais fabriqué à cette époque et Voltaire a supposé, non sans vraisemblance, que Jérémie avait contribué à cette fraude. On trouve, en effet, dans Jérémie, plusieurs allusions au Deutéronome, notamment au passage qui concerne la libération des esclaves et la mauvaise humeur que cette mesure excita parmi les riches. Quant aux autres prophètes, ils ne citent jamais la Loi écrite et l'on en peut conclure qu'ils ne la connaissaient pas. Il n'est pas moins certain que beaucoup d'épisodes de l'histoire racontée dans les livres des Juges et de Samuel sont en contradiction avec les lois dites mosaïques, qui ne pouvaient faire autorité à cette époque... La date que donne le texte cité plus haut (II Rois, 22) pour la rédaction du Deutéronome, est la seule qui soit connue avec quelque certitude. Je ne puis entrer ici dans la discussion des hypothèses sur la date relative des autres couches du Pentateuque. Les savants ne sont pas d'accord à ce sujet ; mais on ne peut dire que leurs théories s'entre-détruisent, car ils sont du moins unanimes à nier l'homogénéité, l'origine mosaïque et la haute antiquité du Pentateuque. »

C'est à l'époque d'Esdras que fut publié le Pentateuque, sous la forme où nous le possédons ; mais l'on modifia beaucoup le texte ancien. La comparaison entre les récits de la Genèse et les mythes babyloniens, ainsi qu'entre le code d'Hammurabi et la loi mosaïque, prouve que l'on fit des emprunts à la religion chaldéenne : on avait appris à la connaître durant la captivité en Babylonie. Ainsi tombe complètement l'autorité du plus important des livres sacrés admis par les Juifs ; et les légendes qui se rapportent à la création du monde, ainsi qu'aux premiers âges de l'humanité perdent toute valeur historique.

Moïse a-t-il même existé ? On ne saurait l'affirmer avec certitude : il n'est pas l'auteur des écrits qu'on lui attribue, et les récits qui le concernent présentent un caractère mythologique indéniable. Touchant Noé,

Abraham, Jacob, la captivité d'Egypte, le séjour au désert, la conquête du pays de Chanaan, nous ne savons non plus rien de positif. Il faut descendre jusqu'à Saül et à l'établissement de la monarchie, pour que l'histoire des Hébreux présente, mêlés à de nombreuses légendes, quelques faits indubitables.

Au point de vue moral, Jahveh, qui triompha de ses concurrents et devint l'unique dieu des Juifs, surtout grâce à la préférence que lui accorda Salomon, se révèle un monstre sanguinaire. Pour de minimes incartates, il ordonne de massacrer même ses propres adorateurs. « Ma fureur s'est allumée contre eux comme un feu, s'écrit-il pris d'une colère folle. Je les accablai de maux... La famine les consumera, et des oiseaux de carnage les déchireront par leurs morsures cruelles. J'armerai contre eux les dents des bêtes farouches. » Plus de quatorze mille Israélites périssent à la suite d'une épidémie qu'il provoque et des centaines meurent piqués par des serpents. A l'égard de ses adversaires, il perd toute mesure et réclame des tueries incroyables. Les victimes propitiatoires ne lui suffisent pas, il impose souvent la destruction de tous les habitants d'une ville ou d'une contrée.

A Jéricho, il exige le massacre des hommes, des femmes, des enfants, des bœufs, des brebis. Des sept peuples chananéens qui habitent la Palestine, il promet de ne rien laisser subsister : « Vous saurez aujourd'hui que le Seigneur votre Dieu passera lui-même devant vous comme un feu dévorant et consumant, qui réduira vos ennemis en poudre, les perdra, les exterminera en peu de temps. » Les Nombres racontent que les Hébreux firent « la guerre à ceux de Madian, comme l'Eternel l'avait commandé, et ils en tuèrent tous les mâles ». Cette sinistre besogne accomplie, Moïse ajouta : « Tuez donc maintenant les mâles d'entre les petits enfants et tuez toute femme qui aura eu compagnie d'homme ». On appelait chérem ce qui devait être sacrifié. « Tout chérem, dit le Lévitique, est sacré, soit en bétail, soit en hommes, soit en fruits de la campagne ; le chérem doit être tué. » Or le Deutéronome parle d'une ville chérem offerte ainsi en holocauste et dont rien ne subsista.

Saül fut vivement blâmé par Samuel, pour avoir épargné un prisonnier, alors que Jahveh ordonnait un massacre total. David obéissait mieux. « Il prit la ville de Rabbah ; et ayant fait sortir les habitants, il les coupa avec des scies, fit passer sur eux des charriots avec des roues de fer, les tailla en pièces avec des couleaux et les jeta dans des fours où l'on cuit la brique. C'est ainsi qu'il traita toutes les villes des Ammonites. » Dans maints passages de la Bible, on retrouve la même ivresse homicide, inspirée par l'Eternel. « Le Seigneur, affirme le psaume 119, tient ses assises parmi les nations remplies de cadavres ; il écrase les têtes dans les contrées tout autour. » Les prophètes eux-mêmes, dont l'action fut bienfaisante et qui réagirent contre les pratiques inhumaines, ont constaté l'épouvantable cruauté du dieu juif. « Peuples, soyez attentifs, déclare Isaïe, car l'indignation du Seigneur va fondre sur toutes les nations, sa fureur sur toutes leurs armées. Ils mourront de mort sanglante, et ceux qui auront été tués seront jetés là ; une puanteur horrible s'élèvera de leurs corps, et les montagnes dégoutteront de leur sang. » Jérémie est encore plus explicite : « Ce jour-là est à Dieu, Jahveh Sabaoth, pour se venger de ses ennemis ; le glaive dévore, se rassasie de leur chair et s'enivre de leur sang ; car c'est un festin pour Dieu, Jahveh Sabaoth. »

Certes, au point de vue authenticité, les livres des prophètes ne soutiennent guère mieux que le Pentateuque l'examen critique. Beaucoup portent les traces de remaniements postérieurs ; la prophétie d'Habacuc n'est qu'une artificielle combinaison d'autres textes ; l'on doit admettre deux Isaïe, le premier prêchant sous le

régne d'Ézéchias, le second exhortait les Juifs déportés en Babylonie ; le livre de Daniel est entièrement frauduleux. Pourtant les écrits prophétiques, ceux d'Isaïe, de Jérémie, d'Ézéchiel en particulier, témoignent de l'existence de personnalités vigoureuses qui s'élevèrent contre le formalisme cultuel et enseignèrent une morale plus haute.

Réaction heureuse contre la religion des anciens Juifs, le prophétisme a préparé la voie à des idées plus modernes. Selon Amos, Osée, Michée, Isaïe, c'est dans la loi morale que réside la vraie base de la religion ; mais cette doctrine était trop nouvelle pour valoir à ceux qui la propageaient autre chose que des persécutions. « Je hais vos fêtes, déclare le dieu d'Amos, je les abhorre ; je ne puis souffrir vos assemblées. » Et Osée met cette belle parole dans la bouche de l'Eternel : « C'est la miséricorde que je veux, et non le sacrifice ». « Qu'offrirai-je au Seigneur, se demande Michée, qui soit digne de lui ? L'apaiserai-je en lui sacrifiant mille bœufs ou des milliers de boucs engraisés ? Lui sacrifierai-je pour mon crime mon fils aîné et pour mon péché quelque autre de mes enfants ? » De bonnes actions, voilà ce qui plaît particulièrement à dieu, déclare le prophète en réponse à cette question.

Isaïe fait dire à l'Eternel qu'il repousse les sacrifices d'animaux : « Qu'ai-je affaire de cette multitude de victimes que vous m'offrez ; tout cela m'est dégoût. Je n'aime point les holocaustes de vos bœufs, ni la graisse de vos troupeaux, ni le sang des veaux... L'encens m'est en abomination ; je ne puis souffrir vos nouvelles lunes, vos sabbats et vos autres fêtes... Lorsque vous multipliez vos prières, je ne les écouterai point, parce que vos mains sont pleines de sang. » Jérémie s'élève, lui aussi, contre les tueries d'animaux ; il ne veut pas que le Temple soit souillé par des flots de sang. Ajoutons que l'idée de la venue d'un messie, sauveur d'Israël, idée que l'on rencontre chez certains prophètes, exerça par la suite une influence considérable et favorisa l'avènement du christianisme.

Dans l'Ancien Testament, il y avait place, à côté de la Loi et des Prophètes, pour des poèmes, des livres historiques, des narrations édifiantes. La codification tentée par les prêtres, après leur retour de Babylonie, ne mit pas fin aux discussions concernant la liste des livres inspirés, puisqu'elles se continuaient encore pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne. De nombreux rabbins de Palestine élevaient des objections contre le Cantique des Cantiques, les Proverbes, les livres d'Ézéchiel et d'Esther, l'Ecclésiastique. De plus, le canon alexandrin acceptait des livres exclus du canon palestinien, la Sagesse, l'Ecclésiastique, les deux livres des Macchabées, les livres de Tobie, de Judith, de Baruch. A l'heure actuelle, les catholiques donnent toujours, comme appartenant à l'Ancien Testament, des ouvrages repoussés par les Juifs et les protestants.

Pendant la période qui sépare le retour de l'Exil de l'apparition du christianisme, le rabbinisme, caractérisé par l'étude des textes sacrés, se développa, non seulement en Palestine, mais dans toutes les colonies juives. Les idées grecques firent des adeptes parmi les adorateurs de Jahveh ; et, dès le second siècle avant notre ère, on signalait le péril hellénique. Puis des controverses mirent au prises des écoles de tendances opposées : les Pharisiens admettaient l'existence des anges et la résurrection des corps ; les Saducéens repoussaient l'une et l'autre de ces croyances. Jérusalem ne manqua pas de docteurs fameux ; l'un des plus célèbres fut le pharisien Hillel qui vécut à l'époque où le christianisme prenait naissance. Ses préceptes annoncent ceux que les Evangélistes attribuèrent à Jésus. « Ne fais pas à autrui, disait Hillel, ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit, c'est toute la loi ; le reste n'en est qu'un commentaire. » Belles paroles qui démontrent que le christianisme n'est pas aussi original que le prétendent ses apo-

logistes. Les Talmuds, composés durant les six premiers siècles de notre ère, contiennent de subtiles remarques et des discussions quintessenciées ; malheureusement, les détails intéressants pour un chercheur moderne n'y abondent pas.

L'apparition du christianisme pose un problème de très haute importance et qui a fait l'objet de nombreuses publications depuis quelque temps, celui de l'existence de Jésus. Tous les exégètes sérieux s'accordent à reconnaître que les Evangiles sont des récits composés tardivement, par des hommes qui n'avaient jamais vu le Christ, et que la part des légendes est trop considérable dans ces ouvrages pour qu'il soit possible de rien affirmer avec certitude touchant la vie du fondateur de la religion chrétienne. « Jésus, déclare Guignebert, s'entrevoit si mal à travers les récits de nos Evangiles que certains critiques hardis émettent des doutes sur la réalité de sa vie ; je ne les partage pas, mais je ne puis les déclarer absurdes. » Loisy souligne aussi le peu de confiance que l'on doit avoir dans les Evangiles : « On fausse entièrement le caractère des plus anciens témoignages concernant l'origine des Evangiles, quand on les allègue comme certains, précis, traditionnels et historiques : ils sont, au contraire, hypothétiques, vagues, légendaires, tendancieux ; ils laissent voir que, dans le temps où l'on se préoccupa d'opposer les Evangiles de l'Eglise au débordement des hérésies gnostiques, on n'avait sur leur provenance que les renseignements les plus incertains. » Salomon Reinach n'hésite pas à dire : « Les Evangiles, abstraction faite de l'autorité de l'Eglise, sont des documents inutilisables pour l'histoire de la vie réelle de Jésus ; ils peuvent et doivent seulement servir à nous apprendre ce que les Eglises primitives ont cru de lui ».

De pareilles conclusions suffisent déjà à ruiner, radicalement, la totalité de l'édifice dogmatique construit par les théologiens. Or des exégètes du plus grand mérite, tels que P. L. Couchoud et P. Alfaro, professeur d'histoire des religions à l'Université de Strasbourg, vont plus loin et mettent en doute l'existence même du Christ. Je dois à l'amitié de P. Alfaro, un savant courageux, qui ne voulut pas rester dans l'Eglise quand il eut mesuré la profondeur du mensonge catholique, d'être bien documenté sur ces questions. Tout d'abord, il paraît étrange que les historiens Juifs qui furent presque contemporains de Jésus, et qui connurent ses premiers disciples, ne fassent jamais allusion au fondateur du christianisme, même lorsqu'ils racontent les événements qui se déroulèrent en Judée à l'époque où il aurait vécu. C'est le cas pour Juste de Tibériade ; le patriarche Photius lisait encore ses livres aujourd'hui perdus, et il déclare qu'il n'y a trouvé « aucune mention de la venue du Christ, des événements de sa vie, ni de ses miracles ». Quant aux deux passages de Josèphe concernant Jésus et Jacques frère de Jésus, ce sont des interpolations ; au début du III^e siècle, Origène ne découvrait rien de semblable dans le texte qu'il avait en sa possession. « Dans toute l'œuvre de Josèphe, note P. Alfaro, nous ne trouvons pas un paragraphe, pas une phrase, pas un mot authentique qui concerne Jésus. » Le Talmud se borne à quelques phrases confuses et vagues, rédigées tardivement. Les Actes de Pilate, publiés soit par les païens, soit par les chrétiens, sont des faux, de l'avis unanime des érudits.

On rappelle volontiers la phrase où Suétone raconte que Claude « chassa de Rome les Juifs qui, sous l'impulsion de Chrestos, s'agitaient constamment ». Même si Suétone fait allusion à Jésus, ce qui est loin d'être certain, il faut convenir qu'il est bien mal renseigné puisqu'il le prend pour un agitateur résidant à Rome. Ce qu'il dit prouverait tout au plus que le nom du Christ commençait à se répandre. En ce qui concerne

Tacite, comme il écrivait ses Annales vers 117 seulement, il a pu se faire l'écho de légendes, fort développées déjà à ce moment.

Restent les Evangiles et les Epîtres Pauliniennes. Or nous savons que les Evangiles officiels n'offrent pas plus de garantie que les Evangiles apocryphes. Sur leurs auteurs nous n'avons aucun renseignement ; nous ignorons même leurs noms, car ceux de Marc, de Luc, de Matthieu, de Jean, semblent fictifs. Depuis longtemps, on les estimait postérieurs à l'an 70 ; par contre, beaucoup croyaient qu'ils avaient dû paraître avant la fin du premier siècle. De nouvelles recherches ont montré qu'ils furent rédigés dans la première moitié du II^e siècle.

Tous les exégètes indépendants s'accordent pour nier la valeur historique du quatrième Evangile. « Les récits de Jean, déclare Loisy, ne sont pas de l'histoire, mais une contemplation mystique de l'Evangile ; ses discours sont des méditations théologiques sur le mystère du salut. » Ecrit par un juif hellénisant, il trace du Christ un portrait absolument contraire à celui qu'avaient donné les Synoptiques. « Si Jésus a parlé et agi comme on le voit agir et parler dans les trois premiers Evangiles, affirme encore Loisy, il n'a pas parlé et agi comme on le voit agir et parler dans le quatrième. »

Les Synoptiques forment un groupe distinct. Matthieu s'inspire de Luc, qu'il modifie par endroits ; Luc, dans la forme que nous possédons, résulte du remaniement d'un texte plus ancien, que Marcion utilisait vers 140. Couchoud pense que Marc dépend du premier Luc ; Alfarié estime, au contraire, que Luc s'est inspiré de Marc, qui serait ainsi le plus ancien des Evangiles. Mais l'accord est complet entre ces deux auteurs pour déclarer que Marc et Luc sont pareillement dépourvus de valeur historique. Dans tous les cas, il faut conclure que les récits évangéliques présentent un caractère artificiel qui doit inspirer une extrême défiance. Et l'on s'explique que, dans un moment de franchise, saint Augustin ait écrit que, s'il ne faisait pas confiance au dire de l'Eglise, il ne croirait pas à l'Evangile.

Quant aux Epîtres de Paul, les critiques constatent que l'édition admise vers 140 diffère beaucoup de celle qui a cours, aujourd'hui, parmi les catholiques ; et les textes frauduleusement ajoutés par l'Eglise sont ceux que l'on invoque de préférence pour montrer que le Christ a réellement vécu. Dans l'ancienne édition, nous ne trouvons sur Jésus que des renseignements très vagues, et l'on a l'impression de nager en plein mythe. « Le Jésus de Paul, dit Alfarié, n'offre à nos yeux qu'une image fuyante. Il demeure aussi impalpable que ce « fils de l'homme » entrevu par Daniel en ses « visions nocturnes », qui venait « avec les nuées des cieux », vers « l'Ancien des jours », pour recevoir une domination éternelle sur l'ensemble des peuples, et qui symbolisait, pour le voyant, les Juifs fidèles, appelés à dominer sur toutes les nations. Son individualité n'est pas plus accusée que celle de ce « serviteur de Dieu », en qui le Second Isaïe personnifiait l'Israël de l'exil, souffrant et agonisant pour les péchés d'autrui, montrant ainsi la voie aux égarés, et méritant pour lui-même un merveilleux triomphe. Pour mieux dire, il ne fait qu'un avec ces antiques figures. Il est né de leur fusion, il participe à leur nature, il appartient de même au monde idéal de la foi. »

Ainsi le Christ des épîtres pauliniennes présente tous les caractères d'un être mythologique ; il n'a rien d'un personnage historique. Par ailleurs, Couchoud fait remarquer que, dans l'Apocalypse, on ne trouve aucun détail concernant le passé humain de Jésus ; de ces visions échevelées, l'on chercherait vainement à extraire quelque donnée positive sur l'agneau « immolé avant la fondation du monde » et qui doit, plus tard, pourchasser la Bête, héritière de l'esprit du Grand Dragon.

S'il s'agissait d'une autre religion que le christianisme, on n'hésiterait pas à conclure que Jésus est un dieu fictif, comme Osiris, Attis, Mithra, et qu'il n'eut jamais d'existence que dans l'esprit de ses adorateurs. Mais les Eglises qui se réclament de lui comptent des millions d'adhérents ; elles sont puissantes, disposent d'immenses ressources et prétendent dominer finalement l'ensemble de la terre. Devant une conclusion qui soulève la réprobation presque unanime des fidèles, et qui choque même les incroyants, beaucoup d'historiens se taisent ou ne parlent pas d'une façon claire.

C'est l'espérance d'un Messie, d'un Christ, si répandue parmi les Juifs, qui serait à l'origine des récits évangéliques. Tous les épisodes qu'on y rencontre répondent à d'anciennes prophéties. « Tous, constate Alfarié, exploitent, à leur manière, quelque vieux thème messianique. L'Evangile se présente, dans son ensemble, comme un décalque de l'Ancien Testament. Il ne fait qu'en transposer les oracles sous une forme plus ou moins historique. » De bonne heure, il exista des recueils de témoignages messianiques, groupés sous certaines rubriques, et qui servaient aux prosélytes de la foi nouvelle. C'est dans ces recueils qu'il faut chercher l'ébauche de la première Vie de Jésus. Paul et les autres apôtres, doués comme lui d'une ardeur mystique agissante, voilà quels furent, en réalité, les vrais fondateurs du christianisme. Sans eux, la petite secte juive qui se réclamait de Jésus n'aurait jamais fait la conquête du monde romain. Pour obtenir ce résultat, elle dut se dégager de ses premières attaches, rompre résolument avec le judaïsme et ouvrir toutes grandes les portes de ses sanctuaires au gentils. Parmi les premiers fidèles, le nombre fut considérable des cerveaux mal équilibrés et des gens sans aveu, néanmoins, dans l'ensemble, ils étaient plus désintéressés, moins hypocrites que les chrétiens d'aujourd'hui.

Retracer l'histoire du christianisme sortirait du cadre de notre étude ; du moins, nous dégagerons les traits essentiels qui donnent une physionomie bien particulière aux principales Eglises qu'il a produites : Catholicisme, vieux tronc encore debout, puis Eglise Orthodoxe et Protestantisme, vigoureux rameaux qui s'en détachèrent, le premier au XI^e siècle, le second au XVI^e.

L'Eglise romaine se prétend la seule Eglise du Christ, hors de laquelle il n'est point de salut ; orthodoxes et protestants sont des schismatiques ou des hérétiques, sortis de la bergerie dont Jésus lui a confié la garde, et qu'elle entoure d'une épaisse barrière de dogmes. Dispensatrice des grâces divines, canal unique de la vérité, elle s'efforce, depuis des siècles, d'asservir et les corps et les cerveaux. « Dieu, en nous imposant le joug de la servitude apostolique, déclarait Boniface, nous a établi au-dessus des rois, des empereurs pour arracher, détruire, anéantir, disperser, bâtir et planter en son nom. » Tous les papes ont montré depuis, par leurs actions sinon par leurs paroles, qu'ils aspiraient à dominer souverainement. Et la Ligue Apostolique se donne encore pour but, de nos jours, « le retour des nations et des peuples et de l'ordre social tout entier à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise ». Dépouillé de ses privilèges dans maintes régions, obligé de compter avec de nombreux et puissants adversaires, le clergé catholique n'ose plus, chez nous, afficher devant les laïcs ses prétentions outrecuidantes d'autrefois. Mais, dans les séminaires, on continue d'enseigner aux futurs prêtres que les autorités religieuses l'emportent, en dignité, sur les pouvoirs civils ; et, dès qu'il redevient le maître, dans l'Italie fasciste par exemple, le catholicisme se fait concéder des droits exorbitants. Héritière des traditions absolutistes de l'Empire romain, désireuse d'accroître indéfiniment ses richesses, de maintenir ses ouailles dans la plus stricte obéissance et de jouer un rôle politique de premier plan, la puissance

ecclésiastique a perpétué les pires abus commis par les autorités païennes.

Dès qu'elle fut l'amie des princes et disposa des tribunaux, son arme préférée fut la violence. Les apologistes, si loquaces lorsqu'il s'agit de rappeler le souvenir des premiers chrétiens qui souffrirent pour leur foi, et dont le nombre s'avère bien inférieur à ce qu'on prétendit longtemps, oublient de rappeler qu'à peine abritée sous la tutelle d'un Constantin, meurtrier de sa femme et de son fils, l'Eglise catholique devint persécutrice à son tour. Et elle a fait plus de martyrs, à elle seule, que toutes les religions antiques et tous les empereurs païens réunis. Théodose et Honorius fermeront les temples et même prononceront la peine de mort contre les partisans du vieux culte. En 385, l'évêque espagnol Priscillien et six de ses amis furent exécutés pour crime d'hérésie ; à l'instigation de saint Cyrille, la savante mathématicienne et philosophe Hypathie fut massacrée, en 414, par des croyants fanatisés.

Pour imposer leurs idées, saint Augustin et saint Jérôme invoquèrent l'aide des pouvoirs civils ; et, en 447, le pape Léon I^{er} affirma qu'il était juste et bon de faire mourir les hérétiques. Monstrueuse doctrine, que les canonistes et théologiens de Rome ont toujours approuvée, et qui fit d'innombrables victimes quand le clergé fut tout-puissant. Elle légitima les horreurs commises contre les Albigeois. « Tuez toujours, Dieu reconnaîtra les siens », proclamait l'un des bourreaux ; et, durant une vingtaine d'années, de bons catholiques gagnèrent le paradis en détruisant des villes entières, en massacrant des milliers d'innocents. C'est encore au nom du principe énoncé par Léon I^{er}, que furent allumés les bûchers de l'Inquisition ; que l'on remplit les geôles du Saint-Office ; que l'on sonna le tocsin de Saint-Germain-l'Auxerrois appelant les pieux catholiques au massacre de la Saint-Barthélemy ; que le duc d'Albe organisa des tueries dans les Pays-Bas, fidèle en cela aux directives de Philippe II, son maître, qui, apprenant qu'il y avait des hérétiques dans une vallée du Piémont, écrivait froidement : « Tous au gibet ». Nous pourrions remplir des pages et des pages avec la seule énumération des meurtres collectifs imputables au catholicisme. « Que nous importe de brûler cent innocents, pourvu qu'il y ait un seul coupable », disait le franciscain Conrad de Marbourg, persécuteur des Hussites.

Ce mépris de la vie humaine inspirera également l'Eglise dans sa conduite à l'égard des infidèles. Charlemagne ne laissa aux Saxons d'autre alternative que de recevoir le baptême ou de mourir ; en une seule fois, il en tua plus de 4.000. La conversion des Vendes, œuvre des ducs de Pologne, celle des Prussiens, due aux Chevaliers Teutoniques, celle des habitants de la Lithuanie, de la Livonie et de la Courlande, dont se glorifièrent les Chevaliers Porteglaives, furent obtenues par des procédés de même ordre. Louis XIV ranimera les persécutions contre les Vaudois ; en guise de missionnaires, il enverra des soudards inhumains chez les protestants des Cévennes ; finalement il révoquera l'Edit de Nantes, aux applaudissements de Bossuet et des autres évêques français. Voilà comment, en plein XVII^e siècle, les autorités catholiques procédaient encore pour obtenir la conversion des hérétiques !

Et les savants furent surveillés et condamnés sans ménagement. Témoin Galilée, contraint par les inquisiteurs de proclamer fausses les découvertes astronomiques auxquelles l'avaient conduit ses recherches et son génie. Au XIX^e siècle, les théologiens, ne pouvant faire emprisonner les biologistes partisans des doctrines évolutionnistes, déverseront du moins sur eux des tonnerres d'injures. Délaissant un peu la lutte contre les hérétiques, avec qui elle parvient même à s'entendre, l'Eglise romaine tourne sa fureur, à l'heure actuelle, surtout contre les incroyants. En Espagne,

Ferrer fut sa victime ; en Amérique, Sarco et Vanzetti eurent pour bourreaux les puritains. Catholiques et protestants se reconcilient sur le dos des libres penseurs, leurs adversaires communs.

Au besoin de dominer, à l'amour de la violence, le catholicisme joint un esprit autoritaire qui se manifeste par l'omnipotence pontificale, et par le rôle essentiel que joue la hiérarchie ecclésiastique. L'organisation de l'Eglise fut simple à l'origine. Des diacres et des diaconesses s'occupaient de tout ce qui concernait la charité ; par ailleurs, un évêque (du grec *episcopos*, surveillant) ou un prêtre (du grec *presbuteros*, plus âgé) présidait les assemblées des fidèles. Ces derniers se réunissaient pour lire les Livres Saints et prier ; ils célébraient aussi des agapes ou repas d'amour. C'est à l'imitation de la hiérarchie en usage parmi les fonctionnaires de l'Empire que fut instaurée, ensuite, la hiérarchie ecclésiastique ; dans l'ordre religieux, l'évêque devint l'équivalent du préfet.

Les évêques des grands centres possédaient une influence plus considérable ; mais la primauté de celui de Rome ne fut reconnue qu'après de longs siècles de résistance, grâce à la politique rusée de papes dépourvus de scrupule. « La primauté de Saint Pierre sur l'Eglise universelle, écrit Turmel (sous le pseudonyme de Louis Coulange), a été inventée pour faire échec à l'accaparement de Paul par Marcion ; elle est le produit artificiel de la polémique antimarcionite. Elle a fait son entrée dans l'évangile de Matthieu aux environs de 150, quelques années avant le Dialogue de Justin, qui la connaît. Telle est l'origine du premier fondement de la papauté. » Et le même auteur, dont on connaît la merveilleuse érudition, estime, comme beaucoup d'autres, que saint Pierre ne vint jamais à Rome : « Les prétendues attestations de la venue de saint Pierre à Rome sont dénuées de toute valeur historique. Cette venue n'est pas un fait, c'est une thèse destinée à neutraliser le culte dont était l'objet le tombeau de saint Paul et tué, disait-on, sur la voie Appienne. Les absents ayant toujours tort, saint Pierre, chef de l'Eglise, aurait été fâcheusement handicapé par le tombeau de saint Paul. S'il n'avait eu lui-même son tombeau à Rome et, par conséquent, s'il n'était venu dans la ville impériale. Aux environs de 150 on enseigna que saint Pierre était venu à Rome, et l'on montra son tombeau près d'un térébinthe, au pied de la colline du Vatican, à l'endroit où, en 64, la féroce de Néron s'était acharnée sur les chrétiens. Et l'on expliqua que le grand apôtre avait été l'une des victimes du monstre impérial. Vers le même temps, aux environs de 165, parurent des textes aux termes desquels les deux apôtres Pierre et Paul avaient fondé ensemble l'Eglise romaine et avaient remporté le même jour la palme du martyre. »

Le soi-disant hommage rendu par Irénée à la prééminence de l'évêque de Rome repose sur une faute commise par certains traducteurs et n'est qu'une illusion. Saint Cyprien, saint Basile, saint Jérôme, saint Augustin n'ont pas cru à la primauté du siège épiscopal romain ; et c'est en termes pleins de mépris qu'ils ont parlé, à plusieurs reprises, de ceux qui l'occupaient. Le pape Libère, devenu hérétique, condamna saint Athanasie et se rangea du côté des ariens. C'est l'Edit de Gratien, mettant les forces policières de l'empire au service de l'évêque de Rome, qui fonda la suprématie papale. Maintenu et appliqué par les successeurs de Gratien, cet edit, qui est de 378, obligea les évêques à se soumettre aux injonctions de quelqu'un qui, jusqu'alors, était pour eux, non un chef, mais un collègue. Grâce à des prodiges de diplomatie et à d'adroites supercheries, en particulier à la publication des fausses décrétales, vers 850, le pape vit sa puissance croître progressivement dans le domaine spirituel.

D'autres faux lui permirent de devenir souverain temporel. « En 756, dit Turmel, l'apôtre saint Pierre écrivit du haut du ciel à Pépin une lettre éplorée pour lui signaler le danger qui menaçait son tombeau, son église et pour lui enjoindre, sous les peines les plus graves, de venir sans retard à son secours. En 774, Charlemagne reçut du pape Adrien I^{er} une copie de la *Donation de Constantin*, acte par lequel le premier empereur chrétien accordait en toute propriété à l'église romaine d'immenses territoires. Il fut, cela va sans dire, chaleureusement invité à remettre en vigueur cette « donation » que le malheur des temps avait anéantie. Or la première de ces impostures était l'œuvre d'Étienne II ; la seconde avait pour auteur le pape Adrien. Cette dernière fut exploitée par les papes jusqu'au jour où un chanoine de Saint-Jean-de-Latran Laurent Valla dévoila la supercherie, 1450 ».

On sait qu'au point de vue temporel, les évêques de Rome prétendront plus tard commander aux rois ; d'où d'interminables luttes entre le sacerdoce et le pouvoir séculier, luttes qui nuiront finalement au prestige de la papauté. L'Etat pontifical disparut complètement en 1870, l'administration du vicaire de Jésus-Christ étant devenue insupportable à tous, même aux bons catholiques. En excommuniant le roi d'Italie, Pie IX déclara que jamais ni lui ni ses successeurs ne pardonneraient à ses spoliateurs. Pourtant, contre une grosse somme d'argent, de nombreux privilèges et la reconnaissance de son autorité absolue sur une minuscule Etat, Pie XI s'est réconcilié avec le gouvernement italien.

Au point de vue religieux, l'infailibilité du pape en matière de dogme et de morale a été proclamée, en 1870, par le concile du Vatican. En conséquence, le pontife romain possède maintenant, dans l'Eglise, un pouvoir absolu ; et telle est la sottise de la majorité des catholiques qu'ils applaudiraient vigoureusement, s'il lui plaisait demain de décréter qu'il est une incarnation divine. Prêtres, évêques, archevêques, cardinaux ne sont plus que d'humbles fonctionnaires du Vatican. Etroitement surveillés par les émissaires de Rome, ils sont admonestés vertement, dès qu'on surprend chez eux la moindre velléité d'indépendance. Pour lutter contre le modernisme, une société secrète, la *Sapinière*, fut même organisée, avec l'approbation de Pie X et sous le haut patronage du cardinal secrétaire d'Etat ; elle espionnait les prélats et les autres personnages en vue du monde ecclésiastique. Conversations privées, correspondances particulières, rien n'échappait à la surveillance des délateurs. Un accident ayant révélé, en 1915, l'existence de cette mystérieuse association (et le scandale menaçant, après guerre, de prendre de vastes proportions), le pape se décida à prononcer officiellement sa dissolution. Si elle ne subsiste pas, camouflée avec soin, c'est qu'une autre société secrète l'a remplacée, se proposant, elle aussi, de veiller à la stricte application des volontés pontificales.

Le célibat imposé aux prêtres permet, d'ailleurs, à la puissance vaticane d'obtenir un rendement maximum des fonctionnaires dont elle dispose. Déjà le pape Sirice avait défendu aux prêtres et aux évêques de se marier, en 385 ; mais son ordonnance ne fut jamais sérieusement appliquée. Au XI^e siècle, les ecclésiastiques étaient en majorité pourvus d'épouses ou de concubines, même à Rome. « La masse du clergé, déclarera le pape Victor III parlant de cette époque, perdit toute retenue. Les prêtres et les diacres, sans souci de la pureté de cœur et de corps requise pour toucher les sacrements du Seigneur, se marièrent, tout comme les laïcs, et transmittent par héritage leurs biens aux enfants issus de leur mariage. Des évêques eux-mêmes se rencontrèrent qui, foulant aux pieds toute pudeur, prirent des épouses. Cette exécrable coutume sévissait surtout à Rome, dans cette ville dont l'apôtre Pierre et ses successeurs avaient fait autrefois le foyer de la religion... La chaire apo-

lolique fut occupée pendant quelques années par des hommes qui n'étaient pontifes que de nom. Après eux, un certain Benoît, grâce à l'argent distribué dans le peuple par son père, fit l'acquisition du souverain pontificat. Ce que fut alors sa vie, ce que furent les turpitudes et les abominations dont il se souilla, je rougis de le dire. »

Hildebrand, devenu pape sous le nom de Grégoire VII, obligea les prêtres à éloigner leurs femmes ; et, comme certains évêques ne voulaient pas appliquer l'ordonnance pontificale, il conseilla aux fidèles de chasser honteusement les membres du clergé qui, publiquement du moins, ne répudiaient pas leurs épouses ou leurs concubines. Avec l'aide du peuple, il réussit à imposer, dans plusieurs régions, une loi dont l'unique résultat fut d'accroître prodigieusement l'hypocrisie sacerdotale. Dès le milieu du XIII^e siècle, saint Bonaventure pourra écrire : « La plupart des vicaires sont tellement vicieux qu'une honnête femme craint de se déshonorer en conversant secrètement avec eux... Nous constatons que la grande majorité du clergé se compose de débauchés notoires, qui ont des concubines soit chez eux, soit à l'extérieur, et qui, au su de tout le monde, ont des relations avec plusieurs femmes. » La réforme d'Hildebrand avait produit des conséquences qu'on ne prévoyait pas.

Si déplorable était la réputation des prêtres au XVI^e siècle, que l'empereur Charles-Quint et son successeur Ferdinand, le roi de France Charles IX, les ducs de Bavière et de Clèves conseillaient vivement au pape d'abolir le célibat ecclésiastique. Officiellement, l'Eglise l'a maintenu ; d'où une incroyable floraison de vices, et de continuelles affaires de mœurs, que les tribunaux bien-pensants étouffent de leur mieux, mais que le public parvient à connaître, malgré le silence d'une presse désireuse de plaire au clergé. Le droit de se marier fut l'une des revendications qui, après la guerre de 1914-1918, conduisirent un grand nombre de prêtres tchèques à rompre avec Rome. Dans l'Amérique du Sud et dans certains pays de mission, l'autorité ecclésiastique ferme volontairement les yeux sur le concubinage des curés, qu'elle autorise ainsi d'une façon indirecte. Orthodoxes et protestants estiment, en ce qui les concerne, que le mariage est pour les ministres du culte une garantie de vertu.

Pour terminer, signalons que dans le catholicisme, comme dans l'Eglise grecque, les cérémonies ont gardé, dans l'ensemble, un caractère magique qui rappelle croyances et rites des peuples de l'antiquité. C'est à l'aide des sacrements que prêtres ou évêques transmettent la grâce divine aux fidèles ; et tout sacrement requiert un signe visible, un élément naturel : eau, sel, huile, pain, vin, etc., qui exerce une action sanctifiante et devient un ferment de vie spirituelle. Par le baptême, qui simule une noyade, le profane est incorporé à l'Eglise et purifié du péché originel ; par l'imposition des mains et l'onction du chrême, le confirmé reçoit des grâces de force et de sagesse, le nouveau prêtre une effusion du Saint-Esprit qui le rend apte à l'exercice des fonctions sacerdotales ; extrême-onction et absolution lavent la conscience du pécheur qui se soumet aux ordonnances ecclésiastiques ; enfin le pain et le vin eucharistiques, mystérieusement transsubstantiés par l'officiant qui célèbre la messe, permettent d'ingurgiter le corps et le sang de Jésus.

A la base de ces pratiques, nous retrouvons la croyance à une force mystérieuse et vague, qui donne à certains éléments soigneusement choisis, et consacrés d'une façon rituelle, une vertu toute particulière. Comme le sorcier nègre, le curé catholique croit à l'efficacité des gestes qu'il accomplit, des paroles qu'il prononce dans l'exercice de ses fonctions. Mais, parce qu'il place la liberté parmi les attributs divins, le théologien d'Europe aboutit à des complications doctrinales que le magicien

d'Afrique ignore. Néanmoins, pour qui réfléchit, le talisman du sauvage s'avère le frère jumeau du scapulaire que porte le pieux fidèle des pays latins.

..

Lorsque Constantinople devint la capitale d'un grand empire, l'évêque de cette ville, gratifié par l'autorité impériale du titre de patriarche oecuménique, fut investi sur les églises orientales d'une autorité qui rappelait celle que le pape exerçait en Occident. Moins favorisés par les circonstances que leurs collègues de Rome, et peut-être aussi moins ambitieux, les patriarches de Constantinople ne devaient, d'ailleurs, jamais jouer un rôle aussi brillant ; leur suprématie est restée d'ordre plutôt honorifique. Toutefois les prétentions des papes leur semblèrent, de bonne heure, intolérables, et Photius, au IX^e siècle, rejeta les innovations préconisées par Rome. Aussi les Grecs refusèrent-ils de modifier leur *credo* et d'admettre que le Saint-Esprit procède, non seulement du Père, mais encore du Fils. Au milieu du XI^e siècle, le pape et le patriarche s'excommunièrent mutuellement ; dès lors la séparation entre l'Eglise latine et l'Eglise orthodoxe fut complète.

C'est vainement que l'on a tenté, depuis, d'opérer une réconciliation ; même en 1439, lorsque les Turcs menaçaient Byzance, l'accord fut impossible. En 1894, Léon XIII, qui avait écrit une lettre amicale au patriarche, reçut une réponse qui ruina tous ses espoirs. Après la disparition du tsarisme en 1917, le Vatican s'imagina que les russes tourneraient facilement les yeux vers Rome, et ses diplomates cherchèrent à circonvenir le gouvernement soviétique. N'ayant pu rien obtenir et voyant l'incroyance triompher en Russie, les papes ont alors multiplié les anathèmes à l'adresse de ce dernier pays.

A l'instar du catholicisme, l'Eglise orthodoxe utilise le canal de la hiérarchie pour transmettre aux fidèles l'enseignement religieux et les grâces sacramentelles ; elle se glorifie de procéder d'une succession apostolique régulière et ininterrompue. Si elle accorde l'infaillibilité aux conciles oecuméniques, elle la refuse au patriarche de Constantinople aussi bien qu'au pape. Symbole vivant de l'orthodoxie, le patriarche reçoit de grands honneurs ; par contre, son pouvoir effectif est très limité. Plusieurs églises nationales écartent même toute prétention de sa part à les contrôler. En outre, les conciles reconnus oecuméniques sont au nombre de sept seulement et s'arrêtent à celui de Constantinople. Les Grecs repoussent les dogmes adoptés depuis par les catholiques, ceux du Purgatoire, de l'Immaculée Conception, de l'Infaillibilité pontificale par exemple. Comme l'Eglise romaine, ils ont sept sacrements et admettent, au sujet de l'eucharistie, la doctrine de la transsubstantiation.

Les moines sont astreints au célibat ; c'est parmi eux que se recrutent les chefs ecclésiastiques. On oblige, au contraire, les popes ou prêtres séculiers à se marier avant l'ordination du diaconat ; mais on leur interdit de se remarier. La réputation d'ignorance et de vénalité faite aux popes s'avère pleinement justifiée ; de plus, beaucoup sont des ivrognes incorrigibles. A l'abri des hautes murailles de leurs monastères, les moines mènent une vie que le public suppose édifiante, mais que les initiés déclarent scandaleuse. Certains couvents, ceux du Mont Athos en particulier, jouissent d'une renommée mondiale. Nulle femme, nul animal femelle n'y doivent pénétrer ; et les religieux passent leur temps à psalmodier, célébrer des offices, accomplir de petits travaux. Les confidences d'un Grec, resté croyant d'ailleurs, et qui avait longtemps séjourné sur le Mont Athos m'ont appris que bien des femmes acceptent d'endosser l'habit monacal et s'en félicitent, plus tard, tant leurs compagnons masculins se montrent serviables et gu-

lants. Puis la pédérastie est, non seulement tolérée, mais encouragée par les supérieurs : pour leur usage personnel ou pour satisfaire leurs moines, quelques-uns possèdent de véritables harems de jouvenceaux, qu'ils costumant en jeunes demoiselles, afin de les rendre plus appétissants. Mon confident avait assisté, en personne, à des scènes où de hauts dignitaires ecclésiastiques se livraient, en compagnie de religieux blasés, à des pratiques anormales sur des garçons impubères. En Grèce, comme chez nous, le mysticisme s'allie sans peine à l'érotisme le plus effréné.

De longues cérémonies liturgiques permettent aux moines de manifester, les jours de fêtes, une dévotion dont l'ardeur édifie les croyants. Archaïque et pompeux, le service divin est célébré dans les langues nationales anciennes, en vieux slavon par exemple chez les Russes ; il garde un caractère mystérieux, et la consécration eucharistique, restée un acte d'initiation, demeure cachée aux yeux des profanes. Sans être étayé par des dogmes nouveaux, le culte de la Vierge a pris, chez les orthodoxes comme chez les catholiques, un développement extraordinaire ; les saints pullulent ; et les icônes sont l'objet d'une vénération universelle. Le clergé orthodoxe est trop ignorant pour qu'un mouvement moderniste sérieux ait pu le secouer à notre époque. Concernant le pouvoir civil, il fait preuve d'une bassesse d'âme et d'une soumission répugnante ; dans leurs Etats, les souverains balkaniques sont les vrais chefs de la religion ; le tsar gouvernait l'Eglise russe avant guerre par le moyen du Saint-Synode. Toutefois les orthodoxes, bien différents en cela des catholiques, n'affichent pas un mépris transcendant à l'égard des hérétiques. L'union des Eglises étant de nos jours une idée à la mode dans les pays anglo-saxons, ils s'associent volontiers aux manifestations internationales organisées par les protestants et les anglicans. Considérée comme un élément d'unité nationale, la religion orthodoxe reste forte de l'appui des gouvernements, dans les pays balkaniques. Cependant les rapides progrès que l'athéisme fait en Russie démontrent que les Eglises orientales sont des institutions périmées, destinées à disparaître dans un avenir plus ou moins lointain.

L'ambition sans frein des papes, la corruption des dignitaires ecclésiastiques, la tyrannie exercée par les moines et les prêtres furent les causes profondes qui favorisèrent le développement du protestantisme, au XVI^e siècle. Une querelle théologique entre l'augustin Martin Luther et le dominicain Tetzel, concernant la vente des indulgences, fut l'étincelle qui alluma l'incendie, en 1517. Ayant pu échapper à la prison et au bûcher, grâce à des protecteurs puissants, Martin Luther rompit définitivement avec le pape, et organisa une Eglise dont la doctrine fut précisée dans la Confession d'Augsbourg. En peu de temps, il se vit entouré de partisans nombreux ; des princes et des prélats se déclarèrent pour lui. Conservateur dans l'ordre politique et social, Luther combattit sans pitié les réformateurs anabaptistes qui troublaient la quiétude des possédants et réclamaient la communauté des biens. A côté de lui, il faut faire une place à Mélanchton, un érudit que son tempérament personnel inclinait vers la conciliation.

A Genève, se dressa l'austère figure de Calvin : pape et roi tout ensemble, ce théologien alla beaucoup plus loin que Luther, supprima toute pompe cultuelle et ne ménagea pas les grands. Il voulait régner en maître ; et, pour l'avoir contredit, Michel Servet fut brûlé vif. Nous devrions encore parler de Zwingle, de Guillaume Farel, de John Knox et de beaucoup d'autres réformateurs et fondateurs de sectes, ainsi que de Frédéric II de Norvège, du Suédois Gustave Wasa et des divers souverains qui, au XVI^e siècle, modifièrent la religion de leurs peuples, si nous entreprenions de retracer l'histoire du protestantisme. Nous voulons seulement indi-

quer sa situation actuelle et montrer quel esprit l'âme dans l'ensemble.

C'est à la Bible, interprétée à la lumière du Saint-Esprit et du Symbole dit des Apôtres, que l'autorité appartient chez les protestants. Le fidèle entre en rapports immédiats et personnels avec la divinité par la lecture des Livres Saints et par la prière. Dépouillé de son caractère sacré, le prêtre n'est point l'intermédiaire indispensable entre le Christ et les croyants. Plus instruit et plus pieux, il est simplement chargé de prêcher la doctrine évangélique, d'instruire ceux qui ne peuvent étudier par eux-mêmes et de présider les assemblées du culte. Aussi n'est-il pas voué au célibat ; et l'imposition des mains, par d'autres pasteurs, ne lui confère-t-elle pas un pouvoir magique, comparable à celui dont le prêtre catholique est investi par le sacrement de l'Ordre.

D'après le protestantisme orthodoxe, c'est la foi en Jésus, victime expiatoire immolée pour le salut des hommes, qui sauve le chrétien. Mais son sacrifice, accompli une fois pour toutes, ne se renouvelle pas chaque jour à la messe comme le prétendent les catholiques ; et les œuvres ne sont pas indispensables pour que la foi soit efficace. Quant à la prédestination des âmes au ciel ou à l'enfer, elle a été soulignée avec force par Calvin : s'appuyant sur saint Paul et sur saint Augustin, il estime que, la foi étant un don surnaturel, ceux-là seuls seront sauvés que dieu a désignés pour recevoir cette grâce. La doctrine luthérienne est moins désespérante. Ajoutons que, par bonté d'âme, de nombreux protestants supposent qu'avant de condamner l'incroyant à l'enfer, d'une façon définitive, dieu lui offrira de nouveau la possibilité de reconnaître Jésus pour son rédempteur. De l'Eglise Universelle, le protestantisme n'exclut ni les orthodoxes, ni les catholiques, plus généreux en cela que les théologiens de Rome ; et la diversité des sectes, résultat nécessaire de la doctrine du libre examen, lui semble conciliable avec l'unité mystique du royaume de dieu.

Incontestablement, il répond à une tentative de sécularisation dans le domaine religieux, car il nie que Jésus ait voulu organiser une société rigidement hiérarchisée, avec des fonctionnaires dont les pouvoirs seraient méticuleusement dosés par le Saint-Esprit. L'archevêque luthérien d'Upsal, qui dirige l'Eglise suédoise, possède un pouvoir administratif considérable et jouit d'une grande influence, il ne prétend pas avoir un pouvoir d'ordre spécial et détenir ce que les catholiques appellent la plénitude du sacerdoce. Même lorsqu'on les dénomme épiscopaliennes, les Eglises protestantes restent presbytériennes dans leur essence, car la puissance de l'évêque est de nature purement administrative. Dans l'Eglise réformée, les mesures d'intérêt général sont prises par le synode, assemblée élue de pasteurs et de laïcs ; le synode désigne un représentant ecclésiastique pour inspecter les membres du clergé. L'Eglise anglicane affiche des préoccupations sacramentaires et des prétentions hiérarchiques qui la différencient aussi bien du luthéranisme que du calvinisme, mais elle se situe elle-même hors du protestantisme.

Luther rejetait la transsubstantiation et n'admettait point la présence du Christ sous les espèces eucharistiques, néanmoins il croyait à l'existence, dans le pain et le vin, d'un élément sanctifiant. Cette présence spirituelle, Zwingli et Calvin la rejetèrent ; pour eux, c'est le Christ qui accorde une grâce spéciale au croyant dans le repas sacramentel. Les discussions sur ce sujet ne sont pas encore terminées ; luthériens, calvinistes, zwingliens s'accordent cependant pour rejeter l'*opus operatum* ou pouvoir sanctificateur des éléments eux-mêmes ; et, dans cette question, pasteurs et fidèles jouissent de la plus grande latitude pour s'inspirer de leurs préférences personnelles.

L'austérité du culte protestant contraste avec les

pompes des cultes orthodoxe et catholique. Des chaises, une table de communion sur laquelle se trouve la Bible, une chaire, un orgue ou un harmonium, voilà tout le mobilier d'un temple ; pas d'images, pas d'ornements, rien qui parle aux yeux. Lecture de l'Evangile et sermon constituent la partie centrale des offices ; les cérémonies liturgiques sont d'une grande simplicité. Dans certaines sectes, chez les quakers par exemple, le culte est même dépourvu de toutes les simagrées traditionnelles.

Dès la fin du xvi^e siècle, les unitaires, auxquels se joignirent bientôt les sociniens, enseignèrent une sorte de déisme rationaliste, rejetant le mystère de la trinité, le salut par la foi et soumettant les Saintes Ecritures à une sévère critique. Ils furent persécutés aussi bien par les protestants que par les catholiques. Au milieu du xix^e siècle, des théologiens rationalistes, entre autres Schérer, Réville, Colani, combattirent la doctrine paulinienne de l'expiation par le sang et ne virent plus en Jésus qu'un homme supérieur, guide et modèle du chrétien. Des luttes éclatèrent ; Pécaut, Schérer, d'autres encore, quittèrent le pastoral ; et au synode de 1872, présidé par Guizot, la fraction libérale fut vaincue par les orthodoxes. Grâce aux efforts de quelques hommes intelligents, le protestantisme libéral devait reprendre vie plus tard.

Le symbolo-fidélisme d'Eugène Ménégoz et d'Auguste Sabatier, dont nous avons précédemment exposé les idées essentielles, obtint, par la suite, un succès retentissant et durable. Moins rigide que le catholicisme, aujourd'hui momifié dans un culte et des dogmes désuets, le protestantisme est capable de transformations qui prolongeront son existence. A l'instar de l'Eglise romaine, il exporte, chez les infidèles, de nombreux missionnaires, qui s'occupent, moins de prêcher l'Evangile, que de faciliter la besogne des diplomates et des généraux d'Occident. Parce qu'on ne prétend pas les astreindre à une vie anormale, les pasteurs, qui séjournent dans les colonies européennes ou chez des peuples encore arriérés, gardent néanmoins, dans l'ensemble, une dignité personnelle que les moines, envoyés par le pape, perdent très souvent.

Bien qu'il se sépare du protestantisme, l'anglicanisme le rappelle par maints côtés. Il eut pour origine les fantaisies voluptueuses d'Henri VIII. Ce prince voulait répudier sa femme, tante de Charles-Quint, pour épouser Anne de Boleyn ; mais, afin d'être agréable à l'empereur, le pape refusa d'annuler son mariage. Rompant avec Rome, dont il avait soutenu la cause jusque là, Henri VIII se proclama chef suprême de l'Eglise d'Angleterre. Après de nombreuses fluctuations, durs aux caprices des souverains qui lui succédèrent, l'anglicanisme prit une forme stable sous la reine Elisabeth, qui rendit obligatoire, en 1552, un Prayer-Book où l'on cherchait à concilier le dogme catholique avec la pensée protestante. Aujourd'hui, l'Eglise anglicane continue d'associer des doctrines opposées : elle se déclare anti-papiste et anti-conciliaire, mais se prétend apostolique et reste hiérarchisée ; elle croit à la présence presque matérielle du Christ dans la Cène, mais rejette le changement de substance ; elle reconnaît l'autorité de la Bible, mais s'inspire aussi des décisions prises par l'Assemblée des évêques anglais. Demeurée étrangère ou presque aux recherches des exégètes rationalistes, jouissant de privilèges enviables, elle s'intéresse surtout aux questions concernant le cérémonial liturgique. On y distingue trois tendances, la Low-Church, la Broad-Church et la High-Church. Cette dernière se rapproche beaucoup du catholicisme ; c'est d'elle qu'est né le mouvement tractarien, qui devait conduire plusieurs clergymen d'Oxford, en particulier Newmann, à admettre l'autorité du pape. Un nouveau Prayer-Book, où les aspirations vers le catholicisme se faisaient jour, a été rejeté par la Chambre des Communes, voici quelques

années. Par ailleurs, Rome a toujours refusé de reconnaître la validité des ordinations anglicanes, ce qui froisse douloureusement l'orgueil du clergé britannique. Toutes ces querelles, bien insignifiantes aux yeux d'un penseur rationaliste, montrent à quelles sottises et niâises disputes aboutissent les préoccupations confessionnelles.

..

Parmi les religions non chrétiennes, il en est qui possèdent des centaines de millions d'adhérents ; c'est le cas du brahmanisme, du bouddhisme, du mahométisme. Sans nous attarder à les décrire longuement, nous indiquerons de quelles croyances fondamentales s'inspirent leurs spéculations théologiques, et quels principes généraux dominant morale et culte qu'elles préconisent.

Le brahmanisme possède une abondante littérature sacrée. C'est aux Védas, formulaires liturgiques et recueils d'hymnes et de prières, que revient la première place ; le Rig-Véda est le plus ancien de ces écrits, l'Atharvéda le plus récent. Livres saints aussi les Brâhmanas, qui sont des commentaires des textes sacrés ; les Sûtras et les Upanishads, vrais manuels théologiques ; les Purânas, recueils de légendes et de commentaires théologiques dont l'ensemble comprend 1.600.000 vers ; les grandes épopées où sont rapportés les exploits des héros et des dieux : Le Râmâyana raconte les merveilles accomplies par Rama en 48.000 vers, le Mahâbhârata a besoin de 200.000 vers pour narrer les luttes de Krichna. Le code de Manou a été rédigé en vers depuis le début de l'ère chrétienne, mais son origine serait très ancienne d'après les brahmanes ; on y trouve des prescriptions religieuses et sociales, inspirées de la législation du nord de l'Inde, et répondant à un idéal que les prêtres ne parvinrent jamais à réaliser intégralement. Textes inintelligibles, récits incohérents et diffus, extravagances et bizarreries de tous genres abondent dans ce fatras sacré ; on trouve aussi d'admirables maximes et des passages merveilleux de poésie.

Forces naturelles, cachées sous des noms divins, les dieux védiques ont quelque chose d'impersonnel et de vague. Agni, le feu, que les auteurs des livres saints célèbrent avec enthousiasme, est le protecteur du foyer ; Ushas personnifie l'aurore ; Rudra est le père des esprits du vent ; Indra déchaîne les orages ; Varuna veille au maintien des lois physiques et morales. Sous les symboles mythologiques ou les voiles du ritualisme percent les tendances panthéistiques ; la croyance à l'efficacité magique des paroles et des gestes sacrés s'affirme avec force. Sans disparaître, les dieux védiques sont passés, depuis, au second rang.

Dans l'hindouisme actuel, la *trimourti* ou trinité, composée de Brahma, de Vishnou et de Siva, occupe les grands rôles. Brahma le créateur du monde, première émanation de Brahman le dieu suprême, représente l'être descendant dans la forme, la substance se révélant dans le phénomène. Pour propager l'espèce humaine, il produisit de sa bouche le brahmane, de son bras le kchatryia, de sa cuisse le vaïçya et de son pied le sôûdra ; d'où quatre castes, celle des prêtres, celle des guerriers, celle des marchands et des agriculteurs, enfin celle des ouvriers. Mais Brahma, dieu trop métaphysique, est loin d'être aussi honoré dans l'Inde que la seconde ou la troisième émanation de Brahman : Vishnou le conservateur, Siva le destructeur. Vishnou est souvent descendu sur terre, tantôt sous une forme animale, tantôt sous une forme humaine ; Krichna et Rama furent deux incarnations de ce dieu. Dans son dernier avatar, il prendra l'aspect d'un cheval blanc, exterminateur de notre terre envahie par le mal. La présence de Lakshmi, l'épouse de Vishnou, a permis d'introduire un élément de mysticisme sensuel dans le culte de ce dieu.

La taille et les bras entourés de serpents, un collier

de crânes autour du cou, la bouche vomissant des flammes, Siva personnifie la mort. Toutefois ce dieu ne détruit et ne tue que pour renouveler. Il a des épouses amoureuses et sanguinaires ; l'une d'elles, Kali, est honorée par la mystérieuse association des thugs ou étrangleurs, ainsi nommés parce qu'ils n'égorgeaient pas mais étranglent les victimes humaines offertes à la déesse. A côté des grands dieux, on trouve une multitude d'autres divinités ; l'origine des dieux, du monde, des hommes a donné naissance à des légendes nombreuses et contradictoires ; les plus extraordinaires superstitions trouvent dans l'Inde une terre bien préparée. On sait que la vache est l'objet d'une profonde vénération ; dans les temples, des bayadères exécutent des danses rituelles.

Deux idées expliquent et commandent les prescriptions morales du brahmanisme : celle de la migration des âmes, qui correspond à la métempychose des Grecs, et celle de la valeur de l'ascétisme comme moyen de libération. Certes, nous trouvons des conseils d'une grande sagesse dans les livres sacrés. « Une seule bonne action, dit le Code de Manou, vaut mieux que mille bonnes pensées et ceux qui remplissent leurs devoirs sont supérieurs à ceux qui les connaissent. » Nous lisons ailleurs : « Que l'homme ne fasse pas aux autres ce qui lui serait douloureux à lui-même ». L'auteur du Mahâbhârata place dans la bouche de Krichna, une des incarnations de Vishnou, cette magnifique justification des interventions du dieu ici-bas : « Quand la justice languit, quand l'injustice se relève, alors je me fais moi-même créature, et je vais d'âge en âge, pour la défense des bons, pour la ruine des méchants, pour le rétablissement de la justice. » Nous pourrions multiplier les citations de ce genre ; et nous n'avons garde d'oublier que le brahmanisme recommande d'être plein de bonté pour les animaux. Mais nous ne partageons point l'admiration témoignée à l'hindouisme par maints écrivains d'Europe ; la sympathie que nous éprouvons pour la personne et l'œuvre de Gandhi ne peut nous reconcilier avec la monstrueuse organisation sociale issue de la religion nationale de l'Inde.

Sans nous arrêter aux ignobles mariages d'enfants, à la coutume, heureusement abolie, de contraindre les veuves à se brûler vivantes pour ne pas survivre à leur mari, au fanatisme des dévots se faisant écraser par les roues du char qui, chaque année, promène à travers Jagannath l'idole de Vishnou, nous rappellerons seulement les règles édictées par le Code de Manou, concernant le régime des castes. « Que le nom d'un brahmane, dit-on, par le premier des deux mots dont il se compose, exprime la faveur ; celui d'un kchatryia la puissance ; celui d'un vaïçya la richesse ; celui d'un sôûdra l'abjection. » Car « le souverain maître n'assigne au sôûdra qu'un seul office, celui de servir les classes précédentes sans déprécier leur mérite ».

Le brahmane est considéré presque comme un dieu : « En venant au monde, il est placé au premier rang ; souverain seigneur de tous les êtres, il veille à la conservation des lois civiles et religieuses ». « Un brahmane possédant le Rig-Véda tout entier ne serait souillé d'aucun crime, même s'il avait tué tous les habitants des trois mondes. » Bien que très respecté, le guerrier n'est rien à côté du prêtre : « Un brahmane âgé de dix ans et un kchatryia parvenu à l'âge de cent ans doivent être considérés comme le père et le fils : c'est le brahmane qui est le père ». Le roi lui aussi a l'obligation de s'incliner : « Il doit bien se garder d'irriter les brahmanes en prenant leurs biens ; car une fois irrités, ils le détruiraient sur-le-champ avec son armée et ses équipages par leurs imprécations et leurs sacrifices magiques ».

Par contre, le sôûdra est, en raison de sa naissance, condamné à toutes les ignominies. Le tuer n'est qu'une peccadille ; on lui défend de s'enrichir ; pour se nour-

rir, il faut qu'il se contente des restes de ses maîtres : pour se vêtir, il reçoit leurs vieux habits. S'il prétend donner des avis aux brahmanes, « que le roi lui fasse verser de l'huile bouillante dans la bouche et l'oreille » ; s'il insulte l'un d'eux, il mérite d'avoir la langue coupée ; s'il profère des outrages à l'adresse de leur caste, on enfoncera dans sa bouche un stylet rougi au feu et d'une longueur de dix doigts. Au XVIII^e siècle, les hommes des classes supérieures pouvaient encore tuer tout soudra qui osait les regarder en face. Une religion qui aboutit à des excès pareils est indéfendable ; et cet exemple montre jusqu'où va l'outrecuidance cléricale, lorsque les prêtres commandent souverainement.

Moralement supérieur au brahmanisme d'où il est sorti, le bouddhisme rejette l'odieux système des castes. « La doctrine que j'enseigne, disait son fondateur, ne distingue pas entre les grands et les petits, les riches et les pauvres. Il n'y a en soi ni préférence, ni aversion pour qui que ce soit. Nous devons notre amour à tous les êtres et celui qui a de la haine pour ses semblables se hait lui-même. Si les hommes font le mal, c'est par ignorance. Il faut donc avoir compassion d'eux et les éclairer. » Une charité qui ne distingue pas entre les hommes et qui s'étend à tous les êtres, même aux animaux, voilà ce que Gautama conseillait à ses disciples. Bien avant l'Evangile, il avait énoncé cette maxime que les chrétiens admirent : « Aimez-vous les uns les autres ». Forme du renoncement à soi-même, antidote de l'égoïsme comme le mépris des plaisirs sensuels, cette charité garde d'ailleurs un caractère plutôt passif.

Hostile au ritualisme brahmanique et aux prétentions des prêtres, le bouddhisme primitif n'admet ni sacerdoce, ni sacrifices ; il ne se préoccupait même pas de l'existence des dieux, et l'on a pu dire de lui qu'il fut, à l'origine, une religion athée. Comment éviter les renaissances et supprimer la douleur ? Tel était le problème que se posait Gautama et qu'il parvint à résoudre après de longues années de méditation. Partout règne la misère et la souffrance. Nous ne mourons que pour naître et ne naissons que pour mourir. Nos existences découlent les unes des autres ; les événements de notre vie actuelle récompensent ou punissent les actions accomplies dans une existence antérieure ; ce qui adviendra plus tard sera la conséquence de notre manière de vivre présente. Bonheur, malheur, que l'homme éprouve aujourd'hui, résultent, le premier du bien qui ennoblit son âme, le second du mal qui la souille au cours de ses vies transitoires. Atteindre au repos, arriver après l'explication définitive au terme de nos pérégrinations, voilà le désir de nos esprits las. Et, justement, Bouddha connaît la route qui conduit au calme suprême, au bienheureux nirvâna.

Tuer le désir de vivre, non par le suicide qui n'arrête point la série des renaissances, mais par un renoncement total, par un ascétisme qui n'a pas besoin d'être inutilement cruel, c'est, assure Çakyamouni, le bon moyen d'entrer dans l'absolu repos. Ayant constaté que « la soif de l'existence » s'avère la cause primordiale de nos multiples peines, il ajoute : « Voici la vérité sainte sur la suppression de la douleur : l'extinction de cette soif par l'anéantissement complet du désir, en bannissant le désir, en s'en délivrant, en ne lui laissant pas place ». Sur la vraie nature du nirvâna, les érudits discutent sans parvenir à se mettre d'accord. Pour y entrer, l'extirpation totale du désir de vivre est requise ; une extirpation partielle achemine vers la délivrance finale et permet de naître dans le corps d'un sage. Ajoutons que le bouddhisme préfère la douleur aux austérités physiques, contrairement au jainisme, une autre réforme du brahmanisme prêchée par Mahāvira qui vivait encore, probablement, à l'époque où Gautama recrutait ses premiers disciples.

Le système que nous venons d'exposer n'a rien de

théologique, on en conviendra. Et le Rāmāyana résumait l'opinion de beaucoup en déclarant : « Comme apparaît un voleur, ainsi est apparu Bouddha ; sache que c'est de lui que l'athéisme est venu ». Accusation injurieuse sous la plume de l'auteur, mais qui se transforme en magnifique éloge lorsqu'elle tombe sous les yeux d'un penseur indépendant. Hélas ! comme les autres religions, le bouddhisme devait donner asile, par la suite, à d'innombrables superstitions. Son fondateur est devenu un dieu ; ses pagodes regorgent d'idoles ; ses moines cupides et menteurs s'enrichissent par la vente d'amulettes et de bénédictions.

Concernant la vie de Gautama, dit le Bouddha Çakyamouni, histoire et légende se mêlent si intimement qu'il est impossible de dégager, clairement, la part de vérité contenue dans les traditions recueillies par les auteurs des livres sacrés. Il serait né vers 520 avant notre ère ; son père, roi de Kapilavastu, voyait en lui son successeur et le chérissait tendrement. Mais, à 29 ans, le prince Siddharta renonça brusquement au monde, malgré les supplications de sa famille, et résolut de se consacrer entièrement au bien des hommes. Cette décision aurait eu pour point de départ les rencontres successives d'un vieillard infirme, d'un malade laissé sur le bord de la route, d'un cadavre : rencontres qui lui suggérèrent d'amères réflexions sur la vanité de l'existence et le remplirent d'une commisération immense pour ses frères terrestres. Il se retira dans les forêts, où séjournaient des moines pénitents et des philosophes de diverses sectes. Après des recherches poursuivies durant plusieurs années, il découvrit la doctrine qui devait immortaliser son nom.

Bouddha parcourut alors le nord de l'Inde, semant partout l'espoir de la délivrance finale. Il mourut à 80 ans, sur le bord d'une rivière, après s'être couché sur le côté droit et avoir étendu ses pieds entre deux arbres. Et la légende ajoute qu'il « se releva ensuite de son cercueil pour enseigner les doctrines qu'il n'avait pas encore transmises ». On croit à l'authenticité, au moins partielle, des paroles émouvantes qu'il aurait prononcées à Bénarès et qui annoncent le sermon sur la montagne de notre Evangile.

Le christianisme doit-il quelque chose à la religion de Gautama ? Plusieurs l'ont pensé ; mais nous manquons de documents sérieux permettant de l'affirmer d'une façon catégorique. Néanmoins, nous constatons que l'Eglise catholique a inscrit Bouddha parmi ses bienheureux, sous le nom de saint Joseph ; la comparaison entre la vie de ce dernier et celle de Gautama, ainsi que les détails historiques et géographiques donnés par les hagiographes le démontrent péremptoirement.

Dans l'Inde, le bouddhisme se propagea très vite ; au III^e siècle avant notre ère, le roi Açoka l'introduisit à Ceylan et envoya un peu partout des missionnaires de la nouvelle religion. Toutefois, les brahmanes persécutèrent les fidèles de ce culte rival d'une façon si sanguinaire, et avec tant de persévérance, qu'il disparut de la région où il avait pris naissance. La place considérable faite à l'ascétisme et à la magie par certaines sectes provoqua aussi des querelles, qui contribuèrent à accélérer la ruine du bouddhisme dans l'Inde. Par contre, il s'installa d'une façon durable à Ceylan, en Birmanie, au Siam, en Indo-Chine, au Thibet, en Chine, au Japon ; il compte, à l'heure actuelle, plus de 500 millions d'adhérents. Presque toujours, il s'associe à des cultes locaux ; en Chine, il vit en bonne intelligence avec le confucianisme ; au Japon, les temples du shinto sont aussi les siens, très souvent. Avec sa multitude de couvents, son culte des reliques et des images, son ritualisme magique, les folles cruautés de ses ascètes, les mesquines rivalités de ses nombreuses sectes, le bouddhisme n'est, depuis longtemps, qu'une grotesque caricature de la religion prêchée par Gautama.

Au Thibet, le monachisme tout-puissant a instauré une théocratie qui, pour se maintenir, interdit l'accès du pays aux étrangers et tient les habitants dans l'ignorance des progrès qui s'accomplissent sur le reste du globe. On estime à 500.000 environ le nombre des moines : 1 en moyenne pour 4 habitants. Bien garnis d'armes et de munitions, les couvents ou lamaserias sont de vraies forteresses, juchées sur des hauteurs ; il y en a au moins 3.000. Le dalailama, chef spirituel et temporel, vit à Lhassa ; c'est une incarnation permanente de Bouddha, un dieu vivant ; et ses fidèles l'adorent quand il daigne se montrer. Par sa hiérarchie sacerdotale, par la pompe extérieure de son culte, par ses pratiques de dévotion et même par certains de ses dogmes, le lamaïsme ressemble beaucoup au catholicisme. Rome ferait bien d'adopter les moulins à prière tibétains ; ils dispenseraient nos dévots de marmotter, interminablement, des formules latines qu'elles ne comprennent pas.

Alors que nous sommes réduits à des conjectures touchant l'existence du Christ, et que la vie de Bouddha reste enveloppée d'impénétrables nuages, nous possédons sur Mahomet des renseignements précis et certains ; ce qui n'a pas empêché la formation de légendes pieuses dans les milieux musulmans. Né à La Mecque en 571, orphelin de très bonne heure, il fut berger, puis conducteur de chameaux dans sa jeunesse. Son mariage avec Khadija, à 25 ans, lui assura des loisirs et lui permit de s'occuper des questions religieuses. Très pieux, sujet à de violentes crises nerveuses, surexcité par des jeûnes fréquents et des méditations prolongées, il entendit l'ange Gabriel lui annoncer qu'Allah l'avait choisi pour son prophète et son messager. Mahomet était-il sincère, en racontant les visions dont le ciel le favorisait ? Les auteurs chrétiens répondent volontiers par la négative. Cependant, les hallucinations religieuses furent si fréquentes au cours de l'histoire, et par tempérament le fondateur de l'Islam était si prédisposé à des accidents de ce genre, que nous croyons à sa bonne foi, lorsqu'il débute dans la carrière du prophétisme. Plus tard, il fit comme saint Paul et enjoliva ses rêves, quand il ne les inventa pas de toutes pièces ; son excuse fut d'y être contraint par les nécessités de sa profession. C'est un dur métier parfois que celui de messager divin ! Toutefois la tranquille assurance dont il fit preuve, pendant les longs déboires du début et dans les moments les plus difficiles, montre qu'il crut vraiment à sa mission.

Après plusieurs années d'efforts, Mahomet parvint à convertir les membres de sa famille et quelques habitants de La Mecque : la nouvelle religion se répandait avec peine et très lentement. Néanmoins, la puissante famille des Koreïschites, qui exploitait le temple de la Kaaba, centre de pèlerinage réputé, craignit de voir diminuer ses bénéfices ; elle frappa le prophète d'ostracisme et complota sa mort. En 622, à l'âge de 51 ans, il dut s'enfuir à Yatrib, qu'on appela depuis Médine (*Médinat-el-Nabi*, la Ville du Prophète). L'année de l'*Hégire* (de la fuite) est le point de départ de l'ère musulmane. Très bien accueilli à Yatrib, Mahomet y recruta de nombreux partisans qui l'aidèrent dans ses expéditions contre les païens et les juifs. Vainqueur dans la vallée de Béder, puis vaincu près du mont Ohud, il obtint de nouveaux succès, et entra finalement à La Mecque en 629. Quand il mourut en 632, il avait gagné à sa foi toutes les tribus arabes.

À l'égard de ses adversaires, le prophète se montra implacable, massacrant les prisonniers, condamnant à l'esclavage femmes et enfants. S'il ne se vengea point lors de son entrée à La Mecque, ce fut par calcul, afin d'encourager à la soumission ceux qui refusaient encore de croire en lui. « Le paradis, déclarait-il, est à l'ombre des épées. Les fatigues de la guerre sont plus

méritoires que le jeûne, la prière et les autres pratiques de la religion. Les braves tombés sur le champ de bataille montent au ciel comme des martyrs. »

Le Coran (la lecture) est le livre sacré de l'Islam ; il contient les préceptes et les enseignements de Mahomet. Lui-même n'écrivait pas, mais ses auditeurs se chargeaient de transcrire ses explications sur des peaux de mouton ou des feuilles de palmier, comme c'était l'usage à cette époque, en Arabe. Ces fragments rassemblés ont donné le Coran ; une première édition parut peu après la mort du prophète ; l'édition définitive fut publiée sous le califat d'Othman. L'ouvrage se compose de 114 surates (chapitres), d'étendue très inégale, qui se subdivisent en 6.000 versets environ. On n'y trouve nulle suite, nul plan chronologique ou doctrinal ; les surates les plus longues furent mises au début, les plus courtes à la fin. Quelques-uns le proclament un chef-d'œuvre littéraire ; d'autres le jugent un pauvre livre, d'une stupidité insigne. Du moins l'authenticité de l'ensemble n'est pas niable.

La dogmatique musulmane est simple : elle repose sur le monothéisme et le fatalisme. Il n'y a qu'un dieu, éternel et tout puissant, dont les décrets immuables sont fixés de toute éternité. « Tout est écrit d'avance. L'homme porte son destin suspendu à son cou. » Dieu s'est révélé, au cours des siècles, en suscitant une série de prophètes : Adam, Moïse, Jésus, Mahomet est plus grand que ses prédécesseurs et il sera le dernier. D'où la formule chère à l'Islam : « Allah est le seul dieu et Mahomet est son prophète ! » Après la mort, l'âme, qui est immortelle, sera jugée par Allah. Le réprouvé subira en enfer des tortures indicibles, mais qui ne seront éternelles que pour l'incroyant. Jardin délicieux, où coulent le lait et le vin, où les arbres s'inclinent pour offrir des fruits aux promeneurs, le paradis est le séjour des élus. Des houris, aux beaux yeux et aux formes splendides, leur tiennent compagnie ; et l'on sert à tous les breuvages et les mets les plus délicats. En outre, les sages ont la joie « de voir la face de Dieu matin et soir ».

La prière est la principale loi du culte ; elle doit se faire cinq fois par jour. Précédée d'ablutions, elle exige que le musulman se tourne vers La Mecque, puis qu'il s'incline et se prosterne, en marmottant des phrases stéréotypées. Pendant le mois de *Ramadan*, époque où le prophète reçut les premières visites de l'ange Gabriel, il est interdit de manger, boire et fumer, de l'aube au coucher du soleil ; mais il est permis de faire, durant la nuit, de plantureux festins. Tout musulman qui le peut doit aller à La Mecque, au moins une fois dans sa vie. La croyance aux anges et aux *djinn*, ainsi que le culte rendu aux nombreux saints islamiques engendrent des superstitions.

Il n'y a pas de clergé ; dans chaque mosquée, un *imam*, dont la présence n'est pas indispensable, dirige les prières, et un *muézzin* les annonce du haut du minaret. Marabouts et confréries religieuses constituent la vraie force du mahométisme. Descendant d'un personnage mort en odeur de sainteté, le marabout garde, aux yeux des fidèles, une partie de la puissance surnaturelle qu'avait son ancêtre canonisé. Certains marabouts jouissent d'un prestige considérable ; d'autres vivent péniblement des cadeaux offerts en souvenir de l'aïeul, dont chacun d'eux conserve jalousement le tombeau. Les ordres religieux ou confréries entretiennent le fanatisme ; aux préoccupations mystiques, elles associent fréquemment des visées politiques inavouées. Répartis en groupes provinciaux, les *khanas* ou frères sont commandés par des *mogaddem* ou prieurs, qui ont eux-mêmes à leur tête un supérieur général auquel tous appartiennent, corps et âme. Les plus connues de ces confréries sont celles des derviches ; ce ne sont pas les plus puissantes. Derviches tourneurs et derviches hurleurs entrent en communication avec la divinité, les pre-

miers par le moyen de danses rapides, les seconds grâce à des mouvements de la tête et à des cris surnaturels ; les uns et les autres font des miracles à la manière des fakirs de l'Inde ou des saints catholiques. Nous aurions tort cependant de rendre Mahomet responsable de toutes ces folies ; il n'en prévoyait pas l'existence. Comme les autres religions, celle qu'il fonda devait dégénérer par la suite.

Au point de vue moral, le Coran ordonne de faire l'aumône, de protéger les orphelins ; il défend de tuer les nouveaux-nés et d'enterrer les petites filles vivantes (ce que les Arabes avaient coutume de faire) ; il conseille l'affranchissement des esclaves, rien n'étant plus agréable à Dieu. Il interdit l'usure et les jeux de hasard, ne permet pas aux peintres et aux sculpteurs de représenter la figure humaine et prohibe l'usage de la viande de porc, du vin, des boissons fermentées. En ce qui concerne la guerre, Mahomet nous répugne par ses goûts sanguinaires et sa barbarie. Il fixe à quatre le nombre des femmes légitimes que peut avoir chaque croyant ; mais, par une permission spéciale de l'ange Gabriel, il eut personnellement le droit d'en avoir davantage. A l'inverse de ce qui se passe dans le catholicisme, la femme fut presque éloignée du culte. En Turquie, sa situation sociale est restée un défi au bon sens, jusqu'à la réforme opérée par Mustapha-Kemal, malgré l'opposition des dévots musulmans.

Dès le début, l'Islam se divisa en Eglises rivales. Les sunnites, qui se prétendaient seuls orthodoxes, et les schrites, qui se rattachaient à Ali le gendre du prophète, se vouèrent une haine mortelle. Les premiers vénèrent la Sunna, recueil de commentaires donnés par les compagnons de Mahomet, sans attribuer néanmoins à ce livre une valeur comparable à celle du Coran. Mais les schrites, particulièrement nombreux dans la Perse et dans l'Inde, rejettent la Sunna et se montrent moins rigides en ce qui concerne la représentation des êtres vivants, ainsi que l'usage du vin. Et chacune de ces deux grandes branches du mahométisme a donné naissance à une multitude de sectes. Chez les orthodoxes, rappelons la réforme des motazilites et celle des wahhabites ; chez les schrites, mentionnons les ismaélites, qui sont presque libres-penseurs, les suffistes, dont le mysticisme tend vers un panthéisme spiritualiste, les druses. A partir de 1840, Madhi el Bâb prêcha en Perse une nouvelle doctrine ; on le fusilla en 1850, mais ses disciples continuèrent, après sa mort, de propager ses idées. Le bábisme réclamait la suppression de la polygamie et du voile, ainsi que des réformes sociales en faveur des pauvres.

Pour moderniser la Turquie, les kemalistes ont dû rejeter délibérément un grand nombre de préceptes coraniques. La religion musulmane apparaît aussi inconciliable avec le progrès que le catholicisme romain. Ses missionnaires continuent cependant de recruter de nombreux fidèles, en Afrique et dans l'Inde ; les enseignements très simples du Coran répondent mieux aux besoins des mentalités encore naïves que les complications, inutiles et grotesques, de la théologie, soit catholique, soit protestante.

Il existe beaucoup d'autres religions, dont l'étude détaillée manque d'intérêt pour nous, soit parce qu'elles sont peu originales, soit parce que leur zone d'influence s'avère très limitée. Au Japon, le shinto n'est plus guère qu'une forme du patriotisme ; il s'attache au culte de la famille impériale, des héros nationaux, des ancêtres ; il honore aussi des génies personnifiant les forces cosmiques. Le confucianisme, cher aux lettrés chinois, n'est pas une religion au sens ordinaire du mot ; c'est une morale rationnelle, compliquée d'un culte philosophique. Confucius n'est pas à ranger parmi les inspirés d'en haut.

Fort intéressant au point de vue doctrinal et histori-

que, le mazdéisme ne compte maintenant qu'un nombre très restreint de fidèles. Il aurait pour fondateur Zoroastre, personnage plus ou moins fabuleux, qui serait l'auteur du Zendavesta et aurait vécu vers 1100 avant notre ère. Le conflit du bien et du mal, la lutte d'Ormazd (symbole du feu et de la lumière) contre Ahriman (l'esprit des ténèbres), voilà l'élément central des spéculations de l'Avesta. Ce dualisme prendra fin par la victoire du dieu bon. Zoroastre préfère l'activité saine au mysticisme stérile ; mais il accorde une place énorme aux formules rituelles et aux incantations magiques. A côté de maximes qui recommandent l'amour du prochain et l'humilité, on trouve des inepties qui faisaient dire à Voltaire : « On ne peut lire deux pages de l'abominable fatras attribué à ce Zoroastre sans avoir pitié de la nature humaine. Nostradamus et le médecin des urines sont des gens raisonnables en comparaison de cet énergumène ».

On trouve, à l'heure actuelle, quelques rares mazdéens en Perse ; ceux de l'Inde sont appelés Guèbres ou Parsis. Le culte qu'ils rendent au feu a particulièrement frappé les voyageurs ; et tous les européens qui séjournent à Bombay vont voir les tours du silence, où sont exposés les corps des mazdéens décédés. Si les Guèbres livrent les cadavres des leurs aux animaux carnassiers, c'est pour ne souiller ni le feu en les incinérant, ni la terre en les inhumant.

L'histoire des mormons prouve que les récits les plus invraisemblables peuvent encore trouver créance dans les pays civilisés. En 1830, un Américain, Joseph Smith, expliqua à ses compatriotes qu'il avait découvert l'Evangile Eternel, rédigé par le prophète Mormon, vers l'an 600 avant Jésus-Christ. Ce livre est platement imité de la Bible et d'un roman publié en 1812. Joseph Smith recruta des adeptes et fonda, en 1841, dans l'Illinois, l'Eglise des Saints des derniers jours. Ses partisans furent persécutés, surtout parce qu'ils pratiquaient la polygamie ; lui-même fut tué en 1844. Les mormons s'installèrent ensuite sur les bords du lac Salé ; la loi américaine ne leur a pas permis de continuer à être polygames. Ils ont toute une hiérarchie sacerdotale et entretiennent des missionnaires ; ces derniers n'ont pu recruter en Europe que très peu d'adhérents.

Nous ne dirons rien du spiritisme et de la théosophie, religions écloses également au siècle dernier. Elles empruntent leurs croyances essentielles au bouddhisme, au christianisme et aux spéculations théologiques de l'Inde ; leur morale est complètement dépourvue d'originalité ; leurs pratiques culturelles s'inspirent de procédés que n'ignoraient pas les sorciers d'autrefois. Et nous arrêterons là le tableau des aberrations humaines, qu'une étude impartiale des religions nous obligeait à faire. — L. BARBEDETTE.

BIBLIOGRAPHIE. — Il importe avant tout de consulter les recueils de livres sacrés, les encyclopédies des sciences religieuses, les collections de textes historiques ou théologiques qui permettent de suivre la marche évolutive des dogmes et des rites, les publications savantes, en particulier la *Revue de l'Histoire des Religions*, qui tiennent leurs lecteurs au courant des découvertes de l'exégèse rationaliste. Pour les religions non chrétiennes, il sera utile de consulter particulièrement le *Manuel général d'histoire des religions*, de Chantepie de la Saussaye ; pour le christianisme, l'*Encyclopédie de théologie protestante*, de Hauck. Beaucoup d'autres dictionnaires, encyclopédies ou recueils divers seraient à citer. Quoique déjà anciens, les ouvrages de Bayle, Fontenelle, Voltaire, Dupuis, Strauss, Burnouf, Darmesteter, Renan, etc., gardent une sérieuse valeur. Voici, en outre, une liste d'ouvrages modernes qui méritent de retenir spécialement l'attention :

Alfarié : *La Première Vie de Jésus, l'Evangile de Marc ; Pour comprendre l'Evangile de Jésus ; Le Jésus*

de Paul. — Bayet : *Les morales de l'Évangile*. — Buonaiuti : *Le modernisme catholique*. — Couchoud : *Le Mystère de Jésus* ; *L'Apocalypse*. — Delacroix : *Les grands mystiques chrétiens* ; *La religion et la foi*. — Duchesne : *Histoire ancienne de l'Eglise* ; *Origines du culte chrétien*. — Durkheim : *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. — Frazer : *The golden Bough* ; *Le totémisme*. — Freud : *L'Avenir d'une illusion*. — Guignebert : *L'Évolution des dogmes* ; *Le Christianisme antique*. — Harnack : *Dogmengeschichte* ; *Wesen des Christentums*. — Henry : *La magie dans l'Inde antique*. — Houdras : *L'Islamisme*. — Houtin : *Courte histoire du christianisme* ; *Courte histoire du célibat ecclésiastique* ; *La Critique biblique au XIX^e siècle* ; *La Critique biblique au XX^e siècle*. — Hubert et Mauss : *Mélanges d'histoire des religions*. — Pierre Janet : *Les méditations psychologiques*. — La Vallée Poussin : *Bouddhisme*. — Le Roy : *Dogme et critique*. — Leuba : *Psychologie des phénomènes religieux*. — Levy-Bruhl : *La mentalité primitive* ; *L'âme primitive*. — Loisy : *Mythes babyloniens et Genèse* ; *La Religion d'Israël* ; *Autour d'un petit lierre* ; *L'Évangile et l'Eglise* ; *Choses passées* ; *Mystères païens et Mystère chrétien* ; *Les Actes des Apôtres*. — Mauss : *La prière*. — Murisier : *Les maladies du sentiment religieux*. — Oldenberg : *La Religion du Bouddha*. — Pfister : *Die psychologische Entstehung der religiösen Glossologie*. — S. Reinach : *L'origine des Aryens* ; *Cultes, mythes et religions* ; *Orpheus*. — Th. Reinach : *Histoire des Israélites* ; *La fête de Pâque* ; *Textes d'auteurs grecs et romains relatifs au judaïsme*. — A. Sabatier : *Les religions d'autorité et la religion de l'esprit*. — P. Sabatier : *L'expérience religieuse et le protestantisme* ; *Les modernistes*. — Surtin : *Foi et Science au moyen âge*. — Schoel : *Dokumente zu Luthers Entwicklung*. — Senart : *Castes dans l'Inde*. — Turmel : *La Vierge Marie* ; *La Messe* ; *Catéchisme pour adultes* ; *Le quatrième Évangile* ; *Les écrits de saint Paul* ; *Histoire du diable*. — Tyrrel : *Le christianisme à la croisée des chemins*.

Si l'on veut avoir des appréciations courageuses sur le rôle politique et social des religions, et spécialement du christianisme, il faut lire les ouvrages de Sébastien Faure, Han Ryner, A. Lorulot, Ch. Vaudet, A. Delpeuch, J. Bossu, E. Armand, A. Lapeyre, Hem Day, E. Fournier, etc. — L. B.

REMORDS n. m. Il est probable que lorsqu'une bactérie attaque la matière organique et s'en nourrit, elle n'éprouve aucune espèce de remords. A-t-on jamais vu des termites se repentir d'avoir détruit l'architecture d'un beau monument ? La mante religieuse mange dévotement son époux pendant l'acte de copulation. Il est des mères lapines qui dévorent leurs petits nouveaux-nés avec une tranquille assurance. L'abeille arrache impitoyablement les nymphes à leur berceau lorsque l'hiver s'annonce. Le loup de La Fontaine était d'une politesse excessive, et vraiment il fit trop d'honneur à l'agneau en disputant avec lui avant de le croquer. On n'a jamais soupçonné qu'un hôte de la jungle — pas plus d'ailleurs qu'un animal domestique — ait souffert d'avoir fait à autrui ce qu'il ne voudrait pas qu'on lui fit ; ainsi, il apparaît que le remords semble être un sentiment tout à fait inconnu à nos frères dits inférieurs. Comment donc se comporte le frère « supérieur » ? Voltaire écrit : « Locke apporte l'exemple des sauvages qui tuent et qui mangent leur prochain sans aucun remords de conscience, et des soldats chrétiens bien élevés qui, dans une ville prise d'assaut, pillent, égorgent, violent, non seulement sans remords, mais avec un plaisir charmant, avec honneur et gloire, aux applaudissements de tous leurs camarades. Il est très sûr que dans les massacres de la Saint-Barthélémy, et dans les auto-da-fé, dans les saints actes de foi de l'inquisition, nulle conscience de meurtrier ne

se reprocha jamais d'avoir massacré hommes, femmes, enfants ; d'avoir fait crier, évanouir, mourir dans les tortures des malheureux qui n'avaient commis d'autres crimes que de faire la pâque différemment des inquisiteurs. » Et, plus loin : « Un petit sauvage qui aura faim, et à qui son père aura donné un morceau d'un autre sauvage à manger, en demandera autant le lendemain, sans s'imaginer qu'il ne faut pas traiter son prochain autrement qu'on ne voudrait être traité soi-même. » (Dic. Phil., article : CONSCIENCE.)

Pourtant, si le remords doit se manifester parfois, n'est-ce pas dans le crime ? Et cependant l'Histoire ne nous a transmis que quelques noms de criminels torturés par le remords. Caïn appartient à la légende biblique. À côté d'un Charles IX, combien de monstres qui ont nom : Néron, Constantin I^{er}, Borgia, Napoléon ! Sans compter ces messieurs de l'Internationale Sanglante des Armements. Est-ce que l'homme de « la mobilisation n'est pas la guerre » ne riait pas dans ses cimetières ? L'assassin qui vit ses derniers moments est-il assailli par le remords ? S'il a le sommeil léger, c'est surtout par peur de ce qui le menace. Mais le souverain qui, par le droit de grâce, tient la vie du misérable entre ses mains n'a nul remords de l'envoyer sous le couperet. Et cependant il y a crime égal. « Faut-il tuer pour empêcher qu'il y ait des méchants ? C'est en faire deux au lieu d'un. » (Pascal.) Ainsi, nous pouvons conclure avec Voltaire « que nous n'avons point d'autre conscience que celle qui nous est inspirée par le temps, par l'exemple, par notre tempérament, par nos réflexions. L'homme n'est né avec aucun principe, mais avec la faculté de les recevoir tous ». Le remords est le produit de cette chose toute artificielle : la conscience (voir ce mot). C'est ainsi que le souverain qui aura froidement envoyé à l'échafaud ou à la chaise électrique un pauvre bougre victime des lois pourra éprouver du remords s'il se laisse entraîner, par exemple, à manger de la viande le vendredi. M^{me} de Sévigné écrivait : « Vous savez comme je hais les remords ; ce m'eût été un dragon perpétuel que de n'avoir point rendu les derniers devoirs à ma pauvre tante ». Quelles puérilités ! C'est que nous touchons ici au domaine de la morale. Il y aura remords dès qu'on aura enfreint la règle. Encore faudra-t-il qu'on soit lésé dans ses intérêts, sinon on se sentira très facilement le cœur à l'aise. « Le remords s'endort durant un destin prospère et s'aigrit dans l'adversité », écrit J.-J. Rousseau dans ses *Confessions*.

Mais peut-il y avoir remords pour l'individu qui a éliminé en lui tout ce que les traditions ont pu apporter de gréguire ? Ses actes — outre qu'ils seront autant que possible raisonnables et sensés — ne pourront lui inspirer que du repentir dans le cas où, par inadvertance ou par erreur, ils ne se trouveraient pas conformes à sa conception de l'éthique. Il essaiera simplement d'en détruire ou d'en atténuer les effets sans que pour cela il se croie damné à jamais, voué aux tourments éternels ou aux tortures infernales. Le remords est, lui aussi, une création du christianisme. C'est Dieu qui — en nous-même — nous reproche notre « mauvaise action » (par exemple : convoiter le bien ou la femme du voisin, voler son maître, résister à l'oppression ; choses impardonnables aux gneux, comme on sait). « Le remords de conscience que nous sentons après le péché est une grâce intérieure », disait Bourdaloue ; mais Boulainvilliers, ramenant la chose à de plus justes proportions, écrivait : « Le remords qui, dans le langage de l'Écriture, est appelé le ver de la conscience, n'est proprement qu'une honte portée à l'excès ».

Pour l'amoral, sensible et juste, il ne peut donc y avoir de remords, car le remords « s'adresse aux grosses offenses contre « la morale » (Litttré). Il y aura regret d'un acte jugé mauvais avec résolution intérieure de ne

pas le renouveler. Et cet amoral ne poursuivra que mieux l'ascension vers l'idéal qu'il se sera assigné, se perfectionnant sans cesse, sans avoir besoin de jalonner sa route de douloureux, empoisonnants et inutiles *mea culpa*.

Pour conclure, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'admirable page du sage Meng-Tseu. Puis-ent s'inspirer de l'enseignement qu'elle contient tous ceux qui ont encore l'esprit peuplé de chimères et qui redoutent le remords comme sanction à leurs pauvres actes humains.

« Je suppose ici un homme qui me traite avec grossièreté et brutalité ; alors, en homme sage, je dois faire un retour sur moi-même, et me demander si je n'ai pas été inhumain, si je n'ai pas manqué d'urbanité : autrement, comment ces choses seraient-elles arrivées ?... Si, après avoir fait un retour sur moi-même, je trouve que j'ai été humain ; si, après un nouveau retour sur moi-même, je trouve que j'ai eu de l'urbanité, la brutalité et la grossièreté dont j'ai été l'objet existant toujours, en homme sage, je dois de nouveau descendre en moi-même, et me demander si je n'ai pas manqué de droiture. Si, après cet examen intérieur, je trouve que je n'ai pas manqué de droiture, la grossièreté et la brutalité dont j'ai été l'objet existant toujours, en homme sage, je me dis : cet homme qui m'a outragé n'est qu'un extravagant et rien de plus. S'il en est ainsi, en quoi diffère-t-il de la bête brute ? Pourquoi donc me tourmenterais-je à propos d'une bête brute ? C'est pour ce motif qu'un sage est toute sa vie intérieurement plein de sollicitude, sans qu'une peine l'affecte pendant la durée d'un matin. » — CL. BOUSSINOT.

RENAISSANCE (VOUE D'ENSEMBLE), n. f., du radical *renaître*. On désigne par ce mot le mouvement qui, au xv^e et au xvi^e siècle, détourna les intelligences des formes artistiques et des idées chères au moyen âge, pour aboutir à un réveil de l'esprit antique. Contre la scolastique, contre l'autorité de l'Eglise et des théologiens, contre les préjugés mis en honneur par le christianisme, des érudits, des écrivains, des artistes, des penseurs lèvent alors le drapeau de la révolte. Mœurs, opinion, industrie, goût littéraire et artistique, tout se transforme et se renouvelle ; saisis par la passion de l'éternelle beauté, les esprits repoussent avec dégoût les formules léguées par le moyen âge, et c'est à l'antiquité grecque et romaine qu'ils demandent une conception moins mesquine de l'existence, une plus juste compréhension des harmonieuses exigences de la nature et de la raison. Simple étape dans la voie de la libération des cerveaux, le Renaissance peut sembler timide à nos contemporains, touchant maintes de ses revendications. N'oublions pas cependant qu'il fallait un courage méritoire, au xvi^e siècle, pour rompre avec les traditions chrétiennes, consacrées par une longue habitude.

Parmi les causes qui favorisèrent la diffusion des chefs-d'œuvre littéraires, laissés par les plus beaux génies de la Grèce et de Rome, il faut placer l'invention de l'imprimerie. Des textes, réservés jusque-là à de rares privilégiés, devinrent d'un usage assez courant ; et les nombreux ouvrages anciens, retrouvés par les érudits de l'époque, furent connus sans peine de tous les hommes cultivés. Pétrarque et Boccace, dans la seconde moitié du xiv^e siècle, avaient déjà donné l'exemple, en s'attachant à l'étude des modèles latins et grecs. Le premier se montrait plus fier de son petit poème *Africa*, composé en vers latins, que des stances en l'honneur de Laure de Noves, qui lui valurent la célébrité : il mettait une vraie passion à rechercher les manuscrits enfouis dans la poussière des bibliothèques, et sa joie fut sans borne quand il découvrit, à Liège, deux discours de Cicéron, inconnus de ses contemporains. Le second apportait une ardeur égale à retrouver les textes oubliés et les faisait traduire à grands frais, quand lui-même ne

les traduisait pas ; il apprit le grec sous la direction de Léonce Pilate et parvint à lire couramment les chefs-d'œuvre de l'Hellade. Mais la brillante époque de Pétrarque et de Boccace devait être suivie d'une éclipse ; et ce furent les savants grecs, venus nombreux en Italie dès la première moitié du xv^e siècle, et qui affluèrent davantage encore après la prise de Constantinople par Mahomet II, qui donnèrent une impulsion particulièrement féconde à l'étude des littératures anciennes. Citons, parmi beaucoup d'autres, Manuel Chrysoloras, Théodore Gaza, Jean Argyropoulos, Constantin et Jean Lascaris, Chalcondylas, le premier éditeur d'Homère, le cardinal Bessarion. Bien accueillis en Italie par certains princes, souvent perfides en politique et sanguinaires dans leurs mœurs, mais qui se faisaient gloire de protéger les artistes et les lettrés, ces érudits furent, dans la péninsule, les promoteurs d'une révolution intellectuelle qui s'étendra ensuite à tous les pays d'Occident. Les Médicis à Florence, les Sforza à Milan, les d'Este à Ferrare, certains papes comme Jules II et Léon X ont même laissé dans l'histoire un nom assez sympathique, malgré leurs crimes et leur débauches, à cause de la protection qu'ils accordèrent aux humanistes, aux poètes, aux grands artistes des xv^e et xvi^e siècles.

Des érudits italiens, tels que Jean Aurispa, Guarino Guarini, Philèlfe rivalisèrent bientôt avec leurs maîtres grecs ; alors que d'autres, en particulier Gasparin de Bergame, Laurent Valla, Pulci, Ange Politien, le Pogge s'appliquaient plus spécialement à l'étude des auteurs latins. Pour ne pas gâter le « latin cicéronien », qu'il se vantait d'écrire, le cardinal Bembo ne voulait plus lire l'Ecriture Sainte. Malheureusement, trop d'humanistes renoncèrent à faire œuvre personnelle, se bornant à imiter les anciens de façon servile. Or, pastiches et copies ne sauraient prétendre à une gloire durable ; hellénistes et latinistes de la Renaissance ont laissé des ouvrages d'une grande valeur pour les érudits, mais d'un intérêt littéraire et humain généralement fort médiocre, souvent même nul. D'Italie, l'amour de l'antiquité grecque et latine gagna, successivement, les diverses régions de l'Europe occidentale et centrale.

En France, érudits et philologues ne manquèrent pas. Le plus célèbre fut Guillaume Budé, esprit encyclopédique qui fraya la voie à l'humanisme dans notre pays. Robert et Henri Estienne furent, tout ensemble, d'excellents imprimeurs et de remarquables savants ; comme beaucoup d'autres érudits français, ils se convertirent au protestantisme et furent violemment persécutés par les catholiques. Citons encore, tant parmi les hellénistes que parmi les latinistes, Lefèvre d'Étaples, Turnèbe, Estienne Daurat, Dumoulin, Muret, Nizole, Dubois, Scaliger, Casaubon. Le Collège des trois langues, appelé plus tard Collège de France, qui fut créé en 1530 pour donner un enseignement plus moderne que celui de l'Université, contribua puissamment à développer chez nous le goût des humanités. Outre Budé, il comptait parmi ses professeurs l'helléniste Pierre Danès, l'hébraïsant Vatable, l'orientaliste Guillaume Postel, le fameux Pierre Ramus, qui fut tué lors du massacre de la Saint-Barthélemy.

Dès la fin du xv^e siècle, des novateurs tels que Conrad Celtes, Peutinger, Bebel, Rhenanus, Agricola de Groningue répandaient en Allemagne le goût des études grecques et latines. Mais, dans ce pays, la lutte entre les scolastiques, restés fidèles aux méthodes surannées du moyen âge, et les humanistes, qui méprisaient le latin de saint Thomas d'Aquin et préféraient Platon à Aristote, fut extrêmement vive. Reuchlin, qui demandait que la science reste indépendante de la religion, fut accusé d'hérésie par les dominicains. Quant à Mélancthon, professeur de grec à l'Université de Wittenberg dès l'âge de vingt et un ans, il devait se ranger du côté de Luther et jouer un rôle très important dans

l'histoire du protestantisme. Mais il était réservé aux Pays-Bas de voir naître le plus célèbre des humanistes, Erasme de Rotterdam, 1466-1536. Entré vers l'âge de vingt ans dans un cloître, il s'échappa cinq ans plus tard, dégoûté à tout jamais des habitudes monastiques. Après avoir mené très longtemps une vie errante et parcouru la France, l'Angleterre et l'Italie, il se fixa, en 1521, à Bâle, qu'il ne quitta presque plus. Recherché par tous les hommes marquants de son époque, il exerça une sorte de royauté intellectuelle qui l'a fait comparer à Voltaire. S'il a touché à toutes les questions et persiflé impitoyablement moines et théologiens, il n'osa pas cependant attaquer les dogmes comme le patriarche de Ferney le fera au XVIII^e siècle. « Tous les hommes, a-t-il écrit, n'ont pas le tempérament des martyrs ; et, si j'eusse été mis à l'épreuve, je crains bien que je n'eusse fait comme saint Pierre ». Pareil à maints libres-penseurs modernes, cet écrivain sceptique ménagea toujours les autorités religieuses et civiles ; il n'osa même pas prendre parti pour la Réforme et resta finalement catholique. Ses *Adages*, ses *Colloques*, son *Éloge de la folie* et ses autres ouvrages obtinrent un prodigieux succès.

Toutefois, approfondissant mieux les idées des anciens et leurs procédés de composition, les meilleurs esprits comprirent que la création originale était préférable à l'imitation servile et que, sans liberté intellectuelle, il n'était pas possible d'atteindre les cimes éclatantes du génie. Renonçant au latin, maints poètes et prosateurs écriront, en langue « vulgaire », des chefs-d'œuvre qui devront une notable partie de leur beauté à la connaissance de l'antiquité classique, mais ne sacrifieront aux modèles grecs et latins ni les besoins de l'époque, ni le tempérament de l'auteur. Laisant à Victor Méric le soin de parler de la Renaissance poétique et littéraire, je négligerai complètement ce sujet, pour me borner à dire ce que fut la Renaissance philosophique, scientifique et artistique.

Sans doute la scolastique continua de régner dans les écoles et les Universités ; le thomisme trouva des défenseurs parmi les membres des ordres religieux ; et l'on dut attendre Bacon et Descartes pour assister à l'éclosion de la philosophie moderne. Cependant, une violente réaction se manifesta de bonne heure contre l'aristotélisme frelaté et mal compris des grands docteurs scolastiques. Au début du XV^e siècle, le platonisme fut prêché avec enthousiasme par Gémiste Pléthon, un lettré byzantin venu en Italie ; et une académie platonicienne fut fondée à Florence. Sous la direction de Marcel Ficin, qui traduisit et commenta Platon, Plotin et d'autres philosophes alexandrins, elle devait jouir d'une brillante réputation. Nombreux d'ailleurs sont les écrivains de l'époque qui, par haine du Stagirique, se prennent d'enthousiasme pour l'auteur des *Dialogues*. Parmi ces platoniciens, qui témoignèrent souvent d'une grande indépendance de pensée, citons François Patrizzi, professeur à Ferrare et à Rome, Pic de la Mirandole, jeune prodige encore plus prétentieux que savant, Giordano Bruno, mis à mort par l'Inquisition romaine à cause de la hardiesse de ses pensées, Pierre Ramus, assassiné par des partisans fanatiques de l'ancienne philosophie dans la nuit du 24 août 1572. Ceux qui restent fidèles à Aristote s'avèrent parfois, eux aussi, des adversaires acharnés de la scolastique ; ils lui reprochent (non sans raison), d'avoir modifié et corrompu la pensée du Stagirique. Ce fut le cas de Pomponat, que l'on persécuta parce qu'il ne croyait ni à l'immortalité de l'âme, ni à la providence. Les deux Piccolomini, Césalpin, Vanini, brûlé à Toulouse en 1619 comme impie et athée, furent également des péripatéticiens qui refusèrent d'adopter l'interprétation thomiste. Campanella, qui réclamait la communauté des femmes, du logement et des biens, n'appartient à aucune école ; Jacques Bohm fut un mystique dont la doctrine laisse quelque-

fois prévoir celle de Hegel. Quant à Montaigne et à Rabelais, la place de premier plan qu'ils occupent en littérature, nous dispense d'en parler ici.

Donc nulle philosophie bien originale n'apparut à l'époque de la Renaissance, mais à confronter les systèmes anciens, à voir combien difficile la recherche de la vérité, les humanistes prirent l'habitude de critiquer toutes les doctrines, même religieuses. Ils comprirent la nécessité du libre examen, et s'appuyèrent, dans leurs discussions métaphysiques, non plus sur la tradition ou l'autorité, mais sur la raison. Au début, on espéra qu'une conciliation serait possible entre la philosophie grecque et le christianisme. Le pape Nicolas V recueillit, pour la Bibliothèque Vaticane, les écrits des Pères de l'Eglise en même temps que les textes des auteurs païens ; Marcel Ficin s'efforça d'harmoniser le système de Platon avec les dogmes catholiques. Mais on comprit très vite la vanité de pareilles tentatives ; de nombreux humanistes, même parmi ceux qui comme Pogge étaient au service de l'Eglise, redevinrent païens de sentiment et de pensée. De la sorte, la Renaissance préparait la voie, non seulement à la Réforme protestante, mais à la philosophie rationaliste des temps modernes.

Affranchies des liens étroits où les tenait la théologie, les sciences se développèrent rapidement. Refusant d'accepter les idées courantes, des chercheurs entreprirent d'observer directement la nature afin d'en mieux découvrir les lois. Un Léonard de Vinci et un Bernard Palissy s'intéressaient prodigieusement aux sciences naturelles ; dans ce domaine, ils firent même œuvre de précurseurs. En 1543, le chirurgien André Vésale publia le premier album contenant une description exacte et minutieuse des organes du corps humain. En 1553, le médecin espagnol Michel Servet, future victime de l'intolérance calviniste, découvrit l'existence de la circulation du sang entre le cœur et les poumons. Ambroise Paré, renonçant à cauteriser les blessures, inventa la ligature des artères. François Viète, 1540-1603, est considéré comme le fondateur de l'algèbre. Mais c'est l'astronomie surtout qui brilla avec Copernic, Képler et Galilée. Le premier démontra que la terre n'est pas le centre du monde et qu'elle tourne autour du soleil, dans un ouvrage, *De revolutionibus corporum celestium*, qui parut seulement en 1543, l'année de sa mort. Ce livre sera condamné par la congrégation de l'Index comme soutenant une doctrine contraire à l'Écriture Sainte ; ajoutons que Copernic fut considéré par ses contemporains comme un fou, dont les idées ne méritaient pas d'être discutées. Sa doctrine sera reprise plus tard par Képler, dont la vie fut une longue série de déboires, et par Galilée, qui fut odieusement persécuté par l'Inquisition et dut prononcer l'abjuration suivante : « Moi, Galilée, dans la 69^e année de mon âge, ayant devant les yeux les saints Évangiles que je touche de mes propres mains, j'abjure, je maudis et je déteste l'erreur et l'hérésie du mouvement de la terre ».

Si nous applaudissons aux progrès scientifiques accomplis au XVI^e siècle, nous estimons par contre, à l'inverse de ce qu'affirment les historiens, que la connaissance plus approfondie du droit romain orienta les études juridiques dans une voie néfaste. L'engouement pour la législation romaine préparait le triomphe de l'étatisme dans ce qu'il a de plus absolu et de plus odieux. Quelques auteurs cependant, en particulier François Hotman, Jean Bodin, le Hollandais Grotius, témoignèrent d'une indépendance et d'une originalité relatives, auxquelles il faut rendre justice. Rappelons enfin que, préludant aux revendications des anarchistes, quelqu'un osa protester contre les tyrans quels qu'ils soient et proclamer tous les hommes égaux et libres. Ce fut Etienne de la Boétie, l'ami de Montaigne ; son essai, *La Servitude Volontaire* ou le *Contr'un* circula longtemps en manuscrit et ne fut publié, pour la première fois, qu'en 1576.

C'est dans les arts, en Italie surtout, que la Renaissance fut incomparable. Les premières œuvres, qui témoignent de tendances novatrices, se placent entre les années 1400 et 1450, époque que les Italiens ont appelé le *Quattrocento*. Quatre Florentins, l'architecte Brunelleschi et les sculpteurs Ghiberti, Luca della Robbia, Donatello se dégagèrent, à des degrés différents, des traditions de l'art médiéval. En peinture, l'influence de Giotto resta longtemps encore prépondérante ; néanmoins on découvre déjà chez Masaccio, mort en 1428, des tendances qui font présager l'évolution qui devait suivre. A partir de la seconde moitié du *xv^e* siècle, la transformation s'accroît rapidement et les reminiscences du moyen âge deviennent de plus en plus rares chez les grands artistes. On trouve alors à Florence le sculpteur Verrochio et les peintres Ghirlandajo et Botticelli ; Mantoue se glorifie de posséder Andrea Mantegna ; Venise brille avec Carpaccio et les deux Bellini.

Au *xv^e* siècle, l'art italien atteindra dans certaines branches, spécialement en peinture, une perfection qui, au dire de beaucoup, n'a jamais été dépassée. Conçu d'une façon toute païenne, il cesse d'être le serviteur docile de la morale et de la théologie ; s'il imite les modèles gréco-romains, c'est d'une manière originale et libre ; provoquer l'émotion esthétique, exalter la beauté sous ses formes multiples, voilà son unique but. Les progrès de la technique, l'étude très poussée du corps humain, la connaissance des lois de la perspective en peinture contribuèrent à donner aux artistes une habileté professionnelle, un savoir-faire merveilleux. De plus, jamais l'on n'avait encore vu surgir simultanément tant de génies, dont l'incessante activité se prodigua en œuvres admirables. Florence, Milan, Rome, Parme, Venise furent les principaux centres d'art ; néanmoins une foule d'autres villes italiennes purent s'ennorgueillir de monuments fameux et retinrent dans leurs murs des peintres et des sculpteurs de grand mérite. Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, Titien, Paul Véronèse, Corrège, Andrea del Sarto jouissent, même à notre époque, d'une prodigieuse célébrité. Génie universel, Léonard de Vinci, 1452-1519, fut à la fois peintre, sculpteur, ingénieur, poète et savant. Sa *Joconde*, sa *Vierge aux Rochers*, son *Saint Jean-Baptiste*, la *Cène* dont il décora le réfectoire du couvent de Sainte-Marie des Grâces, à Milan, sont fameux. Raphaël Sanzio, 1483-1520, mena une vie très mondaine à la cour du pape ; il mourut à 37 ans comblé d'honneurs. Son caractère aimable lui avait fait beaucoup d'amis. Bien qu'il se soit également occupé d'architecture, c'est à la peinture exclusivement qu'il doit d'être si connu. Tous les grands musées possèdent des *Madones* de Raphaël ; mais c'est au Vatican que se trouvent ses œuvres les plus importantes. Michel-Ange Buonarroti, 1474-1564, était, à l'inverse du précédent, d'un caractère sauvage, ombrageux et rude ; obligé de travailler pour les princes et les papes, il ne se résigna jamais au rôle de courtisan. Alors que l'œuvre de Raphaël est toute douceur, toute harmonie, celle de Michel-Ange témoigne d'une force surhumaine et d'une indomptable énergie. Comme sculpteur, il a laissé des statues allégoriques, un *Moïse*, un *Laurent de Médicis* justement célèbres ; comme peintre, on lui doit les *fresques de la Chapelle Sixtine* ; comme architecte, il dressa les plans de la coupole de Saint-Pierre. Travailleur infatigable, il exécuta bien d'autres ouvrages, tous remarquables. Titien, 1490-1576, fut le représentant le plus complet de l'école vénitienne ; son œuvre très abondante comprend des portraits, des scènes mythologiques, des tableaux religieux. Paul Véronèse, 1528-1588, doué d'une grande facilité, exécuta des toiles d'une belle ordonnance et décora églises et palais ; il fut sans rival pour rendre le chatouillement des étoffes et la pompe de certaines cérémonies. Grâce et coloris caractérisent Corrège, 1494-1534, dont les œuvres maîtresses sont à Parme. Dou-

ceur, élégance et harmonie plaisent dans les figures peintes par Andrea del Sarto, 1488-1530.

Rappelons encore que Benvenuto Cellini, 1500-1571, dont la vie fut celle d'un aventurier, était un sculpteur et un orfèvre de génie. Son *Persée*, sa *Nymphe de Fontainebleau* sont des ouvrages délicieux. L'architecte Bramante, 1444-1514, sut joindre la force à l'élégance, la grandeur de l'ensemble à la finesse de l'exécution ; il construisit la *Chartreuse* de Pavie et donna le premier plan de *Saint-Pierre* de Rome. En musique, il convient de citer Palestrina, 1529-1594. Bien d'autres artistes, dans tous les domaines, mériteraient qu'on ne les oublie pas, tant furent nombreux à cette époque les talents qui sortaient de l'ordinaire. Mais, contrairement à ce que l'on affirme, nous estimons que le rôle des mécènes ne fut pas toujours heureux, et que l'art aurait dû s'affranchir de la tutelle encombrante des princes et des papes. Dans l'ensemble, le gain fut exclusivement pour ces potentats, qui obtinrent une gloire durable à bon compte. Quelques-uns étaient pourtant incapables de rien comprendre à la beauté. Un Pierre de Médicis, par exemple, obligeait Michel-Ange à faire des statues de neige pendant un hiver rigoureux ! Tous les mécènes ne furent pas aussi stupides ; tous se sont rendus célèbres, grâce au travail de subordonnés qu'ils payaient assez maigrement. S'il n'était mort si brusquement, Raphaël, le plus favorisé des artistes du *xv^e* siècle, aurait reçu de Léon X le chapeau de cardinal ; mais, assurément les contemporains, c'était en compensation de sommes considérables que lui devait le pape et qu'il ne voulait pas lui payer. Par malheur, l'histoire, habituellement au service des oppresseurs du genre humain, ne manque jamais de flatter les puissants ; elle les couvre de fleurs, même quand ils ne le méritent pas.

Hors d'Italie, la Renaissance artistique aboutit également à la production d'œuvres remarquables. En France, architectes, sculpteurs, peintres resteront originaux, tout en s'inspirant des tendances novatrices. Sous François I^{er}, des maîtres italiens Léonard de Vinci, Benvenuto Cellini, le Primatice, le Rosso séjournèrent chez nous. Toutefois une adaptation de l'art nouveau aux conditions particulières du milieu et du climat s'accomplit assez vite. Avec Pierre Lescot, Philibert de l'Orme, Jean Bullant, l'architecture brilla d'un vif éclat. Malheureusement, elle se désintéressa de la demeure du pauvre et ne songe qu'à construire des châteaux et des palais pour les souverains, leurs maîtresses et leurs courtisans. Déplorable effet de l'asservissement de l'art au profit des rois ! En sculpture, l'influence italienne est très sensible chez Jean Goujon ; elle l'est beaucoup moins chez Pierre Bontemps et Germain Pilon qui gardent une grande indépendance dans leurs créations. La peinture, très médiocre dans l'ensemble, n'a point laissé d'œuvres de premier ordre : François Clouet et Corneille de Lyon ne manquent pas de vigueur ; Jean Cousin ne mérite pas les éloges qu'on lui a prodigués. L'art de l'émail, qui prospérait depuis longtemps à Limoges, adopta le style et les sujets chers à la Renaissance, avec Jean Pénicaud et Léonard Limousin. Bernard Palissy, « le potier d'Agén », qui découvrit le secret des faïences émaillées et fut persécuté comme protestant, était un maître génial dans l'art de la céramique. Ajoutons que certaines œuvres musicales françaises du *xv^e* siècle sont appréciées avec juste raison, même aujourd'hui.

En Allemagne, l'influence italienne se fait déjà sentir chez le sculpteur Peter Vischer, 1460-1529. Elle est manifeste chez Albert Dürer, 1471-1528, le plus grand artiste allemand de l'époque. Outre des toiles et des portraits, il a laissé des gravures sur bois ou sur cuivre qui jouissent d'un renom mérité. Avec Hans Holbein d'Ausbourg, 1498-1543, la Renaissance triomphe complètement. Ce peintre mena une vie errante, puis se fixa en Angleterre ; il est l'auteur de la fameuse *Donne*

mucabre de Bala. Dans beaucoup d'autres pays encore, l'art italien trouva des imitateurs ; mais, par manque d'originalité et d'indépendance intellectuelle, ces derniers ne firent pas toujours œuvre féconde et utile. Trop souvent, ils oublièrent qu'en matière de beauté, comme de savoir, le génie requiert impérieusement la liberté. — L. BARBERETTE.

RENAISSANCE (Poésie). La période de la Renaissance qui mérite une mention à part (voir au mot *Poésie*) doit être considérée comme une période de transition qui, après le Moyen Âge, prépare l'officiel xvi^e siècle où s'abreuvent les amateurs du pur classicisme. Peu d'époques ont été aussi fécondes que celle du xvi^e. Les guerres d'Italie, l'essor soudain des arts et de la littérature renouvelés par l'étude des anciens lui donnent un caractère nouveau.

Nous voilà assez loin des « chansons de gestes », des fabliaux, d'Alain Chartier et de Villon. Les farces, moralités, soties, mystères vont faire place à la tragédie et à la comédie. La satire et l'épique réclament leurs droits. *Pierre Gringoire*, d'illustre et romantique mémoire, est quelque peu démodé, encore qu'appartenant à la première moitié du siècle. Et voici Marot qui fait son apparition.

Clément Marot prodigue les ballades et les rondeaux, sans rompre complètement la tradition du passé. On lui doit aussi des éloges, des épîtres, des satires dont Boileau ne manquera pas de s'inspirer. Il a gardé l'esprit alerte, vif, enjoué de ses devanciers et il laisse prévoir La Fontaine comme Voltaire, l'un par les fables, l'autre par les épigrammes.

C'est le début de la Renaissance et Clément Marot est incontestablement le maître. Il faut citer, autour de lui, parmi ceux qui le précédèrent et ceux qui le suivirent, Jean Bouchet, Jean Marot, Claude Chappuis, Charles Fontaine, Corrozet (qui traduit *Esopé*), François Habert, Victor Brodeau, Bonaventure des Périers (célèbre surtout comme conteur), Louise Labé, etc., etc.

Mais il faut arriver à Ronsard pour voir s'épanouir la Renaissance. C'est alors le triomphe de l'Antiquité. Joachim du Bellay va lancer sa fameuse *Déffense et illustration de la Langue françoise* où, pour la première fois, le mot « patriote » est employé ! Les novateurs prétendent rejeter les vieilles gauloiseries des aïeux plus ou moins épuisées en même temps que les mystères, dont on avait tant abusé ; Ronsard publie ses premières *Odes*. Une mêlée s'engage, comme elle s'engagera quelques siècles plus tard entre classiques et romantiques. Mais l'école nouvelle aura le dessus. Les amis de Ronsard se groupent dans la *Pléiade*. Ils ont nom : Jean Dorat, Du Bellay, Jodelle, De Baif, Rémi Belleau, Pontus de Tyard. Au tour de ces chefs d'école, combattent les Jannys, les Olivoi de Magny, les Thureau, les Jean de la Taille, les Grévin, les Larivey, etc...

Quand Ronsard disparaîtra, vieilli et chargé de gloire, la poésie sera complètement renouvelée. Une nouvelle génération est née avec Vauquelin de la Fresnaye, Du Bartas, Desportes, Bertaud, D'Aubigné, Régnier. Mais tous s'éloignent plus ou moins du maître.

Pierre de Ronsard, qui domine son époque, a le mérite d'avoir régénéré la poésie française en puisant dans l'antiquité et le défaut d'avoir quelque peu troublé les sources de la vieille tradition gauloise. On lui doit quatre volumes des *Odes*, le *Bocege royal*, les *Hymnes*, les *Élégies*, *Mascarades et Bergeries*, etc... Sa renommée franchit les frontières. Son influence est formidable. Il ne lui a manqué qu'un peu de mesure, peut-être. Mais la poésie lui doit beaucoup. Il a innové dans bien des genres, créé des rythmes inédits. Il a surtout consacré l'alexandrin dont ses descendants useront et abuseront. Quoi qu'on puisse dire, et en dépit de la réaction qui s'est produite contre lui, Ronsard demeure un de nos plus grands poètes et, par dessus

les siècles écoulés, exerce encore une irrésistible attraction.

Un autre grand poète de cette époque inouïe, c'est Mathurin Régnier, le satiriste, féru de Juvénal et d'Horace, dont on a pu dire qu'il annonçait Molière.

La Renaissance, en définitive, a trois sommets : Marot, Ronsard, Régnier. Chose curieuse, l'enjambement pratiqué par Marot est rejeté par Ronsard, puis repris. Il régnera, de nouveau, à l'heure du romantisme. Mais le xvi^e siècle s'ouvre et Malherbe, le terrible Malherbe, « vient », qui s'avise de mettre un peu d'ordre, supprime les rimes qu'il juge trop faciles, combat les métaphores et allégories trop excessives, fait une règle imployable de la césure. La poésie y gagne, sans doute, en discipline ; elle y perd en pittoresque et c'est l'ennui morne qui, malgré l'abondance des génies officiels, va régner pour des années. — V. M.

RENEGAT n. m. (de l'italien *rinegatto*, du latin *re*, préfixe, et de *negare*). Nom injurieux donné par les chrétiens à ceux qui, renonçant à la religion du Christ, en ont embrassé une autre. Par ext. : personne qui abjure ses opinions ou trahit son passé. Syn. : Apostat (Dict. Larousse).

Celui qui abjure ses opinions ou trahit son passé est justement qualifié de *renégat*.

Cette flétrissure ne doit pas être appliquée à celui qui, imbu de croyances-inculquées dès son enfance, réussit à s'en affranchir, à force de clairvoyance, d'esprit critique, d'intelligence et de courage. Par l'observation, la réflexion, l'étude, il parvient à découvrir des parcelles de vérité qu'il substitue aux préjugés, aux mensonges dont son entourage, sa famille, son éducation première avaient empli et empoisonné son cerveau. Celui-là est un être indépendant, de caractère fort, qui s'émancipe et marche hardiment vers la lumière, vers le vrai qu'il apprécie et qu'il constate. Il n'est ni renégat, ni apostat : il est l'individu d'esprit droit qui s'éclaire pour évoluer par la science et le libre examen. Il évolue, il se transforme selon la loi naturelle qui fait de l'homme un être pensant par lui-même, sachant voir, entendre, réfléchir et comprendre. De tels individus se rencontrent pourtant et, s'ils sont sincères avec eux-mêmes et avec leurs semblables, ce ne sont pas ceux-là qui seront des renégats ni des apostats.

Le renégat renie ses croyances, son passé, non par raison, mais par intérêt ; non par sincérité, mais par lâcheté ; non par honnêteté, mais par ambition, vanité.

Le renégat c'est l'arriviste, le flatteur des puissants, l'hypocrite qui, la main sur le cœur, exprime sur toutes choses et en toutes occasions des faux sentiments. Il fait étalage de vertus qu'il n'a pas pour masquer les vices qu'il a. Le renégat est donc facile à reconnaître. Il feint d'ignorer le mépris dont il est l'objet et se prétend l'apôtre de la tolérance pour tous, pensant ainsi atténuer l'effet choquant de son attitude et provoquer l'oubli ou l'indulgence de ceux qui l'ont connu tout autre. Mais le renégat trouve des adulateurs, des partisans et même des amis, s'il est prospère en ses palinodies et si sa fréquentation paraît avantageuse aux créatures peu fières qui sollicitent ses bienfaits.

On rencontre donc des renégats partout et surtout où il y a de l'avenir. Aussi, la politique a-t-elle son contingent de renégats.

Combien d'hommes connus sont devenus d'importants personnages en reniant d'abord tout leur passé ? Combien ont affiché bruyamment des idées révolutionnaires, pour devenir les pires réactionnaires, traîtres à leurs idées, traîtres à leurs amis capables de tout pour complaire à ceux auxquels ils se sont vendus pour en ne sait jamais combien ? Le braconnier devient garde-chasse. Le théoricien de la liberté devient le traître qui la poignarde et, après avoir provoqué l'émeute, sauve la société en danger en passant de l'autre côté de la

barricade ! Tel autre, farouche ennemi du militarisme et du patriotisme, épouvanté ou écœuré par ses extravagances de provocateur et, soudain, devient le patriote incomparable qui demande à partir au front et auquel on répond qu'il est plus utile à l'arrière pour maintenir le moral du peuple. Celui-là pleure son frère tué en regrettant de n'avoir qu'un frère à immoler à la patrie ! Que d'autres ! Que d'autres encore on pourrait, d'une ligne, rendre reconnaissables, qui ont tout renié, même le bon sens, pour adorer ce qu'ils brûlaient jadis ! Que de faux amants de la Liberté se sont tout à coup révélés de véhéments partisans de la dictature !... Enfin, les renégats abondent quand la lâcheté, l'ambition ou la cupidité leur font entrevoir le plus avantageux côté de la barricade ! Ces gens-là n'ont de conviction que selon l'écueille qui leur est offerte. Ils sont bêtes de luxe ou bêtes de somme suivant la hauteur du ratelier.

Les renégats fourmillent ; nul milieu n'en est plus abondamment peuplé que le monde de la politique (voir *Politique* et *Politiciens*). A vrai dire, on rencontre partout des spécimens de cette espèce vile et méprisable. L'anarchisme lui-même a fourni quelques-uns de ces spécimens. Qui n'a pas connu d'anciens libertaires, se flattant de l'être encore tout en reniant avec une cynique désinvolture les principes anarchistes ? Pour s'excuser — lorsqu'ils avouent leur volte-face — ils invoquent quelques mauvais clichés dont leur impudence s'accommode avec un déconcertant sans-gêne. Par exemple : « Quel homme d'intelligence et de cœur n'a été, à vingt ans, plus ou moins anarchiste ? ». Et ils ajoutent avec suffisance : « Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas ».

Si nous entreprenions la publication d'une liste comprenant les cas de reniement plus ou moins retentissants qui se sont produits en tous temps, en tous lieux et dans tous les mondes — sans en excepter le monde ouvrier et les groupements d'avant-garde, — le lecteur serait tenté d'estimer que le « Renégat » est une des variétés les plus nombreuses dans la race humaine. Le philosophe n'en éprouve aucune surprise : l'ambition, l'amour de l'argent, la vanité, sources auxquelles s'alimentent le reniement et la trahison, sont de néfastes effets dont la cause réside dans l'immorale organisation sociale. — Georges YVERT.

RÉPRESSION n. f. (du latin *repressio*). Action de réprimer, de sévir, dans le but d'arrêter l'effet, le développement, le progrès d'une action qu'on juge répréhensible, d'un courant, d'une doctrine, d'un mouvement que l'Autorité temporelle ou spirituelle estime subversif et contraire aux intérêts religieux ou laïcs que cette Autorité a la charge de défendre.

La répression s'exerce en raison directe de la faiblesse d'un Régime et de la force de l'Opposition. Les gouvernements considèrent la répression comme une manifestation de l'autorité morale dont ils jouissent et de la solidité de leur puissance. Quand la Police — toujours servile — traque les militants subversifs ; quand la Magistrature — toujours à plat ventre — fait pleuvoir les condamnations les plus iniques et les plus dures sur les propagandistes et les hommes d'action d'une organisation révolutionnaire ou des groupements anarchistes ; quand l'Armée — toujours aux ordres des pouvoirs établis — massacre les populations insurgées ; quand les prisons regorgent de détenus et les terres d'exil de proscrits, le Gouvernement s'imaginer que la sévérité qu'il déploie contre ses adversaires marque la mesure de sa force et de la faiblesse des persécutés. Il n'y a là qu'une fausse apparence et la Raison et l'Histoire déposent dans un sens diamétralement opposé. Il suffit d'observer et de réfléchir quelque peu, pour acquiescer à la conviction que la répression dont un Régime fait usage, dans le but de briser l'effort de ceux qui le combattent,

est, tout au contraire, la marque de l'impopularité de ce Régime et, par conséquent, de sa fragilité.

Sur ce point, consultons la Raison. Écoutons-la. Elle affirme qu'un Gouvernement véritablement populaire — j'entends par là estimé et aimé par le peuple — n'a pas besoin de s'appuyer sur la violence : la confiance qu'il inspire aux gouvernés, le respect et la sympathie que ceux-ci ressentent pour les talents et les vertus dont ils se plaisent à combler inconsidérément ceux qui président à leurs destinées, sont, pour les Institutions en cours et pour ceux qui les régissent, les assises les plus stables et le gage le plus sûr de la docilité avec laquelle les gouvernés continueront à s'incliner devant l'autorité et le prestige des chefs. Il est donc, par avance, démontré que, plus un gouvernement est populaire, moins il est appelé à sévir.

Raisonnons par l'absurde : supposons un régime de liberté si positive, de si stricte équité et d'égalité si réelle, qu'il serait délibérément accepté par la totalité de ceux à qui il s'applique. Il est évident qu'un tel régime reposerait sur des bases d'une solidité à toute épreuve et il est, en outre, évident que, ledit régime ne suscitant ni mécontentement, ni protestation, ni révolte, la répression ne trouverait pas à s'y exercer. Mais un régime de cette nature ne comporterait aucun gouvernement ; ce serait l'Anarchie.

Revenons donc au régime capitaliste et autoritaire qui, par contre, ne se conçoit pas plus qu'il ne saurait exister sans la répression. En divisant les individus en riches et en pauvres, le capitalisme enfante inévitablement, et sous les formes les plus variées, l'irritation et la révolte des spoliés contre les spoliateurs. En divisant les individus en gouvernants qui commandent et en gouvernés qui sont dans la nécessité d'obéir, l'État engendre inéluctablement, et sous les formes les plus variées, la colère et l'insurrection des asservis contre les maîtres. Pauvres et gouvernés ne se dressent pas seulement contre tels exploiters ou tels oppresseurs, ils se dressent contre les formes mêmes de l'exploitation et de l'oppression dont ils ont à se plaindre ; ils se dressent contre les Institutions qui consacrent et protègent ces formes ; ils se dressent contre le régime qui s'appuie sur ces Institutions ; ils menacent directement le régime lui-même.

En fait, il en est ainsi : la révolte ne gronde, l'effervescence ne se produit, l'insurrection n'éclate, que dans la mesure même où, les causes de mécontentement et l'indignation s'étant graduellement multipliées et aggravées, l'opposition — pouvant aller, alors, des éléments les plus modérés aux éléments les plus révolutionnaires, des partis les plus paisibles aux partis les plus violents, des natures les plus réfléchies aux tempéraments les plus impulsifs — l'opposition, dis-je, se lève résolue, énergique, inflexible, contre le régime dont elle dénonce les méfaits et tente de le culbuter. Ainsi attaqué, le régime se défend et demande son salut aux forces de répression dont il dispose. La nature de ces forces de répression et la férocité avec laquelle l'Autorité y fait appel sont conditionnées par l'intensité de la révolte, la gravité de la situation et l'imminence du péril.

Ce n'est donc pas quand un gouvernement est fort, mais au contraire, lorsqu'il se trouve affaibli par l'accumulation de ses erreurs, de ses fautes et de ses crimes, qu'il a besoin de résister aux assauts qui lui sont livrés et de jeter dans la mêlée les violences, les arbitraires, les cruautés que synthétise la répression. Ce n'est donc pas de la puissance, de la solidité d'un régime ou d'un gouvernement que la répression donne la mesure. Elle donne, au contraire, celle de la force de l'opposition.

LA MARCHÉ D'UNE MÊME. — Cette thèse est confirmée par une observation empruntée à des considérations d'un ordre différent et qui sont trop saisissantes pour que je ne les indique pas.

Ecoutez bien ceci : une Idée naît. Elle se dégage d'une multitude de faits et de circonstances qui révèlent un état social nocif et criminel. Cette Idée tend à la disparition de cet état social et à la suppression des Pouvoirs établis, destinés à maintenir celui-ci. Elle porte en elle, mais tout d'abord à l'état potentiel, un arsenal d'armes redoutables contre lesdits Pouvoirs. Toutefois elle est encore si faible et si menue que la menace qu'enferment ses flancs n'apparaît que fort incertaine et quasi imperceptible.

Qui sait seulement si cette Idée survivra aux épreuves que comporte toute période de croissance ? Mieux vaut l'ignorer. Sévir serait une maladresse, car ce serait attirer l'attention sur l'Idée naissante, lui faire une réclame inespérée et — qui sait ? — en lui donnant une importance qu'elle n'a pas encore, la doter d'une force qui lui fait défaut. Et puis, il sera toujours temps, s'il le faut, de la combattre et de l'étouffer.

Or, voici que cette Idée se propage ; elle groupe autour d'elle des intelligences, des énergies et des dévouements. Ses partisans s'agitent, mais un peu au hasard, inorganisés et sans plan concerté. La menace grandit ; mais elle reste encore trop imprécise et trop lointaine pour qu'elle soit, de la part des Maîtres de l'heure qui ont à faire face à des adversaires plus pressants et mieux préparés, l'objet d'une persécution systématique et d'une répression caractérisée. Toutefois, cette menace n'est pas à dédaigner tout à fait ; les gouvernants s'en inquiètent, ils en surveillent les manifestations et, de temps en temps, le glaive de la Loi s'abat sur les propagandistes qu'ils jugent trop impatients ou trop audacieux.

Mais voici que, bien loin d'être affaiblie par les coups qui lui sont portés, l'Idée gagne en profondeur et en étendue. Elle se précise en formules définitives et en mots d'ordre concrets. Elle a ses théoriciens, ses écrivains, ses orateurs. Elle possède son organisation, ses journaux, ses tribunes, ses revues, ses brochures, ses livres, ses œuvres. Les mêmes tâches suscitent l'ardeur enthousiaste de centaines et de centaines de propagandistes de toutes langues et de toutes nationalités. Mêmes aspirations, même but, mêmes méthodes d'action, même Idéal rassemblent peu à peu, en un faisceau de plus en plus robuste et compact, des milliers, des dizaines de milliers de militants prêts à tout, même au sacrifice de leur vie, pour le triomphe de l'Idée qui leur est chère et commune. Alors, les dirigeants n'hésitent plus. L'heure de l'implacable répression a sonné. Il faut étouffer à tout prix la moisson de révolte qui lève. C'est pour eux, une question de vie ou de mort. Tout leur est prétexte à justifier — apparemment du moins — la plus sauvage persécution.

Discuter ? Opposer argument à argument, doctrine à doctrine ? Non, non ! Le feu est à la maison ; l'incendie se propage ; l'embrasement général est imminent. Il faut, toutes autres préoccupations cessantes et toute autre besogne étant reléguée au second plan, il faut, sur l'heure, perquisitionner, arrêter, condamner, châtier les rebelles, les destructeurs de l'Ordre établi, les générateurs de révolte, les fomenteurs d'insurrection. Plus le régime se sent menacé, plus l'opposition est forte, mieux elle est organisée, plus redoutable est la bataille qu'elle engage, et plus le régime apporte à se défendre de rigueur et de violence.

On peut interroger l'Histoire et on constatera que, depuis les temps les plus reculés, c'est ainsi, pas autrement, que les choses se sont passées. Ici, la leçon des faits se confond avec l'enseignement de la logique élémentaire, pour établir, lumineusement et sans réfutation possible, que ce n'est pas lorsqu'un gouvernement est fort et l'opposition faible que la répression sévit, mais, au contraire, quand l'opposition est forte et le gouvernement faible. De ce qui précède je conclus à l'erreur de cette théorie courante qui mesure la stabilité et la force

d'un état social au degré de répression dont il accable ses contempteurs.

LES EFFETS DE LA RÉPRESSION. — Dans la pensée des gouvernants, la répression doit avoir pour conséquence d'intimider, de disperser, de décourager et, finalement, de terrasser leurs adversaires. En fait, la répression aboutit à des résultats contraires. Rien ne peut être comparé, comme stimulant, à la persécution : c'est le coup de fouet qui, cinglant brusquement le pur sang, précipite sa course et le rend indomptable. En arrachant le militant à la vie libre, en le séparant de ceux qu'il affectionne, en l'éloignant des milieux qui lui sont familiers, la prison et l'exil avivent la haine que lui inspire déjà l'iniquité sociale. Ils creusent en abîme le fossé déjà large et profond qui le sépare du régime oppresseur.

Un libéralisme tolérant l'eût, peut-être, à la longue, réconcilié avec celui-ci ; la répression, de caractère fatalement brutal, en fait définitivement un ennemi mortel. Par les brimades, les tracasseries et les violences exercées contre le subversif, l'Autorité croit le mater. Erreur : malmené, traqué, frappé, privé de travail, celui-ci s'indigne, proteste, se rebiffe, s'exaspère et contre la répression qui se généralise et furieuse, aveugle, s'abat sur tous les hommes qui luttent côte à côte, c'est toute une armée de militants étroitement unis et solidaires, une armée d'adversaires désormais irréductibles qui fait au régime exécuter une guerre sans merci.

La persécution se flatte de disperser les rebelles ; elle les rapproche. Elle espère les décourager ; elle exalte leur énergie et décuple leur vaillance. Elle croit les terrasser ; elle inscrit, au fond de leurs cœurs, en lettres de feu, la farouche résolution qui pousse aux prodiges d'audace et d'intrépidité : « Vaincre ou mourir ! ».

Je parle, ici, bien entendu, des militants dont l'inflexible volonté s'appuie sur un tempérament énergique et persévérant et sur des convictions profondes autant qu'ardentes, conscientes autant qu'indéracinables. Exceptionnellement doués, ces natures fortes, ces cœurs fervents, ces êtres, résolus à se vouer et à se dévouer à l'apostolat vers lequel les appellent, avec une force irrésistible, leur intelligence et leur sensibilité, sont inaccessibles au découragement. Céder à la répression, se laisser abattre par la persécution, leur apparaîtrait comme une lâcheté qu'ils ne se pardonneraient pas, comme une trahison dont leur conscience ne consentirait pas à les excuser, moins encore à les absoudre. Mis en demeure de choisir entre l'abandon des convictions qui les animent et la mort, c'est à celle-ci que, sans hésitation, ils se résigneraient. Oui ; cent fois oui ; plutôt souffrir et, s'il le faut, mourir que d'abjurer leur magnifique Idéal !

LA RÉPRESSION NE BRISE PAS LA RÉVOLTE. — L'Histoire le proclame : la persécution a pu entraver, parfois même paralyser momentanément la poussée d'un mouvement social ample et vigoureux ; elle a pu en retarder le triomphe ; jamais elle n'est parvenue à l'annuler, à en avoir définitivement raison. L'histoire de l'humanité abonde en exemples de nature à illustrer cette thèse. Je n'en citerai que trois, mais ils sont typiques et suffisent :

a) Le triomphe du Christianisme est le premier de ces exemples. Durant près de trois siècles, les disciples du Christ furent en butte aux plus atroces persécutions. Mis au ban de la société, pourchassés et traités comme les pires malfaiteurs, torturés comme les plus infâmes criminels, c'est par centaines de milliers qu'ils furent publiquement suppliciés et assassinés. La sauvage persécution, par laquelle le monde païen espérait étouffer à jamais le Christianisme naissant a indubitablement retardé le triomphe de celui-ci ; mais, par contre, elle lui a assuré, dès son avènement, une influence morale, un prestige et une puissance matérielle que le Christia-

nisme eût mis des siècles à conquérir et qu'il n'eût, probablement, jamais acquis sans la fascination exercée sur le mysticisme fanatique des populations vivant au V^e et au VI^e siècle, grâce à l'évocation pathétique des Martyrs marchant au supplice, extasiés, délirants.

b) Un peu plus tard, le Christianisme triomphant devint persécuteur à son tour. Durant toute la nuit du Moyen Age, l'Eglise omnipotente, d'accord avec la Monarchie et la Noblesse, fit peser la répression la plus perfide, la plus sanguinaire et la plus impitoyable sur quiconque refusait de se courber passivement devant les absurdités de l'orthodoxie théocratique et romaine. Peu importait, en ces temps maudits, que la science fut domestiquée, que la pensée fut asservie et que, par suite, tout véritable progrès social fut « impossibilisé » ! Pour le Clergé et la Noblesse assoiffés de domination, il fallait que les cerveaux fussent plongés dans la nuit épaisse et profonde ; il fallait que, dans tous les domaines, régnât une obscurité d'encre et de plomb : vouloir projeter dans ces ténèbres quelque clarté, c'était le crime inexpiable entre tous et, contre le penseur, le savant ou l'artiste dont l'œuvre glissait dans cette nuit un rai de lumière, c'était la mort précédée d'indicibles souffrances et, après la mort, la damnation éternelle.

Ce fut en vain, pourtant, que toutes les forces de répression se coalisèrent contre l'esprit critique et de libre examen poussant irrésistiblement l'humanité pesante vers la lumière. Après avoir été travaillé et bouleversé par la lutte formidable qui mit aux prises l'aristocratie et la démocratie, le dix-huitième siècle enregistra, en dépit de toutes les persécutions par lesquelles les classes privilégiées prétendaient assurer leur salut, l'irréversible défilé du monde féodal (Noblesse et Clergé) et la victoire du monde démocratique (Bourgeoisie et Peuple).

c) Plus tard encore, la Bourgeoisie, devenue, à son tour, toute puissante, s'arma de la plus sanglante répression contre le Proletariat en travail d'émancipation. L'histoire du XIX^e siècle mentionne la colère grandissante des masses populaires cyniquement pressurées et dépossédées par une insatiable oligarchie financière, industrielle et commerciale. Ecrasée d'impôts, réduite aux privations par des salaires toujours insuffisants, écorchée des pulvérisations et trahisons des mandataires du peuple qui violent impudemment leur promesse, exaspérée par la rapacité patronale qui repousse hautainement les revendications les plus légitimes de leurs salariés, jetée par les rivalités et convoitises capitalistes dans d'incessantes guerres où son sang coule à flots, la classe ouvrière proteste, menace, se cabre, se soulève en grèves économiques et en insurrections politiques.

Les gouvernements sévissent. Mais l'élan est donné et les persécutions ne réussissent point à le briser. La Commune éclate. Maîtresse de Paris, elle se bat avec un courage admirable ; mais affamée, assaillie de toutes parts, isolée du monde entier, encerclée par les troupes ennemies, à bout de ressources, de munitions et de forces, elle succombe. Et l'Univers assiste à une des plus abominables répressions que l'Histoire ait connues.

La Bourgeoisie croyait noyer ainsi dans le sang le Socialisme et la Révolution. Erreur : dans le monde entier le Socialisme grandit, la Révolution gronde et l'anniversaire de la Commune est commémoré par les militants de tous les pays et célébré par eux comme une étape glorieuse sur la route qui conduit à l'affranchissement international.

CONCLUSION. — Ces leçons de l'Histoire sont d'une incomparable éloquence ; elles possèdent une force exceptionnelle de démonstration. Elles sont à retenir. Tenons-en compte et appliquons-les à l'époque que nous vivons.

Disqualifiées et condamnées dans le cœur et l'esprit

des êtres conscients et éclairés, dont le nombre croît de jour en jour, les institutions actuelles ne disposent, comme moyen de défense, que de la répression. Elles en usent sans mesure. Aux attaques dirigées contre leur odieuse domination par les compagnons des deux hémisphères, les dictateurs et maîtres de partout ripostent par la prison, l'exil et le bourreau. Une fois de plus, l'Autorité fait appel aux forces de répression dont elle est puissamment armée et met en celle-ci toute sa confiance. Sa confiance est mal placée.

La persécution, même la plus féroce, ne réussira pas à briser le mouvement formidable qui emporte l'humanité vers des formes nouvelles de vie individuelle et sociale. Elle ne parviendra pas à sauver le régime de la débâcle. C'est un duel à mort qui commence et va se poursuivre avec un acharnement grandissant entre l'Autorité qui ne veut pas mourir et se défendra jusqu'à l'épuisement total de ses forces de résistance et la Liberté qui ne peut naître et se développer que sur le cadavre de l'Autorité.

Il est à prévoir que la lutte sera longue, âpre et sanglante. Il est certain qu'avant d'atteindre le but, les contempteurs de l'Autorité laisseront sur la route nombre de leurs, meurtris et pantelants. C'est la fatalité de toutes les batailles que soient immolés à la victoire les meilleurs, les plus intrépides et les plus ardents. Si douloureuse que soit cette rançon de la victoire, les Anarchistes sauront la payer sans défaillance. Ils savent que, juste, sublime, immortelle, est la cause pour laquelle ils luttent : celle de la Liberté.

Cette cause n'est pas celle d'une caste, d'une classe, d'une génération, du plus grand nombre ; elle est celle de toutes les générations et de tous les individus, sans aucune exception.

Elle triomphera. — Sébastien FAURE.

RÉPUBLIQUE [LA] (DES ENFANTS). Parmi les réalisations tentées par les israélites dans les colonies qu'ils ont établies en Palestine (voir à Sionisme : colonies sionistes) il en est une qui ne saurait manquer de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux méthodes nouvelles d'éducation de l'enfance, c'est la tentative connue sous le nom de « République des Enfants » et qui se déroule dans la vallée de Jézréel. Dans « La Revue de Paris » du 1^{er} février 1927, J. Kessel en a parlé en des termes que nous transcrivons presque littéralement :

« Il est des faits que l'on hésite à rapporter tellement ils heurtent les vérités admises, la routine de la vie et ce qui semble être le sens droit des choses... Comment ne pas en être sûr en abordant le récit de ma visite à Kfar-Ieladime, république enfantine, dans cette même vallée. Comment faire accepter qu'il est un endroit où 110 enfants des deux sexes, dont la majeure partie compte de douze à quinze ans, se gouvernent eux-mêmes, suffisent presque entièrement à leurs besoins, ont leur constitution, leur tribunal, leur presse, leur système électoral ? Et que cela ne tourne ni au jeu, ni au chaos ? Et que cela fonctionne pour le plus grand bien de tous ? Pourtant Kfar-Ieladime existe et je ne suis pas le seul à l'avoir admirée. Au demeurant, voici.

« Après les effroyables massacres juifs opérés en Ukraine..., il s'y trouva un nombre incalculable d'orphelins. La puissante communauté juive d'Afrique du Sud résolut d'en prendre quelques-uns à sa charge et de les placer en Palestine. Ainsi naquit Kfar-Ieladime. D'abord ce fut une institution pareille à tous les orphelinats. Les pupilles, apeurés, caporalisés, ne se distinguaient en rien de ces tristes gamins que l'on voit défilier en troupe morose dans n'importe quelle ville de province, un jour de fête. Près d'une année s'écoula ainsi. Alors, arriva un homme qui possède la plus noble fortune : celle d'être chéri des enfants. Il s'appelle Pougatcheff. Son portrait ? Une barbe tirant sur le

roux, des lèvres épaisses, des rides profondes au front. Mais dans les yeux une infinie bonté et une candeur rayonnante.

« C'était en Russie un pédagogue connu. Il y pouvait demeurer en toute sécurité, mais il aimait d'amour la Palestine. Il y vint et fit Kfar-Ieladime.

« Les lignes essentielles de sa méthode — qu'il m'exposa dans une petite chambre claire et joyeuse — sont les suivantes : remplacer l'instruction par l'éducation. Développer l'individualité complètement, mais de telle façon qu'elle tienne compte des individualismes voisins. Employer dans sa plénitude l'heure qui passe. Abolir la préparation utilitaire à la vie, qui est une préparation mesquine et amère. Ne faire penser qu'au labeur présent, en lui-même et pour lui-même. Et pour tout cela, faire vivre les enfants entre eux uniquement, selon des règles qu'ils auront élaborées eux-mêmes.

« Le programme était beau. Il s'agissait de lui donner vie et chair, avec des enfants timides, transplantés, dépayés, et qui tous avaient eu à l'aurore de leur existence de si terribles baptêmes qu'ils pouvaient en être irrémédiablement faussés. Leur nouveau guide commença par les apprivoiser. Il allait de l'un à l'autre, s'entretenant familièrement avec chacun, de sa voix sourde et gaie, tâchant de faire sentir qu'il ne venait pas en maître, mais en frère aîné. Ayant établi cette passerelle — encore fragile — de confiance réciproque, il rassembla les enfants et leur tint à peu près ce discours :

« — Mes amis, je ne veux rien vous imposer. Vous devez tout comprendre et vous diriger vous-mêmes. Or, quelle est notre situation ? Où sommes-nous ? Dans l'Emek, vallée de Palestine. Ici, pour tous, commence une vie nouvelle. Vous sentez bien qu'il faut y prendre part. Mais, comment ? Les villages arabes vous plaisent-ils ? Non ? Pourquoi ? Parce qu'ils sont sales. Et les villages russes où vous avez vécu ? Non plus ? Pour la même raison. Donc vous voulez vivre dans un village propre. A vous de le faire. A vous de distribuer votre travail, de le choisir, de vous entendre entre vous. Moi je ne suis là que pour vous conseiller. Je ne reçois pas de plaintes, je ne distribue pas de punitions. Arrangez cela entre vous.

« Ayant ainsi posé le problème, Pougatcheff laissa les enfants y réfléchir quelques jours. Puis, doucement, par insinuations et suggestions, il leur fit découvrir les rouages essentiels qui devaient les régir. Ainsi fut élaborée une constitution, charte suprême, fut institué un tribunal, seul organe de sanctions. La constitution, tous y participèrent. Elle fut le fruit de longues conversations, menées avec sérieux et foi. Sa base fut la responsabilité de chacun. Ses articles touchaient le détail de l'administration et du développement de la petite colonie. Son application devait être assurée par un comité de sept membres élus à deux degrés. Pendant un mois Pougatcheff expliqua la valeur de la constitution qui fut votée à l'unanimité, ensuite, il laissa deux semaines de méditation aux enfants pour choisir leurs délégués. Les élections eurent lieu avec la même gravité que celle qui avait présidé à toute cette gestation. Ainsi se constitua le Comité-directeur de Kfar-Ieladime : cinq garçons, deux fillettes. Chacun avait sa charge : celui-ci devait veiller à l'ordre, celle-là à l'hygiène, un autre à ce que tout le monde allât à l'école, une autre à la tenue pendant le repas.

« Et l'autorité des directeurs que les enfants se sont donnés d'eux-mêmes est telle, — me disait Pougatcheff — que (sans intervention aucune de ma part, je vous en donne ma parole) il suffit à la fillette chargée de surveiller la salle à manger de frapper quelques coups sur la table pour que le bruit le plus violent s'apaise. Il en va de même dans tous les autres domaines. Comment se soutient cette autorité ? Par quel système pénal ? Là est le point délicat de toutes les méthodes d'édu-

cation. Les uns penchent pour la répression, les autres pour la persuasion. Fidèle au programme qui me paraît le plus conforme à la nature enfantine, je laissai les enfants — de même qu'ils se dirigeaient par leurs propres moyens — se juger entre eux. Le Comité fut chargé d'élire trois juges que je présidai. Car, je vous l'avoue, les premières expériences n'allèrent point sans une véritable angoisse de ma part. J'avais peur d'ouvrir le champ aux injustices, à la cruauté que l'on prétend être le propre de cet âge. Je fus vite et pleinement rassuré. Les jugements avaient lieu en présence de tous. Or, bien que chacun eût le droit d'accuser et de défendre, je n'ai observé nulle méchanceté, nulle mesquinerie, mais un souci de l'équité, une délicatesse de cœur, une propension à l'excuse qui feraient honneur à bien des séances de tribunaux d'adultes. Ces séances sont maintenant ma plus grande joie. Mon second en tient minutieusement procès-verbal et rarement j'ai vu un document pédagogique d'aussi haut intérêt. D'ailleurs savez-vous combien de violations à la règle nous eûmes à juger en dix-neuf mois ? Quatorze. Songez qu'il y a ici 110 enfants et comparez à ce qu'il se distribue en moyenne de punitions pendant un mois, dans un lycée, pour des classes de 30 élèves ! Le plus grave de ces délits fut commis par deux garçons qui s'introduisirent dans la boulangerie et se confectionnèrent un gâteau avec 18 œufs. Quelles sont les sanctions qu'applique le tribunal ? demanderez-vous. Surtout la privation des droits civiques. Ne souriez pas. Vous ne savez pas combien les enfants y sont sensibles. Cela les met en dehors, en marge des autres. Ils sont accablés pendant toute la durée de leur châtimement. Tenez, je veux vous dire à ce propos une histoire qui m'a bouleversé. Nous avons ici un garçon avec une hérédité dangereuse. Son père était alcoolique et le massacre qui le rendit orphelin fut accompli d'une façon particulièrement ignoble. Il était sujet à des crises de colère sans frein, se jetait sur ses camarades, les mordait. Il fut jugé et condamné à la perte de ses droits civiques pour trois mois. Cependant, par égard pour les circonstances que je vous ai dites, les enfants résolurent que ce verdict ne serait effectif que si, pendant trois mois, il ne se contrôlait point. Dès lors, ce fut le plus émouvant des spectacles. Ce garçon se ramassa sur lui-même. Il allait grave et muet comme s'il portait quelque chose en lui à la fois de lourd et de précieux. Jour par jour, il fortifiait sa maîtrise. Je n'oublierai jamais avec quel accent haletant il vint un jour me dire : « Déjà sept semaines ». Cette lutte livrée à ses instincts, cette réorganisation intérieure chez un enfant de quinze ans, uniquement déterminées par la pression sociale, sont un enseignement que l'on ne peut trop méditer. Et l'anxiété générale qui accompagnait ses progrès ! Toute la colonie se passionnait pour la régénération de ce camarade. Avec quelle joie inquiète on en suivait les étapes ! avec quelle délicatesse ingénue on y collaborait !

« Ayant achevé son exposé, Pougatcheff me fit visiter la colonie. Les enfants y faisaient tout. J'en vis au potager, où un professeur, en même temps qu'ils bêchaient et piochaient, leur enseignait la botanique et la chimie végétale. J'en vis à la cuisine miraculeusement propre qui préparaient le repas, au lavoir, à la menuiserie. J'en vis de tout petits qui poussaient les brouettes et de grands qui travaillaient aux champs. Ils étaient sains et forts, souriants et graves. Deux ou trois petites filles me frappèrent par leur beauté. Mais tous avaient dans la démarche cette noblesse qui vient d'une vieille race, d'un beau climat et d'une vie vigoureuse. En me ramenant dans sa chambre aux proportions de cellule, Pougatcheff me montra la collection d'un journal bi-mensuel que rédigeaient en hébreu les enfants de Kfar-Ieladime. Textes et illustrations étaient tracés par des mains encore malhabiles, mais si scrupuleuses !... » — E. A.

RÉSIGNATION. La résignation consiste en l'acceptation par un individu (ou une collectivité) d'une situation que, laissé libre de se déterminer, il (ou elle) ne subirait pas. On peut sommairement diviser l'humanité en deux catégories bien distinctes, la catégorie des *résignés* et la catégorie des *irrésignés*. Les résignés comprennent tous ceux qui, par influence, éducation, intérêt, acceptent les choses telles qu'elles sont, évitables ou non, que ce soit au point de vue économique, intellectuel, ou éthique. Ils ne savent pas faire de différence entre l'évitable et l'inévitable, les faits et les circonstances contre lesquels on ne peut réagir, parce que naturels, et ceux contre lesquels on peut se dresser, parce qu'artificiels.

Il y a, en effet, certains faits d'ordre biologique contre lesquels on ne peut se rebeller. On peut trouver que le fonctionnement de l'organisme humain est loin d'être parfait ; que la façon dont s'acquiert, croît, cesse la vie est déplaisante, etc. Il n'y a rien à faire là-contre. Le mécanisme de la pensée, des sécrétions, de la circulation du sang, de la marche, par exemple, sont inhérents à notre nature d'êtres appartenant à la classe des vertébrés, au genre humain. Mais on s'aperçoit bientôt que, même dans l'ordre naturel, il est des faits évitables. On peut fort bien essayer d'atténuer les effets de certains accidents météorologiques, comme le froid, la chaleur, la pluie, les inondations, la sécheresse, l'obscurité et ainsi de suite. De même on peut lutter contre la maladie. On peut tenter de réduire à un minimum la nocivité des faits naturels dans une proportion toujours plus grande. Et c'est dans ce combat conscient contre la nature que git la différence, probablement la seule, entre l'humain et l'animal.

Si la bataille contre les forces naturelles peut donner des résultats indécis, la situation change du tout au tout quand il s'agit des faits artificiels, comme la politique, la religion, les régimes économiques, la morale, les méthodes d'enseignement, etc. Ces faits sont *circonstanciels*. Ils ne se relatent qu'à des situations passagères. Ils ont varié dans le temps. Ils ne sont pas immuables. Ils reposent sur des abstractions ou des fictions. Ni l'état, ni le capitalisme, ni le christianisme, ni le bouddhisme, ni le patriotisme, ni le mariage, pour ne citer que des exemples, ne sont des impératifs biologiques. On mourra si on ne mange pas ; mais on ne mourra pas parce qu'on ne croit pas en Dieu ou parce qu'on ne produit pas en série, ou parce qu'on n'utilise pas la T. S. F. ou le transport par avion. On sera un ignorant si on ne sait ni lire ni écrire, etc., mais on ne sera pas un ignorant si, au lieu de suivre l'enseignement de professeurs stipendiés par les gouvernements, on est un autodidacte.

On peut, après réflexion, après avoir étudié, comparé, analysé, etc., ne pas vouloir se résigner, dans un domaine ou un autre, à l'état de choses, artificiel, qui constitue la société organisée.

Les dirigeants, qui sentent le danger de la réflexion, parce que tout être qui réfléchit n'est plus aussi docile que celui qui ne se pose pas de questions, assurent que le bonheur — l'aspiration de tous les hommes, pris individuellement ou en masse — est fonction de la résignation. « Résignez-vous » ont clamé et clament à l'envi les meneurs de troupeaux humains, les accapareurs du sol, de cheptel et de capital-espèces, les chefs d'armée et les capitaines d'industries. « Résignez-vous et vous serez heureux ; ne raisonnez pas, ne demandez pas, ne souhaitez pas au delà de ce qui vous est octroyé ou concédé par Dieu ou ses représentants ; par le prince, le gouvernement, la loi, la constitution, leurs vicaires ou leurs substituts. Contraignez-vous dans vos pensées et dans vos sentiments. Mortifiez vos sens. Éteignez vos désirs. Abstenez-vous. Voilà où se trouve le bonheur. Les prêtres, les chefs et les législateurs ont planté certains poteaux-limites au dedans desquels règne officiel-

lement le bonheur. Ne les franchissez pas. Conformez-vous à ce que vous permettent la volonté ou le caprice des Maîtres, les intérêts de caste, de parti, d'organisation ; la décision des majorités, voire la dictature des minorités ; et vous serez heureux. C'est si simple ». On voit qu'il n'y a rien dans tout cela qui soit naturel, d'ordre biologique, qui ne puisse être évitable. On peut avoir un point de vue diamétralement opposé et vivre cependant, vivre pleinement même. Il y a donc la catégorie des résignés qui acceptent cette conception artificielle du bonheur.

Mais il y a aussi la catégorie des irrésignés : protestataires, dissidents, insoumis, réfractaires. L'histoire nous montre comment les gouvernants, les majorités, ou les minorités dominantes s'en débarrassent. Les procédés d'annihilation ou d'entrave ne varient guère dans le temps : persécutions, mauvais traitements, calomnie, exil, cachot, supplices, mort à plus ou moins brève échéance. L'histoire nous montre, également, malgré ces procédés d'élimination, que l'irrésignation finit par triompher sur la résignation. Il y a des éclipses, des reculs, des marches arrière. Après avoir fait taire par la force les voix contradictoires, les meneurs de civilisations politiques, économiques ou religieuses, déclarent que tous, peuples et individus, jouissent du bonheur parfait. Plus de subversifs ni de non-conformistes. Le silence règne — le silence de la servitude, de la stagnation, de l'uniformité, de la peur.

Eh bien non ! Ce n'est que parce qu'ils méditent ou projettent que les irrésignés se taisent. Ce n'est qu'un silence apparent, un feu qui couve sous la cendre. Ils supportent — et supporter n'est pas se résigner. Ils subissent — et subir n'est pas accepter. Ils se contraignent — et se contraindre n'est pas obéir. Ils se savent les héritiers de ceux qui ouvertement n'ont voulu, ni accepter, ni obéir, ni se contraindre, ni se résigner. Ils se tiennent en rapport les uns avec les autres, réalisent entre eux la plus grande somme de bonheur possible. Jusqu'au jour où ils se sentent en possession de la puissance nécessaire pour se faire entendre à nouveau.

C'est ainsi que certaines oppressions, certains préjugés, certains enseignements, certains systèmes politiques ou économiques — pas tous, hélas ! — ont disparu, ne peuvent plus se reproduire sous leur forme antérieure.

Parce qu'il ne veut de bonheur autre que celui qu'il se forge lui-même — en laissant autrui se forger le sien à sa façon — l'individualiste anarchiste — isolé ou associé — est un irrésigné par essence. L'individualisme vise, en dénonçant l'artificiel de la vie en société, à réduire toujours plus les cas de résignation inévitable. — E. ARMAND.

RÉSIGNATION, (du bas latin *resignatio*, même sens), n. f. Renonciation à un droit, à une charge, à un office en faveur de quelqu'un. (Dict. Larousse). Fig. Acte de la volonté qui accepte une situation, qui renonce à lutter contre elle ou à s'en plaindre : *La résignation est la vertu du malheur* (Beauchêne). *Résignation de soi-même*. Renoncement à soi-même. (Dict. Larousse).

Il est tout à fait compréhensible que les maîtres, les puissants, les profiteurs, les spoliateurs, les exploités admirent cette vertu chrétienne qu'est la *Résignation* puisqu'elle est, par cela même, le contraire de la Révolte.

« La Patience et la Résignation, sont les principales vertus du chrétien. »

Se résigner, n'est-ce pas capituler devant les plus malins, les plus fourbes ? N'est-ce pas se condamner soi-même à tout subir plutôt que de faire acte humain, fier, viril devant l'odieux, devant le mal ? Si ce n'est une vertu bourgeoise, c'est une vertu aimée des bourgeois, non pour eux-mêmes, mais pour ceux dont ils profitent, contre ceux qu'ils dupent, qu'ils trompent,

qu'ils exploitent, qu'ils commandent, qu'ils asservissent. Tous ceux qui vivent sans produire ; tous ceux qui sont riches de la misère de leurs semblables ; tous ceux qui vivent dans l'opulence et dans l'orgie et crèvent un jour de pléthore pendant que d'autres vivent toujours mal et meurent de froid ou de faim ; tous ces gavés, tous ces repus aiment et prêchent la résignation des pauvres.

Des prêtres qui se prétendent disciples du Christ, dodus et replets, ne craignent pas de conseiller aux pauvres la prière et la résignation. Ils recommandent aux malheureux de ne pas envier les heureux et de ne rien faire contre eux. Ne sont-ils pas sur la terre pour faire le bien, ces bons riches, et s'il n'y avait pas de pauvres, ils ne pourraient plus se rendre agréables au seigneur en faisant l'aumône. Le pauvre est l' élu de Dieu et ce qu'il souffre sur la terre lui sera compté dans le Ciel où tout se paie et se compense par un bonheur éternel. Déjà, le pauvre est assuré d'avoir sa place au Paradis, s'il sait se résigner à son sort, ne pas maudire les auteurs de ses maux et supporter ses malheurs, car Jésus l'a dit : « Il est plus difficile à un riche de passer par la porte du Ciel qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille ». En attendant, aucun riche, aucun prêtre, n'a poussé l'amour de la pauvreté jusqu'à sacrifier son bien-être, sa situation en se privant de tout pour le donner aux pauvres. Si quelques-uns sont allés jusque-là dans leur amour du prochain, ils ont paru tellement extraordinaires qu'on les a canonisés si l'on n'a réussi à les faire passer pour déséquilibrés et hospitalisés comme tels. Il y a eu des Vincent de Paul, sans doute. Mais qui n'a connu des êtres semblables dans le civil qui, eux, n'attendaient pas une récompense au Ciel pour l'éternité ? On ne peut, certes, pas dénigrer une personne dévouée à l'extrême, douée d'un désintéressement sans limite jusqu'à risquer tout, même sa vie, pour aider un malheureux, consoler un affligé, soigner un malade contagieux, etc. ; mais cela n'a rien à voir avec la résignation puisque ces êtres d'élite font le bien pour leur satisfaction personnelle ou dans l'intérêt de leur Âme pour mériter la récompense céleste. Ils se résignent à assurer leur bonheur éternel.

La *Résignation*, pour nous, c'est le manque d'énergie à réagir contre le sort, contre la malchance, contre la destinée, contre tout ce que vous voudrez. C'est la lâcheté qui fait la résignation de ceux qui souffrent injustement et les empêchent ainsi de chercher les causes véritables de leurs souffrances, les auteurs impunis de leurs malheurs.

C'est parce qu'il y a de la *Résignation* que l'Injustice sociale se perpétue et que les méchants, les fourbes, les cyniques vivent sans crainte d'expier leurs forfaits, ayant pour eux toute une organisation effroyable pour les protéger dans leurs exploits au nom de la *Légalité*, du *Droit*, de l'*Autorité*, de la *Propriété*, de la *Justice* et de la *Force* !

Que la *Résignation*, cette vertu des eunuques, des abrutis et des lâches, cesse un jour de tenir dans le cœur et le cerveau des miséreux la place de la *Révolte* et l'on verra soudain resplendir la vraie *Justice*. — G. Y.

RÉSIGNÉ. Les résignés sont ceux qui, malheureux, accablés, manquent de caractère, de fierté, de virilité pour se révolter contre ce qui les opprime. Les résignés sont ceux qui renoncent à la lutte ; qui abandonnent leurs droits ; qui n'ont ni le courage, ni l'énergie pour les revendiquer. Il faut bien convenir, cependant, qu'ils sont souvent les victimes, les pauvres victimes de tous les préjugés sociaux entretenus par l'atavisme, l'éducation de la famille, la religion, le dressage ignoble de l'école et de la caserne. Quand un homme est persuadé qu'il doit être soldat et tuer son semblable

par ordre, pour une entité stupide, comment voulez-vous qu'un tel abruti soit autre chose qu'un résigné ? — G. Y.

RÉSISTANCE, *n. f.* Qualité d'un corps qui réagit contre l'action d'un autre corps. (Dict. Larousse). Ce n'est pas à ce point de vue qu'il sied de parler ici du mot *Résistance* mais plutôt dans le sens de faire *résistance* personnelle ou collective à tout ce qui opprime, déprime, presse, exploite l'individu. C'est ainsi que, dans le monde des exploités, l'action collective de *résistance* des ouvriers de l'usine et des chantiers, de la campagne et des ports se traduit par l'action collective qui s'appelle la grève. La *résistance* sous toutes ses formes n'est intéressante, à notre point de vue, que si elle est la manifestation consciente d'une force humaine ou sociale qui s'affirme contre une autre force humaine ou sociale. Nous envisageons donc ainsi tous les mouvements populaires, toutes les velléités de révolte du peuple contre les tyrannies, d'où qu'elles viennent, toutes les tyrannies et aussi toutes les entités au nom desquelles on les exerce : Dieu, Vérités, Patrie, Honneur, Suffrage Universel, Travail, Propriété, Eglise, Etat, Loi, Dictature, Justice, Intérêt général, Paix, Droit, Civilisation, Humanité, Progrès, etc., etc., car tous ces grands mots dans la bouche des prêtres et des politiciens, ne sont que fourberies, mensonges, dupes, bourrage de crâne. Il faut résister à leur emprise. La *résistance* est, avec la réflexion, le commencement de la sagesse et de l'esprit critique, de l'esprit de révolte. Une mentalité sérieuse de *résistance* à tout ce qui paraît beau, bien, bon et cache trop souvent le contraire, dénote chez l'individu le caractère, l'esprit libre et sain et parfois l'homme d'action. Unie à d'autres individus, cette force individuelle se multiplie et se développe dans les masses qui, elles, ne réfléchissent pas assez, n'étant pas alors défendues, soutenues, par une force de *résistance* suffisante. Au milieu d'elles, les individus désintéressés, honnêtes, dont nous parlons plus haut, sont susceptibles de prendre un ascendant tel parmi les foules, qu'ils parviennent à force de sincérité et de foi contagieuses à faire éclater pour tous des étincelles de vérités qui engendrent non plus seulement la *Résistance*, mais la *Révolte*, selon les motifs, les lieux, les circonstances.

D'où la nécessité de susciter, en tout et partout, la *résistance* des victimes aux fléaux qui créent la mauvaise organisation sociale : Vie chère, Exploitation outrée, Autorité révoltante, Inégalités sociales scandaleuses, Escroqueries et Vols légalisés, protégés par la Loi, la Magistrature, la Police. La *Résistance*, enfin, à tout le mal social est indispensable, d'abord, et doit être permanente parmi les masses populaires lésées, meurtries, sacrifiées par tous les profiteurs du régime bourgeois.

Pour le salut de tous, la *Résistance* doit être une façon de comprendre notre rôle, dans une société basée tout entière sur l'iniquité sociale. C'est rendre service à nos semblables que de les entraîner à la *résistance*. Ils savent alors, par expérience, qu'on ne peut que gagner à toujours se réginer contre les fléaux sociaux, contre leurs causes et contre leurs effets. Les travailleurs ont droit à tout pour l'unique raison qu'ils n'ont rien. Contre cet état de choses, la *Résistance* est un devoir pour tous les producteurs nécessaires.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que, vers le milieu du XIX^e siècle, les travailleurs qui n'avaient pas encore conquis le droit syndical, savaient adroitement tourner la loi et, de leurs sociétés mutuelles de secours, faisaient clandestinement des sociétés de *Résistance* où se discutaient leurs intérêts corporatifs. La police les pourchassait et la prison les menaçait sans cesse. Société de *Résistance* était bien le mot qui convenait à ce groupement ouvrier. Les militants se rendaient compte qu'il n'y avait que par la *résistance* qu'on pou-

vait oser démontrer aux exploités de l'époque, qui prenaient les ouvriers pour des matériaux agissants, que ceux-ci étaient des êtres pensants.

Les sociétés de résistance sont les aïeules de nos syndicats corporatifs, lesquels ont pour devise : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et, pour but constant : « *Bien-être et Liberté par la suppression du Patronat et du Salaire* ». Le temps a marché, les idées ont évolué. Mais, si la Résistance est toujours en bonneur, le but n'est pas atteint. Il y a des crises atroces dans nos sociétés actuelles de résistance.

Les militants syndicalistes n'ont pas à se cacher dans la montagne ou la forêt, comme des bandits en complot, ou s'isoler en mer comme des naufragés pour discuter de leurs intérêts corporatifs, comme au siècle précédent, mais ils ont à déjouer les obstacles posés par les événements sur la route droite qui mène au but : c'est la corruption gouvernementale, c'est la politique et son action néfaste, c'est la vanité des uns, l'ambition des autres qui ont laissé dévier le syndicalisme, malgré la Résistance de quelques-uns. Que faire à cela, si ce n'est de se maintenir dans la pure logique et l'incorruptible sincérité qui ont fait la puissance de la C.G.T. des années qui précéderent le cataclysme de 1914.

Ne pas désespérer. Croire à l'avenir et ne pas combattre la division en l'augmentant. Savoir, en toutes circonstances, résister aux tentatives de scission dans nos syndicats. La place des militants non politiciens et de conviction révolutionnaire, s'ils ont la conscience droite et s'ils ne sont pas des girouettes, n'est pas toujours où l'on pense comme eux mais, au contraire, où il y a des cerveaux à éclairer, des initiatives à encourager, des vertus de persévérance, de courage à faire éclore en actions d'unité pour l'émancipation totale des exploités. En un mot, il faut que nous soyons, au syndicat, à la coopérative, partout, en dehors de toute politique, des résistants à tout ce qui corrompt, dévie, désunit. Avec de la patience, de la volonté, du caractère, les militants, jeunes ou vieux, verront renaitre le vrai syndicalisme, superbe d'enthousiasme pour l'action directe, pour la perpétuelle et féconde Résistance ! — G. YVEROT.

RESPONSABILITÉ, n. f. La responsabilité en soi n'existe pas. De même que la morale, elle est née de la vie en commun, elle est une création sociale. Imaginons des êtres pouvant vivre isolés, pouvant se satisfaire chacun du produit de leur chasse et de leur travail, ne dépendant aucunement les uns des autres, alors il n'y aurait ni morale, ni responsabilité, ni bien, ni mal. Cependant chez ceux des mammifères qui n'appartiennent pas à une espèce sociétaire, il y a un rudiment de vie morale au moment de la vie sexuelle et de l'élevage des petits.

Or, les hommes sont des animaux sociétaires. Mise à part la question philosophique de savoir si la responsabilité existe ou non, on est obligé d'admettre que pratiquement elle existe, en tant que défense des individus et de la société à l'encontre des torts qui leur sont faits par les actes, conscients ou non, commis par les autres membres de la société. La responsabilité est donc en somme, au moins primitivement, une notion *extérieure* à l'individu. Ce n'est que peu à peu par les sanctions et par l'éducation que cette notion pénètre dans le cerveau des hommes, au point qu'ils se tiennent sur le qui-vive pour échapper à la vengeance sociale et, qui pis est, à l'humiliation.

La responsabilité était terrible dans les tribus primitives où la moindre défaillance, même involontaire, pouvait causer ou était censée causer les plus grands malheurs à la collectivité, puisque tout malheur était considéré comme la vengeance d'un esprit ou d'un dieu, dont la colère, la méchanceté ou la jalousie devait être apaisée par le châtiement du coupable ou par le sacrifi-

ce d'êtres innocents. L'histoire légendaire et ancienne est pleine d'exemples de ces sacrifices, enfants, jeunes filles, etc., sacrifices destinés à attirer la bienveillance des dieux ou à écarter leur courroux. On retrouve de nos jours les mêmes mœurs dans certaines tribus sauvages qui ont conservé les conceptions primitives de la responsabilité.

La notion de culpabilité chez les primitifs n'est pas comparable à celle des modernes. Dans la légende d'Œdipe, la ville de Thèbes étant ravagée par la peste, on finit par s'apercevoir que le roi a, sans le savoir, tué autrefois son père et épousé sa mère, d'où le courroux des dieux qui s'exerce sur les malheureux Thébains. Jocaste se pend, Œdipe se crève les yeux et quitte la ville, l'épidémie disparaît.

Ce n'est qu'après le triomphe du principe de causalité dans la civilisation grecque que la responsabilité prend l'aspect qu'elle reprendra plus tard après la Renaissance et qui persiste jusqu'aux temps modernes. La faute dont un individu est responsable est la conséquence d'une erreur ou d'une défaillance de sa raison. Pour éviter la faute, il faut donc instruire les individus, leur apprendre à se juger eux-mêmes et à maîtriser leurs impulsions.

Pour les chrétiens du moyen-âge, l'homme étant pourvu d'une âme par Dieu, les défaillances sont dues aux tentations de la chair, c'est-à-dire au Démon. Afin de chasser « le mauvais esprit », il faut punir sévèrement le coupable dans son propre intérêt et pour le salut de son âme. Les enfants sont responsables comme les adultes et passibles des mêmes châtiements. Les animaux, coupables de méfaits graves comme mort d'homme ou trouble d'une cérémonie religieuse, sont exorcisés ou condamnés, car on suppose qu'ils sont habités par l'Esprit Malin.

Or, l'activité psychologique reste, au début de la vie, localisée au mésencéphale (tronc cérébral), sans communication avec les centres supérieurs de l'écorce cérébrale, puisque les conducteurs nerveux ne sont pas encore revêtus de leur gaine de myéline. Les coordinations s'établissent peu à peu. Mais le sentiment de responsabilité sociale n'apparaît pas avant la puberté, c'est-à-dire avant l'apparition de la fonction sexuelle. C'est à ce moment que commence l'utilisation de véritables concepts. Et même à cette période l'adolescent n'a encore aucune expérience de la vie et des valeurs sociales.

Et pourtant, en dépit d'une observation de simple bon sens, la responsabilité des enfants a persisté jusqu'à nos jours. Il n'y a pas très longtemps, à peine quarante ans peut-être, qu'on a institué à Paris des tribunaux pour enfants. Jusque là on ne faisait aucune distinction théorique entre eux et les adultes. L'âge légal de la responsabilité pénale était de 7 ans jusqu'en 1912, où on l'a porté à 13 ans.

C'est qu'on a toujours considéré le châtiement comme un moyen, et le meilleur, d'éducation. Les punitions ont pour objet de ramener celui qui se laisse aller aux tentations, à écouter la voix de la Sagesse. Il en est de même pour les adultes. Ils n'ont qu'à suivre les indications de la Raison. La Raison ne peut pas se tromper. N'a-t-elle pas toujours été considérée comme une parcelle du Divin ? Seuls les fous en sont dépourvus.

On a commencé à s'apercevoir dans les temps modernes qu'il y avait un grand nombre de demi-fous, terme impropre sans doute, mais sous lequel on comprenait la masse des arriérés, des instables, des déséquilibrés, etc. Cette constatation n'a pas été admise facilement, elle ne l'est encore que très incomplètement. Les profanes, y compris juges, policiers et gardes-chiourme, sont tout juste capables, et encore, de reconnaître les grands délinquants. Mais les autres, ceux qui présentent des formes plus légères d'aliénation mentale, et, à plus forte raison, les simples déséquilibrés, les instables, les

paranoïaques, ceux qui souffrent d'une forme cyclique et ceux qui n'ont qu'une intelligence débile, sont impénétrables pour les chats-fourrés qui méconnaissent totalement leur « irresponsabilité ». Pourquoi les gens de justice se hasarderont-ils d'ailleurs hors du code et de leurs habitudes, et risqueront-ils de perdre leur tranquillité ? Au surplus ils ne sont pas du tout préparés à juger les hommes de ce nouveau point de vue.

Lorsque le déterminisme scientifique commença à devenir à la mode, il y a une cinquantaine d'années, non seulement la responsabilité des défectifs mentaux fut mise en question, mais celle de tous les hommes. Puisque tous nos actes sont déterminés par l'hérédité, par l'éducation, par le milieu, par les conditions économiques, par les circonstances, etc., il n'y a plus de liberté, partant plus de responsabilité. Dans les nouvelles théories l'hérédité surtout prenait un caractère fataliste. Comment les individus auraient-ils pu se déprendre du destin qui pèse sur eux ?

La question du libre arbitre revenait sur l'eau, comme au temps où les théologiens se demandaient si l'homme était dès sa naissance condamné à l'Enfer ou promis au Paradis, puisque Dieu dans sa Sagesse suprême possède entièrement la connaissance de l'avenir.

Le problème ainsi posé est d'ordre métaphysique. Il n'y a pas de liberté absolue, il n'y a pas non plus de fatalisme. Même dans l'ensemble des phénomènes naturels il n'y a pas de déterminisme uniforme, sinon il n'y aurait aucune différenciation. En tout cas le déterminisme des animaux est de moins en moins étroit, au fur et à mesure que dans l'échelle des espèces l'intelligence se développe et devient à son tour capable de réagir de différente façon. Chez l'homme en particulier, où la possibilité des coordinations cérébrales est immense, le domaine des réflexes conditionnés est extrêmement vaste, les réponses aux excitants sont multiples et variables, si bien que le fatalisme héréditaire disparaît.

L'hérédité reproduit, d'une façon imprévisible, les caractères morphologiques (traits et stature) d'un mélange d'ancêtres, elle reproduit d'une façon moins stricte leurs tendances fonctionnelles et leurs tendances affectives (sentiments) ; mais les coordinations cérébrales ne sont d'ordinaire transmises que d'une façon assez floue (aptitudes) et sont capables, sauf exceptions, de varier sous l'influence de l'éducation et du milieu, sous l'influence aussi de la propre curiosité de l'individu (goûts sensuels, esthétiques, intellectuels, moraux). Dans le domaine des goûts ceux qui sont acquis l'emportent de beaucoup sur ceux qui peuvent être hérités.

Chaque être humain a, dès la prime enfance, le désir de savoir. Savoir c'est conquérir une plus grande puissance sur les choses et sur soi-même, c'est acquérir un plus grand champ d'action, c'est arriver à mieux comprendre les conséquences de ses actes. Or nous ne sommes responsables que dans la mesure où nous nous rendons compte des conséquences de nos actes, non seulement des conséquences matérielles, mais aussi, ce dont il est plus difficile de se rendre compte, des répercussions morales et affectives. Donc savoir, en augmentant nos capacités, élargit notre responsabilité.

D'autre part l'exercice intellectuel renforce l'intelligence. Un cerveau plus développé donne à l'individu plus de pouvoir pour maîtriser les impulsions, c'est-à-dire lui donne le temps de comparer et de choisir. Celui qui se laisse aller à ses impulsions, sans prendre la peine de réfléchir, n'est qu'un esclave ; il obéit à un déterminisme grossier et automatique. A l'encontre de ces anarchistes par trop simplistes qui, il y a quelque trente ans, s'imaginaient que « vivre sa vie » — formule sommaire, variable selon la conception de la vie et faisant dépendre celle-ci, en définitive, ou des instincts ou de la fantaisie — était une formule de libération, les hommes vraiment affranchis ont plus d'ambition, ils

prétendent réagir contre leur propre automatisme, ils se sentent capables de réagir aussi contre l'éducation reçue et contre le milieu, ils savent pourtant qu'ils ne sont pas libres au sens métaphysique du mot et qu'ils ne peuvent s'évader hors de la mêlée, mais ils s'efforcent d'accéder à un déterminisme plus conscient et plus affiné, et par conséquent plus varié, plus étendu.

L'intelligence augmente la liberté, une liberté toute relative. Mais cette liberté se heurte à celle d'autrui et à l'organisation sociale. Que fera l'homme intelligent ? Sera-t-il le contempteur des lois et de l'opinion, ou bien vivra-t-il dans un conformisme commode et de tout repos ? Sera-t-il bienveillant et généreux à l'égard de ses semblables, ou bien sera-t-il âpre en affaires et ira-t-il jusqu'à pratiquer l'escroquerie ? L'intelligence ouvre toutes ces voies.

Si l'on met à part l'influence de l'éducation et du milieu, l'orientation dépend plutôt de l'affectivité. L'égoïste, c'est-à-dire celui dont l'affectivité est peu développée, met son intelligence au service de ses appétits et ne s'inquiète guère d'autrui. Il s'inquiète seulement des conséquences dommageables pour lui-même, il se gare des réactions des autres, s'ils sont plus puissants que lui, et des sanctions légales. Il pratique au besoin un conformisme religieux et nationaliste qui le range parmi les gens bien-pensants et le met à l'abri des suspicions policières.

C'est à l'égard du plus grand nombre de ces gens-là que les sanctions légales sont utiles dans le système social actuel, où le mercantilisme a besoin d'être endigué. Elles les obligent à rester dans certaines limites, dans les limites du code. Elles ne sauraient sans doute les empêcher d'exploiter les faibles, mais elles s'opposent à la pratique habituelle et constante de l'escroquerie avérée. Pourtant dans la catégorie des escrocs elles ne peuvent pas atteindre les plus habiles et les plus chanceux, comme les spéculateurs à la façon d'Ivar Kreuger. Les plus intelligents des égoïstes se gardent bien d'ailleurs de se risquer dans des aventures mesquines. Les grands ambitieux par exemple, si égoïstes, si avides, si orgueilleux qu'ils soient, savent pratiquer une affabilité de politesse, simuler le désintéressement pour les jouissances matérielles, mépriser hochets et décorations, mais n'hésitent pas à sacrifier l'amitié et l'affection à leur arrivisme et à leur désir de domination ; leur politique ne s'embarrasse d'aucun scrupule.

Quant à ceux des égoïstes, qui ne sont pourvus que d'une intelligence débile ou médiocre, ils sont les esclaves de leurs appétits immédiats. Mais ils se heurtent à chaque instant à autrui qu'ils finissent par considérer comme leur ennemi, un ennemi à qui ils ont de la jalousie à causer dommage et souffrance. Cependant on peut en dresser un certain nombre, grâce à une éducation stricte, qui comporte des punitions et qui les habitue à la responsabilité de leurs actes. Il n'y a qu'à observer ce que deviennent les enfants gâtés, à qui on passe tous les caprices. Ceux qui sont doués de quelque affectivité s'adaptent, après quelques heurts, à la vie sociale. Les égoïstes deviennent des adultes autoritaires, insupportables et sans scrupules.

L'avidité peut avoir pour but, soit les jouissances immédiates, soit le désir d'ostentation (vanité), soit celui de domination. C'est l'égoïsme, c'est-à-dire le manque d'affectivité et le mépris d'autrui, qui fait glisser l'avidité vers la délinquance. Il faut y ajouter souvent la paresse, le dégoût de l'effort, le désir de la vie facile, ce qui est une des causes de la glissade à la prostitution ou bien de nombre de délits commis par des fils de famille. Ne parlons pas maintenant des pauvres diables, qui sans doute peuvent être, eux aussi, égoïstes, avides, paresseux, mais pour qui la misère et l'inégalité sociale sont les causes principales de délinquance — comme c'est aussi le cas pour la prostitution. En dehors des causes économiques, c'est en fait l'égoïsme qui favo-

rise les impulsions anti-sociales, surtout lorsqu'il n'est pas accompagné d'une intelligence développée.

Les cas sont d'ailleurs plus complexes. Si l'intelligence varie avec chaque individu, l'égoïsme peut varier aussi. Il n'y a pas d'égoïsme en soi. Les gens sont tous plus ou moins pourvus d'affectivité, mais à des stades de développement divers. D'autre part l'affectivité peut être limitée à une femme, à la famille, à un ami. Enfin l'avidité n'est d'ordinaire orientée que vers tel ou tel appât ou telle ambition ; l'égoïsme se trouve renforcé au point de devenir féroce en ce domaine, tandis que l'individu est à peu près indifférent sur tout le reste.

En tout cas les chances de délinquance augmentent avec la diminution de l'affectivité générale. Les individus sans aucune affectivité et à intelligence plus ou moins débile (ce qui n'exclut pas la ruse) sont des êtres tout-à-fait anti-sociaux et inéducables. Ce sont les véritables pervers. On ne peut s'en garer qu'en les enfermant dans les asiles pour insanité mentale.

L'affectivité diminue ou disparaît, et l'intelligence subit des éclipses dans un certain nombre de cas, surtout dans l'alcoolisme qui supprime le contrôle, tout au moins les hésitations, et laisse les impulsions brutales se donner libre cours. L'individu en état d'ivresse n'est vraiment plus responsable, et il n'est pas toujours capable de résister à sa passion. Mais la collectivité a le droit de le traiter comme un être dangereux, comme un fou à accès intermittents.

D'autres causes que le manque d'affectivité peuvent intervenir dans la délinquance : par exemple, la tendance à l'imagination qu'on rencontre normalement chez les enfants et chez les primitifs, et qui les conduit à des affabulations que les adultes et les civilisés considèrent comme des mensonges. Les mythomanes, restés à ce stade de développement psychique, ont presque toujours une vanité démesurée ; ils se font passer pour les fils ou les parents de personnages importants ou pour ces personnages eux-mêmes, et sans doute finissent-ils par le croire, promettent aux gens leur protection et d'ailleurs monts et merveilles, s'aperçoivent qu'il leur est facile de soutirer ainsi l'argent nécessaire à tenir leur rôle et glissent peu à peu à la pratique de l'escroquerie. Il y a d'autres variétés de mythomanes, beaucoup de joueurs le sont peu ou prou, et la passion du jeu explique nombre de vols et d'indélicatesses.

Parmi les autres impulsions le désir sexuel est souvent assez fort pour obnubiler l'intelligence et déformer l'affectivité. Sa puissance est peut-être davantage prédominante chez les civilisés bien nourris que chez les sauvages, les primitifs ou les misérables pour qui le problème alimentaire a certainement plus d'intérêt. L'érotisme a quelquefois une puissance telle qu'on ne peut le refouler, et l'école freudienne en a fait, avec exagération, le facteur principal du comportement des hommes et de ses déviations.

L'impulsion sexuelle paraît être la cause directe des crimes passionnels, qui ont pour caractéristique d'être commis par des individus émotifs, mais non délirants, et agissant sans préméditation. Même avec les idées actuelles sur le rôle de la justice, on comprend que le jury absolve ces meurtriers qui restent consternés de n'avoir pu réfréner sur le coup leur colère subite et d'avoir cédé, peut-on dire, à un accès de folie passagère. Ces gens-là ne récidivent pas. A quoi donc servirait un châtiment ? Même pas à faire réfléchir un passionnel se trouvant dans le même cas.

Mais y a-t-il beaucoup de passionnels purs ? A la vérité ils sont très rares. En examinant bien, on s'aperçoit que de la plupart des homicides classés dans cette catégorie le véritable mobile est non pas l'amour, mais l'amour-propre. Sentiment d'infériorité intolérable, orgueil froissé et peur du ridicule vis-à-vis de l'opinion d'autrui, et quelquefois question d'intérêt, voilà ce qu'on trouve, et aussi la préméditation, ce qui prouve qu'il y

a eu temps pour la réflexion, même pour le calcul et qu'il y a responsabilité — responsabilité atténuée d'après les préjugés actuels sur le droit de propriété sexuelle.

L'amour-propre a une très grande influence sur le comportement des hommes, et qui l'emporte même sur celle de l'intérêt, quoi qu'en pensent les marxistes. Il intervient donc fréquemment dans la genèse de toute espèce de délit. Le désir de vengeance, hypertrophié chez les populations arriérées, est la conséquence d'une vanité qui masque une véritable infériorité mentale, soit individuelle, soit collective. Dans certaines peuplades ou clans l'individu est responsable de son honneur et de celui de sa famille, et si cet honneur est offensé il doit en tirer vengeance. Les hommes sont obligés ou se croient obligés de se conformer à l'opinion publique.

Nous avons dit plus haut que dans les tribus primitives le contrôle exercé sur les défaillances de l'individu était terrible et sans pitié. C'est ce contrôle incessant qui a créé peu à peu dans le cerveau humain l'amour-propre, sorte de sensibilisation à l'égard de l'opinion d'autrui. Ce sentiment met en garde l'individu contre les défaillances et lui permet d'éviter les sanctions et les occasions d'humiliation. Il est le fondement de la morale et du sentiment de responsabilité.

Il maintient les gens dans « le droit chemin » sans doute avec plus d'efficacité que la loi. Mais si l'individu n'a d'autre frein moral que le simple amour-propre vis-à-vis d'autrui, il ne restera dans « le droit chemin », il ne respectera les règles de la morale de confiance que s'il est sous la surveillance de l'opinion publique, s'il vit dans un milieu où il est connu. Tandis que s'il mène dans une grande ville une existence ignorée ou s'il voyage à l'étranger, il y a des chances pour qu'il en prenne plus à son aise avec la morale de confiance (ne serait-ce par exemple qu'au point de vue sexuel). Le conformisme social n'est souvent que pure hypocrisie. Il suffit de garder les apparences et de ne pas être pris sur le fait. Il suffit aussi d'être assez riche ou assez puissant pour n'avoir pas à craindre l'opinion publique et même pour l'avoir pour soi, surtout si l'on respecte les préjugés dominants (religion, patrie, etc.).

Toutefois, au cours des âges, l'amour-propre s'est affiné et s'est transformé peu à peu en un sentiment plus profond. Au lieu de n'exister que vis-à-vis d'autrui, l'amour-propre est ressenti vis-à-vis de soi-même. C'est l'apparition de la conscience morale. Sans doute par chez tous les hommes, tout au moins pas au même degré. Mais ceux qui ont vraiment le sentiment intime de leur responsabilité, prennent soin de contrôler leurs actes, car la mauvaise opinion qu'ils pourraient avoir d'eux-mêmes leur serait insupportable, fût-ce pour un acte ignoré de tous. Leur propre satisfaction leur donne plus de plaisir que l'approbation publique.

La conscience morale n'est autre chose qu'un goût, l'orientation affinée d'un plaisir sentimental, de même que les goûts sensuels ou intellectuels sont une orientation affinée de nos besoins ou de nos curiosités. Ne pas confondre les humains qui sont consciencieux par devoir (stoïciens ou puritains) et ceux qui le sont par goût (épicuriens ou anarchistes). Les premiers ont été dressés à faire leur examen de conscience pour obéir à une règle morale (extérieure à eux). Pour les seconds la conscience morale fait partie de leur affectivité profonde, et elle est non pas un devoir, mais un plaisir.

L'homme pourvu de conscience saura réfréner ses impulsions pour ne pas créer de souffrance. Il n'a pas besoin de gendarme pour rester dans « le droit chemin ». Mais son droit chemin n'est peut-être pas toujours celui du conformisme légal. Un individu affranchi, s'il est capable de se critiquer lui-même, prendra le droit de faire la critique de l'opinion publique et du conformisme. Ne supportant pas de pratiquer lui-même

l'injustice, il n'acceptera pas que la société la pratique. Il ne sera donc pas forcément un bon citoyen.

D'abord il y aura souvent heurt entre sa conscience et le conformisme de l'opinion. L'opinion publique est traditionaliste, elle a le respect des rites, de l'ordre établi, des hiérarchies. Elle est la gardienne des préjugés. Elle sait ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. Elle se confond avec le conformisme des gens bien-pensants. Elle fait obstacle au progrès qui, lui, est individuel. Elle n'accepte les idées nouvelles qu'avec lenteur et après avoir persécuté les novateurs. Souvenons-nous du conformisme religieux et du conformisme sexuel et, comme simple exemple, de l'excommunication qui frappait férocelement, il n'y a pas bien longtemps, les filles-mères, lesquelles d'ailleurs sont encore aujourd'hui en situation d'infériorité sociale.

Prenons ensuite la position de l'homme affranchi, ne dépendant que de sa conscience, vis-à-vis de l'organisation sociale. Il s'aperçoit que cette organisation donne force légale au conformisme de l'opinion. En France autrefois, et dans beaucoup de pays actuellement, elle condamne le sacrilège. Dans certains Etats des Etats-Unis des professeurs ont été poursuivis pour avoir enseigné le darwinisme. Dans l'Afrique du Sud un autre fut condamné par l'Eglise hollandaise pour avoir supposé que le récit d'Adam et d'Eve dans la Genèse était une allégorie inspirée : il eut tout juste la chance d'être acquitté par la Cour Suprême du Cap en janvier 1931. Nous avons, en France, le sacrilège patriotique. Nous avons aussi le sacrilège sexuel : la propagande anti-conceptionnelle est sévèrement poursuivie, tout ce qui touche à cette question est tabou.

D'autre part, du fait de ses règlements accumulés, l'Etat a multiplié les contraventions, les condamnations à la prison, les souffrances matérielles et morales infligées au délinquant et par conséquent à sa famille. Exemples : la prohibition aux Etats-Unis, le régime douanier en tout pays et la répression de la contrebande, les règlements de police vexatoires à l'égard des prostituées, des forains, des étrangers, etc. Toutes les lois, et on en crée tous les jours, entraînent des punitions.

Enfin, l'organisation sociale est fondée sur l'inégalité et l'injustice. Il n'y a jamais eu d'égalité entre patriciens et plébéiens, noble et vilains, roi et sujets, maîtres et esclaves, riches et pauvres, patrons et ouvriers. Impôts, toujours retombant en dernière analyse sur le travail des pauvres diables, corvées, exactions, exploitation des travailleurs, misère. *La plus grande somme des délits est due à l'inégalité sociale.*

La société mercantile actuelle donne le spectacle d'une lutte âpre et souvent sans scrupules : d'un côté lutte pour l'existence tout court, de l'autre lutte pour l'argent et les jouissances. Dans le premier cas, insécurité matérielle se traduisant par les crises de chômage ; ignorance, alcoolisme et ses impulsions aveugles et brutales dans les milieux les plus misérables ; convoitises dues au manque des choses nécessaires à l'existence ; déséquilibre familial et incertitude sexuelle provenant de l'incertitude du lendemain, etc. Dans le second cas démoralisation, dès l'enfance, causée par la mentalité mercantile, tentations suscitées par un luxe insolent et le spectacle d'une vie facile (ciné), rôle corrompeur de l'argent, pratique courante de la réclame, du bluff, de la tromperie et de la ruse, etc. Où est la responsabilité des individus dans un milieu où il faut « se débrouiller » aux dépens d'autrui ? En particulier, où est celle des pauvres diables réduits à une situation précaire ?

Pour maintenir, coûte que coûte, les gens dans les limites du code, que fait la Justice officielle ? Elle se sert toujours des moyens de répression traditionnelle. Elle punit, elle exerce, comme les primitifs autrefois, le droit de vengeance, elle distribue de la souffrance. Nous avons dit plus haut que dans la société mercan-

tile actuelle, où les appétits des égoïstes sont déchaînés contre autrui, l'intimidation est nécessaire pour les réfréner en partie. Et c'est la faute de la société que d'être obligée de protéger l'ordre, le sien, par de tels procédés. En outre, une personne bien équilibrée préférera se conformer à des règlements tracassiers et imbéciles (octroi, etc.), que de s'exposer à une punition, fût-ce à de simples désagréments. La société défend son ordre, c'est entendu, mais distribuer des souffrances infamantes augmente la délinquance sans résultats tangibles. La peur de la guillotine ne suffit pas à retenir le bras des assassins. A ce point de vue, la justice du moyen-âge avec la torture aurait dû être beaucoup plus efficace que la Justice actuelle. Or, l'assassin, qui est le plus souvent un arriéré mental, ne suppose jamais qu'il sera pris. Le voleur non plus.

On ne peut pas prétendre que la prison soit un moyen de rénovation morale, quelque des œuvres aient été créées afin de relever la conscience des détenus et leur rendre le sentiment de la responsabilité. Prêches et sermons, même avec le plus sincère apitolement, ne peuvent avoir d'autre résultat que de développer l'hypocrisie. Le condamné, en simulant le repentir, à quelque espoir d'obtenir une réduction de peine et, au pis-aller, de menues faveurs. A la vérité la prison est un pourrissoir. Celui qui est emprisonné une première fois, après avoir commis un délit occasionnellement, peut sur le coup éprouver un sentiment de déchéance et croire sincèrement qu'il a mal fait. Mis en compagnie de chevaux de retour, il se trouve dans un milieu où le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance n'impliquent aucune honte, aucune humiliation. Il apprend que ce qu'il a fait n'est pas considéré comme une défaillance répréhensible, que cela fait partie des moyens naturels de se débrouiller ! qu'il comporte même sa part de gloire. Son tort est de s'être laissé prendre. Or, c'est l'opinion publique d'un milieu donné qui est le fondement de la morale de ce milieu. Le nouveau venu retrouve un sentiment d'équilibre. Au lieu du sentiment de responsabilité à l'égard d'une vague humanité, il s'initie à une solidarité et à une responsabilité, limitées, comme chez les primitifs, au cercle des copains, aux camarades d'un clan ou d'une bande. Il accepte avec d'autant plus de facilité l'opinion et la morale du nouveau milieu qu'il se sent rejeté du cercle des « honnêtes gens » par la tare infamante qui le marque pour toute la vie. C'est à ce point de vue que la prison est un pourrissoir, parce qu'elle entraîne les nouveaux venus vers la morale des délinquants d'habitude.

A plus forte raison ces remarques s'appliquent aux maisons de correction et de réforme morale qui mêlent quelques adolescents naïfs et influençables à d'autres malheureux, pervers ou perversis, immoraux par débilité mentale et par éducation.

Pour que la responsabilité devint générale entre les hommes, il faudrait que la solidarité fût, elle aussi, générale. Pour que la confiance régnaît dans les rapports sociaux, il faudrait qu'il n'y eût plus d'inégalité sociale, cette inégalité due autrefois à la naissance, aujourd'hui à l'accaparement des richesses, et qui a pour fonction l'exploitation de la plus grande partie de la population au profit d'un certain nombre de privilégiés détenant les moyens de puissance. La société est divisée en classes antagonistes : d'un côté ceux qui travaillent pour vivre mal, dont les uns sont soumis, les autres se sentent lésés et protestent, d'autres enfin, envieux, cherchent par tous les moyens, licites ou non, à s'introduire dans les milieux de luxe ; de l'autre côté « les gens bien », ceux qui vivent aux dépens du travail d'autrui, les uns directement par une exploitation féroce ou exacte, les autres sans s'en rendre compte, les uns et les autres indifférents, méprisants ou montrant un apitolement humiliant à l'égard des gens du commun, sans culture, sans manières, sans éducation. Où est la res-

pensabilité de chaque individu ? Elle se confond avec celle de l'organisation sociale.

Entre ces classes en antagonisme permanent éclatent des conflits périodiques, le plus souvent aujourd'hui sous forme de grèves. Sans celles-ci il n'y aurait jamais eu de relèvement de salaire ni des conditions du travail. Elles ont dû être reconnues par la loi sous la poussée populaire, ce qui n'empêche que les grévistes sont encore traités et poursuivis comme des malfaiteurs. Les conflits sociaux ont ressuscité les délits d'opinion. On n'a pas le droit de toucher à l'ordre établi. Une simple déclaration anti-militariste suffit à entraîner une condamnation féroce.

Non, l'homme affranchi, celui qui ne dépend que de sa conscience, ne peut pas vivre en accord ni en paix avec la société actuelle. Il ne peut pas se contenter de ne pas créer de souffrance autour de lui. Il doit entrer dans la mêlée pour aider à créer un régime de justice et d'entraide. Celui qui n'agit pas, tout au moins par son influence morale, par ses propos et ses critiques, celui qui reste, dédaigneux et égoïste, dans sa tour d'ivoire, se rend complice et responsable des iniquités sociales.

Peut-on supposer qu'avec l'effort commun l'humanité arrivera à une organisation sociale où régnera une morale sans obligation ni sanction, fondée sur la confiance réciproque, où chacun prendra sa responsabilité en lui-même ? Il est certain qu'il y aura toujours des impulsions non réfrénées, surtout dans le domaine sexuel, des amours-propres exacerbés, c'est-à-dire des vanités, etc. Il est probable que dans une société où les conflits d'intérêt auraient en grande partie disparu, et sans doute y en aura-t-il encore, les conflits d'amour-propre seront les plus nombreux.

Le sentiment de responsabilité aura encore assez souvent des défaillances. En supposant que le monde futur soit composé, en général, d'individus ayant une intelligence et une conscience plus développées qu'aujourd'hui, il n'y en aura pas moins des divergences entre les hommes avec des intelligences et des consciences à des degrés divers de développement, avec des caractères différents, avec des réactions différentes. Tous n'arriveront jamais au même affinement dans le sentiment de responsabilité. Et l'amour-propre vis-à-vis d'autrui prendra encore souvent le dessus sur l'amour-propre vis-à-vis de soi.

On peut supposer que les conflits d'intérêt, les torts et les dédommagements seront réglés par des commissions techniques d'arbitrage et que les individus de mauvaise foi, mieux connus à l'intérieur des associations, seront devant la réprobation publique et l'antipathie générale obligés de changer de milieu, que les actes anti-sociaux (conflits sexuels, violences, déséquilibres divers, accès alcooliques, etc.) seront envoyés à une commission médicale, etc.

Il y aura toujours une société, des organismes de production et de répartition (communes agricoles ou industrielles), des associations de tout genre, des fédérations multiples. La responsabilité vis-à-vis de la collectivité existera toujours, mais elle ne donnera plus lieu à des peines infamantes. Tout devrait se réduire au dédommagement, tout au moins partiel, du tort causé, sous la garantie d'un arbitrage, et au traitement médical des individus dangereux. Encore ceux-ci devraient-ils avoir pour se défendre contre des abus possibles, l'assistance de psychiatres indépendants, remplaçant les avocats d'aujourd'hui.

Enfin, on aurait sans doute, davantage que maintenant, la préoccupation de l'hygiène et de la santé publiques. On s'intéresserait davantage à l'éducation rationnelle de l'enfant respectant son développement psychologique, sans le bourrage de crâne, destiné à l'amener au conformisme. On s'inquiéterait du dépistage précoce de tous les arriérés, afin de leur donner une

éducation spéciale, continuée, en cas de besoin, par une protection médicale au cours de leur existence.

Et puis, quoi qu'il arrive, il y aura toujours une opinion publique sans doute mieux éclairée, plus libérale, évoluant plus facilement. Quel est le surhomme, doué du sentiment de la responsabilité le plus affiné et de quelque intelligence, qui aurait l'orgueil de prétendre pouvoir se conduire à l'égard d'autrui sans provoquer un jugement populaire parfois plus équitable que le sien ? La réaction réciproque des uns sur les autres est la garantie de la responsabilité sociale. L'équilibre de la morale, toujours instable, est la résultante de l'influence de l'opinion publique, soutien de la coutume, et de la réaction de chaque individu, défendant sa personnalité et son indépendance. — M. PENNOR.

RESPONSABILITÉ. La responsabilité, dit le dictionnaire, c'est l'obligation de répondre de ses actes, de ceux des autres ou d'une chose confiée. Cette définition est exacte, à mon avis. Je la fais donc mienne. La responsabilité est inséparable de l'acte lui-même. Elle implique nécessairement la liberté, en même temps qu'elle détermine celle-ci. Elle peut se présenter sous deux formes : individuelle et collective. La responsabilité individuelle oblige à répondre uniquement de ses actes ou d'une chose confiée à la personne même. La responsabilité collective fait obligation de répondre non seulement de ses propres actes, mais encore de ceux d'autrui, s'il s'agit d'actes délibérés, acceptés et décidés par un groupe d'individus associés, sous une forme ou sous une autre, pour accomplir une tâche commune, pour atteindre un but commun. Dans ce cas, la chose confiée, engage la responsabilité de tous. Cette chose confiée peut être : le secret de délibérations, de décisions ou d'actes qui doivent être préparés et exécutés par les associés ou certains d'entre eux, choisis par l'ensemble. Chacun et tous sont donc, en ce cas, responsables, à la fois individuellement et collectivement, et leur liberté est déterminée par ce double caractère de la responsabilité.

Ces prémices formulées, il importe, maintenant, d'examiner les deux aspects de la responsabilité.

I. — LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE. — A mon avis, l'obligation qui consiste à répondre de ses actes ou de la chose confiée personnellement, ne peut être étudiée par aucun individu en possession de ses facultés mentales. Cependant, plusieurs conceptions peuvent se faire jour :

a) Celle des individualistes, adversaires de toute forme d'association ; b) celle des individualistes partisans de l'association libre et momentanée, mais hostiles à l'organisation sous toutes ses formes ; c) Celle des partisans de l'organisation méthodique et durable.

a) Convaincus qu'ils se suffisent à eux-mêmes, les individualistes non-associationnistes — de moins en moins nombreux, il faut le dire — sont partisans de la liberté, sans limite, ni contrôle. Ne voulant rien avoir de commun avec le milieu, avec la société, ils n'entendent être responsables de leurs actes que vis-à-vis d'eux-mêmes et n'ont d'obligation envers quiconque.

Cette conception est apparemment logique. Elle serait soutenable si ces individualistes pouvaient vivre en marge, s'ils n'étaient pas obligés de recevoir des services de la société et, en échange, de lui en rendre. Elle serait juste et inattaquable, s'ils considéraient que leur liberté finit au moment où leurs actes commencent à porter atteinte à la liberté des autres. Mais comme ces « individualistes » prétendent exercer leur liberté, toute leur liberté, sans se préoccuper en quoi que ce soit de la restriction apportée à celle des autres ; comme ils entendent « prendre » le plus possible à la société et ne rien lui donner, en échange, je déclare qu'une telle conception de la responsabilité est insou-

tenable. Elle ne peut être que celle d'« énormes » qui n'acceptent aucune responsabilité et, en fait, sont irresponsables.

b) Il en est autrement des anarchistes individualistes, de tendance associationniste. Ceux-ci considèrent qu'ils ne peuvent vivre que par un échange de services entre certains hommes et eux. S'ils limitent cet échange de services ; s'ils refusent, en général, de l'étendre à la société tout entière, ils conçoivent parfaitement qu'ils ne peuvent recevoir sans donner loyalement. D'une manière générale, ils respectent le contrat, écrit ou non, qui les lie à leurs associés d'un moment. Acceptant le principe de la réciprocité, ils s'interdisent — ou doivent s'interdire — de porter atteinte à la liberté de leurs associés et se considèrent responsables devant ceux-ci des obligations librement souscrites.

Ceci prouve qu'ils ont le sens de la responsabilité individuelle et un certain sens de la responsabilité collective. Toutefois, leur conception de la responsabilité : individuelle et collective, ne dépasse pas le cercle de leurs associés directs et momentanés ; ils ne se reconnaissent, en fait, aucune obligation envers les autres hommes et, moins encore, envers la société elle-même. Cette conception de la responsabilité restera donc insoutenable, aussi longtemps que le développement et l'évolution des individus, de tous les individus, ne permettront pas à l'Anarchie de devenir, partout et pour tous, une réalité. Pour que cette réalité soit enfin, il faut que les individualistes-associationnistes comprennent qu'ils doivent étendre le champ de leur association, que leur liaison avec le milieu social doit être plus complète ; que, pour réaliser ce qu'ils appellent leur revendication, il faut qu'ils cessent de proclamer que l'affranchissement de l'homme dépend uniquement de son évolution ; qu'ils admettent que cette évolution est contrariée, entravée, rendue impossible par le système capitaliste et qu'ils admettent aussi qu'il faudra au préalable, détruire ce système, cet obstacle qui leur barre la route vers le sommet qui nous est commun, comme point d'arrivée. Lorsqu'ils auront compris tout cela, ils côtoieront la vérité. Ce temps ne paraît, malheureusement, pas prêt d'être révolu pour eux. En ce qui concerne la chose confiée, leur conception de la responsabilité est absolument identique. Ils ne se reconnaissent d'obligation de répondre de leurs actes qu'envers leurs associés momentanés. Ils sont, sur ce point, logiques avec eux-mêmes.

II. — LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE. — Arrivons-en, maintenant, à la conception que professent, en matière de responsabilité individuelle, les partisans du groupement, de l'organisation, du milieu social nécessaire.

c) Chez eux, le sens de l'obligation de répondre de ses actes et de la chose confiée, prend une signification toute différente de celles que je viens d'exposer. Considérant que la co-existence de l'individu et de la société est une nécessité indéniable, dont le fait est d'ailleurs antérieur à leur propre existence, les partisans du groupement affirment qu'il devrait y avoir solidarité complète entre tous les humains, sans distinction de race, de couleur, de lieu d'habitation. Ils constatent que cette solidarité est rendue impossible par une certaine catégorie d'individus, dont le nombre est infime et la puissance très grande. Et, convaincus que cette solidarité, caritative sociale de l'avenir, ne pourra être pleinement réalisée que par la disparition de l'obstacle qui est au travers de leur route depuis des siècles, ils unissent leurs efforts pour détruire cette entrave à leurs désirs. Ils étendent donc le principe de la responsabilité individuelle, l'obligation de répondre de leurs actes et de la chose confiée à toute une catégorie d'hommes : à ceux qui partagent leurs conceptions et poursuivent le même but.

Liés à ceux-ci par une concordance d'intérêts de toutes sortes, ils considèrent qu'ils sont responsables devant

eux dans tous les actes de leur vie ayant un caractère social, actes dont les conséquences, bonnes ou mauvaises, peuvent influer sur les conditions d'existence, de sécurité, de bien-être de leurs semblables. Ils savent qu'un acte commis à Paris, par exemple, par un individu, peut avoir sa répercussion à New-York, à Pékin ou à Valparaíso. Ils se garderont donc de l'accomplir si, par sa portée et ses conséquences, il peut créer une situation fâcheuse, difficile, grave pour leurs camarades qui habitent à des milliers de lieues de Paris.

Pour prendre un exemple moins lointain, plus précis, plus accessible, plus compréhensible et, par conséquent, plus probant, examinons le fait suivant : Les ouvriers d'une firme métallurgique ayant son siège à Paris et des usines à Belfort, Perpignan, Nice, Brest et Dunkerque, sont en grève à Belfort, pour une question de salaire et de durée du travail. Il est tout à fait évident que tous les ouvriers de cette firme, où qu'ils travaillent, ont le plus grand intérêt commun à ce que leurs camarades de Belfort triomphent. Ils ont, les uns vis-à-vis des autres, des obligations certaines. Que l'un des centres affiliés travaille pour exécuter les commandes qui font l'objet du litige à Belfort, les grévistes de cette localité seront battus, parce que la solidarité de l'ensemble des travailleurs de la firme leur aura fait défaut. Et, tout naturellement, leur défaite sera aussi, même avant la lettre, celle des ouvriers des autres centres.

Dans ce cas, ce n'est pas seulement la responsabilité collective des syndicats qui sera en jeu, mais encore et surtout, la responsabilité individuelle de chaque ouvrier qui devra répondre de ses actes devant chacun et tous les autres travailleurs de la firme.

On peut multiplier ces exemples à l'infini, prendre encore celui-ci, si on veut : il y a menaces de guerre très graves entre la France et l'Allemagne, le moindre incident de frontière peut déclencher le conflit. Il suffit que deux sentinelles échangent des coups de feu, que deux douaniers se disputent, qu'un ressortissant français pénètre en Allemagne, ou vice-versa, qu'un avion survole la zone-frontière pour que la poudre parle. J'entend bien que ce ne sera que le prétexte, que l'occasion choisie : attendue ou cherchée, pour déclencher la conflagration ; mais, tout de même, si cet incident ne s'était pas produit, si le soldat, le douanier, l'aviateur avaient eu le sens de la responsabilité individuelle, s'ils avaient, avant d'agir, mesuré la portée et les conséquences de leurs actes, le prétexte n'eût pas été fourni, l'occasion n'eût pas été donnée et les dirigeants, fauteurs de guerre, eussent été dans l'obligation de chercher autre chose... qu'ils n'auraient peut-être pu trouver au moment propice. Voilà encore un aspect de la responsabilité individuelle qui oblige un homme à répondre de ses actes devant deux collectivités d'individus, situées : l'une en Allemagne et l'autre en France.

Admettons maintenant que l'incident ait produit les conséquences attendues, que la guerre apparaisse inévitable et proche. La situation sera-t-elle la même, selon qu'on acceptera la guerre ou qu'on se dressera contre elle. Affaire de responsabilité collective, me répondra-t-on ? Affaire surtout de responsabilité individuelle, répondrai-je !

La résistance, la lutte pour la paix, l'utilisation psychologique des événements pour tenter une révolution sociale, dépendent, d'abord et avant tout, de l'attitude que prendront ici et là les travailleurs, des moyens qu'ils mettront en œuvre, de la solidarité dont ils feront preuve des deux côtés de la frontière. Et cela est, nul ne peut le contester — et les anarchistes moins que les autres — un problème qui se posera devant la conscience de chaque individu, en Allemagne, comme en France. De même, chacun sait que l'action collective ne sera possible que si le nombre de ceux qui estimeront être personnellement responsables de leurs actes devant

tous est assez grand, assez agissant, assez vigoureux dans l'emploi des moyens d'action. Il est, je crois, inutile de pousser plus loin cette démonstration. La preuve me paraît apportée que chaque individu est responsable de ses actes, de la chose confiée : paix, succès, révolution, etc., devant tous ses semblables et, en premier lieu, devant tous ceux dont les intérêts de tous ordres sont identiques aux siens.

III. — LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE. — Par les exposés précédents, nous venons de démontrer qu'il y a trois grandes conceptions de la responsabilité individuelle. Il est aisé de conclure, dès maintenant, qu'il n'existe qu'une seule conception posséder de la responsabilité collective.

Seuls, les individus qui acceptent la nécessité de l'organisation, c'est-à-dire tous les groupements à caractère communiste, qu'il s'agisse de la branche autoritaire ou de la branche libertaire, des centralistes ou des fédéralistes, doivent reconnaître comme leur le principe de la responsabilité collective et admettre celle-ci comme indispensable. L'obligation de répondre de ses actes, de ceux des autres, de la chose confiée, s'applique intégralement et avec autant de rigueur — d'ailleurs peut-être — aux groupements qu'aux individus, parce que leur responsabilité est plus grande encore au point de vue social.

En effet, cette responsabilité, qui s'étend de la décision aux conséquences de l'action, en passant par la préparation et l'action elle-même, engage le groupement tout entier vis-à-vis du reste des individus d'un pays et, souvent, de tous les pays.

Disons tout de suite qu'elle n'abolit en rien la responsabilité individuelle de tous les membres du groupement ; qu'il n'y a aucune opposition entre la responsabilité individuelle et la responsabilité collective. Elles se complètent et se confondent.

La responsabilité individuelle est la forme originelle de la responsabilité ; elle découle de la conscience elle-même. La responsabilité collective en est la forme sociale et finale. Elle élargit la responsabilité de l'individu à la collectivité : en l'étendant ainsi, selon le principe de la solidarité naturelle qui est, en même temps, une loi physique s'appliquant aussi bien aux composants sociaux qu'aux autres parties d'un corps quelconque : animé ou inanimé, elle rend chaque individu responsable de ses actes devant la collectivité tout entière. Et, par réciprocité, par voie de contrôle, elle rend la collectivité responsable devant tous les individus. Comme le fédéralisme lui-même, dont elle est d'ailleurs l'un des principaux éléments, la responsabilité collective s'exerce dans deux sens : ascendant et descendant. Elle fait obligation à l'individu de répondre de ses actes devant le nombre et, à ce dernier, de répondre des siens devant l'individu.

On peut donc dire que les deux formes de la responsabilité se déterminent l'une, l'autre. La responsabilité collective consacre et précise la responsabilité individuelle. En fait, s'il réfléchit, s'il a le souci d'appliquer les principes qu'il défend, aucun communiste de tendance libertaire, anarchiste par conséquent, ne peut la nier et la rejeter. J'ajoute que s'il voulait être logique avec sa doctrine, aucun partisan de l'association, quelle que soit la nature de celle-ci, ne pourrait et ne devrait la combattre.

Ceci posé, voyons comment doit s'exercer la responsabilité collective. Prenons, par exemple, un groupement quelconque, qui a pris telle ou telle décision, après une discussion libre entre ses membres ou leurs représentants mandatés et contrôlés. Que fera-t-il ? De toute évidence, il s'efforcera par tous les moyens en son pouvoir d'atteindre le but désigné. Cela veut dire qu'à partir de ce moment la discussion est close entre les membres du groupement ; que tous, conscients de leur responsabilité, partisans ou non de la décision prise et

des mesures choisies, ont le devoir le plus strict de mettre tout en œuvre pour préparer et exécuter au mieux ce qui a été décidé.

Que l'accord ait été réalisé à l'unanimité ou à la majorité, tous ont, désormais, la même responsabilité dans la préparation, l'action et les conséquences de celle-ci. Aucun ne peut se dissocier des autres, agir dans un sens différent ou contraire, porter atteinte à la souveraineté de la décision, prise librement, ne l'oublions pas. Par contre, si le déroulement des actions et des faits s'opère en dehors du cadre des principes et si la décision était viciée dans son application, tous auraient le droit, le devoir même, de s'insurger contre la déviation et de s'efforcer de ramener le groupement dans la ligne droite : celle de sa doctrine et de sa décision.

Mais, tant que l'action du groupement s'exercera dans le cadre des principes et de la décision, tous devront s'ingénier, par des initiatives intelligentes, toujours inspirées de l'intérêt commun, à atteindre le plus rapidement et le mieux possible le but visé. Il va donc de soi que tout participant, lié par une décision à caractère impératif, prise librement dans le cadre des principes et de la doctrine du groupement auquel il appartient, ne peut, à aucun moment, prendre la responsabilité d'une initiative, d'un acte de nature à compromettre le succès commun.

Une initiative, grave par les conséquences qu'elle comporte, par la responsabilité qu'encourt son auteur vis-à-vis du groupement et, parfois, de toute la collectivité, doit donc, au préalable, avant d'être exécutée, matérialisée par l'acte, recevoir l'approbation du groupement qui est responsable de l'action et de ses conséquences. Rejetée, elle ne doit pas être exécutée. Si l'individu a le moindre sens de la responsabilité individuelle et, « a fortiori », collective.

Une telle conception de la responsabilité collective ne vise, ni ne tend à brimer la liberté individuelle, inséparable de la responsabilité collective et vice-versa. Elle lui donne, au contraire, son véritable sens : le sens social. Seuls, des fous, des forcenés, des hommes ambitieux pour eux-mêmes au suprême degré : des César, des Napoléon, des « individualistes » farouches, peuvent s'élever contre une telle conception et la rejeter. En somme, on peut dire de la responsabilité, ce qu'on dit de la liberté — inséparables l'une de l'autre, je le répète. L'individu est responsable devant le groupement ; le groupement est responsable devant l'ensemble des groupements et tous les groupements sont responsables devant tous les individus.

Pour que la responsabilité ait ce caractère, il va de soi, bien entendu, que le contrôle permanent et sévère des actes de chacun et de tous doit s'exercer de façon constante.

Ainsi se déterminent l'une-l'autre, et se complètent, les deux formes de la responsabilité : individuelle et collective.

IV. — LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DE L'HOMME. — Après avoir étudié, défini et précisé les caractères de la responsabilité, tant au point de vue individuel que collectif, il me paraît nécessaire d'examiner le problème sous sa forme professionnelle et sociale, et ce, dans le régime capitaliste et dans un régime transformé, conforme à mon idéal.

1° Dans le régime capitaliste. — Immédiatement, je remarque que cette responsabilité se présente sous un double aspect : la responsabilité de l'homme et celle de la fonction.

Ces deux formes de la responsabilité sont inséparables l'une de l'autre, la seconde est le prolongement, le complément de la première. En effet, la fonction est la consécration pratique de l'activité humaine. Et comme on ne peut juger la conscience de l'individu que sur les actes de la vie courante, on ne peut, raisonnablement séparer la fonction de l'individu et vice-versa.

Qu'il l'ait choisie ou non, qu'il la subisse ou qu'il l'accepte, un homme est responsable des actes qu'il accomplit dans l'exercice de sa fonction professionnelle. Il l'est doublement : au point de vue individuel et social, en raison des répercussions et des conséquences que ses actes peuvent avoir sur l'existence des autres hommes.

Peut-on admettre, par exemple, qu'un individu, dans l'exercice de sa profession, de son métier, porte atteinte sciemment à la vie, à la santé, à la sécurité de ses semblables ? Non ! Pour ma part, je n'admettrai jamais qu'un individu, exerçant tel ou tel métier accepte délibérément d'agir ainsi, sous le prétexte trop connu qu'il faut vivre et, pour cela, composer souvent avec sa conscience.

Je n'excuse ni le boulanger qui accepte d'utiliser des produits qu'il sait nocifs, dans la fabrication du pain ; ni le charcutier qui ne se refuse pas à employer des viandes avariées ; ni l'ouvrier qui construit un bâtiment avec de mauvais matériaux et qui s'écroulera sur le dos des occupants ; ni le mécanicien qui consent à partir avec une machine avariée, qui met en péril la vie des voyageurs ; ni le cordonnier qui fabrique des chaussures avec semelles en carton ; ni le garçon de restaurant qui consent à servir aux clients une nourriture malsaine, tout cela sous le prétexte qu'il faut absolument vivre.

Je préfère leur dire qu'il n'est pas nécessaire que de tels individus vivent, qu'ils sont, à proprement parler, des dangers sociaux. Je les tiens pour responsables personnellement et professionnellement des actes condamnables qu'ils commettent en transigeant ainsi avec leur conscience. De même, sont grandement responsables ceux qui acceptent de travailler aux productions de guerre et le savent. Les uns et les autres devraient se refuser à travailler dans de telles conditions, pour de telles fins. En acceptant d'exercer ainsi leur profession, leur métier — ou un tel métier — les uns et les autres se font les complices de leurs adversaires de classe lesquels n'ont qu'un but : *gagner de l'argent* par tous les moyens, sans se soucier de la vie de leurs semblables.

J'admets parfaitement que dans la lutte constante qui oppose les classes, on s'en prenne aux moyens de production qui ne sont, actuellement, que des instruments de profit et d'exploitation ; qu'on s'attaque au coffre-fort par les moyens les meilleurs, mais je n'accepte pas le sabotage des produits dont tous les individus — et les ouvriers les premiers — sont consommateurs. Un tel sabotage, une telle conception de l'exercice du métier, de la profession, ne peuvent être mis en pratique que par des consciences élastiques, des inconscients ou des irresponsables. Des hommes qui les accepteraient comme valables ne vaudraient pas mieux demain, dans une société transformée, à base égalitaire. Ils sont et ils resteraient des dangers sociaux.

Prenons un autre cas, pour montrer l'intérêt qu'il y a, pour la classe ouvrière, à acquérir sans cesse davantage de connaissances et de conscience. Supposons que des ouvriers sont occupés à la construction d'un pont en ciment armé. Tout leur paraît normal : les matériaux sont de bonne qualité, le travail s'effectue, techniquement, dans d'excellentes conditions ; rien ne leur paraît ni singulier, ni dangereux. Et, cependant, un beau jour, soit au cours des travaux, soit à l'usage, après achèvement, le pont, en s'écroulant, fait des victimes par centaines. Pourquoi ? Tout simplement parce que les calculs de résistance des matériaux étaient faux. Dans ce cas, les ouvriers qui ont construit cet ouvrage suivant des données précises fournies par les techniciens de l'Entreprise, qui ont, les premiers, risqué leur vie, pendant l'exécution du travail, sont-ils responsables, individuellement et collectivement de l'écroulement de l'ouvrage ?

Non, s'ils ignoraient que les calculs étaient faux, s'ils n'avaient aucun moyen de les vérifier.

Oui, s'ils étaient capables de procéder à cette vérification, s'ils ne se sont pas opposés à ce que la construction se poursuive, soit par l'action de leur syndicat, soit par leur action propre. En résumé, les hommes, même en régime capitaliste, n'ont pas le droit d'être défaillants devant les obligations des fonctions qu'ils ont accepté de remplir. Quant aux organisations, il leur appartient de rompre le silence complice observé par certains de leurs membres ; de dénoncer les procédés coupables employés ou imposés par les profiteurs, de rappeler les ouvriers défaillants à leur devoir d'humains, de dégager la responsabilité de leur classe, de souligner et démontrer celle de l'adversaire.

Ceci exposé, je déclare hautement qu'en régime capitaliste la classe ouvrière n'a aucune autre responsabilité sociale. Le fait qu'une classe commande et que l'autre exécute en conscience suffit à situer, d'une façon parfaite, la responsabilité et de celle-ci et de celle-là. Peut-on affirmer, par exemple, que dans la crise actuelle, qui est avant tout une crise d'organisation et de fonctionnement du régime capitaliste, le prolétariat — qui est tenu en tutelle, politiquement et en esclavage, économiquement — ait une responsabilité quelconque ? Evidemment, non. Il est la victime de la crise. Il n'en est pas le responsable. Tout se fait en dehors de lui et contre lui ; il ne saurait donc, vis-à-vis de la société actuelle, encourir, et moins encore, endosser aucune responsabilité, à moins qu'il n'aide par son concours le capitalisme dans sa tâche, ce qui est, malheureusement, le cas pour une certaine partie de la classe ouvrière en ce moment. Mais le reste du prolétariat, ceux qui restent fidèles à leur idéal, n'ont aucune responsabilité dans tout ce qui arrive.

Leur responsabilité ? Elle se limite à n'avoir pas su trouver encore le moyen de se débarrasser du système qui les opprime et les broie ; elle consiste à trouver ce moyen le plus tôt possible. C'est tout et c'est assez. Cette responsabilité-là elle s'impose à tous les travailleurs comme un devoir impérieux ; mais elle ne s'étend pas plus loin. Elle se limite à ceux dont les aspirations sont communes, à ceux qui subissent. Que ceux qui commandent gardent la leur. Et que le prolétariat la leur laisse *tout entière*.

2° Dans un régime transformé à bases communistes-libertaires. — Il va sans dire que dans un tel régime, le problème de la responsabilité professionnelle et sociale de l'homme et des groupements prend un tout autre caractère. Ayant détruit toutes les formes, tous les éléments d'oppression et d'exploitation et établi l'égalité sociale, l'individu accède de plain-pied à la *complète responsabilité* de tous ses actes. La nécessité pour lui d'assurer la pérennité du système qu'il aura édifié lui fera une obligation absolue d'accomplir l'acte de production avec la plus rigoureuse conscience. La mal façon voulue, le sabotage du produit, la détérioration ou la mise hors d'usage de l'instrument de travail, constitueraient autant de crimes contre lui-même et envers ses semblables : *ses associés*. J'ose espérer que la conscience, désormais libre, parlera assez haut et assez clair chez chacun pour que de tels actes soient à jamais bannis ; que l'erreur, si acceptable qu'elle soit, si humaine qu'elle demeure, ne trouvera pas une audience indéfinie et qu'elle sera, au contraire, salubre pour l'avenir.

CONCLUSION. — Si l'époque actuelle ne m'apparaissait pas aussi décisive pour la vie de l'espèce humaine, si nous n'étions pas, à la fin d'un stade de l'évolution des sociétés ; si une ère nouvelle n'était pas à la veille de naître, si le trouble n'était pas si grand chez la plupart des hommes ; si l'anxiété n'était pas au cœur des meilleurs ; si on ne confondait trop souvent : la fiction avec la réalité, le sophisme avec la vérité, l'accessibilité avec

l'inaccessible, le sentiment avec la raison, l'érudition avec le savoir, la négation avec le raisonnement, j'aurais borné la ma conclusion. Elle me paraissait, en d'autres temps, parfaitement suffisante. Mais nous vivons dans des conditions tellement extraordinaires ; les passions et l'incompréhension sont si grandes, le sens donné aux mêmes expressions et systèmes, si différent, qu'il me semble nécessaire de motiver cette conclusion, de la renforcer, si possible, de lui donner sa plus grande puissance de persuasion.

Quand la peur des mots, la paresse de l'effort d'induction et de déduction sont si considérables qu'elles conduisent des hommes qui ont l'habitude du mouvement des idées, à nier des choses aussi évidentes que : la nécessité de défendre par les armes une révolution, l'existence de la période transitoire, l'indispensabilité de l'instrument d'échange et la valeur de la responsabilité collective, on ne saurait être trop précis et avoir peur de chasser l'erreur de ses derniers retranchements.

Je veux prouver ici, à ceux qui nient la valeur, l'existence même, de la responsabilité collective, — qui sont, d'ailleurs les mêmes que ceux qui n'admettent pas la période transitoire parce qu'elle les effraye ; qui se refusent à défendre la révolution par tous les moyens armés, parce qu'ils sont les adversaires des forces collectives armées ; qui se refusent à accepter l'instrument d'échange, parce qu'ils sont partisans de je ne sais quelle prise au tas — qu'ils doivent capituler devant la raison, jeter le masque de la paresse et de l'incompréhension ou cesser de s'affirmer révolutionnaires. Qui peut admettre, à notre époque, alors que de formidables collectivités d'intérêts se heurtent à travers le monde ; que de leurs chocs terribles résultent à tout instant des bouleversements énormes dans tous les domaines, bouleversements qui modifient parfois en un seul jour le sort de toute une industrie et celui des millions d'hommes qu'elle occupe ; que, d'un moment à l'autre, de leur heurt, sur tel ou tel point du globe, la guerre peut éclater ; que des réactions inévitables qu'elles provoquent chez le prolétariat, et du poids de leurs fautes, peut surgir une révolution d'ordre continental, oui, qui peut admettre que la responsabilité est exclusivement, strictement d'ordre individuel ?

Est-ce que tout ne prouve pas, au contraire, avec la plus évidente clarté, que dans ces chocs titaniques ce sont des collectivités *potentiellement disciplinées*, n'ayant qu'une seule pensée, qu'un seul but, qui s'affronteront jusqu'à la destruction de leurs rivaux ? Est-ce que le capitalisme tolère que l'une de ses forces rompe sa solidarité avec l'ensemble ? Est-ce que ceux de ses membres qui veulent passer outre aux décisions arrêtées ne sont pas immédiatement brisés, écrasés ? Est-ce que chez nos adversaires l'action de l'un d'eux n'est pas examinée par tous et jugée suivant sa valeur ? Est-ce qu'ils tolèrent des initiatives qui engageraient la responsabilité de l'ensemble et contrarieraient son succès ? Est-ce que, chez eux, chacun n'est pas responsable devant tous ? Et l'on voudrait que dans les tragiques circonstances actuelles, alors que la révolution frappe partout à la porte des peuples, apportant avec elle le message de l'avenir, nous en restions à cette conception étriquée du « chacun pour soi », responsable devant soi ; du « franc-tireur » romantique, empanaché, gai luron et sans cervelle.

Ces temps-là sont révolus ! Celui de l'organisation, méthodique et souple à la fois, possédant le maximum de force de *contraction* et de *détente*, agissant par tous ses éléments, en pleine cohésion, est venu. La victoire sera d'autant plus rapide et plus complète que les actes seront plus mûrement délibérés, plus sûrement accomplis, plus grandement exploités, mieux ordonnés et contrôlés. Est-ce que par hasard tout cela serait incompatible avec le communisme libertaire à bases fédéralistes ? Alors, qu'on nous le dise !

Pour ma part, je dis : non. C'est, au contraire, le fédéralisme libertaire en action, en pratique.

Liés, soudés, cimentés par le sentiment de la responsabilité collective, exerçant leur liberté dans le cadre qu'ils auront eux-mêmes tracé ; attachés à ne rien faire qui puisse faire échouer leur entreprise, les hommes qui seront imbus de cet esprit de sacrifice vaincront. Les autres, ceux qui se croiront le droit d'agir à leur guise, de violer les accords conclus ; d'accomplir quand ils le veulent, et comme ils le veulent, tel ou tel acte, sans se soucier de ses conséquences, seront vaincus et feront le lit de la dictature. Et, si par un hasard heureux, ils triomphaient, on peut assurer que sous une forme ou sous une autre, ils exerceraient eux-mêmes cette dictature.

Il faut, à tout prix, que ces deux choses — aussi mauvaises l'une que l'autre — soient évitées au prolétariat. Et celui-ci ne le peut, qu'en acceptant avec la conception de l'organisation, son corollaire inévitable : le *principe de la responsabilité collective*. Il a le devoir d'intégrer ce principe dans le corps de doctrine du communisme libertaire.

L'évolution des sociétés, dont la marche a été si précipitée depuis vingt ans, justifie et impose cette intégration. Il s'agit de l'appliquer sans attendre davantage. Le succès est à ce prix.

Une pensée neuve, a dit Boileau, « ce n'est point, comme se le persuadent les ignorants, une pensée que personne n'a jamais eue ni dû avoir, c'est, au contraire, une pensée qui a dû venir à tout le monde et que quelqu'un s'avise d'exprimer le premier ».

Je ne me flatte pas d'avoir, le premier, exprimé l'idée de la responsabilité collective, mais il est certain qu'elle préoccupe de nombreux esprits et qu'elle ne peut être niée. — P. BERNARD.

REVANCHE n. f. *Étymologie* *re* et *venger*. Action de rendre la pareille pour le mal qu'on a reçu (Littre). C'est le sens le plus courant du mot. (Signalons qu'on l'emploie quelquefois en bonne part pour reconnaissance ; et que, dans le jeu, il signifie la partie que joue le perdant pour se racheter. L'expression en *revanche* signifie : en compensation.) Le mot *revanche* est donc synonyme de vengeance. Duclos disait : « La vengeance n'est plus qu'une revanche ; on la prend comme un moyen de réussir, et pour l'avantage qui en résulte. » L'avantage qui en résulte, c'est d'abord de satisfaire l'instinct de violence (bébé est content lorsqu'on feint de battre la chaise contre laquelle il s'est cogné) ; c'est ensuite d'humilier autrui et, parfois, de profiter de l'occasion pour s'emparer de ses dépouilles ; c'est réussir, c'est s'imposer, c'est dominer. Le sentiment de revanche, ainsi compris, procède du pur esprit archaïque ; il est toujours condamnable.

Il semble que, d'ordinaire, on considère la revanche (vengeance) comme la façon normale et juste de régler les dommages. « Tu as brisé ma toupie, dit l'enfant, hé bien, je casse une patte à ton cheval mécanique. » « Vous avez tué, on vous tuera », dit le Code. La revanche n'était-elle pas la loi de Dieu ?

« Celui qui frappera un homme mortellement sera puni de mort. Celui qui frappera un animal mortellement le remplacera : vie pour vie. Si quelqu'un blesse son prochain, il lui sera fait comme il a fait : fracture pour fracture, œil pour œil, dent pour dent ; si lui sera fait la même blessure qu'il a faite à son prochain. Celui qui tuera un animal le remplacera, mais celui qui tuera un homme sera puni de mort. » (*Lévitique XXIV, 17-21.*)

« Au jour de la vengeance, je visiterai et punirai ce péché qu'ils ont commis. » (*Exode XXXII, 34.*)

Dieu ne s'était pas encore élevé jusqu'au pardon des offenses. Combien sont rares encore aujourd'hui ceux qui, à une injure ne sont pas tentés de répondre par une injure, à un coup de poing par un coup de poing.

à une guerre par une guerre ! L'esprit de revanche n'a-t-il pas été soigneusement cultivé dans notre Troisième République, après 1870, et n'est-il pas pour quelque chose dans l'explosion de 1914 ? Et combien de revanches ne se préparent-elles pas dans le monde pour réparer les défaites passées ! Malheureusement, la revanche ne répare rien ; elle est, au contraire, la source de nouvelles revanches ; et cela indéfiniment. Si l'homme était vraiment le roseau pensant de Pascal, il mettrait fin à de telles aberrations. D'autant plus que, même pour le vainqueur, la revanche n'apporte pas toujours l'apaisement souhaité. « J'avoue que, depuis que je suis vengé, je ne me trouve pas plus heureux ; et je sens bien que l'espoir de la vengeance flatte plus que la vengeance même. » (Montesquieu.) Et Pouscarré lui-même — l'homme de la revanche — n'a pas caché sa déception ; hélas, après le crime ! « Après tout ce que la France a fait pour l'Alsace, être ainsi récompensé est la plus grande douleur qu'un Français puisse éprouver. » (24 janvier 1929. Déclaration à la Chambre.)

Il est cependant une sorte de revanche souhaitable pour tout être épris de justice ; c'est celle qui répare les torts commis par l'usage ou l'abus de pouvoir. Mais celle-ci ne se satisfait jamais dans les larmes, dans la douleur et dans le sang. C'est la revanche du bon sens sur les sophismes, celle de la vérité sur la sottise, celle de la raison sur le dogme, celle de la vie sur la mort. Elle est sœur, cette revanche, de la haine de Zola qui « est l'indignation des cœurs forts et puissants, le dédain militant de ceux que fâchent la médiocrité et la sottise » (*Mes Haines*). C'est la revanche de Voltaire qui défendit la cause des opprimés : « Je mourrai content, quand nous aurons joint la vengeance des Sirven à celle des Calas ».

C'est la revanche que nous appelons de tout notre cœur pour placer à leur vrai rang dans l'échelle des valeurs humaines : d'un côté les César, les Napoléon, les Foch ; de l'autre les Diogène, les Estienne de la Boétie, les Ferrer, les Sacco et Vanzetti. C'est la revanche de l'esprit libre sur les forces d'obscurantisme qui ont trop longtemps opprimé les hommes. — Ch. B.

RÊVE n. m. Dans le langage ordinaire, le mot rêve est fréquemment synonyme d'espérance vaine, d'idée chimérique ; il s'applique aussi à l'idéal que l'on caresse tendrement, mais que l'on juge irréalisable. En poésie, le rêve se confond avec les constructions de l'imaginative qui se déroulent dans le cerveau de l'homme inspiré. Toute anticipation scientifique, morale, sociale peut être qualifiée de rêve ; et, pris dans cette acception, il est considéré à bon droit comme la racine première du progrès. La tendance de notre esprit à toujours dépasser le présent, à concevoir un monde supérieur à celui que perçoivent nos sens, s'avère l'inspiratrice de l'art et des mille inventions utiles qui ont permis d'améliorer les conditions d'existence de l'espèce humaine. Mais c'est dans un sens plus limité que j'emploierai ce mot ici ; ne voulant pas redire ce que j'ai longuement développé dans *Vers l'Inaccessible* et ce que d'autres ont dit dans divers articles de cette Encyclopédie, je parlerai presque exclusivement du rêve examiné en tant que manifestation de l'activité mentale pendant la période de sommeil.

Longtemps on a considéré l'incohérence comme le signe distinctif du rêve. « Il n'y a pas cohérence, écrivait Egger, il n'y a pas liaison, il n'y a pas rapports mutuels entre les rêves et l'état de veille, entre les différents rêves, entre les éléments constitutifs d'un même rêve, on pourrait ajouter entre nos rêves et les rêves de nos semblables au même moment. » Bien avant lui, Héraclite affirmait déjà : « Il y a un seul et même monde pour les hommes éveillés ; mais chaque homme endormi se détournant du monde commun, va dans

un monde qui lui est propre. » Toutefois, Freud nous semble dans le vrai, quand il établit, de ce point de vue, une distinction entre les rêves. Certains d'entre eux sont clairs, raisonnables et semblent empruntés à la vie psychique ordinaire. « Ces rêves se produisent souvent. Ils sont brefs et ne nous intéressent guère parce qu'ils n'ont rien qui étonne, rien qui frappe l'imagination. » D'autres apparaissent fort cohérents, mais nous surprennent, parce que rien, dans la réalité, ne leur fournit de base, ni de justification. « C'est le cas, par exemple, quand nous rêvons qu'un parent qui nous est cher vient de mourir de la peste, alors que nous n'avons aucun motif d'appréhender cet événement ou de le croire possible. » Enfin, il y a des rêves absurdes, incohérents, qui sortent des règles de l'intelligibilité habituelle. Ce sont les plus nombreux et, ajoute Freud, « c'est pour cela que les médecins, qui n'attribuent aux rêves qu'une importance médiocre, refusent de voir en eux autre chose que le produit d'une activité psychique réduite. Disons, en outre, que, d'une manière générale, il est rare que des rêves un peu longs et suivis ne présentent quelques traces d'incohérence ».

Même lorsqu'il apparaît contraire aux lois de la logique rationnelle et répugne à la conscience de l'homme éveillé, le rêve est-il aussi dépourvu de sens que les notes frappées au hasard, par une main inexperte, sur le clavier d'un piano ? Cette opinion, qui fut celle de nombreux médecins, apparaît insoutenable après les minutieuses recherches de Freud. Certes, nous sommes loin d'admettre l'ensemble des conclusions formulées par ce psychiatre ; son interprétation des rêves nous paraît singulièrement caduque, pour ne pas dire absolument erronée, dans bien des cas. Mais nous admettons que maintes constructions oniriques sembleraient moins absurdes, ou même s'expliqueraient parfaitement, si nous connaissions leurs antécédents soit physiologiques soit psychologiques. Les excitations périphériques jouent un rôle que l'on a pleinement mis en lumière. Dans son ouvrage *Le Sommeil et les Rêves*, Maury rapporte ce fait vraiment typique : « J'étais un peu indisposé et me trouvais couché dans ma chambre, ayant ma mère à mon chevet. Je rêve de la Terreur, j'assiste à des scènes de massacre, je compare devant le Tribunal révolutionnaire, je vois Robespierre, Marat, Fouquier-Tinville, toutes les plus vilaines figures de cette époque terrible ; je discute avec eux ; enfin, après bien des événements que je ne me rappelle qu'imparfaitement, je suis jugé, condamné à mort, conduit en charrette, au milieu d'un concours immense, sur la place de la Révolution ; je monte sur l'échafaud, l'exécuteur me lie sur la planche fatale, la fait basculer, le couperet tombe ; je sens ma tête se séparer de mon tronc, je m'éveille en proie à la plus vive angoisse et je me sens sur le cou la flèche de mon lit qui s'était subitement détachée, et était tombée sur mes vertèbres cervicales, à la façon du couteau d'une guillotine. Cela avait eu lieu à l'instant, ainsi que ma mère me le confirma, et cependant c'était cette sensation externe que j'avais prise pour point de départ d'un rêve où tant de faits s'étaient succédé. »

Chez d'autres dormeurs, le bruit d'un réveille-matin s'est traduit par l'idée d'une voiture qui roulait sur des pavés, l'abolement d'un chien par une harangue qui provoquait les huées des auditeurs, la brusque apparition d'une lumière par la vue d'un incendie. Des expériences méthodiques, dues à une excitation intentionnelle, ont confirmé ce que l'on savait déjà. Chatouillé sur les lèvres et le bout du nez, un individu rêva « qu'on le soumettait à un horrible supplice, qu'un masque de poix lui était appliqué sur la figure, puis qu'on l'avait ensuite arraché brusquement, ce qui lui avait déchiré la peau des lèvres, du nez et du visage ». Doucement pincé à la nuque, un dormeur imagina qu'on lui posait un vésicatoire. Le Dr Mourly Vold a constaté qu'une

fatigue musculaire générale détermine fréquemment la vue de personnages en mouvement. De même, les images hypnagogiques ont pour substratum habituel des sensations effectivement éprouvées. Tous les sens externes peuvent fournir des excitations qui serviront de point de départ à des constructions oniriques.

Par ailleurs, les sensations internes, les excitations cénesthésiques jouent un rôle que Bacon signalait déjà, et que Maine de Biran estimait capable d'expliquer l'existence et la diversité des rêves. « Il suffit, écrivait Lemoine en 1855, que nous soyons couchés dans une position incommode, par exemple sur le côté gauche, que la respiration soit oppressée, la circulation gênée tant soit peu, pour que les rêves les plus affreux, les plus horribles cauchemars inquiètent notre sommeil qui se serait prolongé sans trouble, et peut-être dans des songes agréables, si nous nous fussions endormis dans une position différente, ou si quelque mouvement instinctif, provoqué par la fatigue, eut rendu plus tôt toute leur liberté aux fonctions du cœur et des poumons. » Faim, soif, excitation génitale, besoin d'uriner provoquent des rêves typiques ; Freud a particulièrement insisté sur l'importance du facteur sexuel dans l'activité onirique.

Ainsi qu'en témoigne l'expérience courante, l'état pathologique des organes intervient aussi. Coryza, dyspnée, affections de la gorge ou des voies respiratoires engendrent des rêves d'étouffement. « J'ai rêvé, écrit un élève de Foucault, qu'il me fallait aller en classe. Ma mère voulait me faire prendre une pèlerine. Mais, comme cette pèlerine était trop étroite, elle me la boutonnait elle-même au cou. J'étouffais, je lui criais de ne pas continuer à boutonner cette pèlerine qui m'étranglait. En vain. Bientôt je ne pus plus parler. Je me débattis encore pendant plusieurs minutes toujours inutilement. Enfin, je parvins à respirer un peu et je me réveillai : j'avais un fort mal de gorge. » Par un phénomène de transfert très fréquent, certains rêvent que c'est un autre qui étouffe, un cheval par exemple dans le cas suivant : « Une personne ayant de l'asthme depuis plusieurs années, rapporte Max Simon, et qui s'était endormie dans un état d'anxiété respiratoire, se voit en rêve dans une rue montueuse que gravit une lourde voiture : la chaleur est étouffante, les chevaux sont essouffés, ils ont beaucoup de peine à marcher et, bientôt, l'un d'eux s'abat. La respiration du pauvre animal est haletante ; il est couvert de sueur. Le conducteur fait tous ses efforts pour relever le cheval abattu, et le dormeur vient lui prêter assistance. La personne qui fait ce rêve se réveille, elle est elle-même en pleine transpiration et souffre d'une extrême oppression ». Troubles de l'appareil digestif, du foie, des reins se traduisent par des rêves caractéristiques. Un malade qui souffre de l'estomac croit manger des serpents, un autre s'imaginer qu'il ingurgite des gâteaux jusqu'au dégoût ; une irritation de l'intestin provoque chez un troisième la vue de couloirs longs, étroits et sinueux, sans doute par analogie avec l'organe atteint. C'est à des malaises digestifs, selon Delage, que seraient dues, d'ordinaire, les terreurs nocturnes des enfants. Aux diverses maladies mentales se rattachent des rêves spéciaux, bien étudiés par les aliénistes ; dans les troubles par intoxication, les constructions oniriques varient avec la nature du poison.

A côté des excitations périphériques et cénesthésiques, il faut faire une place aux facteurs psychologiques. Perceptions et idées de l'état de veille se retrouvent, pendant le sommeil, sous forme d'images-souvenirs. Parfois ce sont des impressions extrêmement fugitives, auxquelles nous n'avions prêté aucune attention, qui renaissent. « Souvent, dit Claparède, je fais jouer un grand rôle, dans un rêve où ils n'ont rien à faire, à des personnes presque inconnues que j'ai croisées dans la rue le jour précédent, ou dont j'ai tu le nom d'une

façon distraite dans un journal. Au contraire, les images qui ont attiré mon attention pendant la journée ou la soirée, un tableau, un spectacle de théâtre ne m'apparaissent que bien rarement dans mes rêves de la nuit suivante. » Des souvenirs très anciens, et que l'on croyait totalement disparus, revivent dans nos rêves.

Les faits d'hypermnésie onirique paraissent, en certains cas, invraisemblables. « Il y a quelques mois, lit-on dans Maury, je me trouve en rêve transporté aux jours de mon enfance et jouant dans le village de Trilport. J'aperçois un homme vêtu d'une sorte d'uniforme, auquel j'adresse la parole en lui demandant son nom. Il m'apprend qu'il s'appelle C..., qu'il est le garde du port, puis il disparaît pour laisser la place à d'autres personnes. Je me réveille avec le nom de C... dans la tête. Était-ce là une pure imagination ou y avait-il à Trilport un garde du nom de C... ? Je l'ignore, n'ayant aucun souvenir d'un pareil nom. L'interroge, quelque temps après, une vieille domestique, jadis au service de mon père et qui me conduisait souvent à Trilport. Je lui demande si elle se rappelle un individu du nom de C... ; elle répond aussitôt que c'était un garde du port de la Marne quand mon père construisait un pont. Très certainement je l'avais su comme elle, mais le souvenir s'en était effacé. Le rêve, en l'évoquant, m'avait révélé ce que j'ignorais. »

Désirs et craintes s'avèrent générateurs de scènes oniriques. Ce que nous avons espéré ou redouté, pendant l'état de veille, devient le thème de rêves d'une interprétation parfois facile. Freud remarque que l'enfant réaliste ainsi, en songe, les souhaits que le jour a fait naître et n'a pas satisfaits. « Une petite fille de dix-neuf mois est tenue à la diète pendant un jour parce qu'elle a vomé le matin ; au dire de sa bonne, ce sont les fraises qui lui ont fait du mal. Dans la nuit qui suit ce jour de jeûne elle prononce en rêve son nom d'abord puis : « fraise... tartine... bouillie ». Donc, l'enfant rêve qu'elle mange, et voit dans son menu précisément les choses dont elle s'attend à être privée. Un enfant de vingt-deux mois voit de même, en rêve, un plaisir défendu : il avait dû, la veille, offrir à son oncle un petit panier de cerises dont on ne lui avait permis de manger qu'une seule. En s'éveillant le matin, il déclara, enchanté : « Herman a mangé toutes les cerises ». Une petite fille de trois ans et trois mois avait fait une promenade en bateau, promenade trop courte à son gré, car elle s'était mise à pleurer au moment de descendre. Le lendemain, elle raconta qu'elle avait vogué sur le lac pendant la nuit ; elle avait donc continué en rêve le divertissement interrompu ». La crainte se traduit non moins que le désir dans les manifestations oniriques ; de nombreuses observations, recueillies par Foucault et par d'autres auteurs, le démontrent de façon incontestable. Chez l'adulte, c'est habituellement d'une manière plus indirecte et plus complexe que se réalise en songe ce qu'il a souhaité ou redouté pendant le jour.

En certains cas, le rêve prend un aspect prophétique, lorsqu'il manifeste des aspirations dont l'individu n'a pas encore une conscience claire, mais qui joueront un rôle essentiel dans l'orientation future de son existence. On en pourrait donner de nombreux exemples, pris parmi les songes merveilleux que rapportent les hagiographes. Malheureusement, pour ne pas froisser les préjugés religieux, les auteurs les plus compétents en cette matière évitent d'aborder ce sujet. Pendant plusieurs années, j'ai pris la peine de noter mes rêves, chaque matin ; j'ai dû constater que le calcul des probabilités suffisait pleinement à rendre compte des rares coïncidences pouvant faire croire à une prémonition. Vingt fois par exemple, j'aurai reçu en songe la visite d'un ami éloigné que je n'attendais point ; une fois sur vingt, sa visite effective le lendemain aura coïncidé avec l'un de ces rêves. Prémonition diront les esprits superficiels ; pure coïncidence avoueront ceux qui réfléchissent. Peut-

être des phénomènes de lecture de pensée et de télépathie interviennent-ils quelquefois, le cerveau étant plus apte, durant le sommeil, à capter ondes et vibrations d'origine encéphalique. Une nuit, j'ai rêvé que l'un de mes anciens élèves, perdu de vue depuis longtemps, tirait un coup de fusil sur mon chapeau ; et, le lendemain, je recevais de lui une lettre, d'ailleurs fort amicale. Même si l'on suppose une action télépathique, le surnaturel n'a rien à voir avec les phénomènes oniriques. A l'état d'incubation, la maladie encore insoupçonnée engendre aussi des rêves prophétiques. Une enfant, qui avait rêvé qu'on broyait sa tête dans un étau, fut, peu après, atteinte de méningite. Conrad Jenner se crut piqué par un serpent dans un endroit où un anthrax apparut ensuite. Ajoutons que l'homme superstitieux, persuadé qu'un songe lui présage un accident prochain, sera parfois inconsciemment, sous l'empire d'une terreur secrète, le véritable auteur de l'accident ; c'est le cas pour des collisions d'automobiles qu'avec plus de sang-froid l'on pourrait éviter.

L'absence de tout esprit critique, une crédulité sans borne, qui accorde la même valeur à toutes les images et n'exige aucune justification rationnelle, suffisent à expliquer l'incohérence et l'illogisme de la majorité des rêves. Alors que, dans l'état de veille, rien n'arrive sans cause et que les événements sont liés entre eux d'une manière intelligible, les combinaisons les plus contraires aux lois de la nature surviennent, en songe, sans que nous en soyons surpris. Et cette absence d'esprit critique résulte probablement du fait que le dormeur reste étranger à toute considération d'intérêt, n'ayant pas besoin d'aborder effectivement le domaine de l'action. Plusieurs estiment que l'exagération de l'émotivité constitue l'un des caractères essentiels du rêve. A l'appui de cette thèse, Vaschide apporte des exemples bien choisis. Beaucoup pourtant ne partagent pas cette opinion. « Des faits contraires, écrit P. Brunet, semblent bien infirmer, en partie, cette théorie, puisque bien souvent dans le rêve nous restons indifférents à des scènes qui, à l'état de veille, nous auraient violemment émus. Mais il ne faut pas oublier que l'émotion éprouvée en rêve est indépendante de son substrat hallucinatoire ; si bien qu'au réveil, en présence de notre impossibilité de réunir l'émotion et le substrat, nous interprétons comme de l'indifférence ce qui n'est, en réalité, qu'une réaction affective sans rapport normal avec l'élément représentatif. »

Quant aux procédés architectoniques qui, dans le rêve, permettent la transposition des idées en images, ils sont loin d'être encore parfaitement connus et pleinement expliqués, malgré les belles recherches de Freud. Non seulement la pensée abstraite est traduite en images concrètes, de préférence en images visuelles, mais une condensation des matériaux oniriques intervient qui résulte soit de l'élimination de certains éléments, soit de leur fragmentation, soit, et c'est le cas le plus fréquent, de leur fusion. Grâce au déplacement et au transfert de l'accent psychique, un élément voit quelquefois son importance croître démesurément. De plus, il semble qu'une activité agisse après coup sur le contenu du rêve, quand ses diverses parties ont pris leur forme symbolique. « Le travail du rêve, déclare Freud, consisterait alors à disposer ces symboles pour en faire un ensemble cohérent, une représentation bien ordonnée. Le rêve acquiert ainsi une sorte de façade, insuffisante à la vérité et qui n'en masque pas également toutes les parties ; mais, moyennant quelques raccords, quelques légères modifications, il reçoit une interprétation provisoire et tout à fait approximative. En somme, nous ne trouvons là qu'un brillant travestissement des idées latentes ». Ce travail de regroupement aurait pour but de disposer les matériaux oniriques selon leurs meilleures chances d'intelligibilité.

Mais, aux yeux de Freud et de ses disciples, le symbo-

lisme reste le plus important des procédés qu'utilise l'activité onirique. Les exigences de la censure, les habitudes morales et sociales contractées par l'adulte, obligent certains désirs à s'entourer de voiles pour se faire accepter. A côté de symboles généraux, identiques chez tous les songeurs de même langue et de même formation intellectuelle, il en est d'autres extrêmement variables d'un individu à l'autre. Et l'étude de cette symbolique nous amène à constater, selon Freud, que presque tous les rêves des adultes sont inspirés par des désirs érotiques. « Les symboles employés par le rêve servent le plus souvent à recouvrir des personnes, des parties de corps ou des actes qui intéressent la sexualité ; les organes génitaux, en particulier, utilisent une collection de symboles bizarres, et les objets les plus variés entrent dans la composition de ces symboles. Or, nous admettons que des armes pointues, des objets longs et rigides, troncs d'arbres ou cannes, représentent l'organe masculin, tandis que les armoires, boîtes, voitures, poêles, remplacent, dans le rêve, l'organe féminin, parce que le motif de cette substitution est facile à comprendre ; mais tous les symboles de rêve ne renferment pas des allusions aussi transparentes, et quand on nous dit que la cravate est l'organe masculin, le bois le corps féminin, et que le mouvement ascendant, l'escalier, représente les relations sexuelles, nous demandons à réfléchir, tant que la preuve de l'authenticité de ces symboles n'a pas été faite d'autre part. Ajoutons ici que la plupart des symboles de rêve sont bisexuels et peuvent, selon les circonstances, être rapportés aux organes des deux sexes. » Ainsi le fondateur de la psychanalyse lui-même a jugé aventureuse et peu probante l'interprétation des symboles oniriques donnée par certains de ses disciples. Nous allons plus loin et, sans méconnaître l'importance de la sexualité en matière de rêve, nous estimons que Freud exagère considérablement cette importance. Il tombe dans l'erreur commune à tous les créateurs de système qui généralisent, induisent, des constatations vraies dans quelques cas particuliers. S'il est un domaine où la notion de relativité s'impose avec une force particulière, c'est incontestablement lorsqu'il s'agit des rêves.

Terminons en disant que l'on a rapproché l'inspiration artistique du rêve proprement dit. « Les poètes et romanciers, écrit Freud, sont de précieux alliés, et leur témoignage doit être estimé très haut, car ils connaissent entre ciel et terre, bien des choses que notre sagesse scolaire ne saurait encore rêver. Ils sont, dans la connaissance de l'âme, nos maîtres à nous, hommes vulgaires, car ils s'abreuvent à des sources que nous n'avons pas encore rendues accessibles à la science. Que le poète ne s'est-il prononcé plus nettement encore en faveur de la nature, pleine de sens, des rêves ! » Mais d'autres estiment que l'état de sommeil, l'absence de volonté et de réflexion ne conviennent pas du tout à la création poétique. « La véritable condition du poète, déclare Paul Valéry, est ce qu'il y a de plus distinct de l'état de rêve. Je n'y vois que recherches volontaires, assouplissement de pensées, consentement à des gênes exquises. Celui-là qui veut écrire son rêve se doit d'être infiniment éveillé. Si tu veux imiter assez exactement les bizarreries, les infidélités à soi-même du faible dormeur que tu viens d'être, poursuivre dans ta profondeur cette chute passive de l'âme comme une feuille morte à travers l'immensité vague de la mémoire, ne te flattes pas d'y réussir sans une attention poussée à l'extrême, dont le chef-d'œuvre sera de surprendre ce qui n'existe qu'à ses dépens ». Ces deux opinions contiennent, également, une part de vérité, à mon avis. Dans la rêverie de l'artiste et du poète, comme dans le rêve proprement dit, l'inconscient joue un rôle de première importance. Mais la création esthétique exige de plus l'exercice des facultés critiques, un choix conforme à la raison. Pour obtenir une œuvre belle, il faut que l'intelligibilité se

surajoute aux fantaisies de l'imaginative. — L. BANX-
METTE.

REVE. Le cerveau emmagasine des images sensorielles. Il ne réagit pas à chacune d'elles. Il faut que l'excitant dépasse un certain seuil pour qu'il y ait une réponse motrice, autrement dit pour que le cerveau réagisse par un geste quelconque. Nos cellules cérébrales sont toujours en activité, comme les cellules musculaires, ou, si l'on préfère, en état de tonicité, ce qui ne veut pas dire en état de travail. La vie cérébrale au ralenti, quand elle n'est pas aiguillonnée par un excitant suffisant, se traduit par le rêve, qui en est, en somme, l'état permanent, sauf pendant les périodes d'activité. Rêve pendant le sommeil, c'est-à-dire succession d'images enregistrées dans la mémoire inconsciente et se succédant sans contrôle, sans ordre logique. Rêve à l'état de veille, où la succession des images est davantage soumise aux inhibitions cérébrales et au contrôle de la conscience. Aussi faisons-nous à l'état de veille des rêves cohérents. Les études freudiennes ont servi à montrer que chacun de nous rêve à l'état de veille : rêves héroïques, sentimentaux, aventureux, romantiques, rêves de richesse, rêves érotiques, mystiques, idéalistes, etc., où l'amour-propre, plutôt que le sexualisme, quoi qu'en pensent les freudiens, joue d'ordinaire le premier rôle. On rêve quand on ne fait rien, mais la vie moderne nous prend de toute part, et, si l'on rêve, c'est le plus souvent à ses affaires, à son travail, à des projets multiples. Pourtant le rêve est favorisé par le besoin d'échapper à la dure réalité, à une situation d'infériorité. C'est un moyen d'évasion qui a dû surtout être employé autrefois où l'infériorité sociale était encore plus pénible qu'aujourd'hui où l'on a moins de temps à soi à cause de la rapidité et de la précision des occupations. Les rêves de bonheur dans une vie future imaginaire assurèrent le triomphe des religions mystiques parmi les femmes et les esclaves, parmi tous les pauvres gens, à une époque où personne ne pouvait plus participer d'une façon active à la vie indépendante des tribus, des cités et des nations, anéanties par l'empire. On comprend aussi la vogue des contes et des romans qui donnent un aliment à nos rêves — chansons primitives ou contes des veillées où l'imagination l'emporte sur la logique ; poésies chantées, colportées par les aèdes, les rhapsodes, les troubadours, les trouvères, etc. — et le rôle important de la musique chez les populations asservies (nègres des Etats-Unis, moujiks de l'ancien empire des tsars) ; enfin l'usage universel des boissons alcoolisées et le refuge des plus misérables dans l'ivrognerie.

Si l'on remonte encore plus haut, on s'aperçoit que, chez les primitifs, le rêve se mélange à la réalité, sans qu'il y ait de distinction possible, ce qui explique « la mentalité prélogique » dont parle Lévy-Bruhl, et leur goût du merveilleux. Ils sont incapables de faire la distinction, puisque incapables (et non habitués) de donner une explication rationnelle à la plupart des phénomènes et que leur explication imaginaire ne peut pas être réduite par leur propre raisonnement, ni par celui des autres membres du groupe. Le rêve est même souvent collectif et peut aller jusqu'à l'hallucination.

Chez les enfants, le rêve tient aussi une place importante. Plus l'enfant est jeune, moins il distingue entre son imagination et le réel, il prête une existence à son cheval de bois ou à sa poupée, il imagine un monde artificiel qui peu à peu s'évanouit à mesure que l'éducation et le développement de l'intelligence remettent le rêve à sa place et à sa valeur. Pourtant un certain nombre d'adultes, et principalement des femmes peut-être plus émotives et peut-être à cause d'une éducation plus rudimentaire et mystique et à cause de leur infériorité sociale, restent au stade imaginatif et n'arrivent pas à séparer leurs créations imaginaires de la vie

réelle. Ils se prennent à leurs propres mirages. On les appelle des mythomanes, et, comme les rêves sexuels prennent une grande place dans leur imagination, on les range sous la rubrique vague d'hystériques, y compris pithiatiques et obsédés sexuels. Les uns et les autres, comme aussi les primitifs, ont comme caractéristique un manque de développement des coordinations inhibitrices. Les mythomanes sont des primitifs attardés, ils sont mal adaptés à la civilisation moderne. Pourtant cette adaptation peut se faire plus ou moins bien, surtout avec l'aide d'une éducation exacte qui, de bonne heure, les aide à réfréner leur vanité.

Les jeunes gens se réfugient souvent dans un monde à part créé par leurs rêves. C'est au moment de la puberté, au moment où ils abordent la vie, une vie quelquefois hostile et brutale, au moment aussi où naissent les aspirations sexuelles. Tous les adolescents sont plus ou moins schizzoïdes. Les grands émotifs, timides et asthéniques, répugnent à l'action et peuvent s'enfoncer profondément dans cet état ; quelques-uns, des malades, y restent. Mais ces rêveurs font très bien la distinction entre le réel et leur rêve, tandis que les mythomanes ne le font qu'imparfaitement. Le rêveur éveillé recherche la solitude. La compagnie d'une autre personne l'oblige à revenir à la réalité, ce qui n'est le cas ni pour le primitif, ni pour le jeune enfant, ni pour le mythomane.

J'ai laissé de côté le rêve intellectuel. Ce n'est pas ce qu'il y a de moins intéressant que de laisser son esprit vagabonder en liberté sur un sujet d'étude. Les idées se succèdent par associations sans lien logique, et il arrive qu'on puisse accrocher au passage soit de multiples aspects de la question, soit une hypothèse qu'il ne reste plus qu'à contrôler autant qu'il est possible. Des philosophes modernes ont appelé cette divagation une intuition, mais ce mot n'apporte aucune valeur nouvelle.

Le rêve, sous forme de méditation, est donc à la base du processus scientifique, comme il est à la base des réflexions philosophiques. Rêver pour réfléchir.

Mais rêver pour ne rien faire n'aboutit à rien. Se satisfaire du rêve et avoir la naïveté ou l'outrecuidance d'affirmer qu'il renferme la vraie sagesse et la connaissance de l'univers, exalter les civilisations orientales au-dessus de la civilisation occidentale et de son effort scientifique, c'est un pauvre paradoxe qui nous ramène à la mystique religieuse. Il n'en est pas moins vrai que dans le travail trépidant imposé par la société capitaliste, ce qui manque ce sont les loisirs. La crise apporte le chômage, mais ce n'est pas la même chose. — M. PIENNOT.

REVELATION n. f. Dans le langage ordinaire, le mot révélation désigne la découverte, souvent brusque, d'une chose tenue jusque-là cachée. A la tribune du parlement, devant les tribunaux, dans la presse, on parle volontiers de révélation sensationnelles. Parfois longtemps préparées à l'avance, et étroitement machinées par les professionnels du trompe-l'œil, ces dernières sont destinées à empêcher le public de prêter attention à des faits beaucoup plus graves, qui jetteraient un jour sinistre sur les secrets agissements des autorités. A une époque tragique, Landru rendit de fiers services à nos grands chefs aux abois ; quand la presse a pour mot d'ordre de laisser en paix le gouvernement, la police découvre toujours de sanglantes ou mystérieuses affaires, des drames d'amour ou de jalousie qui servent de pâture aux lecteurs des journaux. Ajoutons que les révélation en apparence les plus spontanées, faites à la tribune du Palais Bourbon, sont soigneusement évidées au préalable de tout ce qui ruinerait définitivement le prestige des principaux manipulateurs de l'époque. On cite des comparées, on poulend

des ombres et les menaces pleuvent dru sur les coupables dont l'identité reste à découvrir ; mais on ne dit rien ou presque rien des gros personnages que l'on sait effectivement compromis.

Dans l'affaire des fraudeurs de la banque commerciale de Bâle, le député socialiste qui dénonçait ce scandale s'abstint de parler du plus célèbre et du plus influent des individus inscrits sur la liste saïste. C'était l'archevêque académicien Baudrillart, grand ami de Poincaré et professionnel du patriotisme, l'un de ceux qui préparèrent l'opinion à la guerre de 1914 et qui n'ont cessé, depuis, de donner des ordres impérieux aux divers ministres réactionnaires. Le même député socialiste n'hésitait point à nommer l'évêque d'Orléans, simple brochet pourtant à côté du requin Baudrillart. Et pas un grand journal soi-disant avancé n'imprima, plus tard, le nom du recteur de l'Institut catholique de Paris ; ce n'était pas ignorance de leur part, puisque, désireux de connaître leur degré de sincérité, je fis parvenir à tous une note rétablissant la vérité. Radicaux et socialistes n'ont pas voulu entraver la brillante carrière de ce chef occulte des partis réactionnaires français. Si, par une exception rarissime, des parlementaires ont l'audace de faire des révélations réellement gênantes pour les maîtres de l'heure, la grande presse, tout entière aux mains de quelques potentats, organise le silence autour des vérités qu'ils ont pu dire. Témoin le peu de retentissement obtenu par les déclarations que Barthé fit à la Chambre, sur les accords conclus avant guerre entre Krupp et notre Comité des Forges, ainsi que sur les moyens mis en œuvre par la grosse industrie française, afin d'empêcher une défaite trop rapide de l'Allemagne.

Même dans l'ordre littéraire ou artistique, c'est pour des raisons qui n'ont, d'ordinaire, rien à voir avec le talent que les critiques en renom découvrent de prétendus chefs-d'œuvre, qu'ils louent servilement dans les revues puissantes ou les journaux à grand tirage. Domestiqués par des industriels cossus, exclusivement dévoués aux prêtres de Mammon, ces farlins de la plume n'aiment et n'adorent que les idoles dorées. Ils s'agenouillent, puis brinqueballettent leurs encensoirs prestement devant les vedettes dont les managers passent à la caisse. Si l'on veut des super-éloges et un bruit capable d'étouffer toute note discordante, il faut y mettre le prix. On sait à quels scandales aboutissent les distributions de lauriers littéraires ou artistiques ! Simple appareil automatique, la renommée aux cent bouches reste à la disposition de quiconque est assez riche pour financer largement. Les brusques révélations de génies inconnus, faites par l'Académie Goncourt, par l'Académie française, par les publications à la solde des éditeurs ou des marchands de tableaux, sont dictées par des motifs inavouables habituellement. Elles ne valent pas mieux que les révélations politiques et, comme ces dernières, se rattachent à d'occultes et louches combinaisons.

Quelques scandales récents jettent aussi une lumière assez crue sur les dessous du monde journalistique. Rappelons la mésaventure survenue, le 30 janvier 1923, au directeur du *Temps*, Chastenot, ainsi qu'au professeur Joseph Barthélémy, administrateur du même journal. Sous l'égide de la *Nouvelle Ecole de la Paix*, ces pantins faisaient une conférence sur « *La presse et la formation de l'opinion publique* ». Le premier, ancien directeur de banque, placé à la tête du plus grand journal de la République par la grâce de M. de Wendel et de Peyerimoff, s'indigna contre la presse trop servile à son gré et loua l'indépendance du *Temps*. Mais des auditeurs bien renseignés posèrent des questions très précises sur les rapports que ce dernier journal entretenait avec le *Comité des Forges*, le *Comité des Houillères* et le *Comité des Assurances*. Et l'on apprit que le *Temps* était la propriété de ces puissantes orga-

nisations capitalistes, que l'ancien banquier Chastenot, que Barthélémy, le clown pontifiant de la Faculté de Droit, n'étaient que les serviteurs appointés des magnats de l'industrie. Malheureusement, bien des révélations ont déjà été faites sur la vénalité, la corruption, le servilisme éhonté de la presse, sans que le public repousse les feuilles immondes et mensongères qu'on lui fournit quotidiennement. Il est vrai qu'à aucune époque, l'intoxication méthodique des cerveaux ne fut organisée sur une aussi large échelle, et d'une manière aussi savante, qu'à l'heure actuelle.

Au point de vue religieux, la révélation consiste dans la communication faite aux hommes, par Dieu ou par l'un de ses envoyés, de vérités qui présentent, dès lors, un caractère de certitude absolue, si obscures qu'elles puissent paraître à notre entendement. Sur la question vitale de notre destinée, sur l'existence qui nous attend après la mort, sur l'ensemble des problèmes que la métaphysique pose sans parvenir à les résoudre, la révélation apporterait des lumières éclatantes, au dire des croyants. Elle nous renseignerait sur les incompréhensibles qualités d'un Dieu dont la nature échappe à notre raison comme à nos sens, et sur les mystères d'un avenir que l'être omniscient connaît d'avance, même s'il dépend du libre vouloir humain. Un autre procédé de communication entre le tout-puissant et les hommes consiste dans l'inspiration, secours divin qui pousse l'auteur à écrire et le garantit contre toute erreur essentielle. L'assistance du Saint-Esprit, qui permet au pape d'énoncer des sentences dogmatiques ou morales infaillibles, présente, d'après les théologiens catholiques, un caractère purement négatif. Révélation, inspiration, assistance du Saint-Esprit sont, à nos yeux, il n'est pas besoin de le dire, également dépourvues de valeur : de pareilles balivernes ne méritent point d'être prises au sérieux. Nous ne répéterons pas ici ce que nous avons déjà exposé à l'article *Religion* (voir ce mot) ; mais puisque le catholicisme admet que, de nos jours encore, Jésus, Marie ou d'autres habitants du ciel se manifestent parfois à des âmes privilégiées, nous examinerons quelques-unes des révélations célestes dont furent favorisés des dévots contemporains. Par une singulière ironie du sort, j'ai d'ailleurs rencontré sur ma route d'illustres et nombreux visionnaires.

Le 17 janvier 1871, les deux plus jeunes fils du fermier Barbedette, ainsi que d'autres enfants, virent la Vierge Marie, à Pontmain, une bourgade de la Mayenne. Vêtue d'une robe bleue parsemée d'étoiles, l'apparition se tenait en l'air au-dessus de la maison d'un dévot ; il faisait nuit, le ciel était limpide et tous les fidèles de Pontmain se réunirent sous la conduite du curé pendant la durée du miracle. Cette vision fut reconnue divine par les autorités ecclésiastiques ; une grandiose basilique fut construite sur le lieu de l'apparition ; et les catholiques y viennent en pèlerinage de toute la région de l'Ouest. Inutile d'ajouter que nonnes et curés y pullulent, exploitant, selon leur coutume, la sottise des dévots. Les Barbedette sont nombreux dans la contrée, et j'ignore si j'étais parent avec ceux de Pontmain ; mais j'étais reçu chez eux comme un membre de la famille ; j'ai connu et interrogé personnellement les visionnaires. Certes, je n'étais pas encore habitué aux recherches psychologiques ; toutefois, maints détails entendus de leur bouche m'ont, depuis, permis de conclure que, poussés aux dernières limites de l'exaltation religieuse par le curé de l'endroit, les enfants Barbedette furent victimes d'une hallucination. Dans l'intimité, ils avouaient qu'à leur avis les autorités ecclésiastiques avaient approuvé leur vision sans y croire ; et ils racontaient qu'une petite fille encore au berceau, et qui aurait contemplé la madone elle aussi, déclarait, quand elle fut grande, ne se souvenir de rien. Comme ils étaient prêtres tous deux, et que le clergé

avait fait de grandes largesses à leurs parents, ils se gardaient de dire leur pensée complète à l'adolescent que j'étais. Ils auraient moins parlé encore, s'ils avaient pu deviner que je deviendrais, plus tard, un incroyant notoire. A Pontmain, la Vierge annonçait la fin des hostilités : malgré prophétie, on en convenait, puisque la défaite française était alors consommée.

Au moment où la dernière guerre battait son plein, une jeune fille de Loublande, commune des Deux-Sèvres, reçut presque quotidiennement la visite du Sacré-Cœur. Sans en avoir officiellement le titre, je remplissais, en fait, les fonctions de chef de laboratoire à la Faculté des Sciences de Poitiers, cette année-là. Et comme Loublande fait partie du diocèse de Poitiers, ce furent les autorités de cette ville qui s'occupèrent de la visionnaire. J'étais donc bien placé pour étudier cette nouvelle révélation, qui ne fut rejetée par la curie romaine qu'après l'intervention énergique des cardinaux allemands et autrichiens. Jésus déclarait à la voyante que la victoire des alliés serait foudroyante et irrésistible, si ministres et généraux acceptaient de mettre l'emblème du Sacré-Cœur sur le drapeau français. L'évêque de Poitiers, un prêtre politicien d'une sottise insigne, se déclara convaincu de bonne heure, car la visionnaire l'assurait qu'il devait jouer un rôle de premier plan dans l'Eglise. A l'appui de ses dires, elle obtint même du ciel qu'Humbrecht, c'était le nom de cet imbécille, assiste un jour à la transformation du vin, contenu dans un calice, en un liquide sanguinolent. Il permit de célébrer des fêtes à Loublande, d'imprimer des images et des prières en l'honneur du nouveau culte, et laissa s'installer une congrégation dirigée par la visionnaire, les *Victrices du Sacré-Cœur*, qui compta bientôt parmi ses membres des filles de multimillionnaires. Le cardinal, archevêque de Bordeaux et l'archevêque de Tours estimèrent, eux aussi, qu'il s'agissait d'une révélation vraiment divine ; les feuilles pieuses de la contrée firent un battage insensé ; la presse de Paris s'émut et de longs articles furent consacrés aux apparitions de Loublande par les grands quotidiens. Sénateurs et députés réactionnaires du Poitou prirent au sérieux les divagations de cette nouvelle *Jeanne Darc*, c'était le titre que lui donnaient les familiers de l'évêché. Elle fut présentée au président de la République, Poincaré, qui lui fit don d'une épingle à chapeau, sa coiffure étant tombée par mégarde durant leur entretien. A l'armée, des insignes du Sacré-Cœur étaient distribués à profusion aux soldats ; et nombre de généraux les ornaient fièrement. Mais les prélats d'Autriche et d'Allemagne firent comprendre au pape que Jésus ne pouvait nourrir de si noirs desseins contre les empires centraux, et que la France anticléricale ne méritait pas un traitement privilégié. On les crut d'autant plus facilement à Rome que le supérieur des Jésuites était germanophile et qu'il contraignait le cardinal Billot, membre de son institut, à écrire contre une révélation nettement hostile à l'Allemagne. Malgré les merveilles déjà accomplies, les apparitions de Loublande furent condamnées par le Vatican. Une enquête personnelle, faite dans l'entourage de la visionnaire, m'avait convaincu qu'il s'agissait d'une pauvre fille au cerveau troublé par des jeûnes trop fréquents et la lecture de sainte Thérèse. Son confesseur, un prêtre, qui voulait se procurer beaucoup d'argent, était le principal coupable ; il pensait parvenir à ses fins en créant un centre de pèlerinage ; l'affaire de Loublande liquidée, il se trouva, d'ailleurs, suffisamment nanti pour vivre d'une façon cossue.

Voici quelques années, la Vierge apparut à Ferdrup, dans les Vosges, à une petite fille dont les parents étaient cultivateurs. Des alentours, on venait déjà en pèlerinage, quand la voyante eut la malencontreuse idée de promettre qu'à une date, par elle indiquée,

l'apparition serait visible pour l'ensemble des personnes présentes. Ce jour-là, une foule immense se pressait sur le lieu du miracle ; mais la madone ne fut aperçue par personne. Pour comble, la visionnaire expliqua que la Vierge s'était trompée en raison du changement d'heure qui s'effectuait à cette époque. Ce fut un éclat de rire général, et le clergé laissa prudemment tomber cette affaire. Une statue s'éleva cependant sur le lieu de l'apparition, conformément à la demande formulée par la mère de dieu ; et la famille de la jeune fille, très pauvre auparavant, est fort à l'aise aujourd'hui. Comme Luxeuil n'est qu'à environ 25 kilomètres de Ferdrup, j'ai pu me documenter sans peine sur ces événements. La voyante, enfant naïve et sotte, semblait prédisposée par nature aux images idéologiques, néanmoins le curé de l'endroit avait joué un rôle très actif, en persuadant à cette petite que les visions célestes sont choses assez fréquentes.

A l'heure actuelle, on parle beaucoup des apparitions de Beauraing, en Belgique, qui eurent lieu du 29 novembre 1932 au 3 janvier 1933. Cinq enfants auraient vu la Vierge dans le jardin des sœurs de la localité ; et cette dernière leur aurait demandé de faire construire une chapelle. Je ne connais ces événements que par des comptes rendus, articles et brochures. Le travail du Dr Maistriau, qui écrit pour se « rendre utile à l'Eglise et à la Religion, afin d'éviter les mécomptes du ridicule », suffit pour me démontrer que les apparitions de Beauraing ont des causes très humaines, trop humaines, hélas ! Ce médecin grotesque, d'une prodigieuse ignorance concernant les recherches de psychologie expérimentale, fournit de nombreux détails qui contredisent la thèse de l'intervention surnaturelle. Les voyants avaient promis un miracle pour le 8 décembre, fête de l'Immaculée Conception ; aucun miracle ne s'est produit, ni ce jour-là, ni les jours suivants. Néanmoins, par respect humain sans doute, les parents se déclarent certains de la véracité de leurs rejets ; « il ne ferait pas bon d'avoir l'air de rire et de se moquer : l'accueil serait foudroyant ». Et le Dr Maistriau demande aux incroyants de s'abstenir de toute plaisanterie : « Le scepticisme absolu et surtout la raillerie ne sont plus de mise pour le moment. S'il est question d'âmes de petits enfants, on leur doit le respect le plus absolu... De grâce, respectons-les et attendons. Respectons le mystère qui plane sur ces événements dans lesquels sont mêlés des enfants sains de familles respectables ». S'il ne s'agissait pas d'une comédie dévote ou d'hallucinations religieuses, notre auteur tiendrait un langage très différent. Il avoue, d'ailleurs, que les événements de Beauraing peuvent avoir des répercussions politiques qui l'intéressent particulièrement : « Serait-il impossible que la Sainte Vierge se soit manifestée pour approuver et intensifier cette pieuse et réconfortante croisade de notre frère jeunesse ouvrière chrétienne, de notre virile jeunesse agricole catholique, de tous nos jeunes gens et jeunes filles librement et ardemment enrôlés sous l'emblème de la Croix ? Est-il déraisonnable d'espérer qu'Elle ait choisi pour être témoin d'un renouveau religieux notre patrie qui fut la première à mettre son nom dans les annales de l'Action Catholique ? » Le Dr Maistriau a raison, les manifestations surnaturelles, les révélation divines restent, d'ordinaire, incompréhensibles, tant qu'on ne fait pas intervenir les considérations politiques et l'intérêt sacerdotal. A Beauraing, comme dans maintes apparitions précédentes, la Vierge se préoccupe d'assurer aux prêtres une nouvelle source de profits et d'accroître l'influence politique du parti des sacristains. — L. BARRIETTE.

REVOLTANT. Qui révolte, qui cause de l'indignation : Des abus révoltants. Pour nous, il n'est guère facile d'énumérer ici tout ce qui est révoltant : il y en a trop.

En effet, n'est-il pas révoltant de subir tout ce que l'on ne peut empêcher ? Mais n'est-il pas, peut-être, plus révoltant de voir avec quelle résignation, quelle soumission la multitude l'accepte, quand elle ne l'approuve pas ? N'est-il pas révoltant qu'il y ait toujours des riches et des pauvres ; des exploités et des exploités ; des spoliés et des spoliés ; des maîtres et des esclaves ; des dupeurs et des dupés ; des voleurs et des volés ; des chefs et des supérieurs qui commandent et qui exigent et des simples qui obéissent et exécutent, des inférieurs qui respectent et se soumettent ; des juges qui condamnent ; des condamnés qui souffrent et se résignent ; des bourreaux et des victimes ; des législateurs élus qui font des lois et des électeurs qui élisent et qui subissent toujours les lois et leurs effets nocifs, mais ne profitent jamais des lois qui — leur avait-on promis — devaient les avantager ?

Il est trop tard quand l'électeur naît s'aperçoit qu'il est berné et qu'il n'y a pas de bonnes lois... Y en eût-il qu'elles ne seraient ni appliquées, ni applicables. La loi n'est valable qu'autant qu'elle vient ratifier la chose acquise. Et le Peuple n'a jamais eu que ce qu'il avait su prendre. Ce qui justifie fort bien que le bulletin de vote n'est rien autre que ce que vaut l'électeur. Et celui-ci ne peut être grand-chose s'il ne sait s'organiser pour obtenir, en cohésion avec ceux qui ont les mêmes besoins, ce que nul mandataire ne peut lui apporter, avant qu'il ne l'ait lui-même arraché, imposé par la menace ou par l'action directe. En ce cas, il faut être stupidement aveugle pour ne pas voir et comprendre la vaste duperie du Suffrage Universel et la farce cynique par laquelle, en régime bourgeois, libéral et démocratique même, on escamote la Souveraineté du Peuple.

Duperie immonde et révoltante !

La possibilité, à chaque moment, pour un citoyen prétendu libre, après avoir subi la conscription, la caserne et toutes les atrocités innombrables, atrocités morales du militarisme, d'être désigné pour faire partie des troupes envoyés au massacre, pour être massacré malgré soi et massacré selon les grandes chances dont jouissent les malheureux qui sont chair à canon. C'est là, je crois, une perspective digne, admirable, héroïque pour ceux qui n'y vont pas, pour ceux à qui la guerre apporte gloire et bénéfices, mais *révoltante* pour tous ceux qui la subissent et qui se rendent compte de quel abrutissement et de quelle passivité ils sont nantis pour ne pas se révolter !

Révoltante pour la conscience, pour le cerveau, pour le cœur de l'homme, est l'idée de Patrie par laquelle on obtient cet infâme assujettissement des hommes les plus jeunes, des plus beaux, des plus forts, des meilleurs producteurs et reproducteurs, tout l'avenir d'une nation, qui se laisse ainsi mener à l'abattoir sans résistance, sans remords, sans révolte !

Révoltant tout ce qui constitue, fortifie, soutient un régime ignoble basé sur l'égoïsme des uns et la résignation des autres ! *Révoltante* la prostitution des consciences, des talents, des caractères, des forces humaines au service de la bourgeoisie et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

En un mot, *révoltant* tout ce qui est immonde sur la terre et que les préjugés respectent, entretiennent, conservent, fortifient. *Révoltant* il est que la Religion (c'est-à-dire l'ignorance, la soumission, la fourberie, l'hypocrisie) soit si puissante encore et que le Militarisme, le Patriotisme n'aient pas été tués par la Guerre et tout ce qu'en ont souffert ceux qui n'en ont pas profité ! *Révoltante* est l'Humanité que la honte n'étouffe pas. Il est *révoltant* de penser que c'est la Guerre, encore, que la Paix des gouvernants prépare ! — G. YVETOT.

REVOLTE n. f. (du latin *revolvere*, retourner ; de l'italien *ripollia*, de *re* ou *ri*, et *colla*, faire volte-face,

c'est-à-dire tourner la face contre). Il semble que le sens le plus ordinaire de révolte soit de faire volte-face, mais pour nous, anarchistes, révolte n'a pas ce sens commun. Il signifie soulèvement contre un état de choses existant, lutte contre l'ambiance, contre la stabilisation d'un régime, révolte contre la loi, contre l'autorité établie. Par là, il marque une volonté humaine, en marche vers la réalisation d'un idéal. La révolte est un acte d'intelligence, qui naît et se développe avec le sentiment de la personnalité ; elle est la concrétion de l'évolution d'une individualité qui prend conscience d'elle-même en s'insurgeant contre l'oppression collective des majorités qui veulent imposer leur façon de voir et de penser. Mais le mot révolte a également un sens social. C'est pourquoi, à certaines époques, elle devient nécessaire.

Lorsque des idées nouvelles germent et sont véhiculées un peu partout, cherchant à se faire jour de ci, de là, elles se heurtent toujours à la routine du milieu. Continuellement, elles sont arrêtées par ceux qui ont intérêt à ne point les voir se propager, et l'indifférence du plus grand nombre fait que ces idées nouvelles sont balottées de droite à gauche, durant tout un temps, avant d'avoir droit de cité dans la conversation, les écrits, ou les diverses manifestations de la pensée humaine. Cette force d'inertie, il faut la vaincre ; ce n'est pas toujours facile ; à la révolte de l'esprit vient s'adjoindre l'action. A ce moment, la révolte s'impose comme une libération attendue et désirée ; elle éclate, et c'est heureux, car un danger plus grand guettait la société, danger que l'on peut comparer au Nirvana des Hindous, qui aurait pour conséquence de conduire la société vers une dissolution de l'être. Dans leur évolution, la vie des sociétés draine avec elle des scories dont il faut se débarrasser ; manquer de prévoyance, ou tarder à le faire, opposer une barrière systématique à leur évacuation, c'est rendre cette société inhabitable. En effet, si le code de moralité en vigueur jusqu'alors est devenu caduque, si ce qui semblait équitable se révèle d'une injustice criante, l'atmosphère qui se dégage de cet état de choses ne peut durer ; une action se dessine : nous sommes au seuil d'une révolte. Des époques de crise sont propices à l'éclosion de ces sentiments de révolte ; elles créent l'état d'esprit nécessaire et préparatoire à la révolte. Ce sont des situations révolutionnaires. Alors, nous voyons les résignés d'hier, qui semblaient être à jamais courbés sous le joug oppresseur de la misère qui les terrassait, s'insurger brusquement, et se déterminer à l'action. L'audace naît en eux, et, avec elle, l'esprit de révolte. On comprend qu'il ne s'agit pas, alors, de réduire, d'atténuer cet esprit de révolte, mais de tenter l'impossible pour en améliorer les manifestations, c'est-à-dire rendre cette révolte plus efficace, plus consciente, et faire naître des sentiments de lutte pour un but précis. C'est là une tâche que se doivent de réaliser tous ceux qui se réclament de l'idéal anarchiste.

P. Kropotkine, dans *Paroles d'un Révolté*, dans le chapitre intitulé « L'esprit de Révolte », a analysé le processus historique de la révolte, prélude indispensable pour qu'une situation révolutionnaire aboutisse à un changement radical des engrenages de la société capitaliste actuelle : « Aux époques de course effrénée vers l'affranchissement, de spéculations sévères et de crises, de ruine subite de grandes industries, et d'épanouissement éphémère d'autres branches de la production, de fortunes scandaleuses, amassées en quelques années et dissipées de même, on conçoit que les institutions économiques, présidant à la production et l'échange, soient loin de donner à la société le bien-être qu'elles sont censées lui garantir ; elles amènent précisément un résultat contraire : au lieu de l'ordre, elles engendrent le chaos ; au lieu du bien-être, la misère, l'insécurité du lendemain ; au lieu de l'harmonie, la guerre, une guerre perpétuelle de l'exploiteur contre le

producteur, des exploiters et des producteurs entre eux. On voit la société se scinder de plus en plus en deux camps hostiles et se subdiviser, en même temps, en milliers de petits groupes, se faisant une guerre acharnée. Lasse de ces guerres, lasse des misères qu'elles engendrent, la société se lance à la recherche d'une nouvelle organisation ; elle demande à grands cris un remaniement complet du régime de la propriété, de la production, de l'échange, et de toutes les relations économiques qui en découlent. La machine gouvernementale, chargée de maintenir l'ordre existant, fonctionne encore, mais, à chaque tour de ses rouages détraqués, elle se butte... et s'arrête ; son fonctionnement devient de plus en plus difficile, et le mécontentement excité par ses défauts, va toujours croissant. Chaque jour fait surgir de nouvelles exigences. « Réformez ceci, réformez cela », crie-t-on de tous côtés. « Guerre, finance, impôts, tribunaux, police, tout est à remanier, à réorganiser, à établir sur de nouvelles bases », disent les réformateurs. Et cependant tous comprennent qu'il est impossible de refaire, de remanier quoi que ce soit, puisque tout se tient ; tout serait à refaire à la fois ; et comment refaire, lorsque la société est divisée en deux camps ouvertement hostiles ? Satisfaire des mécontents serait en créer de nouveaux. Incapables de se lancer dans la voie des réformes, puisque ce serait s'engager dans la voie de la révolution ; en même temps trop impuissants pour se jeter avec franchise dans la réaction, les gouvernements s'appliquent aux demi-mesures, qui ne peuvent satisfaire personne, et ne font que susciter de nouveaux mécontentements ? Les médiocrités qui se chargent, à ces époques transitoires, de mener la barque gouvernementale, ne songent plus d'ailleurs qu'à une seule chose : s'enrichir, en prévision de la débâcle prochaine. Attaqués de tous côtés, ils se défendent, maladroitement ; ils louvoyent, ils font sottise sur sottise, et ils réussissent bientôt à trancher la dernière corde du salut : ils voient le prestige gouvernemental dans le ridicule de leur incapacité. A ces époques, la révolution s'impose ; elle devient une nécessité sociale, la situation est une situation révolutionnaire. « Mais il s'agit moins de parler ici de révolution que d'esprit de révolte, et de montrer le rôle important que joue cet esprit dans les grandes secousses révolutionnaires qui sont, en quelque sorte, les préludes des révolutions. » Comment a-t-on aboli l'esclavage archaïque ? Par les révoltes. Comment a-t-on supprimé le servage ? Encore par les révoltes. Comment fera-t-on disparaître le salariat, qui est la dernière forme de l'esclavage ? Toujours par la révolte. La révolte est une chose fatale engendrée par l'oppression, comme l'explosion d'une chaudière est engendrée par la trop grande pression. Cependant, ce n'est ni par haine, ni par vengeance que nous nous révoltons ; c'est par nécessité. La société actuelle ne nous reconnaît aucun droit au bien-être. Malgré les apparences trompeuses des libertés politiques, elle fait de nous des êtres inférieurs et misérables. Donc nous sommes en état de légitime défense, nous accomplissons le plus sacré des devoirs en nous insurgant contre elle. » (Brochure éditée à Genève. « Les Anarchistes et ce qu'ils veulent ».)

Pour parer à l'absence, ou à la carence de l'esprit de révolte qui n'est pas toujours suffisamment éveillé dans les masses, lorsque se produisent des manifestations ou mouvements sociaux, un facteur entre en jeu : l'action et, suppléant à ce manquement, elle travaille à ce que ces émeutes ou ces soulèvements se développent et augmentent d'intensité. C'est ici que le rôle des minorités se précise en vue de réveiller le souffle d'audace ou le sentiment d'indépendance qui peuvent conduire les peuples à accomplir leur révolution. La valeur de la révolte a donc une importance capitale dans les périodes préparatoires à la révolution ; il serait puéril de le contester ; valeur collective en prévision d'une

lutte sociale, pour une transformation du régime ; valeur individuelle dans l'état présent des choses, car, ici, comme là, nous trouvons l'affirmation d'une puissance créatrice et destructrice nécessaire à l'évolution des sociétés. La révolte à cela de sain, c'est qu'elle balaye les institutions périmées qui entravent le progrès humain. Guidée par un idéal de mieux-être et de liberté, la révolte devient créatrice de beauté, de force, d'amour. L'individu qui se révolte affirme un caractère et ce n'est pas peu de chose, en cette époque de résignation. Cultiver cet esprit de révolte paraît fondamental, car on aidera ainsi puissamment l'individu à se ressaisir et à se reconnaître dans le tumulte de cette vie mécanisée à l'extrême, où l'être humain ressemble à un automate névrosé.

Il n'est pas téméraire alors d'avancer que plus l'élan de la pensée sera grand, plus les chances de réussite dans les luttes à livrer aux forces d'oppression seront fertiles. Mais il faut pour cela que l'individu prenne conscience de ce sentiment de révolte, il faut que cette révolte, pour qu'elle porte ses fruits, soit l'œuvre d'un long et patient travail, le résultat de profondes observations. D'autre part, il faut qu'il soit tenu compte des enseignements de l'histoire, non pour construire une théorie dogmatique aux principes immuables, et créer une orthodoxie étriquée, selon la méthode des partis politiques, et à dialectique prétentieuse, mais pour en tirer tous les profits possibles et éviter les sacrifices inutiles ou les demi-triomphe qui, trop souvent, ne sont que des défaites. Pour ce faire, il faut que l'être humain acquière une individualité. « Ce sens de l'individualité fait donc que l'homme recherche la cause de ses actes et les discute, fait qu'il parvient à se distinguer parmi ses semblables, à se considérer lui-même dans son milieu, à prendre connaissance de ce qu'il est dans la société et dans la nature. Là où l'animal et l'homme inférieur acceptent d'être partie d'un tout, où ils agissent selon des lois inconnues, les subissant simplement, l'être supérieur se voit et s'affirme une volonté parmi les volontés qui l'environnent. Dès lors, naît la révolte, c'est-à-dire l'acte personnel, choisi, délibéré. L'individu n'accepte plus aveuglément les lois, et c'est alors qu'on le voit se tromper, errer. Ceux que l'instinct guide ne se trompent jamais. Les animaux n'aboutissent qu'à des révoltes timides, l'homme seul peut concevoir la révolte comme un devoir très net envers soi-même et envers l'espèce. Et c'est lorsqu'il arrive à se demander la raison de ce que la société et la nature exigent de lui, à discuter ce qu'il est forcé de subir lorsqu'il nie la légitimité des puissances qui s'imposent à lui. »

Improvisation, certes, soudaineté et spontanéité, autant de facteurs impondérables dont il faut tenir compte, mais cela n'exclut point la longue préparation d'une action, cela ne veut pas dire négation d'efforts persévérants, cela ne veut pas dire absence de méthode. Comme l'écrivait Gérard de Lacaze-Duthiers : « Sommes-nous prêts, sommes-nous assez forts, aujourd'hui, pour marcher en rangs serrés contre l'armée du capital, contre l'Etat, contre les « autorités », et cetera, ou non même de l'autorité supérieure de la conscience, au nom de la loi intérieure, ennemie des lois ? Ne dissimulons à personne qu'il nous reste encore beaucoup à faire avant de nous sentir des muscles d'acier, un tempérament d'athlète. C'est par des exercices quotidiens que nous assurerons la victoire. Remportons sur nous-mêmes une victoire définitive. C'est elle qui décidera de toutes les autres. Sans cette victoire préalable, nous ne serons pas prêts pour affronter le danger. Défions-nous de nous-mêmes, de notre enthousiasme, de notre générosité. Disciplinons nos vertus. Vainqueurs de nos travers, de nos défauts, nous serons victorieux des travers et des vices des autres. N'ayons pas le triomphe insolent des vainqueurs, ce serait de la maladresse. Profitions de

notre victoire avec calme et sagesse, comme si nous avions obtenu ce qui nous était dû depuis longtemps. Nous la méritons. Jusque-là, nous n'avions pas lutté pour l'obtenir. Nous n'étions pas assez disciplinés. Dès que nous l'avons méritée par l'effort, courons à de nouvelles victoires, car il y a toujours à faire contre l'iniquité qui est méprisable. Il y a toujours à faire contre l'injustice et la laideur. Qu'une victoire ne nous enorgueillisse pas au point de nous faire perdre tout ce que nous avons acquis. Ne nous considérons pas comme ayant assez fait pour l'idéal. Au contraire, agissons avec la pensée que nous n'avons rien fait, et que chaque fois que nous faisons quelque chose, il reste beaucoup à faire, pour nous persuader que nous avons joué un rôle utile parmi les hommes. Là est le sens de la révolte : dans l'action qui ne se décourage pas ; dans l'effort pour être soi-même ; dans la poursuite inlassable de la justice. A quoi bon se révolter, si ce n'est pas pour le bien de l'idéal, pour l'amour de la beauté ? Toute révolte suppose une pensée libre, affranchie des lois et des dogmes, refusant de se soumettre aveuglément aux préceptes de la tradition. Les fausses révoltes des médiocres sont dirigées contre la beauté. Elle supposent la servitude. Mais la bonne révolte, qui est la revanche de la vie contre sa déformation, suppose la liberté intégrale. Elle est le plus haut affranchissement de l'être. Elle n'a qu'à se montrer pour disperser à tous vents la masse amorphe des médiocres. « La révolte que nous, anarchistes, désirons et appelons, c'est cette révolte qui s'inspire d'un idéal, d'une éthique, et, par ce fait, devient tributaire de la raison et de la volonté dans la lutte, et ainsi, on peut lui concéder une « vertu ». Qui oserait contester la légitimité d'un tel esprit de révolte qui, en valeur, est bien supérieur à l'esprit d'obéissance qui, trop longtemps, a courbé l'humanité sous le joug le plus odieux du servilisme et de l'autoritarisme.

« Depuis toujours, l'homme a demandé : « D'où venons-nous ? Où allons-nous ? » Les religions lui ont donné une réponse qui l'a satisfait longtemps. Maintenant, cette réponse ne le satisfait plus, et nul ne peut et ne pourra jamais lui en donner d'autre. » La résignation, dès ce moment, est devenue impossible; la révolte grandit, marquant la volonté humaine dans le désir de perfection, vers le beau, le juste et le vrai ; et tout ceci ne s'entend pas dans un sens abstrait ou métaphysique, mais dans un sens positif et réel. « La conduite d'un individu », écrit J.-F. Elslander, dans « La Vertu de la Révolte », « qui n'accomplit que son devoir, tel qu'il est formulé par la morale, non seulement est piètre et vulgaire, mais elle est nuisible à ses semblables, en ce qu'il prend tout aux autres, à ceux qui osent et qui tentent, sans rien rendre. La vertu n'a aucune valeur ; si tous l'imitaient, ce serait, à bref délai, la fin de tout. Ce n'est pas sous cet aspect-là qu'il faut concevoir le réel devoir d'être homme, et ce n'est pas d'individus obéissants et inertes qu'on peut attendre quoi que ce soit. Au point de vue même d'où on juge généralement les faits, le devoir ne peut résulter que de l'outrance dans le sens du bien comme dans le sens du mal. Ceux qui accomplissent, dépassent dans un sens ou dans l'autre, l'ordinaire loi ; ce sont ceux qui se jettent à l'action, ceux qu'exalte une passion ou une idée, et qui s'y donnent de toute leur ardeur, sans se demander si c'est bien ou mal, mais rien que parce qu'ils le veulent, obéissent à l'impulsion irrésistible de la vie qui se manifeste en eux. Il n'y a rien de beau ni de grand que ce qui est hors du cours ordinaire des choses. Ce qu'on appelle le mal a lui-même sa raison d'être. Les hommes n'ont jamais réalisé une œuvre quelconque sans sortir des normes banales qu'on leur imposait. Supprimez les passions, et rien ne se tente plus ; tous ceux qui s'efforcent méconnaissent la règle. Il n'est pas possible de vivre sans pécher ; c'est ce que comprenait la religion, et c'est pourquoi, logiquement, elle était ennemie de

toute vie. Les hommes, heureusement, conçoivent leur devoir autrement qu'on ne le leur assigne. Ils apprennent à braver impunément les lois de la nature et de la société ; mais ils n'agissent ainsi, pour ainsi dire, que contraints par les circonstances, et lorsqu'ils sont écrasés par l'indifférente et impérieuse nature ou par l'implacable société. Trop de préjugés les arrêtent, et ils vont jusqu'à la souffrance avant de se révolter ; il en est même qui demandent à la société qu'elle les délivre de leurs maux, ne comprenant pas qu'elle leur refusera toujours, qu'elle doit leur refuser, et que c'est de leur propre volonté qu'ils doivent attendre leur affranchissement. Il faut que l'individu acquière le pouvoir de se débarrasser des craintes puériles qu'il a gardées du passé, et juge par lui-même de la portée et de la légitimité de ses actes. Il faut qu'il se rende compte de la valeur des mobiles qu'on lui impose, et qu'il cesse de croire à la vertu des mots ; on oublie trop souvent que la conception de la société et celle de l'individu sont absolument antinomiques ou, du moins, que celle de l'individu seule est sociale, que l'autre n'a qu'une valeur conventionnelle, ne représente en somme rien. La société n'existe et ne se développe que par l'individu ; l'individu seul a une vie réelle, et c'est de sa vie à lui que celle de la société peut prendre une signification. Si on peut prouver que l'individu doit être sacrifié à la nature et à la société, la morale actuelle doit s'admettre ; sinon apparaît, dans toute son évidence, la conception individuelle du devoir. Cette conception n'est pas hostile à l'idée de société, puisque c'est par elle, par elle seule, qu'on peut expliquer l'effort humain et les conséquences sociales d'organisation qu'il doit avoir. Dès lors, il n'y a plus de raison de continuer à subir des contraintes illégitimes, et les individus s'affranchiront de ce qu'on pourrait appeler l'illusion sociale. Le bonheur qui résulte de l'observation des lois de la nature et de la société est un bonheur d'inertie ; la révolte, réprouvée par la morale ordinaire, est le principe même de la vie. Les audacieux ont une personnalité assez forte pour savoir que rien ne compte que leurs désirs et leurs volontés ; d'autres l'apprendront à leur tour et, dans la liberté de l'action, la vie de ceux-là sera plus joyeuse et plus belle, plus intelligente et plus fière, plus féconde aussi, débarrassée des terreurs et des mensonges qui l'accablent encore. »

Il a été parlé, en maintes circonstances, du droit à la révolte, encore que c'est là émettre un non-sens, car la révolte, de par son essence même, se passe de tout droit et de toute autorisation. G. Etievant, dans « Légitimation des actes de Révolte », l'affirmait en ces termes : « Vous n'avez et vous n'aurez donc jamais de titres positifs qui vous confèrent des droits supérieurs aux nôtres. Nous avons donc et nous aurons toujours le droit de nous révolter, contre tous les pouvoirs qui voudront s'imposer à nous, contre l'arbitraire des volontés légales de qui que ce soit. Nous avons toujours le droit de repousser la force par la force, car nous qui respectons les droits et la liberté de chacun, nous pouvons légitimement faire respecter les nôtres par tous les moyens. C'est ce que plusieurs d'entre nous ont tenté de faire à diverses reprises, avec plus de courage que de bonheur, et c'est ce que d'autres, de plus en plus nombreux, à mesure que les lumières de la science se répandront et que la vérité sera mieux connue, tenteront certainement, à l'avenir, car nous ne reconnaissons pas, et nous ne reconnaitrons jamais votre prétendue autorité, tant que vous ne nous aurez pas donné une démonstration claire et précise de son existence, tant que vous ne nous aurez pas dit sur quel fait précis, déterminé, scientifiquement connu, vous vous appuyez pour prétendre que vous avez le droit de nous faire la loi ? Ces actes de légitime révolte contre des prétentions qui ne reposent sur aucun droit, vous les avez,

vous érigeant en juges dans votre procès, qualifiés de crimes. Si c'était votre droit, de les qualifier ainsi, n'était-ce pas le nôtre de faire voir que le crime ne venait pas de nous ? que la première atteinte aux droits imprescriptibles des individus ne venait pas de notre côté, mais du vôtre ? »

Du point de vue psychologique, on admet que l'esprit de révolte existe à l'état latent dans tout encéphale humain. Si ce n'était, l'individu ne pourrait subsister dans les divers milieux où il se voit obligé de frayer durant son existence, et cet état psychologique lui permet en quelque sorte de s'adapter aux différentes modifications des milieux. Mais du fait que la tendance à la révolte existe, il ne s'en suit pas fatalement que tous les individus soient des révoltés ; chez les uns, ce germe a tendance à se développer ; chez les autres il semble plutôt s'atténuer, et chez certains, il va jusqu'à s'atrophier ou s'hypertrophier. En effet, sous l'influence de l'ambiance, dans laquelle se développe l'individu, celui-ci acquiert, plus ou moins, un potentiel d'esprit de révolte, mais il semble que tout milieu social détermine plutôt l'individu à atténuer la propension à la révolte. Cette réaction contre le sentiment de révolte est due au fait que, dès son jeune âge, l'enfant subit une éducation malsaine et faussée tant dans la famille, qu'à l'école ; ici comme là, on lui prêche l'obéissance, on lui inculque le respect des choses existantes ; il accepte la religiosité de la société présente, et, nanti de ce bagage de servilité, il grandit et se fraye un chemin dans la vie ; rien d'étonnant, alors, de constater le grand nombre de résignés, et ce ne sont que les rudes épreuves de la vie qui pourront faire espérer qu'ils deviendront un jour des candidats à la révolte. En eux, rien n'a été éveillé. L'esprit d'examen comme celui de critique ont entièrement été annihilés. Rares sont ceux qui eurent le bonheur de recevoir un autre enseignement : plus rationnel et plus libertaire. Sans doute, de temps à autres, certains esprits réagissent et ces phénomènes d'obéissance passive et craintive à l'égard des institutions, — famille, patrie, propriété, — s'exercent d'une manière tout opposée ; c'est là un phénomène de psychologie assez curieux, qui concourt à la naissance de l'esprit de révolte. Aug. Hamon, dans sa « Psychologie de l'Anarchiste socialiste » a tenté, en se basant sur une enquête faite auprès d'esprits révoltés, d'expliquer ces phénomènes qui revêtent des formes diverses d'inspiration : « En examinant, en critiquant, l'individu se refuse à admettre les opinions toutes faites, les phénomènes tels qu'on les présente. Il se révolte contre les idées généralement admises, contre les dogmes religieux, moraux, scientifiques. En contredisant des théories données, en faisant opposition à des actes, l'individu se révèle un révolté. Morphologiquement, examen, critique, contradiction, opposition, sont identiques » et, poursuit-il, « ...des hommes qui veulent faire table rase des actuelles organisations sociales sont fatalement doués d'une cérébration dont une des caractéristiques doit être la tendance à la révolte contre ce qui est. » Quiconque s'est donné la peine d'étudier la doctrine anarchiste, constatera qu'elle enseigne la révolte et incite à la manifester ; il est logique que ceux qui s'en réclament, approuvent cet enseignement, et soient des révoltés.

Voici quelques citations empruntées à des ouvrages de théoriciens ou de militants anarchistes qui montrent l'enseignement de la révolte dans la doctrine anarchiste. P. Kropotkine, dans « La Morale Anarchiste » : « Nous, nous sommes des révoltés et nous avons invité les autres à se révolter contre ceux qui s'arrogent le droit de traiter autrui comme ils ne voudraient nullement être traités eux-mêmes. Contre ceux qui ne voudraient être ni trompés, ni exploités, ni brutalisés, ni prostitués, mais qui le font à l'égard des autres... Jusqu'à présent, l'humanité n'a jamais manqué de ces grands cœurs qui débordaient de tendresse, d'esprit ou

de volonté, et qui employaient leurs sentiments, leur intelligence, ou leur force d'action au service de la race humaine, sans rien lui demander en retour. Cette fécondité de l'esprit, de la sensibilité, ou de la volonté, prend toutes les formes possibles. C'est le chercheur passionné de la vérité qui, renonçant à tous les autres plaisirs de la vie, s'adonne avec passion à la recherche de ce qu'il croit être vrai et juste, contrairement aux affirmations des ignorants qui l'entourent... C'est l'homme qui se révolte à la vue d'une iniquité, sans se demander ce qui en résultera, et alors que tous plient l'échine, démasque l'iniquité, frappe l'exploiteur, le petit tyran d'une usine, ou le grand tyran d'un empire... Nous sentons que nous n'avons pas poussé les principes égalitaires jusqu'au bout. Mais nous ne voulons pas faire de compromis avec ces conditions. Nous nous révoltons contre elles. Elles nous pèsent, elles nous rendent révolutionnaires. Nous ne nous accommodons pas de ce qui nous révolte. Nous répudions tout compromis, tout armistice même, et nous nous permettons de lutter à outrance avec ces conditions. Cette science (la morale) dira aux hommes : « Sois fort, au contraire, — et une fois que tu auras vu une iniquité et que tu l'auras comprise, — une iniquité dans la vie, un mensonge dans la science, ou une souffrance imposée — par un autre, — révolte-toi contre l'iniquité, le mensonge et l'injustice. Lutte, la lutte c'est la vie d'autant plus intense que la nature sera plus vive. Et alors tu auras vécu et, pour quelques heures de cette vie, tu ne donneras pas des années de végétation dans la pourriture du marais... » J. Grave, dans « La Société mourante et l'Anarchie » : « ...Et dans la société actuelle, essayer de mettre des idées nouvelles en pratique, n'est-ce pas faire acte de révolte ? Heureusement, nous l'avouons, qu'il n'y a qu'un pas des aspirations au besoin de les réaliser ; et ce pas, bien des tempéraments sont enclins à le franchir, d'autant plus que la théorie anarchiste étant essentiellement d'action, plus nombreux chez ses adeptes se trouvent ces tempéraments révolutionnaires. De là, la multiplication de ces actes de révolte que déplorent les esprits timorés, mais qui, selon nous, ne sont autre chose que la preuve du progrès des idées... Ce n'est pas en se résignant ni en espérant que l'on change rien à sa situation, c'est en agissant. Or, la meilleure manière d'agir, c'est de supprimer les obstacles qui entravent notre route... La mise en pratique de nos idées exige des hommes conscients d'eux-mêmes et de leur force, sachant faire respecter leur liberté, tout en ne se faisant pas le tyran des autres, en n'attendant rien de personne mais tout d'eux-mêmes, de leur initiative, de leur activité et de leur énergie ; ces hommes ne se trouveront qu'en leur enseignant la révolte, et non la résignation. Mais nous sommes convaincus aussi que les idées bien comprises doivent multiplier, dans leur marche ascendante, les actes de révolte... » L'on pourrait trouver d'autres citations qui justifieraient, d'une façon précise, que l'esprit de révolte est exalté par les anarchistes dans leur propagande orale ou écrite ; il nous suffirait d'ouvrir les ouvrages des E. Reclus, E. Malatesta, R. Mella, Malato, Bakounine, S. Faure, pour puiser à profusion de quoi augmenter l'apport si copieux que nous avons fait en citations. Mais ce n'est pas uniquement chez les théoriciens anarchistes que nous pourrions trouver de quoi étayer notre thèse, car cette tendance à la révolte se retrouve exprimée en maints chefs-d'œuvre de la littérature et de la musique, des œuvres d'art, chez les peintres, les dessinateurs et les sculpteurs. Citons les P. Adam, O. Mirbeau, B. Lazare, G. Eckhout, Thauraud, Gorki, R. Rolland, Barbusse, les Daumier, les Grosz, Beethoven, Wagner, et l'énumération serait fastidieuse si nous la prolongions outre mesure.

Tel est le fait qu'on se doit de constater : l'esprit de

révolte s'efforce à pénétrer et à s'insinuer partout. Il se développe de plus en plus, tout en subissant, à certains moments, quelques régressions et cet esprit de révolte, cette propension surtout, est caractéristique chez les anarchistes, et son accentuation s'explique par le travail constant et continu que ceux-ci ne cessent de faire, en vue de cultiver cet esprit de révolte indispensable et nécessaire à toute évolution humaine. C'est pourquoi les paroles que Pierre Kropotkine prononçait à Lyon, en répondant au juge qui l'interrogeait, au procès anarchiste du 8 janvier 1883, sont justes et réelles : « Quand l'esprit de révolte aura bien soufflé sur le Peuple, il sera prêt pour renverser le régime de la propriété individuelle et inaugurer notre idéal : le Communisme anarchiste ». Non moins vraie est cette pensée d'Oscar Wilde qui explique l'éthique de notre révolte : « Partout où un homme exerce une autorité, il y a un homme qui résiste à l'autorité ». Révoltons-nous contre l'iniquité, cultivons donc cet esprit de révolte et, sans doute, verrons-nous ainsi surgir, demain, des mouvements qui aideront à construire un nouveau monde meilleur. — HEM DAY.

RÉVOLTE. Soulèvement, rébellion contre l'autorité établie : La *révolte* d'un camp. Une *révolte* de collégiens. Souffler la *révolte*. — Fig. soulèvement violent. La *révolte* de la raison. La *révolte* des passions. La *révolte* des sens. — Syn. *Émeute*, *insurrection*, etc. Nous reportant au mot *Émeute*, du *Diction. Larousse*, nous ne sortons pas de notre sujet, puisqu'on y lit ceci : « *Émeute*, soulèvement populaire, tumulte séditieux ». Puis, encore cela : « *Syn. Émeute, insurrection, rébellion, révolte, sédition, soulèvement*. L'*émeute* n'est qu'un rassemblement tumultueux de manifestants qui témoignent leur mécontentement ; elle se forme ordinairement sans avoir été préméditée, et souvent se dissipe d'elle-même, quoiqu'elle puisse devenir le signal d'une révolution. L'*insurrection*, c'est l'acte d'un grand nombre de citoyens qui s'arment pour renverser une autorité qu'ils ne veulent plus supporter. La *rébellion* ne tend qu'à refuser l'obéissance, tandis que la *révolte* tend à renverser, à détruire. Mais l'une et l'autre ne supposent pas un grand nombre de résistants. La *sédition* suppose des complots, des meneurs ; elle est concertée, elle a un mot d'ordre, elle pousse le peuple à prendre les armes pour soutenir un parti organisé depuis longtemps. Le *soulèvement* participe à la fois de l'*insurrection*, de la *rébellion*, de la *révolte*, mais il en marque surtout le commencement ou la formation ; on prévoit les *soulèvements* ou on les voit se préparer. » « *Émeuter*, mettre en *émeute* : *émeuter* le peuple. » (Dict. Larousse). Ajoutons encore : « *Émeutier, émeutière* : Personne qui prend part à une émeute ou qui excite à l'émeute ».

Nous pouvons déplorer que la tyrannie, l'oppression, l'exploitation, n'engendrent pas toujours la révolte. Cependant, bien qu'il faille un plus ou moins grand nombre d'années d'esclavage ou d'asservissement pour provoquer une révolte, l'Histoire en a noté de nombreuses et d'importantes. Pour n'en citer qu'une dans l'antiquité, nous croyons bien faire en rappelant ici celle des esclaves de Rome ou la révolte de Spartacus. Elle éclata en l'année 74 avant Jésus-Christ, que les Romains désignaient comme l'année 679 de leur ère (ils comptaient les années à partir de la fondation de leur ville, en 753 avant Jésus-Christ). C'était l'époque où Rome achevait de conquérir le monde méditerranéen, en brisant tous les États ou en les soumettant à sa domination. A mesure que se multipliaient les conquêtes de Rome, s'augmentait le nombre des esclaves. Les vaincus qu'on ne tuait pas, s'ils étaient utiles par leurs talents ou par leurs forces, devenaient des esclaves au service des Romains. Tout riche avait à lui non pas

seulement quelques serviteurs, mais des armées d'esclaves qu'il employait à diverses besognes selon leurs aptitudes ou selon son bon plaisir. Il choisissait parmi eux des domestiques de toutes sortes : cuisiniers, valets de table, coiffeurs étaient à sa disposition, pour lui, le Maître, et pour ses proches et pour ses amis à l'occasion. Il avait aussi médecins, musiciens, chanteurs, déclamateurs et d'autres encore pour lui composer un cortège dans la rue, marquant ainsi sa richesse et sa puissance. Dans les champs, il avait à lui, de nombreux laboureurs et pâtres. A la ville il avait ses ouvriers qu'il louait à d'autres ou dont il vendait le travail.

Il avait aussi des hommes de choix pour ses divertissements. Il les faisait former comme gladiateurs et les vouait aux jeux barbares du cirque dont la population romaine de toutes classes raffolait.

C'était montrer son amour du Peuple que de lui offrir des spectacles où les fauves luttaient entre eux jusqu'à la mort et, ensuite, les gladiateurs esclaves ou libres. Parmi ces vaincus devenus esclaves et entretenus, entraînés aux jeux brutaux et cruels pour la satisfaction et le plaisir des spectateurs, il y avait des hommes qui n'avaient pas perdu toute dignité et qui souffraient de leur humiliante situation, rêvant de liberté.

Ce furent des gladiateurs, élèves des fameux maîtres d'escrime de Capoue, qui donnèrent, en l'an 74, le signal de la révolte. Il y avait donc parmi ces esclaves, des gladiateurs de tous pays, surtout des Thraces et des Gaulois, aussi vigoureux de corps que résolus d'esprit, souvent de caractères différents, mais tous unis par la commune haine du maître sans bienveillance à leur égard, sans pitié pour leur situation. Le traitement odieux de ces vaincus par les vainqueurs, suscitait en eux des vengeances qui explosaient à la moindre occasion. Ils n'y risquaient que la mort, c'est-à-dire l'évasion d'un esclavage parfois atroce. Ils y risquaient aussi la liberté. Mais il fallait leur en faire comprendre la possibilité. Donc, cruellement traités par leurs maîtres, les esclaves gladiateurs de Capoue se révoltèrent. Car, comme l'a écrit un historien ancien « plus les maîtres sont cruels et injustes, plus les hommes rangés sous leur loi finissent par pousser leur ressentiment jusqu'à la férocité ; celui que la fortune a placé dans une condition inférieure peut consentir à céder, à ceux que le sort a mis au-dessus de lui, les honneurs et la gloire ; mais, lorsqu'il se voit privé de la bienveillance à laquelle il a de justes droits, l'esclave révolté traite ses maîtres en ennemis. » Il y avait eu complot entre Thraces et Gaulois. Ils avaient fait une brèche au mur de leur caserne et en sortirent au nombre de 73, s'emparèrent, dans la rue des charcutiers et des rôtisseurs, des broches, des coutelas, des couperets qu'ils avaient pu saisir et, avec ces armes rudimentaires, ils avaient vaincu et désarmé les soldats ou les Citoyens de Capoue qui étaient venus les attaquer. Des brigands, des pasteurs, des esclaves des champs, tous ceux dont la muette patience était lasse, s'étaient joints à eux. Dans leur premier et instinctif mouvement de révolte et pour épouvanter les maîtres, ils avaient pillé les villages, dévasté les champs, enlevé les femmes et les enfants. Puis ils s'étaient cantonnés sur une hauteur du mont Vésuve et menaçaient la plaine. Avec eux, ils avaient un véritable chef. C'était Spartacus. Il était de cette ancienne contrée de la Grèce appelée Thrace, aujourd'hui Bulgarie. Intelligent et vigoureux, il s'était fait soldat. Il avait été pris dans une bataille, vendu à Rome, s'était évadé, s'était refait soldat, puis était retombé en esclavage : sa haute taille, sa force l'avaient désigné pour devenir gladiateur, puis professeur des autres esclaves gladiateurs. Dans la caserne, Spartacus avait souvenance vive de la liberté et de l'air pur des montagnes natales. Sa

douceur de caractère, sa bonté, ses qualités morales le rendaient bien supérieur à sa condition. Il était patient, brave et prudent — vertus de chef. C'est lui qui avait indiqué l'heure de la révolte après un apostolat actif auprès de ses compagnons esclaves chez lesquels il ranima tous les espoirs en leur parlant de la Liberté, en les incitant à s'en rendre dignes par le courage et l'audace, et par le mépris de la mort.

Aussitôt qu'à Rome furent connus les exploits des esclaves en révolte, le Sénat envoya des troupes. Le préteur Clodius Pulcher était arrivé, dans la plaine, et il avait disposé ses 3.000 hommes pour assiéger et réduire par la faim la petite troupe des révoltés. Le chemin d'accès à la plate-forme rocheuse où ils étaient cantonnés était bien gardé ; de l'autre côté, la pente était abrupte : un précipice. Le préteur croyait les tenir. Mais Spartacus fit couper les vignes au milieu desquelles il campait : les sarments noués et entrelacés formèrent une échelle ; un à un, tous descendirent, surpris à l'aube les Romains et, dans leur panique, les anéantirent. Victoire !

Et après ? S'il n'avait tenu qu'à Spartacus de décider, c'est vers ses montagnes qu'il serait allé. Par terre, vers le Nord, Thraces et Gaulois seraient retournés au pays natal. Mais, ivres de leur victoire, les esclaves vainqueurs voulaient jouir comme ils avaient vu jouir leurs maîtres. Pourquoi tous les biens fabriqués pour les maîtres ne seraient-ils pas désormais pour les esclaves devenus libres par leur vaillance ? A leur tour, ils voulaient les festins, les lits merveilleux, les coupes d'or emplies de vins de Grèce. Ils voulaient la joie de voir les danseuses et d'entendre les chanteurs. Ils ne voulaient pas, comme autrefois, aux fêtes des Saturnales, quelques jours seulement de liberté ; mais ils voulaient que ce fût toute la vie une perpétuelle Saturnale. Longtemps privés de liberté, aussitôt qu'ils l'eurent conquise, les esclaves ne surent pas en profiter avec mesure et prudence pour la conserver.

Cependant leur victoire avait agité les esclaves non libérés qui vinrent alors grossir le nombre des révoltés. A l'appel de Spartacus, des esclaves de toutes nations rompirent leurs chaînes, disposés à combattre pour leur liberté. Malheureusement ce n'était plus la Liberté qu'ils défendaient, mais leur vengeance qu'ils assouvissaient. Spartacus souffrait de voir les esclaves se répandre en fléau à travers la Campanie épouvantée, ravageant, incendiant tout sur leur passage. Personne encore ne leur avait appris la douceur et la modération après la victoire. Alors, c'était la vengeance empoisonnant le triomphe et le rendant très dangereux pour les vainqueurs eux-mêmes.

Spartacus savait que la Liberté conquise, c'était l'essentiel, le suprême but de la lutte. Mais il n'avait pas eu le temps de faire comprendre, admettre et partager son amour de la Liberté. Il n'avait pas eu le temps de faire des hommes dignes de la Liberté. Il n'avait fait que transformer les esclaves en soldats... rien de plus ; ce n'était pas des hommes libres, c'était seulement des esclaves en révolte. Ils ne marchaient plus avec l'idée de conserver la liberté mais avec le désir d'assouvir encore et toujours leur vengeance.

Spartacus s'efforça de créer avec eux, pour eux, une Cité nouvelle, un Etat nouveau, basé sur l'entente et la liberté des citoyens entre eux, pacifique et redoutable à la fois aux ennemis possibles du dehors. Plus d'esclaves, des hommes libres tels que le rêvait leur chef. Il apprit à ses compagnons de révolte à être, eux aussi, des soldats disciplinés pour se mieux défendre avec bravoure, s'il le fallait et à mépriser l'or, l'argent et les plaisirs faciles des Romains.

Un hiver ainsi passa tandis que Rome armait et préparait une nouvelle campagne contre la Révolte qu'il

fallait vaincre à tout prix. Il n'était pas supportable pour elle qu'un Etat se formât sur le territoire de l'Italie en dehors de son autorité, contre elle. Il n'était pas admissible que Spartacus appelât à la liberté tous les esclaves et qu'il les façonnât en citoyens libres et invincibles. Des troupes furent alors envoyées à nouveau contre les révoltés. Les deux consuls furent envoyés comme chefs de ces troupes romaines avec mission de vaincre les esclaves. Le Gaulois Crixus fut battu et tué. Spartacus marcha vers le Nord à la rencontre des deux consuls romains et les vainquit. Rome fut dans l'épouvante. « Marchons sur Rome, disaient la plupart des esclaves. Allons piller la cité des riches ; allons massacrer les maîtres des maîtres ! » Spartacus, sans rien dire, voulait entraîner ses compagnons vers le Nord, hors de l'Italie, loin de ce foyer de honte et d'oppression, vers les pâturages de la Thrace où, toujours, il rêvait de vivre libre, avec des hommes purs.

Mais avant de quitter l'Italie, lui aussi, il voulut sa vengeance solennelle et terrible. Sur les bords du Pô, il dressa un bûcher énorme en l'honneur de Crixus, son camarade, tué dans la bataille et, pour l'agrément de l'armée des révoltés, il força les citoyens romains faits prisonniers à donner des jeux à leur tour, à lutter entre eux à la manière des gladiateurs.

Pendant ce temps le fleuve avait débordé. Il fallut attendre pour passer et pendant ces jours d'attente, les esclaves — ils étaient maintenant plus de 100.000 révoltés — fiers de leurs triomphes, exaltés, refusèrent de partir, de quitter l'Italie, résolus à châtier Rome. Spartacus fut contraint de revenir et de les suivre.

La terreur régnait dans la République romaine. Qui châtierait ces rebelles ? Qui sauverait l'Etat ? Un homme s'offrit : Marcus Licinius Crassus. C'était un homme très riche, ambitieux de gloire. Contre ces esclaves qui pouvaient tarir la source des richesses, ce puissant capitaliste parut l'homme désigné. Ce fut alors, pendant de longs mois, entre les révoltés et les armées de Crassus une rude guerre. Il était dur, impitoyable. Une de ses légions, prise de peur, avait reculé ; il la décima en prenant à l'alignement un soldat sur dix qu'il faisait immédiatement mettre à mort devant les autres. Puis il mena ses troupes droit contre Spartacus qui était revenu dans le sud de l'Italie, voulant aller soulever la Sicile, où les esclaves étaient nombreux et naguère révoltés. Tour à tour, les esclaves et les Romains étaient battus. Crassus tentait d'enfermer Spartacus entre la mer et le fossé creusé par ses troupes, profond et bien défendu ; une nuit de tempête, comme il neigeait à gros flocons, Spartacus fit combler le fossé sur un point et fit passer un tiers de son armée. Il semblait insaisissable.

Mais la division régnait au camp de Spartacus, trop noble, trop bon, trop supérieur à ses compagnons qui ne le comprenaient pas. En assez grand nombre on l'abandonna. L'heure de la défaite approchait.

Crassus, une fois encore, tenta d'enfermer sur un point l'armée de Spartacus et fit commencer un fossé. Les esclaves attaquèrent les soldats romains. L'escarmouche s'échauffa ; les renforts accoururent. La mêlée allait devenir générale.

Spartacus comprit que le moment du dernier effort était venu. Il exhorta les siens à lutter à outrance, sans se rendre, jusqu'au dernier soupir ; à mourir en hommes libres sur les corps des ennemis qu'ils auraient immolés. Il fit crucifier les citoyens romains prisonniers de guerre, comme des esclaves, rappelant ainsi aux siens le supplice infâme qui les attendait.

Puis il rangea l'armée en bataille et, s'étant fait amener son cheval devant le front des troupes, d'un coup d'épée, il le tua : « Si je suis défait, s'écria-t-il, je n'en aurai plus que faire ; si je suis victorieux, j'en

aurai de bons et beaux que nous prendrons sur les ennemis ».

Cela dit, il fit sonner la charge.

Ce fut un choc affreux. Spartacus avait foncé dans les rangs romains, cherchant Crassus, il voulait, avec lui, avoir son suprême combat de gladiateur. Mais assailli, blessé, il succomba sous les coups. Il fut achevé, combattant à genoux. Ainsi finit Spartacus, le héros de la Révolte des esclaves.

Des quarante mille esclaves qui restaient encore, à l'armée, six mille seulement furent pris. Mais, sur le chemin de Rome à Capoue, bordure sinistre, six mille croix s'élevèrent où ils furent pendus. Rome était satisfaite.

Spartacus et ses compagnons avaient montré aux maîtres que la valeur personnelle d'un esclave pouvait être au-dessus de toute comparaison. (Extrait de *l'Histoire anecdotique du Travail*, par Albert Thomas.)

On ne pouvait moins faire que de résumer ce récit d'une révolte mémorable d'esclaves au temps de la République romaine. Déjà, avec Marius et Sylla (88-85), des révoltes de chefs militaires avaient commencé les guerres civiles qui devaient se terminer par la dictature de César et l'établissement de l'Empire, en 31, par Auguste. Mais cela n'a rien à voir avec la Révolte des esclaves, combattant pour la Liberté.

Il y eut, avant et après, d'autres révoltes. Mais aucune n'est aussi caractéristique et aussi démonstrative que celle des esclaves de la République romaine : révolte aussi ample que magnifique, menée par un esclave d'élite, individu superbe, révolté incomparable. Cette révolte qui fit trembler la Rome puissante et victorieuse, maîtresse du monde, cette révolte qui pouvait aussi transformer le monde par les conceptions sociales de Spartacus s'il eût pu les réaliser, est un admirable exemple. Mais, pour une Société Libre, il faut des hommes libres et non des soldats, comme l'étaient devenus les esclaves en révolte.

Passons à d'autres révoltes, celles de la fin du X^e siècle de notre ère, au temps des premiers Capétiens, au moment où le jeune Richard venait de succéder à son père dans le duché de Normandie. C'est alors qu'il arriva que les serfs de Normandie eurent conscience de leur malheur. Ils ressentirent presque soudainement toute l'étendue de leur misère, toute la douleur et toute la honte de leur servitude. De plusieurs générations la souffrance des travailleurs de la terre s'accroissait pour satisfaire aux besoins toujours croissants des seigneurs maîtres de tout. En dehors des guerres qu'ils se faisaient entre eux, les seigneurs jouissaient de tous les biens de la terre, par le travail et par la misère de leurs serfs. De leur côté, les serfs savaient qu'ils n'avaient rien à attendre des seigneurs, qu'injures et mauvais traitements, après avoir tout donné de ce que leur travail faisait produire de la terre. Le sort de l'esclave antique était meilleur que celui des serfs sous le joug féodal. Voilà ce que pensaient les serfs de Normandie et de partout... Un jour, on ne sut trop comment, à travers tout le pays souffla un vent de révolte, volant de chaumière en chaumière. Du bocage, de la plaine, serfs ou francs, tous unanimes, éprouvèrent le besoin de s'unir pour changer, coûte que coûte, la vie qu'on leur faisait mener. Par vingt, trente, et par cent, pendant les nuits sombres, loin des routes où passaient les hommes des châteaux, dans les forêts et dans les landes, connus d'eux seuls, ils s'assemblaient. Ils passaient ensemble la revue de leurs souffrances et de leurs misères. Ils exhalaient leurs rancœurs des maux endurés, des châtements subis et, leur colère s'exaltant, ils se juraient foi réciproque. Ils se juraient que, désormais, par leur volonté, jamais plus ils ne subirait le joug honteux du servage. Ils ne voulaient plus appartenir aux seigneurs. Ils ne voulaient plus

être des serfs. Ils se révoltaient. « Mettons-nous, disaient-ils, en dehors de l'atteinte des seigneurs et, s'ils nous rencontrent, nous sommes, comme eux, hardis et forts et capables de nous défendre ; nous sommes nombreux, soyons unis ; ils sont guerriers et braves, soyons résolus, nous avons, comme eux, habileté, courage et force. Armons-nous et ayons du cœur. Munissons-nous d'arcs, de pieux, de haches, d'instruments de travail pouvant être des armes et, au besoin, ramassons des pierres et combattons pour notre affranchissement. Nous voulons travailler pour nous, pour nos besoins et non pour les seigneurs. »

Dans leurs assemblées nocturnes, les paysans de Normandie renouvelèrent le serment de lutter ensemble, de rester unis. Par les femmes et les enfants des révoltés, ces messagers de confiance, ils firent connaître leurs desseins à ceux de tous les domaines. D'autres serfs vinrent se joindre aux révoltés. Il y eut des assemblées plus nombreuses. Les uns voulaient l'extermination pure et simple des seigneurs. D'autres, plus nombreux, craignant les seigneurs, voulurent que des délégués leur soient envoyés. « Exposons-leur notre misère, peut-être nous donneront-ils quelque légère amélioration. »

Mais les seigneurs avaient peur, c'est pourquoi ils furent cruels. Ce fut l'oncle du duc de Normandie, le comte Raoul d'Ivry, qui reçut les délégués sans les entendre : un seigneur ne discute pas avec des révoltés. Il les fit arrêter, leur fit couper les mains et les pieds et les renvoya vers leurs compagnons... Ceux-ci, effrayés, terrorisés n'osèrent plus rien et retournèrent à la charrue. Ainsi prit fin la révolte au pays normand.

En 1382, il y eut la révolte des Maillotins contre les impôts.

Parlons maintenant de cette révolte mieux connue, appelée la *Jacquerie*. Cette révolte paysanne éclata dans le Beauvaisis, en 1358. Ce fut une lutte terrible contre les seigneurs, causée par les excès et les cruautés de ceux-ci envers les *Jacques*, surnom donné aux paysans par tous ceux qui profitaient d'eux et s'en moquaient, comme de tous temps les parasites, les malfaisants se sont moqués de ceux qui les entretenaient et ne leur ont réservé que moqueries, injures et mauvais traitements. La révolte des *Jacques* fut cruellement étouffée dans le sang et les nobles triomphèrent.

Les vainqueurs ont alors abusé de leur triomphe et cela jusqu'en 1789.

Alors, il y eut de rudes représailles et la Justice du Peuple, formée de groupes de révoltés en furie, déposés sans ménagement les ci-devant, brûlant châteaux et titres de noblesse, distribuant les terres aux acquéreurs ; enfin, ces révoltes, partout, furent la Révolution elle-même dans son action.

D'autres révoltes — dont on ne peut parler ici — se produisirent au cours des siècles, jusqu'à nos jours. Toujours ce ne furent que des sursauts de dignité, pour le moins, mais le plus souvent des leptatives d'action directe collective pour arracher aux possédants, aux maîtres, aux exploiters des biens détenus par ceux qui ne les produisent pas, des bribes de mieux-être, des atténuations de misère.

Les grèves sont des révoltes de producteurs. Il se pourrait que les grèves généralisées des producteurs, jointes aux révoltes des consommateurs contre les impôts, la vie chère, en jetant la perturbation dans tous les rouages sociaux et en provoquant l'affolement des gouvernants, engendrassent une Révolte qui se transformerait subitement en Révolution. Suivant l'orientation prise par l'esprit de révolte, cette Révolution pourrait être celle que nous attendons, que nous espérons, à laquelle de tout cœur nous travaillons : la Révolution sociale.

C'est pourquoi toute Révolte nous intéresse, nous captive, nous fait tressaillir d'espoir en l'avènement possible de la Liberté. — Georges YVERT.

RÉVOLTES (OUVRIÈRES ET PAYSANNES). L'histoire des révoltes ouvrières et paysannes est inséparable de celle du travail. Elle l'est aussi de celle de la pensée, car l'homme ne vit pas que de pain. Si la question économique est pour lui primordiale, une foule d'autres, plus spéculatives, viennent parallèlement déterminer ses agissements. Besoins du corps et de l'esprit ne se séparent pas, même pour le plus misérable, et ce serait rabaisser singulièrement l'homme, méconnaître ses légitimes aspirations et ses vraies nécessités que de ne le voir préoccupé que du souci alimentaire. Le pain est toujours amer quand il est mangé sans la joie de l'esprit. Si le souci de ce pain est devenu trop absorbant pour le plus grand nombre, s'il est même pour certains si exclusif qu'ils ne peuvent en avoir d'autre, c'est à l'extrême état social créé par une exploitation de l'homme toujours plus exigeante et arbitraire que cela est dû, et cet état justifie par avance toutes les révoltes ; elles ne peuvent être plus sauvages que lui.

Par contre, les revendications les plus spirituelles ont toujours eu une base économique quand elles ont agité les foules. Toutes les luttes religieuses n'ont eu des résultats positifs qu'en se transformant en luttes sociales. Toutes les hérésies n'ont eu une véritable influence qu'appuyées sur des revendications économiques. Le christianisme n'aurait jamais existé s'il n'avait apporté, avec les promesses de la justice, celles du pain quotidien aux foules affamées et opprimées. « Esclave, tu seras égal à ton maître », a été la plus grande parole qui a soulevé ces foules contre le monde antique. En ne leur apportant que l'égalité spirituelle, le christianisme les a dupées. « Le viol de la justice crie toujours vengeance », a constaté Elisée Reclus, écrivant l'histoire de l'Homme et de la Terre. Les plus déçus, les plus désespérés qui ont crié leur faim, dans tous les temps, ont clamé aussi leur besoin de justice, de liberté, d'amour, de pensée, de rêve, de joie. C'est donc toute l'histoire de l'humanité en lutte pour son mieux-être matériel et spirituel qu'il faudrait évoquer ici. Nous nous bornerons à parler des révoltes les plus caractéristiques, parmi celles nées des conditions d'exploitation des travailleurs. Il y en a eu à toutes les époques, depuis que cette exploitation a pris des formes collectives faisant des ouvriers et des paysans les prolétaires soumis à l'esclavage, au servage, au salariat, suivant les lieux et les temps. Nous verrons aussi comment leurs révoltes ont été associées à celles de l'esprit.

La révolte a plus ou moins d'importance et de portée, suivant la profondeur de ses causes, le nombre de ses participants, l'ardeur qu'ils lui apportent. Sa forme primitive et la plus fréquente est le refus du travail : la grève. Celle-ci, suivant les circonstances, s'accompagne parfois d'émeute, de soulèvement, de rébellion, de sédition, d'insurrection pour aboutir à la révolution.

La grève « n'est peut-être pas aussi vieille que la souffrance des travailleurs, mais elle paraît aussi vieille que l'exploitation des hommes par d'autres hommes », a dit Pierre Brisson (*Histoire du Travail et des Travailleurs*). Elle est la première forme de la résistance à l'exploitation, la mieux à la portée de l'individu désarmé devant celui qui dispose de son activité et de sa vie, et elle est, le plus souvent, le simple geste négatif des « bras croisés ». Mais dès l'antiquité, cette forme pacifique de résistance à l'exploitation s'est révélée inopérante, la cessation du travail ne supprimant pas la nécessité de manger, et l'on a vu alors des grèves se changer en révoltes plus ou moins violentes. Les esclaves se mettaient fréquemment en grève dans l'ancienne Rome ; ils cessaient le travail pour se réunir sur le mont Aventin. Ils ne furent réellement une menace

pour leurs maîtres que lorsqu'ils se soulevèrent à la voix de Spartacus. La grève, par elle-même, ne produit pas de grands résultats sociaux, mais même lorsqu'elle est un échec pour les grévistes, elle est salutaire en ce qu'elle fait réfléchir le patronat et le retient devant certains abus qu'il serait tenté de commettre. La crainte de la grève est pour le patronat le commencement de la sagesse. Pour le travailleur, elle est un exemple d'entente et de solidarité avec ses compagnons, elle lui donne le sentiment de sa force, elle est un exercice d'entraînement à des mouvements plus vastes qui ne sont plus seulement corporatifs mais deviennent sociaux. Elle habitue le travailleur à l'idée de la grève générale révolutionnaire et le prépare pour elle.

La révolution est l'aboutissement de la révolte : elle en est la raison et le but. Elle est le produit de toute une série de perturbations suscitées et accumulées plus ou moins lucidement par les forces de « conservation de l'énergie vitale » (R. de Gourmont), forces qui interviennent pour changer les formes sociales devenues incapables d'assurer cette conservation. La révolution est ainsi un phénomène biologique, car « ce serait une erreur grave de considérer l'évolution des sociétés humaines d'un autre oeil que l'évolution des autres sociétés animales » (R. de G.) Elle est indispensable au maintien de la santé et de l'équilibre du corps social contre les éléments de désagrégation tendant à troubler son harmonie et à le détruire. Dans l'état actuel, les éléments de désagrégation sont représentés par le capitalisme, exploitateur de l'homme, et ses auxiliaires de gouvernement. Ils sont une sorte de Catoplébas, animal fantastique, vautré dans l'ordure parasitaire, et tellement stupide qu'il se dévore lui-même sans s'en apercevoir, tout en dévorant la substance sociale conservatrice de l'énergie vitale. Celle-ci ne pouvant être conservée et renouvelée que par le travail, les seules chances de salut sont dans la révolte des travailleurs contre ce Catoplébas ; elles sont dans la grève générale révolutionnaire qui expropriera le monstre et le fera crever d' inanition sur son fumier. Cette grève générale et la révolution qu'elle produira seront, après quatre-vingts siècles d'exploitation de l'homme par l'homme, l'aboutissement logique, rationnel, indispensable, du geste du premier qui jeta l'outil et se croisa les bras devant les exigences de son exploitateur.

La révolte, dans ses diverses formes, n'a jamais été que le moyen plus ou moins embryonnaire de défense et de conservation de l'énergie vitale dont tout individu est dépositaire et comptable, ce qu'oublent trop les prétendus « dirigeants ». Elle a été le geste qui a traduit en acte la pensée révolutionnaire, gardienne de l'énergie commune chez tout individu bien équilibré, et elle a fait passer cette pensée dans les faits, avec plus ou moins de réussite. Sans les émeutes des paysans contre les châteaux, les rébellions des soldats passant au peuple, les insurrections des 14 juillet, 5 et 6 octobre, 10 août et autres, la Révolution française serait demeurée à l'état d'espérance. Sans les révolutions que la révolte a suscitées depuis dans l'Europe entière, les peuples attendraient toujours les bonnes réformes de leurs « rois philosophes », comme ils attendront encore longtemps celles de leurs « parlementaires » s'ils ne se décident pas à user, pour se faire entendre, d'un stimulant plus énergique que le bulletin de vote. La révolution, couronnement de la révolte, n'est pas seulement inévitable ; elle est indispensable pour assainir et ramener à la vie le corps social qui s'écroule dans la décomposition de ses organes. Et que les timorés, ceux qui s'accrochent de cette vermine et qu'épouvante la pensée de ce qu'on appelle les « excès » révolutionnaires, méditent cet aveu récent de M. Mussolini : « Il est temps de dire une chose qui vous étonnera peut-être vous-mêmes, c'est qu'entre toutes les insurrections des temps modernes, celle qui fut la plus sanglante, ce fut

la nôtre. La révolution russe n'a coûté que quelques dizaines de victimes. La nôtre, pendant trois ans, a exigé un large sacrifice de sang jeune ». (*Discours au Grand Rapport fasciste*, 16 octobre 1932.) Il en a toujours été ainsi. Dans tous les siècles, la défense de « l'Ordre » a fait incomparablement plus de victimes que les révolutions. Vit-on jamais révolution faire les dix millions de morts que la guerre de 1914 a sacrifiés pour la gloire de crapuleux mégalomanes et la fortune de non moins crapuleux mercantis ? La révolution n'épouvante tant que parce qu'elle menace des droits illégitimes, mais acquis, au profit de droits légitimes, mais à acquérir. L'égoïsme, la paresse et la lâcheté ne font que la retarder. Un jour, elle éclate, malgré toutes les résignations, sous la poussée des événements, comme une chaudière explose sous une trop forte pression de vapeur. La révolution est alors catastrophique, incohérente, aveugle. Il vaudrait mieux que les hommes apprirent à la faire intelligente ; ils n'auraient pas besoin de la recommencer si souvent.

Chez tous les peuples, la substitution monstrueuse du régime de la propriété à celui du communisme, et les abus qui en sont résultés, ont produit et entretenu un état de révolte latent, permanent, qui s'est extériorisé plus ou moins violemment, à certaines époques, par des protestations de la pensée ou par des actes. Protestations et actes furent longtemps d'origine religieuse, inspirés du vague édénisme dont les légendes avaient laissé le souvenir et l'espérance dans l'esprit humain. Aujourd'hui encore, malgré les mobiles de plus en plus positifs des révoltes, il demeure dans les masses, entretenu par leur apathie et leur ignorance, l'espoir d'une révolution qui sera l'œuvre d'un messie et non celle de leur propre effort. Si le plus grand nombre n'attend plus rien du messie Jésus démonétisé, il a reporté sa foi sur saint Karl Marx ou saint Lénine. Il n'a fait que changer d'église, passer du raticchon au politicien, quand il ne s'est pas mis sous la coupe des deux à la fois.

Chez les Hébreux, la révolte fut surtout verbale. Elle le fut magnifiquement par la voix des prophètes proférant pour tous les peuples du monde et de l'avenir, en même temps que pour le leur, la revendication implacable et éternelle de la justice parmi les hommes.

La Grèce connut, dès le VIII^e siècle avant J. C. la lutte des classes. Les paysans, expropriés par les nobles et les bourgeois, se révoltèrent en masse, massacrant les troupeaux, comme à Mégare, en 640. Sparte vit des soulèvements d'ilotes, notamment en 464. A Athènes, des conspirations de paysans accablés par l'usure furent cruellement réprimées. La protestation populaire fut de plus en plus vive contre le gouvernement des riches ; mais elle fut impuissante à empêcher que leur insatiable fût perdue à la Grèce son indépendance en la livrant au joug des Macédoniens d'abord, des Romains ensuite. Le serment des fonctionnaires romains contre le peuple spolié était celui-ci : « Je jure d'être toujours un ennemi du peuple et de faire tout mon possible pour lui nuire. » Isocrate a raconté que les riches auraient préféré jeter leurs richesses à la mer que d'en donner une partie aux pauvres. Ils étaient déjà aussi muets qu'aujourd'hui.

A Rome, la lutte des classes fut plus ardente. La plèbe était de rang inférieur, mais elle était libre ; il y avait au-dessous d'elle les esclaves. C'est la plèbe qui fournit les soldats, et elle parvint à se rendre maîtresse de l'empire dont elle fit et défit les empereurs.

Au V^e siècle avant J. C., devant les exigences de plus en plus grandes des patriciens, elle s'était mise en révolte. Elle lutta jusqu'en 287 pour obtenir l'égalité politique. La plèbe ouvrière, de plus en plus déchargée du travail dont on accablait les esclaves, devint une classe de parasites et multiplia la foule des pauvres. Ils se soulevèrent à la voix du tribun Tibérius Grac-

chus pour revendiquer le droit des paysans à la terre. Tibérius, puis son frère Caius — les deux Gracques — provoquèrent d'utiles réformes au I^{er} siècle ; mais lorsqu'ils furent disparus, assassinés tous deux par ceux qu'ils avaient défendus, les pauvres tombèrent à un abrutissement de plus en plus complet et furent bientôt réduits à la plèbe avinée qui acclamerait les empereurs sanglants. Rome eut à faire face à de nombreux soulèvements de ces esclaves dont les rangs étaient fournis inépuissablement par les vaincus des peuples étrangers pillés, colonisés, « dévorés jusqu'aux os », a constaté Juvénal. L'Apulie vit leur première révolte, en 187 avant J. C. De 134 à 132, ce furent les insurrections de Sicile ; les esclaves dominèrent cette province pendant deux ans, sous la direction d'Ennus et de Cléon. En Asie Mineure, ils fondèrent l'Etat du Soleil avec Aristonicus ; ils furent vaincus en 129. De 104 à 101, de nouveaux soulèvements furent conduits en Sicile par Salvius et Arthénion. La révolte la plus importante et la plus connue fut celle que dirigea Spartacus, de 73 à 71. Elle fit trembler la République romaine qui la noya dans des flots de sang. Mais cette République en fut tellement affaiblie qu'elle ne vit bientôt plus de salut que dans la dictature impériale.

Les masses exploitées par l'empire romain firent la fortune du christianisme. Elles mirent en lui tous leurs espoirs. Jusque-là, leurs révoltes avaient eu des raisons uniquement politiques et économiques ; la nouvelle religion y ajouta l'élément de fermentation évangélique entretenu par la tradition sociale des Pères de l'Eglise, adversaires de la propriété privée et du pouvoir temporel. Il naquit de nombreuses hérésies, presque toutes d'esprit communiste. Révolte et hérésie se soutinrent mutuellement car, comme l'a écrit Doellin, toutes les doctrines hérétiques eurent un caractère politique et social. Mais très souvent, on peut dire toujours, elles s'arrêtèrent en chemin, ne poussant pas la révolte jusqu'à la révolution, ou se retournant contre elle pour aider à son écrasement. C'est ce qu'on vit au IV^e siècle, dans le soulèvement des *circonciliens*, ouvriers agricoles du nord de l'Afrique, contre les grands propriétaires fonciers. Les *donatistes*, qui avaient d'abord favorisé ce soulèvement par leur lutte contre les catholiques, s'unirent à ces derniers contre les révoltés pour les soumettre à la double autorité civile et religieuse. C'est ce qu'on vit aussi au XV^e siècle dans l'avortement révolutionnaire de la *Réforme*. Après avoir provoqué et soutenu la révolte populaire, ses initiateurs se rallièrent au parti de « l'Ordre » et étouffèrent, au nom du Dieu des protestants, la révolution qu'ils avaient soulevée contre le Dieu des catholiques.

Durant tout le moyen âge se produisit un profond et long mouvement de révolte paysanne contre les envahisseurs « colonisateurs » romains et barbares, puis contre la féodalité qu'ils organisèrent après s'être établis sur les terres dont ils avaient réduit en esclavage les occupants précédents. Dans les pays du Nord et de l'Orient, ce mouvement de révolte entrava l'organisation féodale plus longtemps que chez les germano-latins. On peut dire que la lutte ne cessa pas jusqu'au XV^e siècle, la révolte paysanne primitive ayant pris, avec le développement des Communes, la forme artisanale et bourgeoise. Elle avait commencé en Gaule, au III^e siècle, contre les violences romaines à l'égard des paysans qu'une fiscalité excessive dépouillait de ce que leur avaient laissé les pillages de la soldatesque. Ce fut la révolte des *Bagaudes*, du mot celtique *bagad*, insurgé. Elle prit, à certain moment, un caractère de véritable guerre, mais elle est mal connue. Ses aspects ont été dénaturés, comme ceux de la révolte des *circonciliens*, par le « plutarquisme » dévoué aux conquérants qui a toujours présenté les soulèvements populaires comme des entreprises de brigandage. N'appelle-t-on pas « brigands », aujourd'hui, les Marocains et les Chinois qui

se défendent contre les envahisseurs français et japonais ?... Vers 270, les Bagaudes se soulevèrent dans les campagnes gauloises et, successivement vainqueurs et vaincus, ils tirèrent l'Empire en échec jusqu'au jour où ils furent écrasés dans leur camp de *Bagaudorum Castrum* par l'armée de Dioclétien. Leur mouvement ne fut pas étouffé pour cela ; il persista jusqu'au V^e siècle, se manifestant dans la résistance de plus en plus désespérée des populations gauloises aux Romains. Ils furent définitivement battus, en 440, par Aëtius, général romain, avec le concours des Francs, prétendus « hommes libres », alors mercenaires à la solde de Rome.

Mais Rome reculait devant les Barbares. La résistance gauloise eut alors affaire à ces derniers. Elle se concentra dans la fédération du *Tractus armoricanus*, vaste région à l'ouest de la Gaule s'étendant des rivages de la Manche et de l'Atlantique jusqu'aux pays qui ont formé depuis l'Île de France, l'Orléanais, le Berry et l'Auvergne. L'esprit druidique, encore vivant aujourd'hui dans le caractère breton, fut un stimulant puissant aux révoltes des Bagaudes et donna son unité intellectuelle à la fédération gauloise. Les Communes naquirent de l'esprit de la « bagauderie » réfugié dans les foyers campagnards. Elles furent d'abord des associations de paysans réunis pour s'entraîner à la révolte. Les premières de ces associations furent celles de la région d'Evreux, où la féodalité sévit cruellement en 997, tuant à sa naissance un mouvement qui eût pu devenir général dans les campagnes de France et provoquer un soulèvement considérable. Cent ans après, les communes citadines, nées des communes paysannes, se multiplièrent suivant l'esprit des paysans d'Evreux :

« Il n'y a nulle garantie pour nous contre les seigneurs et leurs sergents, et ils ne respectent aucun traité.

« Pourquoi nous laisser faire tout ce mal et ne pas sortir de peine ?

« Ne sommes-nous pas des hommes comme eux ?

« N'avons-nous pas comme eux un corps de chair et d'os qui sent et qui souffre ?

« Il nous faut seulement du cœur.

« Unissons-nous tous par un serment.

« Jurons de nous soutenir mutuellement. »

C'est le même esprit de la « bagauderie » qui souleva les campagnards de l'Aquitaine, du Poitou et des Marches, puis ceux de Normandie et de Bretagne, les associant avec les gens des villes dans la guerre contre la domination anglaise au XII^e siècle. Les poètes troubadours et guerriers, dont le farouche Bertrand de Born, appelaient les populations à la révolte, « depuis la frontière où sont les monts jusqu'au golfe où gronde l'Océan ».

Quand le christianisme eut été établi, ce fut surtout en Orient que se manifesta la révolte populaire concomitante à la révolte religieuse. L'hérésie groupait facilement les foules misérables de plus en plus trompées par l'Eglise. L'Orient vit ainsi l'adhésion au *gnosticisme*, au *manichéisme*, au *néo-platonisme*, dans leurs formes réalistes et combatives, des populations rurales attachées aux coutumes communistes, pour la résistance à l'orthodoxie des puissants féodaux et aux abus qu'ils commettaient. La lutte des Bogamites fut la plus longue ; elle concentra la flamme de toutes les révoltes qui l'avaient précédée pour se prolonger du XI^e au XV^e siècle et ne se terminer que lors de la victoire des Turcs. Ceux-ci amenèrent à l'islamisme l'adhésion en masse des foules orientales dégoûtées du christianisme.

Dans les pays latins, l'hérésie orientale se répandit sous le nom général de *catharisme*, du grec *Kataros*, (pur). La lutte longuement poursuivie par des populations entières soulevées motiva la fondation de l'Inquisition, pour en finir avec l'hérésie et les révoltes qui menaçaient à la fois les deux pouvoirs religieux et

laïque. L'Inquisition trouva tous les concours qu'elle réclamait auprès des chefs d'Etats désireux d'assurer leur domination sur les peuples toujours agités quelque misérables. Tous ses inspirateurs, Thomas d'Aquin entre autres, voyaient dans la garantie de l'ordre social celui de l'ordre religieux ; mais, à côté, les Joachim de Flore, Amauric de Bène, Jean de Parme, Gérard de San Dominico, Guillaume d'Occam, Marsile de Padoue, Abélard, Roger Bacon, Eckard, fournissaient l'élément intellectuel et moral des révoltes prolétariennes pour l'affranchissement du joug féodal. Si des foules entières de Cathares pacifiques, simplement résolus à vivre en communisme, furent exterminées à partir de 1022, date du synode d'Orléans qui leur déclara la guerre, d'autres résistèrent et attaquèrent avec plus ou moins de violence. En Italie, ce furent les *Arnaldistes*, conduits par Arnold de Brescia. Puis, au XIII^e siècle, les *Frères Apôtres* avec Segarelli. Au commencement du XIV^e siècle, Dolcino, disciple de Segarelli, et ses partisans, entreprirent une longue et vive lutte contre les troupes du pape qui furent plusieurs fois battues. En France, au XII^e siècle, Pierre Valdes, de Lyon, fut l'instigateur de l'hérésie vaudoise qui souleva les classes pauvres et s'étendit en Allemagne, en Bohême, en Italie. Contre les Vaudois du Midi de la France, appelés *Albigéois*, fut menée la croisade de ce nom qui fut une longue guerre où les hérétiques résistèrent héroïquement. En Flandre, les Cathares se recrutèrent parmi les tisserands et s'appellèrent les *bégards* ; les femmes furent les *béguines*. Ceux qui furent errants se répandirent dans le bassin du Rhin, où ils devinrent les *bollards*, vers 1300. Etant passés en Angleterre, les bollards eurent une grande part dans le mouvement social de la fin du XIV^e siècle. En Allemagne, l'hérésie se développa plus facilement que dans les pays latins. L'Inquisition n'y parut qu'au XIII^e siècle et rencontra une résistance très vive. Le concile de Mayence la condamna en 1233 et l'inquisiteur Conrad de Marburg fut tué. L'hérésie forma, en Allemagne, un vaste courant de pensée qui prépara le succès de la Réforme.

Les Communes donnèrent à la révolte un caractère plus laïque et plus réaliste qui fut celui des artisans et ouvriers des villes. La formation de leur pensée avait suivi celle du travail industriel durant le moyen âge. Ils avaient établi les corporations d'après les distinctions des différents corps de métiers. L'artisan de la veille, devenu le maître, en se dégageant de plus en plus de son compagnon resté ouvrier, y prenait une place prépondérante. La corporation réunissait tous les individus de même profession pour assurer la production de leur métier et pour défendre leurs droits ; mais cette défense était plus de principe que de fait, se trouvant basée sur le respect d'une hiérarchie corporative tyrannique, et des conflits ne devaient pas tarder à se produire aussi graves et aussi nombreux entre gens de même corporation qu'entre les corporations rivales. Ce furent les premiers conflits du travail moderne. Les buts de défense professionnelle, si contradictoires fussent-ils, ne faisaient pas moins de la corporation un embryon du *syndicat* futur et la différenciaient de ce qu'avaient été les anciennes *hétairies* des Grecs, les collèges des Romains, et de ce qu'étaient les *gildes* germaniques, simples sociétés de secours mutuels pour gens de même métier. Les premières chartes corporatives sont du XI^e siècle. En marge de la corporation s'établissait parmi les ouvriers le *compagnonnage* avec ses différentes sectes plus ou moins secrètes imitées de la franc-maçonnerie. Mais ses abus devinrent aussi excessifs que ceux des corporations, et il ne répondit nullement aux véritables besoins d'association et de défense des travailleurs. Il entretenait entre eux autant de divisions et de conflits que les corporations entre les patrons. Un autre organisme de défense des travailleurs était, depuis les temps antiques, la *franc-maçonnerie*. Elle se

manifesta activement au moyen âge parmi les constructeurs de cathédrales et d'hôtels de ville où maîtres et ouvriers furent généralement confondus dans un fraternel anonymat. La franc maçonnerie, souvent opposée aux corporations et au compagnonnage, fut dans ses loges, et particulièrement au XVIII^e siècle, l'animatrice secrète des idées politiques qui produiraient la Révolution.

Avant le mouvement communaliste qui mêla les maîtres, compagnons, apprentis des corporations citadines aux luttes politiques, la révolte ouvrière n'avait guère été que verbale. Elle était âpre, irritée, satirique. Elle s'exprimait dans la littérature populaire du temps, et même dans le roman bourgeois. La *Chanson du liaceul*, d'Henri Heine, n'a pas des accents plus poignants que la longue plainte des jeunes filles tisseuses disant dans le roman d'Yvain, vers 1170 :

*« Toujours draps de soie tisserons,
Et n'en serons pas mieux vêtues,
Toujours serons pauvres et nues
Et toujours faim et soif aurons. »*

Ces tisseuses n'ignoraient pas, bien avant Karl Marx, que les employeurs les frustraient de la plus-value de leur travail :

*« Et nous sommes en grand misère,
quoique riche soit de nos gains
celui pour lequel nous peinons. »*

Une autre pièce dit les doléances d'un apprenti livré aux vexations ouvrières autant que patronales :

*« Il n'est esclave ou forçat de galère
qui soit dans son malheur plus travaillé que moi. »*

Il n'y a pas si longtemps que ces doléances ne sont plus d'actualité et que, dans certaines professions, l'apprenti n'est plus, comme le cheval, le souffre-douleur de l'ouvrier et du patron.

Le seul moyen de protestation contre l'exploitation de l'ouvrier fut longtemps la révolte individuelle du refus de travailler, le chômage volontaire. Mais contre ceux qui y recouraient, comme les oisifs (oisifs), on rédigeait et on appliquait des ordonnances de plus en plus sévères qui les faisaient châtier cruellement. Une de ces ordonnances, de François I^{er}, considérait les oisifs comme des malfaiteurs « présumés », ne cherchant à vivre que de « pilleries et rançonnements ». Elle les faisait fustiger, envoyer aux galères, ou bannir. « Le peuple est un malet qui se gâte dans l'oisiveté », disait Richelieu, et c'est surtout pour supprimer le chômage que les rois favorisaient la création des manufactures, en enlevant même leur main-d'œuvre aux entreprises privées. La manufacture devint, par son travail forcé, le remède contre la « fainéantise » ouvrière. Elle servit à plier l'ouvrier sous un joug économique définitif d'où il n'aurait plus de possibilité d'évasion par le travail. Tout le programme de la monstrueuse hégémonie capitaliste actuelle était déjà dans la cynique déclaration d'un patron lyonnais disant, au commencement de l'ère des manufactures, avec des considérations morales hypocrites, ceci : « Pour assurer et maintenir la propriété de nos manufactures, il est nécessaire que l'ouvrier ne s'enrichisse jamais... Personne n'ignore que c'est principalement au bas prix de la main-d'œuvre que les fabriques de Lyon doivent leur étonnante prospérité. Si la nécessité cesse de contraindre l'ouvrier à recevoir de l'occupation, quelque salaire qu'on lui offre, s'il parvient à se dégager de cette espèce de servitude, si ses profits excèdent ses besoins au point qu'il puisse subsister sans le secours de ses mains, il emploiera ce temps à former une

ligue... Il est donc très important aux fabricants de Lyon de retenir l'ouvrier dans un besoin continu de travail, de ne jamais oublier que le bas prix de la main-d'œuvre leur est non seulement avantageux par lui-même, mais qu'il le devient en rendant l'ouvrier plus laborieux, plus réglé dans ses mœurs, plus soumis à ses volontés. » C'est par ce programme, demeuré encore aujourd'hui le « credo » patronal, qu'a commencé l'exploitation méthodique du travail appelée de nos jours « rationalisation ». On comprend que le patronat redoutait tant la formation de « ligues ouvrières » ; son système d'exploitation ne pouvait que produire un mécontentement grandissant, une fermentation révolutionnaire de plus en plus active, et une accumulation de haines farouches qui expliqueraient nombre de ces choses que les tartufes engraisés de la misère des travailleurs ont appelées les « excès de la Révolution ».

A partir du XIV^e siècle, toutes les classes laborieuses de la campagne et des villes participèrent à ce qu'on a appelé les « luttes paysannes ». Les premières furent celles de Flandre. Dès que l'empire de Charlemagne avait été partagé, cette province avait entrepris de conquérir sa liberté. De bonne heure elle fut active et prospéra grâce à son industrie et à son commerce. En 1279, les tisserands de Douai firent la première grève et la première émeute ouvrière à propos d'une taxe sur les draps. Un mouvement semblable suivit à Ypres et à Provins où les maires furent tués au cours de la bagarre. En 1302, les brasseurs et les tisserands flamands battirent, à Courtrai, les chevaliers de Philippe le Bel. Ce fut ensuite le soulèvement général de la Flandre, en 1323, qui prit un caractère nettement populaire contre tous les riches, nobles et bourgeois, et contre l'Eglise. La lutte armée, conduite par Nicolas Zennekin et Jacob Peyt, dura cinq ans. Finalement, les révoltés furent battus à Cassel, en 1328. La chevalerie se vengea haineusement de sa défaite de Courtrai. 9.000 paysans moururent dans cette bataille et une répression féroce sévit contre le peuple vaincu.

Dans le même temps se préparait, en France, la *Jacquerie*, dans le Beauvoisis. La Guerre de Cent Ans avait commencé en 1339, entre l'Angleterre et la France, pour des questions de concurrence économique autant que dynastique ; le brigandage exercé sur l'habitant par les troupes françaises et anglaises était passé à l'état endémique. Les paysans exaspérés se mirent en insurrection sous le nom de *Jacques*. Ils trouvèrent des appuis dans quelques villes, principalement à Paris, où la Commune faisait la révolution dirigée par Etienne Marcel ; mais nullement organisés et combattus avec acharnement, ils furent rapidement vaincus. La *Jacquerie* fut la révolte du désespoir et ne dura que cinq semaines, du 21 mai au 24 juin 1358. Une cruauté isottie présida à la répression qu'exercèrent les nobles. Des populations furent massacrées, jusqu'aux femmes et aux enfants, et des villages de l'Oise, de la Seine et de la Marne furent anéantis par le feu. L'un des chefs du mouvement, le paysan Guillaume Calès, fut mis à la torture puis décapité. Un demi-siècle après, le peuple de Paris fit, sous la conduite du boucher Jean Caboché, la révolte des Cabochiens. Ils avaient conçu une œuvre réformatrice qui eût pu marquer un immense progrès social si leur révolution avait été victorieuse (voir *Politique*).

En Angleterre, les luttes paysannes prirent une vaste ampleur au XIV^e siècle, sous l'influence de Wiclif. Elles eurent leur répercussion dans les événements de Bohême, au XV^e siècle, et d'Allemagne, au XVI^e. Elles furent, dans les trois pays, de véritables révolutions sociales, dépassant en portée les buts politiques et religieux de leurs instigateurs qui ne pouvaient suffire aux masses populaires accablées. Wiclif était un théoricien communiste dont les idées trouvèrent, grâce à la situation économique de l'époque, un terrain favorable à une

action qui le dépassa. Tandis qu'il discutait avec l'Eglise, paysans et ouvriers, aidés des bollandistes flamands, mettaient les idées de cet hérétique en actes. John Ball, son disciple, prêcha l'insurrection paysanne contre la noblesse et le clergé, disant :

« Lorsque Adam labourait et qu'Eve filait,
Où donc était le gentilhomme ? »

Elle éclata en 1381 et trouva immédiatement le concours des citadins misérables dressés contre les riches. Londres vit des massacres de maîtres et des pillages de maisons de banque. Le pouvoir royal menacé traita avec les insurgés. Quand ils eurent mis bas les armes, il ne tint pas ses promesses et usa d'une répression sauvage. Les chefs de la révolution, parmi lesquels John Ball, Walt Dyer, Jack Straw, furent pendus ou décapités. On s'efforça de détruire les communautés des paysans à qui le roi disait : « Serfs vous êtes, serfs vous resterez... » La révolution n'en marqua pas moins le début de la disparition progressive du serfage. Diverses autres insurrections y aidèrent jusqu'en 1550, notamment celle du pays de Kati dirigée par John Cade, en 1450.

En Bohême, l'état de prospérité économique avait favorisé l'enrichissement des commerçants et des nobles au détriment de la petite noblesse et des paysans pauvres. Dès le XIII^e siècle, l'hérésie vaudoise répandue dans les campagnes et l'esprit national soulevé contre les étrangers enrichis, avaient préparé le terrain à ceux qui seraient les Hussites, disciples de Jean Huss, au XV^e siècle. C'est sous la triple influence religieuse, nationale et économique que la Guerre des Hussites éclata en 1419, pour durer jusqu'en 1436. Il y eut rapidement division entre ceux qui ne voulaient qu'une réforme nationale ou religieuse et les paysans qui réclamaient une transformation sociale. Ceux-ci formèrent l'armée des tabourites que Jean Ziska commanda victorieusement jusqu'en 1434. Les tabourites furent victorieux jusqu'en 1433 mais, divisés eux-mêmes et se persécutant entre eux, ils furent définitivement battus, et aucune réforme sociale ne suivit. La Guerre des Hussites n'eut que des résultats politiques.

En Allemagne, les événements eurent encore plus d'ampleur. Les précurseurs de la Réforme les avaient soigneusement préparés et, lorsque Luther arriva, il n'eut plus qu'à mettre le feu aux poudres, cela un peu malgré lui et sans se douter de la révolution qu'il provoquait. Comme la Bohême, l'Allemagne était un pays riche aux XV^e et XVI^e siècles. Ses privilégiés voulaient aussi une réforme nationale et religieuse les débarrassant du joug romain et ecclésiastique. Les classes prolétaires demandaient un état social à base communiste. L'anabaptisme représentait leur parti extrême parmi les paysans. Des publications et des prédications communistes s'étaient répandues depuis la première partie du XV^e siècle. Les paysans retrouvaient leurs plaintes dans la *Réforme de l'empereur Sigismond*, tract d'inspiration tabouriste qui leur fut distribué en 1438. En 1476, Hans Bohem auvergnat dans ses discours le règne prochain de l'égalité parmi les hommes. En 1493 se fonda en Alsace une association secrète, le « Bundschuh » pour le retour au droit humain contre le droit divin. Dans le Wurtemberg, c'était en 1514 l'association du « Pauvre Conrad » contre la noblesse et la bourgeoisie. Dans les villes, l'agitation communiste provoqua des soulèvements à Erfurt (1509), Ulm (1511), Brunswick (1512), Cologne (1513). Une propagande sociale intense faisait communiquer les villes et les campagnes, y semant des idées qui dépassaient et épouvantaient déjà les réformateurs nationaux et religieux. Enfin, beaucoup plus influents que les réformateurs théologiens trop prudents, furent sur le peuple les prédicateurs anabaptistes qui déterminèrent un vaste mouvement de foule dans toute l'Eu-

rope Centrale. L'agitation était menée surtout par Thomas Münzer, communiste-anarchiste d'action, ardent et irréductible, qui rompit violemment avec Luther quand il le vit se dresser contre la cause populaire en déclarant dans son aveugle fureur des choses comme celles-ci : « Comme les âniers, qui doivent rester tout le temps sur le dos de leurs bêtes, sans quoi elles ne marchent pas, de même le souverain doit pousser, battre, étrangler, pendre, brûler, décapiter, mettre sur la roue le peuple *Herr Omnes*, pour que celui-ci le craigne et soit tenu en bride. » Ce « sot moine », comme l'appelait Münzer, avait l'âme d'un vil inquisiteur et d'un criminel frénétique. Il devait ajouter plus tard : « Moi, Martin Luther, j'ai pour ma part tué les paysans, car j'ai ordonné de les frapper à mort ; leur sang coule sur mon cou, mais je me décharge de cette responsabilité sur notre seigneur Dieu, lequel eût enjoint de parler comme je l'ai fait. » Münzer prépara d'abord la lutte dans des associations secrètes et provoqua en Thuringe, où il fut aidé par Heinrich Pfeiffer, un premier soulèvement, en 1524. La révolte fut générale en Allemagne en 1525 ; ce fut la *Guerre des Paysans*. Elle ne dura que quelques mois, mais elle fut ardente. Divisés et trahis, les paysans furent vaincus comme ils l'avaient été en Angleterre, mais la répression fut plus féroce, stimulée par Luther. Non seulement près de 150.000 d'entre-eux furent massacrés, mais ils furent réduits au servage. On trouva ensuite les anabaptistes. Ils luttèrent jusqu'en 1536, notamment à Munster où ils eurent pour chefs Jean de Leyde, Knipperdolling et Krechting. Tous trois, vaincus et faits prisonniers, furent exécutés en janvier 1536. Ainsi commença la régression politique et économique de l'Allemagne dont la Guerre de Trente Ans achèverait la ruine pour deux siècles.

Pour donner une idée complète et exacte de ce que furent les révoltes populaires, il faudrait parler de la part qu'elles eurent dans tous les bouleversements de l'Europe depuis cinq ou six cents ans. Ce serait d'ailleurs montrer la vérité historique de la plupart de ces événements dont le caractère exact a été faussé par le « plutarquisme ». Il n'est aucun d'eux qui n'ait eu des raisons économiques autrement profondes et graves que les motifs politiques sous lesquels on les a présentés, le plus souvent pour servir la mémoire de quelque roi ou ministre. Mais le « plutarquisme » n'aime pas reconnaître que des événements sociaux ont été déterminés par l'intervention du peuple excédé de servitude et de misère, et non par ce qu'il appelle « l'habile » ou la « grande politique » de tel ou tel soliveau couronné. On aurait ainsi à rectifier bien des inexactitudes sur des événements dont voici quelques-uns.

La révolte des montagnards suisses qui firent à Brunnen, en 1291, l'alliance des trois cantons de Uri, Schwyz et Unterwalden, contre le joug autrichien, et fut le commencement d'une lutte qui dura jusqu'à la formation et la reconnaissance définitive de la Confédération Helvétique.

Les nombreux soulèvements populaires qui se produisirent de tout temps, en Italie, contre l'autorité papale, et notamment, au XIV^e siècle, la fondation d'une république romaine qui ne succomba que lorsque Rienzi l'eût trahie par sa dictature.

La part que prirent les populations italiennes dans la lutte contre la tyrannie espagnole aux XVI^e et XVII^e siècles : conspiration des paysans calabrais à l'instigation de Campanella, l'auteur de la *Cité du Soleil* qui, mis plusieurs fois à la torture, passa vingt-sept années en prison ; insurrection de Naples, en 1647, provoquée par des impôts excessifs appliqués à la vente sur les marchés des légumes et du poisson et conduite par le pêcheur Masaniello ; insurrection de Palerme, dirigée par l'ouvrier orfèvre Joseph d'Alessi, qui eut des motifs semblables ; insurrection de Messine, soutenue pendant

un certain temps par Louis XIV, puis abandonnée aux Espagnols qui ruinèrent la ville et la province, etc...

La Russie vit de nombreuses révoltes paysannes jusqu'au XVI^e siècle pour la défense des libertés municipales contre la féodalité. La cité de Nijni-Novgorod avait formé une république jusqu'à la fin du XIII^e siècle. Au XVI^e, le faux ami des paysans, Boris Godounov, qui se déclarait prêt à « donner sa dernière chemise pour le peuple » (sic), livra ces paysans au servage et à la sanglante tyrannie que la dynastie des Romanov exerça durant quatre siècles, jusqu'en 1917, lorsque la révolution nettoya la Russie de la pourriture tsariste.

En Angleterre, sous le règne de Charles I^{er}, au XVII^e siècle, les insurrections des paysans des comtés de Northampton, Warwick et Leicester contre les seigneurs qui les dépouillaient de leurs terres, furent un des préludes de la Révolution anglaise. Celle-ci n'aurait pu se soutenir sans le concours des classes populaires. L'Ecosse et l'Irlande, traitées en colonies par les Anglais, commencèrent la grande lutte à laquelle on a affecté de ne voir que des motifs religieux et dynastiques. Elle gagna toute l'Angleterre et c'est sous la pression du peuple que fut établie la république parlementaire que Cromwell, donnant un exemple suivi par Bonaparte cent cinquante ans plus tard, escamota à son profit et laissa livrée, après sa mort, à une Restauration de la royauté. Le peuple anglais subit en ce temps-là, malgré tous ses efforts pour la liberté, toutes les formes de dictature : théocratique, autocratique et démocratique. Cela ne suffit pas ; il connut encore les horreurs d'une épidémie de peste qui fit 300.000 victimes.

En France, les événements de la Fronde eurent pour origine des révoltes paysannes contre les impôts nouveaux établis pour payer les dépenses de guerre et les emplois distribués par la royauté aux derniers féodaux résignés à devenir courtisans. Déjà, Henri IV avait payé d'une centaine de millions la soumission des chefs militaires qui auraient pu empêcher son avènement au trône. Ce « père du peuple » qui, suivant nos Plutarques, voulait que chaque paysan mît la poule au pot tous les dimanches, avait abusé, sans aucun ménagement, des tailles et de la gabelle. On vit, sous Henri IV et Louis XIII les révoltes des Croquants, paysans du Périgord, du Limousin, du Quercy, puis, en 1639, celle des *Va-nu-pieds*, ouvriers et gens de métiers de Normandie. L'administration de Mazarin aggravant encore les charges populaires par toutes ses déprédations, la protestation populaire devint plus générale et fut soutenue par le Parlement d'émanation bourgeoise. La Fronde éclata. Elle fut la guerre des appétits de cour et des intrigues des féodaux non encore entièrement domestiqués qui se battirent alternativement, mais toujours patriotiquement et glorieusement, pour et contre la France, jusqu'au jour où ils se virent suffisamment pourvus de ses dépouilles. Cela dura cinq ans, après quoi princes, bourgeois et Parlement permirent à Louis XIV de dire : « L'Etat, c'est moi ! » sur le dos du peuple. Celui-ci resta le dindon de la farce et paya de plus en plus la prétendue gloire du « Grand Siècle », un des plus calamiteux de ceux que la France ait connus. Le peuple des campagnes, réduit à l'état de bête de somme et de vache à lait, allait encore, pendant quatre-vingts ans, étouffer dans sa poitrine cette révolte qui le ferait un jour mettre le feu aux châteaux. La révocation de l'Edit de Nantes et les persécutions religieuses accompagnées des dragonnades déterminèrent, sous le « Grand Roi », la dernière insurrection paysanne, celle des Camisards, soulevés dans les Cévennes au double cri de : « Plus d'impôts ! Liberté de conscience ! ».

La révolution économique produite au XVI^e siècle par les inventions mécaniques, les découvertes maritimes, le développement industriel et commercial (voir *Temps*

modernes), avait transformé les conditions du travail et placé plus nettement les classes sociales en face les unes des autres. De plus en plus, le paysan était séparé du propriétaire, l'ouvrier du maître, et pendant que le paysan tombait peu à peu dans un accablement passif en attendant les revanches de 1789, l'ouvrier augmentait sa combativité contre les rigueurs de son exploitation. D'ailleurs, la campagne se dépeuplait de ses éléments les plus actifs et les plus entreprenants attirés dans les villes. Les ouvriers, malgré tous les obstacles, commençaient à employer les moyens de lutte modernes contre le patronat. On vit ainsi, à Lyon, en 1539, une *grève générale* de l'imprimerie. Les imprimeurs avaient formé une sorte de confrérie où ils avaient des chefs et payaient des cotisations. La grève était appelée le « tric ». On faisait le tric quand un membre de la confrérie avait à se plaindre d'un patron et, pour assurer son succès, des compagnons armés empêchaient la continuation du travail. Les « jaunes » d'alors, les patrons, et même le guet, étaient parfois rossés par eux. Les imprimeurs de Lyon appuyèrent de cette façon les revendications dont ils avaient présenté les cahiers. Une ordonnance du roi leur fut défavorable ; ils persistèrent malgré la répression et furent aidés par les imprimeurs parisiens. Après trois ans de grève, les imprimeurs durent céder, en 1541, mais le mouvement ne s'éteignit pas et, jusqu'en 1618, les imprimeurs ne cessèrent pas de réclamer.

Au XVII^e siècle, les coalitions ouvrières et les grèves plus ou moins agitées et sanglantes commencèrent à se multiplier. Boisguillebert les signalait vers la fin du siècle ; il en décrivait l'organisation ainsi que les causes et les conséquences. Il disait entre autres que « des marchands considérables faisaient banqueroute parce qu'ils étaient deux ou trois ans sans pouvoir trouver personne pour faire leurs ouvrages ». Il y eut des émeutes à Caen où les toiliers réclamaient des augmentations de salaires. En 1697, à Darnétal, pour protester contre la main-d'œuvre étrangère, les ouvriers drapiers se mirent en grève pendant un mois, au nombre de 3 à 4.000, après avoir fait fermer les fabriques. Lyon et la région environnante furent de tout temps en tête des révoltes ouvrières, la misère des travailleurs y étant plus profonde qu'ailleurs. On y vit de grandes grèves au XVIII^e siècle. En 1744, quarante mille ouvriers du textile cessèrent le travail à Saint-Etienne. Le mouvement s'étendit à Lyon. Pendant plusieurs jours, les grévistes furent maîtres de la ville, mais ne se livrèrent pas à de graves violences. On n'en pendit pas moins un ouvrier, et plusieurs autres furent envoyés aux galères. Une amnistie intervint pour ces derniers en 1745, sur la demande des patrons effrayés par l'ampleur de la protestation ouvrière. En 1779, ce fut la grève des tarifs. La révolte fut plus violente et plus sévèrement réprimée. 1786 vit une grève générale des maçons, chapeliers et tisseurs pour des motifs de salaires. Là encore, l'armée parut et Bonaparte, alors lieutenant d'artillerie, prit part à la répression, faisant ses débuts contre le peuple. Le 27 avril 1789, ce fut à Paris le pillage de la fabrique Réveillon. Les causes et les circonstances de cette affaire sont demeurées mystérieuses. On était dans une période particulièrement effervescente où le moindre événement de la rue pouvait avoir des conséquences considérables. Pour certains, l'affaire Réveillon fut le résultat de la colère irraisonnée du peuple ; pour d'autres, elle fut le produit de la provocation policière. De tout temps, cette provocation a joué un grand rôle ; elle le joue toujours suivant les intérêts des puissants.

Durant la Révolution, la misère et le désespoir d'une part, la colère devant les menaces aristocratiques d'autre part, font comprendre bien des « excès révolutionnaires » du peuple. Elles sont entre autres une excuse aux *Massacres de septembre*, une excuse que

n'auraient jamais les froids et cyniques criminels, représentants de « l'Ordre », qui n'ont pas cessé depuis cinquante siècles de faire de la terre entière un épouvantable charnier. Des protestations vigoureuses s'étant élevées, notamment chez les charpentiers décidés à ne plus travailler à moins de cinquante sous par jour, la Commune de Paris prit parti contre eux et demanda à la Convention des armes pour faire cesser les « coalitions dangereuses » des travailleurs. C'est alors que la Convention vota la loi Le Chapelier qui scella le servage ouvrier dans le prétendu régime de liberté de la 1^{re} République et supprima le droit de grève pour plus d'un demi-siècle. En 1806, Napoléon qui avait aggravé contre les ouvriers les dispositions de la loi Le Chapelier, disait à l'Exposition Industrielle de la place des Invalides : « Le moment de la prospérité est venu ; qui oserait en fixer les limites ? ». On vit ces limites peu de temps après dans la « crise » capitaliste, de surproduction et de sous-consommation qui se produisit alors comme aujourd'hui. La « prospérité » napoléonienne était déjà celle des Poincaré et des Tardieu.

Cette « prospérité » fut particulièrement terrible pour la classe ouvrière. En aucun temps sa misère ne fut aussi effroyable que dans la période qui alla jusqu'en 1850. La bourgeoisie grande et petite établissait sa souveraineté sur des travailleurs que la faim décimait quand ce n'était pas le choléra. On comprend que la révolte devait éclater, malgré toutes les illusions demeurées vivaces depuis la Révolution, et se traduire par des insurrections que le romanisme appellerait « politiques » mais qui seraient surtout d'ordre économique. De 1830 à 1851, pendant vingt-un ans, les travailleurs mitraillés parce qu'ils demandaient « du travail et du pain ! » mesureraient ce que valait pour eux le triomphe de la bourgeoisie et la biologie qu'avait été la proclamation des *Droits de l'Homme et du Citoyen*... On comprend qu'ils demeureraient ensuite indifférents au Coup d'Etat et à l'avènement de Badinguel. Déjà, pendant la Révolution, le journal les *Quatre cris d'un patriote* pouvait dire : « Que servira une Constitution sage à un peuple de squelettes qu'aura décharnés la faim ?... ». Mais on n'eut pas même une Constitution sage puisqu'elle fit, au profit de la nouvelle aristocratie de l'argent, vingt-cinq millions d'indigents ! Depuis le *xv^e* siècle, la capacité d'achat des salaires des manœuvres, c'est-à-dire de la presque totalité des travailleurs parmi ces indigents, était descendue de façon presque ininterrompue de 18.40 à 4.50 pour le pain, aliment essentiel du peuple. Pour mieux affamer les ouvriers par les bas salaires, l'industrie leur prenait leurs femmes et leurs enfants. Dès le *xviii^e* siècle, Pitt avait dit aux tisseurs anglais avides de main-d'œuvre à bon marché : « Prenez les enfants... ». La Révolution française livra les femmes et les enfants aux industriels. Michelet put crier avec indignation devant le spectacle de la femme d'atelier : « l'ouvrière ! mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer, et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès ! ». L'exploitation de l'enfant devint pire que celle de la femme. On voyait, en 1837, des enfants de six ans travaillant dans les manufactures. En 1840, à Sainte-Marie-aux-Mines, on en employait qui n'avaient que quatre à cinq ans pour dévider des trames et qui tombaient épuisés sur les métiers. Villermé a fait le tableau des enfants en haillons, pieds nus, allant travailler dans les usines de Mulhouse, n'ayant qu'un morceau de pain pour leur repas. Déjà, en 1840-45, il y avait, dans les usines de France, 254.900 femmes et 131.000 enfants à côté de 672.450 hommes. Des ministres avaient l'ignominie de justifier cette exploitation par des discours de ce genre : « L'admission des enfants dans les usines est pour les parents un moyen de surveillance, pour les enfants un com-

mencement d'apprentissage, pour la famille une ressource... L'habitude de l'ordre, de la discipline et du travail doit s'acquérir de bonne heure, et la plupart des mains-d'œuvre industrielles exigent une dextérité, une prestesse qui ne s'obtiennent que par une pratique assez longue et qui ne peut être commencée trop tôt ».

La révolte éclata désespérée, farouche, particulièrement à Lyon où ses plus sombres pages, avant celles de 1848, ont été écrites en 1831. Elle avait été précédée d'une longue lutte contre les machines dont le capitalisme avait fait des ennemies des ouvriers. Dès 1707, les bateliers du *Weder* avaient détruit le bateau de Papin, et tout le *xviii^e* siècle avait vu la lutte sournoise ou violente contre le machinisme affameur. Sismondi constatait que ce machinisme « réduisait l'ouvrier à l'état mécanique, lui enlevait une partie de son salaire, favorisait le contraste scandaleux entre les riches industriels et l'indigence de leurs ouvriers ». Bastiat ajoutait cette autre constatation que la mauvaise organisation sociale, en faisant de la machine une ennemie de l'ouvrier, obligeait ce dernier à « maudire l'esprit humain ». Dès 1825, les conflits entre les travailleurs et le patronat devinrent de plus en plus nombreux, quoique contenus par les espoirs politiques dans le socialisme.

Le premier mouvement ouvrier qui eut une portée étendue et révolutionnaire fut celui d'Angleterre. Il eut ses racines dans l'action de Thomas Hardy. Dès 1791, celui-ci avait fondé, à Londres, une association ouvrière de caractère international, dont les buts étaient à la fois politiques et économiques. Cette association fit une active propagande jusqu'en 1799, année où elle disparut. Son influence se retrouva dans l'action des *Luddistes*, ennemis des machines, qui aboutit aux mouvements insurrectionnels de 1816 à 1820. Les théories du socialiste Robert Owen, répandues de plus en plus dans les milieux ouvriers anglais, déterminèrent une longue et violente agitation qui dura de 1830 à 1834. Ce fut enfin le mouvement chartiste qui dura de 1837 à 1848 et fut politique, mais particulièrement ouvrier. S'il ne fit pas obtenir à la classe ouvrière le suffrage universel qu'elle réclamait, il lui valut des conditions de travail et des améliorations économiques autrement intéressantes que la prétendue souveraineté du bulletin de vote qui ne lui serait accordé qu'en 1918.

En France, de 1825 à 1847, les faits de grève motivèrent environ 1.250 poursuites judiciaires. Sur 7.000 prévenus, 60 furent condamnés à plus d'un an de prison, 4.500 à moins d'un an et 700 à la seule amende. 1831 et 1834 avaient vu les insurrections de Lyon, au cri de : « Vivre en travaillant, mourir en combattant ! ». A Caen, au Mans, à Limoges, à Paris, d'autres avaient suivi. En 1834, ce fut à Paris le massacre de la rue Transnonain, prémédité par le gouvernement. De 1831 à 1848, les travailleurs mirent un espoir févreux et grandissant dans le socialisme. Privés de droits politiques, ils comptaient sur leur association pour voir améliorer leur sort. Ils participèrent aux associations secrètes sur le modèle du *carbonarisme*, et Blanqui fut leur plus grand animateur avec Flocon, Raspail, Marrast, Barbès, Causseidière. Avec Buonarrotti, l'agitation fut plus prolétarienne. Elle fut aussi inspirée des communisies allemands et des événements de Lyon. Paris vit l'insurrection de mai 1839 qui amena la condamnation de Blanqui et de Barbès. La grève des charpentiers, en 1845, eut un grand retentissement par les discussions qu'elle souleva à propos du droit de coalition des ouvriers et de l'intervention de l'armée dans les conflits du travail. Berryer, avocat des grévistes charpentiers, avait dit aux juges : « Si vous poursuivez si scrupuleusement le droit de coalition, pourquoi les maîtres charpentiers ne sont-ils pas assis sur les bancs des accusés ? ». Deux ans après, le droit de coalition ouvrière étant toujours en discussion, Bas-

tait déclarait que son refus était tout simplement la proclamation de l'esclavage, l'ouvrier étant obligé de se soumettre sans discussion et sans résistance au bon plaisir patronal. L'intervention de l'armée dans les grèves était vivement critiquée, notamment par Ledru Rollin. Protestations vaines, vainement répétées depuis, chaque fois que les « défenseurs de la patrie » ont fait couler le sang ouvrier. Le « républicain » Thiers, ministre du temps, ne considérait-il pas que les ouvriers en grève étaient des « ennemis de la patrie » ?... En 1846, lors de la grève des mineurs de la Loire, la troupe tira sur les ouvriers ; douze furent tués. Depuis, on ne compte plus ces interventions sanglantes que l'Empire et la III^e République multiplièrent. Tous les régimes, même les plus démocratiques, se sont consolidés dans le sang des travailleurs.

La période de 1848 à 1864 vit 1.141 poursuites, 6.812 prévenus et 4.845 condamnés. Lyon continua à tenir la première place dans l'histoire des révoltes ouvrières par le nombre et l'importance de ses grèves, celle entre autres des chapeliers, en 1853. Les dernières années de l'Empire marquèrent une véritable « série rouge ». L'Internationale Ouvrière s'était formée ; elle excitait les impatients de réalisations sociales et les grèves éclataient de tous les côtés, réprimées d'une façon sanglante. Citons celle de Roubaix, en 1867, qui s'accompagna d'émeute. Trois usines furent dévastées, une fut incendiée ; il y eut 78 condamnations. En 1869, ce furent les événements tragiques de La Ricamarie et d'Aubin. Neuf ouvriers et une femme furent tués par l'armée, en juin, à La Ricamarie ; il y eut quatorze morts et vingt-deux blessés à Aubin, en octobre. La grève du Creusot, en 1870, fut suivie d'arrestations en masses. 298 mois de prison furent distribués à 24 condamnés.

Après les massacres de la Commune, la classe ouvrière presque anéantie dans son activité revendicatrice ne fit guère que les grèves de 1872 chez les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. A cette occasion, le sinistre Thiers, encore tout dégouttant du sang des Communsards, fit marcher l'armée contre les grévistes, les déclarant « ennemis de la libération du territoire »... Les mineurs des mêmes départements firent par la suite les grèves de 1884, 1889, 1891, 1893, etc. jusqu'à la grève générale de 1902 où ils posèrent les conditions suivantes qui furent satisfaites partiellement : retraite, journée de huit heures, relèvement et minimum des salaires.

1886 avait vu la grève de Decazville et l'épisode tragique de la mort du directeur d'usines Watrin. Le 1^{er} mai 1891, ce fut Fourmies avec le premier essai des balles Label, en attendant que l'armée fut pourvue de « balles de grève », sur des femmes et des enfants. En octobre 1892, ce fut Carmaux. En septembre 1899, Le Creusot, qui amena la reconnaissance du syndicat ouvrier par le gouvernement. En 1900, grève sanglante à Châlons-sur-Saône. Au Français (Martinique), 17 ouvriers furent fusillés par la troupe. En 1901, grève de Montereau. De 1900 à 1904, celles des dockers de Marseille. En 1903 et 1904, celles du textile, dans le Nord. En 1905, celles des porcelainiers de Limoges, des mineurs et métallurgistes de Meurthe-et-Moselle. Et, depuis, les grèves se sont succédées presque sans interruption, dans toutes les professions et toutes les régions, avec des répressions plus ou moins sanglantes. L'histoire de la Confédération Générale du Travail est surtout, jusqu'en 1914, l'histoire de ces conflits qui montrèrent en M. Clemenceau, le plus farouche adversaire de la révolte. Tous les moyens utopiques du réformisme n'ont pu empêcher ces mouvements ouvriers devant les exigences de plus en plus draconiennes du patronat. Mais surtout, depuis 1914, les grèves sont devenues de plus en plus inopérantes. L'expérience a démontré définitivement, après le lamentable essai de

grève générale de 1920, que seule la grève révolutionnaire, expropriatrice de la société capitaliste et bourgeoise, d'une classe ouvrière organisée et unie dans une volonté d'émancipation intégrale, au-dessus des intérêts corporatifs médiocres et contradictoires, peut apporter un véritable remède à l'exploitation des travailleurs.

Telle est, rapidement exposée, l'histoire des révoltes paysannes et ouvrières. Ses épisodes sanglants en ont fait un véritable martyrologe prolétarien. Nous n'avons nommé que quelques-uns des simples hommes qui ont guidé ces révoltes, héros obscurs mais autrement grands que les belliqueux et néfastes personnages dont le « plutarquisme » empoisonne d'une admiration malsaine les mémoires populaires. Les travailleurs devraient moins oublier les véritables héros, ceux qui, sortis de leurs rangs, humbles et souffrants comme eux, ont cherché à les conduire à leur émancipation et se sont sacrifiés pour cette tâche magnifique. — Edouard ROTHEX.

RÉVOLUTION (du latin : *revolutio* ; de *revolvere*, retourner). Ce mot, qui est employé dans des acceptions très diverses, possède, en matière de sociologie, un sens très précis, en conformité, d'ailleurs, tant avec son étymologie, qu'avec la signification qui lui est communément attribuée. Une révolution, c'est une transformation considérable et soudaine, opérée dans la société, par le moyen de la violence et du renversement de l'ordre établi. Employer au propre, dans le langage sociologique, le mot révolution, en lui accordant un sens différent, c'est prêter à la confusion.

Il n'est, certes, pas interdit de s'en servir au figuré, mais à condition, si l'on veut demeurer clair, de le compléter par un terme explicatif, ne laissant subsister aucune ambiguïté. On pourra dire ainsi : une révolution dans les esprits, dans les astres, ou les arts, ou la mécanique, lorsqu'on voudra qualifier le changement profond, brusquement survenu, soit dans notre conscience par une révélation inattendue, soit dans nos méthodes par la vulgarisation d'une formule nouvelle. Mais il doit être bien entendu qu'il s'agit là de l'exploitation d'une analogie, qui ne doit pas servir de prétexte à l'altération du véritable sens du mot qui retient notre attention.

Prétendre que : « la Révolution, qui a commencé avec le premier geste de révolte d'un esclave, et ne se terminera qu'avec le trépas du dernier tyran, s'opère sous nos yeux tous les jours », c'est sans doute faire surgir, dans l'esprit de ceux qui nous écoutent, une impressionnante image, et donner, à leur soit de réalisations, un peu d'apaisement. Mais ceci est plus littéraire que scientifique, et constitue un abus. Il est incontestable que la société est en travail de modification permanente. Cependant lorsque, durant de longues périodes, le progrès ne s'y effectue qu'avec lenteur, de façon presque insensible, il est excessif de présenter ceci comme un des aspects de la révolution. Il est, pour désigner de telles phases, un autre terme, qui a bien son utilité, et cet autre terme est « l'évolution ».

Affirmer que celle-ci est une révolution au ralenti, et que, par contre, cette dernière est une évolution brusquée, est une thèse qui, à la rigueur, peut se soutenir. Mais il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de deux choses bien différentes, et qui ne doivent pas être confondues. La révolution est à l'évolution ce que l'accouchement est à la gestation ; ce que la rupture d'une digue est à l'accumulation des eaux ; ce que l'éclatement de son enveloppe est à l'éclosion parfaite de la fleur. Et ce n'est qu'en accordant à la définition du mot ce caractère que l'on peut, non seulement être bien compris d'autrui, dans un exposé de propagande, mais encore se soustraire personnellement aux « drages de certains concepts abstraits ».

La tempête qui, de 1789 à 1793, a renversé, en France, la monarchie, détruit les privilèges de la noblesse et du clergé, et permis la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, représente bien une révolution. La multiplication des grèves corporatives et des meetings, durant une période troublée de la république bourgeoise, n'en constitue certainement pas une.

Si nous recherchons quels sont, dans l'histoire, les événements qui ont présidé à l'accomplissement des révolutions, nous découvrirons qu'il s'agit de faits se présentant d'une manière à peu près identique : des philosophes et des hommes d'action isolés ont conçu ce que pourraient être une constitution politique, ou un ordre social, plus justes que ceux qui existent. La grande masse du peuple demeure indifférente à l'exposé de leurs doctrines, qu'elle juge utopiques, jusqu'au jour où, surexcitée par l'extrême misère, ou l'invasion, les humiliations d'une défaite, elle perd confiance dans le gouvernement qu'elle honorait la veille, et s'insurge contre lui, non seulement par désir de vengeance, mais aussi dans l'espoir d'obtenir à son sort des améliorations, avec l'établissement d'un régime nouveau.

Si les insurgés possèdent, dans leurs rangs, des hommes de volonté tenace, de conscience droite, et de culture suffisante ; si l'armée — ou, du moins, la plus grande partie de l'armée — fait avec eux cause commune, ils ont toutes chances de renverser le pouvoir. Dans le cas contraire, avec des effectifs et un armement inférieurs, des directives à peu près nulles, leur mouvement est condamné à périr à très bref délai, sous les coups d'une barbare répression. Que la victoire soit à eux, par suite de la capitulation ou de l'exode des classes dirigeantes, et la tâche n'est point pour cela terminée. Attaqués de toutes parts : à l'extérieur par les armées des nations demeurées fidèles aux règles du passé, à l'intérieur par les menées secrètes et l'espionnage de la contre-révolution, les insurgés victorieux, mais non pour cela à l'abri de tout péril, sont contrainsts, sous peine d'être les victimes de la terreur blanche, de prendre, sans défaillance, toutes les mesures défensives justifiées par la nécessité, de tenir en respect tous les ennemis, cependant que se réorganise, sur d'autres bases, la société.

En somme, s'inspirant des observations les plus récentes, on peut dire que toute révolution suppose trois phases pour être un fait accompli : 1° Une période préparatoire, durant laquelle nombre d'esprits sont séduits par des doctrines nouvelles, et la révolte collective s'annonce par des mécontentements de plus en plus nombreux ; 2° Une période insurrectionnelle, durant laquelle des combats sont livrés entre les forces révolutionnaires armées, et les troupes affectées à la défense de l'ordre établi ; 3° Une période consacrée à la défense des conquêtes de la révolution et à l'instauration de l'ordre nouveau lorsque, le pouvoir ayant été renversé par l'insurrection triomphante, il s'agit de conserver des positions chèrement acquises, et de réorganiser la production, la consommation, les transports, et les multiples services d'utilité publique durement éprouvés par la guerre civile.

Dans l'histoire contemporaine, deux bouleversements requièrent surtout notre attention : la Révolution française de 1789, et la Révolution russe de 1917. L'une et l'autre présentent des phases en conformité de la règle établie ci-dessus. La Révolution française est préparée par les écrits des Encyclopédistes, le mécontentement grandissant du peuple et de la bourgeoisie. Elle éclate alors que se trouve porté à son comble le scandale du dérèglement de la noblesse, contrastant avec la misère du peuple. La royauté abolie, la révolution doit faire face à l'Europe aristocratique coalisée, et prendre des mesures répressives contre les tentatives réactionnaires des chouans. La Révolution russe est préparée, pendant plus d'un demi-siècle, par des écrivains per-

sécutés et des terroristes. Elle éclate par suite des souffrances et de la famine, que complètent les horreurs de l'invasion, et les deuils de la grande guerre. Le pouvoir impérial renversé, presque sans lutte, grâce à la fraternisation du peuple et d'une grande partie de l'armée, les batailles les plus dures s'organisent à l'occasion des rivalités politiques, et des compétitions économiques. Menacé de sabotage et de destruction, à l'intérieur, par les menées des russes blancs, l'Etat socialiste est attaqué sur tous les fronts, sans déclaration de guerre, par les nations capitalistes, et soumis à un blocus ouvrier.

Ce n'est donc que, lorsque tous ses objectifs sociaux ayant été atteints, la sécurité se trouve, par surcroît, assurée désormais, à l'intérieur et à l'extérieur, qu'il est possible de prétendre qu'une révolution est complètement victorieuse. C'est dire que, pour qu'une révolution coïncidât, sans risques de mort, dès la chute du pouvoir établi, avec le licenciement des troupes, et l'abolition de toute contrainte, comme de toute surveillance, à l'égard des citoyens, il faudrait de toute nécessité qu'elle fût, non seulement universelle, c'est-à-dire réalisée en tous pays, dans le même temps, mais encore suffisamment avantagée par les circonstances de la vie économique et de l'éducation sociale, pour qu'aucun motif de compétition grave ne pût être à redouter, par la suite, entre les hommes. — Jean MARSTAN.

REVOLUTION. Bouleversement profond d'un pays tendant à remplacer un régime par un autre.

Il y a différentes sortes de révolutions, de la révolution de palais à la révolution sociale. La révolution de palais s'observait surtout autrefois dans les pays barbares. Le monarque était assassiné par une conjuration et remplacé par un autre. De nos jours, le Mexique a été troublé par des révolutions assez fréquentes de cet ordre. La révolution de palais et le pronunciamiento, chose à peu près analogue, affecte peu le pays. Tout se passe entre les dirigeants et leurs armées qui sont des armées de métier, c'est-à-dire des bandes d'assassins à gages prêts à toutes les besognes au service de qui les paye.

Plus large est la révolution politique, par exemple la grande Révolution française. C'est à tort qu'on a distingué la révolution politique et la révolution sociale. Toute révolution, les révolutions de palais mises à part, comportent un facteur économique. Le peuple ne marcherait pas si une déficience économique ne l'y poussait pas. Un peuple qui mange à sa faim ne fait pas de révolution, du moins généralement, car il ne faut pas oublier le Boulangisme qui a presque été une révolution et qui était un mouvement purement idéologique, où il y avait du patriotisme, du désir de la revanche, de la colère à propos de scandales (affaire Wilson), etc...

Jamais, ni les socialistes, ni les anarchistes ne sont parvenus à susciter dans le peuple un mouvement pareil. Les socialistes ont enseigné que la révolution venait toute seule, lorsque les circonstances économiques la commandaient. C'était pour ne pas avoir à la préparer. On peut dire que la plupart des chefs socialistes ont été sinon des traîtres au sens exact, du moins des profiteurs. C'est une profession que d'être un chef socialiste. Elle comporte des aléas : on peut aller en prison, mais on peut aussi devenir ministre. Le prolétariat a ainsi des avocats professionnels qui défendent sa cause, et de même qu'un avocat, même habile, ne croit pas nécessairement ce qu'il dit, de même un leader d'extrême gauche peut défendre fort bien l'intérêt des ouvriers et y être tout à fait indifférent au fond de lui-même.

Il en va autrement des théoriciens, de ceux qui ont institué et formulé la doctrine, comme Karl Marx,

Bakounine, Blanqui, Kropotkine, etc... Pour ceux-là, le socialisme et l'anarchisme étaient bien la pensée véritable.

Le dogme de la révolution automatique favorise les chefs du socialisme. Si la révolution vient toute seule, point n'est besoin de la préparer et ils s'empressent de ne pas le faire. Il est plus facile et moins dangereux de préparer des électeurs qui les porteront au parlement, que des révolutionnaires qui ne les mèneraient qu'à la prison ou à la mort.

Il est curieux d'observer que la révolution a toujours surpris ceux qui étaient censés la préparer. La révolution de 1848 surprend Proudhon qui, toute sa vie, avait écrit sur elle. Celle de 1871 surprend les militants de la 1^{re} Internationale ; elle les surprend si bien qu'ils se révèlent incapables de l'organiser. Le socialisme, doctrine froide, hérissée de formules, n'arrive jamais à passionner le peuple. Il sait que la révolution est dans ces formules, mais elle y est contenue comme l'un des éléments d'un corps très complexe dont l'analyse ne se fait pas dans son esprit.

Aujourd'hui, en Allemagne, une grande crise industrielle causée par la surproduction crée une situation révolutionnaire. Le vieux parti socialiste ne sait ni ne veut en profiter ; il s'est usé au pouvoir et son idéologie est vidée de tout contenu vital. Le peuple, sous-alimenté, manquant de travail, ne va pas vers lui ; il va à Hitler, le fasciste, qui, comme Boulanger, a le don de le faire vibrer, hélas ! avec du chauvinisme et de la réaction.

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni dieu, ni César, ni tribun,
Proletaires, sauvons-nous nous-mêmes, etc...

Evidemment, si le prolétariat était capable de se passer de sauveurs, ce serait mieux, mais les sauveurs sont malheureusement indispensables. D'abord, un mouvement suppose une organisation, c'est-à-dire des organisateurs. La moindre réunion comporte quelqu'un qui trouvera le local, qui traitera un sujet, qui ouvrira une discussion. Les cellules communistes sont mortes, faute de leaders. On avait pensé que c'était préférable de faire réunir les ouvriers tout seuls, pensant que, mieux que les intellectuels, ils connaissent leurs souffrances. Les réunions se sont dispersées faute d'entente. Il ne suffit pas d'être exploité et de le savoir. Sans l'excitation de l'intellectuel qui connaît les sujets, la théorie, l'ouvrier, même révolutionnaire de sentiments, retombe vite à la conversation banale sur les événements de la vie quotidienne. Le « sauveur » n'est pas forcément un intellectuel diplômé, il peut être un ouvrier intelligent. Malheureusement — je ne veux citer personne — les événements nous ont montré que les « leaders » ouvriers ne se comportent pas mieux que les fils de la bourgeoisie. Pour se passer de « sauveurs », il faudrait un prolétariat intelligent et instruit, capable de comprendre les questions sociales. Alors, les leaders ne pourraient pas devenir dangereux, car ils seraient étroitement contrôlés. Malheureusement, il est très loin d'en être ainsi et, lorsque le prolétariat critique ses chefs c'est, le plus souvent, à tort, il ne fait que donner cours à sa jalousie.

La bourgeoisie est, dans l'ensemble, plus intelligente. Aussi a-t-elle réussi à faire des révolutions préparées : Portugal, Turquie, Espagne. Le peuple lui a servi de tremplin. Elle l'a trompé par des promesses fallacieuses qu'elle a oubliées après sa victoire.

La Révolution russe a eu des leaders sincères, ou plutôt ils l'étaient avant la révolution. Malgré ce qui peut nous choquer dans la conception de Lénine sur le révolutionnaire professionnel, on peut dire que si lui et les siens exerçaient un métier, c'était un métier dangereux. Ils ne pouvaient pas espérer le pouvoir, ni même un simple mandat législatif, ils risquaient la prison, parfois la mort et contre un standard de vie

plutôt faible. Mieux valait être fonctionnaire du tsarisme.

Après la révolution, les choses ont changé. Les anciens révolutionnaires sont devenus une sorte de noblesse, avec les défauts de la noblesse d'ancien régime. Les années de prison subies sous le tsarisme sont comptées comme les faits d'armes de la noblesse monarchique. Au fond, cela est juste ; ce qui l'est moins, c'est l'hérédité et le népotisme. Car si on mérite, par son travail, son dévouement et ses souffrances passées, on ne mérite nullement du fait d'être le fils, la femme ou le père d'un militant de premier plan.

La Révolution russe porte une part de mal, en ce qu'elle a découragé les militants du monde entier, en leur montrant que l'homme est partout le même et que le drapeau rouge, comme les drapeaux tricolores et blanc, recouvre la lutte éternelle de chacun contre chacun et contre tous pour la meilleure place dans le régime qui a triomphé.

Cependant la Révolution russe, pour une part, n'est pas retombée dans les hontes de la Révolution française. Les dictateurs moscovites se sont entre-évincés du pouvoir, mais aucun n'a trahi au sens exact du terme. Pas de Directoire, pas de Bonaparte, jusqu'ici du moins. On n'a pas rappelé les anciennes classes privilégiées et, quoi qu'il soit atténué, c'est toujours le bolchevisme qui régit la Russie.

Faut-il désirer la révolution ou doit-on plutôt lui préférer l'évolution ?

La révolution est une chose barbare. La brute humaine y est lâchée et elle commet les pires excès, des excès inutiles. Des milliers de gens qui jamais, avant les événements, n'avaient pris le moindre intérêt aux questions sociales ne voient dans le désordre que l'occasion de piller, de tuer, de violer et de se griser. Ils font tout cela sans l'ombre d'un principe ; si la révolution est vaincue, ils passeront au vainqueur. Des gens du peuple, dit-on, lors de la répression versaillaise, urinaient sur les cadavres des fédérés morts pour une cause qui était la leur. La révolution tue des quantités de gens qui, souvent, le méritent moins que leurs bourreaux. Le créancier profite de la révolution pour faire exécuter son débiteur, le débiteur son créancier, l'homme dont un autre a pris la femme s'en venge par une dénonciation. On dénonce pour voler, pour prendre la place d'un autre, etc., etc. Devant la mer d'injustices, de turpitudes et de crimes, les gens honnêtes et paisibles appellent l'Ordre, même si cet ordre doit être un ordre réactionnaire et contraire à leurs idées.

La révolution sociale amène bien plus de trouble que la révolution purement politique. Les citoyens qui, la révolution victorieuse, font leur travail au mieux dans le nouvel ordre de choses, forment la minorité. La majorité, au contraire, tente d'échapper au travail, d'usurper les fonctions qu'elle est incapable de remplir. Il faut des années pour mettre debout un commencement d'organisation.

On compare souvent la révolution à un accouchement qui se fait dans le sang et la douleur. Il n'y a là qu'une image ; le progrès devrait se faire sans qu'il fût nécessaire de tuer des milliers de personnes.

Est-ce alors l'évolution qui est à poursuivre ? L'évolution existe-t-elle ? Rien n'est moins certain. En tout cas, elle n'est pas fatale. Pour qu'elle le fût, il faudrait qu'il y eût une volonté organisatrice extra-mondiale qui ait donné un but à l'univers. Rien de semblable n'existe. Sans parler des êtres vivants en général qui sont forcés de s'entre-détruire pour vivre, nous voyons dans l'humanité les choses les plus hétéroclites. Dans tel pays, on tue les vieillards, les enfants mangent leurs parents ; les parents mangent leurs enfants encore en bas âge. Notre morale est chose bornée dans le temps et l'espace. Le progrès est aussi très relatif.

Bien des peuples dits sauvages en sont encore à une vie presque animale. Logés dans des huttes, incapables de se soustraire aux maladies, la recherche de la nourriture quotidienne est pour eux le grand problème, comme chez les animaux.

C'est à tort qu'on parle de peuples jeunes, ces primitifs existent depuis des milliers d'années ; ils sont aussi vieux que nous. On peut dire qu'il n'y a, sur la surface du globe, que des flots de progrès, un progrès précaire. Des civilisations, après avoir progressé pendant des siècles, ont disparu. L'évolution ne se fera donc pas toute seule. D'ailleurs les profiteurs de l'ordre de choses actuel font tout pour l'empêcher et ils y réussissent fort bien. En ce moment, une crise économique sans précédent bouleverse le monde. Il pourrait sembler que la fin du capitalisme, prédite par Karl Marx, soit enfin arrivée. Jamais les contradictions économiques du monde moderne ne sont apparues avec une plus aveuglante clarté. Les progrès du machinisme, la rationalisation ont amené la surproduction, c'est-à-dire l'abondance. Et cette abondance amène partout la misère. Des millions de chômeurs en Allemagne, en Amérique, en Angleterre, où le gouvernement s'astreint à les nourrir tant bien que mal, depuis dix ans, pour éviter la révolution. Cet état de choses ne peut pas être durable. Quelle fin aurait-il ? On ne peut le savoir. Il est possible que le capitalisme finisse par trouver une issue et dure encore des siècles. Il est possible aussi que le couvercle de la marmite de Papin éclate et que ce soit la Révolution. — Doctoresse PELLETIER.

REVOLUTION [MORALE]. (Point de vue du socialisme rationnel.) « Si, dans l'ordre physique, tous les phénomènes obéissent aux lois de la fatalité, il en est autrement dans l'ordre social où les conséquences générales se déroulent selon le rythme de la liberté exclusive à l'homme qui en assume la responsabilité. » Avant d'entrer dans le développement de la pensée qui nous a incité à choisir ce titre pour exposer nos idées sur l'opération à laquelle nous faisons allusion afin d'atteindre le but de paix morale et économique auquel nous aspirons, il convient de préciser qu'il est nécessaire que chacun de nous commence par faire sa révolution morale et spirituelle.

Cette révolution, s'opérant volontairement dans le cadre de la science et de la libre discussion, doit avoir pour mission sociale de montrer, à chacun de nous, les liens généreux d'indéfectible solidarité unissant les divers membres de l'humanité dans une œuvre morale de coopération sociale profitant également à tous et à chacun.

Après ce préambule, il pourra paraître à plusieurs que nous voulons enfoncer une porte ouverte depuis l'origine des espèces. Aussi, des deux côtés politiques de la barricade, chacun nous traitera d'intrus, disant bien haut : c'est nous qui détenons la vérité, qui la propageons et qui voulons, sous tous les rapports la justice pour tous, pendant que, sur la crête, les profiteurs jubileront. L'évangile matérialiste de Marx, aussi bien que celui de Jésus portent à faux expérimentalement dans l'ordre social.

Il ne suffit plus de continuer à endormir le peuple, soit au nom de la fatalité d'une science plus spéculative que réaliste, soit au nom de la grâce et de la foi. Le mysticisme, divin ou matérialiste, sombre devant l'expérience et le raisonnement qui est la source des sciences. Avec quelques variantes d'académisme plastique l'empirisme décrète, des deux côtés de la barrière les méthodes d'un passé d'ignorance susceptibles d'entretenir une agitation sociale artificielle, aboutissant à l'ultime postulat de l'exploitation des masses par des minorités considérées comme élites et qui ne sont que les profiteurs de l'ignorance sociale.

Les uns, au nom d'un Dieu de paix et de miséricorde — fort et jaloux — s'efforcent de rançonner, le plus possible, leurs semblables et de se créer des privilèges à leur détriment ; alors que les autres, au nom d'un déterminisme mystique, se contentent, même en chantant la « Carmagnole », d'obéir aux puissances du mal, à la force qui écrase la misère et qui reste sourde aux appels confus de la solidarité humaine.

Dans nos sociétés, et depuis que l'humanité a une histoire, il a été question d'un droit qui s'est toujours confondu avec la force. Quant à l'application, les droits se fondent sur la règle d'action que chacun accepte ou qu'il s'est faite. Socialement parlant, la force qui se fait appeler droit, s'établit et se maintient en se cachant derrière un sophisme qui, plus ou moins bien formulé, prend le nom de loi.

Du moment que l'on vit sous l'incohérence ou sous le despotisme, ce qui signifie époque d'ignorance, comme c'est encore le cas, le droit dérive nécessairement de la loi. Si nous étions en époque de connaissance de la vérité et que la justice soit impartiale, toute loi qui ne pourrait pas être ramenée par enchaînement de propositions identiques, au principe même du droit serait nulle. Pratiquement, équitablement, le droit est le corrélatif du devoir. Chacun a droit à ce que tous lui doivent et chacun a pour devoir de satisfaire aux droits de tous quand l'ignorance a disparu.

Ainsi, parler de droit c'est dire qu'il existe, c'est en ressentir le besoin, c'est en exprimer la manifestation pour l'harmonie sociale, c'est l'extérioriser du chaos où il est en puissance plus ou moins contenue, c'est en faire le conducteur de la vie sociale.

Jusqu'à maintenant la société n'a pas analysé la valeur sociale du droit. La masse n'aborde pas cette question, et ce qui constitue l'élite ne croit pas avoir un intérêt immédiat à définir ce principe social. Le droit de notre époque ressemble à une girouette tournant tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, alors que si le droit était le principe fondamental de la société, il serait la manifestation permanente de la justice.

De cet état de confusion des idées sur le principe d'harmonie sociale pour sortir notre humanité du chaos où elle se débat, le désordre devient la règle. Du fait d'une instruction autrement illusoire que réelle et d'une éducation qui lui fait suite, l'équivoque s'élargit dans tous les domaines et les contradictions sociales et économiques compliquent une situation instable qui menace de nous engloutir.

Sous l'empire des contradictions multiples qui naissent mécaniquement de notre état social, l'individu et la société se meuvent circonstanciellement dans l'incohérence et le despotisme qui créent, pour les travailleurs plus ou moins déshérités, le paupérisme moral aussi bien que le paupérisme matériel. Et cet état durc depuis l'origine des sociétés, se perpétuant à travers le temps et l'espace, parce qu'à toute époque « les bergers » chargés d'éduquer et de diriger le troupeau de travailleurs ont enseigné une morale spéciale à leur intérêt particulier et à celui de leur entourage. La structure de la société est, pour chaque époque, l'image de ceux qui l'administrent, et ceux-ci, prévoyant pour leurs intérêts particuliers, ont modelé la société en raison de leur appétit économique. Pour arriver à ces fins particulières, des religions et des morales ont été répandues adroitement pour expliquer qu'il y aura toujours des pauvres, cependant que le despotisme et le désordre fournissaient, aux bergers et à leurs suites, les privilèges qui faisaient ou font leur puissance. Ce qui s'est passé, il y a des siècles, se reproduit sous un aspect nouveau et durera éternellement, si l'humanité ne s'avise de comprendre que, comme l'écureuil dans sa cage, elle tourne dans un cercle vicieux de déisme et de matérialisme, toujours rajeunis selon les époques.

pour conserver à ceux qui se réclament de ces deux nouvelles les avantages de certaines révolutions circonstancielles, en égarant la pensée du but où elle doit logiquement et équitablement tendre, c'est-à-dire à l'harmonie sociale donnant à chacun et à tous la liberté et le bien-être par le travail. Si, dans l'état chaotique, « les bergers » tirent des événements le meilleur parti des hommes et des choses qu'ils dirigent et administrent, cet avantage n'est pas orienté vers le progrès moral et le bien-être généralisé, mais vers le profit exclusif de quelques individus, usant et abusant de leurs connaissances et de leurs richesses pour faire battre, s'entre-dévorer des hommes qui n'ont aucune bonne raison pour agir ainsi. L'immoralité sainte de tous les pores de la société. Par quelle amère ironie du destin faut-il que l'action oriente les travailleurs vers des productions nouvelles, vers des créations toujours opportunes ? Que, de ce fait, les richesses se multiplient à l'infini avec le développement du machinisme, et que la plupart des producteurs nécessaires, indispensables, se trouvent (par rapport au développement général de leur intelligence) de plus en plus privés des richesses qui s'annoncent chez quelques individus, voilà l'immoralité du régime !

Remarquons que ces faits ne se produisent que par une fausse éducation des masses auxquelles on promet toujours... pour... demain le paradis économique. À moins qu'on enseigne aux travailleurs que le produit de leur effort se mesure à la valeur de leur apport financier et non à celui de leur activité.

En résumé nous souffrons surtout d'une crise morale, génératrice de crises multiples. Pourquoi faut-il que l'enseignement et la pratique de la vie ne nous démontrent pas qu'il n'y a de progrès social durable et juste que par le progrès moral ? qu'il est juste et nécessaire que l'homme ne soit pas un loup ? qu'il doit être l'ami de son semblable, son collaborateur dans la vie pratique parce qu'il y a intérêt social aussi bien qu'avantage particulier à agir ainsi ? Telles sont les données du double problème moral et économique qui reste à résoudre.

Il faut que l'homme — tous les hommes — sache qu'il a une œuvre d'entraide à accomplir sur la Terre et qu'il se pénètre bien qu'il est intéressé ; que c'est de la pratique de son devoir que son droit peut et doit être fait et respecté. Il faut qu'il comprenne que si la contradiction est une duperie dans la période de contradiction des intérêts de notre époque, ce même dévouement serait profitable à soi aussi bien qu'à la collectivité en période d'harmonie sociale.

Dans ce monde, où, malheureusement, l'hypocrisie est le fondement de la morale courante, Paul Brulat écrit avec infiniment d'à-propos dans un article du « Petit Méridional » : un être bon, généreux, humain est un homme d'élite... Arrivons à placer ces vertus au-dessus même du génie qui peut être néfaste s'il ne rêve que de dominer, de conquérir et d'écraser, comme c'est trop souvent le cas.

Mais si l'homme n'est, comme disait Proudhon, qu'une machine construite par un créateur ou par dame nature, est-il possible que l'individu soit autre qu'il ne l'est ? N'est-il pas un automate ? Ici se pose la question du déterminisme sous ses multiples aspects en contradiction avec la raison, impersonnelle par essence, qui nous montre les contradictions multiples auxquelles la logique se heurte dans la pratique de la vie physiologique.

L'homme peut-il, par lui-même, par son intelligence, par ses efforts, briser les liens qui l'enchaînent au social, à cette structure économique organisée uniquement pour le profit particulier de l'élite qui le façonne méthodiquement et mécaniquement vers la renonciation de son moi et l'abdication de sa volonté, comme cela se pratique par les méthodes d'appro-

priation, de production et de travail anglo-saxonnes ou françaises qui conduisent à la ploutocratie la plus puissante et la plus arbitraire que l'humanité ait connue ? L'expérience comme le raisonnement démontrent que oui, et nous prouvent à l'évidence, que l'homme ne peut s'affranchir d'un état social ne lui laissant pas la liberté de son activité. Le déterminisme, dans les actions humaines, est fonction du régime qui l'abrite, mais n'a rien d'immuable. N'est-ce pas un effet de la liberté inhérente à l'homme, exclusivement, que la prise de possession de la richesse primitive ? de cette richesse qu'il n'a pas créée mais qu'il exploite — en dehors et au-dessus de ses intérêts ? Et cette liberté n'est-elle pas génératrice de responsabilité ?

Mais qu'est-ce que l'homme ? Y en a-t-il de diverses espèces ? Les hommes sont-ils, tous, doués de sensibilité réelle, d'intelligence réelle ? Pour entrer dans le développement de ces questions il faudrait une place qui nous manque. Nous nous résumerons en disant que : seul, dans l'immense série des êtres, l'homme témoigne de sensibilité et d'intelligence réelles, et que tous les hommes, sans exception, ont la même caractéristique. Le social est leur œuvre. Sollicitée par les tendances de passion et de raison qui caractérisent l'humanité, selon qu'elle s'oriente vers le despotisme ou la liberté, l'humanité crée un social en rapport de l'une ou l'autre tendance.

Pratiquement, quand le troupeau broute l'herbe du pré où il est conduit pour s'y alimenter selon la volonté du berger, le maître s'intéresse de trouver de nouveaux pâturages offrant plus de ressources alimentaires qu'il canaliserait à son profit exclusif. Mais, socialement, appliqué à la vie humaine, qu'est-ce qu'un berger ? Qu'est-ce qu'un troupeau ? Le premier est le maître, les seconds, dans l'ordre de production générale, sont des esclaves qui ne reçoivent, pour prix de leur travail, que la part qu'il plaît au maître de leur attribuer. Le premier est libre, socialement et économiquement, les autres sont esclaves, socialement et économiquement, du seul fait de l'organisation de la propriété commandant la distribution des richesses aux individus et la constitution de monopoles de rapport. Mais la structure sociale n'est pas fatalement déterminée dans un sens plutôt que dans un autre, et l'organisation actuelle de la société, et par voie de conséquence celle de la propriété, n'est pas immuable.

À travers les âges, bien des modifications d'ordre social se sont produites. La structure économique-sociale est toujours en harmonie avec l'éducation générale qui en a imposé le mécanisme. Ainsi tout paupérisme est fruit de l'éducation. Rien de surprenant que les masses laborieuses ressemblent à des groupements d'automates. Les élites leur ont-elles expliqué et démontré que leur esclavage économique était fonction du régime de propriété ? Si l'humanité est divisée en maîtres et en esclaves c'est qu'il n'a pas encore existé d'élite réelle d'une part, et d'autre part, c'est que les travailleurs, généralement ignorants en économie sociale, manquent d'énergie consciente cependant que leur passivité est habilement entretenue par ceux qui les exploitent. Mais du fait que l'homme, en général, raisonne mal depuis qu'il a une histoire, s'ensuit-il qu'il doive éternellement mal raisonner ? Ne finira-t-il pas par s'apercevoir, dans un moment de claire vision des faits, qu'il est le jouet de l'inspiration où se complaisent les classes possédantes et dirigeantes qui oppriment les déshérités sous un masque de libération sociale ? Le paupérisme matériel des masses laborieuses a son origine dans le paupérisme moral et intellectuel qui l'affecte et ne peut ni ne doit durer éternellement, ou il n'y aurait pas de justice possible. Il n'y a pas de déterminisme économique au sens propre du

mot. Redisons-le, le social est ce que le législateur le fait.

Quelque présentement mal éduqué par les politiciens socialistes, un jour viendra... où le dormeur s'éveillera, où il jugera les faits intelligemment et s'apercevra enfin, comme dit Marguier, que « si l'homme est beaucoup déterminé par le social il est aussi beaucoup déterminant » par sa volonté quant aux actions présentes comme celles à venir. Il est responsable du présent comme de l'avenir et ne peut récolter que ce qu'il sème.

Le jour où l'homme aura réalisé sur lui-même, par sa capacité, la première et la plus importante des révolutions qui lui ouvrira les portes d'une rénovation sociale bienfaisante et durable, il y aura harmonie sociale. Que l'homme apprenne qui il est et, quand il le saura, il voudra être lui-même, c'est-à-dire libre et juste. Mais les maîtres de l'heure ne paraissent pas disposés à lui en faciliter le chemin. — Elie Soucy-RAN.

RÉVOLUTION (sociale). Considérations générales. — La loi de l'Évolution trouve, à peu près en tout et partout, son application. La valeur et le sens des mots n'y échappent point et la signification exacte, la portée précise d'un terme varient selon les temps et les lieux : dans le même lieu, selon le temps ; et, dans le même temps, selon les lieux.

Le mot « Révolution » est, à coup sûr, un de ceux qui ont le plus emprunté leur exacte signification aux circonstances de temps et d'espace. C'est ainsi que tel événement qui, à une époque déterminée et au sein de circonstances définies, eût constitué une Révolution, ne saurait être tenu pour tel à toute autre époque et au sein de toutes autres circonstances.

Les études qui vont suivre et qui portent les signatures de Barbedette, Méric et Voline ne manqueront pas de faire éclater l'évidence de ces modifications plus ou moins profondes, introduites dans l'exacte définition du mot « Révolution », par l'époque et le milieu où se sont produits les événements historiques auxquels Barbedette, Méric et Voline conservent l'appellation courante et justifiée de « Révolution ».

Durant des millénaires, il suffisait d'une modification tant soit peu importante dans la constitution politique d'une nation, d'un changement brusque dans le haut personnel gouvernemental, ou encore de l'introduction dans la législation d'un pays de certaines dispositions concernant les règles essentielles du Droit, les assises de la Morale ou les principes de la Religion prédominants, pour que cette transformation, bien qu'elle ne portât pas atteinte aux fondements mêmes du régime social en cours, fût considérée comme une révolution.

Ce temps n'est plus.

L'Histoire a enregistré nombre de faits qualifiés « Révolution ». Il n'était pas déraisonnable de les désigner ainsi, étant donné le bouleversement plus ou moins considérable qu'ils engendraient à l'heure et dans les conditions où ils éclataient. Les mêmes faits, ou des faits analogues, s'ils se produisaient à notre époque, passeraient pour de simples et peu profondes réformes subies par l'ordre social actuel.

L'erreur des révolutions passées. — L'expérience a établi que ces événements sans profondeur réelle, sans résultats positifs, n'ont été que des crises passagères provoquées par un état de fièvre momentané et que, la fièvre étant tombée et la crise ayant pris fin, l'état de choses antérieur s'est plus ou moins promptement rétabli, sans qu'il ait été sérieusement transformé. Nombreuses, dans le passé, ont été les révoltes, les insurrections, les soulèvements populaires dirigés contre les principes et les institutions régissant l'ordre existant; mais la presque totalité de ces mouvements s'est

avérée impuissante à réaliser le but visé, parce que ces révoltes, ces insurrections, ces soulèvements populaires s'en prenaient aux effets apparents et négligeaient la cause, alors ignorée, de ces effets; en sorte que, la cause n'étant pas supprimée, les effets ne tardaient pas — et c'était inévitable — à réapparaître.

De nos jours, pour constituer une « Révolution », il est indispensable que la transformation vaste et profonde que comporte un tel événement ne s'attaque pas seulement au mal que l'adite Révolution entend atténuer ou vaincre, mais à la cause même de ce mal. Si les révolutions passées, jusques et y comprises les plus considérables (Révolution française de 1789 et Révolution russe de 1917, pour ne citer que ces deux-là) n'ont abouti qu'imparfaitement et partiellement aux résultats qu'on en attendait, c'est qu'elles se sont arrêtées à mi-chemin et n'ont pas poursuivi jusqu'au bout les fins qu'elles s'étaient assignées. Il était fatal qu'il en fût ainsi, parce que, le mal se manifestant en pleine lumière, tandis que la cause de ce mal restait dans l'ombre, on croyait — de bonne foi peut-être — avoir mis un terme à l'infection qu'il s'agissait de faire disparaître, alors que, le foyer d'infection restant intact, celle-ci ne tardait pas à renaître.

En France, les révolutionnaires de 1789 ont pensé qu'en remplaçant la monarchie par la république et en substituant les Droits de l'Homme et du Citoyen aux devoirs du sujet, leur tâche serait accomplie; or, depuis, l'insuffisance d'un tel résultat se manifeste de plus en plus clairement et fortement. En Russie, les révolutionnaires de 1917 ont estimé que, en remplaçant la dictature des Romanov et de la noblesse russe par celle des paysans et des ouvriers, ils fonderaient, sur les ruines d'un régime social de despotisme politique et d'exploitation économique, un Etat géré — du moins en apparence — par le prolétariat des villes et des campagnes et que, concentrant entre les mains de ce pouvoir, dit « prolétarien » toute la puissance politique et économique, ils doteraient le peuple russe d'un régime social mettant fin aux scandales, aux abus, aux inégalités et aux inépuables du tsarisme; or, les masses ouvrières et paysannes de la Russie, quinze ans après les journées révolutionnaires d'octobre 1917, courbées sous un joug et soumises à une exploitation qui ne sont pas sensiblement moins durs qu'avant.

L'erreur dans laquelle sont tombées toutes les Révolutions passées, c'est d'avoir limité leur effort à un objectif partiel, alors qu'il était indispensable de l'étendre à un objectif total. Exclusivement morales ont été les unes; spécifiquement politiques ou uniquement économiques ont été les autres. Toutes ont négligé de briser, dans une organisation sociale où toutes les institutions, qu'elles procédaient de l'ordre moral, politique ou économique, sont indissolublement associées, le lien qui les unit étroitement, les soude, les ajuste en un tout homogène et compact. De cette erreur, il est résulté que, affaiblie sur certains points, l'organisation sociale existante s'est trouvée dans la nécessité de se fortifier sur les autres points, afin que, plus ou moins longtemps et plus ou moins fortement rompu par l'ébranlement révolutionnaire, l'équilibre indispensable à la vie de toute société, soit rétabli.

La Révolution « sociale ». — Des constatations qui précèdent et en appliquant ces observations aux temps actuels, il ressort que, présentement, toute révolution qui, abattit-elle une partie de la structure sociale, en laissera debout l'autre partie, ne sera qu'une demi-révolution, une révolution manquée.

Ce n'est pas sans motif que, dans cet article, le mot « révolution » est accompagné de l'adjectif « sociale ». Cet adjectif a pour objet de qualifier, en un terme précis, la révolution qui est en voie de préparation, d'achever, répondant aux nécessités de l'heure, s'inspi-

rant des besoins, des aspirations et de la volonté de l'humanité parvenue au vingtième siècle, découlant d'un état social où les problèmes politiques, économiques et moraux s'enchevêtraient à tel point qu'ils ne sauraient être séparés que pour les nécessités d'une classification artificielle destinée tout uniment à en faciliter l'étude, la révolution qui s'impose sera sociale ou elle ne sera pas. Cette révolution sociale aura pour but et devra avoir pour résultat de déchirer le contrat social qui, présentement, codifie les rapports de toute nature que la complexité de la vie individuelle et collective impose à chacun et à tous et de rédiger un contrat social entièrement nouveau, aux fondements totalement opposés à ceux du contrat actuel. Ce serait faire preuve d'une impardonnable inexpérience ou d'une inexcusable candeur que d'imaginer et d'admettre qu'il en sera autrement.

Quand je dis que cette révolution sera et qu'il faut qu'elle soit sociale, faite de quoi elle ne sera pas, j'entends affirmer par ce qualificatif qu'il faudra qu'elle soit à la fois politique, économique, intellectuelle et morale. J'entends soulever qu'elle ne devra négliger, respecter, épargner aucune partie de l'édifice social qu'elle aura pour fin de ruiner de fond en comble, afin qu'il n'en reste pas pierre sur pierre.

Le mot Révolution est gauloisé. — Je me rappelle — ô temps de ma jeunesse, comme tu es déjà loin ! — l'impression de terreur que le seul mot de « révolution » jetait dans le monde bourgeois, il y a une cinquantaine d'années. Ce mot avait alors une signification sur laquelle il n'était pas possible de se méprendre. « Révolution sociale », cela signifiait : confiscation pure et simple, sans indemnité d'aucune sorte, des fortunes particulières; suppression de tous les privilèges que la naissance, l'instruction, les protections influentes, la richesse et le pouvoir confèrent injustement à une poignée d'individus ; destruction de cette armature de violence collective, de répression systématiquement organisée qui va de l'inspecteur mouchard qui dénonce à l'ignoble bourgeois qui exécute, en passant par le policier ou le gendarme qui arrête, le magistrat qui condamne et le gardien de prison qui enferme; abolition de l'Etat et de toutes les institutions de duperie, d'oppression, de brigandage, de spoliation et d'iniquité qui en découlent et le soutiennent : gouvernement, parlementarisme, magistrature, police, armée ; anéantissement des impostures juridiques, patriotiques, familiales, religieuses, intellectuelles et morales qui paralysent l'essor et entravent le libre développement de l'individu; disparition de toutes les tyrannies, exploitations, filibusteries, inégalités, fourberies, compétitions, haines et scélératesses sans nombre, qui portent le sceau de tout milieu social dans lequel il y a, en perpétuel et fatal conflit, des riches et des pauvres, des salariés et des salariés, des gouvernants et des sujets, des maîtres et des serviteurs, des chefs et des subordonnés. Tel était, alors, le contenu du mot « révolution ».

On n'abusait pas de ce mot, tant ceux qui se risquaient à le prononcer ou à l'écrire — quelques unités dans la foule immense — se sentaient faibles à la pensée des forces incalculables dont il évoquait la violente irruption, l'explosion brutale et le déchaînement tumultueux dans la vie des hommes. Ceux qui avaient l'audace de le proférer publiquement avaient conscience que ce mot est de ceux qu'on se doit de ne pas prononcer à la légère, parce qu'il synthétise tout un monde de destructions et de bouleversements destinés à ensevelir à jamais sous les décombres la misère et l'esclavage et à faire jaillir de ces ruines nécessaires une vie nouvelle faite de bien-être, de liberté et d'harmonie. Aussi, fallait-il voir le frisson d'épouvante que suscitait dans le monde des privilégiés ce mot terrifiant et lourd de catastrophes : « Révolution » ; mais aussi et par contre, l'émotion profonde et le tressaillement d'espérance que ce mot

magique faisait descendre dans le cœur des déshérités !

Il n'en est — hélas ! plus ainsi. Tous les écrivassiers qui déposent dans les journaux leurs petites ordures et tous les sonores et vides bavards de parlement et de réunion publique prodiguent, à plume et à bouche que veux-tu, ce mot : « Révolution », si riche, pourtant, de menaces contre les uns et de promesses pour les autres. Tous l'emploient ou, plus exactement, l'exploitent frauduleusement et à tout propos.

Les royalistes ne dédaignent pas d'y recourir quand ils proclament l'urgence et la nécessité d'en finir avec le régime républicain et la démocratie qu'il est censé incarner. Lorsque, pour électriser leurs éléments jeunes, pour entretenir la ferveur, qui fréquemment se déconrge, de leurs partisans, pour faire cracher au bassinet de l'Action française les riches douairières, et pour calmer l'impatience des imbéciles qui sont las d'attendre sous l'orme « le retour du noble héritier des quarante rois qui ont fait la France », lorsque, dis-je, les Maurras et les Daudet déclarent, en termes rudes, violents, incendiaires, que l'heure est venue « d'étrangler la Gueuse », ils n'hésitent pas à se servir du mot « révolution » en déclarant que, pour arracher la France aux maîtres qui, actuellement, la déshonorent, la perdent et la poussent aux abîmes, il faudra employer les moyens violents et les méthodes illégales.

Les flagorneurs du suffrage universel qui se prétendent « radicaux-socialistes » et, par-dessus le marché, « démocrates », sont rongés d'un si violent désir et d'un si pressant besoin de capter la confiance et de piper les suffrages de tous les travailleurs, qu'ils abusent, avec une déconcertante désinvolture, du terme « révolution », dont ils torturent cyniquement le sens : à l'occasion de la moindre réforme proposée ou introduite dans la mécanique juridique, fiscale, militaire, diplomatique ou scolaire, ces charlatans présentent cette insignifiante et stérile mesure comme une sorte de « révolution » dans le fonctionnement des lois, dans l'administration des finances publiques, dans l'organisation des armées, dans le jeu des relations diplomatiques ou dans les principes de l'enseignement et les méthodes pédagogiques. En réalité, c'est tout juste une manœuvre, à l'aide de laquelle ces politiciens sans scrupules s'ingénient à masquer la ridicule ténacité de leurs programmes et la stérilité des améliorations qui y sont inscrites. Par l'audace volontairement outrée du mot « révolution » qui les pose en champions du progrès, résolus à ne reculer devant aucune mesure, dût-elle appeler, voire nécessiter, le recours aux moyens extrêmes, ils espèrent se préserver de l'accusation d'insuffisance ou de lâcheté dont les électeurs déçus sont enclins à les accabler.

Le Parti socialiste (S. F. I. O.) est né, il a grandi, il vit encore à l'ombre du mot superbe de « révolution ». Il serait comique d'entendre les Blum, les Déat, les Paul Faure, les Marquet, les Renaudel, les Vincent Auriol, les Moutet, les Comspère-Morel, les Varenne et les autres premiers sujets de cette troupe lyrique et dramatique, s'affirmer révolutionnaires ; oui, ce spectacle serait d'un comique irrésistible, d'un grotesque hilarant, si ces cabotins n'étaient pas pris au sérieux et crus sur parole par les prolétaires naïfs, crédules, gobeurs, médués, à qui leurs déclarations emberlificotées — ils se disent révolutionnaires, sans l'être, tout en l'étant — finissent par persuader que les discoureurs du parti socialiste sont les fourriers de la Révolution sociale.

Toutefois, c'est aux incomparables bluffeurs du Parti communiste (S. F. I. C.) que revient la palme dans l'art de faire subir les pires outrages au mot « révolution ». S'ils ont la plume en main, ils n'écrivent pas vingt lignes, et, s'ils tiennent le crachoir, ils n'enfilent pas cinq phrases sans que, de leur encrier ou de leur bouche ne s'échappe le mot « révolution ». Ils le glissent partout, à qui mieux mieux, à tout bout de champ. Et ils ne se contentent pas d'en user et d'en abuser à propos de tout

et de rien, ils entendent, en outre, l'accaparer à leur exclusif profit et en interdire l'emploi à tous autres. C'est comme une firme qui leur appartiendrait, comme un brevet d'invention, une marque de fabrique ou une raison sociale déposée que, seuls, ils auraient le droit d'exploiter : la Révolution est à eux, toute à eux, rien qu'à eux. Et pourtant !... Le pire est que d'assez nombreux prolétaires, à l'esprit simpliste et totalement ignorants du problème social, se laissent prendre au mirage de cette mystique grossière que les dictateurs et les roublards du parti communiste ont élevée à la hauteur d'une religion.

Ainsi : royalistes, républicains, démocrates, socialistes, communistes, les gens de toutes opinions et les partis politiques de toutes nuances trafiquent impudemment du mot « révolution », dans lequel ils incorporent des idées non seulement très différentes, mais encore contradictoires. L'ensemble d'idées et de faits que devrait signifier de nos jours le mot « révolution » et qu'il devrait sembler impossible de détacher de ce mot, s'en est, comme on le constate, plus que sensiblement éloigné.

Révolution ? — Pour les gens du Roy, c'est l'estourbissement de la Gueuse et le retour à la monarchie. Quelle absurdité !...

Révolution ? — C'est, pour les radicaux et les partis de gauche démocratique, l'ensemble disparate, incohérent et inefficace des mesures de détail et des modifications de surface qu'impliquent, dans le domaine juridique, fiscal, militaire, diplomatique ou scolaire, des abus par trop révoltants et des pratiques par trop scandaleuses. Quelle sottise !

Révolution ? — Pour le parti socialiste, c'est, au prix de l'abandon du programme socialiste et au mépris des doctrines propagées par les penseurs et théoriciens socialistes eux-mêmes, la montée vers le gouvernement d'une équipe de conseillers d'Etat, avocats, journalistes, universitaires, médecins, vétérinaires et ex-travailleurs, dans l'estomac de qui l'exemple des Mac Donald, Ebert, Noske, Scheidemann, Vandervelde, Branting, Guesde, Sembat, Albert Thomas, etc., a porté jusqu'à ses limites extrêmes la fringale du pouvoir. Quelle trahison !...

Révolution ? — Pour le parti communiste, c'est, sous des masques nouveaux et sous des formes inédites, la continuation, plutôt aggravée, de ce qui est : l'Etat tyran, le bureaucratisme rongeur, la police et l'armée sanguinaires, les classes antagoniques, la hiérarchie scandaleuse des traitements et salaires, la prostitution et la mendicité, la répression, le marchandage, le brigandage légal et l'assassinat ; enfin, pour couronner dignement le tout : l'accord diplomatique, financier, industriel et commercial, et, pour tout dire, l'entente gouvernementale officielle — entente cordiale, persistante et de jour en jour plus étroite — entre l'Etat dit « paysan et ouvrier » et les Etats bourgeois, entre le prolétariat dit : « communiste » et les Etats capitalistes. Quelle infamie !...

Révolution ? Les ambitieux, les intrigants, les bateleurs de la politique et leurs laquais ont fait de ce mot un vocable qui ne signifie plus rien, voué aux interprétations les plus diverses et les plus opposées, dont ne s'effraient pas plus les dirigeants que ne s'enthousiasment les dirigés.

Seuls, les anarchistes — parce que, seuls, ils sont révolutionnaires, ont conservé au mot « révolution » et à l'idée fondamentale que, dans le temps et le lieu où nous sommes, il exprime, sa signification haute, pure, large, profonde, inaltérable. Saine, déshonorée, odieusement galvaudée, l'idée de révolution sociale doit être purifiée, réhabilitée et remise en pleine lumière. C'est à quoi tend, dans cette *Encyclopédie*, cette étude qui est consacrée à la Révolution sociale.

Ce que sera la Révolution sociale. — Revenons main-

tenant au sens exact du mot « révolution » et à la portée positive de l'idée qu'il exprime par rapport au milieu social contemporain : économiquement capitaliste, politiquement autoritaire. J'ai dit plus haut ce que, il y a quelque quarante à cinquante ans, on entendait par « la Révolution sociale ». En dépit des multiples altérations, dont j'ai cité les principales et qui sont imputables surtout aux pseudo-révolutionnaires de la social-démocratie et du parti communiste, l'ensemble des faits sociaux qui se trouvent inclus et réunis dans l'idée de révolution est resté le même et qui, peu ou prou, s'en éloigne, devient, *ipso facto* et quoi qu'il s'en défende, tout ce qu'on voudra, mais cesse d'être un révolutionnaire.

Il est possible de glisser dans les institutions actuelles quelques modifications de détail ; on peut même multiplier ces changements et les pousser jusqu'à l'extrême limite, ces institutions sont, quant au fond, inaméliorables ; elles engendrent inévitablement, c'est-à-dire tant qu'elles seront maintenues et sans qu'une mesure quelconque puisse écarter ce résultat fatal (fatal parce qu'il leur est inhérent) : la misère et la servitude, d'une part, l'opulence et la répression, de l'autre. On peut introduire dans le mécanisme économique qui caractérise l'époque capitaliste que nous traversons, toutes les modifications possibles et imaginables ; aussi longtemps que le principe même qui actionne ce mécanisme sera maintenu, les inégalités et les conflits se perpétueront. C'est en vain que l'Etat se substituera, comme propriétaire et patron, aux patrons et aux propriétaires actuels, la gérance du premier aboutira aux mêmes conséquences que celle des seconds : faveurs et profits renaîtront inéluctablement sous des espèces et apparences nouvelles et amèneront fatalement le retour à l'existence des deux classes en lutte : celle des employeurs-privilegiés, et celle des employés-dés-herités.

Il en est de même du mécanisme politique qui caractérise le régime d'autorité que nous subissons. On peut y faire pénétrer tous les changements que concevront l'homme d'Etat le plus subtil et le réformateur le plus sagace, rien, absolument rien, n'enlèvera à cette institution malhaisante : l'Etat, son caractère essentiel, son trait fondamental qui, dans la pratique, est de légiférer, de réglementer, d'imposer, d'interdire, de prohiber et de châtier quiconque ose entrer en lutte contre lui. Et comme, pour faire respecter la loi et observer la réglementation imposée, l'Etat est dans l'obligation de sévir contre les individus réfractaires ; comme, pour soumettre et faire rentrer dans l'ordre les collectivités qui s'insurgent, l'Etat est dans la nécessité de recourir à la force publique, il est indispensable que l'Etat, quel qu'il soit et puisse être, ait à sa disposition magistrats, policiers, gendarmes, soldats, gardiens de prison, fonctionnaires et employés de toutes sortes, attachés au fonctionnement de l'appareil administratif, judiciaire et répressif. C'est donc, fatalement encore, sous des espèces et des apparences nouvelles, la survivance des deux classes en opposition : celle des maîtres qui commandent et celle des sujets qui obéissent.

En conséquence, prise dans son ensemble et sans restriction, je veux dire : envisagée dans sa plénitude réelle, dans sa totalité positive, la lutte des classes, dans ses rapports avec la Révolution sociale, ne comprend pas seulement la lutte de la classe économiquement exploitée par la classe capitaliste, mais encore la lutte de la classe politiquement asservie, dominée par la classe gouvernante. Sous peine d'être mutilée et, partant, stérile, la lutte des classes, ainsi comprise — et c'est ainsi que nous la révèle une observation attentive, minutieuse, impartiale et complète — a pour conséquence de dresser ceux qui sont exploités et opprimés contre ceux qui les exploitent et les dominent, elle doit être à la fois politique et économique. Ils se trompent lourdement ceux

qui, tels les républicains, les démocrates, les radicaux-socialistes, prétendent liquider le problème social par une solution purement politique. Ils ne tombent pas dans une erreur moins grossière ceux qui, tels les adeptes du parti socialiste et du parti communiste, comptent résoudre la question sociale par une solution purement économique. La solution uniquement politique laisserait subsister tout entière la lutte entre exploités et exploités (la Révolution française en administre la preuve indéniable) et la solution uniquement économique laisserait subsister tout entière la lutte entre oppresseurs et opprimés (la Révolution russe dépose avec force en faveur de cette assertion). Au lendemain d'une demi-révolution, à laquelle survivrait ou le Capitalisme ou l'Etat, on constaterait, promptement, que, en réalité, tout resterait à faire, parce que le maintien de la propriété capitaliste, c'est-à-dire de l'exploitation économique, conduirait fatalement au retour de la domination politique et parce que la survivance de l'Etat, nécessairement oppresseur et répressif, conduirait fatalement à la résurrection de l'exploitation économique.

La Révolution sociale devra en finir avec le capitalisme et l'Etat. — Je touche, ici, à un point d'une importance capitale, d'une extrême délicatesse et d'une incomparable complexité. C'est pourquoi, au risque d'encourir le reproche de me répéter ou de paraître insister plus que de raison, je tiens à replacer, ici même, sous les yeux du lecteur, ce passage que je détache de mon article sur « l'Anarchie », paru (pages 64 et suivantes) dans cette *Encyclopédie* :

« Les partis socialistes ou communistes de tous les pays affirment d'abord qu'une société ne peut pas vivre sans le principe d'autorité, qu'ils déclarent indispensable à l'entente et à l'organisation. La liberté de chacun, disent-ils, doit s'arrêter où commence la liberté d'autrui. Mais, en l'absence de lois, de règles qui fixent cette limite entre la liberté de chacun et celle des autres, chacun sera naturellement porté à étendre sa propre liberté aux dépens d'autrui. Ces empiètements seront autant d'abus, d'injustices, d'inégalités, qui provoqueront des conflits incessants et, à défaut d'une autorité ayant qualité pour résoudre ces conflits, c'est la force seule, la violence, qui décidera. Les plus forts abuseront de leur force contre les plus faibles et les plus rusés, les plus coquins, abuseront de leur astuce contre les plus sincères et les plus loyaux.

« Cela posé, les socialistes et communistes autoritaires ajoutent qu'il est insensé de concevoir une organisation sociale sans lois ni sanctions. Ils s'appuient surtout sur les nécessités de la vie économique. Si chacun est libre de choisir son genre de travail, disent-ils, de travailler ou de ne rien faire, les uns travailleront beaucoup, les autres moins et d'autres pas du tout; les paresseux seront donc avantagés au détriment des laborieux. Si chacun est libre de consommer à son gré, sans contrôle ni vérification, il y en a qui s'installeront dans les somptueux appartements, prendront les plus jolies meubles, les plus beaux vêtements et les meilleurs morceaux, et les autres seront obligés de se contenter de ce que ceux-ci leur laisseront. Ça n'ira point; ça ne peut pas aller comme cela. Il faut des lois, des règlements qui fixent la production que chacun doit obtenir, en tous cas le nombre d'heures de travail qu'il doit accomplir et la part de produits qui lui revient. Sinon, ce seront le gâchis, la disette et la discorde.

« Les autoritaires disent enfin : si chacun est libre de faire ce qui lui plaît, tout ce qui lui plaît et rien que ce qui lui plaît, ce sera le débordement des passions sans frein, le triomphe de tous les vices et l'impunité de tous les crimes. Et ils concluent que l'Autorité est nécessaire, qu'un gouvernement est indispensable, qu'il faut, de toute rigueur, des lois et des règlements et, par conséquent, une force publique pour arrêter les coupables,

des tribunaux pour les juger et des châtiments pour les punir. Toutefois, comme les anarchistes combattent cette doctrine et cette organisation, les autoritaires concèdent qu'un jour viendra où, les hommes, s'étant graduellement transformés, deviendront raisonnables et fraternels et que, à ce moment-là, l'Autorité, ayant cessé d'être indispensable, disparaîtra, pour céder la place au communisme libertaire, c'est-à-dire à l'Anarchie, qui est l'idéal le plus juste et le plus élevé.

« Ils concluent : Commençons par culbuter le régime capitaliste. D'abord, exproprions les bourgeois et socialisons les moyens de production, les transports et les produits. Nous verrons ensuite.

« A ce réquisitoire dirigé contre l'Anarchisme, les libertaires répondent : La société capitaliste repose sur la propriété individuelle et l'Etat. La propriété privée serait sans force et sans valeur si l'Etat n'était pas là pour la défendre. C'est une grave erreur que de croire que le capitalisme est le seul agent de discorde entre les hommes vivant en société ; le pouvoir les divise tout autant. Le capitalisme les sépare en deux classes antagoniques : les possédants et les non-possédants. L'Etat les divise aussi en deux classes ennemies : les gouvernants et les gouvernés. Les détenteurs du capital abusent de leur richesse pour exploiter les prolétaires; les détenteurs du pouvoir abusent de leur autorité pour asservir le peuple.

« Supprimer le régime capitaliste et maintenir l'Etat, c'est faire la révolution à moitié et même ne pas la faire du tout. Car le socialisme d'Etat ou le communisme autoritaire nécessitera une armée formidable de fonctionnaires dans les services législatifs, judiciaires et exécutifs. L'organisation que préconise ce socialisme-là entraînera des dépenses incalculables dont le plus clair et le plus certain résultat sera de prélever sur la production des travailleurs des champs et des villes de quoi entretenir (assez grassement sans doute) cette multitude de parasites et d'improductifs. Par suite, ne seront abolis ni les classes, ni les privilèges.

« La Révolution française a dû supprimer les privilèges de la noblesse; elle n'a fait que les transmettre à la bourgeoisie. C'est ce que ferait tout système socialiste ou communiste s'inspirant du principe d'autorité : il arracherait aux bourgeois leurs privilèges et les transmettrait aux dirigeants du nouveau régime. Ceux-ci formeraient une nouvelle classe de favoris. Chargée de faire les lois, d'élaborer les règlements d'administration publique et d'en punir la violation, la foule des fonctionnaires, dont ce serait l'occupation, formerait une caste à part; elle ne produirait rien et vivrait aux crochets de ceux dont le travail assurerait la production. Ce serait une ruée d'insatiables appétits et de convoitises se disputant le pouvoir, les meilleures places et les plus grasses sinécures. Ce serait la curée. Quelques années après la Révolution, ce seraient les mêmes désordres, les mêmes inégalités, les mêmes compétitions et, finalement, sous prétexte d'ordre, le même désordre, le même gâchis. Il n'y aurait rien de fait et tout serait à recommencer, avec cette différence que le régime capitaliste est disqualifié, affaibli, vermoulu et à la veille de la banqueroute, tandis que le socialisme d'Etat ou le communisme autoritaire qui le remplacerait, aurait pour lui la jeunesse et devant lui l'avenir.

« Les anarchistes ajoutent : « Toute l'Histoire est là pour prouver la condamnation sans appel du principe d'autorité. Sous des formes, des appellations et des étiquettes différentes, l'autorité a toujours été synonyme de tyrannie et de persécution. Non seulement elle n'a jamais protégé, défendu, garanti la liberté, mais encore elle l'a toujours méconnue, violée, enragée. Confier à l'autorité la charge d'assurer la liberté de chacun et de la contenir dans les limites de la pure équité, c'est une folie.

« Et, pour finir, les libertaires disent aux partisans des régimes d'autorité : Il y a entre vous et nous un abîme, non seulement en ce qui concerne la préparation et la réalisation de la Révolution sociale, mais encore l'organisation de la vie individuelle et collective, au lendemain de cette révolution. Vous voulez, la révolution faite, tout imposer par la contrainte; nous voulons tout demander à la bonne volonté et à la raison; vous ne croyez qu'à la force, nous n'avons confiance qu'en l'entente. Vous concevez l'ordre par en haut; nous le concevons par en bas. Vous entendez que tout soit centralisé; nous voulons que tout soit fédéralisé. Votre méthode consiste à aller du composé au simple, du général au particulier, du nombre à l'unité, du tout à la partie, c'est-à-dire de la société à l'individu; nous appliquons, nous, la méthode opposée : nous partons du simple pour aller au composé; nous allons du particulier au général, de l'unité au nombre, de la partie au tout, c'est-à-dire de l'individu, seule réalité tangible, vivante, palpable, à la société, total des individus. Vous fondez la liberté commune sur l'asservissement de chacun; nous fondons la liberté collective sur l'indépendance de chacun. Quand nous serons en mesure de renverser la société bourgeoise, nous détruirons du même coup le capital et l'Etat. Ce ne sera pas besoin plus difficile que de culbuter l'un et, pas l'autre, puisqu'ils se tiennent, sont solidaires et ne forment présentement qu'un seul et même bloc, l'Etat n'étant, en fait, que l'expression politique de la dictature des puissances d'argent, dont le capitalisme exprime la dictature économique.

« Et, puisque vous reconnaissez que la liberté est désirable, que le communisme libertaire est l'idéal le plus noble et le plus équitable, le meilleur et le plus sûr moyen de réaliser cet idéal, c'est de combattre et de ruiner, et non de consolider et de renforcer le principe d'autorité qui en est la négation. »

Aucun parti politique n'est révolutionnaire. — On peut reprocher à cette citation sa longueur. Elle est longue, en effet; mais j'ai tenu à n'en rien retrancher, afin de lui conserver sa netteté, sa précision et sa force. Elle a, au surplus, le grand avantage de conduire le lecteur à une conclusion qui s'impose et qui sans cette citation, pourrait paraître inexacte. Cette conclusion, la voici :

Etant donné que tous les partis politiques, sans aucune exception, ont pour but non pas de briser le pouvoir, mais de l'arracher — légalement ou illégalement, pacifiquement ou par la violence — à ceux qui le détiennent, afin de l'exercer à leur tour, on peut et, logiquement, on doit affirmer qu'aucun parti politique n'est, à proprement parler, révolutionnaire et que, quels qu'ils soient, tous les partis politiques, absolument tous, sont contre-révolutionnaires, puisque tous sont opposés à une révolution qui ferait table rase de toutes les institutions procédant d'un pouvoir central ou dont la fonction serait une survivance, même affaiblie, du principe d'autorité. Si un parti politique a l'impudence de se qualifier de révolutionnaire, c'est donc une flagrante imposture.

Seuls, les anarchistes déclarent que, sans un bouleversement social détruisant jusque dans leurs racines le capitalisme et l'Etat, c'est-à-dire l'autorité sur les objets : la propriété et l'autorité sur les personnes : le gouvernement, il n'y a pas, il ne saurait y avoir de révolution véritable. Seuls, ils enseignent, loyalement et sans peur, cette vérité capitale, et c'est pourquoi, d'un bout du monde à l'autre bout, ils sont combattus et persécutés, avec l'acharnement que l'on sait, par tous les gouvernements existants et par tous les partis qui ambitionnent de s'emparer de l'Etat. Le verbalisme dont se sert un parti politique et les moyens qu'il emploie ou conseille n'ont, en soi, aucune signification consistante et positive; le but qu'il se propose,

même quand il le passe sous silence, importe seul. Le prêtre réactionnaire peut utiliser la terminologie la plus violente et la plus subversive; ce verbiage ne l'empêche pas de demeurer réactionnaire. César peut dissimuler son despotisme sous le magnifique manteau de l'ordre, de la paix et de la liberté; il n'en reste pas moins César. Un parti de dictature peut exalter l'usage des méthodes révolutionnaires pour conquérir le pouvoir; il n'en est pas moins un parti de dictature et, par conséquent, de despotisme et de contre-révolution. Le langage employé et les moyens d'action utilisés ou préconisés ne sont souvent que des fictions; le but poursuivi est la seule réalité qui compte. Il y a des siècles, qu'en voulant exprimer cette opinion, le poète latin s'est écrié : « *Sunt verba et voces; prætereaque nihil* ! » (Ce sont des mots, des paroles et rien de plus !) Cette citation s'applique avec une sévérité et rigoureuse exactitude, aux déclamations socialistes et communistes, qui dénaturent le sens actuel du mot « Révolution » et mentent à l'idée fondamentale que ce mot exprime de nos jours.

Cette idée est que, à l'heure qui sonne au cadran de l'Histoire, dans les pays où le capitalisme et l'Etat en sont arrivés au stade actuel de leur course évolutive, il n'y a de révolution véritable, au sens exact et complet de ce mot, que lorsqu'il y a bouleversement de fond en comble, lorsqu'il est fait table rase des principes en cours et de leurs applications, lorsqu'on adopte un point de départ tout à fait nouveau, lorsqu'on opère sur une base et une pratique non seulement différente, mais encore diamétralement opposée. Or, j'ai démontré de la façon la plus irréfragable (voir le mot Anarchisme) que la structure sociale repose tout entière sur le principe d'autorité et sur les institutions qui en découlent. L'idée de révolution sociale comporte donc nécessairement : 1° l'abandon total, l'effondrement définitif de toute architecture sociale ayant pour fondement le principe d'autorité; 2° l'adoption et la mise en pratique du principe et des méthodes diamétralement opposés : le principe et les méthodes de liberté.

Les anarchistes ont l'indébranlable conviction que l'avenir leur appartient et justifiera leur doctrine. Ils ont la certitude que, tôt ou tard, après avoir épuisé, dans la douleur, toutes les méthodes et formes d'organisation sociale qui procèdent du principe d'autorité, les humains en arriveront à les repousser avec horreur et à tenter, confiants et résolus, l'essai des méthodes et formes d'organisation qu'engendre le principe diamétralement opposé. Alors, mais alors seulement, l'idée de révolution sociale, comme ils la conçoivent, triomphera et se développera sur le plan des réalités. Alors, et seulement alors, le « tout appartient à quelques-uns » de la période capitaliste, ayant fait place au « tout est à tous », des temps libertaires, et le « tous obéissent à quelques-uns » des époques autoritaires ayant été remplacé par le « personne ne commande et personne n'obéit; ni maîtres ni serviteurs » de l'ère anarchiste, tous les individus, sans distinction de sexe et de nationalité, vivront dans le bien-être et la liberté qu'ils auront conquis par la Révolution véritable.

Les anarchistes prennent part à tous les soulèvements populaires de tendance révolutionnaire. — Gardons-nous de tirer de cette affirmation la conclusion que les anarchistes restent et doivent rester indifférents aux tentatives de révolution qui — cela n'est que trop certain — précéderont la mise en route et le triomphe des multiples et grandioses réalisations qui dériveront d'une libération à la fois politique, économique, intellectuelle et morale, issue de la révolution sociale selon leurs conceptions. Si optimistes que nous puissions être, nous ne nourrissons pas l'espoir de parcourir, d'un seul élan, de franchir d'un seul bond, la distance qui nous sépare encore de ce magnifique résultat. Nous ne nous faisons

pas d'illusions à ce sujet. Nous nous rendons compte que, entre l'ordre social — je devrais dire « le désordre social » — que nous subissons, et l'ordre social que nous voulons fonder, il y a tout un monde d'idées, de sentiments, de traditions et d'habitudes qui est à transformer du tout au tout, et nous n'ignorons pas qu'une transformation aussi formidable ne peut pas être accomplie en un laps de temps très court. Il est donc hors de doute que l'humanité n'atteindra le but que je précise ci-dessus que par étapes ; il est certain que nombre de petits et moyens combats seront livrés avant que soit engagée ce que l'Internationale de Pottier appelle « la lutte finale » ; il n'est pas douteux que la victoire sera le couronnement d'une série de rencontres heureuses et de défaites plus ou moins cuisantes.

Et bien ! Les anarchistes n'attendront pas, pour agir, que la bataille décisive s'engage ; ils prendront part aux escarmouches qui y conduiront. Ils se mêleront à toutes les campagnes, à toutes les agitations, aux vastes mouvements de grève, aux soulèvements populaires, dirigés contre le régime capitaliste et s'inspirant de la haine de l'autorité. Partout, ils seront au premier rang des révoltés, des insurgés, des révolutionnaires, aux postes de combats qui exigeront le plus d'intrépidité et de sang-froid ; ils seront les animateurs et les auteurs des coups de main les plus hardis, des initiatives les plus audacieuses, des actions les plus risquées, des gestes les plus téméraires, poussant l'assaut aussi loin et aussi haut que possible.

Qu'on n'en doute pas : les anarchistes seront de ceux — car j'espère qu'ils ne seront pas les seuls — qui, aux postes les plus responsables et au contact des passions les plus violemment déchaînées, garderont toute leur présence d'esprit et ne perdront pas de vue le but à atteindre. Je dis, ici, sans exagération ni romantisme, ma profonde pensée : je suis convaincu que, toutes les fois que débitera et se dessinera une fermentation insurrectionnelle, toutes les fois que l'effervescence populaire prendra une tournure révolutionnaire, les anarchistes se jetteront au cœur même de la mêlée : d'abord, parce qu'ils n'ignorent pas que, quand ces mouvements commencent, on ne sait jamais où ils s'arrêteront ; ensuite, parce que, fussent-elles vaincues, noyées dans le sang et suivies d'une répression féroce — rançon de la peur qui aura secoué les entrailles de la classe possédante et gouvernante — les insurrections de cette nature laissent toujours quelque chose après elles et que le terrain conquis se mesure à l'impétuosité du flot populaire et au chemin parcouru par la vague révolutionnaire ; enfin, parce que leur tempérament et les forces intérieures qui les animent leur interdiraient toute possibilité d'assister, impassibles et les bras croisés, au duel tragique, dressant l'un contre l'autre : le présent qui ne veut pas succomber, et l'avenir, qui veut naître et vivre.

A propos du fatalisme historique de certaine école marxiste. — Le marxisme a donné naissance à une école socialiste qui, prenant à la lettre la thèse fondamentale du Marxisme, prétend que la révolution se fera toute seule, automatiquement, fatalement, à la façon d'une révolution géologique, que rien ne saurait empêcher, ni même retarder, quand le travail (parfois, et le plus souvent même, imperceptible, inobservable en raison même de sa lenteur), qui prépare ce bouleversement géologique, est parvenu à son point culminant, décisif, terminus. J'ai entendu des adeptes de cette conception s'exprimer ainsi : « Lorsque le fruit a atteint sa pleine maturité, de lui-même il se détache de l'arbre ; en tous cas, il ne reste plus qu'à l'en détacher, et il cède doucement à la main qui le cueille, ce qui ne nécessite aucun effort appréciable ». Multipliant les comparaisons de cette nature, il en est qui disent : « Quand les neuf mois de la gestation maternelle sont révolus, l'accouchement se produit de lui-même et, parvenu à terme,

l'enfant vient au monde automatiquement, fatalement. »

Ces comparaisons sont ingénieuses et elles ne manquent pas de quelque justesse ; mais elles ne sont pas totalement exactes. Ce qu'il y a d'exact, c'est que, comme pour le bouleversement géologique, parvenu au point terminus de son évolution, pour le fruit mûr et pour l'enfant à terme, la transformation sociale ne s'opérera normalement et dans des conditions favorables, que lorsque les éléments constitutifs de ladite transformation auront pris, au cœur même de la société capitaliste, un développement les acheminant de plus en plus vers la formation d'une société nouvelle et tendant de plus en plus à ruiner les fondements et les principes qui servent de base au régime capitaliste. Alors, l'édifice étant intérieurement ébranlé, lézardé, miné, rongé, ruiné, il ne restera plus qu'à provoquer l'ultime secousse qui, ayant raison des résistances toujours plus affaiblies de l'édifice, déterminera son écroulement. Mais il y a assez loin de cette prévision, rigoureusement certaine et, pour ainsi dire, scientifique, à ce fatalisme historique qui, même en l'absence de l'ultime secousse, c'est-à-dire de l'intervention brusque et violente d'une action, d'une force révolutionnaire, certifie que l'édifice croulera de lui-même, automatiquement, fatalement. Rien ne justifie une telle conception, inspirée d'un matérialisme historique poussé jusqu'à l'absolu et dégénérant en fatalisme.

La foudre n'éclate pas dans un ciel serein, l'orage est précédé d'indices précurseurs, de phénomènes annonciateurs qui ne trompent pas l'observation et renseignent celle-ci sur la violence de l'orage qui vient, sur son imminence, sur les circonstances que le déchaînement et sur les conséquences qu'il entraînera. Il en sera de même de la Révolution sociale. Pas plus que la foudre, la révolution n'éclatera dans la sérénité d'une époque paisible et sans nuages. De même que l'orage, elle sera annoncée par des symptômes révélateurs d'une fermentation inusitée, d'un trouble fonctionnel, d'une lésion organique, d'un désordre mettant en cause la vie même du corps social. Elle ne surprendra que ceux qui ferment les yeux pour ne rien voir et se bouchent les oreilles pour ne rien entendre.

l'exprime ici une certitude que tout le monde admet. Comme il y a loin de cette certitude à l'idée d'une Révolution sociale s'accomplissant d'elle-même, par la seule force des choses, automatiquement, fatalement, sans l'intervention violente et brusquée d'une action organisée, volontaire, déterminée par l'état de conscience des masses excitées !

Evolution et révolution. — On oppose souvent l'évolution à la révolution. Des protagonistes de cette opposition, les uns invoquent la raison, les autres le sentiment. Plaçant leur confiance entière dans l'évolution proprement dite, les premiers prétendent que celle-ci suffit aux transformations les plus profondes, qu'il convient de s'en remettre aux conséquences intrinsèques de l'évolution, et que, le point terminus de toute évolution se confondant avec le point initial de l'évolution qui suit, ce que nous appelons improprement « révolution », n'est pas autre chose que le passage normal et spontané d'un régime social qui s'achève à un régime social qui commence. Et ils concluent à l'inutilité de la Révolution. Ils vont même jusqu'à soutenir que, ne pouvant viser qu'à précipiter imprudemment le rythme de l'évolution, parvenue presque à son terme naturel, la révolution ne peut avoir pour résultat que de ralentir ou d'entraver la marche de l'évolution, voire d'en compromettre peut-être et d'en retarder sans aucun doute la marche. A l'appui de cette affirmation, ils appellent l'exemple des insurrections, des soulèvements populaires, des révolutions avortées ou vaincues, mouvements qui ont été suivis d'une répression sauvage et d'une réaction plus ou moins longue.

Je fais tout d'abord remarquer que l'arrêt ou le recul de l'évolution en cours, dont ces adversaires de la révolution font état pour combattre l'idée même de la révolution, ne sont consécutifs qu'à des tentatives prématurées de révolution ou à des révolutions en déroute. Ces arrêts, pas plus que ces régressions, ne sauraient s'appliquer aux mouvements révolutionnaires victorieux, lesquels, s'ils n'ont pas recueilli tous les fruits de la victoire remportée, ont, tout au moins, brisé les obstacles et triomphé des résistances qui leur étaient opposés. J'écarte, ainsi, le reproche fait à toute révolution de retarder le rythme de l'évolution ou d'en compromettre, par avance, les heureux résultats. Ce reproche étant écarté, il s'agit de savoir si, une évolution qui s'achève donne, spontanément et nécessairement, naissance à l'évolution souhaitable. Est-il certain que cette évolution, qui arrive à son terme naturel, sera le point de départ d'une évolution nouvelle concordant avec la nécessité d'une évolution en désaccord avec celle qui disparaît dans le gouffre du passé et en harmonie avec celle dont le besoin s'affirme et qui répond à la fois aux exigences de l'heure et aux possibilités du lendemain ? C'est le cas, ou jamais, de dire que, poser la question, c'est la résoudre. J'insiste néanmoins.

Exemple : dans les profondeurs de la mer, ou dans les entrailles de la terre, un bouleversement géologique est en préparation; il suit sa marche, lente mais régulière : des excavations se creusent, des éboulements se succèdent, des infiltrations amènent des déclivités, des affaissements, des déplacements; des blocs s'effritent et d'autres blocs s'agglomèrent. L'ensemble de ce phénomène conduit, à ne s'y point tromper, au cataclysme, qui peut être retardé par certaines circonstances ou accéléré par d'autres, mais qui, de toute façon, est devenu inévitable. A la minute précise où toutes les résistances sont emportées, le bouleversement prévu se produit. Rien ne peut s'y opposer, l'empêcher, pas même l'ajourner, si peu que ce soit. Dans cet exemple, la révolution géologique se confond avec la fin de l'évolution qui l'a précédée et déterminée. Mais il s'agit, ici, d'une matière s'assouplissant, sans opposition possible, aux lois de l'évolution; cette matière n'est mue par aucun intérêt in *se*; elle ne possède aucune volonté; elle n'a, à aucun degré, le sens de la responsabilité; elle est sans conscience.

En est-il de même quand il s'agit, non plus d'une révolution géologique : aveugle, inerte, passive, irresponsable, inconsciente, mais d'une révolution sociale, où sont engagés des êtres clairvoyants, mouvementés, agissants, responsables, susceptibles de faire un choix, dont les volontés et les résistances s'opposent, en fonction même des intérêts qui les divisent et de la barricade qui s'élève entre eux et les sépare en deux camps : celui qui attaque et celui qui se défend; celui qui donne l'assaut et celui qui le repousse ? La comparaison, l'analogie par laquelle on tente d'assimiler la Révolution sociale à un bouleversement géologique est-elle admissible ? Evidemment non.

Les autres protagonistes de la conception qui oppose l'évolution à la révolution invoquent le sentiment. Ils insistent sur les atrocités de ce qu'ils nomment la guerre « civile »; ils se complaisent dans l'évocation des luttes fratricides (qu'ils disent), qui mettent aux prises les habitants d'une même nation, d'une même région, d'une même commune; ils assombrissent à l'envi l'aspect douloureux de ces mouvements historiques. Ils avancent que, trouvant leur application dans l'adaptation graduelle des constitutions politiques et des formes économiques aux besoins de chaque époque, aux aspirations et au tempérament de chaque peuple, à l'épanouissement progressif des civilisations, les lois de l'évolution président, seules et d'elles-mêmes, aux améliorations désirables, aux perfectionnements possibles, à l'édification, trop lente peut-être, mais certaine de la justice,

de la liberté, de la paix et du bien-être pour tous. « Faisons, à tout prix, concluent-ils, l'économie d'une révolution. »

Le sentiment qu'ils expriment part d'un bon naturel; mais il ne trouve pas sa place ici, et nombre de considérations ruinent la solidité de l'échafaudage fragile que ce sentiment s'ingénie à édifier. Et je réponds : « Tout beau, mes bons apôtres ! Vous prétendez vouloir faire l'économie d'une révolution. Ce désir vous honore. Mais permettez-moi de trouver contradictoire que vous ayez à ce point l'horreur du sang versé, des larmes répandues, des excès révolutionnaires, alors que vous avez à cœur de maintenir le plus longtemps possible — car c'est à ce résultat que, de toutes façons, aboutit votre manière de voir — le régime social qui, à l'heure où j'écris ces lignes, condamne au chômage plus de trente millions de sans-travail. Songez-vous, cœurs compatissants, non seulement aux privations dont ces trente millions de chômeurs pâtissent, mais encore à la détresse dans laquelle se trouvent plongés les cinquante ou soixante millions de pauvres êtres qui composent la famille de ces chômeurs : vieux parents, femmes et enfants, privés des ressources que le travail des adultes leur assure à l'ordinaire ? Songez-vous, âmes sensibles, aux fleuves de sang, aux ruines, aux dévastations, aux deuils et, pour tout dire, aux abominations de la grande guerre qui, durant plus de quatre ans, a ensanglanté la terre et déshonoré l'humanité ? Songez-vous au désastre incalculable et sans précédent que serait la guerre de demain, cette guerre que, dans les salons diplomatiques, dans les sphères financières, dans les officines militaires et dans les sentines parlementaires, on prépare de sang-froid, soit dans l'intention de ramasser des millions et des millions, soit dans l'espoir de faire échec à la révolution ?

Songez-vous que, seule, la révolution peut mettre fin tant au chômage qu'aux cupidités, aux convoitises et aux ambitions des malfaiteurs qui, plutôt que de renoncer au pouvoir et à la fortune, sont prêts à précipiter leurs semblables dans l'abîme d'une nouvelle guerre ? Songez-vous à tout cela, dites, y songez-vous, et, si vous y songez, n'estimez-vous pas que la révolution n'accumulera jamais la millième partie des souffrances dont la société actuelle porte la responsabilité ?

La guerre et la révolution. — Il est certain que, si votre sensibilité s'émeut à la pensée de la révolution, elle s'accommode de la guerre, cent fois plus meurtrière et sauvage. Mais, je vous entends : vous prétendez que la guerre a des excuses et que la révolution n'en a pas, parce que la guerre met aux prises des nations étrangères l'une à l'autre, tandis que la révolution — la guerre civile — dresse les uns contre les autres des personnes appartenant à la même nation : des frères. Ce qui fait que, dites-vous, la guerre et la révolution sont deux choses bien différentes et qui ne peuvent être confondues. Eh bien ! je suis, sur ce point précis, de votre avis. Guerre et révolution portent en elles deux contenus non seulement différents, mais opposés. La guerre arrache, de gré ou de force, à son travail, à son foyer, à la paix qui lui est chère, le travailleur de France. Elle lui enjoint de s'armer et de tuer le plus possible d'Allemands, d'Italiens ou de Marocains. Ces prétendus ennemis, qu'il faut massacrer sans pitié, le travailleur de France n'a rien à leur reprocher; ils ne lui ont fait et ne lui font aucun mal; il n'a à relever de leur part nul défi, il n'a aucune insulte à venger, aucune haine à assouvir, aucun intérêt personnel à défendre. Qu'il soit vainqueur ou vaincu, ce travailleur de France a tout à perdre et rien à gagner. En vain, objectera-t-il, qu'il ne connaît pas ceux qu'on lui fait un devoir de combattre avec frénésie; on ne lui demande pas son avis; on l'oblige, sous la menace des sanctions les plus sévères, à se battre contre des travailleurs comme lui,

des ouvriers et des paysans victimes de la même exploitation que lui, courbés sous le même joug que lui, souffrant de la même oppression que lui : donc, ses frères de misère et de servitude.

« Vient la révolution. Celle-ci dit au même travailleur : « Te laisseras-tu toujours tromper par les imposteurs de la politique et pressurer par les capitalistes ? Ta patience n'est-elle pas à bout ? L'occasion s'offre, à toi et à tes compagnons, victimes comme toi d'une organisation sociale fondamentalement inique, de briser tes chaînes et de devenir un homme libre.

« Veux-tu ne plus être opprimé par l'Etat et exploité par le capitalisme ? Si oui, lève-toi, joins ton effort de libération à celui des opprimés et des exploités comme toi : tes frères, et, tous ensemble, d'un bras robuste, d'une volonté ferme, d'un cœur fervent, affranchissez-vous par la révolution. Celle-ci t'appelle; mais elle ne te contraint pas. A toi de décider ! »

Sans qu'il soit nécessaire que je m'étende longuement sur la différence qui existe entre la guerre et la révolution, on en distingue l'opposition. Guerre à l'intérieur ou à l'extérieur, guerre d'une ou plusieurs nations contre une ou plusieurs autres nations, ou guerre au sein de la même nation, guerre tout court ou guerre civile, c'est toujours la guerre, me dira-t-on. Soit, je le concède à ceux à qui il plaît, afin de jeter de la confusion dans un débat pourtant si simple et si clair, d'employer le même mot pour exprimer deux choses qu'ils déclarent eux-mêmes très différentes. Différentes à tel point que, hormis le même terme qui les rapproche et les unit, tout les éloigne et les sépare. Qu'on en juge :

a) La guerre ne laisse à personne la faculté de « marcher » ou de « ne pas marcher » ; la révolution laisse à chacun l'entière liberté d'y prendre part ou de n'y point participer;

b) La guerre oblige à se battre des hommes qui ignorent pour quels motifs ils vont tuer ou être tués, car le combattant ne sait jamais quelles sont véritablement les origines et les fins de la guerre; il ignore toujours les véritables intérêts qui sont en jeu, et si on demandait aux soldats pour qui et pour quoi ils font la guerre, aucun d'eux ne pourrait répondre à cette simple question. Le révolutionnaire, lui, connaît les origines du conflit et le but que vise la bataille à laquelle il participe. Il sait contre qui et pour qui, contre quoi et pour quoi, il prend les armes;

c) Le travailleur qui consent à « marcher » n'a rien à reprocher à l'ennemi qu'on lui ordonne d'assassiner; il ne le connaît pas, il ne l'a jamais vu; en conséquence, il n'a et ne peut avoir aucune haine contre lui; tandis que le révolutionnaire ne se décide à s'insurger contre l'état social qu'il veut détruire, que lorsqu'il est las d'être tenu en servitude par les gouvernants, lorsqu'il en a assez de subir l'exploitation des possédants;

d) En cas de guerre, l'ensemble des déshérités d'un pays combat l'ensemble des déshérités d'un autre pays; la voilà, la guerre *fratricide*, celle qui pousse à s'entredégorger des hommes unis par des liens fraternels autrement réels et puissants que ceux qui unissent mensongèrement, au nom d'une patrie commune, des hommes qui, en temps de paix, forment des castes, des catégories et des classes aux intérêts foncièrement et irréductiblement opposés. Qu'ils soient de France, d'Italie, d'Allemagne, du Maroc ou d'ailleurs, tous les déshérités communient dans la fraternité de l'oppression, du travail avili et exploité, et de la pauvreté. Or, la guerre jette ces frères les uns contre les autres et leur fait une obligation matérielle et un devoir moral de s'entretuer. Par contre, la révolution range du même côté les combattants de la même classe, les champions de la même cause et les appelle à lutter, tous ensemble, contre les forces que leur oppose le gouvernement, défenseur de la classe ennemie;

e) Quel que soit l'enjeu de la guerre, il est nul, il est

sans valeur, aucune pour le combattant pauvre qui, la paix rétablie, et, s'il a été épargné, retournera à l'usine ou à la terre, Gros-Jean comme devant; tandis que l'enjeu de la révolution est d'une importance capitale pour le combattant révolutionnaire qui, celle-ci étant victorieuse, pourra avec raison entonner l'hymne de la délivrance, parce qu'il verra la félicité remplacer la souffrance, le paradis succéder à son enfer;

f) L'idée de patrie (voir ce mot), qui arme les peuples et les jette, dans un heurt monstrueux, les uns contre les autres, est une idée artificielle, inconsistante et criminelle; tandis que l'idée de révolution, qui part de la volonté instinctive et profondément humaine de faire, au bénéfice des multitudes spoliées et asservies, la conquête du bien-être et de la liberté, cette idée est naturelle, positive, juste, généreuse et sainte.

En vérité, la révolution, même quand on l'appelle la guerre civile et qu'on l'assimile à la guerre proprement dite, prétendre que c'est toujours, qu'on le veuille ou non, la guerre, et conclure de cette assimilation erronée que si l'on condamne l'une, il faut logiquement condamner l'autre, c'est une inadmissible aberration. Je pense l'avoir, ci-dessus, très suffisamment démontré. On s'expliquerait difficilement, on ne s'expliquerait même pas du tout cette aberration, si l'on n'était pas informé des motifs qui poussent certains milieux à utiliser les affinités d'apparence qui existent entre la guerre et la révolution, pour se prononcer contre l'une et l'autre et combattre celle-ci et celle-là avec une égale énergie.

La thèse de la non-violence. — Ces milieux, quels sont-ils ? Ils sont de deux sortes et ils sont opposés. Ceux qui composent le premier de ces milieux sont de mentalité pacifico-bourgeoise; ils sont : en tant que pacifistes, contre la guerre et, en tant que bourgeois, contre la révolution. Ceux qui composent le second milieu sont d'esprit tolstoïen ou gandhiste. Ils se déclarent irréductiblement hostiles, *quelles que soient les circonstances*, à l'emploi de la violence et, pour cette raison, ils se campent en adversaires inflexibles et de la guerre et de la révolution qu'ils se plaisent, eux aussi, à qualifier de « guerre civile », parce qu'ils ne conçoivent la révolution que sous la forme d'attaques violentes et meurtrières, d'une part, et de résistances brutales et sanglantes, d'autre part.

La position que prennent les pacifico-bourgeois est purement absurde : pacifistes, ils abominent la guerre et se refusent à la faire; mais, bourgeois, ils entendent maintenir et défendre le régime capitaliste qui, comme nul ne peut le méconnaître, porte la guerre dans ses flancs; en sorte que — inconcevable stupidité ! — ils défendent la cause de l'effet qu'ils condamnent. Je ne juge pas utile de discuter davantage cette inconséquence.

La thèse qui, au nom de la non-violence, repousse avec la même fermeté la révolution et la guerre, est plus aisément soutenable et infiniment plus séduisante. Elle est même si attirante que pas un révolutionnaire ne refuserait d'y souscrire, s'il dépendait de son vouloir que la transformation sociale, qu'il juge nécessaire et urgente, se réalisât sans violence. Rappelons-nous qu'il ne s'agit point d'un changement de détail ou de surface. Mettons-nous bien dans la tête que modification, réforme, amélioration ne sont pas synonymes de transformation. Ne perdons pas de vue qu'il ne saurait être question de replâtrage, de ravalement, de réparations, de rafistolages, de dégoûtements, de rafraîchissements et de décorations destinés à rajeunir, à étayer, à embellir la vieille maison et à lui donner un aspect extérieur moins repoussant; mais qu'il s'agit de procéder d'abord à une complète démolition et de réédifier ensuite sur des bases opposées, avec des matériaux neufs et selon un plan entièrement nouveau, un édifice vaste

et confortable, élégant et solide, salubre et majestueux. Et, cela étant posé et convenu, examinons, consciencieusement et sans esprit préconçu, s'il est possible de concevoir l'action révolutionnaire s'engageant, se poursuivant et atteignant son but sans l'intervention de la violence. Est-il certain que toute révolution, et, notamment, la révolution libertaire, c'est-à-dire l'affranchissement intégral, l'émancipation définitive — celle dont nous nous occupons dans cette étude — ne peut s'accomplir que dans la violence ? Cette révolution serait-elle accompagnée et suivie de ces attentats dirigés contre les choses : vandalisme, destruction, et contre les personnes : brutalités, assassinats, qui caractérisent la violence ? La question est là. Étudions-la attentivement.

On peut, théoriquement, admettre l'idée de la révolution non violente. — Rien n'est plus facile que de concevoir *théoriquement* une révolution s'effectuant sans combat brutal, sans bataille de rue, sans effusion de sang ; et, pourtant, l'idée de révolution s'accompagne, dans l'esprit de presque tous, de scènes de carnage et de meurtre. Dès que ce mot « révolution » est prononcé, il évoque, instantanément et sans réflexion, le tableau désolant du pillage, du désordre et de l'assassinat ; il projette dans l'imagination l'impression brusque et irréfléchie d'une bataille acharnée, dans laquelle font rage les haines à assouvir, les vengeances à satisfaire, les représailles à exercer. Pourquoi ? — Parce que, jusqu'à ce jour, il en a été de la sorte au cours des événements que l'Histoire enregistre au chapitre des révolutions. Les annalistes et les historiens impriment à ces événements, qui ont plus ou moins fortement creusé leur empreinte dans les siècles révolus, un caractère dramatique, un aspect tragique et, parfois, horrifiant. Ils en mentionnent les origines et ils en dégagent les résultats, même quand ceux-ci ont constitué un progrès incontestable, avec moins d'insistance qu'ils n'en mettent à fixer l'attention du lecteur sur les passions déchaînées à ces époques de bouleversement et sur les débordements et les excès qui s'en sont suivis. Et la mémoire des hommes ayant gardé le souvenir de ces tragédies, leur imagination ayant conservé l'impression de ces récits dramatiques et leur sensibilité naturelle restant sous le coup des émotions suscitées en eux par ces relations de saccages et de crimes, il est naturel que, dans leur pensée, l'idée de violence reste indissolublement attachée à celle de révolution.

Toutefois, cela ne signifie pas que la révolution sociale dont il est question ici sera nécessairement, inéluctablement violente et que la naissance du monde nouveau, dont nous pressentons la venue, se fera fatalement dans la douleur des combats, dans la brutalité des chocs, dans les larmes, le sang, les excès et les haines qui escortent la violence. Car, je le répète, on peut parfaitement admettre, du moins en principe, que la révolution sociale aura lieu pacifiquement et les anarchistes seraient les premiers à s'en réjouir et, de tous, les plus heureux qu'il en fût ainsi. Il suffit de les connaître, de les bien connaître, pour n'en pas douter.

On se plaît à représenter les libertaires sous les traits d'êtres durs, insensibles et cruels et, sans effort, on discerne dans quel but les dirigeants, qui nous ont en haine, ont tracé de nous un portrait aussi contraire à la réalité. La vérité est que nous sommes profondément humains, tendres, doux et pitoyables, et que, si nous exécrons l'esclavage, la servilité, la laideur, la fourberie, l'injustice et l'inégalité, nous ne connaissons pas la haine des personnes. Bien des fois j'ai dit — et j'affirme que c'est vrai — : « Je puis descendre dans mon cœur et je n'y trouverai aucun nom détesté. » Sévère aux institutions, notre philosophie est, à l'égard des personnes, d'une extrême indulgence, parce que l'expérience nous prouve chaque jour que l'individu pense, sent, veut et agit en fonction de la situation qu'il

occupe, du métier qu'il exerce, des influences héréditaires qui l'impulsent, de l'éducation qu'il a reçue, de la mentalité et des mœurs de l'ambiance dans laquelle il est né, il a grandi, il vit. (Je ne tiens pas compte, ici, des quelques exceptions qui, au surplus, ne font que confirmer la règle.) Il faut qu'on sache que si nous nous tenons rigoureusement éloignés des compétitions électorales, ce n'est pas seulement parce que la politique, ce qu'on appelle couramment la politique, est malpropre et malhonnête, et parce que les Parlements sont des antres de corruption et de duplicité, mais encore parce que nous sommes des hommes, rien que des hommes, et nous savons que, sujets aux défaillances, à l'erreur, à la lâcheté, exposés comme le commun des mortels aux morsures de la cupidité et de l'ambition, si nous commettons la faute de solliciter et si nous avions la malchance de conquérir le pouvoir, nous y serions aussi impuissants pour le bien que les autres et ne pourrions nous y conduire mieux ni autrement qu'eux.

Si la révolution est violente, les maîtres en seront seuls responsables. — J'ai indiqué plus haut ce que les anarchistes attendent de la révolution sociale, ce qu'ils lui demandent, ce qu'ils en exigent : que cette révolution clôture le régime néfaste de l'autorité et inaugure l'ère bienfaisante de la liberté, c'est, pour eux, la seule chose qui importe.

Si ce résultat peut être le fruit de la persuasion, de la douceur et de l'entente entre capitalistes et prolétaires, entre gouvernants et gouvernés, personne n'en éprouvera une joie comparable à la leur ; mais s'il est absolument indispensable de faire appel à la violence pour atteindre ce but, les libertaires n'hésiteront pas à y recourir. Eh bien ! De qui dépend-il que la transformation sociale soit pacifique ou violente ? Je n'hésite pas à dire que cela ne dépend pas de la classe ouvrière, mais de la classe capitaliste ; pas des peuples, mais des gouvernements.

Supposons que la classe dirigeante ouvre enfin les yeux et, à la clarté de plus en plus vive des événements, se rende compte que ceux-ci sont faits pour lui inspirer cette crainte salutaire qu'on dit être « le commencement de la sagesse ». Supposons que les bourgeois les plus avertis et les mieux informés — il n'y a pas, chez eux, que des aveugles et des borgnes — finissent par prendre conscience du grave danger suspendu sur leurs têtes. Supposons que les plus avisés de ces représentants et porte-parole du grand capitalisme, alarmés d'une situation qui s'aggrave de jour en jour et d'un bout du monde à l'autre bout, en viennent à penser que la catastrophe est imminente. Supposons qu'ils en arrivent à grouper tout ce qui suit en un sombre tableau qui ne manquerait pas de les impressionner : irritation des masses laborieuses odieusement affamées par le manque de travail ; inquiétude des autres travailleurs que le chômage a jusqu'ici épargnés, mais qui vivent dans la navrante incertitude du lendemain ; angoisse poignante des peuples qui entendent rouler sur leurs têtes le grondement sinistre du tonnerre, qui va s'abattre sur eux sous la forme d'une guerre dont l'horreur dépassera l'imagination ; mécontentement grandissant de l'innombrable foule des contribuables sur qui pèse le poids de plus en plus écrasant des impôts ; malaise et colère suscités dans la petite et moyenne bourgeoisie par la paralysie générale des affaires, la baisse graduelle des valeurs, la débâcle bancaire, le détraquement des monnaies. Supposons que les grands capitalistes qui, présentement, règnent sur l'humanité et président à ses destinées, aient enfin la claire vision des graves dangers que l'ensemble de ces inquiétudes, irritations, mécontentements, angoisses, colères et révoltes latentes fait courir à leurs richesses et, pis encore, à leurs personnes. Ne pourrait-on pas, si improbables que soient, pratiquement, ces suppositions, en admettre

la possibilité et, dans ce cas, prévoir que, cédant à la peur de se voir enlever, par la Révolution, leurs biens et la vie, les détenteurs du capital et du pouvoir estiment prudent et sage de renoncer aux profits du capital et aux avantages du pouvoir, plutôt que de courir le risque d'en être dépossédés par la violence révolutionnaire ?

Le champ des hypothèses est incommensurable; ne nous arrêtons pas sur cette voie. Poussons plus avant nos pas dans le domaine des conjectures. Nous venons d'attribuer de l'intelligence aux puissants et aux fortunés. Soyons généreux : accordons-leur aussi de l'équité, de la mansuétude, de la bonté. Les voici équitables : à comparer l'oisiveté opulente dans laquelle ils sont installés à la vie de travail et de privations à laquelle se trouve inexorablement condamnée la fraction de beaucoup la plus nombreuse de la population, les privilégiés finissent — supposons le — par être frappés de cette inégalité par trop choquante. S'ils réfléchissent quelque peu, ils découvrent, non sans une certaine honte mêlée de quelques remords, que leur oisiveté et leur opulence sont faites de l'activité et de l'indigence des travailleurs. Leur cœur s'émeut, le sens de la justice s'éveille en eux. Ils tentent de soulager les infortunes qui les avoisinent. Mais ils ont tôt fait de constater que l'effort de leur charité ne parvient pas et ne saurait arriver à étouffer, même faiblement, les lamentations et les cris de détresse qu'exhale le gouffre trop large et trop profond de la douleur humaine. Sous le coup de ces désolantes constatations, leur cœur d'abord pénétré de l'amour de la justice, ouvert ensuite à la pitié, incline enfin vers la bonté. D'une part, l'esprit de justice qui gît au fond d'eux-mêmes les a conduits à reconnaître qu'il est monstrueux que certains jouissent du superflu, tandis que d'autres sont privés du nécessaire, que le droit à la vie est imprescriptible et que la vie exige que chacun mange à sa faim, soit proprement vêtu, confortablement logé, convenablement cultivé et pourvu d'une part suffisante d'affection et de tendresse; d'autre part, les sentiments de bonté, qui sont le complément de ceux d'équité et qui, peu à peu, envahissent leur cœur, les amène à voir dans tous les hommes leurs frères, dans toutes les femmes leurs sœurs, dans tous les vieillards leurs parents, dans tous les petits leurs enfants et à remplir envers eux les devoirs de solidarité que comportent les liens unissant tous les membres de la même famille. Ils s'élèvent ainsi peu à peu jusqu'au niveau de la plus haute moralité. Cette ascension les éclaire sur l'immoralité foncière d'une organisation sociale qui accorde tout aux uns et refuse tout aux autres, qui permet à une poignée de privilégiés de confisquer à leur profit tous les avantages que confèrent le Pouvoir et la Fortune, tandis qu'elle accable les seconds sous le fardeau des servitudes et des spoliations. Le jour enfin se lève où, écoutant les conseils, mieux : les ordres de leur conscience éprise de Justice et cédant aux appels de la bonté dont la douceur fait tressaillir leurs entrailles, ils abandonnent solennellement et d'un commun accord, les richesses qu'ils possèdent et l'Autorité dont ils sont investis. L'abdication des intelligents a été dictée par la crainte de se voir emportés, eux, leurs richesses et leur pouvoir, sous le souffle irrésistible de la tempête révolutionnaire, le renoncement des bons a été dicté par la justice et la mansuétude, le résultat est le même : c'est la transformation sociale s'accomplissant sans l'intervention de la force brutale et sanguinaire; c'est la Révolution pacifique se réalisant sans violence, en douceur, puisque, tout ce qu'ils réclament leur étant bénévolement accordé, les mécontents, obtenant pleine et entière satisfaction, n'auront pas à employer la violence pour le conquérir.

Malheureusement, des hypothèses ouvrant de si ma-

gnifiques perspectives ne sont que des conjectures gratuites qui ne résistent pas deux minutes à l'épreuve de l'expérience et de la raison. L'expérience dépose contre leur vraisemblance et la raison proclame leur inadmissibilité. Aussi, ne me suis-je laissé aller à formuler ces suppositions que dans le but de faire remonter — comme il est juste de le faire — la responsabilité de la violence en cas de Révolution, jusqu'à ceux desquels, seuls, il dépend que celle-ci soit ou pacifique ou violente. Que les défenseurs du Capital consentent à restituer à la communauté le sol, les moyens de production, de transport et d'échange qu'ils ont accaparés par la rapine, la conquête, le vol, la fraude, l'exploitation du travail d'autrui, le détournement méthodique de l'Épargne, la spéculation et les mille autres formes de la spoliation et il ne sera pas nécessaire de recourir à la violence pour les leur arracher. Que les Gouvernants et tous ceux qui en sont les serviteurs, les soutiens et les partisans se résignent à abandonner volontairement les postes qu'ils occupent, qu'ils renoncent aux fonctions qu'ils remplissent, qu'ils cessent de se raccrocher à l'Autorité qu'ils détiennent et point ne sera besoin, pour les en déposséder, de faire appel aux moyens violents.

Le problème si délicat et si controversé de l'emploi de la violence en période de transformation, c'est-à-dire de Révolution sociale, se trouve ainsi posé dans les termes les plus simples et les plus précis et sa position établit, de la façon la moins contestable, que sa solution tout entière se trouve, non pas, comme on est porté à le croire, entre les mains du prolétariat qui réclame le bien-être et la liberté auxquels il a droit, mais entre les mains de la bourgeoisie possédante et gouvernante qui peut, à son gré, accorder ou refuser l'exercice de ce droit au bien-être et à la liberté. Est-ce clair ? Comprend-on que si, au lieu de se faire sans effusion de sang — ce qui est désirable, mais me semble impossible — la Révolution sociale s'accompagne de violence, la véritable responsabilité de cette violence sera imputable à ceux qui, par leur manque de lucidité et d'altruisme, auront rendu nécessaire le recours à celle-ci ?

La Révolution sociale exige une préparation sérieuse. — Toute Révolution doit être l'objet d'une préparation méthodique et de durée plus ou moins longue. Plus est considérable l'œuvre à accomplir, plus est élevé l'enjeu révolutionnaire et plus cette préparation exige de soins et de temps. Les conspirateurs qui ourdissent un complot ont le devoir de prévoir le plus et le mieux possible tout ce qui peut advenir. Cette tâche leur est rendue possible par le fait que le complot se limite ordinairement à un petit nombre de conspirateurs dont les principaux s'érigent en chefs, ont à prendre toutes décisions, dispositions et mesures propres à en assurer le succès. Le jour, l'heure, les mots d'ordre, les lieux de concentration, la répartition des forces, la distribution des postes, les mouvements à exécuter, les précautions à prendre, les modifications à prévoir, les manœuvres à contrecarrer, les résistances à briser, les complicités à s'assurer, les concours à acquérir, tous ces détails sont l'objet, de la part des promoteurs et des bénéficiaires éventuels du complot, d'une étude attentive aboutissant à un plan qui, autant que faire se peut, doit tout régler, tout prévoir, et ne rien abandonner au hasard, à l'imprévu. C'est pourquoi toute conspiration a pour condition essentielle de la réussite, le secret scrupuleusement gardé et l'obésance passive des troupes engagées dans le complot.

Tout autre est une Révolution et notamment la Révolution sociale que nous étudions dans cet article. D'une part, impossible de tenir secrète la préparation, sous son aspect général et dans ses grandes lignes de l'action révolutionnaire; d'autre part, impossible d'exi-

ger des masses insurgées une obéissance passive, une soumission aveugle qui ne sont, au surplus, aucunement désirables. Peut-on entourer de secret la propagande par la parole et l'écrit, indispensable à l'esprit de révolte qu'il faut propager au sein des masses pour espérer et obtenir d'elles qu'elles se décident à engager, l'heure venue, l'action décisive ? Peut-on organiser dans le mystère l'apprentissage de la multitude et son entraînement à ce qu'on a appelé « la gymnastique révolutionnaire » ? Peut-il être question par avance d'une date fixe, d'une heure précise, d'un lieu de concentration déterminé, d'un plan ne varietur, de coups de main concertés, d'attaques brusquées, de manœuvres improvisées, de mouvements spontanés, etc., etc., quand il s'agit d'une Révolution qui, pour atteindre son but, doit prendre, dès le commencement et garder jusqu'à la fin, la tournure d'un formidable soulèvement populaire ?

Je n'envisage pas la Révolution comme un mouvement chaotique, désordonné, partant au petit bonheur et se continuant de même; je la conçois moins encore en dehors d'un plan étudié. Un plan discuté, conçu, tracé d'avance est utile, il est nécessaire. Mais ce plan ne doit comporter que les lignes essentielles; il doit rester plastique et souple; il doit être d'une grande mobilité, laisser la porte ouverte aux initiatives; il doit s'adapter facilement et rapidement aux changements et retouches que conseillent ou ordonnent les circonstances et les conditions variables de la lutte; car, excellente en certains cas, telle stratégie révolutionnaire peut être détestable en d'autres.

L'heure de la Révolution sociale ne peut être fixée à l'avance par aucun devin ni prophète. C'est comme une traite sans échéance fixe, que le prolétariat tirera sur la bourgeoisie capitaliste et gouvernante, avec mise en demeure de payer. Cette traite ne sera utilement présentée que lorsque le porteur et bénéficiaire de cette traite sera en mesure, en cas de non-paiement, de saisir, d'expulser et d'exproprier le Capital et l'Etat, débiteurs associés et solidaires. Mais s'il n'est au pouvoir de personne d'assigner à l'échéance de cette traite une date précise, il n'en reste pas moins nécessaire de prévoir cette échéance et d'être en état d'exiger le paiement de cette lettre de change. C'est ainsi que je comprends la préparation de la Révolution.

Cette préparation implique la réunion de trois éléments nécessaires, qui sont : l'éducation, l'organisation et l'action, et il convient d'attacher d'autant plus d'importance à chacun de ces trois éléments et à leur ensemble, que le sort de la Révolution sociale — sa défaite ou sa victoire — sera conditionné par la faiblesse ou la vigueur de chacun de ces éléments et par l'insuffisance ou la force de leur réunion. Pour donner à cette préparation, gage du succès, l'importance décisive qu'elle possède, il serait donc utile de nous arrêter à chacun de ces éléments et d'établir le lien qui les rassemble, sans oublier un seul instant que la Révolution sociale doit être anarchiste sous peine d'être une Révolution manquée; que, conséquemment, anarchiste doit être l'éducation, anarchiste l'organisation et anarchiste l'action et cela tout de suite, puisque nous sommes, d'ores et déjà, en pleine période de préparation et puisque ce travail préparatoire consiste à hâter l'éclosion de la phase révolutionnaire proprement dite et à assurer à l'Anarchisme, dès son avènement, la plus paisante vitalité et les meilleures conditions de développement.

Mais à propos de mon étude sur « l'Anarchisme » (voir ce mot), j'ai copieusement insisté sur le rôle de chacun de ces trois éléments et sur le total de conditions favorables que leur ensemble assure, en tant que préparation, au triomphe de la Révolution sociale. Aussi, ne voulant pas me répéter, je renvoie aux pages 73 et suivantes de cette Encyclopédie, le lecteur que ces

multiples indications ne manqueront pas d'intéresser. Je me borne à ajouter que plus vigoureux et fécond aura été, au cours de la phase préparatoire, l'effort d'éducation, d'organisation et d'action libertaires, plus tôt éclatera la Révolution elle-même, plus brève et moins violente sera l'œuvre de destruction et plus rapide et plus sûr le travail d'édification d'un milieu social ayant pour fondement la liberté sans autres limites que l'impossible.

La Période transitoire. — La Dictature. — On discute, ou plutôt on ergote à porte de vue, dans les partis socialistes et communistes, sur ce que ces partis qualifient de *période transitoire*. Les théoriciens et leaders de ces deux courants du socialisme autoritaire entendent par là ce laps de temps indéterminé durant lequel la Révolution, comme ils la conçoivent, étant un fait accompli, il s'agira : d'une part, de repousser les tentatives de retour offensif auxquelles, disent-ils, ne se feront pas faute de se livrer les forces concertées du Capital et de l'Etat et, d'autre part, de procéder à la mise sur pied, au développement et à la stabilisation définitive de la nouvelle organisation sociale. Ils font partir cette *période transitoire* de l'époque à laquelle le mouvement insurrectionnel aura triomphé et l'étendent jusqu'à celle où le nouveau régime, s'étant débarrassé de ses ennemis intérieurs et extérieurs, s'attellera effectivement à l'instauration d'un milieu social socialiste ou communiste. Ces deux fractions sœurs de la notion de l'Etat socialiste vont même jusqu'à préconiser, au lendemain immédiat du triomphe de leur Révolution, un régime de Dictature farouche et absolue, qu'ils ont l'effronterie de baptiser « Dictature du Proletariat ». Cette dictature, ils ont l'hypocrite impudence d'affirmer qu'elle est indispensable à la sauvegarde de la Révolution et à la défense des Conquêtes révolutionnaires. Le tout est de savoir de quelle nature est la marchandise que couvre un tel pavillon.

Eh bien ! cette marchandise n'est qu'un miteux pacotille, et la Révolution dont les bénéficiaires de la dictature prétendent sauvegarder les conquêtes, n'est qu'une piètre contrefaçon de la Révolution sociale. Quelle est cette pacotille ? En quoi consistent ces conquêtes révolutionnaires ? Examinons ceci et cela froidement et du point de vue révolutionnaire qui est le nôtre, point de vue dont nul révolutionnaire conscient ne peut contester l'exactitude. Voici :

Grâce à de multiples circonstances convergentes qui ont frappé de discrédit les Pouvoirs établis, fait éclater la malfeasance et l'absurdité du régime capitaliste, provoqué dans les masses populaires une fermentation exceptionnelle, mis à nu l'incapacité des dirigeants pour tout dire : créé et révélé publiquement une situation catastrophique, une puissante insurrection a éclaté et, par son ampleur et son extension naturelles, a atteint brusquement les proportions d'une formidable Révolution. Les insurgés ont chassé du Pouvoir les Gouvernants militaires et civils; la force armée a été mise en déroute et les révolutionnaires sont restés maîtres du champ de bataille. Dans ce magnifique sursaut de colère et de révolte, toutes les forces prolétariennes se sont rassemblées et elles ont mis en fuite les Maîtres du jour et leurs défenseurs. Attaquée de toutes parts, prise d'assaut, la forteresse d'où, hier encore, partaient toutes les décisions de résistance et tous les ordres de massacre, a dû capituler. Pris de panique, terrorisés, affolés, ceux qui l'occupaient se sont dispersés dans un sauve-qui-peut général et, faits prisonniers, pris comme otages, privés de toutes armes, ceux qui n'ont pas eu le temps de profiter de la débâcle générale ont été réduits à l'impuissance.

Dans sa juste fureur, la masse révolutionnaire est résolue à mettre le feu aux quatre coins de cette forteresse maudite, centre et siège de toutes les Autorités :

politiques, économiques et morales. Quand cette citadelle, devenue la proie des flammes vengeresses, aura été détruite de fond en comble, quand il n'en restera plus rien, la route, si longtemps obstruée, deviendra libre et, maître enfin de ses destinées, le prolétariat, dans un élan irrésistible d'enthousiasme, confiant en l'étroite union qui lui a valu la délivrance, restant solidement uni et solidaire, organisera, en hâte, pour répondre aux nécessités qui ne peuvent attendre, la vie égalitaire et fraternelle qu'ont entrevue les libertaires et à laquelle, par leur propagande active, persévérante et passionnée, ils ont préparé les esprits et les cœurs.

Mais cette radieuse perspective ne fait pas l'affaire des chefs que les partis politiques se sont donnés. Ces Messieurs ont-ils écrit tant d'articles, prononcé tant de discours, bâti des philosophies et des systèmes d'une solidité qu'ils proclamaient scientifique et qu'ils disaient à toute épreuve ; se sont-ils poussés au parlement et installés aux postes les plus avantageux, ont-ils acquis une notoriété si brillante, bref se sont-ils donné tant de mal, ont-ils pris tant de peine, se sont-ils imposé de si lourds sacrifices, ont-ils travaillé si infatigablement à soustraire les travailleurs à l'influence des mauvais bergers de la bourgeoisie et à les ranger sous leur propre houlette, ont-ils fait tout cela pour que, tout d'un coup, s'écroule le rêve de domination qui les hante depuis si longtemps, pour que de cette victoire qu'ils ont si fervemment préparée et dont ils ont attendu l'heure avec tant d'impatience, il ne leur reste personnellement aucun profit ?

Vu-t-on se passer des conseils de sagesse (ou de lâcheté) qu'ils ont si gèreusement prodigués, dans les jours les plus difficiles, au troupeau de fidèles qu'ils avaient embrigadés et qui, naguère encore, les suivaient aveuglément et leur obéissaient passivement, en application de cette discipline dont ils déclaraient sententiellement qu'elle est la principale force des partis, tout comme les militaires professionnels affirment qu'elle est celle des Armées ?

Non et non ! cela n'est pas possible.

Vite, les chefs et les sous-chefs se réunissent... pour aviser, étudier la situation et arrêter les mesures nécessaires. Ils se gardent bien de se faire les uns aux autres l'aveu des ambitions qui les rongent ; ils dissimulent de leur mieux la soif de domination qui les dévore. Tous ceux qui, au cours des années précédentes, se sont spécialisés : qui dans l'Agriculture, qui dans les Affaires étrangères, qui dans les Finances, qui dans l'Administration intérieure, qui dans l'Instruction publique, qui dans la Justice, qui dans la Guerre, la Marine ou l'Aviation, qui dans les Travaux publics ou les Postes, qui dans les Beaux-Arts, le Commerce et l'Industrie, l'Hygiène et la Santé, le Travail ou toute autre branche de la vie nationale, font valoir leur compétence, attirent l'attention de leurs collègues sur les services qu'ils pourraient rendre ; chacun insiste sur la gravité des circonstances, sur l'urgence et la nécessité de parer aux exigences immédiates, de rétablir l'Ordre, de rassurer les camarades, d'inspirer confiance à tous. Et les grandes périodes oratoires rouillent à qui mieux mieux. Chacun estime que l'heure est venue de prendre les plus écrasantes responsabilités et la main sur le cœur, des trémolos dans la voix, l'œil étincelant de la flamme du plus pur dévouement, chaque spécialiste se déclare prêt à sacrifier son repos, sa santé et jusqu'à son existence, pour défendre, au poste qui lui sera imposé par la confiance de ses amis, les intérêts sacrés de cette Révolution que le Peuple admirable a signée de son sang !

Tous sont, en outre, pénétrés de ce sentiment profond de leur supériorité que l'habitude de parler et d'agir en chefs écoutés et obéis a introduit et graduellement développé en leurs personnes ; ils sont, au sur-

plus, à tel point convaincus que les masses sont incapables de se diriger elles-mêmes, de discerner la voie qu'il faut suivre, d'adopter des décisions raisonnables et d'y conformer sagement leur conduite, qu'ils en viennent insensiblement à se convaincre les uns les autres qu'ils ont le devoir de se constituer en une sorte de Gouvernement provisoire, investi des pouvoirs les plus étendus.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité. Le Gouvernement provisoire, dit « de défense révolutionnaire » se constitue par une répartition des attributions et des pouvoirs de nature à satisfaire toutes les ambitions et convoitises. Il s'agit, maintenant et sans perdre une minute, de porter cette grande nouvelle à la connaissance de tous. La nuit a suffi à l'accomplissement de tant de besognes. Le lendemain, les murs de la Capitale sont tapissés d'affiches annonçant, en termes lyriques, que les hommes les plus intelligents, les plus consciencieux, les plus probes, les plus compétents, ceux qui, par toute une vie consacrée à la défense des humbles, à l'éducation et à l'entraînement des classes laborieuses en vue de l'instauration d'une société d'hommes égaux et libres, ont su mériter la confiance du Peuple, ont consenti, à la requête des organisations révolutionnaires les plus puissantes, à assumer les lourdes responsabilités et les charges écrasantes du Pouvoir.

Cette proclamation ne manque pas d'affirmer que ce Pouvoir sera doux à l'égard des bons, c'est-à-dire de ceux qui ont contribué à la victoire et seconderont l'effort du Gouvernement, mais qu'il usera des sanctions les plus sévères contre les méchants, c'est-à-dire contre tous ceux qui tenteraient de combattre, d'enrayer ou de compromettre les conquêtes révolutionnaires. Elle déclare, enfin, de la façon la plus expresse, que le Gouvernement provisoire limitera strictement sa durée à celle de la période transitoire.

Des avions, des automobiles, des trains rapides, lancés dans toutes les directions, le télégraphe, le téléphone et la T. S. F., févreusement utilisés, propagent cette information jusqu'aux plus modestes bourgades de la province.

Eh bien ! c'est à ce moment précis que se joue le destin de la Révolution victorieuse : Si la population insurgée ne réagit pas *instantanément*, si elle n'a pas, *sur l'heure*, le sentiment que la constitution de ce Gouvernement provisoire équivaut à l'étouffement de la Révolution, si elle n'a pas *immédiatement* la conviction que ce Gouvernement, s'armant d'un pouvoir sans limite, va se transformer en une Dictature et que cette Dictature, c'est la confiscation, au profit exclusif des Dictateurs et de leur Parti, des Conquêtes révolutionnaires, la victoire des insurgés se trouve *ipso facto* pratiquement annulée. Si l'indignation des éléments véritablement révolutionnaires ne se traduit pas, à l'instant même, par une reprise du soulèvement populaire insurrectionnel, si ce soulèvement n'atteint pas la puissance d'une vague de fond brisant l'Autorité nouvelle, la Révolution est mortellement blessée et ne tarde pas à expirer, égorgée par la perfidie, l'orgueil et l'esprit de domination de ceux-là mêmes qui se proclament ses défenseurs.

Le moindre répit accordé aux nouveaux Maîtres leur permet de rétablir le fonctionnement des leviers de commande dont leurs prédécesseurs avaient été déposés et de s'en emparer, de remettre en action toute la mécanique gouvernementale, d'installer leurs créatures à la tête de tous les services de direction, de s'entourer d'une nuée de bureaucrates et d'une armée de fonctionnaires, de ressusciter la Magistrature, l'Armée et la Police que la Révolution avait écartelées, d'asseoir leur pouvoir sur le concours intéressé des uns, sur la servilité des autres et sur l'indifférence du plus grand nombre.

Une fois établie, la Dictature se fait de plus en plus intolérante et répressive; elle égale en abus de pouvoir, en arbitraire et en férocité, les régimes les plus abhorrés. Jamais les profiteurs de la Dictature — des Maîtres comme les autres, et parfois pires — ne reconnaîtront leur inutilité, encore moins leur malfaisance; jamais ils n'avoueront que « la période transitoire » est parvenue à son terme et que, ainsi, la mission qu'ils s'étaient donnée étant accomplie, leur rôle a cessé d'être nécessaire. Comme les Maîtres et les Chefs de tous les temps et de tous les lieux, ils se croient toujours nécessaires, ils ne jugent jamais arrivé le moment d'abdiquer, d'abandonner le Pouvoir auquel leur despotisme, leur vanité et leurs appétits se raccrochent désespérément... et il faut une nouvelle Révolution pour leur faire lâcher prise.

Le programme des partis politiques, qui s'affublent de l'étiquette socialiste ou communiste, consiste à exproprier politiquement et économiquement la classe capitaliste. Chasser la Bourgeoisie du Gouvernement et s'y installer en son lieu et place, voilà ce qu'ils entendent par l'expropriation politique de la Classe capitaliste. S'emparer des richesses de toute nature que cette classe détient et, cette confiscation faite, étatiser la propriété, la déclarer nationale et en confier la gérance à l'Etat, leur Etat; voilà ce qu'ils entendent par l'expropriation économique de la bourgeoisie. Voilà leur Révolution !

Un tel concept de la Révolution conduit, par une pente naturelle, à la notion de la période dite « transitoire » et si on admet que, pour réduire au minimum la durée de cette « période transitoire », un Gouvernement fort, une Autorité intransigeante est indispensable, on est, par une pente non moins naturelle, amené à la notion de Dictature.

Seulement ce concept de la Révolution n'est pas le nôtre. Il correspond à l'idée d'une Révolution politico-économique, mais pas à l'idée que nous nous faisons, de ce que sera, de ce que devra être, sous peine d'aboutir à un flasco, la Révolution sociale, la nôtre, celle hors de laquelle l'Histoire n'enregistrera désormais aucune Révolution véritable.

La fameuse période transitoire n'est autre chose que la période préparatoire. — Les Anarchistes ne nient pas l'existence d'une période transitoire; ils se monteraient dépourvus de tout jugement s'ils pensaient que, inopinément, sans transition, et, pour ainsi parler, du jour au lendemain, le Communisme libertaire va effectivement se substituer au Capitalisme et à l'Etat.

En matière de Révolution, on prête aux Anarchistes — si le proverbe est vrai, faut-il que nous soyons riches pour qu'on nous prête tant de choses ! — je ne sais quelle conception romantique, vicille et saugrenue. J'ai rencontré, par centaines, des gens qui, à brûle pourpoint, m'ont posé cette ébouriffante question : « Si la révolution éclatait du soir au lendemain, que feriez-vous ? » Et il fallait voir sur quel air et de quel ton cette « colle » m'était poussée !

Eh bien, je ne réponds pas à une question aussi absurde. Oui, absurde est cette question, quand elle s'adresse à des anarchistes. Ah ! je conçois qu'on la pose à des socialistes ou à des communistes. Pour eux, il suffit qu'ils s'emparent du pouvoir, qu'ils s'y installent, qu'ils y restent et la révolution est un fait accompli : il n'y a plus qu'à instaurer la dictature pour défendre et stabiliser le nouvel Etat.

Mais le lendemain, il y a, comme par le passé, des gouvernants et des gouvernés, des dictateurs en exercice, et une masse d'esclaves, des *en haut* et des *en bas*, des grassement rétribués et des maigrement payés, des fonctionnaires en foule, des bureaucrates en quantité, une multitude de « mouches du coche » qui bourdonnent et s'agitent d'autant plus qu'elles produisent

moins; il y a un Etat avec ses lois, ses tribunaux et ses prisons, avec ses juges, ses gendarmes, ses diplomates, ses politiciens et ses soldats. Les bergers qui se repaissent de la chair et s'enrichissent de la laine du prolétariat-tropeau ne sont pas les mêmes, c'est exact; mais le troupeau n'en continue pas moins à être tondue et dévoré. Au fond, rien n'est changé, hormis l'étiquette et la couleur : témoins la Russie où le tsar s'appelle X., Y... ou Z... et les ministres commissaires du peuple, où les mouchards et les soldats sont rouges, où les agioteurs font leur beurre, où quelques-uns mangent plus qu'à leur faim, tandis que l'innombrable multitude des ouvriers et des paysans se serre la ceinture. Il n'est pas douteux qu'une révolution (?) de ce calibre peut éclater du soir au lendemain, par un simple coup de force adroitement préparé et heureusement exécuté.

Mais qu'y a-t-il de commun — qu'on nous le dise — entre ce changement d'étiquette ou de couleur et la Révolution sociale ? Sur l'étiquette que porte le flacon, je lis bien : « Etat ouvrier et paysan ; dictature prolétarienne ; gouvernement des soviets ». Je vois bien encore que l'étiquette et le flacon sont de couleur rouge; mais le liquide contenu dans le flacon n'a pas changé et c'est toujours le breuvage empoisonné de servitude, de misère et de mensonge qui en sort.

J'entends bien proclamer avec obstination que, dans ce pays immense, la Dictature bolcheviste poursuit l'édification du Communisme et l'affranchissement des cent cinquante millions d'ouvriers et de paysans qui peuplent ce gigantesque territoire ; mais je sais que l'abolition du régime patronal et la suppression du salariat, qui sont l'a, b, c de toute mise en pratique du communisme, y sont encore à l'état de perspective et de promesse ; je sais que la prostitution et la mendicité, négation de tout milieu social en voie de réalisation communiste, sont des maux qui n'en ont pas été chassés ; je sais que les places les plus avantageuses, les situations privilégiées et les travaux les plus agréables et les moins pénibles sont accaparés par les membres du Parti Communiste. Je sais que quiconque s'écarte — si peu que ce soit — de la ligne tracée par la pseudo-dictature du Proletariat, est traité en criminel, en pestiféré. (Voir, plus loin, l'article de Voline sur la Révolution russe.) Je sais que les masses paysannes et ouvrières sont, là-bas, astreintes par la trique dictatorialle, au travail forcé et condamnées aux privations les plus pénibles. Ce serait ça... la Révolution ?... Ça, l'édification du Communisme ?...

Notre révolution, à nous, bouleversera de fond en comble toute l'actuelle structure politique, économique et morale et, sur cet effondrement, elle instaurera un *milieu social qui assurera à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté*. Enfoncez-vous bien cette déclaration dans la tête ; pesez-en successivement et sans vous presser chaque terme ; suivez l'enchaînement rigoureux de la pensée exprimée et vous saisirez tout le programme libertaire.

Voilà quelque quarante ans (1894) que j'ai écrit ces lignes dans mon volume d'essai de philosophie libertaire : « La Douleur universelle », « *Bien-être et Liberté* ! » Telle a été, hier, la devise des anarchistes ; telle est celle des libertaires d'aujourd'hui et, on peut hardiment le dire, telle sera celle des anarchistes de demain. *Bien-être*, par la suppression du Capitalisme, et *Liberté* par l'abolition de l'Etat.

« *Bien-être et Liberté* » assurés le plus largement possible à *chaque individu*, voilà le but constant vers lequel ont tendu et tendront, de toute leur volonté, les anarchistes de tous les temps. Une fois ouverte devant *chaque individu*, c'est-à-dire devant tous les êtres humains sans aucune exception, la voie qui conduit à un bien-être sans cesse accru et à une liberté toujours plus complète, la poussée se produira, la marche en avant suivra son cours aussi rapidement et aussi loin — donc

toujours plus loin et sans arrêt — que le progrès indéfini.

Mais il est indispensable que, *avant tout*, la voie soit ouverte et, pour qu'elle le soit, il faut briser les obstacles qui l'obstruent. Ces obstacles sont, nous le savons, les obstacles de nature politique que rassemble l'Etat et les obstacles de nature économique que réunit le Capitalisme. Ces deux groupes d'obstacles ne peuvent être écartés que par l'effort victorieux des masses opprimées par l'Etat et exploitées par le Capitalisme. Briser, détruire à jamais ces obstacles, c'est là, au premier chef, l'œuvre révolutionnaire ; mieux : c'est la Révolution même.

Un tel résultat — imbécile qui ne le conçoit — pré-suppose une période préparatoire dont nul ne peut fixer la durée, mais dont il est raisonnable de prévoir qu'elle embrassera un certain temps. Quand, d'une part, le gâchis politique, l'incohérence économique et les débordements scandaleux des classes dirigeantes auront mis le comble à l'indignation populaire ; quand, d'autre part, l'éducation des travailleurs aura porté leur compréhension au point où ils auront conscience et de l'incapacité de la classe bourgeoise et de la capacité de la classe ouvrière ; quand le prolétariat aura renforcé son organisation, multiplié et fortifié ses groupements de combat ; quand, enfin, il se sera entraîné à l'action par une série de luttes : grèves, émeutes, agitations de toute nature allant, en certains cas, jusqu'à l'insurrection ; alors, il suffira de la goutte d'eau qui fait déborder la coupe pour que la révolution éclate.

La voilà la véritable « période transitoire ». Elle n'est autre que la période préparatoire ; elle commence au moment où l'Etat et le Capitalisme, ayant atteint, dans leur marche évolutive, leur apogée, entrent dans la phase du déclin, s'affaiblissent graduellement, non seulement par le fléchissement auquel est soumis tout mécanisme atteint par l'usure, mais encore par suite du développement progressif des germes de mort qui l'envahissent, tandis que parallèlement, synchroniquement, s'élaborent et se fortifient les formes embryonnaires du nouvel organisme social.

Qui oserait soutenir que, en ce qui concerne le Capitalisme et l'Etat, cette phase du déclin n'est pas d'ores et déjà ouverte ? La crise sans précédent et sans égale que traverse le monde contemporain, crise politique, économique, intellectuelle et morale, crise qui atteint les sources de vie et paralyse les activités les plus nécessaires, crise qui s'étend au monde entier et frappe plus gravement que les autres les pays où le Capitalisme est le plus développé et l'Etat le plus solidement assis ; cette crise ne porte-t-elle pas en elle la révélation d'un monde vieux, quelque peu caduc déjà et qui marche à grands pas vers sa fin ? De cette crise elle-même, des traits spéciaux qui la caractérisent, des ravages qu'elle exerce, des maux qu'elle engendre, des contradictions aussi absurdes que criminelles dont elle porte la marque, du renversement de la table des valeurs qu'elle détermine, des paniques qu'elle suscite, des faillites qu'elle entraîne, des ruines qu'elle provoque, de la débâcle générale qui en est la suite, que n'a-t-on pas déjà dit et que ne dira-t-on pas encore ? Les finances des Etats les plus puissants et justement considérés comme les plus gorgés de richesses sont sur la pente de la banqueroute, le gâchis politique est porté à son comble, les monarchies s'écroulent, les républiques chancellent, le fascisme, triomphant ici et là, promène un peu partout son masque hideux de terrorisme sanguinaire ; le régime bancaire, industriel et commercial est menacé d'effondrement ; des millions et des millions de sans-travail, spectres blêmes et amaigris errent en bandes affamées ; partout et en tout s'avèrent, odieuses, intolérables, les conséquences d'une situation politique, économique, intellectuelle et morale de jour en

jour plus catastrophique. L'humanité est aux bords du gouffre.

Telle est, actuellement, la situation que j'aurais pu, sans tomber dans l'exagération, dramatiser bien davantage ; tel est le stade auquel sont parvenus, en 1933, le Capitalisme et l'Etat. Cette situation ne peut se prolonger bien longtemps et, dans son ensemble, elle pose, en termes sans ambages un problème qui exige une solution à court terme. La phase dans laquelle nous nous trouvons ne peut être de longue durée. Le problème appelle, de toute urgence, une solution ; cette solution ne peut être raisonnablement et humainement qu'une transformation sociale ; cette transformation ne peut sortir que de la Révolution sociale. N'ai-je pas, en conséquence, raison de dire que la *période transitoire* a commencé, que nous y sommes en plein, que cette *période transitoire* n'est, en réalité, pas autre chose que la *période préparatoire* ?

« La période transitoire », c'est, en fait, une habile mais malhonnête invention imaginée par les incorrigibles partisans du principe d'Autorité qui ambitionnent, et pour cause, de maintenir ce principe au lendemain d'un mouvement révolutionnaire vainqueur. Placer cette période transitoire, ainsi que nous le faisons et avons raison de le faire, *avant* la Révolution sociale, c'est enlever à ces pseudo-révolutionnaires toute chance de confisquer à leur profit cette Révolution. L'unique moyen de conserver cette chance consiste, pour ces escamoteurs, à situer la période mensongèrement appelée *transitoire après* la Révolution victorieuse. Il m'a paru nécessaire de démasquer cette manœuvre. Voilà qui est fait.

Notre Révolution. — La Révolution sociale que les libertaires ont en vue et à la préparation de laquelle ils consacrent le meilleur d'eux-mêmes sera précédée, je l'ai déjà dit, d'une période plus ou moins longue de gestation et son déclenchement ne se produira que lorsque les conditions suivantes seront réunies. Il faudra, *avant tout*, qu'un ensemble d'événements et un concours de circonstances créent une situation révolutionnaire. Je ne commettrai pas l'imprudence de prédire en quoi consisteront ce concours de circonstances et cet ensemble d'événements. Il se peut que ce soit un vaste mouvement de grève entraînant rapidement dans son orbite un nombre de plus en plus élevé de corporations et de grévistes et atteignant d'une façon effective les proportions d'une grève générale insurrectionnelle et expropriatrice jetant sur le pavé une multitude de travailleurs. Il se peut que ce soit une menace de mobilisation générale en vue d'une guerre imminente particulièrement impopulaire. Il se peut que ce soit une crise économique provoquant, de couche en couche, un malaise général, une inquiétude profonde et un mécontentement de plus en plus vif. Il se peut que ce soit un régime fiscal par trop manifestement inique, un gros scandale administratif ou judiciaire, une décision parlementaire heurtant violemment le sentiment public, un abus de pouvoir gouvernemental révoltant la conscience populaire. Toutes ces circonstances sont susceptibles d'allumer l'incendie et d'en faire, en un rien de temps, un brasier immense et ardent, pour peu que l'étincelle tombe sur une matière saturée de produits inflammables.

Il faudra, *ensuite*, que la situation générale soit à ce point grave et inextricable, qu'elle engage si profondément la responsabilité du régime social et qu'elle démontre si clairement l'incapacité des Pouvoirs publics à rétablir l'équilibre, à remédier au mal, à conjurer la catastrophe, que le peuple finisse par perdre toute confiance dans ceux qui le gouvernent.

Il faudra, *enfin*, la situation étant révolutionnaire, qu'il existe, dans les masses populaires, un esprit de révolte et une fermentation révolutionnaire suffisam-

ment prononcés, pour qu'une minorité consciente, active, éclairée, et en contact avec ces masses, ait la possibilité de soulever celles-ci, à la façon du levain qui soulève la pâte.

Ajoutons à ces considérations primordiales :

a) Une rupture de plus en plus marquée *dans l'équilibre* politique, économique et moral du régime capitaliste;

b) Une *propagande* active et persévérante, stimulant l'éducation révolutionnaire des travailleurs;

c) Une *organisation* solide, puissante, capable de relier, à l'heure fixée par la gravité des circonstances, toutes les forces de révolte constituées par des groupements nombreux et énergiques;

d) Un prolétariat entraîné à l'action décisive par une série de troubles, d'agitations, de grèves, d'émeutes, d'insurrections.

Ces conditions étant réunies, on peut être certain qu'une révolution, éclatant à la faveur d'un de ces événements qui soulèvent, entraînent, passionnent les foules et les précipitent instinctivement, en une ruée tumultueuse, contre le régime qu'elles veulent renverser, ne s'arrêtera pas à mi-chemin. Ce mouvement, dans lequel les anarchistes auront été les premiers à se jeter avec la rapidité, l'élan, la résolution et la vaillance qu'on ne saurait leur contester, et dont ils continueront à être les animateurs, ira jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire.

Cette phase plus ou moins longue du drame révolutionnaire en sera le point culminant et décisif. Elle ne prendra fin que lorsque le souffle pur et régénérateur de la révolution libertaire aura emporté toutes les institutions de despotisme, de vol, de déchéance intellectuelle et de pourriture morale qui sont à la base de tout régime social s'inspirant du principe d'autorité.

Cette révolution portera dans ses flancs tous les germes en développement du monde nouveau, qu'elle enfantera dans l'affolement apeuré des privilégiés et dans l'allégresse et l'enthousiasme des déshérités. Les anarchistes veilleront à ce que ce ne soit pas un avortement.

Ils sauront mettre à profit les rudes enseignements que comportent les mouvements révolutionnaires enregistrés par l'histoire. Ils demeureront, aussi longtemps qu'il le faudra, en état de permanente insurrection contre les tentatives de restauration autoritaire : politique, économique ou morale. Ils ne confieront à aucun pouvoir la sauvegarde des conquêtes révolutionnaires. Ils appelleront à la défense de ces conquêtes, contre toute dictature, la foule enfin libérée des esclaves.

Toutefois, demeurant, après la tourmente révolutionnaire comme avant et pendant celle-ci, les ennemis irréductibles du principe d'Autorité et de ses néfastes conséquences, ils se borneront à être les conseillers, les animateurs et les guides de la classe ouvrière. Ils orienteront et soutiendront les premiers pas de cette multitude dans la voie définitivement ouverte de l'organisation libre de la vie sociale.

Je résume et précise brièvement ma pensée sur ce point : en période révolutionnaire, les libertaires auront à *détruire*, à *empêcher* et à *reconstruire*. Ils devront faire tout ce qui dépendra d'eux pour que ces trois tâches soient entreprises, se succèdent, s'enchaînent et soient accomplies dans le laps de temps le plus court. Ils consacreront le plein de leurs efforts :

1° *À détruire*. Détruire quoi ? — L'âme à espérer que personne ne me fera l'injure de penser que j'entends par là la destruction des immeubles, des machines, des produits de toutes sortes, des chefs-d'œuvre entassés dans les bibliothèques, des trésors artistiques qui ornent les musées, de cette fabuleuse accumulation de richesses due au labeur opiniâtre des générations passées et présentes. La Révolution sur les ruines, alors ? Tandis que notre Révolution doit avoir pour résultat de restituer à la communauté humaine le magnifique patrimoine que son travail séculaire a

constitué et que les tyrans et les rapaces lui ont volé. Ce serait une folie et un crime de détruire ce patrimoine. Et puis détruire les immeubles, ce serait priver la population des habitations dont elle aura besoin pour se loger, des lits, des meubles et des ustensiles qui lui seront nécessaires. Détruire les machines, briser ces ouvriers métalliques dont la mission sera, la Révolution faite, de supprimer presque totalement l'effort pénible des humains tout en multipliant à l'infini leur capacité de production, ce serait une monstrueuse stupidité. Détruire les produits de toutes espèces entassés dans les magasins et les réserves, alors que les besoins d'alimentation, de vêtement, etc., ne peuvent être satisfaits qu'à l'aide de ces innombrables produits, ce serait une inexplicable idiotie. Non. Toutes ces richesses devront être, au contraire, précieusement conservées et, dans toute la mesure du possible, soigneusement mises à l'abri de toute destruction.

Mais détruire, et de fond en comble, sans la moindre hésitation ni restriction, toutes les abominables institutions qui, depuis des temps immémoriaux, ont fait le malheur des hommes : Propriété, Etat, Parlement, Armée, Magistrature, Police, Religion, Morale imposée ; toutes choses qui n'ont pris naissance et n'ont vécu qu'à la faveur du principe d'Autorité, fauteur des mensonges, des erreurs, des croyances absurdes, des préjugés, des lâchetés, des fourberies, des cruautés, des injustices, des inégalités, des haines qui ont fait de la Terre une planète constamment arrosée de larmes et de sang. Telle est la destruction à opérer.

2° *À empêcher*. Empêcher quoi ? — Empêcher, par tous les moyens et coûte que coûte, que le principe d'Autorité, que la Révolution sociale aura pour fin d'abattre, puisse se survivre ou renaître sous une forme nouvelle, ou une appellation inédite. Malheur à toute Révolution sociale qui, dans cette voie, n'irait pas jusqu'au bout de la route à parcourir ! Elle aura, dans ce cas, travaillé en vain. Aucune des Révolutions du passé n'a pleinement atteint le but qu'elle se proposait, parce que (je l'ai déjà dit, mais il y a des vérités qu'on ne répète jamais trop) toutes ne se sont attaquées qu'à une partie du mal qu'il fallait tuer totalement : et, sous des formes nouvelles, insoupçonnées et imprévues, le mal a reparu. Victorieuse, s'étant assoupie à l'ombre de ses lauriers, confiante en sa victoire qu'elle avait cru définitive, la Révolution s'est réveillée prisonnière et vaincue : le mal qu'elle croyait avoir tué ne l'avait pas été ; grièvement blessé, il avait pansé ses blessures et il était insensiblement revenu à la vie : arbre, dont la Révolution avait coupé les branches et abattu le tronc, mais dont elle avait épargné les racines ; incendie, dont les insurgés avaient éteint les flammes, sans en éteindre complètement le foyer, sans inonder les cendres encore brûlantes ; mal, dont les révolutionnaires avaient combattu les manifestations extérieures sans en extraire le germe intérieur ; hydre de Lerne, dont le Peuple-Hercule avait coupé six têtes, mais négligé de couper la septième. Les racines de l'arbre qu'on voulait abattre n'ayant pas été extirpées, l'arbre a repoussé. Le foyer de l'incendie n'ayant pas été complètement éteint, les cendres encore brûlantes n'ayant été ni dispersées, ni noyées sous des torrents d'eau, l'incendie s'est rallumé ; le mal-auteur qui rongait le corps social n'ayant été combattu que dans ses manifestations externes et visibles, mais le virus du mal n'ayant pas été arraché, le mal a recommencé et produit les mêmes ravages. C'est l'histoire de toutes les Révolutions qui ont secoué le monde et dont les résultats ont été annihilés par la suite.

La Révolution sociale, quelle que soit l'époque à laquelle elle éclatera, trouvera sur sa route de redoutables adversaires. Ces ennemis seront d'autant plus dangereux qu'ils se mêleront plus ou moins à la bataille : (si ce n'est dans la personne de leurs chefs, du moins

dans celles des militants). La vigilance des anarchistes ne devra pas se relâcher un seul moment. Si le mouvement révolutionnaire est vaincu, rien à craindre des manœuvres des chefs socialistes ou communistes. Mais si la Révolution l'emporte, attention ! L'action des anarchistes, des anarcho-syndicalistes, de tous ceux qui travaillent *sincèrement* et de tout cœur à la Révolution sociale, sera de surveiller jalousement, dans ce cas, les agissements des dits chefs, de dénoncer hardiment leurs manigances, de combattre intrépidement leur manège, de soulever contre leurs artifices la masse des insurgés, afin d'opposer à l'accomplissement de leurs criminels desseins une barrière infranchissable et d'empêcher ainsi toute survivance autoritaire, c'est-à-dire tout gouvernement provisoire, toute résurrection de l'Etat.

Voilà ce que j'entends par ce terme : « empêcher ».

3° A reconstruire. Ce mot est suffisamment clair et expressif pour que je me dispense de longues explications. Reconstruire, c'est la conséquence et la suite de détruire et empêcher. L'Autorité étant *détruite*, toute restauration du Capitalisme et de l'Etat étant *empêchée*, il est évident qu'il faudra reconstruire. Et cette reconstruction devra suivre d'aussi près que possible la destruction. L'œuvre positive devra succéder pour ainsi dire sans interruption à l'œuvre négative. Reconstruire immédiatement, ce sera une nécessité parce que la vie collective ne peut pas plus que la vie individuelle subir d'interruption prolongée, l'organisme social ayant à toute heure des fonctions à remplir et des besoins à satisfaire au même titre et pour les mêmes raisons que l'organisme individuel.

L'ensemble de ces besoins se résume en un mot : consommer ; mais comme on ne peut consommer que ce qui a été au préalable produit, on ne peut qu'associer ces deux actions pratiquement inséparables : produire et consommer. De savantes théories, d'ingénieux systèmes se sont attachés à préciser de quelle façon, dans quelles conditions et par quels moyens la production librement organisée et obtenue s'équilibrera et même dépassera la somme des besoins à satisfaire. Extrêmement complexe en apparence, ce problème apparaît, en réalité d'une solution simple et facile, quand on l'examine de près, la Révolution ayant totalement métamorphosé l'organisation du travail. Quant à la répartition des produits, le droit de chacun à la vie étant reconnu, respecté et pratiqué, il est plus simple encore et plus aisé de l'organiser et de l'assurer : équitable et fraternelle. La mise en train d'un monde entièrement nouveau et l'établissement de rapports individuels et de relations collectives en accord avec le principe de liberté donnant naissance à des conditions de vie opposées aux précédentes, provoqueront les tâtonnements, les essais, les échanges de vue qu'on devine. On ne rompt pas avec de vieilles coutumes et on n'en contracte pas de nouvelles sans éprouver quelques inquiétudes et difficultés. Timidité, habitude d'attendre des ordres, crainte de gaffer maladroitement et de faire rire de soi, il y aura à lutter contre bien des choses avant d'en arriver au fonctionnement régulier, méthodique, ordonné, normal d'un agencement social inaccoutumé. (Voir *Anarchie, Travail*.)

L'important sera de familiariser, aussi promptement que possible, les populations ayant brisé leurs chaînes avec les exigences de l'heure qui passe et les possibilités d'y faire face. Les anarchistes se dépenseront sans compter dans ce but.

Sur ce terrain, la tâche sera rendue relativement facile par les groupements et associations qui existent d'ores et déjà et qui vont se multipliant et s'élargissant de façon continue, en fonction même des besoins qui progressent. S'étendant aujourd'hui même à la plupart des manifestations de la vie en société, ces associations ont, depuis longtemps déjà, dépassé le cercle des be-

soins matériels ; elles embrassent la presque totalité des besoins intellectuels et moraux que ressent l'homme du XX^e siècle. Elles brisent de plus en plus les limites locales, régionales et nationales et s'organisent internationalement.

Le sort de ces associations reste entre les mains de leurs membres ; le pacte sur lequel repose chacune d'elles est établi par les intéressés eux-mêmes. Leur développement se règle sur la libre volonté de leurs adhérents et n'est conditionné que par la nécessité de leur extension. L'étude impartiale et rationnelle de ce vaste mouvement associationniste nous donne un aperçu suffisant du rôle qu'il est appelé à jouer dans un milieu social libertaire qui, dès les premiers jours de son avènement, saura utiliser, pour la bonne marche de la Société nouvelle, les associations existantes, telles que : les syndicats de producteurs, les coopératives de consommateurs, les sociétés nationales et internationales d'enseignement, d'hygiène, d'urbanisme, d'études scientifiques, de travaux artistiques, de tourisme, de sport, de musique, de gymnastique, etc...

Débarrassées des servitudes qui leur sont actuellement imposées par les difficultés financières, juridiques et nationales, ces associations seront tout naturellement indiquées pour jeter les bases d'une entente facile et d'une organisation pratique correspondantes à la satisfaction de tous les besoins de l'individu et de la collectivité. Dans « *Mon Communisme* » (Le bonheur universel) j'ai minutieusement décrit comment je conçois, pratiquement, la reconstruction sociale dont je parle ici. J'engage le lecteur que ce problème intéresse, à consulter ce volume de 400 pages uniquement consacré à cet exposé.

Conclusion. — Toute frémissante encore de la bataille à peine terminée et couronnée par la victoire, la foule ne marchera pas sa confiance aux vaillants compagnons qui, par la hardiesse de leurs initiatives, par l'intrépidité de leur action et l'exemple de leur désintéressement, auront été les meilleurs ouvriers de cette victoire. Sachant clairement ce qu'ils veulent à tout prix et, mieux encore, ce qu'ils ne veulent à aucun prix, les anarchistes mettront à profit cette confiance dont ils se seront montrés dignes, pour opposer à toute tentative de domination politique ou d'exploitation économique un front de bataille solide, invincible. Leur tâche ne s'arrêtera pas là. Elle consistera encore à éviter les déviations et les fausses manœuvres ; elle s'appliquera surtout à rendre immédiatement tangibles les avantages qu'une véritable Révolution doit mettre à la disposition de tous.

Les anarchistes s'emploieront avec ardeur à inspirer et à seconder vigoureusement les efforts des masses travailleuses cherchant en elles-mêmes et trouvant dans leur puissance créatrice, dans leurs aptitudes naturelles alliées à leur expérience, les formes supérieures de la production fraternelle et de la répartition équitable des richesses dont le Travail est la source unique. La vigilance des compagnons ne se relâchera que lorsque toutes les institutions de brigandage et d'oppression auront été totalement anéanties ; elle ne se ralentira que lorsque l'amour et la pratique de la vie libre auront si fortement saturé l'Homme nouveau, que tout retour offensif des conspirations autoritaires sera frappé d'impuissance.

Quand les masses ouvrières et paysannes auront pris en main leurs propres destinées, quand, en possession de leur auto-direction, elles auront acquis la maîtrise de leurs mouvements, de leurs pensées et de leurs sentiments, elles ne tarderont pas à placer en elles-mêmes cette confiance que de tout temps, les chefs se sont évertués à leur enlever, dans le but d'exploiter à leur profit la croyance des foules abusées en la nécessité des Providences et des Sauveurs.

Alors, grâce à l'entente libre, grâce à l'accord frater-

nel que les Maîtres ne pourront plus troubler, grâce enfin à l'esprit de solidarité qui surgira naturellement de la disparition des classes et de la réconciliation des intérêts individuels, s'édifiera une structure sociale toujours plus belle, plus spacieuse, plus aérée et plus lumineuse, où chacun s'installera selon ses convenances et dans laquelle tous les humains goûteront les charmes de la paix, la douceur du bien-être, les joies de la culture et les incomparables bienfaits de la Liberté. — Sébastien FAURE.

LES GRANDES SECOURS RÉVOLUTIONNAIRES, DE L'ANTIQUITÉ À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'organisme humain est sujet à de continuels modifications. S'il en est de lentes, il en est aussi dont l'apparente brusquerie déconcerte ; parfois même, l'énergique et sanglante intervention du chirurgien s'avère indispensable. A l'époque de la puberté, jouvenceaux et pucelles peuvent se transformer profondément en quelques mois ; peu de jours parfois seront indispensables pour que la chrysalide se mue en insecte parfait. C'est dans une crise douloureuse et subite que la femme, arrivée au terme de sa grossesse, donne le jour à l'enfant contenu dans son sein ; et des opérations atroces s'imposent en certains cas. Lorsqu'un corps étranger a pénétré dans l'organisme brusquement, ou qu'un tissu parasitaire s'est développé avec lenteur, l'ultime espoir du malade réside assez souvent dans le froid bistouri du chirurgien.

Au regard impartial de l'historien soucieux de vérité seulement, il appert aussi qu'à côté des transformations sociales progressives, il y eut toujours place pour d'utiles et brusques révolutions. Certes, la douceur serait préférable, mais laisse-t-on mourir un patient pour qu'il n'ait pas à subir les souffrances transitoires de l'opération qui le sauvera ? — Plus tard, l'humanité devenue raisonnable évitera les soubresauts sanglants, rendus inévitables par la mauvaise foi des dirigeants ; le rythme des modifications sociales obéira à celui des exigences de la nature et des besoins de notre espèce. Tant que des privilégiés s'opposent aux légitimes réclamations des individus plus évolués, tant que des serfs existeront dans l'ordre moral, économique, intellectuel, de féroces et subites révoltes viendront prouver que l'équilibre désirable n'est pas réalisé. La violence appelle la violence ; les révolutions sont les contre-parties fatales de l'oppression légalement organisée. Dans l'ordre social, elles semblent l'équivalent des mutations brusques, observées par les biologistes chez les plantes et les animaux ; elles n'auraient rien de cruel, si les pouvoirs établis n'entravaient pas leur libre développement. Certaines révolutions furent pacifiques, d'autres firent couler des flots de sang, parce que les chefs voulaient maintenir à tout prix des institutions périmées.

De même que les espèces végétales et animales paraissent quelquefois prises d'un besoin de mutation, de même les collectivités humaines passent par des périodes favorables à l'éclosion de tendances révolutionnaires. La présence de facteurs nouveaux, d'ordre intellectuel et moral aussi bien qu'économique, en est la cause essentielle. Sous la pression de besoins divers, et parce que le savoir a progressé, les esprits se sentent à l'étroit dans les croyances et les institutions que le passé leur légua. D'où une inquiétude génératrice de troubles et un désir de changement propice aux grandes transformations. L'influence d'une personnalité puissante, celle d'un groupe agissant et habile s'avèrent, en certains cas, d'importance primordiale. Une véritable science des révolutions, base d'une technique utilitaire et pratique, me semble possible. Grâce à une étude minutieuse de la Révolution française, Mathiez était parvenu à dégager quelques-unes des lois qui président à la naissance et au développement des mouvements révolutionnaires. C'est pour ce

motif que j'aimais sa conversation. Par malheur, il s'est trop arrêté à des querelles d'intérêt médiocre concernant Robespierre et Danton ; il aurait fallu de plus qu'il étendit ses investigations à des secousses sociales d'un type différent. Dans l'étude des grandes convulsions enregistrées par l'histoire, Lénine avait puisé une science qui, pratiquement, lui fut très utile. Bien du sang serait épargné, des efforts méritoires ne seraient plus dépensés en pure perte, si les règles de la technique révolutionnaire étaient non moins soigneusement établies que celles qui permettent au chirurgien d'extraire un projectile, à la sage-femme de faciliter un accouchement. Ajoutons que l'apparente brusquerie de certaines révolutions fait trop souvent oublier le long travail préparatoire dont elles furent la résultante. Rien sans cause, pas plus dans l'ordre social que dans le domaine physique ou biologique. Un travail silencieux et préalable est requis avant qu'une mutation intellectuelle, morale ou économique s'impose ouvertement. Le rôle brillant revient aux acteurs qui paradedent sur les scènes révolutionnaires ; le rôle efficace est fréquemment tenu par des individualités obscures, dont l'importance n'est devinée que beaucoup plus tard.

Quand elle se borne à changer l'équipe gouvernementale, une révolution n'est qu'une opérette insignifiante, si sanguinaire qu'elle puisse être. Que Pierre remplace Paul au pouvoir, c'est chose d'importance transitoire et médiocre ; seuls comptent les changements apportés aux institutions sociales, les transformations survenues dans la mentalité des individus. Les nombreuses révoltes prétoriennes, que connut l'Empire romain, permirent à des intrigants d'obtenir la suprême puissance ; elles ne furent pas un facteur de progrès pour l'espèce humaine. Au XIX^e siècle, elles abondent également les insurrections qui n'aboutirent qu'à remplacer l'ancien maître par un maître nouveau, aussi détestable que celui qu'il supplantait. Hélas ! beaucoup sont morts pour le profit d'un ambiteux ou d'une coterie qui croyaient mourir pour le triomphe d'une idée. Toujours les aristocrates furent habiles dans l'art de détourner les révolutions du but primitivement poursuivi. Mais nous estimons, pour notre part, que des mouvements qui n'aboutirent qu'à satisfaire une poignée d'aigrefins ne méritent pas d'être appelés révolutions. Par contre, nous jugeons profondément révolutionnaires des mouvements qui n'eurent jamais recours à la violence. A l'inverse de ce que pensait Karl Marx, nous remarquons, par ailleurs, que les principales secousses qui bouleversèrent l'humanité ne furent pas toutes d'ordre économique ; plusieurs, et d'une importance essentielle, furent d'ordre exclusivement moral ou intellectuel. Pour l'émancipation humaine, la découverte de l'imprimerie eut des répercussions plus considérables que l'établissement d'un régime presque socialiste en Nouvelle-Zélande. Même aujourd'hui, le problème économique ne se pose avec une telle acuité, dans les pays d'Occident, qu'en raison des inventions multiples dues aux savants contemporains. Le progrès intellectuel est, en définitive, le facteur primordial de toutes les grandes révolutions. C'est parce qu'elles ignorent ce progrès que les espèces animales ne connaissent rien de comparable à nos bouleversements sociaux. Il faut des cerveaux qui raisonnent et conçoivent des améliorations possibles, pour que soit modifié le régime économique existant.

Si la colère des peuples éclate, parfois, avec une brusquerie qui déconcerte l'observateur superficiel, d'autres ébranlements exigent de longues années avant que se révèlent la profondeur et l'étendue de leurs effets. Toutes les révolutions ne sont pas aussi brèves que celle de 1789 en France ou celle de 1917 en Russie. Quelques-unes ont comporté de nombreux actes succes-

sifs, qui s'échelonnèrent durant plusieurs dizaines d'années. A des secousses religieuses, intellectuelles, morales, telles que le bouddhisme, le christianisme, la Renaissance, il a même fallu des siècles pour se développer pleinement. Elles comptent néanmoins parmi les plus notables que l'histoire ait enregistrées. Loin d'être calquées sur un modèle invariable et indéfiniment répété, les révolutions présentent donc des physiologies assez différentes pour qu'on hésite à les classer sous une rubrique commune. Toujours, cependant, elles supposent l'existence d'un déséquilibre ; et elles ne réussissent que dans la mesure où elles y remédient. S'il en est dont la faillite fut complète, si beaucoup n'ont réalisé qu'une minime partie du programme prévu par les animateurs, l'humanité leur doit, dans l'ensemble, les meilleures transformations sociales obtenues par les collectivités. Maintes fois, elles furent le début d'étapes glorieuses sur la route du progrès. Mais aucune n'a pu faire œuvre définitive, parce qu'elles n'apportaient que des vérités fragmentaires, parce qu'elles ne visaient qu'à un affranchissement partiel, non à la libération totale des corps et des cerveaux.

Quand nulle chaîne ne tiendra plus l'homme captif, ce jour-là seulement l'esprit de révolte aura disparu. Sachons rendre justice, néanmoins, à tous ceux qui luttèrent pour le bien de notre espèce. Ils furent souvent trahis par leurs disciples et leurs héritiers ; en leur nom, des continuateurs infidèles imposèrent de nouveaux liens aux peuples odieusement trompés ; des institutions qu'ils voulaient douces aux humbles se figèrent en instruments d'oppression. D'autres révolutionnaires eurent à démolir lois et dogmes qui se recommandaient de ces anciens révoltés. Une vue d'ensemble sur les principales secousses religieuses, morales, intellectuelles, politiques, économiques qui ébranlèrent l'humanité, depuis l'antiquité jusqu'à la Révolution française, va d'ailleurs nous permettre de vérifier l'exactitude des diverses remarques que nous venons de faire.

De prodigieux soubresauts furent probablement ressentis à l'époque préhistorique, lorsque se répandit l'usage du feu, des premiers instruments en bois et, plus tard, des outils en pierre et en os. L'utilisation du bronze, puis du fer, l'invention des arts et de l'écriture, certaines découvertes qui modifiaient profondément le genre de vie traditionnel occasionnèrent, sans aucun doute, des bouleversements, parfois assez brusques, dans le régime individuel et l'organisation collective alors habituellement adoptés. Mais, sur ces événements, nous sommes réduits à des hypothèses, la préhistoire n'apportant que des lumières encore restreintes dans ce domaine spécialement obscur. Même concernant les débuts de l'époque historique, nous possédons trop peu de documents authentiques pour parler des révolutions qui furent un ferment de progrès. En règle générale, l'humanité s'enfonça alors dans un servage de plus en plus complet ; les rois sont des dieux que l'on croit sur parole, auxquels on obéit aveuglément ; et les travailleurs se résignent à devenir les bêtes de somme de quelques privilégiés. Ligoté par des chaînes religieuses, morales, économiques, familiales, dont le nombre et le poids s'accroissent constamment, l'individu n'est plus qu'une chose sans droits aux yeux d'un maître absolu. Loin de s'élever vers de radieux horizons, notre espèce descend vers le tréfonds de l'enfer social. Notons cependant que l'évolution humaine ne suivit point partout une marche uniforme, et que la liberté se maintint, à des degrés divers, en certaines contrées. Progrès et décadence purent aussi coexister dans des domaines différents ; le perfectionnement de l'outillage, par exemple, s'accommoda quelquefois sans peine d'une régression morale et sociale.

L'Inde si riche en ouvrages religieux et philosophi-

ques, manque presque complètement d'annales historiques. La Chine en possède et la tradition historique tient une place honorable dans sa littérature ; on peut en dire autant du Japon. Légendes et fables y occupent toutefois une place trop considérable, dès qu'il s'agit d'époques reculées. Grâce aux découvertes des archéologues, nous avons maintenant des données authentiques sur l'ancienne Egypte, ainsi que sur les civilisations assyrienne et babylonienne. Dans l'histoire de ces peuples nous trouvons de fréquentes conquêtes, de nombreux changements dynastiques, des révoltes inspirées par l'intérêt personnel ou collectif, mais point de révolution au sens élevé du mot. Certains rois, tels que Hammurabi qui gouvernait la Babylonie vers 2100 avant notre ère et le pharaon Aménophis IV (1380-1360) s'efforcèrent de faire triompher des idées morales ou religieuses qui constituaient un progrès sur les idées antérieures. Pas plus que Zoroastre, le législateur religieux de l'Iran, ou les philosophes chinois Lao-tsé et Confucius, ce ne furent des révolutionnaires.

Le bouddhisme, au contraire, fut par rapport au brahmanisme ce que la Réforme protestante devait être, plus tard, par rapport au catholicisme. En rejetant la tyrannie des prêtres et le régime des castes, Gautama, son fondateur, se posa en adversaire des autorités religieuses. Il croyait à la transmigration des âmes, mais ne parla jamais de dieu ; sa morale, toute de douceur, annonce celle de l'Evangile. Né au V^e siècle avant Jésus-Christ, le bouddhisme fut persécuté dans l'Inde son pays d'origine ; il obtint par contre un prodigieux succès au Thibet, en Chine, au Japon, en Indo-Chine, etc.. Oublieux de la vraie doctrine de Gautama, il a versé depuis dans une monstrueuse idolâtrie et les pires superstitions.

Chez les hébreux, la prédication des prophètes prit fréquemment un aspect révolutionnaire. Hostiles au formalisme et à l'hypocrisie, favorables aux pauvres, préoccupés de pureté morale, ces réformateurs furent suspects aux puissants de l'époque. Sur l'identité véritable des prophètes hébreux, sur l'authenticité des ouvrages qu'on leur attribue, l'on peut discuter ; dans ce domaine, bien des faussaires ont donné libre cours à leurs fantaisies. Quelle que soit la personnalité des auteurs, certains livres prophétiques font présager l'esprit moderne et témoignent d'une hostilité violente à l'égard des traditions établies.

En Grèce, plusieurs révolutions athéniennes furent inspirées par le goût de la liberté. A partir de 750 avant notre ère, il n'y eut plus de roi ; le pouvoir passa complètement aux mains de neuf magistrats : les archontes, et d'un tribunal suprême : l'Aréopage. Mais le peuple fut durement traité par ces nouveaux maîtres, recrutés uniquement dans l'aristocratie. En 624, paysans et ouvriers obtinrent que les jugements seraient fixés d'après des règles écrites et non d'après des coutumes imprécises et variables. Et, comme les lois rédigées par l'archonte Dracon étaient d'une dureté excessive, les troubles continuèrent jusqu'à la rédaction de lois moins inhumaines par Solon, en 594. Pour les fonctions gouvernementales, on accorda la préférence aux citoyens riches.

Dès 590, Pisistrate s'empara de la totalité du pouvoir ; il resta tyran, c'est-à-dire maître absolu, jusqu'à sa mort survenue en 527. Mais ses deux fils, Hipparque et Hippias, ne purent se maintenir. Le premier fut tué par deux jeunes gens, Harmodios et Aristogiton, qui sacrifièrent leur vie pour l'amour de la liberté ; le second, chassé d'Athènes en 510, se réfugia à la cour du roi des Perses. Clisthène, le plus ardent adversaire d'Hippias, réorganisa le gouvernement dans un sens favorable au peuple.

Une nouvelle révolution éclatera en 493, à Athènes. Profitant des malheurs endurés par la ville durant la

guerre du Péloponnèse, les nobles étaient parvenus à renverser le gouvernement démocratique. Par centaines, ils avaient exilé ou condamné à mort leurs adversaires politiques. Trente tyrans firent peser un joug de fer sur tous les citoyens. Leur règne fut rapidement si odieux que Thrasybule, revenu en Attique à la tête d'une troupe d'exilés, n'eut aucun mal à les renverser. Quelques années plus tard, en 399, la démocratie athénienne se déshonora d'ailleurs en condamnant Socrate à boire la ciguë.

Toutefois, c'est moins à cause de ses révolutions politiques, qu'en raison des transformations dont elle fut le théâtre dans le domaine des idées, que la Grèce antique tient une si grande place dans l'histoire de la civilisation. Non seulement tous les arts y furent cultivés avec un succès exceptionnel, non seulement ses poètes et ses prosateurs ont laissé de merveilleux chefs-d'œuvre, mais c'est là que naquit et se développa la pensée rationaliste, indépendante des dogmes religieux, d'où sortirent la science et la philosophie modernes. Certes, les plus fameux de ses philosophes s'attardèrent trop dans les chimères métaphysiques ; c'est eux pourtant qui montrèrent la route que prendront, par la suite, les chercheurs libres et les savants rationalistes.

À Rome, signalons la révolution de 509 avant Jésus-Christ, qui eut pour conséquence l'abolition de la royauté. Tarquin le Superbe, soupçonneux et cruel, se comportait comme les tyrans grecs. Lucius-Junius Brutus, profitant de l'indignation causée par le tragique suicide de Lucretia, souleva les romains contre lui et fit proclamer sa déchéance. Pendant quatorze ans, Tarquin s'efforcera ensuite, mais vainement, de reprendre son ancienne capitale. Sa chute ne fut pas une victoire plébéienne, mais une victoire de l'aristocratie sénatoriale et des patriciens. En conséquence, ces derniers modifièrent la constitution en leur faveur, et la misère du peuple fut extrême au début de la république.

Une lutte, qui se poursuivait, avec de longues trêves, pendant deux cents ans, s'engagea entre la plèbe et le patriciat. Parmi les épisodes révolutionnaires, il convient de signaler la retraite sur l'Aventin. Les plébéiens désertèrent Rome en masse et, s'étant réunis autour de sanctuaires non patriciens, décidèrent de fonder une ville nouvelle. Effrayé, le Sénat admit quelques-unes des réclamations formulées par le peuple. Mais c'est plus tard seulement, vers le milieu du v^e siècle avant notre ère, que fut réalisée l'égalité civile. Chargés de rédiger des lois écrites en 451, les Décemvirs exercèrent une tyrannie si odieuse qu'une révolte les chassa en 449 ; toutefois les lois édictées par eux subsistèrent. Une série de mesures prises de 445 à 300 réalisèrent l'égalité politique. Par contre l'inégalité sociale ira s'aggravant ; de plus en plus les pauvres dépendront des riches, redevenus ainsi tout-puissants.

En 133 avant Jésus-Christ, Tibérius Gracchus, homme au grand cœur et au noble idéal, fit voter, en qualité de tribun du peuple, une loi agraire, qui attribuait aux citoyens pauvres le domaine public accaparé par les patriciens. Pour se venger, le Sénat le fit massacrer sous prétexte qu'il aspirait à la royauté. Dix ans plus tard, en 123, le frère de Tibérius, Caius Gracchus, devint tribun du peuple. Lui aussi fut animé de sentiments révolutionnaires. Il voulait amoindrir la puissance des nobles au profit de la plèbe, remettre en honneur la loi de Tibérius et accorder le droit de cité à tous les italiens. Hélas ! les patriciens parvinrent à ruiner sa popularité : abandonné par la plèbe, poursuivi par ses adversaires, Caius se donna la mort en 121. Bientôt, d'ailleurs, les orgueilleux citoyens de Rome acceptèrent d'obéir à un maître absolu. Des rivalités et des insurrections militaires se succéderont pendant tous les siècles suivants ; elles sont dépourvues d'intérêt pour nous, n'ayant d'autres

raisons d'être que des inimitiés ou des ambitions personnelles. C'est en vain que Marcus-Junius Brutus avait poignardé César et combattu pour le maintien de la liberté.

Le sort des esclaves étant toujours resté déplorable à Rome, des révoltes serviles éclatèrent à différentes reprises. En 135 avant notre ère, il y eut des soulèvements en Sicile, en Attique, en Campanie, à Rome. De 104 à 99, nouveaux soulèvements en Sicile, à Thurium, à Capoue. Mais la plus importante des révoltes serviles fut celle que Spartacus dirigea de 73 à 71. Ce noble thrace, condamné à l'esclavage et destiné au métier de gladiateur, s'échappa de Capoue avec quelques compagnons, puis constitua une véritable armée. Énergique et prudent, il battit le préteur Varinius, puis les consuls Lentulus et Gellius, mais, finalement refoulé par Crassus vers le midi, il essaya sans succès de passer en Sicile. Il périt dans une suprême bataille sur les bords du Silarus. Pompée détruisit les dernières bandes d'esclaves qui fuyaient vers le nord. Une fois encore l'injustice avait triomphé.

L'introduction de l'hellénisme à Rome fut, par contre, riche de conséquences heureuses pour la pensée humaine. Parce qu'elle fit affluer en Italie les esprits façonnés par la civilisation hellénique, la conquête de la Grèce porta un coup sensible aux antiques traditions romaines. De plus en plus, la philosophie remplaça la religion dans les milieux instruits. Le grand poète Lucrèce vulgarisa la doctrine d'Epicure dans son admirable *De Natura* ; le système d'Evhémère, qui ne voyait dans les personnages mythologiques que des hommes divinisés, obtint un énorme succès. Une véritable rénovation des arts et de la littérature résultera de ce contact intime avec la Grèce. Et c'est vainement que Caton l'Ancien voudra s'opposer à l'influence hellénique, au nom des vieilles coutumes et de l'intérêt national.

Une formidable secousse fut, certes, donnée au monde par l'apparition du christianisme, mais elle n'eut rien de brusque, ni de violent. Pour atteindre son développement normal, elle exigea trois siècles au moins, et ne triompha, d'une façon durable, qu'en 313 avec Constantin. Au point de vue moral, le christianisme fut peu original ; les plus belles maximes attribuées à Jésus avaient déjà été émises par des philosophes antérieurs. Toutefois, les chrétiens eurent le mérite de populariser, chez les nations méditerranéennes, des sentiments et des idées jusque-là réservés à une élite restreinte. Au point de vue intellectuel, leur influence fut extrêmement néfaste ; hostiles à la science, à la philosophie, à toutes les libres recherches de la pensée rationaliste, ils replongèrent l'Occident, pour de longs siècles, dans les ténèbres de la foi religieuse. Grâce à la duplicité des dirigeants ecclésiastiques, l'Eglise, prétendue gardienne de la doctrine évangélique, devait s'allier, dès le quatrième siècle, aux pouvoirs civils pour maintenir les masses dans une obéissance aveugle. C'est à tort que la disparition de l'esclavage est mise à l'actif du christianisme. Persuadés que le régime économique en vigueur à leur époque ne pouvait être modifié, les Pères de l'Eglise, à l'exemple de saint Paul, se bornèrent à prêcher la résignation à la classe servile.

Les dogmes chrétiens étaient si absurdes que des discussions s'élevèrent de bonne heure à leur sujet ; des personnages aussi fameux qu'Origène et que Tertullien s'éloignèrent finalement de l'orthodoxie. Les hérésies furent prodigieusement nombreuses durant les premiers siècles ; il serait fastidieux d'en donner la liste. Rappelons néanmoins que la plus célèbre de toutes, l'arianisme, faillit vaincre le catholicisme. Non seulement elle obtint la protection de certains empereurs, mais le pape Libère finit par condamner Athanase, le principal adversaire d'Arius, et par adop-

ter des formules qui s'inspiraient des doctrines soutenues par cet hérétique. Grâce à Théodose, adversaire acharné de l'arianisme, l'orthodoxie vit son prestige renaitre dans l'empire romain. Quant au schisme qui sépara l'Eglise orientale du catholicisme, il n'eut point pour motif des querelles dogmatiques mais les prétentions outrecuidantes des papes. Dès le IX^e siècle, Photius s'insurgeait contre les procédés de l'évêque de Rome. Cette séparation, rendue complète au XI^e siècle, n'a d'ailleurs contribué en aucune façon au progrès de l'esprit humain.

Au VII^e siècle, le mouvement religieux suscité par Mahomet en Arabie se répandit rapidement en Egypte et dans le nord de l'Afrique, en Syrie, en Perse et même dans des pays aussi éloignés que l'Espagne. Cet ébranlement compte parmi les plus importants que l'histoire ait enregistrés. Mais bien que postérieur en date au christianisme, l'islamisme ne lui est pas supérieur au point de vue soit intellectuel, soit moral. A Bagdad et en Espagne, la civilisation musulmane fut florissante ; les accusations portées par les Occidentaux contre les disciples de Mahomet ne résistent pas, dans maints cas, à une étude impartiale. Néanmoins le Coran parle de la guerre dans des termes qui nous répugnent profondément ; il y voit le moyen de sanctification par excellence, celui qui ouvre le ciel au croyant de la façon la plus sûre. Le sort de la femme en pays musulman ne fait pas davantage honneur à la religion du prophète arabe.

Au moyen âge, la dure condition faite au peuple provoqua diverses tentatives d'affranchissement, par exemple celle des croquants de Normandie en 997 et celle des serfs bretons en 1024. Ecrasées brutalement dans les campagnes, elles devaient réussir dans bien des villes, surtout au XII^e siècle. Les habitants des centres urbains comprirent qu'en associant leurs efforts ils résisteraient mieux à la tyrannie seigneuriale. D'où le mouvement communal, qui revêtit des formes très différentes selon les époques et les régions. C'est au prix de combats sanglants que certaines villes secouèrent le joug féodal ; d'autres obtinrent la liberté sans recourir à l'insurrection. Malheureusement, l'accroissement de la puissance royale ruina, par la suite, l'œuvre d'affranchissement communal, qui ne fut point favorisée par les souverains, comme des historiens mal renseignés l'ont prétendu.

La lutte du sacerdoce et de l'empire, qui du XI^e au XIII^e siècle mit aux prises les papes et les empereurs, prouve que la domination ecclésiastique ne s'étendit pas sans résistance dans les pays germaniques. En premier lieu, la querelle des investitures dressa Henri IV contre Grégoire VII ; vaincu, l'empereur dut subir l'humiliation de Canossa en 1077. Un siècle après, Frédéric Barberousse fut tenu en échec par Alexandre III. Avec Innocent III (1198-1216) la papauté arrive à son apogée. De 1227 à 1250, nouvelle lutte entre l'empereur Frédéric II et le pape. En apparence, le pontife romain fut vainqueur ; en réalité, il avait usé ses forces dans une lutte sans profit. Dès le début du XIV^e siècle, il sera obligé, par l'indiscipline de ses vassaux, de se fixer à Avignon.

Après le grand schisme, qui donna au monde chrétien le spectacle de deux et même trois papes s'excommuniant mutuellement, l'esprit d'indépendance reparut dans l'Eglise. Dès 1336, Wiclef, en Angleterre, dénonça la corruption des papes et du clergé. Appliquant leurs maximes religieuses à l'ordre social, plusieurs de ses disciples réclameront même l'égalité absolue de tous les hommes. En Bohême, Jean Huss (1369-1415) préconisa un ensemble de réformes qui le font considérer, à bon droit, comme un précurseur du protestantisme. Emprisonné, puis condamné à être brûlé vif par le concile de Constance, il sut mourir en héros. Ses partisans prirent les armes ; la guerre se prolongea

jusqu'en 1436, et le concile de Bâle dut se montrer conciliant pour ramener au catholicisme la majorité des hussites.

L'invention de l'imprimerie dans la première moitié du XV^e siècle, les découvertes géographiques effectuées dans la seconde moitié du même siècle ne furent point des événements d'apparence révolutionnaire. Pourtant ils sont à l'origine de nombreuses transformations sociales, survenues par la suite. Leurs conséquences intellectuelles, morales, économiques, furent incalculables ; toutes n'ont pas été heureuses d'ailleurs, la presse étant domestiquée par les chefs trop souvent, et les richesses de l'Amérique servant surtout à alimenter le luxe de quelques potentats.

La Renaissance littéraire, scientifique, artistique et philosophique, survenue au XV^e et XVI^e siècles, fut une salutaire réaction contre l'obscurantisme théologique. Elle remit en honneur les méthodes rationalistes chères à l'antiquité, s'insurgea contre le pessimisme morose des écrivains et des artistes fidèles à la pensée catholique, se détourna d'un au-delà chimérique pour considérer avec sympathie les réalités d'ici-bas. Princes et prélats ne comprirent pas, au début, qu'elle contenait un ferment révolutionnaire ; pour acquiescer le renom de mécènes, ils protégèrent artistes et poètes. Depuis, les défenseurs du trône et de l'autel ont maudit, bien des fois, l'esprit d'indépendance issu de ce retour à l'antiquité grecque et romaine. La Renaissance eut ses martyrs, parmi les philosophes et les savants : un Vanini, un Giordano Bruno furent brûlés ; Galilée fut condamné à la prison.

Luther, Calvin, Zwingli et les autres promoteurs de la Réforme protestante furent suivis par une notable partie de l'Europe, dans leur révolte contre le catholicisme. C'est en 1520 que Luther rompit définitivement avec Rome ; quand il mourut en 1546, sa réforme était solidement établie, non seulement en Allemagne, mais en Suède, en Danemark, en Norvège. De Genève, Calvin (1509-1564) exerça une prodigieuse action sur toute l'Europe. En outre, Henri VIII d'Angleterre, sans adopter soit le luthéranisme, soit le calvinisme, rompit avec la papauté. Le principe du libre examen, qui est à la base du protestantisme, ainsi que la rébellion contre la puissance ecclésiastique, devait aboutir à des conséquences dont on ne comprit l'importance que beaucoup plus tard. Avec la Réforme, l'esprit critique et le besoin d'indépendance triomphent dans le domaine religieux.

Philippe II, qui s'était fait le champion de la cause catholique dans toute l'Europe, ne put arrêter les progrès du protestantisme dans ses provinces des Pays-Bas. Exaspérés par le despotisme politique et religieux que le roi d'Espagne faisait peser sur eux, les habitants de cette contrée se soulevèrent en 1566, sous la direction de Guillaume d'Orange, dit le Taciturne. Malgré la répression sanguinaire exercée par le duc d'Albe, malgré la défection des provinces du sud qui, en 1579, se soumirent à leur ancien souverain, malgré l'assassinat de Guillaume d'Orange en 1584, la Hollande et les autres puissances du nord continuèrent la lutte et formèrent l'état indépendant des Provinces-Unies. Cette république protestante, le premier pays d'Europe où la liberté (encore limitée il est vrai) de penser et d'écrire fut laissée aux habitants, connut au siècle suivant une merveilleuse prospérité économique et une gloire intellectuelle de premier ordre.

En 1640, une révolution, provoquée par la tyrannie de Charles I^{er} Stuart, éclata en Angleterre. La lutte fut d'abord dirigée par le parlement, puis le principal rôle passa à Cromwell, un chef militaire énergique et habile. Charles I^{er} fut condamné à la peine de mort et exécuté, le 9 février 1649 ; la république fut proclamée. Mais Cromwell substitua son despotisme à celui du roi ; en 1653, il se fit décerner le titre de Lord Protecteur et

gouverna par la suite en dictateur. Faite au nom de la liberté, cette première révolution avait surtout profité à un chef ambitieux. Une seconde révolution éclata en 1688. Chassé par ses sujets, Jacques II chercha un refuge en France; Guillaume d'Orange et sa femme furent proclamés roi et reine, après avoir promis de respecter les droits du peuple anglais, tels que le parlement les avait définis. Cette insurrection nouvelle fit prévaloir en Angleterre le régime constitutionnel et la religion protestante. Au XVIII^e siècle, le parlementarisme s'installa en maître sous la dynastie hanovrienne, par la seule force de l'habitude.

Le développement de la philosophie et de la science modernes, aux XVII^e et XVIII^e, doit être signalé. Avec Descartes, Bacon, Spinoza, la raison s'insurge contre la tradition des écoles et la philosophie léguée par le moyen âge; l'évidence remplace l'autorité d'Aristote comme critérium de la vérité; la théologie n'est plus l'oracle toujours écouté qui décide en dernier ressort. Newton, Huygens donnent une nouvelle impulsion à la physique; Denis Papin découvre le principe de la machine à vapeur, à la fin du XVII^e siècle; Lavoisier, au XVIII^e, mérite le nom de créateur de la chimie moderne. On pourrait citer bien d'autres savants fameux. Ce goût pour la philosophie rationaliste et les recherches expérimentales annonce l'époque contemporaine; il explique l'œuvre de Voltaire et des Encyclopédistes.

Nous laissons à d'autres le soin de parler de la révolution française de 1789 et des révolutions survenues depuis. Mais rappelons, en terminant, que le soulèvement des colonies anglaises d'Amérique put dans une certaine mesure servir de modèle à la révolution qui éclata chez nous. En 1776, les États-Unis proclamèrent leur indépendance; ils soutenaient alors contre leur métropole une guerre qui devait se prolonger jusqu'en 1783. La constitution qui, aujourd'hui encore régit cette nation, entra en vigueur le 4 mars 1789.

Nous ne pouvions étudier en détail chacune des grandes secousses que nous avons signalées. Pourtant, de l'examen rapide que nous en avons fait, il ressort clairement que les révolutions humaines ne se produisent pas selon un type uniforme et qu'elles ne sont pas nécessairement sanglantes, mais qu'elles ont d'ordinaire le tort capital de n'envisager qu'une libération partielle de l'être humain: tantôt religieuse, tantôt politique, tantôt économique, tantôt intellectuelle ou morale. Or, pour faire œuvre vraiment rédemptrice, une révolution doit tendre à la libération complète de l'être humain tout entier. Plusieurs d'entre elles néanmoins furent bienfaisantes et méritent d'être louées. — L. BARREDETTE.

REVOLUTION FRANÇAISE. Nous ne tenterons pas, ici, l'histoire détaillée de ce formidable événement politique et économique que fut la Révolution française. D'innombrables volumes ont été écrits sur cette époque mouvementée. Il nous suffira de l'analyser dans ses causes et ses effets, en indiquant les incidents les plus essentiels et en marquant son caractère profond.

Nombre d'auteurs ont eu le tort très grave d'examiner la Révolution française et de la juger selon leurs conceptions philosophiques et politiques. D'autres n'ont vu qu'une sorte d'imagerie d'Épinal, s'attachant aux faits auxquels ils donnaient une interprétation romantique. C'est ainsi que nous avons des historiens de gauche — aujourd'hui dédaignés — tels que Alphonse Esquiros (*Histoire des Montagnards*), ou Villiamé qui, le premier, osa la réhabilitation de Jean-Paul Marat, l'Ami du Peuple, ou, encore, Louis Blanc et Ernest Hamel, tous deux robespierristes. Mais, les historiens réactionnaires, détracteurs de la Révolution, sont légion, depuis ceux de la Restauration jusqu'à M. Louis Madelin, et, plus récemment, Pierre Gaxotte. Quant à Michelet, en dépit de sa parfaite connaissance des faits, il

apparaît comme le plus romantique, et bien de ses jugements ont dû être révisés.

Le véritable historien de la Révolution française est Albert Mathiez, infatigable chercheur, qui, à la lumière des documents, a su situer, dans leur pure vérité, les hommes et les événements! En même temps, Mathiez s'attachait à la recherche des causes économiques qui, seules — en dehors des concepts philosophiques rivaux — fournissent l'explication du drame révolutionnaire.

L'économie, en effet, est à la base du mouvement qui commence à se dessiner vers les débuts de 1789. Depuis des années, ce ne sont que plaintes et récriminations, particulièrement dans les campagnes où les paysans, accablés de dîmes, connaissent la misère atroce. De plus, les caisses royales sont vides et Mirabeau crie à la banqueroute. On sent que le vieux monde monarchiste est sapé. L'État s'affaiblit. Le Roi et sa cour ne comprennent absolument rien à la situation. D'autre part, le régime corporatif fait peser son oppression sur le monde ouvrier naissant, et le machinisme, venu d'Angleterre, risque son apparition. On commençait à exploiter le charbon, à fonder des usines métallurgiques (Le Creusot), des soieries (Lyon). Les industries du coton, de la laine, du fer, du sel, étaient en marche. Toute une petite bourgeoisie industrielle se créait.

Mais c'est surtout le monde paysan qui souffre. Tout un système abominable d'impôts l'accable et les grands seigneurs, comme les hauts dignitaires de l'Église vivent sur lui, hissés sur des privilèges arrogants. Ajoutons à cela des bataillons de robins, vivant uniquement des chicanes et dépouillant le paysan.

Au-dessus, des pensions multiples allant aux maisons royales et princières, un budget mal équilibré, des dépenses exagérées, des emprunts continus. Voilà pour les causes économiques. Mais il ne faut pas négliger l'influence des philosophes et des encyclopédistes du XVIII^e siècle. J.-J. Rousseau, Montesquieu, Voltaire agissaient profondément sur les esprits, particulièrement dans les rangs de la bourgeoisie éclairée, du petit clergé et de la petite noblesse de robe. À côté de ces trois grands destructeurs, la multitude des pamphlets, des libellés accusateurs, dévoilait la pourriture d'un régime et suscitait les colères.

Le point de départ du mouvement, c'est, au fond, la révélation du déficit, après le départ du Génévois Necker et l'entêtement du gouvernement royal à persister dans ses errements. Le parti parlementaire commence à se dresser contre la Cour. En province, l'autorité se révèle, un peu partout, comme défaillante. Des manifestations bruyantes sont annoncées dans toutes les grandes villes. Des pamphlets surgissent de tous côtés. Des clubs (un mot nouveau) se fondent. Le premier en date, c'est le *Club des Trente*, qui se réunit chez Dupont, et où l'on rencontre Mirabeau, Siéyès, Condorcet et d'autres. Et, enfin, voici les fameux cahiers de doléances qui pleuvent. Ces cahiers, venus des campagnes, sont rédigés par des magistrats de province et des curés. Il n'est que de les consulter, d'un bout à l'autre du pays; ils traduisent le mécontentement et les aspirations du petit peuple.

On décide alors la convocation des États Généraux et les élections ont lieu. Vers la fin avril, les députés arrivent à Versailles. La Révolution fait ses débuts. Car, à Paris, c'est le triomphe des agitateurs qui se retrouvent au Palais-Royal. Les clubs, dans cette enceinte, se multiplient. Des mutineries éclatent de-ci, de-là. Les députés de la droite de l'Assemblée se sentent menacés et en appellent au Roi qui ne fait rien pour les rassurer. On sent que de graves événements se préparent.

Surviennent les journées de juillet. Nous ne les tenterons pas en détail, avec l'appel de Camille Desmou-

Ils, la bagarre des Tuileries, la ruée vers les prisons et l' Arsenal. Qu'il suffise d'indiquer qu'à la vérité la Bastille n'était pas défendue et qu'on s'explique difficilement le hasard qui conduisit le peuple armé vers cette vieille forteresse royale. La vérité aussi, c'est qu'une armée de mendiants était descendue de Montmartre et que les brigands, comme on disait alors, avaient mis le feu aux barrières, terrorisant Paris. La petite bourgeoisie, les artisans, les ouvriers s'armaient beaucoup plus contre ces brigands et contre les mercenaires étrangers que contre le Roi. Toutefois, le renvoi de Necker, alors populaire, fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Pendant trois nuits, la population parisienne fabriqua des piques. Des patrouilles de patriotes sillonnaient les rues, entraient dans les maisons, veillaient sur la sécurité de la ville. Des bandes pillaient les armuriers. Le 14, au matin, toutes ces bandes se dirigent vers la Bastille où tenait M. de Launay, à la tête d'une petite garnison. Tout d'abord, le gouverneur semble céder aux sommations de la foule, fait retirer les canons, consent à recevoir des représentants de cette foule qui visitent la forteresse. Puis la foule essaie d'entrer ; elle tente de mettre le feu à l'une des tours, d'abattre les portes à coups de hache. La garnison prend peur et tire. Puis, de plus en plus apeurée, elle se révolte contre le gouverneur qui doit se soumettre. Ainsi tombe la Bastille. La foule se précipite. Elle trouve dans la vieille prison sept prisonniers, dont deux fous. C'est tout. Mais la Bastille était comme le symbole de l'oppression et, pour la première fois, le peuple ivre de joie, se sentait vainqueur de l'autorité.

Des siècles de servitude et de misère avaient fait à tous ces hommes des âmes dures. Il s'en suivit des représailles sanglantes. On tranche la tête de Launay. Mais de Launay était un tripoteur avare et voleur, connu comme tel dans le quartier Antoine. On abattit Flesselles, prévôt des marchands. Mais Flesselles s'était moqué de la population et était complice de de Launay. Quant à Berthier et Foulon, ils étaient tout désignés à la vindicte populaire, comme accapareurs et affameurs.

Au fond, le nombre des victimes de la vengeance du peuple n'est pas considérable et les historiens réactionnaires ont systématiquement monté en épingle ces « horribles forfaits ».

La Cour, altérée, n'eut même pas l'idée de réagir. Elle laissa Bailly s'installer, triomphant, à l'Hôtel de Ville et rejeter la cocarde blanche pour lui substituer la cocarde tricolore. Cependant, le Roi demeurait sympathique. Nul ne songeait à l'attaquer. La Monarchie paraissait à tous intangible. Toutefois, la prise de la Bastille faisait naître tous les espoirs de libération. En province, quand on apprit la chute de la forteresse, ce fut une explosion de joie. Partout, on prend les armes. La Révolution est en marche.

A Versailles, l'Assemblée discute sur la Constitution. Elle supprime la plupart des privilèges (Nuit du 4 août) et acclame le Roi, *restaurateur de la liberté française*. A Paris, les clubs s'agitent. Des hommes nouveaux apparaissent. Des journaux voient le jour. A ce moment, l'Assemblée se coupe en deux : d'un côté, les modérés ; de l'autre, les révolutionnaires. Le 30 août, une émeute éclate à Paris, que la garde nationale, commandée par La Fayette, disperse brutalement.

La Cour, mal conseillée, croit alors pouvoir tenir tête. Elle fait entrer à Versailles le régiment de Flandre auquel elle ménage une réception scandaleuse, au cours de laquelle la reine, Marie-Antoinette, ne craint point de danser avec des soudards ivres, parmi les cris de : « A bas l'Assemblée ! ». A Paris, l'impression est profonde. La révolte, de nouveau, gronde dans les rues. De plus, c'est la misère qui continue. On fait la queue aux portes des boulangeries. Et le duc d'Orléans,

prétendant à la couronne, distribue l'argent, lance ses agents. Mais, selon le maire Bailly, l'autorité royale aurait organisé, elle-même, des pillages qui, empêchant le ravitaillement, conduisaient le peuple de Paris à la famine. Qu'espérait la Cour ?

La riposte ne se fit pas attendre. Les clubs tonnèrent. Les femmes se mirent de la partie. Formées en cortège et ayant à leur tête l'huissier Maillart, un des vainqueurs de la Bastille, elles se mirent en route pour Versailles.

Au moment où elles arrivaient à Versailles, le Roi chassait dans les bois de Verrières. Il venait de repousser la Déclaration des Droits de l'Homme. Il avait l'âme paisible. La Reine était à Trianon. Le ministre, comte de Saint-Priest, proposait de faire marcher la troupe sur les femmes. Necker s'y opposa. Alors, des femmes envahirent l'Assemblée et d'autres se jetèrent vers le château. A l'Assemblée, les députés se sentaient impuissants. Robespierre monta à la tribune pour défendre les femmes. Déjà, il commençait à donner sa mesure, et Mirabeau qui l'observait avec curiosité, disait : « Cet homme ira loin, il croit ce qu'il dit ».

Finalement, le Roi donna son consentement à la Déclaration. Mais le château était envahi. La Fayette, accouru de Paris et, ayant tout apaisé, était allé se coucher. Mais, au matin, les portes du château sont enfoncées. Les femmes pénétrèrent dans les appartements de la Reine, qui s'enfuit par un couloir dérobé. Des gardes du corps sont massacrés. La Fayette surgit ; il apparaît au balcon, flanqué du Roi, de la Reine et des enfants. Un immense cri retentit : Le Roi à Paris ! Il faut s'incliner. La garde nationale fait escorte à la famille royale. Les femmes reviennent triomphantes dans la capitale avec le boulanger, la boulangère et le petit maitron. On crie partout : Vive la Nation ! Le Roi, conduit à l'Hôtel de Ville, fait triste figure.

Désormais, il va s'installer aux Tuileries. Là, il est sous l'œil et dans les mains du peuple.

Quelques jours après, l'Assemblée déclare que les biens du clergé étaient à la disposition de la Nation. C'est Talleyrand qui est l'auteur de cette proposition. Puis l'assignat est décrété. Il jouera un rôle terrible pendant toute la Révolution, sans amener une amélioration au sort des malheureux citoyens, en proie à la plus affreuse disette.

Nous avons parlé des journaux. Ils vont exercer une action de plus en plus prépondérante sur le peuple. Ce sont, d'abord, les brûlots de Camille Desmoulins : *Discours à la Lanterne*, *La France Libre*. Camille va lancer bientôt : *Les Révolutions de France et de Brabant*. Puis, *Les Révolutions de Paris*, de Prud'homme et Loustalot, *L'Orateur du Peuple*, de Fréron, et, surtout, *L'Ami du Peuple*, de Marat. Marat, c'est l'œil du peuple ; il clame furieusement ce qu'il croit être la vérité ; il dénonce les ennemis de la Nation. Tour à tour, Bailly, La Fayette, Necker sont les objets de ses accusations, d'ailleurs justifiées. Il est poursuivi, traqué par toutes les autorités, défendu par les clubs, au premier rang les Cordeliers, avec Danton. L'influence qu'il va exercer sera formidable. Ce savant, auquel on doit de nombreuses découvertes, notamment dans le domaine de l'électricité médicale, est inouï d'activité et de passion révolutionnaire. On peut affirmer que, durant ses premières années, alors que Robespierre se cherchait encore, il fut l'âme de la Révolution.

Cela nous amène à la tentative de fuite de Varennes. Le Roi est arrêté, ramené à Paris. Mais l'effet produit est des plus fâcheux sur l'esprit populaire. On accuse la Reine de l'avoir conseillé et de pactiser avec l'ennemi. Elle est sans cesse accusée et bafouée. On l'appelle déjà : l'Autrichienne. Cette fuite avortée de Varennes a fait beaucoup contre la Monarchie.

Les événements se précipitent. Barnave fait voter le fameux décret obligeant les prêtres à prêter serment

à la Constitution. Mirabeau, qui était l'idole du peuple, se rapproche de la Cour. La Fayette de même. Mais l'Ami du Peuple veille. Il dénonce les trahisons. Le Roi, dans son palais des Tuileries n'est plus qu'un prisonnier. On demande, au club des Jacobins, sa déchéance ; ce club est issu, après scission, de la société fondée par les premiers Constituants. Il n'allait pas tarder à devenir tout puissant et à rallier toutes les énergies révolutionnaires. En face des Jacobins, les Cordeliers se montrent aptes aux coups de force et aux émeutes. Ils avaient d'ailleurs un sens aigu des besoins du peuple et ne perdaient pas de vue les nécessités économiques. C'est à eux qu'on doit, en 1791, les grèves des charpentiers, des typographes, des chapeliers, des maréchaux-ferrants, etc...

L'Assemblée s'était prononcée contre les ouvriers et elle votait la fameuse loi Le Chapelier, réprimant sévèrement toute coalition tendant à imposer un salaire aux patrons. Ainsi l'Assemblée devenait de plus en plus réactionnaire.

De son côté, La Fayette interdisait tout cortège. Les journalistes révolutionnaires, sentant le péril, redoublaient d'attaques. Le peuple fut convié à signer une vaste pétition, au Champ de Mars, sur l'autel de la Patrie. On prit pour prétexte la pendaison de deux individus cachés sous l'autel et que la foule qualifiait de brigands, pour appliquer la loi martiale. La foule résista. Puis ce fut la fusillade. Marat, les jours suivants, estimait, dans son journal, qu'il y avait eu quatre cents morts.

Pour la première fois depuis la prise de la Bastille, la troupe tirait sur le peuple. Ce ne devait pas être la dernière.

L'épouvante règne sur Paris. Mais l'Assemblée avait reçu le coup mortel. Elle n'était plus en communion avec la Révolution. Sur quoi Robespierre fit décréter qu'aucun des Constituants ne pourrait être réélu. Quant au Roi, il paraissait triompher. Il était armé du veto. La Révolution, abandonnée par ses journalistes, semblait bien malade. Marat jetait un cri d'alarme et se réfugiait en Angleterre. Camille Desmoulins, lui-même, cédait au désespoir. Lousdrot se taisait. L'heure était tragique.

Les élections eurent lieu dans le milieu de 1790, parmi de nombreuses abstentions. Le 1^{er} octobre, la Législative se réunit. Il y avait 745 députés, pour la plupart jeunes et ardents. Presque tous inconnus, d'ailleurs. L'élément le plus agissant et remuant se composait des députés de Bordeaux : les Girondins, flanqués de Brissot et de Condorcet, élus de Paris. L'un d'entre eux va émerger et faire presque oublier Mirabeau : c'est Vergniaud.

Cependant, la vie économique est de plus en plus précaire, aussi bien à Paris qu'en province. La récolte s'annonce mal. On manque de pain et de sucre. La foule affamée assiège et pille boulangeries et épiceries. Un peu partout on signale des bagarres, des coups de main. La Jacquerie semble renaitre et s'étendre, et l'inflation poursuit ses ravages.

Déjà la bourgeoisie s'installe dans la Révolution qu'elle va escamoter à son profit. Par bourgeoisie, il ne faut pas entendre une classe homogène. Les profiteurs de la Révolution sont généralement des fonctionnaires, des agents de cette Révolution, des miséreux d'hier, tripotant sur les fournitures, sur les assignats, touchant de tous côtés. Ce sont ceux-là qui constitueront, avec les débris de l'ancienne, la nouvelle bourgeoisie qui connaîtra la toute-puissance durant le XIX^e siècle.

Quelques-uns des hommes les plus représentatifs de la Révolution sont, d'ailleurs, soupçonnés de vénalité et de trahison. On accuse Danton d'avoir touché de l'argent anglais. Albert Mathiez, documents en mains, a montré de quoi ce tribun vendu était capable et ses

contradictaires ont dû s'incliner (voir Louis Madelin). Mirabeau est également un homme d'argent et il en reçoit aussi bien de la Cour que de l'Anglais. Parmi les agitateurs, combien de personnages louches, provocateurs et policiers !

À l'extérieur, la situation est tendue. Les émigrés de Mayence, de Coblenz, se répandent en menaces. Ils escomptent une prompt revanche. Les deux frères du Roi publient un manifeste anonyme. Le Roi se montre indécis. Il est conseillé par les Lameth, par Barnave, par Dupleix, les auteurs de la Constitution. Et, d'autre part, la lassitude commence à gagner le peuple.

Cet état d'esprit et ces incidents ne vont pas tarder à provoquer la guerre. Cette guerre, les Girondins la désirent, l'appellent de tous leurs vœux. Ce sera un dérivatif puissant. C'est Brissot, surtout, qui, pendant des mois, s'efforcera d'habituer les esprits à l'idée de guerre. Il est soutenu par Vergniaud, par Isnard. Seul, Robespierre résiste. Mais il est impuissant devant cette sorte de psychose et ne trouve devant lui que des hommes qui rêvent d'imposer par la force l'idée révolutionnaire. Il n'est question que d'abattre les tyrans et de proclamer la guerre sainte. Mais, à la vérité, ce ne sont pas les révolutionnaires — ceux qu'on appellera plus tard les Montagnards — qui prêchent la guerre ; ce sont les hommes de droite, les têtes chaudes de la Gironde. Et la Cour, un instant rebelle, finira par s'incliner. Le ministre, Narbonne, du reste, s'affirme d'accord avec les Girondins. Il va si loin que Louis XVI, pour une fois clairvoyant, décide de le renvoyer.

C'est alors que Vergniaud prononce son fameux discours, dénonçant les Tuileries, et menaçant la Cour du glaive de la Loi. Discours sensationnel. Les rares hommes qui demeurent pacifistes sont débordés. Le ministère s'effondre. Il sera remplacé par le ministère girondin avec Roland, Clavière, Dumouriez. Et un ultimatum est adressé à l'Autriche.

Le 20 avril 1792, le Roi, devant l'Assemblée, propose de déclarer la guerre au « Roi de Hongrie et de Bohême ». Cette proposition est votée presque à l'unanimité, parmi les acclamations. Mais, il ne faut pas l'oublier, c'est le Roi qui fait voter ce décret. D'accord, avec Marie-Antoinette, il espérait que l'ennemi serait à Paris avant peu et qu'il le rétablirait dans ses privilèges.

Les débuts, d'ailleurs, sont terribles. Biron et Dillon se font battre effroyablement. Les fuyards croient à la trahison et massacrent Dillon. Les Girondins, furieux, dénoncent les lâches et s'en prennent aux prêtres non assermentés. Puis ils licencient la garde constitutionnelle du Roi et laissent se former, au Champ de Mars, un camp de 20.000 fédérés, fidèles à la Révolution et venus de tous les coins des départements. Du coup, le Roi se trouvait isolé, sans défenseurs. Mais, conseillé par la Reine, il résiste. Les Girondins commencent à songer à une journée d'émeute.

Les faubourgs sont armés. Les agitateurs habituels font leur réapparition. Le 20 mai, la foule se dirige vers les Tuileries, où elle pénètre. Le Roi est obligé d'accueillir les émeutiers. Mais la « journée » demeure sans conclusion. Vers le soir, la foule, fatiguée, se retire.

La Gironde prépare aussitôt sa revanche. De nouveaux soldats patriotes sont appelés, en grand nombre, à Paris. Les 48 sections de Paris sont décrétées en permanence. Le 11 juillet, l'Assemblée déclare la Patrie en danger. Un Comité d'Insurrection est constitué, qui se réunit soit au Soleil d'Or, place de la Bastille, avec Santerre, Chaumette, Chabot, Fournier l'Américain ; soit chez Duplay, le menuisier de la rue Saint-Honoré, qui héberge Robespierre. C'est Robespierre qui rédige les pétitions réclamant la déchéance du Roi. Danton, lui, est absent de Paris. On ne le reverra qu'à la veille de la bataille. Pétion est maire de Paris. Mais il sera débordé par la Commune insurrectionnelle.

Les Tuileries étaient défendues par neuf cents Suisses et trois cents chevaliers de Saint-Louis. Les gendarmes et les gardes nationaux pactisaient avec les insurgés. Mais, dès les débuts de l'action, le Roi et la Reine, pris de peur, abandonnent le Palais et viennent chercher refuge à l'Assemblée. Pendant ce temps, on se battait. A l'Assemblée, le Roi ordonne aux Suisses de se retirer. Le château est envahi et incendié. Paris, pris d'une sorte d'ivresse, renverse les statues des rois, fait disparaître les fleurs de lys, saccage les monuments qui rappellent la monarchie. A l'Assemblée, la suspension du Roi est votée, ainsi que son emprisonnement au Luxembourg. Mais la Commune proteste ; elle s'empare de la famille royale et la conduit au Temple.

Un nouveau ministère est formé. Il offre cette particularité que l'agitateur Danton prend le portefeuille de la Justice. Il va très vite devenir le maître.

La Commune, cependant, est encore plus maîtresse que Danton. Elle décide que la future Convention sera élue au suffrage universel, que les prisonniers condamnés pour pillage seront libérés, que les grains seront taxés, qu'un tribunal révolutionnaire jugera les traîtres et les royalistes. Tout cela, la Commune l'impose à la Législative ; mais elle n'agit que sous la pression populaire.

Sur le théâtre de la guerre, les nouvelles ne sont pas rassurantes. Longwy capitule. Verdun capitule. Les Prussiens s'avancent sur Chalon. La route de Paris est ouverte. Les Girondins atterrés parlent de transporter le gouvernement en province, à Bordeaux (déjà !). La Commune, elle, réagit. Elle a, à sa tête, Huguenin, Rossignol, Manuel, Hébert, Panis, et derrière elle Marat, l'Ami du Peuple. Elle prétend lutter contre l'invasion par la terreur. Ce sont les massacres de Septembre en perspective.

Ces fameux massacres, presque tous les historiens les ont flétris, mais que sont-ils en regard de la Saint-Barthélemy et des guerres atroces de religion ? Les Parisiens, d'ailleurs, avaient d'excellentes raisons pour se débarrasser des nobles, des prêtres, des parents d'émigrés qui, à travers les grilles des prisons, ne cessaient d'injurier les révolutionnaires et d'appeler de tous leurs vœux l'invasion prussienne. Tous, du reste, depuis Roland et les Girondins jusqu'à Marat et Hébert, étaient d'accord pour donner la parole au peuple. Certains s'élevèrent plus tard, hypocritement, contre ces massacres. Mais ils les ont permis et même justifiés. Danton, ministre, a laissé faire. Nulle réaction contre ce lessivage sanglant.

Les prisonniers sont immolés à l'Abbaye, aux Carmes, à la Force, au Châtelet. Des tribunaux sont improvisés qui s'efforcent de respecter les formes légales. Les prisonniers sont appelés et jugés. C'est l'huissier Mailhart, vainqueur de la Bastille, héros des journées d'octobre, qui préside avec fermeté à l'Abbaye et sauve nombre de prisonniers.

Cela dure quatre jours. Des évêques, des prêtres, des anciens ministres, des courtisans sont mis à mort. Le 9 septembre, Fournier l'Américain, qui conduisait un convoi de prisonniers à Versailles, les laisse massacrer par les patriotes.

Ces événements sanglants, suivis d'autres massacres en province ont pour résultat d'épouvanter l'ennemi et les contre-révolutionnaires. Les sans-culottes qui partent aux armées se sentent rassurés sur le sort de leurs femmes et de leurs enfants. Et, tout à coup, ce fut Valmy. Les Prussiens reculaient. Ce même jour, la Convention se réunissait. Robespierre, Marat, Collot d'Herbois, Tallien, Billaud-Varenne, Camille Desmoulins, Danton, Panis, Legendre, Sergent en faisaient partie ainsi que les Girondins, presque tous réélus et augmentés de Buzot, Lanjuinais, Pétion, Roland, Barbaroux.

La Révolution entre dans une ère nouvelle.

Le premier soin de la Convention fut de proclamer

l'abdication de la royauté. Nous voici en l'an I de la République. Mais, dès les débuts, les désaccords se manifestent entre la Gironde et la Montagne. Les Girondins sont des bourgeois, lettrés et artistes, voltairiens et anticléricaux ; ils se méfient de la Commune et estiment que, du moment qu'ils ont le pouvoir, la Révolution ne doit pas aller plus loin.

Les Montagnards, eux, sont plus près du peuple et, pour la plupart, se réclament de Jean-Jacques. — Les Dantonistes formant un groupe à part. Ils sont vaguement socialistes, encore que le mot n'existe pas et qu'on ne parle guère que de loi agraire. Ils combattent pour les pauvres. Ils sont, d'ailleurs, poussés, l'épée dans les reins, par les hommes de la Commune et par le groupe des Enragés qui s'affirment communistes et que mène Jacques Roux.

La bataille ne va pas tarder à s'engager entre les deux fractions de l'Assemblée qui se jettent à la tête les pires accusations. Les Girondins, d'abord, essaient de lutter contre la Commune et s'attaquent au trio Marat, Danton, Robespierre qu'ils accusent d'avoir voulu Septembre. Ils ont affaire à très forte partie. Danton, seul, par sa vénalité et les opérations effectuées lors de son passage au ministère, prête le flanc. Il se défend mal. La Convention le condamne moralement en lui refusant son quitus. Mais les Girondins n'osent poursuivre leurs avantages.

Vers la fin de l'année, la Commune est renouvelée et les Girondins réussissent à introduire un des leurs. Seulement, Chaumette et Hébert étaient, l'un procureur général, l'autre syndic. Au fond, la Gironde, maîtresse du Pouvoir, s'avérait sans force comme sans prestige. Son impopularité augmentait tous les jours, pendant que les Jacobins apparaissaient comme les arbitres de la situation.

C'est alors que s'engage le procès du Roi. Les Montagnards n'avaient qu'une idée : guillotiner le Roi pour sceller l'union des véritables républicains. Quant à ceux qui refuseraient de voter la mort, on aurait le droit de les considérer comme des traîtres et des amis de la contre-révolution. Les Girondins ne surent pas voir le piège qui leur était tendu. Ils essayèrent de sauver la tête royale, mais ils reculèrent au moment de s'engager nettement, usant de procédés maladroits. L'heure n'était plus à l'indulgence et quand Marat réclama le vote public et l'appel nominal, il était impossible de reculer.

Le roi fut condamné, après avoir comparu deux fois : les 11 et 26 décembre, et avoir été assisté par Tronchet. De Sèze, Malesherbes. Par 683 voix, Louis Capet fut déclaré coupable de conspiration contre la sûreté générale de l'Etat. Le vote dura vingt-six heures parmi les applaudissements ou les huées de la foule des spectateurs. En réalité, c'était bien le peuple qui condamnait et obligeait les Girondins à condamner. Ces derniers employèrent tous les moyens pour sauver la tête du Roi. Danton, tout en hésitant, s'associa par instants à eux, fidèle à la promesse qu'il avait faite à Lameth de tenter d'épargner le Roi. (Voir les mémoires de Théodore Lameth). Là-dessus, on fit la découverte de la fameuse armoire de fer bourrée de documents compromettants pour la Cour. Dès lors, la cause était entendue.

Autour de l'exécution de Louis, les royalistes ont établi la légende du Roi-Martyr. En réalité la prison du Temple lui fut assez douce. On est stupéfait aujourd'hui quand on consulte les comptes de la Commune, de voir ce que ce monarque, un ogre véritable, e pu consommer de vivres — et parmi les meilleurs — à une époque où le peuple parisien était en proie à la plus affreuse disette.

Les manœuvres des Girondins, leur tentative d'appel au peuple les perdirent définitivement dans l'esprit public, cependant que la Commune de Paris, qui re-

présentait les petites gens et les intérêts populaires, se fortifiait de jour en jour. Furieux, les Girondins s'en prirent aux Montagnards, et poussèrent la maladresse jusqu'à s'attaquer à Danton. Ils réclamaient par la voix de Guadet, des poursuites contre les auteurs des massacres de Septembre. C'était là ouvrir un dangereux débat.

Pendant que se déroulaient ces luttes, en dépit du clairvoyant Marat, qui avait déclaré tout d'abord qu'il fallait faire confiance à la Convention, la situation financière et économique s'aggravait. Cambon déclarait un déficit de 116 millions. Les dépenses de guerre s'élevaient à 228 millions. Impossible de combler ce gouffre. Les Montagnards conseillaient de prélever les frais de la guerre sur les fortunes acquises et de voter de nouveaux impôts. Mais les Girondins ne voulaient rien entendre. Ils avaient peur de ce qu'on n'appelait pas encore le socialisme, mais la « loi agraire ». D'autre part, ils laissaient les tripotages les plus éhontés se poursuivre avec la vente des biens du clergé, estimés à 2 milliards. Et ils faisaient « suer » les rentiers au profit des commerçants. Quant aux salariés, ils recevaient environ 20 sous par jour, alors que le pain coûtait environ 8 sous la livre, quand il y avait du pain et que le blé circulait.

D'un côté, misère des travailleurs, de l'autre côté, luxe insolent des profiteurs et nouveaux riches. Et la République était à peine à son aurore.

Les plaintes contre les fraudeurs affluaient de tous les coins de province. L'un des plus dénoncés était le fameux abbé d'Espagnac, protégé par Danton. Un autre était le juif Benjamin. Cambon s'écriait : « Cette race dévorante est pire encore que sous l'ancien régime ». Tous les Girondins faisaient la sourde oreille.

On comprend, dès lors, que les masses ouvrières aient chargé la Gironde de leur haine. La Montagne, du reste, ne paraissait pas comprendre davantage la situation. Les Jacobins ne bougeaient point. Il fallut l'action de la Commune et des sections parisiennes pour poser le problème de la vie et réclamer la taxe. Jacques Roux, orateur populaire, meneur de la section des Gravilliers, porte-parole des pauvres, n'hésitait point à attaquer la Convention entière. Il l'engageait à réprimer l'accaparement. A ses côtés, Varlet installé sur la terrasse des Feuillants, haranguait la foule, accusait les Jacobins. Il s'intitulait « apôtre de la Liberté ». Derrière ces deux hommes qui représentaient les intérêts et les désirs des pauvres gens, il y avait le club des *Enragés*, dont l'influence se faisait de plus en plus sentir. Chose curieuse, Marat se refuse à les servir; Hébert les soutient mollement. Toutefois, les Montagnards sont obligés de faire des concessions. Mais la vie chère persiste. Et c'est de cela que vont mourir les Girondins.

Au dehors, la guerre continuait. Les pays voisins étaient envahis. On touchait à la guerre de conquêtes. On annexait des territoires. Les généraux décidaient, et il fallut que Cambon s'élève véhémentement contre ces méthodes pour que la Convention vit le péril. Cependant, elle ne tenta rien de sérieux. Là-dessus se forma la première coalition contre la France révolutionnaire. Les positions conquises en 1792 furent perdues. La Belgique fut évacuée. Les Autrichiens et les Prussiens avancèrent. Et Dumouriez passa à l'ennemi. Danton, qui se trouvait alors à l'armée, fut accusé de complicité. Il riposta en accusant Brissot et ses amis. La Montagne le soutint enalégreusement. De cette bataille sortit le Comité de Salut-Public, où figuraient Danton et son ami Delacroix.

La disette s'aggravait. Le peuple souffrait de la faim. Des émeutes éclataient. Des épiceries étaient pillées. Des pétitions parvenaient, nombreuses, à la Convention et Jacques Roux approuvait publiquement les pil-

lages. La « loi agraire » et le partage des biens étaient prêchés un peu partout.

C'est alors que surgit la révolte de la Vendée. Grave péril pour la République. Prêtres et Chouans donnaient la main aux Anglais pendant que les émigrés suivaient Autrichiens et Prussiens. Jamais la France ne fut aussi près de la mort.

A Paris, les *Enragés* imposent aux Montagnards, qui se rendent enfin compte du danger, des mesures radicales : cours forcé de l'assignat, maximum des grains, etc... En même temps, ils constituent des comités de surveillance pour « tenir en respect et surveiller les autocrates ». Ils amorcent, peu à peu, le redoutable Tribunal révolutionnaire. Nous entrons ainsi dans la période de la Terreur.

En réalité, dès la Législative, on peut dire que l'histoire de la Révolution n'est faite que des luttes, parfois sanglantes — comme à Lyon, avec Châtier — des pauvres et des travailleurs, aux vagues aspirations communistes, et des riches, profiteurs, exploités du nouveau régime. Cela durera jusqu'à Babeuf, dernier apôtre de la classe ouvrière.

Les Girondins, bourgeois lettrés et artistes, tous ou presque tous fortunés, issus de la bourgeoisie et de la petite noblesse, apeurés devant les nécessités révolutionnaires, devaient fatalement succomber. Du reste, ils accumulaient les maladresses, menaçant Paris (discours du fameux Isnard), parlant de siéger en province, etc...

Le 12 avril, Guadet, fort mal inspiré, réclamait un décret d'accusation contre Marat. L'Ami du Peuple, dans son journal, avait justifié quelques pillages de boutiques. Renvoyé devant le tribunal, il fut acquitté et triomphalement porté sur les épaules des gens du peuple à la Convention. Les Girondins furent atterrés.

Quelques jours après, les sections de Paris apportaient à la Convention une pétition contre les chefs de la Gironde. Vingt-deux d'entre eux étaient désignés. La Commune, les Jacobins, Robespierre, soutinrent les sections. Robespierre allait même jusqu'à faire sienne la politique économique des *Enragés* et à dénoncer la propriété qu'il subordonnait à l'intérêt social.

La Gironde résistait, malgré tout. Elle décidait de casser les autorités parisiennes. Or, la Commune était, à Paris, la seule force véritablement organisée. Elle avait en mains la garde nationale et les sections. N'importe. Les Girondins firent voter une commission des Douze, dirigée contre la Commune et qui, pour ses débuts, ordonna l'arrestation d'Hébert, de Varlet, de Dobsen, juge au tribunal révolutionnaire. La Commune, furieuse, vint protester à la barre de la Convention et s'attira une riposte d'une violence maladroite d'Isnard, menaçant sottement la capitale de la France de destruction. Cette fois, c'était bien la guerre civile.

Robespierre, aux Jacobins, appelle le peuple à l'insurrection; Marat réclame la déchéance des Douze. Camille attaque furieusement Brissot et la Gironde. Finalement la Convention fait remettre Hébert, Varlet, Dobsen en liberté. Aussitôt, Dobsen convoque les sections à l'Évêché, où siègent les *Enragés*. Un Comité insurrectionnel secret est nommé. Le 31 mai, l'insurrection est déclenchée. Hanriot est nommé chef de la Garde Nationale. Les Jacobins se rallient au Comité insurrectionnel. Le 31 mai, les pétitionnaires se dirigent vers l'Assemblée. Ils réclament une armée révolutionnaire, le pain à trois sous la livre, des taxes sur les riches, l'arrestation des suspects, le licenciement des nobles, officiers, etc... Ils pénètrent dans l'enceinte de la Convention. Les Girondins protestent. Robespierre intervient. Mais cette journée n'eut rien de décisif.

Ce n'était, du reste, que partie remise. Le Comité révolutionnaire agissait. Il faisait arrêter Roland. Puis, le 2 juin, il envoyait Hanriot à la tête de la force

armée contre la Convention, 80.000 hommes environnèrent l'Assemblée et les Tuileries. Les pétitionnaires réclamaient l'arrestation des 22 et des 12, Barrère protesta contre les mesures adoptées par le Comité insurrectionnel et Danton l'appuya. Tout cela en vain. Comme la Convention se dressait pour essayer de sortir, Hanriot commanda : « Canonniers, à vos pièces ! » L'Assemblée rebroussa chemin. C'est alors que Canbon intervint, appuyé par Marat. Les Girondins, vaincus, furent livrés. La Montagne triomphait.

Cette journée du 2 juin est des plus importantes et des plus décisives dans l'histoire de la Révolution française. Le 10 août n'était dirigé que contre la Monarchie. Le 2 juin, c'est la véritable Révolution qui s'annonce et c'est une classe qui est vaincue. Mais le parlementarisme est aussi atteint. L'heure de la dictature ne va pas tarder à sonner.

Les Girondins sacrifiés — les uns envoyés à l'échafaud, les autres en fuite, traqués dans les départements — les choses vont se précipiter. Les fractions de la Montagne entreront en lutte les unes contre les autres. Les mêmes problèmes économiques se poseront avec plus d'acuité encore. En réalité, les Girondins, pâles républicains bourgeois, étaient, pour la plupart, des hommes probes et sincères dans leurs colères et leurs haines. Du côté Montagnard, il est des profiteurs mêlés aux purs, des individus louches, principalement parmi les Dantonistes. Aussi la bataille va-t-elle se continuer. Notons aussi que Robespierre, Saint-Just et leurs amis, s'ils font alliance avec ceux qu'on appelle, déjà, des anarchistes, les Enragés; que si Hébert, Chaumette et les gens de la Commune consentent également à ces alliances, c'est parce que les uns et les autres sont poussés par les nécessités de l'heure et qu'ils sentent leur popularité battue en brèche par le mécontentement du peuple ouvrier. Mais, chaque fois qu'ils peuvent s'évader et s'affirmer défenseurs de la propriété, ils ne manquent pas l'occasion.

C'est, pourtant, Saint-Just qui proclame que « l'opulence » est dans les mains des ennemis de la Révolution et que les besoins mettent le peuple dans la dépendance de ses ennemis. « C'est encore lui qui affirmera qu'il fallait appauvrir les ennemis du peuple. » Robespierre, lui-même, va assez loin dans ce sens. Ils touchent au communisme, entrevoient la Révolution sociale. Mais ils s'arrêtent en chemin, indécis. L'obstacle : Propriété, est là. Il faudra tout le dix-neuvième siècle industriel et la croissance du prolétariat pour que le problème soit nettement posé.

Hébert et la Commune se montrent aussi perplexes que les Jacobins. Marat, l'Ami du Peuple, qui, pourtant, a prêché le pillage, se dresse contre Jacques Roux et les Enragés. Il y a, en lui, un instinct sûr qui le fait se ranger toujours du côté des petits, prendre la défense des faibles, mais il considère la propriété comme sacrée. Pour lui, la propriété conditionne la liberté. Il ne voit pas, et Robespierre, Saint-Just, Hébert, ne le voient pas davantage, que la propriété a changé de mains, qu'une nouvelle aristocratie de la richesse vient de s'installer parmi les troubles et la misère de la Révolution. Cela Babeuf, après Thermidor, le verra et le dira clairement. En 1833, il est trop tôt pour qu'on comprenne. C'est là l'excuse des Jacobins et des Hébertistes. Une révolution sociale et économique leur paraissait grosse de dangers et d'imprévus et ils n'étaient pas loin de considérer les Enragés, les partisans du communisme et du partage des biens, comme des hommes suspects, manœuvrant à coups de surenchère.

Il y a aussi, à cette heure grave, des rivalités de personnes. C'est l'éternelle loi des révolutions. Quelle fraction l'emportera sur l'autre ? Quel groupe aura vraiment le pouvoir ? Il faut, d'une part, sacrifier à certaine démagogie, se tenir près des couches populaires en continuelle effervescence et, d'autre part, demeu-

rer les gardes vigilants de l'ordre révolutionnaire. Cela explique les tergiversations des hommes, leurs hésitations, leurs apparentes contradictions. Toujours est-il que les Girondins vaincus, les Dantonistes déjà suspects et inclinant à la clémence, plusieurs courants sont aux prises : la Commune, les Jacobins, l'Évêché. Qui l'emportera ?

Il ne faut pas négliger la situation extérieure : succès des Vendéens, défaites aux frontières, trahisons militaires qui se multiplient, esprit de conquête, etc., et la situation intérieure, c'est-à-dire la famine parvenue à son plein épanouissement parmi les désordres, les émeutes, les accaparements, les tripotages de certains révolutionnaires d'hier.

Au pouvoir, une Convention diminuée, qui vient, il est vrai, de se débarrasser de la fraction bourgeoise que représentaient les Girondins et deux Comités sans grande autorité : Sécurité générale et Salut Public. D'autre part, les Girondins harcellent la province, fomentent des révoltes au nom du fédéralisme, s'allient aux royalistes, menacent Paris. L'heure est pleine de périls. Le Midi se soulève. La Corse se soulève. Bordeaux, Lyon se soulèvent. Le jeune Comité de Salut Public, dont les pouvoirs sont constamment discutés à la Convention, principalement par les Dantonistes, fait face à la situation. Il expédie des commissaires aux armées et en province, frappe les généraux traîtres ou maladroits. Mais il compte, malheureusement, dans son sein des modérés comme Thuriot, ami de Danton, qui s'efforcera de sauver et de ramener les Girondins. Saint-Just, Couthon, Jean-Bon-Saint-André, Prieur de la Marne forment la gauche. Robespierre n'entrera que plus tard dans le Comité reconstitué.

Le 13 juillet 1893, on apprend brusquement la mort de Marat, assassiné par une virago manœuvrée par la Gironde : Charlotte Corday. L'Ami du Peuple était très populaire. Révolutionnaire ardent et prophétique, il avait subi les persécutions des La Fayette, des Bailly qu'il dénonçait justement comme traîtres. Il avait, fuyant de maison en maison, de cave en cave, pour pouvoir continuer son œuvre, sacrifié sa santé. Alors que tant de profiteurs s'enrichissaient, il mourait pauvre. Personnalité étrange et qui attire invinciblement la sympathie, que celle de ce savant précurseur, rejeté par les académies et auquel on doit de précieuses découvertes en anatomie et en électricité médicale.

Le savant, chez lui, se doublait du philosophe, nourri de Jean Jacques et qui publiait : *Les Chaines de l'Esclavage*. Journaliste, enfin, il avait mis sa plume au service du petit peuple, dont il n'hésitait pas, cependant, à mépriser, quand il le fallait, la lâcheté et l'égoïsme. Nul plus que lui, selon Jaurès, ne fut clairvoyant et n'annonça les événements. Le peuple de Paris sentait qu'il avait en lui un défenseur indéfectible. Aussi, la consternation fut-elle formidable. On le pleura partout pendant des semaines. On suspendit son cœur sous la voûte des Cordeliers. On demanda, pour lui, le Panthéon, alors que, de son vivant, il avait assuré « qu'il aimerait mieux mourir cent fois que de finir au Panthéon ». Cet honneur, d'ailleurs, sur l'intervention de Robespierre, lui fut d'abord refusé et l'on conduisit sa dépouille mortelle dans le jardin des Tuileries.

Le meurtre de Marat, ainsi que l'exécution de Chabier, à Lyon, marque la fin d'une ère. La Révolution bouillonnante, torrentielle, tourmentée, confuse, va faire place à la Révolution armée, légale, dictatoriale. Il s'agit de se défendre, de sauver les conquêtes populaires. La Terreur se dessine. Elle était, d'ailleurs, inévitable et les événements y conduisaient secrètement.

Cependant les meneurs des Enragés prenaient la suite de l'Ami du Peuple. Jacques Roux publiait l'*Ombre de Marat*. Leclerc reprenait le titre de Marat, Hébert, lui-même, dans son *Père-Duchesse*, réclamait la succession. La situation leur était des plus favorables.

La famine allait s'accroissant. Les queues reprenaient aux portes des boulangers. Les deux Comités ne savaient où donner de la tête. Brillaud-Varenne et Collot d'Herbois, le 27 juillet, faisaient voter le décret sur l'accaparement. C'était un premier pas vers une sorte de collectivisme d'Etat. Les denrées de première nécessité passaient dans les mains des autorités. Les Enragés triomphaient.

C'est alors que les Dantonistes commencent à s'agiter et que se constitue la fraction des Indulgents. Le Comité est sourdement attaqué et il n'échappe que grâce au concours de Robespierre, qui le défend courageusement. Le Comité, en effet, est pris entre deux feux. Enragés et Hébertistes d'une part; Indulgents de l'autre. Et la crise touche à son maximum durant le mois d'août. Des mesures implacables sont prises. Les boulangers sont placés sous la surveillance des communes; on réquisitionne leurs fours, on condamne aux travaux forcés ceux qui refusent de travailler. Le 10 août, les Fédérés accourent de tous les coins de France pour assister à la fête. On redoutait leur influence. Mais, dès les premiers jours, ils se rallièrent aux Jacobins, soutinrent le Comité. Ils réclamaient la levée en masse. Tous les Français furent réquisitionnés. C'était la première fois que l'on voyait une nation entière debout pour la guerre.

Il faut noter la bienfaisante influence qu'avaient alors les Hébertistes. Certes Hébert n'était pas un esprit politique supérieur. Il prêchait la guerre à outrance. Son ami Bouchotte, le seul ministre de la guerre de la Révolution, le soutenait, expédiant des agents et des représentants aux armées pour surveiller les généraux. Hébert écrivait : « La patrie, foutez, les négociants n'en ont point. Tant qu'ils ont cru que la Révolution leur serait utile, ils l'ont soutenue, ils ont prêté la main aux sans-culottes pour délivrer la noblesse et les parlements, mais c'était pour se mettre à la place des aristocrates ». Même langage que celui des Enragés. De plus, Hébert commence à accuser Danton et ses amis. Le tribun est parti se reposer, à Arcis-sur-Aube, où il s'occupe d'achats de propriétés. Là-dessus, on apprend que Toulon est aux Anglais. Brillaud-Varenne, à la Convention, dénonce la faiblesse du Comité. Les sections se réunissent et siègent toute la nuit. Les ouvriers s'assemblent dans les rues, marchent sur la Commune où Chaumette s'efforce de les calmer. Le mouvement paraît irrésistible. Alors Convention et Comités cèdent. On décrète l'arrestation des suspects, l'accélération du tribunal révolutionnaire et un certain nombre de mesures. On décide, en outre, d'adjoindre trois nouveaux membres au Comité : Brillaud-Varenne, Collot d'Herbois, Danton. Ce dernier refuse. Mais avec les deux premiers, c'est l'hébertisme qui prend sa part du gouvernement dictatorial.

La Terreur est, désormais, en marche. La loi des suspects est votée en septembre. Le Comité de Sécurité Générale est placé sous la dépendance du Comité de Salut Public. Le maximum, tant réclamé par les Enragés, devient une réalité.

Aux frontières, de nouveaux généraux, des jeunes sortis du peuple : Hoche, Jourdan, Pichegru repoussent l'ennemi à Hondschoot, à Wattignies, Carnot entre au Comité, réorganise l'armée, les cadres. Le Comité se sent fort. Il réclame, le 25 septembre, la dictature pour « sauver la Patrie ». En octobre, il a montré de quoi il était capable.

Mais les Dantonistes ne le lâchent pas. La bagarre va s'engager. Seulement, Robespierre commencera par les Hébertistes. Déjà, il s'est débarrassé des Enragés, décapités par l'exécution de Jacques Roux et cela, avec l'aide d'Hébert. Saint-Just, de son côté, assure l'application du maximum, fait créer une sorte de tribunal spécial pour que rendent gorge les fournisseurs et tous ceux qui, depuis 1789, avaient manié les deniers pu-

blics. Les commerçants résistèrent. On les menaçait d'expropriation. Ainsi, on touchait au collectivisme. L'Etat s'occupait de la répartition des marchandises et denrées. Il s'emparait de la production agricole et industrielle, des transports, des mines, des manufactures, de l'importation et de l'exportation. La Révolution politique tournait à la Révolution sociale.

Mais c'est la dictature qui vient couronner les efforts du peuple révolutionnaire. Cette dictature, il faut bien le reconnaître, est indispensable et le peuple le sent. Il y a trop de fripons, de tripoteurs, de nouveaux riches, de conspirateurs, d'agents de l'étranger qu'il faut traquer, détruire, sous peine de voir sombrer la Révolution. Aussi s'occupe-t-on, avec un soin particulier, d'organiser la justice révolutionnaire. Dures extrémités, certes, et que nous concevons fort mal aujourd'hui. Mais il faut se reporter à l'époque. C'était la bataille sans merci. La Révolution contre une légion d'adversaires déclarés ou sournois. Et une Révolution qui transformait la situation économique, ouvrait pour les classes populaires, se débattait parmi de terribles difficultés économiques et financières dont elle n'était nullement responsable, puisque c'était la banqueroute monarchiste dénoncée par Mirabeau qui l'avait suscitée.

Le moment était singulièrement choisi pour se dresser contre le Comité et parler d'indulgence. C'est ce que firent cependant les amis de Danton, pour la plupart des coquins enrichis, capables de toutes les trahisons. Ils avaient nom : Fabre d'Églantine, aventurier sans scrupules et faussaire; Chabot, tripoteur, ami du fameux royaliste, baron de Batz; Westermann, soldat pillard et voleur, dénoncé par Marat. Basile, Delaunay, Delacroix, le banquier Frey, etc. Tous ces gens là étaient compromis dans les affaires les plus louches, notamment celle de la Compagnie des Indes (voir là-dessus le volume d'Albert Mathiez). Danton, lui-même, était convaincu de vénalité. Rendant ses comptes devant ses collègues, il avait été fustigé par Cambon et s'était retiré sous le mépris général. Pas de personnage plus surfait que l'homme de l'audace, toujours de l'audace qui, au fond, n'était qu'un couard. On ne le voit participer à aucun mouvement populaire sérieux. Il n'est pas à la prise de la Bastille; lui qui est l'oracle de sa section, on ne le voit pas au 10 août, auquel il ne participe en rien. Mais, arrivé à Paris sans un sou, il est devenu un des plus riches propriétaires de son département. C'est ce qu'Hébert ne se lasse pas d'écrire et de hurler. Quant à Camille, plus léger que coupable, il n'en a pas moins des relations suspectes.

Pourtant Robespierre et le Comité les ménagent. Ils ont besoin des Indulgents pour en finir avec les « ultra », où se glissent de singuliers révolutionnaires. Hébert, sottement, croit pouvoir entrer en lutte contre le Comité. Il appelle ses fidèles des Cordeliers à la révolte, fait voiler le buste de la liberté en signe de deuil. Mais le Comité était prévenu. Il charge Collot d'Herbois d'une démarche de conciliation auprès de Carrier, le noyeur de Nantes, âme de la révolte. Les Cordeliers font amende honorable, à l'exception du fougueux Vincent. La nuit du 23 au 24 Ventôse, les chefs hébertistes sont arrêtés. Leur procès se déroule en Germinal; ils sont condamnés à mort. Malgré tout, le Comité, en état de légitime défense, en épargne le plus possible. Carrier est mis en liberté. Boulanger, Pache ne sont pas poursuivis. Mais c'était déjà trop d'Hébert, de l'énergique Ronsin, de Vincent, de Cloots. La Révolution s'amputait de ses meilleurs membres. Le malheur, c'est que les rivalités des hommes, les rancunes, les vanités ne pouvaient aboutir à d'autre solution.

Restaient les Indulgents. Camille Desmoulins publiait, coup sur coup, les numéros de son *Vieux Cordelier* qui allaient réjouir les royalistes et contre-révolutionnaires. Brillaud-Varenne demande la tête de Dan-

tion à Robespierre, qui recule épouvanté. Il ne fallut pas moins que les révélations de Fabre d'Églantine et de Chabot sur les tripotages du fournisseur d'Espagne, de Julien de Toulouse et autres forbans pour le décider. Il y avait vraiment quelque chose de pourri dans la fraction dantoniste, et si l'on y déclamaît contre l'échafaud, c'était surtout dans le but de s'y soustraire.

Saint-Just fut chargé du rapport contre les Dantonistes, qu'il lut, dans un profond silence, relatant, détail par détail, les intrigues de Danton et de ses complices. Nul n'osa protester et Legendre qui, dès les débuts, avait élevé la voix en faveur de ses amis, balbutia des excuses. Arrêtés, les Dantonistes furent renvoyés au Tribunal qui, malgré les éclats de voix et les insolences du tribunal, les condamna à mort. Ils furent exécutés par un indifférence de la foule. Depuis longtemps, le couple révolutionnaire était fixé. La Convention de même. Après Thermidor, la réaction triomphante rappellera et réhabilitera les Girondins; elle ignorera Danton et ses acolytes, à l'exception du malheureux Camille. Cela est déjà assez significatif. Il a fallu les historiens officiels, mal informés, privés de documentation, pour tenter l'apologie de Danton et de ses amis. Aujourd'hui, après les savants travaux de Mathiez, la cause est entendue. M. Madelin, lui-même, en dépit de son dantonisme, s'est incliné devant la vérité historique.

Les deux fractions, extrémistes et indulgents, abattues, le gouvernement révolutionnaire, c'est-à-dire le Comité de Salut Public, s'occupe de se réorganiser. Les ministres sont supprimés et remplacés par des commissions exécutives (c'est Carnot qui fait adopter cette mesure). En même temps, la lutte s'engage contre les représentants en province qui abusent de leurs pouvoirs. Fouché est rappelé. Jourdan-Coupe-Tête, en Avignon, est guillotiné. Les tripoteurs sont vigoureusement poursuivis. C'est le règne de la Vertu, parallèlement à la Terreur.

Robespierre mène le Comité. Sa popularité et son autorité sont immenses. Derrière lui, Saint-Just agit. Il semble vouloir conduire, jusqu'à ses fins logiques, la révolution économique. Déjà, il avait fait voter, à la Convention, un décret disant que les biens des personnes reconnues ennemies de la Révolution seraient confisqués. Puis il fit décréter l'établissement de listes de patriotes indigents. Les biens des adversaires devaient leur être distribués. Cela, après les biens du clergé et les biens des émigrés. Ainsi Saint-Just allait encore plus loin que les Hébertistes. Il arrachait ses griffes à la classe possédante et marchait à une formidable expropriation. De même, le Comité s'occupe des salaires des ouvriers, qu'il relève sensiblement, sans d'ailleurs les satisfaire. Les ouvriers, en effet, réclament un salaire toujours plus haut, refusent de travailler; Barère dut faire prendre un décret les menaçant du tribunal révolutionnaire.

Le mécontentement grandissait chaque jour. Les réquisitions pesaient sur les paysans; les salaires demeuraient insuffisants; le commerce était à peu près ruiné; l'assignat exerçait ses ravages. Poursuivre la Révolution devenait une besogne terrible. Le Comité tenta l'impossible. Il fit distribuer de l'argent aux mendiants, aux infirmes, aux invalides. Saint-Just s'écriait : « Il ne faut ni riches ni pauvres ! » Il avait conçu tout un plan de réformes hardies, dans le sens communiste. Mais la guerre, la Terreur, l'incompréhension des foules ne lui permirent pas de l'appliquer.

La question religieuse était aussi à l'ordre du jour. C'est par là que Robespierre tombera. Déjà, il s'était élevé contre les tentatives des hébertistes de déchristianiser la France. Il se prononçait pour la liberté des Cultes et s'élevait contre les fêtes organisées à la gloire de la déesse Raison. Tout ce qu'il y avait d'athées, de

matérialistes, de fils de Voltaire ne pardonnèrent point à ce disciple de Rousseau. La faiblesse de Robespierre, c'est, qu'on le veuille ou non, son esprit religieux. Cela le mène à la fameuse fête de l'Être suprême où, président de la Convention, tout-puissant, redouté de chacun, il apparaît un peu comme le Tyran.

Peu à peu, une coalition se forma contre Robespierre. Les représentants en province, qui se sentaient dévotés et craignaient pour leur vie — les Fouché, les Tallien, les Fréron — agirent les premiers dans l'ombre. Puis, au Comité même, Robespierre, tranchant et dominateur, indisposait ses collègues. On était las de voir la République gouvernée par cet homme qui incarnait la probrité et voulait faire régner la vertu. Carnot s'élevait furieusement contre lui; Billaud-Varenne le comparait au « fourbe Périclès ». Il aurait fallu un peu de doigté, quelques concessions apparentes pour revenir à l'union, car tous sentaient que cet homme était indispensable. Mais Robespierre demeurait intraitable.

Pendant ce temps, la guillotine fonctionnait à plein rendement. La Terreur parvenait à son apogée. Le 22 Prairial, Couthon, inspiré par Robespierre, faisait supprimer les défenseurs, devant le Tribunal révolutionnaire, ainsi que les interrogations des accusés. Les preuves morales pouvaient suffire pour obtenir la condamnation. Robespierre soutint cette loi à la Convention. On croit rêver, aujourd'hui, quand on lit les exposés des motifs de cette loi. Mais, encore une fois, c'était la bataille. Robespierre était, sans cesse, menacé d'assassinat. Un certain Admiral, qui n'avait pu le joindre, avait atteint Collot d'Herbois. Une jeune fille, Cécile Renaud, avait tenté de le tuer à domicile. On conspirait contre le Comité et contre lui. La situation était tragique. Dans l'esprit des robespierristes, il ne s'agissait plus de justice, mais de défense personnelle, cette défense étant aussi celle de la République.

Cependant, sans les violentes disputes qui éclataient au Comité et dont les répercussions gagnaient au dehors, les conjurés — dantonistes rescapés, girondins épargnés, représentants en mission, enrichis et profiteurs de la Révolution — n'auraient pas eu gain de cause. Le peuple était avec Robespierre, Saint-Just, Couthon... Robespierre eut le tort de ne pas voir le néfite. Il fit pire. Il s'absenta du Comité, à partir du 15 Messidor. Pendant son absence, alors qu'il ne voyait plus rien, ne signifiait plus rien, ses ennemis, habilement, lui attribueront les mesures ultra-révolutionnaires. On répandit le bruit que Robespierre voulait guillotiner la Convention pour devenir le maître absolu. Le malheureux, à ce moment, malade, épuisé, découragé, ne s'occupait de rien.

Les prisons se vidaient et se remplissaient aussitôt. On tuait par fournées. Partout, des centaines de têtes qui tombaient. Le dégoût commençait à envahir la foule. Robespierre, réfugié aux Jacobins, se sentait impuissant ; mais c'était lui qu'on s'efforçait de rendre responsable.

Nous approchons du 9 Thermidor.

Saint-Just est revenu des armées, rapportant la victoire de Fleurus. Robespierre décide de sortir de sa retraite et de prendre l'offensive. Il lui faut encore épurer, débarrasser la République d'un certain nombre de coquins. Loi des révolutions ! Le 8 Thermidor, Robespierre monte à la tribune de la Convention et prononce un réquisitoire sévère contre ses adversaires attérés. Malheureusement, ils se ressaisirent promptement. Vadier essaya de ridiculiser Robespierre, avec les histoires de Catherine Théot. Cambon intervint. Billaud se prononça contre son collègue au Comité. Le discours de Robespierre, dont on avait voté l'impression d'abord, fut rejeté.

Le 9, Saint-Just voulut lire son rapport, habilement préparé. Tallien l'interrompit et l'empêcha de parler. Billaud, violemment, accusa Robespierre. Celui-ci

essaya de répondre. On ne le lui permit pas. Sa voix fut étouffée. Le misérable Tallien, aimant de la Cabanrus, brandissait un poignard dans un geste théâtral. Finalement, Robespierre fut vaincu et décrété d'arrestation, avec Saint-Just, impassible, Couthon, Lebas, Robespierre jeune.

Mais quand Paris apprit les événements, ce fut un sursaut de colère. La Commune fait sonner la « générale », fermer les barrières. Hauriot se met à la tête de ses gendarmes, force le local du Comité de Salut générale. Il n'a que trop peu d'hommes, par malheur, avec lui. Il est arrêté à son tour. Coffinhal ira le délivrer. Pendant ce temps, Robespierre et ses amis sont conduits en prison. Il apparaît que l'idée de Robespierre était de se présenter devant le Tribunal révolutionnaire, peuplé de ses partisans. Il comptait être acquitté, comme autrefois Marat. Ses fidèles l'arrachèrent à la prison, le conduisirent à l'Hôtel de Ville où il retrouvait ses amis.

Là, les robespierristes perdirent leur temps à discuter sur les moyens à employer. Ils avaient pour eux, pourtant, la majorité des sections. La Convention, apeurée, ne savait quelle décision prendre et Collot parlait de « mourir à son poste ». Les heures passèrent ainsi. A la nuit, la place de l'Hôtel de Ville était presque vide. Barras se met à la tête des troupes fidèles à la Convention et envahit brusquement l'Hôtel de Ville.

Robespierre se tira un coup de pistolet dans la tête et ne réussit qu'à se briser la mâchoire inférieure. Lebas se tua net. Robespierre jeune se jeta par la fenêtre.

Tous les survivants furent guillotins, sur seule constatation de leur identité. Le lendemain, on exécuta 70 membres de la Convention. La tyrannie était abattue. Mais la Révolution était close.

Avec Robespierre et ses amis, c'était le dernier rempart de la Révolution qui s'écroulait. Ces hommes dont, malgré leurs erreurs, on ne peut nier la grandeur d'âme, le courage surhumain, la noblesse d'idées, avaient voulu conduire la Révolution jusqu'à son terme, en la débarrassant des aventuriers et des forbans qui ne songaient qu'à s'enrichir par le vol, le pillage, le chantage ; ils avaient rêvé l'égalité des droits et des fortunes ; ils se sacrifiaient pour les petits, pour les pauvres. C'étaient, en somme, des généreux. Trop d'honnêteté était en eux et l'on sait qu'on trouva, à peine, quelques assignats chez Robespierre, le Tyran, le Maître de la France.

Le 9 Thermidor marque la fin de la Révolution. Mais la Terreur continue. Elle a changé d'objet, simplement. Les brigands triomphent, comme l'a dit Robespierre. Les riches respirent ; ils l'ont échappé belle. Et les prisons sont ouvertes d'où se précipitent royalistes, girondins, contre-révolutionnaires. Les vrais révolutionnaires, tels que Collot, Billaud-Varenne, commencent à comprendre quelle sottise criminelle ils ont commise. Ils se volent, à leur tour, menacés. Plus tard, ils diront leurs remords. Barère avouera qu'on a tué la République en tuant Robespierre. Billaud, de même.

La République égalitaire a vécu. Ce sont, désormais, les muscadins qui tiendront le haut du pavé. La Réaction triomphe. Les fibustiers enrichis étalent leur arrogance. Ils seront, plus tard, fonctionnaires et préfets de l'Empire. Quant aux sans-culottes qui, par incompréhension et dépit contre les mesures de la Commune, ont laissé faire, ils sentiront la trique leur carresser les reins. Ils s'obstinaient contre le maximum ; ils le réclameront en vain par la suite.

La plupart des montagnards, dressés contre Robespierre, bourrés de regrets, iront, dans une dernière tentative contre la République des Riches et des « Ventres Pourris », se grouper derrière Babeuf, vaincu et imbrôlé à son tour. De ce nombre, Amar, le plus perfide adversaire de Robespierre.

En résumé, cette Révolution de cinq années, en dépit

des luttes sanglantes entre frères ennemis et du sang qu'elle a dû faire verser, a accompli une besogne incalculable. Ceux qu'on n'a pas craint d'appeler des Vandales ont fondé la Civilisation sur les ruines d'une Monarchie verrouillée. Son rayonnement s'est étendu à tout l'univers. Elle demeure, à travers les années écoulées, le guide sûr des hommes de liberté et de progrès. Elle a eu ses déchets et ses erreurs. Elle a été détournée de sa voie féconde par des adversaires sans scrupule. Elle a malheureusement abouti à l'orgie sanglante de l'Empire qui a, tout de même, fait un peu plus de victimes que la Terreur. Mais il faut la voir dans son ensemble. Aux révolutionnaires d'aujourd'hui de lui emprunter, en tenant compte de l'heure et des tâtonnements inévitables, tout ce qu'elle a comporté d'humain, de généreux, de noble et de s'inspirer de ses inoubliables leçons. — Victor Ména.

On lira avec profit et en vue d'une documentation complète les ouvrages que voici : *Histoire des Montagnards*, d'Alphonse Esquiros ; *Histoire de Robespierre*, d'Ernest Hamel ; *Histoire socialiste de la Révolution*, de Jaurès ; *La Révolution française*, Danton et le Pair ; *Études robespierristes*, Un *Projet de Corruption sous la Terreur* (Affaire de la Compagnie des Indes) ; *Autour de Robespierre*, *Autour de Danton*, *La Vie chère et le Mouvement social sous la Terreur*, d'Albert Mathiez ; *Histoire de la Révolution*, de Villamaire ; *Les Orateurs de la Révolution* ; *Histoire politique de la Révolution*, par Aulard, etc., etc., etc.

LA REVOLUTION RUSSE. — Quelques notes préliminaires indispensables :

1° On peut comprendre sous *Révolution Russe*, soit le mouvement révolutionnaire entier, depuis la révolte des *Dékabristes* (1825) jusqu'à nos jours, soit seulement les deux révolutions consécutives de 1905 et de 1917, soit enfin, uniquement, la grande explosion de 1917. Dans l'exposé qui va suivre, *Révolution russe* signifiera le mouvement tout entier (première interprétation). En effet, cette méthode est la seule qui permettra au lecteur de comprendre, autant que possible, la suite des événements, et aussi la situation actuelle en U. R. S. S.

2° Il va de soi qu'une étude quelque peu complète de la Révolution russe exigerait plus d'un volume. Elle ne pourrait être qu'une œuvre de longue haleine réservée surtout aux historiens de l'avenir. Il ne s'agit ici que d'une étude sommaire dont le but sera : a) de faire comprendre l'ensemble du mouvement ; b) de mettre bien en relief ses traits saillants, ses faits essentiels et, surtout, ses éléments peu ou pas connus jusqu'à présent à l'étranger ; et c) de formuler certaines conclusions ou appréciations.

3° Une difficulté considérable consiste dans le caractère très particulier de l'histoire russe en général, comparativement à celle de l'Europe occidentale. A vrai dire, l'examen de la Révolution russe devrait être précédé d'une étude historique générale du pays ou, mieux encore : encadré dans cette étude. Mais une pareille tâche dépasserait de beaucoup les limites de notre exposé. Nous essayerons donc, pour parer à ladite difficulté, d'apporter au lecteur des notions historiques d'ordre général toutes les fois que cela nous paraîtra nécessaire.

LA RUSSIE AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE. — LES « DÉKABRISTES ». — LA LÉGENDE DU TSAÏ ET LE PARADOXE RUSSE. — L'immensité démesurée du pays (comme on sait, la Russie occupe seule la sixième partie du continent terrestre), une population clairsemée, désunie et d'autant plus facile à subjuguer, la domination mongole pendant plus de deux siècles, des guerres interminables, des troubles, et aussi d'autres facteurs moins impor-

lants, furent la cause d'un fort retard politique, économique, social et culturel de la Russie, par rapport à d'autres pays d'Europe. Politiquement, la Russie entra dans le XIX^e siècle sous le régime d'une monarchie absolue et absurde (tsar autocrate), s'appuyant sur une aristocratie militaire et foncière, sur un clergé nombreux et dévoué, et sur une masse paysanne de plus de 100 millions d'âmes, masse illettrée, primitive, religieuse et entièrement fidèle à son « petit père », le tsar. — Économiquement, le pays se trouvait à cette époque au stade d'une sorte de féodalisme agraire. Les villes, à part les deux capitales (Saint-Petersbourg, Moscou) et quelques autres dans le Midi, étaient peu développées. Le commerce et surtout l'industrie végétalaient. La véritable base de l'économie nationale était l'agriculture, dont vivaient les 90 p. 100 de la population. Mais la terre n'appartenait pas aux producteurs directs : les paysans; elle était la propriété soit de l'État, soit de gros propriétaires fonciers, les « pomestchiks ». Les paysans, obligatoirement attachés à la terre et à la personne du propriétaire, étaient les serfs de celui-ci. Les plus gros agrariens possédaient de vrais fiefs héréditaires de leurs aïeux qui, eux-mêmes, les reçurent du souverain, premier propriétaire, en reconnaissance des services rendus (militaires, administratifs ou autres). Le « seigneur » avait le droit de vie et de mort sur ses serfs. Non seulement il les faisait travailler en esclaves, mais il pouvait les vendre, punir, martyriser (et même tuer, presque sans inconvénient pour lui). Ce servage, cet esclavage de 100 millions d'hommes, formait le fondement économique de « l'État ». — C'est à peine s'il est possible de parler d'une organisation sociale d'une telle soi-disant « société ». En haut, les maîtres absolus : le tsar, toute sa parenté, sa Cour, la haute bureaucratie, la caste militaire, le haut clergé, la noblesse foncière ou autre, etc... En bas, les esclaves : paysans-serfs de la campagne, et le bas peuple des villes, n'ayant aucune notion de vie civique, aucun droit, aucune liberté. Entre les deux, quelques couches intermédiaires (marchands, fonctionnaires, employés, artisans, etc...), incolores et insignifiantes. — Il est clair que le niveau de culture de cette société était peu élevé. Toutefois, pour cette époque déjà, une réserve importante s'impose : un contraste frappant — dont nous aurons encore à parler — existait entre la simple population rurale ou urbaine, inculte et misérable, et les couches privilégiées dont l'éducation et l'instruction étaient assez élevées.

L'état de servage des masses paysannes était la plaie saignante du pays. Déjà, vers la fin du XVIII^e siècle, quelques hommes d'un esprit noble et élevé protestèrent contre cette horreur. Ils durent payer cher leur généreux geste. D'autre part, les paysans se révoltaient de plus en plus fréquemment contre leurs maîtres. A part les nombreuses révoltes locales d'une allure plus ou moins individuelle, les masses paysannes esquissèrent même, au XVIII^e siècle (révolte de Rasine) et au XVIII^e siècle (révolte de Pougatchoff), deux mouvements révolutionnaires d'envergure qui, tout en ayant échoué, causèrent de forts ennuis au gouvernement tsariste et faillirent ébranler tout le système. Il faut dire, cependant, que ces deux mouvements, spontanés et inconséquents, furent dirigés surtout contre l'ennemi immédiat : la noblesse foncière, l'aristocratie urbaine et les administrations vénales. Aucune idée générale, cherchant à supprimer le système social entier pour le remplacer par un autre, plus juste et plus humain, ne fut formulée. Et, par la suite, le gouvernement réussit, avec l'aide du clergé et d'autres éléments réactionnaires, à subjuguier les paysans d'une façon complète, c'est-à-dire, même psychologiquement, de sorte que toute action de révolte plus ou moins vaste devint pour longtemps impossible.

Le premier mouvement sciemment révolutionnaire

contre le régime — mouvement dont le programme allait, socialement, jusqu'à l'abolition du servage et, politiquement, jusqu'à la république ou, au moins, jusqu'au régime constitutionnel — se produisit en 1825, au moment où, l'empereur Alexandre I^{er} étant mort sans laisser d'héritier direct, la couronne, repoussée par son frère Constantin, allait se poser sur la tête de l'autre frère, Nicolas.

Le mouvement sortit non pas des classes opprimées elles-mêmes, mais des milieux privilégiés. Les conspirateurs, profitant de ces hésitations dynastiques, mirent à exécution leurs projets mûris et préparés de longue date. Ils entraînent dans la révolte qui éclata à Saint-Petersbourg, quelques régiments de soldats. La rébellion fut brisée après un court combat entre les révolutionnaires et les troupes restées fidèles au gouvernement, sur la place du Sénat. Quelques troubles esquissés en province furent étouffés dans le germe. Les cinq principaux animateurs du mouvement périrent sur l'échafaud ; des centaines d'autres allèrent en prison, en exil ou au bagne. L'émeute ayant eu lieu au mois de décembre (en russe *dékabre*), les réalisateurs de ce mouvement furent nommés *dékabristes* (ceux de décembre). Presque tous, ils appartenaient à la noblesse ou aux classes privilégiées (il y avait à la tête du mouvement quelques officiers de l'armée impériale). Presque tous, ils avaient reçu une éducation et une instruction supérieures. Esprits élevés, cœurs nobles, ils souffraient de voir leur peuple sombrer, sous un régime d'injustice et d'arbitraire, dans l'ignorance, la misère et l'esclavage. Ils reprirent les protestations platoniques de leurs précurseurs du XVIII^e siècle et les traduisirent en actes. Ce qui surtout leur fournit l'élan indispensable, ce fut la visite de plusieurs d'entre eux en France, après la guerre de 1812, et la possibilité de comparer ainsi le niveau relativement élevé de la civilisation en Europe avec l'état barbare de la vie populaire russe. Ils rentrèrent dans leur pays avec la ferme décision de lutter contre le système politique et social arriéré qui opprimait leurs compatriotes. Ils gagnèrent à leur cause plusieurs esprits cultivés. L'un des leaders du mouvement, *Pestel*, exprima même dans son programme quelques idées vaguement socialistes. Le célèbre poète *Pouchkine* (né en 1799) sympathisait au mouvement, sans toutefois y adhérer. Restée tout à fait locale, la révolte fut vite maîtrisée, et le nouvel empereur Nicolas I^{er}, apeuré, poussa à l'extrême le régime despotique, bureaucratique et policier de l'État russe.

REMARQUE IMPORTANTE. — Il est indispensable de souligner ici même qu'il n'y avait aucune contradiction entre quelques mouvements de révolte des paysans contre leurs maîtres et oppresseurs, d'une part, et leur vénération aveugle et dévouée pour le « petit père le tsar », d'autre part. En effet, les mouvements paysans se dirigeaient toujours contre leurs oppresseurs immédiats : les propriétaires (« pomestchiks »), les nobles, les fonctionnaires, la police. L'idée de chercher le fond du mal plus loin, dans le régime tsariste lui-même personnifié par le tsar, l'idée de voir en ce dernier l'ennemi principal, le grand protecteur des nobles et des privilégiés, premier noble et privilégié lui-même, ne venait jamais à l'esprit des paysans. Au contraire, ils considéraient le tsar comme une sorte d'idole, d'être supérieur placé au-dessus des simples mortels, de leurs petits intérêts et faiblesses, pour mener à bon port les graves destinées de l'État. Ils étaient inébranlablement convaincus que le tsar ne leur voulait — à eux, ses « enfants » — que du bien, mais que les couches intermédiaires privilégiées, intéressées à conserver leurs droits et avantages, s'interposaient entre le monarque et son peuple, afin d'empêcher le premier de connaître exactement les misères du second, — afin — surtout — de les empêcher tous les deux de venir l'un à l'autre.

Ils étaient persuadés que si le peuple et le tsar parvenaient à s'aboucher directement, ce dernier, momentanément trompé par les privilégiés, se pencherait sur les misères des paysans, les libérerait et leur donnerait la terre. Aussi, tout en se révoltant parfois — plutôt individuellement — contre leurs maîtres immédiats les plus cruels, les paysans attendaient, avec espoir et résignation, le jour où le mur dressé entre eux et le tsar serait tombé et la justice sociale rétablie par ce dernier. Le mysticisme religieux aidant, ils considéraient la période d'attente et de souffrance comme imposée par Dieu en guise de châtiment et d'épreuve. Ils s'y résignaient avec une sorte de fatalisme primitif.

Cet état d'esprit des masses paysannes russes était extrêmement caractéristique. Il s'accentua encore au cours du XIX^e siècle, en dépit d'un mécontentement croissant et des actes de révolte individuels ou locaux de plus en plus fréquents. Les paysans perdaient patience. Néanmoins, en leur masse, ils attendaient, avec d'autant plus de ferveur, le tsar libérateur.

Cette « légende du tsar » fut le fait essentiel de la vie populaire russe au XIX^e siècle. En l'ignorant, on n'arriverait jamais à comprendre les événements qui vont suivre.

La légende du tsar nous expliquera certains phénomènes importants de la vie russe lesquels, autrement, resteraient mystérieux. D'ores et déjà, elle nous explique, pour une bonne part, ce paradoxe essentiellement russe auquel nous venons de faire allusion, qui, jadis, frappa l'esprit de beaucoup d'européens, et qui continuera presque jusqu'aux abords de la révolution de 1917 : d'une part, nombre de gens cultivés, instruits, avancés, qui veulent voir leur peuple libre et heureux ; gens, qui, à la page de l'époque, luttent même pour l'émancipation totale des classes laborieuses, pour la démocratie et le socialisme ; d'autre part, ce peuple lui-même qui ne fait rien pour son émancipation (à part quelques révoltes spontanées, sans envergure ni importance) ; peuple qui reste obstinément prosterné devant son idole et son rêve ; peuple qui ne comprend même pas le geste de ceux qui se sacrifient pour lui.

LES ANNÉES 1825-1860. — Aucun mouvement important n'est à signaler jusqu'aux années 1860. Toutefois, quelques traits saillants sont à noter :

1^o Le renforcement progressif du régime absolutiste, de l'Etat, bureaucratique et policier, sous Nicolas I^{er} (1825-1855) ;

2^o Le mécontentement grandissant des masses paysannes et le nombre de plus en plus élevé d'actes de rébellion contre les « pomestchiks » ;

3^o L'essor assez rapide et considérable de l'industrie et de l'enseignement (un certain progrès technique ; amélioration des voies de communication ; premier chemin de fer, reliant Saint-Petersbourg à Moscou ; création de nombreuses écoles ; etc...).

4^o L'évolution rapide et importante de la couche intellectuelle. Dans un pays aussi grand que la Russie, la jeunesse était nombreuse dans toutes les classes de la population, et son nombre augmentait vite. Quelle était sa mentalité en général ? Laissant de côté la jeunesse paysanne, nous avons à constater que les jeunes générations plus ou moins éduquées professaient des idées avancées. Les jeunes du milieu du XIX^e siècle admettaient difficilement l'esclavage des paysans. L'absolutisme les choquait aussi de plus en plus. L'étude du monde occidental donna l'éveil à leur pensée. L'essor des sciences naturelles et du matérialisme les impressionna fortement. D'autre part, ce fut vers la même époque que la littérature russe, s'inspirant des principes humanitaires et généreux, prit son grand élan, en exerçant une influence puissante sur la jeunesse. En même temps, économiquement, le travail des serfs ne répondait plus aux exigences de l'époque, ce

dont on se rendait compte aisément. Pour toutes ces raisons, la couche intellectuelle — la jeunesse surtout — se révéla, vers les années 1860, théoriquement émancipée. Elle se dressa contre l'absolutisme et contre le servage. Ce fut alors que naquit le fameux courant du *nikolisme* (voir ce mot) et, du même coup, le conflit aigu entre « les pères et les fils » — les deux générations successives — peint magistralement par Tourgueneff dans son roman paru sous le même titre.

Le gouvernement de Nicolas I^{er}, réactionnaire à outrance, se refusait à tenir compte des réalités et de l'effervescence des esprits. Au contraire, il lança un défi à la société. En effet, c'est à cette époque que furent créés : la police politique, le corps spécial de gendarmerie, etc... afin de mater le mouvement. Les persécutions politiques prirent libre cours ; la censure sévissait. (Rappelons-nous qu'à cette époque, le jeune Dostoïevski faillit être exécuté — et alla au bagne — pour avoir adhéré au groupe d'études sociales, absolument inoffensif, de Petrashevski ; que le premier grand publiciste et critique russe, Belinski, arrivait avec grande peine à faire entendre sa voix ; qu'un autre grand publiciste, Herzen, dut s'expatrier ; et ainsi de suite, sans parler des révolutionnaires accomplis, tels que Bakounine et autres.) Toute cette répression ne réussit guère à apaiser l'excitation dont les causes étaient trop profondes. Elle réussit encore moins à améliorer la situation. En guise de remède, Nicolas I^{er} serrait de plus en plus la vis bureaucratique. Sur ces entrefaites, la Russie fut entraînée dans la guerre de Crimée. Les péripéties de cette guerre ont démontré avec évidence la faillite du régime. Les plaies politiques et sociales furent mises à nu. Nicolas I^{er} mourut en 1855, parfaitement conscient de cette faillite, mais impuissant à y faire face. On peut supposer que la dépression morale qui en résulta, précipita sa mort.

LES ANNÉES 1860-1881. — LES RÉFORMES. — UN NOUVEAU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. — LA « NARODNAÏA VOLIA ». — L'ASSASSINAT DU TSAR. — L'ABSOLUTISME, LA LÉGENDE ET LE PARADOXE SURVIVENT. — Ce fut son fils et successeur, l'empereur Alexandre II, qui dut faire face à la situation. Le mécontentement général, la pression des couches intellectuelles et avancées, la peur d'un soulèvement des masses paysannes et, enfin, les désavantages économiques du régime de servage, l'obligèrent, malgré une résistance acharnée des milieux réactionnaires, à prendre résolument la voie des réformes. Il se décida à mettre fin au régime purement bureaucratique et à l'arbitraire absolu des pouvoirs administratifs. Il entreprit une modification sérieuse de tout le système judiciaire. A partir de l'année 1860, les réformes se succédèrent d'une façon ininterrompue. Les plus importantes furent l'abolition totale du servage (1861) et la création, dans les villes et à la campagne, des unités d'auto-administration locale (le *gorodskoié samoupravlenié* et le *zemskoé*, sortes de municipalités urbaines et rurales), avec droit de *self-government* dans certains domaines de la vie publique (enseignement, hygiène, voies de communication, etc...).

Tout en étant importantes par rapport à la situation de la veille, les réformes d'Alexandre II restèrent néanmoins bien timides et très incomplètes, par rapport aux aspirations des couches avancées. Elles furent loin de donner satisfaction à la société. En effet, la presse resta muselée comme auparavant ; aucune liberté civile ne fut octroyée ; la classe ouvrière naissante n'avait aucun droit civil ; la noblesse et la bourgeoisie restèrent les classes nettement dominantes ; et, surtout, l'absolutisme politique resta intact. Mais le point le plus faible des réformes furent les conditions dans lesquelles le servage a été aboli. Les gros propriétaires fonciers, après avoir vainement lutté contre toute atteinte à la loi du servage, firent leur possible pour

que cette réforme fût réduite au minimum. Ils y réussirent pleinement. Les paysans obtinrent leur liberté individuelle, mais ils durent la payer cher. Ils reçurent des lots de terrain tout à fait insuffisants. De plus, ils furent astreints à payer, pendant plusieurs dizaines d'années, et à part les contributions d'Etat, une forte redevance aux anciens seigneurs pour les terres aliénées. (Il est à noter que les 100 millions de paysans reçurent en tout à peu près le tiers du sol. L'autre tiers fut gardé par l'Etat. Et un tiers environ resta entre les mains des propriétaires fonciers. Une telle proportion condamnait la masse paysanne à une existence de famine et la maintenait, au fond, à la merci des « pomestchiks ».)

Les insuffisances et les défauts des réformes d'Alexandre II se firent sentir déjà vers les années 1870. La vie de la vaste masse paysanne était misérable. La population laborieuse des villes restait sans défense contre l'exploitation croissante. L'absence de toute liberté de la presse et de la parole, ainsi que l'interdiction absolue de tout groupement politique ou social, rendaient impossibles toute circulation d'idées, toute critique, toute propagande, toute activité politique ou sociale, donc, au fond, tout progrès de la société. La population ne consistait qu'en des « sujets » soumis à l'arbitraire de l'absolutisme et n'ayant aucun droit de protester, de réclamer, ou de vouloir changer cet état de choses. Et quant à la masse paysanne, elle était plutôt un troupeau de bêtes de somme réduit à une existence obscure, à une ignorance totale et à la corvée de nourrir l'Etat.

Les meilleurs représentants de la jeunesse intellectuelle se rendirent rapidement compte de cette situation lamentable. Ceci d'autant plus que les pays occidentaux jouissaient déjà à cette époque d'un régime politique et social relativement avancé. Aux années 1870, l'Europe occidentale se trouvait en pleines luttes sociales, le socialisme commençait sa propagande intense, et le marxisme abordait la tâche d'organiser la classe ouvrière en un puissant parti politique.

Il est donc tout à fait naturel que, vers cette époque, des groupements clandestins se soient formés en Russie pour lutter contre le régime abject et, avant tout, pour répandre dans les classes laborieuses l'idée de l'affranchissement politique et social. Ces groupements se composaient d'une jeunesse ardente, des deux sexes, qui, éduquée par les meilleurs publicistes russes (malgré la censure, ces derniers réussissaient tout de même à propager leurs idées au moyen d'articles de revues écrits d'une manière en quelque sorte conventionnelle), et aussi par le mouvement d'idées à l'étranger, se consacraient entièrement, avec un esprit sublime de sacrifice, à la tâche de porter la lumière aux masses travailleuses. Ce fut alors que se forma ce vaste mouvement de la jeunesse russe intellectuelle, laquelle, en nombre considérable, abandonnant famille, confort et carrière, s'élança « vers le peuple » afin de l'éclairer. (D'autre part, une certaine activité terroriste contre les principaux serviteurs du régime prit son essor. Entre 1870 et 1880, quelques attentats eurent lieu contre de hauts fonctionnaires. Il y eut aussi des attentats échoués contre le tsar.)

Le mouvement aboutit à une catastrophe. Presque tous les propagandistes furent repérés par la police, arrêtés et envoyés en prison, en exil ou au bagne. Le résultat pratique de l'entreprise fut nul.

Il devint évident que le tsarisme présentait un obstacle insurmontable à l'éducation du peuple. De là, il n'y avait qu'un pas jusqu'à la conclusion logique que voici : puisque le tsarisme est un obstacle insurmontable, il faut commencer par le supprimer.

Cette conclusion poussa la jeunesse meurtrie, désespérée, à la formation d'un groupement qui se donna pour but l'assassinat du tsar. Deux éléments appuyèrent cette décision : 1° L'idée de châtier « publique-

ment » l'homme qui, par ses prétendues « réformes », ne fit que duper les masses ; donc, l'idée de pouvoir dévoiler la duperie devant les masses, en attirant leur attention là-dessus par un acte de châtiment violent, formidable ; et 2° L'espoir de pouvoir, en même temps, démontrer au peuple, par la suppression du tsar lui-même, la fragilité, la vulnérabilité, le caractère commun, fortuit et passager du régime. En somme, on espérait pouvoir tuer ainsi, une fois pour toutes, « la légende du tsar ». Certains membres du groupement allaient même plus loin encore : ils admettaient que l'assassinat du tsar pourrait servir de point de départ à une vaste révolte laquelle, le désarroi aidant, aboutirait à une révolution et à la chute immédiate du tsarisme.

Le groupement prit le nom de *Narodnaja Volia* (Volonté du Peuple). Après une minutieuse préparation, il exécuta son projet : le 1^{er} mars 1881, le tsar Alexandre II fut assassiné.

Le geste resta incompris. Les paysans, fascinés depuis plus d'un siècle par l'idée que le tsar ne leur voulait que du bien, et que la noblesse s'opposait par tous les moyens à ses bonnes intentions — (ils en voyaient une preuve de plus dans l'obligation de payer une lourde redevance pour leurs lots de terrain, obligation qu'ils attribuaient aux intrigues de la noblesse), — accusèrent cette dernière d'avoir assassiné le tsar pour venger l'abolition du servage.

Le tsar fut assassiné. Non pas la légende. Le lecteur verra plus loin par quelle sorte d'événements l'histoire s'était chargée de détruire celle-ci.

D'autre part, la Cour ne manifesta pas tant de désarroi. Le jeune héritier, Alexandre (fils aîné de l'empereur assassiné) prit immédiatement le pouvoir. Les chefs du parti *Narodnaja Volia* furent exécutés. Des mesures de répression très sévères réduisirent le parti entier à une impuissance complète. Le nouvel empereur, Alexandre III, vivement impressionné par l'attentat, reprit le chemin de la réaction violente. Les réformes — déjà si insuffisantes — de son prédécesseur lui parurent, au contraire, plus qu'osées : il les jugea déplacées, dangereuses. Il mit à profit le meurtre de son père pour les combattre.

Il s'employa à détériorer leur esprit, à contrecarrer leurs effets par une série de lois réactionnaires. L'Etat bureaucratique et policier reprit ses droits. Tout mouvement libéral fut étouffé. Les masses furent condamnées à rester dans leur situation d'obscur troupeau, bon à exploiter, privé de tous droits humains. Le « paradoxe russe » — c'est-à-dire, le fossé insondable entre le niveau de culture et les aspirations des couches éduquées, d'une part, et l'existence sombre et inconsciente du peuple, d'autre part, — resta intact. Dans ces conditions, l'activité révolutionnaire allait fatalement renaître. C'est ce qui arriva bientôt, en effet. Mais, cette fois, l'aspect et l'essence même de cette activité changèrent totalement.

LA FIN DU XIX^e SIÈCLE (1881-1900). — LE NOUVEL ASPECT DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE : LE MARXISME ET LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE. — LES PROGRÈS CULTURELS. — L'ESSOR INDUSTRIEL. — L'ABSOLUTISME ET LA RÉACTION S'AFFIRMENT, EN DÉPIT DE TOUTE CETTE ÉVOLUTION. — En plus de l'échec du parti *Narodnaja Volia* dans sa campagne violente contre le tsarisme, d'autres événements contribuèrent surtout à la transformation fondamentale du mouvement révolutionnaire russe après 1881. Le plus important fut l'apparition du marxisme. Comme on sait, ce dernier apporta une conception nouvelle des luttes sociales, conception qui aboutit à un programme concret d'action révolutionnaire et à la formation, dans les pays de l'Europe occidentale, d'un parti politique ouvrier dit parti social-démocrate. Tout en étant interdits en Russie, les idées de Lassalle, le marxisme et ses résultats concrets y furent connus, étudiés, prêchés et

appliqués clandestinement. De plus, la littérature russe trouva bientôt le moyen de s'occuper du socialisme, en employant un langage un peu camouflé. C'est à cette époque que prirent leur élan les fameuses « grosses revues » russes où collaboraient les meilleurs journalistes et publicistes pour y passer régulièrement en revue les problèmes sociaux, les doctrines socialistes et les moyens de les appliquer. L'importance de ces publications fut exceptionnelle. Aucune famille intellectuelle ne pouvait s'en passer. Dans les bibliothèques, il fallait se faire inscrire d'avance pour avoir à tour de rôle le numéro nouvellement paru. Plus d'une génération de jeunesse russe reçut son éducation sociale au moyen de ces revues, en la complétant par la lecture de toutes sortes de publications clandestines. Et c'est ainsi que l'idéologie marxiste, s'appuyant uniquement sur l'action organisée du prolétariat, vint remplacer les aspirations déçues des cercles conspirateurs d'autrefois.

Le second événement, d'une grande portée, fut l'évolution de plus en plus rapide de l'industrie et de la technique, avec ses conséquences fatales. Le réseau des chemins de fer, les autres voies et moyens de communication, la production minière, l'exploitation du naphte, l'industrie métallurgique, textile, mécanique, etc., etc., tout cet ensemble d'activité productrice se développait à grands pas, rattrapant le temps perdu. Des régions industrielles surgissaient par-ci par-là à travers le pays. Beaucoup de villes changeaient rapidement d'aspect, avec leurs usines neuves et une population ouvrière de plus en plus nombreuse. Cet essor industriel était vastement alimenté en main-d'œuvre par des masses considérables de paysans miséreux obligés, soit d'abandonner à jamais leurs parcelles de terre insuffisantes, soit de chercher du travail complémentaire pendant la saison d'hiver. Comme partout ailleurs, évolution industrielle signifiait, en même temps, évolution de la classe prolétarienne. Et, comme partout, celle-ci venait à point pour fournir les cadres principaux du mouvement révolutionnaire futur.

Ainsi, la diffusion des idées marxistes, d'une part, et la naissance du prolétariat industriel sur lequel le marxisme comptait s'appuyer, d'autre part, tels furent les éléments fondamentaux qui déterminèrent le nouvel aspect du mouvement révolutionnaire.

L'instruction publique suivait aussi une ligne ascendante. Les progrès de l'industrie, le niveau de plus en plus élevé de la vie en général, exigeaient, dans tous les domaines, des hommes instruits, des professionnels, des techniciens, des ouvriers qualifiés et lettrés. Aussi, le nombre d'écoles de tous genres — officielles, municipales et privées — augmentait sans cesse, aussi bien dans les villes qu'à la campagne. Universités, écoles supérieures spéciales, lycées, collèges, écoles primaires, cours professionnels, etc., etc., surgissaient de toutes parts.

Toute cette évolution se faisait en dehors, et même à l'encontre du régime politique absolutiste qui s'obstinait à persister, tout en formant, sur le corps vivant du pays, une carcasse rigide, absurde et gênante. Aussi, malgré la répression cruelle, le mouvement antimonarchiste, la propagande révolutionnaire et socialiste, prenaient de l'ampleur.

Vers la fin du siècle, deux forces nettement caractérisées se dressaient l'une contre l'autre en un conflit irréconciliable : l'une était la vieille force de la réaction absolutiste qui réunissait autour du trône les classes hautement privilégiées (la noblesse, les gros propriétaires fonciers, la caste militaire, le haut clergé, etc.) ; l'autre était la jeune force révolutionnaire représentée, aux années 1890-1900, surtout par la masse d'étudiants, mais qui commençait déjà à recruter aussi la jeunesse ouvrière des villes et des régions industrielles. En 1898,

le courant révolutionnaire de tendance marxiste aboutit à la formation du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe.

Entre ces deux forces nettement opposées, se plaçait un troisième élément qui comprenait surtout des représentants de la classe moyenne et nombre d'intellectuels de marque : professeurs à l'Université, avocats, médecins, écrivains, etc. C'était le mouvement timidement libéral. Tout en soutenant — en cachette, et avec beaucoup de prudence — l'activité révolutionnaire, ses adeptes mettaient leur foi plutôt en la voie des réformes, espérant pouvoir arracher un jour à l'absolutisme des concessions importantes et aboutir à l'avènement d'un régime constitutionnel.

L'empereur Alexandre III décéda en 1894. Il céda la place à son fils Nicolas, le dernier des Romanoff. Une légende absurde prétendait que ce dernier professait justement des idées libérales. On racontait qu'il était prêt à octroyer à « son peuple » une constitution qui limiterait sérieusement le pouvoir absolu des tsars. Prenant leurs désirs pour des réalités, les représentants des couches libérales, assistant, en qualité de délégués de certains corps, à la cérémonie solennelle au Palais, à l'occasion de l'avènement au trône de Nicolas II, remirent à ce dernier une adresse où il était question de la nécessité pressante des réformes, et où l'on trouvait même une timide allusion à l'opportunité d'un régime constitutionnel. Mais, à leur grande stupefaction, le nouveau maître, très en colère, frappa du pied le parquet et, criant, presque comme dans une crise d'hystérie, les somma de renoncer à jamais à ces « rêveries insensées ».

LES DÉBUTS DU XX^e SIÈCLE (1900-1905). — L'ÉVOLUTION RAPIDE DU PAYS CONTINUE. — L'ABSOLUTISME RESTE SUR SES POSITIONS. — LE PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE. — LES ATTENTATS. — LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE COMMENCE À DESCENDRE DANS LA RUE. — UNE INVENTION DU GOUVERNEMENT TSARISTE POUR CANALISER LE MOUVEMENT OUVRIER VERS UNE ACTIVITÉ « LÉGALE ». — Les phénomènes et les traits caractéristiques que nous venons de signaler, s'accroissent encore dès le début du XX^e siècle.

D'une part, l'absolutisme, loin d'aller à la rencontre des aspirations libérales de plus en plus prononcées de la société, prit, au contraire, la décision ferme de se maintenir par tous les moyens et de supprimer, par la violence ou la ruse, non seulement tout mouvement révolutionnaire, mais aussi toute manifestation d'esprit d'opposition. Ce fut à cette époque que le gouvernement tsariste, afin de faire dévier le mécontentement grandissant de la population, eut recours, entre autres, à une forte propagande antisémite et, ensuite, à l'instigation — et même à l'organisation — des pogroms (voir ce mot) juifs.

D'autre part, l'évolution économique du pays prenait une allure de plus en plus accélérée. Dans l'espace de cinq ans, de 1900 à 1905, l'industrie et le progrès technique ont fait un bond prodigieux. La production du pétrole (bassin de Bakou), celle de la houille (bassin du Donetz), des métaux précieux, etc., se rapprochaient rapidement du niveau atteint par les pays les plus industriels. Les voies et moyens de communication (chemins de fer, traction électrique, transport fluvial et maritime, etc.) se multipliaient et se modernisaient. D'importantes usines de construction mécanique et autres, employant des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers, surgissaient — ou s'épanouissaient — aux environs des grandes villes. Des régions industrielles entières naissaient ou prenaient de l'extension. Citons comme exemples : les grandes usines Pouchkoff, les importants chantiers de construction navale Nevsky, la grande usine balistique, et plusieurs autres usines d'envergure, à Saint-Petersbourg ; les faubourgs industriels de la même capitale, avec des

dizaines de milliers d'ouvriers, tels que Kolpino, Oboukhovo, Sestroretsk, et autres; la région industrielle d'Ivanovo-Voznessensk, sous Moscou; de nombreuses et importantes usines dans la Russie méridionale, à Khar'kov, à Ekaterinoslaw, etc.). Ces progrès rapides et importants restaient généralement peu connus à l'étranger. Et cependant, comme déjà dit, leur portée fut considérable, non seulement au point de vue purement industriel, mais aussi — et surtout — au point de vue social. En s'industrialisant, le pays augmentait vite ses cadres prolétariens. D'après les statistiques de l'époque, on peut évaluer le nombre total d'ouvriers industriels en Russie, vers 1905, à 3 millions.

En même temps, le pays poursuivait son évolution rapide en matière de culture générale. Depuis 1890, l'enseignement, l'instruction et l'éducation de la jeunesse ont fait de très grands progrès. Vers 1905, il existait en Russie une trentaine d'Universités et d'Écoles supérieures pour hommes et femmes. Presque toutes les villes, même de peu d'importance, possédaient des lycées et des collèges de garçons et de filles. L'enseignement primaire et l'instruction des adultes se trouvaient en progression constante, les « zemstvos », les municipalités et enfin des particuliers s'y employant avec beaucoup de zèle. Des cours du soir pour les ouvriers, des Universités populaires fonctionnaient dans toutes les grandes villes. Dans nombre de ces écoles et institutions, en dehors de l'enseignement proprement dit, une propagande d'idées avancées se poursuivait assez librement, malgré la surveillance de la police. D'ailleurs, les conférenciers et le corps enseignant se recrutèrent fréquemment dans les milieux plus ou moins révolutionnaires. La pression libérale exercée un peu partout par les couches intellectuelles, était telle que le gouvernement restait impuissant à supprimer ses effets. De pair avec cette activité éducative par la parole, se développait d'une façon prodigieuse l'éducation par écrit. Une quantité incalculable de brochures populaires se rapportant à toutes les sciences et traitant les problèmes politiques et sociaux sous un jour plus que libéral, fut lancée sur le marché. La censure s'avéra impuissante à endiguer ce flot montant. Et d'ailleurs, les éditeurs de cette littérature étaient inépuisables dans les moyens de prêter à leurs publications une forme qui trompait la vigilance de la censure. Si nous y ajoutons la diffusion assez importante, dans les milieux intellectuels et ouvriers, d'une littérature clandestine nettement révolutionnaire et socialiste, nous arriverons à une notion exacte de ce vaste mouvement d'éducation, de culture et de préparation révolutionnaire qui caractérise surtout les années 1900-1905.

Dans la campagne, l'appauvrissement des masses paysannes à la suite du morcellement grandissant de leurs parcelles de terre, déjà insuffisantes, et partant leur mécontentement, augmentaient rapidement. Même l'exploitation des terres en commun, le fameux *mir* russe, n'arrivait plus à soulager le paysan. D'ailleurs, le gouvernement d'Alexandre III et celui de son successeur firent leur possible pour réduire le *mir* à une simple unité administrative, étroitement surveillée par l'État, bonne surtout à récolter les impôts.

La situation politique, économique et sociale de la population ouvrière resta sans changement aux années 1900. Exposés, sans aucun moyen de défense, à l'exploitation grandissante des classes bourgeoises, n'ayant aucun droit de se concerter, de faire entendre leurs revendications, de s'organiser, de se mettre en grève, les ouvriers étaient malheureux, matériellement et moralement.

Ce fut dans ces conditions que la propagande et l'activité socialistes et révolutionnaires prirent de plus en plus d'extension depuis 1890. Comme nous l'avons déjà dit, le marxisme, propagé clandestinement, trouva beaucoup d'adeptes, d'abord parmi la jeunesse intel-

lectuelle, et ensuite, dans les milieux ouvriers. L'influence du parti social-démocrate, fondé en 1898, augmentait vite. Naturellement, le gouvernement tsariste sévissait contre les militants socialistes. Les prisons, les lieux d'exil et les bagnes s'emplissaient. Les procès politiques ne se comptaient plus. Mais, tout en réussissant à réduire ainsi au minimum l'activité et l'influence du parti social-démocrate, les autorités n'arrivèrent cependant jamais à les étouffer. A partir de l'année 1900, le mouvement révolutionnaire, poussé en avant surtout par la jeunesse intellectuelle et aussi par quelques groupements ouvriers dans les grandes villes et dans les régions industrielles, avança à grands pas. Des troubles universitaires et ouvriers devinrent bientôt des faits divers. D'ailleurs, les universités restaient souvent fermées pendant des mois, en raison justement des troubles politiques. Mais alors, à la première occasion, les étudiants appuyés par des ouvriers, organisaient des manifestations bruyantes sur les places publiques. A Saint-Petersbourg, la place devant la cathédrale de Kazan devint l'endroit classique des manifestations populaires auxquelles les étudiants, et aussi les ouvriers, se rendaient en entonnant des chants révolutionnaires, et, parfois, porteurs de drapeaux rouges déployés. Le gouvernement y envoyait des détachements de police et de cosaques à cheval qui nettoyaient la place à coups de sabres et de fouets (« *naganka* »).

Ajoutons que ce mouvement d'aspirations politiques et sociales était doublé d'une envolée morale remarquable. La jeunesse révolutionnaire s'émancipait, en même temps, de tous les préjugés religieux, nationaux, sexuels et autres. Sur certains points, les milieux avancés russes étaient, depuis longtemps, bien en avance, même sur les pays occidentaux. Ainsi, l'égalité des races, celle des sexes, l'union libre, etc..., devinrent pour ces milieux des vérités acquises, voire pratiquées, depuis les « nihilistes ». Sous ce rapport, les meilleurs publicistes russes (Bélinski, Herzen, Tchernychevski, Dobrolouboff, Pissareff, Mikhaïlovski) accomplirent une œuvre de grande portée. Ils éduquèrent plusieurs générations intellectuelles russes dans le sens d'affranchissement total, ceci malgré l'influence contraire exercée obligatoirement par le système d'enseignement secondaire (lycées, collèges). Tout en subissant cet enseignement officiel imposé, la jeunesse se débarrassait de sa férule, aussitôt le diplôme nécessaire en mains.

Toutefois, pour que le lecteur ait une juste notion de la situation générale, une réserve importante s'impose à nouveau.

Le tableau que je viens de peindre est exact. Mais, *en se bornant à lui seul*, sans y apporter des correctifs sérieux, on risquerait de tomber dans des exagérations, d'arriver à des appréciations générales erronées et partant de ne pas comprendre les événements ultérieurs.

N'oublions pas, en effet, que sur la masse immense de 175 millions d'âmes, les groupes touchés par le dit mouvement d'idées ne formaient qu'une couche bien mince. Il s'agissait, en somme, de quelques milliers d'intellectuels — d'étudiants surtout — et de la fine fleur de la classe ouvrière dans les grands centres. Le reste de la population — les innombrables masses paysannes, le gros des citoyens, et même le gros de la population ouvrière — restait encore étranger, indifférent ou même hostile à l'agitation. Certes, les milieux avancés augmentaient assez rapidement leurs effectifs. Certes, à partir des années 1900, le nombre d'ouvriers gagnés par le mouvement révolutionnaire des villes était en croissance continue, en dépit des mesures répressives. Certes, vers cette époque, l'effervescence atteignit aussi les masses paysannes, de plus en plus appauvries et miséreuses. Mais, en même temps, la masse profonde du peuple — celle dont l'agitation détermine seule les grands changements sociaux — conservait encore sa mentalité primitive.

Le « paradoxe russe » — dont il a été question plus haut — restait à peu près intact, et la « légende du tsar » éblouissait encore des millions et des millions d'hommes. Par rapport à cette masse, le mouvement en question n'était encore qu'une petite agitation de surface. Et, dans les conditions données, tout contact entre les avant-postes, poussés très en avant, et le gros des masses, resté très en arrière, était impossible. Le lecteur devra tenir rigoureusement compte de cette particularité pour pouvoir comprendre la suite des événements.

A partir de l'année 1901, l'activité révolutionnaire s'enrichit d'un élément nouveau. A côté du parti social-démocrate, naquit le parti socialiste-révolutionnaire, dont la propagande fut vite couronnée d'un succès considérable.

Trois points essentiels constituaient la différence entre les deux partis : 1° Philosophiquement et sociologiquement, le parti socialiste-révolutionnaire était anti-marxiste ; 2° En raison de son anti-marxisme, ce parti apportait au problème paysan une solution différente de celle du parti social-démocrate. Tandis que ce dernier, se basant uniquement sur la classe ouvrière, ne comptait guère sur le gros de la masse paysanne (dont il escomptait, d'ailleurs, la prolétarisation rapide) et, partant, négligeait la propagande rurale, le parti socialiste-révolutionnaire croyait pouvoir gagner les masses paysannes russes à la cause révolutionnaire et socialiste. Il jugeait impossible d'attendre leur prolétarisation. Il déployait, en conséquence, une forte propagande dans la campagne. Pratiquement, le parti social-démocrate n'envisageait, dans son programme agraire immédiat, qu'une augmentation des lots de terre appartenant aux paysans, tandis que le parti socialiste-révolutionnaire comprenait dans son programme minimum la socialisation immédiate et complète du sol entier ; 3° En parfaite conformité avec sa doctrine, le parti social-démocrate (qui comptait essentiellement sur l'action des masses) repoussait toute action de terrorisme, tout attentat politique, comme socialement inutile. Par contre, le parti socialiste-révolutionnaire attribuait une certaine utilité politique aux attentats accomplis dans certaines conditions données. Il possédait un organisme spécial (dit « organisme de combat ») chargé de préparer et d'exécuter des attentats politiques sous le contrôle du comité central. A part ces différences, le programme politique immédiat des deux partis était sensiblement le même : une république démocratique (bourgeoise) qui ouvrirait la route à une évolution vers le socialisme.

De 1901 à 1905, le parti socialiste-révolutionnaire accomplit plusieurs attentats politiques dont quelques-uns exceptionnellement retentissants, notamment : en 1902, le membre du parti Balmacheff assassina Sipaguine, ministre de l'Intérieur ; en 1904, un autre socialiste-révolutionnaire, Sazonoff, tua von Plehvé, le successeur de Sipaguine.

A part ces deux partis politiques, il existait aussi, à cette époque déjà, un certain mouvement anarchiste. Très faible, il n'était représenté que par quelques groupements d'intellectuels et d'ouvriers, sans contact stable. Il y avait un ou deux groupes anarchistes à Saint-Petersbourg, autant à Moscou, quelques groupements dans le Midi. Leur activité se bornait à quelque propagande, très difficile d'ailleurs, à des attentats contre les serviteurs du régime, et à des actes de « reprise individuelle ». La littérature libertaire arrivait en fraude de l'étranger. On répandait surtout les brochures de Kropotkine qui, lui-même, obligé d'émigrer après la débâcle de la *Narodnaïa Volia*, s'était fixé en Angleterre.

Le succès croissant de la propagande révolutionnaire à partir de l'année 1900 inquiéta fortement le gouvernement. Ce qui le troublait surtout, c'étaient les sym-

pathies que cette propagande gagnait de plus en plus dans la population ouvrière. Malgré leur existence illégale, donc difficile, les partis socialistes possédaient dans toutes les grandes villes des comités, des cercles de propagande, des imprimeries clandestines et des groupements ouvriers. Le parti socialiste-révolutionnaire réussit à réaliser des attentats politiques. Le gouvernement jugea donc ses moyens de défense — la prison, la surveillance, la provocation, les pogromes — insuffisants. Afin de soustraire les masses ouvrières à l'emprise des partis socialistes et à toute activité révolutionnaire, il conçut un plan machiavélique qui, logiquement, devait le rendre maître du mouvement ouvrier. Il se décida à mettre sur pied des organisations ouvrières *légal*es, *autoris*ées, dont il tiendrait lui-même les commandes. En cas de réussite, il aurait fait d'une pierre deux coups : d'une part, il aurait attiré vers lui les sympathies de la classe ouvrière, en l'arrachant ainsi aux mains des partis révolutionnaires ; d'autre part, il pourrait guider le mouvement ouvrier là où il voudrait, le surveillant de près. Sans aucun doute, la tâche était délicate. Il fallait attirer les ouvriers dans ces organismes d'Etat ; il fallait tromper leur méfiance, les intéresser, les flatter, les bercer, les duper ; il fallait feindre d'aller à la rencontre de leurs aspirations... Pour réussir, le gouvernement serait même obligé d'aller jusqu'à certaines concessions d'ordre économique ou social, tout en maintenant les ouvriers à sa merci, tout en les maniant à son idée. L'exécution d'un tel programme exigeait, à la tête de l'entreprise, des hommes de confiance absolue, hommes habiles et éprouvés, connaissant bien la psychologie ouvrière et la manière de s'y prendre. Le choix du gouvernement s'arrêta sur deux hommes, agents de la police secrète (*l'Okhrana*), qui reçurent la mission d'exécuter le projet. L'un fut Zoubatoff, pour Moscou ; l'autre, l'aumônier d'une des prisons de Saint-Petersbourg, le pope Gapone. Ainsi, le gouvernement du tsar voulut jouer avec le feu. Il ne tarda pas à s'y brûler.

LA RÉVOLUTION DE 1905. LES « SECTIONS OUVRIÈRES » ET LE MOUVEMENT DE GAPONE. — LA LÉGENDE DU TSAR TUÉ PAR LE TSAR. — LE PREMIER GRAND MOUVEMENT DES MASSES OUVRIÈRES. LA PREMIÈRE GRANDE GRÈVE DES OUVRIERS DE SAINT-PETERSBOURG. — L'ORIGINE DES « SOVIETS ». — L'EFFET FONDROYANT DES GRAVES DÉFAITES DANS LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE. L'EFFERVESCENCE DANS TOUTES LES MILIEUX DE LA SOCIÉTÉ. LES LIBERTÉS PRISES D'ASSAUT. L'AGITATION DANS LA FLOTTE ET DANS L'ARMÉE. — LA GRÈVE GÉNÉRALE DE TOUT LE PAYS EN OCTOBRE 1905. LE GOUVERNEMENT PERD PIED. LE MANIFESTE DU 17 OCTOBRE. — LE CONTACT ENTRE LES MILIEUX AVANCÉS ET LA MASSE DU PEUPLE S'ÉTABLIT. LE « PARADOXE RUSS » COMMENCE À S'ÉVANOUIR. — Zoubatoff, à Moscou, fut démasqué assez vite. Il ne put aboutir à de grands résultats. Mais, à Saint-Petersbourg, les affaires marchèrent mieux. Gapone, très adroit, œuvrant à l'ombre, sachant gagner la confiance et même l'affection des milieux ouvriers, doué d'un certain talent d'agitateur et d'organisateur, réussit à mettre sur pied les soi-disant « Sections ouvrières » qu'il guidait en personne (en contact étroit avec ses maîtres) et qu'il animait de son activité énergique. Vers la fin de 1904, ces sections étaient au nombre de onze dans divers quartiers de la capitale, avec quelques milliers de membres.

Le soir, les ouvriers venaient assez nombreux dans leurs sections pour y parler de leurs affaires, écouter quelque conférence, parcourir les journaux, etc... L'entrée des sections étant rigoureusement contrôlée par les ouvriers gaponistes eux-mêmes, les militants révolutionnaires ne pouvaient y pénétrer qu'à grande peine. Et même s'ils y pénétraient, ils étaient vite démasqués et mis à la porte.

Les ouvriers de Saint-Petersbourg prirent leurs sec-

tions très au sérieux. Ils avaient entière confiance en Gapone, lui parlaient de leurs malheurs et de leurs aspirations, discutaient avec lui les moyens de faire améliorer leur situation. Fils, lui-même, d'un pauvre paysan, Gapone comprenait à merveille la psychologie de ses confidentes. Il savait encore mieux feindre son approbation et ses vives sympathies au mouvement ouvrier. Telle était aussi, à peu près, sa mission officielle. La thèse que le gouvernement entreprit d'imposer aux ouvriers dans leurs sections fut celle-ci : « Ouvriers, vous pouvez arriver à améliorer votre situation, en vous y appliquant méthodiquement, et dans les formes légales, au sein de vos sections. Pour aboutir, vous n'avez aucun besoin de faire de la politique. Occupez-vous de vos intérêts personnels et immédiats, et vous arriverez bientôt à une existence plus heureuse. Les partis et les luttes politiques, les recettes proposées par les mauvais bergers — les socialistes et les révolutionnaires — ne vous mèneront à rien de bon. Laissez la politique de côté et ne vous occupez que de vos intérêts économiques. Ceci vous est permis, et c'est par cette voie que vous aboutirez ». Telle fut la thèse soutenue et développée, sur l'instigation du gouvernement, par Gapone et ses aides puisés parmi les ouvriers mêmes, dans les sections.

Les ouvriers mirent l'invitation tout de suite en pratique. Ils commencèrent à préparer une action économique pour appuyer, le cas échéant, leurs revendications élaborées et formulées d'accord avec Gapone. Ce dernier, dans sa situation plus que délicate, dut faire semblant d'approuver tout. S'il ne le faisait pas, il provoquerait aussitôt un mécontentement parmi les ouvriers. Il serait même certainement accusé de trahir leurs intérêts, de tenir trop le parti patronal. Il aurait vite perdu sa popularité. De ce fait, son œuvre même serait infirmée. Dans son double jeu, Gapone devait avant tout, et à tout prix, conserver les sympathies qu'il s'était gagnées chez les ouvriers. Il le comprenait bien et faisait mine de soutenir entièrement leur cause, tout en espérant pouvoir, par cela même, garder la maîtrise du mouvement, pouvoir manier les masses à sa guise, pouvoir diriger, façonner et canaliser leur action.

Ce fut le contraire qui se produisit. Le mouvement prit rapidement de l'ampleur. Bientôt, il se transforma en une véritable tempête qui déborda et emporta Gapone lui-même.

Brièvement exposés, les événements se déroulèrent comme suit :

En décembre 1904, les ouvriers de l'usine Poutiloff, l'une des plus importantes de Saint-Petersbourg, et où Gapone comptait de nombreux adeptes et amis, décidèrent de commencer l'action. D'accord avec Gapone, ils élaborèrent et remirent à la direction une liste de revendications d'ordre économique, très modérées d'ailleurs. Vers la fin du mois, ils apprirent que la direction ne croyait pas possible d'y faire suite, et que le gouvernement était impuissant à l'y obliger.

L'indignation, la colère des ouvriers étaient sans borne : d'abord, parce que leurs longs et laborieux efforts n'aboutissaient à rien ; ensuite — et surtout — parce qu'on leur avait laissé croire que ces efforts seraient couronnés de succès. Gapone, en personne, les avait encouragés, les avait bercés d'espoir. Et voici que leur premier pas sur la bonne voie légale ne leur apportait qu'un échec cuisant, nullement justifié. Ils se sentirent « roulés ». Naturellement, leurs regards se tournèrent vers Gapone. Pour sauvegarder son prestige et son rôle, ce dernier feignit d'être indigné plus que tout autre et poussa les ouvriers de l'usine Poutiloff à réagir vigoureusement. C'est ce qu'ils ne tardèrent pas à faire. Se sentant assez à l'abri, se bornant toujours à des revendications purement économiques, couverts par les sections et par Gapone, ils décidèrent,

au cours de plusieurs réunions tumultueuses, de soutenir leur cause par une grève. Le gouvernement, confiant en Gapone, n'intervenait pas. Et c'est ainsi que la grève des usines Poutiloff, la première grève ouvrière importante en Russie, fut déclenchée en décembre 1904.

Mais le mouvement ne s'arrêta pas là. Toutes les sections ouvrières s'émeurent et se mirent en branle pour défendre l'action de ceux de Poutiloff. Elles apprécièrent très justement l'échec de ces derniers comme leur échec général. Naturellement, Gapone dut prendre parti pour les sections. Le soir, il les parcourait toutes, l'une après l'autre, prononçant partout des discours en faveur des grévistes de Poutiloff, invitant tous les ouvriers à les soutenir par une action efficace.

Quelques jours passèrent. Une agitation extraordinaire secouait les masses ouvrières de la capitale. Les ateliers se vidaient spontanément. Sans mot d'ordre précis, sans préparation, ni direction, la grève de Poutiloff devenait une grève quasi-générale de Saint-Petersbourg.

Ce fut alors la tempête. Les masses de grévistes se précipitèrent vers les sections, forçant tout contrôle, réclamant une action immédiate.

En effet, la grève seule ne suffisait pas. Il fallait agir, *faire quelque chose*. C'est alors que surgit — on ne sut jamais exactement d'où ni comment — la fantastique idée de rédiger, au nom des ouvriers et paysans malheureux de toutes les Russies, une pétition au tsar, de se rendre, pour l'appuyer, en grandes masses devant le Palais d'Hiver, de remettre la pétition, par l'intermédiaire d'une délégation, Gapone en tête, au tsar lui-même, et de demander à ce dernier de prêter l'oreille aux misères de son peuple. Toute naïve, toute paradoxale qu'elle fût, cette idée se répandit comme une trainée de poudre parmi les ouvriers de Saint-Petersbourg. Elle les rallia. Elle les inspira. Elle apporta un sens, elle fixa un but précis à leur mouvement.

Les sections firent chorus avec les masses. Elles se décidèrent à organiser l'action. Gapone fut chargé de rédiger la pétition. De nouveau, il s'inclina. Ainsi, il devenait, par la force des choses, leader d'un important, d'un historique mouvement des masses.

Dans les premiers jours du mois de janvier 1905, la pétition était prête. Simple, émouvante, elle respirait le dévouement et la confiance. Les misères du peuple y étaient exposées avec beaucoup de sentiment et de sincérité. Ensuite, elle demandait au tsar de consentir et de faire exécuter certaines réformes. Chose étrange, mais incontestable : la pétition de Gapone était une œuvre de haute inspiration.

Il s'agissait maintenant de la faire adopter par toutes les sections, de la porter à la connaissance des vastes masses, et d'organiser la marche vers le Palais d'Hiver.

Entre temps, un fait nouveau se produisit. Des révolutionnaires appartenant aux partis politiques (ces derniers se tenaient à l'écart du mouvement) intervinrent auprès de Gapone. Ils cherchèrent, avant tout, à l'influencer, à l'obliger de donner à son attitude, à sa pétition et à toute son action une allure moins « rampante », plus digne, plus ferme, en un mot plus révolutionnaire. Les milieux ouvriers avancés exercèrent sur lui la même pression. Gapone s'y prêta d'assez bonne grâce. Des socialistes-révolutionnaires surtout lièrent connaissance avec lui. D'accord avec eux, il remania, dans les tout derniers jours, sa pétition primitive, en l'élargissant considérablement et en atténuant de beaucoup son esprit de fidèle dévouement au tsar.

Sous sa forme définitive, la pétition fut le plus grand paradoxe historique qui ait jamais existé. On s'y adressait très loyalement au tsar, et on lui demandait ni plus ni moins que d'autoriser — même d'accomplir — une révolution fondamentale qui, en fin de compte,

supprimerait son pouvoir. En effet, tout le programme minimum des partis révolutionnaires y figurait. On y exigeait, notamment, en qualité de mesures immédiates, de toute urgence : la liberté entière de la presse, de la parole, de la conscience, etc... ; la liberté absolue de toutes sortes d'associations, d'organisations, etc... ; le droit aux ouvriers de se syndiquer, de recourir à la grève, etc... ; des lois agraires tendant à l'expropriation des gros propriétaires au profit des communautés paysannes ; et, surtout, la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante, élue sur la base d'une loi électorale démocratique. C'était, carrément, une invitation au suicide.

Il est à noter, toutefois, qu'en dépit de tout ce qu'il y avait de paradoxal dans la situation créée, l'action qui se préparait ainsi n'était, pour un esprit averti, qu'un aboutissement logique des tendances existantes, une synthèse naturelle des divers éléments en présence. D'une part, l'idée de la démarche collective auprès du tsar, avec la pétition, ne fut au fond que l'expression très naturelle de la foi naïve des masses populaires en la bonne volonté du tsar (ce que nous avons appelé plus haut « la légende du tsar »). Ainsi, les ouvriers qui, en Russie, ne rompaient jamais leurs liens plus ou moins étroits avec la campagne, reprirent un instant la tradition paysanne pour aller demander au « petit père » aide et protection. Profitant de l'occasion offerte et unique, soulevés par un élan spontané, irrésistible, ils cherchèrent, peut-être, surtout à mettre le doigt sur la plaie, à obtenir une précision palpable, une solution concrète, définitive. Tout en espérant, au fond de leurs âmes simples, obtenir un succès au moins partiel, ils voulaient surtout en avoir le cœur net. D'autre part, l'influence des partis révolutionnaires (forcés de se tenir à l'écart), pas assez puissante pour empêcher le mouvement ou — encore moins — pour le remplacer par un autre, plus révolutionnaire, s'avéra, néanmoins, suffisamment forte pour réussir à exercer sur Gapone une certaine pression indirecte et l'obliger de « révolutionnariser » son acte. Cet acte fut ainsi le produit hâtard, mais naturel, des forces contradictoires en action.

La conduite et la psychologie de Gapone lui-même, toutes paradoxales qu'elles puissent paraître, trouvent pourtant une explication facile. D'abord simple comédien, agent à la solde de la police, il fut, ensuite, de plus en plus entraîné par la formidable vague du mouvement populaire qui le poussait en avant. Il finit par en être emporté. Les événements le mirent, malgré lui, à la tête des foules dont il devenait l'idole. Esprit aventurier et romanesque, il dut se laisser bercer par une illusion. Percevant instinctivement l'importance historique des événements, il dut en faire une appréciation exagérée qui dépassa de beaucoup la réalité des choses. Il voyait déjà le pays entier en révolution, le trône en péril, et lui, Gapone, chef suprême du mouvement, idole du peuple, porté aux sommets de la gloire des siècles. De plus en plus fasciné par ce rêve (que les événements paraissaient de plus en plus justifier), il se donna finalement, corps et âme, au mouvement déclenché. Son rôle de policier ne l'intéressait plus. Il n'y pensait même pas, au cours de ces journées de fièvre, tout ébloui par les éclairs du formidable orage, tout absorbé par son rôle nouveau qui devait lui apparaître presque comme une mission divine. Telle était, très probablement, la psychologie de Gapone au début de janvier 1905. On peut donc supposer, avec forte raison, qu'à ce moment, et dans le sens indiqué, Gapone était sincère. Du moins telle fut l'impression personnelle de l'auteur de ces lignes qui fit la connaissance de Gapone quelques jours avant les événements et le vit à l'œuvre.

Même le phénomène le plus paradoxal parmi tant d'autres, — l'abstention du gouvernement et l'absence

de toute intervention policière au cours de ces journées de préparation fiévreuse, — s'explique aisément. Tout d'abord, la police ne put pénétrer dans la psychologie nouvelle de Gapone. Jusqu'au bout, elle garda confiance en son jeu. Et lorsque, enfin, elle s'aperçut du changement et du danger imminent, il était trop tard pour endiguer et arrêter les éléments déchaînés. D'abord quelque peu décontenancé, le gouvernement prit finalement le parti d'attendre le moment favorable pour écraser le mouvement d'un seul coup. Pour l'instant, ne recevant aucun ordre, la police ne bougeait pas, elle ne se montrait même pas. Ce fait incompréhensible, mystérieux, encouragea les masses, augmenta leurs espoirs.

La marche vers le Palais d'Hiver fut fixée au dimanche matin, le 9 janvier (vieux style). Les tout derniers jours, le 8 et le 9 surtout, furent consacrés principalement à la lecture publique de la pétition, au sein des sections. On procéda, à peu près partout, de la même façon. Au cours de la journée, mais surtout le soir, Gapone lui-même — ou un de ses amis — lisait, expliquait et commentait la pétition aux masses ouvrières qui remplissaient les locaux « par paquets », à tour de rôle. Aussitôt le local rempli, on en fermait la porte, on lisait la pétition, les assistants apposaient leurs signatures sur une feuille spéciale et évacuaient la salle. Celle-ci se remplissait à nouveau par une foule qui attendait patiemment son tour dans la rue, et la cérémonie recommençait. Cela continuait ainsi, dans toutes les sections, jusqu'à minuit et au-delà.

Ce qui apporta une note tragique à ces derniers préparatifs, ce fut, chaque fois, l'appel suprême de l'orateur et le serment solennel, farouche, de la foule, en réponse à cet appel : « Camarades ouvriers, paysans et autres ! — disait à peu près l'orateur — Frères de misère ! Soyez tous fidèles à la cause générale et au rendez-vous. Dimanche matin, venez tous sur la place, devant le Palais d'Hiver. Toute défaillance de votre part serait une trahison envers notre cause qui est juste. Mais, venez calmes, pacifiques, dignes de l'heure solennelle qui sonne. Le père Gapone a déjà prévenu le tsar et lui a garanti, sous sa responsabilité personnelle, la sécurité absolue. Si vous vous permettez quelque acte déplacé, c'est le père Gapone qui en répondra. D'ailleurs, vous avez entendu la pétition. Nous demandons des choses justes. Nous ne pouvons plus continuer cette existence misérable. Nous allons donc chez le tsar les bras ouverts, les cœurs remplis d'amour et d'espoir. Il n'a qu'à nous recevoir de même, et à prêter l'oreille à notre demande. Gapone lui-même lui remettra la pétition. Espérons, camarades, espérons, frères, que le tsar nous ouvrira ses bras, nous accueillera, nous écoutera, nous comprendra et fera suite à nos justes revendications. Mais si, mes frères, le tsar, au lieu de nous accueillir, au lieu de nous écouter, nous reçoit à coups de fusils et de sabres, s'il ne veut pas de nous, alors, mes frères, malheur à lui ! Alors, nous n'avons plus de tsar ! Alors, qu'ils soient maudits à jamais, lui et toute sa dynastie ! Jurez, vous tous, camarades, frères, simples citoyens, jurez qu'alors, vous n'oublierez jamais la trahison. Jurez qu'alors, vous chercherez à détruire le traître par tous les moyens... » Et l'assemblée tout entière, emportée par un élan extraordinaire, répondait en levant le bras : « Nous le jurons ! » Là où Gapone lui-même lisait la pétition, — et il la lut une fois dans toutes les sections, — il y ajoutait : « Moi, prêtre, Georges Gapone, par la volonté de Dieu, je vous délève alors du serment prêté au tsar. Je bénis d'avance celui qui le détruira. Car alors, nous n'aurons plus de tsar ! (Blème d'émotion, il répétait deux, trois fois cette phrase devant l'auditoire silencieux et frémissant.) Jurez de me suivre, jurez-le sur la tête de vos enfants ! ... » — « Oui, père, nous le jurons sur la tête de nos enfants », fut invariablement la réponse.

Le 8 janvier au soir, tout était prêt pour la marche. Tout était prêt aussi du côté gouvernemental. En effet, certains cercles intellectuels et littéraires apprirent que la décision du gouvernement était arrêtée : en aucun cas ne laisser la foule s'approcher du Palais ; si elle insiste, tirer dessus sans pitié. En toute hâte, une délégation fut dépêchée auprès des autorités pour tenter de prévenir l'effusion du sang. La démarche resta vaine. Toutes les dispositions étaient déjà prises. La capitale était entre les mains des troupes armées jusqu'aux dents.

On connaît la suite. Le 9 janvier, dimanche, dès le matin, une foule immense composée surtout d'ouvriers (souvent avec leurs familles) et aussi d'autres éléments très divers, se mit en mouvement vers la place du Palais d'Hiver. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, partant de tous les points de la capitale et de la banlieue, se ruèrent vers le but indiqué. Hélas ! Partout ils se heurtèrent à des barrages de troupes et de police qui ouvrirent un feu nourri contre cette mer humaine. Toutefois, la pression des arrières-gardes de cette masse compacte d'hommes — pression qui augmentait de minute en minute — fut telle que, par toutes sortes de voies obliques, la foule affluait sans cesse, envahissant la place du Palais et toutes les rues avoisinantes. Alors le gouvernement ne trouva rien de mieux que de faire balayer, par des salves de feu, à intervalles réguliers, cette foule désarmée, désarmée, désespérée...

Des milliers d'hommes, femmes et enfants furent tués ce jour-là dans les rues de la capitale. Vers le soir, « l'ordre fut rétabli ». Et c'est durant toute la nuit, et par des wagons entiers, que la police emportait les cadavres hors de la capitale pour les faire enterrer pêle-mêle dans les champs avoisinants.

Quant à Gapone lui-même, lequel conduisait, entouré de porteurs d'icônes et d'images du tsar, une foule immense se dirigeant vers le Palais d'Hiver par la porte de Narva, il ne fut même pas blessé. Aux premiers coups de feu, il fut saisi par des amis, emporté hors des rangs et mis en lieu sûr. On lui coupa ses longs cheveux de pope, on l'habilla en civil et, quelques jours après, il se trouva déjà à l'étranger, hors de toute atteinte. Il lança immédiatement un bref appel aux ouvriers et paysans de toutes les Russies où, en des termes exceptionnellement éloquentes et vigoureux, il maudissait, au nom du pouvoir à lui conféré par Dieu, le tsar Romanoff et sa dynastie. Il y bénissait d'avance tous ceux qui arriveraient à supprimer le traître. Cet appel fut répandu en très grand nombre à travers le pays.

Quelques mots sur le sort définitif de Gapone sont nécessaires ici même pour clore le chapitre.

Sauvé par des amis, l'ex-prêtre se fixa définitivement à l'étranger. Ce furent surtout les socialistes-révolutionnaires qui prirent soin de lui. Son avenir ne dépendait maintenant que de lui-même. On a mis à sa disposition les moyens nécessaires pour qu'il rompe définitivement avec son passé, pour qu'il complète son instruction, — enfin, pour qu'il puisse devenir vraiment un homme d'action d'envergure. Mais, Gapone n'était pas de cette trempe. Le feu sacré qui, par hasard, effleura une fois son âme ténébreuse, n'était pour lui qu'un feu d'ambitions et de satisfactions personnelles qui s'éteignit vite. Au lieu de se livrer à un travail d'auto-éducation et de préparation à une activité sérieuse, Gapone restait dans l'inactivité, mère de l'ennui. Le lent travail de patience ne lui disait rien. Il rêvait la suite immédiate et glorieuse de son aventure. Or, en Russie, les événements trahaient. La grande révolution ne venait toujours pas. Il s'ennuyait de plus en plus. Bientôt, il chercha l'oubli dans la débauche. Le plus souvent, il passait ses soirées dans des cabarets louches où, à moitié ivre, en compagnie

de femmes légères, il pleurait à chaudes larmes ses illusions brisées. La vie à l'étranger le dégoûtait. Le mal du pays le tenaillait. A tout prix, il voulait retourner en Russie. Alors, il conçut l'idée de s'adresser à son gouvernement, de lui demander le pardon et l'autorisation de revenir pour reprendre ses services. Il écrivit à la police secrète. Il renoua les relations avec elle. Ses anciens chefs accueillirent l'offre assez favorablement. Mais, avant tout, ils exigèrent de Gapone une preuve matérielle de son repentir et de sa bonne volonté. Connaissant ses accointances avec des membres influents du parti socialiste-révolutionnaire, ils lui demandèrent de leur fournir des indications précises qui leur auraient permis de porter un coup dur au dit parti. Gapone accepta le marché. En attendant, un membre influent du parti et ami intime de Gapone, l'ingénieur Rutenberg, eut vent des nouvelles relations de Gapone avec la police. Il s'en référa au comité central du parti. Le comité le chargea — c'est Rutenberg lui-même qui le raconte dans ses mémoires — de faire son possible pour démasquer Gapone. Rutenberg fut obligé de jouer un rôle. Il finit par obtenir des confidences de Gapone, ce dernier ayant supposé que l'ingénieur trahirait volontiers son parti pour une forte somme d'argent. Gapone lui fit des propositions dans ce sens. Rutenberg feignit d'accepter. Il fut convenu qu'il livrerait à la police, par l'intermédiaire de Gapone, des secrets très importants du parti. On marchandait sur le prix. Ce marchandage — feint et traîné sciemment en longueur par Rutenberg d'accord avec son parti, mené par Gapone d'accord avec la police — se termina en Russie où Gapone put, entre temps, se rendre, de même que Rutenberg. A Saint-Petersbourg se joua le dernier acte du drame. Aussitôt arrivé, Rutenberg prévint quelques ouvriers, amis fidèles de Gapone — lesquels se refusaient à croire à sa trahison — qu'il était à même de leur en fournir une preuve incontestable. Il fut convenu que les ouvriers gaponistes assisteraient en cachette au dernier entretien entre Gapone et Rutenberg, entretien où le prix de la soi-disant trahison de Rutenberg devait être définitivement fixé.

Le rendez-vous eut lieu dans une villa déserte, non loin de Saint-Petersbourg. D'après le plan conçu, les ouvriers cachés dans la pièce contiguë à celle où se passerait l'entretien entre Gapone et Rutenberg, devaient ainsi assister, sans être vus, à cet entretien pour se convaincre du véritable rôle de Gapone et pouvoir, ensuite, le démasquer publiquement. Mais les ouvriers ne purent pas y tenir. Aussitôt convaincus de la trahison de Gapone, ils firent irruption dans la chambre où les deux hommes discutaient, ils se précipitèrent sur Gapone, le saisirent et, malgré ses supplications, l'exécutèrent brutalement. Ensuite, ils lui passèrent une corde au cou et le suspendirent au plafond. C'est dans cette position que son cadavre fut découvert accidentellement quelque temps après.

Ainsi se termina l'épopée personnelle de Gapone. Quant à l'épopée du mouvement, elle suivit son chemin.

Les événements du 9 janvier eurent une résonance formidable dans le pays entier. Sans parler des villes et des régions industrielles, dans les régions les plus obscures, la population apprenait avec une stupéfaction indignée qu'au lieu de prêter l'oreille au peuple venu paisiblement devant le Palais pour conter au tsar ses misères, ce dernier donna froidement l'ordre de tirer dessus. Pendant longtemps encore, des paysans délégués par leurs villages se rendaient à Saint-Petersbourg avec la mission d'apprendre l'exacte vérité. Cette vérité fut bientôt connue partout. C'est à ce moment que la « légende du tsar » cessa de vivre. Un paradoxe historique de plus ! En 1881, les révolutionnaires assassinèrent le tsar pour tuer la légende. Elle survécut. Vingt-quatre ans après, c'est le tsar lui-même qui la

tua. Moralement, le tsarisme fut détrôné le 9 janvier 1905. Mais ce qu'il y a vraiment de significatif dans ces événements, c'est qu'il fallut une *expérience historique* vécue, palpable et de grande envergure pour que le peuple commence à comprendre la véritable nature du tsarisme. Ni la propagande, ni le sacrifice des enthousiastes ne purent, seuls, amener ce résultat.

Quant à la ville de Saint-Petersbourg, les événements du 9 janvier y eurent pour effet immédiat la généralisation de la grève ouvrière. Celle-ci devint complète. Le 10 janvier au matin, pas une seule usine, pas un chantier de la capitale ne s'animait. Le mouvement de sourde révolte gronda partout. La première grande grève révolutionnaire des travailleurs russes — celle des ouvriers de Saint-Petersbourg — devint un fait accompli.

Nous touchons ici à un point très important de la révolution russe : *l'origine des Soviets*. Le lecteur trouvera quelques détails de plus, à ce sujet, au mot *Soviets*. Mais l'essentiel doit être dit ici même.

Dans tout ce qui a paru jusqu'à ce jour sur la révolution russe — je parle non seulement des études étrangères, mais aussi de la documentation russe — il existe une lacune qui saute aux yeux d'un lecteur attentif. *Personne ne put encore jamais établir avec précision, quand, où, et comment fut créé le premier soviet ouvrier*. Ce que le lecteur trouvera ici à ce sujet sera donc absolument inédit. (En lisant ce qui suit, on comprendra le pourquoi de cette lacune.)

De même que le mouvement précédé guidé par Gapon, la grève générale des ouvriers de Saint-Petersbourg surgit spontanément. Elle ne fut déclenchée par aucun parti politique, voire par aucun comité de grève. De leur propre chef, et dans un élan tout à fait libre, les masses ouvrières abandonnèrent les usines et les chantiers. Les partis politiques ne surent même pas profiter de l'occasion de s'emparer du mouvement, à leur habitude. Ils restèrent complètement à l'écart. Cependant, la grave question surgit aussitôt devant les ouvriers : que faire maintenant ? Un jour, cette question fut posée concrètement dans une petite réunion privée à laquelle assistaient une quarantaine d'ouvriers de différentes usines, l'auteur de ces lignes (dont ces ouvriers étaient les élèves) et un avocat, Georges Nossar. Ni les uns ni les autres n'appartenaient à aucun parti politique. L'auteur de ces lignes, alors un jeune homme de 22 ans, poursuivait depuis deux ans, dans les milieux ouvriers, un travail de pure culture. Et quant à Nossar, il était une connaissance de quelques jours, faite à l'une des réunions gaponistes à laquelle il vint assister. Au cours de cette petite réunion privée, on parla de la nécessité d'organiser un comité — ou plutôt un « conseil » (soviet) — qui serait composé d'ouvriers délégués par différentes usines, et qui prendrait entre ses mains aussi bien la direction de la grève que celle de la suite du mouvement. On exprima même l'idée de nommer ce comité *Conseil (Soviet) des délégués ouvriers*. Les ouvriers décidèrent de mettre cette idée tout de suite en pratique. Dès le lendemain, ils devaient en faire part à leurs camarades d'usine, pour pouvoir désigner des délégués provisoires à ce soviet ouvrier. Mais il fallait quelqu'un qui se chargeât, séance tenante, de la direction de ce soviet. Les ouvriers présents offrirent ce poste à l'auteur de ces lignes. Ne sachant encore rien de la conception anarchiste, ce dernier en possédait néanmoins l'esprit. Il posa aux ouvriers cette question : Comment pouvait-il, sans être ouvrier, adhérer à un organisme essentiellement ouvrier, le guider, le mener ? Les ouvriers répondirent que cela n'avait aucune importance, car ils pouvaient toujours introduire dans l'organisme ainsi créé un homme de confiance en lui procurant des papiers d'un ouvrier quelconque. L'auteur de ces lignes refusa catégoriquement, pour sa part, de recourir à un tel procédé, basé sur un mensonge, sur une super-

cherie. Il estimait, en outre, que les ouvriers devraient mener eux-mêmes leurs affaires, se bornant à être aidés ou conseillés du dehors de leurs organismes par leurs amis intellectuels, sans en faire des maîtres. Les ouvriers firent alors la même offre à Nossar qui accepta. C'est ainsi que, quelques jours après, eut lieu, à Saint-Petersbourg, la première séance du premier soviet ouvrier russe dont Nossar, muni de faux papiers ouvriers au nom de Khroustaleff, se fit nommer président. Un peu plus tard, ce premier soviet fut complété par un nombre imposant de délégués ouvriers. Pendant quelque temps, il siégeait assez régulièrement dans le local des Cours supérieurs du Professeur P. Lesgaft. Il publiait périodiquement une feuille d'information ouvrière, sous le titre : *Les Nouvelles (Izvestia) du Soviet des délégués ouvriers*. En même temps, il dirigeait le mouvement ouvrier de la capitale. Le parti social-démocrate finit, tout de même, par réussir à pénétrer dans ce soviet et à s'y emparer d'un poste important. En effet, le politicien social-démocrate Trotsky (le futur commissaire bolcheviste) y entra et se fit nommer secrétaire. Plus tard, il remplaça Khroustaleff-Nossar à la présidence du soviet.

On comprend aisément pourquoi les faits cités ici restèrent dans l'ombre. Nossar (le lecteur trouvera ailleurs quelques mots sur son sort personnel) n'en a jamais soufflé mot à personne. Sur les 40 ouvriers au courant des faits, pas un n'eut jamais l'idée de les raconter. Et quant à l'auteur de ces lignes, il n'en a encore parlé nulle part jusqu'à présent.

Pendant un certain laps de temps, le gouvernement ne toucha pas au soviet. Celui-ci siégea assez régulièrement. D'ailleurs, la grève s'étant éteinte d'elle-même, à défaut d'un mouvement de plus vaste envergure, l'activité de ce premier soviet dut se borner bientôt à une œuvre de pure propagande.

Le gouvernement se vit dans l'obligation de fermer momentanément les yeux, car, sa situation devenant de plus en plus difficile, il était forcé d'agir avec la plus grande prudence. La raison principale de cette situation difficile fut l'échec cuisant que l'impérialisme japonais fit subir à l'impérialisme russe. La guerre, commencée avec beaucoup d'orgueil et, en partie, dans le but de réchauffer les sentiments nationaux et monarchistes, était irrémédiablement perdue. L'armée et la flotte furent battues à plate couture. L'opinion publique imputait la défaite ouvertement à l'incapacité, à la pourriture du régime. Non seulement les masses ouvrières, mais tous les milieux de la société furent rapidement gagnés par une colère et un esprit de révolte qui s'aggravaient de jour en jour. L'effet des défaites qui se suivaient sans arrêt fut foudroyant. Bientôt, les passions étaient déchaînées, l'indignation ne connaissait plus de bornes, l'effervescence devenait générale. Etant dans son tort, le gouvernement n'avait qu'à se taire. Les milieux libéraux et révolutionnaires en profitèrent immédiatement pour commencer une campagne violente contre le régime. Sans en demander l'autorisation, la presse et la parole devinrent libres. Ce fut une véritable prise d'assaut des libertés politiques. Les journaux de toutes tendances, même révolutionnaires, paraissaient et se vendaient sans censure, ni contrôle. Le gouvernement, le système entier, y étaient vigoureusement critiqués. Les autorités furent contraintes de tolérer tout ceci, comme elles avaient déjà toléré la grève de janvier, les délibérations du soviet, etc. De plus, vers cette époque, quelques démonstrations et même quelques émeutes eurent lieu dans différentes villes, et quelques barricades firent leur apparition à Saint-Petersbourg et à Moscou. Les ennemis du gouvernement étaient trop nombreux, trop audacieux et — surtout — ils avaient raison. L'été 1905 apporta, de plus, des troubles assez graves dans l'armée et la flotte. Le pays entier se dressait de plus en plus résolument contre le tsarisme. En

plus de sa mauvaise situation morale et de sa défaite dans la guerre russo-japonaise, il manquait au gouvernement le facteur le plus important pour pouvoir combattre ce mouvement : l'argent.

L'inactivité, l'impuissance avouée du gouvernement enhardirent les forces de l'opposition. Dès le début d'octobre, on parla d'une grève générale de tout le pays, comme début d'une révolution décisive. Cette grève du pays entier — grève formidable, unique dans l'histoire du monde — eut lieu vers la mi-octobre. Elle fut moins spontanée que celle de janvier. Envisagée de longue date, préparée d'avance, elle fut organisée par le soviet et surtout de nombreux comités de grève. Usines, chantiers, magasins, banques, administrations et — surtout — chemins de fer, toutes les voies de communication, postes et télégraphes, tout, absolument tout, s'arrêta net. La vie du pays fut suspendue. Le gouvernement perdit pied et céda. Le 17 octobre (1905), le tsar lança un manifeste — le fameux manifeste du 17 octobre — où il disait avoir pris la décision d'octroyer à ses chers sujets toutes les libertés politiques et, de plus, de convoquer le plus rapidement possible la Douma de l'Etat (genre d'Etats Généraux) pour l'aider dans ses fonctions gouvernementales. Ce fut, enfin, une promesse de constitution. Certains milieux la prirent même au sérieux. Ainsi, un parti « octobriste » (d'octobre) fut créé aussitôt dans le but d'activer la réalisation et de surveiller l'application des réformes modérées annoncées par le manifeste.

Le but immédiat du manifeste fut atteint : la grève cessa, l'élan révolutionnaire fut brisé. Mais il va de soi que les partis révolutionnaires n'eurent aucune confiance dans les promesses. Ils ne virent dans le manifeste qu'une manœuvre politique. Ils commencèrent aussitôt à l'expliquer aux masses ouvrières. D'ailleurs, ces dernières restèrent assez indifférentes. Dix jours après le manifeste, eut lieu la première grande émeute des matelots de Cronstadt, à laquelle participa l'auteur de ces lignes, et qui faillit devenir très grave.

Les libertés, prises d'assaut et promises *post factum* par le manifeste d'octobre, furent supprimées le jour où le gouvernement trouva de l'argent (emprunt français) et aussi la possibilité de terminer la malheureuse guerre d'une façon pas trop humiliante. Ce jour-là, le gouvernement reprit pied. Fin 1905, il réinterdit toute la presse révolutionnaire, rétablit la censure, procéda à des arrestations en masse, liquida toutes les organisations ouvrières ou révolutionnaires qui lui tombèrent sous la main, supprima le soviet, jeta en prison Nossar et Trotsky et dépêcha des troupes, à l'effet de châtiments sévères, dans toutes les régions où des troubles sérieux avaient eu lieu. Il ne resta qu'une chose à laquelle le gouvernement n'osa pas toucher : la Douma, dont la convocation était proche.

Ainsi, vers la fin de 1905, la révolution fut définitivement enrayée. Mais, naturellement, la tempête passée avait laissé des traces ineffaçables, aussi bien dans la vie matérielle du pays que dans la mentalité de la population.

Dans le domaine concret, il y avait, tout d'abord, comme nous venons de le dire, la Douma. Momentanément, le gouvernement se vit obligé d'élaborer, pour la Douma, une loi électorale assez large. Le peuple tout entier mettait dans cette institution les plus grands espoirs. Les élections, fixées au printemps de 1906, suscitèrent dans le pays une activité préparatoire fébrile. Tous les partis politiques y prirent part. La situation était assez paradoxale; car, tandis que les partis de gauche déployaient leur activité ouvertement, légalement, les prisons regorgeaient des membres des mêmes partis, arrêtés lors de la liquidation du mouvement. Ce paradoxe apparent s'explique facilement. En dépit d'une certaine liberté que le gouvernement tsariste dut accorder à ses sujets en vue des élections, ce gouvernement était

loin d'interpréter la Douma comme une institution appelée à se dresser contre l'absolutisme ou à le limiter. Selon lui, la Douma ne devait être qu'un organe purement consultatif, appelé simplement à aider les autorités dans leurs tâches difficiles. Tout en étant obligé de tolérer l'agitation électorale des partis de gauche, le gouvernement était décidé d'avance à réagir sans tarder contre toute tentative de la Douma de prendre une attitude frondeuse. Il était donc parfaitement logique que, la Douma n'ayant, à ses yeux, rien de commun avec la révolution, le gouvernement gardât les révolutionnaires en prison.

Un autre fait concret, entièrement nouveau dans la vie russe, fut, précisément, la formation et l'activité légale de différents partis politiques. Comme le lecteur sait, il n'y avait dans le pays, avant les événements de 1905, que deux partis politiques, tous deux clandestins; c'étaient : le Parti social-démocrate et le Parti socialiste-révolutionnaire. Le manifeste du 17 octobre, les quelques libertés admises à sa suite et, surtout, la future campagne électorale pour la Douma, firent naître aussitôt toute une série de partis politiques légaux.

Les monarchistes créèrent l'« Union du Peuple russe ». Les éléments moins farouchement réactionnaires — hauts fonctionnaires, gros industriels, propriétaires, commerçants, agrariens, etc. — se groupèrent autour du « Parti octobriste », dont nous avons déjà parlé. Le poids politique de ces deux partis de la droite était insignifiant. Tous les deux, ils faisaient plutôt l'amusement du pays.

La grande majorité des classes aisées et moyennes, ainsi que des intellectuels de marque, s'organisèrent en un grand parti politique du centre dont la droite se rapprochait des octobristes et la gauche accusait des tendances républicaines. Le gros du parti élaborait le programme d'un système constitutionnel qui, tout en conservant le monarque, mettait fin à l'absolutisme en limitant sérieusement son pouvoir. Le parti prit le nom de « Parti constitutionnel-démocrate » (en abrégé : parti Ca-Det). Ses leaders se recrutèrent surtout parmi les gros bonnets municipaux, les avocats, les personnes exerçant des professions libérales, les gros universitaires. Très influent et bien placé, ce parti déploya, dès son origine, une activité vaste et énergique.

A l'extrême gauche, se trouvaient : le Parti social-démocrate, dont l'activité électorale fut à peu près ouverte et légale, malgré son programme nettement républicain et sa tactique révolutionnaire, et, enfin, le Parti socialiste-révolutionnaire, dont les candidats, afin de pouvoir agir sans entraves, formèrent un parti à part, sous le nom de « Parti travailliste », et dont le programme et la tactique différaient peu — le problème agraire à part — de ceux du Parti social-démocrate. Il va de soi que ces deux derniers partis représentaient surtout les masses ouvrières et paysannes ainsi que la vaste couche des travailleurs intellectuels.

En dehors de la question politique, le point le plus important dans les programmes de tous les partis se rapportait incontestablement au problème agraire. Une solution efficace de ce dernier s'imposait de toute urgence. En effet, l'augmentation de la population paysanne était si rapide que les lots de terrain concédés aux paysans affranchis par leurs anciens seigneurs en 1881, déjà insuffisants, se réduisirent en un quart de siècle, par suite d'un morcellement continu, à des lots de famine. L'immense population paysanne attendait de plus en plus impatiemment une solution juste et effective de ce problème. Tous les partis se rendaient compte de son importance capitale. Pour le moment, trois solutions du problème se présentaient, notamment : 1° le Parti constitutionnel-démocrate proposait l'augmentation des lots par une aliénation d'une bonne partie des grandes propriétés privées ou d'Etat, aliénation devant être dédommagée graduellement par les paysans, avec l'aide de

l'Etat, conformément à une estimation officielle et « juste » : 2° le Parti social-démocrate préconisait une aliénation pure et simple des terres indispensables aux paysans, lesquelles terres constitueraient ainsi un fonds national distribuable aux paysans au fur et à mesure des besoins (nationalisation ou municipalisation des terres); et 3° le Parti socialiste-révolutionnaire offrait la solution la plus radicale, à savoir : la confiscation totale de toutes les terres faisant l'objet de propriété privée, la suppression immédiate et complète de toute propriété foncière, la mise à la disposition des collectivités paysannes de toutes les terres (socialisation des terres).

Une note importante est à ajouter à ce qui vient d'être dit. A l'époque de la révolution de 1905, deux courants d'idées (qui allaient aboutir plus tard à une scission complète) se dessinèrent déjà nettement au sein des deux partis de gauche (Soc.-Dém. et Soc.-Rév.) : dans l'un comme dans l'autre, se précisa, à côté du courant « officiel », une mentalité réfractaire au programme établi. D'après cette idéologie nouvelle, la révolution qui approchait, avait des chances de devenir, dès à présent, une vraie révolution sociale. Les partisans de ce courant, dans les deux partis, insistaient donc sur la nécessité d'abandonner le programme minimum en cours et de le remplacer par un autre, plus révolutionnaire, plus socialiste. Dans le Parti social-démocrate, ce courant aboutit, déjà en 1903, à la naissance du bolchevisme (voir ce mot) et, plus tard, à la formation du Parti communiste (bolcheviste). Et quant au Parti socialiste-révolutionnaire, il se divisa finalement aussi en deux partis distincts : celui des socialistes-révolutionnaires de droite, qui défendait toujours la nécessité de passer, avant tout, par une république démocratique bourgeoise, et celui des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui prétendait, parallèlement au bolchevisme, que la prochaine révolution devrait être poussée le plus loin possible, notamment jusqu'à la suppression immédiate de l'Etat capitaliste et l'instauration d'une République sociale. Lors de la révolution de 1905, l'influence pratique de ces deux courants réfractaires était encore insignifiante.

Pour compléter l'exposé de divers courants d'idées, lors de la révolution de 1905, signalons que le Parti socialiste-révolutionnaire donna naissance, vers la même époque, à un troisième *credo* social, qui alla jusqu'à l'idée de devoir supprimer, dans la prochaine révolution, non seulement l'Etat bourgeois, mais tout Etat en général, comme institution politique. Ce courant d'idées se rapprochait donc sensiblement de la conception anarchiste, sans toutefois l'adopter en entier. Il est connu en Russie sous le nom de maximalisme (voir ce mot).

Quant aux conceptions anarchistes et syndicalistes, elles étaient, à cette époque, très peu répandues en Russie. Comme déjà dit, quelques groupements libertaires existaient à Saint-Petersbourg, à Moscou et dans le Midi. C'était tout. Cependant, un groupe anarchiste de Moscou participa très activement aux événements d'octobre et se fit remarquer dans des manifestations révolutionnaires.

Les conséquences morales, les effets psychologiques des événements de 1905 étaient plus importants encore que les réalisations concrètes immédiates. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà signalé, la légende du tsar s'évanouit, l'absolutisme fut moralement détrôné. Ce ne fut pas tout. Car, du même coup, les masses populaires se tournèrent vers les éléments qui, depuis longtemps déjà, combattaient cet absolutisme : vers les milieux intellectuels et avancés, vers les partis politiques, vers les révolutionnaires en général, etc. Ainsi, un contact solide et vaste s'établit, enfin, entre les milieux avancés et la masse du peuple. Désormais, ce contact ne put que se consolider et s'approfondir. Le « paradoxe russe », dont nous avons parlé plus haut, avait vécu.

Quelques mots sont à dire ici sur le sort personnel de Nossar-Khroustaleff, premier président du premier so-

viét ouvrier de Saint-Petersbourg. Arrêté lors de la liquidation du mouvement, il fut condamné à être exilé en Sibérie. Il se sauva et se réfugia à l'étranger. Mais, de même que Gapon, il ne sut pas s'adapter à une nouvelle existence et encore moins se mettre au travail régulier. Cortes, il ne mena pas une vie de débauche, il ne commit aucun acte de trahison... Mais il traîna à l'étranger une existence déréglée, misérable, malheureuse. Cela continua jusqu'à la révolution de 1917. Aussitôt celle-ci éclatée, il se précipita, comme presque tous les émigrés russes, en son pays, et y participa aux luttes révolutionnaires. Ensuite, on l'a perdu de vue. D'après quelques informations, venues d'une source digne de foi, il se dressa finalement contre les bolcheviks et fut fusillé par ces derniers.

VERS LA GRANDE EXPLOSION (1905-1917). — Les douze années — exactement — qui séparèrent la véritable révolution de son ébauche, n'apportèrent rien de saillant au point de vue révolutionnaire. Au contraire, c'est précisément la réaction qui triompha bientôt sur toute la ligne. Le sort de la Douma en fut la manifestation la plus éclatante.

La Douma commença à siéger en avril 1906. Un enthousiasme populaire débordant l'accueillit à sa naissance. Malgré toutes les machinations du gouvernement, elle s'avéra nettement en opposition. Le parti constitutionnel-démocrate la domina par le nombre et la qualité de ses représentants. Le professeur V. Mourouzeff, un des membres les plus éminents de ce parti, fut élu président de l'Assemblée. Les députés de gauche — socialistes-démocrates et socialistes-révolutionnaires (« travaillistes ») — y formaient également un bloc imposant. La population entière suivait les travaux de la Douma avec un intérêt passionné. Tous les espoirs volaient vers elle. On en attendait au moins des réformes larges, justes, efficaces.

Mais, dès le premier contact, une hostilité — sourde d'abord, de plus en plus ouverte par la suite — s'établit entre le « parlement » et le gouvernement. Ce dernier entendait traiter la Douma du haut en bas, avec un dédain qu'il ne masquait même pas. Il la tolérait à peine. Il l'admettait difficilement, même à titre d'institution purement consultative. La Douma, elle, cherchait, au contraire, à s'imposer comme une institution législative, constitutionnelle. Les rapports entre l'un et l'autre devenaient de plus en plus tendus. Naturellement, le peuple prenait parti pour la Douma. La situation du gouvernement devenait ridicule et dangereuse. Toutefois, une révolution immédiate n'était pas à craindre. Et puis, le gouvernement comptait sur ses troupes. Il se décida donc bientôt à une mesure énergique. Un beau jour, au lendemain de quelques discussions orageuses avec les représentants du gouvernement, la Douma — la soi-disant « première Douma » — fut dissoute (en été 1906). A part quelques émeutes, dont la plus importante fut celle de Cronstadt (plus sérieuse encore que celle d'octobre 1905), le pays resta tranquille. Quant aux députés eux-mêmes, ils n'osèrent pas résister efficacement. Ils se soumirent à la dissolution et se bornèrent à lancer une note de protestation contre cet acte arbitraire. Pour élaborer cette note, les ex-députés — il s'agit surtout des membres du Parti Constitutionnel-Démocrate — se rendirent dans une ville de Finlande, la ville de Vyborg, ce qui fit appeler cette note « l'Appel de Vyborg ». Après quoi, ils se rendirent tranquillement chez eux. Malgré le caractère anodin de leur « révolte », ils furent jugés quelque temps après par un tribunal spécial et condamnés à quelques peines, d'ailleurs légères. Un seul député, jeune paysan du gouvernement de Stavropol, le « travailliste » F. Onipko, ne se résigna pas. Ce fut lui l'animateur de ce second soulèvement de Cronstadt. Saisi sur place, il faillit être passé par les armes. Finalement, il fut jugé

et condamné à l'exil en Sibérie. Il se sauva et se réfugia à l'étranger. Il retourna en Russie en 1917.

Aussitôt après la dissolution de la « première Douma », le gouvernement modifia sensiblement la loi électorale et convoqua la « deuxième Douma ». Incomparablement plus modérée et plus médiocre que la première, celle-ci parut, tout de même, encore trop révolutionnaire au gouvernement. Elle fut dissoute à son tour. La loi électorale fut à nouveau remaniée. On arriva à une troisième et, enfin, à une quatrième Douma, laquelle — instrument docile entre les mains du gouvernement — put traîner une existence morne et stérile jusqu'à la révolution de 1917.

En tant que réformes, lois utiles, etc., la Douma n'aboutit à rien. Mais, sa présence ne resta pas absolument sans résultats. Les discours-critiques de certains députés de l'opposition, l'attitude du tsarisme face aux problèmes brûlants de l'heure, l'impuissance même du « Parlement » à les résoudre, tant que l'absolutisme s'obstinait à rester debout, tous ces faits éclairaient de plus en plus les vastes masses de la population sur la véritable nature du régime.

Deux processus parallèles caractérisent surtout la période en question : d'une part, la dégénérescence accélérée, définitive, — on peut vraiment dire la pourriture, — du système absolutiste; et, d'autre part, l'évolution rapide de la conscience des masses.

Les indices incontestables de la décomposition du tsarisme étaient assez connus à l'étranger. L'attitude et le train de vie de la Cour impériale étaient de ce genre classique qui, généralement, précède la chute des monarchies. L'incapacité et l'indifférence de Nicolas II, le crétinisme de ses ministres et fonctionnaires, ainsi que leur vilénie, le mysticisme vulgaire qui s'empara du monarque et de sa famille (la fameuse épopée de Raspoutine, etc.), tout cet ensemble de phénomènes n'était un secret pour personne à l'étranger.

Beaucoup moins connus étaient les changements profonds qui s'effectuaient dans la psychologie des masses populaires. Et, cependant, l'état d'âme d'un homme du peuple de l'an 1912 n'avait plus rien de commun avec sa psychologie primitive d'avant 1905. Des couches populaires, tous les jours plus vastes, devenaient nettement antitsaristes. Seule, la réaction féroce qui interdisait toute organisation ouvrière et aussi toute propagande révolutionnaire, empêchait les masses de préciser, de fixer leurs idées.

En attendant, tous les problèmes vitaux restaient en suspens. Le pays se trouvait dans une impasse sans issue. Une révolution décisive devenait inévitable. Il ne manquait plus que l'impulsion et les armes. C'est dans ces conditions qu'éclata la guerre de 1914. Elle offrit bientôt aux masses et l'impulsion nécessaire, et les armes indispensables.

LA GRANDE EXPLOSION ET SES SUITES (1917 A NOS JOURS). — Comme cela se produit habituellement dans les cas analogues, au début de la guerre, le gouvernement russe, lui aussi, réussit à éveiller dans les masses toute la gamme de mauvais instincts, de passions dues à un atavisme animal, de sentiments périmés, aujourd'hui humainement et socialement criminels, tels que le nationalisme, le patriotisme, etc. Comme partout ailleurs, en Russie également, des millions d'hommes furent dupés, désorientés, fascinés et contraints à courir, tel un troupeau de bêtes à l'abattoir, vers les frontières. Les graves problèmes de l'heure furent abandonnés, oubliés. Les quelques premiers « succès » obtenus par les troupes russes, réchauffèrent encore davantage « le grand enthousiasme du peuple ».

Mais, assez rapidement, la face des choses changea en Russie. La série des défaites commença et, avec elles, renaquirent bientôt les inquiétudes, les déceptions, le mécontentement. La guerre coûtait terriblement cher,

en argent et surtout en hommes. Des millions de vies humaines durent être sacrifiées, sans aucune utilité, sans la moindre compensation. De nouveau, le régime témoigna ouvertement son incapacité, sa faillite, sa pourriture. Et, de plus, certaines défaites, qui coûtèrent, cependant, des monceaux de victimes, restèrent inexplicables, mystérieuses, suspectes. A travers tout le pays, on parla, non seulement des négligences criminelles, d'une incapacité flagrante, mais surtout d'espionnage dans le commandement suprême, de haute trahison à la Cour même. On accusait, presque ouvertement, les membres de la famille impériale d'avoir des sympathies pour la cause allemande, d'avoir même des ententes avec l'ennemi. La Cour s'inquiétait peu de ces bruits. Quelques mesures prises tardivement ne suffirent pas à les démentir. Dans ces conditions, « l'enthousiasme » du peuple, et aussi celui de l'armée, s'évapora entièrement, déjà en 1916.

Toutefois, ce ne furent pas tant les événements d'ordre purement militaire qui déterminèrent la grande explosion de février 1917. Ce qui désespéra les masses du peuple, ce qui fit déborder la coupe de patience, ce fut surtout la *désorganisation complète de la vie économique à l'intérieur du pays*. C'est dans ce domaine que l'impuissance du gouvernement tsariste éclata avec une évidence immédiate, palpable. C'est là que ses effets désastreux imposèrent aux masses une action urgente et décisive.

Tous les pays belligérants éprouvèrent vers la même époque de grandes difficultés d'ordre économique et financier résultant de la nécessité de nourrir, d'approvisionner, de soutenir longuement des millions d'hommes sur l'immensité démesurée des fronts et d'assurer, en même temps, la vie normale à l'intérieur. Partout, cette double tâche exigea une grande tension de forces. Mais partout — même en Allemagne, où la situation était particulièrement difficile — elle a été résolue avec plus ou moins de succès. Partout, sauf en Russie, où le gouvernement ne sut rien prévoir, rien prévenir, rien organiser. En janvier 1917, la situation devint intenable. Le chaos économique, la misère de la population travailleuse atteignirent un tel point que les ouvriers de quelques grandes villes — de Pétrograd, par exemple, — commencèrent à manquer, non seulement de viande, de beurre, de sucre, etc., mais, même de pain. Cette situation misérable s'aggrava rapidement. Dans le courant du mois de février, en dépit des efforts déployés par la Douma, par les *zemstvos*, les municipalités, etc., non seulement la population des villes se vit vouée à la famine, mais aussi l'approvisionnement de l'armée devint défectueux. Et, en même temps, la débâcle militaire devenait complète.

Alors, les ouvriers de Pétrograd, se sentant solidaires avec le pays entier et se trouvant en extrême agitation depuis plusieurs semaines déjà, affamés et privés de tous moyens d'existence, ne recevant même plus de pain, descendirent en masse dans les rues de la capitale, manifestèrent et refusèrent net de se disperser. Le premier jour — 25 février 1917, vieux style — cette manifestation resta prudente et inoffensive. En masses compactes, les ouvriers avec leurs femmes et enfants, remplissaient les rues et criaient : « Du pain ! Du pain ! Nous n'avons rien à manger ! Qu'on nous donne du pain, ou qu'on nous fusille tous !... Nos enfants meurent de faim ! Du pain ! Du pain ! » Le gouvernement dépêcha contre les manifestants des détachements de troupes à cheval. Or, d'abord, il y avait peu de troupes à Pétrograd ; et ensuite, — et ce fut le point capital dans l'affaire, — les soldats, sourire aux lèvres, trottaient prudemment à travers la foule, sans sortir leurs sabres ou leurs fusils, sans écouter le commandement des officiers. Mieux encore : en maints endroits, les soldats fraternisaient avec les ouvriers et allaient même jusqu'à leur remettre leurs fusils. Natu-

rellement, cette conduite des troupes encouragea les masses. Le 26 février au matin, la démonstration tourna nettement en mouvement révolutionnaire. Des cris : « Vive la Révolution ! A bas le tsarisme ! » retentirent dans la foule dont la conduite devenait d'heure en heure plus menaçante, plus offensive. Bientôt apparurent les premiers drapeaux rouges. Les soldats gardaient toujours la neutralité ou même se mêlaient à la foule, de sorte que le gouvernement ne pouvait plus compter sur ses troupes. Il lança alors contre les rebelles toutes les forces policières de la capitale. Les policiers formèrent en hâte des détachements répressifs. Ils installèrent en plusieurs endroits, sur les toits des maisons, et même sur quelques églises, des mitrailleuses, et bientôt, ils commencèrent leur offensive générale contre les masses en émeutes. La lutte fut chaude durant toute la journée du 26 février. En beaucoup d'endroits, la police fut délogée, ses agents assassinés, et les mitrailleuses réduites au silence. Mais, ailleurs, les forces policières résistaient avec acharnement. Le tsar, qui se trouvait sur le front, fut prévenu télégraphiquement de la gravité des événements.

L'action décisive se joua le 27 février au matin. Une très grande masse de manifestants, en pleine effervescence, s'étant rassemblée sur la place de la gare Nicolaïevsky, le gouvernement y dépêcha deux régiments de cavalerie, dont il pouvait encore disposer, ainsi que de forts détachements de police à pied et à cheval. Les régiments prirent position d'un côté, et la police de l'autre côté de la place, de sorte que la foule se trouvait entre deux feux. Après les sommations d'usage, l'officier de la police donna l'ordre de charger. Aussitôt, un officier, commandant les régiments de cavalerie, sortit son sabre et, aux cris de : « Chargeons la police, en avant ! » lança les deux régiments contre les forces policières. En un clin d'œil, ces dernières furent culbutées, renversées, écrasées. Entourés d'une foule en délire, les régiments se rendirent aussitôt, drapeaux déployés, au Palais de Tauride, où siégeait la Douma, et se mirent entièrement à la disposition de cette dernière.

Les événements qui suivirent sont suffisamment connus. Un gouvernement provisoire, comprenant des membres de la Douma, fut formé et acclamé avec enthousiasme par la population. Le tsar, qui se rendait en hâte vers la capitale par chemin de fer, vit son train s'arrêter à Pskov et fut obligé de signer, séance tenante, son abdication, pour lui-même et son fils Alexis. Le premier acte de la révolution était accompli.

Si nous avons raconté les péripéties de cette révolution de février d'une façon assez détaillée, c'est pour en faire ressortir le point capital que voici : une fois de plus, l'action des masses fut une action spontanée qui couronna logiquement, fatalement, une longue période d'expériences vécues et de préparation morale. Cette action ne fut guidée ni organisée par aucun parti politique. Soutenue par le peuple en armes — l'armée — elle fut victorieuse.

D'ailleurs, à cause de la répression, toutes les organisations centrales des partis politiques de gauche, ainsi que leurs leaders, se trouvaient, au moment de la révolution, loin de la Russie. Martoff (du parti social-démocrate), Tchernoff (du parti socialiste-révolutionnaire), Trotzky, Lénine, Leonatcharsky, Losovsky, etc., tous ces hommes vivaient à l'étranger. Ce ne fut qu'après la révolution de février qu'ils regagnèrent leur pays.

Le « gouvernement provisoire » formé par la Douma, devenue souveraine sur les débris du tsarisme, était, bien entendu, nettement bourgeois et conservateur. Ses membres — prince Lvoff et autres — appartenaient presque tous, politiquement, au Parti Constitutionnel, et, socialement, aux classes privilégiées. Pour eux, une fois l'absolutisme par terre, la révolution était virtuel-

lement terminée. Maintenant, il s'agissait de « rétablir l'ordre », d'améliorer peu à peu la situation générale à l'intérieur du pays, ainsi que sur le front, et surtout de préparer tranquillement la convocation de l'Assemblée Constituante, laquelle devrait établir les nouvelles lois fondamentales du pays, le nouveau régime politique, le nouveau mode de gouvernement, etc. D'ici là, le peuple n'aura qu'à attendre patiemment, sagement, en bon enfant, les faveurs que ses nouveaux maîtres voudront bien lui octroyer. Ces nouveaux maîtres, le gouvernement provisoire se les représentait, naturellement, comme de bons bourgeois modérés, dont le pouvoir n'aurait rien à envier aux autres pays « civilisés ». Les visées politiques du gouvernement provisoire ne dépassaient guère une bonne monarchie constitutionnelle. A la rigueur, certains de ses membres prévoyaient timidement une république bourgeoise très modérée. Le problème agraire, la question ouvrière, etc., devaient être solutionnés par le futur gouvernement définitif d'après les modèles occidentaux. En fin de compte, le gouvernement provisoire était plus ou moins sûr de pouvoir utiliser la période préparatoire, en l'allongeant au besoin, pour réduire au calme, à la discipline et à l'obéissance les masses populaires, au cas où ces dernières auraient manifesté trop violemment leur désir de dépasser les limites ainsi prévues.

Il est étonnant à quel point les hommes politiques « éprouvés », les érudits, les économistes et les sociologues savants s'étaient trompés dans leurs prévisions et leurs calculs. La réalité des choses leur échappa complètement. Je me rappelle, par exemple, avoir assisté à New-York, en avril ou mai 1917, à la conférence d'un honorable professeur qui fit une longue analyse, très « scientifique », de la composition et de l'action probable de la prochaine Assemblée Constituante russe. J'ai posé au respectable professeur une seule question : *Que prévoyait-il pour le cas où la révolution russe se passerait d'une Assemblée Constituante ?* Assez dédaigneusement, assez ironiquement, l'honorable professeur dit, pour toute réponse, que son contradicteur était certainement un anarchiste dont l'hypothèse fantaisiste ne l'intéressait pas. L'avenir démontra bientôt que l'honorable professeur se trompait magistralement. Dans son exposé de deux heures, il n'avait omis d'analyser qu'une seule éventualité : celle, précisément, qui devint réalité quelques mois après !... Qu'il me soit permis d'exprimer, à ce propos, ici même, un avis personnel. En 1917, MM. les politiciens, les écrivains, les professeurs — russes et étrangers — ont, à de très rares exceptions près, dédaigneusement et magistralement omis de prévoir le triomphe du bolchevisme dans la révolution russe. Aujourd'hui, ce bolchevisme triomphant étant — momentanément et pour un bref délai, historiquement parlant — un fait accompli, beaucoup de ces messieurs veulent bien l'admettre. Je suis absolument sûr qu'avec la même « clairvoyance », le même dédain d'abord, et le même « savoir-faire » ensuite, ces mêmes messieurs manqueraient de prévoir à temps, pour l'accepter plus tard, le triomphe — véritable et définitif — de l'anarchisme dans la révolution sociale mondiale.

Le gouvernement provisoire ne se rendait certainement pas compte des multiples éléments qui, infailliblement, devaient se dresser devant lui en obstacles insurmontables.

L'obstacle le plus sérieux fut le caractère même des problèmes que le gouvernement provisoire avait à résoudre.

D'abord, le problème de la guerre. Physiquement et moralement, l'armée russe était à bout. L'état misérable où se trouvait le pays, d'une part, et la révolution, d'autre part, l'ébranlèrent encore plus. Deux solutions se présentaient à l'esprit du gouvernement : soit, cesser la guerre, conclure une paix séparée, démobiliser l'armée et se consacrer entièrement aux problèmes fi-

térieurs ; soit, faire l'impossible pour maintenir le front, sauvegarder la discipline, faire remonter le moral de l'armée et continuer la guerre, au moins jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante. La première solution était, évidemment, inadmissible pour un gouvernement bourgeois, nationaliste, allié à d'autres belligérants et considérant comme un déshonneur national la rupture éventuelle de cette alliance. De plus, en tant que gouvernement « provisoire », il était obligé de se tenir strictement à la formule : pas de changement important avant la convocation de l'Assemblée Constituante qui aura pleins droits de prendre toute décision. Le gouvernement provisoire adopta donc la seconde solution. Or, dans les conditions présentes, celle-ci était irréalisable. Ce problème se trouvait ainsi fatalement voué à rester en suspens.

Le deuxième problème épineux était le problème agraire. Les paysans — 85 % de la population — aspiraient à la terre. La révolution donna à ces aspirations un nouvel élan irrésistible. Réduites à l'impuissance, exploitées et dupées depuis des siècles, les masses paysannes perdaient patience. Elles ne voulaient rien entendre, rien savoir. Il leur fallait la terre, coûte que coûte, et tout de suite, sans procédure ni cérémonie. Les paysans s'en emparaient même, un peu partout, en en chassant les propriétaires, là où ces derniers ne fuyaient pas d'eux-mêmes. Ils résolvaient ainsi le problème agraire à leur façon et de leur chef, sans attendre les délibérations, les machinations et les décisions du gouvernement ou de la Constituante. L'armée, composée surtout de paysans, était certainement prête à soutenir cette action directe. Le gouvernement provisoire se vit acculé, soit à s'incliner devant cet état de choses et à l'accepter, soit à résister, c'est-à-dire, lutter contre les paysans en révolte et aussi, presque certainement, contre l'armée. Naturellement, il adopta la tactique de la résistance. Mais, celle-ci n'avait aucune chance de succès.

Le problème ouvrier était presque aussi insoluble pour un gouvernement bourgeois que celui des paysans. Les masses ouvrières cherchaient à obtenir dans la révolution le maximum de bien-être et de droits. Or, le gouvernement bourgeois cherchait, naturellement, à réduire ces droits au minimum. Des luttes très graves étaient à prévoir sur ce champ de bataille également.

Le formidable problème économique était, lui aussi, des plus redoutables, ceci d'autant plus qu'il ne souffrait aucun délai. En pleine guerre, et en pleine révolution, il fallait organiser à nouveau la production, la répartition, l'échange, les finances, etc., ceci dans un pays désorganisé, bouleversé, épuisé.

Il restait, enfin, le problème purement politique qui, dans les conditions données, ne présentait aucune solution plausible. Le gouvernement provisoire se chargeait, bien entendu, de convoquer le plus tôt possible l'Assemblée Constituante. Mais, pour mille raisons, cette tâche ne pouvait lui réussir. Et, d'abord, il devait nécessairement redouter cette Assemblée. Son désir intime était certainement de reculer autant que possible la convocation de la Constituante et de chercher à installer, en attendant, par un coup de main heureux, une monarchie constitutionnelle.

Or, « en attendant », d'autres obstacles, plus redoutables encore que la complexité des problèmes à résoudre, se dressèrent devant lui.

Le principal fut la résurrection des Soviets ouvriers, surtout de celui de Pétersbourg. Il fut remis debout dans les tout premiers jours de la révolution. Certes, à ce moment, les ouvriers y délèguèrent surtout des socialistes modérés (mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite). Mais, son idéologie et son programme étaient absolument contraires aux projets du gouvernement provisoire ; et, d'autre part, l'influence morale et l'activité du Soviet de Pétersbourg parvinrent rapide-

ment à rivaliser avec celles du gouvernement, au désavantage de ce dernier. Ce Soviet forma dans le pays une sorte de second gouvernement avec lequel le « gouvernement provisoire » devait compter. Il va de soi que ce dernier aurait bien voulu faire la guerre au Soviet. Mais, entreprendre cette action contre les ouvriers organisés, au lendemain d'une révolution qui proclama hautement la liberté absolue de la parole, de toute organisation et de toute action sociale, était chose impossible. Le gouvernement fut donc obligé de faire bonne mine à mauvais jeu, de tolérer son concurrent et même de flirter avec lui. Ceci d'autant plus qu'il sentait bien la fragilité des sympathies qui montaient vers lui de la masse travailleuse et de l'armée. Il se rendait bien compte qu'au premier conflit social sérieux, ces deux forces décisives se rangeraient infailliblement du côté du Soviet. La présence de ce second gouvernement, si gênant, mais avec lequel le gouvernement provisoire était obligé de traiter, représentait, pour ce dernier, un des plus gros obstacles à surmonter.

La critique violente, la propagande vigoureuse de tous les partis socialistes et surtout des éléments d'extrême gauche (socialistes-révolutionnaires de gauche, bolcheviks, maximalistes, anarchistes) rendaient cet obstacle encore plus redoutable.

En somme, seule une classe bourgeoise très puissante, fortement organisée et ayant à sa disposition une grande force matérielle (armée, argent, etc.) — et encore dans des conditions générales plus ou moins normales — aurait pu tenter, avec espoir de succès, d'imposer sa volonté et son pouvoir au pays en révolution. Or, une telle bourgeoisie faisait totalement défaut en Russie. Et, quant aux conditions générales, elles étaient certainement défavorables à une pareille action.

Pour toutes ces raisons, le « gouvernement provisoire » fut fatalement et immédiatement réduit à une impuissance évidente, ridicule, mortelle. Il louvoyait, il tergiversait, il cherchait à gagner du temps... Et, en attendant, tous les problèmes brûlants restaient en panne. La critique et, ensuite, la lutte contre le gouvernement, prenaient tous les jours de l'ampleur. A peine soixante jours après son installation, ce gouvernement dut, sans lutte, céder sa place à un gouvernement dit « de coalition », dont le membre le plus influent fut A. Kérénky, socialiste-révolutionnaire très modéré.

Ce gouvernement « coallisé » (social-bourgeois), pouvait-il espérer arriver à de meilleurs résultats ? Certes, non, car les conditions de son existence et l'impuissance de son action devaient être fatalement les mêmes que celles du premier gouvernement provisoire. Obligé de s'appuyer sur la bourgeoisie faible et désorientée, forcé de continuer la guerre, impuissant à apporter une solution réelle aux problèmes de l'heure, attaqué vigoureusement par les gauches et se débattant parmi les difficultés de toutes sortes et de toute heure, ce deuxième gouvernement périt sans gloire, de même que le premier, et à peu près dans le même délai, pour céder sa place à un troisième gouvernement, composé presque uniquement des socialistes. C'est à ce moment que A. Kérénky, maître et chef suprême de ce troisième gouvernement, devint, pour quelques mois, une sorte de duc du pays, et que le parti socialiste-révolutionnaire parut devoir l'emporter comme maître de la révolution.

Pourtant, il n'en fut rien.

Les raisons de la chute du gouvernement de Kérénky furent au fond les mêmes qui provoquèrent l'échec des gouvernements précédents. Ce furent surtout : son impuissance lamentable à résoudre les problèmes du moment, l'impossibilité pour les socialistes modérés de cesser la guerre, et leur désir d'arrêter la révolution dans les limites d'un régime bourgeois démocratique.

Mais la situation du gouvernement de Kérénsky s'aggrava encore, en raison de quelques nouveaux facteurs :

Primo, le parti communiste (bolcheviste), ayant rassemblé à cette époque toutes ses forces et possédant un organisme de propagande extrêmement puissant, répandait tous les jours, par mille voix, sa critique substantielle et vigoureuse, ses idées sociales nettement révolutionnaires, et surtout ses promesses de résoudre avec plein succès tous les problèmes de la révolution, s'il arrivait au pouvoir. De plus en plus écouté et suivi par les masses ouvrières et par l'armée, le parti communiste disposait, déjà en juin, de cadres imposants d'agitateurs, de propagandistes, d'organiseurs et d'hommes d'action. De plus, il avait à sa tête un comité central puissant dirigé par Lénine. Il déploya alors une activité fébrile, farouche, foudroyante, et se sentit bientôt maître de la situation.

Rappelons ici même que la fameuse offensive échouée de Kérénsky sur le front allemand en juin 1917, le soulèvement des ouvriers de Pétrograd soutenus par des marins de Cronstadt en juillet (soulèvement vaincu par Kérénsky, mais qui porta le coup de grâce à sa popularité) et, enfin, l'aventure du général Korniloff, lequel tenta, avec plusieurs régiments de Caucase prélevés sur le front, une marche contre-révolutionnaire sur Pétrograd, et contre lequel le gouvernement de Kérénsky ne réagit que très mollement et en pure apparence, — rappelons que tous ces événements et leurs conséquences achevèrent de détourner les masses ouvrières et l'armée de ce gouvernement, de son chef, et, en général, des partis socialistes modérés. Au début du mois d'août, le chemin fut déjà déblayé par une offensive vigoureuse du parti communiste.

Secundo, — et ce fait joua un rôle capital dans l'affaire, — vers la même époque les bolcheviks réussirent à remporter une victoire écrasante aux nouvelles élections, aussi bien dans les Soviets que dans tous les autres organismes ouvriers (dont nous parlerons un peu plus loin). Les socialistes modérés (mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite) cédèrent partout leurs places à des bolcheviks, qui s'emparèrent ainsi définitivement de toute l'action ouvrière et de toute la sympathie de l'armée. Les bonnes positions stratégiques pour l'offensive étaient maintenant entre leurs mains.

Résumons. L'impuissance absolue, évidente, de tous les gouvernements conservateurs ou modérés, qui se suivirent de février à octobre, à résoudre, dans les conditions données, les problèmes d'une gravité et d'une acuité exceptionnelles, dressés devant le pays par la révolution — telle fut la raison principale pour laquelle ce pays jeta consécutivement par terre, dans le court espace de huit mois, le gouvernement d'allure constitutionnelle, la démocratie nettement bourgeoise, et, enfin, le régime socialiste modéré. La propagande vigoureuse de ceux d'extrême gauche pour la révolution sociale immédiate et intégrale, comme seul moyen de salut, le mot d'ordre de la révolution sociale lancé dans les masses, et aussi d'autres facteurs de moindre importance, contribuèrent à cette marche foudroyante de la révolution. Ainsi, la révolution russe, déclenchée fin février 1917, comme conséquence naturelle de multiples facteurs variés, brûla rapidement, en raccourci, toutes les étapes d'une révolution politique, bourgeoise, démocratique et socialiste modérée. En octobre, le chemin étant déblayé de toutes les entraves, la révolution se plaça, effectivement et définitivement, sur le terrain de la révolution sociale. Et il fut tout à fait logique et naturel qu'après la faillite de tous les gouvernements et partis politiques modérés, les masses laborieuses se tournèrent vers le dernier parti existant, le seul qui restait debout, le seul qui envisageait sans crainte la révolution sociale, le seul qui promettait, à condition d'arriver au pouvoir, la solution rapide, intégrale

et heureuse de tous les problèmes : le parti communiste (bolcheviste).

Une question s'impose aussitôt. Puisque les *anarchistes*, comme je l'ai dit plus haut, exerçaient, eux aussi, une influence sur les masses, quelles furent les raisons pour lesquelles ces dernières suivirent de préférence le parti bolcheviste, au lieu de se pénétrer de l'idée libertaire et de tenter sa réalisation ? La question est, pour les anarchistes, d'une importance considérable. Elle a déjà été traitée plus d'une fois dans la presse libertaire. Mais, il me semble que son examen fut toujours incomplet et partiel. Jusqu'à présent, ce problème a été étudié surtout par des hommes qui cherchaient à critiquer l'idée ou le mouvement anarchistes, à imputer l'insuccès final de l'une et de l'autre, dans la révolution russe, à l'insuffisance de l'anarchisme lui-même. C'est pourquoi il est bon de traiter ici cette question d'une façon aussi approfondie que possible.

Selon moi, les raisons fondamentales de la « victoire » du bolchevisme sur l'anarchisme, au cours de la révolution de 1917, furent les suivantes :

1° L'état d'esprit des masses populaires en général. De même que partout ailleurs, en Russie aussi, l'État et le gouvernement apparaissaient toujours aux masses comme des éléments indispensables, naturels, historiquement donnés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'État, si le Gouvernement étaient des institutions utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait jamais à l'esprit, et si quelqu'un la formulait, il commençait — et très souvent aussi il finissait — par ne pas être compris.

2° Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à l'ambiance séculaire, était raffermi, ensuite, — surtout en Russie où la littérature anarchiste n'existait presque pas, à part quelques brochures et tracts clandestins, — par la presse tout entière, y compris celle des partis socialistes. Il ne faut pas oublier que la jeunesse russe avancée était éduquée à l'aide d'une littérature qui, invariablement, présentait le socialisme sous un jour étatiste. Les marxistes et les anti-marxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres, l'État restait la base indiscutable de toute société humaine. Jamais les jeunes générations russes ne se représentaient le socialisme autrement que dans un cadre étatiste. La conception anarchiste leur resta inconnue, à part quelques rares exceptions individuelles, jusqu'aux événements de 1917.

3° Pour les raisons qui viennent d'être exposées, les partis socialistes, y compris les bolcheviks, purent disposer, au début même de la révolution de 1917, de cadres importants de militants — intellectuels et ouvriers — prêts à une vaste action. Les membres des partis socialistes modérés étaient, à ce moment déjà, assez nombreux en Russie, ce qui fut une des raisons pour lesquelles ce socialisme remporta ses succès. Les cadres *bolchevistes* se trouvaient alors à l'étranger. Mais tous ces hommes regagnèrent rapidement leur pays et se mirent aussitôt à l'œuvre. Par comparaison aux forces bolchevistes qui agissaient ainsi en Russie, dès le début de la révolution, sur une vaste échelle et d'une façon compacte, organisée, serrée, les *anarchistes* n'étaient qu'une petite poignée insignifiante. Je me rappelle que, rentré de l'étranger en Russie et arrivé à Pétrograd dans les premiers jours de juillet 1917, j'ai été tout de suite frappé par le nombre considérable d'affiches bolchevistes, annonçant des meetings et des conférences dans tous les coins de la capitale et de la banlieue. J'ai appris aussi que le parti bolcheviste publiait déjà, dans la capitale et ailleurs, des journaux quotidiens à gros succès, et qu'il possédait, un peu partout — dans les usines, dans les administrations, dans l'armée, etc., — des noyaux importants et très influents. Et je constatai en même temps, avec une amère décep-

tion, l'absence totale, à Pétrograd, d'un journal anarchiste, ainsi que de toute propagande verbale. Certes, il y existait quelques groupements libertaires, assez actifs, mais très primitifs. Ces « cadres » étaient absolument insuffisants pour pouvoir mener une œuvre de propagande indispensable. Au cinquième mois d'une formidable révolution, aucun journal, aucune propagande anarchiste dans la capitale du pays ! Ceci en face d'une propagande acharnée, verbale et écrite, du parti bolcheviste. Telle a été ma triste constatation. Ce n'est qu'au mois d'août, et avec de très grandes difficultés, que notre petit groupe anarcho-syndicaliste, composé surtout de camarades rentrés de l'étranger, réussit, enfin, à mettre sur pied un journal hebdomadaire : *Golos Trouda* (La Voix du Travail). Et, quant à la propagande verbale, on ne comptait guère à Pétrograd que trois ou quatre camarades capables de la mener. A Moscou, la situation était meilleure, car il y existait déjà un quotidien libertaire, publié par une assez vaste fédération, sous le titre : *Anarchie*. Mais, dans le reste du pays, les forces et la propagande libertaires étaient relativement très faibles, et il faut s'étonner que, malgré cette insuffisance, les anarchistes aient su gagner, un peu partout, une certaine influence. Lorsque, à ma rentrée en Russie, des camarades voulurent connaître mes premières impressions, je leur dis ceci : « Notre retard est irréparable. C'est comme si nous avions à rattraper à pied un train express qui est à cent kilomètres devant nous, qui file à cent kilomètres à l'heure et qui se trouve en pleine possession des bolcheviks. Nous devons, non seulement rattraper ce train, mais nous y accrocher en pleine marche, y grimper, y combattre les bolcheviks, les en déloger et, enfin, non pas nous emparer du train, mais — ce qui est beaucoup plus difficile — le mettre à la disposition des masses en les aidant à le faire marcher. Il faut un miracle pour que tout cela réussisse. Notre devoir est d'espérer ce miracle et d'y travailler ». J'ajoute que ce miracle faillit se produire au moins deux fois au cours de la révolution : la première, à Cronstadt, lors du soulèvement de 1921 ; la deuxième, en Ukraine, lors du mouvement makhnoviste. Nous en reparlerons plus loin.

4° Je suis d'avis que, malgré l'insuffisance des cadres anarchistes, l'idée eût pu l'emporter si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment de la révolution, leurs organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir de leur chef et à mettre en pratique la dite idée. Or, la réalité était tout autre. Les organisations ouvrières ne surgirent qu'au cours de la révolution. Certes, elles prirent aussitôt, numériquement, un élan prodigieux. Rapidement, le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines et de soviets (conseils). Mais, ces organismes étaient là sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient jamais encore vécu des luttes d'idées ou autres. Ils n'avaient aucune tradition historique, aucun savoir-faire, aucune notion immédiate de leur rôle, de leur tâche, de leur véritable mission. L'idée libertaire leur était absolument inconnue. Et le temps était trop court pour que les faibles forces anarchistes pussent les éclairer dans la mesure nécessaire.

Les groupements libertaires comme tels ne peuvent être que des « postes émetteurs » d'idées. Pour que ces dernières soient appliquées à la vie, il faut des « postes récepteurs » : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes et à les mettre à exécution. (Si de tels organismes existent, les anarchistes prennent naturellement part à ces réalisations en qualité de simples membres des dits organismes, tout en y apportant leur aide éclairée, leurs conseils, leur exemple, etc.). Or, en Russie, ces « postes récepteurs » manquaient totalement, les organisations ouvrières sur-

gies pendant la révolution ne pouvant pas tout de suite remplir ce rôle. Les idées anarchistes, tout en étant lancées très énergiquement par quelques « postes émetteurs », — peu nombreux d'ailleurs, — se dispersaient « dans l'air », sans être utilement « captées », donc sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective. Pour que, dans ces conditions, l'idée anarchiste pût se frayer un chemin et l'emporter, il aurait fallu, soit, que le bolchevisme n'existât pas ou que les bolcheviks agissent en anarchistes, soit, que la révolution réservât aux libertaires le temps nécessaire qui eût permis aux organismes ouvriers de « capter » l'idée et de devenir aptes à la réaliser, avant d'être accaparés et subjugués par l'Etat bolcheviste. La première éventualité était, évidemment, impossible. Et quant à la seconde, elle ne se produisit pas, les bolcheviks s'étant emparé des organisations ouvrières avant que celles-ci pussent se familiariser avec l'idée anarchiste, résister à leur accaparement et orienter la révolution dans le sens libertaire. Je résume : l'absence de « postes récepteurs », c'est-à-dire d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste, et, ensuite, le manque de temps nécessaire pour que de tels « postes récepteurs » se forment, telle fut l'une des raisons principales de la non-réussite de l'anarchisme dans la révolution de 1917.

Il existe une opinion qui jouit de quelque crédit, même parmi les anarchistes. On prétend, notamment, que, vu les conditions données, ces derniers auraient dû, renonçant momentanément à leur négation des partis, de la démagogie, du pouvoir, etc..., agir « à la bolchevik », c'est-à-dire, former une sorte de parti politique et tâcher de prendre provisoirement le pouvoir. Dans ce cas, dit-on, ils auraient pu « entraîner les masses », l'emporter sur les bolcheviks et saisir le pouvoir « pour organiser ensuite l'anarchie ». Une question de principe, très grave, est posée par cette façon de voir. Sans pouvoir m'y engouffrer ici, je me borne à exposer brièvement mon avis personnel. Je considère ce raisonnement comme fondamentalement et dangereusement faux. Car, même si les anarchistes, dans ce cas, avaient remporté la victoire (ce qui est fort douteux), celle-ci, achetée au prix d'abandon « momentané » du principe fondamental de l'anarchisme, n'aurait jamais pu aboutir au triomphe de ce même principe. Entraînés par la force et la logique des choses, les anarchistes au pouvoir — quel non-sens ! — n'auraient abouti qu'à une variété du bolchevisme. Si cela pouvait être autrement, c'est-à-dire, s'il était possible de tuer le pouvoir par le pouvoir, — l'anarchisme n'aurait aucune raison d'être. On n'est pas anarchiste parce qu'on veut supprimer le pouvoir au moyen du pouvoir et des « masses entraînées » : on est anarchiste parce qu'on tient pour impossible de supprimer le pouvoir, l'autorité et l'Etat à l'aide du pouvoir, de l'autorité, de l'Etat et des « masses entraînées ». Dès qu'on a recours à ces moyens, — ne fût-ce que « momentanément » et avec de très bonnes intentions, — on cesse d'être anarchiste, on renonce à l'anarchisme, on se rallie au principe bolcheviste. Rien que cette idée de chercher à « entraîner les masses » derrière le « pouvoir », est contraire à l'anarchisme, lequel, justement, ne croit pas aboutir à l'anarchie au moyen des masses entraînées par des hommes au pouvoir.

5° Je citerai encore un fait dont la portée, sans égaler celle des raisons précitées, n'en fut pas moins considérable. Afin de frapper l'esprit des masses, afin de gagner leur confiance et leurs sympathies, le parti bolcheviste lança, par sa presse et par sa parole, des mots d'ordre qu'il emprunta aux anarchistes. *Vive la révolution sociale ! A bas la guerre, vive la paix immédiate ! Et surtout : La terre aux paysans, les usines aux ouvriers ! Tels furent ces mots d'ordre fasci-*

nants. Les masses laborieuses s'en saisirent vite. Or, dans la bouche ou sous la plume des anarchistes, ces mots d'ordre étaient absolument sincères, car ils correspondaient à des principes adéquats : tandis que, chez les bolcheviks, ils signifiaient des solutions tout à fait différentes de celles des libertaires.

Ainsi, « révolution sociale » signifiait pour les anarchistes une transformation qui allait se produire en dehors de toute organisation étatique, de toute activité politique, de tout système gouvernemental, autoritaire. Pour les anarchistes, l'essence même de la révolution sociale était la construction d'une société nouvelle avec des méthodes nouvelles, c'est-à-dire, non pas à l'aide de l'Etat, d'un gouvernement, etc..., mais au moyen d'associations libres de toutes sortes, de leurs fédérations, de leur activité naturelle, saine, productive. Or, les bolcheviks prétendaient faire la révolution sociale à l'aide, justement, d'un Etat omnipotent, d'un gouvernement tout-puissant, d'un pouvoir dictatorial. Tant qu'une révolution n'a pas tué l'Etat, le gouvernement, la politique, etc..., les anarchistes ne la considèrent pas comme une révolution sociale, mais, simplement, comme une révolution politique (qui, bien entendu, peut être plus ou moins assaisonnée d'éléments sociaux). Or, l'arrivée au pouvoir, l'organisation de « leur » gouvernement et de « leur » Etat, suffisent aux « communistes » pour parler d'une révolution sociale. Pour les anarchistes « révolution sociale » signifiait, donc, la mort de l'Etat (en même temps que celle du capitalisme) et la naissance d'une société basée sur un autre mode d'organisation sociale. Pour les bolcheviks, « révolution sociale » signifiait, au contraire, la résurrection de l'Etat, c'est-à-dire, la conquête et la réorganisation de l'Etat appelé, selon eux, à « construire le socialisme ». Les anarchistes tenaient pour impossible de construire le socialisme par l'Etat. Les bolcheviks prétendaient ne pouvoir le construire autrement que par l'Etat.

La différence d'interprétation était, on le voit, fondamentale. (Je me rappelle encore ces grandes affiches collées aux murs, un peu partout, au moment de la révolution d'octobre, annonçant en gros caractères des conférences de Trotsky sur l'Organisation du Pouvoir. « Erreur typique et fatale, — disais-je aux camarades : car, s'il s'agit d'une révolution sociale, il faut se préoccuper de l'organisation de la Révolution, et non pas du Pouvoir ! »)

L'interprétation de l'appel à la paix immédiate était aussi très différente. Les anarchistes entendaient par là une action directe de vaste envergure exercée par les masses armées elles-mêmes, par dessus la tête des gouvernants, des politiciens, des commandants, des généraux, etc... D'après les anarchistes, ces masses devaient quitter le front et rentrer dans le pays, en proclamant hautement à travers le monde leur refus de se battre stupidement pour les intérêts des capitalistes, leur dégoût de cette boucherie inutile. Les anarchistes étaient d'avis, que, précisément, un tel geste — franc, intègre, décisif — aurait produit un effet foudroyant sur les soldats des autres pays et pouvait amener, en fin de compte, la fin de la guerre, peut-être même sa transformation en une révolution mondiale. Les bolcheviks, politiciens et étatistes, songeaient, eux, à une paix par la voie diplomatique et politique, en résultat de pourparlers avec les généraux allemands. Comme on le voit, les deux interprétations étaient essentiellement différentes.

La terre aux paysans, les usines aux ouvriers. Les anarchistes entendaient par là que, sans être propriété de qui que ce soit, le sol serait à la disposition de tous ceux qui désireraient le cultiver (sans exploiter personne), de leurs associations et fédérations, et que, de même, les usines, fabriques, mines, machines, etc., devaient être à la disposition de toutes sortes d'asso-

ciations ouvrières productrices et de leurs vastes fédérations. Or, les bolcheviks entendaient par le même mot d'ordre l'étatisation de tous ces éléments. Pour eux, la terre, les usines, les fabriques, les mines, les machines, les moyens de transport, etc., etc., devaient devenir propriété de l'Etat, lequel, ensuite, les mettrait à la disposition des travailleurs. Encore une fois, la différence de l'interprétation était fondamentale.

Quant aux masses elles-mêmes, intuitivement, elles interprétaient tous ces mots d'ordre plutôt dans le sens libertaire. Mais, comme déjà dit, la voix anarchiste était relativement si faible que les vastes masses ne l'entendaient pas. Il leur semblait que seuls les bolcheviks osaient lancer et défendre ces beaux et justes principes. Ceci d'autant plus que le parti bolcheviste se proclamait tous les jours et à tous les coins de rue le seul parti luttant pour les intérêts des ouvriers et des paysans; le seul qui, une fois au pouvoir, saurait accomplir la révolution sociale. « Ouvriers et paysans ! Le parti bolcheviste est le seul qui vous défend. Aucun autre parti ne saura vous guider à la victoire. Ouvriers et paysans ! Le parti bolcheviste est votre parti à vous. Il est l'unique parti qui est vraiment votre. Aidez-le à prendre le pouvoir, et vous triompherez... » Ce leit-motif de la propagande bolcheviste devint finalement une véritable obsession. Même le parti des soc.-rév. de gauche — parti politique autrement fort que les petits groupements anarchistes — ne put rivaliser avec les bolcheviks. Pourtant, il était fort à un tel point que les bolcheviks durent compter avec lui et lui offrir, pour quelque temps, des sièges au gouvernement.

D'autre part, les masses ne pouvaient naturellement pas pénétrer toutes les fines différences des interprétations. Il leur était impossible de comprendre toute la portée de ces différences. Et, enfin, les travailleurs russes étaient les moins rompus aux choses de la politique, ils ne pouvaient pas se rendre compte du danger de l'interprétation bolcheviste. Je me rappelle que, quelque deux ou trois semaines avant la révolution d'octobre, prévoyant la victoire du bolchevisme, je faisais des efforts désespérés pour prévenir les travailleurs, tant que cela m'était possible, au moyen de la parole et de la plume, du danger imminent pour la vraie révolution, dans le cas où les masses auraient permis au parti bolcheviste de s'installer solidement au pouvoir. J'avais beau y insister, les masses ne saisissaient pas le danger. Combien de fois on m'objectait ceci : « Camarade, nous te comprenons bien. D'ailleurs, nous ne sommes pas trop confiants. Nous sommes d'accord qu'il nous faut être quelque peu sur nos gardes, ne pas croire aveuglement, conserver au fond une méfiance prudente. Mais, jusqu'à présent, les bolcheviks ne nous ont jamais trahis ; ils marchent carrément avec nous, ils sont nos amis ; ils nous prêtent un bon coup de main et ils affirment qu'une fois au pouvoir, ils pourront faire triompher aisément nos aspirations. Cela nous paraît vrai. Alors, pour quelles raisons les rejeterions-nous ? Aidons-les à conquérir le pouvoir, et nous verrons après. » J'avais beau répéter qu'une fois organisé et armé, le bolchevisme — ou plutôt l'Etat bolcheviste — serait pour les travailleurs beaucoup plus dangereux et beaucoup plus difficile à supprimer que n'importe quel autre Etat. On me répondait invariablement ceci : « Camarade, c'est nous, les masses, qui avons renversé le tsarisme. C'est nous qui avons renversé le gouvernement bourgeois. C'est nous encore qui sommes prêts à renverser Kérénsky. Eh bien ! Si tu as raison, si les bolcheviks ont le malheur de nous trahir, de ne pas tenir leurs promesses, nous les renverserons comme nous l'avons fait précédemment. Et alors, nous marcherons avec nos amis les anarchistes... » J'avais beau affirmer de nouveau que, justement, et pour plusieurs raisons, l'Etat bolche-

viiste serait beaucoup plus difficile à renverser, on ne voulait, on ne pouvait pas le croire. Il ne faut nullement s'en étonner, puisque même dans les pays rompus à la politique où (comme, par exemple, en France) on en est finalement dégoûté, les masses laborieuses, et même les intellectuels, tout en appelant la révolution, n'arrivent pas à comprendre que l'installation d'un parti politique, soit-il le plus à gauche possible, au pouvoir, d'un Etat, sous quelque étiquette que ce soit, aboutira à la mort de la révolution. Pouvait-il en être autrement dans un pays tel que la Russie, c'est-à-dire, n'ayant jamais fait aucune expérience politique ? L'idée politique, étatiste, gouvernementale, n'était pas encore disqualifiée dans la Russie de l'an 1917. Présentement, elle ne l'est encore dans aucun autre pays. Il faudra, certainement, pas mal de temps et surtout de multiples expériences historiques pour que les masses, éclairées par notre propagande, saisissent enfin nettement le péril de cette idée. *L'absence d'une telle compréhension fut, au fond, la raison primordiale pour laquelle le bolchevisme l'emporta sur l'anarchisme dans la révolution russe.*

Revenons aux faits. A partir du mois de septembre, les événements se précipitent. Les masses sont prêtes à faire une nouvelle révolution. Quelques soulèvements assez importants (à Pétrograd, en juillet ; à Kalouga, à Kuzan) et d'autres mouvements de masses le prouvent suffisamment.

Le parti bolcheviste se prépare fiévreusement à la grande bataille. Son agitation fait rage. Il organise les cadres ouvriers et militaires. Il organise aussi ses propres cadres et dresse, pour le cas de succès, la liste du nouveau gouvernement, Lénine en tête. Les anarchistes, de leur côté, font tout ce qu'ils peuvent pour soutenir, encourager, éclairer l'action des masses.

Rappelons à ce sujet qu'à part la grande divergence de principes qui séparait les anarchistes des bolcheviks, il existait aussi des dissensions de détail entre les uns et les autres. Citons en deux qui faisaient l'objet de discussions passionnées entre les militants des deux tendan-^{ces}.

Le premier concernait le problème ouvrier. Dans ce domaine, les bolcheviks exigeaient — et se préparaient à réaliser — le soi-disant *contrôle ouvrier de la production*, c'est-à-dire, l'ingérence des ouvriers dans la gestion des entreprises. Les anarchistes objectaient que si ce contrôle ne devait pas rester lettre morte, si les organisations ouvrières étaient capables d'exercer un *contrôle effectif*, alors elles étaient capables aussi d'assurer elles-mêmes toute la production. Dans ce cas, on pourrait éliminer tout de suite l'industrie privée, en la remplaçant par l'industrie collective. En conséquence, les anarchistes rejetaient le mot d'ordre vague, douteux, de « contrôle de la production ». Ils préchaient l'*expropriation — progressive, mais immédiate — de l'industrie privée par des organismes de production collective*. Ils appelaient ainsi les masses laborieuses à commencer aussitôt l'édification d'une économie sociale.

A ce propos je dois souligner ici un point important. Il est absolument faux — j'insiste là-dessus car cette fausse appréciation, soutenue par des gens ignorants ou de mauvaise foi, est assez répandue — il est faux, dis-je, qu'au cours de la révolution russe, les anarchistes ne surent que « détruire » ou « critiquer », sans pouvoir formuler la moindre idée positive, créatrice. Il est faux que les anarchistes ne possédaient pas eux-mêmes et partant n'avaient jamais exprimé des idées suffisamment claires sur l'application de leur propre conception. En parcourant la presse libertaire de l'époque — le *Golos Trouda*, l'*Anarchie*, le *Nabat*, etc., — on peut voir que toute cette littérature abondait d'exposés nets et pratiques sur le rôle et le fonctionnement des organismes ouvriers ainsi que

sur le mode d'action qui permettrait à ces derniers de remplacer, en liaison avec les paysans, le mécanisme capitaliste et étatiste détruit. Ce ne sont pas les idées claires et pratiques qui firent défaut à l'anarchisme dans la révolution russe, ce sont, comme déjà dit, les institutions pouvant, dès le début, appliquer ces idées à la vie.

Le second point litigieux était celui de l'*Assemblée Constituante*. En continuant la révolution, en la transformant en une révolution sociale, les anarchistes, naturellement, ne voyaient aucune utilité à convoquer cette Assemblée — institution essentiellement politique, stérile et encombrante. Les anarchistes cherchaient donc à faire comprendre aux masses travailleuses l' inutilité de la Constituante, la nécessité de s'en passer et de la remplacer tout de suite par des organismes économiques et sociaux, en commençant par la révolution sociale. Les bolcheviks, en vrais politiciens, hésitaient à renoncer à la convocation de l'Assemblée. Au contraire, cette convocation figurait comme un point important de leur programme. (Derrière les coulisses, ils étaient pourtant d'avis de dissoudre la Constituante si, malgré leur prise éventuelle du pouvoir, celle-ci n'avait pas une bonne majorité bolcheviste.)

Il est aussi très intéressant de comparer l'attitude des bolcheviks et des anarchistes, à la veille de la révolution d'octobre, *vis-à-vis des soviets ouvriers*. Le lecteur se rappellera qu'à ce moment-là les soviets fonctionnaient dans toutes les villes ou localités importantes et que, partout, les bolchevisants y formaient une majorité écrasante. Le parti bolcheviste comptait accomplir la révolution, d'une part, par l'insurrection de ces soviets qui exigeaient « tout le pouvoir pour eux » et, d'autre part, par l'insurrection militaire qui soutiendrait l'action des soviets. (Les masses ouvrières avaient la mission de soutenir l'une et l'autre.)

En parfait accord avec ce programme, le parti bolcheviste lança le mot d'ordre général de la révolution : *Tout le pouvoir aux soviets !*

Quant aux anarchistes, ce mot d'ordre leur était suspect, et pour cause. Ils savaient bien que cette formule ne correspondait nullement aux véritables desseins du parti. Ils savaient qu'en fin de compte, celui-ci cherchait le *pouvoir politique, bien centralisé, pour lui-même* (c'est-à-dire, pour son comité central et, en dernier lieu, pour son chef : Lénine. Ce dernier « dirigeait », d'ailleurs, tous les préparatifs de la prise du pouvoir, aidé par Trotzky). « Tout le pouvoir aux soviets » n'était donc, au fond, qu'une formule creuse, pouvant être remplie plus tard de n'importe quelle matière. C'est pourquoi les anarchistes, tout en étant partisans des soviets ouvriers comme d'une forme d'organisation des masses laborieuses appelée à remplir certaines fonctions dans l'édification de la nouvelle société, n'admettaient pas la dite formule sans réserve. Pour eux, le mot *pouvoir* rendait toute la formule ambiguë, illogique, démagogique, suspecte.

Voici comment les anarcho-syndicalistes exprimèrent leurs doutes à ce sujet, dans un article paru sous le titre : *Est-ce la fin ?* dans leur journal hebdomadaire de Pétrograd, *Golos Trouda* (numéro 11, du 30 octobre 1917), cinq jours avant la révolution d'octobre :

« La réalisation éventuelle de la formule : *Tout le pouvoir aux soviets* (ou, plutôt, la prise du pouvoir politique), — *est-ce la fin ?* Est-ce tout ? Cet acte achèverait-il l'œuvre destructive de la révolution, débayerait-il définitivement la voie pour la grande construction sociale, pour l'élan créateur de la révolution ?

« La victoire des « Soviets » — si elle devient un fait accompli — et, une fois de plus, l'« organisation du pouvoir » qui la suivra, signifieront-elles, effectivement, la victoire du travail, la victoire des forces organisées des travailleurs, le début de la véritable reconstruction

socialiste ? Cette victoire et ce nouveau « pouvoir », réussiront-ils à sortir la révolution de l'impasse où elle s'est engagée ? Arriveront-ils à ouvrir de nouveaux horizons *créateurs* à la révolution, aux masses, à l'humanité ? Vont-ils ouvrir à la révolution le vrai chemin du travail *constructif*, la bonne route vers la solution effective de tous les problèmes de l'époque ?

« Tout dépendra de l'interprétation que les vainqueurs prêteront au mot d'ordre « pouvoir » et à leur notion d'« organisation du pouvoir ». Tout dépendra de la façon dont la victoire sera utilisée ensuite par les éléments qui tiendront, au lendemain de la victoire, ce soi-disant « pouvoir ».

« Si, par « pouvoir », on veut dire que tout travail créateur et toute activité organisatrice, sur toute l'étendue du pays, passeront aux mains des *organismes ouvriers et paysans* soutenus par les masses armées ; si l'on comprend, par « pouvoir », le plein droit de ces organismes de se fédérer naturellement et librement, en exerçant cette activité, de commencer la nouvelle construction économique et sociale, de mener la révolution vers de nouveaux horizons de paix, d'égalité économique et de vraie liberté ;

« Si le mot d'ordre « pouvoir aux soviets » ne signifie pas l'installation de foyers d'un *pouvoir politique*, foyers subordonnés au centre politique et autoritaire principal de l'Etat ;

« Si, enfin, le *parti politique* aspirant au pouvoir et à la domination s'élimine après la victoire et cède vraiment sa place à la libre auto-organisation des travailleurs ; si le « pouvoir des soviets » ne devient pas en réalité un pouvoir étatiste d'un nouveau parti politique, — alors, et alors seulement, la nouvelle crise pourra devenir la dernière, pourra signifier les débuts d'une ère nouvelle.

« Mais, si l'on veut comprendre par « pouvoir » une activité de *centres politiques* sous l'hégémonie d'un *parti politique*, centres dirigés par un *foyer politique principal* (pouvoir central) ; si la « prise du pouvoir par les soviets » signifie en réalité l'usurpation du pouvoir par un nouveau parti politique dans le but de reconstruire, à l'aide de ce pouvoir, toute la vie économique et sociale du pays, et de résoudre ainsi tous les problèmes compliqués du moment et de l'époque, — alors cette nouvelle étape de la révolution ne sera pas, elle non plus, une *étape définitive*.

« En effet, nous ne doutons pas un instant que ce « nouveau pouvoir » ne saura, en aucun cas, non seulement commencer la vraie « reconstruction socialiste », mais même satisfaire les besoins et les intérêts essentiels de la population...

« Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la révolution sociale par le procédé politique qui signifierait que l'œuvre de la reconstruction sociale, que la solution des problèmes si vastes, variés et compliqués de notre temps commencerait par un acte politique, par la prise du pouvoir, par le haut, par le centre...

« Qui vivra, verra... »

Le même jour, le « Groupe de Propagande Anarcho-Syndicaliste » publiait, dans le *Golos Trouda*, la déclaration suivante, où il prenait nettement position vis-à-vis des événements :

« 1° En tant que nous prêtons au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* » un tout autre sens que celui qui, à notre avis, lui est prêté par le parti social-démocrate bolcheviste, « appelé par les événements à diriger le mouvement » ; en tant que nous ne croyons pas en de vastes perspectives d'une révolution qui débute par un acte politique, notamment par la prise du pouvoir ; en tant que nous apprécions négativement toute action de masses déclenchée pour des buts politiques et sous l'emprise d'un parti politique ; en tant, enfin, que nous concevons d'une tout autre façon, aussi bien le début

que le développement ultérieur d'une vraie révolution sociale, — nous apprécions le mouvement actuel *négativement* ;

« 2° Si, toutefois, l'action de masses se déclenche, — alors, comme anarchistes, nous y participerons avec la plus grande énergie. Nous ne pouvons pas nous mettre à l'écart des *masses révolutionnaires*, même si elles ne suivent pas notre chemin et nos appels, même si nous prévoyons l'échec du mouvement. Nous n'oublions jamais qu'il est impossible de prévoir d'avance aussi bien la direction que l'issue d'un mouvement de masses. Par conséquent, nous considérons comme notre devoir de participer toujours à un tel mouvement, cherchant à lui communiquer notre sens, notre idée, notre vérité. »

La suite des événements est plus ou moins connue. Citons les faits, brièvement.

Le soutien de la flotte de Cronstadt et de la majorité des troupes de Pétrograd assurée, la faiblesse extrême du Gouvernement de Kérénsky constatée, et les sympathies d'une majorité écrasante des masses travailleuses acquises, le Comité Central du parti bolcheviste fixa l'insurrection définitivement au 25 octobre (7 novembre, nouveau style), jour de la réunion du deuxième Congrès Panrusse des Soviets. Cette insurrection se produisit effectivement à Pétrograd, le 25 octobre au soir. Il n'y eut ni action de masses, ni combats de rues. Abandonné par tout le monde, le « gouvernement provisoire », se cramponnant à des chimères, siégeait au Palais d'Hiver. Ce dernier était défendu par un bataillon « d'élite », un bataillon de femmes et une poignée de jeunes officiers aspirants. Des détachements de troupes acquises aux bolcheviks, soutenus par des bâtiments de la flotte baltique venus de Cronstadt et alignés sur la Néva, face au Palais d'Hiver, cernèrent ce dernier et, après une courte escarmouche, s'en emparèrent. Kérénsky réussit à fuir. Les autres membres du gouvernement provisoire furent arrêtés. La circulation normale dans les rues de la capitale ainsi que l'aspect général de la ville ne furent nullement troublés. Ainsi, à Pétrograd, toute l'« insurrection » ne fut qu'une petite opération militaire menée par le parti bolcheviste qui s'appuyait sur les sympathies de vastes masses travailleuses. Le siège du gouvernement provisoire devenu vide, le comité central du parti bolcheviste s'y installa en vainqueur.

Vers 11 heures du soir de cette fameuse journée du 25 octobre, je me trouvais dans une des rues de Pétrograd. Elle était obscure et calme. Au loin, on entendait quelques coups de fusils espacés. Subitement, une auto blindée me dépassa à toute allure. De l'intérieur de la voiture, une main lança un gros paquet de feuilles de papier, lesquelles volèrent en tous sens. Je me baissai et j'en ramassai une. C'était un appel du nouveau gouvernement « aux ouvriers et paysans » russes, leur annonçant la chute du gouvernement de Kérénsky et, en bas, la liste du nouveau gouvernement « des commissaires du peuple », Lénine en tête. Un sentiment compliqué de tristesse, de colère, de dégoût et, en même temps, une sorte de satisfaction ironique s'emparèrent de moi. « Ces imbéciles, — s'ils ne sont pas, tout simplement, des démagogues imposteurs, — pensai-je, — doivent s'imaginer qu'ils accomplissent ainsi la Révolution Sociale ! Eh bien ! Ils vont voir... Et les masses vont prendre une bonne leçon... »

A Moscou et aussi dans presque toute l'étendue du pays, la prise du pouvoir par le parti bolcheviste ne s'effectua pas avec la même facilité.

Moscou vécut dix jours de combats acharnés. Il y eut beaucoup de victimes, et plusieurs quartiers de la ville furent fortement endommagés par le feu d'artillerie. Dans d'autres villes, également, la victoire fut arrachée de haute lutte. Dans certaines contrées, à l'Est et surtout au Sud, cette victoire ne fut pas défi-

nitive. Des mouvements contre-révolutionnaires importants prirent naissance, s'armèrent, se précisèrent et aboutirent à une guerre civile, qui dura jusqu'à la fin de l'année 1921. L'un de ces mouvements, dirigé par le Général Dénikine (1919), prit les dimensions d'un événement très dangereux pour le pouvoir bolcheviste. Partie des profondeurs de l'Ukraine, à l'extrême sud de la Russie, l'armée de Dénikine arriva, en été 1919, presque aux portes de Moscou. (Nous verrons plus bas de quelle façon ce danger imminent put être écarté). Très dangereux, également, fut le mouvement déclenché par le Général Wrangel, après celui de Dénikine, dans le Sud. Assez menaçant a été, ensuite, le mouvement de l'amiral Kolitchak, dans l'Est. Les autres mouvements contre-révolutionnaires furent de moindre importance. Presque tous ces mouvements ont été en partie soutenus et alimentés par des interventions étrangères. En somme, c'est à partir de l'année 1922 seulement que le parti bolcheviste au pouvoir put se sentir définitivement maître de la situation et entreprendre l'œuvre qu'il a continuée depuis, jusqu'à nos jours.

Approchant de la fin de notre étude, venant de résumer la situation générale après la victoire définitive de la révolution bolcheviste, nous ne nous occuperons plus, dans la dernière partie de notre exposé, de la suite chronologique des événements. Notre tâche sera maintenant de faire ressortir et d'analyser les faits saillants de la période bolcheviste de la révolution russe, afin de pouvoir formuler nettement les appréciations et les conclusions imposées par cette analyse.

Précisons, avant tout, un fait qui n'est pas suffisamment connu. Fidèles à leurs principes, les anarchistes prirent une part très active, souvent décisive, à tous les mouvements de masses, à toutes les luttes que la révolution eut à soutenir contre la réaction. Dans les combats de Moscou, comme partout ailleurs, les anarchistes se battirent dans les premiers rangs et se sacrifièrent entièrement. J'insiste sur ce point, car très souvent, par ignorance ou par mauvaise foi, on reproche aux anarchistes russes de s'être bornés, pendant la révolution, à des discussions et de n'avoir rien fait.

Très original fut, dans la révolution russe, le sort de l'Assemblée Constituante. Comme déjà dit, les anarchistes étaient franchement opposés à la convocation de celle-ci. Les bolcheviks préférèrent faire semblant de la convoquer, décidés d'avance à la dissoudre au cas où sa majorité — chose possible dans l'ambiance générale du moment — ne serait pas bolcheviste. La Constituante fut donc convoquée en janvier 1918. Malgré les efforts du parti bolcheviste, au pouvoir depuis trois mois déjà, la majorité de l'Assemblée s'avéra anti-bolcheviste. Toutefois, et en dépit de l'inutilité flagrante de cette Assemblée, dont les travaux se poursuivaient dans une atmosphère d'indifférence générale, le gouvernement bolcheviste hésitait à la dissoudre. Il a fallu l'intervention presque fortuite d'un anarchiste pour que l'Assemblée Constituante fût dissoute. Le nom de cet anarchiste, un de nos meilleurs camarades (tué par la suite à son poste de chef d'un train blindé, en lutte contre les forces de Dénikine) — non presque toujours faussé, même par les auteurs anarchistes, — est : Jélezniakoff (Anatole). Ce camarade, marin de Cronstadt, fut mis par le gouvernement bolcheviste à la tête du détachement de garde au siège de l'Assemblée. Depuis plusieurs jours déjà, les discours interminables, ennuyeux et stériles des leaders des partis politiques à l'Assemblée, — discours qui se prolongeaient tard dans la nuit, — fatiguaient et ennuyaient le corps de garde obligé, chaque fois, d'attendre la fin et de veiller. Une nuit, — les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche ayant quitté la séance après une déclaration menaçante, et les discours allant

leur petit train, Jélezniakoff, à la tête de son détachement, s'approcha du fauteuil présidentiel et dit : « Fermez la séance, s'il vous plaît, mes hommes sont fatigués. » Décontenancé, indigné, le président (V. Tchernoff, soc.-rév. de droite) protesta. Jélezniakoff répéta : « Je vous dis que le corps de garde est fatigué. Je vous prie de quitter la salle des séances. » L'Assemblée s'exécuta. Le Gouvernement bolcheviste profita de cet incident pour publier le lendemain le décret de dissolution de la Constituante.

Pour que le lecteur saisisse bien le vrai sens, la véritable portée de certains événements ultérieurs (entre autres, la durée, l'éventualité de succès, et l'échec final des mouvements contre-révolutionnaires), il faut que nous fassions maintenant un résumé de la situation, non plus du point de vue général, mais de celui des principes révolutionnaires et sociaux proclamés par la révolution, ainsi que de leur application pratique.

Au cours des crises et des faillites qui se suivirent jusqu'à la révolution d'octobre 1917, deux idées fondamentales — idées révolutionnaires allant loin au-delà du programme minimum socialiste et envisageant une véritable révolution sociale — se précisèrent dans les milieux révolutionnaires et aussi au sein des masses laborieuses.

L'une fut l'idée de construire, sur les ruines de l'Etat bourgeois, un nouvel « Etat ouvrier », de constituer un « gouvernement ouvrier et paysan », d'établir la « dictature du prolétariat ».

L'autre fut celle de modifier de fond en comble les bases économiques et sociales de la société sans avoir recours à un Etat, à un gouvernement, quels qu'ils soient, c'est-à-dire, d'atteindre les buts de la révolution sociale et de résoudre les problèmes de l'heure par un effort naturel et libre, économique et social, des travailleurs, au sein de leurs organisations, après avoir renversé le dernier gouvernement.

Afin de coordonner l'action des travailleurs, la première idée supposait la prise du pouvoir politique, l'installation d'un gouvernement dictatorial, et l'organisation d'un nouvel Etat « prolétarien ». L'autre idée prévoyait l'absence de toute organisation étatique, l'entente fédérative des organismes de classe (syndicats, coopératives, toutes sortes d'associations, etc...), la cohésion naturelle partant d'en bas, la centralisation non pas politique et étatique, mais économique et technique, selon les besoins réels.

Les deux conceptions envisageaient, entr'autres choses, l'existence des soviets (conseils ouvriers), de même que celle de nombreuses autres organisations ouvrières, en tant que cellules de la société nouvelle. Mais, tandis que la première conception y voyait des cellules surtout politiques, la seconde y supposait des organismes économiques et sociaux.

La première idée fut exposée, propagée, défendue par le parti communiste étatiste (les bolcheviks). Fort bien organisés, de plus en plus nombreux, ayant à leur tête des intellectuels qualifiés; disposant de toute une armée d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains; ne reculant devant aucun moyen, et sachant appliquer très habilement toutes les recettes de la démagogie, ce parti obtint auprès des masses, très rapidement, un succès de plus en plus accentué.

Quant à l'autre conception, elle ne put être défendue ou propagée que par un nombre très restreint de propagandistes libertaires.

Le courant populaire lui-même allait bien au-delà de la conception étatiste des bolcheviks. Les masses marchaient carrément vers la vraie révolution sociale. Mais, fasciné par les mots d'ordre enflammés et par l'activité vigoureuse des bolcheviks, entraînés par leurs promesses de résoudre, au moyen de leur « gouvernement de la dictature du prolétariat », les problèmes

latents, le peuple travailleur leur accorda sa confiance et son concours.

La lutte entre les deux idées fut inégale.

Comme nous l'avons vu, les masses laborieuses soutinrent le parti communiste dans sa lutte pour le pouvoir. Fin octobre 1917, ce parti attaqua le faible gouvernement de Kérensky et le renversa. Le nouveau gouvernement bolcheviste s'installa immédiatement sur le trône disponible. Lénine fut son chef. C'est à ce dernier et à son parti qu'incomba désormais la tâche de faire face à tous les problèmes de la révolution.

L'idée étatiste l'emporta. C'est elle qui allait faire ses preuves. Nous verrons tout à l'heure comment elle les a faites.

D'après la thèse libertaire, c'étaient les masses laborieuses elles-mêmes qui devaient, par leur action vaste et puissante, s'appliquer à la solution des problèmes reconstitutifs de la révolution sociale. Le rôle des « élites », tel que le concevaient les libertaires, devait se borner à aider les masses, à les enseigner, à les conseiller, à les pousser vers telle ou telle autre initiative, à les soutenir dans leur action, mais surtout à ne pas les diriger gouvernementalement. L'idée fondamentale des libertaires était celle-ci : la solution heureuse des problèmes de la révolution sociale ne pourrait être que l'œuvre collective des millions d'hommes y apportant leurs initiatives, leurs forces, leurs capacités, leurs aptitudes, leurs connaissances vastes, variées et fécondes. Par l'intermédiaire de leurs organismes multiples et variés, et par la fédération de ces organismes, les masses laborieuses devaient, d'après les libertaires, pouvoir effectivement pousser en avant la révolution sociale et arriver à la solution pratique de tous ses problèmes.

La thèse bolcheviste était diamétralement opposée. D'après les bolcheviks, c'était l'élite, le gouvernement (dit « ouvrier » et exerçant la soi-disant « dictature du prolétariat ») qui devait s'appliquer à pousser en avant la transformation sociale, à résoudre ses formidables problèmes. Les masses ne devaient qu'aider cette élite, en exécutant ses décisions, ses décrets, ses ordres et ses lois.

En définitive, ce fut un gouvernement d'intellectuels, de doctrinaires marxistes, qui s'installa au pouvoir et commença son action par des décrets et des actes que les masses étaient sommées d'approuver et d'appliquer.

Ce gouvernement fonctionna. L'action étatiste commença.

Tout au début, le gouvernement et son chef, Lénine, faisaient mine d'être de fidèles exécuteurs de la volonté du peuple travailleur, en tout cas, de devoir justifier devant ce peuple leurs décisions, leurs gestes et leurs actes. (Ainsi, par exemple, Lénine crut nécessaire de justifier la dissolution de la Constituante devant l'Exécutif des Soviets.) Cela a marché assez bien jusqu'au jour où la volonté du « gouvernement » entra, pour la première fois, en conflit avec celle du « peuple ».

Ce fut à l'occasion de l'offensive allemande, en février 1918.

Au lendemain de la révolution d'octobre, l'armée allemande qui opérait contre la Russie, resta quelques temps inactive. Le commandement allemand hésitait, attendait les événements, délibérait, menait des pourparlers. Mais, en février 1918, il se décida et déclencha une offensive contre la Russie révolutionnaire. Il fallait prendre position. Toute résistance était impossible, l'armée russe ne pouvant pas combattre. Il fallait trouver une solution adéquate à la situation générale des choses. Cette solution devait, en même temps, résoudre le premier problème de la révolution, celui de la guerre.

La situation ne présentait que deux solutions possibles :

a) abandonner le front; laisser l'armée allemande s'aventurer dans l'immense pays en pleine révolution; l'entraîner dans les profondeurs du pays; l'y isoler, la séparer de sa base d'approvisionnement, lui faire une guerre de partisans, la démoraliser, la décomposer, etc., en défendant ainsi la révolution sociale ;

b) entrer en pourparlers avec le commandement allemand, lui proposer la paix, traiter et accepter celle-ci quelle qu'elle fût.

La première solution fut celle de l'immense majorité des organisations ouvrières consultées, ainsi que des socialistes-révolutionnaires de gauche, des maximalistes, des anarchistes. On était d'avis que, seule, cette façon d'agir était digne de la révolution sociale; seule, elle permettait de traiter avec le peuple allemand pardessus la tête de ses généraux ; seule, elle garantissait un élan prodigieux de la révolution en Russie et, peut-être aussi, comme conséquence, un déclenchement de la révolution en Allemagne et ailleurs.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le *Golos Trouda* anarcho-syndicaliste de Pétrograd (n° 27 du 24 février 1918), dans un article intitulé : *De l'esprit révolutionnaire* : « Nous voici à un tournant décisif de la révolution. Une crise est là qui peut être fatale. L'heure qui sonne, est d'une netteté frappante et d'un tragique exceptionnel. La situation est enfin claire. La question est à trancher séance tenante. Dans quelques heures nous saurons si le gouvernement signe ou non la paix avec l'Allemagne. *Tout l'avenir de la révolution russe, et aussi la suite des événements mondiaux, dépendent de cette journée, de cette minute.* »

« Les conditions sont posées par l'Allemagne sans ambages ni réserves. D'ores et déjà, on connaît les idées de plusieurs membres « éminents » des partis politiques, et aussi celles des membres du gouvernement. Pas d'unité de vues, nulle part. Désaccord chez les bolcheviks. Désaccord chez les socialistes-révolutionnaires de gauche. Désaccord au Conseil des Commissaires du Peuple. Désaccord au Soviet de Pétrograd et à l'Exécutif. Désaccord dans les masses, dans les fabriques, usines et casernes. L'opinion de la province n'est pas encore suffisamment connue... (Nous l'avons dit plus haut : l'opinion des socialistes-révolutionnaires de gauche, et aussi celle des masses travailleuses à Pétrograd et en province, se précisa, par la suite, comme hostile à la signature du traité de paix avec les généraux allemands.) « Le délai de l'ultimatum allemand est de 48 heures. Dans ces conditions, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, la question sera discutée, la décision sera prise en hâte, dans les milieux strictement gouvernementaux. Et c'est ce qui est le plus terrible... »

« Quant à notre propre opinion, nos lecteurs la connaissent. Dès le début, nous étions contre les « pourparlers de paix ». Nous nous dressons aujourd'hui contre la signature du traité. Nous sommes pour l'organisation immédiate et active d'une résistance de corps de partisans. Nous estimons que le télégramme du gouvernement demandant la paix doit être annulé : le défi doit être accepté, et le sort de la révolution remis directement, franchement, entre les mains des prolétaires du monde entier.

« Lénine insiste sur la signature de la paix. Et, si nos informations sont exactes, une grande majorité finira par le suivre. Le traité sera signé. Seule, la conviction intime de l'invincibilité finale de cette révolution nous permet de ne pas prendre cette éventualité trop au tragique. Mais que cette façon de conclure la paix portera un coup très dur à la révolution en l'affaiblissant, en la déformant pour longtemps, nous en sommes absolument persuadés.

« Nous connaissons l'argumentation de Lénine, surtout d'après son article : « *De la phase révolutionnaire* » (« *Pravda* », n° 31). Cette argumentation ne nous a pas convaincus. »

L'auteur fait, ensuite, une critique serrée de cette argumentation de Lénine et lui en oppose une autre pour terminer comme suit :

« Nous avons la conviction ferme que l'acceptation de la paix offerte ralentira la révolution, l'abaissera, la rendra pour longtemps débile, anémique, incolore... L'acceptation de la paix fera courber la révolution, la mettra à genoux, lui enlèvera les ailes, l'obligera de ramper... Car, l'esprit révolutionnaire, le grand enthousiasme de la lutte, cette envolée magnifique de la grandiose idée de l'affranchissement du monde lui seront enlevés. »

« Et — pour le monde — sa lumière s'éteindra. »

La majorité du Comité Central du parti communiste russe se prononça d'abord pour la première solution. Mais Lénine, en véritable dictateur, eut peur de cette solution hardie. Il invoqua, au contraire, le danger de mort pour la révolution, en cas de non-acceptation de la paix offerte. Il proclama la nécessité d'un « répit » qui permettrait de créer une armée régulière. Il brava l'opinion des masses et de ses propres camarades. Il menaça ces derniers de décliner toute responsabilité et de se retirer, séance tenante, si sa volonté n'était pas exécutée. Les camarades, à leur tour, eurent peur de perdre « le grand chef de la révolution ». Ils cédèrent. La paix fut signée.

Ainsi, pour la première fois, la « dictature du prolétariat » l'emporta sur le prolétariat. Pour la première fois, le pouvoir bolcheviste réussit à terroriser les masses, à substituer sa volonté à la leur, à imposer son autorité, à agir de son chef, faisant fi de l'opinion des autres...

La paix de Brest-Litovsk fut imposée au peuple laborieux par le gouvernement bolcheviste, lequel réussit à briser la résistance des masses, à obtenir leur obéissance, leur passivité forcée.

Tel fut le résultat du premier différend sérieux entre le nouveau gouvernement et le peuple gouverné. Ce ne fut que le premier pas — le plus difficile. La continuation était beaucoup plus aisée. Ayant une fois enjambé impunément la volonté des masses laborieuses, s'étant une fois emparé de l'initiative de l'action, le nouveau pouvoir lança, pour ainsi dire, un lasso autour de la révolution. Dorénavant, il n'avait plus qu'à continuer de le serrer, pour obliger les masses à se traîner à sa suite, pour leur faire abandonner entre ses mains toute initiative, pour les soumettre entièrement à son autorité et, finalement, pour réduire toute la révolution aux limites d'une dictature.

C'est ce qui arriva, en effet. Car, telle est, fatalement, l'attitude de tout gouvernement. Tel est, fatalement, le chemin de toute révolution qui laisse intact le principe étatiste, politique, gouvernemental. Tôt ou tard, vient le premier désaccord entre les gouvernants et les gouvernés. Ce désaccord vient d'autant plus fatalement qu'un gouvernement, quel qu'il soit, est toujours impuissant à résoudre les problèmes d'une grande révolution et que, malgré cela, tout gouvernement, et toujours, veut avoir raison, veut avoir pour lui l'initiative, la vérité, la responsabilité, l'action... Ce désaccord tourne toujours à l'avantage des gouvernants. Et ensuite, toute initiative passe, avec la même fatalité, à ces gouvernants qui deviennent ainsi les maîtres absolus des millions de gouvernés. Ce fait acquis, les maîtres se cramponnent au pouvoir, en dépit de leur incapacité, de leur insuffisance, de leur malhaisance... Ils se croient, au contraire, seuls porteurs de la vérité. Ils se défendent contre toute opposition; ils accaparent tout; ils créent des privilèges sur lesquels ils s'appuient; ils organisent les forces capables de les sout-

nir; ils répriment toute résistance; ils persécutent tout ce qui ne veut pas se plier à leur bon plaisir; ils menacent, ils trompent, ils sévissent, ils tuent...

C'est ce qui arriva, fatalement, à la révolution russe.

Une fois bien assis au pouvoir, ayant organisé une armée et une police, ayant bâti un nouvel Etat dit « ouvrier », le gouvernement bolcheviste, maître absolu, prit en mains définitivement les destinées futures de la Révolution. Peu à peu — au fur et à mesure qu'augmentaient ses forces de coercition et de répression — le gouvernement étatista et monopolisa tout, absolument tout, jusqu'à la parole, jusqu'à la pensée.

Ce fut l'Etat — donc, le gouvernement — qui s'empara de tout le sol, de tout l'ensemble des terres. Il en devint le vrai propriétaire. Les paysans, dans leur masse, furent, petit à petit, transformés en des fermiers d'Etat.

Ce fut le gouvernement qui s'appropriâ les usines, les fabriques, les mines, tous les moyens de production, de consommation, de communication, etc., etc...

Ce fut le gouvernement qui usurpa le droit d'initiative, d'organisation technique, d'administration, de direction, dans tous les domaines de l'activité humaine.

Ce fut, enfin, le gouvernement qui devint le maître unique de la presse du pays. Toutes les éditions, toutes les publications en U. R. S. S. — jusqu'aux cartes de visite — sont faites ou, au moins, rigoureusement contrôlées par l'Etat.

Bref, l'Etat, le gouvernement devint, finalement, seul détenteur de toutes les vérités; seul propriétaire de tous les biens, matériels et spirituels; seul initiateur, organisateur, animateur de toute la vie du pays, dans toutes ses ramifications.

Les 150 millions d'habitants se transformèrent, peu à peu, en simples exécuteurs des ordres gouvernementaux, en simples esclaves du gouvernement et de ses innombrables agents.

Tous les organismes économiques, sociaux ou autres, sans exception, en commençant par les Soviets et en finissant par les plus petites cellules, devinrent de simples filiales administratives de l'entreprise étatiste, filiales subordonnées totalement au conseil d'administration central : le gouvernement, surveillées de près par les agents de ce dernier : la police, privées de toute ombre d'une indépendance quelconque.

L'histoire authentique et détaillée de cette évolution achevée il y a à peine deux ou trois ans — histoire formidable, extraordinaire, unique dans le monde — mériterait, à elle seule, un volume à part. Ici, obligés de condenser, nous n'en avons donné qu'un très bref résumé. Ajoutons y un seul détail, car, au point de vue chronologique, notre résumé a quelque peu interverti l'ordre des faits.

Une fois au pouvoir, et en possession d'une force armée, le plus facile pour le parti bolcheviste était d'étatiser les organisations ouvrières, les moyens de transport et de communication, la production minière, la grosse industrie, le gros commerce. C'est, en effet, par ce bout que l'étatisation commença.

Le plus difficile fut de s'approprier le sol, de supprimer le fermier privé, d'étatiser l'agriculture. Cette tâche vint d'être accomplie en tout dernier lieu, après des années de luttes acharnées.

Puisque tout ce qui est indispensable pour le travail de l'homme — autrement dit, tout ce qui est capital — appartient en Russie actuelle à l'Etat. Il s'agit, dans ce pays, d'un capitalisme d'Etat intégral. Le capitalisme d'Etat, tel est le système politique, économique, financier et social en U. R. S. S., avec toutes ses conséquences logiques dans le domaine moral, spirituel ou autre.

Pour le travailleur, l'essentiel de ce système est ceci : tout travailleur, quel qu'il soit, est, en fin de compte,

un *salarié de l'Etat*. L'Etat est son unique patron. Si l'ouvrier rompt son contrat avec ce patron, il ne peut plus travailler nulle part. En conséquence, l'Etat-patron peut faire avec l'ouvrier tout ce qu'il veut. Et si, pour une raison quelconque, ce dernier est jeté dans la rue, il ne lui reste plus qu'à crever de faim, à moins qu'il ne « se débrouille » comme il peut. Ce n'est pas tout. Le système veut que l'Etat-patron soit, en même temps, juge, geôlier et bourreau de tout « citoyen », de tout travailleur. L'Etat lui fournit du travail ; l'Etat le caye ; l'Etat le surveille ; l'Etat l'emploie et le manie à sa fantaisie ; l'Etat l'éduque ; l'Etat le juge ; l'Etat le punit ; l'Etat l'emprisonne ; l'Etat le bannit ou l'exécute... Employeur, protecteur, surveillant, éducateur, juge, geôlier, bourreau, — tout, absolument tout dans la même personne : celle d'un Etat formidable, omniprésent, omnipotent...

Comme le lecteur le voit, ce système est bien celui d'un *esclavage complet, absolu, du peuple laborieux* : esclavage physique et moral. Telle a été l'œuvre accomplie en Russie par le parti bolcheviste depuis 1917 à nos jours. Et tel est aujourd'hui le résultat de cette œuvre.

Le parti bolcheviste, chercha-t-il ce résultat ? Y mena-t-il sciemment ?

Certainement, non. Indubitablement, ses meilleurs représentants aspiraient à un système qui permettrait la construction du vrai socialisme ouvrant la route vers le communisme intégral. Je tiens à enregistrer ici-même l'aveu qui m'a été fait, il y a quelques années, par un bolchevik russe éminent et sincère, lors d'une discussion serrée, passionnée : « Certainement, — dit-il, — nous nous sommes égarés et engouffrés là où nous ne voulions pas aller... Mais, nous tâcherons d'en sortir, et nous y réussirons... »

On peut être, au contraire, absolument certain qu'ils n'y réussiront pas, qu'ils n'en sortiront jamais. Car, la force logique des choses, la psychologie humaine, l'enchaînement des faits matériels, la suite déterminée des causes et des effets, sont, en fin de compte, plus puissants que les aspirations des individus.

Le parti bolcheviste chercha à construire le *socialisme* au moyen d'un *Etat*, d'un *gouvernement*, d'une *action politique autoritaire*. Il n'aboutit, fatalement, qu'à un *capitalisme d'Etat* — monstrueux, funeste, meurtrier.

Et plus il sera démontré que les chefs du parti furent sincères, énergiques, capables, favorisés par les circonstances, suivis, aidés par les masses, — mieux ressortira la conclusion historique qui se dégage de leur œuvre.

Cette conclusion, la voici : *Toute tentative d'accomplir la révolution sociale à l'aide d'un Etat, d'un gouvernement et d'une action politique, aboutira fatalement à un capitalisme d'Etat, le pire des capitalismes.*

Telle est la leçon mondiale de la formidable expérience bolcheviste, leçon qui confirme pleinement la thèse anarchiste et qui, bientôt, sera à la portée de tous.

Le capitalisme d'Etat — auquel, d'après le propre aveu des communistes sincères, aboutit le bolchevisme en Russie — donna-t-il, au moins, des résultats appréciables ? Réalisa-t-il quelque progrès ? Pourra-t-il servir de « pont » à la véritable transformation sociale prochaine ? La pourra-t-il faciliter ?

Jusqu'à présent, les grandes prouesses définitives de l'Etat bolcheviste ont été les suivantes :

1° Il sut créer une *armée redoutable*, sinon encore pour les ennemis extérieurs, du moins pour l'ennemi « intérieur », celui qui refuse de devenir esclave du nouveau capitalisme.

2° Il sut, d'autre part, militariser les propres rangs du parti dirigeant, en formant, avec la jeunesse bolcheviste, des *corps d'armée spéciaux* — sorte de gendar-

merie ou de garde nationale. C'est sur ces corps spéciaux que le nouveau gouvernement peut surtout compter. C'est à l'aide de ces corps spéciaux que le gouvernement bolcheviste écrasa l'émeute révolutionnaire de Cronstadt en 1921 et que, lorsqu'il le faut, il noie dans le sang les grèves, les révoltes et les démonstrations multiples dont la presse bolcheviste ne souffle pas mot.

3° Il sut aussi former une *police très puissante* — ordinaire et surtout secrète, — police qui est, peut-être, la première du monde puisqu'elle réussit, jusqu'à ce jour, à maintenir dans l'obéissance une population subjuguée, trompée, exploitée, affamée. Il sut surtout élever le mouchardage à la hauteur d'une grande vertu civique. Tout membre du parti communiste — voire tout citoyen loyal — est tenu d'aider le « Guépéou », à lui signaler les cas suspects, à moucharder, à dénoncer.

4° Il réussit à faire naître et se multiplier avec une rapidité vertigineuse une *bureaucratie formidable*, incomparable, inégalable ; une bureaucratie qui forme, actuellement, dans le pays une caste privilégiée, « aristocratique », d'un million d'individus environ. Tout est « bureaucratisé » en U. R. S. S. : la production, la répartition, la consommation, les communications, le permis d'exister (un système de passeports sublime), la science, la littérature, l'art, etc... D'autre part, les *inégalités sociales* y sont prononcées plus que dans n'importe quel autre pays. Les citoyens en général, et les travailleurs en particulier, sont divisés en *plusieurs catégories* de salariés, de favorisés, de défavorisés, de primés, de privilégiés...

5° Enfin, nous l'avons dit, l'Etat bolcheviste réussit à réduire à l'*esclavage complet* 150 millions d'hommes, dans le but de les amener un jour — par ce moyen infailible, paraît-il — à la liberté, à la prospérité, bref : au bonheur.

Ajoutons que cet Etat est passé maître hors concours dans l'œuvre de *mensonge*, de *duperie*, de *mise en scène*, de *truquage*... Sa propagande trompeuse à travers le monde est d'une habileté sans égale. Si la bourgeoisie des autres pays recourt au « bourrage de crâne », le bolchevisme, lui, fait du « *superbourrage* » tel que, de nos jours encore, des millions de travailleurs dans tous les pays ne savent pas la vérité sur l'U. R. S. S. Livres, brochures, journaux, revues, photos, cinéma, T. S. F., expositions, — tous les moyens, les uns plus truqués que les autres, tout étant entre les mains de l'Etat, — sont bons pour la propagande. Les « délégations ouvrières » autorisées de temps en temps à passer quelques semaines en Russie, abominablement dupées (si leurs membres sont sincères), en sont un des moyens. De même, la majorité écrasante de « touristes » ou de visiteurs isolés qui parcourent le pays, sous l'œil vigilant des mouchards, sans connaître la langue russe, sans comprendre quoi que ce soit de ce qui se passe autour d'eux.

Soulignons encore que l'Etat (le gouvernement) bolcheviste s'est emparé, non seulement de tous les biens matériels et moraux existants, mais — ce qui est peut-être plus grave — il s'est approprié aussi la « Vérité ». Du moins, il se croit l'unique, le vrai détenteur de la vérité tout entière, de quelque domaine qu'elle soit : vérité historique, économique, sociale, scientifique, philosophique ou autre. Dans tous les domaines, sans exception, le gouvernement bolcheviste se considère comme absolument infailible. Lui seul possède la vérité. Lui seul sait où et comment aller. Lui seul est capable de mener à bien la révolution. Et alors, logiquement, fatalement, il prétend que les 150 millions d'hommes qui peuplent le pays, doivent, eux aussi, le considérer comme seul détenteur de la vérité, détenteur infailible, inattaquable, sacré. Et alors, logiquement, inévitablement, tout homme ou tout groupement osant,

non pas combattre ce gouvernement, mais simplement douter de son infaillibilité, le critiquer, le contredire, le blâmer en quoi que ce soit, est regardé comme son ennemi et, partant, comme ennemi de la vérité, ennemi de la révolution : « contre-révolutionnaire »... Il s'agit là d'un vrai monopole de l'opinion. Toute opinion autre que celle de l'Elite (du gouvernement), est considérée comme hérésie, hérésie dangereuse, inadmissible, criminelle. Et alors, logiquement, inmanquablement, c'est le châtiement des hérétiques qui intervient : la prison, l'exil ou le poteau d'exécution. Les syndicalistes et les anarchistes, farouchement persécutés, rien que parce qu'ils osent avoir une opinion indépendante sur la révolution, en savent quelque chose... Et si le lecteur désire avoir des détails et des précisions sur cette répression sauvage, barbare, des révolutionnaires libertaires par l'Inquisition sociale bolcheviste, il n'a qu'à parcourir la brochure éditée par la « Librairie Sociale », en 1923, sous le titre : *Répression de l'Anarchisme en Russie Soviétique*, ou lire, dans la presse périodique anarchiste, des extraits du *Bulletin* publié, à des intervalles réguliers, par le Fonds de Secours de l'A. I. T. (Association Internationale des Travailleurs, anarcho-syndicalistes) aux anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés ou exilés en Russie.

(D'aucuns prétendent que l'une des prouesses du bolchevisme a été l'émancipation de la femme, l'abolition du mariage légal, la reconnaissance du droit à l'avortement. Cette affirmation repose sur l'ignorance complète des faits. Comme le lecteur put le voir au début de cette étude, longtemps avant la révolution de 1917, les milieux intellectuels et ouvriers russes professaient des idées très avancées en cette matière. Dans presque tous les milieux russes il était entendu que la femme était l'égale de l'homme et pouvait disposer librement de son amour, de son corps. De sorte que tout gouvernement issu d'une révolution était obligé de sanctionner cet état des choses. Il n'y a rien de spécifiquement bolcheviste dans cette « prouesse », et le mérite des bolcheviks y est très modeste. D'autre part, le mariage légal n'est nullement supprimé en U. R. S. S. : il est simplifié ou, plutôt, il est devenu un mariage civil, tandis que, avant, le mariage légal en Russie était obligatoirement religieux. — On prétend aussi que le bolchevisme a eu raison des préjugés religieux. C'est une erreur dont la source est la même que dans le cas précédent : ignorance des faits concrets. Le gouvernement bolcheviste a réussi, par la terreur, à supprimer le culte public de la religion, pas plus. Quant au sentiment religieux, loin de l'avoir extirpé, le bolchevisme, avec ses méthodes et ses résultats, l'a, au contraire, soit rendu plus intense, chez les uns, soit simplement transformé, chez les autres. Ajoutons que, déjà avant la révolution de 1917, et surtout depuis 1905, le sentiment religieux, dans les masses populaires, se trouvait en plein déclin, ce qui ne manqua pas d'inquiéter sérieusement les papes et les autorités tsaristes. Le bolchevisme réussit plutôt à le raviver. La religion sera tuée non pas par la terreur, mais par la réussite effective de la vraie révolution sociale, avec ses conséquences heureuses.

Je laisse maintenant au lecteur lui-même le soin de répondre à la question posée plus haut, notamment : Un système tel que je viens de le décrire, peut-il mener et aboutir à une transformation sociale dans le sens de l'affranchissement des travailleurs ? Peut-il favoriser cet affranchissement ? Peut-il sauver l'humanité ? Quant à nous, notre opinion est faite : nous affirmons catégoriquement que le bolchevisme, c'est-à-dire la tentative d'accomplir la révolution sociale à l'aide d'une dictature gouvernementale et d'un Etat, ne pourra jamais aboutir à autre chose qu'à une réaction sociale épouvantable.

Mais nous sommes obligés de constater encore un fait important : l'impuissance complète de ce système,

même en tant que capitalisme d'Etat. Sans pouvoir entrer ici dans les détails, je dois affirmer, en effet, — ceci en pleine connaissance de cause, — que la prétendue « industrialisation » du pays aboutit à quelques érections et constructions impraticables et inutiles ; que le fameux « plan quinquennal » est en train de s'effondrer dans une faillite ahurissante ; et que la soi-disant « collectivisation » étatisée de l'agriculture n'est autre chose qu'une immense entreprise de servage militarisé, qui ne pourra jamais donner des résultats autres que la famine et la misère générales. J'en reparlerai, d'ailleurs, dans quelques instants.

Beaucoup de gens « de gauche » — même avertis — prétendent qu'il faut se taire sur ces résultats lamentables du bolchevisme, ceci pour plusieurs raisons que voici :

1° « Les bolcheviks ont été historiquement obligés de faire leur révolution. S'ils ne l'avaient pas faite, c'eût été la réaction à brève échéance. Par la suite, ils ont fait ce qu'ils ont pu faire dans un pays arriéré, au milieu des difficultés sans nombre. »

Cette opinion est une simple hypothèse, pas plus. Je ne la partage nullement. A mon avis, dans les conditions données — une réaction était impossible en Russie ; et si les bolcheviks, après leur prise du pouvoir, n'avaient pas arrêté et déformé le vrai, le grand élan révolutionnaire, les masses laborieuses, aidées par les éléments intellectuels désintéressés (il y en avait), et surtout par les libertaires, auraient fini par accomplir la révolution sociale intégrale. C'est une hypothèse comme la première. Les événements récusent la dicte. Il est impossible de savoir laquelle des deux est la juste, car il est impossible de savoir « ce qui se serait passé si les bolcheviks n'existaient pas ». Donc, passons...

2° « Les bolcheviks ont, tout de même, accompli une tâche formidable. Ils ont démontré la possibilité de vaincre le capitalisme, ils ont porté à ce dernier un coup dur, ils ont ébranlé le monde. »

Je ne partage nullement ce point de vue. Ce ne furent pas les bolcheviks, mais les masses anonymes qui accomplirent des tâches formidables. Elles ont commis, ensuite, cette erreur fondamentale de confier les destinées de la révolution au parti bolcheviste, à son gouvernement, à l'Etat. Les bolcheviks en ont profité — comme tant de politiciens avant eux — pour castrer la vraie révolution. Voilà la vérité. Ayant pris une part active à la révolution, d'abord dans le nord, ensuite dans le sud du pays, je pourrais remplir des centaines de pages pour démontrer, par des faits précis tirés de tous les domaines, la vaillance, la capacité, l'activité extraordinaires des masses, d'une part et, d'autre part, la défaillance, l'incapacité des bolcheviks et, surtout, la contre-activité méthodique, froide, implacable, criminelle, avec laquelle ils brisèrent l'élan des masses. L'écrasement du mouvement dit « makhnoviste » en fournit un exemple frappant, et de vaste envergure. La lecture de l'*Histoire du mouvement Makhnoviste* (par P. Archinoff) fixerait suffisamment tout lecteur impartial. Mais, à part ce grand exemple, combien pourrait-on citer de petits faits quotidiens, banaux, puisés au hasard dans les annales de la révolution, faits de moindre importance, mais dont la signification est la même...

Ce sont les masses du peuple — et non pas les bolcheviks — qui ont prouvé la possibilité de vaincre le capitalisme.

Les bolcheviks n'ont rien « ébranlé », puisque, quinze ans après leur « révolution », c'est toujours la réaction qui règne partout. Pourtant, la révolution russe aurait pu vraiment « ébranler le monde » si elle avait abouti à un résultat complet et concret. Les bolcheviks l'en ont justement empêché.

Les premières impressions « formidables » sur la révolution bolcheviste, impressions qui donnèrent un grand espoir et un bel élan aux travailleurs du monde entier, ne furent qu'une *illusion*. Comme telle, elle était dangereuse, même à cette époque. Car, un jour ou l'autre, une illusion amène nécessairement, non pas le succès, mais la vérité sur l'insuccès et, ensuite, la désillusion, le découragement, l'indifférence, l'effondrement. C'est ce qui est arrivé déjà, dans une certaine mesure, un peu partout. Continuer à soutenir sciemment cette illusion aujourd'hui, serait aggraver le danger. Car, plus l'illusion dure, plus on insiste à y faire croire, plus la désillusion, le découragement, l'effondrement — qui approchent fatalement — seront désastreux. Il est grand temps, au contraire, de dire toute la vérité, de dévoiler l'illusion, de la reconnaître, de chercher à comprendre les causes de l'échec, de se consacrer — et d'aider les masses — à rechercher la vraie solution. L'attitude courageuse de l'écrivain Panait Istrati (son œuvre : *Vers l'autre flamme*), attitude souvent incomprise, parfois blâmée, même flétrie par certains éléments, est pourtant la seule qui soit juste et digne d'un homme et d'un révolutionnaire.

3° « Les bolcheviks sont déjà fortement attaqués et calomniés par la bourgeoisie de tous les pays. En les attaquant à notre tour, nous avons l'air d'être de connivence avec cette dernière, ce qui prête à une confusion fâcheuse ».

Pour moi, la vérité prime tout, car c'est d'elle, c'est de son grand éclat que dépend, en premier lieu, l'issue de la gigantesque lutte engagée. Je me moque pas mal de ce que dit la bourgeoisie. Les raisons et les buts de nos attaques sont diamétralement opposés. Nous n'avons qu'à l'expliquer, au besoin. Tant pis pour ceux qui ne voudraient pas nous comprendre. Ils finiront d'ailleurs par y arriver quand même ; car, tôt ou tard, les bolcheviks se disqualifieront eux-mêmes aux yeux du monde laborieux. Nous serons bien contents, alors, de pouvoir dire que nous avions raison. Car, ce jour-là, notre attitude droite, franche et nette nous attirera des sympathies et des forces indispensables pour la victoire de la véritable Révolution sociale.

D'ailleurs — en réalité — les bolcheviks s'entendent aujourd'hui à merveille avec la bourgeoisie de tous les pays (même avec celle, fasciste, de l'Italie et de l'Allemagne). Ils pactisent avec elle; ils passent des traités avec elle; ils font des affaires avec elle; ils prennent part à ses conférences; ils lui rendent des visites de politesse; ils font avec elle l'échange de notes de félicitations et de condoléances, etc., etc... Il est à regretter que les prolétaires de tous les pays ne réfléchissent pas assez à des faits de ce genre. Car, cette attitude des bolcheviks mérite bien la réflexion approfondie : elle est une des conséquences fatales de leur erreur et de leur révolution bâtarde. Si la bourgeoisie critique le régime bolcheviste dans sa presse, c'est qu'elle ne voudrait tout de même pas de troubles bolchevistes chez elle. Et, naturellement, elle note, elle met à profit les défauts et les échecs lamentables du système. Pour cela, elle n'a même pas besoin de calomnier. Je trouve, au contraire, qu'elle le fait assez mollement, assez paresseusement — pour de multiples raisons dont je n'ai pas à parler ici. Et quant à l'hostilité du bolchevisme pour le capitalisme, elle est de pure apparence et plutôt d'usage « domestique ». En U. R. S. S., c'est toujours une arme à effet. Au dehors, cette arme s'émousse de plus en plus. Car, en réalité, le bolchevisme n'est qu'une variété du capitalisme. Au fait, les deux capitalismes s'entendent assez bien. Les multiples déclarations des grands seigneurs bolchevistes affirmant que « les deux systèmes économiques peuvent parfaitement coexister et collaborer en étroite amitié », en font foi. Cette attitude du bolchevisme est mille fois plus suggestive, plus effective et plus significative que

la coïncidence superficielle et purement accidentelle de notre critique avec celle de la bourgeoisie.

4° « La bourgeoisie cherche surtout à détrôner la révolution russe (comme telle, en son entier) qui la gêne et lui fait peur. Cette révolution est tout de même un fait formidable. Elle reste aujourd'hui le seul grand espoir des classes exploitées de tous les pays. En l'attaquant, nous ne pouvons arriver qu'à décourager profondément les masses ouvrières, à les détourner de toute révolution. Nous faisons ainsi le jeu de la bourgeoisie, que nous le voulions ou pas ».

D'abord, nous n'attaquons pas la révolution russe. Tout au contraire, nous attaquons ceux qui ont — momentanément, nous l'espérons — arrêté, déformé, castré cette révolution. Rien n'est plus erroné, plus faux, plus dangereux, que de confondre la révolution russe avec le bolchevisme. Je crois l'avoir suffisamment démontré au cours de mon exposé. Ensuite, si aujourd'hui la bourgeoisie peut, encore et toujours, critiquer cette révolution; si, d'autre part, les travailleurs arrivent à en être découragés au bout des quinze années qu'elle compte, les seuls responsables en sont les bolcheviks eux-mêmes. Qu'ils s'en prennent donc aussi à eux-mêmes ! Nous n'y sommes pour rien, nous n'y pouvons rien. Enfin, en attaquant le bolchevisme en tant qu'une erreur néfaste, mortelle pour la révolution, nous ne le faisons pas à la légère, ou pour le bon plaisir de critiquer : nous indiquons le fond de l'erreur, nous analysons cette dernière en détails, et nous désignons le moyen de l'éviter à l'avenir. Nous ne poussons donc nullement les travailleurs au découragement ; tout au contraire : nous les en prévenons. Car, lorsque les masses se seront détournées de la révolution bolcheviste, — non pas à la suite de nos critiques, mais en raison de son échec qui éclatera un jour de façon retentissante et décisive, — elles trouveront dans nos idées et dans notre attitude un nouvel encouragement; elles sauront déjà que cette révolution n'est pas la seule possible; elles saisiront nettement le fond de l'erreur; et elles percevront au même instant la lueur de cette « autre flamme » vers laquelle elles tendront alors leurs efforts.

En plus de ce qui vient d'être écrit, il existe une raison suprême pour laquelle toute la vérité sur le bolchevisme doit être affirmée — que dis-je ? — inlassablement, implacablement criée à travers le monde par tous ceux qui la connaissent.

Nous vivons en pleine époque révolutionnaire. Or, même au sein de telles époques, celle-ci est exceptionnelle. En effet, d'après de nombreux indices, le gigantesque bouleversement qui commence, sera, cette fois, *fondamental, complet, définitif*. Il aboutira, en fin de compte, non pas à un simple remaniement partiel des rapports économiques et sociaux, — comme ce fut le cas dans les révolutions précédentes, — mais à un changement des bases mêmes de la société humaine. Cette fois, il s'agira, vraisemblablement, non pas d'une nouvelle répartition des privilèges et des biens, laissant intacts l'exploitation des masses et le système de répression politique, mais bien de l'abolition totale de toute exploitation de l'homme par l'homme, et de toute autorité politique. Selon toute probabilité, il s'agira, cette fois, enfin, de l'émancipation intégrale de l'homme.

Cette nouvelle substance de la révolution, sans précédent, exigera de nouveaux procédés, de nouvelles méthodes, toute une nouvelle psychologie, — fait qui est souvent oublié, notons-le entre parenthèses, par ceux qui analysent les événements.

Le processus de cet immense changement sera long, laborieux, pénible. Durant une bonne partie du chemin, il y aura des égarements, des erreurs, des défaillances, des culbutes, des arrêts, des reculs... Tous ces accrocs, tous ces trébuchements serviront d'expériences, de leçons. Et c'est à force de ces expériences surtout

que les masses apprendront le vrai chemin menant au but.

Mais, pour que les expériences négatives soient utiles, pour qu'elles puissent servir de leçons, pour qu'elles permettent d'atteindre, dans un minimum de temps, et avec le minimum de souffrances et de victimes, le succès final, — il existe une condition essentielle, indispensable : il faut que tout égarément, toute faute, toute erreur d'importance, puissent être rapidement repérés, signalés, reconnus, largement discutés et réparés. Une négligence, une faiblesse à cet égard pourrait avoir des conséquences très graves pour la révolution, pourrait même lui être fatale. Or, cette condition *sine qua non* en exige une autre, non moins indispensable. En effet, pour qu'une erreur puisse être relevée, discutée et corrigée à temps, il faut qu'elle ne soit pas voilée, cachée, étouffée. Il faut que, dès le début, et durant toute la révolution, toute erreur soit carrément avouée et la vérité hautement affirmée. (C'est en partie pour cette raison que la liberté d'opinion, de parole et d'action est si précieuse, et que la dictature est impuissante). Dans la grande révolution sociale, — dans cette œuvre immense et compliquée, intéressant des millions d'hommes, œuvre où les erreurs doivent être nombreuses et qui, cependant, devra aboutir non pas à un nouvel égarément, mais un vrai but, au résultat intégral, définitif, — une sincérité absolue, une franchise entière, sont de rigueur. La vérité entière — vérité de partout et de tout instant — doit constamment éclairer le chemin de la révolution sociale, pour que ses erreurs puissent être liquidées et ses expériences négatives utilisées.

Dans les conditions historiques données, dans l'ambiance sociale actuelle, l'égarément politique — Etat, Gouvernement, etc. — est presque fatal, au début de la Révolution. Il est d'une gravité extrême. Et il n'y a que nous, les anarchistes, pour le signaler, pour crier au danger.

Revenons au bolchevisme. Incontestablement, il est un fait historique et mondial d'une immense portée. Mais quel est son vrai sens historique ? Quelle est son « utilité » ? Nous affirmons que, justement, le bolchevisme n'est autre chose qu'un égarément politique survenu au début de la révolution sociale mondiale : donc, une expérience négative. Nous estimons que le seul sens historique du bolchevisme est de démontrer aux masses laborieuses de tous les pays, une fois pour toutes et d'une façon palpable, incontestable, définitive, le péril du principe politique, étatiste, gouvernemental, pour la révolution sociale. Nous considérons que la seule « utilité » du bolchevisme est d'avoir donné aux masses de tous les pays, dès les débuts de la révolution sociale, cette leçon pratique, indispensable, — leçon d'une vaste envergure, d'une longue durée, et d'un fini parfait : comment il ne faut pas faire la révolution. Jadis, en Russie, la légende du tsar fut tuée, en définitive, par le tsar lui-même : par cette « expérience négative » du 9 janvier 1905 (ce qui permit, ensuite, de faire rapidement, facilement, la révolution anti-tsariste lorsque le bon moment arriva). De même, aujourd'hui, la légende étatiste, la légende de la dictature, sera tuée par les étatistes, par les dictateurs eux-mêmes : par cette autre expérience impressionnante, formidable, de la révolution russe, expérience qui, avec ses résultats négatifs évidents, palpables, débâtera le chemin et préparera le terrain à la rude révolution sociale mondiale. Ainsi, pour que les masses apprennent la bonne méthode, il leur faut une bonne leçon expérimentale. Ces sortes de leçons historiques constituent, sous certaines conditions d'ensemble, leur principale éducation.

Mais, pour que les masses des autres pays puissent, en temps opportun, tirer parti de cette leçon, il est

indispensable que toute la vérité sur le bolchevisme — sur sa véritable nature, sur ses actes néfastes, sur ses résultats lamentables, et sur son échec de plus en plus net — soit affirmée sans retard ni ménagements, soit étalée au grand jour, illustrée, expliquée, commentée...

Telle est la raison suprême qui nous oblige de dire sur le bolchevisme toute la vérité, quelque cruelle qu'elle soit pour ceux qui se laissent bercer par des illusions. Nous sommes convaincus que tel est notre devoir sacré.

L'impuissance créatrice, la « trahison » (comme s'exprimèrent jadis les marins de Cronstadt) et le despotisme inouï du gouvernement bolcheviste, provoqueront-ils des réactions dans le pays ?

Certes, oui. Et ceci, dans deux sens diamétralement opposés.

D'une part, comme le lecteur sait, deux mouvements contre-révolutionnaires très vastes et très graves, — mouvements qui, à un moment donné, présenteront une menace extrêmement sérieuse pour le pouvoir bolcheviste, — s'étaient formés dans le sud, en 1919 et en 1920.

Les premières résistances à la révolution, en 1917 et 1918, — résistances tout à fait locales et assez anodines, malgré leur acharnement, — étaient plus ou moins naturelles : comme toujours, certains éléments purement réactionnaires se dressèrent contre la révolution et tâchèrent de la combattre. Une majorité écrasante des ouvriers, des paysans et de l'armée étant à ce moment pour le nouvel ordre, ces résistances furent rapidement et facilement brisées. Si, par la suite, la révolution avait su se montrer réellement puissante, juste, féconde, si elle avait pu résoudre convenablement ses grands problèmes, — tout se serait certainement borné à ces quelques batailles éparses, et la victoire ne serait plus menacée. Mais, comme nous l'avons dit, le bolchevisme défigura et castra la révolution. Il la rendit impuissante, inutilement et stupidement violente, stérile, lugubre. Il désillusionna, il irrita, il dégoûta rapidement de vastes couches de la population. Nous avons déjà vu de quelle façon il jугula les ouvriers. Son action de violence et de terreur étatistes contre les masses paysannes (nous en reparlerons plus bas) aboutit à dresser ces dernières contre lui. N'oublions pas que, dans toutes les révolutions, le gros de la population reste, d'abord, neutre, hésite, attend les premiers résultats. Il est toujours nécessaire qu'une révolution puisse « se justifier » le plus rapidement possible. Sinon, toute cette population neutre se détourne de l'œuvre révolutionnaire, elle lui devient hostile ; elle commence à sympathiser aux mouvements contre-révolutionnaires, elle les soutient et les rend beaucoup plus dangereux. Telle est surtout la situation lors des bouleversements de grande envergure qui touchent aux intérêts de millions d'hommes, qui modifient profondément les rapports sociaux, et qui se font au moyen de grandes promesses de satisfaction. Cette satisfaction doit venir vite. Dans le cas contraire, la révolution faiblit, et la contre-révolution reçoit des ailes. Ajoutons que beaucoup de ces éléments neutres sont indispensables pour la bonne marche de la révolution, car ils comprennent un grand nombre d'hommes d'« élite » : des techniciens, des gens du métier, des travailleurs qualifiés de toute espèce, les spécialistes, des intellectuels, etc... Tout ce monde, qui n'est pas précisément hostile à la révolution, se tournerait entièrement vers elle et l'aiderait puissamment, avec enthousiasme, si elle arrivait à inspirer à ces gens une certaine confiance, à leur faire sentir ses capacités, ses vérités, ses perspectives et ses possibilités, ses avantages, sa force, sa justice... Dans le cas contraire, tous ces éléments deviennent franchement ennemis de la révolution, ce qui porte à cette dernière un coup très sensible. Or, il est certain que les masses laborieuses, exerçant elles-mêmes, avec l'aide libre des

hommes d'élite déjà révolutionnaires, l'activité libre, sauraient entamer rapidement la vraie solution des problèmes, sauraient arriver à des résultats probants et, partant, sauraient rassurer, enthousiasmer et enrôler les dits éléments. La dictature — impuissante, hautaine, stupide et méchamment violente — n'y arrive pas et les rejette de l'autre côté de la barricade.

Le bolchevisme ne suit nullement « se justifier ». Comme nous l'avons vu, le seul grand problème qu'il réussit à résoudre, tant bien que mal (et encore sous la poussée irrésistible de l'armée elle-même qui refusait de combattre), fut celui de la guerre. Ce succès — la paix acquise — lui valut la confiance et des sympathies durables de vastes masses populaires. Mais ce fut tout. Son impuissance économique, sociale et créatrice en général, se fit vite sentir. La stérilité de ses moyens d'action — procédés gouvernementaux, absolutisme étatiste, etc... — se révéla presque au lendemain de sa victoire. Les bolcheviks ainsi que leurs sympathisants aiment parler de « difficultés terribles » que le gouvernement bolcheviste eut à surmonter, après la guerre et la révolution, dans un pays tel que la Russie. C'est en raison de ces difficultés que l'on cherche à justifier certains procédés bolchevistes, — entre autres, la politique agraire et le soi-disant « communisme de guerre » des premières années post-révolutionnaires. Or, ayant vécu les événements, j'ai la certitude absolue : 1° que les procédés néfastes du bolchevisme provenaient, non pas des difficultés rencontrées, mais de la nature même de la doctrine bolcheviste ; 2° que ces difficultés avaient surgi justement parce que le gouvernement se mit, dès le début, à étouffer la libre activité des masses ; et 3° que ces difficultés, si elles avaient existé quand même, auraient été liquidées mille fois plus simplement et plus facilement par la libre action des masses. Plus les difficultés étaient grandes, — plus il fallait, justement, recourir à la libre initiative, à l'activité autonome du peuple. Or, nous le savons, le gouvernement bolcheviste accapara tout : l'idée, l'initiative, les moyens et l'action. Il s'installa en dictateur (« du prolétariat »). Il subjuguait les masses, il étouffait leur élan. Et, plus les difficultés étaient grandes, moins il permettait au « prolétariat » d'agir indépendamment. (Les autorités bolchevistes ne disparaissaient, en laissant la place libre à l'action du peuple, qu'aux moments où elles étaient prises au dépourvu par une offensive contre-révolutionnaire, donc aux moments d'un danger imminent, d'une panique dans leurs rangs. Maintes fois, et en maints endroits, les masses, abandonnées ainsi à elles-mêmes, sauvèrent la situation. Aussitôt après, les bolcheviks réapparaissaient, avec leur force armée, et reprenaient fièrement leur trône et leur knout). Rien d'étonnant que le bolchevisme ne sût faire face normalement aux difficultés (provoquées en grande partie par lui-même) et qu'il fût acculé au langage des mitraillieuses (ce qui ne fit que souligner son impuissance réelle). Dans les grands bouleversements sociaux, il n'y a pas de milieu ; c'est : soit l'entière et bienfaisante liberté des masses qui, seule, peut l'emporter définitivement (et achever la révolution), soit la néfaste dictature qui s'impose (et qui l'étouffe).

Je pourrais citer nombre de cas typiques qui confirmeraient mes dires. — A tout instant, et sur toute l'étendue du pays, les ouvriers des villes voulaient, par exemple, prendre de leur chef certaines mesures pour faire marcher les usines menacées d'arrêt, faute de combustibles ou de matières premières ; ou bien les ouvriers cherchaient des moyens d'assurer et d'organiser l'échange avec la campagne ; ou encore, les organisations ouvrières prenaient une initiative pour faire face à telle ou telle autre difficulté, pour améliorer un service défectueux, pour redresser une situation chancelante, pour réparer des erreurs, pour combler des lacunes, etc., etc. Systématiquement, et partout, les autori-

tés bolchevistes interdisaient aux masses toute action indépendante, tout en étant elles-mêmes, le plus souvent, incapables d'agir utilement et en temps opportun. — J'ai cité ailleurs (voir *Masses*), et dans une autre suite d'idées, un cas qui eut lieu à l'usine anc. Nobel, à Pétrograd, où le gouvernement préféra fermer l'usine, plutôt que de permettre aux ouvriers de se procurer les matières indispensables. Il faut multiplier ce cas au moins par mille pour se faire une idée du véritable état de choses. — Voici un autre exemple, tiré d'un domaine différent : en 1918, j'ai travaillé, pendant quelques semaines, à la section de l'instruction publique d'un Soviet, dans une petite ville de province. J'étais chargé de faire marcher un organisme spécial, destiné à l'instruction des adultes, dit « Culture prolétarienne ». Fidèle à mes principes, j'ai fait mon possible pour éveiller l'initiative de la population laborieuse de la localité, me bornant à l'intéresser, à l'entraîner et à l'aider. Les résultats dépassèrent toutes mes prévisions. Des dizaines d'hommes, sortis du sein du peuple, s'enthousiasmèrent à la tâche et se mirent à travailler avec une telle ardeur, et aussi avec une telle dextérité, avec une telle richesse d'idées et de réalisations, qu'il ne me restait plus qu'à combiner et à coordonner leurs efforts. Bientôt, la population entière s'intéressa à notre œuvre. Mais... les autorités locales envoyèrent leurs rapports au Centre, à Moscou. On y comprit tout de suite que j'agissais d'après mon libre entendement ; que tous, nous œuvrions librement, sans tenir compte des décrets et des ordres de Moscou. Un beau jour, je commençai à recevoir de là-bas, coup sur coup, de gros paquets bourrés de décrets, de règlements, de prescriptions, d'ordres formels... Je fus sommé de m'en tenir strictement aux textes de toute cette paperasserie stupide, à ces ordres impossibles, irréalisables, meurtriers... Après une courte résistance inutile, je dus partir, ne voulant pas me plier, sachant bien que l'exécution des ordres de Moscou allait tuer l'œuvre entreprise. (Je prie le lecteur de noter que je me tenais, très loyalement, à mes devoirs professionnels, sans faire jamais allusion à mes idées anarchistes. Il ne s'agissait là nullement d'une propagande « subversive » quelconque et il n'en fut jamais question. Tout simplement, le Centre n'admettait pas qu'on pût ne pas suivre aveuglément ses prescriptions.) Mon successeur, fidèle serviteur de Moscou, appliqua à la lettre les règlements du Centre. Quelques semaines après, tout le monde déserta. L'organisme qui, récemment encore, était plein de vie, devint rapidement un cadavre et disparut. (J'ajoute que, quelques mois plus tard, cette entreprise de « culture prolétarienne » échoua lamentablement, sur toute l'étendue du pays.) Partout, dans tous les domaines, c'était pareil : on devait se plier aux ordres ou s'écarter. — Encore un exemple : Le Soviet (déjà une filiale du gouvernement) d'une des villes, dans le midi du pays, s'avérant impuissant à résoudre certains problèmes économiques locaux de grande urgence, les ouvriers de quelques usines — en 1918-1919 une pareille tentative était encore possible — demandèrent à la présidence de ce Soviet l'autorisation de s'occuper eux-mêmes des dits problèmes, de créer les organismes appropriés, de grouper autour d'eux tous les ouvriers de la ville, et d'agir de leur chef, sous le contrôle du Soviet. En résultat, ils furent sévèrement réprimandés et menacés de poursuites pour leur geste « désorganisateur ». Comme le lecteur voit, les soviets locaux agissaient à l'instar des autorités de Moscou. — A l'approche de l'hiver, plusieurs villes manquaient de combustibles, les autorités n'ayant pas fait le nécessaire pour s'en approvisionner à temps. Souvent, les ouvriers proposaient d'entrer en relations avec les paysans des environs pour que ces derniers abattent et fournissent du bois. Invariablement, les soviets interdisaient aux ouvriers de le faire en marge des établissements administratifs. Et, invariable-

blement, ces derniers n'arrivaient pas à le faire en temps opportun. Comme résultat : ou les villes restaient sans combustible, ou ce dernier était payé fantastiquement cher, car le travail devenait très pénible et les routes impraticables à partir du mois de septembre. Parfois aussi, on obligeait les paysans de fournir du bois, tout simplement, par ordre militaire. — Je pourrais couvrir des dizaines de pages d'exemples de ce genre puisés au petit hasard dans tous les domaines de l'existence. Production, répartition, transports, commerce, etc., etc., — partout c'était la même chose : les masses n'avaient aucun droit d'agir de leur propre initiative, et les administrations se trouvaient constamment en faillite. Les villes manquaient de pain, de viande, de lait, de légumes... La campagne manquait de sel, de sucre, de produits industriels... Des vêtements pourrissaient dans les stocks des grandes villes. Et la province n'avait pas de quoi s'habiller... Désordre, chaos, incurie, impuissance partout et en tout...

Le résultat psychologique d'un tel état de choses est facile à comprendre. Peu à peu, les masses se détournèrent du bolchevisme. Le mécontentement grandissait de jour en jour. Ce mécontentement servit de base à de vastes mouvements contre-révolutionnaires et les aliénés. La réaction en profita avec empressement. De grandes campagnes armées prirent pied, ourdies par les classes privilégiées vaincues, soutenues par la bourgeoisie des autres pays, dirigées par des généraux de l'ancien régime.

Le lecteur comprend maintenant pourquoi les soulèvements des années 1919 et 1920 portèrent un caractère autrement sérieux que les résistances spontanées et insignifiantes de 1917-1918. Le premier grand mouvement « blanc », dirigé militairement par le général Dénikine (1919), envahit rapidement toute l'Ukraine et une grande partie de la Russie centrale. A un certain moment, l'armée blanche, battant et refoulant les troupes rouges, atteignit la ville d'Orel, près de Moscou, de sorte que le gouvernement bolcheviste s'apprêtait déjà à fuir. La durée et l'éventualité de triomphe de ce mouvement s'expliquent aisément par les sympathies d'une grande partie de la population, par la haine croissante du bolchevisme, bref, par les raisons que nous venons d'analyser. Le second mouvement, celui de Wrangel (1920), trouva une ambiance encore plus favorable et fut, à un moment donné, encore plus dangereux pour les bolcheviks que celui de Dénikine, toujours pour les mêmes raisons.

Toutefois, les deux mouvements échouèrent. Celui de Dénikine s'écroula d'un bloc. Son armée, arrivée « aux portes de Moscou », dut subitement et précipitamment battre en retraite vers le sud. Là, elle disparut, ensuite, dans une débâcle catastrophique. (Ses quelques débris, errant un peu partout, furent peu à peu liquidés par des détachements de l'armée rouge descendus du nord sur les traces des fugitifs.) Détail curieux et significatif : pendant au moins 24 heures, le gouvernement bolcheviste à Moscou, pris lui-même de panique, ne voulait pas croire à la retraite des troupes Dénikiniennes, n'en saisissant pas la raison, ne pouvant pas s'expliquer le fait. (Il eut l'explication exacte beaucoup plus tard.) Se rendant, enfin, à l'évidence, il respira et dépêcha des régiments rouges à la poursuite des blancs. Le mouvement de Dénikine était brisé. Celui de Wrangel, surgi un an plus tard, remporta d'abord, lui aussi, quelques gros succès. Sans être parvenu à atteindre Moscou, il inquiéta, cependant, le gouvernement, peut-être plus encore que le raid de Dénikine ; car la population, de plus en plus dégoûtée du bolchevisme, n'avait nullement l'air de vouloir livrer une résistance sérieuse à ce nouveau mouvement anti-bolcheviste ; et, d'autre part, le gouvernement ne pouvait compter beaucoup sur sa propre armée. Néanmoins, après les succès du début,

le mouvement de Wrangel fut ensuite, lui aussi, rapidement liquidé.

Quelles furent donc les raisons de ces revirements presque miraculeux, de cet échec final des campagnes qui avaient commencé avec tant de succès ? Une analyse plus ou moins complète de ces mouvements demanderait des volumes. Je regrette de ne pouvoir les traiter ici autrement que *grossa modo*. Mais il est absolument nécessaire de leur consacrer quelques lignes, car les vraies causes et les circonstances particulièrement significatives de ces flux et reflux, sont, d'une part, peu connues, et, d'autre part, sciemment défigurées par des auteurs intéressés.

En peu de mots, les raisons principales des faillites retentissantes du mouvement « blanc » furent les suivantes :

D'abord, l'attitude maladroite, cynique et provocante des autorités, des chefs et des meneurs du mouvement. A peine vainqueurs, tous ces messieurs s'installaient dans les régions conquises en véritables dictateurs. Menant, le plus souvent, une vie de débauche ; impuissants, eux aussi, à organiser une vie normale ; bouffis d'orgueil, pleins de mépris pour le peuple laborieux, ils faisaient brutalement comprendre à ce dernier qu'ils entendaient bien restaurer l'ancien régime, avec toutes ses beautés. La terreur « blanche » et les représailles sauvages commençaient partout sans délai. Les anciens propriétaires fonciers et industriels, chassés ou partis lors de la révolution, revenaient avec les armées et se hâtaient de rentrer en possession de « leurs biens ». Bref, le système absolutiste et féodal d'autrefois réapparaissait brusquement.

Une pareille attitude provoquait vite chez les masses laborieuses une réaction psychologique inverse. Un autre facteur entraînait tout de suite en vigueur. En effet, les masses craignaient le retour du tsarisme et du « pomestchik » beaucoup plus que la continuation du bolchevisme. Avec ce dernier, elles pouvaient, malgré tout, espérer arriver à certaines améliorations, à des perfectionnements et, finalement, à une vie libre et heureuse. Tandis qu'il n'y avait rien à espérer d'un retour du tsarisme. Les paysans surtout qui, à cette époque, profitaient, au moins en principe, de l'extension des terres disponibles, s'effrayaient à l'idée de devoir rendre ces terres aux anciens propriétaires.

Ainsi, la révolte contre les « blancs » reprenait au lendemain même de leur victoire. Les masses organisaient vite une résistance acharnée. Et, en fin de compte, des détachements, et même des armées de partisans créées en hâte et soutenues par la population laborieuse tout entière, infligeaient aux « blancs » des défaites écrasantes. (A cette époque, la population pouvait encore garder les armes. Plus tard, les autorités bolchevistes l'obligèrent partout de les rendre.)

L'armée qui, matériellement, contribua le plus à l'écrasement des forces de Dénikine et de Wrangel, fut celle connue sous le nom d'armée « makhnoviste », car elle était commandée par l'anarchiste Nestor Makhno. Combattant au nom d'une société libertaire, obligée de lutter simultanément contre toutes les forces d'oppression, les blanches et les rouges, elle arrêtera notre attention un peu plus loin lorsque nous parlerons de l'autre résistance au bolchevisme, résistance « de gauche ». Mais, parlant de la réaction « blanche », précisons ici même que la raison qui força Dénikine de lâcher Orel et de battre précipitamment en retraite — raison que le gouvernement bolcheviste apprit plus tard — fut justement la défaite décisive infligée par l'armée makhnoviste aux arrières-gardes de Dénikine, près du village Pérégonovka, dans les parages de la petite ville d'Ouman (gouvernement de Kiev). Me trouvant, à ce moment, à l'armée de Makhno, je puis témoigner que le raid fameux de son armée, — raid qui suivit cette bataille, — coupa en deux les forces de Dénikine, sépa-

rant ainsi leur partie avancée de leurs arrières-gardes, de leur base de ravitaillement et de leurs dépôts de munitions. Le lecteur trouvera les détails de cet épisode dans le livre déjà cité : *Histoire du mouvement makhnoviste*, par P. Archinoff. Quant aux forces de Wrangel, leur défaite décisive par l'armée de Makhno me fut avouée par les bolcheviks eux-mêmes, dans des circonstances assez curieuses. Lors de l'offensive, très dangereuse, de Wrangel, je séjournais en prison bolcheviste, à Moscou. De même que Dénikine, Wrangel battait et refoulait l'armée rouge vers le nord. Makhno qui, à cette époque, se trouvait en état d'hostilités avec les bolcheviks, décida, vu le danger commun, de leur offrir la paix et de leur prêter main forte contre les blancs. Etant en mauvaise posture, les bolcheviks acceptèrent l'offre et conclurent une entente avec Makhno. Ce dernier se jeta sur l'armée de Wrangel et la battit à plate couture, près d'Orékhnov (Ukraine). La bataille terminée, il envoya un télégramme à Lénine (Moscou), déclarant qu'il ne fera plus un pas en avant si l'on ne met pas immédiatement en liberté son ami Tchoubenko et moi. Ayant encore besoin de Makhno, les bolcheviks m'ont remis en liberté, en m'avouant, à cette occasion, les hautes qualités combattives de l'armée de Makhno et sa victoire brillante sur les forces de Wrangel. (Les détails sur la lutte contre Wrangel sont racontés dans le livre précité.)

Pour terminer avec les réactions de droite, je dois démentir ici-même certaines légendes inventées et sciemment répandues par des gens intéressés.

La première est celle de l'intervention étrangère, laquelle, d'après la légende, serait très importante lors des offensives de Dénikine et de Wrangel. (C'est surtout par l'importance de cette intervention que les auteurs bolchevistes expliquent la force et les succès des mouvements blancs.) Cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Elle est très exagérée. De fait, l'intervention étrangère, lors de la révolution russe, n'a jamais été bien vigoureuse. Une certaine aide, assez modeste, en argent, en munitions et en équipement, ce fut tout. Quant aux détachements de troupes envoyés en Russie, ils ont été toujours de peu d'importance et ne jouèrent dans les événements presque aucun rôle. Ceci se comprend, d'ailleurs, aisément. Les chefs militaires étrangers craignaient fort la « décomposition » de leurs troupes en contact avec le peuple révolutionnaire russe. Les événements démontrèrent que ces détachements anglais et français ou autres qui ne sont, en somme, jamais parvenus à se battre contre les révolutionnaires, même les troupes d'occupation austro-allemandes (après la paix de Brest-Litovsk), assez importantes et protégées par les forces du gouvernement ukrainien de Skoropadsky, furent vite décomposées et débordées par les forces révolutionnaires du pays. (A ce propos, je me permets de souligner ici que le sort de l'occupation allemande confirme pleinement la thèse défendue par les anarchistes lors de la paix de Brest-Litovsk. Qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si, à cette époque, le gouvernement bolcheviste, au lieu de traiter avec les impérialistes allemands, avait laissé leurs troupes pénétrer en Russie révolutionnaire, et si les conséquences de cette pénétration avaient été les mêmes que celles qui, plus tard, firent disparaître tous les Dénikine, les Wrangel, les austro-allemands, etc... ! Non, Lénine et ses camarades ne furent jamais des révolutionnaires. Ils ne furent que des réformistes quelque peu brutaux qui, en vrais réformistes, recoururent toujours à de vieilles méthodes bourgeoises. Ils n'avaient aucune confiance dans la vraie révolution et ne la comprenaient même pas. En confiant à ces bourgeois étatistes-réformistes le sort de la révolution, les travailleurs russes révolutionnaires ont commis une erreur fondamentale. Là est une partie de l'explication

exacte de tout ce qui s'est passé en Russie, depuis octobre 1917 à nos jours.) Nous avons vu quelles furent les véritables raisons de la vigueur des offensives contre-révolutionnaires en Russie.

La seconde légende fort répandue est celle du rôle de l'armée rouge. D'après les « historiens » bolchevistes, ce fut elle qui battit les troupes contre-révolutionnaires, qui écrasa les offensives blanches et remporta toutes les victoires. Rien n'est plus faux. Dans toutes les offensives contre-révolutionnaires importantes, l'armée rouge était battue et fuyait. Ce fut le peuple en révolte et, partiellement, en armes qui battait les blancs. L'armée rouge revenait invariablement après coup (mais en nombre), pour prêter main forte aux partisans victorieux, pour donner, ensemble avec ceux-ci, le coup de grâce aux armées blanches déjà en déroute, et pour se faire adjuger les lauriers de la victoire.

Je n'ai pas parlé de l'offensive assez importante de l'amiral Koltchak, en Sibérie, — offensive soutenue par l'armée tchéco-slovaque. En effet, je ne connais pas assez les événements de Sibérie. D'après ce que je sais, indirectement, les raisons générales des premiers succès et de l'échec final de cette offensive furent les mêmes qu'ailleurs. Mais, je ne puis l'affirmer avec la même force et précision, n'ayant pas été témoin immédiat de ces événements. Je sais, cependant, d'une façon certaine, que le mouvement des partisans en armes a été aussi très important en Sibérie, et que son rôle dans la défense révolutionnaire fut considérable. Je rappelle au lecteur qu'au moment de l'offensive tchéco-slovaque (juin-juillet 1918), afin d'éviter toute complication, l'exécution du tsar Nicolas II et de sa famille, déportés à Ekaterinbourg, fut décidée par le Soviet régional et accomplie dans la nuit du 15 au 16 juillet.

Indépendamment de ces réactions de droite, se formèrent aussi, vers la même époque et plus tard, des mouvements allant dans le sens opposé, — *mouvements révolutionnaires* qui combattirent le pouvoir bolcheviste au nom de la vraie liberté et des vrais principes de la révolution sociale, bafoués, piétinés par le bolchevisme.

La politique générale néfaste, l'étatisme et le centralisme outrés, la « trahison » et l'impuissance flagrante des bolcheviks provoquèrent, d'abord, des mouvements de révolte et d'opposition dans les rangs mêmes du gouvernement et du parti. C'est ainsi que survinrent, en été 1918, le soulèvement — d'ailleurs purement politique — des socialistes-révolutionnaires de gauche et la rupture entre eux et le parti bolcheviste. Ayant participé, jusque-là, au gouvernement, les socialistes-révolutionnaires de gauche le quittent, déclarent la guerre aux bolcheviks et tombent bientôt sous les coups de la répression (en même temps que les anarchistes). C'est ainsi, également, que se forme, plus tard, au sein même du parti bolcheviste, la soi-disant « opposition ouvrière », dont les premières manifestations contraignent Lénine à publier son pamphlet connu sur la « maladie infantile du gauchisme », et qui succombe, ensuite, sous les mêmes coups d'une répression farouche. C'est ainsi, enfin, que, sur toute l'étendue du pays, se dessinent, de temps à autre, des mouvements de gauche, vite réprimés par les autorités.

Obligés de condenser, nous ne nous arrêterons ici qu'à deux de ces mouvements, tous les deux importants, significatifs, et tous les deux calomniés par les bolcheviks.

L'un fut le soulèvement de Cronstadt, en mars 1921. Les marins de Cronstadt ont tenu leur parole révolutionnaire donnée en 1917. Devant la carence totale du gouvernement bolcheviste, révoltés par sa « trahison », profondément émus par la situation épouvantable du pays, sans issue tant que subsistait la politique du parti au pouvoir, soulevés d'indignation et de colère, en apprenant la répression sauvage des troubles ouvriers à Moscou et à Pétrograd, ils se soulevèrent, d'ail-

leurs pacifiquement, en protestant contre la conduite du gouvernement et en formulant des réclamations décisives au nom du salut révolutionnaire. Naturellement, le gouvernement bolcheviste ne céda pas. Il attaqua Cronstadt avec des armes et noya le mouvement dans le sang. L'histoire future mettra à jour toutes les péripéties de cette lutte inégale et héroïque au cours de laquelle les bolcheviks se trouvèrent, cependant, à un cheveu du péril. Cette lutte fut terrible. Les révoltés défendirent finalement chaque maison, chaque poutre de terrain. Ils succombèrent sous la force des « junkers rouges » et payèrent cher leur noble geste. Des centaines de cadavres, d'autres centaines de prisonniers assassinés lentement dans les geôles bolchevistes, tel fut le bilan de la révolte. L'atrocité de la répression dépassa toute imagination.

Ce qui nous intéresse ici, c'est, d'abord, la façon écurante dont cette révolte fut calomniée à travers le monde par le gouvernement bolcheviste. On la qualifia effrontément comme une mutinerie contre-révolutionnaire. Ce fut un mensonge de plus dans tout le système mensonger des bolcheviks. Un jour, l'histoire dégagera et proclamera hautement la vérité entière sur la « Commune de Cronstadt » et sur le rôle de Trotsky, le « Gallifet rouge ». Mais je voudrais fournir ici-même quelques preuves du caractère révolutionnaire du soulèvement.

1° Au cours de la révolte, le Comité Révolutionnaire publiait un journal où l'on imprimait tous les appels, déclarations, manifestes, ou autres documents relatifs au mouvement. Il est regrettable que toute cette documentation ne soit pas encore recueillie et publiée en langues étrangères. (Elle existe pourtant en langue russe.) Les ouvriers européens devraient demander au gouvernement bolcheviste de le faire. Cette publication serait édifiante. Naturellement, les bolcheviks ne le feront pas. Mais, leur refus obstiné serait déjà un avoué concluant. Ayant sous la main quelques-uns de ces documents, je me permettrai de citer, ici, quelques lignes de l'un des premiers appels du Comité Révolutionnaire de Cronstadt, en date du 2 mars 1921 :

« A la population de la forteresse et de la ville de Cronstadt.

« Camarades et Citoyens !

« Notre pays traverse une période difficile. Voici déjà trois ans que la famine, le froid et le chaos économique nous tiennent dans un étau terrible. Le parti communiste qui gouverne le pays, s'est détaché des masses et s'est révélé impuissant à sortir le pays d'un état de débâcle générale. Le parti n'a tenu aucun compte des troubles qui viennent d'avoir lieu à Pétrograd et à Moscou, et qui prouvent clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières. Il n'a tenu, non plus, aucun compte des réclamations formulées par les ouvriers. Il considère ces réclamations comme des résultats des menées contre-révolutionnaires. Il se trompe profondément. Ces troubles, ces réclamations — c'est la voix du peuple entier, de tous les travailleurs. Tous les ouvriers, tous les marins, tous les soldats rouges voient nettement, aujourd'hui, que, seuls, les efforts communs, seule la volonté commune des travailleurs, pourront donner au pays du pain et du charbon, pourront vêtir et chauffer le peuple, pourront sortir la république de l'impasse où elle se trouve. » Ensuite, l'appel recommande à tous de maintenir partout l'ordre révolutionnaire, d'organiser « sur des bases justes » les nouvelles élections au Soviet local et de prendre garde aux menaces du gouvernement. (Préalablement, les délégués de toutes les organisations ouvrières, de marins et de soldats, réunis en une assemblée générale, créèrent ce Comité Révolutionnaire Provisoire, chargé de gérer les affaires de la ville et de la forteresse, et de veiller sur leur sécurité.)

D'autre part, dans une résolution adoptée la veille par l'assemblée générale des marins, on demandait au gouvernement, entre autres : « La liberté de la parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche » ; « la liberté des réunions et des organisations professionnelles, ouvrières et paysannes » ; « la mise en liberté de tous les détenus appartenant aux partis socialistes ainsi que de tous les ouvriers, paysans, soldats et marins emprisonnés en liaison avec des mouvements ouvriers et paysans » ; « le choix d'une commission chargée de reviser les affaires de tous les détenus dans les prisons et les camps de concentration », etc...

2° Le journal qui paraissait à Cronstadt pendant le mouvement, était rempli de déclarations des membres du parti communiste, lesquels dévoilaient la faillite révolutionnaire du bolchevisme, rompaient avec le parti et se solidarisaient avec le mouvement. Ces déclarations étaient si nombreuses que, finalement, on dut les grouper, faute de place.

3° Les membres du Comité Révolutionnaires étaient de simples marins — ouvriers ou paysans — de tendance gauche. Le président du Comité, Petritouenko, était un anarchisant.

4° J'ai encore une petite preuve personnelle, mais assez éloquente, de l'orientation révolutionnaire du mouvement de Cronstadt. Etant à ce moment en prison, j'ai su qu'une délégation du Comité Révolutionnaire était venue à Pétrograd dans l'intention d'emmener à Cronstadt notre camarade d'alors, Iartchouk, et moi, tous les deux connus à Cronstadt. Le Comité voulait que nous vinssions l'aider dans sa tâche. (Il ne savait pas que, tous les deux, nous étions en prison.) Il est évident qu'un mouvement contre-révolutionnaire ne songerait jamais à demander le concours des anarchistes.

J'ai cité ici au hasard quelques faits significatifs. Mais je répète que seule une publication complète de la documentation relative au mouvement pourrait faire éclater toute la tragique vérité. Il existe une excellente brochure sur le soulèvement de Cronstadt, par Alexandre Berkman, assez documentée. Je l'ai lue en anglais. Je ne sais pas si elle existe en français.

Ce qui nous intéresse ensuite, ce sont les conséquences des événements cités.

Lénine n'a rien compris au mouvement de Cronstadt. Il eut peur et proclama, quelques jours après les événements, sa fameuse « nouvelle politique économique » : le NEP. Ce dernier octroya une certaine liberté à l'activité économique de la population. Mais, le sens même de cette « liberté » fut complètement faussé. Au lieu d'une libre activité créatrice des masses (ce que réclamait Cronstadt), ce fut la « liberté » pour certains individus de faire du commerce et de s'enrichir. On a souvent considéré le NEP comme un recul stratégique permettant de fortifier les positions acquises, comme un genre de « répit économique » analogue au « répit militaire » de l'époque de Brest-Litovsk. C'est possible. En tout cas, le NEP ne changea rien dans l'état général des choses. Il trompa quelques milliers de naïfs ; il berça de faux espoirs certaines couches de la population ; il fit accumuler des montagnes de bêtises à l'étranger. Les quelques années de NEP permirent surtout à l'Etat d'augmenter, en attendant, ses forces matérielles et militaires, de créer, en silence, son appareil administratif, politique, bureaucratique et néo-bourgeois, de se sentir définitivement fort pour serrer tout dans sa poigne de fer. Si l'on veut parler du « recul » dans ce sens, c'est exact. Bientôt après la mort de Lénine (en 1924) et l'avènement — en résultat de quelques luttes intestines — de Staline, le NEP fut supprimé, les « nepmans » arrêtés, déportés ou fu-

sillés, et l'Etat, définitivement armé, blindé, bureaucratisé, capitalisé, établit résolument son omnipotence. Toutes ces péripéties n'avaient plus rien de commun avec la révolution sociale et les aspirations des masses travailleuses.

Le second mouvement révolutionnaire antibolcheviste, de très vaste envergure, fut celui de l'Ukraine, connu sous le nom de « mouvement makhnoviste », déjà cité au cours de notre exposé. Plusieurs départements, avec une population de 7 millions d'hommes environ, furent plus ou moins englobés dans ce mouvement qui dura de 1918 à 1921 et qui défendit crânement la révolution sociale contre tous ses ennemis, contre tous ses faussaires et fossoyeurs, y compris les bolcheviks.

Il m'est absolument impossible de faire ici une étude, même sommaire, de cette épopée vraiment exceptionnelle dans les annales révolutionnaires. Une pareille étude sommaire ne donnerait rien. Une analyse complète demanderait au moins un volume. Je ne puis que renvoyer, une fois de plus, le lecteur s'y intéressant, au livre de P. Archinoff : *Histoire du mouvement makhnoviste*. S'il ne l'a pas encore lu, il y trouvera un excellent exposé du mouvement, suffisamment complet. Si, au contraire, il l'a lu, il a une idée exacte des événements.

Avant pris part personnellement, pendant quelques mois, à ce mouvement, je tiens à formuler ici certaines appréciations et conclusions que j'en ai tirées et que je considère comme importantes pour tout lecteur cherchant à se faire une idée, autant que possible juste et nette, des différentes phases et des divers aspects de la révolution russe. Et je m'y bornerai.

Le mouvement makhnoviste fut un élan révolutionnaire sublime de vastes masses laborieuses — ouvrières et paysannes — lesquelles, sous l'influence, d'une part, des événements ukrainiens très particuliers, et, d'autre part, de l'idéologie anarchiste propagée dans le pays par des camarades actifs (surtout par ceux de la Confédération du « Nahat ») et représentée par plusieurs guides du mouvement lui-même (dont N. Makhno fut le plus influent), menèrent une lutte désintéressée, héroïque et inégale pour la vraie révolution sociale intégrale, antistatiste et antiautoritaire, contre toutes les forces qui lui étaient opposées, donc aussi contre les bolcheviks, jusqu'à l'épuisement complet.

Les constatations les plus importantes qu'on peut tirer de cette épopée extraordinaire, sont les suivantes :

1^{re} L'idée anarchiste n'est ni une utopie ou une fantaisie, ni un idéal trop lointain, inaccessible aux masses actuelles, réalisable à peine dans des centaines d'années. Quand les circonstances favorables sont là, quand les masses laborieuses ont la possibilité de faire elles-mêmes leur révolution, et quand leur activité libre et consciente est éclairée, secourue, librement guidée par l'idée anarchiste, cette dernière leur devient vite familière et chère. Elles saisissent facilement et rapidement sa profonde vérité ainsi que son essence concrète. Et alors, l'idée s'incarne en un beau mouvement réel, animé d'un élan sublime, capable de toutes les réalisations les plus audacieuses. Ainsi, sous certaines conditions données, les aspirations anarchistes deviennent normalement, naturellement, activité concrète des masses laborieuses.

2^{re} Lorsque les masses accomplissent elles-mêmes leur révolution, elles sont parfaitement capables de résoudre tous ses problèmes, de surmonter toutes ses difficultés et de la mener à bon port. Ni les « difficultés sans nombre », ni les obstacles les plus ardu, ni même l'« entourage capitaliste », avec ses blocus et ses menaces, ne sont pas bien redoutables pour elles. Il n'y a, alors, qu'une seule force qui peut les écraser :

c'est la force brutale des armes. Mais cette force ne prouve rien. Et puis, les masses en vraie révolution vendent cher leur liberté. Et, enfin, face à une vraie révolution, la force armée est une épée à deux tranchants.

3^{re} Pour faire leur vraie révolution, les masses n'ont aucun besoin de partis politiques, d'élites gouvernantes ou dirigeantes, etc... Par rapport à tous ceux qui possèdent de l'instruction, des connaissances techniques, économiques, sociales ou autres, de la culture intellectuelle, des aptitudes spéciales, etc..., les masses laborieuses n'ont besoin que de leur aide — libre, bénévole, désintéressée. Ce ne sont pas les « élites », mais les millions d'hommes qui, avec leurs intelligences, leurs connaissances, leurs aptitudes et leurs activités variées, fécondes et combinées, sont seuls à même de mener à bien la révolution sociale. Les « élites » n'ont qu'à les aider, et non pas à les gouverner.

4^{re} Faisant leur vraie révolution, les masses laborieuses se débarrassent sans aucune difficulté, et sans aucune contrainte, de tous les préjugés : nationaux, religieux ou autres. Ce n'est pas la contrainte gouvernementale qui tue ces préjugés, mais le libre élan et le succès de la vraie révolution faite par les masses elles-mêmes.

De même que le bolchevisme a pleinement confirmé le côté critique, négatif, de la doctrine anarchiste, l'épopée makhnoviste confirma ses côtés positifs et constructifs.

On a souvent reproché au mouvement makhnoviste sa spontanéité exagérée, le manque de cohésion et, surtout, l'absence, dans son sein, d'une organisation ouvrière syndicale. Il n'y a pas de doute que si le mouvement avait eu le temps et la possibilité matérielle de s'appuyer sur une vaste organisation syndicale révolutionnaire, il aurait gagné beaucoup en ampleur, en profondeur et en vigueur. J'ai déjà dit plus haut que l'absence d'organismes ouvriers expérimentés fut, à mon avis, l'une des raisons de la non-réussite de l'idée anarchiste dans la révolution russe.

L'existence très agitée du mouvement makhnoviste, les déplacements perpétuels de ses forces vitales, et, enfin, sa courte durée, l'empêchèrent de s'occuper de près du problème syndical. D'ailleurs, le mouvement avait, incontestablement et naturellement, ses côtés faibles. Mais, en comparaison avec sa base saine et solide, ces défauts n'avaient pas une importance capitale. Et c'est pourquoi nous ne nous y arrêtons pas ici. L'analyse de ces défauts, très instructive sans aucun doute, devrait avoir sa place dans un ouvrage spécial.

Au lecteur qui voudrait faire une connaissance plus approfondie du mouvement makhnoviste, nous pouvons recommander encore les mémoires de N. Makhno lui-même, qu'il a récemment commencés. (Un ou deux volumes en ont paru en français).

Peut-on considérer la révolution russe de 1917 comme terminée en tant que révolution ? Autrement dit, sa période constructive, n'est-elle effectivement commencée, et son avenir, peut-il être conçu comme une évolution logique et positive des fondements jetés aujourd'hui ?

A cette question, je réponds par un non catégorique. Tout ce qui précède, explique déjà cette réponse. Mais je voudrais insister, ici, sur deux points d'une importance primordiale :

1^{re} On ne peut pas concevoir la révolution russe (je parle toujours de la révolution de 1917) comme un événement isolé nationalement ou historiquement. Il est certain qu'elle fait partie d'un immense processus social, d'envergure mondiale, qui vient de commencer et dont elle est, pour ainsi dire, l'introduction. Elle est donc étroitement liée aux événements mondiaux. Elle exerce sur eux une certaine influence. A son tour, son

avenir dépend beaucoup de ce qui se passera dans d'autres pays. Or, depuis quelque temps déjà, j'ai la conviction ferme que le monde actuel est entré dans l'époque de la grande et vraie révolution sociale, et qu'il se trouve aujourd'hui au début de la période destructive de cet immense processus. Au cours de cette période, toute la société actuelle, avec tout ce qu'elle porte en elle — économie, politique, régime social, « culture » moderne, mœurs, préjugés, etc., etc. — doit être détruite de fond en comble, sans quoi la construction de la société nouvelle sera impossible. Une des premières « choses à détruire » est le principe — plutôt le préjugé — politique, autoritaire, étatiste. Pour que ce principe soit détruit, la révolution sociale est historiquement obligée de passer par l'expérience concrète, c'est-à-dire par la tentative de vaincre, d'arriver à la construction nouvelle, au moyen d'un Etat, d'un parti politique, d'une autorité, d'une dictature. Sans cette expérience négative, l'humanité ne comprendra pas le vrai chemin. Le bolchevisme — étape de la révolution russe et de la révolution mondiale — représente cette expérience négative. Le moyen étatiste et autoritaire l'a acculé à une impasse dont il ne peut plus sortir. Si une expérience pareille s'était produite en pleine évolution florissante du capitalisme mondial, elle aurait abouti certainement à la restauration du régime bourgeois, à une contre-révolution victorieuse. Mais — et c'est là une des preuves de l'agonie du capitalisme et du caractère social-révolutionnaire de notre époque — le capitalisme en déclin est impuissant à produire en Russie la « marche en arrière ». Alors, la Russie « attend ». Maintenu, par la force des armes, dans sa terrible impasse, impuissante à faire le moindre mouvement, soit en arrière, soit en avant, elle attend : d'une part, que les événements mondiaux fassent un grand bond et, par répercussion, la « débloquent », et, d'autre part, que le monde, en faisant ce bond, prenne bonne note de l'erreur fondamentale de la révolution russe, de son « expérience négative ». En attendant, cette révolution, à son stade bolcheviste actuel, ne peut pas créer, ne peut pas construire. Pour commencer à construire, elle doit être « débloquée » ; elle doit, ensuite, détruire le régime actuel comme un nouvel obstacle, — de même qu'elle a détruit les régimes précédents, — donc, elle doit continuer en tant que révolution. Telle est une des raisons de mon « non » catégorique. (Deux réserves importantes : il va de soi que, les événements mondiaux pouvant traîner en longueur ou se développer, pour assez longtemps, dans un sens ne touchant pas la révolution russe, celle-ci pourrait arriver à briser elle-même son obstacle. Et il va de soi, également, que, dans n'importe quel cas, le « déblocage » pourrait produire, momentanément, une réaction « en arrière » en Russie. Vu le sens général de l'époque, ceci ne changerait en rien ni mes appréciations générales, ni l'évolution définitive des événements. Une telle réaction ne serait qu'un épisode passager de la période destructive de l'immense processus social-révolutionnaire, au même titre que le fascisme, le hitlérisme, etc.)

2° Quels sont les fondements sur lesquels le bolchevisme prétend pouvoir dorénavant « construire » ? Il y en a deux : la fameuse « industrialisation » du pays, et la soi-disant « collectivisation » de l'agriculture. La tâche entière devra être accomplie par des étapes régulières de 5 ans, chaque étape étant fixée d'avance par un plan spécial dit « quinquennal ». L'ensemble de ces « plans quinquennaux » est l'expression même de la prétendue « économie dirigée ». Il serait important d'analyser tout cet édifice dictatorial en détails, dans un ouvrage spécial, afin de démontrer nettement sa non-valeur. Ici, je ne puis que souligner l'appréciation donnée plus haut.

L'industrialisation d'un pays ne peut être productive que si elle provient d'une croissance générale natu-

relle, si elle se trouve en harmonie avec l'ensemble de la vie économique, et si, par conséquent, ses effets et ses résultats peuvent être utilement assimilés, « digérés » par la population. Dans le cas contraire, elle aboutit à des érections, peut-être impressionnantes, mais mortes, inutiles et inutilisables, semblables à ces grandes Pyramides d'Egypte érigées par les pharaons. On peut ériger tout ce qu'on veut, lorsqu'on dispose de certains moyens et surtout d'une main-d'œuvre asservie, maniable à volonté et payable par l'Etat-patron comme bon lui semble. Le problème ne consiste cependant pas à avoir des érections, mécaniques ou autres, mais à pouvoir en tirer profit. Or, j'affirme catégoriquement, m'appuyant sur des données précises et incontestables, que l'« industrialisation » bolcheviste en Russie aboutit précisément, dans l'écrasante majorité des cas, à toutes sortes de mécanismes, d'installations et de constructions mortes, inutiles et inutilisables. J'affirme que les 80 % de toutes ces érections restent sans vie, ne fonctionnent pas du tout ou fonctionnent très mal. J'affirme que les milliers de machines importées de l'étranger sont, pour la plupart, rapidement mises hors de service, abandonnées, perdues. J'affirme que la main-d'œuvre actuelle en Russie ne sait pas les manier, les utiliser et qu'enfin, la population n'en tire aucun profit.

L'« industrialisation » en U. R. S. S. n'est pas une prouesse, n'est pas une « réalisation » de « l'Etat socialiste ». Elle est une entreprise de l'Etat-patron obligé, après la faillite des méthodes du « communisme de guerre » et, ensuite, du NEP, de jouer sa dernière carte : bercer ses propres sujets, et aussi les gogos à l'étranger, par la grandeur illusoire de ses projets, dans l'espoir de pouvoir ainsi se maintenir jusqu'aux « temps meilleurs ». L'« industrialisation » de l'U. R. S. S. n'est qu'un bluff, rien de plus.

La « collectivisation » ? Pour que le lecteur puisse saisir son vrai sens, disons en quelques mots quelle a été, exactement, la « politique paysanne » de la dictature bolcheviste, depuis les débuts jusqu'à nos jours.

Comme le lecteur sait, les paysans commencèrent à s'emparer des biens fonciers, en chassant les propriétaires, déjà avant la révolution d'octobre. Le gouvernement bolcheviste n'eut qu'à sanctionner cet état de choses. Au début, il ne toucha pas aux paysans, et c'est pour cette raison encore que ceux-ci le soutinrent, lui laissant ainsi le temps nécessaire à consolider son Etat et son pouvoir. (A cette époque, on disait même, surtout à l'étranger, que les paysans gagnaient le plus à la révolution, et que les bolcheviks seraient obligés de s'appuyer, plus tard, sur eux.) Cependant, au fur et à mesure que l'Etat s'affermissait et que, d'autre part, les villes, leurs provisions épuisées, tournaient leurs regards vers la campagne, Lénine resserrait de plus en plus le cercle autour des paysans. Par une série de décrets, il somma ces derniers de remettre la plus grosse partie de leurs récoltes à l'Etat. Ce fut la période des réquisitions, d'impôts en nature, d'expéditions armées, et du « communisme de guerre ». Bientôt, cette « politique » aboutit à des troubles sérieux. Apeuré, Lénine recula et proclama le NEP qui permettait aux paysans de vendre leurs produits, au lieu de les voir enlevés. Mais, le NEP n'ayant tout de même pas servi à grand-chose, Staline dut choisir entre deux solutions : soit, élargir le NEP, c'est-à-dire marcher vers la restauration économique et politique du capitalisme privé ; soit, supprimer le NEP et reprendre l'offensive de l'Etat contre les paysans. Après avoir tout pesé, sûr de la force et de la sécurité définitive du nouvel Etat capitaliste, Staline prit cette dernière décision. Il entreprit l'étatisation définitive de l'agriculture appelée sa « collectivisation ». Les « sovkhoz » (« économies soviétiques » exploitées directement par l'Etat) et les « kolkhos » (« économies collectives » exploitées en commun

par des paysans) devinrent tous des entreprises directes de l'Etat. L'Etat se mit à écraser, à anéantir le paysan resté propriétaire, même moyen ou petit. Par la force de la terreur et des armes, il reentra en possession effective et complète de tout le sol et transforma le paysan, non seulement en son fermier, mais en son *serf*. Ensuite, il groupa ces serfs en « collectivités » et les obligea de travailler pour lui. La majorité écrasante de la population paysanne se trouve aujourd'hui dans cet état de servage. Et, naturellement, une lutte à outrance, encore sourde, mais déjà effective, des paysans contre leurs nouveaux maîtres, est entamée. Il est certain que les bolcheviks maintiendront leur « politique paysanne » actuelle de plus en plus difficilement. Depuis quelques temps, ils sont déjà de nouveau obligés de recourir largement à la force militaire pour forcer les paysans à se soumettre, à ne pas « saboter », à travailler, à ne pas cacher le blé, etc...

Eh bien ! nous affirmons qu'une telle « collectivisation » n'est nullement la vraie solution sociale du problème agraire. Nous affirmons que le paysan ne sera gagné à la cause de la révolution sociale que par des moyens n'ayant rien de commun avec ce retour au servage moyenâgeux, retour qui remplace seulement le maître féodal par le maître Etat.

La « collectivisation » bolcheviste est loin d'être une « réalisation » socialiste. Elle est un système de violence inutile, un mécanisme sans âme, sans progrès, sans avenir.

Peut-on « construire » quoi que ce soit sur de telles bases ? Certainement non. Et les résultats du premier « plan quinquennal » le prouvent. En effet, me basant sur des données nettes, sur des faits et sur des chiffres précis, j'affirme que ce plan a fait une faillite lamentable, complète, et qu'aujourd'hui le gouvernement bolcheviste se trouve devant la situation la plus tragique qu'il eût jamais à affronter. L'« industrialisation » n'a abouti à aucun résultat appréciable. La « collectivisation » n'a amené qu'un accroissement de la misère et le retour d'une famine dont l'étendue et la gravité dépassent de beaucoup celles de 1924-1925. Le pays se débat dans une agonie épouvantable. Le pouvoir bolcheviste ne se maintient qu'à l'aide d'une terreur policière, d'une tromperie, d'une démagogie inouïes, et d'une violence armée sans précédent. La dictature est acculée à un état de siège, entourée par une population épuisée, écrasée, désarmée, impuissante, mais hostile, prête à se soulever, à se révolter, à bondir sur ses oppresseurs à la moindre possibilité matérielle.

Dans ces conditions, parler d'une révolution terminée, d'une période constructive commencée, et d'une évolution positive des « fondements acquis », ce serait ne rien comprendre — ou plutôt ne rien vouloir comprendre — dans ce qui se passe en Russie actuelle.

CONCLUSIONS. — Ayant déjà tiré de nombreuses conclusions au cours même de mon exposé, je me bornerai ici à les compléter par quelques dernières réflexions qui me paraissent indispensables.

1° Tous ceux qui se demandent comment un pareil régime peut encore tenir, ne doivent pas oublier que, outre les raisons que j'ai déjà exposées, il en existe une très importante que voici : le parti bolcheviste compte aujourd'hui environ un million de membres et de sympathisants qui forment, dans le pays, une couche — on pourrait même dire : une classe — privilégiée. L'écrasante majorité de ces hommes sont jeunes, ignorants (donc, faciles à manier), brutaux, fiers, avides et jaloux de leur situation privilégiée, pleins de mépris pour les masses subjuguées et exploitées, — bref, ce sont de véritables « parvenus » et profiteurs du capitalisme étatisé. S'appuyant sur toute la force réunie de l'appareil politique, économique, militaire, policier, technique, scientifique et « moral » (presse,

etc.) qui se trouve entièrement entre leurs mains, profitant de l'épuisement et de l'état désorganisé des masses laborieuses, ces nouveaux maîtres pourront se maintenir au pouvoir assez longtemps (à moins de quelque choc brusque dont notre époque est si riche). — Jus- qu'au jour où, d'une part, la « force » de l'« appareil » tombera trop bas et, d'autre part, la puissance des masses remontera. On raconte qu'au début du bolchevisme, Trotzky aurait répondu à quelqu'un qui exprimait des doutes sur la longévité du régime : « 300.000 nobles ont maintenu ce peuple en obéissance, pendant trois siècles ; pourquoi donc 300.000 bolcheviks ne pourraient-ils faire autant ? ». Ce petit colloque n'est, peut-être, qu'une légende. Mais, cette légende exprime quelque chose de très concret. D'ailleurs, Mussolini et, tout dernièrement, Hitler l'ont suffisamment prouvé. Les grèves et les révoltes sont assez fréquentes en U.R.S.S. Elles sont impitoyablement réprimées, et le gouvernement n'en souffre pas moi.

2° Ceux qui excusent — et même justifient — le bolchevisme en raison des difficultés qu'il eut à surmonter, et surtout en raison de l'« entourage capitaliste », ne doivent pas oublier que : A) justement en Russie, — vu son étendue, ses richesses immenses, la faiblesse de sa bourgeoisie, etc., — une vraie révolution, complète, belle, facilement triomphante et humanitaire, était possible malgré l'entourage capitaliste qui, à notre époque, n'y pourrait rien ; et B) que la carence de la révolution russe devant cet entourage capitaliste est imputable au bolchevisme lui-même.

3° Le bolchevisme n'est qu'un égarement, une erreur, une étape négative (donc, à surmonter) dans la révolution russe et aussi dans le développement de la révolution mondiale. Il a sa place historique dans la période destructive et négative — et non pas créatrice et positive — de cette dernière. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le préciser, il y a quelques années (*Choses vécues*, dans la « Revue Anarchiste » des années 1922-1924), un point important de cette période est la destruction totale de tout ce qui forme, dans la lutte décisive entre le vieux et le nouveau monde, le milieu modéré, vacillant, mou et vague (destruction du socialisme modéré) ; un autre point important est la destruction du principe politique, étatiste, dictatorial dans la révolution sociale (destruction du bolchevisme, après son expérience négative vécue). La révolution sociale ne pourra trouver son vrai chemin qu'après avoir fait table rase aussi bien du socialisme que du bolchevisme, après avoir renoncé à l'un comme à l'autre. C'est en partie le fascisme qui, historiquement, s'en charge et prépare le terrain... non pas au bolchevisme, comme d'aucuns le pensent, mais, en fin de compte, à la vraie révolution sociale. Car, le fascisme contribuera puissamment à la destruction définitive du principe étatiste et dictatorial, en dépit de ses aspirations opposées. Et si le bolchevisme — c'est-à-dire le communisme autoritaire — le remplace (ce qui est possible), l'avènement de ce dernier ne sera pas, non plus, décisif ni même durable : ce sera, tout simplement, une expérience négative de plus.

4° Nous pouvons rassembler et résumer ici, en deux mots, quelques déductions de détail parsemées le long de cet exposé :

a) Ce n'est ni une « élite », ni un parti politique, ce ne sont pas « Lénine » ou « Trotzky » qui ont fait la révolution (interprétation de tous les autoritaires : bourgeois, socialistes et « communistes » qui, psychologiquement, ne peuvent pas concevoir les choses d'une autre façon), mais les vastes masses armées du peuple laborieux des villes et de la campagne. Le parti bolcheviste sut en profiter pour monter au pouvoir ;

b) Après avoir commencé la révolution, les masses ont commis l'erreur fondamentale de confier ses destinées à un parti politique, à un gouvernement, à une

dictature. Cette dictature a temporairement faussé la révolution russe et mondiale :

c) Ce ne sont pas les « élites », les « führers » (guides), les partis, les dictateurs qui sauront mener et meneront la révolution sociale à bon port, mais les millions d'hommes — les masses « océaniques » — acculés à la faire, et à savoir la faire, par la marche historique des choses. La « légende de l'élite » devra être et sera détruite au cours de cette révolution ;

d) Les masses sont acculées à la révolution par la destruction et l'expérience historique. La destruction et l'expérience sont aussi les premiers éducateurs des masses. Deux conditions doivent s'y ajouter pour que la révolution puisse prendre le bon chemin et passer à la vraie construction : l'existence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire indépendant des partis politiques, et une intense propagande libertaire. L'absence totale de celui-là et l'insuffisance de celle-ci furent la raison principale de la non-réussite de l'idée anarchiste et de la « victoire » du bolchevisme dans la révolution russe ;

e) Le véritable rôle des « élites » est d'aider les masses, de les éclairer, de les enseigner, d'agir dans leur sein, de leur donner l'exemple, mais non pas de les gouverner ;

f) La dictature est toujours la violence publique d'une personne, violence soutenue par une couche privilégiée et fatalement dirigée contre les masses subjuguées et exploitées ;

g) Au cours de la vraie révolution, les masses savent se débarrasser facilement, et sans contrainte, de tous les préjugés inhérents à la société actuelle.

5° La dernière conclusions qui se dégage des faits étudiés, la plus importante, la plus féconde et encourageante, est celle-ci : Pour beaucoup de gens, le vrai sens de notre époque est la lutte décisive — la « lutte finale » — entre le capitalisme (acculé à son dernier rempart : le fascisme) et le bolchevisme (qui, pour ces gens, représente la vraie révolution et l'émancipation). C'est une erreur. Le sens historique profond de notre temps sera d'avoir posé et résolu d'une façon concrète cette question fondamentale : Peut-on vaincre le capitalisme, accomplir la Révolution Sociale et supprimer l'exploitation des masses à l'aide d'un groupe d'hommes — ou d'un homme — qui mènera ces millions d'humains au moyen de la violence politique ; ou, au contraire, sont-ce ces millions d'humains eux-mêmes qui, par leur action libre et librement coordonnée, pourront seuls atteindre le but ? Qui fera la Révolution Sociale : une élite, un dictateur bolcheviste qui tirera « par les cheveux » les masses forcées de lui obéir, ou bien les masses libres, conscientes de leur tâche et agissant à l'aide de leurs organisations librement créées ?

Le vrai sens de notre époque n'est pas la lutte entre le capitalisme, d'une part, et le bolchevisme, d'autre part, mais la lutte entre le capitalisme sous toutes ses formes (le « socialisme » autoritaire ou « bolchevisme » en est une) et le socialisme libre, antiautoritaire.

Le véritable problème de notre époque n'est pas celui d'un choix entre la dictature blanche et la dictature rouge, mais celui d'un choix entre la dictature et la liberté comme levier de la Révolution Sociale. Et le véritable sens de la révolution russe est d'avoir posé concrètement, définitivement, et dans toute sa grandeur, ce problème fondamental qui, ainsi, sera résolu pour les masses d'une façon expérimentale.

Je ne doute pas un instant qu'il sera résolu, par les événements qui vont suivre, dans le sens de la liberté.

La destruction continue, fatale, catastrophique, acculera les masses à la Révolution Sociale. L'expérience durable, présente, de la révolution russe leur permettra d'éviter, en temps opportun, l'erreur bolcheviste. Elles ne voudront plus édifier un nouvel Etat, une nouvelle autorité, un nouveau gouvernement, sur les ruines de l'Etat capitaliste détruit. Alors

commencera la période vraiment constructive de la Révolution Sociale, dans l'ambiance d'une liberté d'action des masses laborieuses librement organisées et soutenues dans cette action par les vastes masses tout entières et par les individus. Et c'est alors que sera hautement, mondialement, concrètement et triomphalement confirmée et reconnue l'idée anarchiste. (Lire sur la Révolution Sociale l'ouvrage connu de P. Besnard : *Les syndicats ouvrier et la Révolution Sociale*.)

Tout en se rattachant à l'étude de la révolution russe (d'ailleurs, inséparable de la révolution sociale mondiale), ces conclusions complètent dans une certaine mesure, en l'illustrant et en le concrétisant, l'intéressant aperçu général sur la Révolution Sociale par Sébastien Faure (voir plus haut). — VOLINE.

BIBLIOGRAPHIE. — Au cours de mon étude, j'ai déjà cité quelques ouvrages à lire. Naturellement, ce n'est pas suffisant. Toutefois, pour le moment, je ne saurais recommander au lecteur aucune œuvre sur la révolution russe, digne du sujet. Je lui conseille donc de lire tout ce qu'il pourra trouver, à condition, bien entendu, que le livre et l'auteur soient sérieux. Le sujet est extrêmement vaste et presque inexploré. Chaque ouvrage contiendra donc des faits intéressants et inconnus, et aussi des grains de vérité, sans aucun doute. Mais alors, encore une condition s'impose : celle d'apporter à la lecture de chaque ouvrage assez de sens critique. A cette condition, le lecteur saura, je l'espère, lui-même dégager les choses vraies, les faits définitivement acquis, des affirmations douteuses. Il saura aussi, dans la mesure du possible, formuler quelques déductions et conclusions. S'il continue ses lectures au fur et à mesure de la publication de nouveaux ouvrages, il pourra constamment comparer et contrôler, aussi bien les faits que les appréciations.

A titre d'exemples, je dirai quelques mots sur deux ouvrages assez connus, notamment : 1° *Les œuvres de Trotsky*. — Il faut les lire avec une très grande circonspection. En effet, extrêmement subjectives et partiales, pleines de polémiques, de haines et de rancunes, traitant les faits à travers une doctrine préconçue, passant sous silence certaines choses, défigurant certaines autres, ces œuvres ne méritent pas une grande confiance. Mais, en sa qualité de l'un des acteurs principaux de l'épopée gouvernementale bolcheviste, l'auteur fournit sur certains événements une documentation exceptionnellement intéressante, souvent inédite. — 2° *L'An I de la Révolution Russe*, par Victor-Serge. — Ce livre n'est pas mauvais. Il contient beaucoup de faits exacts. Mais, en même temps, il a été écrit assez nonchalamment. Séjourant depuis longtemps en Russie, connaissant la langue, ayant été en relation, non seulement avec presque tous les bolcheviks éminents, mais aussi avec des anarchistes, lui-même ancien anarchiste, (aujourd'hui trotskiste en disgrâce et déporté), l'auteur puise, néanmoins, sa documentation uniquement aux sources bolchevistes. Il ne s'est même pas donné la peine de contrôler cette documentation intéressée, partielle, souvent mensongère, de vérifier certains faits à d'autres sources. En résultat, à côté des informations et des appréciations exactes, son œuvre contient beaucoup d'erreurs, d'inexactitudes, d'omissions, et même d'interprétations complètement fausses. Naturellement, ceci diminue de beaucoup sa valeur. La lecture de cet ouvrage exige aussi la plus grande circonspection. — V.

RHÉTORIQUE. La rhétorique, dit l'Académie, est « l'art de bien dire ». Elle est la théorie de l'éloquence comme la grammaire est la théorie du langage.

« Tant que l'homme sait peu, il parle nécessairement beaucoup ; moins il raisonne, plus il chante ; et quand il n'a rien à dire, il amuse l'oreille par son joli babillage », a dit Proudhon. L'éloquence, — qui est naturelle à

l'homme comme la parole, le chant et le babîl, — étant l'art de plaire, émouvoir ou convaincre par le discours, la rhétorique, ou *art oratoire*, donne les règles pour plaire, émouvoir ou convaincre par la parole, mais surtout par le « joli babîl ». Comme la grammaire est née après le langage, quand il a fallu rendre celui-ci compréhensible et commun à des populations nombreuses, la rhétorique est née après l'éloquence, pour mettre en elle un ordre déduit de ses formes naturelles les plus propres à toucher l'esprit humain.

L'étude de la rhétorique est à la fois celle des discours conservés et tenus comme des modèles d'éloquence, et celle des règles que l'on a tirées de ces discours. Ce sont les Grecs qui ont découvert et formulé la rhétorique. Jusqu'à eux, chez les autres peuples, plus anciens ou leurs contemporains, l'éloquence avait été une force de la nature plus qu'un art, s'épanchant parfois avec une puissance torrentielle dans les livres sacrés orientaux comme la Bible, où les plus belles pages sont plus souvent des imprécations d'une inspiration fougueuse que de la rhétorique.

Les discours des orateurs grecs, puis romains, et les règles qu'on en a tirées pour les formuler dans des traités, sont demeurés à la base de l'enseignement classique de la rhétorique à travers les siècles. Comme au temps où Quintilien enseignait à l'école de Rome les fils des patriciens, c'est à l'ombre auguste et vénérable de Démosthène et de Cicéron que les jeunes bourgeois d'aujourd'hui « font leur rhétorique » dans les lycées de la Troisième République. La *Rhétorique* d'Aristote, les *De Oratore* et *L'Oratore* de Cicéron, *L'institution Oratoire* de Quintilien, sont demeurés la loi et les prophètes de cet enseignement essentiellement scolastique, conformiste et conservateur, comme le droit romain, est resté le fondement de toutes les institutions, malgré tous les bouleversements politiques et sociaux qui se sont produits depuis vingt siècles. Un tel enseignement est peut-être encore très utile pour favoriser la charlatanerie philosophique, religieuse, littéraire, politique, et pour faire des histrions habiles à se pousser dans le monde de l'arrivisme ; il n'est plus que « l'art d'apprendre à écrire sans don naturel », comme a dit R. de Gourmont, et aussi de parler sans ce don. Il est incapable de faire un véritable orateur possédant l'éloquence du cœur et de la conscience, comme il est incapable de produire un penseur sincère et un grand écrivain. La rhétorique n'en distingue pas moins aujourd'hui cinq genres d'éloquences : la politique, la militaire, la religieuse, la judiciaire et l'académique. C'est dire qu'elle continue à être l'instrument de séduction des notions sociales conventionnellement établies.

Dans les temps appelés « aristocratiques », la rhétorique n'atteint guère la foule; elle est réservée à des « élites » pour qui les « déclamateurs fleuris », comme disait Fénelon, enveloppent les lieux communs dans les papillotes de la préciosité. Le bon sens populaire pense, lui ne dit, avec La Fontaine :

« Je hais les pièces d'éloquence

Hors de saison et qui n'ont pas de fin. »

Mais il ne s'en laisse pas moins prendre aux déclamations grossières d'une éloquence qui le flatte pour le tromper et le dominer. Quand R. de Gourmont déploie que des jeunes gens perdissent leur temps à l'étude de la rhétorique, parce qu'elle est « une des plus grandes misères qui aient abusé les hommes », il ne pensait pas au but des prétendues élites et de leurs gouvernements qui est de rendre les hommes toujours plus niais. « Quand on sait rouler une métaphore, on peut bien rouler les imbéciles », remarquait Flaubert, et bien avant Shakespeare, les tyrans savaient qu'après leurs coups de force « ils trouvent toujours assez de bavards pour prouver qu'ils ont bien fait ». La grande malice de la rhétorique est de flatter ceux qu'elle veut séduire, or, comme l'a dit A. Suarès : « Flatter un peuple ou une

assemblée, c'est mentir. De là, qu'on pense d'autant moins, en général, qu'on parle mieux ». Mentir est, par-dessus tout, l'art de la rhétorique, pour persuader en enrobant le mensonge dans les séductions de la parole, de façon à faire croire qu'il est la vérité. Elle est ainsi l'art de déraisonner au point de faire croire à une chose « parce qu'elle est absurde » : *Credo quia absurdum !...* Elle est la lanterne magique qui montre toutes les merveilles du monde, à condition qu'on ne l'éclaire pas. Les sages qui la font marcher sont :

« Messieurs les beaux esprits dont la prose et les vers Sont d'un style pompeux et toujours admirable, Mais que l'on n'entend point... » (FLORIAN.)

Il n'y a que les dindons qui croient entendre quelque chose; et, malheureusement, ils sont innombrables, les dindons, ils sont le « peuple souverain », ils sont la « majorité compacte » !

La première rhétorique académique et classique a été la traduction en belles phrases, en mots historiques — qui fourniraient la pâture à cinq cents générations de cuistres et feraient se pavaner des milliers de pédants — des vociférations et des injures plutôt ordurières que s'étaient lancées à la tête les héros d'Homère. C'était de la populace hellénique qu'étaient sortis ces héros, et ils n'avaient parlé le langage des dieux que lorsque les traducteurs d'Homère les avaient frisés et pommadés. Hérodote, dans ses *Histoires*, fleurit de la sorte les discours des personnages qui fournirent de plus en plus à l'éloquence politique à partir du V^e siècle avant J.-C. Les Thémistocle, Aristide, Périclès, Démosthène, brillèrent dans cette éloquence jusqu'au jour où Athènes perdit la liberté. Les orateurs devinrent alors les *rhéteurs* des temps de tyrannie et de fausse liberté, les temps des Alexandre, des Auguste, des Louis XIV, des Napoléon et des Soudouques des démocraties contemporaines.

Le rhéteur fut d'abord celui qui enseigna la rhétorique. Il prit la place de l'orateur quand l'éloquence ne fut plus libre de s'exprimer et dut cacher ses chaînes sous la déclamation. Aussi, dès l'antiquité, le nom de *rhéteur* prit-il un sens péjoratif pour désigner un orateur ou un écrivain emphatique, dont l'art ne consistait que dans un alignement habile de phrases destinées à masquer une pensée vide, confuse ou fausse. Stendhal ne comprenait rien à l'art des rhéteurs lorsqu'il disait : « Ce n'est pas le tout de faire de jolies phrases, il faut avoir quelque chose à mettre dedans. » Aussi Stendhal resta-t-il toujours incompris et dédaigné des faiseurs de festons et d'astragales qui brodent sur les nuages et font de la profession des gens de lettres celle des plus vains et des plus vaniteux farceurs. *Vauus et vanitas*, disait Michelet. Il y eut, certes, des rhéteurs qui firent de la rhétorique une science remarquable et respectable : Isocrate, Isée, maître de Démosthène, Eschine, rival de ce dernier, Aristote, le plus grand de tous, firent la gloire de la rhétorique à Athènes. Rome eut Quintilien, et l'on vit, au II^e siècle, Plutarque et Lucien. Mais le plus grand nombre des rhéteurs formèrent alors, et depuis, une espèce trop souvent malfaisante et méprisable. Ce sont eux, entre autres, qui introduisirent dans l'histoire ce « plutarquisme » dont le nom vient de Plutarque, mais qui n'eut chez lui que des intentions pures, alors que ses successeurs en firent le plus maléfique usage. (Voir *Plutarquisme*.)

De plus en plus, en constatant combien l'éloquence séduisait les hommes et les entraînait au point de leur faire perdre le contrôle de leur pensée et de leurs actes, on avait fait de la rhétorique l'art de mentir et de tromper. De plus en plus elle servit de moyen de gouvernement et de domination. Dans toutes les sociétés, quand les orateurs, les poètes et les savants ont répandu parmi les hommes les notions claires et précises des connaissances du temps, les rhéteurs, bavards insanes, pîtres et faux savants, viennent pour troubler et obscurcir

ces notions, pour soutenir que le blanc est noir, en même temps qu'il n'est ni blanc ni noir, pour semer la confusion au point que, même en se tâtant bien, les gens ne sont plus sûrs qu'ils existent. Les rhéteurs conduisent ainsi les sociétés qui s'abandonnent à eux, au gâtisme et à la décomposition où elles s'écroulent généralement.

Les rhéteurs ont été de tout temps des gens qui ont réussi, aussi bien auprès des prétendues « élites » dont ils sont les fleurons que des « foules stupides ». Ils possèdent plus que quiconque « l'art de traiter les hommes », comme disait Molière. Grands et petits, riches et pauvres, n'ont cessé de leur payer tribut. Ils furent appelés de bonne heure, — et s'appellèrent eux-mêmes — *sophistes*, c'est-à-dire hommes habiles à discuter ; mais ils étaient surtout des « charlatans de l'esprit » (Voltaire), soutenant de faux raisonnements avec l'intention de tromper et enseignant, moyennant finance, l'art de composer sur n'importe quel sujet, aussi capables de démontrer le faux que le vrai, de les faire passer l'un pour l'autre, et niant d'ailleurs toute différence entre la vérité et l'erreur. C'est par les rhéteurs que « la philosophie donne le moyen de parler vraisemblablement de toutes choses et de se faire admirer des moins savants » (Descartes).

Par eux, le même moyen est donné à toutes les sciences, même les plus exactes. Il y a des sophistes capables de soutenir éternellement que deux et deux ne font pas quatre, comme M. Poincaré est capable d'écrire encore vingt volumes pour affirmer que « la mobilisation n'est pas la guerre », même quand elle fait dix millions de morts !

Dans l'antiquité, le succès des sophistes fut immense. Plus que les véritables orateurs, ils entraînaient les foules ; car, sachant défendre avec un égal talent toutes les opinions, ils étaient certains d'être d'accord avec tout le monde. Ils n'avaient pas à redouter la ciguë que but Socrate et le poignard qui frappa Cicéron. Ils pullulèrent durant la décadence athénienne qu'ils précipitèrent. Ils connurent une fortune incroyable lorsque, passant d'Athènes à Rome, ils vinrent apprendre le beau langage et la corruption civilisée aux patriciens en les déracinant de leur rusticité. Ils firent tant que Caton les fit bannir de Rome, mais ils y revinrent comme des rats, et Crassus chercha vainement à réagir contre l'enseignement d'une ignorance et d'une oisiveté élégantes qu'ils répandaient parmi les classes riches. Il y avait déjà, en ce temps-là, un snobisme qui entretenait la sottise aux dépens de l'esprit et de la raison. Cantonné d'abord dans l'enseignement, le rhéteur se mêla de plus en plus de politique. Il s'imposa dans la tragédie antique où le censeur — *vox populi* — fut toujours de l'avis du dernier qui avait parlé. Rome vit la domination du tribun qui faisait ou défaisait la République à coups de gueule, en attendant de faire et de défaire les empereurs.

Les temps des décadences grecque et romaine avaient produit les rhéteurs philosophes et religieux, les sophistes coupeurs de fils en quatre, abstraits de quintessence, chevaucheurs de chimères qui se multiplièrent avec la sorcellerie chrétienne durant tout le moyen âge. Quand le christianisme primitif eut cessé de s'exprimer par la rude et magnifique voix de Jérôme et des premiers Pères, il descendit peu à peu de leur éloquence, par les différents degrés de la rhétorique des Salvien, Hilaire de Poitiers, Ausone, Sidoine Apollinaire, Vincent de Léris et nombre d'autres « fanatiques de mauvaise rhétorique » (P. Chasles), à la métaphysique théologique et scolastique, qui ne fut plus que l'effrontée justification des turpitudes ecclésiastiques. On ressuscita la méthode hébraïque du *Baïf sur le toit*, des « pilpouls », des « débats dans l'irréel, des interminables discussions dans la chimère » (Couchoud). La rhétorique était alors passée chez les Gaulois. Ils furent toujours de remarquables bavards. Marseille était devenue l'Athènes des

Gaulois après la conquête par Jules César, et les jeunes Romains venaient apprendre des rhéteurs de son école l'art des *controversia* et des *suasoria*. Quand la magnétique littérature du moyen âge eut tari ses sources populaires, elle tomba dans les niaiseries savantes et prétentieuses des « rhétoriciens » qui justifiaient la réforme de Malherbe.

Au XVI^e siècle, la rhétorique théocratique inaugura, contre l'esprit de la Renaissance, les grands mensonges des temps modernes : guerre chrétienne, droit des gens chrétien, modération chrétienne, etc., dont Michelet a dit : « Toutes ces locutions doucereuses ont été biffées de nos langues par le sac de Rome, de Tunis et d'Anvers, par Pizarre et Cortès, par la traite des noirs, l'extermination des Indiens. » Elles se sont retrouvées depuis 1789 dans la rhétorique démocratique qui a dit : guerre du Droit, Droits de l'homme, Liberté, Égalité, Fraternité, etc., locutions non moins doucereuses qui se trouvent elles aussi biffées des langues européennes par un siècle de démagogie politicienne, de brigandage colonial, de violations du droit des gens aboutissant à la guerre de 1914. La même imposture qui faisait parler un Bossuet « au nom de Dieu », quand il encourageait Louis XIV au massacre et à la proscription des hérétiques, a fait parler les Poincaré, les Guillaume, les Nicolas, les François-Joseph « au nom de leurs peuples » pour justifier leur crime de 1914.

Le temps de la Renaissance multiplia le type du rhéteur savantissime qui deviendrait l'académicien, et celui du rhéteur de carrefour qui exciterait les foules aux guerres de religion et aux assassinats pieux. La rhétorique des Jésuites fabriqua alors la théorie du tyranicide, qu'ils mirent hypocritement sous le couvert de la défense de la liberté. Ce fut une résurrection éphémère, mais sauvage, d'éloquence populacière qui dura jusqu'à la fin de la Fronde. Les tribuns populaires, muselés par le pouvoir royal, se réfugièrent alors au théâtre de la Foire, d'où ils étaient d'ailleurs sortis pour devenir « marmitons des Jésuites » et confesseurs des rois.

Ils en ressortiraient quand la Révolution leur permettait de réemboucher leur trompette et de faire régner la rhétorique politicienne qui submergerait le monde. Les rhéteurs académiques, bavards solennels mais consciences défaillantes, qui affecteraient de la mépriser, n'en feraient pas moins leur moyen de fortune auprès des « altesses » de la démocratie, en abandonnant les hauteurs sereines de la science pour descendre dans « la foire sur la place », et en laissant choir leur grande rhétorique de l'empyrée de la pensée dans les bas-fonds électoraux. On a vu ainsi, de nos jours, « le plus grand philosophe de notre époque » se faire le préfacer de M. Viviani et, dans le même temps, « les plus hautes consciences académiques » alimenter l'infécté prose du « bourrage de crâne ». La sottise sorbonique qui a dit : « La France a spiritualisé la matière, l'Allemagne a matérialisé l'esprit », et la tartuferie académique qui a opposé, avec des mouvements de menton, la « gentillesse française » à la « barbarie allemande », ne sont pas moins insanes que les cochonneries pieuses et patriotiques des bardes poussifs préposés à l'héroïsme des beuglants.

La rhétorique religieuse que le moyen âge avait noyée dans la vaseuse métaphysique canonique et réservée à l'usage des gens d'église, devint mondaine à partir du XVI^e siècle et prit les formes de l'académisme et du « bon goût », formes artistiques de l'hypocrisie de ceux qui commencèrent alors à s'appeler les « honnêtes gens ». Cela se fit sous la direction des Jésuites qui se mirent à abrutir les cerveaux pour mieux dominer les corps, à faire de l'homme une *marionnette* sans âme, « un cadavre qui tombe si on ne le soutient » (Loyola). Aussi, la rhétorique religieuse demeura-t-elle plus que jamais « la suivante de la théologie et de la morale évangélique », comme disait Bossuet, sauf quelques

éclairs d'humanité et de vraie morale, qu'on trouve dans Massillon, et particulièrement dans Fénelon. Elle servit aux Bossuet à « enchaîner des pierres fausses dans de l'or » (Voltaire.)

Au XVIII^e siècle, la société brillante s'écrasait aux séances des Sorboniques, dont l'origine venait d'un cordelier qui avait entrepris de « soutenir la discussion contre tout venant et sur toutes sortes de sujets, depuis huit heures du matin jusqu'à huit heures du soir ». (Bachaumont.) Ces champions rhétoriciens ne prenaient même pas le temps de manger et de boire; leurs auditeurs allaient se réconforter pour eux pendant qu'ils péroraient. Et ils ne se bornaient pas à soutenir la discussion sur toutes sortes de sujets; ils défendaient aussi le pour et le contre. « Tu sauras que j'aurais pu te dire tout le contraire, et que cela aurait été aussi la vérité », dit « l'inconnu » dans *Une Nuit au Luxembourg*, de R. de Gourmont, car « il semble que les hommes ne donnent aux mots un sens précis que pour avoir le plaisir de les employer à contresens. » C'est le plaisir, et la malice, des casuistes, le but de leur rhétorique.

La rhétorique judiciaire et académique ne fut pas moins conventionnelle que la religieuse au XVIII^e siècle. L'éloquence de Patru s'évertua vainement dans la cage du conformisme du temps. Les Fléchier étalaient leurs pompesuses et vides périodes pour glorifier ses turpitudes et donner la vie à son néant. Boileau a raillé « cette belle rhétorique moderne inconnue aux anciens », qui permet de dire « ce qu'il ne faut point dire ». Pourtant, les anciens connaissaient déjà cette « équivoque » par laquelle :

Le vrai passa pour faux, et le bon droit est fort,
et qui fait pratiquer :

L'art de mentir tout haut en disant vrai tout bas.
(Boileau, *Satire III*.)

Il y avait longtemps qu'on savait :

...qu'on peut, pour une pomme
Sans blesser la justice, assassiner un homme.
(Boileau, *id.*)

Mais jamais l'on n'avait vu une si pieuse hypocrisie, et Boileau, après Molière, flétrissait avec raison le Siècle de Tartufe, ce siècle des « honnêtes gens » qui avaient commencé par brûler la *Léda* de Michel Ange, qui mettaient un cache-sexe aux statues, recouvraient d'un mouchoir les seins de Dorine et vengeaient ainsi contre l'art et la nature la saleté de leurs mœurs.

Quand la démagogie eut ouvert ses bondes, la rhétorique politicienne trouva immédiatement son maître et son modèle dans M. de Talleyrand. En sa double qualité de grand seigneur et de grand fripon, il lui donna une telle séduction et une telle souplesse, il présenta ses mensonges et ses palinodies avec de telles apparences de vérité et de sincérité, que les bavards subséquents n'auraient plus rien à inventer comme moyens de duperie durant le siècle d'éloquence parlementaire qui traita de l'aigre flûte de M. Thiers, son digne élève, au ronflant violoncelle de M. Briand. Il ne resterait plus aux astrologues de la démocratie que d'« éteindre les étoiles » (M. Viviani) et de leur faire remorquer « le char de la France éternelle » (M. Boncour). M. de Talleyrand apprit aux démocrates ce qu'il avait appris des aristocrates, comment « la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée », et comment on peut « vivre de la bêtise humaine ». Louis Blanc a constaté que ce fut là « tout le génie » de M. de Talleyrand. Ce fut aussi tout le génie des politiciens qui lui succédèrent avec beaucoup moins de savoir-vivre et d'élégance.

A côté des politiciens, il y a les rhéteurs philosophes, écrivains, artistes, qui tirent sans fin sur la guimauve conformiste et forment le bataillon des « intellectuels-

consolateurs », comme les appelle Gorki, de l'indécrottable sottise bourgeoise. Mais « leur art, l'art du beau mensonge, leur art par excellence, n'a plus le pouvoir ni la force de cacher le cynisme malpropre de la réalité bourgeoise » (Gorki). L'idéalisme hypocrite dont ils parent leur rhétorique ne peut plus donner le change sur le grossier matérialisme de cette réalité. Les uns et les autres, les maîtres affairistes et les larbins intellectuels, ne sont plus que des ventres et des bas-ventres; ils n'ont plus de cerveaux.

La sottise bourgeoise, expression d'une classe « condamnée à mort et qui le mérite entièrement, comme le mérite un bandit ou un assassin professionnel » (Gorki), a mis politiquement, depuis trente ans, sa suprême espérance dans la *rhétorique jaurésiste*, dernière sophistication démocratique qu'il est nécessaire de démasquer à l'usage des prolétaires encore confiants dans le verbiage politicien. C'est une page d'histoire qui n'est pas assez connue.

La rhétorique jaurésiste est née de l'affaire Dreyfus. Elle est l'explication de la faillite socialiste, dernier épisode de la banqueroute républicaine, car après elle il n'y a plus de choix qu'entre deux solutions : la dictature ou la révolution. L'opportunisme gambettiste avait commencé la banqueroute en livrant la République à la réaction sociale. Les radicaux l'avaient continuée. Ayant pris la place des gambettistes dégonflés comme revendicateurs de la République, ils avaient suivi la même voie qu'eux lorsque leur chef, M. Bourgeois, était entré dans le ministère Ribot, en 1893, entraînant son parti à liquider « entre camarades », le scandale du Panama. Un coup d'éponge magistral laissa impunies les voleries panamistes et permit à leurs auteurs, par la solidarité politicienne, de demeurer au pouvoir et aux affaires parmi les parangons de la vertu civique ! C'est dans ces conditions particulièrement immorales que la République opportuniste et radicale, nantie d'un si fâcheux concordat, continua. Mais il restait le parti socialiste, le parti de l'Internationale Ouvrière, le parti de la pureté politique, pour nettoyer les écuries d'Augias, balayer le régime qui n'avait plus de républicain que son titre, et dont les profiteurs étaient cyniquement statufiés sur les places publiques.

Lorsque l'affaire Dreyfus éclata, la voix puissante de Jaurès fit se lever les socialistes avec tous les « défenseurs de la justice ». L'heure était venue d'en finir avec une réaction et une corruption maintenues par des républicains défaillants. L'insolence des prétoriens et du Gesù était arrivée à son comble; leur audace, encouragée par l'impunité, ne reculait même pas devant le faux et l'assassinat. L'affaire Dreyfus ne limitait pas sa portée aux réparations dues au déporté de l'île du Diable, citoyen quelconque victime d'une forfaiture comme il en était tant; elle était un symbole, elle portait en elle toutes les revendications de la Vérité et de la Justice contre l'iniquité sociale, elle était la Révolution...

Ce fut alors au tour des socialistes de sauver la réaction. Waldeck-Rousseau, « syndic de faillite de l'affaire Dreyfus » (Rosa Luxembourg), présida à l'opération, comme Ribot avait présidé à celle du Panama. Millerand lui apporta le concours socialiste, comme Bourgeois avait apporté à Ribot le concours radical. Après des années de lutte, alors que la forfaiture était démasquée, que les faussaires, cloués au pilori de l'opinion, étaient près du châtimement, que tout l'édifice de boue et de honte de l'iniquité allait s'effondrer pour faire place à un monde nouveau, ce fut, le 19 décembre 1899, un nouveau coup d'éponge sur le crime, la loi d'amnistie gracieuse tout le monde, innocents et coupables, enlevant aux premiers les réparations qui leur étaient dues, soustrayant les seconds au châtimement qu'ils méritaient, bâillonnant une fois de plus la Vérité.

té, bafouant la Justice, et signant une nouvelle capitulation républicaine devant les malfaiteurs triomphants ! Depuis, le parti socialiste a « vomé » Millerand, il a vomé aussi tous les renégats de son espèce; trop tard, le coup était fait. Millerand avait pu accomplir son œuvre criminelle; il put la poursuivre jusqu'aux cours martiales de 1914-1918, et d'autres ont continué. Les socialistes continuent aussi, qui refusent, disent-ils, de « participer » au gouvernement, mais qui y collaborent et qui collaboreront même à la dictature, quand la bourgeoisie leur en offrira la direction contre la Révolution qu'ils ont rendue.

Comment cela a-t-il été possible ? — Oh ! il n'est pas nécessaire de beaucoup de développements pour montrer l'œuvre de ce que nous appelons la « rhétorique jaurésiste » et en faire comprendre le mécanisme. Elle est sommaire et elle est nette, malgré toute la blagologie répandue après, pour la justifier quand tout était accompli, comme dans l'Evangile et dans l'éternelle histoire des peuples mystifiés.

Après les préliminaires des premiers défenseurs qui avaient dénoncé la forfaiture et indiqué les voies de la vérité, Jaurès s'était lancé dans l'affaire Dreyfus. Par sa prestigieuse influence, il l'avait imposée à son parti comme une cause sociale dont dépendait tout l'avenir du prolétariat et de la civilisation. Elle était à ses yeux : « une des plus grandes batailles du siècle, une des plus grandes de l'histoire humaine. » (*Petite République*, 12 août 1899.) Il avait dit à la classe ouvrière hésitante que si elle ne se levait pas pour cette lutte, ce serait « la pire abdication et la pire humiliation, la négation même du grand devoir de classe du prolétariat. » (*Petite République*, 15 juillet 1899.) Dans le même article, il avait ajouté, pour les guesdistes méfiants : « Nous voulons toute la vérité !... Nous continuons la lutte, et si les juges de Rennes, abusés par les manœuvres ignobles de la réaction, devaient encore sacrifier l'innocent pour sauver les chefs militaires criminels, demain encore, malgré les manifestes d'excommunication, malgré les soi-disant appels à la falsification, à l'amoindrissement, à la déformation de la lutte de classe, nous nous leverons de nouveau, malgré tous les dangers, pour crier aux généraux et aux juges : Vous êtes des bourreaux et des criminels ! » Jaurès avait écrit encore, pendant le procès de Rennes : « Quoi qu'il en soit, la justice approche ! L'heure de la délivrance approche pour le martyr, l'heure du châtiment approche pour les criminels ! » (*Petite République*, 13 août 1899); et ceci : « Je jure que Dreyfus est innocent, que l'innocent sera réhabilité, que les criminels seront punis. » (9 août 1899.)

Il avait enfin déclaré à Lille, en novembre 1899, un mois à peine avant la loi d'amnistie : « Pour moi, j'ai voulu continuer, j'ai voulu persévérrer jusqu'à ce que la bête venimeuse ait été obligée de dégorger son venin. Oui, il fallait poursuivre tous les faussaires, tous les menteurs, tous les bourreaux, tous les traîtres ; il fallait les poursuivre à la pointe de la vérité comme à la pointe du glaive, jusqu'à ce qu'ils aient été obligés, à la face du monde entier, de confesser leurs crimes, l'ignominie de leurs crimes. » Affirmations énergiques, engagements solennels. Ils entraînaient les socialistes, les prolétaires, tous les hommes de vérité et de justice, « intellectuels » et « manuels », Internationale de la pensée et Internationale Ouvrière, à la véritable lutte de classe, la véritable lutte finale d'où sortirait un monde régénéré.

Qu'arriva-t-il ? — La « bête venimeuse » ne dégorgea pas son venin ; les faussaires, les menteurs, les bourreaux et les traîtres ne confessèrent nullement leurs crimes. Ils continuèrent, aussi insolents, si bien qu'aujourd'hui même, et dans les lycées de l'Etat, il y a encore des professeurs qui peuvent enseigner impunément aux jeunes Français que « Dreyfus fut un

traître » et qu'il fut défendu par le « syndicat de la trahison » !..

M. Millerand étant devenu ministre, à côté du général Gallifet, chourineur de la Commune, ce fut le vote de la loi d'amnistie, grâce au concours des socialistes. Et voici alors ce que la rhétorique jaurésiste produisit, un an à peine après la déclaration de Lille : il fallait « se débarrasser des procès ennuyeux et maintenant inutiles, pour éviter la satiété du public qui bientôt se fermerait à la vérité elle-même ». (*Petite République*, 18 décembre 1900.)

Rosa Luxembourg a écrit à ce sujet : « Encore un pas en avant, et les anciens héros de l'affaire Dreyfus apparaîtront comme des fantômes importuns dont on ne saurait se débarrasser assez vite. » Le pas fut vite fait. Dès le 24 décembre 1900, la *Petite République* exécutait Zola qui protestait contre l'amnistie. Il y avait « assez de lumière » ! Zola devait se taire. « Surtout, pas de plaintes, pas de répétitions » ! L'affaire Dreyfus n'était plus qu'un « cas individuel », de même que celle de Picquart. « Dans notre aspiration vers la justice (sic), nous ne pouvons nous borner à des cas individuels », écrivait Gérauld-Richard, faisant écho à Jaurès. (*Petite République*, 30 décembre 1900). La justice, ce n'était plus la vérité « qui était en marche et que rien n'arrêterait », ce n'était plus la lutte de classe, la Révolution ; c'était maintenant la « défense républicaine » à la sauce opportuniste ! On en arriva à plaindre les bourreaux : Esterhazy errant « déguenillé et affamé », Boisdeffre « enfui » de l'état-major, Gonse « se traînant abattu », de Pellieux « mort en disgrâce », Henry qui avait dû « se trancher la gorge », du Paty de Clam « hors de service ». Pour un peu, on les aurait tous réhabilités avec Mercier devenu sénateur !... La « défense républicaine », c'est-à-dire la défense de la politiciellerie tarée qui déshonorait la République, était seule à considérer, comme elle l'avait été par l'opportunisme après le 16 mai et par le radicalisme après le Panama.

Nous ne pouvons nous étendre davantage, mais on trouvera dans l'ouvrage de Rosa Luxembourg : *Réforme et Révolution*, l'exposé aussi complet que démonstratif des événements par lesquels la rhétorique jaurésiste a soutenu le millerandisme et réduit le socialisme à l'impuissance révolutionnaire. La suite n'a fait que confirmer et renforcer les conclusions que Rosa Luxembourg a tirées, il y a trente ans, dans ces termes : « Ainsi la tactique de Jaurès, qui voulait atteindre des résultats pratiques en sacrifiant l'attitude d'opposition s'est montrée la moins pratique du monde. Au lieu d'accroître l'influence socialiste sur le gouvernement et le Parlement bourgeois, elle a fait des socialistes l'instrument sans volonté du gouvernement et l'appendice passif de la petite bourgeoisie radicale. Au lieu de donner une nouvelle impulsion à la politique avancée de la Chambre, elle a laissé perdre, avec l'opposition des socialistes, le stimulant qui seul eût pu amener le Parlement à une politique décisive et courageuse. » De plus en plus, les socialistes se sont enfoncés dans le marécage opportuniste. (Voir *Politique*.)

Le « dégonflage » socialiste dans l'affaire Dreyfus s'est complété alors de la conspiration du silence organisée contre ceux qui ne voulaient pas d'une amnistie déshonorante pour eux et pour la justice. Dans sa magnifique préface aux recueils d'écrits de Bernard Lazare : *Le Fumier de Job*, Charles Péguy a montré le processus de cette conspiration. C'est en vain que Bernard Lazare, Zola, Gohier, Dreyfus lui-même protestèrent. On vit se fonder l'*Humanité* avec l'argent des grands juifs, des « feruliers généraux de l'estomac national », comme dit aujourd'hui M. Moro-Giafferi, des « ventres dorés » engraisés de la misère publique. L'un d'eux, qui est devenu pendant et après la guerre le dictateur du blé et du pain cher, paya ainsi son élec-

tion « socialiste », que fit faire Jaurès, dans une circonscription évenole ! La condition essentielle que les grands juifs mirent à leur apport au « journal du prolétariat » fut que les Bernard Lazare n'y écriraient pas !... Ces messieurs en avaient assez de « se battre pour la justice ». Ils préféraient s'entendre avec les faussaires, les « trublions », les « traîneurs de sabre », et les évêques qui béniraient leurs chiens en attendant de les bénir eux-mêmes entre deux pogromes de misérables juifs. Et les choses continuèrent comme devant pour la Vérité et la Justice une fois de plus bafouées, pour les prolétaires une fois de plus bernés.

C'est à cette rhétorique jaurésiste qu'on dut ensuite les sinistres farces de la « démocratisation de l'armée » et de la « réforme des conseils de guerre » devenus « tribunaux militaires ». Ces conseils font plus de victimes que jamais, depuis leur suppression et celle de « Biribi », dans les colonnes des journaux de la « défense républicaine ». Les singes qui montrent la lanterne magique aux « dindons souverains » ont baptisé carpe-Painlevé la poularde-Millerand ; la « double-bouche » de Lebon s'est changée en « poucettes-humanitaires », et le tour a été joué. Les échos les plus douloureux peuvent venir de la terre d'Afrique ; personne ne les entend plus, puisqu'on vous dit qu'il n'y a plus de « Biribi » !... C'est encore à cette rhétorique qu'on doit une autre farce non moins sinistre, celle du « statut des Congrégations », donnant aujourd'hui à Tartufe et à Flamandien toute sécurité pour ré-encapuciner et remoraliser le pays, sous l'édifiante protection des politiciens laïques qui vont à la messe et envoient leurs enfants dans les écoles pieuses. On a vu les plus farouches libres-penseurs aller « du Diable à Dieu », et des « Vengeurs de Ferrer » promettre de défendre les mystères de la Vierge en recevant les insignes de l'Immaculée Conception des mains des assassins de Ferrer.

Jaurès paya cruellement les conséquences de sa rhétorique quand il fut assassiné par ceux qu'elle avait amnistiés quinze ans auparavant. Son parti n'a pas pour cela cessé l'œuvre de capitulation opportuniste. Il l'a continuée durant la guerre de 1914 et il la continue encore plus énergiquement depuis, au nom de l'Internationale Ouvrière dont il est de plus en plus séparé, comme le parti radical la continue au nom des « petits bourgeois », des « petites gens » qu'il abandonne à tous les escrocs des scandales capitalistes. Il les livre même, comme dernière ressource, depuis qu'il les a fait râtisser par les banquiers dans la récente conversion de la rente, aux consolations spirituelles que M. Bergson, le grand philosophe du régime, fait tomber sur leurs têtes des hauteurs sorboniques, en disant : « le corps de l'homme agrandi par la science attend un supplément d'âme... sans doute pour remplacer le « supplément » qu'il ne peut plus s'offrir au restaurant.

En marge des partis politiques, la Ligue des Droits de l'Homme, fondée à l'occasion de l'affaire Dreyfus pour la défense de la liberté et de la justice, est devenue totalement impuissante devant le flot d'iniquité, devant toutes les nouvelles affaires Dreyfus dont les dossiers font craquer ses cartons. Envahie elle aussi par les rhéteurs opportunistes et comptant parmi ses dirigeants tant d'hommes dont l'action publique est de faire échec à ses principes et à son œuvre, que peut aujourd'hui cette Ligue ?

La rhétorique démocratique, particulièrement l'actuelle, a hérité de l'ancien régime le goût de cette « équivoque » que flétrissait Boileau. Elle invente tous les jours des mots nouveaux pour qu'on ne comprenne rien à ce qu'elle veut ou ne veut pas dire. (Voir *Langue, Néologisme*). Elle a fabriqué entre autres une rhétorique prolétarienne dans laquelle il est impossible de se reconnaître si l'on n'est pas un endormeur du prolétariat. Parmi les produits les plus récents de l'équi-

voque ainsi entretenue pour la confusion des esprits, on trouve des élucubrations comme celles-ci : « le chômage *technologique* » qui tend à démontrer que les causes du chômage sont dans la machine elle-même et non dans le mauvais usage, l'usage anti-social, qu'en font ses possédants ; les « avantages *dispensiels* » pour prouver aux gens qu'ils sont d'heureux mortels quand on les dépouille, au nom de la « défense républicaine », au profit des banquiers ; les « pactes *initiaux* », merveilles diplomatiques qui permettent de dire qu'entre deux nations un traité existe quand il n'existe pas et qu'il n'existe pas quand il existe ; etc.

Proudhon constatait : « En fait de manifeste démocratique comme de programme ministériel et de discours de la couronne, l'essentiel est de parler et de ne rien dire. » On continue dans la démocratie opportuniste-radical-socialiste comme au temps de Rome, en attendant de se réveiller un jour sous la botte d'un César.

A la rhétorique se rattachent tous les mots dérivés de *logos* (discours) : *logographie* (moyen d'écrire aussi vite qu'on parle), *logographe* (énigme, chose ou discours inintelligible), *logomachie* (querelle de mots), *logophile* (bavard), *logotechnie* (science des mots), et enfin... *logodiarthée* ou *logorrhée* qui indiquent l'incontinence verbale, un flux de paroles vides de sens ; c'est la véritable maladie des politiciens. Presque tous ces mots ont un sens péjoratif déduit de l'usage, le plus souvent malaisant, de la rhétorique.

A la rhétorique, « art de bien dire », préférons l'art de bien faire... et de laisser dire. Le véritable orateur, celui qui fait un bon usage de la rhétorique, est celui qui agit bien en traduisant ses paroles en actions. Le rhéteur qui « finit par croire que la parole est le fait, et croit avoir agi quand il a fini de dire ». (A. Suarès), n'est qu'un insane bavard. Il est comme le cheval dont Jules Renard a dit dans ses *Histoires Naturelles* : « Il pète, pète, pète. » Or, ce n'est pas de pètarades que le monde a besoin, c'est de raison, de conscience et de volonté agissante. — Edouard Rornux.

RITUALISME n. m. (du radical *rit* ou *rite*). En un sens général, on englobe sous le nom de ritualisme tout ce qui concerne les rites, c'est-à-dire les formes et l'ordre prescrits dans les cérémonies religieuses ou même dans une cérémonie quelconque. C'est ainsi qu'on parlera de ritualisme brahmanique, catholique, maçonnique. En un sens très spécial, ce terme désigne un mouvement religieux qui se développa dans le royaume britannique vers le milieu du XIX^e siècle et qui constitue l'extrême droite de l'anglicanisme.

Le goût des rites était fort vif chez les anciens. En Egypte, non seulement d'innombrables prescriptions réglaient les moindres détails du culte, mais dans la vie de chaque individu tout était prévu et fixé d'avance, de la naissance à la mort. Malgré sa toute-puissance, le pharaon lui-même subissait la tyrannie d'un cérémonial rigoureux, d'une étiquette minutieuse qui, du lever au coucher, commandait tous ses actes. Audiences, promenades, bains, accouplement sexuel devaient se faire à heure fixe. Toute autre viande que celles du veau et de l'oie lui était interdite ; pour le vin, il était parcimonieusement rationné.

Au Japon, avant 1868, le mikado était soumis aux prescriptions d'un cérémonial aussi abrutissant que pompeux. Jamais ses pieds augustes ne devaient toucher la terre nue ; c'eût été un crime abominable de lui couper la barbe et les cheveux ; il s'abstenait de manger deux fois dans le même service. Successivement et en grande pompe, il épousait douze femmes de haute naissance ; toutefois, il pouvait, de plus, entasser un nombre indéfini de concubines dans le harem impérial. Le feu, qui ne respecte rien, ayant pris au palais en 1788, le mikado fut obligé de courir et, accident non moins grave, de manger pendant deux jours, du riz

qui n'avait pas été trié grain à grain ; ce fait fut consigné dans les annales de l'empire comme la plus terrible des catastrophes. Cinq fois par an, ce dieu terrestre donnait des audiences dans la troisième enceinte de son palais ; les nobles s'y rendaient pieds nus, suivis d'un serviteur qui portait leurs chaussures. Le sio-goun, qui jouissait d'un prestige presque égal à celui de l'empereur, était contraint pareillement de respecter des habitudes périmées. C'est dans la seconde moitié du XIX^e siècle seulement que le Japon s'est modernisé.

Dans l'Inde, le ritualisme brahmanique, souvent odieux ou cruel, s'impose obligatoirement, même aujourd'hui. Mais le pays par excellence des rites, ce fut l'ancienne Chine. Le *Li-Ki*, ou Livre des Rites, est l'un des cinq livres sacrés de cet immense pays. Il semble fort ancien et remonterait, croit-on, à la troisième dynastie, Tcheou. Un ministère spécial fut chargé de veiller à la stricte application des rites consacrés par l'usage ou la loi. Tout était soumis à des règles invariables, figé dans une immobilité contre nature. A Pékin, les habitants ne pouvaient sortir de leurs demeures avant 5 heures 12 minutes, le matin, ni après 9 heures 12 minutes, le soir. Construction des maisons, type des voitures, forme des vêtements, etc., étaient fixés administrativement. Si les menus détails de la vie privée n'échappaient pas à l'empire de la coutume, les grandes manifestations officielles, les cérémonies religieuses, les examens littéraires, l'étiquette de la maison impériale faisaient l'objet d'innombrables et intangibles prescriptions. Tel était l'attachement des Chinois pour les rites nationaux et le culte des ancêtres que les missionnaires Jésuites, fidèles à l'exemple donné par le Père Ricci, cherchèrent, au XVII^e siècle, non à les discréditer, mais à les concilier avec l'enseignement et les usages catholiques. Une adaptation du même genre fut tentée avec le brahmanisme, sur les côtes du Malabar, par les disciples d'Ignace de Loyola. Il fallut les condamnations expresses des papes Innocent X en 1645, Clément XI en 1715 et Benoît XIV en 1742, pour que les Jésuites d'Extrême-Orient, après avoir usé de tous les échappatoires possibles, se résignent à défendre aux chrétiens de pratiquer les rites chinois ou de rester fidèles aux coutumes du Malabar.

A l'instar du paganisme romain, formaliste et routinier, le catholicisme, son imitateur et son héritier, témoigna de bonne heure d'un goût marqué pour les cérémonies pompeuses et les rites compliqués. Pour célébrer la messe, pour administrer les sacrements, pour présider les vêpres, etc., le prêtre s'affuble de robes et de manteaux hiératiques ; sacristains, chantres qui l'entourent portent des jupes ; et les jeunes garçons qui le servent à l'autel, endossent, eux aussi, des vêtements féminins. A la manière de perroquets, les assistants répètent des formules et des prières, dont ils n'omettent pas une syllabe, mais dont le sens leur échappe parfois complètement. De même, leurs divers gestes sont fixés d'avance, et c'est de façon toute machinale qu'ils se lèvent, s'agenouillent, font des génuflexions et des signes de croix. Le concile de Trente déclara anathème quiconque se permettrait d'omettre ou de changer les rites adoptés par l'Eglise. Lorsqu'il promulgua le *Missel romain*, Paul V ordonna aux prêtres d'en suivre les prescriptions à la lettre, en célébrant la messe ; et Benoît XIII rendit obligatoire la fidélité aux règles contenues dans le *Cérémonial des Evêques*. A côté du rite latin, le catholicisme accorde une place à d'autres rites, celui des grecs-unis et celui des maronites par exemple. Au Vatican, la Congrégation des Rites s'occupe de tout ce qui concerne les cérémonies liturgiques, l'administration des sacrements, la canonisation des saints ; sa création remonte à Sixte-Quint ; elle est présidée par des cardinaux.

En matière de culte, l'Eglise orthodoxe s'avère non

moins amie de la routine et de la complication que le catholicisme. Par contre, le protestantisme témoigne d'une répugnance, très accentuée dans certaines sectes, pour les rites impersonnels et les formules stéréotypées. Aux cérémonies grandioses, aux manifestations théâtrales, il préfère le culte en esprit et le recueillement intérieur.

Parce qu'ils se croyaient des demi-dieux, maints souverains ont voulu qu'on rende à leur personne un culte ayant ses rites invariables et ses formes consacrées. Un cérémonial rigoureux, l'étiquette, régnait à Versailles, sous Louis XIV. Devant le lit du roi, et devant le coffret qui contenait ses serviettes, les courtisans faisaient une révérence comme les fidèles devant le tabernacle. Au lever du souverain, les assistants étaient introduits par séries dans sa chambre à coucher. Les premiers le voyaient sortir du lit et l'aidaient à mettre sa robe de chambre ; les derniers pénétraient seulement lorsqu'il s'était frotté les doigts avec une serviette trempée dans l'alcool : c'était tout le débarbouillage de ce roi crasseux. C'est un prince du sang qui présentait au monarque la chemise de jour ; pour passer sa culotte et pour l'attacher, il fallait l'intervention du maître de la garde-robe. Quand il dînait seul, un huissier, un maître d'hôtel et trois gardes du corps, carabine à l'épaule, escortaient chacun des plats qu'apportait un gentilhomme ; trois personnes intervenaient pour lui verser à boire. Les jours de grand couvert, le cérémonial était plus pompeux encore et une trentaine de larbins, dont un aumônier, et seize hommes en armes, entouraient le potentat. Monument de sottise et de vanité, ce ritualisme trouve encore des admirateurs parmi les historiens bien pensants. A Rome, la cour pontificale continue, même de nos jours, à exiger des fidèles admis à voir le pape qu'ils se prosternent devant ce souverain costumé en princesse, et qu'ils baisent sa pantoufle avec dévotion.

Si j'en crois ce que j'ai pu lire ou entendre, la question des rites aurait une grosse importance dans la franc-maçonnerie ; mais j'en parle en profane, n'ayant jamais visité une loge. Le Grand Orient de France possède un Grand Collège des Rites, dont les membres, tous parvenus au 33^e degré, se recrutent par cooptation. Cet organisme n'a pas de pouvoirs administratifs, mais il veille à l'octroi régulier des hauts grades et au maintien du symbolisme et des traditions maçonniques. A la Grande Loge de France, Oswald Wirth et quelques autres ont conservé très vif le goût et le souci des rites. En Belgique, Goblet d'Alviella s'efforça d'imprimer un caractère mahométan, bouddhique, chrétien, mithriaque à certains degrés. Albert Pike, dont l'œuvre n'est pas traduite en français, s'est appliqué à mettre en valeur les grades écossais. Chez nous, les ouvrages de Ragon, de Bédarride, d'Oswald Wirth, de Plantagenet, peuvent donner une idée du ritualisme maçonnique. Rituel et symboles auraient pour but, disent leurs défenseurs, de transformer l'esprit de l'initié et d'y introduire les principes nouveaux dont il doit s'inspirer. Occultistes et mystiques leur attribuent en outre de secrètes et puissantes vertus. Mais d'autres préfèrent le travail rationaliste ; les cérémonies ésotériques ne leur inspirent pas confiance ; ils voudraient une maçonnerie modernisée, moins indulgente pour les religions, plus pénétrée de l'esprit scientifique.

Sans nous attarder davantage à l'énumération des ritualismes qui furent pratiqués autrefois ou qui le sont encore aujourd'hui, disons que le goût des cérémonies pompeuses nous apparaît comme une survivance d'un état d'esprit qui eut sa raison d'être aux époques de barbarie, mais qui ne répond plus aux exigences de cerveaux libérés des dogmes et des croyances irrationnelles. Les rites d'origine religieuse ou magique sont à rejeter irrévocablement ; nés du mensonge, ils ont pour unique résultat d'entretenir une maladive curio-

sité. Mais la poésie et l'utilité s'avèrent inspiratrices de gestes et de paroles symboliques qui s'apparentent à l'art ou aux manifestations d'une activité utile. Parfois la danse semble être très proche du rite ; et l'on doit reconnaître qu'en certaines circonstances, il est bon de pouvoir découvrir sur-le-champ ses amis. Source empoisonnée où s'alimente l'hypocrisie, la politesse, cet ensemble de rites stéréotypés, contribue cependant à rendre moins pénibles les rapports que l'on a, malgré soi, avec des gens peu sympathiques. S'en tenir aux légitimes satisfactions de l'art et aux réactions pratiques exigées par la nature ou les circonstances, voilà l'unique règle de notre comportement dans ce domaine si discuté. Les mots rites et ritualisme pourraient être biffés des dictionnaires modernes sans que nous protestions, leur origine religieuse les rendant impropres à désigner gestes et paroles qui restent dans le cadre des nécessités rationnelles ou des besoins esthétiques. Dédaigneuse des attitudes hiératiques, l'humanité doit repousser mystères et rites que lui légua la tradition.

Disons maintenant quelques mots du ritualisme anglais. En 1833, certains membres de l'Université d'Oxford : Pusey, Newmann, Palmer, Oakley, Ward, Keeble, Froude, tentèrent de faire adopter par l'Eglise anglicane un grand nombre de cérémonies et de dogmes que le protestantisme avait condamnés. Keeble donna le signal du mouvement dans un sermon prêché à Sainte-Marie d'Oxford. Une série de 90 traités ou *tracts*, publiés dans les années qui suivirent, firent connaître partout la doctrine *tractarienne* (c'était le nom qu'on lui donnait à cette époque).

Nous voulons, affirmait Newman, « contribuer au réveil pratique des doctrines professées par les théologiens de notre Eglise, mais devenues lettre morte pour la majorité de ses membres ». En parole, les nouveaux réformateurs protestaient de leur attachement pour l'Eglise anglicane ; en fait, ils se rapprochaient sensiblement du catholicisme romain. « Ce sont, disait d'eux Grégoire XVI, des papistes sans pape, des catholiques sans unité et des protestants sans liberté. » Les évêques anglicans condamnèrent cette tentative et interdirent la publication des *tracts* en 1841. Quatre ans plus tard, Newman se convertit au catholicisme ; il fut créé cardinal en 1879 par Léon XIII. Oakley, Palmer, Manning et d'autres entrèrent également dans l'Eglise romaine. Pusey refusa d'aller jusqu'au papisme et resta le chef de ceux qui ne voulaient pas se séparer de l'Eglise d'Angleterre ; jusqu'au concile du Vatican, il crut d'ailleurs qu'il était possible de s'entendre avec Rome. S'il répugnait personnellement à adopter certaines cérémonies catholiques, ses disciples n'eurent pas les mêmes scrupules. Ils admirèrent les sept sacrements, la confession auriculaire, la présence réelle et le sacrifice eucharistique, le culte de la Vierge ; ornements sacerdotaux, croix, cierges reparurent dans les oratoires. Le *puseyisme* se transformait finalement en *ritualisme*. Entre ces « papistes déguisés » et les gardiens de la tradition nationale une lutte assez âpre s'est poursuivie longtemps. En 1859, les premiers avaient fondé l'*English Church Union*, les seconds créèrent en 1865 la *Church Association* qui combattit les innovations en matière de culte. Parlement et tribunaux sont intervenus à plusieurs reprises contre le ritualisme, sans arrêter ses progrès ; sur bien des points, les hauts dignitaires de l'Eglise anglicane se sont rapprochés de lui. Mais les fidèles sont restés hostiles au papisme dans l'ensemble, et la Chambre des Communes a rejeté récemment un nouveau Livre de Prières, parce qu'il faisait trop de concessions au romanisme. L'opposition à la primauté du pape demeure d'ailleurs fort vive, même au sein du mouvement ritualiste. — L. BARNETTE.

RIZ n. m. Le riz est une graminée, dont la culture réclame une surveillance toujours en éveil et une

longue série d'opérations. Semé d'abord dans un espace restreint où il germe et lève, il doit être repiqué ensuite dans les rizières, par touffes distantes de 30 à 40 centimètres. Avant le repiquage, il faut niveler le sol, le border de petits talus qui servent de chaussées, le labourer et l'égaliser avec la herse ; après, il faut inonder la rizière et maintenir l'eau à la hauteur demandée par l'état de croissance, puis opérer le vidage quand les épis sont formés. Plus tard, on moissonnera à la faucille et l'on procédera au décorticage du paddy, pour extraire le grain de son enveloppe. On sème le riz au printemps ; il ne germe que planté dans la boue ; et c'est pareillement dans la boue qu'il faut le repiquer. Pendant toute sa croissance, il doit rester dans une eau qui, sans être courante, peut néanmoins se renouveler. D'où la nécessité de préparer soigneusement le terrain à l'avance, s'il n'est pas naturellement horizontal. Certaines espèces, cultivées dans les régions difficilement inondées, réclament beaucoup moins d'eau. Pour mûrir, le riz exige en outre de très fortes chaleurs. Aussi prospère-t-il dans les pays chauds et humides de la zone intertropicale, surtout dans les deltas des grands fleuves, les basses plaines littorales et les vallées submersibles. Il atteint en moyenne une hauteur allant de 70 centimètres à 1 m. 80. On compte au moins 900 variétés de riz en Indochine et 500 à Madagascar. S'il en est qui conviennent aux terrains un peu secs, d'autres, comme le riz *gluant*, poussent en pleine eau et peuvent atteindre 6 ou 7 mètres de hauteur.

De Chine, où elle prit naissance probablement, la culture du riz passa aux Indes, puis en Egypte, et fut importée finalement en Europe par les Arabes. On la trouve installée en Italie dès le *xv*^e siècle ; en France, elle fut d'abord expérimentée en Auvergne, mais on l'abandonna, parce qu'au dire des médecins d'alors, le riz engendrait des épidémies. Cette céréale qui, chez nous, n'est guère utilisée qu'à titre d'aliment complémentaire, constitue le pain des races jaunes. Ce serait la plante qui nourrirait le plus d'hommes, environ 900 millions sur 2 milliards que porte le globe, d'après l'Office international de l'Agriculture. Au Japon, chaque habitant consomme une moyenne de 150 kilogrammes de riz par habitant ; à Formose et au Siam, un peu plus de 120 kilogrammes ; alors qu'en Italie, le pays d'Europe où sa culture est le plus développée, la moyenne n'atteint que 7 kilogrammes. Dans l'Inde, le brahmanisme contribue à faire du riz un élément essentiel de l'alimentation, car il proscriit l'usage de la viande. En France, il fut, pendant la guerre, l'un des succédanés employés dans la boulangerie ; mais, comme il est vendu à des prix supérieurs à celui du blé, son utilisation est redevenue très faible par la suite. Si nous ne parlons pas de la Chine, le pays qui consomme le plus de riz, c'est que l'on ne possède à son sujet aucune statistique permettant de fournir d'intéressantes précisions. On sait néanmoins qu'elle importe, annuellement, quelque 600.000 tonnes de cette céréale, par Hong-Kong, et que sa production normale laisse celle de l'Inde loin derrière elle, probablement.

Parmi les principaux pays producteurs de riz, il faut citer, outre la Chine (qui le cultive dans toute sa partie méridionale, même sur les pentes des montagnes quand l'irrigation est possible), l'Inde, la Birmanie, le Siam, l'Indochine, le Japon. La côte orientale du Dekkan, les deltas du Gange et du Brahmapoutre, ceux de l'Irraouaddy et de la Salouen, du Mékong et du Sang-Koi possèdent d'immenses rizières. Dans les vastes plaines du Yunnan, on fait jusqu'à trois récoltes par an. Au Japon, la production moyenne est de 164 millions de quintaux ; elle représente 60 p. 100 de la valeur totale des produits alimentaires agricoles. On trouve aussi des rizières à Java, dans les plateaux intérieurs et sur le littoral oriental de Madagascar, dans les vallées du Nil et du Niger, dans celles du Syr-Daria

et de l'Anou-Daria, en Lombardie où la production atteint 6.500.000 quintaux, en Espagne où elle s'élève à 3 millions de quintaux, en Amérique où elle dépasse 8 millions de tonnes ; on en trouve même en Bulgarie, en Yougoslavie, au Portugal. Avec leurs 480 millions de quintaux annuels, les Indes anglaises éclipsent, et de très loin, tous les pays non asiatiques. Si la culture du riz exige beaucoup de travail, elle est, par contre, d'un excellent rapport. Le rendement moyen, évalué à 20 hectolitres à l'hectare pour l'ensemble du globe, est bien supérieur à celui du blé ; au Japon, il atteint 26 hectolitres. Mais, lorsque les pluies arrivent en retard ou sont insuffisantes, la récolte est parfois extrêmement déficitaire. D'où les effroyables famines qui sévissent, les années de sécheresse, dans certains pays d'Extrême-Orient.

Parce qu'il est, pour une large part, consommé sur place, dans les contrées mêmes qui le produisent, le riz n'est pas l'objet d'un trafic comparable à celui du blé. Au premier rang des régions exportatrices, il faut placer la Cochinchine, le Tonkin et le Cambodge. La Cochinchine en expédie de 15 à 16 millions de quintaux chaque année ; le Cambodge en livre plus de 300.000 tonnes à Saïgon pour l'exportation ; au Tonkin, l'on obtient, à l'heure actuelle, deux récoltes par an. Saïgon, la capitale du riz, rivalise avec les ports français les plus renommés, par l'ampleur de ses opérations. « Pour bien juger de l'importance de l'Indochine comme centre de production rizière, écrit Rondet-Saint, il faut, du haut de Cholon, à Saïgon, longer le canal appelé *« rroyo-chinois »*. Sur des kilomètres, les gros chalands sont l'avant à terre, dans la vase, pressés les uns contre les autres. Combien y en a-t-il ? Des centaines et des centaines. Les magasins, les piles de sacs de riz s'alignent sur chaque rive à perte de vue, coupés ça et là par quelque grosse usine de décortiquage. » Sous forme de *paddy*, de grains blancs, etc., Saïgon aurait exporté plus de 1.600.000 tonnes de riz en dix mois, certaines années. La Birmanie est aussi un centre exportateur de toute première importance ; Rangoun expédie la précieuse céréale, non seulement en Europe, mais dans les principaux pays d'Extrême-Orient. A cause de la densité de leur population, Chine, Japon, etc., produisent en effet moins de riz qu'ils n'en consomment.

D'ordinaire, on mange le riz cuit à l'eau et en grain. On peut aussi le manger cru, le réduire en farine ou le mélanger avec d'autres aliments. Parce qu'il renferme peu de gluten, il est moins nourrissant que le blé, mais il est très digeste s'il est préparé de façon hygiénique et très régénératrice. Pris comme base de l'alimentation, on l'accuse de donner le béribéri. Ce reproche semble fondé ; il ne vaut toutefois que contre le riz décortiqué, n'ayant plus les cuticules qui renferment les vitamines. Sous prétexte de le rendre plus appétissant et d'une présentation plus agréable, on élimine un élément indispensable. S'il est presque impossible de se procurer du riz non décortiqué chez nous, la même difficulté n'existe d'ailleurs pas en Extrême-Orient. Fruits, légumes frais, viande crue contiennent, en outre, les vitamines dont l'organisme a besoin. Aussi le béribéri n'est-il pas à craindre en France, du moins par suite de la consommation du riz, cette dernière n'étant que de 2 grammes et demi, en moyenne, par tête et par jour ; en Indochine, par exemple, où elle dépasse 500 grammes, il en va tout autrement. Voici la composition du riz :

Albumine	7,75
Graisse	0,75
Hydrate de carbone.....	76,50
Sel	1,50
Cellulose	0,50
Eau	13

Avec cette céréale, on fabrique un alcool ou un vin qu'on appelle *saké* au Japon. En la mêlant à l'orge, on en fait une bière qui se conserve moins facilement que la bière commune. On en tire aussi une poudre de fécule, dont les élégantes font une grande consommation ; en une seule année, l'Angleterre eut besoin de 170 tonnes de cette poudre pour blanchir la peau de ses beautés insulaires. Pour la consommation, le riz de la Caroline, riche en phosphate, est le meilleur, puis vient celui du Piémont. Suivant l'origine et l'espèce, la valeur de cette céréale diffère d'une façon sensible. A notre époque, où l'abus de la viande s'avère désastreux pour les races d'Occident, il convient de ne négliger aucune des ressources alimentaires offertes par le monde végétal. Des recettes culinaires, fruits d'une longue expérience ou de recherches effectuées par des hommes compétents, permettent, d'ailleurs, d'apporter une très grande variété dans la confection des plats de riz. Mais les hommes, qui explorent volontiers les nébuleuses régions d'un au-delà chimérique, ignorent tout, habituellement, des qualités requises pour que la nourriture soit hygiénique. — L. BARRIETTE.

ROMAN. L'origine du mot *roman* est dans le latin *romani*, nom donné d'abord aux habitants de Rome, puis à tous ceux qui parlèrent la langue latine dans l'Empire appelé la *Romania* ou le *Romanum imperium*, le monde romain. De ce latin *romani* sont dérivés, dans la première langue française qui se distingua du latin, les mots *romans*, au masculin, et *romance*, au féminin. *Romans* est devenu *roman* et, par analogie, *romance* a fait *romane*.

On appelle aujourd'hui *romanes* les langues qui sont nées de la corruption du latin. Leur domaine s'étend sur tout l'occident et une partie de l'orient en Europe, ainsi qu'en Amérique, dans les pays d'ancienne colonisation française, espagnole et portugaise. Pour Litttré, les langues *romanes* sont les idiomes issus du latin après la chute de l'empire romain. Une interprétation plus ou moins arbitraire a fait appeler *romanes* les langues parlées et écrites jusqu'à la fin du xiii^e siècle. L'étude des langues *romanes* est d'une importance considérable pour la connaissance de la formation du langage des différents peuples européens et, comme conséquence, pour celle de leur histoire et de leurs mœurs. Ces langues montrent le caractère et la persistance des éléments celtiques que la conquête romaine n'a pu étouffer sous son uniformisation.

Depuis un siècle environ, on a appliqué le qualificatif *roman* à l'art, l'architecture en particulier, qui s'est dégagé le premier du classicisme néo-grec. L'étude de l'art roman n'est pas moins intéressante que celle des langues *romanes*, bien qu'elle révèle moins de caractères ethniques, plus d'influences étrangères. Ces influences sont barbares dans le Nord, orientales dans le Midi. Dans certaines régions méditerranéennes, l'art appelé *roman* est même uniquement d'imitation byzantine.

Nous ne nous occuperons ici que du sens spécial donné au moyen âge aux mots *roman* et *romanesque*. Le premier seul a conservé ce sens ; le second n'est plus employé qu'en musique. La *romance* est devenue la forme condensée du roman qui jadis était chanté. Il était un ouvrage de poésie ou de prose, écrit en langue romane, c'est-à-dire vulgaire, par opposition aux ouvrages écrits en latin. Son caractère était généralement profane, mais il y avait des romans religieux et il y en avait aussi d'écrits en latin. La marque essentielle du roman était, elle est encore, son genre narratif alimenté par l'invention. Il naquit de la chasse de geste, quand celle-ci, n'étant plus uniquement un chant d'entraînement guerrier, fut devenu tout un poème, une épopée, pour la distraction de la vie de château. Il ne

chanta plus alors uniquement les combats et les exploits des héros qui s'y étaient distingués ; il chanta l'amour. Mais cette transformation ne se fit guère avant le XII^e siècle, lorsque le trouvère, compositeur et chanteur, introduisit l'amour courtois dans la poésie qu'il faisait entendre à ses auditeurs. Jusque-là, les romans furent des compositions épiques se rattachant aux chansons de geste : les romans de *Brut* et de *Rou*, par Wace, ceux d'*Alexandre* et l'*Enée*, par Albéric de Besançon, celui de *Troie*, par Benoît de Sainte More, le *Tristan*, de Béroul, etc. Les premiers romans où l'amour se dégagea de la geste guerrière et prit les formes de la galanterie, furent ceux de Chrétien de Troyes (*La Charelle*, *Yvain*, *Tristan*, *Perceval*, etc.), et les *Lais*, de Marie de France. Robert de Boron continua (*Le Graal*, *Lancelot*, etc.). Cette littérature, dite des « romans bretons », avait à son origine l'épopée celtique de la Table ronde. En même temps qu'il exprimait des sentiments de plus en plus courtois, le roman se faisait allégorique, didactique, satirique (*Roman de la Rose*, *Roman de Renart*, etc.). Toute la longue série des *Contes pieux* se rattache au roman par la narration, la fantaisie de l'invention et aussi le respect dont on commençait à entourer la femme après plus de mille ans de malédiction ecclésiastique. Enfin, le *fabliau* a été la forme populaire, « gauloise » suivant le mot qui caractérise cette forme, du roman. C'est du vieux *fabliau* français que sortirent les *nouvelles* qui firent la célébrité des conteurs italiens depuis Boccace jusqu'au XVIII^e siècle.

Presque toutes les œuvres romanesques du moyen âge ont été écrites en vers. Lorsque la prose fut introduite dans la littérature, le roman commença à se séparer plus nettement de la poésie pour devenir ce que l'Académie française définit aujourd'hui : « Une histoire feinte, écrite en prose, où l'auteur cherche à exciter l'intérêt, soit par le développement des passions, soit par la peinture des mœurs, soit par la singularité des aventures. » (*Dictionnaire de l'A. F.*, 7^e édition, 1878). Le roman décrit la vie ou ce qui est censé être la vie. Sa première condition, en dehors de toute classification, est la vraisemblance de son invention sinon l'observation du vrai et la reproduction du réel. Il se différencie ainsi du conte dont le caractère est dans le merveilleux et l'in vraisemblable. « Ceci n'est pas un conte », dit-on depuis Shakespeare, d'un récit dont on veut affirmer la vérité, tout au moins la vraisemblance. Le roman donne le tableau, l'illusion de la vie, de l'action, des sentiments, par l'adaptation habile, objective ou subjective, idéaliste ou réaliste, d'une vérité qui est, a été ou pourrait être. Il s'empare de tous les sujets : historiques, scientifiques, philosophiques, politiques, sociaux, et les anime, les spiritualise ou les matérialise dans les pensées ou dans les actes de personnages plus ou moins imaginés ou pris sur le vif, exceptionnels ou communs, qui sont des caractères, des individualités, des types spéciaux ou simplement « comme tout le monde ». Le roman, par sa nécessité de personification concrète de l'action et des sentiments, est le genre littéraire le plus voisin du théâtre. Diderot déclarait que tout bon drame devait pouvoir faire un bon roman. La réciproque est aussi vraie.

Le romanesque a toujours hanté l'esprit humain, soit par le merveilleux de la fable et l'héroïsme du mythe, soit par l'observation plus proche et plus directe de la réalité. Le roman ancien est caractérisé par l'aventure et le roman moderne par le sentiment ; mais les deux se trouvent dans les productions antiques, sources inépuisables de toutes les inventions littéraires. (Voir *Littérature*.) On s'occupait plus d'action d'éclat que de recherche psychologique aux temps de ces romans fabuleux appelés l'*Illade*, l'*Odyssée*, l'*Enéide*, la *Cypripédie*, etc., et la fiction était la marque essentielle des *Milésiennes*, petits contes gracieux et voluptueux dont

on ne connaît plus que ceux de Parthénius de Nicée et de Conon. Il y eut plus de vérité dans quelques productions des érotiques grecs, du I^{er} au V^e siècle, dans *Daphnis et Chloé*, le charmant récit de Longus, dans le *Satyricon* du satirique Pétrone, dans les *Métamorphoses*, d'Apulée, dont l'*Âne d'Or* est resté célèbre. Mais le roman ancien fut surtout le récit d'aventures, tel les *Amours de Théagène et de Chariclée*, d'Héliodore, qu'on imitait encore au XVII^e siècle français. A Rome, le genre tomba vite en décadence ; celle-ci fut marquée par l'adaptation de l'*Apollonius de Tyr*.

L'imitation de l'antique fut reprise au moyen âge. Elle aida à l'éclosion du roman chevaleresque tiré de l'épopée et elle se prolongea avec ce roman jusqu'au milieu du XII^e siècle. De plus en plus, la poésie des chansons de geste avait été noyée dans le fatras, indéfiniment allongé, d'une invention grossière et invraisemblable dont les personnages n'étaient que des pantins. L'amour même les rendait ridicules par leur affectation galante. On était loin des Roland, des Tristan, des Lancelot et des compositions naïves de Marie de France. La chevalerie n'était plus qu'une légende héroïque. Cervantès, après Rabelais, lui avait fait de splendides et définitives funérailles avec son *Don Quichotte*. Le roman versait de plus en plus dans la galanterie de cour et les mœurs de la nouvelle aristocratie des « honnêtes gens » empressés à la curée des faveurs royales. Les *Amadis* de la littérature espagnole remplacèrent leurs armures par des pourpoints de velours et de soie, les grands coups d'épée par des mandrigaux. Ils s'approvisionnèrent de plus en plus, en France, pour prendre les airs sentimentaux et hypocrites des pastorales, des bergeries, des fadasseries bucoliques du Pays de Tendre où les Céladon, les Cyrus, les Polixandre, les Phillis, les Tircis, les Alcidas, montrèrent une innocence et des vertus d'autant plus édifiantes qu'ils pratiquèrent de plus sales mœurs. Les d'Urfé (*Faustre*), Gomberville (*Polixandre*, *Alcidiane*), La Calprenède (*Cassandre*, *Cléopâtre*), Mlle de Scudéry (*Cyrus*, *Clélie*), Hortense des Jardins (*Alcidiane*), et cent autres collectionneurs de scandales, écrivaient pour le monde « précieux » ces romans à clef où la belle société du temps trouvait ses turpitudes poétisées. Les Cathos et les Madelon, « précieuses ridicules », les Philaminte et les Bélise, « femmes savantes », à qui Molière disait :

« Le moindre solécisme en parlant vous irrite,
Mais vous en faites, vous, d'étranges en conduite. »

couraient les ruelles en compagnie d'« abbés poudrés, musqués, égrillards, trousseurs de cottes, faiseurs de vers. » (Emile Magne.) Ces muses dévergondées, après avoir soupiré sentimentalement auprès des nigaudouilles aussi ridicules qu'elles, se livraient à des joies plus prosaïques dans les bras de vigoureux mousquetaires qu'elles entretenaient et qui les payaient de coups. Les *Jouissances* chantées par la belle Hortense des Jardins, dame de Villedieu, étaient rien moins que platoniques, et Tallemant des Réaux aurait pu dire de la plupart de ces « précieuses » ce qu'il disait d'une dame de Champré :

« Je la crois cache assurément,
Et par derrière et par devant. »

D'ailleurs les états de corps de garde s'accordaient fort bien avec les attendrissements bucoliques et même avec les amours mystiques. Les Jésuites avaient introduit le roman dans la politique et dans la religion, en même temps que celles-ci dans le roman. Ils avaient fait le roman religieux, « la religion sortie de sa haute sphère générale pour se laisser manier et mouler au plaisir de l'individu ». (Michelet.) Ils firent de la sensation « le critérium de l'esprit ». Voisinant avec les *Amadis* et comme eux « éclairés du feu des bâchers »,

les *Rosaires*, romans religieux propagés dans les couvents espagnols, puis français, répandirent la galanterie ecclésiastique, particulièrement troublante par les désordres hystériques imités de ceux de Thérèse d'Avila et les « cordicoleries » subséquentes. L'Évangile était mis en romans, et Jésus en beau jeune homme, Cédon divin, comme les chromes et les plâtres de l'industrie sulpicienne n'ont pas cessé de le représenter, offrait son cœur et le reste à la frénésie des nonnes et des dévotes dont les sens, furieusement allumés, étaient appelés à témoigner des objets spirituels et d'une divinité qui n'était plus sûre que « par le tact ». On sait, par les exemples toujours actuels, jusqu'où peut aller cette sorte de « spiritualité » chez des vierges pieusement surexcitées et chez des ecclésiastiques flammidement disposés. Le pieux François de Sales offrait à ses belles pénitentes ses « Astrées spirituelles » Henri IV, qui s'était livré au père Cotton, y était très sensible. Il faisait ses délices des *Amadis* et, dans ses derniers jours, de l'*Astrée*. Il y puisait cette exaltation qui rendit si souvent ridicules ses aventures amoureuses et cette complaisance immorale pour les « honnêtes gens » qui, finalement, le firent assassiner.

Le XVII^e siècle, qui fut celui du roman mondain, fut celui des pires vices hérités de la pourriture physique et morale du temps des Valois, le temps où la médecine eut plus que jamais à s'occuper de la contagion syphilitique répandue par les mœurs royales. « Cent écholiers ont pris la vérole avant que d'être arrivés à leur leçon d'Aristote », écrivait Montaigne dans ses *Essais*. Tartufe arriva ensuite pour souiller le monde entier de sa morale. Les « honnêtes gens » — qu'il ne faut pas confondre avec « l'homme d'honneur » de Rabelais et « l'honnête homme » de Pascal, homme de mœurs franches, affable, poli, et possédant une véritable culture de l'esprit, qu'on nous présente aujourd'hui comme le type ordinaire de ces temps-là, — ces « honnêtes gens, perclus de vices, avaient besoin de ces allégories (celles de leurs romans), et pour s'illusionner sur eux-mêmes que l'on prétendait peindre, et pour témoigner de leurs inaltérables vertus devant la postérité. » (E. Magne.) Le roman mondain montra la psychologie du temps qui le créa. Il a continué depuis et il est à remarquer qu'il a toujours eu pour but de mettre en évidence des vertus inexistantes dans le monde qu'il a décrit. Il est le même aujourd'hui où il s'efforce de redorer le lustre d'une société bourgeoise en pleine déliquescence.

Au roman mondain du XVII^e siècle on pourrait annexer la plupart des *Mémoires*, *Lettres*, *Journaux particuliers*, *Historiettes*, nombreux à cette époque, qui furent les premières « histoires romancées ». Jusqu'au XVIII^e siècle, les familles nobles, vivant dans leurs châteaux, avaient écrit leurs annales. Lorsqu'elles furent établies à la cour, leurs préoccupations familiales devinrent d'intrigue et de politique, à l'exemple de celles des princes, et l'on ne vit plus que des *Mémoires* plus ou moins sincères et véridiques, écrits par certains personnages, ou qu'ils faisaient écrire, sur les événements dont ils avaient été acteurs ou témoins. Il en est qui ont une véritable valeur historique, et c'est par eux que les mœurs du temps sont exactement rapportées, mais le plus grand nombre ne sont que du roman. Citons, parmi ceux auxquels on peut ajouter quelque foi, parce qu'ils ne sont pas des apologies de leur époque et qu'ils en font une critique souvent vive, les *Mémoires* de La Rochefoucauld, de Retz, de M^{me} de Motteville, de Bussy-Rabutin, de Rapin, etc.; les *Lettres* de M^{me} de Sévigné, les *Journaux particuliers* de Dangeau et autres, les *Historiettes* de Tallemant des Réaux, et divers récits des commérages et scandales de la cour et de la ville, à l'imitation des *Caquets* de l'accouchée. Comme l'a dit Michelet, romans et mémoires étaient devenus « l'épopée non épique, l'histoire non historique,

descendues l'une et l'autre de la grandeur populaire à la petitesse individuelle. »

Le véritable roman, considéré dans son sens moderne, avait eu déjà, plus ou moins indépendantes de la mode littéraire, plusieurs formes intéressantes et qui, développées, conduiraient peu à peu à celles d'aujourd'hui. Il était plus vrai, plus sincèrement inspiré de l'observation des hommes et des événements, des mœurs et des milieux. Il avait produit au XVI^e siècle le *Petit Jehan de Saintré*, d'A. de la Salle, et les *Cent Nouvelles nouvelles*. Au XVI^e, Rabelais, dans son *Gargantua* et son *Pantagruel*, en avait fait une « horridique » farce, en même temps qu'une véritable somme des connaissances de son époque, une satire audacieuse et une réconfortante « pronostication » des possibilités de la sagesse humaine, si les hommes la voulaient suivre. Dans le même esprit, Despériers avait écrit ses *Joyeux deus*, et Du Fail ses *Propos rustiques* et son *Extrapénel*. Marguerite de Navarre avait composé les contes de l'*Heptaméron*. Le commencement du XVII^e siècle avait vu les *Aventures du baron de Feneste*, d'A. d'Aubigné. Vers 1650 furent publiés les *États et empires de la Lune* et du *Soleil*, romans d'anticipation scientifique que leur auteur, Cyrano de Bergerac, appela « histoires comiques » et qui font penser par bien des points à J. Verne et à Wells. Ces deux ouvrages étaient surtout des romans d'une hardiesse philosophique et d'un esprit naturaliste tels, que toutes les éditions qu'on a tenté d'en répandre jusqu'en 1789 ont été systématiquement supprimées, à l'instigation de la congrégation de l'Index, malgré les coupures qu'y pratiquaient les éditeurs. Il en est résulté, à l'encontre de Cyrano de Bergerac, une méconnaissance de son œuvre qu'entretenaient encore les Histoires de la Littérature, celle de M. Lanson, entre autres. Cyrano était disciple de Gassendi et ami de Campanella; la *Cité du Soleil* de ce dernier paraît avoir inspiré son œuvre.

En 1651 paraissait le *Roman comique*, de Scarron, imité du genre « picaresque », d'après les *pícaros*, types populaires espagnols, mendiants et voleurs, dont Mendoza avait dépeint les mœurs un siècle avant dans son roman *Lazarille de Tormes*. Le *Roman comique* franchait, par son réalisme, avec le roman mondain ; mais plus réaliste encore que Scarron furent Sorel et Furetière. Il est regrettable pour la renommée littéraire de ces deux auteurs qu'ils n'aient pas eu des qualités d'écrivains plus solides, car leurs œuvres méritaient de demeurer par leur caractère. Trente ans avant Boileau et Molière, Sorel avait apporté une réaction nécessaire contre le roman à la mode. Dans son *Francion*, paru en 1622, il avait montré dans toute leur vérité les bas-fonds sociaux et, en particulier, le monde déjà prostitué des gens de lettres. Dans son *Berger extravagant* (1627), il avait tourné en dérision la littérature du Pays de Tendre et devancé Molière dans la caricature des « précieux ». De son côté, Furetière, dans son *Roman bourgeois* (1666) fit une peinture exactement observée des mœurs bourgeoises, mais l'esprit d'un Molière y manquait trop pour en faire l'œuvre fortement satirique que le sujet comportait. La peinture des individus et des mœurs trouva en ce temps-là son expression la plus élevée dans les *Caractères* de La Bruyère, œuvre d'un véritable romancier.

Ce fut M^{me} de La Fayette qui donna au XVIII^e siècle son chef-d'œuvre dans le roman. *La Princesse de Clèves* ne fut pas seulement le premier roman d'analyse; elle apportait un ensemble de qualités qui la mit nettement au-dessus de tout le genre romanesque de l'époque. Ce roman est remarquable autant par le fond que par la forme, par la noblesse des sentiments que par son style, qualités qui sont celles du meilleur classicisme. Le XVIII^e siècle vit encore le roman mythologique avec les *Amours de Psyché*, de La Fontaine, et le roman d'éducation avec le *Télémaque*, de Fénelon. Enfin,

Sandras de Courtiz, auteur des *Mémoires de d'Artagnan*, commença le roman historique à la façon d'A. Dumas.

Le XVIII^e siècle fut plus simple, plus naturel, sinon plus sincère. Il fut moins soucieux de pompeuse et trop souvent grotesque sublimité. M^{me} de La Fayette et La Bruyère avaient commencé une évolution du roman de mœurs que Lesage continua par son *Gil Blas de Santillane*. Dans le genre picaresque auquel il donna ainsi son chef-d'œuvre, Lesage multiplia l'observation des milieux et des individus les plus divers, vus dans toutes les classes de la société. Si l'éparpillement de l'action dans une foule d'actions secondaires fait que les personnages y sont noyés, les milieux où s'agitent ces personnages sont supérieurement dépeints et il en ressort une psychologie collective qui remplace celle de l'individu. On a reproché à l'œuvre de Lesage d'être peuplée surtout de coquins ; c'est qu'ils étaient plus nombreux que les honnêtes gens dans les milieux que Lesage décrivait, sans souci des convenances d'une hypocrisie qui mettait le masque de l'honnêteté sur le visage des coquins.

Marivaux (*Vie de Marianne*, le *Paysan parvenu*, etc.), continua la réforme du roman par une observation plus directe des mœurs. Il donna plus d'importance aux caractères, à la psychologie des individus, et moins à l'action. Il commença le roman moralisateur, mais sans y insister trop, à une époque de scepticisme et de frivolité où les derniers moralistes n'étaient que des tartufes attardés. Il faudrait attendre J.-J. Rousseau pour rendre à la morale un caractère, celui de la nature, qui la mettrait à sa vraie place dans les préoccupations humaines. L'abbé Prévost fit abstraction de toute morale conventionnelle dans sa *Manon Lescaut* où l'intensité de la passion, exclusive de toute considérations, fait de Manon l'égale des plus humaines et des plus vivantes héroïnes de l'amour, à côté d'Ysolt, fille de roi, et de la patricienne Juliette. La passion se répandait d'ailleurs dans la littérature avec une expansion qui emportait toutes les convenances, et son déchaînement de plus en plus déclamatoire servait la caractéristique du romantisme. (Voir ce mot.) Elle fut, en attendant, le mobile du roman philosophique, comme la nature en fut le cadre.

Les philosophes, qui employaient toutes les formes littéraires pour la propagande de leurs idées, ne pouvaient négliger le roman et l'importance qu'il avait prise dans la vie mondaine. Par des conventions nouvelles qu'ils y apportèrent, ils y firent pénétrer leurs conceptions sociales. Ils n'insistèrent pas trop sur le côté de la morale. Le ton de la volupté servit à mieux faire passer la philosophie, et l'on eut ainsi, à des degrés divers d'innocence et de perversion, de sérénité et d'orage, toute la gamme des passions, toutes les couleurs des paysages. Les *Lettres persanes*, de Montesquieu, commencèrent le genre du roman philosophique en apportant une sorte de détachement aristocratique, un objectivisme complet, dans la satire la plus aiguë. Par contre, dans la *Nouvelle Héloïse*, Rousseau se mit lui-même avec un subjectivisme qui en fit le centre de toutes les passions et de toutes les sensibilités, multipliées par une imagination impétueuse et un ardent lyrisme. Rousseau fut Saint-Preux comme il fut, dans les *Confessions*, le « petit » de M^{me} de Warens. Entre le pondéré Montesquieu et le bouillant Rousseau, le sceptique Voltaire donna ses chefs-d'œuvre au roman philosophique (*Zadig*, *Candide*, *l'Ingénu*). Il érigea au dessus du domaine des sentiments celui de l'esprit et de la raison. De son côté, Diderot renouvela le naturalisme scientifique et philosophique de Rabelais (*Jacques le Fataliste*, la *Religieuse*, le *Neveu de Rameau*).

Le roman du XVIII^e siècle eut encore une assez grande variété de fond et de forme avec les fadeurs champêtres et la fausse innocence de Florian (*Galatée*, *Estelle*),

les naïvetés idylliques de Bernardin de Saint-Pierre (*Paul et Virginie*) qui, en même temps que Marmontel (les *Incas*), mit l'exotisme à la mode. Ce fut aussi la froide évocation de la vie antique par l'abbé Barthélemy (*Voyage du jeune Anacharsis*). Les romanciers appelés « libertins » firent les peintures les plus licencieuses des mauvaises mœurs du temps. Laclos (*Les Liaisons dangereuses*), avait des intentions morales. Il voulait rendre service aux mœurs en dévoilant « les moyens qu'emploient ceux qui en ont de mauvaises pour corrompre ceux qui en ont de bonnes ». Crébillon fils (*Lettres de la marquise de...*, les *Egaréments du cœur et de l'esprit*, *l'Ecumeire*, le *Sopha*) et Louvet de Couvray (le *Chevalier de Faublas*), eurent des intentions moins édifiantes. Enfin, le cycle se ferma sur le réalisme qui fut appelé « cynique » et « monstrueux » de Restif de la Bretonne (le *Pied de Fanchette*, la *Fille naturelle*, le *Paysan perverti*, *Monsieur Nicolas*, etc.) esprit véritablement encyclopédique, producteur fécond, que les vertueux gens de plume pillèrent d'autant plus qu'ils le méprisèrent davantage, ce qu'ils appellent le « vice » perdant sa mauvaise odeur quand ils en tirent profit.

Le roman du XVIII^e siècle eut une très grande part d'influence dans l'avènement du romantisme en France. A l'étranger, le romantisme eut des sources plus considérables. (Voir *Romantisme*.) Bernardin de Saint-Pierre, disciple candide et incompréhensif de Rousseau, qu'il exagéra en faisant un système fantaisiste et arbitraire de ce qui était raisonnable et naturel chez ce dernier, fut l'inspirateur direct du Chateaubriand des *Natchez*, d'*Atala*, de *René*, des *Martyrs* et aussi du *Génie du Christianisme*, toutes œuvres qui terminèrent le XVIII^e siècle plus qu'elles ne commencèrent le XIX^e, malgré leurs dates.

Le XIX^e siècle a été la grande époque du roman français, époque qui s'est prolongée jusqu'en 1914. Elle est finie depuis la Guerre qui a bouleversé toutes les « valeurs », surtout celles de la pensée, malgré une production plus abondante que jamais. Le roman ne s'attarda pas dans le romantisme comme la peinture, la musique et surtout la poésie. Dès Balzac, dont les nombreuses œuvres composant la *Comédie humaine* parurent à partir de 1820, il commença à s'en dégager pour s'établir dans la vie réelle. Le roman romantique eut pour principaux auteurs Ch. Nodier, qui traduisit un des premiers le « vague à l'âme » de l'époque dans le *Peintre de Salzbourg* « journal des émotions d'un cœur souffrant », et dans ses *Contes*, Senancour (*Obermann*), M^{me} de Staël (*Delphine*, *Corinne*), B. Constant (*Adolphe*), A. de Vigny (*Servitude et grandeur militaire*, *Cinq Mars*, *Stello*, *Daphné*), Th. Gautier (la *Jeune France*, *Mademoiselle de Maupin*, dont le préface fut au roman ce que celle de *Cromwell* fut au théâtre, le *Roman de la momie*, le *Capitaine Fracasse*, etc.). George Sand exprima dans le roman le sentimentalisme outrancier de Chateaubriand (*Indiana*, *Lélia*, *Leone Leon*, *Jacques Mauprat*, etc.). Elle le reporta sur le monde ouvrier lorsqu'elle partagea les idées des humanitaires de 1848 (*Spiridion*, les *Compagnons du tour de France*, *Consuelo*, le *Meunier d'Angibault*, etc.). Mais ses meilleures œuvres sont celles dont elle puisa l'inspiration dans la nature (*Jeanne*, *François le Champi*, la *Mer au diable*, la *Petite Fadette*, les *Maîtres sonneurs*, etc.), et dans l'amour (le *Marquis de Villemer*, les *Beaux-Messieurs de Bois-Doré*, M^{me} de la Quintinie, etc.). Alfred de Musset (*Confession d'un enfant du siècle*) se dégagait du romantisme, sinon par le fond, du moins par les formes d'un art plus libre. Il fut moins romancier que poète. De même Lamartine (*Graziella*) romantique dans le fond, eut plus de sérénité classique dans la forme.

Victor Hugo, étroitement romantique dans son théâ-

tre, dépassa les limites arbitraires du genre pour faire du roman, comme de la poésie, une vaste épopée humaine (*Hau d'Islande*, *Bug Jargal*, *Notre-Dame de Paris*, les *Misérables*, les *Travailleurs de la mer*, *L'Homme qui rit*, *Quatre-vingt-treize*). V. Hugo inaugura en France le roman historique que Walter Scott illustra en Angleterre. Le roman donna aux faits de l'histoire la couleur des mœurs du passé mals, de moins en moins scrupuleux, dans le but d'aviver et de rehausser les tons, les romanciers prenaient avec les faits historiques des libertés de plus en plus grandes, au point que le roman historique ne serait plus que de l'histoire romancée. Avant de subir cette évolution fâcheuse, le roman historique compta de belles œuvres à côté de celles de V. Hugo, entre autres *Cinq Mars*, d'A. de Vigny, la *Chronique de Charles IX*, de Mérimée ; les *Chouans*, de Balzac, etc. On peut aussi considérer comme des romans historiques, par leurs peintures des mœurs du temps passé et les cadres où elles se déroulent, la plupart des œuvres de Stendhal (*Le Rouge et le Noir*, la *Chartreuse de Parme*, *L'Abbé de Castro*), certaines de G. Sand (*Mauprat*, *Consuelo*), puis *Salambo* et *Hérodias*, de Flaubert, *L'Agonie et Byzance*, de Jean Lombard, qu'ont imités des contemporains moins scrupuleux dans l'exactitude de leur documentation. Entre temps, Alexandre Dumas était venu avec son armée de « nègres » qui se mirent à fouiller, à dépiéter, à arranger l'histoire pour lui donner la première forme, la forme supérieure si l'on peut dire, de l'histoire romancée, car ses successeurs en feraient un des plus ineptes produits du roman-feuilleton. Si Dumas accommodait l'histoire, du moins le faisait-il en y intéressant le lecteur, en lui en donnant le goût et le désir de la mieux connaître. Aussi Dumas pouvait-il dire spirituellement que le roman faisait l'histoire moins ennuyeuse. Le succès lui donnait raison, et il était peut-être le seul, à dit un humoriste, qui n'avait pas lu les ouvrages parus sous son nom. Dans le même genre, Paul Féval (*les Mystères de Londres*, *le Fils du Diable*, *le Bossu*, etc.) semble avoir opéré lui-même; aussi devint-il fou. Il avait eu cependant un secrétaire, E. Gaboriau, qui aggravait le genre en inventant le roman policier (*L'Affaire Lerouge*, *le Crime d'Orléans*, etc.).

Balzac établit le pont entre le romantisme et le naturalisme. S'il garda du romantisme une abondance touffue et une invention trop conventionnelle, souvent invraisemblable, il eut un don pénétrant d'observation et de reproduction réaliste qui lui ont fait présenter la société et les hommes de son temps avec une profonde vérité. C'est par ce réalisme que l'œuvre de Balzac demeure toujours vivante. Stendhal fut un observateur encore plus pénétrant, plus avisé, plus froidement scrutateur. Il usa dans le roman des méthodes analytiques de Taine et il y a, dans sa manière de sonder les individus, une sorte de procédé freudien gênant pour ceux chez qui la sincérité est la moindre des qualités. Il fut tenu pour cynique. Quand il fut compris, vers 1880, comme il l'avait lui-même annoncé, ce fut surtout pour servir de drapeau à des prospecteurs d'âmes aux intentions équivoques. Les dandys du décadentisme anarcho-patriotique, tel Maurice Barrès, les domestiques académisés de la falsification aristocratique, tel M. Paul Bourget, se prévalurent plus ou moins de Stendhal. Il eut été médiocrement flatté d'une telle descendance. Maurice Barrès (*Sous l'œil des Barbares*, *Un homme libre*, *le Jardin de Bérénice*, *l'Ennemi des lois*, *le Roman de l'Energie nationale*, etc.) a été, individuellement et socialement, l'esprit le plus faux de son temps. Son influence sur la prétendue « élite » intellectuelle n'est que le produit du snobisme suscité et entretenu par les bénéficiaires des sophismes immoraux et meurtriers qui mènent de plus en plus le vieux monde vers une justicière culbute. Nous parlerons plus loin de M. Paul Bourget. Aujourd'hui, la progéniture des

repus de la guerre, pour qui la littérature est inférieure aux sports et à la nœce, rêve d'action et de puissance avec certainement moins de scrupules qu'un Julien Sorel (*le Rouge et le Noir*).

Mérimée continua la transition entre le romantisme et le réalisme. Plus romantique de forme en ce qu'il fut plus artiste que Balzac et Stendhal, et plus attaché à la formule de *l'art pour l'art* (voir *Romantisme*), il fut plus réaliste de fond par la vérité de ses personnages. *Colomba* et *Carmen* sont des types de femmes toujours vrais et pas seulement ceux d'une époque; telles scènes populaires sont, dans la *Chronique de Charles IX*, comme dans la *Jacquerie*, d'un pittoresque aussi vivant que s'il eût été noté sur place.

La théorie de *l'art pour l'art* fut la chaîne qui lia Gustave Flaubert au romantisme. Plus romantique en cela que V. Hugo, qu'il accusait presque de démagogie parce qu'il avait écrit les *Misérables*, Flaubert n'admettait pas la « mission sociale » du poète. Il était d'accord avec Th. Gautier contre les « utilitaires », et il avait horreur de « l'avocasserie », productrice de la blagologie politicienne. Ses préventions à ce sujet n'étaient que trop justifiées. Par contre, lorsqu'il reprochait à V. Hugo de « peindre fausement la société », il la connaissait encore moins que lui, et il écrivait avec une belle naïveté des choses comme ceci : « Où est la fabrique où l'on met à la porte une fille pour avoir un enfant ? ». Sa critique des *Misérables* descendait presque au niveau de celle d'R. de Mirecourt, sauf l'hypocrisie ; Flaubert était sincère, mais emporté par ses enthousiasmes d'artiste qui le faisaient « éclater d'intensité intellectuelle ». Il y a lieu d'ajouter, pour caractériser son romantisme, son goût de l'exotisme et celui de l'exceptionnel, de l'ignoble même dont il disait : « L'ignoble me plaît — c'est le snobisme d'en bas — quand il est vrai, il est aussi rare à trouver que celui d'en haut ». Mais il était trop intelligent, trop sincère et trop droit pour prendre au sérieux le charlatanisme esthétique et sentimental dont tant de faux bonshommes tiraient leur fortune. Ses lettres à M^{me} Colet sont curieuses à ce sujet ; jamais un homme ne fut plus sincère avec les femmes. Il méprisait la vanité cabotine, car il avait le sentiment du « ridicule infrin-sèque à la vie humaine elle-même », et il possédait « l'ironie philosophique » des grands et des forts, de Rabelais et de Montaigne. S'il haïssait le « bourgeois » pour sa sottise, il haïssait encore plus fortement le mauvais artiste, « le gredin qui côtoie toute sa vie le beau sans y jamais débarquer et planter son drapeau ». Ce qu'il appelait sa « déplorable manie de l'analyse » qui l'épuisait, le faisait douter de tout, « même de son doute », joint à sa scrupuleuse franchise, devait amener Flaubert à dominer son enthousiasme, à faire abstraction de ses goûts personnels pour observer froidement, scientifiquement, la nature et les hommes et les montrer le plus objectivement et le plus exactement possible. De cette méthode et de sa rigoureuse continuité sortirent *l'Education sentimentale* et *Madame Bovary*, modèles du roman naturaliste et chefs-d'œuvre du roman contemporain.

En même temps que Flaubert, un attardé, Fromentin, auteur de *Dominique* (1863), avait clos harmonieusement la carrière du roman romantique. Il avait équilibré la passion et la raison dans une sereine atmosphère intellectuelle où l'exaltation est apaisée et le pessimisme sans amertume. Fromentin eut l'intelligence de ne pas s'irriter contre un monde mal fait quand il comprit qu'il n'était pas un génie, et de se borner à exercer remarquablement des dons d'artiste qui en faisaient à la fois un peintre, un écrivain et un critique originaux. Plus sincèrement et plus véridiquement qu'A. de Musset, il aurait pu dire :

« Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon
[verre. »

Le roman naturaliste fut, comme l'art de la même école, le produit de l'évolution sociale plus que de préoccupations esthétiques. Non seulement la Révolution avait apporté un esprit plus largement humain, mais les découvertes scientifiques, le développement du machinisme, les nouvelles conditions du travail industriel avaient engendré des volontés de réalisations qui dressaient l'économie sociale en face de la politique. La réalité s'imposait irrésistiblement au penseur comme à l'ingénieur. La science et la philosophie sociales ne descendaient plus des nuages et ne sortaient plus fumantes des cogitations scolastiques ; elles jaillissaient du fait social, du travail, de la lutte de plus en plus âpre entre les producteurs et les bénéficiaires de la richesse. Ce fait social dominait malgré toutes les résistances. G. Sand lui avait fait une place de plus en plus marquée dans ses dernières œuvres. Il avait déterminé la première forme du roman appelé « populaire », celui d'Eugène Sue (*les Mystères de Paris*, *le Juif errant*, *les Misères des enfants trouvés*, etc.) en concurrence avec le roman historique des A. Dumas, P. Féval, F. Soulié, dans les feuilletons des premiers journaux quotidiens dont ils avaient assuré le succès. V. Hugo avait écrit une véritable épopée populaire avec ses *Misérables*. Cette œuvre immense où se heurtent dans une mêlée titanessque toutes les passions, tous les rêves et toutes les réalités, les plus purs comme les plus abjects, est et demeure, par son humanité, le type du véritable roman social, quelles que soient les conventions qu'on lui oppose. De ce roman social, V. Hugo a jeté l'indestructible base quand il a écrit en tête de son œuvre cette belle préface qui se termine ainsi : « tant qu'il y aura sur la terre ignorance et misère, des livres de la nature de celui-ci pourront ne pas être inutiles ». Non seulement ils n'étaient pas inutiles, mais ils étaient nécessaires, indispensables, ces livres qui étaient une espérance pour les affamés, une accusation contre les repus.

Un Claude Bernard et un Taine cherchaient à établir scientifiquement et philosophiquement les lois de la vie ; Zola voulut les donner à la littérature et en particulier au roman. Ses théories furent plus ou moins arbitraires comme celles de C. Bernard et de Taine ; son œuvre les a heureusement dépassées et seule elle a valu, comme seule vaut la vie au dessus de tous les systèmes du monde. L'hérédité spéciale de la famille Rougon-Macquart n'est en rien déterminante des faits sociaux ; cette famille est emportée, comme toutes les autres, dans le fait collectif de son temps. Zola ne pouvait pas faire, sans manquer à la vérité, que la personnalité de chacun des Rougon-Macquart ne se fonde dans l'anonymat de cette mêlée, c'est-à-dire des êtres généralement médiocres dont il se faisait l'histoire, pour se transformer en types représentatifs de leur milieu et de leur temps. La besogne essentielle de Zola, comme du naturalisme, a été de transporter dans la réalité de son époque l'épopée romantique des masses humaines telles qu'elles sont, dépourvues de la déformation littéraire.

Les Goncourt se sont préoccupés davantage de l'individu mais sous son aspect on peut dire plastique. Ils ont plus recherché la précision pathologique que l'exactitude psychologique. Ils ont voulu faire de la « clinique sociale » (L. Tailhade) aussi bien dans leurs études historiques, leur *Journal*, que dans leurs romans plus propres à leur temps (*Renée Mauperin*, *Germinie Lacerteux*, *Manette Salomon*, *la Fille Elisa*, *Charles Demilly*, *la Fantin*, *Sœur Philomène*, *les Frères Zemganno*, etc.). Ce fut chez eux un procédé découlant de cette idée, toute conventionnelle et fautive, que l'art ne peut être réaliste qu'autant qu'il s'applique à des individus et à

des milieux inférieurs, plus ou moins grossiers. Le procédé fut exagéré par Huysmans (*Marthe histoire d'une fille*, *les Sœurs Vahard*, *En ménage*, *A eau-deau*), avant qu'il transportât sa recherche du bizarre dans le domaine occultiste et catholique (*A rebours*, *La-bas ! En route*, *la Cathédrale*, *les Foules de Lourdes*). Il fut encore plus exagéré par de bas producteurs dont l'œuvre ne fut que de la pornographie sans art.

Les romanciers suivants apportèrent au naturalisme les tempéraments les plus divers. Guy de Maupassant, le plus représentatif du véritable naturalisme (voir ce mot), auteur de *Roule de Suif*, *Une vie*, *Bel Ami*, *Mont-Oriol*, *le Horla*, *Pierre et Jean*, *le Champ d'oliviers*, *la Femme de Paul*, *Fort comme la mort*, et de très nombreux contes non moins remarquables que ses romans par la composition et par le style. Henri Céard (*Une belle journée*), Léon Hennique (*la Dérivée*, *Elisabeth Couronneau*, *l'Accident de M. Hébert*), Paul Alexis (*la Fin de Lucie Pellegrin*, *le Besoin d'aimer*, *Vallobra*, roman de mœurs politiciennes). Ces quatre écrivains furent, avec Zola et Huysmans, les collaborateurs des *Soirées de Médan*. Ce furent encore, parmi les écrivains naturalistes restés attachés à l'école de Zola ou qui s'en séparèrent avec plus ou moins d'éclat : Lucien Descaves (*Sous-Offs*, *les Emmurés*, *la Colonne*, *Philémon Vieux de la Vieille*, etc.) ; Gustave Geffroy (*l'Enfermé*, beau livre sur Blanqui, *l'Apprentie*, *Hermine Gilquin*) ; Paul et Victor Margueritte qui écrivirent en collaboration entre-autres trois romans sur la guerre de 1870, puis se séparèrent, Paul allant vers « l'idéalisme nationaliste », Victor défendant, dans la voie contraire, les théories sociales les plus hardies et les plus généreuses pour la liberté de l'individu et pour la paix des peuples (*Prostituée*, *la Femme en chemin*, *Ton corps est à toi*, *Non*, *la Patrie humaine*, etc.) ; J. et H. Rosny (*Nelle Horn*, *le Bilatéral*, *l'Impérieuse bonté*, *la Vague rouge*, etc.) dont le naturalisme est, socialement, plus pondéré ; Paul Adam (*Chair molle*, *Robes rouges*, *le Mystère des foules*, *l'Année de Clarisse*, *la Force*, *la Bataille d'Udoh*, etc.) plus « nietzschéen » mondain que révolté ; Léon Fraplé (*la Maternelle*, *la Boîte aux gosses*, *la Procritte*, etc.) ; Henry Fèvre (*Galafieu*, *Pampouille et Dagobert*, etc.) ; Michel Corday (*Vénus ou les deux risques*, *les Embrasés*, *les Maternités consenties*, etc.) ; Gaston Chéreau (*Champi Torfu*, *la Prison de verre*, *la Maison de Patrice Perrier*, *Valentine Pacquault*, etc.) qui est un bon observateur de la vie provinciale ; Har. Ryner (*le Crime d'obéir*, *le Sphinx rouge*, *les Voyages de Psychodre*, *Prenez-moi tous !* etc.) qui mit la philosophie individualiste dans le roman social. Enfin, ceux qui avec Zola, Maupassant et Huysmans apportèrent au naturalisme les personnalités les plus caractéristiques : Jules Renard (*Poël de Caraffe*, *la Maîtresse*, *Rogate*, *Histoires naturelles*, etc.), et Georges Courteline (*Roubouroche*, *Messieurs les ronds de cuir*, *les Gaîtés de l'escadron*, etc.).

A la fois romantique et naturaliste, se dresse, magnifique, Léon Cladel qui fut le plus lyrique, le plus ardent poète de la terre et de ses hommes, de la liberté et des travailleurs. Après les *Martyrs ridicules*, présentés par Baudelaire, où Cladel railla la paresseuse et vicieuse bohème, ce furent *Pierre Patient*, *le Bouscassé*, *les Va-nu-pieds*, *Celui de la Croix aux bœufs*, *Ompdradites*, *Crête-Rouge*, *Kerkadec*, *N'a qu'un œil*, etc., tous ces types surprenants d'une vie populaire et d'une épopée qui dépasse V. Hugo en vérité réaliste et en ferveur humaine. Puis, posthume, ce fut *I. N. R. I.*, le plus beau poème qui ait été écrit à la gloire de la Commune et de ses défenseurs. Cladel a été leur Homère.

Romantique et naturaliste, a été aussi Jules Vallès, mais plus en marge des deux écoles que Cladel. Hommes et œuvres tout différents. Si Cladel possédait foncièrement l'enthousiasme de la vie populaire, Vallès

était dominé par la sainte haine de l'injustice sociale : elle entretenait en lui une douloureuse amertume et une ardente révolte. Il les a exprimées avec force dans la trilogie de Jacques Vingtras : *l'Enfant*, le *Rachetier*, *l'Insurgé*, comme dans son œuvre de pamphlétaire journaliste.

Octave Mirbeau fut aussi un esprit vivement irrité contre l'injustice sociale. En marge de l'école de Médan, il apporta dans le naturalisme l'esprit individualiste-anarchiste d'une nature extrêmement sensible, en révolte contre cette injustice et contre la sottise cynique de ceux qui y président. Son œuvre, pleine d'ironie, de colère et en même temps d'humanité, est d'autant plus énergique, généreuse, émouvante, qu'il sentait avec plus d'acuité et ne voulait pas désespérer de trouver « la petite flamme de la bonté », même chez le plus corrompu des hommes. Encore plus que contre Zola et contre Anatole France, la confrérie des tartufes s'est acharnée contre lui, et elle continue contre son œuvre dans tous les milieux, même démocratiques pour ne pas dire surtout démocratiques, où l'indépendance de caractère et la générosité de cœur sont considérées comme des tares aristocratiques. Les fausses-couches de la critique dévouée à cette boueuse intellectualité n'ont pas désarmé contre Mirbeau, même après que la maladie l'eut livré sans défense à des « maquilleurs de cadavres » qui l'enterrèrent « patriotiquement », et laissèrent M. Gustave Hervé bayer sur sa tombe au nom, dit-il, de « tous les révoltés, de tous les gueux, de tous les traîne-misère, de tous les parias, de tous les opprimés » !... Citons parmi les romans de Mirbeau, tous marqués de son talent profondément personnel : le *Calvaire*, *l'Abbé Jules*, *Sébastien Roch*, le *Jardin des Supplices*, le *Journal d'une femme de chambre*, *Dingo*, etc.).

On doit à des écrivains que Mirbeau influença particulièrement, et surtout à Ch.-L. Philippe, l'expression d'un sentimentalisme à la fois primitif et compliqué, qui s'exprima dans des histoires de simples êtres tout près de nous, et dont la vie et la pensée sont dépouillées des dernières conventions littéraires conservées par le naturalisme. C'est ainsi que Ch.-L. Philippe a écrit : *Quatre histoires de pauvre amour*, la *Bonne Madeleine et la pauvre Marie*, la *Mère et l'Enfant*, *Bubu de Montparnasse*, le *Père Perdrix*, *Marie Donadieu*, *Croquignole*. Citons dans ce groupe : Lucien Jean (*Parmi les hommes*) ; Léon Werth (*la Maison Blanche*, *Clavel soldat*, *Clavel chez les majors*, ces deux *Clavel* sont parmi les romans dits de la guerre les plus vrais et les plus sincères, *Yvonne et Pijallet* *Pijallet danse*, etc.) ; Marguerite Audoux (*Marie-Claire*).

L'école naturaliste eut une queue dans « l'école naturaliste » dont l'avortement est un épisode caractéristique du naufrage opportuniste des « intellectuels » dreyfusards. Adolphe Retté (*la Seule nuit*, *Mémoires de Diogène*, etc.), venant de l'anarcho-symbolisme, s'y arrêta quelque temps dans son voyage du Diable à Dieu. Jean Viollis en fut le meilleur romancier (*Monsieur le Principal*, la *Flûte d'un sou*, *Bonne fille*, etc.) quoiqu'ait insinué les boueux de la critique que sa dignité offensait. Après lui Eugène Montfort (*la Chanson de Naples*, *Cécile*, la *Belle enfant*, *César Casteldor*, etc.) fait tenir à l'école naturaliste une place honorable dans le roman naturaliste. Un autre appendice du naturalisme est le « populisme ». Espérons qu'il sera la dernière formule littéraire dressée entre les hommes et la vie.

Le roman a pris un tel développement au XIX^e siècle, et les écrivains qui l'ont plus ou moins illustré lui ont apporté des conceptions et donné des aspects si divers, qu'il est impossible, sans arbitraire, de classer tous ces écrivains dans un groupe déterminé. On ne peut qu'indiquer des rapports plus ou moins vagues pour le plus grand nombre d'entre eux.

Dans la première moitié du siècle, Charles de Bernard (*la Femme de quarante ans*, *Gerfaul*, *l'Innocence d'un*

forçat, etc.), fut d'esprit et de formes balzacien. Jules Sandeau (*Mademoiselle de la Seiglière*, *Madeline*, *Jean de Thommeray*, etc.), d'abord collaborateur de George Sand qui lui prit la moitié de son nom, s'en sépara. Sa distinction académique ne pouvait s'accorder avec l'exubérance romantique de sa compagne. Emile Souvestre (*les Derniers Bretons*, *Un Philosophe sous les toits*, etc.), bon peintre des mœurs bretonnes, fut un romancier moral. Pontmartin, pamphlétaire légitimiste, fit des romans « distingués », sans plus (*Mémoires d'un notaire*, le *Fond de la coupe*, *Entre chien et loup*, etc.). Paul de Kock apporta, dès 1813, une verve galement réaliste avec *l'Enfant de ma femme*. Pendant cinquante ans, il alimenta le feuillet d'une littérature innombrable, amusante, d'un esprit satirique et piquant, et qui est injustement dédaignée aujourd'hui. Champfleury, qui publia en 1847 *Chien-Caillou*, fut appelé le « chef de l'école réaliste ». Il recherchait la réalité, disait-il, avec l'ardeur d'un bûcheron. Il en a plutôt fait un système. Ce fut sa seule gloire car ses nombreux romans sont bien oubliés. Enfin, dans ce premier demi-siècle, Claude Tillier mérite une place à part. Il y apporta une fraîcheur de pensée et un esprit satirique tout populaires qui donnèrent à *Mon Oncle Benjamin* et à *Belle Plante et Cornélius* une éternelle jeunesse.

Après 1850, Henry Murger (*Scènes de la vie de Bohème*, le *Pays latin*, etc.) mit du réalisme dans un romantisme débraillé tant par le style que par les mœurs. Personne n'écrivit plus mal que lui. Sa bohème, toute de convention, ne visait qu'à épater le bourgeois pour arriver, si possible, à épouser sa fille et ses écus et faire alors du rapin crasseux, du littéraire hyperbolique, un homme « comme il faut », marguillier de sa paroisse, « maire et père de famille », comme a dit Verlaine. Ce type de bohème a été de tout temps. Il foisonne dans cette cour des miracles qu'on appelle « l'aristocratie républicaine », parmi tant de « pistons de la machine » à qui le bonneteau politicien permit de donner congé à l'anarchie, consolatrice des puritains. Mimi Pinson, dont les chansons entretenirent « l'héroïsme de l'arrière » de 1914 à 1918, et la Muse de G. Charpentier, que couronna l'Institut, sont des enfants de Murger. De la bohème de 1850, plus célèbre par son impécuniosité que par son talent, il faut nettement dégager Gérard de Nerval qui prouva sa sincérité par sa mort, et son talent par une œuvre de véritable artiste et d'écrivain supérieur. Dans le roman, il a écrit : le *Rêve et la vie*, les *Filles de feu*, la *Bohème galante*, etc. qui sont du meilleur impressionnisme romantique.

Ernest Feydeau (*Fanny*, le *Secret du bonheur*, la *Comtesse de Chalis*, etc.) fut un précurseur du naturalisme. Par contre, Octave Feuillet (le *Roman d'un jeune homme pauvre*, *Julie de Trévèze*, *Monsieur de Camors*, etc.) donna le ton de l'idéalisme sirupeux pour les familles bien pensantes. Cependant il les bouscula quelque peu pour l'immoralité de leurs mœurs. Victor Cherbuliez (le *Comte Kostia*, etc.) écrivit dans le même genre mondain avec quelque excentricité philosophique. Georges Ohnet (les *Batailles de la vie*) le continua avec des frissons héroïques, en opposant les classes aristocratique et bourgeoise, mais de façon à ce qu'elles s'entendissent toujours sur la question d'argent, et l'on arriva ainsi, dans le bocage fleuri de l'idylisme bourgeois, à M^{me} de Coulevain qui croit que les vaches ont été créées pour qu'elle puisse mettre de la crème dans son café ! Les Léon de Tinseau et Zénaïde Fleuriot mirent le genre à la portée des humbles, lecteurs de *l'Ouvrier* et des *Veillées des Chaumières*, éblouis à l'idée que leurs maîtres avaient tant de vertus. André Theuriot ajouta à cet éblouissement le goût des mœurs rustiques. Ces mœurs furent d'un tout autre ton chez Eugène Le Roy (*Jacques le Croquant*, le *Moulin de Frau*, *Mademoiselle de la Ralphie*, etc.), écrivain autrement

vigoureux et sincèrement populaire, puis, plus tard, chez Louis Pergaud (la *Guerre des Boutons*, *De Goupil à Margot*, *Mirant chien de chasse*, les *Rustiques*, etc.).

Eckmann-Chatrian écrivirent du bon roman populaire, historique et rustique, avec un esprit nettement anti-guerrier et démocratique (l'*Ami Fritz*, le *Juif polonais*, *Histoire d'un paysan*, *Histoire d'un conscrit de 1913*, etc.). Ferdinand Fabre montra un naturalisme rude et franc dans ses peintures de mœurs campagnardes et ecclésiastiques (les *Courbeteux*, l'*Abbé Tigrane*, etc.). Emille Pouillon fut aussi un romancier des mœurs champêtres (l'*Innocent*, *Chante-Pleure*, les *Antibes*, etc.). Edouard Rod, d'abord naturaliste (Palmyre Veulard, la *Femme de Henri Vanneau*, etc.), passa à ce qu'il appela « l'intuitivisme » pour écrire des romans moraux (la *Sacrifiée*, la *Vie de Michel Teissier*, l'*Insolite effort*, etc.). Edmond About (Tolba, le *Roi des Montagnes*, l'*Homme à l'oreille cassée*, etc.) fit une œuvre pleine de fantaisie et d'esprit. Alphonse Daudet (Lettres de mon moulin, le *Petit Chose*, *Jack*, le *Nabab*, *Sapho*, *Numa Roumestan*, *Tartarin*, etc.) semble avoir subi l'emprise de l'école naturaliste plus qu'il n'était dans son tempérament. Peut-être se serait-il endormi sur le molleton du roman sentimental bourgeois sans la forte influence de Zola et des Goncourt. En bon Provençal qui se forçait pour être morosé, il a agréablement doré de soleil et farci de « galéjade » nombre de ses œuvres. Mais le véritable esprit populaire provençal lui échappa : on le trouve plus exact dans *Maurin des Maures*, de Jean Aicard, que dans les *Tartarin*. Pierre Loti fut un impressionniste, à la fois romantique et réaliste, de l'exotisme (Mon frère Yves, *Pêcheurs d'Islande*, le *Spahi*, *Madame Chrysanthème*, etc.). Il y eut enfin deux formes de romans pour la jeunesse qui eurent le plus grand succès : le roman d'aventures à la Mayne Reid, dont Gustave Aimard a été le principal auteur en France, et le roman scientifique dans lequel Jules Verne a anticipé sur des inventions dépassées depuis (navigation sous-marine et aérienne), ou qui sont encore à réaliser (communications inter-planétaires et autres). Ces romans ont eu une nombreuse suite d'imitations motivée par leur vogue persistante.

Le romantisme a eu son prolongement dans deux écoles, celles des « parnassiens » et des « symbolistes » (voir *Symbolisme*, qui se sont quelque peu mêlées. Barbey d'Aurevilly (*Une vieille maîtresse*, l'*Enscorcélé*, le *Chevalier des Touches*, les *Diaboliques*), fut un dandy du catholicisme et du satanisme. Il a influencé Léon Bloy dans la voie du catholicisme et Huysmans dans celle du satanisme. Les romans de L. Bloy (le *Désespéré*, la *Femme pauvre*) sont des pamphlets dont la langue est plus solide que les idées. On ne sait comment faire la part de la sincérité et celle de l'attitude chez ce « mendiant ingrat » si souvent en contradiction avec lui-même. Jean Lorrain (les *Buveurs d'âmes*, *Monsieur de Bougreton*, *Monsieur de Phocas*, *Monsieur Philibert*, etc.) fut un autre dandy, celui de la pègre équivoque vivant de la haute et basse prostitution des filles du ruisseau qui s'anoblissent et deviennent des dames pleuses, et des filles nobles qui roulent dans le ruisseau. Il a le premier dépeint, avec une observation aiguë, le monde alors spécial, vers 1900, des maniaques, des intoxiqués, des sadiques, des mouchards, des marlous qui sont arrivés, depuis la guerre dite « régénératrice » de 1914, à former « l'élite dirigeante » !... Elémir Bourges (le *Crépuscule des dieux*, *Sous la hache*, les *Oiseaux s'envolent et les fleurs tombent*), fut le plus magnifique évocateur du rêve dans le roman symboliste. Peladan fut le meilleur romancier du symbolisme. Il lui donna son œuvre la plus significative dans les seize volumes de la *Décadence latine*. Il fut ensuite plus réaliste dans les *Amants de Pise*, les *Dévotés d'Arignon*, etc. Son style est d'un maître écrivain. Remy de Gourmont (*Sirtine*, etc.) a été le plus compliqué et le

plus nuageux des écrivains de la « vie cérébrale ». Le style de ses romans est étrangement artificiel à côté de celui, si aisé et si clair, de ses *Promenades littéraires* et *philosophiques*. Symbolistes et parnassiens écrivirent généralement bien, mieux que les naturalistes, en bons disciples de la forme, tels : Villiers de l'Isle-Adam (*Isis*, *Tribulat Bonhomet*, l'*Eve future*, *Contes cruels*, etc.) visionnaire de génie qui promenait l'âme pure d'un Don Quichotte dans une bohème parfois fangeuse où on le pillait en l'insultant ; Pierre Louys (*Aphrodite*, la *Femme et le Pantin*, les *Aventures du roi Pausole*) aussi délicat et spirituel romancier que poète ; Henri de Régnier (la *Double maîtresse*, la *Pécheresse*, le *Bon plaisir*, etc.) qui para le libertinage mondain d'affectation académique.

Plus réalistes que romantiques ont été, ou sont encore, Catulle Mendès (la *Maison de la Vieille*, *Zohar*, *Gog*, etc.), François Coppée (le *Coupable*), Jean Richpin (la *Glu*, les *Etapes d'un réfractaire*, *Miarka*, etc.), Colette (les *Vrilles de la vigne*, *Claudine*, *Toby-chien*, etc.), Rachilde (les *Hors-nature*, le *Meneur de Louves*, la *Jongleuse*, etc.). Entre Paul Hervieu, romancier très supérieur (*Peints par eux-mêmes*, l'*Armature*, etc.), et le très inférieur M. Henry Bordeaux, ombre falote du déjà falot M. Paul Bourget, mais que les critiques aspirant à l'Académie flagornent à l'envi, Marcel Prévost, Henri Lavedan, Abel Hermant, René Boylesve et d'autres ont continué sous des aspects divers le roman mondain.

Nous terminerons ces indications sommaires sur le roman français d'avant 1914 par Anatole France et Romain Rolland qui lui ont apporté des notes différentes mais également fortes et dignes de les faire distinguer parmi les romanciers contemporains. Anatole France (le *Crime de Sylvestre Bonnard*, *Thais*, la *Rôtisserie de la reine Pédauque*, le *Lys rouge*, *Histoire contemporaine*, l'*Île des Pingouins*, la *Révolte des Anges*, les *Dieux ont soif*, etc.) à qui on peut appliquer plus qu'à tout autre le titre de « parfait magicien des lettres françaises », a donné au roman la note d'un dilettantisme supérieur, inspiré de Renan, et que la question sociale a fortement influencé, mais sans qu'il sorte d'un souriant scepticisme. Il est d'un réalisme que la finesse de l'expression rend encore plus aigu dans l'observation de ses contemporains, de leurs mœurs et de leur pensée ; c'est chez lui qu'on retrouvera la plus exacte notion de ce qu'ils ont eu d'odieux et de ridicule. Il est en même temps d'un idéalisme dont l'éloquence, nourrie de belles lettres, le rattache à la véritable famille humaniste, celle du cœur et de l'esprit. Romain Rolland (Jean Christophe, *Colas Breugnot*, *Pierre et Luc*, *Clerambault*, l'*Amie Enchantée*), également nourri d'humanisme, possède un idéalisme plus convaincu et une foi plus agissante, plus communicative. Moins parfait dans la forme — certains prétendent même qu'il écrit mal — il est plus chaleureux dans l'expression d'une pensée qui vient profondément de l'âme et non seulement du cerveau. Il est soucieux avant tout de la hauteur spirituelle qui seule fait la vraie joie de l'esprit et commande la véritable discipline sociale. Qu'il lève son verre avec son compère Colas Breugnot, qu'il chante ou pleure avec Beethoven, ou qu'il médite avec Goethe, Tolstoï et Gandhi, il est toujours un vrai fils de Rabelais, un de ces hommes « d'honneur » de la Thélème pour qui « science sans conscience est la ruine de l'âme » et de la société.

Avant de parler du roman dans le temps actuel, voici quelques indications très générales sur ce qu'il a été à l'étranger. Il y a suivi, comme en France, les différents courants littéraires (voir *Littérature*) et il y a produit des œuvres non moins intéressantes.

En Italie, Boccaccio fut le plus célèbre des premiers romanciers. Il subit l'influence française dans son

Procope et ses Contes. L'influence espagnole fit fleurir au xvi^e siècle les romans légers de Pascal, de Caracciolo, de Franco, et ceux de Selva et de Rossetti. Au xvi^e, les Martini imitèrent d'Urfé et La Calprenède. Le xvi^e fut sans égal. Le romantisme, d'essence toute nordique, donna son empreinte au roman italien dans une imitation de *Werther*, et dans divers romans historiques à la façon de Walter Scott, tels que *Proserpine*, de Manzoni. Ses successeurs ont usé, médiocrement illustré le genre du roman.

[illegible]

sentent le plus exact des tendances imperialisées au-
national et Ruyard Kipling est de nos jours le repê-
thées par le naturalisme, le roman anglais est resté
maître Walter Scott dans le roman historique, Gold-
meux furent dépeints par Maria Edgeworth que conti-
moment le roman de chevalerie. Les caractères natio-
chaud-d'œuvre au XVIII^e siècle, Walpole ressuscita un
Daniel Defoe et la *Prométhée* de Richardson, de
dans celui du sentiment dont le Robinson Crusoe, de
montra dans le genre des aventures maritimes et
production poétique et dramatique de Shakespeare. Il
garde de la littérature pré-romantique, à côté de la
part alors un caractère original qui le classe à l'avant-
guences françaises et espagnoles jusqu'au XVIII^e siècle,
le roman anglais, après avoir été soumis aux in-

En Allemagne, le roman garda longtemps le caractère légendaire des œuvres du moyen-âge. Il resta sous les influences étrangères, chevaleresques, satiriques, picaresques, sentimentales, jusqu'au jour où Wieland, Goethe et Jean-Paul Richter lui donnèrent un caractère national. Le *Wilhelm Meister*, de Goethe, n'a pas d'équivalent en France dans le roman sentimental et philosophique.

Le roman russe n'exista guère avant Gogol. Il prit

Depuis est apparue une importance considérable avec Herzen, Tourguenew, Dostoevski, Tolstoï, Gorki. Il s'orienta nettement vers le naturalisme. Il est aujourd'hui l'espoir de la littérature appelée « prolétarienne ».

Krylj, il ne faut pas oublier, d'autant plus qu'il a écrit des écrivains de langue française ayant écrit le roman de plusieurs années romanesques, les écrits les plus beaux sont apparus.

plus célèbre fut Rodolphe Töpffer. En Suisse, le romanet de langue française se

On dit que l'art était indifférent à toute morale; à

tout utilitarisme, l'artiste doit rester en-dehors des
 préoccupations sociales, au-dessus des passions politi-
 ques et de la lutte des classes. On ajoute, en ce qui
 concerne le roman : les plus remarquables et les plus
 célèbres sont ceux qui ne manifestent aucun esprit de
 parti. Tout cela peut être vrai, mais si c'est accepté
 par tous les partis. Or, que voit-on ? Alors qu'on oppose
 ces arguments à ceux qui montrent un esprit vraiment
 populaire et favorable à un progrès social, on voit des
 hommes de régression se livrer à la plus active et à la
 plus sournoise propagande de mensonge et d'exaltation
 nationaliste pour la défense des intérêts privi-
 lèges. L'art ne doit pas être humanitaire, humani-
 taire, l'art ne doit pas être gauche, clament les bons apôtres
 de l'art pour l'art ; mais ils le font guerrier, clerical,
 patriotique, réactionnaire, parti de droite, tout en
 niant la souveraineté de sa fonction sociale !

« Le crime heureux fut juste et ce n'est d'être crime. »

Deux aspects, mais complémentaires, nullement opposés. L'un n'est que soi, bien qu'il soit le plus brillant ; il désamuse par sa stupidité. C'est celui de l'avant son nombril, barbotant avec l'arsène dans l'ordure de son ineptie. C'est le roman mondain qui offre ce spectacle. Il a comme prototype de ses auteurs M. Paul Bourget, ce « cochon frisé », comme l'appelait Emile Augier, ce « gîteux précoce », comme l'a qualifié Victor Méric. Pour M. Bourget, avant 1914 l'humanité n'était insignifiante qu'à partir de cent mille francs de rentes, environ un million de francs aujourd'hui ; l'autre aspect est plus dangereux, plus hypocrite, plus malfaisant. C'est celui du roman qui verse dans l'âme populaire, dans les cerveaux primitifs ligotés et captivés, le poison du mensonge de la médiocrité et

de la soumission à l'esclavage social, celui qui met dans les esprits ces calambouriques sucrés lesquelles le riche veut mieux que le pauvre, parce que la richesse est le fruit du travail, de l'honnêteté, quelle reconnaissance les gens de bien, les gens bien pensants, et qui n'ont oûtré à ces gens que Dieu a choisis pour commander, pour diriger le monde coupable dans les voies de la rédemption. Car Dieu est « un brave homme ! » des ténies peuvent le rattrier, les méchantes peuvent se dresser contre ses lois, les « anarchistes » peuvent semer leur haine et leurs sarcasmes ! Il vient toujours un moment où il lève sa denture auguste et infernale, veuve, terrible, pour punir les impies et les méchants, punir les « anarchistes » et récompenser la vertu. C'est le Dieu *ex machina* qui se manifeste vers le trois centième feuillet, quand l'auteur ne sait plus quelle contenance lui faire, dans les romans de ces endeuillés du populaire appelés d'Kinner, Montépin, Hachebourg et toute leur séquelle.

Ah ! les faux bonshommes de l'art pour l'art, les délicats prenant un air dégoûté devant un utilitarisme qui entretient pourtant grassement leur parasitisme, savent bien que l'art, pas plus que les autres formes de la vie, ne peut être indifférent devant la morale et les conflits sociaux. Ils seraient les premiers navrés, car ils pâtiraient plus que personne, s'ils étaient réduits eux-mêmes à la neutralité qu'ils réclament. Mais ils savent bien, et ils en abusent, que, plus que n'importe quelle littérature, le roman a son influence sur les idées et sur les mœurs, qu'il ne se borne pas à observer et à dépeindre. Il n'est pour cela qu'à voir l'usage qu'on en fait auprès des masses qu'il faut tromper sans cesse pour qu'elles restent serviles ; il n'est qu'à voir à quoi il sert au cinéma ; il n'est qu'à voir la place qu'il a prise dans l'information de presse destinée au « bourrage des crânes », à faire marcher les foules moutonnères et abruties suivant les intérêts des quelques grands coquins maîtres du monde.

Et c'est pour cela que le roman actuel, le roman qui a suivi la « Grande Guerre », est une chose inepte, une chose honteuse, parce qu'il est employé, en haut et en bas, à la pire besogne de sophistication, à cette œuvre d'infection et de mort à laquelle l'humanité se précipite parce qu'il faut, dans l'intérêt des exploités de sa sottise, de son incommensurable imbécillité, « empêcher le déchaînement d'un idéalisme sans fin », comme disaient les criminels qui ont préparé le déchaînement d'une sauvagerie sans fin quand ils ont fait le Traité de Versailles et les suivants.

Emmanuel Berl a montré, dans deux pamphlets peut-être trop verbeux, pas assez en coups de tige comme ceux d'un Gorki, que la pensée et la morale bourgeoises étaient mortes. Elles sont comme le monde dont elles ont été l'expression spirituelle — si ce n'est pas offenser l'esprit que de les appeler ainsi —, elles sont en train de crever avec lui. Dans cette légion de « m's-tulu », de cabotins, — qui vivent du roman actuel, lui faisant faire le trottoir, mendigotant des prix littéraires, dédicant leurs œuvres dans des boutiques pour le premier chaland venu, semblant dire eux-mêmes que l'homme n'en aurait pas pour son argent avec la seule matière imprimée, — dans ce monde poseur et grotesque, il y a encore de belles âmes, nous croyons même qu'il y en a beaucoup, mais épouvantées, découragées, incapables de réagir et de remonter un courant qui se déverse de plus en plus en cataractes. Ceux qui, parmi les simples hommes, ne veulent pas croire à l'extinction de l'esprit, à l'affaiblissement définitif des consciences devant l'argent, devant la violence, devant le fascisme, suivent avec une anxiété profonde ceux qui luttent contre le courant ; mais chaque jour c'en est un de plus, en qui on croyait, qui se laisse emporter. Un sourire d'odalisque officielle, un déjeuner avec un ministre « ami des lettres » qui vous a fait demander la décoration que vous voulez refuser si on vous l'offrait, un bon contrat avec un libraire ou un journal, des promesses académiques ; et c'est encore un homme à la mer, la mer de la fortune et des honneurs. Ils peuvent après cela se donner l'air de mépriser la belle indépendance d'un Flaubert, d'un Villiers de l'Isle-Adam, d'un Deibel. Ceux-ci avaient une autre fierté, sans parler du talent.

La pagaie est telle, aujourd'hui, dans le monde des « dépositaires de la pensée », l'insanité bourgeoise a tellement réduit l'horizon de l'esprit, que rien ne fait prévoir quelle pourra être la part de la littérature, du roman en particulier, dans l'œuvre de transformation sociale et humaine qui doit sortir des convulsions actuelles. Il y a certes des hommes de talent et des œuvres intéressantes ; tous, qu'ils soient de « droite » ou de « gauche », sont des embaumeurs du vieux cadavre du passé, aucun n'annonce la vie nouvelle. En 1832, Flaubert écrivait : « Je crois que le roman ne fait que

de naître, il attend son Homère. » Il attend toujours cet Homère qui sera celui des temps nouveaux. — Edouard ROTHE.

ROMANTISME. Le mot *romantisme* vient de l'adjectif *romantique*, d'origine anglaise (*romantic*), synonyme de *romanesque*, et qui est passé dans la langue française vers le milieu du XVIII^e siècle. A cette époque, il fut de mode d'appeler « romantiques » les constructions et les jardins répandus par le goût anglais, et où la libre nature remplaçait l'ordonnance classique des Perrault et des Le Nôtre. Le néologisme *romantisme* a été créé lorsqu'il s'est agi de qualifier une forme de pensée et d'art affranchie des règles du classicisme du XVIII^e siècle. Par suite, les *romantiques* ont été les partisans du romantisme et de son école.

Si on ne considère le romantisme que dans la doctrine de l'école qui s'est manifestée sous son nom à partir de 1830, il n'est, comme l'a défini Victor Hugo, que « le libéralisme en littérature ». Chamfleury a dit que « sa doctrine avouée fut la liberté dans l'art ». C'était retrécir le point de vue, car il n'est pas de liberté dans l'art si elle n'est partout, et on le vit bien lorsque l'on constata que les libéraux en art furent des conservateurs en politique, tandis que les libéraux en politique furent des conservateurs en art. Les romantiques furent royalistes et catholiques ; les libéraux furent les défenseurs du classicisme. Cela dura jusqu'au jour où ils s'entendirent tous pour être des bourgeois politiques et remplacer la réaction aristocratique et légitimiste par une réaction démocratique et républicaine.

Mais le véritable romantisme a des sources et un fond bien antérieurs au mouvement d'art et de littérature de l'époque de 1830 ; son importance est autrement grande que celle d'une doctrine et d'une école artistiques et littéraires. Le véritable romantisme est non seulement la « liberté dans l'art » — formule vide de sens si elle ne comporte pas aussi la liberté de l'artiste — mais il est la liberté dans la vie toute entière, dans toutes les formes de la pensée et de l'activité humaines. Il est la manifestation de l'esprit contre son asservissement et, comme tel, la protestation contre un poète social arbitraire qui viole la liberté ; il est l'explosion des passions et des sentiments naturels à l'individu, hors des conventions d'un ordre qui prétend les faire servir contre l'individu. Il est en particulier le mouvement d'idées formé au XVIII^e siècle pour retourner à l'humanisme deux fois dévoyé, par la scolastique médiévale et par le classicisme. Comme la Renaissance au XVI^e siècle, il a cherché à ramener à la liberté le grand courant de la pensée humaine, ce courant formé lorsque l'homme est devenu la nature prenant conscience d'elle-même, suivant la magnifique expression d'Elisée Reclus, lorsque la nature spirituelle s'est révélée à lui par une connaissance de plus en plus étendue, lui permettant de s'arracher aux abstractions pernicieuses du divin pour s'élever dans la lumière de l'humain. C'est ainsi que Paul Souday a pu dire très justement que le romantisme n'était pas le « vague à l'âme » qui en a été une déformation et une mode, mais qu'il était « dans un effort de la raison pour atteindre à une vaste compréhension des choses ». Comme l'humanisme, le romantisme, effort de la nature humaine pour se grandir dans la nature spirituelle, est éternel — dans la mesure où l'est l'humanité —, car il est dans celle-ci la part de la libre nature, de l'imagination, du sentiment, la revendication de la personne humaine et sa libre manifestation.

PRÉ-ROMANTISME ET ROMANTISME. — Ce grand mouvement de pensée s'est produit avant le romantisme pro-

prement dit. Il a été ce qu'on a appelé : le pré-romantisme.

Il a été l'œuvre des « philosophes » du XVIII^e siècle. Il avait eu ses précurseurs dans Fénelon, La Bruyère, Vauhan, Fontenelle et les cartésiens. Sa première manifestation avait été sur le terrain de l'art dans la « Querelle des Anciens et des Modernes ». Celle-ci avait ouvert le conflit qui aboutirait à 1789 sur le terrain social. Le pré-romantisme fut, dans tous les domaines de l'humain, le développement de cet esprit critique dont les premières formes littéraires avaient été dans Rabelais, La Boétie, Montaigne, et qui se transmittait par Gassendi et Descartes dans la philosophie. Il bouleversa toutes les conceptions de ce que M. Cresson a appelé « le fétichisme de la révélation ». Il jeta à bas tout l'échafaudage de la philosophie scolastique, tant dans les spéculations métaphysiques que dans les sciences naturelles, et tous ses dogmes, toutes ses disciplines arbitraires. Il appartenait au romantisme proprement dit d'en recoller les morceaux.

Ce romantisme proprement dit ne vint qu'après la Révolution. Il devait être son couronnement, le libre épanouissement de l'humain affranchi du passé et portant tous les espoirs de l'avenir. Il fut un avortement. Non seulement il ne sut pas défendre et maintenir les courants dont il était issu, mais il les combattit, et rarement de front, par les moyens obliques d'un catholicisme qu'il contribua à restaurer. Le romantisme, réduit au « libéralisme en littérature » et à la « liberté dans l'art », devint une boutique où l'art et la littérature furent de moins en moins révolutionnaires, de plus en plus bourgeois, comme le libéralisme devint de plus en plus le parti politique du conservatisme social. Il a fait de la liberté une nouvelle grue qui a rejoint au ciel métaphysique Dieu, la Patrie et la Fraternité universelle.

A quoi tient l'avortement du romantisme ? Il a deux causes principales : l'insuffisance de sa préparation scientifique devant la nouvelle situation économique créée par le machinisme, et son impuissance à opposer de nouvelles notions morales aux assauts d'un individualisme de plus en plus dépourvu de scrupules. Le pré-romantisme était né d'un besoin de vérité et de liberté d'autant plus impérieux qu'il ne se basait pas sur des réalités concrètes et ne savait pas où il allait. Il voyait ce qu'il pouvait démolir mais non ce qu'il aurait à construire contre l'ignorance et la sottise mondifiées par delà leurs formules. Les Copernic, Képler, Galilée, Descartes, Newton, Christophe Colomb, Vasco de Gama, Magellan, avaient apporté une autre conception du monde que celle du temps d'Hérodote. Les conciles de papimanes étaient devenus impuissants à empêcher la Terre de tourner autour du Soleil. Dans le domaine sentimental on avait assez de consignes qui étouffaient toutes les tendances naturelles de l'homme et contraignaient ses mœurs au nom de l'hypocrite morale des tartufes maquillées en « honnêtes gens ». Il semblait que pour changer le monde on n'avait plus qu'à souffler sur tous les vieux phantasmes, comme il semblait au peuple qu'il n'avait qu'à brûler les châteaux pour abattre la tyrannie. On ne paraissait pas se rendre compte qu'il fallait forger tout un ordre nouveau en coordonnant les connaissances et les aspirations nouvelles.

La première manifestation de l'esprit romantique fut dans le besoin de retrouver la nature, de s'évader des conventions et de leurs réalités malpropres et tyranniques, de respirer un air plus pur et de goûter la liberté. On commençait à voyager. On désirait voir une nature plus libre, d'autres hommes dont parlaient des relations de voyageurs. Mais on craignait d'aborder l'inconnu, on était effrayé par les glaciers, les torrents, les précipices aperçus de loin, du bas des montagnes, des prés et des lacs où l'on promenait une ré-

verie nostalgique. Vers 1730, l'anglais John Spence disait : « J'aimerais beaucoup les Alpes s'il n'y avait pas les montagnes ». Il préludait à ce snobisme qui ne les aime aujourd'hui que parce qu'il y retrouve ses coiffeurs, ses danseurs mondains, ses gigolos de palaces et de casinos, sa T. S. F. et tous les éléments de sa vie abrutissante. Le lyrisme romantique, tout artificiel, s'exalta d'autant plus devant la montagne qu'il la connaissait moins. Elle lui parut le refuge de toutes les vertus humaines, dans les villages bienheureux de ses vallées. La pureté primitive des âmes devait y égaler celle des sommets et l'oppression devait y être inconnue des hommes fiers et hardis pour qui les cimes étaient les « forteresses de la liberté ». (Schiller : *Göttergatte*).

Le paysage romanesque anglais fut le premier décor du romantisme ; il en fut aussi la première expression. Aux grands parcs, on ajouta des cascades, des rochers, des ruines, des grottes, des souterrains, des tombeaux plus ou moins truqués qui rappellèrent le moyen-âge. Dans ce milieu se développa le deuxième aspect du romantisme, la rêverie, la mélancolie, le « vague à l'âme » né de l'insatisfaction de l'être, qui deviendrait le « mal du siècle » dans le conflit de plus en plus aigu entre le rêve et la réalité. Par réaction sentimentale contre la sécheresse de l'esprit d'analyse du XVIII^e siècle et son insupportable insincérité, ce fut un débordement de passion et aussi de désolation et de désespérance. Une littérature romanesque en sortit qui fut le produit d'un matagrabilisme de plus en plus morbide.

Quand Goethe publia *Werther*, en 1774, et introduisit le suicide romantique dans la littérature, il ne fit, comme il le dit lui-même, que « manifester les rêves pénibles d'une jeunesse malade, se faire l'écho, l'expression d'un sentiment universel ». Il n'avait très probablement pas lu *Werther* cet « anant inconnu » qui vint se tuer près du tombeau de Rousseau, à Ermenonville, et inaugura ainsi la longue série des suicides dont la mode ferait une véritable épidémie quand elle passerait, après 1830, chez les clercs de notaires et les garçons de boutiques provinciaux. Rabelais aurait dit que le monde était devenu « marmiteux », c'est-à-dire triste par affectation. Aussi, est-ce à tort qu'on a reproché au romantisme littéraire d'avoir provoqué les excès des meurs de son temps. Comme toutes les modes littéraires, le romantisme n'a été que le reflet des idées et des coutumes. Remy de Gourmont a écrit fort justement qu'il « ne fut pas seulement un mode de littérature, mais encore, et surtout, un mode de sensibilité ». Ce mode de sensibilité était dans l'air, depuis le milieu du XVIII^e siècle, et il n'était pas particulier à un pays ; il était européen. Le romantisme a été européen. Il a été « un de ces vastes mouvements, ou, si l'on veut, de ces remous de profondeur, où il semble qu'il n'y ait pas un flot qui pousse l'autre, mais un ébranlement de toute la masse ». (Daniel Mornet.) Le romantisme fatal sembla porter le deuil de la vieille société avant qu'elle fût écroulée. N'ayant pas assez de foi, d'enthousiasme et surtout de volonté d'action révolutionnaire, crevant d'ennui, il s'abandonna au « mal de vivre », à tous ses relâchements et à toutes ses capitulations. Mais cet ennui voulut se donner un air viril en saluant la « beauté du geste », du geste négatif ; ce déserteur de la lutte pour la liberté se posa en aristocrate en se renfermant dans « l'art pour l'art ». Le mal de vivre fut général, dans Goethe (*Werther*), dans Jean-Paul (*Siebenkäs*), dans Foscolo (*Jacopo Ortis*), dans Byron (*Manfred*) et dans les œuvres françaises qui suivirent *René* et *Obermann* : *Adolphe*, de B. Constant, *Chatterton*, d'A. de Vigny, *Joseph Delorme*, de Sainte-Beuve, *Lélia*, de G. Sand, *Arthur*, d'Ulrich Guttinguer, etc...

Peu à peu, cette réaction sentimentale poussa l'in-

dividu à une introspection de plus en plus malade, à une panique du « conscient » devant l'envahissement de « l'inconscient » à une obnubilation progressive du sens de l'humain et du collectif pour ne considérer que le « moi » et arriver à « l'état d'âme » du « héros » romantique, de l'individu centre du monde, désespéré de ne pouvoir résoudre les « énigmes de l'univers » et commander à leurs phénomènes. On maudissait la vie, la « cuisine ignoble et fade » des basses réalités qu'elle imposait à des âmes épris d'idéal. Pour rien au monde, un Chateaubriand, comblé de tous les dons, n'aurait voulu se déclarer heureux ; il se serait cru déshonoré s'il eût fait paraître une âme sereine. Le « volcanisme » grondait dans toutes les poitrines. On rugissait : « Enfer et damnation ! » On eût voulu cracher du feu, lancer des éclairs et copuler avec le diable, comme dans l'opéra de Meyerbeer.

Aussi, le premier décor romantique ne suffit-il plus, bientôt, à l'imagination, même en y ajoutant les Alpes vues à distance, des rives du Léman où le snobisme faisait accourir les admirateurs de la *Nouvelle Héloïse*. On y ajouta toute la fantasmagorie moyenâgeuse, d'une part. D'autre part, l'exotisme apporta un décor et une forme de sensibilité nouveaux, l'engouement pour les paysages des îles lointaines, des pampas américaines, et pour le sauvage dont les qualités primitives étaient perdues pour le civilisé. C'est Lahontan qui semble avoir fourni, dans ses *Dialogues* rapportés d'Amérique et publiés au commencement du XVIII^e siècle, le type du « sauvage de bon sens ». Il a incontestablement inspiré l'exotisme de Marmontel, de B. de Saint-Pierre et de toute une série de romans, les *Azakis* et les *Célaris* qui affinèrent jusqu'à l'écoeurement les images du « bon sauvage » aimant, fidèle, chevaleresque et pacifique. Chateaubriand lui-même a pris dans Lahontan son personnage d'Adario des *Natchez*. Il est non moins incontestable que l'œuvre de Lahontan contient la substance de tout ce qu'écrivirent sur les rapports de l'homme et de la nature en conflit avec la civilisation, Rousseau, Voltaire, Diderot, Mably, etc. L'exotisme produirait le goût de l'orientalisme qui serait le dada des romantiques de 1830. Plus exact que l'exotisme, l'orientalisme serait enrichi par l'observation directe que rapporteraient de leurs voyages Musset, G. Sand, Mérimée, Th. Gautier, Gérard de Nerval, Flaubert, pour arriver ensuite à la vérité psychologique et documentaire des romans de M^{me} Judith Gautier sur l'Extrême-Orient.

En fait, les pré-romantiques, et après eux les romantiques, ne furent que très peu des « hommes de la nature ». Leurs impressions furent plus imaginées que réelles. Ils ne demandèrent à la nature qu'un brillant décor pour leur virtuosité sentimentale. L'exotisme et l'orientalisme abondèrent en clichés. Il faudrait attendre le naturalisme pour qu'on aimât et qu'on étudiât réellement la nature. Jusque là, il n'y eut guère qu'un Rousseau pour y transporter ses « rêveries d'un promeneur solitaire », un Senancour pour entretenir sa mélancolie dans « la permanence silencieuse des cimes », un Walter Scott pour en décrire la vraie poésie, et les poètes *littérates* pour y puiser véritablement le réconfort de l'âme.

Si artificiel, et parfois si niais, qu'il pu être le nouveau culte de la nature, il ne manquait pas d'avoir un motif profond dans le besoin de transformation sociale. En attendant les actes révolutionnaires, les esprits se nourrissaient d'un idéalisme de plus en plus exalté qui faisait monter la température romantique. Rousseau lui communiquait toute sa puissance explosive en niant la nécessité de la raison dans la direction des mobiles humains et en remettant cette direction à la seule loi du sentiment, guide infailible par lequel le cœur devait commander le cerveau. C'était le renversement total de la métaphysique sociale du vieux monde. C'était l'anarchisme auquel il ne manquait que de faire une place à

la raison afin d'équilibrer les facultés du cœur et du cerveau, du sentiment et de l'esprit, pour le rendre capable d'enfanter un monde nouveau où l'homme serait véritablement « la conscience de la nature ». Cette exaltation de l'homme dans la nature tendait à établir l'égalité entre les individus et non à susciter l'individualisme orgueilleux, bouffi de mégalomanie toujours insatisfaite que le romantisme produirait.

Aussi, y a-t-il un abîme entre un Rousseau et un Chateaubriand. L'un représente l'optimisme pré-romantique faisant confiance à la bonté foncière de l'homme. L'autre est l'image du pessimisme romantique ayant décidé que tout est mauvais dans la vie et aboutissant au suicide. L'un rêvait de liberté, d'égalité, de fraternité ; l'autre, dévoré d'aristocratie s'abandonnerait au culte de la force. Ce fut Chateaubriand qui créa le héros romantique, le cabotin parfois génial, mais le plus souvent sot, ridicule et malfaisant, celui dont *Sucy* disait, à propos de Bonaparte : « Je ne lui connais pas de point d'arrêt autre que le trône ou l'échafaud ». Si le pré-romantisme avait entretenu le « mal du siècle », l'ennui, la lassitude de vivre, on doit au romantisme, depuis Chateaubriand, le besoin de « paraître ». (Voir ce mot.) C'est à l'auteur de *René* qu'on doit le type du dominateur, du dictateur, de « l'homme d'exception dont les défauts sont plus beaux que les vertus des autres, les misères plus délicieuses que tous les bonheurs de ceux qui ne sont pas lui. C'est lui (Chateaubriand) qui a donné aux romantiques ce goût tenace d'occuper le monde d'eux-mêmes, l'illusion d'être le centre de l'univers. » (Daniel Mornet.) Napoléon pouvait venir ; Chateaubriand préparait la drogue littéraire, le sortilège qui érigerait le bandit en héros.

Grâce à Napoléon, le romantisme a inauguré le « beau » dans le crime de la guerre. C'est ce Napoléon qui disait, devant le champ de bataille de La Moskova où 90.000 hommes étaient morts ou blessés, devant ce charnier où râlaient les mourants dans le sang, la boue et la puanteur : « Je ne le croyais pas si *beau* !... » C'est cette sorte de romantisme que M. Robert de Flers, académicien du *Figaro*, magnifiait quand il écrivait : « Le sommet de l'idéal romantique ne doit-il pas être placé à l'instant où celui qui avait dominé le monde mourut sur le rocher de Sainte-Hélène ? » C'est pour cela qu'on est toujours romantiquement « fier d'être Français quand on regarde la colonne » !... Napoléon n'en fut pas moins — lui aussi — un romantique sentimental. Ugolin ne pleurerait-il pas quand il dévorait ses enfants ? Comme tous ses contemporains, Bonaparte, avant d'être Napoléon, s'était « livré aux désirs et aux palpitations de son cœur sur des bancs argentés par l'astre des amours ». Il a raconté cela dans un simili-roman intitulé *Clisson et Eugénie* où l'on peut lire encore ceci : « Il est d'autres sentiments que celui de la guerre, d'autres penchants que la destruction. Le talent de nourrir les hommes, de les élever, de les rendre heureux, vaut bien celui de les détruire ». Le sinistre cabotin n'avait pas encore découvert la « beauté » des champs de bataille.

L'abîme n'est pas moins grand entre le spiritualisme d'un Rousseau, adorateur de l'Être Suprême, du Grand Architecte, du Grand Horloger qui a fait le monde et accroché le balancier des harmonies de la nature, et celui d'un Chateaubriand, restaurateur du catholicisme. Certes, la théorie des harmonies était bien puérile, surtout vue dans des ouvrages comme les *Etudes de la nature*, de B. de Saint-Pierre. La divinité qui y présidait n'était pas très subversive et Voltaire l'amendait encore en disant : « Il faut une religion pour le peuple ». Mirabeau ajouterait : « Dieu est aussi nécessaire au peuple français que la liberté », et Robespierre dresserait le culte de l'Être Suprême contre les athées anarchistes et communistes voulant que la nature fût bonne pour tous les hommes. Les étranglements de la Révolution

n'auraient plus qu'à adjoindre à la religion le droit de propriété pour faire sombrer la liberté sous ses deux négations fondamentales : Dieu et l'Etat. Malgré ce, Rousseau demeura un ferment de désordre, puisqu'il repoussait les disciplines catholiques. Son naturisme et son panthéisme étaient à l'antipode du *Génie du Christianisme* : ils étaient hérétiques aux yeux de l'Eglise et, si elle n'osait envoyer Rousseau au bûcher en même temps que La Barre, elle brûlait ses livres, le *Contrat Social* et l'*Emile*. La religion du cœur ne pouvait être confondue avec celle des dogmes, quelle que fût l'habileté des casuistes du néo-catholicisme alors naissant. Il y avait entre eux le bûcher, ce bûcher que l'Espagne rallumerait en 1823, grâce à la « glorieuse » victoire française du Trocadéro.

Le spiritualisme de Chateaubriand fut l'esprit du catholicisme rétabli dans sa malveillance temporelle et sa puissance sociale, dans les formes concordataires de collaboration avec le pouvoir. Chateaubriand et le romantisme aidèrent à réencapuciner la France. Jusqu'en 1830, le romantisme fut monarchiste et catholique, en réaction flagrante avec la pensée et l'œuvre pré-romantique et révolutionnaire. Il subit cette attraction psychologique qu'Oscar Wilde a constatée ainsi : « Partout où se produit un mouvement romantique en art, là, d'une façon et sous une forme quelconque, se trouve Christ ou l'Âme du Christ ». Par le caractère imaginaire de sa nature, le Christ est « le centre palpitant du romantique ». (O. Wilde : *De Profundis*.) Après la Révolution de 1830, les romantiques ne devinrent fondeurs que politiquement, et Baudelaire a pu observer ceci : « Si la Restauration s'était régulièrement développée dans la gloire, le Romantisme ne se serait pas séparé de la royauté ; et cette secte nouvelle, qui professait un égal mépris pour l'opposition politique modérée, pour la peinture de Delaroche ou la poésie de Delavigne, et pour le roi qui présidait au développement du juste milieu, n'aurait pas trouvé de raison d'exister ». (Baudelaire : *l'Art romantique*). L'intérêt personnel des romantiques, qui affectaient si superbement d'autre part leur détachement de « l'utilitarisme » au nom de la doctrine de « l'art pour l'art », leur faisait favoriser le « voltairianisme » bourgeois du « roi-parapluie ». Ce voltairianisme qui plongeait l'homme dans un bain de religiosité vague, d'humanitarisme émollient, rendrait les travailleurs incapables d'énergie et d'organisation devant les fusilleurs de l'Ordre.

En 1869, Flaubert écrivait à Michelet : « Je crois qu'une partie de nos maux viennent du néo-catholicisme républicain. J'ai relevé dans les prétendus hommes de progrès, à commencer par Saint-Simon et à finir par Proudhon, les plus étranges citations. Tous partent de la révélation religieuse ». Ce néo-catholicisme républicain s'était développé grâce à la bourgeoisie romantique et voltairienne arrivée au pouvoir et qui avait fait la loi Falloux sous la République de 1848. La même année 1869, Michelet avait écrit dans sa préface à son *Histoire de France* : « En juillet (1830), l'Eglise se trouva désertée. Aucun libre-penseur n'aurait douté alors que la prophétie de Montesquieu sur la mort du catholicisme ne dût bientôt être accomplie ». Mais, ajoutait-il, « le choléra moral qui suivit si près juillet fut le désillusionnement, la perte des hautes espérances ».

L'ART POUR L'ART. — Durant le règne de Louis Philippe, les romantiques s'enlisèrent dans l'égoïsme social, dans l'amoralisme béat de « l'art pour l'art » dressé contre l'« utilitarisme » par l'artiste superbement indifférent à l'origine de la fortune assurant son « indépendance » et aux calamités publiques : guerres, choléra, banqueroutes, crises économiques ne l'atteignant pas personnellement.

« L'art pour l'art » fut le cheval de bataille des romantiques de 1830 ; ce fut leur grande faiblesse et ce fut le mal qu'ils transmissèrent à la littérature. Depuis, dans toutes les écoles littéraires, il a été le masque le plus hypocrite de l'égoïsme individuel et du mufisme. Il continue à stériliser l'art, à le tenir hors de la vie comme il a fait du romantisme après l'avoir vidé de tout véritable lyrisme, jaillissement spontané de l'être intime qui est celui de la nature tout entière, après l'avoir fait se recroqueviller dans cette psychologie spéciale qui entretient l'égotisme exagéré, le besoin effréné chez l'individu de « paraître », de poser pour sa statue, tels Chateaubriand sur son rocher, Th. Gautier dans son gilet rouge, G. Sand et toutes les « muses » du temps écrivant le roman de leurs amours avec de grands ou de petits hommes. Le lyrisme romantique ne fut plus que conventionnel, dépourvu de toute sincérité. Il fut un immense « cliqué ». Dès lors, il importa peu qu'au point de vue des règles, de la forme, le romantisme nous fit « repasser de l'abstraction à la poésie », puisque sa poésie était aussi fausse que l'abstraction, et que « quoiqu'il ait pu sembler d'abord faciliter l'invention aux dépens de l'art, il ramène l'art à la place du mécanisme » (Lanson). Si cet art n'est pas plus vrai, plus sincère, plus humain que celui qu'il remplace, il ne fait que mettre un nouveau mécanisme à la place de l'ancien.

C'est chez Théophile Gautier que « l'art pour l'art » trouva sa théorie absolue, à savoir que l'art est indépendant, au-dessus de tout, qu'il est affranchi de l'utilité, de la morale, et même de la pensée et des idées ! La forme seule importe !... Ainsi, on repoussait Racine pour remonter à Rabelais, mais on s'arrêtait avec Bridoye. De Th. Gautier sont sorties les exagérations des « épateurs de bourgeois », des exhibitionnistes de l'immoralité, des excentriques de la « couleur locale » et des techniciens de l'impersonnalité qui semblent assister des hauteurs de Sirius à la mêlée humaine. Mais il n'est pas exact que, comme a dit M. Lanson, Th. Gautier a engendré Baudelaire. Ce qui fut attitude, parti-pris, excentricité chez Gautier, fut sensibilité aiguë et profonde du cœur, noblesse de l'âme chez Baudelaire. Son immoralité n'a nullement été du cynisme ; elle a été la juste révolte, on peut dire la révolte désespérée contre la cafardise bourgeoise qui l'accabla toute sa vie et en fit un paria jusque dans ses plus proches et plus chères affections. Ses *Lettres à sa mère*, publiées dernièrement, en apportent un témoignage particulièrement émouvant. On est bien loin du romantisme devant une pareille douleur. Parce qu'il fut le plus douloureux des hommes, il fut, contrairement à Gautier, le plus lyrique des poètes. Si son œuvre est dans sa forme d'une beauté indépassée, si elle est aussi « coruscante » que des *Émaux et Camées*, elle n'est pas un étalage de pierreries pour éblouir les nouveaux riches, ni un feu d'artifices pour ébahir les badauds ; elle est pétrie de pensée, nourrie de méditation, elle jaillit et saigne d'une âme ulcérée qui porta en elle toute la douleur du monde et n'eut pas la consolation d'être celle d'un dieu. Baudelaire, penseur et précurseur, dont le génie critique eut si souvent l'intuition de vérités auxquelles les romantiques restèrent fermés, les jugeait ainsi et, avec eux, les théories de « l'art pour l'art » : « Certainement, il y aurait injustice à nier les services qu'a rendus l'école dite romantique. Elle nous rappela à la vérité de l'image, elle détruisit les poncifs académiques, et même, au point de vue supérieur de la linguistique, elle ne mérita pas les dédains dont l'ont iniquement couverte certains pédants impuissants. Mais, par son principe même, l'insurrection romantique était condamnée à une vie courte. La puérile utopie de l'école de l'art pour l'art, en excluant la morale, et souvent même la passion, était nécessairement stérile. Elle se mettait en flagrante contravention avec le génie de

l'humanité. Au nom des principes supérieurs qui constituent la vie universelle, nous avons le droit de la déclarer coupable d'hétérodoxie ». (*L'Art romantique*.) Il dit encore non moins nettement : « Congédier la passion et la raison, c'est tuer la littérature... Le goût immodéré de la forme pousse à des désordres monstrueux et inconnus. Absorbées par la passion féroce du beau, du drôle, du joli, du pittoresque, car il y a des degrés, les notions du juste et du vrai disparaissent. La passion frénétique de l'art est un chancre qui dévore le reste ; et, comme l'absence nette du juste et du vrai dans l'art équivaut à l'absence d'art, l'homme entier s'évanouit ». Et, prophétiquement, il ajoutait : « Le temps n'est pas loin où l'on comprendra que toute littérature qui se refuse à marcher fraternellement entre la science et la philosophie est une littérature homicide et suicide ». Michelet avait dit de son côté : « Je restai à bonne distance des doctrinaires, majestueux, stériles, et du grand torrent romantique de « l'art pour l'art ». J'étais un monde à moi ». Cette dernière phrase serait du plus parfait romantisme si l'on ne savait que ce « monde à moi » de Michelet s'étendait à toute « l'humanité qui se crée ».

Dans sa préface à *Mademoiselle de Maupin*, Th. Gautier s'est donné le plaisir facile de déshabiller et de fustiger comme il convenait les moralistes, espèce particulièrement malpropre de gens qui enseignent la vertu en fourrant avec délices leur groin dans toutes les ordures, et vitupèrent ceux qui rejettent toute hypocrisie pour vivre sainement et proprement. C'était ce que Stendhal appelait le *béguenisme* : « Art de s'offenser pour le compte des vertus qu'on n'a pas ». C'était ce que représentait magistralement un Pinard qui requerrait contre l'immoralité de *Madame Bovary* et qui était un collectionneur de cartes transparentes. Mais Th. Gautier s'est profondément fourvoyé lorsqu'il a voulu dégager l'art de toute promiscuité *utilitaire*, et il a apporté dans le débat plus de virtuosité que d'arguments, ne s'apercevant pas même, dans son ardeur, de ses propres contradictions. C'est ainsi qu'il écrivait : « Rien de ce qui est beau n'est indispensable à la vie... Il n'y a de vraiment beau que ce qui ne peut servir à rien ; tout ce qui est utile est laid, car c'est l'expression de quelque besoin, et ceux de l'homme sont ignobles et dégoûtants, comme sa pauvre et infirme nature. » Mais, en même temps, il expliquait qu'une nature comme la sienne avait besoin de l'art et que, parlant, il lui était utile ! Qu'avait donc la « nature » de Th. Gautier de plus que celle des autres hommes ? Cyrano de Bergerac aurait ajouté à notre question : « et que celle d'un chou ou d'un escargot ? ». C'était bien là l'effet de l'égoïsme romantique réduisant tout à soi-même. Comment s'étonner dès lors que Th. Gautier, comme tous les romantiques, ait montré une si complète ignorance de la question sociale ? Lui, comme eux, n'ont pas vu, dans leurs réponses contre les socialistes aussi sottes que celles des Prudhomme qu'ils vilipendaient, qu'il ne s'agissait pas de donner aux gens trop à manger, ni de les obliger à aller *s'évanger* à l'audition d'une symphonie ou à la vue d'un tableau, ni de leur faire respirer les parfums des lis et des roses quand ils *préféraient* l'odeur des latrines. Ces choses-là étaient trop des « goûts » de bourgeois pour qu'on ne les leur laissât pas. Ce dont il s'agissait, et qui dépassait les facultés de compréhension bourgeoise, c'était de permettre à tous les hommes de manger à leur faim, de goûter les joies de l'art quand elles les attiraient, d'échapper à l'odeur des latrines quand ils *préféraient* les parfums des lis et des roses. On doit aussi à Th. Gautier cette vieille facétie de « l'homme de progrès » portant une queue de quinze pieds de long avec un œil au bout, qu'il lançait contre les phalanstériens et qui fait toujours la joie des vieilles nouilles conservatrices dans les *Café du Commerce* de France. Th. Gautier n'en savait alors

pas plus que ces fossiles édentés qui usent aujourd'hui leur énergie salivaire contre un autre « œil », celui de Moscou !...

Proudhon n'eut que trop de raisons de railler les « blagues romantiques », au nom du *béda*, du *vrai*, de l'*utile* réunis, contre les écrivains « corrupteurs et corrompus ». Car « l'art pour l'art » n'empêcha pas qu'après 1830 : « On se rua en bas. Le roman, le théâtre éclatèrent en laideurs hardies. Le talent abondait, mais la brutalité grossière ; non pas l'orgie féconde des vieux cultes de la nature qui ont eu sa grandeur, mais un emportement voulu de matérialité stérile. Beaucoup d'enflure, et peu dessous ». Michelet, qui écrivait cela, salua en même temps, avec une ironie douloureuse, le retour et la fraternelle entente de la religion catholique et de la religion de la banque : « les capucini revenaient banquiers et industriels ». Il y eut peut-être de « l'art » dans cette entente toute romantique ; il y eut certainement, et surtout, du banditisme social.

Le romantisme signa sa propre déchéance en 1848, par son attitude anti-populaire. Il fit, alors, au socialisme et à la classe ouvrière la réponse cynique des rois de la Sainte Alliance à Robert Owen leur demandant de supprimer le paupérisme : « S'il n'y avait plus de pauvres, qui travailleraient pour nous ? ». Il fut d'autant plus odieux en France qu'il était arrivé à se dire républicain ! A l'étranger, où avaient persisté les formes aristocratiques de gouvernement, il n'eut pas à se montrer hypocrite ; il n'eut qu'à continuer à servir les princes, les nobles et le clergé.

Le romantisme, héritier infidèle de l'humanisme et du pré-romantisme a trahi ses origines et ses parentés les plus certaines. Il a livré aux « philistins » bourgeois la pensée et l'art qu'il devait défendre ; il a abandonné la cause révolutionnaire qui devait apporter la « liberté dans l'art » en même temps que dans l'humain. Les romantiques devaient être des réformateurs, sinon des chambardeurs ; ils n'ont été que des amuseurs. Ils voulaient être Hamlet, ils n'ont été que Polonius.

INFLUENCES ÉTRANGÈRES. — Le besoin général, européen, d'une nouvelle vie intellectuelle, morale, sociale qui se manifesta au XVIII^e siècle avait fait affluer les influences particulières aux différents pays pour la formation romantique. Les deux principales furent celles de l'Angleterre et de l'Allemagne. Celle de l'Angleterre, la plus importante, s'exerça la première et joua un grand rôle dans le pré-romantisme français. Ce pays avait déjà fait la moitié du chemin révolutionnaire ; son influence fut surtout politique et sociale. Celle de l'Allemagne, plus tardive, affecta le romantisme proprement dit. Elle fut plus de convention, de sentiment et d'art. L'Allemagne attendait la Révolution française pour se révéler à elle-même. Au moment où elle prit son élan, Napoléon l'arrêta comme il arrêta celui de la France et le romantisme révolutionnaire tourna au romantisme littéraire. L'Allemagne apporta à celui-ci un fond de légende moyenâgeuses fantastiques, hallucinantes et exagérément sentimentales. L'école romantique y trouva tout son bric à brac d'opéra et s'en contenta sans chercher à percer la pensée cachée. Elle ne comprit pas plus Goethe, Schiller et Beethoven qu'elle n'avait compris Shakespeare.

La France du XVIII^e siècle fut heureuse de s'adapter aux mœurs anglaises, plus libres que celles d'une étiquette imposée depuis deux siècles par les cages et les tartufes aux âmes et aux pieds aussi noirs que leur costume. De même, elle fit le meilleur accueil à une littérature qui échappait aux règles classiques, qui prenait plus d'aisance, en attendant que la vérité lyrique et dramatique la débarrassât des stupides conventions d'une antiquité coiffée de perruques frisées, habillée de

robes à paniers et madrigalisant suivant la mode des cours. Il ne s'agissait pas encore de tomber dans le ridicule qui consisterait, au nom de la liberté dans l'art, à déclarer mauvais tout ce qui était classique, de maudire Racine au nom de Shakespeare et de remplacer l'affectation précieuse par l'affectation du vulgaire; mais il s'agissait de faire d'Oreste un Grec et non un marquis de Mascarille ou un petit abbé, et de Camille une Romaine et non une Montespan ou une Maintenon. Dès 1750, Garrick et une troupe de comédiens anglais vinrent à Paris jouer des pièces de Shakespeare, le « barbare », comme l'appelait Voltaire resté littérairement classique. On ne le siffla pas, comme firent en 1822 les imbéciles protestataires contre l'art étranger, au nom de « l'honneur national ». Au contraire. En 1750, si on ne comprit pas Shakespeare, on l'applaudit, on le traduisit, plutôt mal, il est vrai, et le roi souscrivit pour l'édition de la traduction de Letourneur.

Le romantisme anglais redécouvrit les vieux poètes Chaucer et Spenser, et la littérature du temps d'Elisabeth. Il retrouva les vieilles ballades d'avant la domination anglo-saxonne, que peuplaient les lutins et les fées des forêts mystérieuses et des lacs ténébreux. Les poètes des lacs, appelés *lakistes*, ouvrirent la voie à Byron et à Walter Scott. L'influence de la poésie romantique anglaise fut très grande. Elle est la plus lyrique du romantisme. Non seulement la personnalité de l'auteur y domine ainsi que l'émotion et la passion, l'imagination et le sentiment, mais elle est le retour à « la spontanéité naïve des âmes simples, aux grands instincts de l'humanité, que la vie mondaine et sociale n'a réussi qu'à voiler, aux joies tranquilles et douces des humbles, à l'intérêt pour les petits parce qu'ils sont si naturellement humains ». (P. Berger : *Les préromantiques anglais*). Thomson (1700-1748), avait commencé l'évolution pré-romantique vers la nature avec ses *Saisons* (1730) qui furent traduites et répandues dans l'Europe entière, imitées en France par Saint Lambert (*Les Saisons*), Roucher (*Les Mois*), Delille (*Les Géorgiques*), et mises en musique par l'autrichien Jh. Haydn. Le même Thomson inaugura aussi la première forme romanesque, légendaire et allégorique dans son *Château de l'Indolence* où il imita Spenser. Avec Shenstone (1714-1763) et sa *Maitresse d'école*, ce fut le romantisme pittoresque, fantaisiste et humoristique de la vie villageoise. Young (1681-1765), dans ses *Nuits*, fut le premier interprète anglais de cette mélancolie qui deviendrait le « mal du siècle ». Celui-ci, avant de conduire Werther au suicide dans la fiction littéraire, y entraîna, dans la réalité, le poète Chatterton (1732-1770), qui se tua à dix-sept ans, après avoir commencé une œuvre légendaire curieuse par ses archaïsmes. Son histoire douloureuse fournit à A. de Vigny le sujet de l'œuvre la plus sincère et la plus pathétique du théâtre romantique. La note caractéristique de la poésie anglaise de l'époque fut apportée par Gray (1716-1771), avec son *Élégie dans un cimetière de campagne* (1751), et ses autres poèmes où il mêla la poésie des légendes à la sienne propre. Blair et Collins le précédèrent ou le suivirent dans la même voie. Mais la trompette romantique sonna surtout sur le nom d'Ossian, sorte d'Homère irlandais dont de vagues poèmes étaient demeurés depuis des siècles et dont l'œuvre prétendue fut brusquement révélée par Macpherson (1736-1796), sous le titre *Fingal* qui fut le monument de la perfection romantique jamais atteinte encore. *Fingal*, paru en 1762, fut répandu dans le monde entier, particulièrement en Allemagne, avec le nom d'Ossian et eut encore plus d'échos que les *Nuits* de Young. Le goût de l'archaïsme fut, après Chatterton, celui de Percy (1729-1811). Crabbe (1754-1832), fut plus réaliste et actuel. Son *Village*, paru en 1783, est une œuvre de révolte contre la société indifférente à la misère du peuple. Cowper (1731-1800), souffrant et sensible, fut d'un romantisme élégiaque et

d'un désespoir moins théâtral que celui de Byron. Burns (1759-1791), appelé le « Shakespeare de l'Ecosse », à la fois romantique et réaliste, fut le plus humain par l'expression autant que par le sentiment. Enfin, Blake (1757-1827), « contempteur de la Raison » et « apôtre de l'Absurde », commença le vrai romantisme littéraire avec sa sensibilité et ses exagérations.

Le romantisme anglais trouva sa plus pure expression chez les poètes *lakistes*, Wordsworth et Coleridge, que la gloire de Byron a trop fait oublier. Wordsworth (1770-1850), possédé de bonne heure par un véritable amour de la nature et de la liberté, fut plein d'enthousiasme pour la Révolution Française, jusqu'au jour où, comme son compatriote Southey, il eut la douleur de la voir sombrer sous Bonaparte. Réfugié dans les montagnes, au bord des lacs de Cumberland et de Westmbreland, guéri des héros sinon des hommes, il retrouva son optimisme humain qui se renforça dans l'amitié de Coleridge. Celui-ci (1772-1834), autre esprit enthousiaste de liberté, avait rêvé de fonder avec Southey un « refuge pour la vertu » qui aurait été appelé la *Pantisocratie* (pouvoir égal de tous). Il vint vivre près de Wordsworth et ils firent ensemble les *Ballades lyriques*, publiées en 1798. Autour d'eux se forma toute une société littéraire qui fut celle des *lakistes*, à laquelle appartinrent Walter Scott et Thomas de Quincey. Personne n'a montré mieux qu'eux combien la beauté est faite d'harmonie entre la nature et l'humain. Shelley (1792-1882), a été plus près d'eux que Byron.

Byron (1788-1822), fut le protagoniste le plus lyrique de l'héroïsme romantique, avec ses inquiétudes, ses aspirations idéales, ses élans fougueux, tout cela emporté, chaotique, sans équilibre de pensée et sans mesure. Il ne contribua pas peu à faire perdre la tête aux « Jeune France ». Une autre influence anglaise, bien moins heureuse, parce qu'elle n'eut pas l'excuse du génie, fut celle du roman qu'on a appelé « frénétique » et « noir », mélodramatique et fantastique, plein de récits de séductions, d'enlèvements, de substitutions d'enfants, de viols, de meurtres, d'emprisonnements, auxquels le satanisme, l'hypocrisie familiale et les vices ecclésiastiques apportèrent généralement leur mystère et leur horreur. Il se développa à côté des excentricités rabelaisiennes de Sterne (1713-1768), auteur de *Tristram Shandy* et du *Voyage sentimental*. Bien avant Walpole (1717-1797), auteur halluciné du *Château d'Otrante* (1767), qui est considéré comme le père du genre, Richardson (1689-1761), l'avait inauguré dans sa *Clarissa Harlowe* (1749), qui rencontra partout un succès inouï et ouvrit la voie d'une littérature de plus en plus indigne aux faiseurs du roman populaire. On doit à Richardson le type de Lovelace, sorte de Don Juan bourgeois. Lovelace a eu une postérité variée et monstrueuse. Lewis en a fait le personnage d'Ambrosio dans son roman *Le Moine*, un des plus célèbres du romantisme anglais, paru en 1897. Par Walpole et Beckford (1739-1844), celui-ci auteur de *Vathek*, le genre passa à Anna Radcliffe (1764-1823), auteur de la *Forêt de l'abbaye de Sainte-Claire*, des *Mystères du château d'Udolphe*, du *Confessionnal des pénitents noirs*, où la folie religieuse et les formes les plus imprévues du sadisme moineillant se livrent aux plus furieuses sarrabandes. Il fut continué par Maturin (1782-1824), avec son *Melmoth*, mistress Shelley (1797-1851), avec son *Frankenstein*, Lewis (1775-1818), avec *Le Moine*, et aboutit à Walter Scott (1771-1832), dont le talent de romancier est éclairé par un sentiment de la nature encore plus vrai que celui de Rousseau.

En France, en dehors de quelques spécimens spéciaux et mal connus, le roman frénétique sombra dans le moralisme ancillaire de Ducray-Duminil, corrigé par la polissonnerie égrillardes de Pigault-Lebrun et mis

en tirades théâtrales par Pixérécourt. Ils furent les pères du roman-feuilleton et du mélodrame qui ont fourni, depuis cent-vingt ans, à un nombre incalculable de Français, leur pâture morale et sentimentale. C'est à eux qu'on doit la réhabilitation du « bon Dieu » qui sentait un peu trop le soufre dans les romans anglais. L'influence de la littérature frénétique et noire fut telle sur les esprits que le jugement de Balzac lui-même en fut obnubilé au point qu'il admira les romans de M^{me} Radcliff, compara Lewis à Stendhal et plaça Maturin entre Molière et Goethe ! Il en subit une sorte d'envoûtement. Certains de ses premiers romans en sont de véritables imitations : le *Centenaire*, le *Vicaire des Ardennes*, *Argow le pirate*, *L'enfant maudit*, etc. Il alla même jusqu'à transposer *Céline*, *L'enfant du mystère*, de Pixérécourt, dans son *Héritière de Birague*. De son côté, V. Hugo a fait de son Claude Frollo une pâle réplique de l'Ambrosio du *Moine*. Il lui est inférieur dans le dévouement, l'expiation du damné, qui est la plus belle page du roman de Lewis. Byron, Walter Scott, Fenimore Cooper, eurent des influences nombreuses et plus ou moins heureuses sur le romantisme français. Il s'écarta par contre de celles de Wordworth, de Coleridge, de Shelley, qui eussent pu être plus bienfaisantes.

En se répandant dans les mœurs, le romantisme perdait en qualité et devenait de plus en plus vulgaire pour ne pas dire bas et crapuleux. C'est ainsi qu'en 1829, la société anglaise fut occupée à la fois par Byron et un nommé Burke, qui s'était établi fournisseur de cadavres pour les amphithéâtres des hôpitaux, et qui fabriquait des macchabées par l'assassinat quand la mort ordinaire ne lui en fournissait pas assez. La langue fut enrichie du verbe *burker* : « étouffer une personne pour livrer son corps aux chirurgiens ». La littérature s'empara de ce réalisme macabre pour alimenter le romantisme le plus imprévu. C'est alors que Thomas de Quincey écrivit son ouvrage : *De l'assassinat considéré comme un des Beaux Arts*, où il mêla une ironie digne de celle de Swift à ses observations de chroniqueur judiciaire d'un journal. Les « beaux assassinats » furent alors fréquents, par contagion romantique. La France compta comme illustration dans ce genre le poète-assassin Lacenaire, qu'on appela le « Manfred du ruisseau ». Il adressa au roi une ironique *Pétition d'un voleur à un roi, son voisin*, qui commençait ainsi :

« Sire, de grâce, écoutez-moi :
Je viens de sortir des galères...
Je suis voleur, vous êtes roi,
Agissons ensemble en bons frères. »

Continuant le parallèle gouaillieur, le voleur demandait successivement un emploi de sergent de ville, de préfet de police, de ministre, puis finalement la place du roi :

« Je suis fourbe, avare, méchant,
Ladre, impitoyable, rapace;
J'ai fait se pendre mon parent :
Sire, cédez-moi votre place ! »

Il fallait être déjà condamné à mort pour oser parler ainsi à un roi, même au roi-parapluie. Aussi cette condamnation et la guillotinerie ne suffirent pas à la vengeance de Louis Philippe que, de plus, la popularité de Lacenaire gênait, et il chercha à le faire passer pour encore plus criminel qu'il n'était par des récits mensongers répandus dans le public...

En Allemagne, Hegel a défini la philosophie du romantisme. Il l'a vu dans le développement de l'esprit, dans la recherche de l'homme lui-même, et non dans les formes plus ou moins conventionnelles du monde

sensible. Il l'a fait remonter ainsi à Socrate et aux stoïciens et il a, en particulier, dégagé le sentiment religieux de toutes les interprétations arbitraires de la scolastique et du clacisme qui l'a continuée, pour ne le voir que dans le panthéisme, le divin répandu dans l'univers tout entier. Il voyait l'individu guidé par ses passions et non plus par des conventions spirituelles et sociales qui avaient faussé sa vraie nature. C'était là la caractéristique des personnages de Shakespeare. Le romantisme se présentait ainsi comme la philosophie de l'humain harmonieusement uni par sa nature au divin universel, et pas du tout comme cette vicieuse du christianisme sur le paganisme dont Chateaubriand lui a donné les traits. Le même abîme qui sépare Chateaubriand du néo-christianisme de J.-J. Rousseau le sépare aussi de la philosophie de la nature d'Hegel.

L'interprétation hégélienne du romantisme avait eu son application littéraire et sociale dans le mouvement qu'on a appelé le *Sturm und Drang*. Ce mouvement correspondit en Allemagne au pré-romantisme français. Il fut la révolte de l'intelligence allemande étouffée depuis la Guerre de Trente ans sous des influences étrangères et sous des disciplines sociales oppressives. Ce fut le réveil de l'âme allemande et son effort vers le libre épanouissement de l'esprit et de l'être.

L'Allemagne possédait un lyrisme intrinsèque venu d'une âme collective qui plongeait ses racines dans la nuit des temps scandinavo-germaniques, dans les Eddas « chants ingénus qui sont l'émotion même jaillissant des profondeurs de l'humanité », (Ph. Chasles), et sont dépouillés de tout didactisme. C'est dans ces chants que Luther avait trouvé l'âme de la Réforme. Rejetés par cette dernière, devenue religion d'Etat et d'oppression, ils restèrent vivants dans les mémoires populaires demeurées primitives, avec toutes leurs légendes, leurs rêves, leur sentimentalisme et leur fantastique. C'est d'eux que sortit, encore plus émouvante et plus complète que la poésie des mots, l'expression la plus magnifique et la plus variée du lyrisme allemand dans toutes les formes de la musique, de Bach à Haydn, à Mozart, à Beethoven, à Schumann, à Schubert, à Weber, en attendant que se fût formée la langue littéraire qui serait celle de Klopstock, Lessing, Wieland, et que le pré-romantisme allemand trouvât ses maîtres dans Herder, Goethe, Schiller et Jean-Paul Richter, qui créèrent le vrai classicisme allemand. Herder avait dépouillé la philosophie allemande des bandelettes scolastiques et lui avait ouvert les yeux sur l'humanité. Goethe apporta à la pensée universelle le plus parfait équilibre de puissance, de grandeur et de beauté. Schiller lui communiqua les plus enthousiastes et les plus généreux élans. Jean-Paul Richter fut un Rabelais allemand par sa truculence sinon par sa philosophie déjà atteinte du « mal romantique », mal particulièrement allemand.

Durant la période d'étouffement de la pensée allemande, c'est à peine si l'esprit populaire avait pu tenter de se manifester dans le *Simplexissimus* de Grimmelshausen, au XVII^e siècle. Ce furent Bodmer et Breitinger qui commencèrent, dans le milieu du XVIII^e, par leur querelle contre Gottsched, l'œuvre de libération qu'on appelait *Sturm und Drang* — ouragan et emportement — d'après le titre d'une pièce de Klinger, parue en 1776. Ce fut un mouvement d'esprit largement naturaliste et humain, très nettement social en même temps que littéraire; tout un groupe de jeunes poètes, parmi lesquels Klinger, Lenz, Wagner, Müller, etc., y participèrent. Mais avant, Goethe avait commencé, dès 1771, cette « période de l'assaut et de l'irruption » dans laquelle il apporta, pendant ses quatre années de Francfort, un véritable renouvellement de la littérature allemande. Ce furent *Goetz de Berlichingen*, *Werther*, la première conception de *Faust*, et de magnifiques *Lieder*, où toute la vieille poésie populaire

jaillit de nouveau comme une source pure. *Clavigo* et *Stella* furent du même esprit avant que Goethe, éduqué par les faveurs princières, commençât sa vie « olympienne » de Weimar. Après que Klinger eut donné son autre drame, *les Escrocs* (1780), Schiller fit un début impétueux avec *les Brigands* (1781). Il continua avec la *Conjuration de Fiesque*, dans laquelle il se montra ardent républicain, avec *Intrigue et amour* (1785), et ses poésies lyriques, parmi lesquelles cette *Ode à la Joie*, dont Beethoven fit l'admirable chant de sa *Neuvième Symphonie*. Après, Schiller rejoignit Goethe dans les régions olympiennes. La même année qui avait vu *Intrigue et amour*, parut *Ardinghello* ou *les Iles bienheureuses*, de Heine. Ce furent les dernières manifestations du *Sturm und Drang*.

L'influence de ce mouvement aurait pu être beaucoup plus marquante et décisive sans la catastrophe napoléonienne qui frappa l'Allemagne encore plus que tout autre pays. Les élans généreux inspirés des sentiments de liberté et de fraternité humaine, les études philosophiques continuant l'œuvre de l'esprit critique du XVIII^e siècle, auraient pu se développer largement, avec plus d'universalité, si l'Allemagne n'avait pas été obligée de rentrer en elle-même, de se découvrir nationale et d'opposer à l'impérialisme d'un insane aventurier une résistance qui la conduirait aux plus démentes manifestations du culte de la force. Mais au temps où l'esprit du *Sturm und Drang* animait l'Allemagne, il faisait mériter à Schiller, comme à Anacharsis Clootz, à Campe, à Pestalozzi, à Klopstock, le titre de « citoyen français » que la Convention leur décernait le 26 août 1792. Ils étaient légion les Allemands que la Révolution Française avait enthousiasmés et qui virent leurs espoirs douloureusement brisés par la mégalomanie napoléonienne. Campe se retira dans la solitude; Beethoven déchira avec fureur la dédicace de sa *Symphonie Héroïque* à Bonaparte, en qui il avait vu un héros et qui n'était « qu'un empereur » ! Fichte protesta contre « l'insupportable crime »; il convia l'Allemagne à recueillir l'héritage révolutionnaire rené par la France et à se faire le « héraut de la liberté ».

Le romantisme allemand se forma au milieu des troubles, des déceptions, des colères et des misères soulevées par Napoléon. Il ne fit pas la révolution allemande espérée; il consolida la puissance princière et ecclésiastique, il fit œuvre de régression sociale comme il fit en France. Il ne sut même pas s'inspirer de la sereine harmonie de la pensée, de l'art et de la vie que Goethe avait réalisée. Le besoin de s'évader de plus en plus de la réalité lui fit prendre les formes littéraires et artistiques spéciales de l'abus du gothique, du bizarre, du fantastique, du merveilleux, de tout ce qui a fait le « mal romantique ». Jean-Paul Richter avait, un des premiers, exprimé ce mal dans ses *Papiers du diable*. Il en corrigea quelque peu l'expression dans ses autres œuvres : *la Loge invisible*, *Hesperus*, *le Titan*, *Nirchikus* et *Schmetzle*, sorte de Panurge; il n'en fut pas moins le père du romantisme allemand. Ce qui ne fut qu'inquiétude et bizarrerie chez lui devint désespoir et démente chez ses successeurs. A côté de Jean-Paul Richter, Werner (1768-1823), apporta les mêmes tourments de l'esprit au théâtre. Son œuvre est agitée comme le fut sa vie, et son drame, *Martin Luther* (1807), est d'un romantisme caractéristique que Stendhal a fort bien analysé.

La forme du conte fut plus particulièrement favorable à la floraison du romantisme littéraire allemand, nourri des vieux conteurs millénaires adaptés d'abord par les fabliaux français, puis par les Italiens et les Espagnols, de Boccace à Cervantès, jusqu'aux romans du XVIII^e siècle répandus par les « Cabinets de fées » et autres bibliothèques. L'Allemagne eut sa « Bibliothèque des romans » à partir de 1778. Les contes de Goethe furent les heureux modèles qui favorisèrent le genre.

Tieck et Novalis le continuèrent. Ils apportèrent la poésie dans la littérature narrative, s'appliquant à exprimer le mystère de l'âme pénétrée de merveilleux, de puissance occulte puisée dans tout ce que la nature cache ou semble cacher pour le soustraire à la réalité perceptible. C'était là le caractère du conte défini par Goethe et par Novalis. Ils n'admettaient la réalité que dans ce qu'elle avait d'inouï, dans ce que l'imagination n'avait pas arrangé pour donner à penser que cela était arrivé. Le romantisme leur doit ce symbolisme qui le reliera par la suite à l'école symbolique. Baudelaire et Gérard de Nerval en seront particulièrement influencés. L'influence de Novalis, de son *Ofterdingen* en particulier, fut considérable sur le romantisme, et encore plus celle de Tieck, fantastique et terrifiant, bouleversant les événements humains.

A côté de ces conteurs, le groupe d'Heidelberg, avec Brentano (1778-1842) et Arnim (1781-1831), fut plus près de l'esprit populaire, sans abandonner le merveilleux. Brentano avait trouvé dans le monde de la fantaisie un refuge au-dessus de la « mare aux grenouilles » de la réalité souvent trop douloureuse pour lui; il manifesta par la suite un cléricisme effréné. Les grenouilles l'avaient pris et entraîné au fond de la mare. Arnim a fait figure de mystificateur par l'étrangeté de son mysticisme. Fouqué (1777-1843) apporta le goût des mythes et des légendes nordiques qui inspirèrent le romantisme symbolique de Richard Wagner. La dualité de l'*Ondine*, de Fouqué, se trouve chez la plupart des héroïnes wagnériennes. Chamisso (1781-1838), auteur de *Pierre Schlemihl*, ne montra qu'une inquiétude tempérée, voulant se distraire par un récit d'une fantaisie agréable. Frédéric de Schlegel (1772-1829), développa dans son roman *Lucinde* (1799), la note épicurienne d'un sensualisme élevé, guidé par le culte du beau, qui a été reprise avec plus de démonstration théorique par Stuart Mill dans son livre *l'Utilitarisme* (1864). Schlegel, qui mit ses idées en pratique et fut imité par plusieurs romantiques, fut soutenu par le prédicateur Schleiermacher dans ses *Lettres sur la Lucinde* (1801).

C'est surtout à l'Allemagne qu'on doit le fantastique du romantisme. Les Aloysius Bertrand et tous les « frénétiques » français ne sont que de bien pâles illusionnistes, des démoniaques bien innocents à côté de ceux que couvèrent les « cabarets enfumés » où Brander et ses compagnons se « rougissaient la trogne ». Henri Heine a remarqué à ce sujet : « Une démente française est loin d'être aussi folle qu'une démente allemande, car dans celle-ci, comme dit Polonius, il y a de la méthode ». Un Auguste Bürger (1747-1794) avait tiré un parti remarquable, dans ses célèbres *Ballades*, des vieilles légendes dramatiques populaires qu'il avait ranimées par la vivacité de ses propres passions. Un Eichendorff (1788-1857) réalisa un fantastique de bon ton, tout à fait moral et apaisant pour les familles, dans ses *Pages de la vie d'un vaurien* (1826); mais un Hoffmann (1776-1822) produisit le fantastique le plus allemand. Il fut conteur, dessinateur, musicien et eut une vie d'aventure le plus souvent semée de misère qui le poussa à l'abus des liqueurs fortes. Il en arriva à ne plus pouvoir travailler qu'en état d'ivresse. Son imagination était alors délirante, peuplée d'êtres diaboliques, en proie à la terreur, à des hallucinations, mais d'un caractère tout personnel. Le fantastique hoffmannesque montre une telle sensibilité qu'il fait participer l'humain à l'étrange, qu'il fait de celui-ci l'essence, le jaillissement de celui-là, alors qu'il n'est ailleurs qu'un procédé d'un merveilleux étranger à la nature humaine. C'est ainsi qu'Hoffmann fut parmi les romantiques un des plus véritablement lyriques. Il est le conteur qui a le mieux connu et utilisé les sciences psychiques qui transportent l'imagination dans le « monde invisible ». Le succès d'Hoffmann, en France,

fut très grand à partir de 1823, malgré l'insuffisance de la traduction Loève-Weimars. Des critiques revenus d'Allemagne le firent connaître. Il avait été déjà exploité par Latouche, qui avait traduit et publié sa *M^{re} de Scudéry* sous le titre d'*Olivier Brasseur*, et par Jean Cohen, qui traduisait les *Élixirs du Diable* en leur donnant comme auteur un nommé Spindler. Hoffmann influença Musset, G. Sand, Balzac. Plusieurs œuvres de ces deux derniers portent la marque hoffmannesque. Celles de Th. Gautier, G. de Nerval et Mérimée encore plus. La mode fut à Hoffmann et, bien entendu, A. Dumas y trouva une mine où travaillèrent ses nombreux « nègres ».

Le succès d'Edgar Poe (1809-1849) arrêta la vogue d'Hoffmann. Mais nous arrivons à l'époque plus réfléchie, influencée par le naturalisme, du symbolisme dont Poe allait être un inspirateur, grâce à Baudelaire, qui traduisait ses œuvres et refléta son esprit. Poe fut un des plus grands artistes du romantisme littéraire. Intelligence supérieurement douée, caractère enthousiaste, généreux et révolté, il voulut, à dix-huit ans, se battre pour la Grèce, comme Byron, puis pour la Pologne. Malgré un travail acharné, il fut pauvre toute sa vie, victime des convenances anglo-américaines qui n'admettent pas l'indépendance de l'individu sans fortune, alors qu'elles sont si complaisantes à la fortune sans scrupules. Il fut poursuivi par la haine calomnieuse de culistres impuissants comme ce Griswold qui s'acharna contre sa mémoire et fit dire à Baudelaire : « N'y a-t-il pas, en Amérique, de loi qui interdise aux chiens l'entrée des cimetières ? »

La figure la plus caractéristique du romantisme allemand, sentimental, rêveur, inquiet, mystique, épris d'un idéal surnaturel sans aucune possibilité de composer avec le réel, avait été celle d'Heinrich de Kleist. Un Chatterton avait essayé de lutter et avait été vaincu, à dix-sept ans, par la misère plus que par le « mal du siècle ». Heinrich de Kleist vécut plus longtemps mais porta toute sa vie la nostalgie de la mort. S'il tarda à mourir, c'est qu'il lui fallait un compagnon pour « tirer le rideau » avec lui. Il ne le trouva qu'à trent-trois ans, en 1811, lorsqu'il réussit à entraîner dans la mort, avec lui, sa fiancée, Henriette Vogel. Goethe tenait Heinrich de Kleist pour un grand poète et l'on a dit « qu'après d'un tel créateur, un Novalis et un Tieck s'évanouissent comme des ombres exsangues ».

Au romantisme allemand se rattachent, par la langue, mais non par l'esprit, les autrichiens Grillparzer et Lenau. Grillparzer (1791-1872) fonctionnaire viennois dont l'existence calme contrasta avec le bouillonnement romantique, fut l'interprète du véritable esprit de la capitale autrichienne. Lenau (1802-1850), d'origine aristocratique et silésienne, fut, tout au contraire, le poète d'un romantisme exalté; il succomba dans la démence. Tous deux marquèrent par dessus tout le parti-pris de ne pas être d'esprit allemand. Ils vinrent assez tard dans le romantisme et n'en virent que les excès. Ils ne paraissent pas avoir été sensibles à son sens universel détaché de l'esprit de clocher et de caste.

LE ROMANTISME EN FRANCE. — Ce fut Senancour (1770-1846), qui réalisa le personnage le plus caractéristique, le plus sincère et le plus réfléchi du romantisme. Moins exalté et moins remuant que Kleist, plus indécis et plus solitaire, il trouva dans la nature le refuge de ses rêveries, sinon l'apaisement de son âme. Il fut, de son temps, un des rares hommes qui sentirent et aimèrent véritablement cette nature. Nul, plus que lui, n'éprouva ses « effets romantiques ». « L'harmonie romantique » de sa « langue primitive ». Un des premiers il chanta la forêt de Fontainebleau qui a trouvé depuis tant de poètes et de peintres. Il a vécu avec ivresse parmi « ses

fondrières, ses vallées obscures, ses bois épuis, ses collines couvertes de bruyères, ses grès renversés, ses rocs ruineux, ses sables vastes et mobiles dont nul pas d'homme ne marquait l'aride surface... » (Obermann). Avant Shelley, il fut le poète des splendeurs alpestres, des glaciers qui faisaient à Chateaubriand l'effet de « carrières de chaux et de plâtre »... La mélancolie d'Obermann (1804) est aussi sincère que celle de René (1802) est affectée. Il y a, dans l'œuvre de Senancour « le romantique qui suffit seul aux âmes profondes, à la véritable sensibilité », alors que dans celle de Chateaubriand il n'y a que « le romanesque qui séduit les imaginations vives et fleuries ». Senancour, pour qui les affections de l'homme étaient « un abîme d'avidité, de regrets et d'erreurs » était trop sceptique pour trouver l'apaisement dans les soporifiques religieux. Il souffrait du mal de son époque. Chateaubriand se bornait à le mettre en roman en le délayant dans le julep du christianisme.

La véritable note française fut apportée dans la poésie romantique par Lamartine (*Méditations*, 1820, et *Nouvelles Méditations*, 1823), et Victor Hugo (*Premières Odes*, 1822, et *Odes et Ballades*, 1824). C'était une poésie nouvelle par la forme. Elle se manifesta par des œuvres, les théories n'étant pas encore formulées. Stendhal a été le premier des théoriciens romantiques. Par détestation de l'imitation classique qui n'était plus de l'époque, il s'était déclaré *romanticiste* et, dès 1823, il avait commencé la nouvelle bataille littéraire en posant la question : « Pour faire des tragédies qui puissent intéresser le public, faut-il suivre les errements de Racine ou ceux de Shakespeare ? ». Toute une série d'articles pour la défense du *romanticisme* parurent sous sa plume et furent réunis dans le volume : *Racine et Shakespeare*. Mais Stendhal serait par la suite le moins romantique des romantiques. Il était trop sincère, aimait trop la vérité et détestait trop l'hypocrisie pour ne pas rompre avec le romantisme sentimental devenu une formule pour faire des dupes depuis la brutale fortune napoléonienne. Stendhal se plut à arracher leur masque sentimental aux beaux marlous, les Rastignac, les Rubempré, qui vivaient de la corruption des mœurs et que Balzac ménageait trop.

Vers 1823, Charles Nodier réunît chez lui le premier cénacle romantique. Nodier fut le romantique par excellence, par son besoin de mettre du romanesque en toute chose. Ses grandes qualités d'écrivain le firent exceller dans le conte où il ne fut pas inférieur aux Allemands. Il fut non moins romantique par la frénésie de son imagination et une remarquable insincérité le poussant à « paraître » et à étonner ses contemporains. La chose était alors plus neuve qu'aujourd'hui ; on pouvait encore en user honnêtement sans être absolument ridicule ou odieux. Le premier cénacle romantique compta les frères Deschamps, Vigny, Soumet, Chénodollé, Jules Lefevre, etc. Hugo se réserva, à mi-chemin entre le classicisme et le romantisme, jusqu'en 1826 où il réclama la « liberté dans l'art », celle de tout dire, de tout représenter dans la réalité des sentiments humains. L'année suivante, tout en gardant une mesure que ses disciples n'observaient pas toujours, il s'affirma avec fracas chef de l'école romantique dans la préface de *Cromwell*.

Le deuxième cénacle, formé en 1829, fut plus nettement romantique avec Nodier, Hugo, Vigny, Sainte-Beuve, A. Dumas, David d'Angers, etc. Les artistes entraient dans le mouvement à côté des littérateurs. Les événements politiques, avant-coureurs de juillet 1830, favorisèrent l'offensive qui fut prise audacieusement. Les représentations d'*Henri III et sa cour*, d'A. Dumas, à la Comédie Française, et la publication du *Dernier jour d'un condamné*, de V. Hugo, furent en 1829, les deux premières manifestations triomphales du romantisme. *Hamlet*, d'Hugo, et *Othello*, traduit de

Shakespeare par A. de Vigny, consacrèrent sa victoire définitive au théâtre. (Voir ce mot.) Le romantisme apporta dans la poésie française une abondance et un éclat incomparables qui se transmièrent durant tout le siècle aux écoles dérivées de lui, celles des *Parnassiens* et des *Symbolistes*. Lamartine, V. Hugo, Vigny, Musset, Th. Gautier eurent de dignes continuateurs en Leconte de Lisle, Baudelaire, Banville, Verlaine. Le romantisme avait vaincu.

Sa victoire se compléta dans les arts. Le romantisme artistique sortit d'un groupe formé autour d'Hugo et que fréquentaient entre autres Corot et Rousseau. Il avait commencé par une réaction puritaine du classicisme contre la peinture mondaine du XVIII^e siècle. Les Brutus et les Gracchus de la Révolution avaient déclaré la guerre aux Boucher, Van-Loe, Fragonard, et autres « pornographes », peintres d'une « société corrompue ». Les vertus romaines devenues à la mode, en attendant de devenir les vices de la décadence du Directoire, avaient inspiré l'œuvre de David et de son école. D'une fausseté absolue dans sa conception, cette œuvre n'avait pris son importance que du très grand talent de David. De cette école même sortit la première manifestation de la peinture romantique avec les *Pestiférés de Jaffa*, de Gros, en 1804. Celui-ci, sur les objurgations de David, n'osa pas continuer dans cette voie. Il fut victime de sa pusillanimité au point qu'il se tua. Le *Radeau de la Méduse*, de Géricault, en 1819, fut plus nettement de réaction anticlassique ; on peut dire qu'il commença le réalisme dans la peinture. La guerre éclata dans le domaine de l'art comme dans celui de la littérature. Les exaltés du romantisme ne virent plus dans David qu'un copiste de l'antique et, dans l'antique, qu'une matière froide et inactive. La peinture romantique trouva dans Delacroix son Hugo. Comme lui, Delacroix dépassa l'école et s'éleva aux hauteurs humaines. Les classiques furent alors définitivement battus et les plus vastes perspectives s'ouvrirent, non pour l'art romantique, mais pour l'art naturaliste incomparablement supérieur. (Voir *Peinture*.)

L'art romantique fut dominé par la littérature ; elle l'empêcha de donner toute sa mesure. Le décor des phrases nuisit au décor de la peinture. Il en fut de même en musique. Berlioz, qui avait l'âme d'un pré-romantique et le génie musical d'un Mozart, voulait la liberté pour la musique comme pour les autres arts ; il fut le plus révolutionnaire des musiciens. Il fut incompris comme l'avait été Mozart, et ils continuent à l'être tous deux. (Voir *Musique*.) Le romantisme se plaisait aux truquages mélodramatiques des Meyerbeer ; l'âme profonde de la musique, celle de Berlioz, comme d'ailleurs celle de Beethoven, lui resta étrangère.

Toute une jeunesse bruyante qui mêlait les aspirations littéraires, artistiques et politiques, formait les « Jeune France » qui s'étaient ralliés autour du gilet rouge de Th. Gautier à la bataille d'*Hernani*. Il en sortit cette bohème parfois sublime, mais hétéroclite, qui dirait plus tard, avec Degas : « De mon temps, on n'arrivait pas ! » Elle produisit les excentriques, les irréguliers, les en-dehors du romantisme, quand il « arriva » de plus en plus, ayant conquis les Académies et les Salons, les prix et les décorations. On vit une foule de sous-romantiques médiocres chercher dans l'outrance l'effet qu'ils ne pouvaient produire par un vrai talent. Pour un poète délicat comme Aloysius Bertrand, auteur de *Gaspard de la Nuit*, on vit une quantité d'Émile et Antony Deschamps, de Rességuier, d'Hégésippe Moreau, de Briffault, de Pelloquet, de Laurent Jan, de Charles Lassailly, de Pétrus Borel, de Philothée O'Neddy, de Mac-Kent, de Destombes. Ils apportèrent dans la poésie et le roman une variété intéressante, mais surtout, ils semèrent la terreur et l'aburissement. « Sans la lycanthropie de Pétrus Borel, il y aurait eu une lacune dans le romantisme », a dit

Baudelaire. Le jeune Escousse, trop louangé à sa première œuvre, ne voulut pas survivre à l'échec de la seconde et se tua. Arvers, moins exalté, vécut sur la réputation d'un sonnet et se livra modestement à la fabrication vaudevillesque. Aucune époque, sinon la nôtre qui la dépasse dans le genre, ne fut plus hyperbolique, plus riche en hommes de génie qui se dégonflaient comme des baudruches, plus comblée d'ambitieux et de ratés. Ceux-ci furent alors, beaucoup plus qu'aujourd'hui, « les tombés d'un trop haut idéal », comme disait Catulle Mendès. C'est pourquoi leur époque valut mieux que la nôtre dont l'idéal est par trop plongé dans les lairies utilitaires que railait Th. Gautier. Les excentriques, « grands dépendeurs d'andouilles », « aboyeurs à la lune », « refailleurs de comètes », « avalers de brouillards », du romantisme, exagérèrent tout ce qu'il portait en lui de conventionnel, d'excessif, de caricatural ; et quand Ponsard arriva avec la réaction de ce qu'on a appelé le « bon sens », il n'eut pas de peine à montrer combien le décor romantique tombait en poussière. Seules demeurent du romantisme les œuvres portant en elles la jeunesse et la beauté éternelles, celles de l'humanisme dans tous les temps.

En conclusion. Le romantisme a été une époque du grand mouvement humaniste qui se déroule à travers les siècles pour la liberté de la vie et de la pensée.

Il a eu deux périodes : celle du pré-romantisme, de la préparation pour l'avenir contre le passé ; celle du romantisme proprement dit, d'un épanouissement artificiel, de la banqueroute, de l'incrustation dans le passé contre l'avenir.

Le romantisme était vainqueur avec la Révolution. Il devint conservateur avec la contre-révolution et se perdit dans des questions de forme, des rivalités de boutiques. Une fois de plus, la lettre tua l'esprit. Après avoir fait atteindre à la pensée la pureté des cimes, à l'espérance humaine les « forteresses de la liberté », il a capitulé, s'est retranché dans les formules creuses de « l'art pour l'art » et a fait redescendre l'esprit dans les profondeurs caveuses, il lui a rivé de nouvelles chaînes. Il s'est abandonné au muffisme, au sabre, à tous les dogmes destructeurs de la liberté et de la dignité humaines. Aujourd'hui, il n'en reste qu'un virus malsain dans l'organisme social. Il dresse, comme des *labarum*, les insignes infâmes des Mussolini et des Hitler, comme il dressa ceux de Napoléon, le « grand » et le « petit ». Il attèle à leur char de triomphe les foules imbéciles et lâches qui pâturent leur substance intellectuelle et morale dans les stades, les arènes, les dancings, au cinéma, dans les lupanars, les casernes, les sacristies, la presse, partout où l'ox se pense pas, mais qui brûlent ou sont prêtes à brûler les œuvres du génie humain qui a voulu les libérer, en faire des hommes. Le « héros romantique » est plus répandu et admiré que jamais. Mais il a de plus en plus la silhouette grotesque et les agissements calamiteux du père Ubu, avec sa « gidouille merdreuse », son « crochet à phynance » et son armée de « palotins ». — Edouard ROTUX.

ROTATION (du latin, *rotare* : tourner). En mécanique, science des mouvements ; on appelle rotation, le mouvement circulaire d'un corps autour d'un axe invariablement fixe ou supposé tel. Le mouvement de la terre autour de son axe est un mouvement de rotation. Un mouvement de rotation peut être uniforme ou varié.

Dans le cas d'un mouvement uniforme, un point quelconque du corps décrit des arcs égaux dans des temps égaux. La petite aiguille d'une montre parcourt 30 degrés par heure ; elle parcourt donc en 6 heures, 6 fois 30 degrés ou 180 degrés.

Dans le cas d'un mouvement varié, on démontre que le rayon mené d'un point considéré, au centre du cercle qu'il décrit, fait avec sa position initiale des angles variables selon une loi quelconque. L'équation de ce mouvement se déduit du principe dit de d'Alembert qui veut qu'il y ait équilibre entre les forces extérieures appliquées au corps et les forces d'inertie nées du mouvement. Laquelle condition d'équilibre, dans le cas d'un corps assujéti à tourner autour d'un axe fixe, consiste en ce que la somme des mouvements, par rapport à cet axe, des forces appliquées au corps soit identiquement nulle.

Quand un corps solide a un mouvement de rotation par rapport à un certain système de repères et que ceux-ci participent également à un autre mouvement de rotation, le mouvement absolu du solide résultera des deux rotations. La détermination d'un pareil mouvement de rotation comprend trois cas, selon que les axes de rotation sont parallèles, concourants ou situés dans des plans différents.

Il ne nous appartient pas d'exposer ici, la détermination de pareils mouvements de rotation, celle-ci ne pouvant se faire qu'en faisant appel aux formules de l'analyse mathématique, qui ne peuvent être comprises que par les personnes possédant une culture mathématique supérieure.

Les corps célestes, planètes et soleil, possèdent généralement tous un mouvement de rotation sur eux-mêmes, mouvement qui s'accomplit en des temps différents et donnant lieu à divers phénomènes que nous allons examiner en étudiant les conséquences du mouvement de rotation de notre planète.

Notre globe est à peu près rond et, de plus, il est isolé dans l'espace ; il possède donc toutes les propriétés nécessaires pour effectuer un mouvement de rotation. Si notre globe n'effectuait pas ce mouvement que présentent toutes les planètes du système solaire, il faudrait que tous les astres du ciel, depuis le plus proche de nous, la Lune, jusqu'aux étoiles perdues aux confins de la Galaxie, tournent tous ensemble et en un seul jour autour de la terre. Il serait nécessaire, pour qu'un tel mouvement se produisît, que tous les astres fussent animés de vitesses folles, dépassant tout ce que l'imagination peut concevoir, étant donné leurs distances énormes à notre globe. L'étoile alpha du Centaure, l'une des plus proches de nous, devrait couvrir, pour accomplir ce mouvement, une circonférence de 64 trillions de lieues, à la vitesse de 740 millions de lieues par seconde (d'après Flammarion). A ces considérations militantes en faveur de la rotation de notre globe, s'en ajoutent d'autres tirées de la Mécanique, que nous ne pouvons exposer ici, étant donné leurs caractères transcendents. Nous dirons simplement que la preuve de la rotation de la terre, pressentie par Galilée, a été réalisée en 1851 par Léon Foucault et renouvelée, au Panthéon, en 1902 (expérience du pendule). Le baron Eötvös, professeur à l'université de Budapest, a fait, en 1917, une nouvelle et remarquable expérience, basée sur un principe différent de celui de Foucault, pour démontrer la rotation de notre terre.

Ce pourrait être un sujet d'étonnement qu'il ait fallu attendre jusqu'au XIX^e siècle pour avoir une preuve positive de la rotation de notre globe, si nous ne connaissions le pouvoir émasculateur des dogmes religieux. Les anciens se figuraient malaisément la forme de notre terre ; mille et une considérations philosophiques et surtout religieuses, faisaient de celle-ci le centre de l'univers. Notre globe, les religions l'enseignaient, était l'objet principal de la sollicitude des ou de Dieu. De plus, les livres pieux donnaient l'explication des mouvements célestes. Aussi, pendant de nombreux siècles, se soutint la théorie de la terre, centre du monde. Durant les époques de civilisation gréco-romaine, de la civilisation arabe, jusqu'à la fin du moyen âge, la théo-

rie en vogue voulait que notre terre fût au centre de l'univers, le restant du monde lui étant concentrique et limité par une enveloppe sphérique qui porte les étoiles déclarées fixes et immuables. De l'autre côté de cette sphère, se trouve le domaine du principe moteur de l'univers. De là aussi, parvient l'impulsion de la révolution quotidienne de la sphère étoilée ainsi que de tous les systèmes d'enveloppes sphériques qui y sont contenues. Considérées comme concentriques à la sphère terrestre et portant dans leurs ordres les sept planètes, y compris le soleil et la lune, depuis le plus éloigné Saturne (les anciens ne connaissaient ni Uranus ni Neptune) jusqu'à celui qui est le plus proche de la terre, la Lune ; chacun de ces systèmes d'enveloppes sphériques transparentes mais solidement emboîtées, accomplissait, en dehors d'une révolution quotidienne autour de la terre, encore d'autres mouvements de rotation. Il a fallu attendre, malgré les travaux d'esprits indépendants, tels Aristarque de Samos, Héraclide de Pontus, jusqu'à Copernic et Galilée pour en arriver à une plus saine représentation du système du monde. Encore ce dernier a-t-il payé sa découverte, contraire à l'enseignement des saintes écritures, d'une abjuration en règle faite en l'église de la Minerve, à Rome, le 22 juin 1633. En réalité, c'est la Terre qui tourne sur elle-même et non le ciel autour de la terre. Ce mouvement de rotation s'effectue à gauche, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, en 23 heures, 56 minutes, 41 secondes 091.

Conséquences du mouvement de rotation de la Terre.

— Tout corps en mouvement de rotation est sollicité, du fait même de cette rotation, de s'éloigner de l'axe autour duquel il tourne, par une force à laquelle ce mouvement tournant donne naissance. C'est la force centrifuge qui diminue le poids réel des corps. A l'équateur, elle est la 289^e partie de la force centripète (pesanteur). En conséquence, un corps pesant 289 grammes aux pôles, ne pèse plus que 288 grammes à l'équateur. Si la vitesse de rotation de notre planète était seulement 17 fois plus rapide, les corps ne pèseraient plus rien à l'équateur ; état de choses qui amènerait de sérieuses perturbations dans notre mode d'existence. La rotation de la terre a une autre conséquence importante pour la vie générale du globe et pour les mouvements des fluides (air et eau) qui se déplacent à sa surface. On démontre, en Mécanique (théorème de Coriolis) que tout corps en mouvement à la surface d'une sphère tournante doit être dévié de sa trajectoire du fait même de la rotation. Cette déviation se fait vers la droite dans l'hémisphère nord, vers la gauche dans l'hémisphère sud. Par conséquent, les masses d'air qui constituent les courants aériens et les vents généraux ; les masses d'eau qui forment les courants marins sont déviées de leur trajectoire du seul fait de la rotation du globe. Cette cause de déviation qui s'exerce d'une façon permanente nous donne les vents alizés et les moussons, vents sur lesquels le navigateur peut toujours compter étant donné leur persistance et leur régularité. Ces mêmes vents agissant sur les masses d'eau de l'océan, leur impriment des mouvements de translation généraux connus sous le nom de courants marins ; courants qui, par leur apport de chaleur ou de froid, jouent un rôle capital sur la température des pays qu'ils baignent.

Le jour et la nuit. Rotation et mesure du temps. Aspects successifs du ciel. — Une conséquence immédiate de la rotation de la terre est la succession des jours et des nuits. La terre étant sphérique n'est, ainsi que toute sphère éclairée par une source lumineuse, qu'à moitié éclairée par le Soleil. Chaque point de sa surface passe donc alternativement dans la moitié éclairée et c'est le jour, et dans la moitié obscure et c'est la nuit.

Une autre conséquence importante est l'inégalité des

heures aux différents points du globe. Le soleil paraît se lever à l'est, monte progressivement dans le ciel, atteint son point culminant à midi, et passe au méridien, puis redescend graduellement pour se coucher à l'ouest. Entre deux passages consécutifs du soleil au méridien, il s'écoule 24 heures. Cet intervalle est le jour solaire ou civil. De même, une étoile se lève à l'est, passe au méridien (voir ce mot) et se couche à l'ouest. Entre deux levers consécutifs d'une même étoile, il s'écoule toujours le même nombre de secondes (86.164). Elle passe toujours au méridien à la même heure et le temps qu'une étoile met pour revenir au même méridien donne la mesure précise et constante du mouvement tournant de notre planète. Cet intervalle de temps a été appelé « jour sidéral ». Le soleil n'a pas cette constance, cette régularité. Tantôt il est en retard, tantôt il est en avance. Supposons qu'à midi, un point quelconque situé au méridien soit juste en face du soleil ; quand la terre aura accompli une rotation, le méridien se retrouvera comme il était la veille, mais le point considéré n'y sera plus. Pour qu'il revienne devant le soleil, il faut que la terre tourne sur elle-même pendant 3 minutes, 56 secondes. Et cela tous les jours de l'année. Le jour solaire qui, divisé en 24 heures, règle toute notre activité est donc plus long que le jour sidéral. Il y a, par an, 365 jours solaires $1/4$, tandis qu'il y a exactement 366 rotations $1/4$, soit une de plus. Cette durée du jour solaire est elle-même légèrement variable, le mouvement de translation de notre terre sur son orbite elliptique, qui lui donne naissance, n'étant pas lui-même uniforme. Cette différence entre le jour sidéral et le jour solaire détermine les aspects successifs du ciel qu'il nous est donné de contempler. Le jour sidéral étant plus court d'environ 4 minutes que le jour solaire, les étoiles, dans leur mouvement diurne, avancent donc sur le soleil. Au bout d'un mois, cette avance est de 2 heures et, après un an, de 24 heures. Les constellations que nous apercevons l'hiver sont, par suite de cette avance, voilées par le jour en été, et celles invisibles l'hiver, pour la même raison, illuminent nos nuits d'été.

Les heures. — Ceci posé, divisons la circonférence du globe à l'équateur en parties de 15 degrés chacune et considérons les méridiens passant par ces divisions qui partagent la terre en 24 tranches ou fuseaux. Quand, par exemple, en vertu de la rotation de la terre, le méridien de Paris passera devant le soleil, il sera midi à Paris. Une heure après, ce sera le tour du méridien suivant, il sera midi pour lui, tandis qu'il sera 13 heures à Paris. Les points diamétralement opposés auront alors minuit et 1 heure du matin. Jadis, chaque cité réglait les conditions de sa vie civile sur son heure locale, celle variant d'une ville à l'autre, c'est-à-dire avec le méridien. Les moyens d'interpénétration s'étant développés, il en résulta bientôt de sérieux inconvénients. Il fut décidé que chaque nation aurait une seule heure sur son territoire, celle du méridien passant par sa capitale.

Nonobstant cette amélioration, des différences d'heures persistaient quand on passait les frontières. On décida donc, en 1911, de partager la terre en 24 fuseaux horaires, contenant chacun 15 degrés de longitude, en convenant que l'heure serait la même à l'intérieur de chaque fuseau. L'avantage de cette modification est que lorsqu'on passe d'un fuseau à l'autre, le nombre des heures change exactement d'une heure et que le chiffre des minutes et des secondes ne varie pas.

Rotation des planètes. — La terre, nous l'avons dit, n'est pas la seule sphère qui gravite autour du soleil. D'autres sœurs de notre globe font cortège au soleil et, comme la terre, possèdent un mouvement de rotation. La Lune tourne sur elle-même dans le même temps qu'elle accomplit sa révolution : elle ne nous présente donc que toujours la même face. La rotation du soleil

s'effectue en 25 jours, 4 heures, 29 minutes, mais elle n'est pas uniforme, les diverses zones du globe solaire, de part et d'autre de l'équateur ont des vitesses de rotation différentes, qui se ralentissent progressivement à mesure qu'il s'agit de latitudes de plus en plus rapprochées des pôles, et cela au point qu'à la latitude de 40° (N et S) la rotation est plus longue de 2 jours qu'à l'équateur. La rotation des planètes Mercure et Vénus, les plus proches du soleil, semble être de même durée que leurs translations autour du soleil : elles présenteraient donc, comme la lune, le même hémisphère au soleil, mais cette dernière hypothèse n'est pas prouvée. La durée de leur rotation reste inconnue. Mars effectue sa rotation en 24 heures, 37 minutes, 23 secondes 65. Jupiter, la plus grosse planète du système tourne sur lui-même en 9 heures, 57 minutes, 37 secondes. Saturne, la merveille du monde solaire, l'accomplit en 10 heures, 15 minutes. La durée exacte de la rotation des planètes Uranus et Neptune n'est pas déterminée, elle semble être de 10 heures, 40 minutes pour la première et de 8 heures pour la seconde. Toutes deux, cependant, effectuent leur rotation en sens rétrograde, c'est-à-dire centre de celle du soleil et des autres planètes. On n'a évidemment, aucune donnée exacte sur la durée de la rotation de la planète transneptunienne, découverte récemment. — C. ALEXANDRE.

ROUTINE n. f. (étymologie : diminutif de *route*) :

« Proprement, petite route qu'on prend, toujours la même, par habitude » (Litttré). De là : façon de faire ou d'apprendre par répétition en suivant toujours le même procédé. Par routine, on entend donc l'usage, consacré par les traditions, les habitudes, les convenances, de faire une chose de la même manière sans chercher à s'évader des sentiers battus. Un esprit routinier est, en quelque sorte, pétrifié et incapable de voir autre chose que ce qu'il a toujours vu. L'innovation le déroute, il ne conçoit pas un changement à l'ordre tout provisoire des choses, et il taxe de rêveur, d'utopiste ou de fou quiconque essaie de modifier ou de détruire ce qui est. La routine est la grande ennemie de l'évolution. C'est elle qui maintient l'erreur en freinant les forces de progrès. D'où la lenteur de cette évolution. C'est par la routine, ancrée dans les intelligences moutonnaires, que les religions survivent. C'est par elle que les idéologies sanguinaires se perpétuent ; c'est par la routine que la bêtise règne. Pourquoi vous habillez-vous de noir à la mort de votre parent ? Pourquoi ces fleurs sur cette tombe ? Pourquoi cette tombe même ? — Pourquoi cette alliance au doigt ? — Pourquoi vous découvrez-vous devant le saint sacrement, devant le drapeau, devant la *Marseillaise* ou l'*Internationale* ? — Pourquoi cette ridicule concession à la mode ? Et, puisqu'il fait si chaud, pourquoi ce cache-sein et ce cache-sexe ? — O homme, dit libre-penseur, pourquoi cette cérémonie au monument aux morts ? — O camarade, pourquoi, dans ton vêtement, dans ton langage, dans tes attitudes, ce conformisme aux traditions « révolutionnaires » ?

La routine est toujours là pour faire accomplir ce qui est conforme à une des plus grandes lois naturelles : la loi du moindre effort. Mais l'individu qui raisonne se dégage vite de l'emprise de la routine, lorsqu'il a conscience de son geste routinier. Vient un moment où il est tout heureux de s'être débarrassé de la masse de préjugés, de vérités toutes faites, de faux symboles, de sentiments factices qui étaient auparavant les moteurs de ses actes. Aussi est-ce dans tous les domaines de l'activité humaine que les novateurs ont eu à lutter contre la routine. Science, philosophie, littérature, arts divers, etc... ont évolué dans l'incessant combat entre le présent et le devenir, car ce qui est ne veut pas disparaître devant ce qui sera.

Et c'est l'épopée gigantesque de la pensée ; c'est son envol, malgré la routine, vers les cimes où le ciel per se mire dans l'eau pure de la source. C'est Christophe Colomb cherchant la route des Indes par l'ouest ; c'est Galilée faisant tourner la terre ; c'est l'esprit des Encyclopédistes détrônant les vieux dogmes ; c'est le savoir, la logique, la raison, mis à leur place souveraine. C'est le brabant remplaçant l'arnaire. Et c'est le tracteur remplaçant le brabant. C'est le romantisme triomphant ; et c'est, par la suite, le naturalisme s'installant au pinacle. Ce sont les diverses écoles de peinture, de sculpture, de musique, etc... qui s'imposent successivement... Mais ce sont aussi les supplices, les bâchers, les Bastilles, les haines des « cous-pelés » qui, accrochés au passé, défendent leurs situations compromises. Ce sont toutes les embûches que la routine accumule en vain pour empêcher que s'accomplisse ce qui doit être.

Tout homme qui pense doit se dresser contre la routine. Moins son emprise sera grande, et plus rapide se fera l'évolution. C'est vers l'avant que l'on doit résolument se tourner et, en évitant les sentiers tortueux, s'élancer sans œillères sur les routes neuves, vers le soleil de beauté, de justice et de fraternité. — Ch. B.

RUCHE n. f. « Demeure où les abeilles vivent et font le miel » (Littre). Lorsque l'essaim nouveau quitte la ruche, il va, d'ordinaire, se suspendre à une branche ou se poser contre un tronc d'arbre, à peu de distance du rucher. Aussitôt, des abeilles se détachent de cet essaim et partent en éclaireurs à la recherche d'un arbre creux, d'un trou de muraille, d'une cavité quelconque. Si l'homme cueille cet essaim, les abeilles acceptent leur demeure nouvelle quelle que soit sa forme. Si l'homme néglige l'essaim, bientôt, celui-ci partira et s'installera dans une cheminée, dans un tronc de saule, sous la toiture d'un grenier.

L'abeille s'accommode de toute espèce de refuge, et que le hasard l'ait conduite dans un vieux coffre, sous les combles du château ou dans le christ en zinc des Missions, elle se met aussitôt au travail. Car l'essaim est la colonie complète, la société organisée avec tous ses rouages, prête à fonctionner. Dans nul groupement d'activité humaine, la rationalisation ne semble poussée aussi loin que dans la ruche. Ici, chaque membre a sa fonction spéciale. La mère (improprement appelée Reine — Sultan, chez les Arabes —), unique dans la ruche, à l'abdomen volumineux, est seule à connaître les joies (si joies il y a) de l'amour sexuel. Fécondée une fois pour toutes, en plein ciel, elle passe son existence sur les rayons de cire à pondre les dizaines de milliers d'œufs qui assureront le peuplement de la ruche. Timide, peureuse, incapable même de se nourrir (elle est tributaire en cela d'ouvrières qui lui offrent la pâtée), armée d'un dard dont elle ne fait usage que dans le combat contre une rivale, elle est cependant « l'âme du nid ». Si elle disparaît à l'époque où il est impossible de pourvoir à son remplacement, c'est la ponte arrêtée ; par suite, l'extinction progressive des vieilles ouvrières, et c'est la mort de la ruche. Avec une reine prolifique, c'est, au contraire, la colonie puissante (20.000 individus et plus), c'est la prospérité et la richesse. On comprend qu'il y ait des apiculteurs soucieux d'avoir des reines jeunes et fécondes dans leurs ruches ; et il existe toute une méthode d'élevage et de remplacement des reines. (Consulter, à ce sujet, l'ouvrage de Perret-Maisonneuve : « L'Apiculture intensive et l'élevage des Reines ».)

Un seul mâle (ou faux-bourdon) a fécondé la reine. C'est le plus fort, le plus hardi, le mieux doué pour le vol (d'après Macerlinck). D'après d'autres auteurs, c'est le plus chanceux. Lorsque, par un beau jour d'été, la reine, encore vierge, quitte la ruche pour le vol nuptial, elle est suivie du troupeau hardi des mâles, gros bourdons trapus, velus et sans dard. L'élu, poussé par

l'instinct de l'espèce, sait-il que ses noces seront suivies de sa mort, par suite de la rupture de ses organes qui restent dans l'abdomen de la reine ? Aussitôt la fécondation accomplie, les faux-bourbons deviennent inutiles. Les ouvrières les tolèrent cependant jusqu'à l'automne. (Certains auteurs prétendent qu'elles sont, par cette présence, stimulées au travail.) Mais, dès que les fleurs se font rares, dès que la miellée touche à sa fin, les utilitaires abeilles ne peuvent tolérer plus longtemps ces oisifs d'implément bons à consommer et à salir ; et c'est le massacre impitoyable.

Si la reine est l'âme de la ruche, les ouvrières en sont les moteurs agissants. Toutes filles d'une même mère, elles semblent intimement pénétrées de cette idée qu'elles doivent assurer, par un travail incessant, acharné (dira-t-on « librement consenti », parce qu'il ne paraît pas y avoir de paresseuses parmi elles ?), la prospérité de la colonie. Spécialisées, elles s'occupent aux multiples besognes intérieures et extérieures : soins aux larves, aux nouveaux-nés ; propreté de la ruche, construction des rayons de cire (aux dimensions rigoureusement mathématiques) qui seront tour à tour berceaux des jeunes et réservoirs à miel ; ventilation ; gardiennage à l'entrée ; calfeutrage des interstices par où pourraient se glisser le froid ou la pluie ; et puis récolte du pollen, de la propolis et du nectar ! Travail de forçats qui, dans la belle saison, use une abeille en quarante jours. C'est en cette période de grande activité qu'il faut voir l'animation qui règne à la ruche, véritable usine où pas un rouage ne semble grincer et où les apports de nectar se chiffrent journalièrement par kilos ! Il faut aller près de la planche de vol pour assister à l'arrivée et à la sortie incessante des abeilles. Leurs pattes postérieures velues, aux fossettes pleines d'énormes boules de pollen, ou le corps alourdi par leur jabot garni, elles se posent, comme à bout d'effort, devant l'entrée qu'elles franchissent sans tarder, tandis que celles qui se sont déchargées de leur fardeau montrent par leur trou de vol leurs antennes, puis leur tête et, à peine dehors, s'élançant d'un trait dans le soleil. Et qu'elles soient jeunes, — à l'abdomen légèrement velu, comme la joue d'un éphèbe, aux ailes puissantes et neuves, — ou vieilles au corps lustré, aux ailes parfois déchirées, une seule et impitoyable loi semble les dominer : la loi d'airain du travail. Lorsque la nuit est venue, on pourrait croire que c'est le moment du repos : le travail persiste à l'intérieur et se révèle à l'observateur par un continuel bourdonnement produit par le battement des ailes, car il faut assurer la ventilation, chasser l'excès d'évaporation et concentrer le miel. Il y aura bien assez des longs mois d'hiver pour se reposer !

Pas de police entre abeilles. Le communisme intégral étant, ici, réalisé (chacun consommant selon ses besoins et produisant selon ses forces), un organisme de commandement, un *Etat* (si l'on peut s'exprimer ainsi) serait une absurdité. Il n'en existe pas, en effet. Mais ce que nous constatons aussi, c'est l'absence totale de « poids morts » dans la société : malades, infirmes, consommateurs inutiles n'ont pas droit de cité dans la ruche. La pitié est un sentiment inconnu des abeilles. Le cœur semble absent ; la froide raison domine : « Produis ou disparaïs ! ».

L'individu n'est rien, la colonie est tout. Et, non seulement les mâles, comme nous l'avons déjà rapporté, sont tués à l'entrée de l'hiver, mais les larves sont, à cette même époque impitoyablement tirées de leur berceau et transportées au dehors pour y être abandonnées (l'avortement, nécessité sociale ?) ; et, en tout temps, l'abeille malade, qui traîne la patte, victime de son travail — pour que la ruche vive — est rejetée de la ruche. Nous avons vu de ces malheureuses lutter désespérément contre deux ou trois de leurs sœurs qui les entraînent vers le large. Place aux forts ! Car

l'abeille est forte. Naturellement armée d'un dard (terminé par un ardillon) qui distille des gouttelettes de venin, elle fond sans hésitation sur tout être qui lui semble devoir porter atteinte à l'intégrité de la ruche. Elle a la mentalité susceptible d'un chevalier de la rapière ; mais Cyrano n'usait de son épée que poussé par de nébuleuses idées ; l'abeille, elle, ne défend ni son « honneur », ni sa personne, mais sa ruche. Son obscur instinct la pousserait-il à se sacrifier pour sa mère, la Reine, ou pour ses sœurs — sa famille, — ou encore pour sa richesse, produit de son travail, — ou pour toutes ces choses à la fois ? Sait-elle qu'elle doit mourir aussi après le triomphe, l'abdomen ouvert, puisqu'elle laisse le dard dans la chair de l'assaillant ? L'idée de la mort ne semble pas la retenir, et l'instinct de conservation de l'individu paraît céder la place à celui de la conservation de l'espèce. Enfin, pas plus que l'homme, l'abeille n'est délivrée de ce fléau : la guerre, ou pillage. Qu'une ruche, sous l'action du soleil, ait un gâteau de cire qui s'effondre, que le miel coule à l'extérieur ; qu'une ruche reste trop longtemps ouverte, ou bien que, dans le rucher, par une imprudence de l'apiculteur, un peu de miel ou de cire soit abandonné à terre, attirés par le profit immédiat, les abeilles se ruent sauvagement sur ces richesses et s'entre-tuent. Rivalités économiques ! Les ruches les plus faibles sont vidées, leur population exterminée, et la loi du plus fort domine, ici comme ailleurs.

En résumé, l'organisation sociale de la ruche nous apparaît comme une sorte de famille communiste-libertaire aux innombrables fermettes incomplètes (ouvrières) sevrées d'amour, mais dominées par l' inexorable loi du travail ; à la mère (reine), seule féconde et seule capable de s'accoupler ; aux mâles (faux-bourçons) Don Juan sans emploi (sauf un élu) — seraient-ils les poètes de l'association ? — Le tout cimenté par un puissant esprit de corps. Fécondité — travail — flânerie : voilà les attributs principaux de chaque groupe d'individus. Solidarité dans le travail, mais non dans le malheur. L'individu sacrifié à la communauté. Voilà les choses telles qu'elles sont dans cette société d'insectes.

Passons maintenant aux caractéristiques extérieures et intérieures des ruches. Nous avons dit que l'abeille s'accommode de toute espèce de cavité. Cependant, d'une façon générale, plus cette cavité sera volumineuse et plus la population (avec une reine prolifique) sera nombreuse, plus aussi les provisions de miel seront abondantes. D'après l'Abeille de Québec, « la plus grande ruche du monde se trouve à Bee-Rock, en Californie. Bee-Rock est un rocher de 40 mètres de haut qui s'élève abruptement du lit du fleuve de l'Arroyo. Le monolithe granitique se perd en arrière dans une colline contiguë et présente de nombreuses crevasses. Celles-ci sont habitées par un peuple d'abeilles et leurs profondeurs regorgent de miel. On ne peut évaluer la quantité de miel contenue dans ses cavités dont on ignore le nombre et les dimensions des colonies, car si l'on en voit beaucoup, d'autres sont cachées. D'autre part, il n'y a pas à songer à pénétrer dans ces crevasses, les chasseurs d'abeilles ont déjà assez de difficultés à récolter les rayons de miel à leur entrée et c'est par centaines de kilogrammes qu'ils dépouillent chaque année les industriels insectes. » (*La Gazette Apicole*, novembre 1932.) Pour sa commodité, l'homme a créé de multiples ruches aux formes et aux dimensions diverses. Dans toutes ces ruches, l'abeille travaille selon des méthodes immuables. Jetons un regard à l'intérieur. La ruche est nue — c'est-à-dire non préparée par l'apiculteur ; on vient d'y jeter un essaim. Celui-ci se fixe au plafond et, immédiatement, les abeilles se mettent à l'ouvrage pour bâtir, de haut en bas, un rayon de cire, puis deux, trois, etc..., régulièrement espacés. La reine pond au milieu du nid, dans les alvéoles et en face du trou de vol. Le miel s'emmagasine à droite, à gauche, et en

haut du couvain. L'apiculteur peut donc récolter soit une partie du miel qui se trouve de chaque côté du nid, soit celui qui se trouve à la partie supérieure. Mais, en apiculture moderne, on place l'essaim dans la ruche à cadres (cadres qui contiennent une feuille de cire gaufrée que les abeilles étirent pour former un rayon). On peut ainsi, en soulevant les cadres, visiter en quelques minutes toute la ruche. On peut également effectuer la récolte avec propreté et rapidité, soit en enlevant une partie des cadres latéraux (ruches horizontales), soit en enlevant la totalité des demi-cadres (hausse) qui se superposent au corps de ruche (ruches verticales). D'où les trois sortes de ruches : 1° Fixistes, où les rayons de cire sont collés aux parois ; 2° A cadres mobiles (Layens-Dadant) ; 3° Mixtes (fixistes pour le nid à couvain et à cadres mobiles pour le grenier à miel). Nous n'entreprendrions pas plus avant dans le détail de ces diverses ruches et dans les manipulations apicoles. Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages spéciaux traitant de la question. Mais on comprendra facilement qu'il suffit de changer les dimensions d'une ruche pour en créer une nouvelle et, comme le dit excellemment Helle (*Gazette Apicole*, décembre 1932) : « Les raisons de ces modifications de dimensions peuvent se justifier facilement en invoquant la région, le climat, le plus ou moins de valeur miellifère, et enfin, ce que nul ne veut avouer, l'honneur de donner son nom à une ruche, honneur fragile qui, comme la rose, ne vit que l'espace d'un matin. » La vanité humaine se niche où elle peut.

Il est un dernier point sur lequel nous voulons dire un mot : c'est celui concernant les rapports entre abeilles et... anarchistes. De nombreux camarades, en effet, se sont adonnés à l'apiculture. C'est une des branches les plus agréables de l'activité humaine. D'autre part, être apiculteur, cela ne sera jamais professer un « métier haïssable ». Il vaut mieux exploiter les abeilles qu'exploiter les hommes. Mais le véritable apiculteur n'exploite pas ses abeilles. Il a, au contraire, pour ces intelligentes bestioles, des soins paternels. Il les place dans des conditions idéales de travail, et les abeilles produisent, ainsi, bien au-delà de ce qui leur est nécessaire pour vivre et se multiplier. Par temps de disette, il leur vient en aide en leur restituant une partie de ce qu'il a emmagasiné aux époques de prospérité. Il est, pour elles, une véritable providence, et elles bénéficient sans s'en apercevoir de sa bienveillante, intelligente et discrète intervention. Discrète — car l'apiculteur expérimenté a appris, auprès de ses abeilles, à dominer ses réflexes, à agir toujours avec prudence et douceur, bref, à s'élever moralement. Et ceci n'est pas un des moindres avantages de l'apiculture. (Il faut dire aussi que le dard est un merveilleux instrument d'éducation !) Et, lorsqu'on a acquis la dextérité suffisante, il faut si peu de fumée pour dominer ce petit monde, si grand par ses vertus et si précieux pour l'enseignement qu'il nous donne ! Enfin, l'idéal libertaire n'est-il pas celui qui se réalisera dans la grande ruche terrestre où, dans la paix universelle, il sera donné, comme chez les abeilles, à chacun selon ses besoins ; où tout individu aura à cœur de contribuer au bien-être de tous ; mais où il y aura place aussi pour une immense fraternité, nécessaire pour rendre la vie autant que possible douce et agréable aux déshérités, aux souffrants, aux malheureux atteints d'irréparable misère physiologique ? Les joies intellectuelles que nos camarades éprouvent dans la fréquentation des abeilles, et aussi les profits qu'elles tirent du commerce de leur miel sont récompenses légitimes qui les paient de bien des piqures... sociales ; celles-ci étant, sans contredit, les plus cruelles et les plus venimeuses. — Ch. BOUSSINOT.

RUCHE (LA). Tel est le nom d'une œuvre que j'ai fondée en 1904. Dix ans après sa fondation, prévoyant que la Guerre de 1914-1918 allait entraîner la ruine de

cet établissement que j'avais eu tant de peine à édifier, j'ai publié sous ce titre : « *La Ruche : Une œuvre de solidarité ; un essai d'éducation* », une forte brochure destinée à faire connaître sous quelle forme y fut pratiquée la solidarité et dans quel esprit fut conçu et réalisé cet essai d'éducation. Il m'a paru regrettable que cette œuvre menacée de disparaître, soit exposée à tomber complètement dans l'oubli ; et j'ai cru utile d'en transmettre le souvenir à ceux qui, un jour ou l'autre, en France ou ailleurs, auront le désir de reprendre cet essai et de s'en inspirer.

Je ne saurais donc faire mieux que d'extraire de cette brochure les passages les plus susceptibles de permettre aux lecteurs de se faire une idée exacte de ce que fut « la Ruche ». (La brochure en question est de 1914.)

Brèves indications. — Cette œuvre de solidarité et d'éducation, sise à Rambouillet (Seine-et-Oise), a été fondée et est dirigée par Sébastien Faure. Elle élève une quarantaine d'enfants des deux sexes.

Pas de classement ; ni punitions, ni récompenses.

Son programme. — Par la vie au grand air, par un régime régulier, l'hygiène, la propreté, la promenade, les sports et le mouvement, nous formons des êtres sains, vigoureux et beaux.

Par un enseignement rationnel, par l'étude attrayante, par l'observation, la discussion et l'esprit critique, nous formons des intelligences cultivées.

Par l'exemple, par la douceur, la persuasion et la tendresse, nous formons des consciences droites, des volontés fermes et des cœurs affectueux.

« La Ruche » n'est subventionnée ni par l'Etat, ni par le Département, ni par la Commune. C'est aux hommes de cœur et d'intelligence à nous seconder, chacun dans la mesure de ses moyens.

Les trois écoles. — A l'heure où les deux écoles qui se disputent, en France, le cœur et l'esprit de nos enfants, se livrent un combat acharné, dont le plus clair résultat, jusqu'ici, est de faire éclater aux yeux des moins prévenus les tares, les imperfections et l'insuffisance de l'une et de l'autre, il est particulièrement utile que soit fondée une troisième école.

L'école chrétienne, c'est celle d'hier ; l'école laïque, c'est celle d'aujourd'hui ; « La Ruche », c'est, d'ores et déjà, l'école de demain.

L'école chrétienne, c'est l'école du passé, organisée par l'Eglise et pour elle ; l'école laïque, c'est l'école du présent, organisée par l'Etat et pour lui ; « La Ruche », c'est l'école de l'avenir, l'école tout court, organisée pour l'enfant, afin que, cessant d'être le bien, la chose, la propriété de la Religion ou de l'Etat, il s'appartienne à lui-même et trouve à l'école le pain, le savoir et la tendresse dont ont besoin son corps, son cerveau et son cœur.

Dans quel but et comment j'ai fondé la Ruche. — Depuis quelque vingt-cinq ans, je fais des conférences tendant à propager les convictions qui m'animent et les sentiments qui me sont chers. Favorisé par les circonstances, j'ai eu la bonne fortune d'acquérir peu à peu une certaine notoriété. Je me suis fait, pour ainsi dire, une clientèle nombreuse d'auditeurs dans la plupart des villes que je visite périodiquement, et il n'est pas rare que, si vastes soient-elles, les salles dans lesquelles je convie le public à venir m'entendre soient encore insuffisantes. A la porte, je prélève un droit d'entrée. Mes frais (voyage, salle, publicité, etc.) payés, il me reste un bénéfice appréciable, et ces bénéfices additionnés représentent, chaque année, une somme assez ronde. Je me suis tout naturellement demandé ce qu'il convenait de faire de cet argent que me procurait ma propagande. J'aurais pu, le considérant comme très honora-

blement gagné, le garder par devers moi. C'est une erreur grossière et une injustice que de refuser à l'orateur le droit de vivre de ses discours ; le conférencier a le droit de vivre de ses conférences, au même titre que vivent de la tâche qu'ils accomplissent tous ceux qui travaillent : professeurs, des enseignements qu'ils donnent ; journalistes, des articles qu'ils écrivent ; médecins, des maladies qu'ils soignent ; avocats, des causes qu'ils plaident ; ouvriers, du travail qu'ils exécutent.

J'aurais donc pu, sans scrupule et en toute équité, garder pour moi les ressources que me procuraient mes conférences. Mais, constamment préoccupé de la besogne à faire par les militants auprès de la foule ignorante de notre idéal, pouvais-je conserver tout ou partie de cet argent dont, à tout instant et en toutes circonstances, il est besoin ?

Une foule de gens — c'est de beaucoup le plus grand nombre — sans conviction, sans idéal, n'ont qu'un souci : s'enrichir, en tous cas, économiser pour leurs vieux jours. On ne trouve pas un vrai militant qui ait cette préoccupation. Le militant marche, tout éveillé, dans son rêve. N'ayant de passion ardente que celle qui le mouvemente incessamment vers le but qu'il s'est volontairement assigné, il ne tient à l'argent que dans la mesure où celui-ci lui est indispensable pour la réalisation de son rêve, pour l'obtention de son but. Vingt années durant, j'ai fait comme tous mes amis : attribuant tout ce que je gagnais aux œuvres de propagande, aux campagnes d'agitation, à l'effort d'éducation, aux gestes de solidarité qui guettent et sollicitent à chaque pas l'éducateur des foules.

Toutefois, un jour vint où, au cours d'une de ces haltes qui apportent un peu de calme à la marche enfiévrée de l'apôtre et lui confèrent le repos momentané dont la nécessité s'impose, j'examinai, tranquille et de sang-froid, si, des ressources mises à ma disposition par mes conférences, je faisais l'usage le meilleur, c'est-à-dire le plus fécond. De réflexion en réflexion, je fus amené à considérer qu'il serait préférable de concentrer sur une œuvre unique toutes les disponibilités que, jusqu'alors, j'avais disséminées, au hasard des circonstances, des besoins ou des sollicitations. Ce point acquis, il ne me restait plus qu'à préciser la nature et le caractère de cette œuvre unique. Or, au cours de ma carrière déjà longue de propagandiste, j'avais été amené à faire les deux constatations suivantes :

Première constatation : de toutes les objections qu'on oppose à l'admission d'une humanité libre et fraternelle, la plus fréquente et celle qui paraît la plus tenace, c'est que l'être humain est foncièrement et irrédouçiblement pervers, vicieux, méchant ; et que le développement d'un milieu libre et fraternel, impliquant la nécessité d'individus dignes, justes, actifs et solidaires, l'existence d'un tel milieu, essentiellement contraire à la nature humaine, est et restera toujours impossible.

Seconde constatation : quand il s'agit de personnes parvenues à la vieillesse ou simplement à l'âge mûr, il est presque impossible, et quand il s'agit d'adultes ayant atteint l'âge de 25 ou 30 ans sans éprouver le besoin de se mêler aux luttes sociales de leur époque, il est fort difficile de tenter avec succès l'œuvre désirable et nécessaire d'éducation et de conversion ; par contre, rien n'est plus aisé que de l'accomplir sur des êtres jeunes encore : les petits au cœur vierge, au cerveau neuf, à la volonté souple et malléable.

Plus d'hésitation : l'œuvre à fonder était trouvée. Il s'agissait de réunir 40 à 50 enfants en un vaste cercle familial et de créer avec eux un milieu spécial où serait vécue, dans la mesure du possible, d'ores et déjà, bien qu'enclavée dans la Société actuelle, la vie libre et fraternelle : chacun apportant au dit cercle familial, selon son âge, ses forces et ses aptitudes, son contingent d'efforts, et chacun puisant dans le tout alimenté par la

contribution commune sa quote-part de satisfactions. Les grands versant dans le groupe familial ainsi constitué le produit de leur labeur, le fruit de leur expérience, l'affection de leur cœur et la noblesse de leur exemple ; les petits y versant à leur tour le faible appoint de leurs bras encore délicats, la grâce de leur sourire, la pureté de leurs yeux clairs et doux, la tendresse de leurs baisers. Les grands redevenant jeunes au contact des enfantillages et des naïvetés des petits, et les petits se faisant peu à peu sérieux et raisonnables au contact des gravités et des gestes laborieux et sensés des grands.

Entrevue de la sorte, l'œuvre unique répondait à la double préoccupation formulée ci-dessous : préparer des enfants, dès leurs premiers pas dans la vie, aux pratiques de travail, d'indépendance, de dignité et de solidarité d'une société libre et fraternelle ; prouver, *par le fait*, que l'individu n'étant que le reflet, l'image et la résultante du milieu dans lequel il se développe, tant vaut le milieu, tant vaut l'individu, et que, à une éducation nouvelle, à des exemples différents, à des conditions de vie active, indépendante, digne et solidaire, correspondra un être nouveau : actif, indépendant, digne, solidaire, en un mot contraire à celui dont nous avons sous les yeux le triste spectacle.

Le sort en était jeté, ma résolution était prise, j'allais fonder la Ruche. Je cherchai et finis par trouver un domaine à ma convenance : un bâtiment assez vaste, un grand jardin potager, des bois, des prairies, des terres arables, le tout embrassant une superficie totale de 25 hectares et situé à trois kilomètres de Rambouillet (Seine-et-Oise), et à 48 kilomètres de Paris. Je louai ce domaine.

Ce qu'est la Ruche. — La Ruche n'est pas, à proprement parler, une école. En tous cas, elle n'est pas une école comme les autres. Une école est un établissement fondé en vue de l'enseignement et n'ayant pas d'autre but. Les professeurs y viennent pour faire leurs cours et les élèves pour assister à ceux-ci. Les professeurs ont pour mission d'enseigner ce qu'ils savent et les élèves ont pour devoir d'y apprendre ce qu'il leur est indispensable ou utile de ne pas ignorer. Tel est, pratiquement, le but d'une école. L'école est ouverte à tous les enfants du même quartier, de la même commune ou de la même région. Elle ne doit, sans motif grave et précis, fermer ses portes à personne. Les écoliers restent dans leurs familles qui ont la charge de les loger, de les vêtir, de les alimenter, de les soigner s'ils sont malades, etc., etc. L'école qui se charge de coucher, de nourrir, de soigner l'enfant, l'école qui, pour tout dire en un mot, se substitue dans une certaine mesure à la famille de l'enfant et lui en tient lieu, est un pensionnat. Le pensionnat reçoit de la famille de l'enfant dont il assure l'instruction, l'éducation, le logement et l'alimentation, une pension représentant ces frais et ces services. La Ruche n'est pas un pensionnat et nul enfant n'y est admis et ne s'y trouve à titre « payant ». Quelques parents pouvant, grâce à leur travail, envoyer spontanément, d'une façon régulière ou de temps à autre, quelque argent à la Ruche, se font un cas de conscience de n'y pas manquer. Ces parents ont raison et ils accomplissent volontairement un devoir. Leurs versements rentrent dans la caisse de la Ruche ; leur enfant n'est ni mieux soigné, ni plus aimé que les autres ; mais ces petites sommes ont pour objet de ne pas laisser l'enfant entièrement à la charge de l'œuvre et pour résultat de diminuer mon effort personnel.

Enfin, la Ruche n'est pas un orphelinat. Nous n'avons que quelques orphelins et encore le sont-ils devenus depuis qu'ils sont avec nous. Pour être un orphelinat, il faudrait que la Ruche eût une situation régulière, prévue et réglementée par la loi ou par les statuts d'une société régulièrement constituée ; ou bien, il fau-

draît qu'elle eût des attaches avec l'Assistance publique qui, moyennant rétribution, lui confierait — comme elle le fait pour d'autres œuvres — les enfants qu'elle a recueillis et qui continuent à lui appartenir.

La Ruche n'est donc ni une école, ni un pensionnat, ni un orphelinat. Elle est, en même temps qu'une œuvre de solidarité, une sorte de laboratoire où s'expérimentent des méthodes nouvelles de pédagogie et d'éducation.

Direction. — Il y a un Directeur à la Ruche ; mais il l'est si peu, que, si on donne à cette expression le sens qui lui est d'ordinaire attribué, on peut dire qu'il n'y en a pas du tout. Ailleurs et, peut-être, peut-on dire partout, le Directeur est un Maître, qui donne des ordres, à qui on est tenu d'obéir, qu'on redoute, dont la volonté est souveraine, qui applique avec inflexibilité un règlement déjà redoutable et au besoin substitue son vouloir à la règle ; les uns le flattent dans l'espoir d'en obtenir des faveurs ; les autres le craignent et se cachent de lui ; les uns et les autres se mouchardent par ambition ou par cupidité, pour servir leurs intérêts ou leurs rivalités. Rien de ces abominations n'existe à la Ruche. Si le Directeur était ce despote, il serait nécessairement le point culminant d'une hiérarchie compliquée, où s'élèverait toute une série de despotismes subalternes, sous le poids desquels, tout à fait en bas, seraient écrasés les plus faibles et les plus soumis. Alors, plus de famille ; plus de milieu communiste-libertaire.

L'un de nous — c'est moi, pour le moment — a le titre de Directeur. Pour les propriétaires, dont nous ne sommes que les locataires, pour les fournisseurs, pour les familles qui nous confient leurs enfants, pour les groupes qui, par centaines, et pour les camarades qui, par milliers, suivent avec intérêt la marche de la Ruche, pour les autorités et l'administration, il faut un directeur, parce qu'il faut un responsable. S'engager, répondre, signer, se porter garant, tel est le rôle du Directeur. S'entremettre dans toutes les négociations avec l'extérieur ; écrire, parler au nom de la Ruche, telle est sa fonction. Pauvre Directeur !

Mais aussitôt que ce Directeur cesse d'être tourné vers le public et de faire face aux fournisseurs, aux propriétaires, aux banquiers, au percepteur, aux autorités constituées, aux groupes et aux camarades, il se retourne du côté de ses collaborateurs et il rentre dans le rang ; il redevient un des leurs, une unité comme chacun d'eux, pas plus, pas moins.

S'il y a une décision à prendre, il a voix au chapitre au même titre que les autres ; il exprime son avis et émet son opinion comme les autres, et son avis n'emprunte au titre qu'il porte aucune valeur particulière. On lui donne raison, si on estime qu'il a raison ; on lui donne tort, si on juge qu'il a tort ; il n'est le supérieur de personne ; il n'est l'inférieur d'aucun ; il est l'égal de tous. Nous vivons dans une société tellement pourrie d'autorité, de discipline, de hiérarchie, que ce qui précède paraîtra à la plupart invraisemblable ou fortement exagéré. A mes collaborateurs et à moi, cela semble tout naturel et fort équitable. Dans un milieu communiste, libertaire, les choses ne sauraient se passer différemment.

A l'intérieur de la Ruche, le Directeur a pour fonction de centraliser tous les services et de coordonner tous les efforts, afin que chaque service, tout en restant autonome, garde avec les services voisins la cohésion nécessaire à un fonctionnement d'ensemble régulier, et aussi pour que les efforts ne se neutralisent pas les uns les autres, mais, au contraire, s'appuyant les uns sur les autres, s'entraident, on obtienne, avec un minimum d'efforts, le maximum d'effet utile. De ce point de vue, on peut dire qu'il y a, à la Ruche, une Direction ; mais elle est tout objective ; elle n'est qu'une fonction comme

les autres ; elle n'est qu'un service ; elle n'est que l'enregistrement d'ensemble, et comme le contrôle général des attributions divisées, des responsabilités éparses.

Les collaborateurs. — Nos collaborateurs ne sont ni appointés, ni salariés. Toutes les fonctions, à la Ruche, sont absolument gratuites. Salaire, traitement, avenir, avancement y sont choses totalement inconnues. Les camarades qui, à des titres divers, travaillent à la Ruche, le font de la façon la plus désintéressée. Chacun d'eux doit pourtant réunir des conditions de capacité, d'assiduité au travail, de sobriété et de moralité qui lui permettraient, à l'extérieur, de se hausser au niveau des plus favorisés de sa partie. Nos collaborateurs renoncent volontiers à ces avantages matériels pour vivre à la Ruche.

Ce n'est pas qu'ils y travaillent moins et y mènent une existence plus confortable : ils travaillent, au contraire, beaucoup plus qu'ils ne travailleraient : instituteurs dans une école, travailleurs manuels dans une usine, dans un atelier ou aux champs.

Certes, ils sont nourris, logés, chauffés, éclairés, entretenus comme le sont tous les membres d'une même famille ; mais ils se contentent, sous tous ces rapports, d'un régime fort modeste. Il leur est loisible, aussi, d'avoir quelque argent de poche ; ils puisent, à cet effet, dans la caisse commune, et y prennent ce dont ils ont besoin, sans avoir à en justifier : Ils sont et restent seuls juges des besoins qu'ils ressentent, et je suis heureux de dire, à la louange de tous, que depuis près de dix ans que la Ruche existe, tous nos collaborateurs y ont apporté la plus grande discrétion et la plus méritoire réserve, de façon à peser le moins lourdement possible sur notre budget. On le voit : les avantages matériels attachés au titre de collaborateur de la Ruche sont plutôt minces. Et pourtant, nul ne songe à se plaindre ; tous travaillent avec ardeur et contentement, en se consacrant à cette œuvre, parce qu'ils goûtent des satisfactions morales et des joies du cœur qui compensent largement les avantages auxquels, de propos délibéré, ils renoncent.

Plus d'une fois, il m'a été dit : « Mais alors, c'est comme dans une Communauté religieuse ? » — Pas du tout ; la comparaison ne saurait se soutenir. D'abord, les collaborateurs de la Ruche ne sont liés par aucun vœu, ne sont tenus par aucun engagement ; libres ils sont, et à tout instant, de partir s'ils s'y déplaisent, ou s'ils espèrent être plus heureux ailleurs ; ensuite, ils ne subissent aucune autorité et n'ont à obéir à aucun supérieur ; de plus, ils choisissent eux-mêmes, en toute indépendance, leur travail et l'exécutent comme ils l'entendent ; enfin, ils sont véritablement désintéressés, car ils ne croient pas au Ciel, tandis que les membres des Communautés religieuses, s'ils renoncent à toute rétribution ici-bas, ont la conviction qu'ils recevront, plus tard, après leur mort, le salaire incomparable de leurs travaux, de leurs mortifications et de leur obéissance. Les religieux ne sont, au fond, que des usuriers : ils avancent un pour recevoir mille. Ils ne sont que d'habiles spéculateurs qui placent l'argent de leur austérité dans l'entreprise la plus avantageuse ; ils abandonnent l'intérêt de cet argent durant dix, vingt ou cinquante ans ; mais ils espèrent bien que, durant l'éternité, ils rentreront des milliers et des milliers de fois dans leur capital.

Il arrive que, à certaines époques, nous avons besoin de nous adjoindre quelques collaborateurs temporaires ; par exemple, quand il y a un grand nombre de chaussures à réparer, des travaux de maçonnerie à exécuter sans retard, ou encore, au printemps, dans les jardins ou, à l'époque des moissons et des foins, dans les champs, quand il y a un coup de collier à donner. Nous faisons appel, dans ces cas, soit à des amis particuliers de la Ruche, soit à nos camarades des syndicats

parisiens, qui ne nous refusent jamais le coup de main nécessaire, et ces collaborateurs temporaires viennent, eux aussi, sans rétribution d'aucune sorte.

Tous les services sont autonomes ; chaque collaborateur connaît les attributions et les responsabilités qui s'attachent à la fonction qu'il exerce. Tous s'en remettent à la capacité et à la conscience de chaque responsable.

Une fois par semaine, plus fréquemment, si le besoin s'en fait sentir, tous les collaborateurs se réunissent, le soir venu, la journée terminée, quand les enfants sont au lit. Ceux de nos grands enfants qui, âgés de 15, 16 et 17 ans, sont en apprentissage, assistent à ces réunions et y prennent part au même titre que les collaborateurs eux-mêmes. Ces réunions ont pour objet de resserrer les liens qui nous unissent et de nous entretenir de tout ce qui intéresse la Ruche. Chacun dit ce qui le préoccupe, fait part du projet qu'il a formé, de l'idée qu'il a eue et soumet cette idée, ce projet, cette préoccupation aux autres. On en parle ; on en discute ; on laisse l'idée ou le projet à l'étude si on ne possède pas encore les éléments suffisants à une détermination. Chacun a le droit de se renseigner sur le fonctionnement de tel service : enseignement, caisse, comptabilité, cuisine, etc., etc., de formuler des observations, d'émettre des conseils, de proposer des améliorations. Grâce à ces réunions fréquentes, tous nos collaborateurs et nos grands enfants (garçons et filles) sont mis et tenus au courant de tout ce qui se passe, connaissent constamment la situation de la Ruche, participent aux décisions prises et concourent à leur application. C'est la vie au grand jour ; c'est la pleine confiance ; c'est l'échange de vœux, simplement, franchement, à cœur ouvert. C'est le moyen le plus sûr et le meilleur de prévenir les intrigues et la formation des coteries que favorise le silence.

L'éducation est plus particulièrement confiée à ceux de nos camarades qui, chargés de l'enseignement, sont en rapports constants avec les enfants. Ceux-là passent leur vie avec ces enfants, et il est certain que, constamment mêlés à ceux-ci, ils exercent sur eux une grosse influence. Il n'en est pas moins nécessaire que tous les collaborateurs de la Ruche soient des éducateurs. D'une part, tous sont plus ou moins appelés à initier nos enfants, au fur et à mesure qu'ils grandissent, à la technique de leur métier : cuisine, couture, lessive, lingerie, forge, menuiserie, culture, jardinage, etc., etc. ; d'autre part, ils sont souvent mêlés aux jeux, aux distractions de nos enfants. Il faut donc qu'ils soient un exemple vivant et un guide pratique, patient, doux et affectueux pour ces petits, comme, dans la famille, tous les aînés doivent être pour les plus jeunes des guides et des modèles.

Nos enfants. — La Ruche élève une quarantaine d'enfants des deux sexes. Comment il nous viennent ? — Oh ! de la façon la plus naturelle et sans qu'il soit utile que nous les recherchions. Ce sont des situations intéressantes qui se signalent elles-mêmes ou que des organisations et des amis nous font connaître et nous recommandent. Hélas ! ce ne sont pas les enfants qui manquent !

Le sort des travailleurs est souvent si lamentable, la famille ouvrière est si déplorablement détraquée par la maladie, le chômage, l'accident ou la mort ; les querelles intestines ravagent si fréquemment le milieu familial, querelles dont l'enfant devient l'innocente victime, que cent Ruches, mille Ruches, pourraient être rapidement peuplées de petits à abriter et à éduquer. Nous en avons déjà refusé plusieurs milliers ; nous sommes dans la nécessité d'en refuser tous les jours et, la Ruche étant de plus en plus connue, nous sommes appelés à en refuser chaque jour davantage.

Que de lettres éplorées nous parviennent ! C'est la

femme d'un ouvrier qui, ayant été emporté, en pleine force, par la maladie, laisse à sa veuve la charge de trois, quatre, cinq enfants en bas âge et la mère tend vers nous des bras désespérés ; c'est un travailleur qui vient de perdre la mère de ses enfants et qui nous dit : « Que voulez-vous que je fasse de ceux-ci ? Comment voulez-vous que, travaillant du matin au soir pour les nourrir, j'aie encore le temps et la force de m'occuper d'eux ? ». C'est un voisin qui nous signale un de ces cas intéressants qui, à force de se répéter, sont devenus presque la règle ! C'est un camarade qui nous recommande un enfant vigoureux, intelligent, qui pourrait devenir un sujet d'élite et qui grandit, misérable et battu, entre un père qui s'enivre et une mère qui se prostitue ! C'est un ami qui nous conjure d'ouvrir la porte de la Ruche à un enfant que guette la pieuvre religieuse : sauvetage à opérer ! C'est le défilé tragique et angoissant de tous les drames silencieux ou bruyants, ignorés ou connus, dont est tissée l'existence des déshérités !

Et chaque fois que nous sommes dans la cruelle obligation de repousser les mains qui se tendent vers nous, de mentir aux espérances qu'on a fondées sur la Ruche en refusant d'y admettre un enfant qu'on se réjouissait, par avance, d'y voir accueilli, notre cœur se serre doublement : d'abord, parce que nous pensons avec tristesse aux infortunes qui nous implorent et que nous ne pouvons soulager ; ensuite, parce que nous pressentons que bon nombre de ces enfants qu'il nous est impossible de prendre sous notre protection, sont guettés par l'adversaire ; que, vaincus par la misère, les parents céderont, que ces petits seront remis, abandonnés à l'œuvre de philanthropie ou de charité qui les convoite et que, plus tard, ils seront, presque inmanquablement, des adversaires de leurs propres intérêts et de leurs frères de souffrance. Non ! Les enfants ne manquent pas ; la Ruche pourrait se vider du jeune essaim qu'elle contient ; elle pourrait se vider dix fois, cent fois ; elle ne tarderait pas à s'emplir de nouveau et quantité d'abeilles resteraient quand même à la porte.

Les petits ; les moyens ; les grands. — Nos enfants forment trois groupes : les petits, les moyens et les grands. Les petits, ce sont ceux qui, trop jeunes encore pour se livrer à un travail d'apprentissage quelconque, ne fréquentent aucun atelier et partagent leur temps entre la classe, le jeu et les menus services ménagers qu'ils peuvent rendre : propreté, balayage, épluchage de légumes, etc. Les moyens, ce sont ceux qui sont en préapprentissage. Leur journée est consacrée moitié à l'étude, moitié au travail manuel. Les grands, ce sont ceux qui, leurs études proprement dites étant achevées et leur temps de préapprentissage terminé, entrent en apprentissage.

On pense bien qu'il n'y a pas un âge fixe, invariable séparant, de façon mathématique, les éléments qui composent ces trois groupes.

Ceux-ci sont plus précoces ; ceux-là sont moins robustes ; et c'est le développement physique et cérébral de chaque enfant qui, plus que son âge, détermine le moment où il passe des petits aux moyens et des moyens aux grands.

En fait, nos enfants restent au nombre des petits jusqu'à l'âge de douze à treize ans ; de douze, treize ans à quinze ans environ, ils font partie des moyens ; et, au-dessus de quinze ans, ils sont rangés parmi les grands.

Jusqu'à l'âge de douze ou treize ans, ils ne font qu'aller en classe ; de douze, treize ans jusqu'à quinze ans, ils vont : une partie de la journée en classe, l'autre partie à l'atelier ou aux champs ; et, à partir de quinze ans, ils cessent d'aller en classe et ne vont qu'à l'atelier ou aux champs. Néanmoins, le soir venu, comme les grands ne vont se coucher que vers dix heures,

ils lisent, suivent les cours supplémentaires que nos professeurs leur font, travaillent avec ceux-ci, causent, interrogent, échangent des idées et complètent, ainsi, leur petit bagage de connaissances générales.

Le « préapprentissage ». — Dès l'âge de douze à treize ans, presque tous les enfants qui appartiennent à la classe ouvrière quittent l'école. L'enfant a son certificat d'études primaires ; sa famille estime qu'il en sait assez. En tous cas, elle pense qu'il est temps qu'il se mette au travail qui rapporte. Pour beaucoup, l'essentiel et le plus pressé, c'est que l'enfant cesse d'être une charge, qu'il se débrouille et que même il augmente de quelques sous par jour le salaire familial. Les privilégiés entrent en apprentissage. Ils y entrent tout de go et au petit bonheur. Il s'agit bien des goûts de l'enfant, de ses aptitudes, de ses forces ! Ses goûts ? Sait-il ce qui lui plaît ! Ses aptitudes ? Les connaît-il lui-même ! A-t-il eu l'occasion de les discerner ? La famille dit : « Il fera comme les autres ; c'est en apprenant un métier qu'il y acquerra et développera les aptitudes nécessaires. Ses forces ? Il a treize ans ; il doit être assez fort pour travailler, sinon, « c'est de la paresse ».

Et l'enfant devient apprenti. On sait comment il l'est, neuf fois sur dix : c'est lui qui nettoie, balaie, fait les commissions et les courses ; il est chargé de toutes les corvées ; il est plutôt domestique qu'apprenti, et ça dure jusqu'à quatorze ou quinze ans ; en réalité, ce n'est qu'à cet âge-là qu'il commence à apprendre sérieusement le métier qu'il se propose de faire. Quel métier ? Celui que le père a choisi pour lui ; celui qu'un voisin a conseillé ; celui que les circonstances — souvent les plus fortuites — ont indiqué. Le résultat est que souvent, très souvent, parvenu à l'âge de seize ou dix-sept ans, ce jeune ouvrier constate que la profession qu'il exerce ne convient ni à ses goûts, ni à ses aptitudes, ni à son tempérament. Que faire ? Quitter ce métier que, il le pressent, il ne fera jamais avec plaisir et dans lequel il sera toujours inférieur ? Il n'y faut pas songer. Il faudrait faire un nouvel apprentissage et il est trop tard.

L'adolescent se résigne ; il continue, tristement, sans ardeur, sans enthousiasme ; il devient et reste toute sa vie un ouvrier médiocre ; sorte de bagnard condamné au travail forcé à perpétuité. Triste existence ! Nous avons pensé qu'il fallait à tout prix éviter à l'enfant le désagrément et le désavantage d'être voué, dès l'âge de douze à treize ans, à un métier qui peut lui déplaire.

J'ai entendu professer couramment l'opinion que, pour un ouvrier, tous les travaux sont les mêmes, ou à peu près. Ceux qui émettent cet avis prétendent que la condition et le salaire de l'ouvrier étant, à peu de chose près, les mêmes dans toutes les industries, il importe fort peu que celui-ci travaille dans le bois, dans le cuir, dans les tissus ou dans les métaux ; que le choix d'un métier ne doit pas, en conséquence, être déterminé par les goûts, les aptitudes ou les forces de l'individu, mais par le salaire et, d'une façon plus générale, les conditions de travail ; qu'au surplus, l'outillage mécanique se multipliant et se perfectionnant sans cesse, il est indifférent qu'on manipule du bois, des métaux, du tissu ou du cuir. Cette opinion est fautive, et je n'en connais pas qui aurait pour le travail manuel de plus regrettables conséquences. D'abord, il est évident que si le mécanisme envahit tout et que si l'ouvrier est condamné à être de plus en plus un conducteur, un surveillant ou un auxiliaire de la machine, il n'est pas du tout indifférent que, sans faire état de ses goûts, de ses aptitudes et de ses forces, il fasse tel métier ou tel autre : tel métier est plus sale ; tel autre plus dangereux ; l'un peut, à la longue, se faire machinalement et quasi sans qu'on y pense ; l'autre exige une attention sans relâche ; le premier comporte de la minutie, de la délicatesse ; le second de la vigueur, de l'endu-

rance ; celui-ci entraîne telle perturbation de l'organisme musculaire ; celui-là tels troubles nerveux ; dans tel métier, pas besoin d'imagination, d'initiative, d'ingéniosité ; dans tel autre, il en faut beaucoup ; on peut faire l'un sans rien connaître du dessin ni d'a mathématiques ; impossible de faire l'autre sans posséder des connaissances assez étendues en mathématiques et en dessin, etc., etc. Je n'en finirais pas, si je voulais énumérer ici, sans du reste m'arrêter à aucune, toutes les distinctions, toutes les différences, toutes les oppositions. Et je ne parle pas des parties du corps qui sont actionnées plus spécialement par le métier exercé ; du bruit qui se fait, des odeurs qui s'exhalent, des poussières qui sont soulevées, de l'air qui circule, etc., etc.

Est-il permis de dire, maintenant, qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des goûts, des aptitudes, des forces de l'enfant, et que le travailleur manuel peut exercer, indistinctement et indifféremment, n'importe quel métier ?

Sans doute, l'ouvrier qui va à son travail comme l'esclave à sa chaîne n'a de goût ni d'aptitude pour aucune besogne, et il lui est indifférent de travailler à ceci ou à cela ; c'est le sort qui attend le triste apprenti dont j'ai parlé plus haut. Mais il y a des travailleurs qui font leur métier avec joie, à qui l'outil manquerait autant que le pinceau manque à l'artiste peintre, qui ont l'amour de la besogne bien exécutée, du travail fini, qui se passionnent pour leur métier, pour qui vaincre une difficulté, c'est gagner une bataille sans l'horreur du sang versé et qui, toutes proportions gardées, essaient, expérimentent, travaillent dans leur atelier avec autant d'ardeur que le savant dans son laboratoire. Osera-t-on soutenir qu'il n'y a aucune différence entre ces ouvriers et les autres ?

Eh bien ! Nous désirons ardemment que nos enfants soient, plus tard, au nombre de ces travailleurs d'élite. Comment faire pour obtenir ce résultat ou, du moins, pour grouper toutes les conditions de nature à favoriser ce résultat ? Voici :

Durant deux ou trois ans, chacun de nos enfants circule dans nos divers ateliers, restant et travaillant trois, quatre, cinq ou six mois dans l'un, autant dans l'autre ; il a ainsi le temps et l'occasion d'étudier ses goûts, de préciser ses aptitudes, de mesurer ses forces. Il n'a pas, de l'âge de douze à celui de quinze ans, à se préoccuper du choix d'un métier ; il tâte de plusieurs et de chacun d'eux assez longtemps pour établir entre les uns et les autres les comparaisons nécessaires et dont il reste le centre. En même temps, il continue ses études : non seulement parce qu'il est loin d'avoir acquis la somme de connaissances générales qui, dans l'avenir, quel que soit le métier qu'il fasse, lui seront indispensables ; non seulement parce qu'il est arrivé à l'âge où, devenu plus raisonnable, il profitera mieux des enseignements qui lui seront donnés ; mais encore et surtout parce que, travaillant tour à tour, chaque jour, régulièrement, en classe et à l'atelier, il s'établira fatalement, probablement même à son insu, un rapport fort utile entre ses travaux ici et ses études là, entre la formation de son esprit et celle de son œil et de ses mains, entre sa culture générale et son apprentissage technique. Et quand, après deux ou trois ans de ce préapprentissage, il se spécialisera, son choix, bien équilibré, s'appuiera sur cette culture intellectuelle et manuelle, sans que l'une soit sacrifiée à l'autre ; bien plus, les deux se compléteront, s'ajusteront pour la plus grande satisfaction et le plus grand bien de l'adolescent.

Je ne dis pas que, dans ces conditions, le choix de l'enfant sera toujours judicieux, le meilleur, et devra être tenu pour définitif ; mais je dis que, d'une part, il y aura toutes chances pour qu'il en soit ainsi et que, d'autre part, nous aurons, nous, à l'égard de cet enfant, accompli notre devoir, tout notre devoir.

Des êtres complets. — Le rôle de l'Education, c'est de porter au maximum de développement toutes les facultés de l'enfant : physiques, intellectuelles et morales. Le devoir de l'Éducateur, c'est de favoriser le plein épanouissement de cet ensemble d'énergies et d'aptitudes qu'on rencontre chez tous. Et je dis qu'en dotant les enfants qui nous sont confiés de toute la culture générale qu'ils sont aptes à recevoir et de l'entraînement technique vers lequel les porteront le plus leurs goûts et leurs forces, nous aurons accompli à leur égard notre devoir, tout notre devoir. Car, nous aurons, ainsi, formé des êtres complets.

Des êtres complets ! De nos jours, on en trouve fort peu ; je pourrais même dire qu'on n'en trouve pas. Et c'est là une des conséquences fatales de l'organisation sociale et des méthodes éducatives qui en découlent. Ici, c'est un fils de bourgeois dont les parents ambitionnent de faire un fort en thème ou un calé en mathématiques, mais qui croiraient donner à leur rejeton une éducation indigne de leur rang et de la situation sociale à laquelle ils destinent ce rejeton, s'il apprenait à travailler de ses mains le métal, le bois ou la terre. Là, c'est un fils de prolétaire plus ou moins besogneux, que la famille arrache, dès l'âge de douze à treize ans, à l'école. Il sait tout juste lire, écrire et compter ; il est à l'âge où l'intelligence s'ouvre à la compréhension, où la mémoire commence à emmagasiner, où le jugement se forme ; n'importe ! Il faut qu'il aille à l'atelier ou aux champs ; il est temps qu'il travaille. « Et puis, disent les parents, est-il « utile qu'il devienne un *savant*, pour faire un paysan ou un « ouvrier » ? Qu'advient-il ?

Le premier de ces deux garçons arrivera peut-être à un degré appréciable de culture intellectuelle : artiste, savant, littérateur, philosophe, il aura sa valeur, je ne le conteste pas ; mais il sera d'une ignorance lamentable et d'une insigne maladresse, dès qu'il s'agira de raboter une planche, de frapper un coup de marteau, de réparer ou de manier un outil, en un mot de se livrer à un travail manuel quelconque. Le second sera peut-être, dans sa partie, un travailleur suffisant : mécanicien, tailleur, maçon ; je n'en disconviens pas ; mais, en dehors de son métier, il sera d'une ignorance crasse et d'une déplorable incompréhension. L'un et l'autre se seront convenablement développés dans un sens, mais ils auront totalement négligé de se développer dans l'autre. Le premier sera un théoricien, non un praticien ; le second sera un praticien, non un théoricien. L'un saura se servir de son cerveau, pas de ses bras ; l'autre saura se servir de ses bras, pas de son cerveau.

Le fils de bourgeois sera enclin à considérer comme indigne de lui le travail manuel et comme inférieurs à lui ceux qui en vivent ; le fils de prolétaires sera porté à s'incliner devant la supériorité du travail intellectuel et à s'humilier, admiratif, respectueux et soumis, devant ceux qui l'exercent. Résultat : au point de vue individuel, aucun d'eux ne sera un être complet ; celui-ci : muscles vigoureux, cerveau débile ; celui-là : cerveau vigoureux, muscles débiles : l'un et l'autre, hommes incomplets, moitiés d'hommes, tronçons d'humanité. Au point de vue social : rivalité entre travailleurs manuels et intellectuels ; labeur intellectuel plus considéré et mieux rétribué que le labeur manuel ; celui-ci continuant indéfiniment à être infériorisé, mal rétribué et humilié.

L'Education doit avoir pour objet et pour résultat de former des êtres aussi complets que possible, capables, en dépit de leur spécialisation accoutumée, quand les circonstances le permettent ou le nécessitent : travailleurs manuels, d'aborder l'étude d'un problème scientifique, d'apprécier une œuvre d'art, de concevoir ou d'exécuter un plan, voire de participer à une discussion philosophique ; travailleurs intellectuels, de mettre la

main à la pâte, de se servir avec dextérité de leurs bras, de faire, à l'usine ou aux champs, figure convenable et besogne utile. *La Ruche* a la haute ambition et la ferme volonté de lancer dans la circulation quelques types de cette espèce. C'est pourquoi on y mène de front l'instruction générale et l'enseignement technique et professionnel.

Nos ateliers. — Jusqu'à ce jour, nos ateliers n'ont rien produit pour l'extérieur. Seule, l'imprimerie a fait exception. Menuiserie, forge, couture, lingerie, reliure, n'ont travaillé que pour les besoins de *La Ruche*. En réalité, ces ateliers ont été et sont encore plutôt des services que des ateliers; quelques-uns, vraisemblablement, garderont ce caractère; d'autres, comme la menuiserie, la reliure et, peut-être, la couture, tout en restant des services et répondant aux besoins courants de l'Œuvre, deviendront sans doute, dans un avenir prochain, des ateliers de production en même temps que d'apprentissage.

Lorsque, arrivé à l'âge de seize ans environ, un enfant, garçon ou fille, possède une culture générale suffisante et un entraînement professionnel lui permettant de travailler à l'extérieur et, comme ouvrier ou ouvrier, de suffire à ses besoins, il peut, à sa volonté, quitter *la Ruche* ou y rester. Il est libre et il fait son choix en toute indépendance.

Il est probable qu'une certaine proportion de ces adultes restera à *la Ruche*. Ceux-là cesseront d'être au nombre de nos pupilles et prendront rang parmi nos collaborateurs. Nous en avons déjà quelques-uns qui se trouvent dans ce cas. Ils travaillent à l'atelier dans lequel ils ont fait leur apprentissage et exercent le métier qu'ils ont appris. Le temps est proche où nos couturières, nos menuisiers et nos relieuses seront à même d'exécuter proprement le travail qui leur sera confié et où, dans chaque atelier, ils seront assez nombreux pour que leur production dépasse les besoins constants de *la Ruche*. Nous entrevoyons donc, d'ores et déjà, la possibilité de travailler pour l'extérieur. Nous nous proposons, à la menuiserie, de faire le meuble. Dans les centres ouvriers — où nous trouverons la presque totalité de notre clientèle, — les ménages à situation modeste ont à choisir entre le meuble grossier, fruste, mal conditionné, mais relativement solide et le meuble tape-à-l'œil, c'est-à-dire élégant, gracieux, léger, mais fragile. Le premier ne flatte pas l'œil, mais résiste; le second est agréable à la vue, mais il ne fait pas un long usage et ne résiste guère aux étourderies turbulentes de la marmaille ou aux chocs d'un déménagement. *La Ruche* rendrait un grand service à la classe ouvrière de Paris et des villes importantes de province en mettant à sa disposition un meuble qui éviterait ce double défaut : rusticité, fragilité, c'est-à-dire un meuble à la fois élégant et robuste, gracieux et solide.

Même observation pour la reliure : elle est de luxe ou par trop rudimentaire. De luxe, elle coûte trop cher; trop rudimentaire, elle cède rapidement à l'usage. Pour les Bourses du Travail, les Syndicats, les Coopératives, les Bibliothèques populaires et les camarades qui sont appelés à constituer notre clientèle, il faut une reliure simplement confortable, dont le prix ne dépasse pas les ressources fort limitées de cette clientèle et dont la solidité est suffisante.

Il ne suffit pas, il est vrai, de produire bien et dans des conditions avantageuses, il faut encore s'assurer des débouchés. Pour *la Ruche*, cette question est résolue d'avance. Nos débouchés existent : ce sont les Syndicats, les Coopératives, les Universités populaires, les Bourses du Travail, les Groupements d'avant-garde, tous amis de *la Ruche*, et aussi la multitude des camarades qui, individuellement, suivent avec intérêt le développement de celle-ci. Il suffira de faire appel à ces débouchés pour qu'ils s'ouvrent. Nous en avons l'assu-

rance, car ce sont ces camarades et ces organisations qui, depuis sa fondation, forment la clientèle de notre imprimerie. Celle-ci fonctionne depuis un an et les commandes lui viennent de toutes parts.

Ce qui se passe pour l'imprimerie se passera pour la reliure et la menuiserie; cela n'est pas douteux.

Notre budget. — Entre nos dépenses et nos recettes, la différence a été de 29.719 francs, du 30 juin 1913 au 30 juin 1914. Ce déficit de 30.000 francs a été comblé par le produit de mes conférences au cours du même laps de temps, soit du 30 juin 1913 au 30 juin 1914. Il est équitable de reconnaître que ce déficit est considérable et inquiétant. Je ne suis plus de première jeunesse; j'arrive à l'âge où les forces fléchissent. Je me sens encore robuste et bien portant; j'ai la même ardeur au travail, la même énergie, la même endurance qu'il y a vingt ans. Il faut néanmoins prévoir que je ne pourrai pas impunément prolonger, au delà de quelques années, l'effort soutenu et énorme que j'accomplis depuis plus d'un quart de siècle. La vieillesse, malgré tout, vient avec son inévitable et douloureux cortège de défaillances et d'infirmités. Il est prudent de prévoir aussi la maladie, l'accident, la mort, qui peuvent fondre sur moi et brusquement m'emporter ou me mettre hors de combat.

Et, à l'examen des chiffres ci-dessus, les amis de *la Ruche* peuvent concevoir sur son avenir de vives appréhensions. Ils peuvent redouter que l'apport que, depuis sa fondation, je fais, chaque année, à *la Ruche* venant à lui faire subitement défaut, cette œuvre ne disparaisse sous le poids de charges devenues trop lourdes. Je conçois les alarmes de nos amis et, depuis longtemps, je vis, en dépit de mon robuste optimisme, dans l'angoisse d'une de ces éventualités que j'énumère plus haut et de cette fatalité inéluctable : la vieillesse, au seuil de laquelle je me trouve.

Confiance en l'avenir. — Eh bien ! que nos amis se rassurent. Peu de temps nous sépare de l'heure à laquelle *la Ruche*, cessant d'être obligée de compter sur les ressources au caractère nécessairement aléatoire qu'elle doit à mes conférences, parviendra à se suffire à elle-même et finira par substituer à ces ressources des produits ayant un caractère régulier et assuré. Très sincèrement je pense qu'il est permis de le croire, et je le crois. Quoi qu'il en soit, mes efforts tendent vers ce but et nous avons, mes collaborateurs et moi, pleine confiance que nous l'atteindrons. Le plus difficile est fait. Nous avons vaincu les premières et plus grandes difficultés; nous avons traversé la période de tâtonnement et, si loin qu'apparaisse encore ce but si désirable et si ardemment désiré, il est certain que la route déjà parcourue est beaucoup plus longue et ardue que celle qui nous en sépare. Notre confiance est donc légitime; elle est fondée; elle est inébranlable.

J'arrête ici les emprunts que je fais à la brochure qui a pour titre : « *La Ruche. Une œuvre de solidarité. Un essai d'éducation* ». Les indications ci-dessus seraient incomplètes si je n'y ajoutais les renseignements propres à faire connaître en quoi *la Ruche* fut un essai d'éducation intéressant à plus d'un titre. Au moment où j'aborde la question entre toutes délicate et complexe de l'éducation et de l'enseignement, qui furent en honneur à *la Ruche*, j'engage le lecteur à se reporter aux études remarquables qu'il trouvera aux mots *Ecole, Education*, sous la signature de notre collaborateur E. Delaunay.

Idéal et réalité. — Il est à désirer que l'enseignement s'étende à des matières de plus en plus nombreuses et l'idéal serait qu'il pût embrasser tout le domaine du savoir, afin que, d'une part, tout écolier fût initié à

l'ensemble des richesses intellectuelles qu'ont accumulées, au cours des siècles, tous les hommes de science et qui constituent, à l'heure actuelle, le fabuleux trésor dont il est équitabie que tous soient appelés à bénéficier; afin que, d'autre part, chacun ayant, de la sorte, l'occasion de connaître et de préciser ses aptitudes, eût le loisir et l'avantage de se spécialiser au grand profit de lui-même et de ses semblables. Mais la réalité est, hélas ! peu d'accord avec cet idéal. Dès l'âge de douze à treize ans, huit enfants sur dix quittent définitivement l'école : l'apprentissage, le labeur quotidien, les apâtes de la lutte pour la vie les en tiendront éloignés à jamais. Durant les quelques années qu'ils auront passées à l'école primaire, ils n'auront pas pu apprendre grand-chose. L'essentiel, c'est qu'ils aient bien compris et qu'ils soient en mesure de bien retenir et d'utiliser au mieux ce « pas grand-chose ». Ce résultat exige qu'il ne leur soit enseigné que ce qu'il est indispensable qu'ils sachent, que les programmes ne comprennent que les connaissances pratiques dont ils feront usage dans la vie et la raison commande d'expurger de ces programmes toutes les matières qui n'ont pas un caractère incontestable d'utilité. L'important, c'est que, à l'école, l'enfant apprenne à apprendre. Ce résultat dépend moins du disciple que du maître ; car c'est affaire de méthode.

L'importance de la méthode. — Il en est — ce sont à coup sûr les plus nombreux, si l'on excepte les membres du corps enseignant — qui tiennent le raisonnement suivant : « Pourvu que l'enfant apprenne, pourvu qu'il sache, qu'importe le procédé qu'il a employé pour apprendre, pour savoir ! Le résultat reste le même. » C'est là une erreur considérable et c'est se tromper grossièrement que de croire que le résultat est le même. Les procédés pédagogiques varient à l'infini et l'on peut dire que dans le détail, chaque éducateur a les siens. Toutefois, ces procédés ne sont pas seulement multiples, ils sont antagoniques et, dans la pratique, ils procèdent, vus d'ensemble, de deux méthodes opposées et aboutissent à deux résultats contradictoires.

Les deux méthodes. — L'une de ces méthodes est exclusivement déductive : elle consiste à formuler une règle, un principe, une proposition. Le Maître en donne lecture ; le livre placé entre les mains de l'enfant l'exprime. Ces règles sont presque toujours rédigées en termes brefs, peu courants, et abstraits. Il est rare que l'enfant saisisse le sens précis de ces termes, à plus forte raison qu'il saisisse l'exacte signification de la phrase. Cette formule serait en latin ou en grec, il ne la comprendrait guère moins. Puis, la règle lue, le principe énoncé, le Maître, par déduction, donne des exemples et multiplie les applications.

Que la règle soit exacte ou erronée, que l'enfant ait ou n'ait pas compris la proposition, peu importe. La règle est imprimée dans le livre qu'on lui a remis ; le maître qu'on lui a donné affirme l'exactitude du principe. Cela suffit à l'enfant, cela doit lui suffire. Il a la sensation que son livre et son Maître ne peuvent ni ne veulent l'induire en erreur. Pour lui, la parole du Maître « *Magister dixit* » remplace avantageusement la meilleure des démonstrations, la preuve la plus péremptoire.

L'autre méthode procède d'une façon diamétralement opposée. Elle place l'enfant en présence des réalités et l'incite à faire usage, pour observer les faits, de tous les moyens dont il dispose ; elle l'entraîne à observer et à multiplier les observations ; elle l'habitue à constater, à contrôler, à vérifier, à comparer, à noter les ressemblances et les oppositions ; elle l'impressionne à l'aide de tous ses sens ; puis, elle l'invite à grouper, à sérier, par similitude, ou par contraste, les observations faites ; elle l'achemine graduellement vers les

classifications résultant des notations innombrables ; enfin, le cercle des constatations s'élargissant toujours, elle le conduit insensiblement à la découverte de la règle, du principe.

Cette méthode est exclusivement inductive.

Dans la première méthode (déductive), le livre et le Maître jouent le rôle principal, l'élève ne tient que l'emploi secondaire. Dans la seconde (inductive), les rôles sont renversés : c'est l'élève qui joue le rôle le plus important ; puisque, au lieu que ce soit le professeur qui présente, explique et enseigne à l'enfant une règle formulée d'avance, c'est l'enfant qui cherche, fait effort, observe, note, classe, généralise sous la simple direction du professeur, dont le rôle se borne à guider l'enfant et à le préserver des erreurs que ne manqueraient pas de susciter son impatience, sa fébrilité, son inexpérience.

La méthode dogmatique. — La première méthode est, au fond, une méthode dogmatique, religieuse ; elle implique, de la part du disciple, un acte de foi envers le livre et l'éducateur ; car le disciple, en l'espèce, n'admet pas la règle parce qu'il en a lui-même contrôlé le bien-fondé ; il ne tient pas la règle pour exacte parce qu'il a pris soin d'en vérifier la justesse. *Il y croit* ; il la considère comme l'expression d'une certitude, parce qu'elle lui est enseignée par son livre et par son Maître, parce qu'il a confiance en l'un et en l'autre, parce qu'il a la conviction que celui-ci et celui-là ne peuvent ni se tromper ni le tromper, parce que, pour tout dire en un mot, il croit, il a foi en ce qui est écrit et en ce qui lui est enseigné.

La méthode positive. — La seconde méthode rejette, au contraire, tout *credo* ; elle ne tient compte que des choses concrètes, vivantes, vues ; elle nécessite l'observation ; elle fait appel à l'esprit critique ; elle s'appuie sur l'expérimentation ; elle comporte la vérification, le contrôle ; elle exige l'exercice raisonné et constant du libre examen. En allant du composé au simple, du général au particulier, du nombre à l'unité, de l'harmonie au son, de la règle au fait, du principe à l'application, la première méthode va de l'a priori à l'a posteriori, de l'inobservé à l'observé, de l'inconnu au connu et, conséquemment, présuppose, au point de départ, un acte de foi, un geste religieux. En allant du simple au composé, du particulier au général, de l'unité au nombre, du son à l'harmonie, du fait à la règle, de l'application au principe, la seconde méthode va, au contraire, de l'observé à l'inobservé, du connu à l'inconnu et n'implique aucun acte de foi, aucun geste religieux. Qu'il le veuille ou non, qu'il le sache ou l'ignore, l'Instituteur laïque qui pratique la première méthode, procède à la façon d'un croyant.

Osera-t-on soutenir, maintenant, que, quelle que soit la méthode en usage, pourvu que l'enfant apprenne, sache, soit mis en possession de la règle, le résultat est le même ? N'est-il pas de toute évidence que la première méthode, qu'on peut qualifier *ad libitum* de métaphysique, irrationnelle, dogmatique ou religieuse, favorise la paresse d'esprit, prédispose à la crédulité et fait appel à la mémoire plus qu'à la raison ? N'est-il pas de même évidence que la seconde méthode, qu'on peut qualifier, *ad libitum* de positive, rationnelle, expérimentale ou scientifique, stimule la curiosité, favorise l'activité cérébrale, éloigne de la crédulité et situe, chacune à la place qui doit être sienne, ces deux facultés : la raison et la mémoire ? Qui oserait hésiter entre ces deux méthodes dont la seconde, par le fait seul qu'elle développe beaucoup plus que l'autre la personnalité de l'enfant, est incontestablement supérieure à la première ?

Le but et le résultat de l'enseignement ne sont-ils pas d'éveiller chez l'enfant les curiosités qui sommeillent ;

de développer les facultés intellectuelles qui se trouvent en lui à l'état potentiel : d'actionner toutes ses énergies cérébrales, de discipliner son imagination, de fortifier son jugement, d'accroître sa mémoire, de rendre plus rapide et plus ample sa faculté de compréhension, afin que s'épanouisse de plus en plus, à la faveur d'une gymnastique méthodique et raisonnée, sa personnalité ?

La seule chose essentielle serait que fussent déposées dans son cerveau les connaissances utiles, et la méthode employée pour les y introduire serait sans importance, en tout cas d'importance tout à fait secondaire ? Pardon ! J'ose avancer que, tout au contraire, c'est la méthode, ici, qui importe le plus. Ai-je besoin de dire que, à la Ruche, c'est la méthode dont je fais, ici, l'éloge qui ne cessa jamais d'être employée ?

L'enfant doit être lui-même. — Je ne me reconnais pas le droit de vouer d'avance l'enfant aux convictions qui sont miennes et pour lesquelles je n'ai opté que dans la plénitude de mon indépendance et de ma raison. Le « petit » ne doit pas être le pâle reflet du « grand » ; le rôle du père n'est pas de se survivre, de se perpétuer, tel quel, dans sa descendance ; l'éducateur ne doit pas tendre à se prolonger dans l'éduqué, à substituer son jugement au jugement de celui-ci.

Ce n'est pas ainsi que je conçois le rôle de « Frères aînés » que nous sommes. La mission du « grand », — mission de toutes la plus haute, la plus noble, la plus féconde, mais aussi la plus délicate — consiste à projeter dans le cerveau obscur du « petit » les clartés qui guident, à faire pénétrer dans sa fragile volonté les habitudes qui vivifient, à faire descendre dans son cœur les sentiments qui le mouvementent vers ce qui est juste et bon. L'éducateur doit être un exemple, un guide et un soutien : pas moins, pas plus, si l'on veut que l'enfant reste lui-même, que ses facultés s'épanouissent, que, par la suite, il devienne un être fort, digne et libre.

Je conçois que l'Educateur et le Père aient de la joie à se refléter, à se mirer dans l'enfant qu'ils élèvent ; ce désir de façonner l'éduqué à l'image de l'éducateur est humain ; il n'en est pas moins condamnable et doit être réprouvé. Où en serions-nous du progrès, si les enfants n'avaient toujours été que la reproduction exacte, l'image fidèle des pères, si les écoliers n'avaient toujours été que la photographie scrupuleuse des Maîtres ? Chacun de nous estime que ses sentiments sont les plus nobles, ses convictions les plus saines, ses manières de voir les plus justifiées. Et c'est sans doute pour cela que chacun de nous se croit autorisé à user de tous les moyens en son pouvoir pour les faire partager et adopter par l'enfant. C'est une lourde faute.

Et puis, nous sommes encore mal accoutumés à considérer que l'enfant n'appartient ni à son père, ni à son Maître, ni à l'Eglise, ni à l'Etat ; mais qu'il s'appartient à lui-même.

À la Ruche, mes collaborateurs et moi, nous n'avons jamais perdu de vue cette vérité, de nos jours encore méconnue, mais qui est appelée à être admise sans contestation, lorsque le despotisme de l'Etat et l'autorité abusive du père de famille auront disparu.

Le système de classement. — Je suis l'adversaire déterminé du système de classement en honneur et en usage dans presque tous les établissements où l'on enseigne. Le classement passe, dans l'opinion générale, pour être un heureux stimulant et la plupart des familles s'imaginent qu'il détermine entre les écoliers une émulation nécessaire. Telle n'est pas mon opinion. L'expérience démontre que non seulement le classement ne produit aucun effet véritablement utile, mais encore qu'il aboutit à des résultats déplorables.

Les premiers — ce sont toujours les mêmes : les mieux doués, les plus studieux — deviennent, à la lon-

gue, insupportables de présomption. Il faut voir de quel œil dédaigneux d'abord, méprisant ensuite, ces gamins et ces gamines qui occupent toujours le premier rang, dévisagent les pauvres petits camarades qui se traînent lamentablement aux dernières places !

Choyés, encouragés, encensés, ces enfants, l'orgueil de leur famille et la gloire de l'établissement, finissent par croire qu'ils sont d'essence supérieure, qu'un sang plus généreux et plus pur coule dans leurs veines et que les éloges, les adulations et les récompenses leur sont dûs. Ils s'habituent, petit à petit, à considérer qu'il doit y avoir à l'école deux catégories d'enfants : ceux qui sont faits pour marcher en tête et ceux qui sont faits pour se traîner en queue ; ceux qui sont destinés par leurs aptitudes et leurs mérites à être toujours en avant, les premiers et ceux qui, par leur inintelligence ou leur paresse, sont condamnés à demeurer toujours en arrière, les derniers ; ceux à qui vont, tout naturellement, les admirations et les récompenses et ceux sur qui, tout naturellement, tombent les réprimandes et les punitions. Et comme ils sont les heureux bénéficiaires d'un tel état de choses, ils sont irrésistiblement enclins à trouver qu'il est juste, avantageux, en tous cas nécessaire qu'il en soit ainsi.

Plus tard, quand ils entreront dans la circulation sociale, ces enfants, transportant dans leur milieu les sentiments acquis et les pratiques contractées à l'école, joueront des coudes pour se pousser aux meilleures places, convaincus que l'essentiel, c'est d'être au premier rang, quels que soient les moyens employés, et que le succès justifie tout. Ils n'auront qu'une ambition : parvenir. Constatant que, dans la société comme à l'école, il y a deux humanités ; celle qui marche en tête et celle qui suit en queue ; celle pour qui tout est succès et prospérité et celle pour qui tout est revers et déboires ; celle qui soulève l'admiration et celle qui provoque le mépris ; ces enfants, que l'école aura poussés vers l'arbitraire à tout prix, tenteront avant tout et uniquement de se glisser parmi ceux qui composent l'humanité privilégiée.

Ils ne seront jamais de ces consciences hautes et probes, capables de mettre le respect de la vérité, l'amour de la justice et le culte de la loyauté au-dessus de la Fortune ou du Pouvoir ; ils ne seront jamais de ces cœurs affectueux et fraternels qui, au spectacle d'un camarade tombé dans l'infortune, s'attardent à voler à son aide et à lui tendre une main secourable ; ils ne seront jamais de ces volontés ardentes et généreuses, prêtes à sacrifier le souci de leurs intérêts immédiats et matériels à l'inexprimable joie de se faire le champion désintéressé d'une cause noble et juste. Une seule préoccupation les hantera, un seul but les tentera, vers lequel tendront tous leurs efforts : parvenir. Ils ne ressentiront que deux passions : la cupidité et l'ambition : ils ne désireront et n'aimeront que deux choses : la richesse et le pouvoir.

Quant aux derniers, quant à ceux que le classement rejette aux dernières places, ce sont aussi toujours les mêmes : les moins bien doués, les moins studieux. Ceux-là, à la longue, prennent ombrage du succès des autres et ouvrent leur cœur à l'envie. Ils rougissent et souffrent de leur humiliation constante. Stimulés par le Maître, pressés par la famille, ils voudraient bien, eux aussi, se pousser au premier rang ; mais ils manquent des aptitudes et de l'activité nécessaires. En présence de la stérilité de leurs efforts, ils se découragent insensiblement. Peu à peu le dégoût s'empare d'eux et ils prennent en grippe l'effort inutile, en haine le travail impuissant.

Et puis, ils finissent par s'accoutumer à être les derniers ; ils en prennent leur parti ; ils s'y résignent et, en fin de compte, tout en déplorant de ne pas être parmi les premiers à cause des avantages qui en résulteraient pour eux, ils trouvent qu'il est juste qu'il y ait des

premiers et des derniers, que, sans doute, il est nécessaire qu'il en soit de la sorte, qu'en tous cas c'est fatal. Ainsi, ce qu'on sème, par le classement, c'est : chez les premiers, la vanité, la présomption, le mépris des inférieurs, l'arrogance quand même ; chez les derniers, l'envie, le découragement, le dégoût de l'effort, la résignation.

Je passe sous silence ces haines, ces rivalités, ces conflits qui, trop souvent, font de l'école un champ clos où se heurtent violemment les vanités et les irritations. Pourtant, ces petits ne connaîtront-ils pas assez tôt, toujours trop tôt, les âpretés de la concurrence, ses rigueurs implacables de la lutte pour la vie ? Et n'est-il pas désirable qu'on les tienne éloignés le plus longtemps possible de ces compétitions stériles et pernicieuses ?

Cas de conscience insoluble. — Chaque fois qu'un Educateur doit se livrer à la besogne du classement, il se trouve en présence d'un cas de conscience dont la solution est aussi redoutable que difficile.

Voici deux enfants : l'un a reçu de la nature les dons les plus heureux ; son intelligence est vive, sa mémoire prompte et fidèle, son imagination ardente et mesurée, son jugement sain. Il travaille peu et réussit. L'autre n'a pas été — tant s'en faut — aussi favorisé par la nature ; sa compréhension est lente, sa mémoire ingrate, son imagination paresseuse, son jugement mal équilibré. Il travaille beaucoup et réussit mal. Que va faire l'Educateur ? Que va-t-il récompenser par la meilleure place : l'aptitude ou l'effort ? A qui va-t-il, pour être équitable, attribuer le premier rang : à la nature ou au travail ?

Va-t-il donner la première place à celui qui a le moins travaillé, mais le mieux réussi ? Va-t-il, au contraire, tenant compte de l'effort accompli, ne fût-ce que pour récompenser un effort d'autant plus méritoire qu'il est plus malaisé et plus ingrat, va-t-il proclamer premier celui qui a le plus travaillé, mais le moins bien réussi ? Ce serait contraire à toutes les règles usitées dans le système de classement et cependant cela seul serait équitable. En réalité, ce système est inique et déplorable. On ne doit pas comparer l'un à l'autre et faire concourir à la même tâche deux enfants dont les forces sont aussi disproportionnées.

L'enfant ne doit se comparer qu'à lui-même, il ne peut composer qu'avec lui.

Le classement n'est pas un stimulant. Ne demandant pas assez à l'écoulier intelligent, il ralentit sa marche au lieu de la presser ; exigeant trop de l'écoulier moins intelligent, il aboutit à le décourager.

L'Educateur a le devoir de comparer l'enfant d'aujourd'hui à celui d'hier, comme il comparera celui de demain à celui d'aujourd'hui et, par ses encouragements ou ses admonestations, selon le cas, il obtiendra de lui, en tablant sur une base exacte et juste, tout ce que l'élève est susceptible de donner comme effort et de produire comme résultat.

C'est ainsi que nous avons procédé à la Ruche et nous n'avons eu qu'à nous louer de la suppression du système de classement.

L'éducation morale. — L'accord existe déjà, ou à peu près, sur les meilleures conditions à réaliser pour le développement physique de l'enfant. On commence à s'entendre également sur les méthodes pédagogiques les plus aptes à favoriser son développement intellectuel. Mais le désaccord persiste et reste profond sur les procédés éducatifs à employer pour son développement moral : pour l'entraînement méthodique de sa volonté, la formation de sa conscience et l'épanouissement de son cœur. Ici, tout est à faire, à refaire, ou peu s'en faut. Le conflit est âpre entre ces deux méthodes : *sévérité ou douceur ; contrainte ou liberté ; dressage ou éducation.* Examinons chacun de ces points.

Sévérité ou douceur. — Beaucoup de personnes ont le sentiment que l'enfant naît pervers et qu'il ne peut être aiguillé vers le bien que par une éducation sévère. Ces personnes professent l'opinion que, naturellement, instinctivement poussé, par de détestables prédispositions, vers les sentiments bas et les actions condamnables, il ne peut être éloigné des pratiques contraires à la morale privée et publique que grâce à un système de surveillance et de sévérité organisant perpétuellement autour de lui l'étouffement de ses aspirations, l'arrêt de ses élans. Elles affirment que tout appel à la générosité, à la justice, à la bonté, à l'amour d'autrui restera fatalement vain, s'il ne s'appuie — comme sanction de l'acte commis — sur l'idée d'une récompense à obtenir ou d'un châtiement à éviter. Ne parlez à ces gens ni de douceur ni d'indulgence envers les petits : ils vous regarderont de travers comme ils dévisageraient un esprit chimérique. Ne leur laissez pas entendre que, dans le domaine de l'éducation, comme dans les autres, vous attendez beaucoup plus de la persuasion que de la menace ; ils hausseront les épaules avec la commisération dédaigneuse que ces partisans de la « manière forte » accordent à « l'imagination malade » d'un partisan de « la manière douce ». Railleries, sarcasmes, éclats de rire, c'est tout ce qu'ils sauront vous opposer, avec quelques clichés fortement usagés sur la nécessité de faire marcher les enfants à la baguette, de ne rien leur laisser passer, de les mener tambour battant ; faute de quoi, affirment-ils, on n'en peut rien obtenir.

Le tout est de savoir ce qu'il est désirable d'en obtenir. S'il s'agit d'obtenir d'eux qu'ils ne fassent pas un mouvement quand vous êtes là et se tiennent bien tranquilles ; s'il s'agit d'obtenir que, vous présent, ils ne fassent rien de ce que vous leur avez défendu de faire sous peine de taloches ou de privations de dessert ; s'il s'agit d'obtenir qu'ils ne prononcent pas une parole quand « il y a du monde », parce que les enfants bien élevés ne doivent pas se mêler à la conversation des grandes personnes ; oh ! oui, certes, vous pouvez, à l'aide de rigueur et à grand renfort d'attitudes menaçantes, obtenir tout cela. Mais, sachez d'une part que cette immobilité, cette obéissance passive et ce silence de commande n'ont aucun caractère de moralité ; sachez que c'est le propre de l'enfant de bouger et de parler quand il en ressent le besoin ; et n'oubliez pas, d'autre part, que, dès que vous aurez tourné les talons, l'enfant bien tranquille, bien obéissant et bien silencieux se hâtera de se dégourdir les jambes, de faire ce que vous lui avez défendu et de bavarder à tort et à travers.

Le résultat de votre système de sévérité et de punition sera : l'hypocrisie, la pire des fautes chez l'enfant ; la seule peut-être qui soit vraiment répréhensible. Car, que l'enfant, ignorant, étourdi, turbulent, inconsidéré se laisse aller à oublier vos sages conseils, néglige de se conformer à vos recommandations, ne tienne pas un compte suffisant de vos observations, c'est certainement regrettable ; mais ce peut n'être que légèreté, inexpérience, espièglerie, inconscience ; la faute n'est pas là ; en tout cas, s'il y a faute, elle n'est pas bien grave et ne prouve en aucune façon que l'enfant ne vous aime pas, n'est pas bien intentionné, n'a pas le désir de vous être agréable et de se conformer à vos prescriptions.

La faute — faute grave — commence avec la dissimulation. Et le mensonge, la sournoiserie sont les fruits inévitables de la sévérité, de la menace.

Dix gestes d'étourderie, d'irréflexion, ne sont pas grand-chose. Un seul geste d'hypocrisie est beaucoup. La sévérité fait des sournois, des craintifs et des lâches. Elle est mortelle à la franchise, à la confiance, au vrai courage. Elle élève entre l'éducateur et l'enfant les dangereuses barrières de la méfiance mutuelle ; elle

aigrit le cœur des petits et les tient éloignés du cœur des grands ; elle détermine entre l'Éducateur et l'enfant des rapports de Maître à Esclave et non d'ami à ami. Toutefois, ne confondons pas indulgence et laisser-faire. Je ne conseille pas à l'éducateur de fermer bénévolement les yeux sur la faute commise et de ne s'en pas soucier. Le procédé, dans ce cas, serait commode et à la portée de l'éducateur le plus paresseux comme du plus actif, du plus stupide comme du plus avisé.

Dans son inconscience, l'enfant ignore ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter. L'expérience de l'éducateur lui est profitable, voire nécessaire ; le devoir du Maître est de mettre cette expérience au service de l'enfant, de le diriger, de le conseiller, de le soutenir ; s'il tombe, de le relever ; s'il se décourage, de le réconforter ; s'il pleure, de le consoler. Il faut donc, quand l'enfant a commis une faute — petite ou grande — la lui faire observer, la lui faire comprendre, lui expliquer en quoi et comment il a mal agi ; lui indiquer les suites fâcheuses de son acte, l'amener à le regretter. Il faut, ensuite, lui montrer ce qu'il aurait dû faire, afin que, le même cas se représentant, l'enfant sache comment se conduire. Il faut, somme toute, l'éloigner du chemin fâcheux dans lequel il a eu tort de s'engager et ouvrir devant lui la route où il sera bon qu'à l'avenir il dirige ses pas.

Mais il convient, quelle que soit la faute, de lui parler en termes affectueux et doux, d'une voix plus attristée que sévère, afin que, à la suite de cette tendre admonestation, l'enfant, bien loin de se sentir plus éloigné qu'avant, se sente au contraire plus rapproché de l'éducateur, plus confiant, plus aimant. Ce moyen est le plus apte à aspirer à l'enfant le regret de la faute et la résolution de ne plus recommencer.

Contrainte ou liberté ? — J'en conviens : la pratique de la liberté implique une sorte d'apprentissage. La liberté présuppose un état de conscience assez développé ; cet état de conscience nécessite un certain savoir, une certaine connaissance des choses, de l'expérience, des points de comparaison ; et, l'enfant ne possédant pas ce savoir, n'étant par parvenu à cet état de conscience, on estime que le régime de la liberté n'est pas fait pour lui et que la contrainte lui est nécessaire. C'est aller un peu vite et je n'accepte pas cette conclusion qui n'a que l'apparence de l'exactitude. Veut-on dire que, manquant d'expérience et n'étant pas encore en possession d'un discernement suffisant, l'enfant fera parfois un usage regrettable ou périlleux, pour lui-même et pour autrui, de la liberté qui lui sera laissée ? Si c'est cela qu'on affirme, je suis prêt à le reconnaître. Mais en faut-il conclure qu'une atmosphère de liberté ne lui vaut rien et qu'il convient de ne laisser ses poumons s'emplier que de l'air de la contrainte ? Je ne le pense pas.

En matière d'éducation, le régime de la liberté comporte des risques et des inconvénients. C'est évident. Mais celui de la contrainte en entraîne de bien plus redoutables. Jetons d'abord un coup d'œil sur ces derniers.

La contrainte. Ses inconvénients. — Le régime de la contrainte a pour résultat de réglementer tous les actes de l'enfant ; il aboutit, par voie de conséquence, à la catégorisation de tous ceux-ci en *prescrits* et en *défendus*, en *récompensés* et en *punis* ; car il n'y aurait pas contrainte, si l'enfant n'était pas tenu de se conformer aux prescriptions et aux défenses et si l'observation des premières et la violation des secondes n'entraînaient pas, comme sanction, selon le cas, une récompense ou un châtiement.

« Si tu fais telle chose, tu seras récompensé. »

« Si tu fais telle autre chose, tu seras puni. »

Tout le système est là. J'accorde aux partisans de ce

système que leur discernement est judicieux, que leurs intentions sont pures et qu'ainsi la classification qu'ils ont établie : actes à faire et actes à ne pas faire, est sage, raisonnable et inspirée par l'intérêt de l'enfant. Comme on le voit, je mets les choses au mieux pour les défenseurs du régime que je combats. Je vais traduire ce régime et son application en un style plus familier, en un langage plus précis et en montrer le mécanisme par un exemple saisissant.

Une mère dit à ses deux enfants : « Je sors ; en mon absence, soyez bien tranquilles ; voici un livre d'images et de contes pour vous amuser ; ne touchez à rien ; ne descendez pas dans la rue ; si quelqu'un frappe, n'ouvrez pas. Si vous êtes bien sages, je vous donnerai deux sous à mon retour et, pour goûter, un beau morceau de chocolat ; ce soir, je vous mènerai au cinéma ou au cirque. Mais dans le cas contraire, si vous me désobéissez, pas de sou, pas de chocolat, pas de cirque, par de cinéma et une bonne fessée ». Et la mère s'en va.

De deux choses l'une : ou bien les enfants, à peine la mère partie, feront le diable à quatre, iront jouer dans la rue, toucheront à tout, bref, ne tiendront aucun compte des recommandations de la maman ; mais, pour ne pas avoir la fessée, pour avoir les sous et le chocolat, pour aller au cinéma ou au cirque, ils remettront tout en place, et au retour la mère les retrouvera feuilletant bien paisiblement leur livre d'images. Ou bien ces enfants se seront conformés aux ordres de la maman ; ils n'auront pas cédé au désir d'aller jouer dans la rue avec les petits voisins, dont les de cris de joie parviennent jusqu'à leurs oreilles ; ils auront résisté à la tentation d'ouvrir pour savoir qui a frappé ; ils n'auront pas touché aux allumettes, quoi qu'ils eussent bien voulu en voir briller la flamme ; ils n'auront pas liché le pot de confitures quoi qu'ils en aient eu grosse envie.

Ah ! s'ils avaient été sûrs que leur désobéissance restât ignorée de la maman, ils se seraient bien contents ! Car, il n'y a pas grand mal, après tout, à jouer dans la rue : les autres y vont bien ! La mère frotte bien des allumettes, pourquoi leur tape-t-elle sur les doigts, quand elle les voit en faire autant ? La confiture est faite pour être mangée, et elle est si appétissante ! Oui ! Mais maman s'en apercevrait et alors gare à la correction, et plus de sou, plus de chocolat, plus de cinéma, plus de cirque !

Dans le premier cas, le système de la contrainte : « Fais cela et tu seras récompensé ; fais cela et tu seras puni », n'aura pas empêché les enfants de désobéir, mais les aura poussés à un mensonge concerté dans le but d'être récompensés et de ne pas être punis. Dans le second cas, le système de la contrainte aura produit son effet ; mais en quoi la conduite de ces enfants sera-t-elle morale ? En quoi leur obéissance fait-elle honneur à leur cœur ou à leur raison ?

Ici encore, on dira : « L'important, c'est le résultat ! Et, pourvu que les enfants fassent ce qu'ils doivent faire et évitent ce qu'ils doivent éviter, c'est l'essentiel ». On le voit, c'est dans le domaine moral la même objection que celle à laquelle j'ai répondu dans le domaine intellectuel. Eh bien ! non ! Mille fois non ! Le résultat n'est pas tout.

La valeur morale d'un acte. — Osera-t-on soutenir que les mobiles ne sont rien dans la valeur morale d'une action et que celle-ci seule importe ? L'acte qui consiste pour l'enfant en question à ne pas lécher le bout de ses doigts trempés dans le pot de confitures par crainte de recevoir une fessée ou dans l'espoir d'obtenir un gros morceau de chocolat, cet acte a-t-il un caractère de moralité quelconque ? Est-il niable que, par contre, le même acte posséderait une incontestable valeur morale s'il était dicté par l'un des mobiles suivants : ne pas prendre en cachette, parce que ce geste furtif et

sournois porte en soi quelque chose d'humiliant ; ne pas aller à l'encontre du désir de la maman, parce qu'on l'aime et qu'on ne veut pas lui faire de la peine en lui désobéissant ; ne pas satisfaire tout seul sa gourmandise, même si personne ne s'en apercevait, parce que le pot de confitures est pour tous et doit figurer à la table commune ; ne pas céder à la tentation, pour la seule joie qu'il y a à se dominer, à se vaincre par un effort méritoire de la volonté ? Autant dire, alors, que, dans le domaine moral, le sens de la dignité est nul, et sans valeur aussi l'intervention du cœur et de la volonté dans les mobiles qui propulsent vers l'acte !

Et la raison ? N'a-t-elle rien à faire, non plus, dans l'appréciation de la valeur morale d'un geste ? L'enfant qui ne joue pas avec les allumettes parce qu'il n'y en a que quatre sur la cheminée, que la mère les a peut-être comptées, et qu'il serait rossé ou puni s'il y touchait, cède-t-il à des conseils aussi moraux que ceux que lui donnerait sa raison s'il s'abstenait de jouer avec les allumettes parce qu'on lui a expliqué que c'est un jeu dangereux dont il pourrait, lui et les siens, être les premières victimes ?

Eh bien ! le système de la contrainte n'exerce aucune des nobles facultés de l'enfant ; il ne s'adresse pas à sa raison, il ne parle pas à son cœur, il ne dit rien à sa dignité, il reste muet devant sa conscience. Il ne stimule en lui aucun sentiment élevé ; il ne met en mouvement aucun effort utile ; il n'éveille aucune noble aspiration ; il ne provoque aucune poussée généreuse ; il ne suscite aucun élan fécond. Il n'attire pas l'attention réfléchie de l'enfant sur les conséquences proches ou lointaines, directes ou indirectes, pour lui et pour les autres, de ses actes, en dehors de cette conséquence : récompense dans tel cas, punition dans le cas contraire.

Il ne laisse place à aucune initiative. Voyant s'ouvrir devant lui deux voies opposées, à l'entrée desquelles on a pris le soin de placer deux poteaux indicateurs sur l'un desquels il lit, en caractères laconiques et tranchants : « *ce qu'il faut faire ; route de la récompense* », tandis que, sur l'autre, flambole cette inscription : « *ce qu'il ne faut pas faire ; route du châtiement* », il s'efforce à déchiffrer dans l'énumération des actes à accomplir ou à éviter celui qui le sollicite, ne se détermine que d'après les indications des poteaux, sans se demander pourquoi il est bien de s'y conformer, sans éprouver dans la voie où il a engagé ses pas d'autre satisfaction que celle d'une récompense à décrocher ou d'un châtiement à fuir.

Ce système de la contrainte engendre insensiblement des êtres gris, ternes, incolores, effacés, sans volonté, sans ardeur, sans personnalité ; race survile, lâche, moutonnaire, incapable des actes virils ou sublimes dont l'accomplissement présuppose et nécessite de la hauteur de vue, de la flamme, de l'indépendance, de la passion, mais parfaitement capable de cruauté et d'abjection, surtout dans les circonstances où, agissant en foule, la responsabilité individuelle disparaît.

La liberté : Ses inconvénients et ses avantages. — Le système de la liberté conduit à de tous autres résultats. Il offre des dangers, durant toute la période d'apprentissage. Aussi, convient-il que, dans les premiers temps, alors que l'enfant ignore à peu près tout des conséquences qui se trouvent au bout de ses actions, l'éducateur multiplie les avertissements, les conseils, les explications et les mille formes ingénieuses sous lesquelles peut intervenir son appui et s'exercer sa surveillance protectrice ; car s'il a le devoir de respecter la liberté de l'enfant, il a aussi celui de le protéger contre les périls de toutes sortes qui l'environnent. Petit à petit et dans la proportion où l'enfant, chaque jour mieux éclairé, se rend un compte plus exact de la portée de ses actes, cette sollicitude doit

se relâcher, afin que l'enfant s'habitue à écarter lui-même de sa route les dangers qui le menacent.

Qu'on me permette une comparaison : l'enfant apprend à se bien conduire, comme il apprend à marcher. Quand il est encore tout petit et que ses jambes le portent à peine, quand il est à craindre qu'à chaque pas il ne fasse une chute ; quand il y a lieu de redouter que cette chute ne lui casse un bras ou ne lui brise une jambe, il est prudent et nécessaire de ne pas le perdre de vue, de le guider, de veiller à ce qu'il ne trébuche pas, de l'éloigner des obstacles, de soutenir sa marche chancelante, et si, malgré toutes les précautions prises, il chût, d'être là pour le relever et lui donner les premiers soins.

Il est certain qu'au début il tombera, s'abîmera peu ou prou les genoux ou les amins et poussera des cris comme si on l'écorchait vif ; mais les chutes s'espace-ront ; les dégringolades se feront de plus en plus rares et de moins en moins dangereuses. Insensiblement, ses jambes s'affermiront, sa marche deviendra plus sûre. Alors, le moment sera venu de l'abandonner un peu plus à lui-même, ensuite tout à fait, le jour où il se tiendra solidement sur ses jambes, conservera fermement son centre de gravité et courra à perdre haleine sans perdre l'équilibre.

C'est à l'aide de procédés semblables que l'enfant s'habitue à marcher droit dans la vie, c'est-à-dire à se conduire sainement, dignement, noblement. S'il reste toujours en tutelle, s'il ne lui est pas permis de se mouvoir avant qu'il en ait reçu l'autorisation, si, par appréhension des chutes, des dangers, des obstacles, je veux dire : si, par crainte des fautes qu'il pourra commettre, des entraînements auxquels il sera exposé et des conséquences qui, pour lui ou pour les autres, pourront résulter de sa conduite, il reste toujours enfermé dans l'état de la contrainte, tel le bébé dans les bras de sa mère, il ne saura jamais se conduire à travers les écueils de la vie ; il restera, adulte, cette petite chose sans personnalité et sans énergie qu'il était enfant. Et le jour où, livré à lui-même par la force de l'âge, par la mort ou l'abandon de ceux qui s'étaient donné la mission de penser et de vouloir à sa place, il devra penser, vouloir, agir de lui-même, il ne trouvera en lui ni raison pour le guider, ni cœur pour l'inspirer, ni volonté pour le mouvoir ni conscience pour le rassurer.

Sous les réserves que dicte la prudence et qu'appelle le soin de l'intérêt de l'enfant et de sa sécurité, le régime de la liberté n'enfante que d'heureux résultats.

Il entraîne l'enfant, dès l'âge de raison, vers l'exercice des plus nobles facultés ; il l'habitue à la responsabilité ; il éclaire son jugement ; il ennoblit son cœur ; il fortifie sa volonté ; il actionne en lui les efforts les plus féconds ; il stimule les poussées les plus généreuses ; il attire son attention sur les conséquences de ses actes ; il favorise son esprit d'initiative ; il multiplie ses activités ; il décuple ses énergies ; il développe merveilleusement sa personnalité. Il construit, lentement mais sûrement, un être digne sans arrogance, fier, sans morgue, épris d'indépendance pour les autres autant que pour lui, respectueux de la liberté d'autrui, comme il entend qu'autrui respecte la sienne, jaloux de ses droits et prêt à les sauvegarder.

Dressage ou éducation. — On vient de voir ce que donnent, dans la pratique, les deux systèmes en opposition : sévérité ou douceur ; contrainte ou liberté. Il est plaisant d'entendre les partisans de la sévérité et de la contrainte parler doctoralement d'éducation morale. J'en ai surpris beaucoup déjà en leur disant que, par cette méthode, on se flâte bien à tort de faire de l'éducation et que, en réalité, on ne fait que du dressage. Ce propos leur a paru de prime abord un

joyeux paradoxe ; et cependant il est on ne peut plus facile de le justifier.

Supposons que je veuille obtenir d'un jeune chien qu'il fasse le beau, qu'il se tienne gracieusement sur son train de derrière, qu'il lève gentiment telle patte, qu'il exécute, sur mon ordre, au geste ou à la parole, des gambades, des sauts, des cabrioles, comment m'y prendrai-je ? Userai-je de persuasion à l'égard de ce chien ? Gaspillerai-je mon temps et ma salive à lui expliquer ce que j'attends de lui ? Ferai-je appel à ses bons sentiments pour l'amener à me satisfaire ? Non : la méthode est connue ; elle est classique : j'aurai, dans une main, un morceau de sucre et, dans l'autre, un fouet ou un bâton.

Par l'attrait de la récompense et par la menace du châtiement, *j'exigerai* du chien qu'il m'obéisse ; mon fouet le rappellera constamment à l'ordre ; chaque faute sera suivie d'une correction plus ou moins brutale ; coûte que coûte, le chien sera contraint de s'exécuter ; sans pitié pour le pauvre toutou, mon bâton entrera en collision sévère avec ses reins, jusqu'à ce qu'il me donne satisfaction ; alors, et alors seulement, je glisserai entre ses dents le morceau de sucre ou de viande. Viendra-t-il à l'idée d'une personne sensée de dire : « Voilà un chien bien élevé ? » Non ! Et tout le monde dira : « Ce chien est bien dressé. » Avec ce chien, je fais, en effet du dressage, pas de l'éducation. Chacun comprend, ici, que l'éducation comporte de la part de l'éduqué l'intervention de sa raison, de son cœur et de sa volonté, et chacun conçoit aussi que cette entrée en scène ne peut se produire que si la raison est éclairée, le cœur ému et la volonté entraînée.

Les fervents du morceau de sucre et du fouet diront-ils : « Qu'importe ! le résultat que l'on cherche est obtenu ; c'est l'essentiel. Qu'il y ait dressage ou éducation, c'est sans importance. » En l'espèce et quand il s'agit du chien, ils ne se trompent pas. Car, voudrais-je m'adresser à la conscience du chien ? Je ne le pourrais pas : je ne sais où elle loge. Aurais-je le désir de faire appel aux sentiments de dignité, de justice, d'affection du chien ? Je ne pourrais pas satisfaire ce désir. Je ne saurais quelle langue y employer et, tiendrais-je au toutou les plus éloquentes discours, trouverais-je, pour le convaincre, les accents les plus persuasifs et les arguments les plus convaincants, il n'est pas douteux que le chien ne me comprendrait pas et resterait insensible à mon éloquence. Tandis qu'il comprend la menace du fouet et est sensible à la douceur du sucre. Ne pouvant impressionner ni la raison ni le cœur du chien, je m'adresse à sa gourmandise et à sa peur des coups. Je fais donc du dressage.

Mais, si je suis excusable de recourir à ce procédé de rigueur et de contrainte à l'égard du chien, parce que je n'en ai pas d'autre à ma disposition, je cesse d'être excusable si j'emploie le même procédé à l'égard de l'enfant. Celui-ci a un jugement et j'ai pour mission et pour devoir de le former ; il a une volonté et j'ai l'obligation de la fortifier ; il a une conscience et je dois l'éclairer ; il a un cœur et je suis tenu de tenter de l'ébranler.

Les partisans de la « manière forte » oseront-ils soutenir qu'il n'y a pas de différence à établir entre l'enfant et le chien ? S'ils le prétendent, il est équitable et logique qu'ils appliquent à l'un et à l'autre le même système ; mais, alors qu'ils cessent de parler d'éducation et qu'ils substituent à cette expression inexacte la seule qui convient : *dressage*. S'ils admettent, au contraire, qu'il y a une différence entre l'enfant et le chien, il n'est ni logique, ni équitable qu'ils appliquent à l'un et à l'autre le même procédé. Qu'ils réservent au chien, à défaut d'autre moyen d'agir sur lui, la sévérité et la contrainte avec leur inévitable escorte de punitions et de récompenses ; et qu'ils recourent, pour l'enfant, à la douceur, à la persuasion, à la liberté, à la tendresse,

De la sorte, ils feront : avec le chien, du dressage ; avec l'enfant, de l'éducation.

La puissance de l'exemple. — La plus grande force moralisatrice, c'est l'exemple. Le Mal est contagieux ; le Bien l'est aussi. L'exemple influe d'une façon quasi toute puissante sur l'enfant, en raison même de sa malléabilité. Il reflète si facilement et si fidèlement le milieu où il se développe qu'on pourrait, par l'enfant, connaître ce milieu et, peut-être plus aisément encore, par la connaissance du milieu, pressentir l'enfant. L'enfant baisse-t-il la tête comme si, nouvelle et moderne épée de Damoclès, une gifle allait tomber ? Vous pouvez affirmer sans hésitation qu'il reçoit souvent des coups et que ceux-ci sont généralement portés de haut en bas ; s'il recule, à l'approche de vos bras, c'est qu'il est plus accoutumé aux taloches, aux coups de poing distribués horizontalement, ou aux coups de pieds allongés de bas en haut. S'il répond à peine quand vous lui parlez, c'est, hormis le cas où il est exceptionnellement timide, la preuve qu'il a contracté l'habitude du silence imposé par les injonctions répétées de l'entourage : « tais-toi ! tu n'as pas la parole ! » S'il tient les yeux fixés vers le sol et évite de vous regarder en face, c'est qu'il a vécu dans une atmosphère saturée d'hypocrisie. S'il jure, s'il est trivial dans son langage et grossier dans ses manières, c'est qu'il n'a pas fréquenté les salons cosmétiques de « la haute » et qu'il n'a pas vécu dans la familiarité des messieurs de l'Institut ou de l'Académie française.

Mais que ceux qui l'entourent évitent les propos vulgaires et surveillent leurs manières, il perdra peu à peu l'habitude de parler trivialement et, pour peu qu'il ait reçu de la nature une certaine élégance, il deviendra distingué.

Qu'il soit transporté dans un milieu de franchise et il cessera de tenir les yeux hypocritement fixés vers le sol. Qu'il lui soit permis de parler quand il a quelque chose à dire et sa langue gagnera de l'aisance. Qu'il cesse d'être frappé et, se sentant à l'abri des coups, il cessera de figurer les « pauvres chiens battus ».

J'ai remarqué que les enfants batailleurs, querelleurs, violents, à la main leste, proviennent presque tous de familles où éclatent fréquemment les querelles, les batailles. Et j'ai constaté que ceux qui sont portés au bavardage, au cancanage, sortent presque tous des milieux où il est d'usage de poliner sur le pas des portes.

Si vous ne voulez pas que vos enfants vous mentent, ne les trompez jamais ; si vous ne voulez pas qu'ils se battent entre eux, ne les frappez jamais ; si vous ne voulez pas qu'ils vous parlent grossièrement, ne les insultez jamais. Si vous voulez qu'ils aient confiance en vous, prouvez que vous avez confiance en eux. Si vous voulez qu'ils vous écoutent, parlez-leur comme à des êtres capables de vous comprendre ; si vous voulez qu'ils vous aiment, ne leur marchandez pas votre affection ; si vous voulez qu'ils soient caressants et expansifs avec vous, ne leurs ménagez ni vos baisers ni vos caresses. L'exemple est tout-puissant.

C'est en application de ces données que, à « la Ruche », nous avons procédé en matière d'éducation morale.

La coéducation. — Ce fut tout d'abord de l'étonnement lorsqu'on apprit que la coéducation était pratiquée à « la Ruche ». Bon nombre de personnes en furent ou en parurent scandalisées. Le conseillement, passe encore ! Mais la coéducation !... Et j'ai dû, à maintes reprises, répondre aux critiques, aux objections, aux questions que soulevait ce problème de la coéducation.

Voici ce que je répondais :

« A la Ruche, garçons et filles vivent ensemble, com-

me frères et sœurs au sein des familles nombreuses. Tous concourent aux mêmes travaux et participent aux mêmes jeux. La vie est la même pour tous. Et je m'étonne que ce système de la coéducation soulève encore tant de protestations, suscite tant de craintes et déchaîne de si ardentes controverses. C'est la conséquence de quinze siècles de domination chrétienne, quinze siècles durant lesquels la mentalité publique s'est graduellement pénétrée de préjugés ridicules et d'ineptes appréhensions.

« Tous ceux que n'aveugle pas le parti pris se rendent peu à peu à l'idée qu'il y a beaucoup moins de danger à faire vivre et grandir côte à côte garçons et filles, qu'à les isoler les uns des autres. La simple observation démontre que c'est de la séparation systématique de ces enfants, à l'âge où commencent à sourdre en eux les premiers tressaillements de la vie sexuelle, que sortent les curiosités malsaines et les précocités dangereuses. Peut-on s'illusionner au point de croire qu'il suffira, pour que garçons et filles se tiennent à distance les uns des autres, de défendre aux premiers de parler aux secondes et à celles-ci de jouer avec ceux-là ? L'expérience atteste que le résultat de ces défenses est d'immédiatement opposé à celui qu'on en attend.

« Aussi longtemps que les enfants sont assez jeunes pour qu'ils ne soient pas troublés par l'approche d'un sexe différent, il ne peut être que dangereux et immoral de les prémunir contre des fautes qu'ils n'ont même pas la tentation de commettre. Et lorsque garçons et filles parviennent à l'âge où ils se sentent obscurément émus par un regard échangé, par un frôlement, par un contact furtif, par un serrement de main, par une parole, on peut élever entre eux les barrières, les plus hautes, on ne réussira qu'à augmenter l'émotion, qu'à accroître le désir de renouveler la rencontre. L'indéfinissable trouble qu'eussent émoussé de nouveaux regards, l'inexprimable émotion qu'eût atténuée une conversation franche et familière, tout cet ensemble de vibrations encore mystérieuses que l'adolescence et la puberté font naître, tout cela eût été peut-être sans lendemain et n'eût pas résisté à la bonne camaraderie que ne tarde pas à engendrer l'affinité d'âge. Et voici que les exigences despotiques des usages et des convenances, les prohibitions impératives d'une morale inopportune et maladroite sont venues sottement et démesurément grossir ces « riens » encore imperceptibles ; elles ont jeté dans les veines des ardeurs insoupçonnées ; elles ont glissé dans l'imagination des rêves fantastiques et délirants ; elles ont déchaîné dans le cœur, vierge hier encore de tout orage, des tempêtes formidables ; elles ont livré passage aux curiosités qui rongent l'esprit, elles ont engendré les attentes qui ébranlent, les anxiétés qui tourmentent, les déceptions qui torturent et les langueurs qui tuent. On voudrait savoir et on ignore ; on a soif de se revoir et on est séparé ; les jours sont longs, les nuits interminables ; on souffre d'être trop jeune ; on a hâte de vieillir. Ah ! l'heureux résultat ! Et comme la morale y trouve son compte !

« Des psychologues qui se croient d'observation subtile et pénétrante adressent à la coéducation le reproche de *féminiser* les garçons et de *masculiniser* les filles. Il y a du vrai dans cette observation. Mais loin qu'elle soit au détriment de la coéducation, elle est tout à son avantage. Au contact des filles, les garçons perdent un peu de leur brutalité et de leur violence ; ils se font plus doux ; ils apaisent leurs gestes, ils modèrent leurs mouvements, ils atténuent la rudesse de leur langage et jusqu'à l'éclat un peu cuivré de leur voix. Au contact des garçons, les filles perdent de leur mièvrerie et de leur timidité ; elles se font plus courageuses ; leurs gestes sont moins effacés, leurs mouvements plus vifs ; elles reculent moins devant le mot hardi ; leur volonté s'affirme mieux ; leur énergie croît ; leur esprit de

malice et de ruse est moins aiguë. Est-ce un mal qu'il en soit ainsi ?

« Ce n'est pas mon avis, et j'estime que la vie commune, les études et les jeux partagés ébauchent au contraire une atténuation de certains contrastes que l'éducation, les mœurs, les occupations spéciales à chaque sexe, et les préjugés sociaux ont exagérés et esquissent un rapprochement qu'on peut considérer comme très heureux, puisqu'il arrache chaque sexe à certains travers qu'ont grossis des siècles de vie non seulement distincte mais opposée et même hostile, et qu'il communique à chacun d'eux une partie des qualités qui sont devenues lentement l'appanage de l'autre. Mais il n'y a là qu'un rapprochement, pas un mélange, pas une confusion ; une diminution, pas une suppression des distances et chaque sexe garde ses traits distinctifs : le garçon, la force, et la fille, la grâce ; le garçon, l'audace, et la fille, la coquetterie. »

L'éducation sexuelle. — La pratique de la coéducation pose le problème délicat de l'éducation sexuelle. Délicat ? Pourquoi le serait-il plus qu'un autre ? Pourquoi serait-il plus délicat de saisir l'enfant parvenu à l'âge et au degré de connaissance où cette question l'intéresse, des conditions dans lesquelles s'effectue la perpétuation de l'espèce humaine, que de le renseigner sur le mode de reproduction des autres espèces ? Le malaise que cause à l'éducateur une conversation ou un cours roulant sur cette question provient presque exclusivement du mystère dont le maître sent bien que l'enfant entoure ce problème ; et ce mystère lui-même a pour origine les périphrases et les réserves, les précautions oratoires et les sous-entendus avec lesquels il est d'usage d'aborder cette matière devant les enfants. Si elle était traitée avec franchise, abordée de front, étudiée au même titre que tel autre chapitre des sciences naturelles, toute gêne, tout embarras disparaîtrait.

Les hypocrites docteurs de la morale officielle qui prêchent la vertu, et qui généralement pratiquent le vice à la condition qu'on n'en sache rien, demandent pour les enfants l'ignorance de certains sujets. L'ignorance est toujours un mal, un danger.

Que de fautes, que de sottises sont commises par les enfants, uniquement par inexpérience, par ignorance ! Une mère et un père prévoyants doivent toujours éclairer leurs enfants. L'enfant finira par savoir ; pourquoi donc lui faire des cachotteries ! Serait-ce pour ménager sa pudeur ? Faire des cachotteries, c'est l'inciter à se faire, lui-même, sur des choses qui l'inquiètent, des idées fausses à propos desquelles il consultera des camarades ou des voisins. Il ne manquera pas non plus de personnes qui le renseigneront mal plus tard, alors qu'il ne sera plus temps d'agir pour l'instruire en toute franchise. Pourquoi donc lui cacher ce qu'il saura fatalement quelque jour ? C'est une imprévoyance impardonnable. Je prétends que lui dissimuler ces choses, c'est éveiller chez lui, avant l'âge que la nature assigne à son développement normal, des curiosités malsaines ; que c'est l'abandonner, confiant et ignorant, aux sollicitations de toutes les tentations qui l'entourent ; que c'est le livrer à tout hasard aux dangers des promiscuités pernicieuses ; que c'est l'exposer à l'abîme, au lieu de l'en préserver. Je prétends que les éducateurs qui agissent ainsi, au nom de la pudeur de l'enfant, sont coupables et imprévoyants. La vraie morale consiste à projeter sur ces sujets la lumière nécessaire, lumière que, quelque jour, l'enfant saura se procurer. Il vaut mieux que ce soit ceux qui l'aiment qui la lui donnent que ceux qui ne le connaissent point.

La Guerre a tué « la Ruche ». — La Guerre, la Guerre infâme et maudite a tué « la Ruche » (elle a tué tant de gens et tant de choses !). Seul, le produit de mes conférences la faisait vivre et, durant les hostilités, il était ordonné aux uns de tuer ou de se faire tuer et

interdit aux autres de parler. Aussi longtemps que nous l'avons pu, nous avons, mes collaborateurs, nos enfants et moi, prolongé l'existence de « la Ruche », bien que cette existence soit devenue de jour en jour plus difficile et plus précaire. Mais, dès le commencement de l'hiver 1916-1917, il parut certain que, de cette lutte obstinée, nous sortirions définitivement vaincus. Les produits de toute nature indispensables à la vie de la population, se raréfiaient de mois en mois. Paris souffrait du rationnement, encore que la capitale fût suffisamment ravitaillée, pour que les habitants de l'agglomération parisienne ne fussent pas poussés à l'insurrection. Il en était de même des grands centres de province, dont le Gouvernement pouvait appréhender le soulèvement ; mais la population rurale, dont les Pouvoirs publics estimaient n'avoir rien à redouter, était de plus en plus sacrifiée.

A « la Ruche », il devenait impossible de se ravitailler suffisamment, notamment en charbon, et il nous fallait réserver aux besoins de la cuisine le peu de ce produit qu'il nous était possible de nous procurer. Notre chère et familiale demeure ne pouvait plus lutter contre la rigueur d'une température hivernale et, dès que la nuit tombait, nos enfants, pour échapper au froid dont ils eussent souffert, se blottissaient sous l'épaisseur des chaudes couvertures dont, par bonheur, nous possédions un suffisant approvisionnement.

Il fallut bien se rendre à l'évidence et nous séparer d'eux. Ceux qui avaient encore une famille regagnèrent celle-ci. Je pris toutes dispositions nécessaires pour que les autres trouvent asile dans des milieux amis. Aucun d'eux ne resta à l'abandon. Un à un, nos collaborateurs se dispersèrent. Ce fut, pour tous, petits et grands, une douloureuse séparation. Mais il faut bien subir l'inévitable et la fin de « la Ruche » était devenue une fatalité, tant par suite des difficultés de ravitaillement que par suite de l'insuffisance de nos ressources. En février 1917, « la Ruche » mourut, victime, comme tant d'autres œuvres amoureusement édifiées, de la Guerre à jamais abhorrée.

Si j'étais à l'âge où il est raisonnablement permis d'envisager l'avenir avec confiance, je n'hésiterais pas à jeter les bases d'une nouvelle Ruche. J'avais 46 ans quand j'ai fondé cette œuvre de solidarité et d'éducation. Près de trente années se sont écoulées de cette époque et ce n'est pas à mon âge qu'on s'aventure dans une telle entreprise. Mais je nourris l'espérance que d'autres, plus jeunes, un jour prochain, remuant les cendres de ces souvenirs, sur lesquelles mon vieux cœur souffle, y trouveront encore quelque chaleur, en feront jaillir quelques étincelles, en raviveront la flamme et essaieront de mettre sur pied et de mener à bien une nouvelle « Ruche ». L'expérience qu'ils tenteront leur sera facilitée par les indications qu'ils trouveront ici : j'aime à espérer qu'ils seront secondés par des circonstances plus favorables et que la Ruche de demain sera le creuset précieux où l'élaboreront, en petit, les formes de la société de bien-être, de liberté et d'harmonie à l'avènement de laquelle les militants libertaires consacrent le meilleur d'eux-mêmes. — Sébastien FAURE.

RURALES (Ecoles). Soit dans la presse pédagogique, soit dans la presse politique, nous avons eu l'occasion de lire de nombreux articles consacrés à l'école rurale. La première constatation qui s'impose, c'est qu'il n'y a pas « l'école rurale » mais des écoles rurales, diverses comme les milieux ruraux eux-mêmes.

Pays de plaine et de grande culture où dominent les féodaux de l'agriculture, où la plupart des paysans travaillent la terre des autres et régions plus accidentées ou de petite ou moyenne culture s'opposent. Dans les premiers, le milieu n'est généralement pas favorable à l'école, à l'école laïque surtout, et c'est là, en

général, que la fréquentation scolaire laisse le plus à désirer.

Différentes dans l'espace, les écoles rurales ne le sont pas moins dans le temps. Si nous nous reportons à quarante ou cinquante ans en arrière, dans un de ces milieux de petite ou moyenne culture, nous nous trouvons déjà en présence de la cause principale de l'exode rural : il ne fait pas bon vivre à la campagne pour les petits propriétaires dont de nombreuses terres sont hypothéquées, ni pour les petits fermiers qui paient difficilement leurs fermages. Les uns et les autres sont souvent les victimes de la misère des temps et de l'usure. Sans doute, les prêteurs d'argent ne peuvent dépasser un certain taux, mais les emprunteurs que le besoin presse signent volontiers un billet dont le montant majoré permet de tourner la loi.

Petit propriétaire et petit fermier voudraient, au prix de quelques peines de plus, arracher leur fille ou leur fils à cette misère. Si l'enfant présente quelques dispositions pour l'étude, « on le poussera ». L'instituteur voisin — ou l'institutrice — conseille de le faire : pour une très modique rémunération, il le gardera à l'école le soir et, trois ou quatre ans après avoir obtenu son certificat d'études, l'enfant pourra entrer à l'Ecole Normale où les études sont gratuites.

Le futur instituteur rural commence donc ses études dans un milieu rural. Ce milieu, il ne le quitte que pour passer trois ans à l'Ecole Normale primaire et un an au régiment. Encore ne le quitte-t-il pas tout à fait : il y a les vacances pendant lesquelles il abandonne l'étude pour aider aux travaux de la moisson. Des années passent, la guerre vient, la culture paie et paie bien, les petits propriétaires et les fermiers ne songent plus à « pousser » leurs enfants. Du reste, malgré les bourses, qui ne profitent pas à tous, on ne devient pas si aisément instituteur et institutrice, et ça coûte beaucoup plus cher pour le devenir. D'abord, les secrétariats de mairie demandent aux instituteurs un travail toujours croissant. Ensuite, les programmes pour le concours d'entrée à l'Ecole Normale primaire sont chargés et surchargés. Les maîtres des petites écoles rurales à une seule classe ne peuvent plus, pour ces deux raisons, continuer de préparer à l'Ecole Normale. Il faut mettre les futurs candidats en pension dans des cours complémentaires ou dans des écoles primaires supérieures, à moins que l'on n'habite la ville. En définitive, si les petits propriétaires et les petits fermiers ruraux ne veulent plus que leurs enfants deviennent des instituteurs, leurs ouvriers ne le peuvent pas encore. Pour toutes ces raisons, les Ecoles Normales primaires cessent à peu près complètement de recruter leurs élèves dans les milieux ruraux. Ces élèves, — enfants de petits commerçants, d'instituteurs, d'employés, — urbains pour la plupart vont se trouver dépayés à la campagne. La plupart ont hâte d'en partir et en attendant un nouveau poste, ils s'empres-sent de fuir le « trou » les jeudis et les dimanches. Pour les ruraux, ils sont des étrangers. Ils le sont d'autant plus qu'ils abandonnent les secrétariats de mairie, généralement mal payés et qui exigent de plus en plus de temps. Ces secrétariats de mairie avaient l'avantage de rapprocher les instituteurs des populations rurales, de leur permettre de rendre mille petits services dont on leur savait plus ou moins gré, suivant les milieux.

Non seulement les instituteurs des écoles rurales cessent peu à peu d'être des ruraux, mais encore ils perdent peu à peu la considération que leur valait leur savoir. Ce savoir, leurs aînés le prouvaient en rédigeant des haux, en arpentant et bornant des terrains, etc... Maintenant, ce sont là travaux secondaires, les machines ont pénétré à la campagne et, lorsqu'il s'agit de réparer ces machines, un mécanicien ou même un simple forgeron est souvent plus capable qu'un instituteur.

Il faut bien avouer aussi que le savoir que l'on acquiert à l'école n'a plus autant de valeur aux yeux des populations rurales. Le certificat d'études, plus difficile à obtenir aujourd'hui qu'autrefois, est cependant moins apprécié. Cela tient tout à la fois au peu d'utilité que présentent une partie des connaissances scolaires et à une évolution accélérée qui nécessiterait moins de connaissances, mais plus d'aptitudes à apprendre et à s'adapter.

L'école rurale d'hier — et c'est un reproche que l'on peut adresser également à l'école urbaine — a négligé l'éducation, c'est-à-dire la formation des esprits, des cœurs et des caractères, au profit de l'enseignement. Sans doute, l'un et l'autre sont nécessaires et l'éducation est tout à la fois moins appréciée et plus difficile à donner. Il n'en est pas moins vrai qu'elle a une importance primordiale. Dans notre milieu rural, il est un fait frappant : ce ne sont pas les individus les plus instruits qui ont le mieux réussi dans la vie. S'ils n'ont pas réussi, ce n'est pas à cause de leur instruction, mais par suite de manque d'initiative, de volonté, d'abandon, etc... ; et l'on ne saurait équitablenent juger l'école et l'utilité de l'instruction qu'on y donne sans tenir compte du fait que ces défauts d'éducation sont, avant tout, d'origine familiale. Il n'en est pas moins vrai qu'ils jettent un certain discrédit sur l'école et il est certain aussi qu'elle l'a quelque peu mérité.

Si l'école rurale veut être plus favorablement appréciée, si elle veut jouer le rôle éducatif et social qu'elle pourrait jouer, il faut qu'elle s'adapte à son temps et à son milieu.

Lorsque je dis qu'il faut que l'école s'adapte à son temps et à son milieu, je n'en veux point faire — elle l'est déjà beaucoup trop — une force conservatrice. Ce milieu n'est pas quelque chose de statique, de mort ; c'est un organisme vivant, évoluant, progressant, parfois malgré lui.

Le rôle de l'instituteur rural consiste d'abord à donner à ses élèves un idéal, mieux encore : à les aider à se former un idéal individuel et social.

Il consiste ensuite à développer leur propre puissance. Il faut qu'il cultive en eux une certaine faculté d'adaptation et de compréhension de leur milieu social. Qu'on ne voie pas là un effort conservateur : on n'adapte les autres qu'en s'adaptant soi-même dans une certaine mesure, et cette adaptation, cette compréhension du présent ne sont que des moyens. Le but n'est ni en arrière, ni sur place, il est devant et c'est aux enfants devenus hommes qu'il appartiendra de le déterminer en tenant compte de cet élan vers le progrès, vers l'idéal que nous devrions leur donner.

Les augures officiels, et l'Union des Grands Intérêts Économiques, n'ont pas manqué de faire appel aux instituteurs ruraux pour combattre la désertion des campagnes. On s'est efforcé de leur prouver qu'ils disposaient de nombreux moyens d'action efficaces. La réalité est différente. Dans notre propre milieu, nous voyons d'un côté de gros fermiers que l'après-guerre a gâtés. Ils ont pris des habitudes de bien-être, de luxe qu'ils ne veulent pas abandonner et en des temps devenus plus difficiles, ils rognent non plus sur ce superflu, mais sur les salaires de leurs ouvriers. Non seulement sur le montant du salaire journalier, mais encore sur le nombre de jours de travail : des fossés restent, de ci, de là, à nettoyer ; ailleurs, des ronces envahissent les champs, mille autres travaux utiles pourraient être faits pendant la saison mauvaise, alors que des ouvriers chôment une partie du temps.

Il n'en est point ainsi partout sans doute (les milieux ruraux sont si divers), mais là où l'égoïsme ne diminue pas le travail de l'ouvrier des champs, les machines agricoles se chargent de le faire. La désertion des campagnes à des causes économiques qui ne disparaîtront pas de si tôt.

La forte natalité qui a suivi la guerre baisse, les écoles rurales verront diminuer leurs effectifs. Sans doute, la diminution du nombre des élèves qui résultera de ce fait sera-t-elle compensée en partie par une prolongation de la scolarité. Pas suffisamment cependant pour qu'il n'en soit pas supprimé un certain nombre dont les effectifs seront devenus trop faibles.

La prolongation de la scolarité aura d'autres conséquences. Pendant la saison des foires et des récoltes, les grands élèves seront dispensés de fréquenter l'école. Il en résultera que ces élèves seront des travailleurs et des écoliers. L'école deviendra pour eux un milieu dont on est à demi sorti et dont on désire sortir tout à fait, à moins qu'elle ne sache évoluer, en rattachant son enseignement aux intérêts de ses grands élèves.

D'autres changements surviendront ; mais nous pensons que tous contribueront à une meilleure adaptation de l'école au milieu. — G. DELAUNAY.

RUSE n. f. On a reproché à certains théoriciens individualistes anarchistes d'admettre la ruse au nombre de quelques moyens de défense dont l'anarchiste peut encore disposer au sein de la société. Je ne puis m'empêcher de sourire quand je vois récuser l'emploi de la ruse comme arme de préservation individuelle. Mais, sans la ruse, il y a beau temps que l'autorité nous aurait annihilés et que l'ambulance nous aurait absorbés ! Pour subsister — c'est-à-dire pour conserver, prolonger, amplifier, extérioriser sa vie, l'anarchiste, l'en dehors ne peut, sous peine de suicide, récuser aucun moyen de lutte, la ruse y compris — aucun moyen, dis-je, sauf l'emploi de l'autorité. Et cela sous peine de se trouver en état d'infériorité à l'égard du milieu social, lequel tend toujours à empiéter sur ce qu'il est et sur ce qu'il a.

Qui ne ruse pas ? L'ouvrier qui se garde bien de dévoiler ses idées à son patron ; le patron qui déroche les siennes à son ouvrier ; l'afficheur de placards séditieux qui les colle de nuit sur les murs des édifices publics ; le distributeur de factums subversifs, qui prend bien soin qu'on ne l'aperçoive pas quand il les dépose dans les boîtes aux lettres. Et pourquoi dénigrerais-je l'usage de la ruse ? Pourquoi laisserais-je connaître le fond de ma pensée à mon adversaire ? Pourquoi me livrerais-je au premier venu ? Oh ai-je dit que je vivais dans une maison de verre ? Je veux d'abord : vivre pour vivre. Je ne suis pas comptable au milieu autoritaire de mes gestes ou de mes pensées. Je ne campe pas dans ce milieu en aul. Je donne à la société capitaliste le moins possible de moi-même, car je n'ai point demandé à naître, et en me mettant au monde, on a exercé à mon égard un acte d'autorité irréparable, qui exclut toute possibilité de contrat bilatéral.

Et qu'est-ce que la société ? J'ai déjà répondu à cette question et je me servirai des mêmes termes : « La société — disais-je — si je ne m'abuse, ce sont les usines, les prisons, les casernes, les habitations ouvrières, les taudis, les maisons de prostitution, les assommoirs, les tripots, les magasins de luxe. La société ! Mais ce sont les élus, les électeurs, les juges, les gendarmes, les propriétaires, les exploités, les exploités, tout ce qui peut vivre (sans produire ou créer) aux dépens d'autrui et tout ce qui laisse autrui (sans créer ou produire) vivre à ses dépens ».

Et je devrais des comptes à cette société-là ? Je devrais me placer en état d'infériorité à son égard en m'interdisant l'emploi d'une des armes qui me permettent de résister le plus efficacement à ses empiètements sur ce que je suis et sur ce que j'ai ? Et cela, au moment même où force nous est de reconnaître qu'elle a la vie plus dure que nous l'imaginons, cette bougrasse de société mourante !

Mais, tout ceci exposé, pour l'individualiste anar-

chiste, la ruse comme tous les autres moyens de préservation individuelle, demeure un moyen de défense, non un *procédé d'adaptation*. La ruse lui permet de continuer à vivre au milieu de la société, non de s'y adapter. Je ne nie pas qu'il faille une volonté ferme pour user de ruse à l'égard du milieu archiste — lorsqu'il s'avère hostile et refuse tout arrangement — et pour refuser de s'y adapter. Mais si vous ne possédez pas la force de caractère nécessaire, le tempérament assez trempé pour résister à l'adaptation du milieu, vous n'êtes pas fait pour concevoir l'anarchisme comme une vie et une activité ; retournez à l'archisme que vous avez voulu : là est votre place. — E. ARMAND.

RYTHME. La véritable orthographe de ce mot est *rythme* (du latin *rhythmus*, mouvement régulier, nombre, mesure, cadence, et du grec *rhythmos*, de *rhéô*, je coule). Chez les Latins, la science des nombres, l'arithmétique, était la *rhythmicé*. La simplification de l'orthographe a fait écrire *rythme*. Il n'y a pas de raison de ne pas écrire encore plus simplement *rylme* ou *ritme* ; le mot n'en serait pas plus mué dans son rythme plastique. L'essentiel serait que le *rylme* ou *ritme* ne fût pas confondu avec la *rime* qui est l'uniformité de son à la fin de deux mots et particulièrement de deux vers.

L'Académie, dans son *Dictionnaire* (1879) s'est bornée à donner du mot *rythme* cette définition aussi lapidaire que trinitaire : « nombre, cadence, mesure », d'après l'étymologie latine. Or, cette définition est aussi inexacte, sinon hermétique, que l'explication trinitaire de Dieu. Mais l'Académie ne se pique pas plus d'exactitude que de clarté. Elle est, comme les fabricants de dogmes, uniquement préoccupée de fournir des notions faciles et qui ne les troublent pas, les gens « comme il faut », pour en faire des imbéciles distingués, et elle laisse aux hérétiques et aux primaires le soin de rechercher la vérité des choses, quitte à l'adopter après lorsqu'elle s'est imposée.

Le nombre, la cadence, la mesure, sont trois choses distinctes ; le rythme en est une quatrième non moins distincte, et on ne saurait faire des quatre une chose unique par leur conjugaison. L'emploi des trois premières dans la musique et la poésie, les fait souvent confondre avec le rythme qui est aussi indispensable qu'elles dans ces deux genres, mais qui est tout différent. Le rythme, en musique et en poésie, est la succession régulière des mêmes temps, ou celle des mêmes nombres de pieds qui divisent les vers. Il est lui-même musique et poésie ; elles n'existent pas sans lui. Aucune chose n'est vivante sans le rythme qui lui donne son expression particulière. Il est la vie elle-même ; il n'est pas de vie sans lui.

En musique, le rythme est « l'effet produit par le rapport de durée des sons entre-eux » (Larousse). Berlioz l'a appelé « la division symétrique du temps par les sons ». Il y a des interprétations très diverses sur le rythme musical, suivant les époques et l'emploi qu'on en fait. Dans la musique moderne, il a été très souvent négligé. Il en est résulté que, malgré toute sa science, cette musique est non moins souvent ennuyeuse parce que vide de véritable substance, de musique elle-même.

En poésie, la définition du rythme est la même qu'en musique. Théodore de Banville, le théoricien le plus remarquable de la réforme poétique — romantique et parnassienne — du XIX^e siècle, a expliqué de la façon suivante ce qu'est le rythme et ses rapports avec la parole humaine, la poésie et la musique : « Tout ce dont nous avons la perception obéit à une même loi d'ordre et de mesure, car, ainsi que les corps célestes se meuvent suivant une règle immuable qui proportionne leurs mouvements entre eux, de même les parties dont un corps est composé sont toujours, dans un corps

de la même espèce, disposées dans le même ordre et de la même façon. Le *Rythme* est la proportion que les parties d'un temps, d'un mouvement, ou même d'un tout, ont les unes avec les autres. Le Son est une vibration dans l'air, qui est portée jusqu'à l'organe de l'ouïe, et qui procède d'un mouvement communiqué au corps sonore. Le son que produit la parole humaine est nécessairement rythmé, puisqu'il exprime l'ordre de nos sensations ou de nos idées. Seulement, lorsque nous parlons, notre langage est réglé par un rythme compliqué et variable, dont le dessin ne se présente pas immédiatement à l'esprit avec netteté, et qui, pour être perçu, exige une grande application ; lorsque nous chantons, au contraire, notre langage est réglé par un rythme d'un dessin net, régulier et facilement appréciable, afin de pouvoir s'unir à la Musique, dont le rythme est également précis et simple. Le Vers est la parole humaine rythmée de façon à pouvoir être chantée, et à proprement parler, il n'y a pas de poésie ni de vers en dehors du Chant. Tous les vers sont destinés à être chantés et n'existent qu'à cette condition. Ce n'est que par une fiction et par une convention des âges de décadence qu'on admet comme poèmes des ouvrages destinés à être lus et non à être chantés. » (*Petit traité de poésie française*, Introduction.)

C'est aussi par une fiction et une convention semblables qu'on a voulu faire de la musique sans rythme. Il faut lire la magnifique page de Michelet, intitulée *Mélancoïa*, disant comment le chant *rythmique* jaillit de l'âme populaire, alors que l'Eglise l'avait banni de sa liturgie : « Avez-vous vu les caves misérables de Lille et de la Flandre, l'humide habitation où le pauvre tisserand, dans ce sombre climat d'éternelle pluie, envoie, ramène et renvoie le métier d'un mouvement automatique et monotone ? Cette barre, qui, lancée, revient frapper son cœur et sa poitrine pulmonique, ne fait-elle rien, je vous prie, qu'un tour de fil ?... Oh ! voici le mystère. De ce va et vient sort un *rythme* : sans s'en apercevoir, le pauvre homme, à voix basse, commence un *chant rythmique*. A voix basse ! Il ne faudrait pas qu'on l'entendit. Ce chant n'est pas un chant d'église. C'est le chant de cet homme, à lui, sorti de sa douleur et de son sein brisé. Mais je vous assure qu'il y a plus de soleil maintenant dans cette cave que sur la place de Florence ; plus d'encens, d'or, de pourpre, que dans toutes les cathédrales de Flandre ou d'Italie. » Et pourquoi pas un chant d'Eglise ? Est-ce révolte ? — Point. Mais c'est que l'Eglise ne sait et ne peut chanter, et elle ne peut rien pour cet homme. Il faut qu'il trouve lui-même. Elle perd le rythme avec Grégoire le Grand, et elle ne le retrouve pas pendant mille ans. Elle en reste au plain-chant ; c'est sa condamnation. » (*Histoire de France : La Réforme*.) Et Michelet ajoute : « La nature a mis le rythme partout. L'Eglise le supprima partout en haine de la nature. Mais, aux moments émus, la nature revient invincible ; le rythme reparait, du moins au battement du cœur trop oppressé, ou par l'intervalle des soupîrs ». C'est ainsi que le rythme, âme libre de la nature, fait triompher la vie au-dessus de toutes les fantasmagories du divin et de leur œuvre de mort.

La prose n'a pas moins besoin du rythme que la poésie et la musique, bien qu'elle n'ait pas, comme elles, de mesure et de cadence obligatoires. Sans le rythme de la pensée et de la phrase, la prose est aussi ennuyeuse à lire et à entendre que la poésie et la musique sans rythme poétique et musical.

« Le rythme a sa racine dans les lois premières du mouvement », a dit Lamennais. Le nombre, la cadence, la mesure, ne sont que la simple mécanique du mouvement. Le rythme en est l'âme, la palpitation intérieure, l'expression psychologique. C'est par lui que la musique et la poésie, le geste et la ligne, nous émeuvent, qu'ils ne sont pas seulement une interprétation maté-

rielle perceptible à nos sens, mais qu'ils ont une expression spirituelle qui atteint toutes les profondeurs de notre sensibilité jusqu'au plus lointain subconscient. Le rythme est plastique dans les manifestations objectives de l'art ; il est spirituel par les sensations subjectives qu'il fait naître. Mais s'il est ainsi l'Âme et la pensée du mouvement dont le nombre, la cadence et la mesure ne sont que la mécanique, il ne faut pas voir en lui, par une méprise contraire à celle qui le fait confondre avec eux, un subjectivisme qui en égare la notion dans la métaphysique et la livre aux abstraites de la quintessence divine.

Le rythme, c'est la vie entretenue par l'harmonie du mouvement. Lorsqu'il manque, le mouvement annihile ou désordonné, chaotique, met la vie en danger. Il est dans les artères, les poumons, les centres nerveux du plus petit des êtres, comme dans la chevauchée interplanétaire des plus grands des mondes. Dans le mouvement et dans la pensée sans arrêt de l'infiniment petit comme de l'infiniment grand, il est ce que Maeterlinck appelle « l'âme irréductible de tout ce qui existe ». Hors de lui, c'est l'arythmie, et de même que l'arythmie cardiaque, pulmonaire, nerveuse, détruit l'équilibre physiologique de l'organisme humain, amène ses désordres et sa mort, l'arythmie sociale bouleverse les sociétés et l'arythmie planétaire fait un chaos de l'harmonie universelle.

Même dans les formes plastiques où il est le plus près du nombre, de la cadence, de la mesure, le rythme garde toute sa valeur animatrice de l'expression psychologique indépendante de leurs règles. Il échappe à la technique de la trinité mécanique. Il est plus d'instinct et d'inspiration que de science. Il en est tellement ainsi que dans la musique, le rythme, tout en en étant le premier élément, n'a pas suivi les progrès des autres.

Berlioz disait : « le rythme, de toutes les parties de la musique, nous paraît être aujourd'hui la moins avancée ». C'est le caractère psychologique du rythme qui le tient en marge de ce progrès ; mais il fait, en même temps, qu'une mélodie du XIX^e siècle sera, dans sa nudité harmonique, aussi émouvante que la plus belle polyphonie moderne. Le rythme est comme l'éthique ; il ignore l'esthétique. Il est en lui-même la beauté et il la communique à l'œuvre d'art quelle que soit la science de l'artiste. Ce n'est que par lui que cette œuvre est ou non vivante.

Le philosophe L. Boësse a écrit : « Le rythme est une notion essentiellement subjective... Il est l'âme de la durée, et cela partout : en psychologie, en poésie, en musique, en mathématique, et aussi en architecture, car il y a un rythme dans les lignes, mêmes droites, s'il y en a un en nous ».

Terminons par la définition suivante que M. Robert de Souza a donnée du rythme, et qui comble fort heureusement la lacune laissée par la platitude académique : « *Rythme*. — Figure de l'espace ou du temps, déterminée selon des intervalles plus ou moins rapprochés ou compensés, réguliers ou irréguliers, — par les retours, les rappels, les groupements de phénomènes quelconques, séparés, opposés ou associés. — La figure d'un rythme dépend surtout de la forme que nos sens lui donnent ; elle prend d'eux, ainsi, une valeur personnelle, spécialement expressive : cette valeur est donc de qualité, non de quantité. Le rythme intéresse l'explication et l'application de toutes les sciences, naturelles, mathématiques, philosophiques, et de tous les arts, plastiques, musicaux, littéraires, mais lorsque les phénomènes sont étudiés à l'état vivant, dans leurs relations mobiles et dynamiques. Il est à la source de l'existence même ». — Edouard Rottus.



S

SABBAT n. m. Repos sacré observé par les Juifs le septième jour de la semaine, en vertu de la loi de Moïse. Les Juifs s'abstenaient, ce jour-là, de tout travail, et celui qui enfreignait cette loi était puni de mort.

Le sabbat était également, dans les superstitions médiévales, l'assemblée nocturne des sorciers qui se réunissaient, sous la présidence de Satan, pour prendre part à des festins diaboliques, recevoir les initiés, préparer des malédictions et cueillir des herbes magiques. Il est possible que de telles réunions aient eu lieu quelquefois; Michelet n'y voit que la révolte nocturne du serf contre le seigneur : les assemblées mystérieuses des sorciers parisiens autour du gibet de Montfaucon ne sont pas sans analogie avec le scandale d'Helsingfors, en Finlande, qui a révélé l'existence, en 1902, d'une société secrète internationale, dont les membres se réunissent la nuit dans les cimetières pour déterrer les cadavres et se livrer à des mutilations rituelles... Mais, le plus souvent, le sabbat médiéval fut la création de la féconde imagination populaire, création entretenue par les veillées. Des sorcières, brisées par la torture, ont pu avouer s'y être rendues sans l'avoir jamais fait, uniquement pour échapper aux tourments. Comme l'a dit Maxwel, le sabbat « est le fait de l'érudition des inquisiteurs et des juges interrogeant, et de l'ignorance suggestible des sorciers interrogés ». (Voir *Sorcellerie*.) — Jean Bossu.

SABOTAGE n. m. Selon le *Dictionnaire Larousse*, ce mot se rapporte simplement à la fabrication de sabots. Ce n'est pour lui qu'un nom masculin. Apprendre le sabotage, c'est apprendre le métier de sabotier. — C'est aussi l'opération qui consiste à entailler obliquement les traverses sur les voies de chemins de fer, pour y fixer les coussinets ou les rails. — Pourtant, ce Dictionnaire indique encore que « sabotage, c'est l'action d'exécuter un travail vite et mal. — Imprimerie : acte malhonnête du typographe qui, volontairement, introduit des erreurs dans la composition ou détériore le matériel d'imprimerie qui lui est confié ».

Cette dernière définition du sabotage n'est pas la nôtre. Il n'est pas admissible qu'un ouvrier s'en prenne sans raison à son travail ou au matériel. Quand un travail est ainsi compris, c'est que l'ouvrier est un mauvais ouvrier qui n'aime pas son métier, qui n'a pas l'amour du travail qui rend — ou devrait rendre — l'homme fier et libre... Et puis, pourquoi citer l'imprimerie comme exemple et le typographe comme type de saboteur, alors qu'il y a tant d'autres métiers où le travail est plus sérieux et le matériel plus précieux ? Le sabotage du Larousse est un pauvre d'esprit ou un sournois mécontent qui se venge.

Ainsi, en peu de lignes, le Dictionnaire Larousse dit tout ce qu'il peut dire du sabotage. En quelques mots, il effleure cependant ce qui peut, ici, nous intéresser. Mais il est nécessaire de préciser, de mettre au point, la forme d'Action Directe que, dans notre théorie du Syndicalisme révolutionnaire, nous avons propagée, sous le nom de sabotage.

C'est justement parce que les ennemis de la classe

ouvrière organisée n'ont cessé de dénaturer ou de ridiculiser le sens, l'action, le but du sabotage, qu'il a paru indispensable aux militants syndicalistes de l'expliquer, par la parole et par la plume, à chaque occasion.

Selon le *Dictionnaire Larousse*, le sabotage est simplement l'action d'exécuter un travail vite et mal. Le saboteur n'est autre que l'ouvrier, l'employé, le salarié qui, volontairement, exécute vite et mal un travail.

Voilà qui est clair et bref.

Mais ce bon *Dictionnaire Larousse*, à la portée de tous, n'agit pas inconsciemment en s'abstenant d'approfondir un peu l'action du sabotage et en oubliant volontairement de développer toute la valeur que nous lui attribuons dans la lutte quotidienne de revendication et de défensive des exploités contre leurs exploiters. Tâchons donc, ici, d'y suppléer.

D'une brochure, déjà vieille (1908), mais quand même d'actualité sur ce sujet, nous croyons bon d'extraire ceci :

L'Action Directe comporte aussi le sabotage. — Que n'a-t-on pas dit et écrit sur le sabotage ? En ces derniers temps, la presse bien pensante s'est appliquée à en dénaturer le sens. Heureusement, divers écrits des militants syndicalistes ou leurs déclarations devant les tribunaux ont rétabli le sens exact du sabotage ouvrier, qui ne doit pas être confondu avec le sabotage patronal.

Chez le patron, le « sabotage » s'attaque au public, par la falsification des denrées, la fraude des vins, du beurre, du lait, des farines, etc., la mauvaise qualité des matières premières et matériaux nécessaires aux travaux d'utilité publique. Il faudrait un volume pour énumérer les vols, les escroqueries, les fraudes, les malfaçons dues à la crapulerie et à la rapacité des patrons et des entrepreneurs. De nombreux procès récents, de graves affaires de marchandage, des tripotages honteux ont montré combien peu les exploiters et les commerçants ont le souci de la santé du public et de son intérêt. Au point de vue militaire, les mêmes crimes des gros fournisseurs ont montré quel était le patriotisme de ces marchands. Ce qu'on ne sait pas, c'est le nombre de scandales étouffés par la seule puissance du jour : l'argent.

Le « sabotage » ouvrier, contre lequel les journaux ont saboté le jugement du public, contre lequel les juges ont saboté la justice et l'équité, est tout autre.

Il consiste d'abord, pour l'ouvrier, à donner son travail pour le prix qu'on le paie : à mauvaise paie, mauvais travail. L'ouvrier pratique assez naturellement ce système. On pourrait même dire qu'il est des travailleurs qui le pratiquent inconsciemment, d'instinct. C'est sans doute ce qui explique la mauvaise qualité et le bon marché de certains produits. On dit couramment d'un mauvais produit, vendu très bon marché : c'est du travail qui sort des prisons.

Mais le « sabotage » est parfois praticable d'une façon assez paradoxale. Par exemple, un employé de commerce, un garçon de magasin est un employé fidèle s'il soutient bien l'intérêt de son patron; et souvent cet intérêt consiste à tromper, à voler le client. Pour sabo-

ter, cet employé n'aurait qu'à donner la mesure exacte au lieu de se tromper de mesure aux dépens du client et à l'avantage du patron, comme il fait d'habitude. Une demoiselle de magasin n'aurait qu'à vendre un mètre exact d'étoffe ou de ruban, au lieu d'en donner, comme à l'ordinaire 90 ou 95 centimètres pour un mètre. Ainsi, pour certains ouvriers, il leur suffirait d'être honnêtes avec le consommateur, scrupuleux avec le client, pour saboter l'intérêt patronal et n'être pas complice de ses vols.

Ils sabotent, et ils ont raison, ceux qui, ayant fabriqué un mauvais produit, dangereux à la consommation, en préviennent les consommateurs. Ils sabotent, et ils ont raison, ceux qui versent aux consommateurs la véritable boisson demandée au lieu de la boisson frelatée sur laquelle il y a gain de cent pour cent. Ils sabotent aussi, et ils ont raison, ceux qui, comme nos camarades boulangers, défendent leur pain et leur salaire, en sachant rendre inutilisables, en temps de grève, le four ou le pétrin où le patron escomptait les remplacer par des jaunes ou par des soldats. Ils sabotent enfin, et ils ont raison, ceux qui, pour un motif honorable de solidarité ouvrière, coupent les fils télégraphiques et téléphoniques, éteignent les lumières, suppriment toutes communications, entravent tous transports et font, par ces moyens, capituler exploiters et gouvernants. Ce genre de sabotage est aussi de l'action directe superbement efficace contre les ennemis des ouvriers.

Le « sabotage » intelligent de l'ouvrier s'attaque en général à l'intérêt direct de l'exploiteur. Il est de bonne guerre; il est défensif; il est une revanche. Le « sabotage » patronal s'attaque seulement à l'intérêt du public, sans distinction. Il est toujours nuisible et bien souvent criminel, puisqu'il attente à la santé, à la sécurité, à la vie du public. La confusion n'est pas possible.

Le sabotage est donc de l'action directe, puisqu'il s'attaque au patron sans l'intermédiaire de personne. Le « sabotage » est l'action directe qui peut s'exercer dans les moments de paix relative entre le Patronat et le Salarial, comme en temps de grève ou de conflit. (Extrait de l'A. B. C. syndicaliste.)

Voilà donc une définition du sabotage qui correspond assez bien à ce que l'ouvrier comprend lorsqu'il s'agit pour lui de protester ou de se défendre de la manière la meilleure qui soit à sa portée et qui, loin d'être néfaste à une collectivité quelconque, la protège aux dépens des intérêts du patronat.

On pourrait citer encore bien des exemples de sabotage. Ainsi, lors d'une grève des Inscrits maritimes, les grévistes firent acte de sabotage intelligent en dénonçant par affiches le sabotage scélérat des Compagnies Maritimes. Ces affiches prévenaient les voyageurs que tel bateau était dangereux à prendre vu le mauvais état de la chaudière (dûment constaté), ou des machines, ou du foyer; que tel autre pouvait, en cours de navigation, s'arrêter subitement du fait, incontestable, que l'arbre-couche de la machine était fêlé et devait fatalement briser, d'un instant à l'autre, en plein service et, par conséquent, immobiliser le bateau en pleine mer. Il est bon de remarquer ceci : les inscrits qualifiés *saboteurs* prévenaient les voyageurs du risque couru par eux en se livrant avec confiance à l'impéritie des Compagnies Maritimes. Celles-ci, par rapacité criminelle, restaient muettes sur le danger qu'elles connaissaient, mais elles faisaient payer très cher, et d'avance, le voyage. Toutefois, elles ne payaient qu'après le voyage les hommes d'équipage du bateau et ne versaient jamais d'appointements à l'avance. Ce calcul intéressé des Compagnies est le même pour toutes. Ces administrations n'admettraient pas que fût qualifiée de *sabotage* leur malhonnête façon d'agir.

Clientèle ou usagers des Compagnies de transports n'ont jamais protesté contre un tel système. Quant à l'Etat, il n'intervient jamais contre les Compagnies; les poursuites sont pour les exploités de ces Compagnies, lorsqu'ils dénoncent leurs crimes. Les forces policières de provocation et de répression sont employées avec empressement contre les grévistes revendiquant sécurité, mieux-être, respect de leur dignité de travailleurs. L'Etat intervient toujours aussi, pour plaindre des mêmes discours les naufragés et pour « renflouer » ces pures Compagnies de navigation toujours en déficit. Ce genre de sabotage capitaliste et de sabotage gouvernemental n'a jamais fait verser autant d'encre que le simple fait d'un prétendu sabotage ouvrier, dénaturé sciemment par une presse servile et intéressée. Celle-ci sait toujours rendre criminel l'acte de sabotage. Elle excelle à saboter les faits. Le sabotage de l'opinion publique est, pour le journalisme contemporain, au service du capitalisme, un devoir professionnel. Il y a donc sabotage et sabotage. — C. Q. F. D.

N'oublions pas encore de constater qu'il y a des lois et décrets qui surgissent presque toujours après de retentissantes protestations du parlement, de l'opinion et de la grande presse, au lendemain d'une catastrophe. Mais ces lois et décrets sont toujours inappliqués ou inapplicables et le sabotage continue contre la vie des mineurs, des employés de chemins de fer, des inscrits maritimes et de tous les travailleurs qui risquent sans cesse la mort pour gagner leur vie et enrichir les exploiters de toutes catégories : ceux qui entreprennent, administrent, aussi bien que ceux qui profitent en ne faisant rien que palper les dividendes et en jouir toute leur vie.

Il y a différentes sortes de *saboteurs*. Aussi nous ne prétendons pas les énumérer complètement et parfaitement. Nous n'y arriverions pas.

Qu'on imagine un avocat *sabotant* sa jolie profession libérale en ne défendant jamais que ce qu'il croit juste et noble de défendre; un juge, *saboteur de la justice*, refusant de reconnaître et de déclarer non coupable l'accusé volant pour manger, s'il a faim, étant sans ressource; un *saboteur* policier secourant un vieillard au lieu de le molester en l'emmenant au poste pour flagrant délit de vagabondage ou de mendicité; un prêtre laissant dormir et se chauffer dans son église un misérable grelottant et rompu de fatigue; un restaurateur n'appelant pas la police pour empoigner un affamé qui s'est restauré pour plus qu'il ne peut payer; un gendarme n'inquiétant pas, sur la route, un maraudeur qui se sauve ou un trimardeur qui se cache; un médecin donnant ses soins et n'ordonnant pas une copieuse fourniture de pharmacie; un gradé n'insultant pas un inférieur; un patron payant convenablement ses ouvriers; un contremaître ne jouant pas, à l'usine ou sur le chantier, à l'adjudant Flic ou au mouchard, vis-à-vis de ses anciens compagnons; un gardien de prison ayant de la pitié au lieu de la brutalité envers les détenus, etc., etc. Enfin, oui, imaginez tous ces *saboteurs* de l'ordre bourgeois dans l'exercice de leurs fonctions; ne croyez-vous pas qu'il y aurait vraiment danger pour la Société bourgeoise en présence de ce paradoxal sabotage difficile à concevoir et pourtant possible?... Pourquoi pas ?...

Eh ! oui; possible, puisque nous avons bien des *saboteurs* du journalisme, en ce qu'ils osent dire sur tous les événements politiques et sociaux tout ce qu'ils pensent, si subversive que soit leur opinion ! — Eh ! oui; possible, puisqu'il se trouve, en conseil de guerre, des officiers *saboteurs* de l'imbécillité militariste pour acquitter de braves jeunes gens trop fiers pour supporter la discipline et respecter les bourreaux galonnés; il en est aussi de ses *saboteurs* qui, dans l'armée, commencent à comprendre, à admettre l'objection de conscience et s'inclinent demain devant les héros qui

se refusent à porter une arme, à toucher un engin qui donne la mort à des êtres humains. — Voilà du sabotage conscient.

Ne désespérons pas de voir des *saboteurs* non seulement conscients, mais aussi organisés, pour se refuser collectivement à tout ce qui peut servir la Guerre et rendre plus facile la Paix. Qui sait même, s'il ne se trouvera pas des *saboteurs* héroïques pour saboter énergiquement la Guerre et les Guerriers, pour saboter surtout ceux qui la veulent pour les autres et ceux qui la font par sauvagerie, inconscience ou lâcheté; pour saboter enfin, ceux qui en sont la cause, les organisateurs, ou les profiteurs ! Ce sabotage ne nous semble pas du tout déplacé et nous dirions même qu'il est d'extrême urgence à l'époque trouble où nous vivons.

Ce n'est pas saboter la raison humaine que de croire à un monde renouvelé par la bonne volonté et la cohésion dans l'effort des meilleurs parmi les hommes qui pensent, travaillent, s'élèvent et rêvent de l'affranchissement intégral de l'individu par une transformation sociale, favorable au règne de l'Entente entre tous et de la Liberté pour tous.

Le « sabotage » s'apparente à cet autre mot, moins connu peut-être, mais qu'il est intéressant de ne pas ignorer : c'est le mot *Boycottage*. Voici, d'abord, ce qu'en dit le *Dictionnaire Larousse* :

« **BOYCOTTAGE** (rad. *boycotter*) n. m. Mise en interdit des propriétés ou des fermiers irlandais qui n'obéissent pas aux injonctions de la Ligue agraire.

— « **ENCYCL.** Vers 1880, un capitaine anglais, nommé James Boycott, gérant des propriétés que le comte Erne possédait dans le comté de Mayo (Irlande), fit preuve d'une telle dureté à l'égard des fermiers placés sous ses ordres qu'il s'en fit exécuter. Ils s'entendirent pour le mettre en quarantaine. Tout Irlandais dut lui refuser son travail; il fut même interdit de lui acheter ou de lui vendre un objet quelconque, surtout des vivres. Le pacte fut fidèlement observé. Malgré l'intervention du gouvernement qui lui envoya une garde, et l'aide des dissidents de l'Ulster qui rentrèrent ses récoltes, Boycott fut obligé de quitter le pays.

« Le nom de *boycottage* fut, depuis lors, appliqué aux excommunications du même genre, qui furent lancées, pour la plupart, par les associations secrètes irlandaises, notamment par la Ligue agraire. »

Le mot « *boycottage* » signifie donc : mettre en quarantaine, frapper d'interdit ; l'usage s'en étendit un peu partout. Le *sabotage* et le *boycottage* sont devenus deux formes de l'action directe, de défensive surtout. Déjà, en 1897, la question vint au congrès des Bourses du Travail de France, qui se tint à Toulouse. Un rapport sur le *boycottage* et le *sabotage* y fut discuté et des résolutions adoptées.

Les congrès ouvriers, constatant l'inefficacité relative des grèves partielles où s'épuisaient les forces et les ressources de résistance du prolétariat cherchaient donc des moyens de lutte plus efficaces.

Voici ce qu'on lisait à l'époque, dans les publications ouvrières :

« L'homme qui a donné son nom au *boycottage* est mort tout récemment. Le capitaine Boycott était le *middleman* de lord Erne, un des grands propriétaires du comté de Mayo, en Irlande. Le *middleman* est l'homme qui afferme, en bloc, au propriétaire foncier, une étendue plus ou moins considérable de terres, pour la sous-louer en détail à d'autres fermiers ou la faire cultiver par des ouvriers ruraux. Le capitaine Boycott se fit particulièrement odier par son oppression. Les tenanciers étaient incapables d'acquitter leurs fermages, en ce comté de Mayo où il était le maître et où, coup sur coup, pendant plusieurs années, les récoltes avaient été dévastées par les intempéries. Malgré cela, il fit valoir ses droits de propriétaire.

« On n'a point oublié cette dramatique époque. Les soldats anglais, requis par le *middleman*, pénétraient dans la chaumière du fermier insolvable, saisissant le misérable mobilier, expulsant les habitants; puis, pour que ces malheureux, dépourvus d'asile, ne cédaient pas à la tentation de réintégrer celui-ci, même vide, les soldats enlevaient le toit de la maison et les châssis des fenêtres. Il ne restait plus que les quatre murs de pierres.

« La haine des Irlandais contre le capitaine Boycott fut telle qu'on le mit à l'index dans le pays tout entier. La Ligue agraire décida de lui infliger la *quarantaine*. C'était l'inauguration d'un nouveau système de lutte. Défense fut faite à tout Irlandais de fournir au capitaine Boycott, non seulement du travail, mais aussi des vivres. Pendant plusieurs semaines il vécut seul dans sa maison, ne trouvant ni ouvrier, ni laboureur, ne pouvant rien acheter, même à prix d'or. S'il n'avait pas eu de provisions, il serait littéralement mort de faim. Enfin, il dut quitter la place et partir pour l'Angleterre.

« Les landlords ne tardèrent pas, à leur tour, à employer contre les malheureux Irlandais la méthode de combat que ceux-ci avaient employée contre le capitaine Boycott. Ils menaçaient les ouvriers de réduction de salaire, de privation de travail; ils menaçaient les commerçants de leur retirer la clientèle de leurs fermiers; enfin, ils allaient jusqu'à menacer les pauvres de ne plus donner d'aumônes. — (Telle fut l'origine du *Boycottage*).

« Ainsi « popularisé », le *boycottage* traversa la mer.

« A Berlin, en 1894, les brasseurs, cédant à la pression gouvernementale, refusèrent leurs salles de réunions aux socialistes. Les brasseurs furent boycottés et si rigoureusement, qu'au bout de quelques mois ils durent se soumettre. — A Berlin, encore, la compagnie des chemins de fer circulaires, s'étant aperçue que le public fermait lui-même les portières des wagons, supprima les deux cents employés à qui, jusqu'alors, était confiée cette tâche. Aussitôt, les socialistes intervinrent, firent comprendre au public qu'il devait désormais s'abstenir de fermer les portières et obtinrent ainsi que la compagnie reprenne son personnel.

« A Londres, en 1893, les employés de magasins exigèrent de leurs patrons la fermeture des magasins un après-midi par semaine, pour compenser l'après-midi du samedi pendant lequel ils travaillaient, tandis que les ouvriers chômaient. C'est par le *boycottage* qu'ils forcèrent la main aux patrons : les magasins qui refusèrent d'obtempérer aux désirs de leurs employés furent mis à l'index. Les employés allèrent plus loin. Ils n'hésitèrent pas, pour obtenir gain de cause, à recourir aux procédés révolutionnaires. Un jour, entre autres, ils entrèrent chez un marchand de jambons et lancèrent dans la rue toutes les victuailles. Les boycotteurs triomphèrent et, depuis cette époque, les magasins ferment leurs portes une fois par semaine entre 3 et 5 heures de l'après-midi. »

Telle fut l'origine du système.

En France, il y aurait trop à citer pour montrer l'efficacité du *boycottage* sous toutes ses formes, tant *légal*es que *révolutionnaires*.

Eh ! oui, *légal*es, car il est des règles et des méthodes qu'il suffirait de mettre en application pour paralyser les rouages les plus importants de la vie sociale. Il est des lois et décrets qui, s'ils étaient strictement respectés, bouleverseraient toute l'administration.

Le *Boycottage* et le *Sabotage* figuraient donc, en une seule question, à l'ordre du jour du Congrès de Toulouse (1897). La Commission chargée de l'examiner rédigea des conclusions et un rapport fut présenté où nous glanons ces passages intéressants :

« ... La Commission vous demande de prendre en

considération les propositions qu'elle vous soumet. Elle est convaincue qu'après mûre réflexion vous pratiquerez le *boycottage*, chaque fois que vous en trouverez l'occasion, et elle est convaincue aussi que, s'il est mis en vigueur avec énergie, les résultats qu'en retirera la classe ouvrière vous encourageront à persévérer dans cette voie.

« Nous avons examiné de quelle façon peut se pratiquer le *boycottage*. Qui pouvons-nous boycotter ? Est-ce l'industriel, le fabricant ? Contre lui le *boycottage* reste inégal ; ses capitaux le mettent à l'abri de nos tentatives. L'industriel n'a que de rares rapports avec le public ; pour la diffusion de ses produits, il s'adresse aux commerçants qui, en général, sont des conservateurs de la société actuelle... Donc, laissons pour l'instant l'industriel de côté, nous réservant de dire bientôt comment l'atteindre. Parlons du commerçant avec lequel nous sommes directement en contact et que nous pouvons boycotter.

« Il y a quelques semaines, à Toulouse, une petite tentative de *boycottage* a été faite contre les magasins qui refusaient de fermer le dimanche ; par affiches, les camarades toulousains engageaient le public à ne rien acheter le dimanche.

« Ce que les employés toulousains ont fait en petit, nous vous invitons à le faire en grand. Que chaque fois que besoin sera, quand le commerçant voudra réduire les salaires, augmenter les heures de travail, ou quand le travailleur, désireux d'être moins tenu, de gagner plus, imposera ses conditions au commerçant ; qu'alors, avec toute l'activité, dont nous pouvons disposer, son magasin soit mis à l'index ; que, par tous les moyens dont l'initiative des travailleurs croira bon d'user, le public soit invité à ne rien acheter chez lui, jusqu'au jour où il aura donné entière satisfaction à ses employés.

« Ainsi ont fait nos camarades d'Angleterre et d'Allemagne qui, dans maintes circonstances, ont remporté la victoire.

« Quant aux industriels, le *boycottage* les atteint difficilement. Par contre, le fonctionnement de la société capitaliste leur permet normalement un sabotage qui, sous forme de *boycottage* spécial (consistant en baisse de salaire, augmentation d'heures de travail ou chômage partiel, ainsi que renvois brutaux) leur permet, répétons-nous, contre leurs ouvriers un *boycottage* meurtrier. Nulle contrainte ne s'oppose aux fantaisies malfaisantes du patronat qui boycotte même la conscience ouvrière en mettant à l'index les travailleurs osant revendiquer leurs droits, les empêchant ainsi, non seulement de propager les idées d'émancipation qui les animent mais même de vivre... Que de militants ont dû quitter les lieux où ils vivaient en famille, pour chercher du travail en d'autres lieux, loin du pays natal, parfois et plus souvent en d'autres régions, tout au moins quand ils en trouvaient. Car il est des régions industrielles où l'ouvrier n'est embauché que s'il a des papiers et certificats indemnes de tous reproches patronaux ou s'il fait partie de certaines organisations cléricales, patriotiques ou très bourgeoisement sociales.

« Cela existe en certaines villes du Nord, malgré des municipalités socialistes. Cela existe un peu partout, si la force syndicale n'y a pas mis le bota. Si la politique a pu y semer la division ouvrière, le règne du bon plaisir patronal n'a plus de limite ; il crée des grèves, les suscite, selon ses besoins. La masse ouvrière croit lutter d'elle-même, alors qu'elle est menée selon les intérêts patronaux. La grève ainsi partie cesse ou dure et, de toute façon, épuise par la misère le travailleur qui finit par se rendre, à discrétion et rentre vaincu, affamé, aux conditions que dicte le patron.

« Bien différente est la grève accompagnée du *boycottage* consciemment exercé par les grévistes et le sabotage

intelligemment pratiqué contre l'intérêt direct du patron.

« Par quels moyens résister au *boycottage* patronal et arrêter l'expansion de l'œuvre réactionnaire et sinistre dont certains capitalistes, dans certaines villes, donnent l'exemple à leurs confrères ?

« Ici, votre Commission — disait le rapport — croit que le *boycottage* que nous pourrions tenter contre les exploités en question ne donnerait que des déceptions. Aussi vous propose-t-elle de le compléter par une tactique de même essence que nous qualifierons de *sabotage*.

« Cette tactique, comme le *boycottage*, nous vient d'Angleterre où elle a rendu de grands services dans la lutte que les travailleurs soutiennent contre les patrons. Elle est connue là-bas sous le nom de *Go Canny*. »

A ce propos, nous croyons utile de vous citer l'appel lancé dernièrement par l'*Union internationale des Chargeurs de navires*, qui a son siège à Londres : Qu'est-ce que *Go Canny* ? C'est un mot court et commode pour désigner une nouvelle tactique, employée par les ouvriers, au lieu de la grève.

Si deux Ecossais marchent ensemble et que l'un court trop vite, l'autre lui dit : « *Go Canny* » ; ce qui veut dire : « Marche doucement, à ton aise. »

Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut cinq francs, il doit payer cinq francs. Mais s'il ne veut en payer que quatre, eh ! bien, il en aura un de qualité inférieure. Et ainsi de suite pour toute marchandise.

Si une ménagère veut acheter une pièce de bœuf qui vaut trois francs et qu'elle n'offre que deux francs, alors on lui offre une autre pièce inférieure à celle qu'elle désirait. Le bœuf est aussi une marchandise en vente sur le marché. Or, l'on ne peut avoir même marchandise pour un prix inférieur à celui convenu pour une qualité supérieure. Eh ! bien, les patrons déclarent que le travail, l'habileté et l'adresse sont des marchandises en vente sur le marché tout comme le vêtement et la nourriture.

— « Parfait, répondons-nous, nous vous prenons au mot, comme le chapelier vend ses chapeaux, comme le boucher vend sa viande, nous vendrons aux patrons notre travail, notre habileté, notre adresse. Pour de mauvais prix, ils vendent de la mauvaise marchandise, nous en ferons autant.

« Les patrons n'ont pas droit à compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh ! bien, nous pouvons mettre en pratique le *Go Canny*, la tactique de : travaillons doucement, en attendant qu'on nous écoute. »

Voilà clairement défini le *Go Canny*, le *Sabotage* : à mauvaise paye, mauvais travail.

Cette ligne de conduite, employée par nos camarades anglais, nous la croyons applicable en France, car notre situation sociale est identique à celle de nos frères, les travailleurs d'Angleterre.

Il nous reste à définir sous quelle forme doit se pratiquer le *sabotage*. Nous savons tous que l'exploiteur choisit habituellement, pour augmenter notre servitude, le moment où il nous est le plus difficile de résister à ses empiètements par la grève partielle, seul moyen employé jusqu'à ce jour. Les résultats n'ont pas toujours été ce qu'on en espérait. Sans négliger le moyen de lutte qu'est la grève, il faut employer encore d'autres méthodes, avec ou sans la grève.

Faute de pouvoir se mettre en grève, les travailleurs frappés subissent les exigences du capitaliste.

Avec le *sabotage*, il en est tout autrement. La résistance est possible. Les exploités ne sont plus à la merci complète de l'exploiteur, ils ont le moyen d'affirmer leur virilité et de prouver à l'opresseur qu'ils sont

des hommes. Ils ont en mains l'arme défensive qui peut devenir l'arme offensive suivant les circonstances et la façon de s'en servir.

D'ailleurs, le sabotage n'est pas si nouveau qu'on pense : depuis toujours, les travailleurs l'ont pratiqué individuellement, quoique sans méthode. Il ne fut pas souvent sans efficacité. Il inspira dans le camp des profiteurs de l'exploitation une crainte salutaire qui n'a fait que croître lorsque s'est affirmée la puissance du sabotage collectif. Donc, d'instinct, les travailleurs ont su ralentir leur production quand le patron a augmenté ses exigences. Avec plus ou moins de conscience, les ouvriers ont appliqué la formule : *à mauvaise paye, mauvais travail*.

Le Patronat a cru purer à cette tactique défensive des esclaves de l'usine et du chantier en substituant la méthode fameuse du *travail aux pièces* ou à la tâche à celui du *travail à la journée*. Il a pu s'apercevoir que son intérêt moins lésé sur la *quantité* le devenant beaucoup plus sur la *qualité*. Si, par exemple, c'était le contraire, c'est-à-dire si le patron substituait au *travail aux pièces* le *travail à la journée* croyant asservir l'ouvrier, celui-ci, naturellement, emploierait aussi la méthode contraire pour aboutir au même résultat. Qu'on ne vienne pas dire que ceux-là étaient de mauvais ouvriers qui agissaient ainsi, car, nous affirmons que c'étaient les plus habiles, les plus intelligents et par conséquent les plus conscients de leur valeur. Le mauvais ouvrier est l'éternel saboteur et ne peut être autre chose et le patron le sait ; d'ailleurs, celui-là n'a de valeur que par la collectivité dont il fait partie, car individuellement, il ne compte guère. Il a tout intérêt à suivre les plus audacieux pour ne pas être employé à de malpropres besognes pour conserver sa place.

Le sabotage s'adapte à toutes les sortes de travaux ; il se pratique dans tous les métiers et se modernise parallèlement aux progrès dans la production. Il devient redoutable avec le perfectionnement du machinisme. On ne peut tout dire ici sur l'application du sabotage ; mais les années 1900 à 1914, en France, ont amplement démontré la puissance redoutée du syndicalisme révolutionnaire incitant à l'Action Directe du Proletariat conscient et organisé, en vue de s'affranchir par lui-même de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le rapport fourni au Congrès ouvrier de Toulouse (1897) se terminait ainsi :

« Le sabotage peut et doit être pratiqué pour le *travail aux pièces* en s'attachant à donner moins de soin au travail, tout en fournissant la quantité pour ne pas amoindrir le salaire. Le patron pris ainsi, sera dans l'alternative d'accorder les revendications faites par ses ouvriers ou de perdre sa clientèle. S'il est intelligent, il remettra l'outillage dont il est possesseur aux seuls producteurs qui sauront l'utiliser au mieux sans le saboter. »

Mais ce serait le commencement de la fin du patronat et de l'exploitation. N'y comptons pas.

Le sabotage dans les usines, dans la production centralisée, sur les chantiers, dans les grandes entreprises, peut s'exercer avec discernement et intelligence sur l'outillage et les forces motrices sans le moindre danger pour le public et seulement au détriment du capitalisme. On se souvient encore de l'émotion produite dans le monde bourgeois quand le secrétaire du Syndicat des Chemins de Fer, il y a trente-trois ans, déclara qu'un employé, un chauffeur, un mécanicien des chemins de fer pouvait, avec dix centimes d'un certain ingrédient, paralyser complètement, pour longtemps, une locomotive ou plusieurs.

« Avec le boycottage, et avec son frère siamois, le sabotage, les travailleurs ont une arme de résistance efficace, qui, en attendant qu'ils soient assez puissants

pour s'émanciper intégralement, leur permettra de tenir tête à l'exploitation dont ils sont victimes. Il faut que les capitalistes le sachent : les travailleurs ne respectent la machine que le jour où elle sera devenue pour lui une amie qui abrège le travail, au lieu d'être comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs. »

On pourrait faire ici l'apologie du sabotage et du boycottage en ne citant que nos souvenirs.

Il y eut, en France, à Paris surtout, des événements de sabotage qui furent, les uns comiques, les autres tragiques ou menaçants de l'être. Ce que furent certaines journées et certaines nuits n'était pas sans nous faire espérer beaucoup pour la Révolution sociale et pour rendre impossible la guerre.

Les ordres du jour de nos Congrès ouvriers d'avant 1914, nous présageaient des triomphes qui n'ont été que des déceptions amères et cruelles sur lesquelles nous aimons mieux ne pas insister pour nous éviter de saboter les espoirs nouveaux qui nous animent encore, tellement sont indéracinables nos convictions révolutionnaires, tellement est inaltérable l'idéal anarchiste au cœur et à l'esprit de l'homme sincère et modeste qui croit à l'avenir de Liberté et d'Entente des hommes de bonne volonté entre eux. — Georges YVERT.

SACERDOCE n. m. (du latin : *sacerdos*, prêtre). Le sacerdoce est la dignité et la fonction des ministres d'un culte. C'est aussi l'ensemble des prêtres attachés à ce culte. Nous avons au mot « prêtre » défini et résumé l'action de cet intermédiaire entre ce monde et l'autre. Nous allons étudier ici, l'action collective de la caste sacerdotale.

Ce que le primitif remarque d'abord dans le monde ambiant, c'est sa propre faiblesse en face des êtres et des choses au milieu desquels il vit. Cette observation lui est imposée par les misères mêmes dont il souffre : le froid, le chaud, la sécheresse, la pluie, la tempête, les animaux hostiles, la faim, la maladie, etc. Au milieu de ces inimitiés, il cherche à se faire des alliances. Ces premiers alliés seront les fétiches. Plus tard, le subjectivisme croissant de l'humanité ne se contentera plus de cet animisme primordial. L'homme détachera les phénomènes naturels de leurs formes visibles et leur en imposera une autre qui sera celle de l'homme lui-même. Les esprits des mondes terrestre, météorologique et sidéral deviendront autant d'êtres revêtus de la forme humaine, doués des mêmes passions, des mêmes sentiments, des mêmes besoins et des mêmes volontés que l'homme et ne différant de lui que par le privilège d'une puissance plus considérable. Ce sera l'aube du polythéisme et le commencement des cultes organisés. Le fétichisme n'a souvent ni culte, ni prêtre. Le polythéisme possède les deux. Pendant une longue suite de siècles, les pères de famille, les chefs de tribus offriront des sacrifices, selon un rituel déterminé mais assez simple d'abord. Peu à peu s'ajouteront des complications, à mesure que l'homme exercera son observation et sa sagacité sur les détails des phénomènes qui ont donné naissance au culte. Finalement ces complications élimineront les premiers sacrificateurs et les soins du culte passeront aux mains d'une catégorie spéciale d'hommes qui ont fait des rites une étude particulière. Cette catégorie d'hommes ce sont les prêtres. Après être restés longtemps au service des pères de famille, des chefs de tribus, qui se déchargeaient des soins du culte, moyennant une redevance, les prêtres qui surent presque partout s'organiser en caste, réclamèrent l'indépendance et la souveraineté.

L'Afrique noire, nous présente l'ébauche de toutes les formes qu'a pu revêtir l'institution sacerdotale. Ici, la sorcellerie est une profession libre ; là, elle affecte déjà une hiérarchie. Assez souvent le sorcier cumule

la médecine, la guérison des maladies, l'interprétation des songes avec le culte et les pratiques sacrées. Mais plus généralement, à chaque fonction correspond une classe de prêtres qui a un nom particulier et son rang dans la hiérarchie. Les uns s'occupent de la pluie, du tonnerre, des récoltes. D'autres jettent les sorts, consultent les oracles, prédisent l'avenir. Ou bien ceux-ci guérissent les maladies, assurent le succès des batailles, consacrent des gris-gris. Ceux-là évoquent les morts, purifient les maisons hantées, maîtrisent les esprits, préservent la tribu des calamités qu'elle redoute. La puberté, le mariage, la grossesse, l'enfantement, la mort ont leurs féticheurs spéciaux.

Intermédiaires entre les hommes et les dieux, dépositaires des secrètes formules qui savent désarmer les colères d'ivins, armés de terribles pouvoirs magiques et, de plus, ayant pour complices l'ignorance générale, la crainte et l'espérance, les clergés sont arrivés au plus haut degré de puissance et ils ont usé, presque partout, du pouvoir que leur conféraient leurs mœurs, pour organiser la société civile à leur profit.

Le « Chitouré » du Congo, comme le sorcier Polynésien, commande au peuple, au roi, aux puissants. Il frappe et punit à son gré. Personne ne discute ses ordres. Il réalise, en plus petit, l'idéal théocratique du pape Grégoire VII. A côté des clergés déjà fort puissants des tribus sauvages ou barbares, se situent des organisations sacerdotales vraiment achevées avec officiants, sacrificateurs, confréries régulières, concourant à des cérémonies pompeuses. Citons, en Amérique, les clergés du Mexique et du Pérou ; dans l'Antique Egypte où la pensée de la mort et le soin des cadavres occupaient toute la vie, tous les nomes étaient sous la main des collègues sacrés. L'histoire de l'Egypte est pleine de la lutte sans cesse renouvelée entre rois et prêtres. En moins de 500 ans le cléricalisme égyptien mit en pièces par deux fois le vaste édifice édifié par la monarchie thébaine. Sous la 20^e dynastie, les prêtres avaient envahi toutes les hautes fonctions. Ils étaient devenus généraux, magistrats, gouverneurs. Ils s'étaient octroyé le titre de princes de Kouch, jusqu'alors réservé exclusivement aux fils des pharaons. Finalement, le chef des prêtres d'Ammon déposséda le roi régnant et coignit la couronne. En Inde, le brahman s'est établi au-dessus de toutes lois et de toutes rivalités : les guerriers et les rois lui doivent la déférence ; quant au restant de la population, elle n'existe pas pour lui, sauf pour le nourrir, l'enrichir, l'adorer. Sans atteindre à ce degré de puissance, les clergés de la Perse, des Assyries et de Chaldée, occupèrent un rang très élevé. En Europe, les druides avaient la main-mise sur la justice et le pouvoir civil. Leur pouvoir spirituel savait très bien s'harmoniser avec la direction des affaires publiques et de la vie privée. En Grèce et en Italie, l'ambition et la soif du pouvoir furent les caractéristiques des clergés d'alors. Le sacerdoce chrétien a à son actif, tant de crimes, de spoliations, de dol, que son histoire demanderait, pour être bien contée, plusieurs volumes. L'Inquisition, les guerres de religion, la soif de richesses et de pouvoir des ordres religieux, les ambitions théocratiques de la papauté, les massacres d'hérétiques, les persécutions dirigées contre la pensée libre et les savants indépendants, la lutte sournoise ou déclarée du clergé moderne contre tout ce qui est vrai et juste, indiquent que le clergé catholique n'a jamais eu en vue que l'obtention et la conservation du pouvoir absolu, facteurs de richesses et de jouissances matérielles, les seules qui comptent pour lui.

Au sein de l'humanité, le sacerdoce constitue un embranchement où se succèdent et coexistent des classes, des espèces, des genres et des sous-genres qui tous ont un caractère commun : la prétention d'être les seuls et obligés intermédiaires entre l'homme et les dieux.

C'est dans cette prétention que réside le fait capital d'où procèdent tous les actes sacerdotaux et qui persiste à travers les temps et les races. Tantôt le sacerdoce est libre : est prêtre qui peut se faire accepter comme tel. Tantôt il est conféré à la suite d'épreuves au cours d'une élection, ou imposé par l'arbitraire d'un chef. Il est exercé par le père, le magistrat, ou bien il est organisé savamment en hiérarchie compliquée. Mais quel qu'il soit, il est partout et avant tout : l'ensemble de ceux qui parlent, agissent, commandent, absolvent ou condamnent et s'enrichissent au nom des dieux.

Après avoir imposé à la terre la constitution qui s'accorde le mieux avec les intérêts de leur caste, les prêtres ont étendu leur domination jusqu'au ciel et ont investi les dieux. Il existait avant eux une armée divine composée des dieux de la terre, de l'atmosphère et du ciel ; ils ont inventé et créé les divinités nées du sacrifice, les dieux médiateurs nés de la parole du prêtre et sans lui, impuissants. Ces dieux on les retrouvera partout où il y a des prêtres, mais ils n'occupent la première place dans les panthéons que là où la classe sacerdotale a dominé. Aux dieux terrestres, météorologiques ou célestes, ils ont substitué des dieux cachés, mystérieux, dont la puissance s'exerce par des canaux invisibles et qui se prêtent à la métaphysique absurde qu'ils préparent. On peut dire que c'est de l'invention de ces dieux médiateurs, de ces dieux fils du prêtre que date la véritable origine de la religion, car c'est d'alors que se précise la distinction du naturel et du surnaturel.

C'est le sacerdoce qui a introduit dans le monde l'absurde, le surnaturel pur ; c'est lui qui en a fait le signe caractéristique de la religion et qui a, par là, établi entre elle et la science ce fossé si profond qui va toujours en s'élargissant.

L'essentiel et la marque fondamentale par laquelle les conceptions religieuses se distinguent de toutes les autres, c'est qu'elles accentuent à mesure que s'accroît la puissance scientifique de l'humanité, chaque jour davantage, le caractère d'absurdité qui est leur essence même.

Sans le sacerdoce, l'évolution religieuse de l'humanité eût été inoffensive. D'époque en époque, une crédulité moins obtuse eût écarté les croyances vieilles, une erreur moindre eût remplacé une absurdité plus grossière, jusqu'au jour où la raison eût trouvé la vérité. La preuve, c'est que l'évolution des choses s'est accomplie ainsi. Mais, que de misères, que de stagnations, que de reculs, que de larmes et de sang répandus, que de souffrances et de peines subies avant que l'humanité n'ait trouvé peu à peu la vérité ! Cela parce que le sacerdoce avait tout envahi : terre et dieux. Parce que partout il s'est cramponné à ses autels, cherchant à maintenir, avant tout et à n'importe quel prix, sa puissance menacée par les claires découvertes de la raison humaine. Oui, nous pouvons considérer que le sacerdoce, parmi les autres éléments mythiques, fut un des facteurs principaux du maintien de la religion. — CHARLES ALEXANDRE.

SACREMENT n. m. du latin *Sacramentum*. Signe visible d'une chose invisible, institué de Dieu pour la sanctification et la purification des âmes. Dans l'Eglise catholique, le sacrement est un rite religieux institué par Jésus-Christ, pour donner ou accroître la grâce. La religion catholique compte sept sacrements : le baptême, la confirmation, l'eucharistie, le mariage, la pénitence, l'extrême-onction et l'ordre. Les *deraiers* sacrements sont ceux que les catholiques reçoivent quand ils sont ou se croient en danger de mort : la pénitence, l'eucharistie et l'extrême-onction. Le pouvoir d'administrer les sacrements appartient aux évêques et aux

prêtres. Toutefois, en cas d'urgente nécessité (*in extrema*) toute personne peut conférer le baptême.

Il me paraît que c'est dans l'institution des sacrements que s'affirme, de la façon la plus certaine, bien que fort habilement dissimulée, la volonté de domination dont l'Eglise catholique, apostolique et romaine n'a cessé de poursuivre et poursuit toujours la réalisation. — (Voir les mots *Confession*, *Confessionnal*). — S. F.

SACRIFICE (du latin, *sacrificium*; de *sacrificare* : sacrifier). On appelle « sacrifice » toute offrande faite aux divinités au cours de certaines cérémonies solennelles. Le sacrifice est le corollaire de tous les cultes. On exprimerait difficilement toutes les formes qu'il a revêtues. Le sacrifice religieux a deux buts : 1° nourrir les dieux; 2° réconcilier l'homme avec la divinité. Le principal souci de l'homme étant la nourriture, il est naturel que les dieux calqués à son image partagent ce souci élémentaire. Les premiers sacrifices se composèrent donc d'aliments, de boissons, de liqueurs. L'homme a toujours cru que les dieux mangeaient et buvaient l'offrande; qu'ils étaient doués d'appétit et d'organes digestifs. Le culte direct des animaux, encore pratiqué aujourd'hui en Afrique occidentale, a concouru à renforcer cette croyance et, plus tard, lorsque les animaux jadis adorés ne furent plus considérés que comme les représentants des divinités anthropomorphes, ils continuèrent néanmoins à dévorer l'offrande au nom des dieux qu'ils remplaçaient. On peut encore citer comme exemple les éléphants sacrés et les vaches saintes de l'Inde moderne qui sont toujours abondamment pourvus de nourriture, ainsi que, les alligators, soigneusement entretenus dans les bassins des temples indous. Si les divinités minérales et végétales ne mangent pas, elles savent tout au moins boire. On versait à leurs pieds, de l'eau, du lait, des liqueurs fermentées; on les arrosait de sang, de graisse et de beurre fondu. On les nourrissait même, en insinuant dans les fentes de l'écorce ou de la pierre ou en suspendant dans les branches de l'arbre qui les abritait, des lanières de viandes que les animaux et les oiseaux se chargeaient vite de faire disparaître. Et, de cette disparition, les dévôts supposaient que l'offrande était agréée.

On s'est adressé aussi à la terre, au feu, au vent, aux eaux. Tous les fleuves, toutes les sources, tous les lacs sur le globe entier, ont reçu des offrandes de tous genres et les ont agréées. La terre, notamment, est une divinité qui a reçu le plus de sacrifices. L'air et le vent n'ont pas non plus été oubliés.

Le feu, qu'il ait été considéré comme un dieu ou comme un intermédiaire entre l'homme et les dieux, fut souvent le principal agent du sacrifice. C'est lui qui fut chargé, au cours des siècles et chez tous les peuples, de transformer l'offrande des fidèles : celle-ci étant consumée par le feu. Mais le suppléant de la divinité qui s'est montré partout le plus difficile à rassasier, ce fut le prêtre : Le sorcier des sauvages s'empare des gâteaux et des victuailles destinées aux dieux; le féticheur polynésien se charge de faire parvenir aux esprits les aliments à eux offerts; le brahmane reçoit, moyennant finance, l'offrande de quiconque ne possède pas le feu sacré pour la consumer; et le prêtre chrétien offre à son dieu le sacrifice de la messe et de ses prières, moyennant une honnête redevance !

Qu'a-t-on offert aux puissances surnaturelles ?

Dès les commencements, les viandes, les breuvages, les aliments de tous genres, ont été les aliments du sacrifice. On offrit aux dieux du sang, des parfums, la fumée des offrandes consumées; on leur sacrifia les produits de la terre, des animaux, des parures, des objets précieux et rares, et souvent des créatures humaines. Les sacrifices humains s'accompagnant de cérémonies cultuelles compliquées eurent lieu un peu par-

tout. Rappelons les coutumes barbares des aborigènes du Mexique et du Pérou; les sacrifices humains de la Malaisie; les offrandes humaines à Moloch et à Baal en Phénicie. Les écritures juives ne nous disent-elles pas que la fumée des chairs brûlées est une odeur agréable aux narines de Jéhovah ?...

Plus tard, quand l'homme inventa que la nature des dieux était identique à celles des esprits, des fantômes, des choses mortes, il renonça à les nourrir de substances matérielles, il les supposa capables de déguster l'âme des offrandes. Les matières alimentaires ne furent plus offertes directement aux divinités, la vapeur odorante qui s'en échappe est censée les nourrir. Nous en arrivons ainsi aux parfums brûlés sur l'autel en l'honneur des êtres invoqués. La fumée de tabac, les résines odorantes, les bois odoriférants, les fumigations de plantes, l'encens et la myrrhe ont été offerts aux dieux. L'animisme ne voyait, dans ses pratiques, rien de choquant. Puisque les esprits et les dieux sont des fantômes impalpables, faits d'autre matière que celle des vivants, il est juste qu'ils se nourrissent de l'âme des êtres et des choses sacrifiées. De même que les fantômes des morts emportent avec eux les fantômes des esclaves, des femmes, des armes, des objets immolés sur leurs tombes ou brûlés avec eux, de même les dieux se repaissent d'essences réelles mais invisibles.

Evoluant, l'homme sans cesser de croire à l'appétit des dieux, à l'avidité des animaux sacrés, de l'eau, du feu, finit par restreindre le montant et la valeur des sacrifices. Tantôt la partie sera donnée pour le tout; tantôt la substitution d'une personne à une autre ou celle, plus fréquente, d'un animal à un homme suffira à contenter le dieu.

Comme conséquence du sacrifice par substitution, apparut bientôt le sacrifice par effigie qui, lui aussi, fut en grand honneur. On a offert aux entités surnaturelles des figurines d'hommes et d'animaux, en bronze, en terre cuite, en farine, en cire, en pâte, en beurre. Ces figurines remplaçaient les victimes désignées et les dieux parurent fort bien se contenter de cette substitution. Les ex-votos offerts si libéralement par les dévôts aux dieux qu'ils imploraient se rattachent au sacrifice par substitution et sont, actuellement, une des plus riches mines exploitées par les clergés.

Dans les temps où s'est développé le sentiment moral, où l'homme a idéalisé dans la personne de ses dieux, ses plus hautes facultés, on admit vite que l'hommage le plus agréable à une puissance céleste était une vie pure, la pratique de la vertu, l'effort vers le bien. De cette donnée du sacrifice moral, le mysticisme a tiré les plus étranges et les plus funestes conséquences. Il a placé la vertu dans l'étouffement des facultés naturelles de l'homme; il en est revenu aux mutilations physiques, aux ascétismes barbares faisant de la divinité un être malfaisant se complaisant aux douleurs, aux désespoirs, aux calamités de l'homme. La résignation passive et stérile aux pieds des autels est ainsi devenue l'instrument d'un salut imaginaire.

Ajoutons à la théorie du sacrifice l'aberration suprême : celle qui offre à la divinité, non plus les peines de l'homme mais les souffrances des dieux. On avait sacrifié aux divinités des victimes humaines, la vie des femmes, des enfants, des choses bonnes et belles; on leur offrit finalement des dieux, fils de dieux. Des victimes humaines, considérées comme l'image, la réplique vivante des dieux, étaient nourries et soignées pendant des mois, chez les Aztèques et les Colombiens avant d'être finalement offertes en holocauste à leur père céleste. Dans l'Inde Védique, le dieu Soma — la liqueur sacrée — était immolée par Agni, aux puissances célestes. Le sacrifice chrétien, l'Eucharistie, n'est pas autre chose que l'offrande d'un dieu fils à un dieu père, comme gage d'expiation et de rédemption.

Mais, quelque forme qu'il prenne, le sacrifice religieux est, avant tout, un troc, un échange, donnant, donnant ! C'est un marché entre l'homme et les dieux. Il procède de la même conception que la prière et, comme elle, il se réduit à ce fait très humain que le meilleur moyen de gagner la bienveillance d'un ami ou de désarmer la colère d'un ennemi est de lui faire cadeau d'un objet qu'il soit heureux de posséder. Il est naturel, quand on achète, de s'en tirer à meilleur compte et d'essayer de faire accepter des valeurs médiocres, c'est pourquoi nous avons vu les dévôts offrir la partie pour le tout, l'image pour le corps, des paroles, des gestes pour des présents. D'un autre côté, l'intérêt dominé par la crainte et la vanité, a jeté le fidèle dans la voie de la prodigalité. Qui donne le plus reçoit davantage. Les dieux savent toujours réserver leurs faveurs à ceux qui peuvent les gorger de choses agréables. Mais, avant tout, le mobile moteur de tous les sacrifices, c'est la crainte ! L'homme ne traite pas d'égal à égal avec les dieux. Il doit réparer les fautes commises, expier les peccadilles, les péchés dont il s'est rendu coupable. En même temps qu'il négocie les bienfaits qu'il implore, il doit essayer d'alléger le joug des charges et des obligations que lui imposent les divinités. Le sacrifice, hommage et moyen d'expiation à la fois, lui fournit la possibilité de faire ces deux choses. Il faut donner, toujours donner, pour soi et pour les siens. Et il faut mesurer l'offrande non seulement à son intérêt, mais au rang de la divinité. Et les hommes ont offert aux dieux ce qu'ils avaient de plus précieux : captifs, femmes, bijoux, etc., leur représentation humaine, leur image et, fantaisie ironique, des dieux à d'autres dieux. Plus tard, ce furent des actes méritoires : les vertus, les efforts, les épreuves, les travaux de l'humanité. Si bien que, finalement, les « dieux bons » se muèrent en despotes barbares appréciant plus les larmes et le sang que les bienfaits rendus à la race humaine ! Est-il besoin d'ajouter que les clergés trouvèrent amples bénéfices à cette théorie du sacrifice qu'ils ont su maintenir vivace à travers les siècles.

Le langage courant donne au mot « sacrifice », très abusivement du reste, le sens de désintéressement absolu. Une grande partie des hommes d'aujourd'hui ont cessé de sacrifier aux dieux, mais ils accomplissent quand même des sacrifices aussi inutiles que destructifs.

Faut-il parler des sacrifices consentis aux conceptions, imposées par l'éducation, du droit et du devoir, de la conscience, pour obtenir l'estime des autres ?

Est-il nécessaire de rappeler et d'insister longuement sur la nocivité des sacrifices consentis à la patrie, aux autorités de tous genres qui régèrent les hommes ?

Est-il besoin de faire ressortir la puissance des mille et une concessions faites — dans un esprit de sacrifice — aux interdictions multiples des codes moraux qui enserrèrent l'homme dans un réseau serré qui réduisit la liberté au strict minimum ? Les sacrifices laïcs, consentis à la patrie, aux gouvernants, aux morales officielles, aux us et coutumes de nos contemporains, se rattachent, par des affinités profondes aux plus vaines erreurs, aux plus stupides pratiques de nos aïeux et de leurs successeurs, fossiles attardés parmi nous. Ils sont juste bons à restreindre, au profit de quelques-uns, notre liberté et notre joie, car chacun d'eux est une concession faite aux mensonges et aux erreurs d'un passé lourd de souffrance.

Il nous reste cependant à parler d'une espèce de sacrifices accomplis par des hommes dignes de ce nom. Ce sont les sacrifices consentis, au cours de l'histoire, par tous les novateurs, les savants, les philosophes, les artistes, les chercheurs, pour le bonheur et l'éducation de l'humanité. Qui ne sait, au prix de quelles peines, de quelles souffrances, ces hommes, mûs par un noble idéal, ont pu, malgré les avanies et les persécutions

dirigés contre eux par l'ignorance du peuple et la haine des puissants, dont ils menaçaient, par leur apostolat, les privilèges, se donner tout entiers à leur œuvre d'émancipation intellectuelle et morale de l'humanité ! Oui, ces sacrifices accomplis, au cours des siècles par ces hommes, depuis le savant qui peine et cherche les remèdes efficaces contre la souffrance humaine, jusqu'à l'artiste qui synthétise dans son œuvre le cri de révolte et la protestation de tous ceux qui peinent et qui souffrent, en passant par l'humble propagandiste ouvrier qui, malgré l'hostilité ambiante, sacrifie son repos et sa sécurité, pour apporter à ses frères de misère, un peu de la vérité que d'autres lui ont apprise, ces sacrifices, dis-je, sont aussi dignes d'éloges et d'admiration que l'est celui de l'être qui risque sa vie pour arracher à la mort une existence menacée. Ce sont les seuls utiles, car ils ont pour but unique de soulager la peine des hommes et ils sont aussi éloignés de l'intérêt grossier et égoïste des sacrifices religieux et laïcs que nous le sommes de la plus lointaine étoile perdue aux confins de la Galaxie. — Charles ALEXANDRE.

SAGE. Le mot « sage » est un cas assez rare en sémantique (science des changements de sens des mots). La plupart des mots se dégradent à l'usage. « Garce », longtemps, fut aussi peu injurieux que son correspondant masculin, le simple féminin de garçon. Pour prendre un exemple plus voisin de mon sujet, quel outrage est devenu le nom de « sophiste » qui, à l'origine, désignait un maître de sagesse ! Sage, au contraire, s'est plutôt ennobli. Et nous avons un sursaut quand nous lisons dans La Fontaine :

*Le sage dit, selon les gens :
Vive le roi ! Vive la ligne !*

Or le fabuliste parle comme la haute antiquité grecque, celle qui a honoré, dans les Sept Sages, plus d'hommes habiles que de philosophes.

Les listes des sept sages ont beaucoup varié : à réunir tous les noms qu'elles donnent, les Sept seraient seize. Dans son *Protagoras*, Platon fait nommer par Socrate : Thalès, Pittacus, Bias, Solon, Cléobule, Myson et Chilon. A une exception près, c'est cette liste qui est devenue classique. Myson, dont nous savons uniquement qu'il était laboureur et que quelques-uns lui attribuent la paternité — ordinairement accordée à Chilon — du fameux « Connais-toi toi-même », est ordinairement remplacé par Périandre.

Ce Périandre était, à Corinthe, un abominable tyran. Il eut, sans doute, la sagesse de mépriser le tabou de l'inceste et de coucher, puisque ça plaisait à l'un et à l'autre, avec sa mère Cratée. Mais sa cruauté froide était terrible, et aussi sa colère : dans un accès de fureur, il précipita du haut des degrés de son palais sa femme enceinte, et elle mourut de la chute. Un habitant de Corcyre ayant tué son fils Lycophron, il voulut faire des eunuques avec trois cents jeunes Corcyréens qu'il détenait en otages. Un hasard ayant arraché ces jeunes gens de ses mains, il mourut de rage à quatre-vingts ans. Mais on l'admirait comme général et comme subtil politique. Le geste fameux de Tarquin abattant symboliquement les fleurs les plus hautes était imité de Périandre conseillant son ami Thrasibule, tyran de Milet. Il disait : « L'ami même d'un tyran doit lui être suspect ». Est-ce à son habileté pratique qu'il doit surtout sa place dans la liste glorieuse ? Est-ce à quelques maximes nettes et bien frappées ? « Sois modeste dans la prospérité, ferme dans l'adversité » — « Que ton ami soit heureux ou malheureux, sois le même avec lui » — « Le gain honteux est un trésor trop lourd ». Celle-ci est plus digne d'un tyran et fait du prétendu sage un glorieux précurseur des inquisiteurs et du signore Mussolini : « Punis non seulement le crime, mais l'intention ». Un questionneur hardi de-

mandait à Périandre pourquoi il n'accordait point, par une abdication, le repos à sa vieillesse inquiète. « C'est, répondit-il, qu'il est aussi dangereux de quitter volontairement le trône que d'en être renversé. »

Pittacus, tyran de Mytilène, semble, malgré les injures méritées dont l'accable le poète Alcée, avoir été moins inhumain que Périandre. Le hasard des combats ayant fait de l'injurieux Alcée son prisonnier, il lui rendit la liberté en disant : « Il est meilleur de pardonner que de punir ». Les sentences qu'on a conservées de lui sont, la plupart, de bons conseils d'arriviste : « Saisis l'occasion » — « N'annonce pas ton projet : s'il échoue on se moquerait de toi » — « Ne blâme jamais ton ami ; ne loue jamais ton ennemi. » En voici une plus généreuse : « Les véritables victoires sont celles qui ne coûtent point de sang ». Il se fatigua de régner, quoi qu'il eût prononcé : « Le commandement est l'épreuve de l'homme ». C'est sans doute après son abdication qu'il formula : « Parmi les animaux sauvages, le pire est le tyran ; parmi les animaux domestiques, le pire est le flatteur ».

Selon est-il beaucoup meilleur que ce tyran aux qualités mêlées ? Il est coupable d'avoir fait entreprendre et d'avoir conduit la guerre contre Salamine. Et, si ses lois sont moins dures que celles de Dracon qu'elles remplacèrent, est-ce à lui qu'on le doit ou à l'adoucissement général des mœurs ? Poète remarquable, il est probablement, avec Thalès, le mieux doué intellectuellement des sept sages. Il philosopha et resta poète jusqu'à la fin. « Je vieilliss, disait-il, en apprenant toujours. »

Bias paraît bilatéralement noble, qui disait : « Je porte tout mon bien avec moi » et qui, très éloquent, ne voulut jamais défendre que les causes qui lui paraissaient justes. Ses sentences sont belles : « Pendant que tu es jeune, prépare à ta vieillesse un viatique de sagesse : c'est le plus sûr des trésors » — « Sois lent à entreprendre, persévérant quand tu as entrepris » — « Désirer l'impossible est une maladie de l'âme ; une autre maladie de l'âme, c'est de ne pas songer aux maux d'autrui ». Une autre de ses maximes est bien désenchantée : « Aime comme si tu devais haïr un jour, car la plupart des hommes sont pervers ».

Chilon est l'auteur probable du « Connais-toi toi-même ». Voici d'autres sentences de lui : « Si tu es puissant, sois bienveillant et applique-toi à inspirer plus de respect que de crainte » — « Plutôt une perte qu'un gain honteux : la perte ne t'afflige qu'une fois ; le gain honteux te cause des regrets éternels » — « Que ta langue ne devance pas ta pensée » — « Sois plus empressé auprès de ton ami quand il est malheureux ».

Cléobule, vantant toujours la mesure et le juste milieu, est le précurseur d'Aristote moraliste.

Il y a, parmi les Sept Sages, un véritable grand homme, Thalès de Milet, père de la philosophie naturelle. Celui-ci a une doctrine systématique. C'est par lui que s'ouvre l'histoire de la philosophie et de la science grecques. Comme frappeur de sentences, on connaît surtout ses ingénieuses réponses : « Qu'y a-t-il de plus grand ? — L'espace, qui contient tout. — De plus puissant ? — La nécessité, qui soumet tout. — De plus sage ? — Le temps, qui découvre tout. — De plus commun ? — L'espérance, qui reste même à qui n'a plus rien ».

Les sophistes — dont le nom signifie à peu près sages professionnels — sont, en moyenne, très supérieurs à la moyenne des Sept Sages officiels et ils comptent parmi eux des intelligences de premier ordre, comme Protagoras, Gorgias, Prodicus, Socrate ou Hipplas. Prodicus et Socrate sont aussi, paroles et conduite, de véritables sages, ce qui leur valut d'être abondamment raillés par leurs contemporains et de boire la ciguë.

Entre la génération des Sept Sages (fin du VI^e siècle avant J.-C. et commencement du V^e) et la génération

des sophistes (V^e siècle), Pythagore, très suivi dans cette voie, avait renoncé à un titre trop ambitieux et se disait non plus sage, mais simple Ami de la Sagesse (Philosophe). Pourtant, nous donnons volontiers le titre de Sages à Prodicus et à son élève Socrate, à Diogène, à Zénon de Chitium, à Cléanthe, à Epictète, à Dion Bouche-d'Or ou à Epicure. Nous n'hésiterions guère plus à en décorer Jésus, si nous étions certains que le Sermon sur la Montagne a quelque authenticité. Même parmi les modernes, un Spinoza, un Tolstoï, un Elisé Reclus ou un Gandhi (malgré, chez ce dernier, un fâcheux relent de nationalisme) sont des sages. Et ce titre ne doit-il pas encore être accordé à tous les hommes de bonté et de tolérance, aux célèbres et aux inconnus, à un Voltaire comme à un Castellion ?

A moins que nous ne voulions, avec les stoïciens, le réserver à un idéal si absolu, que personne ne peut l'atteindre, sauf peut-être, dans les rêveries des philosophes cyniques et dans sa légende mi-divine, Hercule lorsqu'il n'était pas fou jusqu'à tuer ses enfants. — HAN RYNER.

SAGESSE. Le mot sagesse a quelques significations un peu folles, celles par exemple que Littré classe 2^e et 3^e. « 2^e La connaissance inspirée des choses divines et humaines. » Bossuet qui, d'une langue éloquente, lèche les pieds puissants, nous apprend que Michel Le Tellier, grand artisan de la Révocation de l'Édit de Nantes, possédait « cette sagesse qui vient d'en haut, qui descend du père des lumières et qui fait marcher les hommes dans les sentiers de la justice ». Plaisante sagesse, ou odieuse, et odieuse ou plaisante justice qui, étant infinie en Dieu, doit, d'après le même Bossuet, s'exercer « à la fin par un supplice infini et éternel ». La troisième signification enregistrée par Littré, greffier des usages successifs, n'est pas moins étourdissante. Cette Sagesse-là (avec une majuscule, S. V. P.) c'est le très lui-même Verbe et, quand on songe qu'au rêve du Quatrième Evangile, il s'est fait homme, on l'appelle : La Sagesse incarnée. Mais cette chasteté qu'on nomme sagesse « en parlant des femmes » est-elle beaucoup moins déraisonnable, ou même cette docilité endormie qui vaut aux petits enfants « le prix de sagesse » et aux grands bêtises les prix et les fauteuils académiques ?...

Le terme sagesse a pourtant une signification que j'aime. Il désigne la prudence persuasive des anciens par opposition avec le tyrannique et absurde dogmatisme des théologiens modernes, de ceux même qui se croient philosophes et indépendants. Pour mon livre *La Sagesse qui rit*, j'avais rédigé cette bande : *A bas les morales, vive la Sagesse !* Oui, je méprise quiconque prétend imposer une morale, fausse science de la vie : mais j'aime ceux qui ont connu et pratiqué la sagesse, art souriant et individualiste de la conduite.

Nulle part ne se rencontre une science du désirable. Toute discipline du désirable ne peut être qu'un art et garde la grâce d'être diverse avec les divers artistes. Désintéressée au point d'ignorer tout effort téléologique, la science cherche la vérité, non la beauté, ce qui est au réel, non ce que j'aimerais.

Devant les morales qui se prétendent scientifiques et universelles, qui osent affirmer et qui osent ordonner, rions et gaussons-nous en immoralistes. Mais nous pouvons considérer d'un œil fraternel et parfois admiratif les sagesse qui conseillent fraternellement et qui harmonisent.

Quand nous aimons ou admirons un artiste, nous ne lui faisons pas l'injure et nous ne faisons pas à nous-même le tort de l'imiter. Les seuls conseils que nous donnons notre amour et notre admiration pour ceux qui se sont exprimés, c'est de nous chercher et de nous réaliser nous-mêmes.

Et, comme nous aimons des poètes très différents,

comme nous ne voulons sacrifier ni La Fontaine ou Paul Verlaine à Victor Hugo, ni Victor Hugo à Racine ou à Vigny, nous admirons dans leurs émouvantes divergences, Diogène et Cléanthe, Jésus et Epicure. Nous les aimons d'être aussi différents que Shakespeare ou Molière, que Marivaux ou Calderon.

Et nous ne voyons pas ici, comme dans la science, un progrès qui nous engage à écouter le plus récent de préférence aux plus anciens. Archimède sait moins de vérités physiques que M. Branly ou même que le plus vulgaire de nos licenciés ès-sciences. Tolstoï n'est pas plus avancé que François d'Assise ; l'individualisme d'Ibsen n'est pas plus complet que celui de Diogène ; la vérité d'Elisée Reclus ou de Sébastien Faure s'exprime en un langage plus voisin de notre langage, mais n'est pas, par elle-même, plus instructive et libératrice que celle chantée par Cléanthe ou prêchée par Dion Bouche d'Or.

La morale se veut absolue, comme la religion ou comme le prétendu immoralisme du Surhomme. Leurs impératifs, pour parler allemand, se prétendent catégoriques.

Or il ne saurait y avoir — pour conserver le vocabulaire kantien — que des impératifs *hypothétiques*. L'hypothèse reste inexprimée quand on suppose que je veux la réaliser. Parce que le médecin suppose que je veux guérir et que j'ai confiance en lui, il appelle tyranniquement « ordonnances » ses conseils.

Impératif catégorique, devoir : mots grotesques. A qui est-ce que je dois le prétendu devoir ? Où est le créancier dont je serais le débiteur ? A moi seul, à mon bonheur, à ma beauté, à mon harmonie je puis faire tel ou tel sacrifice.

Mais mon rêve de bonheur et d'harmonie ne peut que me conseiller et me persuader. Et tout autre but que mon bonheur, si je ne suis pas fou, me touche moins et a moins d'autorité sur moi.

Quel autre but, d'ailleurs ? Le bonheur d'autrui. Je puis lui attribuer une valeur égale à celle que j'accorde au mien. La sympathie ne saurait aller au-delà et il n'y a aucune raison raisonnable pour que je me préfère qui que ce soit. Or je sais que je peux pour autrui moins que pour moi, que je risque de me tromper pour lui plus que pour moi. Les conseils qui le concernent sont plus hypothétiques que ceux qui me concernent : ils s'appuient et chancellent sur un monde de suppositions.

Des fins plus générales que le bonheur d'un homme ? Il y en a ; mais ma puissance s'y dilue vite, ou mon intelligence. Je ne réussis guère mes volontés générales et je me pardonne parce que, sachant encore ce que je veux ou plutôt ce que je voudrais, je ne sais plus ce que je fais. D'ailleurs, si universelle qu'on suppose une fin, dès que, comme un généreux canal d'irrigation, elle ne se divise pas en bras nombreux et en biens individuels, elle devient chimère et grimace.

La morale, la religion, le nietschéisme, tout ce qui est mensonge est condamné à ordonner. Les mensonges théologiques, patriotiques ou la volonté de puissance exigent toujours — et le conseil n'y saurait suffire — des sacrifices humains. Parfois les bûchers de Moloch, de l'Inquisition ou de l'Oeta deviennent internes. Même alors, ils me commandent de brûler un homme : moi-même. Pour me purifier, paraît-il, ou pour m'apprendre à me surmonter. Eh bien, non, ce n'est jamais à moi-même, à un moi réel et concret que j'offre l'étrange sacrifice. C'est toujours à quelque « dieu inconnu ». Quelque nom qu'il porte, Tu-Dois et Dieu personnel ou Je-seux et Surhomme, c'est un fantôme ; et c'est un aveugle ; et c'est un dément. C'est un des sous-hommes qu'il me faut mater en moi.

La sagesse veut l'homme complet et harmonieux. L'harmonie ne s'obtient ni par des amputations, ni

par des ordres, ni par des brutalités. La sagesse sourit et conseille. — HAN RYNER.

SAINT-OFFICE. Dans l'usage commun, Saint-Office est synonyme d'Inquisition (*voir ce mot*). Au sens propre, la Congrégation du Saint-Office n'est que l'Inquisition de Rome. Deux caractères particuliers distinguent le Saint-Office : il montrait une douceur relative et on devine que, espagnol, Galilée n'eût pas évité le bûcher ; les autres inquisitions ont disparu, mais le Saint-Office existe toujours, attente et menace. — H. R.

SAINT-SIEGE. Le siège ne se définit pas seulement un « meuble fait pour s'asseoir » ou « la partie inférieure du corps sur laquelle on s'assoit ». Le même mot désigne un « évêché et sa juridiction ». Quand il s'agit de l'évêché de Rome, on dit le siège pontifical, le siège apostolique ou le Saint-Siège. Pourtant le Saint-Siège fut assez longtemps transféré à Avignon et il y eut même, quelques années, un Saint-Siège à Perpignan.

La primauté du siège de Rome fut longue à s'établir et on n'ignore pas que, durant des siècles, chaque évêque était indépendant ou, comme on disait, autocéphale et prenait, avec autant d'humilité que ceux de Rome ou de Constantinople, les titres de pape et de patriarche. Depuis longtemps, on enseigne aux fidèles que la primauté de Rome est d'origine divine, puisque Jésus, qui est Dieu, a dit à Pierre : « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise » et puisque Pierre fut, nous assure-t-on, le premier évêque de Rome. Or, dans la mesure où une négation historique peut se démontrer, il est prouvé que Jésus n'a jamais prononcé le précieux *Tu es Petrus* et, aussi, que saint Pierre n'est jamais allé à Rome.

Remarquons, en souriant, avant d'entrer dans cette souriante démonstration, que Jésus, quand il parlait à Pierre, avait d'autant moins l'intention de s'adresser à Alexandre VI ou à Pie XI, que les deux interlocuteurs attendaient la fin du monde avant la fin de leur génération.

Saint Irénée, mort en 202, a écrit un ouvrage célèbre *Contre les hérésies*. Il cite tout ce qu'il peut trouver dans les Ecritures en faveur de l'Unité et particulièrement, qui ne prouvent pas grand chose, les versets 16 et 17 du seizième chapitre de Mathieu. Mais il ignore les versets 18 et 19 qui forment ce qu'on appelle aujourd'hui un argument massue : « Et moi je te dis aussi que tu es Pierre et que sur cette pierre je bâtirai mon Eglise et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle. Et je te donnerai les clés du royaume des cieux ; et tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans les cieux ». Irénée cherchant éperdument aux Evangiles tout ce qui peut affermir unité et orthodoxie, citant de nombreux passages peu pertinents et négligeant la citation capitale, prouve, pour quiconque n'a pas la foi, que le *Tu es Petrus* lui est postérieur. (Or, du temps d'Irénée, les Evangiles sont relativement complets. Le révérend Père Lodié, de la Compagnie de Jésus, qui s'est amusé à compter (*Nos raisons de croire*, p. 57), a trouvé dans Irénée 469 citations des Evangiles ; dans Justin martyr, mort 35 ans plus tôt, les recherches les plus minutieuses n'en découvrent encore que 18.)

Ajoutons à cette preuve des indications corroborantes : Jésus, au temps de la Synagogue, n'a pu prononcer le mot Eglise. Cet anachronisme date l'interpolation. D'autre part, si on lit le texte en supprimant les deux versets trop favorables à Pierre, les idées se suivent de façon beaucoup plus naturelle. Pierre ayant déclaré (verset 16) que Jésus est le Christ, Jésus lui répond (verset 17) que seul le Père a pu lui révéler cette vérité et il défend (verset 20) de la répéter à personne. Même la suture est assez maladroite, puisque Jésus est censé rattacher l'interpolation à un discours commencé

par cette manière d'exorde : « Et moi je te dis aussi ».

Quant aux preuves du séjour de Pierre à Rome, je les copie dans un ouvrage d'enseignement approuvé par deux évêques et un archevêque, *Histoire de l'Eglise* de l'abbé E. Beurlier.

Je lis, pages IX et X : « Saint Ignace, contemporain de l'empereur Trajan, Saint Clément, qui vivait sous Domitien, parlent du martyre de Saint Pierre et de Saint Paul comme ayant eu lieu dans la capitale. (C'est moi qui souligne, on verra bientôt pourquoi, ces mots effrontés.) Rien plus, l'épître de Saint Pierre, datée de Babylone, est elle-même un témoignage irréfutable ; car on sait que ce nom désignait la ville impériale dans le langage symbolique des Juifs. A supposer même, avec les rationalistes, que ce document fût apocryphe, il serait encore un argument en faveur de notre thèse, car le faussaire n'aurait pas commis l'imprudence de dater la lettre d'un endroit où l'apôtre ne serait jamais allé. Enfin, le dernier chapitre de l'Evangile de Saint Jean suppose que l'apôtre connaissait la mort de Saint Pierre ».

Admirable faisceau de preuves. Sur l'ignorant qui lit vite — sur presque tout le monde — il produit conviction ou au moins ébranlement. Or il n'y a là qu'un hardi entassement de mensonges et d'apparences.

Accordons un certain nombre de choses inaccoutumées. Supposons que le tardif évangile, dit effrontément selon Saint Jean, présente les connaissances de Jean dit effrontément l'évangéliste. Ne supposons aucune interpolation dans son dernier chapitre. Oublions que l'aventure de Marc, dont les douze derniers versets sont encore ignorés des manuscrits du IV^e siècle, nous met particulièrement en garde contre les derniers chapitres. Ne remarquons pas que la suite bizarre des idées dans Jean XXI, 15-19, oblige le critique à tous les soupçons. Lisons avec la plus imméritée des confiances. Que trouvons-nous dans ces fameux versets ? Une prédiction de la mort de Pierre par Jésus qui prouve, pour nous comme pour l'abbé Beurlier, que Pierre était mort quand cette prédiction fut écrite. Personne ne conteste à M. Beurlier que Pierre soit mort. Malheureusement, l'Evangile néglige le seul détail qui ferait du raisonnement à Beurlier autre chose qu'une fumisterie : il ne nous apprend pas en quel lieu Pierre est mort. Nulle mention ici, ni de Rome, ni même de Babylone. Ce premier témoignage est donc admirablement ridicule comme preuve du séjour de Pierre à Rome.

Examinons le second, probablement plus ancien que le premier. Saint Clément, que les listes catholiques des papes nous donnent comme évêque de Rome de 88 à 97 ou de 91 à 100, a écrit son épître aux Corinthiens avant le quatrième Evangile. J'emprunte à l'abbé Fleury (tome I, pp. 209-210) la traduction du témoignage de Clément : « C'est par une jalousie injuste que Pierre a souffert, non une ou deux fois, mais plusieurs fois et, ayant ainsi accompli son martyre, il est allé dans le lieu de gloire qui lui était dû ». C'est tout, et Rome n'est point mentionnée. Pourtant un savant catholique me prie de continuer ma lecture. Il est maintenant question du martyre de Paul. Clément ajoute à ces deux hommes « une grande multitude d'élus ». Et toutes ces victimes de l'envie « ont été parmi nous un illustre exemple ». Parmi nous, sous la plume de Clément Romain, signifie clairement à Rome et l'allusion est lumineuse à la persécution de Néron. Ainsi triomphe le savant catholique. Je lui réponds que cet argument aurait une valeur si Clément ne citait pas d'autres victimes de l'envie que Pierre, Paul et les martyrs de l'an 64. Par malheur, il a nommé auparavant quelques autres personnages qui, je crois bien, ne sont pas tous morts à Rome : Abel, Jacob, Moïse, Aaron, Marie, sœur de Moïse, et David.

D'ailleurs, si Pierre est mort en 64, la confusion de

Rome et de Babylone, inexplicable avant 70 et le Siège de Jérusalem, devient d'une telle bizarrerie... Selon la thèse catholique, Pierre serait à Rome dès l'an 42. Alors, comment Paul, en 58, écrit-il aux Romains qu'il se propose d'aller les évangéliser et leur envoie-t-il une longue dissertation bien inutile à des gens qui jouiraient de l'enseignement de Pierre ? Et comment, lui qui salue une vingtaine de fidèles, néglige-t-il de saluer Pierre ?

Si l'Épître aux Corinthiens de Clément ne fait aucune allusion au séjour de Pierre à Rome, il n'en est pas de même des *Recognitions* que plusieurs appelaient l'*Itinéraire de Saint Pierre*. Malheureusement, les critiques catholiques eux-mêmes reconnaissent depuis longtemps les *Recognitions* comme apocryphes. A supposer l'œuvre authentique et son témoignage véritable, Pierre aurait séjourné à Rome. Mais, loin d'avoir aucune primauté, il se serait reconnu l'humble subordonné de Jacques, évêque de Jérusalem, lui aurait adressé, pour obéir à un ordre, un rapport annuel sur ses actes et ses paroles. Il aurait salué en Jacques « l'évêque des évêques, qui dirige à Jérusalem la sainte Eglise des Hébreux et toutes celles que la Divine Providence a établies en quelque lieu que ce soit ». D'après ce témoignage, Pierre aurait donc séjourné à Rome ; mais Rome et Pierre sont dégradés au profit de Jacques et de Jérusalem. Si nous consentons au titre anachronique, Jacques fut, pour le saint Pierre des *Recognitions*, le premier pape.

L'épître de Saint Ignace aux Romains, à la croire authentique et sans interpolation — mais Mgr Duchesne n'ose aucune des deux affirmations — contiendrait peut-être, suivant la façon de comprendre un passage, la première trace de la tradition du séjour de Pierre à Rome. Ignace adresse aux chrétiens de Rome des prières. « Je ne vous ordonne pas — ajoute-t-il humblement — comme Pierre et Paul. » Faut-il entendre : comme Pierre et Paul ordonnaient aux Romains ou comme ils ordonnaient à tous les chrétiens ? Ordonnaient-ils de vive voix ou, comme prie Ignace, par écrit ? Avec quelque complaisance, on trouve donc, vers l'an 110, le fragile commencement d'une tradition qui prendra des forces en vieillissant.

N'oublions pas la première épître de Pierre datée de Babylone. Elle est reconnue apocryphe par tous les critiques indépendants. D'ailleurs, une lettre écrite à Rome ne se datait pas de Babylone. Dans la littérature chrétienne primitive, nous ne trouvons l'identification des deux villes que dans l'Apocalypse, le plus symboliste des pamphlets. On croit généralement que la fausse lettre de Pierre a été fabriquée précisément pour donner à une église un titre de noblesse. La Babylone dont il s'agit ici n'est pas la grande ville de Mésopotamie qui n'eut d'église qu'assez tard. C'est la Babylone d'Egypte (le vieux Caire), dont l'Eglise voulut se donner pour plus ancienne et plus noble que sa voisine d'Alexandrie qui se réclamait de Marc.

Saint Paul a écrit une longue épître aux Romains et il ne les a pas appelés Babyloniens. Authentiques ou apocryphes, les épîtres que Paul écrivit à la fin de sa vie ou qu'on supposa écrites dans cette période sont datées de Rome, jamais de Babylone. On y trouve les mentions : « Ecrite de Rome aux Galates », « Ecrite de Rome aux Ephésiens », etc... On peut vérifier toute la série. Quand une lettre était écrite à Rome ou qu'on voulait lui faire supposer cette origine, les exemples de Paul et de pseudo-Paul prouvent, comme nous nous en doutions, qu'on datait de Rome, non de Babylone.

La primauté de Pierre et son séjour à Rome d'où on tire, par un raisonnement hardi, l'infaillibilité d'Alexandre VI ou de Pie XI, sont deux mensonges. Mais n'y a-t-il pas prescription et ne devons-nous pas respecter, avec le Saint-Siège, d'aussi vénérables mensonges ?...

— HAN RYMER.

SALAIRE n. m. Le salaire, a-t-on coutume d'affirmer, est la somme destinée à quelqu'un qui effectue un travail ou rend un service. Il est à peine besoin d'insister sur le caractère simpliste de cette définition. En effet, pour être exacte, il faudrait qu'elle spécifiât que la somme reçue représente, aussi justement que possible, la rétribution totale de l'effort produit, du travail accompli, du service rendu. En outre, le salaire représentant le pouvoir d'achat, la puissance de consommation du producteur, du travail, il faudrait qu'il correspondît toujours aux nécessités de l'existence, dans l'ordre social actuel et, pour le moins, qu'il suivît le coût de la vie dans ses fluctuations constantes.

Au cours de l'étude que j'ai consacrée : *Chère (la vie)* (pp. 320 à 332 de l'*Encyclopédie anarchiste*), j'ai montré quelle était la différence existant entre le salaire nominal et le salaire réel, en faisant intervenir, précisément, ce facteur : le coût de la vie (voir à ce sujet *Etudes et Documents du Bureau International du Travail*, série D, n° 10, de juin 1925), dont les réactions sur le salaire nominal sont telles qu'elles déterminent de façon constante le salaire réel dans un endroit donné. C'est ainsi que le salaire réel de 1933, par rapport à celui de 1913, basé sur l'indice 100 à cette époque — en admettant qu'en 1913 le salaire réel et le coût de la vie étaient à égalité — se détermine comme suit :

$$\text{Salaire réel} = \frac{\text{Salaire nominal} \times 100}{\text{Coût de la vie.}}$$

Encore, convient-il de faire remarquer que ces calculs ne sont qu'approximatifs, en raison des différences de conditions de vie existant aux deux époques considérées : 1913 et 1933 et d'admettre — ce qui est manifestement inexact — que les besoins de l'homme sont restés identiques. La loi du progrès condamne formellement une telle conception. A mon avis, l'homme a sans cesse des besoins nouveaux, différents en tout cas, et aucune assimilation n'est possible entre les deux époques dont il s'agit.

Quoi qu'il en soit, un fait indiscutable subsiste : l'individu ne reçoit, à tout moment et en toute circonstance, sous forme de salaire, qu'une rétribution partielle de son effort et cette rétribution, en vertu de la loi d'airain, mise en avant par Lassalle et assez justement formulée, ne permet à l'homme que de produire et se reproduire, c'est-à-dire : de satisfaire ses besoins immédiats et de se perpétuer, pour assurer la pérennité du système capitaliste. Le reste — la partie la plus importante — est conservé par l'employeur et sert à rétribuer d'abord le capital engagé par d'autres qui se partagent le fruit d'un travail effectué par autrui ; ensuite, à augmenter, sous le nom de bénéfice, ce capital initial. C'est le système de l'accumulation et de la plus-value sur lequel repose, depuis des siècles, le capitalisme quelle qu'en soit la forme : individuelle ou étatique.

La lutte, aussi vieille que le monde, menée par les travailleurs pour conquérir des salaires meilleurs et aussi adéquats que possible au coût de la vie, n'a guère modifié cette situation. Et on peut dire que, d'une façon constante, le salaire est resté inférieur aux besoins. Le patronat a toujours su — et par les mêmes moyens — rendre inopérantes toutes les augmentations de salaire arrachées, souvent au prix de luttes ardentes et parfois sanglantes, par les travailleurs. Il lui a toujours suffi d'augmenter parallèlement le coût de la vie pour diminuer le pouvoir d'achat du travailleur et ramener, ainsi, le salaire réel au taux précédent.

Avec ce système, on tourne en rond, dans un cercle infernal, sans pouvoir s'en évader. Il fallait en sortir ou, tout au moins, tenter d'en sortir.

Pour ce faire, la Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire (C. G. T. S. R.) a déclaré

dans son deuxième Congrès, tenu à Lyon les 2, 3 et 4 novembre 1928, que le coût de la vie ne pouvait servir exclusivement de base au calcul du salaire. Il a signifié au capitalisme qu'il entendait que les travailleurs mesurent et fixent eux-mêmes leurs besoins et il a engagé les prolétaires à exiger du patronat des salaires correspondant à ces besoins, à tous leurs besoins. Il a nié que le salaire soit une marchandise, soumise, comme telle, à la loi de l'offre et de la demande. Il a proclamé le droit, pour le travailleur, au bonheur, à la jouissance des biens et richesses de ce monde, produit de la nature et de son effort créateur et transformateur.

Allant plus loin, après avoir refusé à l'employeur de déterminer le salaire du producteur et de mesurer ses besoins réels, il a pris position contre cette autre formule : *A travail égal, salaire égal*, toujours en honneur à la C. G. T. et à la C. G. T. U. et adopté cette autre formule, infiniment plus humaine et plus juste : *A besoins égaux, salaires égaux*, plaçant ainsi la femme et l'homme sur un plan d'égalité économique et sociale complète. Ce faisant, le Congrès a non seulement indiqué clairement que la femme, dont la somme des besoins est égale à ceux de l'homme, même si certains d'entre eux sont différents, ne devait pas être astreinte, dans chaque métier où son activité s'exerce aux côtés de l'homme, à produire une quantité de travail égale à celle fournie par l'homme pour recevoir un salaire égal à ce dernier.

La formule : *à travail égal, salaire égal*, est essentiellement barbare, inhumaine. Son application exige de la femme un effort physique que sa complexion ne lui permet pas de fournir et elle ne tient aucun compte des nécessités de l'existence en ce qui concerne la femme. Si on peut concevoir que le capitalisme l'accepte, quand il y a avantage, on a du mal à comprendre que des organisations ouvrières l'aient faite leur. Certaine d'être dans la bonne voie, la C. G. T. S. R. l'a rejetée. Et elle a eu pleinement raison d'agir ainsi. De ce fait, si le prolétariat comprend la valeur de la formule nouvelle, il obligera le patronat à reconnaître pour tous l'égalité du droit à la vie, sans distinction de sexe.

En outre et par voie de conséquence, il détruira cette conception qui veut que le salaire de la femme ne constitue qu'un appoint à celui de l'homme (sans même considérer que la femme est souvent seule et parfois chargée de famille) et que, partant, il est « normal » que le salaire féminin soit inférieur à celui de l'homme, même si elle produit autant que celui-ci. Enfin, ayant réalisé, sur le plan de la revendication, l'égalité entre les sexes, la C. G. T. S. R. a pensé qu'il fallait aller plus loin encore : réaliser l'égalité des salaires entre tous les travailleurs, quels que soient leurs métiers et les pays où ils exercent leur activité.

Dans ce but, elle a lancé la formule du salaire unique universel. En adoptant cette revendication, en spécifiant que le salaire unique doit être attribué à tout producteur, quels que soient son âge et son sexe, la C. G. T. S. R. a dépassé de loin — et elle le sait — le cadre des réalisations immédiates. Mais elle a considéré que c'était le seul moyen de faire sortir de l'ornière cette question des salaires, de la poser franchement sur un terrain nouveau, en s'inspirant d'un principe général d'une indéfectible valeur à tous points de vue. Pour réaliser intégralement ce que contient cette revendication, le prolétariat sait qu'il doit faire des efforts considérables et répétés, mais il sait aussi qu'à l'encontre du passé, ces efforts seront fructueux et apporteront vraiment une solution et non plus des palliatifs sans portée ni durée.

En imposant au patronat le salaire unique universel, le prolétariat empêchera les immigrations massives qui viennent submerger de main-d'œuvre à bas prix les pays où les travailleurs, par leur action, ont acquis des conditions de vie et de travail meilleures.

Lorsque le salaire sera identique en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, en Russie, aux Indes, en Chine, en Amérique et au Japon, les travailleurs ne seront plus tentés de répondre aux offres des recruteurs de main-d'œuvre. S'ils se déplacent, ce sera de leur propre initiative, avec la certitude de retrouver partout des conditions de vie semblables.

De même que la réduction de la journée de travail permettra à tous de travailler, le salaire unique assurera à chacun — où qu'il se trouve — une vie décente. Le prix de la vie — à peu près partout identique — est d'ailleurs un argument de poids qui vient à l'appui de la revendication du salaire unique. La généralisation de la main-d'œuvre non qualifiée, l'introduction du manoeuvre spécialisé dans les usines et les chantiers, aux lieu et place des professionnels complets, ont eu pour conséquence un nivellement général du salaire par le patronat.

C'est un autre argument de poids, au moins égal, qu'il convient d'utiliser. En opposant à la conception du nivellement par en bas, celle du nivellement par en haut, on obtiendra ainsi le salaire unique que le patronat ne peut plus combattre qu'avec des armes ébréchées par lui-même. Ah ! certes, il y aura, avant de parvenir au sommet, bien des paliers à franchir. Il faudra, sans doute, conquérir un salaire unique local, régional, corporatif, industriel, puis national, mais il ne faudra pas se décourager.

La réalisation du salaire unique, même local, fera plus pour faire tomber les barrières corporatives entre tous les ouvriers d'une même ville que toutes les réunions, tous les appels à la conscience. Le prolétariat, en plaçant la question des salaires sur ce terrain, est assuré de la poser sous son véritable aspect.

Le caractère international d'une telle revendication est évident et, sur ce terrain, face au capitalisme, le prolétariat a pris la seule position possible. En marchant vers l'homogénéité, en opposant au prix de vente unique — qui détermine la cherté de vie unique, qu'il subit comme consommateur — la revendication du salaire unique universel, il prouve son intelligence, sa clairvoyance, son esprit d'organisation et de méthode.

Par son caractère *permanent et général*, la revendication du salaire unique doit figurer au programme du Syndicalisme révolutionnaire international. Et le prolétariat doit avoir à cœur de la réaliser le plus rapidement, s'il veut qu'un jour, enfin, la question des salaires fasse vraiment un pas en avant.

Je considère, pour ma part, que c'est le seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes enfoncés, sans espoir, depuis toujours. — Pierre BESNAUS.

SALARIAT. Etat de celui qui reçoit un salaire. Employé par opposition à *patronat*, état de celui qui paie un salaire. — P. B.

SALUT (ARMÉE DU). L'Armée du Salut est aujourd'hui une des institutions les plus en honneur dans le monde bien pensant et dirigeant. La presse publie ses communiqués et entonne ses louanges et elle jouit d'une réputation si bien établie (?) que, dans les milieux avertis et même dans les journaux qui se targuent de dire à leurs lecteurs la vérité, on impose le silence aux reporters assez hardis pour oser s'y attaquer (*Lectures du Soir*, n° du 10 septembre 1932). Récemment, le « Commissaire » qui préside à ses destinées en France, M. Albin Peyron-Roussel a été fait chevalier de la Légion d'honneur, et par M. Herriot, s'il vous plaît. M. Albin Peyron-Roussel est le fils d'un grand négociant de Nîmes, ancien président de la Chambre de commerce de Montpellier, protestant zélé, venu assez tard au Salutisme. M. Albin Peyron-Roussel épousa la fille du pasteur Napoléon Roussel, décédé récemment, qui eut des démêlés avec les autorités sous le second Empire.

Ceci simplement pour situer le milieu où se recrutent les dirigeants de cette organisation qui fait beaucoup de publicité autour de ses œuvres sociales, que des membres du gouvernement républicain et laïque honorent volontiers de leur présence aux jours d'inauguration.

Il y a un demi-siècle, lorsque les chapeaux 1830 des premières salutistes apparurent sur les boulevards, l'accueil fut loin de ressembler aux honneurs d'aujourd'hui. La fille aînée du fondateur de l'Armée du Salut, Miss Catherine Booth — plus connue sous le nom de la Maréchale — venait de débarquer à Paris, suivie d'un certain nombre de disciples enthousiastes et elle avait édifié son quartier général, non pas comme aujourd'hui, rue de Rome, ou naguère rue Auber, mais quai Valmy, mal éclairé alors, et plus mal fréquenté encore. Des réunions s'y tenaient chaque soir et chaque dimanche après-midi. Les costards de la Courtille et du Combat s'amusaient fort de cette prédication intensive, de ces costumes bizarres, de ce journal *En avant !* colporté dans les bouges et les assommoirs par des fillettes aux yeux candides dont l'accent trahissait la nationalité. Invités à assister aux réunions, les gars de la Villette obtempéraient, mais qui pourrait décrire le chahut dont était témoin la salle du quai Valmy, chahut homérique, inénarrable, où les imitations de cris d'oiseaux se mêlaient aux « *noh yes* » et aux interjections les plus grossières. Malgré la patience à toute épreuve des orateurs salutistes, ce chahut dégénérait parfois en des rixes qu'aucune intervention policière n'arrivait à calmer. Dans les rues, on poursuivait parfois à coups de pierre les vendeuses de l'*En avant !* dont le populaire ne pouvait supporter le fameux chapeau 1830 et l'accoutrement sans grâce (pas plus ridicule, après tout, que le costume des ordres féminins religieux).

L'obstination véhémement des apôtres salutistes, en majorité anglais, provoqua un tel scandale que le préfet de police d'alors — qui n'était autre que M. Andrieux — fit appeler la Maréchale et l'informa que si le tumulte ne cessait pas, il interdirait de par son pouvoir discrétionnaire le port du chapeau des salutistes du beau sexe ou tout au moins des 8 garnissant le col des uniformes ou du ruban rouge qui porte en lettres dorées l'appellation : « Armée du Salut ». Aujourd'hui, M. Chiappe assiste aux cérémonies d'inauguration d'asiles ou de restaurants populaires créés par les salutistes. Comment expliquer le revirement toujours croissant des gouvernants vis-à-vis de l'Armée du Salut ? C'est qu'il faut distinguer deux phases bien distinctes dans l'histoire de cette puissante organisation religieuse.

En 1865, un pasteur de Londres, encore jeune, et déjà nanti d'une certaine réputation, William Booth, qui exerçait son ministère dans les quartiers populaires de Londres, se séparait de l'église méthodiste, ne jugeant pas cette organisation assez combattive. Il créa, dans l'est de Londres, une œuvre d'évangélisation qu'il appela « *Christian Mission* », dont le but était de s'occuper de l'état spirituel des classes misérables de White-chapel et des districts environnants. William Booth, organisateur de grande envergure et prédicateur de talent, ne rencontrait — bien qu'aidé par une femme supérieure et pieuse, sa compagne Catherine Booth, — qu'un succès relatif, lorsqu'il eut, en 1878, l'idée géniale de rompre avec la façon traditionnelle dont on présentait le christianisme au bas peuple et de transformer sa mission en une organisation militaire, avec des grades, des uniformes et des règlements, sans faire de différence entre les hommes et les femmes. J'ai dit que William et Catherine Booth rompirent avec la prédication évangélique traditionnelle ; en effet, ce ne fut plus uniquement dans des salles destinées à cet effet qu'ils annoncèrent « la bonne nouvelle du Salut », mais partout où ils avaient accès ou trouvaient une occasion : sous une tente, dans un cabaret, au fond d'une cave,

sous une arche de viaduc, sous un hangar, dans un magasin ou un atelier abandonné, des salutistes s'installèrent qui lurent un verset du Nouveau Testament, le commentèrent à la bonne franquette, chantèrent des cantiques sur l'air de chansons à la mode, accompagnant les refrains, les chœurs, les soli et les duos d'instruments qui n'avaient que de lointains rapports avec l'orgue ou l'harmonium — cornets, trombones, saxhorns de toute taille, tambourins, caisses, etc. — et racontèrent comment leur conversion avait transformé leur vie. Tel ivrogne incorrigible était devenu un ardent abstinant ; tel qui haïssait sa femme comme plâtre, s'était mué en un agneau ; tel autre, pillier de prison, s'était transformé en un honnête homme, qui serait mort de faim plutôt que de toucher à un sou ne lui appartenant pas. Cette prédication éveilla l'attention, la curiosité et, il faut bien l'ajouter, l'hostilité. Les mauvais garçons de l'est de Londres poursuivaient de leurs sarcasmes, de leurs injures et de leurs cailloux les défilés des salutistes, couvraient leurs chants de leurs hurlements, dispersaient brutalement leurs fanfares, rendaient impossibles leurs réunions, à l'intérieur des salles ou en plein air. Ce fut l'époque héroïque de l'Armée du Salut, celle où, pour narguer sa pauvreté apostolique, on promenait en avant et en arrière de ses cortèges, des placards portant comme inscription les mots « *The Starvation Army* » (L'armée de la famine), ridiculisant ainsi son appellation officielle de *The Salvation Army*.

L'Armée du Salut n'avait pas seulement contre elle la haine des quartiers populaires où elle opérait ; les églises établies persécutaient les salutistes, que leurs ministres accusaient de caricaturer la vraie religion avec leurs drapeaux sur lesquels se détachaient en lettres flamboyantes la devise « *Blood and Fire* » (Sang et feu), leurs costumes et leurs commandements militaires, leurs extravagances verbales ou musicales, leurs convertis sortis de la populace. Il faut dire aussi que la nouvelle organisation ne se confinait plus à Londres ; elle rayonnait à travers toute l'Angleterre, elle s'installait aux Etats-Unis, elle débarquait dans les autres pays protestants ! Dans les protestations et les critiques des autres sectes religieuses, il se glissait de la jalousie et de l'envie. Parfois assez basse. De leur côté, les autorités civiles en voulaient aux soldats de William Booth de provoquer le tumulte, d'entretenir le désordre. « Certains officiers » zélés, comme les Pierre et les Paul du Christianisme primitif, résistèrent « en face » aux magistrats. On en jeta en prison, peu de temps il est vrai. En Suisse même, ce pays où cent sectes trouvent un abri, le salutisme engendra des troubles ; le vieux château de Chillon hospitalisa quelques semaines une officière, la « capitaine » Stirling — d'origine écossaise, si nous nous souvenons bien. De leur côté, les salutistes ne se laissent pas faire. C'est ainsi qu'ils brisèrent les scellés posés par ordre du Grand Conseil sur les portes de leur salle de réunion, à Neuchâtel.

Voilà tracée, à grands traits, la première phase de l'histoire de l'Armée du Salut, jusqu'à la mort de Catherine Booth en 1890. A ce moment-là, on commençait déjà à s'accoutumer aux originalités de cette organisation et ses excentricités s'intégraient dans le train-train quotidien de la vie des pays protestants. Mais William Booth ne s'intéressait pas seulement à l'âme des pécheurs. Il se préoccupait de leur situation temporelle ; à sa manière, il se souciait de leurs misères sociales. En cette même année 1890, il lança un livre : *In darkest England and the way out* (Dans l'Angleterre la plus ténébreuse et le moyen d'en sortir), qui fit plus pour sa renommée que toute sa prédication évangélique. C'est qu'en Angleterre — dans les périodes de prospérité comme dans les époques de crise — il a toujours existé une nombreuse classe déshéritée et des bas-fonds (*Slums*) : *The submerged tenth* ; le « dixième

submergé ». Si l'exposé de William Booth était palpitant, le remède proposé était simpliste. Il consistait à procurer du travail aux inoccupés, grâce à l'intervention des classes riches, mandatant des institutions de relèvement économique ou moral, telle l'organisation qu'il dirigeait. Dès ce livre paru, multipliant ses œuvres sociales (maisons de relèvement pour filles perdues, asiles de nuit, restaurants et hôtels populaires, bureaux de placement, fabriques, ateliers, colonies agricoles, tant dans la métropole que dans ses dépendances, etc.), l'Armée du Salut va s'efforcer sinon de supprimer le paupérisme, tout au moins d'atténuer la misère sociale. Partant de ce principe que celui qui a recours à son assistance doit, par son travail, récupérer la dépense qu'il occasionne, l'Armée du Salut se défend de faire l'aumône, elle consent une avance à rembourser sur le travail qu'elle fournit.

Les œuvres sociales prendront désormais une telle importance dans l'organisation créée par le Général Booth — maintenant répandue dans toutes les parties du monde blanc, jaune, noir, éditant des journaux, des tracts, des brochures en de nombreuses langues — qu'elles viseront à reléguer au second plan l'œuvre spirituelle. Les classes aisées et les gouvernants, voyant dans l'Armée du Salut un nouveau moyen d'apaiser les exigences de ceux que la faim et les privations prennent à la gorge, lui accorderont leur appui pratique. C'est pourquoi William Booth trouva cent mille livres sterling à la suite de la publication de son livre ; c'est pourquoi l'Armée trouve des réponses à ses appels quand elle sollicite des fonds pour édifier quelque « palais » qu'elle présente comme un extincteur de paupérisme ; les classes dirigeantes savent fort bien qu'assagie, pacifique, absorbée par son activité à la fois religieuse et humanitaire, l'Armée du Salut enseigne la résignation à l'ordre social actuel et que ses représentants officiels, parce que la vie de leur œuvre en dépend, s'attacheront à éteindre toute étincelle de révolte qui couvrirait encore dans le cerveau du sans-travail ou du sans-logis qui vient frapper à la porte de l'une quelconque de ses institutions.

Les Eglises se sont réconciliées avec l'Armée du Salut ; elle n'est plus dangereuse pour l'ordre établi et cela explique pourquoi Edouard VII reçut William Booth quelque temps avant la mort de celui-ci (1912).

Nous avons fait allusion à la constitution militaire de l'Armée du Salut, qui présente une ressemblance marquée avec celle de certains ordres religieux catholiques, si bien que, se rattachant au protestantisme orthodoxe quant au dogme, elle s'apparente au catholicisme quant à l'importance qu'elle attache aux œuvres et à sa hiérarchie. Au sommet, un chef suprême dénommé général (le titre Maréchal porté par Miss Catherine Booth — plus tard M^{me} Booth-Clibborn — n'était qu'une dénomination destinée à frapper l'esprit public), aidé par un chef d'état-major, contrôle l'activité de l'Armée du Salut dans le monde entier et ses ordres ne souffrent aucune contradiction. Au-dessous du général et du chef d'état-major qui surveille l'exécution de ses décisions, un quartier général comprenant de nombreux départements et occupant un personnel très important. Ce quartier général, situé à Londres, est le centre de l'administration de l'Armée. A partir du Général, s'échelonne une hiérarchie de grades : des Commissaires, placés à la tête des services les plus importants ou envoyés dans les différents pays où est installée l'Armée, pour les diriger. Des colonels, des lieutenants-colonels, des brigadiers, parmi lesquels se recrutent les secrétaires généraux des commissaires, etc. ; des majors, des capitaines d'état-major, des adjoints, des enseignes qui dirigent les provinces, les divisions, les districts, les sections, entre lesquels sont partagées les contrées où opère l'Armée ; un état-major subalterne auquel sont aussi confiés des missions tem-

poraires et des services de second ordre. Au-dessous, la foule des « capitaines » et des « lieutenants » en charge des postes (ou localités consistant en un ou plusieurs villages, en une ville ou partie d'une ville), ou encore dirigeant des œuvres sociales de toutes sortes, ou enfin aidant dans leurs besognes les officiers des grades supérieurs. Il va sans dire que, comme la prédication, tous les grades sont accessibles aux femmes autant qu'aux hommes. Cette égalité des deux sexes, surtout dans la prédication, fut une des raisons qui, à l'origine, souleva l'opinion religieuse contre l'Armée du Salut.

Tous ces officiers se consacrent entièrement à l'œuvre de l'Armée, à laquelle ils doivent un minimum de travail quotidien de neuf heures. Selon l'état des finances de leur organisation dans les différents pays où elle opère, ils reçoivent un salaire qui leur permet de vivre mais pas plus. D'ailleurs, en entrant, ils s'engagent à ne faire aucune réclamation contre l'Armée du Salut ou contre qui que ce soit s'ils ne reçoivent aucun salaire, comprenant qu'aucune solde ne leur est garantie. (Il convient de rappeler qu'un ami leur ayant fait une rente viagère, William et Catherine Booth n'eurent point à recourir aux fonds de l'Armée du Salut pour leur entretien personnel.) Ils renoncent à l'usage des boissons alcooliques et du tabac, au port de toute bijouterie. On ne saurait contester la foi, la conviction souvent naïve des officiers inférieurs, dépourvus en général de tout sens critique. Leur sincérité ne saurait être mise en doute, pions qu'ils sont sur un vaste échiquier où ils accomplissent une œuvre qui les dépasse. Dans certains pays orientaux comme les Indes, la Chine, le Japon, etc., les officiers, même européens, se vêtent comme les indigènes et s'astreignent à leur nourriture. Notons, en passant, que, pour le moment, la Russie soviétique ne tolère pas chez elle l'Armée du Salut.

Mais il n'y a pas que les officiers et les officières. Il y a des « soldats » et des « soldates » dont l'activité multiple est contrôlée par des officiers locaux ou sous-officiers : sergents-majors, sergents, caporaux, trésoriers, secrétaires, etc. qui continuent à travailler au bureau, à l'atelier, à l'usine. Ils sont la masse, le gros de l'Armée, recrutés en général dans les milieux les plus humbles, attirés par les allures bizarres ou la renommée de l'organisation. Ils sont les « venus à Jésus », les « convertis », qui se sont découverts un jour l'âme « noire », « remplie de péchés » et que le sang de l'agneau a « lavés ». Ce sont eux qui vendent dans les rues et à la terrasse des cafés le *War Cry*, le *Cri de Guerre*, l'*En avant*, constituent les fanfares, parlent aux prostituées, catéchisent les ivrognes et les débauchés, rendent « témoignage » dans les réunions publiques, c'est-à-dire racontent comment le Seigneur s'est « révélé » à eux ; versent la dîme ou font les différentes collectes qui permettent à l'œuvre de subsister.

Un beau jour, les plus jeunes d'entre eux se sentent appelés à leur tour à se consacrer entièrement « à Dieu dans les rangs de l'Armée ». Le quartier général de leur pays examine leur candidature, soumise au préalable au chef du poste dont ils dépendent. Si l'examen est favorable, ils entrent en une espèce de séminaire dénommé « école militaire », à titre de « cadets » ou « cadettes », où ils séjournent peu de mois, au cours desquels on juge de leurs aptitudes aux fonctions d'officiers. S'ils sont agréés, promus au grade de cadet-lieutenant ou de lieutenant, ils s'en vont à leur destin, très souvent pour débiter dans quelque poste lointain dont le « capitaine » a perdu de son enthousiasme primitif, où les réunions sont peu fréquentées, où l'on a peine à boucler le budget, dans quelque œuvre sociale ingrate, peut-être dans quelque obscure besogne bureaucratique, etc... Une sélection s'opère : les plus aptes, les mieux doués, comme partout, gravissent plus ou moins

lentement les échelons qui mènent aux paliers supérieurs de la hiérarchie.

Quant à ceux qui ne sont pas reçus on les ajourne le plus souvent, parfois on les refuse définitivement. Dans l'un ou l'autre cas, ils rentrent dans le rang, à moins qu'ils ne quittent l'organisation.

Un grand nombre d'officiers eux-mêmes — et non des moindres — ont quitté l'Armée du Salut. Les uns parce qu'ils n'ont pas pu s'accommoder, en fin de compte, de la dictature du Quartier Général; les autres parce qu'ils avaient perdu la foi ou qu'ils étaient en désaccord avec les doctrines prêchées par l'Armée; certains démissionnèrent enfin, parce qu'ils comprirent que l'organisation à laquelle ils appartenaient constituait une force redoutable de conservation sociale et morale, et que cela seul justifiait la considération dont elle jouit parmi les classes nanties des biens de ce monde. Parmi ceux qui se rebellèrent contre l'absolutisme du sommet, rappelons deux des enfants du Général : Ballington-Booth, qui créa l'Armée des Volontaires aux États-Unis, et la Maréchale (M^{me} Booth-Clibborn), qui finit par entreprendre une œuvre d'évangélisation à son compte. D'ailleurs, si, à la mort de William Booth, on accepta la clause des Ordres et Réglements qui laisse au général la désignation de son successeur, en l'occurrence, son fils aîné Brauerwell Booth; en revanche, lorsque celui-ci fut près de sa fin, il y a deux ans, un conseil de Commissaires le destitua contre sa volonté et, sans se soucier de son opinion, nomma Général à sa place un des leurs : le Commissaire Higgins. Cette substitution, qui reléguait à l'arrière-plan la dynastie des Booth, ne s'accomplit pas sans des scènes qui n'offraient rien d'évangélique.

Comme toute congrégation religieuse qui se respecte, surtout quand elle est organisée militairement, l'Armée du Salut possède ses *Monita Secreta*, sous la forme d'Ordres et Réglements pour les officiers. C'est un document peu connu, bien que, originairement, édité en anglais, il ait été traduit en plusieurs langues. A la vérité, il n'a rien de secret, puisque les officiers qui démissionnent de l'Armée ou en sont exclus peuvent le conserver. Une fois acquis, il demeure leur propriété. Ce volume définit ce que doivent être l'officier et son activité. C'est un véritable manuel de vie pratique qui vise à faire de celui qui le prend à cœur un « parfait » salutiste : il embrasse toutes les circonstances de la vie publique et privée de l'officier, lui indique comment résoudre les difficultés qu'il peut rencontrer dans sa carrière, lui inculque une profonde confiance en l'organisation à laquelle il a promis de se consacrer jusqu'à la fin de ses jours. L'Armée du Salut doit devenir, pour l'officier, une société mise à part par Dieu dans la grande société humaine, et il n'est rien dans le monde qu'on puisse placer au-dessus de son intérêt. Aussi, avant d'accomplir un acte, l'officier devra-t-il se demander s'il est ou non dans l'intérêt de l'Armée, s'il lui portera ou non préjudice de quelque manière que ce soit.

Sans doute, l'officier doit être un saint, c'est-à-dire être délivré de toute manifestation extérieure du péché, y compris l'esprit de légèreté; sans doute il doit être convaincu qu'il est un instrument choisi par Dieu pour le relèvement et le salut des pécheurs; mais cela ne doit pas lui faire perdre de vue les intérêts pratiques de l'Armée : il doit être en même temps « vrai soldat » et « homme d'affaires ».

Parmi les choses dont l'officier doit être convaincu, notons l'obéissance, qui est « un des principes essentiels de tout gouvernement » (O. et R., I, II, 7. Ed. 1892); le plan de Dieu qui a toujours été de « gouverner les hommes par l'entremise des individus » (O. et R., II, I, 2); la vraie discipline qui comprend : a) l'habitude pour tous d'obéir sans discuter; b) la découverte de ceux qui sont désobéissants; c) la réhabilitation de

ceux qui ont pu être accusés faussement ; d) le repentir et le relèvement de ceux qui ont enfreint les règlements ; e) la punition des coupables » (O. et R., III, IV, 1) ; le but légitime de la peine disciplinaire qui est : « a) d'empêcher la personne de recommencer ; b) d'empêcher les autres de suivre son exemple ; c) d'amener le coupable au repentir et au relèvement » (Id.).

Les officiers de l'Armée du Salut peuvent se marier, mais aucun d'eux ne peut contracter ou rompre des fiançailles sans l'assentiment de l'officier supérieur qui dirige la partie de territoire où il exerce ses fonctions. Les Ordres et Règlements fournissent toutes sortes de conseils sur le type de femme qui doit faire une bonne épouse salutiste. D'une façon générale, il faut trois ans de service actif, pour que l'officier de l'un ou l'autre sexe puisse convoier en justes noces.

Pour en finir avec les « Ordres et Règlements », ils constituent, en général, un manuel de morale-religieuse et civique d'une telle orthodoxie, qu'aucune morale bourgeoise ne saurait en prendre ombrage.

Avant de conclure, notons encore que l'Armée du Salut fait un grand usage du chant : elle a compris la suggestion de la voix humaine modulée d'une certaine façon et quel parti on peut en tirer, accompagnée ou non de chants, pour jeter le trouble dans l'esprit. Combien de ceux qui sont venus au « banc des pénitents » ne l'ont fait qu'hypnotisés par un refrain, un chœur, une mélodie répétée à satiété, jusqu'à ce qu'ils aient perdu toute faculté de contrôle sur leur sensibilité.

L'Armée du Salut, conçue et hiérarchisée comme elle l'est, aurait pu jouer dans les pays protestants un rôle analogue à celui de la compagnie de Jésus dans les pays catholiques. Mais son recrutement s'opère dans des milieux en général déshérités au point de vue intellectuel. D'autre part, la mentalité des peuples protestants répugne à la mise en uniforme de la religion.

Les masses populaires profondes deviennent complètement indifférentes à la question du salut spirituel, et, quant à ce que leur offre l'armée, au point de vue temporel, elles n'y aperçoivent rien de libérateur. Cette organisation ne condamne aucunement le salariat comme système ; au contraire, les Ordres et Règlements recommandent la soumission et la docilité à l'égard des employeurs. Enfin, le peu de culture du troupeau salutiste lui interdit de jouer un rôle politique quelconque.

Alliance de religion et de philanthropie, tout ce à quoi peut viser l'Armée du Salut, c'est de servir de tampon entre les possédants et les dépossédés dont, en les secourant, elle retarde l'explosion de colère. C'est parce qu'elle est une fabrique à résignés que les riches l'assistent de leurs biens, que les gouvernants la protègent et que les philanthropes se pâment devant l'os qu'elle jette aux affamés.

Dans le mouvement qui entraîne le monde vers une conception et une pratique de la vie qui ignore toute religion révélée, qui considère la philanthropie comme un frein social, aucun avenir n'est réservé à l'Armée du Salut. — *Ad hoc.*

SANATORIUM n. m. Ce mot est dérivé d'un adjectif : *sanatoire* qui, en latin, *sanare* : guérir, indique : qui est propre à guérir ou qui opère la guérison. En termes précis, le *sanatorium* est une station hygiénique.

C'est un milieu particulièrement salubre, curatif par lui-même, indépendant des médicaments et des interventions chirurgicales. Les malades y font une cure d'air, complétée par l'emploi méthodique des mesures d'hygiène.

En France, existent d'abord les *sanatoria maritimes* pour la cure des enfants débiles, lymphatiques, rachitiques, scrofuleux ou atteints de tuberculose locale. Comme leur nom l'indique, ils sont situés sur le bord de la mer ; le traitement marin étant à la fois curatif

et préventif, ils préservent ces mêmes enfants de la tuberculose pulmonaire à laquelle ils sont particulièrement disposés.

Les principaux sanatoria maritimes sont : Berck-sur-Mer, appartenant à l'Assistance publique de la Ville de Paris, fondé de 1861 à 1869 ; l'hôpital sanatorium Rothschild ; le sanatorium maritime d'Arcachon, fondé en 1887 ; celui de Pen Bron (Loire-Inférieure), fondé en 1887 ; celui de Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), ouvert en 1888 ; l'Asile départemental de Cap-Breton (Landes), ouvert en 1889 ; le sanatorium d'Hyères-Giens (Var), depuis 1890 ; celui de Saint-Pol, à Dunkerque, ouvert la même année ; de Saint-Trojan (Ile d'Oléron) ; celui d'Hendaye, appartenant à l'Assistance publique de la Ville de Paris ; de Roscoff, de Cannes, Malo-les-Bains, Cette, etc...

Puis existent les *sanatoria pour le traitement de la tuberculose pulmonaire*, où les malades riches peuvent se procurer un traitement hygiéno-diététique. C'est la cure libre applicable à la majorité des malades.

À côté des établissements où, pour des raisons de fortune, les malades doivent renoncer à la cure libre, il a été créé des établissements où, sous la surveillance incessante des médecins, les malades sont méthodiquement soumis à la triple cure qui constitue le traitement hygiéno-diététique : cure d'air, alimentation généreuse réglée et surveillée, cure de repos ou d'exercice modéré.

En France, existent plusieurs sanatoria payants, très bien situés et parfaitement aménagés : au Canigou (Pyrénées-Orientales), à Durtol (Puy-de-Dôme), au Trespœy (Pau), à Meung-sur-Loire (Loiret), à Aubrac (Aveyron), au Gorbier (Alpes-Maritimes), etc...

La Suisse compte également un nombre important de sanatoria, ils sont de haute altitude généralement et rendent particulièrement des services dans les formes du début de la maladie.

Celui d'Arosa est situé à 1.880 mètres ; celui de Davos à 1.558 mètres ; de Leysin à 1.450 mètres.

À Davos, la température moyenne varie considérablement suivant qu'on se place à l'ombre ou au soleil et, pour être bienfaisante, la durée du séjour doit être au moins de six mois.

Mois	à l'ombre	au soleil
Octobre	15	56
Novembre	2	41
Décembre	4	42
Janvier	2	42
Février	1,5	44
Mars	2	45

En Allemagne, où la cure hygiéno-diététique a été constituée en premier, on a obtenu dix pour cent de guérisons après un séjour prolongé.

Puis existent encore les *sanatoria populaires pour le traitement de la tuberculose pulmonaire des ouvriers ou malades pauvres*. C'est l'Allemagne qui en a ouvert le plus grand nombre.

En France, il en existe plusieurs : Hauteville (Ain), appartenant à l'Assistance publique de Lyon ; Angécourt, à l'Assistance publique de Paris ; Pessac (Gironde) ; Lay-Saint-Christophe, autour de Nancy ; Bigny, dans la banlieue parisienne ; Chécy (Loiret), etc. Un dernier sanatorium, dont les dépenses ont atteint une dizaine de millions se termine et va s'ouvrir à Enval (Puy-de-Dôme), près de Volvic, en septembre 1933. Édifié par les dons recueillis par Etienne Clémentel, sénateur du Puy-de-Dôme, destiné à accueillir des centaines de malades, c'est l'établissement départemental le plus approprié aux conditions modernes du traitement de la tuberculose pulmonaire. Un sanatorium situé à Chanas (Puy-de-Dôme) appartient particulièrement à l'usine Michelin ; bâti à environ 700 mètres d'altitude, il ne reçoit que des ouvriers des deux sexes

ayant contracté la tuberculose, ou cette dernière s'étant aggravée, dans les grandes usines du roi du caoutchouc.

Les Allemands nous fournissent des statistiques d'après lesquelles 67 pour 100 des ouvriers tuberculeux sortent guéris de leurs sanatoria après trois mois de séjour et ces guérisons permettent à l'ouvrier un travail équivalent au tiers du travail d'un ouvrier bien portant ; ces guérisons se maintiendraient encore après un an chez 44 pour 100 ; après deux ou trois ans, chez 30 pour 100 ; après quatre ans, chez 27 pour 100 des malades ainsi soignés. Ces chiffres seraient à contrôler, car ils ont été fortement discutés par les médecins et les hygiénistes. On a cependant remarqué que l'amélioration d'un indigent ou même d'un ouvrier tuberculeux placé dans un sanatorium se fait sentir plus rapidement que celle d'un tuberculeux riche, parce que la différence favorable entre son régime habituel et son régime nouveau est beaucoup plus sensible. Cette même différence se retrouve en sens inverse quand, après quelques mois de cure, l'ouvrier reprend chez lui ses anciennes habitudes, ses mauvaises conditions d'habitat, de nourriture ou de vie de travail.

En dehors des établissements signalés plus haut, il existe encore des hôpitaux et sanatoria pour enfants tuberculeux et pulmonaires pauvres : Villepinte, Ormesson, Villiers et leurs annexes de Champrosay, asile Peigné, les colonies agricoles de l'œuvre des enfants tuberculeux qui ont le désir de dresser un recensement entre les enfants frappés de ce mal et la mort.

Le sanatorium doit être disposé de préférence en montagne et même à une haute altitude à cause de la pureté de l'air et de l'absence de microbes dans les stations élevées, loin des villes importantes ; il doit être préservé du vent par des montagnes ou des arbres, notamment des pins ou des sapins. Regnard écrit que « le feuillage de ce genre d'arbres persiste l'hiver et disperse le vent aussi bien qu'en été ; son ombre est épaisse sans être froide, il n'est pas tellement serré qu'il ne laisse circuler l'air et la lumière ; enfin, le tapis d'aiguilles sèches qu'il forme sur le sol est dur et assez lourd pour n'être pas soulevé par le vent ; il préserve donc admirablement l'air contre l'immixtion des poussières ».

L'exposition d'un sanatorium doit être au sud ou au moins au sud-ouest ; l'aménagement doit être sommaire : aucun tapis, aucun rideau, aucune tenture ; parquet couvert de linoléum, facile à laver ; suppression des angles des murs remplacés par des surfaces arrondies. Les fenêtres doivent être ouvertes continuellement, par n'importe quel temps. Les malades s'accoutument très rapidement à cette pratique. La chambre est chauffée et éclairée.

Les malades qui ne peuvent se promener s'allongent le matin sur une chaise longue, soit dans leur chambre, soit dans la galerie de cure. Regnard décrit ainsi la dite galerie : « On appelle ainsi un long couloir placé en plein midi, où on accède sans passer dehors et qui est séparé par des planches mobiles à mi-hauteur et une série de chambrettes qui ouvrent toutes sur l'extérieur par une grande baie, devant lequel on peut lever ou abaisser un store ».

Dans un sanatorium, il est interdit, sous peine d'expulsion, de cracher par terre ; le malade porte continuellement sur lui un crachoir contenant une solution antiseptique ; le soir, il est vidé et son contenu brûlé, le linge est désinfecté comme la chambre du malade.

J'ai constaté qu'à Durtol par exemple, le personnel, presque sans exception, est choisi parmi les tuberculeux améliorés ou guéris. J'estime qu'il y a là un excès de prudence car les personnes saines qui séjournent dans les sanatoria pour tenir compagnie aux malades ne sont jamais atteintes de leur maladie.

Nous avons vu, plus haut, les résultats indiqués par

une statistique allemande, Knopf a dressé une autre statistique qui porte sur 60.000 malades. Sur ce nombre, il trouve 8.400 guérisons absolues, 8.400 guérisons relatives, 25.200 améliorations.

Dans son numéro du 20 juillet 1901, la « Revue Universelle » a donné un article publiant les impressions d'un malade sur la vie dans un sanatorium. M. Félix Le Dantec écrit : « Que faire sur une chaise longue pendant six heures ? Quelques-uns lisent, d'autres jouent aux dames ou aux échecs ; mais le repos absolu vaut mieux et l'on s'y fait très vite ; on arrive à ne plus s'ennuyer, à jouir de ce farniente obligatoire comme d'une chose agréable... »

« En dehors des heures de repos forcé, chacun peut se promener à sa guise. C'est que les tuberculeux ne sont pas des malades ordinaires : sauf quand des poussées aiguës les forcent à garder le lit, ils ont tout à fait l'allure de gens bien portants ; plusieurs même ne tousse pas... »

« Souvent ils s'amuse comme de grands enfants ; ils se lancent des boules de neige, ils jouent à la main chaude et les francs éclats de rire accompagnent les bons coups, étonnent le visiteur qui croyait entrer dans le temple de la douleur et de la mort... »

« Pour qu'un malade que l'on met à l'engrais profite de son traitement, il faut qu'il soit gai, et l'administration s'occupe d'égayer les malades. Pas une occasion n'est manquée : chaque fête est marquée d'une réjouissance, d'une distraction ayant un caractère familial... »

« Je n'aurais jamais cru qu'il fût si facile d'apprendre l'hygiène à des gens dépourvus pour la plupart d'éducation bourgeoise. Il est naturellement défendu de cracher par terre, à cause des bacilles des crachats, et chacun a intérêt à ce que les autres se conforment au règlement ; c'est peut-être pour cela que tous s'y soumettent si facilement. »

Il y a, généralement, trois variétés de sanatoria :

Celui d'altitude élevée, au-dessus de 1.000 mètres ; celui de moyenne altitude, de 500 à 800 mètres ; celui de basse altitude ou sanatorium de plaine.

Enfin, existent encore les sanatoria des colonies. Ces derniers doivent toujours être placés sur des hauteurs. Les principaux sont, pour Madagascar et l'île de la Réunion même, Salazie (872 mètres), dans cette dernière île ; pour l'Indo-Chine, le cap Saint-Jacques ; le camp Jacob à la Guadeloupe ; les camps de Balara, de Chazeau et des Précheurs à la Martinique.

Examinons, pour finir, à quoi servent les sanatoria. A peu de chose, attendu qu'ils sont impuissants à assurer la guérison des tuberculeux ; la minorité de ces derniers arrive à avoir la vie prolongée dans une existence de misère morale et de dépression physique, mais les établissements payants ou gratuits sont absolument inopérants pour combattre la tuberculose.

Il faudra trouver d'autres remèdes et, seule, la transformation de la société actuelle, en donnant à chacun la faculté et la possibilité de consommer, d'améliorer l'existence des individus par tous les moyens de confort et d'hygiène, parviendra à vaincre le fléau social de la tuberculose.

Déjà, à côté des sanatoria, s'instituent des préventoria qui ont pour but de prévenir la maladie.

Peu à peu, lorsque, dans la société, s'élaboreront les lois inéluctables attribuant à chacun le travail librement consenti au lieu des travaux forcés des usines capitalistes actuelles, lorsque les individus cesseront de vivre dans les taudis des vieilles maisons empuanties d'odeurs nauséabondes et remplies des microbes les plus malsains, lorsque le soleil de l'aisance aura remplacé les ténèbres de la misère ; alors, peu à peu, les sanatoria qui coûtent des prix fabuleux de construction, d'installation et d'exploitation pour ne rendre

que des services insignifiants, disparaîtront pour faire place à des édifices appropriés à la vie intense, à la joie et à la beauté : palais artistiques qui laisseront loin derrière eux, ce que notre pauvre société actuelle a cru utile d'édifier à grands frais et sans grande utilité : les actuels sanatoria. — Pierre COMOT.

SANTÉ n. f. (du latin *sanitas*). Equilibre psycho-physiologique des organismes vivants, se traduisant par un fonctionnement normal, régulier, parfait de tous leurs organes.

Si nous observons autour de nous les représentants de l'espèce humaine, nous constatons qu'un nombre très restreint jouit de cet équilibre intégral malgré, parfois, de rassurantes apparences. Cependant, en raison de leur avance intellectuelle, de l'énorme acquisition philosophique qu'ils ont réalisée, les peuples dits civilisés devraient, semble-t-il, jouir d'une intégrité physico-mentale inconnue aux races moins évoluées et, à plus forte raison, aux espèces animales qui n'ont, à travers le labyrinthe de la vie, pour guide que leur instinct. Mais, au contraire, il apparaît que plus la civilisation s'amplifie, mieux l'esprit humain triomphe des énigmes les plus diverses, plus, en un mot, l'intellectualité domine l'espèce, et plus décroît en même temps son immunité pathogénique générale. Progrès — ou ce que l'on a coutume d'appeler de ce nom — et santé suivraient ainsi des courbes inversées...

Sans doute, certains fléaux qui, aux siècles passés, faisaient peser sur l'humanité leur menace endémique et frappaient périodiquement et avec violence presque toutes les races — tels le choléra, la peste, la variole — ont régressé sous les assauts de la science et sont, en Europe du moins, virtuellement jugulés. Propreté, hygiène générale croissante de l'individu et de son habitat en espacent et localisent l'éclosion, d'une part et, d'autre part, des mesures rapides de prophylaxie, le développement des services sanitaires et de voirie triomphent aisément des foyers isolés.

Mais si les épidémies, les maladies catastrophiques pourrait-on dire, ont été vaincues, par contre — paradoxe macabre et ironique — nombre d'affections à caractère infectieux, et de portée collective plus qu'on ne le croit généralement, se sont implantées victorieusement, ou même ont fait une récente apparition dans nos sociétés raffinées, mais aussi hypertendues, jouisseuses et surmenées. C'est ainsi que le diabète, le cancer, la tuberculose, la syphilis, le rhumatisme, l'urémie, l'albuminurie, l'hépatisme, les néphrites, l'appendicite, etc., qui, dans un passé tout proche encore, étaient numériquement insignifiantes au point que certaines (maladies d'excès) avaient reçu, dans le langage populaire le qualificatif de « maladies de riches », atteignent aujourd'hui indistinctement toutes les classes de la société.

Une morbidité générale, latente, s'est installée, sournoise et redoutable. Il en est résulté, depuis nombre d'années, une mortalité accrue que n'ont pu réduire, malgré leur amplitude, les moyens de défense mis en œuvre, et qui inquiète les pouvoirs publics. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1932, M. Legros, rapporteur de la commission parlementaire d'hygiène, poussait un cri d'alarme en déclarant à la tribune du Parlement que la France était le pays d'Europe possédant le triste privilège de la plus forte mortalité « puisqu'elle dépasse le chiffre impressionnant de 17 pour 1.000 habitants ».

Cette précarité sanitaire, qui atteint particulièrement ce pays, non seulement n'épargne pas les autres états européens, mais elle est aussi le lot des autres continents. Dans son livre « Restez jeunes », le Docteur Panchet nous conte qu'un industriel des Etats-Unis prit la curieuse initiative de soumettre à un rigoureux examen médical, confié à des spécialistes, tous les postulants aux emplois vacants de son établissement. Cette

investigation révéla que 97 p. 100 des solliciteurs étaient affligés de tares insoupçonnées de la plupart des intéressés.

Cet état morbide engendre une mortalité de beaucoup plus élevée que la normale et particulièrement prématurée. C'est ainsi que, pour la France, la longévité moyenne est de 43 ans. Octogénaires, nonagénaires et surtout centenaires deviennent d'une excessive rareté. Combien disparaissent avant l'âge adulte, fauchés en pleine adolescence ? Combien meurent avant la trentaine ?

Cependant, si nous nous en référons aux enseignements de l'anatomie et de la physiologie comparées, les hommes, pour accomplir le cycle normal de leur existence, devraient atteindre au moins 125 à 150 ans. En effet, tous les animaux vivent environ 5 à 6 fois le laps de temps que leur squelette met à s'ossifier. C'est ainsi que le chien, lorsqu'il est convenablement traité, vit de 15 à 20 ans, réalise en 3 ans son ossification complète. Le cheval qui atteint 25 à 30 ans voit son armature squelettique s'ossifier définitivement à 5 ans, etc. Et encore avons-nous affaire ici à des animaux relativement dégénérés en raison de la domesticité qui leur est imposée... Par conséquent, l'homme qui accomplit la soudure de son épiphyse claviculaire (la dernière) aux abords de la 25^e année, devrait logiquement atteindre et dépasser le cap des 125 et même 150 ans. Mais ce phénomène de longévité ne se rencontre plus guère que dans certaines parties du monde où les mœurs simples, faites de sobriété et de frugalité, subsistent encore ; les régions turco-balkaniques, par exemple, où abondent encore de robustes centenaires et plus-que-centenaires. Ce sont toutes ces observations qui ont amené Mechnikoff à cette conclusion que la vieillesse précoce affectant les peuples civilisés n'est autre qu'une décrépitude pathogénique résultant de causes évitables et correctives.

Quelles sont donc les causes mystérieuses de ces déchéances anticipées qui font de l'homme contemporain un valétudinaire avant l'âge, un moribond précoce, soldant, bien avant l'heure qui lui est assignée au cadran de la Nature, son tribut à la Parque symbolique ? Dès l'antiquité la plus reculée, depuis que l'humanité connaît la maladie, ce problème tourmentait les chercheurs. Docteurs, savants, philosophes, tentèrent de déchiffrer l'énigme. Les plus avisés, les mieux inspirés opinèrent pour une réconciliation de l'homme avec la Nature, pour une observation scrupuleuse des lois tutélaires et intangibles qui régissent tous les êtres vivants. Mais la simplicité, l'esprit de clairvoyance ne sont pas des apanages humains. Accoutumé à marcher dans la voie, absurde ici, de l'insubordination, l'orgueilleux roi de la création, plus raisonneur que raisonnable, estima davantage profitable de souscrire aux suggestions de mauvais conseillers, habiles manœuvriers, retors de l'empirisme, mais aussi profiteurs habiles d'une science fourvoyée. Une médecine officielle, orthodoxe, souvent puérile et inepte, s'édifia, dédaignant les causes, ne s'attaquant qu'aux effets. C'est cependant — malgré d'universels et retentissants échecs — ses dogmatiques méthodes qui prévalent encore et rallient tous les suffrages. Ses pontifes officient toujours devant le même public, indécrottablement crédule et borné, qui, répudiant tout effort critique et régénérateur, continue à accorder ses préférences aux pilules et aux onguents, aux potions souveraines et aux remèdes « guérissent-tout », plutôt qu'aux pratiques d'hygiène préventives et curatives, les seules allant à la source du mal et visant à en prévenir tout retour offensif.

Cette impuissance d'une médecine égarée fut mise en évidence non seulement par de scrupuleux savants n'ayant aucune attache avec elle, mais aussi et surtout par des praticiens ayant grandi sous son aile, et qui se sont abreuvés à ses sources.

Autour de 1929, le Docteur Rist a publié (Masson, éditeur), un ouvrage intitulé : « Qu'est-ce que la Médecine ? », dans lequel il analyse et souligne l'inaptitude de la médecine à soulager l'humanité de ses maux. « Les maladies que nous sommes en état de guérir, au sens propre du mot, dit-il, on pourrait presque les compter sur les doigts et les médicaments exerçant une action curative spécifique tiendraient dans une pharmacie de poche. » Voilà qui est catégorique et peut se passer de commentaires.

Sir John Forbes, médecin de la reine Victoria, disait, un jour : « Certains malades guérissent grâce aux médicaments ; il en est davantage qui guérissent sans médicaments, et il y en a un plus grand nombre qui guérissent malgré les médicaments ». N'est-ce pas là la condamnation d'un système ? Mais continuons à énumérer d'autres sentences.

Dans une lettre adressée au Docteur Tissot, voici ce que lui écrivait son confrère, le Docteur Trouchein : « Je gémissais du désordre du plus beau et du plus dangereux des arts. Le temps et les Arabes ont fait moins de mal à Palmyre que l'ignorance des médecins ont fait à la médecine ». Sénac, auteur de l'anatomie d'Heister, racontait que Charles II reprochait au médecin Willis de lui avoir enlevé « plus de sujets que n'aurait pu faire une armée ennemie ». Le médecin hollandais Boerhave disait : « Si l'on vient à peser mûrement le bien qu'a procuré aux hommes une poignée de fils d'Esculape, et le mal que l'immense quantité de médecins a fait au genre humain, depuis l'origine de l'art jusqu'à nos jours, on pensera sans doute qu'il serait plus avantageux qu'il n'y eût jamais eu de médecins dans le monde ».

Dans une séance de l'Académie de Médecine, le 8 janvier 1856, le professeur Malgaigne prononçait ces paroles : « Absence complète de doctrine scientifique en médecine et de principes dans l'application de l'art, empirisme partout, voilà l'état de la Médecine ». Magendie, le célèbre physiologiste, enseignait au Collège de France, en 1846, « Sachez-le bien, la maladie suit le plus habituellement sa marche sans être influencée par la médication dirigée contre elle. Si même je disais toute ma pensée, j'ajouterais que c'est surtout dans les services où la Médecine est la plus active que la mortalité est la plus considérable ». Et ces paroles de l'illustre Guy Patin : « Je le dirai à la honte de mon art, si les médecins n'étaient payés que du bien qu'ils font eux-mêmes, ils ne gagneraient pas tant ».

Soyons assurés que si Molière renaissait, sa verve pourrait, avec les mêmes raisons qu'à son époque, s'exercer aux dépens des innombrables Diafoirus et Purgon qui n'ont fait que croître et se multiplier depuis.

On pourrait objecter qu'avec les découvertes de Raspail, de Béchamp, de Pasteur, la Faculté est armée de nouvelles méthodes et que si la chimie purement médicale a fait faillite, l'opothérapie, la vaccinothérapie, la sérothérapie lui ont ramené assez de gloire pour redorer son blason. Nous allons voir que ces louanges sont loin d'être justifiées.

D'abord, quel crédit pouvons-nous accorder au fameux traitement anti-rabique de Pasteur ? Le Docteur Henri Boucher, dans une brève étude, parue sous le titre : « Les méfaits de la Science des vivisecteurs », se charge de nous répondre.

Avant la découverte et l'application de la méthode pasteurienne, il résulte, de statistiques officielles établies par Tardieu et Boulay, tous deux membres de l'Académie de Médecine, qu'il mourait annuellement, en moyenne, en France, depuis de nombreuses années, une trentaine de personnes atteintes de la rage. Depuis qu'elle est appliquée, la mortalité s'est élevée à quarante décès pour cause d'hydrophobie.

En Italie, mêmes constatations. Le Professeur Carlo

Ruata, ému des nombreux décès survenant après que le traitement anti-rabique fut appliqué sur des gens ayant été mordus par des chiens suspects, entreprit des recherches. Il aboutit à ce résultat que, alors qu'il mourait, en Italie, une moyenne de 60 personnes avant l'adoption de la thérapeutique pasteurienne, il en décédait ultérieurement 85.

Le Docteur Rubinoff fit, en Russie, semblables constatations : de nombreux individus mordus par des chiens supposés enragés et cependant immédiatement traités par la dite méthode, étaient frappés de mort après que les effroyables symptômes caractéristiques de la rage se fussent manifestés.

La « Revue Médicale de l'Afrique du Nord » relatait, il y a quelques années, que de nombreux cas de rage paralytique suivis de mort avaient été constatés chez des indigènes à qui on avait cependant inoculé le fameux sérum.

A Paris, des cas typiques furent signalés. Entre autres, celui d'un garçon d'amphithéâtre, nommé Rendu, qui s'était coupé en pratiquant l'autopsie d'un sujet mort de la rage. Il subit trois inoculations successives par mesure de précaution et mourut ensuite de rage paralytique.

Celui de M^{me} Robina n'est pas moins troublant. Mordue par son chien qui ne présentait cependant aucun symptôme morbide mais, malgré tout, inquiète et redoutant le pire, elle se fit traiter à l'Institut Pasteur et mourut quelque temps après, des suites de la terrible maladie, alors que son chien indûment suspecté, mourait longtemps après, de mort naturelle.

Ce sont ces faits associés à cent autres de même nature qui amenèrent le Professeur Péter à prononcer en pleine Académie de Médecine ces sententieuses paroles : « M. Pasteur ne guérit pas la rage, il la donne ».

Les sphères médicales, le public même, semblent pénétrés de « l'immunité » que confère la vaccination anti-varioleuse. L'Angleterre étant en quelque sorte le berceau de la vaccine décriée, l'une des premières, le traitement vaccinal obligatoire. Au cours de la période de contrainte, on enregistra 41 décès d'origine varioleuse par million d'habitants. La proportion tomba à 7 lorsque la vaccination fut redevenue libre.

En France, pendant l'année 1907, toute la population fut soumise au traitement préventif de la variole : 2.679 succombèrent cependant des méfaits de cette maladie. De 1910 à 1912, période où il y eut un relâchement dans l'application de la méthode, dans soixante départements, la mortalité générale pour infection variolique fléchit à 172.

Récemment, la presse publiait une statistique hollandaise relatant qu'au cours de 1929, 18 individus des deux sexes étaient morts des suites de la variole cependant que 21 autres avaient succombé à l'encéphalite et à la méningo-myelo-encéphalite d'origine vaccinale. Si bien que, à la suite de ces faits, s'inspirant des conseils de médecins définitivement fixés, le ministre de l'Instruction publique néerlandais a, par une circulaire, formellement interdit la vaccination des éléments scolaires et du personnel enseignant.

Que devons-nous penser du fameux sérum anti-tuberculeux du Docteur Calmette, à la suite de l'hécatombe des 73 malheureux nourrissons de Lübeck qui trouvèrent la mort quelques jours après son application ?

Et quelle attitude observerons-nous à l'égard du sérum anti-diphtérique dont le passé n'est pas plus encourageant ? Mentionnons, entre cent autres, les mortels accidents survenus aux deux fils du Professeur Laugerhaus de Berlin.

A Berlin, au cours d'une épidémie de croup, l'un des deux fils contracta une angine simple. Redoutant qu'elle ne dégénérât en angine diphtérique, le père inquiet fit appeler le Docteur Behring — l'inventeur du sérum spécifique allemand — qui vaccina préventivement le

petit malade. Une fièvre violente se déclara immédiatement, accompagnée de frissons, et la mort survint rapidement. Béhering, par sa magie verbale, réussit à convaincre le malheureux père que sa naïfrique invention était étrangère à la mort de son fils. Si bien que, l'année suivante, une nouvelle épidémie diphtérique s'étant déclenchée dans la capitale allemande, le père infortuné n'attendit pas que quelque symptôme du mal se manifestât chez son dernier enfant ; sans plus de délibération, il lui fit inoculer le fatal vaccin. Quelques jours après, la mort, à nouveau, emportait le garçonnet, après qu'on eut observé le même processus pathogénique que dans le premier cas.

La presse du 27 janvier 1933 enregistra, par une indiscretion vivement réprimée, les accidents morbides ayant affecté 172 enfants venant d'être soumis au traitement préventif de l'anatoxine du Docteur Ramon. Un enfant décéda même des suites de cette intoxication. Le lendemain de cette nouvelle, un adroit communicatif réduisait le nombre des victimes, en laissant toutefois subsister le décès, et mettant sur le compte de souillures vaccinales intempestives la cause de ces troubles.

En conclusion de ce qui précède, nous estimerons donc, en accord parfait avec les Docteurs Boucher, Durville, Carton, et tous les médecins, savants et hygiénistes hostiles à cette thérapeutique d'inoculation que l'introduction dans l'organisme de virus, même à virulence atténuée, est une hérésie si l'on considère quelles substances morbides ils tiennent en suspension. Poisons chimiques, opothérapiques ou sérothérapiques, ne peuvent remédier ni s'opposer aux situations déficientes en apportant avec eux des éléments corrupteurs et perturbateurs. Ils contribuent, au contraire, à précipiter l'effondrement des résistances organiques en faussant par surcroît le jeu des automatismes de défense. Les statistiques truquées des mythomanes cyniques, avides de gains et d'honneurs, susceptibles de fausser le jugement de gens mal informés ne peuvent abuser les esprits avisés ni les chercheurs préoccupés de faits. Et ceux-ci sont là, irrécusables : une mortalité effrénée et affirmant un crescendo inquiétant.

Si, parmi l'élément médical, les ânes bêtés du doctorat persistent sincèrement dans de regrettables et funestes errements et contribuent par ignorance ou négligence, aussi par incompréhension des phénomènes naturels, à envoyer au trépas une humanité toujours soumise au bouillon de culture de la bêtise, c'est en toute conscience que les affairistes de la corporation — mercantis diplômés — cultivent, dans le public crédule, le magnifique et productif jardin des préjugés. N'oublions pas que les intérêts du médecin et du malade présumé sont antagoniques. Que les maladies disparaissent parce qu'on aura vaincu leurs causes, et c'en est fait de ces honoraires princiers qu'il soutire au patient. Eclairer la masse des profanes sur les raisons profondes de ses souffrances et mettre à sa portée les moyens — simples en eux-mêmes — propres à y remédier, ce serait tarir les sources d'une réjouissante fortune. Aussi, tant que l'aisance — et les appétits de richesse — du morticole dépendra de la maladie... et des malades, nous ne pouvons guère espérer en sa sincérité, ni en son désintéressement. Nous devons même reconnaître, pour être équitable, que les modalités d'un état social, sur lequel pèsent l'intérêt et le lucre, le contraignent souvent à œuvrer dans ce sens immoral. Ce n'est pas lui seul, mais toute la collectivité qui est responsable des maux causés par les fils d'Esculape.

Dans une société intelligente, les honoraires médicaux devraient, au moins, non pas croître au prorata des maladies, mais, au contraire, accompagner la santé conservée. L'intérêt du médecin aurait ainsi un stimulant profitable au bien-être général...

Mais, sans attendre ces temps peut-être utopiques, il faut nous garder avec soin des manœuvres de prati-

ciens « à la page », et nous tourner vers les enseignements des vrais apôtres de la médecine qui, de tous temps, se sont efforcés d'éclairer l'objectif à atteindre...

..

D'ailleurs, sont-ce véritablement et uniquement les microbes et bactéries qu'il faut incriminer dans la genèse et la diffusion de la plupart des maladies ? Ou n'est-ce pas plutôt l'effondrement de nos immunités naturelles, par suite d'erreurs répétées qui nous exposent à l'emprise maléfique des infidélités petits ?...

La cuti-réaction démontre que, la race nègre exceptée, tous les humains hébergent le bacille de Koch à partir de la première quinzaine ou du premier mois de la naissance. Le colibacille est le commensal habituel, permanent et inoffensif de notre intestin. Le pneumocoque, le streptocoque, le staphylocoque, etc., sont les hôtes coutumiers de notre bouche, de notre épiderme. Le vibrion cholérique se réfugie parfois dans le tube digestif de certains individus sans occasionner de dommage. Etc., etc. Tous ces parasites microscopiques vivent habituellement en saprophytes inoffensifs, à l'état de symbiose, en parfaite harmonie avec les organismes porteurs et sustentateurs, tant que l'aptitude défensive de ceux-ci demeure intacte. Nous sommes donc contraints d'admettre que ce ne peut être qu'à la faveur d'une réduction de notre système de défense, de l'affaiblissement du « terrain », que l'offensive microbienne, qui se traduit par des affections polymorphes, peut être déclenchée... Il importe donc de connaître les raisons profondes de cette décadence vitale qui nous livre, pieds et poings liés, à nos redoutables et minuscules adversaires.

Demandons-nous d'abord pour quelles raisons les animaux sauvages, qui sont exposés nuit et jour et en toutes saisons, aux douloureuses intempéries jouissent d'une magnifique santé. Parce que, à l'encontre de l'homme, ils obéissent passivement aux lois naturelles qui les régissent. L'herbivore n'ira pas emprunter au régime carné tout ou partie de son indispensable ration. Et c'est à l'abreuvoir fluvial qu'il ira étancher sa soif. Constitué pour la vie au grand air, il ignore les désastreux effets du calfeutrement. La satisfaction de ses besoins, le souci de sa sécurité l'astreignent à une activité constante qui met en jeu la totalité de son appareil musculaire interne et externe et le soustrait à cette redoutable inertie dans laquelle se complaisent la plupart des humains, particulièrement les civilisés.

Certes ! il n'est nullement question de restituer à notre bipède, la dure et pénible existence ancestrale propre à l'ancêtre des cavernes ; il est cependant urgent qu'il connaisse et pratique au moins les rudiments d'un comportement très différent de celui qu'il a, de longue date, cultivé. L'alcoolisme gradué et polychrome est, au premier chef, préjudiciable à sa santé. On ne sait en vertu de quelle aberration, de quelle altération du goût, il abandonna l'eau pure des sources pour les aigres et corrosifs breuvages qualifiés — ô ironie ! — d'hygiéniques. Il est certain qu'à elle seule, cette mal-faisante habitude doit être tenue pour comptable de bien des catastrophes. La proportion des décès, en général, et l'énorme mortalité tuberculeuse, en particulier, sont rigoureusement liées à l'importance de la consommation des boissons alcooliques. La France, par exemple, qui s'est approprié l'effarant record de cette consommation avec 24 litres d'alcool absolu par an et par individu (chiffre qui laisse de côté les « suppléments » clandestins des bouilleurs de cru) détient, non seulement le record de la mortalité, mais aussi celui des décès d'origine tuberculeuse, avec le chiffre annuel de 150.000. La Hollande, au contraire, qui a vu décroître la consommation nationale du meurtrier breuvage (elle n'est plus, aujourd'hui, que de 2 litres, annuellement, par tête d'habitant), est le pays d'Europe où la

mortalité est la plus faible. L'Angleterre qui a entrepris une lutte systématique contre l'alcoolisme et qui a vu la consommation de l'alcool passer de 10 litres à 7 litres par unité et par an, a bénéficié non seulement d'une amélioration générale de la santé, mais a enregistré une diminution du chiffre des décès, pour cause de tuberculose, qui, de 50.000 par an, a fléchi jusqu'à 35.000.

Voici quelques documents puisés dans le livre des Docteurs Sérieux et Mathieu : « L'Alcool » (édition Coste), établissant à quels dangers expose l'alcoolisme, même modéré, représenté par exemple, par une consommation d'un verre de vin par repas. Ils sont extraits de bilans obtenus par certaines sociétés « d'assurances sur la vie » anglaises, pour l'obtention de bases sérieuses ayant trait à leurs opérations financières. Leur impartialité ne fait, par conséquent, aucun doute.

Mortalité des assurés sur la vie de la Cie « Sceptre », pendant les années 1884 à 1889 :

	Morts calculées	Morts effectives	Pourcentage
Section des abstinents...	249	143	52,42
Section générale, tempérants et buveurs...	569	434	76,27

Il est à noter que le « Sceptre » assure surtout des personnes religieuses et que, par conséquent, la section générale contient presque exclusivement des tempérants.

Mortalité des assurés sur la vie de la Cie « Tempérance and General Provident Institution », de 1866 à 1881 :

	Morts calculées	Morts effectives	Pourcentage
Section générale.....	4.080	4.014	99 %
Section des abstinents.	2.418	1.704	70 %

Donc 29 p. 100 de cas de mort de moins chez les abstinents. Aussi certaines compagnies anglaises, américaines et canadiennes accordent-elles des réductions sur les primes à payer par les clients abstinents, qui atteignent jusqu'à 25 p. 100 et elles trouvent encore un bénéfice dans cette initiative.

Ces constatations sont corroborées par ce qui suit. Le Docteur Meller a comparé les opérations, durant cinq années consécutives, de deux sociétés de secours mutuels, l'une n'admettant que des abstinents, l'autre comprenant abstinents et non abstinents, mais refusant les alcooliques fiévreux. Les abstinents ne donnaient que 17 jours 12 heures de maladie ; dans la seconde, la moyenne atteignait 65 jours 15 heures.

Ci-dessous, également, une statistique anglaise publiant les chiffres proportionnels de la mortalité sur mille habitants. Elle date de 20 à 30 ans environ. Membres du clergé : 8,05 ; agriculteurs : 9,78 ; brasseurs, 21,09 ; cabaretiers : 23,57 ; domestiques de cafés et d'hôtel : 34,15.

Voici donc, par quelques aperçus, établi le rôle néfaste joué dans l'économie organique par l'insidieux alcool, même consommé modérément. Malgré son rôle prépondérant, il trouve dans d'autres breuvages tels que le café, le thé, le chocolat qui contiennent chacun un excitant toxique, des auxiliaires précieux de dégénérescence. L'alimentation carnée (voir *nourriture, végétarisme, végétarisme*) génératrice de toxines, de fermentations intestinales putrides, d'acide urique, etc., contribue elle aussi puissamment à faire, de l'homme frugivore, une proie facile pour la secte bactérienne. Mais il est un autre facteur de morbidité ignoré de nombre de personnes et qui cependant intervient activement dans l'affaiblissement progressif de nos défenses, si nous n'avons le souci d'y remédier : l'air confiné. Peu de gens soupçonnent l'influence capitale exercée par l'oxygène dans le jeu vital. L'homme qui en scrute

cependant totalement privé pendant quelques minutes seulement serait irrémédiablement condamné. C'est grâce à ce précieux comburant (qui pénètre par osmose au travers des parois pulmonaires et qui se trouve charrié par les globules rouges du sang) que l'organisme entier est copieusement ravitaillé. Combiné au carbone d'origine alimentaire, il pourvoit l'immense réseau nerveux et musculaire en énergie thermo-dynamique, intellectuelle et physique. Il assure, par surcroît, par combustion, la destruction de certains déchets organiques dont l'accumulation constituerait un danger redoutable pour les fonctions normales. Il importe donc au plus haut point, de ne pas limiter ses apports et, pour cela, de renouveler le plus possible, jour et nuit, l'air des appartements. C'est d'ailleurs au cours de la portion nocturne de la journée que l'aération des locaux habités est le plus facile à réaliser (et ce, l'hiver comme l'été : il suffit de se couvrir en conséquence). C'est d'ailleurs grâce à cette louable pratique de l'aération continue que préventoria et sanatoria obtiennent une amélioration notable de maints hospitalisés. Il sera d'ailleurs facile de s'imaginer à quels dangers on s'expose à respirer constamment un air pollué par la respiration, lorsque l'on saura que l'eau de condensation provenant de l'expiration pulmonaire tue infailliblement l'animal auquel elle est injectée.

L'hydrothérapie fait partie intégrante des mesures préventives et curatives d'hygiène susceptibles de maintenir intactes ou de les renforcer en cas d'affaiblissement, nos immunités naturelles. Sachons nous rappeler que notre épiderme fait partie de notre système respiratoire et qu'un quart environ de la somme totale d'oxygène absorbé pénètre dans l'organisme par voie cutanée. En revanche, de nombreux déchets toxiques provenant de la désassimilation sont expulsés par les conduits épidermiques qui parviendraient, en cas de malpropreté systématique, soit à être partiellement résorbés, soit à obstruer l'orifice des pores par où se font ces intéressants échanges. Tous les animaux à qui l'on supprime la respiration de la peau, par l'application d'un enduit obturant tel que le goudron, par exemple, périssent par asphyxie et par intoxication. Les ablutions générales fréquentes, quotidiennes même, constitueront donc une excellent mesure complémentaire au service de la santé, en débarrassant l'épiderme des sédiments qui l'enduisent et chatouillent désagréablement l'odorat.

Une gymnastique (voir : *culture physique*) rationnelle s'imposera donc, afin de pallier au danger du sédentarisme actuel, rendu de plus en plus fréquent et plus complet du fait du développement du machinisme, des moyens de locomotion mécaniques, par suite aussi de la spécialisation du travail, de l'existence de professions où l'effort musculaire est réduit à zéro (employé de bureau, écrivain, etc.). Si l'on peut compléter cette mesure par la pratique d'un ou plusieurs sports dépourvus de brutalité, tels que : marche, course, natation, saut, gymnastique d'agrès, la réception microbienne sera virtuellement vaincue. Les malingres, les chétifs, les tarés congénitaux dotés d'une désastreuse hérédité pourront briguer, à bien des titres, une rassurante santé.

L'exposition à l'air libre de la peau, pratiquée le plus fréquemment possible (voir *nudisme*), agrémentée d'un convenable et judicieux ensoleillement, lorsque les conditions atmosphériques et climatiques le permettent, compléteront admirablement cette cure d'ensemble. Les enfants surtout, au cours de leur développement physique, seront les bénéficiaires particulièrement privilégiés de l'influence solaire. D'incroyables cures de régénération infantile ont été obtenues sur des sujets atteints de rachitisme, d'anémie, de pré-tuberculose, etc., par le nudisme et l'héliothérapie combinés. Une prudente progressivité présidera à l'adaptation ainsi, d'ailleurs, que

pour chaque méthode innovatrice en matière d'hygiène. Il est nécessaire de tenir compte d'une foule de considérations dans l'application de chacune d'elles : des idiosyncrasies personnelles, de l'hérédité, des tares congénitales ou acquises qui influent diversément selon les possibilités de réaction et d'adaptation individuelles. C'est au médecin, au conseiller hygiéniste, à toute personne chargée de cette complexe réalisation, à faire intervenir souplesse éclairée et mesure dans leur appel aux nouveaux agents régénérateurs. Mais tous ont à gagner à l'introduction d'une sage méthode naturiste. Quelques faits suggestifs, entre mille, contribueront, mieux que les plus brillantes dissertations, à souligner l'importance du respect de certaines règles hygiéniques.

M^{me} Boussard, la mère de l'auteur du « Tour du Monde d'un Gamin de Paris », fut atteinte, à l'âge de 36 ans, d'une très grave maladie du foie qui faillit l'emporter. Sur les conseils de Lamartine, elle adopta le régime végétarien et mourut, sans récidive et sans autre accident, à l'âge de 106 ans. Elle attribuait, d'ailleurs, sa longévité au régime qu'elle avait adopté.

L'anecdote suivante n'est pas moins curieusement caractéristique : le Docteur Huchard était parvenu, grâce à la diète végétarienne, à sauver un homme fort mal en point. Il se portait admirablement bien depuis dix-huit mois, lorsqu'un beau jour, il eut la fâcheuse idée, étant entré dans un restaurant, de commander de la langouste et du gibier. Le jour même, il dut réintégrer l'hôpital, atteint de troubles caractéristiques d'intoxication d'origine alimentaire et il mourut quelques jours après, des suites de son imprudence.

Evidemment, tous les faits ne sont pas identiques, tous les cas n'ont pas le même processus et chaque erreur, chaque imprudence ne comporte pas semblables sanctions pathogéniques. Mais les petits ruisseaux font les grands fleuves ; les plus minimes écarts, les plus insignifiants manquements parviennent, totalisés, à une somme imposante susceptible, à la longue, d'influer fâcheusement sur la santé. D'autre part, il serait absurde d'imaginer que chacun est en droit de briguer le centénariat, sous le prétexte d'un rigoureux et permanent respect de toutes les prescriptions d'hygiène. Mais leur judicieuse observation permet à celui que le destin a fait hériter d'une hérédité délicate d'en soulever assez le redoutable poids pour assurer à son existence, le gain de nombreuses années sereines. Au contraire, l'inconscient qui dilapide son capital-santé par une conduite absurde s'acheminera inéluctablement au tombeau, dès cet âge chanté par le poète et où la vie magnifique ne devrait lui prodiguer que des sourires. Combien de bambins, d'adolescents, d'adultes enfin, tués prématurément qui eussent pu ou qui pourraient jouir d'une longue et paisible existence, s'ils avaient été soumis à une judicieuse et supportable discipline, s'ils avaient connu et observé les principes essentiels qui constituent une règle intelligente de vie ! « L'homme ne meurt pas, il se tue », affirmait Sénèque, au lointain des siècles, dénonçant dans sa clairvoyance attristée, les énormes bévues de l'humanité. Aujourd'hui, comme au temps de Néron, la sentence a conservé sa dure exactitude.

Ah certes ! nous ne l'ignorons pas, ce n'est pas sans efforts, sans lutter contre soi-même, contre les mille tentations quotidiennes que l'homme parvient à triompher de l'atavisme, de l'éducation, des habitudes tenaces. Mais la volonté s'acquiert, se développe au cours de ces multiples combats et permet bien d'orgueilleux retours sur soi-même. A son aide viendra aussi l'auto-suggestion, si secourable lorsqu'elle est invoquée opportunément. Il faut bien se pénétrer qu'à la base de toute réalisation individuelle, qu'elle soit d'ordre physiologique ou social, le principe du refoulement est acquis. L'individu ne peut espérer instaurer des harmonies sans réagir contre l'ancestrale bestialité qui sommeille

en chacun de nous. Il n'est pas d'autonomie personnelle qui se conçoive sans que la poigne souveraine de la volonté ne maîtrise les sours élan de l'instinct, les soubressauts du subconscient. Il importe par dessus tout que chacun soit son propre législateur, l'ordonnateur de sa loi. Mais si l'être humain, véritable cellule sociale, est impuissant à commander à ses comportements passionnels, si ses instincts étroits — individuels ou sociaux — dominent ses décisions, c'en est fait du doux rêve poétique du bonheur par l'entraide, d'une existence sérieuse faite du respect mutuel des droits de chacun.

Celui qui a conscience de ces conditions, qui est pénétré de la nécessité d'une forte personnalité sociale ne peut donc — dans le domaine de la santé comme ailleurs — délibérément récuser la valeur de cette méthode de contrôle averti et volontaire sans laquelle rien ne peut subsister d'objectif et de durable. Et, à l'introduire dans son existence, il goûtera cette satisfaction délicieuse de jouir de la plénitude de ses moyens physiques et intellectuels ; et il s'assurera à la fois l'équilibre qui garantit la durée du bonheur et la longévité qui le couronne. — J. MÉLÉ.

BIBLIOGRAPHIE. — *La Cure naturiste* (D^r Derville) ; *Rajeunir* (Phusis) ; *Le Naturisme intégral* (J. Demarquette) ; *Le Décalogue de la Santé* (D^r Carton) ; *Enseignement et traitement naturiste pratique* : 1^{re}, 2^e et 3^e séries (D^r Carton) ; *L'éducation physique ou l'entraînement complet par la méthode naturelle* (G. Hébert), ainsi que les ouvrages mentionnés aux bibliographies de « nourriture, culture physique, végétarisme, végétalisme, etc. ». Revues à consulter : *Naturisme, Régénération, Vivre, Rajeunir*, etc.

SATIRE. Le mot *satire* (substantif féminin) ne doit pas être confondu avec *satyre* (substantif des deux genres). Ils sont d'origine et de sens différents.

Les Grecs, puis les Romains, appelèrent *Satyre* — *Satyrus*, en latin — un demi-dieu, homme de la nature, habitant des bois, dont les jambes et les pieds étaient ceux d'un bouc. Un sens malveillant ayant été attaché à ce nom, on l'emploie aujourd'hui pour qualifier un homme débauché, brutal, cyniquement entraînant auprès des femmes. On l'a donné aussi à certains singes, à des insectes et au champignon appelé « phallus ». En Grèce, puis à Rome, on appela *satyre*, au féminin, une pièce de théâtre dont les personnages étaient des satyres et dont le caractère était simplement amusant, contrastant avec celui de la tragédie et différent de celui de la comédie. (Voir *Théâtre*.)

Le mot *satire*, dont nous nous occuperons particulièrement ici, vient du latin *satira*, ou *satura*, qui désignait un mélange bariolé, un plat composé de différents mets, la réunion des fruits variés de l'offrande à Cérès. Ce sens primitif se retrouve dans *lanx satura*, nom donné à un compotier de fruits divers. Par extension, on appela, à Rome, *satira*, des farces imitées des *satyres* grecques, de plus en plus mêlées de fantaisie et de raillerie, qui firent de véritables *pois pourris* scéniques et poétiques. Ainsi fut formé le genre littéraire de la *satire*, le seul qui soit originalement latin. Quintilien disait : *Satira tota nostra est* ; « la satire nous appartient toute ».

Lucilius l'inaugura au III^e siècle avant J.-C. ; elle s'est continuée depuis, soit entièrement en vers, soit mêlée de vers et de prose, soit encore entièrement en prose. Ce fut la satire classique de Terrentius Varron, auteur des célèbres *satires ménuippées*, en souvenir du philosophe Ménippe, celle d'Horace, de Sénèque, de Perse, de Lucain, de Martial (inventeur, dit-on, de l'épigramme), de Juvénal, de Pétrone, de Suétone dont la *Vie des douze Césars* constitue l'envers du plutarquisme dévoué à ces personnages, de Lucien, le seul grec

dans cette énumération, et le plus grand rieur de tous, le plus véritablement satirique. Car il faut le constater ; la satire ne fut si brillante à Rome que parce que l'esprit romain était incapable de s'illustrer dans un autre genre. La satire fut à Rome la revanche de l'esclavage et non la manifestation de libres esprits. C'est de cette satire romaine à laquelle les puissants laissaient la liberté de s'exprimer, qu'E. Despois a dit assez durement : « La liberté de la satire n'a rien que de très compatible avec la servitude ; c'est la liberté des limiers au moment où on les découple et où on les lâche sur le gibier ». Il y a, de la satire grecque à la satire romaine, la distance qu'il y a de la liberté à l'esclavage.

La véritable satire s'était exprimée bien avant que les Romains en eussent fait un genre littéraire. Elle avait emprunté toutes les formes de l'art, et s'était même exprimée sans art, pour « censurer, tourner en ridicule, les vices, les passions déréglées, les sottises des hommes » (Littre), pour intervenir dans tous les événements et prendre la défense de la liberté de l'esprit contre l'autorité, de la libre humanité contre l'asservissement social. Dès les premiers conflits humains, la satire, c'est-à-dire la raillerie, la moquerie, l'ironie cinglante, le rire vengeur, a dû être l'arme du faible contre le puissant. Elle a été la fronde de David, le glaive de Siegfried, la flèche de Guillaume Tell. Elle est l'aiguille qui pique et fait se dégonfler les outres énormes de la sottise. Elle est le « chétif insecte » qui déclare la guerre au lion. Elle est l'esprit contre la matière ; Ariel contre Caliban. Elle cloue au pilori les faux grands hommes, les pîtres malfaisants qui empoisonnent le monde de leur imposture, l'accablent de leurs dogmes et tiennent sous leur puissance les foules fanatiques et abruties. Elle arrache leur masque aux Jupiters de théâtre, aux Mercurès de tripot, aux Junons de lupanar, aux Césars de carton. Elle met à nu leur vuidité intellectuelle, leur indigence sentimentale, leur laideur physique, leur saleté morale. Elle révèle les tares secrètes des Hercules et des Apollons de tréteaux, la lâcheté de leur héroïsme statufié, l'infamie de leur gloire perpétuée par les « Patries reconnaissantes », l'aliénation de leur jugement. Elle montre le gâtisme maître du monde, la débauche législatrice de la vertu, la friponnerie dirigeant les affaires, la forfaiture distribuant la justice, le proxénétisme patronnant les bonnes mœurs. Elle sème le rire, vengeur de la solennelle imbécillité pontificale. C'est elle qui souffle dans les roseaux que Midas a des oreilles d'âne. Elle est nécessaire à l'humanité contre les fausses « élites » qui ne doivent leur prééminence qu'à leur insanité. Elle est la justice immanente qui remet en place le monde à l'envers où le coquin triomphe. Le malheur est que cette justice immanente vient trop souvent trop tard, quand le coquin est mort dans la gloire et le profit de ses turpitudes.

M. Brunetière (*Grande Encyclopédie*) nous paraît avoir exactement caractérisé la satire lorsque, la séparant de la comédie, il a dit qu'elle est une forme du lyrisme, c'est-à-dire de la façon de sentir et de l'expression particulières à l'individu. Elle est la forme indignée ou ironique de ce lyrisme, comme l'ode est celle de son enthousiasme et l'épique celle de sa tristesse. Tous les genres de l'art et de la littérature qui ont pour but de représenter la vie, les mœurs, les caractères, peuvent être satiriques ; mais ils ne le sont que si l'auteur ne se borne pas à une représentation impersonnelle de son sujet, qu'il y mêle une attaque, une critique, une raillerie, une intention morale, réformatrice. L'auteur comique montre la société et les hommes sans même chercher, parfois, à provoquer le rire et sans intention morale ou sociale. Il n'est qu'un artiste. Le satiriste, au contraire, prend parti, avant toute chose ; la raison de son œuvre, son but, est d'exprimer son

indignation ou sa raillerie, de réformer le monde, de corriger les hommes. Il n'est pas toujours un artiste ; il est toujours un partisan, un militant, un moraliste. Il se jette dans la bataille que l'auteur comique se borne à observer et à dépeindre. Il arrive cependant que sans avoir d'intention sociale ou morale l'artiste fait œuvre satirique par la simple peinture d'une réalité haïssable, honteuse, blâmable par elle-même. C'est par là que la satire trouve un appui très important dans l'art naturaliste. Les artistes et les poètes les plus grands ne sont pas ceux qui ont édifié les chefs-d'œuvre de « l'art pour l'art », se contentant, en tant qu'hommes, de paître dans le gras pâturage du mensonge social où les « mauvais bergers » et les chiens de l'Ordre contiennent les moutons dociles ; ce sont ceux qui ont brandi le fouet de la satire pour cingler les « mauvais bergers », les chiens et les moutons eux-mêmes. Il n'est pas d'époque où l'esprit vigilant de la satire n'ait dressé contre le crime sa protestation indignée et, contre la sottise, son ironie vengeresse. « La satire combat contre les oppresseurs », a dit Taine. Le rire moqueur est l'antidote de l'imbécillité pontificale.

La fable du *Lion et le Moucheron*, comme toutes les fables auxquelles les La Fontaine ont donné la forme classique moderne, les contes, les légendes satiriques, remontent, avec toute la littérature, dans la nuit des temps, aux premiers vagissements de la pensée humaine. (Voir *Littérature*.) Ils nous viennent des époques préhistoriques où hommes et bêtes s'identifiaient, et les bêtes ont probablement appris aux hommes à railler comme elles leur ont appris tant d'autres choses. La satire est peinte sur les parois des cavernes, elle est gravée dans la pierre et le bronze millénaires avec tout ce dont ils ont voulu conserver la mémoire.

Bien avant que le romain Lucilius fit de la satire un genre littéraire académique, Archiloque de Paros lui avait donné son expression la plus véhémement et inventé, pour cela, le « vers iambique » qu'Horace appelait « l'arme de la rage ». Le nom d'Archiloque fit l'adjectif *archiloquien* qui qualifia pour les Grecs ce qui était furieux et mordant. Trois siècles après Archiloque, cinq siècles avant J.-C., Aristophane, créateur dramatique qui fut l'Homère du théâtre antique, apporta à la scène la satire universelle, rugueuse, cynique, cinglante, avant que la satire l'eût réduite à un amusement rassurant pour les gens « comme il faut », respectueux des maîtres et des dieux. Et Lucien vint, à la fin des temps académiques, jeter le rire vengeur de la pensée grecque, de sa lumière, de sa splendeur, bannies du monde par le triomphe de la lourde soldatesque romaine, avant-garde de la sombre et sanglante tyrannie de la Croix abrutisseuse du genre humain.

La vie publique avait fourni son aliment à la satire dans l'antiquité. Dès les premiers temps chrétiens, ce fut l'Eglise, dominatrice de plus en plus indigne, qui lui procura son élément le plus important et le plus inépuisable. Contre cette satire qui l'avait assaillie dès sa fondation, l'Eglise n'eut et ne put avoir jamais d'autre recours que ceux de la fourberie et de la violence. L'Eglise n'avait que quelques années d'existence lorsque l'apôtre Barnabé écrivait déjà, prophétiquement : « Elle entrera dans la voie oblique, dans le sentier de la mort éternelle et des supplices ; les maux qui perdent les âmes apparaîtront ; l'idolâtrie, l'audace, l'orgueil, l'hypocrisie, la duplicité du cœur, l'adultère, l'inceste, le vol, l'apostasie, la magie, l'avarice, le meurtre, seront le partage de ses ministres ; ils deviendront des corrupteurs de l'ouvrage de Dieu, les courtisans des rois, les adorateurs des riches et les oppresseurs des pauvres ». Les « hérésies », si nombreuses dans les premiers siècles, furent le résultat de la critique exercée par une satire plus ou moins grave ou gouailleuse contre les insanités annoncées par Barnabé. Il n'est pas de Pères de l'Eglise qui n'aient dénoncé

avec plus ou moins d'indignation et de véhémence les agissements des boutiquiers ecclésiastiques. Saint Jérôme, le plus remarquable des écrivains du christianisme, fut aussi le censeur le plus énergique des vices des chrétiens de son temps. Il fut un terrible satirique. Lorsque les mœurs dépravées du clergé obligèrent les empereurs romains à édicter l'interdiction pour les prêtres d'aller dans les maisons des veuves ou des filles seules et de recevoir, à titre de donation ou par testament, les biens de leurs pénitentes, Jérôme disait : « Je n'ose pas me plaindre de la loi, car mon âme est profondément attristée d'être obligé de convenir que nous l'avons méritée et que la religion, perdue par la convoitise insatiable de nos prêtres, a forcé les princes à nous appliquer un remède aussi violent ». Jérôme écrivait à Eustochie contre « les hypocrites qui briguent la prêtrise ou le diaconat pour voir les femmes plus librement ». Il ajoutait : « Des évêques mêmes, sous prétexte de donner leur bénédiction, étendent la main pour recevoir de l'argent, deviennent esclaves de celles qui les paient, et leur rendent avec assiduité les services les plus bas et les plus indignes, pour s'emparer de leurs héritages ». Naturellement Jérôme, comme Jean Chrysostome et nombre d'autres, fut calomnié et persécuté par ceux qu'il dénonça, et il dut quitter Rome.

On ferait une immense bibliothèque de tous les écrits satiriques contre l'Eglise, depuis ceux des Pères jusqu'à ceux des journaux anticléricaux d'aujourd'hui. Et ce ne serait pas ces derniers qui seraient les plus violents. Depuis longtemps, l'Eglise a été jugée et flétrie, bien jugée et bien flétrie, par les siens eux-mêmes : papes, princes, clercs et bedaux de tous les degrés qui, nourris dans le sérail, en connaissent les détours mieux que personne. L'indignation et la colère de Dante et de l'étranger n'ont pas été plus accusatrices et plus flétrissantes que celles de Jérôme dont, malgré ce, l'Eglise a fait un saint en se l'annexant astucieusement.

La littérature du moyen âge, qui fut didactique au point que certains contestent encore son esprit satirique, trouva l'élément principal de sa satire dans le monde religieux. Avant que l'imprimerie répandit la satire écrite, l'orale s'exprima surtout dans la prédication religieuse dont la forme changea complètement lorsque, à partir du XIII^e siècle, les Abélard apportèrent en chaire ces critiques des mœurs ecclésiastiques que les saint Bernard n'exprimaient que par écrit. Au XIII^e siècle, les sermons furent envahis par le langage macaronique, mélange de latin et de langue vulgaire, que Folengo colporterait en Italie et, qu'après Gilles d'Orléans, les Olivier Maillard emploieraient pour se faire comprendre du peuple de France. Avec ce langage, la plus audacieuse satire envahit les églises. Dante protestait, indigné ; mais Boccace en prenait son parti ironiquement et écrivait dans la conclusion du *Décameron* : « Considérant que les sermons faits par les prédicateurs pour reprendre le peuple de ses péchés sont le plus souvent aujourd'hui pleins de gaufferies, de railleries et de brocards, j'ai cru que les mêmes choses ne seraient pas mal séantes en mes contes que j'ai écrits pour chasser la mélancolie des dames ». Dante était le dernier représentant de cette satire enflammée, vengeresse, inspirée du premier christianisme implacable dans sa foi. Boccace préluait au scepticisme ironique, joyeux, des papes eux-mêmes qui écrivaient contre l'existence de Dieu, scepticisme qui se gaussait de l'Inquisition et de Tartufe et s'exercerait avec une verve aussi éclatante que dépourvue de frein. En même temps, la chaire serait la tribune la plus furieuse. Plus violents que personne, les moines y prêcheraient même le *tyrannicide*. Gens d'église, ils étaient les « oiseaux sacrés » même contre l'Eglise. Les rois eux-mêmes n'osaient les toucher, et Maillard répondait hardiment à un messager de Louis XI qui le menaçait

de le faire jeter à la rivière : « Va dire à ton maître que j'irai plus vite en paradis par eau que lui avec ses chevaux de poste ». On ne touche pas davantage aujourd'hui, dans la République laïque, aux « oiseaux sacrés » qui prêchent l'assassinat. Le 25 mars 1912, le Père Janvier, à l'église Notre-Dame, appela ses ouailles au « massacre des hérétiques ». Il le fit impunément. Qu'un laïque parle ou écrive contre l'Eglise et sa séquelle, même sans montrer un aussi sauvage fanatisme ; la République et ses « lois scélérates » ne le rateront pas. Un récent procès de l'*Emancipation de La Mayenne* l'a démontré, parmi tant d'autres. Le crime de lèse-religion se retrouve inscrit dans la jurisprudence républicaine laïque, en attendant qu'il le soit de nouveau dans le code.

La simonie (voir ce mot) et le commerce des indulgences, les mœurs dépravées de la cour et du clergé paillardant avec le Diable, excitèrent particulièrement la faconde des Menot, des Messier, des Maillard, des Jacques Legrand, des Guillaume Pepin, des Jehan Petit, tous gens d'église. Rabelais n'aurait pu être aussi violent impunément ; Des Périers, Servet et d'autres payèrent de leur vie une audace bien moins grande. Cet esprit satirique anticlérical produisit, parmi des milliers d'ouvrages : en France, les *Sérées*, de Bouchet, le *Cymbalum Mundi*, de Des Périers, le *Moyen de parvenir*, de Béroalde de Verville ; en Allemagne, la *Nef des fous*, de Brandt, l'*Eloge de la folie*, d'Erasme, les *Epistolæ obscurorum virorum*, d'Ulrich de Hutten, les prédications de Murner contre tous les clergés catholiques ou protestants, les productions des « moines bouffons » et des « espions » allemands. Tous, avec d'innombrables pamphlets, préparèrent et firent triompher la Réforme. Cet esprit atteignit jusqu'au sombre Savonarole qui le mit au service de la révolution démocratique qu'il prêchait en Italie. Même chez ceux qui réprouvaient les licences du langage macaronique, chez les saint Bonaventure, saint Bernard, Nicolas de Clémangis, Gerson, Pierre d'Ailly, graves docteurs qui voulaient réformer noblement l'Eglise, la satire était terriblement accusatrice contre le monde cléricel. Clémangis écrivit le *De Corrupto Ecclesia statu* ; on a dit qu'un pape en mourut de douleur !

Pour la plupart des œuvres du moyen âge, la question a été posée, avons-nous dit, à savoir si elles appartiennent à la satire. La réponse n'est pas douteuse pour les œuvres qui ne sont pas purement didactiques. Il est d'ailleurs à remarquer que, pendant longtemps, les genres ne furent pas nettement tranchés entre ce qu'on a appelé la littérature chevaleresque et la littérature bourgeoise. La séparation vint de la distinction grandissante des classes sociales. La satire dut aider puissamment à la réforme des mœurs dites « chevaleresques », à la réprobation de l'inhumaine hostilité de l'Eglise contre la femme et à la formation de l'amour courtois. De même, aux protestations contre les seigneurs, les moines, les sergents, toutes les engeances de ruffe-pécune et de perce-boyaux qui pillaient et maltraièrent le pauvre monde. Le *Roman de la Rose*, dont on conteste l'esprit satirique, est à ce sujet caractéristique. Pour le *Roman de Renart*, « épopée des animaux », son esprit satirique est encore moins contestable. Il est de la fable, dit-on. Oui, mais de la fable étonnamment proche de la vérité humaine, d'une vérité si crue, si peu reluisante, qu'on l'a mise sur le compte des animaux pour pouvoir critiquer avec plus de liberté. Peut-on nier la satire des *Fables* de La Fontaine et leur intention sociale et morale ?

Une remarque est à faire ici. C'est que l'esprit satirique a un caractère particulier chez chaque peuple. Il est essentiellement son expression foncière, demeurée à l'abri des influences étrangères. Les peuples peuvent subir, successivement ou alternativement, les influences les plus diverses ainsi qu'on l'a vu si souvent en litté-

rature ; leur esprit critique, né de leur façon particulière de sentir, leur rire, le ton de leur raillerie leur demeurent strictement personnels. C'est ainsi qu'on discute toujours sur l'intention satirique de Cervantès écrivant *Don Quichotte*. La satire de Shakespeare, toute dans la forme de « l'humour » anglais, échappe encore plus aux étrangers, alors qu'ils éprouvent toute la puissance dramatique et poétique de son œuvre. C'est le caractère populaire de l'esprit satirique qui l'a fait si vivant sous la croûte scolastique du moyen âge. Il a débordé dans toutes les formes, littéraires et artistiques, religieuses et politiques, pour se mêler, bien plus étroitement qu'aujourd'hui, à la vie sociale. Il est monté de la terre dans le tableau, du pavé des villes dans le roman et le théâtre ; il semble descendu du ciel par les flèches et les tours des cathédrales et des beffrois, par les voix de la chaire. Au-dessous d'un certain degré de la hiérarchie ecclésiastique, le clerc était plus du peuple que d'église. Il n'était pas encore sous la tutelle de la discipline *perende de cadaver* ; il avait femme, enfants, famille, il dansait avec eux jusque dans l'église où il participait aux joyeusetés populaires les moins édifiantes, comme les *Fêtes des fous*, la *Messe de l'Âne*, parodies du culte, dont il était le principal animateur.

La satire, au moyen âge, forme une immense littérature dans celle de ce temps-là. Elle la domine et il est nécessaire de la connaître pour savoir ce que fut réellement l'esprit de cette époque. La place nous faisant défaut, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer pour cette connaissance à l'ouvrage de G. Lenient : *La satire en France au moyen âge*. Trouvères et troubadours dénonçaient l'avidité du clergé, la sodomie qu'il pratiquait. Jean de Vitry constatait, devant les scandales de la sodomie monacale, que celui qui entretenait publiquement une ou plusieurs concubines était un homme exemplaire. Le pape Innocent III lui-même disait de ses cardinaux, évêques et autres pieux personnages : « Ils ne connaissent d'autre Dieu que l'argent, ils ont une bourse à la place du cœur ». Dans sa *Bible*, Guyot de Provins s'exprimait violemment contre la fourberie, la paresse, la gloutonnerie, les débauches cléricales. Les *sirventes* des troubadours furent une protestation véhémement contre la Guerre des Albigeois. L'œuvre la plus remarquable de la satire de la société féodale et religieuse est le *Roman de la Rose*, dans la seconde partie dont Jean de Meung est l'auteur. Des esprits « distingués » affectent de nos jours de dédaigner cette œuvre « incompréhensible et ennuyeuse ». Avec juste raison, R. de Gourmont a observé que le *Roman de la Rose* connut pendant deux siècles un succès ininterrompu auprès d'un « large parti d'esprits libres, amoureux de la vie et de la beauté », et d'un « public singulièrement intelligent et délicat ». On retrouverait difficilement un tel parti et un tel public aujourd'hui. Rutebeuf, dans sa défense de l'Université contre les moines, le roi et le pape, Villon, dans ses *Testaments*, Olivier Basselin et ses compagnons, dans leurs chansons contre les « goddams » du temps de la Guerre de Cent ans qui venaient bousculer les tables autour desquelles ils buvaient joyeusement, firent aussi œuvre satirique.

Entre le moyen âge et les temps modernes, deux œuvres dominent de très haut cette époque de formation de l'esprit critique et mettent la satire au-dessus de toute autre littérature. Ce sont l'*Enfer*, de Dante, et le *Gargantua et Pantagruel*, de Rabelais. L'une a apporté, au crépuscule du moyen âge, la condamnation hautaine, impitoyable, formulée avec une puissance d'accent qui n'a d'égale que la passion magnifique de son inspiration, de la société féodale et de son œuvre d'écrasement de la vie, d'étouffement de la pensée. L'autre a fait entendre à l'aurore des temps modernes les aspirations d'un monde nouveau, la voix fraternelle de la sagesse,

appuyée sur la science « nourricière du monde » et la conscience, contre l'ignorance, la superstition et la violence. Sous la forme joyeuse de la raillerie énorme, truculente, parfois scatologique que la prudence imposait à qui ne voulait pas être brûlé vif, Rabelais a exprimé la protestation anticipée, et non moins énergique, de la nouvelle espérance humaine contre toutes les forces qui cherchaient à entraver sa marche vers la vie, la lumière et la liberté. Et Rabelais est allé si loin au fond des choses et dans le lointain de l'avenir que depuis quatre cents ans sa satire est toujours actuelle, qu'elle est toujours redoutée, et qu'on ne cesse pas d'amoindrir la portée de son œuvre au lieu de la mettre en évidence. Dernièrement, encore, la plus récente critique affectait de ne voir dans la « dive bouteille » en quoi « toute science est enclose », que le flacon des joyeux buveurs. (*Larousse mensuel*, mai 1933.) Qui donc dira aujourd'hui, dans une presse de plus en plus farcie d'imposture, que la « dive bouteille » de Rabelais est celle de cette sagesse que les hommes n'ont toujours pas su trouver ? « Science sans conscience est la perte de l'âme », disait-il. Après quatre cents ans de progrès scientifique et de développement intellectuel, le savant Langevin fait aujourd'hui cette constatation : « Le problème actuel est, en réalité, un problème de justice et non pas de technique. Il vient de ce que les nouveaux moyens d'action se sont développés trop vite dans un monde mal préparé pour les recevoir, et parce qu'au lieu de profiter à tous les hommes, ils ont été exploités surtout par des égoïsmes, individuels ou collectifs, et cela par suite d'un développement insuffisant de la justice sociale, d'une part, et de la justice internationale d'autre part ». (Vn, 1^{er} mars 1933.) Là où Rabelais disait : conscience, le savant Langevin dit : justice. Or, c'est la même chose. Là où il y a conscience, il y a justice, et là où il y a justice, il y a conscience. Mais il n'y a pas plus justice aujourd'hui qu'il n'y avait conscience au temps de Rabelais, et la satire gargantuesque et pantagruélique est toujours d'actualité. Car le monde est toujours la proie des va-t-en-guerre, des chats fourrés, des papimanes, des sorbonistes, des taupetiers, des gourmandeurs, des apedettes, et l'on a vu se multiplier la malveillance des Picrochols, des Toucquedillon, des Trinquamelle, des Grippeminaud, des Bridoye, des Papegaut, des Holoferne, des Janotus, tous odieux ou ridicules, « oiseaux sacrés » dévorateurs sinistres de la substance du monde, « vieux tousseux » abrutisseurs qui « abâtardissent les bons et nobles esprits et corrompent toute fleur de jeunesse ».

C'est ainsi que du bouillonnement des esprits étouffés durant douze siècles, sortirent d'abord les deux œuvres les plus considérables de la satire, celle de Dante et celle de Rabelais, et que commença la formidable éruption des trois autres siècles qui firent la Réforme, la Révolution française et le XIX^e siècle.

Si l'on ignore trop, dans la littérature française, Jean de Meung et Rabelais, on oublie trop aussi, dans la littérature allemande, les « espègleries » de l'époque appelée « sensualiste » au XVI^e siècle. On voit généralement la littérature allemande dans l'idéale poésie des *Minnesänger*, dans leur solennité et dans leur formalisme trop souvent ridicule. On refuserait volontiers à la « lourdeur » allemande la possibilité du rire satirique comme on refuse la grâce et la légèreté à sa musique. « L'honneur national » français est, paraît-il, engagé dans ce débat ! On ne voit pas assez ce que l'esprit allemand a apporté, dans son interprétation de la réalité, de vérité et de vie, et, dans la satire, de fantaisie, de gaieté, de vivacité, de raillerie et d'imagination. Le mot français *espègle* vient de l'allemand *Eufenspiegel* (le miroir des bébés, l'Espègle), qui est le type le plus populaire dans la littérature d'Allemagne. Il a Panurge pour frère français. C'est lui qui a porté les plus rudes coups aux romans chevaleresques en montrant dans

leurs héros de véritables chevaliers d'industrie, des « gentilshommes fripons » ne craignant pas de se compromettre dans des aventures dignes des vulgaires escrocs d'aujourd'hui. Jamais satire ne cingla plus profondément, parce qu'elle fut vraie, la superbe seigneuriale que dans les narrations de Hans de Schweinichen. Jamais aussi satire ne fut plus agressive et violente, jamais farce ne fut plus amusante, contre les gens d'église que celles de ces « espiègles » qui créèrent les types du moine Rush, du curé du Calenberg dont le nom semble avoir produit les mots français : calembour et calembredaine, et du curé Amcis. Cette satire, moins savante, était plus à la portée du peuple que celle des Brandt, Erasme, Reuchlin, Ulrich de Hutten. Luther portait à l'Eglise des coups non moins profonds que ceux des savants occupés à la grande querelle née des exploits de Pfeffercorn (Grain de Poivre), grotesque juif converti parce qu'il n'avait pas réussi à se faire prendre pour le messie par ses coreligionnaires, et qui avait entrepris de faire brûler les livres des juifs et ceux-ci en même temps ! C'est dans cette querelle, pour la défense de Reuchlin, qu'Ulrich de Hutten lança ses *Epistolæ*. Aujourd'hui on voit l'odieux Hitler renouveler les sottises de Grain de Poivre ! L'esprit satirique allemand fut étouffé par la terreur et les misères des deux siècles qui suivirent la sinistre Guerre de Trente ans. L'esprit de Till Eulenspiegel se transmettait timidement au XVIII^e siècle à ce *Simplicissimus*, dont le descendant vient de capituler devant Hitler. Il fut plus hardi dans le pré-romantisme et le romantisme, dans Jean-Paul Richter en particulier.

Le temps de la Renaissance vit reflourir la satire littéraire avec Clément Marot, inventeur du *coq à l'âne*. Du Bellay, auteur du *Poète courtois*, Ronsard qui écrivit les *Discours sur les misères de ce temps*. Ils firent intentionnellement œuvre satirique, mais la littérature fut dominante chez eux. Avec D'Aubigné, la satire fut plus ardente et combative. Dans ses *Tragiques*, il mit au pilori le règne d'Henri III, et dans la *Confession de Sancy*, il vouta au mépris public les consciences élastiques d'Henri IV et de ses amis qui changeaient de religion suivant leurs intérêts. A cette satire littéraire et combative, Henri Estienne apporta son *Apologie pour Hérodote*, Pasquier, le *Livre des recherches*, Régnier de la Planchette, le *Livre des marchands* et l'*Etat de la France sous François II*. Pierre Viret avait préludé aux pamphlets des guerres de religion par ses *Satyres chrétiennes de la cuisine papale*. Ces pamphlets se multiplièrent, s'élevant aux hauteurs lyriques de la *Satire Ménippée* ou s'abaissant jusqu'aux libelles les plus fangeux et les plus violents. Après de ces derniers, les homélies pâteuses et trop richement rimées d'un Duverdière, seigneur de Vauprivas, contre la corruption du siècle, n'étaient que de la gabelle.

Il fallait alors plus de courage pour dire la vérité dans la satire littéraire que pour provoquer à l'assassinat dans le libelle ordurier. Les grands redoutaient la première ; ils s'amusèrent du second, même quand il levait le poignard sur un Henri de Guise ou un Henri III. Marot écrivait :

« L'oisiveté des moines et cagots,
Je la dirais... mais garde les fagots !
Et des abus dont l'Eglise est fourrée,
J'en parlerois... mais garde la bourrée ! »

Marot dut s'exiler pour échapper aux moines et cagots. Etienne Dolet, auteur du *Second enfer*, fut brûlé vif. Berquin fut étranglé puis brûlé. Bonaventure Des Périers dut se percer de son épée pour échapper au bûcher. Ramus fut assassiné. Rabelais faillit plusieurs fois être victime des papimanes enragés contre lui. François I^{er}, dit le « protecteur des lettres », alla même jusqu'à faire fouetter un pauvre diable d'abbé Couche « qui gagnait sa vie à jouer de cabaret en cabaret

ret de petites farces contre la cour qu'avait tolérées le bon Louis XII ». Michelet a raconté cela en ajoutant ironiquement : « Paris comprit alors ce qu'était un roi gentilhomme ». Paris le comprit encore mieux lorsque le roi gentilhomme s'entoura du parti des « honnêtes gens », le parti des tartufes, des ruffians des affaires que soutinrent les Diane de Poitiers, puis les Catherine de Médicis, « maquereilles royales ».

La satire de combat, où la violence ne bannissait pas toujours l'esprit, se continua par les *Mazarinades* de la Fronde. Elle ne se manifesta plus, ensuite, que par des pièces isolées, pamphlets ou libelles, comme les pièces satiriques réunies sous le titre : *Tableau du gouvernement de Richelieu, Mazarin, Fouquet et Colbert*, où on lit entre autres :

« La corde de Fouquet est maintenant à vendre
Nous avons de quoi l'employer.
Colbert, Mazarin, Berrier,
Sainte Hélène, Passart, Poncet, le chancelier ;
Voilà bien des voleurs à pendre,
Voilà bien des fous à lier. »

La satire philosophique et religieuse, inspirée par la Réforme, eut ses derniers échos dans les *Provinciales*, de Pascal, et divers écrits jansénistes. La polémique religieuse devenant plus calme, perdit de plus en plus l'esprit satirique pour prendre le ton académique et saporifique des Bossuet et des Fléchier.

Les traditions de la satire littéraire antique, ressuscitées par la Pléiade, furent reprises par Mathurin Régnier qui fut un des plus grands poètes français. Estimant que « souvent la colère engendre de bon vers », il usa de la satire en lui donnant un caractère épique et libertain. Se vantant de ne pas « sucrer sa moutarde », il dit leur fait aux courtisans, aux poètes galants, à tous les sots qui estimaient plus qu'un honnête homme

« Un gros duc pourvu de mille écus de rentes. »

Il fut dédaigné de l'académisme naissant et aussi de Boileau qui lui fut souvent inférieur. Boileau, plus grave, plus circonspect et plus académique en sa qualité de « législateur du Parnasse », commença cette satire des mœurs et des hommes à laquelle Molière, La Fontaine, puis La Bruyère donnèrent toute sa profondeur. Ecrite dans une prose admirablement sobre et précise, la satire de La Bruyère (*Les Caractères*), dépourvue de toutes fioritures littéraires, atteint plus directement son but. Elle commença admirablement, à côté de toutes les protestations contre les misères indicibles d'un temps que des flagorneurs ont appelé le « Grand Siècle », l'œuvre critique du XVIII^e siècle qui fit à la satire une si grande place.

La satire du XVIII^e siècle fut burlesque avec le *Diable boîtes*, de Le Sage, politique en même temps que mondaine avec les *Lettres persanes*, de Montesquieu, philosophique avec les *Contes*, de Diderot, et l'œuvre nombreuse de Voltaire. Dans tous les genres, elle atteignit profondément les institutions et les mœurs. Parny, à la fin du siècle, parodia la Bible dans sa *Guerre des Dieux*. La satire qui porta le plus fut celle de Beaumarchais au théâtre. On prête à Louis XVI ce mot prononcé après la représentation du *Mariage de Figaro* : « Mais, c'est la révolution ! ». C'était, en effet, la révolution du serviteur qui avait plus de vertus que le maître, mais qui avait toujours tort parce qu'il n'était pas le maître. La satire n'était plus ardente et fanatique comme au xvi^e siècle ; elle était raisonneuse et sceptique. Elle n'en frappait que plus fort les esprits nonchalants qui semblaient prendre leur parti de l'écroulement du monde. La Régence avait en sa *Ménippée* avec les *Philippiques* de Lagrange-Chancel. Le prince Philippe d'Orléans en était cerné définitivement étiré devant l'histoire, plus que les Jésuites qui firent le Saint Barthélemy.

À côté de la grande satire, la multitude des faiseurs de libelles et d'épigrammes poursuivait sa besogne de termites, creusant ses sapes souterraines dans l'édifice social devenu le sépulcre blanchi d'une royauté épuisée par sa stupidité et d'une noblesse pourrie par ses vices. Les lettres de cachet, qui occupaient tout un ministère, ne pouvaient faire taire les satiristes et les empêcher de montrer, avec une véhémence toujours accrue, « les vertus allant à pied et le vice à cheval ». La satire classique ne fut plus représentée, à la fin de cette époque, et bien faiblement, que par Gilbert, auteur du *Siècle* et du *Dix-huitième siècle*, où l'invective dépasse la valeur poétique. Il est fâcheux pour l'œuvre de Gilbert qu'elle ait été trop personnelle et subventionnée par la cour et l'archevêque de Paris contre les Encyclopédistes.

En Angleterre, la satire de Shakespeare eut la fantaisie, sinon la portée sociale, de celle de Rabelais. Son Falstaff est le type de l'humour anglais comme Don Quichotte est celui de la chevalerie espagnole. Hall, qui avait revendiqué à la fin du XVI^e siècle le titre de premier poète satirique anglais, avait été une sorte de Juvénal, mais plus par la forme que par le fond. Les temps difficiles de la tyrannie des Stuarts, qui avaient supprimé la liberté de la presse vers la fin du XVII^e siècle, virent les *Satires* de Rochester, violentes et d'une grande crudité de langage contre les princes, leurs maîtresses et leurs courtisans. Moins violente et plus littéraire fut à la même époque l'œuvre de Druden, entre autres son *Absolon* et *Achitophel* contre les partisans de Monmouth. Le même siècle avait vu le grave Milton se faire satiriste dans sa *Défense du peuple anglais* (1651). L'Angleterre eut son grand écrivain satirique dans Swift (1647-1745). Son œuvre très variée est généralement d'un esprit pessimiste. L'invective y est féroce et d'une ironie parfois désespérée, comme dans la *Proposition pour empêcher les enfants des poutres d'être à charge en en faisant un article d'alimentation*. Les ouvrages de Swift les plus connus sont le *Conte du tonneau* et les *Voyages de Gulliver*. Par le premier, il se rattacha aux polémistes religieux allemands de la Réforme, et il devança les romantiques dans la satire du faux savoir et de la cuistrerie pontifiante. Il eut une grande influence sur les romantiques anglais et allemands. Dans le même siècle, Pope, auteur de diverses satires, parmi lesquelles la *Dunciade* ou *Guerre des sots*, fut trop préoccupé par ses querelles particulières. Son œuvre a souvent le caractère du libelle. Au XIX^e siècle, Byron fut un satirique brillant en politique et en art. Il écrivit *Bardes anglais et critiques écossais* pour défendre son œuvre poétique, la *Vision du jugement*, contre Southey, la *Valse*, contre cette danse. L'esprit satirique est répandu dans toute son œuvre, notamment dans *Don Juan* qui le brouilla définitivement avec la haute société anglaise, « fille de l'intérêt qui ne peut être corrigée par la raison » (Stendhal). Il est regrettable que les propres préjugés aristocratiques de Byron et l'affectation de son dandysme aient si souvent contredit et diminué la portée de sa satire.

En Allemagne, après la grande période de combat philosophique et social du XVI^e siècle, Joachim Rachel fut, au XVII^e, le premier satirique classique. Il fut un Régnier allemand par sa franchise et la vigueur de son style. La satire fut continuée, au XVIII^e siècle, par Hagedorn, par Liscow qui s'attaqua plus aux personnes qu'aux mœurs, par Rabener qui s'en prit aux petits hobereaux, aux bourgeois, aux pédants, et par Wieland, pâle imitateur d'Horace. Signalons encore, dans la période romantique allemande, la satire de Jean-Paul Richter, vrai rabelaisien qui railla avec une verve étincelante les Jonatus, cuistres applicateurs de la scolastique gothique, notamment dans le *Voyage du professeur Falbet* et dans la *Vie de Maria Wutz*. On lit, entre autres, dans ce deuxième ouvrage, ceci : « Dans les

anciens couvents, la science était une punition ; seuls les coupables devaient apprendre les psaumes latins ou copier les auteurs ; dans les bonnes écoles un peu indigentes, on ne néglige pas cette punition, et un peu de science, à faible dose, y passe pour un moyen inoffensif de corriger et de mortifier les pauvres élèves ». Jean-Paul fit aussi de la satire anti-militariste et anti-guerrière, renouvelant la vieille satire paysanne du *Métayer Helmbrecht* contre le parasitisme de la soldatesque grossière et pillarde. Citons encore les *Xénies*, épigrammes à la façon de Martial, que Goethe et Schiller écrivirent contre les littérateurs de leur temps et qui jetèrent une perturbation que Goethe compara à celle causée par « les regards en feu lancés dans le camp des Philistins ». De la satire allemande au XIX^e siècle, mentionnons celle de Louis Büchner, traducteur des *Paroles d'un croyant*, de Lamennais, qui dut se réfugier en France à cause de ses idées libérales ; il écrivit les *Tableaux de Paris* et les *Lettres de Paris*. Enfin, Henri Heine, réfugié aussi en France à la suite de la publication de ses *Reisbilder*, de 1826 à 1830. Aristocrate et romantique d'esprit, en même temps poète de la révolution, Heine attaquait toutes les formes d'asservissement social, mais il recula devant les conséquences populaires de la liberté. Son ironie aiguë s'exerça contre les hommes et les mœurs, avec une sorte de mécontentement de lui-même. Il vécut à Paris de 1831 à 1856, année de sa mort.

En Italie, Dante et Boccace paraissent avoir épuisé la sève satirique. Il semble que cette sève eût dû être plus vivace dans ce pays où les luttes politiques furent plus ardentes que partout ailleurs. Elle se résorba au théâtre, dans la comédie dont les personnages qui ont illustré les tréteaux de la Foire, furent à la fois des flagorneurs et des pîtres. Le pays qui produisit les Concini, les Mazarin, les Alberoni fut fécond en faquins de toutes sortes qui fournirent les types d'Arlequin, Scapin, Pantalon, Cassandre, etc. (voir *Théâtre*). Plus sérieusement, la comédie satirique avait inauguré le théâtre italien avec la *Calandria*, de Bibbiena, puis la *Mendragore*, de Machiavel. L'Arioste, au début du XVI^e siècle, cultiva la satire en poète-artiste. Son *Roland furieux* est burlesque plus que satirique. Alamanni, Bentivoglio, dans le même siècle, puis Alfieri au XVIII^e, suivirent les voies de l'Arioste. Alfieri, écrivain classique, manquait trop de combativité pour que la satire fût pour lui autre chose qu'un passe-temps littéraire. Salvatore Rosa lui donna plus de vigueur en attaquant les mauvais artistes, les méchants poètes, les despotes et le pape. La satire la plus violente et qui eut souvent le caractère de l'assassinat, fut celle de l'Arelin. Véritable « faisan », ruffian de plume et d'épée, superbe d'arrogance mais aussi lâchement plat devant qui lui résistait ou le payait, il fut exactement le produit de son époque de corruption.

En Espagne, la satire a eu pour auteurs Jean Ruiz et Lopez de Ayala, au XIV^e siècle, Juan de Mena, imitateur de Dante, au XV^e. Durant la grande période littéraire espagnole (XVI^e et XVII^e siècles) et après Cervantes, elle a été à peu près abandonnée littérairement pour la peinture des mœurs picaresques. Le gongorisme et l'hypocrisie pieuse la refoulèrent dans la production populaire. Citons comme caractéristique de cette production, en raison des circonstances politiques qui l'accompagnèrent, la chanson *Tragdia*, que le peuple chanta à l'occasion des événements de 1812 obligeant la royauté espagnole à accepter une Constitution libérale :

« *Avale-la, avale-la, serrette,
Celle Constitution que tu n'aimes pas !
...Il est passé le temps
Où l'on grillait comme le saumon
La chair humaine !* »

Mais, deux ans après, grâce au concours de l'armée française et après sa « glorieuse victoire » du Trocadéro, la Révolution était vaincue en Espagne, comme elle l'avait été en France, et l'Inquisition recommençait à griller comme du saumon la chair humaine !

Terminons ces rapides indications sur la satire à l'étranger en citant, pour la Russie, Nicolas Gogol, ses *Ames mortes* et son *Revisor*.

En France, au XIX^e siècle, l'œuvre de la satire a été considérable dans tous les genres. Il est peu de penseurs, de réformateurs sociaux, de poètes et d'artistes, qui ne l'aient employée. Elle va des lettres de B. Constant à celles de Proudhon, de Bakounine, de Marx, des pamphlets de P. L. Courier, de Cormenin, de Tillier, de Vuillot, à ceux de Vallès, de Zo d'Axa, de Tailhade, des *Épîtres et Satires* de M. J. Chénier, de Viennet, aux *Jambes* d'A. Barbier, aux *Chansons* de Béranger, à la *Némésis* de Barthélémy et Méry, aux *Châtiments* de Victor Hugo, des comédies d'E. Augier à celles de Becque, de Mirbeau, de Courteline, de Tristan Bernard, des vaudevilles de Désaugiers aux farces chatnoisiennes, des opérettes d'Offenbach à celles de Claude Terrasse, du feu *Figaro* de la Restauration, accaparé depuis par les affairistes et les Jésuites (voir *Presse*), au si vivant et si libre *Canard Enchaîné*, de la caricature des « Girouettes » de 1815 à celle des « Gavés » de la République en 1933. Ses personnages sont Tête de lard (Louis XVIII), Mercadet, Vautour, Gilboyer, Pipelet, Mayeux, Gavroche, Vireloque, Rodin, Robert Macaire et Bertrand, Monsieur Prudhomme, Badinguet, Foutriquet, Gamelle, Lechat, et Monsieur Leygues, dont « l'élégance progressiste », suivant le mot d'O. Mirbeau, incarne si bien, depuis cinquante ans, la sénéilité républicaine. Puis les Tout-en-Or de la curée de 1914, les « pots de vintiers », les « requins », les « topazes », les « nervis », les « resquilleurs », les « floungards », les « rufflans », les « trublions », les « mercantis », les « grues », les « poules », les « barbones » et tous les « barbeaux », tous les squales, tous les barbillons qui nagent dans les « milieux » spéciaux du marécage social : politiciens, boursicotiers, banqueroutiers, maîtres-chanteurs, mouchards, « l'élite du rebat et le rebat de l'élite », a dit M. Michel-Georges Michel. Et, planant sur tout cela, le synthétisant, l'indécente bedaine, le crâne en pain de sucre du Père Ubu, incarnation solaire, symbolique, funambulesque, malodorante, du *Muflisme Souverain*. Flaubert n'avait pas seulement annoncé le muflisme : il avait vu ses personnages dans ces petits bourgeois aux ventres de crapauds enflés et aux cervelles étroites d'électeurs à qui il a fait chanter :

« Nos grands pères étaient bêtes,
Nos pères l'ont été plus,
Nous le sommes davantage,
Nos enfants le seront encore plus. »

Encore plus que le pamphlet et le libelle, la caricature est, par les arts du dessin, la forme militante, agressive de la satire. Sa portée est supérieure en ce qu'elle s'incruste dans l'esprit par l'image, le trait, la couleur qui frappent instantanément et forcent à la réflexion. Relativement peu répandue jusqu'au XIX^e siècle à cause des difficultés de reproduction, elle a pris, avec le développement des arts graphiques, une importance et une influence considérables qui ont dépassé celles de la satire littéraire. Elle a abondé cependant au moyen âge, et depuis, comme illustration de cette satire dans les monuments de l'architecture, notamment les cathédrales. L'image satirique est dans la pierre sculptée, dans le bois taillé, dans les enluminures des vitraux, des livres d'heures, des manuscrits. Elle y a des traits particulièrement incisifs, et telles images de papes, de rois, ont flétri encore plus puissamment ces personnages que la véhémence d'un

Dante. Aucun grand du monde n'échappa à la caricature des *Danses des morts*, notamment de celle d'Holbein qui illustra aussi l'*Éloge de la folie*, d'Erasmus. Brughel le Vieux avait, avant Holbein, caricaturé dans sa peinture les mœurs et les types de son temps. Les *Songes drôlatiques* furent les premières illustrations de l'œuvre de Rabelais. Callot et Puget ont bûné et sculpté des aspects caractéristiques de la misère de leur temps, des mendians et des bagnards. Ils sont, par les types qu'ils ont représentés et par leur puissance, des précurseurs de Daumier. Dans le même esprit, l'Angleterre a eu Hogarth. Goya a été, en Espagne, aussi puissant mais plus romantique et fantastique. G. Doré montra la plus grande fantaisie et non moins de force dans ses illustrations de l'*Enfer*, de *Gargantua* et de *Don Quichotte*.

P.-L. Courier a signalé l'usage de la caricature qui était fait contre le peuple au temps de la Restauration. Avec cette délicatesse spéciale aux aristocraties de parvenus, les anciens valets d'écuries devenus princes et barons de l'Empire, associés à leurs anciens maîtres émigrés revenus comme des rats affamés dans les fourgons des Alliés, faisaient railler par de bas mercenaires de la plume et du crayon le peuple qu'ils avaient dupé. Mais l'esprit populaire prenait d'éclatantes revanche qui vengent la vérité et la justice bafouées, si elles ne les établissaient pas. La caricature satirique, qui ne se borne pas à amuser par la déformation des images et l'exagération des défauts, mais qui a une intention critique et morale, poursuivant la vilaine conscience sous le vilain visage, montrant les travers des mœurs dans les « gucules de travers », cette caricature fut magnifique d'audace et de génie au XIX^e siècle. Elle eut à la fois son Dante, son Cervantès et son Rabelais dans Daumier. Autour de lui, une foule d'artistes exercèrent leur verve satirique, moqueuse, vengeresse. Louis-Philippe, qui inspira à Daumier son *Gargantua*, le « roi-parapluie », le roi à la tête en poire répandu par la *Caricature* de Ch. Philippon et qui fit la joie du monde entier, ce roi, « symbole de la royauté juste-milieu » (Larousse), fut le plus bafoué de tous les polichinelles souverains, ainsi que son digne acolyte, le « bourgeois », qui demeure sous les traits impérissables du Joseph Prudhomme d'Henri Monnier. Traviès, Granville, Gavarni, Cham, Charlet, Devéria, André Gill et cent autres furent intarissables durant de longues années. André Gill s'en prit spécialement à Courbet, puis à Gambetta et aux premiers ventres solaires de la III^e République. Cham fut particulièrement odieux contre la Commune, parmi toute une bande de chacals de la plume et du crayon. Faustin s'attaqua surtout aux Trochu, Ducrot et autres badernes aussi peu reluisantes du siège de Paris. Nous recommandons la lecture, dans le *Dictionnaire Larousse*, de l'article sur la *Caricature*, le journal de Philippon. Avec lui, une centaine de journaux, depuis la *Silhouette*, de Balzac, (1829) jusqu'au *Canard Enchaîné* d'aujourd'hui, représentent un siècle de caricature, vivante, hardie, émouvante, et qui, plus d'une fois, aida à soulever les pavés des rues. Les « charlatans », marchands de pâte à raser et de coricide, que Frison et Jacques avaient montrés faisant leurs boniments sur les places publiques, étaient de bien innocents banquistes auprès des charlatans politiques dont Daumier a étalé la sinistre lèpre dans son *Ventre législatif*. Dans les trente dernières années du XIX^e siècle, et depuis, la caricature satiriste a été brillamment représentée par Caran d'Ache, Toulouse Lautrec, Léandre, Willette, Steinlen, Hermann-Paul, et tous les dessinateurs de l'*Assiette au beurre*, au début du XX^e siècle. Puis Forain, spirituel avant qu'à l'occasion de l'affaire Dreyfus il fût passé, suivant son expression, « au parti des c... » ! Depaquit, à la fois tendre et féroce, Grandjouan et Delannoy dont les condamnations demeureront une flétris-

sure pour les gouvernements Clemenceau, Laforgue, H.-P. Gassier dont les *Empapochoutus* sont l'illustration la plus spirituelle des imbécillités de la guerre de 1914.

La *parodie* est une forme du *burlesque*. Tous deux sont de la satire, quand leur but est de critiquer, pour attirer l'attention sur une erreur, un travers quelconque, en soulignant ce qu'ils ont de ridicule. Mais le plus souvent, le but de la parodie n'est que d'amuser par une imitation bouffonne, un grossissement caricatural, et celui du burlesque, de faire rire par un comique exagéré et trivial. Il faut une tournure d'esprit particulière pour pratiquer le burlesque, et ses auteurs sont peu nombreux. Scarron, auteur de l'*Endite travestie*, est le plus remarquable, avec certains de ses contemporains, comme Cyrano de Bergerac dont le burlesque se mêle à des conceptions philosophiques audacieuses et à des anticipations scientifiques curieuses, telle celle de l'invention du gramophone. Le burlesque fut la première forme de la comédie italienne (voir *Théâtre*). La parodie est plus ancienne et plus répandue. Les Grecs s'en servaient dans le genre appelé aujourd'hui *héroi-comique* qui exprime, dans un langage pompeux, des sentiments vulgaires et montre comme des héros des personnages ridicules. On n'a pas cessé de la voir au théâtre, depuis Aristophane, et en France, depuis la formation du théâtre classique, au XVIII^e siècle. Le *Chapelain décoiffé*, parodie du *Cid* par Racine et Boileau, venge Corneille de Chapelain et de ses autres détracteurs. La parodie trouva un élément inépuisable dans les invraisemblances et le ton trop souvent héroi-comique du théâtre classique, de même que dans les exagérations fougueuses du romantisme ; elle montra leurs ridicules. Quand elle n'a pas un but de critique, de véritable satire, la parodie est le plus souvent d'esprit bas, envieux, jaloux, comme celui du mauvais pamphlet et du libelle. Elle contribue à faire perdre le goût du beau, à faire confondre ce dernier avec le vulgaire, l'art avec ses imitations et toutes les camelotes de ses contrefaçons. Ainsi, le cinéma est la parodie du théâtre (voir *Spectacle*) et le public y apprend à ne connaître les chefs-d'œuvre littéraires et dramatiques que par d'infâmes adaptations opérées par de malpropres tripoteurs (voir *Tripoteur*). La parodie avilit d'abord le goût, puis le caractère de celui qui s'y plait. C'est un amusement d'eunuque incapable d'avoir une pensée forte, et d'esclave indifférent devant la dégradation de l'esprit.

L'*épigramme* est une petite pièce de vers où l'intention satirique est exprimée par un trait d'esprit qui la domine. Boileau en a dit :

« L'*épigramme* plus libre, en son tour plus bornée,
N'est souvent qu'un bon mot de deux rimes orné. »

Il en est resté de piquantes de l'antiquité, mais pour nous, son époque fut surtout le XVIII^e siècle où toutes les préoccupations trouvaient en elle leur forme et leur exutoire. On en écrivait à tout propos. Elles composaient entre autres ce répertoire « d'agréables ordures qui plaisaient infiniment à la cour » (Bachaumont) et que Voltaire, en particulier, alimentait de ses « petits vers polissons ». Mais nombreuses étaient les épigrammes qui atteignaient à la vraie satire, faisaient réfléchir et préparaient la Révolution autant que les traités philosophiques. Plus d'un auteur d'épigrammes alla méditer à la Bastille sur l'inconvénient d'avoir trop d'esprit.

Tant que les hommes penseront — ce à quoi ils semblent de plus en plus renoncer — la satire existera. Si elle est parfois une plante vénéneuse poussée sur le fumier social, elle est surtout le souffle pur qui vient du large de la pensée pour assainir l'air empuanti par le mensonge et répandre la vérité, la justice et la révolte. Sans elle, l'esprit critique, impuissant devant le lourd monument de la sottise, aurait été depuis longtemps

démolir. A cette sottise brutale, stupide de l'enivrement d'une force qui ne veut pas raisonner, la satire dit avec un sourire ironique le mot de Thémistocle : « Frappe, mais écoute ! ». Elle est la réaction de l'intelligence irritée par la cuistrerie, de la sensibilité violentée par la goujaterie, de la bonté mise en fureur par la méchanceté. C'est la satire de Flaubert, de Baudelaire, de Villiers de l'Isle Adam, de Mirbeau, de Tailhade, contre la sottise « au front de taureau ».

« Frappe, mais écoute ! » Nous sommes au temps où la satire doit le crier plus que jamais, alors que la brutalité sportive, la sauvagerie militariste, la duplicité politicienne emportent de plus en plus les hommes pour les empêcher de penser et les conduire aux dictatures. Les cavernes ont de nouveau lâché leurs fauves sur le monde : que l'esprit se réveille. — Edouard ROTUN.

SAVANTS (LES) ET LA FOI. *Leur argument.* — Souvent, il nous a été donné, de la part de nos adversaires, d'entendre ce raisonnement : « Ce qu'il y a de plus impressionnant c'est que tous les grands esprits qui sont la gloire de l'Humanité ont été convaincus de l'existence de Dieu. Platon, Aristote, Kant, Descartes, Saint Thomas, Lamartine, V. Hugo, etc... ont employé les ressources de leur génie à glorifier le Créateur, et cette idée leur a inspiré leurs plus belles pages. Les encyclopédistes même ont combattu l'athéisme et Voltaire a cru en Dieu. Il n'est pas jusqu'aux grands révolutionnaires de 1789 qui n'aient été des déistes convaincus : Robespierre, lui qui voulait qu'on inscrivit sur tous les monuments : « Le peuple français croit à Dieu et à l'immortalité de l'âme » — a glorifié l'Être Suprême. Et personne n'ignore que les plus grands savants contemporains, les Pasteur, les Roux, ont été des croyants sincères. Enfin, il a été constaté, après enquête rigoureuse, que, sur 100 savants, 85 se proclament déistes. L'infime minorité restante se classe parmi les indifférents et les athées. Eh bien, Messieurs, ces simples constatations vous montrent qu'entre la science et la foi, il n'y a nulle opposition, au contraire, et nous sommes fiers de nous ranger résolument du côté des savants ! »

Que vaut une telle affirmation ? Tout de suite, on peut répondre : l'argument du nombre, ou de la majorité, n'a jamais prouvé la véracité d'un raisonnement. Ce n'est pas parce que tous les chrétiens croient ou feignent de croire et affirment que $1+1+1=1$, que je suis obligé de les suivre. Ce n'est pas parce que *tous les hommes* ont cru jadis que la terre était immobile et plate que la chose était vraie. 85 %, ou même 100 % des savants en faveur de l'existence de Dieu, qu'est-ce que cela prouve si un seul être humain nie Dieu ? Et, si l'universalité de la croyance était reconnue aujourd'hui, pourrait-on être assuré que, demain, un homme ne se lèverait pas pour crier l'erreur ? Devant tout ce qui n'est pas *rigoureusement* démontré par l'expérience, la seule attitude raisonnable est le doute ; mais peut-on demander à des croyants de rester dans une position dubitative ? Leur disposition d'esprit s'y oppose.

Et cette réplique suffirait à détruire l'argument exposé plus haut. Cependant nous allons pousser plus avant notre examen afin de montrer irréfutablement comment on peut tromper les esprits superficiels avec des arguments spécieux.

Les savants. — Tout d'abord, il n'est pas niable qu'on se fait, en général, illusion sur le mot : savant. L'esprit humain, à peine dégagé de la gangue des siècles d'ignorance, attribue à ce mot — plus ou moins inconsciemment — la valeur mystérieuse nuancée de respect déléguée jadis aux mots : devin, prophète, thaumaturge ou sorcier. Qu'est-ce qu'un savant ? Le Larousse dit : « Celui, celle qui a de la science ». Qu'est-ce qu'un homme savant ? L'homme « qui a la science de quelque

chose » (être savant en mathématiques). Qui a des connaissances étendues : un savant professeur. Qui est bien informé de quelque chose : « parler d'une chose en homme savant ». Il résulte de ces définitions qu'un savant n'est savant que pour une partie de la science. Avoir la science de quelque chose, avoir des connaissances étendues, être bien informé de quelque chose, cela n'a jamais voulu dire : avoir la science de tout, connaître tout, être bien informé de tout. Il fut peut-être une époque où un savant pouvait être considéré comme un être possédant un savoir universel ; les connaissances humaines étaient relativement peu étendues ; un individu d'intelligence supérieure pouvait les embrasser toutes. Il ne peut en être de même aujourd'hui. Le champ des explorations scientifiques est tellement vaste qu'il est impossible à un seul individu de le parcourir en entier. La vie humaine n'y suffirait pas. Force a été de se spécialiser. Et, d'ailleurs, rares seraient les hommes aptes à avoir « des clartés de tout ». Celui-ci limitera ses recherches à une branche de la chimie, cet autre passera son existence à se pencher sur les infiniments petits, ce troisième enfin sera un mathématicien hors pair ; mais il n'y en aura aucun qui touchera, avec un égal succès, à tous les arts et à toutes les sciences. C'est tellement vrai que les œuvres encyclopédiques nécessitent la collaboration d'un nombre imposant de savants, tous spécialisés dans l'étude de quelques questions très précises. Tel savant en paléontologie, par exemple, peut être un parfait ignorant en musique ; tel physicien de valeur peut ne rien connaître en sociologie. H. Fabre, le célèbre entomologiste, raconte, dans ses souvenirs, que Pasteur ignorait les métamorphoses du ver à soie lorsqu'on le chargea de combattre une maladie microbienne qui, tuant ce ver, ruinait les sériciculteurs du Midi, et comment il se fit expliquer ces notions tout élémentaires.

D'ailleurs combien de vrais savants, en dehors des officiels, qui n'ont jamais été sacrés par la Faculté ! Le petit inventeur, le chercheur, l'homme persévérant qui approfondit au-delà des limites connues la technique de son métier, le rêveur qui, à la suite de longues méditations et d'expériences multiples, aboutit à savoir davantage que tous ceux qui l'ont précédé, ne sont-ils pas des savants ? Des savants parfois raillés par les officiels, mais dont les découvertes bouleverseront le monde plus que ne le feront jamais les élucubrations de quelques dizaines de membres de l'Institut. Est-ce que Forest, l'inventeur du moteur à explosion, simple forgeron, n'était pas un savant ? Dire maintenant : tel savant grammairien croyait en Dieu ; tel autre, botaniste distingué, était déiste, de même ce troisième, dont la valeur en ichtyologie n'est contestée par personne ; est-ce que cela prouve l'existence de Dieu ? Cela prouve tout simplement que le grammairien, le botaniste, l'ichtyologue, n'ont probablement jamais apporté à l'étude du problème de Dieu la méthode rigoureuse qu'ils ont employée à leurs autres recherches et qu'ils sont restés, à ce point de vue, des produits du milieu, soumis, comme la majorité des humains, aux croyances, aux préjugés, aux opinions communes de leur entourage. Victor Ernest, répondant sur ce sujet à l'abbé Desgranges, disait : « La raison profonde qui enlève toute valeur à la preuve invoquée consiste dans l'indépendance des manifestations diverses de l'intelligence ; un savant de valeur peut n'avoir pas d'aptitudes philosophiques, comme être dépourvu d'aptitudes artistiques. Victor Hugo, un des plus grands génies poétiques, a fait montre d'une philosophie souvent puérile. Sainte Thérèse, mystique et hallucinaire, témoigne d'un esprit d'organisation remarquable dans la fondation de plusieurs couvents de femmes. Lamartine était réfractaire aux mathématiques. La Fontaine n'avait pas le sens des affaires. Et Rockefeller n'a pas celui de la poésie. Les croyances métaphysiques ou religieuses de Pasteur

ne l'empêchaient pas de procéder d'une façon rigoureuse et avec un esprit positif à ses expériences. Mais c'est à cette méthode rigoureuse, non à ses croyances, que Pasteur devait ses succès. Et rien ne démontre qu'il ait soumis ses croyances à cette méthode. »

La Science et la Foi. — « La raison et la foi sont de nature contraire. » (Voltaire, *Dict. phil.*, art. *âme*.) Nous affirmons qu'il y a opposition absolue entre la Science et la Foi dans tous les domaines qui touchent de près ou de loin la question de Dieu. Et cela s'explique. Comment procèdent et la Science et la Foi dans la recherche de la vérité ? La Science part de zéro, tout terrain déblayé, net. Le savant se pose l'éternelle et féconde question : que sais-je ? Et, pour savoir, il expérimente. C'est par l'expérimentation, c'est-à-dire « l'emploi systématique de l'expérience », qu'il fait pas à pas son chemin. « L'expérimentation, préparée par les recherches des alchimistes, a fait la puissance et le développement rapide des sciences de la nature... La valeur et la puissance de l'expérimentation viennent d'abord de ce qu'elle réalise des conditions meilleures d'observation, en mettant le phénomène à l'échelle de nos moyens, en le produisant au moment voulu, et autant de fois qu'il est nécessaire, ensuite et surtout de ce qu'elle a créé des séries de phénomènes, dans lesquelles la variation continue d'un élément donne des éléments très sûrs de comparaison ; par suite, en raison de ces variations, et aussi grâce aux déterminations très précises que permet la technique des expériences, aidée de toute la science acquise, elle réalise une analyse de plus en plus poussée du phénomène » (Larousse.) Décomposer le phénomène, comparer de multiples réactions, regrouper les éléments dispersés, en deux mots faire l'analyse et la synthèse, voilà comment procède la Science. Elle n'admet donc pour vérité démontrée que ce que chacun, employant ses procédés, doit retrouver nécessairement. Certes, elle avance ainsi lentement ; mais le terrain est solide et sûr. Ce qu'elle gagne sur l'inconnu est définitivement gagné. On lui doit le merveilleux essor de l'esprit humain dans la période contemporaine. L'homme doit avoir, par la Science, la connaissance totale de l'Univers. « La grande épopée, à côté de laquelle toutes les autres pâlissent, c'est l'histoire de l'esprit humain s'élançant, de siècle en siècle, à la poursuite du vrai, atteignant un jour l'atôme, un autre jour la galaxie, et dominant la matière par l'image intelligible qu'il en donne. » (Albert Bayet.)

Et la Foi ? Disons tout de suite que la Foi ne recherche pas la vérité ; elle la possède tout entière — ou plutôt elle croit la posséder. Nous lisons ceci dans l'*Encyclopédie* : « Les philosophes et les logiciens peuvent bien faire des distinctions entre la certitude et la foi. Ceux qui ont la foi n'accorderont jamais qu'ils ne sont pas certains que leur foi n'enveloppe pas la certitude. Il semble cependant que tout le monde peut admettre que, si la foi atteint la certitude, elle y arrive par d'autres chemins que la science proprement dite ou la raison. Avoir foi en un homme, en une institution, en une idée, en un système ; avoir foi dans l'avenir ; avoir une foi politique ou religieuse, toutes ces expressions supposent et impliquent que l'esprit fait usage d'autre chose que de la raison pour atteindre la vérité, qu'il est éclairé d'une autre lumière que celle qui brille pour la seule intelligence ». Cette « autre lumière » n'atteignant que quelques humains, vague à souhait, imprécise, indéfinissable, produit de l'imagination plus ou moins malade et non de la raison, cette « grâce », c'est elle qui révèle la vérité ! Et, ici, comment ne pas s'étonner que cette « vérité », atteinte depuis si longtemps, repose sur des bases si peu sûres qu'il suffit du raisonnement méthodique d'un logicien pour la mettre en échec ; qu'il ait fallu, aux époques

de foi profonde, dresser des bûchers pour la défendre, et que toute la chrétienté s'alarme sans cesse des progrès incessants de l'athéisme ? Mais le monde ne peut revenir en arrière, et comme on ne peut arrêter l'essor de la science, le déiste est bien obligé de composer en proclamant qu'il n'y a nulle opposition entre la raison et la foi. Il faut voir « en quels termes gaisards ces choses là sont dites », c'est-à-dire avec quelle impudence et quelle perfidie.

« La foi et la raison, non seulement ne peuvent jamais se contredire, mais elles se prêtent une aide réciproque, parce que la droite raison établit les bases de la foi et, éclairée par sa lumière, cultive la science des choses divines, tandis que la foi, de son côté, la libère ou la préserve de l'erreur et l'enrichit de connaissances diverses. C'est pourquoi l'Eglise, bien loin de s'opposer à la culture des arts et des sciences humaines, l'aide et la favorise de beaucoup de manières. Car elle n'ignore ni ne méprise les avantages qui en résultent pour la vie de l'humanité ; elle répète même que ces sciences *issues de Dieu*, qui est le Maître des Sciences, doivent, avec sa grâce, si elles sont traitées comme il faut, conduire à Dieu. Et elle ne s'oppose en aucune manière à ce que ces sciences, chacune dans leur champ d'action, usent de principes et de méthodes qui leur soient propres ; mais, tout en reconnaissant cette juste liberté, elle veille avec soin pour empêcher que, par hasard, se mettant en contradiction avec la doctrine chrétienne, elles ne tombent dans l'erreur, ou bien qu'en sortant de leurs frontières elles n'envahissent pour le bouleverser le terrain de la foi. » (Con. Vat., sess. 3, C. 4.)

Et encore : « Dire que l'Eglise voit de mauvais œil les formes plus modernes des systèmes politiques et repousse en bloc toutes les découvertes du génie contemporain, c'est une calomnie vaine et sans fondement. Sans doute, elle répudie les opinions malsaines, elle réprouve le pernicieux penchant à la révolte, et tout particulièrement cette prédisposition des esprits où perce déjà la volonté de s'éloigner de Dieu ; mais comme tout ce qui est vrai ne peut procéder que de Dieu, en tout ce que les recherches de l'esprit humain découvrent de vérité, l'Eglise reconnaît comme une trace de l'intelligence divine ; et comme il n'y a aucune vérité naturelle qui infirme la foi aux vérités divinement révélées, que beaucoup la confirment, et que toute découverte de la vérité peut porter à connaître et à louer Dieu lui-même, l'Eglise accueillera toujours volontiers et avec joie tout ce qui contribuera à élargir la sphère des sciences ; et ainsi qu'elle l'a toujours fait pour les autres sciences, elle favorisera et encouragera celles qui ont pour objet l'étude de la nature. » (Encyc. *Immortale Dei* Léon XIII, 1^{er} nov. 1885.)

En somme, c'est toujours l'antique : « Hors de l'Eglise, point de salut ! ». Dieu dit aux savants : « Touchez à tout ce que vous voudrez ; étudiez les mœurs des escargots, des oursins et des bélugas ; inventez des trones inviolables pour que le denier du culte ne soit plus en danger ; et puis des mitrailleuses, des tanks et des gaz asphyxiants pour la prochaine ; intéressez-vous à « l'influence des queues de poissons sur les ondulations de la mer » ; bref, débrouillez-vous à rendre votre Terre, que j'ai laissée en plant, jadis, plus habitable que du temps d'Adam, plus sanguinaire que du temps de Caïn, cela tant que vous voudrez ; je vous donne pleine liberté. Mais je vous préviens : traitez les choses comme il faut, n'ayez pas d'opinions malsaines ; et si, par hasard, vous vous mettiez « en contradiction avec la doctrine chrétienne », si vous « bouleversiez le terrain de la foi », d'abord vous ne seriez point des savants, mais de vulgaires bafouilleurs hérétiques et suppôts de Satan, et ensuite malédiction sur votre enveloppe terrestre, si le bras séculier obéit à nos saintes sentences

et malédiction sur votre âme, lorsque vous comparaitrez devant Moi... »

Non, il n'y a pas contradiction entre la Science et la Foi si celle-là se fait l'humble servante de celle-ci ; c'est-à-dire si elle se rend elle-même. Dans ce cas, elle n'est plus qu'une science étriquée, diminuée, clâtrée ; elle n'est plus la Science tout court pour laquelle rien n'est inviolable, rien n'est sacré, tout étant sujet à expériences, tout étant soumis au jugement de la raison, même l'Eglise, même les dogmes, même Dieu !

Les Savants selon l'Eglise. — Car il y a eu des savants selon l'Eglise. Ou alors, comment appeler ces lumières (!) qui ont osé expliquer la nature sans que l'ombre d'un doute assombrît leurs pensées ; tranchant souverainement, avec l'aide de la grâce divine ? Certainement le pape Zacharie (741) était de ceux-là. Il faut être un Voltaire pour écrire sur son compte qu'« il anathémisa ceux qui démontraient qu'il y a des antipodes : l'ignorance de cet homme infallible était au point qu'il affirmait que, pour qu'il y eût des antipodes, il fallait nécessairement deux soleils et deux lunes. » (*Annales de l'Empire.*)

Et citons :

Nider, dominicain, une des lumières du concile de Bâle, qui expliqua, vers 1431, dans son *Formicarius*, « comment les sorciers s'y prenaient pour soulever des tempêtes, faire tomber la grêle, transporter chez eux la moisson de leurs voisins, rendre les femmes stériles ». Holten, moine (1481), écrivant le *Præceptorium*, raconte « l'histoire d'une femme de Norvège qui vendait le vent dans un sac fermé par une corde à trois nœuds. Un vent doux s'élevait quand le premier nœud était défilé. Le vent devenait violent après la disparition du second nœud. Enfin, une tempête furieuse s'élevait quand le troisième nœud était dénoué ». (Janssen, 8.525.) Sprenger, dominicain — dans le *Maillet des sorciers* (1486), qui fut le manuel des inquisiteurs, couvert par le patronage du pape Innocent VIII — nous apprend (2-1-15) « que pour produire de la grêle, les sorciers font un trou, y versent de l'eau, et remuent avec le doigt ». (Turmel, *Histoire du Diable*, p. 196.)

N'est-ce pas aussi Origène, qui disait : « A parler rigoureusement, si les démons jouent ici quelque rôle, ce qu'il faut leur attribuer, c'est la famine, la stérilité des arbres et des vignes, les excès de chaleur, la corruption de l'air qui détruit les fruits, tue les animaux et amène sur les hommes le fléau de la peste. Les auteurs de ces maux sont les démons dont la justice divine se sert comme de bourreaux... » (Turmel, *op. cit.*, p. 139.)

Et voilà ! Ce n'est pas plus difficile que ça. Quand Dieu daigne vous éclairer d'une si éclatante façon, on se demande pourquoi certains s'obstinent encore à inventer, par exemple, des liquides pour tuer mouches et moustiques. Que n'adoptent-ils la méthode du grand Saint Bernard, de celui qui avouait ingénument, à propos de la Vierge Marie, qu'« il est grand d'être vierge ; mais être vierge et mère en même temps, c'est ce qui dépasse toute mesure » ? Qu'ils sachent donc comment opérât le saint homme :

« A Foigny, près de Laon, lieu infesté de mouches, Saint Bernard s'écrie : *Je les excommunique*. Les mouches, immédiatement, passèrent de vie à trépas, et on les enleva à la pelle. » (Première vie de Saint Bernard, 152.)

Voici également, à titre documentaire, un autre procédé employé par les « savants » selon l'Eglise dans le même but que plus haut : C'est une « lettre adressée au clergé de Langres, en 1552, par le Vicaire général » :

« De l'autorité du Révérend Père en Dieu, Monsei-

gneur Claude de Lagni, par la miséricorde de Dieu, cardinal prêtre de la sainte Eglise romaine, du nom de Givry, évêque, duc de Langres et pair de France, moi, son vicaire général au spirituel et temporel, par l'autorité de la sainte et indivisible Trinité confiant en la miséricorde divine et plein de pitié, je somme, en vertu de la sainte croix, armé du bouclier de la foi, j'ordonne et je conjure, une première, une deuxième, et une troisième fois, toutes les mouches, vulgairement appelées urébiros ou uribères, et toutes les autres bestioles nuisant aux fruits des vignes, qu'ils aient à cesser immédiatement de ravager, de ronger, de détruire et d'anéantir les branches, les bourgeons et les fruits ; de ne plus avoir ce pouvoir dans l'avenir ; de se retirer dans les endroits les plus reculés des forêts, de sorte qu'ils ne puissent plus nuire aux fidèles, et de sortir du territoire. Et si, par les conseils de Satan, ils n'obéissent pas à ces avertissements et continuent leurs ravages, au nom du Seigneur Dieu, et en vertu des pouvoirs ci-dessus indiqués, par l'Eglise, je maudis et lance la sentence de malédiction et d'anathème sur ces mouches urébiros et leur postérité. » La malédiction, ajoute Turnel (*Hist. du Diable*, p. 204), il va sans dire, c'était la peine de mort. »

Savants ? Certes oui, à l'époque, l'opinion de ces hommes-là faisait autorité dans toute la chrétienté. Ah ! ils ne possédaient pas ce « pernicieux penchant à la révolte » ; ils n'avaient pas de ces « opinions malsaines » que d'aucuns possédaient déjà. Ils ne méritaient que la bénédiction de Dieu. Mais si les connaissances humaines ont progressé, on ne doit rien à ces moines, à ces prêtres, à ces saints. L'évolution s'est faite malgré eux, contre eux. On doit tout, au contraire, aux hérétiques, non-conformistes, qui n'ont pas craint de « bouleverser le terrain de la foi », de « s'allier à Satan », et de braver les rigueurs de l'Inquisition, car ils voyaient poindre à travers les flammes des bûchers l'image ardente de la vérité.

Les savants contre l'Eglise. — Toutes les fois qu'un esprit curieux, chercheur, hardi, arrive, par la logique de son raisonnement, à formuler des propositions qui s'opposent à l'Ecriture, il trouve l'Eglise devant lui qui met tout en œuvre pour lui barrer la route. Aujourd'hui, la Bête est, en général, impuissante, et le savant se rit de sa ridicule sentence d'excommunication. Il n'en a pas toujours été ainsi. Il n'en serait pas de même si l'Eglise pouvait recouvrer son antique puissance. Les leçons du passé et les paroles des pontifes ne laissent aucun doute à ce sujet. C'est le cardinal Lépicier qui écrit dans son livre *De la stabilité et du progrès du dogme* (p. 194) : « Si les hérétiques professent publiquement leur hérésie et excitent les autres, par leur exemple et par leurs raisons à embrasser les mêmes erreurs, personne ne peut douter qu'ils ne méritent d'être séparés de l'Eglise par l'excommunication et d'être enlevés par la mort du milieu des vivants ; en effet, un homme mauvais est pire qu'une bête féroce et nuit davantage, comme dit Aristote ; et comme il faut tuer une bête sauvage, ainsi il faut tuer les hérétiques ».

C'est la même idée qu'exprimait Saint Augustin : « Qui de nous ne loue les lois rendues par les empereurs contre les sacrifices païens ? De telles impiétés ne méritent-elles pas le sacrifice capital ? » (*Epistola*, 93.)

Le pape Célestin I^{er}, dans sa lettre aux évêques de Calabre et de la Pouille, déclarait aussi : « Le peuple doit être enseigné et non pas écouté ; nous seuls avons le droit de lui apprendre ce qui est licite ou non. S'il se trouvait quelqu'un d'assez audacieux pour juger par lui-même les choses défendues par nous, il sentirait ce que peut la censure épiscopale : car si nos admoni-

tions sont impuissantes, nous devons employer la sévérité et la rigueur ».

Ainsi, l'esprit de l'Eglise, au long des siècles, n'a pas varié. L'Inquisition — qui a sa source dans la Bible — est en puissance dans la pensée des Pères de l'Eglise, comme elle vit encore dans celle des évêques, cardinaux et papes. Elle est une conséquence logique du fanatisme de ces sectaires, hommes de foi, persuadés de posséder la vérité totale. Ah ! qu'on veuille faire un retour vers ce passé, où toute lumière semblait venir de la flamme tremblante des cierges brûlant dans les sanctuaires ! Qu'on se reporte, par la pensée, à ces époques de misère, où les âmes simples croyaient entrevoir dans leurs prières les joies éternelles du paradis, en compensation à leur existence toute de souffrance et de malheur ! Qu'on se représente la chrétienté à genoux, s'humiliant avec ferveur devant le Christ-Roi ; et qu'on suppose alors, en face des chefs tout-puissants, une frêle conscience humaine venant tout à coup formuler l'ombre d'un doute, ou même énoncer une certitude qui ébranle le dogme ; et on comprendra la terrible colère du Dieu pressurant sa fin, on comprendra la sauvage agression contre la pensée libre naissante, on comprendra le Saint-Office, la question du feu, la corde, les garrots, le supplice de l'eau, les pinces ardentes, l'emmuraillement ; on comprendra tout ! Il fallait bien peu de chose alors pour que l'audacieux périt dans les plus affreux tourments. Quelques exemples, entre tant !

Le célèbre Pierre d'Abano enseignait (1250), à Padoue, la médecine et l'alchimie. Il fut dénoncé à l'Inquisition comme magicien et accusé de travailler de concert avec le diable. Il mourut avant la fin de son procès et, d'après quelques auteurs, son cadavre fut exhumé et brûlé par ordre de l'Inquisition (1316).

François Stabili Cecco, professeur à Bologne « par l'audace de sa science, soulevait les choses défendues ». Il fut accusé d'attaquer la religion. Condamné à la peine du feu, il fut brûlé vif à Bologne.

Mais le procès le plus typique et que tout le monde connaît fut celui de Galilée. Né en 1564, à Pise, Galilée occupa, à 25 ans, la chaire de mathématiques à l'université de Padoue. Admirateur de Copernic, en 1597, il écrit à Képler : « J'ai recueilli beaucoup d'arguments et de preuves que je n'ose publier, car je redoute le sort échu à notre maître Copernic ». Il est l'auteur de nombreuses découvertes. Avec le télescope « sa vue plongeait dans l'infini ». On le surnomma « Le Christophe Colomb de l'empyrée ». L'Eglise romaine fut épouvantée. Quoi : cet homme osait saper les bases de la sainte religion ? L'Inquisition va « analyser et juger ces théories absurdes et impies ». C'est le cardinal Bellarmin qui parle : « Nous vous ordonnons de ne plus défendre et soutenir une théorie que la Bible condamne ». Après un silence de seize ans, il publie un nouvel ouvrage : « Quatre dialogues ». Dénoncé à l'Inquisition (10 fév. 1633), il est soumis à de nombreux interrogatoires et jeté dans les cachots du Saint-Office, puis condamné. Il faut connaître cette condamnation, ce monument de sottise et d'iniquité :

« Au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit ! Nous tous rassemblés en ce lieu, sous l'inspiration de l'Esprit Saint, éclairés par les lumières du souverain pontife, nous décidons qu'aucun fidèle ne doit croire ni soutenir que le soleil est placé immobile au centre du monde ; nous décidons que cette opinion est fausse et absurde en théologie, aussi bien qu'hérétique, parce qu'elle est expressément contraire aux paroles de l'Ecriture, et impliquerait une accusation d'ignorance envers Dieu, la source de toute science et le révélateur des livres saints. Nous défendons également d'enseigner que la terre n'est point placée au centre de l'univers, qu'elle n'est pas immobile et qu'elle a un mouvement journalier de rotation, parce que cette seconde proposition est,

pour les mêmes motifs, fausse, absurde, même en philosophie, autant qu'erronée en matière de foi. »

Galilée s'agenouille et abjure ; il avait 70 ans ! « Et pourtant, elle tourne ! » Cri de la conscience, cri de la vérité qui, s'il n'a pas été prononcé par l'illustre savant, est la protestation de l'humanité pensante contre le dogme étouffant et absurde.

En prison, Galilée est obligé de réciter les psaumes de la pénitence. Puis, interné dans sa villa, toujours sous la surveillance de l'Inquisition, il écrit : « Ici, je suis vaincu par la tristesse et par une mélancolie immense ». Il meurt, aveugle, à 78 ans, surveillé par ses bourreaux jusqu'à son dernier souffle.

Voilà ce que fait l'Eglise des savants qui ne savent pas retrouver, dans le calme de leur laboratoire ou dans la profondeur des cieux, les traces de la main divine ; ou plutôt voilà ce qu'elle en ferait si elle pouvait redevenir souveraine. Car le savant, ici et là, se heurte nécessairement au dogme ; il démolit, sans que ce soit précisément son but, mais en passant, par surcroît, l'erreur embusquée derrière le psaume ou la prière. « Galilée ne fut point persécuté comme bon astronome, mais en qualité de mauvais théologien. On l'aurait laissé tranquillement faire marcher la terre s'il ne se fut point mêlé d'expliquer la Bible », écrit Mallet du Pan, écrivain genevois et protestant, en 1784. Malheureusement, Galilée ne pouvait point être bon astronome sans que, en conséquence, il se révélât mauvais théologien.

L'autorité toujours contestable des savants. Savants officiels et autres. Leurs bévues. Leur doute. — D'une façon générale, il n'est pas de vérité absolue. Ce qui a été reconnu pendant des années et parfois des siècles comme l'expression même de la vérité est mis un jour en doute, et bientôt ne résiste plus aux investigations nouvelles. L'hypothèse ancienne, avec toutes ses conséquences fécondes, est désormais périmée ; un coin de l'inconnu est éclairé ; mais, à côté, c'est encore la nuit. Alors on découvre des routes parallèles inexplorées et, placé dans de nouvelles conditions de vie, on se rend compte que ce qui paraissait hier comme un roc indestructible présente de profondes lézardes, qu'il faut aller plus loin, regarder ailleurs et de façon différente. Il ne reste de l'antique créance qu'une poussière de vérité, brillante, précieuse, certes, mais si légère, si ténue ! Et l'on est surpris que si peu de chose ait suffi à ébranler pendant si longtemps les passions humaines.

Qu'on se représente seulement le chemin parcouru depuis Ptolémée jusqu'à Einstein. Avant Copernic et Galilée, toute l'antiquité a considéré la terre comme le centre immobile de l'univers. Einstein modifie, à son tour, la théorie newtonienne de la gravitation universelle. Ici, pourtant, le savant raisonne devant des réalités ; il peut vérifier ses hypothèses, constater l'exactitude ou la fausseté de ses calculs : l'univers entier est à la portée de son regard, ou le sera au fur et à mesure de la perfection des instruments d'optique. Mais que dire du Dieu-Esprit, insaisissable, impondérable, du Dieu éternellement caché ? Cela n'empêche pas certains savants d'affirmer qu'il existe. Il y aurait là, en vérité, de quoi troubler les âmes inquiètes, si l'on ne savait depuis longtemps ce qu'il faut penser de la science pontifiante plus ou moins officielle. Qu'on en juge par ces quelques faits :

Baumé, à l'Académie des Sciences, s'élève contre les théories « subversives » de Lavoisier. Celui-ci prétendait, en effet, que l'air est composé de deux éléments. Ne savait-on pas, depuis deux mille ans, qu'il était intangible, au même titre que l'eau et le feu ? Voltaine était allé encore plus loin : « J'ose regarder l'existence de l'air comme une chose peu probable ». (Dict. phil. Air.) Et il a démontré cette inexistence en sept points

bien développés. Il est vrai qu'il dit ailleurs (art. *Amour de Dieu*) : « Si chaque ergoteur voulait bien se dire à soi-même : Dans quelques années, personne ne se souciera de mes ergotismes, on ergoterait beaucoup moins ». On ne peut se condamner avec plus d'humour. Il semble que la docte Académie des Sciences (déjà nommée) a le monopole des bévues colossales et des hilarantes méprises. C'est elle qui s'opposa obstinément aux idées de Boucher de Perthes (1788-1868) et de ses précurseurs qui proclamaient l'existence de l'Homme fossile. Rien ne put la convaincre, ni les découvertes de Tournal, d'Emilien Dumas, de Christol, de Marcel de Serres, de Schnerling, ni l'obstination et les preuves qu'apportait Boucher de Perthes. Et cependant « les innombrables découvertes faites depuis ont démontré l'exactitude de ses conclusions » (Larousse). En somme, on pourrait presque affirmer qu'il n'est pas de savant plus bête qu'un membre de l'Institut. Qui ne connaît aussi la fameuse séance où Du Moncel, le physicien, présenta le phonographe à cette même assemblée ? C'était le 11 mars 1878. M. Brouillaud se jeta sur l'opérateur, représentant d'Edison, et s'écria en le saisissant à la gorge : « Misérable, nous ne serons pas dupes d'un ventriloque ! ». Le dit Brouillaud, qui avait de la constance dans ses idées, déclara six mois plus tard, avec le sérieux de M. Homais : « Il n'y avait là que de la ventriloquie, car on ne pouvait admettre qu'un vil métal puisse remplacer le noble appareil de la phonation humaine ». On pourrait citer encore M. Thiers, ministre des Travaux publics en 1832, disant que les chemins de fer ne seraient jamais que des jouets pour amuser les Parisiens ; Arago, qui déclarait que la basse température des tunnels, avec le passage subit du chaud au froid, procurerait aux voyageurs des fluxions de poitrine ; d'autres encore qui prédisaient qu'au croisement de deux trains, l'air serait tellement comprimé que les voyageurs périraient asphyxiés ! Est-ce que la déclaration de l'Abbé Moreux, parue dans le *Petit Journal* du 8 avril 1918, prouve une grande élévation morale, digne d'un savant ? « Mais je gage que, lors de la ruée boche sur Amiens, nos artilleurs préféreraient encore « taper dans le tas » avec nos élégants obus de 75, qui n'empoisonnent pas à la façon des vitrioleurs, mais anéantissent proprement des bataillons entiers ». Faut-il rappeler enfin, plus près de nous, l'affaire dite « de Glozel ». On pouvait lire, dans les journaux du 9 mars 1931, le compte rendu de l'audience de la 12^e Chambre correctionnelle, dans lequel nous trouvons ces phrases : « M. Dussaud, membre de la Société de Préhistoire de France, a expliqué comment, étant conservateur du Louvre, il a cru de son devoir d'étudier les objets de Glozel qui pouvaient être proposés aux collections nationales. Il a trouvé que c'étaient indiscutablement des faux et il l'a publiquement déclaré. Puis c'est un défilé à la barre de savants convaincus de l'authenticité des objets glozéliens : le docteur Gorlet, de Vichy, MM. Salomon Reinach, Romand, etc... Avec une conviction égale, les savants cités par la défense et qui sont notamment : MM. Vaisson, Champion, Randoïn, Maheu, sont venus affirmer que les objets trouvés à Glozel n'étaient que des faux grossiers ». Nous ne citerons pas les cas, très nombreux, où des savants renommés furent mystifiés par des prestidigitateurs, spirites, et autres charlatans.

Même lorsque le savant affirme qu'il croit, il se garde bien de baser sa croyance sur une démonstration rigoureuse, scientifique, de l'existence de Dieu. Au contraire, il dit : « Je crois en Dieu, parce que je crois en Dieu » — proposition inverse de celle de Le Dantec : « Je suis athée, parce que je suis athée ! » mais avec la différence qu'à celui-ci on ne peut pas demander de fournir des preuves d'une chose qu'il méconnaît, alors qu'on serait en droit d'être beaucoup plus sévère envers celui

qui affirme l'existence de cette chose. Quel qu'il en soit, c'est ici l'impasse qui coupe court à toute discussion. Pascal, qui fut sans doute le plus tourmenté des humains parce qu'il cherchait à se convaincre de la vérité des Ecritures, malgré la tyrannie implacable de sa raison, nous a laissé dans ses *Pensées* le reflet de son doute et du terrible combat qui se livra dans son cœur. Chercher Dieu, en effet, et ne pas le trouver, quelle torture pour un croyant ! Il disait : « Je n'entreprendrai pas de prouver par des raisons naturelles l'existence de Dieu ou l'immortalité de l'âme, parce que je ne me sentais pas assez fort pour trouver dans la nature de quoi convaincre les athées ». Et aussi : « S'il y a un Dieu, il est infiniment incompréhensible, puiscque, n'ayant ni parties, ni horues, il n'a nul rapport à nous : nous sommes donc incapable de connaître ni ce qu'il est, ni s'il est ». (Section III-233.) Puis : « C'est le cœur qui sent Dieu et non la raison. Voilà ce que c'est que la foi : Dieu sensible au cœur, non à la raison ». (Section IV-278.) Encore : « La foi est un don de Dieu. Ne croyez pas que nous disions que c'est un don de raisonnement. Les autres religions ne disent pas cela de leur foi; elles ne donnaient que le raisonnement pour y arriver, qui n'y mène pas néanmoins ». (IV-279), etc... Enfin, Pasteur, tant de fois mis en avant par les déistes, s'exprimait ainsi : « En chacun de nous il y a deux hommes : le savant, celui qui a fait table rase, qui, par l'observation, l'expérimentation et le raisonnement veut s'élever à la connaissance de la nature, et puis l'homme sensible; l'homme de tradition, de foi ou de doute, l'homme qui pleure ses enfants qui ne sont plus, qui ne peut, hélas ! prouver qu'il les reverra, mais qui le croit et l'espère, qui ne veut pas mourir comme meurt un vibron, qui se dit que la force qui est en lui se transformera. Les deux domaines sont distincts et malheur à celui qui veut les faire empîéter l'un sur l'autre, dans l'état si imparfait des connaissances humaines ». (Discours à l'Académie de Médecine).

Les croyants ne font donc pas preuve de beaucoup de sérieux lorsqu'ils s'appuient sur l'autorité des savants pour prouver Dieu.

Les savants athées. — Et puis enfin, quand on cite les savants croyants — avec toute la série de leurs découvertes, comme si le fait d'avoir résolu un problème devait donner par surcroît un éclat nouveau aux antiques preuves (!) de l'existence de Dieu, — on ne nous montre qu'un seul côté de la barricade. Car il y a eu, et il y a, des savants athées. Sans nous arrêter à Descartes, Mallebranche, Arnauld, Nicole et Pascal, considérés comme athées d'après le Père Hardouin (Volt., dict. phil.) nous pourrions citer un nombre imposant d'esprits de valeur qui ont vécu sans Dieu. A titre purement documentaire nous nommerons :

Hobbes (1588-1679), qui, nous dit Voltaire, passa pour athée; *Spinoza* (1632-1677), était non seulement athée, mais il enseigna l'athéisme (Volt.); *Lalande* (1732-1807), astronome, disait : « On a beau fouiller le ciel dans toutes les directions, avec les meilleurs télescopes, on n'y a jamais vu trace de Dieu »; *Laplace* (1749-1827), mathématicien et astronome, inventeur du système cosmogonique qui porte son nom, s'occupa de la mécanique céleste. Pour lui, Dieu était « une hypothèse inutile »; *Pigault-Lebrun* (1733-1835), écrivain, auteur du célèbre *Citateur*; *Berthelot* (1827-1902), chimiste, qui reproduisit artificiellement (1855) un certain nombre d'espèces chimiques existant dans les êtres vivants; *Vogt Karl* (1817-1898), naturaliste et anthropologiste allemand, défenseur du transformisme; *Paul Bert* (1833-1886), physiologiste, membre de l'Académie des Sciences; *Giard Alfred* (1846-1908), biologiste, partisan convaincu de la théorie transformiste; *Virchow* (1821-1902), médecin, fondateur de la pathologie cellulaire, disait

notamment : « On ne peut avoir de discussion scientifique au sujet de la foi, car la science et la foi s'excluent »; *Loeb*, (1859-1924), physiologiste américain, chef de la section de physiologie à l'Institut Rockefeller; *Delage Yves* (1854-1930), zoologiste-biologiste dont l'influence fut si grande sur la science moderne; *Curie Pierre* (1859-1906), physicien, Prix Nobel 1904, dont la renommée est mondiale par suite de ses découvertes du polonium et du radium; *Metchnikoff Elie* (1845-1916), chef de laboratoire des recherches à l'Institut Pasteur; *Herrera*, directeur de l'Institut biologique des Sciences de Mexico, qui atteste être parvenu à créer des cellules vivantes douées de mouvement; *Littre Emile* (1801-1881), érudit, philosophe et philologue; de l'Académie Française (son élection provoqua la démission de Mgr Dupanloup), auteur du merveilleux « Dictionnaire de la Langue française ». Il s'est exprimé ainsi : « Quelque recherche qu'on ait faite, jamais aucun miracle ne s'est produit là où il pouvait être observé et constaté »; *Elisée Reclus* (1830-1905), savant géographe, auteur de la « Géographie Universelle », de l'« Homme et la Terre », anarchiste, révolutionnaire, révolté permanent contre la société capitaliste et les dogmes sur lesquels elle repose; *Perrin Jean*, de l'Institut, écrit : « En face d'un Univers si prodigieusement riche et dont rien ne nous annonce encore la limite, comment peut-il se faire que nous ne nous sentions pas écrasés ? Sans doute, c'est d'abord parce que nous sommes affranchis de l'oppression que nous faisons peser sur nous-mêmes, au nom de fantômes nés de notre seule ignorance, et c'est parce que nous acceptons un monde qui nous ignore, plus volontiers qu'une tyrannie qui nous étouffe ». (Préface au livre de Paul Coudere : *L'Architecture de l'Univers*). *Félix le Dantec* (1869-1917), biologiste, transformiste convaincu, auteur, entre tant d'ouvrages de haute valeur, de *L'Athéisme* (1906), écrivait : « Je ne dis pas que la Science vous donnera une démonstration de la non-existence de Dieu; elle vous démontrera seulement que tout se passe exactement comme si Dieu n'existait pas, et puisque Dieu n'explique aucun mystère sans le remplacer par le mystère encore plus grand de sa propre existence, peut-être renoncerons-nous à cette notion qui nous vient de nos ancêtres plus ignorants ». (Le Conflit, Ch. I).

Pour finir — car il faut se limiter — citons encore *Joseph Turmel*, le vieux prêtre excommunié, qui, sous une quinzaine de pseudonymes (Delafose, Coulange, Dulac, Herzog, Dupin, Lagarde, Perrin, Gallrand, Lawson, Michel, Letourneur, etc.), a, par la méthode historique, détruit le Dogme, sapé la foi, et cela, de la façon la plus sûre et la plus complète. De l'aveu même de l'abbé J. Rivière (*Le Modernisme dans l'Eglise*) : « Il corrompait parmi les illustrations du clergé de France dans l'ordre scientifique »; mais pénétré de l'imposture religieuse, il a voué à l'Eglise une haine acharnée : « Je déteste l'Eglise ; j'exècre la bête... », dit-il ; puis : « J'ai prononcé le serment d'Annibal, le serment de faire sans trêve ni relâche la guerre à la bête ».

Les savants et Dieu. — Il nous reste un dernier point à élucider, c'est celui de savoir quel est le Dieu dont se réclament les savants déistes. Nos adversaires, en général, n'insistent pas outre mesure sur le Dieu anthropomorphe de la Bible. Cela se comprend. Le Dieu philosophique, pur esprit, paraît beaucoup moins vulnérable. Cependant, ni catholiques, ni protestants, ni juifs, ne peuvent renier le premier. Pour leur confusion, il ne résiste pas à l'examen. Ignorant, jaloux, faillible, malhonnête, briguant, plaisantin, lutteur, cruel et sanguinaire par dessus tout, voilà ses principaux attributs. Ce Dieu, répondant à la mentalité grossière d'un petit peuple ignorant d'Asie Mineure vivant il y a 4 ou 5.000 ans, est rejeté aujourd'hui par tous les

esprits réfléchis et sérieux ; et les soutiens des diverses religions le bannissent de leur cœur lorsqu'ils sont intelligents.

Il reste le Dieu « pur esprit », créateur, gouverneur et justicier. Nous n'entreprendrons pas de démontrer ici l'impossibilité d'existence d'un tel Dieu. Cela a été fait ailleurs et magistralement. (Voir par exemple : Sébastien Faure : *Douze preuves de l'inexistence de Dieu*.) Nous dirons seulement que le problème du mal restera toujours insoluble pour les croyants. L'existence de ce mal condamne le Dieu puissant, gouverneur et justicier. Voltaire n'admet que le Dieu créateur, mais... « Où est l'éternel géomètre ! Est-il en un lieu ou en tout lieu, sans occuper d'espace ? Je n'en sais rien. Est-ce de sa propre substance qu'il a arrangé toutes choses ? Je n'en sais rien. Est-il immense sans quantité et sans qualité ? Je n'en sais rien. Tout ce que je sais, c'est qu'il faut l'adorer et être juste. (Dict. Phil. *Athéisme*). Cela frise de bien près l'incrédulité totale. Voltaire était suffisamment averti pour sentir en lui-même le point faible de son raisonnement sur « l'horloger ». Un horloger a des ascendants et Dieu n'en aurait pas ? Mais Voltaire était aussi d'esprit assez pratique — car il était riche — pour affirmer la *nécessité* d'un Dieu pour... autrui !

« On demande ensuite si un peuple d'athées peut subsister ; il me semble qu'il faut distinguer entre le peuple proprement dit et une société de philosophes au-dessus du peuple. Il est vrai que, par tout le pays, la populace a besoin du plus grand frein, et que si Bayle avait eu seulement cinq ou six cents paysans à gouverner, il n'aurait pas manqué de leur annoncer un Dieu rémunérateur et vengeur ».

Et encore : « Et je vous demanderai toujours si, quand vous avez prêté votre argent à quelqu'un de votre société, vous voudriez que ni votre débiteur, ni votre procureur, ni votre notaire, ni votre juge ne crussent en Dieu. » (Dict. Phil. *Athéisme*).

Toujours ce leit motif en maints endroits de son œuvre : « Il est clair que la sainteté des serments est nécessaire, et qu'on doit se fier davantage à ceux qui pensent qu'un faux serment sera puni qu'à ceux qui pensent qu'ils peuvent faire un faux serment avec impunité. Il est indubitable que, dans une ville policée, il est infiniment plus utile d'avoir une religion, même mauvaise, que de n'en avoir point du tout ». Il est donc absolument nécessaire, pour les princes et pour les peuples, que l'idée d'un être suprême créateur, gouverneur, rémunérateur et vengeur, soit profondément gravée dans les esprits ». (Dict. Phil. *Athéisme*).

Mais Voltaire n'était pas dupe lui-même de son raisonnement « pour la populace », car il a écrit ailleurs : « L'intérêt que j'ai à croire une chose n'est pas une preuve de l'existence de cette chose ». (*Remarques sur les Pensées*, de M. Pascal).

Alors, pas de Dieu Justicier ? Pas de Dieu gouverneur ? Pas de Dieu créateur ? Eh bien, vous pouvez croire à « quelque chose qui est au-dessus de nous », à l'X mystérieux, indéfinissable ; cela ne gêne pas les athées, du moment que cet X n'a plus la prétention de s'immiscer dans la conduite de leur vie. Mais alors athées et croyants seront bien près de s'entendre ; il est vrai que ceux-ci sentiront certainement le fagot.

Conclusion. — A la base de la croyance en Dieu il n'y a, au fond, qu'un désir d'implorante justice. Justice contre les hommes par renonciation à la révolte contre la société inique, par manque de virilité pour l'établissement de rapports plus fraternels entre les individus, Justice aussi contre la vie par peur de la mort. (Voir ce mot). Car la mort, sans survie de « l'âme », reste incomprise de la part des croyants. Cicéron envisageait la chose avec plus de sérénité :

« Quel mal lui fait la mort ? Nous rejetons toutes les fables ineptes des enfers, qu'est-ce donc que la mort lui a été ? Rien, que le sentiment des douleurs ? » Epicure pensait aussi que « la mort en elle-même n'est pas un mal, puisque tant que nous sommes elle n'est pas, et que lorsqu'elle est, nous ne sommes plus ».

L'athée, en être conscient, débarrassé des vains espoirs et des vaines fumées, dont l'origine remonte aux paniques ancestrales, transformiste et matérialiste par raison, ne reconnaît Dieu.

Ce n'est pas l'opinion imprécise et sujette à caution de quelques savants qui sera assez forte pour le détourner de sa voie. — Ch. Boussoir.

SAVOIR. Lorsqu'on essaie de préciser la nature intime du savoir et celle de son mécanisme, on éprouve une très grande difficulté par le fait évident que l'on se sert du savoir lui-même pour cette fin et qu'il est, ainsi, peu aisé de saisir les premiers éléments conscients, bases de toute connaissance. C'est alors que se précisent ces questions ardues : *l'homme qui sait*, que sait-il exactement ? Qu'est-ce que la connaissance, qu'est-ce que la réalité ? Que saisissent-nous de l'existence des choses ? Qu'est-ce que la conscience ? Comment se fait-il que nous sentions que la réalité est autre chose qu'une spéculation de l'esprit ; que nous distinguons la différence absolue entre le moi et le non moi, entre le souvenir et le fait actuel, entre le passé et le présent, entre l'inconscient et le conscient ?

Le fait que la conscience ne sait rien d'elle-même nous démontre tout d'abord que cette conscience ne peut être la cause réelle de la connaissance, mais plutôt qu'elle n'en est que l'effet puisqu'elle apparaît ou disparaît selon des circonstances particulières. C'est donc seulement par l'analyse de quelques faits psychiques que nous saisissons le mécanisme délicat et complexe de la connaissance et de la conscience.

Prenons le cas le plus clair d'un état conscient : la vue d'un livre. Ce fait paraît absolument inanalysable au premier abord. Je sais que je vois un livre. Et c'est tout. J'en ai une conscience nette, inattaquable. Mais qu'est-ce ce « je » ? Si j'essaie de penser à ce même fait, mais en supprimant mentalement le « je », j'éprouve déjà une première difficulté et je m'aperçois que mon état conscient est moins net. Si j'essaie de réaliser la même pensée, mais en supprimant tout langage, toute phrase se rapportant à cet acte visuel, alors cette pensée se résout insensiblement à une simple sensation. Le fait conscient s'atténue ainsi graduellement. Mais ce n'est pas tout ; la sensation elle-même peut perdre sa signification consciente et se réduire à une totale incompréhension. Lorsque nous voyons un objet connu, avant toute pensée nous le reconnaissons et nos réflexions peuvent ensuite s'exercer sur son usage. Si l'objet est totalement inconnu le fait conscient s'arrête aussitôt et se limite à la simple sensation, visuelle ou autre. Mais si la sensation elle-même est absolument nouvelle, alors le fait conscient disparaît pour faire place à un état d'inconscience, sans repère dans l'espace et dans le temps.

Ces cas paraissent extraordinaires, mais on connaît quelques cas d'aveugles de naissance qui, ayant acquis ultérieurement l'usage de la vue, n'ont absolument rien compris à ce qu'ils « voyaient ». Encore avaient-ils d'autres éléments pour coordonner leurs sensations et leurs pensées. Que serait l'état d'un être privé de toutes sensations, n'ayant aucun souvenir sensoriel ?

Si donc la conscience est fonction de l'importance des documents sensoriels, nous sommes amenés à penser qu'elle est nulle chez le nouveau-né. Mais alors, dirait-on, d'où vient elle et qu'est-elle réellement ?

Nous répondrons : elle est le résultat des réactions de notre sensibilité contre le milieu ; elle n'apparaît

qu'avec la complexité de ces réactions. C'est donc la nature de celles-ci qui nous indiquera ce qu'est réellement la conscience. Remarquons que nous délaissions momentanément l'idée de savoir si la connaissance est la représentation exacte des objets dans l'espace et dans le temps. Nous nous contenterons de considérer la connaissance comme une réaction de notre sensibilité contre le milieu.

Ces réactions nous sont particulièrement connues sous la forme de réflexes se produisant dans les divers étages du système nerveux et déterminant soit un acte moteur, soit un fonctionnement organique interne, soit enfin une simple dispersion de l'influx nerveux sans conséquence motrice ou organique immédiate.

L'observation de l'enfance nous démontre le caractère automatique des premiers réflexes, liés aux seules fonctions organiques. L'enfant saisit et suce n'importe quoi. Mais les sensations se précisent, se coordonnent assez vite; les réflexes conditionnels enrichissent et compliquent le fonctionnement nerveux de telle sorte que la vie organique se trouve alors étroitement liée aux diverses variations du milieu. C'est ici que commence la connaissance réelle, non pas une connaissance formée de la pénétration de tous les secrets du monde environant, mais une connaissance faite de la relation de divers états de l'organisme avec les influences du milieu. C'est ainsi que l'eau sera perçue et connue tout d'abord comme une chose agréable ou désagréable; il en sera de même pour tout; pour les aliments, les bruits, les odeurs, les sons; pour la pluie, le vent, la chaleur, le froid, etc. A chaque réflexe organique s'adjoindront quelques réflexes conditionnels, formés eux-mêmes, pour la plupart, par l'influence directe du milieu sur la sensibilité de l'enfant.

Nous voyons donc qu'ici la connaissance n'est qu'une incessante relation d'influence entre le milieu et l'enfant. Si toute l'énergie déclenchée par la réaction nerveuse du sujet était utilisée dans cette réaction, il ne resterait pas grand chose pour le souvenir et la pensée. Mais il est rare qu'il en soit ainsi. Une partie de l'influx nerveux se disperse dans les zones supérieures du système nerveux, laissant des traces, des liaisons, des constructions, lesquelles influenceront ultérieurement sur les actes moteurs de l'organisme entier. Ce qu'il importe surtout de démontrer, c'est que la connaissance initiale n'est qu'une réponse de l'être au milieu, une adaptation de son organisme et non, comme veulent le faire croire les spiritualistes, une divination de l'état nouménal des choses. L'être agit comme un automate prodigieux sous la double action des phénomènes objectifs et des phénomènes organiques. Toute action, toute pensée, toute méditation est une réponse automatique aux variations du milieu et non pas un fait de conscience pure, devinant les secrets de la chose en soi. Il suffit de suivre une pensée pour saisir l'absence de conscience pure, pour s'apercevoir que ce n'est qu'un prodigieux mécanisme de réflexes se traduisant par du mouvement. L'homme reçoit, transforme et transmet du mouvement.

Prenons par exemple le spectacle d'une rue. J'ai conscience de tout ce que j'y vois et entends, mais cet état conscient total, je puis le diviser en un très grand nombre de faits sensoriels créés antérieurement par le mouvement et décomposable en dernière analyse, soit en mouvements musculaires, soit en modifications organiques diverses. Et ces états de conscience de sensations internes, je puis encore les dissocier jusqu'au simple réflexe automatique sans conscience.

Nous savons également, par l'observation des cas pathologiques, par l'étrangeté des somnambules et des rêves, par les oublis, par la perte graduelle de la conscience dans l'habitude; enfin par la certitude que nous avons que tout notre savoir git inconsciemment en nous et ne se révèle qu'au fur et à mesure de l'action

présente, que le « moi » indivisible n'existe pas et que cette impression d'unité vient précisément de ce que la conscience n'étant que le heurt de notre sensibilité avec le milieu dans le présent, nous ne pouvons vivre et être que dans une seule situation, un seul état à la fois. Nous sommes « un » dans l'espace, mais non dans le temps puisque nous changeons et vieillissons.

Pouvons-nous alors préciser ce qu'est la réalité, ce qu'est le présent, le passé, l'identique, le dissemblable? Y a-t-il une vérité sur l'existence des choses? Pouvons-nous démontrer des erreurs?

En prenant comme base de la connaissance les réflexes, nous voyons qu'il s'établit nécessairement une relation entre l'être et le milieu, et cette relation, dans sa forme la plus simple, est une vérité. Mais les associations de réflexes ne sont pas toujours des vérités et les réflexes conditionnels peuvent orienter l'être vers des faits inexistantes ou dangereux. C'est le cas pour le chien électrisé pendant ou avant le repas et qui, réagissant tout d'abord douloureusement sous l'influence du courant, finit par éprouver du plaisir, parce que l'excitation anormale est liée au repas. On pourrait aller ainsi jusqu'au suicide. Ce qui est d'ailleurs le cas pour les ivrognes, les morphinomanes, etc.

Nous pouvons considérer le patriotisme, le nationalisme, la religiosité et les mysticismes divers comme des réflexes conditionnels nuisibles et dangereux, conduisant à des faits inexistantes ou désavantageux.

Ceci nous amène à rechercher ce qu'est la réalité et comment nous la différencions du souvenir et de l'imagination.

La réalité est essentiellement sensuelle, consciente et par conséquent uniquement applicable au présent. Le mécanisme cérébral qui la différencie du souvenir peut se comprendre ainsi: dans le présent l'être est soumis à une multitude de sensations, d'excitations créant des réflexes qui l'adaptent étroitement au monde extérieur et qu'il ne peut supprimer d'aucune façon (sauf dans le dérangement cérébral). Dans le souvenir il se présente deux cas: ou le souvenir est pur, simple, dégagé de toute relation (homme, maison, chaise, etc.) et par son abstraction même il se situe immédiatement comme un souvenir pur; ou bien il est lié à un ensemble de réflexes complexes reproduisant des parties de la vie passée. En ce cas, les divers éléments le composant ne correspondent point aux éléments présents perçus par les sens. D'où différenciation immédiate aidée par l'inégalité d'intensité nerveuse entre le souvenir et le fait présent. Autrement dit, les faits présents sont plus intenses que les faits passés. Remarquons qu'en réalité il n'y a pas de passé, car le fait d'être ne se conçoit que d'une seule façon: au présent. Si donc il existe en nous quelque chose, ce quelque chose est toujours dans le présent. Seulement ce quelque chose est comme un livre fermé ne s'ouvrant que sous les nécessités vitales du présent.

Toute la connaissance humaine étant réduite à des associations hasardeuses de sensations et à des liaisons nerveuses dénommées pensées et imagination pouvons-nous accorder une valeur réelle à cette connaissance et que vaut-elle exactement?

Examinons le cas de la théorie atomistique. Ici, il semble, au premier abord, que la pensée a dépassé le cadre du subjectif pour pénétrer le secret de l'objectif. Pourtant il n'en est rien. Pour que les idées de mouvement, de masse, de rayonnement, d'ondes, de rotations, etc., aient un sens, il est nécessaire qu'un minimum de sensations fixent le point de départ des raisonnements; sinon, la chose dont on s'occuperait aurait aussi peu de réalité que l'âme des spiritualistes. Et les raisonnements eux-mêmes ne représenteront que des possibilités d'actions de la substance, actions connues antérieurement par des expériences et constituant la base essentielle mais sensorielle de la science. Et lors-

qu'une théorie sera imaginée, c'est encore par l'intermédiaire des sens que s'en effectuera la vérification. Nous voyons que la certitude est toujours d'origine expérimentale et que l'expérience s'effectuant nécessairement au présent constitue par la force des choses la seule réalité.

Mais avons-nous pénétré les secrets de la substance et du mouvement ? Pas le moins du monde !

Nous ignorons totalement ce qu'est la substance en elle-même et le mouvement en soi. Nous n'avons saisi que des modalités d'un monde microscopique, mais toujours sensoriel. Nous n'avons saisi que des relations.

Mais cela n'empêche que ces relations soient exactes et que notre représentation du fonctionnement des choses soit conforme à la réalité. Connaître la vérité c'est donc connaître une succession de réalités perçues dans l'espace et dans le temps. La vérité est une sorte de collection illimitée de faits présents. Enseigner une ou des vérités, c'est affirmer qu'une succession de faits à venir répéteront identiquement des réalités passées.

Il est pourtant des vérités, objectera-t-on, que l'expérience ne peut aucunement vérifier et qui ont cependant un caractère de certitude absolue. Par exemple la certitude de notre propre mort. Nous pouvons répondre que précisément cette vérité est une des plus riches collections de réalités que l'homme ait jamais expérimentées. Car nul n'a jamais connu d'homme immortel. La répétition à travers les siècles des mêmes phénomènes, sans aucune exception, crée en nous le caractère de la certitude absolue, sans qu'il soit nécessaire pour cela d'épuiser tous les cas, parce que précisément tous les cas possibles n'ont aucune chance d'échapper à la règle commune.

C'est donc l'identité des cas, des faits, des circonstances qui, par leur répétition, crée en nous la connaissance applicable aux faits à venir.

On peut encore ajouter qu'une vérité peut être déduite du passé, sans ressembler à ce passé et annoncer une réalité nouvelle. Cela est certain. L'imagination peut construire des concepts semblables aux modifications ultérieures et plus ou moins rapides du milieu ? C'est là une des plus remarquables caractéristiques de l'intelligence et spécialement du génie. C'est aussi la forme la plus intéressante du savoir, car la connaissance, qui ne s'applique qu'à des répétitions de faits identiques, ne constitue qu'une faible partie de l'activité intellectuelle des êtres pensants. Mais le monde étant en perpétuel changement, l'être ne se trouve jamais devant des situations absolument identiques. Il lui faut donc improviser des adaptations, inventer, prévoir le futur, jouer l'avenir pour ainsi dire et se préparer aux faits éventuels.

Dans mon étude sur la raison, j'ai décrit le mécanisme subtil de l'invention, produit des liaisons nerveuses, créées sous l'influence des centres affectifs. Nous savons que les émotions violentes sont anti-intellectuelles par le fait connu que l'influx nerveux libéré en excès, s'écoule violemment vers les mécanismes moteurs les plus faciles, déclenchant par les voies réflexes les plus anciennes et les plus immédiates des mouvements plus ou moins adaptés aux événements. La pensée est, au contraire, le produit d'un lent cheminement de l'influx nerveux se dispersant dans des voies multiples dont aucune n'est assez importante pour déclencher l'acte moteur.

Des réseaux peuvent alors fusionner, créant des liaisons nouvelles dont l'effet objectif se traduira par une modification plus ou moins avantageuse de l'être vis-à-vis des faits nouveaux.

C'est ainsi que la vengeance, acte émotif par excellence, peut faire place, chez l'homme de raison, à la compréhension de l'inutilité totale de cet acte, puisque sans effet rétrospectif sur les faits passés; tandis qu'il trouvera peut-être les moyens efficaces pour modifier,

à l'avenir, les causes créant la malveillance d'autrui.

L'invention et l'imagination sont donc bien parmi les éléments essentiels du vrai savoir. Mais au cours des siècles, les hommes ont ainsi annoncé des milliers de vérités; les prophètes, les devins, les massies de toutes les croyances ou de tous les partis, tout comme les vulgaires tireuses de cartes, ont proclamé des vérités plus ou moins pharisaïques. Seule l'impitoyable réalité, l'expérience, a réduit à néant ces affirmations erronées.

Cette manière d'envisager la connaissance n'est nullement pessimiste. Elle sépare le savoir véritable du faux savoir. Elle nous fait voir que le monde est en perpétuel mouvement; que tout évolue et se transforme; et que, parmi ces mouvements, il en est dont le rythme et la répétition se prêtent à la prévision. Ce qui constitue le savoir. Il en est d'autres dont les irrégularités s'opposent à toute classification définitive.

L'astronomie, la physique, la chimie, se prêtent en partie à nos prévisions et nous permettent d'établir des vérités.

La météorologie, la biologie, la psychologie, la sociologie s'y prêtent beaucoup moins bien, quoique la psychologie, purement objective et physiologique (méthode de Pavlov), ait fait d'énormes progrès.

C'est par la collaboration de tous les efforts humains, par la coordination de toutes les réalités et de toutes les vérités que le savoir se fondera progressivement, hors des inventions et des révélations des sorciers laïques et religieux.

Une dernière question se pose. Nous avons dit que le savoir était fait de répétitions, d'identités, d'invariabilités. Or, le monde étant en perpétuelle transformation, quelle peut être la valeur exacte de notre savoir vis-à-vis des lois naturelles ? Ne dit-on pas excellemment qu'il n'y a de science que du général. Quelles peuvent être les généralités permanentes dans un monde mouvant ?

Nous pouvons considérer l'univers comme une horloge colossale dont tous les rouages seraient étroitement solidaires les uns des autres. Si cette horloge possédait des cadrans et des aiguilles marquant depuis les millèmes de seconde jusqu'à des durées dépassant des milliards de siècles, nous considérerions les diverses rotations d'aiguilles comme autant de variations évidentes. Pourtant certaines aiguilles nous paraîtraient absolument immobiles, quelle que soit la durée de nos observations. Nous appellerions alors vérités ces immobilités apparentes, bien que soumises à une lente évolution.

Il en est probablement ainsi des lois naturelles. Elles nous paraissent fixes actuellement et notre courte durée, adaptée à cette stabilité relative de notre univers, établit des lois et invente une certaine harmonie qui n'est, en fait, qu'un lent désordre qui dure indéfiniment plus que notre humanité, mais n'est, au regard de l'infinité du temps, qu'un éclair fugitif dans la profondeur de l'éternité.

En résumé, nous pouvons préciser les points suivants :

— La connaissance n'étant qu'une modification atomique de notre substance nerveuse par la substance objective dont elle ne diffère pas essentiellement, il s'ensuit que notre substance ne sachant rien d'elle-même ne peut pas savoir davantage quelque chose de l'autre. La substance ne sait rien d'elle-même.

— La conscience n'est donc pas à la base du savoir; elle est un effet, une conséquence du heurt de notre sensibilité avec les phénomènes objectifs. La sensibilité est antérieure à la conscience.

— Nous appelons présent le moment précis de ce heurt et réalité l'ensemble des perceptions subies à ce moment-là.

— Tous les souvenirs sont dans l'espace, donc présents, mais inutilisés et inconscients.

— Le fait actuel se différencie du fait passé par la qualité et la quantité des éléments sensoriels associés soit au fait passé, soit au fait présent et surtout par la plus grande intensité des perceptions présentes.

— Le savoir ne nous fait pas connaître l'essence des choses, mais le rapport de notre sensibilité avec le milieu.

— Le savoir véritable est donc une adaptation de notre être aux influences du milieu. Savoir, c'est agir en s'adaptant aux réalités.

— L'erreur est une mauvaise association de réflexes conditionnels créant des concepts différents de la réalité. Elle est toujours démontrable dans le domaine expérimental.

— La vérité est l'ensemble des réalités dont est formé un concept. Ne peuvent prendre le nom de vérité que les concepts soumis au contrôle de l'expérience.

— Il n'y a pas de vérité *a priori*. Toute connaissance est essentiellement acquise sensoriellement.

— Il y a trois degrés dans la connaissance : les réalités strictement personnelles; les réalités générales; les concepts généraux.

— L'accord des humains ne peut s'effectuer que sur les réalités générales ou sur les concepts généraux appuyés par des démonstrations expérimentales. La connaissance réelle est impersonnelle. Elle tend à l'universel. C'est-à-dire à l'élaboration de vérités spécifiques et non individuelles.

— La principale cause de division entre les hommes consiste dans le fait de donner comme vérité, ou comme un fait général et impersonnel, ce qui n'est qu'un fait particulier ou indémontrable expérimentalement.

— La méthode scientifique est la seule méthode pour former la connaissance réelle et le savoir. Elle utilise les réalités générales et crée des concepts généraux susceptibles de s'adapter aux variations du milieu. Mais toute utilisation de ces concepts ne peut s'effectuer sans un coefficient personnel d'appréciation qui ôte précisément à cette adaptation tout le caractère rigoureux de causalité ou de convenance infaillible de cause à effet.

— Il y a donc la méthode scientifique et il y a les hommes l'utilisant. Il est nécessaire de se servir de la méthode. Il est prudent de se méfier des hommes et de leurs affirmations.

— Le savoir peut être considéré comme un moyen ou comme un but. Les techniciens en font un moyen. Les savants et les philosophes en font un but. L'homme de raison doit être harmonieux; c'est-à-dire : technicien, savant et philosophe. — IXIOMEC.

SCANDALE n. m. L'étymologie du mot scandale est un terme grec qui signifie piège. Les théologiens désignent par ce nom les discours, les actes, les mauvais exemples qui sont pour l'homme une occasion de tomber dans l'erreur, une incitation à commettre des fautes. Plus communément on considère comme scandaleux les faits qui froissent les sentiments professés, — sinon toujours éprouvés — par la généralité des membres d'une société, faits qui provoquent des démonstrations d'inquiétude, de répulsion, d'indignation.

Ceux qui, avec Durkheim, admettent que « l'ensemble des croyances et des sentiments communs à la moyenne des membres d'une même société forme un système déterminé qui a sa vie propre » que l'on peut appeler « conscience collective ou commune », possédant « des caractères spécifiques qui en font une réalité distincte », ceux-là diront que le scandale est une atteinte à la conscience collective. Toutefois, cette conscience commune, qui n'est l'attribut d'aucun sujet réel, est un concept trop vague, pour que nous l'admettions sans réserve, autrement que comme une expression permet-

tant d'abréger le discours. Plutôt qu'aux sentiments de la moyenne des citoyens, cette expression correspond au maximum de discipline morale qu'une minorité dirigeante peut leur faire accepter sans provoquer de leur part de trop vives réactions.

Le scandale se produit d'autant plus couramment, il est d'autant plus intense, que la cohésion du groupe humain repose davantage sur l'instinct grégaire que sur l'adhésion conditionnée d'individus jaloux de leur autonomie. Ce n'est pas à dire que la personnalité gagne à s'abstraire du milieu social. Bien au contraire, une puissante individualité est particulièrement sensible à l'évolution de ce milieu. Novatrice elle-même, les idées neuves ne la scandalisent pas; la raison les lui fait accepter ou rejeter sans susciter chez elle des mouvements passionnels. L'homme est donc d'autant plus enclin à se scandaliser qu'il a aliéné aux mains d'une collectivité une plus grande part de sa personnalité. S'il ne lui cède rien, il est lui-même objet de scandale. Comme l'a dit un philosophe contemporain, G. Belot : « Le scandale dernier, le scandale limite, c'est l'existence même, en face de la collectivité, de l'irréductible ferment de différenciation qu'est l'individu ». L'individu indépendant est un être d'exception. Celui que nous coudoyons tous les jours n'est libre ni de ses actes, ni même de ses pensées, qui doivent rester en harmonie avec les coutumes et les préjugés du groupe. Conscience et réactions d'une collectivité n'ont, nous l'avons dit, qu'un caractère symbolique; sentiments, émotions, mouvements sont des impressions et des manières d'être personnelles. Si la faculté de les éprouver est inégalement répartie aux membres de la société, elle ne s'exerce que par l'intermédiaire de personnes concrètes qui traduisent l'opinion dominante. Etudier les conséquences du phénomène scandaleux revient, en définitive, à examiner ce qu'elles sont chez un sujet individuel dont la mentalité est façonnée par le groupe auquel il est incorporé.

Les effets du scandale rentrent dans la catégorie des émotions. Les excitations physiques ou psychiques qui lui donnent naissance doivent être au-dessus d'un minimum qui correspond à la perception. Une fois ce seuil de la perception franchi, l'émotion qui résulte du scandale, qui en donne la mesure, s'étend sur une vaste plage qui se refuse aux délimitations précises. Superficielle au début, l'émotion n'a le plus souvent que des effets passagers; dans la zone moyenne elle agit énergiquement sur la personnalité qu'elle finit par ébranler et désagréger lorsqu'elle la secoue dans ses profondeurs.

Il faut encore distinguer, parmi les atteintes aux opinions régnantes, celles qui sont accidentelles, de celles qui sont persistantes ou souvent répétées. Le premier effet de la contradiction est de consolider l'opinion combattue. « Il arrive parfois qu'en disputant contre les infidèles, on les induit de nouveau en péché, loin de les convertir. C'est pourquoi ceux qui possèdent la vérité doivent la répandre avec prudence ». (A. France.) Quand elle s'adresse à un certain nombre d'individus, imbus des mêmes principes, la contradiction inopinée « tourne en scandale ». L'opposition de chacun se renforce de celle de ses compagnons et motive des protestations véhémentes qui attestent la solidarité du groupe et affermissent les croyances dont l'autorité est réduite.

Le renforcement de l'esprit de conservation est encore plus accentué lorsque, dépassant la simple contradiction au sein d'un cercle étroit, l'atteinte subite aux règles traditionnelles prend d'emblée les proportions du scandale d'intensité moyenne. Parce que les sentiments offensés se retrouvent dans toutes les consciences, l'infraction commise soulève chez tous ceux qui en sont témoins ou qui en savent l'existence, une même

indignation. Tout le monde est atteint, par conséquent tout le monde se raidit contre l'attaque... Il n'y a qu'à voir ce qui se produit, surtout dans une petite ville, quand quelque scandale moral vient d'être commis. On s'arrête dans la rue, on se retrouve aux endroits convenus pour parler de l'événement et on s'indigne en commun. De toutes ces impressions similaires qui s'échangent, de toutes les colères qui s'expriment, se dégage une colère unique, plus ou moins déterminée, suivant les cas, qui est celle de tout le monde sans être celle de personne en particulier. C'est la colère publique » (Durkheim). Puis bientôt l'émotion se calme, la vie habituelle reprend son cours, les vieux errements sortent de l'épreuve confirmés.

Il en est tout autrement lorsqu'il s'agit d'atteintes moyennes et même minimes, prolongées, multipliées, ou fréquemment répétées. Au lieu de provoquer la répulsion, le scandale finit alors par prendre un attrait particulier. « Ici, il ne s'agit plus de l'attrait directement exercé par ce que l'on considère comme mauvais ou comme défendu, il s'agit du plaisir que l'on prend au fait même du scandale, de l'intérêt que l'on ressent à constater cet accroc à la conscience sociale, à assister au débat dramatique, tantôt plutôt comique, tantôt vraiment tragique, entre ceux qui ont transgressé la règle et ceux qui la défendent ». (G. Belot). Si nous nous rapportons à l'une des définitions du scandale qui l'envisage comme cause de diminution de foi, nous apercevons un paradoxe dans cette attirance du fait scandaleux. Alors que « toute foi cherche ce qui peut la confirmer, évite ou méconnaît tout ce qui la contredirait ou l'infirmerait... dans la recherche du scandale, il semble que nous allons au-devant du risque, que nous nous exposons plus ou moins volontairement au danger... pour nous croire en droit d'affirmer, nous essayons d'abord de nier et presque de nous renier nous-mêmes » (G. B.).

Il arrive que l'épreuve tourne contre celui qui la tente qui souvent finit par perdre ses anciennes convictions, sans trouver une base suffisante pour en asseoir de nouvelles. Et si l'on considère l'effet d'ensemble, il n'y a plus seulement fléchissement de la personnalité, mais désagrégation de la société, corruption des mœurs. Pourquoi n'agirais-je pas aussi comme ceux qui ont donné l'exemple du mépris des conventions, surtout s'ils en ont tiré quelque profit matériel ? Et cela principalement lorsqu'il s'agit de médiocres délits, de légères dérogations à la morale, dont la répétition accoutumée à la licence sans trop compromettre le lien social. Une suggestion lente, progressive, consciente cependant, diminue la confiance dans les normes usuelles, dérègle le comportement individuel et rend d'abord plus indécises les réactions collectives.

Dès que, sans devenir excessive, la violence du scandale s'accroît, ces réactions tendent à retrouver leur vigueur. Ceux qui sont fortement et obstinément scandalisés cherchent à détruire les causes, et souvent même les responsables, des attentats à la légalité. Mais « même vainqueurs, peuvent-ils sortir indemnes du conflit ? A être témoins, et témoins irrités, donc attentifs et « éveillés » de façons de sentir, de croire et d'agir opposées aux leurs, n'auront-ils pas vu leur esprit envahi par une foule de représentations qui tendront à l'acte à leur tour ? Ne seront-ils pas, dans quelque mesure, devenus autres, et semblables à ceux qu'ils ont d'abord réprouvés ?... Voilà le second aspect du scandale et peut-être le plus important et le plus intéressant au point de vue moral et social » (G. B.). « Un conflit peut surgir, et il existe toujours virtuellement, entre l'affirmation spontanée et la négation réfléchie. Celle-ci « loge son ennemi avec elle », puisqu'elle exige en principe, la présence de son objet dans l'esprit » (G. B.).

Et l'ennemi poursuit son cheminement à l'insu même de ceux qui le logent dans leur cerveau, dont l'attention est distraite, la défiance écartée par les besoins de la vie quotidienne. Dans les périodes de détente il reparait sous la forme de suggestion, d'obsession même. Chose remarquable, chaque fois que le fait scandaleux initial se reproduit, ils résistent d'autant plus énergiquement que l'ennemi a un caractère plus agressif et qu'eux-mêmes sont plus atteints dans leur moral et plus près de rendre les armes. Ils affectent d'être d'autant plus fermes que leur volonté est plus chancelante.

Qu'un acte délictueux soit commis dans la rue : vol, voies de fait, qui s'attroupe ? Qui se passionne ? Qui injurie et frappe le coupable présumé ? Le riche bourgeois qui passe ? Non. C'est le pauvre hère, mal assuré du lendemain. Est-ce à des sentiments généreux, à la pitié qu'obéit le premier ? Bien plutôt à l'indifférence : il ne se sent pas menacé dans ses biens ; sa fortune le garantit de la déchéance. Le second cède-t-il à quelque penchant cruel, à une sauvagerie native ? Non. Il a peur, et l'origine de sa peur, c'est l'instabilité de sa condition, la perspective de la détresse qui le menace et le portera peut-être, un jour, aux actes qui le scandalisent maintenant. C'est au cauchemar qui l'obsède, au spectre de l'être déchu latent en lui qu'il montre le poing.

Nul n'a mieux mis en relief l'emprise et la progression du scandale qu'Anatole France, dans « Thais ». Après une jeunesse dissipée, Paphnuce s'est converti au christianisme. « Depuis dix ans qu'il s'était retiré loin des hommes, il ne bouillait plus dans la chaudière des délices charnelles, mais il macérait dans les baumes de la pénitence ». Or, un jour, dans sa retraite, « il lui souvint d'avoir vu jadis au théâtre d'Alexandrie une comédienne d'une grande beauté, nommée Thais. Cette femme se montrait dans les jeux, et ne craignait pas de se livrer à des danses dont les mouvements, réglés avec trop d'habileté, rappelaient ceux des passions les plus horribles... Après quelques heures de méditation, l'image de Thais lui apparut avec une extrême netteté ». « Pénétré de douleur à la pensée qu'il y a dans Alexandrie une courtisane nommée Thais qui vit dans le péché et demeure pour le peuple un objet de scandale » il dit « j'ai trouvé cette femme dans Alexandrie, et, avec le secours de Dieu, je la convertirai ». Chacun sait que la pensée de ce scandale ne cesse plus de hanter l'esprit du moine et comment il parvient à réaliser son dessein, comment il résiste à toutes les tentations, et que les violences des débauchés ou des marchands exploitant le vice, les objurgations ou les railleries de ses anciens amis ne font que renforcer sa volonté.

Cependant, si le scandale a pris fin, son souvenir continue à obséder Paphnuce, l'interprétation de ses manifestations subit seule quelques changements. « L'image de Thais ne le quittait ni le jour ni la nuit. Il ne la chassait point parce qu'il pensait encore qu'elle venait de Dieu et que c'était l'image d'une sainte ». Mais cette transfiguration n'est que passagère et bientôt c'est le fantôme lubrique de la courtisane qui occupe les rêveries et les songes du possédé. « Il ne lui restait plus de doutes : l'image de Thais était une image impure ». Dès lors, malgré les macérations, les dures épreuves auxquelles se soumet le malheureux, il ne tarde pas à succomber : « Fou, fou que j'étais de n'avoir pas possédé Thais quand il en était temps encore ! Fou d'avoir cru qu'il y avait au monde autre chose qu'elle ! O démente ! J'ai songé à Dieu, au salut de mon âme, à la vie éternelle, comme si tout cela comptait pour quelque chose quand on a vu Thais ».

Et le scandale produit des effets analogues lorsque au lieu d'exploiter le domaine de l'instinct, il s'atta-

que à la pensée religieuse. Lorsqu'au banquet de Cotta vient s'asseoir Marcus l'arien, Paphnuce pâlit d'épouvante. Mais aussitôt il se reprend, si choquants que soient les propos de l'hérétique, ils n'ébranlent pas sa foi, il n'y répond même pas, il persévère « dans son silence sublime ». Pourtant, les affirmations scandaleuses qui, tout d'abord, n'ont fait que consolider l'orthodoxie de l'anachorète, poursuivent obscurément leur travail dans son esprit et, plus tard, lorsque, dans sa détresse, il invoque le Sauveur, sa prière est une profession d'arianisme et une voix intérieure lui crie : « Voilà une oraison digne du bréviaire de Marcus l'hérétique. Paphnuce est arien ».

Nous verrons tout à l'heure l'explication de cette chute et de ce reniement.

Si tels sont les effets du scandale, on peut se demander s'il ne peut être un puissant auxiliaire de la propagande, un moyen à employer pour retourner l'opinion d'une société. Dans une certaine mesure, sans doute ; mais moins étendue qu'on ne le supposerait. Nos tendances sont innées. Jusqu'à quel point peuvent-elles subir l'influence des événements dont le milieu social est le théâtre ? « Le milieu n'est pas un agent de formation à proprement parler, mais bien de réalisation : il permet aux localisations germinales de déployer leurs propriétés morphogénétiques propres, mais il ne leur en confère pas de nouvelles. Néanmoins, bien que réduit à ces proportions modestes, son influence ne doit pas être sous-évaluée » (Brachet). A la naissance, l'être est doté des caractères généraux de l'espèce et de ceux de la lignée à laquelle il appartient. « Mais l'épanouissement de ces caractères dépend, lui aussi, des conditions extérieures du développement, qui n'atteignent jamais l'idéal complet ». « L'éducation sera donc capable de faire donner aux potentialités psychiques et morales du cerveau d'un individu tout ce qu'elles peuvent, mais elle pourra aussi leur faire donner moins, les entraver et laisser dans l'ombre des défauts et des qualités, qui autrement dirigés se seraient peut-être mis à l'avant-plan » (Brachet).

L'homme, au cours de son existence, est incorporé à différents groupes qui lui imposent leur discipline, qui favorisent certaines de ses dispositions, en réfrènent d'autres, sans pourtant les abolir. De là ces combats intérieurs, ces renversements d'attitude. Penchants érotiques et penchants mystiques coexistent dans l'âme de Paphnuce. Vivant dans une société dissolue, les premiers gouvernent sa jeunesse. Après sa conversion, les seconds prennent le dessus. Mais lorsqu'il fait un retour sur lui-même, revit son passé, non pas même un scandale présent, mais le rappel d'un scandale ravive en lui la passion assoupie. Avant d'être chrétien, il a été païen, élève des philosophes, et les propos de Marcus « qu'on nommait le Platon des chrétiens » trouvent en lui des voies toutes tracées pour réveiller des idées qui sommeillaient. Sa vie reflète à la fois l'opposition de deux civilisations et celle des deux tendances qui coexistent en lui.

Durant les périodes de stabilité, la loi ou la coutume réprime toutes les tendances qui pourraient compromettre l'équilibre social. « Mais la tendance, les aspirations ainsi réprimées n'en sont pas moins vivaces au fond de la personnalité ou de la collectivité, et prêtes à se manifester à la première occasion ». L'homme « se sent arrêté par il ne sait quoi... C'est souvent un incident fortuit qui vient lui dénoncer ce véritable sentiment, son désir, sa tendance, son aspiration, masquées jusque-là par une répression latente, inconsciente... Mais que surviennent des circonstances qui se prêtent à la réalisation de ces tendances cachées, et, à partir de ce moment, elles se renforcent, leur répression devient consciente, et il cherche lui-même les moyens de s'en libérer » (Dr P. Sollier).

Le scandale est précisément un de ces incidents qui fournissent l'occasion de cette libération subite ou progressive d'une tendance chez ceux qui en sont déjà imbus. Le scandale produit l'effet d'un révélateur. Dans une société qui se croyait homogène il se produit une disjonction des éléments. La révélation d'aspirations jusqu'alors contenues produit un effet de surprise chez ceux mêmes qui ne les ressentent pas ; ils en mesurent la puissance et leur foi est ébranlée ; si le groupe adverse est entreprenant, ils sont prêts à capituler. Ils réfrèneront à leur tour leurs tendances particulières, jusqu'au jour où quelque circonstance favorable permettra à celle-ci un nouvel essor. Ainsi se succèdent réformes et réactions.

Il arrive pourtant que la réaction soit immédiate ; c'est le cas du scandale extrême que nous avons laissé de côté. Ce ne sont plus seulement quelques privilèges injustifiables, quelques coutumes désuètes qui sont attaquées mais tout l'ensemble des institutions qui est menacé d'un bouleversement. Si les bases d'un nouvel ordre social ne sont pas immédiatement proposées, si l'avenir est abandonné aux fluctuations d'opinions insuffisamment éclairées, l'instinct individuel de conservation domine tout autre sentiment, l'affolement général fait obstacle à l'instauration d'un ordre nouveau.

Cependant « comme la religion l'ordre aura ses fanatiques. Les sociétés modernes offrent cette particularité, qu'elles sont d'une grande douceur quand leur principe n'est pas en danger, mais qu'elles deviennent impitoyables si on leur inspire des doutes sur les conditions de leur durée. La société qui a eu peur est comme l'homme qui a eu peur : elle n'a plus toute sa valeur morale. Les moyens qu'employa la société catholique au XIII^e et au XV^e siècle pour défendre son existence menacée, la société moderne les emploiera, sous des formes plus expéditives et moins cruelles, mais non moins terribles » (E. Renan). « Des dictateurs d'aventure » se chargeront d'une telle besogne, si les gouvernements traditionnels la jugent indigne d'eux. Ainsi le scandale, dont l'efficacité comme moyen de propagande est indiscutable, est, par contre, un instrument d'un maniement délicat, dangereux même lorsqu'il est porté à l'extrême. Il est plus prudent de ne pas le provoquer, mais de mettre uniquement en relief ceux qui se produisent spontanément dans nos sociétés modernes. Ils sont assez fréquents pour fournir l'occasion de combattre toutes les routines, tous les préjugés, tous les abus, pour inspirer à tous ceux qui en souffrent et voudraient édifier une société meilleure le désir de mettre de l'ordre dans leurs idées et d'unir leurs forces.

Si c'est le sentiment qui provoque la critique des institutions et la révolte contre elles, c'est à la raison, plutôt qu'à la passion qu'il faut faire appel pour leur faire produire des effets durables. L'émotion consécutive au scandale, comme nous l'avons signalé, n'imprime une nouvelle orientation spirituelle qu'à ceux que leur innéité prédisposait à l'adopter. Chez les réfractaires dont la mentalité n'est pas modifiée, les arguments logiques sans les convaincre, rabattent l'assurance et, à un antagonisme actif, substituent de simples regrets du passé.

La recherche du scandale présente d'autres dangers. Des professionnels sans conviction peuvent la choisir comme carrière, et, ce qui est plus néfaste encore, des gens de bonne foi peuvent en abuser. Il est inutile d'insister sur l'effet démoralisant des manœuvres des provocateurs ou des beaux gestes des fantaisistes. La réprobation qui devait ne s'attaquer qu'à leur personne, finit par rejaillir sur les idées dont ils se faisaient les propagandistes.

Ceux qui, sans arrière pensée, sont portés à l'outrance, sortent, en général des rangs de la jeunesse

bourgeoise. Jusqu'à une époque assez rapprochée et, dans une certaine mesure encore maintenant, l'éducation bourgeoise est basée sur la contrainte : contrainte dans la tenue, dans le langage et même dans les distractions. L'établissement d'instruction, surtout s'il s'agit d'un internat, impose une discipline assez rigoureuse. Aussi, lorsque l'adolescent accède à l'enseignement supérieur, qui souvent l'éloigne de sa famille, et toujours lui laisse une certaine liberté, il s'empresse d'en user et même d'en abuser. Suivant ses tendances propres, souvent au hasard des camaraderies, il s'agrège à un groupe, et la générosité du caractère, la fougue naturelle à cet âge le conduisent à adopter de confiance les principes qui ont présidé à la formation du groupe, à en observer les rites, à les exagérer. Si le clan est révolutionnaire, il sera au nombre des plus ardents, des plus audacieux dans l'action (sans qu'il se l'avoue à lui-même, il sent bien qu'il a une position de repli).

Une fois en possession d'une situation, dans l'administration, dans l'industrie ou toute autre profession libérale, le jeune bourgeois en voie d'émancipation est arrêté par de nombreux obstacles. Les uns viennent du dehors, réglementations administratives ou patronales, esprit de corps, action des parents directs ou par alliance. « D'autres viennent de notre constitution même, qui comporte des tendances contradictoires. Nous pulsions alors dans les règles constituant les obstacles du premier ordre les raisons de favoriser tantôt les uns, tantôt les autres » (Sollier).

La plupart subissent passivement ces nouvelles contraintes et deviennent indifférents à toute action sociale. D'autres, surtout des littérateurs en quête de renommée ou d'honneurs académiques, se rangent de nouveau sous la houlette de leurs anciens pasteurs, et sont les adversaires les plus acharnés des doctrines qui les avaient séduits un instant. Ces déviations doivent nous mettre en garde contre les excès de parole, les manifestations tapageuses qui tendent à provoquer le scandale et aboutissent à détourner la classe ouvrière de l'œuvre indispensable d'organisation syndicale, coopérative et également civique.

L'idée fait lentement son chemin, mais elle tient solidement le terrain conquis. Pour qu'elle s'implante dans le cerveau, il faut à la fois l'aide patiente d'un initiateur et un effort personnel, ce qui tient à l'écart les versatile et les impulsifs, qui portent le désordre dans le mouvement social. — G. GOUROS.

SCEPTICISME n. m. Tirés du verbe grec qui signifie *examiner*, les mots scepticisme et sceptique sont relativement récents. Le plus grand des sceptiques français, Montaigne, les ignore. Pascal aussi. Pourtant le célèbre suisse François de Bonivard (1433-1570), un peu plus ancien que Montaigne, avait déjà employé exceptionnellement le mot « sceptique ». Mais on disait d'ordinaire, et Bayle dit encore, pyrrhonien et pyrrhonisme.

Ce que l'on appelait le pyrrhonisme, ce que nous appelons le scepticisme, s'oppose au dogmatisme et Pyrrhon est peut-être, en effet, le premier qui ait, si l'on ose dire, professé un antidogmatisme universel et absolu. Il ne faut pourtant pas oublier qu'il avait été précédé par Protagoras et par tout le mouvement de la sophistique. La raison — disent à peu près Pyrrhon dans Diogène Laërce et son disciple Sextus Empiricus dans son livre *Contre les mathématiciens* — est souvent trompeuse. Nous ne pouvons nous fier à elle que si elle établit les titres de sa véracité. Où les chercherait-elle, sinon en elle-même ? Accepter la raison comme garant de la raison, c'est consentir à un cercle vicieux. Et Montaigne, sous une forme plus piquante (*Essais*, liv. II, ch. 12) : « Pour juger des apparences que nous recevons des sujets (*sujet est, à cette*

époque, à peu près synonyme d'*objet* dans la philosophie moderne) il nous faudrait un instrument judiciaire; pour vérifier cet instrument, il nous faut de la démonstration; pour vérifier la démonstration, un instrument : nous voilà au rouet. Puisque les sens ne peuvent arrêter notre dispute, étant pleins eux-mêmes d'incertitude, il faut que ce soit la raison; aucune raison ne s'établira sans une autre raison : nous voilà à reculons jusques à l'infini. »

Descartes, si dogmatique à l'ordinaire, mais qui appuie naïvement son dogmatisme sur la véracité de Dieu, soupçonne, quelque part, que ce Dieu pourrait être un mauvais génie « qui emploie toute son industrie à tromper les hommes ». A dégager sa pensée de toute gangue théologique, il se demande si la raison n'est pas le jouet d'une illusion perpétuelle. Qui répondra, sinon la raison ? Ainsi ma raison ne peut établir sa véracité qu'à condition que je consente à supposer sa véracité. Le cercle vicieux est bien fermé. Aussi Bayle (*Dictionnaire historique et critique*, art. *Pyrrhon*), constate : « Il est impossible, je ne dirai pas de convaincre un sceptique, mais de raisonner juste contre lui, n'étant pas possible de lui opposer aucune preuve qui ne soit un sophisme, le plus grossier de tous, je veux dire la pétition de principe. En effet, il n'y a point de preuve qui puisse conclure, qu'en supposant que tout ce qui est évident est véritable, c'est-à-dire qu'en supposant ce qui est en question ».

Kant remarque que, dès que, franchissant les limites de l'expérience, je veux savoir, sur l'univers, quoi que ce soit d'absolu, ou je ne trouve rien d'absolu, ou je dépasse les limites de mon intelligence qui ne sait atteindre que les phénomènes. Je puis, par des arguments également forts ou plutôt également faibles, soutenir, par exemple, que l'univers a commencé ou qu'il est éternel; qu'il est infini ou qu'il est limité. Je dis ces arguments d'une faiblesse égale, car on ne démontre la thèse qu'en réfutant l'antithèse ou l'antithèse qu'en réfutant la thèse. Travail également facile, car non seulement l'une s'oppose à l'autre, mais la thèse comme l'antithèse contiennent une contradiction interne. Notre raison semble exiger que nous choisissons entre le oui et le non; mais, que nous examinons critique-ment le oui ou le non, nous les trouvons impossibles l'un et l'autre.

Refuges : le positivisme, le refus d'étudier des questions insolubles ; ou la poésie, le consentement souriant à une ou plusieurs métaphysiques désarmées du venin de l'affirmation. Dès que je veux du solide, je m'écarte de toute métaphysique et je répète avec Montaigne : « Ni comme ceci, ni comme cela, ni autrement. » Mais, si j'ai du goût pour les métaphysiques, je les purge les unes et les autres de toutes affirmations et, consentant dans un rire à la pétition de principe sur quoi s'appuie chaque philosophie, je rêve joyeusement : « Comme ceci, comme cela et de mille autres façons encore ». — HAS RYNER.

SCEPTICISME n. m. On donne parfois le nom de scepticisme à la négation de certains dogmes religieux et de certaines doctrines morales ou philosophiques. C'est une confusion de mots et d'idées. Nier positivement, être fermement persuadé par exemple que dieu n'existe point, ce n'est pas douter; c'est affirmer, au contraire, et d'une façon très catégorique. Au sens rigoureux du terme, le scepticisme est l'opposé du dogmatisme. L'esprit humain, dans sa naïveté première, donne à ses concepts une valeur absolue; spontanément il s'élance vers les choses, persuadé qu'il peut les saisir en elles-mêmes et les expliquer aisément. Puis il constate qu'il est sujet à des erreurs et à des contradictions fréquentes; il s'interroge sur leur origine, fait un retour sur lui-même et se prend à douter que la raison soit capable de nous mettre en possession de la vérité. A la

confiance absolue du début succède une défiance universelle et systématique; un doute illimité remplace le dogmatisme originel. Non que le doute du sceptique porte sur les apparences sensibles ou qu'il ne reconnaisse pas les idées comme certaines en tant que faits mentaux. Sans peine, il déclare que la gentiane lui semble amère et que le monde physique paraît soumis à des lois inflexibles. Mais sensations et concepts répondent-ils à la réalité? Pouvons-nous, dépassant les apparences, porter des jugements sur les choses elles-mêmes? Parce qu'il s'estime incapable de sortir hors du cercle des phénomènes de conscience, pour poser l'être, le sceptique refuse de se prononcer sur la valeur objective de nos connaissances. Il n'affirme rien, il ne nie rien; son attitude est le doute, un doute complet, définitif. Et, comme le jugement implique la prétention de sortir de soi-même, il s'abstient de juger. De même il se refuse à énoncer aucune définition, car définir c'est déterminer l'être, en reproduire l'essence : chose manifestement absurde.

Ce scepticisme philosophique, qui échappe entièrement aux critiques que les esprits superficiels ont coutume de lui adresser, fut enseigné chez les Grecs par Pyrrhon d'Elis : d'où le nom de pyrrhonisme qu'on lui donne assez souvent. Dans le doute, Pyrrhon (qui florissait vers 340 avant notre ère, mais dont la vie est fort mal connue) voyait un moyen commode de parvenir à la tranquillité et au bonheur. Sa doctrine fut reprise et développée par (Énésidème, Agrippa, Sextus Empiricus, chez les anciens, et, à une époque plus récente, par Montaigne, La Mothe le Vayer, Hume. Ce dernier estime toute science vaine et toute induction impossible, car notre certitude s'arrête aux impressions et aux idées : les relations associatives établies entre ces éléments n'ont qu'une nécessité subjective; elles contraignent l'esprit sans s'imposer aux choses. Des croyants, comme Pascal et l'évêque Huet, ont utilisé le scepticisme pour rabaisser la raison, mais dans le but avoué d'exalter la foi. Quant aux philosophes et aux savants qui, à la suite de Descartes et de Claude Bernard, pratiquent le doute méthodique, on aurait tort de les ranger parmi les sceptiques. Leur doute est provisoire; ils ont confiance en la raison et veulent seulement écarter de leur route préjugés ou erreurs capables de les égarer.

En faveur de leur doctrine, les sceptiques invoquent le fait de l'erreur. Sens, conscience, mémoire, sentiment, imagination, raisonnement, toutes nos facultés, sans en excepter une seule, nous trompent. Et les croyances de la foule ignorante et moutonnaire ne sont guère plus extravagantes que celles des philosophes qui prétendent n'écouter que la raison. L'homme ne dispose, en effet, d'aucun critérium lui permettant de distinguer le vrai du faux. Nos certitudes sont souvent mensongères, nos évidences illusoire, et, parce que tout homme est faillible, l'affirmation d'un savant, si grand soit-il, ne suffit pas à garantir la vérité d'une proposition. Or, en l'absence d'un moyen sûr de discerner les cas où la pensée reste d'accord avec son objet de ceux où elle ne l'est pas, rien ne prouve que nous ne sommes point le jouet de continuelles erreurs. De plus les hommes se contredisent sans cesse; la variété des opinions est infinie; sur la même chose, les appréciations diffèrent selon l'époque et le milieu. L'erreur d'hier est la vérité d'aujourd'hui; ce qu'on approuve en France, on le condamne en Italie; maintes de nos croyances actuelles seront rejetées par les générations futures. Et le même homme se contredit aux divers âges de son existence : adulte, il n'aura plus les idées qu'il avait dans son enfance; vieillard, il adoptera souvent des opinions autres que celles qu'il professait à l'âge mûr. Comment choisir entre ces croyances opposées; comment sortir de cet imbroglio de perpétuelles contradictions? Si de tels faits n'autorisent pas à dire

que l'intelligence nous trompe toujours, ils la rendent du moins très suspecte et ébranlent singulièrement la confiance que nous pouvions avoir en elle.

Ajoutons, et c'est le principal argument des sceptiques, qu'il est impossible de justifier la raison. Car les preuves invoquées en sa faveur reposent sur elle nécessairement, et elle ne peut, sans commettre une pétition de principe, témoigner en faveur de sa propre véracité. « La raison, disait Sextus Empiricus, est un témoin souvent trompeur. Si elle veut qu'on se fie à ses dépositions, il faut qu'elle établisse les titres de sa véracité; mais il faudrait pour cela que la raison cessât d'être suspecte, c'est-à-dire qu'elle cessât d'être elle-même. Ainsi, ou bien on admet aveuglément toutes les représentations de la raison, et alors on se condamne à la contradiction; ou bien on fait un choix, et dans ce cas on tourne dans un cercle vicieux, ou l'on se perd dans un progrès à l'infini ». Cet argument a été, depuis, répété par de nombreux auteurs, sans qu'on ait rien ajouté d'essentiel. Dans un passage célèbre de ses *Essais*, Montaigne le présente sous cette forme : « Pour juger des apparences que nous recevons des sujets, il nous faudrait un instrument judiciaire; pour vérifier cet instrument, il nous faut de la démonstration; pour vérifier la démonstration, un instrument : nous voilà au rouet. Puisque les sens ne peuvent arrêter notre dispute, étant pleins eux-mêmes d'incertitude, il faut que ce soit la raison; aucune raison ne s'établira sans une autre raison : nous voilà à reculer jusqu'à l'infini ». Sous une forme piquante et dans un style excellent, nous retrouvons ici l'argument du cercle vicieux cher à l'école pyrrhonienne.

Incontestablement, la position du scepticisme est très forte, lorsqu'on le considère du point de vue théorique, car il part de constatations difficilement réfutables. Il n'existe pas de critérium infaillible de la vérité; et, parce que le faux ne se distingue pas du vrai, psychologiquement, nous lui donnons parfois une adhésion entière, sans soupçonner aucunement notre erreur. En outre, il est évident que la raison ne peut se justifier elle-même; toute tentative pour démontrer sa valeur enveloppe une pétition de principe. Les arguments qu'elle apporte en sa faveur ne sont recevables que si elle possède une vraie valeur, ce dont on discute justement. Néanmoins, le scepticisme absolu ne compte plus guère de partisans; depuis que la science positive est parvenue à énoncer des propositions qui s'imposent à tous les esprits indistinctement, il s'est vu remplacé par un probabilisme et par un relativisme dont les formes sont d'ailleurs fort variables. Pour triompher définitivement, le pyrrhonisme aurait dû démontrer que l'erreur est essentielle à l'intelligence, qu'elle découle d'une organisation radicalement vicieuse de l'esprit. Il n'a pu le faire; et, en déclarant que l'homme se trompe, il a posé par là-même l'existence de la vérité, puisque le faux ne saurait exister que par rapport au vrai. D'autre part, bien des contradictions, survenues dans les appréciations humaines, découlent uniquement des méthodes défectueuses utilisées par les savants ou le vulgaire; dans certains domaines, leur nombre a sensiblement diminué : résultat qui doit faire naître de grands espoirs pour l'avenir. Enfin, si la raison n'est pas en mesure de se justifier, elle est pareillement incapable de se détruire. Pour démontrer son impuissance, il faut invoquer des arguments qui supposent, au préalable, la croyance en la valeur de la raison. Aussi, bien qu'elle soit chose relativement récente et que ses imperfections, son insuffisance, l'instabilité de ses conclusions paraissent scandaleuses à de nombreux contemporains, la science positive n'en a porté un coup mortel au pyrrhonisme, aujourd'hui relégué au rang des faits historiques. Mais il a joué un rôle important et rendu de grands services, car il a mis l'esprit humain en garde contre

des erreurs très répandues, contre le prestige trompeur des systèmes philosophiques, contre les écueils que doit redouter la raison. Il a indiqué en outre les difficultés que soulève le problème de la perception intuitive et montré les limites que la pensée ne saurait franchir.

A égale distance du scepticisme et du dogmatisme se place une autre doctrine qui nous déclare incapables de savoir s'il existe une correspondance parfaite entre notre représentation et son objet, mais affirme que certaines représentations sont *vraisemblables, probables* : elles possèdent en conséquence une réelle valeur pratique et peuvent nous servir de guides pour l'action. Ce système était déjà celui d'Arcésilas. Entre le vrai et le faux, déclarait-il, on ne trouve pas de différence absolue ; mais, si la spéculation pure parvient à se passer de critérium, il en faut un pour vivre et agir : ce critérium, c'est la vraisemblance. Carnéade développa la même idée d'une façon originale et donna une analyse pénétrante de la probabilité, de ses degrés et de ses signes. Les adversaires de cette conception firent remarquer que la vraisemblance suppose la vérité puisqu'elle se mesure sur elle. Chassée de l'entendement, la certitude y rentre donc à la suite de la probabilité. Cette objection, que beaucoup jugent définitive, n'apparaît cependant pas concluante à plusieurs : ils estiment qu'elle ne serait valable que si nous pouvions atteindre la vérité pleine et entière. Or nos certitudes sont trop souvent illusoire pour que, parfois, ne subsiste absolument aucune crainte d'erreur. En fait le probabilisme répond à l'état véritable de nos connaissances, même en matière de science expérimentale. Nos concepts atteignent en certains cas un très haut degré de vraisemblance ; ils sont parfaitement logiques et s'accordent avec tout ce que nous savons par ailleurs. Ce serait trop s'avancer, néanmoins, de prétendre qu'ils ne subiront jamais aucune retouche, aucun remaniement. — L. BARNIERRE.

SCHISME n. m. D'un mot grec qui désigne ce qui est fendu, séparé. Étymologiquement, le même sens que scission, qui vient du latin. Mais schisme ne s'emploie qu'en matière religieuse.

Il se produit des schismes dans toutes les religions qui comptent de nombreux fidèles. Le plus ancien schisme que nous connaissions est le Bouddhisme. Le second est celui des Samaritains. Le troisième grand schisme est le christianisme détaché du judaïsme. Simple schisme d'abord, le christianisme commença, avec Saint Paul, à devenir la plus vaste des hérésies. (Le schisme est une séparation de la communion, mais non de l'essentiel de la doctrine. L'hérésie porte sur la doctrine. Toute hérésie s'accompagne de schisme. Le schisme peut ne pas s'accompagner d'hérésie.)

On m'assure que le schisme des Samaritains existe toujours. Les Samaritains sont, paraît-il, plus sévères que les autres Juifs dans l'observation des fêtes. Ils rejettent toute l'Écriture moins le Pentateuque. Ils s'obstinent à l'écrire en caractères archaïques et refusent d'employer les points voyelles.

Le fameux schisme des Grecs, commencé sous le patriarche Photius, devenu définitif sous Cérulaire, n'eut guère d'autre cause que les ambitions rivales des évêques de Rome et de Constantinople. Le romain, sous le titre de pape, prétendait gouverner toute l'Église chrétienne ; le byzantin, sous le titre de Patriarche oecuménique et universel, avait la même prétention.

L'Église d'Occident était d'ailleurs devenue hérétique en faisant, par une addition sournoise, procéder le Saint-Esprit du Père et du Fils, contrairement à la doctrine du Concile de Nicée, qui le fait procéder du Père seul. Comme celui qui procède est exactement aussi éternel que celui ou ceux dont il procède les mots n'ont aucun sens et, dans de tels cas, les divisions de-

viennent irréparables. En outre, l'Église latine consacre du pain sans levain et l'Église grecque du pain ordinaire. Il y a là de quoi se haïr éternellement.

Les Arméniens sont-ils hérétiques ou schismatiques ? Rome leur donne ordinairement ce dernier titre quoiqu'ils rejettent le Concile de Chalcedoine et ces deux natures qui en Jésus font, pour les orthodoxes, une seule personne. Pour l'Arménien, unité de nature comme de personne, ce qui est proprement l'hérésie des Eutychiens ou Monophysites. Mais le grand crime des Arméniens, c'est que leurs prêtres, pour affirmer la nature unique de Jésus-Christ, ne mettent pas, au moment de la consécration, quelques gouttes d'eau dans leur vin.

Par la dogmatique, la religion anglicane se sépare si peu de la secte romaine qu'on parle plutôt du schisme d'Angleterre que d'une hérésie.

Le Grand Schisme d'Occident établit des papes concurrents à Avignon, à Rome et même quelque temps à Perpignan. On n'en sortit, et difficilement, et après beaucoup de salive, d'encre et de sang répandus, que parce que le Concile était alors supérieur au pape. Si les papes avaient déjà été supérieurs, le concile de Constance n'aurait pu déposer l'infailible Jean XXIII et l'infailible Benoît XIII, pour les remplacer par son élu Martin V. Nous jouirions toujours de deux ou trois papes et, au lieu de faire la guerre au nom des Patries, nous aurions le plaisir, sans doute, de nous entretenir au nom des Obédiences. — HAN RYSEN.

SCIENCE n. f. (du latin : *scientia* ; de *scire*, savoir). On donne communément le nom de science à tout ensemble de connaissances humaines, vraies ou supposées. J'insiste sur ces deux mots, qui terminent ma définition : « ou supposées ». En effet, il est courant encore, au XX^e siècle, de désigner, sous le nom de « sciences occultes » : l'alchimie, la chiromancie, l'astrologie, la cabale ; de croire à la réalité de la « science infuse », qui nous viendrait directement de Dieu, par inspiration ; de déclarer, enfin, que la métaphysique est la « science des abstractions », comme la théologie est la « science des choses divines », alors qu'il s'agit de données fort douteuses, contestables et contestées. Honorer du nom de « science » des choses aussi peu certaines, c'est faire un abus du mot. Si l'on ne veut pas rompre délibérément avec de très vieilles coutumes installées dans la langue, encore y aurait-il lieu de distinguer, très nettement, entre les sciences et la Science, celle-ci étant considérée comme le savoir humain par excellence, sans confusion possible avec ses sœurs inférieures.

La Science se compose exclusivement des connaissances qui, étant fondées sur l'expérience positive, et, par cela même, évidentes pour tout le monde, ne sont plus contestables par personne. Un fait est d'ordre scientifique lorsque sa réalité ne souffre plus aucun doute, c'est-à-dire lorsque quiconque peut contrôler son existence à volonté, à la seule condition de se placer dans les conditions requises pour cette constatation.

Il y a lieu de distinguer entre les faits scientifiques d'observation et les faits scientifiques d'expérimentation. Ces derniers sont ceux dont nous connaissons si bien les conditions déterminantes, et dont celles-ci sont tellement aisées à réunir, qu'il nous est loisible d'en opérer, chaque fois que nous le voulons, la démonstration. A cette catégorie appartiennent les expériences de physique et de chimie, journellement présentées dans des laboratoires, devant des élèves, par les professeurs chargés de leur enseignement, et qui ont cette haute conscience de n'affirmer rien qui ne soit de suite prouvable, par la production du phénomène confirmant la théorie. Les faits scientifiques d'observation sont ceux qui, en raison de leur nature, ne peuvent être produits à volonté, mais dont l'appar-

rition régulière, enregistrable, et souvent prévisible, ne laisse prise à aucune contestation à l'égard de leur authenticité. Tel est le cas des éclipses de soleil et des aurores boréales, pour ne citer que des exemples bien connus.

Alors que les raisonnements de la philosophie abstraite n'ont donné lieu qu'à des systèmes incertains et contradictoires, tous plus ou moins discutables, selon le point de vue auquel on se place, le fait scientifiquement démontré, et démontrable, a ceci de particulier qu'il s'impose à tous par la force de l'évidence, et réduit à néant la possibilité des controverses.

Il a été dit de la Science qu'elle avançait parmi des ruines, la vérité du jour étant l'erreur du lendemain. Cette affirmation n'est pas conforme à l'exactitude. La réalité d'un fait scientifiquement prouvé est définitivement acquise, toujours. Ce qui change parfois, c'est l'interprétation du fait quant à sa nature exacte, et les hypothèses, c'est-à-dire les suppositions, auxquelles, de le constater avait donné lieu. Ce n'est point la même chose.

A mesure qu'un aviateur s'élève au-dessus du sol, le paysage apparaît pour lui beaucoup plus vaste qu'au moment du départ, et avec des aspects nombreux qu'il ne soupçonnait pas, mais ceci n'infirme point l'existence, et le souvenir, du terrain d'aviation dont il a pris son vol, et qui continue, quoique dans des proportions plus modestes pour l'œil de l'observateur, à faire partie du paysage. Ainsi en est-il pour l'homme de science, sans cesse avide de nouvelles découvertes.

Si ce que nous connaissons de l'univers, grâce aux méthodes scientifiques d'observation et d'expérimentation, ne fournit pas à tous les problèmes qui se posent devant notre conscience, une solution, il n'en demeure pas moins que la somme de nos connaissances positives s'accroît chaque jour, donnant aux humains des certitudes qui, pour être relatives, n'en sont pas moins autrement dignes d'intérêt que les données, imprécises ou suspectes, du mysticisme et de la raison pure.

Le rationalisme scientifique n'est pas une doctrine philosophique, mais une attitude intellectuelle, qui s'offre comme préférable à toute autre, jusqu'à nouvel ordre, en raison de l'excellence de ses résultats acquis. Alors que la raison pure s'efforce d'imposer à la réalité des faits, coûte que coûte, l'arbitraire de ses concepts, le rationalisme scientifique fait dépendre constamment la théorie de l'expérience et n'hésite pas à sacrifier les données de la théorie à celles de l'expérience, chaque fois qu'il existe entre elles deux un conflit. Le rationalisme scientifique ne condamne point la théorie, indispensable à l'explication des faits, et qui est d'une aide très précieuse pour faciliter les recherches, mais il n'accorde à la théorie que la valeur d'une supposition — disons : d'une donnée contestable et provisoire — tant que la théorie n'a pas reçu de la pratique une indiscutable confirmation. — JEAN MARSTAN.

SCOLASTIQUE (adj. et n. f.) du latin *schola*, école. Beaucoup s'imaginent que la philosophie scolastique constituait un tout homogène, un système unique et que ses partisans adoptèrent les mêmes principes et les mêmes conclusions. En réalité elle comprit une nombreuse collection de doctrines contradictoires, enseignées dans les écoles d'Occident depuis Charlemagne jusqu'à la diffusion de l'imprimerie. Historiquement, Scot Erigène, Amaury de Chartres, David de Dinan sont à ranger parmi les scolastiques, malgré leur panthéisme hétérodoxe. Néanmoins, de cet amas confus d'idées adverses et de disputes quintessenciées un système général s'est dégagé, que l'on s'est remis à enseigner dans les séminaires, et qui réduit la philoso-

phie à n'être que l'auxiliaire très humble, la servante de l'orgueilleuse théologie catholique, *ancilla theologiae*.

Au moyen âge, l'Eglise fut souveraine maîtresse en matière d'enseignement. Commenter l'Ecriture Sainte et les Pères, telle était la préoccupation essentielle des savants d'alors. Avant d'aborder les spéculations théologiques, les étudiants devaient toutefois subir une formation préalable, et d'ailleurs longtemps très rudimentaire, assurée par la connaissance du *trivium* (grammaire, logique, rhétorique) et du *quadrivium* (arithmétique, musique, géométrie, astronomie). C'est sous le couvert de la logique que la philosophie reparut ; elle fut appelée *scolastique* ou philosophie de l'école. Comme pour la grammaire et la rhétorique, on utilisait la méthode herméneutique ou interprétative ; les professeurs se bornaient à lire à leurs élèves l'*Isagoge* de Porphyre puis les *Catégories* et l'*Herménéutic* d'Aristote, accompagnant leur lecture d'explications et de commentaires. Aussi toute question philosophique était-elle pour eux d'ordre logique ; ce qui explique leur goût pour les querelles de mots, les distinctions d'une subtilité outrancière, toutes les arguties d'une dialectique formaliste et purement verbale. C'est au début du XII^e siècle seulement, et grâce aux écrits des savants arabes, que les philosophes scolastiques connaîtront les autres ouvrages d'Aristote. D'où les confusions et les erreurs prodigieuses qu'ils ont commises concernant la doctrine du Stagirite.

De plus, l'Eglise apportait des solutions toutes faites aux principaux problèmes et ne laissait qu'un champ fort limité aux discussions. Sous peine d'excommunication, et l'on sait que cette dernière aboutissait normalement à la prison ou au bûcher, il était interdit d'attaquer les dogmes ou d'y rien changer. Démontrer que foi et raison se concilient, apporter des arguments en faveur du credo catholique, fabriquer une fausse philosophie pour donner plus de vraisemblance aux grotesques assertions des théologiens, voilà le travail préféré des scolastiques. Mais on leur permit, dans le domaine restreint qu'on leur abandonnait, de se livrer à d'extravagantes acrobaties de langage, à des querelles de mots, à des disputes aussi bornées que celle qui mit aux prises les réalistes et les nominalistes. Constatons pourtant que les plus célèbres logiciens du XII^e siècle ne conservèrent qu'un médiocre crédit au siècle suivant, après l'introduction dans les écoles de la *Physique*, de la *Métaphysique* et du *Traité de l'Âme* d'Aristote. La diversité des sujets étudiés apparaît grande selon les époques ; la terminologie en usage et la forme du langage ont aussi beaucoup varié.

Parmi les premiers scolastiques, citons Alcuin, Raban Maur, Scot Erigène qui vécurent sous Charlemagne et ses successeurs, puis Gerbert au X^e siècle. Au XI^e siècle commence la querelle des universaux ; elle dura pendant tout le moyen âge et mit aux prises nominalistes et réalistes. Roscelin affirma que les idées générales étaient de purs mots, *flatus vocis*, dénués de toute valeur objective. Pour Guillaume de Champeaux, son adversaire, les universaux ou concepts universels possèdent seuls, au contraire, une réalité véritable ; ce sont les individus qui ne sont que des noms, des apparences. Saint Anselme s'attacha surtout à l'étude de la théodicée ; il est l'inventeur de l'argument ontologique qui, pensait-il, fournissait une preuve irréfutable de l'existence de dieu. Mais les croyants eux-mêmes ont reconnu depuis qu'il s'agissait là d'un pur sophisme.

Abélard, 1079-1142, substitua aux doctrines opposées de Guillaume de Champeaux et de Roscelin un système intermédiaire, le conceptualisme, qui accorde une réalité, mais d'ordre purement subjectif, aux universaux : les idées ne sont pas de simples mots, elles répondent à des représentations mentales. On sait quel ro-

man tragique troubla la vie d'Abélard. Ses hardiesses théologiques lui valurent, en outre, la haine tenace de saint-Bernard et plusieurs condamnations par les autorités ecclésiastiques. Rappelons le nom de l'évêque Gilbert de la Porrée, qui mourut vers 1154 et fut, lui aussi, accusé d'hérésie par saint Bernard, ainsi que celui de Pierre Lombard, plus théologien que philosophe, dont le *Livre des Sentences* devint un manuel presque obligatoire dans les écoles du XIII^e siècle : il sut courtiser Philippe-Auguste et fut nommé évêque de Paris. Amaury de Chartres et David de Dinan, qui furent condamnés en 1209, au concile de Paris, parce qu'ils professaient un panthéisme non déguisé, avaient subi l'influence de la philosophie arabe, propagée en France par des juifs venus d'Espagne.

Déjà, au IX^e siècle, l'arabe Alkindi, auteur de très nombreux ouvrages, tous perdus, avait écrit plusieurs traités sur Aristote. Al-Farabi, au X^e siècle, et plus tard Avempace, le maître d'Averroès, le célèbre Avicenne, Ibn-Thofail (l'Abubacer des scolastiques), Gazali se sont inspirés, à des degrés divers, de la doctrine du Stagirite; ils aboutirent parfois à un audacieux mélange de mysticisme panthéistique et de rationalisme qui les rendit suspects aux musulmans. Le plus célèbre des philosophes arabes fut Averroès, qui naquit à Cordoue dans le premier quart du XII^e siècle et mourut en 1198. Condamné à l'exil pour crime d'impiété, il fut rappelé, par la suite, dans sa ville natale, mais demeura toujours antipathique aux pieux disciples de Mahomet qui le soupçonnaient d'être mécréant. Son érudition encyclopédique est attestée par d'innombrables ouvrages. Grand admirateur d'Aristote, dont les écrits avaient été traduits en arabe par les savants de Cordoue, il donna des commentaires de tous ses livres : commentaires où des réminiscences néo-platoniciennes altèrent souvent la pure doctrine péripatéticienne. Parmi les partisans d'Averroès, signalons deux israélites, Avicbron et Maimonide, qui tempérèrent la virile hardiesse de son enseignement rationaliste par des idées empruntées à la Bible. De l'arabe, les ouvrages d'Aristote furent peu à peu traduits en latin, et des horizons nouveaux furent ainsi découverts aux philosophes du moyen âge. Par contre, ils continuèrent d'ignorer les livres les plus essentiels de Platon.

Dans le péripatétisme, l'Eglise vit d'abord un cadeau des pires ennemis de la foi catholique, les musulmans et les juifs. En outre, les théologiens estimaient cette philosophie incompatible avec certains dogmes chrétiens. La *Physique* d'Aristote fut solennellement condamnée en 1209, sa *Métaphysique* en 1215 et en 1230. Puis un revirement s'opéra dans l'esprit des dirigeants ecclésiastiques : ils estimèrent qu'il valait mieux se faire un allié du Stagirite que de l'avoir pour adversaire. Adorant ce qu'ils avaient brûlé, ils finirent par adopter officiellement le péripatétisme et par faire d'Aristote un précurseur du Christ dans l'ordre de la nature, *præcursor Christi in rebus naturalibus*. Si l'Eglise y gagna en tranquillité, la philosophie y perdit toute indépendance et toute originalité. Bien que les écrivains catholiques aussurent le contraire, le XIII^e siècle fut une pauvre époque au point de vue philosophique. Il faut l'aveuglement ou la mauvaise foi d'un Maritain, d'un Massis et des autres candidats aux récompenses de l'Académie française, pour affirmer le contraire.

Parmi les scolastiques qui ne brillèrent qu'au second rang, rappelons sans insister Alexandre de Halès, anglais d'origine, qui enseigna à l'Université de Paris, le dominicain Vincent de Beauvais, lecteur de saint Louis, l'évêque de Paris Guillaume d'Auvergne, Henri de Gand, que l'on surnomma le docteur solennel. Albert le Grand, saint Thomas d'Aquin, saint Bonaventure, Duns Scot, Raymond Lulle méritent, à des titres divers,

de retenir plus longuement notre attention. Albert le Grand, né en Souabe, en 1193 ou 1205, se fit dominicain, enseigna la théologie avec éclat, puis fut nommé évêque de Ratisbonne. Mais il résigna bientôt cette charge pour s'adonner plus librement à l'étude. Son érudition lui valut une durable réputation de sorcier; et les œuvres qu'il a laissées remplissent 21 volumes in-folio. Il manque d'originalité et se borne généralement à accommoder à sa façon les emprunts qu'il fait aux autres. Sous sa plume, les erreurs, les inexactitudes, les redites abondent. Sa philosophie est celle d'Aristote, à qui il attribue quelquefois les idées de Platon; ses arguments sont en général très peu probants, car sa pensée n'a aucune profondeur. Il mourut vers 1280. L'Eglise lui fut reconnaissante d'avoir été le maître de saint Thomas d'Aquin et le mit au nombre des bienheureux.

Thomas d'Aquin est aux yeux des catholiques le philosophe chrétien par excellence, celui dont la doctrine inspire une confiance entière aux plus rigides gardiens de l'orthodoxie. « Il a fait autant de miracles qu'il a composé d'articles, déclarait Jean XXII qui le mit au nombre des saints; à lui seul il a donné plus de lumières à l'Eglise que tous les autres docteurs, et l'on profite plus en une année seulement dans ses livres que pendant une vie tout entière dans les écrits des autres. » Nombreux sont les papes et les dignitaires ecclésiastiques qui ont tenu à son égard un langage aussi flatteur. Peu intéressante en elle-même, sa doctrine a exercé une influence considérable parce qu'elle est devenue, en quelque sorte, partie intégrante du catholicisme. Thomas naquit dans la ville d'Aquino, vers 1227 : il entra chez les dominicains, étudia sous la direction d'Albert-le-Grand et se fit recevoir docteur à Paris. Son embonpoint devint tel qu'on dut faire une entaille à la table où il mangeait, pour y loger son ventre. Il écrivit beaucoup et enseigna dans les principales écoles d'Italie, ainsi qu'à Paris. La mort le surprit près de Terracine, en 1274, alors qu'il se rendait au concile de Lyon. Son système philosophique n'a rien d'original; il n'ouvre pas à la pensée des horizons nouveaux; il se contente d'accommoder Aristote à une sauce orthodoxe pour le rendre agréable aux gossiers chrétiens. Ajoutons que l'Ange de l'Ecole, c'est le titre que les catholiques donnent à Thomas, se trompe parfois singulièrement sur la vraie pensée du Stagirite. Les preuves qu'il donne de l'existence de dieu (en particulier celle du mouvement, dont les auteurs chrétiens font si grand cas et qui est empruntée à la doctrine péripatéticienne) ne supportent pas un examen approfondi. En psychologie, il reproduit le *Traité de l'Âme*, mais en jargon scolastique et en faisant une place aux querelles des réalistes et des nominalistes. A la suite d'Aristote, il distingue dans tout être la forme et la matière; et c'est dans la matière qu'il place le principe d'individuation. En morale, Thomas d'Aquin affirme l'existence d'un souverain bien qui est dieu; il accorde à l'homme une liberté plus grande que la doctrine augustinienne de la grâce ne le permettait. D'où de nombreuses disputes entre ses disciples et ceux de Duns Scot. Toutes les sottises, tous les préjugés, toutes les erreurs qui fourmillent dans la philosophie spiritualiste se retrouvent chez l'Ange de l'Ecole. Aussi ne peut-on s'empêcher de sourire lorsqu'un Gonzague Truc ose écrire : « Le thomisme est une restauration des valeurs philosophiques. Nulle doctrine n'apporte plus de satisfaction à l'esprit. Nulle pensée n'est si complète ni ne joint à tant de hardiesse une si subtile prudence. Elle paraît naturellement ou providentiellement appelée à corriger l'erreur moderne, à nous réapprendre que le sensible n'épuise pas l'être... Que faut-il penser de la valeur dernière du thomisme ? Ce serait la vérité, si la vérité pouvait appartenir à ce monde. » De telles flagorneries à l'adresse d'un système dépour-

vu de vues géniales, toujours terne, souvent grotesque, montrent jusqu'où va le servilisme des contemporains lorsqu'ils veulent gagner les bonnes grâces des bourgeois bien-pensants et du clergé.

Jean de Fidanza (1221-1274), plus connu sous le nom de Bonaventure, ne jouit pas, dans l'Eglise, d'une vogue comparable à celle de Thomas, bien qu'il soit inscrit, lui aussi, parmi les saints. Il entra chez les Franciscains à 21 ans, enseigna, devint supérieur général de l'ordre et finalement cardinal-évêque d'Albano. Fondièrement mystique, il préfère saint Augustin à Aristote, sacrifie la raison au sentiment et s'égare avec délices dans les chimériques régions de l'absolu. C'est molin, à son avis, grâce à la culture intellectuelle que par la pureté du cœur et la pratique des vertus qu'on parvient à la connaissance du vrai. Il s'attarde longuement à décrire les phases d'un prétendu retour de l'âme à Dieu qui répond aux divagations imaginaires d'un cerveau surexcité : « Pour parvenir, écrit-il, au principe premier, esprit suprême et éternel, placé au-dessus de nous, il faut que nous prenions pour guides les vestiges de Dieu, vestiges temporels, corporels et hors de nous ; cet acte s'appelle être introduit dans la voie de Dieu. Il faut ensuite que nous entrions dans notre âme, image de Dieu, éternelle, spirituelle et en nous : c'est là entrer dans la vérité de Dieu ; mais il faut encore qu'au-là de ce degré, nous atteignons l'Eternel, le spirituel suprême, au-dessus de nous, contemplant le principe premier ; c'est là se réjouir dans la connaissance de Dieu et l'adoration de sa majesté ». Dans ces phrases alambiquées, qui pourtant ne sont point choisies parmi les plus obscures, nous retrouvons le pathos mystique cher à Bonaventure. Mais, sauf chez les franciscains, l'influence de ses écrits est aujourd'hui presque nulle dans les milieux catholiques.

On peut en dire autant concernant Duns Scot, un franciscain lui aussi, mais de tendances très différentes. Il naquit en Ecosse probablement, en 1274, se fit moine de bonne heure, enseigna à l'Université d'Oxford, vint à Paris, puis alla professer à Cologne, où il mourut, à l'âge de trente-quatre ans, d'une attaque d'apoplexie. Plus original, plus vigoureux, plus hardi que Thomas d'Aquin, il est resté cher aux membres de son ordre, mais d'ordinaire les auteurs catholiques lui reprochent ses témérités doctrinales et ses critiques à l'adresse de l'Ange de l'Ecole, qu'il a contredit fort souvent. Son réalisme très net aurait sans doute abouti au panthéisme, s'il n'avait redouté les conséquences théologiques d'une pareille doctrine. Pour lui, l'universel est un être réel, il est même le seul être réel. Quant au principe d'individuation, il ne réside ni dans la matière, ni dans la forme, ni dans l'union de ces deux éléments, mais dans une entité positive dont le philosophe n'a pas parlé d'une façon claire et que l'on peut assimiler à l'idée platonicienne. Duns Scot affirme que la raison d'être du bien et du mal se trouve dans la volonté divine dont rien ne limite la liberté. Les discussions qui survinrent entre les partisans de Thomas d'Aquin et les partisans de Duns Scot firent beaucoup de bruit au moyen âge. Elles continuent de nos jours entre les dominicains, qui soutiennent le premier, et les franciscains, restés fidèles au second, mais ne présentent plus qu'un intérêt historique pour la majorité des croyants.

Les modernes apologistes de la scolastique évitent habituellement d'exposer le système de Raymond Lulle. C'est à peine s'ils consacrent quelques lignes à cet auteur pourtant béatifié par l'Eglise. Nous comprenons leur embarras. Ce personnage excentrique construisit une méthode, le *Grand Art* (*Ars Magna*), analogue pour le principe à nos machines à compter. Elle permettait d'obtenir des raisonnements tout faits à l'aide de tableaux mobiles et superposables. Le but avoué de Lulle était l'assimilation complète de la philo-

sophie et de la théologie; il voulait démontrer rigoureusement les dogmes catholiques et faire comprendre, d'autre part, que la philosophie dans ce qu'elle a d'essentiel est partie intégrante du christianisme. Sa méthode découle logiquement des procédés chers aux docteurs scolastiques; et, pendant deux siècles, elle fut enseignée dans une partie de l'Espagne, ainsi que dans plusieurs collèges de France et d'Italie. Mais ses extravagances, justement parce qu'elles révèlent trop clairement les vices profonds de la scolastique, sont odieuses aux écrivains catholiques de notre époque. Raymond Lulle, né à Palma, vers 1235, fut mis à mort en 1315 par les musulmans de Tunis qu'il voulait convertir; il avait écrit un nombre prodigieux d'ouvrages; et, en cherchant la pierre philosophale, il avait reconnu l'importance de la distillation pour obtenir des produits volatils.

Après le XIII^e siècle, la scolastique tombe dans une complète décadence, de l'avis des catholiques eux-mêmes. On continue de l'enseigner dans les Universités, les écoles ecclésiastiques et les monastères, mais l'on ne rencontre plus, parmi ses partisans, que les philosophes de cinquième ordre. Il suffira de citer Guillaume d'Occam, Durand de Saint-Pourçain, Buridan, Pierre d'Ailly et, plus tard, le jésuite Suarez, 1548-1617, qui interpréta le thomisme d'une façon personnelle. Les grands esprits de la Renaissance n'eurent que mépris pour la scolastique. Au XVII^e siècle, des hommes tels que Descartes, Gassendi, Arnauld, Nicole, Malebranche, Fénelon, Huet, qui acceptent le credo catholique, la raillent ou la dédaignent. Elle a, comme dans le passé, des chaires à la Sorbonne, à Rome, à Salamanque, à Cologne, etc., mais les laïques et même une grande partie du clergé échappent à son influence. La pensée scientifique et rationaliste progresse au détriment du thomisme que l'on relègue parmi les systèmes surannés. Au XVIII^e et XIX^e siècles, on enseigna dans les séminaires français un carléanisme adapté à la foi catholique et connu sous le nom de *Philosophie de Lyon*. A Rome, au Collège romain, l'Université officielle du pape, on se moquait ouvertement de la scolastique : « On aurait dit, assure le jésuite Curci, que, de Rome, les professeurs du Collège romain voulaient faire disparaître du monde la doctrine de saint Thomas ».

Cousin, le chef de l'école eclectique, qui souhaitait, à la fin de sa vie, devenir un fidèle collaborateur de l'Eglise catholique, ramena l'attention sur les philosophes médiévaux. Lameznais contribua aussi, pour une large part, à la résurrection du thomisme que les dominicains n'avaient d'ailleurs jamais abandonné. Sans sévère fut approuvé par Pie IX quand il publia ses ouvrages en faveur de la scolastique; le même pape refusa néanmoins de rendre cette doctrine obligatoire dans les écoles de Rome. Mais le cardinal Pecci, devenu pape en 1878 sous le nom de Léon XIII, publia le 4 août de l'année suivante, l'encyclique *Eterni Patris* où le thomisme était proclamé la meilleure philosophie. Les professeurs hostiles à ce système durent quitter l'Université romaine; dans les séminaires, maîtres et élèves furent contraints d'obéir aux volontés du pape. Bientôt ce fut la mode, dans le monde ecclésiastique, de proclamer l'incomparable supériorité du thomisme et de ne voir dans les systèmes philosophiques modernes que de simples aberrations. Les gens du monde, les écrivains, les hommes politiques désireux de plaire au clergé durent se décider eux aussi à témoigner d'un enthousiasme délirant pour l'Ange de l'Ecole. Une bruyante équipe, composée des Maritain, des Massis, des Gonzague Truc et de bien d'autres, encadrés par un bataillon de jésuites et de dominicains, ne cesse, depuis plusieurs années, de manier l'encensoir et d'entonner des hymnes en l'honneur de la nouvelle idole. Car les successeurs de Léon XIII ont tous donné un

mot d'ordre identique au sien, concernant le thomisme. Même en Sorbonne, la scolastique est redevenue, avec Gilson, l'objet d'un enseignement favorable, en définitive, aux prétentions cléricales ; et un Brunschwig vigilant chien de garde de la bourgeoisie, favorise secrètement de tout son pouvoir ceux qu'il juge animés d'un esprit nettement réactionnaire. Malheur aux mauvaises têtes qui se dressent contre les traditions et les croyances que nous légua le passé ! Certes tous nos pontifes de la philosophie officielle ne prétendent pas, comme le thomiste Gillet, que pour résoudre le problème de la connaissance, il n'était pas nécessaire « d'opposer l'un à l'autre la pensée et l'être ; mais, qu'au contraire, la pensée appelait l'être comme la matière sa forme, et plus généralement la puissance son acte, en vertu d'une loi mystérieuse d'attraction à laquelle paraît soumis l'Univers ». A l'être cher aux scolastiques, et objet final de toutes leurs recherches, beaucoup de sorbonnards actuels préfèrent le devenir entendu à la manière fumeuse de Bergson. Comme les scolastiques, ce sont des verbomanes dont la préoccupation essentielle est de maintenir un spiritualisme désuet et les vieux préjugés bourgeois. — L. BARBETTE.

SCULPTURE n. f. La sculpture a été un des premiers moyens d'expression employés par l'homme ; elle constitue les traces les plus anciennes de son séjour dans tous les pays, des témoins de civilisations antiques qu'on retrouve enfouis dans les sables ou sous les végétations des forêts.

C'est l'art de représenter dans une matière durable les êtres vivants, de leur donner ainsi l'immortalité : voyez au Louvre, la tête de basalte de l'époque saïte, quelle vie intense se dégage de ce morceau de pierre. Et de même ce chien qui, assis, les oreilles dressées, a vu défiler les siècles, n'est-il pas devenu immortel au même titre que les dieux et les pharaons de la vieille Égypte ?

La figure humaine peut être représentée en pied, nue, drapée ou habillée ; c'est une statue ; deux ou plusieurs statues forment un groupe ; un buste est la représentation de la tête avec une partie plus ou moins grande du cou et des épaules. Lorsque la sculpture est traitée sur un fond, l'œil ne peut en faire le tour comme dans une ronde-bosse ; elle peut avoir plus ou moins de relief, ce sera un haut-relief, un bas-relief ou une médaille ; en architecture, on emploie le haut et le bas-relief pour décorer les surfaces, les frontons, etc., au moyen de figures d'hommes ou d'animaux ou d'ornements tirés de la flore, de la faune ou de la géométrie.

En général, le sculpteur qui veut monter une figure commencé par la modeler en terre glaise, puis, ayant procédé à son moulage, il obtient un modèle en plâtre qui peut être coulé en bronze ou reproduit en marbre, en pierre ou en bois. Il n'y a guère que des génies, comme Michel Ange, qui attaquent directement le marbre sans passer par la terre et le plâtre !

C'est toute l'histoire humaine que raconte la sculpture. « Une histoire de la sculpture, écrit Gustave Geffroy, est la réunion dans le même temple, de tous les Dieux opposés, de toutes les divinités ennemies, de toutes les races réconciliées. »

Les périodes d'apogée de l'art que les monuments et les sculptures retrouvés ont pu nous faire connaître, se placent dès l'an 4000 avant l'ère chrétienne en Babylonie et en Égypte, dès l'an 2500 dans l'Archipel, et dès l'an 1000, en Grèce ; cette dernière période qui vit des artistes merveilleux, comme Phidias et Praxitèle, eut une influence immense sur la Renaissance italienne. C'est seulement depuis l'an 1000 de notre ère que l'art put se développer dans l'Europe occidentale.

La sculpture égyptienne révèle une habileté technique parfaite, mais des conventions archaïques qui l'ont empêchée de s'élever librement. Dans toutes les œuvres,

des plus monumentales, comme le Grand Sphinx, aux plus petites statues de bois, de bronze ou d'or, on reconnaît la parenté, le même style, ce caractère vertical de durée, cette sérénité. Quand on songe aux moyens primitifs dont disposaient les artistes égyptiens, les chefs-d'œuvre conservés au Louvre évoquent à nos yeux la longue suite des siècles où des milliers d'esclaves taillaient et polissaient ces géants de granit, y usaient leurs forces et mouraient à la peine... mais leurs œuvres vivent encore !

En Assyrie, en Perse, la pierre manquant, c'est la brique émaillée qui servait à composer les bas-reliefs décorant les palais ; cette fragile matière est parvenue jusqu'à nous, témoin la prise des Archers, au Louvre.

Si l'Égypte donne une idée de force, la Grèce a cherché à représenter la beauté. Dans les îles de l'Archipel, en Crète, notamment, se développa un art, prélude de l'art grec, dégagé des entraves de la tradition et du despotisme. Les Grecs, épris de liberté, aimant le beau et le progrès, surent très vite exprimer la vie intérieure, leurs déesses commencèrent à sourire, les frontons de leurs temples se couvrirent de puissantes compositions où les mouvements des corps racontent les événements. Polyclète est l'auteur du Doryphore qui a donné le canon, c'est-à-dire les proportions idéales du corps humain ; il fut, avec Myron (auteur du Discobole) contemporain du Grand Phidias, (431 av. J.-C.), auquel on doit la décoration du Parthénon, magnifiques hauts-reliefs, frontons, métopes, et la frise en bas-relief des panathénées qui restent, malgré les mutilations, les merveilleux chefs-d'œuvre qu'on n'a jamais surpassés. On attribue à l'École de Phidias la forte et sereine Vénus de Milo. Après lui, Praxitèle, Scopas et Lysippe maintinrent la beauté et la Grâce en accentuant l'expression des sentiments. De nombreuses stèles funéraires avec de délicats bas-reliefs font revivre l'esprit modéré des Athéniens, leur vie active, le charme de leur intimité.

Plus tard, l'art grec se répandit dans tout l'Orient et se figea dans l'art byzantin. Après la conquête de la Grèce, par Rome, il s'implanta en Italie, où il prit de plus en plus un caractère individuel, de sorte que la sculpture romaine est surtout remarquable par les portraits.

Au moyen Âge, l'unique prédominance de l'église donna une direction unique à l'art. Les sculpteurs romans, souvent des moines, ornaient les églises de bas-reliefs toujours conventionnels, d'ornements géométriques compliqués. Au XIII^e siècle, l'épanouissement de l'art gothique se lit encore sur les grandes cathédrales, c'est un retour à l'étude de la nature, la flore du pays recouvre les chapiteaux, les allégories morales, les saisons, les travaux agricoles, les arts, les métiers tout est matière à de vivantes statues. Les vierges sont des mères tendres et souriantes ; mais, si elles ont la sérénité des statues grecques, elles sont toujours habillées.

En Italie, l'art gothique fut tempéré par l'exemple des monuments de l'art antique et l'on voit les bas-reliefs du baptistère de Pise sculptés par Nicolas de Pise comme un sarcophage romain. Cette influence de l'antique continua à se faire sentir ; la tribune des chanteurs de Lucca delle Robbia à Florence, merveille de vie et d'expression, réalité vivante directement observée. Donatello à Florence ; Verrocchio à Venise ; Ghiberti avec ses portes du Baptistère ; puis, au XVI^e siècle, Michel-Ange, Jean de Bologne, Benvenuto Cellini, firent, dans une merveilleuse Renaissance, reflorir l'art antique animé d'une vie nouvelle.

Le même mouvement se retrouve en France, au XVI^e siècle, avec Germain Pilon et Jean Goujon ; au XVII^e, avec Guillaumin, Girardon, Coysevox, Coustou et Puget ; au XVIII^e, avec Falconet, Houdon, Canova, Clodion, Pigalle. Enfin, au XIX^e, Rude, avec son entraînante Marseillaise à l'Étoile, Barye l'animalier, Cha-

pu, Mercier, Saint-Marceau, P. Dubois, Barrias, Carpeaux, avec sa vivante « danse » à l'Opéra, Bartholomé, avec son impressionnant monument aux Morts du Père-Lachaise, Meunier le sculpteur des ouvriers; Rodin, enfin, rejetant toute influence, s'attache à la vie avant tout et ouvre la voie aux recherches les plus osées.

Actuellement, l'architecture tient bien peu compte de la sculpture : où trouverait-elle sa place dans les cubes de béton armé qui constituent les maisons modernes ?

Les sculpteurs n'en produisent pas moins des œuvres intéressantes; les « salons » de chaque année en sont la preuve. Que deviennent toutes ces statues modelées avec amour, travaillées avec foi et enthousiasme ? — R. GROSS-FULPIUS.

SECTAIRE adj. « Qui fait partie d'une secte. » Qui suit avec une ardeur excessive les opinions d'une secte religieuse, politique ou philosophique.

SECTATEUR n. m. « Partisan déclaré d'une secte, d'une opinion, d'un système. »

SECTE n. f. (lat. *secta*, de *sectari*, suivre). « Ensemble de personnes qui poursuivent un même but et professent une même doctrine : la secte d'Epicure ; ensemble de ceux qui se sont détachés d'une communion religieuse : la secte des luthériens, des anabaptistes. » Telle est, simple et sommaire, l'explication de ces trois mots par le *Petit Dictionnaire Larousse*. Et le *Grand Larousse* n'en dit guère plus.

Pour nous, il y a lieu, sur ce sujet, de s'étendre davantage.

Nous comprenons par *sectaire* le qualificatif d'un individu qui ne supporte pas facilement la contradiction.

Il en est de même des intolérants n'admettant aucune critique à leurs idées, aucune attaque à leurs dogmes.

Ordinairement acariâtres ou pédants, ils ne font pas bon de discuter avec eux. Rancuniers, ils ne pardonnent pas qu'on ose toucher à ce qu'ils ont une fois établi comme article de foi. C'est le dogme admis, soutenu, proclamé, indiscutable, imposé.

Qui de nous n'a eu devant lui, dans les groupes sociaux divers, philosophiques ou politiques, voire même au syndicat ou à la coopérative, de ces maniaques nerveux et maladroits auxquels tous et chacun sont allés à leur âpre critique, à leur impitoyable jugement, quoi qu'ils disent, écrivent ou fassent ?

Souvent, avec une mentalité de concierge ou de bedeau, ils ont tendance à pontifier, à jouer aux chefs de groupes, aux donneurs de conseils et ne sont en réalité que des pions insipides ne manquant peut-être pas d'intelligence, mais l'employant à médire, calomnier tous ceux qui ne sont pas de leur secte.

Leur influence est parfois redoutable, car ils insinuent avec une telle opiniâtreté ou accusent avec une telle hypocrisie, en sachant feindre la sincérité, qu'ils établissent de fausses réputations en s'appuyant sur des ragots ou des exagérations de leur imagination. Au besoin, ils n'affirment jamais, mais ils font planer le doute ou sèment le soupçon.

Quant à prendre la responsabilité de l'acceptation d'un poste en vue, ils préfèrent s'abriter derrière une fausse modestie et continuer de jeter dans les rangs de ceux qui marchent vers un but quelconque d'affranchissement, partiel ou total, le découragement par la défiance, l'impuissance par la division. De tous les éléments qui composent un groupe, ce sont les plus dissolvants.

Avec le temps, et suivant les circonstances, la plupart de ces tristes individus, un beau jour, disparaissent, quand le dégoût qu'ils ont inspiré leur rend la

vie impossible ou dangereuse et si leurs intérêts semblent compromis.

Le ratelier garni et garanti leur est-il enfin offert ? Ils ne s'y refusent point ; ils s'y installent. Mais, alors, ils se posent en victimes désabusées de leur dévouement à la cause ; en militants trop désintéressés et trop longtemps méconnus ; en clairvoyants impuissants, devant l'ignorance éternelle des masses !

Voilà dépeinte une secte néfaste chez nous.

En vérité, le sectarisme n'a pas existé seulement parmi les religieux, mais aussi parmi les autres groupements et même les groupements révolutionnaires. Il y eut les *sectaires* de la Terreur.

Mais, nous ne devons pas confondre le *sectarisme* et l'*hérésie* ; car l'*hérésie* était toute doctrine non conforme à l'enseignement même de l'Eglise et l'hérétique ne devenait *sectaire* qu'au moment où il persistait dans sa doctrine et se séparait de l'Eglise.

Aujourd'hui, le *sectaire*, heureusement, n'est pas toujours l'individu antipathique présenté plus haut. Ce peut être un individu, au contraire, très sympathique, ayant des idées particulières, une vie spéciale, une originalité enfin, qui le met en dehors de la généralité de ceux qui ont sur les principaux points de vue d'une certaine philosophie, une opinion semblable, une mentalité pareille, un idéal commun, une doctrine identique ; en un mot il n'est pas un adversaire : il est lui-même et n'accepte pas la manière de voir, de comprendre et de vivre de tous les autres, tout en conservant la prise de contact, en une philosophie qui est et qui reste la sienne, au moins dans son but comme dans son origine négative. Exemple : Parmi les anarchistes, n'y a-t-il pas les groupes différents depuis les libertaires syndicalistes jusqu'aux individualistes anarchistes ? Ni les uns ni les autres, parmi eux, ne prétendent posséder l'indiscutable vérité. Mais chacun cherche à acquiescer, selon ses moyens sociaux, intellectuels et moraux, le plus possible de vérités le rapprochant de l'idée qu'il se fait de la perfection de l'individu dans la vie.

Nul ne peut dire qu'il possède la Vérité absolue, et c'est pourquoi chacun la recherche. C'est aussi pourquoi le sectarisme anarchiste n'existe pas, malgré les *sectaires* que paraissent être les individualistes quand ils font bande à part et recrutent, par la propagande écrite, parlée, vécue, des adhérents à leurs doctrines, des partisans à leur secte.

Il y eut des sectateurs en tous temps, c'est-à-dire des partisans enthousiastes, déclarés d'un système, d'une opinion, d'une secte. Il y en a aujourd'hui, dans tous les genres de groupements.

Il importe pour notre point de vue, qu'il n'y ait point confusion entre l'individu libre de lui-même et de ses idées, les propageant de son mieux surtout par son exemple et par sa conviction et l'individu de tempérament spécial se complaisant maladivement à désunir ce qui est uni, à mésallier ce qui est allié, tendant toujours à jeter le trouble où il y a l'entente et la haine où il y a l'accord. Traiter le premier de *sectaire* puis qu'il fait *secte* est le mot juste, presque l'éloge. Mais traiter le second du même qualificatif, c'est alors, pour nous, l'injurier selon son mérite. — Georges YVERT.

SÉCURITÉ n. f. (du lat. *securitas* ; rad. *securus*, sûr). Signifie confiance intérieure, tranquillité d'esprit, bien ou mal fondée, dans une occasion où il pourrait y avoir sujet à craindre ; c'est en quoi ce mot diffère de *sûreté*, qui marque un état dans lequel il n'y a rien à craindre.

Le mot « *sécurité* » assez inusité et quelconque jadis, jouit depuis quelques années d'une faveur particulière. Il constitue l'un des termes essentiels de la fameuse trilogie boncourienne : *arbitrage, sécurité, désarmement*.

Ceci nous amène naturellement à étudier ce mot en fonction du problème de la paix.

I. HISTORIQUE. — Le problème de la sécurité des Etats s'est posé de tous temps. Les efforts de l'Eglise catholique au moyen âge s'essayant à créer une sorte de communauté chrétienne internationale dont elle prétendait, par son chef, assumer la direction spirituelle ; la création du Saint-Empire romain germanique, première tentative d'organisation européenne généralisée, double effort deux fois brisé par le Grand Schisme et la Réforme ; la Sainte-Alliance de 1815, franc-maçonnerie de princes dressée contre l'esprit de la Révolution, qui se garantissaient mutuellement leur pouvoir politique et leurs acquisitions territoriales ; — et nous passons, à regret, sous silence les généreuses rêveries individuelles d'un Sully, d'un Bernardin de Saint Pierre ou d'un Hugo — les multiples conférences de La Haye qui, faute de pouvoir organiser la paix, se sont contentées d'humaniser, de légaliser en quelque sorte la guerre ; ce sont là autant d'efforts convergents et divers qui tendaient à l'organisation de la *sécurité permanente* par la consécration d'un *statu quo* politique et territorial.

Après la grande guerre, il fallut reprendre cet effort. Ne l'avait-on pas promis ? C'est la raison des grands actes internationaux de 1919 : traité de Versailles et Pacte de la Société des Nations. Le traité de Versailles apparaissait surtout comme la consécration des vieilles idées politiques d'avant-guerre : démembrement territorial des vaincus, affaiblissement de l'adversaire par le désarmement, système d'alliances combinées, et le Pacte constituant, à l'inverse, sous l'impulsion du président Wilson, un incontestable effort tendant à l'organisation juridique et morale de la paix.

Il convient alors de rappeler ici, pour mémoire et pour éclairer ce qui suit, l'obligation de désarmer contenue précisément dans l'un des articles de ce Pacte.

ARTICLE 8. — *Les membres de la société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune.*

L'engagement pris à Versailles en 1919, par les nations signataires du Pacte est donc *inconditionnel, absolu*.

M. Henri Rollin, délégué de la Belgique à la S. D. N., commentant cet article 8, écrivait récemment pour répondre à ceux qui prétendent — c'est là l'argument des milieux officiels français — qu'avant de songer à l'application de cet article il faut d'abord réaliser la *sécurité* :

« Eh bien non ! la *sécurité* n'est pas une condition de la *réduction*. Comme l'a dit mon collègue italien M. Scialoja : la *sécurité* n'est pas la condition, c'en est la mesure. Dans ce Pacte, les membres de la S. D. N. ont pris un engagement d'honneur inconditionnel : A Versailles, à Saint-Germain, au Trianon, on a exigé au comptant la *réduction des armements* pour certains pays, (l'Allemagne, l'Autriche, etc.) mais on a promis à terme celle de tous les membres de la S. D. N. L'heure est venue d'acquiescer cette dette. »

Cette promesse a même été aggravée.

Après le Pacte où figurent cet engagement d'honneur inconditionnel et cette promesse à terme, la partie V du Traité de Versailles imposé à l'Allemagne (clauses militaires, navales et aériennes) débute ainsi :

« En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées... »

Que signifie ce texte encore qui figure également et

dans les mêmes termes, dans les traités de Saint-Germain, du Trianon et de Neuilly imposés aux alliés de l'Allemagne ? Il signifie, contre toute autre exégèse, que la limitation des armements de l'Allemagne et de ses alliés, avait pour but de rendre possible et immédiate dès que constatée, la limitation générale des armements dans le monde.

C'est ainsi que l'Allemagne l'entendit et M. Clemenceau lui-même, dans sa lettre aux puissances centrales, qui fait autorité en ces matières, du 16 juin 1919. Ajoutons encore : c'est toujours ainsi que l'Allemagne l'entend. Et, par ailleurs, rappelons que le désarmement de cette Allemagne a été constaté par le maréchal Foch lui-même, dans un rapport, resté célèbre, de 1927. Dans ce rapport, le maréchal Foch a reconnu, le 27 février 1927, que, au 1^{er} janvier 1927, l'Allemagne était effectivement désarmée.

Mais, nous l'avons vu, à cette idée claire, dynamique, populaire du désarmement, succède, dès 1923, une idée obscure dont nous nous proposons de juger le contenu : l'idée de *sécurité*. Le désarmement, même limité, c'est un peu simple et cela trouble trop de calculs. On ne pourra désarmer qu'après avoir fondé la *sécurité*. Alors, derrière ce paravent, viennent s'abriter tous les adversaires résolus ou sournois du désarmement : militaires, marchands d'obus et politiciens sans vergogne, que rassemble le même sordide intérêt, écrivains et journalistes au service du profit menacé. Aucun ne manque à l'appel.

Ni les accords de Locarno, de 1925, garantis par l'Angleterre, et par lesquels l'Allemagne renonçait à l'Alsace-Lorraine — librement cette fois ! — ni le pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre, rien ne peut les satisfaire. Il leur manquera toujours un engagement supplémentaire qu'on jugera dérisoire et insuffisant dès qu'obtenu.

Nous résumerons notre pensée en disant qu'on a ainsi dressé la *sécurité* contre le désarmement.

II. LA SÉCURITÉ PAR LES ARMEMENTS. — Il nous faut donc suivre nos adversaires sur ce terrain où ils s'engagent. Est-il besoin de démontrer que la *guerre classique*, la guerre telle qu'elle a été faite jusqu'à ce jour, c'est-à-dire avec des armées en campagne s'étendant et se stabilisant sur des fronts interminables jusqu'à ce qu'intervienne, par lassitude ou par usure, la *décision militaire* finale ; la guerre avec un *avant* et un *arrière*, des combattants menacés et des non-combattants protégés par les premiers ; la guerre avec ses innombrables légions de sacrifiés et ses quelques cohortes de profiteurs, cette guerre-là a vécu.

Méthodes d'hier !

Aujourd'hui, demain, la science et la technique industrielle aidant, la guerre *aéro-chimique* menacera toute l'humanité. Cités populeuses, fortes agglomérations industrielles seront plus particulièrement menacées, sévissant sur tout et partout à la fois, elle emportera dans une sorte de rage folle ce qui peut subsister encore de civilisation !

En présence de telles perspectives, que valent ces mots : *sécurité*, *défense nationale* ? Il est indéniable que ces notions acquièrent un nouvel aspect, qu'elles ne sont plus ce qu'elles étaient au temps où les moyens des hommes s'avéraient plus restreints ou différents.

D'autant que nos moyens de défense contre cette guerre monstrueuse sont tragiquement limités. La guerre *aéro-chimique* et *bactériologique* ne peut pas plus être exactement prévue qu'empêchée, soit par des moyens de défense appropriés, soit par des réglementations internationales.

Méditez les citations suivantes (extraites du rapport final de la Conférence de Genève, 1925) :

« La mise en exécution d'une interdiction ou d'une

limitation de fabrication des gaz toxiques est impossible en raison de leur emploi en temps de paix. » Et cette autre : « *En raison des résultats effectifs inouïs de la guerre des gaz, aucune nation ne saurait encourir le risque d'une convention qu'un adversaire sans scrupule pourrait trahir.* »

Voilà la conclusion (extraite des « Règlements militaires français ») : « *Respectueux des engagements internationaux auxquels la France a souscrit, le Gouvernement français s'efforcera, au début d'une guerre, d'obtenir du Gouvernement ennemi de ne pas user de ces armes de guerre ; si ces engagements ne sont pas observés, il se réserve d'agir suivant les circonstances.* »

Que faut-il conclure ? La vérité : à savoir qu'en raison des formidables progrès d'une science sans conscience, d'un machinisme broyeur d'intelligence et d'âme, d'une technique démoniaque, il n'y a plus aujourd'hui de sécurité ni pour nous, ni pour personne. De sécurité, lorsqu'il est possible que nos femmes et nos enfants soient brusquement emportés dans une vague de gaz mortels ? Sinistre plaisanterie !

Nous contre-attaquerons, me dira-t-on. Soit, je l'accorde. Nous répondrons à la destruction de Paris, de Marseille ou de Lyon par la destruction de Berlin ou de Londres ou de Rome, que sais-je ! Mais en quoi la destruction de ces villes garantit-elle la sécurité des nôtres ? Tout le problème est là !

En conséquence, c'est se moquer du monde que de prendre précisément pour pivot de toute politique extérieure une idée qui, dans l'état présent des choses, ne correspond plus à rien. Exactement.

La sécurité par les armements est une dangereuse illusion qu'il nous faut dissiper sans délai. Les armements ne garantissent plus aux peuples la sécurité. Les canons sont impuissants à barrer le passage à toute une escadrille d'avions porteurs d'explosifs et de bombes incendiaires. Et que peuvent fusils, canons, tanks et mitrailleuses contre une nappe de gaz ? Rien.

D'ailleurs, même militairement vaincue, envahie, la guerre se développant sur son territoire, une nation peut encore frapper dangereusement, sinon anéantir son adversaire victorieux, avec son aviation de bombardement pratiquement insaisissable.

Les armements ne nous défendent plus.

D'ailleurs, si les armements créent la sécurité, l'Allemagne — soyons attentifs à ceci — peut légitimement réclamer le droit de réarmer pour assurer sa propre sécurité. D'autre part, enfin, si les armements créent la sécurité, comment la guerre a-t-elle pu éclater dans l'Europe surarmée de 1914 ?

Par contre, l'histoire toute récente nous enseigne, d'expérience, qu'à des armements donnés répondent des armements rivaux qui rétablissent l'équilibre et cette concurrence contient en elle-même le pire danger de guerre qui soit. Notre sécurité réside ailleurs nous le verrons. Le désarmement n'est pas sa conséquence, il est sa condition.

III. SÉCURITÉ PAR LE DÉSARMEMENT. — « *L'histoire moderne fournit une preuve incontestable et accablante de la fausseté de ce principe selon lequel la sécurité d'une nation est en proportion de la puissance de ses armements* », disait Henderson, dans son discours inaugural (Conférence du désarmement, Genève, février 1932). Ce n'était là qu'un commentaire éloquent de l'article 8 du Pacte de la S. D. N. : « *Les membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux...* ».

En outre, l'arbitrage obligatoire implique, exige même, un désarmement suffisant à écarter la menace d'une guerre brusquée venant paralyser, par son développement rapide de violence les centres vitaux d'un pays et, partant, sa défense possible. D'autre part, cet

arbitrage semble une dérision au peuple sûr de sa force qu'on ne contraindra que difficilement à s'y soumettre. C'est toute l'histoire du conflit sino-japonais !

Abandonnons résolument cette thèse longtemps classique : un pays doit être fort pour être en sécurité. La sécurité par les armements n'est d'ailleurs pas absolue, constante, mais relative et précaire. Nous le constatons : l'armement de l'un appelle le surarmement de l'autre. L'équilibre ou le déséquilibre des forces n'est pas en rapport constant. Il se déplace continuellement. Ainsi, le déséquilibre subsiste, en définitive. Prétendre fonder l'édifice de la Paix en déposant à sa base une masse d'explosifs, quel paradoxe extravagant ! Disons mieux : Quelle redoutable autimonie ! Quelle absurdité !

Il faut le dire et le répéter inlassablement, la course aux armements que fait prévoir l'échec définitif de la Conférence de Genève — dont on admet, par coupable légèreté, la possibilité dans certains milieux officiels français — accélérerait tout aussitôt cette course aux armements, ce serait la course fatale vers un universel suicide.

Un nouveau conflit serait tel qu'il constituerait, pour tous, un désastre sans précédent. Cette guerre plongerait l'univers civilisé dans un abîme de dévastation. Ce n'est pas l'habituel traité de paix consacrant, orgueilleusement, la gloire des uns et le misérable écrasement des autres qui en serait la conclusion, mais la révolution brutale, effroyable déchaînement d'appétits exaspérés par la misère et par la peur.

D'idées généreuses, constructives, aucune en de telles heures ! Ce que la guerre, dans son délire sanglant, aurait épargné peut-être, la bestialité l'emporterait. Il faut désarmer !

IV. LES ÉLÉMENTS DE LA SÉCURITÉ FRANÇAISE. — Serrons le problème de plus près. Quels sont les éléments constitutifs, essentiels de la sécurité française ? Se sont les suivants :

a) Notre armée ;

b) Le désarmement de l'Allemagne ;

c) Les accords internationaux. Apprécions-les sommairement.

a) *Notre armée* ? Une natalité décroissante réduit nos effectifs d'année en année. Relativement au potentiel démographique, nous serons bientôt, vis-à-vis de l'Allemagne seule, dans le rapport de 1 à 2. Ce serait une grave imprudence que de compter sur nos alliances pour rétablir la situation à cet égard. Reste, il est vrai, pour quelque temps encore, nos ressources coloniales. Elles ne sont pas d'un maniement facile. Nous ajoutons que pour ce qui est du potentiel industriel et chimique, le rapport de l'Allemagne à nous est de 5 à 1 ! Concluons.

b) *Désarmement de l'Allemagne*. — Nous nous rassurons en disant : l'Allemagne est militairement désarmée. Pour combien de temps encore ? Nous l'avons démontré : le désarmement de l'Allemagne n'était que la préface du désarmement général. Les peuples vaincus ont été désarmés il y a quatorze ans ; mais, ne l'oublions pas, en vertu d'un engagement solennel réciproque.

Nous savons comment cet engagement a été respecté.

Et, si Genève échoue en fin de compte, Hitler est fondé en droit à réclamer, pour son pays, la liberté des armements. La menace est claire. Nous sommes hors d'état d'y parer. C'est la guerre avant 10 ans ! En conclusion, caractère transitoire du désarmement allemand.

Dans ces deux cas, si la course aux armements reprend, nous serons rapidement distancés et finalement vaincus par notre voisin mieux outillé et plus industrialisée que nous.

De telles vérités ne peuvent être cachées.

c) Quant aux accords internationaux que nous ne pouvons, ici, analyser en détail, disons brièvement que

leur caractère d'imprécision d'une part et l'indétermination des sanctions éventuelles contre l'agresseur d'autre part, suffisent à en paralyser l'essor sinon à en ruiner l'efficacité.

V. LE CARACTÈRE VÉRITABLE DE LA SÉCURITÉ. — Qu'il nous soit permis, au terme de notre démonstration, de dénoncer l'erreur que constitue la recherche de la sécurité sur le plan de la force militaire. Matérialisme aussi décevant que vain ! La sécurité — étymologiquement d'ailleurs — est essentiellement un *état de fait moral*. La sécurité est fonction d'éléments psychologiques ou intellectuels. La sécurité sera acquise le jour où chaque individu, dans chaque nation, possèdera la certitude confiante qu'aucun pas ne veut ni ne peut l'attaquer brusquement. Or, les armements menacent cette sécurité intérieure précisément parce qu'ils sont la cause déterminante de la méfiance. Armer, c'est diviser les peuples. Armer, c'est surexciter leur inquiétude. Armer, c'est les dresser, demain, les uns contre les autres.

Car l'angoisse présente du monde réside, en dernière analyse, dans le sentiment de l'existence d'un redoutable armement universel et dans la crainte douloureuse qu'il inspire. Seule, sa disparition permettra la sécurité qui, dans le même temps, désarmera les cœurs comme elle aura désarmé les bras. C'est là que réside le problème de la véritable sécurité.

En conclusion, à la vieille conception *latine et juridique* de la paix — la justice portant un glaive, — nous opposons, sur ce plan particulier, notre conception *éthique* de la paix et l'action incoercible de la conscience humaine ; aux armées nationales ou internationales, survivances brutales du passé, la pression des forces intérieures, symbole d'un radieux avenir.

Notre sécurité ne repose pas sur des armements ou des sanctions extérieures, mais sur un état psychologique générateur de confiance. Et c'est dans la révolte de la conscience individuelle que réside notre suprême espoir !

Arbitrage, Sécurité, Désarmement, dit M. Paul-Boncour ? Allons donc ! Il faut réaliser le désarmement d'abord qui engendre la sécurité et permet seul un fonctionnement harmonieux de l'arbitrage.

Le reste est indigence coupable ou habileté politicienne. — R. Jospix.

SÉISME n. m. (du grec *séismos*). Un séisme est un tremblement de terre ; c'est le nom donné à toute secousse imprimée au sol par un effort interne. C'est un épisode violent qui se produit dans le phénomène des contractions lentes de l'écorce terrestre.

Les séismes plus ou moins brusques, sont généralement de très courte durée (40 à 50 secondes) mais les secousses peuvent se renouveler à intervalles très rapprochés et cela pendant des jours, des semaines et même des mois. Aux îles Sandwich, il a été enregistré en 1868, deux mille secousses durant le mois de mars. L'intensité des séismes est très variable. Parfois ils sont si faibles que seuls, des appareils spéciaux peuvent les déceler. Par contre, ils peuvent être si violents qu'ils bouleversent en quelques secondes des régions entières, détruisant des villes, faisant surgir des îles, des montagnes.

Les mouvements sont de trois genres : horizontaux, verticaux et ondulatoires. Les derniers sont les plus fréquents. La nature des secousses dépend de la position du centre de poussée par rapport au point qui subit le séisme. Des observations récentes tendent à démontrer que ce centre de poussée se situerait entre cinq et vingt kilomètres au-dessous de la surface du sol. Les poussées horizontales et verticales sont moins dangereuses que les poussées ondulatoires. Les premières se caractérisent par la projection à une hauteur plus ou moins grande, des objets, des personnes et

parfois des habitations. Les secondes renversent tout de côté. Les dernières impriment à la surface du sol un mouvement analogue à celui de la vague et disloquent puissamment l'écorce terrestre.

Quelle que soit la nature des secousses, elles amènent volontiers la production de crevasses qui affectent la forme de longues lézardes ou qui ont une disposition étoilée. Ces crevasses atteignent parfois plusieurs kilomètres de longueur. Les unes se referment, les autres restent béantes jusqu'à ce qu'elles soient comblées par des éboulements. Parfois les tremblements de terre s'accompagnent de dénivellations ou rejets qui s'établissent toujours entre des assises géologiques différentes. Le séisme de 1891, au Japon, fit naître une dénivellation brusque de 6 mètres sur une longueur de 112 kilomètres, au milieu de terrains auparavant de plain-pied.

Les tremblements de terre, produisent quelquefois de véritables effondrements. En 1819, dans le delta de l'Indus, le district du Grand-Rhône s'abîma dans la mer d'Oman, formant un golfe immense de 5 mètres de profondeur. Ailleurs, les séismes amènent des soulèvements désastreux, tel celui du port de Népon, en 1855, qui s'est entièrement vidé.

Les secousses sismiques sont peu sensibles en mer. Mais la translation des ondes sismiques donne lieu à la production des ras de marée. Les eaux de l'océan après s'être retirées, sous l'influence de la secousse, durant un laps de temps qui peut atteindre 24 heures, en découvrant une partie plus ou moins vaste des fonds sous-marins, reviennent violemment en une vague gigantesque, haute parfois de 30 mètres, qui, montant à l'assaut des côtes, balaye des pays entiers en détruisant tout sur son passage.

La portion d'un pays secoué par un tremblement de terre, peut comprendre une vaste étendue. Certains séismes ont secoué des portions de pays couvrant près de 400.000 kilomètres-carrés.

Les secousses sont dites « linéaires » quand elles se propagent sur une ligne bien nette, en ne perturbant qu'un espace très étroit. Elles sont dites « centrales » lorsqu'elles rayonnent autour d'un centre nommé « épicycle » et qu'elles vont en s'affaissant à mesure qu'elles s'en écartent. Les ondes sismiques se propagent avec une grande rapidité. Le maximum enregistré donne comme vitesse de déplacement 5.200 mètres par seconde. Cette vitesse paraît être exceptionnelle. Aujourd'hui, les séismographes, appareils très sensibles, mis à l'abri des vibrations extérieures dans des sous-sols profonds, inscrivent en blanc sur un fond noir les vibrations qu'ils ressentent. Enregistrant instantanément les tremblements de terre, quel que soit l'endroit où ils se produisent, ils permettent de situer immédiatement le lieu et l'importance du séisme.

En général, les tremblements de terre sont accompagnés d'un bruit qui rappelle le roulement du tonnerre. Il arrive cependant que la secousse sismique est insensible et qu'on en perçoit seulement le bruit. Les séismes résultent autant de l'affaissement de la croûte terrestre sur le noyau central que des poussées volcaniques. Ils sont plus fréquents en certaines régions que dans d'autres. Mais il est impossible d'affirmer qu'il existe une région du globe, terrestre ou marine, qui soit à l'abri d'un tremblement de terre. Ces actions souterraines se font sentir dans les contrées les plus différentes, parmi les terrains géologiques les plus divers, sous les climats les plus opposés. Pourtant, certaines formations sont rebelles à la propagation des ondes sismiques. Ce sont les couches épaisses d'alluvions et de terrains meubles. Alors que la transmission se produit avec violence dans les roches compactes et surtout à la jonction de terrains géologiques différents, elle perd toute violence dans ces terrains meubles. Nonobstant cela, il n'est pas de contrées qui n'aient été

éprouvées par ce fléau. De puissantes actions internes se font sentir aussi bien sur les hauts plateaux des Alpes et des Andes, dans les prairies du Mississipi ou les steppes de la Sibérie, que dans les sables de la Syrie, dans les vallées des Alpes où les collines bordant le cours du Rhin.

On admet que le voisinage de la mer joue un grand rôle dans la production des séismes. Mais ceux-ci se produisent de préférence le long de deux zones nettement limitées, qui correspondent à des plissements brusques de l'écorce terrestre.

L'une part du Portugal méridional, passe par l'Andalousie, l'Algérie, les Pyrénées, les Alpes, l'Italie, l'Asie-Mineure, l'Himalaya et les îles de la Sonde. L'autre comprend les rives du Pacifique, le Kamtchatka, le Japon, les Philippines, la Nouvelle Guinée, la côte occidentale des deux Amériques, depuis le cap Horn jusqu'aux îles Aléoutiennes.

Malgré que la violence des séismes soit superficielle, l'effort interne ne rencontrant pas à la surface du sol la résistance qu'elles éprouvent plus bas de la part des formations géologiques, on a malheureusement enregistré de véritables catastrophes ayant produit un nombre important de dégâts et fait de nombreuses victimes. Citons, parmi ces séismes désastreux : 1693, en Sicile : 93.000 victimes. En 1755, Lisbonne : 30.000 victimes ; en 1783, Calabre : 90.000 victimes ; en 1906, San-Francisco ; en 1908, Messine : 100.000 victimes et récemment, en 1930, au Japon : près de 300.000 victimes. Et pourtant les tremblements de terre sont des phénomènes excessivement fréquents, la terre est en état de mobilité perpétuelle. Seulement la majorité des séismes passent inaperçus, car ils se produisent soit en mer soit dans des régions inhabitées. Seuls ceux ayant ébranlé des régions habitées et ayant eu des résultats désastreux se gravent dans l'éphémère mémoire des hommes. — Charles ALEXANDRE.

SEIZE (LE MANIFESTE DES). Sous cette appellation, on a désigné, dans le mouvement anarchiste, une déclaration datée du 28 février 1916, qui fut publiée pour la première fois dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*, le 14 avril 1916. Le n° 16 des publications de *La Révolte* et des *Temps Nouveaux*, du 15 octobre 1922, a reproduit *in-extenso* la dite déclaration, signée de quinze noms seulement ; cela provient de ce que Huseinbey, le seizième signataire supposé, n'était, en réalité, que la localité (Algérie) habitée par l'un des signataires : Orfila. Ainsi, le trop fameux Manifeste des Seize aurait du se dénommer, à plus juste titre, le Manifeste des Quinze. Mais ce serait commettre une nouvelle erreur de ne voir, en cette déclaration, qu'une adhésion de quinze anarchistes. Les événements de l'époque firent que, lorsque cette déclaration fut communiquée à la presse française et étrangère, quinze camarades seulement approuvèrent le texte, pressé que l'on était de le publier ; dans le numéro du 14 avril 1916 de *La Libre Fédération*, périodique communiste-anarchiste, paraissant à Lausanne, une bonne centaine d'adhésions nouvelles venaient s'ajouter aux précédentes ; elles émanaient de camarades français, italiens (les plus nombreux), quelques-uns de Suisse, d'Angleterre, de Belgique et du Portugal. Certaines étaient suivies de ces deux mots curieux : « Aux Armées » ; une même, dont l'adresse était : 7, rue de la Halle, au Havre, était illisible.

Telle est l'histoire de cette déclaration appelée à soulever des polémiques violentes et à faire surgir des antagonismes qui, en 1933, persistent. Pour mieux situer ce Manifeste dans le cadre de l'évolution sociale du début du XX^e siècle, on peut s'autoriser à le comparer, sur des plans différents, au Manifeste des 93 intellectuels allemands, qui, lui aussi, donna naissance à de nombreux commentaires, et dire que le premier fut

au mouvement anarchiste ce que le second fut au monde « intellectuel ».

Le Manifeste des Seize — nous continuerons à le désigner ainsi — eut une répercussion considérable, qui se manifesta d'une façon véhémente dans toute l'action du mouvement anarchiste d'après-guerre. L'oubli est loin de s'en être emparé, pour l'envelopper d'indifférence, ou le remiser au musée des erreurs de doctrine ou de tactique envers un idéal. L'ignorer si les générations de demain lui attribueront encore la même importance ; quoi qu'il en soit, et on le contestera difficilement, ce fut pour le mouvement anarchiste, une manifestation fort regrettable. Elle fut cause de divisions et de fractionnements dont le mouvement tout entier dut subir les contre-coups.

Le mouvement anarchiste, avant 1914, était loin de rallier des masses organisées et disciplinées comme celles des partis politiques et des organisations ouvrières. Si des défections se produisirent parmi les adeptes de l'idéal anarchiste, on doit reconnaître en toute bonne foi que, proportionnellement, elles furent cependant minimes. Et l'on peut affirmer, sans prétention aucune, que l'idéal anarchiste reste ce qu'il n'a cessé d'être, sans être affaibli par des compétitions dont la variabilité est incompatible, et pour le moins contestable, avec la défense de son idéologie et de ses principes.

Dès le début de la guerre, quelques militants anarchistes, réfugiés en Angleterre, poursuivaient leur propagande dans *Freedom*, le journal anarchiste-communiste de Londres, fondé en 1836, par Kropotkine et Charlotte M. Wilson. Les trente-neuf années d'existence de ce journal en faisaient le doyen de la presse anarchiste du monde entier. Dans les numéros d'octobre, de novembre et de décembre 1914, une controverse animée s'engagea au sujet de la guerre. On y trouva une contribution pro-guerriste de Kropotkine, Tcherkesoff et Jean Grave d'une part, et celle des anti-guerristes : Malatesta et une grande partie des anarchistes anglais d'autre part. Kropotkine n'admettait guère que l'on pût avoir une idée opposée à celle défendue par les pro-guerristes et, logique avec lui-même, il mettait en exécution un point de vue jadis exprimé : qu'en cas de conflit entre la France et l'Allemagne, il prendrait position pour la France, qu'il trouvait plus évoluée et dont il craignait que la défaite n'entraînant une réaction internationale.

A quelques amis, lors d'un passage à Paris, en 1913, je pense, Kropotkine avait déclaré : « Et la guerre ? J'ai dit, lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans et de ne pouvoir prendre un fusil pour défendre la France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre, et je défendrai la France contre n'importe quel pays d'ailleurs : Russie, Angleterre, Japon, aussi bien que contre l'Allemagne. » C'était là une profession de foi francophile doublée d'un romantisme révolutionnaire qui, si elle cadrant peu avec les écrits de l'auteur de « La Conquête du Pain » et des « Paroles d'un Révolté », pouvait s'harmoniser avec celui de « La Grande Révolution ». Mais, en ce cas, que devenait la fameuse « insurrection en cas de guerre », prônée par le mouvement anarchiste révolutionnaire ? Cette polémique entre les interventionnistes et les anti-guerristes provoqua bientôt une rupture dans le groupe de *Freedom*. Et, dépassant la mesure que se doit de garder une controverse courtoise, Tcherkesoff « alla même jusqu'à injurier grossièrement Keell en personne, parce que ce militant refusait de céder aux injonctions de la demi-douzaine (tout au plus) de Kropotkiniens qui voulaient mettre le journal au service de la guerre ». Pour dissiper la mauvaise impression produite par cette rupture vio-

Jeune, les anarchistes réfugiés à Londres, à cette époque, et les camarades anglais éditeront en langue anglaise, français et allemand, un manifeste signé par trente-six camarades, intitulé : « L'Internationale Anarchiste et la Guerre ».

Voici le texte de ce Manifeste :

« L'Europe en son état actuel, que dis-je de millions d'hommes aux prises, dans la plus effroyable boucherie qu'il y ait eue, enregistre l'histoire, des millions de femmes et d'enfants en armes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples, brutalement suspendue, la menace, chaque jour plus grave, de complications nouvelles, tel est, depuis sept mois, le spectacle, l'engoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé. Mais, spectacle attendu, au moins par les amateurs, car pour eux, il n'y a jamais fait et il ne fait aucun doute — les terribles événements d'aujourd'hui forment cette assurance, — que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit arme restant au généralisé, coïncidera ou aura lieu avec la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'insécurité économique des citoyens, repose sur l'angoissant et douloureux dépendance d'une minorité de parasites, détentrice à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

« La guerre est insupportable : d'un côté vient, elle devant éclater. Ce n'est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare soigneusement les plus formidables armements et que l'on accroit tous les jours d'immenses budgets de la mort. A perfectionner constamment le matériel de guerre, à rendre continuellement les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naté et naturel, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel Gouvernement. Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives. Dans le conflit actuel, les Gouvernements de Berlin et de Vienne ne sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les Gouvernements de Paris, de Londres, de Petrograd : c'est à lui de ceux-ci ou de ceux-là produits les documents les plus indiscutables et les plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'innocente défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

ne de privilèges. Le comité actuel illustre cela de
est que l'oppression organisée au profit d'une mino-
majorité. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'Etat
politiquement s'appuie pour maintenir sa tou-
te : il est encore sur la force militaire qu'il
politique du privilège. L'Etat est né de la force mili-
tairement dans l'existence de l'Etat, qui est la forme
comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uni-
quement dans l'existence des classes de l'Europe,
l'ensemble actuelle les plaines de l'Europe,
« La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle
a le droit de se déclarer en état de légitime défense.
droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun
l'empire colonial ? Non. Aucun des belligérants n'a le
droit et obtient les populations de son immense
guerre ? Parce l'Angleterre qui exploite, divise,
indes comptables seulement d'avoir parlé et écrit contre
étaient dans ses prisons, depuis des années, des can-
seulement forcés des troupes noires ? La France qui
natives du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le
l'Etat français, avec Hitler, les sanglantes con-
l' Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ?
révolte ? Parce l'Etat russe, dont le kout, le gibel
compréhensible et si puissant, qu'il a étouffé toute velléité
ment ? Parce l'Etat allemand, avec son militarisme
« La civilisation ? Qui donc la représente, en ce mo-

vio), A. Schapiro, William Shatoff, V.-J.-C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L.-G. Wolf, S. Yanovsky.

Tandis que se déroulaient les douloureux événements qui, depuis août 1914, ensanglantaient le monde entier, faisant de lui un immense et horrifiant charnier, vers le début de l'année 1916, au moment même où il était question de paix, certains anarchistes éprouvèrent le besoin urgent d'affirmer leur position dans le conflit guerrier qui mettait aux prises tous les peuples d'Europe et d'Amérique.

De là est née cette déclaration qui, dans les milieux révolutionnaires et plus particulièrement chez les anarchistes, devait prendre le nom de « Manifeste des Seize ». Son promoteur était Jean Grave, théoricien anarchiste-communiste bien connu, auteur d'ouvrages doctrinaux, dont les principaux sont « La Société Mourante et l'Anarchie », « Réformes et Révolution », « La Société future », etc...

Voici le texte de la déclaration des Seize :

« De divers côtés, des voix s'élèvent, pour demander la paix immédiate. « Assez de sang versé, assez de destruction », dit-on, « il est temps d'en finir d'une façon ou d'une autre ». Plus que personne, et depuis bien longtemps, nous avons été, dans nos journaux, contre toute guerre d'agression entre les peuples et contre le militarisme, de quelque casque impérial ou républicain il s'affuble. Aussi serions-nous enchantés de voir les conditions de paix discutées — si cela se pouvait — par les travailleurs européens, réunis en un congrès international. D'autant plus que le peuple allemand s'est laissé tromper en août 1914, et s'il a cru réellement qu'on le mobilisait pour la défense de son territoire, il a eu le temps de s'apercevoir qu'on l'avait trompé pour le lancer dans une guerre de conquêtes.

« En effet, les travailleurs allemands, du moins dans leurs groupements plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date et que, si cette guerre n'a pas éclaté en 1875, en 1886, en 1911 ou en 1913, c'est que les rapports internationaux ne se présentaient pas alors sous un aspect aussi favorable et que les préparatifs militaires n'étaient pas assez complets pour promettre la victoire à l'Allemagne (lignes stratégiques à compléter, canal de Kiel à élargir, les grands canons de siège à perfectionner). Et maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues. D'autant plus qu'il faudra reconnaître ce principe (déjà reconnu par la France en 1870, après la défaite de l'Autriche) que c'est la population de chaque territoire qui doit exprimer si elle consent ou non à être annexée.

« Si les travailleurs allemands commencent à comprendre la situation comme nous la comprenons, et comme la comprend déjà une faible minorité de leurs social-démocrates, — et s'ils peuvent se faire écouter par leurs gouvernants — il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix. Mais alors ils devraient déclarer qu'ils se refusent absolument à faire des annexions, ou à les approuver ; qu'ils renoncent à la prétention de prélever des « contributions » sur les nations envahies, qu'ils reconnaissent le devoir de l'Etat allemand de réparer, autant que possible, les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins, et qu'ils ne prétendent pas leur imposer des conditions de sujétion économique, sous le nom de traités commerciaux. Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand.

« On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représen-

tation des travailleurs allemands. On a aussi fait beaucoup de cas de quelques rixes qui ont eu lieu en Allemagne, à la suite de la cherté des vivres. Mais on oublie que de pareilles rixes ont toujours eu lieu pendant les grandes guerres, sans en influencer la durée. Aussi, toutes les dispositions prises, en ce moment, par le gouvernement allemand, prouvent-elles qu'il se prépare à de nouvelles agressions au retour du printemps. Mais comme il sait aussi qu'au printemps les Alliés lui opposeront de nouvelles armées, équipées d'un nouvel outillage, et d'une artillerie bien plus puissante qu'auparavant, il travaille aussi à semer la discorde au sein des populations alliées. Et il emploie, dans ce but, un moyen aussi vieux que la guerre elle-même : celui de répandre le bruit d'une paix prochaine, à laquelle il n'y aurait, chez les adversaires, que les militaires et les fournisseurs des armées pour s'y opposer. C'est à quoi s'est appliqué Bülow, avec ses secrétaires, pendant son dernier séjour en Suisse.

« Mais à quelles conditions suggère-t-il de conclure la paix ?

« La *Neue Zürcher Zeitung* croit savoir — et le journal officiel, la *Norddeutsche Zeitung*, ne la contredit pas — que la plupart de la Belgique serait évacuée, mais à condition de donner des gages de ne pas répéter ce qu'elle a fait en août 1914, lorsqu'elle s'opposa au passage des troupes allemandes. Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges ? Le Congo ? On ne le dit pas. Mais on demande déjà une forte contribution annuelle. Le territoire conquis en France serait restitué, ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français. Mais, en échange, la France transférerait à l'Etat allemand tous les emprunts russes, dont la valeur se monte à dix-huit milliards. Autrement dit, une contribution de dix-huit milliards, qu'auraient à rembourser les travailleurs agricoles et industriels français, puisque ce sont eux qui paient les impôts. Dix-huit milliards, pour racheter dix départements, que, par leur travail, ils avaient rendus si riches et si opulents, et qu'on leur rendra ruinés et dévastés...

« Quant à savoir ce que l'on pense en Allemagne des conditions de la paix, un fait est certain : la presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués, se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une classe compacte — se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. L'Empire allemand, sachant que ses armées sont, depuis dix-huit mois, à 90 kilomètres de Paris, et soutenu par le peuple allemand dans ses rêves de conquêtes nouvelles, ne voit pas pourquoi il ne profiterait pas des conquêtes déjà faites. Il se croit capable de dicter des conditions de paix qui lui permettraient d'employer les nouveaux milliards de contribution à de nouveaux armements, afin d'attaquer la France quand bon lui semblera, lui enlever ses colonies, ainsi que d'autres provinces, et de ne plus avoir à craindre sa résistance.

« Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents.

« Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les illusions de quelques-uns de nos camarades, concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger, serait l'augmenter.

« En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace — mise à exécution — non seulement contre nos espoirs d'émancipation, mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. Nous ne croyons pas nécessaire d'insister que nous aurions préféré voir cette population prendre, en ses propres mains, le soin de sa défense. Ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé. Et, avec ceux qui luttent, nous estimons que, à moins que la population allemande, revenant à de plus saines notions de la justice et du droit, renonce enfin à servir plus longtemps d'instrument aux projets de domination politique pangermaniste, il ne peut être question de paix. Sans doute, malgré la guerre, malgré les meurtres, nous n'oublions pas que nous sommes internationalistes, que nous voulons l'union des peuples, la disparition des frontières. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement.

« Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux. »

« 28 février 1916. »

Pressés par les événements de publier cette déclaration, lorsqu'elle fut communiquée à la presse française et étrangère, quinze camarades seulement, dont les noms suivent, en avaient approuvé le texte :

Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Lève (Lorient), Charles Malato, Jules Moineau (Liège), Ant. Orfila (Husseinbey, Algérie), M. Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Ichikawa (Japon), W. Tcherkesoff.

Dès le mois d'avril 1916, afin de contrecarrer l'impression que venait de produire cette déclaration dans les milieux d'avant-garde et pour se situer vis-à-vis de ceux qui venaient d'adhérer à la Guerre du Droit en signant la déclaration dite des Seize, des militants réfugiés à Londres publièrent une protestation intitulée : « Déclaration anarchiste » et signée par le Groupe International Anarchiste, désavouant les Seize.

Cette déclaration était la suivante :

« Voici bientôt deux ans que s'est abattu sur l'Europe le plus terrible fléau qu'ait enregistré l'histoire, sans qu'aucune action efficace soit venue entraver sa marche. Oublieux des déclarations de naguère, la plupart des chefs des partis les plus avancés, y compris la plupart des dirigeants des organisations ouvrières — les uns par lâcheté, les autres par manque de conviction, d'autres encore par intérêt — se sont laissés absorber par la propagande patriotique, militariste et guerrière, qui, dans chaque nation belligérante, s'est développée avec une intensité que suffisait à expliquer la situation et la nature de la période que nous traversons. Quant au peuple, dans sa grande masse, dont la mentalité est faite par l'école, l'église, le régiment, la presse, c'est-à-dire ignorant et crédule, dépourvu d'initiative, dressé à l'obéissance et résigné à subir la

volonté des maîtres qu'il se donne, depuis celle du législateur, jusqu'à celle du secrétaire de syndicat, il a, sous la poussée des bergers d'en haut et d'en bas réconciliés dans la plus sinistre des besognes, marché sans rébellion à l'abattoir, entraînant, par la force de son inertie même les meilleurs parmi lui, qui n'évitaient la mort au poteau d'exécution qu'en risquant la mort sur le champ de carnage.

« Toutefois, dès les premiers jours, dès avant la déclaration de guerre même, les anarchistes de tous les pays, belligérants ou neutres, sauf quelques rares exceptions, en nombre si infime, qu'on pouvait les considérer comme négligeables, prenaient nettement parti contre la guerre. Dès le début, certains des nôtres, héros et martyrs qu'on connaîtra plus tard, ont choisi d'être fusillés, plutôt que de participer à la tuerie ; d'autres expient dans les geôles impérialistes ou républicaines, le crime d'avoir protesté et tenté d'éveiller l'esprit du peuple.

« Avant la fin de l'année 1914, les anarchistes lançaient un manifeste qui avait recueilli l'adhésion de camarades du monde entier, et que reproduisirent nos organes dans les pays où ils existaient encore. Ce manifeste montrait que la responsabilité de l'actuelle tragédie incombait à tous les gouvernants sans exception, et aux grands capitalistes, dont ils sont les mandataires, et que l'organisation capitaliste et la base autoritaire de la société sont les causes déterminantes de toute guerre. Et il venait dissiper l'équivoque créé par l'attitude de ces quelques « anarchistes guerriers », plus bruyants que nombreux, d'autant plus bruyants que, servant la cause du plus fort, leur ennemi d'hier, notre ennemi de toujours, l'Etat, il leur était permis, à eux seuls, de s'exprimer ouvertement, librement.

« Des mois passèrent, une année et demie s'écoula et ces renégats continuaient paisiblement, loin des tranchées, à exciter au meurtre stupide, et répugnant, lorsque, le mois dernier, un mouvement en faveur de la paix commençant à se préciser, les plus notoires d'entre eux, jugèrent devoir accomplir un acte retentissant, à la fois dans le dessein de contrecarrer cette tendance à imposer aux gouvernants la cessation des hostilités, et pour que l'on pût croire, et faire croire, que les anarchistes s'étaient ralliés à l'idée et au fait de la guerre.

« Nous voulons parler de cette Déclaration publiée à Paris, dans *La Bataille* du 14 mars, signée de Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Hussein Bey, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Lève, Charles Malato, Jules Moineaux, Ant. Orfila, M. Pierrot, Paul Reclus, Richard, S. Shikawa, W. Tcherkesoff, et à laquelle a applaudi, naturellement, la presse réactionnaire.

« Il nous serait facile d'ironiser à propos de ces camarades d'hier, voire de nous indigner du rôle joué par eux, que l'âge, ou leur situation particulière, ou encore leur résidence, met à l'abri du fléau, et qui, cependant, avec une inconscience ou une cruauté que même certains conservateurs de l'ordre social actuel n'ont pas, osent écrire, alors que de tous côtés se sent la lassitude et poigne l'aspiration vers la paix, osent écrire, disons-nous, que « parler de paix à l'heure présente, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre » et qui tranchent : « Avec ceux qui luttent, nous estimons qu'il ne peut être question de paix ». Or, nous savons, et ils n'ignorent pas non plus, ce que pensent « ceux qui luttent ». Nous savons ce que désirent « ceux qui vont mourir » pour mieux dire : tout en ne nous dissimulant pas que les causes qui engendrent leur faiblesse, les entraîneront peut-être à mourir sans qu'ils aient tenté le geste qui les sauverait. Nous, nous laissons ces camarades d'hier à leurs nouvelles amours.

« Mais, ce que nous voulons, ce à quoi nous tenons essentiellement, c'est protester contre la tentative qu'ils

font, d'englober, dans l'orbite de leurs pauvres spéculations néo-étatistes, le mouvement anarchiste mondial et la philosophie anarchiste elle-même ; c'est protester contre leur essai de solidariser avec leur geste, aux yeux du public non éclairé, l'ensemble des anarchistes restés fidèles à un passé qu'ils n'ont aucune raison de renier, et qui croient, plus que jamais, à la vérité de leurs idées.

« Les anarchistes n'ont pas de leaders, c'est-à-dire pas de meneurs. Au surplus, ce que nous venons affirmer ici, ce n'est pas seulement que ces seize signataires sont l'exception, et que nous sommes le nombre, ce qui n'a qu'une importance relative, mais bien que leur geste et leurs affirmations ne peuvent en rien se rattacher à notre doctrine dont ils sont, au contraire, la négation absolue.

« Ce n'est pas ici le lieu de détailler, phrase par phrase, cette Déclaration, pour analyser et critiquer chacune de ses affirmations. D'ailleurs elle est connue.

« Qu'y trouve-t-on ? Toutes les misères nationalistes que nous lisons, depuis près de deux années, dans une presse prostituée, toutes les naïvetés patriotiques dont ils se gaussaient jadis, tous les clichés de politique extérieure avec lesquels les gouvernements endorment les peuples. Les voilà déconçant un impérialisme qu'ils ne découvrent maintenant que chez leurs adversaires. Comme s'ils étaient dans le secret des ministères, des chancelleries et des états-majors, ils jonglent avec les chiffres d'indemnité, évaluent les forces militaires et refont, eux aussi, ces ex-contempteurs de l'idée de patrie, la carte du monde sur la base du « droit des peuples », et du « principe des nationalités ». ... Puis, ayant jugé dangereux de parler de paix, tant qu'on n'a pas, pour employer la formule d'usage, écrasé le seul militarisme prussien, ils préfèrent regarder le danger en face, loin des balles. Si nous considérons synthétiquement, plutôt, les idées qu'exprime leur Déclaration, nous constatons qu'il n'y a aucune différence entre la thèse qui y est soutenue, et le thème habituel des partis d'autorité groupés, dans chaque nation belligérante, en « Union Sacrée ». Eux aussi, ces anarchistes repentis, sont entrés dans l'« Union Sacrée », pour la défense des fameuses « libertés acquises », et ils ne trouvent rien de mieux, pour sauvegarder cette prétendue liberté des peuples, dont ils se font les champions, que d'obliger l'individu à se faire assassin et à se faire assassiner pour le compte et au bénéfice de l'Etat. En réalité, cette Déclaration n'est pas l'œuvre d'anarchistes. Elle fut écrite, par des étatistes qui s'ignorent, mais par des étatistes. Et rien, par cette œuvre inutilement opportuniste, ne différencie plus ces ex-camarades des politiciens, des moralistes et des philosophes de gouvernement, à la lutte contre lesquels ils avaient voué leur vie.

« Collaborer avec un Etat, avec un gouvernement, dans sa lutte, fût-elle même dépourvue de violence sanguinaire, contre un autre Etat, contre un autre gouvernement, choisir entre deux modes d'esclavage, qui ne sont que superficiellement différents, cette différence superficielle étant le résultat de l'adaptation des moyens de gouvernement à l'état d'évolution auquel est parvenu le peuple qui y est soumis, voilà, certes, qui n'est pas anarchiste. A plus forte raison, lorsque cette lutte revêt l'aspect particulièrement ignoble de la guerre. Ce qui a toujours différencié l'anarchiste des autres éléments sociaux dispersés dans les divers partis politiques, dans les diverses écoles philosophiques ou sociologiques, c'est la répudiation de l'Etat, faisceau de tous les instruments de domination, centre de toute tyrannie ; l'Etat qui est, par sa destination, l'ennemi de l'individu, pour le triomphe de qui l'anarchisme a toujours combattu, et dont il est fait si bon marché dans la période actuelle, par les défenseurs du « Droit » également situés, ne l'oublions pas, de chaque côté de

la frontière. En s'incorporant à lui, volontairement, les signataires de la Déclaration ont, en même temps, renié l'anarchisme.

« Nous autres, qui avons conscience d'être demeurés dans la ligne droite d'un anarchisme dont la vérité ne peut avoir changé du fait de cette guerre, guerre prévue depuis longtemps, et qui n'est que la manifestation suprême de ces maux que sont l'Etat et le Capitalisme, nous tenons à nous désolidariser d'avec ces ex-camarades, qui ont abandonné leurs idées, nos idées, dans une circonstance où, plus que jamais, il était nécessaire de les proclamer haut et ferme.

« Producteurs de la richesse sociale, prolétaires manuels et intellectuels, hommes de mentalité affranchie, nous sommes, de fait et de volonté, des « sans patrie ». D'ailleurs, patrie, n'est que le nom poétique de l'Etat. N'ayant rien à défendre, pas même des « libertés acquises » que ne saurait nous donner l'Etat, nous répudions l'hypocrite distinction des guerres offensives et des guerres défensives. Nous ne connaissons que des guerres faites entre gouvernants, entre capitalistes, au prix de la vie, de la douleur et de la misère de leurs sujets. La guerre actuelle en est l'exemple frappant. Tant que les peuples ne voudront pas procéder à l'instauration d'une société libre et communiste, la paix ne sera que la trêve employée à préparer la guerre suivante, la guerre entre peuples étant en puissance dans les principes d'autorité et de propriété. Le seul moyen de mettre fin à la guerre, de prévenir toute guerre, c'est la révolution expropriatrice, la guerre sociale, la seule à laquelle nous puissions, anarchistes, donner notre vie. Et ce que n'ont pu dire les seize à la fin de leur Déclaration, nous le crions : Vive l'Anarchie ! — LE GROUPE ANARCHISTE INTERNATIONAL DE LONDRES. (Avril 1916.) »

D'autre part, dans un numéro de *Freedom* (avril 1916), Malatesta protesta personnellement contre les affirmations des Seize. Voici son article, intitulé : « Anarchistes partisans du Gouvernement » :

« Un manifeste vient de paraître, signé par Kropotkine, Grave, Malatesta et une douzaine d'autres vieux camarades, dans lequel, se faisant l'écho des gouvernements de l'Entente, qui demandent la lutte à outrance et jusqu'à l'écrasement de l'Allemagne, ils ont pris position contre l'idée d'une « paix prématurée ». La presse capitaliste publie, avec une naturelle satisfaction, des extraits du manifeste, et annonce que c'est le travail des « dirigeants du mouvement anarchiste international ». Les anarchistes, presque tous restés fidèles à leurs convictions, se doivent de protester contre l'essai d'impliquer l'anarchisme dans la continuation d'une féroce boucherie, qui n'a jamais promis de bénéfice à la cause de la Justice et de la Liberté et qui, maintenant, se montre absolument stérile et sans résultat, même du point de vue des gouvernants, quel que soit le côté de la barricade qu'ils occupent.

« La bonne foi et les bonnes intentions de ceux qui ont signé le Manifeste sont en dehors de toute question. Mais, si pénible qu'il soit d'incommoder de vieux amis qui ont rendu tant de services à la cause qui, dans le passé, nous fut commune, on ne peut, — au point de vue de la sincérité, et dans l'intérêt de notre mouvement d'émancipation — omettre de se séparer de camarades qui se considèrent capables de réconcilier les idées anarchistes et la collaboration avec les gouvernements et la classe capitaliste de certains pays, dans leur lutte contre les capitalistes et les gouvernants de certains autres pays.

« Durant la guerre actuelle, nous avons vu des républicains se plaçant au service des rois, des socialistes faisant cause commune avec la classe dirigeante, des travailleurs servant les intérêts des capitalistes ; mais, en réalité, tous ces gens sont, à des degrés variables, des conservateurs, croyant en la mission de l'Etat, et

leur hésitation peut se comprendre quand l'unique remède réside dans la destruction de chaque entrave gouvernementale et le déclenchement de la Révolution Sociale. Mais cette hésitation est incompréhensible dans le cas des anarchistes. Nous prétendons que l'Etat est incapable de tout bien. Tant au point de vue international qu'au point de vue des relations individuelles, il ne peut combattre l'agression qu'en se faisant lui-même l'agresseur ; il ne peut empêcher le crime qu'en organisant et en commettant de plus grands crimes encore. Même dans l'hypothèse — qui est loin d'être la vérité — que l'Allemagne serait seule responsable de la présente guerre, il est prouvé que si l'on s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne, qu'en supprimant toute liberté et en ressuscitant la puissance de toute les forces de la réaction.

« Sauf la Révolution populaire, il n'y a pas d'autre voie de résistance à la menace d'une armée disciplinée, qu'en ayant une armée plus forte et plus disciplinée, de sorte que les plus rigides antimilitaristes, s'ils ne sont anarchistes, et s'ils sont effrayés de la destruction de l'Etat, sont inévitablement conduits à devenir d'ardents militaristes. En fait, dans l'espoir problématique d'écraser le militarisme prussien, ils ont renoncé à tout l'esprit et à toutes les traditions de la liberté, ils ont prussianisé l'Angleterre et la France ; ils se sont soumis au tsarisme ; ils ont restauré le prestige du trône chancelant d'Italie.

« Des anarchistes peuvent-ils, un seul instant, accepter cet état de choses, sans renoncer à tout droit de s'intituler anarchistes ? Quant à moi, même la domination étrangère imposée par la force et menant à la révolte, est préférable à l'oppression intérieure acceptée humblement, presque avec reconnaissance, dans l'espoir que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal. Il est vain de prétendre, comme le font les rédacteurs et signataires du Manifeste en question, que leur position est déterminée par des événements exceptionnels et que, la guerre une fois terminée, chacun retournera dans son camp et combattra pour son propre idéal. Car, s'il est nécessaire, actuellement, de travailler en harmonie avec le gouvernement et le capitalisme, pour se défendre contre « la menace germanique », ceci sera aussi nécessaire après que pendant la guerre. Quelque grande que puisse être la défaite de l'armée allemande — s'il est vrai qu'elle sera battue — il ne sera jamais possible d'empêcher les patriotes allemands de songer à la revanche et de la préparer ; et les patriotes des autres contrées, très raisonnablement, de leur propre point de vue, désireront se tenir prêts, de façon à ne plus être pris au dépourvu. Ceci signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays. Que diront alors les prétendus anarchistes qui, actuellement, désirent la victoire d'une des alliances en guerre ? S'intitulant antimilitaristes, iront-ils prêcher le désarmement, le refus du service militaire, et le sabotage de la défense nationale, uniquement pour devenir, au premier soupçon de guerre, des sergents recruteurs pour les gouvernements qu'ils auront essayé de désarmer et de paralyser ?

« On dit que ces choses prendront fin, quand le peuple allemand se sera débarrassé de ses tyrans et aura cessé d'être une menace pour l'Europe, par la destruction du militarisme dans sa patrie. Mais si cela est, les allemands qui pensent, à bon droit, que la domination anglaise et française (pour ne pas parler de la Russie tsariste) ne sera pas plus agréable aux allemands que la domination germanique aux français et aux anglais, désireront d'abord attendre que les russes et les autres détruisent leur propre militarisme et voudront, entre temps, continuer à accroître leur armée. Et alors — Pendant combien de temps faudra-t-il ajourner la Révolu-

tion ? Et l'Anarchie ? Devons-nous attendre éternellement que les autres commencent ?

« La ligne de conduite des anarchistes est clairement indiquée par l'implacable logique de leurs aspirations.

« La guerre aurait dû être empêchée par la Révolution, ou, du moins, en la faisant craindre par les gouvernements. La force ou l'habileté nécessaires ont fait défaut. La paix doit être imposée par la Révolution, ou, du moins, en essayant de la faire. Actuellement, la force et l'habileté manquent.

« Eh bien ! Il n'y a qu'un remède : faire mieux à l'avenir. Plus que jamais nous devons éviter tout compromis, approfondir l'abîme entre les capitalistes et les esclaves salariés, entre les gouvernants et les gouvernés ; prêcher l'expropriation de la propriété privée, et la destruction de l'Etat, qui sont les seuls moyens pour garantir la fraternité entre les peuples, et la Justice et la Liberté pour tous. Et nous devons nous préparer à accomplir ces choses. Entre temps, il me semble criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre qui assassine des hommes, détruit les richesses et empêche la résurrection de la lutte pour l'émancipation. Il me semble que prêcher « la guerre jusqu'au bout », c'est faire, en vérité, le jeu des gouvernants allemands qui trompent leurs sujets et enflamment leur ardeur à la lutte en les persuadant que leurs adversaires désirent écraser et asservir le peuple germanique.

« Actuellement, comme toujours, que ceci soit notre devise : « A bas les capitalistes et les gouvernements, tous les capitalistes et tous les gouvernements ! ». Et, vivent les peuples, tous les peuples !... — ERICO MALATESTA. »

Un peu partout, c'est-à-dire dans les pays où le mouvement anarchiste comptait un certain nombre de militants, des protestations — la plupart indignées et violentes, — s'élevèrent contre la position prise par les signataires du Manifeste des Seize. En France, dès le mois d'octobre 1914, Sébastien Faure prit nettement, et sans attendre, position contre la guerre. Il publia un manifeste ayant pour titre : « Vers la Paix ». Il en publia un autre, intitulé : « La trêve des Peuples », en juillet 1915. Tirés à un grand nombre d'exemplaires, ces tracts antiguerriers furent répandus et distribués jusque sur le front des armées. En mars 1916, c'est par Sébastien Faure et quelques autres anarchistes que fut fondé le premier journal qui, en pleine guerre, se prononça ouvertement contre la continuation des hostilités et réclama énergiquement la cessation immédiate de l'état de guerre. Ce journal, hebdomadaire : « Ce qu'il faut dire » (tel était son titre), était administré, dirigé et rédigé par Sébastien Faure, secondé par un grand nombre de collaborateurs et d'amis, entre autres Trivier, Mauricius et Génold. Dès le premier numéro de « Ce qu'il faut dire », Sébastien Faure tenta de publier une réplique vigoureuse et véhémement au *Manifeste des Seize*. Mais la censure en empêcha la publication sous la menace de l'interdiction définitive du journal. Pas une ligne de cette réplique, — sorte de contre-manifeste revêtu d'un nombre respectable de signatures — ne put être publiée. Il va de soi que, tandis que la presse tout entière avait offert l'hospitalité de ses colonnes au *Manifeste des Seize*, aucun journal n'avait voulu accueillir cette réplique, ni même en souffler mot. De leur côté, Pierre Martin, Lecoq, Ruff et quelques autres compagnons publièrent clandestinement des numéros spéciaux du journal *Le Libertaire*, ainsi que des tracts, dans lesquels ces anarchistes, restés irréductiblement fidèles à la pensée et à l'action libertaires, vitupéraient la guerre et s'élevaient avec violence contre l'attitude des anarchistes auteurs ou signataires du *Manifeste des Seize*.

Ce qui s'est passé en France s'est produit — plus ou moins fortement — dans les autres pays. Mais, ici

comme là, Gouvernement, chefs militaires, censeurs et journalistes firent leur possible — et ce possible fut presque illimité — pour étouffer la voix anarchiste clamant, seule ou à peu près seule, sa haine de la guerre et exigeant le retour à la Paix.

Ces choses doivent être consignées ici, non seulement parce qu'elles sont conformes à la vérité, mais encore parce qu'elles infligent un démenti catégorique aux partis politique et aux organisations ouvrières qui se disent d'avant-garde, révolutionnaires et pacifistes, et qui, lors de la guerre infâme de 1914-1918, ayant failli — tel le parti socialiste et le syndicalisme — au mandat dont ils étaient investis, s'essayaient à justifier leur trahison par l'attitude des rédacteurs du *Manifeste des Seize*, qu'ils étendent collectivement, bien à tort on le voit, aux milieux anarchistes.

La guerre prit fin, et il semblait qu'une fois le conflit terminé, les choses se seraient tassées comme on dit, que la reconnaissance d'une erreur momentanée aurait mis un terme aux animosités nées à la suite d'articles et de mises au point publiées dès la parution de la Déclaration. Mais il y a des vanités et des entêtements que ne peut désarmer aucune considération.

En effet, Jean Grave, dans *La Bataille Syndicaliste*, où il publiait assez régulièrement ses papiers, écrivait, dans le numéro 358, dans un article intitulé : « De quel côté se trouve l'incohérence ? » : « Si les anarchistes avaient été en nombre suffisant dans le refus de se laisser mobiliser, pour troubler la défense, c'est contre eux que se serait tournée la colère populaire : la population, ne voulant voir en eux que des agents de l'agresseur, aurait applaudi à leur exécution. Et, dans le conflit, de l'issue duquel dépend le sort de l'humanité, je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils l'auraient eu que le traitement qu'ils méritaient. » Avouez qu'il y a là un abîme entre ces pensées et celles qu'il écrivit jadis dans « La Société Mourante et l'Anarchie », où il s'exprimait de la sorte : « Mais, pourtant, si vous avez commis l'imprudence de revêtir l'uniforme et qu'un jour vous vous trouviez dans cette situation de ne pouvoir vous contenir sous l'indignation... n'insultez ni ne frappez vos supérieurs... crevez leur la peau, vous n'en paierez pas davantage. » Et encore : « Il n'y a pas de patrie pour l'homme vraiment digne de ce nom... ou, du moins, il n'y en a qu'une : c'est celle où il lutte pour le bon droit, celle où il vit, où il a ses affections, mais elle peut s'étendre à toute la terre... Quant à vos patries de convention, les travailleurs n'y ont aucun intérêt, ils n'ont rien à y défendre. » De quel côté se trouve l'incohérence ? Le lecteur en jugera.

Sans doute, la guerre terminée, il valait mieux s'expliquer une bonne fois, prendre chacun ses responsabilités, se situer, ce qui fut fait, et ainsi rebondissait le problème de l'attitude des anarchistes en cas de guerre, qu'avait soulevé le *Manifeste des Seize*. Si, encore, cette polémique s'était déroulée en toute loyauté et à l'ombre de la tolérance réciproque, elle aurait pu aider à reconstruire l'entente. Mais chacun s'en donna à cœur joie, et l'on assista à un beau lavage de linge sale, le tout agrémenté d'épithètes plus ou moins désobligeantes, voire même parfois perfides. L'abîme s'ouvrait sans espoir de réconciliation, séparant à tout jamais des camarades, qui avaient donné, les uns comme les autres, dans des sphères différentes, avec leur tempérament, leurs connaissances et leur travail, toute une vie à un idéal commun.

Les signataires du *Manifeste des Seize*, tenus moralement, à se situer, voulurent « remettre ça » et jusqu'au bout défendre ce que des circonstances exceptionnelles les avaient déterminés à signer.

Jean Grave, le promoteur de la Déclaration fut le

premier à en repartir et, défendant son point de vue, il récidiva dans sa façon de voir, en un exposé précis et net, qui ne permettait point de se faire la moindre illusion, sur la façon dont il concevait cette question. Voici un écrit de Jean Grave, daté de Robinson, du 26 septembre 1922, où, répondant à un blessé de guerre qui lui reprochait, d'après oui-dire, d'avoir renié sa conviction, il s'explique et tente de justifier son attitude :

Un dernier mot : « Vous me demandez de vous donner les raisons qui ont motivé mon attitude pendant la guerre ? Pendant les cinq ans qu'elle a duré, je n'ai fait que cela dans « La Bataille ». Vous devez comprendre que je ne puis passer mon temps à recommencer. J'ai bien d'autres chiens à peigner. » A mes camarades « n'est pas un essai de justification de ma conduite », comme vous le traduisez, mais une réponse à certains imbéciles qui s'étaient fait l'écho de calomnies contre moi. Il y a là, une différence.

« D'autre part, j'ai la conviction que, contrairement à ce que vous affirmez si arbitrairement, je n'ai jamais donné de démenti à aucune de mes convictions, de n'avoir jamais agi autrement qu'en anarchiste. Jusqu'à la déclaration de la guerre, moi et mes camarades, nous avons combattu le militarisme, les armements absurdes, les mesures imbéciles qui ne pouvaient avoir qu'une issue : la guerre monstrueuse qu'il fallait éviter à tout prix. Oui, jusqu'au bout nous avons essayé de faire comprendre à la population qu'elle n'avait rien à gagner à la guerre, mais, au contraire tout à y perdre. Sans aucune vanité, mes camarades et moi, nous pouvons nous vanter d'avoir mené cette campagne mieux que qui ce soit, même de ceux qui ont tant l'air de faire les dégâts aujourd'hui.

« Si nous avions été écoutés, la guerre aurait été rendue impossible. Le seul tort que nous eûmes fut de toujours discuter au point de vue abstrait, de ne pas avoir su envisager les cas particuliers, et, aussi d'avoir raisonné comme si les anarchistes devaient être maîtres des événements. Or, ce qui est vrai au point de vue abstrait, ne l'est pas toujours en certains cas particuliers. C'est ce que vinrent nous démontrer les faits, lorsque nous nous trouvâmes en face d'eux. La victoire du militarisme aurait été, pour un siècle au moins, la mort de toute idée d'émancipation par toute l'Europe, un recul certain de l'évolution humaine. Cela, pour moi et mes co-signataires, était inadmissible. Que pour justifier leur façon de voir, d'aucuns le nient, cela ne supprime pas le fait.

« Au point de vue abstrait, on peut encore affirmer, sans beaucoup se tromper que, au point de vue de la liberté dont on jouit, qu'à condition de savoir défendre la pratique, cependant, il faut bien admettre que sous certains gouvernements, au prix de quelques mois de prison, de quelques tracasseries, la propagande de nos idées est possible, tandis qu'elle est peut-être rendue impossible sous d'autres. Sous prétexte que nous ne voulons aucun gouvernement, faut-il en conclure que s'il se présentait une tentative de nous imposer un régime comme celui du tsarisme par exemple, les anarchistes devraient se croiser les bras et laisser faire ? Certains extrémistes seront pour l'affirmative. Mais leur opinion ne prouvera qu'une chose : qu'ils sont des imbéciles. On ne parvient à augmenter la somme de liberté absolue, un gouvernement vaut l'autre. Dans dire celles qu'on possède déjà. C'était ce que signifiait la victoire du pangermanisme. C'est très bien de ne pas vouloir se battre ; mais si un bûcher vous tombe dessus, allez-vous tendre le dos ? Cela est bon pour un Tolstoïen, mais les révolutionnaires, que je sache, n'ont jamais prêché la non-résistance au mal.

« Nous avions tenté de rendre la guerre impossible. Nous n'avions pas été écoutés. La guerre avait fondu

sur nous. Des régions entières étaient livrées à l'envahisseur, qui fusillait, pillait, volait, maltraitait les populations ; j'aurais voulu y voir ces partisans de la non-résistance... S'ils persistent à me dire qu'en agissant ainsi, ils agissaient en anarchistes, en révolutionnaires, je leur réponds qu'ils agissaient en Jean-foutre.

« Il serait temps d'en finir avec ces façons aristocratiques de certains anarchistes, de se croire bien au-dessus du reste de la population. Il est faux que l'on puisse se détacher d'elle, se désintéresser de ce qui lui arrive. Ce qui la frappe nous frappe, ce qui l'avilit nous avilit. Et si tout l'égoïsme des non-résistants ne frappe pas tout d'abord, c'est que ce raisonnement — resté, du reste, purement théorique — était tenu loin des régions où les populations étaient molestées par l'envahisseur.

« Vous me demandez quelle serait ma conduite, si une nouvelle guerre se produisait ? Et vous, quelle serait la vôtre ? Vous n'en savez rien, ni moi non plus. En principe, avant comme après, je suis contre tous les militarismes, contre toutes les guerres ; si elle était encore possible, je suis convaincu que nos tristes gouvernants s'emploient de leur mieux à l'amener. Heureusement, à mon avis du moins, la dernière a été assez atroce pour que les peuples en soient purgés une bonne fois pour toutes, et que, malgré l'imbécillité des gouvernants, elle soit impossible. Mais si la menace plane encore une fois sur nos têtes, si nos gouvernants agissent si criminellement, à qui la faute ?

« Au lendemain de la guerre, si quelqu'un avait le droit de parler et avait quelque chance d'être écouté, s'ils avaient su parler fermement, c'étaient ceux qui avaient combattu, qui avaient risqué leur vie, leur santé. On leur avait dit que c'était pour la fin des militarismes, pour la fin des guerres qu'ils se battaient. Pourquoi n'ont-ils pas su exiger la réalisation des promesses faites, alors que la foule était encore pleine de leurs louanges ?

« Qu'ont-ils fait pour que la somme d'efforts qu'ils avaient dépensée, ne le fût pas en pure perte ? Rien. Une fois la guerre finie, chacun est rentré chez soi, et n'a pensé qu'à rester tranquille. Ah si ! On a formé des associations d'anciens combattants. Les uns sont nationalistes, réactionnaires, n'en parlons pas. D'autres sont « avancés », on a fait de la déclamation, du socialisme littéraire, du révolutionnarisme verbal, rien de pratique. Pendant cela, le monde politique tripote, vole, ruine, affame la population, pour le plus grand profit des mercantis. Qui s'en préoccupe ? Qu'il y ait des excuses, qui en doute ? Il y a l'ignorance, il y a la fatigue, les chets de familles, les difficultés de l'existence. Il y a, surtout, que la guerre a accompli son œuvre de démoralisation. Seulement, tout cela ne justifie pas ceux qui ne surent pas mieux faire que de venir aboyer aux talons de ceux qui ne firent qu'agir selon leur conscience, et surtout voir plus clair que ceux qui ferment les yeux devant les faits, pour s'enfermer dans les formules et les dogmes. »

A côté de Jean Grave, quatorze principaux signataires avaient à ce prononcer, vu que la question venait d'être soulevée à nouveau. Parmi eux, plusieurs étaient morts : Kropotkine, Guérin, Laisant, Tcherkesoff. Voici ce qu'écrivait Paul Reclus, l'un des signataires de la Déclaration, en juillet 1928, sous le titre : « Dans la Mêlée » :

« C'est en février 1916 que parut une déclaration, au bas de laquelle figurait mon nom, parmi quinze signataires, alors dispersés en France, en Algérie et en Angleterre. Les circonstances ne se prêtaient guère à un échange de vues sur les termes qu'il convenait d'employer. Ma signature voulait simplement dire : « En

juillet 1914, j'ai pris parti sans hésitation ; je suis entré dans la « mêlée ». C'est une façon de parler ; j'avais alors 56 ans ; chassé de Belgique par l'invasion, j'ai trouvé du travail n'importe où, et finalement dans l'industrie travaillant pour la guerre. Et il est délicat, les pieds sur les chenêts, de parler à ceux qui ont les pieds dans le sang. J'avais de chers amis au premier rang. Entre eux, ma pensée se porte toujours sur R. L., bon parmi les bons, courageux parmi les courageux, clairvoyant parmi les clairvoyants. Il fut tué au début de 1918. Je n'ai jamais rien écrit, ni pensé que je ne lui eusse dit : « J'ai confiance que des dévouements surgiront et lutteront partout et toujours ».

« La guerre, par sa prolongation, a déclenché la révolution russe puis, ultérieurement, a provoqué la disparition de deux empereurs de la scène du monde ; en exposant mes sentiments de juillet 1914, je n'ai pourtant pas à faire entrer ces événements en ligne de compte. Alors, c'est inconditionnellement que ma décision fut prise et je n'ai pas à me glorifier de ses conséquences heureuses que je n'avais pas espérées. Mon sentiment dominant a été l'insurrection contre le militarisme ; toutes les vingt nations de l'Europe étaient armées jusqu'aux dents, mais c'est un fait que l'armée allemande donnait le ton. Elle était la perfection des perfections, et les vingt armées des alentours obéissaient implicitement au grand état-major de Berlin ; toutes les initiatives prises par De Moltke se répercutaient immédiatement dans vingt sens. La propagande antimilitariste, faite çà et là, en France, en Italie, en Suisse, n'éveillait aucun écho en Allemagne et ne pesait pas un fétu, comparée au colosse qui grandissait sans cesse. Non seulement l'armée perfectionnait son organisation scientifique, mais partout, dans l'industrie, dans le commerce, dans la science, se plaçait un caporal auprès de quatre hommes, et cette hiérarchisation trouvait des admirateurs de plus en plus nombreux, aux quatre coins du globe. C'est contre cette caporalisation générale que je me suis insurgé.

« Evidemment, nous nous sommes trouvés du même côté de la barricade que les patriotes et que le tsar... et après ? Dans quelles circonstances antérieures les révolutionnaires « purs » ont-ils marché sans l'aide des gens d'idées toutes différentes ? J'ai vu la Commune. Combien nombreux étaient ceux que guidait un idéal social à côté de ceux qui avaient pris les armes par indignation patriotique contre le gouvernement de la « défense nationale » ? Combien de Varlin pour combien de Rossel ? Et, trente ans plus tard, pourquoi les anarchistes se sont-ils exposés aux coups, pour prêter main forte aux Scheurer-Kestner, aux Clémenceau et aux Zola, en faveur d'un bourgeois emprisonné ? Jamais, avant 1914, je n'avais entendu dire qu'il fallait réserver son action au cas où nous, anarchistes, serions les seuls à vouloir arracher une concession aux adversaires ; et même, au moment critique, aucun camarade, que je sache, n'a fait entendre sa voix dans ce sens. Mon sentiment est exactement contraire ; un conflit quelconque surgit-il, la moindre idée humaine est-elle en jeu ; y a-t-il une infime chance qu'il en jaillisse un atome de progrès, il n'y a pas à reculer devant l'énormité de la tâche. Il faut se jeter de toutes ses forces au secours de la fraction qui représente la conception la plus élevée. Je m'élève contre la prétention que sans nous, les forces en jeu feront jaillir le Bien de l'excès du Mal, autrement dit qu'inéluctablement le Bien viendra tout seul. Naturellement, tout dépend de l'idée que l'on se fait du progrès ; j'admets parfaitement que, vu de Sirine, un peu plus ou un peu moins de souffrance sur terre importe fort peu, qu'il est indifférent que tel peuple vive sous une dictature, tel autre sous une oligarchie de capitalistes, et tel autre sous la botte de militaires parlant une autre langue ; que les prisons soient plus ou moins pleines, que la misère soit plus ou

moins profonde. Mais moi, je suis d'un autre avis, je crois au bénéfice des petites améliorations arrachées aux dirigeants, en attendant les grands progrès. Et, de 1914 à 1928, je vois un changement heureux dans la situation générale.

« Qu'avons-nous donc gagné ? Que c'est nous, la France, qui, maintenant, sommes la nation militariste de l'Europe : le militarisme est entre nos mains. Ce n'est plus une idole lointaine et inaccessible, elle dépend aujourd'hui de notre action directe. Certes, le sentiment public ne s'est pas encore mis en mouvement à cet égard, mais reconnaissons du moins que l'opinion n'est pas militariste par principe ; ce n'est plus qu'une question d'opportunité pour la majorité des français. Je n'accorde pas aux militaristes une génération de survivance. C'est un signe des temps que les nations scandinaves discutent de la suppression pure et simple de leur armée.

« Revenons à la guerre de 1914. La responsabilité de son déclenchement ne repose pas sur les épaules d'un seul homme, ni d'un demi-quarteron de gouvernants, ni sur le capitalisme seul qui s'accommodait fort bien d'une paix armée. La responsabilité de la guerre repose sur la notion mystique de l'honneur de l'armée, et ceci est bien mort maintenant. Les empereurs y croyaient et cela ne leur a pas porté bonheur ; les militaires français en étaient moins imbus (après l'affaire Dreyfus) et les événements leur ont enseigné une modestie supplémentaire. Oui, les signataires de la Déclaration de 1916 se sont trouvés avoir d'étranges alliés ; mais, regardant en moi-même, je puis dire que les sentiments « patriotiques » ne jouèrent aucun rôle dans ma détermination. Je ne discute pas la légitimité de ces sentiments, mais ayant vécu plus de 25 ans de ma vie en divers pays étrangers, et cela sans souffrances particulières, je puis dire que ma patrie est partout où se trouvent des hommes de cœur et d'intelligence, des camarades et des amis.

« En opposition aux idées exprimées ici, celles des Tolstoïens sont absolument logiques et aucune critique ne peut leur être adressée non plus qu'aux bourgeois pacifistes, qui ignorent ou nient la question sociale. Comme eux, je sais que la violence n'est jamais une solution ; la violence contre les personnes, s'entend, car le renversement brutal des institutions, que tout le monde reconnaît être surannées n'en sera pas moins indispensable, et il n'y a pas deux genres de violence, une violence hideuse, la guerre, une violence joyeuse, la révolution. Elles ne se séparent point, toujours hideuses, parfois inévitables. Elles se confondent souvent : 1789-92 a amené 1793-94 ; au contraire, 1870 a eu la Commune pour suite ; 1914 a eu pour conséquence 1917 en Russie et les situations révolutionnaires de 1920, en différents pays.

« Frapper pour se défendre, c'est tout de même frapper. L'évolution consiste à savoir pourquoi on se bat, à savoir où il faut frapper et ce qu'il faut faire après avoir frappé. »

Philippe Richard, ne voulant point user trop sa plume ou noircir trop de papier, se contentait d'écrire : D'accord avec les déclarations ci-dessus exprimées ». (Il s'agissait des déclarations de Paul Reclus.) Tandis que Charles Malato, dans une courte lettre adressée à Paul Reclus, déclarait toujours siennes les idées exprimées dans l'article de son correspondant. Profitant en quelque sorte d'un compte rendu resté sur le marbre, d'un ouvrage de l'écrivain français Julien Benda, « La Trahison des Clercs », M. Pierrot trouva le moyen de montrer pourquoi il a été un des signataires du Manifeste des Seize :

« ...Il ne s'agit pas de rester neutres. Mais la lutte sociale ne doit pas nous aveugler et nous faire perdre de vue le but, qui est la suppression des classes, et la

libération de l'humanité tout entière. Les anarchistes reprochent aux bolchevistes, non d'avoir abattu l'autorité, mais de l'avoir restaurée à leur profit. Toute dictature est intolérable.

« Pendant la guerre de 1914, le point de vue vraiment humain n'avait rien de commun avec le point de vue de Romain Rolland, car le point de vue humain est non pas de rester neutres, mais de savoir prendre parti. Ce n'était pas non plus le point de vue marxiste, qui fut de nier la valeur morale et de s'enfermer dans le fanatisme étroit des intérêts matériels. Bon nombre d'anarchistes ont rejoint les marxistes, oubliant que le plus humain est le point de vue moral et que le progrès humain est dans le sens de la liberté.

« L'esprit de corps, l'esprit de classe, le nationalisme naissent d'une réaction contre le sentiment d'infériorité qui apparaît aux hommes comme un sentiment insupportable. Ceux-ci reportent la supériorité qui leur manque individuellement, sur le groupe dont ils font partie ; le nationalisme consiste à considérer sa propre patrie comme beaucoup au-dessus des autres, même quand elle a tort. Si une morale semblable scelle et cimente les intérêts du groupe, c'est au dépend de l'évolution humaine, car elle aboutit à l'égoïsme et à l'esprit de domination. Toute atteinte à la supériorité de l'individu ou du groupe, autrement dit : toute mise en état d'infériorité est considérée comme un crime, comme un sacrilège. L'offense ne saurait se compenser par l'équité. Elle réclame la mise en infériorité de l'adversaire, autrement dit : son humiliation. La vengeance est un sentiment de satisfaction, qui s'exerce par des représailles. Même en dehors de toute réaction à une offense quelconque, en dehors de tout esprit de vengeance, un parti, quel qu'il soit, tend vers la domination. S'il a des intérêts à défendre, il aspire à la dictature. Peu à peu, l'idéal passe au second plan. Le parti n'agit plus que pour le triomphe, c'est-à-dire pour laisser ses chefs au pouvoir, et pour caser ses parasites.

« Certains anarchistes s'imaginent détenir la vérité. Ils l'enchaînent dans une formule simpliste, et ils prétendent l'imposer aux autres. Ils deviennent les propres esclaves de leurs formules fossilisées, et font figure de fanatiques... L'amélioration morale sera de refouler l'esprit de vengeance, et la passion de domination. Domination exprime mieux que le mot « autorité » le principe contre lequel s'élève toute la morale anarchiste. »

La réponse de Christian Cornélissen devait soulever cette question plus précise et plus nette : les devoirs des révolutionnaires et la guerre de 1914-1918. C'est sous ce titre, d'ailleurs, que, en août 1928, il s'expliquait :

« ...Comme révolutionnaires et internationalistes, nous n'avons pas le droit de croiser nos bras, et de laisser écraser la République Française, et la Démocratie occidentale, par les hoberaux prussiens. Nous nous sommes appelés des révolutionnaires, et comme tels nous avions le devoir, non seulement de défendre l'Avenir contre le Présent, mais aussi de défendre les acquisitions du Présent contre le Passé. Il n'y avait doute chez aucun de nous, internationalistes, que la civilisation européenne et mondiale subirait une régression de plus d'un siècle, et reviendrait à l'ancien régime de 1789, si l'Allemagne remportait la victoire. La France écrasée, l'Allemagne impérialiste aurait commencé la guerre sous-marine contre l'Angleterre. Puis c'eût été le tour des Etats-Unis : les Américains l'ont bien compris. Ce n'était même pas l'empereur Guillaume II qui dirigeait la guerre déclenchée par lui : c'était la caste des hoberaux militaristes, qui rêvait d'une hégémonie allemande dans l'Europe et dans le monde entier.

« Certes, nous assistons maintenant aussi à une réaction sociale. Notamment dans les pays vainqueurs.

Comment aurait-il pu en être autrement, après une guerre mondiale, qui dura quatre ans ? Cependant, vingt-six dynasties balayées d'un seul coup en Allemagne, l'Autriche délivrée de son empereur, de même que la Russie de son régime autocratique, constituent autant de progrès indéniables pour l'humanité. A ces progrès politiques, il faut ajouter les réformes agraires, le morcellement des grandes propriétés seigneuriales, dans tous les pays de l'Europe centrale et orientale, aussi bien en Allemagne et en Autriche, que dans les Balkans et en Russie. La guerre mondiale a même eu ses répercussions justes sur la révolution chinoise.

« D'autre part, la réaction politique et sociale en Angleterre, en France et aux Etats-Unis, est certainement moins forte qu'elle aurait été dans le monde entier, après une victoire de l'ancien régime. Cette réaction est la plus effrénée en Italie. Dans tous les cas, même si une nouvelle guerre éclatait, l'extrême gauche du mouvement ouvrier ne pourrait pas, à mon avis, agir autrement que les révolutionnaires internationalistes ont agi en 1916. Ils devront avoir, devant les yeux, les grandes voies de la civilisation humaine et ne pourront pas rester dans l'inactivité.

« Mais cette guerre n'est pas la nôtre, c'est une guerre capitaliste », m'a-t-on objecté dans les réunions houleuses en Hollande, et un de mes contradicteurs ajoutait : « Si c'était la révolution sociale, ou si l'issue de la guerre pouvait servir à la révolution sociale, nous prendrions naturellement parti. » D'abord, on ne saurait se débarrasser d'un fléau mondial comme la guerre de 1914-1918, avec quelques mots sur le « capitalisme ». Cette guerre pour la domination des peuples et des races a eu d'autres racines encore que la seule rapacité des industriels et des financiers, de tous ceux qui ont fait fortune avec le malheur des autres. On pourrait douter, ai-je répondu à mes contradicteurs, que des camarades qui n'auraient pas su défendre les acquisitions de la grande révolution de 1789 et de celles de 1830 et de 1848, défendront mieux, dans l'avenir, la révolution sociale, contre les forces du capitalisme actuel. Dans une période de révolution mondiale, les faibles pourront aussi chausser leurs « pantoufles » en se déclarant « contre toute violence ».

« Je ne formulerais aucun reproche contre nos camarades, non-interventionnistes, si nous étions des partisans de la non-résistance, des Tolstoïens. Mais notre antimilitarisme n'est pas qu'un seul parmi les principes de l'extrême-gauche des pays occidentaux. C'est un principe secondaire, et si, demain, ce principe se heurte à un autre prédominant ; si, demain, tout le progrès de la civilisation se trouve en jeu — comme il l'a été en 1914-1918, — il est bien possible que les camarades, alors, devront oublier leur haine de la guerre, devant la nécessité de défendre les acquisitions de la civilisation. Car, en somme, les peuples, de même que les classes sociales ont la civilisation qu'ils méritent, et ceux qui ne savent pas se défendre, déclinent inévitablement. C'est une loi de la Nature que l'homme ne peut se permettre d'oublier. »

Loin d'apaiser le conflit, ces mises au point soulevèrent, dans la presse anarchiste internationale, de vives polémiques, dont certaines dégénérèrent en véritables pugilats épistolaires.

Descarsins, prenant part au débat, adressait à la revue mensuelle « Plus Loin », n° 43, d'octobre 1928, une lettre dans laquelle il situe le problème sur un plan plus général :

« ...Allons-nous admettre, comme un point de tactique anarchiste, que nous devons, dans toute guerre, intervenir en nous rangeant sous la bannière de l'un des belligérants ? En suivant les camarades de *Plus Loin* dans leur raisonnement, telle devrait pourtant être notre attitude, puisque, inévitablement, il se pré-

sentera dans tout conflit de gouvernement à gouverner l'un de ceux-ci qui aura moins tort que l'autre, qui sera moins impérialiste, ou plus révolutionnaire, etc., etc. Il reste à savoir, alors, quel bénéfice les peuples peuvent tirer d'une guerre quelconque — et j'entends par là le peuple qui crève de la guerre — ou même quel bien peut en tirer le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, ou encore quel profit en acquiert la civilisation. Non pas la civilisation mythique, mais la civilisation qui se traduit par un bien-être des masses dépossédées, et un progrès moral chez les individus.

« Je pense, plus fortement que jamais, que les Seize se sont trompés, et que, non seulement tout anarchiste, mais tout homme pensant, ne peut donner son assentiment, et moins encore sa collaboration, à un conflit de gouvernement à gouvernement... La cause essentielle de la régression du mouvement anarchiste, de la perte sensible d'influence de nos idées, réside dans la signature du manifeste, qui, en quelque sorte, séparait les adeptes des maîtres, décapitait le mouvement de ses chefs spirituels, qui ont eu, en 1914, une attitude qui contredisait leur vie, leurs actes, leur propagande, leurs écrits, toute leur œuvre anarchiste d'antan. Et, sans conducteurs spirituels, la propagation de nos idées ira de plus en plus vers la décadence ; la démagogie se fera une place de plus en plus grande..., et, au bout de cela, il y a le néant. Un résultat que n'avaient point prévu les signataires du manifeste. Et une régression des idées de liberté n'est point précisément un progrès de la civilisation.

« En posant la question du Manifeste, c'est dans ce sens que j'espérais la voir résoudre... Expliquer une attitude, ce n'est déjà plus la revendiquer. Et si l'on ne revendique pas le Manifeste, n'est-ce pas parce qu'il est « irrevendicable », parce que l'on s'est trompé ? Si ce grand pas était franchi dans les faits, comme je suis persuadé qu'il l'est dans les esprits, nous pourrions assister à un essor nouveau, à une régénération du principe anarchiste... et anti-guerrier. »

Pierrot répondit à *Descarsins* par une longue explication qui mérite de retenir toute l'attention des anarchistes, car elle combat la thèse de l'égoïsme sacré :

« ...Nous prenons le droit de nous intéresser à tout déni de justice, à tout acte de violence exercé contre un faible — pour crier notre protestation et pour agir, si nous pouvons. Nous prenons le droit d'agir contre l'iniquité commise envers un traîneur de sabre, un officier de l'armée bourgeoise. Nous avons été dreyfusards et le serions encore, si c'était à refaire. Alors, si nous avons pris le droit d'intervenir autrefois, dans un conflit entre galonnés, sans en être autrement diminués, — au contraire — pourquoi n'aurions-nous pas le droit de prendre parti dans un conflit entre gouvernements, mais où le progrès humain, les notions de justice et les acquisitions dans le domaine de la liberté morale sont en cause ? Lorsque progrès moral, justice et liberté sont en jeu, il n'y a plus de classe ni d'entité gouvernementale qui tiennent, l'intérêt de l'écclésiastique humain domine tout. Tant pis pour ceux qui ont trop peur d'être dupes et qui se confinent dans la méfiance. La méfiance est un sentiment assez bas qui ne peut aboutir qu'à l'impuissance et à la stérilité. En fait, il est l'apanage de ceux qui se sentent trop faibles ou trop peureux pour agir.

« ...*Descarsins* dit que notre attitude en 1914 a été en contradiction avec notre vie, etc... Sans doute, l'étonnerai-je beaucoup en répondant qu'il n'y a par en de contradiction, et que nous avons été anti-patriotes et anti-militaristes, avant, pendant et après la guerre. Mais il faut entendre que nous avons pris parti contre la menace du militarisme prussien tout-puissant, dont

le triomphe eût renforcé, dans la France vaincue, un militarisme réactionnaire, et que notre adhésion à la défense commune n'a jamais eu en vue ni exaltation du militarisme français, ni impérialisme, ni domination, ni orgueil national, ni représailles à exercer, ni humiliation à imposer. Avant la guerre, nous avons fait, en France, la propagande la plus active contre les incendiaires nationalistes, contre les préjugés patriotiques, contre la mascarade des retraites militaires. Nous savions qu'en Allemagne et ailleurs, nos camarades, moins nombreux, mais aussi actifs, faisaient la même propagande antimilitariste. Nous nous rendions compte que, dans l'Empire allemand, les idées démocratiques et révolutionnaires faisaient du progrès, malgré la gêne venant de l'armature féodale de l'Etat. Nous espérions qu'avec le temps, la poussée démocratique et révolutionnaire, encore bien faible, deviendrait assez forte pour empêcher les militaires de pouvoir à leur gré, déclencher la guerre.

« Notre résistance à l'invasion menée par le clan féodal et militaire allemand n'a jamais comporté la haine du peuple allemand, ni le dessein de son asservissement. Je n'ai jamais eu, personnellement, l'idée d'aller éventrer Nettlau sur l'autel de la patrie. J'ai continué, pendant la guerre, à répandre autour de moi des idées de fraternité universelle, et de compréhension des adversaires, fondées sur le simple bon sens. Le danger passé, nous reprenons, sans aucune honte, sans remords, notre propagande qui me semble, à moi, sans hiatus, parce que ma pensée n'a subi aucune déviation.

« J'avoue, d'us-je indigner Descarsins, que je reprendrai la même attitude contre une invasion conduite par Mussolini, sans haine aucune contre les Italiens. Mais, puisque je suis hostile aux royalistes français, pourquoi accepterais-je la loi des fascistes, simplement parce que les fascistes sont des étrangers ? Et pourtant le fascisme est beaucoup moins dangereux, beaucoup moins puissant que le grand état-major allemand. Sa victoire aurait des effets bien moindres ; à tout le moins, elle provoquerait, en France, le retour triomphal de l'esprit chauvin et réactionnaire. Mais, moi, je ne prétends pas imposer mon opinion à Descarsins.

« Pourrais-je dire que je respire mieux depuis la guerre, que j'ai davantage confiance dans une évolution pacifique des peuples, depuis que l'Europe ne traîne plus, comme un boulet, les empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie ? Il y a bien le fascisme et quelques autres dictatures. Ils sont d'importance secondaire, ils sont surtout désagréables pour leurs propres peuples. Le plus fort, le fascisme italien, n'a pas d'argent, et il ne peut donc rien faire, il va à la faillite financière. Toutefois, les voisins devront se garder des soubresauts de la bête au moment de son agonie.

« Qu'importe que le mouvement anarchiste actuel retourne au néant... Les idées d'émancipation et de liberté reprendront sous une autre forme et sous une autre appellation. Avec les tenants actuels du mouvement, ces idées sont en train de se fossiliser dans des formules négatives : à bas la morale, à bas la famille (il existait même, avant la guerre, une secte d'anarchistes scientifiques, composée de demi-fous qui niaient les sentiments et proclamaient : à bas l'amour, à bas la guerre, à bas la politique, à bas la propriété, à bas la société ! etc...), tout cela en bloc, sans considérer aucune contingence, de peur de se tromper ou d'être trompé. En réalité, les anarchistes soi-disant affranchis, sont esclaves de principes absolus. Ils ont fini par enfermer la doctrine dans un petit cercle d'idées simplistes, qui donnent, à quelques-uns d'entre eux, l'illusion de tout savoir et le sentiment d'une immense supériorité. »

Ichikawa (Japon), dans une lettre adressée à la rédac-

tion de « Plus Loin », marque son re-acquiescement au Manifeste, en ces termes : « Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je trouve surtout la mentalité du militarisme japonais tout à fait changée depuis la guerre européenne, c'est-à-dire depuis la débâcle du militarisme allemand. Oui, le Japon militariste est démocratisé, parce qu'il a senti que le militarisme ancien ne peut plus résister contre le grand mouvement populaire démocratique ». Les événements récents qui ont mis aux prises la Chine et le Japon ont montré combien l'absence de jugement était grande, chez ce signataire. Et l'on s'étonne de le voir donner à un mouvement ou à des individualités des directives sinon des conseils.

Parmi les camarades qui se mêlèrent aux débats rouverts sur le Manifeste des Seize, *Luigi Fabbri*, théoricien anarchiste italien, auteur de « Dictature et Révolution », publia, dans « La Protesta », quotidien anarchiste de Buenos-Ayres, une série d'articles dans lesquels il exposait l'attitude des anarchistes devant un nouveau danger de conflagration.

En voici les principaux passages :

« Au début de la guerre précédente, et pendant sa durée, il nous fut donné d'assister, non seulement à la déroute, dans tous les pays, de la II^e Internationale, de la social-démocratie, mais encore au spectacle triste, douloureux et avilissant, d'anarchistes, en petit nombre, mais parmi les plus connus, qui perdirent la tête au point d'oublier leurs propres principes d'internationalisme et de liberté. Et, parmi ceux-ci, le plus essentiel : celui qui est la négation de l'Etat et qui refuse à l'Etat l'horrible faculté de supprimer le droit à la vie pour les individus et pour les peuples. Nous eûmes ainsi, criantes et abominables contradictions des termes, des « anarchistes d'Etat » qui se rangèrent aux côtés de quelques gouvernements, se solidariserent avec eux, se portant caution pour eux, devant les peuples, et prenant parti contre l'immense majorité de leurs camarades. Et tout cela dans la naïve et anti-anarchiste illusion de sauver quelques atomes de liberté, de cette liberté démocratique dont ils avaient, pendant cinquante ans, dénoncé le mensonge et l'insuffisance, voire l'incexistence, pour la majorité du prolétariat le plus pauvre et le plus déshérité.

« Les fruits de la guerre « démocratique », pour le salut des petits peuples, pour la fin de toutes les guerres, nous les avons vus. Rien plus, nous en avons éprouvé l'amertume, nous avons souffert, dans notre chair, des plaies les plus douloureuses. Les populations opprimées par les Etats étrangers sont, aujourd'hui, plus nombreuses qu'avant la guerre, les petits peuples davantage asservis, les irrédentismes multipliés, les libertés démocratiques diminuées et plus dérisoires encore. Les motifs de guerre sont devenus innombrables ; aujourd'hui, la guerre est un danger réel, mille fois plus grand qu'à la veille de 1914. De la guerre qui devait être libératrice et pacificatrice, a surgi un monstre : le fascisme qui, comme une tache d'huile, se répand sur le monde et menace les sources même les plus antiques de la civilisation.

« Le seul fruit de la guerre dont on puisse dire qu'il n'a pas été perdu, et qu'il n'est pas inutile, c'est que, grâce à elle, les illusions sur la démocratie bourgeoise sont définitivement tombées. Si les empires centraux avaient vaincu, après une égale durée de la guerre, certainement, nous ne serions pas mieux que nous ne sommes. Au lieu de certains désastres, nous en aurions eu d'autres, peut-être moins terribles ; mais les interventionnistes d'alors pourraient encore conserver leurs anciennes illusions, et diraient à coup sûr : « Ah ! si les Alliés eussent vaincu, aujourd'hui, nous serions heureux... ». Et il faudrait refaire tout un travail pour combattre la vieille erreur demeurée debout : la Vie-

toire des Etats dits démocratiques qui ne nous laisse pas moins malheureux que nous ne l'aurions été avec une Victoire du parti opposé, a démontré que c'est nous qui avions raison, et détruit jusque dans sa racine la maléfique illusion ; mais à quel prix et avec quel amoindrissement de ceux qui la caressèrent de nouveau, après l'avoir dénoncée et anathématisée pendant cinquante ans...

« Les anarchistes sont contre la guerre, contre toutes les guerres. Ils sont antimilitaristes, parce que la guerre est la fin logique, inéluctable du militarisme. Quelles que soient les circonstances, quelles que puissent être les conséquences d'un conflit armé entre Etats capitalistes, les anarchistes, à quelque nation qu'ils appartiennent, ne doivent pas collaborer à la défense nationale. S'ils y sont contraints et forcés, ils ne doivent pas, du moins, lui donner l'appui de leur consentement volontaire, ni se déclarer solidaires de leurs concitoyens, pour s'opposer à l'invasion du territoire ou pour le libérer s'il est envahi. Ils ne doivent pas davantage prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, ni rechercher si la victoire ou la défaite de l'un ou de l'autre peut être dommageable ou non aux idées de liberté et d'émancipation politique, économique et sociale, étant admis, une fois pour toutes, que les guerres sont des querelles de gouvernements capitalistes, et que le sort des peuples y est toujours également sacrifié, quelle qu'en soit l'issue.

« Gardons-nous de nous laisser abuser par le mirage du moindre mal, de nous laisser entraîner par les contingences, pour nous souvenir uniquement que le moindre mal sera toujours aussi néfaste pour les peuples, pour le prolétariat, pour la liberté, et gros des mêmes horribles conséquences pour l'avenir ; et aussi pour laisser toute leur responsabilité aux gouvernants et aux classes dominantes, évitant tout acte de complicité, avec ceux-là ou celles-ci, et tâchant, au contraire, de nous préparer et d'être en situation de tirer le meilleur parti des événements pour notre cause révolutionnaire. »

Quoiqu'il n'y ait pas eu, dans l'esprit de Fabbri, la moindre animosité, voire même d'hostilité préconçue contre les signataires de la Déclaration des Seize, il n'en reste pas moins vrai qu'avec netteté et précision, L. Fabbri situait le problème dans ses termes exacts et précis, dans le cadre qui lui est propre.

Pour écarter les éléments inutiles et erronés qui pouvaient surgir à la suite de la publication des articles de Fabbri, parus dans « La Protesta » de Buenos-Ayres, l'auteur avait tenu, dans une lettre, à signaler la double traduction italien-espagnol, espagnol-français, qui pouvait créer quelque équivoque avec son texte premier.

Auguste Bertrand, dans le n° 39 de « Plus Loin » (juin 1928), commentait le point de vue de Fabbri en ces termes :

« Au regard des anarchistes croyants, j'appartiens à une catégorie de réprouvés, qu'il n'est pas possible de convertir, mais je ne suis pas voltairien ; je veux dire que, n'ayant pas la foi, je ne cherche pas à la détruire chez ceux qui l'ont. D'ailleurs, ces disputes ne sont d'aucune utilité, elles n'aboutissent qu'à chagriner sans entamer les convictions. Je ne ferai donc pas, mécréant, grief à Fabbri de son absolutisme doctrinaire, qui prétend enfermer la conscience anarchiste dans quelques formules très simples, hors desquelles il n'y a pas de salut. Je n'essayerai pas de lui démontrer que, dans le cas d'une coalition européenne, contre la Russie Soviétique, la place de combat des anarchistes serait dans les rangs de l'armée rouge. »

Signalant à Fabbri l'étiquette anarchiste-d'Etat dont

il gratifie les signataires, afin de mieux concrétiser sa pensée, Bertrand essaie de montrer l'impropriété de cette désignation :

« Les interventionnistes, comme il les appelle, ne se sont pas solidarisés avec quelques gouvernements, ils ne se sont pas portés caution pour eux, devant les peuples ; ils ont fait exactement l'opposé. Ils se sont solidarisés avec les peuples et, loin de se porter caution pour quelques Etats, ils ont, au contraire, éveillé la suspicion des peuples contre ces Etats ; quant à leur illusion de sauver quelques atomes de cette liberté démocratique, qui fait encore terriblement défaut à tant de peuples, à laquelle ils ont la faiblesse de tenir, tout en en dénonçant le mensonge et l'insuffisance, voire l'inexistence pour la majorité du prolétariat le plus pauvre et le plus déshérité, que Fabbri ne s'y trompe pas : cette illusion, ils l'ont toujours, naïve si l'on veut, mais non anti-anarchiste. »

Bertrand tient à mettre en lumière un second point de la thèse de Fabbri et, pour cela, il dit :

« L'idéal communiste-anarchiste est, à la fois, la plus orgueilleuse revendication de la personnalité et la plus entière expression de la solidarité des individus. Je dis : à la fois, le choix n'est pas permis entre les termes jumelés, de cette double définition. Or, l'anarchie n'est pas une abstraction, ce n'est pas un système. Elle n'est pas née, toute de noir et de rouge vêtue, dans le cerveau d'un homme de génie. C'est un phénomène social qui se dégage et se précise peu à peu des efforts instinctifs d'abord, irraisonnés de la communauté humaine, tendant à assurer à la totalité des individus, les meilleures possibilités d'existence matérielle, intellectuelle et morale. ...Je n'affirmerai pas que tous les anarchistes partagent cette conception, mais ce qui lui donne une certaine force, c'est le caractère profond des idées libertaires et l'impossibilité de les dissocier de ce que Fabbri appelle les « contingences ». Cette aspiration universelle vers un meilleur devenir, les anarchistes ont précisément le mérite de l'avoir libérée des formules et des systèmes, et de montrer le but final auquel elle tend. C'est parce qu'ils le distinguent clairement qu'ils sont à l'avant-garde de l'humanité, en marche vers ce but ; et lorsqu'un obstacle imprévu se dresse en travers du chemin, il ne leur est pas loisible de s'asseoir sur le revers du talus et d'attendre que le gros des troupes ait écarté l'obstacle et déblayé la route. Aux anarchistes, plus impérieusement qu'à tous autres, s'imposait le devoir de résister au coup de force du militarisme allemand. »

En conclusion de son intervention dans le débat relatif au Manifeste des Seize, Aug. Bertrand écrit :

« Le seul fruit de la guerre dont on puisse dire qu'il n'a pas été perdu, c'est que la victoire des Alliés a porté un coup mortel au militarisme allemand. Quant au militarisme français, nous le combattons comme tous les militarismes ; mais, depuis 1870, il n'a jamais été assez puissant pour constituer un danger pour la paix du monde ; s'il venait à en être autrement, je doute que ce pays refasse l'unité spontanée qu'il a faite, en août 1914, contre l'envahisseur allemand, et avec laquelle en mon âme et conscience d'anarchiste, ma qualité de citoyen de la nation envahie me dictait le devoir de me solidariser. »

Ces paroles d'Aug. Bertrand nous laissent rêveurs, car elles montrent jusqu'à quel point certains éléments se réclamant de l'anarchie ont, de la situation internationale, une conception erronée et partielle. La question des responsabilités envisagée sous l'angle purement bourgeois, contredit même cette façon de voir ; car, pour ceux qui ont étudié les documents exhumés des archives secrètes de certains régimes abolis, la part de complicité de chaque Etat dans le conflit de 1914-1918 est désormais établie. C'est un non-sens, alors, de se

laisser prendre au mirage sentimental de la nation envahie et du devoir de se solidariser avec elle. Les anarchistes ne doivent pas se laisser égarer par de telles erreurs, qui ne peuvent que se retourner un jour contre eux et détruire la confiance que la classe ouvrière peut accorder à l'idéal anarchiste.

L. Fabbri, revenant à la charge, répondait aux articles parus dans la revue « Plus Loin », sur la question de la guerre, du Manifeste des Seize, et de l'attitude des anarchistes en cas de conflit guerrier, par un nouvel article, qui situait le sujet en s'efforçant de retrouver l'idée maîtresse, qui, dans le labyrinthe des discussions, avait été abandonnée :

« Au fond de cela, il y a souvent une incomplète compréhension de l'anarchisme ; on le voit comme séparé de la réalité actuelle et quotidienne, inapplicable, en pratique, aux problèmes de la vie réelle, ne répondant pas aux nécessités immédiates de la défense de la liberté et des droits de l'individu et du prolétariat. D'où l'accusation adressée à ceux qui, dans la vie et dans la lutte, veulent rester en accord avec leurs principes, de se séparer des réalités, de négliger les intérêts pressants de la civilisation humaine et de les sacrifier à une aride formule abstraite. C'est l'accusation que les partisans de l'intervention nous faisaient à nous, anarchistes, restés en présence du grand conflit sur le terrain révolutionnaire, prolétaire et libertaire. Leur erreur était une fondamentale erreur d'évaluation. L'anarchie n'est pas seulement un idéal de lointaine société future, ou une abstraction de l'esprit au-dessus des contingences humaines, elle est bien tout cela, mais elle est aussi autre chose, et davantage : une pratique de la vie et de la lutte, une méthode d'évolution consciente, de préparation et de révolution, une conception de mouvement et d'action, un idéal en voie de continue réalisation. En restant fidèles dans la pratique à la conception anarchiste, en nous y conformant le plus possible, lorsque nous combattons, nous contribuons à résoudre les problèmes de la liberté et de la civilisation humaine beaucoup plus, beaucoup mieux et beaucoup plus vite qu'en nous mettant en contradiction avec elle. Agir dans un sens opposé à cette conception, c'est faire tort à la civilisation et à la liberté et à toute cause bonne que l'on voudrait servir.

« L'idée anarchiste et le mouvement anarchiste étant envisagés de cette manière, il me semble que l'attitude que nous avons prise pendant la guerre 1914-1918 — adversaires de tous les Etats, solidarisés avec tous les peuples, — ne pouvait guère être autre qu'elle ne fut. Attitude, non de renoncement, mais de combat, qui ne nous réservait pas moins de souffrances, de risques et de sacrifices que toute autre ; attitude qui ne nous mettait pas au-dessus ou hors de la mêlée, mais au plus épais, et nous faisait les interprètes des aspirations les plus ardentes et des sentiments les plus profonds des grandes masses de combattants, partout envoyés au massacre, contre leur volonté. Une telle attitude ne fut ni individualiste, ni pacifiste, ni neutraliste, mais « solidariste » anarchiste, révolutionnaire ; elle fut la plus humaine de toutes et celle qui s'accordait le mieux à la cause de la civilisation. Dans tous les pays, humanité et civilisation étaient, jour après jour, écrasées, piétinées, par la guerre, ruinées matériellement et moralement et menacées d'anéantissement, beaucoup plus par la durée de la guerre que par l'issue qu'elle pourrait avoir. Le désastre, dans chaque camp, était tel qu'il ne pouvait y avoir aucune raison, à quelque moment que ce fût, pour le faire durer une seule minute de plus, quel que dût être l'éventuel vainqueur, aucune, sinon les intérêts du capitalisme et des divers impérialismes. Et le devoir des anarchistes, non seulement pour rester cohérents avec leurs principes, mais plus encore par solidarité humaine, et dans l'intérêt de la civilisa-

tion, était de faire tout leur possible, d'employer tous les moyens et à tout prix, pour que l'on mit fin au massacre.

« Ce devoir, les anarchistes restés fidèles à leurs principes ont cherché à l'accomplir comme ils ont pu. Ils n'ont pu l'accomplir que trop peu, hélas, pour obtenir un résultat appréciable. Cela est vrai. Mais ce n'est pas là une bonne raison pour soutenir qu'ont mieux fait ceux... qui ont fait le contraire, avec les résultats que l'on sait. » (« Réveil Anarchiste », de Genève, 26 janvier 1929.)

Cette longue polémique, si elle a provoqué, dans les milieux anarchistes, des scissions et peut-être amené quelques bons camarades à devoir rompre toutes relations entre eux, n'aura pas manqué d'être fructueuse en enseignements, car elle aura démontré comment un accord parfait, établi par près d'un demi-siècle de propagande pour un idéal commun, s'est trouvé brusquement rompu devant un événement d'une exceptionnelle gravité.

Nous avons tenu à placer sous les yeux du lecteur, aussi équitablement que possible, les documents essentiels se rattachant à cette controverse. Nous avons le sentiment que l'étude attentive de ces documents aura s'affirmant avec vigueur les deux thèses opposées, aura une triple utilité : 1° Permettre à chacun d'apprécier, judicieusement et en connaissance de cause, la position prise par les signataires du trop fameux *Manifeste des Seize* ; 2° Faire savoir à tous que, dans l'ensemble, le mouvement anarchiste fut nettement hostile à cette position ; 3° Mettre en garde les éléments libertaires, surtout les jeunes, contre la tentation de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le Fascisme italien ou allemand pour sauver la Démocratie, ou de défendre la Russie bolcheviste pour sauver la Révolution. — HENRY DAY.

SÉLECTION n. f. (du radical latin : *seligo*, *selectus*, choisir, trier). Sélection naturelle, eugénisme, sélection sociale, voilà le triple point de vue qui retiendra notre attention dans le présent article.

Trompées par le récit biblique de la création, des naturalistes comme Linné, Cuvier, Agassiz ont faussement supposé que toutes les espèces végétales ou animales, et l'humanité elle-même, demeuraient immuables et fixes parce qu'elles résultaient du tout-puissant vouloir divin. Si la faune et la flore ont changé au cours des âges, ainsi qu'en témoigne la paléontologie, ce n'est pas, disait Cuvier au début du XIX^e siècle, en raison de la transformation des espèces, mais par suite de « révolutions » du globe, de « catastrophes subites, se produisant périodiquement et détruisant des populations entières ». A la même époque, Lamarck enseignait que les espèces évoluent. « Si cette vérité n'est pas généralement admise, déclarait-il, c'est parce que la chétive durée de l'Homme lui permet difficilement d'apercevoir les mutations considérables qui ont lieu à la suite de beaucoup de temps ». Mais Lamarck fut tourné en ridicule et Cuvier, qui cumulait tous les honneurs officiels, triompha bruyamment.

Avec Darwin, qui publia en 1859 son livre *De l'Origine des Espèces*, la théorie fixiste reçut un coup dont elle ne s'est point relevée. La prodigieuse documentation du naturaliste anglais, le nombre et la variété des faits qu'il apportait en faveur de la mutabilité des espèces, finirent par convaincre tous les esprits impartiaux. Sur les facteurs essentiels de l'évolution, Lamarck et Darwin sont loin, d'ailleurs, d'être d'accord. Le premier invoque surtout l'adaptation au milieu, les effets héréditaires du besoin qui crée l'organe et de l'usage qui le fortifie, ainsi que l'action opposée du défaut d'usage qui engendre l'atrophie, puis la disparition des organes inutiles. De préférence, le second explique les trans-

formations observées par la lutte pour la vie et la sélection naturelle. Chez Darwin, cette dernière notion acquiert une importance de premier ordre.

Variabilité des espèces et concurrence vitale, telles sont, d'après lui, les causes principales de l'évolution biologique. Dans une même espèce, tous les individus présentent des différences plus ou moins accentuées qui sont en relation avec les modifications survenues dans le mode d'existence. Par ailleurs, la progression rapide selon laquelle les êtres organisés tendent à s'accroître, dans une région donnée, engendre une lutte fatale de chaque individu avec ses semblables et avec ses ennemis de tous ordres, pour la place à prendre ou la nourriture à obtenir. En conséquence, les variations nuisibles seront une cause de destruction pour les êtres qu'elles affligent ; les variations utiles auront un effet inverse, elles assureront la survivance des individus les plus aptes et se transmettront à leurs descendants. Une meilleure adaptation aux conditions d'existence et une lente amélioration de l'espèce suivront, si les variations heureuses persistent et si le même processus se répète pendant longtemps.

Supposons, écrit Darwin, une espèce de Loup, se nourrissant de divers animaux, s'emparant des uns par ruse, des autres par force et des autres par agilité ; supposons encore que sa proie la plus agile, le Daim par exemple, par suite de quelques changements dans la contrée, se soit accrue en nombre ou que ses autres proies aient, au contraire, diminué pendant la saison de l'année où les Loups sont le plus pressés par la faim. En de pareilles circonstances, les Loups les plus rapides et les plus agiles auront plus de chance que les autres de pouvoir vivre. Ils seront ainsi protégés, élus, pourvu toutefois qu'avec leur agilité nouvellement acquise ils conservent assez de force pour terrasser leur proie et s'en rendre maîtres, à cette époque de l'année ou à toute autre, lorsqu'ils seront mis en demeure de se nourrir d'autres animaux. Nous n'avons pas plus de raisons pour douter de ce résultat que de celui que nous obtenons nous-mêmes sur nos Lévrieriers, dont nous accroissons la vitesse par une soignée sélection méthodique ou par une sélection inconsciente, provenant de ce que chacun s'efforce de posséder les meilleurs Chiens sans avoir aucune intention de modifier la race. Sans même supposer aucun changement dans les nombres proportionnels des animaux dont notre Loup fait sa proie, un louveteau peut naître avec une tendance innée à poursuivre de préférence certaines espèces. Une telle supposition n'a rien d'improbable ; car on observe fréquemment de grandes différences dans les tendances innées de nos animaux domestiques ; certains Chats, par exemple, s'adonnent à la chasse des Rats, d'autres à celle des Souris. D'après M. Saint-John, il en est qui rapportent au logis du gibier ailé, d'autres des Lièvres ou des Lapins, d'autres chassent au marais et, presque chaque nuit, attrapent des Bécasses ou des Bécassines. On sait enfin que la tendance à chasser les Rats plutôt que les Souris est héréditaire. Si donc quelque légère modification d'habitudes innées ou de structure est individuellement avantageuse à quelque Loup, il aura chance de survivre et de laisser une nombreuse postérité. Quelques-uns de ses descendants hériteront probablement des mêmes habitudes ou de la même conformation, et, par l'action répétée de ce procédé naturel, une nouvelle variété peut se former et supplanter l'espèce mère ou coexister avec elle.

Ainsi Darwin accorde à la mort une grande valeur sélective ; elle élimine les moins aptes à la manière de l'éleveur qui, dans un troupeau, ne garde que les meilleurs individus. Il estime que la sélection sexuelle exerce aussi une action qui n'est pas négligeable. Les mâles plus énergiques ou mieux armés écartent leurs rivaux moins vigoureux. Parfois, chez les oiseaux en particulier, ce sont les mâles les plus beaux ou ceux

dont la voix est la plus mélodieuse qui sont choisis de préférence par les femelles : « Des voyageurs nous ont raconté des combats d'Alligators mâles au temps du rut. Ils nous les représentent poussant des mugissements et tournant en cercle avec une rapidité croissante, comme font les Indiens dans leurs danses guerrières. On a vu des Saumons combattre pendant des jours entiers. Les Cerfs-Volants portent quelque fois la trace des blessures que leur ont faites les larges mandibules d'autres mâles. M. Fabre, cet observateur inimitable, a vu fréquemment les mâles de certains insectes Hyménoptères combattre pour une certaine femelle qui restait spectatrice en apparence indifférente du combat, mais qui, ensuite, suivait le vainqueur. La guerre est plus terrible encore entre les mâles des animaux polygames... Chez les oiseaux, la lutte offre souvent un caractère plus paisible. Tous ceux qui se sont occupés de ce sujet ont constaté une ardente rivalité entre les mâles de beaucoup d'espèces pour attirer les femelles par leurs chants. Les Merles de roche de la Guyanne, les Oiseaux de Paradis et quelques autres espèces encore s'assemblent en troupe ; et, tour à tour, les mâles étalent leur magnifique plumage et prennent les poses les plus étranges devant les femelles qui assistent comme spectatrices et juges de ce tournoi ; puis, à la fin, choisissent le compagnon qui a su leur plaire. Tous les amateurs de volières savent bien que les oiseaux sont très susceptibles de préférences et d'antipathies individuelles. Sir B. Héron a remarqué un Paon tacheté qui était tout particulièrement préféré par toutes les femelles de son espèce ».

Certes, malgré ses mérites, la conception de Darwin souève de nombreuses difficultés. Si le transformisme est un fait qu'aucun naturaliste sérieux ne songe à nier, la façon dont on l'explique a singulièrement varié. Les doctrines neo-lamarckistes, weismanniennes, mutationnistes, etc. se sont éloignées des idées darwiniennes sur des points parfois très importants. De préférence, ce sont les individus moyens, non les individus supérieurs, que l'action sélective préserve de la mort ; et, très souvent, aucune différence ne distingue les éliminés des survivants. Dans toutes les espèces, les phases d'intense mortalité s'observent pendant les jeunes stades ; mais, parmi les animaux adultes restés sauvages, il n'est pas rare de rencontrer des individus diminués par des malformations naturelles ou des mutilations accidentelles. Au dire des biologistes contemporains, qui ont confronté de près la théorie darwinienne avec la réalité, il n'y a pas de « survival of the fittest » ; sauf au début, la mortalité intraspécifique n'a aucun caractère sélectif. Et ainsi tombe l'argument principal des bellicistes qui prétendent légitimer la guerre en l'assimilant, d'une façon d'ailleurs très fautive, à la lutte pour la vie et en lui faisant jouer un rôle sélectif comparable à celui que l'on a prêté à la nature.

Si la sélection naturelle n'a pas l'importance que Darwin lui attribue, la sélection artificielle, intentionnellement pratiquée par l'homme, peut aboutir à de merveilleux résultats. On sait quels miracles réalise l'horticulture ! Des chercheurs patients ont précisé et codifié les règles à suivre pour obtenir des formes végétales inconnues ou pour renforcer les caractères que nous désirons voir s'accroître dans une espèce donnée. Des variations surviennent brusquement, même parmi les plantes issues d'un producteur commun ; et l'on obtient des races stables, lorsqu'on marie ensemble les individus qui présentent des variations identiques. Pour conduire une espèce au degré de perfectionnement souhaité, l'on peut choisir comme reproducteurs, dans chaque semis, les sujets qui présentent à un très haut degré les caractères que l'on désire voir se développer. En procédant de la sorte assez longtemps, d'étonnantes variétés apparaissent, conformes aux modèles que nous avons imaginés. A ces modifications il y a néanmoins

des limites ; la rose bleue, par exemple, n'a encore été obtenue par aucun horticulteur. Le croisement des races permet aussi de produire des types inédits, qu'il s'agisse de fleurs, de céréales, d'arbres fruitiers, de plantes industrielles quelconques. C'est ainsi que l'on a sélectionné des variétés de betteraves, de blé, de pommes de terre, dont les qualités augmentent singulièrement la valeur. « La rose du Bengale, écrit Edmond Perrier, a été importée chez nous vers 1800, la rose multiflore en 1837, la rose de l'Île Bourbon en 1820 ; elles ont fourni, depuis, de nombreuses variétés : c'est en les croisant les unes et les autres avec nos roses anciennes, fleurissant au printemps, qu'on a obtenu les roses hybrides remontantes, qui fleurissent deux fois par an ».

Dans leur ensemble, ces procédés sont imités de ceux que l'homme utilise, depuis les temps les plus anciens, pour l'amélioration des races d'animaux domestiques ou pour la production de races nouvelles. Nous ne savons rien de précis concernant l'origine et l'histoire de la majorité des grandes races domestiques, soit qu'elles remontent à des époques sur lesquelles nous sommes très mal renseignés, soit qu'elles résultent d'une sélection lente, variable, intermittente et qui n'eût rien de méthodique. C'est à des mutations ou des combinaisons qui paraissent intéressantes que sont dus chiens et chats sans queue, moutons et bœufs sans cornes, de nombreuses races de poules, de pigeons, de chevaux, de chiens, etc... Quoi qu'il en soit, la sélection, intentionnellement appliquée par l'homme, dans l'ordre végétal ou animal, apparaît merveilleusement utile et féconde. Non seulement, disait Youatt, elle permet à l'éleveur de modifier le caractère de son troupeau, mais elle lui fournit le moyen de le transformer complètement : « C'est la baguette magique, à l'aide de laquelle il appelle à la vie quelque forme ou moule qui lui plaise ». L'éleveur de pigeons John Sebright affirmait « qu'il répondait de produire quelque plumage que ce fût en trois ans ; mais qu'il lui en fallait six pour obtenir la tête et le bec ». Et l'on sait quels prix énormes valent les beaux reproducteurs dont la généalogie est irréprochable. Grâce aux lois de Mendel, il est d'ailleurs possible de calculer les résultats des croisements entre individus de caractères différents. Ajoutons que les méthodes à suivre, pour obtenir deux individus capables d'être la souche d'une race stable, varient selon la nature dominante ou dominée de la qualité que l'on désire. Facile dans le second cas, l'isolement est long et incertain dans le premier ; beaucoup d'individus, que les éleveurs déclarent de race pure, n'en ont que l'apparence : la disjonction mendélienne, qui survient lorsqu'on les croise entre eux, le démontre.

Puisque la sélection artificielle, appliquée aux animaux domestiques, conduit à d'heureux résultats, l'homme gagnerait sans aucun doute à user de procédés analogues, quand il s'agit de sa propre reproduction. Malheureusement, la religion chrétienne en général et plus particulièrement la branche catholique exercent une influence très néfaste en matière de procréation humaine. Asservis à des dogmes absurdes, les catholiques continuent d'obéir à l'ordre donné par Jahveh à Adam et à Eve : « Multipliez-vous ! ». Dans une encyclique de décembre 1930, le pape a rappelé que la doctrine traditionnelle ne devait subir aucune atténuation. « En considération du bonheur éternel qui est normalement à leur portée, écrit le jésuite J. Kenting, il est mieux que des enfants naissent estropiés ou tarés, que de ne pas être nés du tout. » Le père Jean Guiraud, dont j'ai pu apprécier la sottise et la mauvaise foi lorsqu'il enseignait à l'Université de Besançon, résume les explications des théologiens catholiques en assurant que la restriction volontaire de la natalité est une faute d'une gravité exceptionnelle.

Moins déraisonnables, les protestants ont adopté de

nos jours une attitude différente, du moins dans certains pays. Le député Sixte-Quenin le constate dans son intéressant rapport sur le *Problème de la Natalité* : « Le nombre considérable des chômeurs anglais, écrit-il, a montré à des membres de la Chambre des Lords et à de hautes personnalités de l'Eglise anglicane, que la propagande néo-malthusienne devenait, en Angleterre, une mesure de salut public. On sait quel éclatant démenti a été donné, par les colonies anglaises, à la thèse qui prétendait que les colonies pourraient toujours, le cas échéant, recevoir un excédent possible de population de la métropole. Les gouvernants anglais ont essayé de se débarrasser, en les envoyant dans leurs colonies, d'une partie au moins de leurs chômeurs qui représentent une si lourde charge pour le budget anglais. Cette entreprise a lamentablement échoué... Ainsi s'explique-t-on que des lords et des évêques en soient venus à penser que l'Angleterre est trop peuplée, que les chômeurs qui y sont en excédent et à la charge de ceux qui travaillent, peut-être eût-il mieux valu qu'ils ne naquissent point et qu'en tout cas il serait sage d'éviter que leur nombre s'augmentât par une procréation exagérée. En Amérique, il faut bien croire que ce sentiment est encore plus répandu, car on a pu lire, dans *Paris-Midi*, ce télégramme de New-York du 9 décembre 1932 : « Le Conseil fédéral des églises du Christ en Amérique a tenu hier, à Indianapolis, son congrès annuel, à l'issue duquel des résolutions sensationnelles ont été adoptées. Disons d'abord que cette association groupe 135.000 églises protestantes et que ses adhérents sont au nombre de 22 millions. En ce qui concerne les problèmes sociologiques, le Conseil fédéral insiste sur la nécessité du contrôle des naissances dans « l'intérêt de la morale et de la protection de la vie humaine ». Il estime que c'est là le seul moyen de maintenir le standard de vie désirable et n'hésite pas à préconiser la création d'écoles du mariage, dont les élèves seraient initiés, par des médecins et professeurs qualifiés, aux mystères de l'eugénisme ». C'est que l'Amérique, qui compte pourtant encore de vastes étendues peu peuplées, non seulement elle aussi, après avoir fermé ses portes aux Asiatiques, les ferme aux Européens, mais elle doit reconnaître son impuissance à utiliser son territoire soi-disant insuffisamment peuplé pour donner du travail à ses millions de chômeurs ». En France, en Italie, les prêtres s'associent par contre au pouvoir civil pour condamner la restriction volontaire de la natalité. D'une façon générale, le désir de disposer d'un « matériel humain » abondant, pour les guerres en perspective, pousse les nationalistes du continent européen à réclamer une procréation toujours amplifiée.

Malgré leur parenté évidente, le problème de la limitation des naissances et celui de la sélection eugénique ne sont point rigoureusement identiques. Le premier, d'ordre surtout quantitatif, se préoccupe d'établir un heureux équilibre entre les ressources du globe et l'effectif de la population qui s'agit à sa surface. Le second, d'ordre qualitatif, porte sur les moyens d'éviter un amoindrissement de notre espèce, et même d'assurer son amélioration autant qu'il est possible. Il faut, déclarent avec raison les partisans de l'eugénisme, que la procréation cesse d'être le résultat d'un instinct aveugle et du hasard, pour devenir l'œuvre volontaire et réfléchie de parents sains de corps et d'esprit. Un enfant vigoureux, robuste, bien doué intellectuellement, ne vaut-il pas mieux que cent enfants malingres et tarés ? Favoriser la procréation d'une manière aveugle, sans tenir compte des maladies héréditaires, des aptitudes familiales, des conditions favorables au perfectionnement de l'espèce, c'est précipiter la déchéance de la race humaine. Ils commettent un crime, les parents alcooliques, tuberculeux, syphilitiques, ou tarés à d'autres points de vue, qui jettent dans la lutte pour l'exis-

tence un être chétif, mal conformé, dont la destinée sera de souffrir constamment. S'il peut disposer librement de sa vie et chercher son plaisir où il le trouve, l'homme n'a pas le droit d'engager l'avenir d'un enfant condamné d'avance à une irrémédiable dégradation physique ou mentale. La stérilisation des anormaux se pratique déjà dans certains pays, et la nécessité d'un examen pré-nuptial est admise par les meilleurs esprits. L'américain Lothrop Stoddard rapporte l'histoire d'une famille de 1.200 individus qui eurent pour ancêtres un couple de deux dégénérés : 300 moururent prématurément, 310 furent des mendiants professionnels, 440 furent sinés par la syphilis, 130 devinrent des criminels et, parmi ces derniers, 7 commirent des assassinats. Quoi qu'en pensent les catholiques, de tels exemples démontrent qu'une sélection s'impose en matière de procréation.

L'eugénisme comporte tout un ensemble de procédés dont nous ne parlerons pas ici. Dans certains pays comme l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Hollande, la Suisse, il a inspiré des mesures dont les effets bien-faisants se feront sentir dans un avenir prochain. Russie et Suisse ont même permis l'avortement, quand il a lieu dans certaines conditions. En France, par contre, la loi du 31 juillet 1929 punit d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et d'une amende de cent à cinq mille francs, quiconque « se sera livré à une propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité ». Le simple exposé des doctrines eugéniques peut donner lieu à des poursuites qui aboutissent d'ordinaire à de sévères condamnations. Des apôtres ont cependant bravé les foudres de la loi pour les faire connaître chez nous. Concernant l'hérédité des aptitudes intellectuelles et morales, nous sommes encore très mal renseignés, malheureusement. Mais de merveilleuses perspectives s'ouvriront pour notre espèce, le jour où l'on pourra sélectionner des races supérieures par le cœur et le cerveau. Les plus audacieuses conceptions sociales, des espoirs que beaucoup déclarent utopiques, seront alors d'une réalisation aisée ; à condition, bien entendu, que cette science nouvelle ne passe point au service des oppresseurs du genre humain.

En attendant ces jours heureux, le problème de la sélection intellectuelle et morale s'impose dans nos actuelles collectivités. C'est en instituant l'Ecole Unique que radicaux et socialistes prétendent dégager de la masse les cerveaux supérieurs. L'accès du second degré, écrit l'un de ses apologistes, serait réservé exclusivement aux enfants qui auraient été jugés dignes de le recevoir, aux environs de la onzième année. La sélection est une grave détermination qu'on espère réaliser assez exactement au moyen de trois séries d'épreuves, savoir : a) l'examen attentif des résultats de l'ensemble de la scolarité élémentaire, qui doivent être obligatoirement consignés dans un livret scolaire ; b) des épreuves écrites et orales ayant pour but de déceler des aptitudes ou des inaptitudes plutôt que de contrôler des connaissances ; c) des épreuves psychologiques. Ces épreuves donneront lieu à des notes et permettront ainsi de conclure à l'admission ou à l'ajournement d'un enfant à l'enseignement du deuxième degré. Nous espérons du reste voir établir une corrélation étroite entre l'enseignement primaire complémentaire et les deux premières années de cet enseignement de choix, afin qu'un esprit à évolution plus lente puisse reprendre sans dommage la place qui lui est due. Les jurys conscients de leur véritable rôle ne manqueront pas d'être aussi larges que possible dans le recrutement de l'élite de demain. Les éléments ne manqueront évidemment pas et permettront de puiser dans la masse les cadres futurs de la démocratie. Au troisième degré, on a l'enseignement supérieur proprement dit (Grandes Ecoles, Facultés, etc.). Il se propose la formation technique et professionnelle supérieure, l'initia-

tion à la recherche scientifique en vue de la formation de savants, l'enseignement théorique et pratique de la méthode scientifique, la formation du personnel enseignant, etc. ». Afin de permettre aux riches, même très mal doués, de poursuivre leurs études secondaires ou supérieures, on laissera les écoles congréganistes fonctionner comme par le passé. Qualités de cœur et de volonté n'entreront pas en ligne de compte pour le recrutement de la nouvelle élite sociale.

Ligue des Droits de l'Homme, parti radical, loges maçonniques, etc. collaborèrent à la confection de ce projet. Même s'il s'agit de dégager les esprits vraiment supérieurs, les mesures qu'ils préconisent sont notoirement insuffisantes. Ils confondent faussement valeur et précocité ; aux examens et concours ils prêtent des mérites dont ils sont dépourvus. Désireux de sauver la société capitaliste, ils veulent amoindrir l'énergie révolutionnaire du prolétariat, en privant la masse de ses animateurs les plus intelligents. Mais le comble, c'est qu'ils confondent naïvement l'élite scolaire avec la véritable élite sociale. Ils oublient qu'on peut être un grand esprit et un aboulique ou un fleffé gredin ; leur ignorance est telle, en matière de psychologie, qu'ils identifient savoir et moralité. Vainement, j'ai multiplié les rapports et les études pour éclairer les pontifes sur ce point : il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Dans leur pensée, l'école unique est, avant tout, un magnifique trempin électoral, aussi m'ont-ils considéré comme un « gêneur ». Une sélection sérieuse devrait pourtant tenir compte des sentiments, de la volonté, des habitudes, des désirs, de tout l'ensemble des éléments psychologiques qui constituent la vie mentale ; à côté des aptitudes intellectuelles, il existe des dispositions morales dont l'importance est prodigieuse. J'ai traité ce problème dans *Ethique Nouvelle* ; et j'ai montré, par des expériences pratiques, qu'il était possible d'arriver à découvrir les tendances essentielles du moi profond. Sans l'avouer, certaines associations, certains pontifes de l'Université et même des organisations très officielles s'inspirent des idées que j'émis sur ce sujet voici dix ans. Plusieurs reconnaissent qu'une sélection morale serait indispensable dans une société rationnellement organisée. Mais financiers et politiciens sont d'irréductibles adversaires d'une méthode qui mettrait fin à leurs hypocrisies et criminels agissements. — L. BARBDETTE.

SENS (ESTHÉTIQUE). Le sens esthétique, que nous appellerons plus volontiers, pour éviter des interprétations alambiquées, le sens de la beauté et le sens de l'art (voir *Beauté* et *Art*), est, à notre avis, un sixième sens chez l'homme. Il est inné en lui, comme le sont toutes les « facultés d'éprouver des impressions par l'intermédiaire de ses organes », facultés qui sont celles de ses autres sens. Seul l'homme incomplet, anormal, ne possède pas ce sixième sens, comme il lui arrive d'être dépourvu de ceux de la vue, de l'ouïe, de l'odorat, du goût ou du toucher. Le sens de la beauté et de l'art est, comme les autres sens, susceptible d'augmentation, de diminution, voire d'extinction suivant que son usage est plus ou moins exercé et fréquent.

L'homme primitif est, tout naturellement, sculpteur, peintre, poète, musicien. Il taille ou peint des images, il harmonise sa pensée par le vers ou par le chant, sans avoir appris, tout comme il respire, comme il dort, comme il mange, tant que ses rapports avec la nature ne sont pas interrompus ou faussés par des conventions plus ou moins arbitraires. Ce sont ces conventions toujours plus compliquées qui ont rompu, pour l'homme civilisé, la continuité de ses rapports avec la nature, comme elles ont modifié les facultés de ses sens et les ont diminuées au point de les supprimer parfois totalement. Une sorte d'atavisme s'est formé dans l'espèce humaine qui a, peu à peu, produit et transmis en elle

un lent dénuement, une insensibilité progressive, notamment du sens de la beauté et de l'art, rendant nécessaire, chez la plupart des hommes, une nouvelle création de ce sens par une éducation appropriée.

Il est des êtres qui possèdent intensément le sens de la beauté et de l'art, mais chez qui il ne se découvre que par une sorte de révélation naturelle ou cultivée, quand ils se trouvent, pour la première fois, devant certains spectacles de la nature ou certaines manifestations de l'art. Ils éprouvent alors une émotion nouvelle pour eux, et la répétition de ces spectacles ou de ces manifestations, l'observation critique qu'elle suscite, multiplient, varient, amplifient leur émotion et en font un sens de plus en plus éclairé. D'autres sont, au contraire, entièrement dépourvus du sens de la beauté et de l'art ; ils cherchent vainement à l'acquiescer ou à dominer l'illusion qu'ils le possèdent. Ils sont les pédants et les sots qui adolent sur la foi des autres. Les premiers sont naturellement des artistes, comme le primitif sculptant un morceau de bois ou soufflant dans un roseau. Eux seuls sont créateurs de pensée, d'art, d'harmonie. Les autres sont des snobs qui font toutes les grimaces esthétiques sans jamais en recevoir une véritable émotion ni leur donner une expression originale.

On a prétendu, bien à tort, que le sens de la beauté et de l'art est l'apanage de l'humanité et de la civilisation. Non seulement il est possédé plus sûrement par l'homme primitif que par le civilisé, mais il a été constaté d'une façon aussi certaine chez l'animal dont l'état de primitivité est, ou du moins semble être, encore plus grand. Ce sens est d'autant plus répandu dans toute la nature qu'il est, comme les autres sens, physiologiquement plus exercé et, psychologiquement, moins déformé par des conventions arbitraires. Il n'y a aucune raison pour que ce sens soit en infériorité chez les animaux, alors que les autres sont, chez eux, si éminemment supérieurs par leurs organes plus nombreux et surtout plus perfectionnés que chez l'homme. Ainsi, l'ouïe est incomparablement mieux servie par la mobilité du pavillon de l'oreille externe chez tous les animaux qui possèdent cet organe, et par l'appareil vibratoire de ceux, les poissons en particulier, qui n'ont pas d'oreille externe. De même pour la vue dont l'organe est, pour certains, sur toute la surface du corps. Parmi ceux qui ont des yeux, il en est qui sont pourvus de plusieurs paires. Les yeux pédonculés de nombreuses espèces leur permettent de changer la direction de leur vue. Les yeux rétinien des insectes sont enrichis de facettes qui vont jusqu'au nombre de 24.058 chez la mouchette. La mouche commune en a 4.000 à chaque oeil, et le papillon 17.355. Un grand nombre de mammifères voient de nuit comme de jour. Pour le tact, il atteint une subtilité infinie grâce à la multiplicité de ses organes distribués sur tout le corps, notamment aux poils et aux plumes. L'odorat n'est pas moins subtil, servi aussi par des organes nombreux. Enfin le goût, demeuré naturel et qui n'est pas perverti comme chez l'homme par toutes les drogues et les falsifications de la chimie alimentaire, permet toujours à l'animal de discerner l'aliment utile et le nuisible. On peut faire d'un animal un gourmand et même un gourmet ; on ne réussira à l'empoisonner que par une ruse qui mettra son flair en défaut. Le Docteur Ph. Marchal, dans son ouvrage : *Supériorité des animaux sur l'homme*, a abondamment démontré cette supériorité en ce qui concerne les sens, et exposé, en même temps, ses répercussions esthétiques et morales chez nos frères appelés « inférieurs ».

Par un phénomène dû à l'excitation facile et toujours plus grande des centres nerveux de l'homme, ses sensations, localisées dans ces centres, sont plus vives mais aussi moins durables que celles de l'animal. Elles sont condensées plus promptement, mais moins profondément, dans sa masse encéphalique nerveuse, alors qu'elles sont disséminées dans les organes des ani-

maux. L'acuité de la sensibilité humaine, artificiellement provoquée et surexcitée, a remplacé de plus en plus la lente expérience et la mémoire qui en conservait les leçons. L'homme, de moins en moins réfléchi, a été de moins en moins capable d'établir pour lui et autour de lui une vie harmonieuse. Il est devenu ainsi, pour le monde entier comme pour sa propre espèce, une véritable terreur. Il a entre autres bouleversé toutes ses notions esthétiques instinctives pour détruire, au lieu de les entretenir, avec les sources de la vie, les joies qui sont ses seules raisons de vivre. Quelle joie plus ardente, plus enivrante, peut-il être que de sentir la féerie de la nature, d'écouter, dans le calme de la nuit, les frissons des feuillages, le chant solitaire du rossignol, du grillon, du crapaud, d'entendre le cri de l'aluette saluant le lever du jour ?... Il y a des gens qui tuent, pour le plaisir, le rossignol, le grillon, le crapaud, l'aluette, ou qui font taire leur chant par les gargouillades de la T. S. F. ! Déjà insuffisamment doué, dans bien des cas, pour « la lutte pour la vie » et ayant, plus que bien des animaux, besoin de réaliser « l'entente pour la vie », l'homme s'est appliqué à aggraver ses déficiences naturelles devant les forces hostiles et les obstacles à vaincre, en composant une civilisation de plus en plus anti-naturelle et anti-sociale.

Les particularités du sens de la beauté et de l'art dans ses rapports avec la civilisation ont fait naître les théories les plus abracadabrantes, soutenues par de pontifiants imbéciles, de faux artistes, et traduites dans des œuvres qui ne sont que des monuments de la sottise humaine au lieu de représenter le génie humain. C'est au nom de la science esthétique que ces théories ont été enfantées et qu'on s'est appliqué à les justifier. Ce fut le philosophe Baumgarten qui eut, au XVIII^e siècle, l'idée de formuler une science du Beau à laquelle il donna le nom d'*Esthétique*. Pour cela, il sépara, dans sa théorie, la « connaissance sensorielle », ou « connaissance sensible », de la haute philosophie ou « connaissance intellectuelle ». L'esthétique était une « gnoséologie inférieure » qui ne dépassait pas l'entendement des sens alors que la « Gnose », ou science supérieure, régnait dans les plus grandes hauteurs de l'esprit. Le Beau, perfection sensible, était inférieur au Bien, perfection rationnelle. Le Beau était dans la nature, à la portée des facultés humaines ordinaires. Le Bien était au-dessus de la nature et des facultés ordinaires, dans le domaine de la morale, c'est-à-dire de la pure spéculation spirituelle. C'était là une nouvelle façon d'appliquer la métaphysique du divin élevé au-dessus de la nature. On laissait à celle-ci le Beau, notion inférieure qu'on séparait du Bien, notion de la divinité. L'esthétique, perfection matérielle et sensible, n'était plus associée à l'éthique, perfection spirituelle et imaginative, comme dans l'antiquité païenne. Celle-ci, dans son enivrement panthéiste, avait confondu les hommes et les dieux, le Beau et le Bien dans la même perfection matérielle et spirituelle. Elle n'avait pas distingué entre la beauté des êtres et des choses et la beauté morale, entre le bien sensible et le bien rationnel. La philosophie d'inspiration chrétienne sépara le Beau-nature et matière du Bien-divinité et esprit.

Cette distinction métaphysique fut le point de départ de toute une logomachie où la notion du Beau fut noyée dans des théories qui ne furent pas plus sensées que rationnelles. Il fut bon de s'en garder pour conserver la fraîcheur de ses sensations et des émotions du Beau, et ce fut de plus en plus nécessaire. Sans repousser toute culture esthétique, car ce serait refuser la multiplication, la variété et l'intensité des sensations et des émotions d'art, nous devons nous garder des abstractions qui ne sont que de la sottise. Il vaut mieux posséder la primitive et naïve fraîcheur d'âme de Margot qui pleure au mélodrame, que d'être un de ces prétentieux et vides imbéciles applaudissant, pour se donner

un air intelligent, à ce qui les fait haïr (voir *Snobisme*). Le snobisme, qui veut régenter le goût, ignore le mot de Vauvenargues : « Il faut avoir de l'âme pour avoir du goût » ; il faut avoir du sentiment, de la sensibilité. Aussi, convient-il de faire des réserves sur une esthétique qui sépare le Beau du Bien, la nature du divin, la matière de l'esprit. La véritable science, comme le véritable instinct du Beau et du Bien, ont fait justice de ces phantasmes qui n'eurent jamais d'autre but que de favoriser la prédominance et le parasitisme des prétendues « élites » sociales. Ils tendent, aujourd'hui, à s'imposer plus que jamais grâce à la veulerie et à la complicité de ceux qui se posent en représentants de l'esprit.

La véritable esthétique est celle qui est à la fois sensible et intellectuelle dans le but de réaliser la véritable perfection rationnelle. Elle ne sépare pas l'esprit de la matière ; au contraire. Comme l'a écrit Elie Faure : « L'esprit n'atteint l'esprit que si la matière s'y prête. Non pas uniquement la matière visible, mais la matière sensible, le son, le mot, le symbole mathématique. » Et il a ajouté : « L'esprit n'est que rapports entre des éléments solides, organisation de ces éléments solides dans une harmonie continue dont l'amour est le mobile et l'intelligence le moyen. Il y a un échange constant, quels que soient l'objet et la forme de notre action, entre la matière du monde que nous transformons immédiatement en esprit dès qu'elle nous touche, et l'esprit que nous nous représentons immédiatement en matière dès que nous en sommes touchés... La nourriture spirituelle, comme l'autre, devient l'homme intérieur même, qui prête au produit de l'échange les qualités qu'il en reçoit. » Le véritable sens esthétique, le seul auquel nous devons nous arrêter si nous ne voulons pas nous égarer, est celui qui donne la sensation, en le faisant comprendre, de ce « poème de la matière » qui « sature à tel point notre chair, détermine à tel point notre intelligence qu'il faudrait, pour en suivre le déploiement dans l'œuvre d'art, partir de l'allaitement maternel où une matière liquide modèle notre forme propre, pour aboutir à l'étreinte amoureuse où se révèle, dans les échanges indéfiniment prolongés de la volupté et de la souffrance, les plus subtiles recherches de l'imagination et de l'esprit, en passant par tous les contacts que l'éducation de nos sens, l'aliment, le vêtement, l'habitat, le jeu nous infligent avec elle. » Le sens esthétique est celui que forme en nous cette « éducation subtile et continue que la matière exerce sur nos facultés de comparer, d'éliminer, d'ordonner et de choisir, même et peut-être surtout quand nous nous imaginons que notre esprit joue dans un espace abstrait dont elle a cependant, à elle seule, déterminé les dimensions. » (Elie Faure : *Le Clavier*.)

Hors de ces conceptions, qui établissent la profonde communion de l'homme et de la nature, on ne peut que perdre pied, soit pour s'égarer dans les nuages d'une esthétique stratosphérique, soit pour s'enfoncer dans le marécage d'un utilitarisme grossier qui est le bannissement de tout esprit et le renoncement aux splendeurs de l'intelligence. Ce sont ces deux esthétiques : stratosphérique et marécageuse, que la civilisation a développées pour faire perdre aux hommes le véritable sens du Beau en même temps que du Bien, le sens de leur harmonie personnelle et de l'harmonie collective et universelle. Car il n'y a pas de Beau sans le Bien et il n'y a pas de Bien sans le Beau. Ce qui est beau est bien et ce qui est bien est beau. Ils sont les deux conditions de la sagesse humaine. Le Bien en est la substance ; le Beau en est la splendeur. Et pour conclure sur ce sujet, nous disons ceci :

Pour être vraiment humain et remplir entièrement les conditions de sa nature, l'art doit rechercher à la fois le Bien et le Beau. S'il ne s'occupe que du Bien,

il ne s'occupe que d'une pure abstraction productive socialement de la tartuferie et du béguenisme. S'il n'envisage que le Beau, il tombe dans les formes desséchantes et stériles de « l'art pour l'art » (voir *Romantisme*). Le sculpteur Jean Baffier, qui disait : « L'Art, c'est la Vie », disait aussi que l'art est « l'exaltation de la morale... la résultante de la morale : et il représente l'exaltation ». Il le voyait dans le positif, dans l'utile, opposé à l'industrie qui « évoque le luxe, le superflu, le faste, la superfétation », et il ajoutait : « L'Art noble, qui doit être en tous ouvrages, a créé chez nous de la richesse, de la splendeur, de la gloire, tout en conservant pieusement la source de la richesse, de la splendeur et de la gloire. Au contraire, le luxe industrialiste bancaire, avec son système d'exploitation insensé, sa production désordonnée pour satisfaire des concurrences folles, des ambitions démentées, a conduit aux spéculations les plus extravagantes, que l'on voit à cette heure, en œuvres inquiétantes sur les champs de l'Europe et de l'Asie, même de l'Afrique. »

C'est l'harmonie du Beau et du Bien dans l'art exaltation de la morale qui constitue chez l'homme le sens esthétique, c'est-à-dire le sens d'une vie qui lui sera belle et bonne avec d'autant plus d'intensité que ce sens excitera en lui plus de volonté de réalisation. On comprend dès lors comment une civilisation établie sur la violence et le mensonge, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, ne pouvait et ne peut toujours pas réaliser le Bien et le Beau pour tous les hommes. On comprend comment une telle civilisation devait s'efforcer, par la dégradation et l'envilessement de l'individu, de dénaturer, de dévoyer et de détruire si c'était possible son sens esthétique, pour le rendre de plus en plus incapable d'aspirer au Beau et au Bien, de revendiquer avec toute l'énergie nécessaire une vie belle et bonne pour tous. « Qui travaillerait pour nous s'il n'y avait plus de pauvres ! » demandait insolemment Metternich à Robert Owen au lendemain de l'avortement de la Révolution Française tuée par Napoléon et ensevelie par la Sainte Alliance. Ce mot cynique est la plus implacable condamnation des boutiquiers de la morale et des pontifes de « l'art pour l'art » installés dans le parasitisme social.

Mais on ne joue pas sans risque avec le feu. Les corrupteurs ont été les premiers corrompus. Les avilisseurs de l'âme populaire, celle des pauvres qu'ils faisaient travailler pour eux, ont été les premiers avilis. Ce sens esthétique qu'ils veulent achever de détruire chez leurs exploités, ils l'ont perdu depuis longtemps. Leur avidité, leur cruauté, leur vanité publicitaire, tout ce qui a produit leur mégalomanie, leur besoin de paraître et qui en a fait ces mufles intégraux dont nous avons constaté les agissements (voir *Muflisme*), leur a fait perdre à tel point le sens du Beau et du Bien qu'ils sont devenus eux-mêmes, aujourd'hui, les plus sûrs artisans de leur propre destruction. Car leurs victimes, hélas ! paraissent de plus en plus incapables du « geste » libérateur dans l'effondrement parallèle de leur propre sens esthétique.

Impuissantes à réagir contre les moyens de coercition matérielle qui les accablent, ces victimes sont encore plus impuissantes devant les moyens qui assèchent moralement leur esclavage. Misère matérielle, abrutissement moral ; les deux sont complémentaires, et la conséquence de l'extinction du sens esthétique inspireur de volonté sociale. La double méthode poursuivait son office. Côté du Bien c'est l'obéissance perdue et cadavre à une morale civique, religieuse ou laïque, de renoncement, de soumission, à toutes les disciplines de l'usine et de la caserne ; le prolétaire — qui forme les neuf dixièmes de la population du globe — de plus en plus rationalisé, retravaillera bientôt chargé de chaînes et sous la trique comme l'esclave antique,

comme les forçats, comme les noirs et les jaunes conquis par la « civilisation ». Côté du Beau, c'est l'abrutissement systématique, méthodiquement poursuivi, par tous les moyens qui « empêchent de penser », qui emportent la vie dans le tourbillon de la vitesse, du bruit, des éclairages violents, des intoxications qui transportent dans les « paradis artificiels » ; c'est le débordement de folie sanglante, de mégalomanie grotesque, de saleté physique et morale, de muffisme en un mot qui constitue la vie actuelle.

Dans le dénâttement des sens physiques soumis à ce régime permanent de surexcitation et de désagrégation, que peut devenir le sens esthétique qui est en quelque sorte le produit, la synthèse à la fois spontanée et réfléchie de leurs sensations ? Il n'est, pour en juger, qu'à voir la laideur, l'incapacité, l'incoscience des formes de la vie sociale et des milieux où elles se manifestent pour la plupart des hommes ; il n'est qu'à voir surtout les spectacles (voir ce mot) où ils se plaisent et où ils vont puiser leurs sensations esthétiques. Ces spectacles sont caractéristiques de la place prise dans la société par la brute civilisée mille fois plus obtuse, perverse et dangereuse que celle des cavernes. Les raffinements de sa perversion ont fait du monde entier un immense domaine du docteur Goudron et du professeur Plume.

De même que les excès imposés aux sens physiques finissent par annihiler en eux toutes sensations, le baratage grossier des facultés de l'esprit et du cœur finissent par détruire en eux toute intelligence et toute émotion quelque peu nuancée, délicate. Leur sensibilité subit le sort de la vue chez celui qui ne travaille qu'à la lumière artificielle, de l'ouïe chez le chaudronnier qui frappe sans cesse sur le métal, du toucher que les callus font perdre aux mains des terrassiers, de l'odorat pour les travailleurs des égouts, du goût pour les intoxiqués du tabac, de l'alcool et les amateurs de viandes faisandées. Quelle espèce de sens du beau et de l'art peut avoir, par exemple, une foule de deux ou trois mille personnes assistant à un concert de musique de chambre, dans une salle immense où aucun véritable silence n'est possible ? Alors que cette musique est toute de précision, de nuances, d'échos intimes, de profondeur qui demande un repliement de l'âme sur elle-même, un recueillement qui prolonge la sensation et l'émotion quelques minutes au moins après que les dernières notes se sont éteintes : on voit cette foule éclater en braves bruyants avant même les dernières notes, trépigner, hurler comme si elle venait d'assister à l'écroulement d'un « poids lourd » ou à l'étrépiement d'un cheval de « corrida » ! Et que penser, aussi, du sens et de la conscience artistiques des virtuoses — des Cortot, des Thibaud — qui vivent ainsi aux bêtes Mozart, Beethoven, Chopin ou Debussy ?

Au défaut de sens esthétique individuel correspond celui du sens esthétique collectif dans les villes livrées à toutes les hideurs utilitaires et industrielles imaginées par le muffisme des tripoteurs d'affaires. La chanson du travail s'est tue dans les rues des villes ; elle est morte avec le petit artisan et elle est interdite à l'ouvrier rationalisé et taylorisé. Une morne indifférence marque l'ataxie esthétique des foules devant les modes grotesques dont on les affuble, devant les odieux navets qui sont une injure à leurs morts de la guerre qu'elles ont voulu honorer, devant les criminelles entreprises des « topazes » qui font abattre des arbres centenaires, dernière beauté des boulevards, pour faire de la place à des tables de bars, ou qui détruisent des beautés naturelles uniques, menacent des populations entières d'empoisonnement, pour les profits scandaleux d'entrepreneurs de carrières et de fabricants de ciment (Calanques et terroir de Cassis).

Il est d'une nécessité impérieuse pour tous les tra-

vailleurs, pour tous ceux qui veulent vivre une autre vie que celle d'un ilote abruti, de retrouver et de cultiver en eux le véritable sens esthétique, celui qui ne sépare pas le Bien et le Beau, l'éthique sociale qui est la justice dispensatrice du bien de tous, de l'esthétique individuelle et collective qui est la beauté et la joie à l'esprit et au cœur de tous. — Edouard ROMEY.

SENSATION n. f. Élément dernier de la connaissance, la sensation est l'état psychologique immédiat que provoque l'excitation d'un ou de plusieurs nerfs sensitifs. Plaisirs de l'odorat ou du goût, douleur d'une brûlure sont appelés sensations tout comme les impressions tactiles, les couleurs, les sons : car ce terme s'applique indifféremment à des états affectifs ou à des états représentatifs. En fait, point de connaissance, même d'ordre spéculatif, qui ne s'accompagne d'une tonalité affective, parfois très minime il est vrai. Mais c'est exclusivement le caractère représentatif de la sensation que nous étudions ici.

Dans les rangs inférieurs du monde organisé, chez les amibes par exemple, le protoplasma se présente sous une forme indifférenciée et les diverses fonctions biologiques paraissent s'exécuter au moyen d'une partie quelconque de cette substance uniforme : indifférence structurale et indifférence fonctionnelle sont intimement liées l'une à l'autre. Par contre, si nous négligeons les transitions pour arriver aux animaux supérieurs et à l'homme, nous constatons que la spécialisation des éléments anatomiques s'accompagne d'une division parallèle du travail physiologique. Grâce à une différenciation très accentuée du système nerveux, phénomènes de sensibilité et de motilité acquièrent une très haute importance. Le rôle de ce système est grand dans la vie organique, puisqu'il règle les mouvements des poumons, du cœur et de l'appareil circulatoire, les sécrétions, les mouvements de l'appareil digestif et ceux qui commandent les diverses excréments. D'autre part, c'est lui qui permet au vivant d'entretenir d'étroites relations avec le milieu extérieur, d'en ressentir les multiples influences et d'y répondre d'une façon appropriée. Mais, alors que les nerfs affectés à la vie organique se rattachent dans l'ensemble au système du grand sympathique, ceux qui sont préposés à la vie de relation se rattachent au système encéphalo-rachidien. Collecteurs des impulsions venues du dehors, les appareils sensoriels, qui font partie intégrante de ce dernier système, se composent essentiellement d'organes récepteurs de l'excitation, d'organes de transmission et d'organes centraux de perception situés dans une partie déterminée de l'écorce cérébrale. Notons, en outre, que l'exercice de chaque sens s'accompagne, dans le champ de sa partie périphérique, de réactions musculaires, indispensables à son jeu régulier et complet. Dans les divers appareils sensoriels, les voies longues conduisent les impressions excitatrices jusqu'à la sphère corticale du cerveau, alors que les voies courtes s'arrêtent dans les centres infra-corticaux. Les neurones sensitifs périphériques ont leur corps cellulaire en dehors de l'axe encéphalo-rachidien : c'est dans la rétine elle-même que les fibres du nerf optique ont leurs cellules d'origine ; c'est dans les ganglions de Corti ou de Scarpa que l'on trouve celles du nerf acoustique.

Adaptés à un genre d'impression bien déterminée, les organes des sens doivent recevoir une excitation qui ne soit ni trop faible ni trop forte, pour donner naissance à une sensation. Au-dessous de 16 vibrations par seconde et au-dessus de 34.000, l'oreille ne perçoit aucun son ; pour les autres sens, il est, de même, possible de déterminer un minimum et un maximum, variables dans une certaine limite. Quel que soit le mode d'excitation, un organe perceptif répond toujours par des sensations d'aspect analogue : électricité, lumière,

choc, ingrédients chimiques, etc. produisent une impression lumineuse, quand on les applique au nerf optique. Par contre, la même excitation produit des phénomènes très différents, selon le sens qu'elle impressionne : le courant électrique qui, appliqué à l'œil, détermine une sensation de lumière, provoquera une sensation de choc s'il agit sur le bras, une sensation d'odeur s'il ébranle le nerf olfactif. Aussi, plusieurs physiologistes pensent-ils que la différence spécifique, constatée entre les impressions sensorielles, ne résulte pas de la réalité extérieure, mais du seul système nerveux. C'est une action chimique que l'énergie excitatrice détermine dans les organes des sens ; et c'est la présence des produits de désassimilation qui engendre le sentiment de fatigue, consécutif à des ébranlements trop forts ou trop souvent répétés.

L'excitation est transmise au cerveau grâce à une modification chimique qui, de proche en proche, gagne les éléments encéphaliques. Plusieurs admettent un influx nerveux, analogue au courant électrique. Mais notons qu'il est beaucoup plus lent : sa vitesse, chez l'homme, est de 60 mètres par seconde dans les nerfs centrifuges, de 130 mètres dans les nerfs centripètes. Concernant le travail qui s'accomplit dans l'intimité du cerveau, nous savons fort peu de chose ; toutefois l'on est parvenu à localiser certains centres sensoriels. Un chien devient complètement aveugle, si l'on dénude ses deux lobes occipitaux ; si l'on enlève l'écorce grise du lobe droit seulement, il est partiellement aveugle et de l'œil gauche et de l'œil droit. Pour provoquer la cécité de points limités du champ visuel, il suffit d'enlever des parties déterminées des mêmes lobes. A la suite de lésions occipitales, on a constaté, chez l'homme, des troubles analogues. Chez le chien, l'oreille droite a son centre sensoriel dans la troisième circonvolution occipitale gauche, l'oreille gauche dans la même circonvolution du côté droit. Même si les organes périphériques ne subissent aucune excitation, des sensations apparaissent quand les centres encéphaliques sont ébranlés ; on l'observe dans maints rêves et dans toutes les hallucinations.

Au point de vue psychologique, la sensation subit l'influence et des états qui l'ont précédée et de ceux qui l'accompagnent. Après un bruit étourdissant, l'on ne perçoit pas les nuances de faibles sonorités ; une couleur obtient son maximum de netteté, quand l'accompagnent ses couleurs complémentaires. Harmonie des sons, accord des nuances visuelles sont fondamentales, la première en musique, le second en peinture. De plus, les impressions des divers sens s'entravent ou se renforcent : une sensation lumineuse intense augmente habituellement la finesse de l'ouïe ; des sensations sonores très vives obscurcissent d'abord les perceptions visuelles, puis les stimulent. Un contraste plus ou moins accentué semble nécessaire pour mettre en relief les sensations. Si la température se modifie brusquement, dans la chambre où je me trouve, je le remarque aussitôt ; mais je ne m'en aperçois point, si elle varie lentement. On peut cuire ou congeler des grenouilles, sans qu'aucun mouvement trahisse une douleur quelconque, lorsqu'on élève ou diminue peu à peu la chaleur. En effet, ce que l'on perçoit surtout, c'est le changement, l'opposition. La saveur sucrée d'une solution, trop faible pour être sentie normalement, le sera, et d'une façon très nette, après une application de chlorure de sodium.

Outre sa qualité spécifique et sa nuance individuelle, chaque sensation offre une certaine intensité. Bergson s'est vainement efforcé de montrer que cette dernière se réduisait à un aspect qualitatif. « Une expérience de tous les instants, écrit-il, qui a commencé avec les premières lueurs de la conscience et qui se poursuit pendant notre existence entière, nous montre une nuance déterminée de la sensation répondant à une valeur

déterminée de l'excitation. Nous associons alors à une certaine qualité de l'effet l'idée d'une certaine quantité de la cause ; et finalement, comme il arrive pour toute perception acquise, nous mettons l'idée dans la sensation, la quantité de la cause dans la qualité de l'effet. A ce moment précis, l'intensité, qui n'était qu'une certaine nuance ou qualité de la sensation, devient une grandeur. » Mais les analyses psychologiques de Bergson ne peuvent rendre compte de l'aspect quantitatif de maints états de conscience ; et l'ingéniosité de son langage, capable de merveilleux tours de prestidigitation, ne parvient pas à escamoter ce que, dans un sentiment ou une sensation, l'on dénomme intensité. Par contre, de nombreux auteurs font remarquer, avec justesse, qu'élément affectif et élément représentatif se nuisent dans nos sensations : l'intensité de l'émotion ne favorise pas la netteté de la perception, et les sensations olfactives, gustatives, cénesthésiques, qui présentent un caractère affectif très marqué, ne nous donnent, au point de vue de la connaissance, que des notions imprécises et vagues.

La sensation ne se produit que si l'impression initiale possède une durée suffisante ; et elle persiste après l'excitation, dans une mesure qui varie avec la force de cette dernière. Pour l'œil, cette persistance va de $1/15^e$ à $1/3^e$ de seconde. Aussi l'impression produite est-elle continue, quand les excitations lumineuses se succèdent à des intervalles rapprochés : c'est le principe du cinématographe, et l'enfant sait qu'il peut décrire cercles ou rubans de feu en agitant assez vite un tison enflammé. Les chocs électriques cessent d'être discernables dès que leur nombre dépasse 35 à la seconde sur le corps, 60 sur le front. Des observations analogues ont été faites concernant les autres sens. Au point de vue psychologique, nous sommes conscients de la durée des sensations : durée plus ou moins longue et qui présente un aspect différent selon les sens affectés. Notre notion du temps provient, sans doute, d'une assimilation de ces diverses durées faite, ultérieurement au profit des sensations musculaires et auditives.

Certaines sensations sont manifestement extensives, c'est-à-dire étalées dans l'espace ; tel est le cas des couleurs et des impressions tactiles. Beaucoup de psychologues accordent ce caractère à toutes les données des sens : « La voluminosité, affirme James, est une qualité commune à toutes les sensations, tout comme l'intensité. Nous disons fort bien des grondements du tonnerre qu'ils ont un autre volume de sonorité que le grincement d'un crayon sur une ardoise... Une légère douleur névralgique du visage, fine comme une toile d'araignée, paraît moins profonde que la douleur pesante d'un furoncle, ou la souffrance massive d'une colique ou d'un lumbago... Les sensations musculaires ont également leur volume, ainsi que les sensations dues aux canaux semi-circulaires, voire même les odeurs et les saveurs. Les sécrétions internes surtout sont remarquables à ce point de vue ; témoin les sensations de plénitude et de vide, d'étouffement, les palpitations, les maux de tête, ou encore cette conscience très spatiale que nous donnent de notre état organique la nausée, la fièvre, la fatigue, les lourdes somnolences. »

Les anciens psychologues admettaient cinq sens : la vue, l'ouïe, le toucher, le goût et l'odorat ; mais les savants contemporains ont allongé la liste traditionnelle. C'est à la vue que nous devons les sensations de lumière et de couleur. Dans les sensations de lumière, la rétine est actionnée par un mélange complexe des diverses couleurs du spectre, c'est-à-dire par une association de vibrations d'amplitude et de longueur d'onde fort différentes. Dans les sensations de couleur, les rayons excitateurs sont les composants dissociés de la lumière blanche. Violet, indigo, bleu, vert, jaune,

orangé, rouge constituent les notes principales de la gamme colorée ; mais trois d'entre elles, le vert, le jaune et le rouge, sont dites couleurs fondamentales, parce qu'elles permettent, quand on les associe en proportions variables, de reproduire toutes les autres. On pourrait distinguer six à sept cents qualités d'impressions lumineuses, au dire de certains ; et l'on a parlé d'un million de nuances colorées, en tenant compte du ton, de l'intensité et de la saturation. D'autres évaluent le nombre des sensations visuelles possibles à 35.000 ; dans chacune des couleurs du prisme, un ouvrier tapisier des gobelins ou d'Aubusson arrive, assure-t-on, à distinguer 1.500 nuances en moyenne, parfois plus, parfois moins.

A l'ouïe nous devons de connaître les bruits, résultats d'ébranlements irréguliers, instables et confus, ainsi que les sons, dûs à des vibrations périodiques et régulières. Ces derniers diffèrent entre eux par la hauteur, l'intensité, le timbre ; et une oreille exercée arrive à distinguer un nombre prodigieux de sons. « Des notes les plus basses jusqu'aux plus hautes, écrit Ebbinghaus, nous pouvons percevoir, dans des conditions favorables, plusieurs milliers de notes et dans les hauteurs moyennes, à l'intérieur d'une seule octave, plus de mille. Si, dans l'emploi pratique des sons dans la musique, nous nous contentons d'un nombre plus faible (dans les instruments à notes fixes 12 à l'octave), cela tient en partie à des raisons techniques comme le maniement incommode d'instruments à notes trop nombreuses. Mais cela vient surtout de ce que relativement peu de notes s'accordent bien avec une note prise au hasard. »

On distingue, aujourd'hui, les sensations kinesthésiques et thermiques des sensations tactiles ; aussi n'accordons-nous plus au toucher l'importance exceptionnelle que les anciens psychologues lui attribuaient. Nous devons à ce sens les impressions de contact, de poli ou de rugueux, de chatouillement. Expansions nerveuses peu différenciées, ses organes récepteurs sont répandus sur toute la surface du corps. Néanmoins la sensibilité tactile n'est pas égale dans les diverses régions de la peau ; l'écartement minimum, requis pour que l'on sente séparément les deux pointes d'un compas, permet d'apprécier son degré d'acuité. Pour la langue, les lèvres et le bout des doigts, cet écartement va de 1 à 5 millimètres ; il dépasse 3 centimètres sur le dos de la main et 5 centimètres sur la région dorsale du corps. Quant à la persistance des impressions tactiles, elle est très faible, et si l'on touche une roue dentée, animée d'un mouvement rotatoire, la sensation n'apparaît continue qu'au delà de 40 impressions par seconde.

Le goût, qui a son siège dans la bouche, nous renseigne sur les saveurs ; mais les sensations qu'il nous donne sont habituellement mélangées à des sensations de contact, de chaleur, d'odeur, de mouvement. Parfois même les secondes sont prédominantes : les saveurs astringentes sont d'origine tactile, celles de la menthe poivrée ou de la moutarde s'avèrent surtout calorifiques, et l'on arrive difficilement à distinguer un oignon d'une pomme, lorsque le sens olfactif est détruit. C'est d'ailleurs à des terminaisons nerveuses spéciales que répondent les sensations gustatives fondamentales : sucré, acide, amer, salé. Plusieurs sels métalliques paraissent acides, en effet, quand on les pose à la pointe de la langue, et amers quand on les place dans la région postérieure ; c'est le cas de l'acétate de plomb.

Localisé dans la partie supérieure des fosses nasales, l'odorat joue un rôle prépondérant chez certains animaux. Bien que très réduit chez l'homme, par défaut d'exercice, il demeure capable, en certains cas, de déceler la présence de substances chimiques qui n'existent qu'à dose infinitésimale : on peut sentir un deux milliardième de milligramme de musc et un vingt-cinq milliardième de milligramme de mercaptan. Le chien, dont

les lobes et les organes récepteurs olfactifs sont beaucoup plus développés que dans l'espèce humaine, retrouve, après plusieurs heures, l'odeur laissée par le passage d'un lièvre ou de son maître. Souvent les sensations olfactives s'associent à des saveurs ou à des sensations thermiques. On arrive même à confondre odeurs et saveurs : lorsqu'il agit sur la muqueuse nasale, le chloroforme semble avoir un goût sucré. Et, quoi qu'on pense, l'ammoniaque n'excite pas les fibres olfactives mais uniquement les organes tactiles du nez. Dans les conditions normales, les effluves odorants sont recueillis à l'état gazeux seulement.

A côté des cinq sens classiques, il convient de faire une place à des sens nouvellement découverts : la cénesthésie, le sens kinesthésique, le sens thermique, celui de l'orientation. Et, sans parler des sens particuliers que l'on rencontre chez certaines espèces animales, nul ne saurait affirmer que l'on n'en découvrira pas d'autres, encore insoupçonnés, même chez l'homme. La cénesthésie ou sensibilité de l'ensemble des organes est liée au fonctionnement des appareils de la respiration, de la digestion, etc., à celui des glandes, des nerfs, peut-être du cerveau. Habituellement vague et peu claire, lorsque les organes sont en bon état, elle devient très vive dans certaines maladies. Nous lui devons les sensations générales de bien-être, de lassitude, de surexcitation, d'abattement, etc., ainsi que des sensations de caractère périodique comme celle de la faim. Dans la cénesthésie, l'élément affectif est tout à fait prédominant ; l'élément représentatif ne comporte que des indications vagues et facilement illusoire. Une concentration excessive de l'attention sur les sensations organiques engendre la neurasthénie et la nosophobie ou crainte d'être atteint de toutes les maladies dont on entend parler ; parfois elle aboutit aux phénomènes si curieux de l'autoscopie interne. Le malade parvient à décrire l'état d'organes tels que le cœur, le foie, les poumons. Des personnes, ignorantes des notions même élémentaires de l'anatomie, ont pu donner des indications sur le jeu de leurs valvules cardiaques ou préciser la place, dans l'intestin, d'une épingle avalée par mégarde.

Le sens kinesthésique, nettement distingué du toucher par les psychologues contemporains, nous renseigne sur l'état de nos muscles, sur les mouvements et la situation de nos membres. Que je remue mon bras ou qu'on le déplace sans aucun effort de ma part, j'en suis averti, dans les deux cas, même si je n'éprouve aucune sensation tactile et si j'ai les yeux fermés. En effet, les sensations kinesthésiques ne viennent pas seulement des muscles, mais aussi des articulations et des tendons. Quant au sentiment de l'effort, auquel Maine de Biran fait jouer un rôle primordial dans sa philosophie, il ne précède pas la contraction musculaire et n'accompagne pas l'innervation centrale. Comme toutes les autres sensations, celle de l'effort résulte d'une impression centripète. Lorsqu'ils cherchent à soulever leurs membres paralysés, certains hémiplegiques ont conscience de l'effort déployé, mais l'on constate qu'ils contractent alors soit les membres correspondants, soit d'autres muscles. Fréquemment, les sensations kinesthésiques se mêlent à d'autres sensations, en particulier à celles du toucher ; toutefois il faut ranger la sensation de pression dans la seconde catégorie et celle du poids dans la première.

Longtemps confondu avec le sens tactile, le sens thermique possède pourtant des organes spéciaux, de qui dépendent nos impressions de froid et de chaud. Les points de notre épiderme qui sentent le froid ne sont, d'ailleurs, pas les mêmes que ceux qui sentent le chaud. Si l'on promène lentement et légèrement une plume d'acier ou une tige pointue sur le dos de la main, l'on perçoit, par intervalles, une sensation de froid liée à certains points. Pour découvrir les points sensibles à

la chaleur, il faut maintenir chaude l'extrémité de la plume ou de la tige dont on se sert. Ce n'est pas à un refroidissement de la peau, mais à une hyperesthésie des nerfs du froid qu'est due l'action des crayons de menthol. Le sens thermique ne nous renseigne, en définitive, que sur les variations de température des objets extérieurs, considérées dans leur rapport avec celle de notre propre corps. On attribue à un mélange d'excitations thermiques et tactiles la sensation d'humidité.

Au sens de l'équilibre, ou sens statique, nous devons les sensations de mouvement rectiligne ou curviligne, de verticalité, d'inclinaison, de vertige, d'étourdissement. Il nous renseigne, en effet, sur la position de la tête au cours des divers mouvements accomplis et, par là même, d'une façon indirecte, sur l'attitude générale du corps. Les canaux semi-circulaires de l'oreille interne constituent les organes spéciaux du sens statique, ainsi que de multiples expériences l'ont démontré ; au nombre de trois chez l'homme, ils semblent correspondre aux trois dimensions de l'espace. Déjà, Flourens constatait « que la section des canaux semi-circulaires provoque chez les animaux des mouvements dont la direction correspond au plan du canal opéré ». La grenouille, dont on a sectionné les canaux horizontaux, ne nage plus en ligne droite, mais en cercle ; elle se balance autour de son axe longitudinal. Si l'on coupe ses canaux verticaux, elle saute en ligne droite au contraire. Des expériences analogues, faites sur des lapins et des pigeons, aboutissent à des résultats identiques. De plus, on observe que les animaux qui, comme les lamproies et les souris japonaises, ne possèdent qu'une ou deux paires de canaux semi-circulaires donnent, par leurs mouvements, l'impression de ne connaître qu'une ou deux dimensions de l'espace. Les souris japonaises, par exemple, tournent fréquemment sur elles-mêmes durant des heures entières ; elles n'avancent que par trajets circulaires et en diagonale. Chez l'homme, les lésions des organes du sens statique provoquent le manque d'équilibre et le vertige. « Si l'on tourne, les yeux fermés, plusieurs fois de suite sur le talon et si l'on s'arrête subitement, remarque Kibbinghaus, on a l'impression sensible, la plus vive, de tourner dans le sens contraire au précédent ; c'est une sensation des canaux semi-circulaires. Elle provient de ce qu'un anneau de liquide dans le canal horizontal, qui au début de la rotation du corps était resté un peu collé aux parois de celui-ci, tourne encore un moment lorsqu'on s'arrête brusquement et produit, sur les organes terminaux d'un nerf qui pénètrent dans ce liquide, une excitation contraire à la précédente. »

Certains animaux possèdent des sens dont nous comprenons très mal la nature : sens électrique, sens hygro-métrique, sens de l'orientation, etc. On a beaucoup écrit, sans parvenir à formuler une explication satisfaisante, sur la faculté que possède le pigeon voyageur de regagner son gîte, même lorsqu'on le transporte à des centaines de kilomètres. Concernant les insectes, bien des choses restent à découvrir, non moins mystérieuses que celles qu'on connaît déjà. Mais, lentement, de patients chercheurs défrichent ces coins obscurs où rien n'échappe, pas plus qu'ailleurs, à la loi du déterminisme universel.

C'est dans l'étude des sensations que les psychologues se sont efforcés, pour la première fois, d'utiliser les procédés de mesure et de calcul chers aux physiologistes et aux chimistes. Toute une école de psychophysiciens s'est donnée pour mission de préciser les relations qui unissent le monde physique au monde mental. Ils ont déterminé le seuil de l'excitation, c'est-à-dire le minimum d'excitation requis pour qu'il y ait sensation, et surtout ils ont voulu exprimer en langage mathématique les rapports des impressions physiques et des sensations. Mais de telles recherches sont déli-

cates. Pour la sensation de pression, on pose sur le point de la peau que l'on veut explorer de petites balles de liège, afin de parvenir à déterminer le poids minimum perceptible. « Un grand nombre de recherches faites de cette manière, écrit Ribot, ont prouvé que la peau possède une sensibilité très variable suivant les régions explorées. Les régions les plus sensibles sont le front, les tempes, les paupières, le dos de la main ; elles peuvent sentir jusqu'à 1/500^e de gramme. Le plat de la main, le ventre, les jambes sont des régions très peu sensibles, puisque le minimum perceptible tombe à 1/20^e de gramme. Enfin, sur les ongles et au talon, il descend jusqu'à 19 grammes. Pour ce qui concerne l'effort musculaire, le minimum perceptible serait représenté, suivant Wundt, par le raccourcissement de 4/100^e de millimètre du muscle droit interne de l'œil. » Lorsque la main est à 18° environ, il faut une élévation de 1/8^e de degré pour éprouver une sensation thermique. D'après Volkmann, la plus petite sensation lumineuse perceptible serait égale à l'éclairage d'un velours noir par une bougie placée à une distance de 7 pieds 7. Pour l'ouïe, le bruit le plus faible qui puisse franchir le seuil de la conscience est l'équivalent du son produit par une boule de liège de 1 milligramme, tombant de 1 millimètre de haut, l'oreille étant à 91 millimètres de distance.

Mais c'est à déterminer les rapports de l'excitation à la sensation que se sont particulièrement attachés les psychophysiciens. Déjà Weber constatait que la sensation croît d'une manière discontinue, même quand l'excitation croît d'une manière continue, et qu'une excitation nouvelle, pour être sentie, doit être d'autant plus faible que l'excitation à laquelle elle s'ajoute est plus faible, d'autant plus forte que l'excitation à laquelle elle s'ajoute est plus forte. D'où la loi suivante, appelée loi de Weber : « L'accroissement de l'excitant nécessaire pour produire un accroissement perceptible de la sensation est une fraction constante de cet excitant ». Fechner essaya de préciser la loi de Weber et de trouver une formule exprimant le rapport de toute excitation à toute sensation. Il utilisa trois méthodes ingénieuses : celle des plus petites différences perceptibles, celle des cas vrais et faux, celle des erreurs moyennes, et multiplia les expériences. Finalement, il parvint à énoncer la loi psychophysique qui porte son nom : « La sensation croît comme le logarithme de l'excitation ». En d'autres termes, lorsque les excitations croissent en progression géométrique, les sensations croissent en progression arithmétique. Les mesures opérées par Fechner n'étaient pas irréprochables ; on a dû les modifier. De plus, sa formule ne tenait pas assez compte de la complexité des faits. Néanmoins, malgré les critiques acerbes qu'on a coutume de lui adresser, il n'est pas vrai que sa tentative ait complètement échoué. Nous savons maintenant, de la façon la plus certaine, qu'il n'y a ni égalité, ni équivalence entre les variations d'intensité de l'excitation et les variations d'intensité de la sensation. En outre, nous constatons que la sensation n'est pas un état simple et irréductible, comme le prétendent les spiritualistes, mais qu'elle est une synthèse, le résultat d'un travail organique préalable.

Taine, penseur généralement soucieux de ne point déplaire aux bien-pensants, estimait dans son livre *L'Intelligence* que les sensations n'ont pas le caractère de simplicité qu'on leur attribue : « La psychologie, écrit-il, est aujourd'hui en face des sensations prétendues simples, comme la chimie, à son début, était devant les corps prétendus simples. En effet, intérieure ou extérieure, l'observation, à son premier stade, ne saisit que des composés ; son affaire est de les décomposer en leurs éléments, de montrer les divers groupements dont les mêmes éléments sont capables, et de construire avec eux les divers composés. Le chimiste

prouve qu'en combinant, avec une molécule d'azote, une, deux, trois, quatre, cinq molécules d'oxygène, on construit le protoxyde d'azote, l'acide azoteux, l'acide hypo-azotique, l'acide azotique, cinq substances qui, pour l'observation brute, n'ont rien de commun et qui pourtant ne diffèrent que par le nombre de molécules d'oxygène comprises dans chacune de leurs parcelles. Le psychologue doit chercher si, en joignant telle sensation élémentaire avec une, deux, trois autres sensations élémentaires, en les rapprochant dans le temps, en leur donnant une durée plus longue ou plus courte, en leur communiquant une intensité moindre ou plus grande, il ne parvient pas à construire ces blocs de sensations que saisit la conscience brute et qui, irréductibles pour elle, ne diffèrent cependant que par la durée, la proximité, la grandeur et le nombre de leurs éléments. Et Taine trouve la preuve de ce qu'il avance dans des expériences effectuées en acoustique, et qui démontrent que les différences qualitatives des sons proviennent, en réalité, de différences quantitatives. Spencer déclare, lui aussi, que « la substance de l'âme est résoluble en chocs nerveux », et que toute sensation se ramène à un nombre fixe de ces chocs produits par les mouvements ondulatoires de l'excitation. De l'élément primordial, constitutif de toutes les perceptions des sens, le philosophe anglais estime même possible de donner une idée. « L'effet subjectif, déclare-t-il, produit par un craquement ou un bruit qui n'a pas de durée appréciable, n'est guère autre chose qu'un choc nerveux. Quoique nous distinguons un pareil choc nerveux comme appartenant à ce que nous appelons sons, cependant il ne diffère pas beaucoup de chocs nerveux d'autres espèces. Une décharge électrique, qui traverse le corps, cause une sensation analogue à celle d'un bruit fort et soudain. » Bien entendu, les spiritualistes ont poussé des cris d'orfraie, tant ils redoutent l'introduction de la mesure et de l'analyse quantitative en psychologie. Certes, nous estimons que Spencer et Taine se trompent sur bien des points, mais il nous semble évident que la sensation s'explique par ses antécédents physiologiques. Contrairement à la thèse épiphénoméniste de Le Dantec, qui est une absurdité scientifique, nous admettons l'existence d'une énergie mentale capable d'avoir une action très efficace ; mais cette énergie mentale n'a rien de spirituel au sens traditionnel du mot, elle s'avère de même nature que les énergies les plus matérielles et n'est qu'une transformation des forces corporelles, une qualité nouvelle conditionnée par le système nerveux. De même que le travail mécanique peut engendrer l'énergie électrique qui, à son tour, donnera de la lumière, de la chaleur, etc., de même le cerveau engendre la pensée, une pensée vraiment efficace, dont les effets sur l'organisme sont indéniables, mais qui, fatalement, cesse d'être lorsque le cerveau disparaît. Manifestation première de l'énergie mentale, la sensation nous renseigne sur les rapports qui relient notre corps au milieu environnant. — L. BARBENTTE.

SENSIBILITÉ n. f. (du latin : *sensibilitas*, même signification). Ce mot désigne la faculté d'éprouver ou de ressentir des impressions physiques ou morales : c'est cette propriété dévolue à certaines parties du système nerveux, par laquelle tout être vivant perçoit les impressions faites soit par des objets du dehors, soit produites à l'intérieur. En langage psychologique, le terme est des plus vagues et des plus défectueux ; aussi est-il employé sous de multiples significations. Physiologiquement, il désigne des phénomènes purement physiques ou mécaniques. Claude Bernard écrivait : « Les philosophes ne connaissent et n'admettent, en général, que la sensibilité consciente, celle que leur atteste la douleur, déterminée par des modifications externes... Les physiologistes se placent nécessairement à un autre point de vue. Ils doivent étudier le phénomène objec-

tivement, sous toutes les formes qu'il revêt. Ils observent que, au moment où un agent modificateur agit sur l'homme, il ne provoque pas seulement le plaisir et la douleur, il n'affecte pas seulement l'âme : il affecte le corps, il détermine d'autres réactions que les réactions psychiques, et ces réactions automatiques, loin d'être la partie accessoire du phénomène, en sont, au contraire, l'élément essentiel ».

Pour tenter de faire cesser ce que certaines écoles philosophiques supposent être une confusion, on chercha à désigner, sous le nom d'irritabilité et d'excitabilité, les phénomènes dans lesquels n'entre pas la conscience ou ceux où la conscience n'intervient qu'à un faible degré. Cette façon de voir semble s'appuyer surtout sur certains dogmes religieux, entre autres celui qui prétend que, seul, l'homme possède une âme, que les animaux et les plantes n'en ont pas. Les découvertes modernes de la science sont venues renforcer la signification entière qu'on se doit de donner au mot sensibilité, sans exclure aucun règne : animal, végétal, voire minéral. Il est heureux, d'ailleurs, que des savants ne se soient pas inclinés devant l'absurde conception dogmatique des phénomènes de la vie et qu'ils n'aient point accepté, comme vérité éternelle, l'affirmation stupide qui alla jusqu'à prétendre que la femme même n'a pas d'âme...

Dans un livre sur « L'instinct et l'intelligence des animaux », Romanes avait démontré, péremptoirement, que les singes, les éléphants, les chiens, etc... sont intelligents ; Claude Bernard, dans un mémoire « La sensibilité dans le règne animal et le règne végétal », avait écrit : « Il y a, même chez les plantes, une faculté de sensibilité, chargée de recevoir les excitations externes et de réagir à la suite de ces excitations ». Félix Le Dantec fut quelque peu désillusionné à la suite de la lecture des œuvres de Claude Bernard, de qui il attendait l'explication de la physiologie et que l'auteur du « Conflit » considérait comme un géant. Félix Le Dantec trouva l'ouvrage de Claude Bernard « plein d'obscurités et de contradictions ». Dans un de ses livres, « Le Conflit », Le Dantec consacre un chapitre entier à l'intelligence des animaux. Sous forme de dialogue, il discute avec un abbé, à savoir si les bêtes ont une âme, tout comme ce merveilleux et prétentieux bipède, intelligent et raisonnable...

L'instinct, au fond, pour beaucoup, est l'expression qui s'emploie pour des actes accomplis par des animaux autres que l'homme, ce qui faisait dire à Le Dantec : « Les animaux n'ont pas droit à l'intelligence, puisque le mot intelligence nous est réservé ; l'intelligence animale s'appelle instinct, cela est infiniment simple et le tour est joué ; il serait absurde, après tout cela, de parler de l'intelligence des animaux, il n'y a pas de différence essentielle entre l'intelligence de l'homme et celle du chien, pas plus qu'il n'y a de différence essentielle dans l'odorat de ces deux espèces animales ».

Verlaine, professeur à l'Université de Liège, a démontré, dans un livre d'une remarquable valeur : « L'Âme des Bêtes », combien nos pensées étaient restées primitives à ce sujet. Après une série d'expériences dont on se doit de louer l'effort de persévérance qu'elles demandèrent, le Professeur Verlaine en est arrivé à confirmer ces conclusions qui ne sont pas sans bouleverser nos conceptions antiques, enracinées en nos cerveaux trop longtemps comprimés par des enseignements dogmatiques.

Voici ce qu'écrivit le Professeur Verlaine, au dernier chapitre de son livre, plein d'enseignement, et qui forme une synthèse des connaissances de la psychologie comparée, une louange en faveur de la renaissance de la philosophie de la nature : « Aujourd'hui, comme au temps des Védas, les gens sans grande instruction ne font guère ou pas de distinction entre les pouvoirs mentaux, des bêtes et leurs propres facultés psychiques.

Certes, une éducation presque exclusivement littéraire, digne héritière de l'enseignement scolaire médiéval, et toute une littérature en retard d'un bon siècle sur les découvertes biologiques modernes, les a profondément convaincus des merveilles des instincts, leur a inculqué de ceux-ci une notion conforme aux préceptes de l'Eglise, qui satisfait pleinement leur ignorance, et les met à l'abri du doute. Les progrès réalisés en zootechnie, leur ont appris à parler avec un certain bon sens de l'hérédité, du mendélisme, de la sélection ; mais, quand il s'agit de Médor, de Minet ou de Coco, c'est une autre affaire ; il ne manque au brave animal que la parole pour exprimer son incomparable intelligence, ses bons sentiments, ou les ruses extraordinaires et les accès de méchanceté, absolument analogues à ceux que déploie journellement le narrateur de ses exploits, à l'égard de ses semblables ».

On confond trop souvent la sentimentalité avec la sensibilité ; la première semble être le reflet d'une nature tendre ou celui d'une pitié excessive ; la sensibilité, elle, nous apparaît être plus significative et se révèle être l'attitude d'un individu non dépourvu de connaissances, qui ressent, au contact de ses semblables et des choses, des sentiments émotifs de nature parfois bien différente.

Tout le monde est plus ou moins sentimental, témoin ces braves gens qui s'apitoient sur un toutou qui grelotte, sur un gosse qui mendie, ou sur de pauvres bougres sans travail ; leur sentimentalité les conduit à faire la charité, et là s'arrêtent leurs réflexions. Le « sensible », lui, raisonne et tâche de trouver les causes de la souffrance d'autrui ; souvent, il en souffre parce qu'il se rend compte de l'impuissance dans laquelle il se trouve de remédier à l'état de choses dont il est témoin, mais sa logique peut le conduire à s'intéresser davantage au sort de ses semblables. Il ne tarde pas à entrer dans la lutte et à venir grossir les rangs de ceux qui travaillent en vue d'améliorer la vie présente.

C'est ainsi que Aug. Spies, dans sa déclamation au tribunal, lors de sa comparaison pour l'agitation faite en 1887, et que l'histoire du mouvement anarchiste connaît sous le nom de « Martyrs de Chicago » déclara : « C'est à cause de notre sensibilité que nous sommes entrés dans ce mouvement, pour l'émancipation des opprimés et des souffrants ».

Si tout le monde semble être plus ou moins sentimental, tout le monde n'est pas sensible. Comment a-t-on défini la sensibilité ? Heule, dans son livre sur les recherches pathologiques, donnait, en 1840, la définition suivante de la sensibilité générale :

« Le tonus des nerfs sensibles, ou perception de l'état d'activité moyenne dans lequel les nerfs se trouvent constamment, même dans les moments, où aucune impression extérieure ne les sollicite. » Ribot, dans les « Maladies de la Personnalité », cite du même, le passage suivant : « C'est la somme, le chaos non débrouillé des sensations qui, de tous les points du corps, sont sans cesse transmises au sensorium ». E. H. Weber la définit : « Sensibilité interne, toucher intérieur qui fournit au sensorium des renseignements sur l'état mécanique et chimico-organique de la peau, des muqueuses et séreuses, des viscères, des muscles, des articulations ». Dans une étude inédite : « Amoralité et Sensibilité », G. Dumoulin, parlant de la sensibilité, écrit : « Nous comprendrons encore mieux ce qu'est la sensibilité en examinant les causes de son équilibre, c'est-à-dire l'état dans lequel est plongé l'individu, lorsqu'il se trouve dans l'impossibilité de coordonner les éléments de ses sensations et de les synthétiser. Les causes en sont nombreuses, et je me borne à énumérer celles qui éclairent le sujet que nous traitons. Il y a des causes qui sont dues au mauvais fonctionnement des organes : ce sont les tares héréditaires, les vices, les mau-

vais conditions de milieu. Vous les connaissez tous. Mais je veux surtout appuyer sur les deux grandes causes : la première, c'est la perception trop rapide des connaissances extérieures. La synthèse de nos sensations ne se produit que suivant un certain rythme qu'il ne faut pas dépasser, sans compromettre l'équilibre. C'est le cas des autodidactes. La synthèse ne se produit pas sans l'aide de la mémoire. Les connaissances doivent être emmagasinées par l'expérience répétée ; elles doivent être assimilées, faire partie intégrante de notre personnalité. C'est le pianiste débutant, qui veut exécuter un trait, et le trouve difficile parce qu'il n'a pas suffisamment exercé son doigté. Il place la synthèse avant l'exercice. La seconde cause, c'est le déséquilibre provoqué par le milieu social, la nécessité, pour ceux qui accordent une valeur absolue à la morale des groupes, de vivre en conformité avec elle, contrairement aux besoins de leur être intime. Cette dernière cause est la plus grave de toutes, provoque des conflits intérieurs dont les résultats sont souvent effroyables. Ce sont les amours, les amitiés brisées par la morale sociale. »

En philosophie, on a appelé sensibilité, la faculté générale d'avoir des sensations ou celle, également, d'éprouver soit du plaisir, soit de la douleur. Si nous envisageons le premier sens, nous nous trouvons en présence d'une fonction de connaissances. Pour étudier cette fonction, il sera donc nécessaire d'examiner les organes mêmes des sens ; ce sera là une étude physiologique doublée d'examen psychologique, car il est difficile, sinon impossible, de séparer les deux choses, lorsqu'on aborde l'étude des données propres de ces sens.

C'est ici qu'entre en ligne de compte ce qu'on a appelé « les écoles » et, suivant celle dont on se revendique, l'observation intérieure et l'expérimentation externe se combinent plus ou moins. Ces recherches forment, actuellement, la partie la plus importante de la psychologie-physiologie et de la psycho-physique.

Certains philosophes, et parmi eux Condillac, ont donné à cette théorie qui montre que les idées proviennent des sensations, le nom de « sensualisme ».

Ces différents systèmes dits sensualistes, ou avec beaucoup plus d'exactitude « sensationnistes », montrent donc l'origine unique des idées dans des sensations qui sont transformées ou combinées. Condillac, dans son « Traité des Sensations », s'est efforcé de montrer comment toutes nos connaissances et toutes nos facultés viennent des sens, c'est-à-dire proviennent des sensations. Pour Condillac, l'attention est l'appel d'une sensation plus vive que les autres ; la mémoire, la sensation conservée ; la comparaison, une double attention dont le jugement résulterait ; l'abstraction, une attention portée sur la qualité d'un objet ; l'imagination, la combinaison des images.

Selon l'auteur du « Traité des Sensations », qu'il s'agisse de la volonté produisant les plaisirs ou les peines, qu'il soit question de désir ou de haine, d'espérance ou de crainte, la sensation qui engendre ces facultés se réduit, pour le sensualiste, au pouvoir de liberté de rechercher ce qu'on désire, et de fuir ce qu'on redoute.

Cette thèse, Emmanuel Kant, dans « La critique de la Raison Pure », en a fait l'analyse qui l'a conduit à critiquer la sensibilité. Selon Kant, il s'agirait de savoir si l'expérience sensible ne suppose pas, elle aussi, des formes qui seraient antérieures et supérieures aux données des sens. C'est ce que prétendait Kant pour échauffer sa théorie, qui signifie, en réalité, cette faculté de distinguer le vrai du faux, car selon les défenseurs de cette façon de voir, la vérité serait indépendante de l'esprit qui la connaît, et serait la même pour tous les esprits. La raison est donc ce fond commun à toute intelligence, par quoi il y a une vérité et une science,

cela implique qu'il y a quelque chose de commun à tous les esprits, qui jugent d'après les mêmes lois.

Mais, alors, fallait-il dire en quoi consistait la raison; pour cela, on établit la théorie de la connaissance, et partant de là, toute une philosophie. Que devenait, alors, la raison ? D'après ces théoriciens : l'ensemble des principes qui dirigent le raisonnement, et non pas toute l'intelligence ou la faculté de raisonner.

Kant distingua, lui, la Raison de l'Entendement pur, c'est-à-dire que, selon lui, l'ensemble des concepts et des principes à priori, sans lesquels la pensée est impossible, forme l'entendement pur : « La raison est une faculté active, qui, à l'aide de ces concepts et de ces principes, ordonne les objets de la connaissance ». Il distingue aussi la Raison spéculative, c'est-à-dire la Raison en tant qu'elle a pour fin le vrai et la Raison pratique, c'est la Raison en tant qu'elle a pour fin le Bien et la Moralité ».

L'origine de ces idées ne fut pas sans éveiller de longues controverses, et Leibniz parla du principe de raison suffisante, c'est-à-dire qu'il maria le principe de causalité à celui du meilleur ; si bien que, selon lui, une chose ne peut être qu'à condition d'être possible, et pour autant qu'elle fasse partie du système de possibles, qui ne peut être que le meilleur entre tous.

Le sensualisme nia donc ces formes antérieures et supérieures aux données des sens, tandis que ses adversaires, avec des nuances de doctrines parfois importantes, l'affirmèrent.

Mais la sensibilité, prise dans son second sens, est la capacité de jouir ou de souffrir. Aussi, afin de la connaître, est-on amené à étudier les émotions, ces dernières étant en rapport évident avec les inclinations, parce qu'elles en dérivent, ou en sont les produits ; il ressort de là, qu'on est amené à étudier les tendances de toutes sortes, leurs transformations, leurs relations, soit avec le plaisir, soit avec la douleur, si l'on veut connaître la sensibilité.

C'est là le domaine de la psychologie générale qui recherchera les conditions anatomiques et physiologiques de la douleur physique. Pour cela, il sera nécessaire d'examiner les modifications de l'organisme qui succèdent aux douleurs physiques, les phénomènes de circulation, respiration, nutrition, mouvement ; il faudra établir si ce sont des effets de la douleur, ou si celle-ci n'est qu'un signe, examiner la nature de la douleur, car la douleur peut tout aussi bien résulter de la qualité de l'intensité, de l'excitation, comme elle peut être tributaire d'une forme de mouvement, d'une modification chimique. Les mêmes recherches seront faites en ce qui concerne le plaisir, à savoir si nous sommes en face de sensations ou de qualité, en rechercher les concomitants physiques ; et là ne s'arrêteront pas nos investigations, puisqu'on ne peut négliger les plaisirs ou les douleurs morbides, la psychologie normale comme la pathologie entreront comme apports. Nous voici devant les formes embryonnaires des tendances au suicide, devant les types mélancoliques, et enfin, il y a les états neutres.

Th. Ribot, dans son ouvrage : « La Psychologie des Sentiments » a consacré le chapitre VII à la nature de l'émotion. Après avoir recherché les éléments constitutifs d'émotion, il applique sa théorie aux émotions supérieures, religieuses, morales, esthétiques, intellectuelles. Son livre, copieux et formidablement documenté, nécessiterait une longue analyse, qu'il ne m'est pas permis de faire dans cette étude forcément condensée et incomplète. Les conditions intérieures, à savoir le rôle du cerveau, comme centre de vie psychique, celui du cœur comme centre de vie végétative, les interprétations physiologiques, comme les conditions extérieures, de l'émotion sont, chez Ribot, l'objet d'un examen

approfondi, et en d'autres chapitres, il a parlé de la mémoire affective, des sentiments et de l'association des idées, de l'abstraction des émotions ; ainsi, il en est arrivé à ce qu'il appelle la psychologie spéciale qui aura pour objet l'étude de l'instinct de la conservation sous sa forme physiologique défensive, la peur offensive, la colère, la sympathie et l'émotion tendre, le moi et les manifestations affectives, l'instinct sexuel, le passage des émotions simples aux émotions complexes. Mais, à côté de la sensibilité physique, qui se marque par les émotions qui ont leur cause unique dans les impressions organiques, il y a encore toute une psychologie des sentiments sociaux, moraux et religieux, esthétiques et intellectuels, la sensibilité morale, c'est-à-dire les émotions qui ont pour condition une idée. Dans un ouvrage qui porte comme titre « La Sensibilité individualiste », G. Palante a étudié quelques aspects de cette sensibilité individualiste. Il essaye, sans préoccupations dogmatiques, de formuler une définition de cette sensibilité individualiste : « La sensibilité individualiste est le contraire de la sensibilité sociale. Elle est une volonté d'isolement, et presque de misanthropie ». C'était donner à une définition un caractère purement négatif. Pour ceux qui s'imagineraient par là, ne trouver qu'égoïsme vulgaire, il n'est pas inutile, je pense, de faire ressortir ce qui sépare la sensibilité individualiste de l'arrivisme plat et banal : « La sensibilité individualiste suppose un vif besoin d'indépendance, de sincérité avec soi et avec autrui, qui n'est qu'une forme de l'indépendance d'esprit ; un besoin de discrétion et de délicatesse, qui procède d'un vif sentiment de la barrière qui sépare les « moi », qui les rend incommunicables et intangibles ; elle suppose aussi souvent, du moins dans la jeunesse, cet enthousiasme pour l'honneur et l'héroïsme, que Stendhal appelle « espagnolisme », et cette élévation de sentiments qui attirait au même Stendhal, ce reproche d'un de ses amis, « Vous tendez vos filets trop haut ».

Si l'homme ne se contente pas de penser, de méditer ; si essayer de comprendre l'univers ne le satisfait pas entièrement, tout en cherchant à modifier l'état existant dans lequel il vit, c'est qu'il est déterminé à cette action par le sentiment de ses besoins et de ses souffrances ; la sensibilité joue ici le rôle primordial. Il serait puéril de le contester.

L'anarchiste connaît, lui aussi, des affections intimes, des tendresses et des amitiés ; c'est au travers de ce rayonnement de vie sentimentale qu'il acquiert plus de vigueur et que son action devient plus forte. Un être aussi sensible ne peut se résigner à accepter l'état de choses actuel ; il devient combattif, et se révolte contre l'iniquité existante.

Aug. Hamon, dans son livre sur la Psychologie de l'anarchiste-socialiste, après avoir questionné toute une série d'individus sur l'influence de l'esprit sensible dans une résolution d'activité, a écrit : « Il se décèle aussi, en ces cérébralités anarchistes-socialistes, une grande sensibilité morale. L'adepte du socialisme-anarchiste est un sensible développé et, par suite, un être éminemment sensible. Cette sensibilité étant jointe à l'esprit de révolte, s'exacerbe toujours, parce que l'individu constate son impuissance à modifier immédiatement ce qu'il qualifie de « mal social ». » Voici, d'autre part, ce que lui répondaient des individus interrogés : « L'idée libertaire avait pour moi un attrait majeur, parce qu'elle incarnait le principe d'harmonie sociale dans la liberté, la justice et l'amour... Et, bien que les misères de l'ambiance sociale ne m'aient pas inspiré directement, je suis bien persuadé qu'il était fatal que je devinsse libertaire, tôt ou tard, de par l'acuité des sensations douloureuses qu'eut, sur mon jugement, le spectacle romain de la putréfaction bourgeoise moderne ». (A. Veidoux.) — « Nature impressionnable... je vis que le nombre de ceux qui étaient victimes de la société

était immense, j'en souffris... » (A. Nicolet.) — « Ce n'est, aujourd'hui, un sujet d'étonnement profond de songer que j'aie pu voir souffrir et souffrir moi-même, tant que cela, sans avoir eu la haine immédiate du monde bourgeois, sans maudire et combattre la société crapuleuse qui nous opprime... » (E. D. H.) — « Enfant, je souffrais pour ceux qui sont opprimés et souffrent... » (A. Agresti.)

Ces quelques exemples montrent bien l'exaspération de sensibilité qui s'accroît et détermine soit à rester simple spectateurs, comme le font ceux qui épousent la sensibilité individualiste de G. Palante, soit à œuvrer dans un sens combattiviste individualiste ou communiste, quel que soit le tempérament optimiste ou pessimiste ; ce sont des révoltés. Cet amour d'autrui, qui les conduit à l'action individuelle ou collective, pousse donc certains individus à tenter de modifier l'état de choses présent, à chercher à améliorer le sort qui est fait aux miséreux ; mais, comme ce « mal » qu'il perçoit est loin de se modifier immédiatement, malgré ses désirs ardents et impétueux, le sensible souffre de cette impuissance et cela n'est pas sans avoir des réactions profondes sur son individu. Il sent les souffrances personnelles et d'autrui ; il sent qu'il ne peut pas les soulager, et il veut leur disparition ; il sent que les moyens dont il dispose pour l'amélioration sociale ne donnent aucun résultat — au moins appréciable. Les sensations diverses peu à peu s'exaspèrent et provoquent l'exacerbation de la fonction cérébrale « sensibilité ».

L'examen attentif de la doctrine anarchiste, que ce soit chez un Tolstoï, un Most, un Sébastien Faure, un Reclus, un Kropotkine ou un Malatesta, confirme le caractère sensible de sa philosophie, et ce n'est, certes, pas la chose la moins belle ni la moins noble de cet idéal.

Cela nous réjouit pleinement, car elle conduit à cette révolte saine et loyale, qui caractérise d'une façon remarquable la lutte que les anarchistes livrent aux formes autoritaires et dogmatiques des manifestations sociales. — HEN DAY.

BIBLIOGRAPHIE. — Aug. Hamon : *La Psychologie de l'Anarchiste-Socialiste* ; Kant Emmanuel : *Critique de la Raison pure* ; Le Dantec Fél. : *Le Conflit* ; G. Palante : *La sensibilité individualiste* ; Th. Ribot : *La Psychologie des sentiments* ; Verlaine L. : *L'âme des Bêtes*. — H. D.

SENSUALISME n. m. Dans son sens philosophique, le sensualisme peut encore se dénommer sensationnisme, c'est-à-dire explication de tous les processus de la pensée par le jeu infiniment varié des sensations.

L'objection que les spiritualistes opposent à cette façon, c'est qu'une quantité quelconque de sensations ne forme point une pensée et ne peut rien donner de plus, en fait de connaissance, que ce que toute collection d'image donnera : c'est-à-dire la connaissance d'une succession de faits statiques, et non pas une connaissance synthétique et dynamique de ces divers états. Autrement dit, vingt sensations successives ne formeront une pensée que si une sorte de ving-et-unième sensation intérieure les lie et les synthétise en un tout compréhensif, qui est précisément la connaissance réelle ou conscience.

Cette critique, un peu surannée, du sensualisme oublie deux faits extrêmement importants dans l'étude de la pensée. Le premier, c'est que toute introspection n'est pratiquée que par des adultes chez qui tous les processus psychiques sont déjà organisés et ne se trouvent plus à l'état de formation ; ce qui en rend l'analyse extrêmement difficile. La deuxième, c'est que l'on considère, à tort, comme étant très connue la nature de l'image sensuelle conservée par la mémoire, et qu'on lui délimite ainsi son rôle, réduit au simple état de docu-

ment statique et passif. Les sensations étant exclues de la formation même de la pensée, on peut demander ce qu'est cette pensée, qui n'est pas sensation mais qui n'est rien sans elle.

Pour affirmer que toute sensation est dépourvue d'elle-même de facultés de rapport avec d'autres sensations, et que toute pensée est exempte de sensations, il faudrait d'abord démontrer cela expérimentalement ; et ensuite prouver, par de multiples observations sur des êtres de tous âges, que les sensations se fixent en eux sous forme de collection d'étiquettes, plus ou moins disparates, sans aucun lien entre elles.

Les expériences de Pavlov réduisent à néant cette vieille conception psychologique et nous savons que toutes les sensations (bien que nous en ignorions encore la nature intime) s'irradient dans les centres nerveux et s'interpénètrent perpétuellement. Comme le jeune être est soumis, depuis sa naissance, à des milliards de vibrations objectives qui se succèdent incessamment ; comme ces vibrations créent en lui des courants nerveux innombrables en qualités et en quantités et que ces courants sont liés plus ou moins intimement à son propre fonctionnement physiologique, il est aisé de comprendre que, avant d'atteindre les hautes spéculations de la pensée, l'être vit, sent, réagit et agit, démontrant ainsi que l'action, l'inconfort, l'adaptation sont les formes les plus réelles de la connaissance.

Il est certain que cette réaction de l'être n'est point donnée par la sensation pure. Le geste de l'enfant qui se gratte après une piqûre n'est pas contenu dans la sensation de la piqûre, mais ce geste est le résultat de nombreuses réactions antérieures, beaucoup moins adaptées et plus ou moins absurdes ou maladroitement, ainsi qu'on peut le constater par l'observation des jeunes enfants. La sélection des actes s'opère dans le sens du meilleur écoulement de l'influx nerveux. De même que l'eau d'un torrent nouvellement formé s'écoule selon les lois de la moindre résistance, de même l'influx nerveux s'écoule par des voies quelque peu favorables au fonctionnement biologique et héréditaire de l'individu, sous peine de disparition de l'individu et de la race inadaptée.

Chaque sensation ultérieure n'est donc jamais une image totalement neuve et inconnue, une étiquette nouvelle. Elle est un composé complexe dont le connu s'irradie dans les voies habituelles et l'inconnu dans la substance cérébrale, où il prépare de futures liaisons nerveuses.

La pensée c'est donc du mouvement, de l'action. Si le Moi est la somme latente de toutes nos expériences passées, le Il paraît être le contact d'une partie de ce moi avec les excitations sensorielles dans le présent. Il suffit d'analyser profondément toute pensée pour s'apercevoir que cette connaissance, si mystérieuse pour les spiritualistes, n'a rien d'une connaissance absolue des choses ; qu'elle n'est qu'une façon de sentir, c'est-à-dire de relier des perceptions présentes à des perceptions passées. Comme nous savons que toute sensation est en liaison avec une infinité d'autres sensations simultanées ou successives, nous voyons que ces sensations ne forment point une mosaïque, une tapisserie figée et immobile, mais qu'elles créent une activité permanente par leurs variations incessantes, leur tension continue, leur intensité perpétuellement changeante.

La théorie des réflexes a l'avantage d'expliquer tous les processus de l'action des êtres vivants. Elle n'a pas besoin de connaître la nature exacte de l'image ; il lui suffit de constater qu'une modification de la substance nerveuse existe après chaque variation du milieu, perçue par l'être vivant et qu'une réaction plus ou moins appropriée de cet être est l'effet de cette excitation.

En ramenant toutes les manifestations de la pensée à des réflexes et en dernière analyse à du mouvement, on relie ainsi les états mentaux aux autres états phy-

siologiques des êtres pensants. La pensée n'est plus alors un pouvoir mystérieux de divination du monde extérieur ; elle n'est qu'une réponse aux excitations de ce monde. Quelle que soit l'extraordinaire subtilité d'une pensée, on peut toujours, à l'analyse, remonter aux éléments sensoriels qui la composent, unis à l'activité organique de l'individu. Les sentiments, même les plus complexes, sont des produits de la répétition et de l'organisation d'une certaine sorte de sensations liées à des fonctions organiques excessivement importantes, telles que : sexualité, nutrition, activité, etc...

Il suffit, d'ailleurs, de constater tous les mauvais fonctionnements psychologiques de l'humanité pour comprendre que ce n'est pas là le fait d'une puissance indépendante des phénomènes physico-chimiques de l'Univers. Même chez les êtres normaux, le minimum d'harmonie que l'on serait en droit de voir se réaliser : c'est-à-dire un peu de fraternité déterminant les hommes, sinon à s'aimer, tout au moins à se respecter mutuellement, n'existe pas. L'homme se conduit comme une bête exploiteuse et massacreuse. Il a des rages économiques, patriotiques, nationales, religieuses, artistiques et même scientifiques qui l'apparentent plus à l'animal grognant, rongeur, déchirant et dévorant sa proie, qu'à un spectateur intelligent de l'Univers.

L'impression que donne l'activité de l'humanité est celle d'une lutte, d'un heurt, d'un choc de forces se détruisant les unes les autres, sans but et sans fin, comme d'ailleurs tout le reste de l'univers.

Le sensualisme ne fait donc que trouver le point de contact entre les forces objectives et les forces subjectives que nous connaissons.

Prises sur une certaine durée, quelques unes de ces forces ou de ces mouvements paraissent stables et coexister avec d'autres mouvements également stables. Nous appelons cela de l'harmonie en opposition avec d'autres mouvements qui se détruisent beaucoup plus rapidement et d'une moindre durée. *L'harmonie est un désordre qui ne se voit pas et qui dure plus que notre observation.*

Nous-mêmes, nous sommes le fait d'un semblable désordre qui ne se voit pas et que nous appelons : harmonie des fonctions organiques, harmonie de la pensée, etc... ; et lorsque cela se voit, lorsque nous devenons cadavre et pourriture, alors l'évidence d'un certain désordre, d'un certain chaos cellulaire paraît incompatible avec une réelle harmonie.

Le terme sensualisme est encore entendu comme un mode de jouissance de la vie, basé sur les plaisirs des sens. L'ignorance et l'hypocrisie des mœurs actuelles en réprovoie, bien entendu, les manifestations tout en ne faisant pas autre chose que de l'hyper-sensualisme, et du plus dangereux.

Les religions n'existent que grâce à une exploitation habile de la sensualité, et les religions d'état ne font pas mieux, pour des fins exploiteuses et meurtrières.

À chaque glorification, célébration ou autre fait public, tout est mis en œuvre pour capter l'asservissement des citoyens ou des fidèles par des émotions visuelles, auditives, gustatives, olfactives, etc...

En réalité, la sensualité est une des bonnes raisons de vivre. C'est elle qui donne de l'éclat et de l'intensité à nos désirs et transforme nos besoins physiologiques en réalisations esthétiques, en nous éloignant de la bête obtuse et limitée. L'art n'est rien sans la sensualité, et le rôle de l'imagination dans ce domaine de notre activité est évident. La sensualité, inséparable de l'intelligence se raffine parallèlement à la culture des individus.

Comme toutes les manifestations psychiques, elle est une source de plaisir et de joie chez l'homme équilibré, alors qu'elle n'est qu'une cause d'abrutissement chez le faible, le malade ou le passionné.

Les curieux de la vie, les amoureux de l'heure qui passe aiment trop les plaisirs sensuels pour se laisser déborder par un seul d'entre eux. Ils les cultivent tous pour en jouir pleinement, intensément, mais avec intelligence et pour les faire durer.

Et quand bien même un humain s'userait d'un seul coup dans une jouissance inouïe, s'il ne fait de tort à personne, que peut-on lui reprocher ?

Sa vie lui appartient ; il fait de la place aux autres et la terre continuera de tourner. — IXIENE.

SERVAGE. Le servage, état de servitude du *serf*, le *seruus*, l'esclave antique, est la forme d'exploitation humaine particulière aux sociétés féodales (voir *Féodalité*). Il se constituait avec elles lorsque le conquérant barbare se fut fixé dans le pays conquis. L'esclave fut alors attaché à la terre et devint un bien immeuble comme elle, ne pouvant être légué, vendu, échangé, qu'avec le domaine sur lequel il vivait.

Le *colonus*, établi dans les derniers temps de l'Empire romain pour fixer à la terre les travailleurs qui l'abandonnaient, avait été une première forme du servage. Celui-ci ne trouva sa véritable application sociale que dans la société féodale dont il constituait la base économique. Les premiers serfs furent les esclaves que les Barbares amenèrent avec eux. Leurs enfants firent de plus en plus partie intégrante du domaine à mesure que se fortifia la société féodale. À l'encontre de l'esclave, le serf avait la capacité juridique lui permettant de se créer un foyer et de posséder ; mais son maître avait droit de vie et de mort sans aucun contrôle, sur lui et sur les siens serfs comme lui. Il était de plus *mainmortable*, ce qui permettait à son maître d'hériter de lui aux dépens de sa famille. Telle est l'origine du servage, système féodal qui régit la condition paysanne jusqu'à la Révolution de 1789 en France, et encore après dans d'autres pays. Il en est où le servage n'a pas encore disparu, de même que l'esclavage dans d'autres.

Les formes du servage ont varié suivant les lieux et les époques, de même que celles des sociétés féodales ; mais il est à remarquer que si ces dernières ont été de plus en plus diminuées dans leur puissance politique, elles ont maintenu, malgré vents et marées, la structure économique basée sur le servage jusqu'au jour où elles ont elles-mêmes disparu.

Jusqu'au XII^e siècle, les formes du servage furent généralement très dures. Le serf, ou *villain*, ne pouvait pas plus disposer de ses biens mobiliers que de sa personne. Il ne pouvait se marier en dehors du domaine auquel il appartenait. Il devait son travail au seigneur en toutes circonstances, sous forme de *corvées* de tous genres. Le maître avait le droit exclusif de chasse, de garenne, de colombier, de vente de la vendange ou du vin. Le serf payait la *capitation* ou *chénage*, taxe personnelle annuelle, et la *taille*, impôt mobilier ; le seigneur fixait le taux de ces impôts comme il lui plaisait. Il payait, en outre, toutes sortes de redevances, en argent ou en nature, pour moudre son blé, cuire son pain, faire son vin, au moulin, au four, au pressoir seigneuriaux. Il payait aussi des taxes supplémentaires pour les fêtes du manoir, pour les expéditions guerrières, les voyages du seigneur et de sa suite. Il devait le service militaire et ne pouvait s'en faire dispenser que contre argent. Il payait encore pour pouvoir circuler sur les routes, aller aux marchés, aux halles, aux foires, aux ports. Il payait toujours et pour tout, sans avoir le droit de se faire rendre justice ; il ne pouvait ni comparaître ni témoigner devant des juges, et ceux-ci, qui étaient les seigneurs eux-mêmes ou leurs affidés, lui faisaient payer des amendes ou le frappaient de confiscations. Toute la vermine seigneuriale qui détenait les emplois : intendants, maires, prévôts, bailes, raffe-pécune et coupe-jarrets, avait les mêmes droits

de le pressurer. Il devait au bétail plus de soins qu'à lui-même, à sa femme et à ses enfants. Au XI^e siècle, un cheval valait cent sous en France ; un oerf n'était estimé qu'à trent-huit sous quand on le vendait avec la terre et le bétail !..

Par la suite, le servage prit des formes plus douces ou plus arbitraires encore, suivant les lieux et les nécessités politiques et économiques. A aucun moment elles ne furent le produit de ce prétendu progrès moral que les imposteurs religieux ont attribué au christianisme. Des distinctions se firent entre les serfs. Il y eut les *serfs de corps et de poursuite* qui ne pouvaient sortir du domaine ; les *serfs de servitude personnelle* pouvant s'établir hors du domaine moyennant le paiement de certaines redevances ; les *serfs de servitude réelle* qui avaient une *tenure*, ou service spécial, et pouvaient échapper au servage en abandonnant ce service. Mais l'amélioration capitale de la condition du serf fut dans la possibilité de s'affranchir en achetant sa liberté.

Le besoin d'argent étant toujours plus pressant pour les rois et les seigneurs, les affranchissements de serfs furent de plus en plus nombreux à partir du XIV^e siècle. Les nobles et les clercs en retirèrent un profit autrement considérable que celui des taxes, si excessives fussent-elles, qu'ils faisaient payer à leurs serfs, car ceux-ci, stimulés par l'idée de leur affranchissement, travaillaient et produisaient mieux et plus que dans leur ancienne condition pour réunir la somme fixée. L'affranchissement des serfs n'eut pas d'autre cause que le profit qu'en tirèrent les féodaux. Les ordonnances de 1315 et 1318 disant que « la liberté des serfs est un droit naturel », ne furent que des manifestations hypocrites de la prétendue bienveillance royale. Si la liberté des serfs était un droit naturel, pourquoi la leur faisait-on payer ?

Lorsque, quelques années avant la Révolution française, les Turgot voulurent procéder à des réformes qui auraient pu empêcher cette Révolution et sauver la royauté, ce fut la féroce résistance des bénéficiaires des droits féodaux établis en violation du droit naturel de leurs victimes qui fit avorter les réformes, souleva l'exaspération paysanne et fut la cause directe de la Terreur qu'on reprocha tant à la Révolution. Et ce fut aussi cette résistance qui, après avoir fait se prolonger la Révolution, fit échouer ses promesses de liberté pour tous les hommes. Certes, les droits féodaux et le servage furent supprimés dans leurs formes moyen-âgeuses ; mais ils se rétablirent sous d'autres formes plus modernes, plus en rapport avec le temps. Girardin disait, un demi-siècle après la Révolution : « Le servage intellectuel a persisté ». Ce servage intellectuel n'était pas le seul qui avait persisté, car il n'était que la conséquence du servage économique. Les droits féodaux s'étaient changés en droits des riches ; à la féodalité de caste avait succédé une féodalité de l'argent encore plus implacable qui avait mis sur le servage l'étiquette fallacieuse de la « liberté du travail » et fait du serf le prolétaire non moins durement exploité. Mais on lui faisait ironiquement l'honneur de l'appeler « citoyen », et le pauvre imbécile était convaincu qu'il exerçait sa « souveraineté » quand on lui laissait le soin de choisir lui-même les *commissaires de terrier* qui régleraient son servage et s'en engraisseraient en le malmenant.

L'histoire officielle, dont le rôle calamiteux consiste, même dans les écoles de la République, à préparer les fils des prolétaires à leur futur servage, a érigé en dogmes de grossières falsifications dont il est nécessaire de faire justice. C'est d'abord celle dont Chateaubriand s'est fait le trop zélé propagateur, qui attribue à l'Eglise l'abolition de l'esclavage, son remplacement par le servage, puis l'adoucissement progressif du servage jusqu'à sa suppression. Or, l'Eglise n'a rien aboli ni rien fait supprimer. Elle a été solidaire jusqu'au

bout de la noblesse avec qui elle partageait les privilèges des droits féodaux, comme elle est toujours solidaire des esclavagistes démocrates qui travaillent pour elle en même temps que pour eux-mêmes, lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir par leur anticléricalisme. Elle a levé la croix comme la noblesse a tiré l'épée contre la Révolution, pour la défense des droits féodaux qu'elle appelait effrontément les droits de Dieu ; et elle la lève toujours à la tête de toutes les armées, sans distinction, qui vont piller et asservir les peuples coloniaux. (Voir la *Guerre de Chine*, 1900, par Urbain Gohier.)

La substitution du servage à l'esclavage fut uniquement le résultat des nécessités de la société nouvelle créée par la féodalité. L'Eglise n'apporta qu'une idéologie très secondaire, et d'ailleurs complice, dans cette organisation que seules régissaient des raisons politiques et économiques. Elle s'adapta entièrement au système, car il lui donnait la part du lion. Elle ne fut nullement la médiatrice généreuse qu'elle prétend avoir été en faveur des faibles et surtout des serfs qui n'étaient, pour elle comme pour les seigneurs, que du vil bétail. Le serf était exclu du clergé comme de la noblesse. Il n'était, pour l'homme d'église comme pour l'homme de la chevalerie, « qu'un être puant sorti du pet d'un âne ». Il n'était bon que pour servir, comme une bête, et il servait l'église comme le château. Il travaillait pour eux,

*Car chevalier et clerc, sans faille,
Vivent de ce qui travaille,*

disait Etienne de Fougères, au XI^e siècle. Il y avait des serfs d'église, et ils n'étaient pas toujours les mieux partagés. C'est ainsi qu'en Auvergne, en 1665, il n'y avait plus de serfs que ceux du pays de Combrailles, « sujets esclaves et dépendant en toutes manières » des chanoines réguliers de Saint Augustin. Ces serfs ayant réclamé leur liberté, les Etats des Grands Jours d'Auvergne les maintinrent dans leur servage. Il dura jusqu'en 1779 et ne prit fin que grâce à un édit de Louis XVI abolissant la servitude personnelle dans la France entière. (*Mémoires*, de Fléchier.) Les derniers serfs que la Révolution eut à libérer furent d'église ; ce furent ceux des moines de Saint Claude, dans le Jura.

Non seulement l'Eglise n'abolit pas l'esclavage, mais elle ne cessa jamais de le justifier par sa doctrine et de le soutenir par ses actes. Elle l'a fait approuver dans les Evangiles et dans les épîtres des apôtres, de Paul en particulier (*Epître aux Ephésiens*). Les saints Cyprien, Grégoire le Grand, Ignace, déclarèrent que l'esclavage était voulu par Dieu. Dès la fondation de l'Eglise, le clergé, depuis les moines jusqu'aux papes, et les églises elles-mêmes, eurent des esclaves. Le premier concile d'Orange, en 441, excommunia ceux qui enlevaient les esclaves des ecclésiastiques. Le concile d'Epaône, en 517, fit défense aux abbés d'affranchir les esclaves des moines. Celui de Tolède, en 635, décida que les enfants d'ecclésiastiques seraient esclaves de l'Eglise. Il édicta des mesures restrictives contre l'affranchissement des esclaves et défendit, même aux affranchis et à leurs descendants de se marier avec des Romains ou des Goths de naissance libre. En 1050, le concile de Rome condamna à l'esclavage les femmes qui se prostituaient aux prêtres. Cette mesure était d'autant plus odieuse que nombreux étaient les prêtres, et surtout les papes et les grands dignitaires de l'Eglise, qui tiraient profit de la prostitution. Comme le constatait Edgar, roi d'Angleterre au X^e siècle : « les maisons des prêtres étaient devenues les retraites honteuses des prostituées ». Une d'elle, Marozie, fut tout ensemble la sœur, la concubine, la mère et l'aïeule de deux générations de papes. Au XVI^e siècle, à Rome, qui allait consacrer l'esclavage des noirs, patentaient, sous Sixte IV, la prostitution. Chaque fille fut taxée un jules d'or. Cet

impôt, dit Corneille Agrippa, rapportait plus de vingt mille ducats par année. Les prostituées étaient placées dans ces repaires par les prélats de la cour apostolique qui prélevaient encore un droit fixe sur leur produit. C'était un usage si universellement admis que j'ai entendu des évêques faire le compte de leur ressources et dire : J'ai deux bénéfices qui me valent trois mille ducats par an, une cure qui m'en donne cinq cents, un prieuré qui m'en vaut trois cents, et cinq filles dans les lupanars du pape, qui m'en rapportent trois cent cinquante. » (Albert Castelnau : *La Renaissance italienne*.)

Saint Augustin, qui fut le plus terrible ennemi des *circuncellions*, esclaves du Nord de l'Afrique, dans leur révolte contre les colonisateurs romains, justifiait leur esclavage par l'histoire biblique du châtiment de Cham, fils de Noé, qui est la plus abominable fable inventée pour légitimer la prétendue supériorité des blancs sur les noirs et les crimes commis en son nom. Saint Augustin prépara ainsi les arguments de l'esclavagisme colonial que l'Eglise consacrerait au *xv^e* siècle. Bossuet rappela que l'apôtre Paul avait commandé aux esclaves d'obéir à leurs maîtres, et il justifia l'esclavage par le « droit de la guerre » et par le « droit des gens » en ajoutant ceci : « C'est un bienfait et un acte de clémence de la part du vainqueur, que de réduire le vaincu à l'esclavage » L...

L'hypocrisie protestante qui égale, si elle ne la dépasse, la tartufferie catholique, ne fut pas en retard pour employer des arguments semblables lorsque, en 1620, elle consacra à son tour l'organisation de la traite des noirs qu'on enlevait de Guinée pour fournir des esclaves aux Anglais établis en Amérique. On disait que les noirs devaient être esclaves toute leur vie « grâce à une heureuse disposition de la Providence » ! Les pieuses crapules qui s'enrichissaient de ce trafic rassuraient leurs consciences puritaines en déclarant qu'elles n'avaient d'autres vœux que celles de « rassembler sur les têtes africaines les bénédictions du Dieu des chrétiens avec les bénéfices de la civilisation blanche » L... En 1850, les « philanthropes » américains qui firent la loi de bannissement des affranchis, disaient : « Notre devoir est de moraliser le nègre ; c'est par charité que nous le faisons esclave » L... Un nommé Calloun déclarait : « L'esclavage est la base la plus sûre et la plus stable des institutions libres (sic) dans le monde ». Un autre, Mac Duffie, renchérissait : « L'esclavage est la pierre angulaire de notre édifice républicain ». Et des savants, des pasteurs, arrivaient pour affirmer, au nom de la Science et de Dieu, « la noblesse et la divinité de l'institution de l'esclavage », sa nécessité « au bien-être et au développement de la race noire » L... Les noirs « ne pouvaient être heureux qu'en esclavage ; un abolitionniste ne pouvait être que Satan conspirant contre leur bonheur » L... Depuis, les anglo-américains ont aboli l'esclavage légal, mais ils n'ont pas cessé de « moraliser » les noirs et de faire leur « bonheur » en leur appliquant la loi de Lynch. On comprend qu'avec de tels principes l'Amérique pouvait dresser, face au Vieux-Monde, une statue de la « Liberté » pour « l'éclairer » L...

Malgré les abolitions décidées par la Convention en 1794, par la France et l'Angleterre en 1831 et 1833, par une entente internationale en 1848 et par l'Amérique en 1865, la traite des noirs et l'esclavage n'ont pas cessé d'être pratiqués plus ou moins ouvertement et cyniquement. La Commission temporaire de l'esclavage, qui siège à Genève à la Société des Nations, a constaté en 1931 que, malgré la convention internationale conclue en 1926 contre l'esclavage, il y avait encore dans le monde « au moins cinq millions d'esclaves » ! Combien de millions faudrait-il ajouter à ce nombre si l'on comptait toutes les victimes de la déportation clandestine opérée aux colonies, et de cet esclavage déguisé

sous les formes odieuses du « travail forcé » que l'hypocrisie « civilisatrice », approuvée par la Société des Nations, impose aux indigènes coloniaux ?

Dans son roman, *l'Evadé*, Rochefort a dénoncé le trafic des indigènes d'Océanie qui se pratiquait en 1873, pendant qu'il était déporté en Nouvelle Calédonie. Le même trafic a été constaté par l'auteur anonyme des *Lettres des Iles Paradis*, parues en 1926, et M. Paul Monet a montré dans ses *Journaux* dans quelles conditions particulièrement odieuses la République radicale-socialiste de M. M. Sarraut et Cie laisse continuer, aujourd'hui plus que jamais, en Indo-Chine, le commerce de la chair humaine et le travail forcé des indigènes. En Rhodésie méridionale, pour ne parler que de cette colonie, les Anglais ont établi un véritable régime d'esclavage contre les enfants qu'on fait travailler sans limite d'âge dans les mines et dans les champs, et que leurs exploiters peuvent flageller sans jugement sous un quelconque prétexte de désobéissance ou pour une simple négligence.

Esclavage et servage se confondent sous toutes leurs formes dans les déportations et le travail forcé ; et l'Internationale Ouvrière elle-même les approuve lorsqu'elle dit, par la voix de M. Jouhaux, son délégué à la Société des Nations : « Pour être juste, il faut reconnaître que le travail forcé des indigènes peut se couvrir de quelques bonnes raisons. Dans les pays arriérés on ne saurait guère compter sur le travail librement consenti par les indigènes. » Cette opinion d'un personnage qui parle ou prétend parler au nom de la « classe ouvrière », n'est-elle pas digne de celle de l'Eglise et des « philanthropes » esclavagistes ?

Voilà comment l'Eglise travailla, de concert avec toutes les puissances et tous les organismes profiteurs de l'exploitation humaine, à la suppression de l'esclavage et du servage. Il n'est pas certain que malgré toutes les abolitions officielles, elle n'use pas encore aujourd'hui, aux colonies, du catéchisme publié en 1835 par l'abbé Fourdinier, disant que l'esclavage est « une institution chrétienne » L... Elle n'a jamais cessé de soutenir, dans le monde entier, les entreprises d'asservissement humain sous toutes leurs formes. Eglises orientales ou occidentales, orthodoxes, catholiques ou protestantes, toutes se sont faites les instigatrices des pires persécutions contre les Bagaudes, les Bogomiles, les Vaudois, les Jacques, les Annabaptistes, les Camiars, contre tous ceux qu'a soulevés la révolte depuis vingt siècles (voir *Révolles*). Luther et l'Eglise réformée ont participé sauvagement à l'écrasement et à l'asservissement des paysans allemands au *xv^e* siècle. Ivan le Terrible et Boris Godunov ont travaillé pour l'Eglise russe en organisant la colonisation et le servage dans leur pays. Les *conquistadores* espagnols firent de même en Amérique pour le profit de l'Eglise catholique. Celle-ci a soutenu toutes les contre-révolutions et elle est aujourd'hui avec Mussolini et Hitler, comme elle fut de tout temps avec tous les aventuriers qui ensanglantèrent le monde et étouffèrent la pensée et la liberté.

Une autre falsification historique non moins grossière est le récit de la fameuse nuit du 4 août 1789 où, dit-on, les nobles et les prêtres firent dans un généreux élan d'enthousiasme civique l'abandon de leurs privilèges féodaux, alors qu'ils n'abandonnèrent rien du tout. Effrayés par les révoltes des paysans qui mettaient le feu aux châteaux et aux abbayes et n'épargnaient même pas leurs personnes, ils eurent un geste d'apparente générosité comme ils en avaient eu de tout temps dans l'histoire, chaque fois qu'ils s'étaient sentis menacés. Mais ils eurent soin de rendre leur abandon inopérant en faisant adopter par l'Assemblée Nationale la condition du *rachat*. Il fallut alors quatre ans de luttes législatives, de protestations et d'insurrections populaires pour que l'abolition des droits féo-

daux, et avec eux du servage, devint effective. On comprend que les privilégiés défendirent avec une fureur désespérée leur « droit » de vivre du travail des autres; ils n'avaient jamais vécu autrement. Il y avait chez eux une sorte de sincérité venant d'un état de choses très ancien, dont ils étaient les bénéficiaires mais dont ils n'avaient pas été les auteurs. Ce qui se comprend moins, c'est qu'ils trouvèrent tant d'appuis dans la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, qui n'était rien et allait être tout, suivant le mot de Sieyès, grâce à la Révolution. Mais le Tiers Etat qui ne cherchait qu'à dominer la mêlée, fut indifférent à la condition du rachat. Composé, dans sa plus grande partie, de citoyens bourgeois, il ignorait généralement ce qu'étaient les droits seigneuriaux et le sort de la population rurale; il ne comprenait pas davantage l'état de révolte de ces paysans qu'on l'incitait à considérer comme des voleurs et des brigands. Il ne comprit ces choses que lorsqu'il vit le principe de la propriété, de sa propriété, menacé, et il devint alors contre-révolutionnaire aussi féroce que les autres ordres.

Alors que le paysan-serf n'arrivait pas à payer chaque année toutes les redevances dont on l'accablait, l'Assemblée Nationale fixait le rachat au dernier 30, c'est-à-dire à trente fois les redevances annuelles ! C'était rendre le rachat impossible et maintenir indéfiniment les droits seigneuriaux. Le 10 août 1789, l'Assemblée Nationale prenait des mesures contre les paysans qui refusaient de payer les dîmes, abandonnées en principe six jours avant. Il fallut toute la ténacité révolutionnaire des paysans et l'état d'insurrection permanente où ils se tirèrent, malgré les plus sauvages répressions, pour qu'ils ne payassent plus ces dîmes à partir du 1^{er} janvier 1791 et que, par la suite, les droits féodaux fussent complètement abolis. Comme l'a dit Kropotkine, les paysans furent « la grande force de la Révolution ». Sans eux, qui avaient un but positif à atteindre, la « conquête de la terre », et que la démagogie politicienne ne dévoyait pas comme les citoyens par une logomachie fumeuse, la Révolution aurait peut-être fait complètement faillite. En attendant le résultat final, « le servage devint constitutionnel », suivant le mot de Marat. La Déclaration des Droits de l'Homme, en proclamant « la propriété inviolable et sacrée », justifiait la résistance féodale et les exigences du rachat. Malgré tous les principes qui l'animaient, elle maintenait en fait la servitude contre tous ceux qui n'avaient pas la faculté de devenir propriétaires. C'est ainsi que la Révolution ne supprima pas le servage; elle en changea seulement les formes. Elle fit l'homme libre en droit, elle le maintint serf en fait. (Voir *Propriété et Liberté*).

Le servage proprement dit, le servage féodal, subsista légalement jusqu'en septembre 1791, lorsque l'Assemblée Nationale abolit irrévocablement « les institutions qui blessaient la liberté et l'égalité des droits », parmi lesquelles étaient toutes les formes du régime féodal. Mais une autre forme de servage s'établissait par la distinction des citoyens « actifs », les propriétaires-électeurs qui faisaient les lois, d'avec les citoyens « passifs », les prolétaires-muets qui les subissaient. Le paysan, entre autres, n'eut plus ce droit, qu'il possédait avant la Révolution, de discuter des affaires communales. Mais il n'était plus un « serf », il était un « homme libre » !... Il ne fut libre que dans la mesure, encore très aléatoire, où, bravant l'anathème de l'Eglise et les violences aristocratiques, il put acheter des biens du clergé ou des émigrés devenus « biens nationaux », et être à son tour propriétaire. Seulement, sa petite propriété demeura en échec devant les grands domaines maintenus ou reconstitués sur lesquels s'établit le nouveau servage paysan du fermier, du métayer, du valet de ferme et du journalier, quand l'Empire, puis la Restauration, eurent défi-

nitivement assuré la sécurité de la grande propriété bourgeoise. Seule la loi agraire donnant sans condition la terre à tous ceux qui pouvaient la travailler, aurait rempli les véritables buts de la Révolution; mais il eût fallu supprimer la propriété, instaurer le communisme terrien, et Robespierre lui-même disait de cette loi proposée par les révolutionnaires avancés, qu'elle était « un absurde épouvantail présenté à des hommes stupides par des hommes pervers ».

Ce ne fut que par la loi du 11 juin 1793 que les communes purent reprendre aux nobles les terres communales qu'ils s'étaient appropriées frauduleusement. Un décret du 17 juillet 1793 abolit définitivement les droits féodaux, sans rachat. Mais ces mesures tardives, dictées par la peur de nouvelles insurrections paysannes, n'eurent que des demi-résultats. Un an après, le 27 juillet 1794, ce fut le 9 thermidor, c'est-à-dire la réaction. Le 20 mai 1795, la Convention abrogeait la loi du 11 juin 1793, et les communes qui n'avaient pas encore repris possession de leurs terres en furent définitivement dépossédées. La noblesse avait perdu ses droits féodaux; il lui restait la propriété qu'elle partageait avec la bourgeoisie. Non seulement elle s'était assurée la conservation de la plus grande partie de ses domaines, mais encore, lorsque les circonstances le permirent, elle eut la possibilité de réclamer ce qui n'avait pas été vendu comme « biens nationaux ». C'est ainsi que le 5 décembre 1814 fut votée la loi sur les biens des émigrés, c'est-à-dire qu'aujourd'hui encore on voit la République songeuse de rendre à leurs descendants les biens qui ne furent pas vendus. Il existe pour cela une commission spéciale dont un décret tout récent, du 11 février 1933, a complété la composition par la nomination de deux membres. La République a plus d'égards pour les fils de ceux de Coblenz qui mirent la « Patrie en danger » en 1792, que pour nombre de ceux qui la défendirent en 1914 et revinrent mutilés.

La grande propriété, demeurée bourgeoisement intangible, permit, avec le développement industriel et commercial, la création d'une nouvelle féodalité, celle des comptoirs, des usines et des banques. Parallèlement se forma un nouveau servage qui pesa sur tous les prolétaires, ceux de la campagne et ceux de la ville. Oh ! certes, *l'homme est libre*, comme le dit la Déclaration des Droits de l'Homme. Tous les hommes sont libres, comme ils sont tous frères suivant les préceptes évangéliques. L'homme peut, en principe, aller et venir, changer de domicile, de pays, de profession, se marier, avoir une famille, économiser, réaliser une fortune et, fut-il le plus chétif, aspirer aux plus hautes destinées. Il n'est plus « taillable et corvéable à merci »; il n'y a plus personne qui ait sur lui droit de vie et de mort. Il vit dans une République « qui peut se permettre d'élever au plus haut degré de la hiérarchie sociale le plus humble de ses enfants », comme dit lyriquement M. Alexandre Varenne devenu satrape colonial. Mais il n'a, en fait, d'autre liberté que de mourir de faim ou de se faire emprisonner ou mitrailler s'il a la prétention, étant pauvre, de choisir librement son travail, de discuter librement de ses conditions d'existence, de ne pas se soumettre à la « rationalisation » industrielle, à l'exploitation de l'atelier, à l'insolence du patronat, à la grossièreté de ses chiens de garde, et s'il ose participer à un refus collectif de travail, à une grève, à une manifestation. La faim inopce à l'homme libre d'aujourd'hui un servage aussi lamentable que les droits féodaux au serf d'autrefois. Et, dans son inconscience, le prolétaire se gargarise le plus souvent de cette liberté démagogique au nom de laquelle il est le « peuple souverain ». Il n'est plus un esclave et plus un serf. Hélas !... Si l'esclave, qui travaillait sous le fouet et qu'on mettait en croix, si le serf, qui était « taillable et corvéable à merci », si tous ceux qui n'étaient que du « bétail humain » revenaient

et voyaient ces hommes libres dont on fait une mécanique sans âme, un « matériel humain » auquel on enlève même la faculté de penser, ils seraient épouvantés.

La Rome antique trouvait parmi ses esclaves des poètes et des philosophes tels les Tércence, Cécilius, Plaute, etc., qui lui faisaient plus de véritable honneur que tous ses grands chefs militaires réunis. Elle voyait avec terreur se dresser des Spartacus qui ébranlaient sa puissance et maintenaient, au-dessus de tous les avilissements, l'éternelle et magnifique revendication de la dignité humaine. On voit mal les « fleurs d'humanité » qui pourraient s'épanouir sous le régime de la « rationalisation », sauf des boxeurs, des policiers, des soldats et... des électeurs ! — Edouard Rotoux.

SEXOLOGIE n. f. du latin *sexus* : sexe et du grec *logos* : discours ou traité. Néologisme non encore admis aux dictionnaires en usage courant, employé fort probablement pour la première fois en France par Eugène Lericolais et Eugène Humbert en juillet 1912, dans la fondation de leur « Bibliothèque de Sexologie Sociale ». La *sexologie* est la science qui comprend l'ensemble de nos connaissances anatomiques, physiologiques, biologiques, psychologiques et sociales se rapportant à toutes les manifestations de la sexualité sur les êtres vivants. Elle se divise en quatre grandes branches :

I. La *sexologie générale*, normale ou biosexologie : Différenciation des sexes. Anatomie et physiologie des organes génitaux, fonctions, morphologie. Ovulation. Spermatogénèse. Fécondation. Embryogénèse. Gonocratie. Endocrinologie et neurologie sexuelles. Impuissance. Stérilité.

II. *Sexopsychologie* : Manifestations internes et externes de la sexualité dans ses relations de causes à effets. Psychologie sexuelle générale. Besoin génital. L'amour. Erotologie. Virilité et féminité psychiques. Psychanalyse.

III. *Sexopathologie* : Anomalies et malformations. Hygiène et névrose sexuelles. Onanisme et masturbation. Pédérastie et saphisme. Pédophilie. Zoophilie. Fétichisme. Sadisme et Masochisme. Maladies vénériennes.

IV. *Sexologie sociale* : Nobilité, virginité, célibat et chasteté. Mariage et union libre. Polygamie et polyandrie. Mariage blanc. Natalité et fécondité. Loi de population. Proletariat. Prophylaxie anticonceptionnelle et vénérienne. Stérilisation. Avortement et infanticide. Filles-mères et enfants naturels. Prostitution. Dégénérescence et eugénisme. Education sexuelle. Lois et morales régissant les actes et les rapports sexuels.

En dépit de l'interdit méprisant jeté par les religions, particulièrement la religion judéo-chrétienne, sur les organes génitaux et sur les rapports sexuels — parties honteuses, maladies honteuses — l'importance de ceux-ci dans la formation des individus, dans leurs relations, éclate chaque jour davantage aux yeux des penseurs éclairés comme à ceux des hommes libérés des dogmes désuets. On se demande par suite de quelle aberration d'esprit, par crainte de quel « tabou » les générations passées ont pu négliger l'étude franche et rationnelle des organes et des fonctions qui président à la transmission de la vie, à la chose la plus grave qui forme, avec la conservation de l'individu, les deux pôles autour desquels gravite toute matière animée ? Sans doute, la notion de « péché » que les moralistes religieux ont attaché aux relations amoureuses, surtout à l'acte de la copulation, a été pour beaucoup dans le maintien de l'ignorance voulue et peureuse où se sont complus nos ancêtres.

On trouve bien, par ci par là, quelques œuvres : *Les Kama-Soutra* de Vatsyayana, *Et Kib*, *L'Art d'aimer* d'Ovide, *les Traités secrets* à l'usage des confesseurs où les questions sexuelles, les rapports conjugaux, les

lois de l'amour ont été exposés, examinés même avec assez de pénétration intuitive, principalement dans l'œuvre des jésuites ; mais, c'était surtout du point de vue des manifestations extérieures, si l'on peut dire, et d'une manière plutôt psychologique, morale, et le plus souvent pour condamner et non pour instruire. Ce qui faisait déjà dire à Montaigne, au seizième siècle : « Qu'a donc fait aux hommes l'action génitale, si naturelle et si nécessaire, pour la proscrire et la fuir, pour n'oser en parler sans vergogne, et pour l'exclure des conversations ? On prononce hardiment les mots tuer, voler, trahir, commettre un adultère, etc... et l'acte qui donne la vie à un être on n'ose le prononcer ? O fausse chasteté ! Honteuse hypocritie !... ne sont-ils pas bien brutes ceux qui nomment brutal l'acte qui leur a donné le jour ? » Il faut venir jusqu'au dix-huitième siècle pour voir apparaître les premières études vraiment scientifiques de l'instinct sexuel et de la génération, mais c'est aux dix-neuvième et vingtième siècles qu'il appartiendra d'avoir fait le pas décisif en posant les bases solides de la science de la vie et de sa perpétuation. Parmi les précurseurs citons au hasard : de Graaf, Hunter, Jacob, Spallanzani, Buffon, Malthus avec sa découverte de la « loi de population », Darwin « *L'Origine des espèces* », H. Spencer ; plus près de nous, Mendel avec les « lois d'hérédité », Raciborski et ses travaux sur l'ovulation, Kraft-Ebing dont la « *Psychopathia sexualis* » fait toujours autorité en la matière, Garnier avec ses dix volumes bourrés d'observations, le célèbre entomologiste H. Fabre qui nous a laissé de si remarquables révélations sur les mœurs sexuelles des insectes, Joanny Roux « *L'Instinct d'amour* », qui portait en exergue : « Aimer, comprendre », Steinach, Francillon, Mantegazza, Rémy de Gourmont avec son admirable essai « *Physique de l'amour* » Camille Maclair et ses deux ouvrages : *La Magie de l'amour* et *De l'Amour physique*, Anton Nystrom et son courageux livre : *La Vie sexuelle et ses lois*, G. Hardy *La Question de population* (le problème sexuel : moyens d'éviter la grossesse, l'avortement), ouvrage poursuivi, continué et interdit, René Guyon l'audacieux écrivain de *La légitimité des actes sexuels*, Binet-Saiglé avec *Le Haras humain*, Camille Spiess, le créateur de la *psychosynthèse érotique*, Golseneau et les panssexualistes ; les vulgarisateurs aussi : Jean Marestan, dont *L'Education sexuelle* a atteint le chiffre formidable de deux-cent-deux mille exemplaires, Eugène Lericolais avec *Peu d'Enfants. Pourquoi ? Comment ?* (la gonocratie ou procréation volontaire des sexes) et tant d'autres dont la liste serait trop longue.

Cependant, nous devons une mention toute spéciale aux six sexologues suivants qui sont, à nos yeux, les véritables fondateurs du mouvement actuel :

Auguste Forel, professeur à l'Université de Zurich, psychiatre et naturaliste éminent, dont le très important ouvrage *La Question sexuelle* fut traduit en seize langues.

Sigmund Freud, le créateur de la psychanalyse, qui contribua surtout à mettre en relief l'influence du fait sexuel sur un grand nombre de manifestations de la vie courante demeurées jusqu'ici inexplicables.

Gregorio Maranon, professeur à Madrid, dont les admirables travaux sur l'endocrinologie ont ouvert des horizons immenses et à qui nous empruntons la conclusion de son volume sur « *L'évolution de la sexualité et les états intersexuels* » : « Pour que chacun fasse correctement son devoir, il faut que l'homme et que la femme prennent conscience de ce qu'ils doivent être. Et pour cela, il faut qu'ils le sachent d'avance. Nous arrivons donc, comme à la clé de voûte d'un arc, à cette conclusion : « Il faut savoir » ; il faut remplacer le mystère du sexe par la vérité du sexe ; la chasteté dangereuse de l'ignorance — qui ne sachant rien in-

rente tout — par la chasteté sereine de la science. Et la morale ? nous dira-t-on. Pour la morale, répondons-nous : il ne faut pas s'en préoccuper. La morale — l'éternelle et divine morale et non celle qu'ont inventée les hypocrites — est toujours du côté de la lumière. »

Serge Voronoff, universellement connu pour ses travaux sur l'endocrinologie sexuelle et la greffe humaine, et dont la doctrine se trouve résumée dans son livre *Les Sources de la vie*.

Magnus Hirschfeld, fondateur et directeur de l'Institut de sexualité de Berlin, fondateur et un des présidents de la « Ligue Mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique » (voir au mot : *Régénération*), auteur de nombreux ouvrages sur l'instinct et les perversions sexuelles, créateur de *l'ethnographie sexuelle*.

Harlock Ellis est sans doute l'écrivain qui a le plus contribué par ses nombreux travaux à jeter les fondements rationnels de la *Sexologie*. La liste de ses œuvres est longue. Donnons-là ici pour l'édification du lecteur : *La pudeur, la périodicité sexuelle, l'auto-érotisme ; L'inversion sexuelle ; L'impulsion sexuelle ; La sélection sexuelle chez l'homme ; Le symbolisme érotique ; L'état psychique pendant la grossesse ; L'éducation sexuelle ; L'évaluation de l'amour, la chasteté, l'abstinence sexuelle ; La prostitution, ses causes, ses remèdes ; La déroute des maladies vénériennes ; Le mariage ; La femme dans la société ; Le monde des rêves ; L'art de l'amour, la science de la procréation ; L'Onanisme*. Tous ces sujets ont été traités avec le plus vif souci de sincérité et de vérité objective et la conclusion qui s'en dégage s'inspire d'une sereine et très humaine philosophie.

La *sexologie* est à présent fondée : ses desseins sont vastes du point de vue de la connaissance de la vie et de sa continuation, de la situation même de l'homme dans la nature. D'ores et déjà, les résultats acquis sont merveilleux. Des horizons nouveaux s'élargissent : amélioration, rajeunissement des individus, arrêt de la décrépitude, prolongation de l'existence. Par la stérilisation des tarés et des anormaux, par l'application des méthodes eugénétiques, l'espèce humaine ira de perfectionnements en perfectionnements jusqu'à un stade d'évolution que nous ne pouvons et n'oserions peut-être pas prévoir. Le Docteur A. Hearnard a parfaitement exposé, dans son magnifique *Traité de Sexologie*, le plan de la nouvelle science ; il en a fait admirablement ressortir toute l'importance. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire la fin de l'« Avertissement » qu'il place en tête de son livre : « Nous terminons ce préambule par le vœu de ne jamais nous laisser émouvoir, dans notre entreprise de connaissance, par les malveillantes protestations de ceux que choquent, dans leurs préjugés d'un autre âge, toute considération sexuelle et jusqu'à l'idée même d'une science de la sexualité. Et répétons des sexologues, adeptes de la science positive, ce qu'un pessimiste illustre écrivait (non pas en vertu de son pessimisme métaphysique, mais avec la sérénité de l'homme de science) des philosophes : « La connaissance de la sévère nécessité des actes humains est la ligne qui sépare les cerveaux philosophiques des autres. »

Pour être aussi complet que possible, nous devons encore signaler qu'à la suite de tous ces travaux de médecins, de savants, de philosophes et de sociologues, des groupements se sont formés dans tous les pays pour répandre les idées nouvelles et répondre aux critiques le plus souvent désobligeantes qu'elles suscitent. Nous avons déjà parlé de la « Ligue Mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique », notons à présent l'heureuse fondation, en août 1931, de l'« Association d'Etudes Sexologiques », par le Docteur Toulouse. Là, entouré de médecins, de sociologues, d'hommes politiques même, l'éminent directeur de l'hôpital

psychiatrique Henri Rousselle, mène une action des plus utiles. Le but et l'effort de cette association sont définis par les articles premier et 2 de ses statuts :

« ARTICLE PREMIER. — L'association, dite « Association d'Etudes Sexologiques », fondée en 1931, a pour but l'étude des problèmes de la sexologie et de leurs rapports avec la vie sociale.

« ARTICLE 2. — Les moyens d'action de l'association sont : la propagande par la presse, par la parole et par l'image, tracts, cinématographe, publication d'un bulletin périodique, consultations médicales, fondation de dispensaires et de sections et, éventuellement, la création d'un Institut de sexologie. »

Souhaitons de toute notre confiance que cette Association ne se laisse pas détourner, par les mauvais esprits et par les contempteurs de la pensée libre, de son but vraiment humain. Tant de préjugés et de fausse pudeur, tant d'hypocrisie pèsent toujours sur nous, que tout effort vers la lumière est aussitôt paralysé, combattu. Il n'est pas jusqu'aux lois, celles qui consacrent l'injustice et l'iniquité, ou qui sont l'expression de mœurs révolues ou bien encore des instruments de défense d'intérêts de castes que l'on devra modifier, amender ou mieux : abroger. De toute façon, la route est tracée ; l'émancipation sexuelle de l'homme et de la femme préparera sans aucun doute leur émancipation totale, c'est-à-dire aussi l'affranchissement de tous les peuples et leur fusion dans la plus haute réalisation de l'humanisme intégral. — Eugène HUMBERT.

SEXUALISME n. m. On se demande pourquoi certains individualistes, dont je suis, se préoccupent de la question sexuelle, insistent sur la libre discussion de tout ce qui a trait au sexualisme. Notre réponse sera brève : Un nombre élevé d'individualistes et moi-même, nous estimons qu'il y a une question sexuelle, comme il y a une question économique ou une question religieuse, etc. N'étant pas marxistes, nous ne pensons pas qu'une transformation économique suffirait à débarrasser l'individu, l'unité sociale, de ses préjugés sociaux. Nous ne pensons pas que l'histoire ou le déplacement évolutif de l'humanité soit uniquement conditionné par les circonstances économiques. Pour nous, l'histoire est ce que la font les individus, avec leurs préjugés, leurs traditions, leur science ou leur ignorance, etc. D'ailleurs, nous sommes en pleine sympathie avec les camarades qui se contentent à n'envisager que le côté économique du problème humain, chaque propagandiste, selon nous, obéissant à son déterminisme personnel.

Ceci entendu, nous ne pensons pas qu'un milieu humain ou un individu puisse se dire anarchiste, tant qu'il n'a pas fait table rase des préjugés d'ordre religieux et sexuel, préjugés qui sont, dans une égale mesure, générateurs d'autoritarisme.

Si, pour les préjugés d'ordre religieux, ce point de vue est admis, il en est tout autrement pour ceux d'ordre sexuel. C'est rarement que les hommes qui passent pour être des réformateurs ou des émancipateurs sociaux ou individuels osent aborder sans détours la question des relations sexuelles. Demeure impur, selon le terme biblique, pour une masse de révolutionnaires de toutes nuances, tout ce qui touche à la sexualité. Toutes les revendications qu'on voudra, mais non celles qui sont d'ordre sexuel. Nombre de libres penseurs, d'athées déclarés n'ont pas dépassé comme mentalité sexuelle ces trois commandements de l'Eglise :

Luxurieux point ne seras
De corps ni de consentement.

Désirs impurs rejetteras
Pour garder ton corps chaste ment.

L'œuvre de chair désirera
En mariage seulement.

Et ce n'est pas une des moindres anomalies du temps présent que le pied conservé par la morale sexuelle religieuse dans des groupements qui se targuent de rejeter toute morale qui n'est pas fondée sur la biologie.

La question sexuelle se solutionne chez la plupart des humains qui se prétendent à l'avant-garde du mouvement social par la cohabitation entre un homme et une femme impulsés sexuellement l'un vers l'autre, cohabitation dont le résultat est que chaque partenaire considère l'autre comme sa propriété. En général, l'élément masculin dominant, c'est lui qui se considère comme le possesseur du corps de sa cohabitante, le propriétaire de ses sentiments et de ses désirs, le contrôleur de ses besoins de changement, tout cela en exigeant qu'elle se plie aux conséquences de la vie qu'il lui a faite, souvent en lui imposant la charge de la maternité. Nous maintenons que cette attitude de l'homme à l'égard de la femme n'a rien d'anarchiste et qu'aucun argument ne peut la justifier.

Nos idées en matière de sexualisme ont été fort peu comprises. Trop souvent on les a présentées — quand on a consenti à les examiner — avec une mauvaise foi insigne. Nous pouvons nous tromper, mais il faut nous démontrer que nous avons tort et ne pas nous attribuer des idées que nous n'avons pas. D'ailleurs nous proposons nos solutions, nous ne les imposons pas et nous nous réservons de les vivre à nos risques et périls sans obliger à participer à nos expériences qui que ce soit qui n'est pas disposé à le faire de son plein gré.

Nous disons par exemple :

— Il n'y a pas de domaine où règne une hypocrisie plus grande qu'en matière sexuelle. — La morale laïque, en matière sexuelle, est la servante ou le reflet de la morale religieuse sexuelle, qui considère comme un péché de retirer de la volupé des rapports sexuels. — L'institution de la famille, avec l'obéissance obligatoire au père ou à la mère, est une image en petit de la société archiste. Le père y représente le législateur et la mère l'éducateur officiel. — Le désir de la satisfaction sexuelle est la manifestation d'un besoin naturel, d'une demande plus ou moins impérieuse de l'organisme, l'effet d'un stimulant imaginaire. Il n'a rien à voir avec le désir d'avoir des enfants, qui dépend de la réflexion et n'est donc ni un besoin ni un instinct. — Si on ne donne pas d'importance au fait sexuel dans l'histoire officielle, la vérité est qu'il occupe une place de premier plan dans l'histoire de chaque individu, du plus humble au plus puissant, et qu'il a déterminé maints événements politiques. — Aucune considération tirée de la biologie ou de la physiologie n'explique qu'on ne parle ou n'écrive pas aussi librement de ce qui a trait au sexualisme que de ce qui a trait aux autres fonctions de relation. — Le sentiment est un des produits physico-chimiques de l'organisme humain, comme la mémoire, le raisonnement, le jugement, l'aperception, etc. : il est éducatif et amplifiable comme les autres produits de l'organisme humain. — La première éducation sexuelle à donner à la femme est de lui enseigner à n'être mère qu'à son gré. — La chasteté est un expédient contre nature. L'abstinence sexuelle n'est justifiée ni biologiquement, ni physiologiquement. — Le couple est destructeur d'autonomie individuelle et implique toujours, et dans les meilleures conditions, sacrifice d'un des éléments à l'autre. Le couple comporte toujours abstention, restriction, refoulement, résignation : il est donc opposé au développement de l'individu. — La jalousie est une monopolisation malade des organes sexuels, tactiles, de la peau et du sentiment d'un être humain au profit d'un autre. Elle contient en germe l'étatisme, le patriotisme, le capita-

lisme. — La femme n'est ni plus ni moins polyandre ou monoandre que l'homme n'est monogame ou polygame. La femme et l'homme sont déterminés artificiellement par la morale conventionnelle à paraître ce qu'ils ne sont pas. — Il n'y a pas, actuellement, de différence essentielle entre le mariage bourgeois et la prostitution. Le mariage est de la prostitution de très longue durée et la prostitution est un mariage de courte durée. — L'obscénité n'existe pas dans l'objet, mais dans le sujet. — Les anomalies sexuelles ne peuvent donner lieu à aucun dégoût ou répugnance. La science reconnaît aujourd'hui l'existence de ces anomalies congénitales, et on ne peut pas dire que chez les anormaux connus on ait remarqué débécance de la production cérébrale ou altération des fonctions organiques. Je rappelle en passant cet aphorisme de l'anarchiste Mécilas Goldberg : « Les perversités sexuelles sont à l'amour ce que l'anarchie est au conformisme bourgeois ».

Au lieu de nous attribuer des pensées qui n'ont jamais été nôtres, la plus élémentaire loyauté prescrivait d'examiner et de débattre courtoisement les propositions énoncées ci-dessus.

Nous avons dit : nous ne concevons la cohabitation à 2, 3, 4, ou un plus grand nombre d'individus d'un ou des deux sexes que si elle a pour base des *affinités idéologiques*. Ou encore, dans la société actuelle, pour *raisons économiques*. Nous ne la concevons pas au point de vue sexuel, ou sentimental, l'expérience montrant que la cohabitation basée sur le sexuel ou le sentimental entraîne, sauf rares exceptions, exclusivisme et jalousie. Nous avons ajouté : la logique anarchiste veut que le corps personnel appartienne à l'ego, au moi, à l'unique. Il n'est ni à la loi, ni à Dieu, ni à l'Eglise, ni à l'Etat, ni au milieu social, ni à l'ambiance sociétaire. Mon corps est à moi, pour en disposer, m'en servir, l'utiliser, en tirer le plus de plaisir ou de volupté possible, tout entier ou en partie. Et nous avons conclu en souhaitant, en revendiquant que le geste sexuel sentimental ou érotique demeure un *geste de camaraderie* : un geste susceptible de servir de base à des associations composées d'individus des deux sexes parfaitement éduqués au point de vue sexuel et organisées pour parer aux incidents ou accidents possibles (maternités, maladies, etc.).

Nous maintenons que le fait de se procurer mutuellement du plaisir favorise les rapports fraternels et amicaux et que « la camaraderie amoureuse » développée sur une grande échelle non seulement tendrait à supprimer la jalousie, le propriétaire sexuel, l'exclusivisme amoureux, mais réduirait au minimum les chances de désaccords internationaux pour aboutir à l'abolition des frontières. On n'a pas plus le droit de taxer d'utopie cette aspiration que la possibilité pour les hommes de vivre sans autorité gouvernementale.

Properce, au siècle d'Auguste, avait déjà dit dans une ode (II, 15) : « Ah ! si nous avions tous désir de vivre, étendus, à mener l'amour... on ne verrait aucun acte cruel : ni glaives égorgeurs, ni navires de guerre : les flots d'Actium ne rouleraient pas nos os et Rome garderait ses chevaux en repos, lasse du deuil des victoires amères » (traduction Marcel Coulon).

En attendant, nous affirmons que là où elle est pratiquée consciemment et efficacement, la camaraderie amoureuse constitue un facteur de camaraderie plus ample et plus complète entre les individus des deux sexes qui la pratiquent.

C'est cet ensemble de propositions et de considérations que nous avons dénommé *sexualisme révolutionnaire*, et non autre chose. Par l'hostilité qu'elles ont soulevée, nous pensons que ce terme « révolutionnaire » leur convient à merveille.

Nous renvoyons aux mots : *Amour libre, amour en liberté, camaraderie amoureuse, chasteté, cohabitation, inversion sexuelle, malthusianisme, néo-malthusianisme, mariage, monoandrie, monogamie, obscénité, onanisme, pudeur, prostitution, symbolisme érotique, etc.*, pour le développement des thèses esquissées ci-dessus.

Certains camarades nous ont opposé qu'il est à redouter que la libre discussion de la question sexuelle, la réduction des relations sexuelles à un pur geste de camaraderie conduise à la prostitution (?). Ils prenaient prétexte d'une carte postale ou d'un papillon souvent réédité par la tendance individualiste anarchiste, sur laquelle on lit cette maxime : « Qu'on prostitue son cerveau, son bras, ou son bas-ventre, c'est toujours la prostitution et l'esclavage ». Mais ce n'est pas une apologie de la prostitution sexuelle. Ces quelques lignes veulent, au contraire, dire que l'ouvrier, adversaire de l'exploitation, qui se fait exploiter cérébralement ou musculairement, commettrait une grossière erreur s'il s'imaginait « moralement » supérieur à la pierreuse qui raccroche les passants sur le trottoir. Car l'un est favorable ou hostile à l'exploitation. Que ce soient ses facultés cérébrales ou sa force musculaire ou ses organes sexuels que l'on fasse exploiter, ce n'est qu'une question de détail. Un exploité est toujours un exploité et tout adversaire de l'exploitation qui se fait exploiter se prostitue. Je ne vois pas en quoi est supérieur à la radieuse ou à la femme entretenue, l'humain qui, adversaire de l'exploitation, accomplit toute la journée derrière une machine, un geste d'automate ou s'en va soutirer à une clientèle de petits mercantis des commandes pour son patron. Ce qui constitue l'état de prostitution, ce n'est pas le genre de métier, c'est le fait qu'on gagne sa vie par des moyens contraires à ses opinions ou renforçant le régime qu'on professe combattre.

Jamais je n'en ai été aussi convaincu qu'en assistant un jour à une « sortie » de l'Arsenal, à Toulon. Dans ce troupeau d'ouvriers se bousculant pour sortir le plus rapidement possible de leur « bagne », il se trouvait un grand nombre d'hommes qui s'affirmaient non seulement hostiles au système d'exploitation de l'homme par l'homme ou le milieu, mais encore irrécconciliables adversaires de la guerre. S'ils sont sincères, s'ils éprouvent une horreur véritable et raisonnée de ce mode brutal et bestial de solutionner les conflits internationaux, ils conviendront eux-mêmes qu'ils se prostituent en accomplissant une tâche quotidienne qui est en contradiction flagrante avec leurs convictions les plus intimes. Ne serait-il pas du plus haut comique d'entendre ces malheureux stigmatiser la femme qui gagne son pain en jouant « la comédie de l'amour » ? Ils jouent, eux, une comédie sinistre, une comédie dont le dernier acte se déroule sur des ruines et des cadavres. Je songeais, en les voyant s'éparpiller dans les rues de cette ville, que jamais la prostitution n'a mené, en cinq ans, vingt millions d'hommes à une mort cruelle, stupide et le plus souvent ignominieuse. Il se peut qu'ici et là quelque décati, abusant de ses dernières forces, succombe entre les bras d'une prostituée ; toutes choses considérées, cela vaut autant que d'agoniser des jours durant accroché à des fils de fer barbelés... A la vérité toute exploitation a pour réponse ou pour contrepois une prostitution, même quand il s'agit de l'exploitation en vue d'obtenir les utilités les plus nécessaires à la vie.

Donc nous n'établissons pas de différence entre les diverses prostitutions : celle de l'intellectuel, celle du manuel, celle de l'ouvrière à-jours sensuelles. Cependant, il est une maxime insérée également sur papillon ou carte postale, diffusée également par les individualistes et qui éclaire notre attitude sur la question de la prostitution sexuelle : « Le mariage et la prostitution sont les deux termes d'une même opération. Seule est rai-

sonnable la liberté sexuelle, seul est logique l'amour libre ». Nous mettons sur le même pied le mariage bourgeois et la prostitution. Et c'est justement parce que nous proposons et exposons des thèses se rattachant aux conceptions de la liberté sexuelle et de l'amour libre que nous n'admettons pas la prostitution sexuelle comme « moyen de débrouillage ». Nous sommes adversaires de la « prostitution » au même titre que nous sommes adversaires du « mariage » — selon la conception bourgeoise — ce sont des opérations entachées de vénalité. Comme nous sommes adversaires de la prostitution de la pensée, d'ailleurs. Nous ne saurions par exemple considérer comme l'un des nôtres, comme un compagnon, quelqu'un qui écrirait ou parlerait ou se conduirait « en individualiste anarchiste » parce qu'il y trouverait occasion de gagner de l'argent, alors qu'en son for intérieur, il considérerait l'anarchisme comme une erreur, une sottise ou une chimère. Dans le milieu social actuel où tout est objet de vente et d'achat — où c'est la possession des signes monétaires qui commande obéissance, respect, estime, dignités, possibilités de jouissances de toutes sortes, nous voulons — tout au moins en ce qui concerne les produits de la sensibilité amoureuse — rester en dehors de la corruption et du mercantilisme ambiants.

Il est suffisant que la plupart de nos camarades soient forcés de vendre, de louer ou de sous-louer leur intelligence et leurs bras, de s'employer au bureau, au magasin, à l'atelier, au chantier ou ailleurs — il est amplement suffisant qu'ils s'abaissent, pour gagner leur croûte quotidienne, à servir d'instruments et d'outils aux dirigeants et aux exploiters, — nous ne voulons pas aller plus loin dans la voie des concessions et des pis-aller. Aucun idéalisme, aucun spiritualisme ne nous fait mouvoir. C'est assez concéder et voilà tout ! En matière de sexualisme pratique, — qu'il s'agisse de l'amour envisagé « sexuellement » ou « sentimentalement » — notre individualisme anarchiste refuse de se laisser contaminer par l'infection de l'arrivisme ambiant.

Il y a des prostitutions auxquelles nous ne pouvons pas échapper sans risquer de mourir de faim, c'est vrai. Mais, tout de même, nous pouvons renoncer à celle-là sans risquer l'absolue misère : elle n'est pas indispensable à notre conservation. D'autant plus, nous y revenons, que si nous voulons faire des manifestations amoureuses ou érotiques un procédé ou une méthode qui nous rende meilleurs camarades les uns à l'égard des autres, nous n'admettons pas, par contre, qu'on en fasse un objet de vénalité que le premier des archistes venu peut se procurer dès qu'il y met le prix. Et qu'on ne vienne pas nous dire que la campagne individualiste-anarchiste à notre façon fera de la propagande auprès du bourgeois qui paiera bon prix le sentiment (?) qu'elle feindra d'avoir pour lui. Allons donc ! Ce bourgeois poli et aimable, libéral et sympathique, en déduira que, chez les anarchistes comme ailleurs, on vend tout ce que l'on peut vendre... l'amour comme le reste. Ah ! la jolie propagande !

Je vais plus loin : les raisons qui précèdent impliquent que l'individualiste à notre façon qui se liera à une prostituée, cela peut arriver, fera tous ses efforts pour l'arracher à la prostitution. En vain m'objectera-t-on les tempéraments spéciaux qui se prostituent « par goût ». Dans un milieu où la camaraderie amoureuse, franche, vraie, est la coutume, ils rencontreront toutes les occasions de satisfaire les dits goûts, physiquement ou sentimentalement parlant, sous tous leurs aspects.

Ceci dit, je suis prêt à reconnaître que l'absence de « camaraderie amoureuse » dans nos milieux, ou sa mécompréhension, ou sa falsification a pu ou peut justement conduire certains hommes au mariage, certaines femmes à la prostitution. Mais ces exceptions ne

font que confirmer ou renforcer nos thèses. Donc, en matière de sexualisme, notre ligne de conduite est la suivante : nous ne considérons à aucun titre les manifestations de la sexualité comme objets de vénalité. Nous ne saurions nous préoccuper des moyens de subsistance de n'importe qui, mais, en aucun cas, nous n'admettons la prostitution comme « moyen de débrouillage ».

Cette déclaration était essentielle pour nous faire bien comprendre. — E. ARMAND.

SEXUELLE (MORALE). On ne parle point, ou si peu, ou si mal, à mots couverts, et avec toutes sortes de précautions, dans l'enseignement de la morale, qu'il s'agisse pour les pédagogues de préparer les fils et les filles de la bourgeoisie aux examens qui, selon la formule consacrée, ouvrent toutes les carrières, ou d'initier, non plus des écoliers, mais des adultes à des questions qu'ils ne soupçonnent même pas, — on ne parle point de la question sexuelle, alors qu'elle devrait accompagner toute éducation, et la parfaire pour ainsi dire. Les philosophes s'en désintéressent, laissant ce soin aux médecins. On se heurte ici à la mauvaise volonté des moralistes d'Institut, des sénateurs et des pères de famille qui n'admettent pas qu'on mette leur nez dans leurs attributions... dont ils s'acquittent si mal. Une bonne éducation comporte des leçons de danse et de maintien, de boxe, d'escrime, de violon, etc., elle ne saurait envisager à un point de vue élevé, philosophique et pratique en même temps la question des rapports physiques et moraux de l'homme et de la femme.

Pour tout ce qui a trait aux rapports sexuels des individus, la morale ne plaisante pas : ici, l'incohérence est à son comble, la bêtise est souveraine. Le point de départ, comme le point d'arrivée de la morale, a nom *hypocrisie*. L'hypocrisie joue un rôle en matière sexuelle, plus que partout ailleurs. La pudeur des bourgeois s'effarouche à la vue de la nudité (elle préfère l'habillé, tolère le déshabillé, c'est plus excitant). C'est cette pudeur sournoise — commencement de toutes les impudeurs — qui a créé l'outrage public à la pudeur et l'attention aux mœurs et qui multiplie les affaires dites de mœurs, affaires qui permettent aux agents des mœurs de toucher une prime pour arrestations arbitraires, et aux politiciens de se venger de leurs ennemis.

L'acte sexuel est considéré par les religions et les morales comme quelque chose de honteux. Il faut qu'il s'accomplisse dans certaines conditions pour qu'on le tolère. Tout ce qui intéresse ce côté de l'individu doit être passé sous silence. On n'en parle qu'à mots couverts. Que de mystères ne fait-on pas à propos de l'acte de la génération ! C'est le secret de polichinelle, mais il est de bon ton de n'y point faire allusion. Chacun sait de quoi il retourne ; cependant, sur ce chapitre spécial, le bon sens le plus élémentaire fait défaut et, bien que les individus soient renseignés, ils sont d'une ignorance crasse en fait d'éducation sexuelle. L'éducation sexuelle est la plus négligée des éducations. Il paraît qu'il est indécrottable d'apprendre à la jeunesse ce qu'elle est censée ignorer. Ce n'est pas seulement l'éducation des nouveaux venus qui doit être faite sur ce point, mais celle des anciens qui n'ont rien appris, et pour lesquels l'acte sexuel, pratiqué bestialement, constitue toute la morale. Quand on a parlé d'instituer dans les écoles des cours d'enseignement sexuel, ça a été une levée de boucliers dans le camp de la bourgeoisie honnête et bien pensante. On apprend tout aux gens, à faire la cuisine, à dessiner, à coudre, à lire et à écrire, mais de l'amour il n'est pas question. C'est trop délicat...

Parlant de l'éducation sexuelle, Renée Dunan écrit (*Feu dehors*, 31 mai 1924) : « Qu'il y ait des gens de

bonne foi pour s'inscrire contre une telle idée apparaît d'un comique fastueux ». En cette matière, décidément, les gens ne veulent pas s'instruire. Certes, la jeunesse se charge bien de s'instruire elle-même, n'en doutons pas, mais la véritable éducation sexuelle, de celle-ci nul ne veut entendre parler. Les gens s'instruisent à rebours. L'auto-éducation sexuelle est pleine d'embûches et réserve aux individus de cruels lendemains. Cette absence d'éducation est déplorable. De là vient que les mariages bourgeois sont des viols, de véritables meurtres ; que les maladies vénériennes, dites honteuses, font les pires ravages ; que les crimes passionnels se multiplient... L'ignorance de la femme en fait d'éducation sexuelle provient de l'égoïsme de l'homme qui profite et abuse de cette ignorance. Il ne saurait être question d'éducation sexuelle dans une société où le mensonge est dieu. Nos vertueux moralistes admettent tout, excepté ça (comme les demi-vierges de Marcel Prévost). L'éducation sexuelle est leur catchemar. Ils ne veulent à aucun prix en entendre parler. C'est pour eux pire que le bolchévisme. S'il est une chose cependant sur laquelle on doit attirer l'attention, c'est bien l'éducation sexuelle — sous tous ses aspects — la plus négligée de toutes, ou plutôt qui n'a pu être négligée, n'existant même pas. On tolère les pires saletés dans le monde bourgeois, mais on ne tolère pas l'éducation sexuelle. Pour les garçons, ils la font tout seuls, et comment ! Pour les filles, elles sont ignares, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient vertueuses. Leur perversité n'a d'égale que leur ignorance de l'amour, qu'elles prodiguent sans en comprendre la beauté. Que de coûts ignobles provoquent cette méconnaissance des lois de l'amour. Il y a là une profanation du geste sacré qui équivaut à un assassinat. Combien d'imbéciles font l'amour sans savoir ce qu'ils font. Jeune fille ou mariée, la femme ignore tout du mécanisme sexuel. Mais la morale est sauvée. Idiots ! — S'il y a dans la vie une chose importante, c'est bien celle de l'amour physique. Celui-ci n'est que le reflet de l'amour moral. Au moral comme au physique, c'est l'absence d'amour qui domine. L'intérêt prime l'amour. Le mensonge s'installe dans l'amour pour le transformer en prostitution. Quant à l'hygiène sexuelle elle est inexistante : il est défendu de procéder à des ablutions intimes, c'est un péché. Les « parties honteuses » doivent être malpropres si l'on veut rester en odeur de sainteté. Les injections sont interdites comme contraires à la morale. Dans les ménages bien pensants, on utilise pour la procréation des chemises spéciales, évitant tout contact entre les épidermes, qui ont pour tout ornement un trou dans le milieu. Introduire du mystère autour de l'acte sexuel, c'est le rendre plus attrayant. En fait de cochonneries les bourgeois s'y connaissent. Celui qui a inventé la « feuille de vigne » était un fameux lapin. — Voilà à quoi aboutit cette morale « immorale » que nous vantent sur tous les tons les gens bien élevés, qui ne plaisaient pas avec les mœurs. Faire un cours de « sexologie » à ces enkylotés, ce serait perdre son temps, et, comme disaient les anciens, ce serait jeter des perles devant des pourceaux : *margaritas ante porcos*.

La question de l'amour est vite résolue par les souteneurs de la morale laïque ou religieuse. Elle est résolue dans le sens de l'esclavage pour les deux sexes. Ils ont fait de l'amour une prostitution masculine et féminine, où l'intérêt et l'argent interviennent seuls, d'où le sentiment et la sincérité sont absents. L'amour tel que le conçoivent les bourgeois est une anomalie et une monstruosité. C'est ce qu'il y a de plus immoral. Les bourgeois n'admettent pas qu'à leur conception de l'amour-esclave on oppose la conception de l'amour-libre. Si on essaie d'aborder ce sujet vous les voyez pâlir. Ne leur parlez ni de l'union libre, ni des enfants naturels, ni de la fille-mère, ni de toutes les questions qui gravitent autour de la question sexuelle. Ils n'ont pas l'esprit

assez large — eux qui, cependant, font chaque jour de nombreux accrocs à leur morale — pour vous suivre sur ce terrain. En parler, c'est trop dangereux. Dire la vérité là-dessus, ce serait ébranler la société sur ses bases : toucher à la famille, au mariage, etc., ce serait la fin de tout. Continuons à rabâcher les mêmes âneries et à faire les mêmes gestes. La société ne s'en portera que mieux.

C'est dans le domaine sexuel que la morale est le plus immorale. C'est là surtout qu'elle manifeste sa mauvaise humeur, car ayant la vie en horreur la source de la vie lui est insupportable. Elle décrète impérativement que ce qui est naturel est immoral. Aussi aboutit-elle à des incohérences sans nombre. Elle est obligée de découvrir des faux-fuyants, des détours, des compromis, pour paraître logique. Elle ne fait que démontrer par là son illogisme.

En fait de « morale sexuelle », l'humanité retarde. Elle ne sait ce qu'elle veut. Elle se débat dans un tissu de contradictions. Elle se renie sans cesse. Elle ne paraît pas soupçonner qu'il existe une question sexuelle, plus importante que toutes les questions qui l'accaparent. De cette question, en effet, dépend le bonheur des individus. Sous aucun prétexte, elle ne veut en entendre parler : ce serait la fin de tout. A plus forte raison d'une esthétique sexuelle, considérant l'œuvre de chair comme une œuvre d'art. O bêtise éternelle, tu règnes dans ce domaine souverainement !

Jamais certains esprits ne se décidèrent à regarder la vérité en face. L'humanité ne diffère pas de l'animalité : elle a, comme elle, un sexe. Elle est soumise aux mêmes lois. L'homme n'est pas une entité : il possède un corps. C'est de l'hypocrisie que de ne pas en convenir. Il faut donc se résoudre à admettre certaines fonctions, certains gestes, n'en déplaise aux esprits bien pensants. Esprits pauvres, et pauvres esprits, qui ne parlent qu'à mots couverts des organes sexuels, comme d'une chose inimmuable, ils ne sont pas mûrs pour le « sexualisme révolutionnaire », qui est la révolte de la chair contre toutes les contraintes. Une éthique sexuelle, ayant pour corollaire une esthétique sexuelle, n'est guère possible dans une société qui ne s'intéresse qu'à des combats de boxe ou des prouesses d'aviateur.

Que de crimes provoque cette morale immorale dans les questions de sentiment : jeunes gens se donnant la mort, parce que leur « famille » s'oppose à leur mariage ; mari trompé abattant d'un coup de revolver sa femme et son complice ; épouse traître usant du vitriol, etc., etc. Chaque jour, on lit dans les feuilles journalistiques le récit de drames « passionnels » du même genre. C'est lamentable ! La jalousie et le propriétaire en amour empoisonnent l'existence des individus.

Cette morale a donné naissance aux pires calamités ; on lui doit la prostitution et les maladies vénériennes. La femme est ici sacrifiée : l'homme a tous les droits, la femme n'en a aucun. L'égoïsme du mâle se permet toutes les fantaisies mais n'admet pas la réciprocité de la part de sa compagne.

Que de préjugés dans ce domaine de l'amour aussi nuancé que l'arc-en-ciel. De tous les préjugés qui enlaidissent les hommes, ce sont les plus stupides. En fait de « sexologie », les bourgeois ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Ils sont affreusement myopes. Ne leur parlez pas d'éducation sexuelle. Elle leur fait l'effet d'un épouvantail. L'effleurer seulement, c'est se placer en dehors de toutes les normes. Ils sont grotesques, avec leurs scrupules (ils n'en ont guère en d'autres cas). Leur pudeur s'effarouche dès qu'on aborde la question sexuelle. Cette question ne sera pas posée. Et pourtant, chaque jour, de vertueux sénateurs et d'honnêtes pères de famille se font prendre en flagrant délit d'attentat aux mœurs. Ils ne sont pas précisé-

ment fidèles à leurs épouses. L'adultère est dans leurs habitudes. Ils cherchent des « excitations », se font pendre ou fouetter, pour tirer de leur sexe un peu de jouissance.

Leur progéniture a de quoi tenir. Leurs filles ont un « flirt ». Leurs fils ont des maîtresses, qu'ils lâchent, ou qui les lâchent à la première occasion. En attendant, ils ont des habitudes qu'il leur est difficile de surmonter. Quelle conception peut avoir de l'amour un jeune homme abruti par la masturbation ? Celle-ci est le fruit d'une éducation à rebours, qui vise à refouler ce qui est naturel dans l'individu et à le remplacer par quelque chose d'artificiel.

Cette morale, les bourgeois savent s'en passer quand elle contrarie leurs intérêts. Ils ferment alors les yeux sur les pires saletés. Ils tolèrent de graves manquements au dogmatisme sexuel. Du moment que ça leur rapporte, il n'y a plus de pudeur.

Le mariage est une « affaire » entre gens « comme il faut ». Autant dire une prostitution, légale et déguisée. C'est un trompe-l'œil et une façade. Le mariage est la base de la société, disent les moralistes. C'est une base peu intéressante. Pour « arriver », des gens se marient. Ils arrivent... à se séparer. Se marier est bien vu. Il faut se marier, coûte que coûte, pour obtenir un brevet d'honnêteté. Alors, on peut tout se permettre. Honte à celui qui n'est pas marié. C'est le bouc émissaire ! Il a tous les vices. C'est ce qui faisait dire à Ibsen que « le mariage dans notre société est une cause de dégradation et de démoralisation ». « Au nom de la loi, je vous unis », l'individu muni d'une sous-ventrière qui prononce cette formule est aussi grotesque que les conjoints qui viennent lui demander la permission de coucher ensemble.

L'amour intervient rarement dans le mariage. C'est un détail. Ce qui intervient, ce sont toutes sortes de considérations accessoires. La mère, qui cherche à « caser sa fille » (sic), la met en contact avec n'importe quel individu, qui l'épousera si elle possède une jolie dot. Dans le cas contraire, il n'en veut pas. La mère, qui cherche à « caser sa fille » ne se préoccupe guère de savoir si son futur gendre a la syphilis ou toute autre tare. L'essentiel, c'est qu'il ait de l'argent. Cela seul compte. Les restes ne comptent pas. Initier sa fille à la vie sexuelle, à ce qui l'attend pendant le mariage, ce ne serait pas convenable. L'initiation sera faite par le mari, à la va-comme-je-te-pousse. « Ne commencez jamais le mariage par un viol », disait Balzac, qui connaissait le cœur humain. Or la plupart des « maris » commencent le mariage par un viol. Vendre la chair de sa fille au plus offrant, telle est l'unique préoccupation de beaucoup de mères de famille. Livrer sa fille au premier venu, contre bonnes espèces sonnantes, c'est faire preuve d'une sollicitude toute maternelle. Rien ne distingue, sur ce point, les civilisés des « sauvages ». On peut même dire que ces derniers agissent plus proprement, quand ils vendent leurs filles ou qu'ils achètent celles des autres.

L'intérêt, la vanité, les relations, « le rang », interviennent dans la question sacro-sainte du mariage. L'union des sexes n'est pas une petite affaire. Il y a là des questions de race, de nationalité, de religion, qui dressent les familles les unes contre les autres. Elles redoutent des « mésalliances ». A côté de cela, on voit des princesses épouser leur chauffeur. Revanche de la chair contre toutes les étiquettes.

On assiste à des unions grotesques, dans lesquelles l'harmonie est loin de régner. Elle n'est qu'apparente, pour la galerie. Quant aux fruits nés de ces unions, ce sont des fruits véreux. Les enfants valent les parents. Tristes familles que ces familles de bourgeois, respectueux de toutes les traditions, et cependant pourris de vices. La famille bourgeoise est au-dessous de tout. Elle se croit pourtant au-dessus de tout. Jean Rosland a

forgé une épithète pour désigner les père, mère et fils de famille mégalomanes : il les appelle des *familiotes*. Le mot est bien trouvé. Leur familiotisme vaut leur patriotisme.

Les bourgeois ignorent l'*eugénisme*. Qu'est-ce que c'est que ça ? Ils substituent à la procréation consciente la procréation inconsciente. Ils font des enfants malins et idiots. Ils sont pour cela dispensés d'une partie de l'impôt et d'une foule de corvées. C'est le célibataire qui prend tout et paie pour les enfants des autres. C'est logique, dans une société illogique.

Il y a, dans le domaine sexuel, qui joue un si grand rôle dans la vie humaine, plus d'une réforme à accomplir. Pourquoi les moralistes veulent-ils imposer à tous les hommes une manière de voir uniforme ? Ils se trompent grossièrement et sont en désaccord avec les lois de la vie. Comment se plier aux commandements de la morale lorsqu'elle-même n'est pas stable ? Chez tel peuple règne la monogamie ; chez tel autre la polygamie, considérée comme un crime chez le premier. Tantôt le nu est proscrit, tantôt il est toléré. Ce qui est pudore ici est impudore plus loin. La morale sexuelle change avec le milieu.

« Il est bien vrai que la morale est une affaire de goût », affirme le sceptique Anatole France, voulant dire par là que la morale n'est ni stable ni universelle. L'homme moral, partout le même, sous toutes les latitudes, possédant mêmes besoins et mêmes goûts, quels besoins et quels goûts ! est une anomalie et une monstruosité. Le comte de Gobineau, précurseur de Nietzsche, voyait juste quand il écrivait, dans l'Introduction de ses *Nouvelles Asiatiques* : « Au rebours de ce que nous enseignent les moralistes, les hommes ne sont nulle part les mêmes ».

La question sexuelle est une question personnelle. La liberté, dans ce domaine, est absolue ; chaque être use de son corps comme il l'entend ; chacun a le droit d'agir à sa guise. Il n'y a pas de morale sexuelle universelle. La morale sexuelle est individuelle. Il est ridicule de chercher à imposer aux sujets les plus différents un monisme amoureux. De même que nous ne pensons pas tous la même chose, nous aimons diversement. Si l'individu est la mesure de toute chose, comme le croyaient les sages antiques, n'est-ce pas surtout en amour ?

Au sujet de cette question sexuelle, comme au sujet de tant d'autres questions, renonçons à penser comme tout le monde. Ne craignons pas d'aller de l'avant. Notre morale sexuelle n'est pas celle de quantité d'individus pourris de préjugés. Si elle n'est pas conforme à la tradition, elle correspond à la réalité.

On en veut beaucoup à Freud d'avoir dévoilé que toute notre vie, intellectuelle et morale, prend sa source dans la sexualité. C'est une constatation que les moralistes ne lui pardonnent pas. Havelock Ellis est encore de ces ecrologues dangereux, à ne pas lire. Ses révélations pourraient troubler l'âme innocente des petites oies blanches qui fréquentent les salons mondains.

Concluons, avec ce dernier, que « toute personne qui soutient que l'impulsion sexuelle est mauvaise, ou même basse et vulgaire, est une absurdité et une anomalie dans l'univers ». — GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

SILLON. — **SILLONISME** n. m. En 1885, un journal, dont la vie fut extrêmement éphémère, se fondait, rue de Rennes, à Paris, sous le titre « Dieu et Patrie », dont les directeurs : Marc Sangnier et Paul Renaudin, devaient être plus tard les fondateurs du *Sillon*. Autour d'eux se formèrent des amitiés et, en 1894, alors que Marc Sangnier terminait, au Collège Stanislas, les études qui devaient le conduire à Polytechnique, la doctrine (?) du *Sillon* — le *Sillonisme* — était définitivement élaborée. Dans les quelques années qui suivirent, deux organes : la revue « Le Sillon » et le jour-

nal « L'Eveil Démocratique » étaient créés aux fins de diffusion des théories sillonistes dans le grand public.

Le programme du *Sillon* ? Le voici tel qu'il ressort des multiples déclarations, infiniment plus pompeuses que sincères, de ses chefs et théoriciens : émancipation politique, économique, intellectuelle du peuple, pour arriver à l'égalité qui est la vraie justice humaine. La démocratie étant l'organisation politique et sociale fondée sur l'égalité et la liberté des individus, en même temps que la participation de chacun au gouvernement de la chose publique dans le triple domaine moral, politique et économique, le *Sillon* entend réaliser, en faisant appel aux forces morales du Christianisme, l'éducation démocratique du peuple, c'est-à-dire porter à son maximum la conscience et la responsabilité civiques de chacun, d'où découleront la démocratie économique et politique et le règne de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité...

A la question qui était posée au silloniste Cousin, l'un des plus ardents apologistes de la Doctrine, auteur d'un livre où le mouvement silloniste est exposé en détail et avec éloge : « Vie et Doctrine du Sillon », à la question : « Dites-nous une bonne fois si le Catholicisme est pour vous une fin ou un moyen, car vous le rabaissez en prétendant vous en servir pour réaliser la démocratie », l'apologiste répondait : « Il n'y a qu'une seule fin, c'est Dieu ; tout doit nous servir de moyen pour atteindre cette fin, et, parmi les moyens d'aller à Dieu, c'est-à-dire de réaliser sa volonté ici-bas, la religion est le premier de tous. La religion est donc pour nous le moyen de remplir les devoirs du culte divin, comme aussi de faire une démocratie conforme aux desseins de Dieu sur l'homme et la société. Elle est pour nous le moyen de remplir notre devoir social ; seule, elle peut nous le faire accomplir d'une façon qui nous mène vers Dieu comme tout ce que nous faisons doit nous y mener. »

Dieu, démocratie, deux termes absolument inconciliables dira un peu plus tard Pie X, lorsque, se voyant contraint de prononcer la condamnation du *Sillon*, mais fidèle, sur ce point, à l'opinion invariable et nullement ambiguë formulée plus particulièrement depuis la Révolution française par tous les pontifes de Rome, il rappelle les sillonistes « ses ouailles égarées » à l'observance des principes sacrés et immuables de l'Eglise catholique.

Dans sa lettre, en date du 25 août 1910, à l'Evêque français, Pie X déclare que le *Sillon* bâtit sa Cité sur une théorie contraire à la vérité catholique. « Le *Sillon*, dit-il, place l'autorité publique dans le peuple, de qui elle dérive ensuite aux gouvernants. Or Léon XIII a formellement condamné cette doctrine. Sans doute le *Sillon* fait descendre de Dieu le principe d'autorité qu'il place d'abord dans le peuple mais de telle sorte qu'elle remonte d'en bas pour aller en haut, tandis que, dans l'organisation de l'Eglise, le pouvoir descend d'en haut pour aller en bas. D'autre part, le *Sillon* se fait une fausse idée de la dignité humaine. D'après lui, l'homme ne serait vraiment digne de ce nom que du jour où il aura acquis une conscience éclairée, forte et indépendante, ne s'obéissant qu'à elle-même. Or, à moins de changer la nature humaine, ce grand jour ne viendra jamais ! Et les humbles de la terre qui ne peuvent monter si haut, quelque remplissant énergiquement leurs devoirs dans l'humilité, l'obéissance et la résignation chrétienne, ne seraient donc pas dignes du nom d'hommes ! »

Il nous a paru du plus haut intérêt d'opposer les déclamations des fondateurs du *Sillon* aux affirmations péremptoires du chef le plus autorisé du catholicisme. Car il y a surtout lieu de considérer que le *Sillon* était une organisation composée exclusivement de catholiques. Dans la secrète pensée de Marc Sangnier, de même que dans celle de ses collaborateurs et disciples,

l'Eglise dont ils n'ignoraient certes pas l'histoire ni la politique constante suivie rigoureusement à travers les âges, l'Eglise qu'ils n'avaient sûrement pas l'intention de combattre mais dont ils entendaient, au contraire, servir les ambitions, l'Eglise, misant habilement sur les deux tableaux, ne pouvait pas ne pas favoriser la diversion et la manœuvre tentée par ceux de ses fils qui, tout en restant fidèlement soumis à son autorité, estimaient pouvoir, en même temps, se parer du titre séduisant mais faux de démocrate, voire de socialiste !

Connaissant la crédulité, la naïveté d'un trop grand nombre de militants d'avant-garde, toujours enclins à se laisser piper par les déclamations d'insidieux hateurs ; sachant aussi l'empressement que met le peuple à suivre ceux qui lui promettent l'impossible, nos Sillonistes jouaient le double jeu d'être tout à la fois les défenseurs d'une Eglise conservatrice et monarchiste et partisans de l'avènement d'une société égalitaire !

Oh ! ils n'en faisaient point ouvertement l'aveu ; mais néanmoins, on se rendait suffisamment compte de leur dessein de situer leur Eglise sur le terrain social, dans l'unique but de lui faire conquérir, sur ce terrain, l'influence dominante dont elle avait si longtemps joui sur le terrain religieux.

La grande majorité des anarchistes et syndicalistes de l'époque finirent par saisir tout ce qu'il y avait de captieux et de contradictoire dans une aussi étrange attitude. Ce bloc enfariné ne nous dit rien qui vaille pensaient-ils.

Les Sillonistes, en effet, se flattaient de résoudre la question sociale à l'aide de la foi et de la morale catholiques. Or, durant cinq siècles au moins, en France, en Italie, en Espagne, le catholicisme tout-puissant n'avait rien tenté, rien fait dans ce sens. Il avait été, au contraire, le plus ferme soutien de tous les abus, de toutes les iniquités. S'il n'avait rien fait quand il pouvait tout, quelle serait son action maintenant qu'il avait perdu sa toute-puissance ?... Les Sillonistes prétendaient être en mesure, par la religion — et quelle religion ! — de fonder une société meilleure en amenant les individus à une vie morale plus haute et plus digne. Or cette prétention de la morale chrétienne se trouvait réduite à néant par dix-neuf siècles d'expérience. N'était-il point sage d'y renoncer et n'eût-il pas été insensé d'y persister ?

Au fait, qu'était-ce que cette parodie de démocratie dont l'instauration devenait subitement le rêve des réactionnaires catholiques constituant le Sillon ? Pour tous les rationalistes et libertaires, pour tous les êtres de bon sens et de jugement sain, la démocratie n'a véritablement de sens que si elle se propose avant tout l'émancipation économique, matérielle des hommes. La satisfaction des besoins physiques d'abord, le droit absolu à la vie. « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », c'est-à-dire que, désormais, ce ne sera plus Dieu — ce Dieu qui est la consécration suprême de toutes les inégalités ! — qui dirigera les affaires des humains. L'idéal des grands révolutionnaires du XVIII^e siècle ne pouvait être que la Nation évoluant rationnellement sans maîtres célestes ou terrestres. C'est bien ainsi qu'ils conçurent la démocratie française. Or, si la tactique de l'Eglise changeait, s'efforçant de s'adapter aux circonstances du moment, ses dogmes, son but ne pouvaient varier. « Anathème à qui dira que l'Eglise peut se réconcilier avec la civilisation moderne, avec la science moderne ! Et, sur-tout, anathème à quiconque osera dire que l'Eglise peut évoluer ! »... Oui, l'Eglise est immuable ! Tous les successeurs de saint Pierre, depuis Pie VI jusqu'au Pontife actuel, tous ont condamné sans appel la Société moderne, tous ont déclaré, en de multiples encycliques, qu'il ne saurait y avoir entente ou simplement rappro-

chement entre l'Eglise et une Société à tendances égalitaires.

L'hypocrisie, l'imposture des Sanguier et autres démocrates-chrétiens était donc flagrante ! On ne tarda point à s'en apercevoir. Si certains membres un peu naïfs de la Confédération Générale du Travail poussaient la candeur jusqu'à fraterniser avec Marc Sanguier dans les meetings, en revanche il suffisait de parcourir, de temps en temps, l'« *Eveil démocratique* », l'organe officiel du parti, pour savoir ce que pensait, des militants syndicalistes les plus en vue, le chef du Sillon. On s'aperçut du « truc » dont usait et abusait le révolutionnaire papelard. Perte et duplicité de langage, toute l'habileté du leader silloniste était là. Il s'agissait, on le conçoit, de brouiller les cartes, de se muer en chauve-souris :

« Je suis oiseau : voyez mes ailes. »

« Je suis souris ; vivent les rats ! »

Effectivement, suivant les lieux et les auditoires, ce champion de la « Grande Doctrine Sociale » — doctrine que, d'ailleurs, il se garda toujours — et pour cause — de définir exactement — variait son programme et ses déclarations. Pardi ! il le fallait bien puisqu'on s'était donné pour tâche de concilier les inconciliables ! Malheureusement, le « truc » finit par s'user et... le tricheur apparut tel qu'il était vraiment : un jésuite accompli !...

Désireux à tout prix de s'attirer la sympathie des auditoires ouvriers, il lui fallait évidemment faire des concessions, concessions parfois compromettantes et même dangereuses. Il lui arrivait de « parler rouge », de feindre la rupture avec certaines disciplines imposées par l'Eglise, de dénoncer avec quelque imprudence, comme étant incompatibles, les théories subversives qu'il déclarait professer et la politique inflexible d'une Eglise dont il ne cessait pourtant de s'affirmer le fils très respectueusement soumis ! Cette comédie ne pouvait s'éterniser.

Se rendant tout à coup compte que le prestidigitateur social sur lequel, sans aucun doute, elle avait tout d'abord fondé certaines espérances, était brulé bel et bien et que le petit jeu, assez ingénieux, auquel il s'était jusqu'alors livré pourrait dorénavant devenir un danger pour elle, l'Eglise jugea de bonne politique de condamner une Doctrine qui avait certainement fait du bruit un peu partout, un peu de mal aussi dans les milieux avancés, mais qui, par contre, avait aidé à démontrer, une fois de plus, et de la façon la plus éclatante, toute la duplicité, tout le machiavélisme de l'Eglise et des catholiques prétendant « libéraux » ou « sociaux », en même temps qu'elle donnait la preuve la meilleure de leur radicale impuissance à résoudre, sur le plan humain, le grand problème social ! Est-il besoin d'ajouter qu'en bon et loyal fils, très humblement soumis, de l'Eglise catholique, le farouche démocrate Marc Sanguier, imité de tous ses disciples, s'inclina, avec empressement et une touchante sollicitude, devant la décision de son chef bien-aimé ? Le Sillon était mort !... — A. BLUC.

SIMONIE. — Le mot ne date que du christianisme, mais la chose est plus ancienne. Dès qu'il y eut des religions, des hommes, soi-disant choisis par leurs dieux, s'en servirent pour exploiter les masses ignorantes et craintives. Tous les clergés, dans tous les temps, vécut du commerce du divin. Dans l'ancienne Grèce, les orphéotésques, parmi tant d'autres, vendaient le moyen de se soustraire aux peines infernales. Leur dieu, Orphée, n'était-il pas revenu des enfers ? Les prêtres persans firent du *Zend Avesta* un manuel de simonie pour justifier leur despotisme. De même, les

Védas des Hindous et la Bible des Hébreux servirent surtout à faire des prêtres une caste privilégiée.

L'origine du mot *simonie* est dans le nom de Simon, dit le magicien, qui, d'après ce que racontent les Actes des Apôtres (VIII, 18-23), « voyant que l'imposition des mains des apôtres conférait l'Esprit, leur offrit de l'argent en disant : « Donnez-moi ce pouvoir, à moi » aussi, afin que ceux à qui j'imposerai les mains reçoivent l'Esprit saint. » Mais Pierre lui répondit : « Périsse ton argent avec toi, puisque tu as cru que le don de Dieu s'achète ! » et il ajouta : « Tu es tout rempli de venin, tu es esclave de l'iniquité ».

On a dit, en faisant un jeu de mots, que Pierre avait été la pierre sur laquelle l'Eglise avait été bâtie, et on en a fait le premier pape. Il serait plus exact de dire que cette pierre et ce premier pape furent Simon, car l'Eglise fut comme lui, et elle est toujours remplie de venin et esclave de l'iniquité depuis qu'elle tient elle-même boutique de ce don de Dieu qu'il avait vainement tenté d'acheter aux apôtres. Mais cette Eglise, qui devint pratiquement simoniacque pour assurer sa durée et sa puissance temporelle, ne pouvait, moralement, désavouer son apôtre fondateur, et c'est ainsi que, repoussant l'argent de la main qu'elle élevait vers l'Esprit, et le recevant de l'autre main abaissée vers la Matière, elle a défini la simonie et a tiré sur elle ses canons de la façon suivante.

La simonie est « la volonté déterminée, *voluntas studiosa*, le désir, d'acheter ou de vendre des choses spirituelles, comme les sacrements, ou des choses tenant aux spirituelles, comme les bénéfices et les vases sacrés ». La *Grande Encyclopédie*, qui reproduit cette définition, dit aussi : « La plupart des anciens canonistes constatent que dès que l'Eglise eut des revenus, la simonie s'y introduisit, d'abord par l'ordination, parce que, étant faite uniquement en vue d'un office déterminé, elle procurait alors les biens et les hommes qui furent attachés plus tard aux bénéfices ; ensuite par la collation des bénéfices ». Le pape Grégoire I^{er}, dit le Grand, qui régna au VI^e siècle et qui fut surtout un grand simoniacque, distingua trois formes principales de la simonie : celle *munus a munus*, remise ou promesse expresse ou tacite d'argent ou de tout autre objet faisant partie du domaine et du commerce des hommes ; celle *munus ab obsequio*, récompense ou attente d'un service ; celle *munus a lingua*, qui fait conférer un bénéfice non à cause du mérite du sujet, mais par la recommandation d'un tiers. Le crime de simonie est si grave aux yeux de l'Eglise, que tous ceux qui le commettent, quelque soit leur rang dans la hiérarchie ecclésiastique ou laïque, sont excommuniés *ipso facto*, c'est-à-dire retranchés, chassés de l'Eglise par l'excommunication *lata sententia* qui est portée d'avance, sans jugement ni sentence, et ils ne peuvent plus avoir de rapports avec les chrétiens quand ils ont été dénoncés. Personne ne doit alors prier pour eux, ils ne peuvent recevoir les sacrements ni être enterrés en terre bénite. Leurs élections ou provisions sont nulles ; ils perdent tous leurs titres et fonctions ; les bénéfices qu'ils en tiraient deviennent vacants et peuvent être accordés à d'autres.

Ces précisions ne sont pas inutiles pour bien montrer toute la gravité de la simonie, au point de vue de l'Eglise, et pour permettre à des mécréants comme nous de constater et de s'étonner que cette Eglise, après une condamnation aussi formelle et aussi farouche, se soit accommodée et s'accorde toujours de ce crime au point d'en avoir fait la base de sa constitution matérielle. Car on peut dire que sans la simonie l'Eglise n'aurait jamais existé comme puissance temporelle. Toute son activité sociale en est le produit. Comme disait Catherine de Sienne, elle a résumé les dix commandements en un seul : *Da pecuniam*, donne de l'argent !

L'Eglise est comme les gouvernements qui condamnent ce « crime », la guerre, et le mettent « hors la loi », mais qui ne se sont jamais occupés que de faire la guerre et de préparer, par les fourberies les plus odieuses, la prochaine « dernière » après la précédente. L'Eglise n'existe que par et pour la pratique de ce « crime » la simonie. Il n'est pas une grâce que ses ouailles puissent demander au ciel sans qu'elles aient à payer tribut. Jésus disait à ceux qui l'écoutaient de s'adresser directement à Dieu, en priant dans leur chambre. Les premiers chrétiens se réunissaient simplement chez l'un d'eux pour commenter la parole de Dieu et prier en commun. Mais comment se serait constitué le parasitisme de la grasse vermine des prébendiers du divin, des *postulatores di zanti*, si ces pratiques évangéliques avaient continué ? La simonie fit leur fortune. Le chroniqueur Commynes gémissait sur les générosités de Louis XI pour l'Eglise, « prenant ainsi aux pauvres pour donner à ceux qui n'en avaient nul besoin ». Rabelais s'indignait en voyant combien Rome savait subtilement tirer l'or de France par la vertu des *decrétales*, et comment les « papimanes » savaient s'engraisser de la sottise universelle. « *Pagare ! pagare !* — Payez ! payez ! chantent les cloches », disait P. L. Courier. C'est ce que ne cessent pas de chanter les cloches de l'île Sonnante (Rome) et du monde entier.

L'Eglise, pour qui la simonie est un crime absolu et sans rémission, a su se tirer cyniquement de la contradiction où elle se mettait en la pratiquant. Il n'est pas un de ses conciles, pas un de ses papes, pas un de ses bedeaux qui ne l'ait condamnée... chez les autres, chez celui qu'on ne frappera jamais, ou qui, si on le frappe parce qu'il faut de temps en temps un bouc émissaire, sera un pauvre diable sans importance et trop naïf pour savoir s'élever à ces hauteurs où la simonie devient une vertu. C'est ainsi que l'Eglise a fait des saints de tant de personnages qui étaient, de par ses canons, excommuniés *ipso facto*.

Il n'y a pas plus lieu de s'étonner de l'attitude de l'Eglise quant à la simonie qu'à propos de ses autres turpitudes, et pas davantage de voir tant de pauvres d'esprit acheter aux mercantis du divin leurs prières, leurs miracles, leur eau bénite, leurs places dans le chemin de fer ou l'avion du paradis, leurs grigris, leurs fromages, leurs liqueurs, leurs orviétans contre les douleurs, la teigne, la colique, les chancres, les petits vers intestinaux, le pipi au lit et cent autres agréments dont Dieu, « qui aime tant les hommes », les a comblés pour leur prouver sa bonté infinie. Mais ce qui doit nous étonner, c'est que tant de gens qui ne sont pas des imbéciles ou des coquins, qui composent même une élite intellectuelle possédant personnellement une foi véritable et une conscience insoupçonnable, puissent toujours considérer l'Eglise comme une force spirituelle et une autorité morale inattaquables. Ce qui doit nous étonner, c'est que ces gens puissent se taire, ne pas crier de honte et de dégoût, et se faire ainsi les complices passifs de la corruption de cette Eglise appelée « infallible », sans doute parce qu'elle a depuis longtemps consommé toutes les faillites.

Ils sont tout de même nombreux ceux qui ont crié leur honte et leur dégoût, depuis l'apôtre Barnabé dont une lettre, que l'Eglise tient bien inutilement pour apocryphe, dénonça prophétiquement, dès le I^{er} siècle, les turpitudes dont elle se souillerait. Sont-ils apocryphes aussi les écrits des premiers Pères, particulièrement de Jérôme, reprochant aux gens d'Eglise leurs façons de s'enrichir par leurs manœuvres auprès des riches veuves ou héritières dont ils recueillaient donations et héritages ? Jérôme appelait Rome « Babylone, courtisane empoisonnée », et son clergé « le Sénat des pharisiens ». Grégoire de Tours a écrit que le roi Chilpéric tenta de s'opposer à ces pratiques. Ce fut

en vain. Elles se développèrent tellement que le clergé eut bientôt l'audace d'exiger des moribonds que la part de l'Eglise, appelée « part des pauvres », fût faite dans les testaments. Pour cela les testaments ne purent être écrits qu'en présence d'un prêtre, sous peine pour le mourant d'être traité comme coupable de suicide et d'être privé de la sépulture en terre bénite. On vit même s'établir une taxe fixe, un véritable impôt sur les successions que l'Eglise exigea avec l'approbation de plusieurs conciles. Non seulement les prêtres s'emparaient des biens des morts, mais ils jugeaient inutile de payer les dettes que ces morts avaient laissées !... La question de ce qu'on a appelé « les testaments des âmes » serait grosse de discussions et de compétitions dans tous les siècles à venir, car le débat dure encore, le clergé n'ayant jamais cessé de circonvenir les esprits faibles que lui livre l'approche de la mort. Les tribunaux ont toujours à s'en occuper.

L'ambition, la cupidité et la paresse avaient vite rattaché aux biens de la terre les prétendus représentants d'un Dieu qui n'avait pas une pierre pour reposer sa tête, et dont l'organisation en une caste élue par ce Dieu était la première des simonies. Dès le IV^e siècle, pour commencer, le concubinage des prêtres rapportait de gros revenus aux évêques qui le frappaient d'impôts. D'après Corneille Agrippa, un de ces évêques déclarait que 11.000 prêtres lui payaient chacun un écu d'or par an. De même, les religieuses étaient déliées du vœu de chasteté moyennant impôt payé au pape.

La simonie la plus criminelle, parce qu'il en sortit, pour tous les peuples, des atrocités sans nom, fut dans les collusions entre les papes et les princes. Elles commencèrent officiellement lorsque l'Eglise accepta de donner à l'empereur romain Constantin une absolution que les prêtres païens lui refusaient ; l'Eglise, de plus, fit un saint de cet indigne personnage. Depuis, les rapports simoniaques entre princes et papes furent d'un profit extraordinaire pour l'Eglise qui, de plus en plus comblée, ne chercha plus qu'à s'imposer comme première puissance temporelle au-dessus de tous les princes du monde.

Au V^e siècle, Clovis, premier roi de France, acheta l'amitié et l'appui d'Anastase par de riches présents. L'Eglise le soutint dans ses guerres et, malgré les crimes de sa femme, Clotilde, elle en fit une sainte.

Au VI^e siècle, le fameux Grégoire I^{er} pratiqua toutes les simonies dont il avait donné les définitions. Ricarède, roi des Goths, qui maintenait des lois cruelles contre les Juifs, lui ayant envoyé des présents, il le remercia en l'approuvant par la déclaration suivante, combien chrétienne !... « Quand la raison est maîtresse des actions d'un roi, elle sait faire passer pour justice la cruauté la plus implacable, pour louables les actions les plus coupables, et elle maintient les peuples dans l'asservissement » !... Le même Grégoire combla de louanges emphatiques, et des plus odieux encouragements à la cruauté, la sanglante reine Brunehaut qui trouva toutes les complicités ecclésiastiques qu'elle désira grâce à ses largesses à l'Eglise. C'est encore ce Grégoire qui, pour se faire un allié contre l'Eglise d'Orient, félicita Phocas de son avènement au trône de Byzance dont il s'était emparé en faisant assassiner l'empereur Maurice et ses enfants. Ce pape, n'était-il pas bien digne d'être appelé « le Grand » et de faire un saint ?...

Au VII^e siècle, Léon II légiféra, contre argent, le crime d'Eviga qui avait assassiné son père Wamba, roi des Wisigoths, pour prendre sa place.

Au VIII^e siècle, Jean VI approuva, contre argent, l'usurpation du trône de France par Pépin le Bref. Le même siècle vit les rapports les plus cordialement simoniaques de Charlemagne et de la papauté. Il en résulta les guerres contre les Lombards, les Arabes d'Espagne et les Saxons, dont 30.000 furent massacrés pour leur apprendre les douceurs du christianisme.

De plus en plus l'Eglise absolvait de leurs crimes ceux qui payaient pour cela et, en 1027, le synode de Limoges protesta inutilement contre la cour de Rome qui vendait l'absolution à des excommuniés à l'insu des évêques. C'est ainsi que, grandissant de plus en plus comme puissance temporelle, par ses tractations infâmes avec les monarques, l'Eglise se vit bientôt assez forte pour leur tenir tête et chercher à prendre la première place. La question de la nomination aux offices ecclésiastiques et des investitures, qui soulevait des convoitises de plus en plus ardentes et des appétits de plus en plus féroces, fut la torche qui mit le feu aux poudres. Dans l'Eglise même, ce furent les violences, les fraudes, les crimes les plus inouïs, commis pour les élections des papes. Entre l'Eglise et les princes ce furent, pendant des siècles, des rivalités et des guerres qui mirent l'Europe à feu et à sang. De ce qu'on a appelé la *Querelle des investitures* sortit la longue guerre entre la papauté et l'empire d'Allemagne. « Cette guerre, dans laquelle la papauté et ses champions, incitant la félonie des sujets et l'ingratitude des enfants, montrèrent, plus encore que les empereurs, un audacieux mépris de toutes les lois qui sont la sauvegarde des sociétés humaines, eut pour cause réelle la prétention de Grégoire VII et de ses successeurs de soumettre toutes les Eglises et tous les Etats de l'Occident à la domination absolue du pape, tant au temporel qu'au spirituel » (E. H. Vollet : *La Grande Encyclopédie*.) Quand les princes ne donnaient pas bénévolement des territoires et des richesses à l'Eglise, celle-ci les leur réclamait insolemment en criant qu'elle avait été dépossédée. Les moines du Mont-Cassin, célèbres par leur vandalisme et leurs tripataillages, fabriquaient à cet usage de faux actes pour s'attribuer des domaines et des villes. Ils sortirent entre-autres une lettre apocryphe du pape Vitalien pour légitimer leurs possessions de Sicile. Tous les crimes de l'histoire ont à leur base les collusions simoniaques de l'Eglise et des princes : massacres d'hérétiques, Croisades, Guerre des Albigeois, Guerres de religion, révocation de l'Edit de Nantes, Guerre d'Espagne en 1822, expédition de Rome en 1849, pour nous en tenir à la France.

C'est là l'histoire sanglante, le drame de la simonie de l'Eglise. Ils mettent en cause les grands protagonistes, ces papes que leur insolence mégalomane poussait à se considérer comme supérieurs aux princes et égaux à Dieu. A côté, il y a ce qu'on peut appeler l'histoire comique et grotesque, la farce, la pitèrie à laquelle participa toute la hiérarchie ecclésiastique, mais surtout la vermine moineillante et séminariste, les marmittons, les laveurs de vaisselle, les vendeurs de bouteilles des cuisines épiscopales, qui font les queues-rouges, les paillasses et dépouillent les populations abruties avec une invention et une verve impayables, pour le compte du grand Papegaut et de toute sa volière d'oiseaux sacrés. Car l'ingéniosité des fripons d'Eglise n'a d'égale que la sottise de leurs victimes.

Ce fut d'abord le culte des reliques, invention mirifique qui prit les aspects les plus ahurissants et, peut-être à cause de sa grossièreté répugnante, rapporta les profits les plus inimaginables aux charlatans sans vergogne qui l'exploitaient. Ce fut une exploitation cynique, sans discrétion et sans pudeur, du respect des foules pour les morts et, particulièrement, de leur vénération pour ceux que l'Eglise présentait comme des saints. Le concile de Trente, recommandant ce respect et cette vénération, ajouta insidieusement à son texte que « Dieu même faisait aux hommes beaucoup de bien par le moyen des corps des saints », et que « ce ne serait pas en vain que les fidèles fréquenteraient les lieux consacrés à leur mémoire ». C'était inviter les fidèles à rechercher les faveurs célestes par le moyen des reliques, et à pratiquer leur culte en

allant en pèlerinage aux lieux où elles étaient déposées. De cette institution sont sorties des pratiques du fétichisme le plus déconcertant et parfois le plus dégoûtant. Les truquages les plus éhontés ont multiplié dans le monde ces corps vénérés et leurs débris au point que, s'ils ressuscitaient, certains se retrouveraient avec des centaines de crânes, de bras, de jambes, de prépuces, tous de l'authenticité la plus indiscutable, certifiée par les plus graves et les plus éminentissimes docteurs, et qui arriveraient des quatre points cardinaux où ils achalandent les boutiques simoniaques. Et l'on prétend que l'Eglise ne fait pas de miracles !... Si elle n'a jamais été capable de faire celui de la multiplication des pains et des poissons pour donner à manger à tous ceux qui ont faim, elle multiplie tous les jours les *corpi santi* et leurs attributs pour satisfaire son insatiable simonie.

Il y a plusieurs catégories de reliques. Comme dans tous les commerces bien organisés, il en faut pour toutes les bourses. Il y a les reliques *insignes* qui comportent le corps ou un membre entier du saint. Les *notables* sont une partie moindre du corps. Les *mineures* ne sont que de petits fragments qui peuvent être contenus dans des reliquaires, des médaillons, des agnus-dei, que les personnes favorisées de leur propriété peuvent porter sur elles comme les nègres portent leurs gris-gris. Les reliques sont aussi des objets ayant appartenu à de saints personnages. On a ainsi, à côté de débris macabres, tout un bric à brac aussi hétéroclite qu'imprévu. Les premiers fournissent, indéniablement des ossements, des prépuces, des cordons ombilicaux, du sang, des larmes, du poil, des rognures d'ongles ! On a toutes ces choses de Jésus Christ en même temps que sa braguette d'enfant, de la paille de la crèche, sa robe, ses chaussures et tous les attributs de la Passion : morceaux de la croix (la vraie, bien entendu), épines de la couronne, lance, marteau, clous, inscription de la croix, et jusqu'à l'éponge qui demeure éternellement trempée de vinaigre et de fiel ! De la Vierge on ne possède pas moins d'objets multipliés et l'on a jusqu'à des gouttes de son lait et de ses menstrues !... De Marie Madeleine, ce sont des objets semblables et de ses parfums pas du tout évanescents !... On a aussi les reliques les plus bizarres de plusieurs milliers de saints, et elles remontent même au temps du déluge car on possède des poils de la barbe de Noé !... Des prêtres français, jaloux de la concurrence italienne, trouvèrent le moyen de mettre en flacon un éternuement de Jésus, de la sueur de saint Michel et, en boîtes, du souffle de Jésus et les cornes invisibles de Moïse !... C'est de plus fort en plus fort, « unique, vraiment unique ! » comme disent eux-mêmes les charlatans sacrés dans leurs prospectus. Au XIX^e siècle, on vit se répandre des lettres autographes, *écrites en français* par Jésus, et sa *photographie* authentique !... Attendons-nous à entendre prochainement sa voix non moins authentique sortant d'un disque de gramophone et disant : « Père, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font ! »

Citons encore les trois têtes de Jean-Baptiste dont l'authenticité ne fait aucun doute pour les vrais fidèles, et qui nous font penser à l'histoire comique des *Trois Bossus d'Arras*. La légende n'a pas encore dit que Salomé avait eu trois têtes du Baptiste à faire couper... Il y aurait, à Cologne, les reliques non moins certaines des rois Mages. Mais la plus productive pour les charlatans sacrés est certainement la *Casa Santa* (la maison de la Vierge) que des anges auraient transportée de Palestine en Italie, en 1291. Objet de convoitise et de brigandage en raison de l'argent qu'elle rapportait par les pèlerinages, elle changea plusieurs fois de propriétaire et de lieu. L'infailibilité papale affirme que, depuis le XV^e siècle, elle est sur son emplacement actuel, à Loreto, enfermée dans un somptueux recou-

vrement de marbre. Paul III constitua pour sa garde, et celle des trésors qu'elle rapportait au pape, la chevalerie de Notre Dame de Lorette qui fut supprimée au XVIII^e siècle. Des centaines de mille pèlerins affluent toujours chaque année à Loreto qui est le centre de fabrication le plus important de la bondeuserie catholique.

Toutes ces choses se vendaient très cher aux princes et aux riches particuliers qui en faisaient l'acquisition pour les églises de leur pays, et elles faisaient se déverser un véritable pactole dans les caisses simoniaques. Un vaste commerce de reliques s'organisa. Les papes Eugène, Sergius, Jean VI, firent transporter d'Italie des ossements qu'ils vendirent en France et en Angleterre. Ce trafic prit tout son développement avec Pascal I^{er} qui avait des reliques pour toutes les bourses, et l'hagiographie s'enrichit de milliers de saints locaux dont le populaire put acheter les reliques pour quelques sous. Les cheveux et les poils de Jean Baptiste, de la Vierge, de Joseph qui se vendirent alors auraient fait une crinière à toute la chaîne des Alpes. L'exemple de ce fétichisme venait de haut. Tous les rois le favorisaient. Après Louis IX qui acheta la couronne d'épines pour laquelle il fit construire la Sainte Chapelle, son frère le duc d'Anjou se rendit acquéreur du prépuce de Jésus que les foules vinrent adorer. Un morceau de la Croix fut vendu au roi d'Angleterre, Alfred le Grand, par le pape Martin II. Depuis, cette industrie de charognards n'a pas cessé malgré les protestations de nombreux personnages autorisés, tels Guibert de Nogent au XII^e siècle, Mariana et Mabillon au XVIII^e, de Buck au XIX^e. Peut-on s'étonner de cette persistance quand on voit tant d'imbéciles attendre leur fortune d'un morceau de corde de pendu !... Que ne doit-on pas espérer d'un osselet de saint Labre ou de sa crasse mise en pilules ?... Ce ne fut que vers 1860 que le vicariat de Rome cessa de vendre des *corpi santi* provenant des catacombes ; mais après 1870, le trafic recommença. Depuis que Thérèse de Lisieux, la nouvelle idole, a été érigée à la sainteté, on a commencé à débiter sa dépouille. Le pape Pie XI y préside en personne. Il a fait cadeau à l'ex-roi d'Espagne, Alphonse XIII, sans doute pour l'aider à recouvrer son royaume, d'une touffe de cheveux, d'un fragment d'os et d'un morceau de la robe de cette sainte. Le pape a aussi envoyé au Mexique un « fragment du corps » de Thérèse, on n'a pas dit lequel, pour être l'objet de pèlerinages perpétuels. On vient de canoniser Bernadette de Lourdes. Attendons-nous au débîtage prochain de ses hauts et bas morceaux.

Au commerce des reliques se rattache celui non moins simoniaque des images, eaux miraculeuses, chapelets, scapulaires, médailles, plâtreries et ferblanteries de toutes sortes, tous objets bénis, dont le bazar est installé autour des églises et sur les lieux de pèlerinage. Les plus spéciaux de ces objets sont les *agnus-dei*, « sortes de fétiches faits en principe avec de la cire bénite du clerc pascal mélangée au saint-chrême et consacrés par le pape ». L'*agnus-dei* fut de tout temps un objet de la boutique particulière des papes ; il est fabriqué par les Cisterciens de Sainte-Croix de Jérusalem. Ces conditions supérieures de fabrication et de vente lui confèrent des vertus aussi nombreuses que spéciales. C'est le « porte-bonheur » type contre les démons, la tentation, l'enfer, la mort subite, les terreurs. Il protège contre l'adversité, le malheur. Il donne la victoire et la prospérité. Il est un préservatif contre le poison, l'épilepsie, la peste et autres maladies contagieuses — les rois de France qui pincèrent la vérole ignorèrent sans doute ses vertus —. Il apaise les tempêtes, sauve des naufrages, éteint les incendies, arrête les inondations et, enfin, mène à bon terme les grossesses en calmant les douleurs de l'enfantement. On

à tout cela pour vingt cinq francs. C'est plus cher que de la corde de pendu, il n'est pas sûr que ce soit plus efficace.

Mais le vaste commerce des reliques et des gris-gris n'est rien auprès de celui des indulgences, simonie majeure dans laquelle le représentant de Dieu, se substituant à lui, tient boutique de sa volonté, de sa justice, et nous allons voir pour quels usages !

L'indulgence est la « rémission totale ou partielle de la peine temporelle due aux péchés pardonnés, que l'Eglise accorde en vertu des mérites surabondants de Jésus et des saints ». Il faut que ces mérites soient réellement surabondants pour qu'il en reste encore après avoir servi à couvrir tant d'infamie simoniacque. Qu'on en juge.

Dès le vi^e siècle, le pape Vigile recommandait à l'évêque Césaire, d'Arles, d'accorder l'indulgence au pénitent « selon sa composition et la somme qu'il paiera à l'Eglise » !

Raymond VIII acheta au pape Grégoire IX la rémission de ses péchés moyennant 13.000 marcs d'argent payés au légat et à des abbayes.

Clément V vendit des indulgences aux croisés contre le droit de délivrer des âmes du Purgatoire. Il ne s'agissait plus seulement de peines temporelles ; on disposait de celles de l'au-delà et on empiétait effrontément sur le domaine réservé à Dieu.

Jean XXII amassa 25 millions de florins produits par la vente des indulgences et le vol des bénéfices d'église. Il envoya au bûcher de prétendus hérétiques pour s'emparer de leurs biens, et il vendit publiquement l'absolution du parricide, du meurtre, du vol, de l'inceste, de l'adultère, de la sodomie, de la bestialité. Il établit lui-même la taxe de la chancellerie apostolique qui encaissa le prix de ces absolutions. Moyennant 17 livres 15 sous, on pouvait tuer son père, sa mère, son frère, sa sœur, sans perdre ses droits au paradis. Naturellement, il en coûtait plus cher — 131 livres, 14 sous et 6 deniers — pour tuer un évêque ou un prélat supérieur. Ces messieurs savaient apprécier leur « guenille » terrestre qu'ils prétendaient tant mépriser ; ils n'étaient pas pressés de la laisser disperser en reliques. Pour 131 livres 15 sous, on pouvait manquer à son serment, être garanti de toute poursuite et de toute infamie... et même faire un saint ! La merveille, dans tout cela, n'était pas de payer l'absolution du crime, mais de pouvoir acheter le droit d'être criminel !

La « taxe des crimes » fut confirmée au xvi^e siècle par Léon X qui la fit publier dans toute l'Europe. Des commissaires pontificaux présidèrent à l'administration simoniacque. Les bandits pouvaient s'entendre avec eux pour jouir en paix des fruits de leurs rapines. Olivier Maillard disait alors de ces commissaires pontificaux : « Ces habileurs, ces courtiers d'absolutions, de reliques et de rogations ; ces cafards, qui exploitent les visages des saints et les images de l'Agneau ; ces fripons qui flattent les dupes pour voler les bourses et qui dépouillent les simples jusqu'à la chemise, je les ai entendus se vanter d'avoir tiré des plus mauvais bourgs jusqu'à mille écus pour les indulgences, sans compter cent écus de pot-de-vin qu'ils avaient payés au curé. » Frère Thomas, autre prédicateur, ajoutait : « Regardez ces voleurs envoyés par le pape, voyez comme ils pipent le pauvre peuple ; ils vont par monts et par vaux dépouillant les simples de leur dernière obole, et afin de les écorcher à leur aise, ils pactisent avec les prêtres... Et ces prêtres infâmes, ces curés concubinaires, ivrognes et mercenaires, pour mieux remplir leur ventre et pour nourrir leurs ribaudes, s'entendent avec ces porteurs de bulles, extorquent, pillent et volent les idiots qui ouvrent leurs bourses pour les âmes du purgatoire. »

Ces bandits avaient d'ailleurs la haute protection

de l'Inquisition. Au moyen des bulles papales, ils pouvaient se permettre de piller même les biens d'Eglise, ceux du pape exceptés ! Une de ces bulles, celle de la composition, permettait de garder le bien d'autrui, moyennant le paiement d'un pourcentage aux moines. Un des moines qui prêchaient cette bulle, le père Labat, disait à ses auditeurs : « N'est-il pas bien gracieux d'en être quitte à un prix si raisonnable, sauf à en voler davantage quand on aura besoin d'une plus grosse somme » !...

Le 4 septembre 1691, le Conseil du roi de France fixait le tarif qu'on paierait dans le royaume, à la cour de Rome, pour les bulles, dispenses, absolutions, etc. Sous Benoît XIV, en 1744, parut à Rome une nouvelle édition des « taxes de la chancellerie romaine » pour l'absolution des crimes et délits divers. Le premier article faisait observer que « ces sortes de grâces et de dispenses ne s'accordaient point aux pauvres qui, ne pouvant payer, ne pouvaient y participer » !... L'intention simoniacque ne pouvait être plus cyniquement affirmée ; il n'y avait pas de faveurs divines pour ceux qui n'étaient pas en état de les payer.

Alexandre VII fut, au xvi^e siècle, le plus complet des simoniacs, ce qui n'empêcha pas, au contraire, le jésuite Oliva de prêcher que toutes ses actions étaient saintes et méritoires et n'empêcha pas le Nouveau Larousse de nous dire qu'il fut un pape vertueux ! Alexandre aimait le faste, Oliva disait que s'il se résignait à être riche, c'était pour que l'Eglise eût « deux mamelles rebondies pour que les princes et les évêques pussent téter un lait abondant » !... Une image satirique représentait Alexandre VII avec ses maîtresses, ses mignons, ses cardinaux, aux pieds d'un Christ qui, au lieu de sang laissait échapper de son sein des pièces d'or et d'argent que le pape recevait dans sa tiare en disant : « Il a été crucifié seulement pour nous » !...

On doit à Boniface VIII l'idée géniale des *jubilés*, pour exciter davantage le zèle des fidèles et donner encore plus d'ampleur aux opérations simoniacs. Le premier eut lieu en 1300. A cette occasion, indulgence plénière fut accordée à tous ceux qui visitèrent à Rome les églises saint Pierre et saint Paul au cours de l'année. De toute la chrétienté accoururent les fidèles ; ce fut une affluence et une recette comme jamais l'Eglise n'en avait encore vues. Aussi, le jubilé qui ne devait se faire que tous les cent ans, fut-il renouvelé dès 1349 par Clément VI. Ce pape, qui siégeait à Avignon, vendit aussi l'indulgence plénière à ceux qui ne purent pas se rendre à Rome. 600.000 pèlerins allèrent dans cette ville. Le légat du pape ramena à Avignon cinquante charriots chargés d'or et d'argent. Boniface IX fit alors un troisième jubilé, dès 1380, puis Paul II décida qu'il y en aurait quatre par siècle. Ensuite, on en fit à toutes les occasions favorables. L'Eglise ne pouvait manquer d'exploiter le plus possible ce moyen de traire la vache à lait cagote et de manœuvrer la pompe à « phynance ». Les jubilés devinrent les grandes foires pontificales, les expositions universelles du catholicisme.

Les indulgences accordées aux jubilés sont particulièrement larges puisqu'elles font remise de « toutes sortes de péchés, même les plus énormes, réservés ou non réservés ». Il s'agit d'y mettre le prix. Les charlatans du divin ne sont plus des intercesseurs comme les saints, la Vierge et Jésus lui-même ; ils sont plus qu'eux, ils sont Dieu et ils cocamotent son jugement dernier puisqu'ils disposent du paradis ! Sous les formes plus académiques, plus onctueuses des jésuites qui apprenaient les belles manières aux « honnêtes gens » et faisaient dire à Helvétius : « Le clergé est une compagnie qui a le privilège exclusif de voler par séduction », c'était le même puffisme que traduisait le langage rude et grossier du moine Jean Tetzel disant, au xvi^e siècle, aux rustres paysans : « Oui mes frères,

Sa Sainteté m'a conféré un pouvoir si grand que les portes du ciel s'ouvriraient à ma voix, même devant un pécheur qui aurait violé la sainte Vierge et l'aurait rendue mère » 1..

Les théologiens, et en particulier Thomas d'Aquin et Alexandre de Hales, ont dénié aux indulgences le pouvoir de remettre les péchés. Les papes, prétendus « infallibles », n'osèrent pas les traiter en hérétiques, mais ils passèrent outre, secondés par la cupidité du clergé et la stupidité des fidèles. Il n'y eut de véritable conflit entre théologiens et papes que lorsque Luther osa tenir tête à Léon X. Il en sortit la *Réforme*.

Les *annates* semblent avoir été la première forme du négoce des emplois de l'Eglise. Elles consistaient en une redevance que payaient à leur nomination ceux qui étaient pourvus d'un bénéfice. Elles rapportaient de gros revenus à la papauté. Boniface IX fut particulièrement expert à les faire produire. Il alla jusqu'à les tripler, favorisant ainsi, dans l'obtention des bénéfices, des aventuriers qui s'étaient enrichis sans scrupules, aux dépens des clercs pauvres et scrupuleux. Il alla même jusqu'à supprimer le noviciat d'épreuve pour pouvoir nommer évêques et abbés des gens qu'il allait chercher dans les cabarets et les lupanars. Les annates, plusieurs fois supprimées par les rois sur les plaintes du clergé, furent toujours rétablies sur l'intervention des papes. Elles demeurèrent en France jusqu'à la Révolution. L'Assemblée Constituante les abolit les 2 et 4 novembre 1789.

Au IX^e siècle, le pape Sergius II, surnommé Groin de cochon, inaugura la vente publique des sacrements et des charges de l'Eglise, bénéfices, évêchés, abbayes, monastères. Baronius, malgré tout son zèle ecclésiastique, a écrit ce tableau de la cour de Rome au IX^e siècle : « Des monstres s'installèrent sur le trône du Christ, par la simonie et par le meurtre. L'Eglise romaine était transformée en courtisane éhontée, couverte de soie et de pierreries, qui se prostituait publiquement pour de l'or. Le palais de Latran était devenu une ignoble taverne où les ecclésiastiques de toutes les nations allaient disputer aux filles d'amour le prix de la débauche. Jamais les prêtres, et surtout les papes, ne commirent tant d'adultères, de viols, d'incestes, de vols et de meurtres ; jamais l'ignorance du clergé ne fut aussi grande que pendant cette déplorable époque. »

Par la suite, si le clergé ne fut plus ignorant et compta de véritables savants durant la Renaissance qui le décroûta de la crasse médiévale, il n'eut pas de plus belles mœurs. Le crime et la débauche, moins grossièrement perpétrés, prirent des formes artistiques. Elles n'en furent pas moins accablantes pour ceux qui étaient réduits à téter les mamelles plates et arides de la misère, pendant que les gens d'Eglise se « résignaient » à boire à celles rebondies de la fortune. Innocent VIII mit toutes les charges de l'Eglise à l'encan. Alexandre VI, le fameux Borgia, les reprenait après les avoir vendues pour les vendre une seconde fois. Il tirait le plus d'argent possible des promotions des cardinaux puis, il faisait disparaître ceux-ci pour hériter de leurs biens 1..

En 1049, un concile s'était réuni à Rome pour annuler les ordinations simoniacques. Elles étaient si nombreuses qu'on dut y renoncer pour ne pas empêcher l'exercice religieux dans les églises. De même, Nicolas II dut absoudre les simoniacques ; il y en avait tant que « presque toutes les églises seraient restées sans prêtres » 1.

Guifroy de Cerdagne acheta l'évêché de Narbonne et le siège d'Urgel pour son frère Guillaume. Il paya le siège d'Urgel en vendant aux Juifs les objets du culte. Le pape Etienne X acheta l'abbaye du Mont Cassin et la revendit. Un concile de Reims excommunia Henri IV d'Allemagne parce qu'il voulait enlever au pape le

droit de vendre des évêchés et des abbayes. Clément V, au XIV^e siècle, acquit des biens immenses par le trafic des dignités ecclésiastiques. Il s'entendit avec Philippe le Bel pour faire le procès des Templiers et s'emparer de leurs biens. Paul II ne fut élu qu'après avoir prêté serment aux cardinaux de continuer l'exploitation des décimes et d'en partager le montant avec eux. Sixte IV et Innocent VIII pratiquèrent largement toutes les formes de la simonie pour enrichir leurs bâtards. Innocent VIII en avait seize quand il devint pape. Clément VI vendit 100.000 florins d'or l'investiture de Bologne à Jean Visconti. Louis XIV paya à la papauté la canonisation de François de Sales. Léopold II d'Autriche envoya des sommes considérables à titre d'honneurs pour des dispenses.

On empruntait des volumes de l'énumération de toutes les simonies dont les représentants de l'Eglise l'ont souillée dans tous les siècles. On en empruntait aussi avec toutes les protestations, les satires, les pamphlets qui ont dénoncé et flétri de tout temps les hontes de l'Eglise, particulièrement sa simonie. Les conciles eux-mêmes s'en mêlèrent ; aussi, après celui de Trente qu'au XVI^e siècle la papauté eut l'habileté de faire durer dix-huit ans pour qu'il n'aboutît à rien, cette papauté les supprima comme les rois supprimèrent les Etats Généraux.

Guyot de Provins, au XII^e siècle, attaqua violemment les simoniacques. L'abbé Guibert de Nogent dénonça les trinquages littéraires des *Vies des Saints* et autres romans pieux composés pour encourager le culte des reliques et favoriser la simonie qu'il entretenait. Le troubadour Peire Cardinal écrivit une satire véhémente et indignée contre les clercs qui organisèrent la Croisade des Albigeois. Il disait : « Ils se vêtent en bergers, mais ce sont des loups qui tuent et dévorent les brebis... Ni milan, ni vautour ne sentent de plus loin la chair pourrie qu'eux ne sentent la richesse. Aussi, sont-ils plus volontiers au chevet des riches moribonds que dans la cabane des pauvres. » Jean de Meung, auteur du *Roman de la Rose*, avait une haine particulière des deux ordres mendiants, dominicains et franciscains, qui s'attribuaient les richesses de ceux qu'ils faisaient tester en leur faveur. Il disait : « leur doctrine est la plus haute de toutes les doctrines, car ils ont su transformer en vœu d'opulence leur vœu de pauvreté ». Ce poète dénonça longuement l'hypocrite cupidité des gens d'Eglise, leur fainéantise et leurs vices sous les traits allégoriques de *Faux Semblant* :

« On me voit prêcher, conseiller,
Sans jamais des mains travailler...
...De l'Antechrist valet parjure,
C'est de moi que dit l'Ecriture :
« Il a l'habit de sainteté
« Mais ne vit que d'iniquité. »

Rutebeuf fit aussi ce dernier reproche aux prêtres qui « faisaient Dieu de leur panne » pendant que le pauvre mourait de faim. Ulrich de Hutten composa tout un volume d'épigrammes contre Rome, la ville « où l'on fait commerce de Dieu, où Simon le magicien donne la chasse à l'apôtre Pierre, où les Caton, les Curius, ont pour successeurs des Romains ; je ne dis pas des Romains. » Calvin lança un pamphlet contre les reliques et ceux qui en vivent : « porteurs de rogatons qui exercent foire vilaine et déshonnête ». Luther et une foule d'autres ne furent pas moins ardents dans leurs protestations. La Réforme fut celle des consciences contre la simonie de Rome plus que la conséquence de désaccords dogmatiques. Le trafic des indulgences fut la grande affaire des élections impériales au XVI^e siècle. Les Fugger, banquiers de Charles Quint et du pape Léon X, furent les intermédiaires de ce dernier pour leur vente en Allemagne.

La satire populaire ne fut pas moins vive que celle

des écrivains. Le conte du curé Amis, exhibant le crâne de Saint Brandan et quêtant pour construire une église à ce saint, est particulièrement amusant. Le malin curé, pour mieux exciter la générosité de ceux qui l'écoutaient, disait qu'il refusait l'argent de tous ceux ayant péché en secret contre les lois de la sainteté et de la vertu ! Tous les imbéciles lui apportaient leur tribu, ne voulant pas avoir péché.

Une histoire non moins amusante est celle du curé de Gonfaron, dans le Var. Il vendait des places pour le paradis. Pour cinq cents francs on avait un fauteuil, pour cent francs une stalle, pour vingt francs un strapontin. A chaque place vendue, il faisait s'envoler un âne qui allait au ciel retenir la place du client. C'est ainsi qu'au pays de Gonfaron on fait voler les ânes !...

Flaubert a décrit le saint Sépulcre « agglomération de toutes les malédictions possibles. Dans un si petit espace il y a une église arménienne, une grecque, une latine, une copte. Tout cela s'injuriant, se maudissant du fond de l'âme et empiétant sur le voisin à propos de chandeliers, de tapis et de tableaux !... On a fait tout ce qu'on a pu pour rendre les saints lieux ridicules. C'est putain en diable : l'hypocrisie, la cupidité, la falsification et l'impudence, oui, mais de sainteté aucune trace. J'en veux à ces drôles de n'avoir pas été émus... »

Louis Bouilhet, comme Victor Hugo dans les *Châtiments*, a montré l'indignité des marchands du temple :

*Ces marchands accroupis sur les pieds du Calvaire
Qui vont tirant au sort et lambeau par lambeau
Se partagent, Seigneur, la robe et ton manteau !
Charlatans du saint lieu, qui vendent, ô merveille,
Ton cœur en amulette et ton sang en bouteille !*

Relevons parmi les formes innombrables de la simonie que l'ingéniosité ecclésiastique ne cesse pas d'inventer et qui sont de véritables escroqueries protégées par la loi et les tribunaux, les obligations hypothécaires émises par l'Ecole apostolique de Bethléem qui sont « payables ici-bas au comptant et remboursables au ciel, à la caisse de Saint Antoine » !... Pour permettre aux clients d'aller se faire rembourser, d'autres filous pieux leur vendent des billets de chemin de fer pour le paradis. L'aviation leur permettra bientôt d'arriver plus vite aux guichets de saint Antoine. Le développement de l'automobile a produit d'autre part une magnifique floraison de saints protecteurs contre les accidents. Saint Christophe en est le plus bel ornement. Avec lui, il n'est plus nécessaire de s'assurer, et sa médaille fait « boire l'obstacle » plus sûrement que les meilleurs pneumatiques.

Enfin, avant d'en terminer avec les formes de la simonie, n'oublions pas le commerce des messes qui se fait sur une échelle inimaginable. Les messes sont les rogations dont se nourrit le prolétariat ecclésiastique qui n'a pas le privilège, comme les princes et les évêques, de têter les « mamelles rebondies » de l'Eglise. Aussi, la concurrence est-elle acharnée. Chamfort a raconté l'histoire d'un abbé Raynal, jeune et pauvre, qui accepta de dire une messe tous les jours pour vingt sous. Devenu riche, il la céda à l'abbé de la Porte pour douze sous, en en gardant huit pour lui. L'abbé de la Porte la passa ensuite à quatre sous à un abbé Dénouart. C'est ainsi qu'une messe de vingt sous put nourrir trois parasites. Toutes les *Croix*, tous les *Pèlerins*, toutes les *Semaines religieuses* contiennent les annonces les plus alléchantes. On ne sait jusqu'où ira l'avilissement du prix des messes lorsqu'on lit ce boniment du *Bulletin Salésien* :

« UNIQUE ! VRAIMENT UNIQUE !

« Six messes célébrées chaque jour à la Basilique du Sacré-Cœur à Rome.

« Six messes quotidiennes assurées à tous ceux qui, moyennant une humble obole, UN FRANC par tête, s'agrégeront à l'Œuvre Pie du Sacré-Cœur, destinée à la diffusion de la Foi en pays infidèles et à l'éducation de la jeunesse pauvre. »

Dieu doit être médiocrement flatté de se voir sacrifié six fois par jour pour un franc-quat'sous !... Les messes sont ainsi une sorte de prime que les boutiques de « bonnes œuvres » offrent pour entraîner la clientèle hésitante. Celle des cordicoles de Brugellette, qui s'occupe de l'adoption des « pauvres noirs », inonde le monde de ses prospectus offrant des messes à perpétuité pour ses bienfaiteurs, ses zéloteurs et « leurs chers défunts ».

Il est inimaginable qu'à notre époque où l'observation et les progrès scientifiques ont apporté tant de lumières dans les connaissances humaines, la superstition religieuse puisse entretenir encore tant de turpitudes. Certes, il ne faut pas s'exagérer l'étendue de cette superstition, mais elle permet d'autant mieux à l'Eglise de se maintenir dans sa puissance que d'autre part le calcul et la lâcheté de ceux qui savent mais se taisent, par intérêt ou par peur, lui assurent la plus redoutable impunité. Ne voit-on pas les prétendues démocraties favoriser par tous les moyens les entreprises cléricales contre la laïcité, et les politiciens « mangeurs de curé » ne sont-ils pas aussi fourbes et menteurs que les autres quand ils vont à la messe ? L'Eglise demeure ainsi un des rouages de l'oppression, répandant son venin et faisant des esclaves de l'iniquité ; elle ne représente plus depuis longtemps aucune spiritualité et aucune moralité. Mais tout se tient dans le système d'exploitation de l'homme par l'homme : clergé, armée, magistrature, police, patronat, s'épaulent mutuellement pour soutenir la bâtisse d'infamie sociale. Les hommes doivent la mettre à bas s'ils veulent devenir libres et heureux. En attendant, dans l'état de crise qui menace le Catoplébas capitaliste enfoncé dans son ordure, seuls prospèrent ses deux plus maléfiques soutiens : la religion et la guerre. Les boutiques simoniaques sont aussi brillamment achalandées que celles des marchands de canons ; le doux cœur de Jésus préside à la fabrication des bombes et des gaz asphyxiants de la prochaine « dernière », et ses évêques sonnent le ralliement patriotique au nom de l'Eglise universelle comme les politiciens au nom du socialisme international !...

La peste simoniaque se multiplie dans un monde de plus en plus composé d'illettrés, de mégalomanes, de brutes et de cagots. Les foules se ruent sur les lieux des miracles et il n'y en a pas assez. Après La Salette et Lourdes, on a vu Lésieux. Aujourd'hui c'est Beauregard. Les porte-crosses mis en rut par les perspectives simoniaques défendent chacun sa boutique avec la fureur la plus véhémement, s'accusant et s'injuriant entre-eux. Les procédés publicitaires les plus ingénieux et les plus grossiers mêlent la charlatanerie sacrée aux plus douteux négoce. Le pape lui-même « tourne » au cinéma comme un vulgaire cabotin. Ce n'est que contre les idées sociales, les idées de progrès et de libération humains que l'Eglise est antimoderniste. Elle devance toutes les initiatives quand il s'agit d'abrutir l'humanité.

C'est aux travailleurs, à tous ceux qui conservent un esprit sain — et non saint — à balayer cette peste. Elle sera vite emportée le jour où ils diront à tous les simoniaques ce que ceux-ci leur disent ironiquement au nom de leur Dieu : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » !... — Edouard ROYER.

SINCERE adj. (du latin *sincerus*, qui se disait au propre, du miel « sans cire »). Qui s'exprime sans intention de déguiser sa pensée : *Tous les hommes naissent*

sincères et meurent trompeurs (Vauvenargue). Qui est éprouvé, dit on fait d'une manière franche.

La définition du mot *sincère* est bien celle que donne Vauvenargue. C'est en naissant que les hommes sont sincères. L'enfant est sincère autant que son éducation lui permet de le rester car, dans la vie, de son début à sa fin, l'homme est victime de ce qui l'entoure. Et tout y est fausseté, tromperie, mensonge. Dès sa naissance, la mère, par ignorance, par amour, ne sait que mentir à son petit. A la maladroite éducation de la famille succède celle de l'école ; c'est alors l'enseignement néfaste, l'éducation novice qui forment l'intelligence, le caractère de l'enfant et c'est vraiment miracle qu'il y ait quand même des êtres sincères parmi les hommes après une telle éducation. La famille, l'instituteur, le prêtre, à l'unisson, chantent faux aux oreilles de l'enfant qui, par lui-même, se rend compte qu'il n'y a rien de sincère autour de lui. Alors, selon le caractère, selon le tempérament que lui ont donné les auteurs de ses jours, il deviendra fourbe ou sincère comme eux.

Puis, pour arracher à l'adolescent tout ce que la nature a pu quand même lui incruster de sincérité, c'est la caserne qui parachèvera l'œuvre infâme pour faire de cet enfant, de ce jeune homme un soldat... Un soldat !... La sincérité, alors, n'a plus de moyen d'existence : car pour rester un homme, il ne faut pas être un soldat. Aussi, ce qui se passe est affreux, car la sincérité serait la désobéissance, l'insoumission dont la conséquence serait l'emprisonnement, la souffrance, le martyre, la mort !

Et pourtant, malgré tout, il y a des hommes sincères ! N'est-ce pas une raison de ne jamais désespérer de l'humanité ? Et n'est-ce pas la preuve que nous aurions tort de nous décourager dans notre propagande toute de sincérité, de fraternité, de raison envers nos semblables, pour leur bonheur et pour le nôtre, pour le bien-être et pour la liberté de tous par l'entente sincère et la solidarité cordiale et franche entre nous tous.

Mais la sincérité n'est pas forcément la brutalité dans l'expression de nos meilleurs sentiments, en opposition aux mauvais sentiments des autres. Il y a, aussi, dans la sincérité la manière fraternelle de la faire comprendre à nos compagnons de misère. Elle s'allie là au sentiment de solidarité. Il est beau d'être sincère avec soi-même et avec les autres, mais il est bon de l'être, selon les milieux et les circonstances, avec tact, intelligence et camaraderie. Pour cela, il suffit d'être naturel en tout et partout, sans forcer son talent, sans gonfler sa vertu, c'est-à-dire modestement. Il suffit d'être *sincère sincèrement*, si je puis m'exprimer ainsi.

Etre sincère, c'est pouvoir dire en face, à quiconque, ce qu'on pense... A condition de ne pas être soi-même ce que l'on reproche à autrui. Etre sincère, c'est oser dire, à qui le mérite, ce que la plupart pensent sans le dire... A condition de ne pas ajouter en soi-même : « A sa place, je ferais comme lui ». Enfin, être sincère, c'est savoir en toutes occasions opposer la vérité au mensonge ; la franchise à l'hypocrisie ; la dignité à la bassesse ; la fierté à la platitude et vivre assez bien pour ne craindre ni critique ni calomnie des eustres et des tartufes dont le monde est si abondamment fourni.

Une sincérité consciente et sûre permet de passer partout la tête haute et de ne jamais baisser les yeux devant qui que ce soit. C'est une telle sincérité qui fait la force de l'apôtre, du militant, qui fait honte aux timides, aux fourbes, aux valets et qui fait peur aux chiens de garde de l'Ordre, de la Propriété, de la Morale. — G. YVERT.

SIONISME n. m. Le rêve millénaire des Israélites de reconstituer leur patrie ne cessa jamais d'être. Cependant, la Palestine ne comptait, au XIX^e siècle encore,

qu'un nombre restreint de Juifs, occupés qu'elle était par les Arabes. En 1825, il n'y résidait que dix mille descendants d'Abraham. Aujourd'hui, il se trouve en Palestine une foison de colonies représentant toutes sortes de tendances : de l'individualisme au communisme en passant par la coopération.

En 1882, fut fondée la première colonie agricole, nullement communiste, située près du port de Jaffa. Elle fut tirée de la détresse par le baron Edmond de Rothschild qui, intéressé par cette tentative, créa d'autres colonies pour permettre à ses coreligionnaires de s'installer dans leur pays d'origine. Son programme, qui n'avait rien de communiste, consistait à acheter un terrain, et à y faire venir des Juifs qui s'adaptaient au métier d'agriculteur ; puis, ceux-ci étant devenus expérimentés, il partageait entre eux la terre. Chacun devenait propriétaire et indépendant. Il s'était ainsi formé une trentaine de colonies, toutes prospères, mais guère intéressantes au point de vue social. On y employait la main-d'œuvre salariée, de préférence aux Juifs, les Arabes.

Par suite de la grande guerre, il se produisit un changement considérable dans l'histoire des colonies sionistes. Les armées anglaises entraient à Jérusalem, sous la conduite du général Allenby, le 9 décembre 1917. Le 2 novembre de la même année, Lord Balfour, alors ministre britannique, dans une lettre au baron de Rothschild, avait déclaré officiellement que l'Angleterre « envisageait avec bienveillance l'établissement en Palestine du Foyer national juif et ferait tous ses efforts pour le faciliter ». Cette déclaration causa aux Juifs, toujours dans l'attente de la restauration de Sion, une vive exaltation, et donna une plus forte impulsion au mouvement sioniste. Des Juifs arrivèrent de tous pays et ce fut la naissance de colonies, selon le type des communautés agraires.

Il fut créé deux fonds nationaux, l'un pour la colonisation générale, le *Keren Hayesod*, l'autre de l'achat des terres, le *Keren Kayemeth*. Le *Keren Kayemeth* acheta des terres, mais contrairement à ce qui s'était passé dans les colonies du baron de Rothschild, ces domaines ne furent jamais aliénés. Les colons ne purent devenir que concessionnaires, et non pas propriétaires. Et cela pour diverses raisons : raison d'ordre religieux. Selon la Bible, « les terres ne se vendront pas à perpétuité, car la terre est à moi, dit l'Eternel », la terre doit rester commune « à tous les enfants de Dieu », elle ne peut être ni objet de vente ni objet d'achat. Elle devait donc rester entre les mains d'une même famille. Les récoltes seules pouvaient être vendues et seulement dans la période s'écoulant entre deux jubilé, c'est-à-dire tous les quarante-huit ans, époque à laquelle les terres devaient revenir à leur propriétaire. L'idée de la terre inaliénable est commune à toutes les civilisations primitives. Elle se retrouvait encore dans le système du *mir* russe. Mais si toutes les terres sont constituées en propriété nationale, c'est dans le but que toute la Palestine revienne un jour aux Israélites et que soit reconstitué le Royaume d'Israël.

Il y a encore une raison d'ordre économique. Le fond national juif bénéficiera de la plus-value de la terre qui est générale dans tous les pays où s'accroît la population (et non les propriétaires). Son revenu augmentera à chaque revision des baux et ce sera un budget suffisant pour l'Etat. Par ce système, le *Keren Kayemeth* conserve un droit de contrôle perpétuel sur la colonie pour les questions de salubrité et d'aménagement. Enfin cela évite au colon, pauvre à son arrivée, de déboursier la somme nécessaire à l'achat d'une terre. Il n'a qu'un fermage peu élevé à payer. Le lieu d'élection des colonies juives est la vallée qui s'étend du lac de Tibériade au golfe de Haïffa (Jaffa), la plaine de Jézrael. Il s'en trouve également dans la plaine de Saron.

Le fonds national groupe les colons de façon qu'ils

puissent exploiter un domaine assez vaste. Chaque famille cultive son lot sans employer de main-d'œuvre salariée. Au moment de presse, les colons se prêtent mutuellement leur concours. La liberté d'organisation est absolue. Aussi trouve-t-on des colonies de type individualiste (celles fondées par Rotschild), des colonies de type communiste, et celles de type coopératif.

Comme colonie coopérative, citons *Nahalal* : elle est disposée de telle façon que les familles ont recours à des services collectifs, entre autres pour se procurer l'eau nécessaire. Il y a des associations pour la vente du tabac qui est un des grands produits de la Palestine, pour l'exécution de nombreux travaux : travaux de plantation, de drainage, d'irrigation, de construction de routes, etc.

Comme colonie où l'on pratique le communisme, la plus connue est *Naria*. Tout s'y trouve en commun : travail des hommes et des femmes, habitation, table, enfants qui sont élevés par les soins de la colonie. La colonie pourvoit à tous les besoins. Sa production suffit presque à sa consommation et elle consomme tout ce qu'elle produit : elle représente le type de la colonie à économie fermée qui se suffit à elle-même. Quand elle a besoin de l'extérieur, un de ses délégués se rend dans une succursale de la grande société coopérative de consommation de Palestine : « *Hanashbir* », y porte le produit de sa récolte, qu'on lui inscrit au crédit de la colonie, et on marque à son débit le montant des achats. A la fin de l'année, on envoie à la colonie un relevé de son compte-courant. Il existe une colonie où les vêtements même sont en commun. Les enfants y sont absolument en commun et n'appartiennent, en aucune façon, à leurs parents.

La colonisation juive présente des exemples d'énergie qui méritent d'attirer l'attention. On peut citer, entre autres, le défrichement de la vallée de Jezraï, lieu si malsain que toutes les tentatives de défrichement avaient échoué, et qu'il n'offrait, en 1920, qu'une perspective de tombes. De 1922 à 1923, de hardis pionniers accomplirent cette œuvre considérable d'assèchement des marais au prix de travaux pénibles.

Autre exemple d'énergie et de réalisation : l'édification de Tel Aviv — sur une plage aride — aujourd'hui, ville florissante, détenant quelques industries, une plage qui possède un sérieux avenir.

Contrairement à l'antique usage israélite qui maintenait la femme dans une condition dépendante, les Sionistes ont voulu associer la femme à leurs travaux, lui assigner un rôle égal à celui de l'homme, dans l'œuvre de la reconstruction de la patrie. Pour rendre la femme, jusqu'alors maintenue dans l'ignorance, apte à ces fonctions nouvelles pour elle, il s'est créé une association universelle des femmes sionistes : *Women's International Zionist Organization*, connue sous le nom de *Wiso*. Son but a été de former la femme juive à devenir une compagne, une mère, une valeur sociale.

On a créé à Nahalal, en 1926, une école d'agriculture pour jeunes filles, qui est en plein développement. D'autres écoles ont été fondées, parmi lesquelles des écoles d'art ménager.

Si le mouvement sioniste représente un élan enthousiaste pour la résurrection d'une nation détruite depuis des milliers d'années, au point de vue économique, il s'élève bien des obstacles à sa réussite. Les Juifs eux-mêmes, craignant qu'on ne les rejette des autres pays, s'il y a une terre proprement juive, opposent des résistances. Les Arabes ne sont pas disposés à céder leur place, d'où des heurts, qui peuvent dégénérer parfois en massacre entre Juifs et arabes (et même chrétiens indigènes). D'autre part, la superficie restreinte de la Palestine empêche l'expansion des colonies. Enfin, les colons ne se soutiennent que grâce aux subsides que leur fournissent les Juifs du monde entier. Ils manquent, par suite, d'indépendance.

On a trouvé récemment le moyen d'ouvrir de nouveaux débouchés aux colonies sionistes par l'exploitation des produits chimiques de la Mer Morte, et l'utilisation du Jourdain comme force motrice. Aussi, en examinant le pour et le contre, ne peut-on en rien se prononcer quant à l'avenir du Sionisme qui vient d'entrer dans une phase nouvelle par suite des persécutions moyenâgeuses dont les Israélites sont l'objet, actuellement, en Allemagne (1933). — E. A.

SNOBISME. On appelle ainsi la pose, l'affectation ridicule, « l'admiration factice et sottise pour tout ce qui est en vogue ». Le *snob* est celui « qui juge tout sans connaître rien ». Ces définitions résultent de la double origine attribuée aux mots *snobisme* et *snob*. Elles sont anglaises. D'une part, *snobisme* qui s'écrivait plus exactement *snobbisme* il y a cent ans, viendrait de *snobbish* qui qualifie la vulgarité prétentieuse. Un *snob*, en anglais, est au sens propre un savetier, et au figuré un homme vulgaire et prétentieux. Le cordonnier qui critiquait systématiquement le peintre Apelle, et à qui celui-ci disait : « Pas plus haut que la chaussure », était un *snob* dans les deux sens du mot. D'autre part, *snobisme* et *snob* seraient les produits de *filius nobilis* dont l'abréviation a fait *fil-nob* et *nobs*, appellations données dans les collèges anglais aux fils des nobles. Ceux qui voulaient les imiter étaient les *quasi-nobs* ou *snobs*. Le *snobisme* est ainsi, comme conséquence des deux origines, l'affectation de connaître ce qu'on ignore et celle du genre noble. Celui qui prend le Pirée pour un homme en ce donnant les airs d'un Richelieu est un *snob*. Il étale la double stupidité aristocratique qui consiste à se croire supérieur à tout et à prétendre tout savoir par droit de naissance.

Snobisme et *snob* sont entrés dans la littérature anglaise vers 1830. C'est Tackeraï qui les a présentés dans sa revue humoristique intitulée *The Snob*, puis dans son *Livre des Snobs* où il a raillé la sottise aristocratique et surtout le *cant*, forme particulièrement anglaise de l'hypocrisie politique, religieuse et mondaine.

Le *snobisme* est la forme aristocratique, esthétique de la sottise en ce qu'il prétend non seulement régir la mode mais aussi le goût. Il n'est pas spécial aux monarchies. Il sévit aussi, avec encore plus de ridicule, dans les démocraties qui singent les monarchies, dont le gouvernement et « l'élite » ne sont pas composés des « meilleurs » mais, au contraire, des plus audacieux, des plus fourbes, des plus avilis. Le *snobisme* aristocratique a encore une certaine tenue en ce qu'il entretient la prééminence de valeurs intellectuelles et morales parfois respectables, mais le *snobisme* démocratique n'en a plus aucune. Il est le luxe des parvenus pour qui toute qualité n'est à considérer que suivant sa valeur *argent*. Le goût lui importe peu ; il ne voit que ce qui est cher. Aussi ne méprise-t-il la mode vulgaire, celle du bazar, du grand magasin, que parce qu'elle est à bon marché, à la portée de toutes les bourses. Sa vanité exhibitionniste ne trouve sa pleine satisfaction que dans le luxe coûteux. Il est sûr qu'il a du goût lorsqu'il a payé cher, de même qu'il est convaincu d'être honorable quand il peut fleurir sa boutonnière d'un machin rouge. M. Lechat ne doute plus qu'il fut un grand homme quand il eut payé 35.000 francs son portrait peint par Bonnat, et qu'ayant fait son légataire universel d'un ministre des Beaux-Arts, il eut l'assurance que ce portrait entrerait au Louvre, dut-on pour cela lui donner la place d'un Delacroix ou d'un Courbet.

Sous des formes diverses, des aspects différents, le *snobisme* est toujours la manifestation du besoin de paraître avec le plus d'éclat et le plus avantageusement possible par des apparences supérieures à celles de la simple mode. Le *snobisme* est l'aristocratie de la mode,

la serviette qu'il ne faut pas mêler aux torchons. C'est lui que La Bruyère dépeignait, lorsqu'il écrivait dans ses *Caractères*, au chapitre des « Grands », ceci : « C'est déjà trop d'avoir avec le peuple une même religion et un même dieu ; quel moyen encore de s'appeler Pierre, Jean, Jacques, comme le marchand ou le laboureur ? Evitons d'avoir rien de commun avec la multitude ; affectons au contraire toutes les distinctions qui nous en séparent. » Les « Grands » prenaient les noms d'Achille, d'Hercule, d'Annibal, si mal fichus ou si foireux qu'ils fussent. Le snobisme démocratique a répandu cette sottise chez les femmes d'aujourd'hui qui troquent leurs prénoms roturiers, Marie, Louise, Catherine, contre ceux plus distingués de Mary, Loyse, Kitty. Le snobisme féminin cherche ses élégances non dans le sentiment et la grâce, mais dans les takolonnies dont il se farde des pieds à la tête. Il se fait griller la peau au soleil, ou se la fait peindre et tatouer pour des exhibitions grotesques. Le sentiment et la grâce ne sont pour lui qu'une question de « sexappeal », et il justifie ainsi le mot de Flaubert disant que « les femmes prennent leur cul pour leur cœur ».

Le snobisme a été dans tous les temps le décor, l'ornement des convenances sociales, ces convenances « si utiles pour faire tenir debout les pourritures », a dit encore Flaubert. Toutes les affectations aristocratiques grossièrement singées par les imbéciles ont été du snobisme. Le nom de Pétroline est demeuré pour représenter, en le « plutarquisant », celui d'une époque, celle de l'empire romain, qui fut aussi méprisable que la nôtre par ses mœurs. Le snobisme eut une grande allure et un véritable éclat au temps de la Renaissance italienne, lorsqu'il reçut ses directions d'hommes qui furent, malgré leurs crimes, des artistes et des savants. Mais il déchet singulièrement quand il devint, sous l'inspiration des Jésuites, le snobisme des *honnêtes gens*, titre que se donnèrent les aventuriers de sac et de corde composant « l'élite » des cours de France et d'Espagne au XVI^e siècle. Ce fut le snobisme des âmes noires et des pieds sales. Il y eut, au XVII^e, celui des *précieuses* aussi crasseux physiquement et moralement, mais plus léger et ridicule dans des formes littéraires. On trouve le *précieux* dans ce portrait de La Bruyère qui l'apparente dans tous les temps au snobisme intellectuel : « Arsène du plus haut de son esprit contemple les hommes ; et dans l'éloignement d'où il les voit, il est comme effrayé de leur petitesse. Loué, exalté et porté jusqu'aux cieux par de certains gens qui se sont promis de s'admirer réciproquement, il croit, avec quelque mérite qu'il a, posséder tout celui qu'on peut avoir et qu'il n'aura jamais. » La Régence de Philippe d'Orléans, au XVIII^e siècle, vit les *roués* ; ils donnèrent le ton aux ogisseurs de la rue Quincampoix et aux débauchés du Palais Royal et des « folles », petites maisons où ils se livraient à ce qu'on appelle aujourd'hui les « partouzes ». Le même siècle vit les *merveilleux*, sous Louis XV, les *miriflores*, sous Louis XVI, les *incroyables*, sous le Directoire, tous se multipliant, comme la vermine dans les époques de décomposition sociale, dans des formes de snobisme de plus en plus excentriques et dépourvues de véritable élégance, d'esprit et de goût. Le premier Empire eut les *agréables* qui firent peu de tapage tout en étant fort ridicules.

La forme la plus curieuse du snobisme a été dans le *dandysme*, né en Angleterre au commencement du XIX^e siècle. Il fut l'aspect supérieur du snobisme anglais. Le snob, d'après la peinture de Tackeray, était le *gentleman* hypocrite conservant, grâce au *canot*, les apparences d'un honnête homme ; c'était le noble étalant une façade de richesse alors que chez lui maîtres et valets ne mangeaient pas tous les jours ; c'était le prêtre échant sous une charité ostentatoire une cupidité et des mœurs inavouables ; c'était le militaire dis-

simulant sous sa vantardise, et sous une poitrine rembourrée par l'uniforme, sa couardise et une anatomie délabrée ; c'était enfin tous les pantins sinistres ou grotesques faisant une insanité publicitaire du conformisme dirigeant. Le *dandy* fut le gentleman supérieur, le snob aristocrate qui donna le ton à la société anglaise la plus élevée en fortune, sinon en intelligence.

Balzac a dit que le dandy ne fut jamais un être pensant. Il représenta, en tout cas, une forme très particulière de l'esprit anglais : le dédain de tout ce qu'il juge inférieur à lui-même, dissimulé sous une impertinence polie. Ce fut la manifestation esthétique du *canot*. Le fâcheux, pour le dandysme, fut qu'il eut des préoccupations trop vestimentaires qui le conduisirent à l'excentricité ; mais même excentrique, il garda une certaine tenue, le rendant inabordable à ceux qui n'étaient pas de « race », comme les chevaux de leurs écuries. Le dandysme ne fut jamais le snobisme des gens « trop bien habillés » dont il faut se garder aujourd'hui plus que du rôle patibulaire et classique. Le snobisme du vêtement fut la *fashion*, ou « mode anglaise », contrefaçon du dandysme. Elle se répandit hors d'Angleterre, particulièrement en France où elle retrouva toujours ses bas de pantalon parce qu'il pleut à Londres ! Brummel fut l'incarnation du dandysme. Il fut l'esprit le plus britanniquement froid et calculateur ; il fut en même temps un fou.

Baudelaire, en qui les moralistes hypocrites ont vu un dandy, a écrit sur le dandysme des pages où il l'a mis certainement trop haut. Mais Baudelaire, à qui il manquait l'essentiel, c'est-à-dire la fortune, pour être un véritable dandy, voyait dans celui-ci « un homme blasé, un homme souffrant qui sourit comme le Lacédémonien sous la morsure du renard ». Ce dandysme devenait du stoïcisme. C'était celui de Leconte de Lisle dans la *Mort du Loup* ; c'était l'indépendance morale de Stendhal, s'excluant du « béguiculisme » de son temps et dénonçant le snobisme de ceux qui ne sentent point et dont le goût est simplement d'être sensibles à l'argent et aux dinde truffées ; c'était le donquichisme de Barbey d'Aurevilly s'escrimant contre les moulins à vent démocratiques ; c'était la noble et ironique impassibilité de Villiers de l'Isle-Adam, cygne tombé des hauteurs du Graal dans la basse-cour de la gendeletrerie ; c'était la protestation hautaine du fier et légitime orgueil humain contre les croupissantes et fétiides promiscuités du maffisme. Baudelaire voyait apparaître le dandysme « surtout aux époques transitoires où la démocratie n'est pas encore toute puissante, où l'aristocratie n'est que partiellement chancelante et avilie. » Il le voyait fondé par « quelques hommes déclassés, dégoûtés, déçus, mais tous riches de force native », et qui lui donnaient pour base « les facultés les plus précieuses, les plus indestructibles, et les dons célestes que le travail et l'argent ne peuvent conférer ».

Un tel dandysme était bien loin, même de celui de Brummel dévoué au *canot* anglais et à toutes les pourritures des convenances sociales. Il était encore plus loin de cette bourgeoisie qui « pense basement », autant qu'elle agit, et dont les « philistins » fournirent au snobisme les *fashionables* et les *lions*. Le « Jockey Club » lui-même, qu'Eugène Sue fonda en 1834 avec les gens les plus riches de Paris, et qui est aujourd'hui le cercle aristocratique le plus fermé de France, fut *fashionable* et non *dandy*. Il n'a jamais représenté, comme son nom l'indique, qu'un snobisme de grande écurie.

La France eut dans le *lion* le contraire du dandy glacial, distant, dédaigneux, inébranlablement décidé à ne pas s'émouvoir. Le lion fut excité, galant, empressé, cherchant à plaire et à séduire par ses cravates, ses bottes, et par un débordement de sentimentalité. D'Or-

say fut le premier et le plus magnifique des lions ; il fut leur Brummel. Ils sortirent des salons de la grande bourgeoisie balzacienne pour pulluler comme des rats et se répandre dans tous les trous de province. Il ne fut pas de boutique en France où ne trôna au comptoir un lion et à la caisse une lionne. Les deux furent des personnages essentiellement romantiques ; quand ils n'arrivaient pas à se faire admirer par leur costume, ils recouraient au suicide. Ils ne sortaient pas du domaine des excentricités. La littérature et le théâtre romantiques empruntèrent largement à cette humanité délirante ; on eut le *Lion amoureux* de Frédéric Soulié, un autre *Lion amoureux* de Ponsard, le *Lion empaillé*, de Cozlan, les *Lionnes paveses*, d'E. Augier et E. Fournier, et nombre d'autres. Tous les artistes et les littérateurs qui ne se tinrent pas à l'écart du « monde » et connurent le succès, furent plus ou moins des lions, de 1830 à la fin du II^e Empire.

A côté des lions « par calcul et par spéculation » de la littérature balzacienne, il y eut les lions par vanité, par sentimentalisme, et surtout par snobisme, parce qu'ils se seraient cru déshonorés s'ils n'avaient pas été aussi sots que tout le monde. Flaubert a dit du lion A. de Musset : « Le Parisien chez lui entrave le poète, le dandysme y corrompt l'élégance, ses genoux sont raides de ses sous-pieds... » Eugène Sue, qui affectait de mépriser la royauté de 1830 mais sollicitait une invitation aux chasses du duc d'Orléans, disait : « C'est à sa suite que je me rallie... ». L'espèce dégénéra de plus en plus pour passer au *gandja*, au *petit creux*, au *gommeux*, au *smarteur*, qui firent du snobisme une véritable cour des miracles, en attendant que la Guerre « régénératrice » de 1914 lui fit prendre des aspects encore plus calamiteux.

Avant de voir les aspects d'aujourd'hui du snobisme, constatons qu'il ne persévère, comme toutes les formes de la sottise, que parce qu'il a, d'une part ses convaincus, ses fanatiques, ses badauds, ses dupes, ses héros, ses martyrs, et, d'autre part, ses farceurs et ses parasites. Marcel Boulenger a écrit sur le « snobisme des gens du monde », ceci : « Le snobisme n'est point du tout, dans le monde, une sorte de manie légère, gentille, aimable, mais au contraire une passion érieuse, violente, dévorante, secrète et perpétuelle, un feu caché qui couve chez les plus fins, alors qu'il gronde et fulgure chez les plus naïfs, une fureur qui les mènerait à tuer père et mère pour être familièrement reçus dans tel ou tel salon, ou afin d'entrer au Jockey. Il se pourrait que le snobisme fût dans le « monde » la seule passion vraiment profonde, irrésistible, et d'ailleurs assez pure — car que veut atteindre un snob, sinon un véritable idéal, et que huit fois sur dix il s'est formé lui-même ? » — Soulignons que ces lignes sont tirées du journal de l'« élite mondaine », le *Figaro* (19 mai 1928), car malgré l'atténuation de la dernière phrase, on pourrait dire que nous calomnions le « monde ».

Cet « idéal » que le snob se forge ainsi, sans être bien difficile sur sa qualité, et encore moins sur ses moyens, est habilement reforgé pour le faire produire à l'infini par des exploités qui « se paient la tête de l'humanité », n'ayant d'autre idéal, eux, que de têter avidement les mamelles gonflées de la sottise. Les circonstances ont permis d'étendre cette exploitation à toutes les classes sociales. A défaut d'autres réalisations démocratiques, la Guerre a indiscutablement apporté celle-là. Si on est prêt chez les « gens du monde », à tuer père et mère pour être reçu par les douairières du « noble faubourg », ou entrer au Jockey-Club, on y est encore mieux prêt dans les « milieux » où se recrute « l'aristocratie républicaine » et où l'exercice du revolver est devenu un sport aussi officiel et national que familial et moralisateur.

Constatons encore, pour faire exacte mesure au

snobisme, qu'il peut être bon quand il s'attache — oh ! sans le faire exprès ! — à quelque chose de bien. Cela lui arrive sans effort d'intelligence, puisque sa nature est de ne rien comprendre ; il y a là un hasard heureux, comme lorsque la pluie arrive quand les cultures sont menacées par la sécheresse. Ainsi, le snobisme a imposé de grands artistes que la routine académique, et l'ignorance qui la suit, auraient accablés. Le cas le plus typique est celui de Wagner en France. Le snobisme nationaliste, hérisé d'aveuglement et de haine, se dressa une première fois contre lui, à l'occasion de *Tannhäuser*, en 1861. Les snobs du Jockey-Club réussirent à le proscrire sans vouloir l'entendre. Ils voulurent recommencer en 1891 contre les représentations de *Lohengrin*. Malgré la mobilisation des marmitons de M. Déroulède, ils échouèrent cette fois devant le bon sens public. Le snobisme devint alors wagnérien. (Voir *Symbolisme*). Il le demeura jusqu'en 1914 où il exhala ce cri du cœur par la voix d'un ministre des Beaux-Arts : « Enfin, je vais pouvoir dire que Wagner m'em... ! ». Depuis, le snobisme wagnérien est à la dérive, comme les intelligences ministérielles.

Dans un autre ordre d'idée, le snobisme a adopté de nos jours, le Nudisme. N'aurait-il pour résultat que d'obliger les gens à se laver pour ne pas montrer à nu un épiderme crasseux, que ce serait une bonne chose. Mais le snobisme fait du nudisme une exhibition pas toujours décrassée et souvent dangereuse pour la santé des simples « piqués » de la mode qui s'exposent aux troubles organiques les plus graves. Chez ses protagonistes, le snobisme nudiste entretient le luxe poissonneux et la prostitution esthétique des « têtes de phoques » et des « peaux rouges », équivoques cabotins des plages où ils s'étaient sans beauté et sans pudeur.

Il n'y a que l'insanité qui n'em... jamais le snobisme même ministériel. Il y est dans son élément, aussi est-il de plus en plus la forme exhibitionniste du mufisme grandissant. De la minorité aristocratique, il est passé à la majorité ochlocratique et il est curieux de le voir à travers des journaux qui en publient des *Éloges*. On a écrit entre autres : « Aucune hypocrisie ne lui semble négligeable (au snob) ; aucun mensonge blâmable, aucune ostentation ridicule. Il s'agit de paraître et encore plus de se défendre ». Paraître et se défendre non seulement excusent tout le reste, mais ils font du snobisme une vertu et une discipline sociales que « tout le monde » doit suivre. On voit que snobisme mondain et snobisme populaire sont dignes l'un de l'autre.

Dans ses précédents avatars intellectuels, le snobisme avait été successivement byronien, baudelaire, nietzschéen, ibsenien, barrésien, mallarméen, bergsonien, etc... En art, il fut décadent, cubiste, futuriste, dadaïste, etc... En tout, il fut fumiste, poseur et globeur, sous des prétentions à la supériorité de l'esprit. Le snobisme actuel a fini de s'embarrasser d'esprit et d'intellectualité. Il est *protéiste* en ce qu'il adopte toutes les idées lui permettant de tirer parti de la situation. Il prend tous les visages, celui de Mussolini et d'Hitler, aujourd'hui ; demain, s'il le faut, il sera bolcheviste, comme il fut cosaque en 1815 et en 1894. Il s'intoxique de cocktails, de morphine, de cocaïne ; il fait de la pédérastie un perfectionnement social et un moyen d'arriver dans un monde où il n'y a plus que des bas-ventres. Il est devenu aussi superstitieux que les Négritos africains, mêlant par un amusant éclectisme la Vierge, Saint-Christophe, Nénette et Rintintin. Il fait bénir ses chiens et ses automobiles. Il mettra bientôt la corde de pendu à un prix inabordable pour les petites bourses.

Mais le snobisme actuel est par dessus tout admirateur de la « belle brute » militaire et sportive. M.

Reinach écrivait dans le *Figaro*, en 1916, que « la guerre est un art noble ». Le snobisme, adoptant la formule à la faveur des circonstances, a appliqué cette noblesse à toutes les formes d'assassinat, de brutalité et d'abrutissement. L'aviation est « noble » qui permet de mitrailler des vieillards, des femmes, des enfants, des bestiaux sans défense. La boxe est « noble » qui offre le spectacle de brutes humaines s'assommant. La tauromachie est « noble » qui permet de voir étripier en musique et au grand soleil des chevaux et des taureaux. L'alcoolisme est « noble » grâce auquel, à force de cocktails, on ne peut plus monter son escalier que sur les genoux et on « pique » des crises de *delirium tremens* dans des établissements « distingués ».

Ces choses-là qui ont leur dénouement dans des asiles d'aliénés ou qui provoquent ces « drames mondains » dont la police n'arrive pas à étouffer les échos crapuleux tant ils sont nombreux, soulevaient le dégoût public quand un Coupeau, ouvrier zingueur, ou des « mecs » du « Sébasto » et leurs « dames » en étaient les héros ; mais elles sont « nobles » quand elles se passent dans la « haute société » !..

Le snobisme s'est démocratisé par la dissolution des classes et des principes, de la morale et des scrupules. Les « purotins » engraisés de la misère publique ont fait le snobisme « nouveau riche » ; les riches « décaqués » ont adopté le « snobisme de la purée », lancé par M. de Fouquières, grand ordonnateur des élégances républicaines, et font étalage de leur bon goût dans des bals « de la misère noire », etc.. Les deux snobismes s'épaulent mutuellement, le premier entretenant le second, le second apprenant les « belles manières » au premier, les deux composant « l'élite » de la racaille souveraine dans les hautes sphères comme dans les bas-fonds.

Dans ce snobisme, l'ancien rôdeur et le souteneur, passés nettoyeurs de tranchées, munitionnaires, millionnaires et milliardaires, aventuriers politiques, députés, sénateurs et ministres, se confondent avec la « vieille noblesse » qui met ses titres et ses parchemins au service des sociétés d'escroqueries financières, et fournit de barbeaux aristocratiques les riches héritières du cochon et du pétrole. Tous étalent des élégances trop ostentatoires pour être honnêtes et ne pas cacher de sales pièges, dans tous les « milieux » où se rencontrent les « gentilshommes » et les « nervis », les « politiciens » et les « faiseurs », le proxénètes et les mouchards, tous les fripons, les marious et les assassins que la « justice » ne punit pas, que les gouvernants décorent et que les journaux soutiennent, tout au moins d'un silence complice quand ils sont « allés trop fort » !.. Dans un monde aussi exemplaire, la chevalerie de « l'honneur » ne peut que faire bon ménage avec celle du surin, de la pince-monseigneur et du trottoir. Les « nervis » qui, entre un cambriolage et l'assassinat d'un garçon de recettes, mettent leurs talents au service des grands de la terre, sont dignes de partager leurs honneurs.

Le snobisme a fait riches et pauvres égaux en sottise, en cruauté, en sadisme ; mais les pauvres, qui fournissent le plus souvent les victimes, sont les plus stupides quand ils s'appliquent à copier les turpitudes de leurs maîtres. On voit encore, dans la République radicale-socialiste, les « manants » participant à la curée du cerf que des centaines de « gentilshommes », de « nobles dames », de piqueurs, de chiens, ont pourchassé, traqué, torturé pendant des heures. Le plus longtemps possible, pour « faire durer le plaisir » !.. On retrouve aux spectacles de la guillotine et du cirque les mêmes foules sadiques de buveurs de sang, de hurleurs à la mort qui s'amusent aux supplices des Damiens, qui frappaient à coups d'ombrelles les Communards prisonniers et leur crachaient

aristocratiquement à la face. Il y avait, il n'y a pas longtemps, il y a peut-être toujours, dans des prisons roumaines des séances de gala où les « dames de la ville » pouvaient assister aux punitions corporelles infligées aux femmes délinquantes !.. Il y a toujours en Amérique des pendaisons populaires de noirs. Elles font oublier à huit millions de chômeurs, abrutis par leur « supériorité de citoyens américains », les martyrs de Chicago, Sacco et Vanzetti, les noirs de Scottsberg, Mooney et Billings, les mineurs de Harlan. Aristocrates et démocrates sont confondus dans un snobisme qui n'est plus que de la crapule et de la lâcheté.

Nous n'insisterons pas davantage sur le snobisme, produit raffiné de cette putréfaction sociale que nous avons déjà observée aux mots : *Elite*, *Muflisme*, *Paralysie*, et dont nous verrons la psychologie aux mots *Sottise* et *Vanité*. L'aristocrate, le muflle, le mégalomane, réunis dans le snobisme, sont les éléments « spirituels » de cette putréfaction à quoi le coup de balai révolutionnaire est de plus en plus indispensable pour faire place aux forces vitales, saines et vigoureuses, qui auront à refaire le monde. — Edouard ROTHEN.

SOCIABILITÉ n. f. Les sociétés existent. C'est un fait. Que ces sociétés réalisent des conditions d'existence pas toujours avantageuses à l'individu, c'est encore un autre fait. Que, malgré cela, l'individu présente cette particularité que nous appelons sociabilité, c'est-à-dire aptitude à vivre avec d'autres individus plutôt que seul, cela nécessite une recherche sur l'origine et le développement de cette particularité, à seule fin de nous expliquer son pourquoi, après son comment.

La sociabilité, comme toute chose, reste inexplicable en dehors du temps. Pour en saisir toute l'évolution, il nous faut donc remonter jusqu'à ses éléments les plus primitifs, dans le plus lointain des passés.

La vie, la substance organisée étant formée de substances inorganisées, c'est donc dans celles-ci que nous devons trouver les premiers éléments fondamentaux de la sociabilité. En fait, les constructions atomiques et moléculaires nous donnent déjà des systèmes coordonnant des éléments plus individuels : noyaux, électrons, etc., dont les différents arrangements forment les divers corps simples connus. Ceux-ci, à leur tour, s'allient entre eux pour former tous les corps composés en nombre illimité. Des ébauches d'organisation se constatent dans les cristaux, mais ce sont les organismes vivants qui présentent à leur plus haut degré, non seulement la cohésion et l'harmonie de leurs éléments chimiques, mais encore une propriété nouvelle : le pouvoir de transformer et de coordonner les éléments inorganiques en substance organique. La matière vivante est donc conquérante.

Cette assimilation a pour conséquence deux faits importants : 1° elle augmente la quantité de la matière vivante au détriment de toutes substances, vivantes ou non, mais assimilables ; 2° cette matière ne se développe point en masse continue, informe et illimitée, mais par petites masses discontinues, distinctes, formant pour ainsi dire autant d'unités, de cellules, d'individus.

Ces deux faits ne sont certes point des éléments de sociabilité, car si les éléments de chaque individu s'ordonnent selon une certaine coordination, un certain équilibre, présentant les caractères de la sociabilité, les individus, entre eux, ne forment point un tout harmonieux. Au contraire, chacun d'eux lutte souvent contre les autres et les mouvements vitaux se détruisent ainsi mutuellement.

Cette activité n'est point créatrice de sociabilité. Pourtant chez les êtres inférieurs, tandis que la reproduction de la plupart d'entre eux donne des êtres isolés, quelques infusoires, tels les Flagellés et les Ciliés, res-

tent fixés ensemble sur un même pied, formant ainsi des colonies variables, se dissolvant suivant les ressources alimentaires du milieu. Nous avons là une ébauche de la sociabilité. Mais il y a mieux, au bout d'un certain nombre de divisions, si le milieu n'est pas suffisamment renouvelé, la dégénérescence des infusoires ne peut être arrêtée que par une sorte de fusionnement des animacules s'effectuant deux par deux, fusionnement confondant les deux êtres en un seul et se terminant par une nouvelle bipartition donnant naissance à deux êtres nouveaux régénérés.

Parmi ceux-ci, les verticelles présentent même un fait sexuel intéressant ; car, tandis que les autres infusoires se reproduisent sans caractères sexuels apparents, chaque quart va se fixer sur un individu normal et se conjugue totalement avec lui. Le nouvel être se détache alors et va former ailleurs une autre colonie. Nous avons ici quelques vagues essais de vie collective.

Chez les êtres pluricellulaires, les phénomènes sont beaucoup plus complexes ; les Hydraires, les Polypes, les Méduses forment des colonies variables, avec organes différenciés, tantôt fixes et tantôt libres. Quelle que soit la cause de la formation des métazoaires (que l'agglutination cellulaire soit une conséquence de la formation d'un squelette formé par les déchets de l'assimilation ; ou que ce soit par suite d'un phénomène de cohésion particulier), il est certain que l'ensemble des cellules ainsi coordonnées vit en parfaite sociabilité. La raison en est dans ce fait que toutes ces cellules filles et sœurs sont issues, par bipartitions successives, d'une seule et même cellule mère et qu'elles sont, par conséquent, animées d'un même rythme qui les met en état d'équilibre mutuel.

Quoi qu'il en soit, avec les organismes plus évolués, un troisième fait vient s'ajouter aux deux examinés plus haut ; c'est le fait sexuel, le rapprochement nécessaire des êtres plus ou moins nettement différenciés. Ce rapprochement prend un caractère beaucoup plus compliqué avec l'évolution du système nerveux (intelligence) dont le fonctionnement élémentaire consiste en une sorte de coordination entre le mouvement vital de l'animal et les divers états du milieu ; coordination créée par la persistance, dans l'animal, des influences qui l'ont avantagé ou désavantagé.

Si nous l'étudions cette coordination chez les diverses espèces animales, nous constatons que si le fait sexuel est bien le seul créateur de la sociabilité, c'est l'évolution du système nerveux qui permet seulement l'apparition de la sociabilité économique et morale. Ce fait est évident chez les insectes sociaux, tels les fourmis et les abeilles, dont les travailleurs asexués, et par conséquent non-déterminés sexuellement, pratiquent pourtant une solidarité rigoureuse entre eux.

D'autres espèces à périodes sexuelles espacées ne se dispersent point en dehors de ces périodes ; les individus restent groupés entre eux, soit que cela constitue un avantage pour attaquer ou pour se défendre, soit que la présence de plusieurs animaux de la même espèce et de mêmes mœurs forme une sorte de sécurité par leur réciproque neutralité.

Cette évolution de l'intelligence ne s'effectue point sans heurt et sans absurdité, car si la sexualité rapproche les êtres et engendre les groupements, l'imagination crée des rivalités totalement inutiles. L'abondance des femelles indique bien que les mâles ne luttent point entre eux pour satisfaire un besoin exigeant la disparition de la plupart d'entre eux, puisqu'un plus grand nombre de mâles pourrait être satisfait. Il y a là un des méfaits de l'imagination, méfaits bien plus nombreux dans l'espèce humaine plus riche d'imagination.

Les darwinistes expliquent ce fait comme une nécessité pour améliorer les espèces. Ceci est absurde. Outre qu'il est déraisonnable d'inventer une Nature voulant

l'amélioration des individus à seule fin de compliquer le jeu de massacre des espèces entre elles (ce qui est le but final), il n'est pas du tout prouvé que c'est le meilleur mâle qui est toujours le vainqueur, car il n'y a pas que la pugnacité comme valeur biologique ; et, d'autre part, cette sélection naturelle n'a point empêché la création de différences énormes entre animaux partis d'ancêtres peu différenciés, tel l'éléphant et le rat, et le meilleur des lapins est inférieur au plus mauvais lévrier.

Si nous résumons ici le comportement général des animaux, nous voyons qu'ils sont déterminés par quelques fonctions primordiales, telles que : nutrition, sensibilité, motilité et sexualité ; mais, parmi ces fonctions, la sensibilité est celle qui différencie le plus profondément les êtres entre eux. Chez les mammifères supérieurs, cette sensibilité, par le développement excessif du système nerveux, et principalement du cerveau, complique extraordinairement leur activité. Non seulement certaines réactions nécessaires à leur vie laissent des traces dans leur mémoire mais encore certaines représentations du monde extérieur, plus ou moins utiles, mais liées à ces réactions sont également conservées, créant ainsi des centres d'action extrêmement divers. On conçoit que l'infinité des faits objectifs liés (par reflexes) aux fonctions nutritives, sexuelles ou motrices, crée, subjectivement, des possibilités de réactions très variées. Certains de ces faits, ne se renouvelant jamais ou ne coïncidant pas régulièrement avec les fonctions vitales, ne se fixent point dans l'hérédité ; mais il en est d'autres, déterminant des reflexes identiques, qui parviennent à laisser des traces permanentes que nous appelons instincts. On conçoit qu'entre les reflexes étroitement liés aux fonctions organiques, utilisant une forte énergie nerveuse pour l'action immédiate et les reflexes de la connaissance pure, il y a tous les degrés possibles de l'émotivité, celle-ci étant entendue comme une libération d'énergie sous l'influence d'une excitation objective ou subjective. C'est ainsi que les reflexes en rapport avec la nutrition forment un groupe de reflexes liés à d'autres groupes également très nombreux concernant d'innombrables faits simultanés ou successifs, s'enchaînant dans l'espace ou dans le temps : faim, confection d'armes ou d'outillage, chasse, attente, poursuite, fuite, fatigue, etc. Chacun de ces états est plus ou moins déterminé violemment par les circonstances, libérant ainsi des quantités variables d'influx nerveux (émotions) lequel, se dispersant dans les groupes de reflexes, crée, selon l'écoulement normal ou anormal du dit influx, son abondance, son épuisement, son inutilisation ou sa surabondance, ces états d'âme appelés : joie, déception, colère, espoir, amitié, dégoût, haine, etc. La réussite de soi ou des autres dans la lutte détermine d'autres états affectifs : envie, admiration, orgueil, vanité, etc. De même la sexualité détermine l'amour, la bonté, la générosité, l'amitié aussi bien que la jalousie ou la haine. L'attachement aux choses et aux êtres est un état émotionnel créé par la simultanéité d'excitation favorable à notre activité (images avantageuses, reflexes conditionnels).

Comme notre émotivité est liée à notre potentiel d'influx nerveux ; comme celui-ci paraît être sous la dépendance de certaines glandes, nous voyons que la locution : être de bonne ou de mauvaise humeur est assez exacte. L'activité glandulaire détermine donc notre état humoral, autrement dit notre caractère.

Si la complexité du système nerveux rend difficile l'établissement de lois biologiques concernant le développement des sociétés humaines et particulièrement de la sociabilité, les faits examinés antérieurement nous permettent pourtant de préciser ceci : 1° La vie étant conquérante, tout être vivant est un danger pour les autres ; 2° La sexualité rapproche les individus ;

3° L'évolution psychique aggrave ou adoucit les deux faits précédents.

Ceci est évident ; l'homme civilisé qui tue une femme et son amant par jalousie sexuelle est plus maléfisant que le bouc qui se contente d'assommer son rival. Le lion qui mange une gazelle est moins dangereux que le financier qui exploite et tue, par l'usure et la guerre, des millions d'hommes.

Nous avons vu que deux autres faits favorisent la vie sociale : l'identité des rythmes vitaux, la réunion d'êtres semblables. Ce dernier fait est essentiellement dépendant des ressources du milieu et de la coordination bonne ou mauvaise des individus. Il y a une limite de groupement au dessous de laquelle l'homme trop isolé ne peut plus lutter avantageusement contre la nature ; mais il y a également une limite au delà de laquelle l'organisation devient déficiente par difficulté de coordination, excès de population.

L'identité des rythmes est produit par l'éducation utilisant la faculté d'imitation de l'homme. Elle conserve et amplifie les acquisitions des générations successives et forme un tout complexe : la tradition, s'opposant ou favorisant plus ou moins les instincts et les sentiments des individus.

Nous avons donc à considérer si la sociabilité est un fait naturel, instinctif, plus ou moins contrarié par l'éducation et la tradition, ou si, au contraire, la sociabilité est un fait acquis, créé par l'éducation, luttant contre l'instinct et l'hérédité. En réalité, la sociabilité est un de ces états affectifs complexes que nous avons étudiés précédemment ; elle est formée par l'instinct sexuel, des sentiments altruistes et généreux, le tout favorisé ou refoulé par l'éducation.

Nous nous trouvons donc en présence de deux sortes d'éléments déterminants : les éléments sociaux ou traditionnels ; les éléments individuels et héréditaires. Les premiers sont conservateurs, stables, coordonnateurs, mais absolument artificiels. Leur rôle essentiel est de créer une sorte d'unité disciplinant les variations héréditaires ; ainsi agissent les opinions, les croyances, les morales, le savoir, les mœurs et tout l'acquis matériel et psychique que l'individu trouve en naissant dans le milieu humain. Il est compréhensible que la tradition a d'autant plus de chance de durer et de s'enrichir qu'elle favorise davantage les instincts et les sentiments les plus vivaces et les plus vigoureux existant chez tous les participants du groupe. Formée d'ailleurs par l'imagination, sous la nécessité impérieuse des instincts et des sentiments, elle suit une évolution parallèle à l'évolution intellectuelle et morale du groupement, mais cet acquis n'étant qu'une connaissance imitative ne se transmet point héréditairement et disparaît avec la dispersion du groupement.

Il n'en est pas de même avec les éléments individuels héréditaires. Ceux-ci, bien que plus variés, plus divergents et s'opposant quelque peu à l'unité de rythme nécessaire à toute sociabilité collective, ont tout de même une base indestructible dans la physiologie même de l'individu, un acquis héréditaire persistant, quelle que soit l'importance, la prospérité ou la dispersion du groupement.

De grands empires se sont écroulés, entraînant la disparition totale de leurs civilisations et de leurs traditions, ne laissant que des ruines et des graphismes indéchiffrables, mais, au cœur des survivants épars, les mêmes instincts et les mêmes sentiments se sont perpétués, poussant l'individu vers son semblable pour la reproduction, la faim, l'entraide ou la lutte.

Ceci nous explique pourquoi l'homme actuel recherche la compagnie de l'homme, bien que cette compagnie ne lui soit pas toujours favorable. Il y est déterminé par ses instincts sociaux plus puissants que ses instincts anti-sociaux.

Nous pouvons conclure ainsi :

1° L'instinct de conquête est la conséquence de la vie et n'est jamais vaincu. Il peut dresser l'homme contre l'homme, ou l'homme contre la nature, mais ne peut cesser d'être ;

2° La sociabilité est un instinct héréditaire secondaire, à base sexuelle, s'opposant à l'instinct de conquête primordial ;

3° Elle crée les groupements humains, les sentiments sociaux et la tradition ;

4° Les groupements humains obéissent à des lois d'équilibre économique, des lois de coordination et des lois d'imitation ;

5° Les lois d'équilibre économique nous font connaître le rapport entre la production et la consommation ; entre la population et les ressources alimentaires ;

6° Les lois de coordination nous indiquent les avantages des rythmes unificateurs et les difficultés croissantes d'organisation des groupements étendus, les nécessités d'harmonisation des individus sous peine de chaos et de désagrégation ;

7° L'imitation est bienfaisante ou dangereuse suivant que les mœurs imitées sont avantageuses ou maléfisantes pour les groupements. Elle explique l'existence des fonctionnements sociaux, sexuels ou moraux les plus différents, les plus opposés et les plus dissemblables par le seul fait que l'imagination humaine est illimitée et que, seules, les impossibilités biologiques lui servent de frein ;

8° Selon que ces lois bio-sociologiques sont plus ou moins contrariées ou favorisées par la tradition, l'instinct de sociabilité ou de conquête est également plus ou moins entravé ou développé. La surpopulation, une mauvaise coordination, des mœurs belliqueuses peuvent intensifier l'instinct de conquête. L'aisance, une bonne organisation, une morale équitable peuvent, au contraire, favoriser l'instinct de sociabilité ;

9° Toute sociologie véritable doit tendre, par conséquent, à développer l'instinct de sociabilité par la réalisation rationnelle des lois bio-sociologiques favorisant la vie de tous les individus ;

10° L'évolution des sociétés humaines ne s'effectue pas fatalement vers l'ordre et l'harmonie, pas plus d'ailleurs que vers le désordre et la dissolution. Rien n'est écrit d'avance. Si l'instinct de sociabilité détermine une sage utilisation des lois bio-sociologiques, l'imitation assurera le triomphe des coordinations équitables. Si l'instinct de conquête l'emporte, ces lois seront méconnues, l'imitation en aggravera les conséquences et le déséquilibre social se perpétuera indéfiniment dans la souffrance et le chaos. — IXICBC.

SOCIALISATION n. f. Action de *socialiser*, de mettre en société. (Peu usité). — Extension, par lois ou décrets, d'avantages particuliers à la société entière. « Résultat de cette action »...

Voilà, sur le mot *Socialisation* tout ce que dit le *Dictionnaire Larousse*. Il faut nous reporter dans cet ouvrage au mot *socialiser*, qui n'en dit guère davantage :

« *Socialiser*, v. a. Rendre social, réunir en société. — Placer sous le régime de l'association : *socialiser la propriété*. — Se *socialiser*, v. pr. Devenir sociable ».

Par contre, le *Dictionnaire Larousse* s'étend assez sur le mot *Socialisme* qu'il définit ainsi :

« Toute conception qui, en opposition avec la doctrine individualiste, voit dans la socialisation immédiate ou progressive, volontaire ou forcée, la condition *sine qua non* de tout progrès. — *Socialisme d'Etat*, V. *Etatisme* ; *Socialisme chrétien* ; *Socialisme agraire* ; *Socia-*

isme de la chaire. V. la partie encycl. *Socialisme collectiviste*. V. *Collectivisme* :

« *Encycl.* Pour les socialistes, ce qui constitue un progrès, ce n'est proprement ni une richesse ni une invention, ni une maxime, mais l'utilisation sociale qui est faite de ces choses ou, en d'autres termes, l'incorporation à la communauté des avantages qu'elles représentent.

« En France, de 1750 à 1789, le socialisme s'élaborait par les théories de la parcelle ; il se manifeste après la Révolution par la doctrine de Babeuf et la « conspiration » des Égaux ; il se retrouve au fond des doctrines de Saint-Simon (sans communisme, mais avec de l'étatisme, et de Fourier (sans étatisme et, avec lui, appel à la coopération et aux syndicats). Puis il se fortifie, de 1830 à 1848, dans les sociétés secrètes et avec l'appui de Louis Blanc, Pécqueur, Cabet et Proudhon ; il se formule avec Karl Marx et le *Manifeste des communistes*, inspire l'Internationale ; enfin, il devient, à partir de 1870, l'objet des plus vives discussions au sein même du parti socialiste... etc., etc... ».

En ce qui concerne le socialisme collectiviste, ces mêmes lignes, tirées de la même source, à titre documentaire : « Le socialisme collectiviste a été fréquemment en opposition avec le *mutuellisme* proudhonien, dont participent les syndicats et les entreprises coopératives. Cependant, les Bourses du Travail, qui caractérisent l'organisation ouvrière en France — comme les trade-unions en Angleterre et les coopératives en Belgique, comme la Confédération du Travail aux États-Unis — ont été considérés, après bien des conflits entre socialistes purs et syndiqués, comme pouvant devenir d'excellents moyens d'organisation socialiste et même de *lutte de classes* ; toutefois le mouvement syndicaliste et le mouvement socialiste sont loin de pouvoir être confondus. — (*Dict. Larousse*). (Voir et comparer avec ce que publie sur ces mots notre *Encyclopédie Anarchiste*).

Il semble indispensable de reproduire ici encore presque tout l'exposé du *Dictionnaire Larousse* sur la question qui détermine d'elle-même la théorie de la *Socialisation*, car il est nécessaire de savoir d'abord comment les socialistes et tous nos adversaires bourgeois la conçoivent ou la comprennent.

D'après le *Dictionnaire Larousse*, le Communisme (mis au passé) était une « théorie sociale qui se proposait d'assurer le bonheur du genre humain par l'égalité répartition des biens et des maux » : Et dans son *Encyclopédie*, le *Larousse* donne encore sur le mot communisme la définition que voici : « Tandis que le communisme moderne poursuit la transformation de toute propriété privée en propriété sociale, comme corollaire du collectivisme (voir ce mot), lequel vise la socialisation des moyens de production, de circulation, d'échange et de crédit, le communisme ancien voulait étendre ce principe aux objets, même de consommation (vêtements, meubles, aliments, etc.). Ainsi, du premier pas, apparaît son caractère utopique. Aussi bien ne compte-t-il plus que de rares adhérents, et il ne saurait avoir désormais qu'un intérêt historique, purement rétrospectif.

« Quant à sa doctrine, la *République* de Platon dans l'antiquité, l'*Utopie* de Thomas Morus à l'aurore des temps modernes, la résument tout entière. Mais la première commence par proclamer la nécessité de l'esclavage, admis déjà et maintenu par Lycurgue comme base de sa république aristocratique et l'autre y conduit fatalement. En conséquence, toujours dans ses applications comme dans sa théorie, le communisme se heurte à des contradictions irréductibles, inhérentes tant à la nature des choses qu'à celle de l'humanité ». etc., etc... ».

Suivent des appréciations sur différentes expériences de communisme.

Le *Dictionnaire Larousse* s'étend sur le mot *collectivisme*, comme il s'étend sur le mot *Socialisme* : « Système philosophique et politique, qui voit la solution de la question sociale dans la mise en commun, aux mains et au profit de la collectivité, de tous les moyens de production : On peut dire que le collectivisme est le socialisme extrême (G. Platon). — Plusieurs disent aussi COMMUNISME (voir ce mot et SOCIALISME (*Dict. Larousse*)).

— « *Encycl. Politique et Philos.* Ce qui, pour les adeptes du collectivisme, caractérise la période capitaliste, c'est la concentration de plus en plus grande des moyens de production en un nombre de mains de plus en plus réduit. Le jour, donc, disent-ils, où, parallèlement à la concentration industrielle, commerciale et financière, actuellement sur le point d'être un fait accompli, se serait reconstituée la féodalité terrienne abolie par la Révolution, ce serait pour les spoliés, le retour au servage et même à l'esclavage antique. Cependant, le remède n'est pas, comme le voudraient plusieurs, dans l'intervention de l'État pour mettre ces moyens, fragmentés à l'infini, à la disposition des travailleurs. C'est un axiome d'économie politique qu'en produisant peu on produit mal et chèrement, que plus les opérations se font en grand, plus il y a de valeur dans les objets d'utilité, et moins ils coûtent ». (A. Franck). Dès lors, en pleine période de production coopérative, avec tendance vers une centralisation toujours croissante des facteurs, vouloir ramener l'industrie moderne à la production isolée, serait faire un pur anachronisme. Et tel est, pourtant, le dilemme en présence duquel on se trouve : soit, pour sauver la liberté, maintenir ou préparer par des lois spéciales le morcellement de la propriété, et cela au profit de quelques citoyens peut-être, mais sûrement au préjudice de la nation, mise ainsi en état d'infériorité vis-à-vis des puissances rivales ; soit laisser s'accomplir la concentration en cours, et par là acheminer les masses à un asservissement définitif.

« Dans ces conditions, disent, après Karl Marx, les collectivistes, il n'y a qu'une manière de concilier tous les intérêts : c'est, en conservant à la propriété le caractère désormais collectif qu'elle a d'elle-même revêtu, d'étendre à tous les citoyens, à mesure des possibilités toutefois, et en les proclamant tous co-propriétaires par indivis, les avantages que comporte cet état de choses. Cela, d'ailleurs, à l'instar soit des services publics déjà organisés, soit des sociétés par actions où, de nos jours, chaque participant tire d'une propriété collective les bienfaits de la propriété individuelle. Et là seulement, suivant la doctrine qui nous occupe, est la solution à l'irréductible antinomie que de tout temps on a voulu voir entre l'individu et la société. Deux faits antagonistes dominent la politique humaine et la résument tout entière : les exigences sociales et les besoins individuels. Si donc, ces deux faits sont par leur opposition, la source de tous les bouleversements, il est clair que, de leur harmonie résulterait la pacification désirée. Mais là-aussi, par cela même qu'il est une synthèse, est la raison du double reproche — ses partisans disent « l'éloge » — adressé au collectivisme, tantôt de n'être, philosophiquement, que la forme extrême de l'individualisme, tantôt de sacrifier l'individu à la collectivité.

« Toutefois, si rigide paraissait-il, le principe ne laisse pas que d'admettre quelques exceptions. C'est ainsi qu'échappe à la socialisation collective la propriété véritablement individuelle, c'est-à-dire celle qui, mise en valeur directement par son détenteur, ne saurait mériter le nom de « capital », la caractéristique de celui-ci, dans la conception marxiste, étant l'exploitation

du travail des autres. Lui échappent également les objets dit de « consommation » (aliments, meubles, vêtements, etc.), sur lesquels, dans la mesure où ils sont indispensables à son existence et dans celle surtout où il a rempli le devoir social, tout être humain a un droit imprescriptible, y compris la faculté de les transmettre par héritage. Seule l'appropriation privée des instruments de production (mines, domaines agricoles, usines, etc.) constitue un péril pour la liberté, le citoyen qui en est dépourvu dépendant forcément de celui qui les possède ; seule, par conséquent, elle doit être proscrite.

« Quant aux voies et moyens préconisés par les collectivistes, ils découlent spontanément, toujours selon eux, de la nature des choses. D'abord, le capital, cosmopolite par son essence même, ayant, grâce à son élasticité, à sa fluidité extrême, fait de la question sociale une question désormais « mondiale », c'est sur le terrain par lui-même choisi qu'il importe de le suivre, si l'on veut le combattre avec efficacité. Autrement, à chaque tentative faite dans un pays donné, par les déshérités pour obtenir plus de justice, il suffirait à ses détenteurs de lui faire passer la frontière pour rendre illusoire toute sanction véritable. D'où nécessité d'une entente internationale des travailleurs... etc. »

« Enfin, la conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote... ou autrement et la révolution, même violente, est la phase terminale de l'évolution. Elle est inévitable ».

Voilà, en quelques mots, tout le système collectiviste selon les socialistes, tels qu'ils sont compris par le *Dict. Larousse*.

Tout d'abord, émettons de façon simple et claire, que nous concevons une nouvelle organisation sociale dans le sens absolu de notre idéal libertaire, c'est-à-dire sans contrainte des uns sur les autres, sans dictature aucune et, s'il est possible, sans aucune violence, tout au moins, sans autre violence que celle de la défensive populaire s'opposant naturellement à la violence réactionnaire.

Nous ne nous dissimulons point que la réalisation de nos idées sociales ne peut s'obtenir autrement qu'à la faveur d'un mouvement révolutionnaire. Celui-ci n'est peut-être plus bien loin de s'accomplir. Un vent de mécontentement général souffle sur le vieux système social de l'exploitation de l'homme. Des circonstances économiques toutes particulières nous font percevoir comme une oscillation des choses. On parle de paix et tout le monde croit à la guerre très proche. Cette horreur est sujet de crainte bien justifiée pour beaucoup et sujet d'espoir malsain pour quelques-uns. Qui vivra verra. Mais, en tout état de cause, la Révolution est inévitable. Il importe pour nous qu'elle éclate, cette Révolution, mais nous la voulons sociale et non politique, afin qu'ainsi elle nous épargne la guerre.

A tout prendre, si le sang doit couler encore, il coulera toujours moins dans l'effort immense d'un grand renouvellement du monde, par la formidable révolte des peuples pour une heureuse transformation sociale, que par le choc stupide et criminel des nations s'ingéniant à s'anéantir mutuellement au nom d'immondes entités, au profit d'infâmes intérêts de castes et de classes.

Donc, à l'heure actuelle, bien des gens de divers tempéraments, de diverses origines et de situations sociales opposées songent à la Révolution possible. Les uns l'attendent avec espoir, les autres la redoutent. Tous ont, dans chaque pays, de sérieuses raisons pour cela. En tout cas, que ce soit la guerre qui nous menace ou que ce soit la Révolution, la situation est grave. D'ailleurs, c'est peut-être l'une et l'autre qui s'approchent et c'est sans doute de l'énergie, de la conscience des

peuples qu'il dépendra que la Révolution éclate d'abord et fasse avorter la guerre, pour le triomphe du Progrès et de l'Humanité... Tout dépend de la mentalité populaire.

Le grand souci, le seul raisonnable, pour un révolutionnaire n'est-il pas d'être prêt à toute éventualité et de savoir ce qu'il veut ?

Les anarchistes, les libertaires, les syndicalistes sont d'ores et déjà fixés. S'inspirant du plus horrifiant et du plus récent passé que fut l'expérience de 1914-1918, ils sauront s'efforcer de montrer au Peuple le chemin qui n'est pas celui où les voudront mener encore, par d'ignobles mensonges, leurs seuls ennemis : les politiques, les gouvernants, les exploités, les profiteurs, les criminels, les bandits et tous les prostitués de la Presse, de l'Armée, du Clergé, de la Bourgeoisie au service du Capitalisme. La première besogne révolutionnaire sera de triompher rapidement, par tous les moyens, des forces d'oppression de l'Etat et de l'Etat lui-même. Bien vouloir une Révolution, c'est déjà la faire. On l'a bien vu ailleurs. Il est donc possible, avec du courage, de l'énergie, de la conviction, du sang-froid et de la volonté, de barrer la route à la guerre par la Révolution. C'est la phase d'action la plus urgente, peut-être la plus dangereuse, on le sait ; mais ce n'est pas la plus longue.

Le moment critique est celui où l'on bouleverse tout un monde déséquilibré dans sa base pour lui substituer, avec intelligence et sûreté, un système social nouveau. Nous avons le nôtre... Inutile de l'exposer une fois de plus. Essayons plutôt de le réaliser ici de façon théorique, nous réservant de l'appliquer avec toute la foi qui nous anime et l'enthousiasme dont nous sommes capables dans nos efforts d'apostolat et de réalisation, en nous adaptant aux circonstances qui favoriseront notre but.

Nous savons bien pourquoi tout va mal. Nous savons bien pourquoi cela dure depuis si longtemps et comment cela peut finir. Ne serions-nous pas coupables, envers nous-mêmes d'abord, et envers tout le Proletariat qui gémit, si nous néglignons de nous associer à tout effort individuel et collectif susceptible de déclencher la Révolution et de l'orienter vers l'idéal le plus humain, le plus généreux, réalisant pour tous la vraie justice, la vraie concorde, la réelle égalité par l'entente définitive des humains pour instaurer leur bonheur et leur liberté, par l'anéantissement de toute exploitation, de toute tyrannie, de toute autorité ?

Nous ne croyons pas à l'émancipation des Peuples par la Dictature, fut-elle celle du peuple lui-même. Nous voulons l'affranchissement par la Liberté.

Les groupements prolétariens, s'ils ont su prendre la place qui leur revient dans le mouvement révolutionnaire et surtout dans la Révolution sociale que je suppose accomplie, ne devront pas se faire la moindre illusion sur le nombre et l'ampleur des difficultés qui surgiront alors. La tâche sera rude et longue. La dépense d'énergie, de ténacité, de bon sens devant toutes les circonstances qui se présenteront sera énorme. Et les responsabilités à assumer seront évidemment redoutables pour les groupes et pour les individus. Certes, militants, animateurs, conseillers et hommes d'action surgiront avec la même cadence que se succéderont les difficultés. Les succès ou les échecs susciteront la vaillance et le dévouement pour la cause en jeu.

Ce sont les événements qui font éclore les actes d'héroïsme et se multiplier les prouesses. Une Révolution n'est faite que de cela en sa période la plus active. Il n'y a plus place alors pour les timides. L'atmosphère révolutionnaire devient alors irrespirable aux théoriciens défaillants, aux bavards sans conviction, aux

orateurs vaniteux, aux bourreurs de crânes, aux conseillers équivoques, aux vantards, aux esbrouffeurs, aux critiques pédants, aux pions donneurs de leçons, aux intellectuels manqués, aux savantasses qui s'évanouissent d'eux-mêmes quand l'heure est à l'action. En revanche, des braves, des modestes viendront les initiatives hardies ; les actes de courage, individuels ou collectifs, donneront un élan, une allure, un entrain qui ne seront pas la conséquence d'une folle témérité ou d'un optimisme exagéré, mais simplement d'une mâle assurance devant le danger, d'une confiance sereine dans le succès, d'un sang-froid émanant d'une force intelligemment conduite. Les beaux gestes feront émulation. Ils ne dispenseront pas du soin méticuleux à préparer leur réussite, à calculer leurs chances favorables, leurs effets salutaires. Au contraire, ils seront le fruit de l'étude calme et consciente qui font les décisions sûres et promptes pour chaque entreprise grave dont les risques auront été envisagés et prévus. Les Révolutions précédentes étant, pour les révolutionnaires sincères, un fécond enseignement, ils puiseront dans les plus récentes pour éviter les fautes et les pièges. Ils sauront alors ce qu'il faut juger néfaste à une révolution qui ne doit aboutir ni à un nouvel Etat ni à une autre dictature. Il faudra bien prouver qu'on peut se passer de la dictature prolétarienne pour garantir l'existence du mécanisme utile à l'activité productrice, aux échanges et à la répartition de toutes les consommations pour tous les consommateurs. Ce n'est ni pour l'Etat ni par l'Etat que devra se faire la Révolution.

Sans application de dictature, le Proletariat s'appuiera sur la conscience collective des masses pour la bonne administration des choses et, certainement, d'instinct, les majorités mettront à la place voulue les individus de capacité reconnue qui assumeront, sans autorité, sans intérêt, par dévouement et compétence, les responsabilités durables ou éphémères aux postes où les placeront la confiance et le jugement des majorités, que ce soit pour la production, l'administration, la répartition, l'organisation. Il n'y aura plus de distinction de fortune ni de privilèges, mais seulement des capacités reconnues, des dévouements, des compétences sollicitées de s'exercer dans l'intérêt général. Le travail indispensable s'accomplira en toute satisfaction par le besoin généreux de se rendre utile à tous et à chacun.

Ainsi s'exercera la Solidarité !

Trop heureux seront ceux qui le pourront, de se rendre auxiliaires précieux de l'émancipation du Peuple, non par orgueil ou vanité, mais par conscience révolutionnaire, par devoir de camaraderie, par dignité humaine. Ainsi, les fonctionnaires feront peut-être le même travail, mais ce sera par zèle intelligent, par bonheur de contribuer à la bonne marche administrative des rouages indispensables à la vitalité de la société ou du groupe.

Le personnel sachant avant la Révolution manier les rouages de l'Etat bourgeois, sauront également s'appliquer, et de meilleur cœur, à perfectionner le maniement de la société prolétarienne, c'est-à-dire, selon les forces et les besoins de chacun des membres, mis à contribution selon l'âge, la santé, la vigueur, les aptitudes physiques, intellectuelles et morales. C'est dire que le travail, devenu obligatoire par nécessité, s'accomplira sans récompense ni sanction, mais par raison et par plaisir.

Les enfants et les mères, les incapables, les faibles, les malades, les vieillards n'auront aucune difficulté à être reconnus parmi ceux que la société nouvelle se fera gloire et devoir de soigner, de choyer, d'entretenir. Les premiers et les seuls, ils jouiront du repos absolu, des loisirs qu'en toute justice, en toute frater-

nité leur octroiera la collectivité renouvelée par une salubre et intelligente socialisation.

Imaginons, maintenant, la contre-révolution réduite à l'impuissance, puis, subjuguée, gagnée à la cause révolutionnaire, par la propagande des événements révolutionnaires eux-mêmes ; la contre-révolution jugeant et comparant, se rendant d'elle-même à l'évidence et renonçant alors à tout ce qui fut le Passé. Devant la nouveauté splendide des faits accomplis, devant la générosité des rapports sociaux et devant la perfection relative de l'administration des choses sous le régime triomphant du Bien-Etre et de la Liberté institué pour tous, rien de plus naturel que la transformation des idées les plus adverses à la Révolution. Cela se produisit à chaque époque de transformation, au lendemain de chaque secousse révolutionnaire et dans tous les pays.

Il est tout à fait compréhensible qu'il y ait à mesure des transformations sociales tant désirées du Peuple, des transformations d'idées, des changements de mentalité, susceptibles d'affermir la Révolution.

Il ne restera plus au régime révolutionnaire qu'à assurer la continuité de la production et à ne pas manquer de satisfaire un seul instant aux besoins de la consommation. C'est dès le début que se jouera le sort de la Révolution. Lorsqu'elle aura fait la preuve de sa puissance indiscutable dans le domaine économique (et par cela même matériel et sentimental), c'est-à-dire dans l'organisation parfaite de la production et de l'échange, de la répartition et de la consommation, tout le reste s'organisera comme par enchantement ; car la masse, heureuse et satisfaite, n'aspire plus qu'à consolider son bonheur et assurer son avenir.

C'est d'ailleurs, ce qu'il faudra de toute urgence, car, inexorable, se posera pour la Révolution et pour les révolutionnaires, le dilemme : « Vivre ou mourir ! »

La socialisation, certes, est tâche complexe, ardue, délicate. Pour l'accomplir, en accord avec notre idéal libertaire et nos conceptions du communisme, en tenant compte des théories sociales émises, des expériences faites, il faut savoir réfléchir pour savoir agir.

La Révolution, aujourd'hui comme hier et demain, n'a pas varié dans son but comme elle a pu varier et comme elle pourra varier encore dans ses moyens. Elle se propose toujours comme but : l'affranchissement du prolétariat par la socialisation des moyens de production et d'échange. C'est lorsque sera accomplie réellement cette socialisation intégrale que sera atteint le but de la Révolution. Il ne s'agit pas pour le prolétariat de se rendre maître de la puissance publique après avoir brisé, par la force, les résistances de la bourgeoisie ; il s'agit d'anéantir cette puissance publique et de rendre à jamais impossible le retour au régime actuel de propriété en supprimant la propriété ; de rendre pour toujours impossible le régime d'exploitation de l'homme par l'homme en faisant prendre, en une révolution immédiate, l'usine et la machine par l'ouvrier, et la terre par le paysan qui la cultive. Cela doit se réaliser d'abord et parallèlement — avant même d'en arriver aussitôt à la socialisation des Entreprises et Monopoles.

Tout ce qui est entre les mains de l'Etat ou entre les mains de particuliers sous forme de compagnies, associations, sociétés, et toutes combinaisons d'exploitation capitaliste, formant actuellement les véritables associations de malfaiteurs encouragées, subventionnées, secourues, protégées, tolérées par l'Etat, doivent être prises par les travailleurs et pour les travailleurs, selon leur utilité et surtout leur indispensabilité à l'intérêt général de la société nouvelle issue de la Révolution.

Telle est la première étape de socialisation. Et, pour cela, ne pas perdre un temps précieux à faire une

politique révolutionnaire, consistant à nommer des comités, sous-comités, commissions, sous-commissions, caricatures de Parlement, de ministères et autres groupes d'atermolements qui ne valent pas le moindre groupe d'action sachant prendre possession partout de ce qui appartient au Peuple, c'est-à-dire tout simplement au travailleur pour travailler, au producteur pour produire. L'usine et son machinisme, l'atelier et son outillage remis à qui de droit au nom de la collectivité, la voilà vraiment la socialisation que nous voulons opérer en gros et en détail, comme dit la chanson :

*Ouvrier, prends la machine ;
Prends la terre, paysan !*

Dans son discours inaugural du parti communiste allemand, en décembre 1918, Rosa Luxembourg rappelait les mesures immédiates que préconisait, soixante-dix ans plus tôt, le *Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels : 1° Expropriation de la propriété foncière ; 2° Impôt fortement progressif ; 3° Abolition de l'héritage ; 4° Confiscation de la propriété des émigrés et des rebelles ; 5° Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat ; 6° Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport ; 7° Multiplication des manufactures nationales ; 8° Travail obligatoire ; 9° Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne ; 10° Education publique et gratuite, etc... Tout cela changeait l'Etat, le fortifiait.

Mais, dès 1872, Marx et Engels reconnaissaient que cette nomenclature avait vieilli et le faisaient remarquer dans la première préface du *Manifeste*. L'Etat dont il est question dans le *Manifeste* ne pouvait être, dans l'idée des auteurs, que l'Etat prolétarien. Mais il faut tenir compte qu'à cette époque, l'industrialisme n'était pas ce qu'il devint et Rosa Luxembourg avait raison de dire que, depuis 1848, le capitalisme avait pris un développement nouveau.

D'après Grinko, dans son travail : *Le Plan quinquennal* (Paris, 1930), nous pouvons prendre les pivots sur lesquels repose l'économie soviétique : « 1° La dictature du prolétariat ; 2° La nationalisation du sol et du sous-sol, des usines, des voies ferrées, des banques, etc. ; 3° Le monopole du commerce extérieur ; 4° La limitation et l'éviction des éléments capitalistes des campagnes ».

Dans un livre récent de Paul-Louis : *la Révolution Sociale*, pp. 231-232, nous lisons :

« L'idée de la socialisation étant à la base de la Révolution, il suffit de rechercher comment on la réalisera, et il nous paraît superflu de la justifier en insistant sur la fécondité de ses conséquences et sur le bouleversement des rapports sociaux qu'elle implique.

« La socialisation s'appliquera d'abord à la grande industrie. Pourquoi ? Parce que celle-ci, d'un côté, se prêterait mieux à l'opération et, ensuite, parce qu'en tenant les industries-clés, l'Etat prolétarien dominera toutes les autres.

« Dans les sociétés pourvues de moyens puissants de production, toute une série d'entreprises, par la concentration, même qu'elles réalisent, attendent leur confiscation. Rien de plus facile que de faire passer sous la tutelle du pouvoir central les chemins de fer, les hauts fourneaux, les fabriques de produits chimiques, les mines, les services de navigation, etc., et, sous celle du pouvoir municipal, les industries du gaz, de l'électricité, des transports en commun. Il suffira de substituer aux actionnaires et aux conseils d'administration les représentants de l'office d'Etat ou de l'office municipal. »

« C'est aussi l'avis d'Otto Bauer, qui a été, en Autri-

che, secrétaire d'Etat au lendemain de la Révolution, puis président du comité de socialisation de l'Assemblée nationale. Il indique, dans sa *Marche au socialisme* (1919) qu'on doit socialiser tout de suite les industries maîtresses, tandis que les industries secondaires ou qui s'exercent sur une surface déterminée seront affectées aux départements et aux communes. Celles qui ne seront pas socialisées immédiatement subiront le même sort par la suite et l'on verra à créer des unions industrielles afin de faciliter la transition. Otto Bauer était, en cela, d'accord avec Kautsky, qui a donné les mêmes définitions et établi la même nomenclature.

« Mais il est évident que telle industrie, qui paraîtra moyenne dans un pays, sera grande aux yeux d'un autre. Varga, tout en insistant sur ce point qu'il faut cheminer le plus vite possible, pour briser le pouvoir économique de la bourgeoisie, rappelle qu'en Russie on a socialisé d'abord les entreprises de plus de 70 ouvriers et en Hongrie celles de plus de 20 ouvriers. Ce qui s'explique par l'importance des établissements qui fonctionnaient dans l'Etat russe en 1919. Il est entendu qu'en cas de révolution, on socialiserait, dans les Balkans, des usines qu'on considérerait insignifiantes aux Etats-Unis. Plus une industrie sera importante et plus il sera facile de la socialiser, car sa gestion dépendra, non de ceux qui la possèdent, mais de tout un personnel technique qui, en se ralliant à la révolution, lui apportera les moyens d'administrer. Quant aux ouvriers, aucune résistance ne sera à redouter de leur part, en admettant même qu'ils n'aient pas pris, le premier jour, fait et cause pour la révolution. Il n'est pas un pays au monde où ils aient protesté contre le passage de la direction privée à la direction d'Etat, alors même que cet Etat était d'essence bourgeoise et, par suite, leur offrait le maximum de garanties.

« Mais la socialisation ne devra pas avoir pour effet de transférer une industrie aux mains d'une corporation ouvrière en pleine propriété. L'industrie, quelle qu'en soit la matière, devra revenir à la collectivité des travailleurs. Autrement, on pourrait voir telle ou telle corporation s'arroger des privilèges, dominer la communauté salariée et prélever sur elle des dîmes inacceptables. Il ne s'agit pas de faire don des mines aux mineurs, des chemins de fer aux cheminots, des hauts-fourneaux aux métallurgistes. Nous verrons quel rôle énorme la société nouvelle réservera aux syndicats, et dans la phase d'organisation et dans le fonctionnement normal de son activité, mais elle n'abandonnera pas une parcelle de ses droits. C'est sous son contrôle et au profit de tous que les syndicats géreront les parties du domaine socialisé qui leur seront confiées. »

« Devra-t-on ou non verser une indemnité aux personnes que la socialisation dépossèdera ? » demande l'auteur de *Révolution Sociale*.

Paul Louis ne s'étonnera point que la question ne se pose pas pour nous, car nous croyons que le volé ne devient pas le débiteur de son voleur quand il reprend ce qui est à lui. Elle ne se pose surtout pas à nous, qui n'entrevoions nullement une socialisation se bornant à substituer aux exploités capitalistes l'Etat-Patron, maintenant le salariat et certains privilèges, parmi lesquels l'indemnisation des dépossédés prétendues victimes de la socialisation.

Cela suffit à démontrer l'abîme qui sépare le système de la socialisation des socialistes de celui des communistes libertaires ; ceux-ci estimeront très justement ne rien devoir à d'anciens accapareurs du bien de tous si ce n'est de les loger, de les vêtir, de les nourrir décentement, selon leurs besoins, comme tout individu de la collectivité.

Les socialistes qui ne veulent être révolutionnaires qu'à demi s'embarrassent ainsi dans bien des complications et, par des demi-mesures, arrivent à socialiser

sans socialiser tout en socialisant et, considérant les possédants dépossédés comme victimes de la socialisation, ils arriveront à rétablir partiellement la propriété, les privilèges, etc...

Pour la socialisation du sol, la question sera encore plus ardue si l'on fait entrer la propriété dans la question de socialisation. Que le paysan se loge dans le village ou sur la terre qu'il cultive, libre à lui. Le principal est que la terre soit cultivée et qu'elle ne le soit pas pour un, mais pour tous ; ni par un, mais par tous. C'est, là, affaire d'administration communale.

L'accord, l'entente entre travailleurs de la terre fera tout ce qui met en harmonie l'intérêt et le bien-être de chacun avec l'intérêt et le bien-être de tous. Cela est affaire de compréhension de la situation, ainsi que de bonne volonté et de conscience droite. Les libertaires auront leur mot à dire.

En terminant le chapitre « SOCIALISATION » de son livre *Révolution Sociale*, Paul Louis écrit :

« Lorsque la socialisation sera achevée, lorsque l'action individuelle sera, à tous les degrés, subordonnée à l'action collective et qu'aucune parcelle de la société ne pourra plus se dresser, par ses convoitises ou son ascendant contre les autres, la révolution sociale sera réelle et totale. Son œuvre économique, qui commandera toutes les autres en les alimentant, apparaîtra complète. Le monde prolétarien aura remplacé le monde bourgeois, comme celui-ci aura remplacé le monde féodal, mais à la différence de ceux-ci, il aura anéanti la lutte des classes en abolissant l'exploitation des hommes par les hommes. »

Cela paraît très bien, au point de vue socialiste de l'auteur, Paul Louis, dont nous ne suspectons pas la sincérité, mais nous ne croyons pas que la Révolution sociale, réalisant ainsi la socialisation, aboutisse à cette heureuse conclusion de son chapitre sur la question qui nous occupe.

Il nous est donc nécessaire d'ajouter à cela comment nous concevons la socialisation libertaire, puisque nous savons comment les socialistes conçoivent la leur, aboutissant à la dictature prolétarienne, ainsi que l'accomplit, de nos jours, la mise en pratique du marxisme par la Révolution russe.

Il est bien entendu que la socialisation ne se conçoit possible que par une Révolution sociale, dont elle serait le lendemain, ou la conséquence naturelle. En effet, si humanitaire qu'on puisse être, on ne peut imaginer que la société actuelle puisse ainsi se transformer du tout au tout, autrement que par une plus ou moins forte secousse révolutionnaire. Surtout que la transformation voulue ne consiste pas à maintenir ou solidifier l'Etat, mais à l'anéantir pour toujours. Donc, pas d'illusion sentimentale : la violence sera une nécessité.

Le caractère que nous désirons voir prendre à la Révolution prochaine est un caractère tout négatif, destructif pour éviter qu'elle ne retombe dans les errements du passé et soit à recommencer un jour. Eh ! oui. Il faut donc qu'elle soit le « premier acte de transformation sociale » ou, si l'on préfère, « le prologue indispensable de la rénovation sociale », laquelle sera aussi profonde et juste que seront justes et profondes les idées et les intentions des travailleurs en leur œuvre d'émancipation totale.

Ainsi, pas d'équivoque. Il ne s'agit nullement d'améliorer certaines institutions du passé pour les adapter à une société nouvelle, mais il s'agit de les supprimer. Donc, suppression radicale du gouvernement, de l'armée, des tribunaux, de l'église, du commerce, de la banque, et de tout ce qui s'y rattache. Le côté positif de la Révolution consiste en la prise de possession des instruments de travail et de tout le capital par les travailleurs. Expliquons-nous : par un insigne meu-

songe, les ennemis du peuple ont fait croire aux paysans que la révolution voulait leur prendre leurs terres. C'est le contraire : la révolution veut prendre aux bourgeois, aux nobles, aux prêtres les terres que les paysans cultivent, pour les remettre aux paysans qui n'en ont pas. Si une terre appartient à un paysan, qu'il la cultive lui-même, la révolution n'y touchera pas et lui en garantira la possession, l'affranchissant de toute charge et lui attribuera une autre parcelle si la terre qu'il possède lui est insuffisante. Plus d'impôts ! Plus d'hypothèques sur le possesseur de la terre qui la cultive. Le paysan libre et affranchi par la révolution... et la terre aussi ! Voilà notre socialisation.

Sans décrets, sans jugements, sans force de police, sans écrits sur papiers timbrés, la révolution prendra à tous les parasites de la société les terres qu'ils possèdent et les remettra aux paysans qui les cultivent ou leur conseillera de s'en emparer, de s'établir dessus et de les considérer comme leurs propres biens. Aux paysans de s'organiser, de s'associer pour les cultiver et s'en partager les produits. Les paysans russes, à la nouvelle de la révolution et de la déclaration de leur affranchissement, n'ont pas attendu d'ordres pour s'emparer de la terre. Ils ont compris qu'il y avait quelque chose de changé et que l'ordre vrai devait régner pour eux, dans la campagne, comme il régnait, pour les ouvriers, dans les villes où ceux-ci avaient d'abord pris possession des usines.

Le paysan travaillant alors pour lui et n'étant plus exploité, c'est la chose essentielle pour qu'il comprenne la révolution. Cette grande conquête accomplie, le reste s'accomplira normalement par le perfectionnement de la socialisation, c'est-à-dire par l'étude en commun des paysans pour mettre en valeur de production les terres qui leur sont acquises soit individuellement, soit en association, soit par la mise en commun. Ce sont là questions de détails que, déjà, dans leurs congrès corporatifs, les fédérations agricoles, horticoles, viticoles, etc., ont depuis longtemps étudiées. Les rapports de ces groupements présentés à leurs congrès périodiques par des ouvriers de la terre, de toutes les régions, sont une preuve que l'organisation des paysans ne sera pas plus en retard au lendemain de la révolution que ne le sera celle des exploités de nos cités industrielles, pour mettre en marche, au profit de la collectivité, les usines, les ateliers et les chantiers où s'opéraient tous les genres d'exploitation capitaliste, sous le régime autoritaire et humiliant du patronat et du salariat.

Les unions locales et régionales, départementales et interdépartementales de syndicats divers nous donnent, actuellement, une idée bien claire de ce que l'on peut appeler les communes de producteurs. Le comité de ces unions de syndicats divers n'est pas autre chose, pour nous, en France, que nos unions fédérées.

C'est ce groupement qui donna l'idée (nous le croyons fortement) à Lénine de l'organisation des soviets.

Lorsqu'éclata la Révolution russe, les masses ouvrières et paysannes n'y étaient pas préparées comme elles le sont en d'autres pays par le syndicalisme et la coopération ; les producteurs et les consommateurs, sous l'Empire des tsars, s'ignoraient mutuellement bien plus que partout ailleurs où il y a aussi des ouvriers et des paysans. Et cependant, animés par des socialistes habiles et des révolutionnaires ardents, sachant mettre à profit les événements formidables de l'époque, on vit alors les masses s'adapter à un idéal social de rénovation grandiose relativement à la situation où se trouvait le prolétariat russe du régime impérial. La dictature du prolétariat a pu s'établir en Russie. Ce n'est pas une raison pour qu'une Révolution sociale ne serve qu'à l'établir en d'autres pays : la France, par exemple, pour qui la révolution peut avoir d'autres buts, plus adéquats à ce que nous entendons, en tant

qu'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Imbus d'idées sociales de justice et d'égalité ; ayant introduit dans nos organisations le principe de la solidarité ; ayant conscience de la dignité humaine, nous ne croyons pas qu'il soit désirable comme but révolutionnaire d'aboutir à une dictature quelconque.

C'est pourquoi nous sommes contre l'Etat quel qu'il soit ; contre l'Autorité d'où qu'elle vienne ; contre toute Dictature, y compris celle du prolétariat. Cela est clair.

Notre système de **SOCIALISATION** ne peut donc pas concorder en tous points avec celui des socialistes d'Etat. Notre doctrine libertaire n'est pas celle qui se conforme à l'évangile marxiste : elle en est le contraire en ce qu'elle n'admet ni l'Etat, ni l'Autorité.

Telle que nous la concevons, la commune fédérale sera, pour la **SOCIALISATION**, formée de l'ensemble des travailleurs. Ceux-ci appartenant, avant la révolution, à leurs groupements divers : corporatifs, comme producteurs, ainsi qu'à leurs groupes coopératifs, comme consommateurs et autres groupes sociaux d'idées et de solidarité, savent déjà ce qu'ils veulent et, à cause de cela, ils sont, par la logique des choses, à la tête du mouvement révolutionnaire. Ce sont les événements qui aident, d'eux-mêmes, la propagande (la propagande par les faits, c'est le cas de le dire). L'effervescence du moment fait, par elle-même, le recrutement.

Tout naturellement, chacun de ces groupes a, au comité général d'action révolutionnaire, son délégué. C'est ce qu'en Russie on a appelé « le soviét ». Chaque localité importante a le sien. Ce sont, en somme, des fédérations de producteurs ; fédérations locales, départementales, régionales.

La Fédération des Bourses du Travail voyait déjà, sous l'impulsion fédéraliste que lui donna son secrétaire Fernand Pelloutier, dans chaque Bourse du Travail, l'embryon de la Commune libre des Producteurs au lendemain de la révolution. Plus tard, le successeur de Fernand Pelloutier fit adopter, par un Congrès des Bourses du Travail, la substitution des Unions locales de syndicats aux Bourses du Travail. Celles-ci devinrent dangereuses à l'indépendance de l'organisation syndicale ne furent plus qu'un immeuble, une Maison du Peuple, de plus ou moins d'importance ; ainsi fut sauvegardée l'autonomie des syndicats et unions de syndicats. Le principe fédéraliste triomphait ainsi de la main-mise de l'Etat et des municipalités qui tendaient à enchaîner le Prolétariat. (A ce propos, sont intéressants les rapports fournis aux congrès et conférences des Bourses du Travail ou Unions de syndicats, 1901 à 1912.)

Notre union de syndicats, ou fédération, ou soviét, (c'est en somme notre commune fédérale), est constituée afin de pourvoir à tout : production, répartition, échange, consommation, etc. Bien que n'étant pas du domaine exclusif de telle ou telle corporation, mais les intéressant toutes, sont également du ressort de l'administration communale ce qu'on est convenu d'appeler les *services publics*. Il y a les services publics locaux, départementaux et les services publics d'une portée plus générale, plus étendue, intéressant plusieurs communes et pouvant peut-être un jour les intéresser toutes, comme, par exemple : les Travaux publics, l'Echange, l'Alimentation, la Statistique, l'Education, l'Assistance, la Sécurité, l'Hygiène, les Transports, etc. Tenons bien compte qu'il n'y a plus, depuis la révolution, ni gouvernement, ni Etat.

La **SOCIALISATION** que nous voulons n'est pas l'application du collectivisme d'Etat. Notre communisme libertaire ne peut cependant être une sorte de caricature d'un gouvernement local, ni celui d'un groupe autoritaire prétendant agir au nom de tous pour défendre

ceci, ordonner cela avec absolutisme et menace, fabriquer des décrets, etc...

La commune prolétarienne doit administrer, de par la force morale d'un pacte de solidarité conclu entre tous les habitants de chaque localité, égaux en devoirs comme producteurs et, bien entendu, égaux en droits comme consommateurs. C'est la mise en pratique du droit de tous à tout par une sorte d'association de mutualité garantissant le nécessaire d'abord et l'abondance raisonnable à chacun, pour tous les besoins matériels, intellectuels et autres de la vie.

Tel se conçoit le nouveau *Contrat social* envisagé par le communisme libertaire. En tenant compte des richesses accumulées et non employées par tous et pour tous, par ignorance et mauvaise, injuste, stupide administration des choses, par l'abus et le gaspillage de certains produits et l'ignoble organisation sociale actuelle du régime capitaliste de la société bourgeoise, le Peuple est lésé de son bien-être. Il faut mettre ordre à tout cela administrativement.

Prenons de suite les chapitres qu'il y a urgence de mettre au point pour rendre le Peuple matériellement heureux par une **SOCIALISATION** intelligente et intégrale.

Travaux publics. — Tous les immeubles d'habitation sont la propriété communale.

Dès le lendemain de la révolution, chacun continue d'habiter, provisoirement, le logement qu'il occupe, à moins qu'il ne soit reconnu (par une commission spéciale), inhabitable et désigné pour la démolition d'urgence. En ce cas, les occupants des taudis et logements insalubres ou incommodes sont installés dans les logements libres dont les occupants opulents ont fui la révolution.

Aussitôt, la fédération du bâtiment, par ses syndicats rayonnant sur tout le territoire, entreprend, au nom de la communauté nationale, la construction d'immeubles ne contenant que logements sains, spacieux, confortables, pour recevoir au plus tôt les familles entassées misérablement dans les taudis infects dont les propriétaires touchaient les revenus.

Chaque commune s'occupera avec ardeur de donner satisfaction en ce sens. Les architectes de la bourgeoisie seront heureux de faire oublier les services rendus par eux aux propriétaires rapaces du régime disparu et mettront au service de la commune leurs capacités techniques, en visant au luxe collectif des immeubles nouveaux et au dernier confort modernisé, selon l'hygiène, pour chaque logement ou appartement. Chaque immeuble aura ses cours et ses jardins, l'air et la lumière, le soleil et la chaleur partout et pour tous.

Avec la construction des maisons et leur entretien, s'activeront la construction des chemins, des rues, des canalisations, des égouts, leur perfectionnement, leur propreté, leur aération, leur arrosage. De l'eau, encore de l'eau, toujours de l'eau ! De l'eau claire, saine en abondance pour la boisson, la cuisine, la propreté.

La **SOCIALISATION** que nous voulons n'admet pas la demi-mesure en ce qui concerne les choses essentielles à la vie. Ce ne sont pas de dérisoires réformes, de ridicules améliorations d'hygiène, d'intéressées institutions de bienfaisance servant de réclame à des candidats de toutes nuances. Non, c'est un minimum superbe et durable de bien-être pour tous, dans l'habitation aussi bien que dans la ville. De l'eau, de l'électricité partout et pour tous les citoyens égaux. Ce n'est pas la charité qui doit opérer, mais la solidarité pour la satisfaction entière des besoins essentiels de l'existence. Que de choses il y aurait à dire encore ! Mais espérons qu'on saura faire plus qu'on ne pourrait dire. Volonté, ténacité, telles seront les qualités dominantes des révolutionnaires en œuvre de rénovation et d'intelligente **SOCIALISATION**.

Echange. — Peut-être sera-t-il nécessaire, pour suppléer à ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de commerce et pour s'appliquer à réaliser dans un sens salubre ce qui fut glorifié par la bourgeoisie dans son sens odieux et néfaste (le mercantilisme, l'accaparement, l'agio) d'établir, dans chaque commune, un *comptoir d'échange*. Cela fait partie du rouage économique. Il serait trop long d'expliquer en détail le mécanisme de l'échange, qui sera certainement une simplification honnête et claire du commerce actuel.

Par exemple, les associations de travailleurs, ainsi que les producteurs individuels (d'ailleurs très rares) déposeront leurs produits au comptoir d'échange établi dans chaque commune fédérée. Fixée d'avance par une convention entre fédérations corporatives régionales et les différentes communes, la valeur de ces divers produits aura été évaluée au moyen des données que fournira la statistique. Le comptoir d'échange remettra aux producteurs des *bons d'échange* représentant la valeur de leurs produits. Ces bons d'échange auront la faculté de circuler dans toute l'étendue du territoire de la fédération des communes.

C'est au comptoir d'échange que les travailleurs qui produisent, par leur travail, des choses non transportables, comme des édifices d'habitation, de plaisance ou d'utilité dans les rues, places, jardins, squares, parcs, etc., feront enregistrer leurs divers travaux estimés d'avance et ils en recevront la valeur en bons d'échange. Les travaux qui consistent en services rendus, en entretiens de choses diverses, en ornements ou réparations de choses publiques seront également tarifiés d'avance et payés en bons d'échange.

Le comptoir d'échange a aussi pour fonction de recevoir des produits, de les échanger contre d'autres produits avec d'autres communes. (Ce ne sont, positivement, que des hypothèses).

Enfin, nos coopératives actuelles sont toutes désignées pour établir facilement le bon ordre dans cette branche de vitalité sociale. Et ceci rentre dans les rouages de l'harmonie qui existera entre la production, la consommation, la répartition, l'échange. Les grands magasins sont un exemple de possibilités de circulation des marchandises avec, en moins, la complication de faire des bénéfices malhonnêtes dont le producteur est d'abord la victime et le devient encore une fois comme consommateur, puisque, de toutes les façons, sous le régime actuel, reste terriblement vrai le jugement approfondi, mais irréfutable de Proudhon : « *Le commerce, c'est le vol* ». Le système d'échange ainsi compris n'est qu'une opinion émise sur ce qui se pourra faire après la Révolution pour la répartition des produits et l'évaluation du travail et sa rémunération par le comptoir d'échange. Mais il y a, sans doute, d'autres méthodes plus neuves et plus pratiques dont la société actuelle nous donne l'enseignement par ce qu'il faut imiter d'elle et surtout par ce qu'il faut ne pas imiter. La socialisation fera mieux.

Alimentation. — Ce que nous venons de dire de l'organisation du comptoir d'échange s'applique à tous les produits et particulièrement à ceux de l'alimentation. Mais, là encore, c'est la coopérative de consommation qui nous servira d'indication. On y est « à la page », dans la société actuelle, pour remédier à bien des choses scandaleuses inhérentes au petit et au gros commerce. A plus forte raison, l'action coopérative s'exercera-t-elle dans le milieu social transformé.

Si tous les producteurs avaient compris l'utilité, pour eux, d'être coopérateurs, comme ils ont à peu près compris la nécessité d'être syndicalistes, la coopération eût pu faire beaucoup plus et beaucoup mieux qu'elle n'a fait. Mais, les uns par négligence, par vanité, ne se donnent pas la peine d'adhérer à ce qui est de leur intérêt immédiat. Ils dédaignent les arguments du mi-

tant coopérateur qui sollicite leur concours, leur initiative, leur solidarité et leur responsabilité ! C'est trop de faire par soi-même et pour soi-même. Il est plus facile de protester contre la vie chère et de compter sur ses candidats et sur ses élus, que de faire ses affaires soi-même. Cependant, il était de toute logique sociale de se défendre de l'exploiteur et de préparer sa disparition au syndicat et de s'affranchir des mercantis et des *saboteurs* d'aliments en devenant coopérateur. Le salariat est la dernière forme de l'esclavage, mais la mentalité d'esclave de beaucoup de travailleurs est bien la cause de sa durée. Le voleur commerçant peut continuer son métier, il est considéré, protégé et ceux qu'il vole et empoisonne continuent d'augmenter quand même sa clientèle plutôt que de s'associer avec d'autres votés pour faire venir directement du producteur la marchandise indispensable à sa vie et participer ainsi à la répartition à meilleur prix, à meilleure qualité, au contrôle et à l'avantage du consommateur coopérateur. De plus, c'est à la coopérative que se fait aussi l'enseignement et que s'acquiert l'expérience de l'administration des choses, si imparfaite que puisse être la coopérative de consommation. D'ailleurs, on est toujours mal venu de dire qu'une institution d'essence prolétarienne est mauvaise, quand, stupidement, on la dédaigne et qu'on ne fait rien pour contribuer à sa bonne marche, à son amélioration. Ce ne sont pas ceux-là qui favoriseront la révolution. Ils la subiront et en profiteront.

Toutes les denrées alimentaires : boulangerie, boucherie, fruits, légumes, boissons, denrées coloniales sont abandonnées à l'industrie privée et à la spéculation qui, par des fraudes et falsifications, s'enrichissent sans vergogne aux dépens du consommateur. La société nouvelle aura pour devoir de substituer à pareil état de choses le service communal public pour tout ce qui concerne la distribution des produits alimentaires de première nécessité, ou de laisser aux coopératives de consommation composées de travailleurs, sous une forme adéquate aux idées nouvelles, le soin d'organiser, selon les besoins sociaux nouveaux, la répartition équitable des marchandises en très bon état, en parfaite qualité, à tous les consommateurs, suivant la méthode admise par la commune.

Il est probable que la commune se dispensera de l'acquisition de certaines branches de la production proprement dite qu'il sera peut-être utile de laisser entre les mains de producteurs associés. En ce qui concerne le pain, la production consiste en la culture et la récolte du blé. Le laboureur qui a semé et récolté le grain l'apporte au *comptoir d'échange* : là s'arrête la fonction du producteur. Mais la réduction du blé en farine, puis la transformation de la farine en pain, ce n'est plus de la production : c'est un travail, c'est un métier, mais c'est un emploi, analogue à beaucoup d'autres, consistant à mettre un produit alimentaire : le blé, à la portée des consommateurs. Il en est de même pour la viande : le paysan élève et nourrit le bétail, puis, quand il l'a rendu propre à la consommation, il l'amène au comptoir d'échange. Le boucher fait le reste. Sa fonction est aussi analogue à celle, non pas d'un producteur, mais d'un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. De même, encore pour le vin : le producteur est le vigneron qui l'apporte au *comptoir d'échange*, ensuite, ce ne sont plus des producteurs, mais des intermédiaires qui le préparent et le distribuent aux consommateurs.

Aussi, est-il logique de faire entrer ces diverses branches de l'alimentation dans les attributions de la commune. En conséquence, le blé, dans les magasins communaux, sera réduit en farine au moulin communal ou intercommunal, la farine transformée en pain dans les boulangeries communales et le pain livré par la commune aux consommateurs. De même pour la bouche-

rie : abattoirs et boucheries de la commune. Pour les vins : caves communales, etc. Les autres denrées alimentaires seront conservées dans les magasins, prêtes à être livrées par la commune aux consommateurs qui viendront les chercher ou qui en commanderont livraison.

Ce ne sont encore que des hypothèses, car il y aura des perfectionnements que le progrès et la nécessité commanderont et que n'entraveront ni la concurrence, ni les privilèges.

Une fois de plus, les coopératives seront utiles à la parfaite socialisation en tout et pour tout.

Statistique. — Inutile d'insister ici sur les avantages d'une organisation socialisée de la statistique, qui fournira à tous et sur tout les renseignements utiles donnés par la commission communale de statistique. Elle sera copieusement alimentée par les diverses corporations et associations de producteurs sur le nombre de travailleurs occupés dans chaque branche de l'industrie, sur la production accomplie et sur les hausses et les baisses de produits, selon la quantité de matières premières fournies. Ce sera le baromètre de toute la production générale ou partielle, mise en balance avec les besoins de la consommation. On saura s'il y a lieu d'augmenter ou d'abaisser la production. On saura qu'il faut l'accroître ici et la réduire là. De cette façon, pour ne pas augmenter la fatigue des ouvriers de telle localité, on adjoindra à ceux-ci les ouvriers disponibles de telle autre localité où se peut diminuer la production. C'est avec la statistique que se pourra parfaire, au mieux des intérêts de la commune, la socialisation toujours en cours jusqu'à l'harmonie complète des communes fédérales, constituant le nouveau régime de bien-être et de liberté des travailleurs émancipés par la Révolution sociale également toujours en cours de perfection, visant au mieux-être définitif.

La statistique suppléera à toutes les paperasseries, multiples jusqu'à l'extravagance, qu'accumulaient les archives bourgeoises. L'état civil ne fonctionnera plus solennellement et bêtement comme autrefois : naissances et décès seront seuls enregistrés ; mais les mariages n'existeront plus, car, dans une société libre, l'union volontaire de l'homme et de la femme ne sera plus acte officiel, mais acte absolument privé entre amants : cela ne regardera qu'eux ; seuls, les enfants nouveaux-nés seront enregistrés, si cela est nécessaire, avec les noms de leur père et mère, à moins que la société nouvelle ne prenne soin d'eux dans des conditions tout à fait louables et dignes d'une société de travailleurs heureux, libres, fiers et pacifistes n'aimant que le travail et la vie rendue belle et bonne.

La statistique s'occupera de la santé publique et consignera toutes les observations scientifiques utiles à tous.

Education. — Sur un tel sujet, la socialisation devra d'abord considérer l'entretien des enfants. Leur nourriture et leur éducation sont abusivement, et par préjugé, à la charge des parents qui ne sont pas toujours à même de remplir une telle charge. C'est, d'ailleurs, en s'appuyant sur un principe faux — qui a toujours fait considérer l'enfant comme une propriété, — la propriété des parents. Il y eut le patriarcat où le père avait droit de vie ou de mort sur chacun de ses enfants. Vienne le matriarcat et la mère sera propriétaire, seule, de ses enfants. Or, l'enfant ne doit être la propriété de personne : il s'appartient à lui-même et, ne pouvant d'abord se protéger lui-même, cela paraît juste qu'il soit laissé à l'amour de ses parents quand ceux-ci peuvent pourvoir entièrement à ses soins. Mais il est inique de voir l'enfant laissé à des parents malheureux et augmentant leur misère et devenir lui-même malheureux dès sa naissance parce que la loi le veut ainsi.

La socialisation a pour premier devoir de protéger

l'enfant et de lui assurer la garantie de ne rien manquer de ce qui est nécessaire matériellement et moralement à son libre développement.

La société doit pourvoir à tout pour l'enfant : son entretien, son éducation, son apprentissage, son instruction ; même son épanouissement de jeunesse doit être un sujet de soins et de sollicitude pour la société qui tient à faire de lui un homme fier et digne, un travailleur intelligent et consciencieux, redevable à la communauté sociale de ce qu'il aura été et de ce qu'il peut devenir.

Voilà ce que la socialisation doit faire.

Il y a toute une méthode d'éducation de l'enfant qu'il serait trop long de développer ici, d'autant qu'on peut se reporter à chaque mot intéressant, contenu en cette *Encyclopédie*, comportant l'étude et le développement qu'il convient. (Voir *Ecole, Education, Ruche*, etc...).

Mettre l'entretien matériel, intellectuel et moral de l'enfant à la charge de la société, ce n'est pas comme l'ont prétendu certains réactionnaires « détruire la famille », c'est au contraire l'améliorer et fortifier la société et garantir la personnalité de l'enfant. Avant tout, l'enfant ne doit pas être une chose, mais quelqu'un qui n'appartienne qu'à lui-même. L'éducation doit être ainsi comprise par la socialisation.

Assistance. — Il ne s'agit pas, on le pense bien, d'œuvres de charité publique ou privée, mais d'institutions au moyen desquelles la société nouvelle s'acquittera des dettes de la société ancienne, réparera ses fautes envers les indigents, les malheureux, les tarés moraux et physiques, les infirmes, les mutilés, les estropiés, en un mot, tous les êtres victimes de la société bourgeoise, hypocrite, égoïste et brutale. Assurer l'existence, le bien-être, l'entretien des enfants, des malades, des vieillards. Rendre à tous la vie douce et supportable en faisant à tout jamais disparaître les causes de ces mauvais effets. Il va de soi que pour l'établissement de ces institutions, les communes ne négligeront ni leurs initiatives, ni leur activité. Elles se prêteront mutuellement appui pour réaliser partout le mieux possible.

De même que l'enfance a droit au soutien permanent, à l'éducation, à la sollicitude éclairée de la commune, de même ont droit aux soins, à tous les soins, les incapables de tout travail, les malades et les vieillards des deux sexes.

Il est certain qu'en cette rénovation sociale, le sort de la femme de tout âge réalisera la conception la plus haute, la plus fraternelle de la solidarité, magnifiera la femme et lui assurera pour toute la vie, en toutes circonstances son droit au bonheur, comme son droit à l'amour en toute liberté ! La société, d'ailleurs en retirera tout le bénéfice, puisque la femme sera la cause même du plein épanouissement du bonheur et de la liberté pour tous. Elle sera le symbole vivant de l'apaisement social, de la félicité humaine.

Hygiène. — Le bon fonctionnement des services publics étant indispensable au maintien de la santé de tous les membres de la commune, celle-ci s'appliquera à ce que tous les citoyens libres de la commune puissent facilement participer à tous les avantages des services mis à leur disposition, sans aucune autre obligation de leur part que de veiller à leur entretien et à leur bon fonctionnement, en toute intelligence et en toute conscience. Pour des hommes libres, cela va de soi. Mais il se peut qu'il y ait, par ci, par là, des négligences, des gamineries individuelles portant préjudice à la collectivité. Une aimable observation doit alors suffire, car les sanctions sont abolies. On fait appel à la raison en tout et pour tout, dans une société libre qui doit ignorer la crainte ; les châtimens, les menaces et même les humiliations n'ont plus cours.

La fonction principale de l'hygiène est de prévenir la maladie, d'éviter ses causes aussi bien au point de vue personnel qu'au point de vue collectif.

Cette question d'hygiène a une grande importance dans la socialisation. Bien souvent, elle se greffera sur les questions de travaux publics et d'éducation. Les habitudes de propreté font partie de l'éducation. Les buanderies communales, les piscines communales s'y enchaînent également. La natation fait partie de l'éducation comme le blanchissage fait partie des travaux publics. Car ce n'est pas au siècle où nous sommes qu'on ne profiterait pas des avantages merveilleux du progrès, dans le machinisme et l'outillage, pour cesser de nettoyer, laver, cuisiner, jardiner de façon primitive.

Avec la socialisation, ce qu'une commune n'aurait pas, sa voisine l'aurait et les services intercommunaux seraient habituels et preuves de sympathie mutuelle dans les communes fédérales.

En dehors de tous préjugés, la commission d'hygiène de concert avec celle des travaux publics, nous l'avons dit, s'occupera de la distribution équitable, abondante si possible, de l'eau potable assainie par les stérilisateurs les plus salutairement perfectionnés.

Cette commission d'hygiène s'occupera (toujours avec la commission des travaux publics), des abattoirs, des égouts, de l'incinération (qui, peu à peu, se généralisera) et des cimetières qui resteront encore en certaines communes (où les préjugés n'auront pas complètement disparu), car on laissera la liberté sur ce point là, en attendant que se meure d'elle-même la religion des morts. En vérité, tout cela est réalisable et l'avenir est radieux.

Sécurité. — La commune assurant à tous ses habitants la sécurité de leur personne, des mesures seront prises pour les protéger comme le sont les bâtiments, édifices, parcs, jardins, squares, etc., contre toutes déprédations possibles et tous accidents. Les causes de violence contre les personnes et les meubles et immeubles n'existant plus, s'il surgissait, par hasard, quelque fou, le plus accéléré des secours aurait vite paré au danger en maîtrisant doucement, mais sûrement, le malade et le confiant, inoffensif, aux bons soins, dévoués et expérimentés de médecins spécialistes dans un asile modèle de confort et d'humanité.

Police et tribunaux seront transférés au grenier communal des antiquités sociales. Les chômeurs de cette catégorie se rallieront à la révolution.

Transports. — Pour l'utile et l'agréable, ce que la commune ne pourra pas instituer, débordée par l'urgence d'institutions nouvelles et le perfectionnement incessant des œuvres d'utilité sociale, des groupements spéciaux, de libres initiatives y suppléeront avec plaisir et entrain. Comme des champignons délicieux poussent autour d'un tronc d'arbre superbe et puisant, on verra naître de multiples groupements de jeunes gens et jeunes filles ayant comme but de se distraire, de s'instruire, de s'entraider, de s'aimer et de s'entraîner, en une belle émulation, à rendre leur vie plus belle par les arts et les sciences, les études, les excursions, les conférences. Les uns, selon l'âge, apportant leur expérience, les autres leur enthousiasme, leur désir de plaire, portant partout et en tout fraîcheur et jeunesse. Les moyens de transport seront mis à leur disposition quand il y aura du matériel disponible et ils se déplaceront très souvent pour échanger partout leurs sentiments de sociabilité, de gaieté, d'amour du beau et du bien. En quelque sorte, les moyens de transport seront utilisés à porter vers les coins les plus retirés les bienfaits obtenus par la socialisation. Ils enseigneront partout les beautés du communisme libertaire et susciteront le désir de le connaître et de l'appliquer chez ceux qui l'ignoreront.

C'est un sentiment de progrès qui régnera dans le monde. La commune mettra à la disposition des groupes d'initiatives non seulement les moyens de transport mais encore des locaux, des moyens de publicité, des matériaux et tout l'outillage nécessaire pour les plus sérieuses expériences, pour les plus vastes entreprises. Ainsi, en marge de la vie collective, en dehors des quelques heures quotidiennes consacrées au travail commun, voilà ouvertes, aux jeunes surtout, les grandes voies du progrès matériel, intellectuel, artistique, scientifique d'un avenir longtemps cherché, désiré.

On ne parle plus de propriétaires ni de propriétés. La propriété est sociale. On ne parle plus de patronat ni de salariat : les associations ouvrières, librement, ont organisé le travail. Elles l'ont rendu agréable, délassant, salubre, d'accomplissement aisé, attirant, nécessaire. Nul ne s'y soustrait. Pour la production et pour la consommation, toutes les formes de coopération sont utilisées, après discussion, par le groupe de socialisation qui est vraiment le groupe de la coopération des idées.

Et la révolution est faite ! Et sans exagération optimiste, car la socialisation est accomplie.

Toutefois, on ne cesse de faire encore, dans toutes les communes fédérées, une guerre à mort aux préjugés dont l'ancienne organisation sociale a infecté le monde ! Mais il n'y a, parmi les humains, ni morts ni blessés. Une à une, s'effondrent sous le raisonnement, par l'éloquence des sincères et leurs arguments percutants, toutes les stupidités, toutes les idées néfastes, conservatrices de traditions mauvaises et d'institutions dangereuses et surannées !

C'est vers l'avenir, c'est vers la vie que tendent les volontés, les cerveaux et les cœurs. On sait maintenant que le Bien-Etre et la Liberté ne sont acquis que par l'énergie des conquérants, par leur union dans l'action, par leur entente et leur solidarité !

Nous avons suffisamment exposé notre façon de comprendre la révolution au moment précis de la socialisation.

Revenons à nous. L'avenir entrevu sera peut-être beaucoup mieux encore dans la réalité. Ce que nous voulons, nous le savons. C'est pourquoi il nous faut maintenant revenir au présent et travailler en conséquence pour notre idéal de société communiste, fédérale, libertaire. Continuons notre lutte en faveur de toute idée, de toute action où se trouvent des promesses d'avenir. Disons-le et prouvons-le : une société libertaire peut s'établir dans le monde et vivre sans exploitation, sans autorité, sans gouvernement, sans État, sans dictature, par l'entente libre des producteurs-consommateurs. C'est peut-être demain la révolution et, après-demain, la socialisation et notre idéal réalisé — Georges YVETOT.

SOCIALISME n. m. SOCIALISME, COLLECTIVISME, COMMUNISME. — Il n'y a pas de mot plus internationalement répandu que celui de socialisme : il n'y en a guère dont l'origine soit moins certaine, et peut-être ne saura-t-on jamais bien où, quand et par qui le mot fut introduit dans la circulation verbale. Est-il sorti en 1833 — « néologisme nécessaire pour faire opposition à l'individualisme » — du cerveau fumeux de Pierre Leroux ? A-t-il été « emprunté à l'Angleterre » par Louis Reybaud ? A-t-il été forgé, comme l'énonce, sans preuves, Ch. Verocque, par Robert Owen vers 1820, pour définir « l'arrangement social rationnel », puis importé en France par les saints-simoniens ? Des minutieuses recherches de Gabriel Deville, publiées en 1908, il résulte : a) que le mot socialisme aurait fait son apparition dans le Semeur, du protestant vaudois Rod-Vinet (n° du 23 novembre 1831) ; b) que le mot socialiste

aurait paru pour la première fois dans la *Réforme industrielle* de Fourier (n° du 12 avril 1833) ; c) que le mot *socialisation* se rencontre dans le *Globe saint-simonien* (29 juin 1831), et dans le *Journal des Sciences morales* de Baucher (7 octobre 1831).

La question en est là, mais ce dont on est sûr, c'est que le mot *socialisme* est, dès le début, appliqué à la doctrine de ceux qui, à partir de 1831, s'efforcent de substituer à la notion d'une réforme politique, d'un changement des formes gouvernementales, la notion d'une réforme sociale, affectant les bases mêmes de la société. Cependant son immense fortune ne date que du jour où Louis Reybaud publia ses bruyantes *Etudes sur les réformateurs ou socialistes modernes*, — c'est-à-dire sur Saint-Simon, Fourier et Owen.

Ces réformateurs, Reybaud aurait pu les nommer communistes. Il ne l'a pas fait. Les mots *communisme*, *communistes*, s'appliquant aux systèmes et aux hommes qui nient le droit de propriété, existaient depuis des siècles. Mais ni Saint-Simon, ni Fourier, ni Owen ne voulaient abolir la propriété privée. Ils n'étaient pas communistes. Individualistes moins encore. La qualification de *socialistes* tranchait en quelque sorte la difficulté.

Longtemps on distingua le socialisme, pris dans cette acception restreinte, du communisme. Le premier ne faisait peur à personne ; le second était subversif et farouche. Aux environs de 1848, on appelait socialistes d'abord les sectateurs des divers systèmes utopiques, ensuite tous les marchands de panacées sociales qui voulaient supprimer la misère « sans faire le moindre mal au capital et au profit ». Tandis que les communistes réclamaient, au nom de la classe ouvrière, un bouleversement profond des conditions sociales : les-riens en France, weillingsiens en Allemagne et en Suisse. « Le socialisme signifiait, en 1847, un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement ouvrier. »

Puis les acceptions se brouillèrent. Les sectes disparues, le mot *socialisme* perdit son sens initial : on l'appliqua indifféremment à toute doctrine, tout mouvement, tendant à transformer l'ordre social. Toutefois, le socialisme comportait bien des variétés : il avait ses opportunistes et ses radicaux. Au sein de la première Internationale, les partisans du socialisme anti-autoritaire et fédéraliste de Bakounine, voulant se distinguer des communistes marxistes, prirent, un jour, le nom de collectivistes.

Mais le collectivisme, à son tour, devait changer de sens. Lorsque Guesde, vers 1880, l'adopta, ce fut pour en faire l'équivalent exact de communisme. Ce que voyant, les derniers collectivistes de l'Internationale, qui allaient devenir les premiers anarchistes (les Kropotkine, les Reclus), cessèrent de s'appeler collectivistes : ils prirent l'étiquette de communistes-anarchistes.

Dès lors, jusqu'à la Révolution russe, socialisme, communisme, collectivisme confondent pratiquement leurs acceptions. Socialisme prévaut dans la langue courante. La plupart des partis ouvriers qui se forment, après 1875, sur les ruines de l'Internationale s'intitulent socialistes ou démocrates-socialistes (social-démocrates). Communisme et collectivisme désignaient plutôt la forme de société à la réalisation de laquelle travaillaient les partis ouvriers. Socialisme s'entendait de préférence du mouvement, communisme et collectivisme du but final. Le pacte d'unité du 13 janvier 1905 disait, par exemple : « Le P. S. est un parti de classe qui a pour but... de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ». Mais quand, en mars 1919, les bolcheviks fondèrent la III^e Internationale, ils lui donnèrent le nom d'Internationale communiste, et tous les partis affiliés durent s'intituler partis communistes. De nouveau, comme aux abords

de 1848, communisme et socialisme s'opposent, l'un avec une acception révolutionnaire, l'autre avec une acception plus ou moins teintée de réformisme.

Disons que nous n'acceptons pas cette acception purement formelle. Le socialisme, tel que nous l'entendons ici, est, comme le « communisme » lui-même à la fois révolutionnaire et réformiste. Révolutionnaire par le but et, à l'occasion, par les moyens ; réformiste parce qu'il voit dans la conquête d'un certain nombre de réformes à tendance socialiste un prétexte excellent pour agiter les esprits et mobiliser les masses. Le socialisme, tel que nous l'entendons, repousse donc bien haut les flétrissures dont le néo-communisme — qu'il s'agit plus séant d'appeler *bolchévisme* — ne cesse pas de le couvrir. Il est et restera, comme le *Temps* l'en accuse chaque jour avec la clairovoyance de la haine, un parti « essentiellement marxiste » de lutte de classe et de révolution. Les fautes et les erreurs que peuvent commettre tels ou tels socialistes en délicatesse avec leur parti, ne sauraient prévaloir contre la force de ce fait. Le socialisme, ce n'est ni « Montagnon » ni « Marquet » ; c'est une classe en marche vers le bien-être et vers la liberté. Montagnon et Marquet passeront ; le socialisme ne passera pas et sa réalisation, exigée par le développement historique, peut être considérée comme certaine.

Socialisme et Marxisme. — Ce qui précède indique que nous laisserons de côté tous les pseudo-socialismes qui ont paru depuis bientôt un siècle. Tous les doctrinaires qui, depuis 1848, ont critiqué le laisser faire et ses abus, ou fait appel à l'intervention de l'Etat, ou concédé à l'urgence de réformes sociales plus ou moins radicales, ont été qualifiés de socialistes. On a vu naître ainsi les socialismes les plus divers : les uns essentiellement conservateurs, comme le *socialisme de la chaire*, également dénommé *socialisme d'Etat* ; les autres à préoccupations religieuses, comme les socialismes chrétiens ; d'autres, enfin, comme le socialisme agraire, le socialisme municipal, le socialisme coopératif, n'étaient guère que des démembrements du socialisme traditionnel. Nous étudierons le socialisme sous la forme achevée — classique — que lui ont donnée, entre 1871 et 1914, les partis de la II^e Internationale et dont le bolchévisme lui-même n'a pas sensiblement modifié les grandes lignes. Nous passerons très vite sur les fondements théoriques du socialisme. Nous les avons étudiés, plus haut, au mot *Marxisme*. Le marxisme est constitué, avons-nous vu, par trois théories essentielles superposées :

1^o *Théorie matérialiste de l'histoire.* — Elle peut se résumer ainsi : a) ce ne sont pas les idées que l'homme porte en lui qui « mènent le monde », mais des nécessités, d'abord économiques, auxquelles l'individu ni la société ne peuvent se soustraire, et qui le contraignent à produire incessamment pour vivre et à s'organiser pour produire davantage et mieux ; b) les « modes de production » déterminent la structure matérielle (entre autres la division en classes) et le développement intellectuel des sociétés : « Les lois de l'économie politique, » dit de son côté Proudhon, sont les lois de l'histoire ». (*Création de l'Ordre*, p. 308) ; c) l'antagonisme des classes joue, dans l'évolution historique, un rôle prépondérant : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes » (Marx et Engels) ;

2^o *Théorie de la révolution prolétarienne.* — Le socialisme ne se réalisera pas nécessairement parce qu'il est juste, mais : a) parce que le mode de production capitaliste le contient pour ainsi dire en puissance ; b) parce qu'il est conforme à l'intérêt général des prolétaires, que la socialisation des moyens de production, seule, peut arracher à l'infériorité du salariat. La lutte du prolétariat contre le régime capitaliste a donc le socia-

lisme pour terme. Proletariat et socialisme, s'appuyant l'un à l'autre, triompheront l'un par l'autre de la bourgeoisie et du capitalisme ;

3^e *Théorie de la production capitaliste*. — Elle éclaire les dessous économiques de la société actuelle. Partant d'une notion de la valeur qui fonde celle-ci sur le travail, elle explique comment la bourgeoisie, détentrice des moyens de production et d'échange, s'enrichit du travail non payé (*surtravail*, plus-value, profit) qu'elle impose à la classe salariée ; comment l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la plus-value, dans les mains de la minorité possédante creuse entre celle-ci et la majorité non-possédante un fossé de plus en plus infranchissable ; et comment, enfin, le Capital, qui est sorti de l'expropriation brutale ou lente de la masse des petits producteurs propriétaires, sera à son tour exproprié, non pas au profit de quelques-uns, mais au profit de la collectivité tout entière.

Par sa supériorité théorique évidente, le marxisme s'est peu à peu imposé au mouvement ouvrier dans tous les pays. Il a éliminé les théories plus ou moins utopiques qui prévalaient avant lui. Il a appris aux travailleurs la nécessité de l'organisation, la nécessité de la solidarité internationale, la nécessité de la révolution, de cette révolution dont la conquête du pouvoir politique par le prolétariat sera la condition et le prélude.

Le socialisme est donc comme le prolongement pratique du marxisme doctrinal. Il est à ce dernier ce que l'action est à l'idée, ce que l'industrie est à la science.

I. — *APERÇU HISTORIQUE. — Origine du Socialisme moderne*. — De tout temps, la propriété privée a été discutée et de hardis penseurs, posant et résolvant le problème social dans l'abstrait, ont conclu à la supériorité du communisme. Rappelons Platon, Th. Morus, Campanella et, au XVIII^e siècle, les Mably, Morelly, Meslier, Godwin, etc... Le socialisme moderne ne provient pas de là. Il est sorti, par élaboration progressive, de la révolution industrielle et de la révolution politique qui se sont produites en Angleterre et en France, entre 1760 et 1848 (ces dates sont approximatives) et qui ont introduit un nouveau mode de production et de propriété (le capitalisme), ainsi qu'un nouveau mode de gouvernement (la démocratie). En même temps, elles donnaient le pouvoir à la classe capitaliste (bourgeoisie) et faisaient surgir une classe nouvelle, celle des ouvriers salariés (proletariat).

Le prolétariat commence à s'affirmer en France dès la Révolution : il est de toutes les grandes « journées » ; avec les *Enragés*, il revendique l'égalité, c'est-à-dire l'abolition des classes, le droit des sans-propriété à la vie. Ce sont surtout ses revendications (et celles de la petite bourgeoisie) que Babeuf (1796-97) tentera d'exprimer.

La tradition babouviste se transmet, par Buonarroti, à Blanqui et aux sociétés secrètes d'avant 1848. Elle n'imprègne d'ailleurs qu'une mince couche de prolétaires. Le prolétariat, qui s'augmente sans cesse d'éléments nouveaux venus des campagnes, s'éveille à peine à la conscience. C'est (comme en Angleterre) dans les sociétés corporatives (d'ailleurs illégales) qu'il a tendance à se grouper ; c'est par des coalitions (durement réprimées) qu'il résiste, sans souci d'idéologie, aux empiètements de l'exploitation capitaliste.

Cependant les désordres issus de la grande industrie, les méfaits de la concurrence frappent l'attention de certains penseurs (Simondoni), dont quelques-uns vont s'élever jusqu'à la critique de l'ordre social nouveau (Saint-Simon, Fourier, en France ; R. Owen en Angleterre). Ils édifient dans le silence du cabinet des systèmes sociaux complets et forment des disciples enthousiastes. Leurs plans de reconstruction sont aujourd'hui oubliés, mais une partie de leurs observations critiques

et de leurs matériaux a passé dans le socialisme moderne (origine saint-simonienne de l'idée d'antagonisme des classes).

Dans le parti républicain d'après 1830, le régime capitaliste a de nombreux détracteurs qui, sachant parler au peuple, ont sur lui une grosse influence. Louis Blanc prêche l'organisation du travail (associations de production commanditées par l'Etat) ; Cabet va du républicanisme au communisme, qu'il entend réaliser par des colonies du genre de celle qu'il a décrite dans son fameux roman d'Icarie ; communisme purement sentimental, idéaliste, pacifique. En Allemagne, le tailleur Weitling se rapproche des icariens français. En Angleterre, les chartistes réclament le suffrage universel, condition, selon eux, de la réforme sociale.

Enfin, il y a Proudhon. Ce fils d'ouvrier, cet ancien compagnon typographe a de hautes prétentions à la science. C'est surtout un pamphlétaire de haute allure, animé d'un puissant idéal moral, et souvent un magnifique écrivain. Il abhorre les utopistes, mais n'arrive pas à leur opposer un système et patage dans des contradictions déconcertantes. Il est, avant tout, anti-capitaliste et an-archiste. Il flotte entre des audaces de révolutionnaire et des timidités de conservateur, entre l'individualisme et le socialisme, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre la politique et la morale. Son *mutuellisme* prétend aplanir les antagonismes sociaux, à concilier tous les intérêts, ceux de l'ouvrier et du patron, du vendeur et de l'acheteur, du créancier et du débiteur. Cependant, peu avant de mourir, il annonce l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, tout en persistant d'ailleurs à ne pas vouloir entendre parler de la conquête du pouvoir et en continuant d'aiguiller les travailleurs vers le corporatisme et la coopération a-politique.

A la veille de 1848, rien n'est encore au point. Les systèmes s'opposent aux systèmes, les écoles aux écoles. L'exploitation ouvrière est effrénée, le travail est à peine protégé. La masse travaillante se défend comme elle peut, réclamant en vain le droit au travail, le droit syndical, le droit de grève. Parfois elle prend les armes, comme à Lyon (1831 et 1834). Les ouvriers les plus avancés forment l'aile gauche du parti républicain ou s'enfoncent dans les sociétés secrètes sans prise sur la masse. En Angleterre se développe un double mouvement : syndical (*trade-unionisme*) et politique (*chartisme*) : ce dernier s'éteindra bientôt.

Le « Manifeste Communiste » et l'Internationale. — La mise au point, la synthèse, c'est Marx et Engels qui les réaliseront avec le *Manifeste communiste*. Tous deux ont passé par la philosophie allemande, à laquelle ils doivent en partie leur conception de l'histoire, mais surtout ils ont étudié en détail la révolution industrielle anglaise, ainsi que l'économie politique, et ils se sont imprégnés de socialisme français. Le marxisme est le fruit de cette triple action.

Le *Manifeste* est, en quelque sorte, la déclaration de guerre du prolétariat à la bourgeoisie. Il décrit d'abord le mode de production capitaliste et en énumère les principaux effets : création d'un marché mondial, soumission des campagnes aux villes, colonisation des pays arriérés aux pays avancés, etc. ; mais le mode de production finit par entrer en conflit avec les formes de propriété trop étroites qui l'enserment, d'où s'ensuivent la surproduction, les crises, le chômage, etc.

Vient ensuite l'exposé des conditions de travail et de vie faites aux prolétaires sous le régime capitaliste : salaires le plus bas possible, longues journées de travail, organisation quasi militaire de l'industrie, travail des femmes et des enfants. Le *Manifeste* évoque les premiers épisodes de la résistance ouvrière, les « coalitions » (grèves), où se façonne la solidarité prolétarienne : peu à peu les grèves s'élargissent, se centra-

lisent. Alors naît la lutte politique, — lutte de classe pour la conquête du pouvoir et le renversement de la bourgeoisie.

Comment le mouvement de la classe ouvrière tend au communisme, tend à réaliser l'idéal communiste d'une société sans classes, c'est le sujet qu'aborde alors le *Manifeste*. Le communisme, qui n'est que l'expression idéologique la plus avancée du mouvement ouvrier, abolira non pas « la propriété », qui n'est qu'une abstraction, mais une forme historiquement donnée de la propriété, à savoir la propriété capitaliste qui sépare de plus en plus le travailleur de son instrument de travail. Le *Manifeste* s'attaque aux notions chères à la bourgeoisie : liberté, civilisation, droit, famille, patrie ; il délimite l'action des idées dans le développement historique et déclare avec force que le communisme rompra avec toutes les « idées » dont s'est nourri le passé. En fin de compte, les prolétaires doivent s'unir pour conquérir le pouvoir politique, liquider la propriété capitaliste et transformer la société.

Après avoir critiqué sévèrement tous les vieux systèmes socialistes, le *Manifeste* convie les communistes à s'unir à la classe ouvrière et à combattre pour ses buts. Puis il termine sur le mot d'ordre inoubliable : *Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

Le *Manifeste* avait été rédigé au nom d'une société internationale de prolétaires (allemands pour la plupart) : la Ligue des Communistes. Peu après, la révolution embrasait l'Europe (1848-49). Partout où les travailleurs tentèrent de s'emparer du pouvoir, ils furent écrasés. Louis Reybaud put écrire sa phrase célèbre : « Le socialisme est mort ; en parler, c'est prononcer son oraison funèbre ».

Quinze ans plus tard (1864), l'Internationale était fondée à Londres pour tâcher d'unir les prolétaires de tous les pays. Marx était l'un des fondateurs. Il en rédigea les statuts ; il en fut, d'un bout à l'autre, le cerveau.

La gloire de l'Association, ce sera d'avoir créé le mouvement socialiste moderne et d'en avoir fait un mouvement international. Elle ne put toutefois se maintenir que neuf ou dix ans. Il était sans doute quelque peu prématuré de vouloir aligner, sur un même front de lutte et de pensée, des classes ouvrières qui n'étaient pas soumises encore aux mêmes conditions de vie et d'exploitation.

Derrière le conflit Marx-Bakounine, il y avait le conflit entre ouvriers de la grande industrie et ouvriers de la petite. L'Internationale en fut très affaiblie. La défaite de la Commune, aux côtés de qui elle s'était rangée avec éclat, précipita sa disparition. Elle avait préparé le terrain pour les partis socialistes nationaux, dont le premier en date fut celui d'Allemagne (1875).

De l'union des partis socialistes sortira, en 1889, à Paris, la II^e Internationale.

Le Socialisme en France. — Après la Commune, le prolétariat, privé de ses chefs, fusillés, déportés ou proscrits, ne put que « se terrer dans ses syndicats » (le mot est de Vaillant). Il y subit l'influence des petits-bourgeois positivistes ou proudhoniens qui le confinèrent soigneusement dans les revendications professionnelles. Profitant de l'ébranlement de l'Ordre moral, il tient un premier Congrès à Paris (1876), puis un second à Lyon (1878). Le premier est purement corporatif et flétrit même la Commune ! Au second, quelques socialistes viennent affirmer la lutte de classe. Entre les deux, un homme était rentré d'exil. Il s'appelait Jules Guesde : il sera le levain qui fait lever la pâte. Son journal, *l'Égalité*, se proclame « collectiviste ».

À Marseille (octobre 1879), troisième congrès. Les collectivistes, unis aux anarchistes, écrasent les « syndicaux » et les coopérateurs. On glorifie la Commune et le drapeau rouge. Et, dépassant l'étape où s'était arrê-

tée l'Internationale, on vote non seulement la socialisation du sol, mais celle de tous les moyens de production : sous-sol, machines, matières premières.

Du congrès de Marseille sortit le parti socialiste, sous le nom de *Parti ouvrier*. Il était formé de six fédérations régionales, dont les deux plus actives furent celle du Centre (Paris), où dominaient les collectivistes modérés (Paul Brousse et ses amis du *Prolétaire*), et celle de l'Est (Lyon) aux mains des anarchistes (dont l'organe est le *Révolution*).

Le « Nouveau Parti », comme l'appelait Malon, fut en proie à des luttes intestines et dut subir, en deux ans, trois scissions (1880-82). Ces scissions eurent pour cause, toutes les trois, le programme électoral minimum élaboré par Guesde, Lafargue et Deville, et dont Marx avait rédigé lui-même les considérants collectivistes (« chef-d'œuvre, a dit Engels, d'argumentation saisissante ») :

1^{re} Scission des syndicaux, qui trouvent le programme trop rouge ;

2^{re} Scission des anarchistes, qui le trouvent trop pâle ;

3^{re} Scission entre collectivistes révolutionnaires (guesdistes) et collectivistes modérés (possibilistes ou broussistes) : ces derniers voulaient rendre le programme facultatif ; les autres le voulaient obligatoire.

La tentative d'un parti ouvrier unique avait échoué. Syndicaux et anarchistes étaient partis. Les possibilistes prirent le nom de *Fédération des Travailleurs socialistes*, les guesdistes gardant jalousement celui de *Parti ouvrier* (« Parti ouvrier français »).

Quant aux anciens communards, rentrés après l'amnistie (1880), ils se tirèrent en général à l'écart du Parti ouvrier. Les blanquistes (Vaillant, Eudes) créèrent le Comité révolutionnaire central (organe : *Ni Dieu, ni Maître*) ; les autres (Ch. Longuet, V. Jaclard, Theisz) l'éphémère Alliance républicaine socialiste, en coquetterie avec l'extrême-gauche radicale.

De 1882 à 1893, onze années d'intensif défrichement socialiste. Guesde parcourt la France. Le Parti ouvrier s'implante particulièrement dans les régions industrielles ; il se lie au mouvement syndical (Fédération nationale des syndicats, 1886). Le mot d'ordre des *Trois-Huit* (huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de sommeil) est de lui ; de lui, la première ébauche des manifestations du Premier mai. Il entretient des rapports cordiaux avec Engels, à Londres, et avec la social-démocratie allemande.

Si le Parti ouvrier progresse, la Fédération des travailleurs socialistes est, au contraire, en recul. Elle incline vers un socialisme municipal de plus en plus réformiste. En 1890, ses éléments de gauche (Allemane, Chabert, J.-B. Clément, Groussier, Dejeante) abandonnent Brousse pour fonder le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Le Parti allemand est nettement ouvrier et même ouvrieriste ; il préconise le syndicalisme et la grève générale. Il se querelle souvent avec ses élus, auxquels il impose le mandat impératif.

Le Comité révolutionnaire central n'existe guère qu'à Paris, dans le Cher et l'Allier. Il sort du boulangisme épuré de ses éléments nationalistes. L'influence de Vaillant devient alors prépondérante. En 1896, le Comité prend le nom de Parti socialiste révolutionnaire.

Les élections de 1893 sont une victoire pour le socialisme. Un groupe d'union socialiste se forme à la Chambre. Plus de 50 élus, dont beaucoup ne relèvent d'aucun des partis précités, s'y font inscrire : seuls les allemands refusent d'y adhérer. En de retentissants discours, Guesde et Jaurès affirment l'idée socialiste. En 1896, à Saint-Mandé, discours de Millerand, énonçant un programme minimum, qui écarte aussitôt de l'Union socialiste (c'est là son unique mérite) nombre d'indésirables.

Vers l'Unité Socialiste. — A ce moment, le mouvement syndical échappe aux partis socialistes. A la Fédération des syndicats, qui obéissait aux guesdistes, succède la Confédération générale du travail, en face de laquelle se dresse l'ambitieuse Fédération des Bourses, où Pelloutier attire anarchistes et allemanistes. Le mouvement syndical devient anti-politique, il oppose délibérément la grève générale à la conquête du pouvoir.

L'heure approchait où toutes les organisations socialistes allaient travailler à s'unir. Pendant l'affaire Dreyfus, craignant un coup d'Etat réactionnaire, elles formèrent un Comité de vigilance, qui devint, peu après, un Comité d'entente (1898). Guesdistes, blanquistes, possibilistes et allemanistes y retrouvaient les indépendants (Jaurès, Viviani, Millerand, Rouanet, Gérault-Richard, Fournière). Mais quand, en juin 1899, Millerand entre inopinément dans le ministère Waldeck-Rousseau, aux côtés de Galliffet, bourreau des communards, il ouvre, dans le socialisme français, une crise qui durera cinq ans. Le groupe parlementaire se coupe en deux : tandis qu'avec Jaurès, les uns défendent Millerand, les autres, avec Guesde et Vaillant, le condamnent. Dans un manifeste à la France socialiste, ces derniers qualifient de trahison l'acte de Millerand. Le Comité d'entente, pour trancher le débat, convoque un congrès général des organisations.

Ce congrès a lieu à Paris (salle Japy) du 3 au 8 décembre. Il condamne le ministérialisme, mais reconnaît que des « circonstances exceptionnelles » peuvent le rendre licite ; les deux tendances adverses restent donc sur leurs positions. En même temps, le congrès parvient à établir une sorte de lien fédéral entre les cinq organisations nationales (celle des indépendants comprise) et les fédérations autonomes de province. A la tête du Parti est mis un comité général.

Mais Millerand restant au ministère, l'entente n'était pas possible. En 1900, les guesdistes se retirent. Après quoi (1901), c'est le tour des blanquistes. Guesdistes et blanquistes s'unissent alors entre eux : ainsi naît le *Parti socialiste de France*, opposé à toute participation ministérielle, à toute alliance avec un parti bourgeois.

En face, indépendants, allemanistes et broussistes se serrent au sein du *Parti socialiste français*, où bientôt se formera une gauche (Renaudel, J. Longuet, G. Hervé) qui réclamera, elle aussi, l'exclusion de Millerand et le contrôle des élus.

Entre les deux partis, la lutte est très acerbée. Cependant le mouvement syndical (C. G. T. et Fédération des Bourses) réalise son unité organique (1902) et dresse le « syndicalisme révolutionnaire » contre le « syndicalisme parlementaire ».

Malgré tout, l'unité couvait sous la cendre. L'expérience millerandiste ayant pris fin et son triste héros ayant été exclu par la Fédération (celle de la Seine), l'unité se refit à la suite du congrès international d'Amsterdam, grâce aux interventions pressantes des socialistes étrangers. Elle se refit à Paris, salle du Globe (23-25 avril 1905), après que les deux partis eurent signé une déclaration « d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument ».

Le Parti Socialiste S. F. I. O. — Le parti ainsi unifié — section française de l'Internationale ouvrière : S. F. I. O. — se développa lentement, mais sûrement. Les Briand, Viviani, Gérault-Richard, Augagneur, l'avaient quitté, mais les travailleurs y entrèrent en grand nombre : de 1905 à la guerre, les effectifs passèrent de 34.000 à 93.000 membres. Son journal, *l'Humanité*, touchait les masses. La lutte contre le clémencisme, le briandisme, le poincarisme, instruments nécessaires de la politique bourgeoise, les ardents réquisi-

toires de Jaurès — son chef de moins en moins contesté — contre la guerre du Maroc, grosse de la guerre mondiale, contre les armements et le militarisme, l'admirable campagne de 1913 contre la loi de trois ans, tout cela valut au Parti Socialiste un crédit sans cesse grandissant. L'Europe avait les yeux fixés sur lui. A l'intérieur, son influence gagnait en profondeur. Aux élections de 1906, il obtenait 878.000 voix (52 élus) ; à celles de 1910, 1.106.000 voix (76 élus) ; à celles de 1914, 1.398.000 voix (103 élus).

De 1905 à 1914, le Parti tint 14 congrès, dont 2 extraordinaires. En voici l'énumération :

I. — *Paris* (23-25 avril 1905) : Réalisation de l'unité.

II. — *Chalon* (oct.-nov. 1905) : Tactique électorale.

III. — *Limoges* (nov. 1905) : Parti et syndicats ; le militarisme et la guerre.

IV. — *Nancy* (août 1907) : Militarisme et conflits internationaux ; et, de nouveau, Parti et Syndicats.

V. — *Toulouse* (oct. 1908) : Vote de la motion Jaurès sur l'action générale du Parti.

VI. — *Saint-Etienne* (avril 1909) : Elections de 1910 ; question agraire.

VII. — *Nîmes* (février 1910) : Retraites ouvrières ; tactique électorale.

VII bis. — *Paris* (juillet 1910) : Ordre du jour du congrès international de Copenhague (socialisme et coopération, etc.).

VIII. — *Saint-Quentin* (avril 1911) : Régies municipales ; tactique électorale.

VIII bis. — *Paris* (nov. 1911) : Revision des statuts.

IX. — *Lyon* (février 1912) : Action syndicale ; franc-maçonnerie.

X. — *Brest* (mars 1913) : Lutte contre les trois ans.

XI. — *Amiens* (janvier 1914) : Programme et tactique électorale.

XI bis. — *Paris* (juillet 1914) : Ordre du jour du congrès international de Vienne (qui devait avoir lieu en août et que la guerre empêcha) ; chômage ; impérialisme et conflits internationaux.

L'Internationale Socialiste. — Complétons cette nomenclature par celle des congrès internationaux de 1889 à la guerre :

I. — *Paris* (juillet 1889) : Deux congrès eurent lieu en même temps, l'un convoqué par les broussistes, salle Lancry, qui ne fit rien, l'autre par les guesdistes, salle Pétrelle, qui décida la manifestation internationale du Premier Mai.

II. — *Bruxelles* (1891) : Législation protectrice du travail ; antisémitisme ; militarisme et conflits internationaux.

III. — *Zürich* (1893) : Question de l'admission des anarchistes (rejetée) ; journée de 8 heures ; militarisme et conflits internationaux ; travail des femmes ; action électorale et parlementaire.

IV. — *Londres* (1896) : Exclusion définitive des anarchistes ; action politique ; question agraire ; grève générale et action syndicale.

V. — *Paris* (1900) : Action politique ; ministérialisme (cas Millerand) ; alliances avec la bourgeoisie ; action municipale ; trusts ; création d'un comité permanent siégeant à Bruxelles.

VI. — *Amsterdam* (1904) : Unité socialiste en France ; condamnation du ministérialisme ; assurances sociales ; grève générale.

VII. — *Stuttgart* (1907) : Militarisme et conflits internationaux (vote de la motion fameuse : « Si la guerre éclatait néanmoins... ») ; Partis et syndicats.

VIII. — *Copenhague* (1910) : Socialisme et coopération ; renvoi au congrès suivant de la motion Keir Hardie-Vaillant sur la lutte contre la guerre.

Le congrès suivant (Vienne, août 1914) n'eut pas lieu. La classe ouvrière se trouva précipitée dans la guerre avant d'avoir eu le temps d'engager la grande

action décidée à Bruxelles, fin juillet, par les représentants de l'Internationale. Devant le fait accompli, presque tous les partis s'inclinèrent ; les crédits de guerre furent votés. Cependant le socialisme ne devait pas tarder à relever la tête. En Allemagne, les futurs spartakistes et les « indépendants » rompirent avec le « socialisme de guerre ». En France, les « minoritaires » ne parvinrent qu'un mois avant l'armistice à conquérir la majorité.

On crut un moment que l'Internationale réussirait à se reconstituer en pleine guerre (1917), mais le congrès de Stockholm fut mis dans l'impossibilité de siéger. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal (1915-1916) ne réunirent que des minorités. En mars 1917, la Révolution russe éclata soudain, d'abord bourgeoise, puis socialisante, enfin (7 novembre) bolchevique. Maîtres de la Russie, les bolcheviks proclamèrent la dictature du prolétariat (en fait, celle de leur propre parti), signèrent la paix avec l'Allemagne et s'efforcèrent de fomentier, en créant l'« Internationale communiste », une révolution sociale universelle. Cet effort audacieux, malgré la complicité des circonstances, n'aboutit qu'à une série d'échecs sanglants. L'unique résultat fut la création, dans tous les pays de partis communistes dont l'activité désordonnée est, aujourd'hui, presque uniquement tournée contre les partis socialistes et les vieux syndicats.

La scission laissa les partis socialistes très affaiblis, vidés de leurs militants de gauche et de leurs éléments jeunes. Ce n'est que lentement et, surtout, grâce aux fautes accumulées comme à plaisir par le bolchevisme que les partis socialistes reconquirent leur influence. Il y eut, un moment, deux Internationales socialistes, l'une de droite, l'autre de gauche (cette dernière dénommée « centriste » par les bolcheviks) : elles fusionnèrent à Hambourg, en 1923, et la II^e Internationale se trouva ainsi reconstituée.

Elle a tenu, depuis lors, des congrès à Marseille (1925), à Bruxelles (1928), à Vienne (1931) ; elle vient d'avoir une conférence à Paris où ont été examinés les grands problèmes de l'heure : guerre, fascisme, unité, pouvoir. Alors qu'en 1914, elle groupait 3.400.000 membres, elle en groupe, aujourd'hui, trois fois plus, répartie entre une cinquantaine de partis.

Dans l'intervalle des congrès, instance souveraine, qui ne se réunissent que tous les trois ans, l'Internationale est régie par un comité exécutif (deux ou trois sessions par an) dans lequel chaque parti est représenté au prorata de sa force (la France a trois représentants). Le bureau tient des réunions plus fréquentes. Le secrétariat, dirigé par Fr. Adler, à Zurich, assure la permanence.

Organisation du Parti en France. — Chaque parti socialiste a sa figure propre. Le *Labour Party* comprend, à côté de ses sections locales, de nombreux syndicats, des partis et des associations socialistes. Le parti ouvrier belge se compose de sections politiques, de syndicats, de coopératives, de mutualités et de sociétés ouvrières de toute sorte. Partout ailleurs, partis et syndicats sont indépendants, mais, sauf en France, entretiennent entre eux des rapports organiques étroits. En France, l'indépendance organique est complète : Parti socialiste et C. G. T. ne collaborent qu'exceptionnellement ; les coopératives pratiquent une neutralité absolue.

Le Parti socialiste français se compose, actuellement, de 4.400 sections locales, réparties entre 96 fédérations. Sections et fédérations s'administrent elles-mêmes.

La direction du Parti appartient au Parti lui-même, c'est-à-dire au congrès national annuel, dont les délégués sont élus par les fédérations. Chaque fédération y dispose d'un mandat de droit et d'un mandat supplémentaire par 25 cotisants.

Le congrès fixe souverainement la politique du Parti.

Il se prononce sur les rapports que lui soumettent les « organismes centraux » et renouvelle ces derniers (dont le plus important est la « C. A. P. ») sur la base de la représentation proportionnelle.

Dans l'intervalle des congrès, le Parti est administré par le conseil national, sorte de congrès restreint constitué par les fédérations, à raison d'un délégué chacune, élu pour un an. Le conseil national se réunit en session ordinaire environ deux fois l'an.

La commission administrative permanente (C. A. P.), dont le nom indique suffisamment le rôle, comprend 33 membres élus par le congrès à la proportionnelle. Elle se réunit environ deux fois par mois et se décharge d'une partie de ses tâches sur un bureau de quelques membres (secrétaire général, trésorier du Parti, etc.). La C. A. P. exécute les décisions des congrès et des conseils nationaux et organise la propagande (confiée à quelques délégués permanents).

Les autres commissions centrales sont celle de contrôle (qui surveille la gestion financière) et celle des conflits, qui juge les « demandes de contrôle » dont tout membre peut être l'objet et peut prononcer des peines allant de l'avertissement simple à l'exclusion.

Une part importante de l'action du Parti étant électorale, il possède des élus dans tous les corps délibérants : conseils municipaux, d'arrondissement, généraux, Chambre et Sénat.

Les élus parlementaires (actuellement 16 sénateurs et 129 députés) [La récente scission des néo-socialistes a fait perdre au Parti 31 députés et plusieurs sénateurs], forment « un groupe distinct de toutes les fractions politiques bourgeoises ». Ils sont tenus à l'unité de vote et doivent repousser l'ensemble du budget, « liste civile de la bourgeoisie ». Tout élu relève du contrôle de sa fédération et doit verser au Parti une fraction de son indemnité.

La liberté de discussion est entière dans la presse socialiste (ainsi que dans les assemblées intérieures du Parti), mais pour l'action, la presse doit se conformer aux décisions des congrès.

L'organe central est le *Populaire*, fondé en 1927, dont le directeur (Léon Blum) est élu par le congrès national. Le *Populaire* a 43.000 abonnés et environ 75.000 acheteurs au numéro. Les fédérations et sections disposent, pour leur compte d'environ 80 journaux.

Les jeunes socialistes sont unis dans la Fédération nationale des Jeunes (12.000 membres), au sein de laquelle le Parti a ses représentants (de même qu'au Comité national des femmes socialistes fondé en 1931).

Ajoutons que le Parti compte actuellement, 137.000 membres (dont 14.600 dans le Nord et 9.200 dans la Seine) [La scission néo-socialiste a fait perdre au Parti de 8 à 10.000 membres], et que son budget s'élève à 1.658.000 francs.

II — LE PROGRAMME : BUTS ET MOYENS. — *La Société capitaliste.* — Le capitalisme, c'est le point de départ. Le communisme, c'est le point d'arrivée. Entre les deux, le mouvement socialiste s'intercale : empruntant ses méthodes au marxisme — c'est-à-dire à une connaissance scientifique de l'état social et du devenir historique — il s'assigne, pour but final, le renversement de la société capitaliste et la réalisation du communisme.

Capitalisme, socialisme, communisme : les trois anneaux de la chaîne, les trois étapes du voyage.

Voyons d'abord ce qu'est le capitalisme.

Le capitalisme est récent dans l'histoire. Il apparaît avec la Renaissance, lorsque commencent à se dissoudre les biens féodaux et à se constituer les monarchies absolues. Son prodigieux essor ne date que du XIX^e siècle : il a fallu pour cela que, grâce à la vapeur et aux machines, la fabrique succède à la manufacture et que, sur les ruines du régime corporatif, la grande

industrie conquière sa pleine liberté de mouvements (laisser faire, laisser passer).

Le capitalisme est caractérisé par la prédominance d'un mode de production, dit capitaliste, lequel exige, pour des rendements de plus en plus massifs, la réunion de capitaux considérables (matières premières, machines, argent liquide).

Le mode de production capitaliste exige autre chose aussi : l'existence d'un prolétariat nombreux, dénué d'instruments de production et réduit, pour ne pas périr, à vendre aux capitalistes sa « force de travail ».

L'essor du capitalisme eut pour conséquence l'affaiblissement rapide et le recul de la petite entreprise indépendante qui, de règle, est devenue l'exception. Ce phénomène, très apparent dans l'industrie, l'est moins dans l'agriculture, surtout en France où la petite exploitation, fortement protégée par l'Etat, a, jusqu'ici, résisté : mais, si elle subsiste, elle dépend de plus en plus du marché et des capitalistes qui y font la loi. Toute l'histoire de l'artisanerie et de la paysannerie, depuis cent ans, est celle de leur prolétarianisation. « L'évolution économique de la société bourgeois conduit, avec la nécessité des lois de la nature, à la ruine de la petite exploitation, fondée sur l'appropriation privée, par le travailleur, de ses moyens de production. Elle sépare le travailleur de ses moyens de production et le transforme en un prolétaire ne possédant rien. [Elle transforme, en d'autres termes, le *travailleur propriétaire en travailleur salarié.*] Les moyens de production deviennent le monopole d'un nombre relativement restreint de capitalistes et de grands propriétaires fonciers » (Ancien programme de la social-démocratie allemande, dit d'Erfurt, 1891.)

Le résultat de cet écrasement de la propriété individuelle par la propriété capitaliste et de la petite exploitation par la grande a été un accroissement gigantesque de la productivité du travail. Mais les avantages de cet accroissement ont été occupés par les détenteurs privés des moyens de production, capitalistes et grands propriétaires. Les prolétaires, ce matériel humain de l'industrie moderne, en ont été exclus, et non seulement les prolétaires, mais encore la classe moyenne ou petite bourgeoisie (artisans, paysans propriétaires, intellectuels), dont la situation est devenue, depuis la guerre, presque aussi incertaine que celle des prolétaires proprement dits, là où cette classe n'a pas été entièrement paupérisée.

L'évolution du régime capitaliste en a modifié profondément la structure, sinon l'essence. La concurrence entre capitalistes a amené une concentration de plus en plus dense des moyens de production dans les mains d'une oligarchie de plus en plus restreinte et omnipotente. Au capitalisme de concurrence, a succédé le capitalisme de monopole, qui n'a gardé de l'ancien que l'appât du profit. Le libre échange a fait place au nationalisme économique. Le néo-capitalisme tend de plus en plus vers un régime d'autarchie (marché intérieur fermé), complété, à l'extérieur, par la pratique systématique du dumping. Le néo-capitalisme, cessant d'être libéral et pacifique, est devenu résolument interventionniste à son profit. Capitalistes et financiers ont trouvé dans l'Etat, asservi par eux, un exécuteur docile. Protectionnisme, militarisme, impérialisme, colonialisme sont les traits dominants de l'évolution du capitalisme, parti de la liberté pour arriver au monopole.

Le néo-capitalisme a tenté d'organiser l'économie sous l'hégémonie des banques représentant le capital financier. Elle n'a réussi qu'à multiplier le désordre du monde. Tant qu'elle n'aura pour base que la propriété privée et pour régulateur que le profit, l'économie dirigée sera une utopie. La production restera livrée à son anarchie traditionnelle, dont la manifestation la plus topique est dans les crises.

Les crises économiques sont inhérentes à la nature

du régime capitaliste, incapable d'ajuster sa production aux besoins des consommateurs solvables (les consommateurs insolubles n'existant pas pour lui). Avec l'industrialisation croissante du monde, qui amène la saturation des marchés et le rétrécissement des débouchés lointains, les crises deviennent « toujours plus étendues et plus dévastatrices » (programme d'Erfurt) et leurs retours périodiques entraînent, pour les Etats, des dérèglements financiers, monétaires, politiques et sociaux qui menacent la vieille société de subversion totale.

Le mode de production capitaliste est devenu anti-économique. Mais que dire de ses conséquences anti-humaines ? Il représente de plus en plus, non seulement pour les prolétaires qu'il exploite, mais pour la très grande majorité des hommes, un avilissement certain de leurs conditions d'existence. En même temps, s'élargit l'abîme qui sépare les classes, et s'aggravent les antagonismes qui mettent aux prises, en une véritable guerre civile (la lutte des classes) bourgeois, petits bourgeois et prolétaires.

L'inhumanité profonde du capitalisme se révèle surtout dans les crises. Alors les usines se ferment, les faillites se multiplient, les ouvriers sont jetés sur le pavé. A l'heure actuelle, dans le monde, trente millions d'ouvriers, d'employés, d'intellectuels sont ainsi la proie du chômage. Que vaut une société qui, suffisamment outillée pour satisfaire à tous les besoins, n'arrive pas à écouler sa production surabondante ? Que vaut une société qui n'arrive pas à assurer du travail à ceux qui n'ont, pour vivre, que leur force de travail ?

Le capitalisme, qui aggrave les antagonismes entre les classes, les exaspère entre nations. Dans son besoin d'expansion, il est essentiellement impérialiste. Ce qu'il lui faut, ce sont des débouchés, dût-il se les faire ouvrir à coups de canon. La préparation de la guerre est pour lui une nécessité primordiale : les guerres modernes sont des règlements de compte à main armée entre capitalismes rivaux aspirant à la suprématie commerciale.

Les guerres, Jaurès l'a dit, sont la honte et la condamnation du régime. Les guerres et les crises : les guerres sur le terrain de la politique, les crises sur celui de l'économie. Elles accusent jusqu'au paroxysme l'impuissance de la vieille société à discipliner ses forces productives surexcitées par l'appât du profit, en même temps qu'à assurer aux peuples le bien-être et la liberté dans le travail et dans la paix. Abaissement du niveau d'existence des masses, écroulement des classes moyennes, aggravation des inégalités sociales, exaspération des antagonismes de classes et des concurrences nationales, ces conséquences sont là sous nos yeux. Dernière conséquence : la bourgeoisie, sentant son règne menacé, recourt, pour se sauver, aux méthodes dictatoriales. Avec l'ancien capitalisme libéral s'en va la démocratie ; avec le capitalisme nouveau, à tendances protectionnistes et impérialistes, s'installe le fascisme, foulant aux pieds le suffrage universel et livrant le pouvoir à des bandits armés.

Guerres, crises, fascismes ne font qu'attester l'agonie convulsive de la société capitaliste et la nécessité du communisme libérateur.

Qu'est-ce que le Communisme ? — C'est la « mise en commun », la reprise par la société, la « socialisation » des moyens de production et d'échange : sol et sous-sol, matières premières, usines, banques, moyens de transport. C'est la production capitaliste, par et pour les particuliers, transformée en production sociale, par et pour la société : celle-là ne travaillait qu'en vue du marché, c'est-à-dire de la seule consommation solvable, détentrice de moyens de paiement ; celle-ci travaillera pour satisfaire des besoins ; celle-là n'avait pour fin

que le plus grand profit, celle-ci aura pour fin le plus grand bien-être.

La propriété sociale proscriera la notion de surtravail et de profit. Elle réalisera, pour la première fois, la *synergie sociale*, en coordonnant, d'après un plan, et en harmonisant la production et la distribution des richesses. Elle n'éliminera pas seulement les déséquilibres et les crises provenant de la surproduction et de la sous-consommation ; elle abolira pour toujours la division de la société en classes et, avec les classes tant exploitées qu'exploitantes, les antagonismes et les luttes qu'elles engendrent mécaniquement. L'Etat, dans cette société d'égaux, perdra sa raison d'être. Au « gouvernement des hommes » sera substituée « l'administration des choses ». A la place des Etats armés et des patries hostiles, s'organiseront, par dessus les frontières, de libres fédérations de producteurs, d'échangeurs et de consommateurs. Ainsi sera fermée l'ère des révolutions violentes. Ainsi la société sera, de fond en comble, transformée. Ainsi s'achèvera le cycle commencé par le capitalisme lui-même, qui, en socialisant le mode de production, a frayé la voie à la socialisation de la propriété. [Le mode de production est social — mais dans une certaine mesure seulement — parce qu'il implique des combinaisons de capitaux et de capitalistes (sociétés par actions, trusts, cartels), ainsi qu'une organisation de travail faisant coopérer des centaines et parfois des milliers de travailleurs.]

Voies et moyens. — Tel est le but final que vise le socialisme. Il reste à dire par quel moyen il se propose d'atteindre ce but essentiellement révolutionnaire.

La socialisation de la propriété capitaliste n'est pas plus, en effet, une « réforme » sociale, que le passage de la forme monarchique à la forme républicaine n'est une « réforme » politique. C'est un énorme transfert de propriété ; c'est une *expropriation* colossale qui lèvera les « droits » de toute une classe, et justement de la classe la plus puissante, sinon la plus nombreuse. Même s'il était possible d'y procéder sans coup férir, cette expropriation de la classe possédante n'en serait pas moins un acte révolutionnaire, impliquant une rupture décisive avec la légalité qui ne prévoit nullement l'expropriation de toute une classe.

Mais rien, ni l'expérience du passé, ni ce qu'on sait des dispositions de la bourgeoisie, ne permet de supposer que celle-ci se laissera exproprier sans coup férir. Il faudra, avant de la priver de ses biens, la réduire à l'impuissance, et pour cela la chasser du pouvoir, s'emparer de celui-ci et, délibérément, le tourner contre elle.

« La conquête du pouvoir politique est devenue — Marx le disait dès 1864 — le premier devoir de la classe ouvrière. »

La question est de savoir comment conquérir le pouvoir ? Guesde avait coutume de répondre : Par tous les moyens, y compris la légalité.

L'insurrection armée est un moyen. La grève générale en est un autre. Le bulletin de vote un troisième.

Quelque moyen qu'on préconise, tous supposent une sorte de mobilisation de la classe exploitée contre la classe exploiteuse, et par conséquent l'organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe. Tous supposent l'existence de *syndicats* — ces « écoles primaires du socialisme » (Marx) — et de *partis* groupant les travailleurs les plus conscients du but final, les plus actifs, les plus résolus.

Partis et syndicats sont les instruments essentiels de la conquête socialiste du pouvoir. Tous les socialistes sont d'accord là-dessus. Où les opinions diffèrent, c'est sur le point de savoir si la conquête du pouvoir s'opérera par la force ou dans la légalité, par l'action révolutionnaire ou par l'action électorale.

Une discussion sur ce point de tactique nous entraî-

nerait trop loin. Bornons-nous à signaler que l'action révolutionnaire (sous la forme d'une insurrection armée, précédée ou accompagnée d'une grève générale) n'apparaît possible que lorsque la situation est elle-même devenue révolutionnaire et qu'elle n'a d'ailleurs des chances de triompher que si la défection des forces régulières qui lui sont opposées laisse le gouvernement désarmé.

D'autre part, la tactique légale, préconisée par les réformistes et qui consiste à conquérir siège à siège la majorité dans l'une des Chambres, celle du suffrage universel, est terriblement lente et décevante. A supposer qu'un gouvernement socialiste parvienne jamais à se former dans ces conditions, il aurait contre lui tous les corps constitués : Sénat, « bureaux », diplomatie, magistrature, Eglise, armée ; il aurait contre lui la presse ; il aurait surtout contre lui grande industrie, grande propriété, haute banque, tous les pouvoirs réels de la vieille société. Comment briser cette coalition formidable sans sortir de la légalité, sans faire appel à l'action directe des masses, c'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, à la révolution ? Aucun des gouvernements socialistes qui ont paru depuis la guerre n'a osé cela ; tous se sont évertués à éviter le conflit, en rassurant la bourgeoisie. Mais aussi, aucune grande réalisation socialiste — ni en Angleterre (« Si vous entendez que je vais détruire notre situation économique par une législation radicale, non ! Je veillerai à protéger les droits du travail, mais, d'un autre côté, les droits du capital seront également protégés » (Interview de Mac Donald, *Colliers's Weekly*, New-York, avril 1924)), ni en Suède, ni au Danemark — ne s'est attachée à leur nom. Ils n'ont fait que démontrer, une fois de plus, que la démocratie n'est pas le socialisme. Le socialisme ne commence qu'avec la socialisation.

Ainsi donc, l'action révolutionnaire n'est possible que si la « situation » est elle-même révolutionnaire. Quant à la tactique légale, elle peut bien conduire, théoriquement, jusqu'à « l'exercice du pouvoir » (selon le mot de Blum) ; elle ne conduira au socialisme qu'à la condition de sortir de la légalité pour entrer dans la révolution.

Quelque détour que l'on prenne, on en revient toujours à la nécessité révolutionnaire.

Mais la révolution — c'est-à-dire la conquête révolutionnaire du pouvoir — n'est pas à tout moment possible et le prolétariat socialiste doit savoir choisir l'heure où la bourgeoisie est en état de plus grand désarroi et de moindre résistance. Elle le fut au lendemain de la guerre ; elle peut le redevenir demain. La vieille société est, aujourd'hui, en pleine crise. En vain le fascisme essaie-t-il de surmonter par la violence les contradictions qui la minent. Il ne pourra que retarder l'effondrement final. La crise, en l'atteignant à son tour, précipitera sa chute. Au surplus, la lutte contre le fascisme, là où il a triomphé, ne peut-elle être qu'une lutte révolutionnaire dont le pouvoir est l'enjeu. Fascisme ou socialisme, bourgeoisie ou prolétariat, tel est le dilemme. Car le fascisme abattu et le pouvoir acquis, le prolétariat ne se bornera pas à rétablir les libertés démocratiques : il ira jusqu'au bout, jusqu'au socialisme.

La lutte contre le fascisme, dernier rempart de la bourgeoisie, vise bien au-delà du fascisme : elle ne peut avoir pour terme que la conquête du pouvoir et la réalisation du socialisme.

Voilà donc le pouvoir conquis. La révolution ne fait que commencer. — Maître des leviers de commande, le prolétariat en usera d'abord pour prévenir la contre-révolution. Le pouvoir n'a servi, jusqu'ici, qu'à maintenir dans l'exploitation les classes non capitalistes ; il servira à empêcher le retour offensif des anciens exploités. Il les mettra, jusqu'à nouvel ordre, hors de

la démocratie. Cette mise hors de la démocratie des anciens exploités et, d'une façon plus générale, de tous les ennemis de la révolution prolétarienne, est ce qu'on appelle la *dictature du prolétariat*. En vertu de celle-ci, seuls les prolétaires jouiront du droit de former des partis ou des ligues, du droit de tenir des réunions publiques, du droit de publier des journaux, du droit d'être électeurs et éligibles. Bien entendu, la confiscation des biens des contre-révolutionnaires sera l'une des armes, et non la moins redoutable, de la dictature collective du prolétariat.

Mais, surtout, le prolétariat se servira du pouvoir pour réaliser les grandes socialisations qui sont l'essence de son programme.

Commencera-t-il par faire passer sous son contrôle les grands monopoles privés ou les socialisera-t-il immédiatement ? Il est probable qu'on procédera par étapes et que le contrôle — contrôle gouvernemental et contrôle ouvrier — préparera la socialisation. Sauf pour les mines, les chemins de fer, les assurances, les transports maritimes, les banques, le commerce extérieur, on ne procédera pas, vraisemblablement, à la socialisation d'industries entières. On se contentera, dans chaque industrie (électricité, métallurgie, textile, produits chimiques, minoterie, etc.), de socialiser les grandes entreprises et de contrôler les autres. La grande exploitation rurale sera socialisée ; la moyenne exploitation sera contrôlée ; la petite restera libre, mais sera entraînée au travail collectif. Ce sont là, au surplus, des problèmes techniques plus que politiques. (Nous laisserons de côté la question — politique et non technique — de savoir si les anciens propriétaires expropriés seront *indemnisés* et dans quelle mesure. Peut-être y aura-t-il intérêt politique à leur servir, leur vie durant, une rente annuelle.)

Le pouvoir socialiste organisera des *trusts* régionaux et nationaux autonomes, dont la gestion sera confiée à des conseils composés de représentants des pouvoirs publics, du personnel salarié (ingénieurs, employés, ouvriers) et des usagers. Des plans à long terme seront dressés pour chaque industrie et pour l'ensemble de la production nationale, qui permettront d'ajuster le rendement annuel au montant des besoins, préalablement recensés, de la collectivité sociale.

Que fera-t-on du bénéfice ? Une partie sera consacrée au perfectionnement de l'outillage et des conditions du travail ; l'autre sera partagée entre l'Etat socialiste et les travailleurs des entreprises socialisées.

La Révolution prolétarienne, commencée par l'expropriation de la bourgeoisie, continuée par son expropriation économique, n'aura achevé son œuvre que lorsqu'elle aura éliminé tous les vestiges des antagonismes de classes et des antagonismes nationaux, que lorsqu'elle aura définitivement balayé tous les vestiges des antagonismes sociaux et des antagonismes nationaux. De l'abolition des classes impliquée dans l'expropriation de la bourgeoisie, toute une série de révolutions sortira.

L'école sera affranchie de toute servitude de classe. Le droit de tous les enfants à l'instruction intégrale — à la fois littéraire et humaine, scientifique et technique — sera organisé. L'école deviendra non seulement pour les enfants, mais pour les adultes, un centre de vie intellectuelle et sociale intense.

La justice perdra, elle aussi, son caractère de justice de classe. Plus de juges professionnels. Des juges populaires, des jurés. Généralisation de l'arbitrage pour les conflits privés. On préviendra le crime pour n'avoir pas à le réprimer. Les anormaux, les anti-sociaux, les pervers seront soignés. Les prisons, s'il doit en rester, seront transformées : de lieux d'expiation, de tourment et de honte, elles deviendront des lieux de rééducation et de relèvement.

Les antagonismes nationaux, les impérialismes sont

une des formes de la concurrence universelle. Ils disparaîtront peu à peu et la guerre avec eux. La Société des nations (c'est-à-dire des peuples) deviendra une réalité. « En même temps que l'antagonisme des classes, à l'intérieur de la nation, l'hostilité des nations entre elles disparaîtra ». (*Manifeste communiste*.)

Avec l'extinction des antagonismes sociaux et des antagonismes nationaux, l'Etat enfin perdra sa raison d'être. Bien que les socialistes de la II^e Internationale aient trop souvent abandonné aux anarchistes, adversaires du « principe d'autorité », le monopole de la lutte contre l'Etat, l'idée que la notion d'Etat est liée aux notions de *Classe* et de *Nation*, que l'Etat naît, grandit, décline et meurt avec l'antagonisme des classes et des nations, est une idée profondément marxiste et socialiste. L'Etat n'a jamais été, pour les classes dirigeantes d'un pays que le moyen de tenir en respect les masses et de se défendre, en même temps, contre la concurrence des classes dirigeantes des autres pays. Dans la sphère de la politique intérieure, comme dans celle de la politique extérieure, l'Etat a pour but spécifique le *maintien par la force* de l'ordre établi, dont il constitue en quelque sorte l'armature et qui, sans lui, s'écroulerait. « A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgira une association où le libre développement de chacun sera la condition de libre développement de tous. » (*Manifeste communiste*.)

La réalisation du socialisme ne sera pas l'œuvre d'un jour. Pour arriver au socialisme intégral, une longue évolution sera nécessaire, « qui transformera les circonstances et les hommes ». Mais cette évolution devra commencer dès l'avènement du prolétariat au pouvoir. Un gouvernement socialiste, qui, dès le premier jour, ne porterait pas la hache dans la forêt des privilèges capitalistes, commettrait une trahison.

Ce que seront les premières mesures à prendre ne peut qu'être indiqué ici. Le *Manifeste communiste*, dès 1848, en a énuméré un certain nombre, dont il attendait la centralisation, dans les mains du prolétariat dirigeant, de tous les grands moyens de production et d'échange, en même temps qu'une augmentation de la quantité des forces productives, donc de la masse des produits partageables. Ces mesures consistaient notamment dans : l'expropriation de la propriété foncière, un impôt fortement progressif sur les fortunes, l'abolition de l'héritage, le monopole des banques et des moyens de transport, la multiplication des manufactures nationales, c'est-à-dire la socialisation des grandes entreprises, etc...

Ces mesures ont un trait commun : elles transfèrent à la société une partie notable de la propriété capitaliste. Elles s'imposeront à tout gouvernement socialiste qui voudra vivre.

Non pas qu'il sera nécessaire de les prendre toutes d'un seul coup. La Révolution russe a montré qu'en ne fait pas sans péril table rase du passé et que, dans la liquidation de l'ordre ancien comme dans la construction de l'ordre nouveau, des transitions doivent être ménagées. Il ne sera pas indispensable de déclarer abolie du jour au lendemain la totalité de la propriété capitaliste. Il suffira de socialiser tout ce qui pourra l'être sans danger pour la production, qui ne doit pas s'interrompre un seul jour. L'évolution vers le socialisme commencera donc par une période d'*économie mixte*, mi-capitaliste mi-socialiste, où le prolétariat, maître du pouvoir politique, « détiendra les leviers essentiels après avoir socialisé les principales branches économiques, mais où un large secteur demeurera entre les mains du Capital, de l'initiative privée » (Lucien Laurat : *Le Socialisme à l'ordre du jour*, brochure.) Au secteur socialiste appartiendront toutes les industries-clés et, bien entendu, les banques ; au secteur capitaliste les industries dépendant économiquement des premières.

La tâche la plus urgente qu'ait à remplir actuellement le socialisme, c'est d'établir le programme des socialisations qu'il juge nécessaires : 1° pour résoudre la crise interminable qui, déclenchée par le capitalisme, ne peut être surmontée par lui ; 2° pour affranchir la classe ouvrière du joug du Capital. [C'est ce que vient de faire (décembre 1933) le Parti ouvrier belge.]

Ce programme établi, le socialisme posera sa candidature au pouvoir et il appellera les masses à le lui donner.

Ce qui vient d'être dit laisse, on le voit, très peu de place au « réformisme ». Les temps du programme minimum sont passés. Celui-ci a pu avoir, aux débuts du mouvement et jusqu'avant la guerre, une efficacité pour le rassemblement des masses. Il n'a, aujourd'hui, perdu sa raison d'être. Avec la crise et la décomposition du capitalisme, les réformes sont devenues à peu près aussi irréalisables que l'était la Révolution elle-même quand le Capitalisme était tout puissant et prospère. Au point où en sont les choses, on ne réforme pas la société capitaliste ; elle tombe en morceaux, il n'y a plus qu'à la démolir.

Mais que faire jusqu'au jour — plus proche qu'on ne pense — où, légalement ou non, le prolétariat se saisira du pouvoir ?

Que faire ? Mais continuer ce qu'on a toujours fait ! Lutter pied à pied contre la bourgeoisie et le capitalisme, profiter de toutes les libertés, de presse, de parole, d'association, de suffrage, pour organiser et instruire le prolétariat, déloger les partis bourgeois de leurs positions politiques, battre en brèche l'oppression et l'exploitation patronales, combattre sans merci le militarisme, le colonialisme et la guerre, tant offensive que défensive. Ce n'est pas le travail qui manque au socialisme.

La lutte électorale, la lutte parlementaire ne sont que des moyens pour le socialisme : elles constituent sur le terrain politique, le prolongement de la lutte de classe ; une forme dérivée de l'action directe du prolétariat. Sinon, elles ne sont rien. Elles doivent se garder de toute compromission. C'est pourquoi l'alliance avec les partis bourgeois, la participation au pouvoir bourgeois ont été condamnées, comme des déviations mortelles, par tous les Congrès nationaux et internationaux du Parti.

Le mot d'ordre de celui-ci est, aujourd'hui, plus que jamais : Tout le pouvoir au Socialisme ! En attendant, opposition irréductible au pouvoir de la bourgeoisie !

Napoléon, ce grand entraîneur d'hommes, a dit un jour : « On ne conduit un peuple qu'en lui montrant un avenir ; un chef est un marchand d'espérance ».

Dans le déclin de tout ce à quoi les hommes ont cru, de tout ce pourquoi ils ont vécu, le socialisme, seul aujourd'hui, montre au peuple un avenir : le Bien-Etre et la Liberté. Seul, il lui dit d'avoir confiance dans l'Énergie créatrice qui est en lui. Et l'espérance dont il est plein, il la lui donne. C'est pourquoi, en dépit des défaites passagères, sa victoire finale est certaine. — Amédée Duxos.

SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Le principe d'un état de société entre les nations avait déjà été proclamé avant la guerre. On lit dans les conventions de la Haye de 1907 : « Les Nations civilisées constituent une Société. Les membres de cette société sont solidaires, soumis à l'Empire du Droit et de la Justice Internationale ». Certains pacifistes désignèrent, à ce moment, sous le terme « Société des Nations » l'organisation juridique internationale, assurant la paix, par le respect du droit, à laquelle ils aspiraient.

Ce fut pendant la guerre de 1914-1918 que se développa, principalement sous l'influence du président Wilson, un mouvement d'opinion en faveur d'une association générale des Nations civilisées, destinée à empêcher le

retour de conflits sanglants. La formule « Société des Nations » devint populaire. Mais la forme de cette institution était conçue de manières très diverses. La conception anglaise était rebelle à l'idée de contrainte, rebelle aussi à une limitation trop accentuée de la souveraineté de l'Empire. Confiante en la puissance de l'opinion publique, la tendance anglaise envisageait des liens contractuels librement acceptés par les États, un organisme destiné à faciliter la coopération des peuples et le règlement amiable de leurs conflits, une ligue dont les adhérents auraient à tout moment le pouvoir de se retirer.

Selon la conception du pacifisme officieux de France, représentée surtout par Léon Bourgeois, la société des nations ne devait pas non plus avoir le caractère d'un sur-Etat ni porter atteinte à la souveraineté des États. Mais, pour assurer le respect du droit et le maintien de la Paix, les nations associées devaient s'engager à mettre à la disposition de l'organisme à créer leur puissance économique et militaire contre le pays violant le pacte social.

Enfin, certains doctrinaires plus hardis du pacifisme constructif appelaient « Société des Nations » une autorité politique internationale dominant les États, munie des trois pouvoirs : législatif, judiciaire, exécutif, disposant d'une puissance suffisante pour limiter effectivement la souveraineté des nations et les mettre dans l'impossibilité de se faire justice elles-mêmes.

Plusieurs projets envisageaient soit la représentation directe des peuples, soit la participation au parlement mondial, à côté des délégués des États, de mandataires des grandes forces internationales comme le Syndicalisme et l'Eglise. Il s'agissait donc, non d'une Société des nations souveraines et armées, mais d'une société souveraine de nations désarmées.

La Société des nations existante, celle qu'institua le traité de Versailles, ne réalise sous aucun aspect la troisième conception.

Elle n'est pas une vraie fédération, sa constitution n'est pas démocratique, elle n'organise pas le règlement de tous les conflits sans exception, elle n'interdit pas dans tous les cas le recours à la guerre.

Elle a été le produit d'un compromis entre la conception française et la conception anglaise. Elle est, principalement, un organisme diplomatique.

Ses principaux organes sont : l'Assemblée des délégués, le Conseil et le Secrétariat.

La cour de justice internationale est rattachée à l'institution de Genève. L'Assemblée n'est pas un Parlement. Elle n'a pas le pouvoir de voter des lois à la majorité des voix ; ses décisions doivent être prises à l'unanimité et n'engagent les États qu'après leur ratification. Son mode de désignation n'est pas démocratique. Ses membres sont nommés par les gouvernements. Mais tandis que chaque pays dispose d'une voix à l'Assemblée, le Conseil est fondé sur une base oligarchique. Seuls les États puissants y ont un siège permanent. Le Conseil et l'Assemblée « connaissent de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la Société et intéressent la Paix du Monde ». Le Conseil n'est pas un pouvoir exécutif ; l'exécution des décisions de la S. D. N. et la mise en œuvre des sanctions dépendent des États membres.

Le Conseil et l'Assemblée ont certaines attributions communes, notamment, la compétence pour la solution des différends entre membres de la société. Parmi les attributions spéciales de l'Assemblée figure la désignation des membres nouveaux, en statuant à la majorité des deux tiers. Parmi les tâches réservées au Conseil, citons la préparation du plan de réduction des armements, la réception des rapports annuels des puissances disposant d'un mandat colonial.

La cour de justice internationale, dont le siège est à La Haye, est un corps de magistrats indépendants

élus sans considération de leur nationalité par l'Assemblée et le Conseil. Sa compétence s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront aussi bien qu'à tous les cas prévus par les conventions en vigueur.

Signalons comme autre organe : le secrétariat, dont le siège est à Genève. C'est le seul organe permanent de la société.

L'examen des principaux articles du pacte nous montrera qu'aucune des revendications fondamentales du pacifisme n'est réalisée.

Sur le désarmement, l'article 8 proclame, non pas qu'il faut tendre au désarmement total, mais que « le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales prévues pour une action commune.

Le principe formulé est certes un progrès sur la vieille formule « *Si vis pacem para bellum* » mais l'engagement moral n'a pas été tenu.

Tandis que les pacifistes les plus modérés, tout en admettant la guerre défensive, condamnent la guerre d'agression, le pacte permet la guerre offensive dans certains cas.

Signalons les articles 12 et 13 :

« ARTICLE 12. — Paragraphe 1. — Tous les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront, soit à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale ou judiciaire ou le rapport du Conseil ».

« ARTICLE 13. — Paragraphe 4. — Les membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet ».

Enfin le paragraphe 6 de l'article 15 dit :

« Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des représentants des parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

« Paragraphe 7. — Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous les membres autres que les représentants de toute partie au différend, les membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice ».

La portée des paragraphes les plus monstrueux, qui prévoient le recours à la guerre licite et légale, se trouve certes diminuée depuis la signature du pacte Kellogg, condamnant la guerre en temps qu'instrument de politique nationale. Mais jusqu'alors les membres de la S. D. N. n'ont pu se mettre d'accord pour un amendement mettant en harmonie les deux pactes de Paris. On voit aussi dans ces deux articles que certains conflits restent sans solution lorsqu'il n'y a pas un rapport adopté à l'unanimité par le Conseil. Ajoutons aussi (paragraphe 8 de l'article 15) que le Conseil ne recommande aucune solution lorsqu'il reconnaît que le conflit porte sur un problème que le droit international laisse à la compétence exclusive d'un Etat. Figurent dans cette catégorie les principaux problèmes économiques, immigration, douanes, etc...

Enfin, dans leurs sentences, le conseil ou la cour de justice doivent tenir compte des traités existants, dont certains furent imposés par la violence. Or, c'est surtout la question de la révision des traités qui divise

aujourd'hui les peuples. Le président Wilson avait proposé que l'Assemblée puisse procéder aux deux tiers des voix, à la modification d'un traité. La suggestion fut repoussée. Le fameux article 19 dit seulement « L'Assemblée peut, de temps en temps, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ».

Si insuffisant que soit cet article, l'intervention de la S. D. N. pourrait être précieuse, pour aider à régler les différends insolubles par la voie diplomatique ordinaire. Mais, jusqu'alors, en ce qui concerne le traité de Versailles, il n'a pas été utilisé. Venons ensuite au problème des sanctions.

Dans une fédération d'Etats désarmés, le pouvoir fédéral disposera de moyens de sanctions d'autant plus justes qu'elles s'exerceront directement sur les individus coupables d'attentat à la paix. De plus, une partie de l'organisation économique étant internationalisée, des mesures de pression économique ne dépendront plus du bon vouloir des gouvernements. Enfin, certains envisagent une force de police préventive.

De toute manière, une part importante de la puissance politique sera transférée à la communauté internationale.

La S. D. N. actuelle ne peut agir par elle-même. Ses sanctions dépendent du bon vouloir des Etats.

« ARTICLE 10. — Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

« ARTICLE 16. — Paragraphe 1. — Si un membre de la Société recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tous autre Etat ou non de la Société ».

« Paragraphe 2. — En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés, les effectifs militaires navals ou aériens, par lesquels les Membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société ».

« Paragraphe 4. — Peut être exclu de la Société tout membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres membres de la Société représentés au Conseil ».

On a vu, dans le cas du Japon que la seule sanction effectivement appliquée à été l'exclusion, alors qu'une grande fraction de l'opinion mondiale voulait des sanctions économiques.

Cet examen nous fait voir qu'il n'y a rien de commun entre le régime fédératif tel que nous l'envisageons à nos articles *Guerre et Pacifisme* et la S. D. N. actuelle. Nous savons tous les arguments que les libéraux, partisans pourtant de l'idée de fédération, peuvent opposer à l'idée d'un sur-Etat. On peut d'ailleurs concevoir une organisation de la solidarité des peuples qui ait pour objet et résultat de faire disparaître les principaux conflits plutôt que de les régler par voie d'autorité. Mais, en tous cas, l'expérience sur laquelle on doit se baser pour établir ses convictions sur l'efficacité d'un régime fédéral est celle des nations à forme fédé-

relative, comme l'Amérique du Nord et la Suisse, mais nullement celle de la Ligue de Genève. Le problème reste entier.

Les revendications immédiates des pacifistes : désarmement, arbitrage généralisé, révision des traités, abaissement des barrières douanières doivent être les mêmes que si la S. D. N. n'existait pas. La S. D. N. ne doit pas être le centre de nos préoccupations. Le problème essentiel de l'internationalisme constructif n'est pas là.

Un de ses articles prévoit, certes, des amendements aux pactes, pour lesquels la majorité des voix suffirait. Mais il n'est nullement prouvé que le futur régime juridique ou politique international sortira de la transformation du pacte actuel. Déjà, certaines de ses lacunes ont été comblées par des pactes distincts, comme l'acte général d'arbitrage. On peut prévoir d'autres conventions auxquelles participeraient la Russie et les Etats-Unis, sans adhérer à la S. D. N. Enfin, avant la fédération mondiale, nous aurons peut-être la fédération européenne. Pour réaliser n'importe quelle forme hardie de progrès, nous comptons moins sur l'initiative des gouvernants ou de leurs délégués que sur l'action vigoureuse des peuples. Toutefois, une S. D. N. vraiment démocratique et où le principe de l'unanimité ferait place au principe de la majorité, aurait un autre caractère.

L'expérience a donc infirmé la confiance excessive que certains mettaient dans cet organisme. Mais si nous savons nettement que la Ligue de Genève ne peut assurer par elle-même la paix, cela ne veut pas dire qu'elle ne puisse être utilisée pour le règlement de certains conflits. Il y a des cas où les peuples devraient imposer le recours à son intervention, par exemple celui de la révision des traités.

Elle est un des instruments dont on peut se servir. Confiance et utilisation sont deux notions très différentes. Parfois il est bon qu'un problème soit posé sur un plan largement international. Parfois, la diplomatie publique vaut mieux que la diplomatie privée. Et, en tous cas, toute méthode de règlement pacifique est bonne, si elle diminue les chances de guerre.

Mais, ni par les principes qu'elle proclame, ni par le caractère de sa constitution, ni par l'œuvre qu'elle a réalisée, ni par les possibilités qu'elle contient, la S. D. N. ne mérite de symboliser les aspirations populaires en faveur d'une paix complète, d'une sécurité réelle, d'une solidarité effective, d'un désarmement total. — René VALFORD.

SOCIÉTÉ FUTURE (la). — Les individualistes n'aiment guère à s'entretenir d'une Société future. Cette idée a été exploitée et peut nourrir son homme tout comme l'exploitation du paradis nourrit le prêtre, mais elle présente cette ressemblance avec le paradis que la description de ses merveilles exerce une influence soporifique engourdissante sur qui en entend la description; elle fait oublier l'oppression, la tyrannie, le servage présent; elle affaiblit l'énergie, elle émascule l'initiative. L'individualiste ne met pas son espoir dans la société future. Il vit dans le moment présent et il veut tirer de ce moment présent le maximum de résultats. L'activité individualiste est une besogne, une réalisation essentiellement présente. L'individualiste sait bien que le présent est l'héritier du passé et qu'il est gros de l'avenir. Ce n'est pas demain qu'il veut voir cesser l'enslèvement du social sur l'individuel, l'envahissement, la compression de celui-ci par celui-là. C'est aujourd'hui, dans ses circonstances et conditions actuelles d'existence, que l'individualiste veut conspérer son indépendance.

Certes, l'individualiste échoue dans nombre de ses tentatives d'affranchissement du joug de la maîtrise ambiante. C'est tout naturel quand on considère à quelles

forces d'opposition et d'oppression il lui faut se heurter. Mais l'avenir profitera automatiquement de ce qu'il conquiert pour lui-même. L'individualiste sait bien qu'il n'exploitera pas la forêt tout entière, mais le sentier qu'il aura frayé demeurera et si ceux qui lui succéderont le veulent, ils le maintiendront en bon état de conservation et l'élargiront.

L'individualiste est incapable, il est vrai, de dessiner tous les détails de la carte d'une « humanité future », telle qu'elle existerait si ses revendications étaient acquies. Il lui est donc impossible de faire œuvre topographique, mais il pourra en revanche prévoir avec certitude et la nature du terrain, et la qualité du liquide qui emplira les fleuves et le genre de culture possible. « L'humanité nouvelle » n'est pas absolument pour lui *terra incognita*.

L'individualiste peut donc dès maintenant se rendre compte de ce que sera une « humanité future ». Il sait qu'elle ne ressemblera en rien au monde actuel, moins dans des changements de détail que par la complète transformation de la mentalité générale, la manière différente de concevoir les rapports entre les hommes, le changement de l'état d'esprit particulier et universel qui rendront impossibles l'existence de certaines méthodes, le fonctionnement de certaines institutions.

Ainsi, l'individualiste peut affirmer avec certitude que dans la société future la méthode d'autorité ne subsistera en aucun cas. Imaginer un « monde à venir » où il y aurait encore trace de domination, de coercition, d'obligation est un non-sens.

L'individualiste est sûr qu'il n'y aura pas de place pour l'intervention de l'Etat, d'une institution ou d'une administration gouvernementale ou sociale-législative, pénale, disciplinaire — dans les modalités de la pensée, de la conduite, de l'activité des unités humaines isolées ou associées.

L'individualiste sait que les rapports entre les humains et les accords qu'ils pourraient conclure seront établis volontairement, que les ententes et les contrats qu'ils pourront passer le seront pour un objet et un temps déterminés et non obligatoirement, que toujours ils seront sujets à résiliation selon préavis, qu'il n'y aura pas une clause ou un article d'un accord ou d'un contrat qui n'ait été pesé et discuté avant d'être souscrit par les co-contractants; qu'il ne pourra exister de contrat « unilatéral », c'est-à-dire obligeant quiconque à remplir un engagement qu'il n'a pas accepté personnellement et à bon escient. L'individualiste sait qu'aucune majorité économique, politique, religieuse ou autre, qu'aucun ensemble social, quel qu'il soit, ne pourra contraindre une minorité ou une seule unité humaine à se conformer contre son gré à ses décisions ou à ses arrêts.

Voilà toute une série de certitudes sur lesquelles il n'y a pas à ergoter.

« L'humanité future », telle que la conçoit l'individualiste se « déroule » sans gare terminus, sans point d'arrivée. Elle est en éternel devenir, évoluant indéfiniment sous l'impulsion des conceptions et des réalisations multiples qui s'y feraient jour. Une humanité du type dynamique, si l'on peut s'exprimer ainsi, ignore l'arrêt en cours de route, ou, s'il y a arrêt aux stations, entend que ce soit le temps strictement nécessaire pour y déposer ceux qui veulent tenter une expérience qui n'engage jamais qu'eux-mêmes.

L'humanité future, « l'humanité nouvelle » comme la comprennent les individualistes, constitue une gigantesque arène où, tant au point de vue de la pensée, de la coutume que de la technique, lutteront et se concurrenceront entre eux tous les projets, les plans, les associations, les pratiques de vie imaginables. Et cela, quels que soient le moment, le stade de l'évolution du globe.

C'est à cause de ces caractéristiques bien tranchées que « l'humanité nouvelle » n'a aucun point de ressemblance, ne peut avoir aucun point de rencontre avec « la vieille humanité », la nôtre. Elle sera polydynamique, polymorphique, multilatérale.

Quand on demande comment, dans « l'humanité future », telle que la veulent les individualistes, l'on solutionnera exactement tel point litigieux, il est clair que le questionné n'en sait rien. Mais ce que l'on peut répondre avec certitude c'est qu'il ne sera jamais résolu par la méthode autoritaire, qu'on n'aura jamais recours à la violence, à la contrainte, à la force, pour régler le différend.

Bon nombre d'individualistes pensent que l'avènement de « l'humanité future », telle que nous l'avons ébauchée, dépend d'une attaque, d'une propagande sérieuse, rationnelle et suivie, contre l'emploi de l'argument d'autorité dans toutes les sphères de l'activité humaine, que ce soit en économie politique ou sociale, dans les mœurs, en art, en science, en littérature. Voici quelques-uns des points d'où, arguant du fait d'être né, d'avoir été jeté dans la société organisée sans qu'il ait été donné à l'unité humaine d'y consentir ou de s'y refuser, sans qu'il lui ait été possible de s'en défendre ou de s'y opposer, ils déduisent que ce fait primordial confère à celui qui en est victime le droit à la vie, sans restrictions ni réserves.

C'est-à-dire le droit à la consommation indépendamment de toute politique économique ; au choix individuel de la façon de produire et du moyen de production ; au choix du mode d'échange de sa production ; au choix des consommateurs qu'il veut faire bénéficier de ses échanges ; à la faculté de s'associer ou non et, s'il refuse de s'associer, au droit au moyen de production lui permettant de consommer suffisamment pour s'entretenir, tout isolé qu'il demeure ; au choix de ses associés et au choix des buts d'association.

C'est-à-dire, le droit à la faculté de se comporter comme il le trouve le plus avantageux, à ses risques et périls, sans autre limite que l'empiètement sur le comportement d'autrui (autrement dit : l'emploi de la violence ou de la contrainte ou de la coercition à l'égard de qui se comporte autrement que vous).

Le droit à la garantie qu'il ne sera pas forcé de faire ce qu'il considère comme lui étant personnellement désagréable ou désavantageux, ni empêché de faire ce qu'il envisage comme lui étant personnellement agréable ou profitable à charge de revanche à l'égard d'autrui ; et, dès lors, que, pour conquérir ce qui lui paraît utile, avantageux ou agréable, il n'aura recours ni à la force physique, ni au dol, ni à la fraude ; le droit qu'il lui sera loisible de circuler partout, de se déplacer dans toutes les directions, de répandre à titre isolé ou collectif les doctrines, les opinions, les propositions, les thèses qu'il se sent poussées à propager, sous réserve de ne point se servir de la violence sous n'importe quelle forme pour en réaliser la pratique ; le droit à l'expérimentation dans tous les domaines et sous toutes les formes, à la publicité des expériences, au recrutement des associés que leur réalisation rend nécessaire, à condition que n'y participent que ceux qui le veulent bien et que puissent cesser d'y prendre part ceux qui ne le veulent plus ; le droit à la consommation et au moyen de production, alors même que l'individu se refuserait à participer au fonctionnement de tout système ou à la mise en pratique de toute méthode ou de toute institution qui lui semblerait désavantageuse, personnellement ou pluralement parlant.

Le droit à la vie, c'est-à-dire le droit de faire son bonheur soi-même comme il se sent poussé à le faire, seul ou en s'associant avec plusieurs de ses semblables vers qui il se sent plus particulièrement attiré, sans

qu'il ait à redouter l'intervention ou l'immixtion de personnalités ou d'organisations extérieures à son *ego* ou à l'association dont il fait momentanément partie.

Les individualistes dont il s'agit estiment que la garantie du droit à la vie, envisagée de cette façon, est le minimum de ce que peut revendiquer l'unité humaine lorsqu'elle a compris quel acte d'autorité et d'arbitraire on commet à son égard en l'engendrant. Ils estiment de même que toute propagande faite en faveur de ces revendications favorise l'avènement de la mentalité transformée, fonction de toute humanité nouvelle.

La lutte pour l'abolition du monopole de l'Etat ou de toute autre forme exécutive le remplaçant, c'est-à-dire contre son intervention à titre centralisateur, administrateur, régulateur, modérateur, organisateur ou autre dans les rapports entre les individus, dans n'importe quelle sphère que ce soit, peut également favoriser, estiment ces individualistes, l'éclosion de la mentalité en question.

Peut-on voir dans le bolchevisme, c'est-à-dire dans la mise en pratique de la doctrine socialiste, telle que l'a accomplie la fraction socialiste qui, en Russie, s'est emparée, par voie révolutionnaire, de l'administration des choses, peut-on voir dans le bolchevisme une annonce de « l'humanité nouvelle » ? La question est intéressante à solutionner, puisqu'il s'est rencontré des individualistes pour faire montre de sympathie à l'égard du gouvernement qui préside actuellement aux destinées de l'Europe Orientale.

Les faits sont là. Suspension et suppression continues de la liberté de la presse et de la liberté de réunion, poursuites et procès pour délits d'opinion, discipline civile et militaire, réquisitions individuelles et collectives, tribunaux d'exception et condamnations extraordinaires, emprisonnements, déportations, expulsions politiques, demandes d'extradition, organisation policière, répressions sanglantes... force est de reconnaître que le gouvernement de Moscou n'a fait que continuer la tradition des gouvernements qui se sont succédé depuis qu'il existe des gouvernements. Il n'a rien innové.

On peut justifier l'indispensabilité des mesures exceptionnelles par la crainte d'un retour offensif de la réaction, ou barrer la route à l'opportunisme d'une république bourgeoise.

Mais il y a loin de là à la qualification de contre-révolutionnaires que le gouvernement de la république fédérative des Soviets décerne avec tant de générosité à ses critiques.

Terrorisme blanc ou terrorisme rouge, c'est toujours du terrorisme. Dictature du clergé, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, c'est toujours de la dictature.

Dictature d'une élite ? — Qu'est-ce que l'élite du prolétariat ? Qu'est-ce que l'élite de la bourgeoisie ? Est-ce ce petit nombre de personnes que la culture ou la perfection « morale » distinguent du reste de la classe ou de la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent ? Est-ce ce petit nombre de privilégiés auxquels les circonstances ou l'adresse ont permis de se placer à la tête de leur milieu ? Est-ce la réunion des plus éminents d'un groupe ou la troupe coalisée des arrivistes et des faiseurs d'un clan politique ? Leur situation exceptionnelle est-elle acquise grâce à leur valeur personnelle, à leur énergie ou seulement à la faveur de leur éloquence ou encore de leur brutalité ? Il est si difficile parfois de distinguer entre l'ardeur qui émane d'une conviction sincère et le fanatisme que laisse percer le désir d'exercer la domination, ou de faire ses affaires à soi en prétendant faire celles d'autrui et de la collectivité ! L'individualiste se méfie des élites qui se donnent la mission d'élever les masses à un degré supérieur de culture ou de bien-être. Son ins-

tingent le met en garde contre les « bons bergers ». Aussi sa propagande a-t-elle pour but d'amener chacun à se passer de bergers et à s'associer entre individus jouissant d'une liberté égale afin de résister, de faire pièce à ceux qui ne conçoivent l'association que soumise à une directive extérieure centralisatrice, pompant, suçant à son profit toutes les forces, toutes les facultés des associés.

Il est inconcevable que le terrorisme ou la dictature puissent constituer un facteur d'évolution ou de développement de la personnalité humaine. Il se peut que sous de pareils régimes nombre d'individus se courbent, que la masse se résigne à n'avoir plus que la mentalité de la servitude — si tant est qu'elle ait jamais aspiré à une mentalité autre — tous et chacun même peuvent faire fi des libertés relativement essentielles, soucieux seulement qu'il soit donné à la question économique une solution heureuse pour tous. Mais l'acquiescement de l'immense majorité à un système de gouvernement tel que la dictature économique et politique du « prolétariat », le silence forcé des quelques éléments minoritaires ne prouveraient rien en faveur de l'avènement d'une « humanité nouvelle ».

Pas plus d'ailleurs que certaines réalisations d'ordre civil ou civique proclamant l'égalité absolue des sexes ou l'accession de la femme à toutes les fonctions administratives ou politiques possibles.

Pas davantage que prouverait en faveur de « l'humanité future » l'ingérence obligatoire des syndicats dans toutes les tractions d'ordre économique et leur accession au rôle de conseillers écoutés, sinon prépondérants, d'un gouvernement quelconque.

Si l'on examine attentivement l'œuvre de ces réformateurs — pétulants et virulents — on s'aperçoit sans tarder qu'il y a eu changement de dirigeants au lieu d'apport d'une tactique ou d'une mise en pratique inédite. Dès que s'est apaisé le tumulte qui a accompagné le passage au pouvoir dans de nouvelles mains, l'hypnotisé se réveille de son délire passager, et il se rend compte qu'il est aux prises avec les mêmes difficultés, les mêmes interdictions, les mêmes traditions, le même fonctionnarisme que sous le régime précédent. Il n'a rien gagné non plus en indépendance ou en autonomie.

Ce qu'il voulait, c'était « vivre sa vie, la vivre à son gré, à son goût ». Ce qu'il a obtenu c'est que l'attelage change de cocher, il se demande s'il rêve et, devant l'évidence, il courbe tristement la tête et reprend son collier de misère et de malheur.

Je n'ignore pas que bon nombre d'individualistes anarchistes se désintéressent de « l'humanité future ». Pour eux, « sans risquer d'errer beaucoup, il est permis de présumer : 1° Qu'il n'existera point de vie générale en collectivité d'où l'autorité serait absolument exclue ; 2° Que dans toutes les sociétés, on rencontrera isolés ou groupés, des protestataires, des mécontents, des critiques et des négateurs. Sans doute, on assistera à des transformations, à des améliorations, à des modifications, à des bouleversements même. Le système de production selon le mode capitaliste pourra finir par s'évanouir, ou graduellement, ou par un coup de force. Peu à peu, on travaillera moins, on gagnera davantage, les réformes se feront menaçantes, inéluctables. On pourra connaître un régime économique dissemblable du nôtre. Mais quel que soit le système de société qui englobera les humains, le bon sens indique que sa permanence est liée à l'existence d'une réglementation adaptée à la mentalité moyenne des composants du milieu. Bon gré, mal gré, ceux placés à droite ou à gauche de cette réglementation moyenne devront y conformer leurs actes, et peu importe sa base : exclusivement économique ou biologique, ou morale.

« L'expérience indique encore qu'à l'égard des réfractaires, on emploiera les seuls arguments dont puissent disposer les hommes : la politique ou la violence, la persuasion ou la contrainte, les marchandages ou l'arbitraire.

« La foule va toujours vers qui parle bien et porte beau. Ses colères ne durent pas plus que ses admirations. Elle est toujours aussi facile à tromper et à séduire. On ne peut pas davantage faire fond sur elle qu'il y a un siècle ou mille ans. La masse est acquise au plus fort, au plus superficiel, au plus chanceux. Dans pareil état de choses que font, que feront les individualistes anarchistes ?

« 1° Les uns, répondent-ils, demeurent dans le milieu et y luttent pour s'affirmer. Sans se préoccuper trop du choix des moyens ; car leur grande affaire — l'affaire de leur vie — c'est, coûte que coûte, de réagir contre le déterminisme extérieur. C'est s'affirmer, sinon diminuer l'emprise du milieu sur soi ? Ils sont réagisseurs, réfractaires, propagandistes, révolutionnaires, ayant recours à tous les moyens de bataille possibles : éducation, violence, ruse, illégalisme. Ils saisissent les occasions où le Pouvoir exagère pour susciter le sentiment de rébellion chez ceux qui en sont victimes. Mais c'est par plaisir qu'ils agissent et non pour le profit des souffrants ou en les abusant par de vaines paroles. Ils vont, ils viennent, se mêlant à un mouvement ou s'en retirant, selon que leur initiative court ou non le risque d'être entamée, faussant compagnie à ceux qu'ils ont appelés à la révolte, dès que ceux-ci font mine de les suivre, de les acclamer ou de se constituer en parti. Peut-être font-ils plus qu'ils ne sont.

« 2° Les autres se situent en marge du milieu. Le moyen de production conquis ou acquis, ils se préoccupent de faire de leur séparation de l'ambiance une réalité, en s'essayant à produire suffisamment pour leur propre consommation, en supprimant de leur consommation le factice et le superflu.

« Parce que les hommes, pris en général, ne leur semblent guère valoir la peine qu'on s'intéresse à eux, ils n'entretiennent que le moins de rapports possibles avec les institutions et les êtres humains et c'est à la fréquentation de quelques « camarades d'idées », sélectionnés, que se borne leur vie sociale. Ils se groupent parfois, mais temporairement et, étant entendu qu'ils se réservent la faculté de ne jamais déléguer à l'association restreinte dont ils font partie la disposition de leur produit. Le reste du monde n'existe que peu ou prou pour eux, c'est-à-dire dans la mesure où ils en ont besoin. Peut-être sont-ils plus qu'ils ne font.

« C'est entre ces deux conceptions de la vie individualiste que s'échelonnent les divers tempéraments individualistes anarchistes ».

Pour les camarades dont je viens de transcrire l'opinion, toute ébauche « d'humanité future », toute hypothèse de milieu individualiste est œuvre d'imagination, pure fantaisie littéraire. Ils maintiennent que, pour que la mentalité, la volonté générale se transforment en réalité, il faudrait que « les espèces en voie de dégénérescence, les catégories dirigées aient délivré le globe de leur présence ; or, cela ne peut sortir du domaine des probabilités ».

Il n'était que justice de faire connaître ce point de vue que n'oublie aucun individualiste, même quand il parle de devenir social.

D'ailleurs, ce n'est pas parce que nous avons dépeint à larges traits un tableau de « l'humanité nouvelle » où nous voudrions évoluer, qu'on nous taxerait de « société futuriste ». L'individualiste anarchiste n'est pas un *société futuriste* ; présentiste, il ne saurait rien sa crifler de son être ou de son avoir pour l'avènement

d'un état de choses dont il ne jouira pas sur-le-champ, sans inconséquence ou illogisme. La pensée individualiste ne souffre aucune équivoque sur ce point. C'est au sein de la vieille humanité, de l'humanité des dominateurs et dictateurs de toute espèce qu'apparaît, que se forme, que devient « l'humanité nouvelle ». Les individualistes sont des révolutionnaires permanents et personnels : ils s'efforcent de pratiquer en eux-mêmes, en leur entourage, dans leurs rapports avec leurs camarades d'idées et en leur compagnie, les conceptions particulières qu'ils se font de la vie, sous un aspect individuel, sous son aspect plural. Chaque fois qu'une des caractéristiques qui distinguent « l'humanité nouvelle » parvient à s'implanter dans les mœurs, chaque fois qu'à leurs risques et périls, un ou plusieurs êtres humains les anticipent par leurs dits ou par leurs gestes, « l'humanité nouvelle se réalise ».

Dans le domaine des arts, des lettres, de la science, de l'éthique, par leur leur conduite personnelle, dans la sphère économique même, on trouve des unités humaines qui pensent et agissent contrairement aux coutumes, aux usages, aux routines, aux préjugés et aux conventions de la « vieille société » et les battent en brèche. Ils représentent, eux aussi, dans leur genre d'activité, l'humanité nouvelle. D'ores et déjà, les individualistes en font partie, par leur manière de se comporter à l'égard du vieux monde, parce qu'elle révèle à chacun de leurs mouvements leur intention, leur volonté, leur espoir de voir l'individu se libérer de la contrainte du grégaire, de la mentalité du troupeau.

Peut-on espérer qu'après maints flux et reflux, maints essais douloureux, les humains en viendront quelque jour à la pratique consciencieuse de la réciprocité, à la solution individualiste anti-autoritaire — individualiste-anarchiste — la solution de l'égalité libre ?

Peut-on anticiper que, mieux éclairés, plus instruits, informés davantage, les habitants de notre planète en viendront à comprendre enfin que ni la coercition, ni la domination du plus grand nombre ou de l'élite ou de la dictature d'un autocrate, d'une classe, d'une caste ne sont capables d'assurer le bonheur, c'est-à-dire de réduire toujours plus la souffrance évitable ? C'est le secret de l'avenir.

Mais optimiste ou pessimiste à cet égard, l'individualiste-anarchiste n'en continuera pas moins à dénoncer le préjugé qui donne sa force à l'autorité étatique : la superstition du gouvernement nécessaire, et à vivre de façon publique ou occulte, comme si les préjugés et cette superstition n'existaient pas. — E. ARMAND.

SOCIÉTÉS SECRÈTES. — Les Sociétés secrètes ont existé de tout temps et chez tous les peuples ; on les trouve même dans les pays de civilisation rudimentaire. Religieuses, philosophiques ou politiques, elles ont généralement pour but de systématiser leurs conceptions et de les imposer au pays où elles vivent.

Presque partout, elles comportent une initiation impressionnante, avec des épreuves dans lesquelles on simule un danger. Le but est de lier le récipiendaire par la crainte. Certaines sociétés secrètes du Thibet liaient le postulant à un cadavre et l'abandonnaient ainsi pendant plusieurs jours. Avec l'évolution des mœurs, les initiations s'adoucissent, mais partout et toujours demeure l'idée de contraindre à la discrétion, au dévouement et à la fidélité par une réception redoutable, parfois même répugnante, comme dans certains compagnonnages ouvriers où on obligeait, paraît-il, le candidat à avaler des excréments.

Certaines sociétés secrètes ont joué un grand rôle dans l'histoire. Le nom de la Sainte Wehne, société secrète de Bohême, qui contraignait par la terreur d'un assassinat les dirigeants à entrer dans ses vues est parvenu jusqu'à nous.

Les partis d'extrême droite d'Allemagne auraient,

paraît-il, ressuscité, aujourd'hui, la terrible Sainte Wehne.

L'ordre des Illuminés a été fondé, en Allemagne, au dix-huitième siècle par Weishaupt, professeur à l'Université d'Ingolstadt. Weishaupt ne se proposait rien moins que de transformer le monde et de le diriger au moyen d'une société secrète dont les agents du pouvoir politique de l'Etat ne seraient que les membres dévoués et obéissants. Son idée n'était pas tout à fait originale. Weishaupt avait appartenu, dans sa jeunesse, à l'ordre des Jésuites, et il avait voulu fonder une sorte de congrégation de jésuites de gauche qui gouvernerait le monde, non pour y maintenir les conceptions du passé, mais pour l'aiguiller, au contraire, dans la voie du progrès.

Ce progrès catholique, à la merci du hasard, il s'agissait d'en régulariser la marche, selon un plan établi à l'avance, dans une vaste association inconnue des masses et d'autant plus puissante.

Weishaupt réussit à grouper plusieurs milliers de personnes, appartenant à toutes les classes de la société. Le recrutement était assuré par les « frères insinuants », qui choisissaient eux-mêmes ceux des hommes de leur entourage qu'ils croyaient pouvoir être utiles à l'ordre et, pendant un temps très long, le nouvel adhérent ne connaissait de l'ordre qu'une personne : celle qui l'y avait fait entrer. Il devait lui remettre périodiquement des rapports sur lui, sa famille et son entourage. Ces rapports devaient être rigoureusement véridiques. Le nouveau membre devait se présenter et présenter les autres tels qu'ils étaient, avec leurs qualités et leurs défauts.

Une fois admis définitivement, l'Illuminé avait à gravir une hiérarchie très compliquée : minerval, Illuminé mineur, Illuminé majeur, etc... Au sommet, était un conseil que dirigeaient Weishaupt et son principal disciple Khnigge.

Pour donner un caractère mystérieux et, par cela même, accroître la force de ses directives, Weishaupt avait fait croire à ses associés qu'il n'était pas le chef, mais ne faisait que transmettre les ordres des « supérieurs inconnus ».

L'ordre des Illuminés ne dura pas ; Weishaupt et Khnigge se disputèrent, il y eut la scission et la société aux ambitions magnifiques s'écroula comme s'écroulent toutes les associations.

L'Illuminisme aurait grandement influencé la Révolution Française. Cela est plus que probable. Beaucoup d'hommes qui ont joué un rôle dans la révolution avaient fait partie de l'ordre ; ils y avaient certainement puisé des idées, mais prétendre, comme l'abbé Samuel que les événements de la révolution avaient été concertés d'avance dans cette société, cela ne peut être que faux, parce qu'impossible.

D'ailleurs, l'abbé Samuel, qui publia son livre au commencement du dix-neuvième siècle, est un ennemi des Illuminés.

Il est très difficile d'établir avec vérité le rôle exact d'une société secrète dans les événements historiques. La société secrète écrit peu ; tout s'y passe oralement, ce qui fait que, l'association disparue, plus rien ne reste d'elle.

On attribue de même à la Franc-Maçonnerie un rôle important dans la révolution française. Indirectement ; le fait est certain. Toute l'agitation idéologique qui a précédé la révolution a été l'œuvre d'hommes dont beaucoup appartenaient à la Franc-Maçonnerie. Mais, que la préparation des journées révolutionnaires, émeutes, procès de Louis XVI, etc..., se soit élaborée dans les loges, cela est plus difficile à établir. D'ailleurs, des auteurs maçonniques, comme Lantoin, nient cette action directe de la Franc-Maçonnerie sur la révolution.

Le dix-neuvième siècle, surtout dans sa première

moitié, vit fleurir nombre de sociétés secrètes. Outre la Franc-Maçonnerie, le carbonarisme Italien se propagea dans toute l'Europe. Il réunissait des hommes d'opinions diverses : des bonapartistes qui regrettaient Napoléon et des républicains qui avaient vécu la révolution et en avaient gardé les doctrines.

Les idées des carbonari nous paraissent assez anodines. Dans la tour de la Lanterne, à la Rochelle, on peut voir une inscription gravée dans la muraille d'un cachot par l'un des quatre sergents guillotins en 1820 : « Ici, quatre carbonari ont été enfermés pour avoir défendu... Dieu et la Liberté ! »

Partout où le gouvernement est despotique, l'opposition s'abrite dans les sociétés secrètes, seul lieu où elle peut s'exprimer, faire sa propagande, formuler ses espoirs.

En Russie, sous le tsarisme, tous les partis, des simples monarchistes constitutionnels jusqu'aux socialistes et aux anarchistes, étaient obligés de s'organiser en sociétés secrètes. Souvent, le comité directeur siégeait à l'étranger. On rédigeait des journaux que l'on imprimait ou même dactylographiait sur du papier pelure, et on les envoyait clandestinement dans des ballots de marchandises. Des émissaires les portaient eux-mêmes, dissimulés dans la doublure de leurs vêtements, etc...

En dépit du caractère impressionnant des initiations, de la menace de châtiments terribles pour les traîtres :

Si, parmi les Français il se trouve un traître
Qui respectât les rois et qui voulût un maître,
Saisi par nous, qu'il meure au milieu des tourments
Et que ses cendres soient abandonnées au vent,

les sociétés secrètes sont, on peut dire, presque toujours trahies. « Dès que vous serez trois, je serai au milieu de vous », dit avec humour Andricux, préfet de police, dans ses mémoires. C'est-à-dire : dès que vous serez trois, il y aura parmi vous un de mes espions.

Une grande société secrète russe terroriste fut, pendant de longues années, dirigée par un espion : Azew, qui appartenait à la police tsariste où il était très malheureusement rétribué.

Azew, assez versé dans la doctrine du parti pour tenir le rôle de chef, dirigeait des attentats ; les hauts fonctionnaires du tsar se servaient de lui pour faire assassiner un confrère dont ils voulaient se venger.

Indispensables en régime autoritaire, les sociétés secrètes ont, en régime de liberté, le très gros inconvénient d'une action limitée. Elles ne sauraient jamais, si florissantes soient-elles, réunir les centaines de mille adhérents d'un parti politique. D'ailleurs on n'a aucun intérêt à s'enfermer dans une cave pour dire ce qui peut, sans inconvénient, être dit au grand jour.

Quant à vouloir, comme Weeshaupt, faire diriger le monde par une société secrète, c'est un rêve. Les hommes sont trop fuyants, trop peu fidèles à un idéal pour qu'on puisse espérer les y faire travailler toute une vie sous une contrainte extérieure. Les intérêts, les passions, les ambitions personnelles ont vite fait de mettre la zizanie entre les supérieurs connus ou inconnus et la société disparaît comme disparaissent les organisations de toutes sortes.

Comme les hommes eux-mêmes, les sociétés n'ont qu'un temps et c'est se faire illusion que de vouloir bâtir d'avance pour les siècles futurs. — Doctoresse PELLETHIER.

SOCIOLOGIE n. f. La sociologie conspire avec la morale contre la liberté de l'individu ; elles s'associent pour étouffer l'indépendance et la vie. La sociologie a pris, ces dernières années, une place considérable dans les études philosophiques. La mode, car il existe, en phi-

losophie, des modes comme dans la couture, est aujourd'hui à la sociologie objective, qui sacrifie l'individu à la collectivité. On n'aurait pas de peine à démontrer combien ce communisme fait d'obéissance passive, de résignation et d'insincérité est nuisible à la collectivité même. La sociologie élève au-dessus de tout la Société qui est le Dieu suprême devant lequel doivent s'incliner les individus. L'individu n'existe pas : c'est une entité. Mais la société existe. La société est une réalité en dehors de l'individu.

Certains problèmes appartiennent à la fois à la sociologie et à la morale. Parmi ceux-ci figurent celui que j'appellerai le problème des idoles : Dieu, Patrie, Etat, Autorité, etc... Les idoles sont si nombreuses que je renonce à les énumérer. Pour qui réfléchit tant soit peu, ce sont là des idoles qui ne reposent que sur l'imbécillité et l'ignorance. L'homme forge ses chaînes, mais quand elles sont trop lourdes, il n'a pas le courage de s'en débarrasser. Il feint de les rejeter, mais c'est pour en prendre de nouvelles, qui portent d'autres noms : l'esclavage continue.

La sociologie se trouve en face de problèmes qu'elle résout toujours dans l'intérêt de la société, au détriment de l'individu. C'est lui qui est sacrifié. Il y a une sociologie de « classe » dont la partialité est révoltante. Sociologues de droite ou de gauche font preuve du même entêtement : ils sont aveugles et sourds. Chacun veut avoir raison et tout le monde a tort.

La sociologie ne vaut guère mieux que la morale. Elle a, comme elle, ses anomalies. Elle cherche aujourd'hui sa voie dans un fondement « objectif », après avoir fait cent fois fausse route, mais malgré les allures scientifiques qu'elle se donne, elle ne progresse guère. Elle n'a pas secoué ses chaînes : les sociologues sont les soutiens de l'ordre et de l'autorité. Ils sont à la remorque de l'Etat. L'étude des « faits sociaux » est pour eux l'occasion d'affirmer leur obéissance aux puissances établies. Ils ne visent qu'à humilier l'individu. L'objectivité des sociologues n'est qu'un déguisement de leur subjectivité. Les sociologues sont les dignes frères des moralistes : ils mentent comme eux, mais ils essaient, comme eux, d'étayer leurs mensonges sur des semblants de preuves. Ils essaient de faire passer leurs mensonges pour des vérités.

Certaines personnes croient que « sociologie » est synonyme de socialisme et le mot les effraye. Il n'a pourtant rien de terrible. Socialiste ou non, la sociologie vise à démontrer que la collectivité a des droits sur l'originalité et le talent, et que, hors de la collectivité, il n'y a point de salut. Sociologues de droite ou de gauche aboutissent aux mêmes conclusions : l'individu est fait pour la société et non la société pour l'individu. C'est le triomphe du communisme intégral. Il est stupide de soutenir que l'individu est fait pour la société, celle-ci ne pouvant subsister sans lui, n'ayant d'existence que par la somme des individus qui la composent. L'individu est fait pour l'individu. Il ne s'associe aux autres individus que dans la mesure où ceux-ci le comprennent, ont la même conception de la vie que lui. Les vivants ne peuvent s'associer aux morts. Une société d'individus libres n'aura rien de commun avec la nôtre : l'individu en sera la base et le sommet. Il pourra s'y développer sans contrainte. Au-dessus de l'individu, MM. les sociologues, attardés ou avancés, placent cette abstraction : la Société, avec une majuscule, à laquelle on doit tout sacrifier. Mais alors, si les individus, sans lesquels il n'y a point de société, se sacrifient à la société, ils se sacrifient eux-mêmes. C'est un non-sens. Ils s'humolent les uns aux autres et passent leur temps à se nuire. Ce sophisme me paraît tellement idiot que je ne veux point m'attarder à le discuter.

Guyau s'illusionnait lorsqu'il considérait, bien avant Durkheim, la sociologie comme la « science de l'avenir ». Il a tenté d'expliquer l'art, la religion et la morale au

point de vue sociologique. Guyau a la naïveté de croire que l'on peut concilier la vie individuelle et la vie sociale. Il semble parfois avoir raison, mais il a fini toujours par aboutir à un compromis, où c'est l'individu qui est sacrifié.

« Le tas des sociologues », comme les appelle Han Ryner, valent le tas des moralistes. La science des sociétés et la science des mœurs vont ensemble. Elles s'unissent pour conspirer contre la vie de l'individu. « Les disciples de Durkheim, écrit Han Ryner, adorent servilement, comme leur maître, les fantômes créés par la naïveté des prêtres et la ruse inconsciente des détenteurs du pouvoir et de la richesse. Leurs paroles comme sacerdotales sacrifient à tous les molochs la seule réalité, l'individu ». Les sociologues sont loin d'être des artistes : pensant mal, ils écrivent mal. Nous ne pouvons digérer la lourdeur, la pesanteur des sociologues officiels.

« La sociologie est à la mode, écrit Bouglé. Tout le monde en parle. Peu de gens savent ce que c'est ». Il y a sociologie et sociologie. Si on entend par sociologie, l'observation des mœurs sociales, la critique des institutions et des lois, il est évident que nous faisons de la sociologie, nous ne faisons même que cela. Nous consentons à être sociologues de cette façon, et à ce qu'on trouve dans nos travaux une part de sociologie. Cependant, je proposerai d'appeler socio-critique, pour qu'on cesse de la confondre avec la sociologie ordinaire, notre méthode de critique appliquée à la société que nous jugeons belle ou laide, bonne ou mauvaise, utile ou nuisible, selon qu'elle réalise ou non l'idéal esthétique.

Georges Palante est un des rares philosophes qui considère la sociologie à un point de vue individualiste. Pour lui, « la sociologie n'est autre chose que la Psychologie sociale. Et nous entendons par psychologie sociale, la science qui étudie la mentalité des unités rapprochées par la vie sociale (*Précis de Sociologie*, p. 3) ». Il faut toujours en revenir à la psychologie individuelle. La sociologie ainsi entendue à deux objets : rechercher l'influence de l'individu sur la société ; rechercher l'influence de la société sur l'individu. Psychologue social, tel est le sociologue. Il envisage les phénomènes sociaux sous leur aspect subjectif. Les lois sociologiques se déduisent des lois psychologiques.

La sociologie ou « Science des sociétés », ainsi nommée par Auguste Comte, a pris depuis son fondateur des proportions inquiétantes. Ses prétentions sont illimitées. Elle n'a d'autre ambition que de tenir en tutelle toutes les autres sciences : celles-ci seront sociologiques ou elles ne seront pas. La méthode sociologique a tout envahi. Morale, Esthétique, etc... ne sont, désormais, que des compartiments de la Sociologie. Il y a maintenant une cosmopsychologie, une anthropopsychologie, une psychosociologie, etc...

La sociologie n'étudie plus les sociétés telles qu'elles devraient être, mais telles qu'elles ont été. Le sociologue n'est plus qu'un savant qui s'efforce de connaître les sociétés, de dégager les lois qui les régissent. C'est tout. Il ne conclut pas. Ce n'est pas son affaire.

L'avenir des sociétés, le sociologue s'en désintéresse. Etant objective, la sociologie se proclame impartiale et scientifique. Elle n'est ni l'une ni l'autre. Evidemment, il était nécessaire, en face de leurs exagérations, de ramener certains sociologues à l'étude des faits : ils ne peuvent pas n'être que des rêveurs. Mais sous prétexte de combattre chez eux l'absence de méthode, ou des méthodes défectueuses, la littérature naugeuse à laquelle nous devons tant de fabricants d'icaries, de constructeurs de cités futures, de prophètes, d'annonceurs des temps-nouveaux, et beaucoup d'autres pontifes demi-anarchisants, on est tombé dans l'excès contraire. Pour les sociologues modern-style, les faits concrets seuls sont intéressants. C'est le cas de répéter après les anciens : *in medio stat virtus*. Cependant, ce *in medio*, ne l'appre-

lons pas juste-milieu, appelons-le harmonie. Or, la sociologie est loin d'être une harmonie. Désormais, le sociologue ne se préoccupe plus de l'avenir des sociétés, de leur transformation en sociétés meilleures. Ce n'est pas objet de science. Ainsi en ont décidé les pontifes. Il y a, d'une part, les sociologues qui sont les seuls savants et, d'autre part, les non-sociologues qui sont des ignorants. La sur-sociologie explique tout, ouvre des horizons insoupçonnés à l'esprit humain : il faut avoir recours à la sociologie, si on veut avoir la clef de tous les problèmes. Tout le monde doit devenir sociologue, pour que la société continue de fonctionner à merveille et de distribuer ses bienfaits aux individus agenouillés devant son omnipotence.

On veut tout expliquer par la sociologie. Religion, art, morale, économie politique, histoire, etc... sont des « branches de la sociologie ». Il y a une sociologie religieuse, morale, esthétique, etc..., dont la prétention est de tout expliquer « objectivement ». Depuis que le fondateur du positivisme a placé dans la sociologie le salut de l'humanité, celle-ci est devenue la plus compliquée de toutes les sciences. Ne nions pas l'intérêt que peut présenter la sociologie ainsi entendue. Elle nous oblige à descendre sur la terre et à observer de près les réalités. La méthode analytique de la sociologie et des sciences sociales qui s'y rattachent peut rendre des services, mais ne les exagérons point. Ne demandons pas à la sociologie plus qu'elle ne peut donner : restituons-lui sa place dans l'ensemble des sciences, non au-dessus d'elles, mais humblement à côté d'elles. Chaque savant a une tendance à voir dans la science qu'il cultive la science unique, oubliant que, près de lui, d'autres savants travaillent dans d'autres directions. C'est une erreur, les sciences convergent au même but : la vérité. La spécialité à outrance est nuisible : le savant doit posséder avant tout une culture générale, dans l'intérêt même de la science dans laquelle il s'est spécialisé.

Durkheim et ses disciples appliquent à l'étude de la vie morale la méthode des sciences positives. Les « faits moraux » sont pour Durkheim des phénomènes comme les autres. Il ne s'agit pas de tirer la morale de la science, mais de faire la science de la morale. C'est l'ambition de Durkheim.

Les sociologues affirment bien que le fait d'étudier la réalité n'implique pas celui de renoncer à son amélioration et ils conservent à la morale son caractère de « science normative », en ce sens que les lois qu'elle découvre sont autant de devoirs qu'elle nous impose. La morale sociologique est équivoque et manque d'harmonie. Il ne reste plus, avec elle, que le dieu Société, qui entretient dans son sein tous les dieux et tous les cultes. L'école sociologique se vante, d'ailleurs, de posséder cet esprit « sagement conservateur » (*Préface de La division du Travail social*), et de mettre, à la place de l'initiative individuelle, le conformisme social. Cette morale faite par et pour le social interdit à l'individu de penser et d'agir librement : elle tue dans les cerveaux l'esprit critique. Que peut bien être le progrès pour les sociologues ? Diviniser la société, tel est, en fin de compte, pour Durkheim et ses disciples, le but de la sociologie.

Les « sociologues bourreurs de crâne » sont un produit de notre temps, où l'égalité est conçue à rebours, où le suffrage universel exerce ses ravages, où les majorités l'emportent sur les « individualités », où l'incohérence et l'équivoque dominent. La manie de tout niveler est une des caractéristiques de notre temps.

Les sociologues à la Durkheim rêvent de faire de la société une caserne où chacun pensera la même chose, agira aux mêmes heures de la même manière, exécutant le même exercice et portant le même uniforme. Drôle de société, en vérité, que la société rêvée par les sociologues ! On s'y annuiera à mourir, car elle sera d'une monotonie désespérante. La méthode communiste y se-

ra appliquée rigoureusement. Ce serait un communisme à rebours, à l'usage des bourgeois, où nul n'aurait le droit d'être lui-même, d'aller et venir à sa guise. Ce serait le caporalisme dans toute son horreur, le conformisme intégral. Vouloir des êtres faits sur ce modèle, pratiquant la même morale et servant les mêmes dieux, c'est quelque chose de monstrueux qui ne peut germer que dans l'esprit d'un dictateur. Une telle société, où régnerait l'automatisme absolu, ne comporterait aucune initiative, aucune originalité, aucun progrès. Ce serait la mort de l'individu, sans phrases. Certes, convenons que, dès notre naissance, nous sommes happés par la société et que, si nous voulons vivre, il ne nous reste plus qu'à lutter pour nous « ressaisir » et nous dégager de son emprise, rongéant les mailles du social qui nous enserme comme dans un étau. Impossible de nier la main-mise de la société sur les individus. Elle exerce sur eux une sorte de chantage pendant toute leur vie. Mais les sociologues n'expliquent pas — ou expriment mal — comment des êtres nés à la même époque, dans le même pays, élevés dans le même milieu et selon les mêmes méthodes, n'ont ni les mêmes idées, ni la même morale. Comment expliquent-ils qu'il y ait des réfractaires ? Et pas seulement chez les pauvres, chez les déshérités du sort, les sacrifiés, les exploités ?

Ce ne sont pas les sociologues qui approuveront Jean-Jacques Rousseau disant : « L'homme est né bon, mais la société le déprave ». Il est difficile à l'homme de naître bon, car il est déjà social dans le ventre de sa mère, il est déjà le prisonnier de l'hérédité, mais à mesure qu'il deviendra social, il deviendra « immoral ». On dit des écoliers : « pris individuellement, ils ne sont pas mauvais, mais ensemble ils ne valent rien ». C'est ce qui arrive pour les hommes réunis quelque part : ils sont lâches et cruels. Enrégimentés, les hommes sont des brutes : ils perdent aussitôt ce qu'ils pouvaient avoir de supportable comme individus. « Troupeau confus, écrivait Milton, il y a trois siècles ; tourbe mêlée qui élève ce qui est vulgaire et vain... La plus grande louange est dans leur blâme, à part celui qui va seul et meilleur. D'intelligente, parmi eux et de sages, il n'y en a point ». Paroles plus vraies aujourd'hui qu'hier.

On comprend que les sociologues anti-individualistes aient un faible pour la pédagogie. C'est, en effet, par l'éducation et l'instruction, que l'on fabrique, dès l'enfance, des citoyens dociles et des âmes d'ennuies, c'est dès l'enfance que l'on déforme les cerveaux et que l'on commence le « dressage » des individus. Il importe, dès le plus bas âge, d'inculquer de saines notions sociales et morales aux futurs soutiens de l'ordre et de l'autorité. La pédagogie telle que la conçoivent les sociologues est le meilleur instrument d'asservissement qui soit entre les mains des dirigeants.

La pédagogie occupe une place importante dans la sociologie durkheimienne. L'auteur d'*Éducation et Pédagogie* a essayé de renouveler par sa méthode l'ancienne pédagogie. L'éducation telle qu'il la conçoit est l'action exercée par le milieu et la société sur l'enfant. Durkheim et ses disciples comptent beaucoup sur l'École pour faire des citoyens dociles et identiques. Le dogmatisme pédagogique des sociologues n'a qu'un but : détourner l'individu de lui-même pour le livrer corps et âme au social. L'individu devient la chose du social qui, par l'éducation, en fait un citoyen selon ses rêves. La société s'agrippe à l'individu, le suit partout, essaie de l'étouffer au moyen de sa pédagogie anti-individualiste. Elle vise à socialiser l'individu, à l'arracher à son individualité pour l'incorporer au groupe dont il fait partie. C'est exactement l'inverse que fait la véritable pédagogie, qui arrache l'individu à la société pour le restituer à lui-même. Dans l'éducation des sociologues-pédagogues ou des pédagogues-sociologues, l'individu se nie lui-même au profit du groupe auquel il appartient. La fin de toute éducation, pour les sociologues,

c'est de faire de chaque homme un être social. Tous les individus doivent se ressembler. Violer ce commandement est un crime. L'être social renonce à toutes les joies, à toutes les noblesses, à toutes les beautés. C'est un être déchu, happé par l'engrenage dont il est prisonnier, incapable de se « ressaisir ». La société se livre sur sa personne à une sorte de chantage, dénaturant ce qui est réel en lui, déformant ses sentiments, atrophiant son intelligence, bourrant son crâne d'absurdités. Sa mémoire devient un capharnaüm sous l'influence des sur-pédagogues qui ont fait de lui une machine. Pas d'originalité, telle est la formule que la pédagogie officielle applique à quiconque a le malheur de tomber entre ses mains. Faire des automates est le but poursuivi par toute éducation sociale. Il est défendu d'être artiste dans les moindres détails de l'existence quotidienne : répéter machinalement ce que les autres ont dit, tel est l'idéal.

L'État ne peut rien pour la liberté individuelle ; il peut tout contre elle. Confier à l'État le soin d'affranchir l'individu par l'éducation, c'est lui confier le soin de l'étouffer.

Auguste Comte exagère lorsqu'il formule du haut de son dogmatisme positiviste ce précepte extravagant : « Nous naissons chargés d'obligations de toutes sortes envers la société ». C'est plutôt la société qui nous paraît chargée d'obligations envers l'individu qu'elle a fait naître, sans lui demander son avis. N'est-ce pas étrange de voir émettre un tel paradoxe ? C'est ce que les élèves de Durkheim soutiennent avec autant d'autoritarisme que leur maître. La sociologie durkheimienne s'applique à une société dans laquelle il n'y a point d'individu. L'individu est inexistant. Il ne compte pas. On l'ignore. La société est, pour Durkheim, la seule réalité : c'est une réalité supra-individuelle.

« La méthode sociologique repose tout entière sur ce principe fondamental : que les faits sociaux doivent être étudiés comme des choses, c'est-à-dire comme des réalités extérieures à l'individu (Durkheim, *Le Suicide*) ». L'individu est dominé par une réalité morale qui le dépasse : la réalité collective.

Les sociologues en arrivent à ce paradoxe que plus un individu ressemble aux autres, plus il est lui-même. Plus il se confond avec le troupeau, moins il se confond avec lui. Plus l'individu dépend de la société, plus il est autonome. L'individu n'est jamais plus indépendant que lorsqu'il cesse d'être indépendant. C'est se moquer de nous. Qui veut trop prouver ne prouve rien. Les sociologues « plus royalistes que le roi », en arrivent à nous rendre odieuse la société : c'est un résultat appréciable. C'est la seule utilité de la sociologie. Il sied de réagir contre ce machinisme intellectuel, de mettre un frein à l'automatisme en morale, à tout ce sociétisme ou sociétarisme qui sévit et broie l'individu. L'égoïsme égoïste de ce dernier refuse de se courber devant l'égoïsme social : il est harmonie alors que ce dernier est désordre.

Tout ce sociologisme se détruit de lui-même. Il substitue aux dogmes d'une morale non scientifique les nouveaux dogmes d'une morale scientifique. Or, celle-ci est aussi peu scientifique que possible. On abuse trop du mot « science » chez certains philosophes. La morale sociologique prend place au rang des « méta-morales » auxquelles elle essaie de se substituer. Elle remplace une idole par une autre : Dieu s'appelle la société. Ne soyons pas dupes de cette nouvelle « cratie » que constitue la sociocratie. Son libéralisme est équivoque.

Le sociologue anti-individualiste va à l'encontre même des recherches qu'il poursuit, et s'interdit de comprendre quoi que ce soit aux « faits sociaux » puahue, pour lui, ces derniers mots seuls existent et ne s'expliquent que par eux-mêmes. La sociologie simplifie la réalité, qui est complexe, fait œuvre anti-scientifique ou pseudo-scientifique en rationalisant le réel. La sociologie objective pourrai bien n'avoir été qu'un « bluff ».

La métaphysique durkheimienne perd tout contact avec la réalité sur laquelle elle prétend s'appuyer. Rien de moins scientifique. C'est une pure construction de l'esprit. Le Dieu-Société est une abstraction devant laquelle Durkheim qui, nous dit-on, est de bonne foi, exige que les individus s'agenouillent, absorbés dans une contemplation mystique, où s'évanouit toute personnalité. Cette mode, espérons-le, n'aura qu'un temps.

Durkheim est à ce point obsédé par l'idée fixe de faire de la sociologie une science autonome, comme la biologie, indépendante de la philosophie, qu'il ne voit rien en dehors d'elle et croit, par elle, tout expliquer.

Durkheim voit dans la division du travail social une panacée. En elle réside le bonheur de tous les êtres.

La sociologie durkheimienne veut expliquer par une seule science la complexité des phénomènes. A force de se vouloir scientifique, la sociologie cesse de l'être, car elle n'admet d'autre explication de la réalité qu'une explication sociale. Il n'est pas possible, croyons-nous, de pousser plus loin l'autoritarisme et le dogmatisme scientifiques. Rien de moins scientifique que cette méthode. Elle perd de vue la réalité qu'elle déforme. Admettre la réalité de l'individu, c'est, pour Durkheim, faire œuvre anti-scientifique, mais n'admettre que la réalité sociale, à l'exclusion de toute autre, c'est pareillement faire œuvre anti-scientifique. C'est aboutir au même résultat. La sociologie peut prêter son concours aux autres sciences, mais rien ne justifie sa prétention à les remplacer. Elle n'est pas l'histoire : elle conserve, en face de l'histoire, sa fonction propre, sans empiéter sur elle.

Il en est de même pour toutes les disciplines. Ecarter les solutions qu'elles nous offrent quand nous envisageons les problèmes sociaux, c'est ne voir qu'une face de ces problèmes, c'est se priver des moyens qui permettraient de les résoudre. L'explication sociologique des faits sociaux n'a de valeur que reliée et associée à leur explication psychologique.

Qu'il y ait des « lois » que le sociologue constate, nous ne le nions pas. Mais qu'il se borne à les constater, ce n'est là, croyons-nous qu'une partie de sa tâche. Sans ce travail préliminaire, la sociologie serait incomplète : réduite à lui seul, elle est tout aussi incomplète. Une sociologie uniquement inductive ne vaut pas mieux qu'une sociologie uniquement déductive. L'une et l'autre sont stériles.

Le déterminisme est une explication, mais il n'est pas l'unique explication des faits. On ne saurait s'en contenter. La sociologie conçoit la vie comme un mécanisme où le hasard et l'imprévu n'interviennent pas, où tout se passe automatiquement. C'est un monde sans originalité que celui des sociologues. C'est un monde aussi peu vivant que celui des logiciens. Les sociologues sont des logiciens peu recommandables, on se compromet en leur compagnie. Ces gens, qui ne veulent tenir compte que des faits, ne voient pas les vrais faits, dont l'action est certaine. Ils négligent les réalités pour des abstractions. Ils appliquent aux faits les lois de leur esprit. Ne mettons pas en doute la valeur de la science, à propos de la méthode sociologique : c'est un problème d'ordre métaphysique, nous y reviendrons. Mais protestons dès maintenant contre cet autoritarisme scientifique qui prétend tout régenter, tout expliquer, sous prétexte que tout obéit à des lois. Un dogmatisme en remplace un autre. Le dogmatisme sociologique rejoint les autres dogmatismes en ce qu'il n'admet qu'une explication des phénomènes, et qu'il ramène tout à cette explication. Il est tout aussi étroit et peu scientifique. La volonté des individus, dans cette conception de la sociologie, est singulièrement atténuée, pour ne pas dire supprimée. Il n'en est tenu aucun compte. La sociologie est science pure. On sait que Taine a appliqué à l'art la méthode sociologique. Il n'a abouti qu'à une cons-

truction *a priori*, niant les faits, les déformant : l'esthétique de Taine est un tissu de contradictions. Qui veut trop prouver ne prouve rien. La méthode sociologique devient la méthode logique, combien illogique en la circonstance : c'est la déduction mathématique, en une matière où elle n'a que faire. La sociologie rétablit ce qu'elle croit détruire. Ses lois sont des constructions de l'esprit. Il n'y a rien de plus subjectif que la méthode objective des sociologues. Ils essaient d'atténuer leur fatalisme en disant que la connaissance des « lois » permettra à la « science sociale » de modifier la réalité. Ils soutiennent que la sociologie devient ainsi la plus libérale des sciences, car elle admet que les sociétés peuvent évoluer sous la poussée des aspirations individuelles et collectives. Constatons-le, en passant, mais ne nous faisons aucune illusion sur le libéralisme des sociologues.

Les sociologues sont bien forcés de convenir que la sociologie conserve des rapports avec la psychologie individuelle. — ils ne peuvent le nier. Quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, il faut bien qu'ils tiennent compte de l'individu. Ils en tiennent compte, certes, mais c'est pour l'étouffer. Si on leur dit que la société n'existe que par et pour les individus qui la composent, et qu'il faut compter avec leur psychologie, ils répondent que l'association des individus constitue une vie différente de celle de chaque individu considéré isolément, et que c'est cette vie du groupe, cette vie collective qui donne naissance à des institutions dont l'ensemble constitue la civilisation. Nous savons cependant quel rôle ont joué, dans l'histoire, les individus : ce sont les isolés, les indépendants, les indisciplinés qui, seuls, ont créé quelque chose. Pendant que le troupeau stagnait, ils sortaient de ses rangs pour rompre avec sa morale et sa tradition. Ce sont les hommes de génie qui conduisent le monde. Et j'entends par eux les penseurs et les artistes. Les guerriers n'ont pas de génie, car ils n'ont qu'un génie destructeur. Le génie est essentiellement créateur. Le troupeau n'a fait que combattre et déformer la pensée des hommes de génie. — de ceux qu'il appelle des fous. — la société s'est opposée par tous les moyens, y compris l'assassinat, à la sincérité des individus, se dressant en face de ses préjugés en accusateurs. Pensant en groupe, agissant en groupe, les gens pensent et agissent mal. C'est alors qu'ils créent ces « institutions » que la sociologie appelle pompeusement la *Civilisation*. Concédon's, en effet, aux sociologues, que la vie sociale est bien différente de la vie individuelle, qu'elle en est tout le contraire : elle oppose au courage la lâcheté, à la vérité le mensonge, à la nature l'artifice, à tous les sentiments humains leur contrefaçon et leur caricature. Ils ont raison, puisque nous voyons les individus agir en groupe d'une manière autre que pris en particulier : les ravages de l'esprit grégaire, pendant la guerre, en sont une preuve éclatante. Nous avons vu à l'œuvre cette fameuse mentalité collective : elle a bien mérité de la patrie. Les sociologues, au lieu de déplorer cela, le constatent avec un plaisir évident. Pour eux, la société est établie pour des siècles sur des principes sacro-saints. La sociologie positive a raison sur ce point : nous ne faisons aucune difficulté pour reconnaître que les individus, à peu près supportables séparés les uns des autres, deviennent, associés et groupés, unis par des intérêts quelconques, absolument idiots, sanguinaires, capables de tout. Dès que l'esprit de corps ou l'esprit de parti s'empare d'eux, ils perdent la tête, deviennent de simples brutes. Tout ce qu'il y a de bon au fond d'eux-mêmes se réveille. Ils n'ont plus de conscience, plus de sentiments, plus rien. Il suffit que quelques hommes se réunissent pour qu'ils disent ou fassent des bêtises. Certes, quelquefois, les individus vibrent ensemble pour une noble cause, mais c'est chose rare. La foule est bien différente des molécules, des cellules qui entrent dans sa composition : leur agrégat donne naissance à un corps nouveau où n'entrent que les laideurs des individus, d'où sont exclues

toutes leurs qualités : d'intelligents, ils deviennent stupides, de pacifiques, guerriers. La vie sociale est le dépotoir où viennent échouer tous les égoïsmes, tous les reniements. Il semble que les hommes ne cherchent à se réunir qu'affin de mettre en commun leur bêtise. On m'objectera que si les individus n'étaient pas eux-mêmes tarés, la société ne serait pas tarée : je conviens qu'il y a des individus — la majorité — qui sont faits pour vivre en société : ils ont tout ce qu'il faut pour cela, hypocrisie, dissimulation, autoritarisme, sauvagerie. Ce sont des individus peu individualistes. C'est parce qu'il y a dans la société de ces faux individualistes, en nombre considérable, qu'elle est si imparfaite. La société leur permet de développer tout leur talent, de donner libre cours à toutes leurs passions. D'autres, moins barbares, finissent par le devenir, à leur contact, par faiblesse ou inexpérience. Ils suivent et font comme tout le monde. Evidemment, ces individus sont peu intéressants, et si la société est mauvaise, ils y sont bien pour quelque chose. Cependant, répétons-le, celle-ci ne fait que développer et porter à leur maximum leurs mauvais instincts : elle les multiplie : la société est le terrain où germent tous les égoïsmes. Bien peu d'individus ont l'héroïsme de combattre les milieux dont ils font partie. Ils s'en évadent, comme d'une galère. Ce sont des rescapés. Individus et sociétés sont au fond également coupables : une somme de lâchetés individuelles, rendues plus nuisibles par leur association, telle est la société, dans sa triste réalité. Ces lâchetés individuelles s'additionnent pour former une force redoutable. Quiconque essaie de la briser est lui-même brisé. La société exerce une telle sujétion sur les individus que, même dans les « milieux libres », elle continue d'exercer ses ravages, ces fameux milieux libres qui devaient révolutionner le monde, et qui n'ont rien révolutionné du tout. Les colonies libertaires n'ont point réussi à réaliser cette société idéale que nous rêvons. Elles en sont même fort loin. Les individus qui en font partie n'ont point laissé à la porte leurs habitudes sociales. Peu à peu, ces milieux deviennent pareils aux autres : ils sont, ces milieux, de plus en plus réduits, les individus n'ayant pas fait l'effort nécessaire pour se réformer. Il importe de rendre inutile, par notre organisation intérieure, toute organisation extérieure dont le rôle consiste à brimer les individus qui sont assez eux-mêmes pour se révolter contre ses lois. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

SOL n. m. Dans le concert économique des nations, habilement organisé, pour entretenir une illusoire harmonie qui cache, plus ou moins bien, l'exploitation des masses laborieuses, la question du sol joue un rôle prépondérant. Cette question, si importante soit-elle, est toujours grignotée sous divers aspects par les... élites... qui laissent le monde travailleur dans l'ignorance sur ce sujet capital. Les politiciens de toutes nuances évitent soigneusement d'exposer aux travailleurs que la propriété individuelle représentant le fruit du travail et de l'intelligence, est *conditionnée* par le mode d'appropriation du sol.

Nous allons essayer d'expliquer que la question du sol ou foncière, rationnellement définie, permet de se rendre compte de la liberté ou de l'esclavage du travail.

L'organisation rationnelle de la propriété immobilière est, non seulement d'ordre économique mais aussi d'ordre moral, c'est-à-dire de justice sociale. Sans nous étendre, comme on pourrait le faire dans un livre, nous pensons que le lecteur comprendra qu'il serait vain d'émettre l'idée de laisser à chacun le produit intégral de ses efforts, tant que le sol (ou richesse foncière-immobilière) ne sera pas entré au domaine social ou commun. Nous nous résumerons en disant que l'entrée du sol à la propriété collective est la condition *sine qua non* de l'établissement de la souveraineté du travail. Ce que nous dirons par la suite aura pour but de

mieux aider à comprendre la portée de justice sociale qui s'attache à la question du sol.

Il y a, de par le monde, des faits et des vérités qui, par eux-mêmes, paraissent, dans leur ensemble, si évidents à tous, qu'il semble inutile d'en fournir quelques explications. Parmi les nombreux phénomènes sur lesquels on *paraît* renseigné, celui du sol n'est pas le mieux déterminé dans le domaine de l'opinion. Nous allons essayer de le démontrer en tenant compte de l'expérience, de l'observation et du raisonnement qui se rapportent à la question foncière dans le cycle des époques parcourues du début de l'histoire à ce jour.

En sociologie, qui est le point de vue sur lequel nous plaçons, le mot *sol* représente la richesse foncière-immobilière sous ses divers aspects. C'est une des deux principales espèces de richesse : les capitaux, la richesse mobilière étant l'autre. De l'utilisation plus ou moins rationnelle de ces richesses, la société vit en harmonie ou dans le désordre.

Le sol qui est, comme nous le verrons, *essentielle-*ment distinct du capital, de la richesse mobilière, représente une force productrice mécanique comme *source passive* des richesses. D'autre part, le *travail*, qui est le raisonnement en action et devient force productrice consciente, représente la *source active* des capitaux, de la richesse mobilière.

De l'organisation des richesses que nous venons de définir, et tout particulièrement de la richesse foncière (sol), dépendent l'ordre social et le bonheur domestique ou l'esclavage des masses laborieuses.

Sans le sol, l'homme n'existerait pas ; et, socialement parlant, sans l'homme, le sol serait comme s'il n'existait pas. L'histoire sociale n'existe que pour l'homme et ne saurait intéresser les autres êtres qui, sous ce rapport, n'apportent directement aucune contribution. L'homme seul *sait* qu'il existe, il en a conscience. Dès lors, il examine, compare, apprécie ; de sorte que le raisonnement lui explique que, dans l'Univers, il y a des choses *nécessaires* à la vie et au développement social, comme il sait qu'il y en a d'autres qui sont, suivant les cas et les circonstances, plus ou moins *utiles* au développement des sociétés. Cette remarque amène à comprendre que : *confondre* ces deux espèces de richesses — sol et capitaux — sous le seul nom de *propriété* dans l'attribution des richesses aux individus, c'est employer un langage inexact et dangereux qui conduit aux abus de l'organisation sociale actuelle.

Dans l'étude du Problème Social, si l'on veut éviter les équivoques, toujours dangereuses et souvent nuisibles, il convient de situer scientifiquement les rôles respectifs du sol et du capital dans la *formation* des richesses.

Se refuser de connaître la différence *essentielle* qu'il y a, dans l'ordre des richesses, entre l'*indispensable* et l'*utile*, c'est, le sachant ou l'ignorant, faire le jeu de la bourgeoisie et retarder d'autant l'heure de la libération du travail.

Afin de bien comprendre les données du Problème social, remarquons que l'homme, le travailleur, au moyen de l'usage de la richesse foncière, du sol, *crée*, par ses efforts, des richesses, des produits, enfin des capitaux selon les besoins qu'il en a ; alors que ce même travailleur reste impuissant pour créer le sol. N'oublions pas que la richesse foncière a des limites que les sciences au service du travail ne permettent pas de dépasser, et nous comprendrons que l'homme qui n'a pas droit à l'usage du sol se trouve placé dans le vide des richesses, comme dit Colins.

Des vérités qui précèdent, il résulte qu'il est de toute impossibilité de pouvoir ajouter la moindre étendue à la surface ou à la profondeur du sol. Par contre, la

possession de la richesse foncière confère, à celui qui la détient, un véritable monopole présidant à l'attribution du travail aux individus puisque le travail ne peut s'exercer que sur ou dans le sol. Inévitablement, ceux qui détiennent le sol commandent ceux qui en sont privés. Dès lors, logiquement, l'entrée du sol au domaine commun apparaît comme une nécessité sociale pour l'instauration d'un régime de liberté individuelle et de bien-être social. En n'attachant pas au sol toute la valeur sociale qu'il comporte, permettant de mettre chaque chose à sa place et à la place qui lui convient, on consacre, dans l'équivoque, la contradiction des intérêts à l'avantage de la féodalité financière.

C'est l'ignorance de la valeur sociale qui s'attache au sol qui permet, pendant les périodes électorales où les... élites... de la politique sont en rapport plus ou moins direct avec les masses laborieuses, de camoufler la question foncière dans ses rapports avec l'attribution des produits du travail aux individus. Si, en 1930, nous lisons les programmes politiques des candidats, qui vont du rose pâle au rouge vif, nous remarquerons un silence volontaire sur la question du sol ; ce qui prouve que c'est en dehors des politiciens de toutes nuances que la question du sol peut et doit être étudiée sérieusement.

Les militants devraient enseigner, s'ils n'étaient des ignorants..., que l'entrée du sol à la propriété collective est créatrice de bien-être général, génératrice de liberté et dispensatrice de la souveraineté du travail.

L'entrée du sol au domaine commun répond aux idées de justice, de liberté et de bien-être que les travailleurs désirent appliquer dans les rapports des hommes entre eux. Aussi, tant que le sol est aliénable, il est logiquement impossible de libérer le travail de l'emprise du capital, et, quelles que soient les réformes plus ou moins tapageuses de l'époque d'ignorance, les résultats ne tardent pas à devenir, avec le développement des intelligences et des nouveaux besoins qui en naissent, moins supportables que par le passé.

Tout retard, volontaire ou non, à la solution de la question du sol, qui dépasse et domine toute question agraire, minière, forestière, etc... retarde d'autant la libération des opprimés et des travailleurs. La tactique du silence sur la question du sol compromet l'avenir du socialisme et de la liberté.

D'une manière générale, le socialisme souffre d'une crise d'indétermination qui place le futur régime sous le signe de l'équivoque en donnant à certains termes d'économie sociale un sens plus ou moins rationnel. Pour les uns, le socialisme paraît être le bien-être qu'une production intensifiée peut procurer à la collectivité à des conditions définies. Pour d'autres, dont nous sommes, le socialisme est l'application de la justice à la société. Par l'application de la justice, chacun devient l'artisan de sa fortune et de sa destinée que l'égalité du point de départ permet de réaliser. De nouveaux cieux, une nouvelle terre où la justice règnera seront le domaine social sur lequel chacun recevra selon ses œuvres. Une éducation morale généralisée et une organisation rationnelle de la propriété faciliteront la jouissance d'un pareil régime qu'une phraséologie trop élastique ne saurait définir.

C'est, parce que certains mots comme le mot *sol* et certaines expressions comme *instruments de travail* et *moyens de production* sont mal déterminés qu'il y a, selon les besoins politiques, des propositions confuses, parfois contradictoires, dans la confection des programmes plus ou moins teintés de socialisme. Comment se reconnaître dans ces labyrinthes de la cacophonie, que l'on dirait établis à dessein ?...

Ainsi, à propos du mot *sol* qui nous préoccupe, cer-

tains économistes, et même des socialistes, croient nécessaire d'ajouter au mot *sol* celui de *sous-sol*. Ces personnes se sont-elles demandé s'il était possible d'établir une limite réelle entre ce qu'on appelle *sol* et *sous-sol* ? Poser la question c'est la résoudre par la négative. D'autres prétendent que les récoltes, les engrais, etc., tant qu'ils font corps avec la richesse foncière ne font pas partie du sol ; d'autres enfin n'admettent pas la richesse immobilière comme étant du *sol amélioré* par construction, tout comme l'est un champ de blé ou de fourrage par le travail se rapportant à la production du champ. Socialement, c'est inutile, même dangereux de s'en remettre à des détails d'exposition.

A notre époque d'industrialisme intensif, tout le sol a été, à divers degrés, plus ou moins amélioré et, socialement, il est impossible d'établir une règle pour indiquer le degré d'amélioration qui classe le champ dans une catégorie quelconque et qui, finalement doit entrer au domaine commun. L'entrée du sol à la propriété collective est indispensable à notre époque de nécessité sociale, pour établir le socialisme à l'avantage de tous. Il est inutile et superflu d'épiloguer sur des apparences et des illusions.

En nous intéressant à la question du sol qui représente le point cardinal de l'ordre socialiste, retenons que le sol n'est pas à proprement parler, un *moyen de production*, un instrument de travail ; il est plus et mieux socialement parlant. Le sol est la matière absolument première, il est le *fonds* d'où le travail extrait, avec ou sans instrument, toutes les richesses nécessaires à l'entretien et au développement de l'humanité.

Des explications qui précèdent il résulte que le sol se manifeste à l'intelligence que les préjugés n'ont pas atrophiée, sous le caractère de l'indispensabilité. De son organisation, dans le domaine des propriétés, dépendent la liberté ou l'esclavage du travail, le bien-être ou la misère des travailleurs. Ainsi, la confusion de la richesse foncière — *sol* — avec la richesse mobilière — *capitaux* — est, dit Collins, une escobarderie de l'Economie Politique destinée à confondre l'illusion et la réalité, l'utile et le nécessaire, afin de maintenir l'esclavage du travail et la domination du capital. C'est un tour d'escamotage économique habilement exécuté au profit du capital. A notre époque, s'intéresser à la question sociale, œuvrer en faveur du socialisme, et confondre le sol avec richesse naturelle, incréée par le travail, avec le capital, richesse mobilière, qui n'est et ne peut être que le résultat du travail, c'est vouloir, le sachant ou non, que le paupérisme reste indestructible, c'est vouloir perpétuer les révolutions, c'est vouloir la mort de la société par le désordre. La nécessité sociale forcera bien un jour, plus ou moins prochain, notre pauvre humanité à ouvrir les yeux et à s'orienter vers la connaissance du bien avec la volonté de le réaliser.

Si l'humanité réfléchissait à la question de l'appartenance des richesses, elle verrait que celles-ci s'approprient par le travail, soit au critérium de la force, soit au critérium de la raison. Remarquons, dans cet ordre d'appropriation des richesses, que l'appropriation individuelle du sol est possible tant que le droit de la force est le seul connu socialement. Alors cette appropriation est de nécessité sociale puisqu'elle est la seule qui offre une sécurité relative à l'ignorance économique de l'époque. Mais pour cette période, et quelle qu'en soit la durée, la privation du sol, pour la plus grande partie des travailleurs, fait que l'offre du travail, malgré tous les progrès possibles, est toujours au minimum des circonstances et tient les travailleurs en état d'esclavage économique. Ceux-ci ne reçoivent pas

le produit intégral de leur travail, mais simplement ce que les détenteurs des moyens de production consentent à leur donner. Ajoutons aux droits des propriétaires, imposés aux travailleurs déshérités, la perception de l'impôt ou revenu social retombant exclusivement sur le travail et nous comprendrons pourquoi en époque d'aliénation du sol aux individus, la plupart des travailleurs ne consomment pas selon leurs besoins, alors que les produits agricoles et manufacturés restent inutilisés et se détériorent. Dans le régime bourgeois, l'abondance des biens nuit quelquefois et même bien souvent. Ainsi l'aliénation du sol, et par suite la monopolisation de cette richesse indispensable, canalisée chez quelques individus, crée les castes et les classes, les maîtres et les esclaves, la richesse pour quelques-uns, la misère pour le plus grand nombre.

Si nous passons à l'époque où le sol appartiendra à tous et qui sera l'époque de connaissance sociale, nous verrons que, par l'entrée du sol au domaine commun, le paupérisme se trouve anéanti, du fait que les travailleurs, c'est-à-dire tous et chacun, seront, au même titre, des propriétaires indépendants plus ou moins capitalistes.

A ce moment, contrairement à ce qui se passe en période d'aliénation du sol, les capitaux abonderont, offerts par la Société et les individus qui ne consommeront qu'une partie de leurs productions. Bien plus, les capitaux des particuliers devront concurrencer ceux de la société.

De ce fait, les capitaux animeront toujours la demande du travail et leur utilisation contribuera à l'augmentation du bien-être général. En résumé, le salaire, compris comme rémunération du travail, qui est éternel, par rapport à l'homme, sera constamment au maximum des circonstances, du minimum où il se trouve en époque d'aliénation du sol aux individus. Il n'est pas téméraire d'affirmer que l'entrée du sol au domaine social a pour but et résultat inévitable la disparition du paupérisme matériel dans une atmosphère de justice et de moralité générale.

A ce moment, mais pas avant, l'homme naît sous un régime d'égalité sociale relative et peut, en toute liberté, exercer ses facultés pour obtenir par son travail — et sans nuire à son prochain qui jouira des mêmes droits — la satisfaction des besoins ressentis.

Contrairement à ce qui se passe à notre époque, et toujours du fait de l'entrée du sol à la propriété collective inaliénable, chaque membre aura à sa disposition, selon ses goûts et son tempérament, pour exercer son activité dans le domaine qui lui plaira, d'incontestables garanties de sécurité, d'indépendance réelle et de bien-être permanent. Relativement au passé, au présent et à l'avenir, l'organisation de la propriété du sol représente une clé merveilleuse qui, dans le passé, a ouvert la serrure sociale à l'avantage des nobles, comme, actuellement, elle l'ouvre à la bourgeoisie et comme elle l'ouvrira à l'avantage de tous quand le sol fera partie du domaine commun.

C'est de sa possession individuelle ou de sa possession commune que dépend la liberté ou l'esclavage du travail. Pour notre époque, la possession commune de la richesse foncière-immobilière est de nécessité sociale, mais, en France, tous les partis font la conspiration du silence sur cette importante question qui est, sous divers aspects et dans différentes nations, dans l'ordre de mise en pratique. Un avenir relativement prochain démontrera, expérimentalement, les avantages généraux de l'entrée du sol au domaine social par rapport à l'entreprise de certaines mobilisations anti-scientifiques du sol. Nos parlementaires socialistes s'apercevront alors que le socialisme ne signifie pas, le moins du monde, que la terre agricole,

qui est une partie du sol à socialiser doit appartenir à celui qui la cultive, mais à tous.

De l'exposition de la question du sol ou foncière que nous venons de faire il résulte : 1° que le socialisme ne peut se réaliser que par l'entrée intégrale du sol au domaine social aussi bien que de la richesse mobilière ou capitaux provenant de générations passées ; 2° que, de ce fait, le travail sera libre au lieu d'être esclave comme de nos jours, ou forcé comme l'enseigne et le veut le marxisme ; 3° que l'appropriation sociale des richesses indiquées n'implique pas forcément l'exploitation du domaine commun par l'Etat ; 4° que cette exploitation peut et doit être faite, généralement, par des associations de travailleurs libres ou par des travailleurs isolés et indépendants afin que, sous ses divers aspects, la liberté individuelle soit sauvegardée ; 5° que le produit du Travail sera, alors seulement la propriété de celui qui l'aura créé ; 6° que tous et chacun jouiront, au même titre, des avantages qui précèdent, dans une atmosphère sociale et morale d'égalité relative suffisante pour la satisfaction des besoins ressentis ; 7° que le travail sera souverain et la domination du capital anéantie.

Ces conditions de vie générale prendraient rationnellement corps, pour ainsi dire automatiquement, sous l'impulsion du principe rationnel de l'intérêt qui guide l'Humanité. L'homme libre sur la Terre libre sera l'œuvre du socialisme rationnel qui ne saurait équitablement admettre avec Engel et les marxistes, le travail obligatoire et égal d'une administration à étiquette socialiste qui paraît oublier que la liberté est le plus grand de tous les biens. Le rythme du travail et de la production sera déterminée par les besoins ressentis équitablement par tous et par chacun. — Elie SOURY-RAN.

SOLDAT n. m. (de l'italien *soldato*). Milit. Militaire qui touche une solde payée régulièrement par le prince ou par le pays qu'il sert.

— *Simple soldat*. Militaire non gradé : c'est un militaire de 3^e catégorie, puisqu'il y a : officiers, sous-officiers et soldats pour composer une armée.

Plus un officier a de galons, plus il s'éloigne du soldat, ayant sur lui d'autant plus d'autorité et de solde importante avec plus d'honneur et moins de risques. Le soldat touche une solde ridicule, mais il est abrité, vêtu, nourri et couché. Tout cela pour une besogne stupide dans son exercice, criminelle dans ses intentions, infâme par son accomplissement et son but.

N'est pas soldat qui veut : un infirme, un idiot, un malingre, un trop faible d'esprit ou de corps est exempté définitivement. Il faut convenir que les majors peu scrupuleux examinent, auscultent, palpent la chair des hommes de vingt ans, obligatoirement tenus de se présenter à jour et à heure fixes, pour ce qu'on appelle le conseil de revision. Tous les conscrits ont de fortes chances d'être reconnus bons pour le service, surtout s'il y a nécessité de chair à canon pour défendre des intérêts qui ne les touchent aucunement s'ils ne sont capitalistes ou fils de capitalistes. S'il a la naïveté, le pauvre soldat, de croire qu'il est appelé à se battre pour un idéal ou pour une raison plus ou moins admissible, à moins d'être un crétin, il verra vite qu'il n'en est rien et qu'il est tragiquement dupe. Mais s'il est soldat, il n'est plus un homme ; il est un numéro matricule, une machine à obéir, une machine à tuer son semblable. Un moment, il voit, en face de lui, ayant subi le même ignoble dressage que lui, un autre homme ; cet homme qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vu ni connu, c'est l'ennemi. Il lui ressemble, pourtant, comme un frère, c'est un homme comme lui ; non, c'est un soldat comme lui. Et c'est à qui, dans ce face à face des deux soldats, tuera l'autre ! C'est pour cela que l'un et l'autre

tre ont été faits *soldats*. Ce n'est même pas aussi simple ; le duel ainsi décrit, n'existe que par le hasard de la guerre. Les circonstances qui mettent en présence un homme contre un autre homme, sont très rares. En effet, ce serait dangereux, peut-être, si ces deux hommes n'étaient pas aussi complètement *soldats* que le veulent ceux qui, à l'abri, les ont envoyés l'un contre l'autre ; il se pourrait que ces deux *soldats* se reconnussent comme hommes, victimes tous deux d'une machination atroce et qu'ils fraternisassent, comme cela s'est vu plus souvent qu'on ne croit, malgré le soin pris pour étouffer de si mauvais exemples, susceptibles d'être contagieux. Aussi, la guerre, ce n'est pas la lutte corps à corps et c'est tout à fait rarement le duel d'homme à homme ; c'est, au contraire, la tuerie aveugle, en groupe ; c'est le massacre acharné, sauvage de brutes affolées, en furie comme des bêtes, ce sont des fous en bandes excitées, entraînées, ivres de haine et ivres d'alcool. Il faut cela, paraît-il, pour être de parfaits assassins, stupides, féroces, lâches, cruels et surtout inconscients ; en un mot, pour être de bons *soldats* des héros, tuant ou se faisant tuer glorieusement ainsi que le proclament les profiteurs de toutes sortes auxquelles les guerres entre nations et les guerres coloniales procurent avancement, décorations et bénéfices.

Il n'y a, pour nous, qu'une guerre admissible : c'est la guerre civile. Là, il ne faut pas des *soldats*, mais des hommes. C'est indispensable pour accoucher par le fer une société grosse de transformation sociale. Quant aux malheureux enfants du peuple qui, par hasard, sont *soldats* de force à un tel moment, ils ont l'occasion de redevenir subitement des hommes en aidant leurs frères civils à faire la Révolution.

C'est d'ailleurs ainsi que peut réussir une Révolution ; les événements sociaux nous le prouvent ; les faits historiques de toute nation et de toute époque qui se sont produits en vue d'une transformation politique et sociale ne l'ont pas été autrement, on le sait. La Bourgeoisie qui a tout à perdre veut tout conserver. Pour cela, elle est prête à tout.

Enfin, chacun selon la loi, doit, en France, servir la patrie, et, s'il est besoin, mourir pour elle. Autrefois, le *soldat* de métier, changeait facilement de patrie, suivant la solde qui lui était offerte. Les chefs se ménageaient de leur mieux, et en avaient pour l'argent qu'ils consacraient à former et à payer des *soldats* qu'ils remplaçaient par d'autres quand ils disparaissaient, changeaient de camp ou se faisaient tuer. Le chef ou seigneur en avait pour ce qu'il payait. Il en usait selon ses moyens : pour Dieu, pour la Patrie, pour le Roi !.. et aussi pour lui-même !

Depuis la Révolution française, on a changé tout cela. Puis, est venu un vrai de vrai, parmi les *soldats* : Napoléon, le Corse aux cheveux plats. Il mit sous sa botte le peuple qui avait pris la Bastille et renversé la Monarchie. Il conduisit par le sabre des *soldats* en haillons auxquels il fit voir du pays et qu'il gorgea de gloire et de sang. Ce fut le *soldat* triomphant de l'épée impériale auquel nous devons la funeste prospérité du Militarisme et la renommée du *soldat*.

Les guerres ont, depuis, pris leur large place dans le monde. C'est une vaste et bonne affaire internationale, dont les Peuples font tous les frais. Inutile d'en parler encore ici. Nous sortons d'en prendre. La guerre mondiale fut, de 1914 à 1918, une hécatombe horrible de *soldats*. La prochaine ne se contentera pas de *soldats* : elle voudra tout ce qui vit.

Si l'on peut entendre par *soldat*, celui qui embrasse la défense de quelqu'un ou de quelque chose : les *soldats de l'idée*, on peut dire que les insoumis, les déserteurs, les réfractaires au métier de *soldat* sont de rudes et valeureux *soldats* quand on songe à ce qu'ils risquent en tout temps, de souffrances physiques et morales

pour échapper à l'exécrable obligation du service militaire.

Mais que dire de l'admirable énergie des *objecteurs de conscience* qui refusent de se plier à tout ce qui leur est commandé par l'usage, par la loi, par ce que les intéressés appellent le devoir. Ceux là qui, consciemment, énergiquement, stoïquement, refusent de toucher une arme, sont de véritables héros. Ceux-là sont des *soldats de l'idée*. (Voir *Conscience*, *Objection*, *Paix*).

Ces *soldats* de résistance au Mal, ces convaincus, ces héros, ces martyrs sont des hommes !

Ils ne veulent tuer personne : ils veulent tuer la guerre ! — Georges Yverot.

SOLEIL n. m. Le Soleil, Phébus, la divinité des Anciens, l'Astre du jour qui fait mûrir le blé, la vigne, les fruits, le dispensateur de la Vie et du Bonheur sur les mondes qu'il éclaire et réchauffe de ses rayons est, non pas la boule de feu qu'il semble être, mais un globe qui n'est ni solide, ni liquide ni gazeux dans le sens que nous attribuons généralement à ces mots, car les gaz qui le composent sont condensés dans une condition de physique absolument inconnue par nous, leurs poids n'étant, en moyenne, à volume égal, que 4 fois moins lourd que les substances terrestres et la pesanteur à sa surface solaire 27 fois 1/2 plus forte qu'à la surface de notre planète.

Le bolomètre nous a permis de mesurer la température qui règne à la surface de l'astre du jour. Elle est de 6.000 degrés et celle au centre du globe de 40 millions de degrés.

Il en est également ainsi des autres soleils de l'espace. On estime leur température centrale à 40 millions de degrés. A la surface, la température des étoiles blanches-bleuâtres comme Sirius et Véga, est de 12.000, des jaunes, type Capella, Arcturus, notre Soleil, 6.000 degrés et les rouges 3.000 degrés.

Le Soleil tourne de l'Ouest à l'Est, autour de son axe, en 25 jours 4 heures, en entraînant avec lui, à raison d'une vitesse de 20 kilomètres par seconde tout notre système planétaire, sept cents fois plus léger que lui, vers Véga dans la direction de l'amas stellaire, qui est situé dans la constellation d'Hercule. Selon toutes les probabilités, notre Soleil, ainsi que la plupart des étoiles de première grandeur, ses voisines, graviteraient dans des périodes de plusieurs millions d'années autour de cet amas stellaire.

Les proportions du Soleil sont colossales. Son diamètre est environ 109 fois aussi long que le diamètre équatorial de la Terre, qui mesure 12.742 kilomètres. La superficie de l'astre du jour est 12.000 fois plus grande, son volume près de 1.300.000 plus gros et son poids 324.439 fois plus lourd que ceux de notre planète. Le poids de notre Terre étant de 5 septillions 875 sextillions de kilogrammes, celui du Soleil est conséquemment de 1 nonillion 900 octillions de kilogrammes, ce qui s'écrit par trente-un chiffres.

Comme proportion, notre Terre est à la planète Jupiter ce que cette dernière est au Soleil.

Pour faciliter le calcul et l'orientation de nos lecteurs à travers les astres, nous nous permettrons de leur donner l'indication suivante :

Le rapport de la circonférence au diamètre est : — 3.145.

La surface de la sphère est égale à son diamètre multiplié par la circonférence d'un grand cercle.

Le volume total de la sphère s'obtient en multipliant la surface par le tiers du rayon.

Les surfaces des sphères sont entre elles comme les carrés de leurs rayons.

Leurs volumes sont entre eux comme les cubes de ce même rayon.

Surface de la Terre : 510.082.700 kilomètres carrés.

Volume de la Terre : 1.083.260.000.000 kilomètres cubes.

Rayon de la Terre : 6.371 kil. 107 mètres.

Diamètre de la Terre : 12.742 kil. 214 mètres.

La distance moyenne qui nous sépare du Soleil est de 149.500.000 kilomètres. On peut facilement calculer cette distance depuis que Olaf Roemner découvrit, en 1675, la rapidité du rayon lumineux qui est de 300.000 kilomètres par seconde et qui fut découverte par le célèbre Danois en examinant les éclipses des satellites de Jupiter. Il constata qu'il y a 16' 26" de différence entre les moments où elles arrivent selon que Jupiter se trouve du même côté du Soleil que la Terre ou qu'il se trouve du côté opposé. Il suit de cette constatation que la lumière emploie 16' 26" pour traverser le diamètre de l'orbite terrestre et conséquemment 8' 13" pour venir du Soleil.

Notre Soleil, qui ne nous envoie que la deux-milliardième partie de la lumière et de la chaleur rayonnées par lui dans l'espace et dont la force dépensée par lui, sur la surface de notre planète, équivaut à 218 trillions de chevaux-vapeur, appartient, avec Capella, Acturus, Procyon, et la plupart des étoiles de deuxième grandeur, aux astres qui traversent la troisième période de la vie stellaire ascendante.

Ces astres se font remarquer par l'altération que subit l'intensité de leur lumière, due à un commencement de refroidissement de leur surface.

Ce refroidissement est caractérisé par la formation de taches ou cavités remplies de vapeurs transparentes, qui parviennent de grands bouleversements que produisent des soulèvements et des dépressions de la photosphère. Ces taches sont généralement environnées de *facules* ou régions très brillantes, qui forment autour d'elles une sorte de bourrelet saillant et ultra lumineux.

Les taches solaires qui font partie intégrante de l'astre du jour et dont la température inférieure à celle de la surface lumineuse ou photosphère, voyagent autour du Soleil dans le même sens que la révolution annuelle de la Terre et que le cours de toutes les planètes. Leur rotation s'effectue auprès de l'équateur solaire environ en 25 jours et en 28 entre le 45 et 50° parallèle boréal et austral. Aux pôles elles ne se voient jamais.

Ces taches se forment lentement ou assez subitement et sont toujours précédées par une grande agitation dans la photosphère, qui se manifeste par des *facules* très brillantes donnant naissance à un ou plusieurs pores qui se transforment en une large ouverture. Les taches peuvent durer de quelques jours à plusieurs mois et atteindre plus de 100.000 kilomètres de diamètre. Elles nous envoient environ 54 % moins de chaleur qu'une partie d'égale grandeur de la photosphère sans tache.

Le nombre des taches, des éruptions et des tempêtes solaires arrive environ tous les 11 ans à son maximum ; puis, ce nombre diminue pendant 7 ans 1/2 et emploie ensuite 3,6 ans pour remonter de nouveau à son maximum. Mais cette période de 11,1 ans varie elle-même et peut se raccourcir à 9 et s'étendre parfois au delà de 12 ans. Tous les 34 et 35 ans, il y a une période maxima pour les taches.

N'y aurait-il pas des éruptions énormes dans le Soleil tous les cent ou deux cent mille ans et qui auraient occasionné les périodes glaciaires encore inexpiquées ?

Il est à noter que la période de décroissance des taches est plus longue que la période d'accroissement et que la même chose arrive également pour le reflux et le flux de la mer.

Ces périodes undécennales dues probablement à l'influence des planètes correspondent avec les aurores boréales et avec les oscillations de la boussole et cela, fait digne d'attention, de telle façon que le maximum

d'oscillations coïncide avec le maximum de taches, et le minimum avec le minimum.

Une grande partie de la surface du Soleil est granulée, véritables vagues ou montagnes de gaz incandescentes qui peuvent atteindre et dépasser mille kilomètres de diamètre.

De cette photosphère s'élève l'atmosphère solaire ou sa chromosphère, qui n'est visible, comme la Couronne, que pendant les éclipses totales du Soleil.

La chromosphère est une nappe de « feu » de 10 à 15.000 kilomètres d'épaisseur, qui se projette en protubérances, sorte de flammes roses, à plus de 300 à 400.000 kilomètres vers les cieux.

Au dessus de la chromosphère, il y a la Couronne, qui environne le Soleil à une hauteur de 500.000 kilomètres, et qui n'est probablement qu'un simple phénomène électrique de l'astre radieux...

La spectroscopie ou l'analyse spectrale n'a pas seulement permis de déterminer la composition chimique du Soleil, mais elle est encore la grande révélation scientifique du XIX^e siècle, qui a prouvé l'unité constitutive de l'Univers.

Les étoiles ou soleils naissent tous de condensations de nébuleuses, dont l'origine doit être cherchée dans l'éther intersidéral, berceau et tombe des mondes et des univers.

Le grand mérite de Flammarion, malgré sa faiblesse spirite, a été dans la vulgarisation précise, nette, des données scientifiques. Le défaut des astronomes anglais de la nouvelle école, tels Eddington et Cle, est, grâce à leur spiritualisme, le manque de clarté.

Ils brossent un tableau, qui rend confuse la discussion sur les étoiles dites géantes et naines.

Il n'y a, à vrai dire, pas d'étoiles géantes, et d'étoiles naines. Ce sont les mêmes étoiles, alternativement énormes ou petites, diffuses ou condensées, selon leur âge.

Les étoiles jeunes sont grandes et diffuses, telle Bételgeuse, dans la constellation de l'Orion. Elle pèse 1.000 fois moins que l'air et son volume égale 50 millions de fois celui de notre soleil, tandis que sa masse ne vaudrait que 35 fois celle de l'astre du jour. Dans quelques centaines de millions d'années, Bételgeuse sera égale à 35 fois la dimension de notre Soleil actuel.

A stade égal d'évolution, les étoiles, entre elles, varient, en moyenne, dans la proportion de 1 à 5 et leur vie autonome, depuis qu'elles se sont dégagées de leur primitive nébuleuse — le brouillard stellaire du grand Herschel — jusqu'à leur mort ou dissolution dans l'éther, ce prétendu vide entre les mondes — ne saurait dépasser 15 trillions d'années et ne doit généralement guère atteindre plus que quelques centaines de milliards d'années.

Dans cette hypothèse plausible, notre habitat terrestre vivrait, depuis sa sortie des entrailles ignées du Soleil jusqu'à son émiettement dans l'espace, à peine quelques milliards d'années terrestres.

Le monde *Einsteinien*, dans lequel on perd souvent pied, comme dans la trop profonde philosophie allemande, est, malgré ses apparences, un diminutif de l'Univers, parce que limité à une sphère dont le diamètre est de 300 millions et la périphérie de un milliard d'années de lumière. Ce monde serait composé d'un million de voies lactées analogues à la nôtre, dont le diamètre est de 220.000 années de lumière.

Il y aurait dans notre Voie lactée trois milliards de soleils et, dans l'Univers d'Einstein, avec ses 2 millions de voies lactées, quelques quadrillions d'étoiles composées d'un nombre d'atomes avec leurs électrons, ces systèmes solaires en miniature, s'inscrivant par près de cent chiffres — l'atome est à l'homme dans la proportion de l'homme au Soleil. — Néanmoins, l'univers d'Einstein est un diminutif de l'Univers parce que calculable.

Nier la pluralité infinie des mondes habités et dire,

avec les astronomes à tendance spiritualiste de nos jours, que la vie consciente dans l'Univers serait une exception est un anthropomorphisme aussi grossier qu'était, jadis, l'affirmation enfantine que notre Terre était le centre de l'Univers et l'homme le roi d'une création inexistante parce que la matière, avec l'énergie qui lui est inhérente, est exempte de finalité, demeure éternelle, cause et effet en même temps.

Les quadrillions d'étoiles des voies lactées formant notre archipel, où nos îles stellaires qui émergent de l'éther sont toutes, d'après les révélations spectroscopiques, d'égalité constitutive et les « terres du ciel », nous font voir dans la planète géante Jupiter ce que notre Terre était dans un passé éloigné de quelques centaines de millions d'années, à l'époque de sa formation.

Avec Mars, nous avons l'image de ce que nous serons dans une dizaine de millions d'années, lorsque les océans se dessècheront et que l'atmosphère se sera raréfiée.

Avec la Lune, enfin, sans atmosphère et sans bruits, c'est le règne du silence et de la mort.

Les torches du ciel que sont les étoiles ou les soleils, deux expressions pour dire la même chose, inscrivent en lettres de feu pour celui qui sait les lire et comprendre leur langage : *La Vie, si elle n'est pas nécessairement simultanée sur les mondes d'un même système solaire, est, a été et sera la parure de toutes les planètes qui peuplent l'éternité de l'Univers stellaire* — Frédéric STACKELBERG.

SOLIDARISME (biocosmique). — Il n'y a pas d'« essence individuelle » ; tous les éléments dynamico-matériels de l'être humain sont puisés dans un fonds alimentant au même titre tous les êtres et toutes les choses, et auquel ils retournent après la dissociation des architectures éphémères, minérales, végétales, animales, où ils se sont trouvés engagés. Cette communauté de nature, d'origine et de destinée entraîne un corollaire important : chacune de ces associations d'éléments irréductibles dites à tort « individuelles », ne cesse pas un instant d'être en communication avec toutes les autres associations dynamico-matérielles, qui réagissent « ad infinitum » les unes sur les autres. La vie de chaque objet, de chaque être, est donc étroitement solidaire de la « Vie Universelle ». En outre, l'interdépendance des êtres de même espèce est absolument indiscutable, et c'est se boucher volontairement les yeux, que de se refuser à admettre les actions mutuelles des êtres humains.

Le plein développement de chacun n'est possible qu'au milieu du développement équivalent des autres. Le bonheur, l'intelligence, ne peuvent procéder de considérations égoïstes ; la sottise, l'injustice, la méchanceté, la souffrance ambiante ont leur retentissement inévitable sur chacun de nous. Et de même, solidaires aussi dans le bien, nous jouissons, directement ou indirectement, du rayonnement de beauté ou de bonté répandu dans la collectivité, même par nous-mêmes. L'homme est un foyer vers lequel comme autant de miroirs, les autres hommes réfléchissent le bien ou le mal qui en est irradié.

Impuissants donc à nous soustraire aux mille liens qui nous rattachent les uns aux autres et à la nature entière, il nous appartient de déterminer et de pratiquer consciemment les actes les plus propres à faire bénéficier notre être et les autres d'une harmonisation des activités et des modes transitoires d'existence dans le tout. C'est la diffusion de ces notions, l'étude systématique de ces actes, leur introduction progressive dans la vie humaine individuelle et collective que poursuit l'« Association internationale biocosmique », dont il a été question déjà dans cette encyclopédie.

Fondée par Félix Monier, l'auteur des *Lettres sur*

la vie, secourue par des savants et des penseurs tels que les Herrera, les Zucca, les Albert Mary, l'A. I. B. s'attache à mettre en évidence — dans le dessein d'en tirer des attitudes conséquentes — la Solidarité qui unit étroitement, des infimes aux plus vastes et aux plus compliquées, toutes les portions de l'univers. Dégagée de toute religiosité, préoccupée d'observation et d'expérience, elle n'entend pas édifier un nouveau dogme et soustraire à toute révision les bases de son activité. Ses principes demeurent soumis au contrôle de telles découvertes ultérieures qui pourraient infirmer les multiples constatations déjà recueillies, lesquelles attestent qu'il existe, dans une vie générale aux caractères encore obscurs et souvent diversifiés, une parenté essentielle et des liens indestructibles entre tous les éléments du cosmos.

Une telle théorie, en même temps qu'elle situe l'homme à sa place modeste dans l'immensité animée, est de nature à faciliter l'établissement d'une organisation sociale où compte serait enfin tenu de cette interdépendance vitale, pour une balance à la fois rationnelle, scientifique et fraternelle des rapports humains. — L.

SOLIDARITÉ n. f. (du lat. *solidaris*, solidaire). Etat de plusieurs personnes obligées les unes pour les autres. — Philos. Dépendance mutuelle entre plusieurs personnes ou entre les hommes, qui fait que les uns ne peuvent être heureux, se développer que si les autres le peuvent aussi, d'où résulte l'obligation de s'entraider.

Dr. franç. : « Quand plusieurs personnes s'obligent simultanément envers une autre, les dettes sont en principe simplement conjointes, et le créancier ne peut réclamer à chacun qu'une partie de la dette totale. Il en est autrement quand il y a solidarité. La loi reconnaît l'existence de la solidarité soit entre créanciers, ce qui permet à chaque créancier de réclamer au débiteur toute la dette, sans que celui-ci puisse jamais payer plusieurs fois la totalité (cette solidarité n'est plus d'ailleurs, aujourd'hui, usitée en pratique), soit entre débiteurs, ce qui permet au créancier de demander le tout à chacun d'eux, sans d'ailleurs pouvoir toucher plus d'une fois le montant de la dette. La solidarité doit avoir été stipulée expressément ou résulter d'un texte qui l'établit comme l'article 55 du Code pénal entre les auteurs d'un même crime ou délit. Le paiement, la dation en paiement, la novation faite par un débiteur libèrent tous les autres. Il en est de même pour la remise de dette, à moins que le créancier n'ait entendu faire une remise ne profitant qu'à un seul. L'obligation solidaire une fois payée, les débiteurs procèdent entre eux à une répartition pour que chacun supporte une part proportionnelle à son intérêt dans la dette. »

« *Solidarité républicaine*, association politique fondée en octobre 1848, à Paris et dans les départements, à l'instigation de Ledru-Rollin, Delescluze, Gambon, Sarraf, etc. Elle avait pour objet de résister par tous les moyens légaux aux tentatives des légitimistes et des bonapartistes pour s'emparer du gouvernement. Administrée par un conseil général de soixante-dix membres, la Solidarité républicaine avait un comité central à Paris, des comités de département, d'arrondissement et de canton. La Cour de cassation déclara illégale cette association comme société secrète, par arrêt du 3 décembre 1849. »

« **SOLIDARISTE** (synonyme de solidaire) n. Partisan de la solidarité. »

Les *syndicalistes* qui savent vivre en pratiquant l'entraide pour rendre plus agréable et moins fatigant le travail sont des *solidaristes* en action. Quand ils se soutiennent également dans la lutte contre toutes les formes de l'exploitation, ils sont *solidaires*, et c'est

ainsi que souvent ils triomphent de leurs exploités et imposent leurs revendications.

Il en est de même des *coopérateurs* de production ou de consommation. Ils sont également des *solidaristes* en action, des *solidaires* effectifs puisqu'ils pratiquent la solidarité.

Il n'est pas une grève, en France et ailleurs, c'est-à-dire partout où il y a des hommes assujettis à l'exploitation, où la *solidarité* ne soit mise en action : solidarité des grévistes entre eux ; solidarité des travailleurs de toute la corporation, de toute la localité et même de toutes les corporations et de toutes les localités et, parfois, de tous les travailleurs organisés d'une nation. Souvent aussi, la solidarité internationale s'exerce en faveur de grévistes, même avant que ceux-ci y aient fait appel. Des secours arrivent de partout et les grévistes obtiennent gain de cause par leur courage, leur endurance dans la lutte et surtout par la *solidarité* de tous les travailleurs. On n'en finirait pas de citer des exemples ou des souvenirs de solidarité en action. Toute l'histoire de la classe ouvrière en est parsemée. Il n'est pas un militant syndicaliste qui ne puisse narrer les miracles accomplis par la solidarité des ouvriers entre eux.

Qui ne se souvient des grèves de Fougères ?

Les ouvriers de la chaussure, en 1906, se révoltèrent collectivement contre les exigences des gros patrons de Fougères. Ceux-ci n'avaient pas voulu accorder, aux ouvriers qui travaillaient à certaines machines, les salaires équitablement établis par le syndicat. Ils les menacèrent d'un *lock-out*... Car les patrons étaient fortement organisés ; les plus riches imposaient aux autres, moins puissants et moins exigeants, leur arbitraire volonté.

Ce fut donc la grève. Elle éclata naturellement au début de l'hiver (5 novembre). Les patrons savent toujours choisir la saison pour entrer en guerre contre ceux qui les entretiennent et les enrichissent. La misère fut grande. Les commerçants, au début, firent crédit à cette population ouvrière. Mais cela dura peu. La grève continuait et les secours arrivaient de partout, mais les grévistes étaient nombreux. La solidarité en action s'exerça de façon touchante dans toutes les organisations ouvrières du pays. Les appels de la Confédération Générale du Travail furent compris du prolétariat pour la grève de Fougères, comme ils l'avaient été pour d'autres grèves aussi importantes. De leur côté, les grévistes organisaient la résistance, les militants se prodiguaient, les encouragements ne manquaient pas, ni les magnifiques initiatives. Les grévistes, par milliers, défilaient chaque jour dans les rues de Fougères avec leurs drapeaux rouges, en chantant l'*Internationale* et d'autres refrains comme celui-ci :

*Groupons nos forces solidaires,
Défendons notre dignité ;
Car, en défendant nos salaires,
Nous défendons la Liberté !*

Hommes, femmes, enfants se soulageaient ainsi, se donnaient mutuellement confiance en clamant leurs espoirs à la face des gendarmes à pied et à cheval protégeant les usines et les propriétés, rassurant les exploités. Mais les soldats entendaient et voyaient, eux, qui n'avaient pas fait serment de massacrer père et mère, si on le leur commandait. Peut-être des idées de *solidarité* germaient en leur cerveau... De malheureux garçons de vingt ans apprenaient, comprenaient, faisaient leur éducation sociale en pleine lutte de classes, malgré eux.

Les enfants n'apprenaient pas seulement les chansons des grévistes, qu'ils entendaient de l'école : ils apprenaient la vie, la vie des travailleurs autrement que celle qu'on leur apprend dans les livres de lecture de l'enseignement de l'école religieuse ou laïque. Ils pro-

staient aussi de l'enseignement et de la propagande par le fait qu'était la belle initiative de l'organisation des soupes communistes, ce rayon actif de solidarité collective et pratique dans les grèves.

Sous un grand baraquement édifié gracieusement par les ouvriers du bâtiment, aidés des grévistes, des marmites immenses furent installées. On y ajouta des plats, des ustensiles de cuisine, et les femmes, courageusement, se mirent à l'œuvre avec entrain. Des équipes furent formées rapidement pour recueillir ce qu'il fallait pour mettre dans les marmites et faire cuire la soupe et le bœuf, les pommes de terre, les haricots, le riz, etc... que des donateurs aidaient à acheter ou à fournir. Car elle était sympathique à tous la lutte des ouvriers cordonniers de Fougères. Quelques débrouillards parmi les grévistes s'improvisaient *cuisiniers* et faisaient d'excellente cuisine. Les femmes s'enthousiasmaient et s'ingéniaient à être utiles. Il y avait pour tous, deux repas par jour : de 10 h. à 11 h. 15 le matin, et de 5 à 6 heures le soir. On comptait, chaque jour, 4.200 soupes ou portions. Avec cela, les grévistes ne mourraient pas de faim. Ce n'était pas l'abondance, mais plutôt la privation. Hommes et femmes savaient supporter sans plainte toutes les rigueurs de la situation. Ils ne souffraient que pour les enfants. On mangeait bien et on mangeait bon, et surtout on mangeait chaud. Tout cela était appréciable pour tenir jusqu'au bout. Pourtant, ce n'était pas suffisant. Les enfants pâtissaient : il faisait froid, très froid dans la rue et chez soi on grelottait dans la pièce sans feu, sans rien à prendre avant de se coucher... elle était loin la soupe de cinq heures du soir !. Heureusement, l'initiative des travailleurs n'est pas à court pour manifester son précieux concours dans le rayon de son inépuisable solidarité.

Un soir, les grévistes portèrent chez eux une chaude et réconfortante nouvelle : Rennes et Paris ont décidé de prendre les enfants des grévistes de Fougères, et de les distribuer dans de bonnes familles ouvrières qui les garderont jusqu'à la fin de la grève. Ce fut un départ des enfants vraiment émouvant, un des plus beaux épisodes, certes, de la grande grève de Fougères.

Remarquons, ici, que cet exode des enfants de grévistes, recueillis par des travailleurs d'une autre localité n'est pas unique. Il y eut d'autres exodes semblables, en Belgique notamment, bien avant cette époque ; à Marseille, en 1910, à la grève des inscrits maritimes, qui dura plusieurs mois, et d'autres encore. Elle est universelle, la *solidarité* dans le monde des travailleurs !

Ah ! ces départs d'enfants de grévistes ! Ces pauvres petits partant pour l'inconnu, quittant leur famille pour se fonder en d'autres familles de la grande famille ouvrière ; pleurant et riant à la fois, chagrins de quitter momentanément le papa, la maman, mais heureux, au fond, de voir d'autres pères et mères et d'autres frères et sœurs, dans d'autres villes éloignées ; c'est une époque de leur vie, cela.

« C'est le 10 janvier 1907, qu'eut lieu le départ. Toutes les mères étaient à la gare, bavardant, plaisantant même, pour s'encourager l'une l'autre, mais bien émuës, toutes, au fond. Elles faisaient aux petits mille recommandations. Mais comme ils étaient tous ensemble et tous hantés de leurs rêves, les petits n'écoutaient déjà plus. La grosse locomotive du train entra en gare. Baisers, pleurs, mouchoirs agités : quelques minutes plus tard, le train filait à travers les landes bretonnes, vers la grande ville. Pierre regarda longtemps se dérouler les campagnes dénudées par l'hiver. Mais bientôt il se lassa et s'endormit, la petite Jeanne dormant déjà sur ses genoux. Il faisait nuit quand ils arrivèrent à Paris. Ils étaient une centaine environ. Sur le quai inondé de lumière par les lampes électriques, les personnes qui les avaient amenés, de grands cama-

rades parisiens qu'ils avaient vus déjà les jours passés à Fougères, les firent ranger en cortège. « Allons, les petits, dit l'un ! Tous ensemble l'Internationale. » Et ils se mirent en marche en entonnant le chant qu'ils savaient tous. La petite Jeanne était bien un peu émue, et serrait la main de son frère. Pierre était fier ; il chantait fort, comme les manifestants dans les rues. Mais quand ils arrivèrent dans la cour, une immense acclamation s'éleva, étourdissante : « Vive Fougères ! Vive la grève ! ». Il y avait bien là 4 à 5.000 ouvriers de Paris qui étaient venus les chercher. Les enfants, surpris, un peu troublés de tout ce bruit, du tumulte des voitures, de l'agitation de la foule dans la nuit lumineuse de la grande ville se turent. Mais des amis les emmenaient, les plaçaient dans de grandes voitures. Pierre et sa sœur étaient rassurés. Et ils chantaient à tue-tête quand ils arrivèrent à la Bourse du Travail. Dans la grande salle des fêtes, il y avait bien encore 3.000 personnes qui attendaient les petits Fougères. Au milieu des acclamations, ils furent conduits sur la tribune. Ils mangèrent des biscuits, burent un peu de vin chaud. Des orateurs parlèrent aux personnes qui étaient là. Ils s'adressèrent même à eux, les enfants. Pierre comprit qu'ils leur disaient d'être courageux comme leurs pères et leurs mères. Et Pierre songea aux siens qui étaient restés là-bas dans la maisonnette sombre. Enfin, après des chants, commença l'appel des personnes qui voulaient bien se charger d'eux. Pierre fut remis à un ouvrier mécanicien. La petite sœur devait être confiée à un ébéniste. Mais elle pleura tellement quand on voulut la séparer de son frère, que le mécanicien, ému, déclara avec sa femme qu'il se chargerait des deux. — Je ne vous dirai pas, car ce serait trop long, combien Pierre fut heureux à Paris, ce qu'il vit, ce qu'il apprit. Qu'il vous suffise de savoir que pendant tout le temps de la grève ce fut un réconfort pour les parents de les savoir, lui et Jeanne, bien soignés, alors que la misère faisait rage au pays, et sachez aussi que leurs parents adoptifs pleurèrent de les voir partir, quand la grève eut triomphé. — Alber Thomas (Extrait des *Lectures Historiques*, 3^e lecture).

Que voilà bien une image de la solidarité effective dans la classe ouvrière, qu'on voudrait voir répandre dans les écoles communales, si ces écoles étaient ce que les prétendent les politiciens de gauche, c'est-à-dire si l'on osait apprendre aux enfants du Peuple l'histoire du Peuple, leur Histoire.

De la même source, du même petit livre, du même auteur, voulez-vous une autre belle image de la solidarité ouvrière, celle que j'extrais, en l'abrégéant, du chapitre : la *Verrerie ouvrière*.

« En août 1895, dans la petite ville de Carmaux, une grande grève éclata. Un ouvrier verrier, Baudot avait été délégué par ses camarades au Congrès que tient tous les ans la Fédération des verriers de France, et auquel les syndicats de chaque ville envoient un représentant. Baudot s'était fait remplacer à l'ouvrage par un camarade, comme cela est d'usage dans la verrerie. Mais le patron n'aimait pas les syndicats : il disait que lorsqu'un syndicat se forme dans une usine, un patron n'est plus maître chez lui ; et il voulait rester maître chez lui. Il avait décidé d'engager la lutte contre l'union ouvrière et de la briser. Il renvoya Baudot. Il le considérait, en effet, comme un meneur. C'est ainsi que les patrons appellent les ouvriers qui s'efforcent d'unir leurs camarades, de les syndiquer pour la défense ou le relèvement des salaires. Mais les verriers de Carmaux se déclarèrent tous solidaires de Baudot. Si le patron ne voulait pas reprendre leur camarade, ils étaient décidés à cesser le travail. Le patron refusa de reprendre Baudot. — Alors, ce fut la grève, une grève longue et dure. Les verriers en subirent toutes

les misères. Leurs femmes se plaignaient, les petits pleuraient. Dans les rues, des gendarmes, appelés en nombre, constamment passaient et repassaient, donnaient l'ordre de circuler. Le député de Carmaux, Jaurès, des députés socialistes, des envoyés des organisations ouvrières, étaient venus de Paris pour soutenir les grévistes. Ces députés étaient surveillés par les agents du gouvernement, qui était alors un gouvernement conservateur et qui s'inquiétait fort des grèves. Un soir, même, ils furent enfermés, tous à vue par les gendarmes. Le préfet, sous-préfet et magistrats se montraient d'une sévérité inouïe. Un gréviste fut condamné à 24 heures de prison « pour avoir regardé un gendarme ». Un muet fut arrêté pour tapage nocturne. Mais ces mesures arbitraires ne réussirent point à décourager les grévistes ».

Cette grève, dont beaucoup se souviennent encore, fut connue de tout le pays. On lança, pour les grévistes, des listes de souscription. Il y avait 850 personnes à nourrir chaque jour. Chaque quinzaine, les chefs de famille touchaient 20 francs, plus 3 francs pour chaque enfant. C'était peu pour les grévistes, mais cela faisait une somme aux soins du Comité de grève. Aussi fallait-il la défendre contre le gouvernement qui tentait de la saisir pour mettre fin à la grève en faveur du patron, le fameux Resseguier, qui résistait toujours, dur à tout, à tous, insensible à la misère des femmes et à la souffrance des enfants. Peu lui importait l'opinion publique, la presse, le gouvernement lui-même mis en minorité sur interpellation des députés de gauche. Rien ne pouvait l'émouvoir. Toutes négociations échouaient devant son orgueil patronal. La grève dura grâce aux secours que fournissait la solidarité ouvrière.

L'obstination patronale fut sans borne.

Les grévistes, à mesure que se prolongeait la lutte voulue par le patron, devenaient sympathiques à tout le monde. Eugénie Buffet, pour les grévistes, chantait dans les cours de la capitale et petite et gros sous tombaient à ses pieds et même des pièces blanches ; sa chanson disait :

*Sois bonne, ô ma chère inconnue,
Pour qui j'ai si souvent chanté...*

Et la foule était bonne. Cela donna le temps aux grévistes de réfléchir, de discuter et de décider de monter une association de production. Telle fut l'idée de la *Verrerie ouvrière d'Albi*. Coopératives, syndicats, groupements sociaux divers, souscrivirent des actions. Une loterie fut organisée sous forme de tombola. Enfin, une dame généreuse (M^{me} Dembourg) confia, pour les grévistes de Carmaux, une somme de 100.000 francs qu'elle mit entre les mains d'Henri Rochefort.

Celui-ci voulait que les grévistes de Carmaux édifiassent « la *Verrerie aux verriers* ». Or, cette forme d'association n'était pas celle que voulaient les verriers. Ils ne voulaient pas qu'une seule pensée égoïste pût entraver ou troubler le développement de leur œuvre : la Verrerie serait la propriété de tous ; les verriers seraient, au travail, les mandataires de leurs camarades. Des militants audacieux, confiants et sincères se mirent à parcourir villes et villages ; les conférences et meetings furent organisés en faveur de la *Verrerie ouvrière* et non pas de la *Verrerie aux Verriers*, comme l'eût voulu Rochefort. Quand une organisation avait vendu pour 100 francs de tickets à quatre sous, elle devenait actionnaire de la Verrerie Ouvrière. Il y eut bientôt des milliers de francs recueillis. Alors, Rochefort commença de verser les 100.000 francs de M^{me} Dembourg.

Le 13 janvier 1896, fut donné le premier coup de pioche, à Albi, où devait être construite la Verrerie Ouvrière d'Albi.

La grève se termina par la rentrée des ouvriers, que voulut bien reprendre M. Resseguier et ceux qu'il dési-

gna pour ne jamais plus rentrer dans son usine, furent tout indiqués pour être les ouvriers de la Verrerie Ouvrière d'Albi.

Mais avant de travailler à l'usine du Proletariat, il fallait construire cette usine. Après six mois d'un chômage dû à leur acte de solidarité avec le camarade Baudot, les verriers se firent terrassiers pour édifier eux-mêmes leur usine avec l'aide fraternelle de quelques ouvriers maçons et, guidés par un ingénieur ami, ils se mirent à l'œuvre. Les hommes payés 0 fr. 30 (à l'heure) ; les jeunes gens, 0 fr. 25 et les petits (pour les courses) 0 fr. 15, ils travaillèrent, sans se plaindre, « pour la cause ». Pour tout cela, l'argent ramassé avait suffi. Mais ce n'était pas tout : il fallait achever la construction, installer les ateliers, se procurer l'outillage, raccorder l'usine au chemin de fer du Midi et les souscriptions, les achats de billets à quatre sous n'arrivaient pas assez vite pour les échéances. La solidarité continuait à se manifester, mais très lentement, trop lentement. Cependant, en octobre, les foudres avaient été allumés ; en décembre, l'usine était prête ; le verre était en fusion, attendant les travailleurs ; mais l'argent manquait encore. Comment faire face aux premières dépenses ? Le notaire, conseiller des verriers lorsqu'ils rédigeaient les statuts de leur Association, essaya d'emprunter pour eux au sous-comptoir des entrepreneurs. Cette société ne refusa pas, mais demanda du temps. Or, attendre, c'était risquer la faillite après tant d'efforts, après tant d'espoirs !

Il y avait à Paris le Comité d'action de la Verrerie Ouvrière, composé de militants délégués de Syndicats, de Coopératives et de divers groupements socialistes. Ce Comité, activement, s'occupait de recueillir les fonds, de susciter les initiatives, de développer la propagande en faveur de l'œuvre.

Le représentant de la Société à Paris alla trouver Jaurès à la Chambre et fit prévenir un des plus zélés partisans de l'entreprise, un solide militant socialiste, syndiqué, coopérateur, délégué de la *Fédération du Lièvre* (Hamelin) qui s'était tout dévoué à la Verrerie Ouvrière. Celui-ci s'en alla déjeuner en hâte à sa petite gargote habituelle. Deux amis qui mangeaient là, avec lui, tous deux coopérateurs, l'un de l'*Avenir de Plaisance* et l'autre de l'*Egalitaire*, voyant son air bouleversé, lui demandèrent ce qui le tourmentait. « Il nous faut 100.000 francs d'ici trois jours pour sauver la verrerie », dit Hamelin. Ils discutèrent, ayant tout trois la foi au cœur. A deux heures, Hamelin se rendait à son tour à la Chambre, voyait, à son tour, Jaurès et l'agent de la Verrerie. Mais était-il possible à un député socialiste de trouver un capitaliste capable de prêter 100.000 francs, pour une œuvre ouvrière comme celle-là ? La réalité était cruelle : la faillite était certaine. Hamelin ne pouvait s'y résigner. « Ce que vous ne pouvez faire, citoyen Jaurès, dit-il, moi, simple travailleur, je vais essayer d'y réussir. Je vous demande trois jours pour vous répondre oui ou non ». A neuf heures, le lendemain, les trois amis, Hamelin, Bellier et Rémond se retrouvaient. Ils firent le compte de l'argent qu'ils avaient en poche. A eux trois, ils possédaient 4 fr. 90, juste deux heures de fiacre. Et ils étaient à la recherche de 100.000 francs dans les rues de Paris. L'un d'eux avait suggéré qu'on pouvait s'adresser à quelques gros fournisseurs des coopératives. Un courtier en vins, socialiste, ancien combattant de la Commune, pourrait servir d'intermédiaire. Ils se rendirent chez lui. « Nous venons te chercher, lui dit Hamelin ; il faut que tu nous aides à trouver 100.000 francs ». Le courtier le crut devenu soudainement fou. Mais Hamelin lui parla si chaleureusement qu'il le convainquit. Ils partirent tous quatre chez le patron du courtier qui se chargea de négocier. L'ardeur de ses trois compagnons l'avait gagné. Mais à peine fut-il en face de son patron, que sa fièvre tomba : il ne sut plus par

où commencer. « Qu'est-ce qu'il y a donc ? Que voulez-vous ?... ». « Il y a que... que... je viens vous demander 100.000 francs ». Ce fut son tour d'être regardé comme un fou. Mais le plus fort était dit. Il répéta tout le discours, tous les arguments d'Hamelin. Le commerçant résistait. A bout d'arguments, se sentant à demi-vaincu, le courtier demanda audience pour Hamelin. Une heure après, les trois amis étaient là. Hamelin parlait de nouveau, disait la misère, mais aussi la noblesse et la grandeur de leur entreprise. L'autre n'osait plus refuser, remettait au lendemain sa réponse. Hamelin était revenu joyeux. Le lendemain donc, il se rendit tout confiant chez le commerçant en vins ; mais, hélas ! contrairement à son attente, il lui était répondu que le prêt n'était pas possible. Le vaillant typographe se sentit pris de désespoir ; mais, se ressaisissant, il parla de nouveau, passionnément, douloureusement, jusqu'à ce qu'enfin le négociant, impatient et ébranlé tout à la fois, lui dit : « Personnellement, non, encore une fois, je ne puis rien ; mais l'*Avenir de Plaisance* et l'*Egalitaire*, les deux grandes coopératives me doivent, pour la fin du mois, environ 100.000 francs. Eh bien ! que ces sociétés vous les avancent, et je m'engage alors à renouveler leur créance de mois en mois jusqu'à ce vous ayez pu les rembourser avec l'argent que vous espérez toucher du sous-comptoir des entrepreneurs. Arrangez-vous avec elles ». L'*Avenir de Plaisance* donnerait, sans nul doute sa contribution, soit 35.000 francs, mais l'*Egalitaire* inspirait quelque inquiétude à Hamelin. Le soir, cependant, après une brève discussion, le Conseil d'Administration de cette coopérative accordait le prêt : Hamelin pouvait télégraphier la victoire à Carmaux.

Mais les coopératives ne contiennent pas que des ouvriers soucieux de trouver dans la coopération un moyen de solidarité envers les œuvres d'émancipation ouvrière. Il y a coopérateurs et coopérateurs comme il y a fagots et fagots. Parmi les hommes, il y a des adversaires de parti ; parmi les femmes, il y a des ignorantes du socialisme et de la coopération. « On veut nous prendre notre argent, criaient-elles ; on veut nous voler 65.000 francs ! ». Et elles signaient et faisaient signer des listes de protestation. On demandait d'urgence une assemblée générale. Elle eut lieu le dimanche, pour entendre les explications du Conseil. Il y avait 4.000 sociétaires environ, dont 500 femmes décidées. Hamelin se rendit à cette assemblée. « Vous n'obtiendrez pas un sou, lui dirent, à son entrée, des camarades socialistes ». « Je garde confiance, répondit-il, si on me laisse parler, j'aurai l'emprunt ». Les partisans de l'emprunt furent d'abord hués ; les adversaires applaudis par toute la salle. La situation semblait mauvaise. Après d'autres, Hamelin eut la parole et les murmures s'amplifiaient du côté des ménagères qui ne pensaient qu'à leur argent sortant de la caisse de leur coopérative. Il s'expliqua, laissant de côté la question d'argent, se bornant, pour l'instant, à raconter la lutte des ouvriers de Carmaux, les persécutions subtiles, la dureté irréductible du patron, l'affreuse misère des familles de verriers, l'idée de construire l'usine, la collecte magnifique des gros sous dans tout le prolétariat, le courage, la ténacité, le dévouement des verriers et de tous ceux qui les soutenaient. En cinq minutes, il avait conquis l'attention générale : on l'écouta. Et les adversaires les plus acharnés étaient rappelés au silence un quart d'heure après. Alors, Hamelin s'adressa aux femmes : « Voulez-vous, leur dit-il, que tous ces efforts soient perdus ? Voulez-vous, mères, qui aimez tant vos enfants, voulez-vous que, par ce froid glacial de décembre, les mères et les enfants d'Albi retombent dans la misère ? ». « Non ! Non ! » crièrent des femmes. « Alors, vous ferez ce que je vous demande, vous voterez l'emprunt. Et d'autant plus que cela ne vous coûtera aucun sacrifice réel, puisque je prends la

responsabilité de rembourser dans quelques mois ». « Oui ! Oui ! s'écrièrent de nouveau les femmes, nous les voterons ». Et elles étaient levées : elles agitaient leurs mouchoirs qu'elles avaient tirés pour essuyer leurs larmes. — Et vous, camarades, vous avez permis aux verriers d'édifier leur usine, cette usine dont chaque pierre fut arrosée de leurs sueurs. Voulez-vous donc que, dans cette usine montée par la classe ouvrière tout entière, un nouveau patron exploite encore vos frères ? — Non, non ! — Alors, comme les citoyennes, vous voterez l'emprunt, et les verriers ne seront exploités par personne. — Oui, oui ! s'écrièrent les hommes...

La partie était gagnée. Depuis le début de la séance, les militants faisaient circuler une liste où ils s'engageaient à abandonner leur action de 100 francs si la Verrerie ouvrière ne pouvait plus rembourser. Trois cents déjà avaient signé. La solidarité se manifestait.

Après Hamelin, des adversaires voulurent parler. — Signez la liste, criaient les femmes. — Engagez-vous ! vous aurez ainsi une garantie ! Et s'ils ne signaient pas, elles les traitaient d'affameurs.

Au vote, il n'y eut que 50 opposants.

Une dépêche, envoyée à Albi, annonça la bonne nouvelle. Puis, Hamelin partit lui-même. « Courage, dit-il, en arrivant, aux verriers, courage ! Je vous apporte les étreintes des travailleurs parisiens ! Au travail ! » Et, quand la première masse de verre en fusion sortit du four, les verriers tendirent leur canne à Hamelin : « A vous l'honneur, camarade Hamelin ! », lui dirent-ils. Il souffla la première bouteille au milieu des vivats, car si cette bouteille ne fut pas parfaitement soufflée par cet ouvrier typographe, c'est l'artisan de la solidarité que l'on honorait.

J'ai parlé des cordonniers de Fougères, des verriers d'Albi, mais je n'ai point parlé des mineurs. Dans la vie tragique des travailleurs, ceux-là, comme les pêcheurs et les marins, sont en perpétuel danger.

Parlons de l'épouvantable catastrophe de Courrières, dont les détails terrifiants sont encore dans toutes les mémoires. On ne s'intéresse à ces malheureux que dans les époques, trop nombreuses, hélas ! où, pour gagner leur vie, ils subissent une catastrophe qui les tue par centaines. On pense encore à eux quand ils réclament un meilleur sort, quand ils menacent de se mettre en grève. Les causes de leur agitation ne sont jamais bien connues du public. Une presse bien stylée par les arguments persuasifs du gros patronat minier sait mettre les choses au point pour exaspérer les lecteurs qui, stupidement, jugent, comme le leur dit le journal qu'ils lisent et sont d'accord pour trouver exagérées, abusives, les incessantes revendications des mineurs. Pour un peu, le public, au crâne indissolublement bourré, s'appâtirait sur les patrons, les compagnies minières, les actionnaires de ces compagnies, victimes des exigences répétées des ouvriers mineurs. Il n'y a pas ici, à mettre les lecteurs au courant de la vie infernale du mineur. On connaît le travail ingrat, pénible qu'est celui d'extraire du charbon des profondeurs de la terre, pour un salaire qui est mesuré savamment de façon à entretenir la misère et l'abrutissement du malheur.

Pour rester dans la question qui nous occupe ici, ne parlons que de la fameuse catastrophe, qui ne fut pas la première, ni la dernière dans le martyrologe des exploités, et qui va nous fournir un exemple encore de la solidarité ouvrière qui n'a rien de semblable à celle dont l'histoire nous a fourni les détails lors de la catastrophe du Bazar de la Charité, quelques années avant, à Paris, dans la belle société où les hommes, autant affolés que les femmes, assommaient celles-ci à coups de poing, à coups de canne pour sauver leur vie d'inutiles parasites. Les actes de courage accomplis en cette catastrophe du Bazar de la Charité en flammes furent accomplis par des ouvriers du voisinage, par

des pompiers et autres modestes sauveteurs professionnels ou de hasard. La solidarité est une chose inconnue aux âmes charitables qui se font une fête de donner libre cours à leur orgueil et à leur vanité, en faisant périodiquement du bien aux pauvres pour mériter le ciel.

Donc, c'est le 10 mars 1903, un samedi, dans la matinée, qu'arriva aux oreilles de tous les habitants des cités ouvrières de la région de Lens, une affolante nouvelle, clamée par une voix mystérieuse comme celle du destin et terrorisante comme les grondements du Vésuve, de l'Etna ou de Stromboli : « Le grisou vient d'éclater à la fosse n° 4 des mines de Courrières, la mine est en feu, il y a des centaines de victimes ! » En un instant, court comme la durée d'un éclair, des femmes affolées, hurlantes, s'échappèrent de leurs demeures et coururent jusqu'à la fosse, trénuant après elles des enfants en bas âge qui pleurnient, d'instinct, parce qu'ils voyaient pleurer leurs mères, tout à l'heure encore pleines d'insouciance gaité ! Chacune se sentait frappée par le fléau, bien qu'elle en ignorât l'étendue, et, dans chaque famille, on se demandait si le père, le fils ou le frère n'était pas parmi les victimes. Plus on approchait du sinistre lieu, plus le désespoir et le deuil éclataient violemment. Des épouses, des mères se roulaient, en proie à des attaques de nerfs. D'autres étaient emportées, évanouies, dans les caharets voisins. D'autres, enfin, laissaient échapper des paroles incohérentes entrecoupées d'un de ces éclats de rire stridents, signes précurseurs de la folie !

Pendant ce temps, les médecins de la compagnie et ceux des environs, arrivés à la première alerte, attendaient les victimes à l'orifice du puits pour leur prodiguer leurs soins. En effet, les secours avaient été organisés de suite : toutes les autorités de la mine et celles des municipalités rivalisaient de zèle avec les bouillottes des autres fosses pour essayer d'arracher à la mort leurs compagnons de travail. Instinctivement, chacun d'eux se sentait menacé d'un pareil sort et que, le lendemain peut-être, il aurait, à son tour, besoin d'un même dévouement ! Aussi tous se disputaient le périlleux honneur de descendre dans la mine en feu, tandis que, autour d'eux, sur le carreau de la fosse, petit à petit, la masse des curieux s'en venait, grossissant de plus en plus... Imaginez une foule hive, aux traits contractés, les yeux baignés de larmes, ne parlant pas, ou seulement très bas, comme on le fait dans la chambre d'un mourant... Imaginez cette foule de 2.000 personnes au moins, massée à deux pas des barrières formées par des gendarmes à cheval en faction devant le puits, sous le ciel gris, dans la boue noire !... Il y avait là beaucoup de femmes, des vieilles courbées par l'âge et les privations, des jeunes, portant un, quelquefois deux bébés, presque des nouveau-nés et déjà graves ; des hommes, casqués de cuir, au visage terreux, impassibles, comme pétrifiés, semblant avoir perdu toute notion des choses existantes. Le carreau, avec son trou béant, noir comme un four, d'où il paraissait s'échapper des odeurs de cadavres, les hypnotisait. Et toute la nuit ils restèrent là, avec des alternatives d'espoir et de désillusion. En parcourant les salles où, dans les toiles blanches gisaient des morts, voire même des lambeaux de mort, on pouvait remarquer ici un vaillant sauveteur, blême, inerte sur un matelas, qui était descendu à l'annonce du sinistre, à la recherche des victimes et qu'on avait remonté peu à peu, asphyxié aux trois-quarts. Là, un galibot, c'est-à-dire un gamin de 14 ans, venu prendre place à côté de ses camarades, frappés comme lui, pour dormir à jamais, dans les éternelles ténèbres. A tout moment, on apportait de nouveaux corps en lambeaux, des troncs noircis et déformés, des membres brisés, des crânes défoncés, des visages tuméfiés, sur lesquels la mémoire la plus fidèle

ne pouvait mettre aucun nom. Quelques-uns avaient encore la position dans laquelle la mort implacable les avait surpris. Repliés sur eux-mêmes, les bras en avant comme pour se couvrir dans un dernier geste de défense, tels des damnés échappés d'un enfer que Dante, lui-même, n'eût point su imaginer. Aménagés sur des civières et enveloppés d'un linceul, on les déposait sur la galerie, remettant à plus tard la quasi impossible identification des moins abîmés. Le dimanche soir, on avait remonté 23 corps et le lundi, à midi, 7 de la fosse n° 4. Il en restait 100 à l'accrochage. A la fosse n° 2, on en avait remonté 32 dans la nuit du samedi au dimanche ; à la fosse n° 10, il y avait eu 100 ouvriers sauvés ; à la fosse n° 3, il y avait eu 10 cadavres. Au dire d'un ingénieur, à la fosse n° 4, dans la nuit qui suivit la catastrophe, étant de service, il vit un spectacle dépassant toute imagination. C'était celui de la bovette, à 380 mètres : la voie, sur un parcours de 100 mètres, était totalement obstruée, les boisages arrachés de leurs appuis, d'énormes blocs de roches couvrant le sol de leurs mille fragments. A chaque pas, on rencontrait des cadavres momifiés, absolument méconnaissables. Tout un train de berlines avait été littéralement aplati ; les corps du conducteur et du cheval gisaient à plusieurs mètres de distance, et ce n'était qu'à plat ventre qu'on pouvait avancer dans les éboulis, exposé à chaque instant à être écrasé sous un nouvel effondrement. A la fosse n° 10, 9 autres corps étaient étendus sur la paille de l'écurie ; l'un était celui d'un père de cinq enfants ; tout près, ceux du père et des deux frères, dont un de 17 ans. Ce fut ensuite le tableau des reconnaissances. On avait déjà remis à leurs proches les corps de ceux qu'on avait reconnus au début de l'organisation des secours. Les autres, ceux qu'il s'agissait d'identifier, déposés dans des cercueils provisoires, aussitôt remontés étaient alignés en deux rangées, laissant entre elles un espace de deux mètres. Des sapeurs du génie arrosaient le sol d'eau phéniquée, tandis que d'autres soldats, munis de gants, enlevaient les couvercles et écartaient les linceuls, de manière à découvrir les défunts qu'on aspergeait ensuite de phénol.

Par groupes de 20 à 25, les visiteurs étaient alors introduits, et des scènes à fendre l'âme se produisaient. Ici, c'était une femme sanglotant éperdument et s'affaissant, inerte, en apercevant son homme. Là, c'était un vieux père, cherchant son fils, et qui avait cru le reconnaître à sa chaussure. Plus loin, une mère retrouvant, dans des restes informes, celui que, deux jours auparavant, elle avait embrassé en l'appelant son fils, tombait évanouie sur la neige boueuse du carreau. Près d'elle, muet d'horreur, se tenait un ancien mineur, dont *trente et un* des siens, frères, beaux-frères, neveux et cousins, étaient restés au fond de la mine. Trente et un !... Quant au jour des funérailles, ce fut une journée d'atroce désespoir. Rien ne pourrait exprimer la poignante tristesse de ce spectacle dans la mine noire, sous un ciel bas et gris, tandis que la neige, tombant incessamment, ajoutait encore à la mélancolie du paysage morne et nu...

Ne mentionnons pas les délégations, venues de toutes parts, apporter, au nom des groupements corporatifs qu'elles représentaient, le dernier et suprême adieu à ces obscurs martyrs du travail, victimes de l'exploitation, faisant contraste avec les personnages officiels des pouvoirs publics et des compagnies...

A quiconque l'a vu, ce spectacle des funérailles des victimes de la catastrophe de Courrières restera le souvenir de ce défilé gigantesque et funèbre du 13 mars 1906, sous la neige tombant en flocons serrés, de cercueils, de cercueils et encore de cercueils... Dans la rue de Billy-Montigny, l'une des communes les plus éprouvées, en face la fosse n° 3, ce fut un départ pour la nécropole, si grandement tragique, si impérieuse-

ment impressionnant, qu'il était impossible de ne point pleurer. Pendant que, au pas lent des porteurs dévoués, les humbles bières s'en allaient, des gémissements de femme s'échappaient de chacune des maisons qui bordaient la rue, par les portes et les fenêtres. Et, en avançant d'habitation en habitation, on allait de rôle en rôle, car à chaque croisée, il y avait une voix déchirée de larmes, qui appelait un nom de disparu...

Tout cela n'incite-t-il pas à des pensées profondes et fortes sur la nécessaire, l'indispensable et consolante solidarité des malheureux entr'eux ?

Mais, revenons à la catastrophe. Voici comment un rescapé raconta sa terrible odyssée :

« J'étais à 304 mètres, dans les travaux du fond de la fosse n° 2, lorsque la catastrophe se produisit. Avec quatre de mes camarades, je conduisais un train de vingt berlines pleines de houille ; tout à coup, les lampes s'éteignirent brusquement sous l'action d'un courant d'air tellement violent que je fus renversé avec le cheval que je tenais à la bride ; les bouges furent brisées net, et les vingt berlines refoulées à près de trente mètres en arrière... »

On se rend compte (et on se l'explique aisément) de cette pression formidable du gaz accumulé pour que l'air respirable ait été refoulé avec une telle force, et l'on comprend que les travailleurs un peu éloignés des accrochages des fosses 2 et 10, aient été asphyxiés avant de les atteindre. Et l'on conçoit la difficulté des tentatives de sauvetage. Il fallut procéder à des travaux de déblaiement pour arriver dans les chantiers du n° 4. Ces travaux commencèrent dès que le dernier des blessés trouvés à l'accrochage de 397 mètres fut remonté. Ils se poursuivirent toute la nuit avec une activité fiévreuse ; après une équipe, c'était une autre. Ce fut avec un dévouement, un mépris de la mort qui allait jusqu'à la témérité, que les volontaires sauveteurs se présentèrent pour tenter d'arracher à la mort leurs frères malheureux. Des traits de courage inouïs furent accomplis : citons-en un entre cent : un porion, le nommé Grandanne, dont le nom mérite de figurer au tableau d'honneur des victimes du devoir, se trouvait au fond lors de l'explosion ; à l'accrochage 300, après avoir ramené dix-huit camarades sains et saufs, il se jeta dans la fournaise pour n'en plus sortir ! Les énumérer tous, d'ailleurs, serait impossible. Il convient pourtant de signaler aussi le magnifique élan de générosité des pompiers de Paris, et surtout celui des « Feuerman » ou soldats du feu qui, au premier appel du Syndicat des Houillères françaises, avaient accepté de franchir les 400 kilomètres qui séparent la Westphalie de notre région, pour tenter, au péril de leur vie, d'arracher, s'il en était temps encore, aux griffes de la mort, ceux de leurs camarades de la mine ensevelis depuis 72 heures dans l'extricable réseau souterrain de Courrières. Ils s'étaient, pour cela, munis d'un appareil spécial, en usage dans les fosses de l'Allemagne, qu'ils avaient apporté. Cet appareil permet de rester deux heures dans une atmosphère irrespirable...

Hélas ! cette suprême tentative fut inutile ; après une longue attente, où l'angoisse de la foule atteignait son apogée, les courageux sauveteurs remontèrent, maudissant, les larmes aux yeux, leur impuissance contre l'effroyable étendue de la catastrophe. Bien plus, devant le danger croissant d'exposer de nouvelles existences humaines, sans espoir sérieux d'opérer des sauvetages, les ingénieurs décidèrent d'arrêter complètement les travaux et de renverser le sens du courant d'air, puis de boucher le puits, afin d'éviter une nouvelle explosion, le principe étant admis que tout espoir de retrouver âme qui vive était perdu.

Quant au bilan de cette hécatombe sociale qui suscita un si magnifique élan de solidarité ouvrière dans le monde prolétarien tout entier et un esprit de sacrifice international si exemplaire de la part des sauveteurs si

courageux de Westphalie, le voici à titre documentaire :

Il y eut 638 cadavres au puits n° 4 sur 852 mineurs descendus ; 451 sur 453 au puits n° 3 et 123 au puits n° 3 ; soit un total de 1.212. Que de maisons ouvrières en deuil ! Que de villes tristes et lugubres ! Que de femmes éplorées ! Deux femmes : une mère et une sœur, réclamaient, à elles seules, aux autorités, les sept cadavres de leurs fils et frères !

Tous comprirent, à ce moment tragique, devant ce monstrueux amoncellement de cadavres, que les frontières politiques et naturelles séparant les peuples devaient disparaître et que toutes les mains devaient se tendre dans une œuvre d'union des travailleurs de toutes les nations. La fraternité sociale se manifesta, certes, par une horreur sentimentale unanime et par des souscriptions. Ce fut merveilleux. Mais cela n'empêcha point les patrons et les actionnaires de demeurer féroces et rapaces, ainsi que le prouva une grève éclatant quelques jours après dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, qui dura jusqu'en mai de la même année et vint, dans les familles ouvrières si éprouvées, ajouter aux douleurs si vives de la catastrophe de Courrières les tortures de la faim...

C'est au cours de cette grève qu'un journaliste impudique, un cynique politicien, osa se montrer aux mineurs, comme ministre sympathisant des grévistes qui réclamaient l'application tant promise de la journée de huit heures immédiate et intégrale. Le chapeau sur l'oreille, Georges Clémenceau se déclara d'accord avec les grévistes et leur promit l'appui du gouvernement. En effet, les grévistes ont pu constater aussitôt l'augmentation des forces militaires et policières, en attendant l'application indéfinie de la journée de huit heures ! Tout cela ne doit pas être oublié.

En présence de tels événements, qui donnent lieu à de telles marques de générosité et de véritable solidarité, on arrive à en oublier le terrible et collectif égoïsme des guerres. C'est un profond adoucissement à la douleur que ces preuves de sympathie et ces témoignages de réconfort, venus des quatre coins de l'univers... A la rigueur, ceci montrerait que l'humanité est peut-être meilleure que nombre de pessimistes le prétendent, et que la fraternité des peuples, leur solidarité dans le malheur ne sont pas toujours de vains mots. Oui, cela semblait ainsi, en l'année 1906... Mais huit années plus tard, d'autres hécatombes, cherchées, voulues et obtenues par d'infamieux moyens de politique, de diplomatie, d'intérêts infâmes, firent des millions et des millions de victimes en ce massacre affreux de 1914 à 1918.

Ces millions de morts de la guerre ont fait oublier les 1.300 mineurs, massacrés par un coup de grisou, dont la Compagnie de Courrières fut responsable, d'après les rapports, car elle viola manifestement l'article 74 de l'arrêté préfectoral de 1905 qui prescrit l'emploi des lampes de sûreté. Il y a bien d'autres infractions aux lois, décrets et règlements sur les mines, dont la Compagnie de Courrières s'est rendue coupable. Mais la justice bourgeoise est dure aux travailleurs et douce à leurs exploiters. La Compagnie de Courrières a continué de prospérer et les actionnaires, de père en fils, continuent de toucher des dividendes. Les mineurs de Courrières, comme leurs autres frères de misère, continuent de revendiquer, de végéter et de mourir comme des gueux.

Cela, c'est toute la solidarité sociale en plein épanouissement. Elle ne cessera qu'avec la disparition totale de ce qui l'engendre : l'exploitation, l'autorité des uns, l'ignorance et la soumission des autres.

Cette Révolution sociale ne s'accomplira peut-être pas sans violence, car, à la solidarité malfaisante des profiteurs d'un régime odieux qui se défendra, s'opposera la solidarité des exploités, des asservis en révolte dans un

mouvement de force et de cohésion pour établir la justice et l'Égalité sociales des hommes aptes à vivre en travaillant dans l'entente et la liberté, par la fraternité et l'amour des uns envers les autres ! O Solidarité, nos idées d'avenir meilleur, nos espoirs sont en toi ! ».

(Extraits d'un livre de lecture intitulé : *La Vie du Mineur*, par O. Delabasse.

Le savant Paul Langevin, interrogé en 1933, par un journaliste, fit des déclarations intéressantes qui répondaient à une opinion assez justifiée de Jules Romains sur les savants, où celui-ci affirmait :

« Tous les savants, sans exception, sont serviles. Ce sont des employés. On l'a bien vu pendant la guerre. Eux ne s'opposent à rien. Pas de danger qu'ils fassent grève, fût-ce pour sauver l'Humanité... ».

Une telle condamnation en bloc, un arrêt aussi inapitoyable rendu par l'un des esprits les plus profonds de l'époque, ne peut laisser insensible. Il n'y a pas de règle sans exception. Et les déclarations suivantes le prouvent. Elles sont faites par un homme doux, modeste, dont l'indéflexible volonté, affirmée partout, de ne point servir les œuvres de mort, est en train de convertir par sa force exemplaire, des milliers de savants. Voici ce que dit le professeur Langevin :

« L'état actuel de la science, qui rend de plus en plus solidaires toutes les portions du monde, exigerait l'organisation internationale de la collectivité. Nous en sommes loin... ».

« Il faut convaincre que le paradis est dans ce monde, devant nous et qu'il dépend de nous. Nous sommes tous solidaires, perdus dans l'infini des espaces et du temps : solidaires de nos contemporains, solidaires de nos ancêtres aussi, et de nos descendants. ».

« Nous formons un tout, qui doit évoluer sans cesse. Et si la justice se montre défaillante, que la science vienne à son secours, et l'aide à organiser l'harmonie du monde ! ».

« J'ai remarqué, il y a une dizaine d'années, disait le professeur Langevin, que le cerveau et le cœur humains palpaient dans l'ensemble de l'espèce. Et j'ai compris à ce moment-là qu'il était du devoir de ceux qui sont à l'avant-garde de s'occuper un peu de l'éducation des autres. ».

« Et je ne crois plus maintenant, qu'un savant puisse dissocier son travail de l'amour du prochain ».

Que de belles choses ont été dites ou écrites sur la solidarité !

Mais rien de tout cela ne vaut les actes. Et c'est surtout dans le Peuple, parmi les travailleurs, qu'on pourrait moissonner abondamment des exemples fameux, des traits admirables de solidarité individuelle et de solidarité collective. Mais il y en a trop, vraiment, pour entreprendre seulement une simple énumération dans la seule Histoire du Travail et des Travailleurs.

Tout le monde connaît les faits sociaux. On sait que nombre de grèves très importantes ont eu lieu avant la guerre... et depuis, sans autre raison que la solidarité. Il y en eut, également, pour des raisons de dignité. Mais celles qui eurent lieu pour empêcher une injustice ou une représaille du Patronat vis-à-vis d'un ouvrier ou d'une ouvrière seraient à signaler si l'on pouvait disposer de la place nécessaire à leur énumération et à leurs résultats. Il y eut grève générale de diverses corporations et grève générale de diverses localités pour soutenir un camarade frappé pour ses opinions, ou pour sa propagande, ou pour son dévouement à la cause ouvrière. Les Arsenaux de France ont, maintes fois, suspendu le travail pour obtenir la réintégration d'un militant congédié. Les manufactures de tabac l'ont fait aussi, la grève générale, jadis, avant 1910, pour obtenir que

soit maintenue à son rang, à sa place, selon son droit, son mérite et son ancienneté, une camarade déjà âgée supplantée par une jeune protégée de l'autorité administrative. Ce fut toujours avec de tels succès que l'idée de solidarité se maintint dans le syndicalisme ouvrier, quelles que soient les corporations : fonctionnaires d'Etat ou charpentiers ; employés de magasins ou terrassiers ; couturières ou cordonniers, etc., etc...

Les actes de solidarité ont été poussés jusqu'à l'héroïsme. Le « *Un pour Tous, Tous pour Un* » s'est manifesté par de fréquentes grèves de la faim. Les libertaires, surtout, ont subi volontairement des supplices qui confondent les plus sceptiques ayant coutume de dénigrer tous les actes de révolte ou de solidarité. Nul militant syndicaliste qui ne connaisse particulièrement des faits stoïques d'action directe individuelle ou collective accomplis par solidarité. Parfois, ce fut la mort et, toujours, le risque pour les héros, anonymes ou connus, auteurs de tels faits de solidarité effective.

On a vu obtenir, par ce moyen extrême, des résultats incontestables de capitulation des autorités gouvernementales ou judiciaires, comme on a vu, par d'autres moyens, violents, des compagnies ou des patrouilles accorder spontanément satisfaction entière à leurs exploités.

La solidarité des malheureux entre eux, si elle était mieux organisée, serait d'un effet formidable pour leur bien-être et pour leur liberté. C'est elle qui est appelée à vaincre l'iniquité sociale, malgré toutes les forces de préjugés, d'ignorance, de résignation entretenues parmi les Peuples. Ceux-ci s'affranchiront par leur Solidarité.

Conçue et pratiquée en vue de la libération humaine, la solidarité a exigé et exigera de nombreux sacrifices ; elle a fait et elle est appelée à faire encore d'innombrables victimes. Toute libération met aux prises et dresse plus ou moins violemment les uns contre les autres les forces qui luttent pour elle et celles qui luttent contre elle ; et, comme tout état de guerre, la bataille sociale comporte des victimes.

Mais, la délivrance une fois accomplie, sous l'influence déterminante du bien-être et de la liberté dont tous bénéficieront, la solidarité, s'exerçant entre égaux, prendra rapidement la forme qui lui est propre et se traduira en toutes circonstances par l'Entr'aide. Alors, il ne sera plus nécessaire d'adjurer, au nom de la religion ou de la morale, de s'aimer, de se secourir, les uns les autres. Tous s'entr'aimeront et s'entr'aideront tout naturellement, parce que, d'une part, ils n'auront plus aucune raison de se haïr ou de se concurrencer et parce que, d'autre part, l'intérêt de chacun se confondra avec celui de tous. — G. YVEROT.

SOLITUDE n. f. (lat. *solitudo*). La solitude (magnifiée par Ibsen), cette solitude où se forge la force et s'affirme l'originalité, ne peut être le « splendide et stérile isolement » dans lequel l'individu épuise un foyer jamais renouvelé, enchaîne la pensée — ce Prométhée — au rocher d'un moi aride. Un abîme la sépare, cette solitude, de l'absolu de glace où se fige la suffisance. Etre seul, c'est réaliser son soi-même aux limites du possible et ne pas le laisser entamer par un adverse obstiné, c'est dégager de la gangue sa personnalité. Du type édifié profitera l'environ. Si nous radions, notre clarté repoussera, dans autrui, l'obscurité et il fera, tourné vers nous, saisi par notre exemple, un pas vers sa propre lumière. Et nous aurons satisfait, en nous rayonnant, à la solidarité qui nous lie au social pour tous les biens dont nous jouissons...

Compartir aux maux du prochain, sentir dans sa chair et jusqu'au vif de nous-mêmes sa détresse et son pitoyable agenouillement ne peut, sans une descente vers l'inconscience, impliquer que nous devons accepter de nous écraser à son niveau. Mais, au contraire, que nous devons — tenant libre et fraternel le chemin de lui à nous — nous élever dans notre dignité et la notion

avertie de notre plan, et l'inciter — ce prochain prostre — à secouer la rouille de ses chaînes, à briser la coque des préjugés agglutinés pour s'ouvrir à la liberté personnelle.

La solitude intelligente et bonne n'est pas la retraite dédaigneuse en marge et au dessus de l'humanité. Elle est toute chaleur, sympathie, rayonnement, attraction aussi vers les chûnes. Et menace seulement pour les prêtres, pour les maîtres, les tyrans qui tiennent en bas, éloignés d'eux-mêmes et petits sous le joug ou dans l'ombre, nos frères qui sont aussi des hommes. Les médiocres, les durs, les fâs, les ambitieux, les chefs, les ventres, tous les faux individualistes (aristocrates, ouvriers ou bourgeois : les classes, ici, ne sont que des étages provisoires ou des paliers d'accès) méprisent et redoutent cette solitude de flamme, de résolution, de solidarité et d'expansion...

Vivre seul, c'est se tenir hors du sillage des foules, agréger autour de soi les éléments d'une solide et vivante unité, à la fois attentive et mouvante, c'est se refuser à demeurer complice des passivités où les majorités s'enlèvent, à faire nombre parmi les multitudes, à consentir aux multiples abdications en la misère desquelles se traîne, en troupeau, le peuple ilote. Mais c'est tourner sa volonté lucide et recueillie contre les régnes accroupis sur cette torpeur et cette acceptation, contre les vampires agrippés au flanc des masses douloureuses et faisant de cette souffrance immense un insolent, cruel et grossier « bonheur »...

L'homme fort et seul que nous comprenons et que nous aimons manie sans défaillance une investigation ardemment dénonciatrice. Il porte — aigus — le regard et le scalpel au cœur des conventions, des morales et des institutions échafaudées sur le non-sens d'une puissance d'étranglement. Il tente d'arracher — lambeaux précieux, brîbes sacrées qui s'agglomèrent — un peu de cet humain qu'elles atrophiaient, réduisent et broient. Il se dresse, ici : flambeau, appel, main tendue, mais là : répudiation, combat, barrière résolue. Il se lève comme une espérance et un vouloir. L'homme seul et fort repose l'isolement des tombeaux et des ruines. Sa solitude est un exemple d'énergie et elle ne cesse d'être active et féconde : elle est foncièrement généreuse... — S. M. S.

SOPHISME n. m. (du grec *sophisma*, artifice, expédient). Raisonnement qui pêche soit dans les termes, soit dans la forme, le sophisme est un argument capicieux qui donne à l'erreur une apparence de vérité. « Il est d'usage, dans les ouvrages de logique, écrit Rabier, de traiter séparément des erreurs et des sophismes. Cette division semble peu justifiée. On appelle *sophisme* une erreur de raisonnement. Mais toute erreur est, au fond, une erreur de raisonnement. En effet, il n'y a d'erreur possible ni dans le fait de se représenter telle ou telle chose, ni dans le fait de croire à cette représentation elle-même. L'erreur consiste à juger d'un objet par le moyen d'une représentation, à interpréter une représentation comme signe ou image d'un objet. Or, juger d'une chose par une autre, interpréter une représentation comme signe ou comme image, c'est faire une inférence. Donc toute erreur est une inférence vicieuse ou un sophisme. » Dans l'ensemble, les philosophes contemporains adoptent cette manière de voir. Aussi l'étude des sophismes, confondue avec celle de l'erreur, a-t-elle cessé de retenir l'attention des logiciens. Rappelons cependant qu'une classification courante distingue des *sophismes d'induction* et des *sophismes de déduction*.

Parmi les premiers, citons le *dénombrément imparfait*, l'*ignorance de la cause*, le *sophisme de l'accident*. Déclarer qu'il y aura toujours des guerres parce qu'il y en a toujours eu, nous fournit un exemple de dénombrément imparfait. Croire que l'apparition d'une co-

mète sera la raison d'être de meurtres ou d'épidémies dénote une complète ignorance de la cause. Déclarer que la religion est bonne parce que le sentiment religieux ne tue pas la générosité chez certaines personnes, c'est confondre une coexistence accidentelle avec une relation nécessaire. Les principaux sophismes de déduction sont l'ignorance du sujet, la pétition de principe, le cercle vicieux. On tombe dans l'ignorance du sujet, lorsqu'on déplace la question dont on s'occupe et que l'on prouve autre chose que ce dont il s'agit. C'est un procédé cher aux apologistes de la religion et aux politiciens, qui évitent ainsi de répondre aux interrogations embarrassantes et parlent indéfiniment sans jamais fournir les explications qu'ils redoutent. Dans la pétition de principe, on considère comme vraie la chose qui est en question. Ce sophisme est à la base de la majorité des arguments que servent, aux imbéciles, les partisans d'un pouvoir fort. Le cercle vicieux consiste à prouver une proposition par une autre proposition qui s'appuie sur elle. Ajoutons que la violation des huit règles du syllogisme, ou des règles concernant l'opposition et la conversion des propositions, donne naissance à des sophismes qui furent longuement étudiés par les logiciens du moyen âge, mais dont le formalisme désuet et la creuse subtilité n'intéressent plus les penseurs contemporains.

Certains déclarent même que le syllogisme, si cher aux scolastiques, est toujours un sophisme. Stuart Mill, en particulier, estime qu'il constitue une stérile tautologie ou un véritable cercle vicieux. Soit par exemple le syllogisme suivant, très correct au dire des logiciens : « Tous les hommes sont mortels ; or le duc de Wellington est un homme ; donc le duc de Wellington est mortel. » Pour affirmer que tous les hommes sont mortels, nous devons savoir au préalable que le duc de Wellington est mortel ; dans ce cas, le syllogisme ne nous apprend rien, c'est une pure tautologie. Et, si nous ne savons pas au préalable que le duc de Wellington est mortel, nous n'avons aucunement droit d'affirmer que tous les hommes sont mortels. Le cercle vicieux serait, en effet, manifeste, puisque la vérité de la majeure, qui sert dit-on à démontrer la vérité de la conclusion, dépendrait elle-même de la vérité de cette conclusion. Poussant la critique du syllogisme encore plus loin, Herbert Spencer estime qu'il constitue un raisonnement par analogie et qu'il suppose quatre termes, non trois seulement comme on le croit d'ordinaire. Ceux qui ne partagent pas le point de vue de Stuart Mill ou de Spencer doivent au moins reconnaître que le syllogisme déductif n'est pas un instrument de découverte, un procédé d'invention, mais qu'il vaut uniquement comme moyen d'analyse et d'exposition. Ainsi s'effondrent les prétentions de la scolastique, ce vain château de cartes que les écrivains catholiques vantent à tout propos.

Lorsque, délaissant les subtilités baroques de la logique formelle, nous examinons la question des sophismes d'un point de vue moins artificiel et plus conforme aux exigences de la réalité concrète, nous constatons que les démonstrations fallacieuses, la duperie verbale, les erreurs de raisonnement constituent la règle générale en matière de politique, de religion, de métaphysique, de sociologie. Le prêtre, le parlementaire, le haut fonctionnaire, le chef d'Etat sont toujours des menteurs professionnels qui colorent de prétextes humains et raisonnables leurs projets les plus injustes, les moins réfléchis. Sophistes un Poincaré, un Mussolini, un Hitler et tous leurs larbins de la presse qui abritent leurs mensonges sous l'égide d'un patriotisme pointilleux ! Sophistes les savants officiels qui, pour plaire aux maîtres de l'heure, falsifient les faits et dénaturent la vérité ! Sophistes les professeurs de philosophie qui estiment qu'une chaire en Sorbonne ou au Collège de France vaut qu'on s'aplatisse devant les pontifes en

vogue et les autorités académiques ! Sophistes de bas étage les membres du clergé ou les éducateurs laïcs qui entretiennent chez les simples des préjugés ineptes, qui déforment et corrompent la mentalité des enfants ! Et ces modernes sophistes sont autrement redoutables que les rhéteurs habiles qui, dans l'ancienne Grèce, soutenaient le pour et le contre avec une égale intrépidité. En s'interrogeant sur les rapports du réel et de la pensée, les sophistes grecs ont favorisé le développement du scepticisme et de l'esprit critique. On peut leur adresser des reproches nombreux et fondés, mais ils n'entraînèrent pas des millions d'hommes dans une mort atroce, ils n'eurent pas l'hypocrisie de se proclamer d'incorruptibles soutiens de la vertu. Les rhéteurs qui trônent dans nos Grandes Ecoles et nos Instituts, qui pontifient dans les Eglises, qui président aux destinées des Etats modernes se donnent pour mission de réduire les peuples en servitude et de préparer d'ignobles tueries pour un avenir qu'ils espèrent proche. Et ces serviteurs du Capitalisme, nantis de grasses prébendes, pourvus de tous les avantages que procurent le pouvoir et l'argent, n'ont à la bouche que les mots de sacrifice, d'héroïsme, de désintéressement. — L. BURETTE.

SORCELLERIE, SORCIERS. La sorcellerie est une croyance antique qui veut que certains hommes puissent accomplir des actes surnaturels, généralement avec le concours d'esprits mauvais. Ainsi, le sorcier se targue de commander aux éléments et de guérir les maladies ; mais il a aussi, le plus souvent, la réputation de servir les démons et de jeter des sorts.

Une telle croyance est des plus anciennes. Les sociétés les plus primitives en font foi. Les textes cunéiformes de la Chaldée, qui semble être le berceau de la tradition occultiste, montrent déjà que « le sorcier envoyait le mal par les charmes, les sortilèges, le mauvais œil, les objets ensorcelés appelés fardeaux de peine, ainsi que par le souffle, la salive, le contact direct ou indirect avec une victime déjà ensorcelée... Il fabriquait avec certaines herbes des philtres maléfiques et déchaînait les mauvais esprits par l'imprécation magique, livrait ses ennemis au pouvoir des démons ou causait leur mort à distance par blessures ou maladies » (R. Le Forestier, *L'occultisme et la F. M. écossaise*, 1928, Perrin). Dans l'Assyrie, ce pouvoir est attribué de préférence aux femmes. La sorcière habite les endroits écartés, les ruines ou l'intérieur des murs ; elle est d'une extraordinaire agilité ; elle pénètre le corps de l'homme, qu'il faut alors exorciser ; elle secoue la mer comme le vent du sud ; c'est la chasserresse nocturne, à qui on attribue la fièvre, la consommation, la folie, les troubles cardiaques, la stérilité des femmes, l'impuissance des hommes, la mort. Certains ont tous ces pouvoirs sans s'en rendre compte : ils ont le mauvais œil (Fossey, *La magie assyrienne*, 1902). Tout cet ensemble de superstitions se transmettra intégralement à travers les âges pour s'épanouir au moyen âge.

A toutes les époques de l'antiquité, il est possible de retrouver des preuves de la croyance à la sorcellerie. La bible en fait foi, aussi bien que les inscriptions tumulaires romaines, dont beaucoup attribuent la mort à un maléfice.

Mais c'est surtout au moyen âge et dans les temps modernes que cette croyance s'est particulièrement répandue. Des milliers de malheureux, soupçonnés de se livrer à de telles pratiques, furent brûlés ou torturés par le pouvoir religieux et par le pouvoir laïque.

Parmi ces martyrs, dont la plupart étaient des femmes, quelques-uns étaient des sorciers véritables, se réunissant secrètement pour pratiquer des orgies et des saturnales nocturnes ; mais leur nombre est évidemment très réduit. D'autres ont fait de la sorcellerie un métier : c'étaient d'obscurs charlatans qui vendaient

des charmes ou des remèdes, ou se faisaient fort de faire intervenir les démons en faveur des paysans crédules, moyennant espèces sonnantes ; cette forme de la sorcellerie a trouvé son épanouissement sous le règne de Louis XIV, au moment du *drame des poisons* ; cette cause célèbre démontre la crédulité inouïe des grands personnages de la Cour qui se compromirent en achetant des poudres de succession destinées à hâter la mort de ceux dont ils convoitaient l'héritage ; pour conquérir la faveur entière du roi, la favorite, M^{me} de Montespan, n'était-elle pas allée jusqu'à servir d'autel à un prêtre diseur de *messes noires*, qui consacra une hostie sur son ventre nu ? Dans les campagnes, les sorciers de cette catégorie guérissaient les maladies en mêlant à des pratiques magiques quelques recettes empiriques. Mais la grande majorité de ceux qui furent condamnés comme sorciers au cours du moyen âge et des temps modernes étaient des malheureux plus dignes de pitié : quelques hallucinés, intoxiqués par l'usage de stupéfiants tels que le *datura* et le *stramonium*, des hystériques, des veuves mal vues par leur voisinage et qu'une dénonciation accueillie à la légère envoyait à la mort, voire enfin des savants ou des personnages plus ou moins frondeurs que le pouvoir de ces temps avait intérêt à faire disparaître ; c'est ainsi que des accusations de sorcellerie pesèrent injustement sur Bacon, le Docteur Agrippa, Urbain Grandier, Jeanne d'Arc, Léonora Galigai veuve du maréchal d'Ancre, Gaufridi, Melchior de la Vallée, et bien d'autres.

Les sorciers relevaient généralement de l'*officiel*, de l'*Inquisition*, enfin, des juridictions laïques et des *parlements*. Les motifs qui permettaient d'inculper ce genre de criminels étaient particulièrement odieux et constituaient une lourde charge contre l'Eglise catholique. Il suffisait d'avoir commis des extravagances, de ne pas croire à la sorcellerie, de négliger de dénoncer les magiciens, d'être accusé d'avoir jeté des sorts. Or le paysan médiéval, crédule à l'excès, n'hésitait pas à attribuer au diable les maladies, les orages, les fléaux de la nature encore si mal connus. Les juges avaient leur conviction faite d'avance ; ils obtenaient généralement l'aveu par l'emploi de la torture, par l'ensemble des témoignages acceptés avec une absence totale d'esprit critique, enfin par la recherche de la marque du démon, constituée par un point du corps insensible, et que le chirurgien découvrait à l'aide d'une longue aiguille qu'il enfonçait sur toutes les parties du corps. Là encore, la marque était facile à trouver chez les hystériques, si nombreux à l'époque, et qui présentaient très souvent des zones d'anesthésie. La condamnation était suivie généralement du supplice du bûcher. Les biens étaient confisqués.

En France, un nombre incalculable de personnes soupçonnées d'avoir été au sabbat, d'avoir pris part à des festins diaboliques et d'être liées à Satan par un pacte, furent brûlées vives. En Lorraine, plus de neuf cents sorciers furent exécutés en quinze ans par un certain Nicolas Rémy, qui encourageait ses pareils par des épitres en vers :

Tous les siècles tourment ces actes de justice !

Un érudit a trouvé la trace de plus de six cents procès dans le seul arrondissement de Saint-Dié. En Alsace, des autodafés monstrueux furent exécutés par la justice religieuse. On alluma des bûchers, dans le cours du *xiv^e*, du *xv^e*, du *xvi^e*, du *xvii^e* siècles, dans presque toutes les villes et villages de l'Est et du Midi.

En Italie, 139 sorciers furent nés à mort le même jour, à Milan.

En Allemagne, deux moines délégués par le Saint-Père exécutèrent, en quelques années, 6.500 sorciers dans la principauté de Trèves !

Au Congo belge, les missionnaires catholiques firent périr de nombreux prêtres indigènes sous cette inculpation. Au Mexique, un alcade fit encore brûler vifs quatre sorciers en 1874 et, tout récemment encore, les Indous

d'un village des environs de Bombay firent mourir dans les flammes une vieille femme qu'ils accusaient de répandre le choléra par ses maléfices.

Bref, dans tous les pays du monde, la même épidémie fit les mêmes victimes.

Cette croyance particulièrement néfaste a encore survécu dans la tradition populaire. Il y a aujourd'hui, dans le Toulousain, dans le Morvan, en Bretagne et ailleurs, de vieilles gens qu'on accuse de jeter des sorts, et aussi des malins qui vendent des secrets magiques ou qui remettent le entorses avec tout un cérémonial bizarre. Il suffit pour s'en rendre compte de consulter les ouvrages de *folklore*. On trouve aussi, dans le commerce, des recueils assez anciens qui donnent le moyen de trouver des trésors cachés ou d'invoquer le diable. De temps à autre, une histoire de sorciers à son épilogue devant les tribunaux : on voit des malheureux martyrisés par la foule superstitieuse, comme à Chan-en-143, à Méry et à Laval en 1836, etc. ; on voit aussi des tireuses de cartes surveillées par la police, qui exerce sur elles un contrôle analogue à celui des maisons spéciales ; bref, il reste encore bien des preuves de la bêtise humaine au *xx^e* siècle.

La sorcellerie est pratiquée, à l'heure actuelle, par des millions de sauvages. Les sorcières de la Côte d'Ivoire se mettent en transes médiumniques par la contemplation d'une corne d'antilope-fétiche ornée d'une fourrure de singe ; les mandingues de l'A. O. F. sont organisés en confréries de « contre-sorciers » qui recherchent les gens atteints du mauvais œil et les mettent à mort. Chez les Massai de l'Afrique orientale anglaise, les *lathon* détournent les maladies, conjurent les éléments, et sont dirigés par un *Grand Sorcier* qui doit être obligatoirement l'homme le plus gras de la tribu. Au Sénégal, une sorcière fut brûlée vive en 1896. Les sorciers Zoulous, du Natal, vendent des remèdes magiques et des philtres amoureux, lisent l'avenir dans l'arrangement de vieux os magiques, et jettent de mauvais sorts à leurs ennemis ; les missionnaires catholiques y ont ajouté leurs croyances non moins fétichistes, de sorte qu'en 1906 on a pu voir une jeune Cafre des missions catholiques frappée de possession démoniaque et accablée d'exorcismes.

En Sibérie, le *chamanisme*, qui est la seule religion ou à peu près, repose sur l'art de modifier les éléments avec l'aide des esprits ; le sorcier est en grand honneur chez les Sibériens de Tobolsk, chez les Koriaks du Kamtchatka, chez les Bouriates ; le chaman du clan du groupe des Aurochs de l'Oussouri chasse les diables du corps des malades et donne par son art magique l'abondance du poisson (V. le curieux film de Maurice Rouhier, *Les Hommes de la forêt*). Les bonnes gens de la République socialiste soviétique du Tadjikistan ne font appel aux remèdes européens qu'après l'intervention de la sorcière qui, par ses incantations, chasse les mauvais esprits du corps du patient pour les envoyer vers les déserts et les lacs. Même influence despotique des sorciers de la République soviétique de Tannu-Tuva, qui sont les véritables maîtres du pays. Au Thibet, tous les ministres du culte tantrique sont guérisseurs et sorciers, fabricants en exclusivité d'amulettes thibétaines, petits coffrets renfermant des préceptes de la loi tantrique écrits sur le papier magique *thujapatri* ; dans un récent conflit avec le Népal, les Tibétains ont demandé une trêve de six mois parce que leurs sorciers croyaient que la planète Mars ne leur était pas favorable... Les mêmes superstitions se retrouvent en Amérique.

L'étude de la sorcellerie est des plus profitables aux antireligieux parce qu'elle leur permet de mesurer toute la profondeur de la crédulité humaine, en même temps qu'elle dévoile le passé d'intolérance et de stupidité des grandes religions qui, l'Eglise en tête, ont persécuté

mille et mille sorciers, pour des crimes imaginaires. — Jean Bossu.

BIBLIOGRAPHIE. — Parmi les milliers d'ouvrages traitant de ce sujet, on lira, parmi les plus récents : Garçon et Vinchen, *Le Diable*, Paris, Gallimard, 1926. Turmel, *Histoire du Diable*, Rieder. J. Bossu, *L'Eglise et la Sorcellerie*, une brochure à l'idée Libre, 1932, etc.

SORT n. m. Le mot sort est quelquefois synonyme de hasard, de destin ; dans d'autres cas, il désigne l'état, la condition. Nous retiendrons ces deux sens seulement, délaissant les autres qui ne présenteraient, pour nous, qu'un intérêt des plus médiocres.

Dans toute existence, elles jouent un rôle essentiel parfois ces mystérieuses puissances qu'on appelle hasard, destin, fatalité. Comme l'orage anéantit brusquement les moissons, comme l'éclair frappe un arbre parmi bien d'autres, sans que l'on sache pourquoi, ainsi misères de toutes sortes, maladies, mort, terrassent, sans qu'il s'y attende, celui dont on enviait l'heur et la situation. Une balle perdue, une artère qui se brise, et c'en est fait de la vie ! De pauvre, quelqu'un deviendra richissime, s'il découvre une mine d'or ou les fabuleux trésors d'un pharaon ; un coup de bourse et, de deux voisins, l'un sera désormais mendiant, l'autre millionnaire ; en politique, c'est une ruelle étroite qui sépare la prison du ministère. Sans cause apparente, l'un réussit où d'autres échouaient inévitablement. Caprices du sort, destins tragiques surtout, ont frappé les hommes d'un prodigieux étonnement ; dieux souffrants, héros, martyrs, lui doivent une auréole que la toute-puissance ne parvient pas à donner...

L'exil de Sainte-Hélène contribua pour une grosse part à la gloire de Napoléon ; Socrate, Jean Huss, Jeanne d'Arc doivent à leur supplice injuste d'être restés populaires ; un Sacco, un Vanzetti furent pleurés, même par des adversaires ; et sa croix infamante permit à Jésus de supplanter Jupiter et ses trop joyeux compagnons. Tyrans comme sujets ne sont-ils pas guettés par des malheurs imprévisibles, par d'inéluctables nécessités ? S'ils ignorent l'échéance, les hommes n'en sont pas moins, sans rémission possible, tous condamnés à mort. Maladies effroyables, brusques accidents remplaceront tortionnaires et bourreaux absents ; en pleurant sur autrui, nous pleurons sur nous-même. Un destin nous attend, terrible peut-être ; chercher à le prévenir, à le rendre meilleur, s'avère naturel !

Au *fatum* mystérieux et sombre qui, malgré leur vouloir, conduisait les hommes vers un but fixé d'avance, les religions antiques prêtèrent un pouvoir souverain. L'invincible divinité des athéniens fut remplacée par le livre d'Allah, chez les musulmans. Croire à la liberté fut un dogme pour les théologiens catholiques ; mais ils rétablirent la fatalité par la doctrine contraire de la préscience divine. Et, dans les maux qui l'accablent, dans les joies qui surviennent, dans des faits même insignifiants, le chrétien voit la main de la Providence. Sa résignation, inférieure à celle du musulman, lui fait supporter, néanmoins, toutes les oppressions sociales. Pas un cheveu ne tombe de votre tête, assurait l'Evangile, si votre Père Céleste ne le permet ; l'homme s'agit et dieu le même, ont répété depuis, sous mille formes, ecclésiastiques et dévots. Mais l'efficacité des prières, admise par les docteurs de Rome, contraignit le vieux *fatum* païen à changer de vêtements. Drapé dans le manteau d'une Providence impénétrable, couvert d'oripeaux chrétiens, il exauce, aujourd'hui, les demandes transmises par voie sacerdotale ; par contre, il se pose en gardien farouche de l'antique distinction entre esclaves et maîtres, travailleurs et parasites. Grâce à d'adroites supercheries, liberté et déterminisme se trouvent ainsi conciliés ; pour encourager le croyant à l'action, on insiste sur la première ; si l'on souhaite qu'il se rési-

gue, on parle d'obéissance à la volonté divine. Duplicité fort utile, que de savants apologistes ont recouverte, naturellement, du voile opaque des mystères.

Des formes sécularisées du destin s'offrent, à côté des formes théologiques ; hasard, sort, chance sont du nombre, ces mots ayant même sens ou presque d'ordinaire. Pour la majorité de nos contemporains, fatalité, destin ne résultent plus d'un vouloir tout puissant, mais ils s'entourent encore d'un halo de mystère ; autant ces termes sont d'un emploi fréquent, autant leur contenu reste incertain. Que des faits se produisent sans préalables antécédents, qu'une cause ne soit point requise pour que surgisse tel ou tel événement, seuls des ignorants le croient ! Le principe d'universel déterminisme paraît bien établi par les recherches scientifiques ; sans lui aucune prévision possible, aucune loi qui garantisse que, demain, des phénomènes identiques se dérouleront dans le même ordre qu'aujourd'hui. Si de rien quelque chose peut naître, si le néant n'est pas dépourvu d'action, connaissance rationnelle, pensée réfléchie coulent irrémédiablement. Comment admettre que ce qui n'est pas soit efficace néanmoins ? Dire au hasard qu'il est l'imprévisible vaudrait beaucoup mieux déjà, malgré l'imprécision d'une telle formule. Point de volontés extra-terrestres qui interviennent ici-bas, point de faits rebelles à toute loi ; mais de nombreux événements les causes nous échappent. Quant au destin, symbole de notre impuissance, c'est avant tout l'inéluctable, qu'il soit prévisible ou qu'il ne le soit pas.

S'il est vrai que savoir c'est pouvoir, hasard, destin, résultent, en définitive, de notre ignorance seulement ; ni l'un ni l'autre n'existeraient, pour qui connaîtrait les lois de tous les phénomènes. Dans la mesure où nos recherches progressent, leur domaine diminue ; grâce aux découvertes des physiciens, des chimistes, des médecins, chaque jour d'antiques fatalités sont vaincues. Converser avec un ami quand nous séparant des centaines de kilomètres, en quelques heures voler de Londres à Paris, préserver du tétanos ou de la typhoïde furent longtemps des impossibilités. Quitter la terre pour la lune, produire la vie, modifier sérieusement les phénomènes atmosphériques restent encore de l'irréalisable ; pourtant, déjà il est à prévoir que ce seront choses faisables pour nos successeurs. Pas de fatalités irréductibles si, dépassant le cadre des existences individuelles, nous considérons l'œuvre collective d'une humanité qui dure indéfiniment.

Même dans ce canton par excellence de l'imprévisible que l'on appelle jeux de hasard et cas fortuits, des lois rigoureuses commandent ; la probabilité mathématique le démontre. D'où la possibilité, pour le calculateur habile, d'établir d'avance, au moins de façon approchante, le bilan des pertes et des gains. Notre chance sera de moitié au jeu de pile ou face, elle sera bien moindre dans d'autres jeux. Et, si nos calculs portent sur des chiffres suffisamment élevés, la vérification expérimentale de la probabilité théorique apparaîtra concluante. Ils la confirment absolument, les résultats enregistrés dans les maisons de jeu, à Monaco en particulier. Par des procédés de même ordre et grâce à des statistiques établies avec soin, les compagnies d'assurance prévoient le nombre approximatif de décès, d'accidents, etc., pour une période et un nombre donné d'habitants. Courses, loteries, spéculations financières obéissent à un déterminisme que l'on a parfaitement mis en lumière. Notre ignorance des causes, leur complexité, la tangence de phénomènes qui ne semblaient point destinés à se rencontrer, voilà d'où provient la fatalité. Faiblesse de notre esprit, bornes étroites d'une science trop jeune expliquent notre impuissance, une impuissance toute provisoire d'ailleurs.

Ainsi l'homme doit souvent à son ignorance d'avoir un sort pitoyable et d'être vaincu dans sa lutte contre le destin. Mais souvent aussi il est victime des trahis-

sous de sa volonté. Et nous ne parlons point de ces mentalités incohérentes, dépourvues soit de frein soit de force impulsive, qui ne constituent pas une personnalité au sens véritable ; nous parlons des individus sainement équilibrés. Parfois, c'est de courage qu'ils manquent. Combien de malheureux semblent finalement, qui n'avaient point toujours été pusillanimes ! Ne man-dions pas trop la peur de souffrir, elle est à la base de mille inventions utiles et de l'ensemble du progrès ; aux époques favorables, elle incite à prévoir les jours mauvais pour en atténuer les rigueurs. Mais il arrive, et maintes fois hélas ! que la perspective de douleurs, d'avance et fausement jugées insupportables, fasse désertir l'arène sans avoir engagé le combat. Beaucoup s'avèrent les artisans de leur propre défaite ; pareils aux naufragés que l'espoir abandonne, d'eux-mêmes ils dessèrent l'étreinte qui les retient à la bouée de sauvetage. Que de belles actions ne furent point faites, que d'œuvres remarquables ne virent jamais le jour, parce qu'une crainte excessive paralysa les muscles, engourdit les cerveaux. Le vrai, le seul vaincu, c'est l'homme qui croit l'être, même dans les fers ; il ne l'est pas, celui qui ignore le découragement.

En effet, la volonté est une force agissante. Insérée dans la trame de nos représentations et de nos désirs, elle les oriente dans un sens que, d'eux-mêmes, ils n'auraient pas. Comme toute cause relative, seule espèce que nous connaissions, elle est dénuée de puissance créatrice et suppose des antécédents : à la règle suprême : « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme », elle est soumise à coup sûr. Comme toute cause aussi, elle a des conséquents et se prolonge en effets qui, sans elle, ne seraient pas : effets d'ordinaire imprévisibles, tant sont multiples et variables les éléments impondérables qui entrent dans une volition. Sur l'efficacité pratique de notre activité réfléchie, aucun doute n'est possible si, délaissant le vain domaine des abstractions métaphysiques, nous situons le problème dans le plan des données positives. La volonté s'avère facteur primordial dans le déterminisme de la vie : voilà qui suffit pour proclamer sa valeur essentielle, sans recourir à un libre-arbitre inintelligible même pour ses partisans. Et c'est la condamnation d'un épiphénoménisme qui creuse un abîme entre la matière et la pensée, qui, de plus, oublie qu'aucune force ne disparaît si toutes se transforment. Moyen d'action du vouloir sur notre vie mentale, l'attention maintient, au foyer de la conscience claire, les seuls états qui lui agréent. Images, sensations, idées font alors l'objet d'un examen minutieux ; d'où les arts, les sciences, les techniques multiples engendrées par la réflexion. Puis au monde extérieur, tant matériel qu'organique, nous apportons, grâce au mouvement, des modifications conformes à nos désirs. Sur l'univers nous avons prise ; dans les séries causales, il nous est loisible d'introduire des facteurs nouveaux. Ainsi, l'homme peut devenir, du moins en partie, l'artisan de son propre destin. — L. BARNHETTE.

SOTTISE. — La plupart des dictionnaires donnent, comme celui de l'Académie Française, la même signification, ou à peu près, aux mots *bêtise* et *sottise*.

Bêtise. — « Défaut d'intelligence, de jugement, de bon sens, ou des notions les plus communes ». (Académie Française.)

Sottise. — « Défaut d'esprit et de jugement ». (Id.)

C'est à peine si certains des dictionnaires font une distinction entre la *bêtise*, produit de l'ignorance, et la *sottise*, produit d'un jugement faux. Littérateur est un peu plus précis quand, définissant la *sottise* « défaut de jugement », et la *bêtise* « défaut d'intelligence et de jugement », il ajoute : « la bête est sans bêtise, tandis qu'elle n'est pas sans sottise ; c'est ce qui distingue ces deux mots ». Cette distinction n'est pas suffisante à nos yeux ; elle laisse trop subsister une confusion volon-

tairement créée et continuellement entretenue dans les esprits, au point que les plus avertis d'entre eux se laissent prendre par une habitude de langage qu'ils n'ont pas assez vérifiée. Or, il est essentiel pour nous, pour tous ceux qui recherchent la vérité et ne veulent pas suivre les directions malfaisantes, de mettre exactement la *bêtise* et la *sottise* chacune à sa place, et de ne pas imputer à la première ce qui n'appartient qu'à la seconde.

Tout d'abord, il convient de ne pas confondre l'esprit qui est une façon vive, légère, ingénieuse, de voir les choses et de les exprimer, et le jugement, qui est la faculté de discerner suivant la raison. Très souvent, dans son sens le moins spirituel, celui qui « court les rues », l'esprit manque complètement de jugement. Il en résulte qu'on peut être un sot, tout en ayant beaucoup d'esprit, et qu'on peut n'être pas un sot tout en n'ayant que peu ou pas d'esprit. C'était l'avis de La Rochefoucauld. Quand A. France disait : « Les hommes d'esprit sont des sots. Ils n'arrivent à rien », il pensait aux hommes de véritable esprit, aux hommes d'intelligence, de jugement, de bon sens, qui se heurtent à la sottise, laquelle permet d'arriver à tout. Les bêtes ne sont pas sottes, bien qu'elles soient ignorantes, du moins de la science humaine, et qu'elles n'aient ou paraissent n'avoir que peu d'esprit et de jugement. Aussi, n'est-ce pas chez elles qu'on trouve des ministres et des académiciens. Ceux-ci, de même que les hommes savants, ne sont pas bêtes, mais ils sont souvent des sots parce que, s'ils ont parfois de l'esprit, ils ont plus souvent un jugement faux. Pascal disait qu'entre les sots, ceux qui se sont occupés de philosophie et de science sont les plus sots de la bande parce qu'ils le sont avec connaissance. Molière ajoutait, dans les *Femmes savantes* :

« La science est sujette à faire de grands sots ».

La *bêtise* est ignorante, modeste, naïve, passive, sans portée, et ses dégâts sont limités. La *sottise* se prétend savante ; elle érige son ignorance en dogmes infailibles et en lois tyranniques. Elle s'impose bruyamment, s'étale, s'admire et veut être admirée. Elle envahit le monde avec la violence d'un fléau pour le flétrir et le saccager, pour y répandre l'imposture et le crime. La *bêtise* n'a qu'un bonnet d'âne, la *sottise* a une tiare, une couronne, une mitre, un bonnet carré ou pointu, un képi, un casque, un sabre, des diplômes, des décorations, des uniformes, un tricorne d'académicien ou de garde champêtre. La *sottise* justifie, en le dépassant, cet autre mot d'A. France : « Les gestes de l'humanité ne furent jamais que des bouffonneries lugubres ». La *bêtise* n'appartient qu'aux bêtes et aux hommes simples, demeurés primitifs, qui ne savent pas et ne demanderaient qu'à savoir pour n'être plus bêtes. La *sottise* n'appartient qu'aux hommes, elle est leur propriété exclusive et indivisible, elle est particulière aux gens compliqués et tortueux qui ne savent pas toujours trop, mais savent trop mal et trop perfidement pour porter des jugements sains et faire un bon usage de leur savoir. La *bêtise* se borne à ignorer, la *sottise* affirme qu'elle sait tout quand elle ne sait rien. Elle est le produit artificiel, vénéneux, méchant de la civilisation arbitraire et fautive qui a établi son autorité sur le monde entier. Flaubert a dépeint, dans sa *Tentation de Saint-Antoine*, le Catoplébas qui « reste perpétuellement à sentir contre son ventre la chaleur de la boue, en abritant sous son aisselle des pourritures infinies », et qui se dévore lui-même sans s'en apercevoir. Il a montré aussi le Presteros « qui rend imbécille par son contact ». Ces deux monstres, dignes représentations du « bourgeois » et du prêtre, sont les symboles de la sottise. Ils sont l'image de la sénilité et de la stupidité qu'elle a répandues dans le monde.

« La nature n'a fait que des bêtes, nous devons les sots à l'état social », a dit Balzac, dont l'œuvre a si souvent percé et montré les profondeurs de la sottise hu-

maine. M^{re} de Staël avait déjà constaté, dans la fréquentation des gens dits « d'esprit », que « la bêtise et la sottise diffèrent essentiellement en ceci, que les bêtes se soumettent volontiers à la nature, et que les sots se flattent toujours de dominer la société ». Goethe a fait dire à Méphistophélès : « l'homme emploie sa raison à se gouverner plus bêtement que les bêtes », ce que Anatole France a commenté ainsi : « La bêtise empêche souvent de faire des bêtises... Ce ne sont pas les plus bêtes qui agissent le plus bêtement ». Bernard Shaw a complété ces vérités majeures en portant ce jugement : « Il y a beaucoup de sagesse dans la simplicité d'une bête, et parfois beaucoup de sottise dans la sagesse des savants ».

Sottise religieuse d'abord, née de l'ignorance et de la peur de l'inconnu, puis toutes celles qui en sont issues : sottise gouvernementale, sottise militaire, sottise judiciaire, sottise académique, sottise mondaine, tout cela est humain, uniquement humain. Les fabulistes auraient calomnié les animaux si, dans les fictions de leurs apologues, ils avaient visé autre chose que la sottise humaine. L'âne n'eut jamais l'idée de porter des reliques et de faire de sa peau un tambour ; il laissa cela aux prêtres, aux guerriers, aux juges, aux académiciens, à tous les solennels imbéciles. Les grenouilles ne demandèrent jamais un roi, si jacobines fussent-elles ; elles vécurent toujours en république libre, ce que ne connaîtront jamais les électeurs si radicaux, si socialistes, si communistes qu'ils soient. L'animal reste bête suivant sa nature. L'homme, animal « spiritualisé », est devenu sot en voulant s'élever au-dessus de la nature, en se déconvrant pour cela une âme que la bête n'avait pas, que la femme n'avait pas non plus avant qu'elle fut, elle aussi, « spiritualisée » par « l'immaculée Conception », et que peut-être la bête aura à son tour, maintenant que M. Baudrillard, évêque-académicien, a bien voulu lui en reconnaître une de « deuxième zone » !. L'homme a voulu ainsi faire l'ange en méprisant la bête ; il est tombé plus bas que la bête, dans la sottise. Schiller disait : « Contre la bêtise, les dieux luttent en vain ». Schiller entendait par les dieux les hommes vraiment supérieurs qui voudraient que le monde fut conduit par le savoir et la raison et non par l'ignorance et le fanatisme. Lui aussi employait bêtise pour sottise.

On a attribué à Stendhal ce mot : « La seule excuse de Dieu, c'est qu'il n'existe pas ». Mais ce n'est pas une excuse pour la sottise humaine qui a fabriqué ce Dieu. Au contraire. La sottise religieuse, base de toutes les autres, leur a fourni leur élément spirituel quand elle a donné à l'homme le coup de marteau qui l'a fait divaguer sur le divin. Et après avoir inventé Dieu, l'homme s'est identifié à lui et a pris sa place. Il a consacré sa sottise, l'a faite souveraine et pontificale lorsqu'il a prétendu et voulu expliquer qu'à l'image de Dieu, maître de l'Univers, il était, lui, le maître d'une terre, centre de cet univers, et que l'Être Suprême n'avait, en somme, créé l'Univers et la Terre que pour le service et les commodités de l'homme. Ce fut l'aboutissement des religions dans le monothéisme ; leurs dogmes et leurs institutions ne sont que le couronnement de cette transcendante imbécillité qui permit à l'homme de pratiquer la plus sauvage autolâtrie.

La raison, appuyée sur la science, a démontré de plus en plus la sottise de telles conceptions ; mais le propre de la sottise étant surtout de persévérer dans ses erreurs, les religions sont demeurées contre toute évidence. Il y a toujours, de par le monde, des ignorants qui enseignent que le soleil tourne autour de la terre, s'il n'y en a plus pour dire que la terre repose sur la mer ; et il y a toujours de grands personnages académiques pour déclarer qu'il faut croire aux « mystères », bien qu'ils connaissent mieux que personne la fourberie de la fabrication de ces insanités. Il y a toujours des gens qui croient, comme Bernardin de Saint-Pierre, que, si les arbres fruitiers sont bas, c'est pour

que les hommes puissent cueillir plus facilement leurs fruits, et que si le melon a des tranches, c'est pour qu'on le mange en famille. Il y a aussi tous ceux pour qui les animaux n'existent que pour leur fournir des jambons et des côtelettes, des chaussures et des fourrures. Dieu ne les a pas créés pour autre chose et M^{re} de Coulevain devient lyrique à la vue d'un troupeau de vaches, bonnes bêtes chargées de brouter à la place de l'homme pour que s'accomplisse le « miracle de la crêpe » mousseuse et veloutée que réclame sa gourmandise. Cyrano de Bergerac a ri, bien avant nous, de ces billevesées quand il a écrit : « de dire que Dieu a plus aimé l'homme que le chon, c'est que nous nous chatouillons pour nous faire rire », et il a conclu ironiquement, devant tant de sottise, que si Dieu avait fait l'Arbre de Science et non l'Homme de Science, c'est « qu'il voulait, sans doute, nous montrer sous cette énigme que les plantes possèdent privativement à nous la Philosophie parfaite ». (*Les États de la Lune*).

Henri Heine ayant fait la rencontre d'un homme qui lui dit que les arbres sont verts parce que cette couleur est bonne pour les yeux, répondit sur le même ton que « le Bon Dieu avait créé le gros bétail parce que le bouillon de viande fortifie l'homme, et mis les ânes sur la terre pour servir aux hommes de terme de comparaison ».

Il y a ainsi la sottise primaire de ces faux pour-cœurs d'Épicure qui disent : « Vivons bien, nous mourrons gras », se préoccupant plus de la quantité de substance qu'ils laisseront aux vers que de la qualité de la pensée qu'ils pourraient laisser à l'humanité. Et il y a la sottise supérieure des purs esprits qui prétendent secréter et distiller une pensée sublime, mais qui ne donne rien à manger à personne, pas même aux vers.

Les hommes ont ainsi mis au compte de la bêtise des bêtes leur propre bêtise perfectionnée et spiritualisée dans la sottise. L'usage demeure courant de dire *bêtise* pour *sottise*, même chez les plus clairvoyants, les plus désenchantés par la sottise et les plus révoltés contre elle. On dit toujours « sale comme un cochon », tout en sachant que le cochon n'est sale que lorsqu'il est tenu par l'homme dans la saleté. On continue à charger les vaches d'une stupidité policière dont elles sont bien innocentes. On remplirait des volumes d'exemples semblables montrant l'emploi, simplement irréflecté chez les uns, mais hypocritement volontaire chez les autres, du mot *bêtise* à la place de *sottise*. La bêtise est le bouc émissaire de la sottise.

Quand Voltaire parlait de la bêtise des gens qui se confessent à certains prêtres, c'était leur sottise qu'il avait en vue. Les animaux ignorent le péché et n'ont aucun besoin de se confesser, surtout à des gens qui ne valent pas mieux qu'eux et, souvent, valent moins. Quand La Fontaine dit que la guerre est « le chor de deux monstrueuses bêtises qui se heurtent », quand il salue ironiquement « la Bêtise souveraine, maîtresse des hommes et des dieux », quand il mesure la puissance de Dieu à l'étendue de la bêtise et de la méchanceté des hommes, quand il montre la bêtise précise, scientifique, mécanique, standardisée, monumentale comme les gratte-ciel, universalisée comme ce « yo-yo » qui a trouvé quarante millions d'acheteurs rien qu'en France. La Fontaine parle de la sottise et non de la bêtise. Toutes ces choses sont de l'homme et non de la bête.

Les bêtes ne se font la guerre que par nécessité de conservation. Elles n'ont jamais imaginé de détruire dix millions d'entre elles pour conserver ou conquérir le crâne de Makaoua. Elles n'ont jamais entrepris d'anéantir leur propre espèce par l'invention de la poudre, des canons, des gaz asphyxiants, et fabriqué les sophismes qui cherchent à justifier l'emploi de ces belles choses. Les bêtes n'ont jamais prétendu être des anges, mais elles n'ont jamais expliqué non plus que l'assassinat

collectif était la plus noble des actions. Elles n'ont jamais élevé des temples aux Sésostris, aux Darius, aux Napoléon, qui font, depuis quarante siècles, s'entr'égorgés les hommes, et elles n'ont jamais écrit en lettres d'or, sur des plaques de marbre, que les Poincaré et les Clemenceau ont « bien mérité de la Patrie... ». Les cavernes imbeciles qui célèbrent « l'héroïsme » des « animaux de la guerre », prêtent aux bêtes un peu trop de leur sottise, de celle particulièrement nauséabonde qui se « spiritualise » avec des mouvements de menton et des poses académiques dans le sang des autres. Elles ont le droit d'être dégoûtées, comme le chien de l'ivrogne qui, voyant son maître vautré dans le ruisseau, renonce à le conduire et rentre seul à la maison. Les dix millions de chevaux, autant que d'hommes, immolés dans l'innommable saleté de la Guerre de 1914, n'y allèrent pas d'eux-mêmes. Ils y furent conduits sous le fouet, sans savoir, avec leur résignation ordinaire de bêtes pliées à la servitude. Ils ne crièrent pas : « A Berlin !... » ou « Nach Paris !... » comme les hommes crétinés par la sottise patriotique. Et de même que les chevaux, les Boulot « chiens-héros », les « pigeons de Verdun », les « perroquets patriotes », toutes les bêtes martyrisées et si grotesquement célébrées par leurs bourreaux, sont bien innocentes de tant d'insanité.

A. France a fait dire à M. Bergeret : « Il y a une férocité particulière aux peuples civilisés, qui passe en cruauté l'imagination des barbares. Un criminaliste est bien plus méchant qu'un sauvage. Un philanthrope invente des supplices inconnus à la Perse et à la Chine ». Un criminaliste et un philanthrope sont encore plus méchants que la bête et surtout plus hypocrites. « Du moins, a dit aussi M. Bergeret, avant qu'il y eut des philanthropes, ne torturaient-on les hommes que par un simple sentiment de haine et de vengeance et non dans l'intérêt de leurs mœurs ». C'est aux « purs esprits », aux docteurs appelés « angéliques » et devant qui les bêtes n'étaient que la plus méprisable matière, qu'il appartenait de torturer et de brûler les hommes pour en faire des « bienheureux » !.

Flaubert, parmi tant d'autres, a trop souvent appelé bêtise ce qui était la sottise de ces « bourgeois » qui prenaient « leur pot de chambre pour l'océan » ! Les bêtes sont incapables d'une aussi monumentale sottise.

La platitude des divagations bourgeoises sur le temps qu'il fait et l'état des affaires, faisait écrire à Guy de Maupassant :

*« Entre l'homme et le veau, si mon cœur hésitait,
Ma raison saurait bien le choix qu'il faudrait faire,
Car je ne comprends pas, à cuisines, qu'on préfère
La bêtise qui parle à celle qui se tait ».*

La bêtise qui parle cesse d'être de la bêtise ; elle devient de la sottise. Quelle bête serait capable de débiter, même en ne se prenant pas au sérieux, les stupidités hy-malayennes de la rhétorique religieuse, académique, militaire et politique ? Quelle bête viendrait affirmer la réalité de la Trinité, composer un discours sur les « prix de vertu », réciter la théorie militaire et parler sans s'esclaffer de la conscience d'un candidat à un mandat électoral ? Boileau a formulé la plus indiscutable des vérités lorsqu'il a dit, en paraissant émettre un paradoxe :

*« De tous les animaux qui s'élèvent dans l'air,
Qui marchent sur la terre, ou nagent dans la mer,
De Paris au Pérou, du Japon jusqu'à Rome,
Le plus sot animal, à mon avis, c'est l'homme. »*

Voltaire, en défendant si bien les bêtes contre la théorie cartésienne faisant d'elles des mécaniques privées de sensibilité, de connaissance et de sentiment, a raillé supérieurement la sottise des hommes. Il s'est bien gardé de la mettre au compte des animaux. Il

s'était fait un *Petit mémoire instructif des belles choses qui ont partagé les esprits de nos aïeux*. Parmi ces belles choses, il y en avait, comme la *dispute des stercoristes*, solennelle, longue et vive sur « ce qui arrivait à la garde-robe, quand on avait rempli un devoir sacré, dont il ne faut parler qu'avec le plus profond respect » !... Il y avait aussi la *dispute des cordeliers*, qui entraîna tout le monde chrétien, « pour savoir si leur potage leur appartenait en propre, ou s'ils n'en étaient que simples usufruitiers » !... Les mêmes cordeliers disputèrent avec non moins d'ardeur sur la forme de leur capuchon et la largeur de leurs manches !... Heureux était le monde lorsque ces loufoqueries d'inspiration divine n'avaient pas pour effet de faire déce-veler, écarteler ou brûler quelques milliers de pauvres diables fermés, comme les bêtes, à la compréhension de tant de merveilles spirituelles !

Flaubert, suivant la voie de Voltaire, rêvait de composer un *Dictionnaire des idées reçues*. On y aurait trouvé « par ordre alphabétique, sur tous les sujets possibles, tout ce qu'il faut dire en société pour être un homme convenable et aimable ». Le nombre et la qualité des traits dont il a criblé la sottise dans son œuvre permettent d'imaginer combien aurait été « HÉSIAURME », comme il disait lui-même, un tel dictionnaire, et quel monument il aurait formé. On en aura une idée en lisant seulement, dans cette farce véritablement rabelaisienne intitulée le *Château des cœurs*, le discours aux épiciers qui se termine ainsi : « A vous d'abord, colonnes de la patrie, exemples du commerce, base de la moralité, protecteurs des arts, rois de l'humanité, dominateurs universels !... ». Et, ce qui est le plus remarquable, c'est que cette fusée de bouffonneries qui semble échappée de l'imagination d'un Cabrion en délire devant les têtes de tures de la fantaisie romantique, est encore au-dessous de la sottise réelle, applaudie par des milliers d'auditeurs, répandue par les milliers de voix de la presse, et qui s'étale dans des discours officiels et ministériels. « Vous êtes les remparts de la dignité et de la prospérité nationales ! », a dit, un jour, M. Fernand David, ministre du Commerce, aux « bistros » et « mastroquets », empoisonneurs du monde. « Vous êtes les collaborateurs dévoués de l'Etat et les excellents serviteurs du public ! », a dit un autre ministre du Commerce, M. Edouard Herriot, aux débitants de tabac, autres empoisonneurs du monde. Sans doute, le gouvernement doit bien cela à l'alcool et au tabac qui rapportent à l'Etat environ huit milliards par an ! « Réjouissantes recettes », disent, de leur côté les journaux. Elles sont réjouissantes, en effet, pour eux qui remplissent leurs colonnes des récits des crimes engendrés tous les jours par l'abrutissement alcoolique et tabagique.

Il est à noter qu'un M. Herriot se pique d'être un artiste et qu'il flagorne ainsi les débitants de tabac entre une conférence sur Mozart et une autre sur Beethoven ! On n'a pas dit s'il les a célébrés comme musiciens ou comme fumeurs.

Les gouvernants pratiquent l'éclectisme de la sottise ; ils se disent qu'il faut de tout pour faire une majorité compacte de sots. Dans le domaine de l'art, si la sottise gouvernementale est moins directement criminelle, elle n'en est pas moins ahurissante. M. Jules Grévy, président de la République, disait, à l'inauguration d'un salon de peinture : « Pas de chefs-d'œuvre, mais une bonne moyenne ; c'est ce qui convient à notre démocratie ». M. Georges Leygues, qui promena pendant quarante ans son « élégance progressiste », comme disait O. Mirbeau, dans tous les ministères avant qu'elle fut nationalement embaumée, déclarait que « l'Etat ne peut autoriser qu'un certain degré d'art !... ». Devant les électeurs abrutis et les académiciens décatés pour qui ces insanités sont paroles d'évangile, on pense au mot du cocher de Bernier, rapporté par Voltaire, et

disant à son maître étonné de le voir vendant de l'orviétan à la population de Delhi : « Tel peuple, tel charlatan ! ». Ces charlatans n'auraient aucun succès auprès des animaux.

En 1853, Flaubert écrivait : « On deviendra si bête, d'ici à quelques années que dans vingt ans, je suppose, les bourgeois du temps de Louis-Philippe sembleront élégants et talons rouges. On vantera la liberté, l'art et les manières de cette époque, car ils réhabiliteront l'immonde à force de le dépasser ». Là, encore, les bêtes n'y seraient pour rien ; ce serait l'œuvre de la sottise.

Henri Heine, dans son *Tambour Legrand*, a écrit d'amusantes pages sur la sottise pour montrer qu'« il y a dans le monde plus de sots que d'hommes », et se réjouir de ce que les sots étaient pour lui une source inépuisable d'inspiration. Un grand nombre d'autres ont su railler de même la pontifiante imbécillité de cette sottise qui représentait aux yeux de Renan l'image la plus parfaite de l'infini. Rabelais disait plus crûment que Heine : « Amis, vous noterez que par le monde il y a beaucoup plus de couillons que d'hommes ». Il en avait repéré 153 espèces dans ses pérégrinations. Car nous avons heureusement, à côté de la sottise, le rire qui est autant qu'elle « le propre de l'homme ». Il en est l'antidote quand il est celui de l'ironie. Il venge l'intelligence et la raison des « bouffonneries lugubres ». Rabelais nous l'a particulièrement recommandé quand il a fait faire à Gargantua « grande irrigation d'ellébore » pour se décroûter la cervelle de toutes les sottises que les Holoferne et les Bridé, théologiens, sophistes, scolastes, sorbonards et sorbonicoles, tous « vieux tousseux » et « trop dîteux » de coquecigrues, y avaient emmagasinées. Mais nous avons surtout la saine et souveraine ironie sur laquelle la reptilienne sottise use vainement sa bave et ses dents, l'ironie qui « naît du spectacle de l'injustice » et qui est « la vengeance du vaincu » (Baudelaire), l'ironie qui est « la joie de la sagesse » (A. France), l'ironie qui semblait à Flaubert « dominer la vie » et qui la domine, en effet, de toute la puissance de ce solide optimisme que la sottise, si « infinie » soit-elle, n'est pas encore parvenue à abattre, malgré la mobilisation de tout son personnel de cuistres et de malfaiteurs.

Oscar Wilde, que la sottise la plus hypocrite prétendait marquer d'infamie, montrait sa hautaine et inébranlable sérénité lorsqu'il écrivait, dans son *De Profundis* : « Le vrai sot, celui que les dieux bafouent ou molestent, est celui qui ne se connaît pas soi-même ». Car celui-là est victime de ses propres passions encore plus que des autres. Ne sachant pas se diriger, il se laisse diriger. C'est lui qui dit avec la sottise religieuse : « je crois parce que c'est absurde », et avec la sottise scientifique : « je crois parce que je n'y comprends rien ». Pour la même raison, il obéit à tous les maléfices autoritaires et, convaincu qu'il n'agit que d'après son jugement, il se croit supérieur à l'âne qui n'obéit que sous la crainte du bâton.

Pour se défendre contre la sottise, ne plus être bafoué ou molesté par les dieux, l'homme doit non seulement se connaître lui-même mais connaître aussi ce qui l'entoure sur la terre et non dans le ciel. Il lui faut reprendre pied sur le vieux plancher des vaches s'il ne veut pas se voir, comme Antée, étouffé dans les bras d'Hercule. Sa sottise est le produit du double dogmatisme religieux et scientifique auquel il s'est soumis par ignorance et par vanité. Le premier lui a fait perdre le contact de l'âme du monde, du *Weltseele*, de Schelling, et le sens de la solidarité de tous les êtres qui sont dans la nature comme la nature est en eux. Le second lui a fait croire qu'avec la science il pouvait se passer de conscience et qu'il pourrait être heureux sans être juste et sans être bon. Quand Bernardin de Saint-Pierre disait que « l'existence de l'homme est la seule qui paraisse superflue dans l'ordre établi sur la terre »,

il ne démontrait nullement une supériorité de l'homme et sa divinité ; il constatait simplement le parasitisme où il s'était installé quand sa sottise lui avait fait croire à des prédestinations messianiques qu'accomplirait soit la divinité, soit la science, et qu'il n'avait plus qu'à attendre en contemplant son nombril. Il faut que l'homme comprenne que le progrès, pas plus que la venue du Messie, n'est une « loi fatale », comme voudraient nous le faire dire des sots furieux de notre résistance à leurs falsifications spirituelles. Il n'y a de progrès que là où il y a volonté et action de progrès, c'est-à-dire activité intelligente, et cela comporte essentiellement, pour l'individu comme pour la collectivité, une connaissance de soi-même comme de tout l'environnement. Par cette double connaissance, l'homme pourra redevenir « la nature prenant conscience d'elle-même » (E. Rochus). Il ne sera plus pour elle un parasite et un fléau, il sera un associé, un compagnon, solidaire de tous les êtres. Il sera alors indulgent à la bêtise des bêtes parce qu'il aura su se dépouiller de sa propre bêtise, de cette bêtise souveraine, criminelle et grotesque : la sottise des hommes qui se sont faite dieux !... — Edouard ROTHE.

SOVIET n. m. Substantif russe dont la signification correspond exactement à celle du mot français : conseil. Naturellement, ce n'est pas la philologie du mot qui nous intéresse ici. Ce n'est pas, non plus, son sens général. Mais il est utile de préciser que, d'une façon générale, ce terme est employé, en russe, dans les mêmes cas où les Français recourent au mot « conseil ». Ainsi, *datat* (donner) *soviet* signifie : donner un conseil ; *gosoudarstvenny soviet* veut dire : conseil d'Etat ; *soviet ministrov* — conseil des ministres ; *voenny soviet* — conseil de guerre, et ainsi de suite. Le lecteur voit que *soviet* (comme « conseil ») désigne couramment une institution politique, administrative ou autre (souvent aussi une direction collective dans l'industrie, le commerce, l'enseignement, etc.) dont les membres se réunissent pour délibérer. Ce qui nous intéresse ici, c'est le sens politique et social spécifique acquis universellement par le mot *soviet* depuis la révolution russe de 1905-1917. Or, dans ce sens, le mot est employé surtout au pluriel : les Soviets.

SOVIETS (LES). *Leur naissance. Leur vie. Leur maladie. Leur mort.* — Nombre de gens à l'étranger — je veux dire hors la Russie — partent, quelque peu à la manière du perroquet, des « Soviets », de la « Russie des Soviets », du « gouvernement des Soviets », etc..., sans avoir la moindre idée sur la signification réelle de ces combinaisons de mots. On a inventé même un adjectif : « soviétique », un verbe : « soviétiser », et d'autres termes encore que les Académies de tous les pays seront obligés bientôt d'introduire dans leurs Dictionnaires, d'autant plus que plusieurs de ces pays sont en train d'imiter le « soviétisme » russe — en partie ou en entier, en gros et en détail (Mussolini, Hitler, Roosevelt, etc...). Le capitalisme privé étant prêt à entrer dans le coma, des « hommes d'Etat », des gens appartenant à des classes privilégiées ou intermédiaires, et aussi beaucoup de leurs serviteurs fidèles parmi les « intellectuels », espèrent pouvoir sauver, une fois de plus, l'ordre établi sur l'exploitation des masses, au moyen d'un néo-capitalisme d'Etat, modèle U. R. S. S. Ces gens ne nous intéressent pas énormément... Mais, ils ne sont pas les seuls à se ranger du côté « des Soviets ». Une foule de sincères, de naïfs, — de « poires », pour dire le mot, — prenant des vessies pour des lanternes, prêtent foi au décorum « socialiste » et « révolutionnaire » des nouveaux imposteurs. Des milliers de travailleurs s'y laissent prendre, inconscients de la duperie dont ils seront les premières victimes. On est « pour les Soviets ». On est « ami des So-

viets ». On croit, chacun à sa manière, que le « soviétisme », voilà le salut. On crie, à propos de tout et de rien : « Vivent les Soviets !... ». Mais allez donc demander à tout ce monde *ce que c'est, les Soviets : quelle fut leur origine, quelle a été leur évolution, quels sont leur rôle et leur situation actuels ?* Je doute fort qu'il y ait un homme sur mille qui soit capable de vous donner une réponse intelligible...

Les travailleurs étrangers acclament « les Soviets » uniquement parce qu'ils ne les connaissent pas. Cette ignorance, par rapport au sort de l'un des éléments fondamentaux de la révolution, est déplorable. Elle aboutit à des erreurs et à des confusions fatales. C'est pourquoi tout propagandiste ou militant libertaire doit obligatoirement avoir une idée exacte des Soviets, doit connaître leur histoire. Et c'est pourquoi nous croyons indispensable de lui fournir ici ces connaissances.

La naissance du premier Soviet. — Le lecteur m'excusera d'avoir à parler, dans ce premier chapitre, de ma propre personne. Involontairement, je fus mêlé de près à la naissance du premier « Soviet des délégués ouvriers » russe, celui de Saint-Petersbourg, en janvier-février 1905. Aujourd'hui, je dois être à peu près le seul qui puisse relater et fixer cet épisode historique (à moins que l'un des ouvriers qui prirent alors part à l'action soit encore en vie et le fasse un jour). Plusieurs fois déjà, le désir m'a pris de raconter les faits. En parcourant la presse — même russe, et *a fortiori* étrangère — ayant trait aux événements de 1905 ou aux Soviets, j'y constatais toujours la même lacune, notamment : aucun auteur n'était à même de dire exactement où, quand et comment surgit le premier Soviet ouvrier en Russie. Tout ce qu'on savait, tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que ce Soviet naquit à Saint-Petersbourg, en 1905, et que son premier président fut un avocat petersbourgeois, Nossar, sous le nom d'emprunt de Khroustaleff. Mais *d'où et comment vint l'idée de ce Soviet, par qui fut-elle lancée, dans quelles circonstances fut-elle adoptée et réalisée, comment et pourquoi Nossar devint président, d'où venait-il, quelle a été la composition et aussi la première fonction du premier Soviet ?* Toutes ces questions, historiquement assez intéressantes, restent encore sans réponse. Cette lacune est compréhensible. *La naissance du premier Soviet fut un événement d'ordre tout à fait privé. Elle eut lieu dans une ambiance très intime, à l'abri de toute publicité, en dehors de toute campagne ou action électorale d'urgence.*

Ce qui m'empêcha, jusqu'à présent, de raconter les faits, ce fut, avant tout, un sentiment de gêne d'avoir à parler, inévitablement, de moi-même. Ensuite, je n'ai jamais encore eu l'occasion de toucher spécialement aux Soviets dans la presse libertaire. Et quant à la presse bourgeoise, — j'entends par « bourgeoise » aussi la presse « socialiste » et « communiste », — je n'ai aucune envie d'y collaborer, à quelque titre que ce soit. Le temps passait ainsi sans que je me décidasse à rompre le silence sur l'origine des Soviets. Une fois, pourtant, vivement impressionné par la même lacune dans une publication assez importante et, d'autre part, par des allusions prétentieuses et mensongères dans quelques articles de journaux, je suis allé voir l'éditeur d'une revue historique russe à Paris. Je lui ai proposé de faire, dans sa revue, à titre purement documentaire, le récit exact de la naissance du premier Soviet ouvrier à Saint-Petersbourg, en 1905. La proposition n'eut pas de suite : d'abord, parce que l'éditeur n'a pas voulu accepter, *a priori*, ma condition de ne rien changer dans la copie ; et, ensuite, parce que j'ai compris, dès les premiers mots, que sa revue était loin d'être une publication impartialement historique et documentaire.

Aujourd'hui, obligé de parler des Soviets — ici et aussi dans mon article précédent sur la Révolution

russe — je révèle les faits tels qu'ils ont eu lieu. Et si la presse bourgeoise — historique ou autre — s'y intéresse, elle n'a qu'à puiser la vérité chez nous.

Je ne vais pas repeindre ici l'ambiance générale de l'époque de 1900-1905 : je renvoie le lecteur à la *Révolution Russe*. Allons droit aux faits immédiats.

L'année 1904 me trouva absorbé par un intense travail de culture et d'enseignement parmi les ouvriers de Saint-Petersbourg. Je poursuivais ma tâche tout seul et d'une façon strictement privée, absolument personnelle. J'avais établi moi-même la méthode de mon travail. Je n'appartenais à aucun parti politique, tout en étant intuitivement révolutionnaire. (Je n'avais, d'ailleurs, que 22 ans, et je venais de quitter l'Université.) Vers la fin de l'année, le nombre d'ouvriers en train de se perfectionner intellectuellement sous ma conduite, dépassa la centaine.

Parmi mes élèves, se trouvait une jeune femme qui, de même que son mari, adhérait à l'une des « Sections ouvrières », créées par Gapone (voir *Révolution Russe*). Un soir, elle m'emmena à la Section de notre arrondissement, voulant m'intéresser à cette œuvre et, surtout, à la personne de son animateur lequel, ce soir-là, devait justement, y assister à une réunion. Fin 1904, on n'était pas encore fixé sur le véritable rôle de Gapone. Les ouvriers avancés, tout en se méfiant parfois de son œuvre, — vu qu'elle était légale et qu'elle émanait du gouvernement, — cherchaient à la comprendre à leur façon. La conduite assez mystérieuse de Gapone paraissait confirmer leur version. Ils étaient d'avis, notamment, que, sous la cuirasse protectrice de la légalité, Gapone préparait en réalité un vaste mouvement révolutionnaire. (Là est une des raisons pour lesquels les ouvriers se refusèrent longtemps à croire au rôle policier de Gapone. On sait que, ce rôle étant définitivement dévoilé, quelques ouvriers, amis intimes de Gapone, se suicidèrent, ne pouvant pas survivre à leurs illusions brisées.)

Au dit soir, je fis, en effet, connaissance avec Gapone. Sa personnalité m'intéressa vivement. De son côté, il parut — ou, plutôt, voulut paraître — s'intéresser à mon œuvre d'éducation. Il a été entendu que nous allions nous revoir prochainement pour en reparler d'une façon plus approfondie, et, dans ce but, Gapone me remit sa carte de visite avec son adresse.

A peine quelques jours plus tard, commença la fameuse grève des usines Poutiloff. Et, après quelques jours encore, exactement le 6 janvier 1905 au soir, mon élève vint me voir tout émue pour me dire que les événements allaient prendre une tournure exceptionnellement grave : que Gapone venait de déclencher un mouvement formidable des masses ouvrières de la capitale et de sa banlieue ; qu'il parcourait toutes les Sections en haranguant la foule, en l'appelant à se rendre le 9 janvier, dimanche, au matin, devant le Palais d'Hiver, pour remettre une pétition au tsar ; qu'il avait déjà rédigé le texte de la pétition, et qu'enfin, il allait lire et commenter celle-ci dans notre Section le lendemain, 7 janvier, au soir. La nouvelle me parut à peine vraisemblable. Les autres élèves, n'appartenant pas aux Sections gaponistes, ne m'en avaient pas encore parlé. Je décidai de me rendre, le lendemain soir, à la Section afin de me rendre compte, moi-même, de la véritable situation.

Le lendemain, 7 janvier, j'ai entendu Gapone lire et commenter sa pétition. C'était déjà la pétition définitive, travaillée par quelques membres des partis politiques, d'allure nettement révolutionnaire. (Voir, pour les détails du mouvement de Gapone, *Révolution Russe*.) Je compris tout de suite que mon élève disait vrai : un mouvement des masses formidable, d'une gravité exceptionnelle, était imminent.

Le jour suivant, 8 janvier, au soir, je me suis rendu de nouveau à la Section. Je voulais voir ce qui s'y

passait. Et, surtout, je cherchais à prendre contact avec les masses, à me mêler de leur action, à déterminer ma conduite personnelle. Plusieurs de mes élèves m'accompagnèrent.

Ce que je trouvais à la Section me dicta vite mon devoir. La nouvelle des événements s'étant répandue en trainée de poudre parmi la population de la capitale, je vis, avant tout, une foule énorme et grave stationner aux abords de la Section, malgré le froid intense de cette soirée d'hiver. J'appris qu'à l'intérieur un membre de la Section était en train de lire et de commenter la pétition de Gapone à ceux qui purent y pénétrer. Les autres attendaient leur tour. En effet, quelques instants après, la porte s'ouvrit bruyamment. Un millier de personnes sortit dans la rue. Un autre millier se précipita à l'intérieur. Je réussis à y pénétrer aussi. La porte claqua derrière nous. Aussitôt, un ouvrier gaponiste, assis sur l'estrade, commença à donner connaissance de la pétition. Hélas ! C'était lamentable. D'une voix faible et monotone, sans entrain, sans précision, l'homme lisait le document (une copie, bien entendu), devant une masse attentive et anxieuse. Dix minutes lui suffirent pour terminer la lecture, sans commentaires explicites, sans conclusions concrètes. Ensuite, la salle fut vidée pour recevoir un nouveau millier d'hommes. Rapidement, je consultai mes amis. Notre décision fut prise. Je me précipitai vers l'estrade. Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais encore parlé devant les masses. Mais je n'hésitai pas. Je sentis en moi une force irrésistible qui me poussait. Il fallait à tout prix changer la façon de renseigner et de soulever le peuple.

Je m'approchai de l'ouvrier qui s'appropriait à reprendre sa lecture endormante. « Vous devez être joliment fatigué, — lui dis-je : Laissez-moi lire la pétition... » L'homme me regarda surpris, interloqué. Il me voyait pour la première fois. « N'ayez pas peur, — continuai-je : Je suis un ami de Gapone. En voici la preuve... » Et je lui tendis la carte de visite de ce dernier. Quelques élèves qui se trouvaient à mes côtés, appuyèrent mon offre. L'homme finit par acquiescer. Il se leva, me remit la pétition et se retira. Aussitôt, je commençai la lecture et l'interprétation du document, en soulignant surtout les passages d'allure révolutionnaire, en insistant tout particulièrement sur la certitude d'un refus de la part du tsar. J'ai lu ainsi la pétition six ou sept fois, toujours à une nouvelle foule qu'on laissait entrer, après avoir vidé la salle, jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Et je restai coucher à la Section, avec des amis, sur des tables rapprochées les unes des autres.

Le lendemain matin — le fameux 9 janvier — j'ai pu lire la pétition une ou deux fois encore. Ensuite, nous sortîmes dans la rue. Une foule immense nous y attendait. Vers 9 heures, mes amis et moi, ayant formé — bras dessus, bras dessous — les premiers trois rangs, nous invitâmes la foule à nous suivre et nous nous dirigeâmes vers le Palais d'Hiver. Toute la foule — jusqu'à 12.000 personnes — s'ébranla et nous suivit en rangs serrés. Inutile de dire que nous ne parvînmes pas à la place du Palais. Aux abords du pont dit « Troïtzky », sur la Néva, nous nous heurtâmes contre un barrage de troupes, lesquelles, après les sommations d'usage restées sans effets, nous accueillirent par des salves nourries. A la deuxième salve, la foule s'arrêta et se dispersa, laissant sur place une trentaine de morts et une soixantaine de blessés. Il faut dire, cependant, que beaucoup de soldats tirèrent en l'air : pas mal de vitres aux étages supérieurs des maisons avoisinantes volèrent en éclats, sous le choc des balles. Par miracle, je ne fus pas touché. (Mon voisin de gauche, un forgeron de l'usine Langenshippen, grand et beau gaillard, fut tué net par une balle en plein front.)

Quelques jours passèrent. La grève des usines de la capitale était générale. La misère se faisait déjà sen-

tir dans les rangs des grévistes. Tous les jours, des réunions d'une trentaine ou quarantaine d'ouvriers de mon quartier avaient lieu chez moi. La police, momentanément, nous laissait tranquilles. Depuis les derniers événements, elle gardait une neutralité mystérieuse. Nous mettions cette neutralité à profit. Nous cherchions des moyens d'agir. Nous étions à la veille de prendre certaines décisions. Mes élèves décidèrent, d'accord avec moi, de liquider notre organisation d'études, d'adhérer, individuellement, à des partis révolutionnaires, de passer à l'action. Car tous, nous considérions les événements comme les prémisses d'une révolution décisive.

Un soir, — une dizaine de jours après le 9 janvier, — on frappa à la porte de ma chambre. J'étais seul. Un homme entra, de grande taille, d'allure franche et sympathique.

— Vous êtes un tel ?... Je vous cherche depuis quelque temps déjà. Enfin, hier, j'ai appris votre adresse... Moi, je suis Georges Nossar, avocat. Voici de quoi il s'agit. J'ai assisté, le 8 janvier, à votre lecture de la pétition. J'ai vu que vous aviez beaucoup d'amis, beaucoup de relations dans les milieux ouvriers... Et il me semble que vous n'appartenez à aucun parti politique...

— C'est exact...

— Alors, voici. Je n'adhère, moi non plus, à aucun parti politique, car je me mêle... Mais, personnellement, je sympathise au mouvement ouvrier révolutionnaire... Or, jusqu'à présent, je n'ai pas une seule connaissance parmi les ouvriers. Par contre, j'ai de très vastes relations dans les milieux bourgeois libéraux... Alors, j'ai une idée... Je sais que des milliers d'ouvriers, avec leurs femmes et enfants, subissent déjà des privations terribles par suite de la grève. Et, d'autre part, je connais de riches bourgeois qui ne demanderaient pas mieux que de porter secours à ces malheureux... Bref, je pourrais ramasser, pour les grévistes, des fonds considérables. Il s'agit de les distribuer d'une façon organisée, juste, utile. Pour cela, il faut avoir des relations dans la masse ouvrière... J'ai pensé à vous... Ne pourriez-vous pas, d'accord avec moi et avec vos meilleurs amis ouvriers, vous charger de recevoir de moi et de distribuer ensuite, parmi les grévistes, les sommes importantes que je pourrais vous procurer ?

J'ai accepté. Parmi mes amis, se trouvait un ouvrier qui pouvait disposer d'une camionnette automobile de son patron pour visiter les grévistes et distribuer les secours. Le lendemain soir, j'ai réuni mes amis. Nossar était là. Il nous apporta déjà quelques milliers de roubles. Notre action commença tout de suite.

Pendant quelque temps, nos journées furent entièrement absorbées par cette besogne. Le soir, je recevais des mains de Nossar, contre un reçu, les fonds nécessaires. Et, le lendemain, aidé par mes amis ouvriers, je les distribuais, contre des reçus également, à des grévistes. Je remettais ensuite les reçus à Nossar.

Naturellement, ce dernier lia amitié avec les ouvriers qui venaient me voir. Cependant, la grève tirait à sa fin. En même temps, les fonds s'épuisaient. Alors surgit de nouveau la grave question : Que faire ? Comment poursuivre l'action ? La perspective de nous séparer à jamais, sans tenter de continuer une activité commune, nous paraissait absurde.

C'est alors qu'un soir, quelques ouvriers réunis dans ma chambre — Nossar était des nôtres — exprimèrent l'idée de créer un organisme permanent : une sorte de comité ou, plutôt, de conseil (le mot *Soviet* fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique) qui veillerait sur la suite des événements et pourrait, le cas échéant, rallier autour de lui les forces ouvrières révolutionnaires. En somme, il s'agissait, dans cette première ébauche, d'une sorte de permanence ouvrière sociale.

L'idée fut adoptée. Séance tenante, on essaya de fixer les bases d'organisation et les perspectives de fonction-

nement de ce soviet. On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines au courant de la nouvelle création et de procéder, dans l'intimité, à des élections des membres de cet organisme qu'on appela déjà — pour la première fois — *Conseil (soviet) des délégués ouvriers*. En même temps, on posa une autre question : Qui dirigera les travaux du Soviet ? Qui sera placé à sa tête pour le guider ? Les ouvriers présents, sans hésitation, m'offrirent ce poste. Très touché par leur confiance, j'ai, néanmoins, décliné catégoriquement l'offre. Je dis à mes amis : « Vous êtes des ouvriers. Vous voulez créer un organisme qui devra s'occuper de vos intérêts ouvriers. Apprenez donc, dès le début, à mener vos affaires vous-mêmes. Ne confiez pas vos destins à ceux qui ne sont pas des vôtres. Ne vous imposez pas de nouveaux maîtres : ils finiront par vous dominer. Je suis persuadé qu'en matière de vos luttes et de votre émancipation, personne, en dehors de vous-mêmes, ne pourra jamais aboutir à un vrai résultat... Pour vous, au-dessus de vous, à la place de vous-mêmes, personne ne fera jamais rien... Vous devez trouver votre secrétaire, votre président, ou les membres de votre commission administrative, dans vos propres rangs... Si vous avez besoin de renseignements, d'éclaircissements, de certaines connaissances spéciales, de conseils, bref, d'une aide intellectuelle et morale qui relève d'une instruction approfondie, vous pouvez vous adresser à des intellectuels, à des gens instruits qui devront être heureux, non pas de vous mener en maîtres, mais de vous apporter leur concours, sans se mêler de vos organisations. Il est de leur devoir de vous prêter ce concours, car ce n'est pas de votre faute si l'instruction indispensable vous fait défaut... Ces amis intellectuels pourront même assister à vos réunions, avec voix consultative, mais pas plus... Et puis, comment voulez-vous que je sois membre de votre organisation, puisque je ne suis pas ouvrier ? De quelle façon pourrais-je y pénétrer ?... »

À cette dernière question, les ouvriers me répondirent que rien ne serait plus facile : on me procurerait la carte d'un ouvrier quelconque et je ferais partie de l'organisation sous son nom. Inutile de dire que j'ai décliné l'emploi d'un tel procédé de truquage et de tromperie. Je l'ai jugé non seulement indigne, aussi bien de moi-même que des ouvriers, mais surtout malaisant, dangereux, néfaste. « Dans le mouvement ouvrier, disais-je, tout doit être franc, droit, sincère... »

Malgré mes suggestions, les ouvriers ne se sentirent pas assez forts pour pouvoir se passer d'un « guide ». Ils offrirent donc ce poste à Nossar. Celui-ci, n'ayant pas les mêmes scrupules que moi, accepta. Quelques jours plus tard, on lui procura une carte ouvrière au nom de Khroustaleff, délégué d'une usine quelconque. Et, après quelques jours encore, les délégués ouvriers de plusieurs usines de Saint-Petersbourg tinrent leur première réunion. Nossar-Khroustaleff en fut nommé président, poste qu'il conserva par la suite, jusqu'à son arrestation. Le premier Soviet était né.

La vie, la maladie et la mort des Soviets. — J'ai raconté la naissance du premier Soviet avec force détails, car cet épisode historique était resté, jusqu'à maintenant, complètement dans l'ombre. Quant au sort ultérieur des Soviets en Russie, il peut être conté en peu de mots.

L'exemple donné par les ouvriers de Saint-Petersbourg fut suivi par plusieurs autres villes. Des Soviets ouvriers y surgirent, à l'instar de celui de la capitale. Toutefois, leur existence — à l'époque dont nous parlons — fut éphémère. Ils furent vite repérés et supprimés par les autorités locales. Par contre, le Soviet de Saint-Petersbourg se maintint pendant quelques semaines, le gouvernement central, en très mauvaise posture à la suite des revers dans la guerre avec le Japon, n'osant pas y toucher. Obligé, par la suite, de réduire

son activité, ce Soviet ressuscita — toujours sous la présidence de Nossar-Khroustaleff — en octobre de la même année (1905), aux jours de la grève générale. Il continua, ensuite, à fonctionner jusqu'à la fin de l'année, malgré l'arrestation de Nossar, aussitôt remplacé par Trotzky. (Ce dernier pénétra d'abord au Soviet comme membre du parti social-démocrate. Il y remplit par la suite, avant de remplacer Nossar à la présidence, les fonctions de secrétaire.) Supprimé définitivement à la fin de l'année (à ce moment, le gouvernement tsariste reprit pied, « liquida » les derniers vestiges de la révolution de 1905, arrêta Trotzky ainsi que des centaines de révolutionnaires et brisa toutes les organisations politiques de gauche), le Soviet de Saint-Petersbourg réapparut lors de la révolution de février 1917, en même temps que se créèrent les Soviets dans toutes les villes et localités importantes du pays.

Le Soviet ouvrier de 1905, à Saint-Petersbourg, s'occupa du sort des travailleurs de la capitale et, surtout, s'employa à la propagande révolutionnaire. Il siégeait assez régulièrement. Il défendait les intérêts des masses ouvrières. Il coordonnait leur action. Il discutait les problèmes qui les passionnaient. Il restait en contact étroit avec elles. Il leur transmettait ses décisions et ses instructions par l'intermédiaire des délégués d'usines. De plus, il publiait un journal d'information et de propagande : les « *Izvestia* (Nouvelles) du Soviet des délégués ouvriers », qui, naturellement, exerçait une grande influence sur les masses.

Cependant, à cette époque déjà, le Soviet souffrait de quelques tares organiques très graves qui déterminèrent, plus tard, la « maladie » et la « mort » des Soviets en général.

Le défaut organique fondamental des Soviets fut leur soumission — finalement complète — aux partis politiques. Dès le début, ces derniers cherchèrent et réussirent à pénétrer dans le Soviet, à s'en emparer. D'ailleurs, — nous l'avons vu, — à la naissance même du premier Soviet, le manque d'assurance, le doute, la peur d'une vraie indépendance, l'empressement d'être guidés par des éléments prétendus plus « calés » quelque étrangers à la classe ouvrière, poussèrent les travailleurs à introduire ces éléments dans leurs organisations de classe. Le recours à Nossar — épisode paraissant sans grande importance — eut, en réalité, une signification de principe très grave. À ce moment déjà, c'en était fait de l'indépendance des Soviets : le germe de la maladie future fut inoculé à l'organisme créé. Car ce fut un précédent lourd de conséquences. Une fois le principe d'intervention dirigeante des éléments non-ouvriers admis, les partis politiques ne devaient plus tarder à l'exploiter dans leurs intérêts. L'ambiance favorable à l'ingérence des politiciens dans l'œuvre d'émancipation ouvrière fut ainsi créée. L'avenir immédiat accentua l'évolution du germe morbide et affirma son rôle néfaste. L'hégémonie des partis politiques, le renoncement à une activité vraiment indépendante, ouvrière et sociale des travailleurs, tels furent bientôt les résultats logiques de l'erreur initiale.

Déjà, en 1905, le parti social-démocrate réussit à imposer au Soviet de Saint-Petersbourg son hégémonie politique. Trotzky mena le Soviet à sa guise. Toutefois, le champ d'action de ce premier Soviet étant très restreint, son œuvre ne put encore en souffrir beaucoup. Et, d'ailleurs, le temps lui manqua aussi bien de souffrir que d'agir. Mais, en 1917, l'état des choses fut tout autre.

Les Soviets de 1917 furent immédiatement appelés à remplir une importante tâche révolutionnaire et sociale, à déployer une grande activité réelle. Les Soviets de 1917 durent s'occuper de tout. Chaque Soviet local se divisait en « sections », et chaque section avait son champ d'activité. Ainsi, par exemple, tout Soviet possédait une « section financière », une « section agricole »,

une « section ouvrière », une « section d'approvisionnement », une « section des transports », une « section de l'instruction publique », d'hygiène, etc., etc. Dirigés, dominés, menés par des partis politiques (au lieu d'être guidés par les besoins réels de la population travailleuse et par des hommes simples, mais capables d'y faire face), les Soviets, au lieu de se consacrer à une œuvre vraiment ouvrière et sociale, durent justement « faire de la politique », en perdant ainsi leur temps et leurs forces en des discussions et des luttes intestinales interminables, pour arriver finalement à une impuissance totale. Le parti bolcheviste en profita, en fin de compte, pour soumettre les Soviets entièrement à sa terrible dictature, pour en faire des instruments absolument dociles, pour mettre décidément fin à toute ombre de leur indépendance.

Depuis 1919, les Soviets « ouvriers » russes devinrent définitivement de simples filiales du parti bolcheviste, simples organes administratifs du gouvernement. Ils perdirent toute initiative, toute faculté d'agir librement, toute allure sociale et révolutionnaire. Les Soviets comme tels étaient morts.

D'aucuns se demanderont comment une telle imposture est possible, du moment que le Soviet est une institution locale qui s'occupe des intérêts de la localité donnée ; du moment que les Soviets sont, au moins théoriquement, souverains, et qu'enfin, leurs membres sont élus par les travailleurs. Pour bien comprendre la vraie situation, il faut tâcher de se représenter le plus exactement possible cet *Etat omnipotent*, maître unique et absolu qui tient tout, qui fait tout, qui est tout. Ce ne sont nullement les Soviets qui sont souverains, mais le parti au pouvoir, donc le gouvernement composé uniquement de membres de ce parti et soutenu : 1° par une force armée et policière formidable ; 2° par une classe bureaucratique et privilégiée nombreuse. Ce gouvernement surveille, contrôle, organise et dirige absolument tout dans le pays. Rien ne peut se faire contre lui ou en dehors de lui. Théoriquement, — c'est-à-dire, d'après la constitution « soviétique » écrite, — le pouvoir suprême appartient au Congrès Panrusse des Soviets, convoqué périodiquement, et ayant, en principe, le droit de renverser et de remplacer le gouvernement. Mais tout cela n'est que pure apparence. En réalité, c'est le gouvernement — le Conseil des Commissaires du Peuple — qui tient la force et le pouvoir suprême ; c'est le gouvernement qui peut écraser le Congrès des Soviets aussi bien que tout Soviet pris séparément ou tout membre d'un Soviet, en cas d'opposition ou de non-obéissance. Mieux encore : Le véritable gouvernement du pays, ce n'est pas même le Conseil des Commissaires : c'est le soi-disant *Politbureau* (Comité politique), qui comprend quelques sommités du Parti, ou — plutôt — son chef : *Staline*, le dictateur. C'est *Staline* en personne qui est soutenu par l'Armée (le « Politbureau »), par le Conseil des Commissaires, par les couches privilégiées, la bureaucratie, l'« appareil », l'armée, la police. Par conséquent, c'est *Staline* qui a le pouvoir réel et suprême. C'est lui et, partant, le Politbureau et le Conseil des Commissaires du Peuple qui imposent leur volonté aux Soviets et non inversement. Et voici pourquoi les Soviets ne sont, en réalité, que des filiales politiques du gouvernement.

D'autre part, depuis 1917, le mécanisme électoral des Soviets s'est joliment modifié. Si, au début, les élections aux Soviets étaient libres et plus ou moins discrètes, de nos jours — et depuis assez longtemps déjà — ni cette liberté, ni cette discrétion n'existent plus. Petit à petit, tous ces « préjugés bourgeois » furent extirpés. Aujourd'hui, les élections sont organisées, menées et surveillées de près par les agents du même gouvernement omnipotent. Les « cellules » et les organisations bolchevistes sur place suggèrent aux élec-

teurs leurs « idées » et leur imposent leurs candidats. Dans les conditions présentes, personne n'ose, personne ne songe même à s'y opposer. Les candidats sont acceptés automatiquement, et les « élections » ne sont qu'une formalité de décor. De cette façon, la composition voulue des Soviets ainsi que leur soumission complète au gouvernement sont garanties d'avance.

A part la maladie mortelle des Soviets que je viens de mettre en lumière, ces institutions souffraient de deux autres défauts, de moindre portée, certes, mais qui ne doivent pas pour cela être passés sous silence.

Le premier de ces défauts fut l'envergure et l'importance exagérée des Soviets. En effet, appelés à s'occuper de tout, ils finirent par ne plus pouvoir s'occuper de quoi que ce soit. Leurs fonctions furent — je parle de l'époque 1917 à 1919 — trop vastes et partant trop vagues. La répartition des fonctions entre les Soviets et les autres organismes ouvriers (syndicats, coopératives, comités d'usines) n'a jamais été dûment établie. Les anarchistes, dans leur presse, et aussi dans leur propagande verbale, se préoccupaient beaucoup de ce problème. Ils n'eurent pas le temps de poursuivre cette tâche jusqu'au bout : d'une part, ils furent bientôt attaqués et écrasés par le gouvernement bolcheviste ; et, d'autre part, ce dernier trancha la question à sa façon en accaparant toutes les organisations ouvrières, quelles qu'elles fussent, en les soumettant à sa dictature et en « répartissant » leurs fonctions selon ses desseins politiques. Il est certain que le « vague » des organisations ouvrières — des Soviets surtout — fit parfaitement le jeu des bolcheviks.

Le second défaut des Soviets ne fut pas que leur défaut à eux : il est inhérent à toutes les organisations ouvrières bien assises, permanentes, solides. C'est une certaine lourdeur, une immobilité, une tendance au fonctionnarisme, au bureaucratisme, et aussi à une idée exagérée de leur importance, de leur puissance, de leur éminence. Ironie cruelle : c'est précisément cet ensemble de qualités qui les rend, finalement, presque impuissantes. Pour parer à ce vice assez important, j'ai préconisé, au cours de la révolution russe, la création, par les masses agissantes, des organismes ouvriers spontanés, vivants, « mobiles », formés *ad hoc* pour résoudre tel ou tel autre « problème du jour », telle ou telle autre « tâche de l'heure », et disparaître une fois la tâche accomplie. De tels organismes pourraient, à mon avis, apporter un correctif sérieux à l'attitude figée des organisations « permanentes » (Soviets ou autres). Ces dernières conserveraient alors, finalement, juste les fonctions qui exigeraient une action lente, solide, permanente. Il me semble que seul ce principe : de multiples organisations ouvrières « mobiles », constamment créées ou liquidées selon les besoins, permettrait aux masses travaillantes tout entières d'agir, de créer, de « vivre », de participer de fait à l'œuvre de la construction. Et, d'autre part, cette situation déplorable où les travailleurs se voient obligés de faire à leurs propres organisations le reproche — combien mérité ! — de s'être « détachées » des masses, cette situation anormale et pénible prendrait fin. (Une résolution dans ce sens fut adoptée unanimement par le premier congrès de la Confédération des organisations anarchistes de l'Ukraine « Nabat », à Elisabethgrad, en avril 1919.)

L'attitude des anarchistes. — Tout ce qui précède explique suffisamment l'attitude des anarchistes russes vis-à-vis des Soviets, lors de la révolution de 1917 (voir aussi *Révolution Russe*). Favorable au début où les Soviets avaient encore l'allure d'organismes ouvriers, et où l'on pouvait voir dans la révolution elle-même un facteur puissant qui allait les rendre tels définitivement, bons à remplir certaines fonctions utiles, cette attitude se modifia, par la suite, en sceptique et, enfin,

nettement négative, au fur et à mesure que les Soviets devenaient des organismes purement politiques, maniés par le gouvernement.

Les anarchistes, dans leur majorité, accomplirent donc, face aux Soviets, toute une évolution qui suivit celle des Soviets eux-mêmes : ils commencèrent par ne pas s'opposer à ce que des camarades se laissassent élire membres de ces institutions ; ils passèrent ensuite à la critique et à l'abstention ; et ils finirent par se prononcer « catégoriquement et définitivement contre toute participation aux Soviets devenus des organismes purement politiques érigés sur une base autoritaire, centraliste et étatiste ». (Résolution du Congrès d'Elisabethgrad.) Sans aucun doute, cette attitude des anarchistes vis-à-vis des Soviets fut pleinement justifiée par la marche des événements.

Je voudrais pouvoir étudier, ici-même, l'important problème du rôle éventuel des organisations ouvrières du genre « Soviets » dans les révolutions à venir. Mais, ce sujet m'entraînerait trop loin, car il suppose une analyse concrète, très détaillée et très complète, aussi bien de la Révolution Sociale en son entier, que des tâches et des rôles combinés et synthétisés de tout un ensemble d'organismes ouvriers lors de cette révolution. Un tel sujet exigerait, évidemment, un ouvrage spécial et volumineux. Et, d'ailleurs, le problème pourrait être résolu d'une façon assez différente pour divers pays. Dans un ouvrage général, on ne pourrait que tâcher d'en tracer les grandes lignes. Ici, je me bornerai à dire qu'à mon avis, l'enthousiasme actuel pour les « Soviets », comme formes d'organisation de la classe ouvrière en train d'accomplir la Révolution Sociale et de créer la société nouvelle, est très exagéré. L'estime que le rôle principal, fondamental dans cette œuvre future incombera à d'autres formes d'organisation ouvrière, et que, dans tout l'ensemble de cette nouvelle charpente sociale, la tâche des institutions du genre « Soviets » sera assez restreinte, limitée, modeste. Je pense, notamment, que ces institutions ne pourront accomplir utilement que quelques besognes de second plan et d'ordre auxiliaire : administratif, régulateur, calculateur. — VOLINE.

SPECTACLE. Un spectacle est, dans le sens général du mot, « ce qui attire le regard, l'attention, arrête la vue » (Littré). C'était le *spectaculum* (aspect, vue, théâtre) des Romains, né de *spectare* (regarder). En grec, *theatron* (théâtre), synonyme de *spectaculum*, venait de *theasthai* (voir, contempler). A Rome, on appelait spécialement « spectacle » les jeux et les combats du cirque. Ce titre fut donné ensuite aux représentations théâtrales, et particulièrement à leur mise en scène. Une pièce à « grand spectacle » était, comme aujourd'hui, une pièce présentée dans des décors et unefiguration nombreux et fastueux. Nous y reviendrons au mot *Théâtre*.

Parmi les spectacles autres que ceux du théâtre, il y a d'abord ceux de la rue, d'autant plus nombreux et variés pour le spectateur, le badaud le plus souvent, celui qui baye au vent, qu'il lui faut peu de choses pour arrêter son attention, l'émerveiller ou l'amuser. L'observateur prend dans la rue des leçons de choses ; le badaud y trouve toutes les distractions à la vue des étalages, des images publicitaires, de leurs illuminations et de leurs couleurs, dans le hurvari de la foule et les incidents de la circulation. Il a ses grands spectacles avec les défilés militaires, les cérémonies officielles, les funérailles des personnages illustres, les réjouissances populaires aux jours de fêtes nationales et carnavalesques. Moins spectaculeuses, mais plus excitantes sont les simples scènes où il est pris parfois comme témoin et participe ainsi à l'action : le défilé d'une noce, une bataille de dames ou de chiens, les

déambulations hasardeuses d'un pochard, un échange de propos homériques entre marchands et leurs clients, les débats de Crainquebille et de l'agent 64, l'écrasement d'un piéton, le repêchage d'un noyé, un incendie, etc... Une sorte d'imprévu fantastique, carambolique, fait du spectacle de la rue quelque chose d'irréel, un voyage dans l'illusion, par le mouvement et le bruit, par le contraste permanent entre la misère et le luxe, la privation et le gaspillage.

Le spectacle de la rue est gratuit, du moins en ce qu'il s'offre sans qu'on ait à payer un tribut à des guichets. Par contre, il coûte terriblement cher aux pauvres gens qui paient de leur misère sa pompeuse magnificence. Quand on pense à tout l'argent gaspillé pour des défilés et des cérémonies, pour des coups de canon destinés à exciter les fureurs guerrières ou pour défilier des gens qui furent des malfaiteurs publics, quand on voit les exhibitions carnavalesques des « reines de beauté » organisées par des proxénètes pourvoyeurs de la prostitution officielle, quand on réfléchit à tout ce que cela comporte de servitude, de privation et de dégradation pour les victimes, mutilés, veuves et orphelins de guerre, serfs des usines et des bureaux, chômeurs errants sans abri et sans pain, mendiants et claquepatins de toutes sortes, femmes d'ateliers qui ne peuvent vivre de leur salaire et femmes de trottoir : on se demande comment le spectacle de ces odieuses piteuses peut se dérouler sans que, de cette foule, ne montent les protestations et n'éclatent les gestes qui « troublent la fête ». Mais il est d'autres spectacles qui détournent sa colère et endorment sa révolte sous leurs soporifiques.

La foule est inconsciente et stupide. Tournant comme une girouette suivant le vent qui passe, elle a toujours été docile quand on a su l'amuser et satisfaire sa badauderie. Ce n'est que dans les jours où elle s'ennuie que les insurrections éclatent. *Panem et circenses* ! disait l'antiquité romaine. Avec du pain et des jeux, on menait la populace du cirque acclamant les sénateurs, les consuls, les empereurs qui entretenaient sa dégradation. On pouvait même rognier sur le pain si les jeux étaient largement distribués. Au « bon vieux temps » de la dîme et des galères, il suffisait d'un cortège royal, d'une fête seigneuriale pour faire oublier au non moins « bon peuple » toutes les exactions dont il était victime et lui faire crier : « Vive notre bon roi ! Vivent nos bons seigneurs ! ». Il en est de même aujourd'hui avec la foule du peuple appelé « souverain » : quoique toujours trompé, volé et battu, de plus en plus matraqué par la police, il est toujours content quand on l'amuse. On n'est pas plus sot chez les Empapahouas que des sorciers abusent par le spectacle de leurs prestidigitations.

Actuellement, les spectacles proprement dits sont : le théâtre (voir ce mot), les attractions foraines, le cirque, les courses de taureaux, les exhibitions sportives et le cinéma.

ATTRACTIONS FORAINES. — Elles sont le plus ancien des spectacles, et tous ceux que nous connaissons sont sortis d'elles. Elles sont les spectacles des foires où des étrangers ambulants, marchands, petits fabricants, bateleurs, ont apporté de tout temps les produits de leur commerce, de leur industrie, de leur invention divertissante. Derniers nomades, ils passent toujours, s'adaptant plus ou moins, dans une civilisation qui a planté sa tente depuis longtemps dans les villages, les villes et les groupements nationaux. Les bateleurs forains ont été à l'origine du théâtre où ils ont trouvé eux aussi leur stabilité. Leurs derniers représentants demeurés à l'état primitif, presque sauvage, sont les bohémiens qui ne cessent pas de parcourir le monde et perpétuent des mœurs et des industries aussi anachro-

niques que variées. Ces bohémiens étaient partis de l'Inde où ils avaient existé dès la plus lointaine antiquité. Ils étaient les colporteurs du merveilleux, jongleurs, musiciens, danseurs, acrobates, charmeurs et dresseurs d'animaux, sorciers, thaumaturges, discours de bonne aventure, guérisseurs, etc... Leurs traditions, transmises en Chaldée, en Egypte, dans tout l'Orient, étaient passées en Grèce, puis à Rome où ils avaient été les *circulatores* auxquels s'étaient mêlés les prêtres mendiants. En France, ils furent les premiers comédiens, les chanteurs des temps carolingiens d'où sortirent les écoles de *menestrandies*, des trouvères et des troubadours. Quand le théâtre se fut formé, ils demeurèrent l'attraction des foires.

Les Bohémiens proprement dits, originaires de la Bohême, appelés de nos jours *romanichels* et qui continuent les traditions les plus périmées de la sorcellerie populaire, se répandirent en Occident dans le premier tiers du XV^e siècle. Ils vinrent à Paris pour la première fois en 1427, et la population, fort curieuse de les voir, se porta en foule à La Chapelle où, disait la chronique du *Bourgeois de Paris*, « par entrejeu d'habileté, ils faisaient vider les bourses aux gens et les mettaient en leurs bourses ». Il en demeura un grand nombre dans la ville où ils ajoutèrent leur pittoresque à celui de la Cour des Miracles. Ils attiraient les curieux, surtout par les danses de leurs femmes et, sous Louis XIII, ce fut une des formes du snobisme des gens de cour d'aller voir danser, sur les places publiques, les bohémiennes dont Gombaud disait :

« C'est la belle vagabonde
Qui n'est ni blanche, ni blonde,
Qui nous va tous consumer,
Qui ne vit que de rapine,
Qui n'use pour nous charmer
Que du fard de Proserpine. »

Victor Hugo a fait de la bohémienne Ésméralda, dans *Notre Dame de Paris*, une de ses plus intéressantes héroïnes.

Le centre permanent des attractions foraines à Paris fut, au XVII^e et XVIII^e siècles, sur le Pont-Neuf. Mais elles se répandirent partout dans les foires, notamment à Paris dans celles de Saint-Germain et de Saint-Laurent puis, à partir de 1764, celle de Saint-Ovide. Les spectacles forains étaient alors plus variés et plus brillants qu'aujourd'hui. Ils réunissaient le cirque à peu près tel qu'on l'entend actuellement, et le théâtre qui devait en sortir pour aller vers de plus hautes destinations. Le cirque y trouva ses écuyers, ses gymnasiarques, ses acrobates, ses clowns, ses prestidigitateurs, ses animaux savants. Le théâtre y puisa une extraordinaire variété dans les différents genres dramatiques et y fut représenté par des acteurs remarquables. Ces spectacles comportaient aussi des exercices dits athlétiques, la lutte en particulier, qui font partie, aujourd'hui, des exhibitions sportives. Tout cela était dominé par la parade faite à grand bruit sur le devant de la baraque par toute la troupe étincelante sous ses oripeaux et la lumière de ses lampes fumineuses. Cette parade était l'amusement gratuit de ceux qui ne pouvaient se payer le spectacle de l'intérieur. Il y avait aussi, pour l'ébahissement des badauds et la fortune des coupeurs de bourses qui exploraient leurs poches pendant qu'ils avaient le nez en l'air, les charlatans vendeurs de drogues miraculeuses qui menaient grand tapage de boniments et de grosse caisse et dont les magnifiques équipages attiraient particulièrement le public. Ils étaient à la fois médecins, apothicaires, arracheurs de dents et amuseurs. Ces guérisseurs, dignes des farces de Molière, ont disparu aujourd'hui, remplacés par les chimistes qui fabriquent, dans des officines,

sous les auspices de tous les saints du paradis, des pilules et des emplâtres dont ils font attester la merveille dans les journaux. Les charlatans de jadis avaient au moins l'avantage sur ceux d'aujourd'hui d'amuser les gens qu'ils ne guérissaient pas. Un autre spectacle de la foire était celui des ménageries, dont nous parlerons plus loin.

Les attractions foraines, de plus en plus dépouillées de leur intérêt spectaculaire, se meurent dans leur pauvreté primitive avec leur matériel usé, leurs phénomènes préhistoriques et efflanqués. Aussi, leur clientèle se fait-elle de plus en plus rare. Elles persistent inutilement, sans gloire et sans profit, à exhiber en images les pauvres séductions d'une Cythère qui cavalcadait vers 1830, à montrer des avalours de sabres, des briseurs de chaînes, des hommes sauvages mangeurs de verre pilé et buveurs de pétrole enflammé, des fakirs s'enfonçant des clous dans la tête, des femmes torpille, des veaux à deux têtes et des pieuvres géantes ; tout cela a perdu son dernier attrait depuis que le cinéma et les sports ont conquis les populations les plus éloignées de la civilisation. Bientôt, le dernier Peau Rouge n'aura plus d'autre ressource que de dévorer le dernier mouton à cinq pattes, et la dernière femme à barbe que de se faire « star » de cinéma.

Le Cirque. — Le sens de ce mot était plus étendu dans l'antiquité qu'aujourd'hui, surtout chez les Romains où le cirque l'emportait sur le théâtre. Chez les Grecs, il était le stade et l'hippodrome où se célébraient les jeux, particulièrement à Olympie, d'où le nom des jeux olympiques.

Chez les Romains, le cirque fut à la fois le *circus*, cirque proprement dit, et l'*amphithéâtre*. On a distingué entre le cirque, construction réservée aux courses de chevaux et de chars avec sa *spina* qui divisait la piste en deux parties, et l'*amphithéâtre* dont l'arène était spécialement aménagée pour les jeux particuliers aux Romains et qui étaient surtout le spectacle des combats de gladiateurs et d'animaux, les chasses et les exploits des bestiaires, les naumachies (simulacres de batailles navales), etc... Mais les spectacles de l'un et de l'autre se confondaient sous la dénomination générale de *circenses* (jeux du cirque). Jusqu'à la conquête romaine, la Grèce ne connut pas l'amphithéâtre et ses spectacles sanglants. C'est un roi de Syrie, nommé Épiphane, qui fit venir de Rome les premiers gladiateurs qu'on vit en Grèce. Adrien chercha vainement à acclimater à Athènes leurs combats. Par contre, ils jouissaient, à Rome, d'une faveur inimaginable et ils y furent la manifestation la plus caractéristique de cette grossièreté et de cette cruauté que Sénèque reprocha si souvent aux Romains à qui il disait : « *Circi nobis magno consensu vitia commendant* ». (Les cirques sont unanimes à nous recommander les crimes.) Cette faveur se manifesta surtout durant la décadence impériale, époque où la démagogie des tyrans appuyait son pouvoir sur une populace déchu de tout ce qui avait fait les qualités du peuple romain. La formule *panem et circenses*, donne la mesure de la moralité de ces spectacles qui eurent vite fait de reléguer dans les gymnases les jeux olympiques harmonieusement composés de force, d'adresse, d'intelligence et de beauté, tels que les avaient conçus et que les pratiquaient les Athéniens. Des mœurs romaines, ils n'offraient que la vue d'une pompeuse et sauvage barbarie à laquelle présidaient des fous mégalomanes, prétoriens et dictateurs. Rome avait, à elle seule, une douzaine de cirques ou d'amphithéâtres.

Les spectacles étaient d'abord les courses de chars où, le plus souvent, hommes et chevaux s'écrasaient dans une mêlée sanglante. L'engouement était tel pour cette *hippomachie*, comme l'appelaient Lucien en la rail-

lant, qu'au temps de Néron il y avait vingt-quatre courses par jour. Elles duraient toute la journée. Le public était divisé en factions qui soutenaient les cochers rivaux. Quatre factions principales provoquaient souvent des émeutes à Rome. On en vit une, en 532, à Constantinople, qui fit 30.000 victimes !... La fureur du cirque était encore plus grande dans l'empire de Byzance qu'à Rome. Le cirque était à Constantinople le centre de la vie publique. Les empereurs byzantins dépassaient en folie mégalomane leurs confrères de Rome et le cirque fut le théâtre des tragédies et des comédies les plus sanglantes. Celui de Constantinople vit entre autres spectacles sensationnels la mutilation de Justinien II, la lapidation de Michel Calaphate, les tortures d'Andronic Comnène et nombre d'exécutions capitales, à côté des triomphes des tyrans populaires.

Les combats de gladiateurs n'étaient pas moins en faveur que les courses de chars. Avant la fondation de Rome, c'était une coutume chez les Etrusques et les Campaniens de célébrer les personnages illustres par des combats d'esclaves, de prisonniers, de condamnés à mort ou de lutteurs de profession. La coutume venait des sacrifices humains pour apaiser les divinités. On en fit un divertissement populaire que les puissants favorisèrent pour gagner l'amitié du peuple. Les mots *ludus* (gladiateur) et *lanista* (maître d'une école de gladiateurs), sont d'origine étrusque. Rome hérita de cette coutume et elle eut ses *gladiatores*, esclaves, condamnés ou volontaires dont on faisait l'élevage et le dressage. Les gladiateurs appartenaient soit à de riches particuliers, soit à des entrepreneurs de spectacles, soit à l'Etat lui-même. Ils combattaient en chars (*essedaires*) ou à cheval (cavalliers). Les *rétiarés* luttèrent deux par deux, les *cafernaires* se battaient par groupes, les *bestiaires* combattaient des animaux. Ils donnaient aussi aux foules le spectacle de grandes batailles. A la fin de la représentation, des nègres enlevaient les cadavres et les blessés. Ces derniers étaient achevés ou servaient à des expériences de vivisection des chirurgiens quand ils ne pouvaient être remis utilement sur pied pour de nouveaux combats. César ne disposait que de 320 couples de gladiateurs, mais Trajan en eut 10.000. Quand les gladiateurs de l'empereur triomphaient, son pouvoir était plus sûrement affermi à Rome que par de grandes victoires sur les ennemis de l'Empire. Tous les peuples vaincus fournissaient leurs contingents de combattants pour les boucheries du cirque. Mais les hommes ainsi voués à la mort pour amuser une populace aussi ignoble que ses empereurs, n'étaient pas toujours disposés à ces entrégorgements. Si certains mettaient de la fureur dans les combats et devenaient des professionnels endurcis, d'autres préféraient le suicide ou combattaient mollement. On les grisait pour les exciter et, si cela ne suffisait pas, on les faisait marcher à coups de fouets et de verges rouges au feu. Les spectateurs insultaient les malhabiles et les hésitants, réclamant eux-mêmes le fouet et le fer contre eux, décidant de leur mort ou du répit qui leur serait accordé par une grâce momentanée.

Les *gladiatores* devinrent si nombreux à Rome que leur révolte, sous la direction de Spartacus, en 71 avant Jésus-Christ, mit l'existence de l'Etat en danger. Mais ils ne furent pas supprimés pour cela. Au contraire. La démagogie impériale leur fit une situation qu'aucune autre profession ne connut à Rome. Le citoyen romain méprisait le gladiateur qu'il mettait au rang du bourreau. Par snobisme, il se mit à l'admirer, à lui rendre des hommages de plus en plus éclatants. Ce fut le culte de la « belle brute » tel qu'on le voit renouvelé aujourd'hui. Des poètes chantaient les exploits des gladiateurs ; leurs portraits étaient partout encadrés des insignes du triomphe. Les femmes les plus considérables perdaient toute dignité patricienne

pour suivre ces héros, même les plus minables, tel ce Sergius « ni jeune, ni beau, qui avait le nez déformé, les yeux suintants d'humour et était manchot par surcroît ». Mais il était un Adonis aux yeux d'une dame Hippia qui quitta pour lui son sénateur de mari, ses enfants et sa patrie. On vit des chevaliers et des sénateurs gladiateurs, et même des femmes. Il y en eut tant que César et Auguste durent leur défendre l'arène. Mais il y en eut plus que jamais sous l'Empire. Les empereurs eux-mêmes briguaient la gloire des assassinats du cirque où ne se présentaient contre eux que des victimes complaisantes, résignées à être égorgées. Ces fous sadiques s'enivraient des triomphes de l'amphithéâtre. Commode tua de sa main plus de mille de ses prétendus adversaires, réclamant chaque fois son salaire, comme un simple gladiateur. Et les adulateurs des tyrans n'échappaient pas eux-mêmes aux fêtes du sang. Caracalla, pour le seul plaisir du meurtre, faisait massacrer des foules entières. On tuait par dilettantisme. Les empereurs et tous les personnages publics dont la vie était de plus en plus menacée dans un monde de plus en plus corrompu et criminel, trouvaient dans les gladiateurs les spadassins, les « bravi » qui leur servaient de gardes du corps, assuraient leur sécurité et les débarrassaient de leurs ennemis. « La nation, que son impuissance même avait fini par désintéresser complètement de ses propres destinées politiques, n'avait plus de passion que pour les jeux sanglants du cirque. L'art dans le meurtre, tel était devenu le raffinement par excellence, et la tourbe romaine, avide de spectacles, en discourait savamment... Le besoin de voir souffrir était devenu tel que tout drame devait être non pas figuré mais réalisé matériellement. Pour rendre quelque intérêt au vieux personnage d'Hercule sur le mont Ata, il fallait aux Romains blasés que l'on brûlât un condamné à mort sur un bûcher véritable. » (Elisée Reclus.)

Les ignobles spectacles des gladiateurs disparurent peu à peu avec l'esclavage. En 404, Honorius les interdit à Rome. L'empire, repu de sang, se coucha à son tour pour mourir.

A côté des combats des gladiateurs, le cirque offrait le spectacle des *belluaires* ou *bestiaires* qui combattaient des animaux sauvages. Comme les gladiateurs, ils étaient des esclaves, des condamnés à mort, des gens de métier ou encore des amateurs. La profession de bestiaire était encore plus méprisée que celle des gladiateurs, ce qui n'empêcha pas le succès des spectacles qu'ils donnèrent après qu'on eut vu les premiers à Rome, en 186 avant Jésus-Christ. Les bestiaires donnaient la chasse aux animaux lâchés dans les arènes. Cette chasse (*venatio*) devenait vite un corps à corps où l'homme combattant un lion, un tigre, un ours, devait montrer une très grande adresse et n'avait pas toujours le dessus. Elle était pratiquée à coups de flèches par les *sagittarii*, généralement des Parthes, et avec des épées ou des épées par les autres. Certains ne combattaient que des taureaux, soit à pied, soit à cheval ; ils étaient les *taurarii*, ancêtres des toréadors dont nous parlerons plus loin. La populace romaine avait le plus grand goût pour ces spectacles qui ne la passionnaient pourtant pas autant que les luttes des gladiateurs. Les empereurs, Claude en particulier, y prenaient un vif plaisir.

Enfin, pour renchérir encore sur la barbarie de ces spectacles et l'ignominie de ceux qui s'y plaisaient, des condamnés à mort étaient livrés, attachés, aux bêtes sauvages qu'on avait fait jeûner préalablement et qui les dévoraient aux applaudissements de l'assistance. Parfois, pour faire durer le plaisir, on donnait une arme au condamné pour pouvoir se défendre. Son sort n'en était pas moins réglé, sauf si la bête se montrait moins féroce que les spectateurs, comme dans l'histoire d'Androclès. Les exercices des bestiaires se prolongèrent

après ceux des gladiateurs jusqu'au VI^e siècle. Ils ne disparurent pas complètement et laissèrent au monde moderne le dégoûtant héritage de la *ménagerie* et de la *tauromachie*.

Il n'y a que peu de choses à dire sur le spectacle des ménageries. Jadis, les montreurs de bêtes exhibaient des animaux dits « féroces » apprivoisés : lions, tigres, ours, rhinocéros, etc... qu'ils menaient en laisse, leur faisant exécuter d'aimables exercices. Ce spectacle attestait combien l'entente cordiale est facile entre l'homme et la bête même la plus dangereuse, quand elle s'est philosophiquement résignée à la domesticité, pourvu qu'elle ait sa pâtée quotidienne. Aujourd'hui, les baladins primitifs se sont changés en prétendus belluaires, en ridicules « dompteurs », affublés comme les hussards d'opérettes de brandebourgs et de médailles, qui livrent, dans des cages, des simulacres de combats contre de misérables bêtes abruties par la captivité et les mauvais traitements. A force de coups, ils arrivent à faire hurler et bondir leurs fauves poussifs, parfois même à les réveiller assez pour qu'ils se jettent sur eux, ce qui leur permet de prendre des poses héroïques devant l'objectif. L'Anglais qui suivait une ménagerie pour voir, un jour, dévorer le dompteur, était un naïf ou un figurant publicitaire. Il n'est pas un couvreur, un mineur, un marin, un terrassier, un infirmier, un radiologue qui ne courent des dangers plus grands et plus certains que ces belluaires à la « noix de coco ». Mais comme leur profession a une utilité sociale que celle des « dompteurs » n'a aucunement, personne n'en a cure. La foule ne s'intéresse qu'aux cabotins qui exploitent sa badauderie.

Nous parlerons plus loin de la *tauromachie*.

LE CIRQUE MODERNE. — Nous arrivons à quelque chose d'aimable, à une oasis fleurie dans le désert de la sauvagerie et de la sottise humaines. Arrêtons-nous y un moment avant de reprendre le sombre voyage.

La fin des combats sanglants et la formation d'une société nouvelle dont les goûts devinrent très grands pour le théâtre, firent délaisser le cirque antique, et ce qui resta de ses spectacles passa à la foire. Le cirque devint alors le spectacle spécial qu'il est encore aujourd'hui. Comme construction, un amphithéâtre formé de banquettes en gradins autour d'une piste circulaire, le tout recouvert et fermé par une tente soutenue par un ou plusieurs mâts suivant la grandeur de la construction. Facilement démontable, celle-ci peut être posée et enlevée en quelques heures. Elle sert aux forains faisant de courts séjours dans les lieux où ils s'arrêtent. Parfois, la construction est moins primitive, de dimensions plus grandes, toute en charpente et recouverte d'un toit de zinc, quand le séjour doit être d'une certaine durée. Vers la fin du XVIII^e siècle, on commença à construire, pour demeurer, des cirques en maçonnerie. Le premier fut, à Londres, en 1770, celui des écuyers Astley. Les mêmes firent élever, en 1774, à Paris, au faubourg du Temple, une salle qui, très agrandie par de nombreuses dépendances : écuries, loges d'acteurs, foyer du public, café, etc..., devint le cirque Franconi au commencement du XIX^e siècle. Le cirque du Palais Royal, bâti en 1787, servit surtout à des représentations de théâtre musical. Il fut détruit par un incendie en 1798. Depuis, on a construit à Paris le *Cirque d'Été*, aux Champs-Élysées, le *Cirque d'Hiwer*, boulevard des Filles-du-Calvaire, et le *Nouveau Cirque*, rue Saint-Honoré. Dès 1861, le *Cirque d'Hiwer* abrita les concerts Paderloup et, quelques années plus tard, Lamoureux donna les siens au *Cirque d'Été*. Depuis, d'autres cirques ont été construits à Paris, entre autres l'*Hippodrome* de la place Clichy, devenu une salle de cinéma, et le *Cirque Médrano* qui a gardé sa destination pre-

mière. De nombreuses villes de province ont aussi leurs cirques.

Les cirques sont plus ou moins vastes pour contenir un nombre plus ou moins grand de spectateurs ; mais leur caractéristique principale est qu'ils ont tous, invariablement et dans le monde entier, une piste de treize mètres de diamètre entourée d'une palissade pleine, toujours de la même hauteur, et percée de deux portes se faisant face pour l'entrée et la sortie. Ces dispositions du cirque sont essentielles pour le travail des acteurs et surtout des chevaux, troupes nomades à qui il est indispensable d'assurer une certitude rigoureuse dans la précision mathématique de leurs exercices, partout où elles travaillent.

Les spectacles du cirque sont caractérisés par les exercices équestres ; ils en sont le fond essentiel. Les acrobaties, exhibitions d'animaux savants, ballets, pantomimes comme les mimodrames militaires qui furent en vogue vers 1830, ne leur appartiennent pas en propre. De l'antiquité, le cirque moderne a hérité des exercices de voltige à cheval qu'exécutaient les *desultores* (sauteurs) et qui sont le travail des écuyers d'aujourd'hui. Ceux des gymnasiarques et des acrobates se sont ajoutés au fond équestre dans le cirque moderne plus approprié que tout autre milieu à leur exécution. Le jongleur, l'équilibriste, le trapéziste, le danseur de corde, qui se produisaient modestement sur les places publiques, prirent plus d'assurance et d'importance au cirque. Les tours augmentèrent en nombre et en variété et il en sortit le clown. Il n'est plus aujourd'hui de troupe de cirque qui puisse se passer d'une compagnie plus ou moins nombreuse de clowns.

On considère trop souvent le cirque comme un spectacle inférieur et ses protagonistes comme des amuseurs quelconques. C'est sans doute parce qu'il n'est pas de travail plus sérieux, plus difficileux et, partant, moins cabotin que le leur, sous les apparences de l'aisance facile dans le geste et de la niaiserie dans les propos. L'acteur du cirque est un véritable artiste. Il n'est pas, non seulement d'emploi au théâtre, mais de profession dont l'apprentissage soit plus long, plus difficile, et dont l'exercice exige plus de qualités : endurance, patience, souplesse, adresse du corps, contrôle et maîtrise absolue de soi-même. Grâce à ces qualités, les tours de force les plus compliqués et les plus périlleux de l'acrobatie semblent jeux d'enfant et sans danger. N'ont-ils pas toujours un sourire aimable et gracieux ce trapéziste et cette écuyère qui risquent à tout instant de se rompre le cou ? Mais le type le plus remarquable du cirque, et on peut dire de tout le théâtre, c'est le clown. Il doit avoir non seulement les qualités des meilleurs acrobates, mais aussi celles des meilleurs comédiens, de ceux qui inventent eux-mêmes leur texte et peuvent seuls l'inventer, parce qu'il doit être rigoureusement adapté à leurs gestes, à leurs tours, qui leur sont aussi rigoureusement personnels. Sous les peinturlurages excessifs du maquillage, dans les trémoles cocasses d'une voix qui semble sortir d'un ventre d'éléphant, d'une serrure sans huile ou d'un violon désaccordé, dans un jargon auprès duquel le « petit nègre » et le « bich la mar » sont du langage académique, dans ses cabrioles, ses grimaces, ses hurlements, ses aboiements, ses sanglots, ses facéties, ses grosses bourdes, ses coq à l'âne, ses calembours, le clown, léger et balourd, spirituel et niais, doit savoir exprimer toute la joie et toute la douleur humaine mieux et plus complètement que ne sauront jamais le faire les plus illustres déclamateurs et chanteurs. On a dit que dans chaque siècle on compte cent politiciens célèbres et seulement un clown de génie. On compte aussi des milliers de cabotins plus illustres les uns que les autres pour s'être livrés aux exhibitions les plus variées et les plus vaines ; on ne peut être cabotin au cirque, on y risque trop sa vie. C'est d'Angleterre qu'est venu le clown ; il ne pouvait être que shakespearien, bien

qu'il eût été avant le *gracioso* du théâtre espagnol et que Shakespeare lui-même l'eût condamné dans *Hamlet*. Quel autre qu'un véritable clown pourrait réaliser le formidable *Palstaff* ? Parmi les clowns célèbres, citons Grimaldi, les Hammon Lees, les Lauri-Lauris dont certaines pantomimes étaient des prodiges d'acrobatie et d'émotion dramatique. Toutes les comédiennes savent mourir comme la *Dame aux Camélias* ; seul, un Lauris savait mourir comme un grand singe frappé d'une balle de fusil. Il y eut aussi Mazurier, Auriol, Chocolat, Footit et, actuellement, les Fratellini et Grock. Faisons à Charlie Chaplin (Charlot) l'honneur de le classer parmi les clowns et non parmi les cabotins du cinéma.

Les artistes du cirque sont des « enfants de la balle », ils sont des gens simples et travailleurs qui n'ont pas le temps de faire parler d'eux. Ils ne sont pas des produits des conservatoires où l'on cultive surtout les « m'as-tu vu ? », et des « studios » où l'on pratique les exercices du « sex-appeal » pour la séduction des vieux messieurs et vieilles dames libidineux. Ils ne remplissent pas les gazettes des histoires de leurs couchedes, de leurs crises de nerfs, de leurs filouteries, de toutes les manifestations d'une plus ou moins crasseuse vanité. On ne les décore pas. Leur art est sain et réconfortant, il n'est pas intellectuel, métaphysique et noceur. Parmi tous ceux qui dispensent la joie populaire, ils sont les plus nobles et les plus désintéressés et, dernier éloge qui dépasse tous les autres qu'on peut leur faire : on peut conduire les enfants à leurs spectacles sans craindre de souiller leur âme, d'en faire des brutes et des muflles comme aux spectacles des sports, de la tauromachie, du café-concert et du cinéma.

La seule chose qui souille et déshonore le cirque, celle qui jette une ombre pénible sur le sourire de ses écuyères, les paillettes de ses clowns, et sur son incomparable exemple de discipline du corps humain soumis à la précision intelligente des mouvements, c'est le spectacle des animaux saouls présentés par des baladins qui, eux, sont le plus souvent des cabotins. C'est un spectacle pénible, parce que tout a fait étranger à l'intelligence animale que celui de ces bêtes ayant pris des habitudes précises d'obéissance mécanique sous la terreur constante des mauvais traitements.

Car ce n'est que par de mauvais traitements qu'on obtient ces éléphants, ces phoques, ces chiens et ces oies savants qui font l'admiration des badauds. On ne sait pas assez par quels procédés cruels on inculque les notions de la science humaine aux animaux calculateurs, danseurs, jongleurs, boxeurs, et aux singes imitateurs de leurs descendants « supérieurs » jusqu'à représenter un gentleman buveur de cocktails, fumeur de pipes et conducteur d'automobile. On ne sait pas assez comment on apprend aux éléphants et aux chevaux à lever la jambe en enfonçant dans leur pied un coin de fer rendant douloureux l'appui sur le sol, ni comment on dresse les chiens en les faisant danser sur des plaques de fer chauffées parfois jusqu'au rouge. On ignore trop dans le public les cent procédés de ce genre par lesquels on fabrique ces animaux phénomènes si « mignons » aux yeux des spectateurs superficiels. Lorsqu'on sait, on est plus douloureusement frappé et indigné qu'émerveillé par leur spectacle.

LES COURSES DE TAUREAUX. — LA TAUROMACHIE. — Les courses de taureaux, telles qu'elles sont pratiquées dans le sud de la France suivant de vieilles coutumes gasconnes, languedociennes et provençales, sont un jeu qui a la grâce et des acrobaties du cirque et n'est nullement odieux quand la cruauté espagnole ne s'y mêle pas. Elles comportent des sauts par-dessus le taureau, des écarts ou feintes habiles, des razets, des poses et enlèvements de cocardes, etc... Ce spectacle se déroule, dans les villages, dans des arènes rustiquement improvisées

au moyen de charrettes, de tombereaux, de camions sur lesquels les spectateurs sont installés. Il est sain, stimulant, plein de mouvement, de gaieté, de couleur, bien dans le caractère des populations qui y font valoir leur robustesse et leur adresse. C'est aussi la *ferdade* où les bouviers vaillants luttent de leurs bras et de leur agilité avec le jeune taureau pour le coucher à terre et le marquer du fer de la *manade*. Alors, a écrit Mistral, dans la belle langue du pays d'Oc que nous traduisons ici : « Un vol de filles d'Arles, en selle, le sein vivement agité, empourprées au galop de leurs cavales blanches, apportent (au bouvier vainqueur) une grande corne rase de vin ». (*Mireille*, chant IV). Les Provençaux ont méconnu et renié Mistral quand ils ont voulu lui faire approuver l'ignominie de la « corrida » espagnole.

Car il ne faut pas confondre les jeux français du taureau avec la « corrida » qui est le spectacle de la plus répugnante et hypocrite lâcheté humaine, le spectacle de « l'étiquette sauvage et bigote de l'ancienne Espagne ». (P. de Saint-Victor), qui ne pouvait naître et prospérer que dans le pays de l'Inquisition, comme dérivatif aux autodafés. Sous des influences pernicieuses, politiciennes et mercantiles, les provinces françaises avaient déjà laissé ensanglanter leurs jeux du taureau par des « banderilles » et par le « simulacre de la mort », qui consistent à enfoncer dans les chairs de l'animal des dards y produisant des blessures dont la douleur est prolongée par la lenteur de la guérison. Elles eurent le tort plus grave de laisser importer chez elles la « corrida intégrale » avec ses tortureurs et ses bouchers sortis des cavernes de Torquemada, *picadors*, *toreros*, *matadors* et, les plus répugnants de tous, *monosabios* (hommes-singes), valets du cirque, balayeurs des tripes arrachées aux chevaux, du sang et de toutes les déjections qui fument au soleil de l'arène. Les populations françaises eurent le tort encore plus grave de prendre goût aux « corridas » et d'adopter les sophismes dont on entretient leur turbulence naturelle. Elles ne surent pas discerner les buts malproprement intéressés des mercantis qui leur apportaient ces spectacles, et des politiciens qui faisaient échec à la loi pour les favoriser. Car la loi interdit les « corridas de toros » en France (loi Gramont pour la protection des animaux), mais elle est inexistante quand il s'agit de la violer aux présidents de la République, ministres, sénateurs, députés et autres grands personnages qui président, avec des airs d'impératores, les fêtes du sang ; ils sont acclamés par les foules actuelles redescendues à la mentalité de la populace romaine.

Montaigne disait : « Les naturels sanguinaires à l'endroit des bêtes témoignent une propension naturelle à la cruauté. Après qu'on se fut apprivoisé à Rome aux spectacles des meurtres des animaux, on vint aux hommes et aux gladiateurs ». On ne sait si on reviendra un jour aux combats de gladiateurs, mais, à voir ce qui se passe dans les arènes et aux spectacles sportifs, il n'y aurait pas lieu d'en être surpris. C'est sans alarme que les peuples considèrent les perspectives de la « prochaine » où on les fera gladiateurs malgré eux, et ce n'est pas l'attitude des « aficionados » arlésiens, qui ont accepté sans murmure le nom de Clemenceau pour un de leurs boulevards, mais ont protesté contre celui de Séverine pour une de leurs rues, qui est rassurante à ce sujet.

Voyons ce que sont les sophismes par lesquels on prétend justifier ce spectacle de décadence perpétué dans le monde civilisé par la plus monstrueuse de ses organisations : l'Inquisition. Ne pouvant décemment expliquer le goût de la tauromachie par le goût du sang et par ses véritables origines qui sont dans le cirque romain, on en a fait un symbole et on lui a trouvé des lettres de noblesse en prétendant qu'elle était la survivance respectable, pour ne pas dire sacrée, du culte

de Mithra et de ses taurobolies, cérémonies de l'expiation par le sacrifice du taureau. De la même façon, on pourrait voir dans le spectacle des victimes humaines livrées aux bêtes ou mises en croix une coutume respectable et sacrée en disant, comme les Jésuites au XVIII^e siècle, que « le Christ s'était donné à manger au peuple dans l'amphithéâtre de Titus ». Pourquoi ne le fait-on pas, d'autant plus que l'idée du sacrifice humain n'est pas morte puisqu'elle persiste dans la communion chrétienne qui fait avaler au fidèle la chair et le sang de son Dieu sous les espèces de l'hostie ? Ce spectacle serait certainement moins « hérétique » que celui des « corridas », symbole d'un culte païen, aux yeux des catholiques intégraux et fleurdelisés qui font l'union sacrée avec les mécréants libres-penseurs pour la maintien des coutumes de la taumachie. Mais la vérité est plus basse et plus sale. Elle est uniquement dans ce goût du sang dont la bête humaine aime toujours à se repaître, qui lui fait prendre du plaisir à la chasse à courre aristocratique comme à l'étripement des chevaux et à l'égorgeage des taureaux dans les arènes démocratiques. Le maquillage civilisé de la bête humaine est vite effacé lorsqu'un prétexte d'apparence « légitime » ouvre les écluses à sa bestialité.

M. J.-L. Vaudoyer, qui voit dans les courses de taureaux « la survivance millénaire du culte de Mithra », a écrit lyriquement : « Quand, dans les arènes d'Arles (et de Nîmes), une foule fervente acclame l'adresse et le courage de l'homme devant la bête, le spectacle n'a pas seulement un attrait pittoresque, mais une signification profonde : l'un des plus vieux peuples d'Europe, sous les espèces du sang, communie dans son passé ». Tout cela est imaginé, faux et du plus ténébreux romantisme littéraire. Mais cela serait-il exact, ne croit-on pas que le peuple, « l'un des plus vieux peuples d'Europe », devrait trouver pour communier dans son passé des objets plus dignes et plus nobles que la « corrida » dont les protagonistes ne relevaient déjà dans la Rome antique que du mépris le plus profond ? Il fallut l'avilissement de la chevalerie dans la noblesse de cour pour qu'on vit des seigneurs espagnols se faire seigneurs de taureaux dans des arènes, comme ils se faisaient porte-coton de leurs rois. Le dernier roi d'Espagne, M. Alfonso, a élevé le courage jusqu'à saigner des veaux dans les arènes de Madrid, aux applaudissements des plus hauts dignitaires de sa cour et de son peuple !

Le « courage » taumachique est un sophisme de plus ajouté à tous les autres. C'est un sophisme que de voir dans la « corrida » une « victoire de l'intelligence humaine sur la brute ». Il n'y a que la témérité d'un cabotinage mettant au contraire l'homme au-dessous de la bête qui ne l'a nullement provoqué et ne cherche, bien inutilement, qu'à se défendre. Quand on connaît toutes les supercheries, la dégoûtante cuisine de la « corrida », et qu'on ne se laisse pas éblouir par son décor, on fait vite justice de sa sophistication. On sait alors comment la « brute », qui n'a jamais rêvé qu'à des douceurs de pâturage, est métamorphosée en animal de combat par un séjour dans une casemate obscure où elle éprouve toutes les inquiétudes et les irritations d'une captivité succédant à la libre vie champêtre ; on sait comment cette « brute » est préparée, excitée par de l'avoine arrosée d'alcool, voire, au dernier moment, par des morceaux d'amadou enflammé qu'on lui introduit dans les oreilles, et par des coups de trident, toutes excitations et souffrances qui rendraient furieux même les veaux qu'osait affronter M. Alfonso. Or, cette fureur de la brute, provoquée artificiellement et qui pourrait la rendre dangereuse pour ses bouchers, on la fait s'épuiser sur des chevaux qu'on lui donne à éventrer pendant que les « peones » se tiennent prudemment en arrière. M. André Billy a fort justement répondu à M. de Montherlant, le plus pompeux et le plus vide de

tous les sophistes justificateurs de la légende mithriate : « Et les chevaux ? Montherlant a oublié de nous parler des chevaux, des pitoyables chevaux sacrifiés à Mithra, baveur de sang et mangeur de tripes ». Le hiérophante mithriate ne recevait pas sur la tête les tripes et les déjections d'un cheval en même temps que le sang du taureau sacrifié.

Quand la « brute » a épuisé sa fureur, quand elle est redevenue un bœuf qui voudrait retrouver sa manade en beuglant désespérément devant une férocité inconnue de lui et qu'il ne comprend pas, lui qui n'a pas reçu « l'étincelle divine », le torero, le cabotin grotesque, retrouve alors ce qu'on appelle son « courage ». La « brute » est si abattue, si « aplomado », qu'il faut réveiller en elle une nouvelle excitation par des banderilles qui sont parfois de feu. Puis, quand perdant son sang par vingt blessures, elle est bien abrutie, bien finie, vidée de tout instinct de défendre sa vie, alors le matador, le saigneur suprême arrive pour la larder de son épée. Voilà ce qu'on appelle la « victoire de l'intelligence humaine sur la brute » ; voilà ce que des milliers de spectateurs prennent plaisir à voir !.

N'y aurait-il pas là de quoi justifier le douloureux pessimisme de Flaubert qui disait, à propos d'une foule accourue pour voir une exécution capitale : « O suffrage universel ! Sophistes ! ô charlatans ! déclamez donc contre les gladiateurs et parlez-moi du progrès ! ». Il y a, heureusement, autre chose que des exécutions capitales et des « corridas » pour démontrer l'existence du progrès humain.

Concluons au sujet des « corridas » par cette double réfutation des sophismes qui cherchent à les justifier, écrite par Henri Barbusse en 1926 : « Non, il y a une différence énorme entre tuer pour se défendre ou pour subsister, détruire le parasite et le serpent, ou le mouton ou le gibier, et déchiqueter publiquement un animal pour la joie du sang, le tressaillement des nerfs, les ocellades et la gloriole (et sans grand risque, quoiqu'on dise). L'homme pris individuellement ou pris dans son émeuvent ensemble, doit avoir, avant tout, le respect de la vie... On peut voir, par le fait lamentable et dramatique de l'Espagne d'aujourd'hui — désert où Barcelone est une île ensanglantée —, ce que les corridas et le christianisme ont fait d'un grand peuple, et à quelle besogne travaillent ceux qui voudraient renforcer dans ses racines de superstition le vieux régime abject, en redonnant de l'éclat à des pratiques d'un autre âge, avec de la littérature, de la mythologie et des jeux de mots ».

EXHIBITIONS SPORTIVES. — Nous ne parlerons ici du sport que dans les formes collectives qu'il a prises comme spectacle depuis une cinquantaine d'années, et qui ont complètement dénaturé son caractère. Nous ne nous occuperons donc pas du sport véritable, c'est-à-dire, suivant le vieux mot français *desport* dont les Anglais ont fait *sport* adopté ensuite par le snobisme français, « l'exercice » de plein air, individuel ou en groupe, dans l'unique but de développer les qualités de l'homme pour réaliser en lui un harmonieux équilibre de ses forces physiques, intellectuelles et morales. Nous ne verrons que le sport spectaculaire, exhibitionniste, dont le but est dans l'exaltation de la plus ou moins « belle brute » et qui est la négation même du sport, tout comme le cirque romain était celle du gymnase. Nous n'envisagerons que l'exploitation du sport dont les fins sont tellement monstrueuses que le mercantilisme dont il est la proie n'est certainement pas le plus coupable. Car il s'agit de rien moins que d'arriver par le sport, à ceci : empêcher l'homme de penser, en faire une mécanique passive pour le travail et pour la guerre, une brute sourde et incompréhensive à tout appel de l'intelligence, sauf à quelques formules imposées à son cerveau par une sorte d'enregistrement automatique pour faire croire qu'il agira par

lui-même alors qu'il obéira *perende ac cadaver*. On veut arriver par le sport à ce que l'éducation et l'instruction officielles n'ont pu suffisamment obtenir : vider les cervelles de toute substance véritablement humaine. Voilà ce que l'exhibitionnisme sportif tend à réaliser suivant des mots d'ordre criminels, et réalisera, si l'homme qui possède encore quelque faculté de penser ne réagit pas énergiquement contre cette maléfique mécanisation pour devenir un être bien équilibré, dans l'épanouissement de toutes ses forces, et ne plus être un badaud, un esclave.

L'utilisation maléfique du sport a commencé à la fin du XIX^e siècle. Favorisée par le développement de la locomotion mécanique, bicyclette et automobile, elle a été méditée, cherchée, longuement et patiemment conduite par les criminels qui voulaient aboutir à 1914 !... Une période de snobisme anarcho-humanitaire s'était déroulée pendant dix ans et avait lassé les esprits par sa stérilité. On avait exploité jusqu'à l'épuisement toutes les formules pseudo-libertaires du « vivre sa vie » que des primaires illettrés, ridiculement frottés de Darwin, de Nietzsche, de Stirner, d'Ibsen, voulaient réaliser par le cambriolage, la fausse-monnaie et le vagabondage spécial, encouragés en cela par « l'élite » des sans scrupules qui sévissaient en haut lieu. Des cénacles de jeunes imbéciles avaient multiplié les mystifications du décadentisme (voir Symbolisme). L'affaire Dreyfus avait montré d'autre part à tous les repus, à tous les satisfaits de l'ordre social, combien il était dangereux, pour leurs intérêts, de réveiller la pensée des foules, d'exalter leurs sentiments au nom de la Justice, du Droit, de l'Humanité, et de provoquer, comme on l'a dit en manigancant les traités d'après 1914, le « déchaînement d'un idéalisme sans fin » ! Il était temps de revenir aux vieilles disciplines sociales par le mensonge idéologique et par le culte de la force. Il fallait ranimer ce que M. Barrès, le sophiste le plus astucieux de ce temps, appelait « l'énergie nationale » ! Il fallait préparer les nouveaux « soldats de l'an II », qui, même dans les milieux syndicalistes, socialistes et anarchistes, renieraient l'Internationale ouvrière, la Justice et la Fraternité universelle pour se laisser mobiliser et défendre la Civilisation des prétoires, des prêtres, des financiers et des politiciens ! On répandait le mépris de l'intellectualité en raillant « l'intellectuel ». On complétait le mufle par la brute en enseignant qu'il valait mieux savoir donner un coup de poing que de savoir lire. M. Jules Lemaitre écrivait dans ses *Opinions à répandre* : « Moins d'études, moins de bouquins, moins de bohèmes, moins d'artistes, plus d'enfants, plus de sports, plus d'industries, plus d'affaires. L'avenir de la France est dans ses coffres-forts ». Les combats de boxe, tenus jusque là pour un spectacle barbare, devenaient en faveur. On excitait les « énergies » en les dirigeant vers ce « noble sport » ! On disait avec M. Frondale : « Pour ma part, je ne suis pas éloigné de croire que si, aujourd'hui un jeune, à vingt ans, révélait soudain du génie, s'affirmait grand écrivain, grand musicien, grand philosophe, il serait socialement moins utile que ne l'est actuellement le grand gamain que vous savez (Georges Carpentier), devenu grand boxeur par le don, la discipline et la volonté » !... Voilà comment on a abouti à 1914 ; voilà comment on prépare encore plus intensivement la « prochaine » !.

Dans un monde farci d'imposture et de crime, où l'on ne travaille plus que pour la GUERRE, pour le déchaînement de la barbarie sans fin, parce qu'on ne veut pas d'un résumant qui serait le déchaînement d'un idéalisme sans fin, il ne s'agit plus d'avoir raison ; il s'agit d'être le plus fort, comme lorsque deux « gangsters » rivaux se trouvent face à face. Devant les rêves de dictature, qui embrument de plus en plus les cerveaux de millions d'hommes et finissent par crever comme des pourritures trop mûres dans des aventures mussoliniennes

et hitlériennes, toute notion de raison disparaît. On n'a plus besoin de vérité, de justice, de bonté ; on n'a plus besoin de penser, d'apprendre, de savoir ; on a uniquement besoin du poing le plus lourd, du canon le plus puissant, du gaz le plus asphyxiant. L'homme des cavernes se retrouve aux délibérations de la Société des Nations, plus loquace et moins crasseux car il a, depuis mille siècles, inventé la rhétorique et le savon, mais bien décidé à rejeter par dessus bord tout l'effort de ses penseurs, de ses savants, de ses artistes et de l'immense foule de ses martyrs qui ont voulu en faire le frère de l'homme ; cet homme veut retourner à sa caverne et rester un loup pour l'homme.

C'est ainsi que le sport, qui devait faire l'homme complet en forces physiques, intellectuelles et morales, a produit surtout, par son exploitation exhibitionniste, ce qu'on appelle « l'as », le « champion », le « pugiliste », véritable monstre aux muscles énormes et à la cervelle de crétin, qui est l'idole des foules, mais dont la gloire sans fondement s'écroule encore plus vite qu'elle ne s'est dressée. Car ce colosse aux pieds d'argile est promptement « vidé » par l'excès de sa puissance, blessé, mutilé, quand il n'est pas tué par un métier qui devait en faire un Apollon et n'en fait qu'une loque humaine, aussi méprisée qu'elle fut adulée par ceux qui n'aiment que les vainqueurs !... On a pu lire les confessions lamentables de ces « professionnels » du sport, de ces « mastodontes du ring », de ces « centaures » de vélodrome, de ces « géants » de la route, de ces « olympiens » de la piste, qui composent ce qu'un des malfaiteurs vivant de leur exploitation a appelé : « la glorieuse phalange des porteurs de la Torche Sacrée !... ». On a pu voir comment ils deviennent aveugles, sourds, estropiés, fous, incapables de gagner leur vie par un travail quelconque, et finissent parfois comme un Battling Siki dans la vulgaire crapule, après avoir stupidement gaspillé des millions non moins stupidement gagnés. On a pu connaître comment, de l'exploitation de ces tristes « héros » tout un monde de sangsues, messieurs importants et décorés, propriétaires d'« écuries d'hommes », impresarios, managers, entraîneurs, arbitres, directeurs et rédacteurs de journaux sportifs, s'engraissent cyniquement en même temps qu'ils exploitent l'imbécillité publique.

Lisez ce compte rendu d'un match de boxe, écrit par le Docteur Leyrain :

« Ils étaient là 30.000 dans un immense vaisseau, 30.000 hommes et femmes et même enfants en bas d'âge, haletants, fascinés par les évolutions, les pirouettes, les coups d'adresse des malheureux athlètes, vus par nature ou par intérêt à des combats hideux, où le peuple, redevenu animal féroce, trouve de sadiques plaisirs.

« Ils étaient là étrangement mélangés, bourgeoises très décolletées (car ces réunions sont snobs), demi-ou quart de mondaines, panachées de types à physiologie de souteneurs en casquette. Ces spectacles concentrent les classes de façon touchante ! Quelle fraternisation !

« Mais ce qui est indescriptible et inconcevable même, c'est la physionomie de tout ce peuple, ses manifestations délirantes, cependant que les coups pleuvent, meurtrissant les chairs, faisant couler le sang, sauter quelques dents, pochant les yeux. La participation du spectateur au combat se lisait sur toutes ces faces, dont les émotions débordaient ; les yeux s'écaraillaient, des vociférations sauvages sortaient des bouches convulsées : Tue-le ; tue-le ; la brute ayant un vague souvenir des ruées humaines où le sang coule au nom de la Patrie ! »

Les autres sports, le « rugby » entre-autres, ne causent pas de moindres « dégâts » et une moindre aberration. Des femmes deviennent folles subitement en dansant pendant des centaines d'heures consécutives. Mais

voici ce qui dépasse tout en horreur significative de la psychose créée chez l'individu et dans la foule par l'exhibitionnisme sportif. C'est le récit de la mort d'une « ondine », une « championne » de natation, dont voici l'essentiel pris dans un article de l'Œuvre (29 août 1933). Ruthlitzig, âgée de dix-neuf ans, avait entrepris de « battre le record du monde » de natation. Il lui fallait rester plus de 79 heures dans l'eau, sans interruption. Pendant trois jours et trois nuits, elle persista. Des gens, dans des embarcations, lui faisaient passer des nourritures, ils chantaient pour la tenir éveillée. Cela ne suffisant pas, on se mit à frapper l'eau à coup de rames à côté d'elle, des « hauts-parleurs » hurlaient, les spectateurs tiraient des coups de revolver et jetaient des grenades à main, des faisceaux de lumière étaient projetés sur le visage de la nageuse pour l'empêcher de fermer les yeux. Après 70 heures, complètement épuisée, elle voulut s'arrêter et sortir de l'eau. Sa mère, qui avait jusque-là paradé dans une loge, lui commanda de continuer en lui disant : « Nous sommes fiers de toi, Ruth. Le mois prochain, nous allons te faire traverser la Manche ! ». Ruth n'entendit pas ; elle coula à pic et vingt mille personnes la conduisirent, deux jours après, au cimetière... Que dire de cette « championne », de cette mère et des spectateurs ? — Corneille lui-même n'aurait jamais trouvé ça.

C'est avec cette sorte de mystique qu'on a abouti à 1914 et « régénéré » le monde en faisant 10 millions de morts, 30 millions de mutilés, 5 millions de veuves, 10 millions d'orphelins, et préparé un siècle de misère et de haine. C'est avec cette mystique que l'on veut arriver encore à la « prochaine », la « régénération » n'étant, paraît-il, pas suffisante. Et cette mystique a tellement empoisonné les cerveaux qu'on lui trouve même des qualités révolutionnaires !... Eh bien, non ! Nous refusons de croire à une révolution pour laquelle l'exhibitionnisme sportif est une préparation utile. On ne fait pas plus de combattants révolutionnaires avec cet exhibitionnisme qu'on n'en fait avec les jeux du cirque. L'homme qui est devenu assez peu capable de penser et de réfléchir pour prendre du plaisir, ne pas avoir d'écœurement, aux lamentables « virées » du « Bol d'Or », des « Six jours », du « Tour de France », du « Marathon de la danse », aux brutalités de la piste, à la sauvagerie du « football-rugby », du « pancerace », du « catch as catch can » et à la barbarie de la « corrida », cet homme-là est mûr pour faire une parfaite brute de caserne, un « nettoyeur de tranchées » supérieur, un patriote ombrageux et xénophobe, un défenseur de « l'Ordre » : il ne fera jamais un soldat de la révolution. Les gouvernants, les patrons, les curés savent ce qu'ils font lorsqu'ils encouragent l'exhibitionnisme sportif qui empêche de penser. Ce n'est pas pour la révolution qu'ils travaillent, pas même pour cette liberté républicaine, cette entente du travail et du capital, cette fraternité chrétienne dont ils alimentent toujours leur blagologie. C'est uniquement pour faire de bons troupes d'élites, d'esclaves suffisamment « rationalisés » pour marcher sans conscience aux urnes, à l'usine, aux champs de batailles et, — suprême espoir de la justice bafouée s'il ne peut plus en être d'autre pour elle, — à la crevasse de l'humanité !...

LE CINÉMA. — La *cinématographie*, dont le nom a été fabriqué des mots grecs *kiné* ou *kinéma* (mouvement), et *graphein* (écriture), est, au sens littéral, l'écriture du mouvement. Le *cinématographe* est un appareil permettant de projeter sur un écran des images animées.

Le principe de l'invention du cinématographe est dans la persistance pendant un certain temps, sur la rétine, d'images se succédant rapidement, donnant ainsi une vision sans interruption et l'impression d'un mou-

vement réel. Ce principe de physique physiologique avait été observé déjà dans l'antiquité, puis par Léonard de Vinci, Newton, l'abbé Nollet ; mais il ne trouva ses premières applications mécaniques qu'au XIX^e siècle, dans le zoétrope de Plateau puis, dans le praxinoscope de Reynaud et les perfectionnements de Marey et Démeny. La véritable invention du cinématographe fut d'abord dans l'appareil d'Edison qui trouva la bande pelliculaire pouvant reproduire des mouvements d'une certaine durée, et surtout dans celui des frères Lumière qui permit de projeter sur l'écran les images fixées sur la pellicule ou *film*, en anglais. Du mot *film* adopté en France, on a fait *filmer* pour dire qu'on compose un film. On a dit aussi tourner un film, du geste de l'opérateur qui enroule le film pendant la prise de vue. En 1895, les frères Lumière firent les premières projections de film et le premier spectacle cinématographique fut donné le 28 décembre de la même année dans le sous-sol du Grand Café, au boulevard des Capucines, à Paris. De ce sous-sol, le cinéma se répandit dans le monde entier.

Nous ne nous occuperons pas ici de la technique de la cinématographie, mais seulement de son application comme spectacle. Nous constaterons cependant que, malgré tous les contre-sens et les vices de cette application, elle est une des plus grandes et plus belles découvertes du XIX^e siècle, une des plus fécondes comme moyen d'observation et de réalisations scientifiques et, par conséquent, un des instruments de progrès dont le génie humain a le plus le droit de s'enorgueillir. Notre hommage à la cinématographie est d'autant plus profond et admiratif quant aux réalisations qu'on peut attendre d'elle que nous avons davantage à flétrir les spectacles auxquels elle a servi jusqu'ici. Elle a ainsi subi le sort de toutes les découvertes de la science ; l'invention qui devait servir pour le bien des hommes a été employée contre eux.

Le cinématographe est devenu le *cinéma* dans son application spectaculaire et, plus brièvement encore, le *ciné* dans l'appellation populaire. De *ciné* on a fait *cinéaste* pour désigner ceux qui font du cinéma, et tout un jargon a été composé par des spécialistes : *studio*, *camera*, *sunlight*, *soundman*, etc..., sans lequel le snobisme ne pourrait parler décentement de *cinéma*, et cette formule idiote : *cent pour cent* ! Mais ce ne sont pas des scrupules de linguistique, pas plus que d'autres, qui peuvent arrêter les trafiquants du « cinéma du tiroir caisse » ; la seule chose qui importe est qu'ils gagnent de l'argent, beaucoup d'argent !

Le cinéma a à sa disposition tous les truquages images que la photographie rend possibles. C'est ce qui lui a permis, entre autres, de produire le *dessin animé* d'une fantaisie aussi curieuse qu'illimitée, surtout lorsqu'il est bien accompagné de musique. Mais tous les truquages du cinéma sont loin d'être de cette qualité, et ils sont d'autant plus déplorablement que, quittant le domaine de la fantaisie, ils envahissent celui du document, de la vérité scientifique qui devrait, semble-t-il, en être épargnée. Ils ont ainsi rendu suspecte une documentation que les précisions de l'enregistrement photographique devraient au contraire faire insoupçonnable. Le cinéma anecdotique et romanesque de reconstitution du passé produit les anachronismes les plus cocasses, lorsqu'on n'a pas eu le soin de vérifier exactement tous les détails. On voit ainsi, dans des films « antiques », des reverberes ou des plaques de compagnies d'assurances sur les murs d'un palais d'Agamemnon ou d'un temple de Diane, et des rails de tramways dans une rue de Carthage !. Des films de guerre, notamment de la guerre russo-japonaise, ont été tournés dans des conditions si primitives qu'on croirait voir la reproduction d'une pantomime militaire de cirque. On n'en finirait pas de relever les négligences et les inexactitudes grossières qui fourmillent dans les

films dits « historiques » et y détruisent toute illusion.

A côté de cela, un truquage plus odieux est celui de la propagande tendancieuse des mensonges sociaux, propagande encore plus redoutable au cinéma que dans le journal parce qu'elle se fait par l'image vivante et parlante qui l'incruste encore plus profondément dans les cerveaux. On eut ainsi de nombreux films, fabriqués dans la banlieue parisienne représentant de prétendues « atrocités bolchevistes » ! On a toujours le film dit d'actualité où les faits divers quotidiens sont arrangés, maquillés de façon à ne pas éveiller de pensées non conformistes et à prouver aux bons citoyens qu'ils vivent dans le meilleur des mondes possibles et sous le plus aimable des gouvernements. Il suffit, a-t-on remarqué, de passer une heure devant les actualités du cinéma pour se rendre compte de la stupidité de la foule réduite à la condition de « matériel humain ». C'est quand elle se voit dans les défilés militaires, qu'ils soient rouges, verts, noirs ou bleu horizon, bolchevistes, nazistes, fascistes ou poincaristes, qu'elle est le plus parfaitement heureuse. Les aventures policières où pâture avidement la jeunesse, et la littérature roman-feuilleton où la naïveté populaire est si bassement exploitée, ne pouvaient manquer de servir, par leurs truquages, à un abâtissement de plus en plus intensif de la « matière gouvernée ».

D'abord, le cinéma, mêlé à d'autres spectacles, fut de plein air, avec un caractère seulement documentaire. Il montrait des pays lointains et inconnus, les mœurs de leurs populations, leur faune et leur flore. Puis ce furent, toujours dans le genre documentaire, les « actualités » avec leurs défilés, leurs parades, tout le spectacle de la rue, le plat du jour, que l'observateur et le badaud retrouvaient sur l'écran, plus ou moins déformé par la censure. L'erreur du cinéma commença lorsqu'il entreprit de devenir du théâtre et de représenter, en dehors de son « documentaire » plus ou moins exact ou fantaisiste, de véritables pièces dramatiques ou comiques. Cependant, composées spécialement pour le cinéma et jouées en plein air ou dans le décor vrai et non en toile peinte d'un château, d'un palace, d'un casino, d'un navire, d'une usine, etc., ces choses pouvaient être intéressantes par un rapport plus direct avec la vie que celui du théâtre. L'erreur plus grave, l'erreur définitive, fut de vouloir transporter le théâtre au cinéma, de lui prendre ses œuvres et ses décors déjà conventionnels pour les enfermer dans une deuxième convention où les acteurs, l'action et les sentiments ne seraient plus que des ombres d'acteurs, d'action et de sentiments. On fabriqua ces choses-là dans ce qu'on appela les *studios*, mot ressemblant au latin *studio* (application à l'étude) et semblant désigner un endroit où l'on étudie. Ce furent d'immenses salles où l'on reproduisait le théâtre avec toutes ses machineries, décors, mise en scène et acteurs maquillés et costumés jouant comme devant le public.

Le cinéma théâtral peut parfaitement se comprendre avec des pièces spécialement composées pour lui, exactement adaptées à sa technique et à ses possibilités matérielles. Or, ces possibilités sont essentiellement visuelles alors qu'au contraire celles du théâtre, en dehors de la danse et de la pantomime, sont avant tout auditives. Qu'on ferme les yeux devant l'écran ; le cinéma n'existe plus. Il faut au cinéma, où la lumière remplace la couleur, des décors vrais de nature et d'intérieurs, avec le mouvement, le relief plastique de la forme, les proportions des différents plans de la perspective. Il ne peut se contenter des toiles plates et peintes, de l'illusion approximative du décor de théâtre, secondaire dans un spectacle où l'on écoute plus qu'on ne regarde. Et il faut des interprètes sachant traduire par la mimique et par l'expression du visage des sentiments qui doivent être fortement extériorisés, pas seulement nuancés comme au théâtre où le geste

est aussi conventionnel que le décor, quel que soit son réalisme. Un homme qui marche sur une route est, au cinéma, un homme qui marche sur une route. Il n'est là que pour ça. Au théâtre, il est un homme qui cherche à donner l'illusion, la moins ridicule possible, qu'il marche sur une route. Il est là, non pour marcher, mais pour exprimer ses sentiments de marcheur. Au cinéma, la foule marche, elle ne reste pas sur place en chantant : « Marchons ! », comme à l'Opéra. Tous les artifices de la machinerie théâtrale ne donneront jamais que de bien pauvres réalisations de la « Chevauchée des Valkyries », des « Murmures de la Forêt », de la « Course à l'Abîme » de *Faust*, de la montée au Mont-Salvat de *Parisi-fal*, et de tous autres tableaux fantastiques ou réels où le mouvement est nécessaire. Au contraire, on en verra peut-être un jour de grandioses au cinéma.

Le cinéma théâtral, du moins celui présenté jusqu'ici, ne peut se passer du commentaire écrit ou parlé. Les apparitions de textes écrits qu'interrompent à tout instant l'image et l'action sont exaspérantes. Le cinéma « parlant » l'est encore plus, si « cent pour cent » qu'il soit, en distrayant de la communication entre l'image et le spectateur, en rompant le charme qui ne peut se produire dans toute sa plénitude que dans un profond silence ou avec le concours de sons exactement appropriés et que seule la musique peut donner. L'image a son éloquence propre et exclusive, encore plus complète que la parole, car le geste, le mouvement, disent souvent ce que le mot, figé dans sa forme abstraite, ne peut pas dire. Il y a antinomie entre l'image et la parole comme si deux langages différents s'exprimaient en même temps, tirant l'attention de l'auditeur à hue et à dia et le mettant finalement dans l'impossibilité d'en entendre aucun. Seule la musique peut être complémentaire de l'image, se fondre avec elle. Quel est, dans un théâtre, le spectacle durant lequel le spectateur est le plus attentif et observe le silence le plus absolu ? Ce n'est pas celui qui sollicite son oreille, c'est celui qui s'offre à sa vue, le ballet ou la pantomime. Aux spectacles d'opéra, l'ouverture musicale se déroule généralement dans le brouhaha d'une salle inattentive. On ne fait le silence que lorsque le rideau se lève. Cette antinomie se manifeste dans toutes les réalisations du cinéma parlant, même les mieux réussies. A plus forte raison dans celles, presque toutes, où le « parlant » n'est que grognements, borborygmes qui sortent d'une mécanique alourdissement appelée « haut parleur ».

Par une technique appropriée, le cinéma peut donc être du théâtre, mais un théâtre spécial n'ayant de commun avec le vrai que l'expression des sentiments et aussi séparée de lui, dans ses moyens matériels, qu'ils le sont tous deux de la littérature pure, de la peinture ou de la sculpture. Aussi, la pire hérésie est-elle dans le *théâtre cinématographique* qui prétend interpréter les œuvres des littératures romanesques et dramatiques. Il ne peut être qu'une parodie ridicule ou sinistre et, ce qui le démontre, c'est que l'opération ne peut se faire que par une transformation, un « tripatouillage » de ces œuvres qui est un acte de véritable piraterie. Il était déjà bien difficile de faire d'une œuvre littéraire une œuvre théâtrale sans, le plus souvent, la dénaturer. Il est impossible de faire d'une œuvre littéraire ou théâtrale une œuvre de cinéma sans se livrer à cette sorte de piraterie, qui relève de tout ce qu'on voudra sauf de l'art et de la plus élémentaire probité intellectuelle et morale.

Le film « parlant » et « sonore », lancé par les Américains qui l'appellent le « talkie » et que le Vieux Monde s'est empressé d'adopter comme tous les gaudes venus d'Outre-Océan, a permis cette hérésie du théâtre transporté au cinéma, de l'œuvre dramatique reproduite photographiquement par l'image animée et par le phonographe. « Le film parlant actuel tire dans le sens du théâtre le film muet qui s'en éloignait de plus

en plus ». (Gance). Or, si le dialogue est l'antipode du cinéma, le cinéma est encore plus l'antipode du théâtre. Ils ne peuvent que se heurter et se nuire réciproquement, le cinéma étant l'extériorisation par la multiplication de l'image et du mouvement, tandis que le théâtre vise à l'intériorité par la concentration d'une action fictive réduite au minimum d'image et de mouvement. Il est déjà presque impossible de représenter, sans de graves altérations, le théâtre de Shakespeare ou des œuvres comme *Faust*, *Peer Gynt*, etc... Les « tourner » au cinéma et faire hurler ou nazillier par un « haut parleur » les monologues d'Hamlet, les suavités mystiques qui accompagnent la rédemption de Marguerite, la mort d'Ase, même dépouillée de tout son fantastique par la musique de Grieg, serait la fin de tout. *L'Enfant de l'Amour*, d'H. Bataille a eu l'infortune de fournir la matière du « premier film français cent pour cent parlant ». Depuis, ça a été une curée innommable, et l'on n'a pas cessé de succager le domaine de la littérature dramatique. Le mal serait relatif s'il ne s'agissait que d'œuvres d'auteurs vivants, qui peuvent se défendre et défendre leur pensée. Mais il s'agit trop souvent d'œuvres dont les auteurs ne sont plus là et qui, malgré parfois des défenses posthumes, sont trahies et vendues par des héritiers indignes. Nous verrons, au mot *Tripataouillage*, l'extension inimaginable que le cinéma a fait prendre à la piraterie littéraire. On pourrait écrire à l'entrée des cinémas encore plus que partout ailleurs : « Ici, on assassine les grands hommes ! », et ce n'est pas la honteuse complicité de la corporation des « gens de lettres » qui doit justifier la chose ; au contraire !..

De même que pour la parole, le cinéma « pure musique de l'œil » (Altmann), et la musique, pure vision de l'âme, se heurtent inévitablement, comme les vers et la musique quand ils n'ont pas été composés pour se compléter dans une étroite intimité. Que de mariages grotesques, de stupides accouplements n'a-t-on pas vus entre cinéma et musique, suivant la fantaisie obtuse du « pianiste-accompagnateur » ? Il y a de quoi hurler de rage et tout casser autour de soi, il y a de quoi « tirer sur le pianiste » et aussi sur l'écran, quand on voit les conjugaisons monstrueuses imposées à Beethoven, à Mozart, à Berlioz, à tous ceux qui ont parlé avec leur âme et qu'on fait dialoguer avec la sottise exhibitionniste du cinéma ! N'y a-t-il pas une complète aberration du sens esthétique chez ceux qui supportent cela sans être indignés ? Reconnaissons toutefois que le cinéma n'a pas l'exclusivité de ce genre d'infamie. On a vu par exemple, aux Folies Bergères, des athlètes jonglant avec des femmes nues qu'ils déposaient ensuite sur « l'autel de l'amour » ! cela avec accompagnement musical de *Shéhérazade* de Rimsky-Korsakov !..

Mais on se soucie bien d'art et de probité chez les « gangsters » qui ont fait leur proie du cinéma, c'est-à-dire la plus écoeurante exhibition de la sottise, du cabotinage et de la pornographie ! La foule, qui va toujours au médiocre quand ce n'est pas au pire, dans sa fringale incessante d'illusions nouvelles, s'est d'autant plus engouée de ce cinéma qu'il lui demandait moins de penser et se bornait à l'amuser par l'image. Ce n'était pas elle qui réclamait du cinéma des réalisations d'art qu'elle dédaignait au théâtre où il lui fallait parfois réfléchir pour comprendre. Aussi le cinéma fut-il très vite, on peut dire immédiatement, le système idéal d'abrutissement des foules suivant les voies dirigeantes. Il acheva l'œuvre des sports chez l'homme, il la remplaça pour la femme et l'enfant. On fut immédiatement submergé par des productions « d'une désespérante banalité, qui n'ont souvent pas même le mérite de l'originalité, inspirées qu'elles sont uniquement par le désir de flatter les bas instincts de la multitude pour en battre monnaie, et qui donnent aux spectateurs de tout âge de pernicieuses et de funes-

tes leçons ». (J. Auvernier, *Le Larousse Mensuel*, 1910).

Depuis 1910, si le cinéma s'est perfectionné dans sa technique, il n'a guère amélioré son niveau artistique, intellectuel et moral. Au contraire. G. Altmann, dans son livre : *C'est du cinéma !..* a réparti ainsi les éléments de ce qu'on appelle le « film cent pour cent public », le « superfilm » qui est la fine fleur de l'écran :

- 10 % nature, paysages genre carte postale.
- 10 % revolvers et police.
- 10 % poursuites diverses et autos de luxe.
- 20 % bals, dancings, banquets du grand monde, music-halls.
- 20 % intérieurs de familles morales et sentimentales.
- 30 % baisers, cuisses de girls, canapés, « sex-appeal », amour.

Quant au peuple, a ajouté Altmann : « Il ouvre les portières, il porte les bagages, il dit : « Madame est servie », il dit : « Merci » aux pourboires, il fait la foule et crie dans les actualités : « Vive la France ! ».

Dans tout cela, il n'y a que : 1° de la niaiserie sentimentale ; 2° de la sauvagerie ; 3° et 4° du mufisme nouveau style ; 5° de la tartuferie ; 6° de la pornographie. Il y a des riches qui ne sont que des mufles, et des pauvres qui ne sont que des larbins. Il n'y a aucune place pour le travail et pour la pensée, pour la vie libre et pour l'esprit indépendant. Le cinéma glorifie ainsi l'impérialisme du parasite, du malfaiteur, du cabotin, surtout du cabotin en qui la foule adore ses propres turpitudes. Les hommes les plus célèbres, les comédiennes les plus favorisées, ne connaissent jamais cette admiration, cette popularité qui entourent les vedettes du cinéma. C'est qu'elles sont elles-mêmes de la foule ayant été, pour la plupart, promues sans études, sans travail, à une célébrité « mondiale » par le scandale, le bluff et le puffisme. Quelle est la jeune fille qui ne rêve aux splendeurs d'Hollywood pour peu qu'elle ait la cuisse bien faite ? Ont-elles besoin d'autre talent ces « stars » qui s'essaient si ridiculement à jouer des personnages et à interpréter des choses auxquelles elles ne comprendront jamais rien ? Aucune véritable artiste ne gagna jamais les millions dont elles sont payées, même lorsqu'elle se prêta au tapage publicitaire spécial qui les accompagne.

Nous ne sommes pas ici pour faire de la morale suivant ce qu'on appelle les « bonnes mœurs », et notre conception de l'éthique n'a rien à voir avec le « béguenisme » des pharisiens ; mais nous demandons pourquoi on interdit le commerce des cartes transparentes et on poursuit leurs vendeurs, pourquoi on exige une « tenue décente » des malheureuses femmes condamnées au trottoir, alors qu'on laisse s'étaler avec une si triomphante impudeur certaine publicité de cinéma qui relève plus de la prostitution que de l'art ? La carte transparente et la pauvre putain sont discrètes et se dissimulent ; ne les voit que qui veut les voir. Elles ne raccrochent pas ostensiblement et ne sont pas licencieuses comme certaines affiches et certains placards de journaux. Mais, comme toutes les turpitudes, la pornographie devient un art et une vertu au-dessus d'un certain niveau social. Un marchand de cartes transparentes, généralement miteux quand il n'est pas fournisseur de magistrats et de sénateurs, est un « saligaud » ; mais les riches proxénètes du cinéma sont des « artistes », comme leur cheptel qui est de choix et ne doit pas plus être confondu avec la « fille » Elisa ou la « femme » Trumeau qu'ils ne peuvent l'être eux-mêmes avec M. Philibert. Une dame qui joue du serre-croupière avec des milliardaires et des ministres est en droit d'exiger l'admiration du « peuple souverain » pour son « sex-appeal », sinon comme artiste. On lit souvent, à l'entrée des salles de cinéma, des avis de ce genre : « Vu le haut degré de sensualité du film X..., la direction invite les familles à s'abstenir d'amener des

jeunes gens de moins de 15 ans » ! On trouve cela très digne et très bien ; mais pourquoi, en même temps, jette-t-on l'anathème sur la maison de tolérance ? Est-ce parce qu'elle ne reçoit jamais les jeunes gens de moins de quinze ans et que l'on n'y va pas « en famille » ?... L'immoralité, la pornographie, ce sont l'intention sale d'éveiller le « cochon qui sommeille », d'exciter les sens non pour les joies saines et propres de l'amour, mais pour les dégoûtantes promiscuités de la prostitution et pour ses répugnantes salaires. Les « 30 % de cuisses et de sex-appeal » du cinéma ne sont pas plus des amoureuses que des artistes ; ce sont des « allumeuses » et c'est pourquoi la publicité qui les entoure est, comme leurs exhibitions, de la pornographie.

C'est ainsi que le cinéma est devenu un « instrument du bien public », suivant la formule d'un « docteur » allemand ; qu'il est employé à toutes les propagandes bourgeoises, conservatrices, patriotiques, religieuses, politiques, financières, et qu'il fait gagner beaucoup d'argent à tous les souteneurs de « l'Ordre social ». Il est même, aujourd'hui, le principal instrument de ce « bien public » en ce qu'il exerce plus directement que tout autre son influence sur la foule. Aussi, les organismes les plus ankylosés dans la momification sociale, les plus rétrogrades, les plus réfractaires au progrès, font-ils du cinéma leur moyen de rayonnement. L'Eglise, qui voudrait ramener la société aux temps du moyen âge, y a recours tout comme la Russie bolcheviste, et la vieille momie papale se revigore en faisant concurrence à Rigadin. Tous les curés qui font la guerre au modernisme, ont installé le cinéma catholique en face du cinéma des Amis de l'Instruction laïque qu'ils combattent avec succès.

C'est ainsi que le cinéma n'a que trop justifié les jugements sévères exprimés sur son compte, notamment ceux de G. Duhamel, disant : « C'est un divertissement d'illots, un passe-temps d'illettrés, de créatures misérables, ahuries par leur besoin et leurs soucis... Un spectacle qui ne demande aucun effort, qui ne suppose aucune suite dans les idées, ne soulève aucune question, n'aborde sérieusement aucun problème, n'allume aucune passion, n'éveille, au fond des cœurs, aucune lumière, n'excite aucune espérance, sinon celle, ridicule, d'être un jour « star » à Los Angeles... ». Et, dernièrement, Duhamel a ajouté : « Il est certain que si le cinéma continue dans la voie, dans l'impasse où il s'est engagé, il est certain qu'il sera bientôt un chancre, un cancer, le chancre monstrueux de toute la civilisation contemporaine ».

Par contre, le cinéma a des zéloteurs enthousiastes, lyriques et grandiloquents, comme Elie Faure qui, formulant une *Mystique du cinéma*, a écrit : « C'est la première fois que la science fait sourdre de l'inconnu indéfini et infini qui nous environne, par l'action de son propre mécanisme, des harmonies nouvelles et cependant solitaires de celles qui nous consolent autrefois et dont la puissance de construction n'est qu'à l'aube de ses possibilités. En présence de cette collaboration spontanée de la science et de la poésie, de cette union intime de l'univers matériel et de l'univers spirituel, de cet appel que lance à la durée l'espace pour qu'elle se précipite et se concentre du plus lointain passé et du plus immanent avenir sur une étroite étendue dynamique qu'elle définit sans arrêt et qui la situe sans défaillance, ne sommes-nous pas autorisés à croire qu'une métaphysique nouvelle, ou mieux, un monde nouveau apparaît ? ». Et E. Faure dit aussi : « Ce n'est pas le moindre miracle apporté par le cinéma, qu'on puisse invoquer tour à tour à son propos tous les arts qui, jusqu'ici, avaient organisé nos sensations. Il ne dépend d'aucun, mais il les contient, les ordonne et les accorde tous en multipliant par la sienne propre leur puissance ».

Une autre mystique du cinéma est celle d'Eisenstein

qui veut faire le Cinéma de l'avenir par le cinéma marxiste, en réalisant le film du *Capital*. Eisenstein veut créer « le langage de la ciné dialectique » en ne brouillant plus ensemble le « langage de la logique » et le « langage des images ». Il veut équilibrer la science et l'art par la quantité et non la qualité pour produire « la forme nouvelle du facteur d'effet social » dans « le nouveau film concret de l'intellect ». D'autre part, M. Eisenstein voit dans le cinéma « l'art complet réalisant la synthèse de l'image, du son, de la couleur et du relief ». M. Gance rêve de voir le cinéma sonore et parlant s'harmonisant par les sons et le dialogue avec les bruits de la nature et de la vie pour faire le langage nouveau de vérités nouvelles. M. Lherbier veut que la musique soit « une véritable orchestration » de ce langage nouveau, et M^{me} Germaine Dulac déclare indispensable pour cela de savoir « doser et choisir les éléments sonores et parlants susceptibles d'accompagner l'image ».

Nous ne doutons pas que tout cela soit possible pour le cinéma ; il a évidemment devant lui des perspectives illimitées. Mais, pour qu'il puisse se lancer librement dans ce vaste inconnu, il faut qu'il commence par s'assainir, par extirper de son organisme le « chancre monstrueux » des exhibitionnistes du « sex-appeal », des « cinéastes » tripoteurs de la matière littéraire, de toute la vermine qui vit de lui comme des poux dans la crinière d'un lion. Après quoi il pourra, sinon remplacer tous les arts, ce que nous ne croyons guère, mais devenir à côté d'eux un élément de véritable intelligence et de pure joie humaine. — Edouard ROTHE.

SPECTATEUR n. m. Les progrès de la physiologie nous permettent d'avancer lentement mais avec quelque certitude dans la connaissance de notre propre psychologie. Cette connaissance ne s'effectue point sans rencontrer de sérieux obstacles, même chez les penseurs les plus profonds, lesquels, déterminés par une éducation ou une influence particulièrement idéaliste, ramènent toute chose à une sorte de vie de l'esprit indépendante des conditions physiologiques d'existence bonnes ou mauvaises. C'est en ce sens que la sensibilité spectaculaire de Jules de Gaultier, qui a le plus profondément traité cette question en de multiples ouvrages, peut être comprise. Ce n'est pas que, dans le passé, plus ou moins lointain ou récent, les penseurs n'aient découvert et apprécié consciemment cette faculté de l'intelligence de *voir des choses sans les posséder*, mais ce philosophe, avec un esprit de suite remarquable, a précisé le sens de cette sensibilité spectaculaire et son rôle unique de justification de la pensée elle-même.

La vie étant conditionnée par les sensations et celles-ci pouvant se diviser en sensations de plaisir et en sensations de douleur, il en résulte, pour ce philosophe, qu'aucune morale ne peut atteindre son but, qui est la suppression de la souffrance, car la réalisation du bonheur universel implique une harmonie absolue supprimant les différences et aboutissant au néant. D'autre part, chacun voulant augmenter, à son profit, la somme des sensations de plaisir et réduire celle des sensations douloureuses, il en résulte une lutte inévitable entre individus désirant tous les mêmes objets. Comme il n'y a ni plaisir, ni douleur absolue, la morale qui veut supprimer la douleur ne peut parvenir à cet état de sensation unique qui serait le néant. Ainsi, aucune morale ne peut parvenir à ses fins et, poursuivant dans l'avenir une réalisation impossible, elle néglige la seule réalité : le présent.

Ainsi, Jules de Gaultier pense que la souffrance et le plaisir étant inséparables dans le domaine sensoriel, l'éthique poursuit un rêve chimérique en voulant améliorer les conditions humaines et supprimer le mal. A cette poursuite stérile et vaine il oppose la sensibilité spectaculaire qui fait de la sensation, bonne ou mau-

vaïse, un objet de spectacle et de joie. Cette sensibilité a ceci de particulier que, contrairement au domaine moral, qui ne peut exister dans ses deux pôles : plaisir et douleur, elle ne laisse subsister que le plaisir. Le plaisir et la souffrance ne sont plus alors que des éléments de contemplation engendrant la joie spectaculaire.

Dans le domaine scientifique, ce philosophe, constatant que la science n'a pas réussi à ramener la diversité des phénomènes à une source commune, à réduire l'hétérogène à l'homogène, alors que toute la connaissance scientifique a pour but la recherche et la démonstration de l'identité des processus physico-chimiques que nous percevons, en déduit que la science a échoué dans son essai d'explication synthétique de l'univers, mais que, précisément, cet échec, cette réduction du divers à l'Un étant impossible, parce que l'uniformité détruit toute connaissance, que toute connaissance suppose un sujet et un objet et que l'Un ne peut se manifester à sa propre vue qu'en se situant spectateur de lui-même, ce qui détruit l'unité, le rôle de la science n'est plus alors la recherche d'une explication définitive de l'univers, mais un spectacle de curiosité pure du fonctionnement de cet univers. Spectacle qui ne doit pas prendre fin par une explication totale des choses, mais doit se continuer indéfiniment, autant que la vie même des spectateurs.

Jules de Gaultier va même plus loin ; il nie le rôle utilitaire de la science. Elle n'est pas, dit-il, dans son essence, un moyen d'augmenter notre pouvoir sur les choses, mais un organe de pure vision, un moyen d'atteindre la fin immédiate impliquée dans tout mouvement de division de l'existence avec elle-même, c'est-à-dire la connaissance, la contemplation de l'univers. Si la science crée, augmente la puissance de l'homme, c'est uniquement pour augmenter la connaissance, étendre le spectacle, varier indéfiniment la contemplation.

Dans cette conception spectaculaire de la vie, il y a certainement quelque chose d'exact et de profitable pour l'individu. La course incessante vers un mieux-être à venir, toujours fuyant, toujours inaccessible est évidemment un legs religieux, un sacrifice de la réalité présenté à un hypothétique futur. L'examen logique de l'existence nous démontre, d'autre part, que tout est inutile dans l'univers, puisque rien ne dure, que tout s'y détruit et se transforme sans but et sans fin. Quel que soit l'avenir des mondes, si merveilleusement organisés soient-ils, ils disparaîtront sans laisser plus de traces dans l'infini qu'un grain de sel dans l'océan. Il est donc erroné de s'imaginer construire et œuvrer pour l'éternité. Et il est profondément absurde de reporter sur des temps à venir une joie de vivre actuelle, car le présent actuel auquel on refuse cette joie a été, au passé, un présent auquel, précisément, on refusait une joie qui nous était réservée et que nous n'avons pas. Il n'y a aucune raison pour que chaque génération ne se sacrifie pas perpétuellement à la suivante ; de telle sorte que toutes les générations humaines se seront sacrifiées sans joie à la dernière, laquelle ne fera rien de mieux, en fin de compte, que mourir dans quelques cataclysmes plus ou moins terrifiants.

C'est une sorte de course à la mort, un suicide grandiose, d'une telle envergure qu'il échappe au peu d'esprit critique des foules sacrifiées. Cette incohérence s'accorde également avec l'impression de stérilité de toute l'activité trépidante du monde moderne où l'action frénétique s'oppose à toute évolution esthétique de la durée, où la fuite des temps détruit toute contemplation désintéressée, où les visions se succèdent en des tourbillonnements précipités, sans jamais permettre de saisir, de voir, de stabiliser une réalité reposante, dans une sorte de poursuite vertigineuse d'on ne sait quel but ou quelle fin ; tels ces joueurs hallucinés, entassant

désastres sur désastres pour d'illusoire revanches sur un insaisissable destin.

Si donc vivre ne correspond à rien de compréhensif, il nous reste une seule certitude, une seule joie : faire de notre vie un spectacle esthétique.

La morale courante est par conséquent à rejeter puisqu'elle nous entraîne vers des fins matérielles ou mystiques inutiles à notre bonheur. Et, d'autre part, la possession des choses est forcément une source de conflit parce que l'imagination sensuelle est insatiable et que l'élimination du déplaisir est impossible dans ce domaine d'hostilité et de lutte pour la conquête d'objets ou d'espace forcément limités.

Il est également certain que le but réel de la science n'est pas uniquement la puissance dominatrice de l'homme, puisque cette puissance, au service de l'imagination sensuelle et conquérante, ne parviendra jamais à ses fins, ne satisfera jamais l'imagination, n'atteindra, en aucun temps, un but définitif et sera inévitablement vaincue par les forces éternelles de l'univers. Un des buts actuels de la science est donc bien une recherche esthétique, la recherche d'une émotion spectaculaire, la satisfaction d'une curiosité pure, la contemplation du spectacle mondial.

Nous pourrions donc adhérer en partie à ce sens spectaculaire de la vie ; mais il y a, dans cette conception de l'activité humaine, quelque chose de mystique, d'irréel, qu'il est nécessaire de préciser et d'écarter pour donner à cette conception un caractère objectif et réalisable. Ce quelque chose, c'est l'affirmation que toute sensation, bonne ou mauvaise, peut être indifféremment une source de spectacle et de joie. C'est également l'affirmation que le but de la connaissance est essentiellement la contemplation. Il semble, d'après ces concepts, que l'esprit seul a une réalité, qu'il existe par lui-même, que, n'étant pas acteur, tous les actes lui sont indifférents pourvu qu'il y ait des actes et des acteurs dont il jouit. C'est là un des points faibles du concept idéaliste. Certes, le philosophe admet bien qu'il doit y avoir, même chez lui, une réalité sensuelle et cette réalité, bonne ou mauvaise, il l'accepte comme spectacle ; il est à lui-même, à sa sensibilité son propre spectateur, mais il néglige la base nécessaire et fondamentale de tout spectacle, c'est-à-dire la vie, base hors de laquelle aucune contemplation n'est possible.

La vie est un phénomène qui ne peut exister que dans certaines conditions. Négliger ces conditions, c'est compromettre la vie et, du même coup, le spectateur. Et ces conditions sont inséparables du bien et du mal. C'est pourquoi Nietzsche n'avait pas à se situer par delà le bien et le mal, car, par delà ces notions, il n'y a plus de vie humaine et, par conséquent, plus de spectateur. Le bien, c'est tout ce qui est nécessaire à la vie et l'intensifie ; le mal c'est tout ce qui s'oppose à cette activité et la détruit.

Jules de Gaultier approuve forcément ce minimum d'éthique, mais il ne paraît pas en avoir tiré les conclusions logiques qui semblent s'imposer nécessairement, car si nous admettons qu'il y a un mal qui détruit la vie, et conséquemment le spectateur, il y a contradiction et impossibilité absolue à faire de la souffrance et de la douleur, qui sont des éléments destructeurs de la vie, une source de spectacles.

Concevoir l'existence d'une activité et son épanouissement dans sa propre disparition, ne paraît être d'une parfaite absurdité. Nous retrouvons ici les expériences si concluantes de Pavlov, déterminant un chien affamé à frétiler de joie sans les secousses, primitivement douloureuses, des décharges électriques, transformées peu à peu, par association, en signes précurseurs de plaisirs nutritifs. Ainsi se conduisent les ivrognes, les morphomanes, les héros sanguinaires et autres spectateurs, plus ou moins purs, de même qualité.

Ainsi donc, chronologiquement, la vie est antérieure

à l'éthique et celle-ci à l'esthétique. Et la connaissance, loin d'être le but exclusif de la vie, n'est que la conséquence de la vie. L'esthétique n'est qu'un effet du chaos. Faire du spectacle des choses la raison d'être de l'existence, c'est tomber dans le finalisme, c'est admettre une sorte d'harmonie préétablie, une justification de l'univers. C'est admettre, avec l'alpiniste tombé dans une crevasse, que le tas de neige qui l'a sauvé, n'avait d'autre raison d'être que d'éviter son écrasement.

Il n'y a pas de fin dans l'infini.

L'homme peut faire, contre mauvaise fortune, bon cœur ; l'homme peut, faute de mieux, être un spectateur ; mais, contrairement à Jules de Gaultier, j'estime que la connaissance est, d'abord et avant toute chose, action, et qu'elle ne devient spectacle qu'ensuite, par simple fonctionnement cérébral, par une utilisation totale de l'influx nerveux. Celui-ci utilisé tout d'abord dans les centres effectifs les plus puissants parvient finalement dans les centres intellectuels toujours sous la dépendance des centres affectifs. Physiologiquement, toute la vie n'est qu'une suite de réactions de la substance vivante contre les excitations du milieu. Ces réactions n'utilisent pas totalement l'énergie nerveuse déclenchée par les excitations ; une partie de cette énergie inutilisée modifie la substance cérébrale, préparant d'autres réactions plus complexes lors des futures excitations. La pensée, étant un effet de ces excitations, ne peut donc être une cause initiale, créatrice, indépendante de spectacles. Elle subit tous les avatars des chocs et des neurts d'un univers instable et chaotique. La vie existe d'ailleurs en grande partie sans conscience et sans apparence spirituelle.

La pensée est donc bien un luxe, c'est-à-dire un surplus et l'homme, c'est-à-dire l'enfant, et philogénétiquement le pré-numain, a d'abord senti, puis réagi et enfin pensé.

L'homme est acteur vivant avant d'être spectateur.

Il n'y a pas de connaissance sans sensations. L'espace, le temps sont des concepts issus du mouvement. Pour vivre, il faut agir, lutter, conquérir, connaître, prévoir, penser. Penser, c'est jouer mentalement le drame de la vie, de l'univers. C'est commencer des actes qui n'aboutissent pas. La pensée est un acte avorté ou un acte avorté. Elle n'a de valeur que celle que lui donnent notre activité, notre énergie, notre expérience, notre vie. Le plus pur des savants agit, crée, utilise des instruments, des appareils parfois extrêmement coûteux et compliqués, fait des expériences, plie la matière à ses caprices et à ses caprices et ressent, quoi qu'on en dise, un sentiment de joie et de puissance à en pénétrer les secrets et à la dominer, car en lui le conquérant, antérieur ou curieux, est toujours vivant.

Nous ne pouvons donc séparer la pensée de l'action et de la morale. L'homme est à la fois acteur, parce qu'il est vivant et par conséquent conquérant et qu'il lui est absolument impossible d'exister autrement ; il est en même temps spectateur, non pas parce que tout l'univers s'est coordonné pour cette fin, ou que son esprit s'est donné volontairement ce but, mais parce que tel est le fonctionnement nerveux chez lui qu'une partie inutilisée de l'influx nerveux ne peut faire autrement que s'éparpiller en de multiples ramifications appelées pensées, contemplation, sensibilité spectaculaire.

Et, conséquemment, la morale est l'ensemble des actes qui, basés sur une réelle et profonde connaissance du fonctionnement biologique de l'être humain, lui assure le meilleur fonctionnement de cette sensibilité.

L'éthique et l'esthétique sont indissolublement liées l'une à l'autre et nous pouvons conclure qu'elles permettent à l'homme, acteur et spectateur, de vivre, de jouir et de durer. — IXIENEC.

SPECTRALE (ANALYSE). On donne ce nom à la méthode qui permet d'analyser toute source lumineuse à travers un prisme ou par sa réflexion sur un réseau.

Newton, en 1702, avait établi que la lumière du soleil, qui nous apparaît blanche est, en réalité, composée de sept couleurs principales qui sont : violet, indigo, bleu, vert, jaune, orange et rouge. Ces sensations colorées nous sont fournies par des vibrations différentes, en nombre extrêmement élevé. Les plus rapides parmi ces vibrations (750 trillions par seconde) et qui sont les plus divisées par la réfraction engendrent le violet ; les plus lentes (450 trillions par seconde) et les moins réfractées nous donnent le rouge. D'un bout à l'autre du spectre, c'est une gamme régulièrement décroissante.

On connaît la propriété que possède le prisme de verre de réfracter un rayon lumineux qui le traverse et de l'étaler en une nappe diversement colorée : le spectre ou la succession des couleurs est invariable. En faisant passer un rayon de soleil ou de toute autre source lumineuse, à travers un prisme, l'image colorée ainsi formée s'étalera sous la forme d'une bande colorée qui sera striée de raies fines, obscures ou brillantes, dont chacune caractérisera un corps simple et dont la présence permet d'affirmer que ce corps existe dans la source lumineuse que l'on étudie. Quand la lumière est émise par un corps incandescent, le spectre est continu. Mais quand elle traverse un espace contenant des corps en vapeur, eau ou vapeur de métaux (sodium, plomb, mercure, etc...), le spectre continu est strié de raies noires dont chacune ou chaque groupe est caractéristique du corps dont elle émane et occupe toujours la même place dans le spectre, appelé alors spectre d'absorption. On distingue ainsi les spectres de lignes à raies lumineuses qui sont produits par les gaz portés à l'incandescence et le spectre de bande qui comprennent des portions de spectres se résolvant en lignes fines qui proviennent de gaz incandescent à l'état de combinaisons chimiques.

Cette décomposition de la lumière ou analyse spectrale permet d'étudier la nature chimique des corps. Celle-ci s'opère à l'aide du spectroscopie dont voici la description : imaginez un appareil muni d'une fente mince dans laquelle est concentrée la lumière à analyser et située au foyer d'une lentille ou collimateur. Ce collimateur rend parallèles les rayons du faisceau lumineux issus de la fente. Ces rayons traversent ensuite un prisme qui les disperse. Le faisceau ainsi obtenu est recueilli par une seconde lentille qui fournit à son foyer une image nette de chacune des images de la fente se succédant pour former un spectre continu. Ce spectre continu est donné par tout corps incandescent solide ou liquide. Quand ce corps incandescent est à l'état gazeux, le spectre se réduit à quelques lignes brillantes correspondant à des vibrations déterminées dont elles ont précisément la coloration. Ainsi le spectre du lithium montre seulement une raie rouge. Chaque corps possède donc son spectre particulier, formé de raies, toujours les mêmes, et dont l'emplacement mesurable permet de les identifier. Maintenant si, derrière ce gaz, se trouve une source incandescente liquide ou solide et d'une lumière obligatoirement plus éclatante, on constate le phénomène suivant : les raies du spectre observé se dessinent en noir sur le fond brillant du spectre continu issu de la source incandescente. L'emplacement des raies noires nous fournit donc un second moyen d'analyse aussi précis que le premier.

Cette méthode d'analyse est si merveilleuse, si sensible qu'elle révèle l'existence de substance en quantité infiniment petite. La présence d'un millionième de milligramme se décèle dans la flamme d'une bougie !

L'Astronomie a su tirer un prodigieux parti de l'emploi du spectroscopie. Grâce à lui, nous pouvons connaître la constitution, la température, l'âge des astres

du ciel : étoiles et nébuleuses. Le spectroscope s'adaptant au foyer des lunettes et des télescopes, de façon que l'on puisse concentrer sur sa fente, l'image fournie par l'objectif des astres que l'on veut analyser, on est ainsi parvenu à reconnaître dans le soleil la présence du fer, du nickel, du zinc, du cuivre, du carbone, du calcium, de l'hydrogène, etc... Dans bon nombre d'étoiles, la grande majorité, nous avons pu retrouver des éléments analogues aux substances solaires et terrestres. C'est toujours grâce au spectroscope que l'on a pu classer les soleils de l'infini en quatre types fondamentaux, selon la diversité plus ou moins grande de leur constitution intime, résultant du stade de leur évolution. D'autres applications permettent, par des variations de l'emplacement des raies, de déterminer la vitesse dans l'espace de l'astre observé, cela en dehors de notre perception directe. Aujourd'hui, on remplace l'observation directe du spectre par sa photographie : l'image du spectre est reçue sur une plaque sensible et ainsi, le spectroscope devient un spectrographe.

L'analyse spectrale, dont l'initiateur fut Fraunhofer, puis, plus tard, Kirchhoff et Bunsen, a créé l'Astrophysique, branche nouvelle et merveilleuse de l'astronomie, qui, au cours des dernières années, a conduit les savants aux découvertes les plus troublantes, les plus curieuses relativement à la nature des étoiles et des nébuleuses en particulier. Cet instrument prodigieux d'investigation justifie le lyrisme de l'illustre Janssen quand il s'écriait « Etoile ! envoie-moi un de tes rayons et je te dirai de quoi tu es faite ! ». — Charles ALEXANDRE.

SPIRITISME n. m. L'homme se résigne mal à la mort. Il se consolait aisément de ne rien comprendre aux problèmes généraux de l'univers, mais l'idée de sa disparition complète l'épouvante. Il ne faut pas chercher ailleurs la raison du succès de toutes les religions et en particulier du *Spiritisme*. Le spiritisme s'est, à certains égards, mis en harmonie avec les idées modernes. On resterait sceptique à notre époque devant un homme qui prétendrait avoir bénéficié de révélations spéciales. Moïse, s'il revenait raconter aujourd'hui que Dieu en personne lui a donné audience sur une montagne, aurait bien des chances de ne pas être cru ; les montagnes, mystérieuses autrefois parce que difficilement accessibles, ne le sont plus aujourd'hui. Notre temps veut des faits, des expériences ; c'est ce qu'apporte le spiritisme, ou du moins, ce qu'il prétend apporter. Il a ses laboratoires dans les instituts métapsychiques, ses sujets, ses médiums, ses savants, des savants officiels même, qui, avec beaucoup de sérieux, s'adonnent à son étude.

Le spiritisme a pris naissance en Amérique vers 1848. Dans un village perdu loin de toute grande agglomération, des jeunes filles prétendirent entendre des voix et des coups frappés par un être invisible. Plus tard il fut reconnu qu'il n'y avait que supercherie dans ces prétendus phénomènes ; mais, qu'à cela ne tienne, le spiritisme fit quand même son chemin.

La religion spirite a été développée par Allan Kardec dans ses deux ouvrages célèbres : le *Livre des Médiums* et le *Livre des Esprits*. L'homme comporte trois parties : le corps périssable, le périsprit ou corps astral, fait de matière plus sublimée et l'esprit ou l'Âme. Après la mort, l'esprit et le périsprit sont libérés ; ils vivent des vies successives, toujours de plus en plus parfaites.

Les hommes, en se soumettant à certaines conditions, peuvent communiquer avec les esprits ; ces communications sont de diverses espèces : la *typologie* permet de converser avec les esprits par le moyen de la table. La table se soulève et retombe, frappant de son pied des coups dont le nombre correspond aux lettres de l'alphabet ; un coup pour A, deux coups pour B, etc... Ces communications sont très difficiles. Des gens désœuvrés se réunissent, le soir de préférence, pour se livrer à ce

petit jeu. Très souvent, sentant qu'il s'agit d'une lettre avancée dans l'alphabet et craignant un grand nombre de coups, il y a doute ; il faut recommencer et on n'aboutit à rien. Aussi, beaucoup de spirites préfèrent employer la *planchette à médium*. C'est une petite planche de forme triangulaire et pourvue de trois roulettes. Sur une table on place une bande de papier où sont figurées les lettres de l'alphabet. Le médium s'assoit devant la table, pose la main sur la planchette ; si l'esprit évoqué est présent, la planchette roule vers la lettre qu'il indique. Il n'y a plus qu'à former les mots et les phrases. Plus faciles encore sont les communications lorsqu'on dispose d'un *médium écrivain*. Il n'a qu'à prendre un crayon, du papier et à attendre l'inspiration.

D'autres médiums sont parlants. L'esprit évoqué prend, pour un temps, possession de leur corps et s'en sert pour communiquer avec les vivants. Le consultant qui a perdu un être cher et qui espère communiquer avec lui va trouver le médium ; celui-ci *entre en transe*, sa voix change, prend le timbre de la voix du mort et le consultant est persuadé que c'est le mort qui parle. Il ne dit, et pour cause, que des choses très vagues et il ne manque pas de consoler son parent, de lui dire qu'il est heureux dans l'au-delà. Le client s'en va un peu consolé, je dis un peu, car, malgré sa naïveté, le consultant ne peut pas ne pas voir qu'il n'a eu affaire qu'au médium et nullement au mort qu'il regrette.

Il est enfin des médiums à *matérialisations* ; ce sont les plus recherchés. Certains font apparaître des formes ectoplasmiques. De leur bouche s'échappe une matière ténue et lumineuse qui, d'abord en forme de sphères, prend peu à peu l'aspect d'un corps humain. D'autres font apparaître des fantômes vêtus de voiles blancs, d'autres des membres humains qui consentent même à se laisser prendre un moulage, pour bien prouver leur réalité. Ces phénomènes ne se produisent jamais simplement. Il faut au médium tout un appareillage qui évoque le théâtre, qu'il est en réalité. La salle doit être obscure. Le médium est en outre caché derrière un rideau noir. Le fantôme surgit de derrière le rideau, il est interdit d'en approcher, de le toucher et aussi de faire la lumière pour se rendre compte de ce qu'on voit au juste. Les séances de matérialisations sont toujours soigneusement préparées. Les assistants sont mis en état de réceptivité par des chants, de la musique, etc... Lorsque l'Esprit est bien disposé, il nous laisse un souvenir *apporté de l'au-delà*. Ce sont des objets tout à fait terrestres : fleurs artificielles, morceaux de papier coloré ; on les trouve facilement dans le commerce.

Nous n'avons guère jusqu'ici parlé que des médiums. C'est parce que le médium est indispensable ; tous les spirites vous le diront ; sans médium, pas de phénomènes. Ces médiums sont des personnes ayant reçu des dons spéciaux, leur permettant de communiquer avec l'au-delà. Leur système nerveux ultra-sensible fait d'eux des malades, une maladie enviable à bien des égards, car, pour peu que les circonstances soient favorables, elle fera leur fortune. Le médium sera couvert d'or, reçu par les rois ; il pourra même, parti de l'isba d'un moujik, gouverner l'Etat, tel *Raspoutine*.

Qu'y a-t-il de vrai dans les affirmations des spirites ?

Rien ! Et c'est bien à désespérer de l'humanité de la voir aussi stupide, en dépit de la T. S. F., de l'automobile et de l'aviation.

Tous les médiums ont été pris en flagrant délit de supercherie. Lié de corde et surveillé par une commission de professeurs, le médium parvient à libérer un membre et s'en sert pour déplacer un objet qui devrait se déplacer tout seul. La carrière d'un médium a trois phases : l'ascension, l'apogée et la catastrophe. Après un temps plus ou moins long pendant lequel le médium connaît tous les triomphes, on découvre la supercherie et il tombe à plat.

Mais, si l'individu disparaît, l'espèce subsiste. Un

autre médium monte à son tour au ciel de la célébrité. La mésaventure du médium précédent est tout à fait oubliée. De nouveau, les journaux publient des articles sensationnels ; les revues scientifiques vantent les expériences ; la Sorbonne ouvre ses laboratoires, etc., etc., etc. Plein d'honneurs et d'argent, le médium est appelé dans le monde entier. Petit paysan, jeune ouvrier, ils ne connaissaient jadis que quelques kilomètres carrés de terrain ou le quartier pauvre d'une ville ; maintenant, le monde leur est familier. Avec un peu d'habileté et de truc, ils obtiennent beaucoup plus que tel savant ou tel artiste après toute une vie de travail ; ainsi va notre société, plus près de la barbarie qu'on ne pense.

La catastrophe, il est vrai, finit par survenir ; quelqu'un découvre la tromperie. Le médium est disqualifié ; adieu réceptions et voyages. Mais les prudents ont amassé leur magot et puis la disqualification n'est pas éternelle ; le médium trouvera toujours des consciences qui voudront bien le croire et le faire vivre.

Naturellement, les médiums tâchent de faire durer leur vogue le plus longtemps possible. Ils sont pleins de défiance et s'entourent de précautions. Un contrôleur leur paraît-il dangereux ? Ils le refusent, invoquent un prétexte quelconque pour ne pas opérer en sa présence ; le *fluide contraire* est un bon moyen d'éloigner les gêneurs. On déclare qu'un tel a un fluide qui contrarie les phénomènes ; la personne désignée n'a qu'à s'en aller.

A ceux qui voudraient voir, on répond que l'obscurité est indispensable ; si quelqu'un veut saisir le fantôme, immédiatement les compères l'en empêchent, alléguant un grave danger.

Malgré tout, nous l'avons dit, la supercherie est découverte tôt ou tard. On a trouvé le cheveu dont Euxapia Paladina se servait pour élever le plateau de la balance, abaissant ainsi l'autre plateau soi-disant chargé de fluide. Dans la célèbre villa Carmen, à Alger, le fantôme était une longue chemise blanche surmontée d'une tête de mannequin en carton. Les moulages soi-disant laissés par les corps astraux sont fabriqués par des magasins spéciaux, tel celui de M. Caroly, boulevard St-Germain. Il y a deux ans environ, les matérialisations de Nantes ont défrayé pendant plusieurs mois la presse. En fin de compte, c'était le jardinier qui assumait le rôle du fantôme... un fantôme de jeune fille et plusieurs assistants ont pu saisir ses... bretelles !

De grands savants ont cru au spiritisme. C'est cela que les spirites ne manquent pas d'objecter à leurs contradicteurs, laissant entendre à l'adversaire que lui, petit personnage, est bien osé, de se mettre au travers de gens célèbres qui se sont fait un nom dans leur spécialité. C'est là un argument d'autorité de valeur contestable. La fameuse preuve de l'existence de Dieu par Napoléon I^{er} qui, dit-on, y croyait, n'en est pas une. (Voir *Savants (Les) et la Foi*).

On veut faire passer pour valeur réelle ce qui n'est la plupart du temps que le résultat d'une imposture sociale. Le savant est un bourgeois qui a été aiguillé, dès la jeunesse, dans une spécialité où il s'est fait connaître par ses travaux ; parfois il s'est illustré par une découverte due au hasard. Mais on répand partout le mensonge afin que le peuple soit persuadé que ses dirigeants : hommes d'Etat, généraux, savants, etc., sont tous des êtres d'intelligence supérieure. Il faudrait écrire le « Plutarque à menti » des savants comme on l'a fait pour les militaires. Certes, le savant peut être un homme supérieurement intelligent, mais il ne l'est pas nécessairement ; la plupart sont des gens d'esprit moyen. Ils peuvent donc, tout comme les autres hommes, être les dupes d'un charlatan.

Parfois, le savant n'est pas dupe, mais il feint volon-

tiers de l'être. Connu dans un cercle restreint de spécialistes, il est enchanté du médium qui fera parler de lui dans la grande presse. Si le médium se casse les reins, il en sera quitte pour déclarer bien haut qu'il n'y avait jamais cru. Enfin, tel savant, esprit puissant dans l'âge mûr, peut faiblir dans la vieillesse. Cela, joint à la hantise de la mort qui approche peut expliquer une adhésion au spiritisme.

Le spiritisme a beaucoup recruté durant les années qui ont suivi immédiatement la guerre. L'état de siège intellectuel avait abêti les gens et nombre de familles ayant perdu un fils dans l'hécatombe recherchaient des consolations dans cette doctrine illusoire.

Les journaux spirites, les livres sur « l'au delà » abondaient. La réincarnation était mise à la scène, des temples s'installaient dans une boutique qui ouvrait le soir ses volets et des gens s'y glissaient mystérieusement non pour tenter de renverser un gouvernement agressif, mais pour entendre un monsieur en jaquette débiter un fatras où il y avait du catholicisme, de la théosophie, une vague morale de bonté formelle et une politique réactionnaire. On chantait un cantique bête et on s'en allait. Ceux qui avaient le temps revenaient dans la journée développer en des travaux pratiques leurs *médiocrités* latentes. Avec les années, le souvenir de la guerre s'est affaibli et les morts, tout à fait morts cette fois, ont cessé de faire marcher les tables.

Le spiritisme conserve cependant des effectifs assez nombreux.

Des religieux, que les religions officielles ont déçus, des malheureux qui viennent se consoler de la mort d'êtres chers et surtout une foule de déséquilibrés, demi-fous ou quart de fous. Car le nombre est beaucoup plus grand qu'on ne pense de gens qui, tout en étant capables de se tenir suffisamment bien dans la société, sont cependant des aliénés partiels. Dans le spiritisme, ils se sentent compris, alors que dans le monde ils n'osent parler de leurs... phénomènes, craignant la moquerie.

Malheureusement, si le spiritisme satisfait les demi-fous, il ne les guérit pas, bien au contraire. Les pratiques spirites, à la longue, conduisent à la folie : à force de s'introspecter, de se dédoubler, d'être plusieurs en un seul, on finit par devenir tout à fait aliéné, surtout quand on l'est déjà un peu.

Est-ce à dire que la mort soit réellement ce que nous en savons ; on ne pourrait l'affirmer. Peut-être, dans un avenir qu'il n'est pas possible de déterminer trouverait-on que quelque chose survit de nous après la mort du corps. Mais ce qui est certain c'est que jusqu'ici, en dépit d'études et d'expériences multiples, jamais personne n'a eu connaissance d'un *phénomène spirite* bien constaté. — Doctoresse PILLETIER.

SPIRITUALISME n. m. (du latin *spiritus*, souffle, haleine). Dissipons d'abord une confusion volontairement entretenue par les défenseurs des croyances traditionnelles entre le *spiritualisme théorique* et ce que l'on appelle, d'une façon bien peu heureuse à mon avis, le *spiritisme pratique*. Le premier n'est qu'un ensemble incohérent de rêveries métaphysiques ; le second consiste à placer les joies de l'esprit et du cœur au-dessus des plaisirs sensuels, dans le comportement ordinaire de l'existence. En fait, ce furent des matérialistes les stoïciens qui, dans l'antiquité, pratiquèrent la morale la plus austère ; de nos jours, maints savants mécanistes et athées poussèrent le renoncement plus loin que les personnages cités en exemple par les écrivains catholiques. Et nombre de spiritualistes convaincus, de pieux croyants se vantaient dans des orgies qui n'intéressent que les organes sexuels ou le gosier ! Un matérialisme sain et bien compris devient normalement générateur de nobles rêves, de sympathie à l'égard de tous les hommes et d'une très haute moralité. Par contre, les élans d'un spiritualisme échevelé, les amou-

reuses aspirations des grands mystiques aboutissent fréquemment à un prurit sexuel qui passe, dans l'esprit des chrétiens naïfs, pour une tentation de Satan. Mais, en attribuant au spiritualisme le monopole de l'héroïsme et de la générosité, les bien-pensants cherchent à tromper les âmes éprises d'idéal et de poésie. Ils n'y réussissent que trop, grâce à la complicité de romanciers et de journalistes qui n'hésitent jamais à mentir pour aider au maintien des plus iniques préjugés.

Au point de vue théorique, l'histoire des doctrines spiritualistes est assez édifiante pour que nous la rappelions. Même lorsqu'ils admirent l'existence d'une âme, les anciens ne la conçoivent pas comme une substance immatérielle. Le mot grec *pneuma* et le mot latin *spiritus*, qui servaient à la désigner, signifiaient primitivement le *souffle*, l'*haleine*. La même remarque s'applique d'ailleurs à tous les autres mots des anciennes langues hellénique et latine employés dans le sens d'esprit, d'âme. Preuve qu'aucune distinction radicale n'existait, selon les créateurs de ces langues, entre la matière et la pensée. A l'origine, l'expression hébraïque correspondant au *pneuma* des grecs signifiait, elle aussi, air, vent ; et le *Lévitique* affirme encore que « l'âme de la chair est dans le sang ». Le double des Egyptiens était pareillement de nature matérielle. Chez les peuples inférieurs actuels, on retrouve ces conceptions très voisines. « L'âme, comme le corps, écrit Frazer, peut être grasse ou maigre, grande ou petite... On suppose en général que l'âme s'échappe par les ouvertures naturelles du corps, spécialement par la bouche et les narines. A Célèbes, on fixe quelquefois des hameçons au nez d'un malade, à son nombril, à ses pieds, afin que si l'âme veut s'échapper, elle soit accrochée et retenue... Quand on baille devant eux, les Hindous font claquer leurs doigts pour empêcher l'âme de sortir. Les habitants des Marquises tiennent fermés le nez et la bouche des mourants pour prolonger leur vie en empêchant l'âme de sortir ».

Les premiers philosophes grecs restèrent fidèles à cette croyance en la matérialité de l'âme. On le constate sans peine chez les penseurs ioniens du VI^e siècle. Selon Diogène d'Apollonie, l'esprit naît de l'air qui coule dans les veines avec le sang. D'après Héraclite, l'âme se nourrit d'air, grâce à la respiration. La majorité des médecins grecs continueront à faire du *pneuma*, non seulement la force animatrice du corps, mais l'âme elle-même. A l'inverse, Platon et Aristote conçoivent l'esprit comme immatériel et partiellement indépendant de l'organisme. Principe de mouvement et de connaissance, l'âme, d'après Platon, est incorporelle, mais elle comporte plusieurs parties. L'une d'elles, l'*intelligence*, siège dans la tête ; c'est la partie raisonnable, divine et immortelle de l'esprit. *Cœur* et *désir* sont des parties dépendantes du corps et périssables comme lui ; la première est située dans la poitrine, la seconde « dans l'intervalle qui sépare le diaphragme et le nombril ». Selon Aristote, « l'âme est en nous le premier principe de la vie, de la sensation et de la pensée ». Elle n'est point substance mais forme ; c'est l'unité simple qui donne au corps l'action. « L'âme, déclare Aristote, ne saurait être sans le corps ; elle n'est pas un corps ; mais elle est quelque chose du corps ». A chaque fonction du corps, il fait correspondre une puissance différente, et il arrive ainsi à distinguer l'âme nutritive, l'âme sensitive, l'âme motrice et l'âme intellectuelle. Cette dernière est elle-même composée de l'intellect passif, qui disparaît avec l'organisme auquel il est lié, et de l'intellect actif, séparable du corps et immortel. Comme l'intellect actif est impersonnel et commun à tous les hommes, cette immortalité n'est d'ailleurs pas individuelle.

Chez les Pères de l'Eglise, la croyance à l'immatérialité de l'âme est loin d'être universellement admise.

Tertullien déclare expressément que l'âme est corporelle ; il lui attribue une couleur, une figure et des dimensions déterminées. Dieu lui-même, pense-t-il, ne saurait être un pur esprit. « Qui niera, déclare ce Docteur, que Dieu soit corps, quoique Dieu soit esprit ? Car l'esprit est un corps qui *generis*, avec des formes qui lui sont propres. Les êtres visibles, quels qu'ils soient, ont en Dieu leur corps et leur forme ». Au IV^e siècle de notre ère, l'évêque de Poitiers, saint Hilaire, défendait avec ardeur la thèse de la matérialité de l'âme. Origène lui-même, que l'on donne souvent comme le représentant type du spiritualisme chrétien, estimait que, Dieu excepté, tout esprit, soit céleste, soit humain, se trouve nécessairement uni à un corps subtil mais matériel. Faustus, qui fut nommé abbé de Lérins en 433 et évêque de Riez en 462, affirmait encore que, non seulement l'esprit de l'homme, mais les anges aussi sont composés d'une substance matérielle.

D'après les scolastiques, l'âme serait spirituelle, mais dépendrait néanmoins partiellement du corps. « L'être de l'âme humaine, écrit Thomas d'Aquin, dépasse la matière corporelle, il n'est pas complètement absorbé par elle, et cependant il est atteint par elle en quelque manière. En tant que l'âme dépasse la matière et qu'elle peut subsister et agir par elle-même, elle est une substance spirituelle. Mais, en tant qu'elle est atteinte par la matière et qu'elle lui communique son être, elle est la forme du corps. Or elle est atteinte par la matière, parce que toujours, comme l'enseigne saint Denys, l'être le plus parfait de l'espèce inférieure atteint l'être le moins parfait de l'espèce supérieure ». Dès le début, déclare Thomas d'Aquin, l'embryon humain possède une âme végétative ; elle sera remplacée plus tard par une âme à la fois végétative et sensitive ; finalement surviendra une âme intellectuelle qui comprendra les deux autres en puissance et les absorbera. « L'homme n'est ni l'âme ni le corps, mais une troisième chose qui résulte de leur union ».

Avec Descartes, la dualité entre l'esprit et le corps devient absolue. Le corps n'est qu'un pur automate ; ce qui constitue essentiellement et exclusivement l'homme c'est l'âme pensante : « Partant, affirme-t-il, de cela même que je connais avec certitude que j'existe et que cependant je ne remarque point qu'il appartienne nécessairement aucune autre chose à ma nature ou à mon essence, sinon que je suis une chose qui pense, je conclus fort bien que mon essence consiste en cela seul que je suis une chose qui pense ». Je suis, avait-il déclaré ailleurs, d'une façon encore plus nette, « une substance dont toute l'essence ou la nature n'est que de penser et qui, pour être, n'a besoin d'aucun lien ni ne dépend d'aucune chose matérielle ». De cette absurde conception cartésienne, terme final des élucubrations métaphysiques enfantées par le cerveau de philosophes doués de plus d'imagination que de bon sens, devait résulter les folies du spiritualisme moderne. Le bref exposé que nous avons fait des thèses soutenues au cours des siècles, sur la nature de l'âme, suffit d'ailleurs à montrer que ces doctrines s'apparentent aux mythes que chaque génération complique et modifie selon ses goûts, mais qui manquent absolument de toute base objective et ne valent qu'à titre de poèmes ou de romans.

Le dualisme continue d'être enseigné dans les écoles ; il constitue le fond du spiritualisme officiel. Pour lui, l'âme et le corps sont deux substances réelles mais hétérogènes ; unies dans l'homme, elles sont néanmoins irréductibles l'une à l'autre. Par malheur une pareille conception, de l'aveu des spiritualistes eux-mêmes, rend incompréhensibles les rapports de l'âme et du corps. « Comment comprendre, écrit l'oratorien Malebranche, que le corps qui n'est que de l'étendue puisse agir sur un esprit ? Comment comprendre que ma seule volonté suffise même à me faire lever le bras, puisque, pour cela, il me faudrait connaître le jeu des

esprits animaux dans tous mes nerfs et muscles, alors que l'homme le plus ignorant en anatomie est capable d'exécuter ce mouvement sans difficulté ? » Bien vainement Malebranche s'efforcera de trouver une solution à ce problème ; sa théorie des *causes occasionnelles* fit sourire même les plus dévôts de ses contemporains. Tous ceux qui ont maintenu une séparation absolue entre l'âme et le corps ont abouti à un échec complet dans leurs tentatives d'explication. Aussi plusieurs ont-ils voulu supprimer le corps au profit de l'âme.

Spinoza estime que la pensée et l'étendue sont deux attributs d'une même substance : « L'âme et le corps sont une seule et même chose qui est conçue tantôt sous l'attribut de la pensée, tantôt sous celui de l'étendue ». Le corps demeure aussi réel que l'esprit, puisque chacun d'eux traduit la substance dans son langage particulier. Nous sommes conduit à un panthéisme qui équivaut à l'abandon du spiritualisme. Par contre, Leibniz sacrifie nettement la matière à l'esprit. Pour lui, la réalité se compose de *monades*, d'âmes plus ou moins analogues à la nôtre ; et ces monades indépendantes tirent toutes leurs perceptions d'elles-mêmes, non de l'extérieur. La matière représente seulement le stade inférieur du développement de l'esprit ; entre elle et la monade la plus parfaite, il n'existe aucune différence de nature, aucune solution de continuité. Chez le minéral, la monade ne possède encore que des perceptions extrêmement confuses ; chez l'homme, elle demeure imparfaite et limitée, mais parvient déjà à des connaissances claires et distinctes. Au sommet se trouve la monade suprême, Dieu, dont les virtualités ont atteint un complet développement. Tout est esprit ; mais l'évolution de l'esprit n'est pas égale chez tous les êtres, et ce que nous appelons matière n'est qu'une dégradation de l'esprit.

Certains idéalistes vont plus loin et ne voient dans la matière qu'une illusoire apparence, une création subjective de l'activité mentale. Elle se réduit à une collection d'états de conscience et ne répond à rien de positif. « La table sur laquelle j'écris, affirme Berkeley, je dis qu'elle existe : c'est-à-dire je la vois, je la sens ; et si j'étais dans mon cabinet je pourrais la percevoir, ou quelque autre esprit la percevrait réellement. Il y a eu une odeur, cela veut dire : une odeur a été perçue... Car pour ce qu'on dit de l'existence absolue des choses qui ne pensent point, existence qui serait sans relation avec ce fait qu'elles sont perçues, c'est ce qui me paraît parfaitement inintelligible. Leur *esse* consiste dans leur *percepti*, et il n'est pas possible qu'elles aient une existence quelconque, hors des esprits ou choses pensantes qui les perçoivent ». L'évêque Berkeley croyait porter un coup mortel à l'irreligion en niant l'existence de la matière et en attribuant à Dieu la charge de provoquer nos perceptions extérieures et de les coordonner entre elles. Mais les idéalistes du XIX^e siècle ont jugé ridicule le rôle que Berkeley prêtait à Dieu ; dans la matière ils ont vu de préférence une production de notre esprit, un symbole qu'il élabore pour ses besoins pratiques.

Incontestablement, nous sommes en plein roman métaphysique ; un feu d'artifice verbal, de nébuleuses rêveries que ne justifient ni l'expérience ni la raison, voilà où aboutit l'effort des penseurs spiritualistes. Dunan, un spiritualiste, a reconnu, dans un moment de sincérité, que tous ces systèmes jonglaient avec des mots vides d'idées. « Il est clair, écrit-il, que définir l'âme par le caractère de l'immatérialité ou, comme on dit encore, de la spiritualité, sans rien de plus, c'est n'en donner aucune notion positive... C'est un mot nous donnant l'illusion d'une idée, non une idée véritable. Penser l'âme comme nous venons de le dire, c'est donc, à proprement parler, ne rien penser du tout. » Et, pour conserver néanmoins le spiritualisme cher aux prêtres et aux gouvernants, Dunan déclare qu'il est « un besoin de l'esprit plutôt qu'une doctrine définie, une

pensée latente faisant effort pour s'exprimer en des conceptions claires systématiquement ordonnées sans espérance d'y parvenir jamais d'une manière parfaite ». Peut-on imaginer échappatoire plus pitoyable ! C'est un refus pur et simple de fournir aucune explication et d'apporter des arguments capables de convaincre un chercheur de bonne foi. Quel tolle, si un matérialiste tenait un langage pareil ! Ajoutons qu'appliqués à Dieu, les adjectifs *immatériel* et *spirituel* demeurent aussi creux, aussi vides de sens que lorsqu'on les applique à l'âme.

Bien qu'ils accumulent les sophismes avec une inconcevable légèreté, les spiritualistes ne parviennent d'ailleurs point à démontrer que le cerveau est incapable de rendre compte de la pensée. « La pensée, déclarent-ils, est toujours une unité dans une multiplicité ; à l'opposé le corps est une multiplicité pure. » Or il est indéniable que l'organisme implique l'unité dans la multiplicité des mouvements ; inutile donc d'expliquer l'unité de la pensée au moyen d'une substance immatérielle. « Tous les phénomènes psychologiques, disent-ils encore, exigent un principe qui demeure identique ; et le corps ne saurait être ce principe puisqu'il paraît soumis à un devenir incessant. » Ils oublient que, dans le corps et le système nerveux, les éléments nouveaux remplacent les éléments anciens en prenant leurs formes et leurs dimensions. Ainsi se trouve assurée une identité organique que l'on peut aisément constater. Enfin, les spiritualistes affirment que « l'esprit est essentiellement actif, tandis que le corps est passivité pure ». Or il appert de plus en plus que, non seulement les organismes vivants, mais les corps bruts eux-mêmes sont doués de mouvements. La passivité de la matière a été reléguée au rang des opinions surannées par les physiciens modernes.

C'est en vain que Maine de Biran, Ravaisson, Lachelier, Boutroux s'efforcèrent de rajeunir le spiritualisme rationaliste en s'appuyant sur l'analyse psychologique et la réflexion intérieure. « Sans doute, assure Maine de Biran, l'âme, considérée dans sa substance est un X insaisissable, mais par la réflexion sur soi le sujet se connaît comme cause et se distingue de tous ses phénomènes. Dans l'effort, ce fait primitif, le moi se saisit dans son opposition au non-moi, et par suite se pose lui-même en s'opposant à ce qui n'est pas lui ». Dans la pensée, Lachelier voit « l'être idéal qui contient ou pose a priori les conditions de toute existence ». Pour Boutroux, la conscience humaine est « l'acte par lequel une multiplicité et une diversité d'états sont rattachés à un moi, l'appropriation des phénomènes à un sujet permanent ». Aussi « plus que tous les autres êtres, la pensée humaine a une existence propre, est a elle-même un monde ». La logomachie prétentieuse de ces pontifes, leur verbiage ébouriffant, l'aide qu'ils reçurent des pouvoirs publics ne suffirent pas à terrasser le matérialisme, considéré comme indésirable par les autorités universitaires aussi bien que par les prélats catholiques. Aussi, Bergson fut-il accueilli avec enthousiasme, lorsqu'il vint jouer de la guitare irrationnaliste. C'est du dedans que chacun peut saisir la réalité de l'esprit, grâce à une mystérieuse intuition. Alors, prétend Bergson, la vie intérieure apparaît comme un progrès, une force créatrice, le prolongement de l'élan vital qui est « la conscience lancée à travers la matière ». Cet élan passe « traversant les générations humaines, se subdivisant en individus : cette subdivision était dessinée en lui vaguement, mais elle ne se fit pas accusée sans la matière. Ainsi se créent sans cesse des âmes, qui cependant, en un certain sens, pré-existaient. Elles ne sont pas autre chose que les ruissellets entre lesquels se partage le grand fleuve de la vie, coulant à travers le corps de l'humanité. Le mouvement d'un courant est distinct de ce qu'il traverse, bien qu'il en adopte nécessairement les singularités. La

conscience est distincte de l'organisme qu'elle anime, bien qu'elle en subisse certaines vicissitudes. » Selon sa coutume, notre académicien n'apporte aucune preuve à l'appui de ses dires ; son hostilité systématique à l'égard de l'intelligence le dispense de fournir des arguments d'ordre rationnel ; des comparaisons, de grands mots, de belles phrases lui semblent suffisants pour engendrer la conviction. Son imagination enfante des mythes qui n'ont même pas, dans l'ensemble, le mérite de l'originalité ; et son intuition fut une de ces fumisteries qui suffisent à condamner les causes qu'elles s'efforcent de servir. Aujourd'hui, le spiritualisme n'est pris au sérieux que par les arrivistes, les snobs et les ignorants ; malgré la Sorbonne, malgré les ministres républicains, malgré tous les docteurs de l'Institut, il n'inspire aucune confiance à celui qui prend la peine de réfléchir. — L. BARBETTE.

SPORT n. m. (mot anglais). Vient de l'ancien français : *desport* qui signifie : amusement. Il est employé pour désigner tout exercice en plein air : course de chevaux, pêche, chasse, canotage, tir, escrime, gymnastique, football, bicyclette, etc... Le sport « est la pratique méthodique des exercices physiques, non seulement en vue du perfectionnement du corps humain, mais encore de l'éducation de l'esprit » (Larousse). On voit que, d'après cette définition, le domaine du sport est très vaste. Il englobe non seulement les jeux, mais tous les exercices d'entraînement, physiques et intellectuels. Toutefois, dans l'acception courante du mot sport, entre une idée de compétition qui ramène la chose aux exploits athlétiques. C'est le point de vue étriqué de la question, nous l'étudierons plus loin. D'une façon générale, le sport étant pratiqué en vue du développement harmonieux de la personne, il en résulte qu'est sport tout effort méthodique accompli dans ce but. Nous pourrions dire, en élargissant la chose jusqu'à son ultime limite : le sport, c'est la lutte même, et c'est la vie. « Être, c'est lutter ; vivre, c'est vaincre » (Le Dantec).

Il est évident que l'homme, dont l'origine remonte à une époque très reculée, n'a pu s'adapter aux diverses périodes préhistoriques qu'en luttant sans cesse contre les conditions changeantes de vie. Il a été pour lui d'une nécessité impérieuse d'habituer son corps à résister aux variations atmosphériques, aux maladies, au milieu ennemi. Il a fallu qu'il s'ingénie à dominer ce milieu, sinon c'était la fin de l'espèce, comme ça l'a été pour certaines espèces animales (mammouth, bison). Il a fallu qu'il éduque son corps à la course, à la natation, à la lutte. Il a fallu que, dans son cerveau, jaillisse la première lueur d'intelligence qui, justement pour combattre les forces mauvaises acharnées à sa perte, lui a permis d'ajouter à sa force et à son agilité, son ingéniosité, son adresse, sa ruse. Tout cela a demandé des expériences sans nombre, tout cela a coûté d'innombrables vies. Mais l'homme a triomphé grâce à cet entraînement incessant. Si maintenant nous considérons l'individu en lui-même, nous voyons que, depuis le jour où il a été conçu jusqu'à celui de sa mort, c'est encore par la pratique incessante de la lutte contre le milieu hostile qu'il est parvenu à vivre. Il lui faut sa place au soleil, coûte que coûte. Si on la lui dispute, il se rebelle ; et s'il est le moins fort, il succombe. La vie est le triomphe du muscle allié au cerveau.

Le fœtus se développe au détriment de sa mère ; l'enfant fait la connaissance de tout ce qui l'entoure pour mieux éviter les embêches, pour mieux s'imposer plus tard. Et plus cette connaissance sera poussée, plus l'espace de carapace qui l'emprisonne sera disloquée, plus il acquerra de maîtrise et de confiance en soi. Il en est de même pour tout être vivant. Nous pouvons dire que le sport date depuis les origines de la vie. Mais au fur et à mesure que l'homme s'est élevé, il a cultivé son intelligence au détriment de ses muscles. Cette

intelligence lui a permis, en effet, de ménager ses efforts et d'atteindre des buts bien plus étendus. La massue fut supérieure aux poings de l'anthropoïde. La hache, l'arc, l'arbalète, le fusil, le revolver, la mitrailleuse, marquent dans l'art de la défense et de la destruction les étapes de ce progrès. Aujourd'hui, l'intellectuel tendrait à n'être plus qu'un cerveau. D'où cette anomalie : une tête bien faite sur un corps débile. En réaction : revenons au culte du muscle ; allons aux exercices physiques ; allons aux sports ! La vérité est dans la conciliation des extrêmes : « Le corps d'un athlète et l'âme d'un sage, disait Voltaire, voilà ce qu'il faut pour être heureux ». Et il pensait sans doute à Eschyle, à Sophocle, vainqueurs aux jeux olympiques, ou à Platon, « l'homme aux larges épaules ». Un corps d'athlète ne s'acquiert que par un méthodique entraînement. Le corps humain est une machine dans laquelle les combustions organiques doivent être actives pour ne laisser aucun déchet ; mais il faut, pour assurer son bon fonctionnement, que tous ses organes soient harmonieusement développés. D'où la nécessité de pratiquer des exercices rationnels et progressifs. Ces exercices sont utiles à l'enfant qui se développe chaque jour ; ils sont utiles à l'adolescent et à l'homme mûr pour entretenir la souplesse des organes ; ils sont indispensables dans certains cas (arthritisme, obésité) pour redonner au corps sa capacité de résistance et de rendement. Les méfaits de la sédentarité — cette plaie de la « civilisation » — sont connus. Voici, à ce sujet, l'opinion du Docteur G. Durville :

« ... en collaboration avec l'alimentation mal comprise, elle crée deux types opposés de malades : les gras et les maigres. Les gras sont des déchués à la première période : leur organisme résiste à la sédentarité en entassant de la graisse dans les tissus, en congestionnant le foie et les viscères, en hypertendant la circulation sanguine ; de temps en temps, quand l'organisme est par trop plein, une soupape s'ouvre, qui déverse le trop plein : c'est la crise d'eczéma, de furoncle, d'entérite, de saignement hémorroïdaire, utérin, nasal, etc., la crise de gravelle, de rhume, de toux, etc. . Par cette crise de nettoyage toujours considérée comme une mauvaise chose, alors qu'elle est un sauveur, le gras retrouve, pour un temps, des conditions plus normales de vie ; il a puisé en lui l'énergie de réagir. Comme il va récidiver à la même existence, une nouvelle crise reviendra un jour, mais sans doute sera-t-elle moins efficace, car l'organisme prend de l'âge et s'use ; il arrivera même, peut-être, que l'organisme laisse ouvrir la soupape là où il ne faut pas. Au lieu des veines hémorroïdaires, si une artère cérébrale s'ouvre, parce que devenue durcie, cassante, artério-scléreuse, ce sera l'apoplexie, mortelle peut-être. Les maigres sont des types plus déchués de sédentarisés. Ce sont souvent des fils de sédentaires et de dyspeptiques. Leur organisme débilité n'a plus la force de faire de la graisse. Même s'ils mangent « bien », c'est-à-dire « trop », « rien ne leur profite plus », car leur nutrition est trop tarée. S'il leur arrive de prendre, par hasard, du poids, leur embonpoint est fugace ; en quelques semaines ils l'ont reperdu ; ils sont redevenus ces êtres jaunes, faibles, à ventre flasque et vide, gastritiques et entériteux, sans muscle et sans ressort. La sédentarité a fait cela. La sédentarité détruit la forme de l'être. Or, quand l'être perd sa forme, il devient non seulement laid, mais malade. » Et, plus loin : « D'où provient cette déchéance ? Il se passe que le muscle s'en va, et avec lui la forme du corps. Il n'est pas douteux qu'aux yeux de bien des gens, le muscle a une mauvaise réputation. Combien d'intellectuels, aujourd'hui encore, regardent le muscle comme un instrument pour imbéciles et pour brutes ! Pourtant, pendant plus de mille ans, la Grèce sut imposer au monde sa suprématie, grâce à sa splendide conception de l'éducation

musculaire. L'idéal de beauté, c'était alors le discobole ou le gladiateur, admirables de vigueur et d'optimisme. Il est navrant qu'à la saine conception de la beauté grecque ait succédé celle qui donnait en modèle un Christ amaigri, crucifié et renonçant. Si le christianisme avait pris au paganisme son amour de la beauté naturelle, le Moyen Âge eût été une époque de lumière. Il y a parallélisme entre la vigueur d'un muscle et la beauté de sa ligne, car la nature est essentiellement logique. Beauté et santé sont les deux faces d'une même médaille ou, plus exactement, la beauté est l'extérieur de celle-ci et la santé l'intérieur. Et la splendide cage thoracique des statues de l'ancienne Grèce signifie maximum de force et de résistance des poumons et du cœur. Socrate et Platon ne furent pas seulement des génies de la pensée, ils furent aussi des athlètes s'exerçant nus sous le soleil. En sédentarisant son corps, on abaisse ses résistances. Les atrophies du muscle donnent naissance à des enfants débiles, insuffisants des glandes, arthrités à l'avance et délicats. Les sédentaires trahissent leur descendance... Il faut savoir qu'à presque toutes les maladies de la nutrition, à presque toutes les asthénies, à toutes les affections chroniques, correspond un appareil musculaire insuffisant ou inactif. Toute déchéance de la forme normale, c'est-à-dire athlétique, du corps humain, va de pair avec une vitalité diminuée. » (*La Cure Naturaliste*.)

Comment réagir ? Par les exercices physiques. Ils s'effectueront autant que possible en plein air, sous les rayons régénérateurs du soleil, le corps nu (voir : *Nudisme*) et se composeront de mouvements simples, capables de développer l'harmonie des formes. L'équilibre des fonctions ne s'obtiendra qu'à la condition de ne pas surmener certains groupes d'organes au détriment d'autres groupes, et en restant toujours dans la limite de résistance physiologique de l'individu. Suivra-t-on la méthode analytique ? (méthode suédoise de Ling), ou synthétique ? (méthode « naturelle » d'Hébert). Celle-ci connaît la plus grande vogue. Elle repose sur la pratique des exercices naturels : marche, course, saut, grimper (appuis, suspensions, équilibres et escalades), lancer (avec le jonglage), lever, défense (lutte et boxe), natation. Elle comprend aussi les bains de soleil et d'air pur, ainsi que des séances de repos. Toutes choses d'ailleurs que pratiquaient les Grecs. Le sport ainsi compris, débarrassé des vanités de la compétition et des prouesses des recordmen augmentera la force, la souplesse et la résistance du corps et deviendra le premier élément de la santé et du bonheur. « L'âme d'un sage » s'acquerra par la pratique parallèle du sport intellectuel, par cette gymnastique de l'esprit qui développe au plus haut degré le désir de savoir, par l'éducation méthodique de la volonté qui rend l'homme vraiment maître de lui, dominant ses instincts, et capable de s'élever à cette sérénité suprême où le corps est l'instrument d'exécution des décisions mûrement pesées par la raison. C'est alors que sera atteint l'idéal antique : une âme saine dans un corps sain.

Les Romains, et davantage encore les Grecs, ont été amoureux de la beauté des formes humaines. Mais la pratique des exercices gymniques remonte à des temps très anciens. Il y a 3.600 ans, le *Cong-fou* chinois traite d'éducation physique rationnelle avec façons profitables de bien tenir son corps et de bien respirer. Cette gymnastique curative fut connue aussi dans l'Inde et en Egypte. Les mêmes exercices furent pratiqués par les asiatiques occidentaux dans leurs rites funéraires, leurs cérémonies religieuses et dans l'agonistique guerrière. Les Grecs arrivèrent à la perfection de la beauté physique par la pratique de la gymnastique ; leur merveilleuse statuaire, qui en est le témoignage, fera toujours l'admiration des hommes. A Sparte, « l'Etat s'occupe de l'enfant dès sa naissance : mal constitué, il est exposé

sur le Taygète ; solide, il reste aux mains des femmes jusqu'à sept ans, âge où commence son éducation publique, militaire. Un pédonome réunit en groupes les enfants de la même année ; eux-mêmes élient, parmi des camarades plus âgés, des moniteurs qui dirigent les exercices, assistés de « fouettards ». Exercices violents : gymnastique, lutte, jeu de balle ; à côté de cela, une culture de l'esprit très élémentaire ; on admet la musique, pour accompagner les chants guerriers. Et l'éducation des filles est à peu près semblable. » (Maxime Petit : *Histoire Générale des Peuples*.) Du même ouvrage : « L'Athénien était un bon soldat, intelligent, courageux, manquant parfois de discipline, très supérieur aux Spartiates dans la guerre de sièges. L'éducation du militaire se confondait avec celle du citoyen, elle avait pour bases le patriotisme et l'entraînement physique. Ce dernier trait distinguait l'Hellène du barbare, qui ne s'entraînait pas méthodiquement et s'étonnait des exercices que les Hellènes exécutaient dans un état de nudité complète, d'où le nom de gymnastique. A cette éducation, on s'accoutumait déjà, à douze ans, dans des palestres privées ; à dix-huit ans commençait l'apprentissage des armes, lors de l'entrée dans l'éphébie ». Et lorsque l'éphèbe est citoyen : « Pendant un an, il fréquente un des trois grands gymnases, l'Académie, le Lycée, le Cynosarge, y pratique le saut, la course, la lutte, l'équitation, le maniement des armes, la manœuvre en peloton » (pp. 58 et 67).

Cette faveur dont jouissaient les exercices physiques a son écho dans les œuvres littéraires. Nous cueillons, dans l'*Odyssée*, ce récit « sportif » des exploits d'Ulysse (Chant VIII) : « Il dit, et, sans se dépouiller de son manteau, il se précipite du siège, saisit une pierre deux fois plus grande et plus lourde que le disque lancé par les Phéaciens ; et, la tournant en l'air avec rapidité, il la jette d'un bras vigoureux ; la pierre vole et tombe au loin avec un bruit grondant et terrible. Ce peuple de hardis nautoniers, ces fameux rameurs qui brisent les flots, se croient frappés et s'inclinent jusqu'à terre ».

Et ces paroles d'Alcinoüs : « Nous ne prétendons point nous illustrer au pugilat ni à la lutte, mais nos pas atteignent en un moment le bout de la lice, et rien n'égale le vol de nos vaisseaux. Toujours brillants d'une nouvelle parure, nous coulons nos jours dans les festins, le chant et la danse ; les bains tièdes font nos délices ; le sommeil a pour nous des charmes ». Enfin, cette description d'un match de football (si l'on peut dire !) : « Ils prennent un ballon d'une pourpre éclatante, sorti des mains de l'industriel Polybe ; tandis que, tour à tour, l'un, se pliant en arrière, jette ce ballon jusques aux sombres nuées ; l'autre, s'élevant d'un vol impétueux, le reçoit avec aisance et grâce, et le renvoie à son compagnon avant de frapper la plaine de ses pas cadencés. Quand ce ballon lancé a montré leur force et leur adresse, ils voltigent sur la terre avec des mouvements variés et une promptie symétrie. La nombreuse jeunesse, debout autour du cirque, faisait retentir l'air des battements de leurs mains, et tous éclataient en tumultueux applaudissements ».

Il y avait diverses catégories d'athlètes, mais tous devaient être de condition libre et Grecs de naissance. On distinguait les lutteurs, les coureurs, les pugilistes, les lanceurs de javelots et de disques, les pancratiastes. Suivant leur âge, on les classait en trois groupes : enfants (12 à 16 ans), adolescents (16 à 20 ans) et adultes. Les athlètes rivalisaient dans les grandes fêtes sportives ou grands jeux, dont la plus renommée était les Jeux Olympiques, célébrés à Olympie, en l'honneur de Zeus. Le premier jour était consacré aux cérémonies religieuses, puis on assistait aux fêtes du stade qui comprenaient les épreuves de courses à pied, de lutte et de pugilat. Les lutteurs combattaient le corps nu, enduit de sable et d'huile. Dans la course, on distinguait la course simple (stade), le double stade (diaule), la course

longue (dolique), la course en armes et la course aux flambeaux (lampadédromies). Dans le pugilat, les adversaires se portaient de terribles coups avec leurs poings garnis de plomb. Le pancrace qui combinait la lutte et la boxe était plus sauvage encore puisque tous les moyens étaient permis pour terrasser l'adversaire. Les fêtes se continuaient à l'hippodrome par des courses de chevaux et de chars, parfois par des chasses, des combats d'animaux féroces, des naumachies ; elles se terminaient au stade par le pentathlon (saut, lancement du disque, du javelot, course et lutte) et par la course en armes (bouclier et casque). La course était un exercice très en honneur ; on organisa partout des courses de jeunes gens, mais il y eut aussi des courses de jeunes filles à Cyrène et à Sparte. Des coureurs, en se relayant, remplirent l'office de courriers, et l'on connaît l'exploit de celui qui expira après avoir annoncé à Athènes la victoire de Marathon. Aux jeux olympiques, le vainqueur recevait simplement une couronne d'olivier sauvage et c'était un honneur très grand pour lui d'avoir triomphé. Mais à la fin du v^e siècle, les jeux se commercialisèrent ; le métier nourrit son homme. On vit Phalaris chanter les exploits du stade. Le vainqueur obtint de nombreux privilèges dont les plus substantiels furent les exemptions d'impôts et la nourriture au Prytanée. Il reçut en récompense des sommes d'argent, des couronnes, des objets précieux et des statues (Diagobole, Diadumène, Apoxyomène, etc...). A Rome, les athlètes apparurent un siècle avant notre ère. Plus tard, les jeux dégénérèrent en luttes de factions, le peuple prenant parti pour l'une ou pour l'autre de ces factions reconnaissables suivant la couleur des casques des cochers. Mais ce n'était plus de la gymnastique, ni de l'éducation physique, c'était presque le sport dans ce qu'il a de plus mauvais. On vit ainsi, à Byzance, tout le peuple divisé en bleus et en verts. Chaque corporation avait ses chefs élus (démarches) avec ses milices. Leur rivalité déborda l'enceinte du cirque, envahit la ville et s'étendit à tout l'empire. La vie publique fut profondément troublée par ces luttes au vi^e et vii^e siècles.

Avec le christianisme, le corps humain devint l'enveloppe méprisable. Il disparut sous les draperies. « ... On vit alors se déchaîner cette rage bien connue des fanatiques contre la chair, considérée comme le principal obstacle à toute impulsion intellectuelle et morale. La terre devint une vallée de larmes ; la nature fut l'objet de la malediction divine, le corps parut méprisable, et l'on s'ingénia à l'outrager et le martyriser. L'apôtre Paul, le vrai fondateur de la nouvelle religion avait dit : « Ceux que le Christ a conquis, ont crucifié leur chair avec leurs passions et leurs désirs. »

« Au moyen-âge, durant cette époque grossière d'arbitraire féodal et de fanatisme théocratique, de soi-disant serviteurs de Dieu avaient poussé les choses à ce point qu'on en vint à mépriser la matière et que des hommes clouèrent au pilori leur propre corps, ce noble ouvrage de la nature. Les uns se crucifiaient, d'autres se torturaient ; des troupes de flagellants parcouraient le pays en tous sens, exposant aux regards leurs corps qu'ils avaient eux-mêmes lacérés ; on cherchait à détruire la force et la santé par les moyens les plus raffinés, afin de laisser à l'esprit, indépendant de la matière et sur-naturel, la prépondérance sur son misérable substratum » (Louis Bâchner, *Force et Matière*, Ch. V.)

Le Moyen-Âge fut une époque de crasse intellectuelle et physique. Nous sortons à peine de cette époque à ce sujet. Si quelque actrice, pour exciter le bourgeois, peut s'exhiber aujourd'hui tout nue sur la scène, les nudistes intégraux sont obligés de rechercher des endroits isolés pour livrer leur corps à la caresse bienfaisante de l'air et du soleil. Il n'y a pas encore si longtemps, dans les peintures et les sculptures, la feuille de vigne

émasculait l'individu. La race des culstres qui insultaient ainsi à la beauté humaine n'est point disparue ; l'attentat à la pudeur est toujours inscrit dans l'arsenal de nos lois. Cependant, la réprobation qui frappait le corps d'anathème s'est estompée au fur et à mesure que s'écroulaient les dogmes. Mais aussi une réaction suscitée par le capitalisme dans un but de défense (abrutissement des esprits et préparation à la guerre) a poussé les foules à pratiquer ou à admirer le sport tel que nous le connaissons aujourd'hui. Actuellement, nous pouvons classer les individus en trois catégories :

1^{re} Les pratiquants du sport rationnel ;

2^{re} Les professionnels du sport ;

3^{re} Les foules passionnées pour les exploits athlétiques accomplis par les professionnels.

Les pratiquants du sport rationnel, relativement peu nombreux, sont gens de saine raison qui, d'une façon souvent discrète, s'exercent à vivre harmonieusement. Amoureux d'hygiène, d'air pur, de soleil ; amis des divertissements profitables à leur santé, ils cherchent avant tout à atteindre ce sommet où ils peuvent se considérer comme des « êtres complets », et ils tâchent de s'y maintenir. Ce sont, souvent, des contempteurs de notre infecte « civilisation » qui a créé ces monstruosités : les villes modernes avec leurs bagnes d'usines et de bureaux, avec leurs taudis, foyers de misère et de tuberculose. Aux moments de loisirs, ils fuient la ville qui tue, pour la campagne, pour la mer, pour la montagne, qui vivifient. Et là, sans désir d'exhibition malsaine, tout naturellement comme font les bêtes dites sauvages livrées à elles-mêmes dans la nature, ils s'ébattent pour le plus grand plaisir de leurs sens, pour le plus grand profit de leurs muscles. C'est comme s'ils remontaient le cours des siècles... Et, se débarrassant de toutes les entraves imposées par le milieu « civilisé » (faux-col, chaussures, chemise même) ils redonnent l'animal primitif qui court, saute, grimpe, joue, nage librement comme aux époques où la « morale » n'existait pas ! Le mouvement nudiste est une des plus belles résurrections des époques antiques où les hommes étaient fiers de la beauté de leurs formes. Mais dans le canotage, dans la pêche, dans la chasse, et aussi dans les sports d'application comme le hockey, le tennis, le basket-ball, quelle belle gymnastique des muscles pour la coordination des mouvements, quel développement des réflexes mentaux qui accoutument à prendre de rapides décisions, quel profit pour le corps et pour l'esprit ! Ici, le sport est ce qu'il y a de plus pur, de plus socialement désintéressé, de plus profitable individuellement. Le sport est la vie intense et belle.

Avec les professionnels du sport, nous passons dans le mercantilisme du siècle. Avec les passionnés — physiquement inertes — qui se repaissent des gestes de ces professionnels, nous touchons à la question sociale. Mais ici, il faut prendre la chose de plus loin. L'homme garde en lui-même un vieux fonds d'ancestrale brutalité. Lorsqu'il n'a pas été longuement habitué à réfléchir, à raisonner, à faire la critique scientifique des faits dont il est témoin, il s'abandonne à ses impulsions premières, et l'on aperçoit très vite alors, sous le léger vernis des convenances, l'être primitif avide de sensations violentes, de spectacles où la force domine, et même où le sang coule. Le *Panem et circenses* n'est pas seulement la formule de mépris de Juvénal pour les Romains de la décadence, il exprime le besoin profond des hommes encore voisins de l'animalité. Il faut des tempéraments artistes pour goûter pleinement les plaisirs de l'esprit. Aujourd'hui, comme autrefois, Aristophane, Molière, Hugo, ont moins d'admirateurs que tel boxeur réputé ; et le nom du savant qui aura fait de merveilleuses découvertes restera ignoré des foules tandis que la biographie d'un quelconque saltimbanque des sports sera connue des bambins de l'école ! Or, tout

individu ou tout groupe d'individus qui dispose de l'autorité demande des foules dociles. Ces foules le seront d'autant plus qu'on leur masquera les causes de leur misère. La religion a été longtemps le dérivatif nécessaire : on pensait selon une certaine morale éminemment profitable aux puissants. La religion s'écroulant comme s'écroulent toutes choses qui ont trop duré, on a trouvé de nouveaux opiums pour endormir les foules ; ces poisons ont nom : politique, alcool, presse, cinéma, sports... Par l'instruction distribuée au compte-gouttes, par l'éducation dirigée dans un sens contraire aux intérêts du prolétariat, le capitalisme a réussi à créer des « citoyens » sachant tout juste lire les décrets et les lois et aptes à s'agenouiller devant les idoles du jour. Par la presse, il a complété l'abrutissement commencé dès l'enfance la plus tendre. Le service militaire vient à point pour couronner le chef-d'œuvre. L'individu est mûr alors pour l'exploitation intensive en temps de paix et pour enrichir les marchands de canon l'heure venue. Encore faut-il qu'il soit de constitution assez robuste pour tenir sa place à l'usine et à l'ost. De là, la nécessité de créer et d'entretenir une mentalité sportive. De là, le sport plus ou moins officiel et subventionné. Déjà, les anciens, nous l'avons vu, (Assyriens, Grecs), par les exercices physiques se préparaient à la guerre. Lorsque le corps était un objet de mépris, Rahelais, Montaigne et Rousseau préconisaient l'éducation physique ; la gent militaire sentit confusément tout ce qu'elle pouvait tirer de ces indications. Cela commença en Prusse, après Iéna : le pays avait besoin de vigoureux soldats. Le professeur Iahn conçut une méthode très complète d'entraînement physique. A Stockholm, Ling créa, en 1815, une méthode nouvelle. Des gymnases furent construits au Danemark, en Suisse, en Belgique. En France, un institut de gymnastique, sous l'impulsion du colonel Amoros, fut installé dans la plaine de Grenelle ; il devait devenir plus tard l'Ecole Normale Militaire (Joinville). « C'est au ministre V. Duruy que revient le mérite d'avoir, en 1868, introduit ce genre d'enseignement dans les lycées et les collèges. Enfin, après la guerre de 1870, se produisit, dans une pensée patriotique, une renaissance véritable de l'éducation physique ». (Larousse). Aujourd'hui, ça commence avec les multiples sociétés de scoutisme qui se disputent l'enfance. Une des plus laïques de ces associations écrit dans sa « Loi scout » : « ...L'éclaireur sait obéir... L'éclaireur est travailleur, économe et respectueux du bien d'autrui... » Et, au chapitre discipline : « La discipline, chez les éclaireurs, est une discipline librement consentie, non une discipline imposée. Elle repose sur l'adhésion complète à la loi, dont ils sont habitués eux-mêmes à être les gardiens ». Il sera si facile, par la suite, lorsque le scout sera devenu un homme, de lui faire croire à des « disciplines librement consenties », et de le rendre obéissant aux lois, même à celles qui lui demanderont sa vie pour que « la Patrie ne meure pas » (!). Quoi qu'il en soit, l'enfant, tout de suite, devient un matricule sous un uniforme ; il est respectueux de ses « chefs », prêt à se plier aux ordres reçus sans discussion ni murmure. « La discipline faisant la force principale des armées », dit le refrain. On aperçoit aussitôt le but poursuivi par ces sociétés. Comme on comprend qu'une « Médaille d'Honneur de l'Education Physique » vienne récompenser les bons valets qui ont rendu des services au sport, à la préparation militaire et à l'éducation physique ! (Décret du 4 mai 1929). D'ailleurs, les personnalités officielles ne cachent pas leur jeu : « Le maréchal Pétain, lisons nous dans la revue l'Amateur des Temps Nouveaux, assistant un jour à une réunion sportive, paraissait médiocrement intéressé ; — Que pensez-vous des joueurs, M. le Maréchal ? lui demanda un officiel. — J'aimerais mieux, répondit le Maréchal, voir ces vingt-deux joueurs sur les gradins

et ces milliers de spectateurs dans l'arène ». Evidemment, l'ogre sentait la chair fraîche ; il la voulait à point pour la prochaine « heure H ». Voici, du *Soldat de Demain*, un écho non moins officiel : « M. Adolphe Chéron, président de l'Union des Sociétés d'éducation physique, interviewé par M. Ménard, rédacteur au journal l'Aube sur ce que pourraient être les progrès du sport au cours de l'année 1933, a fait les déclarations suivantes :

« Au début de la nouvelle année, je continue à demander des terrains de jeux et des pelouses pour les écoles et les clubs. Où sont ceux dont l'aménagement avait été prévu sur la zone dès le lendemain de la guerre et dont le regrette Frantz-Reichel et moi-même rappelons la nécessité devant la Commission départementale de la Seine ? Oui, des terrains de jeux nombreux à la portée de la jeunesse, dans la banlieue immédiate des villes comme dans les campagnes et aussi des locaux dignes de l'activité des Fédérations. Sur le plan de la formation des maîtres : d'une part, la reconstruction de l'Ecole Supérieure d'éducation physique de Joinville et, d'autre part, l'ouverture de l'Ecole Normale d'application des professeurs de l'Université, constituant chacune sur son terrain, les deux éléments essentiels et inséparables de l'Institut national, seul capable d'assurer à la méthode française des progrès renouvelés et fondés à la fois sur la science de la vie, sur l'expérience, sur le contrôle des résultats. »

Clions aussi cette riposte (qui en dit long) de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation au service militaire, présidée par M. Chéron (un périodique sportif accusait une Fédération d'avoir « touché un million pour construire un siège social ») :

« L'Union, pour les besoins de ses sociétés, a participé, dès le lendemain de la guerre, à la campagne des stades. On peut même dire qu'elle fut des premières, sinon même la première, à ouvrir cette campagne par ses créations du Parc Saint-Maur. A ce premier Stade, d'autres, par la suite, s'ajoutèrent : à Saint-Maur, un deuxième stade et une école de natation ; au Perreux, un stade complet ; à Romainville, un terrain d'entraînement avec école de mécaniciens d'aviation. Soit 5 établissements d'éducation physique et sportive, toujours en service, pour l'aménagement et l'entretien desquels on est bien loin des millions que la Fédération mise en cause aurait touchés. Et les stades du Parc Saint-Maur, complets dans leur installation jusqu'à comprendre un stand pour le tir, chose rare dans les organisations similaires, mais que l'Union considère comme indispensable, connaissent, de la part des Sociétés, une faveur qu'il est facile de contrôler. Le rédacteur du périodique sportif avait d'ailleurs, à la direction de son propre journal, le moyen de recueillir des témoignages probants. Des exemples malheureux de stades créés à coups de millions, et dont la vie ne fut qu'éphémère, sont connus. Les conditions mises par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Education Physique à l'attribution des subventions éviteront à l'avenir, nous en avons l'espoir, le retour des erreurs commises par d'autres et assureront aux Sociétés de préparation au service militaire et à leur Union l'aide dont elles ont besoin pour rendre des services dont la portée dépasse le cadre par trop étroit des matches à recettes de l'amateurisme marron, qui, au lieu de préparer des citoyens pour le pays, fournit trop souvent au corps social des déclassés, au corps médical des malades, aux corps de troupes des ajournés, voire des réformés. » (*Le Soldat de demain*, janvier 1933).

La préparation à la guerre est donc le but nettement poursuivi par l'Etat. « L'intérêt » qu'il apporte aux sports est, en définitive, celui des magnats qui sont dans la coulisse et qui représentent la finance internationale. Aussi, se leurrent ceux qui croient voir un jour le sport au service de la paix. « Faites-nous des hommes

nous ferons des soldats », disait le général Chanzy. Exaltant au contraire le patriotisme (dans l'intérieur du pays même un patriotisme de clocher : voir certains matches de football), le sport, comme la presse, comme le cinéma, comme la langue internationale, comme la T.S.F., comme tout projet détourné du but de libération des hommes vers lequel il devrait tendre normalement, est canalisé vers des fins de division et d'extermination des peuples. Le sport sera simplement au service de l'homme lorsque le régime capitaliste aura disparu. Pour le moment, nous voyons de multiples sociétés sportives, fédérées et riches. Elles sont organisées pour exploiter commercialement et les aptitudes athlétiques des joueurs et la sottise des foules. Parfois elles servent à flatter la vanité d'un roi de la coiffure ou de la chaussure. Les médecins d'autrefois préféraient protéger les artistes ; ceux d'aujourd'hui s'attachent à des équipes de sportsmen. C'est le progrès !... La mentalité du professionnel est en harmonie avec celle de ses chefs et avec celle du public. A de rares exceptions près, l'athlète est — comme dit la chanson — un individu « grand, fort et bête ». Nous pourrions ajouter, souvent brutal et presque toujours vendu au plus offrant. On voit tel joueur radié à vie pour « s'être livré à des voies de fait sur la personne de l'arbitre », tel autre « pour insultes à l'arbitre et brutalités ». Combien en est-il qui luttent simplement pour des questions de gros sous ! Nous copions dans nos notes prises au hasard des lectures : « On se demande, avec quelque naïveté, dans les milieux sportifs, pourquoi certains athlètes, et non des moindres, se sentent tout à coup attirés vers un sport qui n'est pas le leur. Je crois qu'il faut chercher la raison de ces décisions subites dans la crise qui pèse actuellement sur la France et sur le Monde. Quand (mettons X...) veut devenir boxeur, il est évident que ce sont les lauriers dorés de la boxe qui l'intéressent ; quand (Z...), à son tour, veut lâcher la course à pied pour le football, il est évident qu'il songe aux deux mille francs par mois des joueurs professionnels de la balle ronde... etc... ». Pourquoi maintenant cet athlète est-il attaché à cette équipe, alors que naguère on le voyait ailleurs ? — Beau joueur, on l'a « eu » en lui faisant cadeau, par exemple, d'un fonds de commerce. Ne devait-il pas profiter de la chance, cette garce qui tourne si rapidement ? Et le « commerce » n'est-il pas partout ? A propos de la radiation à vie du coureur Ladoumègue, nous avons recueilli, dans la *France de Bordeaux* (7 mars 1932), un article de C. A. Gonnet, dans lequel nous lisons : « ... Entendons-nous bien. Je ne crois pas Ladoumègue absolument innocent... Je suppose qu'il a dû, quelquefois, pour courir, passer à la caisse. Mais — on connaît notre sentiment — j'estime que ce garçon, sans fortune, sans famille, marié, père d'un enfant, a sagement raison, si ses jambes de lévrier peuvent lui rapporter quelques billets de mille, de les prendre... On sait trop ce que c'est que le sport. Le jour où Ladoumègue n'avancera plus (et la course à pied, à ce régime-là, ne dure pas quinze ans !), il perdra et sa place — due au sport uniquement — et la foule d'amis qui l'entoure et toutes ses illusions. Il se retrouvera, comme bien d'autres, sur le pavé, avec sa gloire passée pour tout potage... Or, la gloire n'a jamais nourri personne. Qu'un universitaire, nanti de solides rentes, coure en pur amateur, bravo ! Mais un pauvre bougre a plus que le droit : le devoir de se débrouiller dans la vie. L'intelligence est un capital, la beauté en est un autre ; la « classe » sportive peut en être un troisième. Une réunion d'athlétisme à Paris sans Ladoumègue « fait » cinq mille francs. Avec « sa » présence, cent mille ! Et vous voudriez que de tout cet argent gagné dans la foulée de Ladoumègue il n'eût même pas les miettes ? Allons donc ! Un boxeur montant sur un ring et qui attire la foule, exige 30 % de la recette. Tout le monde trouve cela naturel. Mais

d'un Ladoumègue, c'est un crime. On me dira : « Les dirigeants sont bénévoles... ». Ce n'est pas vrai ! Ils ont pour eux les banquets, les voyages, les relations, les honneurs. L'un de ceux qui se sont acharnés le plus sur Ladoumègue criait à qui voulait l'entendre : « Les décorations, je les méprise ! ». Mais il s'est tu... du jour où on lui a donné la Légion d'honneur. Ce qui prouve d'ailleurs combien les dirigeants « bénévoles et dévoués » tiennent à leur fromage, c'est l'acharnement avec lequel ils le conservent, s'y accrochent — tout tremblants... Edifiant exemple que nous procure, entre autres, comme une triste leçon humaine, le rugby ! Ladoumègue pouvait être radié, mais après les Jeux Olympiques. La Fédération d'Athlétisme, quand elle autorisa les tournées Nuami, Peltzer, Paddock Sholz and Co, savait bien que ses athlètes étrangers ne faisaient pas de voyages d'études... Pourquoi a-t-elle accepté cela ? Pour faire de l'argent ! Il lui était égal que des étrangers vinssent en France avec un pourcentage sur les réunions auxquelles ils participaient, parce qu'elle, Fédération, en avait un autre... etc... »

N'est-ce pas édifiant ? Le même écrivain sportif nous renseigne, presque un an plus tard (*La France* du 11 janvier 1933) sur les progrès du fléau : « Gare à la commercialisation ! dit-il : ... J'avoue être inquiet un peu de l'orientation actuelle du sport. Le sport, qui fut pur et naturel, est en train de se commercialiser de façon effrayante et excessive. Ce n'est pas la faute des pratiquants qui, à peu de chose près, suivent la même ligne de conduite que leurs prédécesseurs et, quoi qu'on en dise, courent et jouent surtout pour leur plaisir. Mais les dirigeants — et ceci dans toutes les branches de l'activité physique actuelle — sont dominés par des questions de trésorerie qui, peu à peu, les conduisent à l'« exploitation en règle » du capital-argent que sont leurs hommes. Que font ceux-ci ? Ils ne réagissent point, ou faiblement. Je ne sais qu'un exemple : celui d'un quinze de rugby qui s'est constitué en société anonyme (ô combien !) et réclame des comptes après chaque match. Pourquoi ? On le devine... Mais, en dehors de cette préoccupation, somme toute morale ou normale, de dirigeants heureux de « faire des recettes », il y a autre chose. Des requins sont nés, qui « font » dans le sport, comme d'autres dans la politique, les fonds secrets, le chantage ou la coco. Ces nouveaux adeptes de la « traite des blancs » ont l'ambition avouée d'accaparer le sport pour des fins commerciales et de réaliser ce que New-York, par exemple, a déjà admis : « Tout effort est un spectacle, tout spectacle se paie ». Quand on a admis ce principe, ça vous mène loin. Vous ne faites plus du sport pour vous, mais pour le compte d'un autre. Puis, à un moment donné, vous affranchissant de cette tutelle, vous vous produisez vous-même. Paddock et Weissmüller, quand ils gagnaient le record du monde, songeaient déjà au cinéma et aux dollars. Désagrégation de l'idée originelle, avènement du Gladiateur. Gare !... etc... »

C'est, évidemment, un capital, ces athlètes susceptibles de faire entrer de fructueuses recettes dans les caisses des organisateurs. (On connaît l'exemple de matches truqués pour doubler la recette dans une revanche profitable.) Mais sont-ils, du moins, des hommes « complets », de merveilleux spécimens de la race ? Hélas ! Là aussi, il faut déchanter. Les méfaits du sport ainsi compris ont, depuis longtemps, été dénoncés. Voici, par exemple, ce qu'écrivit Marcel Berger, dans *Mondes et Voyages*, du 15 juillet 1932 : « Votre sport ? Nous lui reprocherons d'abord d'être un vrai péril pour la race. Un péril physique. Que voyons-nous ? Notre belle jeunesse et, pis, notre adolescence des deux sexes, entraînée par l'amour-propre — et par le bourrage de crâne — aux chemins de la compétition : courses à pied, cyclisme, football, rugby, boxe, natation et le reste ! Le résultat, ce sont ces organis-

mes surmenés, ces écorchés « claqués » que vient dénoncer le conseil de révision. Par l'abus du sport, chaque année des milliers de tuberculeux de plus, des milliers de futurs cardiaques. Consultez les médecins. La plupart se déclarent opposés aux excès journaliers commis sous cette dangereuse égide. En dehors d'eux, le plus grand nombre des « culturistes », « préparatistes », « naturalistes », voire des hommes aussi qualifiés — et d'ailleurs en désaccord entre eux — que le professeur Latarget et le lieutenant de vaisseau Hébert, passent leur vie à dénoncer les excès nocifs du sport.

Plus loin : « ... Rien de plus triste, parfois, au point de vue esthétique, qu'un champion spécialisé ! Nous connaissons des « as » de la course dont l'apparence est celle des gnomes ! Par ailleurs, il est fréquent — nous dirons presque qu'il est admis — qu'un sauteur ne sache pas nager, qu'un leveur de poids ne sache pas courir, qu'un coureur soit incapable de se hisser au long d'une corde. La carence de nombreux sportifs pendant la guerre — et nous ne parlons que de carence physique — restera sujet de dérision ».

Les progrès du sport se font au détriment de ceux de l'intellectualité : « ... Tout ce temps consacré désormais par la jeunesse — et par l'âge mûr — soit à la pratique, soit à la badauderie athlétiques, tout ce temps apparaît volé aux autres distractions hygiéniques et, surtout, aux spéculations et divertissements de l'esprit. Partout, les études régressent, l'intellectualité s'avilit. Le théâtre voit baisser ses recettes au profit de celles des vélodromes. A chaque club sportif qui s'ouvre correspond quelque philharmonique, quelque foyer spirituel ou artistique qui se ferme ».

Les athlètes sont, en général, comparables à ces animaux dont on force le régime pour leur faire produire, en un temps relativement court, ce qu'ils produiraient normalement à des intervalles échelonnés. Ce sont les coureurs du Tour de France, par exemple, « dopés » comme chevaux en carrière et obligés, après l'épreuve, de se reposer... à l'hôpital. Que devient l'homme après cela ?... Une baudruche dégonflée. Nous trouvons ceci dans nos notes : « Allez donc vous fier à la forme montrée par un athlète dans une seule manifestation. Elle dure ce que durent les roses, surtout lorsqu'elle n'est pas appuyée d'une robuste santé. Il y a huit jours, nous exprimions une crainte au sujet des efforts surhumains que venait de faire le trop courageux stayer dans le fameux match des champions du monde. Nous redonnions pour lui qu'il ait mis son organisme, à peine rétabli d'une longue dépression, à trop rude épreuve, qu'il ait exagéré la défense d'un capital musculaire et nerveux à peine reconstitué et insuffisamment consolidé. Cette crainte n'était pas vaine. Comme un prodigue qui ne sait pas compter, P... puisa à pleines mains dans ses réserves, le 5 mars. Malheureusement pour lui, il eut à faire face à une nouvelle échéance, au moins aussi lourde que la première, le 12 de ce mois. En huit jours, P... n'eut pas le temps de rattraper ses pertes et il ne put, dimanche dernier, faire face à toutes ses obligations. A peine remis d'un long état de déficience, P... est reparti à fond trop tôt. Il peut redouter, maintenant, les conséquences de son imprudence pour la bonne tenue de sa saison d'été, à moins que le grand air et le bon soleil ne le retapent miraculeusement à leurs premiers contacts... etc... ».

Passons aux foules, gobeuses de spectacles sportifs. Dans « l'atmosphère des rencontres internationales, le chauvinisme le plus étroit, le plus obtus s'y donne carrière. Sur le terrain, les équipiers — surtout ceux des quinze de rugby — n'ont qu'un but : gagner à tout prix. A tout prix, cela veut dire au prix, souvent, des pires brutalités, des pires déloyautés. Que l'arbitre, excédé, sévise, et ce sont les 30.000 spectateurs d'un France-Ecosse qui sifflent, l'invectivent, menacent de lui faire un mauvais parti. A Colombes, des grilles

accrées les en empêchent. Mais on a vu à Béziers ou à Lézignan, des arbitres roués de coups, menacés de malmort » (Marcel Berger).

On a vu la France entière vibrer d'une façon inepte lorsque son champion de boxe partit en Amérique pour se faire battre. On assiste souvent à des échanges d'injures et de coups dans certains matches où le public prend parti pour l'une ou l'autre équipe. Et lorsque de graves questions internationales sont susceptibles de précipiter ces troupes vers les charniers de la guerre, on voit les foules se ruer vers les hauts-parleurs des halls de journaux pour apprendre les derniers résultats sportifs. Vous croyez que l'angoissant problème passionne le public que vous voyez affairé et soucieux ; prêtez l'oreille à la rumeur qui monte : hosanna ! L'équipe de France a vaincu par x points à zéro ! Pauvres êtres qui maudissez parfois le sort qui vous accable comme vous faites le jeu de vos maîtres en dirigeant votre pensée vers ces futilités ! On ne se doute guère combien est basse la mentalité de certaines foules, tant elles sont avides d'actes de violence et de bestialité ! Les « Annales anti-alcooliques » (déc. 1932) ont publié la description d'un match de boxe, dont nous reproduisons le passage suivant :

« ... Ils étaient là 30.000 dans un immense vaisseau, 30.000 hommes et femmes et même enfants en bas âge, haletants, fascinés par les évolutions, les pirouettes, les coups d'adresse des malheureux athlètes, voués par la nature ou par l'intérêt à des combats hideux, où le peuple, redevenu animal féroce, trouve de sadiques plaisirs. Ils étaient là, étrangement mélangés, bourgeois très décolletés (car ces réunions sont snobs), demi ou quart de mondaines, panachées de types à physiologie de souteneurs en casquettes. Ces spectacles confondent les classes de façon touchante ! Quelle fraternisation ! Mais ce qui est indescriptible et inconcevable même, c'est la physiologie de tout ce peuple, ses manifestations délirantes, cependant que les coups pleuvent, meurtrissant les chairs, faisant couler le sang, sauter quelques dents, pochant les yeux. La participation du spectateur au combat se liait sur toutes ces faces dont les émotions débordaient ; les yeux s'écarrillaient, des vociférations sauvages sortaient des bouches convulsées : « Tue-le ! ; tue-le ; tape plus fort, vas-y Thill ! » On sentait vibrer le super-patriotisme de la brute ayant un vague souvenir des ruées humaines où le sang coule au nom de la Patrie. C'était grandiose de hideur, et l'on se serait cru en pleine corrida, où l'humain ne songe plus à cacher ses instincts sanguinaires. Des femmes pleuraient, surtout derrière moi la femme fluette de l'adversaire de Thill qui encaissait les plus savantes bourrades et qui finit par tomber épuisé. Pourquoi cette petite femme était-elle là ? Sans doute pour cueillir les lauriers sanguinolents de son brutal époux ? Il y a des femmes que de pareils triomphes mettent en liesse. Elles sont fort nombreuses, et il était visible que l'exaltation passionnée des femmes dépassait de beaucoup celle des hommes ».

Et le docteur Légrain ajoute avec raison :

« Quand on voit cela, on conçoit les boucheries de la guillotine, on s'explique la féroce de ce peuple qui demande la tête de Gorgulof, un fou ! Il lui faut du sang, à cet ours des cavernes, qui n'a du civilisé que le faux-col et la pipe ».

Le sport ? A ce mot, combien de camarades se détournent avec une sorte de répulsion ! C'est comme lorsqu'on leur parle du bistrot ou du cinéma... Ils sentent l'exploitation savante, l'abrutissement intellectuel, l'appât empoisonné. Et ils se détournent du piège. Ils s'en détournent pour aller vers leurs livres, vers leurs chères études, vers les hautes joies de l'esprit. Aux moments de délassement, ils prennent leur ligne et vont vers la rivière proche pêcher l'ablette... ou rêver. Et lorsque le cœur leur en dit, il se dévotent, plongent dans l'eau

riante et fraîche, pour ensuite offrir leur corps aux baisers du soleil... Le sport ? certes, ils détestent celui qui s'apparente aux « véhicules du crime », selon la vigoureuse expression de Mac-Say ; mais ils aiment celui qui est un bienfait pour leur corps. Pourtant, l'autre a tant fait de ravages, qu'il leur semble que ce serait avilir celui-ci que de le dénommer sport. — Ch. BOUSSIMOT.

STÉRILITÉ (n. f.) du latin *Stérilitas*, même sens. Le fait de ne pas se reproduire, de ne pas porter de fruit : un terrain stérile, un esprit stérile. Chez les animaux et chez l'homme le fait de ne pas enfanter. « La métaphysique est comme une vierge consacrée à Dieu ; elle n'enfante rien ». (Bacon).

La stérilité peut être pathologique ; chez l'homme, ses causes sont la cryptorchidie, arrêt du développement des testicules, la tuberculose et le cancer du testicule. Les blennorrhagies répétées suivies d'épididymites et d'orchites amènent la stérilité. Chez la femme, le vaginisme, état nerveux qui empêche tout rapport sexuel, les métrites et salpingites, certains fibromes qui, remplissant la cavité utérine, ne laissent pas de place pour l'œuf, l'insuffisance ovariennne, caractérisée par des règles peu abondantes, les kystes et tumeurs de l'ovaire. La stérilité pathologique est peu fréquente. C'est une erreur de croire, comme le feignent certains auteurs, à un abâtardissement de la race qui amènerait la stérilité. La grande cause de dénatalité d'un pays est la stérilité volontaire.

La stérilité volontaire est une conquête de la civilisation. L'homme primitif subit la nature, les peuples civilisés l'adaptent à leur commodité. Néanmoins, les peuples sauvages savent provoquer la stérilité. Des négresses pratiquent l'avortement au moyen d'une tige de bambou introduite dans la matrice. Dans la Russie tsariste, les paysans faisaient avorter les filles qui avaient fauté en les frappant violemment au ventre. Le plus souvent, ils tuaient la mère en même temps que le fœtus.

La civilisation a trouvé des moyens moins brutaux. Les préjugés religieux, qui empêchaient les peuples de regarder en face les choses sexuelles, disparaissent peu à peu et l'avortement, en dépit d'une légalité anachronique, s'étend de plus en plus. Il y en aurait, paraît-il, un million par an pour la France.

Plus générale que l'avortement est la restriction volontaire des naissances : ce que les Anglais appellent le *birth control*. On empêche, par des moyens divers, le spermatozoïde de rencontrer l'ovule. L'homme pratique l'acte bref ; la liqueur spermatique est émise au dehors, ou bien il recouvre la verge d'un condom. La femme s'efforce d'obturer par divers procédés : éponges, pessaires, etc... l'orifice utérin. Certaines se contentent d'uriner après l'acte ; la liqueur spermatique, accumulée dans le vagin, tombe par l'effet de la pesanteur. Un autre moyen consiste à faire de grands lavages de la cavité vaginale avec une eau additionnée de produits spermaticides.

Un médecin allemand a trouvé, récemment, le moyen de produire la stérilité en introduisant dans l'utérus un anneau en argent flexible. Replié pour franchir le col, l'anneau reprend sa forme dans la cavité utérine. L'utérus se contracte pour l'expulser mais n'y parvient pas et ces contractions continuées rendent impossible à l'œuf fécondé de se fixer à la paroi. Lorsque la femme désire un enfant, elle fait enlever l'anneau ; la grossesse redevient possible.

Tous les moyens de stérilisation sont aléatoires. On n'arrive au succès qu'à force d'attention et de soins. C'est pourquoi la bourgeoisie réussit mieux que la classe ouvrière à limiter sa fécondité. Chez les ouvriers, le logement exigü et sans confort, l'indolence, l'ignorance rendent la stérilité difficile à obtenir. Seul l'an-

neau d'argent serait efficace, mais ce moyen n'est pas à la portée de la classe ouvrière. Il faut un médecin pour placer l'anneau ; c'est une opération illégale et naturellement ceux qui la font demandent très cher.

La stérilité, tout au moins la stérilité partielle, peut permettre à la femme une vie intéressante. La fécondité excessive fatigue le corps et l'intelligence s'en ressent. Le ventre se flétrit, la peau affaissée tombe devant les cuisses comme un tablier ; les seins se fanent et tombent sur le ventre, les jambes se couvrent de varices qui rendent la marche difficile ; l'utérus, fatigué de porter constamment des grossesses, se relâche, il fait issue hors du vagin et pend entre les jambes, faisant de la femme une véritable infirme. Les préjugés sont encore tels, même en médecine, que les chirurgiens hésitent à enlever ce misérable organe qui ne fait que gêner et ne servira plus à rien, si ce n'est à tuer la femme par un cancer qui a les plus grandes chances de survenir.

Toutes les religions ont proscrit la stérilité. Chez la plupart des primitifs, la femme est esclave, sa seule raison d'être est la procréation de l'homme. Aussi la femme stérile est-elle considérée comme un être inutile. L'homme la tue ; tout au moins il la répudie et en prend une autre. Dans l'Islam, la mère d'un garçon porte orgueilleusement un croissant à sa coiffure ; elle croit avoir fait son devoir et son entourage pense comme elle. Ces mœurs barbares n'ont pas disparu. Pendant des siècles, la femme stérile était considérée comme abandonnée de Dieu ; la famille la persécutait. Aussi allait-elle dans les sanctuaires à miracles demander à Dieu la grâce de devenir féconde. L'orgueil de caste et de famille s'ajoute au préjugé religieux pour proscrire la stérilité. Pour continuer le titre, le nom, il faut un enfant, surtout un garçon.

Il ne faut pas croire que nous fassions la peinture d'une mentalité révolue. Elle subsiste encore aujourd'hui, même chez des gens prétendus avancés. Dans *Fécondité*, de Zola, l'épouse stérile n'est pas répudiée ; mais le mari lui adjoint une concubine qui, elle, a des enfants. Tout le monde approuve ce polygame par nécessité ; la femme légitime elle-même fait taire sa jalousie.

Il est à noter que, le plus souvent, la stérilité de la femme a l'homme pour cause. La blennorrhagie, relativement bénigne pour lui, est grave pour elle ; elle provoque la métrite et la salpingite qui entraînent la stérilité. La vasectomie, sorte d'avortement masculin est une opération qui consiste à couper le canal déférent qui conduit la liqueur spermatique. Les rapports sexuels demeurent possibles, mais ils sont inféconds et le testicule, soustrait à la fonction spermatique, n'en acquiert que plus de valeur comme glande endocrine ; il répand dans tout l'organisme ses principes dynamogènes.

La vasectomie serait un moyen très commode de stérilisation. La préservation féminine est difficile ; l'avortement peut être dangereux ; seule la section du canal déférent permet l'amour sans inquiétude. Mais elle n'est pas encore entrée dans les mœurs. Son seul inconvénient est d'être irréparable. Plusieurs pays : les Etats-Unis, la Suisse ont pratiqué la vasectomie sur les aliénés et les criminels. Pour les aliénés, cela sert d'admettre. D'abord ils sont inconscients et ensuite il est bon de les empêcher de procréer des malheureux qui, fous ou demi-fous, traîneront une existence misérable.

En ce qui concerne les criminels, il y a abus de pouvoir. Et la raison d'Etat n'est pas à invoquer, car le crime n'est pas héréditaire. Sa cause la plus fréquente est non pas une hérédité morbide, mais les difficultés de la vie dans une société mal organisée. — Doctoresse PELLETIER.

STIRNÉRISME (La). C'est à Bayreuth, le 25 octobre 1806, que Max Stirner vint au monde. Ce ne fut pas un écrivain d'une fécondité extraordinaire, les soucis de l'existence l'accaparèrent trop. De ses écrits, un seul a survécu, un volume où il s'est livré tout entier, où il a exprimé toute sa pensée et a essayé d'indiquer une voie d'issue aux hommes de son temps : *L'Unique et sa Propriété*.

Il y a Stirner et son œuvre, il y a *L'Unique et sa Propriété* et le « Stirnérisme ». Il est arrivé qu'en s'adressant aux hommes de son temps, Max Stirner s'est adressé aux hommes de tous les temps, mais sans assumer l'allure de prophète tonnant théâtralement du fond de sa caverne, que Nietzsche savait si bien prendre. Stirner ne se présente pas non plus à nous comme un professeur enseignant ses élèves : il parle à tous ceux qui viennent l'entendre, tel un conférencier ou un causeur qui a rassemblé autour de lui un auditoire de toutes les catégories, manuelles comme intellectuelles.

Aussi, pour comprendre la portée du Stirnérisme, faut-il retrancher de *L'Unique et sa Propriété* tout ce qui est relatif à l'époque où ce livre a été écrit. Sans ce travail préparatoire, la tentation risque de venir au lecteur qu'il se trouve en présence d'une confession ou d'un testament philosophique. Cet étayage fait, on a devant soi un arbre robuste et bien planté, une doctrine parfaitement cohérente et on ne s'étonne plus qu'elle ait donné naissance à tout un mouvement.

Le Stirnérisme considère que l'unité humaine est la base et l'explication de l'humanité ; sans l'humain pas d'humanité, la totalité ne se comprend que par l'unité. Autant s'arrêter tout de suite si l'on ne s'assimile pas ces prémisses. Cette unité sociologique n'est pas un être en devenir ni un surhomme, mais un homme comme vous et moi que son déterminisme pousse à être comme il doit être, comme il peut être — rien de plus ni de moins que ce qu'il a la force ou le pouvoir d'être. Mais l'homme que nous connaissons est-il bien ce que son déterminisme le voulait, en d'autres termes : est-il ce qu'il devait, ce qu'il pouvait être ? Cet homme que nous côtoyons dans les lieux de plaisir ou de travail, est-il un produit naturel ou une confection artificielle, est-il volontairement l'exécuteur du contrat social ou ne s'y conforme-t-il que parce qu'éducation, préjugés et conventions de toute espèce lui bourrent le crâne ? C'est ce problème que le stirnérisme va s'appliquer à résoudre. Premier temps !

Pour replacer l'individu dans son déterminisme naturel, le Stirnérisme se met à ébranler tous les piliers sur lesquels l'homme de notre temps a édifié sa mesure de membre de la Société : Dieu, Etat, Eglise, religion, cause, morale, moralité, liberté, justice, bien public, abnégation, dévouement, loi, droit divin, droit du peuple, pitié, honneur, patriotisme, justice, hiérarchie, vérité, bref les idéaux de toute espèce. Ces idéaux, ceux du passé, comme ceux du présent, ces idéaux, ceux des fantômes embusqués dans « tous les coins » de sa mentalité, qui se sont emparés de son cerveau, s'y sont installés et empêchent l'homme de suivre son déterminisme égoïste.

Les préjugés-fantômes battant en retraite les uns après les autres, les piliers de sa foi et de ses croyances croulant successivement, l'individu se retrouve seul. Enfin, il est lui, son Moi est dégagé de toute la gangue qui le comprimait et l'empêchait de se montrer tel que. La table rase a été faite, les nuages qui obscurcissaient l'horizon ont disparu, le soleil brille de tout son éclat et la route est libre. L'individu ne connaît plus qu'une cause : la sienne, et cette cause, il ne la base sur rien d'extérieur, sur aucune de ces valeurs fantômes dont, auparavant, son cerveau était farci. Il est l'égoïste dans le sens absolu du mot : sa puissance est désormais sa seule ressource. Toutes les règles extérieures sont tombées ; il est délivré de la contrainte intérieure, bien

pire que l'impératif extérieur ; force lui est maintenant de chercher en lui seul et sa règle et sa loi. Il est l'Unique et il s'appartient, en toute propriété. Il n'est pour lui qu'un droit supérieur à tous les droits : le droit à son bien-être. « La peine doit disparaître pour faire place à la satisfaction ».

Pensez donc où l'Unique en est arrivé ! Pas une vérité n'existe en dehors de lui. Il ne fait rien pour l'amour de Dieu ou des hommes, mais pour l'amour de soi. Il n'y a entre son prochain et lui qu'un rapport : celui de l'utilité ou du profit. C'est de lui seul que dérivent tout droit et toute justice. Ce qu'il veut, c'est ce qui est juste. Foin donc de toute cause qui n'est pas la sienne ! Il est lui-même sa cause et n'est ni « bon », ni « mauvais » (ce sont là des mots). Il se déclare l'ennemi mortel de l'Etat et l'irrespectueux adversaire de la propriété légale.

Quelques citations tirées de *L'Unique et sa Propriété* feront comprendre que Stirner n'a rien épargné et qu'aucune idole n'a trouvé grâce à ses yeux :

« Toujours un nouveau maître est mis à la place de l'ancien, on ne démolit que pour reconstruire et toute révolution est une restauration. C'est toujours la différence entre le jeune et le vieux philistin. La révolution a commencé en petite-bourgeoise par l'élévation du Tiers-Etat, de la classe moyenne, et elle monte en graine sans être sortie de son arrière-boutique. »

« S'il vous arrivait, ne fut-ce qu'une fois, de voir clairement que le Dieu, la loi, etc..., ne font que vous nuire, qu'ils vous amoindrisent et vous corrompent, il est certain que vous les rejetteriez loin de vous, comme les chrétiens renversèrent, jadis, les images de l'Apollon et de la Minerve et la morale païenne. »

« Tant qu'il reste debout une seule institution qu'il n'est pas permis à l'individu d'abolir, le Moi est encore bien loin d'être sa propriété et d'être autonome. »

« La culture m'a rendu rusé, cela ne souffre non plus aucun doute. Elle m'a donné un pouvoir sur tout ce qui est force, aussi bien sur les impulsions de ma nature que sur les assauts et les violences du monde extérieur. Je sais que rien ne m'oblige à me laisser contraindre par mes désirs, mes appétits et mes passions, et la culture m'a donné de les vaincre : je suis leur maître. »

« Celui qui renverse une de ses manières peut avoir par là montré aux autres la route et le procédé à suivre ; mais renverser leurs manières reste leur affaire. »

« On se contenta pendant longtemps de l'illusion de posséder la vérité, sans qu'il vint à l'esprit de se demander sérieusement s'il ne serait pas nécessaire, avant de posséder la vérité, d'être soi-même vrai. »

« Celui qui doit, pour exister, compter sur le manque de volonté des autres, est tout bonnement un produit de ces autres, comme le maître est un produit du serviteur. Si la soumission venait à cesser, s'en serait fini de la domination. »

« Pour l'homme qui pense, la famille n'est pas une puissance naturelle, et il doit faire abstraction des parents, des frères, des sœurs, etc... »

Sur quels rivages son déterminisme poussera-t-il l'égoïste chez lequel il a été fait table rase des préjugés-fantômes ? Et voici le deuxième temps du stirnérisme.

Tout bonnement vers les rivages de l'union, de l'association... Mais une union contractée volontairement, une association d'égoïstes que ne hanteront pas les fantômes du désintéressement, du dévouement, du sacrifice, de l'abnégation, etc... Une association d'égoïstes où notre force individuelle s'accroîtra de toutes les forces individuelles de nos co-associés, où l'on se consommera, où l'on se servira mutuellement de nourriture. Une union dont on se servira pour ses propres fins, sans que vous trouble l'obsession « des devoirs sociaux ». Une association que vous considérerez comme votre propriété, votre arme, votre outil et que vous quitterez quand elle ne vous sera plus utile.

Mais qu'on ne s'imagine pas que l'association, si elle permet à l'individu de se réaliser par elle, n'exige rien en échange.

Certes, l'association stirnérienne ne se présente pas comme une puissance spirituelle supérieure à l'esprit de l'associé — l'association n'existe que par les associés, elle est leur création ; mais voici : pour qu'elle remplisse son but, pour qu'on y échappe « à la contrainte inséparable de la vie dans l'Etat ou la société » il faut bien comprendre que n'y manqueront pas « les restrictions à la liberté et les obstacles à la volonté ». « Donnant, donnant ». Egoïste, mon ami, tu consommeras les autres égoïstes, mais à condition d'accepter de leur servir de nourriture. Dans l'association stirnérienne, on peut même se sacrifier à autrui, mais non en invoquant le caractère sacré de l'Association ; tout bonnement parce qu'il peut vous être agréable et naturel de vous sacrifier.

Le stirnérisme reconnaît que l'Etat repose sur l'esclavage du travail ; que le travail soit libre et l'Etat est aussitôt détruit. (*Der Staat beruht auf der Sklaverei der Arbeit. Wird der Arbeit frei, so ist der Staat verloren*) : voilà pourquoi l'effort du travailleur doit tendre à détruire l'Etat, ou à s'en passer, ce qui revient au même.

Troisième temps. Reste la façon dont l'égoïste ou l'Association des égoïstes réagira contre les habiles et les rusés qui usent à des fins de domination et d'exploitation des fantômes qui ont pris possession des cerveaux des hommes. Le stirnérisme n'entend pas jouer le rôle de l'Etat après l'avoir détruit ou avoir clamé son inutilité, forcer ceux qui ne le veulent ou ne le peuvent à former des associations d'égoïstes. Le stirnérisme ne préconise pas la révolution. Le stirnérisme n'est pas synonyme de messianisme. Contre ceux qui possèdent et exploitent au point de ne laisser aux exploités ni pain à manger, ni lieu où reposer leur tête, ni de leur payer le salaire intégral de leur effort, l'insurrection est de mise, la rébellion convient. Il y a des biens improductifs au soleil, des coffres-forts pleins à déborder, que diable ! Et pas de sentimentalisme quand il s'agit d'affirmer son droit individuel ou associé au bien-être. L'ego guidé par la conscience de soi, ne saurait s'embarrasser de scrupules qui pouvaient hanter les hommes aux cerveaux habillés par des fantômes.

« La révolution orsonne d'instituer, d'instaurer, l'insurrection veut qu'on se soulève ou qu'on s'élève ».

« Je tourne un rocher qui barre ma route jusqu'à ce que j'aie assez de poudre pour le faire sauter ; je tourne les lois de mon pays tant que je n'ai pas la force de les détruire ».

« Un peuple ne saurait être libre qu'aux dépens de l'individu, car sa liberté ne touche que lui et n'est pas l'affranchissement de l'individu ; plus le peuple est libre, plus l'individu est lié. C'est à l'époque de la plus grande liberté que le peuple grec établit l'ostracisme, bannit les athées, et fit boire la ciguë au plus probe de ses penseurs ».

« Adressez-vous donc à vous-mêmes, plutôt qu'à vos dieux ou à vos idoles : découvrez en vous ce qui est caché, amenez-le à la lumière et révélez-le ».

Telle est l'essence du message que Max Stirner, en le délivrant aux hommes de son temps, adresse aux hommes de tous les temps.

Nous avons dit qu'en Stirner il y avait l'homme et l'œuvre. Après avoir parlé de la doctrine, parlons de son fondateur. Stirner n'est que le nom de plume de Johann Caspar Schmidt et ce surnom n'est qu'un sobriquet dû au front (*Stirn* en allemand) développé de l'auteur de *L'Unique et sa Propriété* et qu'il a conservé pour ses écrits.

Un des épisodes de la vie de Stirner qui retient le plus notre attention est sa fréquentation, dix ans durant, du club des « Affranchis », groupement d'intellectuels animés des idées libérales des esprits avancés d'avant 48. Ils se réunissaient dans une brasserie et dans l'atmosphère enfumée des longues pipes de faïen-

ce, discutaient sur toutes sortes de sujets : théologie (le livre de Strauss sur Jésus venait alors de paraître), littérature, politique (la révolution de 48 était proche). Ce fut en 1843 que Max Stirner, l'homme d'aspect impassible, d'un caractère fort et concentré en soi, épousa en secondes nocces une Mecklenbourgeoise, rêveuse et sentimentale, assidue elle aussi au club des « Affranchis », Marie Daehnhardt. Pourtant, leur union ne fut pas heureuse. L'incompréhension mutuelle des deux époux et les calomnies insinuant que Stirner cherchait un profit dans ce mariage par la dot de sa femme, amenèrent la rupture en 1845.

Stirner continua à produire. *L'Unique et sa Propriété* date de la fin de 1844. Il a successivement publié de 1845 à 47 une traduction allemande des maîtres-ouvrages de J.-B. Say et d'Adam Smith avec notes et remarques en 8 volumes ; en 1852, une « Histoire de la Réaction » en deux volumes, toute de sa plume ; en 1852 encore, la traduction d'un essai de J.-B. Say sur le capital et l'intérêt, avec des remarques... Puis, il ne publia plus rien. Ses dernières années furent miséreuses. Réduit à gagner son pain comme il le pouvait, isolé, emprisonné deux fois pour dettes, il succomba en 1856 à une infection charbonneuse dans un garni. De nouvelles recherches de mon ami John-Henry Mackay, mort en mai 1933, semblent attester que la fin de son existence ne fut ni si misérable ni si dépourvue d'amitié qu'on l'a cru tout d'abord.

Revenons à l'œuvre de Stirner. Un des passages les plus remarquables de *L'Unique et sa Propriété* est celui où il définit la bourgeoisie par rapport aux déclassés. Cette citation est la meilleure réponse à faire à ceux qui voient dans Stirner et ses continuateurs des individualistes bourgeois :

« La bourgeoisie se reconnaît à ce qu'elle pratique une morale étroitement liée à son essence. Ce qu'elle exige avant tout, c'est qu'on ait une occupation sérieuse, une profession honorable, une conduite morale. Le chevalier d'industrie, la fille de joie, le voleur, le brigand, et l'assassin, le joueur, le bohème sont immoraux, et le brave bourgeois éprouve à l'égard de ces « gens sans mœurs » la plus vive répulsion. Ce qui leur manque à tous, c'est cette espèce de droit de domicile dans la vie que donnent un commerce solide, des moyens d'existence assurés, des revenus stables, etc... ; comme leur vie ne repose pas sur une base sûre, ils appartiennent au clan des « individus » dangereux, au dangereux prolétariat : ce sont des « particuliers » qui n'offrent aucune garantie et n'ont « rien à perdre » et rien à risquer ».

« Tout vagabondage déplaît d'ailleurs au bourgeois, et il existe des vagabonds de l'esprit, qui, étouffant sous le toit qui abritait leurs pères, s'en vont chercher au loin plus d'air et plus d'espace. Au lieu de rester au coin de lâtre familial à remuer les cendres d'une opinion modérée, au lieu de tenir pour des vérités indiscutables, ce qui a consolé et apaisé tant de générations avant eux, ils franchissent la barrière qui clôt le champ paternel, et s'en vont par les chemins audacieux de la critique, où les mène leur indécomposable curiosité de douter. Ces extravagants vagabonds rentrent eux aussi dans la classe des gens inquiets, instables et sans repos que sont les prolétaires, et quand ils laissent soupçonner leur manque de domicile moral, on les appelle des « brouillons », des « têtes chaudes » et des « exaltés ».

« On pourrait réunir sous le nom de vagabonds conscients tous ceux que les bourgeois tiennent pour suspects, hostiles ou dangereux ».

Stirner n'est pas descendu vers le peuple, comme les Bakounine, les Kropotkine, les Tolstoï, par exemple. Ce n'est pas un producteur massif comme Proudhon aux préjugés de bourgeois moyens et généreux ; ce n'est pas un savant comme Reclus, doublé d'un esprit de bonté évangéliste ; ni un aristocrate comme Nietzsche ; c'est l'un de nous. C'est un homme qui ne se trouva jamais nanti d'une position sûre et profitable ou rentée. Il connut la nécessité de pratiquer les métiers les plus divers pour se subvenir. La gloire qui entoure les prosaïques célèbres, les militants révolutionnaires ou les chefs d'école, lui fut inconnue. Il dut se débrouiller

comme il le pouvait et au lieu des marques de considération que la bourgeoisie décerne, malgré tout, à certains illustres révolutionnaires, il n'en reçut que les rebuffades dont elle accable les individus sans situation et sans garantie.

Instruit par ses propres expériences, Stirner a donc tracé du bourgeois un portrait beaucoup plus frappant que ne le fit plus tard Flaubert qui se plaçait uniquement au point de vue esthétique.

Pour Stirner, la caractéristique du monde bourgeois c'est de posséder une occupation sérieuse, une profession honorable, de la moralité, bref ce qui constitue un droit de domicile dans la vie. Le bourgeois peut être ouvrier ou rentier, se dire républicain, radical, socialiste, syndicaliste, communiste, voire anarchiste ; il peut appartenir à une Loge, à la Ligue des Droits de l'Homme, à un Comité électoral socialiste, à une cellule communiste ; il peut même payer sa cotisation à un parti révolutionnaire. Tant que sa vie repose sur une base sûre, tant qu'il offre des garanties morales, bourgeois il est et bourgeois il reste.

En Allemagne même, ce ne fut qu'au bout de cinquante ans que parut une seconde édition de *L'Unique et sa Propriété* (1882). En 1893, la grande maison d'éditions Reclam, de Leipzig, éditait ce livre dans sa Bibliothèque Populaire. C'était le rendre accessible à tous. En 1897, John-Henry Mackay, qui s'est donné tant de mal pour retrouver des traces de Stirner et dissiper le mystère qui couvre sa vie, publiait la première édition de *Max Stirner, sein Leben und sein Werk*.

En France, *L'Unique et sa Propriété* paraissait en 1900 en deux traductions, celle de Robert L. Reclaire, chez Stock ; celle de Henri Lasvigne à la Revue Blanche (En 1894, Henri Albert avait traduit une partie de l'ouvrage au « Mercure de France » ; un peu plus tard, Théodore Randal avait fait de même dans les « Entretiens Politiques et Littéraires » et dans le « Magazine International »).

En 1902, il était traduit en danois (avec préface de Georges Brandes), et en italien (avec préface d'Edoardo Zuccoli) ; une deuxième édition italienne a paru en 1911 et a été réimprimée en 1920. En 1907, précédé d'une préface de l'auteur de la philosophie de l'Egoïsme, James Walker, il en paraissait une traduction anglaise par Steven T. Byington, éditée par Benjamin R. Tucker (sous le titre *The Ego and his own*). En 1912, *L'Unique et sa Propriété* avait, de plus, été traduit en russe (on compte huit éditions de cet ouvrage en cette langue, la septième traduite par Léo Kasarnowski, la dernière datant de 1929), en espagnol, en hollandais et en suédois. En 1930, ont paru deux traductions japonaises dont une bon marché par J. Tsuji. Je pense qu'il existe des traductions de *L'Unique* en d'autres langues. (J'ai entendu parler de la traduction de *L'Unique* en dix-huit langues, mais je n'ai pu vérifier).

Sous le titre de *Kleinere Schriften — petits écrits* — John-Henry Mackay a réuni les études, articles, comptes rendus et réponses de Stirner à ses critiques parus de 1842 à 1848. Je connais une édition italienne de cet ouvrage, intitulée *Scritti minori*. J'ai traduit dans l'en dehors la critique très intéressante que Stirner a faite des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue et un extrait du *Faux principe de notre éducation*. — E. ARMAND.

STOICISME (n. m.). Du grec *stoa*, portique, parce que Zénon de Citium, fondateur de la philosophie stoïcienne, enseignait sous un portique. Ce substantif correspond à deux adjectifs : stoïcien et stoïque. Le stoïcien est celui qui appartient à l'école de Zénon ; le stoïque est celui qui a la fermeté recommandée par Zénon. On pourrait dire d'Epictète, plus fervent de la pratique que des dogmes, qu'il était encore plus stoïque que stoïcien.

Si j'osais mêler les vocabulaires, je constateraï qu'il y a une façon pharisaïque (et d'ailleurs vulgaire) de

comprendre le stoïcisme. C'est celle que blâme La Fontaine (*Le philosophe Scythe*) quand il nous montre « un indiscret stoïcien » qui

.....Retranche de l'âme
Desirs et passions, le bon et le mauvais,
Jusqu'aux plus innocents souhaits.

Le fabuliste ajoute que « de telles gens »

.....Otent à nos cœurs le principal ressort ;
Ils font cesser de vivre avant que l'on soit mort.

Ce que condamne La Fontaine est une caricature, non le véritable stoïcisme. Il est vrai que beaucoup de professionnels de la philosophie s'y sont trompés, depuis Plutarque, ce pauvre prêtre, jusqu'à Paul Janet, membre de l'Institut, qui donna au *Dictionnaire des Sciences philosophiques* de Franck un article « Stoïcisme » d'une injustice et d'une ignorance étonnantes. Nul stoïcien n'a jamais élagué avec une telle indiscretion. Ils ont seulement établi entre nos puissances une hiérarchie trop sévère et donné trop absolument l'empire à la raison. S'ils semblent condamner sans réserve les « passions », c'est question de vocabulaire ; ils blâment sous ce nom les agitations folles et excessives, mais ils consentent aux « affections », mouvements beaux et eurythmiques. Ils distinguent quatre « passions » dont la laideur s'efforce vers les faux biens ou se désole de ne les point posséder ; ils appellent ces quatre passions : tristesse, plaisir, désir, crainte. Le sage, par une méthode que j'indiquerai plus loin, s'affranchit de toute tristesse. Au lieu du plaisir et de ses petites secousses inquiètes, il se donne la joie continue : ascension dans la clarté ou, suivant la définition de Spinoza, émouvant voyage et « passage d'une perfection moindre à une perfection plus grande ». Au lieu de la crainte et de ses affolements, il connaît la souriante prudence qui veille toujours sur le trésor intérieur. Enfin, comme son effort n'exige jamais l'impossible ou l'effort, comme ce qu'il réalise c'est toujours, dans l'indifférente victoire ou l'indifférente défaite extérieure, la beauté même de son effort et son propre perfectionnement par cette beauté, le sage ne dit pas qu'il désire, mais qu'il veut.

Bien loin que le stoïcien détruise aucune de ses puissances internes, ce qui domine en lui, c'est le sentiment de l'unité de son être et de son accord avec lui-même. Les mauvais instincts, pour employer un vocabulaire plus nouveau et plus clair que le sien, il ne les supprime pas en lui, il les rend indifférents par la platonisation ou utiles par la sublimation. Connaître l'harmonie que je suis, la réaliser de plus en plus et, à mesure que je la perfectionne, en prendre une conscience de plus en plus nette et de plus en plus large : voilà l'essence de l'éthique stoïcienne. Monter en quelque sorte sur chacune de mes connaissances pour agir plus haut, sur chacune de mes actions pour voir plus vaste.

La grande méthode morale du stoïcisme s'appuie sur la fameuse doctrine des *choses indifférentes*. Le stoïcien appelle indifférent tout ce qui ne dépend pas de lui. Cette définition, d'abord âprement volontaire, il en fait peu à peu une réalité subjective. Quand il a donné tout l'effort qui dépend de lui, il devient indifférent au résultat.

J'ai montré, dans la *Sagesse qui rit*, que le stoïcisme est essentiellement « un positivisme du vouloir ». Le savant positiviste, pour se donner tout entier à la recherche scientifique, se désintéresse de tout le domaine inconnaissable et métaphysique. Le stoïcien, pour ne perdre à des regrets et des découragements aucune parcelle de sa force et de sa volonté, se rend indifférent tout ce qui ne dépend pas de sa volonté et de sa force.

Mais, parmi les choses qu'il déclare indifférentes dès qu'il les compare au bien unique, la beauté de sa vie, il en reconnaît de *préférables* : il les recherche dès que cette recherche ne nuit pas au souverain bien ; il évite, quand il le peut sans laideur, les choses contraires aux

préférables. Il y a plus : rechercher le préférable et éviter son contraire est un effort naturel, raisonnable, sans lequel on ne serait pas stoïcien.

Je ne parle que de ce qu'on appelle improprement la morale stoïcienne et qui est sagesse non morale. Quant à la logique et à la métaphysique de la secte, ce sont curiosités historiques qui n'intéressent plus que l'érudition. — HAN RYNER.

STRATÉGIE n. f. (du grec *stratos*, armée ; *agô*, je conduis). Sur la stratégie, considérée comme une partie de l'art militaire, nous dirons peu de chose. Elle a pour but essentiel de faciliter l'assassinat collectif de milliers d'êtres humains. Elle fut toujours une source de destructions inutiles et de monstrueuses douleurs. Si les peuples étaient moins stupides, ils rangeraient les généraux fameux dans la catégorie des bandits les plus pervers. Mais, au lieu de m'arrêter à des considérations longuement développées par les meilleurs écrivains pacifistes, je préfère montrer aux adversaires de l'autorité que le pouvoir militaire n'échappe pas plus que le pouvoir patronal, administratif, etc... à une décomposition qui devrait faire réfléchir les adorateurs de l'Etat. « Même dans l'armée, institution où l'esprit de barbarie subsiste à un très haut degré, le commandement se ramène, au sommet de la hiérarchie, à une affaire de calcul et d'organisation. Un chef militaire n'a plus besoin de faire preuve de courage, ni de s'exposer personnellement au danger ; et maints haut gradés se comportèrent en pleutres durant la guerre de 1914-1918. Endurance, bravoure, audace, force de caractère, ces qualités impérieusement requises des anciens conducteurs de troupe, sont bonnes seulement pour le simple soldat et, quelquefois, pour les officiers subalternes. Installés loin des balles, des obus et des gaz asphyxiants, dans de confortables et luxueux châteaux, avec un nombreux personnel de cuisiniers et de valets, les grands généraux, ou plus exactement ceux qui travaillent pour leur compte, n'ont besoin que du téléphone, de cartes et des menus objets nécessaires pour écrire ou calculer. On les renseigne sur la position des armées antagonistes, sur l'importance et la qualité des éléments dont eux-mêmes disposent, sur la force de l'adversaire et sur ses intentions présumées. D'après les facteurs en présence, et nullement d'après leur fantaisie s'ils jouissent encore de leur bon sens, nos stratèges résoudreont les problèmes qui se posent. La guerre se conduit comme une affaire industrielle ou commerciale ; à son stade supérieur, le pouvoir militaire ressemble de moins en moins à ce que nos pères appelaient le commandement. Organiser d'une façon adéquate et rationnelle, voilà quel est, dans l'armée comme ailleurs, le vrai travail de direction. Et si nous avons pris cet exemple, c'est qu'aux yeux des naïfs, le chef militaire demeure l'incarnation la plus typique de l'autorité entendue au sens des anciens. » (*En Marge de l'Action*.) On voit combien profonde est l'erreur de ceux qui attribuent une mystérieuse vertu à l'Autorité, qui prêtent à la volonté des chefs une microbolante efficacité. L'histoire de la stratégie le démontre : cela est faux, même lorsqu'il s'agit des bravaches galonnés qui plastonnent dans les cérémonies patriotiques et les défilés officiels.

Comme il existe une stratégie militaire, il existe aussi une stratégie électorale, fasciste, communiste, cléricale, maçonnique, etc... Sectes et partis s'efforcent de détenir les leviers de commande et de procurer des places enviables à leurs adhérents. Quelle que soit l'étiquette dont ils se parent, toujours il s'agit d'assurer la domination d'un groupe restreint de privilégiés sur une masse d'imbéciles. A l'occasion, et pour mieux tromper le public, l'on adopte un programme qui, en apparence, donne satisfaction aux plus ardentes aspirations égalitaires. En réalité, le but secret des divers groupements politiques, c'est d'obtenir la meilleure part du gâteau

gouvernemental. Se faire la courte échelle pour grimper toujours plus haut, telle est la loi primordiale de ceux qui s'associent pour exploiter la sottise humaine. Une réciprocité de bas services, voilà en quoi consiste la camaraderie qui règne entre les membres de maintes organisations, dont les allures magnanimes et désintéressées imposent le respect à ceux qui n'ont pu les observer de très près.

Pour nous, quels que soient les symboles sous lesquels se développe l'exploitation des pauvres et des ignorants : croix, triangle, faucille et marteau, etc..., nous restons du côté des victimes. Certes, nous conseillons la prudence : mouchards et provocateurs manquent rarement dans les milieux d'avant-garde ; et nous savons les gouvernants capables de tout pour perdre ceux qui les font trembler. Pourquoi fournir à l'administration et à la police des renseignements qui leur permettront de nous mater ? Or, des manifestations mal calculées, des déclarations courageuses mais dépourvues d'efficacité pratique, peuvent aboutir à ce résultat. Soyons prudents ; toutefois gardons-nous d'avilir la cause que nous voulons servir, en maniant le mensonge et la calomnie comme le font nos adversaires. Laissons à d'autres ces armes empoisonnées ; c'est sur la vérité seulement que doit s'appuyer la stratégie de ceux qui luttent pour le triomphe de la raison et de l'amour. — L. BARRINETTE.

STUPEFIANT [E] adj. : qui frappe de stupeur ; nom masc. : un stupéfiant, des stupéfiants, se dit des médicaments qui produisent une sorte d'inhibition des centres nerveux, d'où résulte un état d'inertie physique et morale qui ne va pas jusqu'à la narcose, mais produit une anesthésie partielle (*Larousse*).

Cette définition ou n'est pas très exacte, ou est incomplète, car cette inhibition des centres nerveux, c'est-à-dire ce choc qui les met en état d'inertie, est soit précédée, soit suivie d'une période d'excitation telle qu'on a volontiers tendance à considérer comme stupéfiants des médicaments qui, en réalité, sont juste l'opposé.

Nous poserons donc de suite, en principe, qu'il n'y a que deux corps répondant exactement à l'idée moderne des stupéfiants : 1° la cocaïne ; 2° l'opium et ses dérivés.

A côté de ces deux médicaments, nous trouvons d'autres substances dont la pharmacodynamie est voisine des stupéfiants.

Nous les classifions en :

Hypnotiques (chloral, sulfonal, bromure de potassium, et tous les dérivés de la série barbiturique : véronal, gardénal, somnifène, allonal, etc...) ;

Anesthésiques (éther, chloroforme, chlorure d'éthyle, protoxyde d'azote).

Deux autres corps existent qui, à tort, ont été souvent considérés comme stupéfiants, alors qu'en réalité ce sont des excitants : ce sont le hachisch et l'alcool. Un dernier venu, le Peyotl est intéressant à citer pour les phénomènes bizarres que procure son ingestion. Nous en dirons quelques mots.

Historique. — Dormir, ne plus souffrir... car le sommeil est bien le réparateur souverain de tous les maux. L'insomnie est le pire des supplices : se tourner et se retourner sur sa couche, ressasser dans son cerveau tous les problèmes qui vous tracassent durant la veille et qui, dans le noir, prennent des proportions formidables ! Tout plutôt que cela... Et le stupéfiant vient qui va donner quelques heures d'accalmie.

Aussi, comme la douleur a été de tous les temps, le stupéfiant a une origine vieille comme le monde. L'humanité souffrante a toujours cherché un procédé pour rendre la vie plus supportable. Les Incas, les Chinois, les Egyptiens trouvaient un bien-être physiologique dans l'emploi de certaines plantes dont ils avaient découvert les propriétés. C'est ainsi que l'opium et la

coca furent utilisés chez ces peuples bien des siècles avant qu'on en entendit parler en Europe.

Homère ne parle-t-il pas, dans l'*Odyssée* du « *Nepenthes* » : Hélène, dit-il, tenait de l'Égyptienne Polydamna ce médicament propre à « calmer la douleur et à dissiper les chagrins ». Opium ou jusquiame ? Les commentateurs ne sont pas très d'accord.

Plus tard, en 332, Alexandre le Grand fonda, en même temps que la ville d'Alexandrie, la première école de pharmacie qui eut la gloire de lancer le fameux *Thériaque*, qui, par l'opium qu'elle contenait, parcourut tout le cycle des années, puisqu'elle figurait encore dans le « *Codex* » de 1893. Bref, à toutes les époques de l'histoire, nous trouvons des médicaments qu'il serait trop long de citer ici et qui, tous, ont eu pour but de supprimer la douleur. Nous sommes donc en bonne compagnie pour parler des stupéfiants, et d'abord du premier de tous, l'opium.

Opium. — Tout le monde sait comment on obtient l'opium : une incision sur le fruit du pavot avant sa complète maturité : un suc blanc, laiteux, poisseux par le caoutchouc qu'il contient, s'écoule, qui, abandonné à lui-même, se dessèche et donne un produit brunâtre : l'opium. L'on a dit longtemps que la vertu principale de l'opium était de *faire dormir*. Non : l'opium n'est pas somnifère, mais il facilite le sommeil, parce qu'il calme la douleur en permettant à l'organisme de ne plus sentir l'irritabilité de son système nerveux. Que l'on fume l'opium ou qu'on se pique à la morphine, la douleur cesse d'abord et la sensation d'euphorie s'installe.

Malheureusement, quand l'action de l'opium diminue, une irritabilité spéciale remplace l'insensibilité. Ce sont d'abord des démangeaisons insupportables. Puis, si l'on se lève, des sensations pénibles, allant jusqu'à la nausée et aux vomissements.

Alors, pour retrouver le bien-être évanoui, le fumeur, le morphinomane recourent de nouveau au poison, augmentant fatalement les doses, pour obtenir l'effet cherché. C'est le « *cercle vicieux* » de Gilles de la Tourrette.

Voilà la rançon de tous les stupéfiants. Car nous retrouverons ce même phénomène en étudiant tous ces produits ; c'est une véritable mithridatisation qui permettra à l'intoxiqué d'absorber des grammes de poison alors que quelques milligrammes pourraient tuer un non initié.

L'opium agit par les différentes substances qui le composent, et dont la principale est la *morphine*. Une piqûre à la morphine, seule, est plus active et dangereuse que l'emploi de l'opium total avec tous ses alcaloïdes, comme le fait le fumeur. Ces alcaloïdes, dont les six principaux sont : *morphine, narcotine, papavérine, codéine, thébaine* et *narcéine*, atténuent la valeur d'intoxication de l'opium brut. L'héroïne, trop connue de certains intoxiqués, est un dérivatif de la morphine.

Tous les fumeurs d'opium ont traité sur le mode dythyrambique les jouissances psychiques que procure la « *bonne drogue* ». Voici Claude Farrère qui chante l'hymne à la *Fumée d'opium* : « Oh ! se sentir de seconde en seconde moins charnel, moins humain, moins terrestre !... Admirez la multiplication mystérieuse des facultés nobles ; devenir, en quelques pipées, l'égal véritable des héros, des apôtres, des Dieux... ». Farrère et les fumeurs ont raison : une des caractéristiques de l'opium est d'abolir tout désir sexuel en exaltant, au contraire, les « *facultés nobles* » : intelligence, mémoire, sens du beau. « Ainsi, dit toujours cet auteur, les nerfs féminins sont troublés amoureuxment par l'opium mais l'opium apaise et maîtrise les virilités. Et regardez se jouer l'opium capricieux : aux femmes, créatures d'amour, il exaspère et multiplie l'ardeur amoureuse ; aux hommes, créatures de pensées, il supprime le sixième sens qui s'oppose grossièrement aux

spéculations cérébrales. Il est certain que les choses sont bien ainsi et que l'opium a raison. » (Cl. Farrère, *Fumées d'opium*.)

Trois stades bien caractérisés marquent la carrière d'un opiomane. Les voici résumés d'après Jarland. (*L'opium au Yunnan*, 1925) :

1° Sensation d'euphorie dès les premières pipes. On ne sent plus son corps. Les idées surgissent. Exacerbation de l'intelligence, de la mémoire, des sentiments de beauté et de bonté.

2° Le fumeur est imprégné. Pour avoir « ses » sensations, il double, triple même le nombre de pipes. La paresse s'installe et l'activité motrice diminue.

3° L'Euphorie devient de plus en plus lointaine. L'organisme ne réagit plus : anorexie, constipation, dyspepsie, troubles de la circulation.

Bref, l'opiomane a perdu le rythme de la vie. Et, au point de vue psychique, c'est la déchéance qui commence. Ah ! les poètes ont chanté tout à l'heure l'hymne à l'opium avec ses jolies et ses sensations qui font du fumeur un surhomme. Écoutez les maintenant : « ...C'est une pipe meurtrière... dix poisons, tous féroces, s'embusquent dans son cylindre noir, pareil au tronc d'un cobra venimeux... Il n'est plus qu'une sensation humaine qui me soit restée... si, une chose, un verbe : *souffrir* ! ».

« Une heure sans opium, voilà l'horrible, l'indicible chose, le mal dont on ne guérit pas, parce que cette soit là, la satiété même ne l'éteint pas... et je suis le damné qui, pour se délasser de la braise ardente, trouve seulement le plomb fondu ». (Claude Farrère, *loc. cit.*).

Telle est la grande caractéristique de la psychologie des stupéfiants. À côté de la joie intense que procure le poison tant que dure son effet, se trouve la désespérance épouvantable pour l'intoxiqué devenu l'esclave de sa passion.

ALCALOÏDES DE L'OPIMUM. — Morphine. — C'est le dérivé de l'opium le plus employé ; et c'est le meilleur aide que possède le médecin dans tout son arsenal thérapeutique pour soulager toute douleur de quelque nature qu'elle soit. Il est même dommage que la phobie de l'accoutumance empêche beaucoup de médecins de l'employer quand ils devraient le faire, car chez des incurables, c'est un acte de charité que d'adoucir leurs derniers moments avec des injections de morphine, même à haute dose.

Chez les morphinomanes avancés, l'emploi de ce stupéfiant est redoutable, car ils ne peuvent vivre la vie à peu près normale qu'avec leur dose d'entretien. Rien n'est d'ailleurs plus triste et plus répugnant que de voir l'intoxiqué au faciès hébété, sortir de sa poche ou de son sac (car hélas ! les femmes sont en plus grand nombre que les hommes), sans nul souci d'antisepsie, la seringue toujours prête, et se larder, même en public, dans un coin retiré. (c. f. un reportage de « *Gringoire* », janvier 1933).

Aussi faut-il voir dans quel état se trouve la peau des jambes, des cuisses, du ventre, des bras, absolument tatoués de mille coups d'aiguille, sans compter les cicatrices d'abcès qu'on s'étonne de ne pas voir apparaître à chaque piqûre.

Héroïne. — Un dérivé de la morphine, devenu très à la mode chez les toxicomanes, c'est l'héroïne.

La sensation d'euphorie est, en effet, plus grande, plus subtile, plus spécialisée dans son raffinement, qu'avec la morphine ou l'opium. Évidemment, comme avec tout stupéfiant, elle s'atténue à la longue et finit par disparaître même en augmentant les doses.

Cette euphorie s'accompagne d'un état d'hyperactivité psychique avec facilité d'association d'idées et de paradoxes extraordinaires. Cela dure deux heures environ.

C'est le meilleur médicament conseillé par la toux et le dyspnée, ainsi que pour l'état dépressif de la mélan-

colie, mais son emploi doit être très surveillé, car la « faim » de l'héroïne est plus impérieuse que celle de la morphine et de l'opium, surtout la sensation de « paradis » disparaissant très rapidement à l'usage.

Les autres succédanés de l'opium n'ont rien d'intéressant au point de vue « stupéfiant ».

Nous allons donc étudier le grand poison à la mode, la « coco », la « neige », qui fait tant de ravages dans un monde spécial de viveurs ou de faibles qui se laissent prendre à ses appâts.

Cocaïne. — Nous savons tous que c'est l'alcaloïde, principe actif, que contiennent les feuilles de l'*Erythroxylon coca*. Les Incas, de temps immémorial chiquaient ces feuilles, remède souverain contre la faim, la soif, la fatigue.

La cocaïne fut isolée en 1859 par Niemann. Elle est employée sous la forme de chlorhydrate, sel qui se présente sous la forme de paillettes blanches, brillantes, ce qui lui a acquis très rapidement chez les cocaïnomanes la dénomination de « neige ».

On l'utilisa d'abord en chirurgie, sa propriété anesthésique étant remarquable. Reclus en formula les lois. En art dentaire, et en petite chirurgie, il rendit de grands services grâce à l'absence de toute douleur qu'on obtenait pendant les opérations.

Ce n'est que depuis quelques années qu'on s'aperçut que, prise en inhalation nasale, il se produisait des phénomènes d'euphorie, d'ivresse spéciale, et d'excitation agréable.

Et comme malheureusement, là comme partout, et encore plus que partout, l'habitude naît de la première réalisation, l'intoxication progressive abolit toute volonté de réagir, et la cocaïnomanie est installée.

La cocaïne, plus que tout autre stupéfiant, a gagné un certain public, grâce à sa facilité d'absorption. La « prise » est simple et facile. Pas de solution ou d'ampoule, ni de seringue comme pour la morphine. Pas de mise en scène ni de matériel comme pour la fumée d'opium. « Point de cachoterie gênante et humiliante : une boîte, une poudre blanche qui n'a pas d'odeur, qui ne tache pas, un geste rapide et discret, bref tous les avantages d'une habitude élégante et de bon ton ». (Dupré et Logre).

Les effets psychologiques de la cocaïne sont variés selon les individus. Ils ne sont pas les mêmes, non plus, selon que le terrain est neuf ou déjà imprégné.

L'initiation se fait, soit par curiosité, soit par l'entraînement d'un camarade, car il est à noter que les toxicomanes cherchent toujours à enrôler le plus possible d'adeptes.

Après la prise de cocaïne, le sujet ressent d'abord une anesthésie complète de la muqueuse nasale ; puis il éprouve sur la face, autour du nez et de la bouche une impression de froid et quelques phénomènes désagréables tels que nausées, défaillances, palpitations, changement de la voix, trismus et prognathisme du maxillaire inférieur. Chez ceux qui sont un peu entraînés, cette phase n'existe pas, et la cocaïne provoque d'emblée son euphorie spéciale : contentement profond, sentiment de force et d'intelligence, oubli des chagrins, qui n'apparaissent plus à la conscience rassérénée, que comme des contingences négligeables. C'est une ivresse forte et joyeuse. Dans son visage épanoui, l'œil vif et humide, troué par une large mydriase offre un éclat singulier, mais combien de temps cela dure-t-il ?

Fugace, ce rêve s'estompe dans un lointain, laissant un désir de recommencement inextinguible. Alors arrive un sentiment pénible de lassitude et de tristesse avec anxiété et énervement. Le malade n'est plus qu'une loque incapable du moindre effort. Et pour échapper à cette dépression angoissante, pénible comme un supplice, il ne voit plus qu'un moyen : recourir à une nouvelle dose de cocaïne. Les prises succèdent aux prises jusqu'à ce que l'on sente physiquement que l'on a son

plein. Ce *sensil*, après quelques entraînements, peut atteindre facilement deux grammes et chez les grands cocaïnomanes, dix et vingt grammes.

Alors pendant quelques instants, c'est un vrai coma, avec cœur battant la chamade par son arythmie. C'est la période vraiment stupéfiante et tellement redoutée, que beaucoup préfèrent continuer leurs doses jusqu'au jour pour que les occupations de la vie courante les arrachent à leur cauchemar.

En effet, après ce cycle de perte absolue de toute conscience, celle-ci revient peu à peu, et c'est alors l'insomnie avec tout son bagage d'excitation cérébrale. Il y en a pour, à peu près, cinq heures. Après, la vie reprend, et quand le toxique est digéré et en partie éliminé, c'est une impression d'apaisement, avec une vitalité plutôt exacerbée. La faim, même boulimique revient, car sous l'influence de la cocaïne, il y a presque impossibilité de manger ou de boire. Nulles aussi les fonctions urinaires et génésiques.

Ce n'est que lorsque l'organisme s'est libéré du poison par des mictions copieuses, que ces deux fonctions reprennent leur activité avec même un peu d'exagération.

Nous pouvons donc dire, d'après l'étude de ces phénomènes, qu'il y a une grande différence entre l'intoxication de la cocaïne et celle de l'opium. Dans la cocaïne, la phase d'excitation, toujours consécutive à l'état primitif et essentiel de stupéfaction, est plus développée que dans celle de l'opium. L'opiomane est en général muet, le cocaïnomanes parle énormément et avec jugement et facilité.

Mais, en résumé, cocaïne comme opium suppriment les maux de la fatigue plutôt qu'ils ne donnent de la force.

L'illusion ne se prolonge pas et l'oubli momentané de la fatigue sera compensée par une dépression plus grande du système nerveux, réclamant fatalement une nouvelle dose de poison, et amenant l'accoutumance.

Hachisch. — Nous ne devrions pas, en vérité, parler du hachisch dans cette étude, car, nous l'avons dit au début, quoique considéré comme stupéfiant, ce n'est en réalité qu'un excitant, comme l'alcool et le café.

Extrait du chanvre, (*cannabis indica*), il est en grand honneur chez les populations arabes, au même titre que l'opium en Chine et Indo-Chine. La préparation la plus connue est le *Dawamesk* qui renferme en plus de l'extrait gras du chanvre, du sucre, des aromates : musc, cantharide, noix vomique, etc...

Il était très snob de manger le hachisch au temps des romantiques, comme il le fut plus tard pour l'éther, comme il l'est aujourd'hui pour la cocaïne, et de tout temps pour l'opium.

Théophile Gautier, Baudelaire, Moreau de Tours, Charles Richet même, notre grand maître de la physiologie, nous ont laissé des observations extrêmement fouillées sur l'ivresse hachischienne.

L'euphorie du mangeur de hachisch est causée par l'illusion d'une activité débordante. On trouve une grande analogie avec l'alcool dans cette superexcitation. Les impressions qui viennent du dehors déclenchent des actes. Une musique, même banale, provoquera des exubérances de cris, de rires ou de larmes. Nous avons vu tout le contraire chez l'opiomane ou le cocaïnomanes, la passivité étant leur état habituel, et le moindre bruit pendant l'état de stupéfaction, devenant une vraie souffrance.

La plus belle observation que nous ayons de l'ivresse hachischienne est celle que Théophile Gautier publia dans un journal (La Presse) et que Moreau de Tours a reproduite dans son livre « *Du Hachisch et de l'aliénation mentale* ». Nous y renvoyons le lecteur.

Alcool. — C'est franchement un excitant, et l'action stupéfiante n'arrive que comme réaction intense. Alors,

c'est le sommeil de brute, prélude d'une attaque possible de *delirium tremens*.

Peyoll. — Disons un mot de cette petite plante originaire du Mexique, le peyoll, dont A. Rouhier nous a fait connaître les sensations bizarres qu'elle provoque lorsqu'on l'absorbe en infusion.

L'ivresse du peyoll est essentiellement visuelle, et consiste en un défilé d'images vivement colorées et animées d'un mouvement continu.

Le peyoll se rapprocherait donc du haschisch, mais n'a rien d'un stupéfiant. (c. f. l'auto-observation de A. Rouhier dans son livre *Le Peyoll*, G. Douin, Paris, p. 233).

Hypnotiques. — Toute une série de nouveaux médicaments provenant en partie de l'acide barbiturique ont envahi la pharmacopée moderne. Enervés, excités par la frénésie et la trépidance de la vie actuelle, les gens des grandes villes ont le sommeil difficile, et l'usage des hypnotiques leur semble un appoint bienfaisant au repos qu'ils désirent.

Véronal, gardénal, allonal et combien d'autres font partie aujourd'hui du matériel de la table de chevet... (avec peut-être le revolver dans le tiroir...). Et quoi d'étonnant, alors, que l'on enregistre à chaque instant des suicides par le plus connu de ces produits, je veux dire le Véronal, puisque le pharmacien peut le délivrer tout comme un vulgaire tube d'aspirine, sans ordonnance ?

Anesthésiques. — Ceux-ci ne sont pas aussi facilement employés par le public. Le chloroforme, le chlorure d'Éthyle, le protoxyde d'azote, restent l'apanage des chirurgiens. Quant à l'éther, je crois qu'il n'est guère plus de mode ; ceux d'il y a cinquante ans qui se vantaient de son ivresse et dégustaient avec délice (?) des fraises à l'éther (cf. le livre de Willy : *L'Ether*), ne sont plus guère en état de l'employer, et leurs petits-fils préférèrent de beaucoup la cocaïne...

Dupré et Logre ont décrit l'élément d'excitation de l'éther, qui manque dans l'effet de l'opium. Mais la plus belle observation est celle de Guy de Maupassant, qui respirait l'éther lorsqu'il avait la migraine, et qui en recevait ensuite une excitation intellectuelle admirable : « C'était, dit-il, une acuité prodigieuse de raisonnement une manière nouvelle de voir, de juger, d'apprécier les choses et la vie avec la certitude, la conscience absolue que cette manière était la vraie. Et la vieille image de l'Écriture m'est revenue soudain à la pensée : Il me semblait que j'avais goûté à l'Arbre de Science... J'étais un être supérieur, d'une intelligence invincible, et je goûtais une jouissance prodigieuse à la constatation de ma puissance... »

« Puis des bruits vinrent, sons indistincts, et je reconnus que ce n'étaient que bourdonnements d'oreille.

« Je respirais toujours le flacon — soudain je m'aperçus qu'il était vide, et la douleur recommença ».

Nous voyons bien, qu'il s'agisse d'opium, de morphine, de cocaïne ou d'éther, que le rythme est toujours le même. Exaltation avec la sensation de beauté et de bonté et réaction de souffrance — avec l'impression que tout est fini. — On recommence alors... jusqu'où ?

Conclusion. — Lorsque Tolstoï a demandé : pourquoi les hommes usent-ils de stupéfiants, il a répondu : « C'est pour étouffer leur conscience et altérer le sens de leur responsabilité ». Je ne crois pas que ceux qui s'adonnent aux stupéfiants voient aussi loin dans leurs réactions sentimentales, mais il semble que, malgré eux, ce but soit atteint.

En réalité, on crie à la déperdition de la race, à l'abrutissement des individus, à la dégénérescence de la nation parce que quelques imbéciles se livrent à la fumée d'opium ou à la prise de « coco ». C'est profondément ridicule. Qu'on les laisse donc s'abêtir, tous ces inutiles, ces snobs qui peuplent les dancings, ou les bars plus ou moins interlopes !... Et ces fameuses fumeries d'opium

des environs de l'Etoile... et ces maisons, où tous les vices sont couverts par une respectable matrone souvent au service de la préfecture de police !... Quelle perte voulez-vous que ce soit pour la nation de les voir se tuer ou peupler les maisons de santé ? La cure de désintoxication ? Oui, elle peut donner quelques bons résultats, mais elle coûte cher et ne nous intéresse pas.

Voit-on la classe ouvrière se livrer à ce geste stupide de se mettre une prise de cocaïne dans le nez ? Elle en rirait si on le lui proposait. Non, elle n'a que faire de tous ces poisons, et a pour elle des joies autrement saines.

Faut-il écouter les pessimistes, qui pensent que notre planète est destinée à une dégénérescence universelle : l'Extrême-Orient paralysé par l'opium, le monde musulman par le haschisch, l'Amérique par la cocaïne et la vieille Europe usée par l'abus de l'alcool ?... (D^r Legrain.)

Non, je ne veux pas croire cela. A côté de ces fossiles, se trouvent des éléments jeunes et sains qui, loin des poisons et des stupéfiants, régénéreront la race.

Laissons aux demi-fous leurs intoxications. La société se défend contre eux le mieux possible, en créant des difficultés d'approvisionnement. La cocaïne et tous les dérivés de l'opium sont inscrits au fameux tableau B et leur délivrance par le pharmacien est de plus en plus rigoureuse. La Société des Nations s'occupe, de temps en temps, de légiférer les fournitures mondiales de ces produits. Quant aux trafiquants, la police spéciale sait leur donner la chasse et le tableau est souvent fructueux.

Mais, encore un coup, le poison n'atteint que quelques éléments peu intéressants de la société et laisse indemne la vraie fleur de la population ; et c'est le principal. — Louis IZAMBRAND.

SUBJECTIF, SUBJECTIVISME, SUBJECTIVITÉ. Ces mots s'opposent directement à *objectif, objectivisme, objectivité*. Le sens des mots *sujet* et *objet* et de leurs composés a tellement varié en philosophie, que leur histoire sémantique serait longue à exposer ou peu intelligible. La seule explication du sens que donne Descartes au mot *objet* demanderait des pages. Un philosophe presque contemporain, Charles Renouvier, mort en 1903, employait encore *objet* et *sujet* dans un sens à peu près contraire à l'usage généralement adopté aujourd'hui.

L'acception moderne a son origine dans la terminologie de Kant. M^{me} de Staël dit excellemment (*De l'Allemagne*, III, 6) : « On appelle, dans la philosophie allemande, idées subjectives celles qui naissent de la nature de notre intelligence, et idées objectives toutes celles qui sont excitées par les sensations ». D'une façon plus générale encore et pour parler le langage substantialiste coutumier, le subjectif est tout ce qui a rapport au Moi et à la vie intérieure ; l'objectif, tout ce qui a rapport au Non-Moi.

Page 1817 de cette *Encyclopédie*, Ixigrec a exposé clairement le point de vue scientifique et condamné toute méthode subjective. Il a absolument raison dans le domaine de l'affirmation générale. Ce qui est objectif doit rester individuel et ne jamais tenter de s'imposer à autrui. Je ne propose même pas ma métaphysique ou mon éthique, je les expose. Et ce n'est pas pour que d'autres rêvent mon rêve ou agissent selon ma conscience. Ceux qui ont, comme moi, le goût de cette poésie particulière qu'on appelle métaphysique ne doivent ni se laisser imposer un seul poème, je veux dire un seul système, ni prétendre que d'autres adoptent leur rêve et leur système. Si, élargissant peut-être le sens actuel de mot, j'ai intitulé *Le Subjectivisme* un exposé de mon éthique, c'est pour plusieurs raisons. J'indique ainsi que, méprisant toutes les morales qui se veulent universelles et qui osent ordonner, je m'efforce de styliser ma vie selon les conseils d'une « sagesse qui rit » et qui n'a pas la prétention de pouvoir servir à tous. Qu'elle m'encourage stoïquement ou qu'elle me berce épicuriennement, la sagesse que j'écoute m'enseigne

toujours que le dehors, l'objectif, la matière de ma vie a moins d'importance que la façon dont je l'accueille : il est peu de circonstances auxquelles je ne puisse donner en moi, si je suis un artiste suffisant, la forme du bonheur. Enfin le premier conseil de toute sagesse me paraît le fameux « Connais-toi toi-même » et la partie intellectuelle de la sagesse n'est qu'une critique de mes pouvoirs et de mes vœux.

En métaphysique, ce que j'appelle subjectivisme n'est que le refus de toute autorité pour autrui comme pour moi ou, si l'on préfère, une affirmation de libre-pensée et d'individualisme. Mais, en éthique, aurai-je l'immobilité de croire que mon subjectivisme est un approfondissement de l'individualisme ordinaire ?... —
HAN RYNER.

SUBORDINATION n. f. (du latin *sub*, sous, *ordo*, ordre). Euphémisme destiné à cacher la réalité, le mot subordination est l'équivalent du mot servitude, dans la majorité des cas. Et l'on sait qu'aujourd'hui la servitude est à la mode, même chez nous, où maintes grenouilles radicales et marxistes réclament un pouvoir fort.

Acquisitions tardives de notre espèce, le besoin d'indépendance, le goût de la liberté sont fréquemment tenus en échec par l'instinct servile, hérité de nos aïeux. Pendant d'innombrables siècles, les hommes furent esclaves et de corps et de pensée. Absorbé par le groupe, privé de toute personnalité véritable, l'individu n'a pris que tardivement conscience de sa valeur et de ses droits. Même à notre époque, beaucoup n'arrivent pas à comprendre que la qualité de membre de telle ou telle collectivité, famille ou association, compte bien peu comparée aux mérites intrinsèques et personnels du moi profond. Tout savant ou tout artiste dont la puissance créatrice n'avère exceptionnelle peut, à bon droit, se dire citoyen du monde, et les honneurs qu'on lui accorde ou lui retire ne modifient aucunement ses qualités. Le génie n'a point de patrie, concèdent des penseurs pourtant bien timides. Ce qui est vrai des hommes illustres, l'est aussi des individualités obscures qui, malgré une prison sociale incessante, conservent leur originalité. Un torse splendide garde sa valeur intrinsèque, même s'il est recouvert d'un veston rapiécé, et, pour faire disparaître les tares d'un corps affaibli, il ne suffit pas d'endosser des habits magnifiques ; pareillement, diplômes, titres et décorations n'ajoutent rien aux aptitudes mentales de l'individu ; si éclatants soient-ils, on leur demande vainement de donner de l'esprit aux jeunes aristocrates qui en sont dépourvus. Qu'il habite dans l'Inde, en Autriche ou au Vénézuéla, qu'on l'honore ou qu'on l'emprisonne l'homme de bien sème autour de lui espérance et le bonheur ; peu lui importe les mœurs, les coutumes et le qu'en-dira-t-on ; de l'opinion des autres il n'a cure, c'est de son propre cœur que jaillissent compassion et générosité. A la nature, non aux accessoires que la collectivité ajoute, chacun doit d'être une personnalité unique, incapable de jamais se reproduire absolument identique. Tant qu'elle ne lèse point les droits légitimes d'autrui, il faut qu'elle puisse développer librement ses virtualités mentales et physiques.

Malheureusement, les chefs, loin de favoriser le goût de l'indépendance, s'appliquent à maintenir celui de la servitude, afin d'asseoir leur domination sur une base indestructible. Eglise, école, police, administrations diverses, tout le formidable appareil de la machine gouvernementale est orienté dans un sens contraire à celui de la liberté. Aussi l'évolution normale qui conduit à rejeter tradition et conformisme, pour permettre à la personne humaine d'atteindre à son développement complet, se trouve-t-elle entravée fâcheusement. A certaines époques surtout, les partisans d'une autorité tyrannique triomphent avec impudeur. Hélas ! nous vivons une de ces époques-là. La vogue est aux dictatures ; partout l'on prône les gouvernements forts, qui

remplacent la raison par la trique et réduisent le citoyen vulgaire à n'être qu'un numéro. Sous prétexte de restaurer la puissance de l'Etat, qu'ils estiment amoindrie, partis rétrogrades et partis avancés songent pareillement, mais pour des fins contraires, à priver l'individu du peu d'indépendance que lui concède encore la loi. Et l'idéal qu'on nous propose à grand renfort de réclame, c'est celui de la caserne, du pensionnat ou du couvent. Tous se lèveront au même instant, porteront les mêmes habits, travailleront à des besognes équivalentes un nombre d'heures égal, mangeront au même moment une soupe et un fricot identiques ; couchés à la même heure, ils devront tous dormir ou du moins s'ennuyer au lit jusqu'à telle minute fixée d'avance ; distractions ou promenades n'échapperont pas davantage à une étouffante réglementation. Décrétées par des chefs qui penseront pour le troupeau, ces mesures seront appliquées sous la rude mais juste surveillance de contrôleurs incorruptibles.

Maintes causes expliquent cette poussée vers la servitude à laquelle trop de peuples n'ont pas su résister. Elle provient d'abord de la désastreuse influence exercée par de nombreux journaux. S'élever jusqu'à la dictature fut toujours la suprême hantise des politiciens mégalomanes et des grands ambitieux. En outre Lénine, Mussolini, Hitler ont montré qu'à notre époque les espoirs les plus incroyables étaient permis à l'homme qui exploite adroitement une situation révolutionnaire. Même dans des pays où la démocratie est installée depuis longtemps, ils sont moins rares qu'on ne le suppose les apprentis dictateurs. Mais très peu l'avouent ; pour mieux piper la confiance des masses, ils se disent habituellement grands amis des prolétaires. Toutefois, ils alimentent, d'une façon occulte, des campagnes de presse pour la restauration d'un pouvoir fort. Un chœur savamment orchestré de journaux, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, proclame que la cause de nos maux réside dans l'affaiblissement du principe d'autorité. Et chaque jour, avec des variantes opportunes dans l'accompagnement, il entonne la même antienne, sous n'importe quel prétexte. C'est la condition imposée par l'invisible chef de jazz aux exécutants qui veulent avoir part aux libéralités des fins de mois. Par tous les moyens, au prix des plus honteux mensonges, il faut persuader au peuple que la situation deviendrait rapidement merveilleuse s'il avait à sa tête un maître omnipotent. Lorsque le candidat dictateur est l'homme lige des manitous de la banque, du commerce et de l'industrie, ses largesses royales engendrent à son égard un enthousiasme qui, finalement, tient du délire. Comme il dispose de ressources illimitées, la foule des gens à vendre se presse à ses guichets ; sans peine il se ménage des complicités, même parmi ceux qui se disent ses adversaires. De simples mégalomanes, coté le parfumeur par exemple, trouvent des valets de plume assez vils pour chanter leurs louanges sur un mode dithyrambique capable d'égayer tout lecteur qui a conservé son bon sens.

En aidant à la diffusion de doctrines qui ne parlent que d'obéissance et confèrent à qui commande la dignité de demi-dieu, l'Université a contribué, elle aussi, à faire naître le mouvement réactionnaire actuel. Un Durkheim, dont l'influence fut si néfaste, prônait la soumission aux autorités sociales, même si elles détenaient le premier rang par brigue et par corruption. Sous prétexte d'ordre et de discipline, il sacrifiait l'individu à l'Etat. Avec des théories pareilles, on ne forme pas des hommes, on fabrique des pantins ; mais la tâche devient si facile, et pour les gouvernants et pour les chefs de parti, qu'ils cherchent tous en pratique à inculquer ces idées néfastes dans le cerveau de leurs ressortissants. Après les étudiants de Sorbonne et des Facultés provinciales, les élèves des lycées et des écoles normales, puis ceux de nos plus pauvres écoles primaires

durent ingurgiter un Durkheim adapté à la capacité de leur cerveau. Aux adultes rendus dociles, passifs, Eglises, coteries fournissent ensuite des idées toutes faites sur des problèmes qu'ils n'ont jamais étudiés. Réflexion, examen critique sont remplacés par un acquiescement aveugle aux directives des chefs de file.

Si peu de gens, même parmi les intellectuels, possèdent une vraie personnalité, que longtemps encore les fournisseurs de credo et de programmes verront leur commerce prospérer. Instinct d'imitation, esprit grégaire sont les solides bases psychologiques qui permettent aux plus sots mouvements religieux, littéraires, politiques, etc... de grandir et de durer. Par manque d'effort intellectuel, beaucoup deviennent incapables d'avoir des concepts bien à eux ; c'est d'autrui qu'ils reçoivent toutes leurs idées et, quand ils déclarent une solution adéquate et parfaite, c'est que leur guide favori l'a chaudement préconisée. Des multiples notions qui peuplent leur cerveau, pas une ne leur appartient en propre, pas une n'est une création de leur intellect ou n'a jailli spontanément du tréfonds de leur individualité. Nous rencontrons aussi des hommes, par ailleurs fort actifs, mais dont la mentalité revêt un aspect mécanique. Entourés de téléphones, de machines à parler, dicter, calculer, etc..., certains brasseurs d'affaires finissent par n'avoir qu'une pensée automatique, dont le mouvement toujours pareil est commandé par les manettes et les leviers de l'intérêt personnel. Indéfiniment leur esprit tourne dans le même cercle de préoccupations mesquines et d'idées sans élévation ; ce sont des machines à gagner des dollars ou des francs. Ils jonglent avec les millions, connaissent à fond les règles du jeu commercial ou financier ; hors de l'étroit damier où s'alignent leurs pions, ils se montrent incapables de rien comprendre.

Dans le monde du travail, le développement d'un syndicalisme privé de sa première et généreuse sève, la formation de groupements professionnels peu soucieux d'éveiller le goût de la réflexion chez leurs adhérents, ont conduit certains ouvriers à penser d'une façon impersonnelle et grégaire. Bien compris, le syndicalisme aboutit à des résultats tout différents : il permet au salarié de se documenter sur les problèmes qui l'intéressent, il l'oblige à peser mûrement les décisions qu'il doit prendre et qui, parfois, mettent en cause son gagne-pain. Ce double but fut clairement exposé par les héros fondateurs des premiers syndicats ouvriers ; et, parmi leurs successeurs, ceux-là ne l'oublient point qui sont restés fidèles à la cause du prolétariat. Hélas ! maintes associations, qui furent à l'origine de merveilleux instruments de libération, ne sont plus aujourd'hui que des entreprises administratives, secrètement chargées par les pouvoirs publics de ralentir ou d'arrêter la marche en avant des travailleurs devenus moins dociles. Dans trop de centrales ouvrières, l'esprit bureaucratique règne en souverain maître, et ceux que la confiance des salariés plaça aux postes de direction adoptent les méthodes des fonctionnaires gouvernementaux. Ils oublient que leur emploi n'est pas une sinécure, qu'ils doivent donner l'exemple du courage, du désintéressement, de l'abnégation ; et, pour assurer indéfiniment leur réélection, ils s'efforcent, non d'éclairer la masse, mais de l'habituer à l'obéissance passive. Foin des discussions approfondies avant l'action et, après, d'une critique impartiale des résultats obtenus ; il suffit de croire à l'infailibilité des chefs et de les suivre aveuglément. Aussi, avec la complicité des hauts fonctionnaires du syndicalisme, Mussolini et Hitler ont-ils pu se rendre maîtres des organisations ouvrières, sans rencontrer l'ombre d'une résistance. Dépourvus d'esprit critique, incapables d'initiative personnelle et ne sachant qu'obéir, les travailleurs restèrent inertes devant la dictature, parce que la trahison de leurs dirigeants les priva du mot d'ordre qui pouvait galvaniser leur énergie. Il est

promis aux plus honteuses servitudes, l'homme qui, sous prétexte de discipline, se borne à n'être qu'un instrument docile aux mains d'arrivistes rouges, jaunes ou blancs. — L. BARREDETTE.

SUBSISTANCES. Ensemble de choses nécessaires à l'entretien de la vie. Le sujet, à le considérer sous tous ses aspects, est des plus vastes. Je ne l'examine ici qu'au point de vue du rapport de la population humaine aux subsistances.

La question, qui n'a pas retenu outre mesure l'attention des sociologues et des réformateurs sociaux, est celle-ci : la terre, exploitée par la science, l'ingéniosité et le travail humains, donne-t-elle assez de denrées de toute sorte pour satisfaire largement aux besoins primordiaux de chacun ?

Couramment, on répond par l'affirmative. « Il y a, dit-on, à tout moment, quel que soit l'accroissement de la population, trop de tout. » Point de démonstration d'ailleurs, aucun chiffre, aucune preuve.

Elisée Reclus a bien tenté il y a une cinquantaine d'années, de justifier la croyance générale, mais, négligeant pour les grains, les réserves (semences, alimentation du bétail, utilisations industrielles), attribuant aux hommes, pour la viande, tout le poids de toutes les bêtes vivantes, il enlisait facilement l'humanité dans des amoncellements formidables de nourriture.

La thèse de l'abondance a été aussi défendue éloquentement par Pierre Kropotkine, dans la *Conquête du pain* notamment et dans *Champs, Usines, Ateliers*. Ses vues, très en vogue parmi les anarchistes, ont eu, sur le développement général de la pensée économique conservatrice, leur influence. Elles appartiennent cependant au domaine des possibilités. Elles rejoignent les prédictions chimériques de Berthelot sur les pastilles azotées dont se nourriront nos descendants. Elles restent vaines pour les temps présents. Exposées pour ruiner la thèse malthusienne, elles la laissent absolument inattaquée. C'est que Kropotkine montrait les possibilités d'accroissement des subsistances plus en romancier qu'en physicien, c'est qu'il passait sous silence la loi de productivité diminuante du sol, c'est que, ébloui par de brillantes expériences sur de petits champs de culture, il tenait pour négligeable la rareté des matières fertilisantes et les difficultés de leur application aux grandes étendues, c'est enfin et surtout qu'il n'opposait point, aux possibilités d'accroissement de la production, les possibilités d'accroissement de la population.

Paul Robin qui avait, je crois bien, exposé déjà à Bakounine et à Marx ses doutes sur la valeur du dogme d'abondance, qui, maintes fois, en avait fait part à Pierre Kropotkine, aux Reclus, à ses camarades de l'Internationale, proposa, en 1901, par un tableau circulaire, des recherches sur cette question. C'est à sa suggestion que je fis paraître en 1904, un opuscule *Population et Subsistances* qui donnait, à titre d'indication, pour les nations civilisées, les résultats de l'enquête à laquelle je m'étais livré.

Le plan de cet ouvrage comportait cinq parties :

1° Détermination d'une ration-type, c'est-à-dire de la quantité de substance nutritive nécessaire à la vie de l'individu homme moyen actif ;

2° Statistique de la population à nourrir (ou population totale ramenée à un nombre d'adultes hommes). Selon le système que j'adoptais, la population totale était réduite du quart ;

3° Statistique de la production alimentaire (céréales, viandes, légumes, etc...). La production brute alimentaire n'est pas exclusivement consacrée à la nourriture des hommes. Il faut en déduire les semences, la consommation animale et industrielle pour obtenir la production nette, effective ;

4° Répartition égale de la production entre les indi-

vidus. La division du chiffre de la production nette par celui des hommes, donne la *ration réelle* :

5° Comparaison de la ration réelle à la ration type.

Je ne puis m'étendre ici sur le détail. Il suffira de dire que je faisais à l'optimisme la part la plus large que je favorisais, dans tous les sens, la croyance à l'abondance.

Ma conclusion, contraire au dogme courant, était que l'humanité civilisée ne disposait que de récoltes insuffisantes et que, à l'époque étudiée, la planète ne fournissait, aux plus industrieux de ses habitants, que les deux tiers environ de la nourriture requise pour leur aisance.

M. Yves Guyot, l'année suivante (1905), sur un plan un peu différent, s'inspirant en partie de mon travail, publiait, à la Société d'Anthropologie et à la Société de Statistique, les recherches qui l'amenaient à déclarer que « la production du froment et de la viande, dans le monde, est de beaucoup inférieure à la ration nécessaire... ».

L'agronome Daniel Zolla, dans ses ouvrages et conférences sur la productivité du sol, sur le blé et les céréales, concluait aussi, vers 1908, approuvé par Paul Leroy Beaulieu, à l'insuffisance de la production agricole comparée à la population.

Je me garde de présenter ces travaux comme définitifs. Mais l'étude de cette question poursuivie attentivement durant des années m'assure dans la conviction que la surabondance tant invoquée toujours — et plus que jamais au moment où j'écris — par les socialistes, les communistes, les anarchistes, aussi bien que par les économistes ou politiciens « bourgeois », est loin d'être démontrée.

L'étude, sur le plan que j'ai adopté ou sur tout autre, devrait, certes, être reprise par un comité de chercheurs désintéressés, d'experts aux opinions sociales divergentes, statisticiens, physiologistes, hygiénistes, agronomes, zootechniciens agriculteurs, horticulteurs, chefs d'industrie, etc., capables de fournir les éléments les plus précis pour la solution de la question. J'ai suggéré, à ce point de vue une enquête permanente et la publication d'un annuaire offrant une indication autorisée sur les ressources dont l'humanité dispose, non seulement au point de vue alimentaire, mais sous le rapport vestimentaire, immobilier, de confort physique et intellectuel, de l'aisance générale, individuelle et communautaire, privée et publique. Une telle œuvre serait, par exemple, de la compétence de la S. D. N.

Quoi qu'il en soit, si les travaux d'Yves Guyot, ceux de Daniel Zolla et les miens doivent être pris en considération, il y a, dans les pays civilisés, de nos jours, comme il y a trente ans, et comme toujours selon moi, pénurie de produits agricoles. Les chiffres suivants le montrent.

Voici d'abord la production du froment dans les pays gros producteurs, aux périodes 1901-10 et 1921-30, la première étant celle précisément où MM. Yves Guyot, Zolla et Leroy Beaulieu constataient l'insuffisance des récoltes. Les contrées ci-dessous ont donné, en milliers de tonnes, les récoltes annuelles moyennes suivantes — chiffres établis sur ceux de l'Annuaire Statistique de la France (1931) et de l'Annuaire Statistique de la S. D. N. (1930-31) :

FROMENT (milliers de tonnes)

	1901-10	1921-30
Europe	51.500	52.500
Etats-Unis	18.000	22.500
Canada	3.000	11.000
Argentine	3.500	6.000
Australie	1.500	4.000
Totaux	77.500	96.000

La population de ces seuls pays, durant les mêmes périodes, est passée de 530 millions d'habitants à 630 millions. Mais nous réduirons le nombre de ces consommateurs enfants, femmes, vieillards, pour l'assimiler à un nombre d'hommes adultes travailleurs. Pour ce faire, le mathématicien Lagrange diminuait d'un cinquième la population totale. Nous la réduirons d'un quart. Ce sera 400 millions d'habitants environ pour la période de 1901 à 1910, et 475 millions pour celle de 1921 à 1930. Nous leur attribuerons tout le froment récolté, sans réserves ni pour la semence, ni pour les animaux et l'industrie, nous ne tiendrons compte ni des pertes inévitables même en régime idéal, ni des pertes par gâchage.

La part annuelle d'un adulte, en froment, en pain (car poids de froment égale poids de pain) et en produits similaires, ressort à environ 195 kilogrammes en 1901-10 et à 200 en 1921-30.

M. Yves Guyot estime qu'il faut compter pour un adulte homme 360 kilogrammes de pain par an. Pour n'être point taxé d'exagération, j'attribue 750 grammes de pain par jour à un travailleur homme, soit 260 kilogrammes par an.

On voit que ce poids n'est pas atteint, bien que nous n'ayons distribué les récoltes qu'entre les habitants relativement privilégiés des pays qui les produisent. Si, dans de semblables recherches sur le monde, nous comprenions populations et récoltes des contrées dont l'agriculture intensive ou extensive, est inférieure en quantité nous diminuerions la part effective déjà insuffisante.

On voit aussi que, d'une période à l'autre, cette part n'a guère augmenté, malgré l'ampleur extraordinaire prise, après la guerre, par la production du froment, au Canada surtout, et bien que les obstacles préventifs et répressifs se soient fait sentir plus violemment qu'à aucune autre époque.

Il y a d'autres aliments. Mais, insuffisance en blé indique, d'une façon générale, insuffisance en tout. Dans une étude à larges traits il est d'ailleurs difficile de s'étendre sur chaque espèce de produits. Voici, à titre d'indication, la production en pommes de terre aux mêmes époques :

POMMES DE TERRE (milliers de tonnes)

	1901-10	1921-30
Europe	121.700	116.000
Etats-Unis	8.000	10.500
Canada	1.200	2.300
Argentine	1.100	800
Australie	300	400
Totaux	132.300	130.000

La récolte d'après guerre est légèrement inférieure à celle d'avant guerre. Et si nous défalquons la part prise par la semence, la distillerie, la nourriture animale, celle surtout des 80 millions de porcs qu'élève la seule Europe, consommant chacun au minimum 2 kilogs de pommes de terre par jour, nous trouverions probablement assez maigre la ration de pommes de terre octroyée à chaque homme par la culture.

Il y a la viande. On peut assez facilement donner une idée de la part qui peut être attribuée à chaque adulte homme. Le nombre d'animaux était, en millions :

	1901-10	1921-30
Bovins	243	277
Ovins	400	385
Porcs	127	153

En admettant que tous ces animaux aient en moyenne, le poids moyen des races fournissant le plus de

viande, on aura pour le poids de viande retirée d'un bœuf 225 kg., d'un mouton 22 kg., d'un porc 50 kg. Cela donne en milliers de tonnes de viande

	1901-10	1921-30
Bœuf	54.700	69.350
Mouton	8.800	8.470
Porc	6.350	7.650

Mais ces quantités ne sont pas disponibles annuellement. Suivant l'Aide mémoire de l'ingénieur agricole (Vermorel), on n'abat chaque année que le cinquième environ des bêtes à cornes, le quart des moutons, la moitié des porcs.

Nous avons donc en milliers de tonnes de viande disponible annuellement :

	1901-10	1921-30
Bœuf	10.940	13.850
Mouton	2.200	2.100
Porc	3.185	3.825
TOTAUX	16.325	19.775

Et nous obtenons comme parts, pour chacun des 400 et 475 millions d'adultes hommes, les nombres suivants :

	Part annuelle kilogrammes	Part journalière grammes
1901-10	40,8	115
1921-30	41	115

La ration réglementaire du soldat français, en viande, désossée et crue, est de 300 grammes par jour d'après M. Yves Guyot. Ici, les 115 grammes comprennent os et petits déchets.

Nous sommes loin de l'abondance. Et nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte les pays qui, par leur élevage, provoqueraient certainement une diminution de la maigre part attribuable à chaque humain civilisé.

Et le poisson, et les lapins, et la volaille, et le gibier ? dira-t-on.

Réunies, toutes ces nourritures n'accroîtraient pas du dixième la part de viande.

Non, nous n'avons pas trop de tout. Au contraire, tout nous manque. Tout nous manque dans les pays dits civilisés et c'est la grande cause qui fournit les prétextes à concurrences douanières, à incidents diplomatiques, à rivalités nationales et déchaînements guerriers.

Que nous y joignons les foules d'Asie, affamées malgré leur minutieuse agriculture, affamées à cause de leur reproduction bestiale, et nous verrons si le monde vit dans l'abondance, regorge de tout, ou bien végète par sous-alimentation, insuffisance, manque de toutes subsistances.

Je répète que je n'ai nullement la prétention de trancher définitivement, et d'une façon précise, la question. Je fournis des chiffres, j'offre une méthode, j'en tire une conclusion.

Que ceux qui croient à la surabondance donnent leurs chiffres, s'appuient sur du solide ! Jusqu'à preuves du contraire, je regarde comme une erreur l'affirmation que la production agricole fournit amplement de quoi nourrir l'humanité.

Beaucoup de militants politiques, sociaux verront le remède dans un accroissement de la production. Solution qui a été adoptée par les hommes dès le début de leur existence et qui a fait ses preuves comme impuissance. Produire davantage ne devient excellent que si, à la natalité désordonnée, hasardeuse, exubérante, se substitue une reproduction en nombre limité, mesuré, raisonnable, proportionnelle aux ressources générales.

Mais c'est non seulement de denrées alimentaires

que nous manquons, c'est aussi, à n'en pas douter, de confort vestimentaire, mobilier et immobilier.

Il n'est que de connaître les intérieurs prolétaires, de savoir la vie des salariés pour s'en rendre compte. Il n'est que de comparer leur confort à un type de confort désirable pour tous les humains.

Pourrait-il y avoir, par une répartition équitable, dans tout logement, assez de locaux pour y faire vivre à l'aise, en lumière et aération, chaque membre du groupe qui l'habite ? Et dans ces chambres assez de meubles commodes, confortables, jolis, pour satisfaire aux nécessités personnelles ou communautaires ?

Chacun pourrait-il, en partageant fraternellement, avoir assez de vêtements d'hiver, de demi-saison, d'été, de sortie, de travail, assez de chaussures diverses, de linge, etc... ?

Chacun dans les locaux isolés ou communautaires, pourrait-il user facilement de salles de bain, de douches, de piscines, gymnases, bibliothèques, musées, laboratoires, observatoires, ateliers, salles de réunion, de conversation, etc... ?

Chacun pourrait-il jouir d'un jardin, pourrait-il voyager, faire voyager ses idées, transporter ses objets, etc... ?

Autant de problèmes qui, aujourd'hui, à les résoudre par le côté financier, monétaire, montreraient, à n'en pas douter, la pauvreté de la richesse sociale.

Autre question encore qui peut aider à éclairer les opinions sur ce point : quel peut être, à une époque donnée, le coût de l'élevage et de l'instruction d'un enfant, de la naissance à l'âge moyen où il devient producteur capable ? Instruction, éducation sans luxe, mais confortable dans des logis clairs, aérés, propres, sains. Aucune différence entre les enfants, bien entendu. Egalité au point de départ. Tous les jeunes mis à même de réaliser les promesses de leur personnalité. Dans de telles conditions, quelque taux raisonnable que l'on prenne, quelque époque que l'on considère, on constate que la pauvreté des nations ne permet nulle part l'élevage convenable des enfants au point de vue matériel.

Il n'est, du reste, pas un homme d'Etat, pas un ministre, pas un administrateur, pas un gérant, à un titre quelconque du capital social, qui ne sache l'impossibilité dans laquelle se trouve tout gouvernement de bonne volonté de satisfaire efficacement, pleinement, aux premiers besoins des hommes. L'accroissement rapide des charges sociales improductives des Etats, des collectivités, la multiplication des fonctionnaires, des agents de la force publique, des secours aux incapables, etc... ne sont-ils pas d'autres indices de misère publique, de surpopulation ?

Ces questions sont des plus importantes, des plus graves. Ce n'est pas uniquement en supprimant les budgets de la guerre qu'on les résoudra. Les réformateurs sociaux, quels que soient leur but, s'ils tendent sincèrement à rendre les hommes moins malheureux, ont tort de ne pas s'en préoccuper. Ils les rencontreront alors qu'il sera trop tard pour les résoudre. S'ils triomphent, dans les révolutions prochaines, ils se trouveront en face d'une telle misère sociale, qu'elle sera un obstacle formidable à tous les efforts de libération humaine.

Dire qu'on s'occupera de tout cela au lendemain du « grand soir », c'est compter sur une marge de surproduction qui n'existe pas, c'est retarder la libération qu'on poursuit, c'est se leurrer et leurrer les foules. Qu'on suive Bakounine ou qu'on suive Marx, ou tout autre, c'est une erreur de délaissier Malthus et Paul Robin. — Gabriel HARRY.

BIBLIOGRAPHIE. — Elisée Reclus : *Les produits de la terre* (1892). — Paul Robin : *Tableau de la production et de la consommation* (1901). *Type de confort pour tous*

les humains (1904). — G. Giroud : *Population et subsistance* (1904). — Yves Guyot : *Le Rapport de la population et des subsistances* (1905). — Daniel Zolla : *Le Blé et les Céréales* (1909). — Dr Ch. V. Drysdale : *Y a-t-il assez de subsistances ?* Traduction Manuel Devaldès. (1915).

SUBSTANCE n. f. (du latin *sub*, sous, *stare*, se tenir). Le problème philosophique de la substance revêt un double aspect aux yeux du penseur moderne. D'une part, il concerne la perception du monde extérieur, la nature intime et profonde des objets que nous révèle l'expérience sensible ; d'autre part, il se préoccupe du fond invariable de l'être humain, de son moi, jugé distinct des phénomènes psychologiques que l'introspection fait connaître. Négligeant les creuses subtilités des scolastiques, touchant le problème de la substance, nous parlerons successivement de la perception des réalités extérieures et de celle du sujet pensant.

Pour l'ignorant, le monde extérieur existe bien tel que nous le percevons. Couleur, odeur, saveur, froid, chaud, et toutes les autres qualités sensibles sont des propriétés des choses elles-mêmes et, par conséquent, indépendantes de notre conscience. C'est avec des haussements d'épaules, et un sourire dédaigneux ou compatissant, que maintes personnes, même non dépourvues d'instruction, écoutent l'homme qui se prend à douter de la valeur objective du témoignage de ses sens. En peuplant le monde de formes ou de qualités occultes, qui constitueraient les éléments des choses, Aristote et les scolastiques, ses admirateurs, sont restés proches de cette conception simpliste. Ils érigent en entités réelles des propriétés de nature subjective. Mais la physique a détruit radicalement cette croyance instinctive à l'objectivité de nos perceptions. Elle a ramené la lumière à un rayonnement d'énergie, le son, la chaleur, etc... à des vibrations de la matière. Dans l'univers qu'elle nous découvre, tout résulte, en définitive, d'ondes et de mouvements corpusculaires. De leur côté, physiologie et psychologie ont montré que nos perceptions sensibles dépendent, dans une large mesure, de la structure et de l'état des organismes nerveux, soit périphériques, soit centraux, et que la mémoire, l'association des idées, l'habitude et les autres facultés mentales jouent aussi un rôle des plus importants. De bonne heure, la simple réflexion philosophique avait conduit des penseurs, comme Héraclite et Parménide, à distinguer l'être réel et permanent des apparences variables et changeantes. L'opposition entre l'idée immuable, toujours identique à elle-même, et les données sensibles, dépourvues de stabilité, constitue la base essentielle de la philosophie platonicienne. Beaucoup d'autres philosophes rationalistes, pleins de défiance à l'égard de nos perceptions externes, ont demandé à l'intelligence de nous renseigner sur les qualités durables et constitutives des objets.

Raffinant à l'extrême la terminologie d'Aristote, les scolastiques distinguaient l'essence de la substance. Le premier terme désignait les qualités contenues dans la définition, les idées qui constituaient la compréhension du genre et de l'espèce ; le second s'appliquait à l'abstraite notion de matière indéterminée, notion que l'on érigea bien à tort en entité incompréhensible. Mille arguties, mille querelles extravagantes découlèrent de cette logomachie et firent les délices des philosophes du moyen âge. Elles intéressent encore les lecteurs d'un Maritain, mais ne méritent pas de retenir l'attention d'un homme sensé. Pour Descartes, ce qu'il y a de réel dans l'univers qui nous entoure, c'est ce que notre entendement conçoit d'une façon claire et distincte, non ce que nos sens perçoivent. L'étendue, voilà l'unique propriété vraiment constitutive des objets matériels. Un morceau de cire change de couleur, d'odeur, de forme, etc... lorsqu'on le fait fondre en le plaçant sur le

feu ; mais, liquide ou solide, nous savons « par une inspection de l'esprit » que la cire est toujours étendue. Aussi l'espace, selon Descartes, ne diffère-t-il « de la substance que par cela seul que nous considérons quelquefois l'étendue sans faire réflexion sur la chose même qui est étendue ». S'inspirant d'idées semblables, Locke distinguera dans les corps les qualités premières, étendue, figure, solidité, etc... sans lesquelles on ne saurait les concevoir, et les qualités secondes, couleur, son, odeur, etc... qui peuvent être supprimées, au moins abstraitement, sans que disparaisse la notion de corps. « Les qualités premières sont dans les corps, soit que nous les y apercevions ou non », alors que « les secondes sont jugées y être et n'y sont point ». Mais il n'a pas été difficile de démontrer que l'étendue de Descartes et les qualités premières de Locke étaient aussi dépourvues d'objectivité que la couleur, le son ou la saveur. En conséquence le problème de la substance constitutive des réalités perçues par nos sens s'offre au penseur moderne sous un angle assez différent.

Voici devant moi un objet quelconque, une orange par exemple. Sa perception se réduit, en dernière analyse, au groupement d'un ensemble de sensations actuelles, d'images, de souvenirs, d'idées, d'habitudes mentales diverses. L'orange possède une couleur et une forme bien caractéristiques ; au contact, elle donne une impression de froid et de légères inégalités ; à la pression des doigts, elle oppose une résistance ; elle a de plus une odeur et une saveur très particulières. Et chacune de ces sensations peut être donnée séparément ; il existe une orange visuelle, une orange tactile et thermique, une orange olfactive, une orange gustative. Un aveugle de naissance, brusquement guéri de sa cécité, ne reconnaîtrait pas de prime abord, et par la seule vue, l'orange qu'il distingue si facilement grâce à l'odorat ou au toucher. Une simple image, un souvenir des perceptions antérieures remplacent d'ailleurs fréquemment la sensation actuelle ; la vue d'une orange placée derrière la vitrine d'un magasin suffira, par exemple, à évoquer en moi le souvenir très précis de l'orange tactile, de l'orange olfactive, de l'orange gustative. Quand je perçois l'orange visuelle, je crois la saisir avec l'ensemble des qualités qu'elle présente d'ordinaire.

Mais ces propriétés de l'orange, que l'analyse psychologique nous montre nettement distinctes, nous leur supposons un substratum commun, la substance, qui se dissimule sous la couleur, qui engendre la forme et la résistance, qui provoque l'odeur et la saveur. Cette substance nous ne la percevons pas directement ; néanmoins, nous ne pouvons douter de son existence, car toutes les fois que nos sens s'exercent ensemble, et sur le même objet, ils nous donnent les mêmes sensations. C'est simultanément que je saisis l'orange visuelle, l'orange tactile, l'orange olfactive et l'orange gustative, si mes divers sens s'appliquent en même temps à la percevoir. D'où la synthèse de ces images différentes, qui s'agrègent entre elles et donnent finalement un objet unique. Ajoutons que le déplacement de cet objet entraînera celui de toutes ses qualités : preuve nouvelle de l'existence d'un substratum soutenant ces dernières. Ce substratum, c'est la matière dont les combinaisons infiniment variées engendrent tout ce qui existe. Substance universelle, d'où jaillissent le mouvement et la vie, la matière n'est d'ailleurs point l'entité inerte et passive que les spiritualistes ont sottement imaginée. Inséparable de la force, elle répond à une prodigieuse condensation d'énergie, à un équilibre dont le dynamisme ne peut s'accommoder d'une stabilité définitive.

Considérons maintenant le problème de la substance du point de vue psychologique, en d'autres termes recherchons la nature du moi profond. Un flux incessant de faits hétérogènes qui se succèdent et se pénètrent, un tourbillon de sensations, d'idées, de jugements,

d'émotions, de volitions, voilà ce que l'individu découvre quand il rentre en lui-même pour observer sa vie mentale. Pourtant au sein de cette multiplicité de phénomènes transitoires, de ce fluide écoulement de faits instables, il croit atteindre une réalité qui dure, un centre permanent d'où émanent ces modifications si changeantes et si variables. A ce noyau solide il rattache les événements antérieurs de son existence, ainsi que ses états présents et quelquefois, par anticipation, certains états futurs. C'est le même moi, aujourd'hui occupé à réfléchir, qui accomplit telle action il y a dix ans et qui se dispose à partir en voyage demain. D'où la croyance à un support, à une substance qui demeure et ne disparaît pas avec chaque état, pour renaître avec l'état suivant. Ce substratum nous ne le saisissons jamais, il est vrai, comme une réalité distincte des phénomènes psychologiques, mais le raisonnement nous oblige à l'admettre ; car, seul, il parvient à rendre compte des caractères d'unité et d'identité que présente le moi profond.

Avec une belle impudence et un manque complet de logique, les spiritualistes affirment que ce support ne saurait être qu'un esprit simple et immatériel. Multiplicité et changement, ces deux caractères essentiels de la vie psychologique, seraient pourtant inexplicables si les états de conscience découlaient d'un principe indivisible, ne pouvant s'éparpiller en une poussière d'états. Wundt, philosophe bien peu révolutionnaire pourtant, reconnaît combien est faux l'argument spiritualiste qui s'appuie sur l'unité de la pensée. « Où puise-t-on, écrit-il, la conviction que l'âme serait un être simple ? On remplace le concept d'unité par celui de simplicité. Mais un être un n'est pas pour cela un être simple. L'organisme corporel est un, et cependant il se compose d'une pluralité d'organes. Dans la conscience, nous rencontrons de même, aussi bien successivement que simultanément, une multiplicité qui témoigne d'une pluralité de sa base fondamentale ». Le cerveau, organe à la fois un et complexe, rend parfaitement compte du double caractère d'unité et de multiplicité que présente la vie mentale. Et c'est à la mémoire, aux souvenirs emmagasinés dans son encéphale, que l'homme doit de se reconnaître identique aux diverses époques de son existence. Comment expliquer les dédoublements de la personnalité, si cette dernière avait pour substratum un âme simple et spirituelle ? Ce genre de maladie s'explique très bien, au contraire, lorsqu'on a compris que la substance pensante c'est tout simplement la substance cérébrale. — L. BARBDETTE.

SUGGESTION n. f. (du latin *subgerere*), placer au-dessous, entasser des arguments, insinuer pour faire accepter ce qu'on désire, en agissant sur l'esprit de la personne.

L'étude de la suggestion est extrêmement délicate, car on côtoie, par les phénomènes que l'on découvre, tout un terrain où la science officielle n'ose pas encore s'aventurer.

Les faits sont indéniables mais leur interprétation est difficile à analyser.

Dès la plus haute antiquité, les phénomènes de suggestion ont été employés dans des buts plus ou moins avouables, car il est évident que tous les miracles, les mystères, les expériences des fakirs, les prédictions des pythoïsses ou des augures n'avaient d'autres causes que des suggestions soit personnelles, soit collectives.

Un exemple de ces dernières est le « baquet de Mesmer ». On sait que ce médecin allemand, fondateur de la théorie du magnétisme animal sous le nom de Mesmérisme, avait réalisé, à Paris, des expériences de chaîne magnétique, comme nous en avons tous vu sur différentes scènes par des magnétiseurs fameux, il y a trente ans. Ceci est de l'*hétéro-suggestion*, c'est-à-dire produite

par des éléments extérieurs à la personnalité du sujet, en principe la volonté d'une autre personne.

L'*auto-suggestion*, elle, se manifeste par un travail du subconscient, et peut agir d'une façon merveilleuse sur tout notre organisme, même en dehors de notre volonté.

On se rappelle qu'en 1823, Coué et sa méthode firent beaucoup de bruit par la simplicité même de l'application de la suggestion et les résultats probants qu'il obtenait chez beaucoup de malades. Cette méthode consistait à dire soir et matin à haute voix, machinalement, sans faire effort de volonté : « Tous les jours, à tous points de vue, je vais de mieux en mieux ». Or, si l'on a une crise névralgique aiguë ou une secousse morale très déprimante, on dit très vite comme dans un hourdonnement : ça passe... ça passe... ». Et les maladies physiques et les ennuis moraux, tout cela disparaît comme par enchantement.

Nous reviendrons tout à l'heure sur la méthode Coué et montrerons combien elle a été en progrès sur les anciennes écoles où toute la psychothérapie avait également la suggestion à sa base.

Il y avait, en ce temps-là, deux écoles rivales : l'Ecole de la Salpêtrière et l'Ecole de Nancy.

Rivales, elles l'étaient, et féroce, par des différenciations qui, disons le tout de suite, ont disparu totalement aujourd'hui : car on ne voit plus dans les grandes névroses de la Salpêtrière que des maladies mentales susceptibles de guérison par des soins normaux : suggestion, psychothérapie, électrothérapie, etc., etc.

L'Ecole de la Salpêtrière, illustrée par Charcot, Richet, Féré et beaucoup d'autres, voyait en tout névrosé un *hystérique*.

L'hystérie était une maladie aux manifestations diverses, dont le phénomène le plus frappant était l'attaque convulsive et dont la caractéristique était d'être sans lésions anatomiques. Angoissant et théâtral était le tableau de la grande attaque : au début, l'aura, c'est-à-dire cette boule qui remontait de l'épigastre au pharynx ; puis, la phase tonique, avec sa raideur de tout le corps ; la phase clonique, avec ses convulsions ; enfin la résolution suivie souvent d'une crise de larmes. Au retour de la conscience, aucun souvenir.

A cette grande hystérie, Charcot adapta le grand hypnotisme avec ses lois immuables : léthargie, catalepsie, somnambulisme, dans leurs phases toujours semblables et parfaitement réglées. Il n'est pas un médecin de cette époque qui ne les ait reproduites expérimentalement et ne s'en soit même servi comme anesthésie naturelle pour les petites opérations.

C'est avec de semblables sujets que Charcot faisait la gloire de l'Ecole de la Salpêtrière. A côté d'elle, comme une parente pauvre, vivait doucement, tranquillement, modestement, l'Ecole de Nancy où Bernheim et Liebault dans cette ville même, Edgar Bérillon à Paris, Bureau et Bourru à Rochefort, et beaucoup d'autres disciples un peu partout, soignaient également les psychoses de toutes sortes par une seule thérapie : la suggestion à différents degrés. Admettant avec tous les philosophes que nous avons deux états en nous, un conscient et un subconscient, le premier agissant par la volonté, le deuxième par l'automatisme, c'est par une action directe sur ce subconscient qu'ils purent obtenir toutes les modifications psychiques nécessaires aux guérisons. Mais c'est par l'hétéro-suggestion qu'ils agissaient c'est-à-dire par une volonté étrangère à celle de l'individu. Nous verrons tout à l'heure que les méthodes modernes et celle de Coué entre autres, consistent à substituer à cette volonté étrangère, non pas même la propre volonté du malade, mais la seule *imagination*, seul élément capable d'agir automatiquement sur son subconscient, de lui-même, sans aucun facteur étranger.

Charcot mourut. Des années encore ses disciples

purent croire à la véracité des phénomènes qu'ils observaient chaque jour ; mais peu à peu, la désagrégation se fit : on s'aperçut que les hystériques étaient capables suivant certaines modalités de leur caractère ou de leur état social, de reproduire les symptômes les plus multiples. Consciemment ou non, par suggestion ou supercherie, l'hystérique présentait toutes les manifestations morbides constatées si souvent, et d'autant plus facilement qu'il y était encouragé par des examens médicaux répétés ou mal conduits, qui leur ont enseigné en quelque sorte la symptomatologie de leur maladie.

C'est pourtant un fidèle disciple du Maître qui démolit ainsi le monument si durable, paraissait-il, de la Salpêtrière : c'est son ancien chef de clinique devenu à son tour un maître incontesté par l'éclat de sa science, j'ai nommé le professeur Babinski.

Pour Babinski, l'hystérie qu'il nomme de préférence *Pithiatisme* (du grec : persuasion guérissable) est un état pathologique se manifestant par des troubles qu'il est possible de reproduire par suggestion, chez certains sujets, avec une exactitude parfaite, et sont susceptibles de disparaître sous l'influence de la persuasion seule.

Donc, par la persuasion seule, une personne, ayant l'autorité nécessaire pour cela, arrivera facilement à créer dans un malade un état d'esprit tel qu'il croira fermement que sa guérison dépend entièrement de lui même.

Et c'est ce qu'enseignait Coué : « Je ne vous guéris pas, disait-il en substance, c'est vous qui vous guérissez vous-même : je vous montre seulement le pouvoir que vous avez en vous pour cela, et la façon de vous en servir ». Sa méthode était expliquée dans un petit livre : « La maîtrise de soi-même par l'auto-suggestion consciente ». Entendez bien qu'il ne s'agit pas d'un de ces livres plus ou moins américains enseignant la façon de cultiver sa volonté pour renverser tous les obstacles de la vie. Coué, au contraire, supprime tout effort volontaire : c'est l'imagination seule qui agit, et quand il y a conflit entre la volonté et l'imagination, c'est toujours l'imagination qui l'emporte. Exemples : voulons-nous dormir ? Le sommeil ne vient pas. Voulons-nous trouver le nom d'une personne ? Le nom vous fuit. Voulons-nous nous empêcher de rire ? Le rire éclate de plus belle, etc...

Il est certain qu'aujourd'hui, des maîtres de la Psychothérapie, les professeurs Bérillon, Pierre Vachet et Marcel Viard, pour citer trois des principaux, ne soignent pas autrement leurs malades. Le docteur Viard fait suivre souvent ses conférences d'exercices de suggestion collective, et il ne dit pas autre chose : « Soyez calmes, laissez vos muscles en résolution, ne pensez à rien, et vous sentirez une euphorie parfaite vous pénétrer, vos soucis s'atténueront, votre santé sera meilleure... ».

Le professeur Louis Bénon a dit aussi : « Pour aider à guérir, l'influence morale a une valeur considérable. C'est un facteur de premier ordre qu'on aurait grand tort de négliger, puisqu'en médecine comme dans toutes les branches de l'activité humaine, ce sont les forces morales qui mènent le monde.

Le bon médecin suggestionnera donc ses malades, mais à leur insu. Il devra créer en eux une auto-suggestion, en leur persuadant qu'avec le temps et la patience, la guérison viendra. Il leur dira la façon de prendre leurs médicaments et l'action qu'ils auront sur leur organisme : cette action sera décuplée par l'assurance qu'ils auront de leur bon effet ».

Et les médecins de villes d'eau le savent bien qui prescrivent à leurs clients des dosages et une exactitude peut être exagérés, mais qui rentrent pour une bonne part dans la réussite du traitement.

Je ne parlerai pas des miracles de Lourdes, ni de la part énorme que prend la suggestion dans les guérisons

de malades nerveux subissant un doping formidable par le cadre et la mise en scène. Car là, comme en toute chose, il n'y a que ceci : *la foi qui sauve* ! — Louis IZAMBERG.

SUICIDE n. m. du latin : Sui, de soi et Cedere, tuer. — Si nous voulons tenter de définir ce qu'est le suicide, nous nous reporterons à la définition que E. Durkheim donne dans son introduction à son étude de sociologie sur le suicide.

« On appelle suicide tout cas de mort qui résulte directement ou indirectement d'un acte positif ou négatif accompli par la victime elle-même et qu'elle savait devoir produire ce résultat ».

Parmi les problèmes de la vie morale dont l'explication reste laborieuse, le suicide, en tant qu'acte psychologique, est certainement le plus malaisé à expliquer.

Que des êtres préfèrent, en certaines circonstances, la mort à la douleur, cela semble à première vue normal à concevoir ; mais, dès que l'on se penche sur l'impérieux attachement qui enchaîne l'individu aux manifestations de sa propre vie, on doit se rendre à l'évidence et constater que ce déséquilibre entre ces forces de vie et de mort, est plus compliqué que l'on pourrait se l'imaginer de prime abord.

Dans les asiles et les hospices, le fait de voir des malheureux sans famille, sans ami, sans argent, traînant des maladies incurables, supplier les médecins de leur prolonger la vie, montre que l'acceptation de la mort ne trouve guère d'adhésions. Cependant, nous enregistrons d'autre part, des êtres qui se refusent à supporter la moindre contrariété, ils se donnent la mort pour des motifs futiles, sinon dérisoires : les journaux sont riches d'anecdotes tant originales que douloureuses.

Ces réactions contre la mort, comme ces attraites pour la mort, s'enregistrent souvent sans que nous puissions en tirer les moindres conclusions ; tout au plus pouvons-nous, envisageant les motifs qui déterminent l'individu à se supprimer, tenter d'en déduire quelques généralisations, quelques constatations, voir esquisser quelques faibles explications, le problème reste en son entier énigmatique et, aujourd'hui encore, dans ce domaine, la spéculation et l'hypothèse se donnent libre cours.

Edmond Jaloux a noté, sur la psychologie du suicidé, quelques observations qui méritent d'être citées :

« Brusquement, la communication avec le monde extérieur est interrompue ; il ne se fait plus entre la sensibilité et lui cet échange distrayant qui nous permet de nous renouveler sans cesse et de ne pas nous épuiser. Une pensée unique fonctionne dans un cerveau à peu près obturé et se répète jusqu'à la satiété, créant une sorte d'exaltation qui supprime peu à peu tout contrôle. Tous les suicidés connaissent ces états d'exaltation qui se sont renouvelés souvent avant d'aboutir à la crise finale. Celle-ci est due à une saturation de l'esprit par lui-même. Le désespéré cherche à mourir, non plus pour échapper à la déception initiale qu'il lui arrive de perdre de vue, mais pour fuir ce délire conscient qui ne lui laisse aucun repos. Il ne voit plus la disproportion qu'il y a entre ce délire et sa cause ; il s'intoxique de ses propres réflexions au point de ne plus pouvoir se tolérer. Il faut admettre qu'en se tuant, le suicidé n'a pas une conscience exacte de sa fin totale ; tout se passe comme s'il se tuait sans croire à sa mort ; il ne la réalise à aucun moment et il se supprime avec l'intime persuasion qu'il ne supprime en lui que cet état de malaise. A ce moment, le suicide est conçu comme la seule délivrance possible, parce qu'il libère l'homme de son obsession destructrice ».

Le suicide, acte individuel, semble se rattacher par certains points aux manifestations de l'activité socia-

le ; par ce fait, il s'est vu étudier comme phénomène social — ce qui explique cette autre définition donnée par H. Denis :

« Le suicide est un acte volontaire qui s'accomplit suivant un processus psychique, un conflit plus ou moins complexe, long, douloureux de motifs qui échappent à l'observation externe : l'observateur ne surprend que les manifestations intrinsèques d'un phénomène de conscience. »

Le suicide, dans l'état présent des choses, est une des formes par lesquelles se traduit l'affection collective dont les humains souffrent. Pour comprendre cet état nous devrions en étudier les formes et les aspects divers.

Certes, la question a été longuement examinée et certains auteurs ont éclairé le problème par de lumineuses recherches qui sont d'un apport incontestable.

Examiner les différents aspects sous lesquels se présente l'étude du suicide serait, sans doute, d'une utilité réelle, mais cela demanderait un exposé et un développement trop longs. Il faut se résoudre à renvoyer ceux qui s'intéressent à la chose, aux ouvrages cités dans la bibliographie, à la fin de cette étude.

H. Denis a classé les influences qui s'exercent sur le suicide, estimant que « le phénomène du suicide, comme phénomène social, doit être considéré dans toute sa relativité, c'est-à-dire qu'il doit être mis en rapport : 1° avec les autres phénomènes moraux étudiés par la statistique ; 2° avec toutes les conditions générales qui peuvent exercer une influence sur ce phénomène, en tant que phénomène social.

« La classification générale de ces facteurs reproduit, à mes yeux, la classification hiérarchique des sciences, exprimant l'ordre de complexité et de dépendance des phénomènes de l'univers, de l'homme et de la société humaine. C'est la grande lumière qui éclaire aussi bien les phénomènes de pathologie sociale, comme le suicide, que les phénomènes de la vie collective. »

Facteurs mésologiques ou cosmiques du suicide : conditions telluriques, climat, température saisonnière, mois, heures du jour et de la nuit.

Facteurs biologiques : caractères anthropologiques et ethnologiques, hérédité, sexe, âge.

Facteurs sociologiques : a) société domestique : état civil, célibat, mariage, veuvage, divorce ; b) état social général.

D'autres auteurs ont groupé les suicides en différents types :

Le suicide maniaque qui détermine l'individu à se soustraire à un danger ou à une hantise imaginaire ou en vue d'obéir à un appel mystérieux qu'il a reçu de l'au-delà ;

Le suicide mélancolique qu'un état général d'extrême dépression conduit sur les chemins de la mort ; il prépare avec calme ses engins d'exécution, sa tristesse exagérée le pousse à voir tout en noir ;

Le suicide obsessionnel : dans ce cas, l'individu, hanté, parfois sans motif, de l'idée fixe de la mort, est en proie à l'obsession de ce désir impérieux ;

Le suicide impulsif et automatique qui, sans raison, conduit l'être, par une impulsion brusque, à attenter à sa propre vie.

Tout ceci ne peut cependant nous autoriser à voir, dans tout suicidé, un fou. L'histoire nous rapporte des cas d'individus qui prirent la résolution d'en finir avec la vie et donnèrent au monde de rudes leçons de volonté, de courage et de stoïcisme.

Le droit que prenaient certains individus de se supprimer devait provoquer des réactions violentes dans les sociétés policées qui, aidées des morales, des philosophies et des religions, ne manquèrent point de juger le suicide comme immoral, imple et ridicule et en qualifier l'acte de lâcheté.

Il importe peu que l'opinion publique oppose un veto

impératif au droit au suicide ; à l'encontre des morales et des philosophies religieuses ou rationalistes, on peut non sans raisons, admettre le suicide.

Cela a amené certains esprits libres à se demander si le suicide ne se trouvait pas justifié par les souffrances physiques, morales ou éthiques.

Le Docteur Hotz écrivait : « Quand une société guillotine et amnistie les crimes passionnels, il est inadmissible qu'elle refuse de laisser les incurables se tuer ou de les tuer elle-même par un moyen qui présenterait toutes les garanties désirables de respect, de liberté individuelle » et, déjà, en 1909, le professeur G. Dumas déclarait à la Sorbonne : « Pourquoi refuserait-on la mort à un incurable ou à un homme qui la réclame, lorsque la mort est pour lui l'affranchissement de douleurs intolérables ? Rien n'est plus absurde que la souffrance inutile et rien n'est plus légitime que de chercher à s'en débarrasser. »

Le Docteur Binet-Sanglé, depuis, a écrit un petit traité : *Art de mourir*, afin d'aider de ses conseils ceux qui veulent se détruire.

Pour la plupart des moralistes — ceux qui soumettent au public une opinion — le suicide est une faute, voire un crime et se tuer est faire tort à Dieu où à la société et certains vont jusqu'à affirmer qu'en agissant ainsi l'individu est un ingrat puisque, prétendent-ils, la société rend de tels services qu'il a une obligation de vivre pour payer sa dette envers elle. Sur 47 auteurs contemporains consultés : Bayer, dans son ouvrage *Le Suicide et la Morale*, en trouve 38 se prononçant contre le suicide.

Quoique la bible nous offre quelques spécimens de suicidés : Samson, Archithophel, Eléazar, Razias, Zambri, Abimelech, Hircan, le roi Saül, Ptolémée Macron, il n'en reste pas moins vrai que c'est en se basant sur les saints évangiles que les églises condamnèrent le suicide en invoquant tout particulièrement le « Tu ne tueras point ».

« Si quelqu'un s'est tué, ne l'honore pas, ne le maudis pas », écrit Akiba ; mais, jusqu'ici, signale le répertoire de Schwab, les rabbins interprètent les textes talmudiques en se prononçant pour l'indulgence ou la sévérité.

« En 1320, cinq cents juifs assiégés dans une forteresse par les Pastoureaux, choisissent l'un d'entre eux, comme le plus fort ou le plus résolu, pour les soustraire à la cruauté de leurs impitoyables ennemis, et se font tous égorger de sa main », rapporte A. Legayt, dans son étude sur le *Suicide ancien et moderne*.

Dans l'*Univers Israélite* du 4 octobre 1912, on lisait : « La loi juive, si elle réprouve le suicide, se montre extrêmement large en faveur des suicidés. Le moindre indice favorable suffit pour incliner à l'indulgence. C'est une règle générale qu'en matière de foi funéraire on doit suivre l'opinion la moins sévère ».

La morale catholique, elle, plus rigide, condamne le suicide comme une atteinte non seulement aux droits de Dieu, mais comme étant un acte de désespoir injurieux à la bonté divine et, sauf le cas où Dieu en inspire le dessein — pour excuser Samson, sainte Pélagie et les martyrs volontaires. — L'Eglise a considéré le suicide comme un crime affreux, comme le triomphe du démon sur l'homme. Le concile d'Arles, en 452, celui de Bragues en 563, et celui d'Auxerre en 576, condamnèrent le suicide comme un crime qui serait dû à l'effet d'une fureur diabolique, défendait de faire mémoire des suicidés au saint sacrifice de la messe et interdisait le chant des psaumes aux enterrements. A travers les siècles, l'Eglise catholique ne cessera de se montrer intolérante à ce sujet, sa législation fut véhémement, elle justifia parfois les plus sanguinaires répressions, telles celles d'Abbeville, où les corps des suicidés étaient traînés sur une claie à travers les rues. Le droit coutumier emprunta au droit canonique sa législation avec

quelques variantes et, aujourd'hui, si celles-ci absolvent le suicide, la jurisprudence punit toujours la compli-
cité.

Quant à la morale protestante, elle condamne le suicide sans le punir ; car, s'il est interdit de mettre fin à sa vie, on peut la sacrifier pour l'accomplissement du devoir : « Il nous est permis d'exposer notre vie pour la gloire de Dieu ».

Certes, il serait attachant d'aborder cette question du suicide et de l'examiner à la lumière de la philosophie et de la littérature ; force m'est de renvoyer mes lecteurs à un autre ouvrage riche de documentation : *Le Suicide et la Morale*, par Alb. Bayet. Voici les deux impressions laissées à l'auteur de ce volumineux travail qui, parlant du suicide par rapport à la morale, écrit :

1° « Il n'y a pas, dans la morale contemporaine, comme on le dit trop souvent, une doctrine qui condamne le suicide et une doctrine qui l'approuve : il y a une morale simple qui condamne tous les suicides, en principe et dans tous les cas, et une morale nuancée qui, plus souple, distingue entre les cas et va de l'horreur au blâme et à la désapprobation, de la désapprobation à la pitié, de la pitié à l'excuse, à l'approbation, à l'admiration » ;

2° « Le conflit de ces deux morales ne se ramène pas, au moins dans les formules, à un conflit entre la pensée catholique et ses adversaires. Les deux doctrines opposées se disputent et divisent le monde de la pensée, l'enseignement neutre, la presse neutre, sans qu'on puisse ranger leurs partisans en deux camps bien définis au point de vue religieux, philosophique ou politique. Et l'impression générale, lorsqu'on étudie la morale formulée, n'est pas une impression de lutte franche, mais d'incertitude et de désarroi ».

Répondant, jadis, à une enquête posée dans le journal *L'en dehors*, par G. de Lacaze-Duthiers, à l'époque de la mort de G. Palante, j'écrivais, à ce sujet : « Le pouvoir de disposer de soi est et restera toujours l'affirmation la plus haute de l'individualité qui, n'ayant pas demandé à vivre, se libère des contraintes que la société ne cesse de lui imposer. Pour ma part, je ne conçois aucune « morale » qui m'obligerait à prolonger une existence dans un milieu où la libre expansion de ma personnalité ne cesse d'être entravée. La pensée de Marc Aurèle : « Es-tu réduit à l'indignité ? Sors de la vie avec calme » s'harmonise pleinement avec ma façon d'envisager le droit au suicide. Il serait superflu et vain, je pense, que je m'attarde à montrer l'illogisme du jugement que porte la société vouant au mépris le plus profond ceux qui s'échappent de cette vie. Cette condamnation préconçue est des plus arbitraires et ne repose d'ailleurs que sur une foule de préjugés que nous léguent une éducation et une morale mensongères. Pourquoi condamner des « irresponsables » qu'un état physique ou moral détermine au suicide ? Quant aux « moralistes » qu'est-ce que cette haute vertu dont ils détiennent jalousement (il faut le croire) le monopole, qui les autorise à émettre cette insidieuse prétention de jeter l'anathème sur celui qui quitte l'horrible enfer dans lequel, résigné bien souvent, il a consenti à se consumer petit à petit ? L'odieuse imposture de « leur morale », la cynique comédie que joue « leur société » ne paraissent nullement qualifiées pour qu'en leur nom ils se posent en censeurs ; car, non contente de laisser mourir de faim ceux qu'elle a pour mission de protéger, cette monstrueuse société se plaît à envoyer s'entrégorger, au nom des entités les plus diverses et des plus stupides, ceux qu'elle devrait élever. Pères et mères, c'est vers vous que ma pensée se porte ensuite pour condamner l'absurde et odieuse autorité qui conduisit votre ou vos enfants sur le chemin du suicide. Votre conscience est-elle exempte de reproches ? Vous êtes-vous rappelé les réprimandes monstrueuses que vous décochiez à ces cœurs sensibles à qui vous refu-

siez votre assentiment dans le choix qu'ils s'étaient fait de leurs amours ? Et vous, potentats corrompus, détenteurs de pouvoirs usurpés, qui feignez de ne pas apercevoir la misère criante qu'engendre l'inégalité sociale du régime présent, ne sentez-vous pas peser sur vous le poids de toutes ces fins tragiques de miséreux s'échappant de « votre société », afin de fuir les affres de la faim ? Morale hautaine et vile, personnification perfide et fourbe dont sont victimes les naïfs de ce monde qui croient en votre sublimité, vous êtes la grande responsable. Suicides : filles-mères abandonnées, amoureux éconduits, détenus qu'une fatalité conduisit sur la route interdite par « nos codes », vous tous, victimes d'un milieu à plat-ventre devant d'insensés idylleries, que ne pouvez-vous ressusciter et vomir vos imprécations contre « notre » lâcheté, « notre » résignation en présence des devoirs mystificateurs ? Habile diplomate autant que perfide institution, afin de sauvegarder son « honneur et sa dignité », la société pousse la fourberie jusqu'à réprocher l'attentat contre soi-même, parce que le suicide la condamne. Mais il est un suicide qui, surplombant tous les autres, se dresse en accusateur devant notre société de tartufes, c'est le « suicide philosophique ». Maintes fois soulevée, la question du suicide philosophique a donné lieu aux plus contradictoires opinions. « Que celui qui ne veut pas vivre plus longtemps expose ses raisons au Sénat et, après en avoir obtenu congé, quitte la vie. Si l'existence l'est devenue odieuse, meurs ; si tu es accablé par la douleur, abandonne la vie. Que le malheureux raconte son infortune et que le magistrat lui fournisse le remède, sa misère prendra fin ». Tel était le décret par lequel Athènes avait reconnu « le suicide légal ». Cette autorisation première est certes superflue, mais c'était là une « liberté codifiée » que nous sommes loin de retrouver dans les codes actuels et même dans les préceptes moraux chrétiens et rationalistes. « S'il te plaît de vivre, vis ; s'il te déplaît, libre à toi de retourner d'où tu viens », écrivait Sénèque ; D'Holbach, dans son *Système de la Nature*, a fait l'apologie de la mort volontaire, et Littré s'exprimait de la sorte : « Quand un homme expose clairement les raisons qui l'empêchent de vivre et quand ces raisons sont réelles et non pas imaginaires, quel motif y a-t-il de lui dénier la liberté morale telle que nous la concevons, chez chacun de nous ? » Quant à P. Robin, il soutenait que l'homme incapable d'être utile à la société doit disparaître. Le suicide de M. et M^{me} Lafargue inspirait à Marcel Sembat ces quelques lignes : « Quelle belle mort : en pleine vigueur, à l'heure choisie pour partir ensemble avant le déclin ! Cette fin me paraît fière et magnifique comme un splendide coucher de soleil. Je ne sais rien de plus noble en ce genre depuis la mort des deux Berthelot. Paul Lafargue n'est mort ni en saint, ni en martyr, ni en héros, ni en désespéré ; il est mort en sage ». Mes citations pourraient s'allonger encore et je pourrais invoquer des noms tels que Socrate, Condorcet, E. Hureau, L. Prouvest, le lord-maire de Cork, etc., mais je veux conclure. Le suicide philosophique prête à de nombreuses critiques. Je conviens, pour ma part, qu'il n'est pas une solution et que, bien souvent, il est le résultat d'un affaiblissement moral et physique chez l'individu qui s'y détermine ; mais à quel titre condamner ceux qui ne peuvent supporter la médiocrité de la vie et la veulerie de la foule ?

Mon ami Bailly, répondant également à cette enquête, s'exprimait : « Il est souvent très pénible de gravir les durs chemins de la vie et l'héroïsme n'est pas l'apanage de tous. Quand un être, dès sa prime jeunesse, offre — avec candeur — toute l'ardeur de son âme, la noblesse de ses sentiments et sa puissante générosité, et que les autres lui servent, en revanche, de la trahison et de la férocité, il se peut que les ans viennent user son enthousiasme et il lui est permis de douter de la bonté des

humains. Le doute ! Quand il s'empare de vous, il vous donne quelquefois des apparences de joie, mais plus souvent il vous terrasse. Lutter, c'est vivre (selon le dicton)... Oui, c'est vrai. Tenter sans relâche d'affirmer sa puissance par des actes de grandeur et d'intelligence, c'est se montrer quelqu'un au milieu des quelques choses. Lancer un défi aux puissants et aux flagorneurs en s'insurgeant sans cesse contre les lois qui oppriment l'individu et contre les hommes qui les érigent, c'est se montrer de grande taille. Mais, hélas ! il y a des différences de taille. Néo-stoïcien, j'aime celui qui, fièrement et courageusement, même (sans haine) le combat pour son indépendance. J'aime le « fort » qui toujours espère dans son désespoir (je suis de ceux qui croient que, même les plus hardis, sont parfois désespérés). J'aime celui qui, sans arrêt, dénonce la nocivité de l'autorité et de son succédané, la contrainte. J'aime par dessus tout celui qui va « jusqu'au bout ». Mais, encore une fois, je dis, hélas ! que les héros sont rares (même au temps des héros sans héroïsme) et il nous faut reconnaître que, même dans le domaine de la bonté et de l'intelligence, il y a des faiblesses qui sont humaines.

« Oui, vivre... c'est très bien, mais mourir ! c'est parfois beau. Quand vivre veut dire : être indompté et indomptable, posséder une solide santé, trouver sur son chemin des âmes qui vibrent à l'unisson de la sienne et qui, dans les passages difficiles, vous tendent, sans arrière-pensée, fraternellement la main, je crie : « Vive la Vie !... ». Mais (malgré mon ferme désir d'aller jusqu'au bout, vu mes conceptions et quoique atteint d'une maladie incurable), quand la sensibilité est trop forte, la dignité trop élevée, l'intelligence trop éveillée pour le cadre et le composant d'une société rapace et criminelle ; quand les armes que possédait le combattant — santé, énergie et volonté — ne sont pas assez fortes, mieux vaut — c'est mon idée — qu'il accomplisse l'action qui le précipite au lieu de se laisser choir dans la vile indifférence de ceux « d'en bas » ou dans la fameuse crapulerie de ceux « d'en haut »... »

L'individualiste souffre davantage de la laideur de notre société. De quel droit l'empêcherions-nous de se libérer ? C'est pourquoi je revendique pour l'individu la libre disposition de sa personnalité, m'insouciant peu de la prétention de la collectivité qui veut, par je ne sais quel devoir social, la retenir malgré lui ! — HEN DAY.

BIBLIOGRAPHIE. — Bayet Albert : *Le Suicide et la Morale*, édit. Alcan ; Durkheim Emile : *Le suicide, étude de sociologie*, édit. Alcan ; Legoyt A. : *Le suicide ancien et moderne*, A. Drouin, éditeur ; *Sur le suicide* (enquête, « Le Disque vert », Bruxelles) ; Rizzardi Luca : *Le suicide*, édit. « La Société Nouvelle » ; Denis H. : *Le suicide et la corrélation des phénomènes moraux en Belgique* (Académie Royale de Belgique) ; Jacquart : *Essais de Statistique morale. Le Suicide*, édit. Dewit ; Dr Binet-Sanglé : *L'Art de Mourir* ; « Clarté », n° 72 : *Le Suicide est-il une solution ?* ; « En dehors », n° 64-66-67-68, 4^e année : *Enquête. Un individualiste a-t-il le droit de se suicider ?*

SUPERSTITION. On connaît le mot de Voltaire : « La superstition est à la religion ce que l'astrologie est à l'astronomie : la fille très folle d'une mère très sage ».

Si la comparaison est juste en ce qui concerne l'astrologie et l'astronomie, la première n'étant — on le sait — qu'une science purement empirique, consistant en l'art de prédire (?) l'avenir par l'inspection (?) des astres et qui n'a jamais pu passionner que des esprits prévenus et plus ou moins teintés de religiosité, alors que l'astronomie est une science positive, basée tout entière sur l'observation méticuleuse, patiente, délicate des astres, dont il s'agit de rechercher la constitution, les positions relatives, les diverses lois qui président à leurs

mouvements, observation renouvelée mille fois et dont les résultats sont toujours sujets à révision, science qui, entre toutes les sciences naturelles, est, aux dires du grand Laplace, celle qui présente le plus long enchaînement de découvertes ; si, nous le répétons, la comparaison est juste dans ce premier cas, nous estimons qu'elle est foncièrement inexacte lorsqu'elle s'applique à la superstition et à la religion, ces deux vocables pouvant indifféremment servir à exprimer les sentiments, à traduire les diverses manifestations d'une même mentalité qui, dans l'un et l'autre cas, ne peut que s'accommoder des principes, base de toute foi : *Credo quia absurdum, quia ineptum*, ce qui se traduit par ceci : « Je crois parce que c'est absurde, parce que c'est inepte, et je crois d'autant plus que c'est absurde, d'autant plus que c'est inepte !... ».

Le Dieu des Religions, dites révélées, ne se révèle-t-il pas, en effet, par la négation même du naturel et le mystère n'est-il point le seul, l'unique moyen de preuve ? Toutes les « vérités » enseignées, imposées par les Religions ne procèdent-elles pas de conceptions, d'opinions, d'appréciations, d'idées « priori » qui toutes sont du domaine de l'incontrôlable et même de l'inobservable ? Ces « vérités éternelles et nécessaires » dont la puérile métaphysique a gâté, empâté nos esprits, que sont-elles, au fait, si ce n'est l'antithèse même des éternelles et inflexibles lois de la nature ? La foi ne découle-t-elle pas des affirmations — et non des démonstrations — faites par les maîtres (parents et éducateurs) et acceptées par des esprits forcément dociles, où le sentiment joue le plus grand rôle ? « Le cœur bien souvent affirme, alors que l'esprit nie. »

La religion, on le sait, n'est vraiment facile à déflair que pour l'adepte d'une religion particulière. Celui-ci ne saurait admettre comme conforme à la vérité que sa religion propre, toutes les autres croyances étant délibérément, sans examen, rangées dans la catégorie des superstitions grossières. Pour lui évidemment — mais pour lui seul — la religion c'est sa religion, type absolu, indiscutable, à l'égard duquel les autres Cultes ne sont que des formations fausses, imparfaites, indignes de la moindre considération !

Qu'on ne nous oppose pas certains croyants dont les connaissances, dont le savoir, dont l'acquis scientifique serait considérable et indéniable la rectitude de jugement. Nous répondrions que s'ils admettent le mystère, les faits invérifiés et indémonstrables, ils font tout simplement bon marché de leur intelligence et de leur esprit critique ; que, d'ailleurs, c'est aller à l'encontre même de l'affirmation invariable des autorités ecclésiastiques de tous les temps, que c'est nier l'enseignement archi-sécularisé de toutes les Eglises en prétendant pouvoir s'acheminer vers la Croyance, vers la Religion par la Raison ! Non, la foi, c'est-à-dire cette adhésion irraisonnée du sentiment à ce qu'on croit reconnaître comme la vérité, la foi seule peut animer ces « savants religieux » !

En vain objectera-t-on qu'il y a Religion et Religion et que celle de certains prêtres et de quelques savants, tel Pasteur par exemple, que nos catholiques se plaisent tant à nous opposer comme le modèle associant la foi à la science, que cette religion des prêtres et savants est une religion épurée, qu'elle est une doctrine ésotérique à laquelle on ne saurait décemment assimiler les superstitions des peuples fétichistes.

Encore une fois, nous répondrions que, seule, la foi du charbonnier étant digne d'un certain respect, du fait qu'elle repousse tout compromis de quelque nature qu'il soit, il ne saurait y avoir d'autre Religion que celle qui, tous les jours et depuis des siècles, est enseignée par des milliers de prêtres à des millions d'enfants ; d'autre Religion que celle du peuple, qui n'est qu'un ramassis de bouffonneries, d'introuvables, d'inepties, de contresens, d'absurdités pour tout dire, de superstitions et

que nul par conséquent, ne peut prétendre, au regard de l'intraitable orthodoxie, revendiquer le droit de choisir ses croyances !

Il n'existe donc pas de distinction appréciable entre ces deux formes de la Croyance : la Religion et la Superstition et les quelques faits, parmi les milliers que nous pourrions citer, empruntés aux cultes abolis ou toujours en vigueur et que nous allons très succinctement exposer ci-dessous, corroborent notre assertion.

Dans le langage courant d'autrefois, nous dit Elie Reclus, dans son admirable ouvrage : « Les croyances populaires », les esprits des morts étaient dénommés génies ou démons. Ces génies et démons composent toute la substance des religions. En mourant, croyaient nos lointains ancêtres, les hommes passaient génies : les génies passaient divinités — tantôt bonnes, tantôt mauvaises — mais dans leur immense majorité, mauvaises, il faut bien l'avouer. Rappelez-vous l'empereur romain qui, sentant venir la mort, dit aux amis qui s'empressaient à son chevet : « Je me sens passer Dieu ». Les mauvais démons étaient certainement en majorité, puisqu'ils avaient été des hommes comme nous. Néanmoins, les bons n'étaient pas rares. Chacun avait son bon démon et son mauvais. Qui n'entendit parler du « démon de Socrate », du « démon de justice », « de morale », « de bon sens et de bonté » ?

Le christianisme naît et se développe dans cette partie de notre planète qui, précisément, avait vu se former tant de « génies ». Et l'Eglise catholique, à la faveur de ce formidable mouvement religieux, s'édifie à son tour. Quel sera son premier souci, son premier soin ? De proscrire « tous les démons de l'ancien régime », de les « mettre hors la loi », de les traiter en diables et de les considérer comme autant de manifestations saugrenues de la superstition la plus coupable !

Allons chez les Mahométans. Ils sont, eux aussi, en possession du seul vrai Dieu ! Aucune concurrence n'est tolérée !

Non loin de Tunis, on trouve un tombeau célèbre, celui de Sidi Fethallah. Situé à une lieue environ de la capitale, dans un site charmant, près d'un rocher haut de cinquante pieds, abrupt et très glissant, ce tombeau est toujours l'objet de la profonde vénération, de l'idolâtrie de nombreux musulmans résidant en Tunisie. Tombeau et rocher sont devenus un lieu de pèlerinage et, chaque samedi, qui est le jour saint, on peut assister à ce spectacle assez réjouissant — à moins qu'il ne soit attristant — qu'offre un grand nombre de femmes qui, tour à tour, ayant une pierre plate appliquée sur le ventre, descendent le rocher sacré au risque de se rompre le cou. Il a rive même qu'elles renouvellent deux et trois fois ce pieux et périlleux exercice, dans l'unique espoir d'acquérir une fécondité que la nature leur a refusée jusqu'alors !

Il faut entendre les catholiques du Protectorat faire des gorges chaudes à la vue de pratiques qui ne sauraient relever que de la... superstition la plus répugnante et du magisme le plus primitif !

Faisons à présent — car il faut être équitable — une incursion dans le domaine sacré de la religion catholique, cette religion si pure, si éthérée, qui se flatte d'avoir impitoyablement écarté tous les rites, toutes les formules, toutes les pratiques et tous les sacrifices qui faisaient la honte et l'horreur des cultes antiques. Prenons, au hasard, le mystère de l'Eucharistie.

La religion catholique professe, avec une imperturbable assurance, qu'un miracle d'ordre matériel s'accomplit ; que le changement réel bien qu'invisible (toujours !) de la substance du pain et du vin en la substance du corps et du sang du Christ (lequel, d'ailleurs, en tant que glorifié, n'a ni corps, ni sang qui ressemblent à ceux des êtres vivant sur la Terre), que ce changement s'opère par la simple répétition des paroles qui sont attribuées, par saint Paul et par les évangélistes,

à Jésus instituant le rite. Et notez bien que ces paroles n'expriment pas une intention de Jésus, ni une intention du consécrateur qui les répète. Elles sont efficaces par elles-mêmes. Il suffit qu'elles soient prononcées, dans les conditions rituelles voulues, et par une personne qualifiée pour que le miracle invisible s'opère aussitôt !...

Que le lecteur veuille, à présent, conclure. Mais peut-être sera-t-il plus convaincu encore de l'identification profonde, indéniable, de la Superstition — forme originelle de la Religion — et de la Religion — dont le fond même n'est fait que de superstitions — s'il a le loisir de se rendre à Henuraing où il assistera, consterné, à l'indigne et burlesque comédie si magistralement jouée depuis plusieurs mois par le Clergé belge et où des milliers et des milliers d'adeptes de la religion du vrai Dieu (elle aussi !) attendent patiemment, sans se décourager, l'apparition, pour le moins problématique, d'une Vierge, faite comme vous et moi, de chair et d'os, qui, il y a quelque dix-neuf siècles, accoucha d'un Dieu, conçu pourtant de toute éternité bien qu'immatériel, et dont la fonction obligatoire fut de créer l'Univers ! — A. BLIQU.

SURVIE n. f. Il n'est pas de mensonge plus cher aux nations occidentales que celui d'une survie pour la personne humaine, d'une existence individuelle continuée après la mort. Rien n'est épargné pour faire croire aux humbles qu'un sort meilleur les attend par-delà la tombe, s'ils obéissent docilement ici-bas à tous leurs maîtres, petits et grands. Fortement soutenus par les autorités civiles, seuls chargés d'instruire la jeunesse et de façonner l'opinion, les prêtres réussirent longtemps, chez nous, à maintenir la croyance à un enfer et à un ciel dont ils donnaient, sans rire, les descriptions minutieuses. Mais ces gendarmes spirituels ont beaucoup perdu de leur prestige, depuis que les peuples devenus plus déflants refusent de les prendre au sérieux. Aussi, les pouvoirs civils leur ont-ils adjoint des équipes de philosophes, d'écrivains, voire de farceurs ou de malades qui, sans admettre les dogmes absurdes de la théologie chrétienne, déclarent que l'âme humaine demeure vivante, même après la disparition du corps. Comme la Royauté et l'Empire, la Troisième République réserve à des philosophes spiritualistes les principales chaires de ses grandes écoles. Un Paul Janet, un Caro, phraseurs aujourd'hui universellement méprisés, furent les oracles du monde universitaire à la fin du XIX^e siècle. Ils cédèrent la place à l'insignifiant Boutroux et à Bergson la fine mouche, dont l'alchimie verbale devait éblouir les bourgeois du XX^e siècle commençant. Un Brunswick, leur digne successeur, s'imagina qu'il a dit des choses profondes quand il a pondu une phrase obscure et ambiguë ; il trône en Sorbonne à notre époque, soucieux avant tout de plaire aux maîtres de l'heure quels qu'ils soient. Aidé par d'autres pontifes, il endoctrine une jeunesse avide de parchemins. Les romanciers gâteux de l'Académie diluent les formules du nouveau spiritualisme dans de fades volumes destinés au grand public. De leur côté, spirites, théosophes, médiums et sorciers divers se jettent sur le troupeau des gens crédules en quête d'un nouveau messie. Thaumaturges, voyants, mages, instructeurs se multiplient d'une façon invraisemblable ; et la variété de leurs doctrines, leurs chicanes, les injures et les reproches qu'ils s'adressent mutuellement ne les empêchent pas de tomber d'accord pour affirmer, conformément aux directives des chefs de la police bourgeoise, que l'âme survit après la mort. A cette condition seulement, ils ont droit d'ouvrir boutique et de monnayer les mystérieux pouvoirs qui les élèvent au-dessus de l'humanité ordinaire. C'est en 1877 qu'une obédience maçonnique, celle du Grand Orient de France, cessa de rendre obligatoire pour ses membres la croyance au Grand Architecte de l'Univers et à l'immortalité de

l'âme. Mais les obédiences étrangères, en particulier la Grande Loge d'Angleterre, rompirent immédiatement toute relation avec le Grand Orient. L'immense majorité de la maçonnerie universelle est restée fidèle aux vieilles sornettes de la philosophie spiritualiste ; et, en France même, les loges du rite écossais continuent d'invoquer le Grand Architecte de l'Univers. Quelques membres courageux et clairvoyants réclament toutefois l'élimination des plaisanteries théologiques qui déparent les rituels de la Grande Loge de France. En voyant quelles puissantes institutions s'intéressent au maintien de la croyance à l'immortalité de l'âme, l'on s'étonne moins de la persistance d'une doctrine si contraire à toutes les données de la science expérimentale.

Pour l'individu infatué de sa personne et persuadé de l'importance essentielle de son moi, il est en outre fort pénible de songer qu'un jour il ne restera de lui qu'un peu de cendre ou de terre. Contre cet anéantissement son orgueil et sa vanité se révoltent ; après sa mort, il veut continuer d'entendre les éloges dont il se gargarise de son vivant ; il veut savourer les larmes que verseront, du moins il le suppose, ses proches et ses amis. S'il n'a pu étancher son besoin de plaisir, sa soif de jouissances multiples et renouvelées, il rêvera de délectations infinies, de bonheur ineffable, d'amours inextinguibles, de délices énivrantes pour les sens comme pour l'esprit. Et, parce que l'on croit sans peine ce que l'on désire, il se persuadera aisément que ces suppositions illusoirement répondent à de solides et consolantes réalités. En concrétisant les plus nébuleux espoirs des hommes dans un ciel que les artistes ont rendu tangible en quelque sorte, et leurs craintes dans un enfer et un purgatoire dont les hagiographes nous ont fait des descriptions horribles, en s'attribuant de plus le droit d'expédier au ciel les âmes que Dieu condamna d'abord au purgatoire, les prêtres catholiques ont fait preuve d'un génie commercial hors ligne. S'ils avaient conservé la messe et les indulgences, les pasteurs protestants jouiraient de revenus supplémentaires qui ne sont point négligeables. Sans avoir l'esprit mercantile des fonctionnaires du Pape, les disciples d'Allan Kardec ont compris qu'il fallait faire intervenir les morts pour mieux capter l'attention des vivants. Les âmes des défunts réclamaient invariablement des messes, lorsqu'elles apparaissaient aux moines ou aux saintes du moyen âge ; aujourd'hui, elles se bornent à faire tourner des tables, à remuer des chaises ou des crayons, fournissant ainsi gratis de spirituelles distractions aux personnes du meilleur monde. Et l'émotion des assistants est profonde, lorsque chacun croit reconnaître dans le défunt secouant le mobilier, qui son parent, qui son ami. Beaucoup, en effet, n'arrivent pas à se persuader qu'ils sont à jamais disparus les morts qu'ils ont tendrement aimés. En spéculant sur l'égoïsme individuel et sur le désir de revoir ceux que l'on a chéris, moines et spirites furent incontestablement bien inspirés. Feu de l'enfer et feu du purgatoire ont suffi, durant de longs siècles, à faire bouillir la marmitte des premiers ; et, parmi les seconds, d'ingénieux escrocs réussissent fréquemment des coups très peu surnaturels mais des plus fructueux. La survie s'est révélée utile au moins pour ceux qui l'ont inventée.

Quant aux arguments invoqués par les penseurs spiritualistes en faveur d'une existence personnelle continuée après la mort, ils sont extrêmement piteux. « Certes, avoue Bergson, l'immortalité elle-même ne peut pas être prouvée expérimentalement ; toute expérience porte sur une durée limitée, et quand la religion parle d'immortalité, elle fait appel à la révélation. Mais ce serait quelque chose, ce serait beaucoup que de pouvoir établir, sur le terrain de l'expérience, la possibilité et même la probabilité de la survivance pour un temps x ». Cette survivance, Bergson n'a pu en fournir la preuve, malgré ses outrecuidantes prétentions et malgré l'aide que lui apportèrent avec empressement les spirites, les mysti-

ques, les faiseurs de prodiges de toutes les religions. Il n'a aucunement démontré que la pensée humaine débordât la capacité du cerveau et que ce dernier est un simple instrument utilisé par l'âme, non la source productrice de la vie consciente. Nous ne reviendrons pas sur la puissance médianimique, les visions, les pressentiments, les guérisons soudaines, les conversions religieuses et les autres faits de ce genre dont il a été longuement parlé dans d'autres articles de cet ouvrage. Des recherches méthodiques et consciencieuses ont démontré qu'il s'agit ou de simples fumisteries, de vulgaires tours de prestidigitation (quand ce ne sont pas le résultat d'inconscientes simulations), ou de phénomènes nerveux, rares, et souvent pathologiques mais toujours parfaitement naturels. L'étude impartiale des prétendues manifestations de l'au-delà rapportées par W. James, Bergson et leurs disciples, oblige à rejeter complètement l'intervention d'entités surnaturelles et d'esprits désincarnés. La tentative de ces adversaires de la raison et de la science pour constituer une métaphysique expérimentale a échoué radicalement. Et avec elle disparaît la dernière planche de salut laissée au spiritualisme philosophique.

Ajoutons qu'aucune preuve rationnelle de la survie n'a pu être apportée par les métaphysiciens. De lyriques mais creuses déclamations, où l'on ne précise rien, où l'on reste dans de vagues généralités, capables d'être interprétées dans les sens les plus divers, voilà ce que l'on trouve sous la plume des penseurs les plus vantés. « Non seulement, écrit Ravaisson, ce qui a pensé une fois éternellement pensera, mais chacune de nos pensées contient quelque chose de tout ce que nous pensâmes jamais, quelque chose de tout ce que jamais nous penserons. Comme, en effet, il n'est point de mouvement qui ne dépende de tous les mouvements qui se sont jamais accomplis, et qui ne doive contribuer à tous ceux qui jamais s'accompliront, il n'est point de pensée en laquelle ne retentisse plus ou moins obscurément tout ce qui fut, et qui ne doive subsister et se propager elle-même sans s'éteindre jamais, comme en vibrations éternelles. Chaque âme est un foyer où se réfléchit de toutes parts, sous mille angles différents, l'universelle lumière, et non seulement chaque âme, mais chacune des pensées, chacun des sentiments par lesquels se produit sans cesse, du fond de l'infini, son immortelle personnalité ». Comme tous les métaphysiciens professionnels, Ravaisson savait faire cascader les grands mots qui ne recouvrent aucune idée. Il connaissait l'art de parler pour ne rien dire, ainsi qu'en témoigne le passage cité. C'est d'ailleurs un reproche que l'on doit adresser à tous les philosophes spiritualistes ; ils prennent la paille des mots pour le grain des choses et s'imaginent qu'ils sont profonds lorsqu'ils s'expriment dans un jargon que très peu de personnes comprennent. L'art des grandes constructions métaphysiques, c'est avant tout l'art de berner le lecteur avec des termes prétentieux et des phrases compliquées. Les imbéciles admireront d'autant plus qu'ils saisiront moins le sens des pages qu'on les invite à méditer.

Notre instinctive horreur du néant, nos aspirations vers plus de justice et de bonheur ne démontrent pas davantage l'immortalité de l'âme. Elles répondent à des tendances parfaitement naturelles, mais s'égarent lorsqu'elles situent leur objet, loin du monde présent, dans un chimérique au-delà. L'intérêt et le désir sont les plus dangereux des guides, quand on recherche la simple et nue vérité. « Touchant l'immortalité de l'âme, je demeure, avouait récemment un spiritualiste sincère, dans une tragique, dans une déchirante incertitude. En effet, le spectacle du monde tend à nous convaincre de notre individualité passagère et du sacrifice de l'individu à l'espèce ». On insiste beaucoup sur les consolations qu'apporte la foi en une survie ; il conviendrait aussi de rappeler les angoisses et les tourments qu'elles procu-

re aux esprits restés naïfs. Renan affirme, il est vrai, que l'incertitude où nous sommes concernant l'immortalité de l'âme constitue une preuve de cette immortalité : « On peut dire sans paradoxe, assure-t-il, que si les doutes qui planent sur les vérités de la religion naturelle étaient levés, les vérités auxquelles ils s'attaquent disparaîtraient du même coup. Supposons, en effet, une preuve directe, positive, évidente pour tous des peines et des récompenses futures ; où sera le mérite de faire le bien ? Il n'y aurait que des fous qui, de gaité de cœur, courraient à leur damnation. Une foule d'âmes basses feraient leur salut, cartes sur table ; elles forceraient en quelque sorte la main de la divinité. Dans l'ordre moral et religieux, il est indispensable de croire sans démonstration ; il ne s'agit pas de certitude, mais de foi. Des croyances trop précises sur la destinée humaine enlèveraient tout le mérite moral. Qu'avons-nous besoin de ces preuves brutales qui gêneraient notre liberté ? Nous craindriions d'être assimilés à ces spéculateurs de vertu ou à ces peureux vulgaires, qui portent dans les choses de l'âme le grossier égoïsme de la vie pratique ». Sans l'avouer franchement, Renan admet, avec raison, que la croyance très ferme au ciel et à l'enfer aboutit toujours à un honteux marchandage, que la différence est minime entre l'avare qui entasse des richesses périssables dans un coffre-fort et le pieux chrétien qui multiplie les orémus afin de grossir le trésor de ses biens célestes. Mais il a tort de supposer que le risque, né de l'incertitude, ennoblit ce marchandage. Spéculateurs de la Bourse, chevaliers d'industrie, aventuriers qui, dans tous les domaines, exploitent la crédulité des gogos, vivent aussi dans l'incertitude et courent des risques parfois terribles. Ceux qui spéculent sur l'au-delà sont à ranger parmi les usuriers les plus rapaces ; ne les plaignons pas s'ils sont tourmentés par la crainte d'effectuer un mauvais placement.

La science n'admet qu'une survie, celle des composants ultimes qui constituent l'individu. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Synthèse transitoire et passagère, notre moi s'évanouira pour ne jamais renaître ; comme les animaux, comme les plantes, comme les corps bruts eux-mêmes, l'homme doit faire retour aux grandes forces cosmiques qui, seules, possèdent l'éternité. Peut-être notre espèce sera-t-elle un jour mieux armée contre la mort ; à ce moment elle sourira de la survie que prêtres et métaphysiciens prendront longtemps en guise de consolation. Certains morts continuent, d'ailleurs, de vivre dans le souvenir de nombreuses générations. Et cette survie subjective peut adoucir le chagrin de ceux qui, bien à tort croyons-nous, se désolent de n'être un jour qu'une poussière d'atomes, agglomérés dans des synthèses nouvelles. — L. BARNETTE.

SURVIE n. f. La survie est un terme de jurisprudence qui exprime l'état de celui qui survit à un autre. Au figuré, c'est le prolongement de l'existence et, par extension, c'est le fait de demeurer en vie après la mort.

En Droit, les gains de survie sont les avantages qui sont promis, sur les biens de la communauté, soit à celui des deux époux qui survivra à l'autre, soit à un seul d'entre eux, s'il survit à l'autre.

Albert Wahl, dans sa présomption de survie, explique que lorsque deux personnes meurent dans le même événement et qu'elles sont appelées à la succession l'une de l'autre, il est important de déterminer laquelle est morte la première, puisque celle d'entre elles qui a survécu à l'autre, ne fût-ce que d'un instant, a succédé à cette dernière. La preuve de l'ordre des décès peut être administrée par tous les moyens, même par témoins et par présomptions de faits ; par exemple, on peut décider qu'un incendie s'étant déclaré au second étage d'une maison, la personne qui habitait cet étage est présumée être morte avant celle qui habitait à un étage supérieur

ou inférieur. Lorsque toute preuve ou présomption de fait manque, les deux défunts sont réputés être morts au même instant, car, pour que l'un pût succéder à l'autre, la preuve devait être apportée qu'il est décédé après lui, ce qui, par hypothèse, est impossible.

Cependant les articles 720 à 722 du Code Civil ont émis certaines présomptions légales connues sous le nom de « théorie des comourants ou des comourantes ». Ils divisent la vie humaine en trois périodes : 1^{re} de la naissance à l'âge de 15 ans ; 2^e de 15 ans à 60 ans ; 3^e à partir de 60 ans. Les solutions données par la loi se rattachent à l'idée que, dans la première période, les forces croissent avec les années, qu'elles restent stationnaires dans la seconde et qu'elles diminuent dans la troisième. En conséquence, lorsque les deux défunts appartiennent à la première catégorie, le plus âgé, qui est réputé avoir offert la plus grande force de résistance, est présumé avoir survécu si les circonstances du fait ne permettent pas de déterminer l'ordre du décès. Dans la seconde période, la loi présume que les décès se sont produits dans l'ordre naturel de l'âge, c'est-à-dire que le plus jeune est présumé avoir survécu ; toutefois si les deux défunts n'étaient pas du même sexe, et si, en outre, ils étaient du même âge ou qu'il y eût entre eux une différence d'âge n'excédant pas un an, le mâle est présumé avoir survécu. Enfin, dans la troisième période, la force de résistance décroissant avec l'âge, le moins vieux est présumé avoir survécu.

Mais il peut arriver que les deux comourants appartiennent à deux périodes différentes. L'article 721 dit seulement que si l'un d'eux avait moins de 15 ans et l'autre plus de 60, le premier est réputé avoir survécu. Il néglige les hypothèses, soit où l'un a moins de 15 ans et l'autre de 15 à 60 ans, soit où l'un a de 15 à 60 ans et l'autre plus de 60 ans. L'opinion commune veut que, dans le premier cas, le plus âgé et, dans le second cas, le plus jeune, soient réputés avoir survécus. Mais, comme les présomptions légales sont de droit étroit, il y a des doutes sur ce point.

Que si les deux défunts sont du même âge — (et en dehors du cas indiqué plus haut, où ils appartiennent à la seconde période et sont de sexes différents) — ils sont, à défaut de présomptions légales, réputés être décédés en même temps ; la succession de chacun d'eux est donc dévolue comme s'il avait survécu à l'autre. Mais des jumeaux ne sont pas considérés comme étant du même âge. On admet généralement que le premier qui est sorti du sein de la mère est le plus âgé au point de vue de l'application des articles 720 à 722.

Ces questions de survie se posent fréquemment lorsque la mère et l'enfant succombent ensemble pendant le travail de l'accouchement. Si les circonstances de fait ne peuvent donner la solution, on admet que la mère a survécu.

L'application des présomptions fournies par ces textes n'est pas aussi large qu'on pourrait le supposer. Elle est limitée à deux points de vue. En premier lieu, la loi suppose le décès de « plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre ».

Si donc un seul des comourants était héritier présomptif de l'autre, sans réciprocité (par exemple s'il s'agit de deux frères dont l'un a des enfants), les présomptions ne s'appliquent plus. Elles ne s'appliquent pas davantage si les deux défunts étaient appelés à se succéder réciproquement, non pas comme héritiers légitimes, mais comme légataires ou donataires. Ils sont alors réputés être décédés au même instant. D'autre part, la loi suppose que les deux défunts sont considérés comme étant morts en même temps, si les événements dans lesquels ils sont décédés sont différents. L'incendie d'une maison est un événement unique ; il en est de même du naufrage d'un bâtiment. L'assassinat de plusieurs personnes est, au contraire, un événement multiple, alors même qu'il a été commis par

une même personne dans un même local : c'est ce qui a été décidé à propos des assassinats de Pranzini.

Toutefois, une loi spéciale, du 20 prairial an IV, a décidé que si plusieurs personnes appelées à se succéder réciproquement sont condamnées à mort et exécutées, le plus jeune est présumé avoir survécu, lorsque le moment exact de leur décès respectif ne peut être fixé. Ce texte, qui est toujours en vigueur, mais dont la jurisprudence n'a jamais eu à faire l'application, établit une présomption légale dans une hypothèse où les événements ayant occasionné le décès n'est pas unique. La loi de prairial diffère encore du Code Civil, en ce qu'elle établit une présomption invariable, quel que soit l'âge respectif des défunts.

En ce qui concerne le prolongement de l'existence, au sens propre, après la mort, la survie n'existe pas... ou si peu. L'expérience en fut faite il y a une cinquantaine d'années sur des condamnés à mort à qui, avant la décapitation, on avait demandé d'ouvrir et de fermer régulièrement les paupières après la décollation. Les décapités se livrèrent à cette expérience, ouvrirent et fermèrent leurs paupières deux ou trois fois et ce fut tout. La survie avait à peine duré quelques secondes.

Philosophiquement, la survie existe et se perpétue.

Toutes les religions se perpétuent et continuent à exister grâce à ce moyen. La chrétienté a connu son succès et se continue par la survie de son Christ qu'elle fait succomber et ressusciter si miraculeusement.

Les penseurs et les savants se survivent par les travaux accomplis leur vie durant et qu'ils ont laissés après leur mort, à l'humanité tout entière, et, pour que le nom de la plupart de ceux-ci ne soit pas ignoré par les générations qui se succèdent, on les statue et on donne leurs noms à des places ou à des voies publiques. C'est de cette façon seule que la survie peut être considérée au figuré.

Il est incontestable que les philosophes et les savants de l'antiquité et les hommes remarquables de tous temps : de Démosthène à Caton, de Phidias à Platon, de Vercingétorix à Napoléon, d'Ambroise Paré à Pasteur, etc..., se sont survécus par la trace qu'ils ont laissée dans leur existence, sur leur passage dans la vie et dans les souvenirs qu'ils ont imprimés.

Et que la modestie de notre ami Sébastien Faure m'excuse de le citer en exemple : pionnier et vulgarisateur de l'anarchie, il se survivra par l'exemple de son existence apostolique et par le monument impérissable qu'il laissera aux générations futures : *L'Encyclopédie Anarchiste*. — Pierre COMOT.

SUSPECT. Adjectif employé pour qualifier tout ce qui est ou mérite d'être l'objet de quelque soupçon évidemment défavorable : un homme suspect ; un document suspect ; une intervention suspecte. On dit également d'une chose qu'elle est suspecte, lorsqu'on la soupçonne d'être fautive, de ne pas exister ou encore d'une chose dont les qualités sont plus ou moins douteuses : une boisson suspecte.

Ce vocable fut employé comme substantif une fois dans l'histoire. Il s'agissait de la Loi des suspects, loi que promulgua la Convention, le 17 septembre 1793. En vertu de cette loi, tous les suspects, c'est-à-dire tous ceux qui ne manifestaient pas assez ouvertement ou avec un enthousiasme jugé suffisant leur attachement à la Révolution, pouvaient être arrêtés. Les comités révolutionnaires chargés d'arrêter les suspects étaient soumis à un Comité de Sécurité générale à qui ils envoyaient « leurs motifs », ainsi que tous les papiers et documents saisis. Les suspects étaient enfermés dans les prisons nationales et devaient supporter tous les frais de leur détention. Le 9 thermidor, la liberté était rendue à tous les suspects et, abolis, le 4 octobre 1795, la loi ainsi que les divers décrets qui s'y rapportaient.

Les « suspects » n'ont point disparu de notre planète.

Il n'est même pas exagéré de dire que, à la faveur du régime capitaliste dont la grande vertu est de corrompre les individus et d'adulterer les consciences, à la faveur aussi de l'après-guerre qui a rendu les « situations » de plus en plus difficiles, le genre n'a fait que se développer !

Les suspects ? Mais ils sont légion ceux qui véritablement le sont, en tous cas devraient l'être !

Suspect, l'homme d'Etat (qu'il soit blanc, noir, brun, rouge ou tricolore, peu importe) qui, à toute occasion, proteste solennellement et avec des gestes calculés, de la pureté et de la sincérité de ses intentions qui le portent à tout sacrifier, même son propre bien-être, à la grandeur et à la prospérité du Pays dont il a la délicatesse et noble tâche, l'insigne honneur de diriger les destinées... alors qu'il est tout simplement, ou le pantin dont on tire adroitement les ficelles, ou, le plus souvent, si pas toujours, le valet, d'ailleurs grassement rémunéré, des Oligarchies financières ou industrielles qui, en fait, sont les véritables maîtres des Etats.

Suspect, le prêtre — le prêtre de toutes les Religions — qui, pour justifier sa raison d'être, c'est-à-dire son parasitisme, et perpétuer le maintien des privilèges dont il vit et s'engraisse, va partout clamant, et la légitimité des biens honnêtement acquis (s'abstenant bien de préciser la limite des richesses honnêtes ?), et la sainteté de la résignation, ce qui permet à tous les exploités de ne rien restituer de leurs exactions, tout en confirmant les exploités dans cette idée qu'ils feraient œuvre sacrilège en songeant à la reprise des biens dont on les a dépossédés !

Suspect, le « franc-maçon », le « rationaliste », le « libre penseur », en un mot le « citoyen affranchi », qui pousse l'inconséquence, l'impudeur, l'inconscience jusqu'à livrer ce qu'il a de plus cher : ses enfants, aux abrutisseurs des religions, soucieux qu'il est, parait-il, de ne point déplaire à Madame son épouse qui se souvient, en certaines circonstances de sa vie, d'avoir jadis été plus ou moins pratiquante, épouse dont il sait pourtant bien, en d'autres occasions, transgresser les lois !

Suspect, le gouvernement dit prolétarien, qui entretient de cordiales relations avec les Etats fascistes, mais qui, traîtreusement, abandonne ses « frères en communisme » aux pires violences des tortionnaires hitlériens ou mussoliniens !

Suspect, le politicien — ce caméléon de toujours et de partout — qui, partisan farouche quoique en principe seulement, d'une transformation sociale, de la destruction de l'ordre établi, de la libération de l'individu, toutes choses qui ne se conçoivent même pas sans le préalable accomplissement d'une révolution totale et profonde, rêve, en même temps, « d'aller porter la lutte de classes... dans les ministères bourgeois » où, — ses emportements factices subitement évanouis — il n'aura cure que de collaborer fraternellement avec les défenseurs du Régime tant exécuté... en principe !

Suspects également, et au degré le plus élevé, le catholique libéral, le prêtre moderniste, le démocrate-chrétien, le socialiste-chrétien, le syndicaliste-chrétien, tous vocables jurant d'être accouplés, qui n'expriment que des antinomies, des incompatibilités, tout homme avisé sachant pertinemment que voici bien longtemps que le Christianisme, en général, et l'Eglise catholique, en particulier, ont impitoyablement condamné Libéralisme, Modernisme, Démocratie, Socialisme, Syndicalisme qu'ils considèrent comme de « funestes erreurs », des « pestes mortelles » !

Et enfin, suspect le « militant », le « propagandiste » qui apporte, dans « ses fonctions », dans ce qu'il ose appeler « son apostolat », un zèle par trop ardent. Qui ne saurait souffrir qu'une action soit engagée sans lui, qui est de tous les groupements, de toutes les associations et généralement aux postes de commande, qui se dépense sans compter, qui crie très fort et estime

que l'action n'est jamais assez révolutionnaire, mais qui serait, par contre, fortement embarrassé si on l'obligeait — ce qui serait prudent et salutaire — à prouver l'origine de ses « moyens » d'existence !... — A. BLOQ.

SYLLABUS (LE). *Syllabus*, mot latin signifiant sommaire. En droit canonique, il est employé comme synonyme d'énumération succincte des points décidés dans un ou plusieurs actes de l'autorité ecclésiastique.

Le Syllabus qui fut publié, en décembre 1864, par le Pape Pie IX, à la suite de l'Encyclique *Quanta Cura*, est un recueil de quatre-vingts propositions latines. Résumé de toutes les allocutions consistoriales, lettres et encycliques prononcées et écrites par ce Pontife depuis 1846, il reprend, sans y ajouter le moindre commentaire, toutes les condamnations formulées contre les doctrines et les sociétés modernes. Le texte latin peut se traduire ainsi : « Résumé des principales erreurs de notre temps qui sont signalées dans les allocutions consistoriales, encycliques et autres lettres apostoliques de Notre Très Saint Père le Pape Pie IX ».

Ce document qui montre, dans une forme indirecte et négative, mais extrêmement claire, la doctrine politique et sociale de l'Eglise catholique, mériterait d'être reproduit en entier. Mais comme il ne sied point d'abuser de l'hospitalité qui nous est accordée, nous nous bornerons à donner, de ce document, les passages essentiels que nous ferons précéder d'un extrait de l'encyclique qui l'accompagnait.

a) Extrait de l'Encyclique *Quanta Cura* :

« ...Il vous est parfaitement connu qu'aujourd'hui il ne manque pas d'hommes qui appliquent à la société civile l'impie et absurde principe du Naturalisme, comme ils l'appellent : ils osent enseigner que « la perfection des gouvernements et le progrès civil exigent absolument que la société humaine soit constituée et gouvernée sans plus tenir compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins sans faire aucune différence entre la vraie religion et les fausses. » De plus, contrairement à la doctrine de l'Ecriture, de l'Eglise et des saints Pères, ils ne craignent pas d'affirmer que « le meilleur gouvernement est celui où l'on ne reconnaît pas au pouvoir l'obligation de réprimer, par la sanction des peines, les violateurs de la religion catholique, si ce n'est lorsque la tranquillité publique le demande ». En conséquence de cette idée absolument fautive du gouvernement social, ils n'hésitent pas à favoriser cette opinion erronée, on ne peut plus fatale à l'Eglise catholique et au salut des âmes, et que notre prédécesseur d'heureuse mémoire, Grégoire XVI, appelait un délire, savoir que « la liberté de conscience et des cultes est un droit propre à chaque homme, qu'il doit être proclamé et assuré dans tout Etat bien constitué ; et que les citoyens ont droit à la pleine liberté de manifester hautement et publiquement leurs opinions, quelles qu'elles soient, par la parole, par l'impression ou autrement, sans que l'autorité ecclésiastique ou civile puisse limiter ce droit ».

« Quand la religion est bannie de la société civile, quand la doctrine et l'autorité de la révélation divine sont rejetées, la vraie justice ou plutôt la vraie notion de la justice et du droit humain s'obscurcit, se perd, et la force matérielle prend la place de la justice et du vrai droit. Qui ne voit, qui ne sent très bien qu'une société soustraite aux lois de la religion et de la vraie justice ne peut avoir d'autre but que d'amasser, d'accumuler des richesses et, dans tous ses actes, d'autre loi que l'indomptable désir de satisfaire ses passions et de se procurer des jouissances ? Voilà pourquoi les hommes de ce caractère poursuivent d'une haine cruelle les ordres religieux, sans avoir égard aux immenses services rendus par eux à la religion, à la société et aux lettres. Non contents de bannir la religion de la société,

ils veulent l'exclure de la famille. Enseignant et professant la funeste erreur du Communisme et du Socialisme, ils affirment que « la société domestique ou la famille emprunte toute sa raison d'être du droit purement civil et, en conséquence, que de la loi civile découlent et dépendent tous les droits des parents sur les enfants, même le droit d'instruction et d'éducation ». Tous ceux qui ont entrepris de bouleverser l'ordre religieux et l'ordre social, et d'anéantir toutes les lois divines et humaines, ont toujours fait conspirer leurs conseils coupables, leur activité et leurs efforts à tromper et à dépraver surtout la jeunesse. Voilà pourquoi le clergé régulier et séculier, malgré les plus indubitables et les plus illustres témoignages rendus par l'histoire à ses immenses services est, de leur part, l'objet d'atroces et incessantes persécutions, et pourquoi ils disent que « le clergé étant ennemi du véritable et utile progrès dans la science et la civilisation, il faut lui ôter l'instruction et l'éducation de la jeunesse »...

b) **SYLLABUS.** — Des principales erreurs de notre temps, signalées dans les allocutions consistoriales, encycliques et autres lettres apostoliques de Notre Très Saint Père le Pape Pie IX.

I. — *Panthéisme, naturalisme et rationalisme.* — On doit nier toute action de Dieu sur les hommes et sur le monde. — Toutes les vérités de la religion découlent de la force native de la raison humaine ; d'où il suit que la raison est la règle souveraine d'après laquelle l'homme peut et doit acquérir la connaissance de toutes les vérités de toute espèce. — La foi du Christ est en opposition avec la raison humaine, et la révélation divine non seulement ne sert de rien, mais elle nuit à la perfection de l'homme. — L'Eglise non seulement ne doit, dans aucun cas, sévir contre la philosophie, mais elle doit tolérer les erreurs de la philosophie et lui abandonner le soin de se corriger elle-même.

III. — *Indifférentisme, latitudinarisme.* — Le protestantisme n'est pas autre chose qu'une forme diverse de la même vraie religion chrétienne, forme dans laquelle on peut être agréable à Dieu, aussi bien que dans l'Eglise catholique.

IV. — *Socialisme, communisme, sociétés secrètes, sociétés bibliques, sociétés cléricalo-libérales.* — Disons, pour nous résumer, que ces sortes de pestes sont fréquemment frappées de sentences formulées dans les termes les plus graves, par exemple dans l'Encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846, dans l'allocution *Quibus quantisque*, du 20 avril 1849, dans l'Encyclique *Quanto conficiamur moerore*, du 17 août 1863.

V. — *Erreurs relatives à l'Eglise et à ses droits.* — L'Eglise n'est pas une vraie et parfaite société pleinement libre ; elle ne jouit pas de ses droits propres et constants que lui a conférés son divin Fondateur ; mais il appartient au pouvoir civil de définir quels sont les droits de l'Eglise et les limites dans lesquelles elle peut les exercer. — L'Eglise n'a pas le pouvoir de définir dogmatiquement que la religion de l'Eglise catholique est uniquement la vraie religion. — L'Eglise n'a pas le droit d'employer la force ; elle n'a aucun pouvoir temporel direct ou indirect. — L'Eglise n'a pas le droit naturel et légitime d'acquérir et de posséder.

VI. — *Erreurs relatives à la Société civile, considérée soit en elle-même, soit dans ses rapports avec l'Eglise.* — La doctrine de l'Eglise catholique est opposée au bien et aux intérêts de la société humaine. — En cas de conflit légal entre les deux pouvoirs, le droit civil prévaut. — L'Eglise doit être séparée de l'Etat, et l'Etat séparé de l'Eglise.

VII. — *Erreurs concernant la moralité naturelle et chrétienne.* — Les lois de la morale n'ont pas besoin

de sanction divine, et il n'est pas du tout nécessaire que les lois humaines se conforment au droit naturel ou reçoivent de Dieu le pouvoir d'obliger. — Il est même permis de refuser l'obéissance aux princes légitimes et même de se révolter contre eux.

X. — Erreurs qui se rapportent au libéralisme moderne. — A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'Etat à l'exclusion de tous les autres cultes. — Le Pontife romain peut et doit se réconcilier avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne.

Emprisons-nous de dire que ce document eut, à l'époque de sa publication, un retentissement si considérable que le gouvernement impérial interdit aux évêques de le publier par voie de mandements. Bon nombre d'écrivains catholiques — et non des moins réputés — n'hésitèrent pas à ranger le « Syllabus » parmi les documents *ex-cathedra*, c'est-à-dire revêtus de l'autorité infaillible conférée aux décisions souveraines des pontifes de Rome. Faut-il souligner également combien il aggravait encore l'opposition que l'on savait déjà flagrante, irréductible, entre l'Eglise catholique et la société moderne ?

Remontons, en effet, à la Révolution française et voyons, par exemple, en quels termes le pontife de l'époque, Pie VI, appréciait cet événement si considérable.

Dès le 29 mars 1790, Pie VI, dans une allocution consistoriale, condamne ouvertement la Révolution française, ainsi que les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme. Ne qualifie-t-il point de « décrets sacrilèges » la suppression des dîmes, la nationalisation des biens ecclésiastiques, l'admission des non-catholiques à toutes les fonctions civiles et militaires ? « N'est-ce pas, dit-il, faire œuvre satanique que de reconnaître à l'homme le droit de manifester librement sa pensée ? » Ne proteste-t-il pas, avec véhémence, contre un « vain fantôme de liberté », en déclarant que le gage de la félicité publique est « dans le lien d'une obéissance aux rois universellement consentie, car les rois sont les ministres de Dieu pour le bien et les défenseurs de l'Eglise » ? Et, le 10 mars 1791, s'élevant, à nouveau, contre le « droit chimérique » que constitue la liberté de pensée, il affirme, avec plus de force encore, « qu'il est insensé d'établir parmi les hommes l'égalité et cette liberté effrénée qui n'aboutissent qu'à renverser la religion catholique ».

Le 17 juin 1793, Pie VI, toujours, brandit, une fois de plus, ses foudres vengeurs pour blâmer la Convention d'avoir aboli la royauté « le meilleur de tous les gouvernements » et déclare qu'il est insensé d'avoir transporté l'autorité publique dans les mains du Peuple, absolument incapable, dit-il, de suivre aucun plan de conduite sage et raisonnable. La devise : Liberté, Egalité ? Il la condamne sans rémission. La liberté, « qui ne tend qu'à corrompre les âmes et à dépraver les mœurs » ; l'égalité, non non moins illusoire, propre tout au plus à détruire l'harmonie sociale en détruisant le principe d'autorité !

Est-il permis de supposer, un instant, que ce langage fut particulier à Pie VI ? Entendez ses successeurs.

Pie VII, en 1800, réclame, dès son avènement, la suppression de la « licence effrénée de pensée, de paroles, d'écrits et de lectures ». Léon XII, à son tour, en mars 1826, anathématise francs-maçons et jeunesse universitaire, coupables de tendre au renversement « des pouvoirs légitimes ». Grégoire XVI, au lendemain de la Révolution de 1830, s'élève contre la doctrine du libéralisme, condamne les catholiques libéraux, leur reproche amèrement d'adhérer à cette « maxime fautive et absurde de la liberté de conscience, de la liberté des opinions, de la liberté de la presse surtout (la plus

funeste, la plus exécrable de toutes) ». On le voit : tous ces illustres représentants de Dieu sur terre n'ont eu d'autre souci, d'autre préoccupation que de s'opposer au développement des principes humains énoncés par les grands révolutionnaires du XVIII^e siècle. Pie IX, par son « Syllabus », ne faisait que suivre la politique fidèlement observée par ses prédécesseurs et, s'inspirant de ce fait historique, on peut hardiment avancer que le « Syllabus » n'est point la doctrine d'un pape, d'un seul, mais bien la doctrine de toute la papauté, avant et après Pie VI ! Pourrait-on, en effet, nous citer un Pape qui ait désavoué le « Syllabus » ? Si quelques évêques, à l'époque où il parut, lui furent hostiles, tous, de nos jours, sont unanimes à l'approuver sans réserves. Lisez ce curieux Manifeste publié, par l'Episcopat français, le 10 mars 1925, contre les lois laïques, et vous constaterez qu'il n'est qu'une adaptation du texte de 1864 aux circonstances et aux nécessités du moment.

Arrivons à Léon XIII — « le pape libéral, ami des ouvriers » ! — N'a-t-il point formulé un corps de doctrine où, avec une souplesse et une habileté qu'on rencontre rarement, il condamne les principes de 1789 ainsi que la démocratie telle que la conçoivent la Société moderne et tous les hommes qui ne se paient point de mots ? Le Socialisme ? « Peste mortelle qui conduit la société humaine à sa perte » ; « doctrine diabolique qui tire son origine des conceptions empoisonnées des novateurs du XVI^e siècle ». — La propriété ? « Invention divine et inviolable » qui, pour détourner le fléau du socialisme, possède une vertu qui ne se trouve ni dans les lois humaines, ni dans la répression, mais dans... la salutaire influence de l'Eglise !

Dans *Humanum genus*, encyclique publiée le 20 avril 1884, ce pape libéral déclare « qu'il ne peut admettre que le pouvoir vienne du peuple, pas plus qu'il ne croit à l'amélioration des hommes par les institutions ». Et enfin, dans *Immortale Dei*, parue le 1^{er} novembre 1885, il présente Le Syllabus comme de nature à fournir une direction sûre au milieu des erreurs contemporaines et, une fois de plus, il condamne les libertés modernes, la liberté de conscience et de la presse, l'instruction laïque, le mariage civil, la séparation des Eglises et de l'Etat.

Nous voici à l'aurore du XX^e siècle. Le même pontife occupe toujours le trône de Saint-Pierre. Parvenu à la vingt-cinquième année de son pontificat, Léon XIII publie une sorte de testament où il précise sa doctrine en lui donnant une forme définitive. Que nous apporte ce testament qui n'ait été déjà proclamé, ressassé cent fois par les devanciers de l'auteur ? Condamnation de la Réforme et de la philosophie du XVIII^e siècle d'où découlent le Rationalisme et le Matérialisme. Réprobation véhémement du laïcisme, de l'esprit d'insoumission et de révolte des classes populaires. Anathématisation des sectes socialistes. L'Eglise dépositaire exclusive de la Vérité, de toutes les vérités et qui ne peut que flétrir la liberté accordée indifféremment à la vérité et à l'erreur, au bien et au mal. — Rien, on le voit, qui n'ait été dit déjà !

Et Pie X ? Interrogeons, sur ce point, le « grand démocrate-chrétien », le Silloniste Marc Sangnier. Il avait feint la réconciliation de son Eglise (car il est catholique avant tout !) avec le libéralisme, mieux : avec le socialisme ! Pie X eut tôt fait de l'exécuter, lui et ses disciples. Ils ne firent d'ailleurs aucune difficulté pour se soumettre et se démettre !..

Benoît XV continue la tradition sacrée ! Il s'élève contre les pauvres qui ont l'audace de s'attaquer aux riches ; il déplore la fréquence des grèves, condamne les « erreurs socialistes » et reprend les séculaires attaques contre « l'appétit désordonné des biens périssables », « la lutte des classes », « le laïcisme », « l'absen-

ce de hiérarchie entre les hommes », « le culte de la science », etc., etc...

Et pour finir, parlons un peu de Pie XI, notre Saint-Père. Depuis qu'il occupe le trône de St-Pierre, toute occasion lui fut bonne pour parler au monde.

Après ses encycliques sur l'Education et sur le Mariage, il a donné, le 3 mai 1932 (*Caritate christi compulsi*) son opinion sur les épreuves présentes du genre humain, en même temps qu'il nous proposait son remède à la crise.

L'opinion du Pontife ? Le monde retrouvera sa quiétude, les peuples leur prospérité, la crise économique sera résolue, la paix régnera entre les nations... dès que les gouvernants et les sujets seront redevenus les fils soumis de l'Eglise catholique et romaine. Voilà la trouvaille !

Il met, ce brave pape, dans le même sac, les gouvernements laïcs, les écoles populaires, les universités, les sociétés secrètes, les factions socialistes et communistes. Il préconise même contre celles-ci, « un front unique et solide » ! !

Son remède à la crise ? Prières et pénitences !

L'Eglise, par l'organe de son porte-parole le plus éminent, ne se penche sur les humbles, sur les travailleurs, que pour les exhorter à la résignation, que pour les inciter à se soumettre docilement à l'autorité de leurs détraisseurs !

Et lui aussi déclare sentencieusement, que « la liberté, la solidarité, l'amour de l'humanité et de la science, en un mot, toutes les plus nobles affirmations de la conscience moderne, ne sont que des idoles. Il proclame que « les individus, les familles, les nations, doivent à Dieu un culte officiel, une soumission de l'intelligence. Que l'Eglise catholique laisse à chacun la liberté d'être républicain (il ne dit pas toutefois si c'est à la manière de Combes ou de Castelnuovo !), royaliste, impérialiste, mais elle ne laisse pas la liberté d'être socialiste, communiste, anarchiste, ces trois sectes étant condamnées par l'Eglise »...

Donc, aucune objection, aucune contestation n'est permise. De 1789 à nos jours — pour ne s'en tenir qu'aux temps modernes — la permanence de la doctrine politique de l'Eglise apparaît évidente. Pie XI, en lançant son Syllabus au monde en une sorte de défi, n'a fait que s'inspirer des inamovables principes qui constituent toute la structure de cette formidable et maléfique organisation qu'est l'Eglise catholique. Le Syllabus condamne radicalement la conception moderne des droits de la conscience. C'est, selon lui, une maligne erreur que d'admettre les protestants aux mêmes droits politiques que les catholiques. Est-ce que les pères de la Compagnie de Jésus — les jésuites — à qui l'on attribue d'ailleurs la paternité des principales propositions de ce fameux document, ne persistent pas à enseigner que la coercition et la répression sont un devoir sacré, dès qu'on en a la puissance ou qu'on l'acquiert ?

Pie XI rejoint Saint-Paul, l'auteur de l'Épître aux Romains, où l'on trouve cette formule célèbre du droit divin des puissances de la terre : « Que toute âme soit soumise aux pouvoirs supérieurs. Car il n'y a point de pouvoir qui ne vienne de Dieu, et ceux qui existent ont été établis par lui, de sorte que celui qui s'oppose au pouvoir résiste à l'ordre de Dieu ». Il rejoint Bossuet, qu'on n'accusera pas d'ignorer la doctrine chrétienne, qui, invoquant également l'autorité du fondateur du Christianisme, déclare : « Que quiconque condamne la servitude, condamne en même temps le Saint-Esprit qui ordonne aux esclaves, par la bouche de Saint-Paul, de demeurer en leur état et n'oblige point leurs maîtres à les affranchir. »

L'Eglise qui n'a point condamné en principe l'esclavage, pas plus qu'elle ne l'a aboli en fait, est bien dans son rôle historique en prêtant tout son appui aux Régimes d'oppression et en s'opposant, par voie de consé-

quence, au développement des doctrines de libération et de rédemption humaines. Les adulateurs et les complices des Constantin, des Napoléon, des Mussolini, des Hitler et de tous les tortionnaires des peuples ne sauraient, en même temps, favoriser l'affranchissement de l'individu !

Le mot est d'une justesse profonde : « Le Catholicisme peut être considéré comme une théorie de direction sociale greffée sur une doctrine de renoncement individuel ». L'homme est ainsi détourné des choses, des biens de la terre et livré, pieds et poings liés, à la domination de l'Eglise. Toute l'œuvre de la papauté a été fondée sur ce calcul ou ne peut plus l'être.

Avec des alternatives d'audace insolente, d'acharnement impitoyable, de soumission et de temporisation calculée, la papauté a marché vers l'objet de ses rêves et de ses convoitises : le gouvernement universel et, en dépit des multiples et cuisants échecs qu'elle a subis au cours des siècles, elle n'a point renoncé à ses espérances scélérates d'asservir, un jour, hommes et choses à sa sanglante et implacable tyrannie ! — A. BLUCC.

SYMBOLISME. — Le mot *symbolisme* est né du verbe *symboliser*, exprimer par symboles. Le symbolisme est la représentation par des symboles des abstractions, idées, personnes ou choses qui n'ont pas une existence ou une apparence réelle. Le symbole (du latin *symbolum*) est « une figure ou une image employée comme signe d'une autre chose » (Littre). Il est l'aspect concret de la représentation symbolique. La parole, l'écriture, tous les arts sont des symboles de la pensée ; ils donnent un corps aux idées, ils les traduisent plastiquement pour les rendre compréhensibles et communicables à l'intelligence et aux sens. On a symbolisé ainsi la conception toute abstraite de la fidélité dans l'image du chien. De même, l'agneau est le symbole de la douceur, le lis celui de la pureté, le serpent celui de l'éternité, le lion et le soleil ceux de la force et de la souveraineté, l'épée celui de la guerre, la croix celui de la foi chrétienne, le croissant celui de la foi musulmane, le sceptre celui de la royauté, le bonnet rouge celui de la liberté, le marteau et la faucille ceux de la dictature du prolétariat, etc... Flaubert admirait Buffon mettant des manchettes pour écrire. Il voyait là un symbole, celui de la méthode de travail de cet écrivain.

Tout est symbole dans le monde, et le domaine symbolique, aussi vaste que l'univers, n'est pas moins conventionnel, arbitraire et contradictoire suivant les interprétations, même lorsqu'elles ne sont pas seulement des images de rhétorique et sont présentées sous une forme précise et un sens généralement reconnu. Ainsi, il semble admis par tout le monde qu'un glaive est un instrument de meurtre et symbolise le combat, que la guerre est le meurtre collectif et que le but des armées est d'accomplir ce meurtre. Mais grâce à la rhétorique théologique et à son symbolisme spécial, le « Dieu des armées » qui commande à ses fidèles de massacrer, suivant les circonstances, les hérétiques, les Chinois, les Français, les Allemands, est le même Dieu qui dit d'autre part à tous les hommes sans distinction : « Tu ne tueras pas !. Aimez-vous les uns les autres !. Qui se sert de l'épée périra par l'épée !. etc... ». De même il y a une « Armée du Salut » avec un état-major, des soldats, une devise : « Sang et Feu » et un emblème composé de deux épées entrecroisées. Mais il paraît que cette armée ne veut le Salut que par la paix et, lorsqu'elle chante, avec accompagnement de grosse caisse : « Debout, saintes cohortes, soldats du Roi des rois ! », ce n'est pas dans l'intention de faire couler « un sang impur », c'est seulement « pour exciter les forces spirituelles des balayeurs du monde moral voués au nettoyage des égouts de la civilisation » !... Pourquoi alors des épées quand il ne faut que des ba-

lais ? Et comment s'y reconnaître, si l'on n'est pas pétri de sophistications théologiques ?

C'est par le symbole, image matérielle de sa pensée, c'est par la métaphore, image littéraire de ses états de conscience, que l'homme s'exprime et se fait comprendre. Le symbole remplit le monde, il est né avec lui. L'homme en eut immédiatement besoin. Il le trouva autour de lui, répandu dans la nature, mais livré à toutes les subtilités des interprétations. Il fut clair quand la pensée fut claire ; il fut ténébreux quand la pensée fut ténébreuse. Le symbole scientifique fut précis : avec lui, trois fois un firent trois. Le symbole théologique fut absurde (*Credo quia absurdum*) ; avec lui, trois fois un ne firent qu'un ! Le symbole artistique et littéraire fut livré à toutes les fantaisies de l'imagination. Le réalisme l'éclaira des rayons de la vérité, l'idéalisme l'obscurcit de métaphysique. Le symbolisme shakespearien fit d'un nuage une belette, un chameau une baleine. Le symbolisme dadaïste fit d'un tuyau de poêle une femme, un ver solitaire, un orgue de barbarie, etc... Les symboles eurent ainsi les significations les plus diverses, et parfois les plus ahurissantes, suivant leur emploi.

Pour les anciens, qui intégraient le divin dans la nature, le symbolisme était plus familier qu'aux hommes d'aujourd'hui. Les interprétations religieuses le firent de plus en plus mystérieux et impénétrable. La préhistoire eut ses manifestations symboliques dans l'architecture, dans les matières taillées, l'écriture, le dessin, la peinture des cavernes, dans les traditions orales devenues légendaires, transmises par les générations successives. Ce sont ces légendes qui ont fourni à Frédéric Creuzer les éléments de sa *Symbolique*, où il a expliqué le symbolisme primitif et sa place dans l'origine des religions antiques, principalement de la mythologie grecque. L'ouvrage de Creuzer a été complété par celui de Guigniant : *Religions de l'antiquité*.

Tous les deux établissent que les développements du symbolisme, dans les formes scientifiques les plus précises comme dans celles les plus vagues de l'art et de la littérature, ont eu leur naissance dans l'observation et l'interprétation des phénomènes naturels. Tant qu'il se confondit avec la nature, ne recevant que d'elle ses instincts, ses forces et les aspirations de sa conscience, l'homme rechercha des symboles naturalistes. En s'écartant de la nature pour découvrir et atteindre un divin de plus en plus incertain et inaccessible, il perdit la clef des symboles. Malgré leur multiplication, et peut-être à cause d'elle, l'homme devint impuissant à représenter la diversité de la nature par la leur. A. France, en faisant cette constatation, y a vu la raison du peuple juif de se faire un dieu unique au milieu des peuples polythéistes « d'une imagination plus savante et d'une pensée plus philosophique ». Déjà l'observation et l'interprétation de la nature, de plus en plus obscurcies chez l'homme, ne s'étaient retrouvées que vaguement dans la mythologie grecque à partir d'Homère et d'Hésiode. Chez les latins, elles furent complètement éteintes après Lucrèce. Le christianisme fut l'aboutissement moderne de l'impuissance humaine devant les symboles de la nature.

Les bouddhistes voulant « se perdre dans l'infini des choses » plutôt que dans un incompréhensible divin, recherchèrent la sagesse d'abord chez les animaux. Toute une représentation symbolique d'un admirable esprit et accessible à tous, résulta de la considération dévouée et affectueuse de l'homme pour l'animal. Le serpent enroulé en cercle symbolisera l'éternité et l'éléphant fut le type de la sagesse. Le divin fut pour eux dans la nature sensible. Dieu était le soleil qui avait, par sa puissance, fait sortir l'homme et l'animal du limon de la terre comme il en faisait sortir les plantes. La pureté de cette naissance eut pour symbole, chez les Egyptiens, le bœuf Apis, né d'une génisse vierge

fécondée par un rayon de soleil. Le même symbole fut encore plus poétiquement représenté dans la mythologie grecque par les amours de Jupiter, principe de l'air qui féconde le monde dans ses rapports naturels avec les choses. Du même principe de la nature fécondante se forma la légende de la Vénus Génitrice, déesse de la voluté et de la maternité, mère du monde, la « bonne mère » que la ferveur populaire continua d'adorer dans la Vierge Marie, sans souci de cette Immaculée Conception dont le dogme ténébreux est souillé par les odieuses mystifications du péché originel et de la nécessité de la rédemption. C'est ainsi que les « symboles sont indéfiniment extensibles : d'abord simple fantaisie de l'esprit, puis dogmes religieux que le fidèle confesse sur le bûcher, — d'abord germes à peine perceptibles, puis végétations immenses, — ils obéissent à l'imagination qui les créa, qui les nourrit et qui peut, s'il lui plaît, leur faire envahir le ciel et la terre » (E. Reclus).

Les dieux eurent toutes les formes naturelles avant de prendre celle de l'homme, quand son aberration mégalomane lui fit imaginer un Dieu à son image ! Le soleil symbole universel de la vie féconde, fut réduit aux figurations locales des Osiris, Jupiter, Bouddha, et de mille autres plus ou moins monstrueux, avant d'aboutir au Christ, vulgaire thaumaturge dont la charlatanerie religieuse annonce un prochain retour pour purifier le monde en jugeant les vivants et les morts ! Plus bas encore, la sottise humaine ravala le symbole solaire au point de le réduire à un Alexandre, un Justinien, un Louis XIV !.

Tant que la théologie, théorie spirituelle de l'asservissement de l'homme par l'homme, ne s'imposa pas, le symbolisme fut le langage universel des êtres et des choses, et c'est en remontant à cette source pure que Baudelaire a écrit :

« La Nature est un temple où de vivants piliers
Laissent parfois sortir de confuses paroles ;
L'homme y passe à travers des forêts de symboles
Qui l'observent avec des regards familiers ».

Ce symbolisme naturaliste a fait que dans toutes les grandes œuvres, comme celle d'Ibsen qui en est particulièrement inspirée, — l'idéal et la réalité se fondent, et que les principes et les passions se heurtent avec tant de véhémence par la transposition, dans l'humain, des forces naturelles et de leurs lois morales en lutte entre les courants arbitraires de la civilisation. Ce sont les symboles créés par les courants arbitraires qui nous font accepter, en nous les rendant familières, une foule de manières de faire et de penser que notre raison repousserait si nous les discussions. Nous sommes saturés de symboles, mais plus ou moins adultérés d'idéologie mystique, poétique, héroïque, ne correspondant plus que très relativement aux sentiments et aux sensations générales ou particulières de notre individu. C'est par les symboles que l'art exerce sa puissance, mais ce n'est qu'en dépassant la vie conventionnelle qu'il éveille en chacun de nous cette sensibilité si profondément cachée que parfois nous ne la soupçonnons pas (voir *Sens esthétique*).

Le symbolisme a suivi rigoureusement l'évolution humaine à travers les temps, les milieux et les mœurs. La préhistoire a eu ainsi des évolutions symboliques. Les temps historiques nous ont fait connaître des symbolismes védique, égyptien, hébraïque, hellénique, gréco-latin, scandinave, germanique, etc... Ils ont été étroitement mêlés à la formation des mythes et les ont propagés parmi les peuples. Le symbolisme est devenu anthropomorphe avec les religions qui donnèrent aux dieux la forme humaine. Il s'éloigna de plus en plus de la nature quand ces religions passèrent du polythéisme au monothéisme. L'incomparable grandeur du symbolisme grec vint de l'humanité de son polythéisme. Il libéra l'homme de la terreur des forces naturelles et

de sa soumission passive à ces forces, lui faisant prendre ainsi conscience de lui-même, de sa vraie place dans la vie, non comme conquérant et dominateur de la nature et des autres hommes, mais comme individu libre, pouvant librement s'associer à eux selon son choix. « Connais-toi toi-même » disait alors Socrate, et Diogène lançait son : « Ote-toi de mon soleil ! » à l'Alexandre-Soleil, maître du monde qui l'importunait de sa présence et de sa puissance. La splendeur du symbolisme grec éleva le mythe hellénique au-dessus de tous les autres. Ceux du Nord, par exemple, le scandinave et le germanique, gardèrent leur rudesse primitive et sauvage malgré ce que certains, un Goethe par exemple, voulurent leur communiquer de la sagesse grecque. Sans les Socrates, les Platons et leurs continuateurs latins, les Lucrèce et les Sénèque, le monde serait peut-être encore plongé dans la barbarie préhistorique à laquelle la brute fasciste cherche à le faire retourner.

Le mysticisme, produit de l'onanisme métaphysique, obscurcit de plus en plus le symbolisme par les mystères, les fantasmagories ésotériques, dionysiaques et orphiques qui passèrent d'Eleusis dans le christianisme par la voie du néo-platonisme. Le premier christianisme s'adapta au néo-platonisme pour se faire admettre, en attendant que sa puissance fut assise. C'était d'ailleurs une nécessité pour lui. De même que la cathédrale ne pourrait avoir, sous peine de s'écrouler, d'autre principe architectural que celui de la basilique antique, le dogmatisme chrétien, si « spiritualisé » qu'il prétendrait être, ne pourrait ne pas plagier le symbolisme païen sans demeurer indifférent à l'esprit humain. Il s'adapta, mais en truquant, en s'efforçant avec toujours plus d'audace d'extirper le naturel et la vie de ce symbolisme, de le livrer aux déchéances mortifères du mysticisme.

On ne peut pas constater sans ironie qu'une religion appliquée avec tant de fureur à maudire et à détruire le paganisme, n'ait pu s'établir et se maintenir qu'en s'appropriant ses symboles, en les maquillant, en se livrant en somme à cette force grossière consistant à baptiser carpe ce qui est volaille ! Les symboles que Hugues de Saint-Victor appela « la représentation allégorique d'un principe chrétien sous une forme sensible », et qu'effrontément l'Eglise déclara être de source et de vérité chrétiennes, ne furent que ceux du principe païen adaptés par l'industrie cléricale, avec parfois une incohérence inimaginable. La *symbolique chrétienne* s'est elle-même retrouvée, de l'aveu de ses auteurs, dans les légendes orphiques, dans les *Métamorphoses* d'Ovide, dans Virgile, dans cent autres qu'elle s'est annexés. Les dogmes et les symboles furent essentiellement platoniciens, tant que l'Eglise fut à la recherche de cette dogmatique qu'elle prétend lui avoir été « révélée » et sur laquelle elle disputa malgré cependant des siècles ! Ses premiers livres, *Evangiles* et autres, ne devinrent définitifs qu'après de multiples interpolations. Elle ne rejeta le néo-platonisme et ne brûla ce qu'elle avait adoré que lorsque, assurée de sa puissance, elle eut transformé les symboles d'indépendance de l'esprit en symboles de soumission, mais les ailes que ses anges portèrent dans le dos n'en demeurèrent pas moins à l'image de celles que l'enthousiasme platonicien donnait aux âmes pour les entraîner dans les cieux. A l'empire des platoniciens, les Gnostiques avaient vu dans l'amour corporel et humain un symbole mystique de l'amour spirituel et divin. Ce symbole était devenu chrétien au point que les mouvements des sens et la volupté physique avaient été admis comme moyens d'épuration de l'âme et d'ascension vers le ciel ! Le *Cantique des Cantiques* était le symbole du mariage de Jésus avec l'Eglise. On n'avait pas encore fabriqué l'Immaculée Conception, et l'obscénité de la chasteté ecclésiastique, derrière laquelle Tartufe dissimulerait sa lubricité n'était pas encore un article de foi. Les

cérémonies, les processions, les fêtes chrétiennes, continuaient celles de l'antiquité. Les *cobries*, en l'honneur de divinités aussi nombreuses que mystérieuses, se retrouvaient dans les fêtes des « saints ». Le *corybantisme*, pratiqué par les païens dévots de Cybèle, survivait au point de produire aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles de véritables épidémies d'hallucinations démoniaques chez les mystiques. La procession des cierges allumés, à la Chandeleur, perpétuait celle des Romains célébrant Proserpine le même jour de février. Le Carnaval, initié des bacchanales, des lupercales, des saturnales, se déroulait dans l'Eglise. L'office des ténébres, dans la Semaine Sainte, rappelait celui des païens lamentant la mort de leurs dieux. A Vénus et à Cybèle pleurant sur les corps de leurs amants Adonis et Atys, on avait substitué Marie pleurant sur celui de son fils Jésus. La Fête-Dieu renouvelait les solennités à la gloire de Jupiter et d'Isis. Les Rogations répétaient les fêtes de Cérès. Le Noël était la réjouissance de la naissance du Soleil dont Jésus n'était, après tant d'autres, qu'une incarnation. « Ainsi, le christianisme allait se chargeant sur son passage de toutes les fantaisies qui avaient précédé son avènement ». (Ph. Chasles).

Pour donner le change sur tout cela, on a inventé la *symbolique chrétienne*. Elle est le système de la forge catholique afin de dénaturer le symbolisme, de faire chrétien ce qui était païen. Cette symbolique est tellement compliquée que même ses initiés, ou prétendus tels, disputent à l'infini à son sujet sans pouvoir s'entendre. Huysmans, dans sa *Cathédrale*, en a donné une explication qu'on peut appeler rationnelle, parce qu'il l'a vue en artiste, en homme chez qui la mystique n'avait pas obscurci le sens véritable de l'art, et non en théologien. Et il a constaté que l'explication théologique était parfois « bien tirée par les cheveux » et « bien obscure ». Lorsqu'il a dit que l'architecture romane énonce le « repliement » de l'âme, tandis que le gothique en est le « déploiement », il a fort bien compris la contrainte des forces naturelles dans le roman, alors qu'elles débordent au contraire dans le gothique avec le flot de la vie populaire échappée à la mystique pour faire de la cathédrale la maison du peuple plus que la maison de Dieu, le symbole de la prospérité communale dans l'épanouissement d'une nouvelle vie sociale, et non celui de la foi chrétienne. C'est ainsi qu'au fronton de la cathédrale de Chartres fut sculptée la figure de la Liberté. Huysmans n'a pas vu cette figure qu'avait reconnue Michelet, mais il était trop averti par tout le naturisme débordant de la cathédrale pour ne pas savoir que son symbolisme était plus populaire que religieux, plus humain que mystique, et qu'il représentait par toutes les merveilles de son « microcosme » de pierres bâties et sculptées, de clochers, de flèches et de vitraux, toutes les espérances humaines refoulées pendant mille ans.

Il n'a pas davantage échappé à Huysmans que l'art appelé « chrétien » n'eut jamais de véritable beauté que par l'inspiration naturaliste et humaine, et il a été amené ainsi à dénoncer la « démenée » du symbolisme chrétien. Personne n'a protesté avec plus d'indignation contre les tartufes destructeurs des images « indécentes » dans la cathédrale, contre les stupides cagots colleurs de papier sur le ventre du petit Jésus pour voiler son « obscénité », contre l'art de « bedon et de bidet », qui fit, au *xviii^e* siècle, « d'un bénitier une cuvette ». Personne n'a, avec plus de verve courroucée, accusé « l'ignominie » et la « honte » de la « cohue des débauchés » appartenant à la catégorie dite « article de Munich » qui se débite dans les boutiques « d'art pieux », et cette « mascarade la plus vile que l'on ait encore osé entreprendre des Ecritures », que représente ce qu'on a appelé de nos jours le « nouveau » de l'art chrétien, avec ses Christ « montrant d'un air aimable un cœur mal cuit, saignant dans des ruisseaux de sauce

jaune », et ses tableaux religieux, peints avec « de la fiente, de la sauce maigre, du macadam » par des gens, « blêmes haridelles attelées à des sujets de commande pieux », qui peignent des Vierges comme ils peignent des Junons, décorant des chapelles comme ils décoraient des cabarets. Il en est ainsi des arts plastiques comme de la musique (voir ce mot), dans leurs rapports avec la religion. A côté, la littérature pieuse est à l'avenant. Flaubert, qui la connaissait tout particulièrement, la trouvait « stupéfiante » par l'immensité de sa sottise, et il ajoutait : « Mes pieuses lectures rendraient imple un saint ». On comprend ce que peut être le symbolisme d'une telle « christolâtrie » ; il dégoûterait les plus arriérés Bassoutos. Aussi bien, comme l'a encore constaté Huysmans, la Renaissance a fait sombrer ensemble la symbolique et l'art religieux. Le naïf symbolisme des époques de foi n'est plus que la naïve symbolique des roubards exploités de la foi, et d'une sottise aussi inesthétique qu'immorale. Les seules inspirations que la religion catholique a su apporter dans le symbolisme ont été celles des disputes théologiques sur la nature de Dieu et celle du Diable, et de la démonologie sortie, vers l'an mil, des monastères pour répandre la sorcellerie parmi les foules.

Un autre domaine où la symbolique est non moins pernicieuse que dans la religion, parce qu'elle y sert les mêmes buts et les mêmes intérêts, est celui des distinctions sociales, des castes et des classes où les individus sont parqués. Les préjugés nobiliaires y tiennent la plus grande place, tant il importait, jadis, pour chacun, de faire figure au-dessus des manants « sortis du pet d'un âne », et qu'il importe encore, aujourd'hui, de dominer les « espèces inférieures » méprisées des « gangsters » occupant les hautes sphères démocratiques. Rabelais a ri puissamment des faiseurs et des porteurs de blasons de son temps, « glorieux de cours et transporteurs de noms », avec leurs devises (symboles) qui n'étaient que des « paroles gelées ». Il leur opposait les vigoureux « mots de gueule » des « bons et joyeux pantagruélistes ». Il n'aurait pas moins ri des harnachements symboliques de tous ordres par lesquels le monde actuel s'accroche encore aux simulacres d'une dignité et d'un honneur perdus depuis longtemps, en admettant qu'ils aient jamais existé, et de la vaseuse rhétorique dont il accompagne sa fourberie.

Mais si le symbolisme a fourni abondamment de fétiches, de drapeaux, de déguisements, de catéchismes, de codes, le carnaval et la farce des turpitudes conventionnelles, s'il a alimenté de sophistications rhétorielles les entreprises de mensonge et d'exploitation humaine, il a aussi donné ses armes de défense à l'Esprit par les moyens de l'*apologue*, de la *parabole*, de l'*allégorie*, sous lesquels se sont couvertes toutes les ingéniosités et les audaces de la satire ou du simple bon sens en éveil contre les maléfiques influences. L'*apologue* a fleuri dès les premiers balbutiements humains. Tous les prophètes ont parlé par paraboles, tous les philosophes par maximes. Les paraboles des *Évangiles* sont bien connues. Les *Maximes* d'un Pythagore sont éternellement vivantes et actuelles ; notre prétendue civilisation a encore à apprendre d'elles à « ne pas attirer le feu avec une épée », à « ne pas mettre la lampe sous le boisseau », et à « s'abstenir des fèves », c'est-à-dire des suffrages des majorités qui font régner la démagogie. De même, depuis 2.000 ans, les insanités accumulées par les théologiens sur la divinité ont été d'avance balayées par cette image de Timée de Loce, identifiant Dieu avec l'univers tout entier : « Un cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part ». Comme l'a remarqué Voltaire : « En métaphysique, en morale (c'est-à-dire dans le domaine symbolique), les anciens ont tout dit ».

L'*allégorie* abonde dans la multiplicité des symboles dont l'antiquité grecque a pourvu l'humanité en répan-

dant la sagesse de sa philosophie. La littérature du moyen âge a été en grande partie allégorique. Les symboles étaient alors nécessaires pour rendre claire l'expression d'un langage encore trop imparfait, mais l'allégorie l'était davantage pour faire entendre la pensée considérée comme subversive. Il l'a fallu à Erasme, à Rabelais, à Descartes, à tous ceux que l'Inquisition menaçait. Erasme trouvait ses symboles dans le monde des animaux et dans celui des fous pour attaquer les puissants, les rois qu'il comparait à « des aigles carnassiers, pillards, destructeurs, batailleurs, hais de tous », et à des fous de carnaval qui, « dépouillés de leur couronne, apparaissent des faquins ». L'œuvre de Rabelais est d'une richesse allégorique inépuisable. Sa science comme sa conscience seront toujours bons à consulter tant que les hommes seront des moutons de Panurge.

Il serait intéressant d'examiner dans les arts et la littérature, plus que dans la religion, la place et le rôle du symbolisme. Si, dans la religion, son emploi a été régressif et funeste, il a été, en art et en littérature, progressif et bienfaisant. C'est par lui que le néo-platonisme est demeuré dans la littérature quand il a été rejeté par l'Eglise. Chez les poètes provençaux, puis chez les Italiens du moyen âge, ce néo-platonisme a été l'élément défensif de l'Esprit, le principe de la liberté de la pensée dressé contre les dogmatismes menaçants. C'est lui qui a inspiré le symbolisme de Dante sur lequel les scolastes discutent toujours dans l'intention obstinée de concilier son esprit de vérité, de justice et de liberté, avec l'imposture papaline et l'Inquisition. Les symboles du néo-platonisme s'opposèrent de plus en plus à ceux du catholicisme médiéval grâce à la Renaissance. Celle-ci les fit passer dans Shakespeare et chez tous les esprits indépendants qui résistèrent au classicisme subordonné au pouvoir absolu. Ils sont dans le pré-romantisme. Ils se sont dressés contre le néo-catholicisme durant tout le XIX^e siècle, et nous les retrouvons dans cette période appelée du Symbolisme qui a occupé les vingt dernières années de ce siècle et qui est née de la faillite romantique.

LE SYMBOLISME ET SON ÉCOLE. (*Fin du XIX^e siècle*). — Nous n'en parlerons que d'une façon très sommaire, mais en les situant aussi exactement que possible.

De ce qui précède, on peut déduire que le mouvement symboliste, d'où est sortie l'école de ce nom, n'a nullement été le produit d'une fantaisie artistique et littéraire. Obéissant à de lointaines et constantes affinités, il a été une nécessité de l'esprit, une réaction contre l'enlèvement romantique dans un conformisme de plus en plus asservi aux grossièretés des appétits bourgeois. Ce mouvement avait commencé avec le *décadentisme*, dans lequel on a affecté de ne voir que « la perversion de la sensibilité dans des raffinements morbides ». Certes, il y a eu beaucoup de cela dans le cas d'une foule de décadents, depuis Alfred de Musset qui :

« Chante la Syphilis sous les feuilles d'un saule ! »

(L^r Bouilhet.)

jusqu'aux plus actuels *futuristes*, *dadaïstes* et *surréalistes* dont les manifestations ont conduit le *décadentisme* à la déliquescence, sans autre effet que « d'épater » les primates du snobisme. Mais le *décadentisme* a été, dans son principe, tout autre chose, et en particulier chez Baudelaire qui en a été promu le « théoricien » par l'hypocrisie académique et bourgeoise.

Le *décadentisme* a été la protestation d'une aristocratie véritable et légitime de l'esprit contre l'avilissement où il était entraîné sous prétexte de démocratisation. Il a été l'expression de la plus généreuse conception individualiste dans des rapports vraiment supé-

rieurs entre les hommes, et d'une volonté d'opposition idéaliste, intellectuelle et morale, à l'encanaillement général aboutissant au muflisme. Avant Baudelaire, il avait été dans l'indignation de Michelet contre les « laideurs », la « brutalité grossière », l'« emportement voulu de matérialité stérile » introduits dans l'art et la littérature, en même temps que dans les mœurs, après 1830, lorsqu'eut été signée l'entente fraternelle de la religion catholique et de la religion de la banque. (Voir *Romantisme*.) Il avait été aussi dans les ripostes de Th. Gautier à l'hypocrisie des cafards moralistes, dans celles de Stendhal dénonçant le « béguenisme » de ces mêmes cafards. Le décadentisme a été le labarum de tous les « poètes maudits » par la tartuferie bourgeoise contre les « poètes vendus » à cette tartuferie. Il a été dans Bouilhet, flétrissant chez A. de Musset :

« ... l'homme grec dont les strophes serviles
Ont encensé Nérèès le soir des Thermophyles. »

Il a été dans Gérard de Nerval, dans Barbey d'Aurevilly, dans Villiers de l'Isle-Adam, dans tous ceux qui furent de véritables artistes, malgré des conceptions d'art différentes. Il a été dans Flaubert, définissant le bourgeois « celui qui pense basement », faisant retentir les échos de sa véhémence contre le muflisme, troisième évolution de l'humanité après le paganisme et le christianisme, et contre la bassesse des bouffiers des lettres qui faisaient de leur plume « un alambic à ordures pour gagner de l'argent ».

Le décadentisme a été dans le dégoût profond soulevé chez tous les esprits généreux par la carence révolutionnaire qui laissait établir par la bourgeoisie un état social aussi arbitraire et corrompu que celui de l'ancien régime. En 1848, il a participé aux barricades. Durant les trente années de digestion bourgeoise qui ont suivi l'écrasement de la Révolution dans toute l'Europe, il a été dans la propagation des idées et des œuvres des Stirner, Darwin, Buchner, Hœckel, Herbert Spencer, Marx, Bakounine, Proudhon, Nietzsche, Wagner, Dostoïewsky, Ibsen, Tolstoï, E. Reclus, Kropotkine, qui entretenaient l'esprit révolutionnaire dans la pensée universelle, et en renouvelèrent et transformèrent les conceptions. Il en est sorti cet état d'anarchisme individualiste, philosophique et artistique qui commença, après 1880, la période dite du *Symbolisme*, période féconde en manifestations audacieuses et originales, mais trop intellectuelle, trop spéciale, qui ne pénétra pas suffisamment la masse sociale et fut emportée dans la débâcle des consciences lors de l'affaire Dreyfus. C'est alors que sévit le décadentisme pervers avec toutes les loufoqueries dont s'engoua un snobisme imbécile à l'instigation du muflisme déchaîné.

Dans le décadentisme, le « réprouvé » Baudelaire a apporté, non des « théories », mais, ce qui valait mieux, l'œuvre poétique la plus neuve, la plus riche de symboles, la plus émouvante par son humanité et la plus parfaitement belle par son art. Il a été l'esprit le plus ouvert, le plus compréhensif, le plus clairvoyant lorsque, presque seul, il a osé affronter « la Bêtise au front de taureau », déclarer la guerre à la sottise bourgeoise, à sa haine de l'intelligence, à sa xénophobie mesquine et sauvage. Sa critique d'art et de littérature a été la plus libre et la plus lucide contre tous les poncifs des écoles et les admirations serviles. Presque seul, il a défendu Wagner qu'on sifflait à Paris, en 1860, comme on avait sifflé Shakespeare et Shéridan en 1822, uniquement au nom de « l'honneur national ». L... Il a soutenu Delacroix encore contesté par un public qui était, « relativement au génie, une horloge qui retarde ». Il a compris Daumier, alors que si peu le comprenaient, et il a vu en lui : « Un des hommes les plus importants, non seulement de la caricature, mais de l'art moderne. » Il a traduit Edgar Poe, autre « réprouvé » comme lui, déterminant un courant de curiosité de la pensée étran-

gère novatrice et indépendante des asservissements académiques. Baudelaire a été de toutes les écoles et il les a dépassées toutes. Il a été non seulement une voix nouvelle, mais aussi un monde nouveau par son étendue et sa complexité. Aussi, n'est-il pas un poète français, fût-ce Ronsard ou Hugo, dont l'œuvre ait, aujourd'hui, le rayonnement de la sienne dans le monde entier. Cela seul peut dispenser de répondre aux derniers cuistres qui crachent bourgeoisement sur lui et lui reprochent, à la suite de M. Lanson, son insensibilité et sa « volonté d'être malsain ». L... Il est, comme a dit Paul Valéry, « au comble de la gloire ». Baudelaire, ironique et désespéré, implacable, est descendu dans la bassesse des âmes comme son Don Juan « vers l'onde souterraine ». Il a prospecté la charogne humaine qui ne lui pardonne pas de lui avoir arraché les oripeaux de ses sordides convenances et jeté sur ses vertueuses grimaces la plus profonde malédiction de la douleur humaine. Ce « maudit » a réhabilité Caïn, ce que ne fit jamais la bénignité infinie d'aucun « élu », en montrant dans l'« abélisme » l'ange descendu au-dessous de la bête.

« Race de Caïn, au ciel monte
Et sur la terre jette Dieu ! »

a-t-il crié dans sa révolte

Baudelaire a été à la fois classique et romantique, il a été l'inspirateur du Symbolisme qu'il a détourné de « l'art pour l'art », et il a été encore plus que cela. Nul mieux que lui n'a réalisé cette « haute poésie » que composent, d'après Materlinck, ces trois éléments principaux : « D'abord la beauté verbale, ensuite la contemplation et la peinture passionnées de ce qui existe réellement autour de nous et en nous-mêmes, c'est-à-dire la nature et nos sentiments, et enfin, enveloppant l'œuvre entière et créant son atmosphère propre, l'idée que le poète se fait de l'inconnu dans lequel flottent les êtres et les choses qu'il évoque, du mystère qui les domine et les juge et qui préside à leurs destinées ».

En donnant au décadentisme sa plus exacte expression esthétique et éthique, Baudelaire a engendré le Symbolisme. Celui-ci a groupé, dans ce qu'on peut appeler son unité de pensée et d'action, les hommes les plus divers de caractère, de tempérament, de conceptions philosophiques et sociales et de talent, cela parce qu'il n'a pas été une formule conventionnelle propre à certains, mais qu'il les a tous incités à rechercher profondément, en eux et autour d'eux, l'âme de toute chose. Aussi, rencontre-t-on dans les pages de l'anthologie symboliste, athées et croyants, hérétiques et orthodoxes, aristocrates et démocrates, autoritaires et libertaires, individualistes et communistes, ascètes et épicuriens, mais tous cherchant l'homme dans sa conscience et son destin, la vie dans son mystère ou dans ses certitudes, l'âme dans ses contemplations ou ses prurits d'activité. Materlinck a exactement montré, dans un parallèle entre la *Puissance des Ténèbres* de Tolstoï, et les *Revenants* d'Ibsen, la complexité symboliste devant « l'angoisse de l'Inintelligible », et l'intervention des « puissances supérieures » pesant sur l'impuissance humaine : action d'un Dieu, comme dans la pièce de Tolstoï, ou loi de l'hérédité, comme dans celle d'Ibsen. Du caractère aristocratique de la réaction décadentiste, le Symbolisme hérita un détachement complet de la foule, voire de la nature, pour ne voir que l'individu évoluant dans des « paysages d'âmes ». Huysmans disait à son *Des Essences* : « A n'en pas douter, cette sempiternelle radoteuse (la nature) a maintenant usé la débonnaire admiration des vrais artistes, et le moment est venu où il s'agit de la remplacer, autant que faire se pourra, par l'artifice ». Le Symbolisme n'épousa pas cette formule exagérée et stérile, mais il fit rentrer l'individu en lui-même pour rechercher et exprimer ses attractions mystérieuses, et cela, sans vouloir « la gloire ni la moindre consécration, mais

simplement la joie divine d'avoir accompli strictement ce qu'il voulait accomplir » (Stuart Merrill). Flaubert et Baudelaire lui avaient transmis cette indifférence totale du public qui leur avait fait composer leur œuvre comme elle *devait* être, sans aucun souci de plaire à qui que ce fût, d'épouser la querelle de quelque parti ou de quelque école que ce fût. Flaubert s'était pour cela renfermé dans l'impersonnalité la plus complète, disant : « L'auteur, dans son œuvre, doit être comme Dieu dans l'univers, présent partout et visible nulle part ».

Nous ne pouvons, ici, que parler très brièvement de l'école symboliste et de ceux, venus de tous les côtés de la pensée, qui l'ont représentée avec une variété extrême. Après Baudelaire et ces deux grands visionnaires, Gérard de Nerval et Villiers de l'Isle-Adam, ses inspirateurs principaux furent Mallarmé, Rimbaud et Lautréamont. Tous trois, sans se connaître, lui apportèrent des tendances lointaines et dispersées qui allèrent des solitaires *lektistes* anglais aux légendes d'où Wagner faisait jaillir tant de symboles humains, et au farouche idéalisme de l'individualisme ibésien. Une autre influence fut celle de Verlaine, poussé par son impulsivité et sa nature à la fois subtile et naïve hors du cadre parnassien, et de la froideur impassible de « l'art pour l'art ». Concentration intérieure et expression ésotérique chez Mallarmé. Virtuosité et éclat évocateur des images chez Rimbaud. Héritage du mysticisme swedenborgien et hostilité à toute règle hors celle de l'intuition individuelle, chez Lautréamont qui a fait le pont entre le symbolisme libertaire de William Blake et le symbolisme mystiquement religieux, artistique et social de 1885. Langage libre de l'âme et de l'instinct chez Verlaine.

Sous ces influences plus ou moins directes et non nettement définies, se formèrent, après 1880, des groupements littéraires et se fondèrent une infinité de petites revues. A côté de Villiers de l'Isle-Adam, de Mallarmé et de Verlaine, s'y révélèrent et s'affirmèrent tous ceux qui apporteraient une illustration quelconque au Symbolisme. Dès 1881, le mouvement avait commencé avec le groupe de la *Jeune Belgique*, dont faisaient partie Max Waller, A. Giraud, Ivan Gilkin, C. Lemonnier, G. Eekhoud. Les écrivains belges devaient tenir une belle place dans le Symbolisme avec G. Rodenbach, Maeterlinck, A. Mockel, A. Fontainas, Van Lerberghe et d'autres. Leurs revues seraient : la *Jeune Belgique*, la *Wallonie* d'A. Mockel, la *Revue wallonne* de Willemotte, le *Coq rouge* de Demolder, l'*Art moderne*, d'E. Picard, le *Récit*, etc...

En France, ce mouvement se forma des individualités les plus diverses, mais toutes évoluant dans le décadentisme qui répondait au besoin d'échapper au milieu ambiant où l'art était souillé « par le vomissement de la « Bêtise » (Fontainas), de sortir de ce que Flaubert avait appelé « les fanges bourgeoises et démocratiques ». Il serait beaucoup plus que du « dandysme intellectuel » puisqu'il rassemblerait « les mainteneurs de la civilisation » (J.-R. Bloch). Un cénacle de l'impasse du Doyenné fit la *Nouvelle Rive Gauche*, revue que dirigea Léo Trezenick, où débuta Moréas en 1882, et qui devint, en 1885, *Lutèce*, où Tailhade, H. de Régnier, Vielé-Griffin, publièrent leurs premiers vers. Les dîners de *Lutèce* inaugurèrent sous le nom de « Dîner des Têtes de pipe », ces soirées littéraires bruyantes et pittoresques qui furent aussi celles de la « Rose-Croix », des « Hydropathes », des « Hirsutes », du « Chat Noir », de « La Plume », et d'autres où se réunissait cette bohème mélangée et curieuse, sinon toujours sympathique, dépeinte par C. Mendès dans la *Maison de la Vieille*, et par Ch. Merki et J. Court dans l'*Éléphant*. En 1885, Ed. Dujardin fonda la *Revue wagnérienne*, qui fut l'organe du symbolisme musical, puis, avec Péncon, la *Revue indépendante* qui eut pour principaux rédac-

teurs : Villiers de l'Isle-Adam, Mallarmé et Huysmans, ce dernier détaché du Naturalisme après la publication d'A. Rebours. « L'école décadente » prit le titre de « symboliste » à la suite d'un manifeste de Moréas, paru au *Figaro*, le 18 septembre 1886. Elle réunit E. Mikhaël, Fontainas, Darzens, Vanor, Lefèvre, Guillaumet, Bonnin, etc... Son but précis fut de réagir, comme l'avait proposé Moréas, contre les Parnassiens et l'école de Zola. Des revues nombreuses parurent successivement : les deux *Vogue*, celle d'Orfer puis celle de G. Kahn, le *Symboliste* de Kahn et Moréas, les *Taches d'encre* de M. Barrès, le *Chat Noir* de Salis, la *Pléiade* de Mikhaël, Saint-Pol Roux et P. Quillard, l'*Ermitage* de Mazel et de Ducoté, le *Décadent* de l'instituteur Bajou qui l'imprimait lui-même et avait comme collaborateurs : Tailhade, M. du Plessys, J. Renard, E. Reynaud, les *Entretiens politiques et littéraires* de Vielé-Griffin, P. Adam et Bernard-Lazare, la *Revue septentrionale* de Roizard, l'*Humanité nouvelle* et *Psyché* de V. E. Michelet. Toutes ces revues, que nous citons sans ordre chronologique, et bien d'autres, eurent une existence plus ou moins éphémère. Les plus importantes furent *La Plume*, fondée par L. Deschamps (1880-1904), la *Revue Blanche* de Natanson (1880-1903), et le *Mercury de France*, ressuscité par A. Vallette, en 1890, et qui paraît toujours.

Verlaine donna, en 1884, au Symbolisme un *Art poétique* qui serait surtout l'art des *synesthésies* (voir ce mot). Mais le genre trouva son sens et sa forme définitifs dans Mallarmé qui réalisa cette gageure de faire un art de l'obscurité en la rendant lumineuse et vivante. Beaucoup ont voulu imiter sa recherche de l'image à la fois précise et splendide et sa forme elliptique, s'appropriant sa faculté de transmutation de toutes choses en symboles magnifiques, dans la préoccupation farouche de ne jamais laisser ternir l'intimité et la pureté de son rêve par une intervention extérieure ; ils ne sont arrivés qu'à ne pas se faire comprendre en ne se comprenant plus eux-mêmes. Ils ont alors tenu cela pour la fin suprême de l'art ! Seul un Mallarmé aussi profondément artiste, aussi complètement désintéressé, hostile à tout bruit et indifférent à toute gloire, pouvait, comme un César Franck en musique, réaliser une telle œuvre. Son meilleur continuateur a été Paul Valéry qui, à vingt ans de distance, a apporté dans la poésie, depuis 1917, un symbolisme mûri de toutes les expériences et de toutes les observations de la pensée contemporaine.

La préoccupation du rythme plus que du nombre conduisit les poètes symbolistes à l'emploi du *vers libre*. G. Kahn paraît en avoir été le novateur dans *La Vogue*, en 1886. Il en a été le théoricien. Il fut suivi par J. Laforgue, Moréas, Mockel, Vielé-Griffin, R. de Souza, etc...

La virtuosité plus ou moins excentrique, qui vient d'un besoin de pensée et d'expression neuves particulières à des formes spéciales de l'esprit, et qui demande des dons au-dessus de la moyenne pour ne pas tomber dans les procédés du banquisme, avait commencé dans le Symbolisme avec Rimbaud. Presque tous les symbolistes en usèrent, mais avec des réussites inégales. Parmi les plus originaux furent Rollinat qui semble hanté de Poe et de Lautréamont, Laforgue, froid railleur d'une vie trop « quotidienne », Tailhade, contemplateur du « muet » et cravacheur des « groins ». D'autres furent des humoristes plus ou moins macabres auprès de qui, comme dit Verlaine, « le seul rire encore logique est celui des têtes de morts ». La fantaisie symboliste prit avec le « surréalisme » A. Jarry et son *Ubu-Roi* le ton de la satire la plus funambulesque. Virtuosité et fantaisie tombèrent dans la mystification et le maboulisme avec les *futuristes* et les *dadaïstes*, les Marinetti, Apollinaire, Max Jacob, Cendrars, Tzara. Ce dernier voulut « tuer l'art » après qu'on eut tué les hommes. Le *surréalisme*, qui participe d'un « freudisme » avalé de

travers, est le dernier aspect de ces loufoqueries devenues académiques au pays du fascisme.

Le symbolisme produisit, avec René Ghil, la « poésie scientifique » basée sur des synesthésies de couleurs et de musique. Il fut grandiloquent avec deux provençaux, le marseillais Paul Roux, qui prit le nom de Saint-Pol-Roux-le-Magnifique, et répandit des métaphores plus pétaradantes que précises, et le lançonnais Emmanuel Signoret qu'une exubérante admiration de son propre génie consola de son impécuniosité. Enfin, le comte de Montesquieu-Fezensac fut le prototype du Des Esseintes d'A. Rebours de Huysmans. Ce gentilhomme, quelque peu « piqué », promena, dans les salons aristocratiques, le « décadentisme pervers », ce qui, malgré le ridicule, fut plus honorable pour lui que s'il avait traîné sa noblesse, comme tant de ses congénères à partiques, dans les conseils d'administration des sociétés Oustric et Stavisky.

L'occultisme, les sciences magiques devaient inévitablement avoir leur place dans le Symbolisme. Ils eurent leur représentant le plus tapageur dans Péladan, le Sâr de la Rose-Croix. D'autres furent plus réservés, tels Stanislas de Guaita, dont l'influence fut plus profonde, A. Jounet, E. Schuré, J. Bois et V. E. Michelet. Dans *Le-Bas*, Huysmans a écrit le roman de l'occultisme de ce temps. Un mystique plus humble fut Germain Nouveau qui se fit mendiant pour imiter saint Labre. Péladan, artiste véritablement supérieur malgré ses excentricités, et l'un des prosateurs les plus remarquables de la période symboliste, avait conçu une mystique de l'art qui, dépouillée de ses hallucinations, aurait ravi Flaubert. Il disait, dans son *Appel du Graal* : « Artiste... sais-tu que l'art descend du ciel, comme la vie nous coule du soleil ? Qu'il n'est pas de chef-d'œuvre qui ne soit le reflet d'une idée éternelle ?... Apprends que si tu crées une forme parfaite, une âme viendra l'habiter... Apprends encore ceci : au croulement du monde, Dieu sauvera l'âme des œuvres, comme l'âme des justes. Le ciel aura son Louvre et le cœur des chefs-d'œuvre adorera pendant l'éternité son Créateur, l'artiste comme nous-mêmes, Dieu... Prends garde... si tu aimes le laid, tu n'as droit qu'à l'enfer ».

À côté de cette mystique de l'art, il appartenait au Symbolisme de produire celle de l'anarchisme. Elle découlait tout naturellement de l'idéalisme individualiste, elle inspira de nobles esprits et des actes héroïques. L'esprit et la cause libertaires eurent de véritables militants parmi les symbolistes et, à côté d'eux, des artistes et des poètes que leurs conceptions sociales influençaient. Laurent Tailhade fut le plus ardent et le plus constant dans la bataille libertaire. Son œuvre, même poétique, fut toute de polémique, tant sociale qu'artistique, et elle lui valut la prison avec toutes les malédictions bien pensantes et bourgeoises. Adolphe Retté fut aussi un libertaire fougueux mais inconstant. Poète, il débuta dans le symbolisme le plus hermétique, puis il passa au naturisme le plus agressif contre Mallarmé et ses disciples. Polémiste, il fut l'anticlérical le plus farouche, jusqu'au jour où ayant rencontré la « grâce » il se fit moine et passa, suivant son expression, « du Diable à Dieu ». Paul-Napoléon Reinarth collabora assez longtemps aux journaux anarchistes. Il avait de la société future une conception pleine de jovialité, disant :

« Je voudrais que, sans peur, sans fatigue et sans trêve,
On s'aimât d'un amour toujours renouvelé,
Si j'avais créé le Rêve. »

D'autres, sympathisants, donnèrent à l'anarchisme des collaborations moins soutenues et plus timides. Les « lois sclératées » de 1893-94 leur firent abandonner une cause qui n'apportait pas assez vite les résultats espérés et devenait trop dangereuse pour leur tranquillité. Ils restèrent estimables lorsque, après avoir fait l'apo-

logie de Ravachol, ils n'embouchèrent pas le clairon de Déroulède, ne devinrent pas patriotes avec la peau des autres, et ne firent pas des magistrats déclarant que « le passage à tabac est une nécessité sociale » !...

Parmi les écrivains favorables à l'anarchisme, Remy de Gourmont, révoqué de son emploi de fonctionnaire pour antipatriotisme manifesté lors d'une enquête du *Mercur de France* sur l'idée de patrie, occupa dans le Symbolisme une place particulière et supérieure comme critique. Ses *Liures des Masques* et ses *Promenades littéraires* réunissent les études les plus remarquables qui ont été écrites sur le mouvement symboliste et ses protagonistes.

Dans l'époque symboliste, Verhaeren a été à part, prolongeant à la fois le romantisme et le naturalisme. Il fut, avec Zola, l'un des maîtres choisis par le falet Saint Georges de Bouhéliet et son éphémère « école naturiste ». Verhaeren a apporté dans l'art symboliste, fait surtout de mystère, de nuances, d'imprécisions, la vigueur réaliste de sa vision des choses et sa puissance lyrique. À côté des êtres irréels, glissant comme des ombres silencieuses dans la forêt enchantée du rêve, il a été le Nibelung farouche forçant la nouvelle humanité dans le tumulte des villes modernes.

En marge de l'école symboliste, on vit « l'école romane », fondée en 1891 par Moréas, lorsqu'il désavoua le Symbolisme. M. du Plessys, R. de la Tailhède, E. Raynaud et Ch. Maurras en firent partie. Moréas ne fut pas seulement en marge du Symbolisme par son art, il le fut par sa personnalité. Bien loin de posséder ce superbe détachement du public et du succès qui fut celui des symbolistes, il fut au contraire constamment à la recherche de la gloire, et cela explique peut-être ses variations. Il a dit son amertume dans des vers des *Stances* :

« Les morts m'écoutent seuls, j'habite les tombeaux.
Jusqu'au bout je serai l'ennemi de moi-même.
Ma gloire est aux ingrats, mon grain est aux corbeaux;
Sans récolter jamais je laboure et je sème. »

Par sa recherche des synesthésies, le Symbolisme a fait de l'art non plus une chose verbale et plastique, trop souvent isolée de la vie ou figée dans des formes conventionnelles, mais il a révélé les rapports étroits et complémentaires de tous les arts et de toutes les sensations. Il a composé une harmonieuse synthèse de tout ce qui est intuition plus que raison, il a donné sa place au rêve qui murmure silencieusement au fond des êtres ses « romances sans paroles » (Verlaine). C'est ainsi qu'en particulier le Symbolisme a trouvé son âme dans la musique, dans le rythme de la poésie et celui des sons, et qu'il en a répandu et développé le goût. Les romantiques avaient à peu près ignoré la musique, en dehors des gargouillades mélodramatiques des Donizetti, Meyerbeer, Gounod, et de leurs disciples. Les symbolistes ont fait connaître la communion qu'elle établit entre le moi profond et l'univers, entre l'individu et le social. Ils ont, par exemple, initié le public au symbolisme si puissamment révolutionnaire de la *Tétralogie* conçue par Wagner dans le bouillonnement de 1848. À côté de Wotan, l'homme du présent conservateur de la société actuelle dont l'image est dans le Walhall, c'est Siegfried, « le rédempteur socialiste venu sur terre pour abolir le règne du capital », a écrit Wagner lui-même. Il est « l'homme attendu, voulu par nous, l'homme de l'avenir, qui ne peut être fait par nous, qui doit se faire lui-même par notre anéantissement ». Siegfried est « l'incarnation héroïque de l'homme libre et sain, de l'homme primitif, sorti directement de la Nature ». (R. Rolland). Siegfried et Brünhild sont « l'humanité future, les temps nouveaux qui s'accompliront quand la terre sera délivrée du joug de l'or », et le *Crépuscule des Dieux*, c'est « le Walhall qui s'écroule avec la société présente pour faire place à

l'humanité régénérée ». (R. R.). Dans la pensée de Wagner l'ensemble de la Tétralogie devait être un spectacle d'« après la grande Révolution » ! En faisant comprendre Wagner les symbolistes ont fait comprendre aussi Beethoven, Schuman et Schubert. Par leurs musiciens et leurs œuvres, de Debussy à Strawinski, de l'hérétique *Pelléas* à la tourbillonnante *Pétrouchka*, ils ont préparé la compréhension de la pure musique, jaillissement direct de l'âme, de Mozart et de Berlioz.

L'œuvre qu'on peut appeler de vulgarisation supérieure accomplie par le Symbolisme pour la musique fut aussi la sienne pour les autres arts. Le courant symboliste avait fait le succès des grands concerts ; il fit aussi celui des récitations poétiques organisées un peu partout à l'exemple de celles de l'Odéon dont G. Kahn fut le promoteur, et il soutint d'autre part, s'il ne les fit naître, les expositions d'art hors-cadres officiels comme celle des *Indépendants*, dont on vient de célébrer le cinquantenaire. Il aida à la création de « théâtres d'art », à l'organisation de spectacles de pensée. (Voir *Théâtre*). Enfin, ses principes philosophiques et sociaux eurent une application militante à l'occasion de l'affaire Dreyfus, dans le mouvement des Universités populaires, dans la compréhension mutuelle de ces « intellectuels » et de ces « manuels » accordés, un moment, pour défendre une vérité et une justice supérieures.

En résumé, nous devons être reconnaissants au Symbolisme et à son école du développement général de la pensée qu'ils ont déterminé beaucoup plus que le Naturalisme, et de leur influence sociale et artistique. S'ils ont trop souvent favorisé les outrances d'un snobisme ridicule et méprisable, ils ont éveillé dans les esprits sérieux et délicats, quelles que fussent leurs origines bourgeoises ou prolétariennes, une préoccupation de recherche intellectuelle, un souci de dignité personnelle, un sentiment de la véritable liberté de l'individu par la conduite de soi-même, et un profond dégoût des formes collectives d'abrutissement. Ils ont semé l'esprit de révolte, ils ont aidé les « hommes de bonne volonté » à sortir des basses-fosses de la sottise générale. S'ils ont constaté avec Ibsen que « l'homme le plus fort est celui qui est le plus seul », et avec Flaubert que « le nombre domine l'esprit » et que « la masse est toujours idiote », ils ont reconnu aussi, avec le même Flaubert, que cette masse « si inepte soit-elle, contient des germes d'une fécondité incalculable », et ils ont cherché à faire produire ces germes. Pour ceux qui les portaient, ils ont dit avec Beethoven : « O homme ! aide-toi toi-même ! », et avec Tolstoï : « Le salut est en vous ! ». Ils n'ont pas fait la Révolution, mais ils ont montré la voie de la seule Révolution qui ne sera pas illusoire, lorsque « l'esprit » ne sera plus dominé par le « nombre », lorsque la masse n'acceptera plus d'être soumise à des dictatures.

C'est dans cette période d'affirmation individualiste révolutionnaire, celle du Symbolisme, que l'anarchisme a été le plus fécond en manifestations diverses. Si cet anarchisme est enlisé aujourd'hui, d'une part dans le marécage du syndicalisme ouvrieriste et politicien qui l'a happé, sous prétexte d'action révolutionnaire, pour le vider de ses consciences et de ses énergies, d'autre part dans un individualisme étroit et sordide dont le non conformisme ne vaut pas mieux que le conformisme bourgeois : il a gardé encore quelques belles attitudes du temps où Tailhade proférait :

« O Anarchie, porteuse de flambeaux !
Chasse la nuit ! Ecrase la vermine !
Et dresse au ciel, fût-ce avec nos tombeaux,
La claire Tour qui sur les flots domine. »

Les flambeaux ne sont pas tous éteints. Sur les tombeaux des Sacco, des Vanzetti et de mille autres martyrs, sur ceux de nos frères d'Italie, d'Espagne, d'Alle-

magne et du monde entier, tués dans les insurrections de la Liberté, sur les prisons de tous les pays où, plus que jamais, les objecteurs de conscience multiplient ce « grain de blé » du refus d'obéissance au crime de la guerre que des Goutaudier semèrent il y a trente-cinq ans : toujours, la claire Tour domine, celle qui dresse la volonté des hommes vers la Justice, vers la Liberté, vers la Fraternité universelle. — Edouard ROMAN.

SYMBOLISME (fétichisme ou fantaisisme) SEXUEL.

— La fin du siècle dernier et le début du XX^e siècle ont vu se transformer la mentalité des savants et celle du public éclairé en ce qui concerne ce qu'on appelle « les anomalies sexuelles ». Jadis accusés d'être des possédés, des suppôts de l'enfer, les « anormaux sexuels » ont vu des psychiatres, des sexologues, des spécialistes éminents s'intéresser à leur cas et examiner sans parti pris les causes profondes de leurs anomalies, anormalités ou fantaisies. Mettant à part l'*inversion sexuelle* (ou homosexualité) et l'*onanisme* (ou autoérotisme) — pour ces mots à leur ordre respectif —, on désigne sous le nom général de *symbolisme* ou *fétichisme sexuel* ou *érotique* tout objet ou acte destiné à procurer à l'individu l'émotion, l'excitation ou la jouissance sexuelle par des représentations évocatrices et provocatrices de l'instinct érotique.

Les psychiatres divisent le symbolisme ou fétichisme sexuel ou érotique en : normal ou acceptable et anormal ou morbide, selon que l'émotion sexuelle érotique est produite par une personne — et dans ce cas les objets lui appartenant ne sont qu'un accessoire — ou qu'elle est amenée par un objet, la personne ne devenant qu'un accessoire. Cette différenciation ne porte que sur des objets et non sur des actes ; mais les dits psychiatres sont bien obligés de l'établir, sinon il leur faudrait attribuer, comme le remarque A. Moll, dans son ouvrage sur l'*inversion sexuelle*, une perversion sexuelle accidentelle ou chronique à presque tous les hommes.

Dans ses études de *Psychologie expérimentale*, A. Binet explique que l'amour normal apparaît comme le résultat d'un fétichisme compliqué — « polythéiste » — « non pas d'une excitation unique, mais d'une myriade d'excitations, c'est une symphonie. Où commence la pathologie ? — c'est au moment où l'amour d'un détail quelconque devient prépondérant au point d'effacer tous les autres ».

Tout cela ne paraît pas absolument clair. Nous trouvons autour de nous une foule de gens réputés normaux qui préfèrent que leurs partenaires soient blonds plutôt que bruns, maigres plutôt que gras et vice-versa, et à qui il serait impossible d'expliquer pourquoi, et c'est ce trait dominant qui décide de leur choix amoureux ou érotique.

A la vérité, l'on est tous plus ou moins fétichistes. Comme l'a écrit le Dr Emile Laurent (*Fétichistes et Erotomanes*, 1905) dans la femme aimée, « certains détails ont particulièrement le don de nous plaire : une fine oreille rosée, un pied menu, une taille souple et légère, de longs cheveux noirs, des seins fermes et rebondis, une croupe opulente, des yeux de pervenche, une peau satinée, des dents blanches sous des lèvres purpurines ».

« On aime toujours pour un détail, pour une nuance, écrivait le littérateur belge G. Rodenbach : c'est un point de repère qu'on se crée dans le désarroi, dans l'infini de l'amour. Les plus grandes passions tiennent à de si petites causes ! Pourquoi aime-t-on ? A cause d'une couleur de cheveux, d'une intonation de la voix, d'un grain de beauté qui trouble et en suggère d'autres, d'une expression des yeux, d'un dessin des mains, d'une certaine palpitation du nez qui frémit comme s'il était toujours devant la mer ». Faut-il conclure de cela que le délicat écrivain que fut Rodenbach était un fétichiste « morbide » ? Nous verrons par la suite que sont légion

ceux chez lesquels l'émotion sexuelle est provoquée par un détail.

Havelock Ellis déclare, de son côté, que la tendance à collectionner les reliques d'une personne aimée et surtout des vêtements est la base la plus commune et la plus simple du symbolisme érotique. « Elle est parfaitement normale. Il est inévitable que des objets qui ont été en contact direct avec le corps de la personne aimée et qui sont intimement associés à cette personne dans l'esprit de l'amant participent plus ou moins de la même vertu et de la même puissance émotionnelles ».

Partant de ce fait qu'il n'était pas rare au Moyen Age que les amants fissent échange de leur chemise et de leurs vêtements, on citera, pour étayer l'observation qui précède, des cas devenus classiques, tel celui du châtelain de Coucy, retenu en Orient, qui envoyait sa chemise de toile à la dame de Fayol qui la mit dans son lit la nuit et la pressa contre sa chair afin de soulager ses ardeurs :

La nuit quand l'amour m'arde
la met delez moi couchier
toute la nuit à ma char nue
por mes maiz assolagier.

Un auteur anglais du XVIII^e siècle, l'un de ceux qui ont recueilli le plus de documents populaires sur l'amour, R. Burton, dans son *Anatomie de la Mélancolie*, ne mettait pas en doute le caractère entièrement normal du symbolisme érotique : « Il n'y en a pas un sur mille qui devient amoureux ; mais il y a toujours une partie spéciale ou une autre qui plaît davantage et l'enflamme sur le reste... S'il obtient quelque chose qui lui ait appartenu, un busc, une plume de son éventail, un cordon de soulier, un ruban, un anneau, une bague, un bracelet de cheveux, il le porte sur soi comme une faveur sur son bras, sur son chapeau, sur son doigt ou près de son cœur ; comme fit Laodanie lorsque Protésilès partit à la guerre (de Troie) et qu'elle demeura assise, son portait devant elle ; de même une jarretière ou un bracelet de celle qu'on aime est plus précieux qu'une relique de saint ; il la met sur son casque, et chaque jour la baise et s'il est en sa présence, il n'en détourne pas les yeux, et veut boire où elle a bu, et si possible exactement au même endroit ».

Un contemporain de Burton, Howell raconte dans ses *Familiar Letters* qu'en dépouillant les gentilshommes français tués dans les combats livrés pour chasser les Anglais de l'île de Ré, ceux-ci trouvèrent qu'un grand nombre de cadavres avaient les parties génitales ornées de faveurs offertes par leurs maîtresses.

Dans les *Mémoires du comte de Grammont*, Hamilton, écrivain de l'époque de Louis XIV, raconte que Mrs Price, l'une des beautés de la cour de Charles II, et Dorgan étaient tendrement attachés l'un à l'autre ; quand il mourut, on découvrit une cassette pleine de toutes sortes de faveurs de sa maîtresse, y compris, entre autres choses, différentes sortes de cheveux et de poils.

Un article de M^{me} Jane Landré, dans l'*Œuvre* du 8 août 1933, indique que, durant la guerre de 1914-1918, les mêmes phénomènes de fétichisme se manifestèrent :

« Combien de combattants entre 1914-1918, eurent un fétiche, un ruban, un bout de valenciennes, arrachés aux « dessous » de l'aimée chérie ? Même il en fut qui gardèrent, contre leur cœur un bas de soie, une chemise de fin linon volée à leur divine maîtresse ».

« Le dévouement et l'amour — écrivait à la fin du XVIII^e siècle, Mary Wollstonecraft, la compagne de celui qu'on a surnommé le père de l'anarchisme, William Godwin — peuvent s'attacher autant aux vêtements qu'à la personne, et il manque vraiment d'imagination l'amant qui n'éprouve pas une sorte de respect pour le gant ou la pantoufle de sa maîtresse ; il ne les confondra jamais avec les autres objets de la même catégorie ».

De tout cela, il résulte que la frontière entre les manifestations normales et morbides du symbolisme ou fétichisme sexuel ou érotique n'est pas marquée de façon certaine.

« D'ailleurs, c'est dans la Nature entière que l'on rencontre des symboles sexuels d'autant moins viables qu'ils n'exigent aucune imagination morbide. Le langage est plein de métaphores sexuelles qui tendent peu à peu à perdre leur symbolisme pratique pour tomber au rang de lieux communs. Le « semen » est la semence et, pour les latins surtout, le processus sexuel ainsi que les organes mâles et femelles s'exprimaient en images empruntées à la vie agricole et horticole. Les testicules étaient les fèves (*fabae*), des pommes (*poma*, *mela*) ; le pénis un arbre (*arbor*), une baguette (*thyrsus*), une racine (*radix*), une faux (*falx*), un soc (*romer*) ; la semence était aussi de la rosée (*ros*) ; les grandes et les petites lèvres étaient des ailes (*alae*) ; la vulve et le vagin un champ (*ager*, *campus*) ou un sillon (*sulcus*), ou un vignoble (*vinea*), une fontaine (*fons*), tandis que les poils du pubis étaient des herbes (*plantaria*) ».

Tout le monde sait que dans le fruit du myrte, consacré à Vénus, les Grecs voyaient une image du clitoris et dans la rose, celle des petites et grandes lèvres. La poésie érotique de nombreux peuples fait, d'ailleurs, usage de la rose dans le même sens.

Le Talmud dit des petites lèvres qu'elles sont la porte dont les grosses lèvres sont les montants et le clitoris la clé. Les livres hindous énumèrent complaisamment toutes les qualités physiques de la « padmini », ou femme-lotos, autrement dit la femme parfaite. Sa démarche est celle du cygne ; son odeur celle du santal ; sa peau est lisse et tendre comme celle d'un jeune éléphant ; sa voix est semblable au chant du kokila mâle captivant sa femelle ; sa sueur a l'odeur du musc ; ses yeux sont comme ceux de la gazelle ; son nez est pareil au bouton de Sésame ; ses lèvres sont roses comme un bouton de fleur qui s'épanouit ou rouges comme le corail ou le fruit du bimba ; ses dents sont blanches comme le jasmin d'Arabie, elles ont le poli de l'ivoire ; son cou arrondi ressemble à une tour d'or ; ses seins ressemblent aux fruits du vilva ; ils se dressent comme deux coupes d'or renversées et surmontées de la fleur du bouton de grenadier.

Toutes les parties du corps de la femme peuvent devenir autant de symboles ou de fétiches pourvu que chacune d'elles corresponde à un certain idéal esthétique de l'amant.

Krafft-Ebbing dans sa *Psychopatia sexualis*, a prétendu que la sélection sexuelle tout entière n'est pas autre chose qu'une sorte de fétichisme, c'est-à-dire de symbolisme érotique de l'objet. De même le célèbre pathologiste G. Tarde considérait l'amour normal comme un genre de fétichisme : « Il nous faut longtemps, écrit-il dans son traité de l'amour morbide, avant de tomber amoureux d'une femme ; nous devons attendre pour voir le détail qui nous frappe et nous plaît, et nous fait dédaigner ce qui nous déplaît ; ce n'est que dans l'amour normal que les détails sont nombreux et toujours changeants. La constance en amour est rarement autre chose qu'un voyage autour de la personne aimée, un voyage d'exploration et de découvertes toujours nouvelles. L'amant le plus fidèle n'aime pas la même femme deux jours de suite de la même manière ».

Toutes ces déclarations, toutes ces formules vaudraient la peine d'être examinées, vérifiées et analysées de près. Elles font montre de trop d'arbitraire ; elles sont trop péremptoires. Ceux qui ont étudié la question hors de toute déformation professionnelle concluent qu'un très grand nombre d'objets ou d'actes peuvent présenter par hasard la valeur de symboles érotiques. Les objets et les actes qui deviennent fréquemment de véritables symboles sont en nombre relativement restreint.

Sans attacher plus d'importance qu'il ne faut aux qualifications normales ou anormales, on peut, dans un but mnémotechnique, adapter la classification qu'a dressée Havelock Ellis des phénomènes de l'ordre qui nous occupe, classification relative aux objets et aux actes qui ont fait naître ces manifestations.

I. — *Parties du corps.* — a) NORMALES : la main, le pied, les seins, le bout des seins, les cheveux, les sécrétions et les excréments, etc...

b) ANORMALES : la claudication, le strabisme, les marques de varicelle, etc... : la pédophilie ou amour des enfants, la presbophilie ou amour des vieillards, la nécrophilie ou attraction pour les cadavres, la zoophilie ou excitation par les animaux.

II. — *Objets inanimés.* — a) VÊTEMENTS : gants, souliers, bas, jarrettières, chapeaux, mouchoirs, tabliers, dessous, etc...

b) OBJETS IMPERSONNELS, comprenant tous les objets, si divers qu'ils soient, pouvant accidentellement acquérir le pouvoir d'exciter le sentiment sexuel (y compris le pygmalionisme ou excitation par les statues).

III. — *Actes et attitudes.* — a) ACTIFS : flagellation, cruauté, exhibitionnisme.

b) PASSIFS : être foudroyé, subir des cruautés. On peut y comprendre les odeurs personnelles et le son de la voix.

c) MIXOCOSMIQUES : vision des actes de grimper, de se balancer, etc..., des actes d'émission, de défécation, du coït des animaux.

On comprendra que, faute de place, nous ne puissions nous étendre en détail sur les différentes manifestations du symbolisme sexuel, ou les diverses formes qu'il revêt. Nous nous contenterons d'un coup d'œil d'ensemble.

Le fétichisme du pied et du soulier compte parmi les formes les plus fréquentes du symbolisme sexuel. On se souvient de l'importance que Restif de la Bretonne accordait à la chaussure comme facteur d'émotion sexuelle. Il l'a raconté tout au long dans *Monsieur Nicolas*, son chef-d'œuvre, dans *Le pied de Fanchette*, et on sait qu'il a exprimé le désir qu'on enterrât avec lui la pantoufle de la femme qu'il aimait le plus passionnément de toute sa vie, Mme Parangon. Mais sa prédilection pour les souliers de sa gracieuse amante ne l'empêchait pas de se jeter avec avidité sur le linge qui avait touché certaines parties de son corps.

On connaît la fascination sexuelle exercée par le pied sur les Chinois du Sud, les Mongols et, en général, tous les peuples appartenant à la race jaune, à ce point que c'est dans le pied que, pour les femmes, réside la pudeur : la révolution chinoise a eu beaucoup de peine à abolir — et elle a rencontré maints échecs — la compression du pied de la chinoise du Sud, compression qui semble avoir fait du pied l'un des foyers de l'attraction sexuelle, comme en Occident ce fut le corsetage de la poitrine féminine.

Ce n'est pas seulement chez les Chinois qu'il y a relation étroite entre les pieds et le désir sexuel, on l'a signalé chez les Égyptiens, les Arabes, les Allemands, les Espagnols modernes. En ce qui est des anciens, Ovide a insisté souvent sur le charme sexuel du pied féminin, insistance telle qu'on dirait, écrit le Dr Paul Jacoby, dans sa *Contribution à l'étude des folies dégénératives* que la psychologie des Romains était bien proche de celle des Chinois. Le poète latin Tibulle a décrit avec amour le pied menu de sa maîtresse « comprimé » par la bandelette qui l'entourait.

Le fétichisme du pied et de la chaussure revêt une foule d'aspects, qui se résument en ceci : que la jouissance sexuelle n'est obtenue qu'à condition que, objet ou image, le pied ou la chaussure intervienne. Et cela va de

l'homme qui suit dans la rue une femme dont le pied ou la chaussure l'aura séduit à celui auquel la caresse d'un pied féminin procure le plaisir sexuel, au collectionneur de bottes, de souliers ou de pantoufles qu'une nouvelle acquisition conduit, par associations d'idées, à la masturbation — ou encore à celui qui n'éprouve de jouissance que s'il est foulé aux pieds. L'élément féminin non plus n'est pas exempt de ce fétichisme ; il y a des exemples de femmes auxquelles l'acquisition de souliers neufs ou la marche sur certains objets ou dans de certaines circonstances procure l'orgasme.

Le fétichisme du sein est également très répandu et est tellement classique qu'il est reconnu et avoué depuis la plus haute antiquité. On peut dire que la poésie, la peinture, la sculpture, la gravure, le dessin l'ont immortalisé.

« Tes deux seins sont comme deux faons, comme les jumeaux d'une gazelle qui paissent au milieu des lys » déclare l'auteur du *Contique des Contiques* (iv, 5) et l'anecdote de Phryné dont l'acquiescement a été obtenu grâce au dévoilement de sa gorge de déesse, indique que les Grecs partageaient, au sujet de cette partie du corps de la femme l'enthousiasme du chantre des beautés de la Sulamite. Remarquons en passant que le *Contique des Contiques* est saturé de symbolisme sexuel et rivalise, sous ce rapport, avec le Kamasutra.

Faut-il citer Clément Marot :

Tétin refait plus blanc qu'un œuf,
Tétin de satin blanc tout neuf,
Tétin qui fait honte à la rose.

Benserade :

Tetons qui ne font pas un ply

Chour Lormian :

Le plumage du cygne et la neige nouvelle
N'égulent pas l'albâtre de son sein.

Voltaire :

Un beau bouquet de roses et de lis
Est au milieu de deux pommes d'albâtre.

M. Rollinat :

O seins, poires de chair, dures et savoureuses
Monts blancs où vont brouter mes caresses peureuses.

Beaudelaire, dans ses *Fleurs du Mal*, symbolisant l'attraction sexuelle du sein, fait dire à la femme :

Je sèche tous les pleurs sur mes seins triomphants
Et fais rire le vieux du rire des enfants.

On peut apprécier l'influence de ces attributs en considérant la conception différente qu'en ont les maîtres de la peinture. Les seins de la *Diane au bain* de Boucher, de la *Source* d'Ingres, de la *Léda* du Corrège, de la *Galathée* de l'Albane n'ont rien de commun avec ceux des femmes de Rubens, dans sa *Kermesse flamande* ou dans sa *Racchanale* ou dans son *Départ d'Adonis*, par exemple. Et ce n'est pas une question de peuple ou de mode, c'est une affaire de goût personnel. Qu'on compare la *Fornarina* de Raphaël ou la femme de l'*Éducation de l'Amour* de Titien avec l'*Europe* ou la *Suzanne* de Paul Véronèse ou les modèles du Tintoret, on verra combien tous ces artistes diffèrent quant à la conception de ce détail du corps humain.

Le fétichisme du sein est tellement ancré dans les mœurs qu'on ne le voit pas figurer dans les livres médicaux à titre pathologique. Et pourtant le nombre est élevé des hommes et des femmes chez lesquels la vue ou le toucher des seins produit une excitation ou une émotion sexuelle érotique à l'exclusion des autres parties du corps.

Il est une forme répandue du symbolisme érotique,

forme très définie et nettement distincte de toutes les autres où la jouissance sexuelle est obtenue en exposant les organes sexuels aux regards d'un individu de sexe différent, assez souvent jeune et innocent, parfois un enfant : c'est l'exhibitionnisme. Dans l'exhibitionnisme en plein air, dans l'exhibitionnisme à l'église — faut-il voir une émergence de l'ancien culte phallique, d'un instinct ancestral, rappelant un procédé d'invitation à l'amour dont le décollé des femmes serait un aspect « civilisé » ? Toujours est-il que cette « passion » — qui se relie au fétichisme du pénis et à celui de la vulve — coûte à ses pratiquants plus que cela ne mérite quand les défenseurs de la morale officielle parviennent à les surprendre. Il est évident que dans un milieu où l'annulation ne serait pas réprochée comme immorale, l'exhibitionnisme serait à peine remarqué ou, en tous les cas, proscrit avec beaucoup moins de rigueur ; s'il est aussi sévèrement puni, c'est à cause de l'anathème jeté par l'église sur les organes de la génération, puisque c'est sous son influence qu'on les a qualifiés de « parties honteuses ». Les mœurs des peuples païens étaient beaucoup plus tolérantes pour l'exhibitionnisme et s'insouciant même fort peu de l'accouplement en public.

Le docteur P. Garnier voyait dans l'exhibitionnisme sous sa forme typique, un acte systématique équivalent ou se substituant à l'union sexuelle. Toujours est-il que parmi les exhibitionnistes on compte des gens instruits, éduqués, docteurs, écrivains, artistes, etc., et qu'il n'est pas rare de rencontrer des femmes dans le nombre. Cela nous fait souvenir que chez certains peuples primitifs et même chez quelques populations plus ou moins arriérées de l'Europe, l'exhibition de la nudité féminine est un spectacle ou une opération magico-religieuse (Ploss Bartels : *Das Weib* ; Havelock Ellis : *Man and Woman*).

Jean-Jacques Rousseau, dans ses *Confessions*, raconte comment il montra parfois son derrière à de jeunes femmes, mais on sait que sa vie émotionnelle fut profondément affectée par les fessées qu'il reçut pendant son enfance de M^{re} Lemercier.

Rappelons que dans l'*Oraison du Soir*, Arthur Rimbaud a exalté l'exhibitionnisme dans des vers qui sont présents à la mémoire de tous ses admirateurs :

Doux comme le seigneur de cèdre et de l'hysope
Je pissé vers les cieux bruns très haut et très loin
Avec l'assentiment des grands héliotropes.

Un autre aspect du symbolisme sexuel qui a des racines très profondes est le symbolisme scatologique qui se subdivise en urolagnie et en coprolagnie, autrement dit excitation sexuelle produite soit par les fonctions urinaires, soit par les fonctions excrétoires, fonctions si proches du foyer sexuel anatomique. Le fait est qu'il existe une certaine quantité d'hommes et de femmes chez qui la projection de l'urine, l'attitude nécessaire à cette projection, l'odeur d'un objet imprégné d'urine, la défécation produisent une émotion ou une jouissance sexuelle. « On connaît des faits innombrables, écrit Havelock Ellis, qui prouvent que l'impulsion à attribuer aux actes d'uriner et d'excréter une valeur symbolique sexuelle, pourvu qu'ils soient exécutés par la personne aimée, est fort près du normal ; on l'a rencontré chez des individus de haute valeur intellectuelle ; cela se discerne aussi bien chez les femmes que chez les hommes ; et, tant que cette impulsion ne se manifeste qu'à un faible degré, il faut la ranger dans la sphère naturelle de l'amour. »

Dans presque tous les pays on constate la croyance aux qualités sacrées et mythiques de l'urine. Chez les Peaux-Rouges de la côte ouest de l'Amérique du Nord, en Australie, chez les anciens Tasmaniens, chez les *Tamans* de la Birmanie, au Maroc, chez les Juifs, chez

les Slaves du Sud, on attribuait et on attribue encore une vertu spéciale et magique à l'urine.

Le fétichisme urolagnique remonte encore plus loin, puisque selon Kind, l'excitation sexuelle produite par le spectacle d'une femme urinant n'est pas spéciale à l'homme, mais est générale chez tous les mammifères.

Ce même Kind, dans *Die Weibherrschafft in der Geschichte des Menschheit* reconnaît que la proximité du méat urinaire et du clitoris détermine une zone érogène, de sorte qu'uriner est un acte agréable chez les femmes. Dans les actes du Congrès de Médecine de Moscou, t. IV, Pitres et Regis considèrent que le désir d'uriner accompagne toujours l'excitation sexuelle spontanée des femmes, le plaisir éprouvé par l'homme dans le spectacle ou la représentation de la miction féminine s'expliquerait par la connaissance intuitive ou subconsciente de ce fait physiologique.

Les animaux sont également une source de symbolisme érotique. La vue du coït des animaux, certains produits animaux, la cour que se font les animaux peuvent produire l'excitation sexuelle chez l'homme. C'est ce que Havelock Ellis appelle un symbolisme fondé sur une association par similarité : « l'acte sexuel animal rappelle l'acte sexuel humain et ainsi l'animal devient le symbole de son frère supérieur ».

C'est ainsi que l'accouplement des grands animaux — chevaux et autres — a vivement intéressé des personnes de haute culture. On se souvient que François I^{er} conduisait les dames de la cour dans la forêt de Saint-Germain pour leur montrer les cerfs faisant l'amour avec les biches, pendant la saison du rut.

Mais la zoophilie tourne à la « zoocrastie » ou bestialité quand il s'agit de l'impulsion à obtenir la jouissance sexuelle par le coït ou tout autre contact intime avec les animaux. Il est évident, quand on songe aux totems qui sont principalement des animaux, aux jeux, aux fêtes, aux cérémonies, aux danses religieuses si communes chez les peuples primitifs et dont les acteurs portent des déguisements animaux, qu'il doit exister une époque où les hommes ne voyaient rien d'anormal ou de mal à s'accoupler avec les animaux.

C'est pourquoi les peintures de vases ou les marbres antiques représentant des satyres s'accouplant avec des chèvres ne suscitaient pas plus de réprobation que les représentations, sculptées sur les temples de l'Inde, de copulation entre humains et animaux. D'ailleurs les légendes mythologiques d'Io et du taureau, de Leda et du cygne, d'Europe, de Poséidon, etc., indiquent la persistance de souvenirs d'accouplements de ce genre qui avaient fini par être sanctionnés par la religion.

L'homme et la femme se sont accouplés avec des chiens, des chiennes, des vaches, des truies, des rennes, voire des chats et des lapins. Si les dames romaines manifestaient de l'attraction pour les serpents et plus rarement pour les ours et les crocodiles (bien que leur préférence pour l'âne soit bien connue), en Extrême-Orient, on utilise les poules, les canards, les oies, juste revanche de la gent volatile.

Quant à l'accouplement de la femme avec le singe, il ne semble pas, malgré les documents à ce sujet, qu'il en existe de bien véridiques, bien que Moï pré-tende que ce semble être le signe anormal d'un intérêt pour ces bêtes que la tendance des femmes à observer les singes dans les jardins zoologiques.

Notons ici la tentative faite par le Docteur Elie Ivanoff, pour croiser, par la méthode connue sous le nom d'imprégnation artificielle, le singe et l'homme. Subsidé par le gouvernement des Soviets, Ivanoff emmena neuf chimpanzés femelles dans une vaste forêt du Turkestan russe, où il avait établi son laboratoire. Le Docteur Alfonso L. Herrera a parlé longuement de cette tentative dans le cahier 82 des *Cuadernos de Cultura*, intitulé *El Líbrido del Hombre y del mono* (Valencia, 1933).

Il semblerait que les guenons n'ont pu supporter leur captivité. Le docteur Ivanoff n'est pas un inconnu en France et il avait tenu le Docteur Calmettes au courant de ce qu'il voulait réaliser.

Les lois condamnant la bestialité étaient très sévères chez les Juifs, qui assimilaient la bestialité à la sodomie. L'exode (XXII, 19) et le Lévitique (XX, 15) prescrivent la mise à mort de l'humain et de l'animal. Au moyen âge, la bestialité était très répandue et par le Pénitentiel d'Egbert (IX^e-X^e siècles) nous voyons qu'évêques, prêtres et moines n'en étaient pas exempts.

En général, les idées de ce temps étant influencées par la morale judéo-chrétienne, la bestialité était passible de longues pénitences et souvent de mort. En France on brûla ensemble des hommes et des truies, des hommes et des vaches, des hommes et des ânesses. Au XVIII^e siècle il se trouvait encore un jurisconsulte, Lebrun de La Rochette, pour justifier ces assassinats !

Une autre forme encore assez fréquente du symbolisme sexuel est la *cleptolagnie* ou vol associé à l'excitation sexuelle dont l'étude des manifestations est toute récente. La *cleptolagnie* est la jouissance sexuelle obtenue grâce « à l'énergie émotionnelle déterminée par l'excitation du vol ». Certaines femmes, surtout proche la période menstruelle, violent des étoffes, généralement de la soie et ressentent, leur action commise, une jouissance voluptueuse, « accompagnée d'une sensation délicate comme elle n'en éprouvait jamais pendant le coït ou autrement » a raconté l'une d'elles (*Annales médico-psychologiques*, mars 1921). Les hommes sont également sujets à ce genre de symbolisme.

Il me faudrait des volumes pour décrire les différentes manifestations du symbolisme ou fétichisme sexuel : Fétichisme de la bouche. Dans le *Carillon*, G. Rodenbach a décrit un personnage devenant amoureux d'une jeune fille uniquement à cause de sa bouche, ne voyant plus « que cette bouche tentante et haletante », comme une fleur isolée qu'il eût voulu cueillir dans le jardin de sa chair... L'amour était dans cette bouche, comme Dieu dans l'hostie — Fétichisme de la voix — Fétichisme du nez — Fétichisme des yeux tout autant classique que le Fétichisme des cheveux, tous deux chantés avec enthousiasme par les poètes. Le rôle des boucles de cheveux (à quoi il faut rattacher celui des poils de l'aisselle ou du bas ventre) comme excitant sexuel est bien connu. Du temps où l'on portait de longues chevelures, les coupeurs de tresses occupaient assez souvent la chronique des tribunaux et on n'ignore plus qu'une fois la tresse dans leurs mains, ils se trouvaient au comble de la jouissance. — Fétichisme du bras, de la main. — Fétichisme des fesses, normal chez certaines peuplades sud-africaines et reconnu par les Grecs qui lui avaient consacré leur Vénus Callipyge. — Fétichisme des odeurs, phénomène qui mériterait une longue étude étant donné son importance. — Fétichisme des enfants impubères dont la femme n'est pas plus exempte que l'homme et au sujet duquel il faut rappeler que chez certains peuples dont les Scythes, les mœurs autorisaient les relations sexuelles avec les fillettes. — Fétichisme du costume, dont le gant, les dessous, le mouchoir, le tablier blanc, le bonnet de nuit, les bas, les fourrures, les éventails sont des subdivisions. Stanley Hall dans le *Journal américain de Psychologie* (vol. VIII) explique l'amour pour les fourrures par le souvenir d'une époque où les relations avec les animaux étaient beaucoup plus intimes que maintenant ou par celui des âges où nos ancêtres étaient velus. Une autre subdivision du fétichisme du costume est l'excitation produite par la femme en costume religieux, mais la recherche des origines (vestales, etc.), m'entraînerait trop loin. On a connu un juge d'instruction (Dr Emile Laurent, dans l'*Amour morbide*) qui éprouvait un attrait presque irrésistible pour le costume des prison-

nières. — Fétichisme des travestis. — Fétichisme des monstruosités ou difformités.

On me reprochera peut-être de n'avoir parlé ni du sadisme ni du masochisme. Mais ni le sadisme ni le masochisme ne peuvent, selon moi, être englobés dans le symbolisme sexuel ou érotique. Le sadisme consiste à se procurer de la jouissance sexuelle en faisant souffrir autrui ou en étant témoin de ses souffrances, alors que le masochisme est le moyen de se procurer cette même jouissance en se faisant infliger de la souffrance par autrui. Cela n'a rien à faire avec le véritable symbolisme ou fétichisme sexuel physiologique qui n'associe nullement la douleur à l'amour. Ainsi, le vampirisme ou la recherche de la jouissance sexuelle par la profanation des cadavres n'a rien à faire avec le sadisme ou le masochisme ; aucun désir d'infliger ou de subir une souffrance quelconque n'existe en effet dans la nécrophilie. Pas plus qu'il n'en existe dans l'excitation par les statues. L'exhibitionniste, le fétichiste qui s'empare d'un gant, d'un mouchoir, d'une mèche de cheveux, etc., pour se procurer une excitation sexuelle ne cherche aucunement à infliger de la souffrance et n'établit aucun rapport entre la douleur et la volupté.

De Sade, qui a donné son nom au sadisme, est un précurseur en fait de psychopatie sexuelle, dont quelques esprits avertis commencent à reconnaître le talent. Il a combattu toutes les valeurs morales de son époque et s'est efforcé de démontrer dans ses romans que ce sont ceux qui sont les gardiens de la moralité qui en font le plus fl. Rappelons qu'on peut établir des parallèles profitables entre De Sade (qui florissait à la fin du XVIII^e siècle), Schopenhauer, Stirner et Nietzsche. On peut même se demander s'il n'a pas influencé le solitaire de Sils Maria.

De Sade était malthusien. Dans la *Philosophie dans le boudoir*, M^{me} de Saint-Ange parle comme les néomalthusiens actuels. Il était contre le respect des propriétés. Alcide Bonneau a fait remarquer, dans la *Curiosité littéraire et philosophique*, que, dans son premier mémoire sur la Propriété (1840) « La Propriété c'est le vol » Proudhon développait exactement les mêmes idées que Dorval, un autre héros de la *Philosophie dans le Boudoir*.

Lorsqu'au V^e Congrès de la Ligue mondiale pour la Réforme sexuelle, le Dr Magnus Hirschfeld déclare qu'il n'est pas une des formes prises par l'instinct sexuel « si anormale qu'elle nous paraisse » qui ne soit au fond « normale, justifiée, en tout cas irrésistible », ceux qui ont étudié le problème ne peuvent qu'être d'accord avec lui. Le grand malheur cependant pour l'anormal, pour le symboliste, le fétichiste sexuel, c'est qu'en Cépit de toute la littérature savante ou profane (lue par une infime minorité d'ailleurs), presque personne ne veut le comprendre, il n'est compris par presque personne. L'amant normal a derrière lui la foule des autres êtres humains qui agissent comme lui, son espèce, son sexe, sa nation. Même l'amant inverti rencontre des individus dont les aspirations sont semblables aux siennes et auxquels il peut s'associer. Mais l'anormal sexuel, moyen, équilibré, du fait de son éducation, s' imagine qu'il est seul au monde. Son désir le plus sacré, pour ainsi dire, ceux qui l'entourent, le considèrent comme une obscénité dégoûtante ou un enfantillage absurde, sinon comme un vice exigeant l'intervention de la police.

Ses contemporains ont oublié que l'adoration du pied, le respect pour les actes et les produits de l'excrétion, la cohabitation avec des animaux, la solennité de l'exhibition des organes de la reproduction, tout cela « c'étaient pour des ancêtres qui ne sont pas très lointains, le support des conceptions les plus élevées, et des ardeurs religieuses les plus profondes ». Le voilà seul. Rien d'étonnant à ce que cet isolement influe sur son moral. Et ce n'est pas le châtimant qui le sortira

de cette situation, s'il n'est pas assez « habile » ou « perspicace » pour y échapper.

Si on s'occupe de l'inverti sexuel, personne ne s'occupe du symboliste, du fantaisiste sexuel. C'est qu'il n'a pas à présenter une lignée de grands ascendants intellectuels, lui. Les grands intellectuels fétichistes se gardent bien de se proclamer tels : ils sont encore trop esclaves de l'opinion publique, de l'opinion de leur milieu. Malgré la fréquence des symptômes de morbidité congénitale (comme s'il n'y en avait pas parmi les normaux) de « toutes les manifestations de la psychologie sexuelle les phénomènes relevant du fétichisme sexuel sont ceux qui sont le plus spécifiquement humains ». « Plus que tous les autres, ils présupposent une force plastique très développée de l'imagination. Ils nous montrent à nu l'homme individuel, non seulement séparé de ses contemporains, mais en opposition avec eux, et forcé de créer tout seul son propre paradis. Ils constituent le triomphe suprême de l'idéalisme humain (Havelock Ellis : *Le symbolisme érotique*).

Dans son *Précis de Psychologie sexuelle* (Alcan 1934), Havelock Ellis reste fidèle à lui-même, déclare à nouveau :

« J'ai toujours cherché à montrer qu'il n'y a pas de limites tranchées entre le normal et l'anormal. Toutes les personnes normales sont anormales à tel ou tel point de vue, et les anormaux sont toujours menés par des impulsions fondamentales semblables à celles qu'éprouvent les normaux. »

On comprend que dès lors qu'il n'y a ni violence, ni fraude, ni cruauté, ni dol, « l'anomalie sexuelle » ait paru, à maint esprit dépouillé de préjugés, tout autant fondée que les autres propriétés de l'homme à revendiquer sa place au soleil. Il ne faut pas oublier ici cette phrase de Nietzsche : « Sans une certaine exaspération du système sexuel, nous n'aurions pas eu Raphaël ». »

L'attitude des individualistes anarchistes à l'égard des fantaisistes sexuels (titre sous lequel j'englobe les anormaux, les pervers, les déviés, les symbolistes, les fétichistes, etc.) n'est pas plus dictée par la répulsion que leurs actes inspirent aux moralistes que par la classification arbitraire en sains ou morbides. Ils ne se demandent pas non plus si les fantaisistes dont il est question sont congénitaux ou acquis, guérissables ou irrémédiables, etc. Ils acceptent tout simplement leur existence.

Deux conditions se présentent :

Où les fantaisistes sexuels sont des autoritaires, c'est-à-dire entendent, pour la réalisation de leurs fantaisies, — dont la plupart ne peuvent s'accomplir qu'en compagnie — user de violence ou de contrainte à l'égard d'autrui ; et, dans ce cas, il n'y a pas à hésiter, il faut se défendre contre eux, comme il importe de se garer de tous ceux qui, dans un domaine quelconque, économique-politique, éthique ou intellectuel, s'arrogent d'utiliser la contrainte ou la violence à l'égard d'autrui ; et il ne faut pas faire de distinction. Quiconque, groupe ou personnalité, pour arriver à ses fins, se sert de la violence ou de la contrainte, est dangereux pour l'individu comme pour le milieu.

Où bien les fantaisistes sexuels n'usent ni de violence ni de contrainte, c'est-à-dire que, pour trouver des compagnons de pratique, ils ne recourent qu'à l'invite ou à la publicité, qu'à la persuasion ou au graphisme verbal ou figuré, et ne s'adressent qu'à des personnes en état de les comprendre : autrement dit font tout ce qu'accomplissent les associationnistes de toute espèce pour se gagner des amis ou des adhérents.

Intervenir alors — selon les individualistes anarchistes — est du domaine de la persécution, quel que soit le prétexte invoqué ou inventé. Est persécution toute action légale ou administrative ou autre ayant

pour but d'empêcher une personne parvenue à l'âge où elle est capable de passer contrat, de disposer (dans des buts sexuels ou érotiques) comme il lui plaît de tout ou partie de son corps.

A vrai dire, quand on y regarde d'un peu près, on s'aperçoit vite que les plus acharnés persécuteurs des fantaisistes sexuels ou érotiques sont, dans leur genre, eux aussi, des fantaisistes : mais excessivement dangereux. Je parle des sincères comme des hypocrites.

Je conclus en disant que les ruines et les désastres accumulés par les « fantaisistes » religieux ou moraux, pour ne citer que ces deux catégories — ceux-là par le dogme (dont la naissance miraculeuse du Christ est un type caractéristique) — ceux-ci par la morale, qui vise à faire le bonheur de tous ceux qu'elle s'assujettit par une réglementation écrite qui ne satisfait peut-être pas le dixième des hommes — ne peuvent être mis en parallèle, comparativement parlant, avec les quelques accidents auxquels a pu donner lieu l'exagération de certaines fantaisies sexuelles. De temps à autre, la chronique judiciaire attire l'attention publique sur un cas d'anomalie sexuelle ou érotique dont le danger est très souvent et à dessein amplifié et qui n'aurait eu aucune répercussion s'il était resté secret : mais que sont ces cas isolés et assez rares par rapport aux crimes innombrables qu'ont perpétrés les perversions et les fanatismes politico-économiques, religieux ou moraux ? Il est dans le rôle des individualistes anarchistes de proclamer, de défendre le droit du fantaisiste sexuel (dès lors, je le répète, qu'il n'entend user ni de violence, ni de contrainte) à s'associer à autrui, à faire comme tout autre associationniste, de la publicité pour entrer en relations avec d'autres fantaisistes de son genre et de protester chaque fois qu'on le persécute et qu'à l'encontre de ce qui se fait pour les entrepreneurs de distractions et d'amusements de toute espèce, on lui interdit de publier des journaux, des tracts ou des brochures, etc., traitant des variétés sexuelles qui lui tiennent à cœur. Réclamer, revendiquer la liberté d'expression, de réunion et de publicité s'entend pour les individualistes dans tous les domaines, ce qui est d'ordre sexuel ou érotique inclus. — E. ARMAND.

SYNDICALISME n. m. Le syndicalisme dont je vais parler ci-dessous est révolutionnaire, social et non corporatif seulement. Il est, aussi, fédéraliste et anti-étatiste.

Il prend sa source doctrinale dans Proudhon et a retenu les enseignements de Bakounine, de Kropotkine, de James Guillaume ; et Malatesta, malgré son point de vue particulier, ne l'a pas traité en indifférent. Voilà pour le passé.

Pour le présent, il s'est efforcé, par son observation des faits sociaux contemporains, de renforcer sa doctrine et de dégager les tactiques les mieux appropriées à son action et à ses buts.

J'ai déjà dit tant de choses sur ce mouvement particulier des travailleurs, notamment dans l'étude historique que j'ai consacrée à la *Confédération Générale du Travail*, qu'il me paraît inutile de me livrer à de longs développements qui ne seraient que la répétition de mon ouvrage : *Les Syndicats ouvriers et la Révolution Sociale*.

La présente étude n'aura donc pour but que d'exposer certains aspects du syndicalisme, après l'avoir défini, et d'examiner quelques points actuellement controversés dans le monde anarchiste.

Définition. — Le syndicalisme est un mouvement naturel qui groupe, sous des formes diverses, des hommes qui ont des intérêts communs et des aspirations identiques ; des hommes chez lesquels la concordance des intérêts et l'identité des buts déterminent normalement et logiquement le choix de moyens d'action semblables pour atteindre le but qui est commun à leurs efforts.

On trouverait trace de telles associations, de tels groupements, quelle qu'en soit la forme, dans les temps les plus reculés de l'Histoire.

Sans doute, à ces époques lointaines, n'était-il pas question de syndicalisme. Le mot était inconnu, mais la chose existait sous des aspects divers et variés.

A mon avis, il n'est pas exagéré d'affirmer que le syndicalisme, sous des formes rudimentaires, a existé dès que la vie en société s'est imposée aux hommes comme une nécessité.

Dès ces jours reculés, qui se perdent dans la nuit des temps, la *solidarité*, l'*entraide*, l'*alliance*, qui constituent les bases morales fondamentales du syndicalisme moderne, sont devenues, pour les hommes appelés à vivre en commun ou en rapport, les principes vitaux dont la pratique et l'application étaient indispensables pour assurer leur sauvegarde, défendre leur vie, acquiescer une tranquillité relative ; produire, échanger et consommer.

En effet, c'est en pratiquant la solidarité et l'*entraide* que les hommes ont pu conquérir la première place dans le règne animal. S'ils ne s'étaient pas unis, malgré qu'ils fussent doués d'intelligence, ils eussent été les victimes, dans la lutte pour la vie, des races d'animaux supérieurement armés pour cette lutte, plus vigoureux et plus forts.

Or, le contraire s'est produit ; non seulement l'homme, groupé avec ses semblables, a défendu victorieusement sa vie, assuré sa subsistance, propagé son espèce, mais encore il a détruit ou domestiqué presque tous les animaux qui lui disputaient le droit à l'existence et asservi les forces naturelles.

C'est également par la vie en commun, par la pratique de l'*entraide*, que les inventions ont pu être réalisées, véhiculées, appliquées et que, de proche en proche, la civilisation, si contrariée qu'elle ait pu être dans son essor, a pu, néanmoins, se développer, modifier et, parfois, bouleverser les conditions de vie des hommes à des périodes déterminées.

Il est infiniment probable que le syndicalisme préhistorique n'avait pas d'autre but que d'assurer à l'homme la sécurité de la vie et les moyens d'existence.

Et si la vie avait suivi son cours normal ; si les hommes n'avaient jamais connu l'ambition, la haine, la domination, l'autorité, la propriété, la jouissance et le lucre, le Syndicalisme aurait sans doute connu un développement continu et sans histoire et le but que nous poursuivons encore — que d'autres poursuivront peut-être — serait atteint depuis longtemps.

La naissance, chez les hommes, des sentiments ci-dessus indiqués, devait fatalement les séparer, les diviser, les dresser les uns contre les autres, faire naître des groupes dont les intérêts concordaient.

C'est ainsi que s'explique l'origine des classes sociales antagonistes dont il serait vain de vouloir nier l'existence.

La lutte entre les classes, dont l'une est privilégiée et l'autre déshéritée, exigea, de part et d'autre, la constitution de groupements pour défendre les intérêts et les aspirations des forces en lutte.

Ainsi naquirent successivement l'Etat, puis les syndicats ouvriers et patronaux, dont l'opposition demeurera constante, sur tous les plans, aussi longtemps que les causes et raisons de cette opposition : propriété, privilèges, autorité, subsisteront.

En ce moment, deux grands mouvements de classe : le *syndicalisme patronal* et le *syndicalisme ouvrier* sont face à face.

Chaque jour, l'un et l'autre englobent de nouveaux éléments de vie et d'action, agrandissent le champ de leur activité et se substituent, en fait, aux partis politiques qui, de plus en plus, perdent leur caractère originel et deviennent, dans des Parlements condamnés, les exécuteurs des volontés des grands groupements qui s'aff-

frontent sur tous les terrains. Lorsque les Congrégations économiques imposent leur volonté au Parlement et au Parlementaires, c'est le syndicalisme patronal qui parle et agit ; lorsque le Cartel des fonctionnaires et la C. G. T. obligent les socialistes à renverser, malgré leur désir, un gouvernement, puis plusieurs, c'est, indiscutablement, le syndicalisme ouvrier qui se manifeste contre l'Etat-patron. Bien que cette action *indirecte*, par pression, n'ait, à mes yeux, qu'une valeur relative, il n'est pas douteux que les éléments révolutionnaires ne sauraient, en la circonstance, la condamner.

Qu'il soit patronal ou ouvrier, le Syndicalisme a toujours essayé et, en général, réussi à grouper toutes les forces vives et actions encore éparses. Cette idée de synthèse s'est ancrée avec toujours plus de force, mais elle a pris des formes diverses dans les deux camps.

Elle eut, en effet — et elle a encore — des partisans convaincus et acharnés ici et là.

Tandis que, de part et d'autre, certains hommes sont partisans d'une *synthèse générale*, qui permettrait de réunir tous les individus sur le plan d'un grand intérêt général, d'autres, moins ambitieux sans doute, mais plus pratiques et actuels désirent seulement réunir, sur un même plan, les individus dont les intérêts sont réellement concordants.

De ces idées de synthèse sont issues : la *collaboration des classes* et la *lutte de classes*, sous leur forme moderne.

La première a pour but de développer et de défendre, par voie d'ententes entre les classes antagonistes, l'intérêt général — ou plutôt ce qu'on qualifie de tel — ; l'autre vise à défendre l'intérêt de classe, à le faire triompher, à donner naissance ensuite au véritable intérêt général dont elle nie actuellement l'existence.

De toute évidence, parce que la logique le veut ainsi, c'est la seconde conception qui finira par s'imposer et nous reviendrons ainsi à la source du syndicalisme... après la disparition des classes.

Après avoir réalisé sa mission de libération humaine et la construction sociale, le syndicalisme n'aura plus pour but que de permettre à l'homme de lutter contre les éléments hostiles, de les vaincre, de les asservir pour le bien et le bonheur collectifs ; de poursuivre les recherches incessantes qui refouleront l'Inconnaisable et développeront la Connaissance ; d'appliquer, pour le plus grand bien de tous, les découvertes scientifiques aux œuvres pacifiques et laborieuses.

Ce rôle est assez noble et assez vaste pour attirer tous les hommes et les retenir à la tâche jusqu'à ce que celle-ci soit complètement accomplie.

Il est pourtant discuté et, précisément, par certains de ceux qui devraient l'accepter et le remplir les premiers. Et ici se pose cette question : *les syndicats doivent-ils subsister après la révolution ?*

L'existence des Syndicats après la Révolution. — Si, chez les anarchistes révolutionnaires, nul ne conteste la nécessité de l'existence des syndicats avant la révolution, — il en est, très peu nombreux il est vrai, qui nient volontiers et avec force — plus de force que d'arguments — que les syndicats soient nécessaires après la Révolution.

Pour ma part, je ne déclare pas seulement qu'ils sont nécessaires, mais je ne crains pas d'affirmer qu'ils seront indispensables.

Que proposent donc, pour les remplacer, les anarchistes, adversaires des syndicats après la révolution ?

De vagues groupements de producteurs, essayés, sans liens véritables entre eux, échangeant quelques statistiques ; produisant à la diable, sans savoir pour quoi ni comment, n'ayant aucune idée des besoins collectifs dans tous les domaines.

Si ces hommes croient vraiment que c'est avec une telle organisation qu'on peut assurer la vie économique

et sociale d'une collectivité quelconque, ils commettent une erreur grave.

Ils ne se rendent certainement pas compte :

1° Que l'économie et l'administration de la production, son échange, sa répartition doivent être organisées ;

2° Que cette organisation, reposant sur des bases libertaires, doit donner, sous peine de faillite et de catastrophe, des résultats supérieurs à ceux qui étaient obtenus auparavant par une organisation autoritaire et despotique.

Comment peuvent-ils croire que la société communiste-libertaire ne sera pas organisée ?

Est-ce que, du fait même qu'on indique qu'elle sera : d'une part, communiste et, d'autre part, libertaire, cela ne suffit pas à faire comprendre qu'elle sera organisée, comme le veut le communisme, et selon les principes de la plus grande liberté possible comme l'implique le mot libertaire qui signifie littéralement : *tendance à être libre*.

Il y aura donc, après la révolution, une société organisée sur des bases communistes libertaires, et cela aussi longtemps que l'anarchie ne sera pas totalement réalisée.

Et cette organisation, pour porter ses fruits, devra être homogène, c'est-à-dire fonctionner aussi identiquement que possible sur les trois plans suivants : *économique, administratif et social*.

De toute évidence, cette organisation devra être conçue de façon telle que les rouages correspondants, sur les trois plans, agissent de concert, en accord.

En effet l'économique sera la base, l'administratif l'expression et le social la conséquence. S'il n'y a pas homogénéité et concordance ce sera le chaos et quel chaos : celui que les détracteurs bourgeois appellent l'anarchie, c'est-à-dire le désordre !

Nous prétendons, nous, que c'est le capitalisme qui est le désordre et nous voulons que l'anarchie soit l'ordre, l'ordre sans autorité ni contrainte, mais l'ordre tout de même, l'ordre qui découlera des actes conscients et réfléchis de tous.

Cette conscience éclairée devra être collective et le premier terrain sur lequel elle devra se manifester sera le plan économique.

Il ne suffira pas de substituer la notion du besoin à celle du profit ; il faudra connaître réellement l'étendue et la diversité de ce besoin, le chiffrer, par conséquent.

Et ceci fait, il faudra examiner l'autre face du problème : rechercher, apprécier, connaître aussi exactement que possible les possibilités de satisfaire tous les besoins.

En un mot, il faudra établir le rapport convenable entre la somme des besoins et celle des possibilités.

Et ce rapport devra être tel que les moyens de production permettent aussi largement que possible la satisfaction des besoins.

Les uns et les autres devront donc être connus et chiffrés au préalable et, si les moyens apparaissent insuffisants au début, il faudra les augmenter et, bon gré, mal gré, en attendant qu'ils soient suffisants, restreindre la consommation.

Cette constatation suffit à elle seule à indiquer parmi les trois grands facteurs économiques : *production, échange, consommation* quel est celui qui est essentiel et à classer les deux autres dans leur ordre.

Consommer, c'est-à-dire assurer la continuité de la vie physique de l'être, est certainement l'acte le plus important, l'acte vital qui permet, à la fois, de produire et d'échanger. Mais produire et échanger, c'est donner aux hommes la possibilité de consommer, donc de vivre.

Dans ces conditions, il apparaît clairement que la tâche essentielle consiste d'abord à produire, à produire pour satisfaire les besoins de la consommation.

Et qui, mieux que les syndicats, sera qualifié pour extraire, transformer et mettre à la disposition du consommateur tout ce qui est nécessaire à la vie ?

Est-ce que, en régime capitaliste, ce ne sont pas, déjà, les producteurs, par leur force-travail, mal utilisée, mal rétribuée, qui assurent, en fait, cette tâche ?

Qui oserait soutenir que les banquiers, les détenteurs de l'argent et des instruments de travail y sont pour quelque chose ?

Qui nierait que les producteurs, groupés dans leurs syndicats, représentent la force essentielle de lutte et de construction révolutionnaire ?

Quel organisme peut-on, en vérité, essayer de substituer aux syndicats qui luttent et se préparent, chaque jour, à cette tâche constructive ?

Poser toutes ces questions, c'est les résoudre.

Lorsque, dans sa charte fameuse, toujours confirmée sur ce point précis, le syndicalisme en même temps qu'il exprimait à Amiens, en 1906, sa volonté d'exproprier le Capitalisme et de transformer la société, proclamait que : « le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance serait, demain, le groupement de production base de la réorganisation sociale », il énonçait une vérité profonde.

Qu'il revête un caractère nettement coopérateur, c'est incontestable. C'est même évident. Mais il est nécessaire aussi qu'il conserve son caractère originel afin d'être apte, le cas échéant, à s'opposer à certaines entreprises qui pourraient être tentées contre la Révolution elle-même.

Maîtres de l'appareil de production et d'échange, les syndicats de producteurs seraient tout qualifiés, s'il le fallait, pour réduire rapidement à néant les prétentions d'une coterie ou d'un clan qui pourrait menacer à un moment quelconque les conquêtes et l'ordre social révolutionnaires, en dépit de toutes les précautions prises sur le plan administratif.

S'il y a péril, les syndicats seront là pour le vaincre. Ce n'est pas à dédaigner.

Ils sont donc indispensables avant, pendant et, surtout, après la Révolution.

Avant, pour préparer les cadres de lutte et de réalisation ; pour lutter contre le capitalisme et réduire sa puissance dès maintenant.

Pendant, pour abattre définitivement le capitalisme, s'emparer des moyens de production et d'échange et les remettre en marche au profit de la collectivité et pour son compte.

Après, pour assurer la vie économique collective, en accord avec les offices d'échange et de répartition locaux, régionaux et nationaux et internationaux qui indiqueront les besoins à satisfaire.

Contrairement à ce que pensent et déclarent certains hommes, qui n'examinent la question que sous l'angle politique et non sous son jour véritable, c'est-à-dire social, les syndicats de producteurs ne seront jamais ni une gêne ni un danger pour l'ordre nouveau issu de la révolution sociale.

Partie intégrante de celle-ci, ils entendent, certes, en défendre l'intégrité, mais ils ne visent ni ne prétendent à aucune dictature.

Adversaires de la dictature et de l'Etat, sous toutes leurs formes, composés d'éléments qui discutent, exécutent et contrôlent, par leurs divers organes, tout ce qui se réfère à la vie économique, ils limitent à ce domaine leur effort et leur activité.

Ils laissent aux individus le soin d'administrer la chose collective, par le jeu normal des organismes de tous ordres qu'ils se donneront.

Ils n'entendent être que la base — parce que c'est l'évidence même — de la Société nouvelle, une base soli-

de sur laquelle cette société s'appuiera avec sûreté. Ils n'entendent pas davantage accaparer la vie tout entière. Ils demandent seulement que la vie économique, administrative et sociale repose sur des bases solides, que le système social soit homogène dans toutes ses parties ; que chacun, sur son plan, accomplisse sa tâche, toute sa tâche. Ils ne veulent ni subordination, ni prééminence. Ils entendent que l'égalité sociale devienne une réalité, pour les hommes et les groupements.

Leur ambition, leur unique ambition consiste à vouloir être les fondements solides de l'ordre social nouveau ; à évoluer techniquement et socialement avec cet ordre, pacifiquement ; à développer sans cesse leurs connaissances pour intensifier le bien-être de tous ; à réduire au minimum la peine des hommes, tout en satisfaisant aux besoins de tous.

Qui peut s'élever contre une ambition aussi raisonnable, aussi légitime ?

Aux communes libres, fédérées et confédérées d'administrer les choses et de donner aux hommes les institutions sociales correspondantes et susceptibles de traduire dans la vie de chaque jour les désirs et les aspirations des individus.

A chacun sa tâche. Celle du syndicalisme est assez vaste pour qu'il n'ambitionne que de la remplir tout entière, sans vouloir en accaparer d'autres qui ne lui reviennent pas.

Substitution de la notion de classe à la notion de parti. — Ayant proclamé la nocivité et l'inutilité de l'Etat et démontré la faillite irrémédiable de tous les partis politiques, le syndicalisme se doit d'en tirer la conséquence logique.

Il affirme donc la nécessité, pour les travailleurs, en raison de la concordance permanente de leurs intérêts, de substituer la notion de classe à la notion de parti.

Il est, en effet, prouvé que les partis ne sont que des groupements artificiels, dont les éléments s'opposent les uns aux autres, en raison de la discordance de leurs intérêts.

Qu'attendre d'un parti qui contient dans son sein des patrons et des travailleurs, des exploités et des exploités ?

Qu'y a-t-il de commun entre l'intérêt d'un patron socialiste ou communiste — et même anarchiste, — et celui de son ouvrier ?

D'accord au siège de la section, — théoriquement s'entend —, leur opposition deviendra irréductible dès qu'ils se trouveront face à face à l'atelier, au chantier, au bureau, etc., c'est-à-dire pratiquement.

Et quelle que soit, de part et d'autre, leur bonne volonté, ils ne pourront jamais résoudre ce différend qui restera, entre eux, permanent.

Ceci implique naturellement que le patron et l'ouvrier socialistes, communistes ou anarchistes n'ont, entre eux, rien de commun ; que leur intérêt de patron et d'ouvrier s'oppose fondamentalement et les empêche d'agir pour un but qui ne leur est commun que par l'esprit. L'impuissance des partis, de tous les partis, n'a pas d'autre raison.

Et cette raison suffit à condamner la notion de parti et à lui substituer la notion de classe.

Là, sur le plan de classe, la délimitation est nette. Pas d'éléments hétérogènes aux intérêts divergents.

Au contraire, et en dépit de certaines différences habituellement exploitées et maintenues par le Capitalisme, les intérêts sont concordants, les aspirations sont identiques, les buts sont communs.

Rien ne s'oppose donc à ce que de tels éléments s'unissent ensemble et agissent de concert.

L'expérience renouvelée a, d'ailleurs, démontré que seuls les groupements de classe, par leur caractère homogène, pouvaient mener des luttes fécondes, qu'il s'agisse de forces ouvrières ou de forces patronales.

Je demande donc, sans hésitation, aux travailleurs, de substituer la notion de classe à celle de parti et, en conséquence, d'abandonner les partis et de rallier les syndicats révolutionnaires.

Le syndicalisme ne peut être neutre. — Le fait de proclamer la faillite des partis et de leur substituer les groupements naturels de classe que sont les syndicats, implique la nécessité absolue, pour le syndicalisme, de combattre tous les partis politiques sans exception.

La neutralité des syndicats proclamée à Amiens en 1906, a été dénoncée, en novembre 1926, par le congrès constitutif de la C. G. T. S. R.

Cette décision, très controversée à l'époque, même dans nos milieux, n'était pourtant que la conséquence logique de la substitution de la notion de classe à la notion de parti.

Il est à peine besoin d'affirmer que les événements actuels, qui démontrent avec une force accrue la carence totale des partis, nous font une obligation indiscutable, non seulement de rompre la neutralité à l'égard des partis, mais encore d'engager ouvertement la lutte contre eux.

S'il en était autrement, il serait inutile d'avoir prononcé la condamnation de l'Etat, démontré l'incapacité des partis à résoudre les problèmes dont le salut de notre espèce dépend.

La neutralité a donc vécu. On ne manquera pas, certes, d'affirmer encore que c'est une erreur de l'avoir dénoncée.

Il se trouvera encore, même dans nos rangs anarchistes, des camarades pour prétendre que cette attitude nous contraint à n'être jamais qu'un mouvement de secte.

J'ose leur dire que c'est le contraire qui est vrai.

Ce ne sont pas des chrétiens, des radicaux, des socialistes, des communistes qu'il s'agit de réunir dans un mouvement de classe, mais des travailleurs en tant que tels.

Nous leur demandons donc de cesser d'être des chrétiens, des radicaux, des socialistes, des communistes, réunis dans un groupement voué d'avance à l'impuissance, en raison de la diversité des idées de ses composants — ce qui est bien le cas actuellement — pour devenir des travailleurs, exclusivement des travailleurs aux intérêts concordants.

Nous les prions, en somme, d'abandonner les luttes politiques stériles pour les luttes sociales pratiques et fécondes ; de passer de la constatation de fait à l'action nécessaire ; de s'unir, sur un terrain solide au lieu de se diviser pour des fictions.

Pour ma part, je considère qu'une telle union, dont la fécondité est certaine, est une chose beaucoup plus facile à réaliser que de choisir le « bon parti », le vrai parti prolétarien, parmi tant d'autres.

Si les travailleurs avaient abandonné les partis à leur sort, s'ils les avaient combattus, ils ne seraient plus les esclaves du Capitalisme.

Depuis longtemps, ils seraient libres et s'ils veulent, réellement le devenir, il importe qu'ils cessent de croire aux vertus des partis dits « prolétariens » qui comptent tant de bons et solides bourgeois dans leur sein et n'aspirent qu'à étrangler une révolution qu'ils n'appellent que dans la mesure où ils la savent inévitable.

Tels sont les quelques points, importants à mon avis, qu'il m'a paru nécessaire de traiter dans cette étude volontairement restreinte.

Je n'ai abordé ni les bases ni les principes du fédéralisme, ni le rôle des syndicats pendant la lutte violente, dans la défense de la révolution, ni les problèmes des échanges et du moyen d'échange, ni celui de la synthèse de classe, ni la question agraire.

Toutes ces questions ont déjà été traitées dans « L'Encyclopédie Anarchiste » par d'autres collaborateurs.

Je n'y reviendrai donc pas et je borne là cet exposé.

— Pierre BERNARD.

SYNDICALISME. — SYNDICALISME ET ANARCHISME. —
Au Congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), Malatesta, examinant dans leurs rapports le Syndicalisme et l'Anarchisme, prononça un discours dont voici le fidèle résumé :

Le syndicalisme, ou plus exactement le mouvement ouvrier (le mouvement ouvrier est un fait que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre) le mouvement ouvrier, dis-je, a toujours trouvé en moi un défenseur résolu, mais non aveugle. C'est que je voyais en lui un terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire, en même temps qu'un point de contact entre les masses et nous. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. On me doit cette justice que je n'ai jamais été de ces anarchistes intellectuels qui, lorsque la vieille Internationale a été dissoute, se sont bénévolement enfermés dans la tour d'ivoire de la pure spéculation ; que je n'ai cessé de combattre, partout où je la rencontrais, en Italie, en France, en Angleterre et ailleurs, cette attitude d'isolement hautain, ni de pousser de nouveau les compagnons dans cette voie que les syndicalistes, oubliant un passé glorieux, appellent nouvelle, mais qu'avaient déjà entrevue et suivie, dans l'Internationale, les premiers anarchistes.

Je veux, aujourd'hui comme hier, que les anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier. Je suis, aujourd'hui comme hier, un syndicaliste, en ce sens que je suis partisan des syndicats. Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats social-démocratiques, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux, au contraire, des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinions, des syndicats absolument neutres.

Donc je suis pour la participation la plus active possible au mouvement ouvrier. Mais je le suis avant tout dans l'intérêt de notre propagande, dont le champ se trouverait ainsi considérablement élargi. Seulement cette participation ne peut équivaloir en rien à une renonciation à nos plus chères idées. Au syndicat, nous devons rester des anarchistes, dans toute la force et toute l'ampleur de ce terme. Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen, — le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. Ce moyen, je me refuse à le prendre pour un but, et même je n'en voudrais plus s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes ou, plus simplement, nos autres moyens de propagande et d'agitation.

Les syndicalistes, au rebours, tendent à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout. Et c'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns de nos camarades, le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même.

Or, même s'il se corse de l'épithète bien inutile de révolutionnaire, le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible — et encore ! — que l'amélioration des conditions de travail. Je n'en chercherai d'autre preuve que celle qui nous est offerte par les grandes unions nord-américaines. Après s'être montrées d'un révolutionnarisme radical, aux temps où elles étaient encore faibles, ces unions sont devenues, à mesure qu'elles croissaient en force et en richesse, des orga-

nisations nettement conservatrices, uniquement préoccupées à faire de leurs membres des privilégiés dans l'usine, l'atelier ou la mine et beaucoup moins hostiles au capitalisme patronal qu'aux ouvriers non organisés, à ce prolétariat en haillons flétri par la social-démocratie ! Or ce prolétariat toujours croissant de sans-travail, qui ne compte pas pour le syndicalisme, ou plutôt qui ne compte pour lui que comme obstacle, nous ne pouvons pas l'oublier, nous autres anarchistes, et nous devons le défendre parce qu'il est le pire des souffrants.

Je le répète : il faut que les anarchistes aillent dans les unions ouvrières. D'abord pour y faire de la propagande anarchiste ; ensuite parce que c'est le seul moyen pour nous d'avoir à notre disposition, le jour voulu, des groupes capables de prendre en mains la direction de la production ; nous devons y aller enfin pour réagir énergiquement contre cet état d'esprit détestable qui incline les syndicats à ne défendre que des intérêts particuliers.

L'erreur fondamentale de tous les syndicalistes révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte de classe. C'est la conception selon laquelle les intérêts économiques de tous les ouvriers — de la classe ouvrière — seraient solidaires, la conception selon laquelle il suffit que des travailleurs prennent en mains la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat.

La réalité est, selon moi, bien différente. Les ouvriers comme les bourgeois, comme tout le monde, subissent cette loi de concurrence universelle qui dérive du régime de la propriété privée et qui ne s'éteindra qu'avec celui-ci. Il n'y a donc pas de classes, au sens propre du mot, puisqu'il n'y a pas d'intérêt de classes. Au sein de la « classe » ouvrière elle-même, existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte. Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irrédutiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie. Et l'on voit parfois qu'économiquement et moralement certains ouvriers sont beaucoup plus près de la bourgeoisie que du prolétariat. Cornéliussen nous a fourni des exemples de ce fait pris en Hollande même. Il y en a d'autres. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que, très souvent, dans les grèves, les ouvriers emploient la violence, non contre la police ou les patrons, mais contre les kroumirs qui, pourtant, sont des exploités comme eux et même plus disgraciés encore, tandis que les véritables ennemis de l'ouvrier, les seuls obstacles à l'égalité sociale, ce sont les policiers et les patrons.

Cependant, parmi les prolétaires, la solidarité morale est possible, à défaut de la solidarité économique. Les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaîtront pas, mais elle naîtra du jour où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal. Or, c'est le rôle des anarchistes d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale, — au risque de nuire à ces « avantages immédiats » dont nous les voyons aujourd'hui si friands.

Que l'action syndicale comporte des dangers, c'est ce qu'il ne faut pas songer à nier. Le plus grand de ces dangers est certainement dans l'acceptation, par le militant, de fonctions syndicales, surtout quand celles-ci sont rémunérées. Règle générale : l'anarchiste qui accepte d'être le fonctionnaire permanent et salarié d'un syndicat est perdu pour la propagande, perdu pour l'anarchisme ! Il devient désormais l'obligé de ceux qui le rétribuent et, comme ceux-ci ne sont pas anarchistes, le fonctionnaire salarié, placé désormais entre sa conscience et son intérêt, ou bien suivra sa

conscience et perdra son poste, ou bien suivra son intérêt et alors, adieu l'anarchisme !

Le fonctionnaire est dans le mouvement ouvrier un danger qui n'est comparable qu'au parlementarisme : l'un et l'autre mènent à la corruption et de la corruption à la mort, il n'y a pas loin !

Et maintenant, passons à la grève générale. Pour moi, j'en accepte le principe, que je propage tant depuis des années. La grève générale m'a toujours paru un excellent moyen pour ouvrir la révolution sociale. Toutefois, gardons-nous bien de tomber dans l'illusion néfaste qu'avec la grève générale, l'insurrection armée devient une superfétation.

On prétend qu'en arrêtant brutalement la production, les ouvriers, en quelques jours, affameront la bourgeoisie, qui, crevant de faim, sera bien obligée de capituler. Je ne puis concevoir absurdité plus grande. Les premiers à crever de faim, en temps de grève générale, ce ne seraient pas les bourgeois qui disposent de tous les produits accumulés, mais les ouvriers qui n'ont que leur travail pour vivre.

La grève générale telle qu'on nous la décrit d'avance, est une pure utopie. Ou bien l'ouvrier, crevant de faim après trois jours de grève, rentrera à l'atelier, la tête basse, et nous compterons une défaite de plus. Ou bien il voudra s'emparer des produits de vive force. Qui trouvera-t-il devant lui pour l'en empêcher ? Des soldats, des gendarmes, sinon des bourgeois eux-mêmes et alors il faudra bien que la question se résolve à coups de fusils et de bombes. Ce sera l'insurrection, et la victoire restera au plus fort.

Préparons-nous donc à cette insurrection inévitable, au lieu de nous borner à préconiser la grève générale comme une panacée s'appliquant à tous les maux. Qu'on n'objecte pas que le gouvernement est armé jusqu'aux dents et sera toujours plus fort que les révoltés. A Barcelone, en 1902, la troupe n'était pas nombreuse. Mais on n'était pas préparé à la lutte armée et les ouvriers ne comprenant pas que le pouvoir politique était le véritable adversaire, envoyaient des délégués au gouverneur pour lui demander de faire céder les patrons.

D'ailleurs, la grève générale, même réduite à ce qu'elle est réellement, est encore une de ces armes à double tranchant qu'il ne faut employer qu'avec beaucoup de prudence. Le service des subsistances ne saurait admettre de suspension prolongée. Il faudra donc s'emparer par la force des moyens d'approvisionnement, et cela tout de suite, sans attendre que la grève se soit développée en insurrection.

Ce n'est donc pas tant à cesser le travail qu'il faut inviter les ouvriers ; c'est bien plutôt à le continuer pour leur propre compte. Faute de quoi, la grève générale se transformerait vite en famine générale, même si l'on avait été assez énergique pour s'emparer dès l'abord de tous les produits accumulés dans les magasins. Au fond, l'idée de grève générale a sa source dans une croyance entre toutes erronée : c'est la croyance qu'avec les produits accumulés par la bourgeoisie, l'humanité pourrait consommer sans produire, pendant je ne sais combien de mois ou d'années. Cette croyance a inspiré les auteurs de deux brochures de propagande publiées il y a une vingtaine d'années : *Les produits de la terre* et *Les produits de l'industrie*, et ces brochures ont fait, à mon avis, plus de bien que de mal. La société actuelle n'est pas aussi riche qu'on le croit. Kropotkine a montré quelque part qu'à supposer un brusque arrêt de production, l'Angleterre n'aurait que pour un mois de vivres ; Londres n'en aurait que pour trois jours. Je sais bien qu'il y a le phénomène bien connu de surproduction. Mais toute surproduction a son correctif immédiat dans la crise qui ramène bientôt l'ordre dans l'industrie ; la surproduction n'est jamais que temporaire et relative.

Il faut maintenant conclure. Je déplore jadis que les compagnons s'isolassent du mouvement ouvrier. Aujourd'hui je déplore que beaucoup d'entre nous, tombant dans l'excès contraire, se laissent absorber par ce même mouvement. Encore une fois, l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des moyens. L'anarchie est le but. La révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. Gardons-nous donc de tout moyen d'action unilatéral et simpliste ; le syndicalisme, moyen d'action excellent à raison des forces ouvrières qu'il met à notre disposition, ne peut pas être notre unique moyen. Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le seul but qui vaille un effort : l'Anarchie. — E. MALATESTA.

SYNESTHÉSIE. — Ce mot est une création du Symbolisme. Antérieurement, la langue française possédait l'adjectif *synesthétique*, néologisme admis par Littré comme terme de physiologie applicable à un organe « qui éprouve une sensation simultanément avec un autre organe ». Les symbolistes ont appelé *synesthésie* la double sensation éprouvée pour une impression unique portant sur une région sensible définie. C'est l'explication que donne le *Nouveau Larousse* de la synesthésie en disant que ce mot désigne un « trouble dans la perception des sensations ». Nous croyons que, dans la synesthésie, il y a une faculté complémentaire de sentir plutôt qu'un trouble, et qu'elle est, comme l'a dit Victor Segalen, symptôme de progrès plutôt que de dégénérescence. Tout cela est en marge du Dictionnaire de l'Académie Française qui ne connaît ni l'adjectif *synesthétique*, ni le substantif *synesthésie*.

La sensation unique éprouvée à la fois par les deux yeux ou les deux oreilles est *synesthétique*. Les sensations doubles, appelées aussi « sensations associées », éprouvées par une région sensible définie, celle de l'ouïe dans le cas de « l'audition colorée », sont des *synesthésies*. Mais, en fait, la double sensation de la synesthésie est un fait *synesthétique*, car elle affecte également deux organes. Dans « l'audition colorée », si l'impression porte *directement* sur la région sensible définie de l'ouïe, elle atteint *indirectement*, par communication intérieure, celle de la vue.

Bien que les bases scientifiques du phénomène *synesthétique* et de la *synesthésie* soient assez vagues, on les a observés depuis longtemps et ils ont souvent donné lieu à des essais de théories, surtout en art et en littérature. On a souvent comparé une belle ligne à de la musique et parlé de l'architecture et de la couleur musicales. Une œuvre d'art n'est parfaite que lorsqu'elle atteint tous les sens à la fois. L'admirable harmonie de l'art grec n'est faite que de *synesthésies*, c'est-à-dire d'associations des sensations produites par les rythmes divers des lignes, des formes, des couleurs, des pensées, de l'atmosphère dans laquelle cet art a été réalisé, et de l'accord parfait de tous ces éléments. Les effets sensoriels de l'art, en particulier de la musique, sont extrêmement variés et non moins complexes.

Les poètes védiques usaient des *synesthésies*. L'ésotérisme hébraïque donnait une couleur aux sons. La théorie de « l'audition colorée » a été souvent appliquée et l'on a imaginé en parallèle la « vision sonore ». Au XVIII^e siècle, un jésuite, le P. Castel, entreprit de construire un « clavecin oculaire » sur lequel les sons seraient représentés par des verres de couleurs, et qui permettrait aux sourds d'entendre la musique. On a eu, avec certains, comme Hoffmann, « l'olfaction sonore », et la lecture que permet aux aveugles l'invention de Braille peut être appelée de la « vision tactile ».

L'imprécision scientifique des *synesthésies*, qui sont

surtout objets de sensations personnelles, a laissé le champ libre à toutes les fantaisies. Il n'y a que virtuosité dans Rimbaud composant son fameux sonnet des *Voyelles* :

*« A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu, voyelles,
Je dirai quelque jour vos naissances latentes... »*

Mais il y a pas mal de divagations par ailleurs. Il en est pour qui les vibrations d'une corde de guitare s'accompagne d'une image colorée. Pour d'autres, les jours ont tous une couleur appropriée, ce qui doit faire une polychromie curieusement variée suivant les individus. Les locataires sans pécune, pour qui le jour du terme est si noir, ne se doutent pas qu'ils font de la synesthésie... Il y a des synesthésies mystico-mobilières comme les « prières en forme de canapé », à l'usage, sans doute, des dévôts fatigués. D'autres sont géographiques ou géométriques. Huysmans a écrit des pages d'un lyrisme débordant sur les synesthésies du goût par lesquelles son Des Esseintes, jouant de « l'orgue à bouche » et faisant de « l'harmonie et du contrepoint gustatifs », agrémentait de musique les sensations préliminaires du « mal aux cheveux » et de la « gueule de bois » familières aux esthètes de « l'artificiel ». Des synesthésies de même sorte, musicales, colorées, avec des visions voluptueuses, sont aussi produites par l'usage de l'opium, du hachisch et autres drogues qui créent les « paradis artificiels ». Le noble comte Robert de Montesquiou-Fezensac a gagné le titre de « chef des odeurs suaves » par les synesthésies olfactives dont il a parfumé ses œuvres. Elles ont inspiré à des humoristes l'idée de quintessencier la suavité odorante dans le « gendarmure de potassium », et la conjonction harmonieuse de la couleur, du goût et de l'odeur dans la « symphonie des fromages »... Un esthéticien, M. Paul Roux, devenu par la grâce symboliste Saint-Pol-Roux-le-Magnifique, qui a vu des anges « vidant leurs joues de neige en des trompettes de soleil », a résumé ainsi ce matagrabolisme à la fois transcendant et chatnoiresque : « Le maximum d'art en littérature ne peut être acquis que par un contingent relevant de tous les sens fédérés et finalement contrôlés par ce que je dénommais jadis le « Vatican des sensations »... Evidemment, il ne faut pas moins qu'un pape pour éclaircir et diriger une telle affaire.

En dehors de toutes les loufoqueries qu'elles ont favorisées, les synesthésies, nous devons le constater, sont des phénomènes naturels qui ont trouvé un vaste emploi dans l'art et la littérature, en attendant d'être appuyées de théories sérieuses. Leur subjectivité quelque peu occulte et essentiellement personnelle devait séduire tout particulièrement les symbolistes. Avant eux, elles avaient déjà attiré l'attention des poètes, entre autres de Goethe. La poésie de Th. Gautier abonde en tableaux symboliques où l'on relève des synesthésies comme celles de ces titres : *Les yeux bleus de la montagne*, *Symphonie en blanc majeur*, etc... V. Hugo a écrit dans *Booz endormi* :

« L'ombre était nuptiale, auguste et solennelle ».

Mais autrement sensible aux communications d'étonnantes synesthésies, devait être Baudelaire dont l'œuvre est pleine de ces *Correspondances* qu'il révéla au Symbolisme dans les magnifiques vers suivants :

*La Nature est un temple où de vivants piliers
Laisser parfois sortir de confuses paroles;
L'homme y passe, à travers des forêts de symboles
Qui l'observent avec des regards familiers.*

*Comme de longs échos qui de loin se confondent
En une ténébreuse et profonde unité,
Vaste comme la nuit et comme la clarté,
Les parfums, les couleurs et les sons se répondent.*

*Il est des parfums frais comme des chairs d'enfants,
Doux comme le hautbois, verts comme les prairies,
— Et d'autres, corrompus, riches et triomphants,*

*Ayant l'expansion des choses infinies
Comme l'ambre, le musc, le benjoin et l'encens,
Qui chantent les transports de l'esprit et des sens.*

On ne pouvait faire un emploi plus admirable des synesthésies et les faire mieux comprendre. Et c'est à un tel poète que les académiciens, ceux qui, a dit Tailhade :

« ...riment à soixante ans leurs pucelages »,
reprochent d'être « insensible » et « volontairement malsain » !...

Tailhade a écrit :

*« Si tu veux, prenons un fiacre
Vert comme un chant de hautbois. »*

Le « vert » du hautbois nous paraît bien acide auprès de la douceur baudelairienne.

Maupassant a dit : « Je ne sais vraiment si je respire de la musique, ou si j'entendais des parfums ou si je dormais dans les étoiles ».

L'œuvre de Verlaine abonde en synesthésies. Elles sont l'élément essentiel de son *Art poétique* où il a demandé

« De la musique avant toute chose »,

préconisant le rythme de l'Impair

« Plus vague et plus soluble dans l'air »,

et

*« ... la chanson grise,
Où l'Indécis au précis se joint. »*

Il ajoutait :

*« Car nous voulons la Nuance encor,
Pas la Couleur, rien que la nuance !
Oh ! la nuance seule fiancée
Le rêve au réel et la flûte au cor. »*

Ce sont aussi des images comme celles-ci que l'on rencontre dans Verlaine : « Votre âme est un paysage choisi » — sanglots d'extase des jets d'eau — pourpre des âmes — vagues langoureux des pins et des arbusiers — « Ta voix, étrange vision » — « l'arôme insigne de ta pâleur de cygne » — « la candeur de ton odeur » — et enfin :

*« ... le feuillage jaune
De mon cœur mirant son tronc plié d'aune
Au tain violet de l'eau des Regrets. »*

Toute l'œuvre des symbolistes abonde en synesthésies plus ou moins hardies. Elles correspondent aux sensations profondes de l'être et elles en sont le commentaire plus ou moins lucide et précis, calme ou tumultueux.

Victor Segalen a écrit sur *Les Synesthésies et l'école symboliste*, dans le *Mercur de France* (avril 1902), un article très intéressant qu'on peut utilement consulter. — Edouard ROTHES.

SYNTHÈSE [ANARCHISTE]. On désigne par « *synthèse anarchiste* » une tendance qui se fait actuellement jour au sein du mouvement libertaire, cherchant à réconcilier et ensuite à « synthétiser » les différents courants d'idée qui divisent ce mouvement en plusieurs fractions plus ou moins hostiles les unes aux autres. Il s'agit, au fond, d'unifier, dans une certaine mesure, la théorie et aussi le mouvement anarchistes en un ensemble harmonieux, ordonné, fini. Je dis : dans une certaine mesure car, naturellement, la conception anarchiste ne pourrait, ne devrait jamais devenir rigide, immuable, stagnante. Elle doit rester souple, vivante,

riche d'idées et de tendances variées. Mais souplesse ne doit pas signifier confusion. Et, d'autre part, entre immobilité et flottement il existe un état intermédiaire. C'est précisément cet état intermédiaire que la « synthèse anarchiste » cherche à préciser, à fixer et à atteindre.

Ce fut surtout en Russie, lors de la révolution de 1917, que la nécessité d'une telle unification, d'une telle « synthèse », se fit sentir. Déjà très faible matériellement (peu de militants, pas de bons moyens de propagande, etc...) par rapport à d'autres courants politiques et sociaux, l'anarchisme se vit affaibli encore plus, lors de la révolution russe, par suite des querelles intestines qui le déchiraient. Les anarcho-sindicalistes ne voulaient pas s'entendre avec les anarchistes-communistes et, en même temps, les uns et les autres se disputaient avec les individualistes (sans parler d'autres tendances). Cet état de choses impressionna douloureusement plusieurs camarades de diverses tendances. Persécutés et finalement chassés de la grande Russie par le gouvernement bolcheviste, quelques-uns de ces camarades s'en allèrent militer en Ukraine où l'ambiance politique était plus favorable, et où, d'accord avec quelques camarades ukrainiens, ils décidèrent de créer un mouvement anarchiste unifié, recrutant des militants sérieux et actifs partout où ils se trouvaient, sans distinction de tendance. Le mouvement acquit tout de suite une ampleur et une vigueur exceptionnelles. Pour prendre pied et s'imposer définitivement, il ne lui manquait qu'une chose : une certaine base théorique.

Me sachant un adversaire résolu des querelles néfastes parmi les divers courants de l'anarchisme, sachant aussi que je songeais, comme eux, à la nécessité de les réconcilier, quelques camarades vinrent me chercher dans une petite ville de la Russie centrale où je séjournais, et me proposèrent de partir en Ukraine, de prendre part à la création d'un mouvement unifié, de lui fournir un fond théorique et de développer la thèse dans la presse libertaire.

J'acceptai la proposition. En novembre 1918, le mouvement anarchiste unifié en Ukraine fut définitivement mis en route. Plusieurs groupements se formèrent et envoyèrent leurs délégués à la première conférence constitutive qui créa la « Confédération anarchiste de l'Ukraine Nabat (Tocsin) ». Cette conférence élaborait et adopta à l'unanimité une *Déclaration* proclamant les principes fondamentaux du nouvel organisme. Il fut décidé que très prochainement cette brève déclaration de principes serait amplifiée, complétée et commentée dans la presse libertaire. Les événements tempétueux empêchèrent ce travail théorique. La confédération du Nabat dut mener des luttes ininterrompues et acharnées. Bientôt elle fut, à son tour, « liquidée » par les autorités bolchevistes qui s'installèrent en Ukraine. A part quelques articles de journaux, la *Déclaration* de la première conférence du Nabat fut et restera le seul exposé de la tendance unifiante (ou « synthétisante ») dans le mouvement anarchiste russe.

Les trois idées maîtresses qui, d'après la *Déclaration*, devraient être acceptées par tous les anarchistes sérieux afin d'unifier le mouvement, sont les suivantes :

- 1° Admission définitive du principe *sindicaliste*, lequel indique la vraie méthode de la révolution sociale ;
- 2° Admission définitive du principe *communiste* (libertaire), lequel établit la base d'organisation de la nouvelle société en formation ;
- 3° Admission définitive du principe *individualiste*, l'émancipation totale et le bonheur de l'individu étant le vrai but de la révolution sociale et de la société nouvelle.

Tout en développant ces idées, la *Déclaration* tâche de définir nettement la notion de la « révolution sociale » et de détruire la tendance de certains libertaires

cherchant à adapter l'anarchisme à la soi-disant « période transitoire ».

Ceci dit, nous préférons, au lieu de reprendre les arguments de la *Déclaration*, développer nous-mêmes l'argumentation théorique de la synthèse.

La première question à résoudre est celle-ci :

L'existence de divers courants anarchistes ennemis, se disputant entre eux, est-ce un fait positif ou négatif ? La décomposition de l'idée et du mouvement libertaires en plusieurs tendances s'opposant les uns aux autres, favorise-t-elle ou, au contraire, entrave-t-elle les succès de la conception anarchiste ? Si elle est reconnue favorable, toute discussion est inutile. Si, au contraire, elle est considérée comme nuisible, il faut tirer de cet aveu toutes les conclusions nécessaires.

A cette première question, nous répondons ceci :

Au début, lorsque l'idée anarchiste était encore peu développée, confuse, il fut naturel et utile de l'analyser sous tous ses aspects, de la décomposer, d'examiner à fond chacun de ses éléments, de les confronter, de les opposer les uns aux autres, etc... C'est ce qui a été fait. L'anarchisme fut décomposé en plusieurs éléments (ou courants). Ainsi l'ensemble, trop général et vague, fut disséqué, ce qui aida à approfondir, à étudier à fond aussi bien cet ensemble que ces éléments. A cette époque, le démembrement de la conception anarchiste fut donc un fait positif. Diverses personnes s'intéressant à divers courants de l'anarchisme, les détails et l'ensemble y gagnèrent en profondeur et en précision. Mais, par la suite, une fois cette première œuvre accomplie, après que les éléments de la pensée anarchiste (communisme, individualisme, syndicalisme) furent tournés et retournés en tous sens, il fallait penser à reconstituer, avec ces éléments bien travaillés, l'ensemble organique d'où ils provenaient. Après une analyse fondamentale, il fallait retourner (sciemment) à la bienfaisante synthèse.

Fait bizarre : on ne pensa plus à cette nécessité. Les personnes qui s'intéressaient à tel élément donné de l'anarchisme, finirent par le substituer à l'ensemble. Naturellement, elles se trouvèrent bientôt en désaccord et, finalement, en conflit avec ceux qui traitaient de la même manière d'autres parcelles de la vérité entière. Ainsi, au lieu d'aborder l'idée de *fonctionnement* des éléments épars (qui, pris séparément, ne pouvaient plus servir à grand chose) en un ensemble organique, les anarchistes entreprirent pour de longues années la tâche stérile d'opposer haineusement leurs « courants » les uns aux autres. Chacun considérait « son » courant, « sa » parcelle pour l'unique vérité et combattait avec acharnement les partisans des autres courants. Ainsi commença, dans les rangs libertaires, ce piétinement sur place, caractérisé par l'aveuglement et l'animosité mutuelle, qui continue jusqu'à nos jours et qui doit être considéré comme nuisible au développement normal de la conception anarchiste.

Notre conclusion est claire. Le démembrement de l'idée anarchiste en plusieurs courants a rempli son rôle. Il n'a plus aucune utilité. Rien ne peut plus le justifier. Il entraîne maintenant le mouvement dans une impasse, il lui cause des préjudices énormes, il n'offre plus — ni ne peut offrir — rien de positif. La première période — celle où l'anarchisme se cherchait, se précisait et se fractionnait fatalement à cette besogne — est terminée. Elle appartient au passé. Il est grand temps d'aller plus loin.

Si l'éparpillement de l'anarchisme est actuellement un fait négatif, préjudiciable, il faut chercher à y mettre fin. Il s'agit de se rappeler l'ensemble entier, de

recoller les éléments épars, de retrouver, de reconstruire sciemment la synthèse abandonnée.

Une autre question surgit alors : Cette synthèse, est-elle possible actuellement ? Ne serait-elle pas une utopie ? Pourrait-on lui fournir une certaine base théorique ?

Nous répondons : Oui, une synthèse de l'anarchisme (ou, si l'on veut, un anarchisme « synthétique ») est parfaitement possible. Elle n'est nullement utopique. D'assez fortes raisons d'ordre théorique parlent en sa faveur. Notons brièvement quelques-unes de ces raisons, les plus importantes, dans leur suite logique :

1° Si l'anarchisme aspire à la vie, s'il escompte un triomphe futur, s'il cherche à devenir un élément organique et permanent de la vie, une de ses forces actives, fécondantes, créatrices, alors il doit chercher à se trouver le plus près possible de la vie, de son essence, de son ultime vérité. Ses bases idéologiques doivent concorder le plus possible avec les éléments fondamentaux de la vie. Il est clair, en effet, que si les idées primordiales de l'anarchisme se trouvaient en contradiction avec les vrais éléments de la vie et de l'évolution, l'anarchisme ne pourrait être vital. Or, qu'est-ce que la vie ? Pourrait-on, en quelque sorte, définir et formuler son essence, saisir et fixer ses traits caractéristiques ? Oui, on peut le faire. Il s'agit, certes, non pas d'une formule scientifique de la vie, — formule qui n'existe pas, — mais d'une définition plus ou moins nette et juste de son essence visible, palpable, concevable. Dans cet ordre d'idée, la vie est, avant tout, *une grande synthèse* : un ensemble immense et compliqué, ensemble organique et original, de multiples éléments variés.

2° La vie est une synthèse. Quelles sont donc l'essence et l'originalité de cette synthèse ? L'essentiel de la vie est que la plus grande *variété* de ses éléments — qui se trouvent de plus en plus en un mouvement perpétuel — réalise en même temps, et aussi perpétuellement, une certaine *unité* ou, plutôt, un certain *équilibre*. L'essence de la vie, l'essence de sa synthèse sublime, est la tendance constante vers l'équilibre, voire la réalisation constante d'un certain équilibre, dans la plus grande diversité et dans un mouvement perpétuel. (Notons que l'idée d'un équilibre de certains éléments comme étant l'essence bio-physique de la vie se confirme par des expériences scientifiques physico-chimiques.)

3° La vie est une synthèse. La vie (l'univers, la nature) est un *équilibre* (une sorte d'unité) dans la diversité et dans le mouvement (ou, si l'on veut, une diversité et un mouvement en équilibre). Par conséquent, si l'anarchisme désire marcher de pair avec la vie, s'il cherche à être un de ses éléments organiques, s'il aspire à concorder avec elle et aboutir à un vrai résultat, au lieu de se trouver en opposition avec elle pour être finalement rejeté, il doit, lui aussi, sans renoncer à la diversité ni au mouvement, réaliser aussi, et toujours, l'équilibre, la synthèse, l'unité.

Mais il ne suffit pas d'affirmer que l'anarchisme peut être synthétique : il doit l'être. La synthèse de l'anarchisme n'est pas seulement possible, pas seulement souhaitable : elle est *indispensable*. Tout en conservant la diversité vivante de ses éléments, tout en évitant la stagnation, tout en acceptant le mouvement, — conditions essentielles de sa vitalité, — l'anarchisme doit chercher, en même temps, l'équilibre dans cette diversité et ce mouvement même.

La diversité et le mouvement sans équilibre, c'est le chaos. L'équilibre sans diversité ni mouvement, c'est la stagnation, la mort. *La diversité et le mouvement en équilibre, telle est la synthèse de la vie*. L'anarchisme doit être varié, mouvant et, en même temps,

équilibré, synthétique, uni. Dans le cas contraire, il ne sera pas vital.

4° Notons, enfin, que le vrai fond de la diversité et du mouvement de la vie (et partant de la synthèse) est la *création*, c'est-à-dire la production constante de nouveaux éléments, de nouvelles combinaisons, de nouveaux mouvements, d'un nouvel équilibre. La vie est une diversité *créatrice*. La vie est un équilibre dans une *création ininterrompue*. Par conséquent, aucun anarchiste ne pourrait prétendre que « son » courant est la vérité unique et constante, et que toutes les autres tendances dans l'anarchisme sont des absurdités. Il est, au contraire, absurde qu'un anarchiste se laisse engager dans l'impasse d'une seule petite « vérité », la *sienne*, et qu'il oublie ainsi la grande vérité réelle de la vie : la création perpétuelle de formes nouvelles, de combinaisons nouvelles, d'une synthèse constamment renouvelée.

La synthèse de la vie n'est pas stationnaire : elle crée, elle modifie constamment ses éléments et leurs rapports mutuels.

L'anarchisme cherche à participer, dans les domaines qui lui sont accessibles, aux actes créateurs de la vie. Par conséquent, il doit être, dans les limites de sa conception, large, tolérant, synthétique, tout en se trouvant en mouvement créateur.

L'anarchiste doit observer attentivement, avec perspicacité, tous les éléments sérieux de la pensée et du mouvement libertaires. Loïn de s'engouffrer dans un seul élément quelconque, il doit chercher l'équilibre et la synthèse de tous ces éléments donnés. Il doit, de plus, analyser et contrôler constamment sa synthèse, en la comparant avec les éléments de la vie elle-même, afin d'être toujours en harmonie parfaite avec cette dernière. En effet, la vie ne reste pas sur place, elle change. Et, par conséquent, le rôle et les rapports mutuels de divers éléments de la synthèse anarchiste ne resteront pas toujours les mêmes : dans divers cas, ce sera tantôt l'un, tantôt l'autre de ces éléments qui devra être souligné, appuyé, mis en action.

Quelques mots sur la réalisation concrète de la synthèse.

1° Il ne faut jamais oublier que la réalisation de la révolution, que la création des formes nouvelles de la vie incomberont non pas à nous, anarchistes isolés ou groupés idéologiquement, mais aux *vastes masses populaires* qui, seules, seront à même d'accomplir cette immense tâche destructive et créatrice. Notre rôle, dans cette réalisation, se bornera à celui d'un ferment, d'un élément de concours, de conseil, d'exemple. Quant aux formes dans lesquelles ce processus s'accomplira, nous ne pouvons que les entrevoir très approximativement. Il est d'autant plus déplacé de nous quereller pour des détails, au lieu de nous préparer, d'un élan commun, à l'avenir.

2° Il n'est pas moins déplacé de réduire toute l'immensité de la vie, de la révolution, de la création future, à de petites idées de détail et à des disputes mesquines. Face aux grandes tâches qui nous attendent, il est ridicule, il est honteux de nous occuper de ces mesquineries. Les libertaires devront s'unir sur la base de la synthèse anarchiste. Ils devront créer un mouvement anarchiste uni, entier, vigoureux. Tant qu'ils ne l'auront pas créé, ils resteront en dehors de la vie.

Dans quelles formes concrètes pourrions-nous prévoir la réconciliation, l'unification des anarchistes et, ensuite, la création d'un mouvement libertaire unifié ?

Nous devons souligner, avant tout, que nous ne nous représentons pas cette unification comme un assemblage « mécanique » des anarchistes de diverses tendances en une sorte de camp bigarré où chacun reste-

rait sur sa position intransigeante. Une telle unification serait non pas une synthèse mais un chaos. Certes, un simple rapprochement amical des anarchistes de diverses tendances et une plus grande tolérance dans leurs rapports mutuels (cessation d'une polémique violente, collaboration dans des publications anarchistes, participation aux mêmes organismes actifs, etc., etc.) seraient un grand pas en avant par rapport à ce qui se passe actuellement dans les rangs libertaires. Mais nous considérons ce rapprochement et cette tolérance comme, seulement, le premier pas vers la création de la vraie synthèse anarchiste et d'un mouvement libertaire unifié. Notre idée de la synthèse et de l'unification va beaucoup plus loin. Elle prévoit quelque chose de plus fondamental, de plus « organique ».

Nous croyons que l'unification des anarchistes et du mouvement libertaire devra se poursuivre, parallèlement, en deux sens, notamment :

a) Il faut commencer immédiatement un travail théorique cherchant à concilier, à combiner, à synthétiser nos diverses idées paraissant, à première vue, hétérogènes. Il est nécessaire de trouver et de formuler dans les divers courants de l'anarchisme, d'une part, tout ce qui doit être considéré comme faux, ne coïncidant pas avec la vérité de la vie et devant être rejeté ; et, d'autre part, tout ce qui doit être constaté comme étant juste, appréciable, admis. Il faut, ensuite, combiner tous ces éléments justes et de valeur, en créant avec eux un ensemble synthétique. (C'est surtout dans ce premier travail préparatoire que le rapprochement des anarchistes de diverses tendances et leur tolérance mutuelle pourraient avoir la grande importance d'un premier pas décisif.) Et, enfin, cet ensemble devra être accepté par tous les militants sérieux et actifs de l'anarchisme comme base de la formation d'un organisme libertaire uni, dont les membres seront ainsi d'accord sur un ensemble de thèses fondamentales acceptées par tous.

Nous avons déjà cité l'exemple concret d'un tel organisme : la confédération *Nabat*, en Ukraine. Ajoutons ici à ce que nous avons déjà dit plus haut que l'acceptation par tous les membres du *Nabat* de certaines thèses communes n'empêchaient nullement les camarades de diverses tendances d'appuyer surtout, dans leur activité et leur propagande, les idées qui leur étaient chères. Ainsi, les uns (les syndicalistes) s'occupaient surtout des problèmes concernant la méthode et l'organisation de la révolution ; les autres (communistes) s'intéressaient de préférence à la base économique de la nouvelle société ; les troisièmes (individualistes) faisaient ressortir spécialement les besoins, la valeur réelle et les aspirations de l'individu. Mais la condition obligatoire d'être accepté au *Nabat* était l'admission de tous les trois éléments comme parties indispensables de l'ensemble et le renoncement à l'état d'hostilité entre les diverses tendances. Les militants étaient donc unis d'une façon « organique », car, tous, ils acceptaient un certain ensemble de thèses fondamentales. C'est ainsi que nous nous représentons l'unification concrète des anarchistes sur la base d'une synthèse des idées libertaires théoriquement établie.

b) Simultanément et parallèlement au dit travail théorique, devra se créer l'organisation unifiée sur la base de l'anarchisme compris synthétiquement.

Pour terminer, soulignons encore une fois que nous ne renonçons nullement à la diversité des idées et des courants au sein de l'anarchisme. Mais il y a diversité et diversité. Celle, notamment, qui existe dans nos rangs aujourd'hui est un mal, est un chaos. Nous considérons son maintien comme une très lourde faute. Nous sommes d'avis que la variété de nos idées ne pourra être et ne sera un élément progressif et fécond

qu'au sein d'un mouvement commun, d'un organisme uni, édifié sur la base de certaines thèses générales admises par tous les membres et sur l'aspiration à une synthèse.

Ce n'est que dans l'ambiance d'un élan commun, ce n'est que dans les conditions de recherches de thèses justes et de leur acceptation, que nos aspirations, nos discussions et même nos disputes auront de la valeur, seront utiles et fécondes. (C'était précisément ainsi au *Nabat*.) Quant aux disputes et aux polémiques entre de petites chapelles prêchant chacune « sa » vérité unique, elles ne pourront aboutir qu'à la continuation du chaos actuel, des querelles intestines interminables et de la stagnation du mouvement.

Il faut discuter en s'efforçant de trouver l'unité féconde, et non pas d'imposer à tout prix « sa » vérité contre celle d'autrui. Ce n'est que la discussion du premier genre qui mène à la vérité. Quant à l'autre discussion, elle ne mène qu'à l'hostilité, aux vaines querelles et à la faillite. — VOLOX.

SYPHILIS n. f. Les maladies vénériennes se multiplient de façon ridicule. On a raison de s'en indigner quand on songe qu'il s'agit de maladies évitables et qu'il est stupide d'être malade quand on peut faire autrement. Il suffit de savoir et d'ouvrir l'œil. Trois fléaux sociaux absorbent l'attention : l'alcoolisme, la tuberculose, la syphilis.

De l'alcoolisme, maladie évitable, on a tout dit. Il est clair que l'homme, qui absorbe de la vinasse ou de l'eau de vie n'ignore pas qu'il s'empoisonne. S'il continue, c'est qu'il est sans énergie ou qu'il a du goût pour le suicide. Voilà donc une maladie formidable qui demain doit disparaître, si on le veut.

On n'en saurait dire autant de la tuberculose. Tout le monde la respire sans s'en douter. Si l'on peut, à la rigueur, éviter les contacts des poitrinaires, il est fort difficile de résister à la contagion qui dérive des crachats pulvérisés que les cracheurs malpropres, inconscients, mais malfaisants, répandent autour d'eux.

La syphilis, enfin, comme la blennorrhagie, est une maladie dont l'homme peut jouir à sa guise ou qu'il peut se refuser, s'il a quelque respect de sa santé. Il suffit de ne pas s'y exposer. Elle sera plus facile à guérir même que l'alcoolisme, que soutiennent encore quelques vieux préjugés sur l'alcool-aliment, sans compter les honteux intérêts capitalistes qui le soutiennent. Rien ne justifie ni n'excuse la vérole.

D'où vient que seules parmi les maladies visiblement contagieuses, les affections vénériennes soient arrivées à un tel degré de développement ?

Malgré toute leur notoriété, elles sont pourtant encore inconnues d'une foule de gens qui s'y exposent ingénument. Car on ne saurait trop rappeler qu'il existe une syphilis des innocents.

J'entends bien que beaucoup de citoyens sont si inconscients qu'ils restent indifférents aux maux dont ils peuvent être victimes. Ces gens dangereux ne m'intéressent point.

Plus intéressants sont les ignorants. Et l'on en compte une foule non pas seulement parmi les gens du peuple qui sont excusables, mais dans la classe dite cultivée, ayant reçu une instruction compliquée dans les hautes écoles. Le nombre des petits collégiens qui sont syphilités les jours où ils sortent en permission, hors des chourmes officielles où l'on est censé en faire des citoyens modèles, est énorme. Quand, à 18 ans, j'ai quitté le lycée pour apprendre la médecine, j'étais aussi ignorant des choses de la sexualité et de la vérole que le jour où j'ai quitté ma nourrice. Que de camarades sont contaminés en arrivant à la caserne où leur naïveté est l'objet de classiques railleries !

Duclaux, dans son *Hygiène sociale*, écrit : « Je deman-

de seulement qu'on me dise, quand un jeune homme ou une jeune fille s'abandonnent à une caresse dange-reuse, si la société a fait ce qu'elle a pu pour les en détourner. Ses intentions étaient peut-être bonnes, mais quand il a fallu en venir au fait à préciser, une sottise pudour l'a retenue et elle a laissé ses enfants sans via-tique ».

C'est là qu'est tout le mal : une fausse pudour qu'il ne faut pas confondre avec la vraie pudour ni la décen-ce, qualité sociale d'ordre esthétique et défensif, que je me garderais bien d'attaquer. Cette fausse pudour est encore telle à l'heure présente, qu'il faut quelque cou-rage pour placer sur les murs d'une ville, l'annon-ce d'une conférence sur les maladies vénériennes. Le médecin qui s'y expose risque un lambeau de sa répu-tation. N'est-il point des sujets qu'on ne devrait abor-der qu'en rougissant ?...

Laissons la rougeur de la honte au front des exploi-teurs de la bêtise humaine à qui nous devons exclusi-vement l'essor toujours croissant de l'endémie vénérien-ne. Laissons-la aux Tartufes que la contemplation d'un atome de peau humaine fait frémir et qui ne sauraient s'instruire sur les dangers de la syphilis sans entrer en rut.

L'Antiquité n'a point connu ce désordre moral qu'on appelle la *pudibonderie*. A juste titre, les antiques, aus-si admirateurs que respectueux de la Nature et de la Beauté, ont parlé et écrit sur les choses de l'Amour, sans songer à mal, parce que, s'il est une fonction dont l'homme doit être le serviteur, c'est celle de la repro-duction, chargée d'assurer la perpétuité et la défense de l'espèce. Les organes sexuels n'ont aucune raison sérieuse d'être mis à l'écart des autres organes utiles à l'être vivant. L'Antiquité érigea même un culte pour les organes qui symbolisaient la reproduction. Et si elle a quelque peu dégénéré, si elle s'est livrée à la débau-che tout comme nous, ce n'est pas à ce culte que ce malheur a été dû.

La décence sexuelle des Anciens n'a pas eu à résister aux exhibitions pornographiques de notre littérature et de notre imagerie, nées de notre immoralité pudibon-derie. L'idée d'une telle pourriture ne leur serait pas venue à l'esprit, car les choses de la sexualité ne pou-vaient être pour eux l'objet d'une curiosité malsaine.

Je n'hésiterai pas à faire l'hommage de notre luxure contemporaine aux inventeurs maudits des parties dites *honteuses*, par suite des maladies *honteuses*, dont l'ori-gine n'est pas ailleurs que dans les pratiques de l'Amour sexuel, pratiques que certaines morales religieuses ont réprimées.

Le jour où naquit le mythe du Pêché originel a vu naître les soi-disant hontes de l'Amour sexuel et la no-tion scandaleuse de l'impureté. La syphilis sociale était au bout. Car si, dans nos mœurs, l'Amour ne saurait être pratiqué honorablement en dehors de certains rites conventionnels et officiels ; si les inconvénients dérivant de cette pratique ne sauraient être avoués qu'en rougis-sant ou sans se frapper la poitrine, il devait s'ensuivre qu'il était de bon ton de tenir la jeunesse dans l'igno-rance crasse des dangers qui la menacent. Cacher, re-fouler le malheur dont on a été victime par ignorance voulue, c'est aggraver le mal ; c'est en préparer la mul-tiplication, c'est aboutir en fin de compte à une cata-strophe sociale à laquelle il n'est que temps de remé-dier. Un homme averti en vaut deux ; avertissons donc.

Mais d'abord, établissons que la vérole est bien un grandissime fléau social. Que de gens, même instruits, y voient encore un petit malheur individuel, alors qu'elle nous déborde, particulièrement depuis la guerre, dont une des principales insanités a été d'aggraver la plu-part des endémies, morales autant que physiques. Nous buvons comme des pourceaux depuis la guerre ; nous fumons comme des locomotives depuis la guerre, his-

toire d'enrichir le capital ; mais la guerre par elle-même a été pourvoyeuse de syphilitiques autant que de victimes pour la sauvagerie humaine. Le directeur du service de santé de l'armée du Rhin écrit : « Du fait de la guerre, les maladies vénériennes se sont terriblement multipliées. Le danger qui menace notre jeu-nesse est plus grand qu'autrefois. Le seul moyen de lut-ter est d'instruire les jeunes gens ».

En 1922, le Dr Helme, un publiciste averti, écrivait : « Les ravages de l'avarie sont tels, qu'elle coûte chaque année au pays des centaines de millions. Maladie du cerveau et de la moelle, tabées, paralysie générale, fausses couches, enfants mal venus, enfants morts-nés, demi-fous, stérilité des ménages : on ne se doute pas des maux qu'entraîne la redoutable infection ».

En 1914, le Dr Terraza écrivait : « La syphilis frappe aujourd'hui un cinquième de notre population et elle tue dans d'effrayantes proportions ceux qui en sont atteints. Comme un héritage, la syphilis se transmet à l'enfant ; elle décline notre race dès le berceau. C'est elle qui est la grande pourvoyeuse de petits dégéné-rés ».

D'après le Dr Leredde, spécialiste réputé, la syphilis tue chaque année, en France, 40.000 enfants avant leur naissance et 40.000 autres entre un jour et 5 ans.

Le Dr Mourier, directeur de l'Assistance publique, a constaté qu'en dix ans la syphilis nous a coûté un mil-lion cinq cent mille vies humaines, autant que la guer-re ! Syphilis et guerre, deux abattoirs humains.

La mortalité annuelle par les maladies infectieuses dessine une courbe au sommet de laquelle trône l'avarie avec 140.000 morts, et autant par tuberculose (seul le joyeux alcool rivalise avec elle) ; puis, très loin, par der-rière, on trouve la diphtérie avec 2.500 morts, la ty-phoïde avec 2.100 morts, la coqueluche avec 1.500 morts, la rougeole avec 1.300 morts, la scarlatine avec 600 morts. On ne meurt pas, on se tue. Si les animaux sa-vaient parler, comme ils nous diraient qu'ils sont plus sages que l'homme !

J'indiquerai, maintenant, deux causes essentielles des dangers de la syphilis : 1° son épouvantable contagio-sité ; 2° son hypocrisie.

La syphilis est presque tout de suite une maladie chronique aux manifestations les plus variées, les plus inattendues et dont le plus grand nombre, à l'âge de la plus entreprenante virilité, sont porteuses des germes de la contagion. Le syphilitique traîne sa hideuse mala-die contagieuse pendant de longs mois, de longues an-nées, sans qu'apparemment sa santé générale en souf-fre. C'est un promeneur de microbes dont personne ne se méfie, pas même lui ; il n'abandonne pas ses occu-pations professionnelles ; les plus intimes font crédit et confiance à la graine qu'il sème à tous les coins. On ne se lasse point de se soigner d'une typhoïde : il faut que, rapidement, on en guérisse ou que l'on en meure. Mais de la vérole, c'est différent. On en mourra peut-être dans 15 ou 20 ans ; mais aujourd'hui le mal est tellement sournois que l'on oublie bien vite les pres-criptions du médecin.

Partout la contagion nous guette. Quand, au retour de sa campagne d'Italie, au XVI^e siècle, Charles VIII rapporta, comme rançon de sa victoire, la syphilis en France, cachée sous la livrée de ses soldats, ce fut com-me une explosion de syphilis collective. On en connut de véritables épidémies. On en constate encore de nos jours quand un revenant du service militaire, où il a appris à tuer, réapparaît au village, porteur de la vé-role, syphilitise les fillettes, lesquelles syphilitisent leur fiancé, leurs parents, leur époux, leurs enfants. Tout cela fait du bel ouvrage, tout comme les gaz asphy-xiants.

Mais on a connu des épidémies bien plus stupéfian-tes. A Brive, en 1874, on connut cent contaminations,

produit d'une sage-femme, porteuse au bout du doigt d'une lésion syphilitique.

Mais, en 1862, à Bergame, on avait connu une terrible épidémie partie d'une fillette syphilitique insoupçonnée, qui servit à vacciner dix enfants dont cinq devinrent syphilitiques. Voyez maintenant les ricochets. Appelons ces cinq enfants A, B, C, D, E.

L'enfant A meurt de syphilis en 1863, après avoir infecté : 1° sa mère qui le nourrissait (chancre du sein) ; 2° sa sœur, âgée de 20 ans, par l'intermédiaire d'une cuiller ; 3° une tante qui, venant d'accoucher et ayant trop de lait, lui donna accidentellement le sein. Cette tante infecta : 1° son enfant nouveau-né qui succomba à la syphilis ; 2° un de ses neveux également nouveau-né, à qui elle donna accidentellement le sein. Ce dernier infecta sa mère. Total : 6 cas et 2 morts. L'enfant B et l'enfant C infectent leur mère qui les nourrit et celles-ci leur mari. L'enfant C meurt de syphilis en 1862. L'enfant D meurt après avoir contagionné son petit frère par l'intermédiaire d'une cuiller commune, et sa mère qui infecte le père. Enfin, l'enfant E infecte d'abord sa nourrice, puis son frère de lait par une cuiller, puis sa mère qui, venant d'accoucher, donnait le sein à son premier né pour favoriser la montée du lait ; cette mère donne à son tour la syphilis à son dernier né et à son mari. Total final : cinq contaminations vaccinales, 18 contaminations par ricochet et quatre morts du fait de ce porte-vaccin syphilitique.

On a remarqué le rôle étrange de la cuiller. Ce petit instrument est vraiment le symbole de la contagiosité. Tout est bon au microbe pour se multiplier : la pipe, le porte-cigarette, la sucette, le biberon, le simple baiser innocent ou sensuel, qui met en contact deux muqueuses. En vérité, c'est plus varié que pour la tuberculose, dont cependant la syphilis partage aussi la contagiosité par l'air, grâce à l'infamie du tabac. Celui-ci produit des lésions et des irritations buccales qui deviennent un parfait bouillon de culture pour le microbe de la syphilis qui se promène autour de nous tout aussi bien que le bacille de Koch. Syphilis et tabac vont aussi bien ensemble que syphilis et alcool.

Mais j'en viens à l'hypocrisie de la vérole. C'est bien à elle que devrait s'appliquer l'épithète de *honteuse*. L'hypocrisie est l'arme des faibles et des lâches. On connaît, socialement, cette arme dont font un si bel usage tant de citoyens éduqués dans les officines de la tartuferie, officielle ou privée, où l'on acquiert la phobie des choses si respectables de l'amour normal.

La première manifestation de l'hypocrisie pour la syphilis, forme particulièrement redoutable, est d'être une maladie *indolente* (sans douleur). L'homme a peur de la douleur et ne croit qu'à la douleur. Voyez-le pris d'une rage de dent et voyez sa course chez le dentiste. Le syphilité ne souffre pas ; s'il ne souffre pas, il ne peut se croire malade. J'ai entendu de nombreux syphilités cette terrifiante déclaration : « Comment croire qu'on est mortellement atteint et qu'on est un danger public quand on a l'illusion de se bien porter ? ».

Sauf en de rares complications, la syphilis ne fait pas de bruit. Quelle belle leçon de l'infinitement petit à l'homme qui se croit infiniment fort ! Le petit microbe en forme de vrille (son nom médical est *tréponème*) semble raisonner ainsi : j'ai besoin de la chair humaine pour vivre ; si je me démasque, c'en est fait de moi ; l'homme est plus malin, mieux outillé, procédons à l'aveuglette ! Dévorons en silence. Tel cet autre microbe malfaisant qui dévore le sucre du raisin pour en faire de l'alcool et déverse à l'homme l'unique déchet de sa vie, le poison adoré que nous mettons en bouteille. Nous en mourrons, mais sans nous douter de la cause de notre mort. Tous les microbes de la création font un peu comme cela, mais c'est à celui de la syphilis que revient la palme.

La porte d'entrée de la syphilis est toujours un petit bobo insignifiant que l'on porte à la peau ou surtout à une muqueuse, cette fine peau satinée et fragile qui recouvre les organes internes ou les orifices (bouche, nez, organes sexuels, ce qu'on appelle les parties *secrètes*, car nous sommes toujours au sein du mystère redoutable).

Une peau intacte, une muqueuse intacte se défendent assez bien. Mais à la moindre éraflure, voilà le microbe tout à son aise. Il s'installe et vite se met à pulluler comme les sables de la mer. Il lui faut trois semaines environ pour déposer sur notre malencontreuse éraflure toute une colonie d'enfants. Il y en a des millions (car le tréponème est un être microscopique).

Mais que l'on songe à ce qui se passe pendant ces trois semaines où l'on attend le chancre en formation, c'est-à-dire la première manifestation visible de la maladie. On est, hélas ! déjà contagieux ! Et ils sont bien penauds les pauvres amoureux qui, dans ce laps de temps se risquent aux amours vénéales des maisons de prostitution où de tristes professionnelles du trottoir, sous le vain prétexte que les femmes à plaisir (pauvres esclaves !) sont visitées régulièrement par des médecins et mises à l'index quand elles sont trouvées malades ! Quelle erreur, quelle duperie, quelle sinistre plaisanterie que ces mesures de soi-disant précautions publiques que l'on baptise d'un nom : la *prostitution réglementée* ! On traque la femme et on laisse l'homme errer en liberté, semer sa graine où il lui semble bon. Mais on ne traque pas le microbe qui voyage de sujet à sujet, tout comme les totos célèbres des tranchées. En attendant son chancre, que peut-être même il ignore, le syphilité offre son microbe, et si, une heure après la visite médicale, à supposer qu'à cette visite, l'infâme chancre ne trouvera pas le moyen de se cacher dans un tout petit pli de la muqueuse d'où personne n'ira le déloger. La contagion syphilitique est un exemple de grande perfidie. Et quand on pense que la Police en est encore la complice répandant dans la foule la fausse notion de la sécurité !

Qui s'y frotte s'y pique ! ne l'oublions pas. Et alors on voit apparaître la première lésion, le *chancre primitif*, dans le lieu même du contact malheureux : l'œil, si l'on a promené ses lèvres syphilitées sur l'œil de l'aimée, les lèvres si le baiser sur la bouche, si fréquent, a été empoisonné ; ailleurs enfin si les imprudentes caresses n'ont pas suffi à l'agresseur.

Et tout cela, sans douleur, ne l'oublions pas. « J'ai un bouton, j'ai une écorchure », dit le contaminé, si même il le dit car le syphilité au début s'ignore lui-même un grand nombre de fois. Que l'on juge alors les cas si fréquents de gens qui n'ont aucun souci de leur toilette intime (car les organes sexuels sont dangereux à regarder !), de braves paysans ignorants les éléments de l'hygiène et de la propreté. Ah ! les microbes s'en donnent à cœur joie ! Combien la douleur serait précieuse ici pour obliger le malade à se soigner !

A partir de ce temps, l'affaire devient grave, car le chancre qui mettra plusieurs semaines à guérir n'est que la première lettre d'un long alphabet morbide dont les lettres vont s'égrener au fil des années.

Voici déjà, au bout de quelques semaines, l'apparition des accidents dénommés *secondaires*, les seconds en date ; nous abordons alors la période la plus redoutable au point de vue de la contagion. Habile colon, le tréponème parti du chancre est allé installer ses comptoirs de tous côtés, mais tout particulièrement au niveau des muqueuses : parties sexuelles, bouche, langue, anus. Dans ces lieux, le tréponème multiplie à foison, formant de petites plaques, dites muqueuses, hélas ! encore indolores, mais qui, pourtant, constituent une assez grande gêne pour attirer l'attention.

Mais aussi, gare les contacts ! Nous sommes à l'ère de la syphilis des innocents. Syphilités, vous déposez

votre venin sur le bord de votre verre, sur la cuiller ou la fourchette dont vous vous servez, sur le bout de votre doigt que vous humectez de votre salive. Et dame, à moins que vous n'y preniez garde constamment (il faut de la patience, car la plaque muqueuse dure des mois et se reproduit sur place), il y a bien quelque mauvaise chance pour que votre femme, votre bébé, votre maîtresse reçoive de vous, sans s'en douter, un triste cadeau ! Que de misères, que de drames sont contenus dans cette petite plaquette légèrement blanche que j'aperçois sur vos lèvres, au bout de votre langue, sur les parois de votre bouche, dans le fond de votre gorge. Gardez-vous de prêter votre pipe à un copain, si vous êtes assez imprudent pour fumer. Car le résultat ne saurait manquer.

Maintenant, un temps de repos apparent. Encore une duperie. Encore une hypocrisie. La période secondaire est terminée, il n'y paraît plus, à moins que vous n'ayez laissé tout ou partie de vos cheveux, par plaques, sur le champ de bataille.

Le mal semble disparaître, il ne fait que couvrir et préparer la plus redoutable des offensives, celle qu'on appellera la période tertiaire. Le trépanisme a fait le plongeon. De la surface du corps, il va gagner les profondeurs ; ce sont les organes essentiels de la vie qui vont payer leur tribut. Votre contagiosité va diminuer, mais vos chances d'infirmités ou de mort vont augmenter.

A cette période, nous allons faire une ample moisson de maladies sur lesquelles on met les noms les plus variés sans qu'on se doute encore de leur origine syphilitique. Dernière hypocrisie. La science médicale a dû attendre longtemps avant de reconnaître la nature syphilitique d'une foule de maladies, telles que l'ataxie, la paralysie générale, l'idiotie, l'épilepsie, etc., etc...

La statistique du professeur Fournier va porter sur 5.749 cas et il va noter 1.451 lésions de la peau (je ne citerai que les gros numéros) ; les lésions tertiaires des organes génitaux, 371 cas, celles de la langue, 272 ; les lésions des os, 519 ; celles du palais et du nez, 229 ; celles des testicules, 245 ; la syphilis du cerveau, 758 cas ; celle de la moelle (tabes, ataxie locomotrice), 766 ; paralysie générale, 83 ; paralysie des yeux, 110.

Remarquez dans quelle proportion énorme le système nerveux, le cerveau, cet organe noble dont nous sommes si fiers, paie son tribut à la syphilis : infirmités, déchéance intellectuelle, folie, paralysies, infirmités incurables, etc...

Le professeur Fournier a pu suivre 354 cas de syphilis cérébrale. Voici quel en fut le sort : 79 ont guéri ; 66 sont morts ; 269 ont survécu mais avec des infirmités équivalant à une mort partielle (surdité, cécité, impuissance, crises épileptiques, incontinence d'urine, etc.) C'est payer bien cher une fantaisie de rencontre.

Nous ne sommes pas au bout de l'inférieur calvaire. La vie du syphilité qui a tort de se croire guéri et dont la confiance est engourdie et empoisonnée. Le microbe toujours aux aguets, n'attend qu'une de nos faiblesses pour se rappeler à notre souvenir.

Un jour, je reçus dans mon hôpital un pauvre médecin, dont l'histoire lamentable se reproduit chaque jour. Etudiant, il avait contracté la vérole (on devrait montrer à la foire les étudiants en médecine assez sots pour se laisser contaminer !). Trois ans de suite il s'était soigné consciencieusement. Devenu médecin et sur le point de s'installer, il songea au mariage, vint trouver le professeur Fournier pour avoir son conseil. Tout se présentait dans un ordre parfait. Le professeur donna l'autorisation du mariage. Et, ce qui prouve qu'il n'avait pas tout à fait tort, c'est que deux beaux enfants, parfaitement sains, naquirent de cette union. Comment ne pas se croire guéri ?

Or, voici que, le temps des 28 jours arrivé, notre hom-

me s'en acquitte. Mais cette période est aussi période de honte. On reprend un peu sa vie de garçon. Pour servir la Patrie, ne faut-il pas soutenir son principal serviteur, le Bistrot ? Et notre homme n'y manqua pas. En 28 jours on absorbe d'innombrables bouteilles de vin, des apéritifs ; on se fatigue, on gaspille ses forces.

Ce fut le cas du pauvre médecin. Mal lui en prit, car, de retour au bercail, ne soupçonnant point que le microbe, ami de l'alcool, avait pu se réveiller, il offre à sa femme un troisième enfant, son cadeau de retour qui, neuf mois après, vint au monde idiot, hydrocéphale, marqué au coin de la syphilis héréditaire. Et pendant ce temps le pauvre père, saisi à son tour de syphilis tertiaire ramifiée, venait mourir dans mon service de paralysie générale. Je n'ai jamais vu effondrement plus poignant que celui de la sympathique veuve.

La vérole, installée au foyer, mettant sa griffe sur la future famille, telle est bien la plus affreuse rançon d'un mal contre lequel la société pudibonde n'a ni voulu ni su nous armer ! On finit par avoir quelque rancœur contre la vertu de convention, quand on voit de tels désastres.

On a bien le droit de porter des regards de compassion vers celle qui, la plupart du temps, est la dolente victime de notre mal de jeunesse. La pauvre femme, amie ou épouse, pale bien cher la faute commise par notre mère Eve en mangeant le fruit défendu, ce que l'Eglise lui reprochera de toute éternité, si les hommes de raison ne viennent pas à son secours. Ce n'est pas seulement une question de justice et de réparation, c'est une question de sentiment et de sécurité pour tous. Car la femme, innocemment porteuse de germe, deviendra la transmetteuse d'un mal qui tuera ses enfants aussi innocents qu'elle-même et ruinera la paix du foyer, la tendresse et l'affection légitimes, qui sont la garantie du bonheur domestique. Il n'y pense guère, l'Homme, dont « il faut que jeunesse se passe ». Il n'y pense guère quand, dans la rue, il s'accroche à quelque pauvre femme que la misère aura accablée à toutes les hontes. Il ne pense point que cette esclave moderne n'existera qu'à cause de ses besoins physiques, auxquels il se croira tenu de satisfaire à tous les coins de rue, sans penser que la Femme pourrait tenir le même langage que lui et lui crier : « Moi aussi, j'ai une jeunesse avec des besoins, et toi, Homme, tu réclames de moi la chasteté. Je ne serai pas bonne pour l'égoût, si tu découvres, le jour de nos noces, que j'ai déjà aimé et donné mon corps, alors que je n'aurai pas fait autre chose que ce que tu as fait toi-même ».

Ah ! si le microbe de la syphilis pouvait rendre l'homme sage et plus juste, parce que plus prudent, je sais pas mal d'innocentes victimes qui pardonneraient encore, pour prix du bonheur récupéré, à tous les vilains microbes du passé !

Que l'on ne voie point dans ces propos rapides quelque fantaisie de moraliste sévère ! C'est un vrai ami du peuple qui parle et qui écrit. Car la question capitale en l'espèce est que, suivant la déclaration célèbre de Fournier, « la femme mariée est souvent contaminée dans le mariage ». Fournier en a trouvé 20 % des femmes syphilitiques qu'il a traitées. Vingt femmes syphilitiques par leur mari ! Quelle moyenne inattendue ! Le terrible mal ne sera donc point l'apanage des coureurs, des viveurs, des libertins, des filles dées de joie. Faire du mal sans le vouloir, sans le savoir, tel est le lot réservé à nombre de braves camarades qui paieront bien cher une erreur de jeunesse.

Le divorce, suite de syphilis communiquée, n'est pas rare de nos jours, sans compter toutes les dislocations de ménages qui se passent hors la loi. Il faut savoir que, sur 5.767 accidents tertiaires, Fournier en a trouvé 2.814 qui n'ont fait leur apparition qu'à dater de la 10^e année. De sorte que, suivant l'expression pittores-

que de ce maître « c'est l'homme mûr qui exple les péchés du jeune homme, c'est le mari qui paie la dette du garçon », c'est la femme, ajouterai-je, qui paiera la dette du mari ; c'est l'enfant qui paiera la dette du ménage. Dernière et inexcusable lâcheté.

Ce sera la fin de mon réquisitoire. La syphilis tue les petits le plus souvent dès les premiers mois de la conception. L'avortement syphilitique à répétition fait le désespoir de nombre de ménages qui n'y comprennent rien. Puis, un peu plus tard, ce sont les accouchements prématurés ; enfin, c'est le meurtre à la naissance. L'enfant naît pour ne vivre que quelques heures. Chiffre officiel : 458 enfants morts sur 906 naissances issues de femmes syphilitiques, venues pour accoucher dans les hôpitaux de Paris, de 1880 à 1885 (40 %).

Puis il y a la syphilis héréditaire tardive dans la première et la seconde enfance. « C'est par milliers qu'on dénombre les cas où la syphilis a tué deux, trois, quatre, cinq enfants dans une même famille, parfois tous les enfants, remède héroïque employé par la nature elle-même pour arracher un rameau pourri d'un arbre malade. N'oublions pas cette vérité sociale : la multimortalité des jeunes est un signe usuel de l'hérédosyphilis. Voulez-vous un chiffre écrasant ? Je l'emprunte encore au vieux maître Fournier : « J'ai vu, dit-il, de mes yeux, ceci : 50 femmes contagionnées par leur mari sont devenues enceintes dans la première année de leur syphilis. Or, voici le résultat : 50 des grossesses se sont terminées par avortement ou mort à la naissance, 38 par mort rapide après la naissance et 2 seulement ont survécu » !

Mais ce n'est pas fini. Le microbe malin ne lâche pas sa proie volontiers. C'est un gros mangeur d'hommes !

Quelle effroyable collection d'infirmités et de dégénérés parmi les survivants ! Voici le groupe des éclopés partiels : on y trouve des déformations des dents, du squelette de la face (le bec de lièvre), du crâne (grosse tête bosselée), l'hydrocéphalie, la microcéphalie avec l'imbécillité en partage. On y voit des déformations du nez, des oreilles, des yeux. On y voit des membres géants ou des membres nains, des doigts supplémentaires, des pieds bots, etc..., la surdité, des testicules frappés de stérilité, des ovaires incapables de reproduire.

Dans un autre groupe mettons le petit *avorton syphilitique*, pauvre être rabougri, décrépi avant le temps, qui, s'il ne meurt pas, est voué à toutes les maladies, graine d'hôpital toute sa vie. Le rachitisme est étroitement lié à l'hérédosyphilis. La plupart des monstruosités congénitales ont cette origine.

Et puis, quand par malheur ces pauvres êtres procèdent, c'est pour reproduire des déchets humains comme eux-mêmes.

Les grosses poussées de contamination syphilitique se produisent : pour l'homme, entre 20 et 26 ans ; pour la femme, entre 18 et 21 ans, périodes de la floraison amoureuse. Telles sont les années *néfastes* de la contagion. Allons, les amateurs, qui en veut ?

Personne, entends-je dire ! D'accord. Alors, défendons-nous. Et pour nous défendre, allons à l'école. Ouvrons nos oreilles et apprenons à voir ! Garantissons notre santé : morale et physique. Il n'a pas tout à fait tort le député paralytique et incapable quand il nous répond : « Le public réclame des lois, des règlements pour le protéger contre la syphilis, mais qu'il commence par se protéger lui-même. La syphilis ne tombe pas du ciel. Celui qui la contracte sait fort bien qu'il s'y est exposé ».

Alors, c'est la fin de l'amour ! dira-t-on. Quelle erreur ! C'est la fin des amours malpropres, mais au profit de la pureté morale et physique. C'est la fin de la bestialité, de la chiennerie. C'est la fin des galvaudages des coins de rue, des flirts animaux dans le métro, dans

tous les lieux de débauche, où toutes les séductions sont si fortement intensifiées par l'alcool et le tabac astringents. C'est la fin des devantures excitantes et corruptrices des libraires, vivant de la débauche, devant lesquels défile, avide des choses « secrètes et honteuses » qu'on lui cache, toute notre jeunesse, mâle et femelle.

C'est la fin du mercantilisme de l'amour, au profit d'un peu plus de dignité et du respect de la femme, notre égale depuis les Droits de l'Homme. C'est la fin des éducations ratées qui font le malheur public et privé. C'est le renouveau de la belle responsabilité du citoyen conscient de sa vraie valeur, de la beauté, de la grandeur d'âme, de tout ce qui élève et fait de l'Homme quelque chose d'un peu mieux que la bête. C'est enfin la naissance de la vraie liberté, celle qui affranchit l'homme de ses passions matérielles au profit de sa culture, celle qui lui fait prendre en mépris sa servitude vis-à-vis des entraves légales. L'homme qui a une conscience et veut vivre une vie épanouie n'a pas le soin d'autre loi. La terreur du gendarme et de l'oppression avilit. L'homme qui sait s'affranchir tout seul est vraiment seul digne de vivre.

La syphilis, les maladies vénériennes la prostitution, toutes les lèpres sociales sont le plus éloquent des réquisitoires contre le passé d'obscurantisme où la société artificielle a laissé croupir l'individu, contre les régimes humiliants et les hypocrisies, contre les félicités de l'Argent égoïste.

Quel soupir d'aise poussera l'Homme qui aura dû à lui-même sa libération et purifié la vie de tous en commençant par sa propre purification !

C'est une noblesse que de s'affirmer libre. Et noblesse oblige ! — Docteur LEBRAIN.

SYSTÈME n. m. (du grec *sun*, avec, *istemi*, être placé)

Ce mot peut s'appliquer soit aux objets de nos connaissances, soit à nos connaissances elles-mêmes. On parlera par exemple du système solaire, du système digestif, du système capitaliste, voulant désigner des réalités dont l'existence ne dépend pas de notre bon vouloir. On parlera aussi de système philosophique, religieux, scientifique, etc., pour désigner un ensemble de principes et d'idées que notre esprit lie entre eux et organise en un tout cohérent. Dans les deux cas, le mot système implique les notions d'assemblage, de coordination, de rapports plus ou moins heureux ; en conséquence, il garde un sens identique. N'en soyons pas surpris. Si l'intelligence humaine introduit un ordre déterminé dans ses concepts, c'est qu'elle suppose, à tort ou à bon droit, qu'un ordre semblable existe dans les choses. L'idéal serait que notre esprit introduisît, entre ses représentations, des rapports correspondant exactement à ceux que la nature impose aux êtres et aux objets. Mais, substituant une contrainte artificielle à l'harmonieux accord engendré par les lois naturelles, la société consacre l'existence de relations absolument anormales entre les humains. On le constate dans le système capitaliste, qui permet à des faibles de dépouiller à leur profit les travailleurs des champs ou de l'usine. De même il arrive qu'en organisant ses idées et ses principes, l'intelligence se trompe complètement. D'où la multitude des faux systèmes religieux, philosophiques, politiques, etc. ; d'où tant d'hypothèses scientifiques, incapables de résister au contrôle de l'expérience et du calcul.

Inventer un nouveau système, étonner le public par l'énoncé d'une doctrine que nul n'avait encore formulée jusqu'à, telle fut longtemps la grande préoccupation des intellectuels en mal de célébrité. Elle anime encore, malheureusement, de trop nombreux contemporains. Nous lui devons ces thèses aussi brillantes qu'éphémères, ces audacieuses affirmations, ces ébouriffantes synthèses qui, après une vogue imméritée, retombent dans

un oubli définitif et complet. Préoccupés surtout de rajeunir des préjugés anciens ou de produire des concepts inédits, beaucoup oublient qu'en matière de connaissance spéculative le plus constant de leurs soucis doit être d'aboutir à la vérité. Jeune ou vieille, il n'importe, cette dernière reste l'unique préoccupation du chercheur impartial et consciencieux. Si l'histoire de la philosophie nous offre un spectacle particulièrement lamentable, si elle apparaît comme un champ clos où gisent les cadavres des multiples systèmes imaginés, au cours des siècles, par des esprits ingénieux, c'est que le désir d'une renommée bruyante l'emporte chez plusieurs sur l'amour de la vérité, c'est aussi que beaucoup furent incapables de dépasser le stade des constructions individuelles pour atteindre à l'objective réalité. Aussi ne soyons pas surpris de tout ce qu'on a dit contre l'esprit de système. Ces critiques sont loin de tomber à faux dans la majorité des cas. Mais il serait dangereux de réduire la connaissance humaine à une collection de faits dépourvue d'ordre et d'unité.

La science positive nous apprend dans quelle mesure l'idée et le fait doivent collaborer, lorsqu'on veut aboutir à un savoir objectif, valable pour toutes les personnes et pour tous les temps. On s'égare loin du réel, lorsqu'on accorde une valeur absolue à des concepts *a priori* et qu'on néglige l'expérience, pour s'en tenir aux conclusions d'une logique abstraite et formaliste. Mais les faits ne valent que par l'idée qui en dérive, par la loi qu'ils permettent de formuler. « Quand un fait prouve, écrit Claude Bernard, ce n'est pas le fait lui-même qui donne la preuve, mais seulement le rapport rationnel qu'il établit entre le phénomène et sa cause. » Sans l'hypothèse féconde, qui jaillit dans l'esprit, on se borne à entasser des observations stériles. Et non seulement le chercheur doit anticiper sur l'expérience, risquer une explication provisoire, une hypothèse particulière, quand il veut découvrir la loi de faits déterminés, mais il est encore utile qu'il systématise de larges catégories de faits et de lois dans des hypothèses générales ou grandes théories.

Ces grandes théories ont l'avantage de condenser d'innombrables observations dans quelques propositions générales. Elles coordonnent des phénomènes que l'on supposait épars et sans lien ; elles rattachent à une même formule des lois que l'on croyait disparates ou isolées. Les sciences expérimentales et inductives leur doivent de s'organiser en une synthèse déductive, lorsqu'elles atteignent un stade suffisamment élevé. Dépasant les recherches descriptives ou classificatrices, les théories satisfont ce besoin de comprendre et d'expliquer que Meyerson considère, avec raison, comme fondamental dans la science. De plus, elles constituent un précieux instrument de découverte, grâce aux hypothèses qu'elles suggèrent ou aux analogies qu'elles dévoilent. « Quand une hypothèse est vraie, constatait déjà Fresnel, elle doit conduire à la découverte des rapports numériques qui lient entre eux les faits les plus éloignés ; lorsqu'elle est fautive, elle peut représenter à la rigueur les phénomènes pour lesquels elle a été imaginée, mais elle ne saurait dévoiler les grands secrets qui unissent ces phénomènes à ceux d'une autre classe. » Ajoutons que le savant rejette comme vaine et dangereuse toute théorie qui ne s'accommode d'aucune véri-

fication expérimentale ou qui est contredite par les faits.

Avec des variantes, imposées par la nature des phénomènes étudiés, les remarques concernant les grandes hypothèses scientifiques s'appliquent aux larges synthèses, tentées dans l'ordre philosophique, social, moral, économique. Si attrayant qu'il paraisse, un système doit être écarté lorsqu'il n'a pas l'expérience pour point d'appui. Et le degré d'intelligibilité d'une explication, comme aussi la fécondité de ses conséquences, permettent de distinguer la théorie utile de celle qui n'est qu'une creuse fantaisie de l'imagination. Ainsi se trouvent condamnées les délirantes suppositions admises en théologie ou en métaphysique, les systèmes à la Bergson ou à la saint Thomas, simples jeux d'esprit dépourvus de toute valeur objective. Fallacieuse logomachie des amateurs d'au-delà, spéculations sur dieu, l'âme et les autres entités chimériques sont à écarter inflexiblement ; elles ont leur place près des contes de nourrice et des récits imaginaires. On s'étonnera un jour que les hommes aient pu prendre au sérieux les sornettes que l'on étudie, dans les écoles, sous le nom de systèmes métaphysiques. Seules ont droit de cité les théories suggérées par les faits et capables d'être, au moins dans l'avenir, expérimentalement vérifiées. Désirables dans le domaine de la création artistique, les fantaisies individuelles sont dangereuses en matière de connaissance spéculative.

Même contenue dans les limites fixées par la raison, une théorie n'obtient jamais qu'une valeur relative. Des systèmes jugés longtemps solides se révèlent caducs et fragiles, lorsque des découvertes nouvelles permettent de pénétrer plus profondément dans l'intimité des phénomènes. D'autres, au contraire, qui seront très féconds par la suite, semblent d'abord contradictoires et impossibles. « Une conception fantastique, un écart, une folie de plus », disait E. Geoffroy Saint-Hilaire du système de Lamarck. Pour avoir bouleversé la théorie linnéenne des espèces végétales, Jordan fut considéré comme un fou tranquille. Et l'on n'a pas oublié avec quelle ardeur l'hypothèse du mouvement de la terre fut combattue par les contemporains de Copernic et de Galilée. C'est à l'observation qu'il faut demander, en dernier ressort, de confirmer ou d'infirmer un système, quel qu'il soit. Celui qui ne peut supporter l'épreuve de la vérification doit être abandonné.

Quant au scandale qui, au dire de certains, résulterait du caractère éphémère et transitoire des théories scientifiques, il ne trouble guère les esprits capables de réfléchir. Des systèmes disparus quelque chose subsiste en effet ; chacun d'eux ajoute à l'acquis du savoir définitif. Souvent même ils ne se détruisent pas mais se complètent seulement et s'unissent dans des synthèses plus vastes. Loin d'être un signe de faiblesse, la mobilité devient pour la science une preuve de fécondité ; plus nos connaissances progressent, plus les théories se transforment rapidement. Et ce ne sont pas uniquement des rapports, comme le croyait Henri Poincaré, qu'elle nous permet de connaître, c'est la réalité qu'elle découvre, la nature intime des choses qu'elle fait entrevoir. Pareillement, dans d'autres domaines, l'enrichissement progressif dont bénéficie la pensée ne doit pas se confondre avec une destruction pure et simple des systèmes précédents. — L. BARNETTE.



T

TABAC n. m. (DE L'INFLUENCE DE SA CULTURE SUR LA MENTALITÉ DU PAYSAN FRANÇAIS). — Si l'action du tabac sur l'organisme humain est néfaste, on peut dire qu'en général la culture même de ce tabac produit des effets déplorables sur la mentalité du paysan français. Et cela vient du fait que cette culture est placée sous la surveillance et le contrôle permanent de l'Etat. Alors que pour le blé, la vigne, la pomme de terre, tout est laissé à la libre initiative du cultivateur (quoique l'Etat tende de plus en plus à s'immiscer dans l'économie pour la « diriger » : plantation limitée de la vigne, fixation d'un prix minimum du blé, etc...), le tabac est toujours propriété de l'Etat. Le cultivateur devient une sorte de domestique, une espèce de sous-fonctionnaire dont l'Etat utilise la compétence technique pour s'assurer la totalité de la production.

Nul ne peut planter du tabac, en France, sans y être autorisé, et l'autorisation n'est accordée, dans les régions où la culture est permise, que pour une certaine quantité de pieds ; quantité que l'administration n'augmentera chaque année qu'à la suite de sollicitations régulières, et si le planteur a donné toute satisfaction quant aux récoltes passées. La plantation peut être retirée par suite de malfaçons, d'inobservation du règlement, de procès-verbaux renouvelés. La culture du tabac, sans être trop pénible, nécessite une surveillance presque constante. Ceci est dû, en premier lieu, à la délicatesse de la plante, originaire des contrées chaudes d'Amérique, mais aussi à la réglementation en vigueur qui fait que les employés de culture suivent la plante dans toutes ses phases de développement. Le grand souci de l'administration est d'éviter la fraude et la contrebande. Source énorme de revenus pour l'Etat, il ne faut pas que la moindre feuille s'égare, surtout en des mains impures. Il faut dire que cette contrebande n'existe pas ; un contrôle jaloux s'exerçant avec vigilance. La liberté du planteur ne se manifeste qu'entre certaines limites d'époque et de temps. La graine nécessaire aux semis est fournie par l'administration, car il est interdit à chaque planteur de prélever la future semence sur sa propre production ; ceci contre toute logique. (Il est évident que sur des pieds adaptés au terrain on pourrait sélectionner des graines vigoureuses. On a reproché également à ce procédé d'avoir introduit dans les régions où elle n'existait pas cette redoutable maladie microbienne surnommée le *feu rouge*.) Dès que les prélèvements de plants sont effectués dans les semis, ceux-ci doivent être détruits. Le tabac transplanté est alors écimé, épampré, les bourgeons de regain enlevés et le nombre de pieds comptés. De plus, il est « réglé » à un certain nombre de feuilles par pied (de 6 à 14). L'employé de culture passe alors et fait le total. C'est ce nombre de feuilles (avec une marge infime de déchet) qui devra être livré à l'entrepôt. Si, d'ici la récolte, un accident survient (grêle, pieds détruits pour une raison quelconque), une déclaration doit être faite à temps, afin qu'on défalque régulièrement le manquant. A tout cela, le cultivateur français se plie de bonne grâce. Lui, qui prendrait pour une vexation intolérable le fait d'être soumis à un contrôle quelconque dans tout autre travail ; lui qu'on pourrait soupçonner d'individualisme intransigeant, devient, dans ce domaine, d'une docilité qui confine presque à la servi-

lité. Il se soumet avec le sourire. Il n'a constitué, comme organismes de défense, que des syndicats de planteurs, groupements aptes tout au plus à collaborer avec l'administration et à déterminer la façon par laquelle seront réparties, en fin de récolte, les diverses primes qu'on octroie aux planteurs pour mieux les diviser. L'Etat est pourtant parcimonieux dans le paiement de la récolte et dans l'attribution des primes. Lorsque le tabac est livré, au jour fixé par l'administration, les feuilles sont classées par catégories et, selon leur qualité, payées en conséquence. Si ces feuilles sont tant soit peu trouées par la gelée, elles sont dépréciées sans pitié. (Il semblerait pourtant que si elles ne peuvent pas servir à la confection des cigares comme celles qui sont sans défaut, elles ne devraient pas se différencier beaucoup des autres qui sont destinées à être déchiquetées pour fournir le tabac à fumer). Mais le cultivateur accepte tout cela, puisque l'Etat le veut ainsi, et puisque c'est l'Etat qui paie ! Car voici l'unique raison qui fait du planteur un nouveau serf tout dévoué à son seigneur l'Etat : l'Etat paie ! Lorsque le paysan, après une année de dur labeur, après avoir fourni des journées d'interminable effort, après avoir tremblé au passage des calamités naturelles qui menacent d'emporter en quelques instants tout le fruit de son travail, après avoir engrangé son blé, mis son vin au cellier, croit enfin toucher quelque argent pour payer ses dettes ou améliorer son état — parfois pour souscrire aux emprunts patriotiques ! — il constate l'effondrement déconcertant des cours, c'est sa richesse sous-estimée qu'il est obligé de lâcher à bas prix, ou de garder improductive et sujette à se déprécier. Personne n'en veut. Les cours remonteront par la suite, mais le tour sera joué lorsqu'il aura été dépouillé. Il en va tout autrement avec le tabac. D'abord, l'Etat acheteur, c'est le débouché assuré. Au jour fixé, la récolte est prise et payée. Qu'importe si le prix du pied, en moyenne, n'atteint environ que dix sous ! Mais 40 ou 50 mille pieds, ce que cultive une famille moyenne, c'est de 20 à 25.000 francs. Et avec ces 25.000 francs qui tombent comme ça, d'un coup, on peut boucher pas mal de trous ! Sans doute, tout n'est pas bénéfice ; il faudra déduire l'argent des engrais et des frais divers et, pour le métayer, partager avec le patron ; mais cette liasse de billets bleus qui viennent à la fois, ne paie-t-elle pas toute la peine passée, en même temps que cette soumission continue imposée par l'Etat-patron ? Au fond, qu'importe au paysan de donner tous ses soins, tout son temps, tout l'amour dont il est capable pour la terre qu'il féconde, à une plante qui est un poison pour l'homme, pourvu qu'on le paie ! L'essentiel est que ça rapporte. La meilleure terre, les engrais les plus efficaces et les plus coûteux seront, demain, pour le pavot ou pour le haschisch, si le pavot et le haschisch paient sa peine largement. Et c'est d'aller au fond de toutes choses, en cette question comme en tant d'autres, et c'est de trouver dans ce fond, d'un côté l'immense désir d'accumuler ce qui coûte et d'obéir parce que le maître le veut ; d'un autre côté le besoin de dominer en abrutissant les flotes, que naît notre immense ambition d'un monde renouvelé d'où seront rejetées les fausses valeurs qui font de l'humanité présente une inconcevable monstruosité. — Ch. BOUSSINOT.

TABOU n. m. Vulgarisé chez nous par les ethnographes et les sociologues, ce terme, qui signifie sacré, s'écrit *tabu*, *tapu* ou *kapu*, selon les dialectes, en polynésien. Il s'applique aux personnes ou aux choses soustraites au contact ou à l'usage ordinaire, et groupe des interdictions qui relèvent des idées, longtemps non dissociées, d'impureté et de sacré. Véhicules de forces magiques très dangereuses, les tabous doivent, ou n'être point touchés, ou n'être manipulés qu'avec une extrême prudence. Celui qui les viole s'expose à des châtements surnaturels très graves : mort, folie, cécité, maladies diverses. Et, s'il échappe aux conséquences magiques de son infraction, la collectivité le frappe pour ne point encourir la vengeance d'entités redoutables. Le simple contact d'un être ou d'un objet, soit impur, soit sacré, suffit souvent à conférer la qualité de tabou.

Ce furent des motifs de nature religieuse, non des raisons d'ordre pratique, qui présidèrent à l'établissement des premiers tabous. Ces derniers résultaient du caractère magique des personnes, des objets, des actes, des lieux auxquels ils s'appliquaient. Par la suite, prêtres et chefs en édictèrent d'autres, pour mettre à l'abri des violences leur vie et leurs biens. Plusieurs semblent s'inspirer de l'intérêt du clan et, peut-être, de considérations hygiéniques. Gardons-nous pourtant d'interpréter les vieux préceptes en fonction de notre mentalité actuelle et d'attribuer aux anciens législateurs religieux des préoccupations qu'ils n'avaient à aucun degré. La défense de manger du porc faite aux Hébreux, l'interdiction de manger de la viande le vendredi de chaque semaine faite aux catholiques ont une origine purement superstitieuse et ne s'expliquent point par des raisons d'hygiène, comme certains auteurs le prétendent. De même, en prescrivant le repos sabbatique, Moïse se borna à codifier un vieux tabou, le samedi étant considéré comme un jour néfaste pour le travail.

L'étude des tabous, particulièrement facile dans la région polynésienne, a pu être faite aussi en Malaisie, en Australie, chez les Indiens d'Amérique, chez les noirs d'Afrique et dans beaucoup d'autres pays. En outre, l'histoire démontre qu'il s'agit là d'une des plus vieilles institutions religieuses de l'humanité. Dans la Bible, l'existence de tabous est attestée à maintes reprises : l'interdiction de manger les fruits de l'arbre de la science du bien et du mal, interdiction que l'on trouve dès la première page, rentre déjà dans la catégorie des prescriptions de cet ordre. Le code mosaïque est encore plein de tabous ; et c'est à des idées fort voisines qu'aboutissent les notions, essentielles chez les Hébreux, de pureté et d'impureté légales. Le *Tu ne tueras point* du Décalogue, pour citer un exemple, n'était qu'un tabou applicable aux hommes de même race. Il n'avait aucunement la valeur absolue que les meilleurs chrétiens lui attribuent maintenant. Les massacres fréquemment ordonnés par Jahveh en fournissent la preuve. Dans le second livre de Samuel, on voit qu'un homme fut, à cette époque encore, frappé de mort pour avoir touché l'Arche d'Alliance, cet objet étant tabou. Chez les Grecs, chez les Romains, et même chez des peuples civilisés actuels, l'on pourrait trouver de nombreux faits rappelant les prescriptions impératives et irrationnelles des Polynésiens. La crainte inspirée chez nous par le nombre 13, le refus d'accomplir certains actes tel jour ou à telle date, la répugnance pour certains lieux ou pour certaines personnes, les traditions relatives au mauvais œil, etc., résultent de croyances primitives aujourd'hui oubliées.

Quelques auteurs rattachent aux tabous les impératifs moraux et la notion même de devoir. Leur influence théorique et pratique fut certainement énorme dans le domaine social, ainsi qu'en matière de morale individuelle et de religion. Fruits de l'ignorance et de la peur, les tabous sont particulièrement nombreux chez les peu-

plades non civilisées. Les sauvages d'Australie, dont ils constituent presque tout le bagage scientifique, comptent parmi les races les plus arriérées. D'une façon générale, le sauvage n'est d'ailleurs aucunement l'homme libre, décrit par certains écrivains d'Europe. Lié par d'innombrables prescriptions traditionnelles, terrorisé par la crainte des entités surnaturelles et des forces magiques, il est privé de la véritable indépendance qui constitue le bien suprême du philosophe et de l'homme évolué. C'est en se libérant des superstitions puériles, des rites gênants, des tabous irrationnels que les peuples, cérébralement bien doués, ont fait œuvre civilisatrice.

Une première sélection de tabous fut accomplie par les chefs et les sorciers qui gardèrent seulement ceux qu'ils jugeaient utiles à leur prestige et à leurs intérêts. Même en Polynésie, un chef puissant viole les prescriptions sacrées sans risque d'aucune sorte ; mais, s'il agissait de même, un homme de rang inférieur s'exposerait à de très graves ennuis. Depuis, les autorités civiles et religieuses sont devenues conscientes du danger qui résulterait pour elles d'une disparition trop poussée de la superstition ; elles s'efforcent en conséquence de maintenir, chez le peuple, des croyances et des préceptes contraires à la raison. Nous le constatons en France, où des ministres francs-maçons favorisent secrètement les moines et les curés. Pourtant le progrès exige une laïcisation complète de la morale et du savoir humain.

Nous sommes encore loin de cet idéal. Les préjugés théologiques, la peur de forces supérieures mal définies demeurent vivaces, même chez les nations qui se disent civilisées. Trop de savants affectent un respect de mauvais aloi à l'égard des croyances et des rites religieux. Et le prêtre, considéré comme l'un des plus fermes soutiens du Capitalisme et de l'Autorité, jouit d'une influence qui semblerait incompréhensible à nos descendants, enfin libérés de tous les tabous ancestraux. — L. BARRETE.

TACHÉRON n. m. « Ouvrier à la tâche ou ayant, à forfait, l'entreprise d'une tâche. » (Dict. Larousse.)

Espèce de sous-entrepreneur qui se charge d'accomplir une tâche dans des conditions de prix et de temps avantageant le patron ou l'entrepreneur direct qui se trouve, ainsi, en dehors des multiples soucis de surveillance et d'observation ; de l'embauchage et du débouchage des ouvriers ; d'évaluations diverses de la main-d'œuvre et de la répartition équitable des salaires. Le petit et le grand Larousse ignorent tout cela, sans doute, et n'en disent pas davantage sur ce mot. Il y aurait pourtant beaucoup à dire.

Les ouvriers du bâtiment : charpentiers, maçons, peintres, etc., savent mieux que personne ce qu'on doit penser des individus désignés par ce nom de *tâcherons*.

Ils ne sont pas seulement les entrepreneurs ou, plus exactement, les sous-entrepreneurs d'un travail ou même de plusieurs travaux à forfait : ils sont les *intermédiaires* entre le patron ou l'entrepreneur et les ouvriers. Leur but n'est pas de vouloir simplifier l'exécution du travail à l'avantage de l'ouvrier, mais au contraire de débarrasser l'entrepreneur de multiples soucis et tout particulièrement de celui d'exploiter, de pressurer, de voler ignoblement les salariés ; ils s'en chargent pour lui.

Les travailleurs de beaucoup d'autres corporations ont dû lutter et luttent encore contre le *tâcheron*.

Les ouvriers *terrasseurs* ont énergiquement combattu ces sortes de jaunes sur les chantiers.

Les *dockers* ont eu, également, à combattre ce fléau. On ne peut pas énumérer toutes les grèves dont les *tâcherons* ont été la cause par les injustices et les façons inqualifiables d'agir dont ils illustraient leur tyrannie. On ne peut dire ici les drames sociaux aux-

quels donnent lieu les provocations de ces louches et lâches individus, capables de tout pour maintenir leur influence auprès des patrons et leur autorité néfaste sur les exploités, lesquels ont toujours sujet de se plaindre et de se révolter.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si les syndicalistes ont maintes fois exercé ou préconisé contre le *tâcheron* la méthode salutaire de l'action directe justifiant éloquentement l'emploi utile de la *chaussette à clous*. C'est le seul raisonnement à tenir vis-à-vis de tels individus. Ils ont, d'ailleurs, fait état de ce risque pour décider les patrons à se confier à eux pour obtenir du travail (*vite et mal fait*) à un prix dédaignant toute concurrence, en toute tranquillité.

Mais, « à mauvaise paie, mauvais travail ». Tout ce qui n'émane pas de la volonté de bien faire de l'artisan et de l'ouvrier, de sa conscience et de son amour propre de métier s'approche fort du *sabotage*. Certains patrons l'ont compris, surtout s'ils ont été des ouvriers avant d'être des patrons. S'ils ont compris leur véritable intérêt, ils se passent du *tâcheron*. Le goût, l'orgueil, sagement raisonné, du travail bien fait, les incite à cela.

Le *tâcheron* est un *gâche-métier*, un *salopard* que nulle entreprise sérieuse, nul patron honnête, scrupuleux, intelligent n'emploiera.

Ainsi envisagé, le mot *tâcheron* n'est plus un substantif, mais un *adjectif qualificatif* pour désigner l'inqualifiable individu, l'égoïste, le faux-frère qui trahit, pour son intérêt particulier, l'intérêt général de ses compagnons de travail, tout en trompant également ceux qui se servent de lui.

Le *tâcheron* est un produit stupide d'exploiteur, d'imbécillité patronale ou d'ignorance professionnelle.

Le *tâcheron* est exactement comparable à l'adjudant de semaine, chien de caserne ou de quartier qui, pour plaire à ses supérieurs par les galons, abuse des siens pour punir à tort et à travers les malheureux soldats sous ses ordres. Il en a la mentalité stupide et cruelle. La brutalité dont il fait preuve trop souvent envers les ouvriers qu'il domine, pressure, exploite odieusement, assimile la mentalité du *tâcheron* à celle du *chaouch* !

Adjudant, *tâcheron*, *chaouch* forment une trinité de qualificatifs appropriés à une même sorte d'individus en des milieux divers. Cette trilogie de brutes prétend également *servir*. Ils servent surtout à faire détester le système ou le régime dont ils sont les serviteurs : tels maîtres, tels valets ! Mais les victimes ont le droit d'exécrer leurs bourreaux et le devoir de les supprimer à l'occasion. — Georges YVERT.

TÂCHERONAT. D'où vient le mot ? D'où vient la chose ? C'est le *tâcheron* qui a créé le *tâcheronat*. Cet intermédiaire, nocif à l'organisation actuelle du travail collectif, pouvait faire mieux que de créer un système malaisant et parasitaire semblable aux individus qui l'engendrèrent.

L'exploitation de l'homme par l'homme, d'essence monstrueuse, ainsi que la bourgeoisie capitaliste, ne peuvent enfanter que des monstres. En essayant d'exposer la psychologie du *tâcheron*, je n'ai pas fait autre chose qu'exposer tout le système du *tâcheronat*.

Si le *tâcheron* est un phénomène individuel exécrable parmi la collectivité des exploités, on se rend facilement compte que le *tâcheronat* est une plaie sociale à combattre, un fléau redoutable à éviter, à supprimer.

Les gars du *Bâtiment* l'ont caractérisé ; ce fléau est un dessin et le titre d'une brochure de propagande contre le *tâcheronat*. Ce dessin représente une hideuse pieuvre. C'est bien la pieuvre qui s'étend sur le travailleur s'il n'est organisé pour s'en défendre. Il ne suffit pas de trancher une ou plusieurs des tentacules du monstre, il faut le détruire complètement.

En différents congrès corporatifs, ont été exposés, mis

en relief tous les méfaits du *tâcheronat*. Des rapports ont été discutés, des ordres du jour votés, des propositions émises et, cependant, le mal existe encore. Il n'y a que la force et la cohésion des victimes, leur entraide, leur action commune qui en viendront à bout. Les syndicalistes révolutionnaires des corporations atteintes par le fléau savent cela et ne manquent ni d'énergie ni de persévérance pour parvenir à triompher totalement de cette plaie sociale. Car il n'y a pas à compter sur une législation sociale impuissante. Il n'y a que l'action, répétons-le, pour aboutir à des résultats efficaces.

Le *tâcheronat* ne peut déplaire aux exploités ni au gouvernement qui, de quelque nuance politique soit-il, est au service des exploités, aux ordres des capitalistes. Or, nous savons trop ce qu'on en peut attendre.

C'est par l'action directe, isolée ou collective, qu'on arrivera peut-être à détruire ce mal social qu'est le *tâcheronat*. Ce n'est pas par des mots mais par des faits que s'illustre la guerre sociale de chaque jour. On sait bien en haut lieu les malaises des *tâcherons* qui volent les travailleurs français et étrangers, en prélevant sur les salaires dont ils sont les distributeurs, en retenant sur ces salaires, si peu élevés, la nourriture et le logis ; car tout le monde sait que la plupart des *tâcherons* ou *sous-tâcherons* sont gargotiers et logeurs. Ils nourrissent grossièrement, avec d'intéressants profits, la multitude embauchée par eux, et les abritent mal en des baraquements provisoires où l'hygiène est inconnue. Ainsi, le misérable salaire donné par le *tâcheron* au rude travailleur exploité lui est aussitôt retenu ou repris pour sa nourriture et son logis.

C'est la pieuvre !

Rien à faire contre cela ? Non, rien à faire si l'on compte sur les patrons ou les gouvernants, sur les politiciens ou sur les philanthropes !... Mais tout à faire par le syndicalisme révolutionnaire préconisant l'éducation, l'organisation et l'action pour écraser la pieuvre ! La sale bête, féroce suceuse du sang des travailleurs qui se laissent prendre, hélas ! par toutes les ventouses de ses tentacules, ne disparaîtra pas d'elle-même : il faut qu'on la tue !

C'est le *tâcheronat* qui favorise (et qui en profite) la main-d'œuvre étrangère odieusement exploitée, puis délaissée et sacrifiée.

C'est le *tâcheronat* qui attire en France des légions de miséreux, venus de partout pour vivre, en certaines époques de crise sociale. Les malheureux de nos colonies et des pays voisins, crevant de faim, sont faciles à exploiter en grand nombre.

On ne saura jamais combien il y eut de morts pour des travaux infects sur des chantiers dangereux, des usines, des ateliers, des locaux malsains, en des climats menses mensongères ! On ne dit pas quelles hécatombes remplace si facilement, en les recrutant par des promesses mensongères. On ne dit pas quelles hécatombes de prolétaires ont été faites pour des grands ou petits travaux dont se glorifient les gouvernements et dont se sont enrichis nos parasites de toutes espèces, y compris les *tâcherons*. — Georges YVERT.

TARTUFE n. m. L'origine de ce mot est assez confuse. Selon Littré, Molière, qui écrivait *Tartuffe*, l'aurait emprunté à l'italien *tartufio* (de *tartufo*, truffe), lequel avait, dans cette langue, le sens d'« homme à l'esprit méchant ». Du simulateur de piété — artificieux gredin — qu'incarnait Tartufe dans l'œuvre de Molière, sa qualité s'est étendue à toutes les manifestations de l'hypocrisie ; et le sens de ce mot, devenu nom commun, s'est généralisé. Il embrasse aujourd'hui toute affectation intéressée, toute dissimulation qui vise à circonvenir son semblable, et la flétrissure qu'il comporte convient à tous ceux qui font de la morale et de la vertu le bouclier d'approche de leurs canailleries.

Tartufe (ou *l'Imposteur*) est le titre et le nom du principal personnage d'une des plus vigoureuses et des plus pénétrantes — et la plus sociale et, sans doute, la plus durable — des comédies de Molière. La pièce date de 1667. Dans ce milieu de bourgeois vaniteux, à la fois crédules et infatués de beau langage, et si portés à contrefaire les manières de l'aristocratie, Molière a mis à la scène le faux dévot, l'intrigant enveloppé d'astucieuse componction qui, sous le manteau d'une exigeante et rigoureuse religion, abrite d'entrepreneuses gredineries. Au théâtre et à l'époque, il pouvait difficilement — et Michelet le regrette — mettre en action sa prodigieuse ascension : « le manège préparatoire, les longs circuits par lesquels il arrive, la patience dans la ruse, la lente fascination ». Mais, avec un art consommé, en deux actes qui sont un chef-d'œuvre d'exposition, Molière, avant que ne paraisse son héros, dévoile ses tortueuses approches et l'étendue de son empire. Au troisième acte, lorsque Tartufe se présente, il est au faite de son prestige et possède, sur Orgon et une partie de son entourage, cette influence qui met la famille à la merci de ses convoitises et déjà lui livre Marianne et bientôt les biens de son admirateur. Hors des atteintes de Tartufe, par delà la réserve d'Elmire, il ne reste, là encore, dernier carré de la mesure et du bon sens, que le frère et la servante, la sagesse lucide de Cléanthe et le rire cinglant de Dorine. En ce cadre aux situations familières où le comique poursuit l'intrigue et ne laisse rien fuir des vérités éternelles, le génie de Molière a situé, en traits alertes et cruels, les vivantes péripéties d'une satire impérissable. Sans doute, il s'attaque en propre au paragon de fausse humilité (« Laurent, serrez ma haine avec discipline ! »), au contrefacteur de vertu (Cachez... cachez ce sein que je ne saurais voir ! »), mais le caractère et les agissements du fourbe qu'est Tartufe dépassent ici le terrain de la dévotion sur lequel son siège s'organise, et l'imposteur est demeuré le type de l'hypocrite de tous les temps et de toutes les situations, comme de toutes les classes sociales.

De toutes ces gens — médecins, cocus, marquis, préclieuses... — dont Poquelin a joué si audacieusement le ridicule, les travers et les vices, il n'en est pas qui aient eu, de son temps, de réactions aussi violentes que ceux dont Tartufe est à jamais le symbole. Puissants à un point que Molière n'avait soupçonné, et perfides ainsi qu'il les avait — en un seul — fidèlement montrés, ils ne manquèrent point d'appeler contre lui l'arme même de leur nature et prétendirent que c'était la piété, non leurs mœurs, qu'avait raillée l'insolent. Dans sa préface, Molière se plaint amèrement de leurs cabales et de la « fureur épouvantable » que toute la cagoterie déchaînée met à pourchasser une œuvre « pleine d'abomination » et dont il n'est quelque ligne « qui ne mérite le feu ». Ces campagnes eurent pour effet d'en faire suspendre la représentation, et l'auteur adressa au roi deux placets pour sa défense. Avec adresse, il y plaide l'exactitude des manœuvres rapportées, des caractères mis en relief, la vraisemblance du sujet. Il appuie sur « les desseins moralisateurs » qu'il avait cru réaliser en écrivant « une comédie qui décriât les hypocrites et mit en vue, comme il faut, toutes les grimaces étudiées de ces gens de bien à outrance, toutes les friponneries couvertes de ces faux-monnayeurs en dévotion qui veulent attraper les hommes avec un zèle contrefait et une charité sophistiquée ». A la fin, sa bonne foi et sa persévérance eurent raison pourtant des philistins acharnés à la perte de Tartufe et, en 1669, la pièce revint la rampe... et le succès !

Des critiques timorés — tel La Bruyère — ont cru découvrir de l'outrance dans *Tartufe* et cependant rien n'y est forcé. Mais, ainsi mise en lumière, tant de noirceur déconcerte et paraît excessive. D'autres, comme Bourdaloue, ont redouté que la démarcation entre la vraie et la fausse dévotion ne fût insuffisante et que la

religion ne pâtît de ces révélations publiques. Chamfort répond à ces appréhensions qui, voyant en *Tartufe* une sorte d'apogée où l'auteur « rassemble ses forces » loue, en outre, « la manière dont il sépare l'hypocrisie de la vraie piété ».

Sainte-Beuve estime que Molière, en fouaillant l'hypocrisie, a donné de l'air à la liberté et il voit une confirmation de son jugement dans la vogue qui, de 1794 à 1800, porta au triomphe, avec la verve libre de Beaumarchais, le rire salubre de Molière. Quant à Napoléon, sans doute sentait-il passer dans le *Tartufe* un souffle inquiétant de purification ; car, tout en reconnaissant la maîtrise de l'ouvrage, il y voyait aussi la dévotion malmenée et accusait d'indécence une scène capitale et déclarait que « si la pièce eût été faite de son temps, il n'en eût pas permis la représentation ». Et le Roi-Soleil, à son aurore, apparaissait ainsi, rapproché du Corse soupçonneux, comme un champion du libéralisme L...

La religion est le domaine premier de Tartufe. Dans cette Eglise — syndicat d'exploitation du sentiment religieux — le monstre au masque séculaire a trouvé son champ de prédilection. Et s'y épanouit son esprit, s'y développent ses objectifs. Qu'il s'agisse de la solidarité avec les humbles, du mépris des richesses (hier encore les catholiques possédaient la moitié de l'Espagne !), du pardon des injures et de la charité, de la tolérance ou de la simplicité dans les mœurs, de l'humilité et du renoncement (l'Eglise est âprement tendue vers la puissance et ses chefs orgueilleux n'ont cessé de poursuivre la maîtrise du monde), des injustices sociales (qu'elle homologue !), de l'amour entre les hommes et de la paix entre les peuples (une haine souriante, onctueuse et tenace l'habite et elle fait s'entrégorger, au nom des patries, ses adeptes fratricides), c'est du haut en bas de la hiérarchie ecclésiastique et jusqu'au fondement même de l'institution, la contradiction entre les prêches et l'action, la transgression des lignes proclamées, la souveraine hypocrisie. Et l'épithète et le jugement ne vont pas seulement — pour leur souple duplicité — aux porteurs de houlette, ils s'appliquent au troupeau des fidèles qui prodiguent les grimaces de la foi et en répandent l'inspiration, qui se réclament d'une tradition impérieuse du Christ et piétinent ses enseignements avec sérénité. A part ceux qui, dans l'inconscience d'une piété grossière, s'imaginent encore accorder leur sincérité sommaire avec les règles menteuses de l'Eglise, il n'est pas de vrais croyants qui puissent trouver place dans le cadre des organismes religieux où s'épanouissent toutes les passions, les appétits et les cruautés qui déshonorent l'humanité. (Voir *Eglise, jésuites, papes, religion*, etc.).

Dans l'ordre de Tartufe, nous avons — à tout seigneur, tout honneur ! — assigné aux travestis du temple le rang qui leur convient. Mais la tartuferie mondiale ne se limite pas aux Eglises. Dans une société où presque personne ne se montre avec son vrai visage, elle altère pour ainsi dire tous les rapports humains. Plus méprisable chez les maîtres, dont elle secourt les ambitions et la rapacité, la hantise du règne et l'hypertrophie de la puissance, elle corrompt jusqu'à cette droiture foncière si longtemps réfugiée dans l'âme encore saine du peuple. Certes, tartuferie du capitalisme, de la loi, du travail, du philanthrope fabricant de produits toxiques, des marchands de canons pacifistes, des politiciens pots-de-viniers, de la presse « éducatrice et véridique », de la justice égale pour tous, des formules creuses de la démagogie, des gouvernements patriotes, des moralistes rongés de stupre et de luxure !... Mais tartuferie aussi de l'ouvrier qui n'est anti-patronal que par jalousie de position, qui trahit, pour monter, la cause de ses compagnons de chaîne, qui sert sans scrupule les institutions qui l'écrasent et sourit à ceux qui le pillent et l'assassi-

ment, qu'il demande les faveurs des politiciens qu'il dénonce, s'enrôle, contre lui-même et contre ses frères, dans les troupes mêmes du régime... tartuferie de la vie sociale, économique, familiale, intérieure !...

Tartufe est partout dans la société et aussi dans l'homme, là où se dérobe la vraie nature des choses et des êtres, où la vérité languit et saigne, où triomphe le carnaval — hélas tout puissant ! — de la suprématie du lucre, de l'intérêt et de l'envie... — Stephen Mac Say.

TAYLORISME. C'est vers le début de 1913, à la suite d'un voyage aux États-Unis, que M. Charles Faroux fit connaître le système Taylor en France. Il paraît, d'ailleurs, si j'en crois notre camarade Maurice Lanson — et je n'ai aucune raison d'en douter — que l'ingénieur *Frédéric Winslow Taylor* n'est pas l'inventeur du système qui porte son nom. Le taylorisme, système de mécanisation des gestes de l'homme pendant le travail, est d'origine française. C'est une application partielle de ce que l'*École Sociétaire* appelait autrefois, au temps de Fourier, « le travail attrayant ».

Quoi qu'il en soit, ce n'est qu'après les expériences de Taylor aux fonderies de Pittsburg en 1910 et 1911, que le « Taylorisme », qui devait devenir plus tard l'élément fondamental de la « Rationalisation » fut propagé et qu'on tenta de le généraliser.

Comme tous les novateurs, bons et mauvais, Taylor ne manqua pas d'essayer, pour asseoir son système, de lui donner des bases à la fois morales et matérielles. Selon lui, les intérêts des patrons, des ouvriers et des consommateurs, loin d'être antagonistes, sont convergents. Taylor ne le démontre d'ailleurs pas ; il se contente de l'affirmer. C'est plus facile et moins dangereux. « Les patrons, dit-il, ont intérêt à faire produire le plus possible au taux le moins élevé ; les ouvriers bénéficient de l'augmentation quantitative de la production et les consommateurs de la diminution des prix de vente ».

Le raisonnement est simple, trop simple. Il est même séduisant a priori et peut paraître juste si on ne l'approfondit pas. Mais, si on cherche à examiner la question d'un peu près, on s'aperçoit immédiatement que le patron, en payant la même somme de salaires et de frais généraux, augmente sensiblement son profit ; que, pour toucher le même salaire, l'ouvrier doit produire beaucoup plus et que le consommateur paie le prix fort, comme précédemment et généralement, n'en a pas pour son argent. Et, en définitive, on constate que le seul bénéficiaire de l'application du « Taylorisme » est le patron.

En outre, lorsque Taylor prétend que son système repose sur des bases physiologiques et psychologiques certaines, il exagère et se moque du monde, à proprement parler.

En effet, nul ne peut admettre qu'un effort prolongé, à cadence accélérée, sans repos, ne comportant aucun moment de détente, accompli mécaniquement, sans réflexion, sans intérêt ni attrait, ne produise point physiquement et psychologiquement, une usure rapide des forces et des facultés de l'homme.

A la vérité, le système Taylor n'a pour but que d'utiliser à son maximum l'effort physique de l'homme, sans se préoccuper le moins du monde de son état psychologique. Il le mécanise de façon telle, qu'il réduit le « temps perdu » à zéro. L'effort est si violent, la cadence est si vive, que l'homme sombre dans l'abrutissement après le travail et pense à peine à réparer ses forces pour le lendemain. A 40 ans, souvent avant, l'homme « taylorisé » est usé, fini, impropre à tout travail.

La pire condamnation contre le Taylorisme fut prononcée par Taylor lui-même.

N'est-ce pas lui, en effet, qui, répondant à cette question de Charles Faroux : *Où sont vos vieux ouvriers ?* lui montrait le cimetière d'un geste expressif ? Une telle réponse se passe de commentaires. Les esclavagistes de

l'antiquité étaient tout de même plus humains, en général.

Lorsque Taylor commença à appliquer sa méthode au chargement des gueuses de fonte sorties des usines de Pittsburg, voici comment il pratiqua : il chronométrait le temps employé, en décomposant chaque mouvement des ouvriers pour charger un tonnage déterminé. Il étudia les gestes accomplis librement par l'homme et élimina ceux qui lui paraissaient inutiles.

Il reprit son expérience, avec la même équipe, mais en l'obligeant à abandonner les mouvements jugés par lui « superflus » et établit ainsi une cadence constante de l'effort.

Le résultat obtenu ayant été favorable à ses desseins, Taylor constitua une *équipe-étalon*, composée d'hommes jeunes et forts, qui travailla dans les conditions nouvelles et « poussa la charge » à son point maximum. Bien entendu, l'expérience fut concluante. Le rendement fut beaucoup plus considérable dans un temps équivalent.

C'est alors qu'il entreprit le « dressage », le mot n'est pas trop fort, des chargeurs de Pittsburg, sans se préoccuper si les gestes éliminés, qualifiés d'inutiles par Taylor, n'étaient pas, en réalité, des mouvements de détente, de récupération, de relâchement physique et mental.

Il ne tarda guère à imposer à tous les ouvriers de l'usine, dans toutes les branches de la production, la tâche accomplie dans chacune d'elles par des sujets spéciaux, dans des conditions particulières de durée. Le système Taylor était né. Tous ceux qui ne purent atteindre le rendement imposé et suivre la cadence furent impitoyablement éliminés. Seuls, les forts résistèrent, pour un temps. Les autres n'eurent qu'à disparaître. Le cimetière les reçut. Jamais encore le travail à la tâche n'avait atteint un tel degré de barbarie.

Le système fut, pourtant, généralisé dans l'industrie américaine ; il ne disparut que pour faire place à d'autres méthodes, plus modernes mais aussi barbares : le *travail à la chaîne*, par exemple, aujourd'hui employé à peu près partout, même dans les bureaux.

Basé sur la décomposition des mouvements de l'ouvrier, assignant à chacun d'eux un temps d'accomplissement maximum, le nouveau système Taylor tend toujours à obtenir de l'homme la production la plus élevée dans le temps minimum, pour le prix le plus bas. On ne cherche même plus, comme Taylor, à le justifier par des considérations physiologico-psychologiques. Au fond, c'est plus honnête et plus franc. C'est l'exploitation dans toute sa brutalité.

L'homme mécanisé d'aujourd'hui n'a plus un instant pour réfléchir. Incorporé à sa machine, il exécute comme un automate la tâche qu'il doit accomplir. Pour lui, les courbes de fatigue n'existent pas. Seul compte le graphique de production établi dans un temps-record, ce temps que dans sa bêtise, il dépassera le lendemain sans se rendre compte que, pour maintenir son salaire au même niveau, il devra produire toujours plus et pour le seul bénéfice de son patron insatiable. C'est l'histoire de l'âne qui court autour du cirque pour attraper la carotte que lui tend, à bonne distance du nez, son cavalier facétieux.

Il a beau courir, il ne la saisit jamais. De même l'ouvrier a beau produire pour gagner plus, il n'arrive qu'à augmenter son rendement sans élever son gain ; à « se crever » à la tâche prématurément, sans avoir la joie de pouvoir vivre du produit de son effort. Qu'importe aux patrons l'état psychologique de leurs ouvriers ? N'ont-ils pas intérêt à ce que ceux-ci, abrutis par une besogne de bête, ne pensent ni ne raisonnent ? Qu'advient-il de leurs privilèges si leurs esclaves pouvaient penser, raisonner... et agir ? Ils le savent fort bien. Disons, d'ailleurs, carrément qu'ils sont dans leur rôle, si ignoble qu'il soit et que ce sont les travailleurs, en se laissant imposer un tel traitement, qui ne sont pas dans le leur.

Pourquoi vouloir qu'un patron soit pitoyable, qu'il renonce à son profit, en cessant d'user, de rendre impropres au travail, en quelques années, les hommes qu'il emploie, alors que d'autres attendent, à la porte, d'être admis à l'honneur de pénétrer dans son bague à n'importe quelles conditions ? Est-ce à lui d'être pitoyable ou à ses serfs de se révolter, de refuser d'être traités ainsi ? Poser la question, n'est-ce pas indiquer sa seule solution pour des hommes conscients ?

Le patron n'ignore pas que les chômeurs sont légion. Il tire de chacun de ses esclaves tout ce qu'il peut donner et le rejette rapidement « à la ferraille », dès qu'il ne peut plus suivre la cadence imposée et inexorable. La roue ne cesse de tourner, de broyer et de jeter dehors. La « matière » est là, en attendant son tour d'être laminée. Pourquoi se gênerait-il, cet homme, que d'autres hommes se disputent l'honneur d'enrichir ?

Naturellement, Taylor et ses imitateurs modernes ne se sont pas contentés de décomposer les mouvements de l'homme, de les classer, de les ordonner, ils ont étendu la méthode à l'usine tout entière. Procédant de façon identique, ils ont étudié le fonctionnement de cette usine, partie par partie ; ils en ont décomposé le travail, ils l'ont sérié, puis ils ont totalisé les temps d'exécution, supprimé ici deux unités et quatre ailleurs, pour réduire les frais généraux.

Ils ont ainsi recherché l'outil-type, propre à plusieurs besognes ou accomplissant chacune d'elles avec la plus grande rapidité, toujours pour augmenter le rendement, sans se préoccuper de l'état de celui qui le manie et en est le prisonnier. Puis, ils ont institué des services d'instruction, de perfectionnement et de surveillance, qui réduisent à néant l'initiative de l'ouvrier, et fabriqué ainsi, en série, comme des pièces quelconques, des manœuvres spécialisés, qui « sortent », à l'année, des parties de machines ou d'objets dont ils ignorent l'assemblage, la destination et l'usage qui en est fait.

L'application de ce système a donné naissance au fameux « Bureau-cerveau » ce *deus ex machina* mystérieux auquel tout le monde obéit, sans le voir ni le connaître, ce bureau anonyme et énigmatique dont dépend tout un personnel de direction, de maîtrise et de surveillance, qui a augmenté dans des proportions considérables le nombre des « improductifs ». Cette augmentation des « improductifs » n'a, d'ailleurs, pas été sans alarmer le patronat, qui est pourtant hors d'état d'y porter remède, parce qu'il doit *caser les siens*, devant lesquels les débouchés se ferment de plus en plus.

C'est du point de vue capitaliste, la lacune du système. *Michelin* fut l'un des premiers à s'en apercevoir et à essayer d'y remédier dans ses usines de Clermont-Ferrand. Et c'est *M. Fayolle*, ingénieur, mort récemment, qui chercha à améliorer l'administration des Entreprises. Il modernisa le « *taylorisme* » et lança une nouvelle méthode qui porte son nom : « la *fayollisation* ».

Ses efforts ne paraissent pas avoir été couronnés de succès. La « *fayollisation* », comme le « *taylorisme* » dévore d'un côté ce qu'elle économise de l'autre. En l'exploitation reste coûteuse et inhumaine. *Fraser*, après *Ch. Faroux*, l'a constaté à Philadelphie.

Le « *Taylorisme* » est anti-scientifique à tous points de vue. Il confond la vitesse anormale avec la cadence normale, l'arrêt nécessaire avec la « paresse systématique ». Il détourne l'ouvrier d'un travail qui est devenu, pour lui, en raison de ses conditions d'exécution, sans attrait ni intérêt quelconque. Il a fait du travailleur le rouage inconscient et supplémentaire d'une machine infernale, au lieu de le libérer de l'emprise et de l'étreinte mortelle de celle-ci. Pour toutes ces raisons, je le condamne sans aucun appel. Son application, qui fut si néfaste à la classe ouvrière, aurait dû faire dresser contre lui tous les travailleurs.

Il est probable que, si la résistance à une telle métho-

de avait été vigoureuse, nous n'aurions sans doute jamais connu les « bienfaits » de la rationalisation qui sont à l'origine de la crise économique actuelle.

Qu'au moins l'expérience porte ses fruits, que ses enseignements ne soient pas perdus et, qu'à l'avenir, au lieu d'accepter les yeux fermés tous les systèmes qu'on tentera de leur imposer, les ouvriers cherchent à se rendre compte de leur valeur en ce qui les concerne. Et qu'ils se dressent vigoureusement contre tous ceux qui portent atteinte à leur vie, à leur dignité, à leur intérêt... Qu'ils envoient se faire pendre ailleurs tous les Taylor et leurs émules. — *Pierre Bessara*.

TELEGRAPHIE n. f., du grec *tele* (loin) et *graphein* (écrire). Les télégraphes sont des appareils destinés à transmettre à distance, par l'intermédiaire de l'énergie électrique, des signaux conventionnels, ceux-ci étant interprétés par la personne qui reçoit les signaux, ou par un mécanisme approprié pour être traduits en langage courant.

Les premiers essais de télégraphie électrique remontent à 1774 : le français Lesage transmet des signaux par fil à distance en utilisant une source d'électricité statique. Il avait tendu 24 fils représentant 24 lettres ou chiffres ; le transmetteur était une machine statique avec laquelle on élevait le potentiel du fil correspondant au caractère que l'on voulait transmettre ; le récepteur était pour chaque lettre ou chiffre, une balle de sureau placée à proximité du fil correspondant.

En 1811, Sommering utilisa, le premier, les courants électriques et pour les déceler le seul système connu : le voltamètre. La ligne était un câble de vingt quatre fils chacun pouvant être mis en communication avec une pile de Volta, et transmettant ainsi une lettre ou chiffre. Le récepteur était une série de vingt quatre voltamètres ; celui qui correspondait à la lettre transmise l'indiquait par un dégagement de bulles dans le liquide.

Ampère, en 1820, substitua aux récepteurs voltamétriques des aiguilles aimantées que les courants faisaient dévier ; il conserva les vingt-quatre fils.

L'inventeur du télégraphe Morse, cet appareil simple mais génial, est un américain, le peintre Samuel Finlay Bessée Morse qui dut insister près des gouvernements, de 1832 à 1837, pour faire prendre en considération son idée et faire essayer son télégraphe, dont il avait fait construire un modèle encore grossier.

En 1837, Steinheil indiqua les avantages du retour par la terre.

Ce n'est qu'en 1853 qu'on installa des télégraphes électriques en France où la télégraphie aérienne inventée par Chappe rendait, depuis longtemps, des services. Le premier modèle de télégraphe installé dans les réseaux français fut le Foy-Bréguet dont le récepteur comportait deux bras reproduisant, par leurs positions, les signaux du télégraphe Chappe.

En 1912, la longueur des lignes télégraphiques était en France de 190.000 kilomètres, représentant plus de 700.000 kilomètres de fils.

Divers types de télégraphes. — D'une manière générale, quel que soit le système, la transmission des signaux se fait par émission du poste transmetteur de courants de faible durée, de même sens ou de sens contraire ; l'appareil récepteur fait connaître l'ordre, la durée, et le sens des courants émis.

Les durées d'émission sont, dans certains systèmes, de deux espèces : très courtes et longues (1/3 de seconde environ). Combinées avec le changement de sens du courant, elles donneraient 4 signaux conventionnels. Les appareils existants n'utilisent pas cette combinaison. Les signaux sont donc seulement au nombre de deux, différenciés soit par leur durée soit par le sens du courant qui les transmet.

En dehors des appareils imprimant, Hugues, Baudot et dérivés, on emploie un code de signaux appelé alpha-

bet Morse, composé uniquement de points et de traits.

Dans les systèmes où le courant est de sens constant, les points sont évidemment représentés par les émissions très courtes de courant et les traits par les émissions longues. Dans les systèmes où le courant est inversé, on n'émet que des courants très courts, ceux d'un sens représentant les points de l'alphabet Morse, ceux de sens contraire représentant les traits.

De nombreux modèles de télégraphes ont été, à certaines époques, en faveur. Citons le télégraphe Bréguet encore en usage sur de nombreuses lignes de chemin de fer français et qui consiste en un manipulateur tournant, conduit à la main par l'agent du poste transmetteur, qui lui fait parcourir un cadran horizontal sur le pourtour duquel sont inscrits les lettres de l'alphabet et les chiffres et en un récepteur constitué par une aiguille qui parcourt un cadran vertical sur lequel sont également marqués les lettres et les chiffres. Chaque signe de rang pair du manipulateur correspond à une partie en relief du manipulateur qui établit un contact et donne lieu à un courant commandant au poste récepteur l'attraction de l'armature d'un électro-aimant. Chaque signe de rang impair correspond à une encoche et le manipulateur au passage de ce signe rompt le courant et provoque au récepteur la libération de l'armature de l'électro. Celle-ci, rappelée par un ressort, entraîne, par un mouvement à ancre, une roue sur laquelle est montée l'aiguille, de sorte que celle-ci accomplit un mouvement rigoureusement synchrone de celui du manipulateur. Lorsqu'on arrête celui-ci sur une lettre, l'aiguille du récepteur s'arrête sur la même lettre et c'est ainsi qu'elle est transmise.

Il ne faut pas oublier de citer le pantélégraphe de Caselli qui transmettait les dessins et l'écriture.

Actuellement, on transmet régulièrement l'écriture autographe de Paris aux principales grandes villes à l'aide du téléautographe Edouard Belin, qui est l'appareil le plus parfait dans ce genre, lequel a donné lieu à beaucoup d'inventions.

Enfin, un appareil remarquable est celui qui imprime dans les banques les nouvelles financières émises à tout instant par un établissement central. Les mots et les nombres sont inscrits comme sur une feuille imprimée ; les retours à la ligne se font automatiquement ; le fonctionnement en est sûr.

Sounder. — Les agents de télégraphes peuvent déchiffrer les messages transmis par l'appareil Morse au son, et sans regarder la bande qui n'est plus qu'un moyen de contrôle. Dans certains pays, en Amérique en particulier, on supprime même cet enregistrement et le son est amélioré en remplaçant l'électro par un relai actionnant une sorte de récepteur téléphonique émettant un son musical et qu'on nomme *sounder*.

Système Wheatstone. — Ce système ne transmet que des points, mais les courants qui les produisent sont de sens alternés suivant qu'on veut représenter les points ou les traits du code Morse. La bande imprimée porte deux lignes de signes ponctuels. Ceux de la ligne du haut sont les points du code Morse, ceux de la ligne du bas sont les traits.

La transmission se fait mécaniquement par des bandes perforées au préalable dans des appareils spéciaux. La perforation suivant la ligne centrale est à espace-ment régulier, et sert à l'entraînement de la bande. La perforation de la ligne du haut correspond aux points.

La perforation de la ligne du bas correspond aux traits.

Le débit de ce télégraphe est considérable. Il peut atteindre 300 ou 400 mots à la minute. Il faut plusieurs agents occupés à la perforation pour assurer ce débit. La réception se fait à l'aide d'un électro-aimant polarisé.

Reperforateur imprimeur Creed. — Cet appareil tra-

duit mécaniquement, en écriture courante les bandes perforées à la réception par le récepteur Wheatstone et imprime le télégramme ; son débit est de 125 mots à la minute.

Télégraphe Hughes. — Ce télégraphe imprime directement, en caractères courants, les lettres émises par un clavier à 28 touches.

Chaque touche du clavier commande une tige mobile correspondante d'une roue entraînée par un mouvement d'horlogerie et cette tige ne peut être soulevée qu'au moment de son passage dans une position, la même pour toutes les tiges. Au récepteur, une roue dite *roue des types* porte sur sa jante, en relief, les 28 signes correspondant aux touches du manipulateur ; elle tourne en parfait synchronisme avec la roue de celui-ci. Le soulèvement de la tige du transmetteur produit un courant qui détermine, au récepteur, l'abaissement de la roue des types et l'empreinte du caractère qui se trouve à ce moment en regard du papier.

Télégraphe Baudot. — Il représente un perfectionnement énorme et nécessite une explication un peu détaillée.

La transmission et la réception d'un courant électrique de faible durée ne sont pas instantanées. On calcule suivant la distance le temps minimum nécessaire pour qu'un courant émis à l'origine de la ligne ait produit son effet et se soit ensuite annulé à l'extrémité.

Ce temps, pour la distance Paris-Bordeaux, serait d'environ quatre centièmes de seconde ; il s'ensuit que, par seconde, on pourrait envoyer vingt-cinq signaux, alors que les manipulateurs ne peuvent en expédier que cinq. Le débit des lignes peut donc être quintuplé, si l'on arrive à mettre sur chacune cinq appareils émetteurs et cinq appareils récepteurs. Pour éviter le brouillage, on place à chaque poste un distributeur, le synchronisme de deux postes étant assuré, chaque distributeur est, pendant $1/25^e$ de seconde, en relation avec un récepteur et un seul de l'autre poste, si bien que les signaux préparés sur les cinq transmetteurs à une cadence de cinq à la seconde, sont successivement transmis dans la ligne à la cadence de $1/25^e$ par seconde, et ils sont recueillis à la même cadence par le distributeur du poste d'arrivée qui les transmet à chacun des récepteurs qui inscrivent à la cadence de $1/5^e$ de seconde. Les signaux ne sont plus ceux du code Morse. Les lettres de l'alphabet sont représentées par des combinaisons réalisées avec cinq touches seulement, et chaque appareil récepteur transforme ces combinaisons en caractères imprimés ; chaque appareil débite 180 mots à la minute en moyenne.

Télégraphie en duplex. — Ce système double encore l'utilisation des lignes ; il permet de télégraphier d'un poste A à un poste B et vice-versa en n'utilisant qu'un seul fil.

On utilise à chaque poste une disposition en pont de Wheatstone.

Relais. — Le débit des lignes télégraphiques très longues deviendrait trop faible en raison du temps nécessaire pour la réception d'un signal à distance. On remédie à cet inconvénient en divisant les lignes en sections à l'extrémité desquelles se trouve un récepteur et un transmetteur ; mais l'intervention humaine n'est pas nécessaire pour recevoir les signaux transmis et les réexpédier, le récepteur commande directement le transmetteur ; l'ensemble constitue un relai. C'est un appareil très simple, constitué par un électro-aimant polarisé ou non, suivant les systèmes, et dont la palette établit ou rompt des contacts en tout semblables à ceux qui ont été établis et rompus au poste d'origine. Une pile fournit l'énergie nécessaire à chaque section.

Lignes télégraphiques. — Pour les distances moyennes, le fil de fer galvanisé, un isolement moyen suffisent. Le retour se fait toujours par la terre. Pour les

lignes sous-marines, on noie des câbles constitués par une âme conductrice en cuivre par entourée d'un isolant en gutta-percha, d'un ruban de laiton pour la protection contre les tarrets, d'une matelassure en jute et de fils de fer assurant la protection mécanique.

Télégraphie sous-marine. — La capacité et la résistance d'un câble d'une certaine longueur sont représentées par des nombres considérables, de sorte que la période d'établissement et d'extinction d'un courant au poste récepteur est trop longue. Entre la France et l'Amérique, on ne pourrait guère envoyer qu'un signal toutes les 10 secondes, si l'on utilisait les procédés terrestres.

Pour éviter cet inconvénient, on n'attend pas que le courant soit établi et on n'utilise que le début de la période pendant laquelle le courant a une très faible valeur, mais qu'un galvanomètre très sensible peut détecter. On utilisait, au début, le galvanomètre à cadre mobile, et on lisait sur une règle les déplacements du spot lumineux. Lord Kelvin rendit ce télégraphe imprimeur en adjoignant sur le cadre du galvanomètre un très petit siphon en verre dont la petite branche plonge dans une cuve contenant de l'encre, et dont l'autre est en contact avec un papier qui se déroule. Les déviations sont ainsi inscrites : celles d'un sens indiquent les points du code Morse, celles de l'autre les traits. Cet appareil est un siphon recorder.

On est d'ailleurs arrivé à monter des appareils Baudot en multiple aux extrémités des câbles, à l'aide de dispositifs d'amplifications appropriés. — Alexandre LAURANT.

TÉLÉGRAPHIE SANS FIL. La télégraphie sans fil permet l'envoi de messages sans interposition de conducteur entre le poste émetteur et le récepteur. L'expérience fondamentale de l'induction en explique la possibilité.

Un courant électrique créait autour de lui un champ magnétique, partie de l'espace où une aiguille aimantée est déviée de sa position d'équilibre. Inversement, les variations d'intensité d'un champ magnétique donnent naissance dans un circuit fermé voisin, à un courant électrique, qui est appelé courant induit. Par conséquent, en disposant un premier circuit composé de plusieurs éléments de pile réunis par un fil de cuivre sur le parcours duquel nous plaçons un interrupteur, nous créons dans l'espace environnant un champ magnétique. En manœuvrant l'interrupteur, nous faisons varier ce champ. Plaçons un deuxième circuit composé d'un simple fil de cuivre fermé sur un galvanomètre à une certaine distance du premier. L'aiguille du galvanomètre dévie à la cadence des mouvements de l'interrupteur. Par une combinaison de signaux longs ou courts, appelés traits ou points, nous envoyons des signaux Morse qui correspondent à des lettres, chiffres, ponctuations. Une communication sans fil a été établie.

Cette façon de procéder n'offrirait que peu d'applications, car les circuits dans cette expérience doivent être rapprochés. Mais elle donne une explication élémentaire de ce phénomène en apparence mystérieux.

Un premier perfectionnement fut l'emploi des condensateurs. La décharge oscillante de ces derniers, en fournissant des courants de fréquence élevée, de dix mille à trente millions de périodes à la seconde, augmenta la portée des stations émettrices. A la réception, un écouteur téléphonique monté avec un détecteur développa la sensibilité.

Expliquons ici ce que l'on entend par détection. Les courants reçus en T. S. F. sont alternatifs, la somme de leurs effets polarisés est nulle : par conséquent ils n'impressionnent pas directement la plaque vibrante des écouteurs. Le détecteur transforme le courant alternatif qu'il reçoit en un courant ondulé, toujours de même sens. Les variations d'intensité des alternances

sont alors audibles au téléphone. A condition, bien entendu, que ces variations soient à fréquence musicale. La galène ou sulfure de plomb est le plus connu des détecteurs. Dans les réceptions sur cristal, la portion d'énergie captée par l'antenne est la seule qui fasse fonctionner les écouteurs. Ce qui explique la portée réduite de ces postes.

Vers 1913, un ingénieur américain Lee de Forest, mit au point la lampe à trois électrodes ou triode, qui fut l'une des inventions de ce siècle la plus féconde en applications. C'est avec ces lampes que la Télégraphie sans fil à grande distance, intercontinentale même, est devenue pratique.

Pour expliquer le fonctionnement de la lampe, il est plus simple d'examiner d'abord celui de la diode (deux électrodes seulement). Dans une ampoule vide d'air, un filament de matière incandescente, oxyde de thorium par exemple, est chauffé au rouge. Il laisse échapper des grains immatériels extraordinairement ténus d'électricité négative. C'est l'effet Edison. Dans le voisinage de ce filament, toujours à l'intérieur de l'ampoule, nous disposons une plaque qui sera chargée positivement par rapport au filament. Cette plaque attire les électrons, et un courant filament-plaque est établi, malgré que le circuit soit ouvert. Si la plaque est chargée d'électricité négative, aucun courant ne passe. Dans le cas d'une différence de potentiel alternative entre le filament et la plaque, le courant filament-plaque sera découpé, toujours dans le même sens. Il ne comprendra que les alternances positives. Ainsi, la diode peut servir à redresser les courants alternatifs. Remarquons qu'en polarisant la plaque à une valeur convenable, on arrive quand même à faire passer un courant alternatif, mais sous la forme d'un courant ondulé. Il ne reste plus ensuite, par un artifice, qu'à ramener sa valeur moyenne à 0. Cet artifice pouvant être le passage à travers des condensateurs.

La lampe à trois électrodes diffère de la précédente par l'interposition entre le filament et la plaque d'une troisième électrode appelée grille. Cette grille remplit le rôle d'un robinet pour le courant filament-plaque. Chargée négativement, elle repousse les électrons ; positivement, elle favorise d'abord leur passage, ensuite, quand son potentiel augmente, elle les capte tous et il n'en vient plus sur la plaque. On peut encore comparer son rôle à celui d'un relai.

La lampe est utilisée comme détectrice, comme amplificatrice, comme oscillatrice.

Fonctionnement en détectrice. — Autour d'une certaine valeur du potentiel de grille, appelé polarisation, les alternances positives sont seules reproduites ou presque dans le courant filament-plaque. Cette dissymétrie permet, comme nous l'avons vu, la détection. Dans la réception sur lampe, l'énergie reçue dans l'antenne n'est pas celle qui fait vibrer la plaque des écouteurs ; elle est empruntée à la batterie d'accumulateurs, ou bien, avec les lampes modernes, au réseau. D'où portée plus grande des récepteurs à lampe, par rapport aux récepteurs à cristaux.

Fonctionnement en amplificatrice. — La fonction amplificatrice de la lampe résulte directement de son étude élémentaire. De petites variations de la tension grille peuvent donner, sous une différence de potentiel convenable, d'importantes variations du courant filament-plaque.

Ces notions élémentaires sur la détection et l'amplification permettent de comprendre le fonctionnement d'un poste simple à lampes.

Les courants qui prennent naissance dans l'antenne sont d'abord amplifiés dans une première lampe, la haute fréquence. La détectrice redresse ce courant alternatif pour le rendre audible. Les modulations de ce courant sont à nouveau amplifiées dans la basse fréquence. Elles viennent ensuite exciter les écouteurs.

Dans des lampes disposées en cascades ou étages, ces effets peuvent être multipliés.

La liaison entre les différents étages, c'est-à-dire entre les circuits de chaque lampe a lieu soit par transformateur, par capacité ou par résistance. La combinaison de ces différents montages permet la construction d'un grand nombre de récepteurs, mais qui dérivent tous du même principe.

Fonctionnement en oscillatrice. — Par un réglage convenable de la capacité et de la self du circuit de la grille, couplé avec le circuit de plaque, on peut faire naître dans le premier un courant alternatif entretenu. La lampe oscille. Cette propriété est utilisée en émission pour avoir des vibrations électriques non amorties. La durée constante des oscillations est une caractéristique de l'émission. Elle permet de calculer la longueur d'onde en divisant trois cent mille kilomètres à la seconde par le nombre de vibrations dans cette unité de temps. Dans les postes récepteurs, on utilise aussi cette fonction, soit dans la réaction, soit dans les postes à changement de fréquence où la lampe qui oscille joue exactement le rôle d'un petit émetteur local.

Emission. — La télégraphie sans fil peut se faire de trois façons qui se différencient d'après la nature de l'onde émise.

Par ondes amorties ; dans ce cas, l'émetteur envoie dans l'espace un certain nombre de trains d'ondes amorties.

Par ondes entretenues pures, et enfin par entretenues modulées.

L'émission par ondes amorties est effectuée à l'aide de la décharge oscillante d'un condensateur. Ce condensateur étant périodiquement chargé par un alternateur (modèle à éclateur tournant). Dans ce système, le nombre de décharges à la seconde, qui est égal à la fréquence de l'alternateur, donne la note musicale de l'émission. La longueur d'onde n'a rien à voir avec cette fréquence, elle est seulement fonction des caractéristiques en haute fréquence des circuits, c'est-à-dire de leur self-induction et de leur capacité. Entre l'alternateur et le condensateur on place un transformateur dont le rôle est d'élever la tension, afin d'avoir le voltage le plus grand aux bornes du condensateur. La manipulation se fait sur le circuit primaire de ce transformateur. Ce genre de télégraphie est pratiqué en campagne par les armées, ou les explorateurs, à cause de sa rusticité et de son faible encombrement, mais son rendement en portée n'est pas très grand ; c'est tout juste si l'on arrive à communiquer à cent kilomètres. Les premiers postes d'aviation étaient de ce type là.

L'émission en entretenue pure se fait à l'aide de postes à lampes. C'est en faisant osciller une lampe, comme nous l'avons vu précédemment, que l'on arrive à avoir une émission. Ici, l'onde obtenue est rigoureusement alternative, c'est-à-dire que, pour chaque période, l'alternance positive est égale à la négative. Par un manipulateur, on interrompt ou on rétablit cette émission à la cadence du Morse. Dans ce système, nous allons voir que les récepteurs ordinaires, comme ceux qui pouvaient capter les amorties, seraient inutilisables. En effet, après détection, on obtiendrait pour un point, un court courant continu, et pour un trait un courant continu plus long. Mais le courant continu n'a aucune action sur l'écouteur téléphonique ; tout juste à l'interruption et à la reprise du courant pourrait-on entendre un toc provenant du collage ou du décollage de la plaque d'écouteur d'après l'électro-aimant. Il existe heureusement deux moyens pour faire vibrer la plaque de l'écouteur dans ces conditions. C'est le Tickers et l'Hétérodyne.

Le tickers est analogue au système d'une sonnerie fonctionnant sur courant continu. On arrive, par un artifice de plaque vibrante et d'électro-aimant, à couper et à rétablir le courant. Celui qui écoute la communica-

tion, par un réglage de l'élasticité de la lamelle vibrante (vis pointeau) arrive à modifier le son de son écouteur.

L'hétérodyne n'est pas autre chose qu'un petit émetteur local dont les ondes propres viennent s'ajouter à l'onde reçue. Lorsque les deux longueurs d'onde sont voisines, on entend des battements, phénomène connu de la physique vibratoire, et ce sont ces battements, coupés ou rétablis à la cadence morse que l'on entend dans l'écouteur. Remarquons que, par un réglage de la self ou de la capacité du circuit de la lampe hétérodyne, on change sa longueur d'onde et, par conséquent, la fréquence des battements. D'où réglage de la note à la réception.

Dans l'émission en entretenue modulée, c'est au poste émetteur lui-même que l'on ajoute l'onde de l'hétérodyne. A ce moment, n'importe quel poste récepteur peut l'écouter. C'est ce dernier système qui est le plus fréquemment employé. L'écouteur ne peut pas modifier la note de la transmission, qui ne dépend que des caractéristiques de l'émission.

Disons quelques mots sur la propagation des ondes entre deux points de la surface terrestre. Considérons sur le globe terrestre un point de sa surface où nous supposons placé le poste émetteur. Soit B le poste récepteur. Les ondes ne se propagent pas en ligne droite en pénétrant dans l'écorce terrestre. Elles glissent le long de la surface de la terre dans la direction du grand cercle allant de A à B. Cette hypothèse du glissement à la surface de la terre a dû être admise dès le début de l'utilisation pratique des ondes électromagnétiques en T. S. F., car il est impossible de se rendre compte des réceptions à grande distance par propagation directe à travers la terre, par suite de l'absorption énorme que subiraient ainsi les ondulations.

La propagation par glissement superficiel, onde de surface, convient pour expliquer les portées effectuées à l'aide d'ondes longues. Mais les ondes courtes de 10 à 100 mètres sont de plus en plus fréquemment utilisées par les stations commerciales.

On a admis une réflexion sur une surface conductrice située dans la haute atmosphère, à quatre vingt kilomètres environ, et appelée couche de Heaviside-Kennelly des noms de ses deux théoriciens. Cette couche conductrice serait due à une ionisation de l'air raréfié, ionisation produite par les rayons émis du soleil.

Elle varierait en hauteur suivant les heures du jour et les saisons. La propagation des ondes courtes d'une station à une autre très éloignée pourrait donc se produire suivant un chemin brisé, donné par deux réflexions successives sur la couche ionisée. La station émettrice serait entendue très loin, et pas du tout dans son voisinage. C'est l'effet de rebondissement ou « skip effect » des Américains.

Au voisinage de l'émission, les ondes de surface interviennent seules dans la propagation et la proximité de la terre les arrête, les freine rapidement. Cette circonstance peut expliquer les réceptions faibles ou nulles en France de stations nationales sur ondes de 35 mètres, par exemple, et qui au même moment sont entendues avec beaucoup d'intensité au Brésil ou en Indo-Chine. Des zones de silence peuvent d'ailleurs résulter de l'interférence des ondes de surface et des ondes provenant de la couche de Heaviside. Il y a, d'ailleurs, une longueur d'onde optimum pour réaliser une liaison donnée et qui dépend de l'heure, de l'époque de l'année, des conditions barométriques, etc...

On observe très nettement sur les ondes inférieures à 600 mètres, moins nettement sur les grandes ondes, le phénomène du « fading » ou évanouissement. Ce phénomène se traduit à la réception par des variations considérables d'intensité d'audition, variation allant jusqu'à la disparition complète pendant quelques dizaines de secondes.

Ces extinctions sont le plus souvent suivies de courtes périodes de net renforcement. De nombreuses hypothèses ont été faites sur le mécanisme qui régit le « fading », il semble qu'il faille voir ici une action d'origine atmosphérique.

Les ondes très courtes, inférieures à 10 mètres de longueur, sont dites « quasi lumineuses » car leur propagation s'effectue de manière très analogue à celle de simples rayons optiques, propagation en ligne droite. Elles ne subissent aucune réflexion sur la couche de Heaviside-Kennelly. — Alexandre LAURANT.

TÉLÉPATHIE n. f., du grec *télé* (loin) et *pathos* (affection). Existe-t-il, « chez certains individus, une sensibilité spéciale, qui semble s'exercer autrement que par la perception sensible par laquelle nous prenons connaissance des objets matériels » ?

Certains répondent affirmativement. « Ce phénomène se produit dans la télépathie. Des événements distants et hors de portée des sens sont perçus par certains individus ; des messages peuvent être transmis sans l'intermédiaire des organes des sens. Les faits sont affirmés par des personnes tout à fait dignes de foi ». (Dweishauwers).

En matière de science, la foi ne suffit pas. Quant au témoignage des personnes même les plus scrupuleuses, nous savons de quelles erreurs involontaires il peut être entaché. Toutes les fois que nous sommes en présence de faits qui ne sont pas, qui ne peuvent être l'objet de vérifications rigoureuses et répétées, la vraisemblance est un critère. « Or, c'est précisément ce critère de la vraisemblance qui nous fait défaut dans le cas des manifestations psychiques. Car les faits que l'on invoque, non seulement ne peuvent être reproduits à volonté, mais sont, en outre, excessivement rares ; un grand nombre de personnes n'ont jamais eu l'occasion de constater quoi que ce soit qui y ressemblât... Ce sont donc là des faits très extraordinaires. Ils sont aussi extravagants, dans le sens littéral du terme, puisqu'ils impliquent un exercice des sens dans des conditions d'espace et de temps tout autres que celles où nous avons accoutumé de les voir fonctionner ». (E. Meyerson).

Il est évident que des phénomènes qui prennent naissance à des distances considérables sont perçus par nos sens. Ce sont ces impressions de nos sens qui suscitent en nous des pensées ; pensées qui n'ont d'existence qu'en nous, qui nous sont personnelles, qui, pour un même phénomène, diffèrent d'un individu à l'autre. Les ondes sonores issues d'un canon, provoqueront chez l'un des pensées joyeuses en s'associant au souvenir de réjouissances publiques, chez un autre un sentiment de tristesse, car elles réveilleront les angoisses de la guerre. Nos sens ne reçoivent pas des pensées ; ils perçoivent des signes qui sont au nombre des éléments constitutifs de nos pensées.

Des phénomènes qui ne tombent pas *directement* sous nos sens peuvent également influencer sur notre comportement. Par exemple, l'état électrique de l'air ambiant qui, par le malaise qu'il nous cause, agit sur notre bien-être et notre caractère. Mais les troubles que nous fait éprouver l'état orageux de l'atmosphère, sont des troubles qui prennent naissance en nous, qui dépendent de notre état du moment, de notre santé. Nous ne voyons pas à quelle idée claire peut répondre l'assertion que le trouble qualifié de notre mentalité a pénétré en nous de l'extérieur. Ces influences extérieures qui agissent sur nous, sans mettre en jeu un sens localisé, sans suivre les voies ordinaires de la perception sont comparables aux phénomènes météorologiques qui brouillent les communications téléphoniques sans faire émettre aux appareils aucune phrase, aucun mot. A supposer même qu'à notre insu une influence spéciale s'exerce sur une portion de notre tégument ou d'un viscère, organe inconnu d'une

sensation ne serait pas une pensée trouvant asile dans notre cerveau après un long voyage.

Quelle est, en effet, l'origine de nos pensées ? Des impressions éveillent nos sens, des filets nerveux les canalisent vers certaines cellules qui les transforment aussitôt en réactions par la voie de filets efférents, ou bien les transmettent à des cellules appartenant à des centres supérieurs, par lesquelles elles s'associent à nombre d'autres impressions, provoquent des actes ou, au contraire, les inhibent, mouvements ou arrêts objets de pensées. Ces pensées ne prennent forme qu'en nous, par nous. Si elles se transmettent à d'autres, c'est par l'intermédiaire de mouvements, gestes ou paroles, qui impressionnent leurs sens, dont l'interprétation donne, chez eux, naissance à leurs propres pensées qui peuvent différer profondément de la pensée initiale.

Que notre énergie nerveuse émette, comme d'autres, des radiations dans l'ambiance, cela se pourrait. Ce seraient des mouvements ondulatoires du type courant, tels que ceux qui servent à la téléphonie sans fil, par exemple. Mais que se passe-t-il dans ce dernier cas ? Une pensée s'est, chez un interlocuteur, extériorisée en phrases, en ondulations de l'air ; un poste émetteur change les ondes sonores en ondes herziennes qui cheminent plus loin dans l'espace. Un poste récepteur en refait des sons qui, après le trajet ordinaire dans notre corps, sont traduits en pensées. Encore ne faut-il pas oublier le proverbe : traduction, trahison, et, de plus, il est nécessaire que les sons appartiennent à une longueur connue de nous, sinon il faudra encore introduire dans le circuit un nouvel interprète. A aucun moment, les ondes herziennes ne sont des pensées ; elles ne sont qu'un agent de transport d'une énergie libérée en un point, reçue en un autre, énergie dépourvue de qualification psychique.

On comprend l'embarras des métapsychistes pour expliquer la transmission des pensées. « Il est difficile de penser que l'organisme émet et dirige d'invisibles tentacules jusqu'à de grandes distances pour y recueillir l'impression cherchée. Il est aussi difficile de comprendre comment sa sensibilité serait transportée sous formes d'ondes qui s'éloigneraient de lui et resteraient en contact avec lui ». (Maxwell).

Ce mystère a une explication. Les témoignages que l'on nous apporte, sont, ou bien des rappels de rêves, ou des récits de dormeurs éveillés et de névropathes mythomanes.

Mais pourtant, dira-t-on, les prévisions ne se vérifient-elles pas parfois ? Avant d'y voir un sujet d'étonnement, a-t-on calculé la probabilité de l'événement, a-t-on cherché à l'analyser pour découvrir les raisons qui en ont amené la production ? Des coïncidences d'apparence anormale trouvent une explication naturelle. Je puis citer à ce sujet, une observation personnelle. Prenant en lecture un livre à la bibliothèque de l'arrondissement qui rassemble plus de 3.000 volumes, j'y trouve une carte oubliée portant l'adresse du précédent lecteur. Le surlendemain, au siège d'une association de plus de 1.500 membres, on tire d'un fichier une fiche portant le nom de la même personne inconnue jusqu'alors de moi, bien qu'habitant le même quartier, dont on voulait me signaler l'activité. La probabilité de la rencontre était de un contre plus de quatre millions, et bien inférieure encore si l'on tient compte du nombre des lecteurs habituels de la bibliothèque, qui dépasse 200. Tout change si l'on reconstitue la chaîne des causes. L'association précitée est une association de techniciens. Il y a, dans l'arrondissement que j'habite, une Ecole d'Arts et Métiers. Le volume dont j'ai parlé est un livre de Proudhon, dont j'avais souvent exposé les idées dans le journal publié par le groupement de techniciens. La rencontre s'avère de moins en moins improbable à mesure qu'on en analyse les circonstances.

Discutons le cas de la divination en rêve. Un grand nombre de nos organes, le cœur, par exemple, n'inter-

rompent jamais leur fonctionnement. Il en est très probablement de même du cerveau dont le jeu, pendant le sommeil, se manifeste par le rêve. Le docteur A. Marie écrit : « Il ne manque pas de psychologues qui considèrent que tout sommeil s'accompagne de rêves, mais que ceux qui n'en croient pas avoir sont simplement ceux qui n'en ont aucun souvenir. Et, en effet, il est remarquable que ceux qui prétendent dormir sans rêve sont parfois ceux qui parlent et agissent en dormant, comme certains somnambules qui ont une amnésie totale rappelant celles des comitiaux (épileptiques)... Le rêve serait continu pendant le sommeil, mais oublié à mesure, sans quoi il y aurait réveil (rêve retenu) ».

Mais la multitude innombrable des rêves qui paraissent échapper à notre mémoire a cependant, comme tout fonctionnement physiologique, laissé des traces dans les voies d'association de notre système nerveux. Une perception réelle similaire, au réveil, ou même plus tard, en ramène le souvenir et cela d'autant mieux que l'empreinte a été plus forte, c'est-à-dire le sujet plus dramatique. D'autre part, nous ne situons un événement dans le temps qu'autant qu'il se trouve intercalé dans une série d'autres événements réels, ce qui n'est pas le cas du rêve, sauf proche du réveil. Que plus tard un incident tragique intéressant un parent ou un ami, objet constant de notre intérêt vienne à la connaissance de qui est superstitieux ou nerveux, ce dernier n'aura pas de peine à tirer de son stock de rêves non explicites, l'un d'eux qui concordera à la catastrophe et qui, libre de toute attache dans le temps, sera automatiquement rapporté à la date exigée.

Ajoutons que de nombreux physiologistes nous avertissent qu'il n'est pas de rêve qui ne soit remanié après coup. J'en ai fait moi-même l'expérience. Il s'agit d'un songe ayant l'apparence d'une prémonition. J'étais désappointé de trouver fermé un magasin auquel je devais m'approvisionner le matin — fait qui s'était produit plusieurs fois dans les semaines précédentes. Réveillé au moment même, j'écrivis en quelques mots le sujet du rêve qui, justement, se réalisa dans la matinée. J'en rédigeai alors le récit et j'eus la curiosité de comparer avec mes notes nocturnes. Rien n'était inexact, mais, du fait même de la rédaction, des nécessités de langage, tout prenait un caractère de précision, d'exactitude, qui n'était nullement dans la réalité et qui eût trompé certainement un lecteur.

Dans tous les cas, avant d'accepter la possibilité d'esprits baladeurs capables d'aller faire des reconnaissances en de lointains pays, voire dans l'avenir, il est prudent de lui opposer des hypothèses qui, reposant sur des données minutieusement contrôlées, soient encore en harmonie avec les notions que nous devons à la saine méthode expérimentale. Le miracle laïque doit nous être aussi suspect que le miracle religieux. C'est pour mieux humilier notre personnalité réelle que l'on exalte une personnalité imaginaire.

Nous pouvons conclure avec E. Meyerson : « Des thaumaturges ont prétendu et prétendent posséder une lucidité, une seconde vue, leur permettant de percevoir en dépit des obstacles du temps et de l'espace. Eh bien, il n'y a qu'à considérer l'attitude de l'historien à l'égard du miracle pour se convaincre de la différence entre son état d'esprit et celui du partisan de la recherche psychique. Car le miracle, l'historien le connaît fort bien, il est obligé de s'en occuper : les chroniques du Moyen Âge, en particulier, même quand elles sont dues aux auteurs les plus sobres et les plus dignes de foi, en sont remplies. Mais l'historien, s'il ne met pas résolument de côté tout ce qui s'y rapporte, ne s'en sert tout au plus que pour caractériser l'état d'esprit du milieu, où le fait, ou du moins la croyance au fait, se sont produits ; le récit entier se transforme en document psychologique ».

C'est à titre de document sur la mentalité de notre époque que la télépathie méritait une mention. — G. GOURAUD.

TELEPHONE n. m., du grec *télé*, loin et *phoné*, voix. C'est un appareil qui permet de transmettre la parole à distance. Le premier fut imaginé par Graham Bell, en 1876. Depuis cette époque, la téléphonie a fait d'immenses progrès, et un nombre considérable de brevets furent pris à son sujet. Cependant, de nos jours encore, c'est toujours le même principe qui est appliqué.

Ce principe est simple. Un téléphone est constitué par un aimant permanent sur lequel est bobiné un fil et dont l'armature est formée par une membrane de fer doux. Si l'on dispose de deux appareils identiques, et si l'on relie par deux fils conducteurs les enroulements réalisés autour des aimants, on obtiendra un circuit fermé électriquement. Tant que tout est au repos, le flux magnétique est constant dans chacun des électro-aimants. Mais supposons que l'on déforme le circuit magnétique d'un des appareils par exemple en déplaçant son armature, cela provoquera la naissance d'un courant induit dans le circuit ; ce courant induit passant dans l'appareil, fera varier la force d'attraction exercée par l'aimant sur la membrane qui lui sert d'armature. On conçoit que, si la membrane est constituée par un métal convenable, si elle est encadrée, si la valeur de l'entrefer est bien choisie, etc., la membrane prenne un mouvement correspondant à celui qui est imprimé à l'autre extrémité de la ligne. Si, en particulier, le mouvement imprimé à l'appareil émetteur est provoqué par des vibrations de la voix, on conçoit que la membrane de l'appareil récepteur puisse reproduire les mêmes mouvements et, par conséquent, le son qui a été produit devant la membrane de l'appareil émetteur.

Un ensemble téléphonique fonctionnant d'après ce système, serait plutôt une curiosité de laboratoire avec portée maxima de cent à deux cents mètres. Mais il résulte de ce que nous avons vu que le but à atteindre est simplement de provoquer dans le récepteur une variation de flux assez forte ; pour ce faire, on a trouvé un autre procédé. Il consiste à insérer le récepteur téléphonique dans un circuit où il est en série avec une source de courant continu et une résistance variable. Les variations de cette résistance provoqueront des variations de flux magnétique dans l'électro-aimant. En pratique, on utilise comme résistance variable un microphone : c'est un organe généralement constitué par deux électrodes entre lesquelles est enfilé du charbon en grenaille. L'une de ces électrodes peut vibrer quand on parle devant elle, ce qui entraîne des variations de pression des grains de charbon les uns sur les autres et sur les électrodes et, par suite, des variations de résistance. L'expérience prouve que le courant ainsi modulé par les variations de résistance du microphone, en passant dans l'électro du récepteur, imprime à la membrane des mouvements qui reproduisent les sons émis.

Si l'on analyse le courant téléphonique au moyen de l'oscillographe enregistreur, on note une courbe analogue à celle d'un enregistrement phonographique. Une étude de ces courbes montre l'existence de plusieurs harmoniques. La transmission exacte de ces harmoniques ou du moins des plus importants, permet de reproduire le timbre exact de la voix.

La portée des communications téléphoniques a été augmentée une première fois par l'emploi de transformateurs. Ensuite, la lampe à trois électrodes, étudiée sommairement au mot *Télégraphie sans fil*, employée comme relai, augmenta encore dans des proportions plus grande, cette portée. Et, par l'emploi de plusieurs relais, on arrive à téléphoner de Paris à Londres, de Paris à Alger.

Un perfectionnement intéressant de la téléphonie dû

en grande partie aux études entreprises en T. S. F., permet d'avoir plusieurs communications sur la même ligne. Une façon de résoudre ce problème est l'emploi de la haute fréquence. Sur un même circuit, on peut faire passer plusieurs courants à haute fréquence, à fréquence différente. Chacun de ces courants étant modulé par la parole, un même circuit peut transmettre plusieurs conversations. Il suffit, à l'arrivée, de faire une sélection, comme en T. S. F. on arrive à sélectionner des stations à longueurs d'ondes différentes. Ces installations sont peu encombrantes, et facilement amovibles et on peut, ainsi, envisager leur emploi lorsqu'il y a lieu, en un point quelconque, de parer à un afflux de trafic momentané, comme cela se produit au moment des foires ou de la saison, dans les stations balnéaires. D'autre part, le fait de l'emploi de fréquences élevées rend la captation de ces communications extrêmement difficile et l'emploi de ce système garantit, d'une façon à peu près absolue, le secret des communications.

Voyons maintenant comment on coordonne un ensemble de lignes, pour former un réseau. Le problème ne présente aucune difficulté spéciale lorsqu'il y a peu de lignes ; on imagine alors aisément les solutions à envisager. C'est le cas, par exemple, des communes comprenant quelques abonnés ; ceux-ci sont desservis par des lignes entièrement aériennes, allant directement, par le chemin le plus court, du bureau téléphonique chez l'abonné. Les conducteurs de cuivre ou de bronze sont placés sur des solateurs fixés eux-mêmes, le plus souvent, par des consoles, à des potelets scellés dans les murs des maisons.

Lorsque le nombre de lignes augmente, il y a intérêt, lorsqu'on construit la ligne, à ne pas se borner à tirer des lignes droites, pour réduire la longueur des fils, mais à les grouper ensemble de façon à former des nappes de fils plus importantes, supportées par les mêmes potelets ou poteaux.

Lorsque les réseaux atteignent cinquante abonnés et plus, on est conduit à réaliser des réseaux dits *aéro-souterrains*. Les lignes des abonnés partent du central, dans des câbles sous plomb ; ceux-ci vont ensuite se ramifier en des câbles de moindre importance, pour finir en câbles de sept et vingt-huit paires qui aboutissent à des points de concentration d'où partent des lignes aériennes. C'est sur ce principe que sont constitués la quasi-totalité des réseaux urbains en France ; il n'y a guère que Paris et Lyon qui ne comprennent que des lignes entièrement souterraines.

L'étude du téléphone automatique date de 1880. Déjà en 1900, des villes américaines étaient entièrement équipées en automatique. En Europe, les premiers de ces postes furent installés en Allemagne. Quel que soit le système employé, la manœuvre à exécuter par l'abonné, ainsi que son poste sont les mêmes. Le poste de l'abonné est un poste à batterie centrale, simplement complété par un interrupteur normalement au repos, placé en série sur la ligne, et actionné par un cadran. Ce cadran est formé d'une partie fixe comportant un disque sur lequel sont figurés des numéros devant lesquels peut se déplacer un disque percé de trous. On enfonce le doigt dans le trou correspondant au chiffre que l'on veut émettre et on fait tourner le cadran jusqu'à ce que le doigt rencontre une butée d'arrêt ; à ce moment on abandonne le disque mobile, celui-ci, en revenant au repos, entraîne une came isolante qui passe à travers des ressorts, au contact en position de repos. Ces ressorts sont placés en série sur la ligne de l'abonné. Chaque fois que la came passe entre eux, elle produit donc une rupture de circuit ; ces ruptures en nombre égal au chiffre composé, ont pour effet de matérialiser en quelque sorte le chiffre émis. Le rythme de ces ruptures de courant doit être déterminé avec précision : la cadence doit être de neuf à onze ruptures par secondes. Cette vitesse devant être indépendante de la personne

qui manipule le cadran, celui-ci n'est actif que pendant le retour au repos sous l'action d'un ressort, l'abonné ayant abandonné le ressort. Supposons que nous soyons dans une installation de cent abonnés et que l'on demande le poste 24. Si nous provoquons, au moyen du cadran d'abord, deux interruptions, puis quatre, on conçoit qu'un mécanisme au central puisse en déduire que c'est le numéro 24 qui est demandé.

Indiquons comment ce mécanisme fonctionne dans les systèmes pas à pas. Dans le système de beaucoup le plus répandu, le système pas à pas ou *Stromer* et ses dérivés *Siemens* et *Halske*, *Automatic Electric Co.*, etc., voici comment agissent ces impulsions : la ligne du demandeur aboutit à un appareil mécanique appelé *connecteur*, constitué par un arbre portant deux frotteurs reliés aux fils de la ligne du demandeur, et susceptible de se déplacer devant une série de 100 double contacts disposés en 10 rangées horizontales de 10 superposées. L'arbre peut prendre un mouvement d'ascension, puis un mouvement de rotation. On conçoit que si l'on fait monter l'arbre de deux rangées, puis si on l'amène dans cette rangée au quatrième contact, le frotteur relie les contacts de la ligne appelante à ceux de la ligne appelée. Il faudra donc que les deux premières impulsions émises agissent sur un organe faisant monter le connecteur, et les quatre autres sur un organe le faisant tourner. Ces organes sont des électro-aimants dont l'armature porte un cliquet qui agit sur un pignon denté. On distingue deux électros, celui d'ascension et celui de rotation.

Avec le téléphone automatique, on arrive, en Suisse, à communiquer avec un correspondant se trouvant à cinquante kilomètres. Dans le programme des téléphones français, on compte transformer tous les postes manuels en automatiques. Dans l'exploitation du service public des téléphones, un appareil qui se complique de plus en plus avec l'automatique, c'est le compteur taxeur de communications. Car, dans le prix que l'on fait payer à l'abonné, intervient à la fois la durée des communications, leur nombre et la distance à laquelle on téléphone.

Dans la vie moderne, on peut dire que les réseaux téléphoniques jouent un rôle de premier plan. C'est principalement dans le monde des affaires, des trafiquants et des agitateurs que ces appareils sont le plus utilisés.

Une particularité des communications téléphoniques, qu'on ne doit pas ignorer, c'est que le secret des communications n'existe pas. Il y a même, dépendant de la police parisienne, un système de tables d'écoute très perfectionnées où certains numéros particulièrement repérés sont l'objet d'une surveillance attentive. — Alexandre LAURANT.

TÉLÉPHONIE SANS FIL ou RADIOPHONIE. Le problème de la radiophonie, c'est celui de la transmission du son par les ondes électro-magnétiques. Pour radiotéléphoner, il est nécessaire de disposer d'une onde entretenue pure que l'on module à la fréquence de la voix ou de la musique. Pour ce faire, on dispose d'un microphone devant lequel on produit les sons à transmettre. Le courant de sortie du microphone est, après amplification éventuelle, amené à agir sur un certain point du système producteur de l'onde porteuse par l'intermédiaire de ce qu'on appelle le dispositif de modulation : le courant d'antenne, et par suite l'onde porteuse, sont modulés à la fréquence du son à transmettre. Une étude mathématique de l'onde modulée par le son, indique qu'une émission radiotéléphonique occupe toujours une bande totale de 10.000 périodes par seconde, que l'on appelle bande de modulation. Cet « encombrement » constant en fréquence varie en longueur d'onde suivant celle de l'onde porteuse. Pour une onde porteuse de 20.000 mètres, la bande de longueur d'onde encombrée

ira de 15.000 à 30.000 mètres, soit un encombrement très important de 15.000 mètres. Si, au contraire, l'onde porteuse est de 300 mètres, la région occupée par l'émission radiophonique s'étendra de 298 m. 5 à 301 m. 5, soit un encombrement très réduit de 3 mètres. Il en résulte que, plus on descend en longueur d'onde, plus on pourra augmenter le nombre de stations dans une bande donnée. De 200 à 600 mètres par exemple, on peut faire travailler simultanément, sans gêne réciproque, cent stations radiotéléphoniques. Tandis que de 600 à 1.000 mètres, il n'y a plus place que pour vingt stations. Enfin, dernier inconvénient des grandes ondes : pour recevoir une station radiophonique travaillant sur 20.000 mètres, il faudrait se trouver dans les mêmes conditions de sensibilité que pour la bande allant de 15.000 à 30.000 mètres ; ce qui correspondrait à un récepteur de sélectivité et, par suite, de sensibilité lamentable. On ne peut donc concevoir dans le spectre des fréquences, l'existence sans brouillage, de stations situées à moins de 10.000 périodes les unes des autres. Outre le chevauchement des bandes de modulation, il importe d'ailleurs d'éviter que les ondes porteuses de deux stations voisines en longueur d'onde ne s'hétérodynent audiblement, c'est-à-dire ne produisent des battements à fréquence acoustique. Ce phénomène de l'hétérodynage audible des ondes porteuses s'est observé fréquemment au cours de ces dernières années, au fur et à mesure que les stations de radiodiffusion augmentaient. La conférence internationale de Madrid a fait un partage des longueurs d'ondes entre les postes des différents Etats, ce qui a commencé à mettre un certain ordre dans l'éther, milieu théorique de propagation des ondes.

Emission. — Avant de songer à moduler une émission, il faut que cette émission corresponde à une onde entretenue rigoureusement pure. Une pareille condition n'est obtenue que si la tension appliquée à la plaque de la lampe oscillante est rigoureusement continue. On obtient ce résultat soit par des batteries d'accumulateurs, soit par des dynamos entraînées par moteurs électriques ou autres, soit enfin par courant alternatif, préalablement redressé et filtré. Il existe trois procédés principaux de modulation.

a) *Modulation par absorption.* — Autour d'une bobine de l'antenne d'émission, on entoure une ou deux spires de gros fil isolé que l'on ferme sur un microphone du type « solid back ». Le courant d'antenne induit un courant de haute fréquence dans ces spires. Ce courant est modulé par les variations de résistance du microphone. De l'action secondaire des spires sur la bobine résulte la modulation du courant d'antenne.

b) *Modulation par grille.* — On intercale le secondaire d'un transformateur de modulation de rapport 50, dans le circuit grille de la lampe d'émission. Dans le primaire se trouve le microphone et une batterie de 4 à 6 volts. Le primaire est shunté par une capacité de 50 micromicrofarads. Ce transformateur est placé à la partie inférieure du circuit oscillant de grille, afin d'éviter les pertes qui se produiraient dans ce transformateur s'il était porté à un potentiel de haute fréquence élevé.

c) *Modulation par « choc system ».* — Une lampe oscillatrice et une modulatrice sont montées en parallèle sur un ensemble haute tension bobine à fer. Cette bobine dite « bobine de modulation » ou « self de parole » est destinée à empêcher les variations d'intensité à basse fréquence (courants acoustiques), produite dans le circuit-plaque par le microphone, de se répercuter dans la partie haute tension de l'alimentation commune aux deux lampes. Le courant qui traverse la bobine à fer est constant, d'où le nom donné quelquefois à ce système. L'espace filament plaque de l'oscillatrice, se trouve en définitive shunté par la résistance espace filament

plaque de la modulatrice, dont la valeur varie au rythme de la modulation. Comme le courant débité par la haute tension est constant, lorsque le courant plaque de la modulatrice augmente, celui de l'oscillatrice diminue et vice-versa : le courant plaque de l'oscillatrice suit donc fidèlement la modulation.

Réception. — Le problème de la réception en radiophonie est le même que celui de la réception en télégraphie sans fil. Le poste comprend principalement une amplification à haute fréquence, une détection, puis une amplification à basse fréquence. Les différents circuits d'accord de ces étages ne doivent pas être couplés d'une façon très pointue, c'est-à-dire doivent posséder un certain amortissement propre, pour être capable de recevoir, non seulement l'onde émise, mais toute la plage de la modulation qui, nous l'avons vu, occupe une bande de 10.000 périodes entourant la longueur d'onde de l'émission porteuse. Par conséquent, les réceptions de radiophonie sont toujours moins sélectives que celles de télégraphie sans fil, leur portée est aussi en général moins élevée.

Dans les récepteurs modernes, la source d'énergie n'est plus la batterie d'accumulateurs ou les piles. Les postes sont directement branchés sur le secteur qui sert en même temps d'antenne. Le circuit de chauffage du filament est constitué par le secondaire d'un transformateur, qui abaisse la tension du réseau aux environs de quatre volts. Si le filament est chauffé directement par le courant alternatif, on a le chauffage direct.

D'autres lampes possèdent un fil métallique, élément chauffant, qui porté au blanc, communique sa chaleur à un élément voisin dont le seul rôle est d'émettre des électrons c'est-à-dire à jouer à proprement parler le rôle de cathode. C'est le chauffage indirect ou par rayonnement. Pour assurer le potentiel positif des plaques, le courant alternatif du secteur, après avoir été en général survolté, est redressé et filtré.

Les lampes à écran sont des lampes dans lesquelles la capacité grille plaque est annulée par la présence d'un écran. Ce sont les meilleures lampes amplificatrices à chauffage indirect.

Les récepteurs modernes de radiophonie sont tous livrés dans une boîte ou « Midget » comprenant un haut-parleur. Ce haut-parleur est un reproducteur de sons puissant, composé d'un dispositif moteur transformant les oscillations électriques en vibrations mécaniques, et d'un dispositif acoustique renforceur, destiné à provoquer la vibration de l'air, pavillon, écran, etc... Le haut-parleur permet de faire entendre un concert dans toute une salle, et les spéciaux de plein air, dans un rayon de quelques kilomètres.

Les hauts-parleurs doivent être placés à la sortie d'une amplification basse fréquence d'autant plus poussée que le volume du son désiré est plus grand. Pour les auditions de petite intensité, une puissance modulée de 0,5 watt suffit. Pour les auditions plus fortes, il faut 1, 2, 3 voire même 5 watts modulés ou plus. On appelle moteur d'un haut-parleur le dispositif dans lequel les courants téléphoniques se transforment en mouvements mécaniques de même fréquence. Ces moteurs sont actuellement construits suivant deux types principaux : les moteurs électromagnétiques et les moteurs électrodynamiques. Les électromagnétiques conviennent particulièrement aux auditions de moyenne puissance habituellement recherchées par les amateurs. Les modèles les plus simples et les plus anciens sont basés sur le dispositif Ader, diaphragme circulaire plat, ou sur le dispositif Brown, à anche. Le diaphragme peut attaquer l'air du pavillon soit directement, soit par l'intermédiaire d'un diaphragme de plus grand diamètre et de forme conique, qui en est solidaire mécaniquement. L'anche n'attaque jamais directement l'air d'un pavillon ; cette attaque se fait par l'intermédiaire d'un cône, en aluminium dans le haut-parleur Brown.

Dans les moteurs dont il vient d'être question, le diaphragme ou l'anche doit se trouver dans un champ uniforme que les oscillations à transformer en sons déforment asymétriquement. Faute de cette précaution, il se produirait un effet de doublage de fréquence et le diaphragme ou l'anche vibrerait à l'octave supérieure de la fréquence d'attaque. Ce champ uniforme est créé par un aimant permanent dont l'intensité d'aimantation varie suivant les modèles.

Un réglage de l'entrefer, c'est-à-dire de la distance entre les pièces polaires et le diaphragme ou l'anche, est très utile dans ces hauts-parleurs. Plus cet entrefer est réduit, meilleures sont la sensibilité et la puissance du haut-parleur. Mais, ici comme dans le cas d'un écouteur ordinaire, il ne faut pas que le diaphragme touche les pièces polaires, il en résulterait une déformation considérable des sons, le fameux bruit de « casserole ». L'entrefer sera donc réglé de telle façon que, pour une intensité donnée de réception, intensité dépendant de la station d'émission et de la puissance de l'amplificateur utilisé, le diaphragme ou ce qui en tient lieu ne vienne jamais en contact avec les pièces polaires des électro-aimants. Le réglage des entrefers devrait s'effectuer ainsi sur chaque audition.

Un perfectionnement des moteurs simples, mais un peu primitifs, qui précèdent, est constitué par le moteur à deux pôles qui est basé sur le principe du relai polarisé. Dans ce moteur, on règle la position d'équilibre de l'anche de telle manière qu'elle coïncide avec le plan équidistant des pièces polaires.

Un dispositif plus récent encore est celui du moteur à quatre pôles où chaque groupe de deux pôles agit en sens contraire sur l'anche. Le point fixe de l'anche se trouve à son centre de gravité.

Moteurs à deux pôles et moteurs à quatre pôles ne présentent pas en général de réglage de l'entrefer. Cet entrefer est réglé une fois pour toutes par le constructeur.

En général les dispositifs à moteurs électromagnétiques sont de bon rendement. Leur sensibilité est assez poussée pour qu'ils puissent être dans certains cas montés immédiatement à la sortie d'une détectrice à réaction opérant sur des potentiels haute fréquence suffisamment élevés.

Malheureusement le moteur électromagnétique présente, dans son principe, une cause de distorsion et une cause de reproduction médiocre des fréquences acoustiques basses si nécessaires à la fidélité des auditions.

En effet, au cours de ses vibrations, l'anche se rapproche et s'éloigne des pièces polaires ; l'action magnétique de ces pièces n'est donc pas uniforme puisque, comme le montre la loi de Coulomb, cette action est inversement proportionnelle au carré de la distance ; l'action antagoniste de cette action magnétique est produite par un ressort qui crée une « force de rappel » inversement proportionnelle à la distance. De l'inégalité algébrique de degré des deux forces en présence, résulte une inégalité entre les vibrations électriques lancées dans les enroulements et les vibrations mécaniques du diaphragme ou de l'anche, d'où distorsion et introduction d'harmoniques. On peut remédier à ce défaut par des artifices de résonnance acoustique.

D'autre part, pour que la sensibilité soit bonne, l'espace dans lequel se meut l'anche d'un haut-parleur électromagnétique, entrefer, est rendu aussi petit que possible ; le ressort de rappel est très tendu, afin que les vibrations de grande amplitude de l'anche n'amènent pas cette anche en contact avec les pièces polaires, contact qui produirait des bruits désastreux. Les notes basses, correspondant justement à des vibrations d'amplitude relativement importante, on s'explique que ces notes soient mal reproduites par les hauts-parleurs électromagnétiques.

Le moteur électrodynamique est constitué par une

bobine mobile dans un champ permanent de forte intensité, créé par un puissant électro-aimant excité en continu ou en alternatif redressé et filtré. Le courant téléphonique à transformer en sons est lancé dans une bobine mobile qui est solidaire d'un cône, en carton ou en étoffe bakélisée, à bords guidés, chargé de communiquer les vibrations à l'air environnant. Comme la bobine mobile est le plus souvent de faible résistance, il est nécessaire de la coupler au dernier circuit plaque de l'amplificateur par un transformateur abaisseur convenablement calculé. Ce transformateur est généralement compris dans le châssis du haut-parleur.

Ici l'entrefer reste absolument constant, la bobine mobile peut effectuer parallèlement à son axe des déplacements très importants : les notes basses sont reproduites avec une fidélité absolue. L'équipage étant d'autre part très léger, les notes élevées sont également respectées. Du fait de la faiblesse des champs produits dans la bobine mobile par les courants de sortie de l'amplificateur dont on dispose, le haut-parleur électrodynamique n'est pas très sensible. Il exige pour fonctionner normalement des puissances modulées considérables, de l'ordre du watt au moins. Pour loger la bobine mobile il faut un entrefer relativement important, comme d'autre part, la faiblesse des champs fournis par la bobine mobile oblige à disposer d'un champ permanent considérable, il faut créer ce champ avec un électro-aimant alimenté par une source locale, alternatif redressé et filtré par exemple ; c'est cet électro-aimant que l'on appelle l'excitation du haut-parleur électrodynamique. La nécessité de cette excitation en continu, contribue à compliquer l'emploi de ces hauts-parleurs, aussi a-t-on proposé des électrodynamiques dans lesquels le champ magnétique est créé par un puissant aimant permanent. Les défauts de ces électrodynamiques à aimant sont leur poids (pour être puissant l'aimant doit être volumineux) et la tendance à se désaimanter, désaimantation lente, mais néanmoins sensible.

Le haut-parleur électrodynamique est l'appareil fidèle par excellence. Il procure des auditions très puissantes qui donnent l'illusion de la présence réelle des artistes et des orchestres, but recherché de tous les fervents de bonnes reproductions. Son défaut est la complication d'attaque, d'amplifications, et d'emploi, et son excitation spéciale.

La radiophonie, à sa naissance, a été saluée d'enthousiasme par tous ceux qui ont à cœur la libération des individus, libération de l'ignorance aussi bien scientifique que politique. A côté des magnifiques concerts qui tous les jours sont servis à ceux qui veulent bien capter les ondes, on aurait aimé des discussions philosophiques ou politiques entre les leaders des différentes opinions. Le peuple aurait pu choisir dans ce magnifique exposé public des idées celles qu'il préfère, auxquelles un souffle plus généreux lui fait sentir qu'elles approchent plus que les autres de la vérité. Par la volonté des gouvernants, la censure a été constituée, censure toujours dirigée vers les mêmes aspirations. Seules, la morale officielle, la doctrine politique qui encense les maîtres de l'heure ont droit de se faire entendre. La radio se présente actuellement, pour un esprit critique, indépendant, comme la plus magnifique entreprise de bourrage de crâne que peuvent posséder les gens du gouvernement. Comme ils sauraient, en cas de menace de conflit armé, par des discours enflammés, écoutés de tous les foyers, faire pencher les hésitants de leur côté, et fortifier la foi des patriotes attardés. — Alexandre LURANT.

TELESCOPE n. m. (du grec *télé*, loin, et *skopein*, examiner). Le télescope est un instrument d'optique, fondé sur les propriétés des miroirs et servant à observer les astres du ciel. Avec la lunette astronomique, ils

constituent les deux instruments fondamentaux pour l'étude des étoiles.

La lunette se compose de deux lentilles convergentes : l'objectif et l'oculaire. Elle est destinée à obtenir une image agrandie d'un objet situé à une distance infinie. L'objectif fournit de l'objet une image située dans le plan focal de cette lentille. L'image ainsi fournie, réelle et renversée par rapport à l'objet, est observée au moyen de l'oculaire de la même façon que dans le microscope (voir ce mot).

Le télescope diffère de la lunette astronomique et de la lunette terrestre en ce que l'image primitive se produit par réflexion sur un miroir sphérique concave au lieu de se reproduire par réfraction au travers d'un objectif. Il se compose donc du miroir concave qui joue le rôle d'objectif et d'une lentille convergente jouant le rôle d'oculaire. Le miroir concave fournit d'un objet quelconque se trouvant à l'infini, une image réelle se trouvant dans le plan focal du miroir, réelle et renversée par rapport à l'objet. Mais on ne laisse pas cette image se former, on intercepte les rayons réfléchis qui concourent à sa formation au moyen d'un autre petit miroir plan incliné à 45 degrés sur l'axe principal du miroir. Ce miroir-plan reporte l'image de l'objet dans une direction perpendiculaire à la première, le foyer se trouvant lui-même rejeté. On observe l'image réelle en se servant d'une lentille convergente fonctionnant comme loupe et on obtient ainsi de l'objet observé, une image virtuelle renversée par rapport à l'objet.

Cet appareil est donc, à tout point de vue comparable à la lunette astronomique et son éclaircissement observe la même loi que pour la lunette. Le grossissement est égal au rapport de la distance focale du miroir concave objectif à la distance focale de l'instrument. Dans les grands télescopes modernes, l'oculaire n'est pas une simple loupe, mais un oculaire composé fonctionnant comme un véritable microscope.

Comme l'oculaire des télescopes peut être différemment placé par rapport au réflecteur, cette disposition variable de l'oculaire nous donne trois types de télescopes, savoir : télescopes de Grégory, de Newton, de Cassegrain.

Dans le modèle le plus usité (télescope de Newton) pour observer l'image observée au foyer du miroir, un petit miroir plan ou un prisme à réflexion totale est disposé en avant de ce point. Il renvoie le rayon lumineux à angle droit vers l'oculaire qui est placé sur le côté du tube et monté à crémaillère. Dans les modèles de Grégory, le miroir concave est percé d'un trou au centre, trou par lequel passent les rayons lumineux qui sont alors réfléchis par un second miroir concave placé en avant du foyer. Au lieu d'être incliné comme dans le type précédent, ce miroir est normalement placé afin que l'image locale puisse être reprise par l'oculaire placé comme dans une lunette ordinaire. Le télescope du troisième type (Cassegrain) est disposé de même, mais la seule différence consiste en ce que le petit miroir est convexe au lieu d'être concave.

Le professeur Grégory, inventeur du télescope qui porte son nom, s'était borné à en donner la description dans un ouvrage, *Optica promota*, publié à Londres en 1663. Mais ce ne fut qu'un siècle plus tard, vers 1730, qu'il fut construit.

Newton employait, pour ses télescopes, des miroirs sphériques en bronze, mais ceux-ci s'altéraient vite au contact de l'air ; on était obligé de les repolir. Or, en les repolissant, on risquait fortement de les déformer ; l'opération, de ce fait, devenait assez compliquée et aussi coûteuse que pour l'établissement d'un miroir neuf.

Foucault, le premier, remplaça les miroirs métalliques par des miroirs de verre argenté. Actuellement, pour fabriquer un miroir de télescope, on commence par creuser, dans un bloc de cristal, une surface concave

parfaitement régulière ; on argente le verre en y déposant, par un procédé chimique, un précipité à base d'argent. Quand celui-ci est altéré, on le dissout par un réactif approprié et on argente à nouveau le verre qui n'a subi aucune altération.

Comme on vient de le voir, il existe des différences profondes entre les lunettes astronomiques ou réfracteurs et les télescopes ou réflecteurs. De ces différences proviennent des avantages et des inconvénients inhérents à chaque type. Plus maniables et moins encombrants que les lunettes, permettant l'observation d'une façon plus commode, les télescopes donnent moins de clarté et ne supportent pas d'aussi forts grossissements. Néanmoins, leur usage est très répandu. On les utilise notamment pour certaines recherches de spectroscopie, en particulier pour celles qu'utilisent les radiations ultra-violettes. Tous les grands observatoires en possèdent et dans le passé, William Herschell, qui posséda longtemps le plus fort instrument du monde, découvrit, grâce à lui, de véritables merveilles célestes, notamment la planète Uranus. Le plus puissant instrument du monde se trouve actuellement aux Etats-Unis, à l'observatoire du Mont-Wilson, à Pasadena (Californie). Son miroir a 2 m. 57 de diamètre et pèse 4.500 kilos.

L'époque de l'invention des télescopes est inconnue. Certains indices permettent de conclure que quelques physiciens ont dû connaître, depuis les temps les plus anciens, des instruments de ce genre. Mais la question de savoir si ces instruments étaient de simples tubes ou s'ils étaient munis de verre, reste indécise. On n'a, jusqu'ici, rien trouvé de positif à ce sujet. Les premières nouvelles concernant la construction de télescopes et des lunettes datent de la fin du xvr siècle et il est probable que le célèbre mathématicien Jacques Metius prit une grande part à l'invention du télescope. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1608 il remit aux Etats Généraux un écrit contenant la description exacte de cet instrument, mais en affirmant en même temps qu'un autre avant lui avait dû construire un instrument analogue. Cet autre semble avoir été l'opticien hollandais Lippersky. La question de savoir si, à cette époque, on n'inventa pas de télescopes dans d'autres pays n'est pas résolue. Ce qui n'aurait rien d'étonnant étant donné qu'à partir du commencement du xvir siècle, les nouveaux instruments se répandirent dans tous les pays et, au bout de peu de temps, beaucoup de savants en possédèrent.

Les premiers télescopes, appelés télescopes hollandais, d'après leur pays d'origine, étaient peu propices à l'étude des astres, leur agrandissement étant très faible. Seuls, des perfectionnements ultérieurs permirent la construction des véritables télescopes astronomiques.

Les savants des périodes suivantes surent utiliser ces instruments avec la plus grande précision et, grâce à eux, ils arrivèrent à reconnaître des vérités nouvelles jusqu'alors inconnues. En dehors des connaissances positives que ces instruments nous ont appris, ils ont encore été, par ailleurs, très utiles à l'humanité. Toujours la scholastique et l'Eglise s'opposèrent à toute vérité nouvelle. Les hommes qui, les premiers, annoncèrent au monde les faits nouveaux reconnus à l'aide du télescope furent exposés aux dangers qui, à cette époque, menaçaient les chercheurs. Mais, malgré le fanatisme des obscurantistes, la vérité ne s'en fit pas moins jour et, après de longs et durs combats, la science, par ses conquêtes impérissables, emporta définitivement la victoire sur les forces d'ignorance représentées par l'Eglise et ses suppôts. — Charles ALEXANDRE.

TELESCOPE. C'est un instrument optique utilisé pour l'examen des objets éloignés. On peut différencier les télescopes en deux classes, suivant la nature de leur objectif :

Les télescopes dioptriques ou lunettes. — Ils ont pour objectif une lentille convergente.

Les télescopes catoptriques ou télescopes proprement dits. — Ils ont comme objectif un miroir concave.

1° *LUNETTE.* — Principe. — La lunette a pour but de remplacer la vision directe d'un objet par celle d'une image virtuelle, vue sous un plus grand angle, et placée à la distance la plus favorable à la vision.

Généralement, une lunette est constituée par deux systèmes optiques :

a) *Un objectif convergent*, donnant de l'objet que l'on regarde, généralement éloigné, une image réelle et renversée, située sensiblement dans son plan focal.

b) *Un oculaire*, transformant cette image réelle renversée en une image virtuelle redressée et agrandie.

Pour la mise au point, l'œil se place au cercle oculaire, c'est-à-dire à l'image virtuelle de l'objectif donnée par l'oculaire. En faisant varier la distance de l'objectif à l'oculaire, on arrive à faire occuper à l'image virtuelle de l'objet une place où l'œil de l'observateur la voit sans accommodation. Cette distance varie suivant les caractéristiques de l'œil de l'observateur. La mise au point est réalisée par le déplacement de deux tubes concentriques contenant l'un l'objectif, l'autre l'oculaire. Par extension, on a donné à ce mouvement de deux tubes l'un dans l'autre le nom de *télescopique*.

Dans une lunette, il est utile de considérer le grossissement, le pouvoir séparateur, le champ et la clarté.

Le grossissement, c'est le rapport entre les images rétiniennes d'un même objet, vu à l'œil nu, puis à travers la lunette ; ce qui revient au même d'ailleurs que le rapport entre le diamètre de l'objet vu à l'œil nu et le diamètre apparent de l'image donnée par l'instrument.

Le pouvoir séparateur, c'est la distance angulaire minima perceptible à travers l'instrument. Théoriquement, pour des lunettes parfaites au point de vue optique, c'est-à-dire n'ayant ni diffraction ni aberration, le pouvoir séparateur serait proportionnel au grossissement. En effet, plus le grossissement est grand, plus on a de chances de distinguer les détails d'un objet. Mais n'oublions pas que par suite des défauts signalés plus haut, commun à tous les instruments d'optique, l'image d'un point est une petite tâche, et on ne pourra séparer visuellement deux points que si la distance des deux tâches est plus grande que leur diamètre commun.

Le champ d'une lunette, c'est l'angle solide ou cône comprenant toute la région de l'espace observée, pour une position fixe de la lunette.

On distingue deux sortes de champs, le champ réel ou de pleine lumière et le champ apparent. Un point lumineux est situé dans le champ de pleine lumière ou dans le champ apparent suivant que le faisceau lumineux matérialisé par ce point et par l'objectif de la lunette rencontre en entier ou partiellement les systèmes optiques intérieurs.

Pour étudier la clarté d'une lunette, disons quelques mots sur ce qu'on entend par clarté d'un objet. C'est la quantité de lumière qu'il envoie sur la rétine de l'observateur. Elle est donc proportionnelle à l'éclat de l'objet et, inversement proportionnelle à l'ouverture de l'iris, car l'œil accommode toujours pour éviter les changements dans la lumière totale reçue.

On définira la clarté d'une lunette par le rapport entre l'éclairement de l'image rétinienne de l'objet, vu à l'œil nu ou à travers la lunette, l'iris de l'œil de l'observateur étant dans les deux cas à la même ouverture. Pour une lunette théorique, ce rapport est évidemment égal à 1. Dans la pratique, il varie de 0,8 à 0,9.

Ces différentes qualités d'une lunette, qui sont d'ailleurs les mêmes pour les autres instruments d'optique, sont contradictoires. Par exemple, en augmentant le

grossissement, on n'améliore pas le pouvoir séparateur, on diminue sûrement le champ et la clarté. Suivant le but poursuivi, on développera certaines d'entre elles au détriment des autres.

Différentes sortes de lunettes. — La lunette astronomique, comme son nom l'indique, sert à l'étude des astres. Il est indifférent d'avoir des images renversées, et l'oculaire n'aura pas à redresser l'image donnée par l'objectif.

La lunette terrestre, au contraire, devra donner la même orientation à l'image qu'à l'objet. Ce redressement s'obtient :

Par système de lentilles ; on a, alors, la lunette terrestre proprement dite, ou longue-vue.

Par système de prisme ; on a, alors, la lunette à prisme ; par l'oculaire lui-même, qui est divergent, on a la lunette de Galilée.

2° *Télescope.* — Un télescope, c'est une lunette dans laquelle on a remplacé la lentille objectif par un miroir concave. L'image donnée par ce miroir est examinée par un oculaire ordinaire à deux verres, après interposition d'un dispositif qui, par son action sur les faisceaux lumineux, permet à l'observateur d'examiner l'image objective sans entraver la propagation des rayons. Souvent, ce dispositif n'a qu'une action orientante sur les faisceaux lumineux ; on n'en tient pas compte dans l'étude des qualités optiques du télescope qui se définissent comme celles des lunettes.

Miroirs des télescopes. — Les premiers télescopes comportaient comme objectif un miroir sphérique en bronze poli. Les aberrations de sphéricité de tels miroirs étant notables, les images qu'ils donnaient étaient défectueuses et ne permettaient que l'emploi d'oculaires peu puissants ; par suite, les instruments devaient atteindre des dimensions considérables pour avoir des grossissements notables. En outre, le pouvoir réflecteur du bronze atteignait rarement 0,75 pour les miroirs neufs, et ne tardaient pas à baisser par suite du ternissement de la surface polie. Foucault fit faire un grand progrès aux télescopes en introduisant les miroirs paraboliques en verre argenté, et en étudiant les moyens de les tailler et de les vérifier. De tels miroirs sont rigoureusement stigmatiques pour un point à l'infini dans la direction de l'axe. Ils le sont sensiblement pour les points à l'infini dans des directions voisines, c'est-à-dire pour tous ceux du champ du télescope.

Outre cet avantage important résultant de leur forme, les miroirs en verre argenté ont un pouvoir réflecteur supérieur d'un dixième environ à celui des miroirs métalliques. Lorsque la clarté de l'instrument baisse, par suite de l'altération de l'argenteure, il suffit de le dissoudre par l'acide azotique et de réargenter le miroir, opération beaucoup moins coûteuse et moins délicate que celle du repolissage d'un miroir métallique.

Tous les miroirs de télescopes modernes sont paraboliques et, le plus souvent en verre argenté. Ils ne diffèrent des miroirs de Foucault que par une épaisseur de verre beaucoup plus grande, ce qui en facilite le montage et réduit les déformations.

Equatorial. — Les lunettes astronomiques et les télescopes sont habituellement employés montés sur équatorial. On désigne ainsi une monture mobile, qui, à l'aide d'un mouvement d'horlogerie, donne à ces instruments un déplacement convenable. Ce déplacement permet de corriger le mouvement apparent du ciel, et le point observé ne quitte pas le champ de l'appareil sans cette monture équatoriale ; avec les appareils à fort grossissement, on ne pourrait faire aucune observation. Pour les instruments de grande dimension, l'observateur est placé sur un siège faisant corps avec l'instrument, et qui participe, lui aussi, au mouvement équatorial. D'autres fois, l'œil de l'observateur est remplacé par un appareil photographique, ce qui permet

de découvrir des astres que l'œil, même appliqué à l'oculaire, n'arrive pas à distinguer.

Un artifice astucieux permet de se passer de la monture équatoriale. Il suffit de regarder la région du ciel à laquelle on s'intéresse non pas directement mais par l'intermédiaire d'un miroir en deux parties dont une moitié est fixe, l'autre suit le mouvement apparent des astres, à vitesse moitié. C'est le *curiositat*.

Réticule. — Dans l'astronomie de position, pour les travaux d'arpentage, dans tous les cas où l'on a à mesurer des angles, il est nécessaire de viser exactement un point particulier. On l'observe à travers des lunettes où se trouvent disposés deux fils en croix, placés au foyer de l'objectif. C'est le réticule. Les appareils peuvent alors se déplacer par rapport à leur monture, ces déplacements étant mesurés sur des cercles gradués en angles. On peut même mesurer ces déplacements dans deux plans perpendiculaires. Il faut rattacher à cette famille d'instruments de mesure, le théodolite et le sextant des navigateurs.

Galilée étudia le premier télescope et ses études astronomiques portèrent d'abord sur la lune.

Du temps de Huygens, Hévelius, Cassini, Bianchini, qui vivaient au XVIII^e siècle, on s'évertua à construire des lunettes monstres mesurant plus de 100 pieds. Mais l'imperfection de ces instruments ne permettait guère un grossissement de plus de 2.000. Parmi les télescopes les plus célèbres, on cite celui de Lord Rosse, le grand télescope de Lassell, la lunette de l'observatoire de Washington. Des appareils modernes, le plus important est le télescope du Mont-Wilson. Son miroir a deux mètres cinquante de diamètre et il pèse 4 tonnes. Il est abrité dans un bâtiment entièrement en acier et recouvert d'un dôme ou coupole hémisphérique mobile de 17 m. 70 de diamètre. Un volet permet de découvrir dans ce dôme une ouverture de 5 mètres de largeur par laquelle se font les observations.

Parmi les découvertes qui précédèrent l'époque scientifique moderne, celle du télescope fut une des plus fécondes en résultats.

Au point de vue philosophique, ces appareils amenèrent les hommes à réfléchir sur les mondes lointains. Toute la doctrine religieuse, qui faisait de la terre le centre de l'univers, subit un rude assaut. Dans la lutte que se livrent journellement la science et la foi, qu'on le veuille ou non, ce qui est gagné par l'une est forcément perdu par l'autre, et nous pouvons dire du télescope qu'il fut un magnifique outil d'émancipation pour la pensée humaine. — Alexandre LAURANT.

TELEVISION. C'est le problème de la transmission à distance des images, que cette transmission soit effectuée avec fil ou sans fil. Cette technique n'est pas récente, et déjà en 1855, on envoyait des télégrammes de dessins ou d'autographes. Les images étaient tracées avec de l'encre conductrice sur un papier isolant. L'exploration avait lieu par contact, et la réception était basée sur la décomposition électrochimique.

La reproduction des images à distance est conditionnée par les dispositions réalisables pour l'émission et la réception et par les procédés de transmission : transmission sur fil ou radioélectrique.

Dans l'état actuel de la technique, il n'est pas possible de transmettre d'un seul coup l'ensemble d'une image ; il est nécessaire de la décomposer en un très grand nombre d'éléments qui sont transmis successivement et réassemblés à la réception. On se trouve donc en face de cinq problèmes :

- Transformation de la lumière en courant électrique ;
- Décomposition et exploration des images ;
- Modulation de la lumière par un courant variable ;
- Reconstitution de l'image à la réception ;
- Synchronisation des mouvements de décomposition et de reconstitution ;

Transformation de la lumière en courant. — C'est la cellule photoélectrique qui permet cette transformation. A l'intérieur d'une ampoule de verre, une couche de métal alcalin est déposée sur une partie de la paroi ; la face opposée est claire pour laisser pénétrer la lumière. Au milieu de l'ampoule se trouve un anneau métallique formant anode ; le métal déposé est, lui-même, en communication électrique avec l'extérieur par un fil et forme cathode ; entre l'anode et la cathode est montée une pile. Dans l'obscurité, le courant traversant la cellule est négligeable, mais dès que celle-ci est éclairée, il s'établit un courant qui, dans des conditions convenables, est proportionnel au flux lumineux reçu.

Décomposition et exploration. — Il est impossible actuellement de transmettre d'un seul coup une image tout entière : on la décompose alors en un très grand nombre de points que l'on transmet successivement. Si ces points sont suffisamment rapprochés, l'œil qui regarde la reproduction est incapable de les séparer et a la sensation de la continuité. Un tel procédé est employé dans la reproduction typographique des photographies. Le nombre de points de la décomposition est d'autant plus élevé que l'on désire obtenir une reproduction plus parfaite. Pour obtenir la décomposition voulue, on explore l'image à transmettre par lignes successives. A un instant donné, une très petite région de l'image est seule éclairée ; la hauteur de cette région est naturellement égale à la largeur des bandes de décomposition, sa largeur est généralement égale à sa hauteur. Des dispositions mécaniques ou électriques permettent de déplacer cette région tout le long d'une ligne, puis, immédiatement après, sur la suivante et ainsi de suite.

Comme le mouvement de déplacement est continu, il n'y a pas, à proprement parler, une série de points distincts dans l'étendue d'une ligne ; la décomposition n'est pas égale à celle d'une reproduction typographique. Le courant engendré ne traduit pas, à un instant donné, l'éclairement d'une région de l'original, mais bien une sorte de moyenne entre son éclairement et celui des régions très voisines.

L'exploration que nous venons de décrire est naturellement reproduite de façon identique du côté de la réception, de telle sorte que, à un instant donné, les régions correspondant à l'émission et à la réception se trouvent placées de façon homologue sur des figures égales ou semblables.

L'image à transmettre, en téléphotographie, est enroulée sur un cylindre animé d'un mouvement hélicoïdal dont le pas est égal à la largeur des bandes. Une lentille concentre sur une portion de la surface de cette image la lumière provenant d'une source ponctuelle. Tout près de cette partie éclairée se trouve un micro objectif qui recueille les rayons réfléchis et les envoie sur la cellule photoélectrique. Un diaphragme limite la lumière atteignant la cellule à celle qui provient d'une très petite région de la partie éclairée et qui correspond à l'élément. Dans ces conditions, quand le cylindre en tournant se sera déplacé de toute sa longueur, tous les points de l'image seront passés dans la région éclairée et auront donné lieu aux courants à transmettre.

Pour les reproductions les plus fines, le point d'image a une largeur et une hauteur d'environ 0,2 millimètres, pour les reproductions grossières, ces dimensions atteignent 0,5 mm. Le cylindre tourne généralement à la vitesse de 1 tour par seconde.

En télévision, le principe de l'exploration est le même qu'en phototélégraphie, mais la réalisation est très différente. En effet, non seulement l'original n'est généralement pas représenté sur une feuille, mais à la réception, il n'y a plus enregistrement, mais vision directe. Il faut alors explorer toute la surface utile dans une durée inférieure à celle de la persistance de l'im-

pression lumineuse sur l'œil pour que, au moment de l'exploration du dernier point, le premier soit encore vu. On estime, en général, que l'impression lumineuse persiste pendant $1/16$ de seconde, mais les durées d'exploration utilisées varient entre $1/10$ et $1/25$ de seconde.

Naurellement, dès qu'une exploration est terminée, une autre doit commencer, de façon à donner l'impression d'une vue continue.

Pour obtenir ces résultats, le procédé le plus simple et déjà fort ancien — il date de 1884 — est celui du disque de Nipkow. Un disque tourne autour d'un axe et fait un tour pendant la durée d'une exploration ; il est percé de trous disposés en spirale. Une source lumineuse envoie, grâce à une lentille, un faisceau parallèle sur la région traversée par les trous pendant la rotation ; les pinceaux lumineux qui passent par ces trous arrivent sur l'objet. Le pas de la spirale est égal à la hauteur de l'image et la distance entre les deux trous est égale à sa largeur ; on voit aisément que, pendant la rotation du disque, les pinceaux lumineux successifs balayeront tout l'objet en y traçant des petites bandes que la dimension des trous rendra positives. Le nombre de trous varie de 30 à 100 environ.

Autour de l'objet, et en avant de lui, sont disposées de grosses cellules, montées en parallèles et placées de façon à pouvoir recueillir la lumière provenant de tous les points de l'objet.

Modulation de la lumière par un courant variable. — Il existe d'assez nombreux procédés pour réaliser cette modulation : le plus simple, théoriquement, et le plus employé pour la télévision est basé sur la décharge dans les gaz. Si l'on applique une tension convenable entre deux électrodes intérieures à un tube contenant un gaz sous faible pression, ce dernier laisse passer un certain courant et devient lumineux. Les gaz employés sont l'argon, le néon ou l'hélium ou un mélange des deux derniers sous une pression de quelques millimètres. Les tensions employées sont de l'ordre de 150 à 250 volts et, dans des conditions convenables d'emploi, la brillance est sensiblement proportionnelle au courant d'alimentation.

L'inertie de ces lampes est négligeable.

Réceptions phototélégraphiques. — Le mode d'exploration est le même que celui décrit pour l'émission.

Un papier sensible est enroulé sur le cylindre placé dans une enveloppe imperméable à la lumière et dans laquelle pénètre un petit tube amenant la lumière modulée de la lampe à cathode creuse. Ce tube se termine par un diaphragme placé au contact du papier sensible et dont l'ouverture a les dimensions du point d'image. La région éclairée est identique à celle qui, sur l'original, provoque l'éclairement de la cellule photoélectrique. On place souvent dans le tube une petite lentille qui concentre la lumière de la source dans la région utile.

Pour la réception en télévision, on peut encore faire usage de disque de Nipkow. La lampe à surface lumineuse est alors placée derrière un disque de Nipkow, identique à celui employé à l'émission et l'on regarde ses trous défiler devant la plaque. Comme la brillance de cette plaque est à chaque instant proportionnelle à l'éclairement du point de l'original éclairé au même moment, on conçoit facilement que si les deux disques tournent en synchronisme et ont la même phase, on verra des points ayant une brillance correspondante à ceux de l'original, au même instant et à la même place.

Synchronisation. — Pour que les images soient nettes, il faut évidemment que la vitesse de rotation de l'analyseur à l'émission et à la rotation soit identique. Il faut, de plus, qu'ils soient en phase, c'est-à-dire occupent tous les deux la même position au même instant. La première condition, identité de vitesse, est réalisée

par diapason étalon. La deuxième, la concordance de phase, est obtenue en général par méthode stroboscopique.

Amplification. — Elle se fait selon les procédés habituels pour la haute et la basse fréquence ; mais on peut remarquer tout de suite qu'en phototélégraphie, les courants à amplifier pourront avoir une fréquence extrêmement basse ; si la teinte est uniforme dans une région étendue de l'original, le courant photoélectrique pourra rester constant pendant quelques secondes. Il serait alors nécessaire d'employer des amplificateurs à courant continu. Si l'on peut admettre leur emploi à l'émission dans certains cas particuliers où des techniciens avertis peuvent les surveiller, on doit les rejeter pour la réception courante.

On tourne alors la difficulté en provoquant des interruptions rapides et régulières de la lumière reçue par la cellule, de telle sorte que les courants à amplifier soient des courants alternatifs, modulés par les variations d'éclairement de l'original. Si l'emploi d'une fréquence auxiliaire ne se trouvait pas justifié par les facilités apportées à l'amplification, il s'imposerait d'ailleurs pour les transmissions sur câbles, car ceux-ci ne peuvent généralement transmettre correctement que des fréquences supérieures à 100 ou 200 par seconde. La fréquence de rupture, conditionnée par le mode de transmission, est comprise entre 1.000 et 2.000 par seconde.

Ainsi, actuellement, la télévision se contente de la transmission d'images. Ce qui, pour les services de la presse, par exemple, est déjà un résultat pratique fort appréciable. Mais il est évident que la transmission de scènes animées déclancherait un plus grand enthousiasme. La solution complète viendra certainement un jour, mais ce sera peut-être par une voie radicalement différente de celles employées aujourd'hui ; par exemple, par une méthode qui, supprimant le balayage, permettrait de passer d'un seul coup une image entière, comme, en radiophonie, on transmet d'un seul coup tous les sons d'un orchestre, si nombreux que soient les exécutants. — Alexandre LAURANT.

TEMPÉRAMENTS [ET GOUTS]. Les besoins physiologiques se traduisent par l'avidité ou sensualité. Cette avidité entraîne l'activité. La sensibilité, qui est caractéristique de la matière vivante, se différencie en émotivité dans la fonction cérébrale, en particulier chez l'homme. L'avidité, l'activité, la sensibilité (et plus spécialement l'émotivité) déterminent le tempérament de chaque individu.

Le tempérament est héréditaire, mais il ne se transmet pas en bloc comme une entité distincte et réelle. Il est la résultante imprévisible de plusieurs caractéristiques héréditaires venant d'ancêtres divers. Si donc les tempéraments sont héréditaires, et s'ils sont peu modifiables, sinon dans certains cas et avec un traitement endocrinien, par exemple, ils échappent pourtant à un fatalisme étroit de transmission uniforme. Leurs variations sont dues au fonctionnement des glandes endocrines et à l'inter-action encore mal connue des autres organes.

Sensualité et avidité sont primitivement la conséquence du fonctionnement des organes. Les besoins alimentaires et les besoins sexuels n'agissent pas seulement comme conséquence de leur fonction, c'est-à-dire comme facteurs de sensualité et d'avidité. Ils agissent sur l'organisme entier et sur le caractère. Un gros mangeur ou un individu ayant des besoins sexuels très développés n'ont pas la même morale ni la même moralité qu'un petit mangeur ou un individu frigidité. Malgré l'éducation, la politesse et la maîtrise de soi, leur comportement sera assez différent.

Existence aussi l'avidité de l'exercice musculaire, l'avidité de savoir, etc. Toutes ces avidités, qu'on

qu'elles soient, dépendent du fonctionnement de l'équilibre des appareils digestif, sexuel, musculaire, respiratoire, circulatoire) et déterminent une activité correspondante, qui est enfin influencée par le fonctionnement des glandes endocrines (thyroïde, surrénale, hypophyse, etc.).

Prenons l'exemple de la paresse (tendance à l'inactivité) considérée autrefois et souvent encore aujourd'hui comme un défaut moral, qu'on améliore avec les sermons et qu'on réprime avec les châtiments. Elle peut être le résultat du surmenage musculaire ou cérébral. Elle peut être aussi la conséquence d'une insuffisance génitale : les castrats sont lents, mous et poltrons. Elle peut être la conséquence d'une insuffisance surrénalienne (fatigabilité), d'une insuffisance hypophysaire, d'une insuffisance musculaire (faiblesse physique), d'une insuffisance respiratoire ou cardiaque, etc. On constate la paresse au moment des poussées de croissance, et aussi chez certains obèses, chez les diabétiques, chez nombre de tuberculeux méconnus, chez les paludéens et les infectés de trypanosomiase, etc., chez ceux qui souffrent d'intoxication chronique, chez les arriérés mentaux, les faibles d'esprit, les déséquilibrés.

Et au point de vue moral que de nuances où l'accusation de paresse n'est qu'un moyen trop commode pour le pédagogue de mettre à couvert sa propre responsabilité. Les enfants timides ont besoin d'être encouragés. Pour les turbulents, il faut faire une part plus grande à leur activité physique et veiller à une alimentation rationnelle, d'où notamment les boissons alcoolisées et le café seront exclus. Une éducation trop sévère ou trop fantasque provoque des chocs émotifs et dépressifs répétés et amène une anxiété, une indécision, un déséquilibre persistants. Une instruction ennuyeuse, dispensée par un pédagogue idiot, provoque le dégoût. Combien d'enfants, prétendus paresseux, sont simplement rebutés par l'enseignement qu'ils reçoivent ! Enfin la paresse des adultes vient parfois de ce qu'ils sont astreints à une besogne qu'ils n'ont pas choisie, et pour laquelle ils n'ont ni goût, ni aptitude, ni intérêt pécuniaire. Reste la paresse qui est due à l'influence du milieu, milieu de vie facile, milieu d'oisiveté et de noce, où les adolescents, et surtout les adolescentes, peuvent se laisser engluier.

Les mêmes causes physiologiques, et en particulier la thyroïde, influent également sur la sensibilité (émotivité) ou l'apathie, etc.

Elles déterminent donc le tempérament et par conséquent en bonne partie le caractère, suivant l'activité fonctionnelle plus ou moins grande de chacune d'elles et suivant leur association, entraînant ainsi les comportements les plus divers.

La-dessus s'ajoutent les sentiments acquis au cours des âges, grâce à la vie sociale et transmis par hérédité. Je ne vois que le sentiment maternel qui paraisse primitif, en ce sens qu'il apparaît déjà assez tôt dans la série animale. A cause de la longueur de l'enfance, où les « petits d'homme » ont besoin de protection, il s'est développé davantage que dans les autres espèces animales. La douceur, le souvenir, la reconnaissance de cet amour et de cette protection se sont enracinés au cœur des enfants, même devenus grands. Point de départ d'une affectivité plus étendue, et qui s'est développée avec l'entraide sociale. Protection des adultes, et plus tard des pères, sur les petits. Amitié fraternelle entre camarades de la même génération. D'autre part, l'émotivité a été développée par les heurts de la vie en société, par la répression brutale exercée par la collectivité en cas de défaillance. La crainte et l'humiliation ont donné naissance à la honte, à la timidité, à la pudeur, l'approbation d'autrui à l'orgueil et à l'esprit de domination, qu'entretient la servilité craintive des faibles et que favorise l'inégalité sociale grandissante.

Ces divers sentiments ont créé l'amour-propre, sorte de sensibilisation aux chocs moraux.

La conscience morale, qui est l'amour-propre vis-à-vis de soi-même, est venue plus tard. Elle a fini peu à peu par constituer le fondement de la nouvelle morale. La toquade de Socrate était d'apprendre à chacun à se juger soi-même. Les stoïciens surtout ont érigé en principe le perfectionnement de la personnalité. Pendant ce temps, les religions elles-mêmes évoluent. A la place des anciennes religions de clan, de tribu ou de cité qui « poursuivaient un intérêt collectif de caractère temporel » (Loisy) et qui ont vécu tant que le clan, la tribu ou la cité ont eu une vie indépendante, les religions nouvelles d'Attis, d'Isis ou de Mithra, et celle qui devait triompher, celle du Christ, ne s'occupaient plus que du bien spirituel des individus et de leur bonheur dans l'immortalité. Ainsi elles ont habitué leurs fidèles à l'examen personnel de conscience.

Mais la conscience morale ne s'oppose pas toujours à l'esprit de domination, et, prenant la forme de puritanisme, elle donne l'orgueil aux purs avec le droit de mépriser et de dominer ceux qui ne sont pas purs comme eux.

Les sentiments affectifs, ainsi créés, sont tellement implantés en nous que les philosophes les considèrent comme innés. En réalité, ce sont là réflexes coordonnés, acquis peut-être depuis des centaines de milliers d'années, et transmis. Cependant on rencontre encore aujourd'hui des gens chez qui les sentiments affectifs sont restés à des stades de développement fort différents. L'amour-propre, par exemple, n'est pas le même chez tout le monde. Les uns ne montrent qu'une réaction obtuse et qui frise l'indifférence, tandis que beaucoup d'autres ne sont sensibles qu'à l'opinion d'autrui, et que d'autres enfin, qui ne sont encore qu'une minorité, sont surtout sensibles à leur propre et silencieux examen de conscience. Dans le milieu même où nous sommes actuellement, nous vivons avec des gens dont les uns sont des infantiles ou des primitifs, d'autres à différents âges de l'adolescence, d'autres enfin des adultes ou des civilisés. Et chez le même individu les réactions affectives ne font pas toujours un tout harmonieux.

L'éducation n'agit pas directement sur les tempéraments. Elle agit indirectement sur les caractères dans le domaine affectif. Elle aura surtout de l'influence sur les enfants pourvus d'une affectivité déjà développée (sur les émotifs). Elle s'efforcera de favoriser chez les autres, par la confiance et l'amour, une affectivité plus grande. Elle n'aura presque pas d'influence ou pas du tout chez ceux qui en sont dépourvus et qu'on dénomme les pervers (mental insanity), et qui ne sont qu'en petit nombre.

En somme, tempérament et affectivité déterminent des caractères extrêmement différents les uns des autres et dont les comportements varient en conséquence. C'est ainsi que l'avidité (tempérament) et l'orgueil (sentiment) engendrent l'esprit de domination, tandis que l'apathie (tempérament) et la timidité (sentiment) donnent l'esprit de soumission. L'activité, en s'associant à l'orgueil, développera l'ambition. L'égoïsme et l'avidité, en s'associant à la peur, donneront l'avarice, tandis que l'exubérance et la vanité pousseront à la prodigalité. L'égoïsme et l'orgueil s'opposent au développement de la sensibilité affective et, en s'associant à la sensualité, peuvent donner lieu à la cruauté, qu'il ne faut pas confondre avec la brutalité. L'émotivité prédispose à la pitié et, avec l'appui de l'exubérance, à la générosité. Toutes ces associations peuvent se présenter avec des dosages variés et différents. Il n'y a pas que la timidité craintive, ou humilité. L'émotivité et l'orgueil peuvent donner une timidité fière, variable avec les autres composants et allant de l'amour jusqu'au mépris d'autrui et à l'esprit de dénigrement. Il ne suffit pas de l'avidité, de l'activité et de l'orgueil

pour faire un arriviste et un ambitieux, il faut aussi des qualités intellectuelles. Sinon ces tendances, associées à une intelligence médiocre ou débile, feront ou bien un autoritaire insupportable à ses subordonnés (par compensation de son infériorité) lorsque celui-ci se sera haussé par la ruse, la flatterie, la protection à un poste d'autorité, ou bien un paranoïaque.

D'autres causes encore interviennent sur les formes du caractère, à savoir la différence et la multiplicité des aptitudes, des goûts, des curiosités. Les aptitudes sont moins faciles à percevoir que les sentiments. Ceux-ci, qui sont de création sociale et qui s'ajoutent au tempérament et aux tendances de chacun, déterminent la vie morale ; et chacun est obligé de faire attention au caractère de ceux qu'il approche. Les aptitudes n'intéressent pas directement autrui ; et quelquefois ni les parents, ni les maîtres, ni personne n'en veulent tenir compte. Elles peuvent passer complètement inaperçues. Au surplus, il est plus facile de voir *grosso modo*, au point de vue moral, si un enfant est plus ou moins actif que de distinguer à quel genre d'activité il est le plus apte, d'autant que ses capacités n'éclatent parfois qu'avec lenteur.

Les aptitudes sont, d'ailleurs, assez rarement déterminées dans un sens précis et invariable. Il arrive pourtant que des adolescents se montrent orientés de bonne heure d'une façon nette vers telle ou telle aptitude. Les musiciens de vocation, les mathématiciens, et je parle non seulement des calculateurs comme Inaudi, mais de ceux qui occupent le premier rang dans la science mathématique, montrent déjà des facilités dès leur enfance. Certains dessinateurs aussi (Gustave Doré). Ces qualités dénotent une orientation héréditaire, sans que cette hérédité puisse être fatalement décelée à l'avance dans les aptitudes des parents, chez qui les coordinations ne sont pas toujours assemblées et disposées de façon à produire une sorte d'ébauche ou d'annonciation. Dans la grande majorité des enfants, les orientations professionnelles proviennent d'aptitudes plus diffuses, qui se précisent grâce à l'éducation donnée par la famille, grâce à l'influence des lectures, grâce à celle de certains maîtres, grâce encore au spectacle d'un voisin travaillant à la forge ou à l'établi, etc... L'enfant s'habitue à la pensée d'entrer dans telle ou telle profession, il y prend goût. Le penchant se développe par la pratique même du métier, surtout s'il est encouragé par le maître. Les aptitudes ont souvent besoin elles-mêmes d'être encouragées. Ainsi, l'apprenti ou l'élève travaille avec plus de cœur. Le travail fait avec goût est un travail d'art (Linert).

L'intelligence joue donc un grand rôle dans cet affinement. Par ses coordinations de plus en plus affinées et différenciées, le cerveau commande le travail manuel. Et l'individu est d'autant plus habile qu'il est plus intelligent.

En résumé, l'intelligence intervient en partie dans la genèse des aptitudes sous forme de goût intellectuel, c'est-à-dire de *curiosité*. Ensuite, elle participe à l'affinement de l'habileté technique ou artistique.

Le goût intellectuel est souvent lui-même sous la dépendance du goût moral. Les sentiments sont les conséquences de la vie des hommes en société. Les goûts moraux (ou sentimentaux) comportent tout le domaine des sympathies non seulement individuelles, mais sociales. Notre façon de concevoir la vie et le monde dépend beaucoup de l'éducation et des traditions familiales. Ces sortes de goûts rendent chacun de nous plus ou moins sensible à telle ou telle façon d'agir, influent sur nos sympathies et nos antipathies, sur le jugement que nous portons sur les actions d'autrui, sur nos idées sociales et morales.

Il n'est pas toujours nécessaire que nous ayons les sentiments correspondant à nos goûts. On peut avoir peu d'audace et admirer les audacieux, on peut être

timide et effacé et avoir des goûts révolutionnaires, violent et indépendant et réclamer un dictateur, etc... Dans ce cas, le goût moral représente les aspirations conscientes ou inconscientes de l'individu. Parfois aussi les intérêts, au lieu d'agir directement sur les décisions à prendre, orientent les sympathies ou les antipathies, de telle sorte que les jugements sont subjectifs au lieu d'être objectifs. Les besoins agissent sur les sentiments d'abord, et ceux-ci, sur les opinions. Cette influence est loin d'être générale, sans quoi beaucoup d'opinions seraient incompréhensibles, et on ne s'expliquerait pas pourquoi tant d'ouvriers votent pour les partis conservateurs. La tradition qu'ils ont reçue pendant l'enfance continue à déterminer leurs opinions. D'où la variété des opinions parmi les hommes. En définitive, les opinions doivent être rangées dans la catégorie des goûts plutôt que dans celle des idées. La plupart des gens courbent les idées à la convenance de leurs goûts. Même nos tendances philosophiques sont certainement influencées par nos goûts sentimentaux.

Les goûts moraux, ce sont nos orientations dans le domaine affectif, y compris nos sympathies, nos aspirations, notre idéalisme. Ils ont donc une très grande importance sur le comportement des hommes et ont souvent plus d'importance que les intérêts.

En essayant d'analyser les caractères, nous avons passé en revue le tempérament avec les besoins et les impulsions, la sensibilité avec l'affectivité et les sentiments, enfin les aptitudes, tout cela formant une innéité variable avec chaque individu, et nous sommes arrivés dans le domaine des goûts, domaine qui s'ajoute au caractère, mais qui paraît échapper en grande partie à l'hérédité. Celle-ci peut tout au plus frayer une tendance de coordination à tels ou tels gestes, à tels penchants, à tels ou tels goûts. Mais la plupart des goûts semblent entièrement dépendre d'habitudes, dues au milieu et à l'éducation.

Les besoins et leurs impulsions, venus des organes divers de l'organisme et plus ou moins réglés par leur fonctionnement, en particulier par celui des glandes endocrines, ont leur centre dans ces régions du cerveau, encore mal explorées, tronc cérébral, mésencéphale, diencéphale, où s'étagent les réflexes permanents et innés, tandis que les réflexes temporaires, variables, acquis au cours de la vie individuelle, et que Pavlov a étudiés sous le nom de *réflexes conditionnés*, se situent dans l'écorce cérébrale.

Les goûts se conduisent comme des réflexes conditionnés qui s'établiraient dans le champ du désir. Ils orientent les désirs, ils les différencient, ils les affirment. Ils deviennent des habitudes.

Le besoin crée la faim, la curiosité, etc..., par conséquent le désir de manger ou celui de savoir. Pour un être indifférent ou pour un être affamé tout est bon pour assouvir le désir. Il n'est pas difficile pour la cuisine. Les clients des maisons de tolérance sont de cette même catégorie.

Le goût est indifférencié chez les tout jeunes enfants ; le nourrisson avalera de l'huile de foie de morue sans répulsion. De même la curiosité diffuse du jeune enfant n'est pas un goût ; elle ne le devient que lorsqu'elle commence à se spécialiser. Mais, de bonne heure, les goûts se précisent. Bientôt, les enfants acceptent difficilement tout aliment qui n'est pas de leur menu habituel. Comme les primitifs, ils ont de la répugnance pour tout ce qui leur est nouveau. Dans un autre domaine, ils ne se lassent pas de se faire raconter les mêmes histoires, mais ils n'acceptent pas les variantes, etc...

Plus tard encore, avec l'expérience, avec la possibilité de comparaisons plus étendues, les goûts prennent une extension plus grande et plus variée. De nouveaux réflexes naissent, c'est-à-dire de nouvelles coordinations. L'entraînement sportif amène un adolescent de faible

complexion et qui n'avait aucun enthousiasme pour les exercices physiques à prendre goût à l'activité musculaire. L'entraînement amène l'accoutumance et même le besoin. Un enfant, après avoir fait la grimace devant du vin pur ou du fromage fort, en reprendra sans doute pour faire comme les grandes personnes. Même remarque pour le gamin qui se met à fumer malgré son dégoût, afin d'être « un homme ».

Donc les goûts ont assez souvent l'imitation pour point de départ. C'est pourquoi l'initiation à une grande importance, elle peut orienter l'individu dans des habitudes dont il pourra difficilement se déprendre.

La culture tend à l'affinement des réflexes conditionnés et, en même temps, à leur différenciation, qu'il s'agisse de goût sexuel, de goût esthétique, de goût intellectuel ou de goût moral. Dans le domaine artistique, la masse du public portera une admiration unanime à un tableau dont tout l'intérêt est anecdotique, et Diderot ne semble pas avoir dépassé ce stade. Avec un peu plus de raffinement, beaucoup de gens seront sensibles à la beauté des corps ; mais ne faut-il pas faire intervenir ici simplement le goût sexuel, d'où l'attrait d'une femme nue sur une chromo-lithographie ? Enfin quelques-uns seront sensibles à la ligne, au volume, au mouvement et surtout au jeu des couleurs.

Dans le goût sexuel, au fur et à mesure que la femme gagne indépendance et importance, qu'elle n'avait pas dans l'antiquité et qu'elle ne commence à conquérir qu'à partir du XI^e ou du XII^e siècle, à mesure aussi que le substratum sentimental se développe lentement par apports héréditaires dans le cerveau humain, l'amour s'enrichit d'une plus grande complexité. A l'attrait physique s'ajoute l'attrait sentimental, et dans la beauté d'une femme interviennent la distinction et l'intelligence.

Ainsi, au cours de l'évolution de l'homme et de l'humanité, le goût tend à s'affiner. Sauf en période de privation où l'affamé accepte n'importe quoi, le goût devient plus exigeant et prétend choisir. On n'a pas le temps de s'occuper de choisir quand la vie est très dure. Au point de vue moral on n'a pas le temps non plus, ni le souci de s'apitoyer sur son prochain. On s'habitue au spectacle de la souffrance, trop commun pour émouvoir. Il faut se défendre et défendre le groupe. D'abord vivre. C'est le régime de la brutalité, ce qui n'empêche pas l'amitié, surtout entre les compagnons du même âge, entre les compagnons d'armes, sorte d'égoïsme à deux, où l'homosexualité a quelquefois eu son influence.

Les arts ne sont nés, ainsi que la philosophie, la pitié et l'amour que lorsque la sécurité sociale a été tant soit peu assurée. Alors on commence à compatir aux souffrances et mêmes aux émotions intimes ou supposées d'autrui. L'ouvrier a le temps de soigner son travail, de se consacrer tout entier à sa besogne, d'y trouver la joie. On ne fait bien que ce qu'on fait avec goût. *Un travail fait avec goût est un travail d'art.* Ainsi nous arrivons à la définition de l'art donnée par Linert. L'art est l'effort de l'artisan, c'est un effort créateur, un travail fait avec amour, avec enthousiasme, avec émotion. D'où parfois la répugnance de l'artiste à se défaire de ses œuvres. Celles-ci n'ont de charme que pour ceux qui partagent, qui acceptent ou qui comprennent le plaisir et l'effort de l'ouvrier. C'est ce qui explique la pluralité des jugements sur les œuvres les plus sincères. C'est ce qui explique aussi que les profanes se laissent parfois séduire par un truquage qu'ils prennent pour un effort prestigieux, accompli avec amour.

Le goût donne l'affinement du plaisir, il donne toute sa plénitude à la vie, disons plus simplement aux fonctions vitales. Déjà on ne digère bien que ce qu'on digère avec goût (Pavlov). Avec le goût, la puissance génitale est augmentée ou réveillée. Avec lui, comme je viens de le dire, augmente l'habileté de l'ouvrier, et le travail d'artisan devient un travail d'art. Le goût est une véri-

table « activation » de la fonction cérébrale qui retentit sur tout l'organisme. A plus forte raison, dans le domaine intellectuel, le goût donne au travail de la pensée une force et une pénétration que ne saurait avoir la besogne faite sur commande.

Etant donné la multitude des ancêtres de chaque individu et la diversité des tendances parfois contradictoires dont il a hérité, étant donné la facilité du passage de l'une à l'autre des coordinations cérébrales au moindre excitant, ce sera l'influence de l'éducation et du milieu qui favorisera telle ou telle tendance héritée. Mais cette influence est souvent diverse et contradictoire, elle aussi ; et les réflexes conditionnés, acquis au cours de la vie individuelle, autrement dit les goûts, se greffent sur le tempérament, les instincts et les tendances, au hasard des circonstances.

La personnalité humaine est multiple, variable et incohérente. Il y a donc une très grande différence des hommes aux abeilles et aux fourmis, qui sont, elles aussi, des animaux sociétaires, mais qui forment des sociétés simples, à habitudes enracinées, à instincts fixés, sans grande complexité, où les actions sociales ont un caractère presque fataliste. Dans toutes les espèces animales, l'individu n'a relativement à l'homme qu'un cerveau très simple, très réduit, et qui, par le développement rapide de l'animal, est tout de suite fixé dans les instincts. Dans l'espèce humaine, la *longueur de l'enfance* pendant laquelle s'accumulent des réflexes conditionnés (acquis), multiples et variés, permet aux individus d'échapper en partie à l'emprise des habitudes héréditaires (instincts), qui sont elles-mêmes beaucoup plus diverses que dans les autres espèces.

Déjà, pour les chiens, Pavlov n'en a pas trouvé deux qui réagissent de la même façon au même excitant. Les différences sont encore plus marquées entre les hommes, car ils sont encore plus sensibles à la complexité des phénomènes et sont davantage soumis aux hésitations.

Ce sont les hésitations et même les incohérences qui sont le fondement de notre liberté, à condition que les incohérences soient floues et variables et non pas fixées dans des marottes, ce qui nous permet d'échapper au déterminisme rigoureux d'un caractère où la dominante serait trop fortement accusée.

Le raisonnement intervient pour régulariser les incohérences dans la mesure du possible, dans la mesure de l'adaptation au milieu. La culture donne au raisonnement des facilités d'investigation et de critique et prépare un meilleur choix. L'affinement des goûts, et spécialement des goûts moraux, nous soustrait à la domination brutale des impulsions.

Le refoulement des impulsions est une nécessité créée par la vie en commun. C'est l'origine tout à fait lointaine de la morale.

La doctrine épicurienne, fondée sur la recherche du plaisir, peut aboutir à un individualisme anti-social, car la recherche du plaisir brut laisse l'homme soumis aux impulsions égoïstes de ses désirs. Mais une morale sociale, morale spontanée et sans contrainte, peut très bien être fondée sur les goûts. Le summum du plaisir n'est atteint qu'avec la participation de l'être entier. Le plaisir de la table, par exemple, demande, pour être complet, non seulement l'excellence de la cuisine, mais aussi qu'on soit assis commodément, dans une salle chauffée ou rafraîchie suivant la saison, qu'on soit en bonne disposition d'esprit, sans soucis, sans préoccupations morales à l'égard de soi ou d'autrui, et qu'on se trouve en compagnie de joyeux convives et amis. La partie affective devient encore plus grande et souvent prépondérante dans le plaisir sexuel. En général, le plein épanouissement du plaisir ne peut se faire chez

l'immense majorité des humains, sauf les pervers, qu'avec la participation des goûts moraux.

Si la prédominance des goûts moraux s'établit peu à peu, c'est d'abord et avant tout parce que l'affinement moral s'ajoute aux autres plaisirs pour les exalter, donc pour augmenter la volupté. L'affinement des goûts moraux consiste essentiellement dans l'affinement de l'affectivité.

L'affinement moral n'entraîne pas la faiblesse du caractère. Au contraire. Un être affiné ne se laissera pas entraîner à passer outre à la répugnance des goûts moraux. Il y a des choses qu'il ne pourra pas faire. L'affinement moral va avec la fermeté du caractère et une certaine estime de soi.

En résumé, la masse des réflexes hérités et acquis forme une personnalité plus ou moins bien équilibrée, plus ou moins influençable, ayant une conscience morale plus ou moins différente de celle des autres humains, donc ayant un jugement et un comportement différents. Personnalité d'autant plus tenace dans son jugement et dans son comportement que ses goûts moraux sont plus affinés. L'harmonie sociale ne saurait se réaliser que dans la liberté et grâce au développement des goûts affectifs. Un dictateur peut entraîner temporairement une foule amorphe et aux réflexes indifférenciés et établir son pouvoir à la faveur d'une crise sentimentale collective. Il ne pourra tenir dans la suite qu'avec des mesures de terreur policière. L'opposition grandira d'autant plus vite qu'il y a, dans la masse, plus d'individus évolués et avec des goûts moraux plus affinés. L'homme aspire à la liberté. — M. PIERROT.

TEMPÉRANCE n. f. (du radical latin *temperare*, tempérer). Les anciens indiquaient par ce terme l'état d'une âme capable de dominer ses passions et de rester ainsi dans un équilibre harmonieux. Chez les modernes, il est synonyme de mesure dans la satisfaction des besoins corporels en général et plus spécialement des besoins qui concernent la nourriture et la boisson. En nous apprenant à supprimer les désirs qui ne sont ni naturels, ni nécessaires, la tempérance assure notre bonheur, affirme Epicure.

« Il ne faut pas la rechercher pour elle-même, mais pour la sécurité qu'elle donne et le calme qu'elle apporte dans les esprits ». Les stoïciens lui assignaient un autre but : elle devait nous détacher des faux biens qui ne dépendent pas de nous.

« C'est un signe de sottise, écrit Epictète, que de s'attarder aux soins du corps, comme de s'exercer longtemps, de manger et de boire longtemps, de donner beaucoup de temps aux autres nécessités corporelles.

« Toutes ces choses doivent se faire par accessoire ; que vers l'esprit soient tournés tous nos soins. » La maîtrise intérieure, tel était, aux yeux des stoïciens, le but qu'il convenait d'atteindre.

La plupart des religions témoignent d'une défiance profonde à l'égard des plaisirs sensuels. Certaines sociétés primitives imposent à leurs membres des privations ou des mutilations atroces ; et l'initiation des jeunes gens comporte fréquemment de véritables tortures. Brahmanisme et Bouddhisme ont prêché un ascétisme dont les rigueurs nous paraissent contre nature. Dans le christianisme, nombre de saints, persuadés qu'ils devaient « mourir à la vie du corps » pour être dignes du ciel, se livrèrent à des macérations effroyables. Stylites, flagellants, moines de divers ordres se sont parfois montrés à l'égard d'eux-mêmes d'une cruauté qui confinait à la folie.

À l'inverse, les hédonistes ont placé le souverain bien dans le plaisir corporel, source et condition de tous les autres. Chez les Grecs, Gorgias, Calliclès et surtout Aristippe de Cyrène développèrent cette thèse. Ces penseurs accordèrent, d'ailleurs, une large place aux joies du cœur et de l'esprit. Diverses sectes religieuses et

philosophiques soutinrent des idées de même ordre, au moyen âge. Au XIX^e siècle Fourier et les Saint-Simoniens prêchèrent la « réhabilitation de la chair » ; des romanciers et des poètes romantiques développèrent ce thème sous une forme moins dogmatique. « Vivre dangereusement », telle sera un peu plus tard la formule préconisée par Nietzsche. « Recommandons aux forts écrivains », ces trois choses les plus maudites et les plus calomniées jusqu'à présent : la volupté, le désir de domination, l'égoïsme ». Chasteté, tempérance, humilité ne sont que des « vertus d'esclaves » ; loin de modérer nos désirs, il faut les laisser se développer sans entraves et largement. En proclamant que l'individu est un centre et qu'il porte en lui-même la mesure de tous les biens, Stirner prend également parti contre l'ascétisme des prêtres et des moralistes. « L'Homme n'est pas la mesure de tout ; mais je suis cette mesure ». Aussi n'ai-je pas à me préoccuper des règles ou préceptes que les autres veulent m'imposer.

Il est absurde, à notre avis, de considérer le corps comme une source de corruption et de jeter l'anathème sur les plaisirs sensuels. Une telle aberration découle de la croyance en une âme spirituelle et divine ; elle est à l'origine de cette haine contre la beauté corporelle, de cet amour des mortifications, de ce goût sadique pour la crasse et la souffrance que l'on rencontre aussi bien chez les saints catholiques que chez les ascètes d'Extrême-Orient. « Que des souffrances passagères façonnent les esprits, qu'une maladie puisse devenir féconde en conséquences heureuses, nous le savons ; les mères enfantent dans la douleur et rien de grand ne se fait sans fatigues. Mais ce serait folie d'exalter pour elle-même la peine des hommes ; simple rêve d'un philosophe en délire ou machiavélique invention d'un défenseur des aristocraties. Trop rares sont nos joies pour que nous les méprisions ; et l'ascétisme, qui tue le corps ou réduit ses forces, prend rang parmi les aberrations ; prodiguer sa vie pour l'élargir est bon parfois, l'amoin-drir jamais. Par ses effets, quoique par des raisons contraires, la débauche est parente de la privation : s'épuiser en noces crapuleuses, empiéter son esprit par la bonne chère ou le bon vin restreignent aussi notre puissance humaine. Malade par excès, malade par défaut, qu'importe, si l'on songe que, pour le corps, la santé reste le premier des biens. Élegance, beauté, souplesse en sont d'autres, et désirables certes, l'art gymnique apparaît précieux, tant qu'il ne développe pas les muscles aux dépens du cerveau. En matière organique, hygiène et médecine, au demeurant, ont seule mission d'édicter des lois ». (A la recherche du Bonheur). Vivre une vie aussi féconde et aussi pleine que possible, en s'inspirant des conseils de la raison et des leçons de l'expérience, en veillant à l'harmonieux développement de notre corps et à son maintien en bon état, voilà ce qu'enseigne une sagesse exempte de préjugés.

La même sagesse nous conseille d'éviter certains plaisirs dont les conséquences sont désastreuses, soit pour nous-même, soit pour les autres. N'abrégeons pas, par imprudence, une vie qui pourrait être longue encore et riche en joies variées ; ne creusons pas notre tombe avec nos dents, pour nous servir d'une expression aimée des stoïciens. Une hygiène alimentaire bien comprise, un judicieux emploi des méthodes raisonnées de culture physique, une modération intentionnelle dans la recherche de jouissances capables d'épuiser l'organisme, peuvent largement contribuer à rendre heureuse l'existence de l'homme ordinaire. Nous ne condamnons d'ailleurs nullement celui qui sacrifie la longueur de l'existence à l'intensité des plaisirs éprouvés ; avant de se décider, nous lui demandons seulement de réfléchir et d'observer. Pour l'alcoolisme et les questions concernant la nourriture ou la sexualité, nous

renvoyons aux articles où ces sujets sont spécialement traités. — L. BARRIETTE.

TEMPS [MESURE DU]. L'idée de temps et celle de sa mesure, sont intimement liées à celles d'espace et de mouvement. Il est impossible de les séparer les uns des autres. C'est avec de l'espace que nous représentons le temps. Le mouvement (voir ce mot) y introduit l'idée de division, de distinction. C'est lui qui crée, pour notre esprit, la division de l'espace : la notion de plan, de surface ne naissant que si l'étendue est parcourue par un mouvement de la main ou des yeux.

Notre existence est une série de contacts avec le monde ambiant. Chacun de ces contacts — perceptions sensorielles, événements auxquels nous sommes mêlés — s'enregistre dans notre mémoire. Les heures, les jours, les années peuvent être considérés comme autant de casiers où nous classons les sensations résultant de ces contacts successifs avec le monde ambiant. Quand, grâce à la mémoire, ces casiers sont remplis et que nous pouvons en parcourir toute la série sans rencontrer d'intervalles, ils forment le temps. Une suite de points de repère, de procédés abrégatifs nous permettent de localiser les événements dans le temps. Pour localiser dans le temps, nous fixons des points de repère à l'espace. Le moment présent étant le point de départ de toute représentation du temps, nous ne pouvons donc concevoir celui-ci que du point de vue actuel duquel nous nous représentons le passé en arrière et l'avenir en avant. Ce point de vue est toujours quelque événement dans l'espace, une scène se passant dans un milieu matériel et étendu. Notre représentation du temps a donc nécessairement une forme spatiale. En croyant juxtaposer des durées, nous juxtaposons en réalité des images spatiales. Le temps est donc comme une quatrième dimension des choses occupant l'étendue. Comme il y a des lignes, des surfaces que nous ne franchissons qu'avec du mouvement, de même il y a une distance particulière — celle par exemple séparant un objet désiré de ce même objet possédé — qui ne se franchit qu'avec un intermédiaire : celui du temps. Notre vie se trouve ainsi subdivisée en parties où nous intercalons les principales scènes de notre existence. Ce classement et la distribution régulière de nos sensations dans l'espace a créé cette apparence que nous appelons : temps.

Mais ce triage, ce classement ne nous donne aucune idée, aucune perception nette de la durée. Nous apprécions difficilement d'une manière précise l'égalité entre deux durées. Pour nous fixer, il nous faut des instruments de mesure. De quelle unité de mesure allons-nous nous servir pour mesurer le temps ? Nous ne saurions la trouver en nous-mêmes car l'appréciation de la durée varie non seulement d'homme à homme, mais dépend de la nature des événements que nous subissons. La douleur, l'anxiété, l'attente, allongent cette appréciation. La joie, le plaisir, l'abrègent considérablement : les belles heures passent trop vite à notre gré. Le rêve, qui fait défiler en quelques minutes une suite d'événements demandant des jours pour s'accomplir, la rend plus inexacte encore.

Il nous faut donc choisir, pour mesurer le temps, une grandeur qui soit en dehors de nous. Cette grandeur, à laquelle nous comparerons des grandeurs de même espèce, sera le résultat d'une mesure. Et, pour obtenir cette mesure, qui se traduira par un nombre, nous la baserons sur l'idée suivante, conséquence du principe de raison suffisante : si on répète, dans des conditions strictement semblables, des phénomènes analogues, leurs durées seront les mêmes. Il existe dans la nature maints phénomènes analogues qui se répètent dans des conditions strictement semblables, tel le passage d'un même astre dans le plan du méridien d'un même lieu qui se produit toujours après un temps iden-

tique. En divisant d'une manière régulière le temps qui s'est écoulé entre deux passages successifs du même astre au méridien d'un même endroit, nous obtiendrons une unité de mesure se prêtant au calcul. Chacune de ces divisions nous fournira une grandeur susceptible d'être comparée à des grandeurs de même espèce et nous donnera une unité de mesure pouvant s'appliquer à toute tentative ultérieure de mesure du temps. Nous allons voir que toujours l'on a procédé, plus ou moins empiriquement, de cette façon, au cours des âges.

Mesurer le temps c'était, jadis, dans les ténèbres d'un immense passé, un besoin primordial. Dans le courant d'une vie brutale, dominée par l'instinct de nutrition, par la lutte contre le climat, les animaux, les choses hostiles, les descendants de l'Homme-Sapiens tournèrent leurs regards vers l'immense voûte étoilée. L'observation du Soleil dans sa course diurne, de la Lune en sa course nocturne, du mouvement apparent des étoiles, autant de points de repère qui permirent aux anciens vivant dans les plaines lumineuses de l'Orient de jeter les bases d'un calendrier primordial.

La succession du jour et de la nuit a fourni la première mesure du temps et, très tôt, le temps compris entre deux levers consécutifs du Soleil, fut pris comme unité. Les 29 jours et demi d'une lunaison devinrent des mois, bientôt divisés en jours et durant une longue période le temps fut ainsi divisé par jours et par mois avant d'être divisé en années. Le jour fut divisé en deux parties, par le milieu du jour qui fut, plus tard, remplacé par le midi. Alors, naquirent les heures, filles de la durée. Le mot heure n'eut pas toujours le sens précis que nous lui attribuons : il se rapporta primitivement à des phases successives de temps. On distingua d'abord l'aurore, le milieu du jour, le crépuscule. Puis vinrent cinq périodes : l'aurore, du milieu de la nuit au lever du soleil ; le temps du sacrifice, jusque vers midi ; la pleine lumière, jusqu'au déclin du soleil ; le lever des astres, jusqu'à l'apparition des étoiles et la récitation des prières, jusqu'à minuit. Ailleurs, on connut six parties de jour valant à peu près deux de nos heures actuelles, et trois parties de nuit. Les Romains eurent des divisions très complexes. Au début de notre ère, ils comptaient 12 heures de jour avec quatre parties de 3 heures qui se retrouvent encore dans les calendriers ecclésiastiques. Ils avaient quatre veilles de nuit, de longueur variable avec les saisons et correspondant au temps de garde des sentinelles. Les Indous divisèrent le jour en 60 parties. Aujourd'hui, les modernes ont divisé le jour en 24 heures, l'heure en 60 minutes valant chacune 60 secondes qui furent divisées en 60 tierces, lesquelles valent chacune 60 quarts.

Primitivement, les sonneries des cloches réglèrent les étapes du jour et de la nuit, elles annonçaient à la foule, du haut des monuments publics, les heures mesurées aux instruments rudimentaires : astrolabes ou autres tubes de visée. Bientôt, conserver l'heure devint un besoin ; les instruments apparurent. Ce sont d'abord des vases percés de trous, s'emplissant avec lenteur de l'eau dans laquelle ils flottent, des cierges gradués, des sabliers, des gnomons et autres cadrans solaires, des disques, des anneaux astronomiques, etc., etc... Douze siècles avant notre ère, les Chinois avaient conçu la gnomonique. A Athènes, le premier cadran solaire fut placé vers l'an 434 avant J.-C. ; à Rome, vers l'an 280 avant l'ère chrétienne. Entre temps, l'usage des clepsydres, originaires des plaines de Chaldée, s'imposa ; elles apparaissent en Egypte, où Ctésibius en fait des horloges à eau à rouages capables de marcher un an. Ptolémée les introduisit en Grèce et Scipion Nasica à Rome. Avec César, elles envahissent l'Occident. La plus ancienne horloge de la Gaule est celle de la cathédrale de Lyon, au V^e siècle. Le moyen âge les perfectionna avec art. Aux horloges à eau, succédèrent les horloges à poids, dont l'origine remonte au XII^e siècle.

Citons celles de Westminster-Hall, établie en 1288 ; de Bologne, en 1356 ; de Charles V, à Paris, en 1364 ; de Strasbourg, en 1388. Le mouvement de ces horloges n'était pas régulier ; il fallait, matin et soir, modifier la longueur du balancier pour arriver à fractionner le jour et la nuit en 12 parties égales. En 1612, Sanctorius imagina de faire compter les oscillations par le pendule lui-même en le fixant à un rouage. Galilée le perfectionna en 1644 et en 1658 Huygens restitua au pendule la force perdue, au moyen de l'échappement à roue verticale et l'on eut, depuis, de véritables horloges qui furent perfectionnées de plus en plus jusqu'à obtenir nos instruments si précis. Entre temps, Coudroy inventa la montre, en 1604, que Hooke perfectionna en 1674 par l'adjonction du ressort spiral et, en 1726, Harrison construisit le premier chronomètre.

Le problème de la mesure du temps se présente à nous sous deux faces bien distinctes : la détermination de l'heure et celle de sa conservation. Nous avons expliqué (voir *rotation*) en quoi consistait le jour sidéral qui est l'intervalle de temps qui sépare deux passages successifs de la même étoile au même méridien. Pour mesurer le temps, les savants modernes se basent sur ce phénomène qui est la base fondamentale de la mesure du temps astronomique. Pour les besoins de la vie civile, c'est le Soleil qui règle l'emploi du temps et sa révolution diurne apparente sert de mesure. Nous appelons donc jour l'intervalle séparant deux midi consécutifs. Cette période a été partagée en 24 parties. Mais il y a lieu de distinguer entre le jour solaire vrai et le jour solaire moyen (jour solaire civil).

Le jour solaire vrai se compte sur le Soleil réel. Il commence pour un lieu déterminé à midi au moment où le Soleil passe au méridien (voir ce mot) du lieu d'observation. Et il se compte d'un midi au midi suivant. Le Soleil se déplace au milieu des étoiles et sa marche est assez inégale ; deux circonstances : variabilité de sa vitesse apparente sur l'écliptique et obliquité de la route écliptique par rapport à l'axe de rotation de la sphère céleste font que le jour solaire est plus long que le jour sidéral. Le jour solaire vrai ne peut donc être choisi pour unité dans la mesure précise du temps : la qualité d'une unité étant précisément sa constance. Pour tourner la difficulté, on a imaginé un Soleil hypothétique appelé : Soleil moyen qui, participant à tous les mouvements diurnes apparents du ciel, marche sur l'Équateur d'un mouvement uniforme vers l'Est de 0 degré 59 minutes, 8 secondes 3 par jour (vitesse angulaire). Le midi de ce soleil ne diffère jamais beaucoup de celui donné par le Soleil vrai et le temps déterminé ainsi est dit temps moyen, c'est lui qui règle le temps civil. Les astronomes ont construit des tables permettant de calculer jour par jour l'écart de deux Soleils. Ces tables donnent les équations des temps, c'est-à-dire les temps à ajouter ou à retrancher des temps vrais pour avoir les temps moyens ou réciproquement. Sans donner plus de développement à ces questions théoriques nous dirons que l'on peut considérer trois espèces de temps et, par conséquent, trois espèces d'heures :

1° l'heure sidérale, régulière et donnée par la marche des étoiles ; 2° l'heure moyenne, également régulière et donnée par la marche hypothétique du soleil moyen et, enfin, 3° l'heure solaire vraie qui est un peu inégale et donnée par la marche du soleil réel.

Nous ne pouvons, sans dépasser les limites de cet article, nous attarder à expliquer la détermination exacte de l'heure (opération d'astronomie pure) ni expliquer tous les modes de transmission. Nous nous bornerons à dire que cette détermination se fait en notant l'heure marquée par une horloge perfectionnée au moment où se produit un phénomène astronomique déterminé dont l'heure exacte a été calculée d'avance avec une grande précision. Le mouvement diurne des étoiles

est le phénomène généralement choisi pour cette détermination. Il nous donne l'heure sidérale qu'une relation très simple permet de convertir en heure civile sur laquelle nous nous basons pour les usages de la vie courante. Et il répond aux conditions demandées pour obtenir une unité précise de mesure, étant donné qu'il s'accomplit dans des conditions strictement semblables. L'exactitude à laquelle on est arrivé est telle qu'une horloge d'observation peut donner l'heure à 1/10^e de seconde près, maintenu pendant plusieurs jours et donnant à peine un écart d'une seconde par mois. — Ch. ALEXANDRE.

BIBLIOGRAPHIE : A. Berger : *Le Ciel* ; D^r Fœrster : *Cosmographie* ; D^r Neuberger : *Utilisation des forces naturelles* ; Van de Vyver : *Mesure du temps* ; Guyau : *Genèse de l'idée de temps* ; Goutres : *L'heure de précision*.

TEMPS (MOMENTS). On appelle ainsi les temps nouveaux qui ont succédé au moyen âge (voir ce mot), et se continuent aujourd'hui.

L'histoire fait commencer ces temps à la Renaissance et, pour donner une date à ce commencement, à la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453. En fait, la Renaissance fut une longue époque amenée par une autre encore plus longue, celle de la pré-renaissance qui changea peu à peu le moyen âge dont elle fit partie. La prise de Constantinople fut l'épisode terminal de la débâcle féodale, dans l'entreprise des croisades commencées deux siècles et demi avant par l'Occident catholique romain contre l'Orient. Mais il n'y eut pas plus de solution de continuité entre le moyen âge et les temps modernes qu'il n'y en avait eu entre l'antiquité et le moyen âge. Il y eut une longue évolution qui changea le monde européen entre le XI^e siècle et le XV^e.

La prise de Constantinople eut surtout un caractère symbolique, comme aboutissement de cette évolution et départ d'une nouvelle étape humaine. Elle marqua la fin de l'hégémonie spirituelle du catholicisme médiéval par le retour à l'esprit de tolérance perdu par le monde occidental depuis l'établissement du christianisme. Elle fut le « signe » de cet esprit qui annonçait « la réconciliation du genre humain, l'adoption même des proscrits, des maudits, des Turcs, des juifs, des tribus sauvages, etc., dans lesquels l'humanité européenne reconnaîtrait ses frères » (Michélet). Grâce à cet esprit, la fermentation de pensée qui travaillait l'Occident comme en vase clos depuis plusieurs siècles, ferait éclater la voûte ténébreuse du fanatisme et de la terreur pour se répandre plus librement. On verrait alors, à défaut de la paix définitive et de la fraternité universelle, des rois et des peuples appelés « très chrétiens », avoir des rapports cordiaux avec les « infidèles » et même s'allier avec eux contre l'Église. On verrait, en même temps, l'imprimerie répandre à l'infini la science tenue jusque-là pour hérétique. Inventée, disait-on en Allemagne, par un enchanteur, le docteur Faust, l'imprimerie dresserait la science contre la foi, porterait dans les esprits la révolte pour l'obtention d'une félicité terrestre plus positive que les chimériques promesses du ciel. Vésale et Ambroise Paré feraient entrer, dans les Facultés, l'anatomie et la chirurgie. Zacharie Jansen inventerait le microscope révélateur du monde des infiniments petits, en attendant le télescope de Newton qui rapprocherait la terre des autres grands mondes. Le « langage du diable », le grec, serait enseigné au Collège de France, ainsi que l'hébreu, l'arabe, le syriaque, la philosophie, le droit, les mathématiques, la médecine. L'hérésie s'installerait dans les palais des monarchies et les conseils des nations comme dans les chaires des Universités.

Un autre événement, encore plus important et non

moins symbolique que l'arrivée des Turcs en Europe, fut le premier voyage de circumnavigation du monde de 1519 à 1522, voyage qu'Elisée Reclus a appelé « l'événement capital de l'ère nouvelle, la date par excellence qui sépara les temps anciens de la période moderne ». Il fut alors démontré que la terre n'était pas plate, qu'elle n'était pas un radeau flottant sur la mer, mais qu'elle était ronde et que, malgré les décrets du pape, elle tournait autour du soleil. L'homme allait acquérir la connaissance scientifique du monde et de l'univers, il deviendrait véritablement la conscience de la nature, il se dépouillerait de son ignorance générale et des superstitions maléfiquement employées contre lui. Il redeviendrait créateur de l'humain comme il l'avait été dans l'antiquité. Il se remettrait, avec la Renaissance, à sculpter sa propre statue. Il ne connaîtrait plus cette humilité qu'une scolastique perfide avait fait peser sur lui. La « volupté mystique » de la soumission, de l'anéantissement de l'être sous une volonté supérieure, ne serait plus qu'un cas pathologique et une façon de suicidisme. L'homme ne se soumettrait plus que la rage au cœur, en gardant l'espérance tenace d'une liberté trop longtemps ignorée ou repoussée comme coupable. Bravant le bûcher de son ami Dolet, Rabelais écrivait audacieusement : « les dieux ont peur ! » dans une œuvre débordante de toute la vie, de toute la joie, de toute la foi humaine étouffées par douze siècles d'enfermement, de douleur, de désespérance. Il inaugurerait cet esprit moderne qui croit, contre le moyen âge et pour l'épanouissement d'un optimisme infini sans lequel la vie ne mériterait pas d'être vécue, « que l'homme est bon, que loin de mutiler sa nature, il faut la développer tout entière, le cœur, l'esprit, le corps » (Michelet). Enfin, un Ulrich von Hutten, malgré les persécutions et les misères qui s'abattaient sur lui, saluerait la nouvelle aurore par ce cri : « O siècle, ô belles lettres ! il plaît de vivre quelque'il ne plaise pas encore de se reposer ! ».

Mais tout cela était trop beau. En même temps que la science et la tolérance se répandaient de l'Orient sur l'Europe, la Bête médiévale, prenant un nouvel aspect, se redressait à l'autre confin, en Espagne et en Portugal, pour la suprême résistance d'une inquisition exaspérée, arrivée au délire. Par l'exagération de son infantie, elle provoqua d'abord contre elle une réaction. En chassant les Juifs d'Espagne et du Portugal dans des conditions d'inhumanité inouïe, elle les fit se répandre en Italie et, en particulier, dans le Nord de l'Europe, où ils apportèrent la plus active contribution aux idées préparatrices de la Réforme. Mais son règne n'était pas fini, la Bête, changeant de peau, allait prendre d'autres formes pour dominer, celles de la politique qui passerait avant la religion.

Le passage du moyen âge aux temps modernes n'en marqua pas moins l'effondrement de l'absolutisme religieux pesant sur les âmes. Il fut aussi dans un autre effondrement plus important parce qu'il eut des raisons et des conséquences économiques et techniques, plus que politiques et morales. Ce fut celui de la société féodale et de sa chevalerie bardée de fer qui cultiveraient l'argent et le canon. La mystique médiévale, celle des moines et des chevaliers, ne fut plus que sujet de littérature, occupation d'enlumineurs de manuscrits, devant les préoccupations que des besoins différents apportèrent dans les relations humaines. Une nouvelle mystique, plus positive, fut en formation, celle de l'argent. Elle se masquerait fallacieusement de *droit*, le droit des gens, le droit des peuples. Elle prendrait des airs démocratiques pour mieux servir la plus fausse des aristocraties, « Les trois grandes choses modernes apparaissaient : bureaucratie, diplomatie et banque — l'usurier, le comais, l'espion », a dit Michelet. Mais, a-t-il ajouté, ce n'était pas « franc et net ». La « détestable hypocrisie moderne » se montrait dans « l'effort

d'accorder l'ancien et le nouveau, de couvrir et savorer la rapacité financière de férocité fanatique ! » Ainsi, se dissimuleraient, sous de nouvelles sophistications, les monstrueux appétits qui provoqueraient et conduiraient les guerres de religion, et, même après la Révolution française, les brigandages coloniaux et les boucheries internationales qu'on appellerait « guerres du Droit et de la Civilisation ». Anatole France pourrait conclure : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » L...

Une distinction formelle entre le moyen âge et les temps modernes serait d'autant plus arbitraire qu'elle ne vaudrait que pour l'Occident. Si sa soumission au catholicisme romain fit pour lui, du moyen âge, une époque de ténèbres et, pire encore si l'on en croit l'historien Vico, un retour à la barbarie des temps les plus anciens, la résistance de l'Orient à cette soumission valut, au contraire, à celui-ci, une magnifique époque de lumière et de progrès dans toutes les sciences et dans tous les arts. L'Orient fut alors le foyer où s'entreteint la culture grecque antique bannie par le catholicisme romain. C'est grâce à lui que l'Occident put la retrouver, quand les deux mondes se rapprochèrent à partir du VII^e siècle, grâce aux invasions arabes qui rétablirent la communication. Les relations devinrent plus nombreuses et plus régulières par suite des nécessités économiques. Il en sortit la pré-renaissance, qui fut la belle période du moyen âge occidental d'après l'an mil et prépara la Renaissance initiatrice des temps modernes.

Moyen âge : ignorance, fanatisme, servitude, douleur, mort.

Temps modernes : science, tolérance, liberté, joie, vie.

Le moyen âge avait courbé le front de l'homme sous la voûte romaine. Les temps modernes lui apprirent à regarder le ciel en relevant la tête pour voir la flèche gothique.

Voilà ce qui, schématiquement et symboliquement, oppose les deux époques ; mais on comprend que dans les faits elles sont beaucoup moins tranchées. Ces faits sont bien plus complexes ; ils semblent appliqués à déjouer les combinaisons des faiseurs de systèmes, des constructeurs de « blocs » aussi dépourvus d'observation que de psychologie. C'est ainsi que le monde occidental n'a jamais connu un si beau temps de liberté, de prospérité et d'épanouissement populaire que dans les XII^e et XIII^e siècles ; or, ces deux siècles sont classés dans le « bloc » du moyen âge, tout comme les précédents qui furent le temps de la servitude, de la misère et de la douleur les plus sombres. D'autre part, les temps modernes, tout en produisant Luther, Voltaire, la Révolution française, la République, l'imprimerie, la vapeur, l'électricité, l'aviation, la télégraphie avec et sans fil, etc., n'ont pas cessé de brûler ou de massacrer, de condamner et de proscrire les hérétiques, ceux de la Raison d'Etat après ceux de la Dérision divine, d'exciter le fanatisme des partis politiques après celui des partis religieux, et d'entretenir l'esclavage des hommes appelés « libres » après celui des hommes appelés « serfs ». Mais, *il y a quelque chose de changé dans le principe*. La Raison d'Etat, la guerre, l'exploitation de l'homme sont considérés depuis les temps modernes comme des crimes, comme des hontes dont l'humanité doit se défaire ; elles ne sont plus vues comme des choses justes et parfaites qui doivent demeurer. L'homme du moyen âge ne savait pas et était impuissant contre son destin ; l'homme moderne sait, et la science lui a donné les moyens de changer son destin. S'il ne le fait pas, c'est qu'il ne le veut pas, c'est que sa science est sans conscience, comme l'était son ignorance. *Les temps modernes ont fait la révolution politique ; ils n'ont pas fait la révolution morale, celle qui supprimerait l'exploitation de l'homme par l'homme et sans*

laquelle il ne peut être de véritable progrès humain. Ils ont décrété la Liberté, l'Égalité, la Fraternité ; ils n'en ont pas fait pénétrer la volonté dans les cerveaux et dans les cœurs.

Si le servage succéda à l'esclavage, si les serfs furent ensuite de plus en plus affranchis, si des chartes commencèrent à reconnaître le *villain* « personne inviolable », et si l'Eglise voulut bien lui concéder une âme, ainsi qu'à la femme, c'est que la propriété foncière, base de l'économie féodale, fut de plus en plus menacée par la propriété mobilière et qu'il fut nécessaire, pour la soutenir, de retenir le *villain* à la terre en lui faisant un sort meilleur ; ce ne fut nullement parce que l'Eglise et la royauté naissante furent plus humaines que les rudes barons féodaux. Elles opposèrent, elles aussi, une longue résistance, et elles ne cédèrent que parce que leur intérêt y fut directement engagé, la turbulence et le désordre féodaux devenant trop dangereux pour elles. De même la bourgeoisie, bien que sortant à peine du servage, ne favorisa l'émancipation du *villain* que dans la mesure où elle l'aidera à devenir une classe dominante, quand elle pourrait faire « sa » révolution.

C'est après l'an mil que les nécessités économiques devinrent irrésistibles au point de faire craquer l'armature féodale. Depuis toujours, l'homme attaché à la terre avait travaillé à sa conquête, à sa « colonisation » par le défrichement de la forêt et de la lande, l'assèchement des marécages, la lutte contre les divagations fluviales, contre les animaux sauvages. Il l'avait poursuivie pendant des siècles, sourdement, péniblement, malgré l'opposition du maître, du seigneur. Elle porta ses fruits à partir du XI^e siècle, dans le développement de l'agriculture et l'augmentation de la production naturelle. Les pâturages s'étendirent, les troupeaux se multiplièrent, l'élevage du gros bétail commença en grand. La charrue remplaça la houe et la bêche. On employa les engrais animaux. Les cultures se perfectionnèrent et de nouvelles furent importées. Les nécessités de l'industrie donnèrent plus d'importance aux cultures industrielles. L'Eglise et l'Etat furent les principaux bénéficiaires de ces améliorations dans leurs domaines de plus en plus considérables, mais elles favorisèrent aussi la propriété communale et la petite propriété privée qui se constitua en grignotant la propriété féodale. Les féodaux, poussés par des besoins d'argent, se mirent à émanciper leurs serfs contre finance, puis à vendre leurs terres qu'achetèrent le paysan libre et le bourgeois citadin. La propriété paysanne se forma et prospéra, donnant naissance à la bourgeoisie paysanne. Celle-ci devint puissante, surtout en Angleterre, faisant dire à Shakespeare : « l'ortiel du paysan touche de si près le talon du gentilhomme qu'il l'écorche ». Mais, bien avant Shakespeare, le paysan avait participé énergiquement aux événements d'où sortit la Grande Charte de 1215 qui porta en germe la Révolution anglaise et fit de l'Angleterre le premier pays constitutionnel, la préservant de cette royauté despotique qui sévit en France et dans presque toute l'Europe.

En France, il se forma des communautés paysannes dans le Nord, les Alpes, les Pyrénées. Dans plusieurs pays, ces communautés furent assez fortes pour prendre le pouvoir et le conserver durant de longues périodes. Partout elles entretenirent une agitation révolutionnaire qui aboutit, un jour ou l'autre, à la libération paysanne. La Confédération Helvétique naquit du groupement de trois communautés paysannes. Les transformations de la propriété et du travail ruraux eurent ainsi, à côté de l'œuvre des communes urbaines, une grande part dans l'amélioration des conditions humaines et la prospérité qui en résulta du XII^e au XIV^e siècle, jusqu'à la Guerre de Cent ans.

Les communes urbaines, où se concentrèrent les initiatives et les forces populaires pour créer la plus intense et la plus remarquable vie collective, ont été le creuset où a été fondu le monde moderne. Elles donnèrent naissance à la bourgeoisie, elles grandirent et prospérèrent avec elle tant qu'elle demeura unie aux éléments populaires dans une communauté d'intérêts et de défense à laquelle tous apportaient leur effort. Les communes, expression essentielle de la vie collective, populaire et libre, déclinerent et succombèrent quand la bourgeoisie se forma en caste privilégiée, quand l'esprit individualiste crouissant dans l'impuissance de l'abolition médiévale et du parasitisme féodal, se communiqua à elle. Dans l'ivresse malsaine de son élévation sociale, elle s'y adapta pour sa dégradation morale. Digne et grande tant qu'elle fut peuple, elle fut ridicule et malfaisante quand elle voulut être *gentilhomme*. Devenue parasitaire et oppressive, elle détruisit elle-même l'œuvre que, productrice et libérale, elle avait édifiée.

Le commerce, plus que l'industrie, fit la prospérité des communes. Relations, même intérieures, et progrès industriel avaient été arrêtés pour plusieurs siècles par les invasions et le régime féodal. Les besoins du domaine seigneurial s'étaient limités aux ressources qu'il tirait de lui-même. L'extension de la vie hors de ce domaine créa des besoins nouveaux ; les échanges agricoles et industriels s'établirent. Les trafiquants, les marchands reparurent et, avec eux, revint la nécessité de l'argent qu'avaient supprimée les échanges en nature. L'époque carolingienne avait vu le rétablissement des relations commerciales avec l'Orient. Des marchands étrangers apportaient dans les foires et les lieux de pèlerinages des étoffes riches et des objets de luxe. La monnaie fut de plus en plus nécessaire pour les acheter. Le monde féodal avait commencé par la mépriser. Pour lui, le marchand était un voleur et la richesse mobilière était le produit de la rapine. Il oubliait l'origine de sa fortune terrienne. Lorsqu'il s'aperçut qu'il ne pourrait plus se passer de l'argent pour continuer à vivre en parasite social, il devint le plus avide et le plus cynique des voleurs et des usuriers. Il avait accablé les juifs, commerçants en métaux précieux et prêteurs d'argent ; il continua à les accabler hypocritement en devenant plus voleur et plus usurier qu'eux. De l'aveu de Gerson lui-même, les revenus de beaucoup d'églises furent les produits de l'usure.

La rareté de l'argent fit naître l'industrie financière et l'organisation du crédit. Les commerçants formèrent une classe de plus en plus forte appuyée sur les banquiers. Les besoins du commerce obligèrent l'industrie à sortir de l'atelier féodal, à améliorer sa technique, à produire davantage. De tout cela, les communes se fortifièrent. L'atelier seigneurial fut transporté dans les villes y attirant la main-d'œuvre rurale. L'artisanat s'organisa dans l'atelier familial. Bientôt, la multiplication des ateliers pour des métiers de plus en plus variés et distincts amènerait la création des corporations. Le grand commerce prit une vaste extension. Certaines communes, en Italie particulièrement, furent des républiques de marchands. Dès le XII^e siècle, des sociétés commerciales, nationales et internationales, se formèrent. Les chrétiens prirent place à côté des juifs dans ces grandes entreprises. Le numéraire étant toujours insuffisant, malgré l'exploitation intensive des gisements de métaux et l'augmentation des espèces métalliques, ils admirent alors la rémunération des capitaux, base de la future hégémonie capitaliste. On fit une législation qui la légitima, protégeant les prêts à intérêts. Ceux-ci varièrent à des taux de 4 à 175 %, suivant les besoins du commerce et des particuliers. Les contrats et toutes les formes d'association financière et de crédit se pratiquèrent. L'industrie bancaire acquit ainsi ses lettres de noblesse. C'est qu'on n'était

pas loin du temps où les grands financiers tiendraient sous leur coupe non seulement les petits féodaux, mais aussi les papes et les rois.

L'Italie était, au XIII^e siècle, maîtresse du grand commerce. En 1292, elle avait seize établissements à Paris. Pendant deux cents ans, les Lombards dominaient le marché international. Florence comptait quatre-vingts grandes banques. Les banquiers italiens, les Ricciardi, Bardi, Peruzzi, Scali, étaient créanciers des papes. Des sociétés commerciales s'étaient fondées aussi dans le Nord de la France, la Flandre, la Rhénanie, l'Angleterre. Des *ghildes* et *hanse*s s'étaient créées. Elles prospéraient par la multiplication des moyens de communication : routes, ponts, navigation fluviale avec ses ports, messageries, etc... La poste fonctionna en Italie dès le XII^e siècle, et au XIII^e en Allemagne.

Les banquiers détenaient bientôt tous les pouvoirs du monde, payant toutes les complicités, achetant toutes les protections. Un Philippe le Bel pouvait faire gifler et emprisonner un pape, mais il devait s'entendre avec les banquiers pour falsifier les monnaies. En 1340, un roi d'Angleterre leur devait 60 millions ; sa faillite dépendait de leur bon plaisir. Un Jacques-Cœur servait le grand argentier de Charles VII et lui permettrait de raffermir sa royauté qu'il serait incapable de défendre par lui-même contre la coalition féodale. Au XV^e siècle, la banque allemande supplanterait la banque italienne. Les Fugger d'Augsbourg feraient l'élection de Charles-Quint et seraient les receveurs du pape dans la friponnerie des indulgences. Ils mèneraient toute la politique du siècle. La défaite de François I^{er}, vaincu par la défection des banquiers italiens, ferait écrouler tous les grands espoirs apportés par la Renaissance et la Réforme. Ainsi s'imposa la nouvelle puissance de l'argent, intelligente, active, productrice de travail et de bien-être collectifs, véritable force démocratique tant qu'elle ne devint pas l'instrument de la plus détestable des féodalités. Mais elle ne tarda pas, pour le malheur des peuples, à donner naissance à ce patriciat des *bonshommes*, des *prudhommes*, des *honoris*, des *scripseurs de la ville*, en attendant de se joindre aux nobles pour faire les *honnetes gens*. Elle établit, à côté du parasitisme héréditaire des familles féodales, celui des familles bourgeoises dans les conseils des gouvernements, les charges municipales, la magistrature, etc... Elle érigea une caste aussi insolente et aussi tyrannique que la caste nobiliaire.

La navigation, abandonnée depuis les Romains, qui avaient renoncé aux explorations dans l'Atlantique et cessé les rapports entretenus avec l'Asie par l'Égypte antique, n'avait repris dans la Méditerranée qu'à partir du VIII^e siècle. Elle se développa à l'occasion des croisades. De grands navires furent construits. En 1292, Gênes, à elle seule, en avait deux cents, avec vingt cinq mille marins, autant que tous les ports français réunis. Une législation maritime fut élaborée et l'on signa les premiers traités de commerce. La boussole, apportée par les Arabes, permit la navigation de haute mer aux « traverseurs des voies périlleuses » (Rabelais). Les marins méditerranéens se lancèrent dans l'Atlantique. Les Vénitiens allèrent jusqu'à Lésbese, le port de Bruges. Venise, à qui les voyages de Marco Polo avaient fait retrouver les voies terrestres de l'Extrême-Orient, fut la reine de la Méditerranée durant le moyen âge. L'affaiblissement de cette cité livrerait cette mer aux pirates barbaresques, pendant que les chrétiens iraient porter la piraterie dans les océans. Ils commencèrent par la côte africaine où les îles Madères, Açores, Canaries furent découvertes au XIV^e siècle. Un siècle suffit pour qu'une « évangélisation bien conduite » fit disparaître totalement les indigènes Guanches des îles Canaries. Au XV^e siècle, l'exploration de plus en plus avancée vers le sud faisait découvrir la route de l'Inde. En 1445, Diaz atteignait le Cap Vert. Un autre Diaz allait

jusqu'à Santa Elena puis, dépassant l'extrême pointe africaine, jusqu'à Algoa, en 1487. Vasco de Gama doublait le Cap de Bonne Espérance en 1497 et atteignait Zanzibar. Guidé par des pilotes arabes, il abordait ensuite sur la côte de Malabar où il rencontrait des marchands vénitiens venus par les terres et par la mer Arabique. On se lançait à travers l'Atlantique vers une nouvelle découverte - des Indes Occidentales dont la route, trouvée cinq cents ans avant par les Normands, avait été perdue. Christophe Colomb atteignait les îles Bahama en 1492. Pendant dix ans il parcourait les Antilles et les côtes de l'Amérique Centrale, préoccupé surtout de rapporter ces richesses qui feraient l'émerveillement de l'Espagne et exciteraient les convoitises de tant d'aventuriers. En 1497, les Gabotto, dits Cabot, suivant la voie des anciens chasseurs de baleine et pêcheurs de morue, découvraient dans le Nord la terre ferme de l'Amérique, puis Terre-Neuve, la Nouvelle Écosse, la Caroline du Nord. Les années suivantes, ils descendaient jusqu'aux Florides où étaient déjà les Espagnols. L'Amérique du Sud commençait à être visitée en 1499-1500, et les Portugais, établis au Brésil, se partageaient avec les Espagnols la possession des Amériques. Les découvertes d'Americo Vesputce, qui était un véritable explorateur et non un trafiquant, faisaient l'objet de communications écrites traduites dans toutes les langues d'Europe. En 1513, Nuñez de Balboa allait jusqu'au Pacifique à travers les terres de Panama. On commençait alors l'exploration des côtes occidentales américaines, au nord, vers le Mexique, au sud vers le Pérou. Sébastien Cabot cherchait au nord du Labrador, la route de l'Asie. Enfin, en 1519, une flottille conduite par Magellan partait d'Espagne pour l'Atlantique sud ; elle passait dans le Pacifique et atteignait les îles Philippines. Magellan périt dans ce voyage. Son aventure et celle de ses compagnons, dont 13 seulement sur 231 revinrent au bout de trois ans, fut une extraordinaire odyssée que Pigafetta raconta en français.

Le développement du commerce rendait indispensable celui de l'industrie. Il fallait surtout des métaux. Dès le XI^e siècle des sociétés minières furent fondées. L'industrie métallurgique, quoiqu'encore primitive et réduite au travail à la main, accrut considérablement sa production. Les petites forges s'établirent en grand nombre. Dans les industries de transformation, la menuiserie bénéficia de la généralisation du moulin hydraulique. Les moulins à vent tournèrent à partir du XII^e siècle. Les industries et commerces de l'alimentation s'installèrent. Des centres de fabrication textile, d'ameublement, de décoration, se formèrent et s'étendirent sans cesse. Milan avait 60.000 tisseurs au XII^e siècle. Florence produisait, en 1336, pour soixante millions de francs de tissus de laine. On fabriquait des draperies dans les Pays-Bas, des toiles fines en France, des cotons un peu partout. Les Arabes avaient apporté en Europe les industries orientales : tapisserie, teinturerie, broderie, cuiraterie, verrerie, miroiterie, orfèvrerie, céramique, mosaïque, émaillerie, parcheminerie, etc. Des entreprises commerciales créèrent, au XIII^e siècle, la première grande industrie. Ce ne fut pas encore l'organisation de la manufacture. Les marchands faisaient travailler les artisans, leur fournissant la matière première et payant leur travail. Jusqu'au XV^e siècle, les petits métiers libres prédominèrent et, avec eux, une entente cordiale entre le capital et le travail. Les fortunes industrielles étaient modestes, pas encore anonymes ; patrons et ouvriers se connaissaient, travaillaient ensemble et se confondaient dans les corporations.

On ne saurait trop insister sur la remarquable expansion communale du temps qui s'écoula entre la pré-Renaissance, aube des temps modernes, et la Renaissance, crépuscule du moyen âge, dans le chevauchement des deux époques. Prospérité économique et gran-

deur artistique, activité sociale, débordement de vie et d'enthousiasme : c'est de tout cela et de la tradition humaniste transmise par Dante et Pétrarque, de la renaissance arabe, de l'épanouissement gothique, que sortit la Renaissance occidentale révélatrice de l'individu, exaltatrice de son effort personnel et de son sens critique, libératrice de son esprit et de sa conscience. Un Jean de Meung, au XIII^e siècle, ouvrait la voie à Rabelais, à La Boétie, à Montaigne, et ceux-ci, au XVI^e siècle, l'ouvraient aux Encyclopédistes et à la Révolution de 1789. Jean de Flore sortant de l'église avec les fidèles pour achever sa messe sous les rayons du soleil, ramenait au culte de la libre nature l'homme écrasé sous les pierres et sous les dogmes. L'Eglise elle-même se faisait savante et artiste avec ses papes et ses évêques qui nieraient Dieu pour affirmer la Beauté. Comme l'a constaté H. Heine, le protestantisme s'est produit dans l'art comme dans la religion : « Léon X, ce somptueux Médicis, était un protestant aussi zélé que Luther ; de même qu'à Wittemberg on protestait en prose latine, à Rome on protestait en pierre, en couleurs et en octaves rimées. Les images de Michel-Ange, les figures de nymphes de Giulio Romano, la joie de vivre qui règne dans les vers de l'Arioste, n'est-ce pas là une opposition protestante au vieux, sombre et morose catholicisme ? La polémique que soutinrent les peintres de l'Italie contre le sacerdoce exerça peut-être plus d'influence que celle des théologiens saxons ».

Dans le domaine politique, l'action des communes eut parfois des conséquences considérables. Ainsi, l'opposition des cités libres allemandes à l'influence de Rome permit aux empereurs de rompre leur vassalité à l'égard du pape. Francfort devint, à partir de 1356, la ville électorale des empereurs qui n'allèrent plus se faire couronner à Rome. Ce fut le grand événement politique qui précéda la Réforme. D'autre part, en 1302, la bourgeoisie avait remporté sur la féodalité, à Courtrai, sa première victoire par les armes, en battant l'armée du roi Philippe le Bel. La leçon servit à ce dernier qui sut habilement associer la fortune de sa monarchie à celle de la bourgeoisie. L'esprit de liberté inspiré des communes fut si fort dans tous les Pays-Bas que malgré les luttes épuisantes qu'ils eurent à soutenir pendant plus de trois siècles contre les royaumes espagnols et françaises soudoyées par l'Inquisition, ces pays demeurèrent la citadelle imprenable de la liberté de conscience en Europe. Louis XIV lui-même dut s'avouer vaincu par la Hollande.

Des millions d'hommes furent émancipés de l'esclavage et du servage par la révolution économique, intellectuelle et morale apportée par le mouvement communal. Les communes étaient les lieux de refuge de tous ceux qui leur offraient leurs bras en échange de la liberté. Un dixième de la population rurale augmenta ainsi celle des villes. Palerme eut 500.000 habitants au XII^e siècle. Florence et Venise en eurent déjà plus de 100.000. Paris en avait 100.000 au XII^e siècle et 240.000 à la fin du XIII^e. Dès 976, Venise fut une république libre. Milan fit quatre révolutions contre son archevêque de 987 à 1067. Une foule de cités s'émancipèrent du joug des hauts seigneurs. Marseille conquit en 1214 cette autonomie municipale qu'elle conserverait, sous l'administration de ses consuls, durant quatre siècles. Les riches cités du Languedoc excitèrent la convoitise des pillards féodaux et ecclésiastiques du Nord qui firent l'ignoble croisade des Albigeois. Pendant trois siècles, les communes, grandissant en puissance et en liberté, bouleversèrent l'étroite et mesquine économie féodale, préparant celle des temps modernes. Pendant ces trois siècles, avant que l'économie nouvelle eût imposé des servitudes et des abus aussi révoltants que ceux de l'ancienne, on vit le plus magnifique épanouis-

sement de travail, de pensée et d'art qu'eût jamais produit la libre initiative populaire.

Les famines avaient régné à l'état endémique sur toute l'Europe, durant le moyen âge. En France, de 970 à 1100, elles avaient sévi pendant soixante ans. Au XII^e siècle, la proportion se trouva réduite à 10 %. La situation matérielle de la campagne fut alors aussi favorable qu'elle le serait au milieu du XIX^e siècle. Les villages et les bourgs se multiplièrent. Il y en eut plus qu'aujourd'hui. Ils diminuèrent en nombre quand le pouvoir royal fit du paysan un nouveau paria qui dut venir à la ville ou se faire soldat pour pouvoir vivre. Le paysan et l'ouvrier connurent alors une liberté et un bien-être que des millions d'entre-eux ne possèdent pas aujourd'hui. Les salaires ouvriers étaient, proportionnellement au coût de la vie, bien supérieurs. Un maçon, un charpentier, gagnant alors 2 fr. à 2 fr. 60 par jour, vivait dans une aisance matérielle que même des salaires de 30 à 40 francs ne procurent pas de nos jours. On payait alors un mouton 6 francs, un poulet 6 sous, un douzaine d'œufs 12 centimes, un kilo de beurre 45 centimes, un hectolitre de vin 5 francs ! Il est vrai que l'on n'avait pas le cinéma !... Mais l'on avait, pendant le tiers de l'année qui était des jours de fêtes, les réjouissances populaires auxquelles toute la population prenait part, et notamment les spectacles des mystères qui duraient plusieurs jours consécutifs. Alors, les gens se lavaient. Il y avait de nombreux établissements de bains publics, appelés étuves, et les maisons privées avaient leurs cuves à baigner, ce que l'on ne vit plus à partir du temps d'Henri IV où les honnêtes gens, les gens riches et de cour, donnèrent l'exemple de la saleté de corps la plus puante. Au XIII^e siècle, le paysan, et aussi l'ouvrier, pouvaient mettre la « poule au pot ». On disait alors qu'il mourait plus de gens de trop manger et boire que des maux de la faim. Aussi l'activité et l'initiative ouvrière étaient-elles stimulées. C'est à elles, uniquement, à l'invention de simples artisans, que furent dues une foule de transformations techniques dont les bénéfices seraient accaparés par les privilégiés industriels aux dépens du prolétariat. Dans plusieurs villes, la démocratie ouvrière partageait le pouvoir avec les nobles et les bourgeois. Les cités étaient des foyers de culture scientifique et littéraire autant que de production industrielle. Chaque ville avait ses artistes qui donnaient à ses monuments, à ses œuvres d'art, un caractère original propre à la cité. Sa substance intellectuelle n'était pas pompée, comme aujourd'hui, par des capitales tentaculaires où se fabriquent dans des Académies une pensée, une science, un art interchangeables qu'elles répandent ensuite dans les provinces bétilées par une centralisation idiote et criminelle ayant pour but d'unifier les cerveaux comme les monnaies et les poids et mesures !... Un véritable esprit de solidarité sociale se manifestait dans le goût du travail, le besoin de s'instruire, la défense collective contre les dangers, notamment contre les maladies contagieuses par l'installation d'hôpitaux, de léproseries, de lazarets. On recherchait un plus grand bien-être pour tous dans une communauté d'effort et de sentiment qui faisait de la cité une grande famille. Cette situation fut générale. Elle s'étendit dans l'Europe Centrale et dans celle du Nord jusqu'en Russie. Le monde occidental connut ainsi, dans des étapes diversement distribuées, plusieurs siècles de vraie prospérité et de douceur de vivre.

Cela cessa à partir du XIV^e siècle pour les pays les plus avancés comme l'Italie et la France, du XVI^e pour l'Espagne, quand elle eut chassé les Maures et les Juifs, du XVII^e pour l'Allemagne, avec la guerre de Trente Ans. En Italie, les villes n'ayant pas assez d'être attaquées par des envahisseurs étrangers, se firent aussi la guerre entre elles. Dès le commencement du XIII^e siècle, elles se divisèrent en Guelfes im-

périaux et en Gibelins papistes. A partir du xv^e siècle, les invasions espagnoles et françaises précipitèrent la décadence de ce pays. En Espagne, le pays vidé des éléments étrangers actifs et productifs devint la terre de la fainéantise opulente des « hidalgos » et de celle crasseuse des moines et des « mendigos ». En France, au xiv^e siècle, la guerre appelée de Cent Ans amena le déclin. La guerre anglaise durait depuis déjà deux siècles avec des intermittences, sans que la prospérité communale en fût atteinte. Mais à partir de 1337, elle se fit plus désastreuse. Elle continua jusqu'en 1453, et les trêves qui se produisirent n'en furent pas pour le peuple livré à toutes les exactions de la soldatesque tant française qu'anglaise. Les grandes compagnies, formées de pillards, parcouraient le pays, rançonnant, tuant et incendiant. Les villages et les bourgs en souffrirent particulièrement. Le paysan devint de plus en plus incapable de se défendre. La ruine était dans les campagnes. Les familles se reproduisirent. Celle de 1418 fit périr, rien qu'à Paris, plus de 100.000 personnes. Les loups vinrent dévorer jusqu'en pleine ville les cadavres qu'on n'enterrait plus. Les cités étaient livrées à la guerre civile et à tous les abus des factions qui y dominaient tour à tour.

Au milieu de tant de calamités, le peuple aspirait au repos et à l'ordre. Il crut les trouver en se tournant vers la royauté dont l'unité de gouvernement lui semblait devoir amener la paix. Il ne fit que choisir parmi les loups féodaux celui qui aurait les plus longues dents et lui apporterait l'unification de la servitude. Contre le libre fédéralisme producteur de richesse et de bien-être pour tous, la royauté établirait la puissance de l'Etat, pieuvre de plus en plus monstrueuse et avide dont les tentacules s'étendraient pour tout broyer, tout dissoudre dans son uniformisation, même après que la royauté serait renversée. Elle rendrait invincibles « le coffre, la caisse et le comptoir où s'assoleraient l'éternel croupion qu'on appelle Bureaucratie », (Michelet), et qui l'écraserait elle-même pour dire ensuite : « Le Roi, c'est moi ! ».

Ces rois, « qui en mille ans ont fait la France », comme disent les bourreurs de crânes royalistes, n'étaient encore, à la fin de la guerre de Cent Ans, que les seigneurs du duché de France à côté d'autres plus puissants et n'occupaient que « la place qu'on voulait bien leur laisser ». (Larousse). Jusque là, même dans leur duché, ces seigneurs avaient dû partager le pouvoir avec des évêques qui étaient ducs et comtes comme eux. Pendant tout le moyen âge leur souveraineté avait été à la merci des guerres féodales. Ces guerres n'avaient eu d'ailleurs pas d'autres causes que des rivalités particulières, des querelles de familles auxquelles toutes questions nationales et françaises, au sens où l'on entend aujourd'hui ces mots, étaient complètement étrangères. C'est ainsi que l'origine de la guerre de Cent Ans fut, bien avant 1337, dans les compétitions nées du divorce de Louis VII de France dont la femme, Eléonore d'Aquitaine, se remaria, en 1157 avec le duc d'Anjou, Henri Plantagenet, devenu peu après roi d'Angleterre, et qui voulut, ainsi que ses successeurs, être roi de France. Voilà à quoi tinrent trois cents ans de guerres qui aboutirent à l'établissement de la monarchie absolue et à la fin de la grandeur communale. Dans ces guerres, les Anglais eurent pour alliés la plupart des féodaux de France et, plusieurs fois, les ducs de France furent battus, mis en fuite ou faits prisonniers et menacés de perdre leur domaine. Les Bourguignons furent les arbitres de la situation dans la dernière période et, avec leur aide, les Anglais furent chassés de France. Mais ce résultat fut dû surtout à l'esprit national qui se manifesta dans le peuple et dont Jeanne d'Arc fut la personnification. Sans cet esprit qui produisit une levée des masses populaires contre la barbarie féodale de plus en plus périlleuse, la

France serait très probablement devenue anglaise et les ducs de France, s'ils n'avaient pas disparu, auraient été des vassaux du roi d'Angleterre.

C'est l'esprit national, soulevé dans le peuple contre les abus féodaux que les ducs de France n'étaient pas les derniers à commettre, qui a fait « l'unité française » et non, comme on le raconte encore trop complaisamment, une royauté inspirée de Dieu qui lui communiquait les lumières de son Saint-Esprit par la cérémonie du sacre, effectuée depuis Clovis avec l'huile de la sainte ampoule apportée du ciel par un ange !... C'est avec de pareilles sornettes qu'on a imposé aux foules la crainte et le respect d'un pouvoir monarchique qui n'eut jamais d'autre souci, dans la sainteté de sa mission, que d'exploiter leur ignorance et leur stupidité. L'unité française n'a même pas été le produit d'un état de conscience du peuple ; elle a été uniquement formée du développement de ce phénomène de biologie sociale qui fait les groupements naturels d'affinités et les étend peu à peu de la tribu à la province et à la nation. Elle n'a nullement été la création, suivant un plan supérieurement conçu et admirablement conduit qu'on veut attribuer au pouvoir royal, alors que ce pouvoir ne pouvait, par son principe féodal, que lui être hostile et ne cesserait pas de l'être. Mais on a confondu machiavéliquement l'unité française avec l'unité monarchique. Celle-ci a montré ce qu'elle était, anti-française lorsque c'était son intérêt, notamment pendant et après la Révolution, en entretenant la guerre civile dans le pays avec le concours de l'étranger et en reconstituant la royauté grâce à l'invasion de 1815 et contre les vœux de la nation.

Le phénomène biologique qui a produit l'unité française et s'est développé uniquement dans les masses populaires, avait commencé par la séparation, la clarification, si l'on peut dire, ethnique et linguistique des éléments gallo-francs et germaniques arbitrairement réunis dans l'empire de Charlemagne. Cette séparation se fit en 843, par le traité de Verdun qui partagea l'empire. L'opposition féodale fut alors constituée contre l'unité française par les seigneurs de Lorraine, d'Alsace, de Bourgogne, de Provence qui, pendant longtemps, ne voulurent reconnaître d'autre suzerain que l'empereur d'Allemagne. Le mouvement des communes fut l'aspect le plus caractéristique de l'évolution biologique en incessante réalisation. C'est lui, en réalité, qui produisit la royauté, lorsque les communes cherchèrent l'appui dont elles avaient besoin pour assurer leur sécurité et la continuité de leur développement. C'est lui qui fut trahi par la royauté quand elle se fut agrégé la bourgeoisie contre le peuple. Au commencement du $xiii^e$ siècle, un Louis VI dit le Gros sut s'allier les communes dans sa longue lutte contre ses adversaires féodaux. Les ducs de France qui commencèrent à faire figure de rois dans l'histoire, les Philippe Auguste, Louis IX, Philippe le Bel, ne tirèrent l'illustration de ce qu'on a appelé leurs « règnes » que de la même alliance, à la belle époque de prospérité et de liberté communales des xii^e et $xiii^e$ siècles. La victoire de Philippe Auguste à Bouvines, en 1214, victoire qu'il ne dut qu'au concours des milices communales et dont on a dit, pour exalter la royauté, qu'elle a fait l'unité française, n'a pas empêché que cette unité s'est trouvée aussi inexistante après qu'avant et, jusqu'à la fin de la guerre de Cent Ans, c'est-à-dire deux siècles et demi après. Le rédacteur du *Nouveau Larousse illustré*, a cru rendre hommage à Louis IX, dit Saint-Louis, en écrivant qu'il « égala en majesté les empereurs de Rome, en sainteté le pape, les évêques et les ascètes ». Ce sont là trop d'honneur et, surtout, trop d'indignité pour un roi, pauvre cage fanatisé et exploité par l'Eglise. Philippe le Bel aurait certainement succombé dans sa lutte contre la papauté s'il n'avait eu l'appui de la bourgeoisie. Il fit appel pour la guerre aux milices

communales ; des marchands, des financiers furent ses ministres, ses officiers, ses magistrats. Ce fut le temps où la bourgeoisie forma le Tiers-Etat et prit place aux Etats généraux, ceux de 1302. C'est là une autre date caractéristique de la formation des temps modernes. Quoique à un rang inférieur, et à genoux, la bourgeoisie participait aux assemblées de la noblesse et du clergé, consommant officiellement sa séparation d'avec le peuple des vilains.

Il est non moins caractéristique de souligner que la théorie du pouvoir monarchiste absolu fut d'origine bourgeoise. Ce sont les légistes de Philippe le Bel qui ont eu l'idée de voir dans la royauté la « loi vivante », par opposition à la loi féodale, et dans le roi l'incarnation de l'Etat centralisateur contre les divisions de la féodalité. Ils ont ajouté ainsi une consécration civile à celle religieuse du sacre royal. Ils y mirent plus de zèle et de complaisance que la noblesse féodale, car celle-ci poursuivait encore pendant trois cents ans la lutte la plus ardente contre la royauté. Elle ne s'apaisa qu'en se laissant domestiquer. Jusque là, après Philippe le Bel, la théorie de la monarchie absolue subit une longue éclipse, durant la guerre de Cent Ans, puis pendant les guerres de religion. Elle fut si peu celle des factions politiques et religieuses que le républicanisme fut ouvertement prêché et pratiqué en France et dans toute l'Europe.

On peut dire qu'il n'y eut de véritable unité française qu'à partir du règne de Louis XI, lorsqu'il eut vaincu Charles le Téméraire, duc de Bourgogne. Le domaine royal se composa alors des deux tiers de la France actuelle ; il avait encore à se compléter, soit par adhésion volontaire, soit par conquête, des provinces de Flandre, Artois, Bretagne, Orléanais, Bourbonnais, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Roussillon. Le pouvoir royal absolu, s'établit à partir d'Henri IV, tout au moins sur la nation sinon sur les partis politiques. Louis XIII et Richelieu réduisirent ces partis et, après la Fronde, dernière convulsion de la féodalité, tous furent entièrement soumis à Louis XIV, qui put dire : « L'Etat, c'est moi ! ». Toute autonomie municipale disparut, les seigneurs devinrent les courtisans de Versailles ou se firent oublier dans leurs gentilhommières. Il n'y eut plus d'Etats Généraux contrôleurs du roi, les Parlements furent les exécuteurs de ses volontés, il fut le maître des biens, des personnes, des consciences. La royauté divinisée trouva dans la noblesse les cadres de son armée et de ses domestiques de cour, jusqu'à ses porte-coton, dans la bourgeoisie ceux de son administration civile, dans le clergé ceux de sa gendarmerie spirituelle. La monarchie française avait fait un Concordat avec l'Eglise en 1516 ; celle-ci signa, en 1682, la déclaration gallicane de soumission à cette monarchie.

L'Eglise avait fort évolué depuis qu'elle avait dû renoncer à ses rêves d'hégémonie temporelle. La Réforme, en l'atteignant dans son hégémonie spirituelle l'obligea à modifier ses méthodes. Elle avait été la rivale de la royauté ; elle devint son alliée et le pouvoir absolu fut son œuvre. Ce sont les Jésuites qui l'ont faite, on peut dire le fer en main. Leur théorie faisait du christianisme la religion du pouvoir absolu qu'ils plaçaient au-dessus de la religion elle-même, et encore plus des hommes, même des rois dont ils feraient leurs instruments. (*De monarchia visibili Ecclesiae*, — 1571). Dès Henri III, les rois eurent des confesseurs jésuites ; quand les Jésuites trouvèrent qu'Henri IV n'était pas assez docile à leur volonté, ils le firent assassiner. Dès 1522, avec leurs *Exercitia*, ils avaient commencé à forger les esprits. Ils surent s'adapter au monde ; avec eux l'Eglise brutale et rigide se fit insinuante et accommodante. Au protestantisme rigoriste, ils opposèrent un catholicisme libérin, permettant toutes les polissonneries pourvu qu'elles fussent accompagnées de restric-

tion mentale, entretenant agréablement le péché par la pénitence. Les abbés de cour furent les pires corrupteurs de la société ; que risquait-on de pécher en compagnie de ces saints personnages, et d'être un coquin à l'exemple d'un Mazarin, d'un Alberoni, d'un Dubois ? Trente ans après la fondation de leur Ordre, les Jésuites s'étaient répandus sur tout le globe. Ils étaient les maîtres de l'Espagne dont ils menaient la politique partout où elle régnait. Ils sont ainsi responsables du massacre des 2.000 moines portugais qui s'opposèrent à Philippe II, de la Saint-Barthélemy et de la révocation de l'Edit de Nantes. Partout ils apportaient la trahison, la corruption, le crime et tuaient la liberté. Dès 1539, Charles Quint n'était plus qu'un être passif, période de *codazzo*, entre leurs mains, et, un an après, le pape était contraint d'approuver leur institution. Ce sont eux qui fondèrent en France avec leurs complices, Diane de Poitiers, les Médicis et les Guise, le parti des *honnêtes gens*, gens de goût, gens distingués, gens bien pensants qui n'ont pas cessé depuis, de faire de l'hypocrisie une règle sociale et une vertu supérieures. Ce fut le parti de Tartufe et de Bazile, le parti de toutes les réactions et de tous les coups d'Etat, le parti de tous les aventuriers par qui :

« Le crime heureux fut juste et cessa d'être crime ».

Par les Jésuites, l'Eglise fut maîtresse absolue de l'enseignement à tous les degrés, jusqu'à la Révolution Française. Après, ils ont su revenir et s'imposer de nouveau jusqu'aux lois laïques de la III^e République. Avant de faire le Deux Décembre, l'ancien carbonaro Louis-Napoléon eut bien soin de faire voter la loi Falloux. Tous les « honnêtes gens », tous les « amis de l'ordre » furent avec le « tas d'hommes perdus de dettes et de crimes » qui firent l'Empire. Et, aujourd'hui, on peut dire que les Jésuites sont toujours les maîtres du haut enseignement et de l'académisme, comme ils sont toujours les inspirateurs des réactionnaires et des prétoriens qui ont trouvé, depuis cent cinquante ans, chez tant de prétendus démocrates, républicains et révolutionnaires, de si malpropres et cyniques complicités. Si notre époque est toujours incapable de faire la véritable et intégrale révolution qui doit changer la face du monde, c'est parce qu'elle charrie encore dans son sang le virus que l'Eglise et les Jésuites en particulier lui ont inoculé, celui du respect de l'autorité, du culte de la force, de l'obéissance à tous les creeds malfaisants : patrie, religion, propriété, argent, qui dressent l'homme contre sa liberté. On trouve toujours l'Eglise et les Jésuites derrière toutes les turpitudes sociales.

Voilà ce que la royauté absolue a apporté dans les temps modernes : la servitude économique, la trahison intellectuelle, la déchéance morale. Elle a aussi apporté autre chose, corollaire de tout cela : l'impérialisme des mégalo-manes livres de puissance et des peuples « stupéfiés » de sottise. L'impérialisme n'est pas une création moderne. Il fut romain dans l'antiquité. Mais les temps modernes, en le ressuscitant, ont répandu sur la terre entière cette lèpre que les Romains s'étaient bornés à faire régner en Europe et dans le bassin méditerranéen. Ce sont les Romains, dont la seule industrie fut de « faire la guerre et de spolier le vaincu » (E. F. Gaucher), qui établirent dans le monde cet impérialisme que M. Carpoçino a défini : « la manière de penser et d'agir d'un peuple qui prétend se subordonner les autres ». La guerre et le pillage devaient suffire à tous les besoins de l'Empire. Ce peuple, chez qui il n'y eut de bonne heure, comme travailleurs, que des esclaves étrangers, ne voulait plus payer d'impôts, escomptant les produits du pillage pour suffire aux nécessités publiques. Ces produits, fruits du travail des vaincus durant plusieurs siècles, furent vite dissipés, et Rome en fut réduite à retourner à l'économie primitive des échanges en nature qui serait celle du moyen âge.

C'est le même esprit impérialiste féroce et aveugle, car il est incapable de voir et de réfléchir, qui a fait dire dans un monde de « vainqueurs » imbéciles conduit par des banqueroutiers : « l'Allemagne paiera ! », mais où ces « vainqueurs » ont payé et paieront encore plus eux-mêmes les turpitudes des malfaiteurs qui ont exploité leur sottise. Le bouleversement de l'Europe durant les invasions, le mélange des « barbares » et des « civilisés » dans les premiers temps de l'ère chrétienne, étouffèrent chez les peuples, sinon chez les individus, l'esprit impérialiste.

Pendant le moyen âge, on n'en vit la manifestation que chez les empereurs et dans leur entourage féodal dont la chevalerie ne trouvait à s'employer qu'à la guerre et au pillage. Un Charlemagne fut hanté par cet impérialisme quand il fonda le Saint Empire romain, devenu ensuite germanique, pour exercer au temps de Charles Quint une hégémonie universelle. Le soleil ne se couchait pas sur cet empire. Plus moderne mais plus néfaste fut l'impérialisme à partir du xvi^e siècle ; il emporta tous les rêves humanistes pour recommencer à infecter les peuples, après qu'un Louis XIV, le Roi-Soleil, le Jupiter chanté et peint par les flagorneurs du « Grand Siècle », eut donné l'exemple et répandu en Europe les effets d'une mégalomane désordonnée. « L'orgueil national » commença à prendre chez les peuples, malgré les misères dont ils étaient accablés, les formes agressives, haineuses, d'une xénophobie étroite, boutiquière, bourgeoise, que les gouvernements s'appliquaient à entretenir. La Révolution française, avec ses promesses de liberté et de fraternité universelles, ne parvint pas à enrayer cette mentalité. Au contraire. A la mégalomane des rois elle substitua celle de la nation que Bonaparte sut si bien exploiter. Après avoir défendu la patrie au nom de la liberté, elle voulut conquérir celle des autres au nom de la même liberté. Elle sombra dans l'Empire qui lui enleva sa liberté et tua l'esprit révolutionnaire semé en Europe. La faillite démocratique générale de 1848 fut la conséquence des traités de 1815 ; elle ouvrit la porte à toutes les aventures de l'impérialisme contemporain : entreprises colonialistes, guerre de 1914, fascisme, hitlérisme, par lesquelles le banditisme capitaliste, arrivé à l'apogée de sa puissance et de son insanité, ne peut plus que se détruire lui-même dans la destruction de l'humanité.

A tous les parasites de haut rang, aristocrates, ecclésiastiques, bourgeois, qui vivaient de la misère du peuple, s'ajoutait la vermine des intendants royaux, des chats-fourrés, des percepisseurs d'impôts, des gabellous, des routiers soldats affamés et pillards, de tous les hume-voines qui lui suçaient le sang et épuisaient la substance qui lui restait. Pressuré, volé, battu, il devait par surcroît être content, « au nom du roi ! ». Depuis l'établissement du pouvoir royal au x^e siècle, le peuple ne retrouva à aucune époque l'heureux temps du x^e au xiv^e. Plus la royauté grandit en puissance et en possibilités de faire le bien public, plus le pays fut dépouillé, appauvri par son insatiable parasitisme, et plus le peuple redevenait malheureux, réduit au désespoir au point de tomber dans les campagnes à l'état de ces « animaux farouches » dépeints par La Bruyère, et dont le spectacle décontenait les étrangers, frappés par son contraste avec la magnificence de Versailles. A côté de la situation des paysans, celle des ouvriers n'était pas plus brillante. La grande industrie avait commencé à s'établir, grâce aux améliorations techniques du travail ; les premières machines furent employées, les premières manufactures s'ouvrirent, mais tout cela pour aggraver la condition ouvrière au lieu de la faire meilleure. Les premières manifestations patronales furent une déclaration de guerre à l'ouvrier, l'affirmation d'une volonté d'exploitation impitoyable qui ne se démentirait à aucun moment, mè-

me pendant la Révolution, et aboutirait à la situation actuelle. Dès le temps d'Henri IV, les principes de la « loi d'airain » qui vole à l'ouvrier la plus value de son travail, et ne lui paie qu'un salaire le mettant dans l'impossibilité d'échapper un jour à l'esclavage prolétarien, furent formulés cyniquement par le patronat, sanctionnés par le pouvoir royal comme ils le seraient par la Révolution Française elle-même, et par tous les régimes qui lui succédèrent, même et surtout l'actuel qui menace les prolétaires de les mobiliser pour le travail comme pour l'abattoir patriotique !...

Avec la monarchie absolue commença, pour le peuple, ce qu'un annaliste du xvi^e siècle appela « le temps de pleurs et de douleurs ». Dès le milieu de ce siècle, l'Europe fut un immense charnier. « Les résidus de ces boucheries européennes, boiteux, manchots, paralytiques, misérables culs-de-jatte, couvrent toute la France au temps d'Henri IV. Que dire de la fin de Louis XIV ?... » (Michelet). La pompe calamiteuse de Louis XIV élèverait pour ces « résidus » un temple avec un dôme d'or, afin que le fétichisme patriotique des foules imbéciles pût s'exalter en vue des futures boucheries. Dès 1550, toutes les royautés étaient financièrement ruinées. En France, en Espagne, en Allemagne, les peuples étaient épuisés. Les dettes d'Etat augmentèrent sans cesse. Pendant deux cent cinquante ans, toute la politique économique des rois fut, non pas de faire le bien-être des peuples, mais uniquement de rechercher des expédients pour éviter la banqueroute royale en les pressurant. Avec Louis XV, la royauté s'écroula dans « l'égoïsme répugnant de la basse crapule » (E. Reclus). Les illusions du peuple dans le « roi bien-aimé », le « bon tyran », tombèrent rapidement. Entre autres images satiriques de l'époque, l'enseigne des *Cinq Tout* de Dulaure dépeignait ainsi la situation :

« Le roi : je mange tout ;
Le noble : je pille tout ;
Le soldat : je défends tout ;
Le prêtre : j'absous tout ;
L'homme en blouse : je paie tout ! ».

Tout cela amena la Révolution de 1789.

Nous nous arrêterons ici dans notre étude des temps modernes. Les cent cinquante années qui se sont écoulées depuis la Révolution jusqu'à nos jours ont été abondamment étudiées, sous tous leurs aspects, dans cet ouvrage. Nous renvoyons, pour notre contribution personnelle, aux mots : *Elite, Liberté individuelle, Mufisme, Opportunisme, Ouvriérisme, Paraitre, Peuple, Politique, Presse, Propriété, Révoltes, Servage, etc...*

Nous concluons. Le moyen âge fut le temps où l'homme meurtri par des conditions d'existence trop primitives et réduit à l'impuissance, s'abandonna au désespoir et à la mort. Les temps modernes sont les temps où l'homme découvrant le monde et ses possibilités d'une existence meilleure, a retrouvé l'espérance et la volonté de la vie. Au moyen âge, l'homme mourait de faim parce qu'il n'y avait pas assez de pain, il était ignorant parce qu'il n'y avait pas assez de science, il était malheureux parce qu'il n'avait pas les moyens de faire son bonheur. Aujourd'hui, il meurt encore de faim bien qu'il y ait trop de pain, il demeure ignorant bien que tous les champs de la science lui soient ouverts, il reste malheureux bien que tous les moyens de bonheur s'offrent à lui. L'homme n'a su devenir qu'un conducteur de machines compliquées, une machine lui-même ; il a su s'éclairer à l'électricité mais toujours dans un taudis ; il a trouvé la pâture intellectuelle et morale qui lui manquait, mais dans le journal abrutisseur et au cinéma. Il a une vie aussi misérable, une âme aussi désespérée que son ancêtre, qui taillait sa hache de silex, dont la caverne s'éclairait d'une torche résineuse, qui n'avait d'autres concerts que ceux des

bêtes sauvages. Les temps modernes ont fait faillite à leurs promesses parce que leur magnifique idéologie n'est pas passée dans la pratique, que leur prodigieux progrès scientifique ne s'est pas accompagné d'un progrès moral parallèle. Science est restée sans conscience, comme au temps de Rabelais ; elle est restée sans justice, a constaté Langevin. L'homme est devenu une parfaite mécanique, il lui reste à trouver une parfaite conscience et la volonté de justice qui lui feront établir les temps nouveaux, où il y aura le pain, la science, la bonté et la beauté pour tous. — Edouard ROTHEN.

TERRE n. f. Proviendrait du sanscrit « tars ». C'est le nom donné au sol sur lequel on marche ; c'est aussi celui de la planète habitée par l'homme, la troisième dans l'ordre des distances au soleil.

La terre est une des neuf planètes principales appartenant au système solaire et gravitant comme des compagnes autour du soleil. Quoiqu'elle soit la plus grosse des quatre planètes inférieures, elle n'est qu'un point dans l'immensité et un des plus petits astres parmi les innombrables mondes parsemant l'infini.

C'est un globe de forme sphérique entièrement isolé dans l'espace. Mais sa forme n'est pas parfaitement sphérique ; c'est un ellipsoïde de révolution aplati aux pôles et renflé à l'équateur. Cette forme lui a été imposée lors de sa formation, alors qu'étant à l'état pâteux, la force centrifuge développée par le mouvement de rotation a précipité les matériaux vers l'équateur. Son aplatissement peu marqué est de 1/297^e. Son diamètre équatorial est de 12.756 kilomètres. Son diamètre polaire vaut 12.712 kms. La circonférence du globe passant par les pôles est de 40.008 kilomètres, tandis que sa circonférence équatoriale est égale à 40.076 kilomètres. Sa surface dont les trois-quarts sont occupés par les eaux est de 510.082.700 kilomètres carrés et son volume s'élève à 1.083.260 millions de kilomètres cubes. En disant qu'un kilomètre cube vaut 420 fois le volume de la grande pyramide d'Egypte, nous aurons une idée matérielle du volume de notre terre, tributaire du soleil 1.300.000 fois plus gros qu'elle. La terre est animée de treize mouvements différents. Parmi ceux-ci, deux ont des conséquences immédiatement sensibles à notre appréciation et doivent, de ce fait, retenir particulièrement notre attention. Le premier de ces mouvements est la rotation du globe sur lui-même. La terre étant sphérique, elle n'est, comme toute sphère illuminée par une source lumineuse, qu'à moitié éclairée par le soleil. Par suite de ce mouvement, chaque point de la surface terrestre passe donc alternativement dans la partie éclairée et dans la partie obscure, nous donnant ainsi la succession du jour et de la nuit. Ce mouvement de rotation s'accomplit en 23 heures 56 minutes 4 secondes 691 et s'effectue d'Occident en Orient. Il produit aussi le mouvement diurne apparent de la voûte céleste et donne la mesure constante du jour sidéral, base de la mesure du temps. Le second mouvement de la terre auquel nous devons nous arrêter est le mouvement de translation. La terre décrit annuellement autour du soleil une ellipse dont le centre de cet astre occupe un des foyers. Cette route elliptique qu'elle suit dans l'espace se nomme orbite et son rayon moyen est de 149.500.000 kilomètres. La terre parcourt son orbite d'Occident en Orient en 365 jours 6 heures 9 minutes 9 secondes 15, avec une vitesse variable dont la moyenne est 29 kilomètres par seconde et telle que le rayon qui joint la planète au soleil décrit des aires égales dans des temps égaux (deuxième loi de Képler). Ajoutons que l'axe idéal autour duquel la terre effectue sa rotation est incliné par rapport au plan suivant lequel il circule autour du soleil. Cet axe fait un angle de 23° 27' avec la verticale au plan de l'orbite. Cette inclinaison détermine les saisons et les inégales durées des jours aux diverses latitudes.

La densité moyenne des matériaux dont la terre est

constituée est de 5,5, c'est-à-dire cinq fois et demi celle de l'eau. Elle va en croissant de la surface au centre, ce qui porte à croire, quoique les matières qui composent les différentes parties de la croûte superficielle aient une densité voisine de 2,5, que la partie centrale de la terre se trouve constituée par des matières métalliques à l'état de fusion et soumises à des pressions énormes. Nous pouvons donc considérer notre planète comme une sphère de matières en fusion entourée d'une croûte solide dont l'épaisseur est d'environ 70 kilomètres. Cette épaisseur est proportionnellement moins grande que celle de la coquille d'un œuf par rapport au diamètre de celui-ci. Le plus étonnant est que cette fragile écorce ne soit pas plus bouleversée, plus secouée, qu'elle ne l'est par des séismes ou des éruptions volcaniques.

Notre globe est enveloppé d'une couche gazeuse dans laquelle nous sommes immergés et au fond de laquelle nous respirons et vivons. Cette couche gazeuse appelée l'atmosphère est composée de gaz (oxygène, azote, acide carbonique, hydrogène, argon, néon, krypton, xénon, hélium) et de vapeur d'eau qui s'élève constamment des océans, des lacs, des eaux courantes. C'est à cette atmosphère dont la hauteur effective est de 80 kilomètres environ que nous empruntons, par l'acte de la respiration, l'air qui nous fait vivre. C'est elle, qui n'étant pas absolument transparente, colore d'azur la voûte céleste et nous empêche de voir les étoiles en plein jour. Son rôle est considérable. C'est elle qui transporte l'eau nécessaire à la vie végétale et animale ; qui amène les nuages ; c'est dans son sein que se forment et se détruisent les orages, les tempêtes, les cyclones ; c'est à la circulation des masses gazeuses que nous devons tous les phénomènes de la vie depuis les splendeurs de l'aurore jusqu'à la fertilité des terres produisant la nourriture et la vêtue de l'homme.

Notre planète vit encore d'une vie astrale que nous ne comprenons pas très bien. Des courants magnétiques et électriques à peu près parallèles et dirigés de l'est à l'ouest la parcourent sans cesse. Dûs à l'action endorifique et magnétique du soleil, ces courants affolent l'aiguille aimantée et produisent divers phénomènes parmi lesquels il convient de citer les aurores polaires, les variations magnétiques et les orages magnétiques.

La terre est divisée en deux parties bien distinctes : le domaine des eaux et celui des terres émergées. Les terres occupent 136 millions et demi de kilomètres carrés et forment trois continents : l'ancien continent, le nouveau continent et le continent austral. Ceux-ci se divisent en cinq parties nommées « parties du monde » et qui sont : l'Europe, d'une étendue d'environ 10 millions de kilomètres carrés ; l'Asie occupant 44 millions de kilomètres carrés ; les deux Amériques ayant une surface de 42 millions de kilomètres carrés ; l'Afrique, s'étendant sur 30 millions de kilomètres carrés et l'Océanie se répartissant sur une étendue de 9 millions de kilomètres carrés.

L'écorce terrestre n'est pas lisse, elle présente un ensemble de creux et de saillies auxquelles on donne le nom de relief. Les saillies peuvent atteindre des altitudes considérables, le point culminant de la terre s'élevant à 8.840 mètres au-dessus du niveau de la mer (pic Everest) et les creux ont, dans leur plus grande profondeur reconnue, 9.636 mètres (mesurée dans le Pacifique entre les îles Mariannes et les Carolines). Les montagnes sont les parties les plus hautes du relief. Citons en Europe, les Alpes, les Pyrénées, les Karpathes, les monts Caucases et Oural. En Afrique, mentionnons : l'Atlas, les monts Abyssins et le massif équatorial. En Asie, nous remarquons le Liban, le Taurus, le Pamir et l'Himalaya, la plus haute chaîne de montagne de la terre. En Amérique, nous trouvons la chaîne des Cordillères et le massif des Andes. En Océanie, il convient de citer le massif de Bornéo, celui de la Nég-

velle-Zélande, les monts des Iles Hawai, les massifs de l'Australie. Malgré ces saillies énormes et ces creux profonds, notre globe est proportionnellement plus uni qu'une écorce d'orange ; à la vérité, il est aussi lisse qu'une boule de billard puisque ces hauteurs et ces profondeurs qui nous semblent énormes ne sont que la 1.500^e partie du diamètre terrestre.

L'effet produit par l'inclinaison de l'axe terrestre a fait partager la terre en cinq zones :

1^{re} La zone torride ou équatoriale, située de part et d'autre de l'Equateur jusqu'aux Tropiques, à 23° 27' de latitude et qui comprend tous les points de la Terre où le Soleil passe au zénith à certains moments de l'année ;

2^{es} Les deux zones tempérées situées entre la zone tropicale et les zones glaciales ;

3^{es} Les deux zones glaciales tracées autour des pôles à la latitude de 60° 33'. La zone torride embrasse les 40/100^{es} de la surface totale du globe ; les deux zones tempérées les 52/100^{es}, soit plus de la moitié de l'étendue de la planète et les deux zones glaciales les 8/100^{es}. On conçoit que le climat, c'est-à-dire l'action combinée de la température, des vents, des pluies et du relief du sol diffère d'un point à l'autre de la terre. Dans la zone équatoriale où se trouvent les régions les moins influencées par le balancement de l'axe, la température est à peu près fixe et oscille autour de 25 degrés au-dessus de zéro pendant toute l'année. Dans les régions tempérées, zones les plus favorables à l'établissement et au développement de l'espèce humaine, la moyenne de la température est de 10 degrés pour les climats dits réguliers ou marins et de 15 degrés pour les climats appelés continentaux. Quant aux zones glaciales, régions inhospitalières où, pendant un court été de trois mois, le soleil réchauffe parcimonieusement un sol glacé, le thermomètre dépasse rarement 0 degré pour descendre, pendant les longs hivers, à 45 degrés sous 0 en moyenne !

Il convient de remarquer que les indications qui précèdent ne doivent pas être prises à la lettre : la température d'un même lieu pouvant présenter des variations excessives. Les écarts de température observés à la surface du globe peuvent être énormes. Ainsi, on a noté, dans le Sahara, les températures de +51° à l'ombre et, dans le voisinage de la Mer Rouge, +56°. Le thermomètre à minima a, par contre, enregistré, à Verkhotansk, en Sibirie Orientale, en décembre 1893, une température de -73° ! Notons qu'il s'agit, ici, des températures extrêmes de l'atmosphère dans lesquelles l'homme est appelé à vivre et que les dernières ne sont jamais accompagnées de vent, car, alors, nulle créature humaine ne résisterait à ces froids intenses.

Notre Terre est vieille, bien vieille. Elle a derrière elle un passé d'une durée telle que les évaluations de la Bible, concernant l'âge de la terre, ne méritent même plus une réfutation, tant ils sont en contradiction avec les acquisitions les plus récentes de la science moderne. A l'origine, notre planète était incluse, ainsi que les autres terres du système solaire, dans la nébuleuse originelle s'étendant bien au-delà de l'espace occupé par le système solaire tout entier. Formée de matière obscure et très dispersée, mais qui se condensait progressivement, la nébuleuse s'échauffa lentement et devint peu à peu lumineuse. Des condensations diverses, des mouvements tourbillonnaires la transformèrent en une seule sphère lenticulaire et la masse entière se mit à tourner avec une vitesse prodigieuse autour d'un axe idéal unique. Conformément aux lois de la force centrifuge, cette masse prit une forme sphéroïdale telle que celle de la terre, puis la région correspondant à la zone équatoriale s'est, à des époques successives, détachée en formant une série d'anneaux comparables à ceux de la planète Saturne ; anneaux continuant leur mouvement de rotation en s'éloignant

de la masse dont ils sont issus. Chacun de ces anneaux finit par se briser et sa matière se concentra en un sphéroïde qui, tournant sur lui-même, accomplit un mouvement de translation autour de la masse centrale. Ainsi fut formée la Terre par la condensation lente d'un anneau gazeux détaché de la nébuleuse solaire. Ainsi condensée, échauffée par le choc incessant des matériaux qui la composent, la Terre brilla pendant des millénaires, soleil éblouissant dans la sombre nuit des espaces. De gazeuse, elle devint liquide, se couvrit de laches, puis une croûte solide se forma qui subit des bouleversements et des cataclysmes formidables pour s'affermir enfin lentement et devenir apte à recevoir les eaux et se peupler d'êtres vivants. On divise l'histoire de la terre en quatre parties, savoir :

1^{re} L'âge primaire, qui se compte à partir de l'époque à laquelle la Terre est devenue habitable. A l'âge primaire, l'écorce à peine refroidie est bouleversée par la surrection d'énormes chaînes de montagnes ; de nombreux volcans s'allument et une température élevée permet la croissance d'immenses forêts qui, fossilisées, sont devenues la houille que nous utilisons. A l'âge secondaire, qui lui succéda, des splendides conifères et des sauriens gigantesques firent leur apparition et atteignirent leur plein développement. La troisième époque, l'âge tertiaire, fut troublée par la surrection des chaînes de montagnes actuelles et un réveil intense du volcanisme. A l'âge quaternaire, la terre prit la forme qu'elle a encore actuellement et l'espèce humaine fit son apparition. Diverses estimations, toutes concordantes, fixent l'âge de notre globe à près de deux milliards d'années. L'âge primaire paraît avoir occupé, à lui seul, les 75/100^{es} du temps qui s'est écoulé depuis l'instant où la Terre est devenue habitable ; l'époque secondaire les 19/100^{es} suivants ; l'époque tertiaire 6/100^{es} seulement et l'époque quaternaire occupe à peine 1/100^e dans l'échelle des temps.

Notre Terre est née, elle mourra ! D'abord elle est soumise à des causes continuelles de destructions, d'usure. L'eau de pluie, l'eau solide, le vent, l'action des océans et celle des organismes vivants tendent constamment à détruire le relief du sol et à transformer la Terre en une immense plaine nivelée. Quoique d'autres forces : soulèvement des continents, apports alluvionnaires des fleuves, Iles coralliennes, essayent de reconstruire ce que les premières font disparaître, les forces destructives l'emportent et finiront par faire disparaître le relief émergé de notre planète. Ensuite elle est condamnée à une mort inévitable, soit par l'absorption lente de ses éléments vitaux (air et eau), soit par l'extinction du Soleil. Il arrivera un jour où la Terre sera devenue une immense champ de glace qui tournera, tombe planétaire, autour d'un Soleil moribond, jusqu'au moment où le système solaire sera, tout entier, rayé du livre de la vie ! On évalue à six millions d'années le temps que doit encore durer notre globe avant de n'être plus qu'une immense tombe.

La vie de notre planète se manifeste par les plantes qui embellissent sa surface ; par les animaux qui la peuplent, par l'homme qui l'habite. La population de notre globe est évaluée à près de deux milliards d'individus, répartis sur toute la surface émergée. Parmi ceux-ci, il est des familles de peuples plus civilisées, plus cultivées que d'autres, mais toutes sont faites pour la liberté et cette liberté, hélas ! peu la comprennent et la désirent. Les barrières que les préjugés et les vaines intéressées ont élevées entre les peuples et les hommes doivent disparaître et l'humanité tout entière doit, sans distinction de races, de nations et de religions, être considérée comme une immense famille de frères, comme un corps unique marchant vers le même but : le libre développement des forces morales. Elle doit coloniser la terre pour en faire un jardin d'Eden que les rêves de nos pères avaient placé au début de l'his-

toire humaine et qui se trouve, en réalité, dans le futur. Demain, les hommes, plus humains, plus fraternels, auront peut-être compris que leur bonheur est dans la fraternité et dans la liberté et cesseront de se haïr et de s'opprimer au nom d'une morale fautive autant qu'archaïque, de principes vénéneux échappés des âges d'ignorance et d'intolérance, pour construire un monde nouveau. Lorsque l'espèce humaine descendra dans le sommeil final, espérons que l'histoire des hommes ne sera pas qu'une page sanglante de luttes, de crimes et d'angoisses, ainsi qu'elle a été jusqu'à présent, mais qu'elle comportera aussi le récit de lutte ardente mais noble, pour la conquête de l'indépendance matérielle, morale et intellectuelle pour tous les fils de la Terre. — Charles ALEXANDRE.

TERRORISME n. m. La terreur est une crainte poussée à un très haut degré, une peur d'une intensité exceptionnellement grande. On appelle terrorisme le système de gouvernement qui s'appuie sur la terreur pour contraindre les membres d'une collectivité à l'obéissance. Mais c'est arbitrairement que l'on réserve ce terme à de très rares périodes de l'histoire. En réalité, la peur fut toujours, et demeure, à notre époque, le principal moyen d'action de l'Autorité. « Avec raison, les anciens choisirent comme symboles du pouvoir suprême des instruments de supplice et de mort. Sans le gendarme, le geôlier et le bourreau, un chef d'Etat perdrait sa flamboyante auréole ; force et contrainte, voilà les attributs essentiels qui caractérisent l'autorité. Inopérantes seraient la pompe carnavalesque dont les souverains s'entourent, la superbe orgueilleuse de leurs discours, toute la mythologie profane ou sacrée dont s'enveloppe leur personne, si derrière ce somptueux décor l'on n'entrevoit prisons, bagnes, guillotine, chaise électrique, corde pour la pendaison. A un degré moindre, ceci reste vrai de quiconque détient une parcelle d'autorité, même minime. Percepteur, douanier, garde champêtre ne sont obéis, dans l'exercice de leur fonction, que par crainte des peines qui frappent le récalcitrant. Pouvoir gouvernemental, puissance administrative, se ramènent à une question de force et reposent sur la peur. Toute infraction aux ordres des chefs, aux prescriptions du code, aux lois édictées par les parlements, entraîne des représailles ; la police, voilà l'institution fondamentale qui permet à l'Etat de subsister ». (*En marge de l'Action*). Mais nous reconnaissons que la peur inspirée par les chefs comporte des degrés, qu'un gouvernement peut être plus ou moins tyrannique, plus ou moins respectueux de la vie et de l'indépendance des individus. Toutefois, même si l'on préfère, au point de vue historique, limiter le terrorisme gouvernemental à certaines époques particulièrement sanglantes, il faut reconnaître que les écrivains officiels font preuve d'une insigne partialité dans l'étude de ces époques tragiques. Chez nous, par exemple, ils racontent avec un grand luxe de détails les crimes de Robespierre et de ses partisans, mais parlent à peine des meurtres commis par les royalistes au début de la Restauration, ou de la répression qui suivit le coup d'Etat du 2 décembre 1851, ou encore du massacre des Communards, ordonné par le gouvernement de Thiers.

La Terreur Blanche débuta à Marseille, le 25 juin 1815, par le meurtre de 200 personnes. A Avignon, l'on égorga 300 prisonniers ; à Nîmes, 150 individus furent mis à mort en moins de deux mois. Des bandes royalistes, comme celles des *Miquelets* ou des *Verdets*, parcoururent la vallée du Rhône et le bassin de l'Aquitaine, incendiant les maisons, égorgant leurs adversaires politiques avec des raffinements de cruauté. Et les autorités locales laissaient faire, quand elles n'encourageaient pas les assassins. Bientôt, d'ailleurs, les violences et les meurtres furent organisés d'une façon

parfaitement légale. Sous prétexte d'empêcher tout complot contre l'autorité royale, les Chambres votèrent des mesures draconiennes. « Il faut des fers, des bourreaux, des supplices, s'écriait le comte de la Bourdonnaye. La mort, la mort seule peut mettre fin à leurs complots. Ce ne sera qu'en jetant une salutaire terreur dans l'âme des rebelles que vous préveniront leurs coupables projets ». Dans chaque département, une cour prévôtale jugea sans appel les accusés politiques, et ses sentences impitoyables étaient exécutoires dans les 24 heures. Les victimes furent nombreuses, les peines de mort et de bannissement étant distribuées à profusion.

Après le coup d'Etat exécuté au profit du président Louis-Napoléon dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 décembre 1851, coup d'Etat organisé sous la haute direction du franc-maçon Morny et qui, en fait, marqua la fin de la Seconde République, un régime de terreur s'installa en France. Vainement, quelques braves dressèrent des barricades et se firent tuer courageusement. Le 4, la troupe tira au hasard sur des femmes, des enfants, des citoyens inoffensifs qui se promenaient sur les grands boulevards de Paris. Un rapport officiel déclare qu'il y eut 26.800 arrestations ; en réalité, elles furent beaucoup plus nombreuses. L'état de siège fut proclamé dans 22 départements. Des commissions mixtes, composées du préfet, du procureur et d'un général, jugèrent les emprisonnés ; elles se montrèrent féroces. Le gouvernement reconnut qu'il avait déporté 9.581 personnes en Algérie et 239 en Guyane ; mais ces chiffres ne donnent qu'une faible idée de ce que fut la répression exercée par le président Louis-Napoléon. Devenu empereur, il continuera pendant de longues années à balayer complètement ses adversaires et à rendre impossible toute expression de la pensée indépendante.

Lorsque les troupes du gouvernement de Versailles pénétrèrent à Paris, le dimanche 21 mai 1871, après une héroïque résistance des Communards, elles commirent d'inqualifiables atrocités. Les soldats de Mac-Mahon, encouragés par l'ignoble Thiers, massacrèrent, sans nul souci de la justice ou de l'équité, quiconque leur semblait suspect. Un maire de Paris, qui n'était point du côté des rebelles, a déclaré : « J'ai la conviction profonde que l'on a fusillé plus d'hommes qu'il n'y en avait derrière les barricades ». Et les historiens bourgeois, dont la partialité est révoltante dès qu'il s'agit de la Commune, reconnaissent que 20.000 malheureux au moins furent sommairement exécutés par les Versaillais. Jusqu'en 1876, les conseils de guerre continuèrent de prononcer des milliers de condamnations à mort, au bûche, à la déportation. Et les assassins qui présidèrent à ces tueries occuperont longtemps les plus hautes charges de l'Etat. Ainsi, la Troisième République a débuté, tout comme la Restauration et le Second Empire, en installant un terrorisme de droite.

Aujourd'hui, la Terreur règne en maîtresse sur la plus grande partie de l'Europe : terreur rouge en Russie, terreur blanche en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, etc... L'installation d'une dictature marxiste en Russie provoqua, par contre-coup, une violente et durable réaction fasciste dans de nombreux pays. Après une tentative de révolution bolchéviste, la terreur blanche s'est installée en Hongrie avec le régent Horthy. En octobre 1922, Mussolini, aidé par les réactionnaires, par de nombreux francs-maçons et par des marxistes trahis à la classe ouvrière, s'empara du pouvoir par un coup de force. Implacable à l'égard de ses adversaires, le duc ne s'est pas montré plus bienveillant à l'égard de quelques-uns de ses anciens alliés, les francs-maçons par exemple. Mais il a baissé pavillon devant le pape et s'est fait le protecteur du catholicisme. La malheureuse Pologne couffe sous la botte de Pilsudski, que les socialistes contribuèrent en 1926 à investir, sinon en droit du moins en fait, du souve-

rain pouvoir. En Allemagne, Hitler et ses lieutenants sont les maîtres absolus du pays. Pour sa propagande, le chef des nazis avait reçu des sommes énormes de grands industriels allemands et même de capitalistes étrangers, de Schneider du Creusot par exemple. Ni les communistes, ni les socialistes, ni la franc-maçonnerie, ni les syndicats ouvriers ne se dressèrent contre le nouveau et tout puissant chancelier ; ils se soumièrent dans l'ensemble, avec un empressement et une bassesse qui ne les honorent pas. Pour les récompenser de leur servilisme, Hitler a dissous leurs groupements et s'est emparé de leurs biens. Des mesures draconiennes ont été prises contre les juifs et contre tous ceux qui pensent autrement que les nazis. La liberté de la presse est abolie ; les prisons regorgent ; les condamnations à mort pour crime politique sont fréquentes ; les camps de concentration sont remplis de suspects auxquels on inflige les supplices les plus raffinés. En Autriche, le pieux chancelier Dollfuss a fait massacrer les ouvriers courageux qui tentaient de lui résister. Approuvé par le pape, soutenu par Mussolini, il s'est révélé sanguinaire, dès qu'il a pu jeter sans danger le masque doucereux qui lui permit d'endormir ceux dont il méditait la perte. En Espagne, radicaux et socialistes ont égalé, surpassé même, dans le crime, le dictateur Primo de Rivera. Au Portugal, le terrorisme sévit parcellement, ainsi que dans les pays balkaniques où les souverains ont d'ailleurs toujours exercé une autorité tyrannique.

On voit qu'en fait de terrorisme, les hommes d'ordre les soutiens de l'autorité détiennent le record. Mais, comble de l'hypocrisie, les écrivains bien-pensants affectent de ne songer qu'aux excès commis lors des révolutions populaires ou aux attentats dûs aux organisations ou au individus d'avant-garde, lorsqu'ils parlent de terrorisme. Ces excès, ces attentats sont pourtant bien peu de chose à côté des crimes innombrables et monstrueux que perpètrent, chaque jour, au nom de la loi et de la morale, les séides du Pouvoir. Simples ripostes aux attaques injustifiées de chefs inhumains, ces actes de désespoir s'expliquent sans peine, hélas ! Et le droit de légitime défense les justifie en bien des cas. Celui qui se résigne à toutes les servitudes mérite le mépris, en effet. — L. BARRETTTE.

TERTIAIRE, adjectif ; du latin *tertius*, troisième, qui occupe le troisième rang. Terme de botanique : pédoncule tertiaire : second degré de ramification d'un pédoncule composé. Se dit aussi du rameau de la branche qu'émet ce pédoncule.

Géologie. — Ère tertiaire : troisième époque géologique. On appelle Ère tertiaire, la troisième des grandes divisions de l'histoire de la terre (voir ce mot). L'ère tertiaire se situe immédiatement après l'ère secondaire et précède l'ère quaternaire, celle que nous vivons actuellement et qui a vu apparaître et se développer l'espèce humaine. L'ère tertiaire se divise en deux grandes périodes ou systèmes : la période éocène et la période néogène. Celles-ci se subdivisent à leur tour en époques ou séries : les époques éocènes et oligocènes pour la période éocène ; les époques miocènes et pliocènes pour la période néogène.

C'est durant l'âge tertiaire que la terre prit l'aspect que nous lui connaissons aujourd'hui ; car c'est au début du tertiaire que les conditions physiques du globe, et par suite, les conditions biologiques commencèrent à se différencier, annonçant l'aurore d'un âge nouveau. Jusqu'à la fin du secondaire, les climats avaient, sur toute l'étendue du globe, un caractère frappant d'uniformité, ainsi que l'atteste l'identité de la faune et de la flore. La nouvelle époque géologique va connaître les zones de climat et se caractérisera par de nombreuses modifications.

Le régime fluvial a acquis, durant le tertiaire, une puissance encore inconnue. De grands fleuves amène-

ront, des continents aux mers, des alluvions considérables. A différentes reprises, de nombreuses oscillations du sol, auront pour conséquence, des retraits et des envahissements de la mer qui modifieront complètement l'aspect des régions émergées. De plus, le sol sera bouleversé par de puissants soulèvements. C'est à l'âge tertiaire que les montagnes des Pyrénées, des Alpes, des Karpathes, de l'Himalaya se sont formées ou ont achevé de se former. La surrection des Pyrénées a eu lieu à l'époque éocène, celle des Alpes à l'époque miocène. C'est aussi durant cette époque que le volcanisme, en repos depuis la fin de l'ère primaire, va se réveiller et se manifester avec une extraordinaire intensité, dans toutes les parties du monde. En Europe, la plaine centrale d'Allemagne, la Hongrie, la Transylvanie, l'Auvergne et le Plateau central, l'Italie seront les régions où ces manifestations seront les plus actives.

A la fin du secondaire, trois vastes continents se partageaient la surface du globe. Le premier, le continent Américain-boréal ou Nord-Atlantique, comprenait une grande partie de l'Océan Atlantique nord et presque toute l'Amérique Centrale, le nord et l'ouest de l'Amérique du Sud, s'étendant sur une partie de la place occupée par l'Atlantique Equatoriale, couvrait l'Espagne, une partie de l'Afrique du nord, l'Italie, la Turquie, la Grèce, l'Asie Mineure, la Perse, l'emplacement de l'Himalaya et s'étendait jusqu'en Chine. Au sud de cette mer existait le continent Brésilien-Africain qui comprenait la partie émergée de l'Amérique du sud, la partie méridionale de l'Océan Atlantique jusqu'aux Indes, en embrassant toute l'Arabie et toute l'Afrique, à l'exception des États du Nord qui étaient encore sous les eaux.

A l'Est de ce dernier continent s'étendait la troisième partie du monde, le continent Australien comprenant l'Asie orientale, les Indes orientales, l'archipel indien, la Nouvelle-Hollande jusqu'à la Nouvelle-Zélande. Il embrassait, au nord, le Japon et une partie de la Chine actuelle et se prolongait à l'ouest par deux presqu'îles séparées par une mer étroite d'une grande île située en Asie Centrale. L'Europe n'était qu'un vaste archipel où se remarquait la grande île scandinave qui s'étendait des îles Féroer jusqu'au fond de la Finlande, sur toute l'étendue de la Scandinavie et de la mer Baltique. Un vaste continent, occupant une grande partie de l'Océan Pacifique, était, depuis le jurassique, en voie de s'effondrer définitivement sous les eaux.

C'est en comparant une carte du monde actuel avec celle que nous pourrions tracer des terres émergées au début du tertiaire, que nous pourrions facilement nous rendre compte des changements importants qui se sont produits dans la répartition des terres et des mers depuis le commencement de la troisième époque géologique. Les plus importants sont : 1° La formation du Pacifique par l'effondrement définitif du continent Pacifique déjà très morcelé à la fin de l'âge secondaire ; 2° La formation du continent américain par le soulèvement de l'Amérique centrale unissant le nord et le sud du continent américain actuel et formant une barrière entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique ; 3° La formation définitive de ce dernier qui recouvre une grande partie de l'ancien continent Nord-Atlantique et du continent Brésilien-Africain, Cap Vert, Sainte-Hélène et Saint-Paul ; 4° La formation définitive du continent asiatique qui, graduellement, prend la forme que nous lui voyons aujourd'hui, en même temps que son système montagneux se développe. En Europe les changements ne sont pas moins importants : formation de la Méditerranée actuelle ; soulèvement des Pyrénées, des Alpes ; diminution graduelle de l'espace occupé par la mer du nord ; et en Afrique, soulèvement des monts Atlas isolant de l'Europe, l'Afrique toute entière. Ce vaste mouvement géologique ne s'est accom-

pli généralement que très lentement et s'est réparti sur toute la durée des temps tertiaires. Il a été accompagné d'une modification radicale de la faune et de la flore, qui ont évolué en se modifiant sans cesse, jusqu'aux formes actuelles.

Au début de l'âge tertiaire, les zones tropicales n'étaient pas encore nettement différenciées. A côté de nos chênes, de nos noyers, de nos érables, on pouvait voir s'élever, lauriers, magnolias, figuiers, palmiers et caudiers. Au point de vue botanique, la période éogène peut se diviser en trois époques : l'éocène inférieur, avec les arbres que nous venons de citer et dont la présence simultanée sur tout le globe atteste que le climat était celui de la zone torride nord sur la majeure partie de l'étendue de la planète ; l'éocène supérieur, qui témoigne d'une recrudescence de chaleur et l'oligocène qui marque, par la prédominance des arbres à feuilles caduques, l'apparition des saisons. La terre était couverte de forêts immenses composées d'essences les plus variées et d'une végétation herbacée excessivement florissante. A la période néogène, la végétation prit l'aspect que nous lui connaissons et marque, par la composition des forêts qui continuent à orner la surface de la terre, le retour périodique de saisons, alternativement chaudes et froides.

La faune, elle aussi, subit des changements profonds et définitifs durant l'ère tertiaire. Les mammifères qui, apparus durant le secondaire, avaient cédé le pas devant les gigantesques créations du second âge du monde, vont évoluer rapidement et conquérir la suprématie sur tout le règne animal. Au début de l'époque éogène, les mammouths, les foraminifères envahissent les mers pour disparaître à l'époque oligocène. Parmi les mollusques, les lamellibranches et les gastéropodes pullulent. La classe des poissons atteint un grand développement : plus de deux cents espèces ont été identifiées, rien que dans la formation éocène. Les reptiles sont encore nombreux, mais les dinosauriens terrestres, les sauriens aquatiques ainsi que les ptérosaures sont disparus ; seuls, les crocodiles, les lézards, les tortues et les serpents sont en grand nombre. Les insectes se multiplient et atteignent leur apogée : coléoptères, hémiptères, névroptères, diptères sont largement représentés. Les oiseaux se dégagent définitivement des reptiles et prennent tout leur développement pendant la période miocène. Les hirondelles, les cigognes, les cormorans, les aigles et beaucoup d'oiseaux aquatiques existent et voient avec des espèces disparues, dont certaines, tels les gastornis, mesuraient deux fois la taille d'un homme.

Mais, comme nous l'avons fait remarquer, ce sont les mammifères qui caractérisent l'ère tertiaire. Issus des marsupiaux du jurassique et des protothériens, plus anciens encore, les mammifères se sont multipliés avec une rapidité inconcevable. Les ongulés dominent à l'époque éogène ; les pachydermes se rapprochant plus ou moins des tapirs, des rhinocéros, des chameaux, dominent : paléotheriums, lophiodons, anaplothériums, adapis, etc... Les premiers carnassiers et les rongeurs existent également et bientôt atteindront leur apogée.

A l'âge néogène, la faune se rapproche beaucoup de la faune actuelle qui compte encore environ 90 p. 100 des types de cette époque. Les insectes sont arrivés dans leurs formes à la perfection après avoir, pour la plupart, traversé les âges géologiques précédents, sans éprouver de grands changements dans leurs structures. Les poissons, les amphibiens, les reptiles ne sont pas tout à fait identiques aux espèces actuelles mais s'en rapprochent de plus en plus. Les mammifères atteignent, au miocène, leur apogée : zeuglodon, dinotherium, hipparions (ancêtres directs du cheval), machairodus, etc... Tous les ordres sont représentés : pachydermes, carnassiers, chiroptères, amphibiens, rongeurs,

etc... Les édentés prennent une extension extraordinaire au pliocène. Les carnassiers pullulent : tous les groupes de carnassiers plantigrades et digitigrades sont reliés par une série continue de transition et ils font leur proie des gigantesques herbivores dont la terre est peuplée. Les ongulés et parmi eux l'hipparion, atteignent leur développement maximum à l'époque pliocène. Les ruminants apparaissent dans le miocène, atteignent leur apogée au pliocène et supplantent définitivement, par le nombre et la diversité des groupes, les autres ongulés. Le genre des éléphants qui se réduit aujourd'hui à deux espèces, était très riche au tertiaire. Citons le ganesa, précurseur immédiat du mammouth ; le gigantesque mastodonte qui est le type de transition conduisant à l'éléphant actuel et le monstrueux dinotherium, le plus grand des mammifères connus. Mais ce qui fut particulier à l'âge tertiaire, ce fut l'apparition des véritables singes. L'époque éocène vit apparaître les lémuriens ou prosimiens, êtres intermédiaires entre les chiroptères et les singes. Les véritables singes apparaissent à l'époque suivante et vers le milieu du miocène, les principales variétés de singes existent et parmi elles, les singes anthropomorphes desquels l'homme est issu.

Avec l'oligocène qui voit finir l'âge tertiaire, la terre a pris la forme que nous lui connaissons ; la faune et la flore ne contiennent plus que les types d'animaux et de végétaux actuels. Les dernières espèces fossiles vont bientôt mourir et l'âge quaternaire, qui succédera au troisième âge du monde, verra la bête humaine naître et se développer pour conquérir toute la terre par son intelligence, et affirmer sa prédominance sur le monde animal. L'ère de la pensée va bientôt commencer et ajouter un fleuron magnifique aux créations antérieures de la nature. — Charles ALEXANDRE.

TEST n. n. *Qu'est-ce qu'un test ?* Une définition précise et complète est difficile. Les tests ont d'abord été seulement des épreuves objectives destinées à mesurer le développement mental, les aptitudes ou les connaissances acquises par les individus (enfants, adultes). Actuellement, les applications de la méthode des tests sont telles que le sens de ce mot s'est considérablement étendu.

Pour indiquer clairement ce qui caractérise les tests, il est indispensable de les comparer aux examens.

Prenons comme exemple le plus simple et le plus répandu de ceux-ci : le certificat d'études primaires. En 1933, les candidats à cet examen qui se présentaient à Amplepuis (Rhône) eurent à subir l'épreuve de dictée et les questions qui suivent :

« *La timidité.* — La timidité est une infirmité chronique commune à l'espèce humaine et à certaines espèces d'animaux. Le lièvre est timide. Le loup aussi. Le singe et le chien ne sont pas timides. La souris est timide. La chauve-souris encore plus. Le moineau n'est pas timide. La taupe l'est au point de rentrer dans le sous-sol comme le lombric ou ver de terre ; moins que le ténia ou vers solitaire qui, par timidité, reste toujours caché et toujours célibataire. Ce n'est pas une question de taille, de force ou de prestance. Cette timidité est de la prudence. — G. de la Fouchardière ».

Questions. — 1. Qu'est-ce qu'une infirmité chronique ? Citez une ou deux maladies généralement chroniques ?

2. Que pensez-vous de l'affirmation de timidité concernant le ténia ? Comment pourriez-vous la qualifier ?

3. Que faut-il pour avoir de la prestance ? A qui en attribue-t-on d'ordinaire ?

En présence d'un tel sujet d'examen, choisi par un inspecteur primaire, la commission d'examen, prévoyant que de nombreux échecs, non mérités, résulte-

raient de la difficulté des questions, en ajoutèrent une quatrième, plus facile, destinée, dans leur esprit, à permettre aux candidats de relever leur note.

La même année, à Pierrebuffière (Haute-Vienne), les candidats eurent affaire à une commission d'examen moins prévoyante qui constata, mais un peu tard, que 56 élèves sur 84 avaient obtenu la note zéro en calcul. On nota 3 toutes les copies portant zéro et on augmenta d'autant toutes les notes de calcul. Malgré cette mesure et des repêchages, 28 candidats restèrent sur le carreau. Il est évident que les 56 candidats qui avaient tout d'abord obtenu zéro à Pierrebuffière auraient obtenu des notes différentes si on leur avait donné des problèmes ni trop faciles ni trop difficiles mais de difficulté moyenne qui, seuls, permettent un classement des candidats. Des épreuves mal choisies ne permettent pas de distinguer les cancrs des bons élèves.

Dans les examens actuels, le choix des épreuves n'est pas seul condamnable : la correction des épreuves ne mérite pas moins de critiques. Prenons deux exemples, empruntés aux résultats de 1933 : en Ardèche, à Saint-Pierre-ville, 27 candidats : 10 échecs ; à Rochemaure, avec les mêmes épreuves, 54 candidats : 5 échecs. En Seine-Inférieure, à Saint-Valéry-en-Caux, 51 candidats : 3 échecs ; à Foucarmont, avec les mêmes épreuves, 38 candidats : 27 échecs.

Au sein même des commissions d'examen, que de différences ! Chaque membre d'un jury a sa façon de noter et cette façon varie elle-même suivant le temps et l'humeur du correcteur ; tel travail jugé bon en juin apparaîtra — au même examinateur — médiocre à quelques semaines de là.

Bref, les résultats des examens dépendent, dans une trop faible mesure de la valeur des candidats. Inégalité des épreuves, inégalité lors de la correction sont deux gros défauts que les auteurs de tests s'efforcent d'éviter.

Un test est une épreuve *étalonnée* : cette épreuve a déjà été donnée à un nombre assez élevé d'enfants (au moins cent du même âge et du même sexe). On dit qu'une épreuve est caractéristique d'un certain âge lorsqu'elle est réussie par 75 p. 100 des enfants de cet âge. Une épreuve étalonnée permet de comparer un enfant avec les enfants de son âge et de dire, par exemple : Paul, en problèmes, a obtenu une note qui lui fait attribuer le rang percentile 40, c'est-à-dire que 60 p. 100 des élèves de son âge se classent avant lui et 40 après.

Un test est une épreuve *standardisée* : « Les résultats du test sont isolés de façon objective. En effet, de nombreuses épreuves sont conçues de manière à ne présenter qu'une solution correcte ; dans d'autres, le sujet doit choisir entre plusieurs réponses indiquées d'avance et arrangées de manière à ce qu'il y en ait une qui soit la meilleure ; d'autres fois, on laisse le sujet libre d'envisager une réponse et le problème peut comporter plusieurs solutions admissibles ; mais, dans ce cas, les réponses possibles sont tabliées d'avance et cotées empiriquement d'après un barème établi ». (Mlle Weinberg).

La façon de donner et de corriger le test est si nettement précisée, que deux correcteurs, faisant usage de ce test, noteront de même façon.

Un test est une épreuve dont le but est précisé et limité. « Ainsi, dans les tests de connaissance, on peut distinguer le bagage des connaissances, la compréhension des problèmes, le maniement des techniques ». Dans les tests d'aptitude, les épreuves sont adaptées à l'aptitude à dépister « de telle sorte que cette aptitude soit à peu près la seule qui puisse se manifester quand on les exécute. On a ainsi des tests d'attention, de mémoire, de raisonnement, de jugement, d'habileté motrice, etc. ».

A côté des tests de connaissance (examens plus objectifs que les examens ordinaires), il existe des tests de développement, qui permettent de savoir si l'enfant testé est au-dessus ou au-dessous de son âge, s'il est avancé ou retardé, et des tests d'aptitudes qui révèlent certaines dispositions naturelles, par exemple de dire que tel enfant a une mémoire des mots au-dessus de la moyenne des enfants de son âge et préciser en indiquant le percentile. « Si l'on vous dit qu'un enfant de huit ans a pu répéter 5 mots sur 15, qu'il a pu faire en une minute 8 additions, qu'il écrit 90 lettres à la minute... ces chiffres ne vous permettent aucunement de déterminer ni même de deviner laquelle de ces aptitudes est prépondérante chez lui. Un coup d'œil sur les tables de percentillage, qui ramènent ces valeurs diverses à une même échelle, vous apprendra qu'il se classe ainsi :

	Percentile
Mémoire des mots.....	50
Additions	100
Rapidité d'écriture.....	75

et que, par conséquent, c'est chez lui le calcul qui dépasse les autres aptitudes considérées ». (Claparède).

Il y a aussi des tests d'entraînement ou tests correctifs qui ne rappellent en aucune façon les examens et sont des exercices destinés à remédier aux points faibles des élèves. (Exemples : tests pour apprendre à faire les retenues dans les soustractions ; tests pour apprendre à écrire correctement, sans confusions, les infinitifs en *er*, les participes passés en *é* et les imparfaits en *ait*, etc...).

Enfin, les tests d'enquête, employés par les inspecteurs, ne renseignent pas sur l'élève très individuellement, mais sur le rendement moyen d'une école.

Après avoir indiqué en raccourci une classification des tests selon les buts poursuivis, nous devons indiquer une autre classification qui tient compte de leur mode d'emploi. Il y a, en effet, des tests collectifs employés simultanément avec des groupes d'individus et des tests individuels qui exigent que les individus à tester soient pris isolément. Les premiers sont d'un emploi plus rapide, mais ils n'ont, généralement, pas autant de précision que les seconds.

Exemples de tests :

1° La cruche est au lait ce que (?) est aux fleurs.

1) tige ; 2) feuille ; 3) eau ; 4) vase ; 5) racines.

2° Un proverbe dit : « Qui sème le vent récolte la tempête », ce qui veut dire :

1) Qu'il faut semer pour récolter ; 2) que le temps va changer ; 3) Que celui qui fait du mal aux autres en supporte parfois les conséquences ; 4) Qu'il faut cultiver la terre.

3° Phrase à mettre en ordre :

« Sommes là pour de heure bonne nous campagne partis ».

4° Test de raisonnement :

Si Georges est plus âgé que Louis et si Louis est plus âgé que Jacques, alors Georges est (1) que Jacques.

1) Plus âgé que ; 2) plus jeune que ; 3) aussi âgé que ; 4) on ne peut pas dire.

Ces exemples ne sont que des extraits abrégés ; ainsi, le 3° est accompagné de deux autres phrases en désordre d'indications pour l'emploi et la notation :

« On dit : voici une phrase dont les mots sont tous mélangés, et qui n'a point de sens. Si les mots étaient rangés en ordre, ça ferait une bonne phrase. Regarde bien, et tâche de me dire comment la phrase devrait être. Si le sujet ne réussit pas la première phrase, la lui

lire correctement en lui montrant chaque mot. Puis continuer. Une minute par phrase.

« *Notation.* — Réussir deux phrases sur trois. Compter 1/2 pour toute phrase qui, quoique comprise, est mal construite, exemple : Pour la campagne, nous sommes partis de bonne heure. Autoriser les corrections et modifications spontanées ».

Cette épreuve fait partie d'une série de tests de développement de 12 ans. Il en est de plus difficiles qui conviennent au classement des intellectuels et nos lecteurs en jugeront par les deux questions suivantes qui font partie d'un même test.

« I. — D'après les renseignements sur les tailles respectives des diverses personnes désignées ci-dessous par leur prénom, répondez aux cinq questions qui vous sont posées, en mettant dans les trois premières le mot qui manque (plus, moins, aussi) si la réponse vous paraît possible, et sinon, en écrivant en marge : « réponse impossible », en donnant le nom qui convient pour les deux dernières :

« Paul est plus grand que Pierre et moins que Jacques ; Emile est plus grand que Paul et moins que Louis ; André est plus grand qu'Henri et moins qu'Emile ; Jacques est plus grand que Lucien et moins que Louis ; Lucien est plus grand que Pierre et moins qu'Henri ; Joseph est plus grand qu'Etienne et moins que Pierre.

Henri est..... grand que Pierre ; André estgrand que Paul ; Joseph est.....grand que Jacques ; Le plus grand de tous est..... ; le moins grand de tous est..... ».

« II. — Le test primitif comprenait trois épreuves mais nous laissons de côté la deuxième, trop facile et peu classante. »

« III. — Vous êtes en possession d'une série de quatre couples d'anneaux fermés.

« Vous avez besoin de réunir ces anneaux en une chaîne continue et solide, dont tous les anneaux soient fermés. Or, on ne vous permet pas de couper ou de souder à votre gré vos anneaux ; tant en coupures qu'en soudures, on n'autorise que quatre opérations en tout : est-il possible, avec ces quatre opérations seulement (tant coupures que soudures), de constituer votre chaîne continue, à anneaux tous fermés, avec vos quatre couples d'anneaux ? Si la chose est possible, décrivez comment vous la réaliserez en indiquant les numéros des anneaux sur lesquels seront pratiqués coupures et soudures, et l'ordre des anneaux constituant la chaîne au moyen de ces opérations ».

Nous croyons inutile de reproduire les instructions très précises données aux expérimentateurs sur la façon de donner les épreuves et les notes.

Emploi des tests. — Les tests pourraient permettre de répartir les élèves en classe. En particulier, dans les villes où il existe des classes spéciales pour attardés, anormaux et surnormaux, ils permettraient un triage systématique — mais cependant sujet à révision — dès le début de la carrière scolaire de l'enfant.

Plus tard, lorsqu'il s'agirait de sélectionner les mieux doués avant de les admettre dans des écoles secondaires ou supérieures, il conviendrait de tenir compte des résultats fournis par les épreuves d'intelligence et de connaissance comme aussi des observations des maîtres. On aurait tort de se fier alors uniquement aux résultats d'épreuves assez brèves, qui comportent toujours une certaine part de hasard et qui ne permettent pas de se rendre un compte très exact de la réelle valeur des enfants émotifs.

Nous avons vu que certains tests sont employés comme exercices correctifs. Les tests contribuent ainsi doublement à l'enseignement sur mesure mieux adapté à l'enfant.

Les tests peuvent servir à de multiples enquêtes pédagogiques. Ils peuvent contribuer à déterminer les meilleurs procédés et les meilleures méthodes d'enseignement. Il serait dangereux cependant de leur accorder à ce sujet un crédit excessif : certaines méthodes ne peuvent être jugées sur leurs résultats qu'après une expérimentation de trois ans ou plus ; or, pendant un si long temps, les élèves se développent, évoluent, sont soumis à d'autres influences que celles de la méthode dont on voudrait juger les résultats d'autre part ; il est assez aisé de mesurer l'acquisition des connaissances, il est plus difficile d'apprécier l'influence d'une méthode sur le développement intellectuel. Les tests peuvent aider les inspecteurs à contrôler le rendement d'une école, à constater les différences importantes de niveau qui existent entre les diverses régions.

Enfin l'emploi des tests est tout indiqué en orientation ou sélection professionnelles. Dans ce cas encore, l'emploi des tests ne doit pas être exclusif. Il faut tenir compte aussi : 1° Des rapports ou fiches fournies par les instituteurs ou les professeurs sur les inaptitudes ou les aptitudes, les défauts et les qualités de caractère qu'ils ont eu l'occasion de constater dans la dernière année d'études de l'élève ; 2° des résultats d'un examen médical et plus particulièrement de contre-indications nettes concernant le métier que désirerait exercer le candidat (par exemple, le métier de tanneur qui prédispose aux maladies occasionnées par le froid est incompatible avec les affections respiratoires et rhumatismales, etc...) ; 3° Des résultats d'un examen des aptitudes motrices et psycho-motrices qui sont plus ou moins fines et plus ou moins régulières ; 4° Des données statistiques sur l'état du travail et l'encombrement de certaines professions.

Les difficultés. Les inconvénients. — Les tests sont d'un emploi relativement récent et le succès qu'ils avaient connu en Amérique à la suite de l'examen des soldats et de leur sélection lors de la grande guerre, n'en un lendemain assez bref.

Comme toute nouveauté, ils ont eu contre eux la foule des conservateurs et des routiniers. Ce n'étaient pas des adversaires bien terribles.

Ils ont eu pour eux non seulement de véritables savants, mais encore une foule de gens non qualifiés, prenant leurs hypothèses pour des vérités démontrées. Ces partisans, plus dangereux que des ennemis déclarés mais sages, ont causé aux tests le plus grand tort. Alors que les personnes vraiment qualifiées n'ignoraient pas que la méthode des tests n'en était encore qu'à son aurore ; qu'elle était encore d'un maniement délicat et ne pouvait, surtout en ce qui concerne l'orientation professionnelle, donner de bons résultats qu'à la condition d'être employée par des spécialistes compétents et prudents, des illuminés et des toqués ont attribué à la méthode en général et à leurs procédés en particulier des qualités que n'avaient ni l'une ni les autres. Qu'il en soit résulté quelque discrédit sur la méthode n'a rien qui puisse surprendre. Aux Etats-Unis surtout, on a eu la superstition des statistiques et des enquêtes. Il eût mieux valu moins de statistiques et moins d'enquêtes mais un peu plus d'esprit critique et de finesse.

De nombreux propagateurs de tests parfaitement stupides se sont heureusement heurtés au bon sens d'une grande partie de la population de leurs pays.

La grande difficulté réside dans l'appréciation de l'intelligence. Comment trouver une norme qui permette de juger les réponses ? Certains ont pris comme modèles les réponses fournies par des gens occupant une haute situation : directeurs, ingénieurs, etc..., et c'est d'après les réponses types des individus supposés intelligents qu'ils ont jugé du degré d'intelligence des

autres réponses. De tels tests permettaient de juger le conformisme et non l'intelligence.

La France n'a point commis de tels excès ; l'application des tests dans l'enseignement y a été timide ; de rares novateurs seuls les ont employés. Il n'en a pas été tout à fait de même en ce qui concerne la sélection et l'orientation professionnelles. Il existe même un Institut National d'Orientation Professionnelle qui a des professeurs d'une réelle valeur et publie un bulletin mensuel depuis 1929. Ceci s'explique sans peine, si l'on songe que les intérêts des employeurs capitalistes sont plus directement en jeu. Il est certain que l'orientation professionnelle, et, partant, l'emploi des tests, a permis, dans de nombreux cas, d'augmenter le rendement et de diminuer le nombre des accidents.

Comme toujours, la société capitaliste n'utilise les travaux des savants que dans l'intérêt des capitalistes. — E. DELAUNAY.

THAUMATURGE (du grec *thauma*, merveille, *ergon*, œuvre). On appelle thaumaturge l'individu qui opère des miracles et thaumaturgie l'art d'accomplir ces derniers. L'attrait du merveilleux, le désir d'entrer en rapport avec la divinité, de participer à sa science et à son pouvoir, telles sont les raisons d'être de ce goût pour les prodiges que l'on trouve à l'aurore des temps historiques et qui, de nos jours encore, assure la fortune de nombreux faiseurs de miracles et même de véritables officines qui vendent grâces et secours célestes comme d'autres débitent de la choncroite ou du bondin. Chez les primitifs, sorciers ou prêtres monopolisèrent à leur profit la puissance surnaturelle ; c'est par leur intermédiaire que se manifestaient les esprits bons ou mauvais ; leurs incantations et leurs prières avaient rendre favorables ou hostiles les entités de l'au-delà. Les sauvages d'Océanie, les noirs d'Afrique, les indiens d'Amérique continuent de croire à la vertu miraculeuse des opérations magiques faites par leurs sorciers. D'officiels ministres des cultes parlèrent et agirent au nom des dieux chez les peuples civilisés ; art et poésie contribuèrent à la beauté des rites ; mais le résultat final resta sensiblement le même. En Grèce, Zeus, Héraklès, Aphrodite, etc., se manifestèrent souvent aux hommes, s'il faut en croire la mythologie. A Delphes, la Pythie annonçait l'avenir que lui révélait Apollon. Hector apparut maintes fois aux habitants de la Troade et Achille se montra à de nombreux matelots du Pont-Euxin. Comment les simples n'auraient-ils pas aperçu les dieux, quand un sage, tel que Socrate, avait à son service un démon familier ? La Grèce eut même un centre de thérapeutique céleste, où les guérisons miraculeuses étaient aussi remarquables qu'à Lourdes ; nous voulons parler du temple d'Esculape à Epidaure. Après un jeûne rigoureux, un bain préalable et le sacrifice rituel d'un porc et d'une chèvre, le malade passait une ou plusieurs nuits sous le portique du temple. Puis les portes du sanctuaire s'ouvraient d'elles-mêmes devant lui et la statue du dieu apparaissait brillante, au milieu d'un décor d'une féérique splendeur. On le conduisait, la nuit venue, dans un dortoir obscur et, pendant son sommeil, il recevait en songe des conseils concernant sa santé. Les guérisons immédiates et soudaines étaient fréquentes ; dans d'autres cas, Esculape se bornait à prescrire un traitement hygiénique ou des remèdes appropriés. La multitude des ex-voto découverts à Epidaure, les éloges donnés à ce centre thérapeutique par tous les auteurs anciens témoignent de la prodigieuse vogue dont il a joui durant de nombreux siècles. Beaucoup d'autres temples, à Rome et dans diverses villes, furent aussi le théâtre de guérisons miraculeuses et jouirent d'une grande renommée. En somme, Esculape, Apollon, Proserpine, Isis, etc., jouèrent, chez les anciens, le rôle dévolu, chez nous, à la Vierge de Lourdes, au Sacré-Cœur et à la foule des saints thaumaturges qui

peuplent le panthéon chrétien. Après avoir exaucé les prières des païens durant de longs siècles, dieu est venu au secours des catholiques, leurs mortels adversaires. Tant il est vrai que le miracle a sa source dans l'homme seulement, non dans une force qui lui serait extérieure.

Parmi les premiers chrétiens, thaumaturges et voyants furent particulièrement nombreux. Il est vrai qu'on élevait au rang de miracles des faits simplement burlesques comme la glossolalie, ou des manifestations d'un caractère pathologique très accentué, ainsi les crises, de nature épileptique probablement, auxquelles était sujet saint Paul. Si grandes étaient l'ignorance et la crédulité des fidèles qu'ils voyaient partout la main du Très-Haut. De l'avis des historiens catholiques eux-mêmes, les premières communautés chrétiennes servirent d'asile à une multitude de détraqués, de frénétiques, d'hallucinés. La lecture des Evangiles acceptés par l'Eglise et celle des Evangiles qu'elle déclare apocryphes, mais qui datent, en réalité, de la même époque et possèdent une valeur équivalente, nous renseigne sur la soif du merveilleux qui tourmentait les âmes, durant les premiers siècles de notre ère. Et le diable rivalisait avec le bon dieu, témoin les miracles de Simon le Magicien, d'Apollonius de Tyane, de Jamblique et de beaucoup d'autres thaumaturges qui relèveront pour quelque temps le prestige du paganisme alors agonisant.

Favorisés par l'incommensurable naïveté des fidèles et par la disparition complète de tout esprit critique, les faiseurs de prodiges pullulèrent au moyen âge. Le culte des reliques prit des proportions invraisemblables ; certaines églises se vantèrent de posséder le prépuce enlevé à Jésus le jour de la circoncision ou du lait de la Vierge Marie ou le membre viril d'un bienheureux en renom. On canonisa des individus d'une moralité douteuse, parfois de vrais criminels ; on honora des saints qui n'avaient jamais existé. Des personnages excentriques, comme saint Bernard et saint François d'Assise, acquirent de leur vivant une réputation de thaumaturges que des légendes posthumes grossirent démesurément. Nombre de saints se spécialisèrent dans la fabrication de tel ou tel genre de miracles : saint Cloud guérissait les furoncles, saint Ouen la surdité, saint Finere les hémorroïdes. Parce qu'ils étaient nantis d'un pouvoir surnaturel, les rois de France pouvaient guérir le goitre et les écrouelles par simple attouchement. Certains malades avalaient la poussière recueillie sur le tombeau du saint qu'ils invoquaient, ou la mèche des cierges qui brûlaient en son honneur. Quotidiennement, de pieuses personnes recevaient la visite des habitants des cieux ; des saints qui n'existeraient que dans l'imagination des hagiographes n'hésitaient pas, eux aussi, à se montrer. C'est ainsi que Jeanne d'Arc vit fréquemment sainte Catherine qui, de l'avis du pieux Jean de Lannoy, de Mgr Duchesne et de tous les historiens catholiques sérieux, n'a jamais vécu ni à Alexandrie, ni ailleurs. Des légions de diables s'abattaient également sur notre malheureuse planète ; des milliers de sorcières et de magiciens se rendaient chaque semaine au sabbat pour rencontrer messire Satan. Beaucoup payèrent de leur vie ce commerce avec les puissances infernales, car les moines inquisiteurs estimaient qu'un crime si atroce appelait impérieusement les flammes purificatrices du bûcher.

Comme les catholiques orthodoxes, les hérétiques eurent aussi leurs thaumaturges. Ils ne manquèrent point parmi les albigeois et les sectes mystiques écloses au moyen âge. Confirmation éclatante, disaient leurs chefs, de l'excellence de leur doctrine et du caractère diabolique des persécutions dirigées contre eux par le clergé catholique. Plus tard, le don des miracles sera départi avec prodigalité aux canisards des Cévennes, odieusement persécutés par l'autorité royale. Mais le

plus fameux des thaumaturges hérétiques fut le diacre Paris qui devait, après sa mort, causer tant de tracas aux pouvoirs publics. Ce pieux personnage n'avait pu être ordonné prêtre, parce qu'il refusait obstinément d'accepter la bulle *Unigenitus*. Il s'était retiré dans une petite maison du faubourg Saint-Marceau à Paris, et l'austérité de sa vie ainsi que son inépuisable charité lui valurent une réputation de sainteté que le clergé catholique ne parvint pas à ternir. Paris mourut en 1727 et fut enterré dans le cimetière Saint-Médard. Bientôt l'on apprit que des guérisons s'opéraient sur son tombeau ; une foule de malades et de dévots vinrent implorer le nouveau saint ; et les miracles se multiplièrent d'une façon surprenante. Epouvanté de voir que le ciel se prononçait en faveur des jansénistes, le clergé obtint la fermeture du cimetière Saint-Médard, sous le ministère du cardinal Fleury. Les autorités ecclésiastiques n'admettent, en effet, jamais d'autres prodiges que ceux qui cadrent avec leurs desseins ou peuvent servir leurs intérêts. Les historiens catholiques insistent de préférence sur le caractère extravagant des scènes qui se déroulèrent. Un tremblement convulsif saisissait les assistants les plus impressionnables et gagnait, par contagion, l'ensemble des personnes présentes ; des cris aigus étaient poussés par ceux que visitait l'esprit divin. Mais des guérisons merveilleuses s'opéraient indéniablement. Charcot rapporte le cas de M^{lle} Colrin, atteinte depuis quinze ans d'un cancer du côté gauche, et qui fut guérie en août 1731. On pourrait multiplier les exemples de ce genre, démontrant que, malgré ses dires, l'Eglise catholique n'a point le monopole des prodiges divins.

Aux XIX^e et XX^e siècles, la source des miracles ne s'est point tarie. Les catholiques continuent d'avoir des thaumaturges et des centres thérapeutiques renommés, mais ils sont dépassés par des hérétiques, par des non-chrétiens et quelquefois, chose horrible à dire ! par de notoires matérialistes. Dieu, ayant sans doute perdu la tête, néglige de plus en plus ses adorateurs et favorise des athées !

En 1846, un berger et une bergère virent la Vierge sur la montagne de La Salette, dans l'Isère. S'il faut en croire un jugement rendu le 25 février 1855 par le tribunal de Grenoble, il s'agirait seulement d'une pieuse supercherie de M^{lle} de la Merlière, une dévote fanatique. Mais, comme l'autorité épiscopale s'était prononcée dès 1847 en faveur de la réalité de l'apparition et que le pape confirma cette approbation, les catholiques ont continué d'aller en pèlerinage à La Salette ; et de nombreux miracles se sont produits sur cette sainte montagne. En 1858, c'est à Lourdes, dans les Hautes-Pyrénées, que la Mère de Dieu se montra plusieurs fois à une petite fille inculte et d'esprit arriéré, Bernadette Soubirous. Une source miraculeuse opéra des guérisons qui valurent à Lourdes une renommée extraordinaire, et en firent le principal centre de la thérapeutique sacerdotale. Nulle part on n'a su exploiter la crédulité humaine d'une façon plus savante et plus méthodique. Tout est disposé pour provoquer le délire mystique, pour engendrer une formidable émotion chez les assistants. Des masses vibrantes et suggestionnées chantent, vocifèrent, implorent ; un immense frisson traverse la foule des pèlerins qui s'agenouillent les bras en croix, se prosternent, pleurent, gesticulent comme des déments. De vrais malades quelquefois, souvent des hystériques ou des simulateurs hurlent avec force qu'ils sont guéris. Alors ce sont des cris d'enthousiasme, d'ardentes invocations, des appels passionnés que dirige un prêtre à la voix tonitruante. Aidée par des médecins ignares ou peu consciencieux, la presse dévote transforme ensuite ces faits parfaitement naturels en miracles de premier ordre. Et, dans la caisse des Pères de la Grotte, ces commerçants d'une adresse sans égale, s'entassent, à un rythme accéléré, les pièces et les billets. Pour le

pape et pour les moines, Lourdes est une source inépuisable de revenus. Ni au point de vue des écus, ni au point de vue des miracles, Paray-le-Monial, Pontmain, Pellevoisin, etc., n'obtiennent un rendement comparable. Fatima, en Portugal (où la Vierge se montra en 1917 et annonça la fin de la guerre pour le 13 octobre de la même année : légère erreur comme on le voit !) attire de nombreux malades et possède même un *bureau des constatations* qui, comme celui de Lourdes, entérine les miracles et les arrange à sa façon. Les apparitions d'Esquiposa, en Espagne, et celles de Beauraing, en Belgique, ont fait couler beaucoup d'encre ces dernières années ; on ne sait encore à quels résultats pratiques elles aboutiront.

Au XIX^e siècle, le catholicisme n'a pas manqué non plus de saints thaumaturges. Le plus célèbre fut le curé d'Ars qui était quotidiennement en rapport avec les habitants des cieus, en particulier avec sainte Philomène qui se montrait souvent à lui et guérissait les malades par son entremise. Pourtant un religieux, le Père Delahaye, démontra plus tard, d'une façon irréfutable, que cette sainte n'a jamais existé ! Quant au démon, il jouait, assure-t-on, mille niches au curé d'Ars, surtout pendant la nuit. Sainte Thérèse de Lisieux, aujourd'hui si populaire, n'opéra aucun miracle durant sa vie ; c'est seulement après sa mort que de pieux charlatans firent, à son sujet, un battage aussi ignoble que fructueux. Un jeune cancer, qui mourut à douze ans, le 24 janvier 1925, et dont la mère fut une grande amie du nonce Ceretti, Guy de Fontgalland, commence, lui aussi, à opérer des prodiges. C'est une savante publicité qui a permis d'obtenir ce résultat, car ceux qui l'ont connu parlent sans bienveillance de sa dissipation en classe et de son indéfectible paresse : ils s'indignent en voyant qu'on veut faire un saint de ce garçonnet ridicule.

Narguant les catholiques, une secte protestante, la Christian Science, opère des miracles bien supérieurs à ceux que les papistes enregistrent à Lourdes. Elle fut fondée à Boston, vers 1880, par Mary Eddy, une femme adroite mais dépourvue de scrupules qui se moqua de ses contemporains avec audace et sang-froid. Thaumaturges et prophètes abondent dans les pays anglo-saxons, où l'on continue de prendre au sérieux les histoires rocambolesques racontées dans la Bible. Parmi les faiseurs de miracles des Etats-Unis, citons Dowie qui fonda une religion nouvelle vers 1894. Son temple était tapissé de béquilles, de bandages herniaires et d'autres « trophées de la Cure divine » ; par la seule imposition des mains, il accomplit des guérisons innombrables. La fille d'un banquier fut instantanément guérie d'une déviation de l'épine dorsale, des rachitiques, des incurables de toutes sortes retrouvèrent la santé ; mais il ne put sauver sa propre fille. Ce commerce lui permit du moins d'encaisser des millions de dollars. Schlatter, un autre thaumaturge fameux, fut plus désintéressé ; il disparut brusquement le 13 novembre 1895, avertissant ses admirateurs que son Père Céleste le rappelait à lui. Cancer, phthisie, tumeur, surdité, cécité, paralysie, rien ne résistait à l'influence de son action curative ; pour être guéri, il suffisait de toucher un de ses gants. Aussi apportait-on d'énormes monceaux de gants autour de sa demeure ; Schlatter les touchait pour en faire des agents du miracle. Les mormons, ces prosélytes de la polygamie, prétendent eux aussi que leurs saints accomplissent de fréquents et merveilleux prodiges. On voit combien est encore enfantine la mentalité de certains anglo-saxons.

Spirites, occultistes, théosophes ont leurs guérisseurs ; quelques-uns éclipseront même, et de beaucoup, les faiseurs de miracles approuvés par les autorités ecclésiastiques. Pour ne parler que des disparus, rappelons le souvenir du père Antoine et celui du zozuve Jacob. A Jemmapes-sur-Meuse, où habitait le père Antoine, se

renouvelaient, chaque jour, les scènes qui se passent à Lourdes au moment des pèlerinages. Riches et pauvres, accourus de toute la Belgique, des nations voisines et parfois des contrées du globe les plus reculées, se pressaient autour de sa pauvre maison, et au contact de sa main salvatrice, les paralytiques se levaient, les sourds entendaient, les aveugles voyaient, les cancéreux, les phthisiques se déclaraient guéris. Le père Antoine fonda une nouvelle religion qui compte, aujourd'hui encore, de nombreux adhérents. C'est à Paris que le zouave Jacob opéra ses merveilleuses cures. Dans son officine, les personnages officiels condamnèrent les ignorants, tous également désireux de s'imprégner du fluide rédempteur qui faisait fuir la maladie. Il guérit le maréchal Forey, le comte de Chateaulliers et beaucoup d'autres notabilités de l'époque ; son succès fut prodigieux. Enfin, de nos jours, sont apparus des thaumaturges qui ne rattachent leurs miracles à aucune croyance religieuse, qui, parfois, sont des athées convaincus. Ils ont pour ancêtre Mesmer, le créateur du magnétisme animal, qui connut, au XVIII^e siècle, une vogue éclatante. Le Docteur Charcot et beaucoup d'autres psychiatres fonderaient irrégulièrement ont réalisé des miracles de tous points comparables à ceux qu'opèrent les thaumaturges chrétiens. Ce n'est pas en faisant appel à des forces surnaturelles, mais en s'adressant aux énergies latentes de l'inconscient, que Coué put guérir tant de malades déclarés incurables. Contrairement à ce que l'on admet longtemps, la pensée exerce une action efficace, non seulement sur les troubles nerveux, mais encore sur les troubles organiques. Les petites tumeurs de la peau appelées verrues résistent rarement à la suggestion, ainsi que l'ont établi d'une façon rigoureuse les docteurs Farez et Bonjour. La laïcisation du miracle apparaît comme un fait accompli ; la thaumaturgie n'est plus qu'une branche de la médecine ordinaire. Et voilà qui démontre que jamais, et nulle part, l'on n'a constaté sur notre globe une intervention de dieu ou d'entités immatérielles. — L. RANSENNE.

THÉÂTRE. Dans le sens général, un théâtre est un lieu où l'on assiste à un spectacle. Plus spécialement, on appelle théâtre tout ce qui concerne la production et la représentation des ouvrages dramatiques.

Le verbe grec *theatōhai*, d'où sont sortis les mots grec *theatron* et latin *theatrum*, signifie : regarder, voir, contempler avec admiration. Dans toutes les langues anciennes, les racines des mots correspondant à *théâtre* avaient le sens de miracle, prodige, merveille, chose propre à étonner. Et ce sont là toute la psychologie du théâtre, toute la raison de son invention.

De tout temps, l'homme s'est fait une représentation imagée, plus ou moins merveilleuse de la vie, à laquelle il demandait les émotions et les joies qu'elle ne lui procurait pas dans la réalité. Avant toute réalisation plastique et forcément bornée dans ses moyens matériels, le cerveau humain fut un prodigieux « cinéma » sur l'écran duquel passèrent toutes les images nées de son imagination. Ses rêves, durant son sommeil, n'étaient-ils pas des « films » que créait son subconscient ? Le désir de voir ses images intérieures en action, sous une forme objective, mouvante, colorée, oratoire, lui fit créer le théâtre. On peut dire qu'il est pour lui une deuxième existence, celle de son double, de cette ombre qui ne le quitte pas, le précède ou le suit, suivant que la lumière de ses cogitations détermine sa vie réelle et ses actes ou qu'elle est leur conséquence. C'est dire toute l'importance que le théâtre a prise dans la vie sociale, tant comme distraction que comme moyen d'instruire.

Voltaire a fort justement remarqué que :

« Le théâtre instruit mieux que ne fait un gros livre », parce qu'il frappe plus vivement l'esprit, il y incruste

son enseignement par le souvenir de l'image. L'imagerie populaire a plus fait pour la transmission des légendes que tous les livres. L'image crée le souvenir sans qu'il soit besoin de réfléchir ; de là le succès universel du cinéma.

Le théâtre inspire au spectateur des passions qu'il ne possédait jamais, des sentiments nouveaux pour lui. Il lui offre des exemples héroïques qui lui plaisent parce qu'il se substitue facilement et volontiers au héros. Pendant la durée du spectacle, et après, par le prolongement du charme, le misérable, la tête à gifles, le malfichu, le capon, se voient en Crésus, Spartacus, Apollon, le Cid, en « ver de terre amoureux d'une étoile », puis retournent plus résigné à sa condition misérable. Les *Deux Orphelines* et les *Deux Gosses* trouvent tous les soirs cinq cents femmes, blanchisseuses ou contesses, dont le cœur frémit maternellement pour eux, qui sont prêtes à leur ouvrir leurs bras, à les adopter, à en faire leurs héritiers, mais qui, à la sortie, passent indifférentes et dégoûtées à côté des vraies orphelines et des pauvres gosses cruchant prématurément leurs poumons en criant les journaux du soir. Ces femmes sensibles, tout comme leurs maris et leurs amants, ont épuisé la provision de sensibilité qu'elles s'étaient découverte au spectacle de la fiction dramatique.

Le théâtre, c'est-à-dire l'expression dramatique, tragique ou comique, a toujours été la plus exacte interprétation de la vie populaire, le reflet le plus fidèle de ses états de civilisation. Chaque peuple a eu le sien qui s'est formé comme sa littérature, avec lui, indépendamment de toute influence étrangère ou d'un art plus avancé. Ainsi, le théâtre antique n'eut aucune influence sur celui du moyen âge occidental. Celui-ci sortit du peuple, comme était sorti le théâtre grec. Ce ne fut que lorsque des conventions de plus en plus étrangères à la vie populaire se mêlèrent à l'art dramatique qu'on ressuscita le théâtre antique, ou plutôt qu'on tenta de le ressusciter littérairement, esthétiquement, mais non comme le retour à une forme de vie qui n'était plus et ne pouvait plus être.

Le premier but du théâtre semble avoir été de distraire, d'amuser ou d'émeuvoir. C'est son but vu par la doctrine de « l'art pour l'art ». Mais il était inévitable que, mêlé à la vie, il prit une portée morale comme tout ce qui s'offre à l'observation et au jugement humains. Il était non moins inévitable que les créateurs des fictions dramatiques eussent l'idée de leur donner un sens moral plus ou moins inspiré d'une éthique particulière à eux ou à des groupes. Le théâtre, tout en étant un déroulement d'action et d'images plus ou moins merveilleux, propres à amuser ou à terrifier, a pris un caractère pédagogique, philosophique et social. Aristophane a fait dire à Eschyle, dans la comédie des *Grenouilles* : « Le poète est à l'âge viril ce que l'instituteur est à l'enfance ; nous ne devons rien dire que d'utile ». Victor Hugo n'était pas moins convaincu de la puissance éducative et du rôle social du théâtre comme des autres arts. Il disait : « Il ne faut pas que la multitude sorte du théâtre sans emporter avec elle quelque moralité austère et profonde ». Il estimait que le théâtre est « une chose qui enseigne et civilise ». Il pensait qu'on n'assiste pas impunément à de mauvais spectacles, pas plus qu'on ne lit sans en être flétri de mauvais livres.

Suivant les conceptions des uns ou des autres, la valeur morale du théâtre, ses rapports avec le Bien et le Mal, son rôle éducateur et social, sont diversement appréciés. Déjà Platon avait proscrit le théâtre de sa République. Selon l'interdit pendant vingt-cinq ans. J.-J. Rousseau a estimé, avec son école, que « le théâtre qui ne peut rien pour corriger les mœurs peut beaucoup pour les altérer ». Il ne tenait pas compte que ce sont les mœurs qui font le théâtre, tout comme

elles font les formes plus ou moins franches ou hypocrites de la morale, et que si :

« *Le théâtre est un lieu glissant pour une fille* »,
(Rigaud.)

c'est que la fille est prête à glisser n'importe où, dans les prés où elle garde les oies ou dans le salon de madame sa mère. Le théâtre a été de tout temps le *refugium peccatorum* des mœurs et des professions innouvables, ce qui a valu et vaut encore à ses gens une mauvaise réputation avec l'ostracisme des cafards de tous les milieux, bien que les gens de théâtre ne fussent pas plus mauvais que quiconque et qu'ils fussent même meilleurs parce que moins embarrassés de préjugés hypocrites. Dès qu'il y eut des comédiens de profession, à partir du XVI^e siècle, le théâtre fut considéré comme « l'antichambre de la prostitution ». Il fut le champ du proxénétisme aux XVII^e et XVIII^e siècles, époque où il fut impossible à une chanteuse, danseuse ou comédienne d'entrer à l'Opéra ou à la Comédie Française sans passer par les bras de quelque grand personnage, et parfois de plusieurs. Un engagement dans un de ces théâtres était « un passe-port de mauvaise vie et de mœurs », aux yeux du lieutenant général de la police. On comprend ainsi pourquoi les cuprises de ces dames règnaient plus souvent que l'art et que, par tradition, il continue d'en être ainsi car, si le métier d'artiste de théâtre s'est quelque peu libéré du vase-lage de la prostitution, celle-ci a de plus en plus envahi le théâtre. Il y a de moins en moins de rapports entre l'art dramatique et les dames qui se disent « artistes », surtout depuis que le cinéma, s'emparant du théâtre, a substitué à tout ce qu'il représentait d'art dramatique les grotesques et pornographiques approximations des « cinéastes » sans scrupules et les « supervisions » du « sex-appel ».

L'immoralité du théâtre, s'il y a immoralité, n'est jamais que celle des mœurs ; elle en est le produit. Si on veut corriger le théâtre, il n'est rien de tel que de se corriger soi-même. S'il n'y avait pas tant de sales individus, de brutes illettrées, de renifleurs de sang et d'ordures parmi les gouvernants, les directeurs de consciences, censeurs, critiques et autres tartufes préposés à la garde de la « moralité publique », le théâtre pornographique aurait, comme les violences sportives et les abattoirs tauromachiques, vite fini de faire recette.

LE THÉÂTRE ET L'ÉGLISE. — Il est curieux de remarquer, d'abord que le théâtre dramatique est né dans l'Eglise, ensuite, que l'ostracisme le plus ostensible, sinon le plus farouche, qui le frappe vient aussi de l'Eglise. On peut dire comme Racine :

« *Le flot qui l'apporta recule épouvanté* ».

Mais il est impossible de prendre au sérieux l'attitude d'une Eglise dont la morale est dans les perpétuels flottements d'un opportunisme qui loue ou blâme, soufient ou condamne les mêmes choses selon le temps ou les circonstances. Si les Pères de l'Eglise, voulant soumettre les mœurs à la doctrine, furent relativement logiques en condamnant le théâtre, leurs successeurs le furent beaucoup moins en accommodant la doctrine selon les mœurs. Jamais, comme en matière de théâtre, l'hypocrisie religieuse ne fut plus élastiquement fourbe et odieuse. Après avoir traité Molière en réproché et l'avoir laissé enterrer de nuit, sans pompe et dans l'indifférence générale, le 8 décembre 1694, dans l'église Saint-Eustache on inhumait Scaramouche en grande pompe avec le concours « d'une foule extraordinaire de toutes sortes de personnes ». (Vie de Scaramouche, par A. Constantini.) L'explication est que Scaramouche avait été « l'homme qui avait eu l'honneur de faire rire Louis XIV au berceau » (Larousse) et qui

le fit rire toute sa vie, tandis que ce roi imbécile ne comprit jamais rien à Molière et l'abandonna aux intrigues dévotes.

Au XVIII^e siècle, l'Eglise de France, plus rigide dans ses principes que la papauté elle-même, faisait encore pèter sur les comédiens cette excommunication prononcée jadis contre les *farceurs* et les *bateleurs*, mais levée par le pape en faveur des comédiens italiens. « Vérité en deça, erreur au delà » ; mais... l'Eglise est infailible ! A Paris même, la danseuse italienne, Camille Véronèse, fut enterrée religieusement, malgré « sa vie trop voluptueuse... courte et bonne » (Bachanont). Mais Adrienne Lecouvreur, une des plus grandes tragédiennes de l'époque, fut « jetée à la voirie », comme l'avait été Molière. La dépouille de M^{lle} Chame-roy, danseuse française, ne put entrer à l'église Saint-Roch ; le curé des Filles Saint-Thomas, plus accommodant, voulut bien la recevoir. La crainte des rigueurs religieuses fut pour beaucoup dans la retraite prématurée de M^{lle} Clairon, des Comédiens français. L'avocat Huerne de la Motte, ayant écrit un mémoire pour protester contre ces rigueurs, se vit rayer du tableau des avocats et son mémoire fut condamné à être brûlé. Les comédiens ne pouvaient obtenir le sacrement du mariage que s'ils renonçaient au théâtre, mais... ils pouvaient y rentrer après ! La ville voyait à ce propos les pires farces et les ecclésiastiques n'étaient pas les derniers à s'en amuser en y prenant part. Car la sévérité de l'Eglise n'empêchait pas ses princes d'entretenir des femmes de théâtre, et une foule de petits abbés « dinant de l'autel et soupant du théâtre », d'être leurs greduchons. On vit en 1762, l'archevêque de Paris solliciter la conservation du Théâtre de la Foire dont il recevait le quart des recettes « pour ses pauvres ». Le même archevêque fit punir, quelque temps après, le curé de Saint-Jean de Latran pour avoir célébré une messe demandée par les Comédiens français pour le repos de l'âme de Crébillon ! En 1815, le curé de Saint-Roch causa un scandale public en refusant dans son église le corps de M^{lle} Raucourt, des Français ; mais il avait été, du vivant de l'artiste, le plus assidu des pique-assiette de sa table L.

Par contre, le prestige de Talma était tel que, la veille de sa mort, en 1826, l'archevêque de Paris crut devoir se présenter deux fois à sa porte, sans qu'il l'eût fait appeler. Chaque fois il fut éconduit, Talma faisant répondre dignement qu'il ne voulait ni abjurer son art ni renier ses camarades. 20.000 Parisiens firent au tragédien des obsèques autrement émouvantes que celles que lui aurait faites l'Eglise. Mais tous les comédiens n'ont pas la dignité d'un Talma devant les grimaces ecclésiastiques. Aussi, l'opportunisme clérical sait-il exploiter leurs hésitations. Il existe aujourd'hui une *Union catholique du Théâtre*. Des prédicateurs expliquent à Mascarille, qui en reste pantalois, et aux « marcheuses » des Folles-Bergères, qui en pleurent sur la croix de leur mère, « la force d'ascension spirituelle » du théâtre, moyennant quoi les comédiens peuvent être munis des sacrements de l'Eglise pour s'en aller les pieds devant. « Je te passe le blanc gras et le « sex-appel », passe-moi les huiles salées », dit l'Eglise encore plus farceuse que les *farceurs* de la scène.

LE THÉÂTRE DANS L'ANTIQUITÉ. — Une étude complète du théâtre nécessiterait la recherche de ses origines chez tous les peuples car, chez tous, les divertissements dramatiques (danse, pantomime, chant, déclamation, etc.) ont été une des premières manifestations de la vie en société. Il y a 3.500 ans qu'il est chez les Chinois un des organismes de la vie sociale. Il y est essentiellement moral et national. La musique y tient une aussi grande place que la connaissance des lois civiles et religieuses. Chez les Indous, où le théâtre est presque aussi ancien, il participe de la religion et de la division des

castes. La mythologie brahmanique, inspirée du naturalisme, lui a donné sa poésie. Dans les deux théâtres chinois et indou, existe le mélange de tragique et de comique de la tétralogie grecque. Celle-ci semble avoir reçu d'eux ses traditions.

Nous nous bornerons ici à voir le théâtre dans son origine grecque et à suivre son développement jusqu'à nos jours. Son origine a été dans les fêtes en l'honneur des dieux, de Cérès et de Bacchus (Dionysos) en particulier, célébrées en pleine nature, dans le creux d'un vallon formant un hémicycle que la foule occupait. Devant était l'autel où le prêtre officiait. Des danses, des chœurs, des cortèges, une action dramatique représentée par des acteurs, s'étant ajoutées à la cérémonie religieuse, il fallut leur faire une plus grande place. On établit la scène (lieu de l'action). Des gradins en maçonnerie ou des échafaudages furent disposés pour faire asseoir les spectateurs ; ce fut la salle. Un cercle réservé aux chœurs, sur le devant de la scène, fut l'orchestre. Dans le théâtre moderne, les chœurs sont montés sur la scène et l'orchestre est en contre-bas, sur toute une ligne séparant la scène de la salle et où se tiennent les instrumentistes. Ces dispositions générales : scène, orchestre et salle en demi-cercle, n'ont pas changé malgré les modifications et perfectionnements apportés au théâtre. On construisait des théâtres en pierre. Le plus anciennement connu jusqu'ici était le théâtre de Dionysos construit à Athènes au temps d'Eschyle, cinq cents ans avant J.-C. On aurait découvert récemment, à Phaistos, en Crète, les ruines d'un théâtre plus ancien qui remonterait à 2.000 ans avant J.-C. ! Le plus complet des théâtres antiques est celui, gréco-romain, d'Herculanum, du premier siècle de l'ère chrétienne. A la scène (proscenium) et à la salle s'ajoutaient des dépendances importantes : loges et vestiaires des artistes, magasins d'accessoires et de décors. Le théâtre étant découvert, un portique servait de refuge pour les spectateurs en cas de pluie. Des tentes (scelarium) soutenues par des mâts protégeaient du soleil. A l'époque romaine, bien que le théâtre fut de plus en plus abandonné pour l'amphithéâtre et le cirque (voir Spectacle), certains théâtres furent d'une magnificence inouïe, comme celui de Scaurus (58 ans avant J.-C.), avec ses ornements de marbre, de cristal et d'or, ses 360 colonnes et ses 3.000 statues de bronze. Ce qui reste du théâtre antique d'Orange, avec son « mur » de cent mètres de longueur et trente-huit mètres de hauteur, ses gradins qui pouvaient contenir 50.000 spectateurs, donne une idée des proportions et de la masse architecturale des théâtres antiques.

Nous ne pouvons nous faire qu'une très faible idée de ce que fut le drame antique, en Grèce, par les rares œuvres qui en restent, et celles-ci nous sont elles-mêmes mal connues par les traductions et les adaptations qui les ont défigurées de toutes les façons. Comment les *Œdipe*, les *Oreste*, les *Hippolyte*, les *Clytemnestre*, les *Iphigénie*, les *Phèdre*, même « arrangés » par Corneille, Racine, Voltaire, et trahis encore plus par de moins illustres, tripoteurs indignes à la mode de Versailles, comment auraient-ils pu susciter les formidables émotions qui soulevaient le peuple d'Athènes ? Les femmes et les enfants n'assistaient pas aux spectacles de comédie à cause de leur indécence de langage, mais ils allaient à ceux de tragédie ; or, a-t-on raconté, ceux-ci effrayaient parfois les spectateurs au point que des femmes s'évanouissaient ou avortaient et des enfants mouraient dans des convulsions !

L'origine classique du premier art dramatique grec est dans les fêtes de Dionysos, célébrées par des chants et des danses. Des chœurs se disputaient le prix du chant et leurs compositions étaient appelées *dithyrambes*. L'icarien Thespis (v^e siècle avant J.-C.) s'étant distingué dans ces concours, devint une sorte d'organisateur des fêtes, ou plutôt des débauches dionysia-

ques. Il parcourait les campagnes dans un charriot, avec des compagnons chantant et dansant ensemble, mais surtout s'enivrant et adressant des injures à la foule. Du dithyrambe, et du sacrifice d'un bouc qui accompagnait la fête, sortit la *tragédie* ou « chant du bouc ». Des vociférations de la troupe de Thespis naquit la première forme de la comédie, la *satyre*, appelée ainsi du costume des satyres que cette troupe revêtait. D'après certains, le charriot de Thespis aurait été celui de Susarion, véritable créateur de la comédie à la même époque. Successivement des poètes : Phrynicius le tragique, Chœrilus, Pratinas, développèrent les deux genres. Ils donnèrent plus d'ampleur et de solennité au dithyrambe bacchique en lui adjoignant des chants funèbres à la mémoire des chefs et des rois, tels ceux d'Épigène de Sicyone en l'honneur d'Adraste, un des sept chefs de la guerre contre Thèbes. D'après Suidas, Thespis fut le seizième poète dramatique après Épigène. Les légendes homériques avaient, de leur côté, apporté leur fonds inépuisable de splendeur épique à la tragédie. Eschyle disait que ses œuvres étaient « les reliefs des festins d'Homère ». Il composa une centaine de pièces, il n'en est resté que *Prométhée*, les *Perses*, les *Sept contre Thèbes*, la trilogie de l'*Orestie*, et les *Suppliants*.

Eschyle commença la grande époque du théâtre grec, celle du iv^e siècle avant J.-C. Avec lui, ce théâtre prit toute sa puissance dans la dramatisation philosophique et poétique des mythes et des légendes de la vie hellénique. Les éléments se déchaînèrent dans la tragédie ; il y apporta toute la force et toute la poésie de la nature. Il fut le Titan de la tragédie comme Shakespeare serait celui du drame moderne, comme Michel Ange celui de la sculpture et Wagner celui de la musique. Ses rivaux et successeurs, Sophocle et Euripide, furent plus artistes ; ils n'eurent pas sa puissance. Le chœur, qui tenait souvent la première place dans Eschyle par sa véhémence et son énergie, y était la véritable voix populaire. Il commença à perdre de son importance dans Sophocle et ne fut plus, dans Euripide, qu'une figuration bavarde n'ayant plus aucune influence sur l'action dramatique. Le dithyrambe perdit sa puissance populaire pour gagner en forme poétique particulière aux auteurs. Sophocle fut plus psychologue qu'Eschyle, plus attentif à l'être humain. Avec Euripide, le farouche Destin exprimé par la vigueur rustique du dithyrambe s'humanisa encore plus pour faire place à la passion. Les héros épiques descendirent de leurs nuages et se substituèrent au chœur pour dialoguer dans une rhétorique plus subtile. Schlegel a dit d'Euripide : « Parmi une foule de qualités aimables et brillantes, on ne trouve en lui ni cette profondeur sérieuse d'une âme élevée, ni cette sagesse harmonieuse que nous admirons dans Eschyle et dans Sophocle. Il cherche toujours à plaire sans être difficile sur les moyens ». Aristophane, grand admirateur d'Eschyle, railla souvent Euripide « habile artisan de paroles et éplucheur de vers, qui rongera le frein de l'envie, disséquera les phrases d'Eschyle et les mettra en pièces ».

Dès Pisistrate, chef d'une aristocratie dont la culture artistique s'élevait de plus en plus, on était revenu des préventions de Solon contre le théâtre. On arriva ainsi au « siècle de Périclès » qui vit Eschyle, Sophocle, Euripide. Ils laissèrent au monde des œuvres d'une beauté éternelle. On ne peut juger exactement de leurs successeurs ; leurs ouvrages sont perdus. Il ne reste que leurs noms, et des appréciations contemporaines comme celles d'Aristote sur Chérémon.

Pendant que la tragédie portait à la scène la vie épique de la Grèce, la comédie dépeignait ses mœurs. Elle sortit de la satire mais ne s'éleva véritablement au-dessus d'elle qu'à partir d'Aristophane, de Phrynicius et d'Épigène les comiques durant le « siècle de

Périclès ». Une longue étude d'Aristophane serait à faire pour montrer toute l'étendue de sa satire qui s'attaqua à tout, aux plus grands événements politiques et sociaux, aux plus hauts personnages, comme à toutes les formes les plus insignifiantes de la vie domestique et des mœurs particulières. La comédie aristophanesque devint de plus en plus celle des mœurs lorsque, au commencement du III^e siècle, des lois réprimèrent les attaques contre les personnages publics. Aristophane ferma la grande époque du théâtre grec commencée par Eschyle. Il fut le satirique dans la tétralogie immortelle qu'il forma à côté des trois grands tragiques Eschyle, Sophocle et Euripide.

Jusqu'aux derniers jours de la liberté athénienne, le théâtre fut populaire. En ce temps-là, il était ce que Lucrèce a appelé « la nouveauté fleurie du monde ». Il traduisait librement les multiples sensations de la vie. Aristophane, qui a si souvent choqué le béguenisme de ses traducteurs, mettait dans ses œuvres, à côté de grossièretés ordurières, d'exquises impressions de nature et des pensées élevées. La « canaille » d'Athènes, qui jugeait au théâtre, avait une délicatesse de sentiment qu'on aurait vainement demandée deux mille ans plus tard à « l'élite » de la cour de Versailles. M. Despois a très justement remarqué que l'*Hippolyte* d'Euripide, le « jeune chasseur pur et vierge comme les prairies qu'il aime à parcourir, et qui veut toujours ignorer l'amour », aurait été « impossible et ridicule » au temps de Louis XIV si Racine ne l'avait accommodé à la mode de ce temps, c'est-à-dire, en en faisant un coquetin façonné par la morale trouble des jésuites et des « honnêtes gens ». Le théâtre tenait une telle place dans les préoccupations populaires que les frais de ses représentations étaient en premier lieu dans les budgets de l'Etat et qu'on n'en pouvait rien distraire, même pour la guerre. Longtemps, le théâtre fut entièrement gratuit. Il le demeura pour les indigents quand on fit payer une obole à son entrée à Athènes. Bien que subventionné par l'Etat, le théâtre en était indépendant. Le peuple était seul juge des œuvres que les auteurs, à la fois poètes, organisateurs de spectacles et parfois acteurs, lui présentaient. Il n'était pas plus sujet à erreur que les prétendues « compétences » régissant le théâtre d'aujourd'hui. Le cas du triomphe poétique d'un Denys, tyran de Syracuse, était une exception due à la corruption politique. Aujourd'hui, la corruption est devenue la règle et le théâtre en est empoisonné comme toutes les formes de la vie sociale livrées à l'insanité souveraine.

A Rome, chez un peuple qui manquait totalement de lyrisme, n'aspirait qu'à des conquêtes et ne vénérait que la force prétorienne, l'art dramatique n'eut aucun intérêt. Les « héros », plus féroces les uns que les autres, ne manquaient pas pour alimenter la tragédie, mais celle-ci se traduisait en action, l'art des poètes lui était inutile. Les plus beaux vers d'Eschyle ne valurent jamais un combat de gladiateurs où l'empereur lui-même égorgeait des victimes complaisantes. La comédie seule intéressa, non comme manifestation de l'esprit de l'élite, mais comme satire. Elle amusa la plèbe et les esclaves par l'étalage des ridicules des maîtres. Plaute, Térence, Cécilius, furent des esclaves avant de régner au théâtre. Quand la République eut fini, il n'y eut plus de Plaute et de Térence. Les Romains ne s'intéressèrent plus, en dehors des jeux sanglants du cirque, qu'aux pantomimes, aux danses, aux manifestations cabotines des empereurs. Néron mit alors le feu à Rome, pour se payer un « beau spectacle », et Héliogabale joua, nu, le rôle de Vénus ! La déesse hellénique dut en frémir de dégoût.

Faisons crédit à la tragédie romaine en constatant que les œuvres de ses Andronicus, Nevius, Ennius, Pacuvius, etc., dont on fait si grand cas par ouï-dire, n'existent plus et que nous ne pouvons en juger. Ovide aurait

écrit une *Médée*. Il ne reste que quelques tragédies de Sénèque. Elles sont plus littéraires que scéniques et entièrement d'inspiration grecque, comme tout ce qui a quelque grandeur dans la littérature romaine.

LE THÉÂTRE AU MOYEN AGE. — Tant que la domination romaine demeura, le théâtre fut ce qu'il avait été dans l'antiquité, avec des époques d'activité et d'autres de stagnation, mais la sève dramatique était épuisée. On vécut sur les tragiques grecs. Des cuistres fêrus de latin tripataillèrent Sénèque et des bateleurs accommodèrent Térence à l'usage des barbares du roi Chilpéric. Puis, ce fut le silence, la mort, comme pour toute pensée, jusqu'après l'an mil. Car on ne peut considérer comme les signes d'une véritable vie théâtrale les vagues documents qui sont restés de ce temps : une sorte de chronique dramatique d'un Ezéchiel dit « le tragique », une *Vie de Moïse* et un *Christ souffrant* attribués sans preuve à Jean Chrysostome, une *Passion* du Christ qui serait de Grégoire de Nazianze, un *Querulus*, type de misanthrope dans le genre de l'*Aululaire*, de Térence, et un *Ocipus* qui inaugurerait la comédie allégorique dans une dispute entre la Goutte, la Douleur, un médecin et un chœur de gouteux. Entre les VI^e et X^e siècles se produisirent des pièces dramatiques de caractères divers ; on recherchait une voie. A partir du VII^e siècle on donna dans les églises d'Orient de pompeux spectacles, mais qui ne devinrent du théâtre que lorsque l'inspiration populaire l'emporta. Le X^e siècle eut le *théâtre de Hrosvita*, religieuse de Gandersheim. On a vu, dans ce théâtre, écrit dans un couvent et peut être représenté, la naissance du drame chrétien.

Quand, après l'an mil, le monde vit qu'il vivait toujours malgré les prédictions de la sorcellerie religieuse, il se reprit à respirer. Alors, la religion sortant des cryptes et des catacombes redevint spectaculaire. La sève populaire, si longtemps endormie, se réveilla impétueusement. Le théâtre renaquit du culte chrétien comme il était né du culte païen. Les Evangiles, les légendes pieuses fournirent avec les chansons de geste, les romans d'aventures, les fableaux, cet extraordinaire grouillement de saints et nobles personnages mêlés familièrement à tous les suppôts de l'enfer, aux bourgeois, aux vilains et à la plus misérable humanité pour commenter, à l'occasion d'une aventure miraculeuse mise en action, la chronique de la cité, les histoires du château, les commérages de la ville, les heurs et malheurs du temps. Notre-Dame, généralement, jouait le principal rôle, intervenant dans les circonstances les plus curieuses et avec une pitié toute humaine, contrastant avec la sombre dureté monacale. L'esprit populaire, jovial et railleur, corrigeait la sévérité dogmatique. Le théâtre eut pour cadre la cathédrale. Il commença par le *drame liturgique*. Aux grandes fêtes, celles de Noël et de Pâques, les prêtres ajoutèrent à l'office des scènes évangéliques mimées, ensuites dialoguées d'abord en latin, puis mélangées de langue vulgaire. Quand celle-ci remplaça complètement le latin dans la représentation évangélique, le théâtre sortit de l'église et s'installa sur son parvis. Cela se produisit au XII^e siècle.

Le premier que l'on connaît de ces drames fut celui d'*Adam*. L'humain se mélangea au divin. Dieu sortait de l'église pour prendre part à l'action au milieu du peuple. Il y rentrait après, enveloppé de vapeurs d'encens et escorté des bienheureux chantant des cantiques. Le diable surgissait d'un trou infernal pour séduire la femme et il s'y replongeait dans des fumées nauséabondes avec toute une diablerie poussant des hurlements sauvages. La poésie dramatique, le métier théâtral, commencèrent en France avec des œuvres comme le *Saint-Nicolas*, de Jean Bodel, et le *Miracle de Théophile*, de Rutebeuf, qui sont du XIII^e siècle. Le *miracle* fut le véritable drame de cette époque. Mélange de my-

ticisme et de réalisme, effusion naïve et sincère de l'âme populaire, il confondait le ciel et l'enfer, Notre-Dame et la plus humble pécheresse dans les mêmes sentiments, les mêmes joies et les mêmes souffrances. La vie l'emportait sur les formules et les conventions. Il a été conservé une quarantaine de ces miracles appelés de *Notre Dame*, qui sont du *xiv^e* siècle. Plusieurs, parmi lesquels ceux de *Robert le Diable*, de la *Femme d'Othon*, du *Jongleur de Notre-Dame*, etc., ont eu des adaptations modernes. Parmi les rares miracles où Notre Dame n'intervenait pas, celui de *Grisélidis* est le plus connu par sa légende, souvent traitée depuis Marie de France jusqu'à Pétrarque, et dénatée au *xix^e* siècle par des auteurs qui ont voulu la faire encore plus médiévale qu'elle n'était.

A côté du miracle, venu après lui, fut le *mystère*, véritable drame religieux plus étroitement régenté par l'Eglise. Le mystère sortit directement du drame liturgique. Il avait été le *ludi*. Il fut, au *xv^e* siècle, par sa représentation de sujets généralement sacrés, une réaction religieuse contre le théâtre de plus en plus profane. Mais il ne faut pas donner un caractère trop étroit aux différents termes : *jeux*, *miracles*, *mystères*, appliqués au drame du moyen âge pour le distinguer du théâtre comique. Les deux théâtres se mêlèrent souvent et, malgré l'Eglise, le mystère, comme le jeu et le miracle, s'accompagna de sujets profanes et de farce amusante et satirique. Le mystère fut la manifestation artistique la plus caractéristique de la vie populaire au moyen âge. La ville entière se rendait à son spectacle qui parfois durait plusieurs jours. Tout travail et toutes affaires étaient abandonnés à cette occasion par l'artisan comme par le commerçant et le magistrat. Seul, le guet avait plus de besogne que jamais pour surveiller contre les rôdeurs les maisons désertées. Les quatre mille représentations du *Martyre de Sainte Apolline* données, rien qu'à Paris, durant le *xiv^e* siècle, permettent de juger de la vogue de ce genre de spectacle dont la population fournissait à la fois les acteurs et les spectateurs. Le mystère finit avec la vie populaire et les libertés communales de son temps. Il a laissé quelques survivances provinciales comme les *pastorales* de Provence, représentations plus ou moins modernisées de la Nativité, et le drame de la *Passion* qui se joue toujours à Oberammergau (Bavière) où une entreprise théâtrale en fait un des spectacles du snobisme universel.

Les principaux mystères furent ceux du Vieux et du Nouveau Testament, et ceux des Saints. On a réuni sous le titre : *Mystère du Vieux Testament* quarante-cinq drames composés au cours du *xv^e* siècle sur des sujets bibliques. Ils ont été publiés d'abord par Geoffroy de Marnet, vers 1500 ; puis, de nos jours, par M. J. de Rothschild. Les mystères du Nouveau Testament furent très nombreux sur la vie de Jésus et surtout sa Passion. Les principaux, qu'on a conservés, sont la *Passion* d'Arnoul Gréban, d'environ 35.000 vers, écrite vers 1450. Une autre *Passion* est celle de Jean Michel (vers 1486). Le mystère le plus considérable est celui des *Actes des Apôtres*, des deux frères Gréban, qui compte près de 62.000 vers ! Il fut joué intégralement à Bourges, en 1536. La représentation dura quarante jours !

Malgré leur caractère religieux et la censure ecclésiastique, les mystères sont essentiellement d'inspiration populaire, aussi ne se séparent-ils pas nettement, non seulement des miracles, mais aussi du théâtre comique. Le mélange des genres était d'ailleurs nécessaire pour que le spectateur ne fût pas lassé par la longueur du spectacle. La farce, poussée jusqu'à l'obscénité, s'étant mêlée de plus en plus aux mystères, le Parlement de Paris interdit leurs représentations en 1548.

Même sorti du drame liturgique, le théâtre eut toujours un fond comique et satirique. Les *agapes* de la primitive Eglise renfermaient en germe, avec les fêtes hiératiques, celles des fous et autres bouffonneries. Dès

le *v^e* siècle, les fêtes religieuses où étaient mimées des scènes de la vie et de la mort de Jésus, s'accompagnaient dans l'église même de processions où des animaux fabuleux, des monstres de toutes formes, étaient promenés avec force gambades. Le drame religieux était complété de parodie par l'esprit populaire qui voyait fort bien la fourberie ecclésiastique et la raillait, sans pour cela profaner la vraie religion. Les fêtes des Fous, de l'Âne, des Innocents, des Cornards, des Diacres soûls, et d'autres semblables, n'avaient d'autre but que l'amusement populaire par la satire des « oiseaux sacrés » qui avaient fait de la religion le culte de leur panse et la pourvoyeuse de leurs bénéfices. Ces fêtes bouleversaient la hiérarchie des prébendiers du divin. Le maigre claque-patins, le vilain qui n'avait que la peau sur les os, se vengeaient spirituellement des gras évêques, des chanoines à la trogne rouge et à trois mentons. Ils s'installaient dans leurs stalles pour brailler à tue-tête et inlassablement : « *Deposuit potentes de sede et exaltavit humiles* » — (Dieu a déposé les puissants de leur siège et il a élevé les humbles). — Il n'y avait pas là impiété ; Jésus n'avait-il pas dit : « les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers » ? Et lorsqu'on célébrait la *Mezse de l'Âne*, née de la représentation de l'histoire de Balaam, pouvait-on s'effaroucher de voir la simple bourrique coiffée d'une mitre et paissant sur l'autel ? Cet animal ne symbolisait-il pas les êtres simples dont l'exemple ramenait les égarés dans la voie de Dieu ? Ce *péccata mundi*, n'était-il pas plus sage et plus digne que bien des prêtres, et n'avait-il pas, de plus, réchauffé de son souffle l'enfant Jésus dans l'étable puis porté le Seigneur à son entrée à Jérusalem ?

Pendant longtemps l'Eglise ne s'était pas effarouchée de ces fêtes et des fantaisies auxquelles elles donnaient lieu. « Sire âne » faisait solennellement son entrée dans l'église, salué par un chœur qui le priait de chanter, lui promettant une abondante ration :

« *Hez ! sire asnes, car chantez,
Beite bouche rechignez,
Vous aurez du foin assez
Et de l'avoine a planter !* »

Il y avait tout un rituel appelé « prose de l'âne » qui réglait ces cérémonies, comme celles des fêtes des Fous dont on attribue un des « Offices » à l'archevêque Pierre de Corbeil. Un jeune clerc représentait l'évêque ou le pape des Fous (*Episcopus stultorum*). On dansait dans le chœur en chantant des chansons obscènes. On mangeait des boudins et des saucisses sur l'autel, on jouait aux cartes et aux dés et on brûlait dans des encensoirs de vieilles savates sous le nez du pape ou de l'évêque impassible. Ces joyusetés se célébraient dans les cathédrales, les collégiales et jusque dans les couvents des deux sexes, car les clercs n'étaient pas les moins excités. Ce sont certainement eux qui ont prononcé en chaire les premiers *Sermons burlesques*, macaroniques parodies des prêches pieux auxquelles les Maillard, Tenot, Jean Bourgeois et cent autres apportaient une verve extraordinaire. Les *épîtres forcées*, chants alternatifs du peuple et du clergé, en langue vulgaire et en latin, eurent certainement la même origine et le même théâtre.

Quand l'Eglise entreprit « d'épurer » les mœurs de son clergé et de ses ouailles en chassant de ses temples la joie populaire, elle rencontra les plus grandes difficultés. Aujourd'hui encore, dans de nombreuses fêtes locales, persistent certains vieux divertissements auxquels le clergé lui-même prend encore part. Mais le drame religieux, miracle et mystère, ne résista pas devant les défenses ecclésiastiques. Il intéressait d'ailleurs de moins en moins le peuple qui n'avait plus de loisirs que ceux de la misère. Par contre la satire et la comédie se multiplièrent dans les diverses formes

qu'elles prirent alors. Le théâtre devint un spectacle organisé par des entrepreneurs, avec des comédiens de profession séparés des anciens jongleurs qui fournirent les saltimbanques.

La fin du théâtre antique n'avait pas fait disparaître les *histrions* et les *mimes* romains. Ils se continuèrent au moyen âge avec les *jongleurs*. Ceux-ci ne furent pas exactement des comédiens, mais des récitants, chanteurs, danseurs, faiseurs de tours. Les plus considérés, récitants et chanteurs, doublés souvent d'un poète-musicien, devinrent les *trouvères* et les *troubadours* qui reçurent l'hospitalité plus ou moins opulente des châteaux. Au XIV^e siècle, groupés dans les villes, ils formèrent des corporations régulières de *ménéstrels* ou *ménétriers*, tenant boutiques de *ménéstrandie*, écrivant et vendant des chansons. Les autres jongleurs demeurèrent les amuseurs de la foule sur la place publique. Ils furent les *clercs errants* des XII^e et XIII^e siècles qui chantaient la messe de Bacchus en parodiant les cérémonies de l'Eglise, et alimentaient la littérature *goliardique* dont l'audace satirique est parfois remarquable. Le jongleur fut en particulier le satiriste « débiteur des opprobres sur le compte des absents », mais les *dits*, comme celui de l'*Erberie*, véritable boniment de charlatan, de Rutebeuf, les *débats*, comme le *Plaidoyer de la Simple et de la Rusée*, de Coquillart, les *disputes*, *jeux-partis*, *fableaux*, etc., constituèrent l'essentiel de leur répertoire. Ils furent les premiers comédiens, avant les amateurs locaux puis les professionnels nomades qui se formèrent en troupes à partir du XIV^e siècle. Ces troupes furent recrutées surtout chez les écoliers et les basochiens. A côté des confréries pieuses, comme celle de la *Passion*, à Paris, et des *pays*, sociétés littéraires et académiques populaires qui représentaient les miracles et les mystères, elles transportèrent de ville en ville les joyusetés bannies de l'Eglise. De la transformation de ces joyusetés naquit la *farce* proprement dite dont la satire s'étendit de l'Eglise à la société tout entière.

Au plus bas de la hiérarchie de ces comédiens étaient, à Paris, les *Enfants sans Souci*. Rouen avait les *Connards* ou *Coronnards*, Dijon les *Enfants de la Mère folle*, Lyon les *Suppôts de la Coquille*, Beauvais les *Momeurs du mont Pinard*, Cambrai l'*Abbaye joyeuse de Lescache-Profil*, Châlons-sur-Saône, les *Enfants de Ville* et les *Gaillardons*, Chauny les *Trompettes-jongleurs*, Laon les *Mauvaisés braies*, etc... Tous avaient pour chefs le Prince des Sots et la Mère Sotte. Ils étaient la bohème de l'époque réunissant de pauvres diables sans feu ni lieu, dépourvus de pécune mais riches de paresse et de galeté. Villon en a été, avec ses compagnons des *repues franches*. Ils furent, au commencement du XV^e siècle, les joyeux garçons chantés par Clément Marot dans la *Ballade des Enfants sans Souci*, dont le vers répété dit :

« Car noble cœur ne cherche que souldas ».

Tous ces bons lurons étaient subordonnés par les règlements administratifs aux *Basochiens*.

Le *Royaume de la Basoche*, formé des clercs du Parlement de Paris, gens bien apparentés et généralement riches, reçut ses droits et titres de Philippe le Bel, vers 1301. A côté se formèrent d'autres basoches, celles du *Parlement*, celle du *Châtelet* et celle dite *Empire de Galilée*, toutes très agitées et rivales. Elles organisèrent des spectacles divers devant et dans le Grand Châtelet, sur la « table de marbre ». Au XV^e siècle, sur l'initiative des *Confrères de la Passion* dont l'existence légale avait été signée par Charles VI en 1402, les *Enfants sans souci* et les *Basochiens* se joignirent à eux pour mêler aux représentations des mystères celles des *farces* et des *sotties*. Ce fut la plus belle époque du théâtre satirique en France, la plus hardie, grâce surtout à la liberté que lui laissa Louis XII. Ce roi fut souvent écorché par la satire, mais elle lui était utile dans ses démêlés avec

le pape Jules II. Le poète Gringore, dit Gringoire, qui était alors « mère sotte » des *Enfants sans souci*, inaugura brillamment, à cette occasion, la comédie politique dans son *Prince des Sots* et son *Homme obstiné*. Moins favorisés sous François I^{er} et les règnes suivants, les *Basochiens* se turent comme comédiens à la fin du XV^e siècle.

Le plus célèbre des *Enfants sans souci* fut, comme acteur, Jean de l'Espine, dit du Pont-Alais, du nom du pont où ses tréteaux étaient dressés. Le dernier prince des sots fut Nicolas Joubert, décédé en 1615. A ce moment-là, le théâtre du moyen âge était mort pour faire place au théâtre classique. Mais ses traditions demeuraient dans le répertoire comique où elles perpétuaient l'esprit populaire.

Le théâtre du moyen âge fut d'une grande variété. Il embrassa en somme toutes les manifestations de la vie populaire et traduisit toutes les nuances de l'esprit du temps, comme le faisaient les autres formes littéraires. L'allégorie et l'intention moraliste inspirèrent les *moralités*, comédies de mœurs à la fois sérieuses et comiques, représentations de la vie sociale où toutes les classes étaient plus ou moins jugées et raillées. La moralité du *Bien Avisé* et du *Mal Avisé* fut le type du genre. La satire se donna cours dans la *farce*, parodie des mœurs, et dans la *sottie*, comédie politique. La farce, aux XV^e et XVI^e siècles mit au théâtre les fableaux des XIII^e et XIV^e. *Pathelin* est demeuré son personnage le plus célèbre. Elle fut le genre le plus caractéristique de l'esprit populaire du moyen âge. On a sévèrement jugé cet esprit comme grossier, sans art, exagérément naturel et d'une révoltante crudité d'expression. Les gens du moyen âge s'en accommodaient fort bien sans être pour cela moins délicats et plus dépravés que ceux d'aujourd'hui. Au contraire, car ils étaient moins hypocrites. Ils riaient franchement, de bonne humeur. Ils ignoraient l'obscénité inventée par les tartufes quand ils firent de la morale une cochonnerie bien pensante, et, de ce qui était naturel, une saleté compliquée.

Le véritable théâtre comique, littéraire et musical, commença au XII^e siècle avec des fableaux dialogués et chantés, comme celui d'*Aucassin* et *Nicolette*. Plus remarquables furent, au XIII^e siècle, les œuvres d'Adam de la Halle, dit le Bossu d'Arras, auteur des jeux de la *Feuillée*, du *Pèlerin*, de *Robin et Marion*. Mais un grand nombre d'œuvres sont disparues ou sont d'auteurs anonymes. A partir du XIV^e siècle on connaît les noms de quelques auteurs plus ou moins importants, les frères Gréban, Jean Michel, Mercadé, J. Millet, G. le Doyen, Andrieu de la Vigne, Jean d'Abondance, P. Tasserie, N. de la Chesnaye, Gringore, Marguerite d'Angoulême, etc., qui ont produit dans tous les genres. On peut classer dans le théâtre deux pièces comiques d'E. Deschamps (XIV^e siècle) : le dit allégorique des *Quatre offices de l'hôtel du roi* et un dialogue, *Maître Truberl et Antroignart*, véritable ébauche de *Pathelin* qui verrait le jour un siècle après. Paru en 1470, il eut un succès prodigieux. Il était le produit tardif mais complet d'une longue formation collective où l'esprit populaire trouvait un aboutissant. En même temps qu'il terminait le théâtre du moyen âge, il commençait celui des temps modernes. Par lui, il n'y eut pas de solution de continuité entre les deux théâtres, car il n'a pas cessé de tenir une brillante place dans le répertoire lorsqu'il n'a pas été tripataillé par des cagots comme cet abbé Bruyes qui prétendit « tirer l'or de son fumier » !. Molière a été l'héritier direct des « farceurs » mornes et satiriques du moyen âge qui firent le théâtre vivant, et le maintinrent en dehors de tous les académismes et au-dessus de toutes les convenances hypocrites.

(Voir sur le théâtre au moyen âge les ouvrages suivants : Jubinal : *Mystères inédits du XV^e siècle*, 2 volu-

mes. — Collection Jannet : *Ancien théâtre français*, 10 volumes. — G. Paris et Robert : *Miracles de Notre Dame*, 7 volumes. — Collection des Anciens textes français : *Le mystère du Viel Testament*, 6 volumes. — P. de Julleville : *Les Mystères*, 2 volumes ; *La Comédie et les mœurs en France au moyen âge* ; *Les Comédiens en France au moyen âge* ; *Répertoire du théâtre comique en France au moyen âge*. — J. Mortensen : *Le Théâtre français au moyen âge*.

LA RENAISSANCE ET LA TRAGÉDIE CLASSIQUE. — La Renaissance fut, au théâtre plus que dans les autres arts, le retour à l'antique. Elle n'inventa rien de nouveau, sauf l'individualisme et l'aristocratie de l'esprit dans les formes conventionnelles le réservant à une élite, ou soi-disant telle. On commença par faire des tragédies et des comédies à l'imitation de Sophocle et de Sénèque, de Térence et de l'Aricoste, imitateur lui-même de Plaute et de Térence. Le théâtre fut réservé aux comédiens de profession dont le répertoire se modifia et perdit le caractère populaire.

Le classicisme commençait. Il adaptait conventionnellement le théâtre antique à un monde qui n'en avait aucun sentiment. Un Racine, qui composa les plus parfaits modèles de la tragédie moderne, connut très bien le drame antique. Il s'inspira particulièrement de Sophocle et d'Euripide, mais pour les adapter au goût français et, plus fâcheusement, à celui de la cour qui était l'antipode du goût populaire et encore plus de ce qu'avait pu être celui du public athénien. La tragédie fut enguirlandée des roses de la grâce et de faveurs sentimentales. Après Racine, le XVIII^e siècle, qui aggravait encore la fausseté de la tragédie, ignora le théâtre grec ou ne le connut que par la traduction du jésuite Brunoy d'une incompréhension ahurissante. On comprend que ce siècle préféra Crébillon à l'Eschyle de Brunoy, mais il faut aussi constater que Brunoy ne cherchait qu'à satisfaire le mauvais goût de son temps tourné vers le style « rococo ». Il fallut attendre le *Cours de littérature dramatique*, de Guillaume de Schlegel, pour commencer à connaître, vers 1809, le théâtre antique autrement que par les mélanges de traducteurs effarouchés qui disaient encore, en plein XIX^e siècle : « Notre plume s'est dérobée sous nos doigts (*sic*) devant l'obligation de transcrire des scènes plus que lascives, des tableaux hideux d'immoralité, enfin des idées, des expressions d'une crudité et d'un cynisme tels que jamais peut-être, grâces au Ciel ! pareilles souillures n'ont été articulées en français, pas même dans la langue de Rabelais, etc. ». (André Feuilletmorte : *Comédies d'Aristophane*). On sait comment — grâces au Ciel... et à Tartufe ! — la lascivité et l'immoralité ont disparu, avec la crudité du langage. Avant M. Feuilletmorte, on avait eu Delille, M^{me} Dacier, Naudet, dont les périphrases, « bandeaux sur l'œil, cataplasmes, feuilles de vigne et caleçons de bain », a dit Taillade, corrigèrent la truculente nudité et la salacité pittoresque des personnages d'Aristophane, de Plaute, de Pétrone et autres satiriques. « On dirait qu'ils ont lavé leurs estomacs d'ivrognes dans le thé suisse de Nisard et fait leurs ongles dans le tub académique de M. Paul Deschanel ». (L. Taillade).

La tragédie naquit en Italie, au commencement du XVI^e siècle, avec la *Sophonisbe* de Trissin. En France, Du Bellay traduisit *Electre* et *Hécube*. Jodelle fit jouer, en 1552, sa *Cléopâtre*, première tragédie française. En fait, la tragédie ne fut que la *tragi-comédie*, genre transitoire, jusqu'au jour où Corneille lui donna sa forme définitive et fit triompher le genre « noble ». Avant Malherbe, Jodelle avait entrepris de démolir le moyen âge et prétendu donner à la France la première comédie digne de ce nom. Il voulait renouveler la poésie dramatique contre les vieux poètes traités déjà d'« épiques » par Du Bellay et, précurseur des « hon-

nêtes gens » de la Ligue, soulever l'Eglise contre leur rude franchise. Mais Jodelle avait plus de présomption que de talent et le théâtre comique, tout au moins, continuerait dans sa voie et découvrirait les seins de Dorine malgré le mouchoir de Tartufe. La *Cléopâtre* de Jodelle, et sa comédie *Eugène*, n'eurent de succès qu'auprès des « précieux », les snobs de l'époque.

La tragi-comédie française s'inspira surtout de l'espagnole sortie de la déformation plus ou moins satirique, à la façon de Cervantès, de la littérature chevaleresque. Le genre naquit à la belle époque de la comédie espagnole, inaugurée par la *Célestine* de Rojas (1499), et illustrée par Encina, Lucas Fernandez, Gil Vicente, Naharro, Lope de Rueda, puis Lope de Vega, Guillen de Castro, Tirso de Molina, Alarcon, Guevara, Moreto, etc., jusqu'à Calderon, le plus grand de tous. Calderon prolongea le drame religieux dans le théâtre espagnol. Il apporta à ce théâtre son plus bel éclat avant l'envahissement du gongorisme et des équivoques douceurs mystiques des *Rosaires*. La tragi-comédie mêla le comique au sérieux, le romanesque au dramatique, la satire à l'épopée. Elle fut picaresque, parodique et elle créa le burlesque. Ses auteurs furent, en France, Jodelle, Garnier, Hardy, Ryer, Mairet, Rotrou, Boisrobert, Desmarets, Scudéry, Scarron, Cyrano de Bergerac, etc... Corneille lui donna son chef-d'œuvre : *Nicomède*. Racine, faisant l'éloge de Corneille, ne priait guère ses prédécesseurs et rivaux qui prétendaient pourtant parir le théâtre, et il disait : « Quel désordre, quelle irrégularité !... Toutes les règles de l'art, celles mêmes de l'honnêteté et de la bienséance partout violées... ». C'est ainsi que :

« Un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure ».

Fontenelle dirait de Racine lui-même : « Les caractères de Racine ont quelque chose de bas à force d'être naturels ». La tragédie l'emporta sur la tragi-comédie et la fit bannir du théâtre classique. Elle ne reparaitrait que lorsque le drame romantique l'emporterait à son tour sur la tragédie.

Les premières tragédies, celles des Jodelle, Grévin, les frères de la Taille, Garnier, Monchrestien, ne sortirent guère du milieu des écoles où elles étaient jouées. Au commencement du XVII^e siècle, le comédien Hardy, auteur fécond de plus de huit cent pièces, tira le genre du pédantisme scolaire et le fit plus vivant, plus scénique. Schalandre, Théophile de Viau, Racan, Mairet, Rotrou et d'autres le suivirent dans cette voie, mais ce fut Corneille qui donna à la tragédie française ses règles définitives et ses premiers chefs-d'œuvre, *Le Cid*, en 1636, suivi d'*Horace*, *Cinna*, *Polyeucte*, *Pompée*, *Rodogune*, *Héraclius*. *Oedipe* commença le déclin du génie cornélien. *Suréna* fut la dernière œuvre de Corneille, en 1674. Le genre ne pouvait se soutenir que par des chefs-d'œuvre, son « sublime » ne pouvait s'accommoder de productions médiocres. Seul Racine, après Corneille, l'éleva à sa hauteur passionnelle et plastique. Après eux, Voltaire fut un auteur honorable, mais son génie n'était pas tragique. Il apporta à la tragédie quelques nouveautés par le choix des sujets pris en dehors de l'antique, la pensée philosophique et l'influence de Shakespeare, bien que cet écrivain fût à ses yeux un « barbare ». Contemporains ou successeurs de ces trois auteurs, Scudéry, Thomas Corneille, Pradon, Campistron, Lagrange-Chancel, Crébillon, La Motte, Marmontel, La Harpe, Chénier, Lemercier, Delavigne, Ponsard et vingt autres firent de la tragédie un genre de plus en plus momifié dans la tradition classique et qui ne se soutint plus que dans le livret d'opéra.

La tragédie fut un genre essentiellement français, particulier à une époque française comme l'éloquence de Bossuet et les jardins de Le Nôtre. Elle fut à l'image de cette société qui réalisa le plus totalement le plan monarchique où la vie de tous les peuples comme l'his-

toire de tous les temps devaient aboutir à cet unique objectif : l'exaltation d'un Roi-Soleil ! Elle ne pouvait se soutenir que par cette monarchie et elle ne pouvait lui survivre. Aussi, la tragédie n'exista à l'étranger que comme imitation littérale du genre français. Malgré la primauté chronologique de la *Sophonisbe* de Trissin, la tragédie italienne ne compta guère en dehors d'Alfieri (XVIII^e siècle), et encore, sa valeur a été bien surfaite dans un but de propagande nationale. Manzoni, Niccolini, Monti, ne furent aussi que des imitateurs. En Allemagne, la tragédie n'eut que des traductions d'œuvres françaises et des essais de Goethe.

LE DRAME ET LA COMÉDIE MODERNES. — Autrement grand, humain, vivant et universel que la tragédie fut le théâtre, drame et comédie, tel que le conçut et le produisit le génie anglais dans cette période appelée « élizabethaine » qui commença vers 1570 avec le *Gorboduc* de Sackevill et Norton et finit cent ans après avec James Shirley. Cette époque est la plus belle du théâtre de tous les temps ; Shakespeare, qui la domine, est au-dessus de tous les tragiques, même grecs, parce qu'il est plus humain. Livrés au Destin, les personnages d'Eschyle et de Sophocle les plus émouvants, Œdipe, Oreste, Antigone, Iphigénie, nous apparaissent comme des entités, des êtres en-dehors de notre monde. Les Lear, Othello, Hamlet, Cordélia, Desdémone, Juliette, sont des êtres humains de tous les temps et de tous les pays, dont les sentiments sont les nôtres et que la fiction théâtrale fait vivre intensément. Le drame et la comédie shakespeariens sont une immense synthèse de tout ce que la vie et le théâtre ont amassé en quinze siècles d'expérience, de pensée et de force, l'expression la plus vaste et la plus profonde, la plus tragique et la plus bouffonne, la plus idéaliste et la plus réaliste, des gestes, des rêves, des instincts, des passions, de la vie intime et sociale, de la psychologie individuelle et collective de toute l'humanité. L'infiniment petit de l'âme humaine y est aussi illimité que l'infiniment grand de l'univers. Jamais aucun art n'a été représentatif de la vie avec une vérité et une audace plus indifférentes à n'importe quelle dogme, quelles théories, quelles convenances éthiques ou esthétiques, particuliers ou sociaux. Des hommes pensent et agissent pour tous les autres hommes, dans les bouges où vocifèrent les matrones de *Pierrot*, dans les tavernes où Falstaff entretient sa précieuse bedaine avec toute sa séquelle de truands, comme dans la tempête qui poursuit Lear et Cordélia, devant le tombeau de Juliette et dans les espaces éthérés où circule Ariel.

Lorsque nous parlons de l'œuvre shakespearienne, nous n'envisageons pas l'ouvrage d'un homme qui a été Shakespeare, ou ne l'a pas été d'après ceux qui contestent qu'il a existé ; nous parlons de tout un ensemble d'œuvres, procédant les unes des autres et formant comme un microcosme de la pensée de leur époque. Aucune ne serait originale, d'après M. Abel Chevalley qui a dit : « il n'y a pas plus de théâtre exclusif de Shakespeare au temps d'Elizabeth, que de théâtre élizabethain d'où Shakespeare serait exclu ». Ils seraient environ deux cents auteurs qui auraient édifié le drame et la comédie-shakespeariens dans une période de quatre-vingts ans. Les plus connus, à des degrés divers de célébrité, sont John Lily, Th. Lodge, G. Peele, Th. Kyd, Chapman, R. Greene, Brayton, avant Shakespeare, et ses contemporains ou successeurs, Marlowe, Th. Nashe, Th. Dekker, Middleton, Ben Jonson, J. Marston, Th. Heywood, J. Webster, Tourneur, Flechter, Beaumont, Massinger, J. Ford, Randolph, Brome, Cartwright, Th. May, Marmion et enfin J. Shirley qui termina le grand cycle. Tous les esprits, tous les caractères, toutes les philosophies sont réunis chez ces hommes venus de tous les milieux, ayant vécu à tous les étages sociaux comme leurs personnages, et

représentent toute la pègre sociale et toute l'aristocratie. Tous ont plus ou moins travaillé pour ce *Théâtre du Globe* fondé par Shakespeare en 1599, et qui est plus célèbre que l'*Illustre théâtre* de Molière. (Voir les *Études sur Shakespeare*, de Ph. Charles, les ouvrages de A. Mézières, et le numéro des *Cahiers du Sud*, juillet 1933, sur le *Théâtre élizabethain*.)

Le drame shakespearien, précurseur de la Révolution anglaise, le fut aussi de la Révolution française par l'influence qu'il exerça sur la formation de l'esprit romantique. (Voir *Romantisme*). Le XVIII^e siècle français, tout pénétré de classicisme, ne le comprit guère ; il n'en influença pas moins la tragédie et fut à la naissance du drame bourgeois. *Arden de Feversham* fut, en 1592, en Angleterre, la première œuvre d'un genre dont Nivelle de la Chaussée fut le père, en France, et dont les parrains furent Sedaine (*Le Philosophe sans le savoir*), Diderot (*Le Fils naturel*), Voltaire (*L'enfant prodigue* et *Nanine*), Beaumarchais (*Eugénie*, et la *Mère coupable*). Ce fut le drame vertueux, larmoyant, lénitif, célébrant la morale et les attendrissements familiaux. Au XIX^e siècle, le romantisme en ferait le *mélodrame* à tendances sociales, et l'hypocrisie bourgeoise lui communiquerait toute la nocivité du roman-feuilleton. Mentionnons que, dès la fin du XVIII^e siècle, Mercier fut au théâtre : le précurseur du romantisme, en attaquant vivement la tragédie et en produisant les premiers drames historiques.

La comédie est, dans sa plus large acception, la véritable manifestation collective de l'esprit humain. Il n'y a qu'une façon de pleurer ; il y en a cent de rire. Chaque peuple a la sienne, comme il a son terroir, son langage, ses formes lyriques et satiriques. C'est pourquoi, s'il y a discontinuité dans le drame dominé par des formes conventionnelles, il n'y en a pas dans la comédie où la convention scénique est tout à fait secondaire. *Pathelin* amuse aujourd'hui comme il y a cinq cents ans. On retrouverait dans Plaute tous les types à qui la faveur populaire a toujours été constante et qui sont passés successivement dans la farce, la comédie italienne, le théâtre moderne et contemporain. Après le moyen âge, la moralité, la sottie, la farce, continuèrent. On leur donna d'autres noms : comédie de caractère, de mœurs, d'intrigue, de genre, épisodique, historique, féerique, musicale, vaudeville, etc...

Le mot *comédie* fut apporté d'Italie en France par les *comédiens*, gens salariés par un directeur de théâtre pour jouer la comédie. La première troupe qu'on en vit en France fut celle qui représenta à Lyon, en 1548, la *Calandria*, de Bibbiena. Après eux, les *Gélosi*, appelés par Henri III, apportèrent à Paris, en 1576, la *comedia dell'arte*, née en Italie de l'improvisation populaire, ressuscitant les types éternels de la comédie humaine sous la déguise des Arlequin, Pantaloon, Polichinelle, Colombine, etc... Les *Gélosi* furent remplacés par les *Fedeli* qui continuèrent la comédie italienne jusqu'en 1632. Le prince des Sots et ses compagnons étaient devenus des professionnels. Ils jouèrent à l'Hôtel de Bourgogne jusqu'en 1608, partageant le local avec une autre troupe à qui les confrères de la Passion avaient cédé leur privilège en 1588. L'année 1600 vit fonder le théâtre du Marais. Bellerose fut le grand comédien de l'Hôtel de Bourgogne ; Mondory fut celui du Marais. Les *précieux*, qui affectaient les bonnes manières et le beau langage, commencèrent à se fâcher lorsque Bruscambille, ne « sachant pas assez sa moutarde », débita ses prologues dans le ton de l'ancienne farce. Celle-ci trouva asile au théâtre de l'Estrapade où Gros Guillaume, Gautier-Garguille et Turlupin la mêlèrent à la *comédie dell'arte*. Gros Guillaume ayant été mis en prison pour avoir raillé un magistrat, y mourut de peur, et sa troupe se dispersa. La farce était montée aussi sur les tréteaux de Tabarin, au Pont-Neuf. Elle s'installa enfin à la foire Saint-Germain où une

troupe de comédiens fut autorisée à élever un théâtre en 1595.

C'est au *Théâtre de la Foire* que, sous l'impulsion populaire, se manifesta le plus d'ingéniosité, d'invention et l'on peut dire de vrai talent comique. Jusque-là les spectacles de la Foire avaient consisté en exercices d'acrobatie, exhibitions d'animaux sauvages ou savants, parades, etc... La farce, que les théâtres privilégiés voulaient faire interdire à la Foire, détermina ses comédiens à aborder tous les genres du théâtre. On leur dut la plupart des nouveautés qui firent la fortune des théâtres réguliers et plus d'un grand acteur, chanteur ou danseur débuta parmi eux avant d'entrer aux Français ou à l'Opéra. La première nouveauté du théâtre de la Foire fut celle des *marionnettes* de Brioché qui s'y installa en 1646. Le pauvre homme faillit être brûlé vif comme sorcier parce que ses acteurs mécaniques disaient trop de vérités sur les hommes et sur les choses. Duteclin ajouta des danses au spectacle des marionnettes. En 1678, une pièce intitulée : *Les Forces de l'Amour et de la Magie* réunissait tous les genres du théâtre de la Foire : acrobatie, pantomime, danse et dialogue. Les pièces dialoguées avaient pris du développement à la Foire. Les *Comédiens Français*, établis depuis 1680, les firent interdire. La Foire recourut alors au chant que lui permit l'Opéra. On fit le *vaudeville à couplets* puis l'*opéra-comique* dont le premier vrai succès fut la *Princesse de Carisme*, de Lesage, jouée en 1718. Entre temps, la troupe italienne, où s'était illustré Scaramouche, avait été chassée de France, en 1697, pour avoir osé présenter M^{me} de Maintenon sous les traits de la *Fausse prude*. Les comédiens de la Foire jouèrent alors la comédie italienne, mais il y eut de nouvelles interdictions des Français. La Foire tint bon et ce ne fut qu'en 1710 que le Parlement condamna définitivement son théâtre au profit des Comédiens français. Les pantomimes, les danses et surtout l'opéra-comique, dont il y eut deux théâtres, à partir de 1713, aux foires Saint-Germain et Saint-Laurent, eurent un succès immense. Le public populaire lui était de plus en plus favorable et ses acteurs étaient de plus en plus brillants. En 1728, un opéra-comique, *Archimède et Alucataz*, de Lesage, Fuzelier et Dorneval réunissait les danseurs Nivelon et M^{lle} Sallé. Après que l'ouvrage eut été joué pendant deux mois, sans interruption, les deux danseurs entrèrent à l'Opéra.

Lesage fut le plus fécond des auteurs du théâtre de la Foire, avec Fuzelier et Dorneval, puis Panard, Pagan, Boissy, Piron et d'autres. Favart apporta en 1740 et 1741 sa *Servante justifiée* et sa *Chercheuse d'esprit*. Jusqu'en 1752, la musique de l'opéra-comique avait été faite d'airs connus adaptés à des couplets. Dauvergne, le premier, composa une musique originale pour ce genre d'ouvrage. Ce fut alors le véritable opéra-comique que Monnet installa dans un théâtre spécial où, dès 1754, fut jouée la *Servante maîtresse*, de Pergolèse. Privée de la comédie et de l'opéra-comique, la Foire en fut réduite aux marionnettes, à la danse acrobatique et à la pantomime. La troupe de Nicolet, qui réunissait en 1785 trente acteurs, vingt musiciens et soixante danseurs appelés les « sauteurs du roi », attirait la cour. Ce fut son dernier succès. Le théâtre de la Foire mourut en 1786 avec les deux foires Saint-Germain et Saint-Laurent. (Voir le *Théâtre de la Foire*, par E. d'Auriac).

Les spectacles de la Foire se continuèrent, avec des intermittences, dans de petits théâtres dit théâtres « à côté ». Ils mériteraient d'être suivis dans leurs différents avatars. Nous ne parlerons pas de la chanson qui, après une brillante carrière dans des « caveaux » plus ou moins littéraires a sombré de nos jours dans la scatalogie patriotique. Mais d'autres mériteraient mieux que la simple mention que nous pouvons en faire ici, entre-autres les *marionnettes* qui ont une longue histo-

re, depuis les statuettes, images des dieux de l'antiquité que les Chinois, bien avant les Grecs, firent mouvoir par des moyens mécaniques, en passant par les *marionnettes* ou *mariolettas* du moyen âge, les *fantoccini*, *puppi* et *pappazzi* du théâtre italien, les *pantins* du théâtre Guignol apportés par Mourguet, en France, en 1795, jusqu'à leurs adaptations actuelles dans le Guignol lyonnais, successeurs de celui de Mourguet, et dans les théâtres de marionnettes toujours en vogue dans différents pays.

Il faudrait aussi parler de la *pantomime* ressuscitée par Debureau, au théâtre Bertrand, après 1830, et dont les derniers interprètes ont été les mimes marseillais, Rouffe, Onofri, Séverin, Bernardi et d'autres, et aussi des différents auteurs qui écrivirent ses scénarios depuis Nodier, G. de Nerval, Th. Gautier jusqu'à Catulle Mendès.

Enfin, il faudrait encore parler du *vaudeville* à couplets qui ne cessa pas d'alimenter un répertoire où Désaugiers, en particulier, s'illustra en créant des types comme M. Vautour, immortel tant que la propriété existera pour la calamité des pauvres gens.

Sous les outrances de ses farces et de ses parodies, le théâtre de la Foire entretenait la vérité dramatique. Celle-ci prit, avec la grande comédie, une éclatante revanche sur la pompeuse et conventionnelle tragédie. Molière l'imposa dans les plus authentiques chefs-d'œuvre du théâtre français. Avec Corneille (*Le Menteur*), en même temps que Racine (*Les Plaideurs*), Molière fit une véritable création de la comédie de caractère et de mœurs. A l'encontre de la tragédie, elle ne cesserait pas d'être bien servie, et ses meilleurs auteurs, après Molière, seraient Dancourt, Regnard, Lesage, Marivaux, Sedaine, Beaumarchais. En Italie, elle remplacerait la *comedia dell'arte* et Goldoni serait son Molière. Ce rôle, dans les pays scandinaves, serait échu au danois Holberg qui serait le père du théâtre et de la langue dramatique de ces pays.

Molière, après avoir parcouru la France pendant plus de dix ans avec sa troupe de l'*Illustre théâtre*, jouant les œuvres qu'il avait données à la farce, s'établit en 1658 à Paris. Sa troupe prit le titre de *Comédiens de Monsieur*. Sept ans après sa mort, en 1680, cette troupe réunie à celles de l'Hôtel de Bourgogne et du Marais devint celle des *Comédiens Français*. Ce fut l'origine du théâtre de la *Comédie Française*.

Les études et les critiques du théâtre classique abondent. Le monde académique, qui affecte de ne connaître que ce théâtre-là, a copieusement écrit à son sujet, et ses ouvrages sont assez connus et répandus pour qu'il soit inutile de les citer ici.

LE THÉÂTRE PENDANT LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE. — Même dans ses œuvres les plus détachées de toute intention politique, le théâtre, durant la Révolution française, fut une véritable tribune des partis. On trouva, dans les œuvres classiques comme dans toutes celles de circonstance où les événements étaient mis à la scène suivant l'esprit de chacun, des allusions propres à justifier des manifestations. C'est ce qu'on voit aujourd'hui quand les amateurs de dictature prennent prétexte de certaines tirades mises au compte de Shakespeare par son traducteur, pour manifester aux représentations de *Coriolan*. De la même façon, la Comédie Française, en représentation en Italie, a dernièrement fait sa cour à M. Mussolini en coupant, dans *Britannicus*, des vers où le personnage aurait pu voir une flétrissure de sa sinistre dictature ! Le plaisant ou l'odieux, qui se produisit souvent pendant la Révolution, fut lorsque l'auteur, étant compris à l'envers de ses intentions, se trouva mis malgré lui au service d'une cause qui n'était pas la sienne ! Inutile de dire que Corneille fut le grand excitateur de l'héroïsme révolutionnaire. Son « Qu'il mourut ! » d'*Horace*, souleva alors une exalta-

tion patriotique encore inconnue. Mais l'on vit surtout des pièces de circonstance parfois improvisées, sans même être écrites, sur les événements de chaque jour. Il n'en resta aucune qui fut vraiment remarquable. Le seul résultat appréciable de ces improvisations dramatiques fut de faire perdre l'habitude des règles classiques et d'ouvrir la voie au théâtre romantique.

Le théâtre de la Révolution avait eu ses chefs-d'œuvre, avant que celle-ci éclatât, dans le *Barbier de Séville* et le *Mariage de Figaro*, de Beaumarchais. Figaro avait proféré des vérités qui avaient claqué comme des gifles sur les nœuds de la monarchie pourrissante. Jamais la satire n'avait été si vigoureuse dans les formes polies du théâtre classique. M. J. Chénier, dans sa tragédie *Charles IX*, mit à la scène la Saint-Barthélemy, ce que personne n'avait osé faire jusque-là. Le fanatisme religieux fut, comme le despotisme monarchique, violemment attaqué dans des pièces de circonstance. L'Eglise fut vivement raillée, entre autres dans le *Mariage du pape*, dans les *Victimes choies*, dans des vaudevilles comme *Encore un curé où l'on chantait* :

« *Baptiser les enfants d'autrui,
C'est un fort joli ministère ;
Mais il vaut mieux, prêtre et mari,
Baptiser ceux dont on est père.* »

Durant la Révolution, la Comédie Française fut généralement d'esprit royaliste et réactionnaire, comme il convenait à une aristocratie de cabotins fort honorés de servir les grands dans leurs plaisirs même les moins intellectuels. Certains de ses membres furent emprisonnés. Menacés de la guillotine, ils devinrent de « bons patriotes ».

Parmi les pièces d'opposition anti-révolutionnaire, l'*Ami des lois*, de Laya, provoqua le plus l'agitation et fut interdite jusqu'à la réaction de Thermidor. Après cette réaction, et sous le Directoire, la satire politique fut sévèrement réprimée. On eut un avant-goût du régime napoléonien. Cette répression eut l'avantage de faire se retourner la satire contre les mœurs, et elle eut particulièrement à faire dans ce domaine. Maillot créa le type de *Madame Augot ou la poissarde parvenue* dont on fit diverses moutures, en attendant qu'une *Fille de Madame Augot* fournit au musicien Lecoq le sujet d'un des chefs-d'œuvre de l'opérette. Nombre de vaudevilles attaquèrent les enrichis de la mercurie de guerre qui commençaient leur carrière sous les ailes de la victoire. Un gros fournisseur disait avec la joyeuse assurance que ses victimes ne lui demanderaient aucun compte :

« *Notre pays s'est agrandi
Et mon ventre s'est arrondi.
Ces chers enfants de la Victoire,
Je les fais marcher à la gloire
Sur des semelles de carton.* »

Sur un de ces fournisseurs appelé Rapinat, on chantait :

« *Le bon Suisse qu'on assassine
Voudrait au moins qu'on décidât
Si Rapinat vient de rapine
Ou Rapine de Rapinat.* »

Rapinat était bien indifférent et tranquille ; il deviendrait grand dignitaire de l'Empire, serait fait noble par Louis-Philippe, ministre par Badinguet, grand muphti de la Légion d'honneur et membre de l'Académie des Sciences morales (*sic*) et politiques par la III^e République, tout en fabriquant des canons pour de nouveaux assassinats du « bon Suisse »... Mais dès 1802, Napoléon ne voulut plus qu'on touchât aux parvenus, aux mercantis, aux girouettes politiques qui seraient la fine fleur de son empire, et pour qui il découpait les rubans de sa légion d'honneur dans le

bonnet rouge de la Révolution ! Dupaty faillit connaître la déportation, après les pontons de Brest, pour un petit vaudeville : *L'Antichambre*. Lemercier, auteur de *Charlemagne*, dont Napoléon, ne sachant où trouver un Cornicille, aurait voulu faire le poète de sa cour, refusa dignement cet emploi et se condamna ainsi à une vie obscure, tourmentée de plus par la cabale impériale. Lemercier était républicain. Le royaliste Ducis repoussa non moins dignement les avances napoléoniennes. Dupaty resta suspect de pacifisme. En dehors d'eux et de J.-M. Chénier, le théâtre, au temps de l'Empire, fut par sa platitude à l'étiage des courtisanes qui l'écrivaient, les Barri, Radet, Desfontaines, Raoul Lormian, Legouvé, Esmeuand et autres Rougemont qui prodiguèrent leur encens à « l'usurpateur », comme ils le prodigueraient ensuite, avec la même impudeur, à la « légitimité » restaurée !

Napoléon fut aussi néfaste au théâtre et à l'art dramatique qu'il le fut à toutes les formes de l'esprit et de la liberté. Tous les théâtres où l'art dramatique montrait encore quelque esprit et quelque indépendance furent fermés. Il ne demeura que quelques-uns, à côté des subventionnés comme l'Opéra pour lequel Napoléon voulait bien dépenser 800.000 francs par an, parce que ce monument « flatta la vanité nationale » ?... Quand les spectateurs se permettaient de montrer leur mécontentement au théâtre, on les envoyait en prison, où à la caserne pour faire des soldats s'ils étaient de jeunes gens. On n'eut plus ce droit de siffler qu'au temps de Molière on achetait en entrant au théâtre. On n'eut plus que le droit de payer et se taire devant les pires insanités que favoriseraient l'arbitraire gouvernemental et la censure. C'est le doux régime qui a fini, de nos jours, par dégoûter du théâtre la majorité du public de plus en plus considéré uniquement comme un « cochon de payant » !...

(Voir sur le théâtre pendant la Révolution et l'Empire : *Le Théâtre et la Révolution*, et la *Censure sous le premier Empire*, par H. Welschinger. La *Comédie française et la Révolution*, par A. Pougin.)

LE THÉÂTRE ROMANTIQUE. — La platitude où le théâtre classique était tombé, après Voltaire, dans la tragédie, et après Beaumarchais, dans la comédie, rendait la révolution romantique nécessaire. En attendant, le règne de Scribe avait commencé en 1810 pour perpétuer, à côté de Collin d'Harleville, de Picard, de C. Delavigne, de Soumet, la tradition de la médiocrité classique transportée dans l'hypocrisie bourgeoise, avant de la remettre aux Ponsard, Emile Augier, Dumas fils, Th. Barrière, Sardou et toute leur suite des abrutisseurs vaudevillesques qui ont fait du théâtre de France, suivant le mot de V. de l'Isle Adam, « l'opprobre de l'art moderne ».

Il ne s'agissait plus de corriger les mœurs, même en riant. Depuis que la bourgeoisie était au pouvoir, ses mœurs, si elles n'étaient pas plus pures, étaient souveraines. Il s'agissait de les ériger en vertus et, si on se permettait de les froter, de ne pas dépasser ce sourire qui, s'il n'est pas une louange, n'est pas non plus une raillerie. Il s'agissait de faire prendre la prudence pour la prudence, le béguenisme pour la délicatesse, l'insanité prudhommeque pour le bon sens. Il s'agissait d'inspirer cet aimable scepticisme qui aboutirait au « tout s'arrange » des Capus, pour faire accepter les pires capitulations de conscience, les plus malpropres et les plus cyniques combinaisons politiques et affabriques. Cela commença sous la Restauration par l'exploitation vaudevillesque du militarisme et du chauvinisme. Tout un monde de pantouflards, de prévaricateurs cyniques qui avaient livré leur patrie et monnayé son invasion, pleuraient d'émotion quand on chantait :

« La lâcheté ne vaut pas la vaillance ;
Mille revers ne font pas un succès !
La France, amis, sera toujours la France,
Et les Français seront toujours Français ! »

On vendait aussi la Pologne dont on laissait faire le dépeçement, mais on n'en chantait pas moins :

« Les Polonais de la Pologne
Seront toujours les Polonais ! »

Alfred Jarry n'a pas inventé le Père Ubu. Il y a plus de cent ans, il incarnait déjà la bourgeoisie. C'est la disgrâce de Béranger d'avoir été le poète de ce monde-là. L'homme pauvre et indépendant qui chanta la *Muse en fuite* et les *Conseils de Lise*, le satiriste du *Chant du cosaque*, de la *Cocarde blanche*, de la *Censure*, du *Ventre*, des *Révérends pères*, méritait mieux que cette admiration.

La révolution romantique au théâtre commença avec la publication en France des œuvres de Shakespeare, de Calderon, Lope de Vega, Schiller, et les représentations du théâtre anglais à Paris, en 1822. Les « bons Français » qui cabalaient contre ce théâtre chantaient :

« Nous retrouvons dans le meilleur des princes
Tous les grands rois que la France a perdus. »

Ils retrouvaient leurs grotesques couronnés dans ce Louis XVIII que Marx appela irrévéremment « Tête de lard » ; ils ne retrouvèrent ni un Corneille ni un Racine. Cinq ans après, Shakespeare était rejoint sans incidents. Des événements comme la guerre de Grèce, l'impopularité de Charles X, instrument des ultras et des jésuites, favorisaient le romantisme. Vigny débarrassait *Othello* de la porruque de Ducis, Mérimée écrivait le théâtre de *Clara Goral*, V. Hugo publiait la préface et le drame de *Cromwell*. L'*Henri III et sa cour*, d'A. Dumas, commença la bataille en 1829. Un an après, la première d'*Hernani* était au théâtre ce que seraient les « Trois Glorieuses » en politique. C'était la fin de l'ancien régime restauré. Le romantisme des barricades et des tirades hugoliennes donna l'illusion que le parapluie de Louis-Philippe abriterait « la meilleure République ». Jusqu'en 1848, V. Hugo put dire : « Ce siècle est grand et fort ; un noble instinct le mène. » Mais après, ce « noble instinct » ne sut que livrer la liberté au ruffian du 2 décembre.

Le théâtre suivit toutes les vicissitudes politiques et fut plus la tribune des partis que de l'art dramatique véritable, malgré des œuvres comme *Marion Delorme*, *Lucrèce Borgia*, *Marie Tudor*, *Angelo*, *Ruy Blas*, de V. Hugo, la *Maréchale d'Ancre*, *Chatterton*, de Vigny, *Antony*, d'A. Dumas. Toutefois le public demeurait divisé entre ces œuvres où la convention romantique n'était pas moins arbitraire que la convention classique, et celles qui défendaient désespérément les vieilles traditions, notamment *Marino Faliero*, *Louis XI*, les *Enfants d'Edouard*, *Don Juan d'Autriche*, de C. Delavigne. La tragédienne Rachel avait apporté à la cause de Corneille et de Racine une flamme nouvelle. Ponsard arriva à la rescousse et, en 1843, sa *Lucrèce* triompha bruyamment contre les *Burgraves* et fut, pour les « classiques », leur revanche d'*Hernani*. Mais cinq ans après, la *Charlotte Corday* de Ponsard échoua. Le moment arrivait où l'hyperbole et la grandiloquence ne suffiraient plus à soutenir une tragédie et une tragi-comédie périmées. Les trucs et les ficelles romantiques furent bientôt aussi usés que ceux des classiques. Des deux côtés on trouva indigeste le « porc aux choux » de *Tragaldabas*, que A. Vacquerie essaya de faire jouer, en 1848, et qui était une exagération picaresque du César de Bazan de V. Hugo.

L'œuvre théâtrale la plus intéressante de l'époque romantique est celle d'A. de Musset, et ses comédies plus que ses drames. Il y a continué les qualités classiques dans la sobriété, dans une action plus subjective

qu'objective en y ajoutant celles, romantiques, de l'unité individualiste et de la variété psychologique de ses personnages. L'invention habile et gracieuse, le naturel des sentiments et la poésie du dialogue rappellent parfois chez Musset les plus jolies scènes de Shakespeare.

Le romantisme du théâtre sembla comme le romantisme révolutionnaire dans la platitude prodigieuse que et l'hypocrisie bourgeoise pour n'être plus qu'une chose sans enthousiasme et sans beauté, sans cœur et sans rigueur. Scribe fut le M. Thiers du théâtre qui convenait à un tel monde. Dans *Bertraud et Raoul*, il avait montré que le succès justifie toutes les immoralités. M. Lanson lui-même, peu suspect de subversion, a dit ceci de ce théâtre : « Cette morale est de la plus vulgaire médiocrité ; partout l'argent, la position, la carrière, la fortune ; le plus bas idéal de succès positif et d'aise matérielle, voilà ce que Scribe et son public appellent la raison. Pour qu'un jeune homme se marie sans amour, 25 ou 50.000 livres de rente chez une veuve, 500.000 francs de dot chez une ingénue sont des arguments sans réplique ; et le devoir de rompre un amour coupable est impérieusement dicté par la nécessité de ne pas nuire à sa carrière ; cela dispense de pitié, de délicatesse et d'honneur. On ne peut s'empêcher d'être dégoûté de voir tout acte de probité, de bonté, de dévouement, inévitablement payé en argent, d'une grosse dot ou d'un bel héritage. Scribe ferait aimer les excruciations morales de la passion romantique ».

Le théâtre romantique eut un succès bien plus éclatant et durable dans le genre populaire du mélodrame où l'aventure était plus truculente, la tirade plus emportée, le panache plus agité que dans le drame littéraire. Le théâtre d'Hugo, dépouillé de sa magie verbale, est d'une pauvreté d'invention et d'une maladresse scénique incroyables à côté de la richesse d'imagination et de l'adresse prestigieuse à emmêler et dénouer l'intrigue dramatique d'un A. Dumas. Le mélodrame était né de ce romantisme « noir », anglais et allemand, dont le fantastique et les violences excitaient une curiosité très vive. Pixérécourt avait été le grand homme du genre ; on l'appelait « le Corneille du mélo ». Dumas assura au mélodrame une carrière inépuisable en prenant la matière de ses pièces, comme de ses romans, dans l'histoire. Le mélo fut l'illustration vivante du feuilleton. Les idées sociales ne pouvaient manquer d'y trouver place. On eut ainsi les drames d'E. Sue : les *Mystères de Paris*, le *Juif errant*, etc., etc. ; celui de F. Pyat : le *Chiffonnier de Paris*. Ce fut le théâtre d'une classe ouvrière débouaillonnée, qui se nourrissait plus d'illusions humanitaires que de pain. On lui faisait chanter, après février 1848 :

« Ouvriers ! à l'ouvrage,
Maîtres ! rassurez-vous ! »

et ceci à quoi répondirent les journées de juin :

« Entre enfants de la France,
Il n'est pas de vaincus !... »

Les vaudevillistes Clairville et Cordier étaient les grands fournisseurs de ces drogues stupéfiantes auxquelles ils ajoutaient leurs railleries anti-républicaines. Le « bon peuple » de 1848 pleurnit aussi, au théâtre, sur le sort de Louis XVI et de Marie Antoinette et laissait interdire une pièce contre le pape et contre l'expédition de Rome. Les pauvres tentatives de liberté théâtrale furent brutalement interrompues par le Coup d'Etat. Un plat flagorneur, A. Houssaye, déclama à l'usage des arts : « L'Empire c'est la paix ! » et le règne d'A. Dumas fils commença au théâtre avec celui des ruffians et des catins de la cour des Tuileries, de la Bourse, de la presse et du boulevard. A côté du théâtre bourgeois, le mélodrame populaire subit la même dégradation pour tomber dans les basses ratalouilles feuilletonnesques des D'Ennery, Ponsard du Terrail, Montépain,

Richelbourg, etc., qui ne donnerait que trop de motifs à leur public d'abandonner de nos jours le théâtre pour le cinéma.

Un autre succès populaire du théâtre romantique fut dans la satire des mœurs politiques et affairistes. L'idée semble en être venue du *Bertrand* de Scribe, dont le prototype était Talleyrand, l'aventurier d'ancien régime adapté à la politique du nouveau. Mais cette satire prit une autre envergure quand on vit sortir Robert Macaire, l'aventurier bourgeois pour qui la politique et les affaires furent l'escroquerie. Il parut dans un mélodrame, *l'Auberge des Adrets*, et Frédéric Lemaître qui joua le rôle lui donna un relief extraordinaire en en faisant le type de la friponille affairiste triomphante par l'exagération de son audace et de son cynisme. Doublé de Bertrand, triplé du baron de Wormspire, Robert Macaire, paradoxale création, s'est multiplié à l'infini dans le monde, grâce à l'encore plus paradoxale imbécillité de M. Gogo, citoyen, électeur, ancien et futur combattant, cocu, volé et toujours content. Robert Macaire fait comprendre l'extraordinaire fortune des Rochette, des Oustric, des Stawiski dans un monde où il n'y a pourtant pas que des crapules et des niais, mais où ils dominent. Pas plus que Thénardier et sa bande, Robert Macaire et ses compères ne prévoient le bel avenir qu'ils avaient devant eux. Ils se voyaient plutôt ramant un jour sur des galères, ou balancés au bout du pantagruélion rabelaisien, que statufiés pour avoir « bien mérité de la Patrie » en faisant tuer dix millions d'hommes et en tripotant dans tous les scandales.

LE THÉÂTRE CONTEMPORAIN. — Dévoilé, pour la recette, au fumier bourgeois, ce théâtre a été, pour l'art, plus noblement inspiré par le *naturalisme* et le *symbolisme* (voir ces mots). Ils ont apporté une saine réaction rendue indispensable par l'insanité des Dumas et sous-Dumas et de leurs admirateurs, les Sarcy et sous-Sarcy, bien que ces derniers aient toujours, dans ce qu'on appelle la critique, contre tout ce qui est indépendance et vérité. Malheureusement, cette réaction n'a pas eu des assises assez solidement populaires. Après plus d'un siècle de baratage bourgeois, l'esprit populaire a fini de penser et s'est réfugié, comme le voulaient ses maîtres, dans des distractions d'esclaves : les spectacles sportifs et le cinéma (voir *Spectacle*).

Pour ceux qui ont persisté à penser, le *naturalisme* et le *symbolisme* ont fait pratiquement, en dehors de toutes différenciations d'écoles, des efforts méritoires. Ils ont soutenu des entreprises théâtrales « à côté » de la fuisanderie bourgeoise, le *Théâtre Libre* d'Antoine, le *Théâtre de l'Œuvre*, de Lagné-Poë, et d'autres d'une existence plus ou moins éphémère : le *Théâtre d'Art*, de Paul Fort, les *Escholiers*, le *Théâtre des Arts*, à Batignolles, le *Vieux Colombier* et, après la Guerre de 1914, les *Compagnons du Tréteau*, la *Grimace*, l'*Atelier*, la *Comédie des Champs-Élysées*, etc. Ces entreprises ont défendu le théâtre d'idées contre le théâtre boulevardier basement amuseur et pornographique. Ils ont servi la véritable littérature dramatique, française et étrangère. Le *Théâtre Libre* et celui de l'Œuvre ont surtout fait connaître Ibsen dont ils jouèrent presque toute l'œuvre, après qu'Antoine eut révélé, avec les *Revenants*, le « Shakespeare scandinave ». En même temps, se succédaient les pièces inconnues en France de Bjornson, Gogol, Dostoevsky, Tourguenev, Tolstoï, Hauptmann, Strindberg, Sudermann, O. Wilde, etc. On connaissait enfin un Shakespeare dépouillé des maquillages académiques. Un théâtre nouveau se formait en France sous le parrainage d'Henri Becque qui soulevait, dès ses premières œuvres, une haine sauvage chez les critiques officiels. Becque apportait un théâtre de vérité, découvrant énergiquement, sous sa carapace d'hypocrisie, l'infamie sociale et les basses âmes qui y prospèrent. Depuis Molière, le théâtre français n'a

pas produit d'œuvres aussi justicières et vengeresses que les *Corbeaux* et la *Parisienne*, de Becque. Après lui, Courteline, J. Renard et Mirbeau donnèrent au théâtre contemporain ses autres chefs-d'œuvre : *Bombouche*, *Pail de Carotte*, et les *Affaires sont les Affaires*. Il faudrait parler longuement du « comique » parfois si douloureux de Courteline, de « l'ironie » si désenchantée de J. Renard, de « l'amertume » si profondément humaine de Mirbeau, et il faudrait aussi pouvoir insister sur tout ce théâtre, inspiré généralement du *naturalisme*, qui a apporté une vérité parfois brutale, mais saine et vivifiante, dans un cloaque où on ne l'entendait plus depuis longtemps. Zola, Goucourt, Hennique, P. Alexis, Brieux, Jean Julien, Ancey, Curiel, Descaves, Donnay et nombre d'autres ont accompli cette besogne salutaire avec Becque, Renard, Mirbeau et avec les étrangers que nous avons cités.

À côté du *Théâtre Libre* et précédant le *Théâtre de l'Œuvre*, le *Théâtre d'Art* fut fondé par Paul Fort en 1890 pour opposer l'art dramatique idéaliste au *naturalisme*, et surtout au *réalisme* exhibitionniste, dépourvu d'art et de littérature, dont la seule recherche était d'aguicher la curiosité malsaine et badaude avec ses « tranches de vie » trop souvent purulentes. Patronné par des écrivains et des artistes symbolistes, le *Théâtre d'Art* eut une existence trop brève mais noblement remplie. Il joua V. de l'Isle-Adam, Verlaine, Laforgue, R. de Gourmont, Rachilde, Roinard, Ch. Morice, Quillard, Schuré, Saint-Pol-Roux, etc. Le premier, il représenta les œuvres de Maeterlinck, toutes de poésie de l'âme et du rêve. Ces œuvres, et les conditions dans lesquelles elles furent mises en scène, bouleversèrent toutes les notions et les habitudes des gens et du public de théâtre, non moins qu'à l'autre pôle du symbolisme l'énormité de la satire de *l'Œuvre-Roi* d'A. Jarry, quand le monstre fut présenté par Gémier au *Théâtre de l'Œuvre*. Le *Théâtre d'Art* joua aussi des pièces étrangères comme *Les Fleurs* de Van Lerberghe, *Les Cenci* de Shelley, *Faust* de Marlowe, *Le Corbeau* d'E. Poe, et des œuvres françaises de caractères particuliers comme le *Bateau ivre* d'A. Rimbaud, *Azel* et *Elén* de V. de l'Isle-Adam, la *Dame à la Faux* de Saint-Pol-Roux, etc.

Nous devons renoncer à mentionner, tant elles ont été nombreuses, toutes les manifestations trop souvent isolées, sans retentissement, et qui n'en sont que plus méritoires, de tous ceux qui se sont efforcés et s'efforcent encore d'élever et de maintenir le théâtre dans les véritables régions de l'art, de l'arracher à cet opprobre où l'a plongé l'insanité bourgeoise. De belles œuvres comme celles de Péladan et de Verhaeren ont été, dans des voies différentes, la création d'une véritable nouvelle tragédie. L'ardent idéalisme de R. Rolland a animé d'une haute flamme lyrique ses drames historiques et sociaux. Jules Romains a rendu à la comédie la vigueur d'une satire d'autant plus puissante qu'elle vu droit au but et n'est pas noyée, pour la faire passer, dans les orangeades de la morale bourgeoise.

Et il nous faudrait parler aussi des rapports des travailleurs avec un théâtre qui a perdu tout véritable caractère populaire, qui est de moins en moins pour eux, qui est de plus en plus infréquentable pour ceux qui aiment l'art dramatique et la musique. Ils en sont d'ailleurs systématiquement chassés par les mœurs mondaines et les procédés des mercantis directeurs et auteurs pour faire « suer le cochon de payant ». Il est impossible pour ceux qui ne sont pas des oisifs pouvant faire la grasse matinée, d'aller autrement que par exception à un spectacle qui ne se termine qu'après minuit.

Le théâtre a actuellement besoin d'un renouvellement complet. Il est devenu une des formes les plus odieuses de l'exploitation bourgeoise égoïste et stupide, parce qu'elle affecte l'homme dans les moments où, échappant à ses préoccupations matérielles, il cherche un peu de

délassement physique, de vie intellectuelle, de pensée et d'art dont « il a besoin autant que de pain », a dit Octave Mirbeau. Malgré l'état d'abjection où il est tombé, comme toutes les formes de la vie populaire diminué et écrasé, le théâtre n'en demeure pas moins, pour le jour où les hommes sauront faire un monde meilleur, le domaine enchanté du merveilleux qui s'oppose par toutes les forces de la vie aux réalités trop cruelles.

— Edouard ROMEX.

THÉISME n. m. (du grec *theos*, dieu). On appelle « théisme » la doctrine qui affirme l'existence personnelle d'un dieu et son action providentielle dans le monde.

Cette croyance à l'existence et à l'intervention continue dans le monde d'une divinité a été l'objet, dans tous les temps, de critiques serrées qui en ont démontré l'inanité. De plus, les multiples découvertes des sciences s'opposent non seulement à cette intervention providentielle mais conduisent à nier purement et simplement l'existence d'un demiurge quelconque.

Nous allons, en indiquant l'origine de cette croyance, démontrer qu'elle a la même origine que toutes les autres croyances religieuses et qu'elle ne possède rien de surnaturel comme certains veulent le croire.

Auparavant, il convient de constater que l'idée de dieu est loin d'être commune à tous les hommes. Bon nombre de peuples n'en ont jamais eu la moindre notion. Des écoles philosophiques importantes ont nié, d'une part la personnalité de dieu en identifiant celui-ci avec l'univers (panthéisme) ; d'autre part, les « déistes » ont nié son action dans le monde et ont fait de la divinité une espèce de « vertébré gazeux » vivant totalement en dehors de l'univers.

L'animisme a été la première forme du sentiment religieux. C'est la croyance qui suppose, dans tous les objets existants, une vie, des passions, des sentiments semblables ou analogues à ceux de l'homme. A cette période du développement du sentiment religieux, le monde apparaît aux hommes, peuplé de formes dissimilaires animées d'âmes identiques. Les minéraux, les végétaux, les animaux, les humains étaient, à leurs yeux, des êtres plus ou moins semblables par le dedans, quoique différents par l'aspect extérieur. Cette similitude et cette différence s'étendaient à tout : aux bêtes, aux choses, comme aux astres, au soleil, à la lune, aux phénomènes de l'atmosphère. L'animisme disséminait toutes les formes de l'univers en une multitude infinie de fétiches indépendants les uns des autres. Il suppose que tout ce qui existe, chose, ou être, possède une âme comme l'homme lui-même et, par conséquent, des besoins, des désirs, des passions, des pouvoirs plus ou moins limités. Parmi ces puissances, le sauvage ou le primitif se choisit un ou plusieurs protecteurs dont il invoque le secours dans toutes les circonstances où il croit devoir le faire et, en revanche, il lui offre des liqueurs, de l'huile, des viandes, des fruits. De l'animisme procède alors le fétichisme, encore en honneur parmi la grande majorité des peuplades sauvages. Sous sa première forme, le fétichisme est individuel. Chaque homme a son ou ses fétiches qui lui appartiennent et ne protègent que lui. Mais le fétichisme ne reste pas immobile. Il participe nécessairement au développement des intelligences dont il constitue la religion. Le fétichisme primitif confond absolument l'objet et l'âme qu'il lui suppose. Bientôt lui succède un fétichisme plus raffiné qui distingue l'âme des choses qu'elles animent. Toutes ces âmes sont des dieux et tous les objets sont habités par des dieux. Cette distinction a pour corollaire la foi à l'existence individuelle de chacun de ces esprits, même en dehors de l'objet ou de l'être qu'ils habitent. A cette catégorie appartiennent les âmes des ancêtres, les fétiches supérieurs imposés par les sorciers, les totems, les grands fétiches de l'atmosphère

et du ciel, que personne ne peut s'approprier pour son usage personnel. Si l'animisme peuplait le monde d'une multitude de fétiches indépendants les uns des autres, rebelles à toute discipline, à toute classification, le fétichisme, en parvenant, par transformation successive, à la conception de puissances distinctes des choses et supérieures aux phénomènes naturels, permit de classer les objets et les faits par catégories en subordonnant chacune d'elles à des intelligences directrices.

Arrivé à ce point, naît le théisme. Les dieux sont nés de la conception de puissances essentiellement distinctes des phénomènes qui seront désormais considérés comme le résultat de leur volonté. Nous trouverons la transition historique par laquelle le fétichisme a pu se transformer en théisme, dans le fait de la substitution des grands fétiches génériques, collectifs ou nationaux tels que la terre, le soleil, les astres, le vent, le feu, les ancêtres, etc., aux humbles fétiches individuels. Une fois établi chez des races capables de généralisation, leur puissance a rapidement absorbé celle de leurs adorateurs et la multiplicité de leur action a vite amené leurs adorateurs à remarquer la diversité des effets de leur puissance. C'est ainsi que se sont formés et partagés, en catégories bien distinctes, les groupes de phénomènes appartenant à chacune de ces puissances.

Cette multiplicité même interdisait de confondre la cause avec l'effet et l'on s'habitua progressivement à les distinguer l'une de l'autre comme l'homme se distingue de ses actes.

Cette multiplicité et cette diversité des phénomènes, en imposant l'obligation de les distribuer en catégories précises, eurent pour conséquence logique de forcer les esprits à concevoir des causes également séparées : c'est pourquoi la première forme du théisme primitif fut presque nécessairement le polythéisme. Ce polythéisme a eu pour résultat de classer les phénomènes naturels par catégorie et d'instituer, dans la fonction des dieux, des divisions correspondantes à ces catégories. Plus tard, par la comparaison de ces phénomènes et de ces fonctions, on établira, entre les dieux, des degrés d'importance qui auront pour résultat d'établir entre les divinités qui y président une hiérarchie correspondante. Les panthéons auront des dieux suzerains et des dieux vassaux ; des dieux supérieurs et des dieux inférieurs (voir *Mythologie*). Ce régime féodal aboutira, au ciel comme sur terre, à la monarchie. A mesure que l'esprit humain parviendra à une généralisation plus compréhensive, toutes les diversités s'absorberont dans le monothéisme ou le panthéisme, jusqu'au jour où la science, de progrès en progrès, viendra détruire les idoles inutiles et muettes. Tels sont les trois étapes qui marquent l'histoire du développement des idées religieuses de l'humanité : animisme, fétichisme, théisme. D'abord l'animisme grossier peuplant le monde d'une foultitude d'âmes liées aux choses qu'elles animent. Ensuite, les âmes, d'abord intimement liées aux choses elles-mêmes s'en détachent pour vivre une vie indépendante. Puis une nouvelle transformation se produit : les objets, les phénomènes et les êtres se classent par espèces, par catégories et les esprits suivent le même mouvement. Ensuite, les divinités grandies par généralisation se partagent les fonctions de l'univers et une hiérarchie s'établit entre elles. La généralisation qui donne naissance à ces divinités supérieures les distingue des phénomènes auxquelles elles président et cette supériorité suffit pour qu'on leur attribue, en même temps que les passions et l'intelligence humaines, la forme que l'homme considère comme nécessairement liée à ces passions et à cette intelligence (anthropomorphisme). Il est inutile de faire remarquer que la progression que nous indiquons ici est loin de s'être produite dans les faits avec toute la rigueur que lui attribue la nécessité logique d'une exposition de cette nature. Les éléments mystiques n'ont pas tenu partout

la même plate à la fois. Mille causes physiques, intellectuelles ou morales ont précipité, attardé ou faussé ce développement. La théologie des sauvages contient parfois, en germe, un polythéisme partiel qui s'accorde plus ou moins avec le fétichisme le plus grossier, comme les grandes religions monothéistes actuelles s'accoutument très bien de pratiques superstitieuses, résidus du fétichisme le plus arriéré.

Quoi qu'il en soit, le théisme, comme toute autre conception religieuse, dérive avant tout de la conception anthropo-animique des choses et des êtres. Il n'est, si intellectuelisé qu'il puisse être, que l'écho puissant, quoique dissimulé, de cette horrible panique qui assaillait nos aïeux des temps antéhistoriques devant les phénomènes et les dangers d'une nature hostile. Si le concept divin persiste et se maintient dans nos sociétés civilisées, c'est parce qu'il fournit aux humains l'apparence d'une explication des choses. Son domaine est l'inconnu. A mesure que l'inconnu diminue, le dieu subit les mêmes réductions jusqu'au jour où la série logique de l'évolution intellectuelle de l'humanité aboutira à sa conclusion la plus nécessaire : l'élimination totale du surnaturel et la substitution des solutions certaines de la science aux applications fantaisistes de l'ignorance.

— Ch. ALEXANDRE.

(Cette étude est extraite de l'« Homme et ses dieux », étude parue en édition à l'« Emancipateur », Flémalle-Grande, Belgique).

THÉODICÉE n. f. (du grec *theos*, dieu et *dike*, justice). La théodicée occupe une place d'honneur dans la philosophie cléricale — deux mots qui jurent d'être accouplés — car elle vise à démontrer l'existence de Dieu au moyen de preuves aussi invraisemblables les unes que les autres. On doit avoir ici la foi du charbonnier. L'une de ces preuves est celle dite preuve de Saint-Anselme, du nom de son fondateur, qui vivait au XI^e siècle, reprise au XVII^e siècle par Descartes, et qui consiste en ce raisonnement : « L'existence est une perfection, Dieu est l'être parfait par excellence. Donc, Dieu existe ». Ce n'est pas plus difficile que cela. Seulement, il fallait le trouver. L'idée de Dieu suffit à prouver l'existence de Dieu ! Dieu se démontre géométriquement. La preuve de Saint-Anselme est l'une des preuves « métaphysiques » de l'inexistence de Dieu. Mais laissons le soin aux libres-penseurs (qui ne valent guère mieux que les cléricaux) de nier l'existence de Dieu, avec des arguments dont tous les Homains du monde, respectueux de tous les préjugés, sauf du préjugé religieux, croient accabler leurs adversaires. Ces messieurs sont patriotes, capitalistes, amis du sabre et de l'autorité, vénèrent tous les dieux, en somme, sauf Dieu, ce qui est illogique car tous les dieux se ressemblent. Ils saluent le drapeau et baffouent le goupillon. Ils s'effacent devant l'officier, mais bousculent le prêtre. Ils se contentent d'être anticléricaux. C'est tout ce qu'ils peuvent être. L'anticléricisme est un cléricisme à rebours. Pour tout le reste, sauf le fait d'aller à l'église, ils ressemblent à tout le monde. Ce sont de vulgaires bourgeois, esprits obtus, desirs bornés. Ils ne valent pas mieux que leurs ennemis. Ce sont des mercantis comme eux à genoux devant le veau d'or et serviles devant la force. Répugnants personnages, non-évolus, restés à mi-chemin de la civilisation. On se demande comment la guerre peut exister entre certains individus qui ont la même conception de la vie. Cléricaux et libres-penseurs s'embrassent quand la patrie les appelle à mourir pour elle.

C'est le sort le plus beau...

Ils portent le même uniforme, ils marchent dans les mêmes rangs. Ils attendent la paix pour recommencer à se chamailler. C'est un mystère ! comme on dit dans le catéchisme. Il y a beaucoup trop de libres-penseurs, et pas assez de penseurs libres.

La théodicée, mot forgé par Liebniz, qui veut dire

justice de Dieu, diffère de la théologie en ce que celle-ci consiste dans l'interprétation des textes sacrés, tandis que la théodicée est l'étude philosophique de la divinité. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

THÉOLOGIE n. f. (du grec *theos*, dieu, *logos*, discours). Fausse science qui prétend nous renseigner sur Dieu et sur l'au-delà, grâce à l'étude des traditions sacrées et des fables de la révélation. Dédaigneuse de l'expérience et de la raison, elle s'appuie de préférence sur les textes des livres saints, sur les décisions des autorités ecclésiastiques, sur les divagations des mystiques ou les frivoles croyances des écrivains pieux. Alchimistes et astrologues avaient du moins le mérite de procéder à des observations minutieuses et précises ; malgré des erreurs de tous genres, ils furent les précurseurs de la science contemporaine. Parce qu'elle s'oppose nettement au savoir positif et à la philosophie, la théologie n'est plus, depuis plusieurs siècles déjà, qu'un ramassis de sottises, où les chercheurs sérieux ne trouvent rien à glaner. Et son goût pour les raisonnements abstraits, pour les disputes quintessenciées, la dépouille du charme poétique, de la naïve beauté qui plaisent dans les vieux récits mythologiques et dans les légendes dont s'entoure la naissance des principaux mouvements religieux. Comment des hommes sensés peuvent-ils prendre au sérieux les stupides élucubrations qui remplissent les ouvrages des théologiens ? On se l'expliquerait mal, si l'on ne tenait compte des intérêts secrets qui guident les individus, si l'on ne remarquait combien la véritable intelligence est rare, même dans le monde des diplômés et des érudits. Toutes les théologies du monde ne valent pas dix minutes de sérieuse attention ; leur ensemble constitue une immense sottiserie qui parviendra peut-être à faire rire ceux qui nous succéderont. Pourtant de prétendues sommités intellectuelles, des professeurs de Facultés, des membres de l'Institut font l'apologie de ces insanes élucubrations ; et leurs vaines recherches sont portées aux nues par les autorités académiques, par les critiques en vogue, par les journaux et les revues qui, à volonté, font et défont la réputation d'un écrivain.

Alors que les Grecs donnaient le nom de théologiens aux poètes qui, comme Hésiode, racontaient l'histoire des dieux ou aux penseurs qui tiraient des leçons de sagesse des récits mythologiques, les modernes ont réservé ce titre à des ergoteurs, chargés de fondre en un tout cohérent les données parfois contradictoires d'une foi habituellement absurde. Toutes les religions, grandes ou petites, ont leurs théologiens qui se chamaillent et s'injurient avec ardeur. Brahmanistes, bouddhistes, juifs, protestants, catholiques, musulmans, théosophes, etc., se traitent mutuellement de scélérats et d'imposteurs ; ils ne tombent d'accord que pour maudire le penseur indépendant qui répudie tous les cultes et ne porte d'offrande à aucun temple. Volontiers, nous reconnaissons néanmoins que la sottise et la mauvaise foi théologiques présentent des degrés ; dans l'ensemble, les pasteurs protestants sont moins déraisonnables que les prêtres catholiques, et certains théosophes sont assez voisins des incroyants. Mais aucune religion, qui se prétend d'origine surnaturelle, ne peut se dispenser d'organiser ses postulats fondamentaux, de les fondre en un système harmonieux et logique, d'en poursuivre l'application dans le domaine pratique, moral, spéculatif. Et parce qu'elle repose en définitive sur des données irrationnelles, de confuses intuitions mystiques, des erreurs et des préjugés qui ne cessent point d'être tels parce qu'ils sont millénaires, toute théologie est une construction dépourvue de solidité ; ses déductions les plus rigides s'avèrent fausses, car elles partent de principes erronés ; ses formules les plus séduisantes n'éliminent jamais complètement l'absurdité des dogmes qu'elles traduisent ou des croyances qu'elles exposent. Ajoutons que c'est une prétention singulière de la

part d'un homme de vouloir parler des choses divines avec plus de clarté et de logique que dieu, les prophètes ou les auteurs inspirés. Or telle est la prétention du théologien qui interprète les textes sacrés, les adapte et les corrige de façon à leur donner un sens conforme à l'intérêt de sa secte ou de son Eglise, mais souvent tout à fait contraire à sa primitive signification.

Alors que les théologies musulmane et juive sont assez simples, les théologies brahmaniste et bouddhiste sont d'une complexité extraordinaire. Les premières répondent à la mentalité de peuples essentiellement pratiques, les secondes au goût pour les subtilités métaphysiques et les abstractions échevelées qui caractérise certaines races d'Extrême-Orient. Si le catholicisme possède une dogmatique touffue et quintessenciée, il le doit d'abord aux Grecs chrétiens des premiers siècles : passionnés pour les querelles idéologiques, ces derniers apportèrent à l'étude des choses saintes un amour des chicanes et des disputes transcendantes bien caractéristique de leur tempérament particulier. Les Romains, plus positifs, comprenaient mal ces discussions à perte de vue sur des questions futiles ; c'est l'aspect juridique et moral du christianisme qui retint de préférence leur attention. Pour le théologien catholique, d'innombrables difficultés résultèrent, en outre, du fait que les décisions des conciles oecuméniques et des papes sont considérées comme infaillibles, au même titre que les Saintes Ecritures. Moins gênés par un dogmatisme étroit et des formules vieillottes, les plus évolués des protestants rajeunissent, de temps en temps, leurs concepts théologiques, et les adaptent au goût de l'heure. Malgré son caractère mesquin et sa faible valeur philosophique, la théologie catholique s'impose d'ailleurs tyranniquement chez les nations occidentales ; pendant toute la durée du moyen âge, art, science, philosophie devinrent ses esclaves ; elle régna en maîtresse absolue dans les Universités et les écoles ; ses décisions s'imposèrent même aux souverains ; et le bûcher purificateur expédia dans l'autre monde les téméraires assez audacieux pour braver ses décrets. Aux héros du paganisme, enflammés de désirs indomptables, furent substitués des saints d'une apathique indolence ; des anges privés de sexe remplacèrent les dieux sensuels et belliqueux du panthéon grec ou romain ; l'antique Zeus, épris des jouissances terrestres, fut détrôné par un dieu ami de la souffrance et qui n'hésitait point à faire mourir son fils dans des supplices ignominieux. La nature et la raison, corrompues par le péché originel, parurent des ennemies qu'il fallait couvrir de chaînes pour les atteler au char de la révélation. D'où l'inhumaine civilisation du moyen âge, son mépris sadique de la douleur et de la vie du pauvre, l'ascétisme fou dont ses saints donnèrent l'exemple, sa haine de la pensée indépendante et du progrès.

Au xvi^e siècle, la Réforme porta un coup terrible au prestige de la théologie catholique, en rejetant l'autorité du pape et des conciles. Culte et dogmes furent simplifiés ; mais la Bible, devenue la suprême règle de la foi, fut le mauvais génie des protestants. C'est la Renaissance qui, repoussant avec vigueur la tradition chrétienne, réhabilita la nature et la raison. La diffusion de l'esprit critique, les progrès de la science, les recherches de l'exégèse biblique indépendante ont rendu de plus en plus difficile la position des théologiens. Avant 1914, beaucoup de rationalistes s'imaginaient naïvement qu'il convenait de respecter la religion, comme on respecte ces vieilles choses, autrefois redoutables, qui n'offrent plus qu'un intérêt de curiosité. Il était de bon ton, même dans les milieux de gauche, de ne parler des croyances ancestrales qu'avec une sympathie non déguisée. Pour bien montrer qu'ils n'étaient point sectaires, les pontifes radicaux et socialistes, les dirigeants de l'Université et des grandes administrations, les francs-maçons libres penseurs prenaient, ou-

vertement, sous leur protection les pieux catholiques que de saintes femmes, des écrivains renommés ou des financiers opulents recommandaient à leur bienveillance. Aujourd'hui, la désillusion de quelques-uns doit être grande. Ils sont bafoués par les enfants de Marie qu'ils ont si tendrement réchauffés dans leur sein. Ne les plaignons pas ; plusieurs se firent sciemment les complices des chefs d'Etat qui prévoyaient la guerre et des patrons qui craignaient pour leurs coffres-forts. Malgré l'adresse indéniable des théologiens, la religion disparaîtra du globe ; mais c'est une erreur de croire qu'elle n'est plus dangereuse, qu'elle a épuisé tout son venin. — L. BARREKATTE.

THÉOSOPHIE n. f. du grec *theos*, dieu et *sophia*, sagesse. Le nom de théosophes fut d'abord réservé à des philosophes qui croyaient posséder des lumières spéciales, souvent de nature intuitive, sur les secrets arcanes du monde occulte et divin. Mysticisme et raison, science et tradition, érudition et foi se mêlaient chez eux d'une manière souvent fantasque. Au dire de certains, Paracelse, Cornelius Agrippa, Valentin Weigel, Van Helmont, Jacob Boehme, Saint-Martin, etc., seraient des théosophes. Mais nous devons remarquer que chacun de ces penseurs a son système personnel, et que les ressemblances constatées entre eux résident moins dans le fond que dans la forme. Aussi, les historiens actuels de la philosophie ont-ils cessé de réunir dans une même école des alchimistes, des astrologues, des médecins, des mystiques qui furent, certes, des précurseurs de l'occultisme contemporain, mais professèrent des doctrines bien différentes du syncrétisme théologico-métaphysique qui porte, de nos jours, le nom de théosophie. Ce dernier fut propagé par Hélène Pétroussa, Blavatsky et le colonel Henry Steel Olcott qui, en 1875, fondèrent à New-York, la Société théosophique.

Née à Ekaterinoslaw, le 31 juillet 1831, d'une ancienne famille du Mecklembourg, fixée en Russie, Hélène von Hahn perdit sa mère à onze ans et fut mariée à seize ans au général Blavatsky qui avait près de soixante-dix ans. Elle le quitta bientôt et mena une vie d'aventures en Asie Centrale, dans l'Inde, dans l'Amérique du Sud, en Afrique, en Europe Orientale. Elle rentra en Russie en 1858 ; en 1871, nous la trouvons au Caire. Après un court séjour à Paris, en 1873, elle se rendra à New-York où elle fera la connaissance du colonel Olcott. Tous deux quittèrent l'Amérique pour l'Inde ; ils s'installèrent à Bombay au début de 1879, et en 1882 à Adyar, qui est resté depuis cette époque le siège de la Société Théosophique. Hélène Blavatsky revint en Europe, très sérieusement malade, en 1884 ; elle changea souvent de résidence, fit même un nouveau voyage dans l'Inde et finalement mourut à Londres en 1891. Ce fut un curieux type d'aventurière. Malgré des allures brusques, elle avait bon cœur ; mais elle était peu scrupuleuse dans le choix des moyens capables d'assurer le succès de ses entreprises. Sachant les hommes épris de merveilleux, elle leur servit des miracles dont les trucs et les ficelles furent aisément mis en lumière par des savants moins naïfs que les imbéciles qui l'applaudissaient. Pour composer ses ouvrages, elle a plagié sans vergogne des auteurs qu'elle évite soigneusement de citer. Moins turbulent que son amie, Henry Olcott joua néanmoins un rôle de premier plan dans la création de la Société Théosophique. Né à Orange (New-Jersey), le 2 août 1832, il avait obtenu le grade de colonel pendant la guerre de Sécession. Son calme, son aménité inspiraient confiance à ceux que la pétulance d'Hélène Blavatsky pouvait indisposer. En réunissant leurs efforts, ces joyeux lurons firent preuve d'un remarquable savoir-faire. Comme son associée, il fabriqua des miracles qui auraient fait sourire en Europe, mais qu'on prit au sérieux dans l'Inde, terre de prédilection des charlatans. Au moins, il resta humoriste et plaisant

jusqu'aux approches de sa mort, survenue à Adyar, en 1907.

Olcott fut remplacé à la tête de la société théosophique par Annie Besant. Cette dernière vit le jour à Londres, en 1847. A vingt ans, elle épousa le révérend Besant, dont elle se sépara en 1871, après une vie conjugale orageuse. Elle fait alors du journalisme et de la politique ; ses idées la portent à défendre les classes populaires. C'est en 1889 qu'elle se lie d'amitié avec Hélène Blavatsky. Propagandiste éloquente et enthousiaste, elle parcourt l'Angleterre, l'Europe et l'Amérique, elle se rend dans l'Inde pour y répandre la pensée théosophique. C'est en 1913 que commence son action politique dans l'Inde. Malgré son internement par les autorités anglaises en 1917, internement qui lui valut un accroissement de popularité, elle joua un rôle qui ne semble équivoque. Consciencieusement ou non, elle fut un instrument de division aux mains du gouvernement britannique. Aussi son influence fut-elle considérable à Londres ; et les journaux du continent, qui passent périodiquement aux guichets des ambassades anglaises, la couvrirent d'éloges. Elle vint de mourir récemment. Ses dernières années furent assombries par les déboires que lui a donnés Krishnamurti, en qui elle avait découvert une nouvelle incarnation du Christ. Fatale imprudence qui a produit des résultats que ni les autorités britanniques, ni elle-même n'attendaient.

Parmi les théosophes connus, mentionnons encore C.-W. Leadbeater qui devait atteindre une très haute vieillesse. Né le 17 février 1847, en Angleterre, il se fit clergyman. Converti à la théosophie, il partit pour Adyar et c'est là qu'il écrivit la plupart de ses nombreux ouvrages. Il s'est installé depuis en Australie, et, comme il a fondé une Eglise nouvelle, on l'a nanti du titre de Monseigneur. Sa conduite privée donna lieu à des rumeurs qui eurent un épilogue fâcheux devant les tribunaux ; mais c'est un des plus grands *regrets* de notre époque, assure-t-on, et les autorités anglaises ont oublié le passé de l'évêque Leadbeater. Nous parlerons plus loin de J. Krishnamurti, dont l'indépendance de caractère porta un si rude coup à la Société Théosophique.

Au point de vue doctrinal, la théosophie manque complètement d'originalité. Elle admet un dieu, mais donne à ce mot un sens plus imprécis que les chrétiens. Son dieu, principe dispensateur de la vie, ne juge ni ne châtie. En tant que guide et directeur de notre univers, il devient le Logos doué de sagesse, d'amour et d'omniscience qui commande le plan divin d'où dépendent les habitants de notre terre. Il n'y a ni ciel, ni enfer. Pourtant l'âme ne meurt pas, elle se réincarne autant de fois que l'exigent ses fautes et ses imperfections, avant d'aboutir à la souveraine béatitude, à la réabsorption au sein de la divinité. Ces réincarnations successives sont commandées par la loi du Karma. Tout acte porte en soi ses résultats mauvais ou bons ; chaque faute dans la vie présente appelle une inévitable sanction dans l'existence qui suivra. De même qu'on distingue trois parties dans l'homme : le corps, le perisprit, l'âme, de même l'on distingue trois plans dans l'univers : le plan physique, le plan astral, le plan mental. Sortie du Logos, au cours de l'involution, l'âme s'entoure du perisprit et descend dans la matière ; par une marche évolutive contraire, elle doit remonter vers le principe qui lui donna naissance. Si la théosophie admet la réalité des faits spirites, elle insiste sur les dangers qui menacent les médiums, sur l'inutilité ou la malversation habituelle de l'évocation des morts. D'ailleurs, sur de nombreux points, ses écrivains sont loin d'être d'accord ; comme les autres, cette religion nouvelle a vu éclore des écoles rivales qui se disputent sans aménité. Un syncrétisme assez naïf de doctrines empruntées au bouddhisme, au chris-

tianisme et au brahmanisme, voilà ce qu'est la théosophie.

Son succès était grand dans nos contrées occidentales, et beaucoup voyaient déjà en elle la religion de l'avenir. Une fausse manœuvre d'Annie Besant a tout compromis. Depuis longtemps elle prétendait qu'un Grand Initié venait d'âge en âge pour instruire les hommes et les éclairer. Or, voici quelques années, la présidente de la Société Théosophique se flatta d'avoir découvert le messie des temps modernes ; et la presse d'Europe et d'Amérique, complaisante pour les radotages de la vieille anglaise, annonça au monde étonné que le Christ était revenu parmi nous. Ce nouvel instructeur, déjà connu dans le monde théosophique, était J. Krishnamurti, né à Manadapalle de parents brahmanes, le 11 mai 1895. Confié à Annie Besant en 1909, il fut élevé à Adyar et reçut les leçons de sa mère adoptive, ainsi que de C.-W. Leadbeater. Il compléta son éducation en Angleterre, et, pendant un séjour de quelques mois en France, il suivit même des cours en Sorbonne. Dès l'âge de quatorze ans, il avait écrit un ouvrage, *Aux Pieds du Maître*, qui faisait présager un talent exceptionnel. De plus, son élégance et sa grâce charmaient tous les cœurs féminins. Lorsqu'on fit de lui une nouvelle incarnation du Christ, le jeune hindou ne protesta point, et les autorités britanniques se réjouirent d'avoir à leur disposition un messie qui pourrait seconder leurs desseins. Mais J. Krishnamurti s'émancipa rapidement de la tutelle d'Annie Besant et de C.-W. Leadbeater. Il prêcha bientôt une doctrine qui ne répondait point à ce que l'on attendait de lui. Refusant d'avoir des sectateurs, de décréter de nouveaux dogmes et d'établir un nouveau culte, il énonça, dans un langage très poétique, des maximes qui s'inspiraient manifestement de la conception anarchiste : « Vous ne pouvez, écrivait-il, trouver le bonheur et la libération si vous vous contentez de suivre une autorité, si vous ne faites qu'écouter et obéir. L'autorité des livres ou des individus ne peut épanouir l'esprit et le cœur ; au contraire, elle ne peut que les étouffer ». Aussi, la grande presse ne fait-elle plus l'éloge du prophète dont les débuts lui semblaient si prometteurs. Plusieurs estimèrent, par contre, qu'il rendrait peut-être des services à la cause libertaire. Pour cela, il faudrait qu'il répudie les préjugés religieux qui continuent d'imprégner sa pensée, qu'il se déclare anarchiste dans l'ordre social comme dans le domaine de l'intelligence, qu'il cesse de préférer les riches et belles pécores du grand monde aux laborieux qui gagnent péniblement leur pain. Le mieux d'ailleurs, pour lui, serait de se taire, s'il reconnaît avec franchise qu'il n'est pas le Christ, ainsi qu'il le laissa croire un moment. Sans le vouloir, Annie Besant aura contribué à jeter un discrédit durable sur la Société Théosophique ; cette pensée empoisonna sans aucun doute les derniers jours de son existence. Le ridicule est néfaste aux religions ; et c'est à des scènes de haute comédie, elle s'en rendait compte, que la sienne avait abouti. — L. BARRETTTE.

THÈSE n. f. (du radical grec *thêmi* : je pose). Au sens originel, une thèse c'est une proposition qui doit faire l'objet d'une discussion ; au sens large, c'est toute conception accompagnée de preuves, toute doctrine dont l'argumentation, si développée soit-elle, aboutit à une idée centrale. Le mot thèse sert enfin à désigner des feuilles imprimées ou des livres concernant des discussions d'école.

Souvent l'on parle d'un roman ou d'une pièce à thèse pour indiquer que l'auteur a soutenu dans son œuvre une conception ou un système bien déterminé. Bazin, Barrès, Bordeaux, Bourget par exemple se sont faits les champions du militarisme, du cléricalisme et des autres sornettes réactionnaires, dans

leurs divers romans. Un trop grand nombre d'historiens se bornent aussi à choisir entre les faits ceux qui s'accordent avec leurs idées préconçues. C'est le cas d'Hano-taux, de Bainville, de presque tous les historiens catholiques et patriotes. Orateurs et journalistes se tiennent, ordinairement, encore plus loin de la vérité ; à tout prix, ils veulent démontrer les thèses chères à ceux qui les emploient et qui les payent. La littérature contemporaine n'est d'ailleurs, dans son ensemble, qu'un immense bourrage de crâne, en faveur d'une oligarchie financière chez nous, d'une hiérarchie de fonctionnaires marxistes chez les Russes, d'un chef encadré de partisans organisés dans les pays fascistes. Karl Marx n'avait pas prévu que le capitalisme trouverait dans le journal un auxiliaire capable, chez bien des peuples, de faire contrepoids aux justes réclamations des ouvriers. Ici encore son matérialisme historique est gravement pris en défaut. Les événements survenus à Paris, le 6 février 1934, ont montré aux plus aveugles qu'en dehors de considérations spécifiquement économiques, la presse est capable d'engendrer des émeutes et de renverser un gouvernement. Mais très peu, hélas ! parmi les partisans de l'intégrale libération humaine se rendent encore exactement compte du rôle formidable joué à notre époque par les journaux. Les ennemis du peuple ont, au contraire, organisé d'une façon méthodique l'empoisonnement des intelligences : leurs thèses sont défendues dans les publications les plus humbles, comme dans les périodiques les plus luxueux.

Dans les écoles, on continue d'appeler thèses des propositions que l'on discute publiquement. Ce genre d'exercice fut particulièrement en honneur durant tout le moyen âge. Dès le premier jour de son entrée à l'Université, l'étudiant apprenait à discuter d'une manière conforme aux règles de la logique aristotélicienne ; il devait continuer jusqu'à sa sortie. Ces joutes de paroles habilitaient le jeune homme à masquer le vide de sa pensée sous un ensemble impressionnant de mots et de raisonnements captieux. D'où l'art de parler à l'infini, sans se soucier des faits qu'une observation patiente et méthodique parvient seule à découvrir. La soutenance des propositions choisies par le candidat ou données par les professeurs constituait la partie essentielle des grands examens universitaires. De nos jours, la soutenance de thèses subsiste dans l'enseignement supérieur, en particulier lorsqu'il s'agit d'obtenir le doctorat. Les sujets traités sont moins burlesques qu'autrefois, car l'esprit scientifique a lentement pénétré dans tous les domaines. Néanmoins, dans leur immense majorité, ils sont dépourvus d'utilité réelle et ne contribuent nullement au progrès intellectuel. A quoi servent par exemple les études interminables de nos latinistes sur la versification chez Horace ou Virgile ? Pourquoi d'énormes ouvrages pour commenter quelques vers obscurs d'Homère ou d'Hésiode ? En droit et en médecine, les candidats se bornent, en règle générale, à ressasser une idée chère aux professeurs ; aussi leurs thèses sont-elles universellement considérées comme dépourvues de toute valeur sérieuse. En science et en lettres, elles jouissent d'une réputation meilleure. Le public ne sait pas, en effet, que le flagornerie à l'égard des examinateurs, une docilité complète à l'égard de leurs plus sottes fantaisies constituent, dans ce domaine comme dans les autres, le facteur essentiel du succès. Situation sociale, parenté, relations jouent aussi un rôle de premier ordre. On n'a pas oublié la mésaventure survenue à Palante, quand il présenta sa thèse de doctorat. Pour ma part, j'ai conservé un souvenir nauséabond des pontifes de la Sorbonne, comme aussi des professeurs d'Universités étrangères avec qui j'ai dû entretenir des rapports. Avec l'âge, mon mépris pour eux n'a pas cessé de croître, car j'ai parfaitement connu les raisons secrètes

qui dictèrent leur façon d'agir. Comble de l'hypocrisie, des Sorbonnards m'ont écrit pour me féliciter des études que je faisais paraître dans une revue savante. Mais ils apprirent qu'il s'agissait d'extraits d'une thèse qui, autrefois, ne leur convenait point ; et dès lors ils s'empressèrent d'intervenir pour que la revue en arrête la publication. Beaucoup d'autres ont souffert de procédés semblables. Pour ma part, je ne regrette point ces déboires passés ; et les pontifes, à qui j'inspirais déjà de la crainte, n'avaient pas tort de penser que mes dispositions étaient peu rassurantes pour les défenseurs de l'ordre établi.

Dès qu'il s'agit d'une thèse quelconque, scolaire ou non, le danger qui guette l'auteur, même bien intentionné, c'est de faire œuvre partielle, c'est de négliger les observations contraires à ce qu'il suppose, pour ne retenir que des éléments choisis d'une façon arbitraire. Ainsi, d'avance, le catholique pose comme une vérité certaine que la Bible et les Evangiles sont des livres inspirés ; et cette persuasion l'empêche de voir les erreurs, les méprises grossières, les monstruosité morales qui fourmillent dans ces œuvres sacrées. Parce qu'il a voulu plier les faits historiques à ses idées préconçues sur la race, le milieu, le moment, Taine a écrit des ouvrages dépourvus de valeur objective. Si la lecture des œuvres communistes est peu intéressante, d'ordinaire, pour l'individu intelligent et renseigné, c'est que la réalité y subit une déformation systématique, conforme aux thèses marxistes ou aux intérêts du parti. La majorité des études faites par les politiciens, de n'importe quelle nuance, mérite des reproches semblables. Pour être bien vu des nazis, maints professeurs allemands émettent, touchant la race aryenne, des hypothèses absolument contraires à la vérité. Et, comme Mathiez me l'a répété bien souvent, il faut beaucoup d'ignorance ou de mauvaise foi pour continuer à dire que la Révolution de 1789 fut l'œuvre de la franc-maçonnerie. Reconnaître avec simplicité les erreurs qu'on a pu commettre, rester toujours sincère avec soi-même, se défier des hommes ou des institutions qui se disent infailibles, voilà une attitude qui déplaît aux fabricants de mythes, mais qui nous charme particulièrement. Pour agir de façon efficace, le savant s'appuie sur la simple réalité, non sur de consolantes suppositions. — L. BARRIÈRE.

TOLÉRANCE n. f. Lorsque les individualistes anti-autoritaires, les individualistes anarchistes — c'est-à-dire les individualistes intégraux — réclament, revendiquent la possibilité de coexistence et de fonctionnement parallèle et simultané d'associations de toute espèce et de toute intention ; lorsqu'ils revendiquent pour l'unité humaine — pour l'isolé comme pour l'associé, pour le solitaire comme pour le sociable — la possibilité de « vivre sa vie » sans avoir à redouter qu'autrui (son semblable, l'Etat, le Gouvernement, l'ambiance sociale ou morale) intervienne dans ses faits et gestes, empiète sur sa liberté d'être et d'avoir, les individualistes n'attendent pas la réalisation de leurs aspirations d'une mentalité faisant de la tolérance la base des relations entre les humains.

On a vu précédemment que c'est sur la réciprocité que les individualistes à notre façon voudraient voir se fonder les rapports entre les hommes. Et la réciprocité n'a rien à démêler avec la tolérance, régime de pur arbitraire et de bon plaisir. Il n'y a aucune flerté, aucune dignité à être toléré par ses adversaires. Qu'ils soient unis par la crainte ou par la pitié, par la politique ou la nécessité, il ne s'agit, en réalité, dans tous les cas, que d'une charte aléatoire dont les articles seront abolis dès que ceux qui l'auront octroyée se sentiront plus forts ou n'auront plus besoin de leurs antagonistes.

La tolérance est un autre mot pour humiliation. On

vous tolère, c'est-à-dire on vous permet de vous manifester, d'exister, plutôt de végéter ; on vous accorde tout ou partie de l'exercice de votre activité mentale ou physique, quitte à retirer licence ou autorisation dès que la bienveillance ou la patience des privilégiés, des dirigeants ou des multitudes — selon le cas — se seront lassées ou épuisées. Ou encore dès que la Raison d'Etat ou la Souveraineté Populaire prescrira de mettre un terme à cette tolérance, tout simplement parce que sa pratique devient dangereuse pour le Pouvoir établi ou le conservatisme du Milieu social.

La Tolérance nous apparaît donc comme un régime tout au plus bon pour les esclaves auxquels l'absence de chaînes fait imaginer qu'ils sont libres.

Ce n'est pas la tolérance qu'exigent, que revendiquent les individualistes à notre manière. Ils réclament, ils veulent la possibilité entière, inaliénable, de vivre leur vie, à leur goût, à leur gré, peu importe que cela scandalise ou épouvante ceux dont la conception de vie diffère de la leur. Ils veulent vivre leur vie à leur façon, sans se mêler de la façon de vivre des autres. Ils ne tolèrent pas autrui : ils laissent autrui poursuivre en toute tranquillité son évolution ; ils se contentent de demander de lui qu'il agisse de même à leur égard. Ils peuvent s'associer pour éprouver, essayer, réaliser telle théorie, tel projet, tel dessein, mais c'est encore à leurs risques et périls, et en se défendant bien d'intervenir dans les buts, les objets, le fonctionnement des autres associations. Les individualistes ne veulent pas plus être des gêneurs que des gênés. C'est sous le régime de la « liberté égale » qu'ils veulent vivre et non sous celui de l'abaissante « tolérance ». — E. ARMAND.

TOLSTOÏSME. Le Tolstoïsme (doctrine et seigneurie, propagée et vécue par L. Tolstoï) a des adeptes un peu partout. Le comte Léon Tolstoï, romancier, sociologue, philosophe et moraliste, a laissé une œuvre littéraire considérable. Longtemps il fut — et par beaucoup il l'est encore — considéré comme fortement anarchisant et même anarchiste. A ce titre, l'*Encyclopédie Anarchiste* se devait d'exposer le Tolstoïsme, ne fût-ce que pour ne pas passer sous silence un des aspects de la pensée libertaire.

Négateur de l'autorité, volontaire de la révolte, l'anarchiste est l'homme doué d'intelligence logique, animé de la haine du mensonge, astreint à la plus grande sincérité, possédé par l'amour du peuple, voué à la bonté. Tolstoï fut-il cet homme-là ?

Nul pamphlétaire n'asséna sur les diverses formes de gouvernement et leurs titulaires respectifs d'aussi terribles coups et aussi efficaces. S'il est possible de discuter l'originalité des idées, car « tout est dit, et l'on vient trop tard depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent », en retour, il faut s'incliner devant la clarté, la force, la beauté de l'expression. Pareille ampleur dans l'élaboration équivalait à un renouvellement de la matière. Et souvenons-nous que le premier ouvrage de pure critique sociale *Que devons-nous faire ?* parut en 1884. Beaucoup des conceptions de l'auteur, devenues banales aujourd'hui, paraissaient neuves à ce moment. Combien de théoriciens et propagandistes ultérieurs lui en empruntèrent sans le dire ?

Surpris de voir les paysans et ouvriers entièrement dépossédés de leurs moyens et instruments de travail, curieux de s'expliquer ce phénomène paradoxal, le propriétaire d'Isnaia Poliana médita la question avec sa bonne foi habituelle et arriva à la seule conclusion honnête : les producteurs de la terre et de l'usine sont dépouillés de la matière et du fruit de leur labeur, au profit d'une minorité d'oisifs et de parasites, par le stratagème d'une entité : l'Etat. « Cette superstition... consiste à affirmer que l'homme n'a pas seulement des

devoirs envers l'homme, mais qu'il en a de plus importants envers un être imaginaire. Pour la théologie, cet être imaginaire c'est Dieu ; pour la science politique, cet être imaginaire c'est l'Etat » [*Que devons-nous faire ?* Stock, p. 307]. Sous le fallacieux prétexte d'assurer l'ordre, la justice et la paix, en réalité pour maintenir une société inharmonique, fondée sur l'iniquité, déchirée de luttes intestines, l'Etat recourt aux vieilles armes du brigandage primitif : le mensonge et la violence. Cette pure abstraction a cependant des appétits formidables, exige des peuples réduits en esclavage le tribut de leur argent et de leur sang sous la forme des impôts et du service militaire.

C'est que les prêtres du culte politique entendent vivre dans l'opulence et satisfaire des besoins multipliés par l'oisiveté, génératrice de vices et turpitudes. « Un homme d'Etat vertueux est une contradiction aussi flagrante qu'une prostituée chaste, un ivrogne sobre, ou un brigand pacifique » [*Guerre et Révolution*, Fasquelle, pp. 31 et 44]. « Les gouvernants sont toujours les plus mauvais, les plus insignifiants, cruels, immoraux et par dessus tout les plus hypocrites des hommes. Et ce n'est point là le fait du hasard, mais bien une règle générale, la condition absolue de l'existence du gouvernement » [*Guerre et Révolution*, Fasquelle, pp. 31 et 44]. Tolstoï les connaissait bien, lui qui par sa situation familiale et sociale fut appelé à vivre longtemps dans l'intimité de la classe dirigeante russe. Il ne croyait pas davantage à leur compétence : « Les hommes faillibles ne peuvent pas devenir infailibles par ce seul fait qu'ils se réunissent en une assemblée à laquelle ils donnent le nom de Sénat ou quelque autre analogie » [*Le Salut est en vous*, pp. 305, 327]. Les constitutions monarchiques, libérales ou démocratiques renforcent encore le despotisme d'antan par l'extrême dilution de la responsabilité et l'assurance d'une quasi-impunité. « Dans l'ancien temps on accusait les tyrans des crimes commis ; tandis qu'aujourd'hui des forfaits impossibles sous les Nérons se commettent sans qu'on puisse en accuser personne » [*Le Salut est en vous*, pp. 305, 307].

Le parlementarisme moderne donne ainsi une apparence de légitimité aux fictions spoliatrices issues de la fourberie des oppresseurs coalisés. « L'esclavage contemporain est dû évidemment aux lois humaines sur la terre, sur les impôts, sur la propriété » [*Les Rayons de l'aube*, Stock, pp. 341, 357]. « Les lois sont les règles instituées par les hommes qui dirigent la violence organisée » [*Idem*]. « L'affranchissement des hommes n'est donc possible que par la destruction des gouvernements » [*Idem*]. Mais, disent les défenseurs de l'Etat, si les gouvernements disparaissaient, la société serait bouleversée de fond en comble, détruite par le déchaînement des haines, des convoitises, des passions. « Le méchant dominerait le bon », affirment les tartufes de la politique et répète après eux la cohorte innombrable des naïfs. Or « ce ne sont pas les meilleurs mais les pires qui ont toujours été au pouvoir et qui y sont encore » [*Le Salut est en vous*, p. 255]. Le renversement des institutions politiques et la suppression des lois avec tout l'appareil de leurs sanctions iniques et cruelles non seulement n'aggraveront pas le mal, mais le diminueront, puisqu'ils briseront entre les mains des méchants leurs armes les plus puissantes, le parlement et l'armée.

Sans conteste, une orthodoxie libertaire n'existe pas, ne peut pas exister. Cependant, au cours du XIX^e siècle surtout, le classement de notions bien définies précisa un ensemble doctrinal appelé anarchisme. Les citations précédentes permettent d'y rattacher d'une manière catégorique la pensée tolstoïenne.

L'impuissance des gouvernements à faire régner l'ordre et la paix entre les individus comme entre les

nations, la faillite de leur mission pour ainsi dire historique, l'énorme accumulation de leurs crimes et de leurs violences les condamnent sans appel, imposent la destruction des formes actuelles de la société établies sur et pour l'Etat. Un changement aussi radical dans l'organisation traditionnelle constitue une révolution. Le prophète des temps nouveaux l'annonça prochaine, terrible, sans la souhaiter telle ni la maudire.

Dès 1893, il écrivait : « Est-ce que nous pouvons, nous, à la veille de la guerre sociale effrayante et meurtrière, auprès de laquelle, comme disent ceux qui la préparent, les horreurs de 93 seront des enfantillages, est-ce que nous pouvons parler du danger » (*Le Salut est en vous*, Perrin, pp. 273 et 368) hypothétique inventé par les gouvernants pour maintenir et augmenter leurs armements ? « Il est douteux que n'importe quelle révolution puisse être plus funeste pour la grande masse du peuple que l'ordre, ou plutôt le désordre actuel, avec ses victimes habituelles du travail surhumain, de la misère, de l'ivrognerie, de la débauche, et avec toutes les horreurs de la guerre prochaine qui engloutira en une année plus de victimes que toutes les révolutions du siècle présent » (*Le Salut est en vous*, Perrin, pp. 273 et 368).

Malgré sa conviction de la révolte nécessaire, malgré sa sympathie avouée pour les révolutionnaires, Tolstoï n'approuvait pas l'activité des partisans de la rébellion armée, blâmait leur méthode regardée par lui comme illogique, impuissante et nuisible. Le mal profond dont souffre l'humanité provient de la violence organisée, systématisée, gouvernementale. Il ne peut être combattu par une identique violence révolutionnaire. L'axiome marxiste, « la force accoucheuse des sociétés », s'applique à la marche historique des groupes sociaux jusqu'à ce jour et pendant l'ère ancienne et longue de la domination brutale, autocratique, constitutionnelle ou républicaine. Il est périmé, inadéquat, inopérant pour l'avènement d'une ère nouvelle et prochaine de délivrance individuelle, d'association volontaire, d'assistance fraternelle, d'organisation libertaire.

Sans aucun doute, une révolution politique n'apporterait aucun changement dans le régime d'oppression impitoyable. « Si les prédictions de Marx s'accomplissent, il n'en résulterait qu'un déplacement du despotisme. Actuellement ce sont les capitalistes qui dominent, mais, alors viendrait le tour des ouvriers et de leurs représentants... Marx se trompe lorsqu'il suppose que les capitaux privés passeront au gouvernement, et que ce gouvernement, qui représentera le peuple, les passera aux ouvriers. Le gouvernement ne représente pas le peuple, il est composé la plupart du temps d'éléments qui diffèrent peu des capitalistes... Aussi le gouvernement n'abandonnera-t-il jamais les capitaux aux ouvriers. Que le gouvernement prétende représenter le peuple, c'est une fiction, une imposture » (*Journal intime des quinze dernières années de sa vie*, Ed. Agence générale de librairie, pp. 277 et ss.). Les enseignements donnés par la révolution et l'Etat bolcheviste offrent à chacun la possibilité de décider qui, de Marx ou de Tolstoï avait raison.

Pas davantage, une révolution économique ne procurerait au prolétariat sa libération même par la suppression du patronat et du salariat. Les modes présents de la fabrication industrielle emprisonnent les ouvriers dans les usines, les rivent à la machine, les condamnent à la production intensive. Et cela continuerait après le triomphe de la « doctrine socialiste, qui considère la multiplication des besoins comme un indice de civilisation » (*Conseils aux dirigés*, Fasquelle, pp. 6, 11, 13). En décrétant bienfaisante la fameuse « loi de la division du travail », l'économie politique officielle et aussi la dissidente consacrent l'incapacité de l'homme à se suffire par son propre labeur, suppriment l'artisan, enchaînent les esclaves volontaires ou incons-

cients du même métier à la barre commune de la grande manufacture. Or, « seul l'affranchissement de la terre peut améliorer le sort des ouvriers... » (*Conseils aux dirigés*, Fasquelle, pp. 6, 11, 13) et la possibilité de vivre sur la terre, de s'en nourrir par son travail, a été et restera toujours une des principales conditions de la vie indépendante et heureuse » (*Idem*). « L'affranchissement, le peuple russe ne peut l'atteindre que par l'abolition de la propriété foncière et par la reconnaissance de la terre comme bien national » (*Le Grand Crime*, Fasquelle, pp. 44, 196).

Devant l'inanité du socialisme marxiste, il ne reste plus au chercheur affamé de vérité qu'à scruter la doctrine anarchiste pour en déterminer la valeur pratique.

En principe, Tolstoï se trouve en communauté d'idées avec Godwin, Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Tucker et Stirner : « Tous les anarchistes, comme on nomme les propagateurs de cette doctrine, s'accordent pour répondre à la première question : pour détruire réellement l'autorité, il ne faut point recourir à la force, mais reconnaître tout d'abord son caractère inutile et nocif. A la deuxième question : — comment pourrait-on organiser une société sans gouvernement ? — les anarchistes répondent diversement » (*Le Grand Crime*, Fasquelle, pp. 44, 196). Les uns font appel à la raison, à un idéalisme supérieur ; croient, après la disparition de l'Etat établi par l'usurpation et maintenu par le mensonge, au triomphe de la vérité et des notions du bien commun, de la justice, du progrès. Les autres, nourris de conceptions matérialistes, laissent à l'intérêt individuel, délivré des contraintes extérieures, le soin de s'épanouir harmonieusement et de s'unir à d'autres suivant certaines affinités, pour fonder des groupements où le bonheur de tous serait fait du bonheur de chacun.

Tolstoï se croyait moins naïf et n'attribuait pas à des entités imaginaires le pouvoir de maintenir parmi les peuples la paix et la félicité sans l'intermédiaire d'une règle précise, inéluctable. « Tous les théoriciens anarchistes, hommes érudits et intelligents, depuis Bakounine et Proudhon jusqu'à Reclus, Max Stirner et Kropotkine, démontrent irréfutablement l'illogisme et la nocivité de l'Etat ; et cependant, dès qu'ils se mettent à parler de l'organisation sociale en dehors des lois humaines qu'ils nient, ils tombent dans le vague, la loquacité, l'éloquence, se lancent dans les conjectures les plus fantaisistes. Cela provient de ce que tous ces théoriciens anarchistes méconnaissent la loi divine commune à tous les hommes, puisqu'en dehors de la soumission à une seule et même loi, humaine ou divine, aucune société ne saurait exister. Il n'est possible de se libérer de la loi humaine que sous condition de la reconnaissance de la loi divine commune à tous » (*La Révolution russe*, Fasquelle, 1907, pp. 82, 90).

Mais dans l'hypothèse où ce « Dieu » ne serait pas une entité imaginaire dans le genre du « bien public », de la « justice », de « l'intérêt général », nous savons comment son apôtre lui refusait toute méchanceté : lui déniait l'esprit de vengeance ; lui attribuait la suprême indulgence, qui interdit les jugements, les condamnations, les obligations, les sanctions et ne promulgue aucune loi, puisqu'une loi est par définition une violence. Par mégarde peut-être, en recréant Dieu à son image, Tolstoï le dépourvait de l'autorité, en fit un pur libertaire. Lui-même, à son corps défendant et à l'instar de Christ, de Bakounine, d'Elisée Reclus, de Kropotkine, fut un pauvre homme, un simple anarchiste.

Partisan de la révolte, convaincu de la nécessité et de l'imminence d'une révolution, comment Tolstoï remplit-il la mission pour laquelle il se sentait désigné ?

Tout d'abord par la propagande acharnée contre l'emploi de la force matérielle envers l'adversaire, la

diffusion verbale et écrite de la thèse de la non-résistance au mal : « Au lieu de comprendre qu'il est dit : ne t'oppose pas au mal ou à la violence par le mal ou la violence ; on comprend (et je crois même à dessein) : ne t'oppose pas au mal, c'est-à-dire sois-y indifférent. Or, lutter contre le mal est le seul but extérieur du christianisme, et le commandement sur la non-résistance au mal par le mal est donné comme le moyen le plus efficace de le combattre avec succès » [Conseils aux dirigés, Fasquelle, p. 118]. « C'est pourquoi, autant pour garantir plus sûrement la vie, la propriété, la liberté et le bonheur des hommes... nous acceptons de tout cœur le principe fondamental de la non-résistance » [Le Salut est en vous, Perrin, p. 8]. Car « la pire des pertes c'est celle de vies humaines, douloureuse, inutile, irréparable » [Guerre et révolution, Fasquelle, pp. 84, 92]. Pourquoi vouloir réaliser l'idéal du bonheur humain par le meurtre ? « La grande Révolution française a été l'enfant terrible qui, au milieu de l'enthousiasme de tout un peuple, devant la proclamation des grandes vérités révélées et devant l'impuissance de la violence, a exprimé, sous une forme candide, toute l'ineptie de la contradiction dans laquelle se débattait alors et se débat encore l'humanité : liberté, égalité, fraternité, ou la mort » [Guerre ou révolution, Fasquelle, pp. 84, 92].

La façon la plus simple, la plus facile, la plus efficace d'anéantir le despotisme et l'Etat réside dans la non-participation à son fonctionnement. « Tout gouvernement sait comment, avec quel se défendre contre les révolutionnaires ; aussi ne craint-il pas ses ennemis extérieurs. Mais que peut-il faire contre les hommes qui démontrent l'inutilité et même la nocivité de toute autorité, qui ne combattent pas le gouvernement, mais simplement l'ignorent, peuvent s'en passer et, par conséquent, refusent d'y participer » [Le Salut est en vous, Perrin, p. 224]. Les véritables destructeurs de la tyrannie monarchique ou parlementaire seront ceux qui refuseront l'impôt et le service militaire, ne voteront pas, ne prêteront pas serment, n'iront pas en justice. Tolstoï fut officier d'artillerie, juge de paix, mais à cinquante-cinq ans, après sa conversion, refuse d'être juré. Sa femme paie les impôts à sa place.

Il serait vain de songer à bâtir un nouvel édifice social avant la transformation de la vie morale et matérielle de chacun, sans renoncer individuellement aux vanités de la gloire et aux privilèges de la fortune. Qui prétend renouveler la face du monde doit commencer par réformer sa propre existence. Eternel précurseur, Rousseau fournit à son disciple russe le modèle d'une révolution domestique. Cet ancien apprenti graveur, au début de ses succès littéraires, sur le point d'être présenté au Roy de France et d'en recevoir une pension, fuit la Cour, vend ses habits brodés, choisit pour compagne une humble et ignorante servante d'auberge, prend le métier de copiste de musique, vit et meurt dans une médiocrité dédorée. Parti de plus haut, le boyard moscovite n'alla pas si loin. Cependant tandis que le fier républicain genevois fréquentait exclusivement les palais des grands, l'anarchiste d'Isaïa, vêtu en moujik, partageait la peine des paysans, labourait, moissonnait, fauchait et fanait en leur compagnie. Il voyait dans le travail manuel et le retour à la terre deux conditions indispensables de la rénovation humaine.

« Tout ce que je viens de dire peut être ramené à cette vérité simple, indiscutable et accessible à tous : pour que la bonne vie se généralise, il faut que les hommes soient bons. Quant au moyen de réaliser ce but, il n'en est qu'un : c'est que chacun de nous s'efforce à être bon » [Le Grand Crime, Fasquelle, p. 225].

L'amour et la bonté : la théorie et la pratique de

l'enseignement tolstoïen. Aimer même son ennemi, c'est-à-dire ne pas avoir d'ennemis, ne se connaître que des frères : heureux ou malheureux, sages ou égarés, ignorants ou éclairés. Etre bon, c'est-à-dire faire aux autres ce que vous voudriez qu'ils vous fissent, partager leurs joies, soulager leurs peines, les aider et les secourir.

Les écrits de Tolstoï respirent la bonté, l'amour, cette solidarité profonde qui unit les hommes sous les divergences apparentes. Son activité pédagogique en est imprégnée, et les documents publiés [Sur l'Instruction du Peuple et Articles pédagogiques, Tomes XIII et XIV des Œuvres complètes, Stock] sur l'école d'Isaïa-Polianna livrent de délicieux cantiques à la gloire de l'enfance. Pour bien instruire les jeunes, il faut les connaître, les laisser libres et surtout les aimer. Et l'instituteur improvisé appliquait la bonne méthode puisque, durant la classe, les élèves s'accrochaient au dossier de sa chaise et, pendant les promenades, se disputaient sa main.

L'étude de la vie et de l'œuvre de Tolstoï laisse à celui qui l'entreprend un sentiment émouvant : celui d'avoir rencontré et aimé un grand écrivain, un puissant analyste, un apôtre inspiré, un sincère anarchiste, un homme. — F. ELOSU.

TOTEM - TOTÉMISME n. m. Ce mot quelque peu barbare est, de nos jours, presque tombé en désuétude. Il n'éveille, en nous, que de très vagues idées et de vieilles images. Le visiteur d'une Exposition Coloniale jette, en passant, un regard amusé sur des poteaux naïvement sculptés où les têtes grimaçantes se superposent à des pyramides d'animaux. D'une polychromie brutale, ils se dressent, plantés de travers dans l'herbe, devant les portes des cases. Sait-on que ce sont là les emblèmes de la plus vieille religion que l'humanité ait conçue et pratiquée ?

Le grand sociologue Freud a publié récemment une étude (*Totem und Tabu*) où il traite avec l'autorité qu'on lui reconnaît de la question du « Totémisme ».

Depuis quelque temps, en effet, les démopsychologues s'occupent beaucoup des origines du Totémisme. Il faut d'abord le définir.

Le Totémisme est une institution religieuse adoptée par les peuplades sauvages ou à demi sauvages de l'Australie, de la Polynésie et de l'Amérique du Nord, sans compter l'Inde et l'Afrique. Le mot « Totem » a été rapporté par Longin en 1791, qui le trouva chez les Peaux-Rouges. Pourquoi les savants, aujourd'hui, s'intéressent-ils tant aux institutions sauvages du Totem ? C'est assurément parce qu'ils espèrent en tirer profit pour l'étude de l'essence et de l'histoire de l'esprit humain. Mais voyons.

Les tribus des sauvages se divisent en clans dont chacun est nommé par son « Totem », qui est généralement un animal, comme l'éléphant, l'hippopotame, rarement par une force de la nature, comme l'eau, la pluie, le vent, etc...

Le Totem est considéré comme le progéniteur et le génie tutélaire de tous les hommes du clan : c'est lui qui transmet les oracles. Quiconque tue ou détruit un Totem, ou mange de sa chair, reçoit une punition, mais automatiquement.

Mais, de temps en temps, dans certaines fêtes, les hommes du clan se livrent à des danses qui imitent les mouvements caractéristiques du Totem. Ces fêtes se terminent par l'immolation du Totem, dont tous les membres du clan mangent crus la chair, le sang et les os. Le crime collectif est ensuite réparé par des regrets et des pleurs publics. A ce deuil collectif succède une période de joie effrénée et d'orgies pendant laquelle tous les individus se croient sanctifiés par

l'ingestion même de la chair du Totem, et autorisés à se permettre toute licence et à satisfaire tous leurs instincts.

Puis la vie reprend, normale, les instincts des sauvages étant contenus par l'habitude et par une discipline parfois sévère.

Le nouveau Totem redevient sacré : défense de le tuer ; défense aussi aux hommes du clan d'épouser une femme du même clan, car hommes et femmes se considèrent comme les enfants du Totem et comme ayant entre eux une parenté étroite qui défend le mariage et ordonne l'ésogamie. L'homme qui transgresse cette loi est poursuivi et tué impitoyablement ; la femme, considérée comme incestueuse, est frappée à coups de pointe jusqu'à la mort.

La paternité du Totem est prise très au sérieux et ne permet pas l'inceste. Un homme du clan qui a pour Totem le « kangourou » épouse, par exemple, une femme du clan de Totem « hérou » ; elle a des fils qui sont tous « hérou », selon la loi « totémique » ; aucun de ces fils ne pourra épouser une femme « hérou ». Celui qui a commis un inceste est puni par les hommes du clan. Celui auquel il arrive de tuer un Totem l'est automatiquement — nous l'avons dit — par une force mystérieuse emprisonnée en lui, car le Totem est « tabou », mot purement polynésien qui rappelle le mot « sacer » des Romains, le mot « agnitos » des Grecs, le mot « kadosh » des Juifs.

Sans aller plus loin, retenons que le tabou (voir ce mot) représente l'interdiction d'un acte que chacun serait bien tenté d'accomplir. Mais une défense n'est pas absolument inviolable. Une courageuse rébellion peut vaincre la puissance du tabou ; alors, celui qui réussit devient « tabou » lui-même, c'est-à-dire sacré en lui-même et dangereux pour les autres. Et la pénitence que subit celui qui a violé une prescription taboulique est, ou une renonciation à un bien ou une renonciation à une liberté, le tabou étant en somme une fonction. Mais c'est aussi la perception intérieure d'une condamnation pour la satisfaction d'un désir que, seul, et sans l'intervention des forces extérieures provenant de l'autorité de prêtres ou de chefs, on serait incapable de réprimer.

Mais on est loin d'être d'accord sur la complète signification du « totémisme ». Pour quelques-uns, l'institution totémique aurait été une espèce de société coopérative magique (la *Cooperative magic*, de Fraser) de production et de consommation. Tout clan, en ménageant son propre tabou, se serait donné la charge, en face d'une autre clan, de pourvoir à une large production d'un aliment déterminé. D'autres ont vu, dans l'animal « Totem », une des métamorphoses de l'âme humaine, etc...

Quant au tabou, c'est de toute évidence, une défense que, sans s'en rendre compte, se fait l'individu à lui-même, alors qu'il formule un désir. Ce conflit entre ces deux oppositions conférerait aux personnes et aux objets tabouiques ce caractère double, démoniaque qui, malgré la menace d'une peine, induit l'homme en tentation. De là naît inévitablement le sentiment de la faute dont la punition est constituée par le regret, le remords, le désespoir. C'est, clairement, le sentiment de la conscience naissante.

Freud, dans l'ouvrage que nous avons cité, donne une interprétation psychanalytique de l'institution totémique. Il se base sur la fable d'Edipe dont il voit le crime répréhensible par les premiers sauvages ; il voit une concordance entre la mésaventure d'Edipe et les deux préceptes tabouiques : ne pas tuer le Totem, père naturel du clan, et ne pas s'accoupler avec des femmes de même parenté.

Le totémisme est donc une étape dans la marche de la civilisation. Il faut y voir une institution sociale destinée à empêcher chez les sauvages, héritiers immédiats

des peuples primitifs, la répétition du crime contre le père, la répétition du double crime d'Edipe.

L'animal « Totem » est le père et le despote du clan.

Freud continue à plonger son regard plus avant chez les hommes « pré-totémiques », dans les ténèbres d'une époque, déjà vaguement explorée par Durand, antérieure aux dieux et aux héros. Il serait périlleux de l'y suivre. — J.-A. MAY.

TRADITION n. f. (du latin *traditio*, action de transmettre). Idées, croyances, sentiments, façons d'agir et de se comporter peuvent se transmettre d'un individu à l'autre, comme aussi de génération en génération. La parole, l'écriture, l'art sous toutes ses formes, l'instruction et l'éducation, la contrainte exercée sur leurs membres par les collectivités, l'imitation inconsciente ou volontaire contribuent à cette transmission qui, bien comprise, permettrait à l'espèce humaine d'accroître indéfiniment ses richesses intellectuelles et son savoir-faire. Nul progrès ne serait possible, si chaque inventeur ne bénéficiait des découvertes faites par ses prédécesseurs, si chaque génération ne recevait un bagage déjà lourd des générations précédentes. Grâce à la tradition, « l'humanité peut être considérée comme un seul homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement ».

Mais cette mémoire collective est dépourvue du pouvoir créateur qui permet à notre espèce de dépasser sans cesse le présent ; elle se borne, comme la mémoire individuelle, à enregistrer des faits ou des attitudes, sans intervenir pour les modifier. Si elle consacre les conquêtes de l'esprit, en le dispensant de recommencer constamment les mêmes opérations ou les mêmes actes, elle n'est pas le primitif artisan de ces conquêtes. Sans le contrepoids d'une volonté hardie et d'un continuel besoin de nouveauté, elle immobiliserait les peuples comme les individus dans une routine rapidement mortelle. Fort utile, indispensable même à titre de servante, elle sombre dans un automatisme irréflectif, dans une banalité stupide et machinale, dès qu'elle règne en maîtresse. Essentiellement conservatrice par nature, la tradition vaut seulement comme tremplin pour des envois plus audacieux. Sous peine d'entraver fâcheusement la marche en avant de l'humanité, elle ne doit en aucune manière abolir l'esprit d'initiative et le goût de l'effort.

En aucun cas, la tradition ne saurait donc être érigée en suprême règle du savoir ou de l'action, ainsi que le prétendent de trop nombreux contemporains. Dépourvue des incomparables mérites, des mystérieuses vertus que lui accordent de pseudo-philosophes et des écrivains charlatans, elle a besoin d'être soumise au contrôle de l'expérience et de la raison. Une erreur ne se transforme point en vérité du fait qu'elle a cours depuis très longtemps ; une institution injuste, un préjugé inhumain ne cessent pas d'être condamnables en devenant millénaires. La valeur intrinsèque d'un acte ou d'une idée reste indépendante et de son lieu d'origine et de sa date de naissance. Certaines pratiques barbares, en honneur chez les sauvages, remontent probablement à l'époque préhistorique ; et les plus cruelles habitudes des Hindous et des Chinois sont bien antérieures à l'ère chrétienne. Elles n'en sont pas moins absurdes et dangereuses, la répétition ne pouvant suffire à légitimer un acte inique en soi ou déraisonnable.

Les apologistes des anciennes coutumes, les thuriféraires patentés du bon vieux temps se bornent d'ailleurs, dans l'ensemble, à prôner la *Tradition*, avec la stupide ingénuité du dévot qui adore sans chercher à comprendre. A tout propos et hors de propos, ils répètent ce grand mot sonore dont ils seraient incapables de préciser la vraie signification. Quelques penseurs, s'appuyant sur les chimères de la théologie, ont voulu en faire le canal essentiel d'une primitive et divine

révélation ; en parlant du traditionalisme, nous noterons l'échec complet de leur tentative. Du point de vue rationnel et scientifique, la tradition n'est qu'un instrument trop souvent infidèle qui permet à la pensée réfléchie de fixer, dans la mémoire collective d'un groupe, les résultats de ses investigations. En faire une divinité dont les oracles infallibles tranchent toutes les difficultés, c'est méconnaître complètement et sa vraie nature et les étroites limites de ses possibilités.

Chez les catholiques, la tradition joue un rôle de premier ordre. Papes et conciles l'invoquent à l'appui de leurs dires, quand ils ne trouvent rien dans la Bible qui légitime leurs élucubrations. Elle renferme le dépôt de la révélation au même titre que les Livres Saints, assurent les théologiens de Rome. L'Evangile ne contient pas une phrase permettant de justifier la croyance à la virginité de Marie, à sa conception immaculée, à l'existence du purgatoire et à beaucoup d'autres dogmes ; mais une tradition remontant jusqu'aux apôtres servirait de base, paraît-il, à ces pieuses affirmations de la foi catholique. Et comme des érudits déclarent, avec preuves à l'appui, que les premiers chrétiens ignoraient totalement la plupart de ces dogmes, on parle d'une tradition purement orale, n'ayant laissé aucune trace écrite durant de très longs siècles. Moyen peu honnête mais fort commode d'esquiver les innombrables objections faites par les historiens sérieux. Avec une tradition aussi fuyante, aussi instable, le pape a beau jeu pour décréter n'importe quel dogme pouvant favoriser son prestige ou ses finances. Aux formules d'autorité le protestantisme a préféré le principe du libre examen et c'est aux seuls textes inspirés qu'il demande de nourrir sa foi.

Dans maintes loges, la tradition maçonnique est aussi l'objet d'un respect superstitieux. Cette tradition n'implique d'ailleurs aucune continuité au point de vue soit politique, soit anti-clérical, soit philosophique. En France, la franc-maçonnerie s'est ralliée successivement à Napoléon I^{er}, à Louis XVIII et à Charles X, à Louis-Philippe, à la République de 1848, au second Empire, à la troisième République pendant le seul XIX^e siècle. Son anticléricalisme ne date que des derniers lustres de ce même XIX^e siècle ; il lui valut, à bon droit, de profondes sympathies de la part des esprits indépendants ; ce fut, pour cette association, une période glorieuse. Mais cet anticléricalisme disparut dès 1914 ; il faut la mauvaise foi des théologiens catholiques pour ne pas reconnaître que la franc-maçonnerie est aujourd'hui l'alliée des religions plus que leur ennemie. Joseph de Maistre, qui fut un haut dignitaire de la franc-maçonnerie au début du XIX^e siècle, aurait sa place toute marquée dans certaines loges du XX^e. Au point de vue philosophique, nous constatons de même de perpétuelles variations ; une vague religiosité, un spiritualisme assez imprécis, voilà ce que l'on retrouve le plus habituellement. Par contre, la tradition maçonnique transmet avec un soin jaloux les rites et les symboles qui intriguèrent si longtemps les profanes. Dans un groupement ne disposant ni d'un plan d'ensemble, ni d'un credo uniforme, formules et signes traditionnels ont, en effet, l'avantage d'assurer une certaine continuité.

Aussi bien à gauche qu'à droite, les nigrefins de la politique invoquent très volontiers la tradition. Nos radicaux parlent des jacobins et de 1793 ; ces avortons pourris, ces courtiers marrons du parlementarisme se donnent des allures de Conventionnels, afin de mieux tromper les gogos. Mais leur énergie ne s'exerce que contre les travailleurs ; à l'égard des banquiers, des généraux réactionnaires, des cléricaux influents, ils sont d'une platitude qui écœurerait un Robespierre. Ce ne sont pas des jacobins, ce sont des comédiens, et de mauvais comédiens seulement. Quant à la tradition royaliste, invoquée chaque jour par l'Action Française,

elle inspire un insurmontable dégoût à quiconque étudie avec impartialité l'histoire des Capétiens. Des lubriques sanguinaires, des crétins orgueilleux, de véritables monstres au point de vue moral et humain, voilà ce que furent généralement les anciens rois. Et leurs modernes rejetons, héritiers des tares ancestrales, sont la proie d'instincts sadiques. Sous des habits rutilants, ils cachent un corps usé par de précoces débauches, ou miné par les maladies que leur légèrent de glorieux ancêtres. Aujourd'hui comme autrefois, la plupart des trônes sont occupés par de vrais fumiers ambulants. Ne soyons pas surpris qu'une tradition de ce genre soulève l'enthousiasme de Maurras et de Léon Daudet.

Pour comprendre à quels méfaits conduit le culte de la tradition, rappelons, en terminant, l'exemple de l'ancienne Chine. Totalement subordonné au sentiment de solidarité qui le rattachait à sa famille et à ses ancêtres, le Chinois rejetait comme sacrilèges toute innovation et tout progrès. Télégraphe, chemin de fer, etc... n'étaient que des inventions diaboliques puisque ses aïeux ne les connaissaient pas. La routine régnait sans contrepoids dans le Céleste Empire. Or, ces belles maximes ont valu au peuple chinois des malheurs et des souffrances qui le font plaindre par le reste du globe. Mais ceux qui prônent, chez nous, les bienfaits de la tradition oublient toujours de nous parler de la Chine. — L. BARREDETTE.

TRADITIONALISME. Ceux qui prônent la tradition manquent habituellement d'esprit critique et s'abstiennent de fournir un exposé philosophique et cohérent de leurs idées. Les arguments qu'ils invoquent sont d'ordre historique ou sentimental ; de préférence, ils se cantonnent même dans le domaine des dissertations littéraires ou des récits de pure imagination. Néanmoins, un petit nombre de penseurs, plus soucieux de servir les classes possédantes que la vérité, ont cherché à donner une base solide au culte de la tradition. Comme ils ne pouvaient justifier leur système par l'expérience ou la raison, ils ont eu recours à une métaphysique mêlée de théologie, qui, parfois, confine à la pure et simple divagation. D'où le traditionalisme, doctrine implicitement contenue déjà dans les écrits de Joseph de Maistre, et dont le vicomte de Bonald donna l'exposé le plus méthodique et le plus complet.

Joseph de Maistre fut un écrivain vigoureux, mais un très piètre philosophe. Ce théocrate enragé prétend que « nulle langue n'a pu être inventée ni par un homme, ni n'aurait pu se faire obéir, ni par plusieurs qui n'auraient pu s'entendre ». Aussi rabaisse-t-il la raison au profit de la théologie. Son système, s'il est permis d'appeler ainsi l'ensemble des thèses qu'il développe avec le plus de prédilection, n'a rien d'original ; il pousse seulement à l'exagération quelques idées chères à tous les catholiques orthodoxes. L'homme, affirme-t-il, mérite les malheurs qui l'accablent car il est coupable. Adam et Eve ayant désobéi à Dieu, leurs descendants ont hérité d'une nature foncièrement mauvaise et corrompue : d'où la nécessité de châtiments impitoyables ; d'où l'obligation de répandre à flots le sang humain. Et Joseph de Maistre fait l'apologie de la guerre, du bourreau, des grandes catastrophes qui terrifient les peuples, de toutes les tortures infligées à l'individu par la nature ou la société. Absolutiste féroce, il veut les sujets prosternés devant leur souverain ; aussi parle-t-il avec horreur de la Révolution française. Fervent catholique, bien que franc-maçon, il a fait, en termes invraisemblables, l'éloge de l'Inquisition et des Papes, que l'on doit considérer comme infallibles. En un mot, il s'est fait le champion de la tradition catholique dans ce qu'elle a de plus absurde et de plus inhumain.

Moins éloquent que Joseph de Maistre, le vicomte de Bonald est plus méthodique. C'est dans l'origine sur-

naturelle de la parole qu'il cherche le fait primitif capable de servir de base aux vérités métaphysiques. Selon lui, l'invention du langage est au-dessus des forces humaines ; elle supposerait, en effet, une intelligence très développée, et ce développement de l'esprit n'est, lui-même, possible que grâce à la parole : « Il est nécessaire, écrit-il, d'avoir l'expression de la pensée pour penser, car l'homme pense sa parole avant de parler sa pensée ». Sans la parole, l'idée ne pourrait pas même être conçue : « Notre entendement est ce lieu obscur où nous n'apercevons aucune idée, pas même celle de notre propre intelligence, jusqu'à ce que la parole humaine, dont on peut dire aussi, comme de la parole divine, qu'elle éclaire tout homme venant en ce monde, pénétrant jusqu'à notre esprit par le sens de l'ouïe, porte la lumière au sein des ténèbres et donne à chaque idée, pour ainsi dire, la forme et la couleur qui la rendent perceptible pour les yeux de l'esprit ». En conséquence, le langage suppose une révélation primitive, un commerce direct du créateur avec sa créature ; c'est un don de Dieu. Et, par son intermédiaire, les générations successives reçoivent les idées métaphysiques, morales, sociales, qui permettent aux collectivités de subsister : « Nous les retrouvons toutes et naturellement dans la société à laquelle nous appartenons et qui nous en transmet la connaissance en nous communiquant la langue qu'elle parle ». Ainsi l'homme, radicalement incapable d'inventer quoi que ce soit, se borne à dissocier et à combiner les idées qui lui sont transmises grâce à une tradition remontant jusqu'à ses premiers pères. Ce système théologico-métaphysique permet à l'auteur de légitimer le despotisme dans l'ordre politique et l'intolérance en matière de religion. Il suscita de vifs enthousiasmes sous la Restauration ; depuis longtemps son influence est nulle au point de vue religieux, même dans les milieux catholiques.

Le traditionalisme a trouvé d'autres défenseurs, dont les conceptions diffèrent beaucoup de celles que professait de Bonald. Citons l'abbé Baintain, Bonnetty, le père Ventura. Baintain déclare la raison impuissante à découvrir la vérité. Il s'efforce de le prouver par l'histoire des systèmes philosophiques et refuse en outre d'admettre que les premiers principes nous sont transmis par l'intermédiaire du langage. « Tout ce qui est humain, écrit-il, est contestable, variable, incertain ». C'est à la révélation chrétienne, à la foi (d'où le nom de fidéisme donné à ce système), qu'il faut s'adresser d'abord ; la raison n'interviendra utilement que plus tard : « La parole sacrée doit fournir au vrai philosophe les principes, les vérités fondamentales de la sagesse et de la science ; mais c'est à lui qu'il appartient de développer ces principes, de mettre ces vérités en lumière ; en d'autres termes, de les démontrer par l'expérience, en les appliquant aux faits de l'homme et de la nature, donnant ainsi à l'intelligence l'évidence de ce qu'elle avait d'abord admis de confiance ou cru obscurément ». S'appuyant de la sorte sur la Bible, Baintain distinguera l'esprit psychique et l'esprit physique de la nature, qui s'associent tous deux pour donner l'esprit du monde. Chez l'homme, il découvrira aussi un esprit physique et un esprit intelligent qui, en s'unissant, donneront un esprit intermédiaire, la raison. Les auteurs ecclésiastiques eux-mêmes déclareront son système extravagant. Bonnetty et le père Ventura ont des idées fort proches de celles de Baintain concernant le rôle de la révélation, mais n'admettent ni sa métaphysique, ni sa psychologie. Dans son *Essai sur l'Indifférence*, Lamennais se rapproche du traditionalisme par sa théorie du sens commun. La raison individuelle est radicalement incapable, assure-t-il, de découvrir la vérité ; elle ne peut s'élever qu'à une certitude *de fait*, purement instinctive. Mais la raison collective et le consentement universel du genre humain, qui est sa manifestation essentielle, nous mettent

en possession des vérités dont notre esprit a besoin. Dans la tradition catholique nous trouvons la forme la plus pure de ce sens commun, de cette raison générale qui, hors de l'Eglise romaine, est corrompue ou déformée par des erreurs et des préjugés sans nombre. Après sa condamnation par le pape et sa rupture avec Rome, Lamennais modifiera profondément ses conceptions. Dans son *Essai d'une Philosophie*, où il expose un panthéisme hétérodoxe, il réhabilite la raison personnelle et néglige la tradition ainsi que l'autorité.

Solennellement condamné en 1870 par le Concile du Vatican, le traditionalisme philosophique n'est plus enseigné dans aucune école catholique. Mais il existe toujours un traditionalisme politique qui compte de nombreux partisans. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les doctrines professées par les écrivains d'Action Française, et plus spécialement par Charles Maurras, son principal théoricien. Ce dernier, qui se proclame un cléricat athée, reprend les arguments de Joseph de Maistre et du vicomte de Bonald, mais il les sécularise et leur donne une teinte moderne. Les hommes ne peuvent faire la loi, disait de Bonald, puisqu'elle doit réprimer leurs passions ; autant vouloir « que la digue naisse du torrent ». Ch. Maurras affirme, dans un langage un peu différent, que chaque individu étant disposé à sacrifier l'intérêt général de la nation à son intérêt personnel, c'est un non-sens de vouloir fonder l'autorité sur le consentement du peuple. Dans la conscience d'un roi, au contraire, l'intérêt dynastique se confond avec l'intérêt personnel ; d'où une affinité naturelle entre le bien public et l'hérédité du pouvoir. Touchant la nécessité d'une hiérarchie sociale inégalitaire, de Bonald invoquait l'existence de lois fondamentales qui découlent de l'immuable volonté du créateur : « Les hommes, êtres semblables, mais non égaux de volonté et d'action, sont tous, par le fait seul de cette similitude et de cette inégalité, dans un système ou un ordre nécessaire de volontés et d'actions appelé société ; car, si l'on suppose égalité de volonté et d'action dans les êtres, il n'y aura plus société ». Ch. Maurras critique de même la notion d'égalité, mais au nom de l'hérédité, de la différenciation des éléments sociaux, et de la concurrence qui fait triompher les plus aptes : « Il faudrait nous conduire autrement si notre univers était construit d'autre sorte et si l'on pouvait y obtenir des progrès d'une autre façon. Mais tel est l'ordre... Contredire ou discuter l'ordre est perdre son temps ». D'une façon générale, d'ailleurs, les néo-monarchistes font étalage d'une pseudo-science qui n'est qu'un tissu d'erreurs et de fantaisies. « La solution monarchiste, dira Paul Bourget, est la seule qui soit conforme aux enseignements les plus récents de la science ». Et, dans plusieurs romans, ce fossile émettra la prétention d'apporter des preuves scientifiques de cette mensongère affirmation. Ajoutons qu'à l'instar de Joseph de Maistre, bien que pour d'autres motifs, Ch. Maurras est sans pitié pour l'humanité souffrante. Il condamne la bienfaisance et la miséricorde. « Cette pitié dénaturée, écrit-il, a dégradé l'Amour. Il s'est nommé la Charité : chacun s'est cru digne de lui. Les sots, les faibles, les infirmes ont reçu sa rosée. De nuit en nuit s'est étendue la semence de ce fléau ». Parfois même il semble regretter la disparition de l'esclavage. N'en soyons pas surpris, car « la seule vraie vertu, qui est la force » résume toute sa morale. Pourtant, pas plus sous sa forme pseudo-scientifique que sous sa forme théologique, le traditionalisme ne peut être pris au sérieux. Il repose sur ces vieilles sornettes que sont les notions d'Autorité, de Gouvernement, d'Intérêt National, de Tradition. Il se ramène à un jeu idéologique, que la science positive ne confirme en aucune manière. Pour se laisser prendre aux divagations d'un Maurras, il faut n'avoir qu'un cerveau très peu apte à la réflexion. — L. BARBIERTE.

TRANSITOIRE (Pénoux). Si une révolution prolétarienne insurrectionnelle avait lieu, aujourd'hui même, dans nos pays, et que toutes les autorités constituées fussent, par elle, anéanties, deviendrait-il pratiquement possible, par ce seul fait, d'instaurer sans délai, sur les ruines de l'ordre ancien, une organisation sociale communiste-anarchiste, c'est-à-dire une organisation viable, n'ayant recours, pour se maintenir, à aucune forme de contrainte — police, armée, gouvernement, ou autre — et dans laquelle, la propriété ayant été abolie, la consommation serait libre et gratuite, la production assurée, sans rémunération aucune, par le simple jeu des libres initiatives ?

Répondre, sans ambiguïté ni réticences, par l'affirmative, c'est se prononcer nettement pour le communisme anarchiste révolutionnaire. Prétendre que les circonstances de la vie sociale actuelle, au triple point de vue des ressources économiques, de l'éducation des masses, et de l'état des mœurs, sont tellement peu en rapport avec les conditions, matérielles et morales, indispensables à un essai de ce genre, que l'on n'en saurait attendre d'autre résultat qu'un désordre inouï, rapidement suivi d'une répression sanglante, c'est reconnaître, en conformité des thèses socialistes communistes, qu'entre la phase insurrectionnelle, destructive, de la Révolution, et l'accomplissement intégral de son programme, il pourra être nécessaire de faire face aux exigences d'une « période transitoire », réglementée, dirigée, comportant des sanctions et des institutions de défense, pour la sauvegarde et l'extension des conquêtes révolutionnaires, en l'attente du jour où l'universalisation d'une vie sociale communiste, et le développement des consciences individuelles, ainsi que des habitudes collectives, auront rendu inutiles ces mesures.

La question est d'importance capitale. Au point de vue de la doctrine révolutionnaire, dans ses applications immédiates et pratiques, en elle réside la principale frontière qui sépare, dans le mouvement d'émancipation du prolétariat, les éléments anarchistes communistes, des éléments socialistes, considérés dans leur ensemble, sans distinction de partis. Elle s'impose à l'attention de tous ceux qui, à un titre quelconque, ne se désintéressent ni de l'avenir social, ni même de ce que pourraient nous réserver, d'un instant à l'autre, des événements décisifs. En effet, si de tels événements devaient, dans un temps prochain, se produire sans que, à défaut d'une solution unique, un accord fût intervenu, sur ce point, entre les diverses fractions révolutionnaires, les conséquences d'une pareille division pourraient être de la plus haute gravité, en causant, dès le début, au sein des forces insurrectionnelles, des compétitions sanglantes, pour le plus grand profit de l'ennemi commun.

Pour qu'une insurrection fût de nature à faire « table rase » du passé, et organiser, d'emblée, sans contrainte aucune, une société communiste anarchiste, il faudrait, de toute nécessité : 1° Que le mouvement révolutionnaire n'eût pas été seulement national, mais mondial ; 2° Que, dès la fin de l'insurrection, l'ordre nouveau, non seulement ne comptât plus d'ennemis d'aucune sorte, mais qu'il bénéficiât de l'adhésion quasi universelle du genre humain ; 3° Que les ressources alimentaires et, d'une façon générale, tout ce qui est nécessaire à l'existence d'une société moderne, fussent en quantité très supérieure aux exigences de la consommation ; 4° Que les citoyens de la nouvelle république, éduqués déjà selon des formules rationalistes et scientifiques, fussent exempts des instincts de domination, comme de servitude et de barbarie, qui, durant des millénaires, furent cause d'inégalité, de souffrance et de meurtres, dans l'histoire des précédentes générations.

Un concours aussi favorable de circonstances n'est pas impossible en soi. Mais il ne s'est encore jamais

présenté, et il apparaît à échéance plutôt lointaine. Jusqu'à présent, les foyers d'insurrection sont demeurés localisés ; les révolutions victorieuses, alors même que leurs objectifs étaient incomparablement plus modestes, ont eu à faire face à nombre de difficultés, notamment à vaincre par les armes la coalition des puissances demeurées fidèles au passé, comme ce fut le cas de la Révolution française, de la Révolution russe, de la Commune de Paris. Etant donné que le plus grand nombre des chances est, de nos jours, pour qu'il en soit encore de même, à la première occasion, la prudence comporte, sans qu'il soit imposé à l'avenir des directives absolues, de se prémunir contre ce qui a le plus de probabilité d'exister.

Un suffisant concours de circonstances n'étant pas encore réalisé, et la guerre civile éclatant néanmoins, quelle sera la tactique anarchiste communiste révolutionnaire pour demeurer, à la fois, conséquente avec elle-même, et en rapport avec les exigences de la situation ? Conscients de l'impossibilité matérielle de réaliser pleinement leur idéal, les anarchistes communistes révolutionnaires s'acharneront-ils à détruire, quand même, à l'encontre de toute logique, les barrières opposées par d'autres aux menées de la contre-révolution, sous prétexte que ces mesures, pourtant indispensables, sont incompatibles avec les données essentielles de leur philosophie abstraite ? S'abstiendront-ils, plus sagement, de s'immiscer dans les conflits violents, chaque fois qu'ils estimeront que ce qu'ils en pourraient retirer n'est pas en proportion de ce qu'ils y pourraient perdre ? Ou bien, ce qui serait préférable encore, pratiqueront-ils, à l'égard de révolutionnaires plus réalistes, une tactique de soutien, en l'attente de conditions sociales plus en rapport avec leurs projets ?

Il serait de la plus grande utilité d'être fixé sur la question de savoir si les espérances de liberté élargie, ou de bien-être accru, que comporte toute insurrection prolétarienne, même limitée dans ses possibilités immédiates, doivent être sacrifiées à des principes intangibles, fixés hors du temps et de l'espace, ou bien si, au contraire, les principes ne doivent pas être, en considération de la relativité des circonstances, d'utiliser, sans préjugé, en faveur du progrès humain, jour par jour, tout ce qui est susceptible de le favoriser ?

La formule : « de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins », est inspirée par de nobles sentiments. Du point de vue de la morale pure, on ne peut trouver mieux. Cependant si, comme il arrive fréquemment, une insurrection éclate dans une période de disette et de troubles, alors que le rationnement s'imposerait, et que les usines devraient fournir à plein rendement, commettra-t-on l'irréparable imprudence de faire de cette formule la règle de la production et de la consommation ? Si, comme c'est, hélas, fort probable, les citoyens — ceux que nous voyons, en nombre excessif, se précipiter à l'assaut des voitures publiques, sans égard pour les femmes, les vieillards et les enfants — n'ont pas cette conscience de respecter d'eux-mêmes la règle temporaire du rationnement, abandonnera-t-on au pillage des plus forts les stocks alimentaires, plutôt que de faire garder ceux-ci par des hommes en armes, sous prétexte qu'il ne faut pas user d'autorité ? Le mouvement insurrectionnel devenant localisé, et la Révolution trouvant en face d'elle, au lendemain de ses premières victoires, la Sainte-Alliance des nations demeurées soumises aux grandes sociétés financières, à l'Eglise, et aux états-majors impérialistes, abandonnera-t-on la lutte, en plein succès, s'exposera-t-on bénévolement au massacre et aux persécutions, plutôt que de résister militairement aux frontières ? Et, si l'on prend le parti de se défendre militairement, ne découvrira-t-on pas alors qu'il serait vain, dans une guerre du XX^e siècle, de recourir à des bandes de volontaires, sans cohésion ni directives spé-

rieuses, et que le seul moyen de se défendre utilement est dans la constitution d'effectifs disciplinés, pourvus d'un matériel suffisant ? Si l'on admet l'opportunité de tels recours, que devient la philosophie de l'action anarchiste ? Si on ne la reconnaît pas, quel sera le sort de la Révolution sociale ?

L'argument dilatoire qui consiste à déclarer que nul n'étant capable de prophétiser, nul ne sachant quand et comment se déclenchera la prochaine révolution, il serait téméraire de tracer à son égard, dès à présent, un plan d'action quelconque, est un argument captieux, mais sans valeur positive. Prévoir n'est pas prophétiser, mais se mettre en garde contre la surprise d'événements possibles, dont la nature est connue, et dont rien ne permet de nier la réapparition, d'un jour à l'autre. Les faits révolutionnaires ne sont pas du domaine des constatations vagues, imprécises. L'histoire en foisonne. Certains se sont passés sous nos yeux, depuis moins de vingt ans, et qui comptent parmi les plus graves. Les conditions dans lesquelles ils se produisent, pour ne pas être identiques, ne sont pas tellement contradictoires, et mystérieuses, qu'il n'en soit pas fait état, au même titre que de n'importe quelle autre source d'expérience. Or, sans rien nier, à l'avance, de ce qui pourrait être, et en faisant la part de l'imprévu, il y a lieu, pour tout homme raisonnable, de prendre en considération, d'abord, l'enseignement de ce qui a été.

Se basant sur l'expérience acquise, il y a lieu de supposer que, si une insurrection communiste anarchiste se produisait, de nos jours, sur un point quelconque du globe, et si elle y obtenait la victoire sur les forces gouvernementales — ce qui n'est qu'une première étape de la Révolution, et peut-être la plus facile à réaliser — elle n'en serait pas moins, à bref délai, en présence de ce double dilemme : s'imposer à ses adversaires de l'extérieur, comme à ceux demeurés à l'intérieur, ou disparaître sous leurs coups ; instaurer la nouvelle société, avec toutes les mesures de défense appropriées à la situation, ou sombrer dans un désordre économique sans précédent.

Ma conclusion est la suivante : Une société communiste-anarchiste ne peut être le produit d'un hardi coup de main, jetant à bas quelques puissances despotiques. Elle ne peut être considérée, selon toute vraisemblance, que comme l'aboutissement lointain d'une évolution considérable des masses, au triple point de vue des mœurs, de l'intelligence, et du régime économique, évolution dont il n'appartient à personne de brûler à volonté les étapes, mais dont un certain nombre de secousses brutales, et des dispositions transitoires, sont susceptibles de favoriser la marche. Tant que cette évolution, coupée ou non par des catastrophes révolutionnaires, ne sera pas un fait accompli, le rôle des anarchistes qui ne voudront pas se mettre dans le cas d'être obligés de recourir aux méthodes du socialisme communiste, mais demeurer fidèles à leurs principes, sera nécessairement limité à la culture individuelle, et l'éducation, c'est-à-dire la lutte contre les superstitions et les préjugés, à la lumière du libre-examen, sans dogmatisme étroit. Ce rôle n'est pas dépourvu d'intérêt il n'est pas négligeable, en effet, que, dans le mouvement social actuel, qui semble devoir enliser dans le collectif toutes les initiatives hardies et les caractères d'exception, des hommes demeurent en marge des embrigadements, pour la sauvegarde des libertés non déraisonnables, grâce auxquelles a été édifié, dans le labeur des grands ouvriers de la pensée, tout ce qu'il est de bon et de beau dans le monde. —

Jean MARESTAN.

TRANSITOIRE (Pénurie). Dans l'étude que j'ai consacrée à la « Révolution Sociale » et, notamment, dans la partie de cette étude qui a pour objet d'examiner ce qu'on qualifie de « période transitoire » (pages 288-90 et 91), j'ai, par avance, répondu à l'article qui précède celui-ci. Je ne m'attarderai donc pas à opposer dans le détail ma conception de la dite *période transitoire* à celle de mon ami et collaborateur Jean Marestan.

Je me bornerai à quelques remarques et observations dans le but d'attirer l'attention du lecteur sur certains points d'importance.

Première observation. — L'article de Marestan débute ainsi : « Si une révolution prolétarienne insurrectionnelle avait lieu, aujourd'hui même, dans notre pays, » et que toutes les autorités constituées fussent, par « elle, anéanties, deviendrait-il pratiquement possible, » par ce seul fait, d'instaurer sans délai, sur les ruines de l'ordre ancien, une organisation sociale communiste anarchiste, c'est-à-dire une organisation viable, n'ayant recours, pour se maintenir, à aucune « forme de contrainte — police, armée, gouvernement, » ou autre — et dans laquelle, la propriété ayant été « abolie, la consommation serait libre et gratuite, la « production assurée sans rémunération aucune, par « le simple jeu des initiatives ? »

Étant donné que c'est à cette question et à la réponse qu'il sied de lui faire que l'article de Marestan est, quant au fond, d'un bout à l'autre, consacré, il convient, avant tout, de se demander si c'est bien dans ces termes que le problème doit être posé. Et, sans hésitation, j'affirme que les données du problème à résoudre étant totalement faussées, la solution du problème lui-même est fatalement condamnée à subir toutes les erreurs qui en sont la suite.

L'auteur du précédent article confond un peu légèrement un mouvement insurrectionnel victorieux avec ce que les Anarchistes entendent par la Révolution Sociale. Dans l'état actuel des choses, il se pourrait, à la rigueur — et encore... — qu'une insurrection prolétarienne éclatât et renversât les Pouvoirs établis. Ce pourrait être le résultat d'un coup de force parti d'en bas et exécuté, par surprise, par le brusque soulèvement en masse des travailleurs. Il se pourrait même que, dans un élan magnétique et unanime de colère et de révolte, toutes les forces révolutionnaires se rassemblent et missent en déroute la police, l'armée, tout l'appareil de résistance dont disposent les détenteurs de l'Etat capitaliste. Mais il est certain qu'une telle victoire ne saurait, « aujourd'hui même », c'est-à-dire en 1934, comporter l'anéantissement définitif des institutions sur lesquelles reposent le Capitalisme et l'Etat.

Le champ destructif de toute insurrection, je dirai même de toute révolution se limite nécessairement aux objectifs visés par les inspirateurs et acteurs d'un tel soulèvement ; on peut même affirmer, à la lueur de ce qui s'est passé partout et toujours, que ces objectifs ne sont que très rarement réalisés et que les conséquences immédiates d'une révolution insurrectionnelle (je me sers, ici, des termes employés par Marestan lui-même) restent toujours en deçà du but que se sont assigné les insurgés.

Or, il n'est pas douteux que, si l'on admet l'hypothèse dans laquelle se place Marestan : « Si une révolution prolétarienne insurrectionnelle avait lieu, aujourd'hui même, dans notre pays », une telle révolution n'aboutirait certainement pas à l'anéantissement des autorités constituées, parce que : d'une part, ces autorités ne sont pas encore suffisamment discréditées et disqualifiées, elles ne se sont pas assez avérées incapables et malfaisantes ; leur ruine morale (indispensable facteur de leur ruine matérielle) n'est pas encore poussée assez loin ; et parce que, d'autre part, l'état de division qui non seulement disperse mais encore oppose les diverses

fractions du prolétariat voue celui-ci à un affaiblissement voisin de l'impuissance et, par suite, rend tout à fait inadmissible la supposition, à l'heure présente, d'une révolution triomphante.

Je signale donc, sans aller plus loin, la mortelle contradiction dans laquelle est tombé mon collaborateur et à laquelle, au demeurant, il lui était interdit d'échapper, emporté et en quelque sorte aveuglé par le désir qui le possède de justifier son point de vue. Cette contradiction est flagrante.

Elle consiste : d'un côté à bâtir tout l'échafaudage de sa thèse sur la possibilité d'une Révolution entraînant « l'anéantissement de toutes les autorités constituées » — relisez le texte que je cite plus haut et qui définit les termes mêmes du problème à résoudre — et, de l'autre côté, à se prévaloir de « l'insuffisance actuelle » des ressources économiques, de l'inéducation des « masses et de l'état des mœurs » pour en inférer que l'anéantissement de toutes les autorités constituées conduirait inévitablement à un désordre inouï, rapidement suivi d'une répression sanglante.

Eh bien ! De deux choses l'une : ou bien il est exact que les ressources économiques sont insuffisantes, que les masses sont inéduquées et que l'état des mœurs ne rend pas avec l'anéantissement des institutions politiques, économiques et morales qui régissent, à l'heure présente, la société et, dans ce cas, il faut abandonner, sous peine de choir dans l'in vraisemblance, voire l'absurdité, l'hypothèse d'une révolution prolétarienne insurrectionnelle faisant table rase de toutes les clauses du contrat social en vigueur ; ou bien il faut prendre au sérieux cette hypothèse et, dans ce cas, il faut cesser d'invoquer l'insuffisance des ressources économiques, l'ignorance des masses et l'immoralité des foules, parce que l'anéantissement des autorités constituées présuppose, que dis-je ? exige une moralité en voie de transformation avancée, une éducation des masses poussée jusqu'à la volonté de destruction totale des institutions établies et des possibilités de production surabondantes.

La contradiction que je souligne, dès le début, vicié la thèse que je combats et lui enlève toute valeur.

Hâter l'heure à laquelle les ressources économiques atteindront un niveau plus élevé, où les masses se seront haussées jusqu'à un degré culturel suffisant, où l'état des mœurs sera prêt à s'adapter à un milieu social libertaire : tel est, à mon sens, le travail auquel se doivent tous ceux et toutes celles qui ont en vue l'instauration d'une organisation communiste-anarchiste.

Ce labeur énorme c'est celui qui, ayant pour objet de saper, d'ébranler, de ruiner peu à peu la structure sociale présente, d'en assurer aussi promptement que faire se pourra, l'effondrement total et définitif et de préparer le plan et les matériaux d'une structure sociale basée sur l'entente libre, ce labeur gigantesque, c'est celui qui répond aux nécessités de la période transitoire ; mieux : c'est la période transitoire elle-même, et tout entière.

Je ne saurais trop le répéter (voir, à l'article *Révolution Sociale*, les pages 2388 et suivantes) cette période transitoire ne suit pas la Révolution, elle la précède, elle l'enfante. C'est d'elle que sort la véritable Révolution Sociale, toutes les autres n'étant que des avortements.

Finira-t-on par comprendre et admettre cette vérité élémentaire ?

Deuxième observation. — L'Humanité ayant, depuis des millénaires, vécu sous la férule des Maîtres qui, par la force ou la ruse, se sont imposés et qu'elle a eu la sottise et la lâcheté de subir, il est fatal que l'humanité se laisse, plus ou moins longtemps encore, aller à l'espoir qu'elle trouvera, demain, des Maîtres moins

cruels, moins injustes et moins haïssables que ceux d'hier et d'aujourd'hui. Mais elle finira par ouvrir les yeux ; elle constatera que monarchie, république, fascisme, dictature, etc., sont des vocables qui s'appliquent à des formes constitutionnelles et gouvernementales variables, mais que ces divers pavillons, bien que porteurs d'étiquettes différentes, couvrent la même marchandise : oppression politique, exploitation économique, inégalité, injustice, rivalité, guerre.

Un jour viendra où, après avoir fait le jeu de tous les Partis qui se proclament prolétariens, après avoir porté au pouvoir les chefs de ces Partis, après leur avoir, en toute confiance, attribué la glorieuse mission de les affranchir et d'assurer leur bonheur, les masses laborieuses se rendront compte de l'erreur dans laquelle elles seront ainsi tombées. Elles constateront inévitablement que, capitaliste ou prolétarien, l'Etat et les institutions qui, forcément l'accompagnent, c'est toujours l'Etat, et que ce sont toujours ses institutions d'oppression, de domination, d'abrutissement, de répression, de gabegie et de servilité, corollaire fatal de tout gouvernement. Un jour viendra où les travailleurs s'apercevront que, si le troupeau qu'ils forment n'est plus tondue et dévoré par les Maîtres dont « la Révolution insurrectionnelle prolétarienne » les aura délivrés, ils n'en continuent pas moins à être le troupeau dont les nouveaux Maîtres persistent à tondre la laine et à manger la chair.

Ce jour viendra.

Anarchistes, nous en avons la certitude et notre clairvoyance en entrevoit, d'ores et déjà, l'aube. Anarchistes, nous avons la rude, ingrate, mais noble tâche d'abrèger la durée de la nuit qui nous sépare encore de cette radieuse aurore. Résistances, lenteurs, difficultés, injures, persécutions, rien ne nous arrêtera dans l'accomplissement de cette tâche qui est précisément celle de la période transitoire. Aujourd'hui, cette tâche est exceptionnellement ardue ; elle cessera de l'être demain ; elle le sera de moins en moins, grâce aux événements de toute nature qui ne cessent de travailler pour nous, de confirmer l'exactitude de nos conceptions, de faire pénétrer dans l'esprit des multitudes qui souffrent les convictions qui nous animent et les espoirs qui nous habitent ; grâce, enfin et surtout, à l'usure de tous les Partis politiques — socialistes et communistes compris — usure, c'est-à-dire discrédit et disqualification qui se poursuivent à un rythme de plus en plus accéléré.

Oui, un jour viendra... Ce qui veut dire qu'il n'est pas encore venu et que, conséquemment, c'est déplacer et fausser totalement les données du problème à résoudre, que de le poser comme le fait Marestan : « Si une « révolution prolétarienne insurrectionnelle avait lieu « aujourd'hui même, dans notre pays » ; et c'est, par surcroît, enlever tout caractère de vraisemblance à ce qui suit : « et que toutes les autorités constituées fussent, par elle, anéanties... ».

Il serait cruel d'insister, et je passe à un autre ordre de considérations.

Troisième observation. — Dans le but de justifier la nécessité de ce qu'ils appellent « la période transitoire » les tenants de cette conception qui aboutit — qu'on le veuille ou non — à l'établissement d'une Dictature, invoquent le besoin de défendre les conquêtes de la Révolution.

Examinons impartialement la valeur de ce point de vue.

Eh, tout d'abord, de quelle Révolution s'agit-il ? S'il s'agit d'une Révolution — même insurrectionnelle, même prolétarienne — ayant eu pour résultat de chasser du Pouvoir les représentants de la bourgeoisie pour installer, à leur place, ceux du prolétariat et d'exproprier la classe capitaliste des richesses qu'elle détient

pour en transférer la propriété et la gestion souveraine à un Capitalisme d'Etat, il n'est pas douteux qu'un tel mouvement révolutionnaire n'a rien d'anarchiste et qu'il ne saurait avoir pour conséquence l'anéantissement de toutes les autorités constituées ; ce point admis (et nul, je pense, ne s'avisera de le contester), il est évident que, tout au contraire, une Révolution de ce genre, loin d'affaiblir le Capitalisme et l'Etat, aura pour effet de les consolider, ne fût-ce que par le rajeunissement dont ils bénéficieraient.

Au lendemain d'une telle pseudo-Révolution, le sort du prolétariat se sera-t-il sensiblement amélioré ? — En apparence, oui ; en réalité, non.

Dans sa remarquable étude sur la Révolution russe, mon excellent collaborateur Voline a dépeint, en termes saisissants, la situation du paysan et de l'ouvrier russe au nom de qui, cependant, sous le prétexte de défendre les conquêtes révolutionnaires et d'installer, en Russie, le communisme, le parti bolcheviste impose sa dictature, depuis près de dix-sept ans, à une population de cent soixante millions d'individus.

Voici ce que dit Voline (pages 2430 et 2431) :

« Puisque tout ce qui est indispensable pour le travail » de l'homme — autrement dit tout ce qui est *capital* » — appartient, en Russie actuelle, à l'Etat, il s'agit, » dans ce pays, d'un *Capitalisme d'Etat* intégral. Le » capitalisme d'Etat, tel est le système politique, écono- » mique, financier et social en U. R. S. S., avec toutes » ses conséquences logiques dans le domaine moral, » spirituel ou autre.

« Pour le travailleur, l'essentiel de ce système est » ceci : tout travailleur, quel qu'il soit, est, en fin de » compte, un *salaire* de l'Etat. L'Etat est son unique » patron. Si l'ouvrier ou le paysan rompt son contrat » avec ce patron, il ne peut plus travailler *nulle part*. » En conséquence, l'Etat-patron peut faire avec l'ou- » vrier tout ce qu'il veut. Et si, pour une raison quel- » conque, ce dernier est jeté dans la rue, il ne lui reste » plus qu'à crever de faim, à moins qu'il ne « se dé- » brouille » comme il peut. Ce n'est pas tout : le sys- » tème veut que l'Etat-patron soit, en même temps, » juge, geôlier et bourreau de tout citoyen, de tout » travailleur. L'Etat lui fournit du travail ; l'Etat le » paye ; l'Etat le surveille ; l'Etat l'emploie et le mène » à sa fantaisie ; l'Etat l'éduque ; l'Etat le juge ; » l'Etat le punit ; l'Etat l'emprisonne ; l'Etat le bannit » ou l'exécute... Employeur, protecteur, surveillant, » éducateur, juge, geôlier, bourreau ; tout, absolument » tout dans la même personne : celle d'un Etat formi- » dable, omniprésent, omnipotent.

« Comme le lecteur le voit, ce système est bien celui » d'un *esclavage complet, absolu, du peuple labo- » rieux* ; *esclavage physique, intellectuel et moral*. »

Que reste-t-il, de nos jours, des fausses conquêtes révolutionnaires que, par la soi-disant Dictature du prolétariat, le Parti Communiste devait défendre et sauvegarder ? Cette défense, ce maintien, ce salut des conquêtes de la Révolution d'octobre 1917, est, nous affirme-t-on, la seule justification et l'unique raison d'être du régime d'inegalable oppression qui, depuis, sévit en Russie, régime qui, au dire de ses profiteurs, ne devait pas durer un jour de plus qu'il ne cesserait d'être absolument indispensable. Est-ce ainsi qu'on supprime le salariat, ce qui est l'a b c d de toute révolution prolétarienne, et qu'on construit le communisme ? Bref, est-ce de la sorte qu'on prétend conserver aux masses les avantages de la victoire révolutionnaire qui a couronné leurs efforts ?...

Qu'on y réfléchisse ! Et on constatera que tous les gouvernements qui ont fait suite aux insurrections et révolutions populaires que, depuis cent cinquante ans, l'histoire a enregistrées ont tous, sans exception, proclamé qu'ils considéraient comme l'essentiel de leurs attri-

butions la charge de défendre et de développer les progrès et conquêtes issus de ces insurrections et révolutions et que, en fait, leur action n'a été qu'une astucieuse et lente confiscation de ces conquêtes à leur exclusif profit et au détriment des masses peu à peu frustrées des fruits de leur victoire. Les exemples foisonnent, frappants et décisifs :

En 1789, c'est la Révolution française conquise par la bourgeoisie succédant à la noblesse ; en 1870, c'est, après la capitulation de Sedan, la déchéance de l'Empire et la proclamation de la République, le régime des Thiers, des Mac-Mahon, des Opportunistes, des Radicaux, des Poincaré, des Tardieu, des Herriot, des Marquet et des Doumergue. En Allemagne, c'est la social-démocratie qui, succédant au Kaiser, conduit, par ses timidités et ses trahisons, à l'avènement triomphal de l'Hitlérisme. En Italie, après la prise des usines et leur occupation par les travailleurs, ce sont les défaillances et la vulerie des chefs socialistes qui déterminent la marche sur Rome et le triomphe du bourreau du peuple italien : l'odieux Mussolini. En Espagne, c'est après le mouvement magnifique de colère et de mépris qui a culbuté la monarchie et proclamé la République, la suppression des libertés démocratiques et l'étouffement, par une répression sauvage, des revendications les plus légitimes des travailleurs de l'usine et de la terre. En Autriche, ce sont encore les hésitations et les faiblesses de la social-démocratie qui ont ouvert la route à Dollfus.

C'est en vain que, las d'être opprimés, bernés, trahis, exploités, les peuples s'insurgent. A peine sont-ils parvenus à renverser un trône, à balayer un régime de sang et de boue, que se présentent à eux les aventuriers de la politique. Ceux-ci, qu'ils soient de gauche ou de droite, leur affirment que les masses populaires sont incapables de se conduire et s'offrent à les diriger ; ils font le serment de se consacrer, avec autant de désintéressement que d'énergie à la réalisation de l'idéal de bien-être et de liberté qui, dans tous les pays du monde, est inscrit dans le cœur des multitudes qui pâtissent de l'exploitation et de la domination dont elles sont victimes.

« Rassurez-vous, disent ces bons apôtres. Ce ne sera qu'un régime provisoire ; il durera tout juste le temps qu'il faudra pour abattre définitivement et réduire à l'impuissance les criminelles entreprises de ceux qui, à l'intérieur ou de l'extérieur, tenteraient de vous ravir le fruit de vos efforts et de vos sacrifices. Heureusement pour vous, nous sommes là, nous, les expérimentés, les compétents, les dévoués, les prévoyants. Fiez-vous à nous ; ne craignez rien ; nous répondons de tout ! »... Et c'est la fameuse *période transitoire* qui commence.

Malheur aux masses laborieuses qui, dans leur ignorante crédulité, se laisseront prendre au piège que leur tendent ainsi les « perflides » et les « malins » ! Je ne répéterai jamais trop, que, si la population insurgée ne réagit pas *incemment*, si elle ne repousse pas sur l'heure de telles propositions, si elle permet la constitution d'un gouvernement provisoire de Défense révolutionnaire, si elle abandonne, ne fût-ce qu'un jour, la gérance de ses propres affaires et la direction de ses propres destinées, en un mot, si elle consent à se donner de nouveaux maîtres, cet acquiescement équivalra à la confiscation par ceux-ci, dans un délai très bref, de toutes les conquêtes révolutionnaires.

Mais les anarchistes seront là pour mettre en garde le Monde du Travail contre de telles manœuvres, pour faire comprendre aux révolutionnaires que personne n'est autant qu'ils le sont eux-mêmes en état de veiller à la défense de la Révolution triomphante ; que, s'ils ont eu le courage et la force de mettre en déroute leurs adversaires quand ceux-ci avaient à leur service le Pouvoir et l'Argent, il ne leur sera pas impossible de

briser toute tentative de retour offensif à laquelle, ne disposant plus des mêmes avantages, les contre-révolutionnaires se livreraient.

Les Anarchistes seront là pour s'opposer à la résurrection et même à la survivance, sous quelque forme que ce soit, des « Autorités que la Révolution aura anéanties ». Ils élèveront une digue infranchissable aux agissements intéressés des aspirants dictateurs. Sans perdre un jour, ils s'attelleront au travail de reconstruction nécessaire ; ils appelleront les travailleurs des champs et des villes à la constitution immédiate de leur organisation communale, régionale, nationale et internationale ; ils s'appuieront sur les syndicats pour assurer la production, sur les coopératives pour assurer la répartition entre tous des produits obtenus par l'effort de tous. Et la population tout entière étant appelée, dans ces conditions, à bénéficier des conquêtes de la Révolution, s'attachera tout de suite et si ardemment à la défense de ces conquêtes dont elle aura perçu d'une façon pratique et tangible les incomparables bienfaits, qu'elle saura sauvegarder ces conquêtes et, promptement, les mettre définitivement à l'abri de toute agression.

« Faisons nos affaires nous-mêmes ; ne confions à personne le soin de les faire pour nous », tel sera le mot d'ordre que les Anarchistes propageront et, donnant l'exemple, ils entraîneront avec eux les masses et couperont court à tout essai de gouvernement provisoire ou d'Etat prolétarien à qui incomberait la tâche d'assurer, en période transitoire, la défense des conquêtes révolutionnaires et l'édification de la nouvelle société.

Quatrième et dernière observation. — Tout est soumis aux lois inflexibles de l'évolution : les régimes et les civilisations, comme les organismes vivants. Ceux-ci traversent trois phases : la naissance, le développement et la disparition, ou, si l'on préfère : la jeunesse, la maturité et la vieillesse. Quand un organisme vivant atteint le seuil de la vieillesse, il entre dans cette phase qu'on peut qualifier de *période transitoire*, puisque c'est au cours de celle-ci que, devenu vieux, l'organisme s'achemine, plus ou moins lentement, mais d'une façon certaine, vers sa disparition-transformation.

La civilisation actuelle, c'est-à-dire le régime capitaliste et l'Etat qui a pour fonction de le protéger, de le maintenir (car, sans le Gendarme qui le défend, le Capitalisme serait sans force), la Civilisation actuelle, dis-je, a atteint son apogée ; on peut même affirmer qu'elle l'a dépassée ; elle est entrée dans le stade de la vieillesse, du déclin, de la décrépitude qui précède la mort et, par une pente fatale, l'y conduit inéluctablement.

Ce stade, c'est celui durant lequel, le Capitalisme et l'Etat (deux associés, deux complices) perdent, de jour en jour, la puissance et l'énergie acquises pendant la jeunesse et conservées durant la maturité. Cette période est ouverte ; c'est la véritable *période transitoire*. Nous y sommes en plein. Combien de temps durera celle-ci ? Seul, l'avenir peut nous le dire. Mais nous avons la certitude que le milieu social engendré par l'Etat et le Capital porte au flanc, dès aujourd'hui, une blessure qui ne se fermera plus. Cette blessure est mortelle. Médecins et chirurgiens pourront prolonger plus ou moins l'existence du régime vieilli et infecté, mais celui-ci est incurable et lorsque la Révolution enfoncera le fer dans la plaie, le Capitalisme et l'Etat succomberont. La véritable révolution marquera la fin de la *période transitoire* et non le moment où celle-ci s'ouvrira. — Sébastien FAURE.

TRAVAIL n. m. On nous vante sur tous les tons la nécessité du travail. Nul ne doit s'y soustraire. On va même jusqu'à dire : « Le travail, c'est la liberté ». Ceci est vrai en théorie, mais en pratique, c'est bien

différent. Le travail est une exploitation de l'homme par l'homme. L'ouvrier n'est qu'un manoeuvre, au lieu d'être un créateur. Le capitalisme en a fait une machine dont il se sert pour satisfaire des fantaisies. La ploutocratie des grands trusts voit dans l'ouvrier le rendement seul. L'exploité est une éponge que l'exploiteur presse jusqu'à la dernière goutte. Il faut qu'il meure à la tâche. L'ouvrier est un matricule, comme le soldat. Il lui est défendu d'avoir une originalité. Il n'a qu'à exécuter les ordres, même s'ils sont inintelligents, qu'on lui donne. Si son bon sens lui démontre qu'en obéissant il ne fera que du mauvais travail, il n'a qu'à s'exécuter, sans mot dire. La société qui prétend avoir tant fait pour les travailleurs, en réalité a tout fait contre eux. Elle en a fait des brutes. Pardon, elle a fait le métre... « le métre a été fait pour l'ouvrier ». Il est des âmes simples qui le croient. Le plus clair de cette sollicitude toute maternelle, c'est l'alcoolisme et la prostitution. Ce que la société a fait pour le travailleur, cela se lit dans les livres.

Le travail a cependant sa beauté. Mais ce n'est pas ce que l'on nous offre de nos jours, sous le nom de travail, qui est beau. C'est, au contraire, la forme la plus basse de la laideur. La tâche, c'est l'attache. Le machinisme a fait plus de mal que de bien. Le machinisme retire d'une main ce qu'il donne de l'autre à l'ouvrier : celui-ci n'a retiré du machinisme aucun profit. Sa tâche n'en a pas été facilitée. La société n'a pris du machinisme que ses mauvais côtés. C'est un nouvel esclavage.

Il y a des métiers idiots, qui ne riment à rien. Quant aux métiers intelligents, j'en vois bien peu dans notre société. Les gens qui vivent du travail des autres ne comprendront jamais l'abnégation et le sacrifice qui résident dans certains travaux, les plus humbles, et l'héroïsme du travailleur leur échappera toujours. Il est certain que le travail n'est pas souvent une sincère, qu'il y a de durs travaux, et dangereux, que l'on ne peut enlever au travail sa part de risque, de danger et de fatigue. Mais combien noble, et joyeux, serait le travail, même pénible, dans une société qui ne serait pas la chose des paresseux et des parasites ! Songez que cette beauté latente qui réside dans les travaux des hommes, si on la faisait éclore, au lieu de l'étouffer, le monde en serait renouvelé. Tout travail, si humble qu'il soit, a sa beauté. Le travail doit être une joie, comme le voulaient Ruskin et William Morris. Alors, il sera vraiment la liberté. Il réalisera la liberté même de l'esprit et du corps. Une humanité de travailleurs heureux de remplir leur tâche avec amour, et de créer de l'harmonie sous toutes ses formes, serait une humanité libre. Au lieu d'aller à leur travail avec dégoût, comme si on les menait au supplice, les hommes seraient dans leur besogne une énergie toujours nouvelle. Au lieu de s'abrutir, ils vivraient. Il est des travaux sans beauté, dont le monde pourrait se passer : ils reflètent nos occupations terre-à-terre et notre politique ; leur suppression ce serait la plus utile des révolutions. Une joie et une libération, tel devrait être le travail, qui est une géhenne, un enfer, dans notre société à l'envers, peuplée d'êtres inutiles. Il faut des patrons pour faire vivre les ouvriers, affirme-t-on dans les sphères bien pensantes. Dans un monde meilleur, il n'y aurait ni patrons ni ouvriers : il n'y aurait que des hommes librement associés dans leurs travaux, contribuant, par la diversité de leurs besognes, à la richesse matérielle et morale de l'humanité. Ce n'est, hélas ! « qu'un rêve ». Tout le monde doit travailler, certes, non pas comme le prêchent les ouvriéristes, aussi autoritaires que les capitalistes, et qui sont les pires tyrans (malheur à ceux qui sont sous leurs ordres s'ils ont la chance de devenir patrons, ce qui est souvent leur unique ambition dans la vie) — pour eux, il n'y a d'intéressants que les terrassiers et les cordonniers, —

le reste, ça ne compte pas, les travailleurs intellectuels doivent s'adonner à une besogne manuelle, mais travailler à la tâche qu'il a choisie, qu'il aime, pour laquelle il se sent des aptitudes, et qui n'est que l'expression de son tempérament. Nul ne doit travailler contraint, ou bien son travail sera mal fait. Le travail forcé n'a jamais rien valu. Que le travail soit librement choisi, comme l'être qu'on aime.

La division du travail tel que les économistes-sociologues, ou les sociologues-économistes l'imaginent, est une absurdité. Qu'ils écrivent de gros volumes pour nous convaincre du contraire, ils n'y parviendront pas. Ce n'est pas dans une société aussi mercantile que la nôtre que la division du travail peut avoir une signification. La religion du travail n'exige pas qu'on se mette un sillon, qu'on se mutille, qu'on se châtie et se diminue, comme toutes les religions ; elle exige qu'on reste soi-même, car ce n'est qu'à cette condition qu'on crée vraiment. Travailler, c'est créer. Tout travail sérieux est une création, où l'artisan a mis le meilleur de lui-même. L'artisan est un artiste. Celui qui observe le travail en un temps où la société regorge de parasites, de gens oisifs dont l'existence ne comporte aucune beauté, se rend compte que cette condition est loin d'être observée. C'est que le travail n'est qu'un moyen de gagner sa vie pour l'individu. C'est un pis-aller qui lui fait dire, aux heures de découragement : « Si seulement on avait des rentes ! ». Le travail, c'est la liberté..., disent ceux qui ne font rien. La plupart des gens vivent du travail... des autres. D'où les riches tiennent-ils leur fortune ? De ceux qu'ils font travailler — qui leur doivent une reconnaissance infinie..., ou de leurs parents, qui ont fait travailler les autres. — Les gens travaillent aujourd'hui à des métiers quelconques pour faire fortune, s'acheter un lopin de terre et finir leurs jours à la campagne. Ils gagnent leur pain à la sueur de leur front. Cela leur est égal d'être emprisonné pendant un demi-siècle dans un bureau ou un atelier, si, complètement abrutis, ils peuvent, sur leurs vieux jours, arroser un carré de choux. Ceux-là supportent tout, car l'espoir les soutient. Mais, dès qu'ils quittent leur métier, la mort les emporte, car ils ne sont plus bons à rien, qu'à faire du fumier pour cette terre dont ils convoitaient un morceau. J'entends souvent dire de certaines personnes : « C'est un bourreau de travail », ce qui veut dire pour moi : c'est une brute. Ces personnes sont plus royalistes que le roi : elles exigent du travail, et n'arrêtent pas de faire une besogne quelconque. Qu'on ne s'étonne plus que ceux qui exploitent autrui abusent de sa crédulité. Une partie de l'humanité vit du travail de l'autre partie, se prélassant pendant que celle-ci meurt d'anémie et de misère, résultat des métiers qui lui sont imposés.

La majorité des gens ont le travail qu'ils méritent, travail abrutissant, à la hauteur de leurs conceptions, qui ne dépassent pas les mastroquets du coin. De même, les dirigeants occupent des emplois faits pour eux. Ils sont conformes à leurs goûts et à leurs mœurs. Ceux qui aspirent à n'être ni dirigeants ni dirigés ne sont pas à leur place. Ils font un métier pour lequel ils ne sont point faits. Aussi le font-ils sans enthousiasme. Travailler, dans notre société, est un supplice. Tous les métiers se valent : le meilleur ne vaut rien. C'est partout l'asservissement. Partout on a affaire à des brutes qui commandent ou à des brutes qui obéissent. Travailleurs manuels et travailleurs intellectuels sont logés à la même enseigne : ils sont pareillement esclaves. C'est qu'ils le veulent bien. Ils subissent les caprices des maîtres de l'heure. Ils courent l'échine, en remerciant. Ils sont forcés de passer par les caprices de leurs patrons, sous-patrons, demi-patrons et toute leur domesticité. Au lieu de se tendre la main, travailleurs

manuels et intellectuels passent leur temps à se déchirer. Cette division fait leur faiblesse. Ce qui prouve qu'ils ne sont guère intelligents. Ils se reprochent mutuellement leurs tares, au lieu de s'améliorer. Les uns et les autres ont des torts. Qu'ils les réparent. Pourquoi manuels et intellectuels s'opposeraient-ils, alors qu'il entre dans tout travail une part de matière et une part d'idéal. Le travailleur manuel est intellectuel en un certain sens et le travail intellectuel est manuel par certains côtés, tant la pratique et la théorie ne vont pas l'une sans l'autre. Cessons d'opposer ceux qui travaillent dans quelque branche que ce soit. Ils appartiennent à la même famille : celle des exploités. Si les intellectuels se rangent du côté des dirigeants, ils cessent d'être intéressants : ce sont des hommes comme les autres. De même pour les manuels : que leur situation s'améliore tant soit peu, ils cessent d'être sympathiques. Mais ceux qui ne consentent pas à se vendre doivent former, par leur union, une force avec laquelle la bourgeoisie devra compter. Ouvriers manuels et intellectuels doivent, aujourd'hui, s'unir plus que jamais pour désarmer leurs adversaires, améliorer leur sort et préparer une société meilleure dans laquelle le travail aura cessé d'être un esclavage. Travail manuel et travail intellectuel ont chacun sa beauté et son utilité, quand ils sont accomplis dans un but idéal. Cessons de les opposer : chacun a sa noblesse et exige l'effort. Abaisser l'un pour élever l'autre, quoi de plus stupide ? C'est la preuve d'un esprit médiocre que de procéder ainsi.

Le travail ne doit pas être une fatigue mais un repos. Ce doit être un délassement. Existe-t-il plus grande joie que celle qu'éprouve l'artiste en créant, malgré la douleur qui se mêle à son travail, une œuvre de beauté pour tous, — ou le laboureur dans son champ, malgré la patience dont il doit se munir pendant de longues semaines avant de constater le résultat de ses efforts, — quand leurs besoins librement consenties sont l'expression même de leur sincérité ? quand elles ne leur sont pas imposées du dehors ? Tout travail exécuté avec amour et sincérité est sacré. Il représente quelque chose de divin, qui réclame le respect. Mais quand un artiste ou un artisan font autre chose que ce qu'ils peuvent faire, quand un ouvrier exerce un métier qui lui répugne, combien grandes sont leurs souffrances, et stériles leurs efforts ! Le travail n'est plus ici un besoin du corps et de l'esprit, un repos et une joie, une œuvre d'art, mais une torture. Tel est pourtant le genre de travail imposé à l'individu par la société, travail infécond, fait sans goût et sans amour, comme une corvée dont on a hâte de se débarrasser. Quand une besogne est matérielle, au lieu de la rehausser d'un peu d'art, il semble qu'on s'évertue à la rendre plus laide. Ne donnons pas à ces inepties le nom de travail : donnons-leur celui de néant. Cessons de prostituer ce mot. Réservez-le pour la création librement consentie, matérielle ou idéale — toute besogne harmonieuse renferme de l'idéal — et refusons d'accomplir toute besogne dénuée d'intérêt, sans beauté et sans art, faite sans enthousiasme dans un but mercantile.

Que notre travail soit un refuge contre les laideurs qui nous entourent. Ennoblissons-le chaque fois que nous le pouvons, et quand nous sommes obligés de faire un travail qui nous déplaît, pour pouvoir vivre, profitons de notre liberté pour nous appartenir et être nous-mêmes. La vie double s'impose à l'intellectuel comme au manuel : une fois la tâche sociale finie, la tâche essentielle commence : embellir notre esprit, combattre la bêtise ambiante, consacrer nos heures de loisirs à penser et à rêver. — GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

TRAVAIL (et **SURMENAGE**). Le mot *surmenage*, n. m. (rad. *surmener*, de *sur*, indiquant l'abus, et *mener*) désigne l'action, le fait de se surmener et aussi l'état qui en dépend, c'est-à-dire « l'ensemble des troubles morbides qui résultent de la fatigue répétée des organes » (Larousse).

C'est de l'absence de repos d'abord qu'est fait le surmenage dans sa conception classique. Dans l'antiquité, malgré l'esclavage, au moyen âge, en dépit du servage, c'est-à-dire, en somme, jusqu'à l'apparition du machinisme, le travail était, d'une façon générale, entrecoupé de pauses, d'arrêts qui en allégeaient le poids. Hors les cas particuliers où une contrainte violente précipitait l'exécution, les « espacements », qu'on retrouve encore dans la manière besogneuse du paysan d'aujourd'hui, permettaient ces longues journées à tort opposées au labeur concentré des travailleurs de l'usine, des manufactures ou de la mine. Si pénible qu'il fût dans son ensemble, et surtout à certaines heures, le travail, en son mode séculaire, n'était pas exténuant, ni surtout démoralisant, comme l'est le labeur moderne. Les lassitudes qu'il engendrait, même répétées, se différencient nettement de cet épuisement endémique qui saisit, pour ne plus les quitter, certaines catégories d'ouvriers de notre siècle civilisé. « La dépense des forces (dit notre camarade Pierrot, dans sa brochure : *Travail et surmenage*, à laquelle nous empruntons une partie importante de notre documentation et quelques citations caractéristiques) s'ajoutait à la misère et aux privations dont l'influence morbide l'emportait de beaucoup en importance chez les pauvres paysans et les pauvres artisans. »

Le surmenage n'intéresse pas seulement les organes (muscles, moteurs, cellules nerveuses, etc.) mis en jeu dans le travail de production, dans l'activité indifférente ou distractive. Il s'étend, comme nous le verrons tout à l'heure, au dérèglement de tous les organes détournés de leur fonction régulière, soustraits à leur rythme normal...

Il y a à considérer dans le travail musculaire (le premier que nous allons examiner), l'effort et la répétition de l'effort. Un effort violent « retentit sur la circulation » et peut entraîner divers accidents (rupture cardiaque, congestion cérébrale, apoplexie, hernie, emphysème pulmonaire). « La répétition de cet effort provoque la fatigue. Et celle-ci se répercute d'abord sur le cœur (cœur « forcé », insuffisance aiguë : asystolie), ou le cœur, par réaction, s'hypertrophie... La fatigue répétée, exagérée entraîne d'autre part un épuisement musculaire qui se traduit par de la courbature et une inaptitude à la récurrence. » Cet état musculaire est « la conséquence d'une accumulation dans les muscles des déchets produits par une combustion exagérée des tissus ». D'autre part, si l'usure produite par la combustion correspondante à l'énergie dépensée ne peut se réparer normalement par le repos, « le muscle brûle sa propre substance et se détériore ». Les résidus abondants provenant de la combustion excessive des albuminoïdes ne subissent plus « l'oxydation complète et la transformation en urée » et, dans l'organisme, s'accumulent de véritables poisons (créatine, tyrosine, xanthine, etc.) dont les méfaits vont de l'intoxication lente à l'empoisonnement aigu... Mais ce sont là plutôt des accidents. Et quand la fatigue ou le « coup de collier » entraînent des crises caractérisées, le mal se trouve déposé — ou peut l'être — en raison de sa soudaineté, de sa violence même. Et, s'il n'a pas d'issue fatale, il en résulte néanmoins cette incapacité à continuer qui lui est consécutive et le surmenage catastrophique voit de toute façon son cours interrompu...

Il en va différemment lorsque se prépare, par accumulations insidieuses de fatigues en apparence anodines, provenant d'un excédent régulier d'effort, un surmenage chronique longtemps insoupçonné. La ligne du

travail, ici, n'est pas brisée, la détente réparatrice, faute d'être impérieuse, n'intervient pas. Cependant cœur, estomac, foie, cerveau, nerfs se révèlent à la longue incapables d'assurer leur fonction. Des déficiences toujours plus étendues et profondes s'installent à demeure dans l'organisme et y causent ces lésions anciennes et progressives trop souvent irréparables. Le remède spontané — presque toujours emprunté à quelque panacée chimique — perd alors, quoiqu'on en croie, ses vertus déjà douteuses et seules des années de redressement méthodique, de ménagements, de régime, d'exercice tempéré, c'est-à-dire une véritable réfection et une rééducation des organes atteints peuvent avoir raison, s'il en est temps encore, de débâcles graves et prématurées.

Le travail inmodéré est facteur de vieillesse (seuls y résistent des tempéraments exceptionnels). Et cela d'autant plus que des fautes multiples, de véritables attentats contre la résistance organique sont commis quotidiennement, dans des domaines voisins et connexes, par des humains éloignés de toute règle de vie naturelle. Le surmenage chronique contribue à cette « usure avant l'âge », si fréquente dans nos sociétés modernes. Prompte lassitude, essoufflement, vertiges, c'est-à-dire inaptitude précoce à l'activité productrice, risques accrus d'apoplexie, d'artériosclérose, d'urémie, de toutes les maladies qui guettent la sénilité.

Mais, bien avant, le surmenage produit ses effets pernicieux. Il rend plus redoutables les mauvaises conditions d'hygiène. « Il aggrave d'une façon certaine toutes les tares déjà existantes : maladies du cœur, des reins, des voies respiratoires. Il précipite la terminaison fatale des tuberculoses en évolution. Plus sérieux, avec lui, devient le danger des maladies intercurrentes : un individu fatigué se rétablira lentement d'une pneumonie, d'une fièvre typhoïde, etc. ; souvent même il en mourra. Une simple grippe pourra devenir une affection d'une gravité extrême. D'autre part, le surmené offre un terrain propice à la contagion. Il réagit mal contre l'invasion microbienne. Il est davantage exposé aux maladies infectieuses... » La sous-alimentation constitutive pour tout fatigué — et surtout pour le fatigué permanent — une circonstance aggravante. Les apports énergétiques sont neutralisés, débordés par la débâche musculaire. L'amaigrissement, une moindre résistance s'ensuivent. Les maladies que le froid favorise sont plus facilement contractées...

Pour des raisons identiques, les faibles, les débiles sont les premiers exposés à subir les effets du surmenage et ils en sont aussi plus profondément atteints. De même les jeunes gens, à l'âge de la croissance et de la puberté, qui est en même temps celui où ils doivent déjà « gagner leur vie ». Les femmes enceintes et les nourrices, sont vite touchées par le surmenage et elles sont frappées aussi dans l'enfant, dans le nourrisson privés du support maternel normal et voués à l'étiologie, à l'anémie, à la dégénérescence.

Avant de parler de la fatigue cérébrale, mentionnons la fatigue nerveuse consécutive à la dépense musculaire. « A la consommation de force nerveuse proprement dite, il convient aussi et surtout d'ajouter les effets de l'intoxication ; les déchets produits par les contractions musculaires exagérées viennent gêner, empêcher le fonctionnement des organes nerveux ». Il est évident que chez les travailleurs manuels surmenés, cet état dépressif étend sa répercussion à toutes les facultés. Sensibilité générale, perception, attention, compréhension se trouvent amoindries et toutes les opérations intellectuelles deviennent lentes, pénibles et incomplètes.

Nous avons donné la préséance — et accordé aussi une plus grande importance — au surmenage musculaire, au surmenage dit « physique ». Il se rattache, en effet, au mode de travail de la majorité des humains et

en particulier des ouvriers. Il n'en est pas moins vrai que l'activité plus proprement cérébrale — activité caractérisée par l'attention — qu'elle soit celle du travailleur intellectuel (instituteur, secrétaire, comptable, correcteur, etc.), de l'ouvrier dont le métier exige une constante précision (typographe, horloger, graveur, etc.) ou de l'intellectuel imaginatif (artiste, écrivain, compositeur), aboutit à des résultats identiques. Le labeur cérébral violent, intensif, presque toujours accompagné d'ailleurs de contention (application exagérée et sans relâchement) provoque un état congestif au cours duquel les combustions s'exagèrent et avec elles la somme des résidus nocifs. Le même processus, mais au ralenti — ainsi que cela nous est apparu dans le surmenage musculaire chronique — se produit lorsque, sans être précipité, impérieux, l'effort de l'attention se prolonge au delà des limites raisonnables. Moins perceptible ici aussi, le surmenage n'en étend pas moins traitressement ses ravages. Après les insuffisances et les inaptitudes qui accompagnent, comme nous l'avons vu, toute fatigue nerveuse quelle que soit son origine — fatigue plus grave encore ici puisqu'elle frappe le cerveau, pivot même du labeur — surviennent non seulement les accidents, les altérations qui affectent la fonction cérébrale (anémie localisée, ébranlement mental, folie même), mais aussi les crises qui intéressent l'organisme tout entier (épuisement nerveux, neurasthénie, etc.) dans sa vitalité et auxquels se surajoutent les troubles dus au mauvais fonctionnement des divers organes, également perturbés.

Il a souvent été question, et parfois officiellement, du surmenage scolaire. Nous savons combien l'enfant est astreint prématurément au travail intellectuel. Et que l'abstraction y paraît dès les premiers pas qui ne devrait venir qu'en couronnement. Nous savons aussi que, davantage encore dans un enseignement surtout mnémotechnique et livresque et qui vise à l'engorgement des connaissances plus qu'à la compréhension et au jugement, on demande aux cerveaux enfantins un effort hors de proportion avec leur résistance, et que, circonstance aggravante, à l'âge où tout est mouvement, spontanéité, changement, l'étude précoce s'accompagne d'assiduité et d'immobilité. Nous comprenons que de telles méthodes sont préjudiciables aux petits et que le surmenage, qu'elles appellent, favorisent ou « justifient », constitue un frein redoutable pour le développement d'un être en plein essor...

Nous ne quitterons pas l'examen des fatigues nerveuses sans dire un mot de celle qui, sans être à proprement parler causée par le travail, apparaît néanmoins avec le caractère d'un véritable surmenage : nous voulons dire la fatigue *émotionnelle*. (« Avec l'expérience, m'écrit Pierrot, je vois que ce qui « démolit » le plus un homme, ce sont les émotions. ») Par émotions, il faut entendre non seulement les chocs affectifs et nerveux (fortes contrariétés, chagrins, pertes douloureuses), mais aussi les préoccupations morales, les soucis (nés de l'insécurité permanente, par exemple : privations, lendemains précaires, aléas d'affaires, marche d'entreprises, etc.), les angoisses répétées, les secousses de toute nature qui, dans la vie moderne, ébranlent de plus en plus la machine humaine et accélèrent son dérèglement et son usure... « Une émotion vive retentit fortement sur l'organisme ; elle entraîne des troubles circulatoires très nets (vaso-dilatation, palpitations, syncopes) ; des troubles de digestion (inappétence, indigestion et vomissement, diarrhée), des troubles menstruels, etc... Ces troubles laissent à leur suite une fatigue générale... L'émotion peut être si forte qu'elle se traduise non par une excitation mais par une dépression immédiate. La frayeur, par exemple, « coupe bras et jambes ». Les émotions douloureuses sont d'ailleurs dépressives au maximum. » (M. Pierrot.)

Ce qui est vrai des fatigues musculaires, cérébrales,

nerveuses, l'est aussi de la fatigue émotionnelle. « Une dépression morale passagère a, d'ordinaire, peu d'effets sur la santé. Cependant les tares constituent toujours une prédisposition et une aggravation : ainsi l'émotion peut amener une syncope mortelle pour un cardiaque ; un choc nerveux peut entraîner une perturbation grave de l'organisme (hystérie, diabète) chez certains individus, etc. Mais, sauf ces accidents, il faut la répétition d'excitations déprimantes pour arriver au surmenage nerveux par l'incapacité de réagir. Les déceptions (ambition, jeu, etc.), les soucis (pertes d'argent, préoccupations d'avenir, réprimandes, etc.), les malheurs de tous genres peuvent aboutir plus ou moins vite à cet état. La misère (chômage, salaires dérisoires, charges familiales) est une cause très importante de dépression morale, avec découragement, allant d'un côté jusqu'à la répugnance à l'attention et, de l'autre, jusqu'à l'incapacité d'une révolte salutaire. Dans le surmenage nerveux émotionnel, le symptôme prédominant est l'ennui (fatigue morale) qui diminue l'entrain au travail manuel et mental, affaiblit la force musculaire et l'attention cérébrale » (M. P.). Et, ici encore, les traces du surmenage persistent longtemps après la disparition de la cause. Le surmené moral demeure souvent en état d'infériorité permanente.

Tout travail pénible, exagéré, appelle une réparation rapide des forces. L'intéressé la demande à une ration alimentaire supérieure quand ce n'est pas, « solution » pire, à l'alcool. Et la surabondance de matière nutritive, faisant irruption dans un organisme déjà perturbé par la fatigue, aggrave encore les insuffisances fonctionnelles engendrées par le surmenage... C'est une erreur commune à ceux qui travaillent fort de s'imaginer qu'absorber beaucoup suffit à contrecarrer les effets de la fatigue. Pléthore et pénurie de nourriture sont toutes deux préjudiciables au corps humain surmené. L'équilibre rompu par le travail désordonné ne peut renaitre si ne cesse l'excès et n'intervient le repos...

Si les matériaux d'apport et de réserve trouvent un emploi plus fréquent, plus massif lorsque l'effort est plus vigoureux, le travail plus assidu, les déchets correspondants atteignent aussi, dans ce cas, un défilé d'autant plus considérable et accéléré qu'un effort d'amplitude inusitée, ici prolongé, ailleurs renouvelé, contrarie le rythme d'absorption, d'assimilation et de rejet et voilà les résidus s'attardant, séjournant anormalement dans l'organisme où ils vicent les humeurs (et, par voie de conséquence, les colonies cellulaires) par leur acidité caustique et désagrégeante... Le travail musculaire ou intellectuel devenu abusif, accablant, aboutit inéluctablement à cet état de sursaturation résiduelle aux conséquences redoutables.

La diététique a fixé dans une mesure relative et surtout expérimentale la ration alimentaire quotidienne exigée par la satisfaction des besoins primordiaux de l'individu actif ou sédentaire. Elle a établi que nos dépenses permanentes justifient des apports d'une importance déterminée en matériaux plastiques, thermodynamogènes, minéralisants, vivifiants. Et l'observation a démontré que ces apports doivent être strictement limités, selon l'âge, l'effort, le tempérament aux matériaux nécessaires à l'entretien général, aux réparations du corps humain.

Nos organes digestifs sont, eux aussi, constitués en vue d'un travail donné. Sans doute les bornes en sont-elles suffisamment extensibles pour se prêter à quelques exigences exceptionnelles résultant d'adaptations préfabriquées. Mais le cadre de ces dernières ne peut indéfiniment s'étendre. Lorsque nous l'oublions, notre estomac, notre foie sont les premières victimes de cet autre sur-

menage gros, lui aussi, de conséquences. Aussi les risques et les dangers du surmenage d'ordre alimentaire se trouvent-ils accrus lorsque l'homme fait appel, parfois avec une aveugle insistance, à des aliments qui, tels les albuminoïdes, imposent à tous nos émonctoires une tâche plus ardue en raison des difficultés de métamorphose et d'élimination dont s'accompagne leur incorporation. Par conséquent, non seulement il est sage d'éviter toute surcharge alimentaire, mais il importe qu'au dosage quantitatif général s'ajoute la sélectivité et qu'on retienne, en même temps que les plus saines, les plus naturelles et les plus vitalisantes, les substances qui laissent le moins de résidus toxiques et dont l'assimilation est relativement aisée et complète. (Voir *Jedne, Nourriture et Santé*, et aussi *Végétarisme* et *Végétarisme*.)

Il est un niveau moyen du travail, au delà duquel il nous apparaît non seulement abusif mais indésirable et dangereux. Et nous ne sommes pas d'accord sur ce niveau avec les moralistes officiels, protagonistes souvent intéressés de ce travail « tout honneur, vertu et santé », dont les profiteurs de l'effort social ont, dans tous les temps, tiré habilement parti. En opposition sur le niveau organique, rationnel et humain du travail, nous n'avons pas non plus le même regard pour les maux que le labeur tient en germe. Pour ceux-là, le surmenage trouve avec peine sa ligne de départ (existe-t-elle vraiment pour eux ?) et ils ne l'aperçoivent guère que dans des cas isolés, exceptionnels, avant tout individuels. Alors qu'il existe pour nous un surmenage multiple et quotidien, endémique et social.

D'autre part, notre conception du travail fait intervenir un élément — ailleurs méconnu ou tenu pour accessoire — c'est le plaisir. Les émotions réjouissantes, agréables sont à la fois réparatrices et amplificatrices. La satisfaction, l'agrément, la joie facilitent nos acquisitions. Ils activent nos sécrétions, secondent nos digestions. Ils favorisent nos assimilations, servent nos accroissements physiques comme nos progrès intellectuels. Nos dons naturels en sont secourus ; à leur contact s'affirment des qualités anciennes, naissent ou se développent des possibilités inconnues, et s'anime l'initiative créatrice... Par delà le travail courant, l'enthousiasme avive l'imagination de l'artiste, délivre l'œuvre encore endormie aux limbes du cerveau... Atmosphère heureuse, excitation bienfaisante dont bénéficient le fonctionnement de l'organisme, l'activité des organes, l'amélioration et le relèvement dans la maladie, la force et la santé mêmes. Et aussi les dispositions altruistes, l'optimisme, la sociabilité...

Travail qui plaît est à demi-fait, dit-on. Le goût qu'on apporte à une tâche la rend légère et en modifie avec bonheur l'accomplissement. Il recule aussi les bornes du surmenage... Outre ses circonstances hostiles et appauvrissantes, le travail moderne (le travail imposé du prolétaire, le travail du grand nombre pour le gagne-pain) est en opposition avec nos aspirations libertaires et les exigences de notre nature. Et nous l'accusons de dépouiller l'homme, qu'il doit enrichir... Une société qui, après l'avoir rendu libre, ferait appel — sollicitation chère à Fourier — au travail dans le plaisir, multiplierait, par surcroît, les plaisirs du travail. Et elle y trouverait de précieux éléments de stabilité, de richesse et d'harmonie.

Le travail d'autrefois comportait, en général, des occupations diversifiées. Il faisait appel, tour à tour, à tous les groupes musculaires et chacun d'eux, successivement, prenait aussi sa part de repos. Normale et proportionnée, leur mise à contribution ne détruisait pas l'équilibre et un développement harmonieux, en même temps qu'une saine conservation, demeuraient possibles... Mais, « aujourd'hui, la plupart des ouvriers

ne font qu'une infime partie d'un objet manufacturé ; ils sont astreints à faire toute la journée les mêmes mouvements. Cette continuité dans les efforts aboutit à la fatigue des groupes intéressés et à la fatigue générale du corps (par intoxication) sans que cette activité partielle puisse avoir à aucun moment une heureuse influence sur l'organisme... L'immobilité qu'exige souvent le service de la machine est une cause de fatigue rapide. La station verticale n'est pas une position de repos ; elle n'est possible qu'avec la contraction de certains muscles. A la monotonie de la division du travail et à l'immobilité vient s'ajouter l'ennui, facteur de fatigue lui aussi... Enfin le machinisme a entraîné la rapidité des mouvements tout en demandant une exactitude dans l'exécution, à mesure plus difficile. Il a bien supprimé les grands efforts ; mais la violence des efforts s'opposait à leur répétition prolongée et surtout à la rapidité du travail, sous peine de surmenage aigu avec repos forcé pendant plusieurs jours. Les mouvements modérés, au contraire, peuvent être renouvelés d'une façon exagérée et permettre soit la prolongation, soit la vitesse (ou intensité) du travail. L'aboutissement est ainsi le surmenage chronique dont nous avons parlé. C'est la rapidité dans le travail que le machinisme a imposée. Or tout le monde sait que la précipitation des mouvements aboutit très vite à la fatigue ; on connaît par exemple la différence entre une course de vitesse et une course de fond : la première ne peut pas se prolonger très longtemps sous peine d'amener l'épuisement. C'est un principe bien connu en mécanique que ce qu'on gagne en vitesse on le perd en force et réciproquement. D'une façon générale, on peut dire que la machine (voir ce mot) qui aurait dû, suivant le rêve d'Aristote, soulager les hommes — et le pourrait dans une organisation sociale mieux comprise — a servi à utiliser la force humaine jusqu'à la limite extrême. Au fur et à mesure des améliorations techniques, l'industriel ne diminue pas le labeur de ses ouvriers : c'est ainsi que les perfectionnements dans les métiers à tisser, les tours, etc., ont permis aux patrons de faire conduire non plus un métier, une machine-outil, mais deux, trois et davantage par un seul individu. » (M. Pierrot.) A la tyrannie physique (disons le mot) abrutissante d'insensibles rouages s'ajoute la sensation permanente — pénible et démoralisante — de l'asservissement à la mécanique indifférente, avide, inexorable... Disons-nous en passant (car ses répercussions sont innombrables et vicient jusqu'au sens de la vie) que du machinisme vient d'ailleurs cette hâte fébrile dont est secouée toute l'existence moderne et qui, des cités trépidantes gagne peu à peu les campagnes et en poursuit le calme séculaire. Départs fiévreux à l'ouvrage, transports accélérés, puis, entre deux périodes de labeur intensif, le repas écourté, hâcisé. Hors du champ du travail, dans le temps même d'un illusoire apaisement, parmi les plaisirs, les réjouissances du foyer ou de l'extérieur, jusqu'au fond de la vie quotidienne règnent des passions de vitesse, des besoins de bruit, d'insolites exubérances, une soif d'agitation, de coudoiements tapageurs et comme une peur du silence que les ondes « propices » d'une radio envahissante viennent « à point » refouler. Tension épuisante, épreuves sans relâche, incessant frémissement auxquels la délicate horlogerie humaine tente une adaptation désespérée. Mais — angoissant symptôme — est-il une époque qui ait connu autant d'énervés, de désaxés, de débiles mentaux, d'hystériques, de demi-fous ?

Pour revenir au vif de notre sujet, signalons que la lassitude, le dégoût du travail serf et monotone contribuent à accroître le nombre des accidents du travail que la machine, par elle-même, quotidiennement multiplie. Plus la fatigue pèse et s'accroît, plus l'attention se relâche et les mouvements deviennent malha-

biles, et plus l'accident fait du travailleur sa victime. Les tableaux horaires de fréquence établis par les compagnies d'assurances démontrent éloquentement que les accidents sont d'autant plus nombreux que la journée s'avance...

L'entraînement est, pour le travail, un facteur d'allègement. Il aboutit à une adaptation à l'effort primitivement abusif en renforçant les automatismes, en les situant à la hauteur de leur nouvelle tâche. Mais si l'entraînement recule les limites du surmenage, il ne le supprime pas cependant. Et quand elles sont franchies, l'équilibre entre les recettes et les dépenses, entre l'encombrement résiduel et les facultés de débâlement se trouve rompu et c'est l'intoxication massive, le surmenage.

A un autre point de vue, si l'habitude, née de la récidive, réduit la difficulté et atténue la fatigue, on aurait tort de conclure qu'elle est forcément favorable à l'individu qui travaille. A un certain degré d'effort, elle ne soulage plus et ne libère l'attention qu'en apparence. Surtout à un rythme accéléré, le même travail toujours répété conduit, nous l'avons vu, à la passivité et à la réduction intellectuelle. L'altération nerveuse est ici d'un autre ordre, tout simplement. Plus est poussée la spécialisation, plus la continuité est requise pour une tâche toujours identique, plus l'homme est astreint au labeur parcellaire, enfermé dans quelques mouvements, et davantage il se dégrade. C'est à cet abaissement, animal d'abord et demain « machinal » (car l'homme ainsi diminué perd jusqu'aux qualités de l'esclave), qu'aboutit le taylorisme, méthode à haut rendement de l'industrie du jour...

On a vu, par ailleurs, dans cet ouvrage même (voir *Culture physique*) les bienfaits de l'exercice, de l'effort musculaire. Autant le labeur, privé des relâches nécessaires, est préjudiciable à la santé, autant le jeu, le mouvement, le travail et le sport modérés favorisent la croissance et la formation de l'enfant, le bon équilibre et l'entretien de l'adulte. Ni paresse, ni surmenage, mais une judicieuse et salutaire activité. Activité variée, multiple, agréable (ou du moins dégagée, par essence ou par raison, par condition aussi, de la répulsion). Activité empruntant le plus possible son cadre au plein air et faisant intervenir, avec méthode, l'entraînement, ponctuée par des temps de repos bien dosés, soutenue par une alimentation rationnelle... « L'activité musculaire et intellectuelle est un besoin pour les hommes, et ce besoin est un plaisir lorsqu'il est satisfait dans des conditions normales, si l'on évite la fatigue et la satiété, si l'on varie les occupations, si par exemple les besoins utilitaires sont assez réduites pour laisser aux hommes des loisirs nécessaires à d'autres activités, à des satisfactions personnelles (jouissances artistiques, etc.) au libre développement des individualités... L'équilibre de l'organisme exige l'exercice de toutes les fonctions. C'est pourquoi il est bon de varier nos occupations. Considérées à ce point de vue, les jeux, les distractions deviennent des exercices utiles, en assurant la diversité des activités organiques aussi bien musculaires que cérébrales. Repos actif en quelque sorte, mais à déconseiller aux surmenés pour lesquels ne vaut, primordialement, que le repos passif. » (M. Pierrot.) Changement d'occupation manuelle, s'il s'agit de l'atelier ou des champs. Alternance du travail cérébral et du labeur physique, s'il s'agit de l'écolier, du professionnel intellectuel, diversion chez l'ouvrier d'usine et pour les métiers insalubres ; pour tous, repos en temps opportun. S'il faut au citadin des détenteurs périodiques au sein de la nature, dans un air pur et un milieu tranquille, une suspension de travail complète, à certains moments, est nécessaire à quiconque, fût-ce par agrément, côtoie de trop près les som-

meils de l'effort. Enfin, même dans un système social ou le travail se trouverait équitablement réparti, le machinisme, facteur possible de loisir, de confort et de libération ne peut s'accommoder de poses décousues, de dérangements et d'à-coups. Mais la continuité favorable à son rendement collectif n'est nullement incompatible avec un abaissement sérieux du temps de présence pour chacun, une réduction des heures de travail dont bénéficierait l'ensemble des producteurs. Journées brèves, garanties sanitaires, ambiance affranchies, conscience d'une besogne dont les participants goûtent enfin les fruits : sous de tels auspices la machine, aujourd'hui tueuse de vie, peut devenir un instrument du bonheur général.

Mais ce sont là perspectives futures, sinon utopiques. Et de dures réalités nous enserment. Il y a le présent, avec ses chaînes et ses obstacles et l'impossibilité, pour le grand nombre, d'ordonner sagement l'existence. En deçà du seul remède efficace, qui est la refonte économique du système de travail, la normalisation des mobiles de l'effort et son épuraison individuelle et sociale, que peut-on faire, au sein du capitalisme, pour lutter, dans une certaine mesure, contre le surmenage, pour en atténuer les effets morbides, se défendre contre ses conséquences lointaines, pour réduire les risques d'accidents ?

D'abord se rappeler que « le repos, la réparation des forces a souvent plus d'importance que la nourriture même. Il faut que l'organisme ait eu le temps de se débarrasser des poisons accumulés pour que l'assimilation puisse se faire et que la réparation des tissus commence... La règle d'hygiène à suivre serait d'éviter toute fatigue. Valable pour l'homme normal, à plus forte raison l'est-elle pour les tarés et les débilités (tuberculeux, albuminuriques, cardiaques, etc.). Dans la pratique, nous reconnaissons la fatigue par la lassitude, soit musculaire, soit intellectuelle. Par un entraînement rationnel et progressif, nous pouvons reculer la limite de cette fatigue ; on arrive moins vite à l'essoufflement, aux défaillances du muscle et de l'attention. Mais il y a toujours un moment, variable suivant la valeur individuelle, les conditions de vie et le genre de travail, où la fatigue survient. C'est avant ce moment qu'il faudrait s'arrêter, surtout si le même travail doit être recommencé tous les jours. » (M. P.) Lorsque les ouvriers s'unissent pour améliorer leur sort, leurs campagnes ont le plus souvent pour objectif un relèvement des salaires. Si légitime qu'il soit d'amener les ressources au niveau du coût des choses, nous savons dans quel cercle vicieux s'agit ce problème de la rétribution. Et que, seule, une production socialisée et rythmée sur la consommation peut la résoudre. Mais, d'ordinaire, le bien-être apparaît aux travailleurs, dans leurs luttes préparatoires, sous l'angle étroit de l'abondance. Et les facilités matérielles qu'ils aperçoivent chez les privilégiés de la fortune et qui sont liées à la possession de l'argent, altèrent pour eux le sens des avantages poursuivis. On se désintéresse (sauf secondairement et parce qu'on cède à l'entraînement des plus avertis, des meneurs cultivés et clairvoyants) de ces biens qui touchent au fond même de la libération véritable de l'individu et qui sont le repos, le loisir, la libre disposition de soi. Ces garanties n'ont pas le caractère de « conquêtes positives ». On les tient pour un simple appoint. Les masses en comprennent si mal l'utilité qu'elles apportent peu de chaleur au maintien du repos hebdomadaire et de la journée de huit heures par exemple. Alors que la réduction des heures de travail, la multiplication et l'étendue du repos sont des étapes, modestes certes, mais précieuses, dans cet arrachement de l'existence à l'étau du travail... Sans doute, les maux premiers sont de misère, de privations, d'insuffisance ; mais ceux qu'engendrent le travail sans

mesure, la maison insalubre, le logis sans soleil et parfois sans lumière, l'air vicié des jours et des nuits, le manque d'hygiène générale et corporelle, l'usage alimentaire de produits falsifiés ou impropres, ces maux — plus sûrement peut-être encore — apportent la mort au travailleur et aux siens. Ce n'est pas dévier de sa route que de porter au premier plan des revendications immédiates du prolétariat le droit à la santé, que de lutter contre le surmenage, de batailler pour des conditions saines de vie au foyer comme à l'usine. — STEPHEN MAC SAY.

TRAVAIL. (LE) (AU POINT DE VUE INDIVIDUALISTE). Le petit dictionnaire Larousse donne comme définition du Travail : « peine que l'on prend pour faire une chose ». Le Larousse du XX^e siècle, dans sa partie encyclopédique, est plus explicite en fournissant la définition économique orthodoxe : « Le travail est le facteur essentiel de la production ; c'est lui qui, en transformant la matière, la rend propre à satisfaire les besoins humains, lui confère « l'utilité ».

Comme nous supposons que d'autres collaborateurs de l'*Encyclopédie* s'occuperont de ce mot au point de vue de sa portée économique-politique, nous nous contenterons, dans ces quelques pages, à l'envisager plutôt dans un sens éthico-philosophique.

Le travail, tel qu'il est organisé dans nos sociétés modernes, nous apparaît comme une peine, pour le moins comme une obligation pénible qu'on n'accomplit que parce qu'on est forcé de le faire. La Bible nous le présente même comme un châtiment consécutif au péché, qui n'existait pas dans un état de choses antérieur, où l'homme n'était pas forcé de gagner son pain à la sueur de son front.

Cet état antérieur — le Paradis ou Eden — est analogue à « l'âge d'or » des Grecs, où dominait la loi naturelle, où « les hommes n'avaient pas besoin de lois » (Platon). Dans l'Antiquité, dans le Moyen Âge et au XVIII^e siècle, les classes déshéritées et les philosophes se tournèrent vers ce passé hypothétique et fabuleux où le travail n'était pas une peine ni la conséquence du péché originel. On essaya même de retrouver chez les sauvages — les « bons » sauvages — ignorés de la civilisation et l'ignorant — des représentants de cette période que les admirateurs de l'âge d'or, qu'ils l'avouent ou non, auraient bien voulu assimiler à une époque d'oisiveté générale.

Il faut donc entendre par travail l'effort quotidien organisé, réglementé (musculaire, cérébral ou autre) auquel doit s'astreindre la majorité de l'espèce humaine pour suffire à la consommation de tous ses composants.

Cette définition implique qu'un certain nombre des unités de la totalité humaine ne travaillent pas, d'où il s'ensuit qu'on peut vivre, c'est-à-dire accomplir les fonctions indispensables à la conservation de l'être, *sans travailler*, sans faire un effort quotidien, réglementé, organisé, etc., à la façon des parasites.

Il existe, en effet, des oisifs qui ignorent l'astreinte du travail et cependant vivent très longtemps et en bonne santé. On peut donc en conclure que le travail n'est pas une nécessité comparable à celle de la respiration, de la circulation du sang, de l'assimilation et de la désassimilation. Le fait que certains privilèges d'ordre social permettent à ce petit nombre d'inoccupés de ne rien faire ne change rien à cette constatation que le travail-peine n'est pas une nécessité.

Que l'espèce humaine, à son apparition sur la terre, ait vécu tout entière dans l'oisiveté est une tout autre question. Une chose paraît évidente, c'est qu'avant qu'ils se groupent en agglomérations toujours plus compliquées, pollicées, civilisées, les hommes ont ignoré le travail organisé. Ils vivaient vraisemblablement comme le font les grands primates : quand ils avaient faim,

ils se procuraient la nourriture à leur portée ; quand ils l'avaient absorbée, ils digéraient tout en se reposant, puis erraient jusqu'à ce que la faim ou le sommeil mette un terme à leur vagabondage. Quand ils ne trouvaient pas la nourriture voulue, ils succombaient, à commencer par les moins robustes ou les moins débrouillards. Ils ne pouvaient tirer d'un territoire donné plus de subsistances que celui-ci pouvait fournir : racines, fruits, coquillages, poisson ou gibier, peu importe.

Ce que l'homme primitif a ignoré c'est le travail fixe, assujéti à des règles sociales, tout comme l'ignore le chimpanzé, le gorille ou l'orang-outang. L'homme primitif passait à paresser, à fôlâtrer, à rôder, une grande partie de son existence.

La question du travail réglementé se posa avec la découverte du feu et l'apparition de l'outil, sans que ce soit ici le lieu de se demander qui de l'outil ou du feu a précédé l'autre, autrement dit avec la naissance de la civilisation, dont les résultats immédiats sont : augmentation de la population, création de besoins nouveaux, l'un et l'autre conduisant à l'accroissement de la consommation et des moyens d'y satisfaire (élevage, agriculture, construction, métiers, urbanisme, ateliers, fabrique, machinisme). Plus la population croît et plus les besoins s'amplifient, plus le travail s'organise, plus il devient obligatoire, plus aussi le nombre des paresseux, des errants, diminue (je parle à un point de vue général, le chômage s'intégrant dans l'organisation du travail), plus le loisir, l'oisiveté, le farniente, sont restreints à une minorité privilégiée.

Le travail, comme on l'entend actuellement, est une conséquence directe de la civilisation : surpeuplement et besoins nouveaux qu'elle a engendrés, dont beaucoup peuvent être considérés comme superflus au sens profond du mot. Le travail n'était pas fatal ; l'homme n'était nullement destiné ni déterminé à travailler comme esclave, comme serf, comme ouvrier, toute la journée, jusqu'à ce qu'il tombe épuisé de fatigue, ou une partie de la journée 16, 14, 12, 10, 9 ou 8 heures au moins. La découverte de l'outil, celle du feu sont des accidents, opiner autrement serait tomber dans le « finalisme » et dans tout ce que ce concept traîne à sa suite.

Si Fourier interprétait la condamnation portée par la Genèse comme frappant l'esclave et le salarié pour lesquels le travail est « une peine », alors qu'il est « un plaisir » pour l'homme libre, le professeur argentin P. Nicolai admet que la conception biblique du travail considéré comme une fatigue corresponde à une réalité historique : le caractère extérieur et obligatoire du travail consécutif à la transformation de l'homme naturel en *homo faber*. Quoi qu'il en soit, comme l'a fait remarquer Max Nordau, la partie la plus ancienne et la plus légendaire de la Bible représente le travail comme quelque chose d'étranger à la nature humaine primitive.

Ces observations faites, il convient de remarquer que les individualistes à notre façon se préoccupent peu de savoir ce qui s'est passé lorsque l'homme a émergé de l'animalité ou, s'ils s'y intéressent, c'est à titre uniquement personnel ou documentaire. L'idée que le travail puisse constituer une expiation quelconque ne suscite aucune résonance en leur cerveau. Les individualistes savent fort bien qu'il n'est pas de vie sans mouvement. Le bon sens indique que, sous peine de périr, tout organisme vivant est astreint à dépenser une certaine somme d'activité. Or, les êtres humains, organismes vivants mieux doués par suite de l'extension ou de l'hypertrophie de leurs facultés cérébrales — que ce soit par hasard, peu importe — ont été amenés, conséquence de leur développement particulier, à dépenser une activité spéciale en vue de s'assurer non seulement la subsistance, condition de toute vie, mais encore certaines utilités nécessaires à leur habillement,

à leur habitation, à leur culture intellectuelle, activité qu'on appelle le travail.

Normal le travail est fonction de la vie individuelle, l'être humain qui ne travaille pas, c'est-à-dire qui n'emploie pas son cerveau ou ses muscles à la satisfaction de ses besoins intellectuels et matériels ne vit pas en réalité.

Les individualistes savent que les accumulateurs de capitaux et intermédiaires ne se préoccupent aucunement des besoins réels de la consommation. Ils ont pour moteur unique la spéculation, c'est-à-dire le désir de faire rendre le plus possible d'intérêt aux fonds qu'ils engagent dans les entreprises qu'ils dirigent ou dont ils se préoccupent. Les accumulateurs de capitaux et les intermédiaires activent ou restreignent la production non pas selon le plus ou moins de mouvement de la consommation, mais bien selon qu'ils entrevoient une occasion d'acquiescer des profits plus ou moins considérables. Quant à la qualité de la production, elle dépend tout entière de la puissance d'achat des consommateurs et non de leurs besoins : à consommateur aisé, produits de qualité supérieure ; à consommateur pauvre, produits de qualité inférieure.

Le producteur concourt à la fabrication ou à la manufacture de produits destinés à le maintenir dans sa condition de salarié ou en contradiction ouverte avec ses opinions. On le voit s'employer, par exemple, à la confection de bijoux, étoffes et meubles somptueux, boissons ou aliments de luxe ou autres objets rares absolument superflus quand ils sont produits par tout autre que le consommateur. On voit un typographe libre-penseur composer un ouvrage religieux, un tailleur antimilitariste confectionner des uniformes d'officier, un cultivateur communiste labourer un champ pour le compte d'autrui.

Les individualistes n'ignorent pas non plus que le travail actuel s'accomplit sans méthode, chaotiquement et sont au courant de la lutte acharnée que se livrent les uns aux autres les gros détenteurs des moyens de production, si bien qu'à l'heure où une masse de déshérités manquent des objets de consommation les plus nécessaires, les magasins regorgent de produits manufacturés !

Les individualistes savent parfaitement que le producteur ignore le plus souvent la destination de son produit ; que le salaire qu'il est contraint d'accepter ne correspond pas du tout à son effort de production ; que, très fréquemment, alors qu'il lui est donné de présumer la destination de sa production, qu'il sait qu'elle est destinée à ses camarades de misère quelque part dans le monde, ceux qui l'emploient le forcent à produire des objets de qualité inférieure ; qu'il apporte son concours à la manufacture de produits de toute sorte dont le but est visiblement de perpétuer sa condition inférieure.

Les individualistes n'ignorent pas, non plus, que le plus grand nombre des ouvriers, des travailleurs des usines, des ateliers, des champs, employés de commerce, de bureau, d'administration, acceptent leur état et ne font aucun effort réel pour s'en libérer, satisfaits des préjugés en cours sur la considération due à la fortune, sur le respect que mérite tout arriviste, imbus de conceptions rétrogrades sur l'accaparement, le patronat, les monopoles, etc., esclaves des préjugés moraux et intellectuels qui visent au maintien des choses établies et forment la base de l'enseignement d'Etat. Apesurés par la menace d'un renvoi ou du chômage, les malheureux produisent, n'ayant pas d'autre but dans la vie que de passer inaperçus, favorisés quand le surmenage ou le dégoût ne les conduit pas à l'alcoolisme ou à toute autre forme de « débauchation ».

Enfin, les individualistes ne font aucunement fi du travail manuel, de l'être adonné aux occupations qu'on a coutume de dénommer « manuelles » — de l'homme

employé aux besognes vulgaires, qui bêche, pioche, plante, scie, coupe, taille, cloue, marie, tire, frappe, pousse, arrache, lève, rabote, fonde, forge, concasse, broie, tisse, porte, pèse, transporte, conduit, actionne, convoie, autrement dit accomplit l'une de ces tâches qu'on a coutume d'appeler « petites » et « humbles ». Mais ce n'est pas spécialement par rapport à sa « fonction » que le travailleur, manuel ou intellectuel, intéresse les individualistes, car ils savent que tout producteur contribue à ce que perdure la société — qu'elle soit capitaliste, collectiviste ou communiste. Ce qui attire ou retient leur attention dans l'ouvrier, c'est l'*Individu* — l'individu en voie de se passer de dieux et de maîtres, l'individu en état de révolte latente ou ouverte contre le contrat social imposé (peu importe qui l'impose) contre l'obligatoire et le coercitif.

On peut être un excellent producteur, un ouvrier adroit, un cultivateur entendu, un manoeuvre excellent, un technicien sans rival et vivre en esclave des préjugés les plus discutables. On peut manier à la perfection l'outil qui transforme la matière, tout en n'étant soi-même qu'un instrument de stagnation intellectuelle et morale. On peut savoir conduire vingt machines à la fois et se montrer partisan de systèmes de dictatures ou de contrainte sociale, qui réduisent à néant l'initiative individuelle.

On peut « travailler » sans relâche toute une vie durant et ne posséder aucune valeur intrinsèque — n'être qu'un reflet, un écho, une copie, une ombre...

Les individualistes n'ignorent certes pas au prix de quelles douleurs, de quels sacrifices s'accomplit le travail manuel et intellectuel. La fabrique, l'usine, l'atelier — leurs murs noirs, leur aspect terne et monotone — ne leur sont pas inconnus. Ni la cloche qui sonne, ni le sifflet qui vibre, ni la strène qui mugit. Ni les contremaîtres, ni les surveillants. Ils n'ignorent rien de l'influence grégaire qui rayonne des conditions dans lesquelles s'accomplit actuellement la production, ni des difficultés que rencontrent pour s'archouter contre cette influence, les individualités éparses dans la masse ouvrière. Tout semble combiné, ligé pour réduire, refouler, anéantir la moindre velléité d'affirmation personnelle.

D'ailleurs la production « en série » rend inutile toute initiative individuelle. La machine puissante et à grand rendement postule l'uniformité dans la confection des pièces produites. Le mode de production moderne a, en outre, sa répercussion en dehors de la fabrique. Le producteur à façon s'adresse de plus en plus fréquemment au gros fabricant ; son rôle se réduit déjà presque exclusivement à monter et à assembler des pièces détachées, ou encore à réparer. D'artisan, il devient intermédiaire, courtier, mercanti.

Tout ceci étant entendu, l'individualiste tel que nous le concevons ne saurait modifier son attitude bien connue parce qu'il se trouve en face du fait « travail ». Que ce soit sous le régime de la contrainte capitaliste ou sous celui de la contrainte socialiste ou de tout autre régime coercitif — et il reste à prouver que la question économique puisse encore de longtemps se résoudre sans contrainte — l'individualiste demeure anti-autoritaire. Son attitude demeure donc conditionnée par la réaction de la recherche de son bonheur individuel contre l'autorité de l'intérêt économique.

D'où il s'ensuit que pour que le travail lui devienne une joie — idéal si souvent exprimé — le travail doit être libre.

Le travail a été et sera ou libre ou forcé. A travail forcé correspond une mentalité de manoeuvres, de traditionnalistes, de misérabilistes, d'uniformistes, de conformistes, de protectionnistes. A travail libre correspond une mentalité de créateurs, d'artistes, de chercheurs, de novateurs, d'expérimentateurs, de différenciateurs, de non-conformistes, de libre-échangistes. A

travail forcé : savoir-faire, habileté, routine. A travail libre : génie, talent, originalité.

L'individualiste est donc, par principe, l'adversaire de tout système sociétaire où le travail sera obligatoire, imposé, contraint ; où, à l'égard du milieu social, le travailleur se trouvera dans une dépendance aussi grande que celle où il se trouve actuellement à l'égard du capitalisme.

Pour que le travail devienne plaisir, il lui faut perdre tout ce qui le fait ressembler à une peine, à une condamnation, à une exécution, à une loi, à une oppression, à une sujétion, voire à une sublimation ou à une exaltation mystique de la fatigue.

En attendant que s'affirme la mentalité générale indispensable pour faire du travail une joie positive et libératrice, il ne reste à l'individualiste tel que nous le comprenons, tantôt seul, tantôt associé, que de se débattre pour résoudre « sa » question économique. Quoi qu'il fasse, il sait qu'il consacre, qu'il perpétue le régime de production auquel il coopère bon gré, mal gré et il n'ignore pas que, dans la mesure où il échappe au labeur réglementé, il subsiste sur les besoins plus ou moins artificiels de ses congénères. Le producteur légal, à ce sujet, n'a rien à reprocher à l'illégal qui pratique la reprise individuelle.

Il faut se souvenir que la loi protège autant l'exploiteur que l'exploité, le dominateur que le dominé dans les rapports sociaux qu'ils ont entre eux. Dès qu'il se soumet, l'anarchiste le plus véhément est aussi bien protégé dans sa personne et ses biens que l'archiste ; le code et les règlements valent autant pour l'un que pour l'autre, si tous les deux obtempèrent aux injonctions du contrat social. Qu'ils s'en insouciant ou non, les anarchistes qui se soumettent, patrons, ouvriers, fonctionnaires, ont de leur côté la force publique, les tribunaux, les conventions sociales, les éducateurs officiels. C'est la récompense de leur soumission. Quand elles contraignent, par la persuasion morale ou la force de la loi, l'employeur archiste à payer son employé anarchiste, les forces de conservation sociale se soucient peu que, théoriquement, le salarié soit hostile au système du salariat. Au contraire, lorsqu'il exerce un métier non inscrit au registre des professions autorisées ou n'a aucune occupation avouable, l'insoumis au contrat social, l'objecteur de raison économique, l'illégal individualiste en un mot, a contre lui toute l'organisation sociétaire. Mais ceci est une digression tendant à reconnaître que, réfractaire ou soumis, l'individualiste — sauf cas exceptionnels — résout très mal « sa » question économique.

Il la résout très mal, parce que, quelle que soit sa condition, ses gestes ne sont pas guidés exclusivement par l'intérêt.

Au-dessus de l'intérêt économique, l'individualiste placera la satisfaction éthique, la poursuite de la sérénité intérieure, la jouissance du plaisir des sens. Aucune satisfaction ne vaudra pour lui celle de se sentir aussi dégagé que possible de l'assujettissement production-consommation. La question n'est pas de savoir si l'emploi d'un machinisme toujours plus perfectionné, le travail en troupe, la pratique du communisme imposé ou du solidarisme obligatoire lui procureront plus d'avantages matériels — mais bien ce qu'il deviendra en tant qu'unité individuelle, consciente, insubordonnée, pensante par et pour elle-même.

L'individualiste veut vivre, soit, mais « librement ». Plutôt médiocrement que grassement si « sa liberté » est menacée par une importance trop grande donnée au fait économique.

Plutôt médiocrement s'il n'a pas un tempérament d'associé — en produisant maigrement pour sa propre consommation — que grassement en travaillant en promiscuité même restreinte.

Le travail, soit, mais comme générateur de liberté

individuelle, non comme facteur d'écrasement de l'un sous le laminoir sociétaire. — E. ARMAND.

TRAVAIL (OBLIGATOIRE OU FACULTATIF). Certains considèrent que, dans l'organisation d'une société moderne, et plus particulièrement d'un milieu social à base capitaliste, le problème du travail, de ses principes, de son mécanisme, de ses méthodes et de leurs applications, l'organisation du travail, indispensable et unique créateur de toute production, est le problème fondamental, on pourrait même dire « le problème des problèmes ». Ceux qui professent cette opinion déclarent que : d'une part, aussi longtemps qu'on n'aura pas apporté à ce problème une solution équitable, rationnelle et favorable aux intérêts individuels et collectifs, on n'aura rien fait et que, d'autre part, quand on aura résolu cette question rationnellement, équitablement dans un équilibre exact entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, la solution de toutes les autres questions deviendra simple, naturelle, facile et, pour ainsi dire, indiquée d'avance.

Si l'on admet ce point de vue, on est invinciblement conduit à enfermer la transformation sociale, dont les esprits avertis et les consciences droites reconnaissent l'urgence nécessaire, dans les limites de ce problème unique. On peut en élargir les données et, par exemple, les étendre à la répartition des produits obtenus par le travail ; mais, alors, il faut, même à la suite de cette extension, faire entrer dans ce cadre la totalité des questions que soulève la réalisation de cette transformation sociale et n'envisager celle-ci que sous l'angle de la production et de la consommation, la vie intellectuelle, affective et morale devenant fonction pure et simple de l'organisation du travail et n'étant plus que cela.

Ainsi conçue, la Révolution sociale (voir ce mot et, notamment, pages 2379, 1380, 2381 et suivantes) ne dépasse pas les frontières d'une Révolution exclusivement économique.

Cette conception révolutionnaire me paraît beaucoup trop limitative ; car, à mon sens, la véritable Révolution sociale n'a pas uniquement pour but et ne doit point se proposer comme résultat unique la libération de l'individu en tant que producteur et consommateur, mais son affranchissement intégral en tant qu'homme, je veux dire : total et définitif.

Cette réserve faite — et j'espère que le lecteur en saisira la portée et la haute signification — je n'hésite pas à affirmer que la Révolution sociale devant être et ne pouvant être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (c'est là une assertion en quelque sorte classique, unanimement acceptée par toutes les fractions socialistes et en tous points exacte), ceux-ci doivent inscrire au premier rang de leurs objectifs révolutionnaires l'émancipation de leur classe par l'abolition du patronat, par la suppression de la classe capitaliste et par une réorganisation du travail, telle qu'il n'y ait plus et ne puisse plus y avoir : ici exploités et là exploités.

Je suis fort éloigné de sous-estimer la place considérable qu'il sera nécessaire et, partant, raisonnable d'attribuer à la réorganisation immédiate du travail au lendemain de la véritable Révolution sociale. Donc, bien loin de moi la pensée de méconnaître le caractère urgent et primordial de cette réorganisation. Ne faut-il pas « vivre d'abord et philosopher ensuite ? ». Or, pour vivre, deux actions sont de toute nécessité : produire et consommer, mieux encore : produire pour consommer, car on ne peut consommer que ce qui a été, au préalable, produit. Production d'abord, consommation ensuite sont à la base de toutes les nécessités vitales.

Équilibrer les possibilités de la production et les nécessités de la consommation, telle est l'obligation dans laquelle se trouvera, avant tout, une société qui

s'assignera le devoir d'assurer aux membres qui la composeront une existence saine, large et heureuse.

Toutefois, si je reconnais volontiers que le problème du fonctionnement économique de la société est le premier de tous les problèmes que, au lendemain de leur victoire, les révolutionnaires auront à étudier et devront résoudre sur l'heure, je ne consens pas à estimer qu'il soit, pour ainsi dire, le seul, encore moins celui dont la solution comprendra, emportera celle de tous les autres ; car s'il est impossible de vivre sans produire et consommer, l'existence ne s'arrête pas à ces deux gestes indispensables, et la plus élémentaire observation démontre que aussitôt que les besoins inhérents à la vie spécifiquement économique de l'individu sont satisfaits, tous les autres besoins réclament impérieusement la satisfaction à laquelle ils ont droit.

L'organisation du travail, faisant suite à la Révolution sociale dresse l'un contre l'autre le socialisme autoritaire : collectivisme ou communisme et le socialisme libertaire : anarchisme.

C'est ici qu'éclate, dans une de ses conséquences les plus graves, l'opposition de ces deux Ecoles socialistes, dans le domaine idéologique et tactique : l'une procédant du principe d'Autorité, l'autre découlant du principe de Liberté ; la première, expropriant les capitalistes et les patrons au profit de l'Etat-Patron ; la seconde expropriant la classe possédante, au bénéfice de la masse entière, et par conséquent, de tous les individus sans aucune exception, toutes les classes ayant disparu ou, pour être plus précis, s'étant fondues en une seule classe embrassant toute la population.

L'erreur des partis socialistes autoritaires consiste à nier la puissance créatrice et organisatrice des masses laborieuses ; en sorte que, les proclamant frappées d'incapacité à se diriger elles-mêmes, le collectivisme et le communisme autoritaires déclarent qu'il est indispensable de confier à une élite — et c'est le fait de chaque Ecole de prétendre que cette élite se trouve chez elle, pas ailleurs — le mandat de tracer un plan de réorganisation du travail et d'appuyer l'exécution de ce plan sur un Etat armé d'un pouvoir souverain et d'un appareil de force répressive en mesure d'assurer, par les sanctions les plus rigides, l'observation des dispositions et règlements que nécessite la mise en pratique de ce plan.

Pour dissimuler leur âpre désir de domination, les partis socialistes se servent du mot « Elite » de préférence au mot « Etat ». Cette petite manœuvre est fort adroite ; mais elle ne peut tromper personne. L'Etat s'est, en tout temps, flatté de représenter l'Elite de la Nation : la réunion des plus hautes valeurs en compétence et en intégrité. Seulement, les siècles qui sont derrière nous ont à tel point accumulé les preuves de l'incompétence des pseudo-compétents et de la sclérotisme des soi-disant intègres, que les théoriciens du socialisme autoritaire, s'ils consentent à renoncer au maintien de l'Etat, c'est-à-dire de cet ensemble d'institution qu'on appelle ainsi, sont résolus à en assurer la survivance sous le séduisant mais trompeur euphémisme de « l'administration des choses succédant au gouvernement des hommes ».

Administration des choses, Gouvernement, Etat, le contenu de ces trois expressions est absolument le même. La définition qui convient à « l'administration des choses » est celle que Malatesta a donnée de l'Etat. Je rappelle cette définition : « L'Etat, c'est cet ensemble d'institutions politiques, législatives, judiciaires, militaires, financières, etc., par lesquelles on soustrait au Peuple la gestion de ses propres affaires, la direction de sa propre conduite, le soin de sa propre sécurité, pour les confier à quelques-uns qui, — usurpation ou délégation — se trouvent investis du droit

« de faire des lois sur tout et pour tous, de contraindre le Peuple à s'y conformer et se servent, à cet effet, de la force de tous. »

Le socialisme autoritaire (le Collectivisme et le Communisme) entend assurer la continuité de l'Etat, puisqu'il se propose de prendre en mains la direction et la gérance des affaires publiques, gestion et direction dont les masses laborieuses seraient dépossédées ; tandis que le Socialisme libertaire (l'Anarchisme), irréductible adversaire du principe d'Autorité, ne peut naître et se développer qu'en l'absence de l'Etat et à la condition que le Peuple prenne en mains la gestion de ses propres affaires, la direction de sa propre conduite et le soin de sa propre sécurité.

Ici s'ouvre l'abîme qui sépare l'Anarchisme de toutes les autres théories et conceptions sociales.

Ces explications étaient indispensables. Sans elles, le lecteur eût difficilement compris le sens de la question que je pose dans cet article : « travail obligatoire ou facultatif » et il n'eût probablement pas approuvé la réponse qu'on va lire.

Tous les théoriciens et militants du collectivisme, du communisme et de l'anarchisme ont peu ou prou étudié ce que sera ou pourra être l'organisation du travail au lendemain d'une transformation sociale ayant mis fin au régime capitaliste. Le travail sera-t-il obligatoire, c'est-à-dire imposé ou ne le sera-t-il pas ? La nouvelle organisation du travail comportera-t-elle l'obligation de contribuer à la production, sous peine de sanctions matérielles ? En un mot, sera-t-on libre de travailler ou de ne pas travailler, sans encourir un châtiment corporel ?

Ainsi posée, cette question est tranchée dans un sens diamétralement opposé (et il ne peut en être différemment) par le socialisme autoritaire et le socialisme libertaire. Le premier se prononce en faveur du travail obligatoire et prévoit, en cas de refus, des peines sévères ; l'autre, repoussant toute mesure de contrainte, admet le principe du travail facultatif.

Dans un de mes livres : « Mon Communisme » (*Le Bonheur universel*), j'ai longuement exposé mon point de vue. Imaginant que, au sein de l'assemblée communale d'un centre important, cette grave question se trouve en discussion, voici le compte rendu (*Mon Communisme*, pp. 104 et suiv.) d'un discours prononcé, au cours de cette séance mémorable ; compte rendu rédigé par un de mes personnages, membre lui-même de ce conseil communal. (Il s'agit de la ville de Bordeaux.)

« Evidemment, nous étions en droit de sommer les paresseux de faire quelque chose. Il n'eût pas été injuste de leur signifier que, s'ils persistaient à ne pas participer à l'effort commun, ils se placeraient, d'eux-mêmes, en dehors de la communauté et que, n'apportant rien à celle-ci, ils n'en recevraient rien. Nous aurions pu sans injustice leur appliquer la fameuse règle : *Qui ne travaille pas ne mangera pas*.

« Nous eûmes à envisager la décision à prendre ; la discussion fut chaude et laborieuse. Les partisans de la méthode intransigeante furent sur le point de l'emporter.

« Un de nos collègues prononça un discours, petit chef-d'œuvre de précision et de clarté, qui finit par nous rallier tous.

« Mes chers camarades, dit-il, le problème que nous avons à résoudre est des plus graves ; mais sa solution ne souffre aucun retard ; il s'agit, pour nous, de prendre, sur l'heure, une résolution ferme et d'en poursuivre loyalement l'application.

« Le vieux Monde, le Monde de privilèges et d'iniquités a vécu et, tous, ici, nous sommes décidés à nous opposer à sa résurrection. Il faut donc organiser le Monde nouveau, le monde d'Egalité, de Justice et de Liberté qui en est à ses premiers jours. Tout est à

transformer et ne nous dissimulons pas l'énormité de la tâche : c'est un labeur colossal que nous avons le devoir de mener à bien. Il n'est pas douteux qu'il faut, avant tout, vivre. Pour vivre, il faut consommer ; on ne peut consommer que ce qui a été produit : il faut donc produire.

« Nous avons appelé à cette production indispensable tous les hommes et femmes de bonne volonté. Le résultat de cet appel a dépassé les espérances des plus optimistes. Nous avons, toutefois, le regret de constater que toutes nos sollicitations se sont heurtées au refus systématique d'une poignée de *réfractaires*. Tous nos efforts — et nous ne les avons pas ménagés — ont échoué. Ces gens-là restent irréductibles.

« Qu'allons-nous faire ? A quelle résolution allons-nous nous arrêter, si ces gens qui, n'ayant jamais fait œuvre utile de leur cerveau ni de leurs bras, se déclarent résolus à continuer ? Telle est, mes chers amis, la question qui se pose et qu'il nous faut résoudre à tout prix et incontinent.

« Deux méthodes s'offrent à nous ; elles s'opposent et nous devons opter. Il faut que nous nous prononcions pour la Force ou pour la Raison, ou, si vous le préférez pour la Violence ou pour la Persuasion. Ne caressons point le séduisant espoir de concilier ceci et cela ; si nous optons pour la Force, nous abandonnons tout recours à la Raison ; si nous optons pour la Persuasion, nous renonçons à tout recours à la Violence.

« Au fond, voyez-vous, il s'agit, comme toujours, de choisir entre ces deux principes opposés aboutissant à deux méthodes contradictoires : le principe de l'Autorité et le principe de la Liberté. Je ne surprendrai personne en disant que mon choix est fait et que je reste fidèle au principe de la Liberté. En l'occurrence, Liberté est synonyme de Raison et de Persuasion, comme Autorité est synonyme de Force et de Violence. Je suis pour la Liberté ; je suis donc pour la Persuasion, pour la Raison.

« Ne me faites pas le tort, mes chers collègues, de croire que je suis un de ces fanatiques nouveau modèle qui placent au-dessus de tout le respect des « Sacro-Saints Principes » et préféreraient voir périr le Monde plutôt qu'un de ceux-ci. Vous me connaissez tous depuis longtemps et vous savez que je suis, en effet, profondément et sincèrement attaché aux Principes que je n'ai, du reste, adoptés que dans la plénitude de ma conscience. Mais je vous prie de croire que, en l'espèce, mes principes se trouvent en accord parfait avec les intérêts sacrés dont nous avons accepté la charge.

« Je vous le dis très nettement : si j'estimais que la Persuasion mit en péril ces intérêts et que la Violence les sauvegardât, j'opterais, si non sans regret, du moins sans hésitation, pour la Violence. Mais, j'ai le sentiment que la Violence serait nuisible à l'intérêt public et que la Persuasion le servira ; c'est pourquoi, avec plaisir et sans hésiter, je me prononce en faveur de la Persuasion.

« Supposons, chers camarades, que nous nous décidions pour la Force et examinons froidement et sans esprit préconçu les conséquences qu'entraînerait une telle détermination : nous décréterions que le travail est obligatoire pour tous. C'est bien ; mais après ?

« Après ? — La première chose à faire, ce sera de dresser la liste des dérogations que comportera nécessairement ce décret. Il faudra fixer l'âge auquel les adolescents seront dans l'obligation de travailler et l'âge auquel les personnes âgées cesseront d'être astreintes au travail. Cette question d'âge soulève mille problèmes délicats touchant le sexe des personnes, l'apprentissage à faire, le métier à exercer, le stage à subir ; que sais-je encore ?

« Il va de soi que les malades et les infirmes échapperont au travail obligatoire. Mais encore faudra-t-il soumettre à un examen médical sérieux les malades et

les infirmes en question. Nous serons très probablement entraînés à établir la liste des travaux — les travaux d'art et d'inspiration par exemple — dont il est impossible de fixer la durée quotidienne et le temps d'exécution.

« Je vois d'ici un règlement administratif très précis, très minutieux, procédant d'une sorte de législation pointilleuse et subtile, source d'interminables discussions, de chicanes et de contestations sans fin.

« Mais il ne suffira pas de rédiger le Code du Travail ; il faudra veiller à ce que personne ne puisse se soustraire aux prescriptions de ce code. Il faudra que les délinquants soient frappés ; il faudra donc, d'une part, préciser les sanctions dont ces délinquants seront passibles et, d'autre part, assurer l'application des peines prononcées.

« Et nous voilà ramenés au rétablissement indispensable de tout ce fatras de législation, de tribunaux, de police et de répression que nous avons aboli.

« C'est le phénix qui renaîtra de ses cendres et quel phénix !

« Il faudra entourer d'une surveillance étroite ces *mailloteurs*, ces *insoumis*, ces *déserteurs* d'un nouveau genre. Il faudra veiller à ce qu'ils ne s'introduisent pas dans les domiciles à l'heure où, les ateliers étant pleins, les logis seront vides. Il faudra pourvoir tout le monde d'un carnet de travail constamment à jour, tenir une comptabilité régulière des heures réellement faites, ouvrir dans chaque atelier un registre de présence, proportionner mathématiquement la part de chacun dans la répartition des produits à l'exacte mesure du travail qu'il aura effectué ; il faudra faire la chasse aux embusqués et réfractaires, instruire et juger leur cas ; il faudra... mais, que ne faudra-t-il pas ?

« Il saute aux yeux, mes chers collègues, que pour remplir ces multiples fonctions de législateurs, de médecins, de juges, de policiers, de contrôleurs, de vérificateurs, d'enregistreurs, de surveillants, de pointeurs et de gardiens, etc., il sera nécessaire de prélever une partie de la population active. Cette partie de la population travaillante, affectée à ces fonctions spéciales, sera dérobée à la production utile. Et le plus clair résultat de toutes ces mesures destinées à traquer les fainéants, ce sera d'avoir ajouté à ceux-ci un certain nombre d'improductifs.

« Autre chose : nous ne sommes pas, nous ne serons jamais des bourreaux ; hier encore, la société capitaliste nourrissait, dans ses prisons, les malheureux qui y étaient enfermés. Je pense bien que nul, parmi nous, ne songe à faire mourir de faim les *insoumis* du travail ; il faudra donc les nourrir ; ils seront à la charge de la communauté. Et nous commettrons la faute de mettre, par surcroît, à la charge de cette communauté d'autres improductifs ? Au lieu d'alléger cette charge, nous l'alourdirons de propos délibéré ? Ce serait, mes amis, une solution digne de Jocrisse ou de Gribouille. Pour ma part, je la repousse.

« Il apparaît et, en réalité, il est injuste que ceux qui collaborent au bien-être collectif et ceux qui s'y refusent soient traités sur le même pied. La solution par la Force semble plus conforme à l'équité ; mais elle serait maladroite et d'un mauvais calcul ; je crois l'avoir suffisamment démontré. Au fait, la solution par la violence serait-elle plus juste ? Je n'en suis pas bien sûr et, à la réflexion, je pense que non ; car, où est la Justice ? En quoi consiste-t-elle ? Quel en est le critère, l'étalon, la pierre de touche ? Ce qui est juste, c'est ce qui est favorable à l'intérêt public. Or, je viens d'établir que la solution par la Violence serait nuisible à l'intérêt public ; elle serait, par conséquent, injuste. C'est l'autre solution, la solution par la raison, par la persuasion, par la douceur, celle que je propose, c'est celle-là qui est équitable, puisqu'elle sert l'intérêt commun.

« Je ne prévois qu'une seule objection ; je n'en conteste pas la gravité et c'est pourquoi je veux y répondre : « n'est-il pas à craindre, nous dira-t-on, que ces *réfractaires* ne donnent le mauvais exemple et que, les voyant vivre aussi bien que les autres, ceux qui travaillent ne soient tentés de faire comme eux, de déserter l'atelier ? L'exemple est contagieux. » Voilà l'objection dans toute sa force. Et voici, mes chers collègues, ma réfutation.

« Oui, l'exemple est contagieux, c'est incontestable. Mais le bon exemple a la même force d'entraînement que le mauvais : le bien est contagieux autant, sinon plus, que le mal. La vertu et le vice sont comme deux aimants attirant à eux tout ce qui est à leur portée et la puissance d'un aimant est déterminée par son volume et sa surface. Nous avons, à Bordeaux, plus de cent mille personnes qui, ayant joyeusement accepté l'obligation morale de travailler, donnent le bon exemple. Nous en avons dix mille à peine qui donnent le mauvais. Telle est la surface des deux aimants. L'une est représentée par cent et l'autre par dix. La puissance d'attraction du premier est dix fois supérieure à celle du second. Concluez.

« Prétend-on qu'il est plus facile de quitter le travail que de s'y mettre ? Je dis que cette appréciation est erronée et je soutiens que, tout au contraire, il est plus facile de se mettre au travail que d'y renoncer. Je m'explique :

« L'homme est un être actif, naturellement, instinctivement, essentiellement actif. Il fait partie de l'univers ; il y vit ; son existence participe de la vie universelle et la vie universelle conditionne l'existence humaine. Tout, dans la nature, se meut, s'agite, fonctionne, est mouvementé. Quel que soit l'état de la matière, qu'il soit solide, liquide ou gazeux, la matière est constamment en mouvement ; on ne l'a jamais observée à l'état de repos ; l'inertie n'a jamais été constatée ; l'immobilité n'existe pas. Plus on se rapproche du règne animal, plus la vie apparaît active et mouvementée : le végétal s'agite plus que le minéral ; l'animal est plus actif que le végétal.

« Tous les animaux naissent, se développent et meurent. Dans chacune de ces phases, ils déploient une activité plus ou moins vive ; mais à aucun moment ils ne se reposent. Les animaux que nous sommes ne font pas exception à cette règle constante et universelle. Je n'insiste pas.

« Penser que le minéral, le végétal et l'animal se meuvent, s'agitent, fonctionnent sans but et par pur hasard serait une grossière erreur. Tous leurs mouvements tendent à entretenir, développer, fortifier, enrichir leur vie. Tous les naturalistes ont constaté ce fait et ils l'ont prouvé avec un luxe de détails étonnant, en s'appuyant sur des milliers et des milliers d'observations concordantes. Dire que l'espèce humaine se meut, s'agite, se déplace, fait effort, en un mot est active, sans que cette activité ait une fin ; dire que cette activité se dépense d'une façon désordonnée, incohérente et qu'elle est le fait de la pure fortune, serait une stupidité. Ce qui est exact, c'est que l'activité de l'espèce humaine, comme celle de tous les organismes vivants a un but et que ce but, c'est la vie.

« Or, vivre, c'est consommer ; consommer, c'est produire ; produire, c'est travailler. En conséquence, il est dans la nature de l'homme de travailler. Les philosophes qui ont avancé le contraire n'ont aperçu que les apparences et ils se sont mépris ; et les ignorants qui les ont écoutés ont été induits en erreur. En soi, le travail n'est pas une peine ; comme tous les mouvements, tous les exercices auxquels l'homme se livre en vue de dépenser les énergies dont son corps est un accumulateur, le travail est plutôt un plaisir ou, plus exactement, un besoin.

« Mais, si l'homme ressent le besoin de travailler et s'il éprouve du plaisir à satisfaire ce besoin, il lui devient pénible d'excéder les limites du besoin ressenti. Si l'un de nous était privé de nourriture, il en éprouverait une grande souffrance ; mais si, ayant mangé à sa faim, il était mis dans l'obligation de manger encore, il ressentirait à manger trop autant de déplaisir qu'à ne pas manger assez. Il en est de même du besoin de travailler : lorsque, ayant dépassé sa réserve de forces, l'homme est condamné à prolonger son effort, il en souffre. Travailler quelques heures chaque jour n'est pas un châtement ; mais c'en est un que de travailler douze et quinze heures. Les courtes journées de travail sont agréables ; les longues journées sont pénibles et douloureuses.

« Il y a aussi les conditions mêmes dans lesquelles le travail est accompli et il convient d'en tenir compte. Dans les pays où sévit encore le régime capitaliste, le travail est une véritable condamnation, parce que le sort du travailleur y est lamentable. Quand le travail est imposé, sale, dangereux, excessif, humilié et mal rétribué, il est rebutant et il ne faut pas être surpris qu'on y trouve si peu de goût. Mais, quand le travail est libre, quand il est honoré, respecté, considéré, quand il n'est pas excessif, quand il assure au travailleur une vie large et confortable, il cesse d'être une peine et devient une joie.

« Que nos ateliers soient vastes, aérés, lumineux et sains ; que la journée moyenne de travail corresponde aux forces que l'ouvrier peut, sans fatigue, dépenser chaque jour ; que chacun travaille du métier qu'il connaît et qu'il choisira librement ; que le travailleur ait l'assurance que sa famille et lui ne manqueront de rien ; qu'il se sente, à l'usine, libre et non sous la férule d'un patron exigeant ou d'un contremaître grincheux ; qu'il soit appelé à fixer lui-même, d'accord avec ses camarades, le règlement d'atelier et les conditions générales du travail, et il est certain que personne ne rechignera à la besogne.

« Je vais plus loin, mes chers amis : Je dis que, si je pouvais admettre un châtement, dans le milieu social que nous venons d'édifier, le pire de tous consisterait à condamner un homme bien portant, vigoureux ou simplement normal et apte à produire, à le condamner, dis-je, à ne rien faire au milieu de l'activité universelle.

« C'est en m'appuyant sur toutes ces considérations que je disais, il y a quelques minutes, qu'il est plus facile de se mettre au travail que de l'abandonner quand on y est fait. Vous êtes-vous demandé ce que feraient, au bureau ou à l'usine, ces gens qui n'y seraient amenés que par la force ? Que produiraient-ils ? — Pas grand' chose : on travaille peu et mal quand on travaille contraint et forcé. Quel voisinage répugnant ce serait pour les autres ! Vous rebutez le mauvais exemple ? Soit. Mais, alors, ne vaut-il pas mieux que ces mauvais ouvriers soient hors de l'atelier que dans l'atelier ?

« Les autres, ceux qui travailleront, seront furieux contre ces réfractaires ? — Je l'espère bien et je m'en félicite. Ils les mettront en quarantaine, ils les tiendront à l'écart, ils les traiteront comme on traite les lépreux et les pestiférés. Ce sera le châtement de ces tristes individus.

« Cette sanction morale est la seule qui convienne à leur cas ; et, si toute dignité n'est pas morte en eux, s'il reste encore au fond de leur cœur le vague sentiment, l'obscure sensation de ce qu'ils devront aux autres en échange du bien-être que l'effort d'autrui leur assurera, ces lépreux se guériront de leur lèpre et viendront se mêler à leurs frères de travail. »

J'ai reproduit, sans y rien changer, ce long discours, parce qu'on y trouve l'essentiel de l'argumentation sur

laquelle repose la thèse que je soutiens, ici, en faveur du travail facultatif contre celle du travail obligatoire. A vrai dire, dans un milieu social libertaire, le travail sera obligatoire : tous ayant le droit de participer à la répartition des produits, tous auront, c'est évident, le devoir de collaborer à l'obtention de ces produits. Mais cette obligation ne sera que morale ; car elle ne découlera que de la notion du devoir qui sera indissolublement liée à la formation, au développement d'un état de conscience que feront naître les rapports d'égalité effective, de réelle réciprocité et de solidarité positive qui uniront tous les individus.

Il y a cependant un point sur lequel je crois utile de revenir et d'insister. C'est celui de la durée approximative de la journée de travail à accomplir afin que la production obtenue corresponde plus que suffisamment aux besoins de la population. J'ai dit — et j'espère que cette affirmation n'est pas contestée — que la durée du travail étant réduite aux proportions de la dépense d'énergie musculaire et cérébrale dont l'être normal dispose, le travail n'est pas une obligation pénible, mais une satisfaction, voire un plaisir et qu'il ne devienne une nécessité désagréable, une corvée, que lorsqu'il exige un effort excédant cette limite tracée par la nature elle-même.

Il est donc fort important d'évaluer, sur les données précises que nous possédons actuellement, la durée moyenne du travail journalier que comportera, au lendemain de la Révolution, la nécessité de pourvoir, par une production plus que suffisante, aux exigences de la consommation afin que la vie soit assurée largement, pleinement, à la totalité de la population.

Ces données, les voici : a) en 1912 et 1913, les statistiques sur le mouvement commercial de France établissaient que le montant des exportations dépassait légèrement celui des importations. Il y avait entre celui-ci et celui-là un écart si insignifiant, qu'il est permis de dire que la balance commerciale était en équilibre. La production nationale pouvait donc être considérée comme suffisante, puisque les produits achetés à l'extérieur équivalaient, à très peu de chose près, les produits vendus à l'étranger ;

b) En 1928, l'administration des Douanes a communiqué les précisions suivantes relatives à l'exercice 1927 : Exportations : 55 milliards, 225 millions de francs ; Importations : 52 milliards, 853 millions de francs, soit un excédent de produits exportés de 2 milliards, 372 millions de francs ;

c) L'annuaire statistique publié par la Société des Nations (Annuaire 1931-1932) me fournit pour les deux exercices 1928 et 1929 les chiffres que voici :

Moyenne des Importations.....	Fr. 54.700.000.000
Moyenne des Exportations.....	51.300.000.000
Exportations en moins.....	3.400.000.000

Comme on le voit, la différence entre les importations et les exportations s'est, au cours des années 1928 et 1929, assez sensiblement accrue. Mais il faut tenir compte que : d'une part, dans certains pays où les produits obtenus en France trouvaient, en temps normal, des débouchés appréciables, la crise économique battait déjà son plein, en sorte que certaines nations qui, en période ordinaire, étaient les clientes de la France : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, etc. avaient fermé leurs frontières à l'importation des produits étrangers sur leur territoire ; et que, d'autre part, la crise et le chômage ne s'étant pas encore étendus jusqu'à la France, celle-ci, en 1928 et 1929 n'a pas été dans la nécessité d'élever ses tarifs douaniers. La balance commerciale, en 1928-29, se trouve, ainsi, faussée et cette circonstance, attribuable à une situation mondiale exceptionnelle, ne doit pas m'empêcher de dire que notre pays est un de ceux dont la production est

suffisante à répondre aux demandes de la consommation.

Ce point acquis, il s'agit, maintenant, de savoir : d'abord quel est le nombre de travailleurs collaborant à cette production et, ensuite, quel est le nombre d'heures de travail effectuées par ces producteurs.

Je soumetts au lecteur le résultat des recherches auxquelles je me suis livré, dans le but de parvenir, à défaut de chiffres rigoureusement exacts, à des chiffres très approximatifs.

En premier lieu, me plaçant sur le terrain de la production, j'ai cherché à établir le nombre des producteurs utiles (et j'entends par là ceux qui, adultes des deux sexes, travailleurs de l'agriculture et de l'industrie, travailleurs attachés à un service public indispensable : transports, P. T. T., enseignement, santé, etc., etc., sont aujourd'hui et resteront toujours indispensables au bon fonctionnement de la vie économique.

En France, comme dans tous les pays parvenus au même degré de développement, la population forme dans le domaine de la production, quatre groupes :

Premier groupe. — Il comprend ceux et celles qui, du berceau à la tombe, ne se livrent à aucun travail et vivent dans l'oisiveté totale. Ces gens consomment, mais ils se croiraient déshonorés si, sous une forme quelconque, ils prenaient part à un travail productif. Ils vivent de leurs rentes, des revenus de leurs propriétés, du produit des coupons attachés à leurs titres, de tous les profits que le Capital vole au Travail. Tout ce joli monde de fainéants est celui qui mène la vie la plus large ; il ne se refuse rien, il se plaît à gaspiller... Il est juste de faire entrer dans ce premier groupe les parasites de toutes sortes : escrocs, filibustiers, rastaquouères, prostitués et prostituées du monde dit « sélect », constamment à l'affût de toutes les circonstances qui leur permettront, sans faire œuvre de leurs dix doigts, de s'introduire dans ce milieu où il est de bon ton et même de règle de n'exercer aucune profession.

Deuxième groupe. — Il se compose de toutes les personnes qui ont une occupation, un emploi, qui, par conséquent travaillent, mais ne produisent rien. Extrêmement nombreux, ce groupe comprend : le clergé séculier et régulier ; la magistrature debout, assise et à plat ventre ; l'armée, la gendarmerie, la police (y compris les indicateurs et mouchards), toute cette vermine qui grouille sur le corps social.

Ensuite : la multitude des fonctionnaires et assimilés que nécessite l'agencement politique et financier de l'Etat. Je mets à part certaines catégories de fonctionnaires ou assimilés attachés à la bonne marche d'un Service public qui, quelle que soit l'organisation sociale, devra être maintenu : corps enseignant, employés des P. T. T., cheminots, travailleurs municipaux, etc...

Tous ces travailleurs auront, dans la société de demain, leur incontestable utilité.

Il y a encore, dans ce deuxième groupe, toutes les personnes qui exercent des professions dites libérales : avocats, hommes d'affaires, médecins, notaires, avoués, tous les gens de la basoche, de la procédure et de la chicane : huissiers, greffiers, gratte-papier de toutes espèces, barbouilleurs de grimoires, etc. Ensuite, les journalistes, hommes de lettres, poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, gens de théâtre, de music-hall, de cinéma, de cirque, de sport, depuis les vedettes jusqu'aux ouvreuses et figurants. Ici encore, je fais deux exceptions : la première, en faveur des médecins ; la seconde, en faveur des artistes véritables, c'est-à-dire de talent.

Toujours dans ce deuxième groupe, nous rencontrons la foule presque incalculable des personnes qui doivent leurs moyens d'existence à ce vol organisé, toléré, encouragé, respecté, décoré qu'on désigne sous le nom de « commerce ». Armée innombrable qui va du notable

négociant au plus humble boutiquier. Ce vol organisé occupe une nuée d'acheteurs, de vendeurs, de réceptionnaires, de magasiniers, de livreurs, de manutentionnaires, de caissiers, de comptables, d'inspecteurs, de contrôleurs, de garçons de magasin, de placiers, de dépositaires, de représentants, de voyageurs, etc...

Je me garderais bien de prétendre que ces gens-là ne travaillent pas. Ils travaillent, au contraire, beaucoup, souvent autant et, parfois, plus que les travailleurs des champs et de l'usine ; mais il est certain qu'ils ne produisent rien d'utile et qu'ils ne dépensent leur activité que dans le but de recueillir quelque profit entre le prix d'achat payé au producteur et le prix de vente supporté par le consommateur.

Il convient d'ajouter à tout ce monde de la mercurie celui des camelots, des individus qui vivent de trafic mal défini, sans oublier l'effort énorme de publicité que, par journaux, par affiches, catalogues, prospectus et cent autres moyens, comporte la concurrence et que nécessite le besoin de courir après la clientèle des acheteurs. N'oublions pas, enfin, de clore cette liste déjà fort longue d'individus qui incontestablement travaillent mais, incontestablement aussi, ne produisent rien, par la multitude des domestiques des deux sexes : valetaille, larbins, palefreniers, cochers, chauffeurs, valets et femmes de chambre, maîtres d'hôtel, cuisiniers, bonnes d'enfant et femmes de ménage ; sans compter (on les classe parmi les travailleurs de l'alimentation, mais ils font, en réalité, fonction de domestiques attachés à un établissement et à ses services et non à des particuliers) tous ceux et toutes celles qui constituent le personnel des hôtels, restaurants, bistrot, bars, auxquels il faut ajouter les circueurs de boîtes, les commissionnaires, les crieurs de journaux, les porteurs, les ouvriers de portières, les tenanciers des kiosques de journaux, des chalets de nécessité et des maisons de tolérance.

Est-ce tout ? — Non ; pas encore. Restent tous les gens de banque et de Bourse, tous ceux qui travaillent dans les compagnies d'assurances, tous ceux qui vivent des courses, cercles, casinos, tripots, spectacles sportifs, etc... Par la pensée, supprimez le nombre prodigieux de tous ces individus de tous les âges et des deux sexes qui appartiennent à ce groupe de personnes qui travaillent sans donner naissance à un produit quelconque ; ça foisonne, ça pullule...

Troisième groupe. — C'est le groupe de ceux qui travaillent et produisent, mais des choses inutiles ou nocives : producteurs inutiles — non pas, certes, dans la société capitaliste et autoritaire d'aujourd'hui ; mais ils le seront dans la société communiste-libératoire de demain — ceux dont le travail a pour objet de produire quelque chose destiné à la sauvegarde de la propriété individuelle ou à la défense de l'autorité, par exemple : la construction des murs qui entourent les propriétés, l'élévation des haies et barrières qui séparent les parcelles de terre appartenant à des propriétaires différents et servent à distinguer le tien du mien ; la fabrication des coffres-forts, des serrures de sûreté, des meubles à compartiments et à tiroirs secrets, des coffrets destinés à préserver des voleurs les titres, bijoux et matières précieuses ; voilà pour la sauvegarde de la propriété privée. Producteurs inutiles — toujours dans la société communiste-libératoire issue de la véritable Révolution sociale — ceux qui travaillent à la construction, l'aménagement, l'ameublement et l'entretien des casernes, des gendarmeries, des prisons, des palais de justice, des préfectures, des églises, des banques, des compagnies d'assurances, des bourses des valeurs et du commerce, des caisses d'épargne, des monts de piété, etc. ; tous établissements que nécessitent le Capital et l'Etat et qui n'auront plus aucune raison d'être quand l'Etat et le

Capitalisme auront été balayés par la tourmente révolutionnaire.

Enfin, je classe dans le groupe des travailleurs affectés à des besognes nuisibles tous ceux — et ils sont, hélas ! nombreux — qui sont employés à des œuvres de destruction et de massacre, tous ceux qui, dans les manufactures d'armes, dans les poudrrières, dans les arsenaux, dans les ateliers et chantiers de la marine de guerre, dans les usines métallurgiques, dans les forges et aciéries, dans les ateliers d'aviation, dans les manufactures et établissements publics ou privés, travaillent, directement ou indirectement pour la guerre, pour la destruction, c'est-à-dire pour le carnage et la mort, au lieu de travailler pour la Vie. Et je songe encore à ces hommes de science qui, dans leurs laboratoires, multiplient les expériences tendant à arracher à la nature le secret des combinaisons et procédés qui, plus sûrement et plus en grand, asphyxient, incendient, empoisonnent et assassinent.

Détournons nos regards de ce désordre inqualifiable, de ce gaspillage effréné d'intelligences et de forces, de ce labeur colossal mais insensé. Spectacle inimaginable de démesure sur lequel s'arrête, avec admiration et orgueil, la classe qui se flatte de représenter la sagesse et la vertu et qui nous traite de fous et de malfaiteurs, nous qui voulons mettre de l'ordre dans ce désordre, de la raison et de la méthode dans cet effroyable chaos.

Oui, détournons nos regards de ce monde stupide et criminel et arrivons au quatrième et dernier groupe.

Quatrième groupe. — Celui-ci comprend tous ceux qui travaillent pour produire des choses utiles, nécessaires à la satisfaction des besoins de la population, tous ceux et toutes celles qui, à la ville et à la campagne, sur le sol et dans le sous-sol, à l'atelier, au chantier, à l'usine, à la fabrique, à la manufacture, se livrent au travail productif, tous ceux qui, intellectuels et manuels, hommes de science et d'art, techniciens, spécialistes, ouvriers qualifiés ou simples manœuvres, accomplissent la tâche quotidienne, qui, seule, permet à la population de se nourrir, de se loger, de se meubler, de se vêtir, de s'instruire, de se hausser jusqu'à l'amour du Beau, de vivre dans la Paix.

Il est malaisé d'évaluer de façon précise le nombre des travailleurs utiles qu'embrasse ce quatrième groupe. Cependant, déduction faite des personnes qui entrent dans les trois premiers groupes et déduction faite des enfants, des vieillards, des malades, infirmes, accidentés, femmes en couche, etc., qui ne sont pas en état de produire, on peut arrêter à huit millions environ pour la France qui compte 41 millions d'habitants, le nombre de ces producteurs réellement utiles. Au surplus, ce nombre est généralement admis par les économistes et sociologues qui ont étudié la question.

Huit millions seulement de travailleurs utiles sur une population de quarante millions, ce chiffre surprend : il y a, en réalité, si peu de personnes qui ne font positivement rien ! — C'est exact ; les paresseux cent pour cent, les fainéants intégraux ne forment qu'une petite, très petite minorité : tout au plus 5 %. Mais si, à cette faible proportion on ajoute la masse écrasante de ceux qui travaillent mais ne produisent rien et le nombre important de ceux qui travaillent et produisent, mais produisent des choses inutiles ou nuisibles, on cesse d'être surpris.

Nous avons vu, plus haut que, en France, la production correspond à peu près à la demande consummatrice. Nous savons, en outre, que cette production est l'œuvre de huit millions de producteurs utiles. Demandons-nous, à présent, quelle est la somme de travail fournie par ces producteurs et exprimons cet effort en heures de travail. J'engage le lecteur à calculer avec moi : ces 8 millions de producteurs utiles travaillent, en moyenne, en période normale, 8 heures par jour et 300 jours par an. Si je multiplie 8 millions par 8 heures,

j'obtiens un total de 64 millions d'heures de travail par jour ; et si je multiplie ces 64 millions par 300 jours ouvrables, j'obtiens un total de 19 milliards, 200 millions d'heures de travail par an.

De l'examen de ce qui est à l'heure actuelle en régime capitaliste, passons à l'étude de ce qui sera ou, pour dire mieux, pourra être, dans un milieu social communiste-libertaire et établissons tout d'abord la durée moyenne de la journée de travail à effectuer, dans un tel milieu, pour obtenir une production équivalente à celle que fournissent les huit millions de producteurs utiles.

La population actuelle de la France est, en chiffres ronds, de 40 millions. Les quatre groupes que j'ai fait défilé sous les yeux du lecteur ont disparu. Il n'y en a plus que deux. Le premier comprend toutes les personnes qui, par leur âge ou leur état de santé, sont les « dispensés du travail » ; le second embrasse tout le reste de la population.

Dans le premier groupe entrent :

Les enfants au-dessous de 15 ans.....	10 millions
Les vieillards au-dessus de 55 ans.....	5 —
Les malades, infirmes, accidentés, etc...	3 —

Ensemble, 18 millions

Le reste de la population, soit : 22 millions, forme le second groupe. Ces 22 millions de travailleurs auront à exécuter 19 milliards 200 millions d'heures de travail par an. Je divise ces 19 milliards 200 millions par le chiffre de la population adulte et valide : 22 millions. Le quotient est de 873 heures par an. Je divise ces 873 heures par 300 (nombre de jours de travail dans l'année), et je trouve, au quotient, un peu moins de trois heures par jour : 2 h. 54'.

Ainsi, pour que la production fût égale à ce qu'elle est présentement, il suffirait qu'y prissent part toutes les personnes entre quinze et cinquante-cinq ans et en état de santé satisfaisant et que chacune s'astreignît volontairement à un travail quotidien de trois heures.

Toutefois, quand je dis que la production actuelle, en France, est suffisante, il faut s'entendre. Je veux dire par ce mot « suffisante » que cette production suffit à la capacité d'achat de la masse consommatrice. Mais cette capacité d'achat, bien loin d'être déterminée par la somme des besoins à satisfaire, est strictement limitée par les ressources dont dispose la clientèle des consommateurs et ces ressources ne représentent, pour bon nombre, que la possibilité de se procurer le strict nécessaire. Il y a même une partie de la population qui manque de celui-ci.

Il faut donc envisager la nécessité dans laquelle on se trouvera, en régime libertaire, de produire beaucoup plus et, conséquemment, de travailler davantage. Je prévois sans difficulté la décision prise par les travailleurs eux-mêmes de porter la journée moyenne de travail à 4, 5 et même 6 heures dans les temps qui suivront immédiatement l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes.

Mais les possibilités de production augmentant sans cesse, par suite des progrès constants et merveilleux de la technique et grâce à la multiplication et au perfectionnement prodigieux de l'outillage mécanique, je prévois aussi une organisation sage, rationnelle, équitable du travail et de la répartition des produits, qui ramènera la journée de travail, assez promptement, à 5, 4, à 3 heures, tout en maintenant le niveau de la production à la hauteur des exigences d'une population abondamment pourvue du nécessaire d'abord, du confortable ensuite.

Que résulte-t-il de cette sorte d'étude comparative qui précède ? Il est permis d'en tirer cette conclusion : que, au sein d'une société qui réalisera l'idéal anarchiste, il n'y aura vraisemblablement pas de réfractaires à la loi naturelle qui exige de l'homme qu'il tra-

vaille pour produire, qu'il produise pour consommer et qu'il consomme pour vivre.

La race parasitaire et fainéante que le régime de la propriété individuelle et, plus particulièrement, celui de la propriété capitaliste a fait naître, a développée et multipliée ne durera pas toujours. Elle est appelée à disparaître et les générations contemporaines en pressentent déjà la disparition.

Quand la révolution sociale — la véritable — aura passé par là, quand son souffle aura purifié et assaini l'atmosphère sociale, il n'y aura plus de paresseux, ou il y en aura si peu, ce genre de monstres ou de malades se refusant systématiquement à toute occupation sera devenu si rare, qu'il n'y aura nul inconvénient grave à les laisser croupir dans leur honteuse fainéantise.

Il n'y aura plus — ou presque — d'incorrigibles parasites, parce que l'individu, étant un être doué d'activité, dépensera volontiers la somme d'énergie intellectuelle et manuelle qu'il reçoit de la nature, lorsque, d'une part, le travail se limitera à un effort modéré et quand, d'autre part, les conditions mêmes de l'effort à accomplir s'étant transformées de fond en comble, le travail cessera d'être un châtiement. — Sébastien FAURE.

TRINITÉ n. f. (du latin *trinitas*, de *trinus*, triple).

Un seul Dieu en trois personnes. C'est, nous assure-t-on, le dogme fondamental de l'Eglise catholique et de plusieurs sectes protestantes. La certitude en est si bien établie que Calvin fit brûler Michel Servet parce que cet impie refusait de voir Dieu comme « un monstre à trois têtes ». Servet était indulgent pour le ridicule « mystère ». Un monstre à trois têtes est chose concevable. Mais non la trinité. Car, pour copier le *Catéchisme du Diocèse et de la Province de Paris*, « chacune des trois personnes est Dieu et possède la trinité tout entière » et cependant « les trois personnes ne sont qu'un seul et même Dieu ». Malebranche avoue (*Recherche de la vérité*, livre III, deuxième partie, chapitre VIII) : « On croit, par exemple, le mystère de la Trinité, quoique l'esprit humain ne le puisse concevoir ». Qu'est-ce que croire quelque chose qu'on ne conçoit pas ? Malebranche continue : « Et on ne laisse pas de croire que deux choses qui ne diffèrent point d'une troisième ne diffèrent point entre elles, quoique cette proposition semble le détruire ». Semble est indulgent. C'est qu'« on est persuadé qu'il ne faut faire usage de son esprit que sur des sujets proportionnés à sa capacité et qu'on ne doit pas regarder fixement nos mystères ». Il faut donc répéter des mots sans leur donner aucun sens et affirmer qu'on croit sans savoir ce qu'on croit. L'aveu célèbre de saint Augustin au livre VII de son traité *De la Trinité*, est plus court et plus net : « On parle de trois personnes, non pour dire quelque chose, mais pour ne pas se taire ». *Dictum est tantum tres personæ, non ut illud diceretur sed ne tacetur.*

Les trois dieux (pardon ! il n'y en a qu'un) ; les trois morceaux de Dieu (pardon ! chacun « possède la divinité tout entière ») ; les trois ce que vous voudrez ; les trois personnes, — puisqu'il est entendu, depuis Saint-Augustin, que le mot n'a aucun sens, — sont également éternelles et pourtant le Fils est engendré par le Père ; le Saint-Esprit n'est pas engendré mais, pour l'Eglise grecque et pour les Pères de Nicée, il procède du Père ; pour l'Eglise latine, il procède du Père et du Fils. Prière de ne donner aucun sens aux mots engendrer et procéder, si on ne veut pas tomber dans quelque hérésie.

N'essayons pas une histoire de ce dogme ou de tout autre dogme. Croyons-les et croyons qu'ils remontent tous aux apôtres. Car, affirme Bossuet (préface de *l'Histoire des Variations*), « le Saint-Esprit répand des lumières pures et la vérité qu'il enseigne a un langage

toujours uniforme... Tout ce qui varie, tout ce qui se charge de termes douteux et enveloppés a toujours paru suspect et non seulement frauduleux mais encore absolument faux, parce qu'il marque un embarras que la vérité ne connaît point ». Car « la vérité catholique, venue de Dieu, a d'abord sa perfection ». Et « l'Eglise, qui fait profession de n'enseigner que ce qu'elle a reçu, ne varie jamais ».

C'est pourquoi, dans le Symbole dit des Apôtres, le Père est le seul créateur ; mais, au symbole de Nicée, c'est par le Fils que « toutes choses eurent l'existence », si je traduis littéralement le texte grec ; et, si je m'en tiens au latin, « par lui toutes choses ont été faites ». Acceptons ce changement d'une Eglise « qui ne varie jamais » et ne lui rappelons pas que « tout ce qui varie a toujours paru... absolument faux ».

Pourquoi ai-je la mauvaise idée d'ouvrir le *Catéchisme du Concile de Trente* ? Après avoir étudié l'article du Symbole des Apôtres qui présente le Père comme le « créateur du ciel et de la terre », il ajoute : « En voilà assez pour l'explication de ce premier article, pourvu toutefois que nous donnions encore cet avertissement que l'œuvre de la Création est commune à toutes les personnes de la Trinité sainte et indivisée. Car nous confessons ici, d'après la doctrine des Apôtres, que le Père est créateur du ciel et de la terre ». Après ce précieux aveu, on ajoute le Fils et le Saint-Esprit en se référant — mais terriblement on « se charge de termes douteux et enveloppés » — à des textes de la Sainte Ecriture tendancieusement ou plutôt follement commentés.

Les divers symboles se débarrassent rapidement du Père tout-puissant, seul créateur dans le premier, demi-créeur dans le second, tiers de créateur dans le troisième. Ils ne sont pas non plus très longs sur le Saint-Esprit. Mais ils s'attardent sur la deuxième personne. Le symbole de Nicée, par exemple, après avoir affirmé « un seul Seigneur Jésus-Christ, fils unique de Dieu et né du Père avant tous les siècles, Dieu de Dieu, lumière de Lumière, vrai Dieu du vrai Dieu, qui n'a pas été fait mais engendré, consubstantiel au Père », nous détaille sa folle incarnation humaine. Un Dieu fait homme, dit à peu près Spinoza, c'est un triangle revêtant les propriétés du cercle.

C'est dans le Symbole dit de Saint-Athanase parce que personne ne croit plus depuis longtemps qu'il soit de ce Père, que l'Eglise expose le plus clairement — si l'on a la cruauté d'employer ce mot — son dogme de la Trinité. Copions ce symbole : il sera utile à qui voudra faire une histoire de la folie humaine :

« Quiconque veut être sauvé doit garder la foi catholique, qui adore un seul Dieu dans la Trinité et la Trinité dans l'Unité sans confondre les personnes ni diviser la substance. Car autre est la personne du Père, autre celle du Fils, autre celle du Saint-Esprit ; mais la divinité du Père, du Fils et du Saint-Esprit est une, leur gloire égale, leur majesté coéternelle. Tel qu'est le Père, tel est le Fils, tel est le Saint-Esprit. Tous trois sont incréés, incompréhensibles, éternels, tout-puissants ; et pourtant ils ne sont pas trois incréés, trois incompréhensibles, trois éternels, trois tout-puissants ; mais un seul incréé, un seul incompréhensible, un seul éternel, un seul tout-puissant. Ainsi, le Père est Dieu, le Fils est Dieu, le Saint-Esprit est Dieu ; et pourtant, ils ne sont pas trois Dieux mais un seul Dieu. De même le Père est Seigneur, le Fils est Seigneur, le Saint-Esprit est Seigneur, et pourtant ils ne sont pas trois Seigneurs mais un seul Seigneur.

« D'autre part, tandis que le Père incréé n'est ni fait ni engendré, le Fils incréé aussi est né pourtant du Père, non pas fait mais engendré, et le Saint-Esprit, incréé à son tour, est de par le Père et le Fils, n'étant ni fait ni engendré, mais procédant. Ce qui fait qu'il

Y a un seul Père et non Trois Pères, un seul Fils et non trois Fils, un seul Saint-Esprit et non trois Saint-Esprits. Mais de ces trois personnes, aucune n'est antérieure ou postérieure à l'autre, aucune n'est supérieure ou inférieure, de sorte que par tous les côtés, comme nous l'avons dit, il y faut adorer l'Unité dans la Trinité et la Trinité dans l'Unité ».

J'admire la solidité du prêtre Malebranche qui, lisant pieusement chaque semaine ces paroles dans son Bréviaire, ne laissait pas d'affirmer, honnête géomètre, que « deux choses qui ne diffèrent point d'une troisième ne diffèrent point entre elles ». — HENRI RYKER.

TRINITÉ. Les anarchistes ne sont pas des croyants. Le mouvement libertaire ne s'apparente à aucune forme de la pensée et de l'action religieuses. Il combat toutes les Eglises : le but de celles-ci — de toutes, sans exception — étant de courber l'humanité sous le joug de la croyance aveugle aux Dogmes et de la soumission passive aux enseignements sur commande et aux morales imposées qui en découlent. Mais, contrairement à ce qu'imaginent ceux qui ignorent ou connaissent mal et insuffisamment les conceptions anarchistes, les libertaires ont un idéal très précis et cet idéal aboutit à la formation d'une manière de Trinité engendrant un triple culte.

Ce culte, c'est celui du *Vrai*, du *Juste* et du *Beau*. Telle est la Trinité, réelle et sacrée celle-là, dont les anarchistes sont les adeptes fervents et convaincus.

Culte du « Vrai ». Nous sommes constamment à la poursuite de ce qui est vrai. Nous savons bien que ce qu'on appelle communément la Vérité n'existe pas. On a coutume d'écrire ce mot avec un V majuscule, comme on a coutume d'écrire le mot Dieu avec un D majuscule, dans le but et l'espoir de conférer à l'être ou à la chose qu'il exprime une majesté et une puissance souveraines, on ne parvient pas à nous donner le change. Libre aux croyants d'estimer que la vérité est en Dieu, puisque leur Dieu (s'il existait) serait lui-même la vérité éternelle et absolue, totale et définitive. Moi qui nie l'existence de Dieu, je nie logiquement l'existence de cette vérité.

Mais je sais qu'il y a des vérités ; je sais que l'acquisition de ces vérités, toujours partielles et toujours susceptibles de révision, est extrêmement lente et malaisée ; je sais que, à l'exception de certaines propositions qui ont, jusqu'à ce jour, triomphé de toutes les expériences et confrontations, nulle de ces vérités ne possède un tel caractère de certitude qu'on peut, sans crainte de se tromper, affirmer que rien, jamais, ne l'ébranlera, ne la ruinera. (Voir l'article « La Vérité et l'Eglise catholique ».)

C'est pourquoi, dans l'énoncé de ce que j'appelle ici *Trinité*, je ne me sers pas du mot *Vérité*, mais du mot *Vrai*, voulant entendre par là cet ensemble de vérités fragmentaires et momentanées que les chercheurs, en quête de connaissances de plus en plus vastes et de plus en plus solidement établies, s'évertuent incessamment à consolider et à multiplier.

Du sens que j'attache à cette expression « le Juste », je dirai ce que je viens de dire à propos de « le Vrai ». La Justice n'existe pas en soi plus que la Vérité ; concrètement elle ne représente rien ; elle n'a de signification qu'en tant que terme abstrait, tendant à grouper l'ensemble de ce qui est juste, à le distinguer de ce qui est injuste, à l'opposer à ce qui est inique, à exprimer, par un substantif qui condense, totalise et synthétise, la somme des actions progressivement classées comme étant équitables, reconnues et démontrées telles, du moins jusqu'à plus ample informé.

Mêmes observations en ce qui concerne la *Beauté*. Inutile d'entrer, sur ce point, dans des explications qui ne seraient qu'une fastidieuse et superflue répétition de ce qui précède.

Je rejette le culte de la trinité catholique : le Père, le Fils et le Saint-Esprit (voir l'article qui précède). J'ai renoncé depuis longtemps à celui de la Trinité républicaine et démocratique : Liberté — Égalité — Fraternité. Ce culte a donné naissance à tous les abus et à tous les scandales qu'il avait pour but de supprimer. S'en étonne qui voudra ; encore qu'il ait été inévitable que, dans un milieu social autoritaire et conséquemment hiérarchique, cette trinité se soit, dans la pratique, avérée essentiellement contradictoire à ce qu'elle annonçait, puisqu'elle a donné : oppression, au lieu de liberté ; inégalité, au lieu d'égalité ; haine, au lieu de fraternité.

Mais j'adopte et travaille à pratiquer le mieux possible le culte de cette trinité qui est et ne peut être qu'anarchiste : le Vrai, le Juste, le Beau. Cette Encyclopédie est comme un temple édifié à une Vérité toujours mieux établie, à une Justice toujours plus effective, à une Beauté toujours plus éclatante. En parcourant cet ouvrage, en en dégagant l'idée maîtresse et la pensée directrice, le lecteur impartial constatera que chaque étude est comme une pierre de ce monument que des hommes ayant la passion du Vrai, du Juste et du Beau ont bâti en l'honneur de cette magnifique Trinité.

Dénoncer le Mensonge, flétrir l'Injustice, honnir la Laidure, afin d'inspirer au lecteur le mépris de l'Imposture, la haine de l'Iniquité et le dégoût de la crasse, de la platitude et de la banalité. Par contre, proclamer le Vrai, acclamer le Juste, exalter le Beau, afin de hâter l'effondrement d'une société où ne peuvent ni s'épanouir les fleurs de la Vérité, ni mûrir les fruits de la Justice, ni resplendir les merveilles de la Beauté.

Tel est le dessein que nous poursuivons, ici, depuis près de dix ans et dont les formidables difficultés d'exécution n'ont pu parvenir à nous détourner. — Sébastien FAUNE.

TRIPATOUILLAGE. Ce mot vient du néologisme *tripatouiller* inventé et employé pour la première fois par E. Bergerat, dans une lettre parue au « Figaro » en 1877, à l'occasion des retouches que M. Porel, directeur de l'Odéon, voulait apporter au *Capitaine Fra-diouze*, pièce commandée à Bergerat d'après le roman de Th. Gautier. Il inventait le mot et pratiquait la chose L...

Par la suite, *tripatouiller* et *tripatouillage* sont passés dans la langue. Ils sont le fruit de « modifier par des additions, des retranchements, des remaniements faits contre le gré de l'auteur, une œuvre dramatique ou littéraire », et son résultat. C'est ainsi que le *Nouveau Larousse* définit les deux mots auxquels il ajoute *tripatouilleur* — celui qui tripatouille, — et il les cantonne dans l'argot du théâtre et de la littérature.

Depuis très longtemps, la langue française avait les mots *patouiller* et *patrouiller*, le premier signifiant : patauger, et le second : marcher, s'agiter dans de l'eau bourbeuse, manier malproprement. Par extension, et au figuré, on peut patouiller, patauger dans une œuvre dramatique ou littéraire, et patrouiller en en usant malproprement. Le tripatouillage serait un triple patouillage ou patrouillage. Il y a aussi dans le tripatouillage du *tripotage*, comme disait Flaubert, c'est-à-dire : « un mélange peu ragoûtant ». Une rectification à apporter au *Nouveau Larousse* est celle-ci : il y a non moins tripatouillage quand l'opération s'effectue avec l'assentiment de l'auteur, alors qu'il a donné à son œuvre un aspect définitif en la publiant. L'auteur laisse alors patouiller et patrouiller dans son domaine.

Nous avons vu au mot *plagiat* les rapports étroits qui existent entre cette industrie et le tripatouillage, parmi les supercheries littéraires. Des rapports semblables unissent le tripatouillage et le vandalisme (voir ce mot). Quand celui-ci ne détruit pas l'objet qu'il

attaque, quand il se borne à le mutiler, à le déformer, il est du tripatouillage, celui qui s'exerce en particulier sur les œuvres d'art. Le tripatouillage est plus odieux que le vandalisme. Flaubert disait : « Supprimez, d'accord, mais ne corrigez pas ; dans la suppression complète vous obéissez à la force matérielle, mais en corrigeant vous êtes complice ». Et il ajoutait : « les iconoclastes sont pires que les barbares » ; les iconoclastes, en brisant les images, corrigeaient le temple, les barbares le détruisaient. La censure est à la fois du vandalisme et du tripatouillage parce qu'elle détruit, interdit ou corrige (voir *vandalisme*).

La simple contrefaçon artistique et littéraire, qui fait crier si fort les auteurs et les éditeurs parce qu'elle les atteint davantage dans leurs intérêts commerciaux, n'a rien de commun avec le tripatouillage et le vandalisme quand elle laisse intactes la pensée et l'œuvre de l'auteur. Elle n'est plus qu'une question de propriété relevant des tribunaux, mais totalement indifférente au point de vue de l'art et de la littérature. Les amateurs n'hésiteront pas à préférer une des éditions originales de *Madame Bovary* et de *Salammbo* contrefaites en Allemagne et présentées sur du beau papier, dans un texte scrupuleusement exact, aux éditions sur papier d'épicier dont l'impression est illisible, et aux éditions de luxe, dites « d'art » où l'on s'est permis d'« illustrer » les œuvres de Flaubert contre sa volonté formellement exprimée, comme nous le verrons. Si peu scrupuleux qu'ait été l'éditeur « braconnier », à l'égard de l'éditeur « légitime », il l'a été au moins autant que lui à l'égard de ces œuvres et de leur auteur, et c'est la seule chose qui intéresse les amateurs d'art et de littérature.

Dans un monde qui aurait le respect de l'individu et de sa pensée, le tripatouillage serait impossible. Dans la société appelée « civilisée », basée sur les violences et les falsifications du puffisme, le tripatouillage s'est développé au point de devenir l'industrie littéraire la plus honorée et la plus profitable. Qu'un écrivain produise un chef-d'œuvre ; s'il est pauvre et n'est pas intrigant, il restera ignoré, dédaigné, et mourra sur un grabat. Qu'un tripatouilleur arrive et s'empare du chef-d'œuvre ; après l'avoir dépioté, déchiqueté, vidé de toute substance, pensée et style, et l'avoir réduit à l'état de guano de librairie et de cinéma, il s'en fera une renommée universelle et une fortune. Son tripatouillage lui rapportera des millions, lui fera grimper tous les échelons de la Légion d'honneur, lui ouvrira toutes les portes académiques que ne franchirent jamais les Molière, Balzac, Stendhal, Flaubert, Zola, Goncourt, Mirbeau et Courteline, pour ne citer que les écrivains principaux sur lesquels les Thénardiens tripatouilleurs exercent leur malpropre industrie. Ils ne se contentent pas de faire les poches des morts ; ils s'acharnent sur ce qu'ils ont laissé le plus vivant : leur œuvre, pour la rendre idiote ou ridicule.

Flaubert a souverainement et définitivement jugé les tripatouilleurs, bien que de son temps leurs dégâts étaient encore assez limités. Le cinéma, qui est dans la guerre à l'intelligence humaine ce que les gaz asphyxiants sont dans la guerre à la vie organique, n'avait pas encore été inventé. Qu'aurait dit Flaubert s'il avait pu voir les innombrables ratatouilles que deviendraient ses œuvres à ce cinéma ? Quelle douleur aurait été la sienne s'il avait pu savoir que cela se ferait avec l'assentiment, la complicité de ses héritiers, de ceux que son affection et sa confiance avaient constitués les gardiens et les défenseurs de son œuvre et de sa pensée ? Mais, par anticipation, il a cloué tout ce monde au pilori. Ils peuvent, après cela, user de toute leur subtilité pour défendre la « liberté d'adaptation », la faire confondre avec la liberté de la presse pour faire admettre la liberté du tripatouillage et ce qu'ils appellent le « droit moral » qu'ils auraient de piller autrui. La

liberté et le droit du tripatoouillage ne sont, comme la liberté et le droit du plagiat, que ceux de l'escopette braquée dans le domaine théâtral et littéraire, comme à la Bourse, dans le maquis des affaires, et au Parlement, dans les égouts de la politique.

En 1857, lorsqu'on voulut tirer une pièce de *Madame Bovary*, Flaubert s'y opposa formellement. Le 23 janvier 1858, dans une lettre à M^{me} de Chantepie, il écrivit ceci : « ...On voulait faire une pièce avec la *Bovary*. La Porte Saint-Martin m'offrait des conditions extrêmement avantageuses, pécuniairement parlant. Il s'agissait de donner mon titre seulement et je touchais la moitié des droits d'auteur. On eût fait bâcler la chose par un faiseur en renom, Dennery ou quelqu'autre. Mais ce tripotage d'art et d'écus m'a semblé peu convenable. J'ai tout refusé net et je suis rentré dans ma lanterne. Quand je ferai du théâtre, j'y entrerai par la grande porte, autrement non... ».

Au sujet de « l'illustration de ses œuvres », Flaubert n'était pas moins catégorique. Il écrivait, le 10 juin 1862, à Jules Duplan : « ...Quant aux illustrations, m'offrirait-on cent mille francs, je te jure qu'il n'en paraîtra PAS UNE. Ainsi, il est inutile de recevoir là-dessus. Cette idée seule me fait entrer en « phrénésie ». Je trouve cela stupide, surtout à propos de *Carthage*. Jamais ! Jamais ! Plutôt rengainer le manuscrit définitivement au fond de mon tiroir... La persistance que Lévy met à demander des illustrations me f... dans une fureur impossible à décrire. Ah ! qu'on me le montre, le coco qui fera le portrait d'Hannibal, et le dessin d'un fauteuil carthaginois ! il me rendra grand service. Ce n'était guère la peine d'employer tant d'art à laisser tout dans le vague pour qu'un pignouf vienne démolir mon rêve par sa précision inepte... ».

Deux jours après, Flaubert ajoutait dans une lettre à Ernest Duplan, frère du précédent : « Jamais, moi vivant, on ne m'illustrera, parce que : la plus belle description littéraire est décorée par le plus piètre dessin. Une femme dessinée ressemble à une femme, voilà tout... Tandis qu'une femme écrite fait rêver à mille femmes. Donc, ceci étant une question d'esthétique, je refuse formellement toute espèce d'illustration ».

En 1879, il écrivait encore non moins catégoriquement à G. Charpentier : « Toute illustration en général m'exaspère, à plus forte raison quand il s'agit de mes œuvres — et de mon vivant, on n'en fera pas. Dixi ».

Mais Flaubert est mort et, depuis, le « coco » et le « pignouf » sont venus. Non seulement ils ont fait le portrait d'Hannibal et le dessin d'un fauteuil carthaginois, mais des spécialistes du « sexe-appel » ont joué et représenté *Emma Bovary* et *Salammbô* au théâtre, au cinéma, et, en librairie, Flaubert a été « illustré » de toutes les façons. A côté, des compères se sont trouvés pour dire que le « coco » et le « pignouf » avaient « servi très utilement et très largement Flaubert » !.

Enfin, Flaubert a donné encore plus de précision à sa pensée contre tous les tripatoouillages lorsqu'il a écrit ceci à M. Charles Edmond, en juin 1867 : « Ah ! que j'ai raison de ne pas écrire dans les journaux et quelles funestes boutiques ! La manie qu'ils ont de corriger les manuscrits qu'on leur apporte finit par donner à toutes les œuvres la même absence d'originalité... Du moment que vous offrez une œuvre, si vous n'êtes pas un coquin, c'est que vous la trouvez bonne. Vous avez dû faire tous vos efforts, y mettre toute votre âme. Un livre est un organisme compliqué. Or, toute amputation, tout changement pratiqué par un tiers, le dénature. Il pourra être moins mauvais, n'importe, ce ne sera plus LUI ».

Ces textes de Flaubert, sur lesquels il n'est pas possible d'équivoquer, sont sans appel aux yeux de tout artiste véritablement digne de ce nom. Mais pour être un artiste véritable, il faut comprendre Flaubert lorsqu'il écrivait encore ceci : « Si la littérature moderne était seulement morale, elle deviendrait forte ; avec de

la moralité disparaîtraient le plagiat, le pastiche, l'ignorance, les prétentions exorbitantes ; la critique serait utile et l'art naïf, puisque ce serait alors un besoin et non une spéculation ».

Flaubert était fixé sur la « moralité » des tripatoouilleurs, mais il ne pouvait savoir jusqu'où irait l'immoralité de ceux qui s'attaqueraient à lui. En 1906, *Madame Bovary* était mise en pièce — ou plutôt en pièces — par un nommé Busnach et jouée au théâtre de Rouen. Ce fut un « four noir ». Le tripatoouilleur n'eût même pas l'excuse de la recette. Dès 1916, on tripatoouillait *Salammbô* pour le cinéma, et de quelle façon !... On y voyait le mariage de Matho et de Salammbô... tout simplement ! Attendons-nous à voir sortir, un jour ou l'autre, une *Fille de Salammbô* ! *Madame Bovary*, d'abord tripatoouillée en Amérique, l'a été ensuite en France. L'*Education Sentimentale*, *Un Cœur simple*, *Saint Julien* l'ont été aussi. *Saint Antoine* sera un morceau plus difficile, mais les « cinéastes » ne reculent devant rien. Le « pignouf », un de ces jours, « supervisonnera » *Saint Antoine* et surtout son cochon.

L'infamie du tripatoouillage est ainsi marquée définitivement. Malgré ce, il trouve toutes les complicités au près des pouvoirs publics, dans la presse, dans le public, et même dans la Société des Gens de Lettres qui consacre ainsi l'indignité de tant de ses membres. En soutenant les intérêts des tripatoouilleurs, cette Société résigne toute conscience artistique. A côté, les ministres les « honorent » en les décorant, les tribunaux mettent au service de leurs abus appelés des « droits » les sanctions de la loi, la presse leur fait une charlatanesque publicité, et le public, de plus en plus idiotifié, se tait, indifférent quand il n'est pas admiratif, devant des nœurs de foire d'empoigne. Parmi les « gens de lettres », dans la presse, le tripatoouilleur n'en est pas moins, et plus que quiconque, le « cher confrère » dont on vantera la « probité professionnelle », dont on louangera « le talent sérieux, l'art personnel, la haute conscience ennemie des compromissions, etc... ». On lira parfois, dans un coin de journal, la protestation très mesurée, presque apeurée, de quelqu'un trouvant que le « cher confrère » va « un peu trop fort ». On dira que cette protestation a été inspirée par l'envie, et elle sera d'ailleurs noyée dans le flot publicitaire qui remplit le journal.

Il a fallu le cinéma pour que le banditisme du tripatoouillage trouvât définitivement, dans la presse, une complicité n'ayant plus de retenue. Le cinéma paie bien. Son industrie possède plus que nulle autre « l'argument irrésistible » cher à Basile ; or, la presse est de plus en plus vénale. S'il est, dans une salle de cinéma, quelques « grincheux » qui sifflent, ils sont, dans des journaux, traités de « snobs », de « chahuteurs », de saboteurs de la liberté d'autrui, de l'art, des entreprises de spectacles — qu'il faut considérer comme de simples perturbateurs, et expulser avec énergie ». M. Jean Chataigner a écrit cela dans le *Journal*, et l'*Œuvre* l'a trouvé si bien qu'elle a été « heureuse » de le reproduire dans son numéro du 21 février 1930 !

Le tripatoouillage est devenu une référence académique. L'Académie Française refuserait ses « prix de vertu », (quelques cents francs), à une « fille-mère » trompée et abandonnée qui s'exténuerait au travail pour faire vivre et élever son enfant ; mais elle a donné le « Grand Prix Gobert », (10.000 francs), à un personnage dont une *Histoire de l'Art* n'est composée que d'une série de tripatoouillages, et elle patronne le dit personnage pour une élection académique ! Il est vrai que lorsqu'on a vu l'élection d'un fabricant de canons à l'Académie des Sciences morales (*sic*) et politiques, on peut tout voir en fait d'insanité académique.

L'histoire des tripatoouillages éventés remplirait toute une bibliothèque. Bornons-nous à les voir sommairement dans leurs principaux domaines.

Les religions, d'où sont venues aux hommes les exemples de toutes les sophistications, ont été bâties sur des tripatouillages sans nombre pour faire accepter leurs dogmes. Les premiers livres religieux ont été des tripatouillages des légendes orales primitives, et ceux qui les ont suivis des tripatouillages de ces premiers. Les *Védas*, le *Zend-Avesta*, puis la Bible avec ses deux Testaments, et toutes les farceries canoniques, ont été composés de cette façon, par toute une série de supercheries, de maquillages, d'interpolations, comme celles qui ont servi à fabriquer les lettres d'un prétendu Ignace d'Antioche. Le tripatouillage des *Antiquités judaïques* de Josèphe, fut une des premières besognes de l'apologétique chrétienne. Les apocryphes, bien que rejetés officiellement par l'Eglise, n'en ont pas moins servi à faire croire à la virginité de Marie, qui fut mère de sept enfants, d'après l'évangéliste Marc. Des interprétations tendancieuses ont imposé le célibat des prêtres et fait obligation aux fidèles d'entretenir le clergé, etc., etc... Le tripatouillage religieux le plus éhonté a été, à notre époque, celui du commandement disant :

« Homicide point ne seras,
De fait, ni volontairement »,

pour faire marcher les consciences catholiques dans la Guerre de 1914.

En marge des tripatouilleurs canoniques, l'Eglise inspire toujours toute une organisation de clercs ou de pieux laïques, depuis la haute et puissante administration de l'Index jusqu'aux plus ignorants des frater de l'école privée, qui prohibent, expurgent, tripotent tous les textes. On a ainsi, à l'usage de l'enseignement et à toutes ses échelles, les tripatouillages les plus grossiers et les plus savants. Les auteurs classiques sont « corrigés » par des « moralistes » préposés à la conservation des bonnes mœurs et des âmes pures qui fleurissent dans les séminaires, les maisons d'éducation, les œuvres catholiques. Le modèle de ces tripatouillages est celui des *Plaideurs*, de Racine, par un nommé Hervo, que nous avons signalé dans l'*Ecole Emancipée* du 15 avril 1922, mais qui n'a ému personne. Des abbés Lemire font feu des quatre fers, à la Chambre des Députés, des journalistes « bien pensants » sont pris de convulsions, devant un Bourneville ou un Bouilliot qui, ridiculement, aurait supprimé le mot : Dieu dans une fable de La Fontaine ou dans des vers de M. Francis Jammes. Le pul et les petits bouts de bois enfoncés dans les « oreilles » seraient des supplices trop doux pour ces « cambrieurs de nos richesses littéraires », ces « lètes malfaisantes qui osent porter sur les chefs-d'œuvre leurs mains impies », etc... M. Jammes fait condamner Bouilliot, mais il se tait, comme tous les cafards de sa suite, devant le cas Hervo ! Il se tait, comme tous ces journalistes-patriotes, qui ont marché derrière M. J. de Bonneton pour dénoncer un prétendu « massacre » de Molière, en Allemagne, et restent muets comme des carpes devant l'authentique assassinat de Racine perpétré par le sieur Hervo et dédié à ses fils « futurs volontaires », sans doute pour la défense de Racine... contre les Allemands ! Ces farceurs ne disent rien non plus lorsque, dans des *Morceaux choisis* de littérature, un Lchaigue corrige André Chénier en faisant dire à la Jeune Captive :

« Pour moi Palès encore a des asiles verts
L'avenir du bonheur... »

au lieu de : « Les amours des baisers... » au second vers.

Tout y passe dans les tripatouillages moraux et pieux : les lettres d'un Arthur Rimbaud indignement truquées pour faire de ce libertaire incorrigible un monsieur bien pensant, comme les *Contes de Perrault* !...

A la bibliothèque d'un lycée de jeunes filles, lycée de l'Etat s'il vous plaît, et laïque dans la mesure où la laïcité n'est pas considérée comme un attentat à la

pudeur des jeunes pucelles bourgeoises, on trouve *Possession du Monde*, de G. Duhamel, dont huit pages ont été enlevées au commencement du livre et remplacées par des approximations administratives !... On a intercalé dans l'*Oiseau*, de Michelet, des pages de l'*Histoire Naturelle* de Buffon !... A la façon de Faguet composant un *Musset des familles*, on châtre les poètes, on en fait des eunuques de tout repos auprès des vertus fragiles. Un M. Formey a fait de l'*Ecole* de Rousseau un *Emile chrétien* « consacré à l'utilité publique » !... Il n'est pas jusqu'à M^{me} Hanau, dont le patriotisme financier collabore avec de vieux messieurs de la « Société d'encouragement au Bien » (*sic*) dans la pratique de la filouterie boursicotière, qui ne tripatouille la *Ballade Solness*, de L. Tailhade. La chanson, vive et gaillarde, est encore moins épargnée. Nous ne savons si on a « arrangé » le *C... de son Rhonde* et *Monsieur Dupanloup* pour les séminaristes et les Enfants de Marie, mais on a corrigé même l'innocent *Cadet-Rousselle*. Les petits enfants de France ne doivent pas chanter au couplet des trois chevoux :

« ...Et quand il va voir sa maîtresse,
Il les met tous les trois en treuse... »

Ce serait aussi indécent que le : « ils ont pissé partout ! », pudiquement supprimé par M. Hervo, dans *Les Plaideurs*. Ils doivent chanter :

« Pourtant parfois avec adresse,
Il les met tous les trois en treuse » !...

Si le « poète-arrangeur » avait eu l'adresse de mettre aussi dans son premier vers un « mais » et un « cependant », ce serait tout à fait admirable.

A côté de ces tripatouillages par les pattes sales de Tartufe et de sa séquelle, il y a ceux de la politique et de la diplomatie au service de la Raison d'Etat. Ce sont les tripatouillages historiques, œuvre de tous les partis dans le *plutarquisme* (voir ce mot). Les tripatouillages patriotiques ont été particulièrement nombreux pour amener et faire durer la Guerre de 1914. J. de Pierrefeu les a dénoncés dans ses ouvrages. D'autres ont raconté les criminelles falsifications des documents diplomatiques de chaque belligérant, et les stupéfiants autant que grotesques exploits de la censure de guerre.

Enfin, les tripatouillages de textes les plus nombreux et les plus courants sont, aujourd'hui, ceux de la presse. Il n'est aucune information de journal, dans le monde entier, qui n'ait été préalablement mise au point, c'est-à-dire tripatouillée pour tromper le lecteur suivant les intérêts les plus divers des maîtres du monde et de leur valetaille gouvernementale et publicitaire. Il n'est pas un journal qui ne soit une boutique de tripatouillage au service du « mensonge immanent » qui règne sur la société (voir *Véralité*).

Un autre aspect du tripatouillage est celui de la langue. Il se rattache par ses intentions malveillantes au précédent. Nous avons vu, au mot *néologisme*, avec quelle virtuosité, et dans quels buts équivoques voisins de la filouterie, il est pratiqué dans les différents mondes des affaires, de la politique, du théâtre, de la presse, par les administrations privées et publiques et par l'Académie elle-même. Celle-ci a consommé le tripatouillage de la langue française lorsque, se souvenant que, depuis deux cent cinquante ans, elle avait pour mission de donner une *Grammaire* officielle à cette langue, elle eut l'idée saugrenue de remplir cette mission. (Voir *Grammaire*.) Mais le cinéma « parlant » a élevé le tripatouillage de la langue à des hauteurs himalayennes. Il a produit entre autres un « A très bientôt ! » qui eût mérité d'être mis en flacons par M. Coty. Là, le « pigneuf » patageant à pleines boîtes dans son marécage, « morvant dans sa soupe » (Rabelais), et « patrouillant dans ses crottes » (Scarron),

« refait » les textes des malheureux auteurs qu'il entraîne, Mélusine de l'égoût, dans le boublier de la « supervision » et dans les cochonneries du « sex-appeal ». Ces messieurs « refont » les textes des morts, qui n'en peuvent mais, comme les vivants qui les laissent faire. Hugo, Balzac, Stendhal, Flaubert, Zola, Courteline, J. Renard, qui savaient quelque peu écrire, sont « corrigés » par les « ratacours de bobelins » et les « lèche-casse » opérant au cinéma. « *Hénaurme !* », aurait dit Flaubert. Le public, qui n'a jamais appris à bien parler ou a pris l'habitude de mal parler, ne dit rien ; il est à son aise et croit que les Hugo, Balzac, Stendhal, Flaubert, Zola, Courteline, J. Renard ont écrit comme ça !..

Il y a encore les formes innombrables du tripatouillage dramatique et littéraire, formes moins brutales, moins cyniques qu'au cinéma, assez « comme il faut » pour conduire à l'Académie. Jadis Marmontel et Colardieu refaisaient *Venceslas* de Rotrou. Saint-Foix arrangeait l'*Iphigénie* de Racine pour la Comédie Française. De nos jours *Lorenzaccio* a été tripatouillé pour la même Comédie, et *Britannicus* a été émondé par cette Comédie pour ne pas choquer les oreilles délicates de M. Mussolini !.. A l'Odéon, on a joué *Clavigo*, de Goethe, complété d'une scène qui n'était pas de lui mais a été, de l'avis de M. E. Sée, « le plus dramatique, le plus pathétique moment de la soirée », si bien que celle-ci, « fort honorable pour Goethe » a été « tout à l'honneur de ses adaptateurs » ! Qu'est-il resté alors pour Goethe dans tant d'« honneur » ?.. Un M. de Noussanne a refait les *Polichinelles* de Becque avec un tel mépris, que cet auteur n'est plus bon à prendre, même avec des pincettes !.. M. Léo Sachs a « arrangé » les *Burgraves* en aggravant son tripatouillage d'une musique à sa façon !.. Les *Mystères de Paris* et le *Juif errant* ont subi un double tripatouillage, d'abord pour le cinéma, ensuite sous forme de nouveaux romans fabriqués d'après le cinéma ! Dans le *Juif errant*, les Jésuites sont devenus les Ardents qui n'ont plus rien de commun avec la confrérie de Rodin !.. Le tripatouilleur des *Mystères de Paris* a été fait chevalier de la Légion d'honneur ! On lui devait bien ça.

Les repopulateurs s'en mêlent. L'un d'eux a refait l'*Hymne aux morts* de V. Hugo en commençant ainsi :

« Ceux qui pleusement vocifèrent pour la Patrie... »

Les traducteurs (*traduttore — traditore*) ont été de tout temps des tripatouilleurs plus ou moins inconscients. Les auteurs russes se sont vus particulièrement favorisés lorsque la horde s'est jetée sur eux, à l'occasion du snobisme moscovite qui s'est manifesté il y a cinquante ans. Il n'est pas d'auteur étranger qui n'ait eu à souffrir de leurs méfaits. De leur côté, les étrangers tripatouillaient avec non moins d'impudence les auteurs français. Un Américain a ajouté, en français, deux chapitres à *Candide* !.. En Angleterre, des marchands de préservatifs que l'hypocrisie française a appelés « anglais », présentent, sous des couvertures et annonces pornographiques, les œuvres de Flaubert, A. Dumas fils, A. Daudet, Zola, A. France, Maupassant, Richpin et même Rabelais !

La littérature a eue les tripatouilleurs de bas étage du roman-feuilleton, ceux qui adaptent Shakespeare, Goethe, Hugo pour les concierges et les dactylos sentimentales. De même que *Cyrano de Bergerac* n'est connu que par la tragi-comédie de M. Rostand, Juliette et Mignon n'ont accès dans les loges et dans les administrations que par les ragougnasses tirées de Shakespeare et de Goethe par M. Morphy. Ce monsieur Morphy, trouvant que V. Hugo « écrivait mal » (*sic*), l'a corrigé quand il lui a emprunté l'histoire de Cosette !.. Hugo a eu autant de tripatouilleurs que d'insulteurs. Souvent ils ont été les mêmes. Ce lion a nourri de sa substance toute la vermine qui grouille à tous les éta-

ges littéraires. Parodié sur les tréteaux forains, il est plagié à l'Académie pour « appâter les imbéciles » (M. Pierre Benoit). Avant M. Morphy, gargotier littéraire, un grotesque académique, nommé Courtat, avait prétendu traduire Hugo « du baragouin en français !.. ».

Au cinéma, qui est le vaste champ d'exploitation, le « milieu » des « gangsters » du spectacle, le « droit d'adaptation », complété du « droit moral », permet d'assister à cette force de la plus réconfortante moralité : les tripatouilleurs se tripatouillent entre eux, les voleurs se volent entre eux ! Un « cinéaste », ou « cinémiste », comme vous voudrez, refait pour un Ali-Baba de la « caméra » un roman ou une pièce quelconque. Son film est retouché par un second et, finalement, ne paraît que sous le nom d'un troisième ou d'un quatrième. Les voleurs volés crient au nom du « droit moral » ; seul, le premier volé n'a que le droit de ne rien dire ; il se rattrapera, s'il le peut.

Voici quelques exploits caractéristiques, entre mille, des tripatouilleurs et surtripatouilleurs du cinéma. Un banquier a entrepris un film « inspiré de Shakespeare, Pouchkine, Goethe, et quelques autres ». Un banquier est riche, il peut tout se permettre !.. Après avoir marié *Salomambé*, le cinéma fait mourir Julien Sorel sur une barricade et non sur l'échafaud, dans *Le Rouge et le Noir* !.. Vautrin, de Balzac, est devenu un « Brave la mort » du « milieu » stavisckiste et va danser au Bal des Quat'z'Arts !.. L'Abbé Constantin a pris les façons « poïues » des curés de M. Vautel !.. En attendant de s'attaquer à Beethoven, suivant le projet d'un « pianiste réputé », le cinéma a fait de Chopin un grotesque amoureux de mélo !.. Anna Karenine et nombre d'autres œuvres russes dont on a fait des « super-productions » américaines, ont perdu tout caractère spécifiquement russe. Malgré le « respect » dont on prétend avoir entouré l'action, les « vamps » ignorantes et illettrées dont la prétentieuse sottise est interchangeable pour tous les films ont idiotifié ces œuvres. On a fait des *Monte-Christo*, les *Trois Mousquetaires*, *Sapho*, l'*Assommoir*, *Nana*, *Poil de Carotte*, *Boubouroche*, le *Roi Pausole* et d'une foule d'autres, des bouillies invraisemblables. Il y a actuellement au cinéma au moins deux versions de *Madame Bovary* et de *Salomambé* ; il y en a trois de *Maison Lescaut*, de *Vautrin*, des *Misérables* ; il y en a quatre des *Mystères de Paris*, de la *Vie de Bohème*, de la *Dame aux camélias*, etc. C'est de plus en plus « *Hénaurme* » !..

Tout naturellement, les tripatouillages historiques du plutarquisme devaient trouver leur place au cinéma et profiter de sa puissance de rayonnement publicitaire. Le cinéma révisé les jugements historiques les plus définitifs de la façon la plus imprévue et la plus sommaire. Il suffit ainsi de deux heures de « supervision » — le mot est juste, le spectateur en a plein la vue — pour démontrer que Catherine de Russie, la plus grande des catins impériales, fut un modèle de vertu et de chasteté !..

Il y a dans le cas des tripatouilleurs du cinéma tant d'inconscience imbécille mêlée à la plus insolente fatuité qu'on se demande si l'histoire suivante est bien une farce d'humoriste. Un journal américain a protesté contre A. Dumas qui aurait interprété trop librement, dans son roman le *Vicomte de Bragelonne*, le film du « grand Douglas Fairbank », le *Masque de Fer* !..

Enfin, la musique a aussi ses tripatouilleurs. Nous l'avons déjà vu au mot : *Plagiat*. Plus ou moins odieux ou grotesques sont ceux qui ajoutent des instruments aux partitions anciennes, notamment ceux qui, disait Berlioz, « trombonisent » à tort et à travers Haendel, Beethoven, Mozart, Gluck, etc., mêlant « d'abominables grossièretés à l'orchestre des pauvres morts qui ne peuvent se défendre ». (Berlioz : *A travers chants*.)

Il y a le chef d'orchestre qui fait de la *sonate en si bémol* une *X^e symphonie* de Beethoven !.. Il y a celui

qui a « achevé » la *Symphonie inachevée* de Schubert !... Il y a les adaptateurs pour la T. S. F. et pour les « boîtes de conserves » à échappement « haut parleur » du cinéma appelé « sonore », et dont les noms, sur les affiches, écrasent ceux des compositeurs, leurs victimes !... Il y a les *Lieder* d'H. Heine, traduits avec une telle inconscience qu'ils n'ont plus aucun rapport avec la musique de Schubert et de Schumann sur laquelle on les chante en français. Heine avait un tel dégoût de ces traductions qu'il se réjouissait quand un éditeur oubliait de mettre son nom à côté de celui de son *traducteur* !... Il y a sous le titre : *Beaumarchais*, opérette, une collapodrida de toutes les œuvres de Rossini. Dans une autre opérette, la *Maison des trois jeunes filles*, ou *Chanson d'amour*, Schubert est ridiculisé comme amoureux sur des airs pris dans son œuvre !... Il y a les Castil-Blaze, « musiciens-vétérinaires », disait Berlioz, qui prétendent assurer par leurs tripatouillages le succès d'un Weber, et le taxent d'ingratitude parce qu'il a osé se plaindre de la déformation de ses opéras !... D'autres Castil-Blaze ont tripatouillé pour l'Opéra de Paris les ouvrages de Mozart, notamment *Don Juan*. Mozart n'était plus là pour protester. Ce n'est qu'en 1934 que le *Don Juan* original a été représenté à Paris. Il y a tous les tripatouilleurs de la virtuosité vocale et instrumentale, les ténors crevés, les rossignols efflanqués, les pétrisseurs du clavier, les acrobates de la chantarelle, les batteurs de mesures à contre-temps, qui prétendent nous « révéler » Beethoven, Mozart, Berlioz, Wagner, Debussy, et qui les révéleraient à eux-mêmes s'ils étaient encore vivants !... Fétis, Kreutzer (pas celui de la sonate), Habeneck, Costa, ont « corrigé » Beethoven qui, paraît-il, ne savait pas écrire musicalement !... Il y a enfin les directeurs de théâtre, les impresarios, marchands de soupe dramatique et musicale, et les plus effrontés banquistes.

Berlioz fut aussi indigné que Flaubert contre les tripatouillages qu'il appelait une « monstrueuse immoralité ». Il disait aux tripatouilleurs : « Non, non... Vous n'avez pas le droit de toucher aux Beethoven et aux Shakespeare pour leur faire l'aumône de votre science et de votre goût... Un homme, quel qu'il soit, n'a pas le droit de forcer un autre homme, quel qu'il soit, d'abandonner sa propre physionomie pour en prendre une autre, de s'exprimer d'une façon qui n'est pas la sienne, de revêtir une forme qu'il n'a pas choisie, de devenir de son vivant un mannequin qu'une volonté étrangère fait mouvoir, et d'être galeauisé après sa mort... N'est-ce pas la ruine, l'entière destruction, la fin totale de l'art ? Et ne devons-nous pas, nous tous épris de sa gloire et jaloux des droits imprescriptibles de l'esprit humain, quand nous voyons leur porter atteinte, dénoncer le coupable ? » (Berlioz : *Mémoires*.) Nous nous arrêterons là, sur ce jugement de Berlioz non moins motivé et non moins catégorique que celui de Flaubert. Malgré ce, pas plus que celle de Flaubert, son œuvre n'a été respectée par les « pignoufs » et les « musiciens-vétérinaires ». Sa *Damnation de Faust* a été deux fois tripatouillée, pour le théâtre et pour le cinéma !

En conclusion, le tripatouillage est-il une chose si grave que cela ? Certains pourront penser que cette question est bien secondaire, et aussi toutes celles qui concernent l'art, à côté des questions vitales et de l'angoissante réalité posées devant les hommes, les travailleurs prolétariens en particulier. Nous répondons ceci :

La question est primordiale et Berlioz l'a posée sur son véritable terrain lorsqu'il a parlé des « droits imprescriptibles de l'esprit humain ». Ce n'est pas seulement la liberté et le respect de l'art qui sont en cause, ce sont ceux de toute la pensée dont l'art est le plus beau fleuron parce qu'il est la manifestation la

plus élevée de toutes les espérances humaines. L'homme qui veut être libre doit avoir la préoccupation de la liberté et de la culture de son esprit autant que de son corps. Une liberté ne va pas sans l'autre. On ne peut échapper à la servitude du corps si on accepte celle de l'esprit ; on est incapable d'être un homme libre si l'on n'exige pas l'intégrale liberté de sa pensée autant que de ses bras. C'est pourquoi l'état social qui veut faire des esclaves s'occupe avant tout d'empêcher l'homme de penser d'autre façon que basement, de l'avilir dans son esprit pour le dominer dans la matière. C'est pourquoi cet état social cherche à rompre la communication avec toute pensée supérieure en la méconnaissant, en la diminuant, en la tripatouillant pour la rendre sotte et ridicule, la discréditer, étouffer toute sa force d'expansion noble et généreuse auprès des foules qu'il veut dominer. Voyez tous les hommes dont l'existence n'a été qu'une longue lutte pour la libération humaine ; on a toujours tenté de les salir, des les atteindre dans leur vie intime pour les discréditer. Voyez tous les chefs-d'œuvre qui ont honoré l'esprit humain ; on a toujours cherché à diminuer leur portée par d'infâmes tripatouillages. Tout ce qui vient de l'autorité, toutes les sophistications dirigeantes, ne sont que des entreprises d'avilissement humain. Nous ne serons des êtres libres que lorsque nous saurons rejeter tout ce qui parodie et atteint l'esprit, lorsque nous repousserons à leur égoût originel tous les tripatouillages, toutes les exploitations qui font de nous des esclaves et des ilotes grimaçants dans le triple domaine : physique, intellectuel et moral. — Edouard Romax.

TROLE n. f. (de l'allemand *troffen*, courir). Action d'un ouvrier qui va de magasin en magasin offrir de vendre un meuble qu'il a fabriqué. (*Larine et Fleury*.) Vente par l'ouvrier lui-même des meubles qu'il a fabriqués et qu'il offre aux marchands en boutique ou aux passants. Trôleur, ouvrier qui fait la trôle. (Vagabond.) (*Larousse*.)

La trôle fut un fait spécial des ébénistes parisiens dans le faubourg Saint-Antoine. Les causes initiales furent, en général, les crises commerciales dans l'industrie du meuble, les arrêts de commandes chez les industriels qui ne travaillaient que sur plans et dessins, la mévente des fabricants d'articles courants qui avaient leurs magasins complets. Les patrons débauchaient leurs ouvriers ; les chômages quoique n'étant pas aussi longs que ceux de 1931-32-33 se renouvelaient périodiquement, surtout après les grandes expositions universelles et dans les intervalles qui suivaient les années de grande production. Les secours de chômage n'existaient pas, les ouvriers du faubourg ne voulaient pas mendier aux bureaux de bienfaisance. Malgré que le prix du travail était faible et les vivres moins chers qu'aujourd'hui, les économies étaient tôt épuisées, il fallait manger et faire subsister la famille. Alors, l'ouvrier ne voulant pas d'aumône, dans un coin de son logement ou chez un petit patron qui lui louait un établi, s'ingéniait à construire un meuble qu'il allait lui-même offrir chez les marchands en magasin ou au public : il devenait trôleur.

Une nouvelle forme d'exploitation dans le meuble s'est produite vers 1850 : celle des commissionnaires qui s'adressent aux petits fabricants, intermédiaires qui exigent de gros pourcentages ; connaissant leurs besoins quotidiens, leur manque d'avances financières, ils en profitent pour acheter à bas prix.

Un autre genre d'intermédiaires apparut sous le Second Empire, les porte-faix auvergnats comme les forts des halles, tenaient les coins des artères des rues de Charonne, d'Aligre, de Saint-Nicolas, de la Roquette ; ils allaient chez les petits artisans et se chargeaient de vendre leur travail soit aux commissionnaires, soit dans les magasins du faubourg et de Paris. Des maisons

aujourd'hui cotées furent fondées par ces intermédiaires et ont fait fortune sur la sueur des pauvres fabricants.

Avant 1870 et jusqu'en 1880, la trôle se pratiquait par ces mêmes auvergnats. Sur un crochet ils se chargeaient à dos l'armoire finie, sans glace, et allaient offrir leur marchandise d'une boutique à une autre. Peu à peu, les auvergnats, qui prélevaient de gros profits, disparurent en partie ; les producteurs transportèrent eux-mêmes et offrirent directement leur travail ; les uns, leur meuble sur l'épaule s'il n'était pas trop lourd, les autres les véhiculaient sur des voitures à bras. De nombreux petits artisans, ouvriers en chambre, façonnaient ainsi dans les rues de Reuilly, de Montreuil, dans le quartier de Charonne, à Montreuil et dans le Bas-Bagnolet. Ils exécutaient des meubles de tous genres.

Jusqu'en 1885, la vogue fut au style gothique en chêne (inutile de dire que l'ensemble était grossier et impur), bibliothèques, buffets, chaises, tables à colonnes torsées et à chimères sculptées à l'envolée, lits vulgaires en noyer, armoires à cadres en acajou. Après, succéda le buffet et la desserte Henri II, les lits Louis XV, les tables à abattants et à allonges, les vide-poches, tables à ouvrage et de nombreux petits meubles massifs ou plaqués, des guéridons, tables de salons, etc.

Beaucoup de marchands (comme encore aujourd'hui) n'avaient pas d'ateliers, ils garnissaient leurs magasins en s'approvisionnant au marché des trôleurs.

Après la guerre de 1870 et la Commune de 71, la trôle déclina, parce que les demandes d'achats étaient considérables, les employeurs manquaient de bras. Cette période de prospérité dura jusqu'à ce que les dégâts causés par les méfaits de la guerre furent comblés ; la trôle de ce fait était insignifiante et ne tenait que par les auvergnats qui commerçaient avec les petits fabricants. A cette époque, il y eut une intense production qui, non seulement remplit les vides, mais accumula des stocks ; l'Exposition Universelle de 1878 donna encore de l'extension aux affaires.

En 1882, les ouvriers en profitèrent pour déclencher une grève quasi-générale ; les prix étaient de 60 et 70 centimes ; ils obtinrent 80 centimes à l'heure et une hausse dans les prix des travaux aux pièces, forfaitaire. Mais toutes ces augmentations acceptées et signées par les patrons et le syndicat ouvrier ne furent que momentanées.

En 1884, commença une forte crise qui dura jusqu'à l'Exposition de 1889. A défaut de commandes, les ateliers fermaient et le personnel était licencié. En cet état aigu, de nombreux ébénistes, sculpteurs, chaisiers s'employèrent à faire chez eux, toutes sortes de meubles qu'ils vendaient le samedi à la trôle.

Les marchands du faubourg, de Paris et des environs s'y fournissaient ; entre eux, ces mercantis se concertaient pour acheter (comme à l'Hôtel des Ventes), et attendaient jusqu'au soir pour faillir les trôleurs ; ces derniers, lassés, craignant de ne pas vendre leurs bahuts, voyant la nuit arriver, donnaient leur travail à un prix dérisoire, pour la bouchée de pain qui leur permettait, tant bien que mal, de donner à manger à la famille.

Vers 1890, après le percement de l'avenue Ledru-Rollin et de la rue Troussseau (ancienne rue Sainte-Marguerite), le marché se tient sur cette nouvelle avenue. Les trôleurs l'envahissent sur toute la chaussée, empêchant totalement la circulation des voitures.

Le travail des trôleurs, exécuté dans des conditions défectueuses d'installation, d'outillage, de matières premières, ne peut être que de qualité inférieure. Avec subtilité et boniments, les vendeurs se chargeaient de prouver aux naïfs acquéreurs, la solidité et la qualité de la marchandise. Le proverbe que l'acheteur n'est pas toujours connaisseur est bien vrai.

Le marché de la trôle fit une véritable concurrence aux magasins et aux fabricants de meubles courants

et ordinaires. Il fut aussi une cause de la diminution des prix aux ouvriers dans les ateliers patronaux. Les marchands et les fabricants adressèrent des pétitions au Conseil Municipal pour la suppression de ce marché, prétextant une concurrence déloyale et l'encombrement de la voie publique. Les deux chambres syndicales patronales, celle de l'Ebénisterie de la rue de la Cerisaie et celle du Meuble sculpté de la rue des Boulets éditèrent des manifestes contre les trôleurs. La chambre syndicale ouvrière de l'Ebénisterie et du Meuble sculpté, faisant chorus avec les exploiters, réclama de même leur suppression en disant qu'ils étaient la cause de la diminution des prix de main-d'œuvre.

Si les exploiters étaient logiques pour conserver leurs privilèges qui se trouvaient atteints, le syndicat ouvrier ne l'était pas, il voyait l'effet sans en chercher les causes, qui étaient dans la misère des travailleurs atteints par le chômage.

Dans les 11^e, 12^e et 20^e arrondissements, un noyau d'anarchistes comprit le problème dans sa réalité ; il se détacha de la Chambre syndicale pour former l'Union syndicale des Ouvriers ébénistes, et une propagande se fit pour faire comprendre aux travailleurs toute la vérité. On imprima des tracts qu'on distribuait partout dans les ateliers et aux trôleurs. On y indiquait que, pour supprimer la trôle, il fallait supprimer la misère. Et l'idée de révolte et d'expropriation se répandit dans tout le faubourg Saint-Antoine. Des groupes révolutionnaires : les *Egout du 11^e rue Basfroi*, le *Drapeau noir de Charonne*, rue des Haies, aidèrent à la propagande de la nouvelle Union syndicale. Les camarades anarchistes voyant le moment propice à la diffusion des idées libertaires fondèrent le journal *Le Pot à Colle*, qui tirait à 6.000 exemplaires, se vendait cinq centimes et se lisait ardemment parmi les ouvriers de l'ameublement.

En 1891, la misère grandissant, la trôle prit une extension considérable. Les quotidiens en donnèrent de longues chroniques favorables au patronat ; une ligue se fonda contre la trôle (*Eclair* du 19 octobre 1891, *Intransigeant* de décembre 1893) ; les patrons se plaignaient qu'il y ait 12.000 chômeurs qui travaillent pour la trôle. En 1893, la question est de nouveau agitée. Une pétition réunissant 4.500 signatures, sous la direction du patron Guérin, président de la Ligue, après une réunion tenue au Café de l'Espérance, dans le faubourg ; elle est portée, par une commission de sept ouvriers, sept négociants et sept patrons, à la Préfecture de la Seine pour sa suppression. Les Pouvoirs publics n'osèrent intervenir, ils craignirent les sursauts populaires.

Les anarchistes veillaient et entretenaient l'esprit de révolte, des animateurs libertaires visitaient les chômeurs et les trôleurs, organisaient des secours, ceux qui ne pouvaient payer leur loyer aux propriétaires étaient démenagés à la *Cloche de Bois* (voir le mot *Vautour*), des logements leur étaient trouvés avec de bons renseignements, soigneusement préparés. La propagande des idées anarchistes fit un pas immense ; le peuple voyait chez les anarchistes le désintéressement, la solidarité, il était avec eux.

Aux approches de 1900 et de l'Exposition Universelle, les demandes d'ouvriers dans les ateliers firent beaucoup diminuer le marché de la trôle. Elle n'en continua pas moins, mais n'eut plus un caractère misérable ; des petits artisans et patrons continuèrent à trôler, patrons sans vergogne qui exploitaient les malheureux Belges et Luxembourgeois qui arrivaient à Paris dénués de ressources, patrons qui tenaient en même temps un débit de vin et logaient aussi leurs ouvriers, qui couchaient souvent dans l'atelier, sur les copeaux ; à la fin de la semaine, ces infortunés étaient souvent redevables à leurs mercantis exploiters.

Après 1900, on mena une forte campagne contre les

travaux aux pièces et pour l'unification du prix de l'heure ; elle commençait à donner de bons résultats quand survint la guerre en 1914, laquelle anéantit ce qui avait été conquis. L'égoïsme individuel remplaça la solidarité qui avait fait un grand pas dans l'esprit des travailleurs de l'ameublement.

Depuis qu'est terminée l'horrible guerre, le marché de la trôle a disparu ; la mort atteignit les travailleurs qui devinrent moins nombreux, les démolitions des villes et des villages par le feu et la mitraille, mobiliers et agencements, durent être remplacés d'abord par du provisoire, puis par des meubles plus stables. De 1918 à 1930, le meuble s'est fabriqué sans trêves très marquées ; les demandes affluant, tous les ouvriers sont occupés, la trôle n'existe plus.

Ce qui ressort de cette dernière période où tous travaillent intensément avec des machines perfectionnées qui spécialisent et rationalisent le travail, où on voit les salaires s'élever, c'est que presque tous ne vivent plus qu'ils n'étaient quand même que des salariés, esclaves du Capital. La plupart, parce qu'ils possédaient quelques économies croyaient que cela était une fin et qu'ils étaient à l'abri de la misère.

En 1931, on commence à se rendre à la triste évidence, on déchanté ; par la surproduction, de nombreux exploités sont devenus des fortunes millionnaires ; la trôle n'est plus et le spectre de la misère apparaît sans qu'on en aperçoive la fin, tandis que le Capitalisme reste le maître du monde. Le chômage, par la surproduction, est général ; chaque jour, les ateliers se ferment ; que sera demain ? si les travailleurs tombent dans l'avachissement de l'aumône, ne comptent que sur les secours du chômage ; si, enfin, ils ne prennent pas conscience de sujets qu'ils sont de la finance. Les gouvernants garantissent le règne du capitalisme par le cataplasme anti-révolutionnaire des indemnités aux chômeurs, palliatif qui assure à la bourgeoisie, par la veulerie populaire, la continuation de sa suprématie sur le travail.

Souhaitons que les travailleurs s'unissent dans les syndicats révolutionnaires qui mènent la lutte de classe contre les exploités, l'Etat et les politiciens ; qu'ils s'entendent pour détruire les causes de leur misère qui est entièrement dans leur soumission au Capital et à l'Etat. Qu'ils soient enfin des êtres libres dans une société libre, où les dieux et les maîtres auront disparu. — L. GUÉRINEAU.

TROMBE (ou **TORNADES**) n. f. Nom donné à une colonne d'eau ou de vapeur mise en tourbillon par le vent.

Pendant la belle saison, quand l'air est agité, de petits tourbillons se produisent souvent. Ils soulèvent de la poussière, des feuilles mortes, de la paille, secouent violemment les rameaux des arbres. Ces petites trombes se forment aux endroits où la terre est nue et fortement chauffée par le soleil. Elles semblent être produites par une rupture de l'équilibre de l'air, due à un échauffement local. Elles n'amènent aucun dégât.

Les vraies trombes sont constituées par des nuages opaques noirs. Ce sont des appendices des nuages avec qui elles se déplacent de concert. Elles forment des tourbillons dont le diamètre ne dépasse pas quelques centaines de mètres. Elles sont accompagnées généralement d'un vent violent, soufflant en tempête et produisant éclairs, pluie ou grêle. Sur terre, elles sont animées d'un mouvement de rotation aspiratoire qui peut dessécher de petits cours d'eau, des étangs peu étendus, des mares. Sur mer, les trombes d'eau résultent de l'aspiration des eaux par le mouvement tourbillonnaire du vent. Elles se déplacent ordinairement très rapidement en produisant un grand bruit. Parfois, mais rarement, on a vu des trombes rester stationnaires. Elles apparaissent volontiers lorsque la

situation atmosphérique générale est orageuse. Elles semblent dues à une rupture d'équilibre se produisant à une grande hauteur dans l'atmosphère. Une fois engendrés dans les nuages, les tourbillons se propagent vers la terre. Mais une température élevée n'est pas indispensable pour la formation des trombes. Il s'en est produit, en décembre 1887, à Upsal, avec une température maximum de 6 degrés. Elles peuvent causer de grands dégâts. La terre et les objets placés à la surface du sol sont soulevés par les trombes. Elles brisent ou renversent les arbres, démolissent les toits et même les maisons. Citons les trombes désastreuses de Saint-Claude (Jura), en 1890 ; Cette (Hérault) et Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), en 1892 ; Asnières, en 1897 ; Ath, en Belgique, en août 1900 ; Florennes, en 1902. Les Etats-Unis d'Amérique sont plus souvent ravagés que d'autres régions par des trombes désastreuses. — CH. ALEXANDRE.

TROUBADOUR et **TROUVÈRE** [Ces deux mots se rattachent au verbe *trouver*, pris au sens ancien de composer en vers ; mais *trouvère* est la forme du cas sujet dans la langue d'oïl (le cas régime est *trouvéor*), tandis que *troubadour* (ou plutôt *trobador*) est la forme régnante dans la langue d'oc (le cas sujet est *trobatre*)]. N. m. LITTÉR. : poète ayant composé dans l'ancienne langue française. (Le premier de ces deux mots désigne les poètes en langue d'oc, le second ceux en langue d'oïl) : *Dictionnaire Larousse*.

De même source, nous trouvons encore sur ces mots : *Encycl.* Les ancêtres des *troubadours* et des *trouvères* sont les *jongleurs*. De bonne heure, à l'art de réciter des vers, quelques *jongleurs* joignirent celui d'en composer : ce sont ceux-là qui furent qualifiés « *trouvères* ». Les *troubadours* allaient ordinairement de cour en cour, séjournant plus ou moins longtemps dans chacune d'elles, selon le succès qu'ils y obtenaient. Au nord, au contraire, nous voyons d'assez bonne heure des *trouvères* attachés à la personne des grands seigneurs : Robert d'Artois et Charles d'Anjou, au XIII^e siècle, en avaient plusieurs à leur gage. C'est surtout dans ce milieu seigneurial que le rôle et la condition des *trouvères* se transformèrent. Bientôt, en effet, quelques-uns furent jugés capables d'écrire et de transmettre à la postérité les faits et gestes de leurs protecteurs : ils devinrent alors de véritables historiographes ; ainsi, Froissart, Chastellain, Molinet et Meschinot. La condition du *trouvère* était surtout fort rehaussée s'il savait le latin : on lui demandait alors de traduire ou d'imiter les œuvres de l'antiquité, où l'on croyait qu'était renfermée toute science. C'est le rôle que jouent, à la cour des rois d'Angleterre, Wace et Benoît de Sainte-More. Enfin, il va sans dire que l'art de composer n'était pas le privilège de cette caste plus ou moins asservie : des bourgeois, et même de fort grands seigneurs y acquirent ce qu'on appellerait aujourd'hui un beau talent d'amateur ; tels, au XIII^e siècle, Jacques Bretel, Thibaut de Champagne, le châtelain de Coucy et, au XV^e siècle, Charles d'Orléans.

« Il ne saurait être question de citer ici même les plus connus parmi les *trouvères* et *troubadours* ; nous nous bornerons à les classer par groupes en indiquant sommairement les caractères dominants de chacun de ceux-ci. C'est le Limousin et le Périgord qui furent le berceau de la poésie courtoise ; c'est aussi à cette région qu'appartiennent les poètes les plus anciens et les plus estimés, dans ce genre : Bernard de Ventadour, Guiraud de Bornell, Arnaut de Marcuil, Arnaut Daniel ; quelques-uns des *troubadours* les plus anciens sont originaires de la Gascogne et avaient commencé par être jongleurs (Cercamon, Marcabrun, Marcoat). A l'Auvergne et au Velay appartiennent Peire d'Auvergne, Pierre Cardinal, le Moine de Mautoudon ; au Languedoc, Peire Vidal, Raimon de Miraval, Almeric de Peghilhan, Gui-

Ihem Figueira, Guiraut Alquier ; à la Provence, Rambaut d'Orange, Folquet de Marseille, Rambaut de Valqueiras, Bertan d'Alamanon. Dans le Midi, les troubadours reçurent bon accueil surtout en Provence, dans le comté de Toulouse, chez les seigneurs de Foix, de Rodez, de Narbonne, etc...

« Au Nord, les cours où les trouvères jouirent de la protection la plus efficace furent celles de Normandie, de Champagne, de Blois, de Flandre et de Hainaut. La Picardie et l'Artois furent aussi des centres d'intense production poétique ; les poètes trouvaient, dans ces grandes villes commerçantes, un public bourgeois, d'un goût moins raffiné, mais plus large que celui des grands seigneurs. Les bourgeois, eux-mêmes, formés en corporation, tout à tour pieuses et badines, s'adonnaient à la littérature et poussaient fort loin la verve satirique et la maligne observation des caractères. Il y eut, à Arras, toute une école de poésie lyrique, et cette région qui produisit une innombrable quantité de fabliaux dits moraux et satiriques, fut aussi le berceau du théâtre français profane et comique (*Jeu de la Feuillée, Robin et Marion*, d'Adam de la Halle). Ce sont les provinces, toutes voisines, de la Flandre et du Hainaut qui virent éclore, aux siècles suivants, l'école historique si brillamment représentée par Jean Le Bel, Froissart et les chroniqueurs de la cour de Bourgogne. A partir du XIV^e siècle, le rôle des troubadours est fini, puisque la langue nationale a été, au Midi, remplacée par le français dans l'administration et la littérature. Quant aux trouvères, il n'y a pas lieu de prolonger leur histoire au delà du XV^e siècle, puisque alors, comme nous l'avons vu, leur condition se transforme et que le nom qui les désignait d'abord fait place à d'autres, correspondant mieux à leur nouvel état social. (G. Paris, *La Littérature française au moyen âge* (2^e série).

Voici maintenant, glané ailleurs que dans le *Dictionnaire Larousse*, des appréciations documentaires sur le sujet que nous étudions.

M. Nisard remonte au troubadour Guillaume de Lorris l'auteur de la première partie du *Roman de la Rose* et à Jean de Meung, clerc savant, libre qui en composa la seconde partie. Il écrit alors : « Guillaume de Lorris n'avait rêvé que la conquête d'une rose, symbole de l'amour chaste et chevaleresque des troubadours. Jean de Meung a flétri la rose en la cueillant ».

La langue s'est enrichie du fait que *troubadours et trouvères* ont travaillé à la rendre expressive.

La langue du X^e siècle nous est surtout connue par une *cantilène* en l'honneur de Sainte Eulalie, et celle du XI^e par les lois que Guillaume le Conquérant donna aux Anglais après avoir soumis leur pays.

La langue d'oïl et la langue d'oc se développèrent avec des alternatives diverses. La langue d'oc, plus sonore, plus harmonieuse, plus poétique, aura son époque de splendeur au moyen âge, avec les *troubadours*, et son influence se fera largement sentir sur la langue d'oïl. Celle-ci, toutefois, dotée plus certainement des qualités propres à l'esprit français : la clarté, la lucidité, l'ordre, la méthode, finira par l'emporter sur sa rivale, grâce, peut-être, aux circonstances exceptionnelles qui ont favorisé le développement de son caractère. Mais au XI^e siècle, la langue d'oc domine en souveraine ; nous en trouvons la preuve dans les manuscrits précieux qui encombrèrent nos bibliothèques. C'est un curieux et intéressant travail que la comparaison des dialectes encore subsistants de la France méridionale avec la langue que parlaient alors les *troubadours* et les *trouvères* ; on y découvre le fonds même de la langue que parlaient tous ces poètes ; les mots abondent qui ont la même orthographe et la même assonance qu' alors. Les copistes ou plutôt certains étymologistes, ont pu, sous prétexte de science, les « enfléchir » de lettres inutiles ; le français de nos jours ne s'y reconnaît pas.

Quoi qu'il en soit, il faut bien reconnaître que c'est par la chanson que s'est perfectionnée, simplifiée, clarifiée la façon d'émettre des idées accessibles à tous par les vers chantés des troubadours et des trouvères.

Plus tard, ce sont encore les poètes et les orateurs du grand siècle qui lui donneront l'éclat majestueux du beau langage et les écrivains du XVIII^e siècle lui donneront la clarté, la simplicité.

Pour arriver à constater quelques caractères d'un idio-me littéraire, il nous faut attendre qu'il ait pu se dégager, mais bien imparfait encore et grossier des éléments divers qui vont concourir à sa formation ; il nous faut arriver jusqu'à la bifurcation du français en langue d'oc et en langue d'oïl, *idiomes* qui ont eu leurs plus illustres interprètes dans les *troubadours* et les *trouvères*, premiers représentants de l'esprit français au moyen âge. Cet honneur revient surtout aux *troubadours*, dont les *trouvères* ont précédé de cent ans les *trouvères* des *trouvères*. M. Michelet nous paraît avoir été bien sévère pour cette première efflorescence de notre littérature ; à son avis, elle est légère, immorale ; elle est pédantesque et subtile ; ce n'est qu'une fleur éphémère que la lourde main des hommes du Nord aura raison d'écraser. Nous pensons que le poète de l'Oiseau et de l'Insecte, le poète au style pailleté, miroitant, fouillé, forcé, le poète dont un critique très fin, M. Charles Monselet, a pu dire avec quelque raison : *son langage est un patois* ; nous pensons, disons-nous, que M. Michelet aurait dû apporter plus d'indulgence dans son jugement sur Arnaud de Marcell, Sordel, Bernard de Ventadour, Bertrand de Born, etc. « Pour jouir, dit Schlegel, de ces chants qui ont charmé tant de preux chevaliers, tant de dames célèbres par leur beauté, il faut écouter les *troubadours* eux-mêmes et s'efforcer d'entendre leur langage. Vous ne voulez pas vous donner cette peine ? Eh ! bien, vous êtes condamné à lire les traductions de l'abbé Millot ». Si nos premiers poètes du Midi avaient besoin d'une réhabilitation, nous opposerions au jugement de M. Michelet deux autorités bien autrement compétentes, quelque respect que nous professions pour la sienne : nous voulons dire Dante et Pétrarque. Dante, l'immortel Florentin, ne le prenait pas de si haut avec cette poésie éclosée au soleil de la Provence ; pour le prouver, nous n'aurions qu'à rappeler sa rencontre aux enfers avec Bertrand de Born, et au purgatoire avec Sordel, qu'il compare à un lion reposant, calme en sa force. Citons ici, de ce troubadour, un passage qui légitime bien cette fière image :

« Je veux, en ce rapide chant, d'un cœur triste et marri, plaindre le seigneur Blacas, et j'en ai bien raison, car en lui j'ai perdu un seigneur et un bon ami, et les plus nobles vertus sont éteintes avec lui. Le dommage est si grand que je n'ai pas soupçon qu'il se répare jamais, à moins qu'on ne lui tire le cœur et qu'on ne le fasse manger à ces larons qui vivent sans cœur, et alors ils en auront beaucoup.

« Que d'abord l'empereur de Rome mange de ce cœur ; il en a grand besoin s'il veut conquérir par force les Milanais, qui maintenant le tiennent conquis lui-même, et il vit déshérité malgré ses Allemands.

« Qu'après lui mange de ce cœur le roi des Français, et il retrouvera la Castille qu'il a perdue par niaiserie ; mais s'il pense à sa mère, il n'en mangera pas, car il paraît bien, par sa conduite, qu'il ne fait rien qui lui déplaît.

« Je veux que le roi anglais mange aussi beaucoup de ce cœur, et il deviendra vaillant et bon, et il recouvrera la terre que le roi de France lui a ravie parce qu'il le sait faible et lâche ». (*Trad. du M. Villemain*).

Tous les princes, tous les seigneurs de l'Europe ont ainsi successivement leur part à cette sauvage invitation, à cette sanglante invective, dont aucun poète n'a jamais surpassé le ton vigoureux et la couleur éclatante.

Et qu'on n'aille pas croire que ce chant soit une exception, une page isolée dans ce livre du *Gay Saber* que tant de critiques ne se sont pas même donné la peine d'ouvrir ; qu'on en juge par les vers suivants, dus à l'autre *troubadour* rencontré par Dante, au batailleur Bertrand de Born :

*Bien me sourit le doux printemps
Qui fait venir fleurs et feuillage ;
Et bien me plaît lorsque j'entends
Des oiseaux le gentil ramage.
Mais j'aime mieux quand sur le pré
Je vois l'étendard arboré,
Flottant comme un signal de guerre ;
Quand j'entends par monts et par vaux
Courir chevaliers et chevaux,
Et sous leur pas frémir la terre,
Et bien me plaît quand les coureurs
Font fuir au loin et gens et bêtes !*

*Bien me plaît quand nos batailleurs
Rugissent ; ce sont là mes fêtes !
Quand je vois castels assiégés,
Soldats sur les fossés rangés,
Ebranlant fortes palissades ;
Et murs effondrés et écroulants,
Créneaux, machicoulis roulants
A vos pieds, braves camarades !*

*Je vois lance et glaive éclatés
Sur l'écu qui se fousse et tremble ;
Aigrettes, casques emportés,
Les vassaux fêrir tous ensemble,
Les chevaux des morts, des blessés,
Dans la plaine au hasard lancés,
Allons ! que de sang on s'enfure !*

(Trad. de M. Demogeot.)

Tels étaient les *sirventes* des *troubadours*, leurs chants de colère et d'indignation, faits pour être accompagnés du cor guerrier ; quant à leurs *tençons*, composés sur un mode plus harmonieux et plus doux, ils ont charmé les oreilles de toutes les belles châtelaines du moyen âge.

Les chants des *troubadours* et leur *gay saber* furent étouffés dans les flots de sang que fit verser la guerre des Albigeois ; leur héritage passa aux poètes du Nord, aux *trouvères* : le règne de la langue d'oïl commençait.

Il n'est pas nécessaire, après cela de remonter plus haut et de s'étendre davantage. Aussi bien, les 4.000 vers de la première partie et les 18.000 de la seconde du *Roman de la Rose* ne prouveraient pas moins ni plus la charmante épopée littéraire des *troubadours*.

Quand, de nos jours, nous voyons des chanteurs ambulants autour desquels s'assemblent les curieux, il nous vient à l'idée que ces chanteurs sont une réminiscence des *troubadours* et des *trouvères*.

Certes, ils n'en ont plus le caractère, ni la notoriété. Les temps sont bien changés. Cependant, ils ont leur charme et leur utilité aussi, ces chanteurs actuels, dans nos faubourgs, sur nos boulevards, provisoirement installés sur des emplacements également provisoires à cause de travaux des voies ; ils sont tolérés surtout au moment de certaines fêtes. On les rencontre encore sur les foires et marchés, dans les fêtes locales, enfin, partout où il y a affluence. Ils chantent souvent accompagnés de musiciens et vendent la chanson ou le recueil de chansons, popularisant ainsi les succès du jour des cafés-concerts et music-hall ou vulgarisant les couplets les plus faciles et les plus goûtés d'opérettes et pièces de théâtre, réputées ou nouvelles.

Ce sont les vulgarisateurs de la chanson. L'on a souvent le spectacle agréable d'apprécier la vivacité d'esprit, de mémoire et la délicatesse d'oreille des auditeurs qui apprennent ainsi, sur place, romances, chansons ou chansonnettes en accompagnant, en chœur,

surtout au refrain, les *troubadours* modernes. C'est un tableau de mœurs parisiennes et populaires qui ne manque pas de couleurs et de caractère. Et si la chanson est bonne et bien faite, s'il y a du sentiment naturel et poétique, c'est, on peut le dire, de la beauté qui s'envole, de l'enseignement qui se répand. Et, si la chanson est de la critique intelligente des mœurs, de la stupidité ambiante, des préjugés courants, c'est alors de bonnes idées semées à plein vent et c'est de la bonne propagande qui ne peut qu'effaroucher les pudibonds, les bien pensants hypocrites et les cagots. Malheureusement, ce sont aussi et trop souvent — des inepties égrillardes, des romances imbeciles, des chants sans rimés ni raison, tout ce qui opprime, abrutit et maintient le peuple soumis, servile et résigné à tout. Cela est déplorable. Boycottons-les.

Les chanteurs des rues, les chanteurs ambulants ont eu leur gloire. Ils ont également leurs titres de noblesse.

Ne sont-ils pas, en effet, les descendants professionnels des *troubadours* et des *trouvères* ? Ceux-ci furent les propagandistes, par la chanson, d'une époque historique.

Troubadours et *trouvères* ont leur histoire, qui fut belle. Résumons-la :

Au moyen âge, les violoneux, les jongleurs, les ménestriers et autres amuseurs publics formaient sous le nom collectif de *troubadours* une corporation qui a compté plusieurs célébrités. L'esprit de groupement naissait du besoin de solidarité. Le syndicalisme existait.

Ces *troubadours*, jouissant de privilèges spéciaux, étaient respectés partout et par tous, même des routiers. Parmi eux, se trouvaient de véritables artistes, aimant leur métier et s'honorant de l'honneur. On peut imaginer qu'ils étaient indépendants et braves. C'est avec ces qualités qu'ils osaient s'aventurer au milieu des gens de guerre et des routiers dont les campagnes de France étaient, à l'époque, infestées. Mais la chanson passe partout.

Quand un ménestrel survenait dans un bivouac, il recevait aussitôt bon accueil, on lui donnait la bonne place, on lui servait les meilleurs morceaux et on lui versait force rasades, sans rien lui réclamer d'autre qu'une chanson.

C'était la bonne vie pour le *troubadour*, aussi bien au bivouac que dans les bourgs et les cités ; aussi bien sur la place de la ville ou du village que dans les manoirs et dans les châteaux. C'est pourquoi les *troubadours* s'appliquaient à se faire aimer.

Chez le serf aussi bien que chez le seigneur, le *troubadour* trouvait porte ouverte et table mise de bon cœur.

En ce temps-là, comme en tout temps, on aimait les chansons d'amour et d'espoir !

On les aimait d'autant plus qu'à cette époque troublée où les gens, les pauvres gens, passaient leur vie dans des trances perpétuelles, la moindre distraction était la bienvenue parmi eux ; c'était une diversion aux sombres tableaux qu'ils avaient journellement sous les yeux. Le *troubadour*, c'était la joie.

Les seigneurs ne dédaignaient pas d'offrir l'hospitalité en leur seigneurie à ces poétiques vagabonds, qui savaient mettre en chansons les événements du jour, les espoirs du lendemain.

Les hauts barons ne s'amusaient pas toujours au fond de leurs vieux manoirs, surtout pendant l'hiver. Les jours sont courts, les soirées sont longues.

La chasse, quand ce n'est pas la guerre, donne lieu à bien des conversations, à bien des récits. Les exploits du cerf, les colères du sanglier, les dangers courus, les obstacles surmontés. Cela se raconte avec plaisir et est écouté de même. Mais cela finit par être toujours la même histoire, racontée par les mêmes historiens ou

témoins. Aussi, quand un *troubadour* se présentait à la poterne du château, était-il reçu à bras ouverts. Il allait intéresser, divertir et charmer... Et en quel style, quels accents, quelle musique ! Lui aussi connaissait des histoires de chasse, de guerre et de pays voisins ou éloignés, d'où il venait, disait-il. Aussi, probablement, il amplifiait ; peut-être exagérait-il : « a beau mentir qui vient de loin ». On le croyait, car c'était toujours beau, puisque c'était toujours brave.

Le repas des châtelains terminé, le ménestrel, assis au coin de la vaste cheminée, où brûlait un chêne entier, entonnait, en s'accompagnant d'un instrument à cordes, quelque mélodie ou quelque ballade mélancolique. Les chansons gaies étaient réservées aux villageois. Les récits des *troubadours* plaisaient autant que leurs chansons, surtout aux guerriers, plus batailleurs et rudes que musiciens et poètes. Mais les jeunes femmes et les jeunes filles aimaient mieux la musique et les beaux vers. Elles savaient bien qu'on y parlait souvent d'amour.

Le *troubadour* savait plaire à tout le monde et il en était récompensé. Il ne se contentait pas de pincer de la guitare ou de la mandoline pour être seulement agréable au beau sexe. Il savait aussi se faire valoir auprès du haut seigneur et de toute sa famille. Comme les diseuses de bonne aventure, il s'enquerrait préalablement le long de la route, du nom du châtelain et de celui de la châtelaine, de leurs aïeux, de leurs exploits. Aussitôt, il improvisait des histoires ou des chansons exaltant la valeur de l'un et la beauté de l'autre. Il arrangeait quelque flatteuse ballade sur un air charmant. Le tout plaisait fort et portait juste : la bravoure du châtelain, la douceur de la châtelaine et le mérite des aïeux, composait le bouquet poétique par lequel payait son écot à ses hôtes généreux le *troubadour* de passage, *l'enfant du gai savoir*.

Les *troubadours* avaient surtout le mérite de répandre les nouvelles, d'exalter les exploits, de flétrir les méfaits et d'apprendre beaucoup en vagabondant, pour enseigner gaîment leur savoir mis en chansons.

Ils n'étaient pas tous des lettrés, mais ils aimaient les belles lettres. Ils savaient rire ou pleurer eux-mêmes pour égayer ou attendrir les autres. C'étaient de vrais poètes.

Leurs connaissances littéraires étaient pourtant assez étendues. Ils ne manquaient surtout ni de verve, ni d'à-propos, ni d'inspiration. Leur talent était fait de tout cela.

Il n'était pas question de syndicalisme à leur époque ; cependant, il est à noter qu'ils s'étaient groupés en une *confrérie* joyeuse et solidaire. D'importants personnages, ai-je lu quelque part, ne dédaignaient pas de s'y affilier. On y voyait des chevaliers, bardés de fer, rimant des *virelais* ou chantant des couplets, en touchant de la viole.

N'est-ce pas le puissant seigneur Guillaume IX, comte de Poitiers, qui ouvrit l'ère des *troubadours* ?...

Et n'est-ce pas un prince du sang, le duc d'Orléans, fait prisonnier à Azincourt, qui la ferma ?...

Et Thibaut, comte de Champagne, ne fut-il pas membre de cette confrérie des *troubadours* ?...

Et aussi Charles IX, écrivant à Ronsard, rend hommage au poète :

« Tous deux, également, nous portons des couronnes :
Mais toi, je la reçois ; poète, tu la donnes. »

Il y eut d'autres nobles encore qui illustrèrent la confrérie des *troubadours*, qui, sans doute, aidèrent les gueux à être heureux, en s'aimant entre eux.

Il ne faut pas exagérer leur influence sociale, sur leur époque déjà si loin de nous. Toutefois, il faut tenir compte qu'ils se sont souvent élevés avec éloquence et grand courage contre certains excès féodaux dont les vilains souffraient. Un poète du *xiii^e* siècle n'a pas

craint de dire des nobles, au temps de leur toute-puissance :

« Que leur corps ne vaud une pomme
Plus que le corps d'un charretier. »

Les romanciers, les poètes et les historiens n'ont rien dit, en parlant des *troubadours* qui ne leur soit un hommage. L'histoire des *troubadours* s'imprègne d'influence plutôt heureuse sur leur époque, influence favorable aux arts, aux mœurs, au beau, au bien !

Quant à nous, qui ne croyons voir en tout chansonnier qu'un bel esprit et un bon cœur, nous ne pensons vraiment pas qu'on puisse avoir l'instinct de Liberté et d'Amour, le désir humain d'indépendance et le sentiment de solidarité, sans avoir aussi l'esprit de révolte contre toute injustice. A cause de cela, les *troubadours* nous ont paru intéressants et sympathiques. — Georges YVERT.

TRUST n. m. Mot anglais qui se prononce *tréust*, bien que *Trusteur*, mot servant à désigner quiconque organise un trust, se prononce *trus-teur*, de même que *fruster* qui signifie : action d'accaparer par un trust.

La définition la plus courante de ce terme est la suivante : Association, syndicat de spéculateurs, formé dans le but de provoquer la hausse soit d'une valeur soit d'une marchandise quelconque mais ordinairement de première nécessité, opération qui se réalise par l'accaparement de la valeur ou de la marchandise visées. Si le vocable n'est entré que depuis peu dans notre langue, il convient de dire que la chose à laquelle il s'applique est extrêmement vieille. L'illustre philosophe Aristote dont la mort, comme on le sait, remonte à près de 23 siècles, parle déjà, dans son ouvrage : *Politique*, d'un Syracusain qui avait accru très rapidement sa fortune en trustant les Mines de Sicile dont il était, par suite, le seul à vendre le minéral de fer qu'on y extrayait !

Il faut toutefois examiner cette forme d'association sous l'angle du développement considérable, vertigineux, pris, depuis quelque trente à trente-cinq ans, par l'économie capitaliste dans le cours évolutif du Capitalisme contemporain. Dans l'impossibilité où nous sommes de faire tout l'historique du trust (ceci, vraiment, exigerait par trop de place), nous nous bornerons — ce qui sera peut-être préférable à l'exposé d'une longue théorie — à citer quelques exemples qui aideront mieux à saisir le processus rigoureux de la concentration industrielle et financière qui caractérise le trust et vers laquelle semble s'acheminer toute la production capitaliste.

Façons-nous donc à l'aurore de ce siècle et faisons choix de l'Amérique, où le trust a rencontré le terrain le plus favorable, puisqu'on peut dire que le Capitalisme cent pour cent y est à l'état, en quelque sorte, chimiquement pur.

Une lutte vive, implacable s'engage entre l'Anc, l'Éléphant et l'Élan, ces trois emblèmes ayant été adoptés par le parti démocratique, le parti républicain et le parti progressiste. Et voici que la victoire des démocrates porte au pouvoir Woodrow Wilson, l'homme d'Etat qui devait jouer, quelques années plus tard, dans l'effroyable tuerie de 1914-18, un rôle de premier plan et qui appelait les trusts, des « oppresseurs de la classe laborieuse ». Mieux que quiconque, le nouveau président connaissait, en raison du poste important qu'il avait occupé comme gouverneur de l'Etat de New-Jersey, la toute-puissance en même temps que l'avidité et la malversation des grands *trusteurs*. En de retentissants discours, prononcés d'ailleurs en pure perte, il déclare que les monopoles doivent cesser ; il engage, sans le moindre succès, des poursuites contre de puissantes coalitions : contre le trust de l'acier, contre celui de l'argent, contre d'autres encore.

Mieux que qui que ce soit, Wilson sait qu'un Pierpont Morgan, le trustee de l'Océan, et un John Rockefeller, le trustee du pétrole, contrôlent, à eux seuls, plus d'un tiers (exactement 36 %) des capitaux actifs des Etats-Unis ; que l'actif des sociétés soumises à la domination financière des deux groupes Rockefeller et Morgan s'élevait (nous étions alors en 1913) à quelque 40.000.000.000 (40 milliards) de dollars : groupes englobant les services publics, les chemins de fer, les entreprises industrielles, les établissements de crédit, les mines et les pétroles, d'autres entreprises encore. Il est facile, grâce à de tels chiffres, d'imaginer la redoutable puissance de certains magnats de la finance, aussi bien dans le domaine du commerce et de l'industrie que dans celui de la politique, en Amérique comme dans tous les pays du monde, les partis et plus encore ceux qui en ont la direction, n'étant pas du tout insensibles aux subventions ! Outre-Atlantique, comme partout, les politiciens ne sont que les chargés d'affaires des oligarchies industrielles ou financières et c'est ainsi que l'on voit le trustee Morgan, dont la tentative d'accaparer toutes les grandes lignes maritimes de l'Océan avait échoué, venir, en 1907, faire au Marché américain une petite avance de 150 millions de francs, prélevés sur sa fortune personnelle, en vue d'éviter une débâcle plus considérable des grandes valeurs industrielles.

On comprendra mieux encore le processus de ce phénomène capitaliste qu'est le trust si l'on envisage, par exemple, la plus puissante combinaison industrielle de capitaux que le monde connaît à la veille de la grande guerre : l'*United States Steel Corporation*, autrement dit : Trust de l'Acier.

Sa formation remonte aux premiers mois de l'année 1901 ; elle résultait de la fusion de la Société Carnegie et du Trust Morgan-Moore. Carnegie, qui n'était, vers 1860, qu'un très modeste industriel, étendit très rapidement ses affaires et, à la fin du siècle dernier, il n'employait pas moins de 50.000 ouvriers. Le groupe Morgan-Moore qui, de son côté, contrôlait les plus grandes entreprises sidérurgiques des Etats-Unis, n'hésita pas à payer l'apport de Carnegie de plus de 1.500.000.000 de francs ! Et c'est ainsi que s'était constitué le Trust de l'Acier qui, par suite d'échafaudages successives, de la réalisation de toute une série de combinaisons, d'ententes, parfois de luttes féroces entre groupes hostiles, de l'absorption d'une poussière de petits intérêts et en s'abstenant de traiter avec des centaines de manufactures mais visant, au contraire, la jonction, l'assemblage des intérêts de quelques gros propriétaires possédant chacun de nombreuses usines, c'est ainsi que s'était constitué le Trust de l'Acier qui disposait, en fin de compte, d'un capital de 4 milliards et demi de francs L...

A côté de ces trusts de grande envergure qui sont plutôt le fait du capitalisme américain, une foule d'autres, mais de moindre importance, vivent le jour tant dans notre Europe qu'aux Etats-Unis. Tout a été trusté : viande, blé, sel, sucre, papier, chemins de fer, bois, poudres, jusqu'au tabac à priser et à chiquer !

On devine aisément de quel monstrueux pouvoir de spéculation disposent ces géants de la production. En se plaçant sur le terrain purement capitaliste, on peut dire que les trusts sont comme une sorte de défi aux libertés économiques, tant exaltées cependant par nos économistes officiels ; puis, en raison de l'accaparement constant et progressif auquel ils se livrent, ils aboutissent, en fait, à la monopolisation et, du même coup, détruisent, tuent toute concurrence ! Soufflant, tour à tour, le chaud et le froid, faisant, comme on le dit couramment, la pluie et le beau temps, ils pourraient même, s'ils n'avaient à craindre les représailles de leurs victimes, pousser à ce point leur appétit d'accaparement d'un produit ou d'une denrée indispensables

à la vie, qu'ils condamneraient des populations entières à la plus affreuse pénurie, peut-être même à mourir de faim !

Mais ne constituent-ils pas également, les trusts, de très graves dangers pour la paix des peuples ? Ne sait-on pas déjà que l'une des raisons (que, certes, l'on n'avouera pas, mais qui n'en sera pas moins décisive) du prochain massacre d'hommes sera l'accaparement du pétrole, de ce précieux liquide dont on a osé dire que « chaque goutte valait une goutte de sang » et que « qui aura le pétrole aura l'empire » ! Trois grands groupes, on le sait, contrôlent tous les gisements et la plus féroce des luttes s'est engagée entre la Standard Oil des Rockefeller-Teagle, le Grand Trust pétrolier russe des Soviets et la Royal Dutch Shell de Deterding, le grand patriote anglais qui n'en fut pas moins l'un des premiers commanditaires du tortionnaire Hitler ! Quand le pétrole américain sera totalement épuisé — et l'échéance en est bien proche — les puits de Bakou seront, plus que jamais, l'objet des plus âpres convoitises...

Et le sang du pauvre, de nouveau, coulera à torrent... à moins que l'Humanité, conquise enfin par cette sagesse qui veut que l'homme cesse d'être sous la dépendance et à la merci d'un autre homme, n'ait, d'ici-là, pris possession d'elle-même, en utilisant, pour la joie et la satisfaction des besoins de tous, les inépuisables richesses que notre planète recèle en son sein, et que les hommes, librement associés pour un commun effort, feront, chaque jour, sortir de leurs mains industrieuses ! — A. BLOCH.

TUBERCULOSE n. f. Maladie infectieuse qui, comme son nom l'indique, provoque la formation de tubercules dans une partie de l'organisme, quelquefois même dans l'organisme tout entier, la tuberculose est due au bacille de Koch, découvert par le médecin allemand du même nom en 1882. Villémien avait déjà prouvé qu'elle était contagieuse ; mais, parce qu'on manquait de colorants assez énergiques, les premières recherches bactériologiques ne révélèrent la présence d'aucun germe. Les bacilles de Koch se présentent sous la forme de bâtonnets un peu incurvés, de 1,5 à 3,5 microns de longueur et de 1 micron d'épaisseur. Dans un seul crachat de tuberculeux, on en rencontre des milliers ; dans les cultures, ils sont souvent groupés par deux et forment même de petits amas en broussaille. La lumière solaire atténue rapidement leur virulence, mais ne les tue qu'après 6 ou 7 jours d'exposition. A 50°, en dix minutes ; à 70°, en une minute. Mais ils sont très peu sensibles au froid, et résistent bien aux antiseptiques : l'acide phénique à 3 pour 100 ne les tue qu'au bout de 20 heures. Desséché, le bacille de Koch garde longtemps sa nocuité, surtout à l'abri de la lumière et à basse température. C'est un bacille acido-résistant que les uns rangent parmi les bactéries ordinaires, que d'autres rapprochent des moisissures.

La découverte d'un virus filtrant tuberculeux, déjà annoncé par le Brésilien Fontès en 1910 et bien étudié depuis, a complètement transformé les théories médicales concernant le bacille de Koch et la tuberculose. Cet ultra-virus, qui traverse les filtres Chamberland, rendrait possible la transmission intra-utérine des germes de la maladie. Il aurait d'abord l'aspect de grains excessivement petits, puis de granules cocciformes ; à leur tour, certains de ces derniers se transformeraient en bacilles très ténués qui donneraient finalement les bacilles acido-résistants de Koch. Ainsi, l'on n'avait découvert, en 1882, que l'un des stades d'évolution et l'une des formes de résistance du virus tuberculeux. Par ailleurs, la transmission héréditaire, autrefois admise, rejetée ensuite, apparaît comme certaine bien que moins habituelle que la contagion post-natale. Ainsi s'expliqueraient

des infections et des morts jusqu'à présent énigmatiques, comme aussi ce syndrome de dénutrition progressive qui n'est point rare chez les nouveau-nés dont les parents étaient tuberculeux.

C'est dans les ganglions trachéo-bronchiques et médiastinaux que l'ultra-virus se localise de préférence ; il s'y transforme en bacilles de Koch. Mais ces derniers ne deviennent virulents et ne déterminent de lésions que s'il y a successivement plusieurs passages ou réinoculations. Une mort rapide peut néanmoins survenir par toxémie. A la suite de ces découvertes, Calmette proposa de distinguer, en matière de tuberculose : 1° la granulémie prébacillaire, caractérisée par l'absence de bacilles de Koch mais avec production par l'ultra-virus d'affections généralement aiguës ; 2° la granulie où quelques bacilles normaux sont associés au virus filtrant ; 3° la bacilliose ou tuberculose classique, caractérisée par la présence de nombreux bacilles acido-résistants. Il est à prévoir que des recherches plus approfondies modifieront encore les conceptions actuelles ; en médecine, comme dans les autres branches de la science expérimentale, les théories changent fréquemment. Du moins les faits demeurent, et nos hypothèses successives sont elles-mêmes des approximations qui ne sont point dépourvues de mérite.

La tuberculose peut atteindre tous les organes, en particulier la peau, les méninges, la langue, le larynx, les os et les articulations, les intestins, les reins ; mais la tuberculose pulmonaire est l'affection la plus fréquente, et c'est elle que nous étudierons ici d'une façon exclusive. Sur ce sujet, il existe d'ailleurs une littérature abondante ; nous n'entreprendrons pas de la résumer. Nous voulons seulement donner quelques indications générales qui ne peuvent ni remplacer un examen médical approfondi, lorsqu'on craint d'être tuberculeux, ni dispenser de la lecture des ouvrages spéciaux traitant de cette redoutable maladie.

Au début, des symptômes généraux, comme l'élévation thermique (38° 7), le soir ou après un effort physique, une marche par exemple, doivent retenir l'attention. L'amaigrissement est assez habituel ; néanmoins il existe des tuberculeux obèses et joufflus. Dépression physique et morale, pâleur du teint, excrétion de phosphates en excès par les urines constituent des signes importants. Parmi les symptômes fonctionnels, mentionnons une toux quinteuse et souvent matinale, la dyspnée et les points de côté, les hémoptysies passagères, la tachycardie et l'hypotension, des troubles digestifs et la perte de l'appétit. Etreitesse et aplatissement du thorax, submatité du sommet à la percussion, accroissement des vibrations à la palpation constituent, en outre, des signes physiques importants pour le médecin. A l'auscultation, il se rendra compte des modifications survenues dans le murmure vésiculaire (diminution, expiration prolongée et soufflante, respiration rude et granuleuse, respiration saccadée), ainsi que des bruits surajoutés, perceptibles surtout au sommet et après la toux (craquements, râles crépitants, froissements pleuraux). Radioscopie ou radiographie constituent de précieux moyens d'investigation ; lorsqu'il s'agit de lésions très petites, ils peuvent néanmoins ne rien révéler. La présence des bacilles de Koch dans les crachats constitue un signe presque constant, et parfois dès le début. On n'utilise plus guère l'injection de tuberculine, ni l'ophtalmo-réaction qui ont provoqué des accidents ; d'autres procédés sont plus souvent employés. Ajoutons que l'étude des antécédents ne doit pas être négligée.

Habituellement, la tuberculose pulmonaire évolue d'une façon chronique ; les poumons, à leur sommet surtout, s'indurent, puis se ramollissent ; les tissus tuberculeux se transforment en pus et des cavernes apparaissent. C'est par poussées successives que s'accomplit cette évolution ; elle est entrecoupée de phases

non fébriles et de périodes d'amélioration, assez longues quelquefois pour faire croire à la guérison ; puis de nouveaux foyers d'infection réapparaissent entraînant une issue fatale.

La tuberculose pulmonaire chronique revêt d'ailleurs différentes formes ; citons, parmi d'autres, la tuberculose ulcéro-caséuse extensive, la tuberculose pulmonaire fibreuse, la bronchite chronique tuberculeuse. Age, conditions de vie et d'alimentation, présence de troubles pathologiques d'un autre ordre exercent une influence non douteuse sur le cours de la maladie. Fréquemment, la mort survient au bout de six mois, de deux ou trois ans ; mais le dénouement peut être beaucoup plus lent : certains vieillards catarrheux mènent longtemps une vie normale, semant autour d'eux des bacilles qui tuent leurs enfants et leurs petits-enfants ; la tuberculose pulmonaire fibreuse dure vingt ans et plus. Ajoutons qu'une guérison persistante n'est pas impossible et qu'il convient de ne rien négliger pour l'obtenir.

La tuberculose aiguë, si rapidement mortelle, revêt trois formes. 1° Dans la granulie, le follicule tuberculeux reste à l'état de granulation ; les troubles rappellent parfois ceux de la fièvre typhoïde : fièvre élevée, ventre douloureux ; dans d'autres cas prédominent les signes de bronchite ou de broncho-pneumonie. La mort survient en quelques semaines ; 2° Dans la pneumonie caséuse, un lobe du poumon subit une poussée évolutive et se ramollit en brûlant les étapes : beaucoup de fièvre, la toux est incessante, l'amaigrissement prodigieux, l'anémie extrême. La terminaison fatale arrive après une période allant de un à trois mois ; 3° Dans la broncho-pneumonie tuberculeuse ou phthisie galopante, la fièvre est irrégulière comme dans le cas précédent, les hémoptysies sont fréquentes, les sueurs abondantes, l'amaigrissement est rapide. Cette forme n'est pas rare chez les jeunes gens ; il faut de trois à six mois pour que la mort survienne. D'une façon générale, on observe surtout les formes aiguës chez l'enfant ; elles sont encore fréquentes chez les adolescents ; par contre, ce sont les formes chroniques que l'on rencontre ordinairement chez les adultes, et la transformation fibreuse est loin d'être une exception rarissime.

Contre la tuberculose, il convient de prescrire un ensemble de mesures hygiéniques qui ont déjà fourni d'innombrables preuves de leur efficacité. Le repos sera partiel dans la majorité des formes chroniques ; il sera total si le malade est fébrile, ce qui survient souvent dans les formes aiguës. La cure d'air est essentielle, mais elle requiert une connaissance préalable du climat. Certaines contrées trop froides, trop chaudes, trop exposées au vent ou encore humides sont à éviter ; de plus il existe des climats excitants, d'autres sédatifs, et pour connaître leur action précise sur un sujet il faut généralement un séjour d'une ou deux semaines. Les questions de durée, d'orientation, d'heure, etc., ont aussi leur importance. D'où la nécessité d'un contrôle médical sérieux. A la cure de repos et d'air, l'on doit joindre une alimentation abondante et substantielle, qui ne provoque pas néanmoins de troubles digestifs : quatre repas par jour et une nourriture reconstituante sont conseillés au malade. Ces mesures conviennent non seulement lorsque la tuberculose est à ses débuts, mais comme moyens prophylactiques. Elles sont appliquées d'une façon rationnelle et méthodique dans les nombreux sanatoriums et préventoriums que l'on trouve maintenant un peu partout. Peut-être changera-t-on d'idées plus tard concernant l'alimentation des tuberculeux ; les expériences des naturistes devraient être examinées d'une façon impartiale par les savants qui ne redoutent point de contredire les routines officielles. Malheureusement, en médecine comme ailleurs, la vérité ne s'impose d'ordinaire qu'après des luttes pénibles et longues.

Intentionnellement nous ne dirons rien des innombrables médicaments ou drogues, ni des interventions chirurgicales, tendant à immobiliser le poumon, que l'on a préconisés. Certains médicaments ont donné de bons résultats, certaines interventions chirurgicales ont eu des conséquences heureuses. Mais, seul, un médecin qui connaît le tempérament du sujet et qui suit l'évolution de la maladie peut donner d'utiles indications, lorsqu'il s'agit de questions aussi délicates. Jusqu'à présent, aucun sérum, aucun vaccin ne s'est révélé capable de guérir la tuberculose nettement déclarée. Par contre, on conseille l'emploi du vaccin Calmette-Guérin, à titre préventif, chez les enfants nés de parents tuberculeux. Ce vaccin est une culture vivante d'un bacille bovin, dépouillé de toute propriété tuberculigène. Le nourrisson doit en ingérer trois doses dans les dix jours qui suivent sa naissance ; l'immunité contre la tuberculose dure, paraît-il, environ cinq ans. On peut renouveler la vaccination dès la fin de la troisième année et à l'expiration de la septième, puis de la quinzième année. L'avenir dira ce qu'il faut penser exactement de l'invention des docteurs Calmette et Guérin.

Peste, choléra, typhoïde, diphtérie ont engendré des épidémies redoutables, mais comme leurs apparitions, ainsi qu'en témoigne l'histoire, furent intermittentes et rares, elles n'ont pas fait autant de victimes que la tuberculose. Seuls, la syphilis et le cancer exercent des ravages comparables à ceux de la maladie que nous étudions. En France, où les pouvoirs publics ne firent rien pour enrayer ce fléau jusqu'à la guerre de 1914-1918, il se révèle particulièrement meurtrier. C'est à 150.000 que la Commission permanente de préservation contre la tuberculose a évalué le nombre des décès annuels qui, chez nous, lui seraient imputables ; et les plus optimistes n'abaissent pas ce chiffre au dessous de 100.000. Des statistiques sérieuses semblent démontrer que, certaines années, la moitié ou presque des individus décédés entre 20 et 40 ans sont morts de tuberculose. Ajoutons qu'il est très difficile d'arriver à des évaluations exactes, car un grand nombre de décès tuberculeux sont attribués à d'autres maladies ou à des causes mal précisées. Les villes sont plus éprouvées que les campagnes ; et, du moins jusqu'à ces dernières années, Paris avait le triste privilège de détenir le premier rang, aussi bien par rapport aux principales agglomérations françaises, que par rapport à toutes les grandes villes d'Europe et même, assurent certains, du monde entier. La situation serait-elle meilleure, depuis que la lutte contre la tuberculose est à l'ordre du jour, je le souhaite, mais je manque de documents bien établis me permettant de l'affirmer. Durant les années de guerre, plus de 100.000 soldats furent réformés pour tuberculose ; beaucoup d'autres furent atteints du même mal sans parvenir à le faire reconnaître par les commissions de réforme. Un accroissement de la mortalité tuberculeuse s'en suivit : elle devint si grande, même à la campagne, que nos ineffables politiciens acceptèrent de voir prendre des mesures hygiéniques, d'ailleurs b'en insuffisantes.

En Belgique, aux Pays-Bas, en Angleterre, en Allemagne, etc., la lutte contre la tuberculose, entreprise bien avant 1914, avait donné des résultats très encourageants. Alors que le nombre des décès tuberculeux était de 10 p. 100 en France, il était seulement de 6,2 en Belgique, de 7,02 en Angleterre, de 8,3 en Allemagne, de 8,9 aux Pays-Bas. Mais, chez les peuples qui prirent une part active à la dernière guerre, la recrudescence du fléau devint très sensible. C'est à la misère engendrée par l'injustice de notre organisation sociale que la tuberculose doit, d'ailleurs, de rencontrer un terrain si favorable. Alcoolisme, taudis, privations alimentaires, manque d'air salubre, facilitent singulièrement sa propagation. Les statistiques prouvent que des liens

très étroits relient l'alcoolisme à la tuberculose : cette dernière sévit de préférence dans les contrées où l'on consomme beaucoup d'eau-de-vie ou chez ceux que leur profession conduit souvent au cabaret. Les logements obscurs et mal aérés ont aussi une influence néfaste ; dans certaines maisons particulièrement insalubres, la mortalité tuberculeuse s'élève à 5,54 ou même 12 p. 1.000, alors qu'elle est seulement de 1,34 p. 1.000 dans des habitations du même centre construites d'une manière conforme aux règles de l'hygiène. Cuisines, water-closets, chambres d'hôtel sont, en outre, des lieux où les bacilles de Koch abondent, dans certaines demeures pourtant confortables et propres. Parce qu'elles débilitent l'organisme, les privations alimentaires diminuent la résistance de l'individu contre les germes de la maladie ; chez les jeunes surtout, elles aboutissent à des résultats désastreux. Or combien de familles ouvrières ne mangent pas à leur faim, même en temps normal, à plus forte raison lorsque le chômage sévit ! Quant au manque d'air salubre et d'espace, il se fait vivement sentir dans tous les centres surpeuplés. L'atmosphère confinée des usines, des salles de spectacle, des écoles, des bureaux, des cafés, etc., favorise la contamination d'une façon extraordinaire. Dans bien des bourgs ruraux, l'habitation du paysan est, d'ailleurs, aussi malsaine que le taudis ouvrier des grandes agglomérations. Jamais le soleil ne pénètre dans maintes demeures villageoises ; l'air n'y circule pour ainsi dire pas ; et une malpropreté repoussante achève d'en faire des foyers d'infection. Les professions qui ne permettent pas le travail à l'air libre prédisposent, d'une façon générale, à la tuberculose. Si la proportion atteinte pour les maçons, par exemple, est de 35 p. 100, elle variera de 64 à 85 p. 100, lorsqu'il s'agira d'ouvriers sédentaires vivant dans une atmosphère poussiéreuse. La mortalité tuberculeuse est particulièrement forte dans les prisons, dans les asiles d'aliénés, dans certaines administrations, surtout dans l'enseignement.

De toutes ces remarques il résulte que les ravages du bacille de Koch sont imputables à la société autant qu'à la nature. La rapacité des capitalistes s'est unie à l'orgueilleuse incompetence des gouvernants pour faire oublier les plus élémentaires règles de l'hygiène à nos contemporains. Par son aspect social, le problème de la tuberculose peut intéresser même ceux qui n'ont qu'un goût très limité pour les recherches médicales.

— L. BARMEDETTE.

TUMEURS n. f. (du latin *tumor*). D'après Braut, les tumeurs sont des néoformations irrégulières assez souvent désordonnées, mais qui rappellent toujours, par l'agencement et le groupement de leurs cellules, les organes et les tissus d'où elles dérivent. Il ne faut donc pas comprendre dans ce groupe les lésions parasitaires, tuberculeuses ou syphilitiques.

On divise les tumeurs : en *tumeurs bénignes* qui ne récidivent pas après l'ablation, et en *tumeurs malignes* qui récidivent après l'opération et tuent sûrement l'individu qui en est atteint.

Parmi les *tumeurs bénignes*, nous citerons : les fibromes, constitués par du tissu conjonctif fibreux, les lipomes, formés par du tissu graisseux, les chondromes, formés par du tissu cartilagineux, les angiomes, formés par des vaisseaux sanguins dilatés, les lymphadénomes, formés par du tissu réticulé lymphoïde, par exemple : le tissu des ganglions lymphatiques. Ces lymphadénomes peuvent se généraliser dans tous les organes, à la façon des cancers. Citons encore les tumeurs composées qui sont formées par plusieurs tissus distincts : ce sont les kystes, qui proviennent soit de la fonte d'un tissu, soit de la distension d'une cavité préexistante, les papillomes, dus à la prolifération exagérée du tissu conjonctif et épithélial de la peau et des muqueuses,

les adénomes, formés par la prolifération du tissu glandulaire.

Les tumeurs malignes comprennent les sarcomes et les épithéliomas, c'est-à-dire des tumeurs cancéreuses. Les sarcomes sont des tumeurs malignes, envahissantes, et donnent naissance à des noyaux à distance. Elles peuvent s'étendre de proche en proche en détruisant tout sur leur passage. Aucun tissu, même le tissu osseux, ne peut résister à leur action. Signalons que les sarcomes contiennent du glycogène en abondance.

Les épithéliomas sont dus à la prolifération anormale et exagérée des cellules épithéliales. On retrouve toujours en eux les épithéliales. On retrouve toujours en eux les épithéliums aux dépens desquels ils se sont développés. On les divise donc en épithéliomas pavimenteux ou malpighiens qui se développent à la surface de la peau ou des muqueuses à revêtement pavimenteux, telle que la muqueuse de la langue ou de l'œsophage, les épithéliomas cylindriques qui se développent sur les muqueuses à épithélium cylindrique et que l'on rencontre surtout dans l'estomac et l'intestin, les épithéliomas glandulaires qui se développent dans les glandes, tels que le sein, le rein, les glandes salivaires.

Suivant la densité du tissu interstitiel, on aura une tumeur molle ou une tumeur dure (squirrhe). Quand la tumeur gagne de proche en proche et s'étend par infiltration dans le tissu conjonctif voisin, c'est un carcinome. Cette évolution carcinomateuse se rencontre fréquemment dans les épithéliomas glandulaires.

Quel que soit le type suivant lequel se développent les tumeurs épithéliales, elles évoluent progressivement et leur pronostic est très grave. Le noyau primitif se développe d'abord sur place ; puis il augmente de volume, envahit les tissus voisins et finit par s'ulcérer. Plus tard des cellules cancéreuses, par des vaisseaux lymphatiques ou sanguins, vont se greffer dans les ganglions voisins, puis dans les organes à distance où se forment des noyaux secondaires. On rencontre ces derniers dans tous les organes, le foie, la rate, les poumons, la colonne vertébrale. Ces noyaux secondaires reproduisent toujours dans leur forme la forme cellulaire du noyau primitif, mais sur un type plus jeune. Tous les épithéliomas ne se généralisent pas de la même façon. Les épithéliomas pavimenteux, généralement, s'étendent de proche en proche et forment rarement et tardivement des noyaux secondaires. Les épithéliomas cylindriques, au contraire, se généralisent très tôt et forment de nombreux noyaux secondaires. D'un autre côté les tumeurs diffèrent beaucoup dans leur durée d'évolution : les squirrhes, par exemple, ont une marche très lente, tandis que les carcinomes évoluent plus rapidement, ce qui les rend très dangereux.

On ignore, jusqu'ici, la cause de cette prolifération anormale des cellules épithéliales ; sans vouloir entrer dans de nombreux détails à ce sujet, rappelons que deux théories principales sont en présence : la théorie parasitaire et la théorie cellulaire. Mais disons tout de suite qu'on n'a pas pu prouver la valeur de la théorie parasitaire ou bactérienne, pas plus que celle de la théorie cellulaire. On peut seulement dire que le cancer consiste en une véritable anarchie cellulaire.

CARACTÈRES CLINIQUES DU CANCER. — Le cancer se développe, en général, d'une façon insidieuse : ce n'est qu'ultérieurement, lorsque son volume a atteint des dimensions plus importantes, qu'apparaissent des symptômes fonctionnels qui attirent l'attention.

1° *La douleur.* — La douleur n'est pas un symptôme du début du cancer ; lorsqu'elle apparaît la tumeur est déjà avancée. Ainsi, par exemple, dans le sein, une tumeur douloureuse au début, est toujours d'ordre inflammatoire. Tandis qu'au contraire, lorsqu'on décté,

au début, une tumeur non douloureuse, il s'agit généralement d'un cancer.

2° *La compression des organes voisins.* — La présence d'un cancer dans un point de l'organisme peut produire des phénomènes de compression différents selon les organes ou les tissus comprimés. Ainsi, par exemple, dans le cancer du poumon, il peut y avoir une compression des vaisseaux d'où œdème ou épanchement pleural ; du cœur, d'où accidents cardiaques ; de la trachée, d'où étouffement, etc...

3° *Les adhérences.* — Le cancer contracte des adhérences avec les organes qui en sont le siège au point de faire corps avec eux ; il est impossible de mobiliser la tumeur soit du côté de la peau ou de la muqueuse qui la recouvrent, soit du côté des plans profonds sur lesquels elle est située. Ainsi, par exemple, dans le cancer du sein, si on saisit la peau entre le pouce et l'index pour essayer de former un pli, ce pli ne se forme pas et la peau reste déprimée en se fronçant. De même, si on saisit la tumeur à pleine main, et qu'on lui imprime des mouvements pendant que le muscle grand pectoral est contracté, on s'aperçoit qu'elle est immobile et qu'elle adhère au muscle.

4° *Les adénopathies.* — Le cancer envahit les ganglions lymphatiques correspondant aux régions qui en sont voisines. Ces adénopathies indiquent un stade déjà avancé du mal et assombrissent le pronostic.

5° *Les ulcérations.* — Elles se produisent à la période terminale des cancers et provoquent de grandes complications, l'infection de la plaie et les hémorragies. Ces dernières constituent un des accidents les plus redoutables du cancer. Les ulcérations sont plus précoces dans les cancers de la peau et des muqueuses ; elles se produisent plus lentement dans les cavités internes. Ainsi le cancer de l'utérus peut provoquer une fistule du côté de la vessie ou du rectum, de même que le cancer du sein peut pénétrer dans la plèvre.

DIAGNOSTIC DU CANCER. — Étant donné qu'un cancer est curable à la période du début, on conçoit facilement l'intérêt considérable d'un diagnostic aussi précoce que possible.

Lorsque la tumeur est accessible, dans les cancers de la peau ou des muqueuses tapissant les cavités internes, il est facile de faire une biopsie, c'est-à-dire d'enlever un fragment de la tumeur qui sera examiné au microscope.

Lorsque la tumeur est située profondément dans les organes internes : estomac, intestin, poumons, il faut s'adresser à la radiographie qui donnera un résultat exact pour établir le diagnostic.

On a tenté, à de nombreuses reprises, d'établir des réactions sérologiques pour le diagnostic du cancer, comme il en existe pour la syphilis par exemple. Mais aucune d'elles ne donne de résultats probants.

Mais, dira-t-on, pour arriver à établir un diagnostic, il faut que le malade ait l'attention attirée à temps sur son cas.

Les associations contre le cancer ont fait établir des affiches où sont condensés quelques conseils susceptibles d'amener les malades à consulter leur médecin. Les affiches sont placées surtout dans les centres anticancéreux ; il serait désirable qu'elles fussent distribuées en aussi grand nombre que possible dans les établissements publics. Voici, en résumé, ce qu'elles indiquent :

1° Se défier d'une tumeur à la peau, d'une ulcération aux lèvres ou à la langue ;

2° Se défier, chez un malade âgé de 50 ans environ, de gastralgie tenace avec vomissements et hématemèse ou méléna ;

3° Chez un malade de la cinquantaine, jusque-là bien réglé dans ses fonctions intestinales, apparaît une cons-

tipation opiniâtre, avec selles noirâtres, une radiographie est utile ;

4° On constate, dans le sein, une petite tumeur indolore, faisant corps avec la glande ; il faut faire une biopsie aussitôt ;

5° Une femme, dans l'intervalle des règles, a des hémorragies plus ou moins importantes, une femme ayant passé l'âge de la ménopause perd quelques gouttes de sang ; il faut faire un examen gynécologique et une biopsie, s'il y a lieu.

THÉRAPEUTIQUE DU CANCER. — De nombreux traitements ont été employés contre le cancer. Nous ne retiendrons que ceux qui, actuellement, ont fait la preuve de leur efficacité : la chirurgie, les Rayons X, le radium.

L'exérèse chirurgicale doit être précoce et aussi large que possible, de façon à enlever la totalité de la tumeur ; malgré cela, il reste une possibilité de récurrence. Pour éviter cette dernière, on fait sur le champ opératoire une application de Rayons X, pour stériliser les dernières cellules cancéreuses qui ont pu échapper au bistouri. Les plus beaux résultats chirurgicaux sont obtenus dans le cancer du corps de l'utérus. Les résultats sont moins beaux dans le cancer du sein, de l'estomac, de l'intestin.

La Radiothérapie est née à la suite de la découverte des Rayons X, en 1895, par Roentgen. Les plus beaux résultats ont été obtenus dans les cancers de la peau ou des muqueuses superficielles. Mais, actuellement, on a tendance à employer, de préférence, le radium qui donne des résultats supérieurs. Différents auteurs continuent des recherches très intéressantes sur l'action des Rayons X, dont on augmente de plus en plus la puissance ; d'où la radiothérapie ultra-pénétrante.

Le radium, découvert par M. et M^{me} Curie, permet d'obtenir des résultats très intéressants dans le traitement du cancer de la peau, des lèvres, de la bouche, du col de l'utérus. Un des gros avantages des applications de radium est d'obtenir de très belles cicatrices sans grande délabrement des tissus.

Malheureusement, tous les cancers n'ont pas la même forme histologique ; il existe, de ce fait, des cancers radio-sensibles et des cancers radio-résistants. Ces derniers résistent à l'action des radiations. On conçoit donc l'intérêt qu'il y aurait de transformer en radio-sensibles les cancers radio-résistants, en sensibilisant ces derniers par un moyen approprié. C'est dans ce sens que nous employons, en même temps que les Rayons X ou le radium, des injections de complexes colloïdaux, au sujet desquels nous avons fait une communication à la Société de Biologie, en février 1908, et à l'Académie des Sciences, en mars 1920. Les premiers résultats paraissent encourageants et seront publiés ultérieurement, dès que le nombre d'années écoulées permettra d'éliminer toute possibilité de récurrence. — D^r G. RIGNON.

TYRAN - TYRANNIE. Parler des tyrans en particulier et de la tyrannie en général, n'est-ce point s'occuper, en quelque sorte, à brosser une fresque gigantesque de toute l'histoire de l'humanité ? N'est-ce pas s'engager, par avance, à retracer, pas à pas, l'évolution douloureuse non moins que grandiose d'un monde où se déroula, en d'innombrables et saisissantes péripéties, une millénaire tragédie où l'homme apparaît successivement comme l'auteur ou le témoin des actions les plus sublimes et des turpitudes les plus ignobles ?

Traiter de la tyrannie n'est-ce pas aussi s'efforcer de mettre en relief les tentatives, en nombre incalculable et souventes fois désespérées, faites par l'homme, depuis qu'il s'est évadé de la grossière animalité, en vertu de cette irrésistible tendance qu'on lui découvre à l'aurore des toutes premières civilisations, de se soustraire,

toujours davantage, à l'emprise d'un autre homme ; n'est-ce pas enfin exalter, magnifier les victorieux efforts accomplis, à travers les âges, dans le sens de la liberté, par une humanité accablée des mille maux qui procèdent tant de sa nature propre que du monde extérieur auquel elle fut si longtemps soumise ?

Mais, si passionnant que pourrait être un tel récit, on voudra bien nous excuser si, étant donnée la place forcément limitée dont nous disposons, nous renouons à d'aussi ambitieux desseins, en nous bornant à considérer l'homme dès l'époque où nous le voyons évoluer au sein de civilisations ayant précédé immédiatement la nôtre et que l'Histoire, de mieux en mieux informée, relate dans ses faits essentiels.

Nous n'observerons donc pas l'individu dans les nombreuses manifestations d'une activité très industrielle déjà et aux fins passablement complexes, à une époque assez indéterminée mais qu'on estime toutefois antérieure de 50 à 60 siècles à notre ère où, sur les bords de ce Nil immense, se laissent entrevoir les premiers contacts des groupes humains desquels sont issues ces pyramides fameuses dont les puissantes assises bravent l'injure des siècles ; pas plus que nous ne le suivrons dans la fertile vallée de l'Euphrate et du Tigre où Chaldéens et Assyriens construisirent, voici quelque cinq mille ans, des villes qui connurent une si longue célébrité, ou encore dans ce vaste plateau de l'Iran, d'une antiquité et aux traditions fabuleuses, où durant plusieurs millénaires se préparèrent — en grande partie du moins — les éléments les plus appréciables de notre avoir intellectuel ainsi que ceux qui devaient favoriser nos progrès futurs. Et, si tentés même que nous serions de le faire, nous ne nous arrêterons pas à l'histoire de la Grèce antique, de cette Grèce à qui nous devons tant ; qui fit, en somme, l'éducation du monde entier et dont on connaît l'influence persistante sur la Civilisation en général ; de même que nous passerons sur l'histoire de l'Empire romain qui connut cependant les premières révoltes d'esclaves et qui, en devenant la proie de peuplades avides de ses scandaleuses richesses, va favoriser l'essor d'une religion bâtie sur le légendaire crucifié de Nazareth et qui imposera à une grosse partie de l'Europe quinze siècles d'abaissement servitude et de dégradant renoncement !

Portant toutefois nos regards sur un passé déjà lointain, nous fixerons le début de notre étude à la toute première moitié du IV^e siècle de notre ère. Grâce à la complicité du cruel et tyrannique empereur Constantin, le christianisme vient de triompher. Bénéficiant du prestige dont jouit encore l'Empire qui s'effondre, il emprunte à celui-ci son écrasante hiérarchie et, aidé de mille circonstances auxquelles il ne paraît pas nécessaire que nous nous attardions, il assoit définitivement sa domination.

La Religion nouvelle sera-t-elle, ainsi que pouvaient le faire espérer certains enseignements attribués à son fondateur, une religion qui tendra à affranchir l'individu de toutes les servitudes sociales qui l'accablent ? Le Christianisme, héritier, en somme, du prodigieux acquis de toutes les civilisations qui ont précédé sa venue, va-t-il s'agénier, autrement qu'en fallacieuses sentences ou en mensongères promesses de bonheur posthume, à libérer l'homme de toutes les contraintes nées des luttes constantes qu'il avait eu à soutenir pour l'appropriation de subsistances dont la précarité, dont l'insuffisance entretenait entre les cellules humaines, ignorantes et mal outillées, un perpétuel état de guerre, d'où naissaient les chefs dont l'unique souci était d'opprimer, de tyranniser les foules soumises ? Non, mille fois non ! Le christianisme, au contraire, ne saura que mettre très habilement à profit cette croyance en un Dieu juste, capable de récompenser et de punir. Et ceux qui se chargeront de le répandre, parmi les foules assoiffées de justice, rechercheront surtout la division des hom-

mes entre profiteurs habiles pratiquant ostensiblement la religion parce qu'il est avantageux pour eux que les autres — leurs éternelles dupes ! — croient, et une masse d'asservis qui se soumettront avec docilité à toutes les obligations et charges que comporte une doctrine faite d'abnégation et d'obéissance !

L'esprit de tyrannie en même temps que d'abjection ne pouvait, on le conçoit, que se développer à la faveur de tels enseignements et d'une telle pratique et l'on sait toute l'horreur de cette sombre nuit du Moyen Âge où, dix siècles durant, l'individu ne se reconnaît d'autre droit que celui d'abdiquer et de s'ayiler !

Certes, bien avant le triomphe du christianisme, l'homme s'était révélé comme un animal domestique. La flatterie, tout autant que la terreur, l'avaient aisément maintenu dans la servitude et, en vertu de cette grande loi de l'accoutumance qui se fait sentir dans tous les domaines, l'individu, de plus en plus, laissait prendre ses forces, sa vie même par celui — le chef religieux ou guerrier — qui possédait ou la volonté ou la ruse et envers qui cependant, de par le jeu de ce sentiment fait d'affection, de respect et parfois de vénération que l'homme en général porte en lui, il témoignait, à l'encontre de toute dignité, de la plus abjecte des soumissions ! « Chien couchant qui rampe aux pieds du maître qui l'insulte et le frappe ! »

Dépeignant toute l'inhumanité, toute la cruauté, toute la tyrannie du paganisme parvenu à son déclin, le grand historien Michelet raconte que lorsqu'il y avait eu, au Colisée de Rome, un grand carnage, que les fauves, repus, se couchaient saouls de chair humaine, on songeait à divertir le peuple en lui donnant une farce. On jetait dans l'arène un misérable esclave condamné aux bêtes et à qui l'on avait mis un œuf dans la main. S'il parvenait jusqu'au bout, il était sauvé ! Les convulsions de la peur qui tourmentaient le malheureux jetaient, paraît-il, tous les assistants dans les convulsions du rire ! Le supplice qui guettait l'infortuné s'ingéniant à ne point troubler l'assoupissement des grands carnaassiers, déclenchait une tempête, des rugissements de joie !

Veut-on savoir, à présent, de quelle façon la Religion du Dieu d'Amour et de Fraternité respectait la vie humaine et entendait réaliser l'égalité ? Plaçons-nous à la fin du xviii^e siècle, alors que la toute-puissance de l'Eglise catholique s'incarne en ce roi très bigot et très corrompu : Louis XIV. Sur la pression des jésuites, ses confesseurs, et d'une courtisane, vieille pécheresse et également soumise aux disciples de Loyola, il vient de révoquer l'Edit de Nantes, événement accueilli, on le sait, avec délire par la papauté et qu'on célébra par un *Te Deum*. Et voici comment, à cette occasion, se comportèrent les Dragons si chers au cœur de la très catholique M^{re} de Sévigné :

« Les soldats, lisons-nous dans les *Mémoires de la famille protestante de Portal*, laquelle fut presque totalement massacrée, les soldats pendaient les hommes et les femmes par les pieds, les cheveux, les aisselles, par les parties les plus sensibles du corps, soit au plancher, soit aux crochets de la cheminée dans laquelle ils allumaient du foin mouillé pour les asphyxier à moitié. Ils les jetaient un instant sur les charbons et les retiraient à demi-brûlés, leur arrachaient les dents, les ongles, les épilaient, les flambaient nus. Ils leur lardaient le corps, les seinaient avec des épingles, les enflaient avec des soufflets jusqu'à les faire crever. Les femmes n'étaient pas épargnées. Ces missionnaires bottés attachaient les pères aux quenouilles du lit sur lequel ils violaient les épouses et les filles. Partout où pénétraient ces dragons d'enfer, on voyait se reproduire les diverses scènes de martyre ! »

Si l'on ne peut tenir les fondateurs du Christianisme pour les inventeurs de l'esclavage et de la tyrannie, ayant hérité d'un monde qui était infecté de ces vices,

on voit néanmoins, par le seul fait qui vient d'être reproduit que, non seulement ils n'ont pas eu le courage de les combattre, mais que, de plus, ils n'ont fait, eux et leurs continuateurs, qu'en accroître l'ignominie et l'horreur !

Vint le xviii^e siècle. Première offensive vraiment sérieuse de la raison humaine. L'esprit de révolte naît en l'homme. L'Eglise et la Monarchie perdent la plus grande part de leur prestige et de leur autorité, bien qu'ils ne cessent de se donner la main en vue d'asservir l'individu qui semble vouloir leur échapper. Le respect aveugle tend à disparaître. Les liens se relâchent. Un esprit nouveau se fait jour. L'homme songe à prendre enfin possession de lui-même ; en lui s'émousse la séculaire habitude de se courber devant autrui. Il a de plus en plus conscience de sa force, de sa dignité et, du même coup, les dieux — le christianisme au premier chef — reçoivent de terribles atteintes. Nous sommes au siècle des immortels Encyclopédistes, au siècle des Voltaire, des Diderot, des d'Alembert, admirables penseurs qui s'élèveront avec force et courage contre le « despotisme théologique » qui, pendant des siècles, étouffa la liberté des esprits et « qui ne craignait point de recourir à la pire des contraintes pour aboutir à ce but ». « L'abus de la puissance spirituelle, déclarent-ils, réunie à la temporelle, forçant la raison au silence ; et peu s'en fallut qu'on ne défendît au genre humain de penser ».

Il nous faut toutefois arriver au xix^e siècle pour voir se coordonner en doctrines hardies autant que régénératrices, les désirs, les aspirations, les vouloirs qui s'étaient amassés dans le cœur des hommes au cours d'innombrables générations, mais que l'homme de guerre, de loi ou d'Eglise avait si longtemps refoulés par l'emploi de la ruse, du mensonge ou de la force brutale.

Proudhon est né. Dans un mémoire célèbre, publié en 1840 : *Qu'est-ce que la propriété ?* il réclame l'égalité absolue entre tous les membres de la société. Et, remontant à la source même de l'inégalité, il demande la suppression de la propriété — cause essentielle de cette inégalité — dont il étudie, avec une rare conscience et un sûr instinct de divination, les origines qu'il attribue à la capture, à la guerre sous ses mille formes, démentant ainsi l'assertion coutumière des économistes prébendés qui se plaisent à trouver à l'appropriation du sol et des diverses richesses naturelles l'origine la plus noble : le travail !

Poussant plus avant ses investigations, Proudhon découvre que, par la suppression de la propriété, les hommes, n'ayant plus aucun avantage les uns sur les autres, ne se diviseront plus en tyrans et en esclaves. La liberté absolue, telle qu'elle existera dans un avenir plus ou moins rapproché, avec l'égalité également absolue, ne comporte aucun gouvernement quel qu'il soit, faisant ainsi disparaître la soumission des gouvernés (les esclaves) aux gouvernants (les tyrans) et, conséquemment, l'inégalité de ces deux parties du corps social.

La véritable doctrine de rédemption humaine : la doctrine anarchiste était fondée ! Ni maîtres, ni sujets, l'égalité totale par le seul fait que chaque individu a désormais conscience d'être l'équivalent d'un autre. Nulle suprématie émanant de je ne sais quelle puissance céleste ou terrestre. Arrière les dieux et place aux hommes devenus égaux et tout naturellement libres !

D'autres pionniers, non moins illustres, vont venir qui préciseront la doctrine salvatrice et établiront, à la lueur de certains faits mis de plus en plus en évidence, toute la malfaisance, toute la tyrannie de ce principe d'autorité, cause suprême, initiale, fondamentale de toutes les souffrances, de toutes les misères sociales !

Désormais, l'homme n'aura plus foi qu'en lui-même et, débarrassé de tous ses dieux — tyrans de l'au-delà et d'ici-bas, — il ne se souciera que de vérité et de justice, les seuls mobiles qui soulèveront son orgueil, sa volonté, ses efforts !

Il ne respectera plus la Loi faite par les forts contre les faibles ! Il n'obéira plus à cette entité qui s'appelle l'Autorité, dont l'obéissance irraisonnée, négation de soi-même et de sa propre liberté, forme toute la base et la substance, et qui a fait couler des torrents de larmes et de sang !

Il aura une conscience de plus en plus nette de cette

vérité : qu'il ne saurait y avoir des meneurs sans suiveurs, de dieux ou prêtres sans croyants, de tyrans sans esclaves, ainsi que la claire notion de ce fait : que l'autorité qui s'exerce étant non moins détestable que celle qu'on subit, il commencera par s'affranchir lui-même de toutes les petites ou grandes tyrannies qu'un long atavisme a déposées et comme cristallisées en lui et ne trouvera la sauvegarde de sa dignité autant que de ses droits que dans la constitution d'une société de vrais égaux, d'autant plus aimants et solidaires qu'ils vivront libres et indépendants les uns des autres. —
A. BUCQ.



U

ULTRAMONTANISME n. m. (du latin *ultra montes*, au delà des monts), c'est-à-dire au delà des Alpes, puisque ces dernières montagnes séparent la France de l'Italie. En France, on appela ultramontains ceux qui professaient la doctrine admise par les Italiens concernant l'étendue de la puissance pontificale ; leur système reçut le nom d'ultramontanisme. Ils se dressèrent avec violence contre les gallicans qui n'accordaient au pape qu'un pouvoir limité sur l'Eglise universelle et réclamaient, pour le clergé de France, certaines libertés connues sous le nom de libertés gallicanes (du latin *Gallia*, Gaule). Déjà saint Louis avait soutenu la doctrine de l'indépendance royale à l'égard de l'évêque de Rome. Son petit-fils Philippe le Bel brava publiquement Boniface VIII qui revendiquait la suprématie du Saint-Siège sur les rois ; il se moqua de l'excommunication fulminée contre lui et fit insulter le pape dans son palais d'Anagni. Le Grand Schisme d'Occident ébranla fortement l'autorité du pontife romain sur l'Eglise de France ; et le chancelier de l'Université de Paris, Gerson, attaqua les prétentions du pape à l'infailibilité, au concile de Bâle. C'est des principes énoncés par ce Concile que s'inspira la Pragmatique-Sanction de Bourges, rendue par Charles VII en 1438. Elle fut remplacée, en 1516, par un concordat signé, à Bologne, par Léon X et François I^{er}. Mais les opinions ultramontaines continuèrent d'être combattues par l'autorité royale, la Sorbonne et les Parlements. La déclaration faite par Bossuet en 1682, au nom du clergé français, résuma d'une façon très claire la doctrine des théologiens gallicans. Voici le sens de ses principales décisions : 1^o Les papes n'ont pas le droit de déposer les souverains, ni de délier leurs sujets du serment de fidélité ; 2^o L'Eglise, représentée par un Concile œcuménique, est supérieure au pape ; 3^o Les pratiques, règles et usages particuliers à l'Eglise de France doivent demeurer inébranlables ; 4^o Les décisions du pape ne sont pas irréformables, tant qu'elles n'ont pas été sanctionnées par l'Eglise. On voit, par cette déclaration, que les « libertés » de l'Eglise gallicane n'accordaient aucune espèce d'indépendance aux fidèles, mais concernaient seulement les privilèges du roi et des hauts dignitaires ecclésiastiques. Innocent XI, en avril 1682, et Alexandre VIII, en août 1690, condamnèrent les quatre articles rédigés par Bossuet et cassèrent tout ce qu'avait fait l'assemblée du clergé de 1682. Devant la résistance opposée par les autorités civiles et religieuses, le pape refusa même d'instituer les évêques nommés par le roi. En 1693, Louis XIV permit aux prélats de faire acte de soumission au Saint-Siège, mais il ne désavoua pas la doctrine gallicane. Cette dernière continua d'être en honneur dans les écoles de théologie et d'être favorisée par le pouvoir royal et les parlements. Citons, parmi ses défenseurs, Daguesseau, au xviii^e siècle, le cardinal de La Luzerne et l'évêque Frayssinous, au xix^e. Après le concordat de 1801, Napoléon voulut qu'on l'enseignât dans les séminaires ; et, sous la Restauration,

elle resta chère au gouvernement. Néanmoins, la déclaration de 1682 cessa bientôt d'être enseignée dans les écoles de théologie ; et le clergé, dans son ensemble, ne montra plus le même zèle pour la doctrine gallicane. Joseph de Maistre et Lamennais, les vrais fondateurs de l'école ultramontaine, achevèrent de la discréditer dans les milieux catholiques.

Dans l'un de ses ouvrages, *Du Pape*, paru en 1819, Joseph de Maistre déclarait que le pape était le représentant de Dieu sur la terre et que ses avis devaient être considérés comme émanant du ciel. A l'appui de cette thèse, l'ancien émigré savoyard apportait de solides preuves empruntées surtout à l'histoire du moyen âge. Dans un ouvrage posthume, *De l'Eglise gallicane dans ses rapports avec le souverain pontife*, il s'attaquait directement aux défenseurs du gallicanisme et ne ménageait ni Bossuet, ni ces autres insoumis que furent Pascal et les principaux écrivains jansénistes. De son côté, Lamennais affirmait, dans son *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, que le gallicanisme était une hérésie véritable et plus pernicieuse peut-être que le protestantisme. Plus tard, le célèbre écrivain breton devait se révolter contre le pape ; mais, dans la première partie de sa vie, il contribua puissamment à répandre les idées ultramontaines parmi les catholiques militants et le jeune clergé. Montalembert, Lacordaire, Gerbet, et beaucoup d'autres qui se détournèrent de lui lorsqu'il abandonna l'Eglise, subirent d'abord son influence. Avec Louis Veuillot, un polémiste vigoureux mais aussi intolérant que grossier, l'ultramontanisme devint d'une violence extrême à l'égard de ses adversaires. Dans son journal, *l'Univers*, ce labyrinthe du pape et des jésuites ne craignit pas d'attaquer les évêques libéraux et gallicans comme Dupanloup ; quand ils se plaignirent, Rome donna gain de cause à Veuillot. Aussi, lorsque le Concile du Vatican fut convoqué, couvrit-il d'injures les prélats et les théologiens hostiles au futur dogme de l'infailibilité pontificale. Victor Hugo a stigmatisé dans des vers fameux le « simple jésuite et triple gueux » que les bien-pensants considèrent comme le modèle des journaliers catholiques.

La proclamation du dogme de l'infailibilité pontificale par le concile du Vatican, le 18 juillet 1870, mit fin aux polémiques entre gallicans et ultramontains. Les seconds triomphèrent bruyamment ; les premiers durent se soumettre. Une minorité d'évêques allemands, hongrois, autrichiens et français votèrent contre cette croyance ; beaucoup d'autres opposants s'étaient abstenus volontairement ou n'avaient pu être présents. Le 11 août, une dépêche du cardinal Antonelli aux nonces fit savoir que le nouveau dogme était devenu obligatoire pour tous les catholiques. D'eux-mêmes les évêques opposants français, comme Dupanloup et Darbois, se soumièrent aux prétentions de l'idole vivante que la sottise humaine venait d'ériger à Rome. Les prélats dissidents d'Allemagne finirent, eux aussi, par se sou-

mettre. Mais un certain nombre de prêtres et de laïques, allemands et suisses, refusèrent obstinément d'admettre la croyance à l'infailibilité personnelle du pape. Parmi eux se trouvait le chanoine Doellinger, un érudit universellement connu. La secte des *Vieux-Catholiques* qu'ils constituèrent ne fut jamais bien importante ; elle végéta péniblement. En France, un célèbre prédicateur, le carme déchaussé Hyacinthe Loyson essaya vainement de fonder une Eglise schismatique. Il se maria en 1872, eut de nombreux enfants et mourut dans un âge très avancé, sans jamais réclamer un pardon que Rome lui aurait accordé avec joie. — L. BARRIÈRE.

UNITÉ n. f. Dans la société capitaliste et hiérarchique, on appelle improprement « unités » des accords particuliers, sur des fins communes à des groupements quelconques. Mais, ces soi-disant unités, généralement sectorielles et partiales — et même contradictoires entre elles — aboutissent tôt ou tard, sauf de rares exceptions, à des conflits, des scissions pénibles, et à des oppositions farouchement hostiles. On sait, d'ailleurs, que toute organisation comportant le privilège de fonction est injuste, antiunitaire.

Très différente est l'unité anarchiste fondée sur l'amour pur de la vie libre, heureuse et sûre, et dont l'idéal est succinctement indiqué dans sa devise : « Instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque ».

Un tel idéal implique évidemment une morale qui le justifie. Morale de juste réciprocité que nous trouvons dans le vieux et double aphorisme suivant : Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit ; mais agis toujours envers les autres comme tu voudrais qu'on agit à ton égard en d'identiques circonstances. (En supposant, bien entendu, une connaissance suffisante du bien contemporain.)

Ce juste précepte rencontre pourtant de nombreuses transgressions, conséquences sociales ou inconscientes regrettables et illogiques contradictions. Quel qu'il en soit, c'est cet aphorisme moral qui constitue le critérium unitaire fondamental, puisque toute dérogation à son principe est absolument incompatible avec l'unité sympathique. Mais l'expérience nous apprend à dépasser les limites d'égale réciprocité, et à ne rien demander au-dessus des facultés personnelles, si l'on veut contribuer à la vivante et salutaire unité. Il est, en effet, nécessaire que le fort, le mieux doué, œuvre généreusement pour le faible ; et il est clair que tous ceux et celles qui manifestent de telles dispositions, forment en tout temps et tout lieu, la meilleure élite.

Malgré certaines affirmations erronées — et quoi qu'elle évolue par les connaissances acquises — l'unité dépend toujours plus du vouloir que du savoir, car l'aveuglante vanité est commune, même chez les savants. Si la base unitaire est sentimentale, sa cause immédiate et effective résulte partout de besoins communs, entretenus ou modifiés par des tendances et connaissances partagées.

La trilogie de l'unité, profondément égalitaire et libertaire est : l'amour orientateur, la science révélatrice et le travail producteur. Cette unité concerne tous les egoïsmes normaux et conséquents du monde civilisable. Sa hiérarchie naturelle et toute effective ne saurait engendrer aucune dépendance artificielle, aucune autorité. Elle est, dans tous les domaines, une libre manifestation de la vie individuelle et collective, exempte d'uniformité mesquine, dogmatique, vicieuse et funeste.

L'unité anarchiste vitale n'est point un accord relatif et temporaire, mais une harmonie permanente à tendances générales et progressives, toujours corrélative au temps et aux moyens. Elle est, enfin, la synthèse de l'amour éclairé, idéalement absolu, mais effective-

ment relatif et conditionnel. Son élément demeure constamment individuel et sympathique, sollicitant tous les bons sentiments et toutes les connaissances utiles au bonheur, à la sécurité, à la paix mondiale. — A. MUZZI.

UNITÉ (PROLÉTARIENNE). Au moment où la reconstitution de l'unité syndicale entre dans sa phase finale, il est tout naturel de traiter cette question dans notre *Encyclopédie*.

C'est non seulement naturel, mais c'est indispensable, parce que l'histoire de l'unité est aussi celle de la scission et qu'elle n'est encore connue que de quelques initiés qui, par leurs fonctions, ont été appelés à vivre vraiment les événements qui se sont déroulés le plus souvent dans la coulisse et sont restés, par conséquent, totalement inconnus des masses travailleuses bernées.

Ma qualité de secrétaire général du Comité Central des *Comités Syndicalistes Révolutionnaires*, puis de secrétaire adjoint du même Comité, ma participation active aux travaux de la Commission Administrative de la C. G. T. U., ma désignation au poste de secrétaire général du *Comité de Défense Syndicaliste* et à celui de secrétaire de l'*Union Fédérative des Syndicats Autonomes de France*, m'ont permis de suivre pas à pas les événements qui se sont déroulés de 1920 jusqu'en 1926, époque de la constitution de la *Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire*.

Et, depuis le 15 novembre 1926, je suis avec attention, de très près, au sein de la C. A. de la C. G. T. S. R., les tractations et pourparlers auxquels l'unité syndicale a donné lieu.

Avant d'aller plus loin et de faire l'exposé historique de la question, deux constatations s'imposent. Ce sont celles-ci :

1° *L'unité, comme la scission, sera l'œuvre des partis politiques ;*

2° *Une unité de cet ordre restera précaire aussi longtemps que le mouvement syndical sera incapable de s'opposer à l'action dissolvante des partis ; aussi longtemps que la notion de parti primerait, dans l'esprit des travailleurs, la notion de classe ; jusqu'à ce que le réel prenne le pas sur l'artificiel.*

Répéter que la scission est l'œuvre des partis politiques et de leurs représentants au sein du mouvement syndical, c'est exprimer une vérité devenue banale. Il faut, cependant, le dire, l'affirmer ici avec d'autant plus de force que les partis (socialiste et communiste) prétendent être les champions incontestés de l'unité. Il faut le proclamer parce qu'en réalisant cette unité, sur le terrain politique et économique, ces partis n'ont eu vue que de servir leurs intérêts, à l'exclusion de ceux des travailleurs.

En faisant alternativement, selon les exigences de leur politique, la scission ou l'unité, en soufflant ainsi le froid et le chaud, les partis dits ouvriers ont fait la démonstration éclatante qu'ils n'avaient aucun souci des intérêts de la classe ouvrière. Aussi, si je me refuse à mettre à leur actif la reconstitution d'une unité dont ils escomptent le bénéfice exclusif, j'inscris carrément à leur passif la scission qui a réduit, pendant quinze ans, le prolétariat de tous les pays à l'impuissance, favorisé l'accession au pouvoir du fascisme dans la plus grande partie des pays de l'Europe. Et je demande aux travailleurs de ne jamais oublier ces pages sombres de leur Histoire.

Je leur demande également, s'ils réalisent, comme tout l'indique, l'unité syndicale, de ne plus la laisser briser, sous quelque prétexte que ce soit et, pour cela, d'affirmer la maîtrise totale de leur mouvement, dans une *indépendance absolue et définitive*.

Examinons, maintenant, quand, comment et pour quelles raisons la scission s'est produite.

A mon avis, sa préparation, qui dura près de quatre ans, remonte à 1917 ; elle commença peu après la Conférence confédérale de Clermont-Ferrand, où les deux fractions de la C. G. T., déjà fortement divisées sur la politique suivie par la majorité pendant la guerre, se « réconcilièrent » sur un *négre-blanc*, sans provoquer le choc dynamique qui aurait redressé la Centrale syndicale française.

La révolution russe entraînait dans sa deuxième phase : celle d'octobre 1917, et Lénine, avec juste raison, recherchait des appuis à l'extérieur, en France tout particulièrement, pour empêcher la formation autour de ses frontières de ce que Clemenceau appelait le « cordon sanitaire », c'est-à-dire, pour parler clair, le blocus économique et l'intervention militaire conjuguée du dedans et du dehors, ces deux armes redoutables de la contre-révolution mondiale.

Pour échapper à cette étreinte, qui risquait d'être mortelle, les chefs de la révolution russe ne pouvaient que chercher à étendre la révolution aux pays voisins : d'abord, à l'Europe, si possible, et au monde entier, si les circonstances le permettaient. Leur raisonnement était juste et les conditions d'une telle révolution à l'échelle européenne, universelle peut-être, étaient largement réunies. Il restait à faire passer la conception dans la pratique, en utilisant la situation particulièrement favorable.

C'est dans ce passage de la conception à la pratique que les dirigeants russes commirent des fautes si impardonnables, pour des hommes comme Lénine et Trotsky, qu'on en reste, encore aujourd'hui, absolument confondu.

La principale de ces fautes est la méconnaissance absolue des mouvements ouvriers des autres pays et, tout particulièrement, du mouvement français, si spécial par son origine, ses caractéristiques et le tempérament de la race.

Au lieu de s'adresser en frères au syndicalisme français, dont l'immense majorité était absolument acquise à l'idée de la révolution sociale dans son propre pays, les dirigeants russes tentèrent de lui imposer brutalement, par des moyens obliques et des procédés condamnables, leur propre conception de la lutte, leur doctrine et leur discipline : toutes choses qui firent se cabrer quantité de militants tout disposés à la lutte, mais qui voulaient rester maîtres de leur action, de leur tactique, et se refusaient à agir comme des petits garçons qu'on morigène à tout instant.

Cette attitude des révolutionnaires russes eut une autre conséquence : elle fournit des armes aux dirigeants de la C. G. T. peu enclins à engager une bataille de cette envergure.

Ces faits ne se passèrent pas qu'en France. Tous les prolétariats de l'Europe et même du monde, dont le concours était pourtant absolument nécessaire, furent traités avec le même mépris, avec la même ignorance des faits, sur la foi de renseignements donnés à Moscou par des hommes qui n'avaient aucune qualité pour remplir un tel rôle.

L'échec de la révolution européenne, de la révolution mondiale peut-être, vient exclusivement de l'incompréhension totale, par les dirigeants russes, du mouvement des autres pays ; de leur autoritarisme, de leur mépris des militants et des organisations régulières de ces pays.

Si, au lieu d'agir ainsi, les hommes qui dirigeaient la révolution russe avaient compris que les peuples agissent selon les caractères de leur propre génie, ce qui exclut l'uniformité mais crée l'harmonie dans la diversité ; s'ils avaient fait loyalement et directement appel aux centrales syndicales et à leurs militants, en les laissant libres du choix de l'heure, des moyens et du but, il n'est pas douteux que la révolution sociale serait devenue, à très brève échéance, une réalité sur

le plan où elle était possible et nécessaire pour assurer, avec le salut de la révolution russe, le succès de la révolution européenne et, sans doute, mondiale.

A une question aussi nettement et honnêtement posée, les centrales syndicales — celle de France la première — n'auraient pu que répondre affirmativement, d'autant plus rapidement que toutes les conditions de l'action révolutionnaire étaient, je le répète, réunies.

Les révolutionnaires russes, aveuglés par leur succès, jugeant de toute leur hauteur le reste des hommes — comme si leur révolution avait été la première et devait être la dernière à se produire dans le monde — trouvèrent plus expédient de noyauter, par tous les moyens, y compris les pires, les éléments actifs du mouvement syndical français ; de les dresser les uns contre les autres de façon absurde ; de pratiquer une politique de manœuvres et de contre-manœuvres absolument ridicule ; de provoquer une sorte de gymnastique gréviste constante qui démolit, une à une, toutes les organisations puissantes et, en particulier, les métallurgistes et les cheminots.

Cette politique qui consistait à utiliser comme tremplin les revendications légitimes des travailleurs et comme levain le désir d'action incontestable des masses laborieuses, provoqua les échecs successifs qui, de proche en proche, nous conduisirent à la débâcle de mai 1920, après la capitulation confédérale du 21 juillet 1919.

Il ne pouvait en être autrement. En effet, sentant le péril qui les menaçait, les dirigeants de la C. G. T. freinèrent autant qu'ils purent l'action des travailleurs. Quand ils ne purent, malgré tout, l'arrêter, ils la brisèrent *in-extremis* ou la rendirent inopérante par des compromis, comme celui de février 1920, qui enlevaient toute valeur au succès remporté.

Les Congrès de Lyon (1919), Orléans (1920) et Lille (1924) indiquent de façon saisissante les points culminants des luttes de tendance qui aboutirent à la scission du mouvement syndical français.

Ayant plus que jamais besoin d'avoir dans chaque pays un mouvement docile à leur injonction et capable d'appuyer leur politique extérieure, Lénine, Trotsky, Zinoviev et leurs amis prirent la décision de détruire, par la scission, les centrales et les partis qui leur résistaient.

Ils avaient l'espoir que, l'enthousiasme des masses aidant, ils pourraient faire disparaître, par la suite, facilement, les fractions d'organisations rebelles à leurs ordres. Et c'est là qu'ils commirent leur deuxième faute, plus impardonnable peut-être que la première.

En effet, la scission du parti socialiste, à Tours, en 1920, celle de la C. G. T., en février 1922, permirent de grouper dans le Parti communiste et la C. G. T. U., en l'espace de quelques mois, l'immense majorité des forces actives de l'ancien Parti socialiste et de la vieille C. G. T.

Si, instruits — comme ils auraient dû l'être — par les expériences des années 1918 à 1920, les dirigeants de Moscou avaient compris le caractère français, s'ils avaient su ménager les susceptibilités des militants politiques et, surtout, syndicaux, il n'est pas douteux qu'en très peu de temps le Parti socialiste et la C. G. T. eussent été totalement vidés de leur contenu, que ces organisations eussent été réduites à leur plus simple expression : un bureau et un cachet. Il est également certain qu'en très peu de temps, le mouvement ouvrier français aurait pansé ses plaies et retrouvé son allant et sa puissance révolutionnaire, par un effort bien dosé, pratique et fécond en résultats.

Au lieu de procéder ainsi, les dirigeants de l'Internationale Communiste, puis ceux de l'Internationale Syndicale Rouge — les mêmes, au surplus — déclenchèrent la lutte intestinale au sein des nouvelles organisations ; ils dressèrent les uns contre les autres des

militants également mais différemment révolutionnaires, en excluant ceux-ci, en tentant de déshonorer ceux-là et, bientôt l'inévitabilité se produisit : le Parti communiste et la C. G. T. U. devinrent deux humenses « paillers de crabes », dont le contenu se dévorait pour le plus grand plaisir de la bourgeoisie capitaliste et le plus grand désarroi du prolétariat.

Les années 1922 à 1924 virent, enfin, le triomphe des hommes de Moscou sur les ruines du mouvement ouvrier français. *Les principes du communisme léniniste étaient saufs, mais les organisations françaises étaient mortes en même temps que la révolution s'éloignait pour la deuxième fois, par la faute de gens dont la politique sinuose n'a jamais cessé d'être une énigme indéchiffrable jusqu'à ce jour.*

En même temps que se développe cette action dévastatrice, qui permet au Parti socialiste et à la C. G. T. de remonter peu à peu le courant, la politique intérieure et extérieure russe se modifie sensiblement.

La Conférence de Gênes (1922) ouvre les voies à la *Nouvelle Economie Politique*, la fameuse N. E. P., qui marque le commencement des tractations politiques et économiques des dirigeants russes avec les gouvernants capitalistes, les financiers, les grands capitaines d'industrie, si honnis à l'extérieur, pour la galerie, et si bien reçus à Moscou, pour les concours « précieux et désintéressés » qu'ils offrirent, concours qui furent agréés, le plus souvent, au détriment des travailleurs russes.

Cette coquetterie avec le Capitalisme, les réceptions offertes au prince Henri de Prusse, les relations très amicales entretenues avec Mussolini et le Pape, les conversations d'affaires avec les magnats allemands et américains vont conduire le gouvernement soviétique à adopter une politique absolument machiavélique.

Comment concilier, en effet, les thèses de l'Internationale Communiste qui préconisent toujours, pour les purs — aussi naïfs que purs — le déclenchement de la révolution mondiale et la construction du socialisme dans un seul pays : la Russie ? Comment faire admettre que le gouvernement russe poursuit encore la destruction du système capitaliste, lorsqu'il négocie avec ses représentants les plus qualifiés ?

Comment faire disparaître ces forces extérieures dont Moscou n'a plus besoin, qui le gênent au contraire dans ses négociations ?

Comment préparer l'entrée de la Russie Soviétique dans le concert des nations, à Genève, à la S. D. N. et au B. I. T., sans avoir, apparemment, abjuré toute foi révolutionnaire ?

C'est à toutes ces tâches qu'ont travaillé, sans relâche, les dirigeants russes depuis dix ans. Comment ont-ils pratiqué pour atteindre leurs objectifs ?

Sur le plan politique : en excluant à tour de bras, en provoquant sans cesse la constitution de nouveaux partis, en sapant du dedans, par l'action de leurs agents et des personnages louches à leur solde, tout le travail établi et exécuté par des hommes restés sincères ; en faisant régulièrement élire au parlement les pires adversaires des travailleurs ; en pratiquant la fameuse tactique « *classe contre classe* », qui réduisit les députés communistes à l'effectif d'une escouade, alors que, si Moscou l'avait voulu, ils eussent pu être 50 à 60. Enfin, en prenant tournant sur tournant, virage sur virage, au bout desquels les exécutants, ahuris, se retrouvaient régulièrement « projetés dans le décor » ; en pratiquant la fameuse tactique « de la volaille à plumer », si chère au capitaine Treint, dont la Pologne blanche refusa les services contre les Soviétiques, en 1920-1921, les dirigeants de l'Internationale Communiste achevèrent de désorienter les militants et les adhérents de leur section française, dont le nombre descendit rapidement de 100.000 à 25.000 membres.

Sur le plan syndical : Sur ce terrain, la résistance fut particulièrement vigoureuse. Il fallut deux années et demi d'efforts au Parti communiste français pour se rendre maître réellement de la C. G. T. U. et encore n'y parvint-il qu'en utilisant les grands moyens : attentats répétés contre les militants anarcho-syndicalistes, complots fomentés avec le concours de la Tchéka internationale à l'étranger, et en particulier celui de 1923, à l'occasion de l'occupation de la Rhur, qui donna naissance au fameux faux de Hambourg, préparé par Radek à Berlin et qu'avalait, comme un serin, Poincaré ; assassinat prémédité des militants syndicalistes à la salle de l'Union des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, à Paris, où Poncet et Clos trouvèrent la mort, assassinat que devaient dénoncer des « dizaines » communistes écoeurés : le tout, bien entendu, en offrant le « front unique » à la C. G. T. et en proposant l'unité syndicale.

Enfin, la scission dans la C. G. T. U., réduite en peu de temps, de 300.000 membres à 150.000 adhérents, groupés dans des fédérations endettées et ne vivant que par le soutien de Moscou, avec l'unique but de détruire ce qui restait encore du mouvement dit « unitaire ».

Et là, les Staliniens se surpassèrent. Ne pouvant renvoyer chez eux les « fidèles » qui persistaient, contre toute évidence, à rester convaincus de la valeur des doctrines moscovites, ils les décimèrent à coups de grèves « malheureuses », perdues d'avance, cependant qu'ils ne manquaient pas, par la mystique de l'unité syndicale, de faire pénétrer l'idée, chez les récalcitrants à la débâcle, du caractère tout provisoire de la C. G. T. U., déjà habilement scissionnée en 1924-1925.

A travers les méandres d'une telle politique qui permit à la C. G. T. de reprendre du poil de la bête à un point tel qu'elle est aujourd'hui l'arbitre de la situation, une idée, toujours poursuivie, apparaît nettement : la *disparition d'un mouvement syndical*, fabriqué de toutes pièces, dont on n'a plus besoin à Moscou et qu'on liquide par l'unité dans un *réformisme parfaitement conforme à la tactique du gouvernement bolchévique* qui ne peut reculer son adhésion à la Société des Nations ; qui pratique la politique traditionnelle de la Russie à l'extérieur et conclut alliances et pactes avec les gouvernements capitalistes, avec une persistance et un « succès » que rien ne dément ni n'arrête.

Aujourd'hui, la révolution soviétique est définitivement close. Les politiciens russes se retrouvent sur le plan de la collaboration des classes avec tous les autres marxistes assagis et rien ne s'oppose à ce que, politiquement et syndicalement, tous ces fils d'un même père spirituel se retrouvent dans une seule et même famille, pour conquérir, *déclaralement*, le pouvoir.

L'unité ? Elle n'a pour but que d'assurer, en France, en 1926, avant si possible, le triomphe des politiciens socialistes et communistes, flanqués de tous leurs succédanés et reconciliés sur le dos d'une classe ouvrière trompée et bafouée pendant quinze ans, qu'on tentera d'asservir définitivement en l'enchaînant au char de la bourgeoisie, à Genève et ici.

A la C. G. T. S. R., nous sommes pour l'Unité ; mais, une unité maquignonnée comme celle qui est en cours n'a, à nos yeux, aucun intérêt réel pour la classe ouvrière.

Les syndicats qui adhéraient au Comité de Défense Syndicaliste, au lendemain du Congrès de Saint-Etienne en 1922, ont défini notre position : la *Fédération des Syndicats Autonomes de France* l'a confirmée, aux Congrès des deux C. G. T., en 1925. La C. G. T. S. R. n'a cessé, depuis sa fondation, d'exposer et de définir la même attitude et, dans sa délibération, au lendemain de la grève générale du 12 février 1934, la C. A. l'a, une fois de plus, affirmée dans les termes suivants :

« *Résolution sur l'Unité.* — Appelée à examiner les

conditions dans lesquelles s'est déroulée la grève générale du 12 février 1934, la Commission Administrative de la Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire constate :

« 1^{re} Que l'ordre de grève a été scrupuleusement suivi par toutes les organisations syndicales appartenant à notre Centrale ;

« 2^{re} Que l'unité d'action à la base s'est réalisée spontanément dans l'ensemble du pays, sans discussion ni accord préalables ;

« 3^{re} Que cette unité d'action a permis à la classe ouvrière française d'atteindre son objectif, qui était de barrer la route au fascisme.

« Enregistrant ces résultats, la C. A. est convaincue que toute nouvelle offensive fasciste dressera, dans les mêmes conditions, le prolétariat français contre son ennemi. Elle est également certaine que toute offensive ouvrière contre le fascisme réunirait, pour la lutte, la totalité des forces ouvrières de ce pays.

« De même, la C. A. est unanime à affirmer que l'unité d'action, scellée dans l'offensive, c'est-à-dire pendant la phase finale de la destruction du système capitaliste, se transformera, automatiquement, en *unité organique révolutionnaire*, pour la construction de l'ordre nouveau.

« Aussi, fidèle à sa doctrine et à sa tactique, qui viennent de recevoir la confirmation éclatante des faits, la C. G. T. S. R. demande à tous ses syndicats de poursuivre leurs efforts sur le même plan, avec les mêmes méthodes, de réaliser, partout et spontanément, l'unité d'action avec tous les travailleurs, chaque fois que les circonstances l'exigeront.

« Elle leur demande, en outre, de se préparer à l'action décisive, au cours de laquelle se scellera définitivement et organiquement l'unité syndicale de tous les travailleurs.

« Elle considère que, pour porter tous ses fruits, l'unité organique doit marquer le triomphe et l'indépendance totale du syndicalisme et réaliser la substitution de la *notion de classe* à la *notion de parti*.

« Une telle unité doit avoir pour conséquence et comme but l'établissement, par les travailleurs, sur les plans économique, administratif et social, d'un régime d'égalité sociale complète et comporter, pour les individus et les groupements, la liberté, définitivement consacrée.

« En conséquence, la C. A. déclare qu'il ne peut s'agir de réaliser à un moment quelconque, sous n'importe quel prétexte, en dehors des conditions ci-dessus indiquées, une unité qui ne profiterait qu'aux partis politiques, ayant fait au préalable leur propre unité, pour conquérir le pouvoir et l'exercer au détriment de la classe ouvrière. — LA C. A. DE LA C. G. T. S. R. »

Cette résolution est d'une netteté absolue. Elle est, aussi, complète. Elle ne comporte aucune équivoque, n'amorce aucune manœuvre. Elle n'est, à l'encontre de toutes les autres, inspirée que par le souci de l'intérêt supérieur du prolétariat. Elle dégage de la leçon du passé les enseignements qui s'imposent et ne peuvent être que salutaires.

Elle indique clairement quel doit être le but à atteindre : la *Révolution*. Elle précise quel doit être l'objectif de cette dernière.

L'unité que propose la C. G. T. S. R. est donc une unité sérieuse et honnête, solide et durable.

Elle n'a rien de commun avec l'unité politico-économique qui est en gestation en ce moment et ne vise : qu'à conserver le contact avec la bourgeoisie dite libérale, à faire triompher le réformisme social, à permettre au gouvernement russe de faire sa rentrée officielle à Genève, à rendre possible la conclusion d'une nouvelle alliance franco-russe qui risque, à un moment

donné, comme l'ancienne, de devenir un des plus sérieux éléments de conflit européen et peut-être mondial.

De quelque façon que l'unité se réalise, je souhaite en tout cas qu'elle soit définitive ; qu'elle marque le triomphe du syndicalisme sur tous les partis, que les syndicats l'utilisent uniquement pour atteindre leur but, en faisant triompher le programme que la C. G. T. S. R. a établi, ce programme qui alarme tant tous les partis et les deux autres C. G. T., ce programme révolutionnaire qui tient tout entier en ces deux phrases :

Toute l'Economie aux Syndicats !

Toute l'Administration sociale aux Communes ! —

Pierre BERNARD.

UNIVERS n. m. (du latin *universus*, entier). Ensemble des choses existantes, le monde, la terre et ses habitants. Il n'y a pas si longtemps encore, que la Terre était considérée comme le centre et presque le tout d'un Univers organisé pour les hommes, Univers si mesquin, si étriqué qu'il suffisait, pour le gouverner, d'un dieu construit à l'image de ces hommes, dont il partageait les passions, les sentiments, les besoins. Alors l'Intolérance et la Superstition faisaient peser sur les esprits un joug d'autant plus lourd que la mesure des cieux n'était point commencée, c'était le règne des cosmogonies puériles imposées par les religions aux hommes ignorants. Or, un jour, l'emploi d'instruments nouveaux, l'utilisation de méthodes scientifiques plus sûres, vint nous révéler un Univers différent, gigantesque, prodigieusement riche, dont rien, actuellement encore, ne nous annonce la limite, et relégua au néant les conceptions arbitraires imposées par la croyance : l'anthropocentrisme fut vaincu et, avec lui, moururent les cieux de Ptolémée et de Tycho-Brabé.

La Terre, si grande pour les insectes que sont les hommes qui s'agitent à sa surface, cessa d'être le centre et le but de l'Univers pour devenir un petit globe de matière, isolé dans l'espace, sans soutien d'aucune sorte ; le soleil, le bon et bienfaisant soleil, ne fut plus qu'une humble unité perdue dans la masse d'étoiles circulant dans les espaces glacés du ciel.

Le globe que nous habitons a la forme d'une sphère ou, mieux, d'un ellipsoïde de révolution d'un diamètre de 12.750 kilomètres à l'équateur. Sa circonférence équatoriale est de 40.056 kilomètres. Sa surface est de 510 millions de kilomètres carrés et son volume équivalent à 1.083.260 millions de kilomètres cubes. Tournant sur elle-même en 23 h. 56 minutes, la terre tourne également en 365 jours 1/4 autour du soleil, dont elle est distante de 149 millions de kilomètres en moyenne.

La Terre n'est pas la seule planète gravitant autour du soleil ; huit autres planètes obscures, recevant du soleil la chaleur et la lumière, l'accompagnent dans sa ronde sans fin. On peut les diviser en deux groupes distincts : le premier, voisin du soleil, formé de quatre planètes de petites dimensions relativement à celles du second groupe. Ces planètes sont dans l'ordre des distances au soleil : Mercure, Vénus, la Terre et Mars. Le second groupe est formé de cinq planètes, dont quatre sont énormes comparées aux précédentes. Ces mondes sont, dans l'ordre des distances : Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune et Pluton. Des membres de la famille solaire, seuls Vénus et Pluton sont sensiblement égaux à la Terre, Mars et Mercure sont plus petits ; les autres sont énormes : Jupiter est 1.295 fois plus volumineux que notre globe, Saturne l'est 745 fois, Uranus et Neptune le sont respectivement 63 et 78 fois. Mais tous sont éclipsés par le Soleil qui est 1.300.000 fois plus gros que la Terre et qui, à lui seul, est 700 fois plus volumineux que l'ensemble des mondes du système.

Ces corps planétaires sont situés à des distances différentes de l'astre du jour ; Mercure gravite à 58 millions

de kilomètres du Soleil ; Vénus qui vient ensuite, à 108 millions ; Mars, suivant la Terre, à 228 millions ; Jupiter à 778 millions ; Saturne à 1 milliard 428 millions ; Uranus à 2 milliards 873 millions ; Neptune à 4 milliards 501 millions, et Pluton, la dernière planète actuellement connue, est à 5 milliards 950 millions de kilomètres du foyer central (distances moyennes). Ces terres du ciel, circulant aux distances énoncées, tournent dans le même sens autour du Soleil, en des temps plus ou moins longs, selon qu'elles sont plus ou moins éloignées de cet astre, conformément aux lois définies par le génie de Képler et sont soutenues dans l'espace par l'attraction universelle, ou gravitation énoncée par Newton. Mais quelle que soit l'étendue du système solaire, qui pourrait se comparer à un cercle dont le rayon aurait 5 milliards 950 millions de kilomètres de longueur et la circonférence 4.065 milliards de kilomètres, elle semble bien petite comparée aux distances célestes. Si, sur un rayon de lumière, nous allions du Soleil à la planète Pluton située aux confins du système solaire, il nous faudrait environ 6 heures pour y arriver en voguant sans arrêt à l'effrayante vitesse de la lumière : 300.000 kilomètres à la seconde. De cette lointaine terre du ciel, nous découvrons le vide, la plus proche étoile étant située à une distance telle que l'unité de mesure qui nous a servi pour évaluer l'étendue du système solaire se trouve trop petite ; il nous faut nous servir d'une autre unité plus en rapport avec l'énormité de l'étendue à arpenter, nous prendrons donc l'année-lumière (voir système métrique) représentant l'espace parcouru en un an par la lumière, soit 9 trillions 467 milliards de kilomètres.

La plus proche étoile de notre Soleil est un petit astre, visible dans l'hémisphère austral, auquel on a donné le nom de Proxima du Centaure et qui est située à 4 années, 2 de lumière. Sirius, la plus belle étoile du ciel, est à 8,8 années-lumière ; Altair, de l'Aigle, est à 14 années-lumière ; Véga, de la Lyre, à 27 années ; l'Etoile Polaire, à 46 années ; Aldebaran, du Taureau, est à 57 années. Et ce sont là nos plus proches voisins, les autres sont si éloignées qu'il n'a pas été possible de mesurer avec précision leur éloignement, la grande majorité d'entre elles se trouvant à des distances si prodigieuses que toutes les tentatives faites ont échoué. Certaines sont si éloignées que leur lumière met plusieurs milliers d'années pour nous arriver.

Ces quelques notions nous éloignent considérablement des idées émises par les Anciens et les religieux des siècles passés, sur l'étendue de l'Univers, mais elles sont encore insuffisantes pour nous donner une idée claire de l'architecture et des dimensions de celui-ci.

Nous avons dit que le Soleil, cette masse énorme de matière dissociée, dont la température de la couche extérieure doit atteindre 5.000 degrés centigrades, tandis qu'à l'intérieur elle se chiffre par plus de 22 millions de degrés, n'est qu'une étoile, semblable à celles qui s'allument le soir dans le ciel qui s'obscurcit peu à peu. Transporté à la distance de Proxima du Centaure, notre Soleil ne serait plus visible que sous la forme d'une petite étoile de 7^e grandeur. Car ce n'est qu'une unité perdue dans l'immense fourmillement d'étoiles qui parsèment l'infini. Le nombre des étoiles actuellement visibles avec les plus puissants télescopes est d'environ 1 milliard 500 millions. Ce nombre dépasse certainement, d'après les estimations théoriques, 100 milliards, il y aurait ainsi plus de 60 étoiles par homme. Et chacun de ces astres est un foyer de chaleur et de lumière, de dimensions souvent supérieures à celles de notre Soleil, qui vogue sans trêve dans l'espace, entraînant peut-être à sa suite un cortège de planètes, et distant de ses voisins les plus proches de plusieurs années lumière !

L'examen de la voûte céleste nous montre que les étoiles semblent très inégalement réparties dans l'es-

pace. Tandis que, dans certaines parties du ciel, les astres semblent très clairsemés, dans d'autres ils sont si nombreux, tellement agglomérés qu'ils produisent à l'œil l'impression d'un nuage lumineux composé d'une multitude de points brillants. Le plus remarquable et le plus grandiose de ces nuages lumineux est sans contredit la Voie Lactée ou Galaxie, immense ruban qui fait le tour entier du ciel. Il y a, dans cet amas stellaire, une quantité colossale d'astres séparés les uns des autres par des distances de plusieurs années-lumière. Notre Soleil, ainsi que toutes les étoiles que nous observons et qui paraissent, par effet de perspective, en être distinctes font partie de la Galaxie. Notre Soleil ne se trouve pas, comme certains l'ont prétendu, au centre de la Voie Lactée, mais occupe une situation nettement latérale et fait partie d'un amas d'étoiles situé à environ 60.000 années-lumière du centre de la Galaxie. Le diamètre de celle-ci atteint au moins — d'après les estimations les plus récentes — 300.000 années-lumière, son épaisseur maxima ayant environ 30.000 années-lumière. Les estimations les plus récentes évaluent à 37 milliards le nombre des étoiles brillantes actuellement perceptibles dans la Voie Lactée, et ce nombre doit être considéré comme trop faible. La Galaxie qui renferme tout ce que le ciel comporte d'étoiles, de nuages stellaires, d'amas de toutes sortes, aurait la forme d'une gigantesque spirale se mouvant en bloc avec une vitesse de 650 kilomètres à la seconde et se dirigeant vers un point situé entre le Sagittaire et le Capricorne (Vertex).

Indépendantes et isolées, séparées par le vide le plus absolu, situées à des distances monstrueuses de la Voie Lactée, se trouvent environ deux millions de nébuleuses spirales, univers analogues à la Galaxie et comprenant, comme elle, des milliards d'étoiles. Les plus proches, celles d'Andromède et de Messier gisent à un million d'années-lumière. Le merveilleux groupement de Spirales, des constellations de la Vierge et de la Chevelure comprenant 103 spirales, serait à 19 millions d'années-lumière ; les plus éloignées, situées dans les Gémeaux, sont à 220 millions d'années-lumière de notre Soleil. Toutes ces nébuleuses-spirales qui sont autant d'univers différents du nôtre, s'éloignent de nous à des vitesses inconcevables. Elles fuient vers les pôles de la Galaxie à des vitesses variant de 600 à 2.000 kilomètres à la seconde.

D'autres créations stellaires doivent retenir notre attention ; il s'agit des amas d'étoiles visibles à l'œil nu sous la forme de petits nuages de forme à peu près sphérique, que le télescope résout en une multitude de points brillants. Ces amas se classent en deux groupes : les amas ouverts comme les Pléiades, les Hyades, les amas de la Grande Ourse comprenant un nombre restreint d'étoiles, et les amas globulaires où elles se pressent jusqu'à se confondre. Le nombre des étoiles des amas globulaires dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Nous en connaissons, actuellement, 91. Ce sont des systèmes extérieurs à la Voie Lactée, ayant chacun un diamètre de plusieurs centaines d'années-lumière et comprenant plusieurs millions d'étoiles. Ces amas semblent tributaires de la Galaxie et paraissent terminer les spires de la spirale qu'est la Voie Lactée. Leur distance varie entre 20.000 et 220.000 années de lumière. Seuls, parmi eux, les deux amas des Nuées de Magellan sont hors du plan galactique et indépendants de nous. On ne sait que penser de leur nature. Ici se termine notre exploration de l'univers.

Nous pouvons résumer brièvement comme suit l'exposé ci-dessus :

- 1) La Terre n'est qu'un membre de la famille solaire ;
- 2) Le système solaire n'est qu'une unité parmi les étoiles de la Galaxie ;
- 3) La Voie Lactée n'est qu'un membre du système des cités spirales de l'espace. Tel nous appa-

rait l'Univers actuellement connu. Le monde des étoiles nous dévoile aujourd'hui sa constitution chimique ; ses mouvements individuels et collectifs ; son âge et le degré d'évolution de ses membres, leur température, leur rythme et leurs pulsations. L'Univers, révélé par nos moyens d'investigation actuels — bien faibles à côté de ceux de demain — semble donc formé par deux millions de nébuleuses spirales aussi vastes que notre système stellaire, séparés entre eux par des déserts de vide dépeuplé, que la lumière si rapide ne franchit qu'en des milliers de milliards. Nous n'avons exploré qu'environ la 1/600^e partie du rayon de l'Univers, qui pourrait avoir, d'après les estimations théoriques, 500 millions d'années-lumière de longueur. Cet Univers si riche, si gigantesque, véritables fourmillières de soleils, est-il donc infini ? Oui, disent les uns ; non, disent les autres, à la suite d'Einstein.

Si l'Univers stellaire tout entier est constitué par la Voie Lactée et ses annexes, l'univers peut être considéré comme fini, comme pratiquement limité. Si l'on considère la Galaxie comme une unité parmi les millions de spirales que l'observation révèle, l'Univers accessible sera-t-il formé d'un amas de nébuleuses galactiques en nombre fini ? Seule l'expérience de l'avenir nous le dira. Mais il est presque certain que nous nous rallierons aux conclusions d'Einstein et qu'avec lui nous affirmerons que l'Univers, si vaste qu'il soit, est fini, quoique illimité. Si l'on considère l'espace-temps du point de vue Einsteinien de la relativité, l'Univers serait incurvé : la courbure de l'espace devant être constante et telle qu'il se referme sur lui-même à la façon d'une surface sphérique. De même qu'un être se déplaçant à la surface d'une sphère pourra indéfiniment en faire le tour en tous sens sans être arrêté par une limite, de même un rayon de lumière — étant donné la courbure de l'Espace — pourra faire le tour de l'Univers sans être arrêté dans sa course. Nous pouvons donc considérer, en attendant les découvertes de demain, l'Univers comme un espace clos, fini, aussi fini que la surface de la Terre.

Quelle que soit la valeur de ces hypothèses, malgré que les notions qu'elles apportent semblent prédire que l'Univers présente toutes les apparences d'une évolution à sens unique et que sa mort apparaisse inéluctable, dans un temps infiniment long, les savants modernes n'en ont pas moins conclu à l'éternité de l'Univers. Celui-ci est et restera toujours la même fourmillière d'étoiles brillantes, se dissipant et se renouvelant sans cesse. Grâce aux méthodes positives qui ont permis de mieux interroger la nature, l'Astro-Physique a levé le voile qui nous cachait la réalité des espaces de l'immensité sidérale. La matière-énergie, les lois naturelles agissant dans le Cosmos semblent, aujourd'hui comme hier, éternelles et indestructibles. Et si l'observation directe des phénomènes naturels nous a conduit à faire table rase des productions de la science antique, basées sur l'hypothèse et l'intervention des forces occultes dont les fables mythologiques avaient peuplé les cieux, elle fait confiance aux forces de l'homme, ce misérable insecte chétif, qui a su, une fois dégagé de son animalité, s'élever aux plus hautes conceptions, et mesurer en même temps que les cieux, sa propre valeur qui lui a fait rejeter les vieilles légendes imprégnées de fatalisme et d'action providentielle, qui l'empêchait de vivre libre en obscurcissant son entendement. — Charles ALEXANDRE.

BIBLIOGRAPHIE. — Picart, *Astronomie générale* ; Jeans, *L'Univers* ; Couderc, *Architecture de l'Univers* ; Nordman, *Einstein et l'Univers* ; Metz, *La Relativité* ; Andoyer et Lambert, *Cours d'astronomie* ; Flammarion, *Astronomie populaire ; les Etoiles*.

URBANISME n. m. Aménagement des villes, petites ou grandes. L'urbanisme a pour effet d'étudier l'organisation rationnelle des cités, en tenant compte du lieu géographique, du sol et du sous-sol de ce lieu, des centres d'approvisionnement, des voies d'accès et de répartition : mers, rivières, canaux, routes ; enfin de tout ce qui est conforme aux lois de l'hygiène, de l'habitation, de la construction des usines, de la non promiscuité de celles-ci avec le logement, de l'emplacement des groupes scolaires, etc..., le tout devant être conçu suivant des vues d'ensemble, en tenant compte des données modernes. L'urbanisme a, de ce fait, une importance considérable au point de vue social, il devient un élément de premier plan pour le progrès humain. Il fait partie de l'évolution des idées qui nous conduit vers l'étude des réalisations logiques ; en résumé, il est une manifestation de l'esprit collectif, lequel commence à s'affirmer.

Pendant de longues périodes, la maison, dans la cité, a été construite indépendamment des besoins collectifs ; de ce fait, les rues furent tracées, si l'on peut dire, en tenant compte obligatoirement des maisons édifiées ; aucun souci d'orientation, de direction ; de plus, les habitations furent placées au hasard, d'une façon illogique, à proximité des ateliers, avant la période des grandes usines, laquelle respecta la tradition, ou de commerces malsains. C'est le temps de l'individualisme qui a été la caractéristique la plus générale dans la plupart des créations de cités édifiées dans le chaos que nous connaissons.

Au titre d'exemple, le XIX^e siècle industriel a provoqué cet illogisme de la maison devenue rapidement taudis auprès d'une agglomération d'usines. L'industrie qui aurait dû constituer un apport de richesses matérielles générales a amené et développé, pendant plus d'un siècle, ce taudis avec toutes ses conséquences. Il suffit de voir, à notre époque, ce que sont devenus certains quartiers des grandes cités, y compris Paris et sa banlieue industrielle, et autres centres importants, pour constater, malgré quelques tentatives de créations de cités ouvrières, la promiscuité de la maison, de l'usine ou de la mine.

Pendant le cours de ce siècle, les industries se développant dans certaines régions, il a fallu éloigner relativement l'habitation du lieu du travail. Alors, la banlieue artificielle s'est créée, à la faveur, d'ailleurs, de nouvelles voies de communications avec le centre : c'est la période des lotissements ! Les « marchands de biens » acquièrent des domaines que ne peuvent plus occuper les anciens nobles ou bourgeois ; ils tracent un minimum de routes ou chemins et vendent des parcelles de terrain, après avoir abattu les plus beaux arbres. Ces parcelles sont vendues le plus cher possible et ne possèdent, pendant longtemps, ni eau, ni gaz, ni électricité. Il est résulté de cette exploitation sans limite une série d'inconvénients au moins aussi graves pour les habitants, que ceux provoqués par les taudis des centres industriels. Il a été prouvé que ces lotissements n'ont amené, dans leur ensemble, aucune amélioration de la vie sociale.

L'après guerre a provoqué, en France, la reconstruction des régions dévastées ; de plus, une loi, en 1919, a imposé aux villes et communes un programme d'aménagement et d'extension sur un plan moderne, tenant compte, en principe, des besoins nouveaux de ces cités. Si, dans certains cas, un effort réel a été fait par les techniciens pour tenter de reconstruire les régions dévastées dans des conditions rationnelles, cette réalisation n'a pu aboutir que partiellement (malgré des projets d'ensemble intéressants), et cela du fait des intérêts particuliers qui ont été les plus forts. Mais il est exact de dire que c'est vraiment à partir de cette époque que l'idée s'est affirmée en profondeur, dans l'esprit d'un certain nombre de techniciens, en faveur de la transfor-

mation et de la reconstruction des villes ; idée avec réalisations partielles qui ont permis de discuter et de fixer des théories au point de vue de l'urbanisme moderne, de défendre des principes et d'établir des programmes. Il existe maintenant à ce sujet une littérature assez considérable, des cours sur l'urbanisme sont organisés, des écoles sont créées. Le fait de poser ce problème de l'extension des villes, d'en étudier les diverses modalités, de voir, en somme, plus loin que le cadre de la vie du moment d'une cité, d'en prévoir, au mieux, ses agrandissements futurs, de déterminer la concordance des routes, l'utilisation des terrains, de situer les centres collectifs : écoles, marchés, etc..., constitue un progrès réel. L'urbanisme a également, au point de vue moral, un effet bienfaisant : il prépare à la solidarité entre l'ensemble des villes ; il brise peu à peu la vieille borne régionale ou citadine par la route, l'électricité, l'hygiène sociale, le transport, etc... La nécessité où l'on se trouvera de plus en plus, dans un ensemble de régions et de pays, d'établir une commission d'intérêts, de créer ou même de transformer, d'aménager une cité en fonction de ce que la cité voisine pourra lui fournir en éléments matériels et intellectuels, aura pour conséquence d'amener impérieusement une vie solidaire effective entre chacune d'elles.

Il est intéressant de fixer, dans l'ensemble, comment se sont constituées les cités à l'origine des temps, quelles sont les éléments matériels et moraux qui ont contribué à leur formation et à leur développement ? Ont-elles dépendu, à ce point de vue, de la volonté des hommes, ou ont-elles été surtout le résultat, au départ, de conditions géographiques, géologiques et économiques : climat, sous-sol, sol fertile, rivières, forêts, pêches, chasses, facilités de communications par des accès de routes naturelles, points stratégiques de protection, collines ? etc... Il est incontestable que ce sont ces éléments matériels qui, au début, ont déterminé le séjour des hommes. Il fut un temps où l'on assignait le point d'origine de la cité par le fait d'un acte religieux exclusivement — et l'on sait, à notre époque, que les possibilités matérielles de vivre ont seules fixé l'habitat. — Nous trouvons toujours, à la base de la formation des grands centres, un élément d'ordre géographique, la mer, le fleuve et la route naturelle qui deviendra, plus tard, la route construite par les hommes, puis le site, son climat. (Voir *Habitation*).

Il est possible qu'ensuite le rôle religieux, politique, intensifie pendant un certain temps le développement de la cité, mais c'est, au début de sa formation, le fait géographique et économique qui agit vraiment sous la forme de centre de ravitaillement, avec des possibilités d'échanges ; plus tard, les foires, ces centres d'approvisionnement temporaires, sortes d'immenses marchés, auront leur rôle dans la modification des routes, elles contribueront à perfectionner les grandes voies, car les nomades auront besoin de ces moyens de communication, et ces voies faciliteront à leur tour la création de villages, de bourgs, de cités.

C'est par l'étude de la détermination de la valeur « homme », par rapport où il vit, que nous pouvons fixer les lois de la naissance et du développement des villes. La géographie n'est plus, à notre époque, une simple description des régions avec leur valeur propre, elle est devenue un élément de comparaison et d'étude de l'influence de ces régions sur l'individu. Or, cette détermination est importante, car l'homme au début ne vit pas où il veut, mais où il peut ! Il ne crée pas une cité où sa fantaisie le conduit, mais où il croit qu'il peut subsister. Les pôles, les régions tropicales, les déserts, refusent, en général, aux collectivités importantes la possibilité de vivre.

Il est nécessaire que nous examinons succinctement les périodes les plus reculées de l'histoire, car la formation des cités et leur organisation dépendent de l'en-

semble des problèmes humains : la cité est évidemment fonction de tous les éléments qui ont contribué à former géographiquement, économiquement, une vaste région du territoire.

Nous savons qu'à la toute première période des temps préhistoriques les peuples, en nos régions, sont nomades ; ils vivent de chasses et de pêches, ils s'abritent dans des huttes d'abord, des cavernes ensuite, ils ignorent l'agriculture ! Au contraire, à la seconde période, ils connaissent les céréales, ils deviennent sédentaires dans l'ensemble ; les agglomérations se constituent ; donc, influence de cette découverte de l'agriculture sur la vie collective des peuples. Mais voici de nouvelles richesses naturelles : les métaux, le cuivre, l'étain, qui vont faire l'objet de transactions, d'échange ; c'est l'origine du commerce avec la création des « étapes » pour faciliter ces échanges. Nous retrouvons toujours les mêmes éléments d'influence dans la formation des agglomérations, petites ou grandes : la vie géographique, économique.

Afin de situer, par un exemple les régions ou pays qui ont subi au point de vue de leur développement l'influence géographique, signalons la très ancienne Egypte qui, à cause de ses protections naturelles, la mer au nord et le désert à l'est, au sud et à l'ouest, s'est développée pendant de longues périodes, sans grande influence de l'extérieur ; elle a vécu sur elle-même, grâce surtout à son fleuve, le Nil, sans apport d'aucune sorte, n'ayant subi aucune grande invasion. Elle a conservé un caractère propre. Mais plus tard, les autres peuples méditerranéens vont, au contraire, grâce à la navigation, prendre contact entre eux, ils vont bénéficier de la situation géographique de leur pays respectif et des progrès des uns et des autres. La Méditerranée a été, à ce moment, le centre d'une formidable activité, circulation entre le bassin oriental et le bassin occidental, des « villes » d'échange exercent un rôle considérable : Tyr, Sidon, villes des Phéniciens — ce grand peuple intermédiaire — qui ont une action de premier plan au point de vue des échanges matériels et intellectuels.

La mer ne va plus être un obstacle entre les peuples mais un moyen de rapprochement, grâce aux « villes maritimes » ; d'autres cités vont être créées : Carthage, Syracuse, Marseille, etc., etc... La mer va provoquer un immense courant civilisateur.

Puis, nous voyons, plus près de nous, le rôle joué sur le développement des villes par « les fleuves », le Rhône, la Saône, la Seine, la Loire qui, pendant de longues périodes, vont permettre une communication entre la Méditerranée, l'Atlantique, la Mer du Nord.

A l'époque Gallo-Romaine, à la faveur des échanges commerciaux, « les routes » vont avoir une importance réelle. Les marchands ou nomades, qui connaissent parfaitement toutes les régions celtiques, vont renseigner César sur la situation et l'importance des « Cités gauloises ».

Lyon va devenir à ce moment une ville de premier ordre par qu'elle est au confluent du Rhône et de la Saône ; elle commande, vers le Sud, la vallée du Rhône, elle a l'avantage d'être au Nord en contact avec les vallées de la Loire et de la Seine, puis avec la vallée du Rhin : ville des carrefours ; et c'est la raison pour laquelle elle va devenir sous les Romains une ville impériale et la capitale politique des Gaules. Elle va se situer au point de départ des grandes routes Romaines, ces fameuses voies si parfaitement construites, qui ont contribué à la formation de villes nouvelles ; leur rôle est important à tous les points de vue, car elles n'ont pas été tracées au hasard par les Romains qui ont tenu compte des situations géographiques, économiques et politiques des régions. Ces routes ont subsisté pendant de longs siècles, sinon dans leur forme primitive, du moins dans leur direction, leur orientation et leur utilisation.

A titre d'exemple, citons, à Paris, la rue St-Jacques conduisant d'abord à Orléans ; cette ancienne voie romaine, qui a été un lieu de passage constant, de circulation intense, en continuité directe de la rue St-Martin actuelle sur l'autre rive. Ce fut la voie du sud au nord ; puis, formant « la croisée de Paris » avec les rues de Rivoli, St-Antoine actuelles en direction ouest-est (anciennes voies Romaines également). Cette croisée, au point d'intersection, devenant le centre vivant et actif de Paris pendant de nombreux siècles soit le port de Paris à proximité de l'actuel Hôtel de Ville, les Halles toujours au même emplacement : le commerce au pourtour de l'Ancien Châtelet ; et le centre administratif et religieux à proximité, dans la Cité, avec son Palais des Rois d'abord, le siège des Parlements ensuite, et sa Cathédrale, ses ponts : Pont au Change, Pont Notre-Dame, avec leur activité commerciale considérable et tout cela provoqué dans la ville, par le fleuve et l'intersection des voies de passage.

Au point de vue des influences que nous avons indiquées sur le développement des « villes », citons encore la lutte économique entre Venise et Amalfi au moyen âge, ou Gênes, Pise, Florence, villes riches, puissantes, du fait de leur situation géographique qui, à cette époque, facilitait leur commerce avec l'Orient ; et, de ce fait, elles devinrent un centre de rayonnement important au point de vue artistique et jouèrent un rôle de premier plan dans les manifestations de la Renaissance Italienne.

Progressivement, la vie économique va s'affirmer, se développer dans les régions de l'Europe du Nord. Les Flandres vont dominer les « villes » du Midi ; c'est que le centre d'activité se déplace peu à peu, — de la Méditerranée vers l'Atlantique et les mers du Nord, — du fait précisément de la navigation. Les « cités » des Flandres, à leur tour, vont acquérir une richesse immense ; c'est là que vont maintenant se concentrer foires, marchés, centres d'échanges, ventes de produits provenant de tous pays.

L'Angleterre, qui acquerra une prépondérance sur les mers, vient s'y approvisionner et, à la faveur de ce mouvement, nous voyons des « villes » qui s'affirment commercialement, s'organisent suivant les nécessités urbaines du moment : Bruges, Gand, etc... ; les routes s'améliorent et, suivant le rythme indiqué, facilitent toujours la création de « cités nouvelles ». Les transports étant faits par mer, par rivière et par terre, se développent et des régions antérieurement isolées, comme l'Amérique du Nord, vont devenir, grâce aux transports par mer considérablement intensifiées, des centres de nouvelles activités.

En ce qui concerne les régions du Nord et de l'Est de l'Europe, une organisation d'intérêts va manifester sa puissance, du moyen âge à la Renaissance (XII^e au XVI^e siècles) ; cette organisation de « villes » et de ports marchands dite ligue « Hanséatique », va grouper ces « villes et ports » en une fédération privilégiée et autoritaire, afin de conserver l'ensemble des avantages commerciaux considérables en ces régions ; nous voyons encore là, sur le développement des « cités », l'influence du lieu géographique, déterminant, pendant un certain temps, leur vie économique.

A la faveur de cette stabilité relative du groupe humain dans « la Cité », des idées religieuses et politiques s'affirment. Au moyen âge, nous voyons surgir des abbayes, qui vont devenir souvent des centres attractifs de population, grâce aux avantages matériels, aux privilèges acquis par les artisans, acceptant de vivre sous la dépendance de certains ordres religieux : Templiers, Abbaye St-Antoine, St-Germain-des-Près, à Paris. Ces agglomérations de métiers, ébénistes ou autres, vont constituer une agglomération à la base d'un futur quartier de la « Grande Ville ». Il y a là un enchaîne-

ment de forces et de formes, dépendant des premiers éléments constitutifs dont nous avons parlé.

Sur les routes, vont s'échelonner, aux mêmes époques, des pèlerinages. Au titre documentaire et anecdotique, signalons ceux de « St-Jacques de Compostelle » (Espagne) ; les pèlerins passant par Paris vont donner ce nom à l'église de St-Jacques-la-Boucherie — futur quartier important de Paris — couvent des Jacobins, Rue St-Jacques. Ces pèlerins utilisent la vieille voie romaine déjà citée. La ville persiste dans sa formation de voies rationnelles.

Les pèlerinages ont contribué, grâce à ces voies, à créer des « centres d'activité » qui sont des sortes de gîtes d'étape au début ; ces points d'arrêt vont s'améliorer, se transformer et devenir des « villes » : St-Denis, Etampes, Orléans, Clermont-Ferrand, Le Puy, Montpellier, etc...

Si nous examinons certaines tendances d'urbanisme, dans le passé Français, nous voyons, au XVII^e siècle, la création, à Paris, de grandes places destinées à glorifier « le Roi ». C'est une survivance de Rome ; nous avons la Place Royale, actuellement place des Vosges, datant de Henri IV, et de Louis XIII ; puis la place Vendôme qui glorifiait Louis XIV ; la place des Victoires, créée par La Feuillade, un courtisan de ce même Roi. Citons également, à Charleville (Ardennes), la place Ducale, de même caractère que celle de la place des Vosges et qui fut le centre de transformation de cette Cité.

C'est la ville partiellement créée par la volonté des puissants du moment, mais cette création ou cette transformation ne sont que les conséquences des nécessités économiques ou politiques du temps, la première dominant considérablement. A Paris, ces places centrales sont les résultats d'une vie nouvelle qui s'affirme ; elles ont été importantes par leur situation dans la ville.

Place Royale, au XVII^e siècle, centre de noblesse, de haute magistrature et de grande bourgeoisie. Place formant le jardin intérieur du Palais-Royal avec une animation extraordinaire au XVIII^e siècle ; centre de commerces, d'attractions.

Place Dauphine, du XVII^e siècle, avec ses maisons de style uniforme, à proximité du Pont Neuf également si animé à cette époque ; tous ces centres ont perdu leur caractère du temps, ils ne sont que des décors plus ou moins somptueux, évoquant des souvenirs ! La vie active à « l'intérieur de la ville » comme à l'extérieur s'est déplacée.

C'est le règne des routes, dont nous avons parlé pour Paris, qui fait que la rive droite et la rive gauche vont avoir leur caractère propre, la rive droite conservant sa vie commerciale et la rive gauche sa vie universitaire, et cette empreinte est tellement faite dès le moyen âge que ce fait matériel et moral subsiste encore dans une large mesure à notre époque.

Et si nous avions le temps de déterminer dans le détail le rôle de chacune de ces « régions parisiennes », nous trouverions encore l'influence géographique avec ce facteur prédominant : la Seine et l'importance du site, du sous-sol, etc...

D'autres « villes » sont devenues à un moment de leur histoire, un centre important stratégique à cause de leur situation géographique : Besançon, par exemple, et dans la plupart des cas, leur développement s'est arrêté lorsque leur rôle stratégique s'est terminé.

Un exemple, pris parmi les plus caractéristiques au point de vue de l'influence géographique et autres déjà citées, c'est la raison d'être de « Paris Capitale ». Deux thèses continuent à s'affronter, savoir : la Capitale est née en ce point du fait de la présence à peu près permanente du « Prince », autrement dit du Roi, qui a voulu que Paris soit Capitale du Royaume ; ou bien Paris est devenue Capitale parce que ses situations géographique, économique, géologique, stratégique, etc..., ont

donné une telle importance à cette ville, que la vie politique s'y est affirmée pour bénéficier de tous ces avantages et consolider plus facilement sa puissance. Le pouvoir s'organisant en « cette ville » a permis, par le fait de sa centralisation, de donner à Paris une importance plus grande. De ces deux points de vue, aucun n'est suffisamment établi pour prévaloir, encore moins s'imposer. Toutefois, nous préférons cette seconde thèse.

En effet, Paris est un site merveilleux qui explique précisément son rôle important avec sa rivière, ses collines, les plaines fertiles : Beauce et Brie qui l'entourent, son sous-sol avec ses carrières de calcaire et de plâtre, puis ses forêts environnantes, enfin, même au début, ses possibilités de communication avec la Manche et l'Atlantique, le système de routes dont nous avons parlé, cet ensemble permettant un développement facile de la ville et devant l'amener à jouer le rôle que nous savons.

La ville est déjà bien constituée : sa situation de grande cité économique, politique, intellectuelle au XVIII^e siècle est tellement puissante, que la volonté du Roi Louis XIV lui-même ne peut en diminuer l'importance. Or, il n'aime pas « sa ville », elle lui manifeste, malgré les honneurs qu'elle lui décerne, certaine indépendance ; il va créer, de toutes pièces en quelque sorte, Versailles, le château et ses splendeurs qui, lors de sa construction va coûter la vie à des milliers d'ouvriers ; mais, malgré toute la cour qui l'entoure, le roi ne va faire de Versailles qu'une ville artificielle sans importance économique, ni intellectuelle et, plus tard, Louis XVI subira l'emprise de la Ville de Paris et sera obligé de se soumettre à cette centralisation de forces de toutes natures : la ville dominant le Roi.

Paris n'est qu'un exemple pris dans l'ensemble des créations des cités de l'antiquité, du moyen âge et des temps modernes, et nous insistons sur l'importance du développement des routes et des approvisionnements dans la formation de ces cités.

Rappelons encore, en ce qui concerne le rôle économique joué au moyen âge par les premières corporations, celles des Nautes qui, grâce à la Seine et à la situation de Paris dont nous avons parlé, alimentaient considérablement cette ville, acquéraient de ce fait, des privilèges importants et exerçaient une influence politique de premier plan, et toutes les autres corporations des métiers essentiels de la ville s'ajoutaient à celles des « navigateurs » et augmentaient progressivement la puissance de la capitale.

De tout temps, nous trouverons le même processus d'évolution : que ce soit en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Nous l'avons déjà souligné. Il y eut la route des métaux, des épices, de l'alimentation, céréales, poissons, des centres d'échanges.

La voie internationale va compléter la voie nationale, laquelle complète la voie régionale, mais la formation des cités sur ces voies est de même caractère.

« L'Etranger », cette appellation prise dans un sens général, va contribuer au développement de la ville. Si, en dehors des exemples relatifs à l'antiquité cités plus haut, la ville ou la commune s'étaient repliées sur elles-mêmes, sans aucune extériorisation, et surtout sans apport de l'étranger, elles seraient rapidement mortes, sans vie politique.

Le faubourg de la Ville, cette fraction de territoire qui est maintenant, en général, à proximité de la gare, est un débordement de la cité d'antan : ce faubourg n'a, souvent, aucun pittoresque, c'est l'extension de notre ville créée par l'élément extérieur, c'est le commerce qui est venu là par nécessité, c'est, dans certains, le centre d'affaires immédiat.

Il fut un temps où, en France, les fortifications constituaient une protection limitée et qui paraissait être définitive, mais les nécessités de développement infiniment plus impérieuses que la volonté des hommes, obli-

gèrent ceux-ci à déborder le cadre des murailles imposantes et à créer « le faubourg », et cela malgré les ordonnances royales : la Ville s'affirmait ainsi, en dépit du Roi et du Prévôt. Considérons à quel point l'apport étranger a joué, du point de vue économique et intellectuel. L'invention de l'imprimerie, au XVI^e siècle, eut sur la Ville de Lyon, par exemple, une influence considérable. Nous constatons, dans l'ensemble, que la Ville s'est développée surtout sous l'impulsion des éléments d'ordre matériel et intellectuel extérieurs.

Certains bourgs révèlent des aspects intéressants, des souvenirs précieux, dont il faut absolument tenir compte au point de vue de leur originalité et de leur vie passée : ils avaient leur charme pittoresque, leur évocation charmante, mais ils étaient morts au point de vue social, car leurs habitants avaient conservé un esprit adapté aux vieux murs, et une sorte d'hostilité farouche pour « l'étranger » qui, lui, habitait peut-être la Cité fréquentée et éloignée de 50 kilomètres du bourg signalé. C'est que ce bourg, qui eut son histoire, son importance, n'était pas ou n'était plus sur la voie de passage : route ou rivière navigable. Mais un jour, à la faveur d'une nécessité économique, une route a surgi avec ses automobiles, ou une voie de chemin de fer a été créée : voilà le bourg transformé en cité vivante, plus ou moins bien organisée, construite au hasard des modes du moment, moins pittoresque sûrement que le coin détruit, mais vivant et avec des avantages nouveaux.

Où l'importance des moyens de communication s'accroît, c'est précisément au XIX^e siècle, du fait de la voie ferrée, des inventions mécaniques, de la vapeur plus particulièrement. C'est alors le renversement des anciennes valeurs économiques et sociales. C'est le déplacement des échanges : c'est tel pays, à peu près « volé » aux siècles précédents, qui acquiert une prépondérance réelle. Et nous voyons immédiatement le rôle que prennent les « Cités nouvelles ».

Du fait de la modification apportée aux échanges par les voies ferrées, les continents vont bénéficier d'une importance nouvelle et ne vont plus être subordonnés exclusivement à la voie maritime. Création de villes continentales au Canada, en Amérique du Nord, en Angleterre, en France, en Asie, en Russie, etc... Il n'est pas une région au monde qui, dans des proportions diverses, n'ait, du point de vue strictement urbain, bénéficié de cette transformation par la « voie ferrée ».

Le XIX^e siècle va devenir le point de départ, pour l'ensemble du monde, d'une évolution considérable : sociale, économique, politique, intellectuelle. L'agglomération urbaine, cette cellule importante, qu'il s'agisse du plus petit village à la plus grande cité, va faire partie intégrante de l'évolution.

Ce XIX^e siècle accumule une foule d'activités humaines dans tous les domaines ; mais c'est la richesse réelle à côté d'une immense misère, du fait du désordre économique et social. Des cités meurent, d'autres se créent ; il faut aller vite, il faut que l'usine existe et produise immédiatement ; quant au logement peu importe, il sera où il pourra, au milieu des poussières, des fumées et des boues.

À Paris, sous le Second Empire, un plan d'épuration va être réalisé et qui ne manque pas d'audace ; il supprimera partiellement un nombre de taudis, de ruelles immondes. Des voies larges vont surgir à proximité de cette croisée des chemins de Paris dont nous avons parlé, voies sans originalité, tel le boulevard de Sébastopol, permettant au surplus un certain nombre de spéculations immobilières et aussi une lutte facile contre les émeutes de rues. Ce qui fait surtout l'originalité de cette réalisation, c'est qu'elle est commandée par un plan, le plan du Préfet Haussmann avec une certaine vue d'ensemble ; toutefois, il ne s'agit là que d'une transformation partielle de la Capitale, mais que nous

signalons comme une sorte de premier plan d'urbanisme moderne.

Dans le cours de ce siècle, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, les pays du Nord se sont préoccupés quelque peu d'améliorer les agglomérations du travail sous la forme de cités ouvrières succédant aux informes et inconfortables « coronas », manifestation malhonnête de spéculateurs qui, dans les pays miniers, tout particulièrement, avaient créé ces lamentables habitations. Les cités ouvrières, peu séduisantes dans leur ensemble, construites d'une façon uniforme, constituaient un léger progrès sur les taudis dont nous avons parlé ; vers la fin du XIX^e siècle, paraît la Cité-jardin dont l'origine est anglaise. La Cité-jardin, comme son titre l'indique, concilie le progrès sanitaire de la ville avec le charme du jardin, le potager, les arbres, les fleurs. La Cité-jardin est une forme de l'urbanisme, puisqu'elle est une réalisation d'ensemble, suivant une étude générale réunissant toutes les données d'un problème urbain : maisons, routes, eau, lumière, évacuation des eaux usées, centre d'approvisionnement qui est souvent une coopérative. A ce propos, signalons que, à notre époque, cette idée amplifiée a été réalisée sous la forme d'importantes cités-jardins créées dans la banlieue de Paris par l'Office des Habitations à Bon Marché du département de la Seine : Plessis, Robinson, Malabry, Stains, Les Lilas, Le Pré-St-Gervais, etc., puis, en province, par d'autres groupements : Tergnier, Laon, etc.

Vers 1910, un mouvement se dessinait en France en faveur de « l'urbanisme », mouvement déjà esquissé à l'étranger. Des théories nouvelles sont émises, des programmes sont établis et un ensemble de projets dit « La Cité reconstituée » est exposé quelques années plus tard sur la terrasse des Tuileries, ces projets ayant pour but de faire connaître au public, l'idée de reconstruction des villes sur des principes nouveaux. L'exposition créa une tendance d'esprit favorable à ces idées et, après la guerre, le projet le plus important fut celui de la reconstruction de « Reims », lequel provoqua des polémiques nombreuses sur cette conception ou transformation à peu près totale de la cité sur des bases absolument modernes, disons américaines, ou, au contraire, respect du caractère traditionnel de la ville, en améliorant simplement le tracé d'ensemble et en apportant les modifications partielles nécessaires, au point de vue de l'hygiène, des transports, des écoles, etc. ; ces deux tendances situaient, dès ce moment, la position du problème qui, d'ailleurs, est toujours en discussion pour l'ensemble des études relatives aux villes en général.

Il est de toute évidence que même les réformateurs et techniciens les plus audacieux doivent tenir compte des situations capitalistes du moment. A cet effet, dès le début du XIX^e siècle, alors qu'une idée timide s'affirmait dans le sens de l'amélioration des voies urbaines, des luttes s'engageaient autour du projet de loi ayant pour but l'expropriation des terrains appartenant à des propriétaires particuliers. N'oublions pas que la « Révolution Française » avait proclamé « l'inviolabilité de la propriété » et, à la faveur de cette déclaration, les législations suivantes tendaient à protéger les propriétaires anciens et nouveaux contre toute expropriation ; mais rien ne peut arrêter, à un moment donné, la création de voies nouvelles qui ont tant d'importance, nous l'avons indiqué, sur la vie et le développement des agglomérations humaines. C'est par une sorte de compromis entre propriétaires et villes que s'inscrit, dans la loi, cette clause restrictive : expropriation pour cause « d'utilité publique » ; mais, où commence et où finit « l'utilité publique » ? Quel sera le montant de l'indemnité en faveur de l'exproprié ? Les propriétaires se défendent au moment même précisément où, à Paris, une obligation impérieuse s'impose, de 1830 à la fin du Second Empire, d'améliorer les rues de la Capitale. Ce n'est qu'un exemple !

Des spéculations immobilières ont lieu dans des proportions considérables. Des richesses se constituent sans grand effort pour ceux qui sont propriétaires d'immeubles, d'industries, de masures, de terrains maraîchers ou autres, sur la ligne des nouveaux tracés urbains. Emile Zola a décrit sans exagération, dans « La Curée » cette folie de spéculations.

Nous avons vu, dans l'ensemble de cet exposé, comment se sont formées les cités : lieu géographique, influence du sol, du sous-sol, du climat, de la voie naturelle permettant les communications, les échanges ; influence économiq. d'abord, politique ensuite ; nous avons examiné la force d'extension des villes sous l'impulsion des éléments intérieurs ou extérieurs, malgré la volonté du « Maître de la Ville » — dirigeant du moment — et nous avons souligné l'importance de l'élément étranger au bourg et à la ville dans son développement, puis, enfin, le rôle joué à ce point de vue par les inventions du XIX^e siècle, la voie ferrée et ses conséquences dans la plupart des pays du monde ; enfin, les premières idées en faveur d'un plan d'ensemble pour améliorer, aménager, transformer ou créer les cités sur des bases modernes, en donnant ainsi aux hommes des objectifs nouveaux au point de vue de la vie sociale solidaire.

L'urbanisme technicien sera animé par cet esprit : il sera « homme social » d'abord, il aura par tempérament et par goût des vues d'ensemble. En qualité de technicien, il sera au courant des données générales sur les influences et les évolutions que nous avons résumées ci-dessus, et, de ce fait, il n'étudiera pas un projet de ville sans en connaître dans ses grandes lignes, le passé, les tendances économiques et politiques, ses valeurs propres, matérielles et intellectuelles, persistantes, temporaires : il situera d'une façon aussi précise que possible le village, le bourg, la petite ville ou la grande cité dans leurs relations géographiques, géologiques, économiques, etc... avec les autres villages, bourgs et cités voisines. C'est alors que, possédant cette première documentation, il concevra le plan et, l'ayant conçu et précisé au mieux, il fera appel — car il est homme d'idées générales mais il n'est pas universel — aux collaborateurs, spécialistes — suivant l'importance du projet — architectes, décorateurs, ingénieurs de toutes catégories : mines, hydrauliques, mécaniques, transports, travaux publics, sanitaires, agriculture, etc., voyers, hygiénistes, paysagistes, médecins, etc., etc.

Le principal élément de documentation, c'est la statistique, puis « la situation de la ville » ; à cet effet, la photographie aérienne rend d'importants services, car elle fixe précisément cet emplacement avec sa physiologie propre, le chaos de ses rues et ruelles, ses places, ses maisons, ses faubourgs ; elle déterminera mieux les extensions à prévoir ; c'est une base d'études critiques et constructives de premier ordre. Signalons que les communes du département de la Seine et de la Seine-et-Oise ont été levées par avions, ainsi que Paris et plusieurs départements de la France.

Le plan d'aménagement ou de transformation et d'extension vient ensuite ; il comportera l'étude des banlieues avec les routes, les ramifications avec le centre ; les servitudes, les expropriations des terrains, des usines, maisons. Certaines villes sont obligées d'envisager, pour leur extension normale, l'empiètement sur plusieurs communes, donc entente intercommunale obligatoire.

Le plan a pour base de réalisation : la voie centrale, où passeront le plus grand nombre possible d'automobiles. C'est la voie de passage, puis toutes les autres, en fonction de celle-ci, en tenant compte de l'orientation rationnelle des maisons à construire.

Le plan de la ville intérieure consiste en l'étude des

transports en commun : gare, métropolitain, autobus, des espaces libres, de l'hygiène sociale intéressant toute l'agglomération, des parcs, squares, jamais assez vastes, des piscines, des terrains de jeux et de sports, en tenant compte de leur utilisation par les enfants, les adolescents, les adultes ; puis, évidemment, de tous les éléments primordiaux de la vie matérielle : eau potable, lumière, évacuation des eaux usées, incinération des ordures ménagères. Enfin, le cadre étant tracé, l'Urbaniste et ses collaborateurs auront à se préoccuper des centres collectifs : entrepôts, marchés, écoles, théâtre, etc., puis les lignes générales des futures habitations : confort, matériaux, esthétique. Ce ne sont là, bien entendu, que des lignes schématiques d'un vaste travail qui demande de la conscience et de l'intelligence.

Les spécialistes dégageront, au fur et à mesure des réalisations, des théories et programmes précis, mais il y aura toujours dans ces projets à venir des cas d'espèces nombreux.

L'urbanisme est devenu rapidement une préoccupation de premier ordre pour tous les esprits clairvoyants ; on peut dire qu'il n'y a rien de social sans l'urbanisme, et, malgré les difficultés générales, il est peu de pays dans le monde, qui, obligatoirement, ne tentent de réaliser, partiellement tout au moins, ce problème.

L'U. R. S. S., avec de grandes audaces dans ses travaux publics et ses constructions de villes, ses centrales électriques, ses nouvelles habitations, ses voies ferrées, va contribuer à créer une unité économique. Le Japon, par l'extension de ses voies ferrées, a pu reconstruire un nombre important de villes. En Europe, avec un rythme plus ou moins accéléré, en Amérique du Sud, au Brésil, la ville de Rio-de-Janeiro complètement transformée sur un plan nouveau. Partout, on assiste à des réalisations plus ou moins importantes et rapides.

Dans l'ensemble des pays capitalistes, malgré ce qui s'y accomplit à cet effet, les créations ne correspondent pas aux nécessités de la vie sociale.

L'urbanisme rationnel, intégral n'existera que lorsque les intérêts particuliers, capitalistes, propriétaires, feront place à l'intérêt collectif. L'urbaniste, en société capitaliste, ne peut avoir les mêmes vues qu'en société socialiste, ce mot pris dans son sens général ; les horizons ne sont pas les mêmes. Une ville ne comportera plus ses quartiers bourgeois et ses quartiers ouvriers, les maisons auront le même confort. Examinons les plans actuels les plus modernes : ils indiquent bien la maison ouvrière, les bains populaires, les jardins ouvriers, etc., qui marquent nettement la différence persistante entre les classes sociales et l'urbaniste n'y peut rien !

Nous ne manquons ni de richesses matérielles (matériaux de toutes sortes) ni de techniciens remarquables, spécialistes de premier ordre, ni de machines.

Le tout est une question d'organisation, de répartition, de mise en commun de toutes ces richesses et de toutes ces valeurs, pour la mise en œuvre d'un plan immense mais réalisable.

Cependant, sous ces réserves absolues, nous pensons qu'il faut réaliser l'Urbanisme au maximum, au mieux, dès maintenant, afin de donner immédiatement plus de bien-être aux individus ; nous pensons qu'il faut créer une tendance, une opinion publique en faveur des améliorations réelles des villes et communes — mais dans le sens d'un urbanisme rationnel — et cette opinion doit provoquer cette action. — L. CLÉMENT-CAMUS.

UTILITARISME n. m. En un sens large, toutes les morales de l'intérêt sont des morales utilitaires ; néanmoins, c'est avec Bentham et Stuart Mill que l'utilitarisme atteint sa forme la plus parfaite. Aussi étudierons-nous seulement les idées de ces deux philosophes, renvoyant pour les autres systèmes à l'article *Intérêt*.

Pour Bentham, c'est un axiome incontestable que le plaisir constitue « le pôle de toute l'activité humaine ». Le problème moral ne peut donc être que celui de la « maximisation du bonheur » ; l'éthique se borne à nous éclairer dans la recherche de la plus grande somme de félicité. D'où l'obligation de créer une science positive de la vie pratique : science politique, économique, sociale, autant que philosophique. Et Bentham appelle *utilité* cette propriété d'un objet ou d'une action qui permet d'accroître la somme de bonheur ou de diminuer la somme de misère, soit des individus, soit des collectivités. Si les mots justice, bonté, moralité n'avaient pas un sens utilitaire, il faudrait les déclarer vides de toute signification. En raison de l'étroite solidarité qui unit les hommes entre eux, le philosophe anglais substitue d'ailleurs l'intérêt général à l'intérêt personnel. Ce n'est pas « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre ». Ni l'ascétisme, ni la morale de la sympathie ne sont capables de légitimer le principe qui leur sert de base. L'ascétisme appelle bonnes les actions qui produisent de la peine et mauvaises celles qui engendrent du plaisir ; pour juger d'un acte, la morale de la sympathie fait abstraction des conséquences qu'il entraîne. Bentham s'élève avec énergie contre ces deux manières de voir. Pour évaluer la bonté et la méchanceté d'une action, c'est-à-dire la quantité de plaisir et de peine qui en résulte, il propose une arithmétique morale, le « calcul déontologique ». Chaque plaisir doit être considéré au point de vue de l'intensité, de la proximité, de la certitude, de la durée, de la pureté, de la fécondité, de l'étendue ; ces sept caractères se retrouvent aussi dans chaque peine. Si l'on évalue numériquement ces divers points de vue, une addition permettra ensuite de connaître l'exacte quantité de joie ou de douleur qu'un acte nous procurera. Bentham, qui était avant tout un économiste, attache une importance spéciale à la question d'étendue, c'est-à-dire de fécondité en bien ou en mal par rapport aux autres hommes. Il importe de calculer les répercussions d'un acte, par delà l'individu, sur ceux qui l'environnent et même sur l'ensemble de la collectivité. Entre ceux qui mettent leur propre bonheur au-dessus du bonheur de leurs semblables, notre moraliste réclame des peines légales : peines dont la sévérité sera proportionnée à la grandeur de la faute. Et des considérations purement égoïstes suffisent, pense Bentham, à légitimer cette façon d'agir, car l'homme vertueux est « un bon calculateur qui amasse pour l'avenir un trésor de bonheur ; l'homme vicieux est un prodigue qui dépense sans compter son revenu ».

Stuart Mill qui fut l'ami de Bentham, mais qui subit de plus l'influence de Saint-Simon et d'Auguste Comte, a exposé ses idées morales dans son livre « de l'Utilitarisme ». Ce dernier terme, dont Galt s'est servi le premier, prend un sens nettement défini chez Stuart Mill et résume admirablement sa philosophie sociale. S'il admet que les actions sont bonnes dans la mesure du bonheur qu'elles engendrent, que le plaisir et l'absence de souffrance sont, en définitive, les seuls biens désirables, il soutient que les plaisirs ne sont pas des quantités fixes et qu'ils ne sauraient faire l'objet d'une science objective, de tout point comparable à une comptabilité commerciale. Variable avec les individus et les circonstances, le plaisir reste affaire d'expérience personnelle. Mais il existe des jouissances qualitativement supérieures à d'autres, et c'est elles qu'il faut préférer en raison de leur dignité intrinsèque, de leur valeur morale et intellectuelle. « Me demande-t-on, écrit Stuart Mill, ce que j'entends par différence qualitative des plaisirs, en d'autres termes, ce qui fait un plaisir plus estimable qu'un autre, autrement qu'à un point de vue quantitatif, je ne vois à cela qu'une réponse possible. Si ceux qui ont expérimenté deux plaisirs choisissent tous ou presque tous l'un des deux, sans y être portés par quelque sentiment d'obligation morale, on peut dire que

celui-là est le plaisir le plus désirable. Si de ces deux plaisirs l'un d'entre eux est placé par les gens compétents bien au-dessus de l'autre quoiqu'il soit très difficile à atteindre, si on ne veut pas abandonner sa poursuite pour la possession de l'autre, on peut affirmer que le premier plaisir est de beaucoup en qualité supérieure au second, bien que moindre peut-être en quantité.

C'est un fait indéniable que ceux qui connaissent également et sont capables d'apprécier et de goûter deux façons de vivre, donnent la préférence à la manière de vivre qui mettra en œuvre chez eux les facultés les plus hautes. Il est peu d'hommes par exemple, qui accepteraient d'être transformés en animaux les plus vils, même si on leur promettait une entière jouissance des plaisirs bestiaux ; aucun être intelligent ne consentirait à devenir un sot, aucun savant à devenir un ignorant, aucun homme de cœur à devenir égoïste, si même on leur persuadait que le sot, l'ignorant, l'égoïste sont plus satisfaits du lot reçu qu'eux du leur. Ils ne consentiraient pas à quitter ce qu'ils possèdent en plus de ces êtres, pour obtenir la complète satisfaction du désir qu'ils ont en communauté avec eux ». Un peu plus loin, Stuart Mill ajoutera : « Mieux vaut être un homme malheureux qu'un pourceau bien repu, un Socrate mécontent qu'un imbécile satisfait, et si l'imbécile et le pourceau sont d'un autre avis, c'est qu'ils ne connaissent qu'un côté de la question ». Ainsi, tant par ses éléments de distinction élective que par ses éléments de subjectivité qualitative, la morale est d'un autre ordre que le calcul statique.

Parmi les plaisirs vraiment supérieurs, il convient de placer les joies de l'altruisme. Se dévouer pour ses semblables procure la plus haute félicité ; l'égoïste se prive de satisfactions d'un prix incalculable. « Tout être humain, à des degrés divers, est capable d'affections naturelles et de véritable intérêt pour le bien public ». Aimer son prochain comme soi-même, faire aux autres ce que l'on voudrait qu'ils nous fissent, « telles sont les deux règles d'idéale perfection de la morale utilitaire ». Toutefois, renoncement et sacrifice n'ont point de valeur intrinsèque ; ils seraient inutiles, s'ils n'augmentaient pas la somme totale du bonheur de l'ensemble. Pour opérer une association indissoluble entre l'idée du bonheur individuel et l'idée du bonheur collectif, Stuart Mill réclame une réforme profonde de l'organisation sociale, ainsi qu'une efficace collaboration des éducateurs : « Il faudrait que les lois et les conventions sociales puissent disposer les choses de telle sorte que le bonheur, ou, pour parler plus pratiquement, que l'intérêt de chacun fût, autant que faire se peut, en harmonie avec l'intérêt général. Il faudrait aussi que l'éducation et l'opinion, qui ont une influence si considérable sur les hommes, créent dans l'esprit de chaque individu une association indissoluble entre son propre bonheur et celui des autres, particulièrement entre son propre bonheur et la pratique des règles de conduite négatives et positives prescrites par l'intérêt général. De cette façon l'homme ne concevrait même pas l'idée d'un bonheur personnel qui serait uni à une conduite pratiquement opposée au bien général ; une tendance directe à procurer le bien général pourrait être en chaque individu un des motifs habituels d'action ; les sentiments liés à cette impulsion tiendraient une place importante dans la vie de chaque créature ». Le sentiment altruiste de la sympathie est, d'ailleurs, aussi naturel et aussi primitif que l'amour égoïste de soi-même. Et le progrès humain ne s'opère que dans la mesure où les individus collaborent, sans retour égoïste, au bien de la collectivité.

Sans nier les mérites de la morale utilitaire, beaucoup plus conforme aux exigences d'une saine nature que la morale d'un Kant, d'un Durkheim, d'un Bergson, nous l'estimons aussi défectueuse chez Stuart

Mill que chez Bentham. Ses principes, sa méthode et ses conclusions restent dans le cadre des préjugés de l'éthique traditionnelle. C'est un décalque de la morale chrétienne, transposé dans le plan utilitaire. Notre conception de l'éthique est bien différente. Délaissant les divisions admises jusqu'à présent, nous distinguons d'une part, la conception d'un idéal d'existence et, d'autre part, la détermination des moyens capables d'assurer sa réalisation pratique. Variable avec les individus, les époques et les milieux, la conception d'un idéal de vie garde nécessairement un caractère subjectif et personnel. Les procédés permettant d'aboutir à des réalisations pratiques ont, au contraire, un caractère objectif et scientifique très net ; s'appuyant sur les données du savoir positif, ils sont valables pour tous indistinctement. Dès lors, la morale n'est plus qu'une technique qui permet à chacun de se prononcer en pleine connaissance de cause sur le mode d'existence qui lui convient et qui fournit, en outre, les règles pratiques qui rendront possibles d'intéressantes réalisations. Toutes les techniques : médicales, industrielles, commerciales, artistiques, etc., visent à favoriser le bonheur humain ; la technique morale ne fait pas exception, elle apparaît même comme l'ultime synthèse de toutes les autres. A notre connaissance, nul philosophe n'a encore développé cette conception. Elle explique pourtant d'une façon parfaite le caractère, tout ensemble, permanent et variable du comportement moral de notre espèce. — L. BARBDETTE.

UTOPIE. — UTOPISTE. Que l'on envisage ce vocable sous l'angle moral ou matériel, ou même encore sous l'angle social, l'acception la plus couramment admise est qu'on considère comme utopie tout ce qui paraît d'une réalisation impossible. Le domaine des impossibilités absolues, des choses qui jamais ne verront le jour, qui ne sauraient, quelque effort que l'on fasse pour y parvenir, prendre consistance, qui, toujours doivent rester à l'état de rêve, de chimère, tel est celui qui convient à l'utopie et à ceux — les utopistes — animés de cette folle ardeur de former d'imaginaires et d'insensés projets.

Est-il besoin d'ajouter que les anarchistes en qui les partisans par trop fêrus de l'Autorité ne voient que les plus incorrigibles des utopistes ont, de l'utopie, une conception quelque peu différente ? L'Histoire autant que l'expérience et l'observation de chaque jour ne les ont-ils pas convaincus, depuis bien longtemps déjà, de la parfaite justesse du mot de Lamartine que « les utopies ne sont souvent que des vérités prématurées », non moins que l'exactitude rigoureuse des paroles d'Anatole France à savoir que « l'utopie de la veille n'est, le plus souvent, que la réalité du lendemain » ?

Il n'est point téméraire d'avancer que l'utopie est tout simplement soumise à la grande loi du Progrès et qu'on ne saurait admettre cette loi ainsi que ses innombrables et évidentes manifestations sans, du même coup, considérer l'utopie comme un fait conçu, à un moment donné, par quelque génial et audacieux cerveau, mais dont la matérialisation ne devient effective qu'après de multiples et laborieux tâtonnements, de pénibles et persévérants efforts et la difficile conquête de tous ceux qui s'étaient montrés longtemps sceptiques quant au triomphe définitif de ce fait.

Considérons tout de suite que l'idée d'utopie est en antagonisme formel avec l'idée religieuse et que si l'une (l'idée d'utopie qui, nous l'avons vu, est incluse dans l'idée de progrès) que si l'une fut si longtemps combattue, étouffée pour ainsi dire, c'est que l'autre fut, des siècles et des siècles durant, complètement dominante. Mais depuis les temps modernes et, d'une façon infiniment plus sensible et plus rapide, depuis quelque cinquante ans, époque qui vit enfin le triomphe des systèmes basés sur l'observation et l'étude de la Natu-

re, la notion du progrès tend à se développer et l'on voit tout naturellement entrer dans le domaine des réalisations positives, de nombreux plans ou systèmes sociaux considérés jusqu'alors comme de pures utopies.

Iul, au fur et à mesure que les Dieux s'évanouissent, la volonté et la puissance des hommes s'affirment ! On n'ose plus dire à l'individu que tout idéal de vie heureuse est placé dans le passé, qu'il doit jeter ses regards en arrière ! Sans secours divin, n'ayant, pour dieux que ses propres efforts, l'Humanité réalise, chaque jour quelque progrès et fait elle-même sa civilisation, qu'elle sait désormais ne plus pouvoir attendre des mains d'un Créateur !

Le merveilleux est, en effet, de plus en plus éliminé du monde et de l'humanité par le seul fait d'une transformation lente et continue dans le temps, d'une marche en avant rendant totalement inutile l'intervention du miracle, mais nécessitant, par contre, une volonté d'action, l'utilisation de toutes les connaissances humaines, desquelles dépend la solution des divers problèmes considérés jusqu'à ce jour comme utopiques et que s'était posés la pensée abstraite !

A travers les âges, l'Homme parvient à triompher de presque toutes les forces hostiles de la Nature. Les tentatives faites, par exemple, il y a un siècle, en vue d'asservir, de domestiquer les éléments, tentatives qui paraissent alors des plus utopiques, sont aujourd'hui couronnées de succès et les conquêtes du progrès, dans le domaine matériel, sont telles, que l'on peut hardiment avancer que les conceptions les plus osées, les plus audacieuses sont d'ores et déjà permises et assurées du triomphe dans un avenir plus ou moins rapproché. L'Homme a vaincu la Nature en faisant de l'utopie une magnifique et féconde réalité !

Est-il insensé de prétendre qu'il ne saurait en être autrement dans le double domaine moral et social ?

Certes, il sied de reconnaître que les progrès, que les transformations, que les conquêtes accomplies par l'humanité sur le plan matériel n'ont point été accompagnées des mêmes conquêtes, des mêmes transformations et des mêmes progrès dans l'ordre moral et moins encore, peut-être, dans le domaine social. L'individu a, sans doute, triomphé plus aisément des forces hostiles qui l'entourent que des passions appauvrissantes qu'il porte en lui. Grâce à de puissants appareils, il s'élève sans peine, dans les airs ; trop rarement, hélas ! et bien souvent encore au prix de mille efforts, il s'élève au-dessus d'une humanité où persistent les sentiments mesquins et vils ! Il continue à se débattre dans les mille mensonges de la vie quotidienne et il n'apporte à la réalisation de cette séduisante harmonie sociale si généreusement conçue par les « Utopistes » du XIX^e siècle qu'une volonté trop molle, qu'une énergie trop souvent défaillante !

Ici, deux conceptions s'affrontent. L'une veut que l'individu ne se libérera jamais des mille préjugés qui obscurcissent sa raison et qu'un milieu nettement hostile autant qu'une éducation radicalement fausse n'ont fait qu'entretenir et développer. Conception qui s'inspire de cette théorie en vertu de laquelle le progrès, dans l'ordre moral, ne serait qu'un piétinement sur place, sans qu'il soit tenu compte de ce fait indéniable, évident comme la lumière du soleil, que puisque nos pères nous ont préservés de nombreuses erreurs où ils sont tombés, il devient, par suite, tout à fait logique qu'il est en notre pouvoir d'épargner nos propres erreurs à nos descendants ! Il est à remarquer que les partisans de cette conception qui se déclarent volontiers des hommes positifs, des esprits éclairés, proclament que l'individu ne pourra jamais vivre sans une autorité qui le pille à toutes les obligations et à tous les devoirs que comporte la vie en société, d'où il s'ensuit, naturellement, le classement, la catégorisation des hommes en maîtres et en esclaves, donc : en riches et en pauvres !

L'autre conception — celle des « utopistes » que sont les anarchistes — se base sur les considérations que voici.

En interrogeant loyalement l'Histoire, ne mesure-t-on pas immédiatement l'immensité du chemin parcouru par cette unique constatation que, parti d'une liberté plus que précaire dont la force était la seule mesure, l'individu, par les divers degrés d'une liberté que garantit plus ou moins ce qu'on pourrait appeler une hiérarchie de privilèges, s'élève peu à peu à une liberté que son sentiment de plus en plus animé de l'égalité assure et que ne limitera, somme toute, que le droit dont il a une conscience de plus en plus nette et qu'il tend, chaque jour davantage, à renaitre à ses semblables ?

Ils savent, ces irréductibles « utopistes », que si la théorie du progrès ininterrompu est démentie par mille faits qui nous montrent, en effet, qu'un état postérieur n'est pas nécessairement en avance sur celui qui le précède ; que s'il a des flux et des reflux, des arrêts momentanés, des reculs parfois défluitifs et même des recommencements, il n'en reste pas moins exact que la moralité, ainsi que la notion de la vie du XIX^e siècle, par exemple, l'emportent — et de beaucoup — sur les abominables superstitions du moyen âge catholique et que, de nos jours, si sombres que soient les heures que nous vivons, si inquiétants les événements dont nous sommes et serons encore les témoins, nous sommes fondés à affirmer que, de plus en plus, le droit humain se substitue à la force brutale et à la grâce divine ; la simple justice à l'amour mystique ou à la notion de charité ; la raison, l'esprit de révolte, l'expérience scientifique à l'extase, à l'esprit de soumission et à l'ignorance !

Plus de fatalisme providentiel, mais la certitude que le temps, les circonstances et surtout l'individu lui-même demeurent les grands et décisifs facteurs de l'évolution, que l'homme, artisan de sa destinée, imprime à l'histoire quelque chose de son activité et que, s'il est vrai que le milieu physique et intellectuel modifie, dans une forte mesure, les caractères, les mœurs, les institutions, c'est toutefois « de l'homme que naît la volonté créatrice qui construit et reconstruit le monde » (E. Reclus).

Lorsque les anarchistes rêvent « d'harmonie finale », quand ils ambitionnent l'instauration d'une société juste et fraternelle, d'où toute oppression serait bannie, où l'homme enfin cesserait d'être sous la dépendance et à la merci d'un autre homme, leurs adversaires — les tenants du principe d'autorité — ne manquent jamais de les qualifier d'« utopistes » ! On se hausse, en effet, très difficilement jusqu'à cette notion des faits, qu'il ne saurait y avoir que deux méthodes en matière sociale : celle qui consiste à faire rétrograder la société, à la faire retourner résolument en arrière et l'autre qui veut que les hommes aillent résolument en avant. Et, si douloureuse que puisse être la contradiction qui existe entre la nouvelle conception du monde, à laquelle se rallient tous les esprits vraiment éclairés et entièrement désabusés, et les vieilles institutions frappées de mort, qui ne trouvent de partisans que parmi ceux qui en retirent tous leurs privilèges, il faut, de toute nécessité, faire son choix entre ces deux méthodes.

Or les anarchistes sont convaincus que le salut de l'Humanité ne saurait être dans le passé ; ils ne peuvent donc placer tous leurs espoirs que dans l'avenir. Réellement soucieux de mettre enfin un terme au déchirement intérieur qui se produit chez la grande majorité des individus, c'est-à-dire le perpétuel désaccord entre la forme et le fond, ils affirment et sont en mesure de prouver, que ce qu'il faut avant tout à l'Humanité pour qu'elle connaisse le bonheur, c'est la possibilité, pour elle, de vivre en conformité de ses conceptions et de ses vœux. Que disparaissent donc les formes désuètes et que

prennent place des formes nouvelles qui ne s'inspirent que de la souveraine raison et d'une saine justice !

Les hommes — nous l'avons dit — tendent à s'affranchir des Dieux. D'autre part, le progrès leur enseigne des vérités, pose des principes d'où résulte une morale infiniment plus profonde et autrement sublimée que toutes les morales religieuses en usage et qui, tour à tour, se sont révélées impuissantes à développer les nobles sentiments et à créer joie et bien-être. Morale nouvelle qui incite l'individu à pratiquer envers ses semblables cette grande loi de la solidarité sans laquelle aucune civilisation n'est possible ni durable et sur laquelle reposera la société conçue par les anarchistes et que de prochaines générations plus viriles et à la volonté plus agissante feront entrer, de l'« utopie » dans le champ des fécondes réalités en suscitant enfin la venue d'une Humanité qui vivra et se développera dans une atmosphère de vérité et de justice, propice à l'éclosion des sentiments de fraternité et d'entraide ! — A. BLOQ.

UTOPISTES (les) ET LA QUESTION SEXUELLE.

[On appelle « utopie » (du grec où, non, et *topos*, lieu — c'est-à-dire : chose qu'on ne rencontre en aucun lieu) un pays imaginaire où tout est parfaitement réglé pour le bonheur de chacun ; l'utopiste est le créateur d'une Utopie ; ce peut être aussi le partisan des créations de ce genre]. Dans sa *Philosophie de la Préhistoire* (p. 101), Gérard de Lacaze-Duthiers assure que c'est « dans » le domaine sexuel que la morale est la plus immorale. « C'est là surtout qu'elle manifeste sa mauvaise humeur, car ayant la vie en horreur, la source de la vie lui est insupportable. Elle décrète impérativement » que ce qui est naturel est immoral. Aussi aboutit-elle « à des incohérences sans nombre. Elle est obligée de » découvrir des faux fuyants : des détours, des compromis pour paraître logique. Elle ne fait que démon- » trer par là son illogisme en fait de morale sexuelle. » L'humanité retarde. Elle ne sait ce qu'elle veut, elle » se débat dans un tissu de contradictions. Elle se renie » sans cesse. Elle ne paraît pas soupçonner qu'il existe » une question sexuelle, la plus importante de toutes » les questions qui l'occupent. De cette question, en » effet, dépend le bonheur des individus. Sous aucun » prétexte, elle ne veut en entendre parler : ce serait » la fin de tout. A plus forte raison d'une esthétique » sexuelle, considérant l'œuvre de chair comme une » œuvre d'art. O bêtise éternelle, tu règnes dans ce » domaine souverainement. Jamais certains esprits ne » se décideront à regarder la vérité en face. L'humanité » ne diffère pas de l'animalité. Elle a comme elle un » sexe. Elle est soumise aux mêmes lois. L'homme n'est » pas une entité : il possède un corps. C'est de l'hypo- » crisie de ne pas en convenir. Il faut donc se résoudre » à admettre certaines fonctions, certains gestes, n'en » déplaise aux esprits bien pensants, esprits pauvres » et pauvres esprits, qui ne parlent qu'à mots couverts » des organes sexuels, comme d'une chose inouïe » ble... » Une éthique sexuelle n'est guère possible » dans une société qui ne s'intéresse qu'à des combats » de boxe ou des prouesses d'aviateurs. »

Les utopistes, les esprits qui ont couché sur le papier leur rêve d'une société sinon parfaite, du moins perfectionnée, ou autre que les milieux sociaux où ils vivaient, n'ont eu garde de passer sous silence la question sexuelle, que nous regardons, nous aussi, comme l'un des plus importants problèmes qui sollicitent l'humanité. Il n'est pas une utopie où, d'une façon ou d'une autre, on n'apporte une solution aux difficultés que peut soulever non seulement l'amour, mais son fruit : l'enfantement.

Si la question des relations sexuelles entre homme et femme a préoccupé, dans toutes les époques, les penseurs de toute espèce : les sociologues, les artistes, les moralistes et les hygiénistes, chacun y apportait une

solution qui, tout en s'appliquant à la généralité, satisfaisait le tempérament et la pensée de l'auteur.

De sorte que cette question est restée et restera une cause de débats prolongés. Elle ne peut faire moins qu'intéresser tous les penseurs préoccupés de préparer les voies à un devenir meilleur, et qui cherchent une solution harmonisant avec la liberté, le bien-être et la félicité de tous. La question intéresse les utopistes, inventeurs de sociétés futures, comme tous les autres problèmes de la vie sociale, elle les intéresse même à un très haut degré, sa résolution constituant l'une des principales bases de la raison d'être d'une vie nouvelle.

... Mais les solutions présentées divergent profondément, non seulement selon les époques, mais surtout selon les préoccupations et le déterminisme de l'auteur.

Tous les anciens utopistes s'accordaient pour abolir la propriété privée ; ils se trouvent même tous d'accord pour donner au travail un caractère obligatoire, mais quand il s'agit des relations sexuelles, l'unanimité du point de vue et des mesures nécessaires cesse.

Dans sa *République*, Platon (429-347 avant l'ère vulgaire) décrète non pas la communauté des femmes, mais des mariages renouvelés chaque année par le sort, de sorte que chaque femme puisse avoir 15 à 20 maris différents, comme chaque homme 15 à 20 épouses. Le but est d'obtenir, par ces croisements, des produits de qualité supérieure. Mais ce n'est qu'en apparence que le sort règlera ces unions ; les magistrats, usant d'une fraude patriotique, assortiront les couples de manière à obtenir les meilleures conditions de reproduction. Du reste, la fidélité sexuelle est de rigueur dans ces mariages passagers.

Les enfants ne connaissent pas leurs parents : déposés dès leur naissance dans un bâtiment commun, ils seront allaités par les mères transformées en nourrices publiques ; une éducation commune leur est dispensée. Ne connaissant ni leurs pères ni leurs mères, ils seront obligés par conséquent de se considérer comme frères, d'avoir pour tous les hommes et pour toutes les femmes le même respect filial, tandis que tous les hommes et toutes les femmes auront pour tous ces enfants la même tendresse paternelle ou maternelle. L'idée est de faire disparaître, par ce moyen, les privilèges de la naissance, l'ambition de famille, etc...

Dans ses *Lois*, Platon a fait des concessions à l'organisation sociale de son temps, mais il n'a rien retranché du point de vue où il s'était placé dans sa *République* : c'est que l'abolition de la famille est la condition nécessaire, la suite inévitable de la communauté des biens. Loin de se désavouer donc, il écrira : « Quelque part donc que cela se réalise ou doive se réaliser un jour, que les femmes soient communes, les enfants communs, les biens de toute espèce communs et qu'on apporte tous les soins imaginables pour retrancher du commerce de la vie jusqu'au nom même de propriété ; de sorte que les choses mêmes que la nature a données en propre à chaque homme deviennent en quelque sorte communes à tous autant qu'il se pourra... en un mot, partout où les lois viseront de tout leur pouvoir à rendre l'Etat parfaitement un, on peut assurer que c'est là le comble de la vertu publique ». (*Les Lois*, chap. V).

Diodore de Sicile, au siècle d'Auguste, parlera d'une île de l'Océan Indien qu'un certain Jambol et son ami avaient découverte au cours d'un voyage d'affaires. On y va plus loin que Platon. Le mariage y est inconnu. La communauté des femmes y règne et les enfants y sont élevés comme appartenant à tous et sont également aimés de tous. Tant qu'ils sont encore petits, il arrive souvent que les nourrices échangent leurs nourrissons, de telle sorte que les mères ne connaissent pas leurs propres enfants. Ils ignorent l'ambition et vivent dans la paix et la concorde.

Diodore de Sicile n'était pas aussi « utopiste » qu'il paraît. Il semble, en effet, que le communisme sexuel

ait été pratiqué dans la colonie grecque de Lipara (en 590 avant l'ère vulgaire) établie dans une île au nord de la Sicile. L'idée, non plus de la communauté des femmes, mais de la promiscuité sexuelle est familière à l'antiquité. Le gouvernement romain a agi avec la dernière rigueur contre les mystères consécutifs aux Bacchanales (186 avant J.-C.). La sévérité du Sénat à leur égard — cette secte comptait 7.000 affiliés rien que pour Rome : elle avait des ramifications en Etrurie et en Campanie et dans toute l'Italie — montre qu'en dehors du culte de la vie et de la mort, ces sectaires devaient, en se servant de la violence, poursuivre quelque but social, d'autant plus que les Bacchanales furent rétablies plus tard.

Ecrivant de nombreux siècles après Platon, Thomas More (1420-1481) se montre un adversaire absolu de la bigamie, l'organisation de son *Île d'Utopie* étant basée sur la famille, négation absolue de toute communauté des femmes. Dans l'*Île d'Utopie*, l'adultère est tenu en même horreur que nous tenons la lèpre, par exemple, et si on en découvre un cas, les fauteurs sont condamnés à la plus cruelle des servitudes ; dans *La Cité du Soleil*, de Campanella, de même date que *L'Utopie*, de Thomas More, la thèse de Platon est reprise et adoptée en partie, l'amour y est beaucoup plus libre et on ne condamne plus que les vices et leurs anormalités. Par exemple, dans la « Cité du Soleil », ceux qui sont privés de la responsabilité et de l'honneur de la fécondation, les femmes stériles et hystériques ont toute liberté de chercher satisfaction de leurs sens ; les femmes, une fois devenues stériles, se transforment automatiquement en femmes mises à la disposition « de tous » ; seulement, elles ne sont attribuées qu'à des mâles trop ardents, aux moments et aux occasions qui leur plaisent le mieux.

Campanella qui pour le reste, est plus utopiste et autoritaire que Thomas More, se montre en matière sexuelle, beaucoup moins intransigeant que lui et beaucoup plus compréhensif de certaines anomalies de l'être humain : il cherche beaucoup plus à les prévenir qu'à les réprimer ; il concède donc une ample liberté en matière sexuelle. Selon les lois en vigueur dans « la Cité du Soleil » un homme devrait commencer à avoir des relations avec les femmes à l'âge de 21 ans. Mais « cette date est retardée pour les tempéraments lymphatiques et il est permis à certains individus d'entretenir, avant cet âge, des relations sexuelles avec des femmes, mais uniquement avec celles qui sont encelutées ou stériles, afin d'éviter qu'ils se livrent à la pratique des « vices antinaturels ». Ce qui dénote chez Campanella une profonde connaissance de l'homme. Sa conception des relations sexuelles est bien en avance des coutumes de son époque et même de la nôtre. La question de la procréation tient une grande place dans « La Cité du Soleil » ; on s'en occupe jusqu'en ses détails les plus intimes, avec un soin extrêmement rigoureux. Plus que dans les autres utopies, on fait attention aux différences inévitables de tempérament des uns et des autres ; on admet les exceptions aux règles communes, concédant plus de liberté aux plus impétueux. « Les vieilles et les matrones pourvoient aux satisfactions des besoins de ceux qui sont les plus ardents et les plus inclinés aux plaisirs de l'amour. Elles reçoivent les confidences secrètes des jeunes gens dont elles ont déjà eu l'occasion de connaître, durant les jeux olympiques, l'impétuosité de tempérament. Nonobstant ceci, est toujours nécessaire l'avis du magistrat préposé au soin de la génération ».

Pour un autre utopiste, Morelly, la monogamie est de rigueur dans sa cité idéale, régie par *Le Code de la Nature* (1755), tous étant dans l'obligation de se marier.

Ses lois conjugales prescrivent qu'arrivés à l'âge de s'unir, les habitants de la cité seront mariés et que personne ne sera exclu de cette loi à moins que la nature ou la santé ne s'y oppose. Le célibat ne sera

permis qu'aux personnes ayant dépassé la quarantaine, car après cet âge la procréature est de mauvaise qualité. L'idée n'est pas nouvelle. Elle se trouvait déjà chez Platon. Dans sa *République*, l'avortement est prescrit aux femmes concevant après quarante ans, les enfants venus alors au monde ne promettant pas d'être d'une santé très vigoureuse. Cette préoccupation particulière pour la question de la génération, pour que les mères donnent naissance à des enfants beaux et forts est très compréhensible chez les utopistes ; ils désirent avoir dans leurs cités imaginaires, des citoyens de bonne qualité, sains, robustes, intelligents, tout à fait différents de la population qui les entoure. Comme la majorité des utopistes sont des autoritaires, ils s'en remettent aux lois, pour que tout soit fait selon les règles prescrites, lesquelles règles, selon eux, doivent garantir les bons résultats espérés.

Mais de tous les utopistes dont il a été parlé jusqu'ici, c'est toujours et encore Campanella qui s'arrête davantage sur la question et l'étudie le plus amplement. On sent en lui le poète et le fils du pays du soleil.

On peut lui opposer William Godwin (1756-1836), esprit froid et raisonneur, qui a de l'amour une conception austère, privée de toutes les fantaisies dont les poètes ont accoutumé de couronner leurs hypothèses. Dans la cité idéale rêvée par Godwin, l'amour est et devrait être privé de tout sentimentalisme inutile. Comme pour les autres questions, la raison doit y jouer le premier rôle. Son rite ne se célèbre pas parmi les chants et les fleurs, comme le voulait Campanella, mais bien selon une formule raisonnée et positive. Ce n'est pas la participation à des funérailles, certes, mais à un culte austère. La loi réglant cet amour sera la liberté la plus grande, sans souffrances, sans unions forcées, sans cohabitation fixe. L'amie doit savoir respecter le silence de celui avec qui elle cohabite... Deux personnes, dans un même logement, pour toujours, voilà une idée qui épouvante Godwin et le remplit d'horreur. D'ailleurs, dans sa cité, il n'y a ni serrures, ni cadenas, et, cependant les domiciles sont inviolables.

Dans ses conceptions sociales, telles qu'elles sont développées en sa *Justice Politique* (*The Enquiry concerning Political Justice and its Influence upon general virtue and happiness*, Londres, 1793), Godwin se montre un adversaire résolu du communisme casernier et centralisateur conçu à la façon de Thomas More, de Campanella, de Morelly et de maints autres. Il combat la tyrannie, trace les plans d'une société nouvelle, économiquement régie avec plus de justice que l'actuelle, mais c'est surtout et avant tout pour obtenir plus de liberté qu'il descend dans l'arène. En amour, il est pour la pluralité. Selon lui, dans le milieu qu'il anticipe, l'amour dans les relations entre hommes et femmes, fera place à l'amitié ; les hommes aimeront les femmes pour leurs vertus et les qualités de leur intelligence. Aucune espèce de jalousie ne pourra naître entre les différents « amis » d'une femme, les relations sexuelles étant considérées comme dépourvues d'importance. Cette conception fut très rudement combattue par les nombreux critiques de ses idées et de sa conception sociale de la vie, mais spécialement par Malthus dans son fameux *Traité de la Population*, où il faisait remarquer que l'amour étant conçu et pratiqué de cette manière, la terre serait promptement peuplée dans des proportions telles que sa population deviendrait rapidement supérieure à ses moyens d'existence. Godwin répondit à ces critiques par un livre : *Réponse aux théories de Malthus sur la population*, très mal accueilli par certains clans réactionnaires, précisément à cause de la critique approfondie qu'il y faisait des théories malthusiennes. Ces discussions n'ont d'ailleurs rien à voir avec le sujet traité ici. Godwin prétendait que la perversion extrême des mœurs qui se remarque dans les

relations sexuelles entre hommes et femmes sont dues à ce qu'ils ne sont pas unis par l'affection la plus pure. En réalité, dans la société future, de même façon que les hommes mangeront et boiront, non par amour pour la table, mais parce que boire et manger sont nécessaires à la santé, de même il propagera son espèce, non pour le plaisir qui s'annexe à l'acte sexuel, mais parce qu'il est nécessaire que l'humanité se perpétue. L'œuvre de la procréation sera régie par la raison et le devoir. Les hommes ne procréeront pas davantage que le nombre d'enfants voulu ; si moins d'enfants sont nécessaires, ils régleront d'après cela la procréation. Parce qu'il peut arriver un jour que l'humanité soit immortelle...

Après ce coup d'œil jeté sur les diverses conceptions que certains penseurs ont exprimées de l'amour et de sa fonction comme régénérateur de la vie, considérons d'un peu plus près comment en ces utopies, on applique les règlements relatifs à l'amour et à la procréation.

Thomas More ne s'arrête pas beaucoup sur les formes de mariage en vigueur en Utopie. Il dit : « Les jeunes filles pourront se marier à 18 ans et les jeunes gens après avoir dépassé 20 ans ». Le mariage s'accomplit selon des règles bien préétablies. Pour choisir une femme, par exemple, les jeunes gens se font présenter à leur épouse en perspective par une dame honnête et sérieuse : « La future fiancée, célibataire ou veuve, est montrée complètement nue et, réciproquement, un homme d'une probité éprouvée fait voir à la jeune fille son futur fiancé complètement dévêtu ».

Ces précautions sont prises parce que, en Utopie, le mariage est envisagé comme très sérieux. « Quand vous achetez un cheval, affaire de peu d'écus, vous prenez des précautions infinies. L'animal est presque nu, ce qui ne vous empêche pas d'enlever la selle et autres harnachements de crainte qu'ils ne voilent quelque vice. Et quand il s'agit de choisir une femme, choix qui influence tout le reste de votre vie, qui peut faire votre bonheur ou votre malheur, vous montrez la plus complète indifférence ! Comment pouvez-vous vous lier par une union indissoluble à un corps tout couvert par les vêtements qui le cachent ; vous jugez d'une femme par un espace découvert d'un pied de dimension, puis-que le visage est la seule partie découverte ? N'avez-vous pas crainte de découvrir une difformité secrète, qui vous fera maudire tout le reste de vos jours cette union malheureuse ? ».

L'adultère est sévèrement châtié et même, en cas de récidive, puni de mort. Le divorce pur et simple est excessivement difficile à obtenir. « Il arrive de temps à autre en Utopie que le mari et la femme ne peuvent plus vivre ensemble, à cause de l'incompatibilité de leurs caractères et recherchent l'union avec d'autres êtres pouvant leur offrir une vie plus douce et plus heureuse. La demande de séparation doit être présentée aux membres du Sénat qui, après avoir soigneusement examiné la requête (assistés de leurs femmes) repoussent ou autorisent le divorce ». A vrai dire, le mariage n'est presque uniquement rompu que par la mort. Les Utopistes savent qu'entretenir l'espérance de se remarier facilement est un mauvais moyen pour resserrer les liens de l'amour conjugal.

Par ailleurs, il leur est sévèrement défendu de se laisser outre-mesure entraîner par les sentiments. « Les individus des deux sexes coupables d'avoir cédé au plaisir, avant le mariage, seront sujets à une sévère censure ; le mariage leur sera absolument prohibé ; et leurs parents, également, seront punis, parce qu'ils n'ont pas su surveiller convenablement la conduite de leurs enfants ». Cette sévérité ne nous doit pas surprendre absolument si nous réfléchissons à la forme de société régissant l'île tout entière, sorte de patriar-

cat très austère, où toute la vie gravite autour de la cellule centrale qu'est la famille. Pour la maintenir, il faut resserrer les liens sociaux d'une telle manière que la forme de gouvernement reste intacte ; sinon, elle ne tarderait pas à être anéantie, et en peu de temps, C'est à quoi tendent toutes les restrictions ci-dessus citées.

Dans *La Cité du Soleil*, le point de vue est tout autre. L'unique préoccupation qui domine dans les relations sexuelles est, comme à Sparte, de procréer des hommes beaux et forts. « L'âge exigé pour l'union des deux sexes afin de propager l'espèce est 19 ans pour la femme et 21 pour l'homme. » Comme on l'a vu plus haut il y a des conceptions en faveur des plus vigoureux, sexuellement parlant ; tous ceux qui ont pu arriver à s'abstenir de cohabiter avec des femmes jusqu'à l'âge de 21 ans et si possible jusqu'à 27 ans « sont fêtés publiquement, on leur chante des hymnes dans de grandes assemblées et on leur consacre des fêtes publiques... » La jeunesse des deux sexes se consacre aux exercices gymniques complètement nus, à la façon des lacédémoniens. Le magistrat peut ainsi se rendre compte de la vigueur respective de chaque individu et de ce qui convient relativement à la proportion des organes pour l'union des sexes. Ce n'est qu'une fois toutes les trois nuits et après avoir pris un bain, qu'on peut s'adonner aux plaisirs de l'amour. Il existe une règle qui est d'unir les femmes remarquables par leur tempérament ou leur beauté avec des hommes grands et vigoureux, les individus corpulents avec les minces, de manière, grâce à ce croisement, à améliorer la race.

Il est étonnant d'observer comment Campanella s'est préoccupé, même dans les détails les plus infimes, de l'accouplement. « Les individus désignés pour remplir le devoir de la procréation ne peuvent s'y adonner qu'après la digestion accomplie. On aura soin de placer dans l'habitation où se trouve le lit de belles statues représentant des hommes célèbres, pour que, les femmes les contemplant, elles dirigent leurs regards vers le ciel, demandant à Dieu de leur donner des fils semblables aux modèles. Le père et la mère coucheront dans des habitations séparées, jusqu'à l'heure fixée pour le cohabiter ; et, à ce moment précis une matrone viendra ouvrir les portes de communication ». Les trois jours d'abstinence exigés de l'homme ne s'entendent que lorsqu'il s'agit de la procréation ; autrement, ce délai n'est pas nécessaire. « Si après un premier coït, une femme ne conçoit pas, elle passe successivement dans les bras d'autres hommes ; si après diverses épreuves, il est prouvé qu'elle est stérile, elle est déclarée femme commune ; mais elle est alors privée des honneurs qui s'accordent aux mères de famille : au Conseil de la Génération, au temple et à la table commune ». Ceci pour éviter que les plaisirs de l'amour ne poussent aucune femme à se rendre volontairement stérile.

Parmi les utopistes de la Renaissance, Campanella est le seul qui ait la conception la plus large de l'amour, mais il ne considère l'union des sexes qu'au point de vue de la procréation — il y subordonne tout : constitution physique, tempérament, etc... On ne saurait nier à Campanella et aux utopistes apparentés à lui d'avoir été des précurseurs en matière d'eugénisme. L'eugénisme n'est pas une conception contemporaine. L'antiquité grecque, en particulier, a été préoccupée par la question de la qualité des produits humains : en dehors de la culture physique, il semble qu'on ait cru alors que le spectacle du corps nu, soit au naturel, soit représenté, influait sur la génération des êtres. Sans doute les nombreuses statues édifiées dans les villes, dans les jardins, dans les bois, sur les routes, avaient-elles pour but de créer un état d'esprit favorable à la procréation de beaux enfants. Le christianisme, par son mépris du corps humain, son exaltation de la chasteté et de la

virginité, son infériorisation de l'œuvre de chair, est responsable du fait qu'on a reporté sur la toilette l'attention qu'on accordait jadis au corps nu. Notre eugénisme actuel, sous ses dehors scientifiques, n'est pas tant libéré que cela du préjugé de « la pureté » chrétienne.

Nous le répétons, quelques-unes des préoccupations de l'auteur de la « Cité du Soleil » ne sont pas originales, les Lacédémoniens avaient employé eux aussi des moyens appropriés pour obtenir des produits humains forts et vigoureux, mais Campanella ne sut pas s'assimiler leur amour de la liberté — pas plus que le point de vue des Carpocratians, dont il s'inspira, paraît-il, pour imaginer son utopie. Parmi les Carpocratians, secte fondée au début du second siècle de l'ère vulgaire par Carpocrate et son fils Epiphane, les enseignements chrétiens avaient été portés à une telle conséquence qu'un communisme absolu y régnait. Ils pratiquaient la communauté des biens et celle des sexes. C'était la coutume parmi eux, quand ils recevaient un hôte, que leur compagne s'offrit d'elle-même à lui. Mais aux XVI^e et XVII^e siècles, bien que, spécialement dans les classes riches, les mœurs fussent assez libres, on n'aurait jamais permis, même dans des ouvrages de fantaisie, la propagation d'idées comme celles des Carpocratians. C'est pourquoi les auteurs de ce tempé-là sont très chiches en ce qui concerne la question sexuelle. Ce qui est dû aussi au fait qu'ils acceptaient l'idée religieuse qui considérait le mariage comme indissoluble et comme la seule forme d'union permise entre l'homme et la femme.

Morelly lui-même, qui pour maints autres sujets, fut un innovateur des plus audacieux, un démolisseur acharné de mensonges conventionnels, ne fait que répéter, en ce domaine, ce qu'avaient déjà exprimé ses devanciers.

Dans son *Code de la Nature*, on trouve un groupe de lois conjugales destinées, selon son auteur, à éviter tous les abus. Voici ce qu'elles prescrivent, entre autres choses :

« Au début de chaque année se célébreront publiquement les fêtes du mariage. Les jeunes gens des deux sexes seront réunis et, en présence du Sénat de la Cité, chaque jeune homme choisira la jeune fille qui lui plaît le mieux et, après avoir obtenu son consentement, il la prendra pour épouse.

« Le premier mariage sera indissoluble pour un espace de dix ans ; au bout de ce temps, le divorce sera permis, soit à la demande des deux parties, soit à la requête d'une seule.

« Les raisons du divorce s'exposeront en présence des chefs de famille des tribus réunies, qui tenteront tous les moyens de réconciliation possible.

« Le divorce déclaré, les personnes séparées ne pourront se remarier avant un délai de dix mois. Avant ce temps, il ne leur sera permis ni de se voir ni de se parler ; le mari restera dans la tribu de sa famille et la femme retournera dans la sienne. Ils ne pourront traiter de leur réconciliation que par l'intermédiaire d'amis communs.

« Les personnes divorcées ne pourront se remarier avec quelqu'un d'autre que leur ex-mari qu'un an après le prononcé du divorce ; passé ce délai, il ne leur sera pas permis de se remarier.

« Les personnes divorcées ne pourront se remarier avec d'autres moins âgées qu'elles, ou d'un âge moindre que celles dont elles se sont séparées. Seules, les personnes veuves jouiront de cette liberté.

« Les personnes qui ont déjà été mariées ne pourront se remarier avec des jeunes gens qui ne l'ont jamais été. » (Nous reproduisons ces extraits d'après un texte espagnol, n'ayant pas le texte français sous les yeux.)

Le « Code » de Morelly constitue un petit progrès sur

les utopistes qui l'ont précédé, sur More spécialement. Il concède aux hommes une certaine liberté de choix. Il faut arriver jusqu'à William Morris — dans ses *Nouvelles de Nulle Part* — pour trouver une conception plus sensible, plus spontanée, moins codifiée de l'amour.

A vrai dire, il faut sauter deux siècles pour arriver de Morelly à William Morris, et nous négligeons une grande quantité de penseurs qui, dans cet intervalle, ont fait évoluer les idées. Avec William Morris, nous sommes au XIX^e siècle. Le mouvement social est né, il s'affirme chaque jour davantage, l'utopie d'hier est en passe de devenir, demain, une réalité. La femme, dont on ne tenait aucun compte, qu'on considérait comme un objet accessoire, est considérée non seulement en théorie, mais encore en pratique, comme l'égale de l'homme. Avec l'homme, et autant que lui, elle participe au développement de la vie sociale. Ce fait ne peut qu'influer sur les idées des penseurs et des artistes contemporains...

Morris imagine donc la vie future comme une harmonie poétique des facultés humaines indépendantes, mais se complétant, où la liberté de chacun trouve son complet épanouissement dans la liberté de tous.

« Si donc — explique le porte-parole de Morris — un « arrière grand-père — nous avons cessé d'être com-
« merciaux dans nos affaires d'amour, nous avons aussi
« cessé d'être artificiellement fous. La folie qui vient de
« la nature, l'imprudence de l'homme peu mûri, ou
« l'homme plus âgé pris dans un piège, nous devons
« nous arranger de tout cela et nous n'en sommes pas
« autrement honteux ; mais quant à être conventionnelle-
« ment sensibles ou sentimentaux... je crois que nous
« avons rejeté quelques-unes des folies de l'ancien mon-
« de... Du moins, si nous souffrons de la tyrannie et de
« l'inconstance de la nature et de notre propre manque
« d'expérience, cela ne nous fait pas grimacer, ni men-
« tir. S'il doit y avoir séparation entre ceux qui avaient
« pensé ne jamais devoir se séparer, qu'ils se séparent ;
« mais il ne doit y avoir aucun prétexte d'union, quand
« la réalité en a disparu ; pas plus que nous ne forçons
« ceux qui savent bien en être incapables à professer
« un sentiment éternel qu'ils ne peuvent véritablement
« pas éprouver ; c'est ainsi que si la monstruosité du
« plaisir vénal n'est plus possible, elle n'est pas non
« plus nécessaire... »

Un autre écrivain, Joseph Dejacques, publiait, en 1858, une Utopie anarchiste où la question de l'amour joue un rôle très important dans la formation de sa société paradisiaque. Les hommes y vivent complètement heureux parce que la liberté la plus complète y règne sur tous les terrains. L'homme et la femme, pour s'aimer n'obéissent à aucune loi, aiment quand il leur plaît, comme il leur plaît et qui leur plaît. Liberté entière de l'un et de l'autre côté. Aucune convention ou contrat légal ne les lie. L'attraction est leur unique chaîne, le plaisir la règle unique. Cependant l'amour est plus durable et s'entoure de plus de pudeur que parmi les civilisés. Le mystère dont on se plaît à entourer les libres alliances, donne à celles-ci un charme toujours renaissant. On considère comme une offense à la chasteté des mœurs et une provocation à la jalousie de révéler à la clarté publique l'intimité des amours sexuelles. Tous, en public, échantent de tendres regards, des regards de frères et de sœurs, brillant des reflets de la plus vive amitié. L'étincelle de la passion ne brille que dans le secret, à l'exemple des étoiles, ces chastes lueurs, dans le sombre azur des nuits.

La monogamie n'est pas non plus obligatoire, bien que l'amour unique, l'amour perpétuel de deux cœurs fondus dans une attraction réciproque soit la suprême félicité des amants, la cime de l'évolution sexuelle ; c'est le foyer rayonnant vers lequel tendent toutes les

pérégrinations, l'apothéose du couple humain, le bonheur à son zénith. Mais, selon Dejacques, tout homme, comme toute femme, peut avoir de nombreuses amantes et vice-versa, et il n'y a là aucun mal, car chacun obéit à son instinct propre, tous ne possèdent pas le même tempérament et, par suite, ne ressentent pas les mêmes besoins. Un homme peut aimer une femme pour une raison, en aimer une autre pour un autre motif, et vice-versa. Dans une société où règnent une liberté et une tolérance si larges, toutes les formes de jalousie seront inconnues, comme seront inconnues toutes les vilénies qui minent la société actuelle, qui ont réduit l'amour à un bas mercantilisme. On achète et on vend l'amour ; on achète et on vend les baisers, comme on achète et vend les corps, privant l'amour de tout son enchantement et de toute sa beauté, le réduisant à une chose immonde et répugnante.

Toute société comme tout arbre ne peut donner que les fruits que lui permet le terrain où il se nourrit. Une société, aux racines plongeant dans un sol bourbeux, ne peut que fournir des fruits amers et pourris, et ceci vaut pour l'amour comme pour le reste.

Voici, pour terminer ce rapide exposé des solutions apportées par les Utopistes les plus connus au problème sexuel, un résumé de celles proposées par d'autres écrivains ou romanciers qui ont promené leurs lecteurs dans des contrées sorties de leur imagination :

Dans l'*Histoire des Sévarambes*, de Denis Valrasse d'Allais (1677), utopie qui se déroule dans les terres australes, la monogamie règne en général, mais tempérée par toutes sortes de dispositions favorables à la polygamie et à la polyandrie. Le choix de l'époux est libre, mais le mariage est obligatoire. C'est à la jeune fille à proposer l'union conjugale, mais le jeune homme a le droit de refuser. Si une jeune fille est refusée partout, elle a le droit, à titre de contre-assurance, de réclamer d'être la femme d'un des hauts dignitaires de l'Etat, lesquels sont polygames et selon leur rang peuvent épouser de deux à douze femmes. Enfin, les Sévarambes admettent, après consentement mutuel, l'échange des épouses.

Fourier (1830) réclamait la liberté sexuelle absolue pour les deux sexes, c'est-à-dire la suppression du mariage et son remplacement non seulement par l'union libre, mais par une véritable promiscuité des sexes.... Dans la société de l'avenir « Toute femme peut avoir simultanément, si tel est son goût et sans que l'opinion publique y trouve rien à redire : 1° un époux ; 2° un géniteur pour avoir des enfants ; 3° un favori pour vivre dans sa compagnie ; 4° et de simples possesseurs ». De ces quatre catégories, les trois premières auront un caractère légal, la quatrième ne sera pas officiellement reconnue.

Cabet (1848) dans son *Voyage en Icarie*, connaît l'importance de la question. « Les jeunes Icarieus, considérant le mariage comme le paradis ou l'enfer de cette vie, n'acceptent un époux que quand ils le connaissent parfaitement et pour le bien connaître, ils se fréquentent pendant six mois au moins, et souvent dès leur enfance et pendant longtemps, puisque la jeune fille ne se marie pas avant dix-huit ans et le jeune homme avant vingt ans ». — Cabet admet le divorce, mais il regarde le mariage et la fidélité conjugale comme les bases de l'ordre dans les familles et dans la nation, la République garantissant à tous une excellente éducation, une existence assurée, toute facilité de se marier. Elle flétrit le célibat, et déclare que le concubinage et l'adultère sont des crimes sans excuse.

Dans sa *Terre libre* (1894), Hertzka écrit ceci : « Le lien du mariage repose légalement sur le consentement libre et exclusif des deux époux, puisqu'à Terre libre, on ne peut être forcé à rien de ce qui ne rentre pas

dans la sphère des droits d'un autre. Et comme ici, aucun droit, sur la personne de l'homme n'est retenu en aucune circonstance, le mariage vaut comme un contrat libre, qui ne peut être formé que par le consentement des deux parties, mais qui peut aussi être brisé par la volonté d'une seule. Cette règle ne souffre même pas d'exception quand il y a des enfants : ceux-ci appartiennent toujours à la mère, consent-elle à un autre arrangement ».

Les deux extraits suivants nous feront comprendre le point de vue où se plaçait Paul Adam, quand il écrivait les *Lettres de Malaisie* (1898) : « Ici, une femme ne refuse pas plus à l'homme sa chair que chez vous elle ne refuse de rendre un salut. C'est une politesse que nous octroyons bien gracieusement et sans y attacher d'autre importance... On se reproduit quand on en a l'envie et avec qui vous le proposez, comme on mange en face du passant, au réfectoire du train, ou l'on se promène dans la voiture d'un mécanicien quelconque... Le communisme des sensations érotiques détruit le désir de propriété sur l'amant ou sur l'amante ».

Dans *Au pays de l'Harmonie* (1906), Georges Delbruck adopte le système du reproducteur imposé. Les habitants de ce pays — les Déoniens — se dénomment « dieux » et « déesses » en l'honneur du fondateur de leur nation, dont ils sont tous les descendants. Chez eux : « on peut aimer sans procréer, de même qu'on peut procréer sans aimer. L'amour est un état d'âme, la procréation est un devoir d'état... Nous n'imposons jamais de volontés et le refus d'une jeune femme serait respecté, mais les déesses sont trop patriotes pour songer un seul instant à discuter le choix de la Faculté, sachant que ce choix a été longuement et soigneusement étudié. D'ailleurs la procréation d'une déesse avec un dieu n'implique ni liaison, ni chaîne. La population ne doit pas dépasser un nombre donné d'habitants toujours le même et les soins quotidiens de toilette rendent les déesses infécondables. Pour devenir mères, il faut qu'elles y renoncent ».

Dans les *Pacifiques* (1914), Han Ryner fait parler ainsi un sage du nom de Makima : « L'amour n'est pas un pays plat et uniforme. Beaucoup s'attachent au premier corps vers qui les entraîne un pressentiment joyeux et qui leur fit connaître la volupté. Les causes de discordes qui déchirent vos ménages n'existent point ici. Mais combien d'hommes et combien de femmes aiment le changement ! Combien croient toujours voir un bonheur plus grand à côté de l'endroit où ils sont ! Plusieurs Atlantes.... rafraîchissent presque toutes leurs soifs au même ruisseau. D'autres agitent une grande part de leur vie à voler dans toutes les directions, se posent sur toutes les branches, goûtent de tous les fruits, boivent à toutes les eaux, dorment roulés dans tous les gazons. L'amour aussi connaît des sédentaires et des voyageurs ».

Masson, dans son *Utopie des Îles Bienheureuses* (1921) fait renseigner comme suit un voyageur : — « Nos jeunes filles veulent être mères dès que leurs organes sont achevés pour l'être. Leurs enfants leur appartiennent. Elle les nourrissent de leur lait : ou bien, selon leur gré, leurs enfants leur sont enlevés, et nourris du lait d'autres femmes qui s'offrent à le faire. Quant aux jalousies... notre humanité n'est exempte d'aucun des maux vraiment humains. Mais ils sont ici des accidents dont le nombre ou la gravité diminue chaque jour. Deux jeunes hommes s'éprennent-ils de la même jeune fille, ou deux jeunes filles ont-elles un même amoureux ! C'est fort simple ! La jeune fille se donne aux deux garçons si cela lui plaît ; ou leur plaît ; les deux jeunes filles au garçon s'il leur plaît et s'il lui plaît ».

Wells, dans *M. Barnstable chez les Hommes-dieux* (1926), résout ainsi la question : « En Utopie on ne contraignait pas les hommes et les femmes à vivre en couples indissolubles. La plupart des Utopiens y au-

raient vu des inconvénients. Très souvent des hommes et des femmes que rapprochait leur travail s'aimaient et vivaient très unis. Mais rien ne les y obligeait ».

Dans son Utopie communiste *Une vie nouvelle* (1933), Madeleine Pelletier explique que le mot « tromper » n'avait plus de sens depuis longtemps. « La sexualité avait cessé d'être le fruit défendu que l'on dévore en cachette. Il était admis par tout le monde que l'amour était un besoin naturel, moins fondamental que la faim, mais qu'il n'y avait aucune raison de condamner. On reconnaissait néanmoins la pudeur que l'on jugeait indispensable à la discipline sociale : les manifestations publiques de l'amour étaient proscrites. Enfermé dans son logement, chacun pouvait avoir la vie sexuelle qui lui plaisait, on admettait même la pédérastie et le saphisme, on n'interdisait que le viol et la séduction des enfants au dessous de quinze ans. »

Nous ne citerons que pour mémoire le roman de Fernand Kolney : *L'amour dans cinq mille ans* (1910). Il imagine une société où on a supprimé les passions, le désir, l'amour. La fécondation a lieu scientifiquement. Malheureusement il y a un raté parmi les germes, si bien qu'il y a retour à la volupté, etc., et que l'expérience échoue. Ce roman et ceux du même genre sortent de notre cadre.

De tout ce qui précède peut-on déduire une théorie générale des rapports sexuels de l'avenir ? Nous voyons que l'évolution de la réponse fournie par les Utopistes au problème s'oriente dans le sens de la disparition du propriétéarisme sexuel et il est probable que ce sera l'une des caractéristiques principales des libres sociétés de l'avenir. Cela au fond a peu d'importance. Les membres des sociétés à venir résoudre la question sentimentalo-sexuelle relativement à leur mentalité d'alors et il ne semble pas que le problème sera résolu tant que subsistera le romantisme amoureux et l'exclusivisme sexuel. Pour éviter d'être une entrave ou un obstacle à la libération de l'unité humaine, le fait érotique ne peut pas occuper une place à part, supérieure par rapport à la satisfaction des autres nécessités de l'organisme corporel ni aux autres recherches du plaisir.

Notre solution, qui veut que les rapports affectifs : sentimentaux ou sexuels, que les recherches des joies érotiques se transforment en relations de pure camaraderie, qu'ils soient objets d'associations ou de pactes temporaires ou durables, écarte tous les périls à redouter en la matière. Intégrant le sexualisme dans le cadre ordinaire des relations de bonne camaraderie, elle lui

enlève son caractère inanalysable et mystique, élimine la jalousie et empêche l'accaparement, au profit d'une unité, du corps d'un être qui, autrement, pourrait connaître la variété des sensations et des raffinements du pluralisme amoureux.

Nous estimons que pratiquée comme il convient, notre solution resserrera les liens de camaraderie effective là où elle sera adoptée et qu'elle procurera davantage de bonheur dans les sociétés où elle sera réalisée. Elle est d'ailleurs de tous les lieux et de tous les temps.

— HUGO TRENT et E. ARMAND.

Voici, à titre documentaire, les titres de romans récents qui peuvent être classés parmi les Utopies : *La Machine à explorer le temps*, *Quand le dormeur s'éveillera*, *Anticipations*, *Un rêve... une vie*, par H. G. Wells. — *L'Horloge des Siècles*, par Robida. — Le chapitre V de *Sur la Pierre blanche*, par Anatole France. — *Voyage au pays de la 4^e Dimension*, par G. de Pawlowski. — *La Malabée*, par André Billy. — *L'an 2020*, par Jacquin et de Gorsse. — *La résurrection du Dr Valbert*, par Deslinières et Marc Py. — *L'Homme qui dormit cent ans*, par H. Bernay. — *Lumen*, par Camille Flammarion. — *La Sphère d'Or*, par Erlé Cox. — *Lucius Caius*, par Henry d'Estre. — *Le Chef*, par René Lalou. — *Fragments d'une Histoire Universelle*, publiée par l'Université de Tombouctou, par André Maurois. — *Le Talon de fer*, par Jack London. — *Selon saint Jean*, par Pierre Dominique. — *Le triomphe de Lénine*, par Charles Rivet. — *Vice Mathusalem*, par Bernard Shaw. — *Les ruines de Paris en 4908*, par Alfred Franklin. — *La Mort de la Terre*, par J.-H. Rosny. — *Le Maître de la Terre*, par R.-H. Benson. — *The Case of the Fox*, par William Stanley. — *R. U. R.*, par Karel Tchapek. — *Amiens en l'an 2000 et La journée d'un journaliste américain en 2890*, par Jules Verne. — *L'Histoire de Quatre ans*, par Daniel Halévy. — *Dans 300 ans*, par Pierre Mille. — *10.000 ans dans un bloc de glace*, par Louis Boussonard. — *La Vénus d'Asnières*, par André Reuzé. — *Au delà des ténèbres*, par Jean de La Hire. — *Neuf mille mondes*, par Leone Roberto Bannoniéri. — *Le Grand Cataclysme* (roman du centième siècle), par Henri Allorge. — *Sur deux planètes*, par Kurt Lazwitz. — *Le Monde sans faim*, par Alfred Braff. — *Z...*, drame des temps futurs, par Banville d'Hostel. — *La Mort du fer*, par S.-S. Held. — *La dernière jouissance*, par Renée Dunau. — *Le meilleur des mondes*, par Aldous Huxley. — *Mon voyage au Bestland*, par le Dr René Aragon, etc., etc. — E. A.





VACANCES. Paul Lafargue a exposé avec beaucoup de clarté, dans *Le Droit à la paresse*, cette idée que la classe ouvrière est possédée par une « étrange folie » : l'amour du travail, la passion furibonde du travail. Et c'est bien, en effet, une des étranges maladies sociales qu'a engendrées le régime capitaliste. Paul Lafargue a montré, dans le cours de son exposé, que ça n'a pas été les peuples qui se sont exténués à des besognes serviles qui ont été grands dans l'histoire, mais au contraire ceux qui ont eu de nombreux moments de loisir et qui ont su les occuper en artistes et en rêveurs. La mercantile Carthage n'a rien créé d'original dans le domaine de l'art, le négoce ne laissant aucune place au rêve. La Grèce, qui a su apprécier les bienfaits de la paresse a légué à la postérité les trésors artistiques et les hautes spéculations philosophiques qui ont, au cours des siècles, fait l'émerveillement des hommes. Ce sont les peuples bergers qui ont découvert les lois de l'astronomie, parce qu'ils ont eu le loisir de contempler le ciel étoilé. Encore aujourd'hui, les créations géniales, les œuvres d'art, les inventions multiples, ne sortent-elles pas, en général, de l'esprit de rêveurs, souvent considérés comme d'inoffensifs maniaques, parce que, aux yeux du vulgaire, ils sont plus préoccupés de leurs chimères que du souci de leur fortune ou de leur pain quotidien ? Il est certain qu'un des droits les plus légitimes de l'homme est le droit au repos. Convenons que le travail est une malédiction (*Tu gagnes ton pain à la sueur de ton front* !), du moins le travail tel que la société actuelle l'impose à l'individu. Le travail, vu les progrès du machinisme, ne serait presque plus une nécessité. N'étaient les profiteurs du désordre mondial, le travail, organisé rationnellement, abolirait la plus-value, par suite le chômage et la misère. Alors, le temps de repos pour chaque individu pourrait être très grand ; d'amples vacances viendraient embellir la vie, et l'esprit libéré des soucis matériels pourrait se hasarder plus facilement vers des problèmes plus hauts. Actuellement, la nécessité des vacances s'impose d'autant plus que la production est rationalisée. (La diminution constante de la durée de la journée de travail le démontre). Il est certain qu'après une période d'activité, les muscles ou le cerveau ont besoin de se reposer. Détente et distraction sont des facteurs de régénération. Les machines — organismes d'acier — sont soumises à des révisions périodiques. Avec la machine humaine ne devrait-on pas, à plus forte raison, prendre toutes sortes de précautions ? Jamais le proverbe n'a été aussi juste : « Qui veut voyager loin ménage sa monture ». Quel est l'être humain qui ne voudrait pas « voyager » aussi longtemps que possible, c'est-à-dire retarder à l'extrême limite le moment de la déchéance et de la mort ? Cette nécessité du repos est apparue dès qu'on a voulu faire travailler les enfants. Mais peu à peu s'est imposée aussi la nécessité des vacances pour les adultes ; et c'est sous ces deux aspects que nous allons envisager la question.

L'enfant éprouve un besoin impérieux de se reposer régulièrement, car il n'est susceptible d'exercer une attention soutenue que pendant un temps très court, d'autant plus court que son cerveau est moins mûr. (Voir *Education*). Un emploi du temps rationnel comprend des récréations journalières, des repos hebdomadaires, mensuels, annuels. Les vacances scolaires, sauf les vacances d'été, sont réglées selon les fêtes religieuses. Il est à regretter qu'elles ne soient pas déterminées d'une façon rigoureusement mathématique et que, dans ce domaine encore, la raison soit à la remorque de la foi. Dans le cadre du calendrier actuel nous verrions très bien quelques jours de repos à chaque fin de mois, à chaque fin de trimestre et à chaque fin d'année. Ce qui peut encore être passable pour la Noël devient par trop élastique pour Pâques qui oscille avec la pleine lune de Mars. Dans les pays du nord de l'Europe, il y a un mois de repos vers la Noël, ce qui coupe l'hiver long et rigoureux, et les classes vaquent de juin à fin septembre, afin que l'on puisse profiter de la belle saison. Par contre, les vacances s'allongent en été dans les pays chauds (de mai à novembre en divers endroits d'Afrique).

Des vacances réparties judicieusement dans l'année évitent à l'esprit la monotonie des occupations, la lassitude qu'occasionne un effort trop prolongé, et même l'ennui ou le dégoût pour les natures qui répugnent à un trop long asservissement. Se reposer ainsi n'est pas perdre du temps, c'est laisser à l'esprit le loisir d'assimiler des acquisitions hâtives et de rejeter aussi tout le fatras livresque que des programmes parfois irrationnels — et surtout des maîtres trop imbus de la méthode de remplissage — voudraient emplier dans les crânes jusqu'à éclatement. Elles sont alors comme une sorte de lac régulateur où le fleuve des connaissances vient se clarifier. Malheureusement le déplorable système d'instruction — avec ses compositions, ses examens et concours qui empoisonnent toute la jeunesse studieuse — oblige les élèves à sacrifier jeudis, dimanches et jours de fêtes (et souvent toutes les vacances d'été pour les sessions d'octobre). Cela, au détriment de la santé morale et physique. Il n'y aura de remède que lorsqu'on éduquera la jeunesse selon des conceptions saines, lorsqu'on cherchera à avoir, selon le mot célèbre, non des têtes bien pleines mais des têtes bien faites. Il faut signaler cependant le mouvement sans cesse grandissant des « colonies de vacances ». La question est d'importance pour la population scolaire des grandes villes où, pendant la canicule, l'enfant s'étiole et souffre. L'idée de ces colonies est du pasteur W. Bion, de Zurich, et remonte à 1876. Ce pasteur emmena dans l'Appenzell un groupe d'écoliers de Zurich choisis parmi les plus pauvres et les plus débiles. L'effet sur la santé de ces écoliers fut merveilleux. L'idée suivit son chemin et le mouvement gagna successivement le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Suède, l'Italie, la Belgique, la France, les Etats-Unis. Partout, on cons-

tata chez les enfants des accroissements de poids, de taille, de tour de poitrine, des habitudes de propreté et d'ordre, une faculté d'acquisition intellectuelle accrue, en même temps que le bénéfice de connaissances nouvelles obtenues au contact de la nature.

Devant ces succès et l'engouement légitime des populations, les colonies de vacances se sont développées, et dans ce domaine comme ailleurs, des spécialistes en charité publique et en distribution de dons se sont dépensés (moins par philanthropie que par intérêt bien compris : élection ou réélection, décoration, avancement ou besoin d'assurer une emprise profonde sur les familles). Tout au début, en 1884, par souscription publique, dans le IX^e arr^e de Paris, on recueillit 9.000 francs ; en 1885 près de 14.000 francs. Deux adjoints, MM. Champrenault et Duval acquirent un château et son parc à Mandres-sur-Vair (Vosges) et cela permit l'envoi de 100 colons par mois de mai à octobre 1889. On ne compte plus, depuis lors, les initiatives individuelles, les réalisations municipales, départementales ou d'organisations diverses. Des fêtes sont données ici au profit des « pupilles de l'École » ou des « pupilles de la Nation » ; et là on ouvre des souscriptions, on procède à des loteries, à des quêtes, on vote des subventions. On acquiert de magnifiques domaines et c'est alors qu'on organise la plus flatteuse des publicités au bénéfice moral de l'organisation ou de l'organisateur. Seulement... on ne peut satisfaire qu'à un dixième des besoins ! C'est ainsi que, par exemple, la municipalité d'une grande ville de France a reçu, en 1932, 5.000 demandes pour ses colonies de vacances et elle n'a pu offrir que 480 places. Comme toujours, on a l'air de faire beaucoup ; en réalité on exploite un besoin, pour le plus grand profit d'un clan (politique ou religieux) ; et le peuple, au lieu d'exiger la justice, c'est-à-dire des vacances pour tous les enfants, se satisfait d'une misérable charité trop souvent offerte aux bien-pensants, aux quémandeurs, aux petits camarades... La tare du système est là. Et voilà pourquoi, essayant de faire vibrer la corde sentimentale, lorsque les dirigeants de ces œuvres disent aux révolutionnaires : « C'est pourtant une bonne œuvre ; il vaut mieux faire peu que de ne rien faire », ceux-ci répondent : « Votre œuvre est un masque qui cache la justice ; toute l'Eglise tient votre raisonnement dissimulant ainsi sa malversation sous une façade de philanthropie. Nous n'apportons pas notre concours aux œuvres sociales de l'Eglise ; nous n'allons pas l'apporter aux œuvres du capitalisme, car ces œuvres servent à le consolider alors qu'il doit être détruit ». Mais nous avons vu des organisations prolétariennes créer des camps de vacances où se sont rencontrés des enfants de divers pays. Ces initiatives ne peuvent qu'être encouragées, lorsqu'elles sont susceptibles de créer une mentalité internationale.

Si les vacances ne sont pas toujours profitables, comme elles devraient l'être, aux enfants de nos écoles, elles le sont aux maîtres, et cela d'une façon fort appréciable. On ne se représente pas toujours très exactement le degré d'épuisement physique et cérébral d'un éducateur auquel on a confié de 40 à 50 enfants pendant 10 mois consécutifs. Sans doute ces vacances sont-elles enviables et enviées, mais indispensables. Si les organismes jeunes sont rapidement redressés, il n'en est pas de même de ceux qui se sont usés sous le harnais. Certes, tout travail devient vite épuisant, et un travailleur manuel a tout autant besoin de repos qu'un travailleur intellectuel ; nous n'allons pas tomber dans le travers courant d'opposer l'un à l'autre. Selon ce que nous avons dit plus haut, des vacances sont nécessaires à tous. Que les avantages obtenus par une catégorie sociale soient reportés sur les autres, c'est tout ce qu'il faut demander et exiger. Le bien fondé de cette revendication n'est plus d'ailleurs mis en doute, et quantité d'organismes capitalistes ont admis la pratique des

vacances payées, ceci dans leur propre intérêt : le rendement du matériel humain s'en trouvant accru ou meilleur. En attendant la transformation radicale — et prochaine — de la société dans le sens libertaire, tous les travailleurs doivent exiger des vacances payées car les vacances sont, pour l'individu, bienfaitantes, régénératrices, vitales. — Ch. BOUSSINOT.

VALEUR (La) ET LES CONSÉQUENCES DE SON ABOLITION.

— *Valeur intrinsèque et valeur mesurable.* — Dire que les objets appropriables ont, par eux-mêmes, une valeur intrinsèque, c'est émettre une proposition évidente, un truisme que ne peut annuler ou battre en brèche aucun ergotage, aucun sophisme. On peut, certes, on pourra, par un dispositif légal, décréter que les utilités nécessaires à la vie de l'homme ne possèdent par elles-mêmes aucune valeur mesurable, c'est-à-dire aucune valeur qui les rende susceptibles d'être échangées de gré à gré contre d'autres utilités de valeur mesurable ; cela ne saurait empêcher qu'un morceau de pain, un verre d'eau, une couverture, un dictionnaire aient, dans tous les temps et dans tous les lieux, une valeur intrinsèque très considérable pour tout être humain qui a besoin de manger, de boire, de se réchauffer, d'être renseigné sur la signification exacte d'un vocable. Les choses appropriables ou, comme disent MM. les économistes, les utilités, possèdent donc une double valeur : une valeur absolue, la valeur qu'elles ont par elles-mêmes, correspondante au besoin humain qu'elles sont destinées à satisfaire, autrement dit une valeur intrinsèque ; et une valeur relative ou mesurable par une autre valeur appelée *valeur d'échange*, grâce à laquelle l'utilité peut être troquée contre une autre utilité, être négociée, devenir un objet de commerce.

C'est de la valeur mesurable dont nous voulons nous occuper ici.

La valeur mesurable et le point de vue individualiste.

— Etant donné la conception individualiste (anti-autoritaire ou anarchiste) de l'activité humaine au point de vue économique, et les revendications auxquelles elle donne lieu : — possession individuelle et inaliénable pour chacun du moyen de production ; disposition libre et entière du résultat de l'effort strictement personnel ou « produit » ; absence d'interventionnisme sous tous ses aspects ; abolition de la domination de l'homme sur l'homme ou le milieu ou réciproquement, de l'exploitation de l'homme par l'homme ou le milieu et vice-versa ; — étant donné cet exposé succinct des aspirations de cet individualisme : y a-t-il utilité ou profit pour l'individualiste — producteur ou consommateur — à ce que les objets appropriables ou utilités économiques soient doués de valeur mesurable, possèdent une valeur d'échange ?

Définition actuelle de la valeur mesurable. — En premier lieu, avant toute discussion, il est nécessaire de définir ce qu'il faut entendre par « valeur » dans les circonstances économiques actuelles.

La valeur est le rapport entre deux besoins et deux puissances : besoin d'échange et puissance d'offre de la part du producteur ou détenteur de l'utilité économique — besoin d'appropriation et puissance d'achat de la part du consommateur ou intermédiaire.

Tout ce que l'on veut comprendre dans ce rapport : prix de revient, amortissement, quantité de travail matérialisé, équivalence de services humains et touti quant, tout cela n'est que subsidiaire. Etant donné les conditions de la vie économique actuelle, la valeur est le rapport entre l'offre et la demande de toute utilité ou objet de consommation.

Deux ou trois exemples « en feront foi » :

Il pleut : un camarade a besoin d'un parapluie. Il a en poche de quoi l'acheter. Il se rend chez un marchand de parapluies. Et il se produit ceci : c'est que s'il a

besoin de s'approprier cette utilité et, grâce au contenu de sa bourse, la puissance de se le procurer, le marchand de parapluies ressent un besoin au moins égal au sien d'acquiescer, grâce au bénéfice que lui laisse l'écoulement de sa marchandise, des utilités relatives à son entretien : aliments, vêture, gîte, etc. Deux besoins sont en présence, et il y a rencontre de deux puissances : puissance d'offre de son côté, puissance d'acquisition du côté du client. Le prix du parapluie peut varier : il peut être offert à 5 francs, à 10 francs, à 20 francs, à 100 francs, c'est-à-dire que la valeur peut différer en raison de la beauté ou de la solidité de l'étoffe qui a servi à le confectionner, du manche qui peut être en bois précieux ou posséder une poignée en argent massif. Mais ces variations ne sont que des accessoires ; s'il ne pleuvait pas, si ce camarade n'avait pas oublié son parapluie, ou encore si son porte-monnaie ne contenait que trente-cinq sous, on pourrait lui offrir pour 2 fr. 25 un parapluie tout soie avec manche en bois des îles, ce serait peine perdue.

D'où il s'ensuit que, pour qu'il y ait valeur mesurable, il est essentiel qu'il se produise une offre et une demande.

Là où il y a offre et point de demande, là où il y a demande et point d'offre, il n'y a pas lieu à valeur mesurable.

Second exemple : un autre camarade est sur le point de partir en qualité de commis-voyageur pour la Polynésie et, pour mieux réussir que ses concurrents, il a calculé qu'il lui serait extrêmement avantageux de posséder le dialecte plus ou moins maori qui se parle en ces îles lointaines et fortunées. Or, on ne trouve là où il réside que de rares méthodes ou vocabulaires de ce dialecte, et cela, à des prix très élevés : 200 à 250 francs l'exemplaire, bien que très inférieurs quant à l'exécution et à la qualité aux ouvrages semblables pour l'étude des langues courantes, qu'on trouve dans le commerce à des prix très modérés. Il n'ignore aucune de ces particularités, mais il n'hésite pas cependant à faire la brèche nécessaire dans ses économies pour se procurer le vocabulaire dont il s'agit.

La rareté de la demande est, dans ce cas, un déterminant effectif de la valeur de l'utilité. Mais vendrait-on une telle quantité de méthodes ou de vocabulaires de ce dialecte que l'éditeur pût les offrir à 2 francs l'exemplaire ; s'il n'en a pas besoin, ledit camarade n'en achètera pas. De même si, en ayant besoin et n'ayant en poche que 1 fr. 75, il ne pouvait découvrir un moyen de se procurer les 25 centimes qui lui manqueraient.

Alors même que, tenté par leur bas prix, on achète des utilités dont on n'a pas un besoin immédiat, on le fait parce qu'on prévoit qu'elles feront faute ultérieurement. Si on ne prévoyait pas cet usage ultérieur, on les laisserait chez l'offrant, fabricant ou détenteur.

Cette définition de la valeur en tant que rapport entre deux besoins et deux puissances fait comprendre tout de suite le mécanisme de la hausse et de la baisse des prix, phénomène relatif aux variations de l'offre et de la demande.

Plus on a besoin d'une utilité, plus son prix s'élève, mais aussi plus s'accroît sa production.

L'augmentation dans la demande provoque, appelle l'augmentation dans l'offre.

Le nombre des offrants-fabricants ou détenteurs d'une utilité donnée, grossit en proportion de l'accroissement du nombre des acheteurs ; les offrants se font concurrence et le résultat de la concurrence est la baisse des prix.

C'est pourquoi la concurrence est le régulateur actuel du prix des utilités ou objets appropriables.

Abolition de la valeur mesurable. — Il est évident que la définition de la valeur mesurable, telle que nous venons de la faire, ne laisse pas dans son application de susciter un très grand nombre d'abus.

On peut en effet avoir un besoin urgent d'une utilité économique et se trouver dans l'impossibilité de l'obtenir — autrement dit il y a des consommateurs incapables de se procurer — faute d'instruments d'échange, espèces ou marchandises leur permettant de traiter avec le producteur ou détenteur — les objets de consommation qu'ils désirent.

Il y a des pauvres, des déshérités, des misérables de toute espèce qui se trouvent dans l'impossibilité absolue de s'approprier des utilités de première nécessité, indispensables à leur alimentation, à leur vêture, à leur gîte, à leur culture intellectuelle. Et autant d'êtres, autant de besoins différents.

Des esprits généreux et des doctrinaires remarquables se sont rencontrés pour déclarer ou expliquer qu'il était facile de mettre fin à cet état de choses déplorable en abolissant — non pas la valeur intrinsèque, comme des ignorants se l'imaginent — mais la valeur mesurable des objets.

Tous les systèmes proposés se réduisent, en dernière analyse, à ceci : à la suppression de l'échange direct entre individus produisant ou consommant, et au remplacement de l'intermédiaire individuel par l'intermédiaire-administration, intermédiaire tellement privilégié qu'en dehors de lui aucune transaction ne peut avoir lieu.

Ces systèmes supposent que chaque membre de la société ayant droit à un travail assuré, on peut lui assigner le devoir correspondant de déposer le résultat de son travail, de son effort producteur, dans un magasin ou entrepôt, ou autre établissement.

En échange de cette remise ou abandon, il possède la faculté de se fournir dans ce magasin, cet entrepôt, ou dans tout autre, tout ce dont il a besoin pour sa consommation.

Il existe plusieurs écoles, divers projets et des plans de réalisation différents, mais tous — et le communisme libertaire en fait partie — veulent aboutir au même but : l'extinction du paupérisme non seulement par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais encore par celle des rapports directs entre la production et la consommation.

L'abolition de la valeur mesurable et ses conséquences. — L'abolition de la valeur supprime le producteur individuel, à commencer par l'artisan. En effet, dès que le coût du produit ne peut pas être proposé par le producteur et discuté par le consommateur, dès que le produit ne peut plus être offert directement par l'offrant au demandant et demandé par le consommateur au producteur — dès lors enfin que toutes les transactions doivent avoir lieu par l'intermédiaire d'une administration impersonnelle et anonyme, il n'y a plus, il ne peut plus y avoir que production automatique, machinale, impersonnelle, collective. Le producteur ignore le consommateur de son produit — il travaille pour l'administration répartitrice. La production personnelle à domicile est condamnée à disparaître à bref délai, par crainte de fraude possible. Comment le producteur posséderait-il un seul outil de production, le moindre fragment de matière première ? — Comment détendrait-il une parcelle de sa production ? — Qui l'empêcherait alors de trafiquer en cachette avec un consommateur voisin, ou de travailler en secret pour le compte de ce dernier ?

On peut douter que les systèmes de ce genre mènent à la disparition des inégalités économiques ; il semble, en revanche, qu'ils conduisent à une étroite limitation de l'autonomie humaine, si on veut les appliquer de façon à ce qu'ils aient le résultat qu'on leur prévoit.

Essayons impartialement de nous rendre compte jusqu'où peuvent atteindre ces limitations, en nous demandant — en amants impénitents que nous sommes de la dignité humaine — si les protagonistes de ces systèmes en ont bien calculé les conséquences logiques.

Il est évident que l'interdiction de mettre en rapport celui qui produit et celui qui consomme nivelle les besoins et donne à la production un caractère uniforme. L'ignorance du consommateur individuel mène à l'ignorance de la gamme des besoins personnels. Des vêtements taillés sur un même patron, des objets d'ameublement sans style, des édifices, des demeures ne se différenciant pas les uns des autres, ceci n'est pas nouveau. Le système de production appelé « confection » ou de fabrication dénommé en « séries », nous a accoutumés à l'absence d'originalité dans l'aspect de la plupart des choses que l'homme se sert. Mais le règne de régimes semblables à ceux dont il est question ici, réduirait bientôt à néant tout ce qui reste encore chez le producteur d'esprit de création, d'initiative, de tendance au perfectionnement du procédé de fabrication.

Le producteur anonyme n'a aucun avantage à faire un effort pour produire un objet qui diffère de ceux qu'il a produits jusqu'ici, pour modifier le moindre rouage de la fabrication routinière, à laquelle il est attelé chaque jour pendant un nombre d'heures plus ou moins grand. D'ailleurs, la collectivité, l'ensemble social peut décréter, à la majorité, que telle production est inutile, en arguant qu'elle s'applique à des objets de luxe ou des utilités superflues très peu demandées, ou demandées par une si petite minorité qu'il ne vaut pas la peine de s'en préoccuper ; elle peut refuser ou défendre la reproduction ou la propagation d'une œuvre donnée parce qu'elle contredit le canon artistique ou économique en vigueur dans le milieu social. L'administration-arbitre, en tant que représentant ou délégué de la collectivité, peut également refuser à n'importe quel producteur manuel et intellectuel, désireux de s'évader du dogme ou de la doctrine en cours, les moyens d'exprimer, d'exposer, de diffuser son opinion sur telle méthode de fabrication, ou tel procédé d'enseignement. Dépourvu du moyen de production, il lui est impossible de résister, de réagir, de s'affirmer.

Supposons qu'un camarade veuille produire pour son usage personnel des meubles sculptés ou autres objets façonnés avec originalité, dans l'unique dessein d'en orner sa demeure. Où trouver, comment se procurer les outils ou les matières indispensables à la réalisation de ce désir, si la majorité du groupement auquel appartient ledit camarade, ne voit pas la nécessité de se mettre en relations avec les pays où croissent les bois précieux dont il a besoin ou d'accomplir les recherches indispensables pour lui procurer les instruments de travail voulus ? Et si, moins ambitieux, un autre camarade exprime tout simplement le désir de critiquer le régime exécutif, le mode d'élection des administrateurs, l'application des décisions des majorités, etc., — où trouvera-t-il imprimerie, papier, éditeur, si la grande majorité du milieu où il évolue refuse de lui accorder la disposition des caractères, des machines ou des presses qui sont en son pouvoir ? Artiste, le voilà exposé à ne point trouver une seule salle pour exposer ses sculptures ou ses peintures, ou pour se faire entendre s'il est musicien ou acteur, dès lors que sa façon de peindre, sa manière de sculpter ou son jeu froisse les préjugés ou heurte les conventions de la collectivité dont il dépend. Inventeur, il connaîtra plus de déboires que dans la société actuelle, où il peut encore nourrir l'espoir de trouver dans la concurrence un débouché pour son invention.

On n'aperçoit dans les systèmes proposant la disparition de la valeur rien qui garantisse la possibilité de produire un objet quelconque s'il sort de la catégorie des utilités courantes.

On comprend alors le mot de Proudhon faisant de la valeur la pierre angulaire de l'édifice économique.

Les bons de consommation. — On peut pallier à certains des inconvénients énoncés ci-dessus, par l'emploi

des « bons de consommation » délivrés à chaque producteur au fur et à mesure de son apport, de son dépôt au magasin commun, entrepôt central, etc. Ce système permet, jusqu'à un certain point, la possession d'outils ou engins de production au domicile du producteur. De plus, le bon de consommation qui peut être tout aussi bien « au porteur » que « nominatif » permet à celui qui le présente au guichet de l'administrateur-répartiteur, de se faire délivrer les utilités dont il a besoin, et cela dans n'importe quel établissement.

Cette méthode, qu'on peut supposer pratiquée sans difficulté, bat en brèche la notion de l'abolition de la valeur mesurable. On ne saurait imaginer la délivrance de pareils bons sans contrôle. On peut concevoir qu'en échange de toute sa production, on garantisse à un être humain toute sa consommation. Il est inconcevable qu'on délivre un bon de consommation ayant même puissance d'appropriation — j'allais dire d'acquisition — à deux producteurs dont l'apport se chiffre pour celui-ci par deux paires de sabots et pour celui-là par cent ressorts de montre. Il faut un étalon, quel qu'il soit. Ce sera l'heure de travail, le poids, le volume de l'objet, la qualité de la matière qui a servi à le confectionner, — mais il faut une mesure. Et cette mesure servira à déterminer la quantité et l'espèce d'utilité de consommation à laquelle donne droit le bon délivré au producteur. Ce bon de consommation représentera donc un salaire. Comme tous les salaires, il sera susceptible de discussion si on ne l'impose pas. En outre, s'il est nominatif, il pourra être l'objet de « thésaurisation » et s'il est au porteur, de « spéculation ». Je ne parle que pour mémoire de la mise en circulation de faux bons de consommation. L'emploi des bons de consommation est un système bâtarde. Il supprime les rapports directs entre la production et la consommation, mais il ouvre la porte à toutes les fraudes qu'on entendait extirper par cette suppression et il ne présente aucun des avantages qu'offre la méthode des tractations de gré à gré.

Influence du monopole et du privilège dans la fixation actuelle de la valeur. — Il est évident que dans les conditions économiques auxquelles sont astreintes les sociétés actuelles, il n'y a que peu ou point de relations directes entre le producteur réel et le consommateur véritable. Le fait de l'exploitation, l'existence de privilèges, de monopoles, d'intermédiaires de tous genres, donne au produit une valeur souvent arbitraire et parfois fictive, grossit son prix de frais de toutes sortes. Le producteur réel est fréquemment un salarié qui lève ses bras à un accumulateur d'espèces et de moyens de production ; il n'a, dans un grand nombre de cas, jamais affaire avec le consommateur réel.

Même lorsqu'il possède l'outillage de production, c'est le plus souvent avec un intermédiaire, un revendeur qu'il traite, et il arrive qu'avant d'être acquis par le consommateur véritable, un produit a passé par de nombreuses mains intermédiaires. Du propriétaire d'usine privilégié, détenteur de machines colossales et loueur du travail de milliers de bras, au dernier intermédiaire, petit détaillant en échoppe, chacun prélève un taux d'intérêt, un bénéfice, un profit quelconque.

Je ne citerai que brièvement l'action très importante des *Trusts*, des *Cartells* ou *Corporations*, — vastes associations de privilégiés douées d'une immense puissance d'achat, en possession de moyens de production énormes, organisées dans le but de « contrôler » la production d'un article ou d'une série d'articles de consommation, dans un territoire donné, et même à l'extérieur — parvenant ainsi à déterminer la quantité à produire et le prix de vente — ou encore monopolisant pour le monde entier l'extraction, la fabrication, la mise en vente d'un produit.

On peut donc affirmer que le libre jeu de l'offre et de la demande est vicié par les conditions dans lesquelles

les ont lieu actuellement la production et la consommation, ou plutôt par les conditions auxquelles sont astreints, pour entrer en rapport, le producteur et le consommateur réels. La fixation actuelle de la valeur n'a rien d'individualiste en soi. Elle ne dépend ni de ceux qui produisent ni de ceux qui consomment : elle dépend de ceux qui exploitent le travail d'autrui.

Une définition individualiste de la valeur. — Etant donné un milieu où (chaque individu étant considéré comme un producteur) le producteur possède à titre inaliénable le moyen de production, dispose à son gré et sans restriction aucune du résultat de son effort personnel — ne produit que ce qu'il est apte à produire par soi-même, qu'il travaille isolément ou en association ; étant donné un milieu où on ne connaît ni l'exploitation de l'homme par l'homme ou le milieu ou le réciprocement, ni l'interventionnisme gouvernemental ou administratif à n'importe quel degré — sur quelles bases serait établie la valeur des utilités économiques ? Comment la définirait-on ?

Il est nécessaire de faire remarquer que dans pareil milieu humain, il n'y aurait plus d'accaparement possible — que l'épargne ne pourrait même se transformer en accumulation, vu la limitation des capacités productrices de l'unité humaine — qu'il n'y aurait plus en présence que des producteurs — non plus des acheteurs et des vendeurs — ou des associations de producteurs désireux de troquer l'utilité qu'ils produisent contre d'autres utilités qui leur font besoin.

Il est rationnel, dans ce cas, que la valeur soit l'expression normale de l'effort individuel du producteur, c'est-à-dire corresponde à ce que le produit a coûté de peine, de labeur, de travail. Proposée par le producteur-offrant, la valeur est discutée par le producteur-demandant, en raison de l'intensité plus ou moins vive de son besoin de l'utilité à laquelle elle s'applique.

Assigner à un produit une valeur qui corresponde à la peine qu'il a coûté, c'est l'équité même, car il est de toute évidence que sa confection plus ou moins parfaite dépend du soin qu'on y a apporté. Question de terrain et de phénomènes atmosphériques mise à part, un champ qu'on se sera donné du souci pour cultiver produira — toutes choses étant égales — davantage que celui qu'on aura négligé. Et il en est de même dans tous les domaines de la production. Et la peine qu'a coûté un produit peut s'entendre non seulement de son obtention, mais encore de tous les efforts faits pour le présenter au consommateur. Baser la valeur d'un produit sur la peine qu'il a coûté, c'est de « consommateur » à « producteur » pratiquer la réciprocité, la base unique sur laquelle peuvent se fonder les rapports entre hommes animés de la volonté de ne léser jamais autrui. Évaluer un produit selon les efforts accomplis pour l'obtenir, cela revient à offrir pour telle utilité de consommation dont vous avez besoin, un produit ou une valeur d'échange d'autant plus avantageuse ou profitable que cette utilité est mieux conditionnée.

Il est évident que dans les termes « effort individuel », « produit », « peine », « labeur », « travail », rentrent tous les éléments nécessaires à la détermination complète de la valeur : rareté de la matière première, frais de transports, amortissement d'outillage, etc..., quels qu'ils soient.

Régulateurs de la valeur. — S'il s'agit d'utilités d'usage courant provenant d'un grand nombre de producteurs, la concurrence est tout indiquée pour servir de régulateur à la valeur, laquelle variera alors au dedans de limites très étroites et ces variations seront généralement relatives à la qualité ou à la perfection d'exécution des objets offerts.

S'il s'agit d'objets d'usage moins courant, rares, précieux, spéciaux, s'adressant à un petit nombre de personnes, il est clair que la concurrence étant restreinte, la valeur serait l'objet de tractations plus étudiées entre

l'offrant et le demandant. Plus le producteur aurait montré d'originalité, d'initiative, de savoir-faire, de raffinement dans l'exécution de l'objet, plus la valeur de celui-ci s'en ressentirait. Il ne faut pas oublier, pour en revenir à la question du régulateur de la valeur, qu'aux associations de producteurs-offrants répondraient les associations de producteurs-demandants.

La concurrence — dans son sens absolu, — les associations de producteurs-demandants (ou consommateurs) — suffiraient, selon nous, dans un milieu individualiste, au rôle de régulateurs de valeur. S'il est vrai, en effet, que par suite de l'inexpérience du producteur le produit ne corresponde pas toujours à l'effort qu'il a coûté, il n'en est pas moins évident que par le jeu de la concurrence — une concurrence-émulation et non une concurrence-guerre-au-couteau — les négligents se trouveraient amenés naturellement à se soucier davantage de la qualité de leur production.

Raison d'être de la valeur mesurable. — A quoi servirait la faculté, pour le producteur, de fixer une valeur à son produit, si cette valeur n'était pas mesurable par une autre valeur ? Car — ne l'oublions pas — c'est cette qualité de mesurable qui rend un objet, une utilité économique, susceptible d'être échangée. On ne peut échanger, on n'échange pas, un objet dont on ne peut mesurer la valeur, peu importe le rapport auquel on a recours. Un roitelet nègre — s'il en existe encore — peut échanger un kilogramme de poudre d'or contre un habit d'académicien, ou bien une paire de défenses d'ivoire contre un bicorne de garçon de recettes ; il y a toujours un rapport entre les objets échangés, une valeur mesurable ; le kilogramme de poudre d'or par la défroque académique, la paire de défenses par le bicorne de l'encaisseur bancaire.

Un consommateur peut n'avoir pas besoin de l'objet même qu'il se procure, mais se l'approprier à titre d'instrument de troc destiné à se procurer une utilité qu'il trouvera chez un tiers qu'il sait soucieux d'obtenir ledit objet.

Il est donc utile, non seulement que la valeur du produit offert soit mesurable, mais qu'elle le soit de telle façon que le consommateur puisse, en l'échangeant, se procurer, le cas échéant, d'autres produits impossibles à obtenir, par exemple, dans l'endroit où a lieu l'échange.

Divers étalons de la mesure de la valeur. — Mesurable, mais par quoi ? Par une autre utilité ou objet de consommation. Et toutes sortes d'utilités ou d'objets de consommation — périssables et non périssables — peuvent servir de mesure à la valeur d'un produit donné. On peut estimer, s'il s'agit de la production en association, qu'une heure de travail moyen équivaut au temps nécessaire pour la production d'un demi-kilogr. de blé par exemple — (à « Modern Times », colonie créée par l'individualiste américain Josiah Warren, le temps fixait la valeur. On présentait à M. Daniel Conway qui la visita vers 1860, un bon ainsi conçu : « De X à X... (médecin) cinq heures de services professionnels ou 80 livres de blé ») — ou de x kilogr. d'avoine ou de x stères de bois, ou de x hectares de houille, ou de x mètres d'une certaine qualité de drap, ou de x kilogr. de fer, acier ou fonte. C'est-à-dire que si l'objet a coûté à fabriquer, transformer, façonner, transporter, etc., 6 heures, sa valeur est égale à 6 demi-kilogr. de blé, ou à 6 x avoine, bois, houille, drap, etc.

On peut enfin avoir recours à un étalon de nature plus transportable et en revenir à un instrument d'échange employé de temps immémorial, c'est-à-dire les lingots des métaux rares et précieux, les moins oxydables comme le platine, l'or, l'argent. C'est ainsi que :

1 décagr. platine mesure x	
1 décagr. or	y
1 décagr. argent	z

heures d'un travail moyen et normal.

Quelques lignes expliqueront cette expression « d'un travail moyen et normal ». A supposer qu'un producteur, pour confectionner un objet donné, ait dû fournir un effort de x heures d'un travail sortant de l'ordinaire — par exemple se procurer certaines matières rentrant dans la composition de la chose offerte, — il est logique qu'il augmente la valeur moyenne et normale de l'objet d'un nombre d'heures de travail équivalent à l'effort spécial qu'il a dû faire.

Dans un milieu individualiste, un producteur ou une association de producteurs pourrait encore émettre des bons au porteur représentatifs de la valeur de leurs produits, et conserver ces derniers en stock. Ces bons représentatifs circuleraient, serviraient d'instruments d'échange, et au bout d'un temps plus ou moins long, reviendraient à leur lieu d'émission, afin d'être remboursés en produits — les produits mêmes dont ils représentent la valeur et dont le producteur ou l'association de producteurs détient le stock. Il se créerait d'ailleurs par la suite des associations de transporteurs qui épargneraient aux producteurs individuels de longs et ennuyeux voyages, bien qu'il faille prévoir le perfectionnement et l'universalité des moyens de locomotion individuels, tels les aviennes. De même il se formerait des associations de garde-produits, déchargeant le producteur ou l'association de producteurs du souci de la garde de leurs produits et chez lesquels le porteur du bon n'aurait qu'à se présenter pour obtenir les utilités auxquelles son bon lui donne droit.

Ce système de bons représentatifs peut remplacer avantageusement l'emploi des petits lingots de métaux précieux. Il demande moins de volume, il offre plus de transportabilité.

Dans un milieu individualiste où n'existerait ni domination, ni exploitation ou interventionnisme d'aucun genre, les étalons, les mesures de la valeur, les instruments d'échange varieraient à l'infini. Ils se concurrenceraient, et cette concurrence assurerait leur perfectionnement. Chaque personne, chaque association se rallierait au système cadrant davantage avec son tempérament, s'il s'agit d'individualités ; avec le but qu'elle se propose, s'il s'agit d'associations.

Autres opinions individualistes sur la valeur. Objections. Le rôle de la mentalité dans l'absence de la contrainte. — Ce point de vue individualiste de la valeur est d'ailleurs présenté *uniquement* ici à titre d'aspect particulier du problème des relations économiques entre les unités humaines. On trouve des individualistes qui ne relatent pas la valeur du produit à la peine qu'il a coûté pour être mis au point. On en rencontre d'autres qui admettent l'idée de rétribution du service rendu en se basant uniquement sur les *affinités* qu'ils ressentent pour le producteur, sur le plaisir que leur procure sa fréquentation.

Il y a certains individualistes qui *suppriment* toute idée de valeur dans le procès de production ou de répartition à l'intérieur du groupe dont ils font partie.

On peut évidemment opposer à la conception individualiste de la valeur que nous venons d'exposer et aux conséquences où elle mène, des objections qui en reviennent toutes à cette base fondamentale : la fraude ou la mauvaise foi.

Les individualistes ne nient aucune de ces objections et voici pourquoi :

Ils ne sont pas de ceux qui prétendent qu'en venant au jour, l'homme est « tout bon » ou « tout mauvais », c'est-à-dire s'insouciant ou non de nuire à autrui. Ils exposent que le principal souci de l'être humain est celui de sa propre conservation, et que s'il est influencé par l'hérédité, il l'est aussi par le milieu où il se développe. Néanmoins, ils pensent qu'il lui est possible de se cultiver soi-même au point d'utiliser le *fait* héréditaire et le phénomène des influences extérieures, et de

les combiner pour en faire jaillir, pour ainsi dire, un déterminisme personnel, une mentalité particulière, un tempérament à lui comme l'on dit vulgairement.

Donc, qu'il s'agisse de milieux sociaux, étatiques, collectivistes, communistes et autres, leur existence économique dépend de deux facteurs : ou la *mentalité* de leurs composants sera telle qu'elle exclura tout recours à la contrainte légale, les conditions économiques du milieu répondant absolument aux aspirations de tous — ou les conditions économiques du dit milieu ne répondront ni aux besoins ni aux vœux de tous ceux qui le constituent, d'où recours à la force, aux mesures coercitives.

Il est impossible de s'échapper de ce dilemme : *ou mentalité adéquate aux règlements en vigueur dans le milieu — ou recours à la réglementation obligatoire avec son cortège d'inspecteurs, de surveillants, son tarif de répressions et ses gèdes.*

S'il est impossible d'échapper à la mauvaise foi, à la tromperie, à la fraude, au dol, autrement que par la menace et l'application de mesures de répression, il n'y a plus qu'à en faire son deuil. La thèse individualiste « à notre façon » demeurera une opinion, une attitude, une tendance, ni plus ni moins. La constatation que son heure de réalisation n'a pas encore sonné ne saurait empêcher d'ailleurs qu'elle satisfasse l'entendement, qu'elle réponde à la conception de la vie économique de ceux qui l'ont adoptée.

Cela n'empêcherait pas non plus que les individualistes continuent à la considérer, sur le terrain économique comme dans les autres domaines de l'activité humaine, comme répondant plus que tout autre aux besoins, aux aspirations et aux désirs intimes de la personne humaine. — E. ARMAB.

VANDALISME n. m. Ce mot vient du nom des *Vandales*, peuple de la Germanie Orientale qui participa aux invasions barbares des premiers siècles chrétiens, et qui se serait particulièrement mis en évidence par ses dévastations dans l'Europe Occidentale et le nord de l'Afrique. Dans cette dernière contrée, il fonda, en 434, avec son chef Genséric, un empire dont la capitale fut Carthage, et qui fut détruit cent ans après par les Byzantins, sous la conduite de Bélisaire, général de Justinien, empereur de Constantinople.

Les exactions attribuées aux Vandales sont restées dans l'histoire comme l'exemple de la plus sauvage barbarie, et le mot *vandalisme* a pris place dans la langue pour qualifier « tout procédé destructeur qui anéantit ce qui commandait le respect par son âge, ses souvenirs ou ses beautés ». (Littré). Le vandalisme est la destruction, la mutilation des belles choses, en particulier des œuvres d'art. Cette définition est d'origine latine moderne, or il y a lieu d'être très réservé sur le véritable rôle des Vandales, ceux-ci s'étant montrés, par de nombreux côtés, un des grands peuples du premier moyen âge, aux temps où l'empire romain était en pleine décomposition. (Voir E.-F. Gautier : *Genséric, roi des Vandales*). Leur plus grand tort fut d'avoir été, parmi les Barbares, ceux qui tinrent tête le plus opiniâtrement au christianisme ; cela explique la réputation que leur ont faite les chrétiens. Laborde a dit fort justement : « Chaque époque ayant des méfaits de vandalisme à reprocher à sa devancière, et ne se sentant pas elle-même la conscience bien nette, on est tombé d'accord qu'on rejetterait le tout sur les Vandales qui ne réclameraient pas ».

Les barbares destructeurs furent ce que Flaubert a appelé « une force matérielle » ; ils furent comme les éléments inconscients, le vent, le feu, l'eau qui emportent, désagrègent, détruisent. Des vandales qui furent pires, et mille fois plus barbares, furent ceux conscients de leur destruction, qui l'organisèrent systématiquement, par fanatisme, par haine de tout ce qui pouvait

servir une pensée différente de la leur, par stupide conviction qu'ils détenaient « l'Unique Vérité », la leur, qu'ils devaient imposer par tous les moyens, fût-ce le feu et le sang. Ce furent aussi ceux dont la méchanceté raffinée, l'ambition monstrueuse, le bas esprit de vengeance, la jalousie impuissante à manifester quelque grandeur, se plurent à souiller, à flétrir, à anéantir tout ce qui les dépassait. Or, de ce vandalisme, les Barbares furent bien innocents. Il fut le propre du monde chrétien et des temps qu'il a formés. Depuis la première statue palenne à laquelle les Polyécutes ont coupé le nez, jusqu'à la destruction de la bibliothèque de Shanghai par les Japonais, en 1932, toute l'histoire du monde appelé « civilisé » est déshonorée par ce vandalisme sauvage, pire que barbare, parce que dirigé par une volonté éclairée, consciencieuse, persévérante, de malfaisance et de destruction.

Le vandalisme chrétien précéda celui des Barbares en Grèce, à Rome, dans les Gaules. L'évêque Saint-Martin de Tours, au IV^e siècle, ne laissa « pas un temple, pas une pierre-fitte, pas un chêne consacré par le druidisme, debout dans son diocèse ». (Zeller). Lorsqu'en 410, le barbare Alaric saccagea Rome, ce furent les chrétiens qui lui ouvrirent les portes de la ville, comme ils auraient ouvert les digues d'un fleuve pour répandre la dévastation. Celle qu'Alaric sema dans Rome fut douce à leur cœur en n'atteignant que « l'œuvre des idolâtres ». Vainement ils voulurent pousser le barbare à faire la même besogne dans Athènes ; Alaric refusa et ce furent les moines qui brûlèrent le temple d'Éleusis. Edgar Quinet a dit comment l'Eglise catholique a détruit le paganisme, grâce à « l'avidité, l'acharnement avec lesquels les empereurs du Bas-Empire ont saisi l'unité catholique dès qu'ils l'ont entrevue... Longtemps avant d'être convertis au christianisme, ces despotes avaient vu tout ce que le despotisme aurait à tirer de l'Eglise catholique ». Bien avant d'être baptisé chrétien, Constantin « était déjà fanatique de ce nouvel instrument de domination ». Il inaugura la série des décrets impériaux qui ordonnèrent la destruction des monuments du paganisme, et que clôtura Théodose II en disant : « Que tous les temples, sanctuaires, s'il en reste encore d'entiers, soient détruits par l'ordre des magistrats et purifiés par la croix ». C'est ainsi que fut opérée cette « purification » du Colisée de Rome qui souleva l'indignation de Flaubert, en 1854 : « Ce qu'ils ont fait du Colisée, les misérables ! Ils ont mis une croix au milieu du cirque et tout autour de l'arène douze chapelles... Je comprends la haine que Gibbon s'est sentie pour le christianisme en voyant dans le Colisée une procession de moines ! ». A Cordoue, on a « purifié » la mosquée en l'enfermant dans les murs d'un immense couvent. Le sage Libanius, qui fut précepteur de l'empereur Julien, exprima les protestations les plus véhémentes contre le vandalisme stupide dont il fut le témoin au IV^e siècle. Ses *Lettres*, qui nous sont restées, en sont le plus précieux des témoignages. Elles dénoncent les « hommes noirs » entraînant les foules ignorantes à la destruction des monuments ; « ces moines qui mangent plus que des éléphants, passent leur temps à boire et à chanter, et volent, pour les vendre, le bois, le fer et les pierres des temples. Ces voleurs, vêtus de noir, se répandent dans la campagne, saccagent les fermes, tuent ceux qui résistent, et si on leur demande en vertu de quel droit ils se livrent à ces violences, ils répondent qu'ils font la guerre aux temples !... ». Voilà les gens qui se permettraient, plus tard, de juger la « barbarie » des Vandales !...

Les moines poursuivirent dans la vieille Egypte la même besogne acharnée de destruction des villes, temples, œuvres d'art. Ce sont eux qui détruisirent à Alexandrie, en 390, la bibliothèque de Ptolémée Soter déjà brûlée en partie dans le siège de la ville sous Jules César, mais reconstituée sous le règne de Cléopâtre par

l'appoint des 300.000 ouvrages grecs, à un seul exemplaire, de la bibliothèque de Pergame. Malgré les témoignages probants qui sont demeurés, entre-autres celui du prêtre Orose contemporain de l'événement, de pieux faussaires n'en continuent pas moins à imputer cette destruction aux Arabes venus plus tard. Les vandales modernes ont continué l'œuvre des moines contre les temples égyptiens pour prendre dans leur maçonnerie celle de leurs usines. L'arc de triomphe d'Antinoë a fourni la pierre à chaux nécessaire pour la construction d'une sucrerie !...

C'est le pape Grégoire I^{er}, appelé « le Grand », qui fit brûler la bibliothèque du Palatin, fondée par Auguste ; il fit détruire les derniers monuments palens et chasser les savants de Rome. Presque tous les livres anciens avaient alors disparu ; il ne resta, pour parvenir jusqu'à nous, que soixante-un volumes de la littérature grecque sauvés par les Arabes qui les conservèrent, et deux volumes de poésie latine dont le second est presque entièrement d'auteurs chrétiens.

De tout temps les monuments et les bibliothèques eurent à souffrir de façon encore plus irréparable que les populations de la sauvagerie guerrière qui détruit pour détruire, avec la stupide imbécillité de ce qu'on appelle : la raison du plus fort ! De tout temps aussi s'est exercé le vandalisme civilisé qui prend pour une raison supérieure une rhétorique insane. Les destructeurs de livres ont toujours été aussi odieux et stupides, depuis ce Nabonassar, roi de Babylone, qui les faisait anéantir huit siècles avant J.-C., jusqu'aux hitlériens qui les brûlent dans l'Allemagne actuelle. Le type le plus caractéristique de la folie mégalomane qui préside généralement à ces destructions s'est présenté dans l'empire chinois, Chinguis, qui imagina, 200 ans avant J.-C., de faire détruire tous les livres du pays pour faire oublier aux Chinois ceux qui l'avaient précédé sur le trône !...

L'Eglise ne cessa jamais de brûler la pensée écrite. Elle possède toujours parmi ses troupes des excités frénétiques comme cet abbé Bethléem qui met le feu à des journaux sur la voie publique. Quand elle n'a pas brûlé, elle a interdit, censuré, gratté, tripotouillé de toutes les façons. (Voir *Tripotouillage*). Toutes les églises, au nom de la « vérité » particulière à chacune et qu'elles affirment être la seule authentique et supportable, ont fait les mêmes besognes, ont pratiqué le même vandalisme. Les Romains précédèrent M. Hitler contre les livres juifs, et aussi le nommé Pfeffercorn (grain de poivre), dont, à quatre cents ans de distance, il réalise la criminelle insanité. Les protestants firent subir aux livres catholiques le sort que les chrétiens avaient infligé aux livres palens. Cromwell, sombre brute puritaine, fit mettre le feu à la bibliothèque d'Oxford.

Au temps des Grecs, on grattait déjà les manuscrits pour substituer un texte à un autre. Les manuscrits ainsi traités étaient appelés *palimpsestes*. Au moyen âge, ce grattage devint une véritable industrie et une profession monacale qu'on a cherché à justifier par la pénurie du parchemin. Elles s'exercèrent en particulier dans les monastères de Bobbio, de Wissembourg, de Fulda, de Saint-Gall, de Mayence, du Mont-Cassin. Des milliers de textes antiques furent ainsi détruits pour substituer « d'ineptes grimoires aux chefs d'œuvre sublimes que les moines ne comprenaient point ». (Michelet). A partir du VI^e siècle, il n'y eut plus un seul exemplaire d'œuvres comme les véritables poésies d'Anacréon, les comédies de Ménandre, les écrits de Varron et une foule d'autres de l'antiquité. Une autre forme du vandalisme bibliophile fut la guerre acharnée que les iconoclastes firent aux livres enluminés à partir du VI^e siècle. Léon l'Isaurien fit brûler en un jour 50.000 volumes. Les chefs d'œuvre de la peinture antique furent anéantis comme ceux de la poésie.

Le Parthénon, temple d'Athéna, qui domine la ville d'Athènes et fut l'œuvre de Phidias au 4^e siècle avant

J.-C., avait résisté à toutes les attaques du temps, à l'iconoclastie chrétienne, à l'invasion des Turcs, à l'imbécillité militaire qui faillit le faire sauter dans l'explosion d'une poudrière établie dans ses flancs. En 1816, un Anglais, lord Elgin, entreprit de le dépouiller de ses merveilles décoratives. Statues, bas-reliefs, frises, furent enlevés, arrachés, mis en débris pour être transportés en Angleterre, où, depuis, ils croupaient au British Museum ! Ce fut le commencement d'une industrie que, pour la honte de lord Elgin, on appelle l'*elgénisme*. Son fils la continua avec une sauvagerie encore plus grande en présidant, avec le général français Cousin-Montauban, au pillage et à l'incendie du Palais d'Été de Pékin, lors de la Guerre de Chine, en 1860. L'*elgénisme* s'est exercé depuis cent ans avec le plus déconcertant cynisme et la plus scandaleuse impunité. Il a donné à la guerre un caractère de banditisme jamais atteint jusque là, à la guerre coloniale surtout, les « civilisés » ayant, dans la transcendance de leurs turpitudes, tous les droits sur les « peuples inférieurs ». Il ne fut plus de monument qui fut respecté ; partout ce fut la destruction, et surtout le « chapardage ». Dans les cinq parties du monde, des individus, vrais « anti-quaires de grands chemins », trouvèrent toutes les complicités excitées par l'esprit de lucre, et l'imbécillité de fonctionnaires, comme cet abbé Barthélémy qui aurait voulu faire transporter à Paris la Maison Carrée de Nîmes 1...

Aux colonies, le soldat chapardeur se livra à une dévastation inouïe. La Guerre de Chine, en 1910, fut la plus inimaginable expédition de brigandage international civilisé, sous la pieuse direction de l'évêque Favier. On envoya même en Europe des têtes coupées de Chinois ! (Voir U. Gohier : *La Guerre de Chine*.) Au Cambodge, aux Indes, en Syrie, en Egypte, on pillait et on dévasta les palais, les temples, les vieilles nécropoles royales, objets des cultes indigènes. Souvent, les archéologues furent complices de ces exactions. Les malfaiteurs qui se livrent à ces exploits hurlent d'horreur lorsque, chez eux, une sépulture quelconque est profanée !

En 1832, V. Hugo ajoutait une note à l'édition définitive de *Notre-Dame de Paris* pour protester contre le vandalisme acharné sur la cathédrale, vandalisme aussi redoutable dans ses inintelligentes restaurations que dans ses stupides démolitions. « C'est, disait-il, une chose affligeante de voir en quelles mains l'architecture du moyen âge est tombée, et de quelle façon les gâcheurs de plâtre d'à-présent traitent la ruine de ce grand art ». A Paris, l'ignorance de ces goujats qui « se prétendent architectes, sont payés par la préfecture ou les menus, et ont des habits verts », (V. Hugo), s'acharnait alors, sans aucune nécessité véritable, sur de vieilles églises qui étaient des joyaux, sur l'évêché du XIV^e siècle, la chapelle de Vincennes, les vitraux de la Sainte-Chapelle, la tour Saint-Jacques, etc... Le mal s'est étendu en province. On est stupéfait de voir chez les marchands d'antiquailles, dans les ventes publiques, tant de trésors artistiques volés dans les églises, les musées, les bibliothèques. Le public, indifférent au vandalisme qui a dispersé ces trésors, ne s'émue, parfois, que si un parti l'excite. Cléricaux et anti-cléricaux ne s'affrontent alors que pour des intérêts où l'art n'a rien à voir. Les dévastations que M. Barrés, parmi tant d'autres, a dénoncées dans sa *Grande pitié des églises de France*, ont eu pour auteurs autant des uns que des autres. Des curés, des fabriciens, toute la faune des rougeurs de sacristies, en ont tiré bénéfice quand ils se sont faits les pieux brocanteurs de ce qu'ils appelaient de « vieux bois », de « vieilles ferrailles », et qui étaient des statues sculptées, des fers forgés, des tableaux, des statues, des objets précieux enlevés des vieilles églises dont ils avaient la garde. Les journaux donnent du « généreux mécène » à ceux qui restituent les œuvres d'art volées, comme cet Américain qui a fait don au

Musée du Louvre de l'Ange de Reims, mais ils n'ont pas dit comment cet ange avait été enlevé à sa cathédrale, et comment le « mécène » était entré en sa possession.

Les « dynamiteurs de clochers » sont, paraît-il, des Homais, quand ils ne sont pas des Allemands, mais est-ce M. Homais ou un Allemand qui fit abattre, sur la façade de la cathédrale de Reims, les têtes des statues des saints, à l'occasion du sacre de Charles X, en 1824, parce qu'on craignait que « le canon et les cris de fête ébranlant l'atmosphère, ces têtes ne vinssent à tomber sur celle du monarque au moment où il entrerait dans l'Eglise » ? Vitet, qui a raconté cela en 1831, dans son rapport au Ministre de l'Intérieur sur les monuments historiques, a signalé nombre d'autres faits qui montrent un vandalisme aussi hypocritement cléricale que stupidement administratif, civil et militaire. Ils sont constants. Aujourd'hui, les Vitet constatent la disparition d'un tableau de Philippe de Champagne qui était au Palais de Justice de Rouen, les dégâts subis par de nombreuses toiles du Louvre dans le voyage qu'on leur fit faire à Toulouse en 1914, les mutilations du pavillon de la Reine au Château de Vincennes pendant l'occupation militaire de la Grande Guerre, et mille autres semblables.

Les « accroupis de Vendôme » qui ont établi des latrines publiques dans la tour d'une vieille église, et les « francs-maçons d'Avignon » qui font déposer et distiller les vidanges de leur ville dans l'église de Saint-Ruf, monument roman du XII^e siècle, sont évidemment d'affreux scatologues puisqu'ils ne sont pas des hommes d'église. Toute la France pieuse frémit d'indignation, des siècles durant, contre les bandits de 1789 qui saccagèrent tant de monuments, représentations d'un passé odieux à leurs yeux, et brûlèrent entre autres la vierge noire de Notre-Dame de Liesse. Mais elle veut ignorer qu'en 1690, Louis XIV, le roi si solennement pieux, avait fait enlever et fondre à la Monnaie les objets précieux de cette église pour payer les dernières faveurs qu'il dispensa à M^{me} de Montespan tombée en disgrâce.

Une forme de vandalisme pieux, qui témoigne d'un esprit particulièrement dépravé, consiste à « cacher ces seins que l'on ne saurait voir », à dissimuler la nudité, habiller les peintures et sculptures, les affubler d'un cache-sexe. On a mis des feuilles de vigne à la statuare antique que l'on n'a pas détruite. Dès la Renaissance, les « honnêtes gens » à la façon de l'Arétin protestaient contre les « nus » de Michel-Ange. Le gouvernement de M. Mussolini a fait vêtir les personnages des fresques de Pisano à la cathédrale de Pise !

Le Palais des Papes, à Avignon, servit longtemps de caserne. Ses sculptures furent brisées, ses fresques badigeonnées à la chaux, ce qui n'empêcha nullement le pullulement des punaises, attributs spécifiques de toutes les casernes. Combien d'autres monuments historiques subirent un sort semblable sous les règnes de princes « éclairés » comme sous le régime républicain, sous les curés comme sous les francs-maçons !

Le vandalisme édilitaire actuel n'est pas moins calamiteux que celui du passé, quand il s'attaque à de vieilles choses, parures des cités qui pourraient être conservées pour leur charme et leur beauté. Dans la plupart des villes anciennes, on n'ose pas raser complètement de vieilles constructions pour faire de la place et apporter de l'air. Il y a les intérêts des propriétaires vantoures, plus respectables aux yeux des politiciens que la santé et la vie des pauvres gens logés dans ces taudis foyers de crasse et de tuberculose, qui s'y opposent. On se rattrape sur le domaine public qui ne gêne personne et fait l'agrément de tous. Sournoisement, on déchi-quète les remparts d'Avignon ; on agrippe à ceux d'Al-guesmortes des excroissances parasites qui détruisent leur magnifique ensemble. De vieux châteaux et hôtels qui ne gênent personne et feraient d'admirables mu-

sées, sont démolies pour la seule satisfaction des chiffonniers et des brocanteurs à l'effût de ces dépradations. On projette le bouleversement des jardins des Gobelins, une des plus belles choses du vieux Paris, pour y construire des maisons modernes. Des centaines de monuments et d'œuvres, affirmation intellectuelle et artistique du passé, de l'effort humain pour embellir la vie, sont ainsi détruits, mutilés, par la rapacité affairiste des uns, par la sottise inesthétique des autres, et sans aucun bénéfice véritable pour la collectivité. On entretient la lèpre et on supprime la beauté.

Pour les avantages particuliers d'un prétendu utilitarisme, les plus beaux sites sont dévastés, livrés à des rougeurs cosmopolites qui les souillent de leurs usines, de leurs palaces, de leur publicité.

La petite ville de Cassis, la cité de *Calendul*, est empoisonnée par une usine de ciment construite, malgré les protestations de la population, par une société que soutiennent des politiciens puissants intéressés dans ses affaires. Les « calanques » de Cassis, véritables merveilles naturelles, ont été attaquées par des marchands de pierres. Les jardins Biévès, à Menton, sont menacés de destruction pour faire place à un casino. Dans les vieilles villes où des arbres centenaires mettent encore un peu de fraîcheur et de couleur à côté des bâtisses lépreuses et des trop modernes « buldings », ces arbres sont abattus systématiquement. Marseille est favorisée, depuis dix ans, de cette sorte d'édilité. Sous prétexte de faciliter la circulation, on y met à bas les vieux arbres, mais on les remplace par des bustes de célébrités politiques et des tables de cafés...

Le déboisement intensif, par la hache et par le feu, fait des déserts stériles des montagnes et des plateaux les plus fertiles. Les populations sont obligées de les abandonner pour aller s'entasser dans les villes où elles sont la proie des entreprises industrielles, du chômage, de la maladie. Et les criminels responsables gémissent contre l'abandon de la terre et la dépopulation !...

Enfin, nous ne pouvons en terminer avec le vandalisme sans dire quelques mots de la censure, bien qu'il en ait été déjà parlé dans cet ouvrage. La censure est à la fois du vandalisme et du tripatoouillage, son emploi étant d'interdire, de supprimer ou de n'admettre que sur correction. Elle procède avec un véritable machiavélisme et une hypocrisie supérieure. Elle ne fait pas disparaître en détruisant — elle laisse cela aux « barbares », aux temps « d'intolérance » des tribunaux ecclésiastiques et des parlements qui livrèrent au feu tant de livres, et parfois leurs auteurs — ; elle fait disparaître en interdisant et en supprimant. Elle est à l'image des gouvernements libéraux qui remplacent la peine de mort par la prison perpétuelle. Elle ne tripatoouille pas, — elle laisse cela aux gougats de l'écritoire ; — elle oblige l'auteur à se tripatoouiller lui-même, quand il n'a pas assez de dignité pour l'envoyer se faire f... ! Elle est à la fois odieuse, par sa tyrannie et sa catardise, et ridicule, par les mobiles rarement avouables qui la guident dans les voies du puffisme souverain contre toute intelligence et toute liberté. Il est des pays, comme l'Angleterre, où elle interdit les pièces de Molière, les tenant pour immorales !... Il est des pays, comme la France, où elle laisse commettre les pires attentats contre les chefs-d'œuvre littéraires par les « pignoufs » du cinéma et du roman populaire, où elle laisse ridiculiser basement, par des pitres-provocateurs de tréteaux policiers, les sentiments et les opinions les plus dignes, mais où elle défend qu'on brûle autre chose que l'encens de la flagornerie sous le nez des déesses de la République, tout comme au temps des Pompadour, des Thérèse Cabarrus et des Nana.

Le rôle que la censure a exercé de tout temps contre la pensée humaine devrait valoir, à ceux qui s'y emploient, un mépris universel. Le plus cocasse est qu'ils

prétendent être des artistes et des esprits libres ! Ne sont-ils pas particulièrement considérés dans le monde des lettres et des arts où il y a tant de larbins pour si peu d'hommes libres ? La censure représente ce que Baudelaire appelait « l'art et la littérature honnêtes », l'art et la littérature des messieurs « bien pensants » du *Cercle de la librairie* dont le catalogue annonce *Gamiani*, édition illustrée par surcroît, mais demeure fermé à tout ouvrage dont les tendances philosophiques et sociales ne sont pas inspirées de ce que feu M. Barboux, académicien, appelait « les vérités chrétiennes », et de ce que les chourineurs nationalistes nomment « l'Ordre » !...

La censure, et ceux qui l'exercent, voici comment Flaubert les a jugés, et il sera inutile d'en dire davantage sur leur compte : « *Voilà le sieur Augier employé à la police ! Quelle charmante place pour un poète et quelle noble et intelligente fonction que celle de lire les livres destinés au colportage ! Mais est-ce que ça a quelque chose dans le ventre ces gaillards-là ? C'est donc bourgeois que les marchands de chandelle. Voilà donc toute la littérature qui passe sous le bon vouloir de ce monsieur ! Mais on a une place, de l'importance, on dine chez le ministre, etc., et puis il faut dire le vrai ; il y a de par le monde une conjuration générale et permanente contre deux choses, à savoir la poésie et la liberté ; les gens de goût se chargent d'exterminer l'une, comme les gens d'ordre de poursuivre l'autre... Augier, sans doute, croit faire quelque chose de très bien, acte de goût, rendre des services. La censure quelle qu'elle soit me paraît une monstruosité, une chose pire que l'homicide ; l'attentat contre la pensée est un crime de lèse-dieu. La mort de Socrate pèse encore sur le genre humain. »*

Terminons en disant que le vandalisme est la forme exaspérée et violente de la stupidité nationaliste qui se traduit dans l'impérialisme. De même que l'assassinat est admirable quand il consiste à tuer l'homme de l'autre côté de la frontière, la destruction est louable quand elle sévit contre l'étranger ou contre l'adversaire de parti. Les véritables vandales, ce sont les fanatiques, les intoxiqués de préjugés nationaux et dogmatiques, qui n'admettent qu'une seule patrie et qu'une seule foi, la leur, faisant un instrument homicide de la formule : « Hors de l'Eglise, pas de salut ! » ; ce sont les iconoclastes qui ne détruisent des idoles méprisables que pour les remplacer par d'autres aussi méprisables, parce qu'elles ne peuvent avoir d'autre emploi que de tenir l'homme dans la servitude ; ce sont tous les tenants de l'autorité qui ne renversent une tyrannie que pour en établir une autre. Nous devons être des Barbares, nous devons être ces barbares qui jetteront à bas toutes les idoles et tous les temples de l'autorité pour dresser sur leurs ruines la Cité des Hommes, la cité où la vie sera libre, bonne et belle pour tous. — Edouard ROMEX.

VANITÉ n. f. Ce mot a été formé de vain qui marque l'inutilité, la futilité, la fragilité des choses, ce qui est enflé et vide, ce qui est faux, illusoire, sans fondement réel. La vanité est particulièrement un faux orgueil qui pousse l'individu à briller, à paraître par des moyens inférieurs, par la sottise plus que par l'intelligence, par des excentricités plus que par des œuvres sérieuses, par la malveillance plus que par un travail utile. La vanité est, comme l'orgueil, un sentiment naturel, mais tandis que l'orgueil exalte l'individu dans la supériorité d'un véritable effort, la vanité le dégrade dans l'infériorité de basses satisfactions. Nous avons vu, au mot *Orgueil*, ce qui différencie ces deux sentiments, et au mot *Paradoxe* les formes et les conséquences de la vanité dans ses manifestations, le plus souvent d'ordre pathologique.

Vanitas vanitatum, et omnia vanitas ! (Vanité des vanités, et tout est vanité), répète volontiers l'Eglise, pour montrer la fragilité des choses humaines et opposer, à tout ce qui est sujet à l'erreur et ne dure pas, ce qu'elle appelle l'infailibilité et l'éternité du divin qu'elle prétend représenter. Elle s'appuie sur cette formule catégorique pour condamner l'orgueil comme le premier des péchés capitaux, parce qu'il pousse l'homme à rechercher et à trouver la vérité en dehors d'elle et d'un divin aussi chimérique que malfaisant. Tous les hommes qui ont été vraiment grands, utiles à l'humanité et l'ont fait progresser dans les voies de la connaissance et d'un perfectionnement de ses conditions de vie et de bonheur, ont été stimulés par un légitime, un admirable orgueil. Tous ceux qui n'ont été que des fous, des malfaiteurs, n'ont occupé le monde que par un exhibitionnisme sanglant ou grotesque, n'ont obéi qu'à leur vanité. C'est l'orgueil qui a construit, sur le roc inébranlable de la science, le monument de l'humanité. La vanité n'a fait qu'édifier, sur le sable mouvant de la sottise, une gloire dérisoire que le vent et la vague emportent dans une nuit. « Votre humanité n'est pas plus solide sur le roc que sur le sable. *Omnia vanitas !* », ricanent, en grinçant des dents, les choryphées de l'éternité divine. Ces imposteurs, qui détiennent la vanité la plus monstrueuse, oublient que leur divin n'est pas plus éternel que l'humain puisque c'est l'humain qui l'a fabriqué. Or, le fini, l'imparfait, le temporel ne peuvent produire l'infini, le parfait, l'éternel, pas plus que ceux-ci ne peuvent produire sans se démentir eux-mêmes le fini, l'imparfait, le temporel, sauf dans les divagations théologiques qui font l'arithmétique trinitaire et réparent les virginités écoulées. L'Eglise condamne l'orgueil, mais elle exploite la vanité. Dans son *Histoire des oracles*, qui a fourni à la critique philosophique du XVIII^e siècle presque tous ses arguments contre la religion, Fontenelle a montré comment l'ignorance des hommes les a poussés à adopter un merveilleux que la fourberie des prêtres n'était que trop disposée à leur servir. Mais il a fallu leur vanité pour leur faire imaginer qu'ils étaient l'objet de l'attention spéciale d'un Etre Suprême. Sans elle, les prêtres n'auraient pu les faire croire à des oracles, des miracles et des mystères « impénétrables aux sens et à la raison humains », comme disait Bossuet en déclarant adorer le Seigneur qui les avait faits. La vanité a fait ainsi adorer aux hommes un insane capitulation de leur intelligence.

Il n'est de vanité que chez ceux qui recherchent des satisfactions illusoires. Pour ceux qui savent conserver dans toutes les circonstances la sérénité de l'esprit et la joie du cœur, rien n'est vain ; leur sérénité et leur joie demeurent autant qu'eux. Oscar Wilde disait : « C'est curieux comme la vanité soutient l'homme qui réussit et comme elle abat celui qui échoue ». C'est parce qu'il n'y a rien de noble et de réconfortant dans la vanité, et qu'elle n'est que vent et pétarades.

Balzac disait que la vanité était « l'art de s'endimancher tous les jours ». Le vaniteux, en effet, se voit toujours devant le photographe ou le peintre qui feront de lui le portrait le plus avantageux. Il ne cesse pas de poser pour sa statue partout où il est, quitte à se voir sifflé comme un cabotin ridicule.

« La vanité nous rend aussi dupe que sot »,

a dit Florian.

La vanité est tellement dans le caractère de la foule des hommes qu'on ne peut rien réussir sans elle, dans quelque situation publique que ce soit. Chez tous ceux qui sont arrivés, comme l'a constaté Flaubert, « la vanité a chassé l'orgueil et établi mille petites cupidités là où régnait une large ambition ». C'est elle qui fait des hommes politiques des politiciens, des écrivains

des « gendeletrés », des artistes des cabodins. Un marquis de la Pailléterie disait d'eux :

« Amoureux de la particule,
Ils oublient que le talent
Succombe sous le ridicule. »

Il y a toujours des Thomas Corneille que Molière pouvait railler en disant :

« Je sais un paysan qu'on appelait Gros-Pierre,
Qui, n'ayant pour tout bien qu'un seul quartier de [terre,
Y fit, tout à l'enlour, faire un fossé bourbeux,
Et de Monsieur de l'Île en prit le nom pompeux. »

Flaubert disait encore : « L'orgueil est une bête féroce qui vit dans les cavernes et dans les déserts ; la vanité, au contraire, comme un perroquet, saute de branche en branche et bavarde en pleine lumière ». Le vaniteux est obligé de faire le beau, de plaire, de séduire, d'avaler sans rien dire toutes les couleuvres, d'encalsser avec un sourire tous les coups de pied dans le derrière et d'en redemander. C'est à lui que La Fontaine a donné, bien inutilement, de si sages conseils dans maintes fables. Il lui a dit :

« Ne forçons point notre talent,
Nous ne ferions rien avec grâce. »

Le vaniteux n'en a pas moins continué à jouer la mouche du coche, à se parer des plumes du paon, à s'enfler jusqu'à en crever.

M^{lle} Clairon, tragédienne du Théâtre Français, disait avec cette superbe des grands seigneurs qui la protégeaient : « Quand un auteur a fait une pièce il n'a fait que le plus facile », et elle donnait en ces termes congé à Sauvigny, que ses insolences avait obligé à retirer une de ses pièces : « Allez, Monsieur, si vous avez du talent, vous nous reviendrez ! ». De son côté, Vestris, le « diou de la danse », déclarait avec conviction, en donnant sa jambe à baiser à ses admirateurs : « Il n'y a que trois grands hommes en Europe, le roi de Prusse, M. de Voltaire et moi ! ». Le mot a servi depuis, arrangé par les flagorneurs qui guignaient les millions de l'imbécille Chauchard, propriétaire des magasins du Louvre. Ils lui disaient : « Il y a eu trois grands hommes au XIX^e siècle : Napoléon, Pasteur et Chauchard ! ». De vieux cabotins, qui ne savent pas prendre une sage retraite et présentent un Cid fourbu, rugissent indignés quand ils sont conspués par le public : « Les misérables ! Ils sifflent Corneille !... ». La dame Sorel de Ségur, la plus prétentieuse cabotine de notre époque, interpelle en les traitant d'« idiots » les spectateurs qui ne sont pas assez sensibles aux séductions douteuses de son « sex-appeal » !

La vanité des cabotins de théâtre n'est que comique et inoffensive. Celle des cabotins de la politique est autrement dangereuse, surtout chez les mégalomanes furieux et sanglants que la stupidité publique accepte pour chefs, les Mussolini, les Hitler et autres Soubouques moins bruyants mais aussi redoutables. Celle des généraux-maréchaux et autres guerriers supérieurs qui, par principe, devraient être « muets », les fait s'engueuler entre eux à la façon des héros d'Homère, et ce sont toujours, comme dans l'antiquité, les guerriers inférieurs qui paient la casse à leur place.

Dans les divers compartiments de la mégalomanie, la vanité ecclésiastique n'est pas la moins curieuse pour l'observateur ironique. Elle se continue, avec la vanité nobiliaire, en souvenir des temps où il était aussi noble d'être sorti des cuisses d'un archevêque que de celles de Jupiter. En ces temps-là, un évêque de Bonnacouille n'avait pas encore éprouvé le besoin de troquer son nom contre Bonnechose ou Bonnacorse. Les Rohan, généraux ou cardinaux, disaient, avec une vanité dont ils firent souvent un bien vilain usage : « Roi ne puis, prince ne daigne, Rohan je suis ». Un des plus grotes-

ques de ces sots de cour et d'église fut le sieur François de Clermont-Tonnerre, évêque de Noyon, au XVIII^e siècle. Il eût été digne de figurer dans la galerie moliéresque, à côté de la comtesse d'Escarbagnas pour qui un domestique ne pouvait s'appeler que Laquais. Cet évêque a servi de modèle à La Bruyère. Il s'était fait, disait-il, « une loi de ne jamais louer de roturier ». Dans ses discours, ne pouvant se décider à appeler ses auditeurs : « mes frères », il les traitait de « canaille chrétienne ». Au moment de mourir, il dit avec la plus profonde conviction : « Dieu y regardera à deux fois avant de damner un homme de ma qualité » ! La charité et l'humilité chrétiennes n'étouffaient pas, comme on le voit, cet évêque de « qualité » ! Elles n'ont jamais étouffé la plupart des gens d'église avec ou sans « qualité ».

Bien qu'ils affectent de mépriser la vanité pour des vertus plus édifiantes, les gens d'Eglise s'affublent, comme des charlatans, de titres auxquels ils s'attachent avec opiniâtreté. Ils jouent ainsi les ânes qui portent des reliques. Sans rire, du moins devant leurs dupes, ils se font appeler « Sa Sainteté », « Sa Grandeur », « Son Eminence », et ils se donnent à tort et à travers du « Monseigneur ». L'histoire de l'origine de ce dernier titre dont se parent MM. les Evêques, est vaudevillesque. Saint Simon l'a contée ainsi : « Dans une assemblée du clergé, les évêques, pour tâcher de se faire dire et écrire « Monseigneur », prirent délibération pour se le dire et se l'écrire réciproquement les uns les autres. Tout le monde se moqua d'eux et on riait de ce qu'ils étaient *monseigneurisés*. Malgré cela, ils ont tenu bon, et il n'y a point eu de délibération parmi eux, sur aucune matière sans exception, qui ait été plus invariablement exécutée ». Depuis, la loi de 1801 qui a établi le Concordat, a dit dans un de ses articles organiques : « Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de *citoyen* ou de *monsieur* ; toutes les autres qualifications sont interdites ». Cette prescription légale demeure toujours ; mais ces messieurs ont « tenu bon », ils ont continué à se donner à tour de bras du « monseigneur », à s'en faire donner par leurs ouailles et même par le monde officiel de la République laïque. Il est, pour les évêques, des grâces d'Etat, comme il en est de divines, qui les mettent au dessus de la « canaille » laïque aussi bien que chrétienne. Renan appelait cette façon de se « monseigneuriser » une faute de français. Dérivément, un décret de la Congrégation du Cérémonial auprès du Saint-Siège a conféré officiellement le titre d'« Excellence » à nombre des dindons de la haute volière ecclésiastique.

La vanité nobiliaire n'a pas non plus disparu, malgré l'abolition des privilèges féodaux. Au contraire, elle a multiplié avec le nombre des gens qui se disent « de qualité », depuis qu'on est en démocratie. Aussi est-elle devenue de plus en plus bouffonne et ridicule. Le ver s'était introduit dans le fruit de l'orgueil nobiliaire lorsque celui-ci s'était laissé gagner par ce qui pourrissait tout ce qu'il pouvait y avoir de noble dans la bourgeoisie de l'argent. Lorsqu'un général de Castries disait d'un d'Alembert : « Cela veut raisonner, et cela n'a pas mille écus de rente ! », il résignait définitivement toute supériorité aristocratique pour tomber dans l'incongruité bourgeoise. La vanité nobiliaire s'est complètement ravalée et discréditée par la suite dans les compromissions les plus suspectes. Les « chroniques mondaines » du *Figaro* et autres moniteurs du maffisme aristocratique, révèlent une singulière promiscuité entre la noblesse « Vieille France » et la progéniture de Thénardier qui fait aujourd'hui l'aristocratie des « gangsters » du gouvernement, des affaires, du théâtre, des lupanars et autres « milieux de qualité » !... Il n'est plus possible de distinguer un « baron », barbeau de basse classe, d'un ruffian, authentique descendant

des anciens preux. Les proxénètes qui gagnent la Légion d'honneur en fournissant des petites filles à des ministres de la République se trouvent en famille dans les palaces, les tripots, les bobinards, avec les petits-fils des du Barry qui étaient faits chevaliers de Saint-Louis quand ils donnaient leur nom, par un mariage saintement béni de l'Eglise, à des demoiselles Jeanne Bécu, catins royales. Seules des reines de concours de beauté, des dames de cinéma et leurs Alphonse peuvent être « épatés » par la vanité ostentatoire de cette aristocratie fangeuse, et seules aussi peuvent en avoir encore le respect les vieilles nouilles de l'Académie et du « noble faubourg », indécrottablement figés dans ce que K. Bergerat appelait la « nostalgie du beau-regard » !...

Ayons en nous l'orgueil libérateur, l'orgueil exciteur d'une « large ambition », celle de sauvegarder notre personnalité, notre Moi, dans une collaboration fraternelle avec tous ceux qui la méritent en nous la rendant. Mais combattons la vanité sordide établie sur « mille petites cupidités », celle qui veut faire de nous des inférieurs et des esclaves, qui veut entretenir son parasitisme de notre travail, cultiver son insanité aux dépens de notre intelligence, et gardons-nous de suivre ses exemples de servilité, de lâcheté et de sottise. Soyons orgueilleux, dans le bon sens du mot, et non vaniteux, ce mot n'ayant qu'un mauvais sens. Nous voulons être des hommes libres ; soyons, s'il le faut, des bêtes féroces des cavernes et des déserts, ne soyons pas des perroquets bavards, sans âme, sans rognons, sans conscience. Laissons les perroquets vider leurs ordures sur nos têtes. Comme le disait Tailhade : « La fierte des choucas ne déshonore pas les métopes du Parthénon ».

Dans *Calendal*, Mistral a donné ce magnifique conseil à tous ceux qui veulent être des hommes libres : « Sieguès unble emé l'unble, é mai fier que lou fier ! » (Sois humble avec l'humble et plus fier que le fier !). C'est là le conseil d'un orgueil fraternel, généreux et digne. Il méprise la vanité, insolente devant les humbles, obéissante et rampante devant les puissants. — Edouard Romain.

VAUTOUR n. m. du latin *Vultur*. — Zool. : Genre d'oiseaux rapaces, type de la famille des vulturidés. — Arg. : *Monsieur Vautour*. Usurier. Propriétaire impitoyable. (*Dictionnaire Larousse*).

C'est exactement, en deux mots, la définition la plus brève de l'oiseau maléfisant dont nous voulons parler très brièvement ici.

Inutile de nous étendre sur l'oiseau à plumes. On le connaît assez comme vilain oiseau qui se repait de la charogne animale ou humaine, que son œil perçant sait apercevoir de très haut et que son odorat extraordinaire fait se délecter d'avance, de très loin, par cette forte odeur de putréfaction qui l'attire. Après avoir plané quelques instants dans les airs, il se précipite sur sa proie avec avidité, et, de son bec puissant et crochu, il se hâte de déchiqueter le cadavre, de s'en gaver et de s'enfuir. Car le *vautour* n'est pas l'aigle : il est lâche et craintif — c'est la nature qui l'a fait ainsi — et ne s'attaque jamais seul à un être vivant. Il aime mieux la charogne, sans risque, que la chair fraîche avec le moindre danger. Il a bien les mœurs lâches et bourgeoises, telles que nous les connaissons chez la plupart des propriétaires. Aussi, nous ne contestons rien à ce que nous trouvons parfaitement d'accord avec nous dans Larousse : « Arg. : *Monsieur Vautour* ; Usurier. Propriétaire impitoyable... ».

Et, les pires de tous, sont ceux qui vivent de la misère des pauvres ! Ceux-ci ne sont-ils pas souvent de mauvais payeurs... et pour cause ?... Mais si, individuellement, on rencontre des locataires payant difficilement l'un ou l'autre des termes dûs annuellement

à M. Vautour, c'est qu'il y a, chez le petit locataire, le locataire ouvrier, le ménage laborieux avec ou sans enfants, des calamités perpétuelles : maladie, chômage, naissances, décès.

C'est une mentalité spéciale que celle de M. Vautour. Il ne s'occupe pas si la maladie, fréquente chez ses locataires miséreux, est due à la mauvaise hygiène de ses locaux, ordinairement malsains, malpropres. Le cube d'air nécessaire à chaque habitant d'un logement ne lui donne aucun souci. L'architecte à ses ordres, n'est apprécié de lui que par son talent à utiliser les vides et à caser le plus de monde possible en le plus étroit espace, sans s'inquiéter de la facilité d'évoluer en si peu de place, où l'air est incontestablement très souvent, sinon toujours, trop rare et toujours vicié par la disposition inconcomode, insalubre des pièces qui composent un logement de petit loyer, toujours trop cher pour ce qu'il est.

Dans les faubourgs, dans les cités des petites et grandes villes, « sous le ciel bleu de notre France », ce ne sont partout que des amas de pierres et de plâtras où la lumière ne parvient pas, où l'humidité se maintient où la vie des parasites infectes et nuisibles est seule prospère.

Aussi, la famille ouvrière, première victime de M. Vautour, s'épuise, s'étendue, toute sa vie pour l'enrichir. Plusieurs familles et parfois plusieurs générations entretiennent ainsi l'immonde oiseau : le Propriétaire impitoyable et rapace. Il faut payer recta, sans retard, car la loi est toute à sa disposition, elle est faite pour lui seul et contre ses locataires. Et ceux qui appliquent cette loi, ou ces lois, sont tous à son service, docilement, aussi bien que ceux qui les ont rédigées et votées. Il faut s'y soumettre de gré ou de force.

M. Vautour n'a jamais compté les meurtres dont il est l'auteur direct ou indirect. C'est pour être logés, avoir un abri où se nicher quand même, que des travailleurs se prostituent de corps et d'âme en se soumettant aux volontés, à l'autorité d'un patron, aux baisses de salaires, aux vexations, à l'arbitraire, aux indignes exigences d'un exploiteur stupide et insolent qui les exploite et les presse sans vergogne ! C'est pour avoir un abri et pour le conserver que des femmes triment dans les usines, à n'importe quel prix, de jour ou de nuit, et que des jeunes filles se prostituent une fois, deux fois, trois fois... puis toujours si, pour elles, la vie de plaisir a plus de bien-être et de tranquillité sinon de charme que la vie de misère !

M. Vautour sait bien tout cela, mais il en vit et, parfois, il en crève... de pléthore !... Car lui, n'est pas poussé au suicide.

On se demande comment il se fait que M. Vautour s'acharne tant à conserver des immeubles à nombreux locataires payant peu, payant mal ou ne payant pas ?

C'est simple : la quantité supplée à la qualité. Un cent de locataires à petits loyers rapportent plus que quelques locataires à logements bourgeois et ils sont bien moins exigeants. Les petits locataires s'usent plus vite dans les locaux meurtriers du criminel M. Vautour. Les locataires passent, l'immeuble reste.

L'ignoble guerre de 1914-1918 a eu, bien malgré elle certes, l'incontestable utilité d'anéantir quelques foyers pestilentiels où s'abritaient et succombaient plusieurs générations de malheureux. Ils parvenaient à payer leurs assassins, les bons bourgeois propriétaires. Ceux-ci se gardaient fort d'habiter leurs taudis..., ni même les quartiers où ils étaient !

Où sont-ils les fuyards, qui ne voulaient pas mourir sous les décombres d'immeubles que les Allemands (ou les Français) bombardèrent ? Peut-être sont-ils morts sur la route de l'exode ? Peut-être ont-ils été faire le

bonheur d'autres commerçants, d'autres exploités, d'autres propriétaires en d'autres lieux ?

Ils ont changé de pays, mais ils n'ont pas changé de sort sans doute !

Quant à M. Vautour, dont l'immeuble fut anéanti, il a patriotiquement fait état de son malheur. Et la Patrie, reconnaissante, l'a copieusement dédommagé de son sacrifice en le dédommageant amplement de la perte de son immeuble : s'il valait quelques milliers de francs, il a reçu quelques dizaines de milliers de francs. De même que les usines saccagées, les châteaux luxueux, les vastes habitations ont été réédifiés de façon généreuse et moderne et valent en millions ce qu'ils valaient en milliers de francs ! Ah ! la guerre fut, pour quelques possédants, une bonne, très bonne affaire... M. Vautour ne fut pas oublié dans les compensations patriotiques !

Avant la guerre, les Vautours se plaignaient fort (tout en faisant très habilement et très odieusement leurs petits calculs) du rapport de leurs immeubles.

Ainsi, avant le 2 août 1914, ils durent payer une taxe d'ordures ménagères. Ils s'en lamentaient mais se rattrapèrent facilement. La taxe était-elle de 20 francs ? Aussitôt, ils augmentaient de 20 francs chaque quittance locative (chaque immeuble contenait 20, 50, 100 locataires). Telles étaient les ruses de M. Vautour, qui savait jouer à qui perd gagne et ne perdait jamais.

Il y eut — toujours avant guerre — une certaine agitation populaire contre la hausse des loyers.

Des logements, des appartements se trouvaient vides, inhabités, des années entières... M. Vautour préférant ne pas louer que louer sans augmentation. A ce moment, il y avait aussi des familles entières, des familles nombreuses mises à la rue, parce que, dans divers arrondissements, tous les proprios suivaient le bon exemple. Un M. Vautour avait augmenté ses loyers et fait expulser les récalcitrants ; un autre Vautour ne voulait pas d'enfants, etc...

Enfin, c'était affreux de voir de pauvres gens mis dehors avec leurs pauvres meubles (quand ils en avaient), avec leurs misérables hardes, grelottant de froid. Tous les vautours se valaient.

La Préfecture de Police ne savait où donner de la tête et son aimable et courtois personnel avait « la manière » pour évincer les coupables d'être pauvres et les inviter à circuler.

Il y avait déjà un syndicat des locataires. Il y avait aussi une équipe de bons bougres qui savait gaillardement opérer ce qu'on appelle : un déménagement à la cloche de bois.

C'est à ce moment que survint le camarade Cochon. Il introduisit au syndicat des locataires les salutaires méthodes « d'action directe », dont usait la classe ouvrière dans sa lutte contre le patronat et que préconisaient avec ardeur les militants syndicalistes de la C. G. T. révolutionnaire d'avant guerre, ayant pour but d'action : la suppression du patronat et du salariat.

Ce sacré Cochon devint alors très populaire à Paris et dans la banlieue, par sa façon méthodique d'organiser des manifestations qui ne rendaient guère sympathiques les exploits des propriétaires, à la rapacité desquels collaboraient huissiers, commissaires de police, gendarmes et agents de la force publique. Hou ! hou ! les vautours !

Cochon savait ne pas prendre les choses au tragique. D'un sang-froid imperturbable, il parlementait avec les autorités de l'Ordre bourgeois et, discrètement, installait dans les immeubles innoccupés les sans-logis de M. Vautour.

Mais cela n'alla pas toujours aussi simplement. Il y eut bien, pour Cochon et son action, les encouragements de la foule et le concours de quelques personnalités connues et connues, heureuses de participer à

l'accomplissement d'une action de justice et de solidarité !

Comme il était à prévoir, la presse prit parti pour ou contre et, de l'une ou l'autre façon qu'elle arrangeât les choses, sa publicité favorisait l'action et l'initiative du camarade Cochon. Celui-ci réunissait, autour de lui, chaque fois qu'il opérait, une foule toujours plus considérable, et *M. Vantour* pâlissait de rage impuissante devant l'impuissance même de la police qui avait ordre de ne pas aggraver les choses par des brutalités, se contentant de maintenir l'ordre et de protéger le cortège de *M. Cochon* qui, accompagné de la musique, conduisait où il fallait, vers un abri provisoire, mais sûr, les malheureux chassés par la rapacité de *M. Vantour*. La foule populaire qui restait seulement spectatrice, ne ménageait point ses applaudissements à *M. Cochon* et ses coups de sifflets à *M. Vantour*.

Le chahut de *Saint-Polycarpe*, ainsi que se nommait la bande à *Cochon*, fit, un moment, reculer les représentants de la loi. On riait, on ironisait, mais on songait combien il était odieux qu'un propriétaire, au nom de la loi, pût mettre dehors des familles entières ne pouvant payer leur loyer par suite de maladie ou de chômage. Une certaine presse fit campagne contre *M. Vantour*. Des interpellations se produisirent à la Chambre, des projets de lois furent mis en chantier et des commissions parlementaires constituées ; le gouvernement, bien embarrassé, craignant de froisser l'opinion publique par des coups de force contre le fauteur de désordre *Cochon* et contre ses compagnons, prit des mesures autrement efficaces. La calomnie ne manqua pas de s'exercer. Par insinuations, par délation, avec le concours de la presse docile, on fit courir les bruits les plus infâmes contre *Cochon* et contre ses amis. Il est facile d'imaginer tout ce qu'on put dire. Il importait peu que ce fût vrai, pourvu que ce fût vraisemblable. Tout cela est dans l'ordre bourgeois. Néanmoins, les bons tours de *Cochon* ont bien fait mal à *M. Vantour*.

Mais, depuis, le *vantour* a eu sa revanche ; la guerre fut sa dernière épreuve, il s'est bien rattrapé depuis. Ses immeubles anciens n'ont pas souffert et si, pendant quelques années, ils ont peu rapporté, ils ont pris de la valeur et ils continuent...

Aux premiers jours de son avènement, la Commune de Paris rendit plusieurs décrets. L'un d'eux, celui du 29 mars 1871, toucha au cœur le gouvernement de Versailles, car il l'atteignait vigoureusement dans son sentiment le plus sacré : la *Propriété*.

Les *Propriétaires*, les *Vantours*, furent défendus par le Gouvernement bourgeois fait homme, *M. Thiers* lui-même, qui promit vengeance à la tribune de la Chambre, à Versailles.

Voici donc l'un des premiers actes du Gouvernement de la Commune, siégeant à l'Hôtel de Ville :

« LA COMMUNE DE PARIS,

« Considérant que le travail, l'industrie et le commerce ont supporté toutes les charges de la guerre, qu'il est juste que la propriété fasse au pays sa part de sacrifices,

« DÉCRÈTE :

« ARTICLE PREMIER. — Remise générale est faite aux locataires des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871.

« ART. 2. — Toutes les sommes payées par les locataires pendant ces neuf mois seront imputables sur les termes à venir.

« ART. 3. — Il est fait également remise des sommes dues pour les locations en garni.

« ART. 4. — Tous les baux sont résiliables, à la volonté des locataires, pendant une durée de six mois, à partir du présent décret.

« ART. 5. — Tous congés donnés seront, sur la demande des locataires, prorogés de trois mois.

« Hôtel de Ville, 29 mars 1871.

« LA COMMUNE DE PARIS. »

Cela était bien un acte de justice, comme il ne s'en accomplit qu'en période révolutionnaire.

Autrement, ce ne sont que promesses fallacieuses et déclarations verbales vite oubliées. On le vit bien au lendemain de la guerre de 1914-1918. « *Les vainqueurs de la Guerre du Droit et de la Civilisation, ces héros* — avait dit le vieux pantin *Clemenceau* — *ont des droits sur nous !* » — Ils eurent, en effet, le droit de se taire, de subir la vie chère et de payer *M. Vantour* dont ils avaient protégé les biens. Des médailles et des croix pour les blessés ; des privilèges de priorité dans les transports en commun ; de misérables pensions et des flagorneries infâmes et stupides aux monuments aux morts.

Enfin, vis-à-vis de *M. Vantour*, le héros, le survivant, le rescapé n'est encore, aujourd'hui, comme hier, qu'un cochon de payant comme tout autre locataire : embusqué ou exempté du service pour une cause quelconque. Le Poilu sert de thème aux exploiteurs de tout ce qui peut perpétuer les crimes engendrés par les idées fausses de gloire nationale et de patriotisme infernal et délirant.

La guerre n'a pas appauvri les propriétaires : elle a simplifié et elle a amplifié, pour eux, les moyens de s'enrichir encore. Il serait fastidieux de le démontrer ici car on sait combien il est difficile de se loger convenablement aux gens qui ne vivent que de leur travail quotidien, de leur salaire frappé d'impôt.

Ce n'est pas la guerre qui tue les *corbeaux*, les *vantours* : elle les engraisse et les multiplie. Seule, une révolution sociale les anéantira. En attendant, comme dit *Eugène Pottier* :

*Combien de nos chairs se repaissent !
Mais, si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !*

Ces vers de l'*Internationale* datent de juin 1871. Et, depuis, les *corbeaux*, les *vantours* n'ont pas encore disparu. Sous la forme du grotesque et rapace *M. Vantour*, règne la Bourgeoisie.

A Paris, en 1882, *Eugène Pottier*, l'auteur de l'*Internationale*, fit un chant révolutionnaire qu'il dédia au citoyen *Paul Lafargue*, et qu'il intitula « *Le Huit* ». C'est un portrait ressemblant, réel, de *M. Vantour* ! Voici ce chant :

*Toi, la terreur du pauvre monde,
Monsieur Vantour ! Monsieur Vantour !
Quittance en mains, tu fais ta ronde.
Déjà le huit ! Déjà ton jour !
Vantour !*

*Cet homme a donc créé la terre,
Le moellon... le fer et le bois !
— Non ! cet homme est propriétaire,
Son terme vient tous les trois mois.*

*Oh ! c'est un rude personnage
Avant tout autre créancier,
Il peut vendre notre ménage,
Nous donner congé par huissier...*

*De par la loi sèche et bourrue,
Femmes en couches et moribonds,
Tant pis, s'il vous flanque à la rue !
On ramasse les vagabonds !*

*Lorsque chômage et maladie
Attristent déjà nos foyers,
Sur nous, comme une épidémie,
S'écrit la hausse des loyers.*

*Depuis dix ans, la vie afflue
Dans son quartier de terrains nus :
Encaissant seul la plus-value,
Il dépeuple ses revenus.*

*Avec nos pleurs, nos sueurs vaines,
Il a gâché tout son mortier.
C'est le plus pur sang de nos veines
Qu'il touche en rentes par quartier.*

*Un prompt remède est nécessaire...
Vautour est féroce et subtil :
Mais s'il pousse à bout la misère,
Comment cela finira-t-il ?*

*Il faut que le pauvre s'abrille,
On a sommeil comme on a faim.
Ne doit-on pas tazer le gile
Comme l'on a taxé le pain ?*

*L'asure a ses heures tragiques,
Fauton vous apprend, mes amours,
Comme on promène au bout des piques
La tête pâle des vautours.*

*Toi, la terreur du pauvre monde,
Monsieur Vautour ! Monsieur Vautour !
Quittance en mains, tu fais la ronde.
Déjà le huit ! Déjà ton jour !
Vautour !*

Paris, 1882.

Eugène POTTIER.

Oui, un prompt remède est nécessaire et il faudra bien se décider à l'appliquer. C'est sur lui-même, une fois de plus, que le Peuple doit compter pour cela. Quand un oiseau de si haut vol que le vautour ravage une contrée, on prend aussitôt la résolution de l'abattre. Il y a donc longtemps que le pauvre Peuple aurait dû l'abattre, ce bon M. Vautour ! — G. YVEROT.

VEGETALISME n. m. (rad. végétal). Le Végétalisme n'est qu'une subdivision du Végétarisme qui a un sens plus large. Le mot « végétarisme » signifie simplement « vigoureux », sans indiquer plus spécialement ce que l'on doit manger, mais assurant que ce que l'on consomme est « revigorant ». Le végétarisme comprend trois subdivisions principales, dont les noms indiquent déjà le régime : 1. Ovo-lacto-végétarisme ; 2. végétalisme ; 3. Fruitarisme.

Le végétalien consomme : 1° les feuilles vertes, tendres, non acides, cultivées (et certaines espèces, connues comme comestibles, sauvages), crues et cuites. On peut citer comme feuilles comestibles rustiques : le pissenlit, la mâche, la lampagne, le salsifis, le laisseron, le laitron, la chatouille (laitue sauvage) la renouée ficulaire, le lamier ou ortie blanche, la stellaire ou mouron-des-oiseaux, etc... Les feuilles notoirement acides à éviter sont : la rhubarbe, l'oseille, le pourpier.

2° Les racines et les tubercules, comme les carottes, les radis avec leurs feuilles, les céleris-raves, les navets, le rutabaga, la betterave, la pomme de terre, le topinambour, etc...

La pomme de terre est consommée principalement cuite. C'est un aliment composé essentiellement d'amidon, qui se digère plus facilement cuit. Les autres racines et les topinambours sont consommés en petite quantité, coupés finement, avec de la salade, de préférence crus.

Les feuilles et les racines, consommées crues, nous

apportent des sels alcalins. Elles sont acidifiantes quand elles sont cuites, car la cuisson ne fait perdre aucun élément acidifiant, tandis que les sels alcalins très solubles, s'en vont dans l'eau de cuisson. On pourrait conseiller d'employer l'eau de cuisson comme soupe, mais dans ce cas il y a surcharge de sels, ce qui fatigue les reins et occasionne la constipation. Mais la feuille a un double rôle à jouer : a) comme aliment hautement minéralisateur ; b) par sa richesse en albumine « complexe ». Le végétalien consommera donc la feuille verte non-acide cuite, mais en ayant soin de rejeter l'eau de cuisson.

3° Les fruits, bien mûrs, non-acides, autant que possible crus. Les fruits acides à éviter sont : le citron, l'orange, la groseille en grappe, les olives vertes, la tomate.

Le végétalien fait abstinence : 1° De la chair des animaux (viande, poissons, coquillages, etc...) ; 2° Des produits de l'animal (femelle) destinés à nourrir ses petits, comme le lait et les œufs.

La chair des animaux (aliment cadavérique) est tout à fait impropre à l'alimentation humaine. L'homme possède un tube digestif trop long pour la viande, aliment appelé par V. Lorenc « ouvert », car ses cellules ne sont pas entourées de membrane cellulosique, aliment qui se digère vite dans sa partie supérieure, laissant la partie inférieure sans emploi. Les glandes, chez les animaux carnivores, sécrètent la quantité d'ammoniac suffisante pour neutraliser les poisons (ptomaines). L'homme n'a pas ce moyen de défense.

Il y a d'ailleurs peu de personnes qui adoptent de leur propre gré un régime exclusif de viande, ou des œufs, ou du lait. Ceux qui, comme les Esquimaux, refoulés vers l'extrême Nord par suite de guerres avec les Indiens, sont réduits à se nourrir de la viande, ont découvert qu'en mangeant les croûtes de rennes ils y trouvent des restes non digérés des Lichens, qui leur apportent des sels et de la cellulose si utile pour diviser les matières dans l'intestin humain. La plupart des hommes consomment, en même temps que de la viande, des légumes et des fruits.

3° Le végétalien ne fait pas usage de sucre industriel, appelé par le Dr Carton « aliment meurtrier ». Le sucre industriel, aliment mort, brutal, incomplet désorganise le fonctionnement de tous nos organes (lire : *Sucre industriel et plante sucrée* de V. Lorenc).

4° Le végétalien préfère l'arôme naturel des fruits et légumes aux épices de toutes sortes.

5° La boisson du végétalien est l'eau naturelle, pas bouillie. Toutes les boissons fermentées, ainsi que le café, le thé, le chocolat, constituent, avec la nicotine du tabac et la cocaïne, la morphine, etc..., le groupe des alcaloïdes appelés par V. Lorenc « poisons overtoniens », du nom du biologiste Overton qui a découvert, presque en même temps que H. Meyer, que leur pénétration dans le système nerveux est fonction d'une propriété physique de double solubilité dans l'eau (respectivement dans le plasma sanguin) et dans les graisses (c'est-à-dire dans les lipides, graisses phosphorées qui sont une des parties constitutives de toutes les cellules végétales et animales).

Le régime végétalien est séduisant, éthique, esthétique, même socialement incontestablement libérateur par ses conséquences, car il permet à l'individu de vivre en Robinson à l'écart de la vie des civilisés ou soutenir la lutte avec le capitaliste plus longtemps, par exemple dans le cas d'une grève, etc... Mais il est toutefois légitime de se demander si ce régime satisfait aux besoins de l'organisme ?

Dans l'ordre d'importance, l'organisme humain a besoin de : l'albumine, des matières hydrocarbonées (amidon, sucres), des sels minéraux, des vitamines, de la cellulose, de la graisse, de l'eau.

Supposons un régime composé uniquement de feuilles.

« La feuille de la plante est riche en cellules vivantes, fonctionnant d'une manière active. Sauf quelques rares exceptions, elles ne contiennent que peu d'aliments de réserve. La feuille est le laboratoire de la plante. Son pigment vert, la chlorophylle, lui permet d'utiliser l'énergie de la lumière solaire. A partir de l'acide carbonique qu'elle absorbe de l'air et à partir de l'eau et de sels minéraux tirés du sol, la feuille construit l'albumine, le sucre et la graisse. Ces matières sont utilisées soit pour permettre la croissance des tissus de la plante, soit pour constituer des réserves dans les grains, tubercule ou autres organes. La surface de la feuille est une mosaïque de cellules vivantes. Elle contient toutes les substances nécessaires à l'alimentation des cellules animales. La feuille est au point de vue qualitatif un aliment complet. » (Mac Collum : *The Newer Knowledge of Nutrition*, p. 137.)

La feuille apporte en quantité suffisante de l'albumine complexe, ce qui permet au végétalien d'écarter de sa consommation la viande, les œufs et le lait. On sait aujourd'hui, par l'analyse et par les expériences biochimiques (Mac Collum) sur les animaux, que l'albumine ordinaire ne peut pas former de l'albumine animale. La molécule d'albumine est très grande et d'une structure compliquée, elle se compose d'un certain nombre d'acides aminés, parmi lesquels la *tryptophane*, la *lysine*, la *tyrosine* et la *cystine* sont indispensables pour reconstruire l'albumine animale. Nous appelons « complexe » l'albumine qui possède en quantité suffisante ces acides aminés indispensables. D'ailleurs le besoin total d'albumine (ordinaire et complexe) est moins grand pour le végétalien, dont l'alimentation est en général alcaline, que pour le mangeur de viande et de pâtes cuites. Les expériences du Dr Hindhede au Danemark, du Dr Roese en Allemagne, et des végétaliens français ont démontré que le *minimum nécessaire d'albumine varie selon l'alcalinité du régime*. Avec un régime végétalien bien conduit, 40 grammes d'albumine suffisent. La feuille est très riche en sels minéraux. Un régime exclusif de feuilles vertes serait même dangereux par excès des sels. La cellulose y est en abondance et les vitamines au complet (A, B, C, D, E). Mais l'absence des sucres et de l'amidon qui se concentrent dans les racines, tubercules et fruits rend cette diète impraticable.

Un régime composé exclusivement des racines et des tubercules nous fournirait en abondance l'aliment de réserve (amidon et sucre), des sels, de la cellulose, de la graisse, mais la série des vitamines ne se trouverait pas complète et il y aurait manque d'albumine complexe. Il serait impossible de composer un menu synthétique avec des racines et des tubercules seuls.

Un régime exclusif de fruits nous fournirait des sucres en excès (danger de diabète), de la cellulose, des graisses en abondance, certaines vitamines, mais les sels ne se trouveraient pas au complet (manque de fer et de chaux) et l'albumine complexe en quantité presque nulle.

La combinaison des feuilles, des racines, des tubercules et des fruits permet de composer un repas synthétique, satisfaisant à tous les besoins de l'organisme, ayant un débit régulier qui, contrairement à la viande, utilise toute la longueur du tube digestif. A l'aube de la civilisation, c'était certainement le régime de l'homme primitif. Sa constitution n'indique-t-elle pas qu'il n'est pas fait pour manger ses « frères inférieurs », les animaux. Il ne court pas assez vite pour atteindre le gibier (il a fallu l'invention du fusil ou tout au moins d'un arc et des flèches), il n'a ni griffes, ni dents assez fortes pour dépecer l'animal et le broyer avec les os, comme fait le tigre et le chat. Il est doué d'une sensibilité nerveuse qui se développe toujours, ce qui lui permet de posséder sa qualité « d'homme », tandis que ses mains industrieuses seules n'en feraient qu'une

brute enrichie. Selon A. de Mortillet, chez les premiers hommes il n'y a pas de traces d'industrie avec de l'os des animaux. Et les légendes anciennes ne nous transportent-elles pas à l'âge d'or où « les bêtes parlaient », c'est-à-dire qu'elles pouvaient se faire comprendre par l'homme qui ne parlait pas encore et vivaient avec lui en paix. Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que, dans des couches géologiques, des ossements humains se trouvent à proximité des ossements d'animaux. Ils étaient tous mortels... Ils pouvaient que parfois être en lutte... mais la présence d'un squelette animal dans le voisinage d'un squelette d'homme ne prouve nullement qu'il ait été mangé par ce dernier. Mais sous l'influence de diverses circonstances, comme la variabilité du climat qui s'accroît de plus en plus et aussi de l'industrialisation progressive du milieu, l'homme s'est habitué à l'alimentation carnée et à son inévitable cortège d'épices, d'acides et de boissons fermentées. Allez donc offrir à un homme dont le palais est brûlé par des sauces sucrées, vinaigrées, alcoolisées, épicées un repas naturel composé de feuilles, de racines et de fruits. Aussi, pour rendre ce régime moins « héroïque », les colons du Milieu Libre de Bascon (près de Château-Thierry, Aisne), fondé par G. Butaud, en 1920, ont réussi à présenter ces aliments naturels, revigorants sous forme d'un plat excitant, fort agréable au goût que nous appellerons « la Basconnaise ». Voici sa formule :

Pour un poids total de 300 grammes (quantité moyenne pour une personne) : 1° 1/10 du poids total, soit 30 grammes de racines et tubercules crus (carottes, betteraves, topinambours, pommes de terre, navets, céleris-raves, radis avec les feuilles), coupés finement au couteau, ou râpés dans une machine à râper le gruyère ; 2° 4 fois autant de feuilles vertes que de racines, donc 120 grammes (dont 1/3 de choux et 2/3 de salades diverses, cultivées et sauvages) ; 3° Autant de pommes de terre cuites que de verdure, donc 120 grammes ; 4° 24 grammes d'huile d'arachide et 1 gramme de sel de cuisine ; 5° On peut ajouter 5 grammes d'oignon, un peu de persil, de cerfeuil ou de fenouil. Les pommes de terre sont cuites en robe des champs. Il faut enlever la pelure.

Il est utile de consommer très peu de pain et d'ajouter à la Basconnaise une cuillerée de blé trempé dans l'eau salée au moins deux jours auparavant. Il faut mastiquer soigneusement, comme le reste d'ailleurs. On peut ajouter à la Basconnaise des haricots cuits, des châtaignes cuites. Il vaut mieux consommer les plats cuisinés séparément, pour faciliter la mastication et par raisons gustatives.

Les racines et les tubercules sont nettoyés à l'eau avec l'aide d'une brosse, mais le topinambour demande à être pelé.

Les fruits sont mangés séparément, indifféremment à la fin ou au commencement du repas. L'argument de ceux qui préconisent de consommer les fruits les premiers, afin d'alcaliniser les humeurs, vaut pour ceux qui ont une alimentation acide ou acidifiante, cet argument n'a pas de valeur pour le consommateur de Basconnaise.

La composition de la Basconnaise varie avec les saisons. Mais, en chaque saison, on peut composer ce plat de façon à ce qu'il soit varié. On sait aujourd'hui que la vie est caractérisée par des processus chimiques simples, rapides et dûs en grande partie à des ferments et des sels minéraux qui jouent le rôle de catalyseurs. L'organisme humain a besoin d'une foule d'éléments, des sels minéraux en petite quantité et qui sont quelquefois rares chez les plantes. Il est facile à comprendre que nous trouverons d'autant plus aisément tous les principes nécessaires à la vie que notre alimentation sera plus variée.

La Basconnaise est un plat synthétique ; il renferme les albumines, les amidons, les sucres, les sels, les

vitamines, la cellulose et l'eau. Elle permet l'individualisation d'un régime. Dans une collectivité, comme par exemple une colonie libre ou un foyer végétalien, chacun étant son propre cuisinier, peut choisir pour la confection de sa salade mixte les éléments qui lui plaisent ou qui sont favorables à sa santé ou pour satisfaire à l'exigence de l'adaptation progressive à un régime nouveau. Au point de vue pédagogique, quel merveilleux centre d'intérêt que la confection d'une Basconnaise : elle éveille la curiosité de l'enfant et l'initie aux sciences physiques et naturelles.

Le régime végétalien a aujourd'hui de nombreux adeptes. Les foyers végétaliens servent journellement des centaines de repas. Le premier foyer, 40, rue Mathis, en plein quartier de la Villette, fut fondé par G. Butaud en 1924. Bientôt, grâce à l'initiative de J. Demarquette, d'autres foyers surgirent (La Source, l'Ythagore) ; ces derniers, avec le succès, ont perdu leur pureté théorique du début, mais ils avaient pris naissance avec le titre de *foyers végétaliens*. La Basconnaise est servie dans de nombreux restaurants végétariens, quelquefois appelée autrement : « hors-d'œuvre en salade », « salade composite », etc... Rimbauld et son école, à Laynes (près de Tours), font une active propagande autour d'une Basconnaise « d'innomé variété » tendant à la panacée. Il présente son invention à la lumière de théories originales, mais souvent outrancières. Phusis (« La chute de l'Humanité », « Rajenir ») nous conseille, sans sourire, de nous nourrir de l'azote de l'air, de kakis et de salades blanchies, jaunes dans la cave. A ce compte, paraît-il, entre autres miracles, l'émail des dents se refait.

Plus modestes et plus sobres en promesses sont quelques documents publiés par *Le Végétalien*, 131, rue Saint-Gratien, Ernout (S.-et-O.). (*L'Individualisme conduit au Robinsonisme ; Le Végétalisme permet le Communisme*, par G. Butaud ; *Victor Lorenc et sa contribution au Naturisme*, par S. Zaïkowska ; *Résumé de la doctrine*, G. Butaud, V. Lorenc et Jean Laboulais, et sa critique, par le Dr Hemmerdinger). — *Crudivégétalisme* (G. Butaud) ; *Réponse à l'enquête sur le Végétalisme* (V. Lorenc) ; *Sucre industriel ou plante sucrée ?* (V. Lorenc). — Aux Editions Maloin : *Les Poisons Occultes* (V. Lorenc et J. Laboulais), etc...

Un travail sérieux a été fait par la Société Naturiste Française (48, rue Piard, à Brevannes, S.-et-O.) en éditant la série de nombreux ouvrages du Dr Carton, dans lesquels nous avons puisé souvent. (*Traité d'alimentation, Les trois aliments meurtriers, Enseignements naturistes*, etc...)

Le Dr Carton nous recommande de procéder avec prudence, car l'homme qui a l'appareil digestif du singe crudivégétalien n'ayant jamais pu s'adapter à l'aliment cadavérique de la Hyène, offert par la civilisation, a souvent la santé si délabrée que son organisme ne peut plus faire les frais d'une nouvelle adaptation vers le régime ancestral, le régime crudivégétalien. — Sophie Zaïkowska.

VÉGÉTARIEN n. m. De l'adjectif latin *vegetus*, qui signifie *végéter*, dont on a fait le synonyme de vigoureux en raison de ce que le mot *végéter*, pris dans son sens littéral, exprime tout ce qui croît normalement, par conséquent *vigoureusement*. — Celui qui pratique le végétarisme.

VÉGÉTARISME n. m. Système d'alimentation excluant tout ce qui est de nature à compromettre l'équilibre physiologico-mental et, par voie de conséquence, la vigueur de l'homme. Ainsi, la viande, les poissons, les spiritueux, les boissons fermentées (improprement dénommées hygiéniques), le chocolat, le café, etc., etc. Préconisé en mode préventif et curatif dans le traitement des maladies.

Ce concept diététique, loin de réunir tous les suffrages, a divisé le monde savant en deux clans antagonistes. Au sein même de la Faculté de Médecine, où certains membres éminents ont introduit ce brandon de discorde, règne semblable division.

Il semblerait cependant, *a priori*, que le monde médical, particulièrement qualifié pour trancher ce différend dans un sens non équivoque ait abouti à une solution définitive du problème. Il n'en est rien et, pendant que maints fils d'Esculape convie les foules à l'initiation végétarienne, d'autres prêchent, à son égard, une sévère mise en garde. Il convient donc de soumettre au lecteur la copieuse documentation, constituée aujourd'hui, de nature à éclairer ce passionnant sujet.

Une question préalable se pose : A quelle catégorie l'homme appartient-il ? Convient-il de le ranger parmi les carnassiers ou parmi les omnivores ? Devons-nous l'assimiler aux herbivores ou bien, imitant Cuvier, Flourens, Linné, et une foule d'anthropologistes, l'apparenterons-nous à la famille des frugivores-types, représentée par les anthropoïdes ?

Il semblerait, de prime abord, que cette question fût insoluble tant les mœurs alimentaires des multitudes humaines sont divergentes et contradictoires. Elle apparaît beaucoup plus simple si nous faisons intervenir la paléontologie, la paléthnologie, l'ethnologie, l'anatomie et la physiologie comparées, l'analyse chimique et biochimique, la toxicologie, la statistique, etc...

Grâce à la science des comparaisons anatomico-physiologiques, nous savons aujourd'hui que, en raison des lois de l'adaptation, tous les êtres, et particulièrement ceux qui ont atteint les chocs de la hiérarchie génologique, ont acquis une organisation digestive parfaitement caractérisée : denture, estomac, intestin, foie, ont abouti à une structure histologique et morphologique spécifiques, à une aptitude métabolique adéquate. C'est donc cette admirable pierre de touche que nous allons faire intervenir aux fins d'élucider ce point énigmatique.

Derechef, posons-nous donc cette question : A quelle classe appartient l'homme ? Son maxillaire s'orne-t-il de canines aiguës et démesurées, aptes à saisir une proie ; de molaires acérées, capables de sectionner la chair de ses victimes et de déchieter ses os, à l'instar des grands carnassiers (lions, tigres, loups, chiens), ou des omnivores, tels que l'ours, le porc, etc... ? Ou bien dispose-t-il de larges molaires aplaties, véritables meules destinées à broyer la cellulose rebelle des herbes coriaces, comme c'est le cas des herbivores ?

Bien au contraire, semblable aux frugivores, représentés par l'orang-outang, le chimpanzé, le gibbon, sa mâchoire ne possède que de pseudo-canines émergeant à peine des autres dents et ses molaires et prémolaires de forme cylindrique sont pourvues, sur le pourtour de la couronne, de petits mamelons propres à favoriser la mastication des fruits sauvages, grains, bourgeons, racines. Le gorille offre cependant une exception à cette règle. Quoiqu'étant, ainsi que le souligne M. de Mortillet, le plus herbivore du groupe, une double paire de formidables canines semble le rapprocher des grands fauves. Darwin a donné une explication plausible de cette apparente anomalie dentaire. Ces organes constituent pour ce grand simien, des armes redoutables, offensives et défensives. Quant à ses molaires, elles sont absolument comparables à celles de ses congénères précités. C'est donc seulement à cette dernière variété de dents que doit être conféré le caractère de critérium, en matière de classification zoologique, puisque le chameau, lui-même herbivore avéré, est nanti aussi de canines démesurées.

Notons également que le maxillaire inférieur de l'homme, semblable à celui des autres frugivores ainsi que des herbivores, est susceptible de mouvements oscillants aussi bien sur le plan horizontal que dans

le sens vertical, tandis que celui des carnivores et des omnivores ne peut manœuvrer qu'à la façon d'une cisaille.

Ces différences fondamentales, faciles à vérifier en raison de l'abondance de sujets de comparaison que nous avons journellement sous la main (homme, chien, chat) ne se limitent pas à la cavité bucale. L'estomac des nécrophages est beaucoup plus volumineux, sa paroi est plus puissamment musclée que ne l'est l'entre-gastrique des mangeurs de fruits, de racines et autres végétaux. Ces particularités sont amplement justifiées. La trituration stomacale des viandes hâtivement dégluties, sommairement mastiquées, nécessite un péristaltisme particulièrement énergique. Par surcroît, il sécrète, en bien plus grande abondance, de l'acide chlorhydrique destinée à favoriser, non seulement l'élaboration plus rapide des chairs ingérées, mais aussi des os que l'homme ne peut digérer. Cela est important, car la digestion des masses osseuses permet aux carnassiers un copieux ravitaillement en sels minéraux dont le muscle est en partie dépourvu.

Si nous portons notre examen sur la portion intestinale du tube digestif, nous trouvons même dissemblance comparative. Très brève chez les « mangeurs de cadavres », puisqu'elle n'équivaut qu'à cinq ou six fois la longueur de leur corps, mesurée de l'extrémité du museau à la naissance de la queue, permettant ainsi une prompte expulsion du bol fécal de constitution éminemment fermentescible, elle égale dix à douze fois cette proportion chez l'homme et ses consanguins sylvestres (mesure prise du sommet de la tête à la naissance du coccyx) pour atteindre vingt à vingt-cinq fois ce développement parmi les représentants de la faune herbivore en respectant les mêmes procédés de mensuration.

Enfin, fait particulièrement suggestif et d'importance insoupçonnée de la plupart des profanes, le foie des nécrophages possède, malgré une apparente similitude morphologique, le privilège, non seulement de neutraliser les toxines recélées par la viande ou celles engendrées au cours de son élaboration, mais aussi et surtout de métamorphoser les résidus albumineux, issus de la digestion, en ammoniacque, substance d'élimination facile, tandis que la glande hépatique des frugivores et des herbivores ne peut élaborer, au détriment de ces reliquats, que de l'urée et de l'acide urique, dont le taux sanguin est d'autant plus élevé que la ration carnée est en prépondérance.

Voici donc établi, du point de vue rigoureusement anatomique et physiologique, que l'homme est loin d'être, par destination, ou carnivore, ou omnivore, puisque sa structure dentaire, hépato-gastro-intestinale l'apparente, au contraire, d'une façon indiscutable, aux seules espèces s'accommodant exclusivement de la plus extrême frugalité.

Certains ne manqueront pas d'objecter, malgré l'évidence de cette démonstration, qu'en raison de pratiques culinaires hétérodoxes, usitées par une incommensurable lignée d'ancêtres, l'homme contemporain a acquis une adaptation l'autorisant à déroger au régime s'harmonisant à sa constitution primitive. Qu'en conséquence, sa « nature » actuelle la dispense des austérités alimentaires ancestrales.

Ce raisonnement ne tient pas compte, malheureusement, du fait que son organisation digestive n'a même pas amorcé une évolution anatomico-physiologique démontrant le bien-fondé de cette thèse. Ce n'est pas sans raison que le tube digestif et ses annexes glandulaires diffèrent selon les différents modes alimentaires auxquels sont soumises les différentes espèces. Que, par conséquent, une véritable adaptation de l'homme au carnivorisme, partielle ou totale, ne peut logiquement résulter que de leur modification morphologique et histologique. Cette métamorphose organique n'eût d'ailleurs été possible que par l'addition d'un nombre colos-

sal d'années de pratique exclusivement nécrophagiques, condition loin d'être réalisée, ainsi qu'il est facile de vérifier.

Il nous faut, pour cela, remonter le cours des temps géologiques, jusqu'à l'aurore de l'âge tertiaire. A ce moment, le groupe anthropomorphe est constitué. Vers le miocène, puis au cours du pliocène, évoluait parmi la faune anthropoïde, le *Dryopithecus*, géniteur présumé de l'espèce humaine. Les mœurs de ce simien, analogues à celles de ses autres congénères, étaient rigoureusement fruito-végétales. L'aube du quaternaire voit apparaître les premiers êtres humains, grossières caricatures de leurs descendants actuels, dont le type est l'homme de Néanderthal, homo-simien plutôt qu'humain, et qui évolue vraisemblablement au cours des deux étapes chelléenne et moustérienne. Son anatomie de grimpeur, aux membres inférieurs écourtés, atteste encore ses irréductibles habitudes frugitaries.

Il nous faut atteindre les portions solutréenne et magdalénienne pour constater une révolution culinaire chez nos ascendants, se traduisant par une dérogation à la frugalité traditionnelle.

Quelle importance revêt-elle ? C'est ce qu'il importerait de préciser. Affecta-t-elle toute l'humanité existante ou quelques fragments seulement ? Ne fut-elle qu'un pis aller momentané, émaillée de récidives, rares ou fréquentes, commandées par d'impérieuses nécessités (famines, etc...) ou imposée par un rituel dont le caractère nous échappe ? Persista-t-elle au cours d'interminables périodes, ou ne fut-elle que furtive ? Autant de questions vouées au silence, attendu qu'aucun témoin oculaire et avisé, contemporain de ces lointaines époques, n'a pu consigner les faits et gestes de cette naissante humanité.

Ce qu'il y a de certain c'est que, même au cours des longues périodes de revêtements glaciaires embrassant une vaste portion de l'hémisphère boréal, une végétation suffisante tapissait de nombreuses vallées profondes permettant aux pachydermes, aux bovins, aux solipèdes, etc..., de subsister, nous autorisant à admettre que les hommes préhistoriques pouvaient trouver tout ou partie de leur subsistance sans être contraints à répudier d'antiques et frugales habitudes.

Ce qui témoigne de leur souci d'échapper à l'incertitude d'une végétation stérile ou capricieuse, c'est qu'avec l'âge néolithique, apparaissent de rudimentaires instruments aratoires qui se perfectionnent, s'amplifient, se multiplient avec l'âge du bronze. De nombreux indices historiques attestent également que les fils de la Gaule, véritables pionniers de l'agriculture, ne vivaient, eux aussi, « de chasses et de pêches » que d'une façon exceptionnelle, contrairement à ce qu'affirment nos manuels scolaires.

Par conséquent, le dogme du pseudo-carnivorisme outrancier de nos ancêtres préhistoriques est loin d'être fondé.

Si nous descendons le cours de l'histoire en brûlant les étapes, nous constatons qu'au cours de périodes prodigieusement longues, l'incroyable insuffisance des salaires dévolus aux masses laborieuses, citadines et rurales, qui oscillaient encore, il y a une centaine d'années, entre 0 fr. 50 et 2 francs par unité quotidienne, frappait d'interdit tous aliments coûteux, considérés comme luxe, la viande y compris. Le pain lui-même, cet aliment devenu démocratique, ne figurait pas sur toutes les tables en raison du faible pouvoir d'achat des foules besogneuses. Seule, l'infime minorité des classes aisées pouvait s'offrir les plaisirs de la bonne chère, ce dont elle ne se privait pas.

Ce rapide exposé démontre surabondamment que les récentes pratiques d'un carnivorisme généralisé et intensif remontent à peine à quelques générations, grâce aux hauts salaires pratiqués depuis quelques lustres.

et qu'elles ne peuvent en rien légitimer la plus minime idée d'adaptation.

Il nous faut cependant encore, avant de pénétrer dans le vif du sujet, répondre à l'inductible objection que ne manquent jamais de soulever les détracteurs du végétarisme et tendant à accréditer, aux yeux des non-prévenus, cette version de l'adaptation : à savoir les Esquimaux. Il semble, en effet, *a priori*, que l'argument possède un dynamisme singulier. On oublie trop que ce peuple constitue un cas exceptionnel et qu'aucune exception n'a jamais infirmé une règle.

Il apparaît, en effet, que ces pygmées de l'Arctique ont, du moins d'une façon toute relative, réalisé ce tour de force de vivre uniquement d'un régime pour lequel, pas plus que nous d'ailleurs, ils n'étaient primitivement physiologiquement constitués. Comment interprétons-nous, du point de vue adopté, cette curieuse anomalie ?

Notons d'abord que toutes les informations qui les concernent n'ont rien de bien précis ni d'étendu. Nous ne possédons aucun document touchant leur degré de longévité. Quant aux maladies qui les accablent, nous savons déjà, malgré le peu de renseignements en notre possession, qu'ils sont fréquemment atteints de rhumatisme, affection spécifique du régime carné puisqu'elle résulte d'un empoisonnement par l'acide urique, ce qui tendrait à prouver que leur prétendue adaptation laisse à désirer.

Nous savons également qu'ils consomment *vieses* et *poissons crus*, *faut de quoi, d'ailleurs, ils ne pourraient subsister* ; qu'ils dévorent parfois le contenu prédigéré de l'estomac de leurs victimes, riches en principes vitalisants et qu'ils absorbent de fortes masses grasses, sources d'énergie thermique, substance dédaignée par les civilisés parce que particulièrement indigeste. Depuis combien de millénaires ces malheureux sont-ils astreints à ce répugnant régime ? Dix ?... Vingt ?... Cinquante ?... plus peut-être. L'origine remonte certainement à une époque extrêmement reculée...

Mais si nous nous avisons de comparer ce peuple rabougri, ratatiné, dégénéré, aux splendides races végétariennes peuplant le monde, en particulier celles du Pacifique, que n'ont point encore exterminées leurs cyniques conquérants, nous sommes contraints de constater qu'il est le triste aboutissant d'une évolution rétrograde qui fait de lui un véritable déchet de l'humanité.

On pourrait objecter que maints facteurs sont intervenus pour accentuer cette pitoyable régression physique, le froid infernal, entre autres, sévissant parfois avec une redoutable intensité, dans les régions particulièrement désolées où ils gisent. Ces considérations ne peuvent jouer, attendu que d'autres spécimens zoologiques, hôtes accoutumés de la banquise : l'ours blanc, l'éléphant marin, le phoque, etc..., jouissent d'une stature, d'une corpulence, d'une vigueur qui ne le cèdent en rien aux espèces similaires vivant sous des cieux plus éléments. Le grand caribou lui-même, qui hante les plaines glacées de l'Alaska, où le thermomètre enregistre parfois des fléchissements insoupçonnables, est nanti d'une puissance et d'une résistance vraiment exceptionnelles.

Sans vouloir cultiver le paradoxe, on peut affirmer que, loin de nuire au développement et à la vitalité des êtres ayant adopté, par la force des choses, l'incommensurable habitat circum-polaire éternellement congelé, ses implacables rigueurs contribuent, au contraire, à les doter de virtualités souvent inconnues des autres espèces évoluant dans les régions chaudes ou tempérées. Dans ce pays affligé d'une température inexorable, les rejetons malingres, chétifs, ne peuvent subsister. Seuls, les êtres favorablement doués triomphent des traîtrises de l'ambiance. Mais, seuls aussi, ils se reproduisent et une sélection automatique, merveilleuse, im-

pitoyable, se réalise, préjudiciable à quelques-uns, souverainement favorable à l'espèce. On conviendra donc que si les Esquimaux sont handicapés au regard des autres races humaines, c'est surtout le régime qui est intervenu, opérant sur eux une décadence qu'une autre espèce spécifiquement carnivore n'eût point subie.

Nous concluons donc que, si relative que puisse être l'adaptation de ces pygmées de la banquise à l'alimentation carnée, on ne saurait invoquer leur cas spécial comme la preuve d'une immunité contre les méfaits du carnivorisme chez l'homme.

Mais, objectera-t-on, pourquoi frapper d'ostracisme les produits de boucherie, jusqu'alors réputés, dont se repaissent cependant, sans risques de dommages et pour leur plus grand profit, tous les représentants de la faune carnassière et omnivore ? Que peuvent-ils receler d'aussi dangereux pour justifier semblable sentence ?

C'est que, contrairement au préjugé courant, la chair des animaux, en raison des principes dangereux qu'elle contient et de ceux qu'elle engendre au cours de son élaboration, ne possède pas, pour l'être humain, le caractère d'interchangeabilité particulier aux comestibles végétaux. Par surcroît, il faut se pénétrer que la Nature n'a pas conféré, en raison des lois de l'adaptation, à tous les êtres vivants organisés, avec une égalité de répartition équitable, le privilège d'immunité que certains d'entre eux possèdent à l'égard de maintes substances, inoffensives pour eux, dangereusement toxiques pour d'autres. C'est ainsi que le datura et la jusquiame, meurtriers pour l'homme n'offrent aucun danger pour le colimaçon qui s'en repait. L'amanite phalloïde, dont un seul spécimen suffit pour envoyer *ad patres* toute une famille humaine, peut être impunément consommée par le lapin. Ce rougeur n'a rien à redouter du seigle ergoté qui tue, à dose modérée, le chien ; la cigüe, susceptible de nous faire emprunter la barque fatidique, n'incommode même pas la souris, la brebis, la chèvre, le cheval. Le crapaud absorbe de l'acide prussique dont les effets, même à quantité infinitésimale, sont fondroyants pour nous. Morphine et opium qui, à certaines doses, nous dépêcheraient chez Pluton, n'indisposent ni l'ole, ni la poule, ni le pigeon. L'alcool, indispensable aliment du ferment acétique, est un universel poison pour les autres êtres vivants.

Or la viande est farcie de purines, de ptomaines, de leucomaines, etc., poisons plus violents que l'aconit, décelés par l'analyse. Les premières proviennent de phénomène de la désassimilation qui a pour siège les tissus vivants, et toute viande, même de qualité irréprochable, en est saturée. Ce sont elles qui lui communiquent son goût acide que l'on reconnaît facilement lorsqu'elle est mangée crue ; les ptomaines, découvertes par Armand Gautier, résultent d'un phénomène spontané de décomposition cellulaire survenant après la mort de l'animal. Si nous ajoutons que la viande de boucherie n'est livrée au commerce que plusieurs jours suivant l'abatage, après l'extinction de toute rigidité cadavérique ; que cet « attendrissement », si apprécié des « gourmets », est l'œuvre des agents de la putréfaction, nous aurons suffisamment précisé que d'autres éléments toxiques sont intervenus, aggravant, par leur pernicieuse présence, celle de leurs sinistres devanciers.

Certes, ces indésirables toxines, pour si dangereuses qu'elles soient, n'ont pas des conséquences immédiatement mortelles pour l'homme parce que présentes en quantités restreintes. Elles n'en sont que plus redoutables en raison de ce que leurs effets désagrégeants sont insidieux et lents. Tant que foie et reins n'ont pas subi une trop grave altération sous leur action caustique au point de défaillir et de se soustraire à leur mission neutralisante et éliminatrice, l'existence se déroule, apparemment normale. Ce n'est qu'après être amputés de leurs moyens d'action partiels par la destruction de

contingents cellulaires nobles que, devenus impaisants à satisfaire à la complexité des exigences organiques, apparaissent les symptômes liminaires des morbidités latentes préluant à d'éventuels accidents pathogéniques d'une gravité plus accentuée.

Nous sommes déjà informés, par ce qui précède, que la désintégration d'origine hépatique des substances albumineuses que nous ingérons aboutit invariablement et définitivement, après un processus régulier, à de l'urée et de l'acide urique. Avec une alimentation hypoalbumineuse, c'est-à-dire rationnellement végétarienne, le taux urique et uréique du sang demeure normal. Leur élimination par le truchement de nos émonctoires s'effectue sans surmenage ni difficulté. Il n'en est plus de même lorsque nous introduisons dans notre ration une notable portion de viande, aliment essentiellement hyper-azoté. Les quantités d'acide urique et d'urée proportionnées à la somme de cette denrée ingérée se trouvent ainsi accrues dans le torrent sanguin, leur causticité ira parfaire l'œuvre funeste ébauchée par les toxines d'apports, tout le long du réseau musculaire, jusque dans les moindres parties interstitielles avant qu'une opportune et laborieuse expulsion ne réduise leur ténacité. C'est ce que l'analyse met en lumière en révélant que le sang charrie des masses d'acides résiduels allant presque du simple au double, selon que l'alimentation comporte peu ou beaucoup de protéiques.

Malheureusement, les méfaits du carnivorisme ne s'arrêtent pas là. Il en a d'autres à son actif.

Metchnikof fut parmi les premiers à signaler les dangers résultant des fermentations anormales et excessives ayant pour siège l'intestin. La plus élémentaire méthode de la logique consistait, en l'occurrence, à déceler les causes de ces anomalies et s'attaquer à elles afin de neutraliser leurs effets. Plus simpliste, la médecine s'est efforcée de réduire ces derniers par une vaine asepsie intestinale appropriée, mais inopérante et dangereuse, tout en laissant subsister les véritables raisons. C'est ce que démontrèrent deux physiologistes, Gilbert et Dominici, dans un rapport présenté à la Société de Biologie de Paris, lequel établissait le rôle perturbateur de l'aliment carné. Ayant soumis un individu au régime végétarien et analysé son contenu intestinal, ils trouvèrent 1.500 bactéries seulement par milligramme de matière examinée. Une analyse ultérieure, après qu'il eut été astreint, plusieurs jours consécutifs, à une alimentation carnée, décela 65.000 bactéries par égale quantité de substance fécale traitée. Il est facile de concevoir à quelles interminables épreuves est exposé un tube digestif infesté de micro-organismes plus ou moins corrupteurs, apparemment inoffensifs tant que la muqueuse intestinale triomphe de l'action corrosive de leurs sécrétions virulentes. Mais son invulnérabilité n'étant pas éternelle, les misères physiologiques apparaissent tôt ou tard au premier plan desquelles figurent : appendicites, entérites aiguës ou chroniques, entéro-colites, atonie, occlusions, piôses, stases, atrophie ou hypertrophie, etc...

L'extrême toxicité du régime carné est attestée d'ailleurs, par l'expérience de la fistule d'Eck, dont la description détaillée figure dans le traité de physiologie d'Artus. Si l'on supprime chez le chien, animal carnassier, la fonction du foie par le raccordement de la veine porte à la veine sus-hépatique, il succombe rapidement, après avoir présenté tous les symptômes de l'empoisonnement, lorsqu'il est alimenté de viande. Il continue à survivre, malgré cette amputation, lorsqu'il est nourri de pâtée lacto-végétarienne.

Cette haute toxicité consécutive à l'alimentation incendaire adoptée aujourd'hui par toutes les classes de la société et pratiquée depuis un demi-siècle, avec crescendo marqué, par une majorité, ne peut manquer d'avoir de graves et regrettables retentissements sur

l'état sanitaire général. Nous l'avons exprimé par ailleurs (voir Santé), si les fléaux épidémiques ont marqué un notable recul, les affections chroniques et aiguës, dites infectieuses, ont, au contraire, enregistré des progrès tels qu'il serait malséant de le contester.

A quoi devons-nous imputer cette malfaisante recrudescence ? Certainement pas à l'hygiène qui a marché, malgré son insuffisance, à pas de géants. Pas plus à la réduction des heures de travail ni au développement du machinisme industriel et agricole, qui ont réduit singulièrement le surmenage ! Pas davantage à la multiplication des maisonnettes pimpantes, et de conception plus rationnelle, qui ont vaincu de nombreux taudis ! Nous devons donc admettre, bon gré mal gré, que c'est au changement des mœurs culinaires (qui, de simples et sobres qu'elles étaient autrefois pour la majorité du peuple, sont devenues dangereusement compliquées) que nous devons faire grief de cet inquiétant accroissement de la morbidité.

Le problème de la recherche des causes n'a jamais été abordé dans le sens désirable, ni envisagé d'un plan supérieur par l'ensemble du corps médical qui s'obstine à la chimérique poursuite de la geste microbienne considérée comme étant exclusivement fautive, alors qu'elle ne constitue qu'un pâle accessoire. Cette idée a cependant hanté suffisamment quelques chercheurs pour les inciter à des investigations dans ce sens. Rompant avec la traditionnelle routine, deux médecins français, Lucas Championnière, de l'Académie des Sciences, et Robin, de l'Académie de Médecine, entreprirent, de concert, une enquête de style mondial qui aboutit à cette conclusion que, seuls, les peuples carnivores étaient la proie de l'appendicite. Fait particulièrement typique, les membres des communautés religieuses astreints au régime végétarien par leurs règles monacales, se trouvant enclavées au milieu des cités carnophyles où sévit cette maladie aujourd'hui si répandue, jouissent, à cet égard, d'une absolue immunité. Cette constatation fit, à l'époque, l'objet d'un sensationnel communiqué à l'Académie de Médecine.

Le branle était donné. Malgré l'étrange et inexplicable inertie de la Faculté, se refusant obstinément à suivre la voie que venait de tracer deux de ses plus illustres représentants, d'autres médecins « dissidents », soucieux de l'intérêt public, s'y engagèrent résolument. Le Docteur Simionescu est de ceux-là. Ses travaux sur la tuberculose et surtout sur le cancer le situent parmi les étoiles de première grandeur scintillant au firmament médical. Directeur du Dispensaire Marie de Roumanie, secrétaire de la Ligue Internationale contre le Cancer et la Tuberculose, il est en relation constante avec tous les organismes mondiaux que préoccupe cette lugubre dualité, et se trouve particulièrement bien situé pour traiter ce sujet. Voici l'opinion qu'il exprima à propos du cancer :

« Une longue enquête, dit-il, et de nombreux exemples, me permettent, en effet, de penser que l'alimentation joue un rôle considérable dans la propagation du cancer. Savez-vous les pays où il y a le plus de cancéreux ? C'est l'Amérique du Nord. Nous a-t-on cependant assez vanté l'hygiène des Etats-Unis ! Pas une maison où il n'y ait une salle de bains, partout le confort, les jeux de plein air, etc... Mais les Etats-Unis sont le pays où l'on consomme le plus de conserves et de viande. Or, les conserves, au cours des préparations qu'elles subissent, perdent leurs vitamines et leurs diastases, et le manque de ces substances est justement l'une des causes prépondérantes du cancer. La viande, d'autre part, est un aliment fortement azoté et les cellules cancéreuses prolifèrent par surabondance d'azote. J'ai fait une enquête dans les pays où l'on ne mange pas de conserves et où l'on consomme très peu de viande et je n'ai pas trouvé de cancéreux. Cela m'a amené à constater à la suite du reste de nombreuses expériences, que c'est

dans les végétaux que se trouvent les principes prophylactiques du cancer ». (Interview du *Quotidien*).

Dans sa brochure : *Le Cancer*, le Dr Victor Panchet, l'éminent chirurgien de l'hôpital St-Michel, l'auteur de *Restez Jeunes* et du *Chemin du Bouheur* situe au sommet de la hiérarchie des causes intervenant dans la genèse du cancer : la viande, l'alcool, etc... Selon lui, les populations méridionales de l'Europe, moins carnophiles que celles du Septentrion, payent un moins lourd tribut au fléau. Les docteurs Gaston et André Durville opinent dans ce sens ajoutant à ces facteurs, celui de sédentarisme, de la cinérophobie, etc. D'après M. de Parandel, Dr du Laboratoire de Bromatologie de Vitry, les Américains des Etats-Unis du Nord de l'Amérique, recordmen de la consommation carnée, sont également détenteurs de la plus forte mortalité cancéreuse avec un chiffre annuel de 5.000 à 10.000 cas mortels pour 100.000 décès. Tandis que les pays à prépondérance fruito-végétarienne n'enregistrent que 5 ou 6 cas seulement pour ce même chiffre de 100.000 décès.

Dans son ouvrage : *Le Naturalisme Intégral*, le Dr Demarquette apporte une documentation précise sur ce cas troublant. Il nous enseigne qu'aux Indes où fourmille une population de plus de 300 millions d'habitants, 230 millions environ observent les rites végétariens en raison du principe de la métépsychose. Aussi, le cancer se manifeste rarement parmi eux. Par contre, les 70 millions d'Européens et de Musulmans vivant au sein de cette vaste communauté, subissant par conséquent les mêmes influences telluriques et climatiques, mais qui affectionnent la chair animale, sont lourdement et cruellement frappés par l'épouvantable mal.

Même constatation enregistrée en Egypte. Les Fellahs, fidèles observateurs de la tradition végétarienne de leurs pères, jouissent de l'immunité anti-cancéreuse cependant que les Coptes des villes qui ont adopté la méthode culinaire des Anglais partagent avec ces derniers les malveillantes attentions de ce redoutable Moloch.

Dans les provinces catholiques de l'Irlande où il est fait une moindre consommation de viande que dans l'Ulster protestant, les cas de cancer y sont beaucoup moins nombreux.

Ajoutons qu'au cours de la guerre mondiale de 1914-1918, la plupart des maladies infectieuses, y compris le cancer, subirent, dans les Empires Centraux, une très notable régression, atteignant, selon les cas, jusqu'à 95 %. L'impossibilité où se trouvaient ces importantes nations de se ravitailler en animaux de consommation imposant à la majorité de leurs membres, un végétarisme quasi-complet et obligatoire, sans être cependant parfait, ne montre-t-elle pas le bien fondé de la thèse végétarienne ? Le parallélisme de la consommation carnée et de la marche cancéreuse s'avère, ici, comme en de multiples cas, tout à fait patent.

Que penser, après ce qui précède, de l'importance accordée jusqu'à ce jour au traitement préventif et curatif de la tuberculose par l'alimentation carnée. Devrions-nous lui accorder encore le caractère sacré d'antidote spécifique que lui confère le grand public et les « sommités » médicales ? Ou estimerons-nous avec quelques novateurs de la Faculté que, dans ce domaine, comme dans tous les compartiments de la pathologie, son action sclérosante, arthritisante, prépare organiquement le « terrain », favorisant, en quelque sorte, la réceptivité bacillaire, trahissant ainsi, une fois de plus, l'espoir des foules crédules et désespérées ?

Certes ! tout indique que l'alcoolisme, même modéré, est le plus puissant facteur de délabrement à forme tuberculeuse. La France, qui est par excellence la plus forte consommatrice de boissons fermentées et de vins en particulier puisqu'elle totalise, bon an mal an, une consommation officielle de près de 24 litres d'alcool absolu par tête d'habitant (en 1932, il s'est

consommé, par individu, 146 litres de vin) atteint non seulement l'effrayant record de la mortalité générale mais aussi celui de l'hécatombe tuberculeuse avec, selon les auteurs, cent mille à deux cent mille décès d'origine tuberculeuse annuellement. Malgré la multiplication des Préventoriums, Sanatoriums et autres Dispensaires, « l'épidémie » persiste à « plafonner » tandis qu'en Angleterre où la lutte antialcoolique a fait fléchir la consommation du sinistre breuvage qui est passé de 10 litres à 7 litres par individu et par an, il n'est plus enregistré que 35.000 décès tuberculeux au lieu de 50.000 précédemment. On n'en continue pas moins, en France, à préconiser et appliquer le décevant traitement anti-tuberculeux par le système de la suralimentation carnée et vinée pour des résultats immuablement identiques.

Parce que des physiologistes obtinrent la guérison de chiens tuberculeux par le système de la viande crue, on s'évertue à imposer cet absurde traitement à des hommes atteints du même mal sans préoccupation aucune des divergences physiologiques qui nuancent les espèces. Rien de plus normal que le chien, animal carnivore, victime de carences, bénéficie d'une excellente mesure qui s'harmonise admirablement à sa constitution. L'appliquer à l'homme est faire preuve d'aberration pour ne pas dire plus.

C'est, en quelque sorte, l'opinion qu'exprime dans sa brochure : *L'Alimentation des tuberculeux* le Dr Georges Petit qui dirigea longtemps le Dispensaire antituberculeux du 11^e arrondissement. La suralimentation des tuberculeux placés sous sa direction, au moyen de la viande crue, aboutissait, certes, dans la plupart des cas, à un engraissement considéré au début comme devant être de bonne augure. Mais comme il s'accompagnait généralement d'un état congestif se traduisant presque invariablement par de redoutables hémoptisies aux conséquences souvent mortelles, le remède s'avérait pire que le mal.

Cet engraissement obtenu, en somme artificiellement, n'a rien de comparable à l'accroissement de la masse musculaire, seul digne d'intérêt, que l'on ne peut obtenir que par le troquement d'un exercice intelligemment appliquée (voir *Physique : Culture*). Ce n'est autre chose qu'une dégénérescence adipeuse des tissus, phénomène pathogénique par excellence. Il n'en est pas moins considéré par nombre de praticiens ainsi que par toute la multitude comme étant un indice de bon augure.

Le maquignon retors, désireux de se débarrasser d'une rosse étique difficilement négociable, s'assure un résultat analogue par le traitement arsénical. Il obtient, grâce à lui, sur son carcass délabré, ce que le morticole détermine chez les malheureux tuberculeux : une grosse et trompeuse apparence tout simplement.

D'ailleurs, si le régime carné intensif devait aboutir à l'immunité anti-tuberculeuse comment interpréter le fait que c'est la corporation des bouchers qui fournit le plus fort contingent proportionnel de décès d'origine tuberculeuse ? C'est ce qui ressort d'une statistique empruntée au Dr Schlemmer, par le Dr Carton et qui figure dans son intéressant ouvrage : *La Tuberculose par Arthritisme*. Nous ne ferons pas l'injure aux bouchers d'imaginer qu'ils boycottent les produits de leur sanglante industrie qu'ils savent, d'ailleurs, arroser de copieuses rasades de breuvages multicolores. C'est, cependant, si nous nous inspirons de la logique orthodoxe primant dans tous les milieux médicaux et profanes, la profession qui devrait être la plus épargnée. Elle précède, dans l'importance de l'ordre numérique et nécrologique, celle des terrassiers, des dockers, des débitants d'alcool, etc... toutes catégories appartenant à la classe des suralimentés, des... surintoxiqués !... Les bouchers cumulent également, d'après le Dr Carton, cet autre peu envié privilège d'être les plus atteints par le diabète, les affections du foie, des reins, etc... Ce sont

eux également qui fournissent le plus grand nombre de morts par suicide.

L'hypothèse du contact fréquent des bouchers par des animaux contaminés étant susceptible de les exposer à une éventuelle contagion a été envisagée. Nous ne saurions nous y arrêter attendu que le personnel médical des établissements anti-tuberculeux (médecins, infirmiers, etc...) gravement exposé lui aussi à la contamination par le bacille de Koch, n'enregistre, corporativement, qu'un chiffre de mortalité pour cause de tuberculose inférieur à la moyenne qui est de 320 sur 10.000 décédés alors qu'il atteint le taux impressionnant de 860 trépas sur 10.000 décès également, dans le monde de la boucherie. D'ailleurs, l'idée de contagiosité tuberculeuse s'effrite de jour en jour dans les sphères médicales parce que dénuée de fondement.

Ce bref exposé, limité volontairement à quelques types de phénomènes pathogéniques, démontre que le facteur alimentaire intervient puissamment dans l'action préparatoire des maladies lorsqu'il s'inspire de concepts erronés. Et que, malheureusement, il est à l'origine de la plupart, sinon de toutes les graves déficiences organiques, précédant les infections microbiennes et amicrobiennes. Conséquemment, il ne peut manquer d'avoir un inéluctable retentissement sur notre longévité.

Il n'était guère facile, il y a quelques années, d'apporter à ce sujet, des témoignages probants, caractéristiques, massifs, en raison de l'absence de documents précis et contrôlables. Aujourd'hui, nous n'avons plus rien à regretter sous ce rapport.

Au cours de l'année 1929, la presse française et mondiale fit état, dans ses colonnes, d'une sensationnelle statistique. Il venait d'être dénombré dans le petit Etat bulgare, le chiffre impressionnant et inégalé par aucune nation européenne d'importance cependant beaucoup plus élevée, de *cent cinquante-huit centenaires*, dont certains avaient, depuis plusieurs lustres, franchi le cap de la centaine. Quarante-vingt-quinze pour cent de ces centenaires, c'est-à-dire *cent cinquante environ*, n'avaient jamais mangé de viande au cours de leur existence ; *trois pour cent* en consommaient irrégulièrement ; *deux pour cent* en absorbaient quotidiennement. Désireuse de vérifier cette information pouvant paraître tendancieuse, la direction du journal *Le Matin* pria son collaborateur Henri de Korab d'aller enquêter sur place ; toutes les investigations auxquelles il se livra ne purent que confirmer les données de la dite statistique.

L'émoi causé par cette révélation était à peine calmé lorsque, en 1930, une autre nouvelle aussi sensationnelle était relatée par les journaux. On venait de découvrir dans le petit village de Celio, situé dans le Piémont, l'existence de *cinq centenaires et de trente-trois nonagénaires* jouissant tous d'une magnifique santé. Intrigué à juste titre, le Dr Humberto Gabbi, membre du Sénat italien, enquêta sur les lieux et apprit ainsi que tous ces robustes vieillards *n'avaient jamais absorbé ni viande, ni vin, ni fumé de tabac*.

Si nous ajoutons, à titre de complément, que les détenteurs de la plus longue vieillesse tels que : de Cheikh Ibrahim et Batham qui exploite encore une ferme en Haute-Egypte et qui accuse 157 ans d'âge ; Wa ho Ganta, chef de tribu indienne du Canada créditée de 149 ans d'existence ; de Don Joana, roi des Mousserouges qui vient de s'éteindre à l'âge de 162 ans à Santo Antonio de Zaire (Afrique Occidentale Portugaise), etc... ; après avoir observé les uns et les autres la plus intégrale frugalité, doublée d'une irréductible sobriété, on conviendra que le régime dépourvu de viande et de boissons alcooliques n'a pas d'équivalent.

Ajoutons, avant de terminer ce chapitre que tout récemment des archéologues ont exhumé de leur tombeau de nombreuses momies égyptiennes ayant appar-

tenu à un peuple végétarien-crudivore dont toutes les dents étaient usées jusqu'au collet. De l'avis des anthropologistes qui les ont examinés, ces momies auraient dû vivre *cent cinquante à deux cent ans* pour aboutir à semblable usure.

Cette importante question étant élucidée, demandons-nous si le régime carné qui, par ailleurs, accumule tant de méfaits, n'offre pas en regard quelques compensations : l'octroi d'une puissance musculaire amplifiée, d'une résistance physique plus accusée, par exemple.

Malgré tous les travaux précis, établissant d'une façon irréfutable que les éléments ternaires et particulièrement les hydro-carbones sont pour l'être humain, à peu près les uniques pourvoyeurs d'énergie thermodynamique, incalculable est encore le nombre de ceux qui persistent à attribuer à la chair des animaux toutes sortes de vertus énergétiques.

Or, la viande est un aliment essentiellement albumineux, privé absolument d'hydrates de carbone et généralement débarrassée en grande partie de sa graisse par ceux qui l'affectionnent. On imagine difficilement qu'elle puisse procurer au moteur humain la somme de combustible exigée pour son rendement maximum puisqu'elle en est dépourvue. C'est ce que les faits suivants vont démontrer surabondamment.

Il existe dans le langage courant une expression lapidaire pour évoquer la puissance physique de quelqu'un : on dit qu'il est fort comme un Turc. Cela résulte de ce que les portefaix de Constantinople, de Smyrne, etc... sont doués d'une vigueur extraordinaire et d'une résistance à la fatigue quasi-légendaire. Jusqu'à ces derniers temps, en Turquie, la plupart des transports urbains et suburbains s'effectuaient à dos d'homme. Aussi rencontrait-on communément de ces portefaix véhiculant sur leurs robustes épaules et sur des parcoures étendus d'énormes fardeaux pesant parfois plus de 500 kilogrammes. Dioscaride, du *Journal*, eut l'occasion d'en croiser deux, il y a quelques années, gravissant la côte de Péra, à Constantinople, en chantant à gorge déployée, bien qu'étant lourdement chargés, l'un : d'un pesant piano ; l'autre : d'une volumineuse armoire pleine de linge. Leur nourriture ne se composait, semblable à celle de tous leurs compagnons, que de pain, d'olignons crus, de raisin, d'*aqua simplex* !

Le grand Darwin, lors d'un voyage qu'il effectua au Chili, fut stupéfait de voir avec quelle désinvolture les mineurs chiliens s'acquittaient de leur formidable tâche. *Deux fois par jour* ils remontaient du fond de la mine des blocs de minerai pesant *cent kilogrammes* au moyen d'échelles verticales mesurant *soixante-dix mètres de haut*. Leur régime habituel se composait de pain noir, de fèves cuites, de blé rôti, de figues, le tout arrosé d'eau pure.

C'est surtout au cours de la guerre Russo-Japonaise que le régime végétarien prouva sa supériorité. Les minuscules soldats nippons exclusivement alimentés de riz cuit à l'eau, dominèrent d'une écrasante façon, tant en vitesse de déplacement qu'en résistance physique, leurs corpulents adversaires, cependant confortablement nourris selon les principes erronés de la diététique orthodoxe. Pendant que les Russes franchissaient péniblement 25 kilomètres par jour, les troupes du Mikado parcouraient 45 kilomètres bien que lourdement équipées et en terrains difficilement praticables. C'est grâce à cette extrême mobilité, de l'avis des techniciens, que l'armée insulaire triompha d'une façon aussi complète des légions moscovites. (Mémoires de Ludovic Naudeau sur le conflit Russo-Japonais).

Si nous tirons les enseignements que comporte l'ouvrage de l'Américain Irwing Haucock, *Le Jiu Jitsu*, nous constatons qu'il ne fait que corroborer la documentation précitée. Pratiquant des sports athlétiques et ayant passé une partie de son existence au Japon,

cet auteur est particulièrement qualifié pour traiter de cet important sujet. Au cours d'un des chapitres de son livre ayant trait à la révolte des nationalistes chinois surnommés Boxers, en 1900, il nous apprend que les soldats japonais qui coopèrent en liaison avec le corps expéditionnaire constitué par les grandes puissances pour réprimer, avec l'immunité que l'on sait, ce mouvement xénophobe, bien que n'étant, eux aussi, nourris que de quelques poignées de riz et d'un peu de haricots cuits à l'eau, éclipsèrent d'une façon humiliante, grâce à leur étonnante vigueur physique, tous les autres contingents y compris les gigantesques Saomies cependant rompus à la pratique des sports mais qui, hélas ! appréciaient mieux qu'il ne convient de le faire, copieuses côtelettes et respectables biftecks.

Lorsque la Rome décadente fut assaillie par les Barbares, elle enrôla dans ses légions, les gladiateurs. Ceux-ci, que l'on gorgait de viande afin d'accroître, à tort ou raison, leur férocité, se révélèrent incapables de résister aux fatigues de la guerre que supportaient allègrement les autres légionnaires, alimentés plus frugalement.

Pénétrons maintenant sur le terrain sportif, ce critérium par excellence de la force pure. Nous y trouverons confirmation de ce qui précède. Qui ne connaît les inégalables exploits du finlandais Paavo Nurmi, qualifié par toute la presse mondiale et par tous les critiques sportifs, de « phénomène de la course à pied » ? Pendant plus de dix ans il triompha de tous les compétiteurs et brilla d'un éclat tout particulier dans presque tous les compartiments du sport pédestre, en s'attribuant par la même occasion, d'innombrables records mondiaux, tant officiels qu'officiels. C'est ainsi qu'il détint ou détient encore les records du monde du 3.000 mètres, du 5.000 mètres, de la demi-heure, de l'heure, du « Marathon », sans compter tous les records intermédiaires. Il conquist les palmes olympiques aux Jeux d'Anvers, de Paris, d'Amsterdam, au cours de nombreuses épreuves disputées et se fut très certainement classé premier, aux récents Jeux Olympiques de Los Angeles, dans la compétition marathonnienne, si une intempestive disqualification pour faits de professionnalisme ne l'eût évincé de ce tournoi. Eh bien ! Nurmi est végétarien et fils de végétariens.

Son initiateur en matière sportive et compatriote Kollemainen, autre virtuose de la course à pied, qui s'affirma à son époque le meilleur coureur pédestre de demi-fond en battant le célèbre Jean Bouin considéré jusqu'alors comme étant invincible, dans une course de 5.000 mètres, tout en s'adjugeant le record mondial de la distance pendant les Jeux Olympiques de Stockholm, était lui aussi fervent végétarien.

Fort de cet enseignement, un jeune coureur à pied français, Jules Ladoumègue, grand admirateur des athlètes précités, hanté par le désir de s'illustrer dans la carrière sportive, et convaincu que le régime adopté par les deux redoutables Finlandais était à la base même de leur supériorité n'hésita pas à procrire la viande de son alimentation. Cette initiative lui permit de s'approprier certains records pédestres mondiaux et, conséquemment, la gloire qu'il briguait tant. (Lire ses mémoires parues dans le *Miroir des Sports*).

Au cours de 1932, l'*Intransigeant*, puis *Naturalisme*, nous entretenirent des légendaires exploits pédestres de certains coureurs mexicains, des Tarahumaros, observés par le professeur norvégien Lumholtz. L'un d'eux avait parcouru 36 k. 600 sur piste en terre battue en deux heures ; un autre 270 kilomètres au cours de la même journée, cependant qu'un troisième avait franchi en cinq jours près de 1.000 kilomètres sur route. Ces temps constituent des records mondiaux officiels. Or, ces Tarahumaros sont également abstinents et végétariens.

Le professeur Jules Lefèvre, dans son *Examen Scien-*

tifique du Végétarisme fait une narration des grandes compétitions pédestres qui eurent aux prises, avant 1914, en Allemagne, des représentants de clubs végétariens, avec les coureurs de grands fonds réputés invincibles. Au cours des épreuves Berlin-Vienne et Dresde-Berlin ce furent les équipes végétariennes qui triomphèrent en s'appropriant les cinq et six premières places. Si bien que la presque totalité des records mondiaux pédestres sont littéralement « trustés » par des pratiquants du végétarisme.

Nous croyons inutile d'insister outre mesure sur ce chapitre d'autant plus édifiant qu'il n'existe, de par le monde, que quelques centaines d'athlètes végétariens en opposition aux trente et quelques millions d'athlètes omnivores et que, toutes proportions gardées, aucun des premiers ne devrait accéder à cette gloire tant enviée qui leur est si chaudement mais... vainement disputée.

Ces exemples suffiront, nous osons l'espérer, à mettre en évidence l'inutilité d'une diététique hyper-azotée et, par conséquent, carnée, attendu que tant expérimentalement que théoriquement, ce sont les régimes à prédominance amyliacée, harmonieusement vitalisés et minéralisés qui s'avèrent comme étant logiquement doués de plus grandes vertus.

N'ayons pas la naïveté de nous imaginer, après ce qui précède, que notre fantaisie culinaire pourra, sans limites aucune, s'exercer, tyrannique, dans le champ relativement étendu des comestibles végétaux. Certaines variétés, en raison de sérieuses incompatibilités, doivent alerter notre méfiance sinon dicter un ostracisme prudent. Certains procédés de cuisson et de préparation culinaire en honneur appellent également de sévères proscriptions car ils jouent un rôle important dans la pratique d'un régime.

Malgré leur généreuse richesse en hydrates de carbone, sels minéraux et vitamines qui les situent au faîte de l'aristocratie alimentaire : pois, haricots en grains, lentilles, fèves se discréditent par leur teneur exagérée en matières protéiques. S'ils n'offrent pas, comme la viande, le grave inconvénient d'hospitaliser des légions de toxines, le fait qu'ils titrent 23 à 25 % d'éléments albumineux n'autorise guère, à leur égard, de tolérance valable. Ce sont de puissants générateurs d'urée et d'acide urique et les dangereuses fermentations intestinales qu'ils favorisent ne militent guère en faveur de leur défense.

Toutefois, les fins gourmets, doués d'une constitution véritablement robuste, pourront se permettre, de loin en loin, de les faire figurer à leurs menus. Mais ils devront se souvenir que les récidives fréquentes ne seront pas sans avoir de fâcheuses conséquences... Quant aux arthritiques (hélas ! qui peut se vanter aujourd'hui de ne l'être peu ou prou) ils agiront sagement en se refusant toute licence. C'est pour des motifs analogues que nous devons restreindre la consommation des œufs. Leur titre élevé en albuminoïdes (14 à 15 %) les classe parmi les aliments fermentescibles et arthritiques. Réservez-les surtout pour les confections de pâtisseries et d'entremets sans nous croire cependant obligé d'en agrémenter tous nos repas (mêmes remarques que ci-dessus concernant les arthritiques).

Bien que moins toxique et beaucoup mieux équilibré que les œufs parce que contenant tous les principes nécessaires à la nutrition, sans réaliser cependant l'équilibre désirable, les adultes ne devront jamais regarder le lait comme un aliment de base en dépit de l'opinion de beaucoup de médecins. N'oublions pas que c'est avant tout l'aliment du nourrisson en bas-âge et que l'estomac de l'adulte ne sécrète plus le lab-ferment indispensable à son intégrale digestion (Dr Durville). La façon la plus rationnelle de le consommer, c'est de l'adjoindre à certains potages, céréales, entremets, etc... Liquide, cru ou cuit, mélangé à chocolat, thé

ou café, il a une tendance marquée à favoriser dilata-tions et ptoses stomacales en n'incitant que médiocrement à l'insalivation si nécessaire aux parfaites diges-tions. (Dr Durville).

Les fromages, véritables concentrés de caséine, sont également générateurs d'urée et d'acide urique. Il faut implicitement radier ceux atteints de fermentation avancée (putréfaction), donnant naissance à de fâcheu-ses purines. Ne les consommer que modérément, frais ou à peine fermentés.

Lorsqu'il est de provenance recommandable et dans un état de fraîcheur relatif, le beurre, usité sans excès, est parmi tous les corps gras d'origine animale celui qui mérite le plus d'attention parce que plus digeste, plus assimilable et nourrissant. Ne l'utiliser qu'au mo-ment de servir, sans cuisson préalable, en l'ajoutant tel quel aux aliments. Cuit, il perd ainsi que tout corps gras, la plus grande partie de ses propriétés digestives et nutritives.

Les huiles végétales, lorsqu'elles ne sont pas dénatu-rées par de malencontreux traitements destinés à les rendre plus présentables, commercialement parlant, ou pour des facilités d'extractions quintessenciées, peu-vent rivaliser avec les meilleurs beurres sous le rapport de la digestion et de la nutrition. Malheureusement, à notre époque de mercantilisme outrancier, les qualités intrinsèques des produits sont souvent sacrifiées à la présentation au détriment de notre santé, et bien des graisses végétales, liquides ou solides, sont privées de précieuses qualités.

Nous nous devons d'exclure énergiquement de nos pra-tiques culinaires : fritures, rôtisseries, ragoûts, sauces épicées et compliquées. Les graisses cuisant à une température excessivement élevée sont d'abord indiges-tes parce que devenues rebelles à l'action des sucs gas-tro-hépatiques, d'où, stases et fermentations stomaca-les puis intestinales. Au surplus, dévitalisées elles-mê-mes, elles contribuent à la destruction des principes vitaux inclus dans les aliments cuits par leur concours. Souvenons-nous que la pomme de terre frite ou rôtie exige quatre à cinq fois plus de temps pour sa digestion que cuite à l'eau ou au four.

Soupes et potages liquides ne sont pas à conseiller étant donné qu'ils sont peu nourrissants. Ils incitent à la déglutition hâtive sans mastication préalable et entravent la digestion par dilution de sécrétions gastri-ques. Pour pallier à ces inconvénients, donnons-leur une consistance plus solide avec laquelle on se familia-rise rapidement.

La cuisson, invention humaine, inconnue de nos ro-bustes géniteurs simiens et homo-simiens a pour con-séquence la dévitalisation partielle ou totale, selon les catégories des aliments.

C'est ainsi que la viande, en raison de son extrême indigence en vitamines perd, une fois cuite, la possi-bilité de nourrir le chien, animal carnivore. Par contre, une pâtée lacto-végétarienne peut encore satisfaire, dans une mesure relativement appréciable, aux exigen-ces physiologiques de cet animal malgré qu'elle ait subi l'action du feu.

Cette inégalité de richesse en principes importants témoigne supplémentairement de la supériorité des comestibles végétaux sur les aliments d'origine ani-male.

Néanmoins, une nourriture exclusivement cuite expo-se, quelle que soit sa richesse liminaire et naturelle, à de regrettables carences susceptibles de dégénérer en accidents morbides, bénins ou graves. Il est donc impor-tant de remédier à cette éventualité en réservant, dans notre quotidienne ration, une large place aux aliments crus (voir *Végétalisme*) destinés à combler ces lacunes. Quantité de fruits, choisis parmi les moins acides, de qualité et de maturité irréprochables, figurent parmi les plus indiqués. Ils possèdent, au surplus, l'énorme

privilège d'être alcalinisants et se révèlent ainsi les plus valeureux auxiliaires du traitement anti-arthri-tique.

Les salades sont, elles aussi, sous ce rapport, d'excel-lents serviteurs. Mais nous gagnerons à réserver nos suffrages à celles qu'un blanchiment inopportun n'au-ra pas privées de leur pigmentation chlorophyllienne, laquelle s'accompagne généralement de la cohorte des vitamines et des sels minéraux, les parties décolorées s'en trouvant quasiment dépourvues. Par exemple, le vinaigre ne devra pénétrer, sous aucun prétexte, dans leur assaisonnement en raison de ses propriétés décalci-fiantes et acidifiantes. L'huile, le sel, l'oignon ou l'ail, le cerfeuil, etc... le remplaceront avantageusement. Le jus de citron ne sera utilisé qu'au cours de la période de transition devant prélude à la nouvelle accoutu-mance.

Avec de l'initiative, de l'ingéniosité, qui devront présider à cette partie des menus comme à celle ayant trait aux autres plats de résistance, où figureront riz, céréales, pommes de terre, châtaignes, pâtes, légumes divers, etc..., il est possible de confectionner des salades composites dans lesquelles entreront à l'état cru : carottes, pommes de terre, navet, rutabagas, pommes, noix, noisettes, amandes, salades, choux, oignons, per-sil, etc... additionnés de pommes de terres cuites en robe des champs, épluchées après cuisson et divisées en rondelles, salées et huilées. Découpés finement, sur-tout au moyen d'appareils rotatifs à lames interchan-geables relativement parfaits, qu'il est possible de se procurer dans le commerce, ces mélanges harmonieu-sément composés et combinés constituent des hors-d'œuvre vraiment délectables qui font les délices des vrais gourmets.

D'autres combinaisons existantes (telle la bascon-naise) et à créer où interviennent une foule de végé-taux cultivés ou sauvages peuvent assurer d'utiles et agréables compléments culinaires. Mais les uns et les autres seront justiciables d'une soigneuse mastication (voir ce mot) ainsi que tous aliments cuits, d'ailleurs, faute de quoi il y aurait risques de bouleverser le pro-cessus de la digestion et de la nutrition.

Il est un aliment dont il faut se garder d'abuser : le sucre industriel. Les innombrables manipulations et triturations tendant à le rendre agréable à l'œil et d'utilisation pratique ont littéralement détruit ses attri-buts diastasiques et vitaux au point d'en faire une substance morte. Mieux vaut réduire son emploi ména-gier et lui préférer avec les végétaux sucrés, le miel qui peut présenter de minimes inconvénients mais qui a l'avantage d'être un sucre vivant et quintessencé... Le chapitre concernant l'alcool, le café, le chocolat, etc... ayant été abordé à l'article *Nourriture* (voir ce mot), nous jugeons inutile d'y revenir ici.

Nous voici amené, par la force des choses, à ce point crucial des jouissances culinaires qui ont si grande tendance, malheureusement, à dominer les préoccupa-tions de chacun. Le végétarisme, étant donné les ampu-tations qu'il comporte, les innombrables restrictions qu'il impose, n'expose-t-il pas à rendre plus morne encore une existence déjà passablement dépourvue de franche gaité ? Et les avantages certains égalent-ils les pertes subies ? En privant l'individu des plaisirs sensuels engendrés par la bonne chère, n'est-ce pas lui enlever les raisons primordiales, sinon l'unique, de vivre ? Qu'importe, en somme, une vie dénuée d'agré-ments ? Qu'elle soit brève, mais excellente ! entendons-nous proclamer à maintes occasions...

Cette philosophie à courte vue n'est au fond qu'une vaste mystification. Si les comportements de chacun n'aboutissaient qu'à cette unique sanction d'une mort prématurée après une vie égarée de soucis, et toute tissée de jouissances raffinées, intensives et irremplaça-

bles, sans que les longs et douloureux préludes que nous connaissons ne précèdent sa funèbre intervention, ce raisonnement et ce choix pourraient à la rigueur, se soutenir. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Dans la réalité, combien de malheureux, au contraire, sont accablés par une vieillesse précoce et tourmentés de cruelles souffrances, interminables souvent avant que ne sonne l'heure de la délivrance. Tous ces tuberculeux, tous ces cancéreux, ces hépatiques, ces uréliques, véritables moribonds ambulants ; tous ces asthéniques, ces névrosés, valétudinaires, vains fantômes dont le regard exhale épouvante et souffrance et dont l'épiderme suinte une mort lente et hideuse ; de quels prix ne soldent-ils pas leur ignorance et leurs imprudences, aussi leurs inconscientes bravades ?

Ah ! s'ils avaient la claire vision de ce qui les attend ; s'ils étaient à même de dénombrer par anticipation, les avantages et inconvénients que comporte cette monstrueuse boutade qu'est « la vie courte et bonne », chaque jour proférée par un « perroquetisme » de mauvais aloi, il est certain que bien des fronts se plisseraient devant ce problème et que nombreux seraient ceux qui refuseraient de souscrire à ce marché de dupes. Ce n'est là cependant qu'un aspect de la terrible échéance qu'il leur faut acquitter. Il en est d'autres dont les exigences peuvent être aussi décevantes. Non content de s'abuser soi-même on est porté à induire en erreur son entourage, à égarer les êtres qui nous sont chers. Qu'une amante adorée, qu'un enfant chéri, qu'un aïeul vénéré, qu'un ami, enfin, chaudement affectueux, succombent inopinément sous les coups d'un sort imprudemment défilé, n'êtes-vous pas cruellement frappé, plongé dans l'affliction ? Combien de ruines, de désastres, sont chaque jour consommés, accumulés, qui eussent pu être évités si vous aviez tenté de cultiver dans votre esprit et dans celui de ceux que vous aimez une saine et sage conception du bonheur ? Car nous recueillons tous les fruits de l'arbre que nous avons planté...

Mais est-il aussi formellement établi, ainsi qu'on le prétend, que, intrinsèquement, la formule d'existence prônée par nos contemporains hyper-civilisés atteint les cimes interdites à des mœurs plus simples ? Ne sommes-nous pas dominés par une colossale suggestion, maîtresse de nos pensées, de notre sensibilité, faussant ainsi nos jugements, nos sensations, nos sentiments ?

Il est évident que celui qui est, dès sa prime enfance, accoutumé à une discipline alimentaire, éprouve des sensations gustatives inconnues du quidam n'ayant pas le même étalon. Nous évoluons, ici, en plein dans le relatif. Celui dont le palais est familiarisé, de longue date, avec les saveurs fortes des viandes, des rôtisseries, des sauces savantes, ne peut évidemment trouver près de mets simples, faiblement mais finement aromatisés, les impressions nuancées, les délicates sensations papillaires qu'il eut éprouvées avec un sens gustatif autrement éduqué.

L'ouvrage d'Hector France : *Les préjugés de Cuisine* est, à ce point de vue, pleinement édifiant. Il met d'emblée en évidence, que tel mets dont raffole telle population n'a d'autre résultat que de provoquer la nausée et le dégoût chez d'autres individus. Vous délecteriez-vous de pâtes confectionnées avec la partie charnue des cafards hantant vos appartements ? Ils constituaient cependant, autrefois, le plat de prédilection des habitants de certains Comtés d'Angleterre.

Savoureriez-vous certains mets où auraient préalablement macéré un grand nombre de fourmis ? Ils faisaient jadis les délices des indigènes de maints de nos villages du Midi. En Sibérie, certaines peuplades n'apprécient le poisson que lorsqu'il est convenablement putréfié. Et en France même, bien des « gourmets » ne consomment-ils pas le gibier que lorsqu'il est à point

« faisanté », c'est-à-dire en proie à une odorante putréfaction ?

Si l'Esquimau se repaît avec délectation de son lard de phoque cru et des entrailles fumantes de ses victimes ; si l'arabe savoure ses dattes, le chinois son riz cuit à l'eau, l'italien sa polenta et son macaroni, ne pouvons-nous logiquement affirmer que chacun enregistre un total de « vibrations » gustatives inconnues des autres ? Et qu'il est bien difficile d'en fixer l'équivalence ou la supériorité ? En matière alimentaire, comme dans n'importe quel autre domaine s'y rattachant, *seule l'habitude compte*. Dès lors, lorsque nous avons la notion très nette de nous être fourvoyé, pourquoi ne point réagir ? Pourquoi ne point tenter, au bénéfice de notre état général, la rééducation de notre goût oblitéré ? Ce ne peut être, ce n'est assurément qu'une question de temps.

Nous ne contestons pas, certes, que l'entreprise soit hérissée de difficultés. L'habitude est tenace et sait se défendre. Il ne faut pas moins de toute la somme de volonté, de sa puissance suggestive, mobilisées contre ses forces d'inertie pour obtenir le triomphe final. Mais pénétrons-nous bien de cette idée que l'humanité ne diffère véritablement de l'animalisme que dans la claire et vigoureuse association des forces intellectuelles et volitives et que l'individu ne doit avoir d'ambitions que dans le sens de cette réalisation synthétique...

Outre l'assurance d'un meilleur équilibre, d'une propension à la vie simple dont les régimes nouveaux goûteront l'harmonie, le végétarisme est encore, dans le milieu présent et pour le combat quotidien une arme insoupçonnée. Mettons en balance les faibles dépenses qu'il impose et les sacrifices résultant du régime alcool-carné et nous apercevrons sans peine qu'il jouit de la suprématie. De quels généreux espoirs de libération économique ne s'avère-t-il pas le générateur présumé ? Quelles sommes de possibilités ne recèle-t-il pas dans ses flancs ? Collectivement, il se révèle aussi un auxiliaire précieux. En permettant à maintes virtualités sociales de s'épanouir ; en réduisant les charges innombrables incombant à la communauté ; en restituant aux incalculables « poids morts » remorqués par la société, une vitalité gravement compromise... Et combien de violences et de brutalités qui font cortège au carnivorisme que sa pratique éloignerait ? Combien, avec lui, les mœurs se débarrasseraient de spectacles cruels, de scènes sanglantes dont l'humanité ne sent encore toute la honte et l'indignité !

Quelles peuvent être les destinées du Végétarisme ? L'essor dont il est le bénéficiaire actuel permet-il d'augurer favorablement de son avenir ? Certes ! son ascension fut laborieuse et lente. Il eut cependant d'illustres adeptes et précurseurs. Pythagore, Sénèque, Lamartine, Michelet, Tolstoï, Elisée Reclus, Bernard Shaw, pour n'en citer que quelques-uns, plaident éloquentement et éloquemment sa cause. Mais c'est surtout l'expansion du carnivorisme avec ses conséquences catastrophiques pour l'organisme humain qui fut son meilleur agent de diffusion. Il réunit aujourd'hui sous son égide de nombreux disciples répandus sur tous les points du globe. De nombreux journaux, revues, livres et brochures, inspirés de sa forte et persévérante philosophie, contribuent à percer dans l'immense forêt des préjugés la sage voie que l'humanité ne pourra indéfiniment mépriser, si, toutefois, elle désire se prolonger et se survivre. — Jules MÉLINE.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE : *L'Examen Scientifique du Végétarisme*, par le P^r Jules Lelèvre ; *Faut-il être végétarien*, par le D^r Collière ; *La base de toute réforme*, par Otto Carqué, traduction de Nyssens ; *La Table du Végétarien*, *La Cuisine Simple du D^r Carton*, etc... et les revues *Hygie*, *Régénération*, *Naturalisme*, *Le Natu-*

riste et les ouvrages du Dr Bircher-Benver, de Zürich, etc... ainsi que tous les ouvrages conseillés aux articles *Nourriture*, *Santé*...

VÉNALITÉ. La vénalité est la qualité de ce qui est *vénal*, c'est-à-dire de ce qui se vend ou peut se vendre. Les deux mots ont pris de plus en plus un caractère d'immoralité quand il y a eu lieu de les appliquer à des personnes, à des sentiments, à des objets qui, généralement, ne se vendent pas et reçoivent une fêtrissure quand on les paie. L'amour vénal devient la prostitution, les amitiés, les affections vénales inspirées du seul intérêt sont de la fourberie, une plume vénale est celle de l'homme qui met son talent d'écrivain au service de n'importe qui. Des fonctions sociales qui devraient être remplies gratuitement, ou du moins affranchies des marchandages de l'offre et de la demande et conserver le caractère d'un sacerdoce, telles celles de magistrat, de médecin, d'avocat, de professeur, d'écrivain, d'artiste, sont trop souvent rendues suspectes, immorales, dangereuses par la vénalité de ceux qui les exercent.

L'homme vénal est celui qui, vendant son travail et ses services, fait en même temps trafic de sa conscience, résigne sa personnalité. C'est l'homme qui change d'opinion suivant ses intérêts et tire profit de ses palinodies. On a dit de l'homme qui ne varie pas dans ses opinions qu'il est un imbécille. On peut dire plus justement que celui qui varie est dans la plupart des cas un homme vénal.

Dans les temps de mœurs corrompues, comme on en voit tant dans l'histoire, les hommes sont à vendre « comme cochons en foire ». Napoléon, que la moralité n'embarrassa jamais, professait que tous les hommes étaient à vendre du moment qu'on y mettait le prix, et il fut un des plus grands corrupteurs de consciences que l'on vit jamais. Par sa propre vénalité et celle de son entourage, il conduisit la Révolution à l'abîme. Par ses titres, ses dotations, sa Légion d'honneur qu'il découpa dans le bonnet rouge le jour où il le remplaça sur sa tête par une couronne de dictateur, il sut faire fondre les dernières résistances, faire des hommes vénaux de tant d'incorruptibles Catons, de farouches Brutus, qui n'avaient été au fond que des démagogues.

La cupidité, la vanité, la lâcheté, le défaut de caractère, l'absence de scrupules, font l'homme vénal. Il ne faut pas confondre avec lui le mercenaire. Dans l'état social tel qu'il est constitué, avec son système d'exploitation, il est peu d'hommes qui ne soient obligés, pour vivre, de vendre leurs services. Ils sont des mercenaires ; ils échangent le travail de leurs bras ou de leur cerveau contre un salaire. Mais cette transaction est le résultat d'une nécessité impérieuse, celle de *survivre* ; elle n'engage, en principe, le travailleur que pour les services convenus, elle le laisse libre de penser et d'agir comme il lui convient en dehors de sa profession, elle ne l'atteint pas dans l'intégrité de sa personne morale. Le métier fait de l'homme un mercenaire ; il ne le corrompt que s'il veut se laisser corrompre, s'il est un homme vénal. On peut vider des pots de chambre, trafiquer de son bas ventre, fabriquer des balais ou de la lingerie en prison, et n'être qu'un mercenaire, rester un être libre. On peut être un patron, une « épouse fidèle », un gouvernant ou un magistrat qui envoie les gens en prison, et être un individu vénal. Dans toutes les situations sociales, en haut comme en bas, la vénalité est la forme la plus basse de la corruption et de la prostitution, la plus incompatible avec la dignité humaine et la liberté morale.

Il ne semble pas que dans l'antiquité les dignités de l'Etat et de la judicature aient été vénales, à remarquer Rollin. La vénalité des charges, des offices, des dignités, est une invention des temps modernes ; elle est née de la prépondérance de l'argent dans toutes les formes de la vie sociale. Voltaire a dit que « l'opprobre

de la vénalité avait souillé la France ». Il a souillé le monde entier livré à l'argent. Cette vénalité a été un des moyens d'établissement et de conservation de la royauté absolue. Elle a commencé sous Louis XII qui vendit des offices de finance pour se procurer de l'argent. Sous François I^{er}, le chancelier Duprat rendit vénales les charges de judicature. Ainsi fut établi le brigandage des financiers, des magistrats et de leur suite de commis et de robins. Ayant acheté leurs charges et offices, ils cherchèrent à leur faire produire le plus possible en accablant le malheureux peuple de procès, de condamnations, d'amendes, de saisies, d'expropriations, de prises de corps par les procédés qui rendirent si tristement célèbres les *Laubardemont* et les *Fouquet*, les *chicanous* et les *malotiers*, *lummeveines* et *raffe-pécune*, *pillards* de toutes les catégories, *prébendiers* de procédure et de fiscalité.

Dès le règne de François I^{er}, les méfaits de la magistrature vénale furent dénoncés, notamment par Montaigne. Ils provoquèrent tant de protestations qu'une réforme sérieuse dut être apportée pour que des fonctions demandant, malgré tout, une certaine compétence et des garanties sérieuses d'intégrité, ne fussent pas livrées, comme tant d'emplois ecclésiastiques, à des hommes indignes, pourvu qu'ils pussent les payer !

Mais la réputation d'honneur et de probité des familles chez qui les charges de magistrats devinrent héréditaires, fut faite surtout de la corruption supérieure à la leur de la monarchie. La vénalité de ces charges parut être alors un moindre mal, même aux yeux d'un Montesquieu ; au pays des aveugles, les borgnes étaient rois. Des scandales nombreux, comme ceux dénoncés dans un pamphlet de Beaumarchais, à la veille de la Révolution, montraient combien la justice était tributaire des épices.

La monarchie absolue ne vécut que de la vénalité des charges de l'Etat et de celle des individus qui soutenaient cette monarchie. L'argent que lui rapportait la vénalité des charges lui permettait d'entretenir celle d'une noblesse qui vivait d'elle comme des poux dans une crinière. Le Tiers Etat établit sa puissance politique en achetant les charges de la magistrature dans lesquelles il se fit craindre de la noblesse en la dépouillant chaque fois qu'il en eut l'occasion. Dès le xvi^e siècle, Claude de Seyssel constatait ceci : « On voit tous les jours les officiers et les ministres de la justice acquérir les héritages et seigneuries des barons et nobles hommes et ceux hommes venir à telle pauvreté qu'ils ne peuvent entretenir l'état de noblesse ». Cela n'empêchait pas que le Tiers Etat parlait à genoux devant la noblesse dans les assemblées des Etats Généraux. Il vengeait sa dignité ainsi offensée sur le peuple, « taillable et corvéable à merci », qu'il traitait comme la noblesse le traitait. La noblesse, devenue pauvre, forma la classe odieusement vénale des courtisans entretenus parmi la valetaille de cour et avides de tous les emplois, même celui de porte-coton qu'elle remplissait avec une vanité toute aristocratique. Toucher le derrière du roi n'était pas un privilège ordinaire. Henri IV réduisit l'opposition protestante en achetant les consciences de ses chefs. Louis XIII, Richelieu et Mazarin en finirent de la même façon avec les dernières résistances féodales. Les seigneurs courtois furent d'insatiables sangsues qui s'engraissèrent de faveurs et de pensions de toutes sortes.

Sous Louis XIV, où l'on eut plus que jamais besoin d'argent pour faire la guerre et entretenir une royauté solitaire, non seulement toutes les charges devinrent vénales, mais on en créa de nouvelles aussi inutiles qu'in vraisemblables. On établit des offices de crieurs héréditaires d'enterrements, de vendeurs d'huîtres et jusqu'à des contrôleurs de perruques !... On vendit aussi les charges militaires. Avec l'argent qu'ils tiraient des faveurs royales et du maquereautage qu'ils

pratiquaient sous toutes ses formes, les seigneurs achetaient des régiments pour eux ou leurs enfants. Certains étaient colonels en venant au monde. Les régiments pouvaient être ainsi battus à la guerre sans que le roi eût rien à dire. De même, des abbés opulents achetaient des évêchés et faisaient des princes d'une Eglise sans religion. L'appareil monarchique sauvait toutes les apparences devant l'histoire que des auteurs vénaux falsifiaient avec la plus tranquille désinvolture. Le maréchal de Soubise, réduit à chercher son armée avec une lanterne, après sa défaite de Rostach, n'en fut pas moins figure de grand homme de guerre dans cette histoire. La magnificence du soldat imbécile qui commandait à tout cela, dissimulait et dissimule encore pour toutes les consciences vénales ce que Saint-Simon appelait alors « une gangrène qui ronge depuis longtemps tous les ordres et toutes les parties de l'Etat ».

Les fermiers-généraux, ou traitants, qui avaient la ferme des impôts, furent la plus épouvantable vermine que la vénalité répandit sur le pays pour le dévorer au nom du roi. Bien qu'ils devaient être complaisants pour ces pillards qui remplissaient les caisses de l'Etat tout en garnissant les leurs, les rois durent sévir plus d'une fois en raison des protestations et parfois des révoltes que soulevaient trop d'exactions. En 1716, une Chambre de justice fut réunie « pour la recherche et la punition de ceux qui avaient commis des abus dans les finances ». 726 de ces rongeurs furent condamnés à restituer plus de 160 millions. Mais il n'en rentra pas le quart dans les caisses publiques. D'autres voleurs bien en cours, les favoris, les maîtresses, les juges, intervinrent pour vendre la réduction de ces taxes. C'est ainsi qu'un traitant condamné à rembourser 1.200.000 livres répondit à un seigneur qui lui offrit de l'en faire décharger pour 300.000 livres : « Monsieur le Comte, vous venez trop tard. J'ai fait marché avec Madame pour 150.000 livres » !... Mouflé d'Angerville qui a raconté ces choses, et beaucoup d'autres non moins édifiantes, dans sa *Vie privée de Louis XV*, a publié la liste des traitants condamnés. Ce faisant, a-t-il dit, il n'a pas eu pour but de « réprimer l'impudence de ceux qui, se prévalant d'une fortune flétrie dès son origine, croient pouvoir le faire impunément, parce que la trace en est perdue ; ce serait une peine inutile dans ce siècle où l'on ne rougit de rien » : il a seulement voulu peindre la corruption « plus énergiquement, d'un seul trait, dans ce tableau d'une foule d'hommes nouveaux, entés sur les tiges les plus illustres et les plus anciennes de la France ». Et Mouflé d'Angerville a ajouté : « Quel spectacle, pour un lecteur philosophe, de voir leurs descendants, loin de gémir dans la retraite du crime de leurs pères, occuper les premières places de la finance, de la magistrature, de l'épée, s'élever jusqu'au ministère et aux dignités de la cour, enfin prouver qu'il n'est point d'infamie que ne couvre ou n'efface l'argent ! ».

Le « lecteur philosophe » en a vu d'autres, depuis Mouflé d'Angerville. Il peut voir aujourd'hui que, non seulement on continue à « ne rougir de rien », non seulement « il n'est point d'infamie que ne couvre ou n'efface l'argent », mais que le brigandage, la rapine, les malversations, la concussion, le péculat et même l'assassinat, sont les meilleurs moyens, pour ne pas dire les seuls, d'obtenir la considération publique et d'occuper les premières places dans l'Etat. L'histoire de tout le XIX^e siècle est là pour le démontrer, et plus encore celle de la III^e République, depuis que les tripotages de l'opportunisme gambettiste ont ouvert les écluses de tous les Panamas du régime. Mouflé d'Angerville n'avait pas prévu que les libéraux à la Guizot diraient à tous ceux qui n'avaient pas encore enté leur fortune sur les tiges de la Révolution : « Enri-

chissez-vous ! ». Il n'avait pas prévu non plus ce Monsieur Thiers qui enseignait, à l'usage des bourgeois libéraux de son temps, de ceux radicaux-socialistes d'aujourd'hui, que « la propriété s'épure par la transmission légitime et bien ordonnée ». Il n'y avait donc pas à « rougir », pas plus qu'à « gémir dans la retraite du crime de leurs pères » acquéreurs d'une fortune « flétrie dès son origine », pour les descendants des Rapinat, des Thénardier et des Robert Macaire ; il n'y avait qu'à les imiter et, dans la vénalité, être les plus vénaux !

Aujourd'hui, tout ce qui est public est vénaux. Jadis, on voyait encore certaines fonctions, électives entre autres, qui n'étaient qu'honorifiques. Des gens se faisaient un honneur de servir la collectivité sans en tirer d'autres profits que ceux de leur conscience ou de leur vanité, suivant qu'ils étaient de plus ou moins nobles caractères. Mais aujourd'hui, toutes les fonctions, électives en particulier, sont devenues cette vaste « assiette au beurre », à l'assaut de laquelle se ruent tous les faméliques de la vénalité, et où se vautrent avec un impudent cynisme tous ceux qui ont pu s'en gaver. Dans cette innommable curée, on ramasse des fortunes que jamais un travailleur honnête ne pourrait gagner dans une quelconque profession. On devient moins respectable qu'un bandit de grand chemin qui, lui, risque au moins sa peau. Mais on a de hautes protections, et s'il arrive qu'elles faillissent au point de vous laisser passer devant un tribunal comme un vulgaire objecteur de conscience ou un de ces pauvres bougres qui ne surent tondre du pré de la fortune que la largeur de leur langue, on est triomphalement acquitté par des magistrats serviles qui disent obséquieusement : « Trompe qui peut ! », comme s'ils disaient au trompeur : « Ne m'oubliez pas dans votre distribution sportulaire » !...

L'argent, qui pourrit tout, a ainsi pourri tous ceux qui devraient être à un degré quelconque des conducteurs et des arbitres de la mécanique sociale. Il n'est plus de sacerdoce, d'acte désintéressé, gratuit, sauf chez quelques-uns, volontaires d'une générosité périmée, véritables apôtres dont généralement on se moque ou qu'on suspecte parce que dans un monde définitivement vénaux on est devenu incapable de comprendre pourquoi ils ne tirent pas profit des services qu'ils rendent. La vénalité est devenue, encore plus que la vanité, le mobile des actions humaines. Elle caractérise un état social où les scrupules de conscience sont devenus une névrose comme la pauvreté (Lombroso), un vice honteux, un crime, que la loi et les juges condamnent aussi hypocritement qu'ils assurent l'impunité de toutes les friponneries de la vénalité triomphante.

La vénalité la plus caractéristique à l'époque actuelle est celle de la presse. Par cette presse, maîtresse de l'opinion, toutes les autres formes de la vénalité sont souveraines et peuvent exercer impunément leurs méfaits. Par elle, les pires ruffians du tripot politique, qui se gavent de tous les plats et mettent ce qui leur sert de conscience à toutes les sauces, peuvent parler effrontément au nom de la vertu ! de l'honneur ! ! du désintéressement ! ! ! pour flétrir ceux de leurs compères « qu'on sonne comme des domestiques pour leur remettre les reliefs du festin électoral, et qu'on siffle comme des chiens pour leur offrir un os à ronger » (*Le Temps*, 20 août 1934).

Il a été déjà parlé plusieurs fois de la vénalité de la presse dans le présent ouvrage (voir *Journalisme*, *Presse*, etc.). Une fois de plus, elle a été étalée à l'occasion des événements fascistes qu'on a vus en France, depuis la tentative de coup d'Etat du 6 février 1934. Elle est, avec la vénalité des gens de gouvernement et de toute la valetaille politicienne, le grand instrument de domination capitaliste et de réaction

sociale qui pèse cent fois plus lourdement sur le monde par l'arbitraire et la corruption que tous les régimes anciens disparus. La vénalité ne disparaîtra des sociétés humaines qu'avec l'exploitation de l'homme sur laquelle elles sont basées, et avec l'argent corrompeur des consciences qu'il avilit dans le culte du Veau d'Or : — Edouard ROTIERS.

VENT n. m. (du latin : *ventus*). Le vent n'est autre chose que de l'air en mouvement. A première vue, il n'y a rien de plus capricieux que le vent, il change constamment de direction et de force. Il peut souffler dans l'intervalle de quelques jours de tous les points de l'horizon ; il peut faiblir, au point d'être nul, pour acquiescer, d'autres fois, une vitesse redoutable. Et pourtant il ne souffle pas au hasard ; il obéit, dans sa formation et sa direction, aux lois suivantes : il souffle toujours des zones de hautes pressions aux zones de basses pressions. Il souffle en forme tourbillonnaire. Sa vitesse est d'autant plus grande que l'écart de pression existant entre deux zones est plus considérable.

Quelles causes déterminent les vents ? — Ils résultent généralement de la différence de température sur deux points de la terre. Si, de deux régions voisines, la première est plus échauffée que la seconde, il se produira un vent inférieur qui ira des parties froides vers les régions chaudes et un second courant supérieur qui se dirigera du point échauffé vers les parties froides. Les portions d'air échauffées se dilatent, deviennent plus légères et s'élèvent comme un bouchon qu'on tient immergé, monte à la surface quand on le lâche. L'air chaud étant plus léger que l'air froid doit donc s'élever et être remplacé par le bas par de l'air affluant latéralement. Ils se produira ainsi au dessus de la région échauffée deux courants contraires, l'un transportant l'air chaud, l'autre amenant l'air plus froid des régions voisines.

L'air est donc en perpétuel mouvement. C'est le soleil qui est la cause première de ces mouvements de l'atmosphère auxquels on donne le nom de vent. On a groupé les vents en quatre classes : les vents réguliers, les vents périodiques, les vents variables et les vents locaux.

Les vents réguliers sont les alizés. Ils soufflent de l'Équateur aux Pôles et des Pôles à l'Équateur. Les premiers ou « contre-alizés » soufflent à une grande hauteur, les seconds ou alizés proprement dits soufflent à la partie inférieure de l'atmosphère. L'alizé ne souffle pas normalement à l'Équateur en raison du mouvement de rotation de la terre ; l'alizé nord souffle dans la direction N.-E., S.-W ; l'alizé sud dans la direction S.-E.-N.-W, c'est ce qu'on nomme la déviation des vents.

Les vents périodiques sont les moussons qui règnent sur toutes les mers tropicales et qui changent de direction tous les six mois. Ces courants aériens soufflent alternativement d'octobre à mars, du continent asiatique, siège de hautes pressions, vers les Océans Pacifique et Indien, siège des basses pressions. C'est la mousson d'hiver. En été, le phénomène contraire se produit. Les vents soufflent des Océans vers les continents. Ces mouvements de l'atmosphère se produisent surtout en Asie, en raison des déséquilibres de pressions existant entre l'énorme masse continentale de l'Asie et l'immense surface liquide du Pacifique. En hiver, la mousson ralentit ou interrompt complètement la vie agricole, mais la mousson d'été ramène, sur les pays de l'Asie, du Sud-Est, la pluie qui favorise la culture des céréales.

Les vents variables sont amenés par des déplacements fréquents des zones de hautes et de basses pressions. Ils règnent surtout sur l'Europe, qui située entre des mers à température très opposées est exposée à des conditions très variables de l'état des couches d'air.

Quoique n'ayant pas la régularité des alizés et des moussons, ces vents observent cependant des tendances dominantes. Le régime des vents d'Ouest est le plus habituel. Ces vents venus de l'Atlantique soufflent souvent pendant près de la moitié de l'année. De même les vents d'Est et du Nord-Est peuvent régner pendant une assez longue période, nous donnant des hivers secs et froids ou des étés chauds et secs. Les vents du sud sont plutôt rares en nos pays. Il faut aussi citer les vents « étésiens » qui soufflent d'Europe en Afrique à travers la Méditerranée et qui sont attirés par la haute température du Sahara.

Les vents locaux soufflent sur de faibles espaces et ne produisent que des effets limités. Citons le simoun, sec et brûlant qui soulève les sables du Sahara ; le sirocco, chaud et humide, soufflant du sud sur l'Italie et la France méridionale. Le foehn, autre vent chaud du Sud-Ouest, activant, dans les Alpes, la fonte des neiges ; le mistral, vent froid du Nord-Ouest soufflant en hiver et au printemps sur la Provence. Il faut y ajouter les « brises de mer » propres aux côtes des pays chauds, et les « brises de vallée et de montagne » particulières aux pays au relief très accentué. Ils sont dûs aux variations diurnes de la température.

En dehors de leurs mouvements normaux, les vents peuvent acquiescer, pour des causes non définies encore, des vitesses formidables accompagnées de mouvements giratoires : ce sont les cyclones et les trombes, dont les manifestations moins violentes sont les ouragans et les bourrasques. Les cyclones portent leur action dévastatrice dans l'Océan Indien et les Antilles et se produisent aux changements de moussons. Ce sont des masses atmosphériques dont le diamètre peut atteindre plusieurs centaines de lieues, dont le centre est calme et qui se déplacent à une vitesse pouvant atteindre 60 kilomètres à l'heure. Ce mouvement de translation est accompagné d'un mouvement tourbillonnaire dont la vitesse peut être de 100 kilomètres à l'heure. Rien ne résiste à de pareils cyclones : les navires sont engloutis ou jetés à la côte ; les habitations renversées, les arbres arrachés et transportés au loin. Ceux du Gange (1737), de Calcutta (1865), du Bengale (1876), du Golfe d'Aden (1886), de la Martinique (1891), des Antilles (1898), ont coûté la vie à de nombreuses personnes et causé d'incalculables dégâts. Les cyclones dévastent chaque année, les États-Unis et y sont toujours désastreux et meurtriers. Les typhons qui se manifestent dans les mers de Chine doivent être rapprochés des cyclones.

Le vent peut atteindre des vitesses variables allant de 2 à plus de 30 mètres par seconde (108 kilomètres à l'heure). A cette dernière vitesse, on conçoit que rien ne résiste à son action : les constructions les plus solides sont renversées.

Les vents réguliers, comme les alizés et les contre-alizés impriment aux eaux de la mer des mouvements de translation généraux appelés courants marins. Ces courants marins chauds ou froids, selon leur lieu d'origine, viennent réchauffer ou tempérer les pays qu'ils baignent en y régularisant, par leur apport, la température.

La circulation de l'atmosphère met en mouvement les masses gazeuses qui sont transportées d'un point à un autre du globe avec tous les éléments divers qu'elles contiennent, en particulier la vapeur d'eau, facteur de vie. Sans cette dernière il ne peut exister aucune vie, car sans elle aucune vie animale ni végétale n'est possible. Or l'eau, indispensable à l'existence des êtres organisés, provient de la condensation faite sous forme de pluie ou de neige, de la vapeur d'eau contenue dans l'air. Cette pluie ruisselle le long des pentes montagneuses, forme des ruisseaux, des rivières, des fleuves et retourne à la mer après avoir tout fécondé sur son passage. — Charles ALEXANDRE.

VÉRITÉ n. f. (du latin : *veritas*, même signification). Qualité de ce qui est. La vérité avait une place importante dans l'idéologie du XVIII^e siècle. « *Vitam impendere vero* » ; consacrer sa vie à la vérité, était la devise de Rousseau. Depuis quelques dizaines d'années, surtout depuis la guerre, la vérité, dans l'universelle révision des valeurs, est sortie très diminuée.

Il y a à cela plusieurs causes. D'abord le système d'Einstein qui a remis en question les vérités les plus inattaquables, les vérités mathématiques. Si le système d'Euclide est contestable, tout l'est à plus forte raison ; la science n'est pas plus solide que les constructions de l'imagination. Il faut voir une autre cause dans les théories nouvelles de la physique. Avant elle, la matière apparaissait comme ce qu'il y a de solide par excellence, ce qui est. Le matérialisme était la philosophie de la réalité, par opposition au spiritualisme : philosophie du rêve. La théorie des *quanta* qui a fait de l'atome une unité d'énergie, les ion et électron, a, en quelque sorte, spiritualisé la matière, faisant de la suprême réalité quelque chose de compliqué, accessible seulement à une petite minorité de savants.

Naturellement, les hommes de la religion, de toutes les religions, se sont précipités avec joie sur ces nouvelles conceptions qui donnaient un renouveau à leurs doctrines. La religion cessait d'être une absurdité indigne d'un esprit cultivé et bonne tout au plus pour l'enfant et le sauvage. Si la science ne représentait plus la vérité, si tout devenait relatif, changeant, contestable, la religion n'était pas plus fausse que le reste.

Les classes dirigeantes sentant le monde capitaliste crouler, abandonnèrent leur voltairianisme, et leur libre pensée. Elles comprirent que l'idée était, avant toute chose, un outil et que la religion était un outil qui pouvait les servir en maintenant le peuple dans la résignation.

Les esprits qui trouvaient décevante la philosophie matérialiste parce qu'elle fait de l'homme un animal qui, après une vie plus ou moins longue, disparaît complètement, furent heureux des nouvelles doctrines. Ils pouvaient, sans honte, se remettre à capoter.

Ce fut une belle floraison pour toutes les superstitions : spiritisme, théosophie, christianisme, adventisme, sectes religieuses de tout genre. Les voyants et voyantes, les fakirs de l'Inde et d'ailleurs, les guérisseurs font fortune. On fait la queue à la porte de leur cabinet et on donne avec joie une forte somme d'argent pour se faire faire l'imposition des mains qui enlèvera la maladie que les médecins n'ont pu guérir.

Quant au clergé, il a repris sa place dans les cérémonies officielles. Les gouvernements, même de gauche, l'admettent comme n'étant pas seulement le représentant d'une doctrine qui, comme les autres, a droit à la liberté, mais comme une autorité. Le sorcier officiel, dont, seuls, les siècles d'existence ont pu faire oublier l'origine de tromperie, est traité comme le représentant d'une force sociale respectable.

Mais si le relativisme a fait beaucoup de mal, en accordant droit de cité aux pires superstitions, il a, d'autre part, fait quelque bien en ébranlant les morales. Il y a une huitaine d'années, on passait facilement pour un monstre lorsqu'on doutait du caractère absolu du devoir et du bien. Maintenant, on peut dire, sans se faire honnir, que la morale est une convention, que le bien de chez nous est le mal d'ailleurs et que, du moment qu'il n'y a que des conventions, la révision en est possible.

Certes, le relativisme est, en quelque manière, un progrès. Dans les questions complexes, la vérité est bien individuelle. Chacun est l'aboutissant de sa formation propre, de tout un système d'idées si nombreuses qu'il est bien difficile de retrouver leur origine.

Néanmoins, il n'y a guère de vie sociale possible s'il n'y a pas, entre les esprits humains, des points communs ; si chacun ne peut espérer convaincre autrui par la force de ses arguments, par la logique de leur ordonnance. Universalisé, le relativisme aboutit au confusionnisme et aussi au découragement moral de l'individu qui se persuade que toute œuvre est inutile et que, seule, la vie animale, sans pensée, peut avoir un sens. Il faut croire à une vérité, au moins temporaire, pour trouver dans l'action un sens à la vie. — Doctoresse PELLETIER.

VÉRITÉ (La) ET L'ÉGLISE CATHOLIQUE. Ce qui me plonge dans une stupeur indicible, ce qui est, à mes yeux, la marque par excellence de l'étonnante autorité dont jouit encore l'Église catholique et le trait décisif de l'empire qu'elle exerce sur l'esprit de ses adeptes, c'est l'aisance invraisemblable avec laquelle elle est parvenue à s'imposer comme étant la dépositaire de la Vérité éternelle et totale.

La Vérité... Est-il possible que, de nos jours, une doctrine, une école, une philosophie, une religion ait l'outrecuidance de penser et l'impudence d'affirmer qu'elle est en possession de la Vérité ? Est-ce possible ? Voyons : depuis des milliers d'années, les hommes les mieux doués et les plus studieux ont consacré le constant et fécond effort de leur activité intellectuelle à arracher à la nature quelques-uns des secrets qu'elle garde jalousement enfermés dans ses entrailles ; ils sont parvenus, dans la lenteur des siècles, en groupant méthodiquement les résultats graduellement obtenus, en se les transmettant, comme le dépôt le plus précieux, à déchiffrer péniblement les premières lettres de cet énigmatique alphabet.

A force de recherches, auxquelles ils ont appliqué le meilleur de leurs facultés et le plus pur de leurs connaissances, quelques-uns de ces penseurs, de ces savants — rares, très rares — sont parvenus à la découverte de quelques notions rudimentaires, de quelques connaissances primaires, sur lesquelles ils ont fait reposer quelques présomptions basées sur la répétition constante des mêmes faits, sur l'observation mille fois répétée d'un enchaînement rigoureusement et incessamment le même dans la succession et la dépendance des phénomènes constatés ; ces quelques présomptions, imperturbablement confirmées dans le temps et l'espace, ont acquis peu à peu le caractère et la force d'une notation sérieuse. Les probabilités ainsi enregistrées se sont, à la longue, progressivement solidifiées ; en l'absence de tout fait nouveau ruinant les hypothèses et explications antérieures et faisant échec aux affirmations du monde scientifique, ces probabilités se sont transformées en certitudes.

Ces quelques certitudes sont les tout premières lettres de cet alphabet que le savoir humain a pour mission de déchiffrer jusqu'au bout.

Avec quelle ferveur ceux qui, sur les cinq parties du globe, sont épris de Vérité et de Science, éplènt, balbutient et répètent ces premières lettres ! Avec quelle foi ils espèrent ajouter à ces premières conquêtes ! De quelle confiance en l'avenir de la Science, ils sont imprégnés, quand ils contemplant les résultats acquis, si parcellaires et faibles qu'ils soient ! Ils savent bien que ces vérités fragmentaires ne sont que des lambeaux arrachés au voile sous lequel la Vérité, la Vérité complète, totale, universelle se dérobe à notre anxieuse curiosité.

Réunissez ces princes de la Science ; qu'ils s'assemblent, ces représentants illustres de toutes les civilisations, de tous les pays et de toutes les branches de l'arbre scientifique. Demandez à chacun d'eux ce qu'il sait, ce dont il est certain, ce qu'il peut affirmer. Chaque membre de cet incomparable aréopage, dont l'ensemble est pourtant la quintessence de l'esprit humain,

répondra, timide, hésitant, qu'il ne sait presque rien, ou si peu qu'il n'ose en parler ; il dira que, s'il lui est permis d'être affirmatif, c'est uniquement sur quelques certitudes définitivement acquises en certaines matières ; il déclarera que les certitudes à acquérir et, après contrôle sérieux et vérification concluante, à enregistrer comme désormais indéniables, sont infiniment plus nombreuses que celles qui sont déjà acquises.

L'affirmation de tous, précise, assurée, hors de doute, sera que le domaine du connu, du certain, du prouvé, de l'établi est encore excessivement restreint, alors que sont d'une incommensurable étendue les régions à explorer, constituant le domaine de l'ignoré.

Et tous déclareront aussi qu'il n'y a pas de Vérité unique, totale, absolue, qu'en d'autres termes et pour parler net et précis, la Vérité (au singulier et avec majuscule) n'existe pas en soi et concrètement, qu'elle n'existe que comme terme abstrait tendant à grouper ce qui est Vrai, à le distinguer de ce qui n'est pas vrai, à l'opposer à ce qui est faux, inexact, erroné, bref, à exprimer, par un mot qui totalise et condense, la somme des vérités progressivement connues et démontrées (voir *Trinité : le Vrai, le Juste, le Beau*).

Composé de toutes les sommités de la pensée, réunissant tout ce que les siècles écoulés ont produit et tout ce que les temps présents comptent de lumières éclatantes, ce cénacle confessera modestement que, sur les origines du Monde, sur les fins auxquelles il tend, sur les formidables problèmes de causalité et de finalité, sur ce qu'on a coutume d'appeler avec justesse « les énigmes de l'Univers », on ne sait rien de positif, de certain, d'irréfragable et que, vraisemblablement, ces problèmes resteront toujours enveloppés d'une certaine obscurité et incertitude.

L'Eglise catholique, elle, n'a pas cette modestie. (Il est juste d'étendre cette critique à toutes les Eglises, puisque toutes ont cette folie de se prétendre en possession de la Vérité fondamentale et définitive et chacune s'efforce à persuader que se trompent ou mentent les Eglises rivales). L'Eglise catholique, elle, se croit, pour le moins elle se dit dépositaire et gardienne d'une Révélation à la fois si complète et si précise, qu'elle n'hésite pas à se proclamer en possession de la Vérité souveraine qui embrasse la totalité des domaines et dans chaque domaine, la totalité des problèmes qu'il soulève ; de cette Vérité qui, sachant tout, n'ignorant rien, ne connaît pas l'hésitation, est étrangère au doute et procède par voie d'assertion nette, tranchante, catégorique ; de cette Vérité qui, projetant partout ses éblouissants rayons, ne laisse dans l'ombre aucune parcelle du terrain et porte la clarté jusqu'au sein des ténébreux les plus épaisses ; de cette Vérité qui est à tel point sûre d'elle-même, qu'elle ne peut tolérer aucun démenti et que le simple doute lui est une mortelle offense passible des plus rudes châtements ; de cette Vérité qui, pour tout dire, venant de Dieu lui-même est, ainsi que lui, éternelle et immuable.

Telle est la Vérité dont l'Eglise se targue d'avoir reçu la révélation et qu'elle se dit chargée de révéler à son tour.

Et, maintenant, entrez dans cette chaumière ; prenez ce jeune garçon à la figure insignifiante et bête ; envoyez-le passer quelques années au petit séminaire ; il y apprendra les éléments de la grammaire et du calcul ; on lui enseignera la lecture et l'écriture ; on le bourrera de catéchisme, on le fardera d'histoire sainte et on le truffera d'un patois latinisant. Sortez-le de ce petit séminaire où il a fait son temps et s'est quelque peu dégrossi ; et envoyez-le au grand séminaire, après lui avoir laissé entrevoir qu'il y est appelé par une vocation irrésistible et après lui avoir fait comprendre que le métier de curé nourrit convenable-

ment son homme et ne l'accable pas de fatigue. Quand il en sortira avec la soutane et la tonsure, quand il aura suffisamment appris à lire son bréviaire, quand il se sera convenablement exercé à bredouiller à peu près distinctement quelques *oraisons*, à lever deux ou trois doigts de la main droite pour bénir ; quand il se sera décentement préparé, par une lecture attentive du « *Manuel du Confesseur* » à recevoir les vieilles et jeunes dévotes qui se présenteront à son confessionnal, enfin quand il saura dire la messe et quand il aura été ordonné prêtre, ce gamin de vingt-cinq ans enseignera, sans sourciller les *Vérités Eternelles* et, quoique d'une ignorance, en dehors des choses de la foi, à faire honte à un simple bachelier, il parlera, de haut, avec aplomb, d'un accent pénétré, exprimant la certitude absolue de la Vérité, sur les problèmes les plus ardues et les questions les plus inaccessibles à la raison humaine.

Ce serait à mourir de rire, tellement ce personnage est ridicule et grotesque, si ce n'était pas triste à en pleurer. Car s'il est lamentable de constater que plusieurs milliards — oui, plusieurs milliards — d'êtres humains, que la nature avait cependant doués de compréhension et de jugement, ont renoncé dans le passé à faire usage de ces nobles et précieuses facultés afin de ne pas s'exposer à la tentation de perdre la foi, il est plus douloureux encore d'avoir à observer que, par dizaines et, peut-être, par centaines de millions, au vingtième siècle, des êtres qui ne sont dépourvus ni d'intelligence, ni de raison, abdiquent tout recours aux lumières de celles-ci et, sans chercher à comprendre, admettent inconsidérément, lâchement, idiotement, les sornettes et élucubrations qui leur sont enseignées par l'Eglise comme Vérités évidentes et intangibles.

Que ne vient-il à la pensée de ces croyants que, si dieu existe, c'est lui qui les a créés comme il l'a voulu, que s'il les a créés et les a dotés de certaines facultés, c'est qu'il a prévu qu'ils en auraient besoin et veut qu'ils en fassent usage ; que ne pas se servir de ces facultés, c'est méconnaître le prix de ces dons de dieu, se montrer ingrat envers lui et lui faire offense ?

Si l'Eglise disait à ces gens-là de ne pas se servir de leurs mains, si le curé leur interdisait de faire usage de leurs jambes, obéiraient-ils au curé, se soumettraient-ils à l'Eglise ? Se condamneraient-ils, sorte de paralytiques volontaires, à l'immobilité de leurs bras et de leurs jambes ? Je ne le présume point. Et je me demande par quelle inconcevable stupidité ces mêmes gens se laissent convaincre — mutilés par persuasion — qu'ils doivent renoncer à l'usage de leur entendement et de leur raison.

Pauvres estropiés de cervelle ! Comme vous seriez à plaindre, si vous ne cédiez pas à une paresse ou lâcheté d'esprit criminelles, et si ce renoncement à l'usage de vos facultés intellectuelles avait au moins l'excuse d'être pur et désintéressé, au lieu de tendre à éviter l'Enfer et à gagner le Ciel ! — Sébastien FAURE.

VERTU et VICE. Ces deux notions sont étroitement liées à celle du bien et du mal et, par conséquent, dépendantes de la morale. On peut prendre une attitude négative vis-à-vis de celle-ci, nier l'existence objective du bien et du mal, et conséquemment celle de la vertu et du vice, mais si ces notions sont en elles-mêmes discutables, il est impossible d'en nier les effets sur le comportement des humains et même sur les êtres vivants fortement organisés. Partout où il y a vie et sensibilité s'impose la perception et la connaissance plus ou moins obscure du bien et du mal. Avec l'être humain doué d'une vaste mémoire et de la faculté de conserver, de transmettre et d'échanger ses impressions, apparaît un fait nouveau : la tradition. Nous

pouvons désigner sous ce nom toutes les connaissances que les hommes se transmettent d'une génération à l'autre par de multiples moyens. L'homme isolé meurt en détruisant avec lui tout le fruit de ses innombrables expériences qu'ignorera un autre homme isolé. L'homme en société conserve le savoir de ceux qui l'ont précédé et ajoute à ses connaissances antérieures son savoir propre.

La tradition est donc un fait essentiellement social, le fruit de l'expérience collective, la richesse commune d'un groupement qui dure à travers toutes les luttes qu'il soutient pour ne pas disparaître.

Il semblerait donc que cette tradition, issue de l'expérience ne puisse engendrer que des concepts favorables à la vie du groupe qui l'a créée et la conserve à travers les siècles ; et que la morale, le bien et le mal, la vertu et le vice soient un ensemble de concepts nets et précis s'appliquant à des actes avantageux ou désavantageux, pour tous les individus d'un même groupement, ou même pour tous les groupements humains.

L'observation de ces groupements nous montre, au contraire, une telle contradiction dans les mœurs qu'engendrent ces concepts, et dans l'interprétation même de ces concepts, qu'il nous paraît intéressant de rechercher quelles peuvent être les causes de ces divergences profondes, et d'essayer d'établir sur une base solide les deux concepts du vice et de la vertu.

Par le fait même que la morale, qui devrait assurer une vie avantageuse à l'individu, s'oppose très souvent à son épanouissement, quand elle ne met pas sa vie en danger, nous nous trouvons devant un problème difficile à résoudre, car il est peu aisé de comprendre pour quelles raisons l'homme s'est ingénié à se créer des causes de souffrance, et même de mort. La morale étant l'œuvre de l'homme, quelles peuvent être les causes qui l'ont amené à la créer hostile à sa vie ?

Une réponse facile est que la morale est l'œuvre des maîtres et qu'elle est faite par ceux qui commandent pour ceux qui obéissent. Mais une telle explication ne fait que reculer l'explication véritable car il fut un temps, dans la vie des hommes où les maîtres n'existaient point. Or, nous savons que la sensation du bien et du mal, inhérente aux premières ébauches de la vie consciente chez les animaux à système nerveux très développé, a précédé de longtemps l'apparition de la tradition et, conséquemment, de la morale. Si donc les vagues concepts du bien et du mal ont précédé l'apparition du maître, ils ne s'y sont point opposés. Ce n'est par conséquent point le maître qui a inventé le bien et le mal, puisque lui-même est le produit de circonstances postérieures à ces concepts. Il resterait d'ailleurs à expliquer l'apparition du maître lui-même. Ce qui est un problème aussi difficile à résoudre que celui de la morale.

L'explication de la morale nous la trouvons dans le fonctionnement cérébral de l'être humain. Nous savons que l'individu agit selon les représentations qui sont en lui. Ces représentations peuvent se classer en trois groupes : 1° celles qui correspondent à une connaissance exacte des faits ; 2° celles qui sont le produit de son imagination (interprétations erronées des choses) ; 3° celles qui sont également subjectives mais représentent l'activité propre de l'individu avec ses besoins, ses désirs, sa volonté, son activité conquérante, son sens de la vie.

S'il est possible de classer objectivement ces trois sortes de représentations, subjectivement elles font un tout qui permet difficilement, à l'esprit non averti, de les distinguer entre elles et de faire la part exacte de l'imagination et de la réalité. Pour l'homme ordinaire, cette distinction est impossible. La tradition est acceptée en bloc. Comme celle-ci est le produit de toutes les connaissances d'un groupement, elle est inévitablement un mélange de connaissances exactes, d'erreurs et

de concepts qu'élaborent l'esprit conquérant des humains formant ce groupement. Ne pouvant distinguer la réalité de la fiction, l'homme, non doué d'esprit critique, ne peut également classer les actes bons et mauvais selon une norme objective mais selon les caractéristiques de la tradition qui l'a formé et par conséquent avec cette forte part d'erreur et d'esprit conquérant que renferment toutes les traditions.

Il peut sembler extraordinaire que l'imagination humaine ait interprété désavantageusement ses propres expériences et se soit inventé des explications malfaisantes de l'univers, de même qu'il paraît surprenant que l'esprit conquérant des humains n'ait point abouti à des concepts harmonieux.

Pour l'esprit critique qui observe l'univers, cela s'explique aisément car l'univers n'est qu'un vaste chaos en instabilité perpétuelle, et l'harmonie n'est qu'une invention humaine, un ralenti de la marche des mondes fixant, pour des durées à l'échelle de l'homme, un désordre dont le rythme le dépasse prodigieusement. L'homme produit de cet univers ne peut vivre qu'à un certain rythme, précisément celui de la substance en mouvement qui l'engendre, et il appelle harmonie cet équilibre qui s'établit entre lui et le monde objectif, et que sa conscience fixe sous forme de durée, laquelle est une sorte de stabilisation subjective du mouvement contraire à la réalité des faits. La réalité c'est l'infinité des heurts de la substance dans l'infini.

Il est flagrant que tout se transforme incessamment, que rien ne dure et que toutes les formes s'annulent définitivement.

Il n'est donc pas surprenant que l'humanité ait porté jusqu'ici la marque essentielle de l'univers qui est non pas l'harmonie mais le chaos.

En fait, l'esprit conquérant de l'homme est un effet de la substance vivante qui se développe aux dépens du milieu. Comme le pouvoir conquérant de cette substance est infiniment plus étendu que les possibilités de conquête, il en résulte inévitablement une lutte entre les êtres vivants pour la réalisation de ce pouvoir. C'est la lutte pour la vie.

Une morale semblerait donc plutôt difficile dans de telles conditions mais plusieurs nécessités biologiques ont rapproché les humains les uns des autres et, parmi elles, la sexualité, l'habitude et le profit. La sexualité est à l'origine de tous les groupements ; elle rapproche les sexes, crée des affinités, développe les habitudes sociales, avantage les membres d'un même groupement. L'habitude détermine l'homme à se plaire dans la compagnie de ses semblables et engendre l'amitié. Enfin, le milieu social favorise l'individu dans sa lutte contre la nature.

L'homme est donc balancé entre l'altruisme qui le détermine à favoriser son semblable et l'égoïsme qui le détermine également à s'en insoucier, sinon à lui nuire. Ces deux déterminismes sont eux-mêmes caractérisés par les trois sortes de représentations qui meuvent les humains. Une question surgit alors. Comment se fait-il que la tradition ne crée pas une morale uniforme, avantageuse à tous ?

En fait les morales ne sont pas absolument malfaisantes. Elles sont, nous l'avons vu, un mélange de réalités, d'erreurs et de concepts conquérants. Si tous les hommes étaient déterminés de façons identiques, la morale serait uniforme ; mais, bien que la tradition tende à créer ce type uniforme et que la morale se cristallise selon la tradition, celle-ci porte en elle-même des éléments contradictoires qui en détruisent la stabilité, car les représentations imaginaires sont différentes d'un homme à un autre et en conflits permanents entre-elles et avec la réalité. Chacun oppose en effet son imagination à l'imagination des autres,

et son expérience propre et son sens de la vie à l'expérience collective et à l'intérêt collectif.

Mais de même que les idées générales se forment par répétitions d'impressions identiques, l'idée de vertu se précise lentement dans un groupement par répétition de circonstances dans lesquelles chacun aurait été avantage (ou cru être avantage) si telle chose s'était produite. Il est évident que cette chose désirable est inévitablement un triple produit des nécessités réelles, de l'interprétation erronée des faits et de l'esprit conquérant individuel et collectif du groupement. Une sorte de moyenne s'établit entre les interprétations imaginaires de chacun, créant les croyances communes de la collectivité, et les désirs, les espoirs, l'esprit conquérant des individus finissent, après bien des heurts, par se coordonner en une sorte de désir collectif de ce qui est avantageux ou désavantageux à tous. Les hommes appellent alors vertueux l'acte qui les favorise, ou les favoriserait s'il était accompli ; et vice celui qui leur nuit. Mais il est bien évident que cette morale, moitié imaginée par l'homme, moitié imposée par la nécessité des faits, ne peut être suivie et observée totalement par tous ; car, d'une part, l'esprit critique individuel tend à la modifier dans ses erreurs d'interprétation des faits ; de l'autre, chacun, tout en désirant que les autres soient vertueux, tend à satisfaire son sens de la vie, qui ne cadre jamais totalement avec le sens rigide et cristallisé de la morale collective.

Nous avons ici l'explication du conflit entre la morale et la raison individuelle, ou simplement la raison. Celle-ci recherche les rapports exacts des choses, non déformés par l'imagination ; de même qu'elle recherche tous les points communs où les humains peuvent réellement s'entraider et intensifier leur joie de vivre, alors que la morale crée le plus souvent des barrières et des hostilités entre les groupements.

Si l'esprit de groupe, issu de la horde et de la famille, a créé une certaine solidarité, il a de même créé la haine de l'étranger, le nationalisme et exacerbé l'esprit conquérant. Si les croyances ont été une forme de coordination des hommes, elles ont également divisé sauvagement ces mêmes hommes, engendré le fanatisme et d'innombrables maux.

Il ressort de cela que les idées de vertu et de vice de la morale courante n'ont absolument aucune valeur objective ; qu'elles varient d'un groupement à un autre et ne pourraient servir à l'établissement d'une morale rationnelle.

La chose est pourtant possible en écartant précisément tout ce qui est imagination, ou interprétations imaginaires des faits, et en prenant comme assises fondamentales le fonctionnement biologique des humains.

On pourra objecter, peut-être, que favoriser le fonctionnement du croyant c'est lui laisser toutes ses croyances et les moyens de les satisfaire, mais nous pouvons faire remarquer que le croyant est déjà un produit de l'imagination, interprétant les faits contrairement à la réalité, et que, si l'éducation des enfants était simplement objective, il n'y aurait pas de croyant.

Nous prenons donc le fonctionnement physiologique de l'individu comme base et nous pouvons établir ainsi cette morale sur les caractéristiques essentielles de la vie qui sont la conquête et la durée. Il y a des conquêtes avantageuses à tous les humains et des conquêtes qui leur nuisent mutuellement. Est vertueux tout acte, toute conquête qui avantage en jouissance et en durée la vie de l'individu sans nuire physiologiquement à la vie des autres, ou même leur est favorable. Est vicieux tout acte qui détruit la vie et le plaisir de vivre.

Sur ces bases élémentaires les idées de vertu et de

vice pourraient être universellement comprises et acceptées, car elles sont l'expression des seules conditions permettant réellement de vivre dans la joie et de durer. — IXIAXAC.

VIE n. f. (du latin *vita*, même sens qu'en français).

A l'article *protoplasma* nous avons parlé des conditions physico-chimiques de la vie et nous avons montré que la substance animée ne se distingue pas essentiellement de la matière inorganique. Tout ce que les métaphysiciens racontent sur ce sujet n'est que verbiage ; seuls les biologistes ont qualité pour nous renseigner sur le problème de la vie. Il faut donc que ce chapitre de la métaphysique descende des nébuleuses cimes où le maintiennent intentionnellement les philosophes spiritualistes, pour n'être qu'un résumé des observations et des recherches que nous devons aux spécialistes et aux hommes de laboratoire. La métaphysique n'est qu'une annexe des sciences expérimentales, quand elle cesse d'être une pure logomachie et de coller des étiquettes pompeuses sur nos ignorances. Comme les spiritualistes sont toujours nombreux et que leurs représentants, un Bergson et un Brunschvicg par exemple, disposent souverainement du haut enseignement philosophique en France, il est utile néanmoins de rappeler les doctrines de ceux qui déclarent la vie irréductible aux réalités du monde physique.

Loin de séparer nettement la substance vivante de la matière brute, les premiers penseurs grecs expliquaient les phénomènes physiques aussi bien que biologiques par un ou plusieurs éléments animés. Par la suite, on opposa l'activité de l'esprit à la passivité de la matière ; néanmoins jamais, chez les anciens, cette dernière ne fut conçue comme absolument inerte. Aristote lui-même affirmait qu'en un sens « tout est plein d'âme ». C'est assez tardivement que l'on considéra la vie comme une réalité *sui generis*, distincte de la matière inorganique. Mieux inspiré que lorsqu'il s'agit de l'âme, Descartes s'est élevé contre cette théorie ; sa doctrine des animaux machines est sans doute trop simpliste, elle eut du moins le mérite de préparer la voie aux conceptions physico-chimiques modernes. Quant à Leibniz, s'il n'oppose pas les corps inertes aux corps vivants, c'est qu'à ses yeux la matière elle-même reste de l'esprit, mais de l'esprit fruste et à l'état d'extrême dispersion. La vie correspondrait aux degrés intermédiaires qui séparent la matière brute de la monade douée de perceptions et d'appétitions claires.

L'animisme, qui compte parmi ses défenseurs saint Thomas, l'allemand Stahl et de nombreux spiritualistes contemporains, admet que l'âme est le principe de la vie comme de la pensée. C'est elle, assure Stahl, qui commande les mouvements et les sécrétions, qui fait digérer l'estomac, battre le cœur, monter le lait aux mamelles à la fin de la gestation ; c'est elle qui préside aux phénomènes de l'assimilation et qui résiste aux influences nuisibles, quand l'organisme est malade. — Barthéz et l'école dite de Montpellier soutiennent au contraire qu'à côté de l'âme, cause profonde de la vie psychologique, il y a place pour un principe vital, d'essence immatérielle, mais inconscient, qui dirige toutes les fonctions corporelles. — Broussais, Pinel, Richat et les autres défenseurs de l'organisme font dériver la vie de propriétés particulières, les forces vitales, qui se greffent sur les énergies physico-chimiques, mais s'opposent à elles constamment. « La vie, disait Richat, est l'ensemble des forces qui résistent à la mort ». Cette dernière conception fait déjà une part au mécanisme ; beaucoup de savants et de philosophes finalistes lui ont fait des concessions encore plus grandes.

Chez les biologistes allemands Reinke et Driesch, les entités métaphysiques font une réapparition à peine voilée, sous les noms de *dominantes* et d'*entéléchies*. Le naturaliste F. Houssey veut que l'on épuise tout

son effort « dans la découverte de l'efficacité », avant de recourir à la finalité. C'est pour compléter et justifier le déterminisme, non pour le détruire, que le philosophe Lachelier veut lui surajouter une finalité interne. Comme Kant, Hamelin situe la finalité hors de l'ordre temporel ; elle est une essence, un concept « qui est pur objet sans savoir encore se poser comme tel ». Gohlott a le mérite de bannir toute interprétation métaphysique et de ne voir dans la finalité qu'une causalité orientée vers certains avantages. Chez l'homme c'est la causalité de l'idée ou du désir, chez l'être dépourvu d'intelligence c'est la causalité du besoin.

Avec Bergson, nous revenons aux vieilles duperies néo-vitalistes et même néo-animistes, puisque ce romancier de l'invisible identifie le principe de la vie au principe de la pensée. « Tout se passe, écrit-il, comme si un large courant de conscience avait pénétré dans la matière, chargé, comme toute conscience, d'une multiplicité énorme de virtualités qui s'entrepenétraient. Il a entraîné la matière à l'organisation, mais son mouvement en a été à la fois infiniment ralenti et infiniment divisé. D'une part, en effet, la conscience a dû s'assoupir, comme la chrysalide dans l'enveloppe où elle se prépare des ailes, et, d'autre part, les tendances multiples qu'elle renfermait se sont réparties entre des séries divergentes d'organismes, qui d'ailleurs extériorisaient ces tendances en mouvement plutôt qu'ils ne les intériorisaient en représentations. Au cours de cette évolution, tandis que les uns s'endormaient de plus en plus profondément, les autres se réveillaient de plus en plus complètement, et la torpeur des uns servait l'activité des autres. Mais le réveil pouvait se faire de deux manières différentes. La vie, c'est-à-dire la conscience lancée à travers la matière, fixait son attention sur son propre mouvement ou sur la matière qu'elle traversait. Elle s'orientait ainsi soit dans le sens de l'intuition, soit dans celui de l'intelligence ». On peut difficilement trouver une page dont la grandiloquence soit plus creuse ! Bergson prétend dépasser à la fois le mécanisme et le finalisme ; en réalité, il se borne à donner au problème de la vie une solution purement verbale. L'élan vital (c'est dans l'invention de cette mystérieuse et poétique expression que réside sa principale originalité) suffit, croit-il, à tout expliquer ; il réalise une abstraction et s'imaginer avoir fait une découverte générale.

Pour n'avoir pas à répondre aux innombrables objections que soulève sa théorie, notre philosophe déclare que l'intelligence humaine est « caractérisée par une incompréhension naturelle de la vie ». D'ailleurs la matière n'est qu'un « geste créateur qui se défait », en un sens donc quelque chose de négatif. « La vie est un mouvement, la matérialité est le mouvement inverse ». Merveilleuse jonglerie des mots qui permet à Bergson d'avoir un air profond, tout en parlant pour ne rien dire. Alors qu'il est esclave du plus grossier anthropomorphisme, qu'il ne peut déchirer le voile d'illusions subjectives qui lui cache le réel, notre phraseur s'imaginer atteindre l'absolu. Il a su décrire dans un langage subtil des états d'âme fort difficiles à saisir, c'est un mérite du point de vue littéraire et psychologique, ce n'est pas suffisant pour qu'on prene au sérieux ses fantaisies métaphysiques.

Seule, l'interprétation physico-chimique de la vie nous fait pénétrer dans le secret du monde organique ; seules les théories mécanistes se sont révélées fécondes du point de vue pratique. Certes notre ignorance est encore profonde concernant maints phénomènes biologiques de première importance, mais les plus beaux espoirs nous sont permis, si nous sommes persévérants. Par contre, ni le verbiage animiste ou vitaliste, ni celui de Bergson n'ont abouti à des découvertes notables.

— L. BARNÉDETTE.

VIOLENCE. C'est la qualité de ce qui est impétueux, emporté, irascible, quand il s'agit du caractère d'une personne ; c'est l'état de ce qui est d'une intensité anormale, lorsqu'il s'agit d'une chose. On dit également : « la violence de la tempête » ; « la violence des passions ».

Faire violence à quelqu'un, c'est le contraindre par la menace, ou par des mauvais traitements, soit à se soumettre à nos exigences, soit à se livrer à des actes en désaccord avec sa conscience, ou ses désirs personnels. Dans le langage sociologique, la violence c'est, par opposition à l'action légale, et au prosélytisme pacifique, le recours à la force contre le droit commun, quel qu'en soit le motif. On dira, par exemple : « La crainte d'une révolution sociale prochaine a suscité la violence fasciste ».

Nous voyons par là que violence et autorité sont des mots apparentés par leur signification. La seule différence est en ceci : que la violence est toujours belliqueuse, brutale dans ses moyens, et qu'elle a pour objectif d'imposer sa loi, dans tous les cas, tandis que l'autorité peut être purement morale, et s'exercer sans contrainte sur les esprits, par le prestige du savoir ou l'évidence de la démonstration. On dira, par exemple : « Le nom de ce grand chirurgien fait autorité, et suffit à dissiper la méfiance ». Cependant ce n'est guère que dans le domaine intellectuel et celui de la moralité, que l'autorité s'exerce de cette manière. Au sein de la mêlée sociale il en va tout autrement, et l'autorité, quand elle exige de milliers, et même de millions de citoyens, l'obéissance, est appelée inévitablement à user de sanctions diverses contre les récalcitrants, donc à s'appuyer, en dernier ressort, sur la violence. Il est, en conséquence, loisible de prétendre que l'autorité, dans le sens législatif du mot, représente la consécration de la violence triomphante, chaque fois que celle-ci, parvenue à ses fins, se pare de prétentions à la légitimité. On lit souvent, dans les textes, des phrases de ce genre : « La violence des factieux s'oppose à l'autorité du Pouvoir constitué ». Mais c'est des deux côtés qu'il y a violence, et celle qui s'exerce au nom de l'État n'est pas forcément celle qui offre les garanties les meilleures.

Si un amant jaloux frappe une jeune fille, pour l'obliger à se donner à lui, ceci est qualifié de violence criminelle, parce que cet abus de pouvoir est illégal. Cependant si le père de la jeune fille la fait emprisonner jusqu'à sa majorité dans une maison de correction, pour avoir voulu suivre celui qu'elle aime, il est dit que cet acte est légitime, parce qu'il relève de l'autorité paternelle, et se trouve en conformité des dispositions légales en vigueur. A la vérité, il y a eu, dans les deux circonstances, contrainte par la force, et ce n'est pas le caractère licite de l'un, ou illicite de l'autre, qui est de nature à conférer à l'un quelconque de ces deux méfaits une apparence de justification.

Dans leur haine de l'organisation sociale actuelle, beaucoup de révolutionnaires ont été amenés, non à une interprétation rationaliste des faits sociaux, mais à un ensemble de conceptions paradoxales anti-bourgeoises, comme s'il n'y avait qu'à penser et agir exactement à l'opposé des classes dirigeantes pour approcher, en toutes choses, de la formule exacte. D'où, une tendance marquée à ne voir des abominations que dans la violence codifiée des institutions officielles, et à ne découvrir jamais ce que comporte d'aussi odieux et tyrannique la violence hors-la-loi, celle d'en bas, comme si les humains des classes exploitées, et ceux des tribus sauvages n'étaient, et ne pouvaient être capables que de belles actions et de nobles sentiments. C'est une illusion dangereuse. Chez les primitifs enfants de la nature qui ne possèdent aucun écrit législatif, chez les illégaux qui vivent en marge de la société, chez nombre de travailleurs, il est des coutumes qui ont force de

loi, et dont l'injustice et la barbarie, voire les pénalités atroces, ne le cèdent en rien aux dispositions de l'ordre capitaliste. Je sais telles régions où, de douter publiquement des miracles et de combattre les cultes religieux, expose le conférencier à être massacré ou jeté à l'eau, non par la police ou les prêtres, mais par les indigènes ou les paysans. Des noirs, sans contact avec la civilisation, doivent leurs prisonniers ou les réduisent en esclavage. Il est encore des campagnes où l'on jugerait fort mal les parents qui ne mettraient point à la porte leur fille non mariée quand elle est sur le point d'être mère.

Le gros de la population laborieuse n'est pas l'esclave mais le meilleur soutien des dictatures qui l'oppriment. Si la plupart des époux, dits légitimes, considèrent leur femme comme un bien mobilier, le souteneur, en son âme et conscience, condamne à mort le faux ami qui lui a ravi sa marmite. Et là où le juge se serait peut-être contenté de gratifier de quelques années de prison un homme de couleur trop galant, le bon peuple puritain des Etats-Unis, estimant la ration trop faible, arrose le coupable d'essence, afin de se procurer le régal de le voir brûler vif. Enfin, comme la guerre tout court, les guerres civiles comportent des cruautés inutiles, du pillage et des excès de tout genre.

C'est l'évidence même que la violence criminelle s'épanouit dans les milieux les plus variés et pas seulement chez les minorités au pouvoir. Les moyens dont celles-ci disposent lui permettent plus de publicité et d'extension. Telle est la principale différence. Il importe peu, par ailleurs, que la violence criminelle opère sous le couvert de textes imprimés, ou réponde simplement à de vieilles superstitions installées dans les mœurs. Pour le non-conformiste, qu'il soit délinquant, réfractaire, ou hérétique, le lynchage par la foule furieuse, sur simple dénonciation, ne représentera jamais aucun avantage sur la sentence du tribunal que seconde le bourreau. Et les brimades et souffrances qu'inflige aux êtres d'exception l'opinion publique moyenne, sont à la hauteur des législations scélérates.

Voici pourquoi, en raison de la quasi universalité des pratiques de violence millénaires entre les humains, il apparaît comme utopique que ces mœurs puissent disparaître soudain de la surface terrestre, par le seul fait de l'anéantissement d'une partie de la société, ni meilleure ni pire que les autres, quant au fond, composée seulement d'individus qui furent mieux armés pour le combat ou plus chanceux.

Ces pratiques de violence ne sont pas la conséquence de l'adhésion universelle à une formule abstraite, qui serait le principe dit d'autorité. Celui-ci n'est pas la cause première et unique des conflits sociaux, mais la consécration philosophique, et l'essai de justification, d'un état de fait qui lui est antérieur, dont l'origine se rattache à la lutte pour la vie, telle qu'on la constate dans les règnes animal et végétal, depuis les premiers âges du monde. En effet, l'espèce humaine, ayant vaincu toutes les autres, et n'étant plus dominée par aucune, s'est multipliée de façon prodigieuse, dans des conditions qui, à toute époque, ont été hors de proportion avec l'augmentation de ses ressources en moyens de subsistance. D'où des compétitions sanglantes pour la possession du sol nourricier ; la division des humains en groupes ethniques concurrents ; et des mesures de défense contre les pillards, pour la conservation des biens acquis. D'où, encore, la part du lion prélevée dans le partage de la récolte, ou du butin, par les plus aptes, en raison des services rendus à la collectivité, par leur force physique, ou leur intelligence exceptionnelle. D'où, enfin, la soumission de la femme, en échange de l'entretien assuré, pour elle et ses enfants ; puis, l'exigence de la fidélité, afin que le patrimoine soit réservé, tout entier, à la progéniture conçue des œuvres du chef de famille, et non éparpillé sur des fils d'étrangers. A ces

motifs de compétition — comme il en existe dans les espèces animales, pour la conquête de la femelle ou le rapt des meilleurs morceaux — des motifs d'un ordre différent sont venus s'ajouter : l'ambition, la recherche du moindre effort, la soif du luxe, le goût du commandement. Et ces besoins superflus, devenus souvent plus nécessaires que le nécessaire lui-même, ont occasionné autant, sinon plus, de meurtrières hostilités que la simple bataille pour le pain quotidien. Ajoutons à ces considérations, l'impulsivité bestiale, la crédulité déconcertante, de populations énormes, qui n'ont pas été éloignées de la nature, mais sont, au contraire, par leur ignorance et leur insuffisante éducation, demeurées beaucoup trop près de la nature — celle de la jungle, où le combat pour la sélection est la règle permanente —, et nous aurons l'explication de la persistance séculaire, jusque dans notre époque de progrès scientifique à outrance, d'un état de choses qui, envisagé seulement du point de vue de la morale pure, ne serait guère explicable que par des crises d'aliénation mentale, héréditaire et collective.

Si l'autorité est amenée presque inévitablement à s'appuyer sur la violence, celle-ci, en revanche, aboutit presque inmanquablement à l'autorité, c'est-à-dire à l'essai de légitimation philosophique et à la codification des buts qu'elle se propose et des moyens dont elle se sert. En effet, pourquoi ferait-on violence à quelqu'un, si ce n'était pour défendre, aux dépens des siens, nos intérêts, lui imposer le respect de notre règle morale, ou de nos préférences intellectuelles, ou encore lui infliger, pour sa conduite, jugée par nous détestable et dangereuse, un châtimement exemplaire ? Or, pour nous faire des alliés et mériter l'approbation d'autrui, voire, si nous ne sommes pas dépourvus de scrupules, pour nous mettre d'accord avec notre propre conscience, nous sommes portés, en pareil cas, à présenter nos actes comme en fonction d'une norme juridique d'importance universelle. Nous voici donc en possession d'un code que nous estimons devoir être adopté par tous les hommes. Mais, comme son application ne va ordinairement pas sans résistance de la part de ceux dont elle menace la sécurité, ou compromet les satisfactions, il y a lutte. Bonne ou mauvaise, la loi du plus fort s'impose au vaincu. Et il ne peut en être autrement, car si le vainqueur poussait la générosité jusqu'à donner à son adversaire la possibilité de reprendre l'avantage, les rôles ne tarderaient pas à être intervertis.

Que des fanatiques apportent avec régularité le trouble dans des réunions de discussion libre, et l'on se trouvera en présence d'un dilemme : ou renoncer à ces réunions, ou organiser, pour chacune d'elles, une police de la salle, en conformité d'un règlement établi par les animateurs du groupe, et qui aura pour sanctions : d'abord le rappel à l'ordre, ensuite l'expulsion, par la force. C'est un véritable décret. Que de faux camarades se présentent chez des militants révolutionnaires pour solliciter d'eux des subsides, en abusant de leur confiance, et l'on se trouvera en présence d'un autre dilemme : ou se laisser dépouiller jusqu'au dernier centime, par des aigrefins de plus en plus nombreux ; ou, comme cela se fait d'habitude, les dénoncer dans la presse, leur infliger, à la première incartade, « une bonne correction ». Voici qui rappelle singulièrement les sentences des tribunaux, au temps où les châtimements corporels faisaient encore partie de l'arsenal des lois. Qu'une insurrection se produise demain dans notre pays, et fasse bon marché des hommes au pouvoir, mais sans réussir à faire disparaître de l'âme des foules ces vieilles empreintes : le goût de la concurrence et de la propriété, la foi religieuse ; et il faudra : soit céder devant le capitalisme et l'Eglise, aux racines encore très puissantes, soit prendre contre eux toutes mesures utiles de surveillance et de coercition, jusqu'à parachèvement de l'œuvre diffi-

cile que la bataille des rues a seulement permis d'ébaucher. Déjà il est permis d'entrevoir les prochaines assemblées nationales et de futurs commissariats du peuple... Cependant ce serait une grave erreur que de vouloir assimiler, sous prétexte qu'elles recourent à des procédés analogues, la violence-autorité au service des antiques esclavages — le salariat, l'ignorance, les superstitions — et la violence-autorité qui a pour objet leur extinction, au profit de l'aisance généralisée, du rationalisme scientifique et, sinon de « la liberté sans rivage » — qui aboutit, en fait, à la licence et à la tyrannie réciproque — du moins au maximum de liberté individuelle compatible avec la vie en société. De même que les soldats de l'armée de Versailles, les combattants de la Commune avaient des canons. Mais il serait injuste de ne pas rappeler que, si les uns défendaient la plus noble des causes, les autres soutenaient des privilèges de scélérats. La morale est dans le but poursuivi, plus que dans le choix des moyens pour y parvenir.

L'instauration d'un ordre social communiste-anarchiste durable, comportant l'absence d'autorité, sous quelque forme que ce soit, suppose préalablement résolu le problème de la violence entre les hommes, puisque la violence engendre la lutte, qui aboutit inévitablement à l'autorité. Mais pour que disparaissent sans retour les coutumes de violence, il est indispensable qu'aient disparu, tout d'abord, les motifs, non seulement intellectuels et moraux, mais encore économiques, qui arment les uns contre les autres les humains, notamment l'insuffisance permanente — aggravée par une organisation sociale défectueuse — des ressources alimentaires, par rapport à l'énorme accroissement de la population terrestre. Cet absolu dans l'harmonie sociale, que représente l'idéal communiste-anarchiste, n'apparaît donc pas comme susceptible d'être le résultat direct et immédiat d'une catastrophe, mettant aux prises les éléments les plus divers, mais comme l'aboutissement final d'une longue évolution éducative, occasionnellement activée par des coups de force, dont les moyens d'action, comme l'objectif transitoire, ne peuvent être, en fait, qu'autoritaires.

Si, par scrupule moral, on ne veut user d'autorité sous aucune forme, sous aucun prétexte ; si, plutôt que de consentir à l'exercer, on accepterait d'en subir, de la part d'autrui, tous les inconvénients, il n'est qu'à se conformer à la doctrine de la non-résistance au mal par la violence, telle que la pratiquent les Doukhobors du Canada, ces communistes chrétiens, émigrés de Russie en Colombie Britannique, au début du XX^e siècle. Ils y occupent, au nombre de quinze mille, de vastes domaines ; ils ne recourent à d'autre moyen de propagande que le bon exemple de leur existence saine, de leurs coutumes fraternelles, et se laisseraient massacrer plutôt que de se servir d'une arme contre quiconque.

En effet, qu'il s'agisse de l'acte d'un seul individu, à la fois plaignant, exécuteur et juge, ou bien d'un appareil judiciaire compliqué ; que les procédés de contrainte soient le poing fermé ou la prison, le pistolet automatique ou la guillotine, c'est toujours, en définitive, sous des aspects divers, la loi et l'autorité que nous avons en perspective, quoique avec des motifs plus ou moins moraux, des sanctions plus ou moins humanisées. Et c'est pourquoi, dès l'instant que l'on admet le recours à la violence spontanée, révolutionnaire, pour la défense légitime des intérêts prolétariens, il apparaît comme une inconséquence que l'on se refuse à l'utiliser pour le même objet, dès qu'elle prend un caractère administratif et de délégation, même sous le contrôle direct et permanent des masses populaires.

Ma conclusion sera la suivante : la non-résistance au mal par la violence est une doctrine mystique, charitable, qui ne se justifie que par la foi en une divine providence, et l'espérance en la vie éternelle. Elle aboutit, par voie de conséquence logique, non seulement à

cette formule : « Plutôt l'invasion que la guerre », mais encore à cette autre formule : « Plutôt le servage que l'insurrection ». Pour l'incroyant, matérialiste ou agnostique, la violence est le résultat des compétitions entre les êtres, en raison directe de l'importance morale, intellectuelle ou vitale de celles-ci. Donc, sans faire de la violence l'objet d'un culte, et tout en la réduisant au minimum, il y a lieu de l'accepter, sous quelque forme que ce soit, en tant que condition de défense indispensable, chaque fois que la lutte comporte inéluctablement d'y recourir car, une fois le combat engagé, celui qui cesse de s'imposer par la violence à ses adversaires, doit s'attendre à ce qu'ils s'imposent à lui.

Toute violence exercée au nom d'un principe comporte une forme d'autorité. Mais il y a lieu de distinguer entre, d'une part, l'autorité défensive, qui garantit l'exercice des droits individuels contre la licence d'autrui ; et, d'autre part, l'autorité tyrannique, qui soumet des populations entières à l'arbitraire de quelques uns, ou ne laisse à l'individu aucun recours contre l'étouffement de l'ensemble. Ces deux formes d'autorité, totalement à l'opposé l'une de l'autre, par leurs objectifs, ne sont pas l'une à l'autre assimilables et ne devraient jamais être confondues. Mais il y a lieu de considérer que, tant que subsistera l'autorité tyrannique, c'est-à-dire tant qu'il n'y aura pas adhésion, quasi universelle du genre humain, à une formule sociale unique et rationnelle, dans un cadre économique approprié, l'autorité de la violence défensive conservera sa raison d'être et son utilité.

Contre l'autorité tyrannique, capitaliste, religieuse ou grégaire, il est deux attitudes également fondées, selon le point de vue auquel on se place, le tempérament et la situation sociale de ceux qui consentent à leur prêter attention : l'individualisme anarchiste, à la condition qu'il conserve intact son caractère de réaction individuelle idéaliste contre l'ensemble, et ne s'égare point, à l'instar de Benjamin Tucker, en des visées d'adaptation collective, sur des données obscures autant qu'impraticables ; le socialisme libertaire, à la condition qu'épurant la généreuse doctrine communiste-anarchiste-révolutionnaire de Pierre Kropotkine, de ce qu'elle comporte d'erroné dans sa base, et d'utopique dans ses espérances d'une catastrophe, intégralement purificatrice dans l'ordre social, il soit substitué, à l'action conforme à des principes de philosophie abstraite, la lutte journalière pour des résultats positifs, dans le sens du maximum de bien-être et de liberté pour tous, compatible avec chaque circonstance. — JEAN MARESTAN.

VIOLENCE. Ce n'est pas tout le problème de la violence que nous entendons traiter ici, mais celui de la violence meurtrière.

Le principe du respect de la vie humaine, le devoir de ne pas tuer, comporte-t-il des exceptions ?

Le meurtre collectif organisé est-il moins condamnable que le meurtre individuel ? L'assassinat peut-il être un droit moral ou un devoir social ?

L'horreur de l'effusion du sang humain peut-elle être une faiblesse ?

Le massacre peut-il être, devant certaines contingences historiques, une condition nécessaire du progrès humain ?

Cette question grave, angoissante, mérite que les rédacteurs de cette encyclopédie y consacrent quelques méditations approfondies.

La solution que nous proposons, si incomplète soit-elle, pourra servir de base à leurs réflexions.

Nous croyons, contrairement à Tolstoï et aux partisans de la non-résistance au mal, que l'emploi de la force meurtrière se justifie en cas de véritable légitime défense. Mais nous pensons qu'en dehors des cas extrêmes ou l'usage d'armes est le seul moyen de protection

de la vie humaine contre ceux qui y attentent, tout meurtre doit s'appeler assassinat et tout assassinat individuel ou collectif, est un crime.

Ce principe nous fait condamner toute guerre de peuple à peuple, même défensive.

La défense nationale par la guerre a pour résultat, non de sauvegarder les existences les plus précieuses, mais, au contraire, d'accroître le nombre des victimes innocentes. La guerre multiplie les injustices et ne saurait s'identifier avec la défense du droit.

En ce qui concerne la guerre civile, le problème est, certes, plus complexe.

La formule de Russell : « Pas un seul des maux qu'on entend empêcher par la guerre n'est un mal aussi grand que la guerre elle-même », ne saurait s'appliquer, dans tous les cas, à la guerre civile.

Mais pourtant, il nous semble que pour être conséquent avec lui-même, un pacifiste complet doit répudier le meurtre organisé, même comme moyen de solution des conflits sociaux.

Il ne s'agit nullement, ici, de considérer comme satisfaisantes, pour abolir ou diminuer le mal social, les armes purement spirituelles : propagande, persuasion, force de l'exemple, puissance de l'amour. La contrainte est nécessaire, mais ceux pour qui la vie humaine est sacrée, doivent employer les méthodes de contrainte non-violentes, ou tout au moins non sanglantes.

Nous savons que l'affranchissement des travailleurs ne peut être réalisé que par leur effort autonome, et que, seule, l'action de classe, la solidarité de classe, permettra de réaliser une société sans classes. Mais il y a, comme nous le fait remarquer Rappoport dans son ouvrage sur la Révolution Sociale, une loi historique de violence décroissante et de conscience croissante, selon laquelle, plus le prolétariat développe sa cohésion et sa vraie force, moins il a besoin d'user de la violence sanglante.

La grève ouvrière, par exemple (partielle ou générale) est, dans son essence, sinon dans ses conséquences, un mode pacifique de lutte.

Il nous semble que le révolutionnaire pacifique, qu'il ait comme idéal une société anarchiste ou une démocratie sociale complète, ne devra repousser aucun des moyens, légaux ou illégaux, pouvant contribuer à éviter ou à réduire la violence meurtrière : action politique, action syndicale, perfectionnement des institutions démocratiques, grève, résistance dite passive, désobéissance civile, non coopération, toutes ces armes peuvent être utilisées. Il faut avoir la volonté de donner leur plein rendement aux formes non sanglantes, non meurtrières de lutte et de coercition. C'est seulement à cette condition que la résistance par la force à la violence non provoquée peut avoir un caractère strictement défensif.

Une étude impartiale de l'histoire nous montre que les progrès durables sont entravés et non hâtés par la violence meurtrière. Le régime terroriste de 93, loin de servir l'idée révolutionnaire, n'a fait que compromettre la cause des droits de l'Homme.

Cet exemple atteste qu'un gouvernement, un régime même, n'a pas le droit de se maintenir à tout prix.

Aucune considération de soi-disant intérêt public ne saurait donner à quelques dirigeants un droit de vie et de mort sur les dirigés.

Nous entendons condamner ici, non seulement la peine de mort, surtout pour motif politique, mais encore tout usage d'armes par la force publique, qui ne soit pas directement nécessitée par la protection même de la vie humaine.

Certes, en ce qui concerne l'idée de dictature républicaine ou prolétarienne, une distinction est à faire : un ensemble de mesures dictatoriales contre la résistance des privilégiés, une période de vacances de la légalité ne saurait être confondues avec la terreur. Ce peut

même être un moyen indispensable pour arrêter ou prévenir des troubles sanglants.

Répétons donc que nous ne prêchons ni au peuple, ni aux nations, ni même aux gouvernements, la faiblesse. Mais nous voulons la force sans le meurtre.

Ni réformisme, ni modérantisme, ni légalisme, ni tolstoïsme, ne sont impliqués dans l'attitude anti-violente.

Mais nous affirmons notre culte de la vie humaine, nous proclamons sans réserve le droit à la vie, et nous nions le droit au meurtre.

Tuer pour ne pas se laisser tuer peut être une nécessité, si l'on ne dispose d'aucun autre moyen de défense. Mais détruire en masse des vies humaines pour protéger l'indépendance d'un pays, pour maintenir un gouvernement au pouvoir, ou pour le renverser et imposer par la force la domination d'une minorité, ou pour mettre fin à une protestation populaire, cela n'est pas le prolongement de la défense légitime ; c'est la violation du devoir primordial de respect de la vie. Le devoir s'impose autant aux détenteurs du pouvoir, aux juges, aux agents de la force publique et aux chefs des mouvements d'opposition, qu'aux simples mortels. Ce devoir limite, à la fois, les droits de tout gouvernement établi et le droit de résistance à l'oppression.

Si on se place au point de vue vraiment chrétien, c'est-à-dire conforme à la morale de l'Évangile, on condamnera tout acte contraire à l'amour du prochain. Au point de vue individualiste, on répudiera l'immolation des individus à des fins collectives quelconques.

Au point de vue utilitaire, on constatera les résultats presque toujours décevants, presque toujours nuisibles à l'intérêt commun, de la violence meurtrière. La vraie conscience de classe nous amènera à éviter de faire verser le sang prolétarien.

Le libre-penseur rationalisera, dénoncera l'absurde thèse catholique du libre-arbitre ; si diverses que puissent être ses vues sur le problème du déterminisme et de la liberté morale, il tiendra compte des influences physiques héréditaires et sociales qui conditionnent les actes de chacun et sera affranchi de toute haine et de tout désir de vengeance.

Aucun principe moral n'a une importance plus primordiale, une valeur rationnelle plus effective, un caractère plus universel que le principe : « Tu ne tueras pas ».

Et, sur le plan social, moins la route est bordée de tombeaux, plus vite elle conduit au bonheur commun et à la justice. — René VALFORT.

VIOLENCE (RÉFLEXIONS SUR LA). Georges Sorel est l'auteur d'un livre qui porte ce titre : « Réflexions sur la Violence ». La parution de ce livre fit un bruit considérable. Dans les milieux qui s'intéressent à la thèse de la violence révolutionnaire ou de la non-violence, l'œuvre de Georges Sorel provoqua une vive curiosité et suscita d'ardentes controverses. La *Revue Anarchiste* de novembre 1922 a publié, sous la signature de notre excellent collaborateur, le Docteur F. Eloso, une remarquable critique de la thèse développée par Georges Sorel considéré comme l'apologiste et le théoricien de la violence révolutionnaire.

Nous reproduisons ici cette critique et nous la faisons suivre de la réponse que lui fit Sébastien Faure, dans le même numéro de la *Revue Anarchiste*. Le lecteur connaîtra, de la sorte, les deux aspects de la question.

Voici d'abord l'article de F. Eloso, intitulé : « Georges Sorel et la violence ».

Si, d'habitude, les morts vont vite, Georges Sorel fait exception à la règle générale ; et les fascistes italiens attestent la survivance de ses enseignements, dont ils se réclament pour la justification de leur activité brutale et meurtrière. Il n'est donc pas trop tard pour expo-

ser et tenter de réfuter, ce que J.-R. Bloch appelait déjà, dans le numéro de janvier 1913 de « L'Effort Libre », les « bienfaits sophismes de Sorel ».

La guerre de 1914, génératrice de crimes monstrueux, a peut-être modifié l'opinion de cet universitaire et publiciste d'avant-garde sur la « bienfaisance » des paradoxes en question. Elle ne change certainement rien aux sophismes eux-mêmes, dont l'erreur reste entière avant comme après la bataille. D'ailleurs, le sophisme n'est-il pas, par définition, l'erreur ? et la « bienfaisance d'une erreur », dans le domaine de l'esprit, n'est-elle pas une absurdité logique ?

De l'avis général, les « Réflexions sur la violence » constituent l'œuvre la plus typique de l'ex-ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, celle qui lui valut les colères aveugles de la bourgeoisie, le mépris des socialistes parlementaires, l'admiration des syndicalistes-révolutionnaires, la sympathie des libertaires. Certes, il faut rendre hommage à l'immense érudition et au beau courage intellectuel de l'ancien fonctionnaire d'Etat. Mais ces deux éléments ne suffisent pas pour établir la suprématie d'une pensée. La prédominance d'une thèse réside en la fermeté de ses conceptions, la logique de ses raisonnements, l'unité et l'harmonie de ses déductions, l'exactitude de ses conclusions.

Par une singulière ironie du sort, la force manque dans les études sorelliennes sur la violence. Ce défaut de vigueur n'avait pas échappé à l'auteur qui l'avoue avec une modestie peu commune : « C'est pourquoi j'aime assez à prendre pour sujet la discussion d'un livre écrit par un bon auteur ; je m'oriente alors plus facilement que dans le cas où je suis abandonné à mes seules forces ». (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, page 8.) L'absence de fil conducteur n'est pas due à un vice de méthode, comme se l'imaginait Sorel, à un détachement dédaigneux des « règles de l'art » ; elle tient à l'impuissance créatrice d'un cerveau de critique et non de constructeur. Beaucoup de ses lecteurs s'y trompèrent et prirent un bon ouvrier pour un génial architecte.

La débilité congénitale et le pénible développement des théories sorelliennes naquirent de l'union contre nature d'une observation juste et d'un postulat faux. Après Marx, et avec le matérialisme historique, l'écrivain du « Mouvement Socialiste » suit le cours multi-séculaire de l'humanité, y constate le triomphe perpétuel de la violence. Les institutions politiques les plus variées : absolutisme monarchique, aristocratie, oligarchie, démocratie grecque, tribunat plébéen romain, républiques modernes, en résumé toutes les formes de l'Etat ont été successivement établies, maintenues, attaquées, détruites, restaurées au moyen de la force ou de sa fille hypocrite et dégénérée, la ruse. Nul ne contredira cette assertion, l'évidence même. — Donc, une nouvelle transformation de la société ne s'effectuera que par la violence.

Cette conséquence est erronée. Car Sorel ne voit pas dans une révolution éventuelle une simple modification de surface, une mutation dans le personnel gouvernemental, mais une refonte complète, une rénovation totale des rapports sociaux. Il découvre dans l'émergence d'un prolétariat solide, constitué en une classe bien distincte « un des phénomènes sociaux les plus singuliers que l'histoire mentionne. (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, page 5.) En saine logique, un « phénomène singulier » exigeait une attention spéciale, nécessitait une critique neuve, requérait des conclusions originales. Le marxisme s'en montra incapable, et le néo-marxisme sorellien aussi.

Sorel ne doutait pas de la « mission historique » du

monde ouvrier, c'est-à-dire de son accession à la souveraineté, à la direction de la vie collective. Il y marquait un processus fatal, l'accomplissement d'une fonction organique conditionnée par l'épanouissement du capitalisme. Parvenu à son apogée, celui-ci réalisait ses fins et cédait la place au salariat jusque-là maîtrisé et asservi. Par ses splendides progrès économiques, la bourgeoisie préparait à son insu le lit somptueux de son héritier présomptif : le prolétariat.

Malgré ce caractère de nécessité, en dépit du pessimisme, négateur de l'action apostolique et de l'utopie paradisiaque, il demeurait évident que le capitalisme ne se résignerait pas à mourir en beauté sans y être un peu aidé. La main de fer du destin devait être dirigée dans son étreinte par un idéalisme issu de forces intellectuelles indiscutablement efficaces. Cette circonstance de l'intervention indispensable de la pensée s'impose, à leur corps défendant, aux purs matérialistes en histoire.

La démocratie républicaine ne procédait pas de cette volonté destructrice. Arme forgée par la bourgeoisie pour sa défense suprême et dissimulée sous le manteau de la paix sociale, elle paraît à Sorel aussi nuisible à l'inventeur qu'à l'adversaire ; elle dévitalise l'un et le rend inférieur à sa tâche ; affaiblit l'action de l'autre et la fait hésitante ; retarde la lutte finale sans utilité pour personne. D'ailleurs la grossièreté du mensonge nuit à son efficacité : les esprits les moins avertis comprennent la cautele d'une prétendue collaboration entre le patron omnipotent et l'ouvrier éliminé de la gestion financière, administrative et technique.

A son tour, le socialisme parlementaire subit, de la part de Sorel, une critique sévère et une condamnation sans appel, tandis que les socialistes parlementaires essuient des attaques furieuses et sans portée : ainsi, et sur le plan intellectuel tout d'abord, la violence prouve sa stérilité ; elle se retourne contre son auteur dont elle ruine l'argumentation par le soupçon de jalousie qu'elle soulève.

L'antiparlementaire le plus farouche ne souscrira pas sans réserves, ou sans gêne, à cette appréciation sur Jaurès : « Les chefs (socialistes) qui entretiennent leurs hommes dans cette douce illusion démocratique voient le monde à un tout autre point de vue ; l'organisation sociale actuelle les révolte dans la mesure où elle crée des obstacles à leur ambition ; ils sont moins révoltés par l'existence des classes que par l'impossibilité où ils sont d'atteindre les positions acquises par leurs aînés ; le jour où ils ont suffisamment pénétré dans les sanctuaires de l'Etat, dans les salons, dans les lieux de plaisir, ils cessent généralement d'être révolutionnaires et parlent sagement de l'évolution ». (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, pages 242, 243.) Nul n'a oublié qu'à l'époque du combisme et du bloc des gauches, Jaurès eût saisi le pouvoir s'il l'eût voulu.

En revanche, les libertaires donneront leur pleine approbation aux paragraphes sur l'impuissance révolutionnaire du parlementarisme, son incapacité d'assurer l'accession du prolétariat à la souveraineté. Sans en faire le procès dans son ampleur, Sorel dénonce dans l'Etat le promoteur et le bénéficiaire de toutes les violences, des horreurs de l'Inquisition, des rigoureuses exécutions capitales de la royauté, des folies sangui-naires de la Terreur. Il ne craint pas d'accuser les politiciens collectivistes d'aspirer à une si terrible succession : « Les socialistes parlementaires conservent le vieux culte de l'Etat, ils sont donc prêts à commettre tous les méfaits de l'Ancien Régime et de la Révolution. — J'ai simplement feuilleté ce bouquin, l'« Histoire Socialiste » de Jaurès, et j'ai vu qu'on y trouvait mêlées une philosophie parfois digne de M. Pantalon et une politique de pourvoyeur de guillotine. J'avais depuis longtemps, estimé que Jaurès serait capable de toutes

les férociétés contre les vaincus ». (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, page 157.)

Contre la dictature du prolétariat, la satire n'est pas moins incisive et décisive : « Selon les charlatans du socialisme, la meilleure politique pour faire disparaître l'Etat consiste provisoirement à renforcer la machine gouvernementale. Gribouille, qui se jette à l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie, n'aurait pas raisonné autrement ». (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, page 157.) « La dictature du travail correspond à une division de la société en maîtres et en asservis. » (*Ibid.*, pages 171, 251, 324.)

Dès lors la conclusion s'impose : une transformation radicale au profit de la classe des producteurs ne saurait s'effectuer par le moyen ni d'une démocratie malhabile et couarde, ni d'un socialisme vague, utopique et surtout menteur.

Après l'insuccès de la tragi-comédie politique républicaine ou collectiviste électorale, devant l'incompatibilité de la forme surannée et périmée de l'Etat, avec un agencement entièrement nouveau de la société, comment le prolétariat parviendra-t-il à remplir sa mission historique ? Par son action propre : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; par la pratique d'une méthode : le syndicalisme, élaboré dans l'existence quotidienne du salarié.

Pas un syndicalisme étroit, médiéval, corporatif, réformiste ; attardé à des préoccupations mesquines et fallacieuses d'accroissement des gains balancés aussitôt par la hausse des prix à la consommation ; ou mûré dans la défense de privilèges professionnels. Mais un syndicalisme large, moderne, social, révolutionnaire ; poursuivant un but élevé, généreux, décisif : la suppression du salariat et du patronat et leur remplacement par la libre association des producteurs.

Une arme, une seule, solide, trépanée par Sorel : la grève générale prolétarienne. Une tactique habile, efficace, éprouvée : la violence.

Eh quoi ! Cette violence, création et apanage de l'Etat, s'identifiant avec lui au point d'en être la réalisation concrète ; cette violence, instrument de l'asservissement des hommes, servait aussi l'outil de leur libération ; et, à l'instar de M. Prud'homme, elle vaudrait autant pour combattre les institutions que pour les défendre !

Cette contradiction profonde, cette antinomie irréductible n'échappèrent point à la logique métaphysicienne de l'ex-ingénieur. Pour essayer de la tourner, il s'inspira davantage du Pascal des « Provinciales » que de celui des *Pensées* et commit ces phrases : « Tantôt on emploie les termes force et violence en parlant des actes de l'autorité, tantôt en parlant des actes de révolte. Il est clair que les deux cas donnent lieu à des conséquences bien différentes. Je suis d'avis qu'il y aurait grand avantage à adopter une terminologie qui ne donnerait lieu à aucune ambiguïté et qu'il faudrait réserver le terme violence pour la deuxième conception ; nous dirions donc que la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre. La bourgeoisie a employé la force depuis le début des temps modernes, tandis que le prolétariat réagit maintenant contre elle et contre l'Etat par la violence ». (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, pages 257, 258.) La meilleure volonté, une extrême complaisance ne découvriront pas dans ces lignes une définition des deux termes opposés ; encore moins une différenciation ou discrimination. En dialectique, ce mode de raisonnement sans naïveté ni habileté constitue une belle pétition de principes.

Egale obscurité quant à la « grève générale prolétarienne ». Son Pierre l'Ermite sait qu'elle n'est pas, comme « la grève générale politique », une grande démonstration en masse comprise « entre la simple promenade menaçante et l'émeute » (Georges Sorel : *Réflexions sur la violence*. — Marcel Rivière, Paris, 5^e édition, pages 227, 173) ; qu'elle n'offre pas « cet immense avantage de ne pas mettre en péril les vies précieuses des politiciens » ; (*Ibid.*) ; et qu'elle présente par conséquent l'énorme inconvénient d'exposer au danger la vie non moins précieuse des travailleurs. Mais il ne s'arrête pas à ces infimes détails et donne sa grève générale prolétarienne comme un mythe, c'est-à-dire une fiction dont la vraisemblance, ou l'absurdité, n'a aucune importance pratique : « nous avons vu que la grève générale doit être considérée comme un ensemble indivisé ; par suite aucun détail d'exécution n'a aucun intérêt pour l'intelligence du socialisme ; il faut même ajouter que l'on est toujours en danger de perdre quelque chose de cette intelligence quand on essaie de décomposer cet ensemble en parties ». (*Ibid.*)

Dans son vertige métaphysique, le philosophe de la violence considère son entité : la grève prolétarienne, comme une « intuition » bergsonienne (*Ibid.*), relevant d'une connaissance immédiate, totale et impérieuse, telle une révélation, et échappant à l'analyse logique, à la raison ! Si l'intuition se présente admissible, séduisante et parfois féconde dans le domaine du sentiment individuel, elle devient inacceptable, révoltante et désastreuse sur le terrain de l'action collective. Et quand elle prétend à l'effroyable pouvoir de décréter sans jugement et sans appel la mort des autres, de beaucoup d'autres, elle confine au sadisme sanguinaire.

Au surplus, la grève générale sorellienne ne possède pas la valeur d'un mythe. Car un mythe est un récit, une légende, une croyance intégralement imaginaire ; une fable ou une construction soit religieuse soit politique, sans vérité objective mais composée d'événements circonstanciés, avec des personnages allégoriques évoluant dans un paysage irréel et parmi une faune et une flore fantastiques ; l'ensemble déroulant les phases successives et variées d'une action chimérique. — En se refusant à l'analyse et à l'amplification de la notion grève générale prolétarienne, son virulent promoteur la dépouille de tout contenu, de toute valeur idéologiques, d'une formule cabalistique analogue à celles employées par les thaumaturges pour l'écroulement des murailles et la découverte des trésors.

Militant de cabinet, Sorel ne s'incarna ni en un royaliste, ni en un républicain, ni en un démocrate-collectiviste. Non syndiqué, pas syndicable, il se croyait syndicaliste et « ne faisait aucune difficulté de se reconnaître anarchisant au point de vue moral ». (*Ibid.*, page 343.) Au fond un idéal lui manquait pour la direction de sa vie intellectuelle, et cela explique les stupéfiantes palinodies éparses dans ses « *Réflexions* ». Après avoir, au début de son livre, anéanti d'une manière définitive la nocive institution de l'Etat, le contempteur de la dictature, sans excepter celle du prolétariat, tresse, à la fin, d'immortelles couronnes à Lénine « le plus grand théoricien que le socialisme ait eu depuis Marx et un chef d'Etat dont le génie rappelle celui de Pierre le Grand... il aura contribué à renforcer le moscovisme ». (*Ibid.*, pages 442, 448). Il s'imaginait avec ingénuité honorer un révolutionnaire et il encensait un « maître ». Dans sa retraite, l'ancien fonctionnaire de la République emporta son uniforme, conserva sa livrée.

Ce rentier était animé d'esprit guerrier, hanté par le génie militaire de Bonaparte : « Dans un pays aussi belliqueux que la France... chaque fois qu'on en vient aux mains, c'est la grande bataille napoléonienne (celle qui écrase définitivement les vaincus) que les grévistes espèrent voir commencer ». (*Ibid.*, pages 95, 96.) Le

stratégie de la grève générale prolétarienne néglige d'énumérer l'armement des ouvriers en face des mitrailleuses, des autos blindées et des lance-flammes des troupes du gouvernement. S'il suppose que l'armée se rangera aux côtés du prolétariat, il n'y aura plus de combats, et Napoléon Sorel doit renoncer à ses attaques foudroyantes.

Coutumier du paradoxe, il déclare ne pas conserver beaucoup d'illusions sur l'après-guerre civile. De même qu'il écrivait à propos de 1789-93 : « Que reste-t-il de la Révolution, quand on a supprimé l'épopée des guerres contre la coalition et celle des journées populaires ? Ce qui reste est peu ragoûtant », il prophétise : « Qu'est-il demeuré de l'Empire ? Rien que l'époque de la Grande-Armée. Ce qui demeurera du mouvement socialiste actuel, ce sera l'épopée des grèves ». (*Ibid.*, pages 140, 136.)

L'obsession martiale touche à la folie : « Il n'est donc pas exact du tout de dire que les incroyables victoires françaises sous la Révolution fussent alors dues à des balonnettes intelligentes... — La guerre sociale en faisant appel à l'honneur qui se développe si naturellement dans toute armée organisée... » (*Ibid.*, pages 374, 435.) Il serait cruel d'insister sur les aberrations syndicalistes d'une mentalité parfois si lucide.

Sorel mourut naguère sans avoir répondu d'une façon précise à la question posée par lui-même : comment le prolétariat accomplira-t-il sa mission historique de successeur prédestiné du capitalisme ? Convaincu de l'efficacité de la grève générale prolétarienne, il se la représentait comme une grande bataille rangée entre les ouvriers et les bourgeois, se défendait et interdisait d'en donner un plan stratégique ou d'en développer les phases tactiques possibles. La période consécutive à la lutte acharnée ne l'intéressait pas au point d'examiner si les qualités belliqueuses des vainqueurs leur suffiraient pour organiser la production économique et intellectuelle, selon des modes sans précédent.

L'erreur initiale de la pensée sorellienne réside dans une conception puérile, fautive, banale, bourgeoise, de la révolution prolétarienne. Perdu dans une érudition historique vaste et chaotique, imprégné de ce pessimisme social, forme fruste et insidieuse du conservatisme traditionnel, isolé dans sa bibliothèque, éloigné de la vie matérielle et sentimentale des hommes, l'auteur des « Réflexions » croyait une transformation complète et la suppression des classes réalisables à coups de poings, à coups de sabre, à coups de bombes, par la brutalité, le meurtre et les ruines. Il oublia que la violence est l'arme des faibles, des autocrates, des dictateurs, des parlementaires, minorités oppressives puissantes du seul aveuglement de la foule des esclaves dressée contre elle-même ; que la mansuétude est l'arme des forts, du peuple innombrable et producteur, plein de miséricorde pour une infime poignée de despotes dépouillés de leur prestige, démasqués dans leurs ruses, égaux dans leur savoir-faire ; qu'une rénovation véritable n'est pas un chambardement tumultueux et incohérent, mais une prise de possession sereine et méthodique par le travail, pour le travail. La lutte libératrice a lieu non dans la rue, mais dans les consciences, entre les conceptions mensongères, sanguinaires, obscures du passé et les espoirs sincères, doux et radieux du présent. La Révolution n'est pas une idée qui a trouvé des balonnettes ; c'est une idée qui a brisé les balonnettes.

Autoritaire, guerrier, césarien, Sorel ne se réclama jamais de l'idéal libertaire. Il sentait, s'il ne le savait, que la violence n'est pas anarchiste. — F. ELOSU.

VIOLENCE ANARCHISTE (La). Et, maintenant, voici la réplique de Sébastien Faure à l'article précédent de F. Elosu.

Je ne me propose pas de plaider pour Sorel. Je ne me ferai pas davantage le défenseur de la thèse Sorellienne avec laquelle, sur des points multiples et importants, je suis en désaccord.

De la longue et savante attaque dirigée par mon ami F. Elosu contre les « Réflexions sur la violence » et leur auteur, je ne veux retenir que les dernières lignes ; parce que, d'une part, j'ai l'impression que cette étude critique du Sorellisme a eu pour but, dans la pensée d'Elosu, la condamnation sans réserve de la violence, jusques et y compris la violence révolutionnaire, considérée par son nombre comme une nécessité douloureuse mais inévitable ; parce que, d'autre part, c'est la conclusion de cette étude et cette conclusion seule qui vise directement et en plein l'Anarchisme.

Je reproduis ces dernières lignes : « Sorel oublia qu'une rénovation véritable n'est pas un chambardement tumultueux et incohérent, mais une prise de possession sereine et méthodique par le Travail, pour le Travail. — La lutte libératrice a lieu non dans la rue, mais dans les consciences, entre les conceptions mensongères, sanguinaires, obscures du passé et les espoirs sincères, doux et radieux du présent. — La Révolution n'est pas une idée qui a trouvé des balonnettes. — Autoritaire, guerrier, césarien, Sorel ne se réclama jamais de l'idéal libertaire. Il sentait qu'il ne le savait, que la violence n'est pas anarchiste ».

Intentionnellement, j'ai séparé, à l'aide d'un trait, les quatre phrases ci-dessus, parce que j'ai l'intention de m'expliquer et d'insister sur chacune.

A. — « Une rénovation véritable n'est pas un chambardement tumultueux et incohérent, mais une prise de possession sereine et méthodique par le Travail, pour le Travail ».

Je crains bien que, pour donner plus de force à sa pensée, Elosu n'ait ici outré à plaisir le contraste qu'il tend à établir entre le chambardement tumultueux et incohérent et la prise de possession sereine et méthodique par le Travail, pour le Travail. Je sais que pour produire son plein effet, il faut que le contraste soit, dans sa forme, brutal, impressionnant, saisissant, total. Mais quand il s'agit d'un débat d'idées, il importe que la forme ne soit que l'expression claire, exacte et sans boursoufflement de la pensée.

Elosu a raison de prétendre qu'un chambardement tumultueux, incohérent, c'est-à-dire sans ordre et sans but, n'est pas une rénovation véritable. Mais il a tort d'opposer à cette hypothétique chambardement dépourvu de causes précises et de fins déterminées, une prise de possession qu'il imagine, tant il désire qu'elle soit telle, sereine et méthodique.

De quelles données part-il pour qualifier à l'avance d'incohérent et de tumultueux le chambardement que nous appelons plus communément la Révolution sociale ? Et de quoi s'autorise-t-il pour prévoir une prise de possession méthodique et sereine par le Travail, pour le Travail ?

La Révolution Sociale nous apparaît comme le point culminant et terminus d'une période plus ou moins longue d'éducation, d'organisation, d'agitation intérieure, d'effervescence extérieure, de préparation et d'entraînement à une action des masses ; nous ne saurions la concevoir autrement. Elle sera vraisemblablement précédée de chocs multiples et multiformes, provoqués par les circonstances ; elle s'inspirera des enseignements dont ces chocs de plus en plus conscients, sans cesse mieux organisés et toujours plus méthodiques lui fourniront les matériaux ; à la lueur de ces enseignements, le prolétariat acquerra une compréhension constamment plus juste, plus éclairée de la propagande à faire, de l'organisation à fortifier, des dispositions à prendre et de l'action à réaliser. En sorte que, lorsque les événements détermineront le choc suprême,

la bataille décisive, ce que Elosu appelle péjorativement le chambardement — oui, le chambardement, puisqu'il s'agira de culbuter les institutions iniques et meurtrières et de réduire à l'impuissance les Pouvoirs qu'elles défendent — ce chambardement, bien loin d'être tumultueux et incohérent totalisera et coordonnera toutes les forces de rénovation indispensables à la prise de possession par le Travail, pour le Travail.

Mais Elosu a-t-il la candeur d'attribuer sérieusement à cette prise de possession ce caractère de sérénité dont il puise l'espérance dans la générosité de son cœur ?

Croît-il ingénument que les détenteurs du sol, du sous-sol, de tous les moyens de production se dépouilleront volontairement ou se laisseront dépouiller sans opposer à cette expropriation les forces d'extermination dont ils disposent ?

Pense-t-il que, reconnaissant la légitimité des exigences formulées par les travailleurs et se rendant aux sommations ouvrières, les parasites du Capital et de l'Etat donneront à leurs défenseurs l'ordre de mettre bas les armes et céderont la place, sans coup férir ?

Elosu n'est pas, il ne peut pas être à ce point naïf : il ne croit pas aux miracles.

Et alors ?

Alors ? Ne faudra-t-il pas de deux choses l'une :

ou bien attendre que le miracle s'opère (car l'abdication bienveillante des parasites en serait un et un fameux), et, dans ce cas, ce serait indéfiniment ajourner l'heure pourtant nécessaire de la prise de possession *sereine et méthodique* par le Travail, pour le Travail ; ou bien se résoudre à employer la violence et, alors, recourir au chambardement ?

B. — « La lutte libératrice a lieu non dans la rue, mais dans les consciences : entre les conceptions mensongères, sanguinaires, obscures du passé et les espoirs sincères, doux et radieux du présent ».

Encore les contrastes, si chers à Elosu : espoirs sincères, doux et radieux du présent, luttant contre les conceptions mensongères, sanguinaires et obscures du passé ! Encore l'opposition : lutte dans les consciences et non dans la rue !

Il se dégage de ces antithèses une force merveilleuse de séduction, force d'autant plus dangereuse que, dans ces contrastes, tout n'est pas erroné.

Je dirai même qu'il s'y trouve une grande part de vérité.

Il est parfaitement exact que la lutte libératrice a lieu entre le Mensonge et la Vérité, la Barbarie et la Mansuétude, l'Obscurité et la Lumière.

Tout le Progrès social est résumé dans l'effort millénaire de la Clarté dissipant les Ténèbres, de la Paix s'opposant à la Guerre, de la Vérité bataillant contre le Mensonge. Tout mouvement éloignant l'homme du point de départ : ignorance, férocité, dénuement et le rapprochant des destinées magnifiques qui s'ouvrent devant lui : savoir, solidarité, bien-être, est incontestablement un progrès, une victoire, un achèvement vers la libération.

Pas un libertaire ne méconnaîtra l'exactitude de ce point de vue. Aussi dirai-je de grand cœur, avec Elosu, que la lutte libératrice est dans les consciences ; mais tandis qu'il ajoute : « pas dans la rue », je dis : « et dans la rue ».

Elle est dans les consciences, c'est incontestable et c'est pour cette raison que nous multiplions notre effort de propagande et attachons le plus grand prix au travail d'éducation. Former des consciences de sincérité, de paix et de lumière ; c'est à quoi sans cesse et depuis toujours les anarchistes consacrent le meilleur d'eux-mêmes.

Eh bien ! les consciences, les voici : elles ont horreur des conceptions mensongères, sanguinaires et obscures du passé ; elles sont altérées de sincérité, de douceur et de clarté.

Que doivent-elles faire ? Doivent-elles se contenter de concevoir, au fond d'elles-mêmes, la haine du Mensonge de la Guerre et de l'Obscurité ? Doivent-elles se borner à se nourrir des espoirs sincères, doux et radieux du présent et en rester là ?

N'est-ce pas leur devoir et, mieux encore, une nécessité, pour ces consciences libérées : d'abord, d'aider, par l'éducation et l'exemple, à la libération des autres consciences et, ensuite, de réaliser, pour elles-mêmes et pour les autres, les espoirs sincères, doux et radieux et de les transformer en bienfaitantes et fécondes réalités ?

Or, comment concevoir l'avènement de ces réalités, autrement que par l'anéantissement des conceptions mensongères, sanguinaires et obscures ?

Comment anéantir ces conceptions qui ont pour elles la force et la violence systématiquement organisées, si ce n'est en brisant cette violence et cette force ?

Encore un coup Elosu pense-t-il qu'il suffira de former des vœux ardents, d'adresser des supplices, de faire circuler des pétitions, de propager par la plume et par la parole des protestations indignées contre le Mensonge, la Guerre et l'Ignorance, de voter des ordres du jour, de se prodiguer en mises en demeure, de se ruiner en sommations et en menaces ? Croît-il que, les consciences libérées, fussent-elles devenues très nombreuses en dépit des obstacles qui retardent désespérément leur formation, il suffira de les opposer, sans autres armes que leur sincérité et la fermeté de leurs convictions, aux puissances de mensonge, de sang et de ténèbres, pour vaincre celles-ci ? Ne sait-il pas que ces moyens, d'une valeur morale que je ne conteste pas, sont toujours restés inopérants et que, plus que jamais, leur faillite s'avère ?

Et alors ?

Alors ? Ne faudra-t-il pas de deux choses l'une :

ou bien attendre que le miracle s'opère, pour le triomphe *serein et méthodique* de la Vérité sur le Mensonge de la Paix sur la Guerre, de la Clarté sur les Ténèbres, comme pour la prise de possession *sereine et méthodique* par le Travail, pour le Travail ? et, dans ce cas, ce sera indéfiniment ajourner le triomphe pourtant nécessaire de la Sincérité, de la Douceur et de la Lumière ;

ou bien se résoudre à descendre dans la rue, à employer la violence et à terrasser par la force les puissances mensongères, sanguinaires et obscures.

Elosu déclare que la lutte a lieu dans les consciences et non dans la rue. Moi, je dis que la lutte a lieu d'abord dans les consciences, ensuite dans la rue.

C. — « La Révolution n'est pas une idée qui a trouvé des baïonnettes ; c'est une idée qui a brisé les baïonnettes ».

La phrase est belle, elle fait image, elle est captivante, mais l'erreur sait parfois se parer et se faire aussi belle que la vérité.

Je rectifie : « La Révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes, pour briser les baïonnettes. » Briser les baïonnettes, c'est le but ; trouver des baïonnettes pour briser les baïonnettes, voilà le moyen.

Cette simple rectification suffit, selon moi, à chasser l'erreur et à rétablir la vérité.

Voyons, Elosu, de quelle Révolution s'agit-il ? et quelles baïonnettes brisera-t-elle ?

Il s'agit bien, je pense, de cette Révolution qui abolira les deux adversaires de toute libération : le régime capitaliste qui engendre l'exploitation et l'Etat, qui fatalise l'oppression ? Quand tu parles de la lutte libératrice, je pense que tu ne qualifies ainsi que celle qui affranchira, qui libérera tous les humains de cette double tyrannie : le Capital et l'Etat ?

J'aime à croire que sur ce point nous sommes en parfait accord et qu'ainsi les baïonnettes que brisera la Révolution sont, pour parler un langage dépouillé

de tout amphigourisme, les violences, les contraintes et tout le système de répression et de massacre que le régime capitaliste et l'Etat, son complice armé, font peser sur le prolétariat.

Pour la troisième fois, je te pose la question : crois-tu, peux-tu croire que ces deux bandits armés jusqu'aux dents : le Capital et l'Etat, renonceront, *sans y être absolument contraints*, à l'armature de force qui, seule, permet au Capital d'exercer ses rapines et à l'Etat de maintenir son autorité ? Admets-tu, peux-tu admettre que l'idée seule parviendra à briser les baïonnettes ? Admets-tu, peux-tu admettre la force efficiente d'une idée sans qu'elle arme le bras qui agit ?

Perçois-tu, peux-tu percevoir un moyen de briser les baïonnettes sur lesquelles l'Etat et le Capital s'appuient et par lesquelles ils défendent leurs usurpations et leurs crimes, un moyen qui excluerait l'usage d'autres baïonnettes aux mains de leurs ennemis ?

Espères-tu, peux-tu raisonnablement espérer que, pour faire tomber les murailles de cette nouvelle Jéricho : l'Etat, il suffira de porter en grande pompe l'arche d'alliance précédée de sept prêtres sonnant de la trompette et escortée par un peuple priant et silencieux ?

Il est impossible que tu possèdes une telle espérance. Et alors ?

Alors, ne faudra-t-il pas de deux choses l'une :

ou bien attendre que le miracle se renouvelle et, dans ce cas, ce sera ajourner jusqu'à la consommation des siècles la Révolution qui, sans baïonnettes, brisera les baïonnettes ;

ou bien se résoudre à trouver des baïonnettes pour briser les baïonnettes.

D. — « *Autoritaire, guerrier, césarien, Sorel ne se réclama jamais de l'idéal libertaire. Il sentait, s'il ne le savait, que la violence n'est pas anarchiste.* »

C'est ainsi qu'Elosu termine son étude sur Sorel et le Sorellisme et c'est en ces termes que, au nom de l'idéal anarchiste, il condamne sans restriction aucune le recours à la violence.

Point n'est besoin d'une exceptionnelle perspicacité pour comprendre qu'entre Elosu et l'anarchiste que je suis, tout le présent débat est dans ces quelques mots : « *la violence n'est pas anarchiste.* »

Elosu a tôt fait d'affirmer que la violence n'est pas anarchiste ; et, s'il raisonne dans ce qu'on pourrait appeler l'absolu, s'il se cantonne dans le domaine de la spéculation philosophique et si, se refusant à faire état des réalités, il ne tient compte que de l'idée pure de l'Anarchisme *en soi*, il ne se trompe pas en déclarant que « la violence n'est pas anarchiste », car, spécifiquement, intrinsèquement, l'Anarchisme n'est pas violent, de même que la violence n'est pas spécifiquement, intrinsèquement anarchiste.

Sur le plan exclusivement spéculatif, j'irais volontiers plus loin qu'Elosu. Je ne me bornerais pas à dire comme lui que la violence n'est pas anarchiste, j'affirmerais que la violence est anti-anarchiste.

Notre idéal consiste à instaurer un milieu social d'où seront éliminées toute prescription ou interdiction s'exerçant par voie de contrainte ou de répression. L'Anarchisme réalisé, c'est la mise en application de la fameuse devise de l'abbaye de Thélème : « Fais ce que veux ». Etre libertaire c'est ne vouloir être ni maître, ni esclave, ni chef qui commande, ni soldat qui obéit ; c'est tenir en égale horreur l'Autorité qu'on exerce et celle qu'on supporte ; c'est n'accepter aucune violence et n'en pratiquer soi-même sur personne.

Il est donc certain que, spéculativement, qu'elle soit exercée ou subie, la violence est anti-anarchiste.

On en peut encore trouver la preuve dans notre volonté ardente autant que sincère, de briser à tout jamais la violence organisée, érigée en moyen de gouvernement. Cette volonté, commune à tous les anar-

chistes, ne saurait être mise en doute ; elle s'affirme éclatante, indéniable dans le cri de guerre incessamment poussé par nous contre l'Etat qu'elles que soient sa forme, son étiquette, sa constitution, ses bases juridiques et son organisation. C'est ici que se trouve le point où se produit nette, tranchante, brutale, la rupture entre ceux qui sont anarchistes et ceux qui ne le sont pas.

Mais supprimer l'Etat et toutes les manifestations de violence par lesquelles s'affirme pratiquement le principe d'Autorité qu'il incarne, c'est l'œuvre de demain, d'un « demain » dont nous sommes séparés par un laps de temps qu'il est impossible de fixer. Et, en attendant cette abolition de l'Etat, force génératrice et synthèse de la violence légalisée, il y a lieu de se préoccuper d'aujourd'hui, c'est-à-dire de la période de lutte âpre, de bataille acharnée qui précédera nécessairement et amènera, l'heure venue, l'effondrement de la violence, unique méthode de Gouvernement.

Je connais des libertaires pour qui le problème social est et n'est qu'un problème moral, un problème de conscience. Ils estiment que, pour vivre en anarchiste, il n'est pas indispensable que, sur le plan historique, l'idéal anarchiste se soit socialement réalisé. Ils entendent apporter au problème social autant de solutions isolées qu'il y a d'individus ; ils considèrent que, l'éducation individuelle étant seule capable de former des êtres moralement libertaires et matériellement libres, il y a lieu d'étendre à tous et à toutes les bienfaits de cette éducation individuelle et que le moyen le plus sûr et le meilleur — sinon le plus rapide — de ravir à ceux qui font des lois et, en application de celles-ci, commandent, l'autorité dont ils jouissent, c'est d'arracher ceux qui obéissent à l'habitude de se soumettre, au respect de la légalité et au culte des Maîtres.

Ces libertaires se déclarent satisfaits quand, dans la mesure du possible, ils ont fait leur propre révolution. Quant à la Révolution sociale, celle qui a pour objet et aura pour résultat l'affranchissement de tous dans le domaine social par l'effondrement du Régime Capitaliste et l'abolition de l'Autorité, ils vont jusqu'à s'en désintéresser à peu près totalement. Tout au plus se décident-ils à aspirer, à soupirer, à espérer.

Mon anarchisme est moins strictement personnel et plus agissant ; il n'envisage pas, mieux : il juge irréalisable une libération qui se limiterait à moi-même. Je sens trop vivement que « je suis homme et que rien » de ce qui touche à l'humanité ne m'est étranger ou « indifférent » pour que je ne m'attache pas avec passion à la libération commune. Je sais que mon affranchissement individuel est indissolublement lié et subordonné à l'affranchissement de mes frères en humanité et qu'il est conditionné et mesuré par l'émancipation de tous.

Je sais enfin que cette émancipation commune, indispensable à la mienne, ne peut résulter que d'un geste d'ensemble, d'un effort collectif, d'une action concertée et de masse, geste, effort et action qui feront et seront la Révolution sociale.

Les anarchistes sont des tendres, des affectueux, des sensibles. A ce titre, ils détestent la violence. S'il leur était possible d'espérer qu'ils réaliseraient par la douceur et la persuasion leur conception de paix universelle, d'entraide et d'entente libres, ils répudieraient tout recours à la violence et combattraient énergiquement jusqu'à l'idée même de ce recours.

Mais pratiques et réalisateurs, quoi qu'en disent leurs détracteurs intéressés ou ignares, les anarchistes ne croient pas à la vertu magique, au pouvoir miraculeux de la persuasion et de la douceur ; ils ont la certitude réfléchie que, pour faire de leur rêve admirable une réalité vivante, il faudra tout d'abord en finir avec le

monde de cupidité, de mensonge et de domination sur les ruines duquel ils bâtiront la Cité libertaire ; ils ont la conviction que pour briser les forces d'exploitation et d'oppression, il sera nécessaire d'employer la violence.

Cette conviction s'appuie sur l'étude impartiale de l'Histoire, sur l'exemple de la Nature et les données de la Raison.

L'Histoire — je ne parle pas de cette Histoire que les thuriféraires de la Force triomphante et des Pouvoirs despotiques ont écrite, mais de celle dont les peuples ont creusé le sillon dans la lenteur des siècles — cette Histoire nous enseigne que dans ce sillon ont abondamment ruisselé les larmes et le sang des déshérités ; que s'y sont entassés les corps meurtris des innombrables et héroïques victimes de la révolte ; que chaque réforme, amélioration et perfectionnement a été le salaire des batailles sanglantes dressant les opprimés contre les oppresseurs ; que jamais les Maîtres n'ont renoncé à une parcelle de leur pouvoir tyrannique, que jamais les riches n'ont abandonné une portion de leurs vols, une fraction de leurs privilèges, sans que l'action révolutionnaire des asservis et des spoliés ne les ait obligés à céder à la menace, à l'intimidation ou à la force populaire exacerbée ; que, seules, les émeutes, les insurrections, les révolutions sanglantes ont affaibli quelque peu la lourdeur des chaînes que les Puissants font peser sur les Faibles, les Grands sur les Petits et les Chefs sur les Sujets.

Telle est la leçon qui se dégage de l'étude minutieuse, de l'examen impartial de l'Histoire.

La Nature unit sa grande voix à celle de l'Histoire en plaçant sous nos yeux le spectacle incessant de la violence brisant, à un moment donné, les résistances qui font obstacle à la naissance et au développement des forces en transformation et des formes constamment renouvelées que comporte l'éternelle évolution des êtres et des choses :

C'est le travail qui, avec une inéluctable lenteur, se produit dans la profondeur des Océans ou dans les entrailles du sol et qui, après s'être poursuivi, imperceptible et quasi inobservable, s'affirme brusquement par de formidables convulsions géologiques, incendiant, inondant, bouleversant, abaissant, nivelant, rasant ici et édifiait là.

C'est, dans les régions volcaniques, la masse des matières embrasées qui, après avoir agité la montagne de secousses de plus en plus rapprochées et de plus en plus puissantes, se fraie violemment un passage jusqu'au cratère et vomit des tourbillons de feu.

C'est le sous-sol sillonné d'infiltrations qui, se rejoignant, forment peu à peu une nappe d'eau, exercent sur la croûte terrestre une pression violente et, crevant brutalement la surface, font jaillir la source.

C'est l'enfant qui, après s'être développé durant neuf mois dans le ventre de la mère, s'évade, la gestation terminée, de la prison maternelle, en fait éclater les parois, entr'ouvre, déchire et broie tout ce qui s'oppose à son passage et naît dans la douleur et l'effusion du sang.

Enfin les données de la Raison confirment celles de la Nature et de l'Histoire.

L'élémentaire et simple raison proclame qu'escompter le bon vouloir des Gouvernements et des riches, c'est pure folie ; que ceux-ci et ceux-là, estimant que leurs privilèges sont équitables et que leur sauvegarde est indispensable au bien public, considèrent comme des malfaiteurs et traitent comme tels tous ceux qui tentent de les déposséder du Pouvoir ou de la Fortune ; que s'ils s'entourent de policiers, de gendarmes et de soldats, c'est pour les lancer, à la moindre révolte, contre leurs ennemis de classe ; que s'il advient par hasard qu'ils consentent à rogner quoi que ce soit de leur exploitation ou de leur domination, c'est pour faire

la part du feu et sauver le reste ; mais que jamais ils ne consentiront à tout perdre et qu'en conséquence il faudra tôt ou tard le leur arracher par la force. Voilà ce que dit la Raison, d'accord en tous points, ici, avec la Nature et l'Histoire.

Il me reste à indiquer de quelle nature est la violence que les anarchistes sont, par les nécessités de la lutte qu'ils ont engagée et qu'ils sont inébranlablement déterminés à mener sans défaillance jusqu'à ses fins, dans l'obligation d'envisager comme une fatalité regrettable mais inéluctable.

C'est André Colomer qui va répondre :

Si la violence devait seulement nous servir à repousser la violence, si nous ne devions pas lui assigner des buts positifs, autant vaudrait renoncer à participer en anarchistes au mouvement social, autant vaudrait se lier à sa besogne d'éducationniste ou se rallier aux principes autoritaires d'une période transitoire. Car je ne confonds pas la violence anarchiste avec la force publique. La violence anarchiste ne se justifie pas par un droit ; elle ne crée pas de lois ; elle ne condamne pas juridiquement ; elle n'a pas de représentants réguliers ; elle n'est exercée ni par des agents ni par des commissaires, fussent-ils du peuple ; elle ne se fait respecter ni dans les écoles ni par les tribunaux ; elle ne s'établit pas, elle se déchaîne ; elle n'arrête pas la Révolution, elle la fait marcher sans cesse ; elle ne défend pas la Société contre les attaques de l'individu ; elle est l'acte de l'individu affirmant sa volonté de vivre dans le bien-être et dans la liberté. (Le Libertaire, n° 201, 1^{re} page, 6^e colonne.)

Enfin, il me reste à préciser dans quelles conditions, dans quel esprit, pour quel but et jusqu'à quelles limites les Anarchistes entendent faire usage de la violence.

C'est l'indomptable et pur militant Malatesta qui se charge de nous le dire :

La violence n'est que trop nécessaire pour résister à la violence adverse et nous devons la prêcher et la préparer si nous ne voulons pas que les conditions actuelles d'esclavage déguisé où se trouve la grande majorité de l'humanité persistent et empirent. Mais elle contient en elle-même le péril de transformer la révolution en une mêlée brutale, sans lumière d'idéal et sans possibilité de résultats bienfaisants. C'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité.

Nous ne disons pas que la violence est bonne quand c'est nous qui l'employons et mauvaise quand les autres l'emploient contre nous. Nous disons que la violence est justifiable, est bonne, est morale, est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les prétentions des violents et qu'elle est mauvaise, qu'elle est « immorale » si elle sert à violer la liberté d'autrui.

Nous ne sommes pas pacifistes, parce que la paix est impossible si elle n'est voulue des deux partis.

Nous considérons que la violence est une nécessité et un devoir pour la défense, mais pour la seule défense. Naturellement il ne s'agit pas seulement de défense contre l'attaque matérielle, directe, immédiate, mais contre toutes les institutions qui par la violence tiennent les hommes en esclavage.

Nous sommes contre le fascisme et nous voudrions qu'on le vainquit en opposant à ses violences de plus grandes violences. Et nous sommes avant tout contre tout gouvernement qui est la violence permanente.

Mais notre violence doit être résistance d'hommes contre des brutes et non lutte féroce de bêtes contre des bêtes.

TOUTE LA VIOLENCE NÉCESSAIRE POUR VAINCRE, MAIS RIEN

DE PLUS NI DE MIE. (*Le Réveil de Genève*, n° 602, page 4, colonnes 1 et 2.)

Je n'ai pas épuisé les arguments que je pourrais opposer à la thèse d'Elosu : il y a tant à dire sur un tel sujet !

Je pourrais justifier le recours à la violence anarchiste par toutes les considérations se rattachant au cas de légitime défense.

Je pourrais démontrer qu'en propageant l'esprit de révolte dans ses très nombreuses expressions sans en excepter la révolte à main armée, je reste fidèle aux origines les plus lointaines du mouvement anarchiste et à sa constante tradition.

Je pourrais prouver que la violence quotidiennement exercée par tous les Gouvernements est d'une féroce que ne pourra jamais dépasser celle dont nous proclamons la nécessité et qu'elle cause des misères, des souffrances, des deuils que ne saurait égaler la violence anarchiste la plus farouchement déchaînée.

Je pourrais citer l'exemple du chirurgien qui, pour sauver le corps tout entier, pratique l'ablation d'un membre et que personne ne songe à accuser de cruauté.

Je pourrais citer cette déclaration lapidaire, cet aveu cynique mais exact, que tout le monde connaît : « Entre les partisans et les ennemis du régime actuel, ce n'est qu'une question de force ! ».

Mais cette réfutation de la thèse soutenue par Elosu est déjà trop longue et j'espère qu'elle apparaîtra décisive aux lecteurs de cette encyclopédie. — Sébastien FAURE.

VIRGINITÉ (du latin *virginitas* ; de *virgo*, vierge).

La virginité c'est l'état dans lequel se trouve une personne vierge, c'est-à-dire ayant vécu dans une continence parfaite. Par extension, le mot : virginité est employé, dans un sens figuré, pour désigner, au moral et au physique, l'état de ce qui est intact. On dit : la virginité du cœur, en faisant allusion aux sentiments des personnes qui n'ont jamais aimé ; la virginité d'une forêt ou d'un gisement, lorsqu'ils n'ont jamais été exploités et sont tels que la nature les a produits.

Au point de vue sexuel, le terme s'applique aussi bien à l'homme qu'à la femme ne s'étant pas encore livrés à l'accouplement. Mais étant donné que, dans la plupart des sociétés humaines, on fait très peu de cas de la virginité masculine, alors que l'on attache une importance considérable à la virginité féminine, c'est presque toujours lorsqu'il s'agit de la femme que le mot est utilisé.

Il n'est pas à ceci que des raisons d'ordre social. En effet, l'homme peut connaître les joies de l'exquise étreinte, sans que sa constitution anatomique soit en rien modifiée. Il n'en est pas de même de sa compagne : sauf circonstances tout à fait exceptionnelles, lorsque celle-ci s'abandonne pour la première fois à l'assaut du mâle, et que ses organes sont pénétrés, dans toute leur profondeur, par le membre viril en érection, cet acte ne peut avoir lieu sans que soit rompue la membrane hymen barrant l'entrée du vagin, à peu de distance de la vulve. Alors se produit ce que l'on nomme : la défloration. Celle-ci est définitive, la membrane lacérée ne se reconstituant plus. D'où possibilité, par un examen médical, de constater si une personne du sexe féminin a subi les derniers outrages d'une brute, ou bien accueilli les suprêmes hommages d'un galant.

Dans l'esprit du public, il ne peut y avoir virginité réelle, chez une fille, qu'autant que celle-ci est capable d'en fournir la preuve sur le fauteuil du gynécologiste. Ce procédé de contrôle n'est pas infallible : le coït peut avoir eu lieu sans entraîner ni déchirure ni effusion de sang, notamment en cas d'hymen corolliforme, lorsque l'épousée eut affaire à un conjoint disgracié par un pénis à la fois trop mince et trop court. D'autre

part, il se peut que la membrane hymen soit naturellement absente ou qu'elle ait été détruite par accident. Enfin il est à considérer qu'une jeune fille ardente, mais avisée, aura toujours faculté de conserver jusqu'au jour du mariage légal sa virginité anatomique, même en accordant ses faveurs à une série d'amants, si, en se donnant à eux de toutes les manières dont une femme est capable de se donner, sauf la principale, elle possède assez d'empire sur elle-même pour ne pas succomber à la tentation de l'offrande décisive.

Ce qui rend précieuse, pour la plupart des hommes, la conservation de l'hymen jusqu'au soir des nocces, ce n'est pas seulement la satisfaction d'amour-propre de penser qu'ils sont élevés au rôle d'initiateur, c'est encore et surtout la quasi-certitude que n'était pas enceinte déjà la femme dont ils ont accepté devant le maire la responsabilité, dont, par conséquent, les enfants seront à leur charge, inscrits à l'état civil comme étant nés de leurs œuvres.

Il est absurde de présenter la conservation indéfinie de la virginité sexuelle comme une vertu, parce qu'elle est plus souvent le résultat de la sécheresse du cœur et de la frigidité des sens, ou encore de la peur de la grossesse et du scandale, qu'elle n'est le signe d'une moralité élevée. Il est non seulement absurde, mais inhumain, de considérer comme une souillure la défloration, alors qu'il s'agit d'un acte entièrement normal, conséquence de l'amour, et sans lequel ne pourrait être assurée la perpétuité de l'espèce.

S'il n'est pas bon que des rapports conjugaux aient lieu entre des sujets trop jeunes, encore incapables à la procréation, s'en abstenir totalement n'est pas chose meilleure, lorsqu'il s'agit de personnes formées, ayant atteint l'âge où ceci acquiert la valeur d'une nécessité d'ordre physiologique, pour l'équilibration de l'être humain.

Chez les hommes, l'abstinence sexuelle détermine des pertes séminales involontaires, des névralgies testiculaires, des maux de tête, de la dépression morale et de la surexcitation nerveuse, un sommeil agité accompagné de rêves épuisants. Cela peut conduire aux formes les plus graves de la neurasthénie.

Chez les femmes, on voit apparaître la langueur, l'insomnie, les digestions pénibles, une irritabilité capricieuse remplaçant la gaieté, des troubles menstruels, l'anémie, des perturbations émotives et génésiques. Il n'est pas rare de voir de fort belles filles, pleines de santé et de vigueur, se transformer en quelques années, sous l'influence d'un célibat qui se prolonge, et devenir maigres, jaunes, mélancoliques ou acariâtres, précocement vieillies.

Pour l'homme comme pour la femme, la virginité stagnante c'est encore, sans profit aucun pour l'intellect, une propension dangereuse aux déviations sexuelles, suites fréquentes de refoulements prolongés.

Se résigner à tous ces maux peut être justifié par d'impérieuses nécessités sociales. Il est insensé de les accepter par scrupules moraux, ou fanatisme religieux, lorsque l'on pourrait jouir d'une existence plus heureuse et conforme aux exigences naturelles.

C'est dans l'harmonieux développement de toutes, pour le plus grand bénéfice de chacune, que nous pouvons porter nos facultés, quelles qu'elles soient, au maximum de puissance durable et non dans la compression barbare d'une moitié de notre être, soi-disant au bénéfice de l'autre moitié. — Jean MARSTAN.

VIVRE. La plupart des individus ne vivent pas, ils végètent seulement, soit par la faute de la société, soit par leur propre faute. Parfaire son être constamment, ne s'interdire aucune forme d'activité, goûter tous les plaisirs sains, voilà l'idéal d'une existence vraiment humaine. C'est par un harmonieux développement de nos virtualités intimes, non par une mutilation de la

personnalité profonde qu'il convient d'atteindre au bonheur. Ne voir dans le corps qu'une vile prison de l'âme, arracher du cœur toutes les fibres émotives, extirper le désir jusque dans ses racines, bien d'autres préceptes encore de la sagesse traditionnelle nous semblent absolument déraisonnables. Cette chirurgie morale ne serait admissible que s'il existait, chez l'homme, un principe mental distinct du corps. Or, un tel dualisme est une folie ; simple billevesée métaphysique, il est à ranger parmi les vieux contes, même si l'on se fait une conception très éthérée de la vie et de la matière. Ascètes ou mystiques de notre époque, fâcheusement trompés par des chimères du même genre, continuent d'imposer silence à leurs aspirations les plus normales. Et, quand leur organisme exténué ne réagit qu'avec peine, quand ils ont endormi leurs sens et vidé leur esprit, pour mieux s'imprégner d'effluves extraterrestres, ces détraqués proclament leur sort digne d'envie. Intoxiqués par les méditations dévoties, comme d'autres le sont par l'opium ou la cocaïne, ils connaissent une ivresse soi-disant divine qui aboutit souvent à de sérieux troubles mentaux.

Comme les théologiens, nombre de philosophes ont conseillé de mépriser la douleur physique et de subir passivement le joug qu'impose la société. Vaincre ses désirs, limiter ses souhaits vaudrait mieux que multiplier les découvertes scientifiques ou transformer lois et mœurs d'une contrée. Contre ces violences faites à la nature humaine, au nom d'une fausse sagesse ou d'une altière théologie, nous nous élevons résolument. Découvrir ses inclinations dominantes, prendre une claire conscience de ses virtualités bonnes ou mauvaises, pour mieux coordonner ses énergies mentales et permettre à sa vraie personnalité de s'épanouir harmonieusement, voilà ce que doit faire l'individu. « C'est de lui-même, non du milieu ambiant, ni d'un autre, qu'il vaudra recevoir les principes directeurs de ses décisions. Loin d'être un simple reflet du monde environnant, un décalque fidèle des préceptes imposés par la famille et la collectivité, sa conscience repoussera toute maxime contraire à ses goûts personnels et aux conseils d'une raison éclairée. Rester nous-mêmes, ne point renoncer à nos meilleures aspirations par snobisme, crainte ou persuasion, nous développer sans faire tort à quiconque mais libre de toute contrainte, telle sera notre préoccupation fondamentale, si nous voulons que notre vie soit chose belle, heureuse, utile. Elle s'étiole, la plante privée d'espace et de grand air ; il n'acquiert qu'un développement incomplet, l'arbre constamment maintenu dans l'ombre glacée d'une cour étroite ; pour ne point végéter, l'individu a besoin, lui aussi, d'autonomie morale et d'indépendance. Les personnalités vigoureuses ne vivent jamais longtemps dans une atmosphère étouffante pour l'esprit et pour le sentiment ». (*Aux Sources de la Douleur*). A condition de respecter les droits d'autrui et de ne point dépasser les limites assignées par une raison et une science impartiales, chacun peut ériger ses désirs en normes suprêmes de son vouloir et de ses actes.

Mais la réalisation de l'idéal individuel est généralement le résultat d'un effort volontaire ; c'est la récompense d'un travail prolongé et persévérant. Toutes nos facultés mentales peuvent être l'objet de tares et de maladies, qui ne requièrent point, d'ordinaire, l'intervention de l'aliéniste, mais qui empoisonnent l'existence lorsqu'on néglige de les guérir. Une sensibilité excessive, une émotivité trop grande prédisposent certaines personnes à un véritable martyre moral. Jamais tranquilles, toujours inquiètes, elles réagissent sans mesure et vibrent avec une intensité inouïe, même devant des faits d'une importance minime. D'autres apportent presque en naissant ou du moins volent se développer très vite une passion qui devient effroyablement tyrannique. Pieuvre insatiable, cette dernière suce toute leur éner-

gie et ne laisse aucune force capable de lui faire contre-poids. Sans être victimes d'une passion unique, beaucoup sont atteints d'une incontinence de désirs, qui les empêche de jouir des résultats obtenus et leur fait toujours souhaiter autre chose que ce qu'ils possèdent déjà. Si agréable soit-il, le présent ne peut les satisfaire ; ils ont besoin d'espoirs nouveaux et vivent surtout dans l'avenir. Erreurs de jugement, fausses déductions troublent aussi l'existence. Combien sont malheureux parce qu'ils voient hommes et choses à travers le prisme déformant de leurs préjugés. Une déplorable myopie mentale ou une presbytie non moins fâcheuse affligent des cerveaux par ailleurs bien équilibrés. Besoin de dénigrer, de contredire, manie des constructions idéologiques, des raisonnements à perte de vue, des généralisations abusives, horreur ou recherche excessive de l'originalité obnubilent parfois complètement l'intelligence. L'imagination, cette éternelle vagabonde, oriente maints esprits vers le gouffre d'une passivité stupide, de la désespérance ou de la folie. Merveilleusement utile lorsqu'on la discipline, elle entraîne à sa perte l'imprudent qui la suit sans parvenir à la maîtriser. Quant aux habitudes acquises, aux instincts héréditaires, chaînes souvent plus solides que celles du forçat, ils retiennent captive la volonté désireuse d'adopter un comportement nouveau. Pour obtenir de l'existence toutes les joies qu'elle procure, pour vivre intensément et harmonieusement, il faut veiller sur la santé de notre esprit comme sur celle de notre corps.

Ne négliger aucun bien, ne mépriser aucun plaisir, sans être esclave de rien, ni de personne, sans oublier non plus qu'il est toujours utile de consulter la raison, voilà le secret des vies fécondes et heureuses. — L. BARRIETTE.

VOL. Le droit de posséder est un droit naturel. Il fut tout d'abord commun. Par la suite des temps, il s'individualisa. Il fut commun dans les sociétés primitives ; chez les sauvages, il l'est encore.

Il a des bases légitimes, car il est corrélatif des besoins imposés par la nature :

Il faut manger ;

Il faut se reproduire ;

Il faut jouir, autrement dit lutter contre le Mal dont la jouissance est l'antinomie.

Nécessité fait loi, d'où suit que le primitif a le droit de puiser dans l'ambiance ce qui lui est de première nécessité. Tout attentat à ce droit naturel est une spoliation, un vol. Le sentiment commun de la défense a créé la propriété commune des armes, des habitations, des aliments. Même communisme chez certaines colonies animales.

C'est l'esprit commercial, fonction de l'égoïsme et de l'ambition, qui, détruisant ce communisme anonyme, a créé le besoin individuel de posséder.

Considérons l'individu dans l'état de société. Il a, par définition, les mêmes droits que dans l'état de nature ou de communauté. Ses besoins normaux sont les mêmes, les mêmes aussi de jouir. Le superflu devient parfois le nécessaire. Pour satisfaire ses besoins, l'Homme a le droit de posséder. C'est la consécration du principe de propriété.

Corollairement, le principe de propriété exige le droit d'acquiescer. Pour posséder, il faut acquiescer.

Dans la nature, on prend, tout simplement. La plante puise sans compter, sans discuter, là où elle peut, l'eau qu'elle boit, l'air et les calories. L'animal fait de même. On le taxe de voleur, comme la pie, quand il prend avec malice ou habileté et collectionne par précaution et prévoyance. Dans la société organisée, on ne prend pas, on trafique, on échange.

Le trafic est une nécessité parce que, dans la société organisée, tout individu ayant assuré son droit de propriété, possède légitimement. Le soi-disant progrès

humain lui interdit de prendre purement et simplement, comme il ferait s'il était resté individu. C'est la loi humaine qui invente le vol-délit.

Or, si l'humain possède légitimement, on ne peut accaparer son bien sans le léser. D'où la notion de vol, acte nuisible.

Dans l'état d'organisation, il est une autre base légitime de la propriété. C'est le principe de justice.

Toute acquisition nécessite un effort (travail) en proportion de la valeur de l'objet et en proportion stricte du besoin à satisfaire (disons *stricte*, car si elle est dépassée, nous touchons au trafic, amorce du capitalisme).

Or, tout travail mérite salaire, lequel est une nécessité pour vivre en société. La propriété devient donc la récompense du travail. Par suite, priver l'individu du produit de son travail, c'est le léser.

Enfin, un autre principe est à la base du droit de posséder ; il est d'ordre moral. Il est moral d'acquérir, de posséder parce que c'est un stimulant, un encouragement au travail, à la prévoyance. Il développe la dignité humaine, qui n'est pas un vain mot.

Il est moral d'acquérir (et ici il s'agit d'un sentiment très supérieur, éminemment social, fruit de l'évolution) parce que la société dite organisée a des malheureux, des infirmes, des malades, des éclopsés et qu'un principe de solidarité impose de consacrer une part de ses acquisitions aux malheureux. Le droit du malheureux est entier, par suite la charité est une obligation. Elle n'est que la réparation du dommage subi par les vaincus. Elle est donc aussi justice, car partout l'équilibre doit être rétabli. Sans l'harmonie, tout est chaos.

La loi conventionnelle se superposant à la loi naturelle, consacre le principe de propriété en frappant l'accaparement dans la mesure où il dépasse les besoins réels et où il n'est pas l'objet d'un consentement entre les parties qui échangent.

Mais, ici, deux facteurs sont en présence et en concurrence : le voleur, le volé. La définition du vol, je l'ai rappelé, n'est qu'un artifice, une convention. Et une sanction réparatrice (morale ou pénale) n'est admissible que s'il y a rupture d'équilibre entre les besoins normaux de l'un et de l'autre. D'où nécessité de considérer, dans l'application, les excès des deux facteurs, du voleur et du volé. La marge est énorme.

Lequel des deux nuit le plus à l'autre ? C'est évidemment l'accapareur. Car il n'y a pas de geste plus fréquent, plus spontané que celui de *prendre*, parce qu'il est naturel. C'est une forme primordiale de défense automatique, inscrite dans la subconscience. L'homme, par nature et simple logique, est égoïste, avide et insatiable.

Nos mœurs sont d'une iniquité flagrante, et cela même en dehors des combinaisons voulues et raisonnées. La révolte humaine est un réflexe excusable. Son inhibition, automatique ou imposée, n'est que le produit de l'éducation.

Le principe de la répression légale peut être dangereux, car il crée chez celui qui échappe à la loi, chez le possesseur non poursuivable, l'illusion qu'il a des droits indéfinis de posséder.

Que d'abus en dérivent !

Collectivement, c'est l'apparente légitimation de toutes les tyrannies, que l'on tente de justifier par la raison d'État ; les droits du plus grand nombre ; l'intérêt public ; c'est l'écrasement de l'unité sans défense. L'impôt aveugle, les tripotages des requins de la finance, les guerres de conquête ou le dépouillement systématique des faibles, la colonisation et ses hypocrisies sous le vocable de civilisation, en fait vol organisé, misère effroyable parmi des primitifs qui ne demandent qu'à vivre de l'air du temps, attentat (vol) à leur liberté en les incorporant à une patrie dont ils n'ont aucun

besoin et cela jusqu'à la mort sur nos champs de bataille ; l'ineptie, l'ignominie des traités de paix, laissant les nations vaincues râler de faim devant des biens naturels, dont on les a dépouillées ; le commerce lui-même : nombre d'industries créant la richesse au profit de quelques-uns, au détriment du plus grand nombre.

Individuellement, les abus sont les mêmes. Rien n'entrave le besoin d'accaparer au delà du nécessaire, d'entasser et de créer le capitalisme. Capitaliser est un droit et même une gloire, un mérite, une habileté. On comble d'honneurs les plus insignes larrons quand des populations meurent de faim. Cette spoliation est tolérée internationalement : l'opium pousse à la place de riz ; des ballots de marchandises sont jetés à la mer sans que la conscience mondiale en soit affectée. Or capitaliser ainsi est un crime, car il dépasse les besoins réels et cesse d'être la juste rémunération du travail.

Tous ces abus ne sauraient être supprimés ; toutes ces situations ne sauraient être équilibrées par la seule intervention de la loi écrite qui est arbitraire et sans se référer au Droit humain.

Le mot de Proudhon n'est pas une facétie : la propriété, telle qu'elle est comprise, admise, excusée, est le plus souvent le vol.

Mais le volé, lui aussi, peut avoir des torts. Quelconque use et jouit sans travailler est un voleur, même quand il a figure de volé. Il n'y a peut-être pas de plus grande faute que la mendicité ; c'est un petit grand délit quand il a la paresse pour inspiratrice, réserve faite pour les faibles, les déprimés, les anémiques, les tarés, irresponsables de leur infirmité, par quoi ils redeviennent des volés.

Toutes ces considérations d'ordre général étant mises au point, la conclusion s'impose. Le vol, acte nuisible, quelque idée qu'on se fasse du droit d'acquérir et de posséder, existe bien. Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'en décrire les modalités objectives figurant au catalogue judiciaire, depuis le vol simple jusqu'au vol qualifié, qui permettent de promener le voleur de la correctionnelle à la cour d'assises. Le vol à la tire, le vol au poivrier, les variétés d'escroquerie, le vol à l'étalage, le vol à l'esbrouffe font honneur à l'esprit inventif des larrons dont l'imagination n'est jamais en reste. Intrinsèquement, ils n'intéressent en rien le philosophe ni l'économiste, si ce n'est qu'ils indiquent la juste mesure de l'état d'esprit des victimes, inattentives, ou stupides, avides elles-mêmes de posséder en dehors du droit naturel. La pauvre intelligence des joueurs à la Bourse, des clients de casino ou de course, des adorateurs du dieu Hasard est la curieuse contrepartie de la haute intelligence des sacripans, écumeurs de tous acabits, qui figurent de l'autre côté de la barre. Ces deux antinomies pullulent parmi une société décadente où la probité ingénue est perle rare, où l'honnêteté, aux défaillances faciles, est valeur marchande. Laissons aux romanciers dits de mœurs le soin d'en dépeindre les aspects pour le musée pathologique social.

Je n'aurai pas davantage à envisager la thérapeutique du vol. On comprend que cette étude supposerait une refonte complète de l'état social. Le vol est la forme la plus accomplie de l'égoïsme. Il présuppose une ignorance ou un mépris des droits et il postule une transformation des rapports normaux entre citoyens.

Faudrait-il parler de la sanction légale et de sa légitimation ? Elle suppose (je l'ai admis) la possibilité du vol-délit et, par conséquent, la légitimité de son atteinte dans un état social devant lequel on est bien tenu de s'incliner dans l'attente du mieux. Mais il faudrait distinguer entre les sanctions morales (application d'une pénalité) et les sanctions réparatrices.

Une sanction morale présuppose une responsabilité du coupable et un droit de punir de la part de la société.

C'est ici que, plus que partout ailleurs, il est urgent de faire une balance. Et la justice distributive dont nous jouissons en est-elle capable ? C'est douteux, car les répressions dont on use sont encore profondément imprégnées du droit de la force ; les textes sont sans pitié, et la place à l'arbitraire reste énorme, du moment qu'il convient de faire intervenir l'Homme-Juge, imprégné lui-même des droits imprescriptibles d'une société marâtre qu'il est tenu de servir à moins de se démettre et de passer sa lourde tâche à un autre.

Le voleur qui se présente devant un juge est un monde ; aussi bien le miséreux qui vole un pain que le banquier millionnaire qui emporte la caisse. Où est le juge qui passera au crible la vie entière du vaincu qu'il a devant lui pour équilibrer ce qui ressortit au droit naturel dans l'acte incriminé et ce qui est d'ordre vraiment blâmable. Où est surtout le juge qui osera mettre en balance la part de responsabilité qui incombe au milieu et finalement fera juste poids ? Il semble que nous touchions à l'utopie en une matière pourtant si simple.

En tout état de cause, le seul élément à retenir en matière de délit sur le terrain de la propriété est d'ordre purement équitable et se traduit en ces mots : tout dommage causé, sciemment ou non, vaut réparation. Mais, là encore, intervient la balance, et la réparation s'inspirera tout autant des possibilités matérielles du coupable que des responsabilités du milieu. Nous n'en sommes pas encore à cet équilibre et la justice sociale crierait encore longtemps : Haro sur le baudet !

Plus intéressante en ces pages est peut-être l'étude psychologique de l'acte de voler, dont je voudrais sommairement décrire l'histoire naturelle. Elle expliquera bien des problèmes.

Psychologiquement, le geste de prendre, l'expression de l'intention de prendre, répond à toute une série de déterminismes dont le facteur tout à fait initial est l'instinct d'acquisivité. J'ai dit assez que cet instinct est universel et pourquoi il existe. Pour en bien comprendre la genèse et le mécanisme, il faut l'envisager dans sa plus grande simplicité. Tel le geste du dément, du paralytique général qui, passant devant un étalage, y plonge la main au vu de tout le monde et empoche le premier objet venu. C'est du pur automatisme ; cela ne répond même pas à un besoin élémentaire, hormis celui de répondre à une attraction, probablement sensorielle. On rapporte et on ramène tout à soi. Jugez-en par le geste du bambin, à peine sorti des limbes, qui ramasse d'un geste circulaire tout ce qui se présente et, par surcroît, le porte à sa bouche comme pour indiquer que le geste mécanique de prendre est au service du tube digestif, avant tout autre but.

L'enfant continue du reste à voler. Pas de plus fréquent acquiescent que l'enfant et son délit inconscient, qui se poursuivra machinalement dans la première et la seconde enfance, sauf redressement, l'amènera devant le tribunal. Le vol est, neuf fois sur dix, le délit qui amène l'enfant devant la juridiction compétente.

Le délit ne va pas plus loin dans sa simplicité automatique, chez l'enfant accessible à l'éducation. Il n'est que le prélude du vol tardif de l'adulte chez un grand nombre. Il n'y a pas d'exception que l'on ne rencontre pas le vol infantile dans les antécédents des voleurs adultes.

L'enfant vole naturellement ; les acquisitions sociales, l'exemple seuls enseignent que voler est défendu. On cesse d'ailleurs de le faire avant d'avoir compris. Malgré cela, les larcins, les chapardages sont légion, et l'on professe, en général, une indulgence à leur égard.

Mais, partant de cette forme simple, le vol s'élève bien vite à des complexités, plus ou moins motivées, jusqu'aux cas où, s'accomplissant sans motif, il est

d'ordre pathologique. Nous allons suivre plus loin cette progression.

Les déterminismes sont variés à l'infini : c'est l'intérêt, l'ambition, l'orgueil, la superjouissance, la démolition de l'ambiance, le moindre effort, l'agio, la Bourse. C'est la faillite du travail, c'est la faillite de la dignité et de l'auto-respect ; c'est celle du devoir aussi chez les dirigeants qui volent eux-mêmes et laissent faire ; c'est le scandale universel des grosses fortunes des corsaires qui suscitent l'envie ; c'est un mirage où les alouettes pauvres se laissent prendre.

Quoi qu'il en soit, entre le simple vol, geste circulaire de la main guidée par l'inconnu, et le vol complexe, s'échelonnent toujours les mêmes étapes.

Deux gestes antagonistes sont normaux chez l'homme : le mouvement centripète du bras et le mouvement centrifuge, le geste attracteur et le geste distributeur. L'attitude de la main lui correspond : la main fermée, la main ouverte.

On donne la main ouverte en esquissant un geste de soi vers autrui ; on garde, on accapare en fermant la main et en traçant le geste qui ramène vers soi. Tel est le symbolisme psycho-physiologique de l'égoïsme et de l'altruisme.

Cette mécanique, qui dénonce l'instinct de propriété, est inscrite dans notre subconscience et trahit une longue file de transmissions héréditaires.

La première base objective de l'acquisivité est donc d'ordre attractif. C'est l'obsession de l'objet aperçu, séducteur et, par suite, désiré. On connaît, en psychiatrie, ce qu'on appelle le délire du toucher, obsession irrésistible qui porte à s'emparer de tel ou tel objet ou de toucher tel ou tel objet sans autre but que de toucher.

À l'attraction fascinatrice que l'on retrouvera chez certains voleurs morbides, succède le geste erratique, centripète, d'accaparement, geste ou, mieux, succession de gestes concentriques que je compare volontiers au vol de l'aigle traçant des cercles dans l'espace jusqu'à ce qu'il « touche » la proie de ses désirs.

Ce geste erratique, on le connaît chez le simple *furtif* ; il est dans les habitudes de chacun de nous, dès que nous aimons à fouiller de ça de-là, dans une collection, un tiroir, une bibliothèque.

Un temps de plus, le furetage amène le besoin, le plaisir, la manie de palper (*artomanie*). On saisit l'objet machinalement, on aime à le retourner en tous sens, il semble qu'on y éprouve une jouissance, une sensation d'agrément. Suivez bien le geste de l'artomane. Il ne se conclut pas toujours ni longtemps par la remise en place de l'objet touché : le cercle s'étrécit de plus en plus et vous voyez le *palpeur* *empocheur* automatiquement, par distraction ou légèreté, sans intention bien précise. Nombre de voleurs occasionnels, demi-morbides, ne seront que des palpeurs. Il faut l'avoir observé cent fois chez les gens normaux pour comprendre qu'il peut être sur le chemin du vol proprement dit, pour peu qu'un témoin intéressé l'observe et le signale.

Mais puisque nous sommes sur un terrain de psychologie pratique féconde en conséquences, allons plus loin et pénétrons nettement dans le domaine de la maladie.

Le geste de palper, d'empocheur, d'assembler des objets plus ou moins utiles et disparates, nous le retrouvons chez les collectionneurs morbides : amasseurs, ramasseurs pour le plaisir unique de collecter, entasser au grenier des centaines d'objets semblables, sans nécessité, satisfait seulement du geste accompli. Que d'avares qualifiés ne sont que des collectionnistes (*syllégomanie*).

Du même acabit sont les amasseurs qui *achètent* pour collecter des objets sans intérêt, et ne peuvent y résister (*oniomanie*).

On voit apparaître nettement le geste obsédant d'ac-caparer. Ce geste devient tout à fait redoutable quand il se conclut par l'empochage automatique de l'objet palpé, sorte de vol que les magistrats, et même les médecins connaissent fort peu et aboutit à cette curieuse forme de vol que j'ai appelé le vol à répétition. On flétrit à tour de bras le récidiviste du vol qui, bien souvent, jouit d'une intéressante et sympathique mentalité. Que de récidivistes de cet ordre sont acculés à la relégation, qui ne sont, au demeurant, que des obsédés, à plaindre. Dans ces cas, il s'agit du vol habituel et répété du même objet : le voleur de vélo ne prendra jamais que des vélos qu'il dépose en un coin, après un simulacre d'usage, pour rechercher un autre vélo. Des centaines de vols à l'étalage n'ont pas d'autre mécanisme.

Et nous arrivons à la forme parfaite, théorique, stéréotypée du vol qui est la *kleptomanie*. Ordinairement récidivante, elle coïncide alors avec un état d'âme parfaitement pur de toute mauvaise intention. C'est le type de l'obsession irrésistible, parfaitement consciente, et qui torture cruellement l'obsédé.

Du simple chapardage à la kleptomanie, le cycle est complet. Nous avons vu toutes les étapes du geste accapareur centripète.

Notons que les sujets peuvent s'arrêter et s'en tenir à l'une des étapes ci-dessus décrites, ou glisser sur la pente qui les conduira au syndrome parfait.

Telle est la progression psychologique, naturelle du geste de voler. Le lecteur pourra aisément suivre, d'un côté, le geste utile intéressé, raisonné, logique qui, du simple désir, conduira vers le vol-délit et, d'un autre côté, le même geste acquisitif, utile ou non, mais en-taché de morbidité.

Au fond, le mécanisme intime reste le même et procède des mêmes éléments subjectifs. — Docteur LECRAIN.

VOLCAN n. m. (du latin, *Vulcanus* : Vulcain, dieu du feu). Un volcan est une sorte de cheminée mettant en communication le noyau central liquide et incandescent de la terre avec la surface.

Le volcan prend généralement la forme d'un cône traversé par la cheminée, dont l'ouverture du sommet est appelée cratère. Il peut se développer dans une région accidentée, voire même dans une plaine, mais, le plus souvent, il occupe le sommet d'une montagne. Un volcan se compose de trois parties : le cône, formé par l'accumulation des déjections : laves et débris ; le cratère, par où s'échappent les laves et les gaz ; la cheminée, par laquelle ces matières viennent de l'intérieur. Le cratère est l'ouverture plus ou moins évasée qui surmonte immédiatement la cheminée. Il commence à l'extrémité supérieure de celle-ci et se termine à la crête supérieure du cône principal. Il est appelé « central » lorsqu'il occupe le point culminant du volcan, mais il peut se trouver sur les flancs de celui-ci. Il arrive fréquemment qu'un même volcan possède plusieurs cratères (cratères adventifs). On en compte ainsi, 30 sur le Vésuve et 700 sur l'Etna. Certains cratères présentent de grandes dimensions, celui du Pichincha a 1.600 mètres de diamètre ; celui du Vulcano, 550 mètres. Plusieurs cratères des îles de la Sonde dépassent 6 kilomètres de diamètre.

Il est rare qu'un volcan soit en activité constante. Le plus souvent, il est intermittent. Durant les périodes de repos, le cratère est obstrué par une masse de laves solidifiée : le culot. Mais il dégage souvent des gaz et des vapeurs. Lorsqu'une éruption doit se produire, elle est annoncée par un dégagement plus intense de vapeurs, des secousses sismiques et des grondements souterrains. Des manifestations explosives se produisent ensuite et se manifestent par une colonne de fumée caractéristique, immense jet vertical d'une hauteur considérable et terminé par un panache en forme

de parasol. Ces manifestations cessent dès l'arrivée des laves. Au cours d'une éruption, un volcan émet trois espèces de déjections : des produits liquides (laves), des produits solides (cendres et scories), des produits gazeux : vapeur d'eau, hydrogène sulfuré, gaz carbonique, etc... Les laves, dont la composition est variable, tiennent la plus grande place dans les formations volcaniques. Elles ne sont autre chose que de la roche en fusion qui s'écoule par le cratère ou les crevasses s'ouvrant dans les flancs du volcan ; elles forment de gigantesques coulées recouvrant souvent d'immenses surfaces. Leur température varie entre 1.000 et 2.000 degrés au-dessus de zéro.

Les cendres sont des gouttelettes de lave chassées à l'état liquide par les gaz de l'éruption ; elles se solidifient dans l'atmosphère. La quantité de cendres émises par un volcan est toujours énorme. Après s'être élevées à plusieurs kilomètres dans les airs, elles peuvent être entraînées par le vent à de grandes distances. En 1876, au cours de l'éruption de l'Hecla, en Islande, les cendres rejetées par le volcan retombèrent à Stockholm, à deux mille kilomètres du lieu de l'éruption. Quand ces cendres sont mêlées à de l'eau provenant soit des pluies, soit de neige ou de glace fondue, elles forment des masses de boue qui, en se solidifiant, forment des « tufs ». Les scories, qui offrent une grande ressemblance avec le coke, semblent provenir de la dislocation des parois du volcan. Les « nuées ardentes » formées de projection de vapeur d'eau et de gaz à haute température se précipitent en lourdes volutes très serrées qui anéantissent toute vie où elles passent. Ces nuées ravagèrent, en 1902, le nord de l'île de la Martinique et la ville de Saint-Pierre.

Il existe des volcans en activité constante, tels le Stromboli, dans la Méditerranée, et le Mauna Loa, dans l'île Hawaï. Ce dernier s'élève à 4.200 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ses flancs sont déchirés par une immense ouverture, le Kilouéa, au fond de laquelle s'agit un lac de feu. Ce cratère a une circonférence de plus de 35 kilomètres. La présence des eaux de la mer, et la pression produite par leur masse sur le fond, n'arrêtent pas l'action du feu central qui provoque des éruptions sous-marines amenant l'émergence d'îles nouvelles.

Il y a des volcans dans toutes les parties du monde. On en connaît plus de 800, dont 139 en activité constante ou intermittente. La plupart sont dans des îles, les autres dans le voisinage de la mer. Les plus nombreux entourent l'Océan Pacifique d'une chaîne continue. Au Nord, ce sont les volcans du Kamtschatka, des îles Aléoutiennes et de l'Alaska ; à l'Est, ceux de la Cordillère, couvrant les deux Amériques ; à l'Ouest, ceux des îles de l'Asie, Kouriles, Japon, Mariannes, Archipel Malais, Nouvelle-Guinée ; au Sud, ceux des îles Salomon, de la Mélanésie, de la Polynésie et de la Nouvelle-Zélande. L'Océan Atlantique est moins riche en volcans. En dehors de ceux de l'Islande, il existe ceux des Açores, des îles Canaries, des îles du Cap Vert et des Antilles. En Europe, il faut citer le Stromboli et le Vulcano (îles Lipari) ; en Italie, le Vésuve, et, en Sicile, l'Etna. Mentionnons les volcans Erebus et Terror, situés dans les solitudes glacées du Pôle Sud. Les époques primaire et tertiaire, périodes géologiques ayant précédé la nôtre, ont été caractérisées par une activité volcanique intense, résultat de la surrection d'énormes chaînes de montagne.

Les théories expliquant le volcanisme sont diverses et ne peuvent être considérées comme définitives.

Il est à remarquer que les chaînes volcaniques suivent ordinairement les lignes de dislocation de l'écorce terrestre. Les volcans occupent le versant le plus abrupt de ces dislocations ; ils se trouvent au voisinage de la mer et près des grandes profondeurs. A l'intérieur des terres, ils sont localisés sur les bords des grandes

dépansions, c'est-à-dire, dans les deux cas, aux lignes de moindre résistance caractérisée par de nombreuses fractures du sol. Aussi, beaucoup de géologues ont admis que la vapeur d'eau joue un rôle primordial dans les manifestations volcaniques. La quantité de vapeur rejetée par un volcan est, en effet, considérable. L'eau de la mer, pénétrant à travers les fissures de l'écorce terrestre, se vaporiserait sous une pression énorme, au contact du feu central, pour y produire les éruptions. Mais il reste à expliquer l'origine de la vapeur d'eau en si grande quantité au centre de la terre. Les uns l'expliquent en faisant remonter la dissolution de la vapeur d'eau dans le milieu igné au temps de la première solidification de l'écorce terrestre ; les autres alimentent ce milieu par les eaux de la mer se précipitant sur le centre à la faveur des fractures de la croûte solide. Mais, une grande partie des savants admet que cette eau pénètre au sein de la terre par le mécanisme des mouvements orogéniques résultant de la contraction lente de l'écorce terrestre.

Quoi qu'il en soit, le volcanisme est un facteur d'insécurité pour les populations vivant à proximité des volcans. Faut-il rappeler les éruptions constantes du Vésuve et de l'Etna ; la catastrophe du Krakatsa (1883) (40.000 victimes) ; celle de la Montagne Pelée, en 1902, anéantissant la ville de Saint-Pierre en quelques minutes, pour se rendre compte du danger des phénomènes volcaniques ?... — Ch. ALEXANDRE.

VOLONTÉ n. f. Quelconque rentre en lui-même découvre aisément des états intellectuels ou affectifs ; par contre, la volonté échappe aux efforts de l'introspection. Genèse des alternatives possibles, délibération, décision, toutes les phases que distingue la psychologie traditionnelle, dans l'activité réfléchie, se réduisent en définitive à des combinaisons de désirs et de jugements. Et, si l'abstraction dissocie ces synthèses en leurs premiers composants, toujours ils sont d'ordre intellectuel ou affectif ; jamais l'on ne rencontre d'états spécifiquement volitifs. La décision même, le *fiat*, dont maints philosophes font tant de cas, se réduit à déclarer une action possible et, de plus, désirable ; c'est la proclamation, en langage intellectuel, de la clôture du débat. Ainsi, dans le processus qui, selon les intimes préférences du moi, aboutit à l'acceptation ou au rejet d'un voyage de longue durée, images lointaines et magnifiques, associés au désir de connaître, au besoin d'émotion, à l'amour du risque, et, parmi les forces antagonistes, crainte des fatigues, de l'imprévu tragique, goût du bien-être, douce vision du milieu où s'écoule l'existence quotidienne seront les facteurs rencontrés. Néanmoins, la volonté existe, associant les phénomènes psychologiques ou les dissociant ; elle répond à la propriété qu'ont les états mentaux de se prolonger en mouvement, et désigne le côté actif de tout sentiment comme de toute pensée.

Idées, désirs tendent à se réaliser tels des forces ; en fait ils se réalisent, quand ne les contredisent pas représentations ou besoins opposés. Chez l'enfant, chez l'anormal, une image sans contrepoids déclenchera des actes irraisonnés, parfois terribles ; d'où la néfaste influence, sur les jeunes cerveaux, du cinéma et des romans policiers ; d'où la contagion, même parmi les adultes, de l'exemple et de l'émotion. Une lutte surgit, chez l'homme sain, entre inclinations ou idées antagonistes ; dans la conscience, elle se traduit par la délibération. La décision marque le triomphe de l'alternative qui concorde avec les affinités du moi, avec la synthèse personnelle des états d'âme hiérarchisés. Si je choisis la voie douloureuse, un sentier solitaire, non le chemin accessible au grand nombre, c'est pour réaliser l'idéal où se concrétisent les plus chers de mes souhaits. Cette intervention de la personnalité entière différencie le mouvement réfléchi de celui que provoquent représen-

tations ou désirs isolés ; le second se réduit à des réflexes idéomoteurs, le premier intéresse tout l'individu. En définitive, vouloir c'est assurer le premier rang à la raison, c'est remplacer le règne des images incohérentes, des impulsions aveugles par celui de la pensée logique, des sentiments intellectualisés. La volonté domine, dans la mesure seulement où joies et douleurs morales se surajoutent à celles du corps, où l'esprit critique se développe ; non qu'elle se confonde avec l'entendement, mais elle le suppose, n'étant que l'application, dans le domaine pratique, de notre aptitude à juger. Soit comme frein, soit comme puissance d'initiative, elle n'a rien de la faculté mystérieuse que les spiritualistes ont supposée. Essentiellement, elle se ramène à une coordination de tendances, d'images, d'idées ; sa base plonge dans les données sensibles, alors qu'à son sommet brillent les pures clartés de la raison. A ces dernières de rester maîtresses, de commander souverainement, car, sans déprécier les besoins du corps, ceux de l'esprit passent avant.

Mais ne soyons pas surpris que très peu parviennent à la liberté totale, au vouloir pleinement intellectualisé, ni que le grand nombre reste esclave et des tendances les plus viles et des contraintes imposées du dehors. Un obstacle sérieux s'oppose au triomphe pratique de la raison : sans être dépouillée de toute propulsion motrice, l'idée pure s'extériorise peu en action ; au contraire, espoir, passion, émoi et autres états affectifs s'avèrent générateurs de mouvements énergiques. Ambition, amour, désir des richesses, peur de l'enfer sont les pivots solides d'une agitation ininterrompue ; pour prolonger leur existence, fuir la maladie, obtenir honneur ou pouvoir, amasser de l'or, nulle extrémité n'arrête les humains. Mais, seuls, des spécialistes rarissimes ne vivront que pour le calcul différentiel ou la philosophie ; encore des motifs intéressés les soutiennent-ils parfois dans leurs difficiles recherches. C'est à cause de leur utilité pratique que les sciences expérimentales plaisent aux contemporains ; et, s'ils ne délaissent pas complètement métaphysique et religion, c'est afin de se prémunir contre les risques d'un problème au-delà.

Les spéculations pures, les vérités qui demeurent étrangères à nos douleurs comme à nos plaisirs, sont jugées inutiles d'ordinaire ; elles s'avèrent dénuées d'influence sur notre comportement. Par bonheur, raison et cœur ont associé leurs qualités hétérogènes ; idées morales, vrai, beau, bien sont devenus générateurs d'états affectifs intellectualisés, les sentiments, qui, moins vifs que les sensations organiques, sont plus durables. Soumis à l'action de la volonté, inséparables de l'entendement, ils apparaissent comme un compromis entre les concepts et la sensibilité physique, comme une extension de la pensée réfléchie au monde de l'affectivité. Au moi, ils permettent de réfréner les manifestations d'une exubérante énergie ou d'intervenir activement dans le sens de nos meilleures aspirations ; désirs inhumains, instincts sanguinaires sont mis en échec par l'idéal que conçoit la raison. D'effroyables tortures, et physiques et morales, furent supportées par certains sans une larme, sans une plainte, tant leur esprit restait maître de leur corps. L'histoire a retenu le nom de bien des martyrs, elle en a oublié beaucoup, dont les souffrances furent non moins terribles mais restèrent cachées. Aujourd'hui, le sang du juste continue de couler ; pour que la vérité triomphe, sur l'autel du sacrifice, des apôtres ne cessent de s'offrir. Dirai-je qu'à l'heure actuelle leur phalange est plus glorieuse, mieux fournie que dans les siècles écoulés ? Non, car les circonstances, pour une large part, font les héros et l'histoire du vouloir humain est encore à écrire. Mais une constatation s'impose, faite par maints psychologues : il paraît croître avec le temps le nombre des adultes peu sensibles aux grandes joies et aux douleurs

excessives. Très vive chez le bambin, chez l'adolescent, l'affectivité s'émousse en général quand la maturité arrive. A beaucoup les enthousiasmes de nos pères sont devenus incompréhensibles ; une exaltation pareille ne convient, croient-ils, qu'à de tout jeunes gens ; et notons que ceux d'aujourd'hui sont plus positifs que leurs devanciers. Qu'on s'en réjouisse ou s'en afflige, il appert que les civilisés avancent vers une sorte d'ataraxie ; avec assez de lenteur toutefois pour que se rassurent les amateurs d'émotions fortes.

Inscrite dans la trame de nos représentations et de nos désirs, la volonté les oriente dans un sens que d'eux-mêmes ils n'auraient pas. Comme toute cause relative, seule l'espèce que nous connaissons, elle est dénuée de puissance créatrice et suppose des antécédents ; à la règle suprême : « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme », elle est soumise à coup sûr. Comme toute cause aussi, elle a des conséquents et se prolonge en effets qui sans elle ne seraient pas : effets d'ordinaire imprévisibles, tant sont multiples et variables les éléments impondérables qui entrent dans une volition. Sur l'efficacité pratique de notre activité réfléchie, aucun doute n'est possible si, délaissant le vain domaine des abstractions métaphysiques, nous situons le problème dans le plan des données positives. La volonté s'avère facteur primordial dans le déterminisme de la vie ; voilà qui suffit pour proclamer sa valeur essentielle, sans recourir à un libre-arbitre inintelligible même pour ses partisans. Et c'est la condamnation d'un épiphénoménisme qui creuse un abîme entre la matière et la pensée, qui, de plus, oublie qu'aucune force ne disparaît si toutes se transforment. Moyen d'action du vouloir sur notre vie mentale, l'attention maintient, au foyer de la conscience claire, les seuls états qui lui agréent. Images, sensations, idées font alors l'objet d'un examen minutieux ; d'où les arts, les sciences, les techniques multiples engendrées par la réflexion. Puis au monde extérieur, tant matériel qu'organique, nous apportons, grâce au mouvement, des modifications conformes à nos désirs. Sur l'univers nous avons prise ; dans les séries causales, il nous est loisible d'introduire des facteurs nouveaux.

Quant à l'impression de libre choix qui accompagne les décisions volontaires, ce n'est point de l'ignorance des causes génératrices qu'elle résulte, comme le croyait Spinoza. Cette impression s'affirme d'autant plus forte, en effet, que nous connaissons mieux le pourquoi de nos décisions, les motifs et les mobiles auxquels notre vouloir obéit ; elle naît du sentiment qu'a l'individu d'être l'auteur conscient d'actes soit mauvais, soit bons. Notre moi dans ce qu'il a de profond, idées, tendances, besoins, non dans ses éléments superficiels ou peu durables, désirs subits, brusques émotions, s'affirme cause et raison d'être de faits déterminés. S'ils résultent d'une impression isolée ou morbide : accès de fièvre ou de colère, aucunement de la personnalité essentielle, gestes et paroles ne comportent qu'une responsabilité minime, nulle même. Mais nous estimons libres, réfléchies, préméditées, les actions qui découlent de la synthèse hiérarchisée d'éléments psychiques que l'on dénomme volonté. Déjà, le pouvoir personnel existe chez l'animal et chez l'enfant, d'où une attente joyeuse ou triste que l'éducation et l'habitude développent singulièrement ; néanmoins il ne s'épanouit que chez l'homme adulte. La liberté, dont témoigne la conscience, apparaît signe et conséquence de l'activité efficiente du moi, de sa causalité psychologique. Elle est l'équivalent, pour l'énergie mentale, des données sensibles à l'égard du monde extérieur. Toujours la causalité intellectuelle provoque le sentiment de liberté, comme, dans le monde physique, les ondes sonores engendrent des sensations auditives, les vibrations lumineuses des impressions colorées. Pas plus que ne sont mensongères les perceptions provoquées par les objets qui nous environnent, ce sentiment

n'est illusoire ; il a, comme elles, une valeur symbolique et relative. Quant à l'imprévisibilité des réactions volontaires, c'est une résultante soit de l'infinie complexité des antécédents, soit de la diversité incroyable des conditions de temps et de milieu.

Les volontés fortes, réfléchies, persévérantes, sont rares, même parmi les individus normaux et sainement équilibrés. Beaucoup sombrent par manque de courage. Ne maudissons pas trop la peur de souffrir, elle est à la base de mille inventions utiles et de l'ensemble du progrès ; aux époques favorables, elle incite à prévoir les jours mauvais pour en atténuer les rigueurs. Mais il arrive, et maintes fois, hélas ! que la perspective de douleurs, d'avance et faussement jugées insupportables, fasse désertir l'arène sans avoir engagé le combat. Beaucoup s'avèrent les artisans de leur propre défaite ; pareils aux naufragés que l'espoir abandonne, d'eux-mêmes, ils desserrent l'étreinte qui les retient à la bouée de sauvetage. Que de belles actions ne furent point faites, que d'œuvres remarquables ne virent jamais le jour, parce qu'une crainte excessive paralysa les muscles, engourdit les cerveaux. Le vrai, le seul vaincu, c'est l'homme qui croit l'être, même dans les fers il ne l'est pas, celui qui ignore le découragement. Au courage, joignons la patience, une patience active qui n'est pas la résignation chère aux théologiens. Loin de s'engourdir dans un sommeil fataliste, que l'esprit reste vigilant, prêt à saisir toute occasion d'agir qui s'offre. Répondre par la douceur aux violences de tyrans bien organisés n'excite point mon admiration ; se laisser insulter par quiconque, jouer les rôles de souffre-douleur et de bon chien, c'est le fait d'un pleutre ou d'un sot. Qui attend tout du hasard, de ses chefs ou d'un bon dieu qu'il flagorne, s'avère dupe incorrigible. Mais, pour que les semences confiées au sol donnent une moisson superbe, il faut de longs mois ; de nos impatiences ou de nos prières la nature se moque ; c'est en fonction de règles implacables que se déroulent ses processus. Les travaux à longue échéance, les luttes gigantesques de notre espèce contre la nature ou des précurseurs contre l'injustice humaine exigent aussi la persévérance. Aux volontés tenaces sont dues, en général les œuvres qui durent. Rénovations de la pensée, de l'art, du savoir, réformes des directives morales exigent une rare constance chez leurs promoteurs, qu'environne l'indifférence ou l'hostilité. Malgré la répugnance qu'inspirent maintes de leurs idées, un saint Paul, un Mahomet, un Luther étonnent, aujourd'hui encore, par l'opiniâtreté infatigable de leur apostolat. Même remarque touchant l'effort d'un Christophe Colomb, d'un Bernard Palissy, d'artistes, de savants innombrables qui peinèrent de longues années, une vie entière parfois, avant d'atteindre le but qu'ils s'étaient proposé. A l'inverse, chez beaucoup, les plus belles qualités restent infécondes, parce que leur vouloir instable ne parvient à se fixer nulle part. Ils essayent tout, mais s'éloignent sans avoir rien approfondi ; la première difficulté les rebute. Au lieu de prendre la voie droite, ils n'avancent un peu que pour revenir en arrière, s'égarent dans des sentiers tortueux, obliquent souvent à la croisée des chemins. Sans doute, les volontés les plus fermes défaillent à de certains moments ; joie et douleur, espoir et crainte, enthousiasme et découragement se succèdent, chez tous, selon un rythme variable mais fatal. Du moins l'homme persévérant se ressaisit avant qu'il soit trop tard. — L. BARNHARTT.

VOLUPTÉ n. f. (du latin *voluptas*, dérivé fort probablement de *volupe*, chose agréable, plaisir, et de *velle*, vouloir ardemment. *Volupté* est, dans la Mythologie, la déesse du plaisir, du bien-être et de la santé ; fille de l'Amour et Psyché).

Vif sentiment de plaisir soit physique, soit moral. Interprété dans son double sens, *volupté* a une très

grande extension et se prend tantôt en bonne, tantôt en mauvaise part. Les voluptés du corps. La volupté de boire quand on a bien soif, de manger quand on a très faim. Les savants trouvent de la volupté dans la découverte des vérités. Aristippe faisait consister le souverain bien dans la volupté. Se plonger, languir dans les voluptés. Les raffinements de la volupté. Ivre de volupté et d'amour. La volupté de certains parfums. Un océan de voluptés. La volupté des courbes qui rappellent la forme des croupes, des seins, des ventres. Employé dans le sens absolu, volupté signifie presque toujours plaisir des sens ; cependant on l'emploie aussi dans l'expression d'un grand enchantement spirituel : les voluptés de l'âme : « Les justes seront abreuvés dans un torrent de voluptés » (Écrit. Sainte) ; la vertu fut toujours la volupté suprême.

Voici quelques citations d'auteurs en guise d'illustration :

« La volupté est une libertine qui se déplaît dans le mariage parce qu'il y a des liens trop serrés qui l'y attachent. » (Le Père Du Bosc.)

« La volupté est une création humaine, un art délicat où quelques-uns seulement sont aptes, comme à la musique et à la peinture. La Nature ne s'inquiète pas du plaisir, l'acte lui suffit. » (Rémy de Gourmont.)

« La volupté est ce qui nous fait toucher du doigt la seule idée rationnelle qu'on puisse avoir du Paradis. Mahomet ne s'y est pas trompé. » (P. Berthoud.)

« O Sainte Volupté qui coules dans mes veines,
Toi qui me tords les nerfs et réchauffes mon sang.
Toi qui m'as délivré de mes sublimes chaînes,
Je suis ton fils et ton disciple obéissant. » (Jules Bois.)

« On ne quitte guère la volupté que par lassitude, tant elle nous enchante, tant elle est notre paradis sur terre. » (Saint-Evremond.)

« Le plaisir qu'on m'accorde par devoir cesse pour moi d'être un plaisir, et je dispense ma maîtresse de tout devoir envers moi. Qu'il m'est doux d'entendre sa voix émue exprimer la joie qu'elle éprouve, et me prier de ralentir ma course pour prolonger son bonheur ! J'aime à la voir, ivre de volupté, fixer sur moi ses yeux mourants, ou, languissante d'amour, se refuser longtemps à mes caresses. »

« Si tu veux m'en croire, ne te hâte pas trop d'atteindre le terme du plaisir ; mais sache, par d'habiles retards, y arriver doucement. Lorsque tu auras trouvé la place la plus sensible, qu'une sottise pudore ne vienne pas arrêter ta main. Tu verras alors ses yeux briller d'une tremblante clarté, semblable aux rayons du soleil reflétés par le miroir des ondes. Puis, viendront les plaintes mêlées d'un tendre murmure, les doux gémissements, et ces paroles agaçantes qui stimulent l'amour. Mais, pilote maladroit, ne va pas, déployant trop de voiles, laisser ta maîtresse en arrière ; ne souffre pas non plus qu'elle te devance ; voguez de concert vers le port. La volupté est au comble lorsque, vaincus par elle, l'amante et l'amant succombent en même temps. » (Ovide.)

La volupté était représentée par les anciens artistes sous les traits d'une belle femme dont les joues sont colorées, les regards languissants et l'attitude lascive. Elle est vêtue d'une robe de gaze, couchée sur un lit de fleurs et tient à la main une boule de verre qui a des ailes.

La volupté en amour est un art et une science tout

à la fois. Cette recherche de l'intensité dans le plaisir, qui procède généralement d'une nature ardente et d'une délicatesse des sens, a été souvent blâmée par ceux qui ne veulent voir dans la vie qu'une épreuve ou une pénitence, une épreuve pour accéder à une plus haute destinée, comme chez les spirites, une pénitence en raison du péché originel commis par nos premiers parents, selon le dogme catholique. Il est bien évident que pour tous ceux qui croient à l'immortalité de l'âme, la vie n'étant pas une fin en soi, les hommes et les femmes ont le devoir de s'astreindre à des purifications, voire à des mortifications pour mériter le ciel et l'infini ; d'où une morale faite de renoncement aux plaisirs matériels et physiques, un code des devoirs à remplir, des prescriptions à suivre, des commandements à observer en vue d'une autre ou d'autres vies. Cette morale, généralement répandue dans les pays où règne la civilisation occidentale — mais rarement pratiquée par ceux-là mêmes qui l'enseignent — nous fait comprendre le pourquoi du discrédit dans lequel est restée la philosophie épicurienne ; n'appelaient-on pas ses disciples : *les pourcœurs d'Epicure* ? On conçoit fort bien que les choses bonnes, de qualité supérieure, étant très limitées dans le monde, les « profiteurs » de tous les temps, de toutes les religions et de tous les régimes aient enseigné aux peuples soumis à leur égoïste entreprise cette morale de résignation, de renoncement aux biens matériels, aux plaisirs et à la volupté. En vérité, cette misérable escroquerie, sous prétexte d'une autre vie gagnée par l'abandon réel de celle-ci, ne laissait aux pauvres outils que le devoir, le travail et la reproduction. La volupté charnelle, recherchée pour elle-même, fut condamnée. Cette néfaste influence de la morale anti-physique et anti-naturelle se fait encore sentir partout, même dans les milieux où l'on se targue d'être libérés des dogmes de l'Eglise, et il est constant d'entendre parler des personnes voluptueuses ou de ceux qui recherchent la volupté en termes méprisants ou tout au moins péjoratifs.

Et cependant, pour tout être normal, sensé, non intoxiqué par l'hypocrisie d'une fausse civilisation et par les sophismes de religions abétissantes, la recherche de la volupté est chose légitime et saine. Il est bon, il est juste, il est utile que la peine des hommes pour assurer leur pain, pour aménager la planète, pour combattre leurs maux soit récompensée par le plaisir et par la joie ; autrement la vie serait haïssable et le monde condamnable. Il faut réhabiliter la volupté, lui rendre la place qui lui revient dans la somme de nos sensations et dans la vie ; je dirai mieux : une société qui aurait le souci du bonheur de ses membres devrait en enseigner l'art, en dévoiler les sources. « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger », disait Térence, j'ajoute : « Rien de ce qui est bon ne doit nous être interdit ». « Fils du hasard qui lança un spermatozoïde aveugle dans l'ovaire », l'homme trouve, en naissant, un monde où, le plus souvent, les peines l'emportent, et de beaucoup, sur les joies... et il sait que sa vie est brève, que la mort le guette à chaque pas. Pour quoi, pour qui se priverait-il du bonheur de jouir largement de tout ce que lui offrent la nature et ses semblables ? La volupté est partout et dans tout : fleurs, fruits, animaux, sites, couleurs, sons, lignes, saveurs, odeurs, toucher ; elle entre en nous par tous nos sens et charme autant qu'elle avive et développe notre intelligence. Si la volupté n'était pas, il faudrait la créer. Los à la volupté qui consolera toujours l'homme sage d'être né !

— Eugène HUMBERT.

X

XÉNOPHOBIE, XÉNOPHOBIE. De par son étymologie (du grec *xénos*, étranger, et *phobos*, effroi), la définition qu'il convient de donner de ce mot, définition qui, d'ailleurs, est la plus généralement admise, est la suivante : Le xénophobe est celui qui déteste l'étranger. La xénophobie est donc l'état d'esprit, la passion de quiconque a en haine l'étranger.

L'« étranger », c'est-à-dire celui qui n'est pas du même lieu, celui que les hasards de la vie ont fait naître dans un autre pays, dans une autre nation, dans une autre « Patrie », laquelle est située de l'autre côté de la frontière, bien que cet « étranger » soit pétri du limon dont sont faits tous les hommes, bien que ses besoins, ses misères, ses souffrances, ses joies, ses grandeurs et ses petitesse autant que ses aspirations et ses rêves, soient ceux de tous les pauvres mortels !

Relater tous les méfaits, toutes les horreurs, tous les crimes, toutes les abominations dont cette passion fut et est encore l'instigatrice, serait faire toute l'histoire de l'Humanité, depuis les âges les plus obscurs où l'homme, désarmé et privé de tout, ne pouvait être qu'« un loup pour l'homme », jusqu'à la formation de nos sociétés modernes, merveilleusement outillées, en possession d'un prodigieux acquis, et où l'individu, se sentant de plus en plus solidaire de ses semblables, s'achemine lentement mais résolument vers l'unification et la pacification de la planète qu'il habite !

On conçoit, sans effort, qu'aux époques les plus reculées, lorsque l'homme à peine sorti de l'animalité la plus grossière, se trouvait, en quelque sorte, sous la dépendance de la nature ; que, contraint, par l'indigence du sol, par l'ignorance de toutes les richesses que ce sol recélait en son sein ; que, réduit, en somme, par l'insuffisance d'une nourriture extrêmement précaire, à une lutte de tous les instants en vue de conquérir ce qui était indispensable à l'entretien de son existence, on conçoit que l'homme fut tout naturellement enclin à considérer comme ennemis des créatures en tous points semblables à lui, mais qui, par le jeu du hasard autant que par l'impérieuse loi des affinités ou les nécessités de la vie, constituaient le clan voisin que les mêmes besoins, le même instinct de la conservation poussaient à rechercher une subsistance déjà convoitée et qu'on ne parvenait, le plus souvent, à se procurer qu'au prix d'une pêche ou d'une chasse comportant les plus graves dangers !

Il fallait manger et les produits étaient rares ! Quoi d'étonnant que les hommes se dressassent farouches, implacables, en concurrents, et que dans le cerveau du primitif naquit la haine de celui, « l'étranger », l'homme de l'autre clan, qui venait lui disputer la maigre pitance qu'une nature hostile, avare de ses biens, ne lui accordait que contre la rançon de pénibles efforts ?

Mais aujourd'hui ! Alors que l'homme s'est soustrait à la tyrannie de la nature grâce à une compréhension de plus en plus nette des phénomènes qui l'entourent ; alors qu'il cultive le sol, extrait des entrailles de la terre les immenses richesses qu'elle renferme, qu'il accroît sans cesse et qu'il perfectionne les instruments de travail, multiplie les produits les plus variés, qu'en un mot, par l'utilisation des moyens prodigieux que son esprit inventif et de plus en plus averti a mis au jour, il pourrait faire naître l'abondance qui satisferait aux besoins de tous, en comprend mal, tout d'abord, qu'il puisse encore nourrir des sentiments de méfiance, de malveillance à l'égard des autres hommes qui, le plus souvent, ne diffèrent guère de lui que par le langage ou certains détails de l'aspect extérieur.

Dans son intellect, lentement, au cours d'innombrables siècles, se formèrent des habitudes, des instincts moraux qui l'incitaient à rechercher des formes de société toujours plus favorables à la réalisation de son bien-être et de sa sécurité. Mais, en même temps, alors que, de plus en plus soumis à cette grande loi de la nature qu'est l'entraide, il s'unissait à ses pairs dans le but d'accroître le bien de tous et de chacun, en même temps un second courant représentant un autre aspect des rapports humains, se dessinait. L'affirmation du « moi », de l'individu se manifestait. Dès lors, lutte pour atteindre une supériorité personnelle, lutte pour une supériorité de caste et également pour une supériorité de clan, de tribu, de province, de pays, de nation, de patrie !...

A bien envisager les choses, la xénophobie résulterait de ce sentiment qu'a l'individu de sa prétendue supériorité. La très haute opinion qu'il a, bien souvent, de lui-même, de sa personnalité, fait qu'il tient en mépris la personnalité d'autrui. En vertu de cette doctrine qu'est l'anthropocentrisme qui voit dans l'homme, en général, le centre des choses, la fin suprême de la nature, chaque individu tend, à son tour, à se considérer, comme un modèle, comme un parangon de beauté, d'intelligence, qui peut, par conséquent, témoigner à l'égard des autres — nécessairement ses inférieurs, — à l'égard de tout ce qui n'est pas lui, d'une indifférence allant très souvent jusqu'au dédain, sinon jusqu'à la haine !

Et ce sentiment peut se généraliser, devenir collectif.

Si l'on étudie, par exemple, le peuple juif, avant que le plus cruel et le plus ironique des destins ne l'ait contraint à se disperser, à se dissoudre dans toutes les nations, à devenir cet infortuné « peuple errant emportant sa patrie à la semelle de ses souliers » ; si l'on étudie l'histoire de ce peuple, on apprend que celui-ci était à ce point imbu de sa « supériorité » qu'il ne pouvait admettre qu'il y eût d'autres lois, d'autres codes que ceux qui lui avaient été dictés par son Dieu

et Maître Yahve, dont il se proclamait, avec superbe, le « peuple élu ». Impies, abominablement sacrilèges devenaient tous les autres peuples refusant de s'incliner devant la divinité juive, la seule qui eût droit de cité ! Lui seul, peuple juif, méritait de vivre, de grandir, de rayonner avec éclat sur l'Univers entier !

Est-il besoin d'ajouter que, par un juste retour des choses, par l'application du même principe, la manifestation d'un sentiment identique, le juif s'attirait tout le mépris, toute la haine des autres peuples qui, également pénétrés de cette idée aussi fausse qu'absurde d'être, eux aussi, des « peuples élus », ne pouvaient accepter cette impardonnable injure d'être jugés inférieurs !

On arrive ainsi à ce résultat assez inattendu que lorsqu'un peuple, une nation, affirme — sans d'ailleurs jamais être en mesure d'en administrer des preuves de nature à emporter la conviction — lorsqu'une nation affirme sa supériorité sur le peuple voisin, celui-ci, pour ne pas être en reste, émet la même prétention, de telle sorte que, au total, ces deux « supériorités » aboutissent, en fait, tout simplement à deux « égalités » où l'on retrouve les mêmes beautés mais aussi les mêmes laideurs, la même loyauté en même temps que la même perfidie, un égal amour de la justice, mais également un même penchant pour la turpitude, en un mot tout ce qui constitue, d'une manière générale, dans tous les lieux et sous tous les climats, la pauvre nature humaine !

De même que l'individu ne veut pas mourir, qu'en lui subsiste la passion, pour ainsi dire instinctive, de durer éternellement, de même les peuples, les nations, les patries ne sauraient admettre qu'elles sont fatalement appelées à disparaître. Non seulement nul événement, aucune catastrophe ne pourrait mettre un terme à leur existence, mais encore la primauté doit leur être accordée en toutes choses. Chaque collectivité, chaque groupe humain se croit, sinon le seul groupe existant, du moins le seul qui soit digne d'intérêt, le seul à mériter honneurs et joies ! Attribuant au petit coin de terre qu'il occupe une valeur particulière, il est tout naturellement porté à considérer comme nettement inférieures les contrées qu'il ne connaît pas, avec lesquelles, en tout cas, il n'a rien de commun. Et c'est ainsi que certains hommes en viennent à glorifier le mal fait par leurs « glorieux ancêtres », à magnifier, à exalter les crimes, les massacres perpétrés par « la fière et courageuse Nation » à laquelle ils s'honorent d'appartenir ! Piller, tuer l'ennemi, « l'étranger », devient, pour le xénophobe, une œuvre méritoire puisque, non content des anciennes turries, il en prépare joyeusement de nouvelles !

La France des Poincaré, des Doumergue, des Barthou, la France des Puissances d'argent qui mettent le pays au pillage, d'une presse dont la vénalité et la corruption ne sont à nulles autres pareilles, continue de se croire la « Grande Nation ». De même l'Allemande, après les crimes inexpiables du tortionnaire Hitler auquel elle s'est lâchement soumise, se déclare toujours la première par la puissance de son génie et la générosité autant que l'élévation de ses pensées ! Et si la Chine est « la grande aïeule », la « nation immortelle », le Japon, n'ayant pas davantage le sens du ridicule, s'érige en Empire du « Soleil Levant », empire dont la mission la plus urgente et la moins contestable est d'étendre sa « bienfaisante hégémonie » sur le monde entier.

Routine, antiques survivances, conventions traditionnelles, telles sont les sources malsaines, empoisonneuses auxquelles s'alimente surtout la xénophobie. Ajoutons-y le sentiment de sottise vanité qui est, encore hélas ! le peu enviable privilège de tant d'individus ! On pourrait admettre, à la rigueur, que le « patriote » voue à « sa patrie » un culte ardent fait exclusivement d'amour, de dévouement et de fidélité. Mais pourquoi faut-il que d'aussi belles vertus s'accompagnent d'une haine farouche autant qu'irraisonnée pour tout ce qui n'est point compris dans le territoire fermé dont notre « patriote » a dû faire sa demeure ?...

Certes, une véritable révolution de la pensée sera, sans doute, nécessaire pour transformer une mentalité aussi exécrable. Tenaces, en effet, sont les préjugés à vaincre. Toutefois, nous pouvons d'ores et déjà enregistrer cette réconfortante constatation que les haines nationales s'atténuent en dépit des efforts désespérés des nationalistes et xénophobes de tout acabit qui, d'ailleurs, ne retirent, le plus souvent, des rivalités entre les peuples, que profits et larges prébendes !

Si l'on se hait encore de frontière à frontière — et l'on sait combien de facteurs (éducation, famille, presse, religion, etc.) concourent à entretenir cette passion criminelle, — les chaînes qui rattachent l'individu au sol natal sont de plus en plus fragiles ; les frontières, toujours plus instables, disparaissent en maints endroits, en l'attente du jour où leur existence aura pris fin, tandis qu'un puissant courant de sympathie mutuelle et de fraternelle entr'aide, déterminé par la claire notion des intérêts communs aux travailleurs de toutes les nations, entraîne irrésistiblement l'Humanité vers la création d'une seule et immense patrie que formeront tous les hommes devenus libres et indépendants en même temps que plus aimants et plus solidaires ! —

A. BLICQ.



Z

ZÉLATEUR, TRICE. Le terme zélateur ou zélatrice peut être appliqué à quiconque, homme ou femme, se prodigue en faveur d'un mouvement, d'une doctrine, d'un parti. Mais l'emploi de ce mot est devenu très rare dans le langage courant : d'ordinaire, il comporte même une nuance de moquerie à l'égard de la personne ainsi qualifiée. Un zélateur, une zélatrice sont, dans l'esprit de beaucoup, des individus dont le cerveau est mal équilibré ou l'ardeur par trop intempestive. Néanmoins, parmi les dévots, il continue d'être employé fréquemment, et dans un sens laudatif.

Dans les confréries et les associations pieuses, qui permettent aux fonctionnaires pontificaux d'exploiter méthodiquement les laïques crédules, on appelle en effet zélateur ou zélatrice, selon le sexe, la personne chargée de recueillir les cotisations, de transmettre les mots d'ordre et de réchauffer le zèle des adhérents, dans une paroisse ou une région déterminée. Ajoutons que les femmes, les plus cancanières et les plus laides, ont une prédilection marquée pour ce rôle. De la sorte, elles peuvent gagner le ciel en exerçant leur besoin de disputer et de médire ; leur vanité est également satisfaite, car à l'église, dans les processions, dans les réunions paroissiales, elles se pavant officiellement à la tête du troupeau des bigotes. Pour capter la confiance des femmes, de celles qui sont riches surtout, l'Eglise s'est montrée incomparable.

Rappelons enfin qu'à l'époque où Vespasien commença la guerre de Judée, en l'an 67 de notre ère, certains juifs, qui luttèrent avec ardeur pour l'indépendance de leur pays, furent appelés *zélateurs*. Ils étaient disciples de Judas de Galilée, et leur influence fut grande pendant quelques années. Les exactions des Romains avaient, en effet, provoqué une révolte générale des habitants de la Palestine ; mais les excès des zélateurs eurent des conséquences désastreuses pour la cause qu'ils voulaient servir. Comme toujours, lorsque la misère et la détresse sont grandes, faux messies, prophètes politiques, charlatans religieux pullulaient. A Jérusalem même, les zélateurs poursuivirent une lutte violente contre le grand sacrificateur Ananias. Ce dernier les assiégea dans le temple qu'ils avaient transformé en citadelle, mais finalement il fut vaincu par suite de la trahison de Jean de Giscala, son homme de confiance, et de l'intervention des Iduméens qui le tuèrent ainsi que l'autre pontife nommé Jésus. Devenus maîtres de la ville, les zélateurs se divisèrent, plus tard, en deux factions, commandées, l'une par Jean de Giscala, l'autre par Eléazar ; une troisième faction s'ajouta, par la suite, aux deux autres et reconnut l'autorité de Simon, un chef de bandes redoutable. De fréquents combats ensanglantèrent Jérusalem. Lorsque Titus assiégea la ville, une trêve survint entre les factions, ce qui n'empêcha pas Jean de Giscala de se débarrasser d'Eléazar par

truse. C'est le 8 septembre de l'année 70 que la capitale de la Palestine fut prise ; la plupart des habitants furent réduits en esclavage ou tués. Jean implora la clémence des vainqueurs et fut condamné à la prison perpétuelle ; Simon fut conduit à Rome et, après avoir paru au triomphe, il fut traîné une corde au cou, battu de verges et exécuté comme un criminel. Ainsi disparurent les zélateurs qui, même devant l'adversaire commun, n'avaient pu s'entendre pour lutter efficacement. — L. BARREDETTE.

ZÈLE n. m. (du grec *zêlos*, ardeur, empressement). Le zèle c'est l'ardeur agissante que l'on déploie en faveur soit d'une cause, soit d'une idée, soit d'une personne que l'on aime particulièrement. Si de vieilles et sottes religions continuent de prospérer, si d'ignobles partis politiques attirent une clientèle nombreuse, c'est qu'ils ont des recruteurs enthousiastes, dont l'esprit de prosélytisme est contagieux. Parce qu'ils se laissent guider par le sentiment, non par la raison, la plupart des hommes s'avèrent moins sensibles aux arguments intellectuels, qu'aux mobiles d'ordre affectif.

Certes, nous déplorons que la vérité froide et nue rencontre si peu d'amants, même à notre époque de progrès scientifique, et que l'on continue de préférer les fables ou les mythes trompeurs aux rigides conclusions imposées par l'observation impartiale et la déduction logique. Espérons qu'un jour les causes justes triompheront par la seule force de l'évidence rationnelle. Mais, pour hâter ces heureux temps, un travail d'éducation individuelle et collective s'impose qui, de la part de ses protagonistes, requiert beaucoup de zèle et de désintéressement. Zèle bien différent de l'agitation incohérente et désordonnée, dont le résultat s'avère habituellement négatif ; zèle qui se refuse à user de contrainte comme le font si volontiers nos adversaires et qui reste toujours respectueux de la liberté d'autrui. Mais zèle méthodique, réfléchi, tenace, qui ne laisse jamais le champ libre aux ennemis de la vérité, et dont la persistance surmonte des obstacles en apparence infranchissables.

L'exemple personnel, une bienveillante compréhension, la douceur gagnent souvent les esprits d'une façon plus certaine que de violentes critiques, de brusques accès de mauvaise humeur, des discussions mesquines et à perte de vue. Néanmoins, la rudesse convient parfois ; et l'on doit savoir, en certains cas, riposter vertement. Un zèle mal compris et hors de saison nuit à une cause beaucoup plus qu'il ne la sert. A côté des adversaires de mauvaise foi, il y a place pour des contradicteurs sincères qu'il ne faut pas rebuter par l'aigreur acariâtre de propos inconsidérés.

Ceux qui passent leur existence à critiquer les autres, sans jamais rien faire eux-mêmes, accomplissent

une œuvre négative qui n'est pas sans utilité. Toutefois, quand des appréciations respirent la malveillance ou le parti pris, elles ne grandissent point celui qui les émet. Ne décourageons pas les hommes entreprenants et hardis qui se dépensent pour une œuvre féconde et belle, même si nous estimons préférable de nous croiser personnellement les bras. — L. BARRAZETTE.

ZODIAQUE n. m. (du grec *zodiakos*). Grand cercle de la sphère céleste divisée en douze lignes.

Le chemin que le Soleil semble accomplir dans le ciel, par son mouvement annuel autour de la terre, s'appelle *écliptique*. En réalité, c'est notre globe qui tourne autour du soleil, mais par un effet de perspective le soleil paraît faire le tour du ciel en un an et le tracé de ce mouvement apparent est donc l'*écliptique*. Les anciens avaient appelé *Zodiaque*, une zone de 8 degrés 1/2 de part et d'autre de l'*écliptique* et l'avait divisée en 12 parties égales. Cette zone offre deux particularités intéressantes : elle contient la course apparente du soleil et les planètes du système solaire, y compris la majorité des astéroïdes circulant constamment à l'intérieur de cette zone. Les anciens avaient groupé les étoiles du *Zodiaque* en 12 constellations que le soleil traverse successivement au cours de ses positions dans le ciel, en commençant au printemps par celle du Bélier. Les constellations zodiacales sont : le Bélier, le Taureau, les Gémeaux, le Cancer, le Lion, la Vierge, la Balance, le Scorpion, le Sagittaire, le Capricorne, le Verseau et les Poissons.

Il y a deux mille ans, au moment de l'équinoxe du printemps, le Soleil se trouvait dans la constellation du Bélier ; actuellement, au même moment, il se trouve dans les Poissons et bientôt, à l'équinoxe du printemps, il se trouvera dans le Verseau. Ce recul est dû au phénomène de la précession des équinoxes qui fait rétrograder de 50 secondes d'arc par an, le point Gamma (point vernal) de façon à lui faire accomplir le tour du ciel en 25.765 ans. Ce mouvement rend l'année tropique ou retour du soleil à l'équinoxe du printemps un peu plus courte que l'année sidérale. C'est pourquoi, actuellement, les signes du *Zodiaque* ne correspondent plus aux constellations dont ils portent le nom. — Charles ALEXANDRE.

ZOOLOGIE n. f. (du grec *zôon*, animal, *logos*, discours). On définit habituellement la zoologie l'étude des animaux. Et cette définition suffit à donner une idée de l'importance et de l'étendue de cette branche des sciences naturelles. Au sens large, elle englobe même tout ce qui concerne la connaissance du corps humain.

Lorsqu'il s'agit d'animaux inférieurs, il est parfois difficile de les distinguer des végétaux. D'une façon générale les animaux manifestent leur sensibilité par des mouvements ou des cris ; ils se déplacent à volonté et introduisent dans leur bouche les aliments qu'ils ont pu saisir grâce à des mouvements d'ordinaire assez compliqués. A l'inverse, les végétaux ne témoignent d'aucune sensibilité ; immobiles et fixés au sol, ils ne parviennent à se nourrir qu'à l'aide de leurs racines et de leurs feuilles. Mais ces caractères superficiels et même arbitraires ne permettent pas de différencier nettement le règne animal du règne végétal. Certaines plantes sont douées d'une sensibilité manifeste ; et, au dire de savants très sérieux, tous les végétaux, même les plus inertes en apparence, auraient une sensibilité que des expériences délicates arrivent à déceler. Les mouvements de la *Sensitive*, du *Rosolis*, de la *Dionée*, de l'*Utriculaire*, etc..., sont signalés dans les manuels de botanique même élémentaires. Chez les plantes les plus communes, pression, lumière, pesanteur déterminent des mouvements aujourd'hui parfaitement connus.

Dans le monde des infiniment petits, il devient presque impossible de savoir, en certains cas, si l'on est en

présence d'animaux ou de végétaux, car les seconds se meuvent aussi facilement que les premiers. C'est grâce à la présence de certains éléments, de chlorophylle par exemple, que l'on opère une distinction qui reste forcément contestable et arbitraire.

Le nombre des espèces animales existant sur le globe est prodigieux. Pour les étudier plus facilement, on les ramène à des groupes hiérarchisés et de plus en plus généraux, qui permettent de dégager les caractères essentiels des différents êtres, de les coordonner et d'établir entre eux des rapports conformes à ceux qui existent effectivement dans la nature. On aboutit ainsi à une classification, qui n'est aucunement arbitraire puisqu'elle s'appuie sur les caractères profonds et permanents des espèces étudiées.

La division la plus générale des animaux consiste à les classer en *Vertébrés* et en *Invertébrés*. Les *Vertébrés* seront eux-mêmes subdivisés en *Mammifères*, *Oiseaux*, *Reptiles*, *Batrachiens*, *Poissons*. Les *Invertébrés* comprendront les *Articulés*, les *Mollusques*, les *Vers*, les *Echinodermes*, les *Célestés*, les *Spongiaires*, les *Protozoaires*. Chacun de ces groupes sera l'objet de divisions et de subdivisions nombreuses dont on parle longuement dans les livres de zoologie. Anatomie et physiologie occupent une place de plus en plus importante dans les sciences naturelles ; la partie purement descriptive n'est plus considérée comme l'élément essentiel. L'homme n'étant lui-même qu'un animal plus perfectionné, l'on peut et l'on doit rapprocher ce que nous savons de la constitution et du fonctionnement de son organisme de ce que la zoologie nous révèle concernant l'anatomie et la physiologie des autres animaux. De ces comparaisons se dégagent de précieux renseignements qu'utilisent la biologie générale et même la médecine.

Donner une vue d'ensemble des principaux groupes constituant le régime animal nous entraînerait trop loin et ne cadrerait guère avec l'esprit de cette Encyclopédie. Mais, lorsqu'il s'agit des animaux, un plaidoyer s'impose, croyons-nous, en faveur de ces habituelles victimes de la cruauté humaine. En théorie, sinon en pratique, la charité des occidentaux veut bien s'étendre à notre espèce dans ses différentes variétés : elle ne dépasse pas ce domaine restreint où l'amour du moi garde une place prépondérante. L'Orient, si méprisé, a dû montrer la voie ; et depuis peu il est permis, chez nous, d'être bon pour certains animaux sans se couvrir de ridicule. Aux hommes la libre disposition des biens de ce monde, et la survie dans l'autre : pour eux la douleur a un prix, les larmes appellent une récompense, car justice leur est due au moins par delà la tombe. Les coups, la fatigue, avec les maigres joies d'une pauvre pittance, l'anéantissement au bout, voilà qui suffit, pensent nos catholiques, au reste des terriens. Raisons intéressées, peu généreuses, où les contradictions abondent, car, aux regards de l'univers, peines et plaisirs de l'homme doivent se rapprocher beaucoup de ceux de l'animal. Ils prouvent un amour de l'existence, légitime certes, mais exclusif et qui s'accommode de l'injustice lorsqu'elle est profitable.

Un élargissement de notre pitié s'impose, une extension de notre bienveillance aux humbles formes de la vie, à tout ce qui souffre et meurt. En oubliant de le prescrire, morales et religions d'Occident ont laissé, pendant des siècles, se multiplier les douleurs muettes de nos frères innocents et parfois si fidèles. Dans la profusion des espèces semées par la nature, certains animaux sont nuisibles, d'autres utiles. Nous détruisons les premiers par intérêt ; le sort des seconds vaut rarement mieux, car c'est pour leur chair qu'habituellement nous les nourrissons. De l'avis commun, prolonger leur agonie, multiplier leurs peines serait criminel. Certes, la nature nous donne l'exemple de la cruauté. Sans pitié comme sans scrupules, elle livre les faibles en pâture

aux forts ; elle fait parfois de l'amour du carnage, de la soif du sang de nécessaires conditions d'existence. Autant qu'une mère elle est une tombe : à la joie elle associe volontiers la douleur, et la plante même n'est point exempte, peut-être, d'imprécises souffrances.

Mais l'homme a dépassé ce stade, grâce à sa conscience et à sa raison ; il n'est plus l'esclave d'une nature aveugle. A lui donc d'adoucir, tout au moins, le trépas de la bête ; et qu'une fin soit mise aux vivisections atroces, pratiquées sans anesthésie préalable par des carabins dépourvus de cœur. La science, espérons-le, découvrira un jour des possibilités nouvelles et heureuses, qui sauvegarderont la vie de nos serviteurs silencieux ; la destruction des germes assurera la disparition, sans douleur, des espèces dangereuses. Dès aujourd'hui, mettons un terme au martyre des éternels enfants que sont les animaux. Enfants chez qui sommeillent d'étranges virtualités : à preuve ceux qui pensent et calculent à la manière des hommes. Qu'ils soient pour nous des compagnons et des amis, non des souffre-douleur !

Comprenons aussi que dans l'univers tout s'enchaîne et se tient, que des rapports étroits nous relient et à l'animal et à la plante. En pleine nature, quand la houle des verts aux nuances infinies se constelle de fleurs éclatantes, quand les corolles déversent à torrent leurs parfums, et que les mille bruits de la vie s'élèvent en harmonieux concert, il arrive au moi de se fondre, vibrant à l'unisson d'un rythme souverain. Et devant l'éternel tourment de la mer agitée, et devant les pics altiers aux robes virginales, s'élargit aussi,

dans un envol divin, l'horizon borné de notre personne. Tressaillements d'une âme sensible aux frissons de la terre ; intime communion des hommes et des choses ; fraternité totale dans l'universalité de ce qui vit.

Poésie, dira-t-on. Poésie sans doute, mais qui a le mérite de se confondre avec la vérité ; poésie dont les racines plongent, non dans la fiction, mais dans un savoir que n'obscurcit nul préjugé. Car elle est aujourd'hui évidente, la fondamentale identité de ce qui pense et de ce qui vit, de ce qui vit et de ce qui est. Minéraux, plantes, animaux, humains, comme les branches dans l'arbre, la verdure et les fleurs, sont seulement les étapes d'un même devenir vivant. Partis de communs germes, ils se rejoignent dans une semblable destinée ; sous la diversité des formes et des individualités transitoires s'avère la pérennité d'éléments primordiaux. La mort ne peut atteindre que la synthèse éphémère des personnes ; tout se meut, tout vit dans le cosmos, et la matière inorganique elle-même recèle de sourdes aspirations. La pitié n'est donc point trompeuse qui nous incline vers l'oiseau blessé ou la rose qui meurt ; et c'est faire œuvre de rédempteur que d'apprendre aux hommes qu'il est temps de s'aimer. L'interdépendance des terriens est un fait que les recherches positives ont rendu plus certain. Et, puisque les virtualités d'amour et de pensée, en sommeil chez le végétal, à peine ébauchées chez l'animal, s'épanouissent chez l'homme en magnifiques floraisons, à lui d'instaurer l'ère d'une paix souveraine, à lui de soumettre le monde à l'empire de la raison. — L. RANDETTI.



ERRATA



Lire : page, colonne, ligne, lire, au lieu de. — Exemple : page 18, colonne 1, ligne 13, lire *Verhaeren*, au lieu de *Vandervelde*. Etc...

- 18, 1, 13, *Verhaeren*, *Vandervelde*.
 22, 1, 34, *satisfaction*, satisfaisant.
 53, 1, 19, *emplit*, remplit.
 53, 2, 42, *sans cesser*, sans cesse.
 135, 1, 31, *Bouillet*, Brouillet.
 139, 1, 54, 529, 529, 509.
 141, 2, 54, *réduit enfin à des flagorneries d'autant moins dignes qu'elles s'adressaient à un roi...*, réduit enfin à un roi qui renchéris-
 suit sur ses prédécesseurs...
 249, 2, 54, *la 4^e*, la 9^e.
 253, 2, 52, *ponçage*, poinçage.
 254, 1, 37, *pomme*, pomme.
 256, 1, 12, *possédons*, possessions.
 269, 2, 39, *l'équité*, l'égalité.
 475, 2, 12, *Kolariens*, trolariens.
 477, 1, 56, *XII^e siècle*, XVI^e siècle.
 575, 1, 11, *dédain*, destin.
 610, 1, 69, *dépendance*, indépendance.
 610, 1, 70, *corréables*, convivables.
 665, 1, 31, *Vonglans*, Vanglans.
 666, 2, 38, *Louis XVI*, Louis XIV.
 668, 1, 5 et 6 :
Y fit, tout alentour, faire un fossé bourbeux
Et de Monsieur de l'Isle il prit le nom pompeux.
 Fit creuser tout autour un grand fossé bourbeux
 Et de Monsieur de l'Isle, il prit le nom pompeux.
 668, 1, 1, *impudence*, imprudence.
 669, 2, 8, *bibliques*, publiques.
 669, 2, 53, *fausse élite*, pauvre élite.
 719, 2, 50, *généreuses*, générales.
 733, 1, 15, *de ce savant*, savant.
 735, 2, 53, *restât*, reste.
 746, 2, 8, *la machine a favorisé*, la machine a fovrisé.
 747, 2, 23, *aux proportions harmonieuses*, aux propo-
 sitions harmonieuses.
 750, 2, 16, *l'un à l'autre*, l'un et l'autre.
 770, 2, 16, *toutes innovations menues*, toutes innova-
 tions mêmes.
 771, 1, 19, *si compréhensive*, si compréhensible.
 775, 1, 41, *les infériorisés du labeur*, les infériorités
 du labeur.
 776, 1, 6, *vers les normes du capitalisme*, les ormes
 du capitalisme.
 812, 1, 25, *librement*, longuement.
 821, 1, 52, *Corneille*, Molière.
 822, 2, 23, 1.827, 1.927.
 872, 1, 16, *Cratès*, Caatès.
 904, 1, 52, *et personnels souvent*, et personne souvent.
 933, 1, 28, *de la logique que de la métaphysique*, la
 logique de la métaphysique.
 946, 1, 32, *complice*, emplie.
 947, 2, 27, *de ce savant qui fut Elisée Reclus*, qui fut
 Elisée Reclus.
 980, 2, 9, *la direction*, le directeur.
 980, 2, 57, *elle est l'adhésion à tout*, elle est tout ce
 980, 2, 57, *elle est l'adhésion à tout ce que l'homme...*,
 elle est tout ce que l'homme...
 984, 1, 38, *les unis inconciliables*, les unis inconcilés.
 1033, 1, 6, *des facultés intellectuelles*, les facilités in-
 tellectuelles.
 1040, 2, 52, *le confondre*, les confondre.
 1042, 2, 49, *le philosophe de Tréguier*, le philosophe Le
 Tréguier.
 1042, 2, 72, *ne manquèrent*, ne manquent.
 1066, 2, 58, *aux activités*, à l'activité.
 1109, 2, 31, *les doctes*, les sociétés.
 1110, 2, 53, *éloigné de te*, éloigné d'y.
 1127, 2, 46, *leur cerveau*, leurs cerveaux.
 1136, 2, 58, *D'après Descartes*, Dans Descartes.
 1137, 1, 28, *la proposition*, la proportion.
 1165, 2, 69, *de*, à.
 1180, 1, 62, *l'égard*, d'égard.
 1182, 1, 7, *tactilement*, tacitement.
 1184, 2, 30, *philologie*, philosophie.
 1186, 2, 21, *radicale*, sociale.
 1187, 1, 3, *Nyrop*, Myrop.
 1187, 2, 45, *écorcheurs*, ébrêcheurs.
 1187, 2, 57, *Noë*, Noé.
 1188, 2, 22, *Villon*, Villard.
 1189, 1, 55, *tropes*, troupes.
 1189, 2, 63, *scolaires*, scolaires.
 1196, 2, 13, *règles fixées selon un ordre*, règles fixent
 un ordre.
 1196, 2, 26, *d'imitation*, d'initiation.
 1197, 1, 16, *tarpans*, tarnans.
 1197, 2, 42, *travaille*, travaillerait.
 1197, 2, 71, *aucune*, aucun.
 1202, 1, 59 et 60, *s'arrogent les gouvernants*, s'arrogent
 les moindres actes des gouvernants.
 1202, 1, 65, *les moindres actions des libres citoyens*,
 les libres citoyens.

1202, 2, 23, *encore toute imprégnée*, la première encore imprégnée.
 1202, 2, 41, *Ulpien*, Ulpicien.
 1203, 2, 69, *c'est la...*, c'est ainsi la...
 1204, 1, 27, *devenue mécanique*, mécanique.
 1207, 2, 18, *Juger*, Jugez.
 1210, 2, 50, *professionnels*, professeurs.
 1217, 1, 7, *prétorienne*, prolétarienne.
 1222, 2, 12, *Evaluation*, Elévation.
 1229, 2, 29, *prérate*, prévaile.
 1244, 2, 10, *général*, général.
 1282, 2, 59, *Aux XIX^e et XX^e siècles*, au XIX^e siècle.
 1283, 1, 8, *le cadre de cet article*, notre cadre.
 1283, 1, 30, *aspirations*, opérations.
 1286, 2, 8, *Baudelaire*, Beaudelaire.
 1296, 1, 6, *Baudelaire*, Beaudelaire.
 1315, 2, 58, *inférieurs ou supérieurs à*, inférieurs à.
 1318, 1, 72, *Que, dans ces divers domaines, l'une quelconque de ces conditions essentielles ne soit point réalisée, et c'est à nouveau...*, Et c'est, à nouveau...
 1324, 1, 38, *constante*, consolante.
 1325, 1, 33, *Peu*, Par.
 1325, 1, 64, *animisme*, arrivisme.
 1328, 1, 15, *l'esprit s'est élevé*, l'esprit a élevé.
 1335, 1, 59, *congratulations mutuelles*, congratulations naturelles.
 1335, 1, 48, *aphasie*, aphémie.
 1336, 1, 67, *tout du premier*, tout au premier.
 1337, 2, 43, *Fiseau*, Ficeau.
 1349, 2, 5 et 8, *3.400.000 kilogrammètres*, 3.400.000 kilogrammes.
 1363, 2, 14, *les mouvements du*, les mouvements de.
 1364, 2, 59, *hérétiques*, hérésiarques.
 1365, 2, 27, *Kaaba*, Haaba.
 1366, 1, 36, *pour leurs*, sur leurs.
 1366, 1, 56, *schistes*, schistes.
 1366, 2, 45, *au-dessous*, au-dessus.
 1377, 2, 9, *sont oubliées*, n'ont rien à dire.
 1378, 1, 2, *milliers*, millions.
 1378, 2, 35, *un serment*, serment.
 1386, 2, 4, *cause*, science.
 1388, 1, 11, *Giroud*, G. Hardy.
 1388, 1, 60, *hésiter*, hésiter.
 1421, 1, 66, *ministre*, ministère.
 1458, 1, 15, *fautes*, fautes.
 1458, 1, 37, *comme*, comme.
 1459, 1, 57, *tout*, tant.
 1464, 1, 25, *subjectif*, objectif.
 1465, 2, 66, *quantas*, quantos.
 1466, 1, 61, *pali*, poli.
 1473, 1, 18, *se constitue*, se constitue.
 1474, 2, 2, *périphériques*, périsphériques.
 1475, 1, 20, *atomique*, atomiste.
 1475, 1, 43, *à la suite des*, à la suite de.
 1478, 2, 29, *clan maternel*, clan Gamutch.
 1479, 2, 1, *des moins*, les moins.
 1479, 2, 60, *ce qu'on c'est*, ce qu'on.
 1481, 2, 27, *suscita*, suscite.
 1481, 2, 67, *sceau des lèvres*, des lèvres.
 1489, 1, 9, *dans un*, dans son.
 1489, 1, 35, *se tromperait*, se trompe.
 1501, 2, 47, *les croyants*, les théâtres.
 1502, 2, 39, *puissent*, pussent.
 1503, 2, 71, *coloration*, collaboration.
 1504, 2, 51, *support*, rapport.
 1505, 1, 36, *misérables*, inconsistantes.
 1509, 1, 17, *procoquent*, enseignent.
 1534, 2, 43, *mettons*, mettrons.
 1535, 2, 14, *donnerait*, donneraient.
 1536, 2, 19, *que ces derniers se produisent*, qu'ils se produisent.
 1539, 1, 67, *à heure*, à l'heure.

1540, 2, 73, *que dans toute la science*, que toute la science.
 1542, 2, 25, *à la transmigration*, à la transformation.
 1543, 2, 46 et 47, *peut-être compensée par quelques joies bien faibles, l'esprit...*, peuvent être compensés par quelques joies bien faibles, l'esprit...
 1557, 2, 43, *assurant la fabrication*, qui fabriquaient.
 1557, 2, 52, *c'est afin*, afin.
 1558, 1, 27, *humilières*, humilires.
 1561, 1, 68, *la bière*, la pierre.
 1561, 2, 67, *microbes anaérobies*, microbes nérobies.
 1562, 1, 24, *de végétaux*, végétaux.
 1565, 2, 9, *XIII^e siècle*, XII^e siècle.
 1597, 1, 16, *explorateurs*, exploiters.
 1604, 2, 23, *un partisan*, en partisan.
 1607, 1, 10, *chef-de-feu*, chef-le-feu.
 1612, 2, 21, *sous*, sans.
 1613, 2, 56, *cénesthésie*, anesthésie.
 1615, 1, 3, *humilité*, humanité.
 1615, 2, 45, *d'une individualisation*, à cette individualisation.
 1632, 1, 64, *multiple*, multiplié.
 1633, 2, 61, *nocuité*, nocivité.
 1634, 2, 20, *que des vers*, qu'un ver.
 1636, 1, 5, *et boisson*, et besoin.
 1688, 2, 68, *de légitime défense*, de défense.
 1692, 2, 8, *en effet, déclare Gley*, en effet, Gley.
 1693, 1, 48, *des espèces*, les espèces.
 1726, 2, 45, et 46, *...musique. Par contre, le geste, c'est-à-dire l'action, se sépare...*, ...musique, intrinsèquement séparées, sinon hostiles, le geste...
 1745, 2, 50, *des apparitions*, des apparences.
 1746, 1, 17, *avait à faire preuve*, faisait preuve.
 1746, 1, 18, *il lui arrivait de mourir*, il arrivait qu'il meure.
 1746, 1, 45, *morales, sachant bien*, morales ; sachons bien.
 1747, 1, 19, *Résumer*, Accumuler.
 1753, 2, 59, *sont*, soint.
 1763, 2, 47, *accepter jusqu'au délire les pires absurdités. Les peuples ont été triturés, accepter jusqu'au délire que les peuples ont été triturés.*
 1789, 1, 50, *les pontifes*, les poncifs.
 1804, 1, 36, *et de très vieilles pratiques religieuses*, et certaines institutions religieuses.
 1804, 1, 38, *C'est aux*, Pourtant c'est
 1804, 1, 56, *à ses*, à ces.
 1804, 2, 21, *Dieu*, Dieux.
 1821, 2, 13 et 14, *inverser les lignes 13 et 14.*
 1821, 2, 38, *altère*, allère.
 1852, 1, 57, *de célébrité*, de la célébrité.
 1857, 2, 15, *tend vers tout*, tend à tout.
 1907, 2, 52, *Appollonius*, Apollonins.
 1908, 1, 40, *Honorius*, Honorins.
 1908, 1, 68, *Symmaque*, Symmague.
 1942, 2, 28, *la mesure où il prend*, la mesure il prend.
 1975, 1, 37, *tout ensemble*, tous ensemble.
 1975, 2, 47, *représente*, présente.
 1977, 1, 52, *qui les écoutent*, qui l'écoutent.
 1998, 2, 46 et 47, *ou prix d'une chaîne et d'un collier, au prix d'une chaîne d'un collier.*
 1998, 2, 65, *par centaines*, par centaine.
 2021, 2, 35, *indéterminée*, indéterminés.
 2025, 2, 44 à 48, *...au-dessus des patries, dans la fraternité de tous les travailleurs de toutes les patries. Il ne lui venait pas à l'idée de comprendre dans cette « grande amitié » ceux qui...*, au-dessus des patries. La véritable Internationale des travailleurs veut elle réalité, et de plus en plus utopique...
 2041, 1, 30, *absorbés*, absorbées.

- 2041, 1, 49, *influence*, *influencée*.
 2042, 2, 48, *relient antécédent et conséquent*, *relient antécédents et conséquents*.
 2051, 1, 22, *et à la pression*, *et la pression*.
 2051, 1, 52, *Schopenhauer, par exemple, soutiennent*, *Schopenhauer soutient*.
 2052, 1, 38 et 39, *D'une façon générale cependant, les sensations affectives internes deviennent*, *D'une façon générale, les manifestations affectives deviennent*.
 2079, 1, 55, *ou indique un suicide, ou d'un suicide*.
 2080, 1, 21, *des excitations*, *les excitations*.
 2094, 1, 16, *républicaine*, *république*.
 2096, 2, 18, *Béranger*, *Béranger*.
 2104, 2, 4, *assurera*, *assurera*.
 2105, 2, 58, *domaines*, *étendues*.
 2124, 1, 32, 1825, 1925.
 2128, 2, 11, *Marmontel*, *Marmontel*.
 2194, 1, 67, *mécontentement*, *mécontentement*.
 2200, 2, 10 et 11, *Cela peut encore aller. Voyons la suite : « La propriété... »*, *Cela transmission légitime et bien ordonnée. La propriété de chacun...*
 2224, 2, 49, *la cellule manque*, *elle manque*.
 2262, 1, 19, *sa terre*, *en terre*.
 2309, 1, 59, *monopole*, *monopole*.
 2315, 2, 44, *conservatismes*, *conservatismes*.
 2318, 2, 1, *et persuader aux autres*, *aux autres*.
 2320, 1, 35, *rouvre*, *rouvre*.
 2323, 1, 69, *moi*, *mort*.
 2335, 1, 73, *il les faisait traduire*, *les faisait traduire*.
 2357, 2, 58, *et adroitement machinées*, *et étroitement machinées*.
 2359, 1, 50, *arboraient*, *arboraient*.
 2374, 2, 36, *une révolution dans les esprits, ou les arts...*, *une révolution dans les esprits, dans les astres, ou les arts...*
 2375, 2, 12, *meurtrier*, *ouvrier*.
 2445, 1, 36, *Satire XII*, *Satire III*.
 2451, 2, 15, *XVII^e siècle*, *VII^e siècle*.
 2458, 1, 68 à 70, *Georges Eckhoud (Kermesses, Cycle patibulaire, Escal Vigor, la Nouvelle Carthage, etc.) Eugène Demolder : la Route d'Émeraude, le Jardinier de la Pompadour, Georges Eckhoud (Kermesses, Cycle patibulaire, Eugène Demolder (la Route d'Émeraude...*
 2464, 2, 29, 1822, 1882.
 2464, 2, 31, 1824, 1822.
 2464, 2, 57, 1797, 1897.
 2465, 2, 67, *Klinger*, *Klinger*.
 2516, 1, 34, 1667, 1647.
 2519, 1, 37, *qui n'ont jamais été consacrés par la Faculté*, *qui n'ont jamais été sacrés par la Faculté*.
 2534, 1, 60, *assurent*, *aussurent*.
 2535, 1, 27, *qu'au delà*, *qu'au là*.
 2554, 1, 23, *mettre des guillemets avant Supposons*.
 2556, 1, 47, *mettre des guillemets avant L'accès du*.
 2559, 2, 8, *Élément fondamental*, *Élément dernier*.
 2634, 1, 45, *prévoir*, *prévenir*.
 2634, 2, 22, *Dire du hasard*, *Dire au hasard*.
 2638, 1, 22, 306, 153.
 2650, 1, 6, *Ruth Litzig*, *Ruthlitzig*.
 2657, 2, 58, *le spiritualisme pratique*, *le spiritisme pratique*.
 2674, 1, 51, *et bonheur*, *et le bonheur*.
 2684, 2, 34, *des descriptions*, *les descriptions*.
 2684, 2, 50, *Brunschweig*, *Brunschwick*.
 2686, 1, 51, *se désolent de savoir qu'ils ne seront un jour qu'une*, *se désolent de n'être un jour qu'une*.
 2695, 2, 17, *Vielé-Griffin*, *Vielégriffin*.
 2716, 2, 58, *que la science nous permet*, *qu'elle nous permet*.
 2721, 1, 8, *de la suprématie*, *du lucre*, *de la suprématie du lucre*.
 2726, 2, 29, *langue*, *longueur*.
 2738, 2, 40, *pour des raisons*, *par des raisons*.
 2741, 2, 36, *romane*, *romaine*.
 2750, 2, 72, *étouffe*, *éouffe*.
 2800, 2, 50, *Sendhal*, *Stendhall*.
 2828, 2, 16 et 17, *Ce qu'il veut c'est « le plus grand*, *Ce n'est pas « le plus grand*.
 2828, 2, 41, *Contre ceux qui*, *Entre ceux qui*.
 2829, 2, 50, *que de l'exactitude rigoureuse*, *que l'exactitude rigoureuse*.
 2830, 2, 14, *à reconnaître à ses semblables*, *à reconnaître à ses semblables*.
 2830, 2, 19, *s'il y a des flux et des reflux*, *s'il a des flux et des reflux*.





L'impression de cette " Encyclopédie " a été terminée le 8 décembre 1934 sur les presses de E. Rivet, éditeur, 21, ancienne route d'Aixe, à Limoges.

